Chamberblietchen

2017-2018

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2017-2018

Document	Contenu	Page
CR n°1	Séances n°1, 2, 3	3
CR n°2	Séances n°4, 5, 6	55
CR n°3	Séances n°7, 8	119
CR n°4	Séances n°9, 10, 11, 12	183
CR n°5	Séances n°13, 14	247
CR n°6	Séances n°15, 16, 17	311
CR n°7	Séances n°18, 19, 20	375
CR n°8	Séances n°21, 22, 23	439
CR n°9	Séances n°24, 25, 26	503
CR n°10	Séances n°27, 28, 29	563
CR n°11	Séances n°30, 31, 32	627
CR n°12	Séances n°33, 34, 35	691
CR n°13	Séances n°36, 37, 38	755
CR n°14	Séances n°39, 40, 41	815
CR n°15	Séances n°42, 43, 44	879
CR n°16	Séances n°45, 46, 47, 48	935
CR n°17	Séances n°49, 50, 51, 52	999
CR n°18	Séances n°53, 54, 55	1063
CR n°19	Séances n°56, 57, 58, 59	1127

N°01
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°01 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

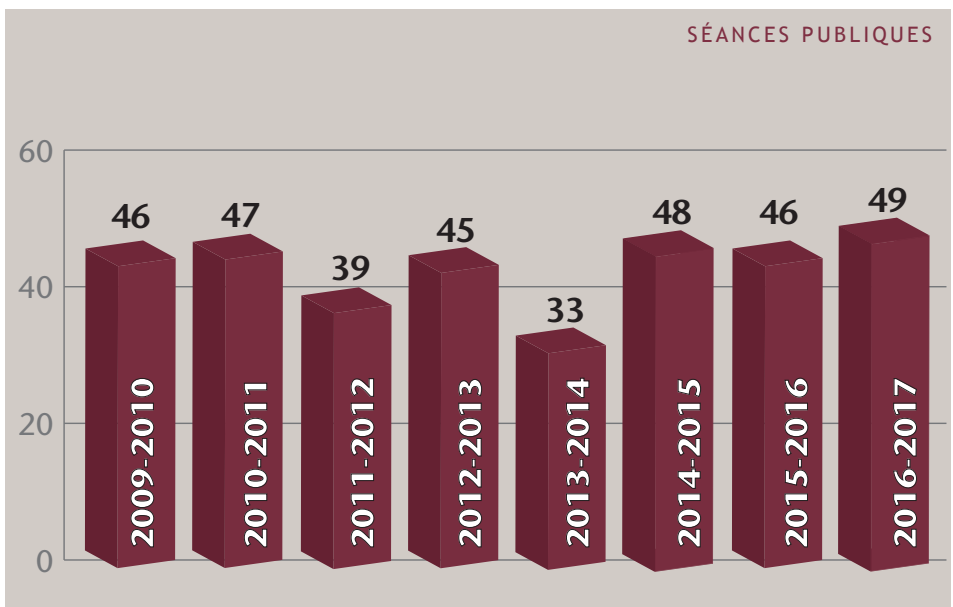
Pouvoirs de l'exécutif en temps de crise	p. 4	Sommaire des séances publiques nos1 à 3	p. 14	1re séance	Mardi 10 octobre 2017
Centre pour l'égalité de traitement	p. 6	Sommaire des questions parlementaires	p. Q1	2e séance	Mercredi 11 octobre 2017
«Afferambulanz»	p. 9			3e séance	Jeudi 12 octobre 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

104 projets de loi adoptés au cours de 49 séances publiques et 632 réunions de commissions



Les membres de la Conférence des Présidents à l'occasion de la conférence de presse: Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry, M. Mars Di Bartolomeo, M. Eugène Berger, M. Claude Wiseler (de gauche à droite)



«Une session chargée touche à sa fin et une autre plus chargée encore s'annonce avant les élections législatives dans un an», a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors d'une conférence de presse avec les membres de la Conférence des Présidents le 6 octobre 2017, à quelques jours de la rentrée parlementaire.

Le Président a retracé les points forts de la session 2016-2017 et a évoqué les défis qui attendent la Chambre au cours de l'année parlementaire 2017-2018. Entre-temps, la nouvelle session a débuté le mardi 10 octobre.

Le bilan des travaux législatifs

Au cours de la session écoulée, 114 projets de loi ont été déposés au parlement; 104 projets de loi ont été adoptés au cours des 49 séances publiques de la session parlementaire dont 80% par une large majorité de plus de 50 des 60 députés. Les députés ont alors passé quelque 180 heures au sein de la salle plénière où ils ont voté plusieurs projets de loi d'envergure comme la réforme de la nationalité, le nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée ou encore le nouveau congé parental. Le plus gros du travail législatif s'est passé au sein des commissions parlementaires: 632 réunions de commissions ont eu lieu au cours de la session.

La Chambre s'ouvre davantage

M. Mars Di Bartolomeo a insisté sur les efforts de la Chambre des Députés pour impliquer les citoyens dans le processus démocratique. L'enthousiasme pour la pétition publique, qui a fêté cette année ses trois ans, n'a pas diminué: quelque 140 pétitions ont été déposées au cours de l'année parlementaire dont 135 déposées sous format électronique sur le site de la Chambre. Huit débats publics ont été organisés au cours de la dernière session.

Une journée portes ouvertes au printemps 2018

Au cours des douze derniers mois, 117 visites guidées - un «chiffre record» - ont été organisées par la Chambre des Députés. Le Parlement ouvrira à nouveau ses portes à tous les citoyens à l'occasion d'une journée portes ouvertes organisée au printemps 2018, a également annoncé le Président de la Chambre.

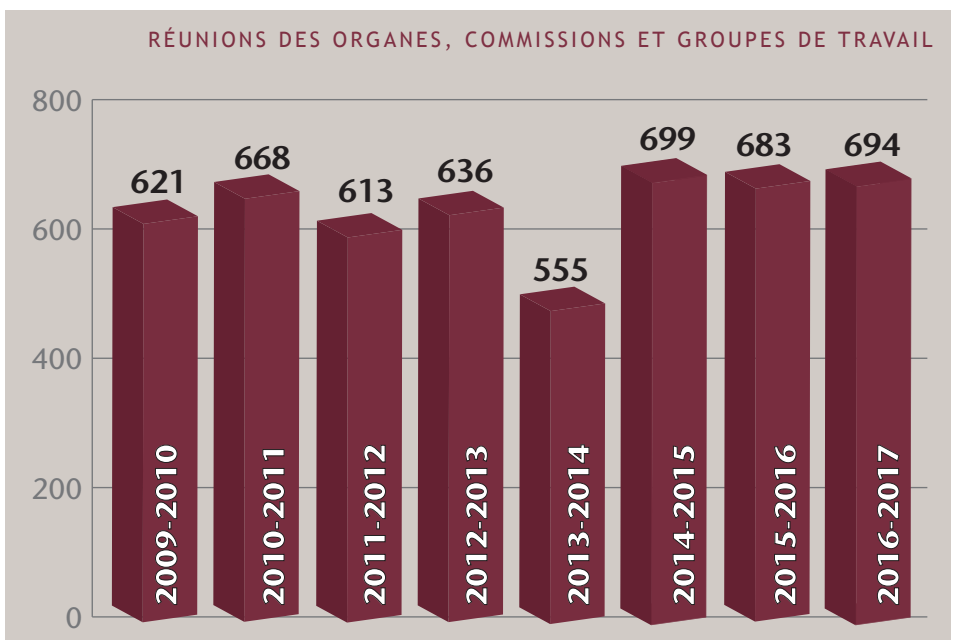
APF: le plus grand événement organisé par la Chambre

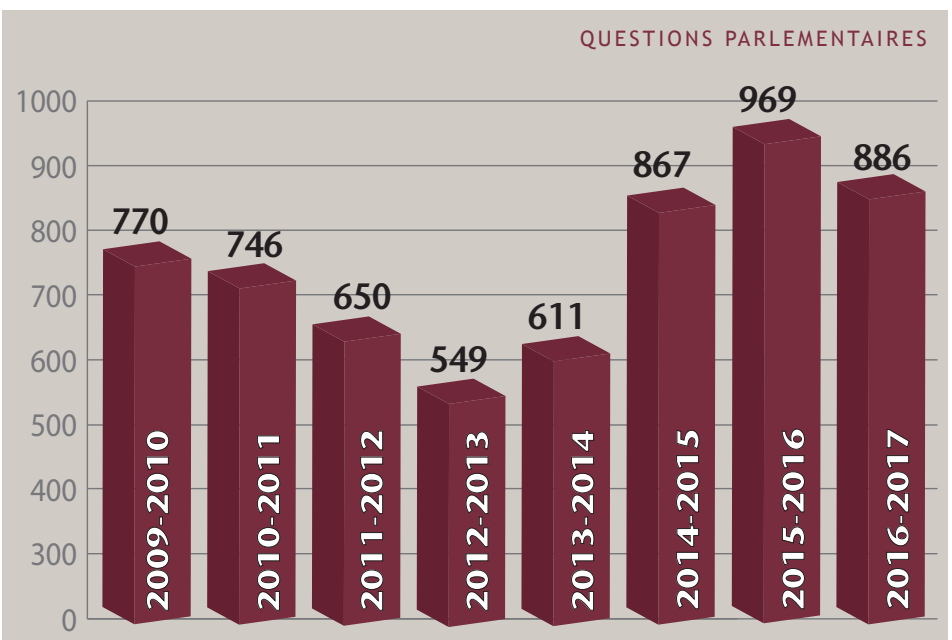
Sur le plan international, le Président a évoqué l'«événement mammouth» qu'était la 43e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et qui a réuni environ 600 participants de 72 pays - dont 25 présidents de parlement - dans le cadre des festivités des 50 ans de sa création à Luxembourg. Il s'agit du plus grand événement que le Parlement luxembourgeois n'ait jamais organisé.

CPI: présidence assurée par la Chambre

Sur le plan régional, le Parlement luxembourgeois assure depuis le 1er janvier 2017 (et pour une période de deux ans) la présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI) dont la priorité centrale est de faciliter les échanges quotidiens des citoyens - surtout des jeunes - issus de la Grande Région. Dans ce contexte, la Chambre organise en octobre une conférence sur la problématique du logement.

(suite en page 3)





Composition de la Chambre des Députés au 10/10/2017

Gouvernement


Graas Gusty
DEMOKRATESCH PARTEI


Krieps Alexander
DEMOKRATESCH PARTEI


Bauler André
DEMOKRATESCH PARTEI


Elvinger Joëlle
DEMOKRATESCH PARTEI


Hahn Max
DEMOKRATESCH PARTEI


Lamberty Claude
DEMOKRATESCH PARTEI


Baum Gilles
DEMOKRATESCH PARTEI


Arndt Frank
LSAP


Burton Tess
LSAP


Bofferding Taina
LSAP


Cruchten Yves
LSAP


Hemmen Cécile
LSAP


Negri Roger
LSAP


Adam Claude
déi gréng


Anzia Gérard
déi gréng

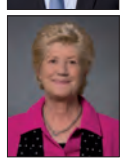

Traversini Roberto
déi gréng


Mertens Edy
DEMOKRATESCH PARTEI


Brasseur Anne
DEMOKRATESCH PARTEI


Polfer Lydie
DEMOKRATESCH PARTEI


Berger Eugène
DEMOKRATESCH PARTEI


Beissel Simone
DEMOKRATESCH PARTEI


Delles Lex
DEMOKRATESCH PARTEI


Dall'Agnol Claudia
LSAP


Fayot Franz
LSAP


Haagen Claude
LSAP


Bodry Alex
LSAP


Angel Marc
LSAP


Engel Georges
LSAP


Kox Henri
déi gréng


Loschetter Viviane
déi gréng


Lorsché Josée
déi gréng

CSV

LSAP

DEMOKRATESCH PARTEI

déi gréng

adr
ALTERNATIV DEMOKRATESCH REFORMPARTEI

déi Lénk

Orateur

Présidence


Barra Isabelle
Secrétaire générale adjointe


Reiter Benoît
Secrétaire général adjoint


Di Bartolomeo Mars
Président


Frieseisen Claude
Secrétaire général


Hetto-Gaasch Françoise
CSV


Kaes Aly
CSV


Meyers Paul-Henri
CSV


Mosar Laurent
CSV


Modert Octavie
CSV

Spautz Marc
CSV

Wiseler Claude
CSV

Roth Gilles
CSV

Wolter Michel
CSV

Halsdorf Jean-Marie
CSV

Schank Marco
CSV

Arendt Nancy
CSV

Oberweis Marcel
CSV

Gibéryen Gast
adr

Wagner David
déi Lénk

Baum Marc
déi Lénk

Mergen Martine
CSV

Adehm Diane
CSV

Lies Marc
CSV

Eischen Félix
CSV

Andrich-Duval Sylvie
CSV

Eicher Emile
CSV

Gloden Léon
CSV

Wilmes Serge
CSV

Hansen Martine
CSV

Zeimet Laurent
CSV

Reding Roy
adr

Kartheiser Fernand
adr

104 projets de loi adoptés au cours de 49 séances publiques et 632 réunions de commissions (suite)

(suite de la page 1)

Une «dernière» session «très chargée»

Pour ce qui est de la session 2017-2018, qui sera la dernière pour le Parlement dans sa constellation actuelle, le Président de la Chambre des Députés a énuméré toute une série de réformes importantes à venir dont la réforme des congés spéciaux, les réformes judiciaires, le cadre légal pour la protection des animaux, la réforme de la Police, la réforme des services de secours, le projet de loi sur le port du voile intégral ou encore sur l'Université du Luxembourg. Les députés sont également en train de préparer des débats de consultation importants dont notamment un débat sur le logement et un autre sur le développement économique et social du Grand-Duché (processus «Rifkin»).

Les élections législatives prévues pour la mi-octobre 2018 ne devraient pas interférer avec les travaux législatifs durant la session 2017-2018, a finalement conclu M. Mars Di Bartolomeo devant la presse.

Session ordinaire 2016-2017 – Relevé général (établi le 10.10.2017 à la fin de la session)

Total de toutes les réunions	743
Séances publiques Bureau Conférence des Présidents Réunions de commissions et groupes de travail	49 21 34 639
Durée totale des séances publiques	181:37 heures
Projets de loi déposés	114
Projets de loi évacués	115
Projets de loi adoptés en premier vote constitutionnel Projets de loi adoptés en second vote constitutionnel Projets de loi retirés	104 1 10
Propositions de loi déposées	2
Propositions de loi évacuées	4
Propositions de loi évacuées conjointement avec un autre projet Propositions de loi retirées	1 3
Projets de révision de la Constitution évacués	1
Projets de révision de la Constitution retirés	1
Propositions de révision de la Constitution déposées	1
Propositions de révision de la Constitution évacuées	2
Propositions de révision de la Constitution adoptées en premier vote constitutionnel Propositions de révision de la Constitution adoptées en second constitutionnel	1 1
Projets de règlement grand-ducal déposés	7
Projets de règlement grand-ducal évacués	15
Projets de règlement grand-ducal avisés Projets de règlement grand-ducal retirés	10 5

Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés déposées	1
Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés évacuées	2
Motions adoptées (liées à un dossier)	14
Motions adoptées (non liées à un dossier)	1
Résolutions adoptées (liées à un dossier)	3
Résolutions adoptées (non liées à un dossier)	4
Heures d'actualité	4
Interpellations	11
Débats de consultation	2
Débats d'orientation	4
Déclarations gouvernementales (suivies d'un débat)	7
Divers déposés	2
Divers évacués	2
Heures de questions au Gouvernement	7 heures et 64 questions
Questions élargies	7
Questions parlementaires	886
Réponses aux questions parlementaires	907
Questions urgentes	32
Urgence reconnue Urgence non reconnue	9 23
Affaires européennes	2
Avis motivés Avis politiques	1 1

Le dépôt du budget pour l'exercice 2018

«Le budget 2018 est un budget de la qualité de vie, de la compétitivité et de la continuité», c'est en ces termes que le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, a présenté le 11 octobre 2017 à la Chambre des Députés le projet de budget de l'État pour l'exercice 2018 (dossier parlementaire 7200). Il s'agit du dernier budget déposé par le Ministre Pierre Gramegna pour la législature courante. Mme Joëlle Elvinger a été désignée rapportrice du budget 2018.

Un solde de 333 millions d'euros

Au niveau de l'Administration publique, le Gouvernement table sur un solde positif de 333 millions d'euros grâce aux excédents de recettes réalisés par la sécurité sociale et les communes. Ces excédents compensent le déficit de 890 millions au niveau de l'Administration centrale. Sur les prochaines années, le solde de l'Administration centrale connaîtra une amélioration progressive et devrait s'établir à moins 89 millions d'euros en 2021, a précisé M. Gramegna en salle plénière. Le déficit au niveau de l'Administration centrale s'explique par le niveau élevé des investissements, a ajouté le Ministre des Finances.

L'éducation nationale: une priorité dans les dépenses de l'État

Du côté des dépenses, les investissements publics pour 2018 s'élèvent à 2,4 milliards, ce qui représente 4,1% du PIB. Une grande priorité dans les investissements est accordée à l'éducation avec la mise en œuvre de l'éducation plurilingue ainsi que les 20 heures hebdomadaires d'encadrement gratuit pour les enfants en bas âge (un à quatre ans) dans le cadre du régime du chèque service accueil. À partir de la prochaine rentrée scolaire, les livres scolaires dans l'enseignement secondaire seront gratuits (14,5 millions d'euros seront investis pour la gratuité des livres scolaires) et 500 nouveaux postes dans l'enseignement seront créés, a annoncé le Ministre Gramegna.

Une autre priorité en matière d'investissements est le logement (les programmes de subvention pour les logements sociaux seront revus à la hausse), les transports publics (qui coûteront 826,5 millions d'euros à l'État) ainsi que les investissements environnementaux et climatiques (doublés depuis 2013).

À partir de l'année prochaine, un abattement de 2.500 euros pour les voitures à usage individuel électriques hybrides rechargeables sera introduit, a expliqué le Ministre aux députés et à la presse.

L'État investira davantage dans la sécurité des citoyens avec la création de 100 postes pour la Police grand-ducale. Le Grand-Duché augmentera sa part dans le budget de l'OTAN et allouera 4 millions d'euros pour la protection des frontières extérieures de l'UE (Frontex), a précisé le Ministre des Finances.

Une dette publique «raisonnable»

En ce qui concerne la dette publique du Grand-Duché s'élevant à 12,8 milliards d'euros, et qui d'après Pierre Gramegna est une dette publique «raisonnable», elle continue de figurer parmi les plus faibles en Europe et s'établira en 2018 à 22,7% du PIB, contre une moyenne de 89,5% en zone euro.

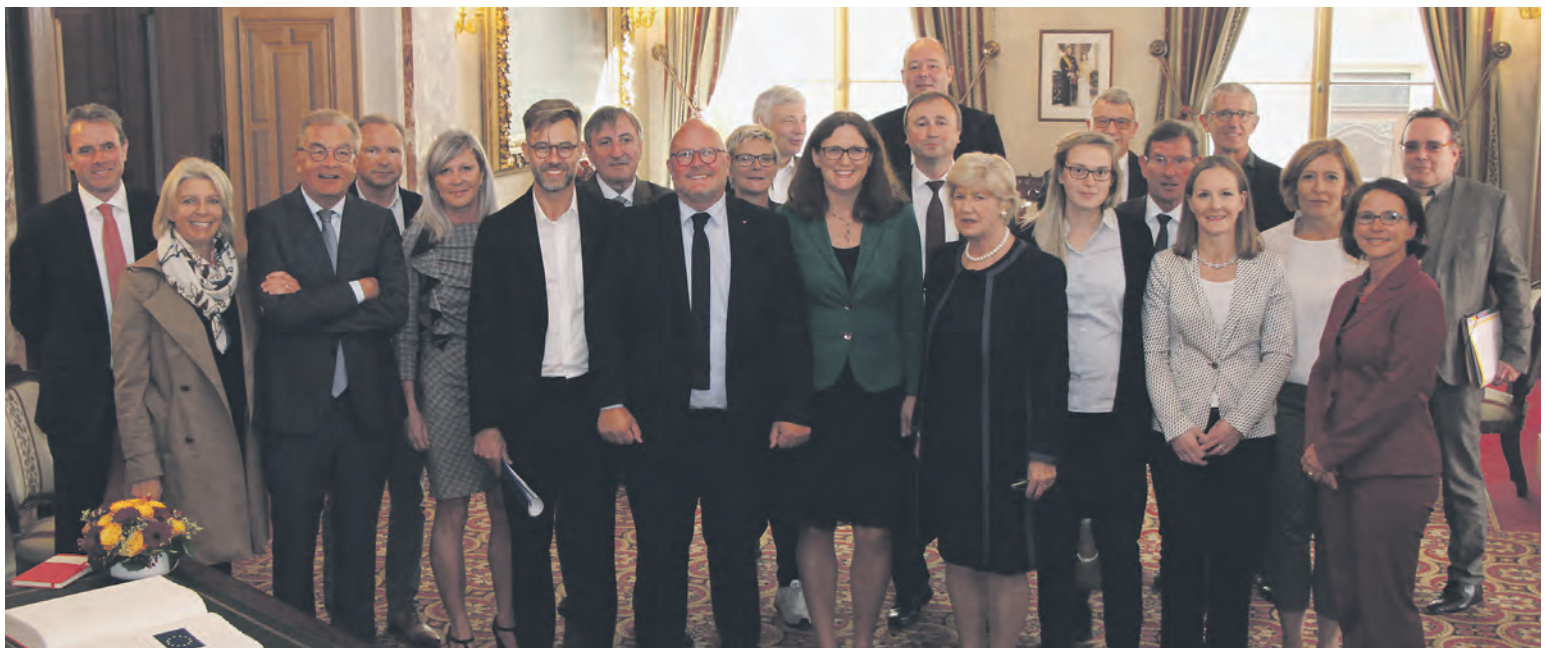


(de gauche à droite) Mme Joëlle Elvinger, rapportrice du budget 2018, M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

En 2018, l'État devra rembourser 700 millions d'euros, a précisé le Ministre Pierre Gramegna.

Au niveau européen, le Luxembourg reste un élève modèle, a estimé le Ministre des Finances. En effet, le Grand-Duché est le seul État membre de la zone euro ayant respecté tous les critères du pacte de stabilité et de croissance (PSC).

Des accords pour cadrer la mondialisation



Échange de vues à la Chambre des Députés avec Mme Cecilia Malmström, Commissaire européenne chargée du Commerce (au milieu)

Faire tomber les barrières commerciales pour soutenir le commerce européen et permettre aux entreprises européennes d'exporter dans le monde entier dans les meilleures conditions possibles, c'est l'objectif de la politique commerciale de l'Union européenne (UE) présentée le 25 septembre 2017 par la Commissaire européenne chargée du Commerce, Mme Cecilia Malmström, aux députés membres de plusieurs commissions parlementaires.

«Le commerce ne se fait pas à n'importe quel prix»

La stratégie de l'UE en ce qui concerne sa politique commerciale est d'établir des accords internationaux reposant sur les valeurs fondamentales de l'UE, a rappelé la Commissaire suédoise. Dans ce sens, elle a souligné que «le commerce ne se fait pas à n'importe quel prix» et qu'aucun accord de libre-échange ne sera conclu s'il ne respecte pas la réglementation de l'UE en ce qui concerne les normes sociales, environnementales et de sécurité alimentaire.

Le traité de libre-échange avec le Japon, sur les principaux éléments duquel les deux parties ont trouvé un accord de principe cet été, est également le premier accord de libre-échange s'engageant clairement à respecter l'accord de Paris sur le climat. L'accord de Paris sera d'office partie intégrante pour les futurs accords de libre-échange conclus par l'UE, et dans ce sens, Mme Malmström a fait connaître ses doutes quant à une éventuelle reprise des travaux du TTIP avec les États-Unis.

«Façonner la mondialisation»

Plusieurs accords sont d'actualité. L'Accord économique et commercial global (CETA) entre l'UE et le Canada est entré en application provisoire, le 21 septembre 2017, dans sa quasi-totalité, alors qu'il n'a été ratifié que par sept des 38 parlements nationaux et régionaux qui sont censés le voter, dont le Parlement luxembourgeois.

Interrogée sur les travaux concernant le code de conduite contraignant pour les membres du tribunal permanent des investissements prévu par le CETA, la Commissaire européenne a répondu qu'ils commenceront bientôt et se feront dans la transparence maximale. Dans une motion adoptée en octobre 2016, la majorité des députés avaient demandé au Gouvernement luxembourgeois de suivre de près cette question.

Outre le CETA et l'accord de principe sur l'accord de partenariat économique UE-Japon, la Commission européenne se prépare à ouvrir les négociations avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Chili, a expliqué la Commissaire européenne aux députés luxembourgeois. En concluant ces différents accords, la Commission européenne espère «donner une nouvelle image à la mondialisation et la façonner».

L'avenir commercial avec le Royaume-Uni ainsi que les relations avec la Chine étaient également des sujets évoqués lors de l'échange de vues entre la Commissaire européenne et la délégation luxembourgeoise.

Renforcer la dimension sociale de l'Europe

La Commissaire européenne pour l'emploi, les affaires sociales, les compétences et la mobilité des travailleurs, Mme Marianne Thyssen, était à Luxembourg le 6 octobre 2017 pour un échange de vues avec une délégation parlementaire à la Chambre des Députés.

«La Commission Juncker a tenu parole», a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en faisant allusion à la promesse faite par l'actuelle Commission européenne au moment de son entrée en fonction de soigner davantage le contact avec les parlements nationaux. Mme Thyssen fut le sixième membre de l'équipe de M. Jean-Claude Juncker à rendre visite au Parlement luxembourgeois en l'espace d'une année.

En guise d'introduction, Mme Marianne Thyssen a rappelé les chiffres clés du rapport trimestriel sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe présenté la veille à Bruxelles. Ce rapport fait état d'une amélioration de l'emploi dans quasiment tous les États membres de l'Union européenne (UE).

Selon la Commission européenne, l'emploi a augmenté au cours du deuxième trimestre 2017 de 1,5% dans l'UE et de 1,6% dans la zone euro par rapport à la même période en 2016. 3,5 millions de personnes supplémentaires seraient venues grossir les chiffres de l'emploi dans l'Union, et 2,4 millions dans la zone euro. Grâce à cette tendance à la hausse, l'Union européenne peut se prévaloir du plus grand nombre de personnes ayant un emploi, à savoir 235,4 millions de personnes, ce qui signifie le niveau d'emploi le plus élevé jamais enregistré.

Mme Marianne Thyssen a ensuite répondu aux questions des députés.

Une première série d'interrogations était liée aux récentes déclarations et annonces du Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union.

Le deuxième tour de table portait plus particulièrement sur des aspects relevant du champ de compétences directes de la Commissaire européenne pour l'emploi, les affaires sociales, les compétences et la mobilité des travailleurs.



La Commissaire européenne pour l'emploi, les affaires sociales, les compétences et la mobilité des travailleurs, Mme Marianne Thyssen, a répondu aux questions des parlementaires luxembourgeois.

Une vision commune pour l'Europe

Le Luxembourg et la Lettonie partagent le même esprit et la même vision européenne, c'est ce qui est ressorti d'un échange de vues entre le Ministre des Affaires étrangères letton, M. Edgars Rinkēvičs, et des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration le 18 octobre 2017.

Les deux pays fêtent en effet leur 95e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques. Dans ce contexte, l'hôte letton a remercié le Luxembourg de ne jamais avoir reconnu l'annexion et l'occupation des pays baltes.

Une Europe de la sécurité

Interrogé par les députés au sujet des propositions du Président français Emmanuel Macron sur une politique européenne de défense commune intensifiée avec un budget européen propre, le Ministre des Affaires étrangères letton a souligné qu'il y voyait une plus-value et que les pays membres devraient intensifier leurs efforts de recherche et de développement dans le secteur de la défense.



Le Ministre des Affaires étrangères letton, M. Edgars Rinkēvičs, entouré de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

Quant à l'idée d'une armée européenne, le chef de la diplomatie lettonne a affirmé que l'Union européenne devrait d'abord mobiliser et améliorer les effectifs dont elle dispose déjà, comme par exemple les groupements tactiques de l'Union européenne, des troupes européennes jamais déployées. De manière générale, il a souligné que l'OTAN et les 27 États membres restants devraient éviter le double emploi dans leurs efforts mais au contraire se compléter mutuellement.

Autres sujets débattus

Un autre sujet abordé lors de cet échange de vues était l'Union de l'énergie. Depuis quelques années, la Lettonie n'est plus à 100% dépendante de la Russie en matière d'approvisionnement énergétique, a précisé M. Edgars Rinkēvičs.

Selon le chef de la diplomatie lettonne, le but de la Lettonie est d'atteindre une part d'énergie renouvelable représentant 20% de son mix énergétique.

Les relations avec la Russie, le futur de l'Union européenne ainsi que les négociations du Brexit et le droit des citoyens européens résidant et travaillant au Royaume-Uni furent d'autres sujets discutés lors de la rencontre avec les députés.

Les événements récents en Espagne et le référendum en Catalogne étaient au cœur d'une entrevue entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Ministre des Affaires étrangères letton. Les deux hommes politiques s'étaient déjà rencontrés en juin dernier lors de la visite officielle d'une délégation luxembourgeoise en Lettonie.

«Mir hunn en Devoir de mémoire»



S.A.R. le Grand-Duc, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, ont participé à la cérémonie au Monument national de la solidarité luxembourgeoise («Kanounenhiwwel»).

L'importance de la mémoire figurait parmi les messages-clés du discours que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a prononcé à l'occasion de la Journée de commémoration nationale, le 10 octobre 2017.

Les générations qui n'ont pas connu la guerre ont tendance à croire que les valeurs comme la démocratie et la liberté sont des acquis évidents. Toutefois, le premier citoyen luxembourgeois a rappelé que «*dat ass awer net esou an et ass och net op ëmmer an éiweg ofgeséchert. A grad dofir ass et wichteg, ëmmer erëm drun ze erënneren, wéi et war, wéi mir déi Grondfräiheeten net haten, a wéi et wier, wa mir déi Grondrechter net hätten oder net méi hätten. Da kënne mir vläicht besser schätzen, wat et wäert ass, a Fridden a Fräiheet ze liewen.*» D'où l'importance de commémorer ceux qui ont lutté pour ces valeurs, a expliqué le Président de la Chambre lors de la cérémonie de commémoration et de mémoire au Conservatoire de la Ville de Luxembourg. «*Mir hunn en Devoir de mémoire a mussen dofir d'Evenementer hei am Land an iwwert d'Grenzen eraus objektiv analyséieren a kritesch hannerfroen, fir net a Gefor ze geroden, déi nämlecht Feeler nach eemol ze maachen*», a encore ajouté M. Di Bartolomeo.

Protéger les valeurs démocratiques

Dans son discours, le Président de la Chambre a mis en garde contre les tendances extrémistes qui apparaissent en Europe et remettent en question des valeurs démocratiques:

«*Virun allem däerfe mir net de Feeler maachen, datt mir Extremismus an extrem a geféierlech Vereinfachungen imitéieren, well soss hunn déi schonn hallef gewonnen. Mir mussen eis Grondwäerter wéi Demokratie a Fräiheet an d'Mënscherechter mat aller Kraaft verteidegen a géint all Form vun Ënnerdréckung, Rassismus, Antisemitismus, Haassverbriechen, Friemenhaass an Terror kämpfen - mat Argumenter an Iwwerzeegung.*»



Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a déposé une couronne de fleurs au Monument national de la résistance et de la déportation («Hinzerter Kräiz»).

Dans ce contexte, le Président de la Chambre a souligné la responsabilité des générations: «*Eis Missioun als Kanner, Enkelen an Urenkele vun deenen, deene mir haut gedenken, ass dofir ze suergen, datt si domat net duerchkommen*!»

La Journée de commémoration nationale est consacrée au souvenir de la lutte menée par le peuple luxembourgeois durant l'occupation de 1940 à 1945.

Mettre fin à la violence contre les Rohingyas



M. Alex Bodry et M. Eugène Berger (à droite)

Des parlementaires originaires de 177 États membres ont assisté à la 137e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est déroulée du 14 au 18 octobre 2017 à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie). La Chambre des Députés y était représentée par MM. Alex Bodry et Eugène Berger.

Le débat général de l'Assemblée était centré sur le thème «Promouvoir le pluralisme culturel et la paix à travers le dialogue interreligieux et interethnique». Dans la Déclaration de Saint-Pétersbourg, les parlementaires se sont notamment engagés à:

- veiller à ce que les mesures prises pour prévenir l'extrémisme violent soient pleinement conformes au droit international relatif aux droits de l'homme et ne reposent pas sur des stéréotypes et des partis pris,

- renforcer les capacités des travailleurs sociaux et des agents de médiation de manière à créer un climat de paix et de confiance aux niveaux local et régional,

- promouvoir l'enseignement des compétences relationnelles et l'éducation aux droits de l'homme à tous les niveaux d'enseignement, en soulignant l'importance du pluralisme religieux et la diversité culturelle,

- renforcer le rôle de la science, promouvoir des approches globales et des méthodes comparatives pour mieux expliquer les processus de la mondialisation et leurs effets,

- stimuler la diplomatie parlementaire pour résoudre les conflits interreligieux et interethniques.

Lors de leurs travaux, les parlementaires ont par ailleurs adopté une résolution condamnant le nettoyage ethnique dont est victime la minorité rohingya dans l'État Rakhine, dans le Nord du Myanmar. Ils ont exhorté le Gouvernement du Myanmar de mettre fin immédiatement à la violence et aux déplacements forcés que subissent les Rohingyas ainsi qu'aux violations flagrantes de leurs droits fondamentaux.

Un échange de vues sur la politique migratoire

Les défis de la politique migratoire de l'Union européenne (UE) étaient au cœur d'un échange de vues entre les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de l'Immigration et de la Défense et le Directeur général Matthias Ruete de la Direction générale de la migration et des affaires intérieures de la Commission européenne le 9 octobre 2017.

Depuis le début de la crise migratoire en 2015, une prise de conscience s'est installée au niveau européen pour s'attaquer aux questions migratoires, a constaté l'expert européen Matthias Ruete. Dans ce sens, la Commission européenne a commencé à mettre en place une «véritable» administration européenne avec par exemple la création de «hotspots» et l'extension des pouvoirs de «Frontex», a ajouté M. Ruete.

Mise en place d'une politique européenne de retour

Un autre sujet abordé par le Directeur général de la migration et des affaires intérieures de la Commission, et qui d'après lui sera une grande priorité dans les années à venir, est la mise en place d'une véritable politique européenne de retour. Cette question est très controversée au sein des États membres de l'Union européenne mais nécessaire pour pouvoir accueillir ceux qui sont réellement dans le besoin, a constaté M. Matthias Ruete. En outre, il a insisté à ce que la politique européenne de retour se fasse de pair avec une politique de migration légale. Une autre question soulevée par l'expert européen était celle de la mobilisation de fonds européens pour l'intégration.

Réforme de «Dublin II» et les relations UE-Afrique

Au cours des discussions avec le Directeur général de la migration de la Commission européenne, les députés se sont informés sur les développements récents en ce qui concerne la réforme du règlement de Dublin II (règlement européen déterminant à quel État membre incombe l'instruction d'une demande d'asile donnée). De plus, les députés ont souligné la nécessité de mettre en place une véritable politique de l'UE pour l'Afrique qui devrait, selon eux, être liée à une politique d'investissements des sociétés européennes en Afrique. Matthias Ruete a partagé l'idée des députés et a également souligné que cette politique Afrique-UE devrait se faire en concertation étroite avec la politique européenne de développement.



Entrevue de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes avec le Directeur général de la migration et des affaires intérieures, M. Matthias Ruete (3e de gauche)

Les déplacements forcés causés par le conflit syrien

Une délégation de Handicap International Luxembourg s'est entretenue, le 3 octobre 2017, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, sur les déplacements forcés causés par le conflit syrien.

Dans ce contexte, les membres de Handicap International ont remis un rapport rassemblant les témoignages de femmes syriennes déplacées au Liban.

La délégation de Handicap International a rappelé quelques chiffres clés du nombre de Syriens forcés de trouver refuge dans les pays voisins:

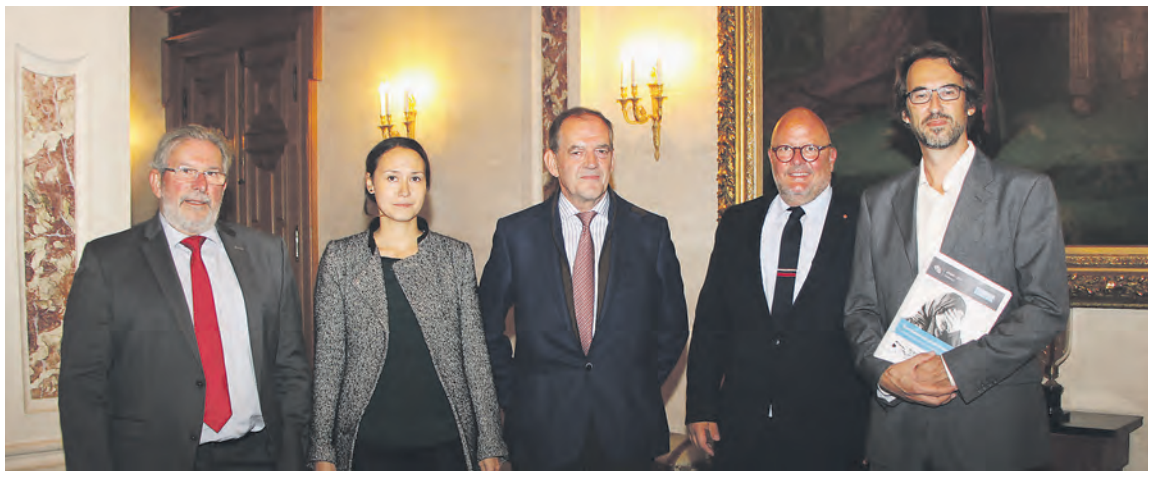
- 3 millions en Turquie,
- 700.000 en Jordanie,
- 1,5 millions au Liban, représentant un quart de la population libanaise, une situation qui pèse sur l'économie du pays.

Un témoignage précieux

Mme Martina Vohankova, chef de projet pour les actions de Handicap International en Syrie et spécialisée dans les opérations d'éducation aux risques des armes, a présenté un rapport sur la corrélation entre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées en Syrie et les déplacements de populations. Après avoir entendu le témoignage de Mme Vohankova, le Président de la Chambre l'a remerciée de son travail courageux et a ajouté que «nous vous devons beaucoup de respect pour votre engagement humanitaire dans des zones de crise».

Se mobiliser davantage contre l'utilisation d'armes explosives

La délégation de Handicap International a également fait un appel pour une mobilisation accrue contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Dans ce contexte, les représentants ont rappelé le lancement de la campagne traditionnelle «pyramide de chaussures» le 7 octobre 2017.



Les responsables de Handicap International reçus par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo (à gauche), et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Marc Angel (2e de droite)

Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (19 octobre 2017)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Mosar Laurent
	déi gréng	Kox Henri
Membres	CSV	Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Berger Eugène, Polfer Lydie
Secrétaire général		Frieseisen Claude

Conférence des Présidents

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Wiseler Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	DP	Krieps Alexander
Membres	CSV	Adehm Diane, Kaes Aly, Wilmes Serge
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Negri Roger
	DP	Elvinger Joëlle, Mertens Edy
	déi gréng	Lorsché Josée
	déi Lénk	Wagner David

Commission de contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

Président	CSV	Wiseler Claude
Membres	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commission des Pétitions

Président	CSV	Schank Marco
Vice-Présidents	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Wagner David
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Angel Marc, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Delles Lex, Graas Gusty, Hahn Max

Commission du Règlement

Président	ADR	Gibéryen Gast
Vice-Président	LSAP	Negri Roger
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Gloden Léon, Lies Marc, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Bodry Alex, Dall'Agnol Claudia
	DP	Bauler André, Beissel Simone, Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président	LSAP	Angel Marc
Vice-Présidents	CSV	Mosar Laurent
	DP	Polfer Lydie
Membres	CSV	Arendt Nancy (pour le volet Coopération), Halsdorf Jean-Marie, Spautz Marc, Wilmes Serge (sauf pour le volet Coopération), Wiseler Claude
	LSAP	Cruchten Yves, Dall'Agnol Claudia (sauf pour le volet Coopération), Hemmen Cécile (pour le volet Coopération)
	DP	Berger Eugène, Graas Gusty
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Affaires intérieures

Président	LSAP	Haagen Claude
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Roth Gilles
Membres	CSV	Eicher Emile, Kaes Aly, Lies Marc, Zeimet Laurent
	LSAP	Arndt Frank, Cruchten Yves
	DP	Hahn Max, Polfer Lydie
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	CSV	Eicher Emile
	déi gréng	Kox Henri (sauf pour le projet de loi 6994)
Membres	CSV	Eischen Félix, Hansen Martine, Kaes Aly, Modert Octavie
	LSAP	Arndt Frank, Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Lamberty Claude, Mertens Edy
	déi gréng	Anzia Gérard (pour le projet de loi 6994)
	ADR	Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	LSAP	Arndt Frank
	DP	Brasseur Anne
Membres	CSV	Eischen Félix, Halsdorf Jean-Marie, Mergen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Haagen Claude, Negri Roger
	DP	Bauler André, Berger Eugène
	déi gréng	Lorsché Josée
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Culture

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Mergen Martine
Membres	CSV	Modert Octavie, Wilmes Serge, Wiseler Claude, Zeimet Laurent
	LSAP	Angel Marc, Bofferding Taina
	DP	Delles Lex, Mertens Edy
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Baum Marc

Commission du Développement durable

Président	déi gréng	Lorsché Josée
Vice-Présidents	LSAP	Engel Georges
	CSV	Kaes Aly
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eicher Emile (pour le volet Aménagement du territoire), Lies Marc, Schank Marco, Wilmes Serge (sauf pour le volet Aménagement du territoire)
	LSAP	Cruchten Yves, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Kox Henri
	déi Lénk	Wagner David

Commission de l'Économie

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Eischen Félix

Membres	CSV	Adehm Diane (sauf pour les volets Tourisme et Zones d'activités), Eicher Emile (pour les volets Tourisme et Zones d'activités), Gloden Léon, Hetto-Gaasch Françoise, Mosar Laurent
	LSAP	Arndt Frank (pour le volet Énergie, le projet de loi 6853 et le projet de loi 6855), Burton Tess (sauf pour le volet Énergie, le projet de loi 6853 et le projet de loi 6855), Haagen Claude
	DP	Bauler André (sauf pour le volet Énergie), Beissel Simone, Hahn Max (pour le volet Énergie)
	déi gréng	Anzia Gérard
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Président	DP	Delles Lex
Vice-Présidents	CSV	Hetto-Gaasch Françoise
	LSAP	Haagen Claude
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Mergen Martine, Zeimet Laurent
	LSAP	Burton Tess, Engel Georges
	DP	Baum Gilles, Lamberty Claude
	déi gréng	Adam Claude (sauf pour le volet Formation professionnelle), Anzia Gérard (pour le volet Formation professionnelle)
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Président	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déi gréng	Adam Claude
	CSV	Hansen Martine
Membres	CSV	Adehm Diane, Modert Octavie, Oberweis Marcel, Wilmes Serge
	LSAP	Bofferding Taina (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Burton Tess, Cruchten Yves (pour les volets Médias et Communications, sauf pour le projet de loi 7049), Fayot Franz (pour le projet de loi 7049), Negri Roger
	DP	Bauler André, Berger Eugène (pour les volets Médias, Communications et Espace), Delles Lex (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Environnement

Président	déi gréng	Kox Henri
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Oberweis Marcel
Membres	CSV	Hansen Martine, Kaes Aly, Schank Marco, Zeimet Laurent
	LSAP	Arndt Frank, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Berger Eugène (sauf pour le volet Eau), Graas Gusty (pour le volet Eau), Lamberty Claude
	déi gréng	Anzia Gérard
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	LSAP	Bofferding Taina
	CSV	Spautz Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine
	LSAP	Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Hahn Max, Lamberty Claude
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Berger Eugène
Vice-Présidents	LSAP	Bodry Alex
	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Mosar Laurent, Roth Gilles, Spautz Marc, Wolter Michel
	LSAP	Fayot Franz, Haagen Claude
	DP	Bauler André, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Kox Henri, Loschetter Viviane
	ADR	Gibéryen Gast (sauf pour les volets Place financière et Secteur des assurances), Reding Roy (pour les volets Place financière et Secteur des assurances)

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP	Graas Gusty
	CSV	Modert Octavie
Membres	CSV	Adehm Diane, Andrich-Duval Sylvie, Meyers Paul-Henri, Roth Gilles
	LSAP	Engel Georges, Haagen Claude
	DP	Baum Gilles, Delles Lex
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Force publique

Président	LSAP	Dall'Agnol Claudia
Vice-Présidents	DP	Krieps Alexander
	CSV	Arendt Nancy
Membres	CSV	Adehm Diane, Eischen Félix, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Bodry Alex
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Meyers Paul-Henri
Membres	CSV	Gloden Léon, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	LSAP	Bofferding Taina (pour le volet Cultes), Fayot Franz, Hemmen Cécile (sauf pour le volet Cultes)
	DP	Bauler André, Berger Eugène
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Baum Marc

Commission juridique

Président	déi gréng	Loschetter Viviane
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Gloden Léon
Membres	CSV	Meyers Paul-Henri, Modert Octavie, Mosar Laurent, Roth Gilles
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex, Fayot Franz
	DP	Beissel Simone, Berger Eugène
	déi gréng	Lorsché Josée
	ADR	Reding Roy

Sous-commission «Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite» de la Commission juridique

Président	LSAP	Fayot Franz
Membres	CSV	Gloden Léon
	DP	Beissel Simone
	déi gréng	Loschetter Viviane
	ADR	Reding Roy

Commission du Logement

Président	DP	Hahn Max
Vice-Présidents	LSAP	Cruchten Yves
	CSV	Lies Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eischen Félix, Meyers Paul-Henri, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Delles Lex, Lamberty Claude
	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Président	LSAP	Hemmen Cécile
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Andrich-Duval Sylvie
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine (pour le volet Sports), Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine (pour les volets Santé et Égalité des chances)
	LSAP	Angel Marc (pour le volet Égalité des chances), Burton Tess (pour le volet Égalité des chances), Dall'Agnol Claudia (pour les volets Santé et Sports), Engel Georges (pour les volets Santé et Sports)
	DP	Baum Gilles (pour le volet Sports), Berger Eugène (pour le volet Sports), Graas Gusty (pour les volets Santé et Égalité des chances), Krieps Alexander (sauf pour le volet Sports), Lamberty Claude (pour le volet Sports), Mertens Edy (pour les volets Santé et Égalité des chances)
	déi Lénk	Baum Marc

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	DP	Bauler André (pour le volet Travail et Emploi)
	CSV	Wilmes Serge
Membres	CSV	Eischen Félix (pour le volet Travail et Emploi), Halsdorf Jean-Marie (pour le volet Sécurité sociale), Kaes Aly, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Krieps Alexander, Lamberty Claude, Mertens Edy (pour le volet Sécurité sociale)
	déi gréng	Anzia Gérard (pour le volet Travail et Emploi), Lorsché Josée (pour le volet Sécurité sociale)
	déi Lénk	Baum Marc

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (10 octobre 2017)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs:
Brasseur Anne (DP), Présidente de la délégation
Cruchten Yves (LSAP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Membres suppléants:
Adam Claude (déi gréng)
Mergen Martine (CSV)
Wilmes Serge (CSV)

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la délégation
Bodry Alex (LSAP)
Brasseur Anne (DP)
Loschetter Viviane (déi gréng)
Modert Octavie (CSV)
Mosar Laurent (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (APOSCE)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Berger Eugène (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Lorsché Josée (déi gréng)
Membres suppléants:
Gloden Léon (CSV)
Graas Gusty (DP)
Kox Henri (déi gréng)
Kartheiser Fernand (ADR)
Reding Roy (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Membres effectifs:
Dall'Agnol Claudia (LSAP), Présidente de la délégation
Beissel Simone (DP)
Modert Octavie (CSV)
Membres suppléants:
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Traversini Roberto (déi gréng)
Wagner David (déi Lénk)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)

Membres effectifs:
Halsdorf Jean-Marie (CSV), Président de la délégation
Angel Marc (LSAP), Vice-Président de la délégation, trésorier de l'APOTAN
Krieps Alexander (DP)
Membres suppléants:
Arendt Nancy (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)
Loschetter Viviane (déi gréng)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la délégation
Angel Marc (LSAP)
Beissel Simone (DP)
Berger Eugène (DP)
Bodry Alex (LSAP)
Kox Henri (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Polfer Lydie (DP)
Roth Gilles (CSV)
Wiseler Claude (CSV)
Wolter Michel (CSV)

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs:
Angel Marc (LSAP), Président de la délégation
Adam Claude (déi gréng)
Adehm Diane (CSV)
Berger Eugène (DP)
Gibéryen Gast (ADR)
Wagner David (déi Lénk)

Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs:
Negri Roger (LSAP), Président de la délégation
Oberweis Marcel (CSV), Vice-Président de la délégation
Arndt Frank (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Gibéryen Gast (ADR)
Lorsché Josée (déi gréng)
Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants:
Adam Claude (déi gréng)
Adehm Diane (CSV)
Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Delles Lex (DP)
Engel Georges (LSAP)
Kaes Aly (CSV)
Reding Roy (ADR)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Bodry Alex (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Eischen Félix (CSV)
Graas Gusty (DP)
Lamberty Claude (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Negri Roger (LSAP)
Schank Marco (CSV)
Baum Marc (déi Lénk)
Membres suppléants:
Baum Gilles (DP)
Burton Tess (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Hemmen Cécile (LSAP)
Kox Henri (déi gréng)
Mertens Edy (DP)
Oberweis Marcel (CSV)
Roth Gilles (CSV)
Wagner David (déi Lénk)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs:
Kox Henri (déi gréng), Président de la délégation
Berger Eugène (DP)
Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Eischen Félix (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la gouvernance économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Membres effectifs:
Berger Eugène (DP), Président de la délégation
Bodry Alex (LSAP)
Kartheiser Fernand (ADR)
Kox Henri (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Wiseler Claude (CSV)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint spécialisé (Europol «JPSG» - Joint parliamentary scrutiny group)

Membres effectifs:
Angel Marc (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Membres suppléants:
Adam Claude (déi gréng)
Kartheiser Fernand (ADR)

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°01** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Pouvoirs de l'exécutif en temps de crise

6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution

La proposition de révision sous rubrique a pour objet de réviser l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution luxembourgeoise relatif au pouvoir réglementaire de l'exécutif en cas de crise internationale.

Dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle Constitution, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle avait amendé en date du 12 mai 2015 sa proposition de texte initiale afin de tenir compte de la recommandation du Conseil d'État, telle que formulée dans son avis du 2 juillet 2013 sur le projet de loi relative à la Protection nationale (doc. parl. 6475). La Haute Corporation avait suggéré de «mettre à profit la révision constitutionnelle en cours (doc. parl. 6030) pour adapter la Constitution afin qu'une solution comparable à celle de l'article 32(4) - qui ne vise que les crises internationales - soit dédiée aux crises ayant un caractère exclusivement national.»

Au vu des attentats terroristes de novembre 2015 en France notamment et sur demande du Premier Ministre, Ministre d'État, la Commission a donné son accord pour procéder à une révision ponctuelle et anticipée de l'article 32, paragraphe 4. Les travaux en commission ont abouti au texte de la proposition de révision sous rubrique.

Ce texte diffère sur plusieurs aspects de la formulation du nouvel article 47, paragraphe 4 du projet d'une nouvelle Constitution (cf. doc. parl. 6030/15).

L'exécutif étant tenu de réagir rapidement en cas de crise grave, il importe de prévoir une certaine flexibilité dans la définition et le régime de l'état de crise, tout en garantissant au pouvoir législatif d'assumer entièrement ses prérogatives constitutionnelles. Voilà pourquoi la nouvelle proposition de texte prévoit de limiter dans le temps la validité des règlements et la durée de l'état de crise.

La proposition de révision, tout en étendant les cas de crise dans lesquels l'exécutif peut prendre, dans une situation d'urgence, des règlements dérogatoires, même à des lois existantes, et ce en toutes matières, vise par ailleurs à maintenir, dans ces hypothèses, l'équilibre entre les pouvoirs exécutif et législatif inhérent au régime parlementaire et sauvegarde les attributions de la Chambre des Députés.

L'action du pouvoir exécutif reste entièrement soumise au contrôle politique de la Chambre des Députés et au contrôle juridictionnel des tribunaux, ceux-ci étant en vertu de l'article 95 de la Constitution en charge du contrôle de légalité des règlements grand-ducaux. Un recours en annulation contre les règlements devant les juridictions administratives est également admis dans les conditions fixées par la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Ce contrôle concerne également leur conformité à la Constitution et aux traités internationaux.

Si les règlements pris par le Grand-Duc sur le fondement de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution peuvent déroger à des lois existantes, même dans le domaine réservé par la Constitution à la loi, ils doivent respecter les normes juridiques supérieures du droit national et international.

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 20.01.2016
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):

21.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation de la proposition de révision
	Examen de l'avis du Conseil d'État
06.10.2016	Continuation des travaux
10.10.2016	Continuation des travaux
26.10.2016	Continuation des travaux
09.11.2016	Présentation et adoption d'un amendement
07.12.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.02.2017	Examen de la prise de position du Gouvernement
01.03.2017	Présentation et examen d'une proposition d'amendement

08.03.2017 Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
03.05.2017 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 01.06.2017
Second vote constitutionnel: 11.10.2017
Loi du 13 octobre 2017
Mémorial A: 2017, n°908, page 1

LTPS Strassen

7134 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen

Le projet de loi autorise le Gouvernement à procéder à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé, de logements pour étudiants et jeunes et d'un hall des sports pour le Centre de logopédie à Strassen. Les dépenses engagées à cette fin ne peuvent dépasser le montant de 109.400.000 euros

La participation étatique dépasse le seuil des 40 millions d'euros prévu par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et requiert dès lors l'approbation de la Chambre des Députés en vertu de l'article 99 de la Constitution.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.05.2017
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
22.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
06.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017
Loi du 21 septembre 2017
Mémorial A: 2017, n°866, page 1

Code de la consommation

7147 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation

Cette future loi apporte diverses modifications ponctuelles au Code de la consommation.

Ainsi, en réaction à une procédure dite EU-Pilot lancée par la Commission européenne à l'égard du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de la transposition en droit national de la directive 2011/83/UE relative aux droits des consommateurs, des sanctions jugées non dissuasives sont renforcées par des sanctions pénales.

Sur base des recommandations de la Commission européenne, et alors que jusqu'à présent certaines obligations n'étaient sanctionnées en cas de non-respect par le professionnel que par la nullité du contrat conclu avec le consommateur, des peines d'amende sont introduites.

L'article L.213-2 du Code de la consommation est également modifié, afin de l'aligner, d'une part, sur le texte de la directive 2011/83/UE et, d'autre part, de remplacer le délai de remboursement précis (30 jours) y prévu par une formulation en ligne avec la directive relative aux droits des consommateurs.

Les autres modifications au Code de la consommation répondent à des considérations d'application pratique de deux dispositions (L.112-3 paragraphe 1er et L.212-6).

D'un côté, en ce qui concerne l'obligation d'indiquer les prix de vente à l'unité de mesure, pour les produits lessiviels et uniquement pour cette catégorie de produits, la faculté d'indiquer le prix également par unité de lavage pour une charge normale de lave-linge est introduite.

D'un autre côté, pour des biens d'occasion, l'obligation d'une «négociation individuelle» d'une éventuelle clause contractuelle écrite entre le professionnel et le consommateur lorsqu'il s'agit de fixer une garantie plus courte que la garantie légale de deux ans (sans qu'elle ne puisse être inférieure à un an) a été supprimée.

Dépôt par Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie, le 01.06.2017
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):
14.09.2017 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
05.10.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2017

Lutte contre le chômage

7149 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée

Le présent projet de loi introduit au Code du travail un dispositif encourageant la création d'emplois d'insertion à durée indéterminée s'adressant aux demandeurs d'emploi de longue durée. Ainsi, le projet de loi a comme objectif de transformer des emplois précaires en véritables emplois, respectivement de créer des emplois réels correspondant à de vrais besoins tout en réduisant le nombre de chômeurs de longue durée.

La démarche consiste à investir dans l'emploi au lieu de financer le chômage. Les fonds qui actuellement servent à financer les indemnités de chômage ou des mesures temporaires, voire des mesures telles que le revenu minimum garanti (RMG), devront être affectés à la création d'emplois destinés aux chômeurs de longue durée dont les chances de retrouver un emploi sur le marché du travail ordinaire sont faibles, voire nulles. Cette approche permettra de sortir les chômeurs de la précarité en leur offrant un contrat à durée indéterminée.

L'État est donc disposé à aider à la création de nouveaux emplois dans le secteur public, parapublic ou social répondant à de vrais besoins. Ces emplois doivent être nouveaux, ne pas viser des remplacements d'emplois existants et surtout ne pas créer des situations de concurrence déloyale par rapport au secteur marchand.

Le dispositif introduit par le présent projet de loi s'adresse aux demandeurs d'emploi âgés de 30 ans au moins, inscrits à l'ADEM et sans emploi depuis au moins douze mois.

Le Fonds pour l'emploi remboursera 100 pour cent des frais salariaux, plafonnés à 150 pour cent du salaire social minimum pour salariés non qualifiés, pour la première année, de 80 pour cent l'année suivante et 60 pour cent la troisième année. Le salaire ne sera donc pas limité d'office au niveau du salaire social minimum pour salariés non qualifiés, mais devra prendre en compte la grille de salaires existante.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi de longue durée âgés de plus de 50 ans, le remboursement concernera 100 pour cent des frais salariaux, plafonnés à 150 pour cent du salaire social minimum pour salariés non qualifiés, jusqu'au jour de l'attribution au salarié d'une pension de vieillesse.

Le dispositif ainsi créé est réservé aux emplois nouvellement créés par l'État, par un établissement public, par une commune, par un syndicat communal, par une société d'impact sociétal dont le capital social est composé à 100 pour cent de parts d'impact, par une association sans but lucratif ou par une fondation.

Dans une première phase, et jusqu'à la fin de la première année au cours de laquelle le présent projet de loi entre en vigueur, le nombre de contrats à durée indéterminée pour lesquels cette nouvelle aide peut être accordée est limité à 150 - ce qui permettra d'assurer une mise en œuvre adéquate du dispositif et d'évaluer la charge qu'il représente pour le Fonds pour l'emploi. Pour les années suivantes, le nombre de postes sera fixé d'année en année par le biais de la loi budgétaire couvrant l'année en question.

Le dispositif créé par le présent projet de loi n'est pas destiné à se substituer ni aux initiatives sociales, ni aux OTI, ni aux mesures qui existent dans le secteur privé et dont la finalité est la réinsertion professionnelle de personnes reclassées ou à capacité de travail réduite. Le nouveau dispositif est également complémentaire au revenu d'inclusion sociale (Revis) qui fait l'objet d'un projet de loi[1] et qui est appelé à remplacer le revenu minimum garanti.

[1] Doc. parl. 7113 : Projet de loi relatif au Revenu d'inclusion sociale et portant modification 1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

Le présent projet de loi prévoit d'autres modifications au Livre V du Code du travail:

- En ce qui concerne la prolongation des indemnités de chômage complet, le projet de loi introduit une différenciation entre la participation des chômeurs à des stages ou cours et la participation à des travaux d'utilité publique afin d'éviter des prolongations excessives de périodes de chômage par une mesure qui est une mesure d'occupation pendant la période de chômage visant à éviter une certaine inactivité.

- Par ailleurs, la durée des occupations temporaires indemnisées des chômeurs indemnisés âgés de moins de 50 ans est limitée à six mois renouvellements compris au lieu de douze mois renouvellement compris. Afin d'éviter que des postes permanents soient occupés pendant de longues périodes par des chômeurs indemnisés, le promoteur ne peut que bénéficier d'une seule occupation temporaire indemnisée pour un même poste sur une durée de douze mois.

- Dorénavant, les suppléments légaux ou conventionnels prévus pour certaines sortes de travaux doivent également bénéficier aux chômeurs occupés à des tâches d'utilité publique dans le cadre de l'occupation temporaire indemnisée, sans que ces suppléments ne soient considérés comme revenus accessoires en matière de chômage complet.

- Pour les chômeurs âgés de plus de 50 ans la possibilité de continuer l'occupation temporaire indemnisée par tranches de douze mois, le cas échéant jusqu'à la retraite, est maintenue, sans passage du bénéficiaire de l'OTI dans une mesure sociale.

- Dorénavant, le chômeur âgé de plus de 50 ans qui se trouve dans une occupation temporaire indemnisée pourra continuer à profiter de l'indemnité complémentaire.

- Le projet de loi vise également à élargir les catégories d'âge des bénéficiaires du stage de professionnalisation aux demandeurs d'emploi âgés de 30 ans au moins. Parallèlement, la période d'indemnisation de chômage complet est allongée d'une période égale à la durée effective du stage.

- Dans le contexte de l'aide à l'embauche des chômeurs âgés le projet de loi supprime le remboursement de la part assurée des cotisations de sécurité sociale aux employeurs - remboursement qui n'était pas justifié puisque la part de l'assuré des cotisations de sécurité sociale n'était pas à charge des employeurs.

2. de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;

3. de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;

4. de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale et portant abrogation de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, le 09.06.2017
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):
12.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
06.07.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État
10.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°684, page 1

Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 1

MARDI,
10 OCTOBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Clôture de la session ordinaire 2016-2017 et ouverture de la session ordinaire 2017-2018
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. Composition des organes de la Chambre des Députés
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Discours de M. le Président
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales et institution d'une nouvelle délégation
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

8. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

9. 7174 - Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

10. 7091 - Projet de loi relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits
- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass genee dräi Auer, et ass den zweeten Dënschdeg am Oktober: Ech maachen heimat d'Sëtzung op a ginn direkt d'Wuert weider un den Här Statsminister.

2. Clôture de la session ordinaire 2016-2017 et ouverture de la session ordinaire 2017-2018

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer, fir d'Éischt ze soen, dass haut e speziellen Dag ass. Et ass den Dag vun eiser Commémoration nationale a mir sollen dat net vergiessen. Wann déi Leit deemools net gekämpft hätten, wiere mer vläicht haut net an enger Demokratie, wou mer zesumme kéinten eng Ouverture vun enger Chamber maachen. Ech wollt dat ervirsträichen.

Par Arrêté grand-ducal, Här President, vum 3. September 2017 huet de Grand-Duc mer d'Pouvoire ginn, fir d'Sessioun 2016-2017 zouzemaachen an, par la même occasion, och d'Sessioun 2017-2018 vun dëser Chamber opzemaachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Premierminister. Ech ginn him Akt vu senger Deklaratioun. Domat ass déi ordinär Sessioun 2016-2017 ofgeschloss an déi ordinär Sessioun 2017-2018 ass opgemaach.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun de Mëtteg ginn, hu mer nach eng Rei vun eegenen Ugeleeënheeten ze regelen an ze klären. Fir d'Éischt emol d'Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber.

Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi den éischte Paragraf vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement et virgesäit, maache mer Folgendes: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus» fir de Bureau. Ech froen deemno d'Chamber, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbureau bäibehale wëllt oder och net.

Wëllt d'Chamber d'Zesummesetzung bäibehalen?

(Assentiment)

Ass dat esou decidéiert? Dann halen ech dat fest.

De Bureau bleift deemno fir d'Sessioun 2017-2018 a senger jëtzeger Zesummesetzung bestoen, dat heescht d'Madamm Simone Beissel als Vizepresidentin, den Här Laurent Mosar als Vizepresident an den Här Henri Kox ebenfalls als Vizepresident. D'Membere bleiwen den Här Alex Bodry, den Här Eugène Berger, den Här Michel Wolter, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Marc Angel, den Här Gilles Roth an den Här Claude Wiseler. Ech selwer bleiwe President a Generalsekretär bleift deen Här niewent mir, den Här Claude Frieseisen.

Esou wéi et am Artikel 7 vum Chambersreglement virgesinn ass, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Zweetens musse mer d'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents bestätegen.

Composition de la Conférence des Présidents

D'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz war bis elo: ech selwer als President souwéi d'Fraktiounspresidenten, déi Häre Claude Wiseler, Alex Bodry an Eugène Berger, an d'Madamm Viviane Loschetter.

Géife mer och déi Zesummesetzung bestätegen?

(Assentiment)

Merci. Dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech Iech och am Numm vun de Membere vum Bureau an der Presidentekonferenz a selbstverständlech och vun eisem Generalsekretär Merci fir Äert Vertrauen.

4. Discours de M. le Président

Dës nei Sessioun ass eng Sessioun no de Wahle grad wéi eng Sessioun virun de Wahlen. D'Gemengewahlen, bei deenen iwwer zwee Drëttel vun Iech derbäi waren, sinn eriwwer, fir déi eng méi positiv - Felicitatiounen! -, fir déi aner e bësse manner gutt - Courage!

Fir déi eng wéi fir déi aner gëllt et elo erëm, hei am Haus unzerappen. Et waart an deenen nächsten zwielef Méint bis zu de Legislativwahle vill Aarbecht op eis. A vläicht gëtt et dowéinst och emol e bësse méi animéiert. Ech wënschen eis alleguer interessant a fair Debatten am Respekt vun deem aneren, esou wéi mir dat hei am Haus gewinnt sinn.

De leschte Freideg huet d'Presidentekonferenz de Bilan vun den Aarbechte vun der Sessioun 2016-2017 presentéiert an och den Ausbléck op déi nei Sessioun gemaach an ech brauch dat op dëser Plaz net méi ze maachen.

Wéi gesot, kënnt en aarbechtsintensiivt Joer op eis zou - Deputéiert a Personal. Wa mir déi Aarbecht an där kuerzer Zäit, déi eis an dëser Legislaturperiod nach bleift, beschtméiglech maache wëllen, dann ass et wichteg, dass déi Aarbecht gutt preparéiert a geplangt ass an dass Regierung, Chamber, Conseil d'État an och eist Personal Hand an Hand schaffen. Och am Wahljoer wëllen a wäerte mir näischt an dëser Chamber iwwert de Knéi briechen. Mir scheien d'Aarbecht net, och wann et méi spéit gëtt an och wann déi Sessioun e bësse méi laang gëtt, mä mir wëllen déi Aarbechten esou gutt ewéi méiglech hei kënnen evakuéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Statsminister huet et gesot: Haut ass net nëmmen d'Rentrée parlementaire, mä och den nationale Commemoratiounsdag, wou mir besonnesch un déi Leit denken, deenen hirem Courage an hiren Affer mir Fridden, Fräiheet an Demokratie, och an dësem Haus vun der Demokratie, verdanken.

Mir hunn d'Chance, fir an engem fräien, demokratesche Land ze liewen. A ganz Generatioune vun eis hunn ni missen déi Grujelegkeete vu Krich an Ënnerdréckung erliewen. Dat ass eng Chance, mä och eng Verflichtung, fir alles ze maachen, fir esou Drame bei eis an dobaussen ze verhënneren an eis deenen an de Wee ze stellen, déi eis Grondfräiheeten a Fro stellen an Haass priedegen.

Dat gesot, schloen ech Iech vir, elo zu eisem normale Programm iwwerzegoen.

5. Changements de composition des commissions parlementaires

Do geet et da fir d'Éischt ëm d'Kompositioun vun de Chamberskommissiounen. Gëtt et do ausser deem, wat ech matgedeelt kritt hunn, keng Ännerungen? Gëtt et do Propositiounen, déi hei an der Chamber nach gemaach ginn?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da bleift et bei där Zesummesetzung vun eise Kommissiounen an d'Gesamtlëscht vun de parlamentaresche Kommissioune gëtt an eisem Compte rendu festgehalen.

6. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales et institution d'une nouvelle délégation

Da komme mer zur Zesummesetzung vun den Delegatioune vun eisem Parlament an internationalen Assembléeën an Institutiounen. Hei hu mer eng nei Delegatioun, déi mer haut confirméiere sollen op Propositioun vun der Conférence des Présidents. Et handelt sech dobäi ëm eis Delegatioun beim Groupe de contrôle parlementaire conjoint spécialisé a Saachen Europol, dem „Joint Parliamentary Scrutiny Group".

Als effektiv Membere ginn hei déi Häre Marc Angel a Jean-Marie Halsdorf proposéiert an als Suppleanten déi Häre Claude Adam a Fernand Kartheiser.

Ass d'Chamber mat där Zesummesetzung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Gëtt et nach Propositioune vun Iech, wat d'Zesummesetzung vun den internationalen Assembléeën ugeet?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Och hei gëtt déi gesamt Lëscht am Compte rendu veröffentlecht.

7. Communications

Da maachen ech, wéi gewinnt, déi normal Kommunikatiounen un d'Chamber:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung an der Administratioun agaange sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

3) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 10 octobre 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7160** - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:*

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 25.07.2017

***7161** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 25.07.2017

***7162** - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 03.08.2017

***7163** - Projet de loi relatif au régime fiscal de la propriété intellectuelle et modifiant*

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz»)

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 04.08.2017

***7164** - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/4/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014 et portant:*

1. modification du Code de la consommation;

2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; et

3. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 04.08.2017

***7165** - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et*

du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.08.2017

7166 *- Projet de loi*

- portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.08.2017

7167 *- Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant*

1) le Code pénal;

2) le Code de procédure pénale;

3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 10.08.2017

7168 *- Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification*

1) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

2) de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

3) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la police;

4) de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité de l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

5) de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

6) de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;

7) de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;

8) de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;

9) de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;

10) de la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;

11) de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État, et

12) de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 10.08.2017

7169 *- Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 10.08.2017

7170 *- Projet de loi relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 17.08.2017

7171 *- Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique et modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 21.08.2017

7172 *- Projet de loi*

1. relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers résultants de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillance;

2. relative à la gestion des déchets radioactifs, du transport de matières radioactives et de l'importation;

3. portant création d'un carnet radiologique électronique

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 24.08.2017

7173 *- Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre des Sports, le 01.09.2017

7174 *- Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain*

Dépôt: M. Serge Wilmes, Député, le 01.09.2017

7175 *- Projet de loi portant approbation de*

1. l'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017

2. l'accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

7176 *- Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

7177 *- Projet de loi portant approbation de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gäichel le 4 juillet 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

7178 *- Projet de loi portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles le 16 février 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

7179 *- Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction d'interdiction de dissimulation du visage dans certains lieux publics*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 05.09.2017

7180 *- Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification*

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;

5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1er février 1984 portant création d'une administration du personnel de l'État

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 07.09.2017

7181 *- Projet de loi portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.09.2017

7182 *- Projet de loi portant modification*

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

5) de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

6) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

7) de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

8) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

9) de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État et portant abrogation de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 08.09.2017

7183 *- Projet de loi portant création du Centre pour la sécurité, la santé et la qualité de vie au travail dans la fonction publique, portant modification*

a) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

b) de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles;

c) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État et

d) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et portant abrogation de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant création de l'Administration des services médicaux du secteur public

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 08.09.2017

7184 *- Projet de loi portant création de la Commission nationale pour la protection des données et la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 12.09.2017

7185 *- Projet de loi portant approbation du «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems, signed at Luxembourg, on the 20th June 2017»*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.09.2017

7186 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 15.09.2017

7188 *- Projet de loi portant modification*

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2) de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 29.09.2017

7189 *- Projet de loi portant création d'un Institut public d'aide à l'enfance et à la jeunesse*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 29.09.2017

7190 *- Projet de loi portant approbation du protocole portant amendement du Traité sur un système d'Information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS) et la déclaration conjointe, faits à Luxembourg le 8 juin 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

7191 *- Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017*

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

7192 *- Projet de loi portant approbation du protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013*

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

7193 *- Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et Instagram

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***830** - Demande de pétition publique: Ethisch-moralische Verpflichtung der Politiker zur Offenlegung ihrer Finanzen*

Dépôt: M. Guy Wagner, le 17.07.2017

***831** - Demande de pétition publique: Offenlegung und Anpassung der Gemeindeausgaben ans 21. Jahrhundert*

Dépôt: M. Guy Wagner, le 17.07.2017

***832** - Demande de pétition publique: Begrenzung und Anpassung der Geschwindigkeit für Transportmittel über 3,5 Tonnen*

Dépôt: M. Guy Wagner, le 17.07.2017

***833** - Demande de pétition publique: Gleichbehandlung der Bürger RMG und Arbeitslose*

Dépôt: M. Guy Wagner, le 17.07.2017

***834** - Demande de pétition publique: Anstrengung um eventuell Kartellabsprachen bei öffentlichen Angeboten entgegenzuwirken und Ausgaben zu reduzieren*

Dépôt: M. Guy Wagner, le 17.07.2017

***835** - Demande de pétition publique: Regroupement des fratries à l'école*

Dépôt: Mme Sylvie Ferreira, le 19.07.2017

***836** - Demande de pétition publique: Annulation pétition 832*

Dépôt: M. Marc Remy, le 26.07.2017

***837** - Demande de pétition publique: Remplacer la limite actuelle de vitesse (90 km/h) par une limite de vitesse à 110 km/h dans les tunnels sur autoroute*

Dépôt: M. Laurent Terrassier, le 28.07.2017

***838** - Demande de pétition publique: Gesetzesänderung bei Vergewaltigung an Minderjährigen*

Dépôt: M. Sylvain Backes, le 30.07.2017

***839** - Demande de pétition publique: Amendes de stationnement sur emplacements de livraison plus sévères*

Dépôt: M. David Mariotto, le 07.08.2017

***840** - Demande de pétition publique: 180 km/h sur les autoroutes à partir de 22:00h le soir jusqu'à 6:00h le matin*

Dépôt: M. Kevin Raach, le 09.08.2017

***841** - Demande de pétition publique: Keen Tarif de nuit (d'urgence) an der Apdikt fir Kanner*

Dépôt: M. Mike Gira, le 13.08.2017

***842** - Demande de pétition publique: Aféiere vun engem eenzege Wahlbezierk fir ganz Lëtzebuerg*

Dépôt: M. Andy Humbert, le 30.08.2017

***843** - Demande de pétition publique: Begrenzung der Aufbewahrungszeit von personenbezogenen Daten*

Dépôt: M. Nermin Skrijelj, le 31.08.2017

***844** - Demande de pétition publique: Entkriminaliséierung vu Bouneweg, décriminalisation de Bonnevoie*

Dépôt: Mme Milica Spica, le 31.08.2017

***845** - Demande de pétition publique: Constitution d'une liste publique pour promoteurs malhonnêtes*

Dépôt: M. Armand Bandiera, le 05.09.2017

***846** - Demande de pétition publique: Roude Léiw, huel se*

Dépôt: M. Carlo Bretz, 05.09.2017

***847** - Demande de pétition publique: Introduction d'un cours de premiers secours dans les écoles et lycées*

Dépôt: Mme Catia Neves da Costa, le 06.09.2017

***848** - Demande de pétition publique: Limiter, signaler et indexer les rues/routes empruntables par les participants de la circulation ne disposant pas d'un moteur capable de dépasser une vitesse de 50 km/h*

Dépôt: M. Peter Freitag, le 06.09.2017

***849** - Demande de pétition publique: Polizeibüro rund um die Uhr in der Gemeinde Petingen*

Dépôt: M. Marc Goergen, le 10.09.2017

***850** - Demande de pétition publique: Cours obligatoires en alimentation à l'enseignement secondaire - Obligatoresche Cours an de Lycéeën iwwert d'Ernährung - Verpflichtender Ernährungsunterricht an den Schulen*

Dépôt: M. Kevin Berna, le 10.09.2017

***851** - Demande de pétition publique: Pétition contre l'implémentation obligatoire des compteurs communicants (smartmeter modèle Smarty au Luxembourg) sur l'ensemble du réseau national d'électricité dont sur les réseaux de gaz et d'eau*

Dépôt: M. Filipe Loureiro Marques Pinto, le 11.09.2017

***852** - Demande de pétition publique: Recours collectif (action collective ou action de groupe)*

Dépôt: Mme Silvia Vidal Munoz, au nom de Touring Association Luxembourg, le 11.09.2017

***853** - Demande de pétition publique: Résolution des problèmes de mobilité et de transport via l'immobilité - Décentralisation, télétravail, plages horaires mobiles*

Dépôt: M. Gabriele Catini, le 14.09.2017

***854** - Demande de pétition publique: Pour la mise en loi d'une obligation de payement de pourboire à partir d'un pourcentage prédéfini, dans des domaines du travail spécifiques comme par exemple la restauration ou la livraison*

Dépôt: M. Patrick Papillo, le 17.09.2017

***855** - Demande de pétition publique: Adaptation du temps pour pratiquer du jet-ski sur le territoire luxembourgeois de la Moselle*

Dépôt: M. Serge Backendorf, le 18.09.2017

***856** - Demande de pétition publique: Maintien de la possibilité de se prononcer aux urnes en cas de domicile à l'étranger*

Dépôt: M. Carlo Schneider, le 18.09.2017

***857** - Demande de pétition publique: Remplacer le système de files d'attente des centres de contrôle technique (SNCT) par un système qui ne requiert pas le déplacement des véhicules*

Dépôt: M. Tom Leclerc, le 18.09.2017

***858** - Demande de pétition publique: Donner une identité à l'aéroport*

Dépôt: M. Francois Grataloup, le 19.09.2017

***859** - Demande de pétition publique: Pour des accises beaucoup plus élevées sur le diesel*

Dépôt: M. Luc Scholtes, le 24.09.2017

***860** - Demande de pétition publique: Soulager les futurs locataires*

Dépôt: M. Joao Lima Da Cruz, le 24.09.2017

***861** - Demande de pétition publique: Résiliation de la convention „UEBL - Union économique belgo-luxembourgeoise"*

Dépôt: M. Joao Lima Da Cruz, le 24.09.2017

***862** - Demande de pétition publique: Sanctions pour les chauffeurs sous l'influence de l'alcool*

Dépôt: M. Bruno Giallombardo, le 24.09.2017

***863** - Demande de pétition publique: Permis de conduire provisoire/probatoire pour jeunes conducteurs*

Dépôt: M. Mariano Neves Pires, le 25.09.2017

***864** - Demande de pétition publique: Sécurité sur nos routes nationales*

Dépôt: M. Joseph Colazzo, le 27.09.2017

***865** - Demande de pétition publique: Voiture électrique exempte de la TVA*

Dépôt: M. Ernad Agovic, le 28.09.2017

***866** - Demande de pétition publique: Sécurité routière*

Dépôt: M. Marco Neves da Silva, le 28.09.2017

***867** - Demande de pétition publique: Français: Pour la protection de l'enfant et de la dignité humaine et contre le projet de loi n°6568A sur la PMA (procréation médicalement assistée avec le sperme d'un tiers donneur) et la GPA (gestation par une mère porteuse qui abandonne l'enfant à un commanditaire); Deutsch: Für den Schutz des Kindes und der menschlichen Würde, gegen das Gesetzesprojekt Nr 6568A betreffend die medizinische Fortpflanzung mit Drittspendern (künstliche Befruchtung mit Sperma eines Dritten) und die Leihmutterschaft (GPA - Austragen eines Kindes durch eine Leihmutter, die ihr Kind hergibt an einen Auftraggeber)*

Dépôt: M. J.-Jacques Lorang au nom de „Initiative Schutz fir d'Kand a.s.b.l", le 29.09.2017

8. Ordre du jour

Da géif ech d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour, deen d'Presidentekonferenz vum leschten Donneschdeg proposéiert huet, d'accord ass.

(Assentiment)

Déi Propositioune sinn ugeholl.

9. 7174 - Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Déclaration de recevabilité

Dann nach kuerz ee Punkt - ech hätt dat och kënne virhuelen, mä ech huelen dat dann elo, de Generalsekretär huet ganz gutt opgepasst -, hei geet et ëm d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi. An hirer Reunioun vum 5. Oktober 2017 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 7174 ausgeschwat. Et geet do ëm den Aménagement communal a si ass abruecht gi vum Här Serge Wilmes.

Schléisst d'Chamber sech dem Avis vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Eisen Ordre du jour hu mer scho geneemegt an da géife mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7091 iwwert d'Uebstplanzen. D'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur vum Projet, den Här Gusty Graas.

10. 7091 - Projet de loi relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, 1990 hate mer hei zu Lëtzebuerg 57 ha Bongerten, 2015 waren et der schonn 163. De Moment hu mer eng ronn 20 Betriber, déi intensiv 62 ha bewirtschaften. 2014 goufen insgesamt 3.000 Tonnen Uebst hei zu Lëtzebuerg produzéiert, virun allem Äppel, Biren a Prommen. Mä dat mécht allerdéngs nëmmen 0,7% vun der gesamter Agrarproduktioun hei zu Lëtzebuerg aus. Dat ass natierlech net ganz vill, mä trotzdeem sollt een dee Marché awer hei net ënnerschätzen. An ech wëll virun allem op den europäeschen Niveau hiweisen, wou d'Produktioun vun Uebst allerdéngs e ganz héije Stellewäert an der ganzer Agrarproduktioun huet.

Haut befaasse mer eis mat engem Gesetz iwwert de Commerce vu „Vermehrungsmaterial" vun Uebstplanzen. Ech ginn éierlech zou, ech hu kee bessert lëtzebuergescht Wuert fonnt, et schéngt esou awer richteg ze sinn. Dat heescht, mir schwätzen hei virun allem vu Som vu Planzen, zu deenen och d'Porte-greffë gehéieren. Et ass evident, datt virun allem och an deem Beräich ganz héich Qualitéitsstandarde mussen zielen, well sech jo virun allem um Niveau vun der Uebstproduktioun awer ganz séier kënne Krankheete breetmaachen.

De Projet de loi ass an eiser Kommissioun an deem Sënn diskutéiert ginn an de 5. Mee 2017 gouf de President vun der Kommissioun als Rapporteur benannt. Ëm wat geet et genee? Mä hei geet et virun allem drëm, fir eng nei legal Basis ze schafen. D'europäesch Direktiv 2008/90 war zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 18. Abrëll 2010. An der Tëschenzäit sinn awer dräi nei EU-Direktiven zréckbehale ginn an dowéinst hu mer och gemengt, et wier elo gutt, wann ee géif en eegene legale Kader schafen. Duerfir erlaabt och dat Gesetz eis haut, en neit groussherzoglecht Reglement ze stëmmen (veuillez lire: Duerfir erlaabt eis och dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, en neit groussherzoglecht Reglement ze kréien), wat u sech méi genee detailléiert Prescriptioune vun deenen dräi Direktiven zréckbehält. Deen neie juristesche Kader definéiert u sech och déi nei penal Sanktiounen an och d'administrativ Mesuren.

Et handelt sech bei dësem Gesetz also prioritär ëm Adaptatioune vum groussherzogleche Reglement vun 2010. Ech wëll awer elo direkt ënnersträichen, datt dat Gesetz hei net fir Planze gëllt, déi ausserhalb der Europäescher Unioun exportéiert ginn, an och fir OGM-Planze ginn et zousätzlech Oplagen.

D'Produzenten hei zu Lëtzebuerg mussen hir Planze jo virun allem bei auslännesche Pepinièrë kafen. Mir wollten awer hunn, datt déi net professionell Entreprisen net ze vill Contraintë sollten operluecht kréien. Si brauchen duerfir, am Contraire zu deenen anere Fournisseuren, net enregistréiert ze ginn. Mir wëllen näämlech och an Zukunft nach hei zu Lëtzebuerg eng gewësse genetesch Diversitéit vun Uebstplanze behalen. Dowéinst gëtt déi Lëscht vun Zorte vun Uebst, déi dodrënnerfalen, an déi annexéiert ass un d'Gesetz, allerdéngs limitéiert. Déi Zorten an d'Reproduktiounsmaterial wéi och d'Hybride kënne just op déi Lëscht kommen, wa se zertifiéiert sinn oder wa se duerch den offizielle Contrôle vun CAC-Material examinéiert goufen. CAC heescht iwwregens „conformitas agraria communitatis".

D'Fournisseuren hei zu Lëtzebuerg ginn allerdéngs och autoriséiert, fir zu sougenannten „wëssenschaftlechen" Zwecke Planzen ze benotzen. Déi kënnen dann och deementspriechend an de Commerce kommen. Wat awer wichteg ass: datt fir eis elo hei d'Garantie geliwwert gëtt, datt fir d'Pepinièren déi Konditiounen, déi se musse respektéiere beim Akaf vu Planzen am Ausland, méi kloer sinn. An ech denken hei virun allem un déi ekonomesch besonnesch wäertvoll Uebstkulturen. Esou mussen och d'Fournisseuren all schiedlech Organisme bei den zoustännegen Autoritéite mellen. Gegebenenfalls musse si och Echantillonen an de Laboratoire schécken. Och musse se mindestens wärend dräi Joer e Verkafs- an och en Akafsregëster féieren, soudatt u sech d'Traçabilitéit vun alle Wuere garantéiert ass.

Da gëtt och nach e Regëster vun deenen eenzelnen Uebstzorte gefouert. Eng Zort muss iwwregens offiziell an engem EU-Memberstat enregistréiert sinn oder virun dem 30. September 2012 bei eis oder an engem aneren EU-Stat am Verkaf gewiescht sinn.

Wärend der Vegetatiounszäit oder der Recolte mussen d'Vermehrungsmaterialien an d'Uebstplanzen a getrennte Louse gefouert ginn. A wann d'Produkter fir en net professionelle Consommateur geduecht sinn, da brauch den Etiquetage nëmmen elementar Informatiounen ze enthalen. Ze bemierken ass allerdéngs nach eng Kéier, ech wëll dat hei ënnersträichen, datt bei genmodifizéierte Planzen dat op alle Fall muss ganz kloer op der Etikett gekennt-zeechent sinn. An Uebst a Vermehrungsmaterial vu klenge Produzenten, wat just fir de Gebrauch um net professionelle lokale Marché geduecht ass, ass allerdéngs vun dëse Kontrollen dispenséiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Artikel 11 vun dësem Projet de loi geet et dann ëm Produkter aus Drëttlänner ausserhalb der Europäescher Unioun. An deem Fall kann dann déi national Autoritéit, an dat ass an dësem Fall de Service horticulture vun der ASTA, déiselwecht Konditiounen applizéieren, wéi se och fir Produkter an der Annexe I virgesi sinn. A wann op EU-Niveau keng esou Contrainten oder Konditioune bestinn, da kënnen déi national Bestëmmungen dee Moment och applizéiert ginn. All déi aner Planze gi jiddefalls bei hirer Produktioun kontrolléiert.

Déi responsabel staatlech Servicer hunn natierlech och zu alle Stonnen Zougang zu de Produktiounsinstallatiounen, dat allerdéngs just, wann e Verdacht op eng Infraction grave besteet. Si kënne sech dann e Regëster froen, si kënnen Echantillone vun deenen eenzelne Planzen huelen, si kënne Fotoe maachen a si kënnen och souguer Saisië vun de Produkter maachen. A wann eng Saisie iwwer dräi Méint Bestand huet, da kann d'Geriicht decidéieren, datt déi Planze kënnen zerstéiert ginn.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt déi zoustänneg Kontrollbeamten natierlech mussen eng spezifesch Formatioun kréien. Si hunn natierlech, wéi dat an deene Fäll do ëmmer ass, de Statut vum Officier de police judiciaire.

Da ginn natierlech an deem Gesetz och Sanktiounen opgelëscht. Et ass evident: Wa Kontrolle gemaach ginn, da mussen déi och sanktionéiert ginn, déi sech net un d'Regelen halen. Ech wëll hei virun allem op den Artikel 16 hiweisen, wou och Avertissements taxés virgesi sinn. Do ass de Minimum 25 Euro an de Maximum 250 Euro. De Conseil d'État war éischter der Meenung, mer sollten dat op 1.000 Euro eropsetzen. Mir hunn allerdéngs an der Kommissioun d'Meenung vetratt, datt ee sollt bei 250 Euro bleiwen, well wann een de Seuil eropsetzt, riskéiert een, datt eng Rei Leit vläicht net bezuelen an der Hoffnung, datt den Tribunal eng manner héich Strof ausprieche géif. An den Artikel 17 befaasst sech dann och mat den administrative Sanktiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dann awer och nach e kuerzt Wuert iwwert d'Avisen hei verléieren, déi duerch d'Bank alleguer positiv waren. D'Chambre de Commerce begréisst dëst Gesetz. Mir hu souguer eng Rei textuell Propose vun där Chamber iwwerholl. Och d'Landwirtschaftskummer weist sech ganz zefridden.

Dann huet de Conseil d'État a sengem Avis vum 28. Mäerz 2017 dräi Oppositions formelles ausgeschwat, deene mer och alleguer Rechnung gedroen hunn. Do war ënner anerem gefuerdert ginn, datt, wéi gesot, déi Uebstzorten och missten an enger Annexe an dem Gesetz herno drugehaange ginn. Eng

klassesch Opposition formelle, wéi ee se a villen anere Gesetzer och begéint, war déi, datt eng Referenz op e Règlement grand-ducal gemaach gi war. Dann hat de Conseil d'État och nach Problemer mam fënnefte Paragraf vum Artikel 15, wou et ëm Sanktioune gaangen ass. Wéi gesot, mir hu selbstverständlech deenen dräi Oppositiounen och Rechnung gedroen.

De Conseil d'État huet zu deem Gesetz hei eng Rei textuell Propose gemaach, déi mer och iwwerholl hunn, a virun allem huet en den Titel vun dësem Gesetz gekierzt, dee scho ganz schwéier auszesprieche war. A wéi gesot, ech entschëllege mech, datt mer net ëmmer esou dee richtege Lëtzebuerger Term fir déi technesch franséisch Ausdréck fonnt hunn.

Den Avis complémentaire vum Statsrot war da vum 27. Juni 2017. Den 29. September, elo de leschten 29. September, huet d'Kommissioun dëse Rapport unanime ugeholl. Duerfir géif ech Iech och bieden, dësem éischte Gesetz an der neier Legislaturperiod (veuillez lire: Sessioun) Är Ënnerstëtzung ze ginn. An ech bréngen och gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt e grousse Merci un de Rapporteur. En huet definitiv souzesoen alles gesot. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg net vill Uebstbaueren. Mir hunn 20 Betriber, ronn 60 ha. Fir déi ass natierlech d'Qualitéit vun de Planzen immens wichteg. A mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv mat dësem Projet de loi wäerte mer déi Qualitéit och kënne garantéieren. Duerfir ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. An nächst Riednerin ass d'Madamm Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll dann och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Wéi gesot, en ass op all Detail agaangen an deem ass näischt bäizefügen, soudass ech och den Accord vun eiser Fraktioun fir de Projet ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun eiser Fraktioun a gläichzäiteg e Merci un de Rapporteur fir den ausféierleche Bericht.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll mech menge Virriedner uschléissen an och den Accord vun eiser Säit bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet den Här Wagner d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt just eng generell Remarque maachen, wat d'Registréieren an d'Standardiséiere vun den Aarten a vu Somer ugeet an der EU. Dat ass eng gréisser Diskussioun, wou och souguer Jurisprudenze gesprach gi sinn, well et awer eng Gefor kann duerstelle fir d'Biodiversitéit. Ech mengen, vill Leit si sech däers bewosst.

Deen heite Projet de loi, dee setzt d'Reglementer ëm, e gesäit och Ausname vir fir kleng Produzenten, wat och ze begréissen ass. Allerdéngs betrëfft dat just e klengen Domän. Dofir wéilt ech awer zum Ausdrock bréngen, datt mir trotz dëser luewenswäerter Ausnameregelung gréisser Bedenken hunn, wat de Prinzip ugeet. An deementspriechend wäerte mir eis enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An elo huet d'Wuert den Här Landwirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Dëse Gesetzesprojet ass d'Emsetzung vun enger europäescher Direktiv. Mat dësem Gesetz an deene Reglementer, déi duerno nach wäerte kommen, soll séchergestallt ginn, datt d'Planzematerial, a besonnesch dat, wat fir de professionellen Uebstbau produzéiert a verkaaft gëtt, deene ganz wichtegen Ufuerderunge vu Varietéitsidentitéit a Planzegesondheet soll gerecht ginn.

Och wann et sech hei ëm eng ganz technesch Matière handelt - a grad duerfir erlaben ech mer, fir dem Rapporteur e ganz grousse Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an him ausdrécklech duerfir ze felicitéieren -, ass et awer ganz wichteg, datt mer dëst Gesetz fir eis Uebstbauere kréien. Et ass natierlech wichteg, wëll ech dem Här Wagner soen, grad well et ee ganz sensibele Beräich ass, datt mer eng streng Legislatioun um europäeschen Niveau hunn, besonnesch well eben einfach eis Lëtzebuerger Uebstbaueren an d'Ausland kafe ginn, an datt mer och eng ganz streng Reglementatioun an deem Beräich hunn.

Ech jiddefalls géif d'Chamber bieden, dëse Projet unzehuelen. Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7091 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7091 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mir hunn 58-mol Jo an 2 Abstentiounen, domat ass de Projet de loi ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An da wäre mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm, e bëssen éischter wéi soss, mä haaptsächlech doduerch ze erklären, dass den Owend déi offiziell Feierlechkeet fir den nationale Kommemoratiounsdag ass. Dat gesot, schléissen ech d'Sëtzung of, a Rendez-vous ass muer um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 15.24 heures)

SÉANCE 2 MERCREDI, 11 OCTOBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution - second vote constitutionnel
- *Exposé: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution*

3. 7102 - Projet de loi

1) complétant la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;

2) modifiant le Code du travail;

3) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

4) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5) modifiant la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

- *Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Taina Bofferding, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6995 - Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Cécile Hemmen, M. Edy Mertens, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dovun Akt an ech géif dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen.

Et ass d'Propositioun 6938, fir den Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung ze änneren. Et sief drop higewisen direkt am Ufank, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen noutwendeg ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

Duerfir géif ech dann och direkt dem Auteur-rapporteur d'Wuert ginn, dem Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

2. 6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution - second vote constitutionnel

Exposé

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei

dësem Projet oder dëser Proposition de révision dréit et sech ëm eng Neiformuléierung vum Artikel 32.(4) vun eiser Verfassung, dee virgesäit, dass a Krisesituatiounen der Exekutiv zäitlech an inhaltlech begrenzte Befugnisser zougestane ginn, fir iwwer Reglement eng Rei vu Moossnamen ze huelen, ënner anerem och Gesetzer kënnen ze vervollstännegen oder ofzeänneren. Dësen Text ass hei an der Chamber den 1. Juni vun dësem Joer an engem éischte Vott ugeholl ginn. Bei 55 Leit, déi un där Ofstëmmung deelgeholl hunn, hunn der 50 mat Jo a 5 mat Nee gestëmmt.

Ursprong vun deem Ganzen ass eng Proposition de révision, déi ech den 20. Januar 2016 a menger Qualitéit als President vun der Verfassungskommissioun deponéiert hunn, nodeem mer am Virfeld an der Kommissioun iwwert deen Text diskutéiert haten.

Duerno ass an zéng Sitzunge sech mat der Matière beschäftegt ginn. Et ass un eisem éischten Entworf weider an der Kommissioun gefeilt ginn, och opgrond vun deene sëllechen Avisen, déi erakomm sinn, a mir hunn eng nei Versioun presentéiert, déi a wesentleche Punkte vun där urspréngleche Versioun ofwäicht. Et ass versicht ginn, eng adequat Äntwert ze fannen op eng Rei vu gerechtfertegte Kriticken oder Froen, déi sech gestallt si gi mat dem éischten Text.

Wat seet den aktuellen Text vun eiser Verfassung 32.(4)?

Et geet also ëm Pouvoire vum Grand-Duc: «Toutefois, en cas de crise internationale, le Grand-Duc peut, s'il y a urgence, prendre en toute matière des règlements, même dérogatoires à des dispositions légales existantes. La durée de validité de ces règlements est limitée à trois mois.» Enn vum Zitat.

Dësen Text ass relativ rezent, well en ass eréischt den 19. November 2004 an d'Verfassung opgeholl ginn. En ass séngerzäit ënnerstëtzt gi vun den Deputéierte vun CSV, LSAP, DP, déi gréng an ADR.

Dësen Text huet eigentlech déi al Traditioun vun de jäerleche Vollmachtgesetzer ersat, déi mer ëmmer Enn des Joers am Dezember hei an der Chamber diskutéiert an ofgestëmmt hunn. Et ass opgrond vun enger Suggestioun vum Statsrot, awer och opgrond vun den terroristeschen Attentater vu Paräis vum November 2015, wou mer als Kommissioun gemeinsam decidéiert hunn, fir d'Revisioun vum Artikel 32.(4), déi och am Kader vun der neier Verfassung virgesi war, déi Revisioun, dass mer déi géife lasseisen an zu enger punktueller Ofännerung vun deem Text vun eiser besteeënder Constitutioun komme loossen.

Wéi dat och a villen aneren europäesche Länner de Fall ass, sollen also reglementaresch Pouvoire vum Statschef a Krisesituatiounen an an enger Drénglechkeetssituatioun ausgedeent ginn, an dat an engem strengen, definéierte Kader, an dat besonnesch ënnert der Kontroll vun der Chamber an och vun de Geriichter.

Wéi ass elo den neie proposéierten Text, esou wéi d'Kommissioun en zréckbehalen a wéi och dës Chamber e mat grousser Majoritéit dëst Joer schonn eng éischte Kéier gestëmmt huet?

Ech féieren dat hei op: «En cas de crise internationale, de menaces réelles pour les intérêts vitaux de tout ou partie de la population ou de péril imminent résultant d'atteintes graves à la sécurité publique, le Grand-Duc, après avoir constaté l'urgence résultant de l'impossibilité de la Chambre des députés de légiférer dans les délais appropriés, peut prendre en toutes matières des mesures réglementaires.

Ces mesures peuvent déroger à des lois existantes. Elles doivent être nécessaires, adéquates et proportionnées au but poursuivi et être conformes à la Constitution et aux traités internationaux.

La prorogation de l'état de crise au-delà de 10 jours ne peut être décidée que par une ou plusieurs lois votées dans les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution, qui en fixe la durée sans que la prorogation ne puisse dépasser une durée maximale de trois mois.

Tous les règlements pris en vertu de la présente disposition cessent leurs effets au plus tard à la fin de l'état de crise.

La Chambre des députés ne peut être dissoute pendant l'état de crise.» Enn vum Zitat.

Esou wäit also eisen Text.

Deen Text, am Vergläich also och besonnesch mat deene besteeënde Formulatioune vum Artikel 32.(4), geet an eng aner Richtung an deem Sënn, dass en de Champ d'application méi breet mécht vun der Krisesituatioun, wou e ka spillen, a gläichzäiteg awer en anenkt, wat d'Pouvoire vun der Regierung ugeet, well en d'Chamber méi fréi a méi staark an déi ganz Prozedur matabënnt.

Noutstands- oder Krisebestëmmunge gëllen an dräi Hypotheesen an Zukunft:

Éischtens, an internationaler Kris; dat ass, wat haut scho virgesinn ass.

Zweetens, wann eng reell Bedroung fir d'liewenswichteg Interesse vun engem Deel oder enger ganzer Bevëlkerung virläit.

Oder drëttens, wann eng imminent Bedroung, déi duerch grav Verstéiss géint d'ëffentlech Sécherheet entstanen ass, virläit.

Et muss awer virun allem och eng Urgenz festgestallt ginn. D'Krisesituatioun geet net duer, et muss och gläichzäiteg eng Urgenz festgestallt ginn. An déi gëtt - dat ass nei - dëst Joer ganz kloer definéiert!

Wann de Grand-Duc se feststellt, dann huet en nëmmen ee Kritär ze berücksichtegen, dat ass, dass d'Chamber sech an der Onméiglechkeet befënnt, fir an den néidegen Delaien ze legiferéieren. Dat ass deen eenzege Kritär vun der Urgenz. Wann d'Chamber à même wier, fir dat an den Delaien ze maachen, da kéint, obwuel eng Krisesituatioun géif virleien, deen heiten Artikel net benotzt ginn, well eben déi Drénglechkeet net gi wier an d'Chamber eigentlech an deenen Delaien, wou et néideg ass, déi richteg Dispositioune kann huelen.

Besteeënd Gesetzer kënnen iwwer Reglement ëmgeännert ginn an alle Matièren. Si mussen awer selbstverständlech der Verfassung an den internationale Verträg entspriechen. Den Artikel selwer präziséiert och, dass déi Moossname mussen noutwendeg, adequat a verhältnismëisseg zum verfollegten Zil sinn. De Verwaltungsriichter an d'ordinär Geriichter kënne mat Contestatioune befaasst ginn, wat d'Applikatioun vun deem Artikel 32.(4) ugeet. A si wäerten dann hir onofhängeg a riichterlech Kontroll ausüben.

Nei am Artikel 32.(4) ass och, dass d'Krisesituatioun an der Dauer begrenzt ass. Geet dës Dauer iwwer zéng Deeg eraus - dat ass e ganz kuerzen Delai -, da kann dat net méi weider vun der Regierung decidéiert ginn, ob se nach verlängert gëtt, mä da schwappt déi Kompetenz op d'Chamber iwwer. Eng Chamber, déi dat och net ka mat einfacher Majoritéit decidéieren, mä si muss dat mat enger qualifizéierter Zweedrëttelmajoritéit decidéieren, wéi dat dann haut och bei Verfassungsännerunge virgeschriwwen ass. Also zwee Drëttel vun den Deputéierte musse mat enger Verlängerung vum État de crise mat d'accord sinn.

Dat gëtt dann iwwer e Gesetz decidéiert. An déi Zweedrëttelmajoritéit garantéiert och am Normalfall, dass den Zousproch muss méi wäit sinn, wéi déi reng Regierungsmajoritéit ass, well déi am Regelfall zu Lëtzebuerg normalerweis keng Zweedrëttelmajoritéiten huet. Also mussen zumindest Deeler vun der Oppositioun mat d'accord sinn, fir eng Verlängerung vum État de crise ze stëmmen.

A selbstverständlech garantéiert déi fréi Aschaltung vum Parlament, déi haut net am Artikel 32.(4) virgesinn ass, och, dass eng ëffentlech Debatt iwwert dat Ganzt stattfënnt, dass also och iwwert deen dote Wee eng zousätzlech Kontroll kann duerchgefouert ginn.

D'Parlament kann decidéieren iwwer eent oder méi Gesetzer, deen État de crise ze verlängeren. Mä do ass awer och eng maximal Dauer virgesinn an déi ass eigentlech fir d'Verlängerung dräi Méint, soudass also am Total den État de crise zu Lëtzebuerg héchstens kann dräi Méint an zéng Deeg daueren. Esou Situatiounen, wéi se a Frankräich elo stattfonnt hunn, sinn also mat deem heiten Text zu Lëtzebuerg net méiglech.

D'Parlament behält och wärend där ganzer Period seng voll Pouvoiren. D'Parlament kann also zu all Moment d'Regierung interpelléieren, kann zu all Moment Gesetzer stëmmen, kann zu all Moment d'Demissioun vun enger Regierung froen. Dat ass méiglech duerch deen heiten Text. Et gëtt also keng Délégation de pouvoir gemaach, och wärend dem État de crise, vum Parlament un d'Regierung. D'Parlament bleift also voll handlungsfäeg wärend dem État de crise.

Spéitstens mam Enn vun der Krisesituatioun verléiere sämtlech Reglementer, déi geholl si ginn, hir Effeten. Si mussen also, wa se sollen en vigueur bleiwen, ersat si ginn duerch Gesetzer, well soss hu se keen Effet juridique méi fir d'Zukunft.

Fir ze verhënneren, dass eng Regierung géif déi Krisesituatioun mëssbrauchen, fir sech iwwer virgezunne Wahlen en Avantage ze verschafen oder politescht Kapital draus ze schloen, ass och ausdrécklech elo am neie Verfassungstext präziséiert, dass et net kann zu enger virzäiteger Opléisung vun der Chamber komme wärend där Period, wou eben den État de crise spillt.

Deen Text, dee mer hei virschloen, huet an eisen Ae méi Garantië fir d'Rechter vum Parlament, méi Garantien och fir d'Rechter vum eenzelne Bierger wéi deen aktuelle Verfassungstext. Säin Uwendungsberäich gëtt zwar erweidert, mä mat zousätzlechen zäitlechen an inhaltlechen Aschränkunge versinn. No zéng Deeg ass d'Chamber an net méi d'Regierung am Zentrum vun deem ganzen Dispositiv.

Dës nei Verfassungsbestëmmung ass an den Ae vun der grousser Majoritéit vun der Kommissioun de beschte Garant géint e permanenten État d'urgence, eng Verankerung vu Fräiheetsaschränkunge permanent am normale Strofrecht oder normale Strofprozeduren.

Dat ass jo eng Entwécklung, déi ee momentan a Frankräich ka beobachten, wou u sech elo d'Regierung zwar den État d'urgence als bëent erkläert huet, mä elo an déi normal Gesetzer Elementer vun deenen aussergewéinleche Moossname vum État d'urgence an dat normaalt Recht wëllt iwwerhuelen.

Dat ass eng Entwécklung, déi engem muss ze denke ginn, déi iwwregens och déi Lige strooft, déi mengen, jo, vun dem Parlament, do wären all Garantië ginn, dass do ni eppes kéint geschéien, wat eng Aschränkung géif bedeite vun eenzelne Rechter vum Bierger. Dat kéint bal nëmmen duerch d'Regierung geschéien.

Et gesäit ee ganz kloer och a Frankräich, wann ee gesäit, mat wat fir enger grousser Majoritéit déi Texter ugeholl si ginn, dass u sech d'Parlament och, deemno wéi déi politesch Situatioun ass oder déi gesellschaftlech Situatioun, net e Rempart ass géint eng Rei vu Verdréiungen, déi kënnen an engem Strofrecht mat agebaut ginn.

Ausnamebestëmmunge wéinst enger Noutsituatioun mussen Ausnamebestëmmunge bleiwen. Si däerfen also nëmmen en temporäre Charakter hunn. A si däerfen op kee Fall bagatelliséiert oder verallgemengert ginn.

Mir si mat grousser Majoritéit an der Kommissioun der Meenung gewiescht, dass eben deen neien Text éischter déi dote Garantië gëtt, dass een also nëmmen, wa wierklech eng Noutsituatioun ass, dann an där Nout op déi heiten Instrumenter kann zréckgräifen, wann d'Chamber net an den néidegen Delaie kann handelen. Mä fir de Rescht, mengen ech, soll een d'Fangere vun deem heiten Artikel loossen.

Et bleift en Artikel, dat war och déi Praxis vun deene leschte Joren, deen nëmmen à titre très exceptionnel ka benotzt ginn, däerf benotzt ginn. An ech mengen, och d'Komplexitéit vun deem heite System, wéi mer en hei elo schlussendlech verankert hunn, an déi Aschränkungen, déi mat dra sinn, déi Garde-fouen, déi och mat agebaut si ginn, déi féieren dozou, dass hei net liichtfankeg op déi nei Dispositioun vun der Verfassung kann zréckgegraff ginn an dass do déi néideg Garantië mat dra sinn, dass dat wierklech nëmmen an enger extremer Urgence, an enger extremer Noutsituatioun ka geschéien.

Am beschte wär et, ech hunn et scho gesot, wann een ni bräicht op deen heiten Artikel zréckzegräifen, well da wär een eigentlech ni mat enger drénglecher Noutsituatioun als Land konfrontéiert.

Mir sinn awer der Meenung, dass et gutt ass, dass mer esou en Text hunn. Dat gëtt eis eng Handlungsfäegkeet an enger extremer Situatioun, déi vläicht net ëmmer do ass. Mä si bréngt awer och genuch Garantië fir deen Eenzelnen a fir d'Rechter och vun de Verfassungsorganer, dass een net brauch ze fäerten, dass hei géif Mëssbrauch gemaach gi mat deem heiten Text.

An duerfir géif ech am Numm vun der Kommissioun proposéieren, dass d'Chamber nach eng Kéier géif am zweete Vott hiren éischte Vott bestätegen an den Accord gi fir deen heiten Text.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wäert elo net nach eng Kéier meng Ried hei vu virun e puer Méint widderhuelen. De Rapporteur huet alles gesot, wat am Fong ze widderhuelen ass.

Mir hunn deemools dee Gesetzestext matgestëmmt. Et ass en equilibréierten Text, deen eist Land a seng Bierger an diverse Krisenzäite besser schütze kann.

Ech wéilt awer kuerz hei drun erënneren, an ech hat dat och deemools a menger Ried gesot, an ech kucken op d'Regierungsbänk, do sollt dee Moossnamekatalog opgestallt ginn. Ech wier wierklech frou, wa mer kéinte gewuer ginn, wou dee Moossnamekatalog elo dru wier.

An ech erënneren och un de Gesetzesprojet 6921 iwwert d'Terrorismusbekämpfung, wou jo schonn en Avis vum Statsrot war, wou, wann ech dat richteg nogekuckt hunn, dräimol Amendementer scho vun der Regierung ofgi goufen, och opgrond vun Avise vun der Commission pour la protection des données personnelles. Mä mir hunn en nach ni eng Kéier an der Kommissioun virgestallt kritt oder och emol eng Kéier duerchdiskutéiert. An ech mengen, et wier och wichteg, datt mer dat géifen zimlech schnell maachen.

Dëst gesot, ginn ech dann och hei nach eng Kéier en Accord. A jiddweree stëmmt jo selwer of.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Gloden. Nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Eischt och dem Rapporteur Alex Bodry nach eng Kéier en häerzleche Merci soen. En huet eis elo nach eng Kéier déi wichtegst Punkte vun dësem dach sensibele Projet erklärt.

Mir hunn eis ganz vill Méi ginn, wéi mer dat preparéiert hunn. Mir hunn all Wuert praktesch akribesch geprüüft an nach eng Kéier geprüüft a gekuckt, dass keng Differenze kéinten an der Interpretatioun sinn, ebe well et e sensibele Secteur ass.

An ech mengen, den Text, dee mer gemaach hunn an dee mer wierklech jo hei presentéiert hu virun der Vakanz, dat ass dee beschtméiglechen Text, dee mer konnte maachen, an deen huet jo och den Assentiment vun der Majoritéit vun de Kolleege mat sech bruecht. An dofir géif ech mech bornéieren, fir wierklech... Et ass alles gesot. Mir droen deen Text, dee mer en âme et conscience ausgeschafft hunn, mat, an ech bréngen hei nach eng Kéier den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et ass effektiv tëschent dem 1. Juni, wou mer déi éischte Kéier e Vott iwwert dës Änderung gemaach hunn, an haut keen neie Punkt an der Diskussioun ze vermellen.

An ech wëll duerfir och, grad wéi meng Kolleege virdrun, net vu menger Riedezäit ganz profitéieren. Ech wëll just dem Här Bodry Merci soen och déi Kéier fir säi mëndleche Rapport an all déi Aarbecht virdrun. Ech schléisse mech och all sengen Aussoen, déi en a sengem Numm, an ech mengen, och am Numm vun der ganzer Kommissioun gemaach huet, un.

Ech kéint elo nach op e puer Aussoen zréckgräifen, déi fir eis wichteg sinn, zum Beispill datt den éischten Entworf en Ausdrock war als Reaktioun och op déi Attentater, déi fierchterlech Attentater zu Paräis. Vill Riedner hunn dat als Ugréff op eis westlech Wäerter, eis westlech Gesellschaft gedeit. A mir hunn och gesot: „Mir mussen awer oppassen, mer kënnen eis westlech Wäerter net doduerch schützen, andeems mer se selwer da futtimaachen." An ech mengen, datt mer net iwwerreagéiert hunn, datt mer hei e gudde Projet gemaach hunn.

Mir hu misse reagéieren, dat ass richteg. Mä d'Chamber bleift zu all Moment voll a Fonctioun. Mir hunn d'Kris restriktiv definéiert, d'Regierung op d'Gravitéit an op de Fait festgehalen, datt et wierklech muss eng Urgence sinn, fir datt d'Regierung däerf déi speziell Reglementer huelen.

Mir hate viru véier Méint als gréng Deputéierte fir de Projet gestëmmt a mir wäerte selbstverständlech haut och fir dësen neien Artikel 32.(4) stëmmen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Och mir als ADR hunn an de véier Méint, déi zanter dem éischte Vott vergaange sinn, eis Meenung zu dësem Text, deen d'Regierung ermächtegt, amplaz vun der Chamber ze legiferéieren, net geännert a mir bleiwen dergéint.

Ermächtegunge vun dëser Zort hunn an eiser europäescher Geschicht zu schlëmmsten Abuse gefouert. Och mir als ADR, a grad mir als ADR, ënnerschätze kengesweegs d'Geforen, déi vum Terrorismus ausginn!

De Rapporteur sot am éischten Debat, wéi e vu mir dozou befrot gouf, fir konkret Beispiller ze nennen, wéi d'Regierung da géif Gebrauch maache vun dësem Pouvoir: „Als Beispiller do kéinte Fouilles corporelles och ouni Usaz vun enger Infraktioun oder Fouillë vun Autoen erlaabt ginn."

Hie sot weider, an ech zitéieren en: „An ech sinn der Meenung, dass an normale Situatiounen, wéi dat haut zu Lëtzebuerg ass, dat soll verbuede bleiwen, dass an engem Rechtsstat wéi Lëtzebuerg dat soll verbuede bleiwen. Ech sinn net der Meenung wéi d'ADR, dass déi Fräiheete vun de Leit sollen ageschränkt ginn."

A genau do huet hien eis als ADR eppes Falsches ënnerstallt! Och mir als ADR, a grad mir als ADR, si géint Aschränkunge vu perséinleche Fräiheeten! Mir waren a mir si just der Meenung, datt mir als Chamber sollen elo a mat Aemooss, hunn ech deemools gesot, e Gesetz huelen, wat déi doten Ausname regelt, wat regelt, wéi, wéini an ënner wiem sengem Contrôle esou aussergewéinlech Mesurë sollten erlaabt ginn.

Mir sinn a bleiwe géint en Transfer vu legislativem Pouvoir vun dëser Chamber un egal wat fir eng Regierung. Mir waren, sinn a bleiwen awer och fir Gesetzer, déi elo en vigueur trieden an eise Sécherheetskräften erlaben, Terroristen ze bekämpfen, ze enttarnen, onschiedlech ze maachen an hir finanziell Ressourcen dréchenzeleeën, elo, an net wann eppes geschitt ass. Mir brauchen e Gesetz dozou a mir brauchen net eng Verfassungsännerung.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de leschte Riedner ass den...

(Interruption)

...Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass gesot ginn: Den 1. Juni, viru véier Méint, hu mer dat heiten an engem éischte Vott gestëmmt. Also, eng iwwergrouss Majoritéit hei an der Chamber huet dat gestëmmt. Deemools sinn d'Argumenter ausgetosch ginn. Ech wäert se och net nach eng Kéier widderhuelen, just op zwee Prinzipien zréckkommen, déi fir eis awer wichteg sinn.

Éischtens menge mer, datt den Ausnamezoustand, ëm deen et awer hei geet, e Friemkierper an der Demokratie ass. Dat heescht, et ass e prinzipiellen Awand, dee mer géint dat heiten hunn. Och wa Garde-fouen agebaut sinn, menge mer, datt hei Méiglechkeete geschafe ginn, datt d'Exekutiv sech selwer eigentlech exorbitant Pouvoire ka ginn, och wa se zäitlech begrenzt sinn, déi awer d'Dier ganz grouss opmaache fir eventuell Deriven.

Zweetens menge mer oder gesi mer d'Utilitéit net a vun där doter Ännerung. Se ass komm opgrond vun deenen terroristeschen Attacken a Frankräich. Mir hunn entre-temps iwwerall an Europa terroristesch Attacken, a mir gesinn, wéi verschidde Länner mat deene Situatiounen ëmginn. Mir gesinn, wéi Frankräich domadder ëmgeet, a mir gesinn, wéi Däitschland domadder ëmgeet. An ech hätt mer éischter och fir eis e bësse méi däitsch Besonnenheet an dësem Fall gewënscht wéi franséisch Hysterie.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum. An den Här Premierminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech wëll den Orateuren a virun allem dem Rapporteur, dem Här Bodry, och Merci soe fir dësen Text. Ech mengen, et ass eng Verbesserung, do si mer eis alleguerten eens, vum Text, deen et scho gëtt. Et ass wichteg, dass mer eng Äntwert hunn op eng Situatioun. An do solle mer och hei zesumme quer duerch d'Bänken alleguerten där Meenung sinn.

Den honorabelen Här Gloden huet eng konkret Fro gestallt iwwert de Moossnamekatalog. Här President, mir kënne beim beschte Wëlle kee Katalog ginn, well mir wëssen net, wat kënnt. Hei ass keng konkret Attack. Et ass keng konkret Definitioun, wéi d'Attack kann ausgesinn. Da kann et och net e konkrete Katalog vu Moossname sinn, dee mer elo géife fixéieren. Mir musse reagéiere kënnen. De But vun deem Text ass, fir rapidement reagéieren ze kënnen, an op dat, wat kënnt, dann och eben déi appropriéiert Äntwert kënnen ze hunn.

An ech mengen, wat ganz wichteg ass an deem doten Text, Här President, ass, dass au contraire d'Chamber awer och den Acteur principal ass. An dat ass eben dat, wat, ech mengen, och muss ervirgestrach ginn.

Et ass awer och drun ze erënneren, dass d'Verfassung... Hei huet een d'Gefill, wéi wann op eng Kéier alles net méi legal wier. D'Verfassung bleift selbstverständlech en règle a bleift och bestoen, an et geet hei drëms, fir Texter, legal Texter, kënne séier als Äntwert ze hunn. An dowéinst awer wierklech Merci fir déi Zoustëmmung.

Hei geet et net drëms, dass d'Regierung méi Pouvoir kritt. Hei geet et drëms, dass de Stat eng richteg Äntwert huet op eng Situation de crise. An ech hoffen, dass mer et ni ze gebrauche kréien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Premierminister.

Mir géifen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwergoen iwwert den Text, deen am Document parlementaire 6938 steet. Wéi gesot, et ass eng Zweedrëttelmajoritéit erfuerdert a keng Procuratioun erlaabt.

Second vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution n°6938

D'Ofstëmmung fänkt un. An ech ginn dervun aus, dass jiddwereen ofgestëmmt huet. Dann ass d'Ofstëmmung elo eriwwer.

An d'Resultat ass: 51-mol jo, a 5-mol neen. Domat ass d'Zweedrëttelmajoritéit largement erreecht an d'Proposition de révision ass domat ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty et Edy Mertens;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech brauch Iech dann och net déi klassesch Fro ze stellen. Merci.

Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 7102, deen zum Rattachement vum Centre pour l'égalité de traitement un d'Chamber wäert féieren, a gläichzäiteg iwwert d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv vun 2014 geet, déi dem CET eng nei Missioun gëtt. An den Här Rapporteur, de Gilles Baum, ass prett fir de Rapport. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

3. 7102 - Projet de loi

1) complétant la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;

2) modifiant le Code du travail;

3) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5) modifiant la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, am Regierungsaccord vun 2013 ass festgehale ginn, datt eng Maison des droits de l'homme geschaaft gëtt, déi d'CCDH - d'Commission consultative des droits de l'homme -, den ORK - den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand -, de CET an de Mediateur regruppéiert, an déi un de Pouvoir législatif, also un d'Chamber, rattachéiert ginn.

De Projet de loi 7102 huet als Éischt vun zwee Objektiver, de CET, also de Centre pour l'égalité de traitement, un d'Chamber ze bannen. De CET war bis elo ënnert der Tutelle vum Familljen- an Integratiounsministère.

Als kleng Randbemierkung: Ech hu mer soe gelooss, datt den ORK, deen ënnert der Tutelle vum Educatiounsministère steet, och Objet vun engem Projet de loi ass, deen an noer Zukunft wäert deposéiert ginn, an deemno dann och un d'Chamber rattachéiert wäert ginn, esou wéi dat am Regierungsaccord virgesinn ass. De Mediateur ass jo souwisou un d'Chamber rattachéiert. An d'Commission consultative des droits de l'homme hirersäits huet jo d'Preferenz, fir net un de Pouvoir législatif ugebonnen ze sinn.

Et mécht duerchaus Sënn, datt déi eenzel Organer un d'Chamber rattachéiert ginn, well si op déi eng oder aner Aart a Weis d'Aarbecht vun der Regierung a vun de Verwaltungen observéieren an tëschent dem Pouvoir exécutif an dem Bierger vermëttele sollen. Et mécht d'Aarbecht vum CET also nëmmen nach méi kredibel an och nach méi onofhängeg vun der Regierung, wann en net méi ënnert der Tutelle vun engem Ministère steet.

Wat elo d'Personal vum CET ubelaangt, huet de Bureau vun der Chamber sech derfir ausgeschwat, dass d'Leit, déi am CET schaffen, weiderhin un d'Regierungsverwaltung rattachéiert bleiwen an duerno detachéiert ginn. D'Personal vum CET wäert also net Bestanddeel vun der Chambersadministratioun ginn.

Mir schwätze vun engem aktuelle Budget vun 88.000 Euro am Joer, deen de CET beusprocht. Duerch déi nei Missioun, déi de CET mam Akraafttriede vun dësem Gesetz mat iwwerhëlt, kommen nach eng Kéier ronn 67.000 Euro derbäi.

Déi nei Missioun geet zréck op eng europäesch Direktiv, déi schonn zu engem ganz groussen Deel ëmgesat ginn ass. Et handelt sech ëm d'Direktiv 2014/54 vum 16. Abrëll 2014. Et ass e bëssen eng speziell Situatioun, well Lëtzebuerg effektiv e Groussdeel vun der Dispositioun aus dëser Direktiv ëmgesat huet, a just deen eenzelnen Artikel gefeelt huet, deen de CET betrëfft. Et geet drëms, datt all Memberstat eng staatlech Struktur beoptraagt, d'Gläichbehandlung vun den europäeschen Aarbechter an hire Familljememberen ze promouvéieren, ze analyséieren an ze kontrolléieren.

Hei gëllt et virun allem, derfir ze suergen, datt keng Diskriminatioun opgrond vun der Nationalitéit stattfënnt. Lëtzebuerg wäert wéi gesot de CET mat dëser Missioun beoptragen, deen dann och als offiziell Kontaktstell fir all Concernéiert an déi europäesch Partner fungéiere wäert.

Zum Schluss bleift nach ze soen, dass dëse Projet de loi de Kritär vun der Gläichbehandlung onofhängeg vun der Nationalitéit nach an eng Rei aner Gesetzer derbäisetzt. Wat déi eenzel Avisen zu dësem Projet de loi betrëfft, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ech géif Iech awer bieden, wann Der dermat averstane wäert, hei beim Vott eng mini Erreur matérielle matzebehiewen, wou mer och an der Chamber driwwer geschwat haten. An der Direktiv steet „l'handicap". Dat hu mer och esou am Rapport iwwerholl. Dat richtegt Wuert ass awer „le handicap". A wann Der dermat averstane wäert, da géife mer den Text och herno ofstëmme mat der Notioun „le handicap".

Ech soen Iech Merci. An ech ginn och elo schonn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi éischt Riednerin ass d'Madamm Sylvie Andrich-Duval.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Dir wäert Iech kaum wonneren, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass d'CSV voll a ganz hannert der Zilsetzung vun dësem Projet de loi steet. Den Inhalt geet eis souguer deelweis net wäit genuch.

De Rapporteur huet elo just am Detail alles erkläert. Duerfir soen ech him och Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

D'CSV begréisst souguer ausdrécklech, dass elo hei zu Lëtzebuerg keng Persoun méi wéinst hirer Nationalitéit däerf diskriminéiert ginn. Dëst Motiv kënnt derbäi bei déi aner Motiver: d'Rass, déi ethnesch Hierkonft, d'Geschlecht, d'Relioun an hir Iwwerzeegungen, den Handicap an den Alter. Dat kënnt do derbäi.

Och d'Bewegungsfräiheet innerhalb vun der EU garantéiert elo schonn de Beschäftegten d'Recht, fir an engem aneren EU-Land ze schaffen. Och hu se Usproch op gläiche Loun a Sozialleeschtungen. Si an hir Familljе kréien elo gehollef, besser a méi kontrolléiert un hir Rechter ze kommen. Dat ass gradesou begréissenswäert.

Den Zenter fir Gläichbehandlung, de CET, fält a béide Fäll eng Schlësselroll zou. Dir kënnt Iech virstellen, dass de CET och dofir zousätzlech Moyene brauch, Ressourcë brauch. An d'CSV ënnerstëtzt dat jiddefalls.

De CET, dee leescht, zënter dass e geschaaft gouf, eng exzellent Aarbecht. E soll elo un d'Chamber ugebonne ginn. De Rapporteur huet et gesot. E laangjärege Wonsch vun de Responsabelen. An anere Wierder: En ënnersteet elo net méi der Regierung wéi bis elo. Domat gëtt en ebe méi onofhängeg an och méi visibel. E staarkt, begréissenswäert Zeechen.

D'Personal vum CET soll allerdéngs jo net un d'Chambersverwaltung ugebonne ginn. Si ginn un d'Regierungsverwaltung ugebonnen an dann detachéiert. Dës Demarche werft awer eng Rei Froen op. D'Institutiounskommissioun vun der Chamber huet sech schonn zënter 2012 mat där prinzipieller Fro befaasst: Wéi kann een d'Aarbechte vun deene verschiddenen Organer, déi d'Mënscherechter hei zu Lëtzebuerg förderen an och schützen, besser koordinéieren?

No Entrevuë mat deene Betraffene war och bekanntlech folgend Konklusioun festgehale ginn: Et soll eng Maison des droits de l'homme op enger eenzeger Adress geschaaft ginn. Dat gouf och vun der jëtzeger Regierung iwwerholl.

Domat och kuerz d'Zwëschefro un d'Regierung: Wéini ass d'Gebai vum Haus vun de Mënscherechter dann elo schlussendlech bezuchsfäerdeg? Wéi sti mer do mam Bau?

Do kéime jo net nëmmen den CET, mä och den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, den ORK, déi konsultativ Mënscherechtskommissioun an d'Ombudspersoun dran. Si hu sech alleguerte gewënscht, un d'Chamber ugebonnen ze ginn. Synergië sollten ënner anerem méiglech sinn um Niveau vum Personal. E gemeinsame Rekrutement, en eenheetleche Statut.

Entre-temps ass awer d'Mënscherechtskommissioun net méi d'accord, un d'Chamber ugebonnen ze ginn. Si hunn en eegene Jurist kritt, dee se net wëllen deelen. Och kéint d'Nominatiounsprozedur vun hire Membere bei der Chamber problematesch gi fir si. Si wëllt dofir beim Statsministère ugebonne bleiwen.

D'Ausgangspositioun ass also net méi déiselwecht. Derbäi kënnt, dass d'Equipp vum Mediateur jo en eegene Statut bei der Chamber huet, grad wéi d'Cour des comptes. Wou ass d'Linn hei? Mat wéi engem Argument huele mer déi eng bei d'Chamber an déi aner net?

An et ass och schued, dass den ORK net och zäitgläich mat eriwwergeholl gouf. E Punkt, deen och de Statsrot opgeworf huet. Duerfir wollt ech vun der Regierung wëssen, wéini deen ugekënnegte Projet de loi dann elo deposéiert gëtt. An dat zemools, wou d'Mandater vun dem ORK elo Enn des Joers wäerten auslafen, an dat dann ënnert deem ale Gesetz.

Kënnt Dir novollzéien, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dass verschidden Organer mat verschiddene Patrone bei där enger an därselwechter Institutioun - d'Chamber an dë-

sem Fall - Sënn maachen? Wien ass hei den hierarcheschen, wien ass hei den administrative Chef? An den Ae vun der CSV: keng glécklech juristesch Situatioun. An elo ze argumentéieren: „Et sinn der jo nëmmen zwee", hält och d'Strooss net. Dat muss an eisen Ae gekläert ginn, an zwar ier déi nächst Organisatioun, dat heescht den ORK, un d'Chamber ugebonne gëtt.

Här President, beim feelende Rescht vun der EU-Direktiv 2014/54 zur Bewegungsfräiheet vun de Beschäftegten innerhalb vun der EU, déi mer jo elo ëmsetzen, ass et leider scho 5 op 12! D'Direktiv hätt scho missen den 21. Mee 2016 ëmgesat sinn. Loosse mer et soen: Den Aarbechtsminister huet den Dossier ganz einfach verschlof, an dofir huet Bréissel hei ugesicht!

Dësen Drock erkläert och méiglecherweis, firwat d'Regierung am initiale Gesetzestext Wesentleches vergiess hat. D'CSV huet, an duerno och d'Statsbeamtekummer, recht behalen. D'Nationalitéit war vergiess ginn, als Diskriminatiounsmotiv am Stats- a Gemengebeamtestatut festzeschreiwen. Dat ass dunn nogeholl ginn duerch Amendement. Am Code du travail eleng geet et effektiv net duer.

D'CSV hat och verschidden Doleancë vum CET opgegraff.

Éischtens, d'Méiglechkeet fir de CET, viru Geriicht ze kloe fir d'Affer vun Diskriminatiounen. Dëst werft awer och vill Froen op. De CET, deen huet näämlech keng juristesch Personalitéit, wann e bis un d'Chamber ugebonnen ass. A fir d'CSV drängt sech op deem Gebitt eng déif gräifend Analys op, och am Kontext vun deenen aneren Organisatiounen, déi fir d'Mënscherechter zoustänneg sinn.

Zweetens, e räsonabelen Delai aféieren, bannent deem dem CET seng Informatiouns- an Dokumentatiounsufroe musse beäntwert ginn. D'Regierung wëllt awer d'Gesetz op deem dote Punkt net änneren. Ass an d'Press goe vum CET senger Säit bei schwaarze Schof, esou wéi dat suggeréiert gouf an der Kommissioun, wierklech eng effikass Sanktioun? Et sief dohigestallt.

Drëtt Uleies, an domat soen ech och dem Rapporteur Merci, dass en déi gutt Nouvelle do annoncéiert huet, dass dat hei nach mat ugepasst gouf, déi redaktionell Änneruing, fir déi mer eis staark gemaach haten, fir „l'handicap" als „le handicap" festzeschreiwen, well engersäits ass et emol éischtens richtegt Franséisch. An zweetens ass déi Formulatioun och duerch dee ganzen UNO-Konventiounstext vun de Rechter vun de behënnerte Persounen erëmzefannen. An och hat d'Regierung eigentlech an der Kommissioun hiren Accord ginn. An d'Familljekommissioun hat et och festgehalen. An dofir begréisse mer natierlech, dass deen Oubli do nogeholl gouf.

Da véiert a lescht opgegraffen Doleance vum CET a vum Conseil supérieur vun de behënnerte Persounen: Eng Derogatioun ofschwäche vum Antidiskriminatiounsgesetz vum 28. November 2006. Am Moment däerfe beim Zougang zu Assurancëkontrakter par rapport zu Persoune mat engem Handicap an dem Alter Ausname gemaach ginn. Déi Ausnamen, déi mussen awer objektiv an ugemiesse gerechtfertegt sinn. Dat ass och konform zur Antidiskriminatiounsdirektiv 2000/43, mä Lëtzebuerg huet entre-temps, méi genee 2011, jo d'UNO-Konventioun vun de Rechter vun de behënnerte Persoune ratifizéiert.

An elo stellt sech d'Fro: Ass d'Gesetz vum 28. November 2006 nach konform mat der UNO-Konventioun? Et geet näämlech méi speziell ëm den Artikel 25, Punkt e), deen d'Diskriminatioun am Assurancëberäich verbitt. Déi behënnert Persoune musse gerecht an ugemiesse Konditiounen am Assurancëberäich kréien. Däitschland huet zum Beispill säi Gesetz nogebessert: a) fir dass d'Assurancëprimmen net willkürlech kënne fixéiert ginn, a b), fir dass se net einfach bei all behënnert Persoun kéinten applizéiert ginn, egal wéi schwéier déi Behënnerung ass.

An doriwwer eraus ass d'EU-Kommissioun amgaang, d'Gläichbehandlungsdirektiv ze iwwerschaffen. Do soll ënner anerem eng Ausnameregelung präziséiert ginn, déi eng ënnerschiddlech Behandlung opgrond vun engem Handicap, besonnesch dem Gesondheetszoustand, erméiglecht.

An dowéinst, Dir Dammen an Dir Hären, huet d'CSV en Amendement agereecht gehat, dee präziséiert, dass den Assurancërisiko muss baséieren, éischtens, op aktuarielle Prinzipien, zweetens, op pertinenten an zouverlässege statisteschen Donnéeën oder op pertinenten an zouverlässege medezinnesche Kenntnisser. Dat bei Ausname souwuel beim Alter wéi och beim Handicap.

D'Assurancëgesellschafte missten och an deene Fäll Motiver liwweren, firwat se déi Differenzen applizéiert hunn, engersäits de Clienten an anerersäits awer och de Geriichtsinstanzen oder deenen Instanzen, déi mat de Plaintë beoptragt sinn oder chargéiert sinn.

Schued, dass dësen Amendement Affer ginn ass vum Zäitdrock, ënnert deem da Lëtzebuerg hei steet wéinst der Direktiv „libre circulation". Well och prinzipiell war d'Regierung näämlech net géint den CSV-Amendement. An et ass am Fong schued, wéi gesot, dass dat deem Drock do elo zum Affer gefall ass.

Eis behënnert an eeler Matbierger bedaueren dat sécherlech gradesou vill wéi mir als CSV, well et wier quasi an engems gaangen, vu dass mer souwisou um Gesetzestext hei geännert hunn.

Dir verstitt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass d'CSV-Fraktioun dofir och dem Gesetzesprojet net ganz kann zoustëmmen. Duerfir wäerte mer eis beim Vott enthalen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net selbstverständlech, datt Mënschen an enger Gesellschaft harmonesch a gerecht mateneen ëmginn. Eise Rechtsstat hëlt awer Benodeelegungen ausdrécklech net hin. Schutz virun Diskriminéierung ass e Mënscherecht fir jiddwereen.

Am Kampf géint d'Diskriminéierung leescht den Zentrum fir Gläichbehandlung eng ganz wichteg a wäertvoll Aarbecht. An et ass wichteg, dass mir als Legislateur dem CET déi néideg Moyenen dofir ginn. Och wa mer mam neie Gesetz wichteg Änneruinge virhuelen, déi de Rapporteur jo och virdrunner schonn erkläert huet, an deem ech dann och hei nach wëll Merci soe fir seng zwee Rapporten, esou stellt sech awer d'Fro, ob den CET déi Unerkennung kritt, déi en eigentlech verdéngt hätt, an och entspriechend Moyenen, fir seng Aarbecht seriö kënnen ze maachen.

Elo, wou mer d'EU-Direktiv ëmsetzen, déi jo souwisou Changementer mat sech bréngt, wär et och eng gutt Geleeënheet gewiescht, fir nach weider Änneruinge beim CET virzehuelen. Leider, dat hu mer jo schonn erkläert kritt, sti mer ënner Zäitdrock, well mer dréngend déi bestoend EU-Direktiv an nationaalt Recht mussen ëmsetzen.

Dat ass eng Erklärung, déi aliicht. Trotzdeem wëll ech betounen, dass et äusserst schued ass, dass mir eis net déi néideg Zäit huelen, fir méi ausgibeg iwwert de Schutz an d'Bekämpfung vun Diskriminéierung ze diskutéieren. Amplaz elo vun der Geleeënheet ze profitéieren an d'Schwächte vum Gesetz vun 2006 nozebesseren, maache mer haut just e Minimum.

Ee Punkt, deen der LSAP awer wichteg ass, deen och elo agefouert gëtt, ass den Délai de réponse. Den Zentrum selwer schreift a sengem Avis, dass en Délai de réponse, dee si kéinten imposéieren, hinne géif hëllefen, hir Missioun méi effikass ze erleedegen. Dem CET säin Afloss ass geréng. En huet näämlech am Moment keen Drockmëttel, fir entweder eng Entrevue accordéiert ze kréien oder déi néideg Infoen an Dokumenter, déi e brauch.

Dat bréngt mat sech, dass si munchmol guer keng Äntwert kréien oder ganz spéit. An do geet leider och de Stat net mam gudde Beispill vir. Verschidde Ministèrë brauchen heiansdo sechs bis siwe Méint, fir iwwerthaapt ze äntwerten. Dat ass net seriö. A wa mer als Chamber dem CET déi néideg politesch Unerkennung wëlle ginn, dann ass esou en Délai de réponse méi wéi noutwendeg. An dofir si mir als Sozialiste frou, dass dëse Punkt konnt duerchgesat ginn.

En anere Punkt am Kader vun der Diskriminéierungsbekämpfung, dee regelméisseg opkënnt, ass den Droit d'ester en justice. Ech weess, dass sech hei déi politesch Geeschter scheeden. Och mam neie Gesetz däerf de CET net viru Geriicht kloen. Den Zenter fir Gläichbehandlung selwer schreift Rapporten iwwer Diskriminatiounsmotiver hei am Land, schaaft Sensibiliséierungsmaterial dozou aus an informéiert Affer vun Diskriminatiounen iwwer hir Rechter. Mä de CET selwer kann net op d'Geriicht goen, fir géint Diskriminatioun ze kloen.

Dofir muss ee sech hei d'Fro gefale loossen, ob et wierklech politesch gewollt ass, dass Diskriminéierunge méi systematesch verfollegt kënne ginn. Wa mer dat wierklech wëllen, da komme mer an Zukunft net derlaanscht, dem Zenter rechtlech Mëttelen zur Verfügung ze stellen. Dëse Punkt gouf och méi wéi eng Kéier vun internationale Gremien ugeschwat a gefuerdert, wéi zum Beispill dem ECRI, der europäescher Kommissioun géint Rassismus an Intoleranz.

An hirem leschte Rapport vum fënnefte Cycle vum Monitoring, deen den 28. Februar dëst Joer publizéiert gouf, heescht et, datt den ECRI de lëtzebuergeschen Autoritéite recommandéiert, zum Beispill dem CET en „Droit d'être saisi de plaintes" ze attribuéieren, dem CET a Mediateur néideg Pouvoiren ze ginn, fir effikass Enquêten ze erstellen, hinnen den „Droit d'agir en justice" ze ginn an och d'Recht, an de judiciairen an administrative Prozeduren ze intervenéieren.

Domadder géif een allen Affer vun Diskriminatioun eng Méiglechkeet ginn, fir zu hirem Recht ze kommen. De CET kéint duerch Geriichtsuerteeler besser op Diskriminatiounen hiweisen, an entspriechend Geriichtsuerteeler kéinten och eng ofschreckend Wierkung hunn.

Oft awer fäerte jo bekanntlech Affer vun Diskriminatiounen, op d'Geriicht ze goen, och wéinst dem Käschtepunkt. Dofir: Wa mer wëllen, dass de CET d'Roll vum Gardien vun de Mënscherechter soll iwwerhuelen, stellt sech d'Fro, firwat mer him dës Méiglechkeet verweigeren. Dobäi brauche si genuch Mëttelen, fir hir Kontrollfunktioun voll ausüben ze kënnen.

Kolleeginnen a Kolleegen, weider gouf och d'Chance net genotzt, fir ze kucken, ob et net opportun wär, fir weider Kritäre fir Diskriminéierungen an d'Gesetz ze schreiwen. Mir haten als Sozialiste schonns méi wéi eng Kéier dës Iwwerleeung opgeworf a gefrot, wéi et hei am Land zum Beispill mat der sozialer Diskriminéierung ausgesäit. Leider gouf dat vun deenen anere Parteien net opgegraff. An aus Zäitgrënn ass dat anscheinend och kee Sujet.

Komplett aus der Loft gegraff ass déi Iddi awer net, dat wëll ech och emol eng Kéier kloerstellen. A Frankräich gesäit d'Gesetz, am Géigesaz zu Lëtzebuerg, 21 Diskriminatiounskritäre vir. An d'lescht Joer huet d'Assemblée nationale per Gesetz d'Diskriminatioun „à raison de la précarité sociale" opgeholl. Dës Form vun Diskriminéierung äussert sech zum Beispill doduerch, datt sozial defavoriséiert Persounen, obwuel se solvabel sinn, d'Locatioun vu Wunnenge refuséiert kréien, oder dass verschidde Leit opgrond vun hirer Adress kee Prêt op enger Bank kréien. An dofir hu mir als Sozialisten d'Fro opgeworf, ob dës sozial Diskriminéierung net och misst unerkannt a vum CET observéiert a verfollegt ginn.

Dann ass nach e leschte Punkt, deen ech wëll mat hei an d'Diskussioun bréngen: d'Formuléierung vum Changement de sexe. Dëst gouf am Kader vum Projet de loi 6792 kuerz ugeschnidden, Dir erënnert Iech vläicht drun, d'lescht Joer, wou mer verschidden Direktiven, ënner anerem am Beräich Égalité des chances, Égalité de traitement zwëschent Fra a Mann am Travail ëmgesat respektiv ugepasst hunn.

Do hat de CET selwer a sengem Avis drop higewisen, dass d'Formuléierung vum Changement de sexe net gutt gewielt an ze vill restriktiv wär. Eng Geschlechtsëmwandlung géif e medezinneschen Agréff oder eng Hormontherapie viraussetzen, an et wär deemno net kloer, ob Transpersounen an Intersexueller och domadder gemengt sinn, déi sech net engem Agréff ënnerzunn hunn.

De CET proposéiert Terminologië wéi „Identité de genre" oder „Expression de genre", fir ebe méi global ze definéieren, fir och domadder praktesch jiddweree kënnen ze couvréieren. Weider argumentéiert den Zentrum, dass d'Geschlechtsëmwandlung de Kierper zwar vun enger Persoun verännert, mä awer net hiert Geschlecht. De Kierper géif eigentlech nëmmen dem Geschlecht ugeglach ginn. A mengem mëndleche Rapport zum Projet de loi 6792 hat ech gesot, datt déi Iwwerleeunge vum Zentrum net falsch wären, allerdéngs sollen déi an engem anere Kontext diskutéiert ginn.

An an der Aarbechtskommissioun hate mer festgehalen, dass d'Problematik ëm d'Identité sexuelle am beschte soll an engem internationale Kader diskutéiert a geléist ginn. Dofir meng Fro: Wéi geet et elo weider? Vu datt jo bekanntlech keng Zäit war, fir dëse Punkt elo unzegoen, géif ech gäre vun der Regierung wëssen, wou a wéi si dëst da wëllt diskutéieren a klären.

Nun, Här President, dëst zu de Remarquen, déi eis Sozialiste wichteg sinn, a Punkten, déi fir eis nach net vum Dësch sinn. Et ass schued, dass se net an dësem Kader konnte gekläert ginn. Wann en Dossier op ass, soll ee vun der Geleeënheet profitéieren, fir direkt alles ze klären, ze diskutéieren, a virun allem evitéieren, sech herno vun der Zäit iwwerrennen ze loossen.

Dëst gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Bofferding. An den nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et ass, mengen ech, alles gesot. A mir ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat ware kuerz 16 Minutten, déi ech hei stoen hat.

(Hilarité)

Den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech wëll am Ufank direkt zwee Mercie lassginn: deen een un den Här Baum fir dee flotte Rapport, deen en eis hei presentéiert huet, an deen aneren un de CET, an zwar speziell fir d'Aarbecht vum Centre pour l'égalité de traitement, wat elo deen Engagement ugeet fir déi Leit, déi mat de Folge vun enger Behënnerung mussen eens ginn an hirem Liewen. An ech mengen, deen Engagement, dee se do weisen, dee verdéngt wierklech eis Ënnerstëtzung.

Dat Gesetz, wat haut awer zur Diskussioun steet, dat interpelléiert a verschiddener Hisiicht.

Déi éischt Propositioun ass, datt de CET soll hei un d'Chamber rattachéiert ginn. Domadder kënne mer liewen. An et ass vläicht awer dann och d'Geleeënheet, wéi jo och anerer et scho gesot hunn, fir ze rappeléieren, datt mer e bëssen eng Poliferatioun vu Mënscherechtsorganer hei am Land hunn, an datt ee muss och kucken, net nëmme fir eng Kolocatioun, mä ob et net och Kompetenze gëtt, déi sech iwwerschneiden, ob een net Verschiddenes kann zesummeleeën a rationaliséieren, fir och déi Organisatioune méi effikass ze maachen.

Eng zweet Bemierkung ass och, datt een net dervun ausgoe kann, datt, wann en Avis vun enger Mënscherechtsorganisatioun kënnt, datt en domadder automatesch gutt ass. Et muss een och déi Avise kënne kritesch kucken. Et muss ee se kënnen hannerfroen. An ech mengen, dat gëllt och fir de Centre pour l'égalité de traitement. Well wa mer eis emol ukucken, wéi eng Fuerderungen aus deem Organ erauskommen, wat elo eiser Chamber rattachéiert gëtt, do kann ee sech awer dacks wonneren.

Déi éischt ass déi Fuerderung, fir kënne virun d'Justiz ze goen: ester en justice. Do muss een awer eng Rei Bemierkunge maachen. Éischtens gëtt de CET elo en Organ vun der Chamber. An et muss ee sech wierklech froen, ob et d'Aufgab vun engem Organ vun der Chamber ass, virun d'Justiz ze goen. Och stelle sech elo an där neier Organisatioun d'Froe vu Gewaltentrennung.

Déi zweet Observatioun ass, datt et eigentlech d'Erfahrung ass, datt déi Organisatiounen, och vill ONGen, déi fir anerer bei der Justiz kloen, dacks eegen Interessen, eege politesch Agendae wëllen no vir bréngen, méi eigentlech, wéi dat Uleies vun deem vertrieden, fir dee se op d'Justiz ginn. An et ass och, fir dat ze verhënneren, wou ee muss ganz virsiichteg sinn, fir esou enger Organisatioun oder engem Centre oder iergendengem esou ee Recht ze ginn, well d'Erfahrung éischter weist, datt se hir eege politesch Agendae verfollegen.

An dat Drëtt ass: Mir hunn e fonctionnéierende Rechtssystem, wou eigentlech jiddweree kann op d'Justiz zougräifen a wou och de System vun der Assistance judiciaire garantéiert, datt jo u sech jiddweree kann zu sengem Recht kommen.

Eng lescht Bemierkung, wat d'Justiz ugeet. Mir hunn do eng Proliferatioun u Prozesser a leschter Zäit vu politescher oder semipolitescher Natur a verschiddene Beräicher. Dat alles féiert zu dem Banne vu grousse Ressourcen an eisem Appareil judiciaire an der Police.

Et muss ee sech jo och iwwerleeën: Wou fänkt de Punkt un, wou mer d'Justiz iwwerlaaschte mat Saachen, déi u sech kënne politesch geregelt ginn? D'Justiz ass net do, fir Deficiencë vun der Politik ëmmer opzefänken.

Dat Zweet ass déi Saach vun den onofhängegen Enquêten. Dat Recht gëtt hei ausgeweit an dësem Gesetz. An do wëlle mer warne virun der Zort vun Enquêten, déi do kënnen a Fro kommen, a speziell virum Testing. Den Testing, ech weess net, ob jiddwereen dermat familiariséiert ass, wat dat ass, dat ass u sech, ënner enger Scheinidentitéit dacks, eng Infiltratioun vun enger Organisatioun, vun engem Commerce ze maachen, oder ënner enger Scheinidentitéit oder mat enger erfonntener Geschicht, um Logementsmaart, um Aarbechtsmaart virzespriechen, fir eigentlech Preuven ze sammelen oder fir eng Diskriminatioun ze etabléieren.

De Problem dobäi ass, datt dat eng onéierlech Manéier ass, fir virzegoen, déi och d'Qualitéit vun där Preuve, déi een op déi Manéier ka kréien, awer a Fro stellt. Et ass jo u sech eng onéierlech Preuve. Et ass eng Provocation à commettre un délit u sech. Et ass eng Preuve, déi net loyal ass an déi eigentlech dann och net däerft virun engem Geriicht consideréiert ginn, well den Testing ass eng Irreführung vu Leit ënner falschem Virwand, fir kënnen eng Preuve ze construéieren.

Mir si jo d'accord, datt de CET kann Enquêtë maachen, mä déi Enquêtë mussen éierlech sinn, a si däerfen net op esou Methoden zréckgräifen. An ech soen dat hei, well den CET selwer 2013 den Testing, also eng onéierlech Method, als en utillt Instrument duergestallt huet: «un instrument utile, un moyen d'obtenir justice». Ma grad dat ass et net.

Eng drëtt Bemierkung ass, datt heiansdo déi Positiounen, déi vum CET vertruede sinn, an der Zukunft en Organ vun der Chamber, heiansdo zimlech wäit un engem politesche Bord stinn, an zimlech an deem Sënn och extremistesch an hirer Dimensioun sinn. Dozou gehéiert selbstverständlech och déi Iddi, fir Table-ronden ze organiséieren, ob Kanner hautzudaags, wéi et op der Uni gemaach ginn ass, iwwerhaapt nach Eltere brauchen: «Les enfants ont-ils encore besoin de mères ou de pères?»

Et gehéiert déi Fuerderung derzou, d'„Rass" ofzeschafen. A Frankräich ass dat gemaach ginn. Mä wat gewanne mer doduerch, wa mer den Term „Rass" ofschafen? Hu mer dann doduerch de Rassismus aus der Welt geschaaft?

Ech mengen, et muss ee sech dann och emol froen, wa mer just nëmmen nach all als Ethnie bezeechent ginn, wéi eng Konsequenzen dat dann hätt. An och wann ee politesch esou mécht, als géif et keng Rasse ginn - dat ass eng Diskussioun, déi ee ka féieren an där mir eis net verschléissen -, mä et gëtt Beräicher, zum Beispill an der Recherche médicale, wou dat absolutt seng Begrënnung huet. Also, och do muss een oppassen, wat ee seet a wat ee mécht.

An da mat der sexueller Orientéierung. D'sexuell Orientéierung, dat ass kee kloer definéierte Begréff. Et ass allgemeng ugeholl hei, datt dat haut - wat weess ech? - homosexuell, heterosexuell, bisexuell, transsexuell, intersexuell ass. Déi amerikanesch psychologesch Gesellschaft, déi huet am Ableck 28 sexuell Orientéierungen.

Gi mer dann elo hin a mir soen: Keng vun deenen, egal wéi se ass, solle mer diskriminéieren? A wéi enger Hisiicht wëlle mer dat reell a Gesetzestexter applizéieren? An zu deene sexuellen Orientéierungen, déi do opgezielt sinn, do gehéieren och Saache wéi de Voyeurismus.

Ech mengen, wa mer Terme gebrauchen, déi juristesch net kloer delimitéiert sinn, déi keng Rechtskategorie an engem Penalrecht kënnen duerstellen, da musse mir als Legislateur oppassen, datt mer net Saachen an d'Welt setzen, déi herno kënnen à tort et à travers gebraucht ginn, fir Diskriminatiounen ze konstruéieren.

An do sinn ech beim nächsten Thema: d'Notioun vun der Diskriminéierung. Eng Diskriminéierung, hei gëtt ëmmer esou gemaach, als wär dat automatesch eppes Negatives. Een, deen diskriminéiert ass, dat ass eng negativ Behandlung. Dat ass et awer net! Eng Diskriminatioun heescht u sech: eng Aneschtbehandlung. Et differenzéiert een.

An net all Differenzéierung ass illegitimm. Net all Differenzéierung ass falsch a priori. An dat gëllt besonnesch och fir d'Differenzéierung vun der Nationalitéit. Well bis elo hu mer an deem ganzen Diskriminatiounsapparat eigentlech nëmmen zwou Kategorië vun Diskriminatiounsursaachen. Déi eng sinn déi, déi un d'Persoun gebonne sinn, biologesch, kierperlech Ursaachen: den Alter, d'Geschlecht, d'Behënnerung. Dat si Saachen, wou e Mënsch net wéinst senger biologescher Beschaffenheet, dat, wat e biologesch ausmécht, däerf géintiwwer aneren an enger negativer Form behandelt ginn. Dat ass méi wéi richteg.

Deen zweete Grond, wat d'Diskriminéierung ugeet, géif ech zesummefaassen ënnert dem Feld, ënnert der Iddi vun der Meenungsfräiheet: seng politesch Iwwerzeegungen, seng Relioun. Och dofir däerf een net negativ behandelt ginn, an deem Sënn net diskriminéiert, negativ behandelt ginn.

Elo féiere mer eppes aneres an: d'Nationalitéit als Diskriminéierungsgrond. Mä en EU-Bierger, deen hei schafft, deen huet souwisou d'Méiglechkeet, am Kader vu senge ganz normale Rechter a senger Bewegungsfräiheet, der Liberté de circulation (veuillez lire: libre Circulation), op d'Geriichter zréckzegräifen, wann e sech do benodeelegt fillt.

Ass et eng Diskriminéierung am Sënn vun enger Negativbehandlung? Ma mir musse wëssen, datt d'Nationalitéit eng ganz legitimm - eng ganz legitimm! - Ursaach ass, fir zwësche Leit ze differenzéieren. Mir schwätzen hei net vu Meenungsfräiheet. D'Nationalitéit ass eng juristesch Kategorie, déi e Stat engem gëtt oder ewechhëlt ënner bestëmmte Konditiounen an un déi legal Konditioune gebonne sinn, déi mat där Nationalitéit verbonne sinn, déi aus der Legislatioun vun engem frieme Stat kommen, och vun eisem eegene Stat, a per se also eng normal Differenzéierung, och an eiser Legislatioun, bedéngen. Dat ass eng normal Saach.

Ass et dofir en Diskriminatiounsgrond? Oppe Fro! Ech wëll hei just warnen och virun enger méiglecher Entwécklung. Wien d'Nationalitéit an engem Sënn vun Negativbehandlung als Diskriminatioun duerstellt, dee mécht do och e Wee op. An ech verweisen hei op den Avis vun der ASTI zu dësem Gesetz. D'ASTI kritiséiert zum Beispill den Artikel 10 vun der Verfassung «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi», a seet: „Dat ass eng Diskriminatioun."

Déi nei Verfassung, déi mir kritiséieren als ADR, mä och déi nei Verfassung an hirem Artikel 16, dee projetéiert ass, seet och: „D'Lëtzebuerger si gläich virun dem Gesetz." D'ASTI wëllt dat net. D'Nationalitéit wier hei en Diskriminatiounsgrond. A mir kommen dann an eng politesch Debatt eran. An ech si gespaant, fir ze gesinn, wat de Centre pour l'égalité de traitement dann zu där Saach ze soen huet an ob e sech dann elo dozou beruff fillt, och dozou Stellung ze huelen.

Fir eis als ADR sinn hei Saachen an deem Gesetz, déi mer begréissen. Jo, mir sinn d'accord: Den CET soll der Chamber rattachéiert ginn. Mir sinn awer net, soe mer emol, „naiv" an där Fro vun deenen Enquêten, déi den CET wëllt menéieren. Mir soe kloer, den Testing däerf do net derbäi sinn.

A mir soen: D'Nationalitéit kann e legitimmen Differenzéierungsgrond sinn, eng Discrimination légitime dans le sens propre du terme discrimination. An och doweinst verweise mer op dat allgemengt d'Aarbechtsrecht, wat d'EU-Bierger hei hunn an op dat se kënnen zréckgräifen am Kader vun der libre Circulation an der Europäescher Unioun.

Aus all deene Grënn géife mir mat dësem Gesetz virsiichteg ëmgoen. Mir droen et net mat a mir wäerten op jidde Fall an Zukunft ganz genau d'Aktivitéiten och vum CET, elo Organ vun der Lëtzebuerger Chamber, verfollegen a kucken, ob dat konform ass mat eiser Legislatioun a mat eisen Iwwerzeegungen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).-* Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madamm Familljeministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Merci, Här President. Villmools Merci fir d'Éischt emol dem Rapporteur Gilles Baum fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci och de Memberen aus der Familljekommissioun fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht. An dann och e grousse Merci natierlech un d'Beamten aus dem Familljen- an dem Aarbechtsministère, déi un dësem Text geschafft hunn.

Ech mengen, et ass vill gesot ginn, et sinn e puer Froe gestallt ginn. Wéi gesot, et sinn zwee Objektiver, déi mer elo hei mat dësem Projet de loi 7102 vum Centre pour l'égalité de traitement hunn, zum engen de Rattachement vum CET un d'Chamber an zum aneren natierlech d'vollstänneg Emsetzung vun der Direktiv 2014/54, déi am Kontext vun der libre Circulation des travailleurs geholl ginn ass.

De Rattachement vum CET un d'Chamber steet am Regierungsprogramm. Dir hutt och gefrot no der Maison des droits de l'homme, wéini den ORK soll kommen. Ech hunn dat nogefrot. An dee Projet soll elo an den nächste Wochen an de Regierungsrot kommen, soudass deen dann och geschwë kann deposéiert ginn.

Et waren e puer Froe gestallt ginn, ech wëll och eng Kéier dorobber agoen, zum Beispill, firwat de Projet de loi keen Droit d'ester en justice fir de CET virgesäit. Deen Droit d'ester en justice stellt effektiv eng Revendicatioun vum CET duer, déi och schonn eben an der Vergaangenheet gemaach ginn ass. Och aner Gremien, wéi de Conseil supérieur des personnes handicapées zum Beispill, preconiséieren esou e Recht fir de CET.

Mä esou e Recht ass awer mat enger ganzer Rei vu juristesche Froe verbonnen: Fir d'Éischt ass de CET un d'Chamber rattachéiert an en huet keng eegestänneg Personnalité juridique. Dat ass am Prinzip d'Viraussetzung, fir dass ee kann en justice eben agéieren. Dat géif awer da beinhalten, dass een dem CET eng ganz aner Form juridique géif ginn, mat alle Konsequenzen, déi dann do drunhänken.

An zweetens ass dat net wierklech d'Missioun, déi d'Direktiv fir déi Organisme virgesäit, déi déi Roll hunn, déi de CET och elo assuméiert. De CET ass am Fong éischter en Organ, wat deene leséierte Persoune soll hëllefen, hinnen eng Hëllefstellung soll bidden, sech awer net an der Plaz vun deene Persounen an enger Action en justice soll engagéieren. Am Allgemenge sinn d'Missioune vum CET éischter fir ze vermëttelen oder konsultativer Natur.

Dann e Wuert zum Assurancërisiko, et war ugeschwat ginn. D'Gesetz vun 2006 iwwert d'Égalité de traitement applizéiert sech och un d'Fourniture des biens et des services vum Artikel 2. Dat Gesetz gesäit zënter 2008 eng Derogatioun zu der Égalité de traitement bei Assurancëkontrakter vir, wou et erlaabt ass, fir den Alter oder den Handicap en compte ze huelen, wann déi Derogatioun „objectivement" an „raisonnablement" justifizéiert ass. Et ass ze relevéieren, dass den Droit communautaire esou eng Derogatioun erlaabt, wann déi Konditiounen dann och erfëllt sinn. Vu dass d'Mënscherechtskonventioun eng äänlech Dispositioun virgesäit, mengen ech net, dass et do e Widdersproch gëtt.

D'Madamm Andrich huet et gesot, si haten en Amendement virgeluecht, fir déi Konditiounen, an deenen een däerf déi Derogatioun maachen, nach weider ze präziséieren. Mir oppositéieren eis vum Prinzip hier esou enger Präzisioun iwwerhaapt net. Mir hunn awer an der Chamberskommissioun drop higewisen, dass esou eng Dispositioun riskéiert, nei Diskussiounen opzewerfen, beim Statsrot notamment a bei de Beruffskummeren. A mir hunn et e puermol héieren de Mëtten: Mir hunn eng extrem Urgence hei an dofir huet d'Kommissioun deen Amendement, deen nach zousätzlech Analyse gefuerdert hätt, eben dee Moment net gestëmmt.

Dann, firwat ass net vun der Geleeënheet profitéiert ginn, fir aner Diskriminatiounsmotiver an den Text vum Gesetz vun 2006 ze setzen, wéi zum Beispill de Changement de sexe, hu mer héieren?

Am Code pénal, wëll ech just eng Kéier hei soen, do stinn eng ganz Rei Infractiounen, wéi de Viol, de sexuellen Iwwergrëff an esou weider. An de Code pénal, dee seet schonn, wie wéini wéi muss gestrooft ginn. Dat heescht, et ass net, wéi wa mer dat elo hei géifen opmaache fir allméiglech Saachen.

Den Objectif vum Projet de loi war deen, wéi gesot, fir d'Direktiv 2014/54 ëmzesetzen, déi de Motif vun der Nationalitéit viséiert. Et war an deem Kontext net virgesinn, fir aner Diskri-



minatiounsmotiver an de Projet mat eranzehuelen. D'autant plus, dass déi Motiver dann natierlech och nees am Detail mussen analyséiert ginn. Mä wéi gesot, am Code pénal, do stinn och Limitten dran.

Da war d'Fro iwwert de Statut vum Personal gestallt ginn. D'Personal vun deenen aneren Institutiounen, déi un d'Chamber rattachéiert sinn, huet meeschtens e Statut, dee spezifesch ass a vum Statut du fonctionnaire oder anere Regimmer op enger Rei vu Punkten ofwäicht. Déi verschidde Regimmer werfen oft juristesch Froen op. Hei ass dann decidéiert ginn, fir d'Personal an engem bekannte Regimm ze loossen, näämlech deem vum Employé de l'État, och fir esou Froen dee Moment ze evitéieren.

Dann zu der Natur vun den Enquêten oder den Analysen. D'Regierung huet emol fir d'Éischt eben déi Direktiv an déi Dispositiounen, déi do nach ëmzesetze waren, tel quel esou, wéi et an der Direktiv steet, an de Gesetzestext iwwert de CET geschriwwen. Et ass awer evident, dass de CET Enquêtë ka maachen, déi sech dann am Kader vun der Direktiv natierlech och bewegen. Den Text seet jo, wat den Objet vun deenen Enquêtë soll sinn: ebe fir ze kucken, wat fir eng Hürden oder Restriktiounen dass eventuell bestinn, déi d'Rechter vun den EU-Bierger opgrond vun hirer Nationalitéit eben aschränken.

Voilà, ech mengen, ech hunn e bësselchen den Tour gemaach vun de Froen, déi nach hei gestallt gi sinn. An ech wär natierlech ganz frou, wann deen Text hei haut kéint gestëmmt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir géifen zum Vott iwwert de Projet de loi 7102 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7102 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An de Vott ass eriwwer.

Mir hunn 34-mol Jo, 3-mol Neen an 23 Abstentiounen. Domat wär de Projet ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet.

An ech stellen d'Fro, ob mer d'Dispens vum zweete Vott ufroen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6995 iwwert d'Schafe vun der „Opferambulanz" oder Afferambulanz op Lëtzebuergesch. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

4. 6995 - Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»

Rapport de la Commission juridique

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Häuslech Gewalt, Dir Dammen an Dir Hären, ass weder eng Privatsaach nach e Kavaléiersdelikt. Si ass e kriminellen Akt an eng Verletzung vun de Mënscherechter. Mat dësem Projet de loi schafe mer eng wichteg Ulafstell, fir d'Rechter vun den Affer vun dëser Zort vu Gewalt ze stäerken. An där Affer ginn et der méi wéi genuch! Dozou just e puer Zuelen.

An der Moyenne ginn et zu Lëtzebuerg 675 Fäll am Joer, wou d'Police wéinst häuslecher Gewalt alarméiert gëtt. Bal 300 Fäll am Joer waren 2016 mat der Wegweisung verbonnen, dat heescht, den Täter ass fir eng Dauer vun zwou Woche bis zu dräi Méint aus der Wunneng vum Affer ecartéiert ginn an huet kee Kontakt zum Affer méi däerfen ophuelen.

Am Joer 2016 waren 12% vun den Affer mannerjäreg. Dat ware ganzer 146 Kanner a jonk Leit. 40% vun den Affer waren tëschent 25 a 50 Joer al a stellen de Gros vun den Affer duer. An 116 Fäll koum et zu der Veruerteelung vum Täter. Dat heescht an anere Wierder, datt net méi wéi 17% vun den offiziell erfaassten Täter veruerteelt gi sinn. Fir all déi aner Täter huet d'Gewalt géint de Partner keng gréisser Konsequenz gehat. Dat heescht, 83% vun hinne si praktesch ongeschuer dovukomm. Déi Zuele ginn ze denken! Se sinn am Rapport vun 2016 iwwert d'Violence domestique ze fannen.

Eng Zuel, déi a kengem Rapport ze fannen ass, ass awer déi, déi d'Donkelziffer beschreift. Déi Ziffer ass ganz einfach net erfaassbar. Se verstoppt sech hannert deenen offiziellen Zuelen. Dobäi handelt et sech ëm all déi Fäll vun häuslecher Gewalt, déi zu Lëtzebuerg ënnert den Dësch gekiert ginn, well vill Affer sech net trauen, de Mond opzedinn a géint den Täter virzegoen. Dobäi muss ee wëssen, datt dës Zort vu Gewalt meeschtens keen eemolegt Erliefnis ass. No der éischter Kéier trëtt se erwisenermoosse regelméisseg op a verschlëmmert sech mat der Zäit.

Häuslech Gewalt gëtt virun allem géint Fraen ausgeübt, zum Deel awer och géint Männer an zitt sech queesch duerch d'Gesellschaft, duerch all sozial Schichten an all kulturell Originnen. Déi betraffe Persoune fille sech séier an hirer Situatioun eleng gelooss, schumme sech souguer fir dat, wat se erliewen, an empfannen dobäi e Gefill vun Ohnmacht a vu Schold. Aus Angscht virum Partner, finanzieller Erpressung, der Suerg ëm d'Kanner an aus Angscht virum Gerieds an dem Getuschels vun den Noperen, der Famill an den Aarbechtskolleegen hale vill Affer jorelaang de Mond, mam Resultat, datt den Täter net identifizéiert gëtt an datt en och net zur Rechenschaft gezu ka ginn.

Dës verheemlecht, et kann ee scho bal soen onheemlech Fäll stelle fir déi Betraffen e grousse Problem duer. Se si mat vill Leed a souguer Depressioune verbonnen a riskéieren, datt d'Affer keen aneren Auswee méi fanne wéi sech ze suicidéieren. International Studie beweisen näämlech, datt d'Relatioun tëschent Violence domestique a Suicide extrem héich ass.

Sollt d'Affer schlussendlech awer de Courage fannen, géint den Täter virzegoen, sinn d'Blessuren aus der Vergaangenheet net méi noweisbar, well se mat der Zäit verheelt sinn. Dat féiert natierlech dozou, datt déi lescht Blessuren, déi dem Affer zougefüügt gi sinn, um Geriicht oder vum Dokter als déi éischt Blessuren ugesi ginn, esou wéi wa virdrun näischt passéiert wier.

Dir Dammen an Dir Hären, fir dësem déif gräifende Problem entgéintzesteieren, huet d'Regierung de Projet vun der Afferambulanz am Koalitiounsaccord festgehalen an Uleenung un eis däitsch Noperen, wou dat Konzept sech scho längst bewäert huet. Op Franséisch schwätze mer vun der „Unité de documentation médico-légale".

Deposéiert gouf dëse Projet de loi de 27. Mai 2016 vum Justizminister Félix Braz, deen de Projet an enker Zesummenaarbecht mat der Chancëgläichheetsministesch Lydia Mutsch a mat anere kompetenten Instanzen entwéckelt huet.

D'Haaptmissioun vun deem neie Service besteet doran, déi kierperlech Verletzunge vum Affer ze dokumentéieren an op déi Manéier ze verhënneren, datt Beweiser mat der Zäit verluer ginn. Am Fall, wou d'Affer géint den Täter wëllt kloen zu engem spéideren Zäitpunkt, steet dës Dokumentatioun him fräi zur Verfügung an huet e rechtskräftege Charakter. D'Dokumentatioun ass gratis an erfollegt op Basis vun enger professioneller medezinnescher Bestandsopnam duerch en Dokter. Konservéiert gëtt d'Dokumentatioun am Laboratoire national de santé zu Diddeleng, dee mat dësem Projet de loi eng zousätzlech Missioun kritt.

Allerdéngs ass et net d'Personal vum LNS, mä d'Affer selwer, wat Zougrëff zu senger Dokumentatioun huet an och d'Kontroll doriwwer behält. An et ass och d'Affer, dat d'Dokumentatioun zu jidder Zäit ka benotzen, fir de Beweis vu senge Verletzungen ze liwweren. D'Identitéit vum Affer gëtt no der Bestandsopnam pseudonymiséiert, dat heescht, seng Identitéit gëtt just beim éischte Kontakt mam Service opgeholl an ass duerno bei all Traitement vun der Dokumentatioun a vun de perséinlechen Daten net méi erkennbar.

Eréischt wann et zu engem Geriichtsprozess kënnt, gëtt d'Identitéit nach eemol kontrolléiert, fir sécherzestellen, datt et sech bei der Persoun net ëm eng Verwiesselung handelt, mä ëm dat effektiivt Affer.

Ech kommen zur konkreter Prozedur, déi folgendermoossen ofleeft.

Am Projet de loi ass festgehale ginn, datt d'Affer no der Consultatioun e sougenannten „certificat de documentation médico-légal" ausgehändegt kritt. Dëse Certificat kann op Wonsch vum Affer am LNS archivéiert ginn, fir ze verhënneren, datt en an d'Hänn vum Täter geréit an datt d'Affer dowéinst zousätzlechen Aggressiounen a Gewalttaten ausgeliwwert gëtt.

Aus deemselwechte Grond kritt d'Affer och déi ganz Dokumentatioun net ausgehändegt, ausser am Fall, wou et dat ausdrécklech op eng Demande motivée hi wënscht.

Wichteg ass dobäi ze soen, datt et sech bei der Afferambulanz ëm en dezentrale Service handelt. D'Documentation médico-légale ass zwar eenzeg an eleng am LNS ënnerbruecht. Dat heescht awer net, datt d'Affer sech op Diddeleng an de Laboratoire muss deplacéieren, fir de Service an Usproch ze huelen. Et ass virgesinn, datt den LNS enk mat de Spideeler zesummeschafft an datt de Geriichtsmedezinner an dat Spidol kënnt, an deem d'Affer sech behandele léisst.

Dee Moment gëtt niewent der medezinnescher Bestandsopnam vum Dokter an och der néideger Behandlung gläichzäiteg eng rechtsmedezinnesch Dokumentatioun opgestallt. Dat erspuert dem Affer, datt et sech fir d'Éischt an d'Spidol an duerno och nach an den LNS muss deplacéieren, woubäi ee muss wëssen, datt Blessuren, déi scho virun hirer Dokumentatioun am Spidol behandelt géife ginn, net méi déiselwecht Envergure hunn, wéi se am Ufank ausgesinn. Bei méi liichte Blessuren ass et dem Affer fräigestallt, direkt an den LNS ze fueren, wou e Geriichtsmedezinner d'Blessuren op der Plaz direkt dokumentéiert.

Aus Sécherheetsgrënn deplacéieren d'Geriichtsmedezinner sech net an d'Wunneng vum Affer an och net an eng aner Privatwunneng. Wat d'Aarbecht vun de Geriichtsmedezinner ugeet, esou hält de Projet de loi fest, datt dës Doktere sech op d'Dokumentatioun vun de Blessure limitéieren an op déi néideg Prelevementer, dëst op Basis vun objektiven, wëssenschaftleche Kritären aus der Medezinn an net op Basis vun all méiglechen Interpretatioune vum Affer respektiv vum Dokter.

Fir d'Impartialitéit vun de Geriichtsmedezinner an alle Fäll sécherzestellen, däerf d'Nogespréich mam Affer och nëmme just informativer Natur sinn an däerf sech just op d'Informatioun zu Nobetreiungsofferen a spezialiséierten Zentre bezéien. Dee Moment, wou d'Dokumentatioun bis opgestallt ass, gëtt se am LNS an engem Spezialarchiv opbewaart, getrennt vun allen anere Servicer.

D'Dauer vun dësem Archivage läit bei zéng Joer. Et sief, d'Affer dréckt dee schréftleche Wonsch aus, deen Zäitraum ze verlängeren. D'Dokumentatioun kann awer och méi laang oprechterhale ginn, wa se fir Statistiken oder zu Zwecker vu Recherche gebraucht gëtt. An deem Fall bleift d'Identitéit vun der betraffener Persoun duerch d'Pseudonymiséierung vun de perséinlechen Date geschützt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann de Service vun der Afferambulanz net just fir d'Affer vun der häuslecher Gewalt reservéiert ass, esou gehéiert se awer ganz kloer an dee Kontext a riicht sech och just u groussjäreg Persounen. Fir mannerjäreg Persoune stinn aner Servicer zur Verfügung.

An deem Sënn ergänzt dëse Projet de loi d'Gesetz vun 2013 iwwert d'Violence domestique a schaaft en zousätzlecht a wichtegt Instrument, fir d'Rechter vun den Affer ze stäerken, esou wéi ech dat am Ufank gesot hunn. An deeselwechte Kontext gehéiert och d'Istanbul-Konventioun, vun där oft geschwat gëtt. Se wäert viraussiichtlech nach dëst Joer duerch en entspriechende Projet de loi ratifizéiert ginn.

Zum Kampf géint häuslech Gewalt gehéiere schlussendlech och d'Berodungs- an d'Assistenzzentren, déi den Affer an zum Deel souguer och den Täter zur Verfügung stinn. Beim éischten handelt et sech ëm de Service d'assistance aux victimes de violence domestique, dee scho méi laang existéiert. Dëse Service bekëmmert sech net nëmmen ëm d'Berodung vun de Victimmen an ëm hir Prise en charge, mä och ëm d'Prise en charge vun hire Familljen, inklusiv de mannerjärege Kanner, déi eben oft vu Violence domestique betraff sinn, wa se an hirem Haushalt stattfënnt.

Den zweete Service ass de Service „Riicht Eraus" vun der Croix-Rouge. Hei geet et drëms, den Täter eng psychologesch an therapeutesch Hëllefstellung unzebidden, an zwar souwuel de potenziellen Täter wéi och de presuméierten oder condamnéierten Täter. D'Zil vun deem Service ass, dës Persounen doran ze ënnerstëtzen, hiert Verhalen zum Positiven hin ze änneren a vun hirem gewalttätege Verhale lasszekommen. Dëse Service kann op fräiwëlleger Basis consultéiert ginn. E gëtt awer obligatoresch am Fall vun engem Jugement vum Geriicht an och am Fall vun enger Expulsioun.

Eleng am Joer 2016 si 453 Dossiere vum Service „Riicht Eraus" traitéiert ginn, wat d'Envergure vun dësem Problem ënnersträicht.

Ech kéim zum Schluss zu deene verschiddenen Avisen, ugefaange beim Avis vum Collège médical, deen d'Fro vum Statut vun de Geriichtsmedezinner opwerft. De Collège médical ass der Meenung, datt déi legal Basis vun der Geriichtsmedezinn zu dësem Zäitpunkt nach relativ flou ass a verweist an deem Kontext op de Projet de loi, deen d'Unerkennung vun de Beruffsqualifikatioune méi kloer wäert regelen an domat och d'Qualifikatioun an de Statut vun de Geriichtsmedezinner.

Déi national Dateschutzkommissioun hirersäits formuléiert eng Rei Recommandatiounen, wat den Traitement vun de perséinlechen Daten ugeet. Donieft ass d'CNPD och der Meenung, datt d'Biergerinnen an d'Bierger ganz geziilt a gutt iwwert d'Servicer vun der Afferambulanz mussen informéiert ginn, fir datt se hir Wierkung net verfeelt.

De Parquet vu Lëtzebuerg an dee vun Dikrech waren als effektiv Memberen un der Ausaarbechtung vum Projet de loi bedeelegt an hunn dorun näischt auszesetzen.

Bleift nach den Avis vum Statsrot, deen d'Fro opwerft, no wéi enge Modalitéiten d'Geriichtsmedezinner mat den Dokteren zesummeschaffe sollen a wéi et mam Austausch vun den Informatiounen ausgesäit. Donieft weist de Statsrot drop hin, datt d'Unité de documentation médico-légale déi néideg Mëttele muss zur Verfügung gestallt kréien, fir allen Zorte vu Violence domestique kënne gerecht ze ginn.

E Punkt, deen an der Kommissioun méi kontrovers diskutéiert ginn ass, ass dee vun der Flicht vun den Dokteren, muttwëlleg zougefüügt Blessuren um Kierper vun hire Patienten d'office ze denoncéieren, well se jo wëssen, datt sech dohanner e kriminellen Akt verstoppt, an doduerch eben déi geriichtlech Schrëtt anzeleeden. Well dës Obligatioun awer der Confidentialitéit vun der Consultatioun am Wee steet, schléit de Statsrot vir, déi Obligatioun aus dem Code de procédure pénale ze sträichen. Dës Kompetenz wäert dann eng aner Kéier zur Diskussioun stoen an der Kommissioun.

D'Kommissioun ass sech ënner gewëssene Reserven eens ginn, datt eng obligatoresch Denonciatioun effektiv e Risiko duerstellt. Si kann notamment dozou féieren, datt d'Affer de Service vun der Afferambulanz guer net an Usproch hëlt, well hiren Dossier d'office eng geriichtlech Suite ka kréien, ouni datt dat zu deem Zäitpunkt vum Affer gewënscht ass.

Fir méi Detailer zu deene verschiddenen Avisen an zu den Aarbechte vun der Kommissioun verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, dee méi extensiv ass wéi mäi mëndleche Rapport.

Här President, am Numm vun der grénger Fraktioun begréissen ech natierlech, datt d'Afferambulanz zu Lëtzebuerg endlech Realitéit gëtt, nodeems laang drop gewaart ginn ass. A mir sinn och frou, datt d'Regierung keng Mëttele scheit, fir d'Gewalt am Stot ze bekämpfen an den Täter d'Handwierk ze leeën. Fir hir Wierksamkeet ze analyséieren, Här Minister, schloe mir vir, no een, zwee Joer eng Evaluatioun virzehuelen a méiglech Schwaachstellen ze behiewen, falls et sollt néideg sinn.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt der Rapportrice, dem Josée Lorsché, villmools Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass richteg, mat dësem Gesetzesprojet gëtt eigentlech eng laangjäreg Fuerderung agefouert, fir d'Afferambulanz no däitschem Modell zu Lëtzebuerg och an eist Gesetz ze verankeren. Den einfache Prinzip ass deen, dass eng Persoun d'Méiglechkeet kritt, wa se Affer ass vu physesche Blessuren, déi hir bei enger Strofdot zou-

gefüügt ginn, dass se dat kann dokumentéiere loossen, ouni dass et do automatesch zu strofrechtleche Poursuitte kënnt.

De Punkt ass deen: Firwat gëtt dëse Projet oder ass dëse Projet an der Justizkommissioun traitéiert ginn? Mä well et awer zwou wesentlech Ausname gëtt zu zwee Grondprinzipien, déi an eisem Strofrecht festgehale sinn. Dat Eischt ass d'Denonciatiounsflicht, déi all ëffentleche Fonctionnaire huet: Näämlech wann dee Kenntnis huet vun Elementer vun enger Strofdot, dann ass hien eigentlech verflicht no dem Artikel 23 vun eiser Strofprozessuerdnung, déi dem Parquet matzedeelen an deen doriwwer a Kenntnis ze setzen. An et ass dann um Parquet, deen d'Opportunité vun de Poursuitten huet, fir da gegebenenfalls eng strofrechtlech Prozedur anzeleeden oder net. Hei, wéi gesot, trennt een déi zwou Saachen.

En zweete Punkt, wou eng Aschneidung ass zu engem Prinzip bei eis an dem Strofrecht, dat ass dee vum sougenannte Beruffsgeheimnis, wou eng Rei vu Leit, d'Affekoten, awer an dësem Fall besonnesch d'Dokteren, drënnerfalen. Abee, hei gëtt et de Leit erlaabt, déi fir d'Afferambulanz schaffen am Kontext vun dem Laboratoire national de santé, dass déi kënnen Echangen hu mat den eenzelnen Dokteren, ouni dass domadder hiert Beruffsgeheimnis a Fro gestallt wier.

De Punkt ass eigentlech deen, dass hei zwou Exceptioune gemaach ginn zu deene Prinzipien. An d'CSV-Fraktioun kann och zu deenen Exceptioune stoen, well soss eigentlech déi ganz Afferambulanz net ka funktionéieren. Mir ënnersträichen awer, dass de Conseil d'État zu Recht drop higewisen huet, dass een déi Ausnam net sollt an de Code d'instruction criminelle oder de Code de procédure pénale draschreiwen, mä dass déi sollt an deem spezifesche Gesetz iwwert d'Afferambulanz festgehale ginn, fir dass net sollt opkommen, dass hei e Prinzip wier mat enger Hällewull vun Ausname vun der sougenannter Denonciatiounsflicht.

Wat de Prinzip ubelaangt, ass d'CSV mat dësem Gesetzesprojet deemno d'accord. Déi eenzeg Fro, déi mer eis stellen an déi mer och un de Justizminister adresséieren:

Wann een d'Fiche financière kuckt vun dem Gesetz, dat heescht, wat dat Ganzt soll kaschten, souwuel a materiellen Uschafungskäschten, mä virun allem a Personalkäschten, da gesäit een, dass bei de Ressources humaines, also dat, wat vun Neiastellungen néideg ass, do just ee Collaborateur médical virgesinn ass mat 75.000 Euro an dann nach e Coordinateur, deen d'Sekretariat mécht, mat enger hallwer Tâche vu 40.000 Euro.

Elo ass et awer esou - an d'Madamm Lorsché huet dat gesot -, dass et ronn 800 Fäll ginn hei am Land vu sougenannter häuslecher Gewalt, wou an iwwer 300 Fäll d'Police effektiv zur Feststellung kënnt vu Strofdoten. Dann ass et och esou, dass jo dee Service hei net nëmme funktionéiert - ech mengen, dat soll ee soen - am Kontext vun der häuslecher Gewalt, mä d'Gesetz erlaabt et, dass all Affer vun enger physescher Blessure, déi duerch eng Strofdot hir zougefüügt gëtt, kann op dee Service hei als Affer zréckgräifen. Dat heescht, et ass net nëmme limitéiert op elo Fäll vun enger Violence domestique, wéi mer déi kennen.

Do stelle mir awer éierlech gesot d'Fro och direkt un de Justizminister, wéi e gesäit, dass dat do mat enger Persoun respektiv engem hallwe Sekretariatsposten nach ka funktionéieren, d'autant plus wou jo erwënscht ass, dass dee Service hei 24 op 24 Stonne sollt funktionéieren. An ech soen lech och do, dass d'CSV an deem Kontext kee Problem hätt, wann hei misst zousätzlech op Astellungen zréckgegraff ginn, fir dass dee System hei effektiv funktionéiert. Ech mengen, wann ee seet: „Mir stinn zu enger Afferambulanz", jo, da musse mer och der Regierung Méiglechkeeten zouerkennen, fir dass déi Afferambulanz hei effektiv, an net nëmmen am Kontext vun enger häuslecher Gewalt, mä och am Kontext vun anere Strofdoten, wou eng Persoun physesch Blessuren zougefüügt kritt, och ka funktionéieren.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci awer och virop der Rapportrice, der Madamm Josée Lorsché, fir hire ganz detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport. Dat erméiglecht mer, fir eng Partie Zuelen net méi ze widderhuelen, déi Der hei scho genannt hutt.

Dëst Gesetz, mir hunn et elo héieren, konfrontéiert eis mat enger ganz traureger Realitéit, déi och zu Lëtzebuerg, an dat an alle soziale Schichten, erschreckend Ausmoossen ugeholl huet, d'Gewalt an doriwwer eraus natierlech och d'häuslech Gewalt.

Déi puer Zuelen, déi d'Madamm Lorsché genannt huet, déi och elo vum Här Roth nach eng Kéier rappeléiert goufen, weisen drop hin, dass déi Statistik, wéi ech et scho gesot hunn, ganz erschreckend ass. An et ginn och net vill Variatiounen an där Statistik iwwert déi lescht zéng Joer. D'Affer sinn an de meeschte Fäll Fraen, ronn 63%, mä do dernieft sinn natierlech och d'Männer der häuslecher Gewalt ausgesat. An domadder net genuch. Eigentlech kann ee soen, dass, wann et zu gewalttätegen Aktiounen am Stot kënnt, dann och d'Kanner déi Leidtragend sinn. An net seele geet d'Gewalt och souguer vu Kanner aus.

Fir 2016 just, rappeléieren ech dee Chiffer, waren ëmmerhin 146 Victimme mannerjäreg. Et goufen 116 Fäll vu Geriichtsuerteeler. Jo, et kéint een op dëser Plaz natierlech nach vill méi wäit an d'Statistiken eragoen, mä se ginn doduerch och net méi positiv.

Et gëtt scho ganz vill a gutt Aarbecht geleescht, wat d'Präventioun an och d'Prise en charge ugeet vun den Affer an och vun den Täter. An och eis Gesetzgebung gëtt der Police jo déi néideg Handhab, fir d'Expulsioun vun den Täter virzehuelen. E ganz wichtegt Glidd huet awer an dëser Kette gefeelt. D'Dokumentatioun, an anere Wierder: déi séier rechtsmedezinnesch Bestandsopnam mam Archivage vun deem, wat festgestallt gouf vu Verletzunge bei den Affer. Mir nennen et hei am Gesetz „d'Opferambulanz".

Et ass ze begréissen, dass mer et grad iwwert dëst Gesetz fäerdegbréngen, den Affer vun allméiglechen Zorte vu gewalttätegen Akte séier an onkomplizéiert entgéintzekommen, an enger Situatioun, déi fir si mat Angscht, Panik an och Péng zesummenhänkt. Et ass ganz dacks eng Situatioun, wou d'Affer net direkt schonn am Klore sinn, wéi si sech da solle weiderhi verhalen, ob se iwwerhaapt scho prett sinn, fir eng Plainte ze maachen oder net. A vläicht ass deen een oder deen anere sech emol nach selwer guer net bewosst, wéi uerg et eigentlech ëm hie steet, well en d'Ausmooss vu senge Verletzungen nach guer net selwer kann aschätzen.

Eng Persoun, déi an d'Urgence muss komme wéinst gewalttätegen Akten, wéinst senge Blessuren, kritt mat Hëllef vun dësem Gesetz deemno d'Méiglechkeet gebueden, fir hir Verletzungen nach méi spezifesch klinesch analyséiert ze kréie vun deene Professionellen aus dem Département médico-légal vum LNS. Hei kritt d'Terminologie vun „Opferambulanz", oder „Afferambulanz" op Lëtzebuergesch, och hire ganze Sënn.

D'Notioun vun der „Urgence" gëtt jo hei formell a kloer ervirgestrach. D'Consultatioune gi jo och meeschtens an der Urgence gemaach, deemno ouni Rendez-vous oder soss Planifikatioun. Et ass och nëmmen esou, wéi Verletzunge richteg kënnen ageschätzt ginn, well d'Spuren, déi verblatze mat der Zäit. Dat heescht, dass déi blo Plazen oder och soss Strangulatiounszeechen no e puer Wochen nogelooss hunn, an d'Ausmooss vun der Gewalt ass dann nach ganz schwéier nozevollzéien.

Bleiwe mer awer ganz kuerz nach beim medezinnesche Volet, wou ech virop wéilt de Partenariat mat de Spideeler ervirsträichen, ouni deen dëse Projet an dëser Form eigentlech guer net esou effikass hätt kënnen duerchgeplangt ginn!

Wann en Affer opgrond vun enger Aggressioun direkt an eng Behandlung geet, da gi jo, wéi gesot, Therapië vun de Verletzunge virgeholl. An d'Dokumentatioun, déi dofir opgestallt gëtt, déi ass am Hibléck ebe just vun dësen therapeutesche Moossnamen a bei Wäitem net an enger Approche vu Rechtsmedezinn. Dofir huet dës Dokumentatioun och net déi néideg Renseignementer, déi gebraucht ginn, wann eng juristesch Suite soll kommen. Meeschtens feele jo d'Fotoen, oder awer d'Affer huet Biller, déi vu Famill oder vu Bekannte gemaach goufen, an deemno kënnen déi an der Defense herno contestéiert ginn.

Derbäi kënnt awer och, dass eventuell Dokteren, déi vu Gewaltopfer opgesicht ginn, och net onbedéngt déi adequat Formatioun hunn, fir eng spezifesch Diagnos oder awer eng spezifesch Beschreiwung vun engem gewalttätegen Akt ze maachen. Dëst alles féiert derzou, dass déi opgestallte Rapporten ënner Ëmstänn guer net komplett sinn a fir Geriichtszwecker och emol net a Fro kommen. An dobäi ass et jo grad de Rapport, deen dat wäertvollt Beweiselement duerstellt, wann eng Plainte deposéiert gëtt.

De Parquet muss d'Méiglechkeet kréien, fir d'Gravitéit vun de Faiten anzeschätzen an deemno och déi penal Suitte kann ordonnéieren. Och wann d'Behandlung an der Urgence als eng normal medezinnesch Consultatioun verrechent gëtt, esou muss een hei awer och ervirsträichen, dass de Service vun der Afferambulanz, dee jo op där Plaz respektiv deem Spidol offréiert gëtt, wou déi betraffe Persoun an d'Urgence geet, gratis ass, an dass et deemno och keng Ursaach méi gëtt, fir deen net ze beusprochen.

Nieft der Gravitéit vun de Faiten, kann och d'Ursaach vun de Blessuren definéiert ginn. A fir den Dossier ze vervollstännegen, ginn och gegebenenfalls Fotoe vun de Verletzunge respektiv vum Zoustand vum Affer gemaach. Falls d'Victime awer elo net direkt scho wëllt eng Plainte maachen an deemno dës Pièce net direkt gebraucht gëtt, gëtt den Dossier, wéi d'Madamm Lorsché et och erkläert huet, ënner engem Pseudonym archivéiert. An esou kann déi betraffe Persoun spéider zu jiddwer Moment dorobber zréckgräifen.

Déi Persoun kann also selwer a fir sech decidéieren, wéi si wëllt weiderfueren. Dass si net direkt an der Verfassung ass, fir eng Prozedur ze lancéieren, kann een a ganz, ganz ville Fäll novollzéien. Dacks huet et jo mam Täter selwer ze dinn, deem seng Aggressivitéit net anzeschätzen ass. Dacks sinn et och familiär Grënn, wou d'Affer Angscht huet, fir diskreditéiert ze ginn. Jee no sozialem Statut ass et och d'Angscht virun engem Skandal, d'Angscht an d'Onsécherheet virun all deem, wat esou eng juristesch Prozedur iwwerhaapt mat sech brénge kann.

Et ass et och ganz dacks d'Angscht, dass et d'Meenung ass, wann den Täter doheem wunnt, wann den Täter an der Strooss wunnt, dass en nach erëm eng Kéier kann op d'Affer zréckkommen. Et ass awer och emol d'Meenung an d'Hoffnung, dass et en eemolege gewalttätegen Akt ass an dass den Täter sech wäert besseren. Dacks ass et awer och eng Situatioun op enger Aarbechtsplaz, wou sech eppes ofgespillt huet, wou een da fäert, dass et Repercussiounen huet op déi professionell Existenz. Oder awer et ass ee ganz einfach iwwerzeegt, dass een et selwer an de Grëff kritt. Bref, ganz villes kann d'Affer dervun ofhalen, fir déi éischt Schrëtt ze woen, fir eng Plainte ze maachen.

D'Saskia Etzold ass eng Rechtsmedezinnerin bei der Afferambulanz zu Berlin. A si huet zu dësem Thema däitlech a folgend Wierder. „D'Alldagsgewalt gëtt an eiser Gesellschaft ënnerschat", seet si. „D'Stereotype gräifen net. D'Gewalt ass weder bildungsfern nach huet se e Migratiounshannergrond. An der schicker Villa gëtt gradesou vill geschlo wéi an der klengster Häipchen, nëmme méi subtill. Déi eng schloen an d'Gesiicht, anerer schloen dohinner, wou keen et gesäit."

Hir Erfahrung seet, dass d'Affer dacks Hëllef unhuele fir hir Kanner, fir sech selwer awer net. Si huet awer och geléiert, dass ee muss waarden, bis d'Frae prett sinn. „Mä si kommen enges Daags", seet si, „an zwar dann, wa si decidéiert hunn, dass et duergeet." Et ass hir eege Schmäerzgrenz. An hir Erfahrung seet och, dass et d'Mataarbechter aus der Afferambulanz sinn, déi d'Entwécklungen dacks méi frél a besser moosse kënne wéi d'Police oder d'Justiz.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Grad hei wéilt ech och d'Ausso vun eiser Chancëgläichheetsministesch, der Madamm Lydia Mutsch, aflechten, déi gesot huet, dass de Projet Afferambulanz en essenzielle Bestanddeel ass, fir den Affer vu Gewalt méi Schutz an Unerkennung ze garantéieren. Mir hunn et verstan. D'Gewalt ass net nëmmen en Thema, et ass eng Realitéit. D'Afferambulanz verschaaft de Fraen, oder soe mer einfach den Affer, Zäit, fir ze iwwerleeën. D'Afferambulanz ass awer och en Instrument, wat soll hëllefen, fir aus dem Däiwelskrees vun der Gewalt erauszeklammen.

D'Kommunikatioun iwwert dësen exzellente Service muss awer och elo gräifen. An et muss vermëttelt ginn iwwert d'Berodungsstrukturen, iwwert déi ganz Panoplie vun Informatiounen, Aktiounen, Theateropféierungen a soss Campagnen, déi mat ganz vill Seriö vu ville kompetente Leit an ënnert der Tutelle vun dem Chancëgläichheetsministère ugefouert ginn.

Et wier och ze begréissen, Madamm Minister, wa mer vläicht aktuell Ziffere kéinte kréien, fir och ze wëssen, wat sech de Moment elo an all deene Gremien deet a wéi d'Evolutioun och vun den Aarbechten um Terrain ass. Well et muss nach weiderhi vill geschafft ginn, fir d'Fraen ze stäerken, dass si hir Plaz als vollwäertegen a gläichberechtegte Mënsch an der Gesellschaft an och an hirer Koppel gesinn. Well och wann eng Verletzung ausheelt, et bleift ëmmer nach eng Narb. An dat seet de Publius Syrus, e réimesche Philosoph, stellt Iech vir, dee viru Christus gelieft huet.

An heimadder ginn ech ouni Transitioun den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Hemmen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Deputéierten Edy Mertens. Här Mertens, Dir hutt d'Wuert.

M. Edy Mertens *(DP).*- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erlabe mer, zu dësem Projet de loi fir meng Fraktioun ze schwätzen, obwuel ech jo eigentlech net Member si vun där zoustänneger Kommissioun.

Ech komme vläicht awer och heihin, fir der juristescher Kommissioun Merci ze soen, datt si sech deem Projet do ugeholl huet, well et ass méi wichteg, wéi ee mengt. Ech géif soen, als Dokter erliewen ech et ganz dacks, et ass esou erschreckend - ech hat driwwer nogeduecht -, datt ech bal ka soen, ech erliewen et bal all Woch. A wann den Här Roth hei vun deenen Zuelen, déi do deklaréiert sinn, seet: „Dat sinn nëmmen déi deklaréiert Zuelen", dann huet den Här Roth vollkomme recht. An ech behaapten, datt et an deem Land hei méi wéi 800 där Fäll ginn. Dat ass ganz erschreckend. An ech wäert herno nach drop zréckkommen.

Ganz dacks kënnt ee bei den Dokter. A wien ass dat schonn? Meeschtens ginn d'Leit, jee nodeem, wat fir eng Zäit am Dag et ass, bei hiren Hausdokter. Dee kenne se gutt. Dee kennt d'Situatioun an de Familljen. An dann no an no gesäit och den Hausdokter, datt déi Blessure, déi déi Persoun do presentéiert, net vum Trapeneroffale kënnt, oder dass de Staubsauger drop gefall wier oder soss iergendeppes, an och net vu soss iergendengem Accident.

Déi sougenannten Opferambulanz, déi mam Vott vun dësem Projet geschaaft gëtt, ass also vun essenzieller Bedeitung fir eng Problematik, déi leider allze dacks nach wéi en Tabuthema an eiser Gesellschaft behandelt gëtt.

An ech soen direkt hannendrun: Et fält jo beim Dokter alles ënnert d'Schweigeflicht. Dat ass heiansdo fir dee wahnsinneg schwéier.

Et geet hei ëm d'Opklärung vun - also fir mech, ech kann et nëmmen esou nennen - Gewaltverbriechen. A ganz besonnesch ëm d'Opklärung vun der häuslecher Gewalt.

Wéi ewell vun der Rapportrice beschriwwen, geet et drëms, datt d'Tracë vu Gewalt als solch festgehalen a konservéiert ginn. Dëst ass besonnesch a Fäll vun der häuslecher Gewalt ganz wichteg, well hei déi Opfer dacks eréischt no e puer Virfäll bei d'Police ginn a soumat déi viregt Infraktiounen, déi geschitt sinn, net méi bestrooft kënne ginn - vläicht, ech si kee Jurist -, well da keng Tracë méi do sinn.

Ech kann lech e ganz rezent Beispill soen: An engem Nuetsdéngscht zu Ettelbréck an der Maison médicale hunn ech duerch puren Zoufall, also et gëtt nach Zoufäll, fir d'Drëtt e jonke Mann do gehat, dee vu senger Fra schrecklech geschloe gouf. Deen hat ausgesinn, et mengt een, e wier. ech weess net wou derduerchgeschleeft ginn, duerch d'Dëstelen, en hat och Hämatomer an Allméigleches. An trotz engem Gespréich - ech hu mech ganz laang mat em befaasst - sot en: „Ech kann dach net! Ech kann dach net! Et ass dach meng Fra!" An esou virun. An do kommen dann och nach psychologesch, psychiatresch Problemer derbäi. An da sëtzt een do.

Dofir ass et wichteg, ze ernimmen, datt dee Service vun der Opferambulanz gratis ass, datt et kee Prerequis ass, fir eng Plainte gemaach ze hunn, et muss een net virdrun also eng Plainte gemaach hunn, ier een de Service an Usproch hëlt, an datt d'Anonymitéit vum Opfer zu all Moment garantéiert ass. Dat ass ganz wichteg. Et ass och schéi beschriwwen am Projet, wéi dat funktionéiert. Natierlech kann den Dokter net eng Kaputz opsetzen a blann sinn, wann en de Patient kuckt. E muss jo och wëssen, mat wiem en et ze dinn huet. Mä duerno ginn déi Date jo vertraulech behandelt.

De Schutz vun deene ganz sensibelen Daten ass fir eis natierlech och eng absolutt Prioritéit. An dofir huet d'DP jo an der zoustänneger Kommissioun guttgeheescht, datt verschidde Propositioune vun der Dateschutzkommissioun am finalen Text berücksichtegt goufen.

Ech mengen, kee vun eis, deen nach net selwer an der Situatioun war an Affer vun esou engem Gewaltverbrieche ginn ass, ka sech d'Leed vun enger betraffener Persoun am vollen Ausmooss

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

virstellen. Besonnesch, an dat betounen ech, wann d'Gewalt vun enger Persoun ausgeet, déi ee gären huet a wou ee mengt: „Ma dat ass dach net méiglech. Ech hunn hie gären an ëmgedréit. Déi Persoun muss mech jo gären hunn." Dee geet net direkt bei d'Police. Dee versicht nach, mat all Moyenen a mat Diskussiounen ze schaffen. A mir kënnen eis jo wierklech virstellen, wéi grouss déi Angscht muss si fir déi Persoun, dat bei der Police ze mellen, well do gefaart gëtt: Et ka jo dann awer wierklech nach schlëmmer kommen. Jiddefalls Fäll, déi ech erlieft hunn, déi si wierklech ganz grav.

D'Opferambulanz wäert also eng wichteg Ulafstell si fir déi Persounen aus deenen Ursaachen, déi d'Rapportrice Iech ewell ganz detailléiert opgezielt huet. D'Opferambulanz ass awer och, an dofir stinn ech hei, eng wonnerbar Saach fir d'Dokteren - a wéi gesot, ech schwätzen aus Erfahrung -, déi dacks eng gewëssen Ohnmacht verspieren, wann een Opfer bei se kënnt, dat manifestement mësshandelt gouf an awer keng Plainte wëllt maachen.

Et ass esou, datt et immens schwéier ass fir een Dokter, zum Beispill e Generalist, en Internist - en Unfallchirurg kann et vläicht ewell besser, deen huet awer méi eng grouss Erfahrung -, fir festzestellen: Ass et dann elo wierklech eng Verletzung, déi deen Ursprong huet, deen d'Opfer ugëtt?

Ech kann Iech soen: Ech hunn eng Verletzung gesinn, do stoung ech herno zu Dikrech um Geriicht. Do hat den Noper eng Heck geschnidden. A wéi en amgaange war, d'Heck ze schneiden, dunn ass en an d'Hand gebass ginn. An hien hat behaapt, d'Madamm, d'Nopesch hätt en an d'Hand gebass. An ech hat en do sëtzen. Natierlech, wat mécht een? Dat si mer geléiert ginn an der…, an der…

(Interruption et hilarité)

An der Geriichtsmedezinn si mer awer geléiert ginn, wann ee bei Iech kënnt mat enger Verletzung, dann ass et eis Flicht als Dokter, d'Verletzung ze beschreiwen, ze dokumentéieren an net do Kommentaren ofzeginn. Mir si jo kee Polizist a mir maache keng Recherche. Dat ass ewell dat Éischt, wat een e muss bäibréngen: Ech ka gären en Dossier opmaachen, wou ech dat dote festhalen. Wann da Suitte kommen, da sëtzt dacks den Dokter och als Zeien um Geriicht. Mä dat war eng ganz lëschteg Saach, well herno festgestallt gouf: Et war den Hond, dee gebass hat, an et war net d'Nopesch.

Een anere Fall, un deen ech mech erënneren, fir ze weisen, wéi schwéier et ass: Do koum d'Madamm sech bekloen - an als Dokter kennt ee jo och e bësse psychologesch dann de Patient, wéi dat do dann elo ausgeet an engem fierchterlechen Trallala - an hat hir Schwéiermamm nach matbruecht a gesot: „Kuckt emol hei, wat huet déi mech verbrannt." A si ass awer dunn och gesi gi vun der Nopesch an ech hunn dat och gesinn, datt dat Verbrennunge waren, déi nimools mat Waasser konnte geschitt sinn, mä si hat sech an d'Brennnessele gesat, fir een ze beschëllegen. Also et gëtt all Variatiounen. Also beschreift ee just dat, wat ee gesäit. An dann ass et drun, datt de Jurist do entscheet, wat geschitt.

An de Geriichtsmedezinner ass awer - a mir hunn all als Dokter musse Geriichtsmedezinn maachen - eppes ganz aneres. Déi hunn eng riseg Erfahrung, déi kënnen dat vill méi exakt dokumentéieren. A si mussen dat jo dann och konservéieren, zéng Joer, wann ech richteg gelies hunn. An dat ass eppes ganz Wichteges, déi Dokumentatioun vun der Geriichtsmedezinn.

Dofir sinn ech derart stolz drop, datt Lëtzebuerg elo endlech eng Geriichtsmedezinn huet, well dat war fir mech rätselhaft (veuillez lire: wisou mer nach keng haten). Ech sinn alt zu Elwen eng Läich kucke gaangen, déi koum aus Kuba zréck viru Joren, well d'Mamm gemengt hat, et wier net hiert Meedchen. Mä do war eng Dokumentatioun derbäi vun der Geriichtsmedezinn vun Havanna. Do hunn ech geduecht: Dat ass dach schrecklech, datt s de hei bei Accidenter geruff gëss, grujeleg Accidenter mat Doudesfolleg, an datt do kee Geriichtsmedezinner optaucht. Dat ass immens wichteg.

An do kennt Der jo vun eisem bekannte Geriichtsmedezinner dat Wuert, dee Bicher geschriwwen huet an dee gesot huet: „Wann een dann emol géif" - wéi hat e gesot? - „bei all deenen, déi um Kierfecht leien a wou eppes net richteg zougaangen ass, eng Käerz dropsetzen, da géif et Allerhellgen elle liichten."

Also ech mengen, et muss ee kucken: De Geriichtsmedezinner ass de Geriichtsmedezinner. A mir sinn immens frou als Dokteren, datt dat dote Gesetz dann hoffentlech wäert de Mëtteg hei gestëmmt ginn, fir eis ze befreien. Also wierklech befreie vun där riseger Verantwortung, déi dat ass, wann een éierens hikënnt an et ass eppes passéiert.

Ech kann Iech just soen: Am Ausland, jiddefalls an deem Land, wou ech laang war, do kënnt bei all Accident op der Strooss, iwwerall, bei all Accident, bei deem geréngsten Doute, de Geriichtsmedezinner. Do ass guer keen Zweifel. Déi Läich muss dobleiwen, bis dee passéiert ass. Bei Selbstmord kënnt en. Also dat gëtt dokumentéiert. An ech kann Iech soen: Do komme Saachen derbäi eraus, do kann ee wierklech herno nëmme staunen. Dat ass an enger normaler Praxis net méiglech.

An hei ass flott, d'Opfer geet an d'Ambulanz vun der Klinik, d'Ambulanz vun der Klinik avertéiert de Geriichtsmedezinner, dee kënnt dohinner, da kann e sech jo net nëmme ëm dat dote këmmeren, mä e kann och nach mam Chirurg schwätzen, deen Déngscht huet, oder mam Dokter, deen Déngscht huet, a soen, wat fir Repercussiounen déi Verletzung dann elo op d'Aarbecht, zum Beispill, vun där Persoun huet.

Do gi mir och ëmmer gefrot am Gutachten oder Zertifikat: Kann déi Madamm dann elo - well meeschtens sinn et Fraen - esou an esou laang net schaffe goen? Ass déi beanträchtegt mat der Aarbecht? Alles dat kann de Geriichtsmedezinner flott mam Dokter, deen ebe behandelt an der Ambulanz vun der Klinik, diskutéieren. An do ass keen Zweifel drun: Dat ass immens wichteg.

Mir kréie jo als Landdokter ganz dacks gesot - dat ass esou bei Schoulzertifikater, ech mengen, et gëtt och kee Landdokter, deen nach net e falschen Zertifikat ausgefëllt huet -, mä mir kréien ëmmer gesot: „Dat sinn alles Certificats de complaisance." Mä hei vergeet der awer dann de Witz, well wann een hei nogewise kritt herno um Geriicht: Dat do ass e Certificat de complaisance, da steet een um Geriicht awer net fein do.

Also ech kann nëmme Merci soen, och vun den Dokteren aus, datt dat geschitt. An ech fannen et och richteg, datt dat an de Koalitiounsprogramm koum. Ech mengen, d'DP hat och do drop gehalen, onbedéngt déi Opferambulanz ze kreéieren. A mir hate jo ewell an der Santéskommissioun driwwer geschwat. Ech mengen, hei hu mer wierklech e Moyen fonnt, deen immens och d'Dokteren an där Hisiicht entlaascht.

Ech wëll net méi nach eng Kéier op dat Technescht zréckkommen, déi Detailer, well d'Rapportrice huet dat wierklech ganz gutt gemaach. Ech wëll hir fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport Merci soen a ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun, der DP.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Edy Mertens. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. D'ADR begréisst dat Gesetz a wollt et souwisou stëmmen. Mä ech muss soen, no deem leidenschaftleche Plädoyer vum honorabelen Dokter Edy Mertens si mer nach méi iwwerzeegt wéi virdrun, datt hei e gudden a wichtegen Outil geschafe gëtt.

Et léiert ee bei all Projet de loi, dee mer hei diskutéieren, wann een dann déi Dokumenter duerchakert, ëmmer nees bäi. An ech hu bäigeléiert, datt et eng Konventioun gëtt vum Conseil de l'Europe vun Istanbul vun 2011, déi och d'Rapportrice ernimmt huet, déi den diskriminatoreschen Titel dréit: „(La prévention et la) Lutte contre la violence à l'égard des femmes (et la violence domestique)" Ech denken, dat eleng ass schonn e Fall fir de CET, dee mer mat deem viregte Projet der Chamber rattachéiert hunn. Do hu se dann en éischte Fall vu flagranter Diskriminatioun, dee se ze ënnersichen hunn.

Contrairement zur honorabeler Cécile Hemmen, déi hei ëmmer erëm vun der Violence géint Fraen, géint Fraen, géint Frae geschwat huet, ass et e Fakt, an dat geet aus de Statistike vun der Police ervir: 2016 waren 31,92% vun den Auteuren de sexe féminin a 37,63% vun de Victimmen de sexe masculin. Dat ass einfach e Fait, deen een emol eng Kéier muss unerkennen. An och den honorabelen Här Mertens huet jo op esou e Fall verwisen.

Fir de Rescht huet, wéi gesot, dësen Text extrem vill Meritten. Et gëtt en Instrument geschafen, wat wichteg ass. Ganz richteg war och, wat den Här Gilles Roth gesot huet, datt et immens wichteg ass, datt déi Obligation de dénonciation, déi jo normalerweis virgesinn ass duerch de Code de procédure pénale, hei net gräift. Nëmmen esou kann dëst Instrument och wierksam agesat ginn.

Mir ginn also mat Freed dësem Text eisen Zousproch. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Wann een d'Debatt hei suivéiert huet, hunn ech zumindest draus geléiert, datt et zu Havanna eng besser Geriichtsmedezinn ginn ass wéi zu Lëtzebuerg.

(Hilarité et brouhaha)

Dat wäert ech mer mierken.

(Hilarité)

Une voix.- Net nëmmen! Net nëmmen!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Madamm Presidentin, de Projet vun der Afferambulanz ass mat Sécherheet een, deen absolutt begréissenswäert ass, well en ebe justement géint häuslech Gewalt virgeet, och do keen Ennerscheed mécht tëschent de Sexen oder tëschent deem, vu wiem et ausgeet a wien d'Affer sinn, mä et geet drëm, insgesamt d'Rechter vun den Affer ze stäerken. An net nëmmen d'Rechter vun den Affer, mä och d'Prise en charge an der Hoffnung, datt, wann eppes geschitt, een éischter sech traut, bei en Dokter och ze goen.

De Statsrot huet a sengem Avis awer eng ganz Rëtsch Froen opgeworf, déi de konkrete Funktionement vun där Afferambulanz uginn. An ech denken, datt et am Interessi vun alle wier, wann ee géif soen, et sollt een an zwee, dräi, véier Joer, no enger gewëssener Zäit eng Evaluatioun vun deem dote Gesetz maachen, och kucken, wat déi Effete gewiescht sinn a wéi eng Repercussiounen dat gehat huet, fir doraus, aus deenen Erfahrungen eventuell dann och nach eng Kéier kënne Verbesserungen, wann dat dann néideg ass, un deem Gesetz virzehuelen.

Dëst gesot, ginn ech natierlech och meng Zoustëmmung zum Gesetz.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Marc Baum. Ech hu keen anere Riedner elo ageschriwwen. Dann hunn ech do d'Éier an de Pleséier, fir der Regierung d'Wuert ze ginn. Fir d'Éischt den Här Justizminister Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Madamm Presidentin. Dat hei ass ee vun den, wéi ech fannen, ganz wichtege Projete vum Koalitiounsaccord, dee mer haut wäerten hei unhuelen. Mir schafen e gesetzleche Kader fir d'Afferambulanz. An et ass och scho gesot ginn, hei dréit et sech natierlech ganz vill ëm de Phenomeen vun der haislecher Gewalt. Mä d'Afferambulanz ass net nëmme fir d'Affer vun der haislecher Gewalt do, hei ass e Projet, deen iwwert dat erausgeet, mä vun deem mer wëssen, dass haislech Gewalt wäert riskéieren, am Mëttelpunkt ze stoen.

Et ass net esou, dass et haut guer keng Moyene gëtt. Haut huet d'Affer engersäits d'Méiglechkeet, fir de medezinnesche Volet an eng Urgence ze goen, sech do behandelen ze loossen, an dann do niewendru bei der Police oder beim Parquet eng Plainte ze maachen, fir dann eng strofrechtlech Prozedur ze lancéieren, wou dann och déi klassesch Rechtsmedezinn zu hirem ka kommen.

Dat huet allerdéngs zwee Nodeeler, déi Prozedur, déi mer haut kennen. Dat Éischt ass den Dokter, dee mécht natierlech an der Urgence dat, wat en am beschte kann. Eng kurativ Interventioun, eng reng medezinnesch, therapeutesch Interventioun, fir eng medezinnesch Versuergung ze erreechen. Wat am Interêt vum Patient ass, awer net am Interêt vum Affer, well doduerch och eng Rei wichteg Beweiser kënnen duerch de Versuergungs- an Heelungsprozess zerstéiert ginn.

Den Urgentist schafft net no de Kritäre vum Rechtsmedezinner. Besonnesch oft maachen och Affer, besonnesch Affer vun haislecher Gewalt, net scho bei der éischter Kéier eng Plainte. Leider loosse se dat oft zwee-, dräi-, véiermol mat sech maachen, ier se soen: „Elo geet et duer! Ech ginn elo dohinner, wou ech muss goen a loosse mer elo hëllefen an huelen och den Täter elo op d'Geriicht a stellen e viru seng Verantwortung."

Och dat bréngt et mat sech, dass d'Beweiser vu fréieren Infraktiounen, vu fréierer haislecher Gewalt dee Moment net méi existéieren. Et ass genau do, wou d'Afferambulanz gräift. Besonnesch duerch d'Zesummenaarbecht vun de Spideeler a vum LNS vun Diddeleng, op där hire Fonctionnement d'Madamm Mutsch duerno wäert agoen.

D'Zil vun der Afferambulanz ass am Fong nëmmen eent: Beweiser sécherzestellen, fir se kënnen, gegebenenfalls och zu engem spéideren Zäitpunkt, viru Geriicht ze verwenden. Dat ass d'Finalitéit vun der Aarbecht vun der Afferambulanz. An dat ass a mengen Aen e ganz wichtege Punkt.

Wichteg ass och, ze ënnersträichen, dass ee keng Plainte muss maachen, fir kënnen op d'Déngschter vun der Afferambulanz zréckzegräifen. Et geet drëms, Beweiser ze sécheren. Ob een duerno nach wëllt eng Plainte maachen, direkt oder eventuell méi spéit, dat ass eng Decisioun, déi d'Affer selwer däerf huelen. Mä si weess awer, dass déi Beweiser, déi se géif brauchen, fir Plainte ze féieren, op enger Plaz sinn, wou se och duerno kënnen zréckgeholl ginn an déi och an enger Form an an enger Qualitéit verfaasst sinn duerch de Rechtsmedezinner, dass se och viru Geriicht als Beweis wierklech kënne benotzt ginn an dass et net nëmmen en Indiz ass, mä dass et wierklech an där Qualitéit ass, wéi et viru Geriicht noutwendeg ass.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An d'Affer kann dat maachen, ouni déi sougenannte Machinerie judiciaire schonn dee Moment lasszetrëppelen.

Et ass scho gesot ginn, bei deenen, déi ëffentlech besolt sinn, sief dat an deene Spideeler, wou et dee System gëtt, oder och anerwäerts, gëllt hei am Land eng Signalementsflicht. De Code de procédure pénale verlaangt a sengem Artikel 23.(2) vun all deenen, dass se Infraktiounen oder méiglech Infraktioune musse beim Parquet denoncéieren. Dat gëtt hei am Gesetz geännert fir dëse spezifesche Fall, fir kloerzestellen, dass et wierklech d'Affer ass, wat eigentlech Här a Meeschter bleift doriwwer, wat mat deenen Donnéeë geschitt, déi et vum Rechtsmedezinner fir sech selwer anhuele gelooss huet, soudass also do de Medezinner vun där Flicht entbonnen ass.

De Funktionement, op dee wäert, wéi gesot, d'Madamm Mutsch agoen. Mä et ass e Funktionement, dee mécht, dass d'Affer sech nëmmen eemol muss deplacéieren an dass och d'Gratuitéit hiergestallt ass. Déi Donnéeën, déi opgeholl ginn, ginn och zéng Joer laang ge-

späichert ënner enger pseudonymiséierter Form. Firwat zéng Joer? Majo dat ass bei de Crimmen dee längsten Delai de prescription, dee mer bei eis kennen. An dofir hu mer och do d'Equivalenz geholl vun den zéng Joer, wat d'Durée betrëfft, wärend där déi Donnéeën zréckbehale ginn.

Eng Ausnam bleift awer och bestoe bei där Flicht, d'Infraktiounen ze signaléieren. Mir hu gesot, dass de Rechtsmedezinner net déi Obligatioun huet, ze denoncéieren. Dat ass allerdéngs net ganz richteg. Et muss ee präziséieren, dass en déi Signalementsflicht behält, wann d'Affer mannerjäreg sinn. Mir ginn also och do de mannerjäregen Affer vu Gewalt méi e grousse Schutz wéi den erwuessenen. Beim Mineur behält den Dokter d'Signalementsflicht beim Parquet. En ass nëmmen dovunner entbonnen, wann d'Affer e Majeur ass. Dat muss ee präziséieren. Mannerjäreger verdéngen do e besonneschen Schutz.

Dat gesot, Här President, wëll ech och der Rapportrice Merci soe fir hire schrëftlechen an hire mëndleche Rapport. Och der gesamter Commission juridique. An ech wëll domadder de Rescht vun der Riedezäit vun der Regierung mat der Madamm Mutsch deelen, Här President.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Gesondheetsministesch huet d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och hei ënnersträichen, dass dëst Gesetz eng grouss Wichtegkeet huet fir d'Opfer vun häuslecher Gewalt. Awer net nëmme fir d'Opfer vun häuslecher Gewalt. Et ass hei ganz richteg gesot ginn, dass mer hei enger laangjäreger - ech géif soen -, parteiiwwergräifender Fuerderung vun dësem Haus nokommen, awer och vu ganz villen Associatiounen, déi sech um Terrain asetze fir d'Opfer vun häuslecher Gewalt.

A mir hunn och iwwert de Comité violence, dat heescht de Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence am Regierungsrot all Joer erëm op en Neits opgrond vun deem Zuelematerial, wat mer presentéiert kréien, wat mer auswäerten, en zousätzleche Beweis fir d'Necessitéit vun esou enger Structure. An dofir sinn ech ganz frou, dass mer dat haut finaliséieren.

A wann ech dem Dokter Mertens nolauschteren, da weess ech, dass dat och vun alle Professions de santé esou gesi gëtt. An et war wichteg, dat op dëser Plaz ze ënnersträichen.

Mir ginn also a Richtung vun enger mobiller Structure beim LNS. Ech wëll och rappeléieren, dass mer, fir dat heite kënnen op den Instanzewee ze bréngen, och eng Ofännerung gemaach hu vum Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwert den Exercice vum Dokteschberuff, fir et ze erméiglechen, dass eng Autorisation d'exercer la médecine légale konnt virgesi ginn. Wéi hei gesot ginn ass, ech wëll elo net bis a Kuba goen, mä wéi hei gesot ginn ass, hate mer déi Grondlag hei am Land net. An dofir hu mer och déi Viraarbecht um legislative Plang geleescht. Opgrond vun där gesetzlecher Modifikatioun konnten dann och zwee Médecins légistes vum LNS eng Autorisation d'exercer la médecine als spezialiséierten Dokter kréien, wouduerch déi Opferambulanz iwwerhaapt eréischt konnt fonctionnéieren.

Da gouf och iwwert dëst neit Gesetz d'Kadergesetz vum LNS ëmgeännert. Dat ass d'Gesetz vun 2012, fir dass och den LNS iwwerhaapt esou eng Dokumentatiounsunitéit, Unité de documentation médico-légale ka kréien, wou et ëm dat doten Thema geet a wou Gewalt kann dokumentéiert ginn. An dat wollt ech hei och rappeléieren, dass do alles wéi an enger Ketten aneneegegraff huet, fir dass mer dëst Instrument konnte schafen.

Ech sinn och der Meenung vun all deenen, déi dat hei betount hunn, dass mer hei e gewaltege Sprong maachen an der Diagnostik, an der Dokumentatioun vu Gewaltdoten am Besonneschen am Beräich vun der häuslecher Gewalt; e gewaltege Sprong och, wat déi wëssenschaftlech Approche dovunner ubelaangt, well mir schafen hei d'Méiglechkeet, fir wëssenschaftlech dokumentéiert Rapporten ze maachen, déi essenziell sinn, och fir de Parquet, fir wäertvoll Beweiser ze hunn, Elementer, déi et erméiglechen, d'Gravitéit vun enger Gewaltdot richteg an effektiv ze erfaassen, d'Gravitéit ze ënnersträichen an domat och gëeegent Strofen, le moment venu, ze fuerderen, wat bis elo an där Form net méiglech war. Dat heescht, déi entspriechend Rapporten, déi do gemaach ginn, dat si ganz wichteg Piècen.

Ech wëll hei iwwregens och ënnersträichen, dass dat eng gratis Déngschtleeschtung ass, wat vläicht och nach muss ënnerstrach ginn.

Et geet och drëm, an et si vill Beispiller hei genannt ginn, fir d'Envergure vun der Gewalt kënne festzestellen am Kader vun enger Plainte. An domadder hunn och déi Affer, déi nach net wëllen oder nach net kënnen oder nach net de Courage hunn, fir esou eng Plainte ze maachen, trotzdeem e wichtege Relais, fir déi Gewaltdoten, déi si erlieft hunn, ze dokumentéieren an duerch déi Dokumentatioun och eng Garantie ze hunn, fir iwwer zéng Joer kënne Gebrauch dovunner ze maachen. Dat ass wierklech e gewaltege Sprong. An doweinst sollt een dat och als solcht hei duerstellen.

D'Affer behält iwwregens och d'Maîtrise iwwert déi Dokumenter, ausser am Fall vun enger Enquête judiciaire. An ob d'Affer eng Plainte mécht oder net, dat ass dem Affer iwwerlooss. Doriwwer hu mir net ze befannen.

Et sinn hei eng Rei vu präzise Froe gestallt ginn, op déi ech wëll äntwerten. D'Madamm Hemmen huet iwwert d'Partnerschaft mat de Spideeler geschwat. Dat ass tatsächlech ganz wichteg, well wann dat Gesetz hei a Kraaft trëtt, dann hu mer effektiv d'Méiglechkeet, fir mat deene véier Spideeler oder Spidolsgruppen, déi mer hei am Land hunn, déi alleguerte Partner si vun deem heite Projet, offiziell a Kontakt ze trieden a fir dann opgrond vun där Rechtssécherheet, déi mer hei schafen, Konventioune mat hinnen auszeschaffen.

Si sinn da Partnerklinicke vun der Opferambulanz. Ech mengen, dat ass wichteg, dass een hei seet, dass all d'Klinicken abezu ginn an dass si alleguerte Partner si vun der Opferambulanz. An dann ass et natierlech och erfuerderlech, d'Klinikpersonal, dat och eng wichteg Roll herno hei spillt bei der Prise en charge, net nëmme gutt iwwert dat Gesetz ze informéieren, mä och esou ze schoulen, dass se déi Prise en charge kënne mat ofwéckelen. Ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorobber zréck.

All déi, déi hei gesot hunn, dass mer musse kommunizéieren, net nëmme fir de grand Public, mä och un d'Adress vun de Leit, déi um Terrain aktiv sinn, déi hu Recht. Mir brauchen och herno eng eegen Identitéit vun deem Projet, och eng visuell Identitéit, dass dat keng Insiderinformatioun ass, dass et déi Opferambulanz do gëtt, mä dass dat wierklech eng wichteg Structure ass, op déi jiddweree kann an enger schwiereger Situatioun zréckgräifen. Dat gëtt ganz, ganz wichteg.

Firwat déi Kommunikatioun nach esou onerlässlech ass, ass, fir och eng Vernetzung ze kréie mat allen Institutiounen, déi zu Lëtzebuerg am ganz breede Sënn, am wäiteste Sënn mat Opferbetreiung oder Opferbehandlung befaasst sinn an do och eng Roll ze spillen hunn. An déi Vernetzung, déi géllt et, direkt nodeem mer dëst Gesetz gestëmmt hunn, ze verdéiwen an och ze verfeineren, well dat ass eppes ganz Wichteges, dass mir jiddweree mat an d'Boot kréien.

Et ass hei och gefrot ginn, wéini mer kënne mam Ufank vun den Aktivitéite rechnen. Dat ass ëmmer eng kriddelech Saach, fir do e präzisen Datum ze nennen. Mä ech denken awer, dass mer nach eng kleng Virlafzäit vu maximal, wëll ech soen, fënnef bis sechs Méint brauchen. Da misst dat en place sinn. An da misst dat eis och erlaben, déi Konnexiounen, déi Vernetzungen, vun deenen ech grad geschwat hunn, déi eegen Identitéit ze kreéieren. An dat fannen ech ganz wichteg.

Bon, wéi leeft dat konkret of? Wéi huet ee sech dat virzestellen, fir eben elo eng käschtefräi an - wéi soll ech et nennen? - eng geriichtsverwäertbar Sécherung vu Beweiser ze kréien? Majo, d'Opfer kënne sech umellen an de Partnerklinicken a se kënnen dann och virstelleg ginn am LNS, mussen awer net an den LNS goen. Et ass eben eng mobill Structure. Wéi d'Wuert et seet, do ass och eng gewësse Flexibilitéit méiglech. Och de Rôle vun den Hausdokteren ass hei richteg ervirgestrach ginn.

Fir mech ass ganz wichteg, dass déi Rechtsmedezinner, déi eng wichteg Roll ze spillen hunn an déi och agesat goufen, fir kënnen Aarbechte ronderëm d'Opferambulanz iwwert den LNS ze leeschten, dass déi d'Opfer net selwer behandelen oder weiderféierend beroden, well soss géife mer näämlech wierklech riskéieren, dass se vläicht juristesch als befaange kéinten ugesi ginn.

Do ass anert geschoult Personal dofir do an do war hei och eng Fro gestallt ginn, ob dann dat Personal ausräichend ass, vu dass déi dräi Médecins légistes fir de Volet am LNS selwer zoustänneg ginn. Awer duerch déi Zesummenaarbecht, déi opgrond vu konkrete Konventioune mat de Spideeler gemaach gëtt, kënne mer och op speziell geschoult Personal an de Spideeler zréckgräifen, soudass mer à ce stade kënne soen, fir de Projet ulafen ze loossen, misste mer genuch Leit hunn.

Allerdéngs fannen ech déi Propositioun, déi hei gemaach ginn ass vun der Rapportrice, där ech fir hir exzellent Presentatioun och wëll Merci soen, eng ganz gutt a se ass och vum Justizminister opgegraff ginn, fir eng Evaluatioun ze maachen no zwee, dräi Joer. Dat erlaabt eis zum Beispill och, déi Fro vum statistesche Material ze klären, wou ech hei wëll soen, dass mir natierlech geschlechtsneutral Formulatiounen ustriewen an och an all eisen Dokumenter hunn. Iwwregens och am Zesummenhang mat der Istanbul-Konventioun.

Mä wa mer vun Opfer vun häuslecher Gewalt schwätzen, Här President, da sinn et nun eben an der Majoritéit Fraen an et soll ee sech och net genéieren, dat hei ze soen.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech menger Freed hei Ausdrock ginn, dass mer esou eng breet Zoustëmmung fir dëse wichtege Projet hunn. Et ass Neiland. Et ass wichteg fir eist Land. A mir schafen domadder eng Structure, déi eng professionell Ergänzung ass, fir d'Opfer vu Gewalt richteg ze begleeden.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Minister. A mir géifen dann zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6995 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6995 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, keng Abstentiounen a keng Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet 6995 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Ech gesinn, den Här Spautz wénkt jo. Dann ass dat esou decidéiert.

Merci gesot. Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous muer um zwou Auer. D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.14 heures)

SÉANCE 3 JEUDI, 12 OCTOBRE 2017

Présidence: M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Henri Kox, Président de séance*

2. Ordre du jour
- *M. Henri Kox, Président de séance*
- *M. Alex Bodry*
- *Vote sur l'ordre du jour modifié (adopté)*

3. 7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration
- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7147 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation
- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Dan Kersch, Ministre; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung vläicht nach eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Dat ass dann net esou.

2. Ordre du jour

Mä ech hunn eng Kommunikatioun ze maachen. Mir hate virgesinn, de Mëtten dräi Projet-de-loien ofstëmmen ze loossen. Et ass awer esou, dass de Projet de loi 6864 haut de Mëtten nach net zur Ofstëmmung soll kommen. Dat ass de Projet iwwert de Bail commercial. An ech géif awer froen, do eng Explikatioun wëllen ze hunn. An no Récksprooch wäert den Här Bodry hei e kuerzt Wuert dozou soen, firwat mer dann de Mëtten net zur Ofstëmmung kënne kommen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, et ass esou, dass déi zoustänneg Kommissioun déi lescht Woch e Courrier un de Conseil d'État geschéckt huet, wou eng Rei vun Erreur-matériellen, déi am Text waren, sollte riichtgestallt ginn.

Gëschter ass och nach eng Kéier e Bréif erausgaangen, fir och op nach engem Punkt op eng Erreur matérielle zréckzekommen. A well en Doute besteet, ob et sech net awer an deem enge Fall ëm en Amendement géif handelen an net ëm eng reng Rektifikatioun, eng Erreur matérielle, schéngt et mer virsiichteg ze sinn, op den Avis vum Statsrot ze waarden op deem dote Punkt, soudass ech mengen, et wär logesch, dass mer haut net géifen doriwwer diskutéieren an ofstëmmen, mä dat dann op déi nächst ëffentlech Sitzungswoch reportéieren.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Jo, Merci fir d'Explikatiounen. Gëtt et dozou nach eng weider Wuertmeldung? Neen?

Wann dat net de Fall ass, sidd Der mat där Propositioun averstanen, fir de Projet 6864 dann haut vum Ordre du jour ze huelen? Mir stëmmen dat à main levée of.

Vote sur l'ordre du jour modifié

Wien ass derfir?

Keng Géigestëmm?

Dann denken ech, dass dat esou decidéiert ass.

Da géife mer eriwwerkommen op den éischte Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet 7017 iwwert de Changement d'administration an der Fonction publique. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht; ech mengen, d'Zäite kennt Der. Et si mëttlerweil ageschriwwen: d'Madamm Sylvie Andrich-Duval an déi Häre Gusty Graas a Claude Adam. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

3. 7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Mä ech kann Iech versécheren, dass mer eis Riedezäit net all wäerten opbrauchen.

Mir reforméieren haut nach eemol d'Gesetz iwwert de Changement d'administration beim Stat. An zwar geet et dorëms, de Wiessel vun engem Fonctionnaire vun enger Verwaltung an eng aner Verwaltung ze vereinfachen. Et ass kloer, dass de Statsdéngscht an engem permanente Wandel ass. Stänneg kommen nei Servicer an nei Missioune fir de Stat a soumat och fir seng Beamte bäi.

Et ass och haut net méi onbedéngt esou, dass ee seng éischt Aarbechtsplaz behält, bis een an d'Pensioun geet. Virun allem awer sammelen d'Beamte vill Beruffserfahrung a ginn domadder interessant fir aner Verwaltungen, déi wëlle vun dësem Know-how profitéieren. Et ass dofir am Interessi souwuel vun den eenzelne Beamte wéi awer och vum Stat insgesamt, dass ee ka vun der Erfahrung an dem Kënne vun esou engem Beamte profitéieren.

An Zukunft brauch dee Beamten, dee sech fir eng Plaz an enger anerer Verwaltung interesséiert, net méi als Éischt sengem haitege Minister oder Verwaltungschef Bescheed ze soen. Och soll déi Bestëmmung ewechfalen, dass een nëmme kann an deemselwechte Sous-groupe de traitement wiesselen.

Mam neie Gesetz sollen d'Demanden direkt un déi gewënschte Verwaltung goen an net méi wéi haut am Ministère vun der Fonction publique zentraliséiert ginn. Dat Gesetz hei mécht also de Wiessel vun engem Beamte vun enger Verwaltung an déi aner manner komplizéiert.

De Statsrot hat dozou zwou Oppositions formelles a sengem Avis ofginn. Déi konnten awer séier vun der Kommissioun aus der Welt geschafe ginn. Fir de Rescht verweisen ech op de schréftleche Rapport, deen eestëmmeg ugeholl gouf.

Da ginn ech natierlech och den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. D'Wuert huet elo d'Madamm Sylvie Andrich-Duval. Madamm Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- D'Mobilitéit vum Fonctionnaire ass hautdesdaags, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e fest verankerte Prinzip an der Fonction publique. Dat war awer net ëmmer esou. Eréischt mam Gesetz vum 27. Mäerz 1986 koum et zu engem Paradigmewiessel, well deemools gouf de Regimm vun der Mobilité générale op Initiativ vum Fonctionnaire agefouert. Zënterhier kann de Beamte selwer de Wiessel vun enger Verwaltung an déi aner froen, en deemools politesch net onëmstriddene Schratt.

D'Reform vun 2015 vun der Fonction publique huet dunn de Changement d'administration ausgedeent. Dat hat och d'CSV virgesinn. E gouf ënner anerem erweidert op d'Gemengebeamten an e ka fir Employéen och méiglech sinn.

De Rapporteur huet eis elo just d'Ännerunge virgestallt, déi mer haut virhuelen. An dofir soen ech him och Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Dem Beamte seng Rechter gi besser geschützt. E brauch säi Chef respektiv säi Minister net méi am Virfeld iwwer säi Wonsch, d'Administratioun ze wiesselen, ze informéieren. De Beamten huet sech doduerjer virdrun net ëmmer getraut, e Wiessel unzefroen, an d'Aarbechtsrelatiounen hu riskéiert ze kippen, wann dës Informatioun bis bekannt war.

D'CSV hat do och verschidde Froen opgeworf: ob déi nei Prozedur dem Fonctionnement vun der Hierkonftsverwaltung elo kéint schueden an ob net misst en Delai am Gesetz virgesi sinn, fir dee Wiessel do ze preparéieren. Well soss kéint jo deen administrative Chef, deen de Beamte muss goe loossen, effektiv iwwerrumpelt ginn. An deen Delai soll jo am Konsens - hu mer héieren - tëschent deenen zwee betraffene Ministeren ausgehandelt ginn.

D'CSV verschléisst sech prinzipiell net, wann eppes am Sënn vun der Saach muss nogebessert ginn. Obschonn d'Konditioune vum Changement d'administration eigentlech jo ganz rezent, 2015, am Fong geännert goufen. Ënner anerem ass jo och do d'Mobilitéitskommissioun schonn ofgeschaaft ginn. Bei enger weiderer administrativer Vereinfachung vun der Prozedur steet d'CSV sécherlech net am Wee.

Weider soll den administrative Wiessel elo net méi innerhalb vun enger Gehaltsënnergrupp agëengt ginn. Dat verhënnert, dass verschidde vakant Posten net mat Kandidate besat kënne ginn, obschonn et der ginn, déi déi néideg Formatioun hunn.

Och domadder huet d'CSV kee Problem, an et dréit jo zu enger méi effizienter Fonction publique bäi. Doriwwer eraus begréisst jo och d'Statsbeamtekummer déi virleiend Proposen. Dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir dëse Projet matzestëmmen.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas drun.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Motivatioun am Beruffsliewen ass natierlech eppes, wat immens wichteg ass. An doséinst si mir der Meenung, datt dat Gesetz hei, och wann et ganz bescheiden ass, awer eng wichteg Wierkung huet fir d'Entwécklung vun enger Carrière am Statsapparat, datt en d'Méiglechkeet elo nach besser kritt, fir eben e Changement de carrière ze maachen, e Changement d'administration ze maachen.

Mir sinn eis alleguer bewosst, wann ee wärend enger längerer Zäit déiselwecht Aarbecht gemaach huet, datt dann awer kann e gewëssene Verschläiss kommen. Dat hei ass also net nëmmen am Interêt vun dem Beamten, mä et ass och am Interêt vum Statsapparat, well mer doduerch derzou bäidroen, datt d'Motivatioun méi grouss gëtt.

Mir als Demokratesch Partei begréissen duerfir dat Gesetz hei an ech bréngen deementspriechend och den Accord. Ech soen awer och dem Rapporteur, dem Här Yves Cruchten, nach villmools Merci fir säi schréftleche respektiv och mëndleche Rapport. Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. Als nächste Riedner ass et um honorabelen Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur Merci soen an ech bréngen den Accord vun der gréng-ger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Jo, den Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Och d'ADR seet dem Rapporteur villmools Merci a gëtt hiren Accord zu dësem Gesetz. Villmools Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. Hu mer nach een? Den Här Wagner nach, wann ech gelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir deelen natierlech och déi Meenung. Mir hunn dat matgedroen an der Kommissioun. Et ass besser fir d'Beamten an et ass besser fir de Service public. Also wäerte mer et matstëmmen.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. Elo huet d'Regierung nach d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech mengen, Här President, u sech ass alles gesot. Ech si frou, dass mer anscheinend hei grouss Eestëmmegkeet kréie fir e Projet, dee souwuel de Verwaltunge wéi och deene Leit, déi an de Verwaltunge schaffen, d'Saach wäert méi einfach maachen. Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. Da komme mer elo un d'Ofstëmmung vum Projet de loi 7017.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7017 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno d'Procuratiounen, wann ech gelift.

(Brouhaha)

An de Vott ass dann ofgeschloss.

Domadder komme mer op 57, a mat där, déi net fonctionnéiert huet, op 58 Jo-Stëmmen, keen Neen an och keng Enthalung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7017 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da froen ech Iech natierlech, ob Der d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gitt.

(Assentiment)

Dat ass dann esou decidéiert.

Deen zweete Punkt ass, wéi gesot, haut da vum Ordre du jour geholl ginn. Da géife mer direkt iwwergoen zu dem drëtte Projet, dee mer haut de Mëtte sollten ofstëmmen. Dat ass de Projet 7147 an do geet et ëm d'Ännerung vum Code de la consommation. Och hei ass d'Riedezäit op de Basismodell festgeluecht ginn. Et hu sech ageschriwwe bis elo: den Här Léon Gloden, d'Madamm Simone Beissel, den Här Gérard Anzia an den Här Roy Reding.

D'Wuert geet un de Rapporteur, gesinn ech hei, den honorabele Claude Haagen. Dir hutt dann d'Wuert, wann Der bis um Riednerpult sidd.

4. 7147 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wéi de President scho gesot huet, stëmme mer haut iwwert de Gesetzesprojet 7147, dee vum Wirtschaftsminister den 1. Juni 2017 an der Chamber deposéiert ginn ass, hei of. Mir änneren heimadder punktuell Saachen am Code de la consommation ëm. Et gëtt hei engersäits op eng EU-Prozedur, eng sougenannten „EU Pilot", vun der Europäescher Kommissioun reagéiert, déi vis-à-vis vum Grand-Duché lancéiert gouf, dëst am Kader vun der Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2011/83, déi d'Rechter vun de Konsumente regelt.

Lëtzebuerg huet awer elo schonn entre-temps eng ganz Rei Verbesserunge virgeholl, op déi eis déi europäesch Instanzen opmierksam gemaach hunn. Et bleiwen awer nach zwou Dispositiounen iwwreg, déi mat dësem Gesetzesprojet och wäerten ugepasst ginn.

Déi éischt Dispositioun gesäit an dësem Gesetzestext eng Stäerkung vun de Strofe vir. An anere Wierder: Et gi finanziell Strofen agefouert. Den Artikel 24 vun der EU-Direktiv gëtt den EU-Memberstaten d'Méiglechkeet, fir e sougenannten „Strofesystem" ze etabléieren, wa géint national Dispositioune sollt verstouss ginn.

Op der Grondlag vun de Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun gëtt bei Verstéiss vun Händler net nëmmen, wéi dat bis elo och war, de Kontrakt fir nichteg, also fir „nul" erkläert, mä de betraffenen Händler muss an Zukunft och mat enger Geldstrof rechnen. Dës Geldstrofe ginn duerch dëse Gesetzestext an eisen nationale Code de la consommation agefouert.

An Zukunft ass et esou, datt e Verstouss géint den Artikel 113-1 vum Code de la consommation, duerch deen den Händler verflicht ass, säi Client viru Vertragsofschloss genaustens ze informéieren, zu enger Geldstrof tëschent 251 Euro bis 15.000 Euro féiert.

Potenziell finanziell Sanktioune ginn et och bei Feelverhale bei folgenden Dispositioune vum Code de la consommation, sou zum Beispill bei enger onerwënschter Liwwerung vu Wueren oder Déngschtleeschtungen, wann de Verkeefer sengen Informatiounsflichten net nokënnt, wann zum Beispill en «défaut de confirmation du contrat conclu à distance ou hors établissement» virläit oder wann en «défaut de remise du formulaire de rétractation» bei esou Kontrakter och festgestallt gëtt. Och «entraves aux conditions d'exercice du droit de rétractation» falen an deeselwechte Katalog. Bei dëse Verstéiss kann déi finanziell Sanktioun bis zu 120.000 Euro bedroen.

De Projet de loi ännert och den Artikel 213-2 vum Code de la consommation. Wann d'Wuer, de Bien, net am ausgemaachten Delai vum Verkeefer oder Händler geliwwert gëtt, muss de Client an dësem Fall net méi, wéi dat bis elo virgesi war, mat enger Lettre recommandée mat Accusé de réception den Händler opfuerderen, de Bien an engem gewëssenen Delai ze liwweren, an deem Fall geet en einfache Bréif an Zukunft duer.

Niewent der Stäerkung vun de finanzielle Sanktioune ginn nach zwou aner punktuell Ännerungen am Code de la consommation virgeholl, déi awer net an der Kritik stounge säitens der EU-Kommissioun.

Engersäits ännert de Gesetzesprojet den Artikel 112-3 (1) vum Code de la consommation, mat deem d'Händler obligéiert sinn, de Verkafspräis vun hire Produite mat der Moosseenheet ze afficheieren, dëst besonnesch, fir en optimale Präisverglach an eng fair Konkurrenz am Secteur vun de Produits lessiviels, also Wäsch- a Botzproduiten, Här Fayot, ze garantéieren. Dëst gëtt mat dësem Gesetzestext ganz einfach gemaach, fir datt de Verkeefer de Präis pro Wäschunitéit fir en normale Wäschvirgang kann affichéieren.

Déi zweet Dispositioun, déi nach zousätzlech am Code de la consommation ofgeännert gëtt, ass den Artikel 212-6, deen déi gesetzlech Garantie - ech denken, dat ass wichteg - vun zwee Joer regelt. Fir Okkasiounen, Okkasiounswuere war et bis elo ëmmer esou, datt den Händler an de Client sech explizitt via eng Klausel am Kontrakt op eng méi kuerz Garantiezäit hu missen eenegen. An Zukunft kënnen d'Verkeefer vun Okkasiounen direkt an hiren allgemenge Verkafskonditiounen drop opmierksam maachen, datt d'Garantiedauer manner wéi zwee Joer ka bedroen.

Trotz dëser Ännerung muss d'Garantie awer op d'mannst, an dat ass e Minimum, ee Joer bedroen. Si däerf net drënner falen. Bei dem Minimum vun der Dauer ännert sech also näischt.

Zu deene verschiddenen Avisen: D'Union luxembourgeoise des consommateurs, d'Chambre de Commerce souwéi d'Salariatskummer hunn hir Avisen ofginn, déi sinn och am schréftleche Rapport. De Statsrot huet säin Avis de 14. Juli vun dësem Joer ginn, keng Remarquen zum Fong vum Gesetz gemaach a just e puer Formuléierungsmängel festgestallt, déi natierlech dann och vun der zoustänneger Kommissioun schnell geännert goufen.

Dat gesot, Här President, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci dem Rapporteur. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wéilt awer op eppes hiweisen. Ech profitéiere vun dësem Gesetzesprojet dofir. Mir hunn d'lescht Joer am Dezember am Kader vu Modifikatiounen och vum Code de la consommation d'Gesetz iwwert d'Concurrence déloyale ofgeschaaft. Dir erënnert Iech un d'Präisser an déi Geschichten.

Et huet sech awer elo erausgestallt an der Praxis, datt dat problematesch ass am B2B-Commerce, also dem Commerce tëschent Professionellen, well mir hunn am Fong domadder keng juristesch Basis méi fir den Debauchage vu Clienten oder en Debauchage vun Employéen, wann ee Konkurrent deem anere seng Clienten oder seng Employéen illegal ofwerbt. An deem Gesetz war eng wichteg Dispositioun, d'Action en cessation virum Referé, deen als Juge du fond statuéiert. Well dat Gesetz elo net méi do ass, muss een eng Aktioun iwwert den 1382 vum Code civil maachen. Dat ass eng laangwiereg Prozedur um Fong.

D'lescht Woch war d'Journée luxembourgeoise vum Droit de la concurrence. Do hunn alleguer d'Interpellanten unisono op déi Problematik higewisen. An ech wier frou, wann d'Regierung vläicht dat kéint nach eng Kéier kucken. Et ass kee Problem beim B2C, mä beim B2B ass dat e Problem a mir missten iergendwéi kucken, bei der nächster Modifikatioun vum Code de la consommation dat vläicht als Cavalier législatif da mat eranzehuelen.

Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci fir déi Explikatiounen. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll och fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Claude Haagen, Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport an dëser dach awer relativ schwiereger Matière.

Mir hunn e ganze Koup Saachen innovéiert an notamment hu mer déi Sanktiounen elo hei méi staark gemaach, fir ebe méi Drock ze maachen, dass d'Leit sech drun halen. Ech mengen, d'Detailer sinn am schréftleche Rapport mat aller Minutie opgeféiert an dofir wäert ech mech bornéieren, fir den Accord vun der DP-Fraktioun ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. Als nächste Riedner ass et um Här Gérard Anzia, wann ech gelift.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, ech maachen et ganz kuerz: E Merci un de Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an dann den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. Dann ass et um Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Mir hunn un dësem Projet u sech näischt ze kritiséieren, wäerten eis awer trotzdeem enthale wéinst deenen extrem héije Penalitéiten, déi virgesi sinn. Genausou wéi dat am Rapport festgehale ginn ass vun der Chambre de Commerce, kritiséieren och mir déi stänneg Penalisatioun vun alle Gesetzer. Mir hunn dat scho méi oft gesot. Mir soen et och hei nees.

Zum Beispill eng Amende vu 75.000 Euro fir e Professionellen, deen eng Kopie vun engem Kontrakt net communiquéiert, schéngt eis ganz einfach iwwerdriwwen. An duerfir wäerte mer eis bei dësem Projet enthalen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. Domadder si mer um Schluss vun der Debatt. Da ginn ech awer nach d'Wuert - entschëllegt! - un d'Madamm Statssekretärin fir d'Stellungnam vun der Regierung, wann ech gelift.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Villmools Merci, Här President, a villmools Merci dem Rapporteur fir dee ganz séieren an effikasse Virtrag an de Rapport.

De Projet de loi huet wéi gesot als Zil, fir sécherzestellen, datt eise Code de la consommation konform ass, datt de Lëtzebuerger Konsument an de Lëtzebuerger Händler kloer Rechter a Flichten hunn, déi op enger Linn sinn och mat eisen Nopeschlänner an der Europäescher Unioun.

Ech wollt nach just eng Bemierkung maachen, wann Der erlaabt, zu där Bemierkung vum honorabelen Deputéierte Léon Gloden. Effektiv ass et esou, datt mer jo dat Gesetz geännert hunn am Dezember 2016. Et ass deemools aus de juristeschen Analysen erausgaangen, datt eigentlech déi deloyal Praktiken ënner Geschäftsleit, déi Dir ugeschwat hutt, an anere Gesetzer kéinte geregelt ginn.

Mir hunn effektiv och dat elo zur Kenntnis geholl an déi Kriticken, déi och op der Journée de la concurrence geäussert goufen. Ech wëll Iech soen, datt de Wirtschaftsministère déi Suergen natierlech seriö hëlt an déi Kriticken och elo kuckt. Mir kucken elo ganz schnell, ob effektiv deen Handlungsbedarf do besteet. A wann dat de Fall sollt sinn, dann ännere mer dat och ganz séier erëm ëm.

Ech mengen, et war net am Sënn vum Gesetzgeber, fir dat méi schwiereg ze maachen, mä eigentlech sollt et jo eng Simplification sinn. Wann dat net de Fall ass, wäerte mer dat erëm ännere.

Voilà! Merci, Här President.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci och fir déi zousätzlech Explikatiounen zu där Fro. Da si mer elo effektiv um Schluss vun den Diskussiounen ukomm. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7147.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7147 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dono d'Votes par procuration. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

A mir kënnen d'Resultat soen: Mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen ass de Projet 7147 ugeholl.

(Interruption)

Jo, d'accord. Et ass okay.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Max Hahn), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Dir gitt och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass dann esou.

(Interruption)

Et ass notéiert, Här Halsdorf.

Une voix.- Et ass alles an der Rei.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Et ass alles an der Rei. Mir hunn dat notéiert.

(Interruption)

Majo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder si mer schonn um Enn vun eiser haiteger Sëtzung, eng kuerz Sëtzung, mä ëmsou méi wichteg.

Déi nächst Sëtzunge sinn de 14., 15. a 16. November. Wéi ëmmer ginn d'Aarbechten an de jeeweilege Kommissioune weider. Domadder si mer um Schluss an ech hiewen d'Sëtzung op.

(Fin de la séance publique à 14.24 heures)

Sommaire des séances publiques nos 1, 2 et 3

1re séance

Ouverture de la séance publique p. 1

Clôture de la session ordinaire 2016-2017 et ouverture de la session ordinaire 2017-2018 p. 1

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 1

Discours de M. le Président p. 1

Changements de composition des commissions parlementaires p. 1

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales et institution d'une nouvelle délégation p. 1

Communications p. 1-3

Ordre du jour p. 3

7174 - Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 3

7091 - Projet de loi relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits p. 3-4

2e séance

Ouverture de la séance publique p. 4

6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution - second vote constitutionnel p. 4-6

7102 - Projet de loi

1) complétant la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;

2) modifiant le Code du travail;

3) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

4) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5) modifiant la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées p. 6-9

6995 - Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» p. 9-12

3e séance

Ouverture de la séance publique p. 13

Ordre du jour p. 13

7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration p. 13

7147 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation p. 13-14

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°01** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017	
3112	Marc Lies	«Klimabank» et certification de la durabilité de logement LENOZ
3123	David Wagner	Fermeture annoncée du restaurant à la gare de Luxembourg-ville
3125	Roy Reding	Terrain pour la construction d'un centre de données
3134	Franz Fayot	Mésaffectation de logements à des fins professionnelles
3143	Martine Hansen	Utilisation des surfaces agricoles
3144	André Bauler	Besoins en personnel de l'éducation nationale
3152	Aly Kaes	Sécurité routière
3155	Laurent Mosar	Implantation de Google au Luxembourg
3160	Diane Adehm, Gilles Roth	Cybercriminalité
3161	Diane Adehm, Gilles Roth	Logements utilisés en tant que bureaux
3171	Max Hahn, Claude Lamberty	Photovoltaïque
3174	Gast Gibéryen	Conséquences d'une éventuelle implantation de Google au Luxembourg
3175	Gast Gibéryen	Chantier du tram
3176	André Bauler	Construction d'une tour touristique dans l'Oesling
3178	Fernand Kartheiser	Livres scolaires
3183	Henri Kox, Gérard Anzia	Usage d'un produit hormonal dans l'élevage de porcs
3192	Gusty Graas	Télétravail
3196	Serge Wilmes	Récentes discussions autour des véhicules diesel
3201	Diane Adehm, Gilles Roth	Taxe Internet
3203	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Vélos de location mis à disposition par des entreprises chinoises
3206	Octavie Modert	Paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen»
3207	Diane Adehm, Gilles Roth	Mobilité transfrontalière
3210	Françoise Hetto-Gaasch	Accès des étudiants en médecine aux universités allemandes
3213	Martine Hansen	Index socio-économique
3216	Laurent Mosar, Gilles Roth	Règlements de police communaux
3217	Serge Wilmes	Mise en valeur du site luxembourgeois du patrimoine mondial de l'Unesco
3218	André Bauler	Nouveau lycée à Clervaux
3219	Marco Schank	Détachement de travailleurs
3220	Claude Adam	Personnel de l'Éducation différenciée (Ediff)
3221	Laurent Mosar	Incarcération d'un journaliste turco-suédois en Espagne
3222	Henri Kox, Josée Lorsché	Scandale des œufs contaminés au fipronil
3223	Fernand Kartheiser	Réunions d'information sur la loi relative au RMG
3224	André Bauler, Max Hahn	Effectifs de la Police grand-ducale
3225	Martine Hansen, Marco Schank	Accès touristique au Lac de la Haute-Sûre
3226	Gusty Graas	Cyanobactéries (algues bleues)
3227	Fernand Kartheiser	Coûts de la garde d'enfants
3229	Marc Spautz, Octavie Modert	Brevet de maîtrise
3230	Gérard Anzia	Santé des châtaigniers au Luxembourg
3231	Martine Hansen	Protection contre les crues
3232	Octavie Modert	Dépôt des candidatures pour les élections communales dans les communes à scrutin majoritaire
3233	Marc Spautz	Code de bonne conduite de l'ITM
3234	Alexander Krieps, Edy Mertens, Gusty Graas	Vacance des pharmacies
3235	Octavie Modert	Taxe sur les produits sucrés
3236	Eugène Berger	Transports transfrontaliers illégaux de déchets
3237	Martine Hansen	Réforme de la formation professionnelle
3238	Laurent Mosar	4e directive antiblanchiment
3239	Edy Mertens, Alexander Krieps	Extension du parc IRM
3240	Josée Lorsché	Nombre des nouveaux cas d'infection par le VIH
3241	Serge Wilmes, Laurent Mosar	Asile national pour animaux dans le Ban de Gasperich
3243	Félix Eischen	Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
3244	Emile Eicher	Convention collective pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social
3245	Serge Wilmes	Reconnaissance de la culture de la fête foraine en tant que patrimoine national
3246	Laurent Mosar	Dispositif de sécurité pour la «Schueberfouer»
3247	Franz Fayot	Autorité parentale
3249	Laurent Mosar	«Guichets de pré-examen» en Afrique
3250	Laurent Mosar	Éventuelle suspension des droits de vote de la Pologne
3251	Laurent Mosar	Aide de préadhésion pour la Turquie
3253	Marc Spautz, Octavie Modert	Détachement des travailleurs
3254	Martine Hansen, Gilles Roth	Loup
3255	Martine Mergen	Nouveaux cas d'infection au VIH
3256	Laurent Mosar	Harmonisation de la taxation des entreprises
3257	Marcel Oberweis	Pratique du Jet-Ski sur la Moselle
3259	Roy Reding	Droit de préemption des communes
3260	Josée Lorsché	Service immunologie du CHL
3261	Martine Hansen	Loup
3262	Martine Hansen	Manque de personnel dans l'enseignement fondamental
3263	Alex Bodry	Comptes dormants
3264	André Bauler, Gusty Graas	Pollution maritime
3265	David Wagner	Participation au «EU Emergency Trust Fund for Africa»
3267	Laurent Mosar	Turquie
3269	Franz Fayot	Radio socio-culturelle 100,7
3270	Octavie Modert, Laurent Mosar	Implantation de Google au Luxembourg
3272 cf. 3274	Claudia Dall'Agnol	Voyeurisme
3273	Josée Lorsché	Prévention du suicide
3274 cf. 3272	Sylvie Andrich-Duval, Gilles Roth	Voyeurisme
3276	Claude Lamberty, Max Hahn	Cruauté envers les animaux
3277	Jean-Marie Halsdorf, Marc Lies	Utilisation d'injections d'acide hyaluronique dans le traitement de l'arthrose du genou
3278	Laurent Zeimet	Calcul du prix de l'eau pour le secteur Horeca
3279	Laurent Mosar	«Code de conduite (fiscalité des entreprises)» du Conseil de l'Union européenne
3282	Laurent Mosar	Participations directes de l'État dans le capital des établissements bancaires de droit privé
3283	André Bauler	Trafic de poids lourds à Clervaux
3284	Gusty Graas	Listes pour les élections communales
3286	Joëlle Elvinger, Eugène Berger	Réforme fiscale
3287	Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar	Achat de systèmes antiaériens de la Turquie auprès de la Russie
3288	André Bauler	Renouvellement du chemin repris (CR350) entre Welscheid et Niederfeulen
3290	Laurent Mosar	Sans-papiers et Centre de rétention
3294	Martine Hansen	Création de nouvelles zones de protection des eaux
3295	Sylvie Andrich-Duval	Remboursement d'actes infirmiers
3297	Claude Lamberty, Max Hahn	Candidature conjointe des pays du Benelux pour les Jeux olympiques d'été de 2032
3298	Max Hahn	Réouverture de la route nationale CR106
3299	Françoise Hetto-Gaasch	Participation de ressortissants étrangers aux élections communales
3300	Léon Gloden, Laurent Mosar	Vague de violence dans le pays

Question 3112 (04.07.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **«Klimabank»** et la **certification de la durabilité de logement LENOZ:**

Le 14 juillet 2016, lors d'une conférence de presse, quatre membres du Gouvernement, à savoir les Ministres du Logement, de l'Environnement et des Finances ainsi que la Secrétaire d'État à l'Économie, ont présenté notamment deux nouveaux instruments de promotion du développement durable en matière du logement. La «Klimabank» et la certification de la durabilité de logement LENOZ.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Combien de dossiers ont été présentés et acceptés dans le cadre de la «Klimabank»?

- Quel est le nombre des certificats LENOZ émis depuis son introduction et quel a été le coût de l'élaboration et de la conception de la certification par des spécialistes externes?

Réponse (06.10.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Le «Paquet banque climatique et logement durable», dont la «Klimabank» et ses prêts climatiques ainsi que la «Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifizéierung LENOZ», est en vigueur depuis le 1er janvier 2017.

Ces nouvelles mesures en matière de rénovation énergétique et de construction durable nécessitent toutes un processus à plusieurs étapes dont des phases préliminaires et intensives de conseil et de planification. En ce qui concerne notamment les prêts climatiques à taux zéro, les devis concrets doivent être joints au dossier d'instruction afin que le Guichet unique des aides au logement puisse émettre un accord de principe. Suite à cet accord de principe, le client se rend à son établissement de crédit pour obtenir l'accord final du prêt et les rénovations pourront être entamées dans les semaines qui suivent.

Les chiffres suivants des conseils gratuits fournis par «myenergy» illustrent l'intérêt parmi la population quant aux nouveaux instruments:

a) Appels téléphoniques sur la «Hotline»: 1.917 unités

- 1.275 appels par des particuliers, dont 947 concernant les aides étatiques:

- 642 par des experts, entreprises et planificateurs, dont 30% concernant les aides étatiques.

b) Conseils sur place: 594 unités

- concernant une rénovation: +/- 500 ménages (+/- quatre ménages par jour);

- concernant une nouvelle construction: +/-100 ménages.

Il convient de noter que les conseils fournis par «myenergy» correspondent à un déroulement standardisé, au cours desquels des informations/explications sur les prêts climatiques (à taux zéro et à taux réduit) sont fournies de façon systématique.

Depuis le 1er janvier 2017, quelque 1.000 ménages ayant l'intention de rénover leur logement ont pu profiter d'un conseil gratuit en matière de rénovation énergétique, et donc sur la «Klimabank».

Il s'avère qu'à ce stade, 62 demandes pour une aide financière ont été introduites dans le cadre de la «Klimabank» et que 35 dossiers ont entretemps pu être approuvés.

Concernant le nombre des certificats LENOZ émis depuis son introduction et le coût de l'élaboration, il convient de noter que pour la nouvelle construction, les jalons de durabilité sont adaptés tout au long de la phase de planification et d'exécution d'un logement. Le certificat LENOZ en tant que tel est conçu comme le bilan final de la procédure d'élaboration et de mise en œuvre d'un projet. Or, l'honorable Député comprendra qu'un chantier qui aurait même été entamé au jour de l'entrée en vigueur de la loi le 1er janvier 2017 n'aurait pas pu être clôturé à ce jour. De ce fait, aucun dossier n'a encore été introduit. Ainsi, je propose à l'honorable Député de revenir à ce point lors d'une réunion de la Commission parlementaire du Logement au début de l'année 2018.

En ce qui concerne les frais de conception de la certification par des spécialistes externes, un total de 420.000 euros a été dépensé depuis 2011, et une somme d'environ 90.000 euros reste engagée pour des dépenses qui restent à être facturées.

Q2

Question 3123 (10.07.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **fermeture annoncée du restaurant à la gare de Luxembourg-ville:**

D'après des informations parues dans la presse, le restaurant actuellement hébergé à l'entrée de la gare de Luxembourg-ville devrait fermer ses portes à la fin de l'année. En effet, le contrat de bail commercial pour l'exploitation du local ne serait pas renouvelé par le gérant des surfaces commerciales à la gare et ce dernier aurait lancé un appel d'offres européen pour la reprise de l'activité avec un nouveau type de restauration.

La fermeture du restaurant signifierait pourtant la perte de 24 emplois dans une entreprise familiale implantée depuis quarante ans à la gare et en même temps la disparition d'une restauration à prix abordable qui ne s'adresse pas qu'aux voyageurs de passage à la gare mais également aux résidents du quartier ainsi qu'aux nombreux salariés qui y passent leur pause déjeuner.

Étant donné que le capital de l'entreprise gérante des surfaces commerciales à la gare de Luxembourg-ville est détenu à 99,67% par la SNCFL et que cette dernière appartient à 94% à l'État luxembourgeois, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer la fermeture annoncée du restaurant à la gare de Luxembourg-ville?

2) Peut-il me fournir des explications quant à la décision du gérant des surfaces commerciales de ne pas renouveler le bail avec l'exploitant actuel du restaurant?

3) Monsieur le Ministre peut-il expliquer pourquoi le gérant des surfaces commerciales entend lancer un appel d'offres européen pour la reprise de l'activité même si une telle démarche n'est pas obligatoire dans le cas de figure en question?

4) Les usagers des infrastructures à la gare et les clients du restaurant seront-ils consultés sur leurs besoins et souhaits en matière de restauration à la gare avant qu'un nouvel exploitant du restaurant ne soit désigné?

5) Vu les rapports de propriété. Monsieur le Ministre, entend-il intervenir et si oui, quelle serait sa prise position?

Réponse (06.10.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il est confirmé que le restaurant de la gare de Luxembourg sera complètement fermé pendant la période du 1er janvier au 1er juillet 2018.

Selon toutes prévisions, la partie du restaurant formant l'espace «take away» côté hall de la gare sera mise en service à partir du 1er juillet tandis que l'autre partie du restaurant «type brasserie» sera ouverte le 1er novembre 2018.

Des travaux pour une rénovation complète des locaux de commerce dans la gare et notamment du restaurant s'imposent vu leur vétusté ainsi que pour les mettre en conformité avec les réglementations en vigueur.

Dans ce cadre, des réflexions ont été menées ensemble avec le Département des transports sur le type de commerce à implanter dans la gare en fonction des nouveaux flux à envisager, notamment lors de l'arrivée du tram.

Elles ont abouti à la conclusion d'exploiter à cet endroit de la gare une restauration type brasserie avec service à table, au lieu d'une restauration orientée plus vers «self-service» comme à l'heure actuelle.

C'est en ce sens qu'un concept a été développé par les CFL et il s'agit de trouver maintenant le concessionnaire qui réponde au mieux à la demande.

Dans l'intérêt de susciter une diversité des offres et de permettre à chacun d'avoir accès à ce marché, il a été décidé de procéder à la recherche d'un concessionnaire par voie de mise en concurrence.

Ainsi, le contrat de concession avec l'actuel exploitant a été résilié à échéance en bonne et due forme tout en informant ce dernier qu'il pourra participer à cette soumission.

La directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession est actuellement en cours de transposition en droit national.

Dans l'attente de la transposition, restent néanmoins applicables les grands principes du droit européen de mise en concurrence, de transparence, d'égalité et de non-discrimination. Il s'agit d'une jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne.

Les CFL ont développé le concept avec l'assistance de spécialistes en matière de commercialisation et de restauration dans les gares, en tenant compte des diverses doléances et desiderata émis par les usagers des infrastructures en gare de Luxembourg et les clients du restaurant tout au long de la période durant laquelle l'actuelle concession était en place.

Dans le cadre de cette assistance, au cours de laquelle les CFL ont notamment procédé à une analyse des flux de passage en gare, une question ouverte a été posée à plus de 1.500 personnes, en l'occurrence: «Quels sont les commerces que vous souhaiteriez voir dans une gare comme celle-ci?»

Il est ressorti de ce sondage que plus d'un quart des attentes concernent des enseignes d'alimentation avec une demande plus spécifique pour, d'une part, l'alimentation de bistrot et, d'autre part, l'alimentation bio et végétarienne.

Afin de garantir la pérennité de la future concession, les CFL procéderont périodiquement à des enquêtes de satisfaction auprès des clients du restaurant dans le cadre de sa nouvelle exploitation.

Question 3125 (11.07.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **terrain pour la construction d'un centre de données:**

Fir vill Gespréich, och op de soziale Medien, suergt déi geplangten Implantatioun vu Google mat sengem Serverzentrum zu Lëtzebuerg, deen 1.000.000 Quadratmeter op 25 Hektar soll ëmfaassen. Deen ausgesichte Standuert wier a privater Hand an de Proprietaire wéilt am Ament net verkafen. Duerfir wëll ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Sicht de Stat fir all Betrib, dee sech wëllt zu Lëtzebuerg néierloossen, en Terrain?

2. Oder muss de Stat deen Terrain kafen, fir datt Google op Lëtzebuerg kënnt?

3. Wéi ass deen envisagéierten Terrain klasséiert (Zone verte oder...)?

4. Wann den Terrain als Zone verte klasséiert ass: Ass et nohalteg, an esou enger Zon esou e grousse Bau opzeriichten? A wéi verdréit sech déi „liberal" Haltung mat där, déi soss vun Ärer Regierung un den Dag geluecht gëtt a wou zum Beispill Bierger net emol en Trach däerfen an der Zone verte hisetze fir Drénkwaasser fir hir Schof? Domat, datt „privat Gäertnerei" an der Zone verte verbuede gëtt? Datt ee Méint muss waarden, fir eng Autorisatioun ze kréien, fir an der Gréngzon e Rass an enger Fassad ze flécken? Datt e Cafetier e Betrib muss zoumaachen (a 50.000 Euro Strof an dräi Méint Prisong kritt) wéinst enger Veranda bei engem Bistro an esou enger Zone verte?

Réponse (06.10.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Den honorablen Deputéierte berifft sech a senger Fro vum 11. Juli 2017 op „Gespréich, och op de soziale Medien" a freet, ob d'Regierung all Betrib, deen zu Lëtzebuerg investéiere wëllt, d'selwecht behandelt. Déi Fro kann d'Regierung däitlech a formell mat „Jo" beäntweren.

D'Regierung ass beméit, d'Wirtschaft zu Lëtzebuerg weider ze diversifizéieren an de Wuelstand a gläichzäiteg d'Liewensqualitéit ze erhalen. De Prozess vun der ekonomescher Entwécklung geschitt am Respekt vum legale Kader, de Prozeduren a Regelen, déi virgesi sinn. Et gëtt dobäi keen Ënnerscheed gemaach.

Question 3134 (13.07.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **mésaffectation de logements à des fins professionnelles:**

Pour lutter contre la pratique de la mésaffectation de logements à des fins professionnelles, le législateur avait procédé, en 2015, à la modification de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation. Depuis lors, seules les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 sur l'aménagement communal et le développement urbain sont applicables en matière de changement d'affectation d'une construction.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Deux ans après l'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2015 susmentionnée, Monsieur le Ministre peut-il dresser un premier bilan sur la manière dont les communes s'engagent contre la pratique de mésaffectation des immeubles d'habitation?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques sur le nombre de conversions non autorisées d'immeubles réservés à l'habitation ainsi que sur le nombre d'immeubles réaffectés à leur destination initiale depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données renseignant sur le nombre de services publics ayant quitté leurs bureaux installés dans des immeubles initialement destinés à l'habitation, suite à l'abolition de l'exception légale dont ils bénéficiaient en vertu de l'ancien article 27, paragraphe (1), deuxième alinéa de la loi sur le bail à loyer?

- Combien de communes ont adopté un règlement communal en vertu du nouvel article 27 de la loi modifiée sur le bail à loyer, obligeant les propriétaires à déclarer les logements non occupés?

Réponse commune (09.10.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 sur l'aménagement communal et le développement urbain dispose notamment que tout changement du mode d'affectation est soumis à l'autorisation du bourgmestre sur l'ensemble du territoire communal. Comme l'autorisation de construire est une prérogative du seul bourgmestre relevant de son pouvoir de police des bâtisses, le Gouvernement ne dispose d'aucune information sur la manière dont les communes s'engagent contre la pratique de mésaffectation des immeubles d'habitation.

Aussi, le Gouvernement ne dispose pas de données statistiques sur le nombre de conversions non autorisées d'immeubles réservés à l'habitation, ni d'ailleurs sur le nombre d'immeubles réaffectés à leur destination initiale.

En ce qui concerne le service public, il y a lieu de constater que parmi les immeubles loués actuellement par l'État, et suivant les 17 nouveaux plans d'aménagement généraux en vigueur et publiés sur le site Internet geoportail.lu, une seule location de l'État se trouve sur un terrain classé en zone d'habitation. Il s'agit en plus d'un dépôt et ce terrain sera sans doute revalorisé dans un futur proche par le propriétaire. Depuis une vingtaine d'années, l'État, par le biais de la Commission des loyers rattachée au Ministère des Finances, met en œuvre une politique visant à abandonner des adresses inappropriées pour l'usage de bureaux. Ainsi, une douzaine de sites ont été abandonnés au cours des dernières années.

L'article 27 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation dispose que le conseil communal peut, par règlement communal, obliger les propriétaires des immeubles et parties d'immeubles non occupés destinés à servir de logement sis sur le territoire de la commune à les déclarer à l'administration communale dans le délai fixé par ledit conseil. Comme ce règlement communal n'est pas soumis à approbation ministérielle, le Gouvernement ne dispose pas de statistiques sur le nombre de communes ayant adopté un tel règlement.

Question 3143 (18.07.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation des surfaces agricoles:**

De Buedem ass dem Bauer säi wichtegste Produktiounsfaktor. Duerch d'Urbaniséierung an aner Moossname geet ëmmer méi Land verluer, soudass den Drock op de Bauer ëmmer méi grouss gëtt. Bei den Assises agricoles hat d'Regierung ënner anerem festgehalen, de Landverbrauch ze bremsen.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister, der Madamm Minister fir Ëmwelt an dem Nohaltegkeetsminister dës Froe stellen:

- Wéi vill Hektar landwirtschaftlech Flächen huet de Ministère du Développement durable et des Infrastructures an dëser Legislaturperiod bis elo kaaft?

- Wéini sinn dës Terraine kaaft ginn?

- Wou befanne sech dës Flächen?

- Wéi vill Prozent vun den akaafte Fläche leien an enger Schutzzon?

- A wéi enge Schutzzone leien dës Terrainen?

- No wéi enge Kritäre ginn dës Flächen erausgesicht?

- Zu wéi engem Zweck sinn dës Fläche kaaft ginn?

Verschidde vun dëse Fläche gi verpacht. An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Regierung stellen:

- No wéi enge Kritäre gëtt de Pächter fir dës Flächen erausgesicht?

- Kréie prioritär Jongbaueren oder Baueren aus der direkter Emgéigend vun dëse Flächen den Zouschlag?

- Wéi gëtt Transparenz garantéiert, soudass all Interessent sech kann als Pächter mellen?

- Wéi héich sinn d'Pachtpräisser?

- Gëtt et een eenheetleche Präis am Land? Wann neen - firwat net?

- Gi vun der Säit vum Ministère du Développement durable et des Infrastructures Contrainten an de Pachtvertrag gesat? Wa jo, wéi eng?

- Kënnen déi Flächen, déi net an enger Schutzzon leien, weiderhi genotzt gi wéi bis elo - an dëst am Sënn vun den Assises agricoles - oder mussen/sollen déi och a spezielle Programmer matmaachen?

Réponse commune (09.10.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

D'Regierung keeft an der Regel Terrainen, fir bestëmmt Bauprojeten ze realiséieren, fir ökologesch wäertvoll Flächen ze sécheren an ze erhalen oder als Réserve foncière, fir bei Bedarf iwwer Tauschméiglechkeeten ze disposéieren. D'Regierung keeft keen Terrain, fir domat ze spekuléieren.

De Kaf gëtt ofgewéckelt iwwert d'Servicer vum Finanzministère: verschidde Comités d'acquisition an d'Administration de l'enregistrement. A besonnesche Fäll kann och den Office national du remembrement Terrain kafen. Et ass also net esou, datt all Ministère eenzel fir seng Besoine géif Land kafe goen.

D'Donnéeën zu den Acquisitioune ginn an enger zentraler Datebank am Finanzministère verwalt. Dës beinhalt déi Informatiounen, déi an den Akten drastinn. Et ass dofir schwiereg, eng Analys no de Sichkritäre vun der honorabeler Deputéiert ze maachen.

An de Joren 2011 bis 2017 huet de Stat fir insgesamt 590 ha u landwirtschaftleche Fläche kaaft, fir ëffentlech Projeten ze realiséieren. An der Period 2014 bis 2017 waren et der 320 ha, an der Period 2011 bis 2013 waren et der 270 ha.

Déi Terrainen, déi net direkt fir e speziellen Zweck gebraucht ginn, kënnen, souwäit dëst méiglech ass, weiderhi landwirtschaftlech genotzt ginn. Am Prinzip kann dee Bauer, deen d'Land bis dato genotzt huet, den Terrain weider notzen, bis e vun der Regierung am ëffentlechen Interessi gebraucht gëtt.

Wann e Bauer net wëllt virufueren, esou dauert et an der Regel net laang, bis sech nei Interessenten am Finanzministère mellen, fir den Terrain iwwerhuelen ze kënnen.

Wat d'Pachtpräisser ugeet, esou applizéiert de Stat an der Regel en Tariff vun zwee an en hallwen Euro pro Ar a pro Joer.

Op gréisseren a wirtschaftlech besonnesch interessanten ökologesche Kompensatiounsterrainen, wéi zum Beispill op der Naasswiss „Belgrad" zu Fréiseng, wäert den Émweltdepartement an Zukunft en ëffentlechen „appel aux candidatures" lancéieren, fir deen am beschte gëeegente Bauerebetrib auszewielen.

Op esou Fläche muss eng ökologesch sënnvoll Agrarnotzung ëmgesat ginn, fir datt d'Ziler vum Naturschutz erreecht an déi negativ Auswierkunge vum Wuesstem ausgeglach ginn. De Kader fir d'Notzung gëtt an deem Fall iwwer e Kontrakt geregelt.

Et weist sech och, datt eng extensiv Landwirtschaft, déi iwwer e Kontrakt tëschent dem Bauer an dem Stat geregelt ass, net nëmmen ökologesch Virdeeler fir d'Allgemengheet bréngt, mä och e substanzielle Benefiss fir de Bauer. Deementspriechend grouss ass och den Interessi bei de Baueren aus der Regioun, fir esou eng Fläch kënnen extensiv ze bewirtschaften.

Fir de Fall, datt esou en Terrain an enger deklaréierter Waasser- oder Naturschutzzon leie géif, gëlle selbstverständlech d'Bestëmmunge vum jeeweilege Règlement grand-ducal, mat sengen eventuellen Implikatiounen op d'landwirtschaftlech Cross Compliance. Dëst ass allerdéngs komplett onofhängeg vum Proprietaire vum Terrain a gëllt sougutt fir de staatleche wéi fir all privaten Terrain.

Ganz generell kann ee soen, datt all Bauerebetrib, dee gréisser Flächen an enger Schutzzon leien huet, gutt berode wär, sech vun engem Spezialist déi ökonomesch Optioune vun enger Extensivéierung ausrechnen ze loossen, fir all seng Méiglechkeeten ze kennen, ier en neien Investissement gemaach gëtt.

Esou eng ökonomesch Berodung op Niveau vum gesamte Betrib gëtt vun der Regierung ënnerstëtzt a gefërdert. Am Fall vu Waasserschutzzone kann esou eng Berodung, déi méi wäit geet wéi nëmmen iwwert déi aktuell landwirtschaftlech Praxis, och vum Waasserliwwerant iwwerholl ginn.

Question 3144 (19.07.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **besoins en personnel de l'éducation nationale:**

Les besoins en personnel de l'éducation nationale vont en croissant en raison de l'évolution progressive de la population. Il va sans dire qu'un nombre élevé d'enseignants est requis pour répondre aux exigences pédagogiques les plus diverses. Un certain nombre de jeunes se lancent dans des études supérieures et universitaires sans bien connaître l'évolution future du nombre d'enseignants demandés dans les différentes branches, c'est-à-dire les perspectives effectives de recrutement. Or, à mon avis, il s'avère utile de faire le point de temps à autre afin d'informer sur l'état des lieux en personnels et sur les recrutements envisagés à l'avenir.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter les différents profils professionnels qui sont requis au niveau des différents ordres d'enseignement?

2) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des personnels enseignants par catégorie de personnel depuis 2010?

3) Monsieur le Ministre est-il en mesure de présenter les demandes en personnel enseignant d'ici 2020 en distinguant selon les disciplines et les ordres d'enseignement?

Réponse (09.10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse***:**

ad 1) L'enseignement fondamental ainsi que l'enseignement secondaire sont en principe assurés par des enseignants-fonctionnaires. Le recrutement se fait par voie de concours, organisés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Outre les conditions générales pour être admis dans une carrière de fonctionnaire auprès de l'État, les candidats doivent suffire à des conditions d'études qui diffèrent selon la carrière briguée.

Les candidats à la fonction d'instituteur doivent être détenteurs d'un des diplômes suivants:

- bachelor professionnel en sciences de l'éducation délivré par l'Université du Luxembourg;

- diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur, conforme aux dispositions des directives CE relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

- diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur, délivré par une institution située dans un pays qui n'est pas membre de l'Union européenne et reconnu par le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Les candidat(e)s aux fonctions:

- de professeur (groupe de traitement A1) doivent se prévaloir d'un diplôme de bachelor et d'un diplôme de master;

- de professeur d'enseignement technique (groupe de traitement A2) doivent se prévaloir d'un diplôme de bachelor;

- de maître d'enseignement (groupe de traitement B1) doivent être détenteurs du brevet de maîtrise ou d'un brevet de technicien supérieur.

Les conditions d'admissibilité aux examens-concours pour l'admission au stage pédagogique pour les lycées sont adaptées aux processus de Bologne (bachelor et master). Toutefois les candidats ayant acquis les diplômes, grades et certificats avant l'entrée en vigueur du processus de Bologne (Magister, maîtrise, 2e licence, etc.) continuent à être admissibles aux examens-concours de recrutement.

Au moins un des diplômes, celui de bachelor ou celui de master, requis pour la fonction de professeur, doit être en lien avec la spécialité enseignée. Le diplôme de master préparant à la fonction d'enseignant de l'enseignement secondaire est également accepté (Lehramt, Master in Secondary Education...).

ad 2) Les tableaux ci-dessous retracent l'évolution des personnels enseignants: les chiffres se rapportent au mois de mai des années respectives.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Le tableau ci-dessous renseigne les besoins en personnel enseignant pour l'enseignement fondamental.

2018	2019	2020
291 postes	256 postes	232 postes

Pour l'enseignement secondaire, le rapport de planification est actuellement soumis à une révision quant à la méthodologie appliquée pour déterminer les besoins en personnel. Je ne manquerai pas d'en présenter les conclusions dès que je disposerai des informations requises par l'honorable Député.

Question 3152 (20.07.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **sécurité routière:**

Op de meeschte Plazen hei am Land ginn Auto-, Camion- a Motorradchaufferen duerch d'Uertsschëld drop opmierksam gemaach, dass se an eng Uertschaft erafueren an deementspriechend hir Vitesse unzepassen hunn. Fir déi verschidde Chauffere besser op dës Situatioun opmierksam ze maachen, kéint een een Deel vum Stroossebelag virun engem Uertsantrëtt faarflech esou ëmgestalten, soudass ee kloer visuell gesäit, dass een an een Duerf erafiert. Esou ee System kéint een am ganze Land eenheetlech aféieren a regelen (op Chemins repris an Nationalstroossen) mam Zil vun enger besserer Visibilitéit a Verkéierssécherheet.

An deem Kontext wollt ech dem Nohaltegkeetsminister folgend Froe stellen:

- Wat hält den Här Minister vun esou enger Iddi?

- Wéi kéint esou eng faarflech Ëmgestaltung ausgesinn?

Réponse (25.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

An dësem Kontext ass ervirzehiewen, datt déi generell Limitatioun fir déi maximal erlaabte Vitesse an enger Uertschaft 50 km/h ass, laut dem Artikel 139 vum Code de la route, an déi Limitatioun gëllt ab dem Uertschaftsschëld, dat am Prinzip ni méi ewéi 100 Meter ewech vum éischten Haus oder Grupp vun Haiser steet. D'Uertschaftsschëld (Signal E,9a) weist den Ufank vun der Uertschaft un an och den Ufank vun der Vitesselimitatioun, esou wéi se am Artikel 139 festgeluecht ass. Dëse System, deen am Ausland iwwregens net üüblech ass, dréit dozou bäi, datt de Chauffer den Ufank vun enger Uertschaft besser erkennt a seng Vitesse deementspriechend upassen a respektéiere kann.

Dëst si generell Regelen aus dem Code de la route, déi jidder Automobilist mat engem gültege Führerschäin an der Fahrschoul geléiert huet. D'Uertschaftsschëlter si gutt erkenntlech an d'Sichtfelder gi vu Ponts et Chaussées fräigehalen. Des Weideren ass als Rappell zu der allgemenger Regel op all Uertschaftsschëld déi gülteg Vitesselimitatioun, i. e. 50 Kilometer pro Stonn, duerch de Panneau C,14 widderholl, ausser d'Gemengereglement géif eppes anescht virgesinn, ewéi zum Beispill 70 Kilometer pro Stonn (entrée en ville).

De Guide vun de Permissions de voirie gesäit elo schonns Ar Iddi vir, datt bei verschiddenen oniwwersiichtlechen „entrées en localité" en zousätzleche Marquage ka gemaach ginn. Dëse Marquage soll d'Automobilisten derzou incitéieren, d'Vitesse ze reduzéieren, ier si d'Uertschaftsschëld erreechen. Eng weider Méiglechkeet ass et, duerch konstruktiv Änneruna mat enger eventueller zousätzlecher Beplanzung e Portal ze schafen. Dës Moossnam gëtt am Kader vu Redressementer vun Nationalstroossen am Fall vun iwwerdriwwener Vitesse virgesinn (zum Beispill um CR125 zu Blaaschent). Faarflech Markéierunge vum Stroosseraum ginn an der Regel agesat, fir eng Zon mat verkéiersberouegtem Trafic unzekënnegen. Esou weisen Zebrasträifen, déi mat rouder Faarf ënnerluecht sinn, landeswäit d'Entrée an eng 30er-Zon un. Giele Stroossebelag dogéint weist op en Tronçon vu Statsstroossen hin, wou d'Vitesselimitatioun 30 km/h ass.

Beim Asaz vun dësen optesche Markéierungen ass et awer wichteg, datt si punktuell agesat ginn, fir den Usager dorop hinzeweisen, datt elo eppes kënnt wou hie muss gutt oppassen. Beim flächendeckenden Asaz vun dëse Markéierungen ass d'Gefor grouss, datt den Usager se net méi als speziell Situatioun ugesäit an esou de gewënschten Effekt verluer geet.

All dës Moossnamen hëllefen awer ëmmer nëmme bedéngt, an nieft enger adequater Formatioun vun de Fahrschüler am Centre zu Kolmer, droe leider nëmme regelméisseg Vitessekontrolle vun der Police derzou bäi, datt d'Automobilisten hir Vitesse situatiounsbedéngt (innerorts zu ausserorts) upassen.

Question 3155 (24.07.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**implantation de Google au Luxembourg:**

L'implantation au Luxembourg d'un centre de données exploité par Google n'est toujours pas chose faite. Après un premier échec, une solution de rechange semble exister: un deuxième site aurait en effet pu être identifié à Bissen, au nord de la zone d'activités «Klengbousbierg». Or, certains points demandent des clarifications.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- À en croire la presse, il manquerait toujours l'accord de trois propriétaires en indivision pour ce deuxième site. L'acquisition des terrains détenus par les propriétaires précités est-elle indispensable pour la réalisation dudit projet?

- Le Gouvernement envisagerait-il éventuellement l'acquisition des terrains en question en lieu et place de l'investisseur? L'investisseur aurait-il dans ce cas fait des promesses, pris des engagements voire offert une contrepartie à l'État? Lesquels?

- L'acquisition d'une partie voire de tous les terrains par l'État aurait-elle déjà été actée? Dans l'affirmative, quel est le prix payé par l'État et sous quelles conditions (suspensive et autre) cette vente a-t-elle eu lieu? Que deviendront ces terrains en cas de désistement de l'investisseur?

- Les ministres peuvent-ils confirmer que le site en question se trouve en zone verte? Dans l'affirmative, une évaluation des incidences environnementales est-elle requise? Dans l'affirmative, celle-ci a-t-elle déjà été commanditée?

- Les ministres peuvent-ils m'informer s'il est pratique courante que l'Office national du remembrement s'occupe des pourparlers avec les propriétaires de terrain en lieu et place d'un investisseur?

Réponse commune (06.10.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Au vu du caractère stratégique que pourrait représenter un investissement majeur dans le secteur des TIC, le Gouvernement s'engage autant que possible pour créer un cadre attractif pour un tel investissement.

Au stade actuel des discussions autour d'un possible projet, le Gouvernement n'est pas en mesure de fournir plus de détails.

En tout état de cause, avant de pouvoir réaliser un quelconque investissement et d'implanter une activité économique sur les terrains en question, toutes les procédures légales et réglementaires en matière de reclassement et d'analyse environnementale devront être poursuivies.

Question 3160 (25.07.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **cybercriminalité:**

Selon une étude publiée par le «Digitalverband Bitkom e. V.», qui représente plus de 2.400 entreprises issues du secteur du digital en Allemagne, la cybercriminalité sous toutes ses formes a entraîné des dommages de plus de 55 milliards d'euros pour l'économie allemande. De plus, 53% des entreprises ont déjà été victimes d'une cyberattaque.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement a-t-il également commandité une telle étude sur la cybercriminalité et, le cas échéant, quels sont les résultats respectivement les conclusions que le Gouvernement entend en tirer?

Réponse commune (19.09.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le «Digitalverband Bitkom e. V.» est une fédération d'entreprises du domaine des technologies de l'information en Allemagne. L'étude réalisée pour la deuxième fois depuis 2015 et à laquelle les honorables Députés font référence dans la question parlementaire se base sur une enquête menée auprès de 1.069 personnes qui sont soit les dirigeants soit les responsables de la sécurité de l'information d'entreprises qui comptent au moins dix employés. D'après nos informations, il n'existe pas d'enquête similaire qui ait été menée au Luxembourg.

Depuis 2003, le Ministère de l'Économie a répondu aux besoins des entreprises en ce qui concerne les risques liés aux technologies de l'information par le biais de Cases.lu à trois niveaux:

- en matière de prévention, d'information et de formation aux bonnes pratiques;

- en matière d'analyse et de gestion des risques;

- en matière d'analyse de la menace, de réaction et de réponse sur incident.

Les différents moyens relatifs à la sécurité informatique, dont Cases.lu, ont été regroupés au sein de l'initiative Securitymadein.lu depuis 2010. Depuis sa création, les équipes de Securitymadein.lu ont été en contact avec environ 6.000 entreprises au Luxembourg. Le plus grand nombre de ces contacts concerne des situations où un acteur a été victime d'une cyberattaque. Ces contacts se font à travers le département CIRCL[1].

En 2016, plus de 1.200 investigations techniques sur des incidents informatiques ont été conduites par CIRCL. Un accroissement continu des incidents est constaté depuis 2010. Les catégories majeures sont:

- la cybercriminalité (objectif financier): 50%;

- le cyberespionnage (objectif informationnel): 40%;

- le cyberactivisme (objectif ludique/idéologique): 10%.

Une grande proportion des 40 plus grandes entreprises au Luxembourg ont profité des services de réponse sur incidents de CIRCL et des partenariats forts ont pu être établis, tant au niveau national qu'international.

En ce qui concerne les activités de Cases.lu, en charge de la promotion de la sécurité de l'information organisationnelle et comportementale auprès des organismes privés comme publics, l'année 2016 a battu tous les records, que ce soit dans le secteur public ou dans le secteur privé. 40 diagnostics Cases et 15 analyses de risques ont été établis, 27 experts en sécurité ont été formés à l'utilisation de MONARC[2], un outil d'analyse de risques qui fait profiter les entreprises qui l'utilisent des expériences acquises par d'autres. Il faut compter dans les grands succès de 2016, l'export de MONARC au sein du Gouvernement belge ainsi que l'adoption de MONARC comme outil de gouvernance par le groupe POST, tout comme par l'IGSS et ses sept instituts de sécurité sociale.

La sensibilisation et la formation ont aussi beaucoup évolué en 2016, en particulier vu les partenariats avec l'École supérieure du travail et le «House of Training». 44 séances de formations ont ainsi été organisées par l'équipe Cases.

Suite à l'informatisation et la digitalisation de notre société, le moment est venu pour avancer et regrouper en un centre de compétences en cybersécurité, appelé le C3, l'ensemble des expériences, c'est-à-dire d'informations opérationnelles et de connaissances sur les menaces, les vulnérabilités et l'efficacité des mesures de protection, acquises par le Ministère de l'Économie et Securitymadein.lu et de les mettre à profit de toute l'économie. Cette nouvelle «intelligence» constitue la base du C3 qui sera mis sur pied par Securitymadein.lu en étroite collaboration avec des partenaires clés. Le C3, qui sera inauguré en octobre 2017, offrira trois catégories de services:

- le «threat intel» - l'élaboration de rapports et informations nécessaires à la bonne gouvernance de la sécurité;

- la formation - le centre sera doté d'un simulateur de scénarios d'attaques, permettant des entraînements opérationnels réalistes;

- le contrôle ou «testing» de nouvelles technologies ou services sécuritaires, provenant notamment de start-ups, qui sera également effectué grâce au simulateur de scénarios d'attaques.

[1] https://www.circl.lu/mission/

[2] Method for the Optimization of Risk Analysis Cases

Q4

Question 3161 (25.07.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **logements utilisés en tant que bureaux:**

Au cours des dernières décennies, des centaines de logements privés ont été transformés en bureaux pour toutes sortes de services publics et privés partout dans le pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le nombre de logements privés respectivement de maisons loués par l'État au profit de ses administrations et ceci par commune?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir un tableau détaillé de ces bureaux par m² de surface habitable et par commune?

Réponse (04.10.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la question des honorables Députés, il y a lieu de constater que parmi les immeubles loués actuellement par l'État, et suivant les 17 nouveaux plans d'aménagement généraux en vigueur et publiés sur le site Internet geoportail.lu, une seule location de l'État se trouve sur un terrain classé en zone d'habitation. Il s'agit en l'occurrence d'un dépôt et ce terrain sera sans doute revalorisé dans un futur proche par le propriétaire.

Depuis une vingtaine d'années, l'État, par le biais de la Commission des loyers rattachée au Ministère des Finances, met en œuvre une politique visant à abandonner des adresses inappropriées pour l'usage de bureaux. Ainsi, une douzaine de sites ont été abandonnés au cours des dernières années.

Question 3171 (28.07.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **photovoltaïque:**

Le règlement grand-ducal du 20 avril 2009 prévoit un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables. De plus, un règlement grand-ducal du 24 avril 2017 précise qu'«afin de pouvoir bénéficier de la rémunération prévue au présent article, le producteur d'énergie doit revêtir la forme juridique d'une société coopérative ou d'une société civile qui sont composées d'au moins sept personnes qui sont des personnes physiques, des associations sans but lucratif ou des fondations».

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de chiffrer la capacité de production des panneaux photovoltaïques nouvellement installés ces dix dernières années?

- Est-ce qu'il y a eu des perturbations dans le réseau électrique à cause de ces panneaux photovoltaïques?

- Quel est le nombre de sociétés coopératives nouvellement créées depuis la date d'application du règlement grand-ducal de 2017? Quel en est le potentiel d'énergie? Pourquoi les communes ne sont-elles pas couvertes par le règlement du 24 avril 2017?

- Est-ce que les panneaux doivent obligatoirement être installés sur des toits pour que les sociétés en question puissent bénéficier des rémunérations prévues?

- Dans la négative, n'est-il pas possible de les installer dans des champs respectivement à côté des autoroutes ou des lignes de chemin de fer?

- Quelles autres mesures le Gouvernement entend-il prendre afin de durablement soutenir la production d'énergie à partir de panneaux photovoltaïques?

- Messieurs les Ministres comptent-ils faire construire les nouveaux bâtiments publics de manière à ce que des panneaux photovoltaïques puissent y être installés par la suite?

- Est-il envisagé de faire une étude de tous les bâtiments publics pour tester la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques sur leurs toits?

Réponse commune (03.10.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La capacité de production nouvellement installée pendant les dix dernières années a augmenté entre 2007 et 2016 de 98 MW en passant de 23,9 MW à 121,9 MW.

Le tableau ci-dessous renseigne sur l'évolution: *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).*

Des perturbations dues à des installations photovoltaïques ne sont pas connues. Aucun gestionnaire de réseau luxembourgeois ne fait état de problèmes. Avant chaque raccordement d'une installation photovoltaïque, son impact sur le réseau de distribution électrique est simulé pour exclure des perturbations potentielles. S'il s'avère qu'une installation ne peut pas être raccordée au réseau existant, le gestionnaire de réseau propose un point de raccordement plus approprié, p. ex. à un niveau de tension supérieur. En plus, il n'y a pas encore eu de perturbations au réseau public dû à un mauvais fonctionnement d'une installation photovoltaïque du fait que ces installations doivent être équipées d'une protection réseau afin d'éviter toute perturbation sur le réseau public en cas de défaut sur l'installation de production elle-même.

Les gestionnaires de réseau ont enregistré 27 demandes de raccordement pour des installations photovoltaïques collectives d'une puissance supérieure à 30 kW depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal cité par les honorables au 15 mai 2017, et jusqu'à la fin août de cette année.

La disposition de ce règlement grand-ducal concernant les sociétés coopératives et civiles a été décidée conformément au programme gouvernemental: «Afin de soutenir la production d'énergies renouvelables et de mobiliser les capacités d'investissements citoyens, le Gouvernement entend soutenir activement les coopératives de production d'énergie au niveau communal et régional.» Le Gouvernement essaie ainsi d'impliquer les citoyens dans la transition énergétique; les communes pourront jouer un rôle actif en mettant à disposition des coopératives les toitures de bâtiments communaux pour l'installation de centrales photovoltaïques.

En ce qui concerne les surfaces visées pour l'installation des centrales photovoltaïques pouvant bénéficier des rémunérations, le règlement grand-ducal définit le terme de «surface imperméable», qui englobe l'enveloppe extérieure d'un bâtiment (toiture et façade), des surfaces de stationnement imperméables ou des surfaces de circulation imperméables.

Le rendement de panneaux photovoltaïques installés le long des autoroutes ou des lignes de chemin de fer dépend largement de l'orientation du tracé de l'infrastructure de transport. Ainsi, un tracé dans la direction nord-sud ne donne guère de rendement, comme il n'est pas possible d'utiliser le rayonnement solaire autour des heures de midi donnant une production maximale d'énergie. Cet élément élimine donc un bon nombre de tronçons le long des autoroutes ou des lignes ferroviaires.

Sur les tronçons à plages horaires utilisables, d'autres problèmes se posent.

D'une façon générale, l'emprise au sol d'une infrastructure de transport est aussi petite que possible en vue de minimiser la consommation de surfaces. Ainsi, le long des lignes de chemin de fer, l'emprise au sol ne dépasse pas celle nécessaire pour l'exploitation du réseau ferré. L'angle de talus le long des autoroutes va souvent à l'encontre d'une disposition optimale des panneaux photovoltaïques inclinés de 30°, vu l'espace réduit.

La statique des murs antibruit, la présence de réseaux de distribution ou encore l'accessibilité pour effectuer la maintenance ou l'entretien des infrastructures de transport constituent d'autres obstacles à une installation de panneaux photovoltaïques. En outre, dans le cas d'une ligne ferroviaire, l'accessibilité pour les services de secours devra être garantie en cas d'un incident ou d'un accident. De plus, les particules de cuivre abrasées du fil de contact (caténaire) qui surgissent lors du passage du pantographe des trains risquent de détériorer les panneaux photovoltaïques ou de diminuer leur rendement énergétique.

Finalement, il faudra également tenir compte de l'effet des plantations le long des infrastructures de transport, dont l'ombre peut avoir pour effet que le rayonnement solaire nécessaire au fonctionnement des panneaux photovoltaïques est empêché.

Pour ce qui est de mesures supplémentaires pour soutenir durablement la production d'énergie à partir d'installations photovoltaïques, le Gouvernement prévoit de lancer dans un futur proche une procédure de mise en concurrence nationale moyennant un appel d'offres pour des installations photovoltaïques de taille.

En outre, en date du 2 décembre 2016, un projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur 15 bâtiments étatiques existants a été présenté par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Le coût de ces installations sera à charge du Fonds climat et énergie. Ces investissements représentent des mesures supplémentaires aux installations de panneaux photovoltaïques réalisées lors de l'exécution de nouveaux projets de construction à charge du Fonds d'entretien et de rénovation ou des fonds d'investissements publics.

Tout projet de construction d'un nouveau bâtiment public est systématiquement analysé en vue d'une utilisation optimale des énergies renouvelables les plus adaptées à chaque situation individuelle. Il est prévu d'utiliser 1% du coût de construction d'un nouveau bâtiment pour la promotion des énergies renouvelables.

Si l'installation de panneaux photovoltaïques est le moyen le plus avantageux en ce qui concerne la rentabilité et la réduction de la production de gaz à effet de serre, l'installation de ces derniers est directement effectuée lors de la phase de construction du bâtiment.

Si le budget de 1% est utilisé en totalité par d'autres mesures utilisant des énergies renouvelables, comme par exemple une production de chaleur à base de copeaux de bois, la toiture n'est pas équipée de panneaux photovoltaïques dès le début. Par contre, toutes les mesures nécessaires pour une installation ultérieure sont étudiées et réalisées lors de la construction du bâtiment.

Ainsi, toutes les conditions nécessaires à une installation ultérieure de panneaux photovoltaïques, notamment au niveau de la statique de la toiture, des tableaux ou du câblage électrique, sont respectées et la possibilité d'une installation future est assurée. Si les moyens réservés aux énergies renouvelables ne couvrent que l'installation de panneaux photovoltaïques sur une partie de la toiture disponible, toutes les préparations pour une installation ultérieure sur la totalité des surfaces sont réalisées lors du projet initial.

À l'occasion de la présentation du projet de l'installation de panneaux photovoltaïques sur 15 bâtiments à charge du Fonds climat et énergie, l'Administration des bâtiments publics a analysé et identifié les bâtiments les mieux adaptés à l'installation de panneaux solaires. Étant donné que l'administration possède des connaissances détaillées sur les bâtiments, elle va continuer à analyser prioritairement les immeubles avec un potentiel intéressant pour une production d'électricité.

Question 3174 (28.07.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **conséquences d'une éventuelle implantation de Google au Luxembourg:**

Am Kader vun den Diskussiounen ëm d'Zukunft vu Lëtzebuerg an de stramme Wuesstum wëllt Lëtzebuerg op de qualitative Wuesstum opbauen. An deem Zesummenhang huet den Här Wirtschaftsminister an der Chamber gesot, datt am Virfeld vu gréissere Projeten an Investitiounen an Zukunft ëmmer eng Impaktstudie gemaach géif ginn.

Aktuell gi Verhandlunge gefouert, fir datt déi amerikanesch Firma Google zu Lëtzebuerg ee gréisseren Datenzentrum ka bauen.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1) Ass eng Impaktstudie gemaach ginn oder gëtt se am Ablëck duerchgefouert?

2) Wéi en Impakt hätt d'Implantatioun vun esou engem groussen Datenzentrum op d'Émwelt, op de Landverbrauch, op den Energieverbrauch, op de Waasserverbrauch, op de Verkéier an op de Wunnengsmaart vun der Géigend, wou dësen Datenzentrum soll gebaut ginn?

3) Wéi eng finanziell Hëllefe si vun ëffentlecher Hand geplangt (Stat, Gemeng), z. B. bei den Infrastrukturen oder fir de Kaf vum Terrain, a wat ass hei de Käschtepunkt?

4) Wéi wäit bedeelegt Google sech bei de Käschte fir d'Infrastrukturen an den Terrain?

5) Wéi en Impakt hätt dës Implantatioun op d'Steierrecetten (Kierperschaftssteier, Verméigenssteier an TVA)?

6) Ass an de Verhandlunge Google e Steier-Ruling proposéiert ginn?

Réponse commune (06.10.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

D'Regierung setzt am Kader vun der wirtschaftlecher Entwécklung vum Land als Zil, e qualitative Wuesstum ze schafen. Dëst Zil entsprécht esouwuel dem Regierungsprogramm vum Dezember 2013 ewéi dem breede Kader vun der Strategie „Luxembourg 2020", der Ëmsetzung vun den europäesche Leitlinnen, déi d'Regierung am Kader vum Plan national de réforme (PNR) all Joers à jour setzt.

Den ICT-Secteur ass e besonnesch wichtege Secteur, fir déi wirtschaftlech Diversifizéierung vum Land weiderzedreiwen. Dee Secteur kann de Kritäre vum qualitative Wuesstum entspriechen, well en héich qualifizéiert Aarbechtsplaze schaaft a well en d'Applikatioun vu villen neien Technologien erméiglecht, déi méi Produktivitéit a verschiddene Beräicher mat sech bréngen. Am Kader vun der Rifkin-Strategie ass dowéinst de Fokus op nei ICT-Technologië gesat ginn, déi zesumme mat den erneierbaren Energien an der intelligenter Mobilitéit en Deel vun der drëtter industrieller Revolutioun duerstellen.

Wann am Beräich ICT eng Entreprise envisagéiert, zu Lëtzebuerg ze investéieren, dann ass dat e Projet, dee vu strategescher Wichtegkeet ass. Am Interêt vun enger eventueller Realiséierung vun engem Projet kann d'Regierung keng Detailer ginn iwwer Gespréicher a Planungen, déi net ofgeschloss sinn. Et ass evident, dass de legale Kader respektéiert gëtt.

Question 3175 (28.07.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **chantier du tram:**

Beim Chantier vum Tram fält op, datt do gewalteg Quantitéite vun Eisebëton verschafft ginn. Dobäi gëtt esouwuel bei der Produktioun wéi beim Transport op de Chantier vill CO_2 ausgestouss. Dëst ass och de Fall fir d'Produktioun vum Stol fir d'Schinnen an d'Catenairen (mat de Pottoen).

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1) Ass beim Ausschaffe vun de Pläng vum aktuellen Tracé vum Tram (Tramsschapp, Parcours Luxexpo - gare) berechent ginn, wéi vill CO_2 fir de Bau vun den Infrastrukturen ufält?

2) Wa jo, wéi vill CO_2 muss dofir ausgestouss ginn?

3) Wann neen, kann de Minister matdeelen, wéi vill CO_2 - op Basis vun internationalen Normen - fir dëse Chantier, inklusiv de Gebaier vum Tramsschapp, ausgestouss wäert ginn?

4) Ass den Här Minister bereet, der Chamber d'Berechnungen iwwert den CO_2 bäizeleeën, falls d'Chamber mam Ausbau vum Tramsreseau befaasst gëtt?

Réponse (25.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'on rappelle que le chantier du tramway a débuté en septembre 2015 avec la construction du Centre de remisage et de maintenance (CRM), puis en février 2016 avec la construction du premier tronçon entre le Circuit de la Foire internationale au Kirchberg et la place de l'Étoile. Une première mise en service est prévue jusqu'au Pont Rouge en décembre 2017, la place de l'Étoile devant être desservie par le tramway au printemps 2018.

Pour ce premier tronçon de 5,5 km ainsi que le CRM, 57.800 m³ de béton et 3.810 t d'acier ont été nécessaires.

Un bureau d'étude belge spécialisé et certifié dans le domaine des émissions carbone a été désigné pour évaluer les quantités de GES émises. Grâce à la base de données de facteurs d'émissions Ecoinvent, ce bureau a estimé une empreinte carbone de 20.951 t CO_{2e} pour la production et la livraison du béton et de l'acier. En tenant compte d'une fréquentation moyenne attendue sur ce premier tronçon, les émissions évitées par l'utilisation du tramway rentabiliseraient l'empreinte carbone initiale du projet en 6,2 années d'exploitation.

Ce premier tronçon a été conçu et réalisé dans la perspective de l'exploitation d'une ligne entre Cloche d'Or et Findel qui doit être mise en service en 2021. Le CRM actuel est déjà dimensionné pour accueillir, entretenir et maintenir les 32 rames nécessaires pour l'exploitation de cette ligne à l'horizon 2021 alors que son empreinte carbone est déjà incluse dans celle du premier tronçon.

En considérant les 18.725 t CO_{2e} générées par la construction des prolongations de la ligne, le seuil de rentabilité de cette extension serait atteint après seulement dix mois d'exploitation. Cette faible durée est due à la fréquentation significativement plus élevée de l'ordre de 110.000 passagers par jour et souligne la contribution significativement positive du tramway dans la réduction des émissions de CO_2.

Il est important de noter que l'étude intègre le choix de LuxTram de recourir à l'énergie verte pour l'exploitation du réseau. Elle s'appuie également sur des scénarios de mobilité moyens au Luxembourg et en Belgique ainsi que d'autres hypothèses de calcul conservatrices. Ainsi la rentabilité carbone de la construction du réseau de tramway pourrait être plus rapide.

Question 3176 (28.07.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **construction d'une tour touristique dans l'Oesling:**

La tour appelée «Aquatower» à Berdorf constitue sans nul doute un phare touristique pour la région du Mullerthal. Il en est de même de la fameuse tour du «Baumwipfelpfad», d'une hauteur de 42 mètres, installée dans la Sarre qui attire bon an mal an de nombreux promeneurs, en particulier de jeunes familles, et qui constitue un point de vue remarquable au milieu du Parc naturel Sarre-Hunsrück. Il va sans dire qu'une telle construction pourrait constituer également une belle attraction pour notre Oesling, en particulier pour la région du Lac de la Haute-Sûre.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ses services ont déjà pensé à initier, voire à promouvoir un tel projet?

- Dans l'affirmative, quels seraient les acteurs potentiels à réunir et à mobiliser autour d'une telle initiative? Selon quelle démarche pourrait-elle être mise en œuvre?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur les moyens budgétaires qui pourraient être réservés à la réalisation d'une telle attraction?

Réponse (02.10.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Le «Baumwipfelpfad» dans la Sarre est sans aucun doute une réelle attraction touristique de même que «l'Aquatower» de Berdorf, qui a fait l'objet d'une subvention de la part du Ministère de l'Économie lors des exercices 2015 et 2016 via le neuvième Plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. En effet, le Ministère de l'Économie n'est pas à l'initiative de tels projets d'infrastructure touristique mais poursuit une politique de soutien aux acteurs désireux de réaliser des projets ayant un intérêt touristique par le biais de subventions en capital.

C'est dans cet état d'esprit que la Secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, a procédé à des appels à projets dans le cadre de l'élaboration du dixième Plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique pour la période 2018-2022. Ce projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés avant l'été, ensemble avec le Programme d'équipement de l'infrastructure touristique regroupant les projets soumis.

L'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des communes, des syndicats de communes, des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative, des fondations, des fédérations, des groupements d'intérêt économique et des associations sans but lucratif membres d'un office régional du tourisme, la Ville de Luxembourg et le Luxembourg City Tourist Office asbl, ainsi que par des investisseurs privés, peut être subventionnée via le Plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Comme pour tout autre projet touristique, le porteur de projet d'une infrastructure touristique soumet une demande de subventionnement au Ministre de l'Économie. Sur base d'un avis, ce dernier accorde, le cas échéant, une subvention au projet en question conformément aux dispositions légales en vigueur. L'aide financière est allouée sous forme de subventions en capital sans que l'aide totale ne puisse dépasser 50% du montant susceptible d'être subventionné.

À titre exceptionnel et sur proposition motivée du Ministre de l'Économie, le Gouvernement peut octroyer, en complément aux subventions déterminées ci-dessus, des aides spéciales, au cas où la création d'une infrastructure touristique régionale s'impose et que les moyens financiers du porteur du projet sont insuffisants, ou si la création des infrastructures à réaliser présente un intérêt national.

Question 3178 (28.07.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **livres scolaires:**

Dat neit Gesetz fir de Schoulsystem am Enseignement secondaire huet esou munnech Ännerunge virgesinn. Ënner anerem soll dëst neit Gesetz de Lycéeë méi Autonomie ginn. Déi zeechent sech natierlech duerch eng gewësse Selbstbestëmmung a -verwaltung aus. Allerdéngs stellt sech d'Fro, ob sech dës eventuell och op d'Auswiel an d'Beschafe vu Schoulbicher an anerem Léiermaterial auswierke wäert.

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Wat sinn d'Konsequenze vum neie Lycéesgesetz fir d'Auswiel vun de Schoulbicher an anerem Léiermaterial? Behalen d'Professeren oder d'Schoulen d'Méiglechkeet, déi Schoulbicher, déi si am Unterrecht benotze wëllen, selwer erauszesichen?

2. Bleift et beim aktuelle System, datt d'Schüler hir Schoulbicher an dat anert Léiermaterial an de Bicherbutteker respektiv an de Papeterië selwer kafen?

3. Denkt d'Regierung drun, zu iergendengem Zäitpunkt d'Bicher oder anert Schoulmaterial fir d'Lycéeë selwer zur Verfügung ze stellen? Wa jo, géif si dat dann iwwert d'Bicherbutteker hei am Land maachen, an no wéi enge Modalitéiten?

4. Huet d'Regierung Kenntnesser doriwwer, wéi vill Prozent vum Emsaz vun de Bicherbutteker a wéi vill Aarbechtsplazen an deem Beräich hei am Land am direkten Zesummenhang mat der Schoulrentrée stinn?

Réponse (02.10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Duerch dat neit Lycéesgesetz kréien d'Schoulen eng gewëssen Autonomie fir eng begrenzt Unzuel vu Wochestonnen.

Wat d'Schoulbicher fir den allgemengen Unterrecht ugeet, esou proposéiere weiderhin d'Programmkommissiounen d'Bicher fir déi Fächer, an all Enseignantë mussen déi Bicher an hire Coursë gebrauchen.

Wat déi nei Fächer ugeet, déi duerch d'Lycéesautonomie méiglech ginn, esou wäerten an Zukunft d'Lycéeën och beim Choix vun de Bicher an Aarbechtsmëttel eng méi grouss Autonomie kréien.

ad 2.+3. Fir d'Schouljoer 2017-2018 bleift et beim aktuelle System, datt d'Schüler hir Schoulbicher an dat anert Léiermaterial selwer kafen. Fir 2018-2019 ass de Ministère amgaangen eng Analys ze maache fir d'Aféierung vun de Gratisschoulbicher an de Lycéeën. Dobäi ass eng Virgab, datt d'Bicher och weiderhi sollen iwwert d'Librairë bezu ginn, fir den Eenzelhandel net ze schwächen. D'Modalitéite sinn amgaangen ausgeschafft ze ginn.

ad 4. D'Regierung steet a stännegem Kontakt mat de Librairen an ass sech duerchaus bewosst, datt de Marché vun de Schoulbicher fir si e groussen Deel vum Chiffre d'affaires ausmécht. Dofir gëtt och no Léisunge gesicht, déi d'Betriber net a Bedrängnis an d'Aarbechtsplazen net a Gefor bréngen. An deem Zesummenhang gouf och dat lescht Joer mat hinnen zesummen en Internetsite zu de Schoulbicher ageriicht.

Question 3183 (31.07.2017) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant l'**usage d'un produit hormonal dans l'élevage de porcs:**

Dans la filière de l'élevage de porcs, une pratique courante consisterait à injecter aux truies une substance appelée «Pregnant Mare Serum Gonadotropin» (PMSG) ou «Equine chorionic gonadotropin» (eCG) afin de synchroniser leurs cycles reproductifs. Il s'agit d'une hormone glycoprotéique secrétée par le placenta des juments gestantes entre le 35e et le 120e jour de gestation. L'hormone est extraite du sang des juments gestantes dans des fermes spécialisées en Amérique (principalement Argentine et Uruguay) et en Asie (Corée du Sud) où les juments vivent dans des conditions atroces.

Selon différentes organisations de protection des animaux, les juments gestantes subiraient des prises de sang pouvant atteindre dix litres par semaine. Dès que la concentration de l'hormone dans le sang devient trop faible, les fœtus seraient avortés afin que les juments puissent être inséminées à nouveau le plus rapidement possible. Beaucoup de chevaux souffriraient d'anémies, de fausses couches ou mourraient en raison d'une sous-alimentation. Les juments avec une fécondité en déclin ou physiquement trop faibles seraient finalement abattues pour leur viande.

En Allemagne, un tiers des truies d'élevages seraient traitées avec cette hormone, à l'exception du secteur biologique où l'hormone est interdite.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Le eCG/PMSG est-il également utilisé dans l'élevage de porcs, ou d'autres animaux, au Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, combien d'animaux sont traités annuellement avec cette hormone? Comment l'usage est-il contrôlé par l'inspection vétérinaire?

3. Considérant que ce produit provient d'animaux élevés dans des conditions largement inférieures aux standards de protection animale européens et luxembourgeois, ne faudrait-il pas interdire ce produit au Luxembourg?

Réponse (29.09.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Plusieurs produits vétérinaires contenant du PMSG «Pregnant Mare Serum Gonadotropin» sont enregistrés au Luxembourg:

1. Fertipig Ceva

2. Syncrostim Ceva

3. Folligon Intervet

4. PG 600 Intervet

5. Gestavet 600 Labo. Hipra

6. Gestavet 3000 Labo. Hipra

Ces produits hormonaux sont utilisés non seulement en élevage porcin, mais certains sont également enregistrés pour le traitement d'autres espèces cibles comme le cheval, le bovin, le mouton, la chèvre, le chien et le lapin.

À noter que le temps d'attente pour la consommation de viande et de lait est nul et, par conséquent, d'éventuels résidus de ces médicaments vétérinaires n'ont pas d'effets sur la santé publique.

ad 2. En 2016, la vente totale était de 380 doses et en 2017 de 230 doses (en date du 25 août 2017). Statistiquement, moins de 10% des truies productives subiraient un traitement hormonal en vue d'une induction ou/et une synchronisation de l'œstrus. Si on considère qu'une truie ayant des problèmes de reproduction doit être traitée plus d'une fois et que d'autres espèces profitent du même traitement hormonal, ce pourcentage doit être revu à la baisse.

Comme il s'agit d'un médicament vétérinaire, c'est la Division de la pharmacie et des médicaments du Ministère de la Santé qui est en charge de l'autorisation et de la mise sur le marché des différents produits au niveau national.

ad 3. Les élevages situés sur le territoire de l'Union européenne et qui sont actifs dans la production de PMSG respectent la législation européenne en matière de bien-être animal. Cependant, ni les autorités luxembourgeoises, ni celles des autres États membres, ni celles de l'Union ne peuvent intervenir directement sur les conditions de bien-être animal dans des pays tiers.

Par ailleurs, les médicaments vétérinaires mis sur le marché au Luxembourg sont autorisés sur base de procédures européennes bien définies, qui évaluent leur qualité, leur efficacité et leurs effets secondaires sur la santé animale, sur base d'une analyse de risque.

Un retrait d'une autorisation européenne ne peut se faire que si l'État membre demandeur a des preuves tangibles concernant le non-respect de ces procédures. Le cas échéant, les détenteurs d'une telle autorisation peuvent demander un arbitrage au niveau européen. Le Gouvernement ne dispose donc pas des moyens juridiques nécessaires pour interdire ces médicaments vétérinaires.

Une réponse adéquate au non-respect éventuel des conditions de bien-être animal dans les élevages des pays tiers ne peut être trouvée qu'au

niveau de l'Union européenne et devra être conforme aux dispositions de l'OMC. Une intervention sur ce sujet auprès des pays tiers producteurs de PMSG pourrait utilement s'effectuer dans le cadre de négociations commerciales.

L'amélioration de la gestion en matière de reproduction des troupeaux porcins laisse prévoir une diminution de l'application de ce médicament au Luxembourg.

Question 3192 (01.08.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **télétravail:**

Dans une interview accordée au Tageblatt du 1er août dernier (page 4) le maire de Thionville s'exprime pour une valorisation du télétravail afin de délester l'autoroute A31 respectivement A3.

Ainsi il invite les employés français à faire de la «pression sur leurs employeurs pour travailler un jour par semaine dans un espace de coworking et que les entreprises luxembourgeoises investissent dans ces nouveaux lieux de travail où le manager pourra garder la main sur son personnel de façon plus fine et plus sécurisée qu'avec un télétravail à domicile et sans pour autant faire une délocalisation». Toujours selon le maire de Thionville, «cela pourrait supprimer 10.000 voitures par jour sur l'autoroute».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre quant à la proposition de Monsieur Pierre Cuny?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre serait prêt à entamer des pourparlers avec des employeurs luxembourgeois afin d'aménager de telles infrastructures?

3) Dans l'affirmative, est-ce que le cas échéant des subventions étatiques pourraient être envisagées?

Réponse (28.09.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) La proposition française d'une mise en place du télétravail a été abordée dans le cadre de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG). Les deux parties ont convenu de réunir un groupe d'experts pour identifier dans un premier temps la nature de la demande et pour réaliser un inventaire des questions à résoudre en amont.

Du côté luxembourgeois un groupe d'experts composé de spécialistes en matière fiscale, de droit du travail et de droit de la sécurité sociale s'est réuni dans le but de déceler les obstacles éventuels au télétravail.

Par ailleurs, un groupe de travail institué au Ministère du Développement durable et des Infrastructures analyse l'incidence du télétravail sur la mobilité.

Le Luxembourg est donc tout à fait disposé à examiner, ensemble avec la partie française, la faisabilité d'un tel projet dans la mesure où le développement du télétravail pourrait contribuer à réduire l'engorgement des autoroutes et des transports publics et dès lors les temps de trajets professionnels.

Mais il est aussi clair que le développement du télétravail ne doit pas se traduire par une insécurité juridique pour les entreprises luxembourgeoises et leurs salariés tant sur le plan de la protection sociale que sur celui de la fiscalité applicable.

ad 2) Comme la proposition française vise à créer des espaces de travail partagés sur le territoire français, je ne vois pas en quoi des pourparlers entre le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et les employeurs luxembourgeois seraient utiles.

ad 3) Du côté luxembourgeois, il n'est pas envisagé d'accorder des subventions étatiques aux entreprises qui vont créer des espaces de travail partagés.

Question 3196 (03.08.2017) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **récentes discussions autour des véhicules diesel:**

Dans un communiqué de presse du 31 juillet 2017, la Société nationale de certification et d'homologation (SNCH), en coordination avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, annonçait la suspension de l'homologation du modèle Cayenne de la marque Porsche équipée d'un moteur diesel spécifique. L'homologation serait devenue invalide, alors que des tests auraient révélé la présence d'un «defeat device». Ce même communiqué indique que les véhicules déjà munis d'un certificat de conformité, voire déjà en circulation, feront l'objet d'une action de rappel pour une mise à jour.

Hier, dans le contexte du scandale sur des logiciels visant à truquer les émissions de voitures diesel, les constructeurs automobiles allemands concernés se sont engagés à rappeler plus de cinq millions de véhicules diesel en vue d'une mise à jour de ces logiciels visant en fin de compte à réduire les émissions d'oxyde d'azote. Il a également été question d'une prime de la part des constructeurs pour inciter les propriétaires de voitures diesel les plus anciennes à acheter un modèle plus moderne et plus propre.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement envisage-t-il de porter plainte contre X, alors que la SNCH semble une nouvelle fois être devenue victime d'agissements frauduleux? L'instruction de la plainte contre X déposée par l'État début février 2017 et visant plus particulièrement des véhicules des marques Volkswagen, Skoda, Seat et Audi a-t-elle déjà été close?

- Quelle est la mise à jour des véhicules à laquelle fait référence le communiqué de presse susmentionné? S'agit-il de la mise à jour proposée par les constructeurs automobiles allemands? Les propriétaires de véhicules diesel immatriculés au Luxembourg et dont les logiciels ont été truqués seront-ils automatiquement contactés par leur concessionnaire? À défaut, comment les propriétaires des véhicules concernés sauront-ils que leurs voitures ont été manipulées? Comment ces propriétaires devront-ils procéder pour pouvoir bénéficier de la mise à jour?

- Quels sont les types de voitures visés par la «prime à la casse» proposée par les constructeurs allemands?

- La campagne actuellement menée contre les voitures diesel a, sans aucun doute, une répercussion sur le prix de vente de ces véhicules, ce qui est avant tout préjudiciable pour le particulier qui a acheté sa voiture de bonne foi. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les particuliers peuvent s'attendre à un dédommagement?

- Monsieur le Ministre a indiqué vouloir se départir des moteurs thermiques après 2025 et en tout cas avant 2040. Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer comment il entend y parvenir?

Réponse (25.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Comme mentionné par l'honorable Député, la Société nationale de certification et d'homologation (SNCH) et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) ont suspendu le certificat d'homologation globale pour le modèle Porsche concerné (Cayenne 3.0 l TDI, Euro 6, 193 kW), suite à des informations reçues par l'autorité allemande compétente, en l'occurrence le Kraftfahrtbundesamt (KBA), qui a émis le certificat d'homologation des émissions de ce type de véhicule.

La procédure d'homologation prévoit que le constructeur Porsche doit soumettre au KBA des propositions de solution pour résoudre le problème. Ces propositions seront vérifiées par le KBA en présence de la SNCH. C'est uniquement après validation par respectivement le KBA et la SNCH de la solution proposée que la production pourra être reprise et l'action de rappel du constructeur lancée.

Au Luxembourg, les propriétaires des véhicules concernés seront contactés par le constructeur. À relever que l'action de rappel est une initiative volontaire, n'ayant pas de caractère contraignant pour les propriétaires concernés, leur laissant ainsi le choix de présenter, ou non, leurs véhicules pour l'adaptation proposée.

Une plainte isolée contre Porsche n'est actuellement pas prévue, mais tout élément nouveau en relation avec le scandale des émissions diesel sera joint à la plainte pénale contre inconnu déposée le 6 février 2017 par l'État luxembourgeois auprès du Procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Le 2 août 2017, le Gouvernement allemand a trouvé un accord avec les constructeurs de rappeler environ cinq millions de modèles diesel Euro 5 et 6 pour mettre à jour les logiciels de dépollution et de financer des primes destinées à encourager les automobilistes à changer leurs véhicules diesel, vieux de dix ans et plus, pour des modèles plus récents. Un grand nombre de constructeurs propose déjà aujourd'hui des actions d'échange pour un ancien véhicule diesel, bien que le montant et les différentes formules proposées dépendent fortement des constructeurs.

Un dédommagement pour les propriétaires d'un véhicule diesel par le Gouvernement n'est à ce stade pas prévu, l'État étant devenu lui-même victime d'agissements criminels et délictuels.

Finalement en ce qui concerne l'approche globale à l'égard des moteurs thermiques, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n°2695 du 24 janvier 2017 des honorables Députés Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth.

Le Conseil de Gouvernement a décidé le 11 novembre 2016 de retenir le résumé de l'étude stratégique sur la Troisième révolution industrielle pour le Grand-Duché de Luxembourg comme orientation générale pour le développement futur du pays. Ceci vaut ainsi également pour la recommandation «d'avoir une flotte 100% électrique de voitures particulières et de transports publics d'ici 2050» et de prendre des mesures pour «favoriser le passage à l'électrique pour toutes les voitures particulières et les transports publics d'ici 2025».

Je suis d'ailleurs ravi qu'une discussion sur la décarbonisation du secteur du transport soit en train d'être menée au Luxembourg, comme ceci est d'ailleurs le cas dans d'autres pays européens (par exemple en Norvège, aux Pays-Bas, en Autriche et en France). Cependant, j'estime qu'il vaut mieux prendre des mesures pour inciter la transition vers une mobilité à zéro émission que de discuter sur l'interdiction de voitures à moteur thermique à long terme (2030, 2040 ou même 2050).

À ce stade, aucune mesure d'interdiction pour véhicules à moteur thermique n'est envisagée. La politique du Gouvernement consiste à promouvoir la transition vers la décarbonisation du secteur du transport par différents moyens comme les bornes de charge accessibles au public ou des mesures d'incitation pour véhicules à zéro ou à faibles émissions, telles qu'introduites par la réforme fiscale de 2017.

Question 3201 (04.08.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **taxe Internet:**

Nachdem der Wirtschaftsminister öffentlich verkündet hatte, dass die Firma Google beabsichtige, ein Data-Zentrum im Großherzogtum zu errichten, haben sich kürzlich die Jungsozialisten zu Wort gemeldet und eine Datensteuer für Internetunternehmen gefordert. Diese Idee ist nicht neu. Im Oktober 2014 hatte eine von der ungarischen Regierung geplante Datensteuer für Massenproteste gesorgt und die Regierung zur Umkehr gezwungen.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Kommunikations- und Medienminister, den Herrn Wirtschaftsminister und den Herrn Finanzminister stellen:

- Wie steht die Regierung zu einer möglichen Datensteuer? Wie könnte eine solche Datensteuer konkret aussehen? Gibt es diesbezüglich bereits Regierungspläne?

- Ist die Regierung bereit, auf europäischer oder OECD-Ebene für die Einführung einer solchen Steuer zu werben?

Réponse commune (25.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Die ehrenwerten Abgeordneten Diane Adehm und Gilles Roth erkundigen sich zunächst über die Position der Regierung zu einer möglichen Datensteuer im Allgemeinen und möchten insbesondere wissen, ob die Regierung bereit wäre, für die Einführung einer solchen Steuer auf europäischer oder OECD-Ebene zu werben.

Die Einführung einer solchen Steuer ist derzeit nicht geplant. Es scheint auch verfrüht über eventuelle Absichten von OECD- oder EU-Mitgliedsstaaten zu urteilen, eine solche Datensteuer einzuführen. Die Regierung plant nicht sich für eine solche Steuer einzusetzen.

Question 3203 (04.08.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **vélos de location mis à disposition par des entreprises chinoises:**

Gestern erschien in der Tageszeitung „Die Zeit" ein Artikel mit der Überschrift „Die Invasion der China-Räder". Darin wird beschrieben wie dreist diverse chinesische Firmen ganze Städte, auch in Europa, mit Fahrrädern fluten. Es handelt sich hier um eine Geschäftsidee, die auf den ersten Blick darauf abzielt, der Nachfrage nach mehr Langsamverkehr („mobilité douce") gerecht zu werden. Im Endeffekt geht es diesen Unternehmen aber nur darum, soviel Daten wie möglich über die Kunden zu sammeln und dann zu Geschäftszwecken weiterzureichen. Was mit den Fahrrädern geschieht, ob diese danach in Flüssen landen, verrostet irgendwo dahinsiechen oder einfach nur im Wege stehen, scheint diesen Firmen egal zu sein.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Kommunikations- und Medienminister, den Herrn Wirtschaftsminister und den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur stellen:

- Hat die Regierung Kenntnis über die vorgenannte Problematik?

- Haben sich solche Firmen bereits in Luxemburg angekündigt/angesiedelt?

- Besteht die Möglichkeit, solchen Firmen die Zulassung in Luxemburg vorab zu verweigern? Wie könnten solche Firmen sonst daran gehindert werden, Städte in Luxemburg mit ihren Fahrrädern zu überhäufen?

Réponse commune (19.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Mittels ihrer parlamentarischen Anfrage erkundigen sich die ehrenhaften Abgeordneten über Fahrradverleihsysteme, welche sowohl in Asien als auch im europäischen Ausland von Privatfirmen ohne Genehmigung der betroffenen Gemeinde angeboten werden.

Es handelt sich um Leihfahrräder, welche, im Gegensatz zu denen in Luxemburg bereits angebotenen, nicht an Stationen gebunden sind, sondern vom Nutzer überall im öffentlichen oder privaten Raum abgestellt werden können („free float") und dann vom darauffolgenden Nutzer mittels Smartphone-App geolokalisiert werden können. Der Anbieter benötigt weder spezifische Infrastrukturen, noch kümmert er sich - zumindest zeigt dies die Erfahrung in den bisher betroffenen Städten - um die Wartung der Fahrräder. Presseberichten zufolge besteht das Geschäftsmodell solcher Firmen zum einen darin, dem Nutzer eine hohe Kaution abzuverlangen, zum anderen darin, die durch die Bewegungen der Leihfahrräder gewonnenen Daten kommerziell zu nutzen. Berichte aus dem Ausland zeigen, dass solche Systeme besonders im Zentrum dicht besiedelter Millionenstädte, die kein eigenes Fahrradverleihsystem anbieten, durchaus genutzt werden. Von der Konkurrenz zu etablierten privatwirtschaftlichen Verkehrsträgern abgesehen, werden aber die mangelhafte Qualität der Fahrräder sowie vor allem deren ungeordnetes Herumstehen im öffentlichen Raum als störend empfunden.

Im Laufe des Jahres 2017 hat eine solche Firma auch den Kontakt zum Nachhaltigkeits- und zum Wirtschaftsministerium gesucht. Die luxemburgischen Behörden haben ihr Desinteresse an einer solchen Lösung kundgetan. Eine 2014 vom Ministerium für Nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur in Auftrag gegebene internationale „best practices"-Studie über diverse Fahrradverleihsysteme hat eindeutig ergeben, dass im Großherzogtum nirgendwo ein auch nur annähernd dicht genug besiedelter urbaner Raum besteht, in welchem ein „free float"-Fahrradverleihsystem als Transportmittel effizient funktionieren würde. Darüber hinaus verfügen die im internationalen Vergleich verhältnismäßig kleinen Ballungsgebiete Luxemburgs bereits über für den Kunden außerordentlich kostengünstige Fahrradverleihsysteme. Es wird sich also von einem zusätzlichen „free float"-Fahrradverleihsystem kein mobilitätstechnischer Mehrwert erwartet. Im Gegenteil: das ungeordnete Herumstehen dieser Fahrräder im öffentlichen Raum, insbesondere auf Geh- und Radwegen, würde im Alltag die für effiziente Verkehrsplanung unabdingliche aktive Mobilität behindern.

Es besteht jedoch keine Möglichkeit, solchen Firmen die Zulassung im Vorab zu verweigern. Dem Nachteil solch rein privater „free float"-Fahrradverleihsysteme, dem „wilden" Abstellen von Fahrrädern im öffentlichen Raum, könnte eine betroffene Gemeinde durch ein konsequentes Parkplatzangebot und -management für Fahrräder begegnen, so wie sie dies für andere Fahrzeugtypen tut. Zudem hindert in einem „free float"-System naturgemäß nichts eine Gemeinde daran, eventuell störende Leihfahrräder an einem Ort abzustellen, wo sie für eine weitere Nutzung unattraktiv sind.

Question 3206 (08.08.2017) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen»:**

Fin décembre 2016, la Chambre des Députés a donné son feu vert au paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen». Plus de six mois après, il est temps de dresser un bilan intermédiaire de ce paquet de mesures.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Combien de personnes ont à ce jour sollicité une aide financière pour la construction d'un logement durable respectivement pour l'assainissement énergétique durable prévue par la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine? Combien de personnes ont déjà pu bénéficier d'une telle aide? Les ministres peuvent-ils me communiquer un relevé reprenant le type de personne [physique, morale droit privé (civile ou commerciale) ou de droit public] ayant sollicité une aide financière, le type d'aide concernée, le statut de la demande (aide financière accordée, refusée ou pendante)? Les ministres peuvent-ils me communiquer le montant total des aides financières accordées?

- Combien de personnes ont à ce jour demandé une aide financière pour la mise en place des installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables? Les ministres peuvent-ils me fournir un relevé reprenant le type de personne [physique, morale droit privé (civile ou commerciale) ou de droit public] ayant sollicité une aide financière, le type d'installation visée, le statut de la demande (aide financière accordée, refusée ou pendante)? Les ministres peuvent-ils me communiquer le montant total des aides financières accordées?

- Combien de personnes ont à ce jour pu bénéficier d'un prêt climatique à taux zéro? Combien de ces personnes ont également pu bénéficier d'une prise en charge des honoraires liés à l'établissement d'un conseil en énergie? Combien de ces personnes ont en outre bénéficié d'une prime en capital? Les ministres peuvent-ils me communiquer le montant total des montants déboursés par l'État dans ce contexte?

- Combien de personnes ont à ce jour pu bénéficier d'un prêt climatique à taux réduit? Les ministres peuvent-ils me communiquer le montant total des montants déboursés par l'État dans ce contexte?

Réponse (06.10.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Concernant les demandes d'une aide financière pour la construction d'un logement durable respectivement l'assainissement énergétique durable, il faut distinguer entre les projets en cours pour lesquels le conseil en énergie a été effectué avant le 1er janvier 2017 et ceux pour lesquels ce conseil a été effectué après cette date.

Sous le nouveau régime d'aides, qui se réfère uniquement aux projets pour lesquels le conseil en énergie a été effectué après le 1er janvier 2017, jusqu'à présent 82 demandes d'accord de principe ont été introduites. Sous le nouveau régime, les requérants doivent solliciter un accord de principe avant le début de leurs travaux. Ce principe procure une certaine sécurité de planification aux requérants.

Les demandes en vue d'obtention d'un accord de principe se présentent comme suit:

Nombre de demandes introduites	82
Accord	47
Refus	0
Pendante	35
dont incomplet	23
et pas encore contrôlées	12

Parmi les 82 demandes, 81 ont été introduites par des personnes physiques et une par une personne de droit public (commune).

Les requérants n'ont droit au versement de l'aide qu'à la fin de la réalisation de leur projet. Ceci explique le nombre plutôt modeste de demandes de liquidation introduites jusqu'à présent sous le nouveau régime: en tout, deux demandes en vue de liquidation d'une aide étatique ont été introduites sous le «nouveau régime». À préciser toutefois que quelque 250 subsides équivalant au total à environ 1,2 million d'euros ont été accordés depuis le début de l'année pour des assainissements énergétiques conformément aux dispositions de l'«ancien régime d'aides».

En ce qui concerne la construction d'un logement durable, aucune demande d'aide financière n'a été introduite sous le nouveau régime.

Il faut cependant apporter quelques clarifications dans ce contexte:

- À préciser tout d'abord que la date d'introduction de la demande de l'autorisation de bâtir détermine selon quelles dispositions réglementaires la demande d'aides financières est évaluée. Si l'autorisation de bâtir est demandée avant le 1er janvier 2017, le projet tombe sous l'ancien régime d'aides. Or, les nouveaux projets dont la date de demande de l'autorisation de bâtir se situe après le 1er janvier 2017 ne sont en règle générale pas encore achevés à ce jour. En toute logique, les demandes de subventionnement afférentes n'ont pas encore pu être introduites. Par contre, quelque 900 subsides pour des nouvelles constructions ont été accordés depuis le début de l'année selon l'ancien régime.

- À cela s'ajoute le fait qu'à partir du janvier 2017 tous les nouveaux bâtiments d'habitation doivent de toute façon être construits selon le standard de «bâtiments à énergie quasi nulle». Ne resteront éligibles pour un subside que les bâtiments respectant une sélection de critères de durabilité de la certification LENOZ. Cette disposition réduit forcément le nombre de demandes de subventionnement au niveau de la durabilité d'une habitation.

Concernant les demandes d'une aide financière pour la mise en place des installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables, les demandes en vue d'obtention d'un accord de principe, à savoir celles qui sont liées à un projet d'assainissement énergétique, trois demandes ont été introduites par des personnes physiques, dont deux pour une installation solaire thermique et une pour une chaudière à bois.

Le montant total des aides financières accordées sous le nouveau régime d'aides s'élève à 169.044,97 euros. Il est ventilé de la manière suivante:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

Parmi les 82 demandes, 80 ont été introduites par des personnes physiques et deux par des personnes de droit privé.

À noter par ailleurs que quelque 800 subsides pour des installations techniques ont été accordés depuis le début de l'année 2017 selon les dispositions de l'ancien régime d'aides.

Concernant l'établissement d'un certificat de durabilité LENOZ, il convient de noter qu'aucun dossier n'a encore été introduit depuis l'introduction de ce certificat au 1er janvier 2017.

Dans ce contexte, je me permets de vous renvoyer à ma réponse à la question parlementaire nº3112 posée par l'honorable Député Marc Lies: «Concernant le nombre des certificats LENOZ émis depuis son introduction et le coût de l'élaboration, il convient de noter que pour la nouvelle construction, les jalons de durabilité sont adaptés tout au long de la phase de planification et d'exécution d'un logement. Le certificat LENOZ en tant que tel est conçu comme le bilan final de la procédure d'élaboration et de mise en œuvre d'un projet. Or, l'honorable Député comprendra qu'un chantier qui aurait même été entamé au jour de l'entrée en vigueur de la loi le 1er janvier 2017 n'aurait pas pu être clôturé à ce jour. De ce fait, aucun dossier n'a encore été introduit.»

Dans le cadre du prêt climatique à taux réduit, douze demandes ont été introduites au Guichet unique des aides au logement et neuf ont pu être approuvées à ce jour. Toutes ces demandes sont actuellement au stade de l'instruction. En raison de la procédure plus complexe pour le prêt climatique à taux zéro, le Service des aides au logement est actuellement en train d'accompagner plusieurs demandeurs dans la finalisation définitive de leurs dossiers. Je vous propose ainsi de revenir à ce sujet en début de l'année 2018 dans le cadre d'une réunion de la Commission parlementaire du Logement pour présenter un bilan plus détaillé.

Question 3207 (08.08.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **mobilité transfrontalière:**

Il y a moins d'une année, Madame la Ministre à la Grande Région a réfuté la demande du secrétaire d'État aux Affaires européennes français d'obtenir une compensation fiscale au titre de l'impôt retenu sur le salaire des 90.000 frontaliers français. Elle a indiqué préférer investir dans des projets concrets. Dans le contexte de l'élargissement de l'autoroute A31, côté français donc, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a indiqué que l'État luxembourgeois en faisait déjà assez.

Ces derniers jours, une liste de projets concrets dans le domaine de la mobilité pour lesquels un cofinancement luxembourgeois est attendu a été envoyée à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, par Monsieur Richert, président de la région française du Grand Est. Le signataire de la lettre se réfère d'ailleurs à un entretien qu'il a eu début mai 2017 avec Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et au cours duquel les deux hommes politiques s'étaient mis d'accord «sur le financement conjoint par la France et le Grand-Duché de projets d'investissements (...) portés par les collectivités françaises». Il s'agirait maintenant de faire connaître à Monsieur Richert le niveau et les modalités de la participation financière du Grand-Duché de Luxembourg, indique wort.lu.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région:

1. La liste de projets à cofinancement luxembourgeois souhaité diffusée sur wort.lu est-elle complète? À défaut, le Gouvernement serait-il disposé à publier la liste entière?

2. Le Luxembourg compte-t-il s'associer financièrement à la réalisation de certains projets? Lesquels? À quelle hauteur se chiffrera cette participation financière et quelles en seront les modalités concrètes?

Réponse commune (03.10.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région:*

ad 1. Le Gouvernement ne saurait se prononcer à ce stade sur une liste de projets à cofinancement luxembourgeois soumise par le côté français et diffusée dans la presse.

ad 2. La position du Gouvernement concernant le paiement de compensations au titre de l'impôt retenu sur le salaire demeure inchangée. Il en est de même pour la disposition du Gouvernement d'étudier sur le plan des principes des propositions du côté français en vue de la réalisation conjointe de projets spécifiques dans le domaine de la mobilité publique ayant pour effet d'améliorer la mobilité des travailleurs frontaliers français. Un ensemble de projets proposés par les parties luxembourgeoise et française sont actuellement à l'étude. Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement attache une attention particulière au développement de la coopération transfrontalière susceptible de contribuer à terme à la fermeture de Cattenom.

Question 3210 (09.08.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**accès des étudiants en médecine aux universités allemandes:**

Il me revient que certaines universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW), dont Düsseldorf et Aix-la-Chapelle n'accepteraient plus d'étudiants en médecine en provenance de l'Université du Luxembourg.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Depuis quand Monsieur le Ministre respectivement l'Université du Luxembourg disposaient-ils de ces informations? Quelles sont les raisons à la base de ce refus d'accès?

- Ces informations ont-elles au préalable été communiquées aux étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg? À défaut, pour quelles raisons ces informations n'ont-elles pas été communiquées aux étudiants en temps utile?

- Combien d'étudiants avaient envisagé de partir en NRW? Existe-t-il des solutions de rechange pour ces étudiants?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si d'autres Länder allemands ont suivi l'exemple du Land NRW?

Réponse (21.09.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En guise de remarque introductive, je voudrais relever que des accords de coopération permettant l'admission chaque fois d'un étudiant en médecine de l'Université du Luxembourg ont été conclus dans les années 1980 avec sept universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Je voudrais rappeler que le ministère a indiqué à plusieurs reprises, dans le contexte des discussions autour d'une extension des études médicales au Luxembourg, que l'admission des étudiants luxembourgeois aux universités étrangères deviendrait de plus en plus difficile.

En effet, il se trouve qu'au jour d'aujourd'hui, les sept universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie partenaires ont résilié unilatéralement l'accord de coopération avec l'Université du Luxembourg, étant donné que cet accord de coopération n'était plus conforme au cadre réglementant le droit d'admission aux universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Dès que j'ai pris connaissance de la résiliation définitive de ces accords de coopération, des échanges et une première entrevue ont eu lieu avec le Ministère de la Culture et de la Science du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie afin d'explorer des alternatives permettant de nouveau à nos étudiants d'avoir accès à la deuxième année d'études en médecine dans les universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Dans ce contexte, pour l'année académique 2017-2018, cinq des universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à savoir l'Université rhénane Friedrich Wilhelm de Bonn, l'Université de la Ruhr à Bochum, l'Université de Duisburg-Essen, l'Université de Cologne et l'Université de Münster ont accepté chaque fois l'admission d'un étudiant en médecine ayant terminé avec succès sa première année d'études médicales auprès de l'Université du Luxembourg.

Par contre, je me dois de confirmer que l'Université Heinrich Heine de Düsseldorf et l'Université technique de Rhénanie-Westphalie à Aix-la-Chapelle ont effectivement résilié l'accord de coopération avec l'Université du Luxembourg respectivement à la date du 27 juillet 2016 et du 17 février 2017.

Toutefois, l'information que ces deux universités n'admettraient plus d'étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg pour l'année académique 2017-2018 a été communiquée endéans les meilleurs délais aux étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg et, par conséquent, l'Université du Luxembourg n'a pas proposé la candidature d'un étudiant en médecine aux deux universités précitées pour l'année académique 2017-2018.

De même, l'information que les sept universités n'admettront plus pour le moment d'étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg a été communiquée par l'Université du Luxembourg.

En ce qui concerne la dernière question de l'honorable Députée, je tiens à souligner que l'Université de la Sarre a résilié dès 2011 l'accord de coopération avec l'Université du Luxembourg. Par conséquent, depuis l'année académique 2011-2012, cette université n'a plus accepté deux étudiants en médecine par année de l'Université du Luxembourg, comme cela était le cas auparavant.

Par contre, l'accord de coopération conclu entre l'Université du Luxembourg et trois universités de Bavière permettant l'admission de trois étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg est toujours en vigueur. Finalement, je tiens à vous informer que 45 étudiants luxembourgeois ont été admis aux études médicales en première année dans les universités allemandes pour l'année académique 2016-2017.

Question 3213 (10.08.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**index socio-économique:**

An enger rezenter Etüd vum nationale Statistikamt, dem Statec, goufe grouss Ënnerscheeder tëschent de Gemengen a puncto sozioekonomeschen Index festgestallt. Dës Ënnerscheeder

solle sech laut Statec an de leschte Joren nach verstäerkt hunn. De Statec erkläert weider, dass:

«Une spirale défavorable est à l'œuvre en matière de développement spatial, qui tend à accentuer les processus ségrégatifs. Les territoires les plus prisés tendent en effet à attirer les populations les plus favorisées, qui vont renforcer davantage leur réputation. À l'inverse, les populations les moins favorisées tendent à se concentrer dans des territoires moins attractifs, mais également plus accessibles en termes de coûts.»

Dës Evolutioun géif déi sozial Mixitéit am Land menacéieren.

Aus der Statec-Etüd geet och ervir, dass déi Gemenge mat engem favorabele sozioekonomeschen Index am Anzuchsgebitt vun der Stad Lëtzebuerg leien. Vun de 15 beschtklasséierte Gemenge leien der sechs am Kanton Lëtzebuerg, véier am Kanton Gréiwemaacher, dräi am Kanton Capellen an zwou am Kanton Esch-Uelzecht. Frappant ass, dass sech keng Nordgemeng ënnert de 15 éischte befënnt. Ierpeldeng-op-der-Sauer schneit op der 30. Plaz als stäerksten Nordgemeng of.

Weider kann ee feststellen, dass duerch d'Gemengefinanzreform déi Gemengen, déi de schwächste sozioekonomeschen Index opweisen, alleguer eppes bäikréien. An der Kategorie vun de Gemengen, déi a Saache sozioekonomeschen Index am zweetschlechtsten ofschneiden, do kréien och all Gemengen eppes bäi, ausser enger hallwer Dose Gemengen am Norde vum Land.

Äänlech huet et schonn am Bildungsbericht 2015 geheescht, wou den ISEI, dat heescht den International Socio-Economic Index of Occupational Status pro Gemeng verglach gouf. Dëse stellt dann och fest, dass:

„Ein großer Teil der befragten Familien im Norden sowie der Minettgegend im Süden des Landes stehen sozioökonomisch schlechter da als diejenigen im Zentrum rund um Luxemburg-Stadt."

Ech wéilt duerfir folgend Froen un d'Häre Finanz-, Wirtschafts-, Educatiouns- an Innenminister souwéi den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture riichten:

- Wéi gesäit d'Regierung d'Bedeitung vun der „sozialer Mixitéit" an alle Géigende vum Land?

- Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir déi sozial Mixitéit an alle Géigende vum Land ze stäerken?

- Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir de Gemenge mat schwaachem sozioekonomeschem Index ze hëllefen?

- Wat gesäit d'Regierung konkret fir déi „schwächsten" Gemengen a puncto Aarbechtsplaze vir, och wat déi sougenannt „professions à haut niveau" ubelaangt? Wéi gedenkt d'Regierung, d'Attraktivitéit vun deene Gemenge soss nach ze steigeren?

Réponse commune (10.10.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Déi honorabel Deputéiert bezitt sech an hirer Fro op de sozioekonomeschen Index vun de Gemengen, deen de Statec am Optrag vum Innenminister am Kader vun der Reform vun de Gemengefinanze gerechent huet. Et ass also net esou, datt d'Regierung elo op e sozioekonomeschen Index misst reagéieren. Villméi ass d'Ausrechne vum sozioekonomeschen Index eng Reaktioun op déi evident Ënnerscheeder an der Zesummesetzung vun de Populatiounen an deenen eenzelne Gemengen. An opgrond vun dem wëssenschaftlech ausgerechenten Index gëtt elo d'Verdeelung vun de Gemengefinanzen anescht orientéiert an domat eng konkret Mesure géint den Zerfall vun der sozialer Mixitéit am Land geholl. Dës Moossnam beweist, datt d'Regierung net nëmmen d'Bedeitung vun der sozialer Mixitéit am Land erkannt huet, mä konkret och eppes derfir mécht, fir se ze erhalen.

Esou ass den Index ee vun den neie Kritären, déi mat der Reform vun de Gemengefinanzen den 1. Januar 2017 agefouert gi sinn. Dës Reform gesäit ëmmerhi vir, 9 bis 10 Prozent vum sougenannten „Fonds de dotation globale des communes (FDGC)", deen aus net zweckgebonnene Gelder besteet, exklusiv op Basis vum sozioekonomeschen Index ze verdeelen, wat de Budgetszuelen 2017 no 159 Milliounen Euro fir d'Gemengen insgesamt entsprécht. Opgrond vun der Gemengefinanzreform stinn de Gemengen, Stand vun haut, 94 Milliounen Euro méi pro Joer zur Verfügung wéi et ouni Reform de Fall war. Vun deene 94 Milliounen Euro ginn der 39 un déi 15 Gemenge mam schwächste sozioekonomeschen Index. Dëst entsprécht also 41 Prozent vun den zousätzleche Recetten, woubäi dës Gemengen 22 Prozent vun der Gesamtbevëlkerung representéieren. Déi honorabel Deputéiert wäert also erkennen, datt duerch d'Aféiere vum sozioekonomesche Kritär de Gemenge mat schwaachem Index weider finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir hire méi grousse soziale Flichten nozekommen.

Ze bemierke bleift, datt ee kann dervun ausgoen, datt et net zu esou signifikante Konsequenze wéinst den Ënnerscheeder an der sozialer Zesummesetzung vun de Gemenge komm wier, wann déi betraffe Gemengen éischter méi finanziell Mëttel gehat hätten, fir dergéintzesteieren. Et muss een also bedaueren, datt d'Gemengefinanzreform net scho vill éischter realiséiert gouf.

Déi honorabel Deputéiert sief och drun erënnert, datt de Sprecher vun hirer Partei beim Debat an der Chamber iwwert de Projet de loi betreffend d'Gemengefinanzreform de 6. Dezember 2016 Folgendes gesot huet: „Drëtte Kritär: 9% bis 10% vun de staatlechen Einname ginn no engem Indice socio-économique verdeelt. Och dësem Kritär stëmmt d'CSV zou."

Wat elo der honorabeler Deputéierter hir Bedenke betreffend d'Nordgemengen ubelaangt, esou kann een net een eenzelne Kritär erauspicken an deen dann no Gutdünken interpretéieren. Au contraire, d'Gemengefinanzreform ass ee Ganzt an hat ënner anerem als Zil, Diskrepanzen tëschent de Gemengen an de Regiounen ofzeschwächen, wat dann och gelongen ass.

Hate mir virun der Reform en Ënnerscheed vu 47,7% tëschent dem Akommes mat der schlechtster Moyenne an der nationaler Moyenne pro Kapp, esou leie mir elo bei 20,1%. Wat elo déi véier Bezierker ubelaangt, esou hat den Norde virun der Reform eng Moyenne pro Awunner vun 2.586 €, den Zentrum (ouni d'Stad Lëtzebuerg) 2.491 €, de Süden 2.388 € an den Osten 2.455 €. No der Reform wäert den Norden nach ëmmer déi héchste Moyenne behale mat 2.805 €, den Zentrum (ouni d'Stad Lëtzebuerg) huet 2.755 €, de Süden 2.733 € an den Osten 2.784 €. Den Ënnerscheed vum Norden op de Süde geet dann awer vun 8,3% op 2,6% erof.

Bleift nach, datt déi honorabel Deputéiert an hirer parlamentarescher Ufro bemierkt, datt Ierpeldeng-op-der-Sauer op der 30. Plaz als sozioekonomesch stäerksten Nordgemeng ofschneit. Déi honorabel Deputéiert sief och drop higewisen, datt d'Gemeng Sëll am Kanton Réiden läit an domat déi „stäerksten" Nordgemeng ass. Si läit iwwregens op der 18. Plaz.

Et ass ee sech bewosst, datt d'Attraktivitéit vun enger Gemeng enk liéiert ass mat hirer Investitiounscapacitéit. D'Gemengefinanzreform hat als weidert Zil, dës Investitiounscapacitéit ze erhalen an auszebauen. Déi Gemengen, déi eng wichteg sozial Hëllef leeschten, ginn (ënner anerem duerch de sozioekonomeschen Index) derbäi ënnerstëtzt, fir eng eegen, voluntaristesch Sozialpolitik ze maachen. Dozou gehéiert zum Beispill och de Wunnengsbau, eng weider Kompetenz vun de Gemengen, déi och domat déi sozial Mixitéit steiere kënnen. Iwwregens ass eng verstäerkt eege Wunnengsbauaktivitéit vun enger Gemeng och aarbechtsplazfërdernd a kënnt domat der nationaler a regionaler Ekonomie zegutt. An och do setzt dës Gemengefinanzreform Akzenter, andeems déi Gemengen, déi Sozialwunnengen, sprécht lokativ Wunnengen hunn, och dofir nach finanziell zousätzlech ënnerstëtzt ginn.

Zesumme mat deene verschiddenen Akzenter, déi d'Regierung am Beräich vun der Sozialpolitik ressortiwwergräifend an transversal mécht, an dozou gehéiert ënner anerem d'Landesplanung, kréien d'Gemengen elo mat der Reform vun de Gemengefinanzen déi néideg finanziell Mëttel, fir am Kader vun hirer Autonomie fir eng ausgewoe sozial Mixitéit ze suergen.

Question 3216 (11.08.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **règlements de police communaux:**

Nombreuses sont les communes qui ont édicté en infraction des comportements transgressifs de l'ordre public. Parmi ces comportements à réprimer figure la dissimulation du visage. Pour ne citer qu'un exemple, le règlement de police communal de Dudelange dispose en son article 40 qu'«il est défendu à toute personne de paraître dans les rues, places et lieux publics à visage couvert ou cagoulé, déguisé ou travesti à l'exception des cas dûment autorisés par la loi». D'autres communes ont prévu des exceptions à cette interdiction pour la période de carnaval, voire soumis la dissimulation du visage à une autorisation du bourgmestre.

Récemment, la valeur légale de ces règlements de police communaux a notamment été remise en question par le Gouvernement. La loi que le Gouvernement projette de déposer à la Chambre des Députés limite par ailleurs l'interdiction de la dissimulation du visage uniquement à certains lieux publics spécifiques.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'une enquête policière ou judiciaire engagée pour cause de violation des dispositions d'un règlement de police communal en général et pour cause de violation des interdictions de dissimulation du visage en public en particulier?

2. Existe-t-il une note de service/prescription interne à l'attention des agents de police au sujet des règlements de police communaux et de leur applicabilité? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres seraient-ils disposés à mettre à disposition des députés une copie de ces documents? À défaut, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il faille procéder à la confection d'une telle note/prescription?

3. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la loi, qui n'existe actuellement que sous forme d'avant-projet, ne restreigne le champ de compétences des communes en modifiant implicitement, mais nécessairement la base légale de ces règlements?

Réponse commune (12.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La question des honorables Députés se réfère à l'avant-projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction d'interdiction de dissimulation du visage dans certains lieux publics que Monsieur le Ministre de la Justice a présenté, au nom du Gouvernement, à la Commission juridique de la Chambre des Députés et à la presse en date du 7 août 2017. Comme il est d'usage, les débats seront menés en commission.

Les réponses aux questions 1. et 3. ont dans une large mesure été fournies lors de la présentation du 7 août.

ad 1. Le Gouvernement n'a pas connaissance d'une action engagée pour cause de violation des interdictions de dissimulation du visage. En ce qui concerne une violation des dispositions d'un règlement général de police, les statistiques de la police ne sont pas ventilées entre règlements généraux de police et autres règlements, tels que les règlements sur les bâtisses, les règlements sur les nuits blanches et autres.

Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de procès-verbaux et rapports dressés par la police au cours des années 2015, 2016 et 2017 pour des violations de dispositions de règlements communaux.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les constatations de la police se rapportent principalement au tapage nocturne ou des nuisances sonores en général, au défaut de déclaration d'arrivée ou de départ au bureau de la population et à des infractions contre le règlement des bâtisses.

ad 2. Il n'existe pas de note de service ni de prescription interne à l'attention des agents de police au sujet des règlements de police communaux et de leur applicabilité.

Vu la diversité des règlements communaux et considérant que les notes et prescriptions de service de la police ont vocation à établir des règles générales, la confection d'un tel écrit n'est, à l'heure actuelle, pas jugée utile.

ad 3. Comme précisé à l'exposé des motifs, l'avant-projet de loi approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 26 juillet 2017 se base sur l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme S.A.S. c. France (requête n°43835/11) du 1er juillet 2014, sur l'arrêt CEDH Belcacemi et Oussar c. Belgique (requête n°37798/13) du 11 juillet 2017 et sur l'avis du Conseil d'État n°51.876 du 13 décembre 2016, produit à la demande du Premier Ministre du 8 septembre 2016 sur la base de l'article 3 de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État. L'avant-projet de loi ne modifie pas la législation communale, mais uniquement le Code pénal.

Question 3217 (11.08.2017) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **mise en valeur du site luxembourgeois du patrimoine mondial de l'Unesco:**

Le Luxembourg vient de célébrer les 150 ans du traité de Londres qui avait notamment mené au démantèlement de l'ancienne forteresse de Luxembourg. En 1994, les vestiges des anciennes fortifications ainsi que les vieux quartiers de la ville de Luxembourg sont inscrits sur la liste prestigieuse du patrimoine mondial de la United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Unesco). 2019 sera donc l'occasion de fêter les 25 ans de ce classement et de tirer le bilan des mesures de protection et de valorisation de ce qui constitue le principal site d'attraction touristique de la ville de Luxembourg et du pays.

Depuis son inscription sur la liste de l'Unesco, le site luxembourgeois du patrimoine mondial de l'humanité et, plus particulièrement, les vieux quartiers de Luxembourg sont régulièrement mis en avant par le Gouvernement, la Ville de Luxembourg et nombre d'entreprises privées pour la promotion économique, touristique et culturelle de notre pays et de sa capitale. Le plan quinquennal d'investissement dans le tourisme pour la période 2018-2022 vient d'être présenté par le Gouvernement. Ce plan prévoit certes des cofinancements pour les acteurs du secteur qui représentait, en 2016, 5,1% du PIB et 18.500 emplois liés. Mais plus que les infrastructures touristiques, ce sont les sites remarquables qui sont la source de l'attractivité touristique du pays, au premier chef duquel apparaît le site Unesco.

Un des critères qui avait amené l'Unesco à l'époque à considérer une partie de la ville de Luxembourg comme patrimoine mondial de l'humanité était «(...) Le degré d'authenticité des vieux quartiers et des fortifications (qui) reste élevé. (...)»

Le site luxembourgeois du patrimoine mondial de l'Unesco implique par conséquent une protection accrue et des investissements d'entretien et de valorisation y associés de la part de l'État et de la Ville de Luxembourg. Ainsi, l'Unesco exige que «(...) Toutes les interventions y sont suivies de très près, aussi bien par le Service des sites et monuments nationaux (Ministère de la Culture) que par la Ville, afin d'en évaluer l'impact physique sur le cadre bâti et de préserver la cohérence visuelle du paysage urbain. (...)»

Cependant, le degré d'authenticité et la cohérence visuelle du site luxembourgeois ne sont, en réalité, pas strictement respectés comme en témoignent par exemple les différents revêtements de la chaussée (pavés remplacés par du bitume) dans le faubourg du Grund, une disposition souvent anarchique et un design non adapté à un patrimoine historique du mobilier urbain, des installations techniques et des panneaux de signalisation ainsi que des espaces publics qui ne sont pas assez mis en valeur et des façades largement décrépies. Malgré des améliorations notables, le site pâtit depuis de nombreuses années d'un manque de mesures de protection et de valorisation actives dignes de ce qui se fait sur les autres sites européens classés par l'Unesco. Il mériterait une réflexion urbanistique globale, notamment en lien avec la future renaturation de la Vallée de la Pétrusse et l'aménagement du nouveau quartier à la Pulvermühle, menant à l'établissement d'un plan d'aménagement intégrant des règles, mesures et moyens adaptés à ce site, notamment en termes de circulation, de stationnement et de voirie, moyens devant être proportionnels à l'importance économique qu'il représente.

En tenant compte de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, Monsieur le Ministre de l´Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des infrastructures:

1) Monsieur le Ministre de la Culture et Monsieur le Ministre de l'Économie, n'estiment-ils pas qu'il faudrait réaliser une étude permettant d'évaluer l'impact économique, touristique et culturel du site luxembourgeois du patrimoine mondial de l'Unesco, comme élément d'attractivité touristique du Luxembourg, ce afin de mieux mettre en évidence l'intérêt d'en assurer une valorisation et une protection appropriées et les investissements y afférents qui ne peuvent pas être du seul ressort de la Ville de Luxembourg?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les mesures qui, à l'heure actuelle,

sont prises afin de préserver le degré d'authenticité et la cohérence visuelle du site luxembourgeois du patrimoine de l'Unesco?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer les moyens et mesures existants destinés à participer activement (et donc financièrement) à la valorisation du site, non seulement comme cadre de vie, mais avant tout comme porte-drapeau de l'attractivité touristique du pays et donc source directe de revenus pour l'économie nationale?

4) Messieurs les Ministres, n'estiment-ils pas qu'il faille définir, ensemble avec la Ville de Luxembourg, une charte ou bien même un plan d'aménagement, de réhabilitation et de mise en valeur de l'espace public faisant partie du patrimoine mondial de l'Unesco et qui permettra de renforcer le degré d'authenticité voire de rétablir la cohérence visuelle des quartiers concernés en harmonisant notamment le mobilier urbain, les installations techniques et les panneaux de signalisation?

5) Dans la même optique, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudra améliorer la coordination entre les différents acteurs qui interviennent sur le site du patrimoine mondial de l'Unesco en confiant cette tâche à un gestionnaire de site (site manager)?

Réponse commune (20.09.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) L'idée d'une étude d'impact économique touristique et culturel est certes intéressante. Cependant une telle étude risque de ne pas être concluante, vu qu'une panoplie de facteurs contribue à l'attractivité de la ville de Luxembourg, dans son ensemble. Étant donné que le site du patrimoine mondial n'est pas clôturé, que les contours du site ne sont pas forcément connus par les citoyens et les touristes et que l'accès s'effectue librement sans droit d'entrée, il est impossible de considérer l'attractivité du site en lui-même.

On peut préciser que 228.758 visiteurs du site www.visitluxembourg.com ont consulté par mot-clé «Unesco» (période allant du 01.01.2017 au 20.08.2017).

ad 2) Le Service des sites et monuments nationaux, le Centre national de recherche archéologique et les services compétents de la Ville de Luxembourg travaillent en étroite collaboration afin d'assurer la préservation, l'intégrité et l'authenticité du site du patrimoine mondial. La Clinique Saint François est un des exemples-phares de cette collaboration.

Pour ce qui est des travaux de grande envergure, telle la réfection du Pont Adolphe, le Gouvernement consulte régulièrement et directement le Centre du patrimoine mondial de l'Unesco à Paris, ceci bien avant le début des travaux afin d'éviter des complications ultérieures.

ad 3) L'État contribue de manière conséquente à la préservation et la mise en valeur du site du patrimoine mondial, principalement à travers les travaux du Service des sites et monuments nationaux et du Centre national de la recherche archéologique.

Le Service des sites et monuments nationaux est en charge des travaux de réparation, de restauration partielle et de mise valeur des vestiges de l'ancienne forteresse du Luxembourg. Afin de relier thématiquement une grande partie de ces vestiges, des circuits culturels et touristiques ont été mis en place qui permettent d'explorer le site du patrimoine mondial. Ces circuits ont été réaménagés et élargis au cours des dernières décennies et années.

Depuis 2001, 2,2 millions d'euros ont été investis dans les casemates du Bock et plus de 6,3 millions dans les vestiges du plateau du Rham avec e. a. l'extension du circuit Wenzel et le réaménagement de la Tour Jacob.

Au cours des mois et années à venir, des travaux sont prévus et budgétisés notamment pour l'intérieur des Trois Tours, accessible à partir du circuit Vauban, et des réparations diverses.

Au-delà du volet architectural et archéologique, qui sont accompagnées par le Service des sites et monuments nationaux et le Centre national de recherche archéologique, on peut également mentionner le Musée national d'histoire et d'art, le Musée Dräi Eechelen et le Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster, financés par l'État, et qui contribuent activement à la mise en valeur culturelle et touristique du site du patrimoine mondial.

La stratégie de marketing touristique 2017-2018 de «Luxembourg for Tourism» reconnaît l'importance du site de l'Unesco pour l'économie nationale, en lui réservant une approche transversale dans les activités de promotion de la destination: «Le patrimoine culturel accompagne systématiquement tout produit touristique luxembourgeois. Il englobe les châteaux, les sites Unesco, les musées et expositions, les événements culturels et la gastronomie».

Toutes les publications de «Luxembourg for Tourism» (346.000 exemplaires) soulignent ainsi de façon explicite l'importance de la forteresse et des vieux quartiers de la ville de Luxembourg comme patrimoine mondial de L'Unesco. Le passeport touristique «LuxembourgCard» incite à la visite du site en proposant les offres développées par le «Luxembourg City Tourist Office». Suite à des voyages d'études organisés par «Luxembourg for Tourism», la presse internationale touristique a publié, en 2016, 130 articles consacrés au tourisme culturel et couvrant de fait le patrimoine mondial de l'Unesco à Luxembourg-ville.

En vue de la préparation du 25e anniversaire de l'inscription de la ville de Luxembourg: vieux quartiers et fortifications sur la liste du patrimoine mondial, la Commission nationale pour la coopération avec l'Unesco ensemble avec la Ville de Luxembourg est en train d'élaborer un programme de célébrations.

ad 4) Le Gouvernement tout comme la Ville de Luxembourg sont conscients de la problématique de la multiplication des éléments de signalétique et sont constamment à la recherche de nouvelles solutions. Quant à l'élaboration éventuelle d'une charte, cette tâche incomberait au futur site manager.

ad 5) Le processus de recrutement d'un site manager est en cours de finalisation.

Question 3218 (11.08.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **nouveau lycée à Clervaux:**

Je viens d'apprendre que le nouveau lycée à Clervaux (LESC) se verra aussi doté de filières de formation du type «École européenne».

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur ce genre d'offre scolaire? Dans quelle mesure celle-ci se distingue-t-elle des formations menant soit au Bac international soit aux classes terminales de l'enseignement secondaire luxembourgeois?

2) Quel est le public visé par cette formation?

3) À partir de quelle année ce type d'enseignement sera-t-il offert au LESC?

Réponse (10.10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Pour répondre aux besoins d'une population scolaire de plus en plus hétérogène, l'Éducation nationale s'attache depuis des années à élargir, diversifier et flexibiliser son offre scolaire. Mon département continue la politique dans laquelle le Gouvernement s'est engagé les dernières années en visant à offrir une grande diversité en termes d'offres scolaires. La multiplication des parcours de formation (notamment au niveau des langues) et des certifications sont quelques réponses aux défis posés par l'évolution des caractéristiques des élèves scolarisés.

De premiers pourparlers avec la direction du Lycée Edward Steichen à Clervaux ont eu lieu au courant du mois de juillet 2017. Un groupe de travail composé de la direction du Lycée de Clervaux, de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil supérieur des Écoles européennes ainsi que de l'inspectorat luxembourgeois est en train de préparer les démarches en vue de la procédure d'agrément. Un dossier d'intérêt général, par lequel l'État membre expose le projet, les motivations de celui-ci et les moyens qu'il se dispose à mettre en œuvre pour l'accomplir sera soumis au prochain Conseil d'inspection mixte ainsi qu'au Conseil supérieur. En cas d'avis positif du Conseil supérieur, l'école présentera ensuite un dossier de conformité avant d'être auditée pour obtenir l'agrément.

J'ai eu un premier entretien avec le secrétaire général des Écoles européennes qui est en faveur de l'élargissement du système des Écoles européennes et de l'établissement de liens de coopération permettant à des établissements des États membres de dispenser un enseignement européen. Cela permet de développer ce type d'enseignement dans les établissements nationaux des États membres.

Au sein du Lycée Edward Steichen sera donc créée une «École européenne (agréée) Edward Steichen».

L'école aura pour mission l'éducation et l'enseignement communs d'élèves d'origines diverses et de proposer un enseignement européen - multilingue et pluriculturel - aux élèves nationaux. Lors de la mise en œuvre des programmes et du choix des matériels d'enseignement une attention particulière est consacrée à l'idée européenne, à l'éducation au respect mutuel et à l'ouverture sur le monde extérieur.

Les Écoles européennes agréées sont des écoles qui, sans faire partie du réseau des Écoles européennes organisé par l'organisation intergouvernementale «Les Écoles européennes», offrent un enseignement européen qui correspond aux exigences pédagogiques fixées pour les Écoles européennes, mais dans le cadre des réseaux scolaires nationaux des États membres et donc hors du cadre juridique, administratif et financier auquel les Écoles européennes sont astreintes.

Depuis 2005, sur base des recommandations du Parlement européen, les Écoles européennes ont ouvert leur curricula, ainsi que le Baccalauréat européen, à des écoles nationales.

Toute École européenne agréée est liée au système des Écoles européennes par une Convention d'agrément. Celle-ci accorde aux Écoles européennes agréées l'équivalence du niveau pédagogique, année d'études par année d'études, entre l'enseignement dispensé par l'École européenne agréée et celui dispensé par les Écoles européennes.

À l'École européenne, le cycle maternel («early education») couvre deux années d'enseignement, le cycle primaire cinq années et le cycle secondaire sept années.

Le programme «early education» constitue un volet fondamental de l'éducation et la formation tout au long de la vie, son rôle central est d'accompagner le développement des enfants afin qu'ils deviennent des acteurs responsables et soucieux de l'éthique au sein de la société. L'apprentissage dans les premières années vise à aider et guider l'enfant dans son développement physique, physiologique, social, cognitif et émotionnel et à prévenir toute difficulté en lui offrant les meilleures conditions d'apprentissage.

L'enseignement et l'apprentissage dans les premières années sont holistiques et les différentes disciplines ne sont pas dissociées les unes des autres.

À l'école primaire, l'accent est mis sur la langue maternelle, les mathématiques et la première langue étrangère sans négliger pour autant l'éducation artistique, musicale, sportive, la découverte du monde ainsi que les «heures européennes» où se rencontrent des enfants de nationalités différentes pour participer à des activités variées.

Le secondaire se subdivise en trois cycles: cycle d'observation (S1-S3), cycle de préorientation (S4-S5) et cycle d'orientation (S6-S7) menant au Baccalauréat européen.

L'étude de la première langue étrangère (LII) commence en 1re primaire. Cette langue peut être le français, l'anglais ou l'allemand. L'étude de la deuxième langue étrangère (LIII) commence en 1re secondaire. L'étude de la troisième langue étrangère (LIV) peut commencer en 4e secondaire. La quatrième langue étrangère (LV) est un cours complémentaire en 6e et 7e secondaire. Chacune des langues officielles de l'UE peut, en principe, être choisie comme LIII, LIV ou LV.

En ce qui concerne le contenu pédagogique de l'enseignement, une école ne peut être agréée que si elle s'engage à préparer efficacement les élèves à présenter les épreuves du Baccalauréat européen et si elle propose un éventail d'options, particulièrement en sixième et septième année du cycle secondaire, qui favorise l'admission ultérieure des élèves aux filières de l'enseignement supérieur.

Le diplôme du Baccalauréat européen est officiellement reconnu comme un titre permettant l'admission dans l'enseignement supérieur dans tous les pays de l'Union européenne ainsi que dans plusieurs autres pays. Les titulaires du Baccalauréat européen jouissent dans leur pays des mêmes droits et avantages que les autres titulaires d'un certificat de fin d'études secondaires et ils peuvent notamment, au même titre que les nationaux du pays aux qualifications équivalentes, solliciter leur admission dans toute université ou tout établissement d'enseignement supérieur de l'Union européenne.

Une attention toute particulière est accordée à la différenciation de l'enseignement ainsi qu'au soutien scolaire et éducatif. L'école sera soumise aux contrôles assurance qualité de l'inspectorat européen. Les curriculums et programmes sont harmonisés et régulièrement mis à jour par des groupes d'experts internationaux. L'évaluation se veut holistique au sein du primaire ainsi qu'au premier cycle du secondaire avec une description détaillée des performances des élèves. L'implication de toutes les parties prenantes est encouragée. Un large éventail d'activités périscolaires est proposé aux élèves. Les différentes Écoles européennes coopèrent étroitement à travers des échanges scolaires (élèves et enseignants), l'organisation ou la participation à des symposiums ou festivals au sein de ces écoles.

La coexistence du Lycée Edward Steichen et de l'École européenne dans un même établissement permettra de faire profiter chacun des deux offres scolaires. Des passerelles entre les deux systèmes sont prévues.

ad 2) Il s'agit d'une école publique ouverte à tous; contrairement aux Écoles européennes de type I, il n'y a pas de frais d'inscription, au même titre que dans les autres écoles publiques.

Les élèves qui ont suivi l'enseignement fondamental luxembourgeois sont admis à la première année de l'enseignement secondaire européen en fonction de la décision d'orientation leur délivrée à la fin du cycle 4.2 de l'enseignement fondamental luxembourgeois et les admettant à une classe de 7e de l'enseignement secondaire classique ou secondaire général luxembourgeois.

L'école permet l'intégration d'élèves issus de l'immigration, tant pour des familles désirant rester définitivement au Luxembourg que pour celles qui sont au pays pour une durée déterminée.

De plus les curriculums des Écoles européennes deviennent accessibles aux élèves nationaux désirant intégrer un système scolaire multilingue et pluriculturel.

Force est de constater que l'ensemble de l'offre scolaire internationale et européenne est concentré actuellement à Luxembourg-ville ou dans ses environs. Aucune offre scolaire européenne/internationale n'est proposée au-delà de la capitale, au nord du pays. Ainsi des institutions et entreprises multinationales hésitent actuellement à s'installer dans cette région du pays. Une offre scolaire de qualité est un élément important dans la décision d'une entreprise, d'un investisseur étranger ou d'experts scientifiques de s'installer ou non dans une région.

ad 3) L'offre scolaire comporte:

1) Le cycle de deux années de l'enseignement «early education - maternel» européen;

2) Le cycle de cinq années de l'enseignement primaire européen;

3) Le cycle de sept années de l'enseignement secondaire européen.

Il est offert le choix entre plusieurs sections linguistiques choisies parmi les sections linguistiques des Écoles européennes.

L'offre scolaire du secondaire débutera pour l'année scolaire 2018-2019 et ceci dans deux sections linguistiques: section germanophone et section francophone. Cette offre scolaire sera élargie à d'autres sections linguistiques, notamment anglophone, au fur et à mesure des besoins constatés.

Des pourparlers sont prévus avec les autorités communales afin de mettre en place par après l'enseignement maternel et fondamental, «early education» et primaire dans le vocabulaire européen.

Question 3219 (11.08.2017) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **détachement de travailleurs:**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 14 mars 2017, la réglementation sur le détachement de travailleurs a été modifiée. Les entreprises concernées sont désormais tenues de fournir à l'Inspection du travail et des mines (ITM) une panoplie d'informations via une plateforme électronique accessible via le site Internet de l'ITM.

Il me revient maintenant que des entreprises luxembourgeoises qui se font livrer des marchandises de l'étranger se voient mettre en compte des frais administratifs non négligeables en raison des déclarations à effectuer par les entreprises étrangères auprès de l'ITM. Il va sans dire que ces frais seront tôt ou tard refacturés au client final.

Il n'est d'ailleurs pas exclu que les obligations supplémentaires (de vérification, d'information et d'injonction) pesant également sur les maîtres d'ouvrage et les donneurs d'ordres

soient répercutés sur les prix finaux à payer par le consommateur.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance des difficultés pratiques auxquelles sont confrontées les entreprises luxembourgeoises et étrangères en matière de détachement de travailleurs?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les obligations pesant de part et d'autre sur les entreprises aient un effet à la hausse sur les prix à payer par le consommateur?

- Messieurs les Ministres entendent-ils apporter des modifications à la législation sur le détachement des travailleurs pour encore mieux concilier les impératifs de protection des salariés détachés et de concurrence loyale et les intérêts des clients finaux? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse commune (03.10.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La loi du 14 mars 2017 portant modification du Code du travail a transposé la directive 2017/67/UE relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services.

La directive d'origine, la directive d'exécution et les dispositions nationales de transposition de ces deux instruments ainsi que la loi de transposition établissent un socle de conditions de travail et d'emploi garantissant une protection minimale aux salariés détachés qui doivent être respectées par les prestataires de services dans l'État membre d'accueil.

Tout en renforçant certaines mesures en vue de protéger le salarié détaché et en même temps à éviter toute concurrence déloyale, il faut noter également que les modifications introduites contiennent aussi des simplifications administratives à l'intention des entreprises détachantes, notamment par l'introduction de la procédure de l'e-détachement qui permet un traitement immédiat des demandes de détachement.

En ce qui concerne le transport de marchandises par des fournisseurs établis à l'étranger à des entreprises luxembourgeoises, il y a lieu de retenir que pour autant qu'il s'agit d'une simple livraison sans autre prestation de services par le fournisseur, cette situation n'est pas à considérer comme détachement et n'est donc pas soumise aux obligations prévues en la matière.

De ce fait, et en ce qui concerne les simples livraisons auxquelles l'honorable Député se réfère, aucune raison d'augmentation des prix ne naît de par les modifications introduites par la loi du 14 mars 2017 précitée.

En ce qui concerne la question de modifier les dispositions légales en la matière afin de mieux concilier les impératifs de protection des salariés détachés et de concurrence loyale et les intérêts de clients finaux, il y lieu de constater que des discussions en vue de la modification éventuelle de la directive de base de 1996 sont actuellement en cours au niveau communautaire.

L'objectif de cette modification est de supprimer autant que possible les abus liés au détachement et qui consistent à ne pas respecter la législation sociale et le droit du travail et de payer des salaires non conformes à la législation.

Tout en étant attaché à la libre prestation de services, le Luxembourg soutient ces efforts qui visent précisément à combattre le dumping social qui mène à la concurrence déloyale menaçant notamment les PME.

Question 3220 (11.08.2017) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **personnel de l'Éducation différenciée (Ediff):**

Selon un article intitulé «Welche Zukunft für das Personal der Ediff?» publié dans le Luxemburger Wort du 6 août, les membres des équipes multiprofessionnelles (EMP) de l'Ediff seraient, dès la rentrée 2017-2018, hiérarchiquement soumis à une des 15 directions régionales qui viennent d'être établis dans l'enseignement fondamental. Cette information paraît surprenante, car jusqu'ici il y a toujours été question d'une période transitoire permettant de restructurer le personnel de l'Ediff.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre, peut-il confirmer que les membres des EMP de l'Ediff seront hiérarchiquement soumis aux directions régionales dés la rentrée 2017-2018?

2. Dans l'affirmative, est-ce que les concernés ont été informés en bonne et due forme? Dans la négative, qu'en est-il du futur emploi des membres des EMP actuels et éventuellement d'autres salariés de l'Ediff?

3. Est-ce que des changements hiérarchiques concernant les employés et fonctionnaires susmentionnés seront possibles sans changer au préalable la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée?

Réponse (29.09.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Par instruction ministérielle du 14 août 2017, les agents de l'Éducation différenciée ayant œuvré jusqu'alors dans le cadre des équipes multiprofessionnelles, seront, pendant l'année scolaire 2017-2018, détachés (article 7, paragraphe 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État), respectivement transférés dans les équipes de soutien des enfants à besoins (ESEB). Ceci est une mesure d'ordre organisationnel et n'a pas d'impact par rapport à son champ d'action. Cette mesure répond à la modification du 29 juin 2017 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, notamment à l'article 28 qui stipule:

«Le directeur charge un de ses directeurs adjoints de coordonner les travaux de l'ESEB de la région. Après concertation avec les membres de sa direction ainsi qu'avec les présidents des comités d'école et sur proposition du directeur adjoint chargé de la coordination des travaux de l'ESEB, le directeur fixe les principes de fonctionnement, l'ordre de priorité des actions prévues et les procédures d'évaluation des interventions sur proposition de la CI, ainsi que la coordination de la présence régulière des ESEB dans les écoles.

Les ESEB exercent leurs missions sous l'autorité du directeur concerné dans le cadre des moyens disponibles et des actions prévues par la CI.»

Pour satisfaire aux besoins des élèves, pour répondre aux critères internationaux et pour permettre une inclusion scolaire et sociale digne de ce nom, l'éducation nationale doit procéder dans les années à venir à la création d'un nombre substantiel de postes d'éducateurs, de rééducateurs, d'enseignants spécialisés, de pédagogues, de psychologues et d'autres spécialistes encore.

Ceci nécessite:

- une restructuration du domaine de la prise en charge des enfants à besoins, qui consiste dans la création de la fonction de l'instituteur spécialisé pour la prise en charge d'enfants à besoins éducatifs particuliers et spécifiques (I-EBS) et des ESEB dans toutes les régions du pays, et le concept d'intervention à trois niveaux de spécialisation. La restructuration sera complétée par la création des centres de compétences dont le Gouvernement vient d'adapter le texte du projet de loi;

- une planification des besoins en ressources humaines pour les trois niveaux d'intervention. En effet, à court terme, 150 I-EBS sont et seront embauchés. Pour ce qui est des autres professions intervenant essentiellement aux niveaux régional et national, l'année scolaire à venir constituera une année de transition et de planification. Moyennant l'instruction ministérielle citée ci-dessus, j'ai demandé aux différentes commissions compétentes de me fournir le 15 décembre 2017 un bilan des besoins.

Tous ces travaux devront nous permettre d'arrêter à la fois pour les différents centres et pour les 15 ESEB l'envergure des ressources humaines à attribuer. Suite à la définition du besoin en personnel, les collaboratrices et collaborateurs du Centre de logopédie et de l'Éducation différenciée, y inclus les collaborateurs des différentes ESEB, sauront alors se prononcer sur leurs préférences professionnelles, ceci selon leur profil et dans les limites des vacances de postes. La réorientation des agents concernés se fera au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur les centres de compétences.

Question 3221 (11.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**incarcération d'un journaliste turco-suédois en Espagne:**

En effet, selon la presse internationale, le journaliste turco-suédois Hamza Yalçin a été arrêté le 3 août 2017 à l'Aéroport de Barcelone en application d'un mandat d'arrêt international émis par Interpol à la demande de la Turquie, avant son embarquement pour Londres. Le précité mandat d'arrêt accuse Monsieur Yalçin d'avoir insulté le président turc Erdoğan, d'être lié à un groupe d'extrême gauche illégal (le Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple: DHKP-C), et d'écrire pour le magazine en ligne «Odak Dergisi», très critique à l'égard d'Erdoğan. Un juge espagnol a ordonné l'incarcération de Monsieur Yalçin. La branche suédoise de «Reporters sans frontières» (RSF) s'est montrée par la suite «très inquiète», le mandat d'arrêt étant une tentative «pour réduire au silence toute critique du régime turc».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les susdits faits et me faire part de leur analyse politico-juridique y relative?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'éclairer sur la pratique luxembourgeoise relative à des mandats d'arrêt internationaux émis par la Turquie contre des journalistes turcs?

3) Messieurs les Ministres ne voient-ils pas, après l'incarcération de Hamza Yalçin par les autorités espagnoles, la liberté de presse dans l'Union européenne en danger? Partagent-ils, dans ce sens, les inquiétudes de «Reporters sans frontières»?

4) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres envisagent-ils d'aborder le cas Yalçin au niveau du Conseil de l'Union européenne afin d'arriver à une ligne de conduite commune des États membres de l'Union relative à des mandats d'arrêt internationaux douteux d'Ankara contre des journalistes?

Réponse commune (12.09.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1) Le journaliste suédo-turc Hamza Yalçin a été arrêté en Espagne le 3 août, en application d'un mandat d'arrêt international émis par la Turquie. Selon les informations parues dans la presse, la Turquie accuse le journaliste en question entre autres d'appartenir à un groupe d'extrême gauche turc et d'écrire pour le magazine en ligne «Odak Dergisi», très critique envers les autorités turques. La Turquie dispose désormais de 40 jours pour présenter une demande officielle d'extradition. Monsieur Yalçin peut faire appel et contester les accusations dont il fait l'objet.

ad 2) En matière d'extradition, les mandats d'arrêt internationaux font l'objet d'un signalement («notice rouge») par l'intermédiaire d'Interpol. L'État d'exécution n'a aucune influence sur les signalements opérés par l'État requérant.

Si un ressortissant turc, indépendamment de sa profession, était signalé par Interpol et était trouvé sur le territoire luxembourgeois il ferait l'objet dans un premier temps d'une arrestation provisoire pour éviter sa fuite de la même façon que tout autre ressortissant. La Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 ratifiée entre autres par la Turquie trouverait application alors qu'entre les États membres de l'Union européenne il serait fait application de la procédure du mandat d'européen en vertu de la loi modifiée du 17 mars 2004.

La Convention européenne d'extradition ratifiée par le Luxembourg par la loi du 21 juillet 1976 trouverait à s'appliquer en ce qui concerne les conditions de fond de l'extradition requise. Ainsi la demande devrait concerner des faits punissables par les lois des États requérants et requis d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins un an ou d'une peine plus sévère s'agissant d'une demande en vue de l'exercice de poursuites et en cas de condamnation à une peine la sanction prononcée devrait avoir une durée d'au moins quatre mois.

L'extradition ne serait pas accordée si l'infraction pour laquelle elle était demandée était considérée par la partie requise comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction.

La procédure nationale d'extradition est définie par la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition. La personne arrêtée dispose de garanties suffisantes lui permettant l'exercice de ses droits de la défense (information de ses droits dans une langue comprise, assistance d'un avocat, assistance d'un interprète, droit à la traduction, recours en mainlevée de l'arrestation provisoire).

L'arrestation provisoire peut prendre fin après 18 jours sans pouvoir excéder 40 jours si la demande d'extradition officielle n'est pas parvenue endéans ce délai.

Si la demande a été présentée dans les délais, elle fait l'objet d'une notification avec toutes les pièces annexées et notamment le mandat d'arrêt national émis.

La décision définitive sur l'extradition appartient à Monsieur le Ministre de la Justice sur avis conforme de la chambre du conseil de la Cour d'appel. L'audience de la chambre du conseil est publique et le ministère public, la personne et son avocat sont entendus en leurs moyens. La chambre du conseil émettra un avis sur les conditions de fond et de forme de la demande en prenant soin notamment d'analyser si les faits ne peuvent pas être qualifiés d'infraction politique.

Le Luxembourg n'a connu qu'une seule demande d'extradition à l'égard d'une journaliste de nationalité turque, et ce au courant de l'année 2006. La chambre du conseil a émis un avis négatif de sorte que le Ministre de la Justice a dès lors refusé la demande d'extradition turque. En effet, les autorités judiciaires turques n'avaient pas fait droit aux demandes de renseignements complémentaires du procureur général d'État quant à l'implication de la personne arrêtée dans les faits qui lui étaient reprochés aux fins notamment de pouvoir apprécier la condition de la double incrimination.

La chambre du conseil a donc estimé qu'à son avis la condition de la double incrimination n'était pas établie et la journaliste en question a alors été libérée.

ad 3) Comme indiqué ci-dessus, l'arrestation de Monsieur Hamza Yalçin est à placer dans le cadre de l'application de la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957. Il ne revient pas au Gouvernement luxembourgeois de se prononcer sur une procédure judiciaire en cours dans un pays tiers. Toutefois, d'éventuelles tentatives des autorités turques visant à porter atteinte à la liberté de presse au sein de l'Union européenne ou de se servir de la Convention européenne d'extradition à des fins politiques, ne seraient pas acceptables.

ad 4) L'application par les États membres de l'Union européenne de la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 assure aux accusés des garanties nécessaires afin d'exercer leurs droits de la défense. Le Luxembourg part également du principe qu'un État membre de l'Union européenne ne procède pas à des extraditions pour des motifs politiques. Dans ce contexte, il revient à Interpol d'examiner au cas par cas la pertinence du maintien d'une notice rouge, conformément à l'article 3 de son statut qui vise à protéger les individus contre la persécution.

De manière générale, le Luxembourg reste très préoccupé par la situation des droits et libertés fondamentales en Turquie, en particulier en ce qui concerne la liberté de la presse. Le Luxembourg continuera à suivre de près, ensemble avec les autres États membres de l'Union européenne, l'évolution de la situation politique en Turquie.

Question 3222 (11.08.2017) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **scandale des œufs contaminés au fipronil:**

Le scandale des œufs contaminés au fipronil, ayant son origine en Belgique et aux Pays-Bas, est en train de s'étendre à travers toute l'Europe voire au-delà. Selon les dernières informations, il s'agit entre-temps de plus de dix millions d'œufs pour la seule Allemagne, de 14 autres États membres ainsi que de la Suisse et de Hong Kong. Dans un communiqué de presse conjoint du 9 août, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et le Ministère de la Santé ont indiqué que des œufs contaminés au fipronil ont aussi été détectés sur le marché national et que, désormais, le Luxembourg était également touché.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Vu les informations parfois contradictoires émanant des autorités de différents autres pays, existe-t-il un danger pour les consomma-

teurs luxembourgeois et notamment pour les enfants? Quels conseils est-ce que le Gouvernement peut donner aux consommateurs afin de diminuer les risques?

2) Quelles mesures ont été prises par le Gouvernement, afin d'assurer que tous les aliments potentiellement contaminés au fipronil soient retirés des étalages des commerces luxembourgeois?

3) Qu'en est-il plus particulièrement du contrôle des produits finis ou semi-finis contenant des œufs (plats, salades, sandwichs...)?

4) Les œufs vendus au grand public sont marqués d'un code qui facilite la traçabilité des œufs en Union européenne. Existe-t-il un système de traçabilité similaire pour les œufs vendus sous forme liquide au sein du secteur alimentaire (B2B)?

5) Est-ce que le système d'alerte rapide européen sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) a été un outil d'échange efficace? Dans la négative, comment améliorer le système d'alerte?

6) Est-ce que le scandale reste toujours limité au secteur de la production d'œufs ou est-ce que des producteurs de viande de poule ont également été touchés?

Selon le communiqué de presse susmentionné, les autorités ont prélevé des échantillons d'œufs liquides afin de détecter la présence éventuelle de fipronil et les résultats de ces analyses seraient attendus fin de la semaine prochaine.

7) Comment s'explique le délai d'attente de dix jours? Est-ce qu'il s'agit éventuellement d'un laboratoire étranger?

Le ministre vient de déclarer aux médias que les producteurs d'œufs luxembourgeois n'ont pas utilisés de produit contenant du fipronil pour la désinfection de leurs exploitations.

8) Comment et avec quels produits les exploitations luxembourgeoises sont-elles désinfectées? Quelles sont les procédures dans l'élevage biologique?

9) Existe-t-il, au Luxembourg, des entreprises spécialisées dans la désinfection des exploitations? Est-ce qu'il y a un contrôle de la prestation lorsque des éleveurs luxembourgeois ont recours à des entreprises étrangères?

10) Comment est-ce que l'achat et/ou l'utilisation des produits désinfectants est contrôlé au Luxembourg et notamment le commerce en ligne?

Réponse commune (21.09.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Le fipronil est une substance active de produit phytosanitaire et d'antiparasitaire vétérinaire, présentant un effet insecticide et acaricide. Il est approuvé au niveau communautaire pour des utilisations en tant que biocide et médicament vétérinaire. Lorsqu'il est utilisé comme biocide, le fipronil trouve des applications dans la lutte contre les infestations de fourmis, blattes, mouches et moustiques, aussi bien en milieu professionnel que privé. Il n'est cependant pas approuvé pour la désinsectisation des bâtiments d'élevage. Or, d'après les informations dont nous disposons actuellement, l'utilisation illégale du fipronil comme biocide dans des poulaillers en Belgique et aux Pays-Bas serait à l'origine de la contamination des œufs.

En médecine vétérinaire le fipronil est approuvé pour le traitement contre les ectoparasites (puces, tiques, poux) des animaux de compagnie, mais son utilisation est interdite pour les animaux producteurs de denrées alimentaires, vu le risque de présence de résidus dans les produits finis.

Aucune autorisation en tant que produit phytopharmaceutique n'est délivrée au Grand-Duché de Luxembourg.

Le fipronil présente un niveau modéré de toxicité aiguë pour la santé humaine, les symptômes rapportés dans les cas d'ingestion accidentelle étant généralement bénins. Par ailleurs une toxicité spécifique pour certains organes cibles à la suite d'une exposition répétée a été mise en évidence.

En cas de détection de résidus de fipronil d'une concentration supérieure à 0,005 mg/kg de denrée alimentaire, le produit est considéré comme non conforme et ne peut pas être mis sur le marché.

Par ailleurs un seuil de sécurité de 0,72 mg/kg de denrée alimentaire a été retenu au niveau communautaire pour les ovoproduits, en se basant sur la valeur toxicologique de référence (ARfD) du fipronil de 0,009 mg/kg de poids corporel et sur les données de consommation moyenne des enfants.

Les autorités compétentes luxembourgeoises, ainsi que leurs homologues des autres États membres, procèdent au retrait du marché de tous les œufs et produits transformés à base d'œufs non conformes, même s'ils ne présentent pas de risque toxicologique, la concentration en résidus de fipronil ne dépassant pas le seuil de sécurité.

Néanmoins, et afin de prévenir tout risque potentiel pour la santé publique, des recommandations pour la consommation d'œufs ont été émises. En se basant sur les valeurs maximales de résidus de fipronil constatées au niveau européen dans les œufs contaminés (1,2 mg/kg de produit) et sur l'ARfD du fipronil, la quantité maximale d'œufs pouvant être consommée sans risque varie de un par jour pour un enfant de un à trois ans, à dix par jour pour un adulte en fonction du poids corporel.

En sachant que la consommation par un enfant gros mangeur d'œufs représente deux œufs par jour, le Luxembourg a appliqué une limite intermédiaire de 0,06 mg/Kg pour protéger les enfants (inférieurs à 15 kg de poids corporel).

Dès lors pour le Luxembourg, on peut affirmer que cette fraude des œufs au fipronil a un effet négligeable sur la santé publique. En effet, compte tenu des concentrations de fipronil observées à ce jour dans les produits contaminés, et de la politique de retrait du marché systématique de ces produits, le risque de survenue d'effets sanitaires apparaît faible, sans toutefois pouvoir exclure ce risque en cas de dépassement significatif des niveaux de consommation recommandés.

Au vu des contrôles, des inspections et des résultats d'analyses effectués par les autorités compétentes luxembourgeoises, on peut conseiller la consommation d'œufs d'origine luxembourgeoise pour lesquels aucun résultat positif n'a été détecté.

ad 2) Les autorités compétentes luxembourgeoises ont procédé à une évaluation des risques de contamination du secteur en demandant la traçabilité des œufs de 25 sociétés travaillant dans les domaines de la production, de la transformation et de la distribution des denrées alimentaires. Cette évaluation a permis de définir les priorités de contrôle et de prélèvement en fonction du risque de présence d'œufs contaminés sur le marché.

Parallèlement, 18 échantillons d'œufs ont été prélevés dont tous les résultats sont exempts de trace de fipronil et donc conformes. Des prélèvements sont actuellement encore effectués sur des produits qui suscitent un doute de la part des autorités comme par exemple lorsque les agents de contrôle retrouvent lors des contrôles de routine des ovoproduits en provenance de fournisseurs qui avaient fait l'objet d'alertes du système RASFF.

D'autre part, afin d'assurer le retrait du marché des œufs non conformes, les autorités compétentes luxembourgeoises suivent différents canaux d'information. Tout d'abord les alertes concernant des lots d'œufs suspects ou non conformes parviennent via le système d'alerte rapide de la Commission européenne (RASFF), qui est un système d'échanges d'informations entre les autorités des États membres et géré par la Commission.

D'autres informations ont transité par un nouveau système d'information de la commission. Il s'agit d'un système de collaboration administrative dans le domaine de la fraude alimentaire (FF).

En outre, les opérateurs du secteur alimentaire ont l'obligation d'informer les autorités en cas d'informations concernant des produits non conformes p.ex. lorsqu'ils reçoivent de telles informations de leurs fournisseurs. Ceci permet aux autorités de prendre les mesures qui s'imposent, ceci en étroite collaboration avec les opérateurs concernés.

En dernier lieu, certaines informations utiles sont parvenues aux autorités compétentes de la part de consommateurs avertis.

ad 3) Concernant les produits finis ou semi-finis, ces derniers ne contiennent souvent qu'un faible pourcentage d'œufs ou d'ovoproduits. C'est pourquoi les efforts d'analyse se sont surtout concentrés sur les œufs et les ovoproduits puisqu'une analyse négative (respectivement confirmant un taux de contamination faible) permet de déduire que les produits finis ou semi-finis sont dépourvus de risque pour la santé publique. Néanmoins, en l'état actuel de la réglementation communautaire, tout produit fini ou semi-fini sera retiré du marché en cas de dépassement des limites proposées par la Commission lors du dernier comité permanent du 30 août 2017.

ad 4) Comme pour tous les produits alimentaires, les opérateurs ont une obligation de traçabilité interne pour les ovoproduits. Cette dernière permet de mieux cibler les produits à risque en cas de crise alimentaire et de limiter ainsi le retrait du marché.

ad 5) Le système d'alerte rapide des denrées alimentaires et aliments pour animaux est un outil d'échange d'informations entre les États membres et géré par la Commission. Il fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

C'est un système largement utilisé par les différents membres pour se signaler entre eux des retraits ou rappels de produits avec les données de traçabilité qui permettent la surveillance de ces mesures. Ainsi, par année, plusieurs milliers de notifications circulent par le système RASFF.

Dans l'affaire fipronil, le système RASFF a servi et sert toujours à l'échange des données de traçabilité entre États membres. Ainsi, et à ce jour quelque 600 notifications de suivi ont transité par le système RASFF dans le cadre de l'affaire fipronil.

Or, la rapidité du système RASFF est fonction directe de la rapidité des membres qui entrent des données. Par ailleurs, le système d'alerte rapide comprend plusieurs étapes de validation hiérarchiques (régionales, nationales et communautaires) constituant un certain frein à sa rapidité. Finalement la Commission doit dans certains cas traduire certaines informations d'une langue nationale en anglais, qui constitue la langue prioritaire du RASFF.

Force est de constater que l'information sur les rappels et retraits qui passe directement du fournisseur à son client, et par la suite aux autorités, parvient souvent plus tôt que celle via le système d'alerte rapide.

Dans ces cas, le système d'alerte rapide sert plutôt d'outil de vérification des actions entreprises par les opérateurs que de système d'alerte rapide.

Par ailleurs, comme tous les opérateurs n'informent pas les autorités des retraits et rappels qu'ils effectuent, le système RASFF est le seul moyen de contrôle à disposition des autorités pour vérifier si les retraits et rappels sont effectués par les établissements alimentaires.

Somme toute, le système RASFF est un système bien établi qui a également contribué largement à la gestion de l'affaire fipronil. Sa rapidité est tributaire de la rapidité de ses membres, des différents niveaux de validation et de la volonté de fournir les informations pertinentes dans une langue compréhensible par tous les membres du réseau.

Récemment, la Commission européenne a introduit deux nouveaux systèmes de communication entre les autorités de sécurité alimentaire, à savoir: le système de collaboration administrative (AAC) et le système de lutte contre la fraude alimentaire (FF). Actuellement, il n'est pas toujours clair quel système utiliser dans quel cas de non-conformité.

Ainsi, on voit parfois transiter les mêmes alertes par deux ou même par les trois systèmes de communication, défavorisant une communication efficace.

Afin d'améliorer les systèmes de communication entre les États membres et la Commission, il reste à clarifier les interactions entre les trois systèmes communautaires à savoir RASFF, FF et AAC.

L'harmonisation des flux d'information, et par conséquent des différents systèmes de communication communautaires semble à l'heure actuelle une approche préconisée par les États membres et la révision des systèmes actuels s'impose suite à l'introduction de la nouvelle réglementation du contrôle alimentaire (règlement UE 2017/625).

ad 6) Actuellement la fraude se concentre surtout au niveau du secteur des poules pondeuses, mais vu l'abattage des poules pondeuses en fin de production pour l'utilisation de la viande, la question quant à la concentration de résidus de fipronil dans la viande de volaille ne peut être négligée. Or, les taux de résidus de fipronil détectés dans certaines viandes sont beaucoup plus faibles que pour les œufs et par conséquent le risque pour la santé publique au niveau de la consommation de viande peut pratiquement être exclu.

ad 7) En fonction de l'évaluation de risque du marché effectuée par les autorités compétentes luxembourgeoises, les échantillons destinés aux analyses ont été envoyés à différents laboratoires étrangers en fonction de l'origine suspecte du produit. Les échantillons ont été analysés par des laboratoires étrangers accrédités pour cette analyse conformément à la réglementation européenne. Les délais ont été variables suivant la demande en urgence, le laboratoire choisi et la date d'envoi.

ad 8) Vu la taille réduite des cheptels de volaille au Luxembourg, les exploitants effectuent en général eux-mêmes avec leur personnel le nettoyage et la désinfection des infrastructures et des équipements durant les vides sanitaires. Pour lutter contre les poux, les producteurs luxembourgeois utilisent des produits à base de silicium qui détruisent les poux par action physique en blessant la carapace.

Dans les élevages biologiques, la désinfection des bâtiments et des installations d'élevage est réglée par l'article 23, points 4 et 5, du règlement (CE) n°889/2008 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n°834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles. Elle ne peut se faire qu'au moyen des produits énumérés à l'annexe VII de ce même règlement. Il s'agit d'une liste positive très restrictive parmi laquelle les éleveurs de volaille peuvent choisir le produit nettoyant ou désinfectant adéquat.

Dans les élevages de poules pondeuses biologiques au Luxembourg, la pratique courante est la suivante:

Après le départ des poules, le sol du poulailler est nettoyé des déjections et ensuite le bâtiment et les installations sont lavés à l'eau chaude ou à l'eau froide sous pression. Ensuite le poulailler reste vide pendant quatre semaines, afin de bien sécher et de permettre à la végétation des parcours extérieurs de reprendre. Les poulaillers mobiles restent vides pendant deux semaines et sont déplacés vers une nouvelle portion de prairie. Selon le besoin, le poulailler est également repeint à la chaux et les tuyauteries d'eau sont désinfectées au peroxyde d'hydrogène.

Avant l'arrivée des nouvelles poulettes, les exploitants insufflent de la poudre de silice dans le poulailler. Celle-ci se dépose partout, notamment sur les tuyauteries et perchoirs, qui sont la voie privilégiée par les acariens parasites pour atteindre les poules. Cette poudre provoque la destruction des pièces buccales des acariens, les empêchant donc de nuire.

En outre, certains exploitants rajoutent de la poudre aux bains de sable mis à disposition des volailles pour en accroître l'efficacité.

Ces mesures suffisent pour maintenir la population d'acariens à un niveau assez bas jusqu'à la fin du cycle de production et au départ des poules.

Le contrôle des produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection fait partie de la procédure de contrôle annuel des exploitations biologiques par les organismes de contrôles agréés et est documenté dans le rapport de contrôle.

Seuls des désinfectants disposant d'une autorisation ou d'une notification émises par l'autorisation luxembourgeoise et conformes au règlement (UE) 528/2012, respectivement à loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides, peuvent être vendus et utilisés au Grand-Duché de Luxembourg.

Les listes des produits biocides autorisés (respectivement notifiés) au Luxembourg sont disponibles sur le site Internet de l'Agence européenne des produits chimiques, ECHA (www.echa.europa.eu), respectivement sur le site Internet de l'Administration de l'environnement (www.emwelt.lu).

ad 9) Il n'existe pas de firmes spécialisées dans la désinfection des bâtiments d'élevage au Luxembourg vu l'absence de marché dans ce domaine. Néanmoins des entreprises du secteur du nettoyage industriel peuvent occasionnellement prendre en charge ce type d'activités.

La législation applicable aux produits biocides ne prévoit pas le recensement des prestataires de services de désinfection. Les acteurs économiques sis au Luxembourg ou à l'étranger sont toutefois obligés d'utiliser, lors de prestations de désinfection au Grand-Duché de Luxembourg, des produits biocides désinfectants conformes aux critères évoqués ci-avant.

ad 10) Les produits «désinfectants» sont des biocides et tombent ainsi sous le champ d'application du règlement (UE) n°528/2012 du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides.

L'Administration de l'environnement est en charge de l'application des dispositions de ce règlement qui couvre 22 «types de produits biocides» différents. Ces catégories de produits biocides couvrent non seulement les désinfectants utilisés dans plusieurs contextes différents (hygiène humaine, hygiène générale, hygiène vétérinaire, hygiène dans la production alimentaire et désinfection de l'eau potable) mais aussi des produits biocides utilisés dans la production industrielle et dans des processus in-

dustriels, et des produits de lutte contre les nuisibles (p. ex. insecticides, rodenticides, répulsifs et appâts).

L'Administration de l'environnement effectue des contrôles de conformité réguliers de produits biocides (dont les désinfectants), qui peuvent intervenir tant au niveau de vendeurs qu'au niveau d'utilisateurs de produits biocides situés au Luxembourg.

Dans un premier temps, les objectifs de ces contrôles sont la vérification de l'existence d'une autorisation de mise sur le marché et la vérification de la conformité au niveau des étiquettes des produits. En cas de détection d'une non-conformité et pour autant que de mise, des mesures correctives afin de rectifier la situation de non-conformité sont déterminées. Au cas contraire, les produits biocides non conformes doivent impérativement être retirés du marché luxembourgeois et leur utilisation est (reste) interdite.

À côté des contrôles physiques dans les surfaces de vente, l'Administration de l'environnement procède de façon similaire à des contrôles de produits biocides en ligne. Dans le futur, des collaborations avec des grandes plateformes de vente (p. ex. Amazon) sont prévues afin d'augmenter l'efficacité des contrôles en ligne.

Conformément à l'article 19 du règlement (UE) n°528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, un produit biocide ne peut être utilisé que pour les utilisations spécifiées dans l'autorisation de ce produit. Toute autre utilisation est illégale.

La substance «fipronil» a été approuvée comme substance active biocide et peut être contenue dans des produits biocides insecticides. L'incorporation non autorisée de la substance fipronil dans un produit biocide (désinfectant) reste illégale dans le contexte de la législation applicable aux produits biocides.

Les produits biocides insecticides légalement disponibles sur le marché luxembourgeois et contenant la substance active «fipronil» sont en date du 29/08/2017:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Aucun de ces produits n'est destiné à une utilisation dans les bâtiments hébergeant des animaux destinés à la production de denrées alimentaires.

Question 3223 (14.08.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **réunions d'information sur la loi relative au RMG:**

De Familljeministère schéckt regelméisseg Invitatiounen u Leit, déi den RMG ufroen, fir si an enger Informatiounsversammlung iwwert d'RMGs-Gesetz an de weidere Prozedurverlaf no der Ufro opzeklären.

Op d'mannst en Deel vun esou Versammlunge ginn op Franséisch gehalen. An esou engem Bréif steet dann: «… vous participerez à une réunion d'information en langue française d'une durée de deux heures (...) Au cas où vous n'auriez pas de connaissances suffisantes de la langue française, je vous prie de vous faire accompagner par une personne pouvant vous traduire les informations fournies à l'occasion de cette réunion».

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un d'Madamm Minister fir Famill an Integratioun an un den Här Minister fir Kultur:

1. Wéi ass de Sproocheregime an deene Reuniounen? Wéi vill Reunioune ginn op wéi enge Sprooche gehalen? Wéi vill Reunioune ginn et a Lëtzebuerger Sprooch respektiv op Däitsch? Zënter wéini gëllt dee Sproocheregime an deene betreffende Reuniounen?

2. Ginn déi Informatiounen, vun deenen hei rieds geet, vu Leit vermëttelt, déi an der Lëtzebuerger Fonction publique schaffen an déi déi dräi Verwaltungssprooche vum Land kënnen?

3. Ginn déi Informatiounen och schréftlech an deenen dräi Verwaltungssproochen un déi Interesséiert ausgedeelt?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt et ëmmer d'Verwaltung ass, déi sech muss an deenen dräi Verwaltungssprooche vum Land un d'Bierger adresséieren, soudatt déi Betraffen d'Informatioune beschtméiglechst verstinn?

5. Ginn esou Bréiwer, déi am Verlaf vun der Prozedur, fir den RMG ze kréien, verschéckt ginn, och op Lëtzebuergesch respektiv op Däitsch eraus?

6. Oder ass d'Regierung der Meenung, datt et um Bierger ass, déi néideg Efforten ze maachen, fir dat ze verstoen, wat d'Verwaltungen him op Franséisch erklären?

7. Wann eng Persoun, wéi am Bréif vum Familljeministère suggeréiert, op d'Servicer vun enger drëtter Persoun, z. B. engem Iwwersetzer, muss zréckgräifen, fir Informatioune vu Franséisch op eng vun deenen zwou anere Verwaltungssprooche vum Land iwwersetzen ze loossen, ass d'Regierung da bereet, d'Käschten dofir ze droen? Wier et net méiglech, datt déi Institutioun, déi d'Informatiounsversammlung organiséiert, och den Iwwersetzer stellt? Wann neen, wat sinn d'Grënn dofir? Wa jo, kann dëst dann och am Bréif vermierkt oder proposéiert ginn?

8. Wéi kompatibel gesäit den Här Kulturminister d'Organisatioun vun dëser Informatiounsprozedur mat der Regierung hirem 40-Punkte-Plang zur Förderung vun der Sprooch?

Réponse commune (14.09.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Den SNAS organiséiert esou Informatiounsversammlungen zënter Mäerz 2003 an d'Modalitéiten si folgend.

Zweemol d'Woch gi vun zwee Statsfonctionnairë vum SNAS, déi déi dräi Verwaltungssprooche vum Land kënnen, zwou Informatiounsversammlunge gläichzäiteg gehalen: eng op Franséisch an eng op Lëtzebuergesch/Däitsch.

Déi lëtzebuergesch/däitsch Informatiounsversammlung gëtt a lëtzebuergescher Sprooch gehalen an d'Informatioune ginn an däitscher Sprooch un eng Tafel geschriwwen. Zousätzlech gëtt den däitschsproochege Leit, déi net alles op Lëtzebuergesch verstinn, ugebueden no der Informatiounsversammlung, vum Statsfonctionnaire dee se gehalen huet, nach weider Erklärungen op Däitsch ze kréien. Froe kënne wärend der Informatiounsversammlung vu jidderengem an all Verwaltungssprooch vum Land gestallt ginn.

Wann d'Leit aus der Informatiounsversammlung erauskommen, hu si d'Méiglechkeet en Dokument mat de wichtegsten Informatiounen aus der Versammlung matzehuelen: dat Dokument steet hinnen an den dräi Verwaltungssprooche vum Land zur Dispositioun.

D'Regierung ass der Meenung, datt d'Bierger all staatlech Informatioun beschtméiglechst musse kënne verstoen. Dofir respektéiert den SNAS och, wat d'Sprooch vun den Invitatioune fir d'Informatiounsversammlungen ugeet, strikt de Sproochewonsch, deen d'Leit an hirer RMGs-Demande uginn hunn. Doriwwer eraus, kréien d'Leit am Kader vun den Informatiounsversammlungen och nach d'Geleeënheet ze bestëmmen a wat fir enger Sprooch si weider Bréiwer oder Formulairë wëllen a wat fir eng Sprooch an Zukunft fir Eenzelgespréicher oder Gruppenaktivitéiten mat hinne soll benotzt ginn. Och déi Bestëmmung ass fir den SNAS verbindlech.

Fir eventuell awer néideg Iwwersetzungshëllef an der Informatiounsversammlung loossen d'Leit sech an der Regel vu Familljememberen oder Leit aus hirem Bekanntekrees begleeden, déi benevoll gäre behëlleflech sinn.

Question 3224 (16.08.2017) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **effectifs de la Police grand-ducale:**

Il est un secret de polichinelle que la Police grand-ducale se voit de plus en plus confrontée aux défis les plus divers. Il n'est donc pas surprenant qu'elle souffre d'un déficit persistant de personnel.

Par ailleurs, nombre d'heures de travail prestées par des policiers sont investies dans le transport de prisonniers (tribunaux, hôpitaux, etc.). Ces transports entraînent des pertes de temps non négligeables. En effet, le temps perdu durant les plages d'attente pourrait bien être investi dans la présence des policiers sur nos routes et dans les espaces publics. En Allemagne, l'on connaît par exemple le profil professionnel du «Justizvollzugsbeamter» dont la mission consiste entre autres à accompagner et à surveiller les détenus pendant les transports. Il s'agit donc d'une carrière spécialisée qui est complémentaire à celle du policier classique et qui permet à ce dernier de se concentrer sur ses tâches principales.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des effectifs de la police depuis 2010 tout en indiquant les besoins réels de personnel? Combien d'heures supplémentaires ont dû être assurées ces dernières années? Combien de policiers le ministère envisage-t-il de recruter d'ici 2020?

2) Monsieur le Ministre est-il disposé à réfléchir à une réorganisation du travail des policiers classiques en les soutenant par des personnels spécialisés dans le transport des détenus?

3) Dans quelle mesure ces personnels spécialisés pourraient-ils être recrutés prioritairement parmi les personnes qui quittent l'armée et qui sont à la recherche d'un emploi correspondant, du moins en partie, à leur formation militaire?

Réponse (29.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) La décision prise par le Gouvernement d'augmenter le nombre de candidats à admettre chaque année à la formation de base de l'inspecteur de police porte ses fruits. Ainsi, un renfort net de 50 policiers sera réalisé jusqu'à la fin de l'année 2017 et les effectifs des unités sur le terrain pourront, pour la première fois depuis des années, être renforcés.

Le tableau ci-dessous renseigne l'évolution des effectifs de la Police grand-ducale depuis l'année 2010:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La Police grand-ducale ne peut fournir des données chiffrées que sur les heures supplémentaires prestées qui sont indemnisables d'après le règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires ainsi que leur astreinte à domicile alors que les heures supplémentaires compensées ne sont pas comptabilisables.

Le tableau récapitulatif reprend le nombre total des heures supplémentaires indemnisées depuis 2010:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les besoins en personnel et les recrutements à opérer jusqu'en 2020 dépendent de plusieurs facteurs, parmi lesquels l'attribution de nouvelles missions à la police, la complexification des procédures et l'évolution de la situation sécuritaire et sont dès lors difficiles à chiffrer.

ad 2) et 3) Le transport des détenus est une mission d'escorte et de sécurité qui requiert un effectif adéquat en personnel formé.

Actuellement, la police prend en charge le transport des personnes en détention préventive, d'une part, et des personnes condamnées définitivement, classées comme dangereux, d'autre part.

Les policiers ont une formation de base solide en matière de tactique policière et d'usage des armes et sont donc formés en matière d'escortes et de garde de détenus et bien préparés à réagir, dans le respect des dispositions légales en vigueur, en cas d'incidents ou d'attaques armées imprévus.

À l'heure actuelle, les réflexions du Gouvernement vont dans le sens de trouver des solutions pour limiter le nombre de déplacements de détenus.

Question 3225 (16.08.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**accès touristique au Lac de la Haute-Sûre:**

En effet, pour la région Nord du Luxembourg, le Lac de la Haute-Sûre joue un rôle considérable comme facteur économico-touristique mais aussi comme espace de détente et pour la population régionale et pour les visiteurs nationaux et internationaux. Tel est tout particulièrement le cas pour les nombreux nageurs qui aiment pratiquer leur sport dans le lac. Or, nous devons - en cette période de niveau d'eau très bas - malheureusement constater que certains accès bétonnés se trouvent dans un état de désolation important.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-il prévu de réaménager les accès pour activités de loisirs et aquatiques en général et les différents accès pour la natation en particulier dans un avenir proche? Dans l'affirmative, quelle est la date de début des travaux?

2. Sachant que la dernière vidange du Lac de la Haute-Sûre eut lieu en 1991, quand aura lieu la prochaine vidange? L'année 2023 est-elle toujours d'actualité? Ne faudrait-il pas effectuer une vidange anticipée afin d'avancer également une révision générale des infrastructures touristiques du lac?

3. Dans un sens plus large, quelle est à terme la stratégie du Gouvernement pour revaloriser la région du Lac de la Haute-Sûre et pour la rendre plus attractive et pour les résidents et pour les visiteurs tout en augmentant sa compétitivité à l'échelle internationale?

Réponse commune (10.10.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

ad 1. L'accès des forêts publiques et privées se situant le long du Lac de la Haute-Sûre est généralement accessible des propriétaires et ayants droit (chasseurs...) par des chemins non goudronnés moyennant des engins motorisés. Ceci permet de garantir la quiétude des abords naturels de certaines parties du lac. Ces chemins peuvent cependant être empruntés à pied par les touristes. Le réaménagement des chemins forestiers est prévu dans le cadre de l'aménagement décennal des forêts publiques en vue de leur gestion durable. Aucun nouvel aménagement à proximité immédiate du lac n'est prévu dans les trois années à venir. L'entretien courant est réalisé annuellement par l'Administration de la nature et des forêts selon les besoins.

Un réaménagement des chemins goudronnés pour les activités de loisirs n'est pas prévu à l'heure actuelle. S'y ajoute la nouvelle gestion des accès au Lac de la Haute-Sûre pour les pêcheurs récemment mise en place suite à une approche concertée des administrations de la gestion de l'eau, de la nature et des forêts et des ponts et chaussées.

ad 2. De façon générale, une vidange d'un lac de retenue d'un barrage peut devenir nécessaire, soit pour des besoins d'inspection, soit pour des travaux d'entretien et de remise en état. En ce qui concerne le barrage de la Haute-Sûre à Esch-sur-Sûre, son état actuel est tel qu'il ne faut pas, du point de vue de l'entretien, prochainement envisager la nécessité d'une vidange.

Les barrages de la taille de celui d'Esch-sur-Sûre, font non seulement l'objet d'inspections périodiques rapprochées, mais aussi d'une inspection décennale vérifiant l'ensemble des parties d'ouvrage du barrage, y compris les parties habituellement immergées notamment le parement amont du mur et les organes de vidange. En règle générale, ces inspections sont réalisées soit lors d'une vidange complète du lac de retenue, soit peuvent être remplacées par des inspections subaquatiques par robots ou plongeur, comme ce fut le cas lors des deux inspections décennales réalisées depuis la vidange de 1991, dont la dernière remonte à l'année 2012.

La prochaine inspection décennale est programmée pour l'année 2023 et sera organisée de façon adéquate sur base du suivi continu du comportement du mur et de l'ensemble des informations recueillies d'ici là.

ad 3. Dans le cadre général du développement d'un tourisme durable qui constitue le fondement de la politique touristique (activités en plein air; randonnées pédestres et vélo-tourisme), la région du Lac de la Haute-Sûre et des Ardennes en général, occupe une position centrale dans ce domaine.

Au vu des contraintes environnementales qu'impose le statut particulier du Lac de la Haute-Sûre, il convient de positionner cette région dans un créneau touristique adapté à ces spécificités.

À ce titre, il convient de citer le lancement, courant 2016, d'un projet LEADER aussi ambitieux qu'unique pour les Ardennes et qui s'inspire des critères du très convoité label de «Qualitätswanderregion», tel qu'il est décerné par le «Deutscher Wanderverband». À ce jour, seules quatre régions sont porteuses du label en Allemagne.

Le projet, initié par l'Office régional du tourisme des Ardennes (ORTAL), est porté par les communes membres, le Parc naturel de la Haute-Sûre et d'autres partenaires régionaux. Il englobe les trois piliers du développement durable en matière écologique, économique et sociale.

La région du Lac de la Haute-Sûre est véritablement prédestinée à se positionner dans ce créneau pointu du marketing touristique. Tout porte à croire que tant l'offre touristique présente et à développer dans le cadre du projet, que les actions marketing qui peuvent aisément s'appuyer sur la notoriété du label, vont aider la région à se démarquer de ses concurrents dans un marché convoité et concurrentiel.

Question 3226 (18.08.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **cyanobactéries (algues bleues):**

Le Ministère de la Santé a publié un communiqué le 14 août 2017 déconseillant la baignade dans la Moselle à cause d'une forte concentration de cyanobactéries (algues bleues). Le 31 août 2016, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avait publié un communiqué semblable déconseillant la baignade dans le Lac de la Haute-Sûre pour la même raison.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Dans sa réponse du 14 octobre 2016 à la question parlementaire n°2383 des députés André Bauler et du soussigné, Madame la Ministre de l'Environnement avait annoncé vouloir mettre en place une procédure d'alerte et de suivi pour pouvoir mieux réagir aux évolutions des niveaux d'efflorescences. Est-ce qu'une telle procédure a été mise en place entre-temps? Dans l'affirmative, quelles mesures sont prévues lors du déclenchement d'une telle procédure?

2) Quel est le niveau actuel des cyanobactéries dans l'eau du Lac de la Haute-Sûre? Existe-t-il un risque qu'une interdiction de baignade comme celle actuellement en vigueur pour la Moselle devra également être prononcée sous peu?

3) En 2016, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avait aussi déconseillé de consommer des poissons issus du Lac de la Haute-Sûre. Selon mes informations, une telle interdiction n'a pas encore été prononcée pour les poissons issus de la Moselle. Est-ce que le Ministère de la Santé compte interdire la consommation des poissons de la Moselle?

4) Quelles sont les raisons ayant provoqué la prolifération massive des algues bleues dans la Moselle? Par quels moyens ce problème peut être évité à l'avenir?

Réponse commune (08.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Comme annoncé dans la réponse à la question parlementaire n°2383, une procédure d'alerte a été mise en place pendant les mois d'hiver afin de mieux coordonner entre les différents acteurs les actions en cas d'efflorescence de cyanobactéries, communément appelées algues bleues. Cette procédure a été élaborée par l'Administration de la gestion de l'eau en étroite collaboration avec la Direction de la santé et la participation active des experts du «Luxembourg Institute of Science and Technology» (LIST).

Cette procédure d'alerte comprend, dans le cas précis du Lac de la Haute-Sûre, plusieurs niveaux d'intensité de la surveillance à partir du début de la saison de baignade, qui commence le 1er mai. Dans une première phase, l'aspect visuel du lac, la concentration en chlorophylle A (pigment produit par les algues vertes) et en phycocyanine (pigment produit spécifiquement par les cyanobactéries), le pH et la température sont déterminés mensuellement. À partir de la deuxième semaine du mois d'août, ou en cas d'apparition de cyanobactéries dans le lac, cette surveillance est effectuée une fois par semaine.

Si les paramètres ainsi surveillés indiquent le début d'une efflorescence, des analyses plus poussées sont réalisées. Les espèces de cyanobactéries sont notamment déterminées sous le microscope afin de pouvoir vérifier si des espèces produisant des toxiques sont présentes dans les eaux du lac. Finalement, un dosage des cyanotoxines est effectué afin de pouvoir quantifier rapidement le taux de toxines présentes dans l'eau.

Une phase de préalerte est déclenchée si une des conditions suivantes est remplie:

- la concentration en toxines, à savoir en microcystine, tend vers 1 µg/L ou

- les espèces dominantes déterminées sous le microscope sont des espèces potentiellement productrices de toxines ou

- le rapport phycocyanine/chlorophylle A augmente.

Une interdiction de baignade sera déclarée:

- pour les plages où la concentration en toxines (microcystine) dépasse les 4 µg/L, valeur seuil proposée par la EPA (United States Environmental Protection Agency, https://www.epa.gov/nutrient-policy-data/cyanohabs), en dessous de laquelle il n'y a pas d'impact sur la santé humaine,

- pour une plage présentant des écumes de cyanobactéries, même si la concentration en toxines reste en dessous du seuil des 4 µg/L.

En cas d'alerte, des panneaux d'interdiction sont mis en place, en collaboration avec l'Administration des ponts et chaussées, aux points stratégiques des plages concernées, tenant notamment compte de l'accès à la plage en question:

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La presse est également informée sans délai d'une interdiction éventuelle de baignade et le site internet de l'Administration de la gestion de l'eau (https://eau.public.lu/cours_eau/eau_baignade/index.html) est immédiatement mis à jour. Il y a lieu de souligner qu'en cas d'alerte, non seulement la baignade mais toute activité sur le plan d'eau est interdite.

Une levée d'alerte ne pourra être prononcée que si les écumes se dissipent et que le taux en microcystine descend en dessous de la valeur seuil de 4 µg/L. Les panneaux d'alerte seront alors enlevés et l'information sera dissipée par la presse et le site internet susmentionné.

Un dépliant informant sur les cyanobactéries a été publié et est disponible sous forme électronique en allemand (https://eau.public.lu/cours_eau/eau_baignade/Cyano-Flyer.pdf) et en français (https://eau.public.lu/cours_eau/eau_baignade/AEG_Blaualgen_FR.pdf). Des versions imprimées du dépliant ont été mises à disposition à l'auberge de jeunesse de Lultzhausen, au centre nature et forêt à Burfelt, à la maison du Parc naturel de la Haute-Sûre et auprès des communes localisées autour du Lac de la Haute-Sûre.

Une adresse mail (baignade@eau.etat.lu) a été installée et est indiquée pour toute information ou question supplémentaire.

ad 2) Une interdiction de baignade pour la plage «Rommwiss» a été déclarée à partir du 18 août 2017. La surveillance visuelle réalisée en date du 16 août 2017 a permis de constater une augmentation du taux de cyanobactéries dans le phytoplancton (phase de préalerte) et des écumes de cyanobactéries sont apparues sur cette plage le 17 août 2017 (phase d'alerte). La concentration en microcystine était, en date du 18 août 2017, de 4 µg/L et trois espèces potentiellement toxiques (Microcystis, Anabaena, Aphanizomenon) ont été déterminées sous microscope.

En ce qui concerne les autres plages du Lac de la Haute-Sûre, le rapport phycocyanine/chlorophylle A stagne pour le moment et le taux en microcystine varie entre 1 et 1,4 µg/L. Par conséquent, puisqu'il n'y a pas de formation d'écumes, les autres plages du lac de la Haute-Sûre sont en phase de préalerte et la surveillance de la situation est maintenue.

Concernant la Moselle, il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'un site de baignade et que conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 19 mai 2009, la baignade y est interdite. Afin de prévenir toute incidence liée à la toxicité des cyanobactéries, notamment afin de prévenir toute intoxication de personnes ou d'animaux, le Ministère de la Santé avait publié une alerte en tant que mesure de santé publique le 14 août 2017 (http://www.gouvernement.lu/7204134/14-alerte-moselle?context=3423140).

Une surveillance visuelle des écumes de cyanobactéries sur la Moselle a été mise en place au sein de l'Administration de la gestion de l'eau et un échange étroit d'informations avec les collègues français et allemands a lieu via le réseau des Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS).

ad 3) Les efflorescences de cyanobactéries identifiées sur la Moselle le sont surtout aux bords du fleuve, où l'eau est plus stagnante. Notons toutefois que la Moselle a une dynamique fluviale plus importante que le Lac de la Haute-Sûre et que les écumes y sont plus vites disséminées. Les poissons se retrouvent plutôt à l'écart de ces zones, l'Administration des services vétérinaires n'a donc pour le moment pas émis un avis défavorable à la pêche sur la Moselle.

ad 4) Différents facteurs comme la durée d'ensoleillement, les vents, la dynamique ou la stagnation de la surface de l'eau et les températures pendant le printemps et l'été jouent un rôle. Une concentration en nutriments modérée à élevée dans les eaux de surface augmente également le risque de prolifération de cyanobactéries. La concomitance du faible débit dans les cours d'eau et des températures de l'eau relativement élevées, est favorable au développement d'efflorescence dans des endroits à faible courant et à l'abri du vent, ce qui pourrait expliquer la prolifération observée. Malheureusement la dynamique des efflorescences des algues bleues dans la Moselle est mal connue et tellement spontanée qu'il est difficile pour le monde scientifique d'élucider cette dynamique.

Question 3227 (18.08.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **coûts de la garde d'enfants:**

An de Gemenge ginn den Elteren ënnerschiddlech Strukture gebueden, ëffentlecher a privater, fir hir Kanner betreien ze loossen. Fir datt esou Servicer kënnen ugebuede ginn a schliisslech och funktionéieren, entstinn héich Käschten.

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un d'Madamm Familljeminister, den Här Educatiounsminister an den Här Banneminister:

1. Wat ass den aktuelle Präis fir de volle Kader vun enger Plaz an enger ëffentlecher Crèche (am Duerchschnëtt) pro Beruffs- respektiv Gehaltsgrupp, gerechent pro Mount a pro Kand?

2. Wéi héich sinn d'Käschten (am Ganze respektiv fir déi ëffentlech Hand) am Duerchschnëtt fir d'Betreiung vun engem Kand an enger ëffentlecher Crèche pro Mount (inklusiv d'Personalkäschten, d'Infrastrukturen an hiren Ënnerhalt an esou weider)?

3. Wat ass den aktualiséierte Präis fir de volle Kader vun enger Plaz an der Maison relais pro Beruffs- respektiv Gehaltsgrupp a pro Mount fir ee Kand?

4. Wéi héich sinn d'Käschten (am Ganze respektiv fir déi ëffentlech Hand) am Duerchschnëtt fir d'Betreiung vun engem Kand an enger Maison relais pro Mount (inklusiv d'Personalkäschten, d'Infrastrukturen an hiren Ënnerhalt an esou weider)?

5. Wéi héich si bei de Froen 2 a 4 jeeweils d'Käschten, déi duerch déi multilingual Fréierzéiung a fir d'Qualitéitskontroll entstinn?

6. Wéi vill Prozent vum Gesamtbetrag, dee sech aus alle Crèchëplazen a Plazen an der Maison relais an am Foyer zesummerechent, ginn am Duerchschnëtt vun den Eltere bezuelt a wéi vill Prozent ginn duerch Chèque-servicen ofgedeckt?

Réponse (09.10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Et muss ee folgend Elementer fir d'Liese vum Tableau hei ënnendrënner a Betruecht zéien: 5.285 Kanner, déi net ageschoult sinn, besichen eng konventionéiert Struktur.

D'Rechnung bezitt sech op déi néng verschidde Gehaltsgruppen, déi am Chèque-service accueil (CSA) definéiert sinn. Zu de Beruffskategorien huet den Educatiounsministère am Kader vum CSA keng Donnéeën. E volle Kader ass am CSA duerch 60 Stonne pro Woch definéiert.

Den Duerchschnëttspräis fir eng Betreiung pro Mount a pro Gehaltsgrupp an enger konventionéierter Struktur, déi net ageschoulte Kanner ophëlt, ass deemno:

Gehaltsgrupp	Duerchschnëttspräis fir d'Eltere fir eng Betreiung pro Mount (volle Kader)
RMG/Risque de pauvreté	55 €
< 1,5 x SSM	137 €
< 2 x SSM	254 €
< 2,5 x SSM	334 €
<3 x SSM	452 €
<3,5 x SSM	542 €
< 4 x SSM	737 €
< 4,5 x SSM	896 €
>= 4,5 x SSM	1.001 €

Source: CSA octobre 2015

ad 2. Fir d'Opstelle vum ënneschten Tableau ass sech op déi lescht disponibel Dekonte fir de konventionéierte Secteur baséiert ginn. Fir folgend Rechnung opzestellen, gouf e volle Kader vu 60 Betreiungsstonne pro Woch consideréiert.

Den Duerchschnëttskäschtewäert (Personal- a Fonctionnementskäschten) an enger konventionéierter Struktur, déi net ageschoulte Kanner ophëlt, ass fir d'ëffentlech Hand (Stat a Gemengen) 2.063 €/Mount. Elteren, déi enger professioneller Tätegkeet noginn an deenen hiert Kand eng Struktur besicht, bezuelen engersäits e Bäitrag un d'Struktur a cotiséieren hir Steieren, wat dann erëm Recettë fir d'ëffentlech Hand si beziehungsweis den Duerchschnëttskäschtewäert reduzéiert.

	Duerchschnëttspräis fir de Stat an d'Gemenge fir d'Betreiung vun engem net ageschoulte Kand (volle Kader)
All Gehaltsgrupp	2.063 €/Mount

ad 3. Fir d'Opstelle vum ënneschten Tableau ass sech op déi lescht disponibel Dekonte vun 2015 fir de konventionéierte Secteur baséiert ginn.

Et muss ee folgend Elementer fir d'Liese vum Tableau a Betruecht zéien: 25.687 Kanner, déi ageschoult sinn, besichen eng konventionéiert Struktur.

D'Rechnung bezitt sech op déi néng verschidde Gehaltsgruppen, déi am Chèque-service accueil (CSA) definéiert sinn. Zu de Beruffskategorien huet den Educatiounsministère am Kader vum CSA keng Donnéeën. Fir dës Berechnung gëtt e volle Kader mat 34 Betreiungsstonne pro Woch definéiert an net, wéi bei den net ageschoulte Kanner, mat 60 Stonnen.

Den Duerchschnëttspräis fir eng Betreiung pro Mount a pro Gehaltsgrupp an enger konventionéierter Struktur, déi ageschoulte Kanner ophëlt, ass deemno:

Gehaltsgrupp	Duerchschnëttspräis fir d'Eltere fir eng Betreiung pro Mount (volle Kader)
RMG/Risque de pauvreté	47 €
< 1,5 x SSM	86 €
< 2 x SSM	131 €
< 2,5 x SSM	194 €
< 3 x SSM	251 €
< 3,5 x SSM	310 €
< 4 x SSM	488 €
< 4,5 x SSM	634 €
>= 4,5 x SSM	726 €

Source: CSA octobre 2015

ad 4. Fir d'Opstelle vum ënneschten Tableau ass sech op déi lescht disponibel Dekonte vun 2015 fir de konventionéierte Secteur baséiert ginn. Fir folgend Rechnung opzestellen, gouf e volle Kader vu 34 Betreiungsstonne pro Woch consideréiert.

Den Duerchschnëttskäschtepunkt (Personnal- a Fonctionnementskäschten) an enger konventionéierter Struktur, déi ageschoulte Kanner ophëlt, ass fir d'ëffentlech Hand (Stat a Gemengen) 1.073€/Mount.

	Duerchschnëttspräis fir de Stat an d'Gemenge fir d'Betreiung vun engem ageschoulte Kand (volle Kader)
All Gehaltsgrupp	1.073 €/Mount

ad 5. De Programm fir d'plurilingual Fréierzéiung an de Qualitéitsdispositiv lafen eréischt den 2. Oktober 2017 un. D'Käschte kënnen zu dësem Moment also nach net opgestallt ginn.

ad 6. Laut eise Berechnunge ginn 20% vun den Elteren an 80% vun der ëffentlecher Hand ofgedeckt.

Question 3229 (21.08.2017) de **M. Marc Spautz** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **brevet de maîtrise:**

La liste des métiers dans lesquels des cours préparatoires au brevet de maîtrise sont organisés

a été approuvée par règlement ministériel du 7 août 2017.

Plus tôt dans l'année, les droits d'inscription pour ces cours ont été augmentés de 200 € à 600 € à partir de l'année scolaire 2017-2018. À cette même occasion, les droits d'inscription à l'examen de maîtrise ont été fixés à 300 €, une augmentation de 300%. Cette dernière hausse s'appliquera avec «effet immédiat», i. e. pour la session d'automne 2017. Même si la Chambre des Métiers a relevé que le montant des droits d'inscription du brevet de maîtrise dans l'artisanat proposé par le règlement grand-ducal en projet restait modeste par rapport aux frais d'inscription des formations équivalentes dispensées dans les régions limitrophes, la Chambre des Salariés était d'avis que la hausse des droits d'inscription serait considérable, ce qu'elle a d'ailleurs illustré via un tableau publié dans son avis:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question).

À noter que la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics indiquait dans son avis ne pas pouvoir «marquer son accord avec la disposition de l'article 6 du projet selon laquelle les nouveaux montants s'appliquent aux examens à partir de la session d'automne 2017. En effet, la session d'examen d'automne 2017 sanctionne les cours de l'année scolaire 2016-2017 régie par les anciennes dispositions, ce qui veut donc dire que le nouveau „tarif" relatif aux examens aurait effet rétroactif dans la mesure où il n'était pas encore d'application au moment où les candidats se sont inscrits pour l'année scolaire en cours».

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette augmentation abrupte des droits d'inscription ait pour effet de freiner à l'avenir les inscriptions aux cours préparatoires du brevet de maîtrise? Pour quelles raisons une adaptation progressive des tarifs n'a-t-elle pas été retenue?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le nombre d'inscriptions aux cours préparatoires du brevet de maîtrise par métier pour l'année 2017-2018? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces mêmes informations pour les années précédentes?

3. Monsieur le Ministre serait-il disposé de modifier au moins le régime tarifaire applicable aux candidats du brevet de maîtrise inscrits à l'examen de la session d'automne 2017?

4. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'entreprises qui prennent à leur charge les droits d'inscription au brevet de maîtrise?

Réponse (02,10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise définit le principe d'un droit d'inscription pour la participation aux cours préparant à ce brevet et aux examens dans ses articles 3 et 5. Le plafond est fixé à 50.000 francs luxembourgeois par année d'inscription et par session d'examen.

Dans ce contexte, le règlement grand-ducal modifié du 1er juillet 1997 a été adapté en date du 24 avril 2017 (articles 2 et 3), fixant le droit d'inscription à 600 € respectivement à 300 €.

En ce qui concerne les questions des honorables Députés, les réponses sont les suivantes:

ad 1. Depuis 1997, hormis le passage à l'euro, le montant des droits d'inscription n'a subi qu'une seule modification. Compte tenu de l'évolution de ces formations et afin d'améliorer au maximum la qualité de l'offre, des moyens importants ont dû être déployés et par le Service de la formation professionnelle et la Chambre des Métiers. Dès lors, une augmentation des droits d'inscription s'est imposée.

ad 2. Ci-après, un tableau renseignant l'évolution quantitative des inscriptions au brevet de maîtrise:

Pour l'année 2017-2018 le nouveau brevet de maîtrise «artisan en alimentation» (regroupement des quatre métiers de l'alimentation: boulanger, pâtissier, boucher et traiteur) est offert et on note une forte augmentation des inscriptions. Cette croissance montre l'attractivité du nouveau brevet de maîtrise et confirme l'approche de ses responsables de continuer sur la voie d'une réforme structurelle de tous les brevets de maîtrise.

Année	Nouvelles inscriptions	Évolution en % des nouvelles inscriptions
2017-2018	45	80,00
2016-2017	29	16,00
2015-2016	18	-28,00
2014-2015	25	100

ad 3. Pour ce qui est des montants de la tarification dans le cadre du brevet de maîtrise, le règlement grand-ducal ne prévoit pas la possibilité de reporter son application.

ad 4. Lors des entretiens individuels en vue de l'inscription au brevet de maîtrise, de nombreux candidats déclarent aux conseillers de la Chambre des Métiers que leur entreprise s'est engagée de prendre en charge les droits d'inscription. Mais, compte tenu que le candidat s'inscrit en son nom propre, aucune statistique n'est disponible.

Question 3230 (21.08.2017) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant la **santé des châtaigniers au Luxembourg:**

Depuis quelques années, il apparaît qu'un nombre croissant de châtaigniers dans notre pays perdent leur feuillage prématurément. Selon mes informations, ce phénomène serait le plus souvent causé par une infestation des arbres avec la teigne minière du marronnier (Cameraria ohridella), mais ces dernières années, une autre infection, de nature bactérienne (Pseudomonas syringae pv. aesculi), se répandrait à travers l'Europe et causerait la mort des châtaigniers touchés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quel est l'état de santé général des châtaigniers dans notre pays et comment est-ce qu'il se présente en comparaison avec les pays et régions voisins?

2. Quel est plus précisément l'ampleur de l'infestation de nos châtaigniers avec la teigne minière du marronnier?

3. D'autres espèces d'arbres peuvent-elles être infestées par la teigne minière?

4. Existe-t-il éventuellement d'autres explications pour la perte prématurée du feuillage des châtaigniers?

5. Est-ce que des cas d'infection bactérienne (Pseudomonas syringae pv. aesculi) des châtaigniers ont déjà été confirmés au Luxembourg?

6. Comment peut-on combattre l'infestation et, en cas de présence confirmée, l'infection bactérienne? Existe-t-il éventuellement des mesures ou «bonnes pratiques» ayant un effet préventif?

Réponse (29.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Précisons d'abord, que le châtaignier et le marronnier sont deux espèces botaniques différentes. Au Luxembourg, les châtaigniers et les marronniers ne sont que très rarement présents dans les forêts. Un monitoring de surveillance sur l'état actuel de santé des deux essences, n'est de ce fait pas réaliser pour le moment par l'Administration de la nature et des forêts. En raison de leur apparence imposante les châtaigniers et les marronniers sont plantés de préférence dans les parcs et les espaces verts. Depuis plusieurs années un brunissement et une chute prématurée en été des feuilles du marronnier, en Macédoine en 1984, elle est aujourd'hui présente dans toute l'Europe. Des dégâts spectaculaires n'ont donc pas seulement été observés au Luxembourg, mais aussi dans les régions voisines. La défoliation peut provoquer une diminution de la photosynthèse et peut par conséquent avoir un effet négatif sur le poids des fruits et des graines. Cependant, en réaction à l'attaque, les arbres infestés semblent compenser en augmentant les surfaces conductrices et les flux de sève pour permettre une meilleure alimentation des feuilles en eau et en nutriments. Aucune mortalité d'un marronnier n'est confirmée pour le moment dans les pays où la mineuse du marronnier est présente, d'où on peut conclure qu'il s'agit donc plutôt d'un problème esthétique.

ad 2. La teigne minière du marronnier, communément appelé mineuse du marronnier, n'attaque pas les châtaigniers (Castanea sativa) mais, comme son nom le laisse supposer, les marronniers (Aesculus hippocastanum), qui est incontestablement l'hôte préféré de cet insecte. À cause de son multivoltinisme, la mineuse du marronnier a généralement trois générations par an. Due à la faible pression de sélection exercée par des ennemis naturels, la mineuse du marronnier a pu se développer assez vite dans notre pays et a fait naître l'inquiétude du public. Étant donné que les marronniers ne sont pratiquement pas présents en forêt, aucun suivi systématique n'est effectué par l'Administration de la nature et des forêts. De même la gestion des parcs publics, majoritairement communaux, et privés se fait sans qu'il y ait un suivi systématique des maladies phytosanitaires y observées.

ad 3. La teigne minière infeste principalement le marronnier de l'Inde (Aesculus hippocastanum) le «Käschtebam» en luxembourgeois. La mineuse peut également attaquer d'autres espèces d'Aesculus, mais certaines ne permettent pas la survie des larves, comme par exemple le marronnier rouge (Aesculus x carenea).

ad 4. La perte prématurée du feuillage des marronniers peut aussi s'expliquer par la situation de l'arbre respectif et les alentours, comme le manque de nutriments ou d'eau, l'infestation par des insectes (p. ex. cérambycidés), ou des infections fongiques (p. ex. anthracnose du marronnier).

ad 5. Le chancre bactérien du marronnier (Pseudomonas syringae pv. aesculi) peut affecter le marronnier blanc (Aesculus hippocastaneum) et le marronnier rouge (Aesculus x carnea), mais le marronnier blanc semble plus sensible. Le châtaignier (Castanea sativa) n'est pas menacé par cette maladie bactérienne. Pour le moment nous n'avons connaissance d'aucun cas confirmé de Pseudomonas syringae pv. aesculi pour le Luxembourg.

ad 6. Vu l'accroissement rapide des populations, la lutte contre l'infestation de la teigne minière s'avère difficile. Une méthode pour diminuer les populations est le ramassage des feuilles sous l'arbre, puisque l'insecte hiverne dans les feuilles tombées. Afin d'empêcher l'éclosion des larves, les feuilles ramassées doivent être compostées à une température supérieure à 60°C. Un compostage simple est donc inadapté. On peut envisager l'élimination dans des installations de compostage industrielles ou thermiques. L'incinération du feuillage infesté à l'air libre est interdite, sauf autorisation spéciale du ministre. Une autre mesure serait de favoriser le développement de prédateurs naturels. La mésange est un prédateur naturel de la mineuse du marronnier. En période de nidification, un couple de mésange consomme jusqu'à 500 insectes par jour. L'implantation des nichoirs à mésange près d'arbres susceptible d'être touché par la mineuse du marronnier serait avantageux.

Année	Nouvelles inscriptions*	Diminution en % par rapport à 14-15	Diminution en % d'année en année	Total inscriptions*	Diminution en % par rapport à 14-15	Diminution en % d'année en année
2017-2018	244	-11,91	-3,17	594	-8,76	-2,78
2016-2017	252	-9,03	-8,36	611	-6,14	-4,68
2015-2016	275	-0,72	-0,72	641	-1,54	-1,54
2014-2015	277	100		651	100	

* au 15.8. sans prendre en considération les dossiers en suspens et des inscriptions à seulement un examen

Q14

et non du châtaignier, a été observée. Responsable pour ce phénomène est la mineuse du marronnier. Découverte pour la première fois

Comme déjà mentionné, aucun cas de Pseudomonas syringae pv. aesculi n'est actuellement confirmé pour le Luxembourg. Pour l'instant, aucun moyen curatif n'existe pour lutter contre le chancre bactérien du marronnier (Pseudomonas syringae pv. aesculi). La prophylaxie reste la seule méthode efficace. Il est préconisé de désinfecter les outils lors des opérations de taille, d'évacuer et de détruire le bois de taille des interventions et de choisir du matériel sain pour des plantations.

Question 3231 (21.08.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **protection contre les crues:**

Nach erheblichen Überschwemmungen an der Sauer wurde ein ganzer Maßnahmenkatalog umgesetzt, um den Hochwasserschutz zu verbessern. Unter anderem wurde an verschiedenen Stellen, wie z. B. in Ingeldorf oder auch in Diekirch, Rückhaltevolumen geschaffen. Allerdings kann dieser Rückhalteraum nur durch regelmäßige Abtragungen der Auflandungen erhalten werden.

In Ingeldorf ist das bisher nicht geschehen. Die Vegetation hat das gesamte Gelände überwuchert. Erst jetzt sollen 2.000 bis 3.000 Kubikmeter Sedimente abgetragen werden. Die Vegetation soll zurückgestutzt werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Umweltministerin stellen:

1. Wird mit dieser Maßnahme das 2000 geschaffene Rückhaltevolumen wieder komplett hergestellt?

2. Warum wird die Vegetation nur zurückgestutzt? Wäre eine Grünlandfläche, ähnlich wie in der „Spidolswiss" in Diekirch, eine mögliche Alternative?

3. Laut verschiedenen Informationen soll die Rattenbevölkerung durch die unterlassene Instandhaltung der Fläche stark zugenommen haben. Kann die Frau Ministerin diese Informationen bestätigen? Wäre ein Zurückdrängen der Nagetiere durch eine einfach zu pflegende Grünfläche (z. B. Abweidung durch Schafe) möglich?

Réponse (19.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Ja, durch die Abtragung der Sedimente „im Al" in Ingeldorf und entlang der Sauer bis nach Diekirch wurde das erforderliche Rückhaltevolumen wiederhergestellt.

Es gilt zu berücksichtigen, dass nicht nur an dem Rückhaltevolumen auf der Höhe von Ingeldorf Unterhaltsarbeiten durchgeführt wurden, sondern an mehreren Stellen entlang der Sauer von Erpeldingen bis nach Diekirch. Die Arbeiten im Gebiet „im Al" sind eingebettet in ein Gesamtkonzept, welches von der Wasserwirtschaftsverwaltung in Abstimmung mit der Natur- und Forstverwaltung erstellt wurde. Die Arbeiten wurden vom Wasserwirtschaftsamt begleitet und vom Fonds pour la gestion de l'eau finanziell bezuschusst.

ad 2. „Im Al" in Ingeldorf hat sich über die Jahre eine Auenwald-typische Vegetation entwickelt, welche im Naturschutzgesetz als prioritär geschütztes Habitat angesehen wird. Die Instandsetzungsarbeiten der Hochwasserschutzmaßnahmen haben dieser neuen Situation Rechnung getragen.

Durch die Arbeiten wurden mehrere schmale, vegetationsfreie Nebenarme „im Al", welche bereits bei geringem Anstieg des Wasserstandes der Sauer aktiviert werden, angelegt. So wird zum einen die Fließgeschwindigkeit in den Nebenarmen erhöht und damit die Sedimentation in Zukunft stark verringert. Zum anderen fördert die regelmäßige Vernässung der Fläche die Entwicklung dieses geschützten Habitats des Auenwaldes. Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Fläche werden auf diese Weise optimal kombiniert.

Das Anlegen einer Grünlandfläche kam aus Naturschutzgründen an dieser Stelle nicht in Frage. Außerdem lagern sich auf solchen Flächen bei Überschwemmungen vermehrt Sedimente ab, da die Fließgeschwindigkeiten des Wassers aufgrund der lokal erhöhten Rauigkeit abnimmt. Somit wird die Sedimentation an diesen Stellen begünstigt und das geschaffene Retentionsvolumen geht verloren. Hierdurch wird es nötig, dass diese Sedimente in regelmäßigen Abständen wieder abgetragen werden müssen, was vermehrte Eingriffe in die Natur bedeutet. Landesweite Maßnahmen zur Minderung des Sedimenteintrags (z. B. Acker- und Uferrandstreifen, ganzjährige Bodenbedeckung, Reduktion der Bodenverdichtung, Schaffung von Heckenstreifen) stellen eine notwendige Ergänzung zu der Schaffung an Retentionsvolumen dar.

ad 3. Eine zunehmende Rattenbevölkerung wurde weder der Natur- und Forstverwaltung noch der Wasserwirtschaftsverwaltung gemeldet. Sollte es hierzu zusätzliche belastbare Beo-

bachtungen geben, sollten sie den zuständigen Verwaltungen für eine Einschätzung zur Verfügung gestellt werden. Generell gilt jedoch festzustellen, dass durch den Erhalt eines Habitats wie dem Auenwald mit einer größeren Biodiversität und in der Folge auch mit einer Stabilisierung der Populationen der einzelnen Tierarten zu rechnen ist.

Question 3232 (21.08.2017) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **dépôt des candidatures pour les élections communales dans les communes à scrutin majoritaire:**

Dans les communes du pays dont la population est inférieure à 3.000 habitants, donc les communes dans lesquelles les élections communales se font d'après le système de la majorité relative, les déclarations de candidature doivent, conformément à l'article 202 de la loi électorale, être remises au président du bureau principal concerné par le candidat en personne ou par un mandataire porteur d'une procuration faite devant notaire. Or, il m'est revenu que tous les notaires ne semblent pas appliquer les mêmes tarifs, lesquels pouvant pour certains atteindre des niveaux assez élevés.

C'est dans ce contexte que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce qu'il existe en l'espèce une tarification applicable à l'établissement d'une procuration devant notaire? Si oui, est-elle uniforme?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres estiment-ils qu'il convienne de modifier la réglementation actuellement applicable en ce sens?

- Toujours dans la négative, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'un tarif élevé puisse produire un effet prohibitif pour les candidats qui sont dans l'impossibilité de déposer leur candidature en personne?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'une procuration à établir devant notaire est toujours justifiée de nos jours, ou estiment-ils qu'il conviendrait de modifier la loi électorale sur ce point pour des raisons de simplification administrative?

Réponse commune (26.09.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Suivant les dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, les élections communales se font d'après le système de la majorité relative dans toutes les communes du pays dont la population est inférieure à 3.000 habitants.

Dans ces communes, le président du bureau principal reçoit les déclarations des candidats au moins 30 jours avant celui fixé pour le scrutin.

Suivant les dispositions de l'article 202 de la loi précitée, la déclaration doit être remise au président du bureau principal par le candidat en personne ou par un mandataire porteur d'une procuration faite devant notaire. En cas d'inobservation d'une de ces formalités, la déclaration n'est pas valable.

En réponse à la question sur la tarification applicable à l'établissement de la procuration devant notaire, il y a lieu de préciser que les honoraires des notaires font l'objet d'une tarification fixée par le règlement grand-ducal modifié portant révision du tarif des notaires du 24 juillet 1971. Suivant renseignement pris auprès de la Chambre des Notaires, les honoraires du notaire en matière de procuration font l'objet d'une tarification fixée par le règlement grand-ducal susvisé, aux termes duquel l'honoraire maximum s'élève à 74,37 euros hors TVA. La Chambre des Notaires précise en outre qu'à cet honoraire s'ajoutent le droit de timbre, le droit d'enregistrement (12 euros), les frais de bureau du notaire ainsi que le coût des expéditions, le tout s'élevant tout au plus à quelques dizaines d'euros d'après le président de la Chambre des Notaires.

Après le scrutin du 8 octobre 2017 et la fin des travaux qui s'ensuivent, le Gouvernement fera le bilan de l'organisation des élections communales 2017. Il n'exclut à ce moment pas une révision générale de la loi électorale notamment de son article 202 abolissant l'établissement de la procuration devant notaire.

Question 3233 (21.08.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **Code de bonne conduite de l'ITM:**

Par lettre circulaire du 30 juin 2017, une charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique a été adressée à l'attention des départements ministériels, administrations et services de l'État. Se greffant sur cette charte, la Direction de l'Inspection du travail et des mines (ITM) aurait fait établir un Code de bonne conduite propre à l'ITM. En plus de reprendre les règles de la charte concernant la sécurité informatique, le Code de bonne conduite édicté par ailleurs des règles déontologiques spécifiques.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de ce Code de conduite? Ce Code de conduite est-il compatible avec le statut général des fonctionnaires?

- La représentation du personnel de l'ITM a-t-elle été saisie de ce code, dès le stade d'élaboration, conformément au statut général des fonctionnaires de l'État?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir une copie de l'avis émis par la représentation du personnel?

- Dans la négative, pourquoi cette consultation préalable n'a-t-elle pas eu lieu?

Réponse commune (28.09.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Le code qui a été préalablement présenté au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est compatible avec la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Comme annoncé dans la lettre d'introduction du code, celui-ci énonce les valeurs déontologiques et les engagements spécifiques de l'ITM tels qu'ils résultent de ses missions définies par la loi.

Ce code a pour objectif de guider le personnel de l'ITM au cours de l'exercice de ses activités quotidiennes et il a pour but d'indiquer une ligne de conduite à tous les membres du personnel de l'ITM, qu'ils soient fonctionnaires ou non.

Le Code de conduite renvoie aux valeurs déontologiques énumérées dans la Convention sur l'inspection du travail adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail en 1947 (Convention OIT n°81) à laquelle il est fait plusieurs fois référence.

En matière de sanctions, le Code de conduite n'édicte pas de catalogue de sanctions en cas de violation de ses règles mais renvoie au statut général des fonctionnaires.

Le Code de conduite édicte également des règles en relation avec les ressources de l'ITM, telles que les ressources informatiques et de télécommunication mises à disposition du personnel de l'ITM, les bureaux et postes de travail. Le code encadre l'utilisation de ces ressources.

Enfin, le Code de conduite traite des relations de l'ITM avec l'extérieur, prônant la confidentialité et la prudence. Pour bien exercer ses missions l'ITM est tenue à établir de relations de confiance avec tous les acteurs concernés.

En résumé, le Code de conduite est une déclaration officielle des valeurs et des pratiques que l'ITM s'engage à observer et à faire respecter. En affichant ces valeurs, partagées tant par l'ITM en tant qu'employeur que par les membres de son personnel, le code vise à resserrer les liens entre parties et renforcer le sens de l'engagement et de la responsabilité de chacun.

Le statut général des fonctionnaires de l'État fixe le statut des fonctionnaires de l'État, en énonçant les règles régissant leur situation depuis la phase de recrutement jusqu'à la cessation définitive de leurs fonctions.

La plupart des thématiques traitées dans le statut général des fonctionnaires de l'État ne sont pas abordées dans le Code de conduite de l'ITM. Les seules interférences entre les deux textes se situent aux chapitres relatifs aux devoirs du fonctionnaire et à la discipline.

Concernant les devoirs du fonctionnaire, les deux textes consacrent les mêmes principes d'honnêteté, d'intégrité, d'impartialité, d'indépendance, de réserve, de confidentialité, de non-discrimination, etc.

Il résulte que le Code de conduite est parfaitement compatible avec le statut général des fonctionnaires.

En ce qui concerne la saisine de la représentation du personnel de l'ITM, dès le stade d'élaboration, conformément au statut général des fonctionnaires de l'État, nous tenons à vous informer qu'actuellement, l'Inspection du travail et des mines compte deux associations professionnelles, constituées sous forme d'asbl.

Il s'agit de l'association «AITI - Association des ingénieurs techniciens de l'ITM» et de l'association «AITIT - Association des inspecteurs du travail de l'ITM».

Conformément au règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'État, la représentation du personnel est exercée par le conseil d'administration, le comité de l'organe dirigeant de l'association professionnelle agréée en vertu de l'article 36 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et au cas où plusieurs associations représentatives pour les différents sous-groupes de traitement existent au sein d'une même administration, la représentation du personnel est constituée par les comités de ces différentes associations.

Or, la composition des membres respectifs de ces deux associations n'a pas été communiquée à la Direction de l'ITM, ce qui est regrettable.

Par conséquent, la représentation du personnel de l'ITM n'a pas pu être consultée dès le stade de l'élaboration conformément aux dispositions de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Dès que les coordonnées des membres respectifs auront été communiquées à la direction, il sera procédé à des consultations.

Question 3234 (21.08.2017) de **MM. Alexander Krieps**, **Edy Mertens** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **vacance des pharmacies:**

Il nous revient que plusieurs concessions de pharmacies déclarées vacantes ont récemment dû être prolongées à cause d'un retard d'attribution de nouvelles concessions d'État aux pharmaciens candidats. Ce retard de reprise est avant tout dû à une procédure de nomination ne s'avérant non seulement lente, mais qui est en plus trop compliquée.

En effet, conformément au règlement grand-ducal modifié du 27 mai 1997 relatif à l'octroi des concessions de pharmacie, les concessions de pharmacie à créer, ou qui deviennent vacantes, feront l'objet d'une publication préalable au Journal officiel. Puis, le choix se fait d'après «un calcul de points» qui repose sur certains critères, dont notamment l'ancienneté du diplôme, l'occupation pharmaceutique, les titres scientifiques, etc.

Or, selon nos informations, le délai entre la publication de la vacance au Journal officiel et le moment de la vacance effective est souvent trop court, de sorte que les autorités compétentes ne parviennent pas à suivre la procédure précitée en temps utile.

Par ailleurs, le calcul de ces points accumulés ne se fait non seulement par le Ministère de la Santé, mais également, à titre préliminaire, par le Collège médical. Un tel double emploi ne contribue évidemment ni à une simplification des procédures, ni à une rapide reprise des pharmacies vacantes.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que plusieurs concessions ont dû être prolongées à cause des faits relatés? De combien de pharmacies s'agit-il?

- Madame la Ministre ne croit-elle pas devoir accélérer les procédures de nomination, en conférant l'établissement du classement des candidats à une seule autorité?

- Afin de remédier au retard de reprise, ne serait-il pas opportun de publier la vacance future des pharmacies au moins douze mois à l'avance au Journal officiel?

Réponse (25.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'article 1er de la loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie dispose que «la pharmacie est un service public qui est géré selon le mode de la concession». Dans le but d'assurer la continuité de ce service, qui permet à la population de s'approvisionner jour et nuit en médicaments, le droit d'exploitation de deux pharmacies a été prolongé en 2017, au-delà de la date de vacance publiée au Journal officiel.

La prolongation du droit de concession n'a rien d'inhabituel, surtout dans l'hypothèse où une autre concession devient vacante par ricochet. Concrètement, il s'agit de la situation où le nouveau concessionnaire dispose d'un droit de concession auquel il doit renoncer avant de reprendre la pharmacie vacante. Dans cette hypothèse, le concessionnaire cédant a cependant l'obligation de continuer à exploiter la pharmacie pendant le temps nécessaire pour le choix et l'installation du nouveau concessionnaire, et au maximum pendant une période de six mois courants à partir de la date de la vacance.

Dans d'autres cas, la procédure de nomination d'un nouveau titulaire a été retardée suite à des désistements successifs des candidats classés en rang utile. Les principales raisons évoquées concernaient les difficultés à trouver un local adéquat pour la reprise de ladite concession.

En général, le Ministère de la Santé n'est en mesure de publier la vacance d'une concession au Journal officiel qu'à partir du moment où le pharmacien démissionnaire a notifié sa renonciation au droit d'exploiter la pharmacie. En moyenne, les concessionnaires notifient leur intention de renonciation six mois avant la vacance de la concession.

La procédure d'une double consultation, à savoir de la Direction de la santé et du Collège médical (autorité ordinale), a été mise en place depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie. Cette procédure qui se déroule de façon parallèle permet l'évaluation indépendante des demandes et s'opère dans le souci d'un contrôle réciproque et de validation des pièces justificatives.

À l'instar des honorables Députés, le Ministère de la Santé partage l'appréciation selon laquelle le nombre de prolongations de droit de concession devrait être diminué par une publication de la vacance future des pharmacies au moins douze mois à l'avance au Journal officiel. À cette fin, il est impératif que les concessionnaires notifient leur intention de renonciation avant le début de ce délai de douze mois. Cela étant, le Collège médical, en tant qu'autorité ordinale des pharmaciens, est en charge de préparer une communication en ce sens aux concessionnaires.

Question 3235 (21.08.2017) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **taxe sur les produits sucrés:**

Gesundheitsministerin Lydia Mutsch hat dem „Tageblatt" letzte Woche bestätigt, dass es konkrete Überlegungen zur Besteuerung von zuckerhaltigen alkoholfreien Getränken, wie etwa Cola, Limonade und anderen Mischgetränken, gibt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Premier- und Staatsminister, den Herrn Finanzminister und die Frau Gesundheitsministerin stellen:

- Wird die Einführung einer solchen Steuer von der gesamten Regierung geteilt?

- Wenn ja, wann beabsichtigt die Regierung, diese Steuer einzuführen?

- Wie viele Länder der Europäischen Union haben in der Vergangenheit eine solche Steuer bereits eingeführt? Wie hoch jeweils war diese Steuer?

- Haben Länder diese Steuer mittlerweile wieder abgeschafft? Wenn ja, aus welchen Gründen?

- Wie bewertet die Regierung die Auswirkungen einer solchen Steuer auf den Einzelhandel respektive den Horesca-Sektor?

- Wie steht die Regierung zu einer a) besseren Kennzeichnung der Lebensmittel oder b) Sensibilisierung der Konsumenten?

Réponse commune (18.09.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Die ehrenwerte Abgeordnete stellt eine Reihe von Fragen in Bezug auf das eventuelle Einführen einer Zuckersteuer in Luxemburg, die Ansicht der Regierung und gegebenenfalls den Zeitpunkt dieser Einführung.

Generell gilt, dass die Regierung besorgt ist über die Zunahme von chronischen Krankheiten: Herz-Kreislauf-Erkrankungen, Fettleibigkeit, Übergewicht, Diabetes 2, Bluthochdruck, Zahnkaries. Zahlreiche Studien zeigen, dass - unabhängig vom Alter - 80% der Herz-Kreislauf-Erkrankungen durch eine gesündere

Lebensweise verhindert oder hinausgezögert werden könnten.

Es ist klar nachgewiesen, dass übermäßiger Zuckerkonsum einer der Hauptrisikofaktoren für diese Erkrankungen ist. Herz-Kreislauf-Erkrankungen sind, mit über 30% der Todesfälle, immer noch die erste Todesursache, vor Krebs.

Luxemburg liegt in puncto Übergewicht im internationalen Vergleich mit 22,6% über dem Durchschnitt (19,5%). (Quelle: OECD (2017), OECD Health Statistic 2017)

Daher analysiert das Gesundheitsministerium alle Möglichkeiten und Instrumente, um die Bürger über eine gesunde Ernährung zu informieren und zu sensibilisieren, um Risikoverhalten entgegenzuwirken und die Situation aus gesundheitspolitischer Sicht zu verbessern.

Im Rahmen des 2. Aktionsplans „GIMB" („Gesond Iessen, Méi Bewegen") geht es der Regierung zuerst darum, ein globales Präventionskonzept auszuarbeiten, Kontakte mit den betroffenen Akteuren herzustellen sowie die Konsummuster unserer Bevölkerung und die Akzeptanz verschiedener Präventionsmaßnahmen zu prüfen.

Für die Regierung stellt eine isolierte Steuer keine befriedigende Antwort auf die vielen Herausforderungen dar, die sich auf dem Gebiet der Gesundheitsförderung und der Prävention besonders chronischer Krankheiten stellen. Dies ist auch die Position der Weltgesundheitsorganisation und anderer internationaler Gremien.[1]

Auch will die Abgeordnete wissen, welche Länder eine solche Steuer bereits eingeführt beziehungsweise wieder abgeschafft haben.

In elf europäischen Ländern wurde eine solche Steuer eingeführt beziehungsweise gesetzlich festgehalten: Belgien, Finnland, Frankreich, Ungarn, Lettland, Norwegen, Portugal, Spanien (Region Katalonien), Großbritannien, Irland und Malta. In weiteren vier Ländern (Estland, Litauen, Bulgarien und Rumänien) befinden sich diesbezügliche Textvorschläge in der Diskussion oder sind kurz davor, gestimmt zu werden.

In Norwegen und Finnland waren sehr diverse Produkte von der Steuererhebung betroffen. In diesen Ländern wurde die Zuckersteuer auf Lebensmitteln aufgrund von Vorwürfen betreffend die Wettbewerbsverfälschung zu Lasten verschiedener Lebensmittelhersteller aufgehoben. Auf gesüßten Getränken wurde sie aufrechterhalten.

In Dänemark wurde die Zuckersteuer 2014 aufgehoben, sowohl auf gesüßten Lebensmitteln wie auch auf gesüßten Getränken, dies um dem Risiko von illegalem Handel entgegenzuwirken.

Zum Schluss fragt die Abgeordnete nach möglichen Auswirkungen auf Einzelhandel oder Horesca sowie dem Nutzen einer besseren Kennzeichnung und Sensibilisierung.

Die Regierung ist überzeugt, dass die Lebensmittelindustrie den Trend zu einem gesünderen Lebensstil schon längst erkannt hat. So fügen heute bereits mehrere Hersteller aus eigener Initiative weniger Zucker in die Lebensmittel bei oder ersetzen Zucker ganz oder teilweise durch Zuckeraustauschstoffe, dies nicht zuletzt, weil die Konsumenten immer gesundheitsbewusster und kritischer werden in Bezug auf ihre Ernährung.

Die Diskussionen über innovative Präventionsmaßnahmen befinden sich bei uns erst in der Anfangsphase. Die Erfahrung in anderen Ländern zeigt, dass die Getränke- und Lebensmittelindustrie durchaus auch eine positive und proaktive Rolle spielen kann. Für das Gesundheitsministerium stehen bei allen Diskussionen mit unterschiedlichen Partnern und Interessenvertretern gesundheitspolitische Aspekte im Vordergrund.

Bessere Kennzeichnung der Lebensmittel und weitere Sensibilisierung der Konsumenten sind für die Regierung unerlässlich.

Die Rolle der zuständigen Ministerien ist es, die Konsumenten zu mehr Eigenverantwortung zu ermutigen.

Jeder Einzelne bleibt natürlich selbst verantwortlich für die Lebensweise, die er schlussendlich für sich wählt.

[1] p. ex.: „Fiscal policies for diet and the prevention of noncommunicable diseases" (OMS, 2016); „Global Action Plan on the Prevention and Control of NCDs 2013-2020" (OMS, 2016); „Comprehensive Implementation Plan on Maternal, Infant and Young Child Nutrition" (OMS, 2014); „Taxes on Sugar-sweetened Beverages as a Public Health Strategy: The Experience of Mexico" (OMS, 2015); „Using price policies to promote healthier diets" (OMS, 2015); „Ending Childhood Obesity" (OMS, 2016); „Curbing global sugar consumption: Effective food policy actions to help promote healthy diets & tackle obesity" (World Cancer Research Fund International, 2015).

Q16

Question 3236 (22.08.2017) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **transports transfrontaliers illégaux de déchets:**

Dans un communiqué de presse du 17 août 2017, le «Landeskriminalamt Rheinland-Pfalz» informe qu'une opération organisée par Interpol en collaboration avec des unités de police de plusieurs pays a été réalisée pendant 30 jours. Celle-ci avait comme but de déceler des transports transfrontaliers illégaux de déchets. Lors des douze jours de contrôle effectués en Rhénanie-Palatinat, 140 transporteurs de déchets ont été contrôlés dont plus de 26% n'étaient pas en règle. La porte-parole du «LKA» précise que plusieurs poids lourds voulaient transporter des déchets dangereux, comme par exemple du bois contentant des résidus de laque toxique, vers le Luxembourg et la France.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Est-ce que les forces de l'ordre luxembourgeoises ont participé à cette opération?

2. Dans l'affirmative, combien de contrôles ont été effectués par les autorités luxembourgeoises et combien d'infractions ont pu être constatées?

3. Dans la négative, est-ce que les autorités luxembourgeoises ont été informées de l'opération par Interpol ainsi que sur les infractions constatées lors de celle-ci? Est-ce que les autorités luxembourgeoises ont été informées de la destination finale des transports illégaux à destination du Luxembourg?

Réponse (26.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. et 2. L'Administration des douanes et accises a participé à cette opération.

ad 3. La Police grand-ducale a été informée de l'opération. Elle a par ailleurs appris par le biais d'Interpol que des infractions ont été constatées à l'étranger, mais n'a pas reçu communication d'informations concernant la destination finale des transports illégaux.

Question 3237 (23.08.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **réforme de la formation professionnelle:**

Le 12 juillet 2016, Monsieur le Ministre avait annoncé en séance plénière de la Chambre des Députés une prochaine réforme globale de la formation professionnelle. En date du 8 février 2017, Monsieur le Ministre avait précisé à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les changements y relatifs, dont notamment la révision des programmes et l'adaptation des outils d'évaluation, c'est-à-dire la réintroduction des notes chiffrées sur 60 points. Selon le ministre, la révision du système d'évaluation nécessiterait des adaptations au niveau des profils professionnels et de formation, des référentiels d'évaluation, des programmes de formation, etc. D'après Monsieur le Ministre, les équipes curriculaires des différentes formations seront encadrées par une cellule de développement curriculaire, ayant pour mission entre autres l'élaboration des guides méthodologiques et pédagogiques, d'un concept d'encadrement des groupes ainsi que la révision de la structure des curriculums. Les travaux devraient par ailleurs débuter en mars 2017. En outre, toujours selon les informations du ministre, le processus de la réforme sera encadré par l'institut suisse «Eidgenössisches Hochschulinstitut fur Berufsausbildung».

Si la réforme de la première moitié des formations avait été annoncée pour la rentrée scolaire 2018-2019, celle de la seconde moitié s'ensuivrait pour la rentrée scolaire 2019-2020.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelles adaptations législatives Monsieur le Ministre a-t-il prévu concrètement et quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de les déposer?

2. Quelles sont les formations qui vont être réformées pour la rentrée 2018-2019 et sur quels critères?

3. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la date de mise en place, le début des travaux ainsi que sur la structure organisationnelle et la composition de la cellule de développement curriculaire?

4. Dans un souci d'efficacité et afin de permettre aux équipes curriculaires de travailler de manière convenable, Monsieur le Ministre peut-il m'assurer que les travaux de la cellule de développement curriculaire ont été achevés? Les équipes curriculaires ont-elles reçu des lignes directrices quant aux modifications à prévoir pour le profil professionnel, le profil de formation, les référentiels d'évaluation et les programmes de formation? Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le détail de ces lignes directrices, le cas échéant?

5. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la mise en place de l'encadrement par l'institut suisse susmentionné? Dans l'affirmative, quelle est sa mission exacte et est-ce qu'une interaction avec la cellule de développement a déjà eu lieu?

6. Dans le contexte de la révision du système d'évaluation, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les formations pour les classes de 10e à 12e des CCP et DAP concernés ainsi que pour les classes de 10e à 13e concernant les formations de DT devront être réformées d'ici la rentrée 2018-2019, respectivement 2019-2020? Est-ce que les équipes curriculaires ont reçu des informations précises quant aux délais et dates limites à respecter pour la finalisation des travaux nécessaires? Monsieur le Ministre estime-t-il que le temps prévu pour la révision est suffisant?

7. Monsieur le Ministre peut-il encore me dire si les modules préparatoires aux études supérieures seront revus et me préciser, le cas échéant, les objectifs de cette révision?

Réponse (09.10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Depuis la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle en 2010, certaines adaptations étaient nécessaires.

ad 1. La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle doit être revue au niveau des articles concernant le contrat d'apprentissage. Ce travail se fait en étroite collaboration avec les chambres professionnelles ainsi qu'avec le Ministère du Travail. Il en est de même pour le règlement grand-ducal du 31 août 2016 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle. Il est prévu de déposer le nouveau projet de loi ainsi que les règlements grand-ducaux afférents début novembre 2017.

ad 2. Le groupe de pilotage de la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle, composé de la direction du Service de la formation professionnelle (SFP), des représentants des chambres professionnelles, des coordinateurs des équipes curriculaires, du Collège des directeurs et du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), a établi une liste des métiers/professions qui seront reformés en premier. Après concertation avec les équipes curriculaires, la liste ci-après des formations à réformer en priorité a été arrêtée.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

ad 3. Une cellule de développement, placée sous la responsabilité du directeur du SCRIPT, a été mise en place au cours des deux derniers trimestres de l'année scolaire 2016-2017. Elle est composée de sept enseignants et de trois représentants des chambres professionnelles. Un collaborateur du SCRIPT et un représentant du SFP font le lien entre la cellule et le ministère.

ad 4. + 6. Les équipes curriculaires ont été informées par note ministérielle par le biais des coordinateurs au mois de juin 2017. Cette note contient une description des travaux à réaliser par les équipes curriculaires, un récapitulatif des lignes directrices de la réforme ainsi que la liste des missions de la cellule de développement. Tous les détails de cette communication ont été discutés avec le groupe de pilotage, les coordinateurs, le groupe de travail de la formation professionnelle du Collège des directeurs ainsi qu'avec les représentants des syndicats. En plus, la direction du SFP a eu des réunions de concertation avec la plupart des équipes curriculaires pour expliquer en détail les démarches à suivre et pour répondre aux questions. Compte tenu du calendrier chargé en fin d'année scolaire, plusieurs réunions ont dû être reportées au début de l'année scolaire en cours. Toutes ces entrevues se sont déroulées dans un climat coopératif et positif.

Les travaux de la réforme seront réalisés par cycle complet de formation; c'est-à-dire de 10e à 12e pour les formations de CCP et de DAP et de 10e à 13e pour les formations de DT. Je suis conscient que la refonte des curriculums demande une charge de travail importante et que l'achèvement de la réforme des formations pour l'année scolaire 2018-2019 est ambitieux. C'est la raison pour laquelle les heures de décharge des membres des équipes curriculaires ont été augmentées. La motivation et la volonté des équipes curriculaires de mettre en œuvre cette réforme ainsi que les échos déjà reçus confirment que le calendrier arrêté pourra probablement être respecté.

ad 5. L'encadrement par l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP) suisse a été mis en place. Un premier contact entre les représentants de l'IFFP et le groupe de pilotage a eu lieu les 16 et 17 mars 2017. Une délégation du MENJE (SCRIPT, SFP et le président du comité à la formation professionnelle) avec les représentants des chambres professionnelles a visité l'IFFP en Suisse du 18 au 20 juin pour convenir des derniers détails relatifs au fonctionnement de la cellule. Une formation aux membres de la cellule a été dispensée par les représentants de l'IFFP du 25 au 28 septembre 2017 à Luxembourg.

ad 7. Lors des discussions au sein du groupe de pilotage et avec les représentants du Collège des directeurs et des syndicats, la question a été abordée, mais jusqu'à présent aucune décision n'a été prise. Il s'ensuit que les discussions se poursuivront au courant des prochains mois.

Question 3238 (24.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **4e directive anti-blanchiment:**

Alors que Monsieur le Ministre des Finances ne fournit que des réponses lapidaires aux interrogations contenues dans ma question parlementaire no3156 au sujet de la transposition de la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme qui a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne (4e directive anti-blanchiment), je me permets de réitérer celle-ci.

En effet, sans fournir le moindre détail quant au droit d'accès au registre des bénéficiaires économiques, Monsieur le Ministre des Finances indique simplement que l'avant-projet de loi relatif à la création d'un registre de bénéficiaires économiques est en cours de finalisation au Ministère de la Justice. C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre de la Justice peut-il dès lors m'indiquer (i) qui pourra accéder au registre central des bénéficiaires économiques, (ii) si des restrictions d'accès sont prévues et, dans l'affirmative, lesquelles?

- Monsieur le Ministre de la Justice peut-il également m'informer s'il envisage de tenir d'ores et déjà compte de la nouvelle proposition de directive présentée en juillet 2016 par la Commission européenne et visant notamment à accorder au public un «accès illimité» aux registres des bénéficiaires effectifs?

Au vu du fait que la directive susmentionnée aurait déjà dû être transposée pour le 26 juin 2017 au plus tard:

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il enfin m'informer si, oui ou non, la Commission de surveillance du secteur financier a déjà invité les acteurs de la place financière de se conformer aux règles contenues dans la directive? Dans l'affirmative, via quels canaux?

Réponse commune (26.09.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député demande des informations sur le droit d'accès au registre des bénéficiaires effectifs et sur les restrictions éventuelles à l'accès audit registre dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) no648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission (ci-après «la 4e directive LBC/FT»).

La 4e directive LBC/FT, qui requiert la mise en place d'un registre central conservant les informations sur les bénéficiaires effectifs des sociétés et autres entités juridiques constituées sur le territoire national, en décrit le fonctionnement dont notamment la question du droit d'accès.

L'avant-projet de loi mentionné par Monsieur le Ministre des Finances transpose les dispositions de la 4e directive LBC/FT relatives à ce registre. Il régit ainsi l'accès et les conditions relatives à l'accès audit registre.

En l'état actuel, l'avant-projet de loi transpose les exigences de la 4e directive LBC/FT et ne tient pas compte de la nouvelle proposition de directive du 5 juillet 2016, dans la mesure où le texte de cette proposition de directive, non finalisé, est toujours en cours de négociation au niveau européen.

Dès sa finalisation, l'avant-projet de loi sera soumis au Conseil de Gouvernement. Après son approbation, le texte sera transmis à la commission compétente de la Chambre des Députés qui aura la primauté des détails du texte.

Quant à la question de savoir si la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a déjà invité les acteurs de la place financière de se conformer aux règles contenues dans la 4e directive LBC/FT, il convient de rappeler que la CSSF applique une approche prudentielle conforme aux normes internationales, en respectant le principe de proportionnalité, en vue d'une supervision indépendante, prospective et fondée sur les risques. Il n'appartient pas au Ministère des Finances de prendre position sur les modalités concrètes selon lesquelles la CSSF poursuit ces objectifs.

Question 3239 (24.08.2017) de **MM. Edy Mertens** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant l'**extension du parc IRM:**

Très étonnés du fait que le Ministère de la Santé s'est dessaisi de la compétence de notre question parlementaire n°3198, relative à l'extension du parc IRM, nous voudrions lui poser les questions suivantes:

- Depuis quand le Ministère de la Santé n'est ni compétent, ni responsable de l'installation des IRM dans nos hôpitaux, sachant que l'article 20 du règlement grand-ducal du 13 mars 2009, toujours en vigueur, sur la planification hospitalière prévoit une autorisation du Ministre de la Santé et sachant que l'article 14 de la nouvelle loi hospitalière, analysée actuellement par le Conseil d'État, soumettra les installations coûteuses à l'autorisation ministérielle?

- Pourquoi Madame la Ministre de la Santé ne peut-elle pas se prononcer sur une date approximative de l'installation des quatre appareils IRM (un pour chaque groupe hospitalier), pourtant promis il y a deux ans?

- Les délais d'attente pour examens IRM pour les patients ambulatoires sont actuellement huit à dix fois plus longs que dans nos régions frontalières, pourtant soumises aux mêmes règles de l'International Atomic Energy Agency (IAEA) et de l'OMS au niveau européen. Les soussignés pensent qu'il faudra accélérer l'accès aux soins et aux équipements IRM pour les patients ambulatoires. Madame la Ministre est-elle du même avis?

Réponse (18.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Concernant la question des honorables Députés relative aux compétences du Ministère de la Santé en ce qui concerne l'installation des IRM dans les établissements hospitaliers, il convient de noter que le règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national prévoit que les équipements et appareils coûteux, dont la liste figure à l'annexe 4 du même règlement, sont soumis à planification. Les équipements d'imagerie médicale par résonnance magnétique n'étant pas inclus dans ladite liste, ils ne sont pas soumis à planification nationale selon la législation hospitalière en vigueur.

Quant au projet de loi n°7056 relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière évoqué également par Messieurs les Députés, il prévoit que l'acquisition ou l'utilisation, par tout établissement hospitalier, d'un équipement ou d'un appareil médical dont le coût dépasse 250.000 euros soit soumis à l'autorisation du ministre. Cette disposition n'entrera en vigueur qu'au terme de la procédure législative actuellement en cours, à condition toutefois que son contenu reste inchangé.

Les parlementaires s'interrogent en outre par rapport à la date approximative d'installation des quatre appareils IRM que la soussignée aurait «promis il y a deux ans». Il est probablement fait référence à la réponse à la question parlementaire n°2146 du 4 juillet 2016 en vertu de laquelle «une IRM supplémentaire sera installée dans chacun des quatre groupes hospitaliers...», et ceci «...dans un futur proche».

Cette information était basée sur la position affichée à l'époque par la Caisse nationale de santé et expliquée plus en détail par le Ministère de la Sécurité sociale dans sa réponse à la question parlementaire n°3198: «...la CNS avait initialement marqué son accord pour l'acquisition de quatre appareils IRM supplémentaires pour les quatre centres hospitaliers».

Il échet de rappeler que depuis lors, et comme relevé dans la réponse du Ministère de la Sécurité sociale à la question parlementaire n°3198, la CNS a été amenée à réviser sa décision en faveur de l'acquisition de quatre IRM et à proposer à la FHL d'acquérir dans un premier temps seulement deux IRM. L'acquisition de deux IRM supplémentaires sera fonction de l'analyse d'impact des deux premiers IRM, prévue pour fin 2019. Ce changement de position est motivé par diverses raisons développées en détail dans la réponse à la question parlementaire n°3198, et indépendantes de la volonté du Ministère de la Santé. En effet, l'accord entre la CNS et la FHL portait sur «des équipements ayant des caractéristiques nettement moins performantes et par conséquence aussi sensiblement moins chers au niveau de l'acquisition et des frais de fonctionnement. Les appareils IRM initialement prévus n'avaient de même pas besoin d'une infrastructure si complexe et les frais correspondants étaient à négliger. Néanmoins, ces types d'appareils initialement prévus ne sont plus commercialisés.» Il s'agissait donc de trouver une solution alternative tout en restant dans les limites du budget initialement envisagé.

D'après les informations fournies par le Ministère de la Sécurité sociale dans la réponse à la même question parlementaire, en cas d'accord entre la CNS et la FHL sur l'acquisition de modèles alternatifs en octobre 2017, ceux-ci pourraient être opérationnels fin 2018. À supposer que l'étude d'impact sur l'opportunité d'autorisation de deux IRM supplémentaires puisse se faire fin 2019, leur installation ne pourra se faire qu'après cette évaluation.

La question concernant les délais d'attente pour examens IRM pour les patients ambulatoires a été adressée dans la réponse fournie par le Ministère de la Santé à la question parlementaire n°1689 du 13 janvier 2016; question qui émanait au surplus des mêmes députés. Les réponses fournies aux questions parlementaires n°s3138 et 2146 livrent également des indications pertinentes en relation avec les délais d'attente.

Sans vouloir reproduire le contenu de ces réponses au risque de tomber dans d'éternelles redites, le Ministère de la Santé souhaite souligner son attachement profond au droit de chaque patient d'accéder en temps utile aux soins qui sont nécessaires au vu de son état de santé, que ce soit dans le cadre des soins hospitaliers ou dans celui des soins ambulatoires.

L'exercice de ce droit soulève intrinsèquement la question de l'utile et du nécessaire et donc celle de la mise en œuvre adéquate du principe de justification médicale des examens d'imagerie médicale.

Les résultats des différentes mesures effectuées au cours des dernières années par le Ministère de la Santé, et décrits en détail dans la réponse à la question n°3181, ont fait apparaître une situation insatisfaisante concernant la conformité par rapport aux recommandations de bonne pratique, notamment en ce qui concerne l'indication et la justification médicale d'une partie non négligeable des examens IRM prescrits au Luxembourg.

Il y a lieu de s'attarder à cette situation comme une des raisons inhérentes aux délais d'attente auxquels certains assurés du système luxembourgeois se voient confrontés, plutôt qu'à la pénurie en équipements d'IRM, ceci d'autant plus que le ratio d'appareils IRM par million d'habitants au Luxembourg est supérieur à celui en France et en Belgique.

Une meilleure implémentation de la justification médicale des examens d'imagerie, dont les examens d'IRM - dans l'intérêt du patient, y compris l'accès aux soins et aux équipements pour ces derniers, et dans l'intérêt d'une utilisation judicieuse des ressources - constitue un objectif prioritaire. Celui-ci sous-tend les audits, sensibilisations et inspections menés au cours des dernières années par le Ministère de la Santé auprès du terrain: hôpitaux, médecins et patients. Il s'agit en effet d'un sujet multifacettes qui nécessite l'implication et la collaboration de chaque acteur concerné.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que le groupe de travail chargé de l'exécution du plan d'action relatif à la mise en place des recommandations de prescriptions en imagerie médicale est en train de préparer des recommandations afin d'améliorer davantage la prise en charge du patient en imagerie médicale, notamment en relation avec la question de l'accès aux examens médicalement indiqués et justifiés.

Question 3240 (24.08.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **nombre des nouveaux cas d'infection par le VIH:**

Le Comité de surveillance du sida vient de publier son rapport d'activité pour l'année 2016 qui inclut les nouvelles statistiques concernant le nombre d'infections au VIH recensés au Luxembourg.

Avec 98 nouveaux cas, un nouveau record est malheureusement à constater pour l'année 2016. Les statistiques indiquent aussi que le groupe des usagers de drogues à injection a été particulièrement affecté à raison de 21 nouveaux cas d'infection. Le travail exemplaire des différentes structures spécialisées dans la toxicomanie et l'accroissement important des échanges de seringues dans les centres concernés n'ont donc pas mené au résultat attendu.

D'après le président du Comité de surveillance du sida, notamment les usagers de cocaïne par injection constituent un groupe à risque particulier pour lequel des structures de prévention complémentaires devraient être mises en place.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Madame la Ministre partage-t-elle l'avis que des structures de prévention complémentaires doivent être créées afin de mieux atteindre les usagers de drogues à injection?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les mesures spécifiques que le ministère entend mettre en œuvre afin de mieux protéger les personnes susmentionnées?

Réponse (20.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La stratégie nationale de réponse aux drogues et aux addictions, qui inclut la réduction des risques et des dommages, a porté ses fruits, comme en témoigne notamment la diminution générale de la mortalité associée à l'usage et au mésusage de drogues illicites, et continue à être un outil indispensable dans une approche équilibrée et basée sur les faits. La prévalence des décès par surdose a ainsi diminué et continue à afficher une tendance à la baisse à l'échelle nationale. Plus est, les nouvelles infections au VIH, associées à l'usage de drogues, ont diminué de façon marquée sur de nombreuses années, et particulièrement depuis la mise en place de la première salle de consommation supervisée de drogues en 2005 dans le cadre de l'exécution du Plan d'action national en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées.

Nous assistons actuellement à l'émergence de nouvelles modalités d'usage de drogues illicites. Ces dernières sont en premier lieu liées à la disponibilité accrue de cocaïne sur le marché national, dont la consommation est associée à une fréquence plus soutenue d'injections quotidiennes et à un décrochage social accéléré, et dès lors à une exposition aux risques plus élevée en termes d'infections au VIH et d'autres maladies transmissibles. S'il s'agit de l'émergence de nouvelles substances psychoactives, de changements au niveau de l'offre de drogues ou de l'évolution des comportements d'usage, nos stratégies de réponses doivent constamment évoluer avec les faits observés. S'appuyant sur une analyse circonstanciée des cas de nouvelles infections au VIH parmi des injecteurs de drogues, une série de mesures ont déjà été et seront mises en place en guise de réponse dans le cadre du Plan d'action national en matière de drogues et d'addictions, qui a tenu compte de façon précoce des nouvelles évolutions en matière de maladies infectieuses.

Il s'agit notamment d'un nouveau dispositif mobile de prévention pour les usagers de drogues, lancé en ce mois de septembre (Mobile de prévention pour usagers de drogues: MOPUD-X/change), qui a été mis en place ensemble avec les acteurs de terrain concernés afin de toucher les populations d'usagers les plus marginalisées au sein même de leurs milieux de vie et de consommation, d'augmenter la couverture de dépistage du VIH et des hépatites infectieuses, de leur fournir du matériel d'injection stérile en cas de besoin et de les réintégrer, dans la mesure du possible, dans le système d'aide et de soins.

Ensuite, l'ouverture en 2018 d'un deuxième centre d'accueil pour personnes toxicomanes, incluant salles d'injection et d'inhalation supervisées dans le sud du pays (Esch-sur-Alzette), va contribuer à améliorer encore l'accès régional aux mesures d'aide et de réduction de risques et à désengorger les capacités des offres existantes.

Par ailleurs, le travail de prévention des risques et des dommages qui vise, entre autres, à faire évoluer les comportements de consommation de l'injection vers un usage par inhalation, à moindre risque, a également porté ses fruits notamment au sein de la structure Abrigado à Luxembourg-ville avec comme résultat que plus de 40% des usagers de cette structure pratique entre-temps l'inhalation (blow) lors de leurs passages dans la salle de consommation supervisée. Ces efforts porteurs seront poursuivis et développés également au niveau des interventions au sein de la nouvelle structure d'accueil à Esch-sur-Alzette et ce par l'utilisation de moyens et de médias adaptés aux usagers et aux différents cadres de prise en charge.

À souligner également que le Luxembourg dispose à ce jour d'un dispositif de distribution de matériel d'injection stérile et de recollecte de seringues/aiguilles usées performant avec 423.000 seringues stériles distribuées en 2016 et un taux de recollecte de 94%.

Si les efforts investis à ce jour sont considérables et des mesures complémentaires sont par ailleurs discutées dans le cadre de l'élaboration du prochain Plan d'action national VIH, l'expérience montre que la disponibilité d'offres spécialisées, diversifiées, gratuites et accessibles, n'est pas un garant absolu de l'utilisation de ces dernières par la totalité des bénéficiaires potentiels issus de la population cible.

Question 3241 (24.08.2017) de **MM. Serge Wilmes** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**Asile national pour animaux dans le Ban de Gasperich:**

À l'heure actuelle, l'Asile national pour animaux sis dans le Ban de Gasperich n'est uniquement accessible que par une petite rue traversant le quartier résidentiel de Gasperich. Il va sans dire que cet accès pose des problèmes de sécurité, notamment en cas d'accident.

Le Ban de Gasperich est actuellement en pleine restructuration. Un parc communal est par ailleurs également planifié à côté de l'asile pour animaux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer qu'un accès routier à l'asile susmentionné est prévu dans le cadre des travaux de lotissement et de l'aménagement du parc communal dans le Ban de Gasperich?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'échéance de cet accès routier?

Réponse (20.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

De prime abord, il y a lieu de retenir que ni le parc communal de Gasperich, ni l'asile pour animaux ne font partie de l'emprise des projets d'infrastructures routières du Ban de Gasperich, de sorte qu'il ne relève pas de ma compétence de me prononcer sur ces projets, notamment en ce qui concerne l'échéancier du projet communal du parc de Gasperich.

Il y a lieu de relever que l'amorce d'un accès à partir du boulevard Kockelscheuer au futur parc communal et à l'asile pour animaux (abaissement des bordures, pavé renforcé et marquage au sol au boulevard Kockelscheuer) a déjà été construit vis-à-vis de l'accès au Centre national d'incendie et de secours. Cet accès dessert actuellement l'installation du chantier du Ban de Gasperich, mais il est destiné à terme à être aménagé par la Ville de Luxembourg dans le cadre de l'aménagement du parc de Gasperich.

Question 3243 (25.08.2017) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **Fonds national de soutien à la production audiovisuelle:**

An engem Artikel vum „Lëtzebuerger Land" vum 11. August war ze liesen, dass de Lëtzebuerger Filmfong an aacht Sëtzungen 105 Demandë fir finanziell Ënnerstëtzung zréckbehalen huet.

Tëscht Januar 2016 an August 2017 goufen esou ronn 51 Milliounen Euro a Fiimproduktiounen investéiert. Dëst stellt vergläichsweis bal d'Halschent vum Budget vum Kulturministère fir d'Joer 2016 duer.

An deem Kontext géif ech dem Här Kommunikatiouns- a Medieminister folgend Froe stellen:

- Kann de Minister mir soen, a wéi eng Produktiounen déi 51 Milliounen Euro gefloss si respektiv fir wéi eng Ausgaben dës Suen am Detail vun de Produktiounsfirmae gebraucht goufen?

- Kann de Minister eis eng Opstellung ginn, wéi héich déi finanziell Ënnerstëtzung pro Produktioun ausgefall ass, an och, a wéi engem Verhältnis dës Ënnerstëtzung zu den exposéierte Käschte vun der jeeweileger Produktioun stoung?

- Kritt de Minister de Box Office mat de Spectateurszuele vun de respektive Produktioune matgedeelt? Wann net, mengt de Minister net awer, dass et wichteg wier, der Chamber dës Zuele matzedeelen?

- Kann de Minister eis prezis soen, wivill Leit den Ament an der Lëtzebuerger Filmindustrie schaffen?

- Ass de Minister bereet, iwwert d'Ofschafe vum Punktesystem nozedenken, wéi vun de Produzente gefrot, ee Punktesystem, deen d'Zréckgräifen op Lëtzebuerger Professioneller, den Tournage zu Lëtzebuerg etc. virschreift? Huet de Minister wëlles, d'Gesetz iwwert de Filmfong ofzeänneren? Wa jo, wou huet de Minister wëlles ze änneren?

Réponse (25.09.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

De Budget vum Filmfong beleeft sech fir d'Joren 2016 an 2017 zesummen op 66.667.000 €. Dës Sue si geduecht, ewéi d'Gesetz et virgesäit, fir d'Entwécklung vum Lëtzebuerger audiovisuelle Secteur ze förderen, an dat iwwert de Wee vun der Kreatioun vun audiovisuelle Wierker.

De Gros vun dëse Moyene gëtt an d'Aides financières sélectives (AFS) investéiert, op déi den honorabelen Deputéierte sech a senger Question parlementaire berifft.

De Lëtzebuerger Filmfong kommunikéiert iwwert de Wee vun der Press all Decisiounen, déi 5-mol d'Joer vum Comité de sélection geholl ginn. Och publizéiert de Filmfong d'Chiffere betreffend d'Aiden, déi en ausstellt, op sengem Internetsite www.filmfund.lu. En plus fënnt een am Rapport annuel vum Medieministère a vum Kulturministère déi wichtegst Chifferen, wat d'Aktivitéite vum Filmfong ugeet.

Doriwwer eraus publizéiert de Lëtzebuerger Filmfong all Joers en detailléierte Rapport annuel mat alle Chifferen an Detailer. D'ailleurs gëtt de Rapport 2016 den Dënschden, de 26. September 2017, der Press virgestallt.

Mä selbstverständlech iwwermëttelen ech dem honorabelen Deputéierten en annexe déi detailléiert Lëscht vun de Projeten, déi 2016 an 2017 bis elo iwwert de Wee vun Aides financières sélectives (AFS) ënnerstëtzt gi sinn, mat der Opstellung vun der Aide, déi pro Projet accordéiert gouf *(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

D'Aide financière sélective ass un de Filmprojet gebonnen a ka just e Pourcentage vum Gesamtbudget vun enger Produktioun ausmaachen (dat ka bei minoritäre Filmer ni méi ewéi 30% vum ganze Budget ausmaachen a bei Filmer mat Lëtzebuerger Realisateur ni iwwer 90% vum Gesamtbudget goen). Et ass dofir net wierklech méiglech, eenzel opzelëschten, wéi eng Sue fir wéi eng Depense benotzt ginn.

Et ass awer kloer, datt d'Aidë vum Fong nëmme verwennt kënne gi fir Depensen, déi och en direkte Retour économique, culturel oder social fir de Grand-Duché opweise kënnen, esou wéi dat am Gesetz virgesinn ass.

Wat elo de Box Office ugeet, esou kann ech bestätegen, datt den CNA responsabel ass fir déi alljäerlech Opstellung vun deene Chifferen. Den CNA publizéiert dës Chifferen all Joer. Detailer iwwert déi verkaafte Billjeeë vun de Lëtzebuerger Filmer aus de Joren 2015 an 2016 fannt Der och en annexe *(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

D'Unzuel vun de Léit variéiert natierlech mat den Aktivitéiten am Secteur. No Analys vum Filmfong kann ee soen, datt am erweiderten audiovisuelle Produktiounsberäich tëschent 900 an 1.000 Leit hiert deeglecht Brout an dësem kreativen Ëmfeld verdéngen.

Wat elo de sougenannte Punktesystem ugeet, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, do muss een ënnersträichen, datt et sech hei ëm en interne Mechanismus vun der Administratioun handelt, deen et erlaabt, de Retour économique, culturel et social vun all Aide, déi accordéiert gëtt, ze evaluéieren.

Mir kréien elo vum Secteur gesot, datt eist Gesetz an dëse Punktesystem vill manner kompetitiv gi sinn, well d'Aiden an eisen Nopeschlänner drastesch an d'Luucht gesat goufen an deene leschte Méint.

Doropshin hunn ech de Secteur gefrot, mer Proposen ze maachen, wat een am Gesetz kéint änneren, fir datt eisen audiovisuelle Secteur, deen eng ganz grouss international Unerkennung genéisst, sech weider positiv entwéckele kann.

En Aarbechtsgrupp tëschent Vertrieder vun deenen eenzele professionellen Associatioune wäert sech mam Filmfong zesummesetzen a gemeinsam Propositiounen ausschaffen, déi et erlabe sollen, eisen audiovisuelle Secteur weiderhi kompetitiv ze halen.

A selbstverständlech wäert ech bereet sinn - le cas échéant -, dat Gesetz iwwert de Filmfong ofzeänneren, wann dat de gemeinsame Wëlle vum Secteur ass, fir datt eis Aarbechtsplaze stabill bleiwen an eis kreativ an technesch Kompetenzen ausgebaut kënne ginn a fir datt eis Filmproduktiounsgesellschafte sech perenniséiere kënnen a weiderhin héichwäerteg Wierker schafe kënnen.

Question 3244 (25.08.2017) de **M. Emile Eicher** *(CSV)* concernant la **convention collective pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social:**

La nouvelle convention collective de travail du secteur SAS récemment signée couvre la période du 1er octobre 2017 au 31 décembre 2019. L'article 3 de ladite convention définit son champ d'application, de même qu'une liste non exhaustive d'établissements visés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me chiffrer l'impact financier de ladite convention collective de travail sur le secteur communal en général et par commune en particulier?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir ces données pour l'année en cours, de même que pour les années à venir?

Réponse (09.10.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

De prime abord, j'aimerais rappeler à l'honorable Député que, de par sa circulaire n°2750 du 16 décembre 2008, le Ministre de l'Intérieur de l'époque a initié, suite d'ailleurs à une intervention du Syvicol, une procédure d'engagement exceptionnelle du personnel socio-éducatif sous le statut de l'employé privé permettant aux communes de répondre au besoin accru de personnel du fait de l'introduction des chèques-services accueil à partir du 1er mars 2009.

Ensuite, il y a lieu de préciser que selon l'article 22 du statut général des fonctionnaires communaux, la rémunération des salariés est fixée par le conseil communal en conformité avec les exigences du Code du travail.

Conformément au principe de l'autonomie communale, il échet dès lors au conseil communal de fixer la rémunération des salariés du secteur communal en général et, en l'espèce, du personnel socio-éducatif en se basant, notamment, sur les dispositions de la convention collective du secteur SAS, respectivement sur les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 15 novembre 2001 concernant la rémunération des employés communaux, voire d'autres dispositions.

Notons finalement que les communes peuvent également opter pour l'engagement d'éducateurs sous le régime de l'employé ou du fonctionnaire communal.

Vu cette flexibilité et donc l'hétérogénéité des statuts du personnel socio-éducatif des communes et compte tenu du fait que la tutelle étatique en matière d'engagement de salariés des communes du secteur SAS se limite à l'approbation des décisions de création de postes et de l'engagement des agents visés, le Ministère de l'Intérieur ne dispose pas d'informations au sujet de l'impact financier des modifications apportées à la convention collective SAS.

Il appartient dès lors à chaque commune d'estimer, à l'instar notamment des autres charges relatives au personnel communal, ses dépenses en matière de rémunérations du personnel socio-éducatif dans le cadre de l'élaboration du budget, voire du plan pluriannuel de financement.

Question 3245 (25.08.2017) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **reconnaissance de la culture de la fête foraine en tant que patrimoine national:**

D'Schueberfouer huet hir Dieren nees opgemaach. Et ass ewell déi 677. Editioun vun engem Evenement, dat sech iwwert d'Jorhonnerte vun engem mëttelalterleche Joermaart zu engem vun deene gréissten a modernste Volleksfester aus Europa entwéckelt huet. D'Schueberfouer ass an engems méi wéi ee grousst Fest. Et ass eng Lëtzebuerger Traditioun, ee kulturellt Evenement, dat enk mat der Stad an dem Land verbonnen a wäit iwwer ons Grenzen eraus bekannt a beléift ass, een Evenement, op deem ee ganz bestëmmte Patrimoine gelieft a weidergedroe (zesummegeschriwwen) gëtt: de Patrimoine vun onse Volleksfester a Kiermessen an de Patrimoine vum Forainswiesen.

Ons franséisch Noperen hu viru Kuerzem ee wichtege Schrëtt gemaach an d'„culture vivante de la fête foraine" op hir national Lëscht vum immaterielle kulturelle Patrimoine gesat. Bei onsen däitschen a belschen Nopere ginn et äänlech Iwwerleeungen.

Och zu Lëtzebuerg ginn et Historiker, déi sech zënter Jore mam Lëtzebuerger Volleksfest-, Kiermes- a Forainswiesen auserneesetzen a sech dofir engagéieren, datt dëst offiziell unerkannt an a Form vun engem ëffentlechen Dokumentatiounszenter a Musée anstänneg dokumentéiert, opgeschafft, erhalen an en valeur gesat gëtt. Esou ee Musée wier och déi richteg Plaz, fir historesch Kiermesmanègen a Forainsmaterial auszestellen an dës als materielle Patrimoine unzëerkennen, ze schützen an ze erhalen.

An Däitschland gouf eréischt virun enger Zäitche fir d'zweete Kéier een nostalgescht Riserad als mobillt Monument ënner Denkmalschutz gestallt. An och heiheem ginn et Lokalpolitiker, déi sech an hire Gemengen dofir engagéieren, datt historesch Manègë fir de grand Public erhale ginn. Nëmmen esou kënnen dës Zeie vun onser Kultur-, Sozial- an Industriegeschicht weiderliewen.

An deem Kader géif ech dem Här Kulturminister gären dës Froe stellen:

1. Deelt den Här Minister meng Meenung, datt, esou wéi dat a Frankräich gemaach ginn ass, och hei zu Lëtzebuerg ons Volleksfester a Kiermessen, d'Forainswiesen, historesch Manègen a Forainsmaterial national als immateriellen a materielle Patrimoine unerkannt solle ginn? Wa jo, ass d'Regierung prett, déi néideg Demarchen dofir ze maachen?

2. Deelt den Här Minister meng Meenung, datt niewent enger Unerkennung als nationalen immateriellen a materielle Patrimoine zu Lëtzebuerg een ëffentlechen, lëtzebuergeschen an europäeschen Dokumentatiounszenter a Musée geschafe soll ginn, fir d'Volleksfest-, d'Kiermes- an d'Forainswiese wëssenschaftlech ze dokumentéieren, opzeschaffen an ze erhalen a fir historesch Kiermesmanègen a Forainsmaterial ze sammelen, ze schützen an ze erhalen? Wa jo, ass d'Regierung prett, esou ee Projet matzedroen a finanziell ze stäipen? Géif d'Regierung mathëllefen, een appropriéierten, gutt accessibele Site fir esou ee Projet ze sichen?

Réponse (09.10.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1. Volleksfester, Kiermessen, d'Forainswiesen, historesch Manègen a Forainsmaterial kënnen zu Lëtzebuerg als nationale materielle an immaterielle kulturelle Patrimoine unerkannt ginn, wa si déi legal Konditiounen dofir erfëllen.

Fir Unerkennung vu materiellem Kulturiewe bitt d'Gesetz vu Sites et monuments vun 1983 déi néideg juristesch Basis. Am Kader vun der besteeënder Gesetzgebung iwwert den Denkmalschutz kënnen entspriechend materiell Artefakten, no Avis vun der nationaler Denkmalschutzkommissioun, ënner nationalen Denkmalschutz gestallt ginn. Ass dat geschitt, kann den Erhalt vun dëser materieller Kulturierfschaft verstäerkt mat Rot an Dot, och a Form vu Subsiden, vum Kulturministère iwwert de Service des sites et monuments nationaux ënnerstëtzt ginn.

Den Artikel 2 vun der Unesco-Konventioun fir d'Erhale vum immaterielle Kulturierwe vum 17. Oktober 2003, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, gesäit d'Definitioun vu kulturellem immateriellem Ierwe vir. Ënnert dës Definition falen ënner anerem Traditiounen, sozial Gebräicher a Festivitéiten.

Dës Konventioun gesäit par ailleurs en nationalen Inventaire vum immaterielle Kulturierwen vir. Esou en Inventaire ass eng éischte Kéier 2008 realiséiert ginn. Den 22. Mäerz 2017 huet de Ministère e Konservator vum Service des sites et monuments nationaux mat der Aktualiséierung vun deem nationalen Inventaire beoptragt. Doduerch soll en neie Grondsteen geluecht gi fir den Erhalt an d'Vermëttlung vun der immaterieller Kulturierfschaft hei zu Lëtzebuerg.

Och dat europäescht Kulturierfschaftsjoer 2018 bitt d'Geleegenheet zur weiderer Unerkennung a Valorisatioun vun alle Forme vu Kulturierwen, dorënner immateriellt Kulturierwen a Patrimoine mobilier, genausou wéi Architektur oder Archeologie.

ad 2. Momentan ass et net virgesinn, e Musée, deen d'Volleksfest-, d'Kiermes- an d'Forainswiesen dokumentéiert, ze schafen.

De Schutz vu Kiermesmanègen a Forainsmaterial ass, och ouni Musée, méiglech iwwert de Wee vun der Protektiounsprozedur wéi uewendriwwer beschriwwen.

Question 3246 (25.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **dispositif de sécurité pour la «Schueberfouer»:**

En faisant allusion à la traditionnelle Schueberfouer, l'auteure d'un article paru sur wort.lu s'exprime ainsi:

«Mais alors qu'on pouvait s'attendre à des précautions maximales au niveau de la sécurité dans le contexte de menace terroriste actuel, les visiteurs ont pu constater que les entrées des allées n'étaient absolument pas protégées.» L'auteure continue: «[...] de nombreux visiteurs se sont posés des questions au vu du dispositif anticamion bélier inexistant. „Soit on pense que le Luxembourg est intouchable, soit les organisateurs ont été pris par le temps, auquel cas, je trouve que c'est une faute grave, avec les événements récents."»

Contactée par wort.lu, la Ville de Luxembourg a expliqué qu'une partie des blocs en béton n'avait été livrée que le jour même de l'ouverture et leur mise en place n'était à ce moment-là plus possible. La Ville de Luxembourg a également expliqué que les accès ne pourront en aucun cas être complètement barrés, étant donné qu'aussi bien les camions de livraison que les services d'intervention devront pouvoir circuler.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si le niveau de menace au Luxembourg a été revu à la hausse suite aux attentats de Barcelone?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'assurer que les précautions maximales au niveau de la sécurité ont été prises pour protéger les visiteurs de la Schueberfouer? Les retards dans la mise en place des blocs en béton ont-ils été comblés entre-temps?

3. La mise en place de poteaux amovibles au niveau des accès à la Schueberfouer (en lieu et place des blocs de béton) a-t-elle été discutée? Pourquoi cette option n'a-t-elle pas été retenue?

4. Alors que d'autres manifestations (telle la braderie) approchent, la mise en place de tels poteaux serait-elle une option pour empêcher des attaques aux engins anti-bélier? D'autres options ont-elles été considérées pour la sécurisation de certaines rues lors de manifestations ponctuelles (disposer des camions à l'entrée de certaines rues, etc.)?

Réponse (18.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Après les attentats de Barcelone, le niveau de menace au Luxembourg a été maintenu au niveau 2.

ad 2. Toutes les dispositions adaptées ont été prises par la Police grand-ducale en étroite collaboration notamment avec les autorités communales afin de sécuriser les visiteurs de la Schueberfouer. En effet, la protection des visiteurs ne se limite non seulement à la mise en place de barrières physiques aux endroits d'accès, mais s'identifie également par une présence effective des services de police sur les lieux.

Quant aux blocs de béton manquants le jour de l'ouverture, ces derniers ont été livrés et posés au lendemain matin après l'ouverture officielle de la Schueberfouer.

ad 3. La mise en place de poteaux amovibles exige des réflexions et analyses approfondies, étant donné que ces derniers doivent résister à des chocs d'une puissance élevée. Actuellement, les autorités communales de la Ville de Luxembourg, en concertation avec la Police grand-ducale, étudient et évaluent la faisabilité d'une telle réalisation.

ad 4. La question de la mise en place de tels poteaux amovibles ne se limite pas sur le secteur du Glacis, mais s'étend bien au-delà sur d'autres zones à risque telles que les zones piétonnes et autres surfaces publiques critiques, notamment au centre-ville.

Question 3247 (28.08.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**autorité parentale:**

Il me revient que les parents séparés désirant partir en vacances à l'étranger avec leurs enfants dont ils n'ont pas l'autorité parentale doivent disposer d'une autorisation parentale émise par le parent ayant l'autorité parentale légalisée par les services de la commune où ce parent réside.

Cette exigence aurait été communiquée récemment aux communes par les services du tribunal de la jeunesse. La conséquence dans les cas où un parent, même muni d'un titre de voyage valable de l'enfant mineur en question, tel un passeport ou une carte d'identité, se présenterait à l'aéroport ou ferait l'objet d'un contrôle dans un train, serait qu'on refuserait à ce parent le droit de voyager avec son enfant.

Le résultat de cette pratique est que de nombreux parents séparés ou en conflit avec leur ex-conjoint ou partenaire, sont dans l'impossibilité de partir en vacances à l'étranger avec leur enfant. Dans de nombreux autres cas, des parents se présenteront avec une parfaite bonne foi, munis des titres de voyage de l'enfant et se verront refuser l'accès à l'avion. Dans tous les cas, le parent n'ayant pas l'autorité parentale est à la merci de son ex-partenaire sinon du contrôle des passeports.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'existence de cette pratique administrative? Depuis quand cette règle est-elle en vigueur? Dans l'affirmative, quelle en est la base légale?

2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de cas de kidnapping d'enfants vers l'étranger par des parents luxembourgeois ou des parents étrangers sur des enfants vivant sous autorité parentale au Luxembourg qui ont été répertoriés les cinq dernières années?

3. En considération de la réponse à la question sous 2., Monsieur le Ministre estime-t-il que la règle trouvant apparemment son origine au tribunal de la jeunesse est justifiée?

4. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette position est inconciliable avec l'intention du Gouvernement de réformer la loi dans le sens d'une autorité parentale partagée dans le cadre du projet de loi 6996?

Réponse (21.09.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Je ne peux pas confirmer car selon les informations recueillies auprès du Procureur général d'État et du tribunal de la jeunesse, il s'avère que ni le Service du tribunal de la jeunesse ni le Service du juge des tutelles n'ont communiqué d'exigences à l'égard des communes quant à la nécessité pour le parent non titulaire de l'autorité parentale d'un enfant de disposer d'une autorisation parentale émise par le parent titulaire de cette autorité parentale légalisée par les services de la commune de résidence.

Les parents peuvent en principe emmener temporairement leurs enfants à l'étranger.

En cas de séparation des parents non mariés exerçant l'autorité parentale conjointe, le juge des tutelles peut être saisi par l'un des parents ou par les deux aux fins d'obtention d'une attestation ou d'un certificat déclarant qu'ils exercent l'autorité parentale conjointe sur l'enfant. Les juges des tutelles délivrent dans ce cas les documents requis, si les parents confirment vouloir exercer l'autorité parentale conjointe.

Si l'enfant dispose d'un passeport, il est également possible de faire mention dans le passeport de l'enfant du nom du ou des parents exerçant l'autorité parentale.

En cas de divorce de parents mariés, le jugement de divorce attribue la garde de l'enfant à l'un des parents.

En cas de séparation des parents où un seul des parents exerce l'autorité parentale, il est vivement conseillé à celui des parents qui n'exerce pas l'autorité parentale et qui désire emmener temporairement l'enfant à l'étranger de disposer d'une autorisation parentale émise par l'administration communale de la commune de la résidence du parent exerçant l'autorité parentale. En effet, il dépend de la législation des pays étrangers quels documents sont requis.

Dans tous les cas, si un seul des parents séparés exerce l'autorité parentale, l'autre parent dispose d'un droit de visite et d'hébergement. Il peut emmener l'enfant temporairement à l'étranger (à l'intérieur de l'UE), étant donné le principe UE de la libre circulation des personnes.

La base légale se trouve dans le Code civil, au Titre IX du Livre I^{er}.

ad 2. En ce qui concerne le nombre de cas de kidnapping vers l'étranger par des parents luxembourgeois ou par des parents étrangers sur des enfants sous autorité parentale au Luxembourg: un certain nombre de cas d'enlèvement international d'enfants, sur base de la Convention sur les aspects civiles d'enlèvement international d'enfants de La Haye conclue le 25 octobre 1980, ont été répertoriés.

Nombre de dossiers d'enlèvement d'enfants du Luxembourg vers l'étranger:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nombre de dossiers d'enlèvement d'enfants de l'étranger vers le Luxembourg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Les juges déterminent le ou les parents titulaires de l'autorité parentale et les modalités du droit de visite et d'hébergement du parent non gardien. Il ne leur appartient pas d'émettre des exigences à l'égard des parents selon lesquelles le parent qui quitte le territoire luxembourgeois avec son enfant établit que le parent titulaire de l'autorité parentale est d'accord avec ce déplacement.

Il est arrivé que les services susvisés soient contactés par des parents qui, lors d'un voyage, se sont vus contraints d'établir la preuve que le parent titulaire de l'autorité parentale est d'accord avec la sortie de l'enfant du territoire, la préoccupation étant d'éviter un déplacement illicite.

Pour éviter toute difficulté à l'avenir, ces services conseillent au parent concerné de se munir d'une autorisation parentale de la part du parent titulaire de l'autorité parentale. La même difficulté se pose pour un parent détenteur de l'autorité parentale conjointe qui, selon nos renseignements, doit justifier de l'accord du parent qui ne voyage pas avec lui pour que l'enfant puisse quitter le territoire.

Ces conseils ne constituent cependant pas des exigences à l'égard des parents, mais une réponse aux exigences posées par d'autres administrations qui interviennent dans un but de prévention de déplacement illicite d'un enfant.

ad 4. En date du 27 mai 2016, le projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale a été déposé à la Chambre des Députés. Il institue l'autorité parentale conjointe que les parents soient mariés ou non, qu'ils vivent en partenariat, soient séparés ou divorcés. Elle s'exerce à l'égard de tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage.

Après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative à l'autorité parentale, l'autorité parentale conjointe sera le principe, de sorte que les cas d'exercice unilatéral de l'autorité parentale diminueront sensiblement et les pratiques administratives seront adaptées en conséquence.

Question 3249 (30.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **«guichets de pré-examen» en Afrique:**

En effet, lors d'un sommet migratoire sahélo-européen restreint à Paris, le Président français Emmanuel Macron vient de proposer «d'identifier» dès le Niger et le Tchad les ressortissants «qui ont droit à l'asile» et de commencer «la procédure dès le territoire africain» via des «guichets de pré-examen», l'objectif étant d'offrir une alternative légale aux demandeurs d'asile tout en intensifiant la lutte contre les passeurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son analyse des résultats du précité sommet sahélo-européen organisé par la Présidence française?

2. Monsieur le Ministre peut-il tout autant m'éclairer sur la position du Gouvernement relative aux «guichets de pré-examen» («hotspots») en Afrique?

3. Dans le cas d'une appréciation positive, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il soit plus judicieux d'installer des «guichets de pré-examen» dans le cadre d'une politique coordonnée de l'Union européenne?

Réponse (18.09.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le 28 août s'est tenu à l'Élysée le sommet sur la migration avec l'Afrique auquel ont participé, sur invitation française, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Haute représentante de l'Union européenne, le Niger, le Tchad et le président du Conseil libyen.

Les participants ont confirmé leur attachement aux résultats du sommet euro-africain de La Valette de 2015 qui préconise des efforts sur le long terme et une responsabilité partagée pour remédier aux causes profondes de la migration irrégulière. Ils ont appelé également à limiter les atteintes aux droits de l'Homme auxquelles les migrants sont confrontés, la mobilisation du Fonds européen pour le développement (FED) à des fins de gestion migratoire, le renforcement des retours vers l'Afrique, le renforcement et la régionalisation des missions européennes EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger et EUBAM Libye pour renforcer les capacités contre la migration irrégulière, un appui à la force conjointe du G-5 Sahel, une coopération renforcée avec l'Organisation internationale pour les migrations et le Haut-Commissariat pour les réfugiés, une amélioration sécuritaire en Libye sous l'égide des Nations Unies et la création d'alternatives économiques aux trafics en tous genres.

Tous ces éléments font déjà partie des politiques poursuivies, tant au niveau des Nations Unies qu'au niveau de l'Union européenne. Le principal élément nouveau est celui que l'honorable Député aborde dans des questions 2 et 3, à savoir l'idée de la mise en place de «guichets de pré-examen» en Afrique. Toutes ces idées ne pourront engranger des résultats que si elles poursuivent des objectifs de durabilité, respectent les valeurs humanitaires européennes et que si elles s'inscrivent dans une politique d'ouverture de voies d'accès légales qui assure protection aux personnes persécutées et qui satisfait les besoins économiques et démographiques de l'Europe.

ad 2. Il convient de noter d'emblée que les «guichets de pré-examen» tels que proposés dans le cadre de la déclaration adoptée à Paris ne correspondent pas au concept des «hotspots» tels qu'ils ont été mis en place par l'Union européenne en Italie et en Grèce. L'idée évoquée à Paris vise à prévenir la migration irrégulière vers la Libye, à prendre en charge les personnes en amont, notamment au Niger et au Tchad, et, par une réduction du nombre, à améliorer les conditions de vie des migrants en Libye. Si cette idée semble donc à première vue présenter des atouts, force est de constater que plusieurs conditions sont à remplir au préalable pour que cette piste puisse avoir du succès. Il faut créer des capacités d'accueil au Niger et au Tchad, obtenir la coopération de l'Organisation internationale pour les migrations ainsi que du Haut-Commissariat pour les réfugiés et mettre en place un programme de réinstallation qui fonctionne.

ad 3. La Commission européenne, la Haute représentante de l'Union européenne et la Présidence estonienne du Conseil envisagent d'assurer un suivi au sein des enceintes européennes afin de garantir la mise en œuvre d'une politique coordonnée de l'Union européenne. Cela étant dit, les États membres sont les premiers en charge de l'exécution du droit de l'Union européenne, ce qui dans le contexte de la gestion des flux des migrations explique des initiatives par certains États membres qui mettent en œuvre des politiques définies par l'Union européenne.

Question 3250 (30.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**éventuelle suspension des droits de vote de la Pologne:**

En effet, le 26 juillet, la Commission européenne a donné un mois à Varsovie pour mettre fin à la «menace systémique» pesant sur l'État de droit en Pologne et «l'informer des mesures prises» pour modifier les réformes ébranlant selon lui l'indépendance de la justice. Bruxelles a menacé de déclencher l'article 7 du traité de l'UE si la Pologne maintenait ses réformes en l'état. Varsovie vient de contester par la suite les préoccupations européennes concernant ses réformes judiciaires controversées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de la Commission dans le sens d'une «violation grave et persistante» des valeurs de l'Union en Pologne?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur les intentions de vote du Luxembourg au Conseil de l'UE relatives à une suspension éventuelle des droits de vote de la Pologne?

Réponse (19.09.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Après ses recommandations sur l'État de droit en République de Pologne adoptées respectivement les 27 juillet et 21 décembre 2016, c'est en date du 26 juillet 2017 que la Commission européenne a adressé aux autorités polonaises une troisième recommandation concernant la situation de l'État de droit. Elle y a exposé «ses vives préoccupations concernant la réforme du système judiciaire en Pologne». Selon l'appréciation de la Commission, «cette réforme accroît la menace systémique pesant sur l'État de droit en Pologne», qui avait déjà été constatée dans le cadre de la procédure de sauvegarde de l'État de droit engagée par la Commission en janvier 2016.

Le Luxembourg appuie les efforts de la Commission européenne, en tant que gardienne des traités, visant à promouvoir et à préserver l'État de droit au sein de l'Union européenne. Dans ce contexte, il partage les préoccupations exprimées par la Commission au sujet de la situation de l'État de droit en Pologne. Cette position a été exprimée publiquement à plusieurs reprises et le Luxembourg est également intervenu en ce sens lors du Conseil «Affaires générales» du 16 mai 2016. Ensemble avec ses homologues belge et néerlandais, le Premier Ministre a également abondé dans le même sens lors de la rencontre des chefs de Gouvernement Benelux-Višegrad qui s'est tenue à Varsovie le 19 juin 2017.

ad 2. Le Luxembourg s'attend à ce que les autorités polonaises engagent un dialogue sérieux et constructif avec la Commission européenne sur les recommandations formulées par cette dernière. En cas d'absence de réponse satisfaisante de la part des autorités polonaises, la Commission vient d'annoncer qu'elle est prête à déclencher la procédure prévue à l'article 7, paragraphe 1, du Traité sur l'Union européenne. Celle-ci permet au Conseil des ministres, après avoir entendu l'État membre en question, d'adresser à ce dernier, à la majorité des quatre cinquièmes, des recommandations formelles. À l'heure actuelle, un recours à l'article 7 du TUE est encore évitable et le Luxembourg espère qu'il soit possible de reprendre un dialogue constructif entre la Commission et le Gouvernement polonais afin d'éviter un tel scénario. Au cas où un tel recours ne se laisserait cependant pas éviter, le Luxembourg analysera une éventuelle proposition de la Commission européenne et sa position reflétera alors l'importance capitale qu'il attache à la promotion et à la protection des valeurs visées à l'article 2 du TUE.

La procédure énoncée à l'article 7 du TUE prévoit en dernier lieu, c'est-à-dire seulement après la constatation formelle par le Conseil européen, statuant à l'unanimité «d'une violation grave et persistante» par un État membre des valeurs européennes, la possibilité de suspendre certains droits de l'État membre concerné, y compris les droits de vote au sein du Conseil. En l'absence d'un déclenchement de l'article 7, la question de la suspension des droits de vote d'un État membre au sein du Conseil ne se pose actuellement pas.

Question 3251 (30.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**aide de préadhésion pour la Turquie:**

En effet, selon la Cour des comptes européenne - qui effectue actuellement un audit du soutien financier de l'UE pour la Turquie - Ankara perçoit plus de 40% des fonds alloués au titre de l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP). Selon la Commission européenne, 4,79

milliards d'euros ont été alloués à la Turquie au cours de la période 2007-2013. Pour la période 2014-2020, une dotation supplémentaire de 4,45 milliards d'euros lui a été accordée, sur lesquels 186 millions ont été versés jusqu'en mai 2017. Après les récentes tensions diplomatiques avec Ankara, le Ministre allemand des Affaires étrangères aurait, selon la presse allemande, plaidé pour un gel des précités versements. Le Président de la Commission européenne a, quant à lui, affirmé que la Turquie s'éloignait «à pas de géant de l'Europe».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur la position précise du Gouvernement relative à l'aide de préadhésion pour la Turquie?

2. Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de son homologue allemand dans le sens d'un gel de la précitée aide de préadhésion?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre une initiative appropriée au niveau européen?

Réponse (28.09.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. En tant que candidat à l'adhésion, la Turquie a droit à une aide à la préadhésion de l'Union européenne. Le droit au financement par le biais de l'Instrument d'aide à la préadhésion (IAP II) étant juridiquement lié au statut de candidat, ces aides peuvent uniquement être suspendues en cas de suspension formelle des négociations d'adhésion. Sur base des conclusions de la Présidence du Conseil de l'UE de décembre 2016, la Commission européenne a réorienté une partie de l'aide à la préadhésion pour soutenir davantage les domaines de l'éducation, la société civile et l'État de droit. Compte tenu de la situation actuelle en Turquie et la marge de manœuvre restreinte du point de vue juridique, le Luxembourg a apporté son soutien à cette réorientation qui permet de poursuivre, voire d'intensifier, le soutien accordé à ceux qui en Turquie croient toujours en l'Union européenne et ses valeurs.

ad 2. Dans les circonstances actuelles et pour les raisons énoncées ci-dessus, un gel complet et immédiat de l'aide à la préadhésion de l'Union européenne à la Turquie ne nous parait pas opportun.

ad 3. Sans objet.

Question 3253 (30.08.2017) de **M. Marc Spautz** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **détachement des travailleurs:**

Lors du Conseil «Emploi, politique sociale, santé et consommateurs» des 15 et 16 juin 2017, le Conseil des ministres concerné a pris note d'un rapport sur l'état des travaux portant sur la directive concernant le détachement des travailleurs.

Il résulte de ce rapport que

«Après de premières discussions qui ont permis de mieux clarifier les notions [telle que la rémunération] et thèmes principaux [p. ex. le détachement de longue durée] de la directive, la présidence maltaise a limité les options pour chaque notion et chaque thème et a engagé des négociations sur un texte unique, modifiant la proposition de la Commission sur plusieurs points. Au cours de plusieurs réunions successives, le groupe [«Questions sociales»] a analysé différents textes de compromis proposés par la présidence concernant l'ensemble de la proposition.

Les discussions ont été axées sur les principaux sujets déjà relevés par les présidences précédentes, ainsi que sur les transports et la possibilité de différer l'application de la directive.»

La Présidence maltaise estime qu'un accord est en vue, malgré des approches différentes de certaines questions essentielles.

En tournée en Europe de l'Est, le Président français tente de rallier les pays les plus réticents à son projet de réforme de la directive sur le détachement des travailleurs.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Q20

1) Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux sept sujets listés dans le rapport sur l'état des travaux susmentionné ((i) rémunération, (ii) détachement de longue durée, (iii) conventions collectives, (iv) sous-traitance, (v) travailleurs intérimaires, (vi) transports, (vii) transposition, application et réexamen)?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport aux propositions du Président français?

3) Le Gouvernement est-il d'avis qu'un texte de compromis puisse être trouvé au sein du Conseil des ministres d'ici la fin de l'année? Qu'en est-il de la position du Parlement européen sur le sujet?

4) À supposer que la réforme de la directive sur le détachement des travailleurs n'aboutit pas dans un avenir proche, comment le Gouvernement entend-il mieux protéger les travailleurs et renforcer la lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale?

Réponse (16.10.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) Le 8 mars 2016, la Commission a adopté une proposition modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs (ci-après directive détachement). Cette proposition vise à procéder à une révision ciblée en vue de garantir des conditions de concurrence équitables entre les prestataires de services et, dans le même temps, de protéger les travailleurs détachés.

Selon la Commission, la directive, vieille de 20 ans, ne reflète plus de manière appropriée les évolutions intervenues depuis 1996 et la réalité d'aujourd'hui sur les marchés du travail, par exemple l'augmentation considérable des disparités salariales entre les États membres. Celle-ci était de un à trois, elle s'établit à un dix ans après les élargissements.

Le Luxembourg s'est toujours prononcé en faveur d'une révision de la directive de 1996, jugeant que la directive d'exécution marquait un progrès, mais laissait des questions importantes non résolues.

Il a donc salué la proposition de révision de la Commission axée sur le principe «Même salaire pour même travail au même endroit».

Le Conseil «Emploi, politique sociale, santé et consommateurs» (EPSCO) a entamé les discussions sur la proposition sous la Présidence néerlandaise. Sur la base de ces travaux préparatoires, la Présidence slovaque a continué à clarifier les notions et les thèmes principaux de la directive.

À noter qu'avant le début des discussions, un groupe d'États membres s'est opposé à la proposition de la Commission de réviser la directive, la considérant prématurée au stade de la mise en œuvre de la directive d'exécution de 2014. Ces États membres avaient engagé une procédure «carton jaune» en vertu du principe de subsidiarité, ce qui a été récusé par la Commission.

Sous la Présidence maltaise, qui s'étendait du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, les options pour chaque notion et chaque thème ont été limités et des négociations ont permis d'aboutir sur un texte de proposition unique qui a modifié la proposition de la Commission sur plusieurs points.

Au cours de plusieurs réunions successives, le groupe «Questions sociales» a analysé différents textes de compromis proposés par la présidence concernant l'ensemble de la proposition.

Les discussions ont été axées sur les principaux sujets déjà relevés par les présidences précédentes, ainsi que sur les transports et la possibilité de différer l'application de la directive.

Le nouveau Président français a tenté de rallier les pays les plus réticents à son projet prévoyant un durcissement des règles sur le détachement des travailleurs.

La France défend quatre modifications substantielles. D'abord, la prise en compte de la durée du détachement dès le premier jour afin d'éviter le contournement des règles du détachement en multipliant les séjours de courte durée. La France recommande également un plafonnement de cette durée à un maximum de douze mois sur deux ans.

Troisième modification défendue par la France: la rémunération équitable des travailleurs détachés, facteur de dumping social sauvage. Les règles du salaire minimum et les accords collectifs du pays d'accueil doivent s'appliquer aux travailleurs détachés sans la moindre dérogation.

Enfin, pour lutter efficacement contre la fraude dans le cadre du détachement, la France plaide pour un meilleur échange d'informations entre les systèmes de gestion sociale et des sanctions effectives en cas d'abus.

Le Luxembourg soutient largement ces propositions françaises et a signé un document qui est également soutenu par l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et l'Autriche.

(i) rémunération

La proposition de la Commission vise à remplacer la notion de «taux de salaire minimal» par celle de «rémunération» dans le cadre du «noyau dur» des dispositions des États membres d'accueil qui s'appliquent aux travailleurs détachés. En conséquence, les dispositions légales et réglementaires concernant la rémunération prévues par la législation nationale ou les conventions collectives d'application générale deviennent applicables également aux travailleurs détachés.

La Présidence maltaise a par ailleurs suggéré d'étendre la notion de «rémunération» proposée par la Commission en ce qu'elle prévoit que «tous les éléments» de la rémunération prévues par la législation nationale ou les conventions collectives d'application générale deviennent applicables également aux travailleurs détachés.

Aussi, la Présidence maltaise a suggéré d'inclure des taux applicables aux allocations destinées à couvrir les dépenses de voyage, de logement et de nourriture encourues par un travailleur éloigné de son domicile pour des raisons professionnelles lorsqu'il doit voyager vers et depuis son lieu de travail habituel dans un État membre d'accueil ou lorsqu'il est temporairement envoyé par son employeur de ce lieu de travail vers un autre lieu de travail dans l'État membre d'accueil.

Ces points, qui sont également soutenus par la France, ont été repris par la Présidence maltaise et ensuite par l'actuelle Présidence estonienne, trouvent notre accord.

Aussi, le Luxembourg, tout comme la France, soutient la proposition de la Présidence maltaise qui prévoit que les éléments de la rémunération prévues par la législation nationale ou les conventions collectives déclarées d'obligation générale deviennent applicables également aux travailleurs détachés à partir du premier jour du détachement.

À noter que cette proposition a également été reprise par la Présidence estonienne.

(ii) détachement de longue durée

La proposition de la Commission contient une règle selon laquelle, si la durée prévue ou effective du détachement est supérieure à 24 mois, l'État membre d'accueil est réputé être le pays dans lequel le travail est habituellement accompli.

La Présidence maltaise avait suggéré qu'après 24 mois, un travailleur détaché doit se voir accorder toutes les conditions de travail et d'emploi établies par la législation et les conventions collectives dans l'État membre d'accueil, à l'exclusion explicite des procédures, formalités et conditions régissant la conclusion et la réalisation du contrat de travail.

Le Luxembourg avait initialement plaidé en faveur de l'application de ces mêmes conditions à partir de six mois de détachement. En vue de pouvoir trouver un accord en ce qui concerne ce point, le Luxembourg, tout comme plusieurs autres États membres, dont la France, ont proposé de réduire le détachement de longue durée à douze mois endéans une période de référence de 24 mois.

(iii) conventions collectives

La Commission a proposé de rendre la législation nationale et les conventions collectives d'application générale applicables aux travailleurs détachés dans tous les secteurs économiques. En vertu de la directive détachement, cette disposition n'est obligatoire que dans le secteur de la construction et est facultative dans les autres secteurs.

Par la loi du 20 décembre 2002 portant transposition de la directive détachement, le Gouvernement avait à l'époque déjà opté de faire usage de cette possibilité et de faire appliquer les dispositions en matière de détachement à tous les secteurs économiques et à toutes les activités, à l'exception des salariés du secteur de la marine maritime marchande.

À noter que cette proposition avait été soutenue par la Présidence maltaise et qu'elle a également été reprise par la Présidence estonienne.

(iv) sous-traitance

La proposition de la Commission introduit une nouvelle disposition relative à la sous-traitance. Cette disposition prévoit que les États membres devraient avoir la possibilité d'introduire des mesures qui obligeraient les entreprises à ne sous-traiter qu'à des entreprises nationales et étrangères qui accordent aux travailleurs certaines conditions de rémunération, y compris celles résultant de conventions collectives d'application non générale.

Malgré la proposition par le Luxembourg et par d'autres États membres de maintenir cette disposition, la Présidence maltaise tout comme la Présidence estonienne ont décidé de supprimer cette mesure.

(v) travailleurs intérimaires

La proposition de la Commission prévoit de rendre applicable le principe d'égalité de traitement entre les travailleurs intérimaires et leurs homologues des entreprises utilisatrices. Ainsi, pendant la durée de leur mission auprès d'une entreprise utilisatrice, les conditions essentielles de travail et d'emploi des travailleurs intérimaires sont au moins celles qui leur seraient applicables s'ils étaient recrutés directement par ladite entreprise pour y occuper le même poste.

La Présidence maltaise avait suggéré de maintenir la proposition de la Commission mais de la développer en ce qu'il soit veillé à ce que l'entreprise utilisatrice informe les entreprises intérimaires de ses conditions en matière de travail et d'emploi dans la mesure où ces conditions deviennent obligatoirement applicables aux travailleurs détachés. Parallèlement à cela, la Commission avait proposé de prévoir que le principe d'égalité de traitement des travailleurs intérimaires puisse aussi s'appliquer, à titre facultatif, à d'autres conditions que celles visées par l'article 5 de la directive 2008/104/CE relative au travail intérimaire.

Tout en considérant que le travail intérimaire ne cadre pas avec l'objectif du détachement et qu'il est à l'origine de beaucoup de fraudes, le Luxembourg peut se rallier à la proposition amendée de la Commission.

(vi) transports

La Commission n'a proposé aucune modification du champ d'application de la directive détachement et sa proposition comprend un considérant qui souligne qu'il serait tout à fait approprié de prendre en considération les enjeux liés à la mise en œuvre de la directive sur le détachement de travailleurs du secteur des transports routiers internationaux dans une législation spécifique à ce secteur.

La Commission a récemment établi une proposition de directive modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier.

Un groupe de délégations avait estimé que, compte tenu des particularités du secteur et de la forte mobilité des travailleurs concernés, les transports routiers internationaux devraient être explicitement exclus du champ d'application de la directive sur le détachement et faire l'objet d'une législation spécifique au secteur. Un autre groupe de délégations, dont le Luxembourg, avait estimé que ce secteur devrait être maintenu dans le champ d'application de cette directive, et qu'une éventuelle législation spécifique devrait se contenter d'en clarifier et/ou améliorer la mise en œuvre.

La Présidence maltaise a considéré que cette question doit être examinée plus avant, notamment à la lumière des récentes propositions de la Commission en matière de transport routier.

Alors que le Luxembourg et d'autres États membres proposent de supprimer le considérant proposé par la Commission, la Présidence estonienne le maintient en vue des prochaines discussions en la matière.

Dans l'optique d'un compromis général, nous pourrions nous rallier en définitive à cette approche, à condition que les dispositions pour le transport devraient assurer un contrôle efficace. Ce secteur se caractérise par de nombreux abus et des situations sociales particulièrement difficiles pour les salariés.

(vii) transposition, application et réexamen

La Commission avait proposé que la nouvelle directive soit à transposer endéans un délai de deux ans.

La Présidence maltaise avait suggéré de modifier la disposition proposée en matière de transposition et d'application et avait proposé que les mesures de transposition des États membres soient adoptées et publiées dans les trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la directive et soient appliquées à partir de trois ans après ladite entrée en vigueur. Dans ce cas, la Commission réexaminerait l'application et la mise en œuvre de la directive au plus tard huit ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

Le Luxembourg pourrait, dans un souci de compromis, accepter la proposition de la Présidence maltaise.

À noter que la Présidence estonienne a récemment proposé que les mesures de transposition

des États membres soient adoptées et publiées dans les deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la directive et soient appliquées à partir de trois ans après ladite entrée en vigueur.

Le Luxembourg peut également marquer son accord à cette proposition de la Présidence estonienne.

ad 2) La position du Gouvernement luxembourgeois en matière de détachement ne diverge pas par rapport aux propositions de la France étant donné que nous avons signé un document connu.

ad 3) Le Gouvernement luxembourgeois souhaite qu'un compromis aussi large que possible soit trouvé au Conseil du 23 octobre, le Parlement adoptant son rapport le 16 octobre. Ce délai est important afin que la directive soit définitivement adoptée avant la fin de la législature.

Il faut noter que l'adoption de cette directive se fait à la majorité qualifiée. Le Luxembourg est pleinement engagé à ce que le prochain Conseil EPSCO parvienne à adopter un accord politique sur une révision qui améliore substantiellement la directive de 1996.

Question 3254 (30.08.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **loup:**

An der Äntwert vun der Madamm Ëmweltministesch op d'parlamentaresch Ufro Nummer 3157 vum 24. Juli 2017 iwwer ënner anerem aacht doudeg Schof, déi méiglecherweis vun engem Wollef gerass kéinte gi sinn, ass präziséiert ginn, dass, fir definitiv Opschlëss ze kréien, Resultater vun DNA-Prouwe missten ofgewaart ginn.

D'Madamm Minister verweist an dësem Kontext op ee Pressecommuniqué vum Ëmweltdepartement vum 17. Juli 2017, wou ze liese war, dass et kann e puer Wochen daueren, bis déi Resultater do sinn. Zitat aus dem Pressecommuniqué: „Eine definitive Schlussfolgerung kann daher im Falle Garnich erst dann getroffen werden, wenn die Resultate der DNA-Proben vorliegen. Diese Untersuchung kann mehrere Wochen dauern."

Zënter dësem Communiqué an der Äntwert vun der Madamm Ëmweltministesch op d'parlamentaresch Ufro Nummer 3157 si mëttlerweil méi wei aacht Woche vergaangen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Ëmwelt folgend Froe stellen:

1. Firwat dauert et esou laang, bis Resultater virleien?

2. Ginn et Problemer bei der Analys vun den DNA-Prouwen?

3. Wa jo, wéi eng?

4. Wéini ass mat den definitive Resultater vun den DNA-Prouwen ze rechnen?

D'Madamm Minister huet des Weidere bestätegt, dass Kot fonnt ginn ass, deen absolutt net wollefstypesch war a wou et net kloer ass, vu wéi engem Déier dee Kot ass. Dee Kot gouf geséchert an agefruer an e kann zu all Moment analyséiert ginn, falls d'DNA-Prouwe vun de Schof kee Resultat sollten erginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Ëmwelt dës Fro stellen:

5. Wann et esou schwiereg ass, Resultater vun den DNA-Prouwen ze kréien, gëtt dann elo d'Kotprouf analyséiert an, wa jo, wéini kéinten do Resultater virleien?

Réponse (19.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Wann ee weess, dass dës Analysen an der Vakanzenzäit un een Institut an d'Ausland gaange sinn, sinn déi aacht Woche keng aussergewéinlech laang Zäit.

Vu dass et sech potenziell ëm deen éischte Wollefsnoweis säit 124 Joer gehandelt huet a vu deen immens groussen Interessi um Thema am grand Public a bei de gewielte Volleksvertrieder, hat d'ANF dem Laboratoire d'Instruktioun ginn, d'Artanalys ze replizéieren (d. h. 2-mol ze maachen), fir sech duebel ofzesécheren. Des Weideren hat de Laboratoire och nach ze analyséieren, aus wat fir enger Populatioun dee Wollef géif stamen, an de genetesche Fangerofdrock vun deem präzisen Déier ze bestëmmen.

ad 2. Neen.

ad 3. /

ad 4. D'Resultat vun den DNA-Prouwe gouf den 1. September 2017 der Press an dem Public matgedeelt. Dee Communiqué mat de Resultater ass op www.gouvernement.lu publizéiert.

ad 5. D'Regierung gesäit kee Besoin, fir sech mat deem Kot, dee schonn Objet war vun der parlamentarescher Ufro Nummer 3157, ze beschäftegen.

Question 3255 (30.08.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **nouveaux cas d'infection au VIH:**

Selon le dernier rapport du Comité de surveillance du sida, 98 nouveaux cas d'infection au virus de l'immunodéficience humaine (VIH) - le sida - avaient été recensés au Luxembourg en 2016. 73 hommes et 25 femmes ont été diagnostiqués positifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Dans la mesure où le Ministère de la Santé lance régulièrement des campagnes de prévention contre le VIH-sida, Madame la Ministre peut-elle estimer le nombre de personnes qui se sont contaminées sur le territoire luxembourgeois et de ceux à l'étranger?

2) En 2016, combien de fois a été prescrit le médicament Truvada en traitement préventif contre le VIH (PrEP - prophylaxie préexposition)?

3) Dans combien de cas, le médicament Truvada a été prescrit à plusieurs reprises à un même patient?

Réponse (28.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Contrairement au sida (= manifestations cliniques de l'infection par le VIH), l'infection au VIH elle-même n'est actuellement pas une maladie à déclaration obligatoire au Luxembourg. La collaboration étroite entre la Direction de la santé, le Service national des maladies infectieuses et le laboratoire de rétrovirologie permet cependant un bon suivi de l'épidémie et le Comité de surveillance du sida, des hépatites et des maladies sexuellement transmissibles publie, dans son rapport annuel, le nombre total de nouveaux cas détectés au Luxembourg. Ce chiffre, qui résulte de données anonymisées ne fournit pas d'information sur le pays où la contamination a eu lieu. Cependant, dans une étude scientifique récente réalisée par le Laboratoire de rétrovirologie du Luxembourg Institute of Health (LIH) en collaboration avec des experts internationaux, une analyse phylogénétique des virus identifiés au Luxembourg pendant la période 2012 à 2017 montre que ces virus sont génétiquement liés de façon étroite aux virus détectés au Luxembourg pendant la période antérieure à 2005 à 2008. Ceci plaide fortement en faveur d'une majorité de transmissions locales.

La surveillance de certaines maladies infectieuses, dont notamment l'infection VIH, sera rendue encore plus performante à l'avenir grâce au projet de loi 7160 déposé à la Chambre des Députés par mon Ministère.

ad 2) La prophylaxie préexposition (PrEP) a été introduite comme projet pilote au Luxembourg en avril 2017, ceci sur recommandation du Comité de surveillance du sida, des hépatites et des maladies sexuellement transmissibles et en collaboration avec la Caisse nationale de santé. Il n'existe donc pas de chiffres pour 2016. Par contre, nous savons qu'en 2017 une vingtaine de personnes ont déjà été incluses dans le projet-pilote qui se déroule au Service national des maladies infectieuses.

ad 3) Le Truvada est un médicament antirétroviral qui trouve son indication dans le traitement de l'infection au VIH, la prophylaxie postexposition (PEP) et dans la PrEP. Dans le projet pilote mentionné ci-dessus, la plupart des personnes continuent à être à haut risque. Elles restent donc sous traitement préventif et sont régulièrement suivies par un médecin spécialiste et une équipe infirmière spécialisée. Il est prévu que l'analyse exacte des données et résultats de ce projet pilote se fera endéans une période de deux ans après le début du projet.

Question 3256 (30.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**harmonisation de la taxation des entreprises:**

En déplacement hier au Luxembourg, le Président français a évoqué, dans le contexte d'une question lui posée par un journaliste, l'harmonisation fiscale et s'est exprimé de la manière suivante:

«Je crois en effet à la convergence fiscale en Europe. Je pense que, par exemple sur l'impôt sur les sociétés, il est absolument indispensable que ce cœur d'Europe puisse harmoniser ses assiettes [...] - la manière de taxer et la nature des revenus qu'on taxe pour les entreprises - et puisse définir des niveaux de taux sur lesquels on peut se mettre d'accord. [...] Une Europe pleinement intégrée ne peut pas se construire sur de trop grandes divergences fiscales, sauf à être toujours tirée vers le bas.»

Ces explications tranchent avec des affirmations tenues fin 2014 par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État. En effet, dans une interview accordée au quotidien belge «L'Echo», Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État affirme être opposé à une harmonisation fiscale pour personnes morales au sein de l'Union européenne. Il ajoute que: «Dire que tout le monde à l'intérieur de l'Union européenne doit avancer vers une fiscalité unique et les mêmes taux d'imposition, ça, je suis contre.»

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre est-il toujours convaincu de la justesse des propos tenus fin 2014 ou partage-t-il au contraire les vues du Président français?

- Dans ce dernier cas de figure, quels sont les éléments qui ont poussé Monsieur le Ministre à changer d'avis?

Réponse (09.10.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Il convient d'emblée de relever que l'Union européenne a adopté au cours des dernières années un nombre important de mesures touchant à la fiscalité des entreprises. L'on peut estimer que ce paquet de mesures a d'ores et déjà permis d'aboutir à une certaine convergence entre les États membres de l'UE, et ceci plus particulièrement dans les domaines de la transparence et de l'échange d'informations à des fins fiscales, ainsi que de la lutte contre l'évasion fiscale. Le Luxembourg a activement participé à l'élaboration de ces mesures au sein du Conseil de l'Union européenne et y souscrit pleinement.

La question d'une éventuelle harmonisation des assiettes fiscales des entreprises, voire d'un alignement des taux d'imposition entre États membres, revêt une dimension additionnelle. Le Gouvernement partage à ce propos les préoccupations exprimées par la Chambre des Députés dans l'avis motivé voté en date du 22 décembre 2016.

Question 3257 (31.08.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **pratique du Jet-Ski sur la Moselle:**

La pratique du Jet-Ski sur la Moselle est connue de longue date comme source d'inconvénients importants. Ainsi, les riverains et les touristes se plaignent du bruit que causent ces engins. De plus, les Jets-Skis sont régulièrement à l'origine de sérieuses blessures causées à de nombreux oiseaux aquatiques et notamment des cygnes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement.

- Quelle est la situation réglementaire concernant la pratique du Jet-Ski sur la Moselle?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'interdiction pure et simple de la circulation des Jets-Skis sur la Moselle?

Réponse commune (12.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Quant à la situation réglementaire concernant la pratique du Jet-Ski sur la Moselle, celle-ci est définie par l'article 6.02 du règlement de police pour la navigation de la Moselle (RPNM) qui fait l'objet d'une concertation trinationale entre le Luxembourg, la France et l'Allemagne.

Selon le texte précité, la pratique de la moto aquatique est interdite dans le secteur compris entre le point kilométrique 205,88 (embouchure de la Sûre) et le point kilométrique 242,20 (frontière franco-allemande), sauf si les conditions suivantes sont remplies:

a) La pratique se fait exclusivement de 10.00 heures à 12.00 heures et de 14.00 heures à 16.00 heures et uniquement par un temps avec une visibilité de plus de 1.000 m;

b) l'usager doit suivre une route droite clairement reconnaissable. Les allers et retours et la pratique de figures de style sont interdits;

c) l'usager doit s'assurer par un équipement technique adéquat/correspondant que lorsque le conducteur tombe à l'eau, le moteur soit coupé automatiquement ou soit rétrogradé automatiquement à la plus petite vitesse et que la moto aquatique se retrouve en conduite circulaire;

d) le conducteur du bâtiment et les personnes l'accompagnant doivent porter des aides à la flottaison correspondant au minimum à la norme EN 393 ou qui assurent d'une autre manière une flottaison d'au moins 50 N (Newton).

En effet, dans un souci de garantir la sécurité d'exploitation sur la Moselle, le Comité de police de la navigation et du balisage du chenal de la Commission internationale de la Moselle avait effectué en 2013 une analyse du règlement de police pour la navigation de la Moselle.

En tenant compte des intérêts et des différents usagers de la voie d'eau et des considérations citées par l'honorable Député, la pratique de la moto aquatique a été fortement encadrée et restreinte sous conditions et à certaines heures de la journée tout en fixant des exigences minimales en matière de comportement et de l'équipement, conformément au règlement allemand des motos aquatiques.

Les dispositions actuelles du RPNM, également affichées sur la rampe de mise à l'eau de Bech-Kleinmacher, donnent globalement satisfaction en ce qui concerne la coexistence des différents usages faits de la voie d'eau. Par conséquent, une interdiction pure et simple de la moto aquatique n'est pas envisagée vu l'encadrement clair pendant les horaires limités restants ainsi que les contrôles afférents menés par les forces de l'ordre.

Question 3259 (01.09.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **droit de préemption des communes:**

Monsieur le Ministre de l'Intérieur, dans votre réponse à ma question parlementaire n°0202 concernant le droit de préemption des communes, vous m'aviez donné une série d'informations qui nécessitent aujourd'hui un suivi:

1. Concernant le «monitoring» réalisé en 2011, vous m'indiquiez que sur les deux dossiers qui ont fait l'objet de l'exercice du droit de préemption, il y avait des affaires judiciaires en cours. Pouvez-vous m'indiquer si ces affaires sont aujourd'hui vidées et - dans l'affirmative - quel en a été le résultat?

2. Vous annonciez le lancement imminent d'un second «monitoring». Êtes-vous aujourd'hui en mesure d'en dévoiler le résultat?

3. En général - et au-delà du seul exercice d'un droit de préemption -, pouvez-vous m'indiquer combien d'acquisitions immobilières par des communes dépassant le seuil légal ont fait l'objet d'une approbation ministérielle en 2016 et combien de celles-ci résultent (pour quelles superficies et quels prix) de l'exercice du droit de préemption?

Réponse commune (09.10.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

ad 1. Les deux affaires judiciaires concernent des terrains sis à Beringen (commune de Mersch) respectivement à Weiler (commune de Putscheid) sur lesquels le Fonds du logement a exercé son droit de préemption. Elles ne sont pas encore vidées et sont toujours pendantes devant les instances judiciaires.

ad 2. Les travaux pour le nouveau «Monitoring pacte logement» sont actuellement en cours d'exécution. Par conséquent, les résultats ne sont pas encore connus et ne pourront dès lors être dévoilés que dans un avenir proche. Il convient de préciser que le nouveau «Monitoring pacte logement» sera déjà le troisième monitoring réalisé depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes après ceux réalisés en 2011 et en 2014.

ad 3. En 2016, 103 dossiers portant sur des acquisitions immobilières par les communes dont la valeur dépasse 250.000 euros ont fait l'objet d'une approbation ministérielle, et ce conformément aux dispositions de l'article 106, point 1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Aucun de ces dossiers n'a trait à l'exercice du droit de préemption par une commune.

Question 3260 (01.09.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **Service immunologie du CHL:**

Le CHL héberge l'unique Service allergologie du pays qui s'occupe des allergies causées par les pollens des plantes. Depuis le printemps 2017 et même avant, certaines difficultés se sont présentées au niveau de la prise de rendez-vous dans ce service.

Ainsi, les patients qui l'ont contacté pour prendre un rendez-vous à des fins de diagnostic ou de traitement en vue de la saison des pollens à venir, ont été priés de recontacter le service au mois de novembre 2017 du fait qu'aucun rendez-vous n'était disponible. Des informations quant aux rendez-vous disponibles à partir de novembre ne sont du reste pas communiquées aux patients.

Pour les patients qui sont sous traitement d'un antihistaminique, le refus de rendez-vous et le manque d'informations en la matière sont difficiles à vivre. En effet, des tests d'allergie ne peuvent être réalisés qu'au moins trois mois après l'arrêt du traitement, sous peine de résultats falsifiés par les substances encore actives. En absence d'un diagnostic détaillé et du fait que la saison des pollens s'étend généralement de janvier jusqu'en octobre, bon nombre de patients se décident de prendre leurs médicaments durant toute la saison des pollens.

Les patients se retrouvent ainsi dans un cercle vicieux: s'ils continuent leur traitement jusqu'en octobre, ils ne pourront pas procéder à des tests au vu d'un traitement adapté. S'ils arrêtent le traitement plus tôt afin de pouvoir passer les tests nécessaires à partir du mois de novembre, ils n'ont pas la certitude de recevoir un rendez-vous en temps utile afin de pouvoir entamer le traitement dès le début de la saison des pollens.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Quelles sont les raisons pour lesquelles le Service allergologie du CHL n'accepte pas de rendez-vous depuis au moins six mois?

2. Quelles solutions sont envisagées afin d'améliorer le fonctionnement et les informations aux clients dudit service?

Réponse (29.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) gère le Service hospitalier national d'immuno-allergologie. Depuis 2010, la spécialité d'allergologie est officiellement reconnue au Luxembourg. Le service national n'a pas l'exclusivité nationale de cette activité. En effet, il ne faut pas être agréé au CHL pour pouvoir exercer l'allergologie. Seule la prise en charge des cas complexes nécessite le recours à des compétences relevant d'une structure hospitalière, alors que tous les autres cas peuvent être pris en charge en milieu extrahospitalier, par un allergologue, voire dans beaucoup de cas par le médecin généraliste dont le rôle ne doit pas être sous-évalué. Ceci est le cas pour les allergies de type «rhume des foins» dont la fréquence a considérablement augmenté lors des dernières années. C'est également le cas pour les prurits ou urticaires chroniques ainsi que pour les troubles digestifs chroniques fonctionnels, qui sont à prendre en charge d'abord par les médecins de famille et peuvent ensuite être référés en priorité au dermatologue respectivement gastro-entérologue.

Force est de constater que les délais d'attente auxquels doit faire face le Service national d'immuno-allergologie du CHL sont le reflet d'une divergence entre l'offre et la demande en termes d'accessibilité à des médecins allergologues au Luxembourg.

Ceci étant, le service donne des rendez-vous en temps utile à tous les patients souffrant de réactions allergiques pouvant mettre en jeu le pronostic vital (anaphylaxie au venin, choc anaphylactique par anesthésie, allergie à une chimiothérapie, anaphylaxie alimentaire…) ou bien d'allergies alimentaires avec risque de dénutrition, toxidermies sévères, angiœdèmes laryngés... aux dépens de cas moins complexes cités ci-dessus. Il reste le centre de référence notamment pour les tableaux d'allergies alimentaires complexes, la désensibilisation en allergie alimentaire, l'immunothérapie accélérée pour anaphylaxies au venin de guêpe et abeille et les tests d'accoutumance de médicaments indispensables.

En ce qui concerne les effectifs médicaux disponibles dans le Service hospitalier national d'allergologie, le CHL, soumis au système de tarification à l'acte, n'est pas en mesure, à cause du faible niveau de valorisation dans la nomenclature médicale nationale, de subvenir à la charge salariale qu'entraînerait le recrutement de médecins allergologues supplémentaires. Cependant, le service est de plus en plus sollicité par les autres allergologues et autres médecins spécialistes qui ne souhaitent pas ou plus pratiquer des tests allergologiques non rentables ou qui n'existent pas dans la nomenclature, et qui sont très chronophages, comme les tests aux médicaments injectables.

À cet égard, une demande de revalorisation des actes allergologiques a été soumise il y a plus d'un an par la SLAI (Société luxembourgeoise d'allergologie et immunologie) à l'Association des médecins et médecins-dentistes du Luxembourg.

Question 3261 (01.09.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **loup:**

Um Freideg de Moien huet den Nohaltegkeetsministère an engem Pressecommuniqué offiziell matgedeelt, datt een zu Lëtzebuerg nees de Wollef noweise konnt.

An deem Kader wollt ech der Madamm Minister fir Emwelt folgend Froe stellen:

1. No wéi enge Kritäre ginn déi Entschiedegungen ausbezuelt vun deenen am Pressecommuniqué rieds ass?

An der landwirtschaftlecher Press vum 4. August 2017 gi präventiv Moossname gefuerdert, déi déi landwirtschaftlech Notzdéiere virum Wollef solle schützen a vum Stat sollen iwwerholl ginn.

2. Ass virgesinn, präventiv Moossnamen auszeschaffen, an, wa jo, wéi kéinten déi ausgesinn?

3. Kënnen dës präventiv Moossnamen, esou wéi an der landwirtschaftlecher Press gefuerdert, zu 100% vum Emweltministère subventionéiert ginn?

4. Wee kann dës Subventiounen an Usproch huelen?

Réponse (19.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Et sief drun erënnert, dass deen „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg" zesumme mat allen Akteuren, also och der Landwirtschaft, am Konsens ausgeschafft a publizéiert gouf an op enger Pressekonferenz presentéiert ginn ass. Ënnert den 18 Auteure sinn aacht Persounen aus dem Beräich vun der Landwirtschaft, notamment vu folgende Strukturen: Ministère de l'Agriculture, Administration des services techniques de l'agriculture, Administration des services vétérinaires, Chambre d'Agriculture, CONVIS, Daachverband vun de Lëtzebuerger Schof- a Geessenziichter.

Ech erlabe mer, hei einfach een Abschnitt aus dem „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg" ze zitéieren:

„Schäden, die eindeutig durch den Wolf verursacht wurden, werden zu 100% entschädigt, Schäden, bei denen unklar ist, ob der Wolf der Verursacher ist, er aber auch nicht als Verursacher ausgeschlossen werden kann, werden zu 75% entschädigt."

Fir den Detail verweisen ech déi honorabel Deputéiert Hansen op besoten „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg", wou all déi Saachen in longum et latum erkläert sinn.

Déi finanziell Schätzung vum Schued gëtt vun der Administration des services techniques de l'agriculture gemaach.

ad 2. Jo, déi si schonn ausgeschafft. Dat sinn haaptsächlech Zénk. All d'Detailer stinn am „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg" an den Annexen dozou.

ad 3. Déi Moossname kënnen zu 75% subventionéiert ginn. 25% Eegemëttel sinn awer duerchaus verstänneg. D'Erklärung dofir steet am dem „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg":

„Da Zäune nicht nur zur Abwehr von Wölfen dienen, sondern zum normalen Bestandteil einer Schafs- oder Ziegenweide gehören und auch zum Schutz vor freilaufenden Hunden dienen (Kapitel 4.1.3.), sind 75% der Investitionssumme förderungsfähig."

ad 4. Ech verweisen op een Zitat aus dem „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg":

„Im Gegensatz zu manchen Regelungen im Ausland können in Luxemburg nicht nur haupterwerbliche, sondern auch nebenerwerbliche Nutztierhalter in den Genuss von Förderungen kommen."

Question 3262 (01.09.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **manque de personnel dans l'enseignement fondamental:**

Selon un article du Luxemburger Wort en date du 24 juillet 2017, il existe un manque flagrant de personnel dans l'enseignement fondamental. Selon le Plan de recrutement du Gouvernement, 291 postes sont à pourvoir pour la rentrée scolaire 2017-2018. Or, selon ce même article, seulement 160 enseignants ont pu être recrutés, parmi lesquels 24 ont eu une note insuffisante en didactique et 44 ont eu une note insuffisante en histoire et culture luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Pour la rentrée scolaire 2017-2018, il est prévu de recruter 70 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) et 15 instituteurs spécialisés en développement scolaire (I-DS). Monsieur le Ministre, est-ce que ces postes sont entre-temps tous occupés?

- Auprès de quelle(s) école(s) les I-EBS seront-ils affectés?

- Dans la mesure où ces instituteurs spécialisés quittent leur tâche d'enseignement direct, combien de leçons hebdomadaires ont-ils prestées dans l'enseignement direct au cours de l'année scolaire 2016-2017? Est-ce que leurs postes ont été de nouveau occupés?

- Combien d'heures de décharge en relation avec le stage des futurs enseignants ont été accordées pour l'année scolaire 2017-2018 pour les enseignants stagiaires ainsi que pour les enseignants dits «conseillers pédagogiques»?

- Quel est le nombre de postes d'enseignants brevetés qui sont actuellement encore vacants? Quelles écoles sont les plus concernées?

- Combien de classes vont se retrouver avec un enseignant non breveté à la rentrée?

- Sachant que la rentrée scolaire approche, comment le ministre envisage-t-il pourvoir ces postes encore vacants?

- En cas d'un manque persistant de personnel enseignant, comment le ministre envisage-t-il remédier à la situation?

- Monsieur le Ministre, est-ce qu'un nombre suffisant de chargés de cours surnuméraires ont été recrutés pour la rentrée scolaire 2017-2018?

- Dans la réponse à la question parlementaire n°2331 d'octobre 2016, Monsieur le Ministre avoue qu'«[...] à l'heure actuelle un certain manque d'agents disponibles à effectuer des remplacements doit être constaté». Monsieur le Ministre est-il toujours confronté à des problèmes au niveau du recrutement de remplaçants temporaires?

Réponse (10.10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

168 candidats se sont présentés au concours; selon la réglementation en vigueur et en conformité avec le Plan de recrutement quinquennal adopté par le Gouvernement qui autorise pour l'année scolaire 2017-2018 le recrutement de 291 agents, tous les candidats ont été classés en rang utile, ceci indépendamment de leurs notes.

Pour l'année scolaire 2017-2018, 59 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) ont pu être recrutés ce qui correspond à 51 postes équivalents plein temps. 15 personnes assurent la tâche d'instituteur spécialisé en développement scolaire.

La répartition des I-EBS sur les écoles a été faite de façon à ce que la continuation de projets existants sur le plan local puisse être garantie. En deuxième lieu, les desiderata des I-EBS ont été pris en compte. En règle générale, la tâche des agents chargés désormais de la prise en charge d'élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques correspond à celle d'un instituteur, donc à 23 leçons hebdomadaires.

Les postes ainsi devenus vacants ont d'abord été pris en compte pour l'élaboration de la planification quinquennale des besoins en personnel enseignant de l'enseignement fondamental. Ensuite, dans le contexte des mécanismes d'attribution du contingent et des affectations subséquents, ces postes ont été déclarés vacants et ont pu être brigués.

Les lois de 2009 en relation avec l'enseignement fondamental prévoient que tout poste vacant d'instituteur est à occuper par un instituteur, les membres de la réserve de suppléants et a fortiori les remplaçants qui «ont pour mission d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur ou d'occuper un poste d'instituteur resté vacants, le cas échéant». Actuellement 4.614 instituteurs (fonctionnaires et stagiaires-fonctionnaires) ainsi que 777 chargés de cours assurent l'enseignement fondamental.

Parmi les candidats s'étant classés en rang utile au concours 2017, 160 ont choisi un poste dans l'enseignement fondamental; la réglementation applicable prévoit deux leçons de décharge pour le stagiaire et une leçon pour le conseiller pédagogique durant les deux premières années du stage; ceci mène à un total de 480 leçons de décharge en relation avec le stage des instituteurs-stagiaires. Pour les 182 instituteurs-stagiaires recrutés en 2016 et qui sont actuellement en 2e année du stage, le total des leçons de décharge s'élève à 546 leçons. Il convient de souligner que la répartition des instituteurs-stagiaires s'est faite de façon à pourvoir d'abord les tâches de titulaire de classe avec un instituteur breveté. Les instituteurs (fonctionnaires) assument pour la majeure partie aussi bien le rôle de titulaire que celui de surnuméraire dans une autre classe; les chargés de cours (employés de l'État) assument pour la majeure partie le rôle de surnuméraire.

D'après les informations contenues dans les organisations scolaires telles qu'elles ont été établies et transmises par les autorités communales, 3.612 instituteurs interviennent en tant que titulaire de classe, alors que seulement 67 chargés de cours assurent la tâche de titulaire de classe.

Il importe de souligner qu'à la rentrée, toutes les classes se sont vues attribuer les enseignants requis pour pouvoir fonctionner normalement.

En relation avec le nombre de remplaçants potentiels, je peux fournir les informations suivantes:

Depuis le début de l'année scolaire 2017-2018, quelque 260 détenteurs du diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu équivalent ont introduit leur demande en vue de commencer au plus vite le stage en vue de l'obtention d'une attestation pour faire des remplacements.

De plus, pour assurer la disponibilité d'agents habilités à faire des remplacements, j'ai envisagé des mesures propices à identifier et à contacter des personnes remplissant les conditions afin d'effectuer le stage en vue de l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental, notamment:

- des éducateurs diplômés engagés à temps partiel dans des structures d'accueil et dans les groupes de l'éducation précoce;

- des bacheliers sans emploi inscrits auprès de l'ADEM et qui satisfont au profil demandé.

Un appel sur le site Internet du ministère ainsi qu'un appel dans la presse écrite s'adressent également aux personnes intéressées qui satisfont au profil demandé.

Un appel a été également lancé aux instituteurs partis en retraite au cours des dernières années afin qu'ils signalent leur disponibilité à effectuer des remplacements de courte durée dans la mesure des dispositions légales s'appliquant aux retraités.

Les instituteurs sont encouragés à prester des heures supplémentaires et les écoles sont invitées à établir un plan de disponibilités pour assurer des remplacements de courte durée.

Le Collège des directeurs de l'enseignement fondamental a élaboré un protocole d'encadrement poussé des personnes nouvellement engagées.

Question 3263 (01.09.2017) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **comptes dormants:**

Au Grand-Duché, d'après mes informations, il n'existe pas de loi réglant le sort des comptes dormants ou inactifs, contrairement à nos voisins français et belges.

Il n'existe pas non plus à ma connaissance de disposition concernant les coffres-forts, ni les contrats d'assurance vie en déshérence.

Seule la circulaire CSSF 15/6311 (veuillez lire: 15/631) du 28 décembre 2015 et le Code de déontologie de l'Association des banques et banquiers Luxembourg (ABBL) y font référence.

Je suis informé qu'en pratique, les établissements financiers procèdent rapidement à une fermeture d'office des comptes en déshérence, parfois même après moins d'un an sans mouvement de compte et en ayant pris soin d'y prélever des frais administratifs parfois importants.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quel est le nombre actuel de comptes dormants ou inactifs au Luxembourg?

2. La procédure dite de la «clôture d'office» est-elle compatible avec les dispositions de la circulaire CSSF 15/631 du 28 décembre 2015 qui dispose que «le professionnel doit continuer à administrer les avoirs du client»?

3. Quelles sont les conséquences juridiques d'une telle clôture d'office de compte?

4. Quel est le nombre de comptes dont il a été procédé à la clôture d'office ces dernières années? Quel est le montant des sommes et avoirs en compte qui ont fait l'objet d'une telle procédure au cours des dernières années?

5. Que deviennent les montants en compte à la date de clôture d'office, s'ils ne sont pas déposés à la Caisse de consignation?

6. Selon quelle procédure et auprès de quel organisme les bénéficiaires de comptes qui ont fait l'objet d'une clôture d'office peuvent exercer une voie de recours, se renseigner sur le sort des sommes qui avaient été sur ces comptes dits dormants et en récupérer les montants?

7. Est-il envisagé de légiférer sur le devenir de ces sommes en déshérence, par exemple dans le sens d'une obligation de transfert à la Caisse de consignation ou d'une publication annuelle des comptes inactifs et des contrats d'assurance vie non réclamés?

Réponse commune (04.10.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La circulaire CSSF 15/631 du 28 décembre 2015 concernant les comptes dormants ou inactifs dispose que le professionnel doit continuer à administrer les avoirs du client lorsque les tentatives de rétablir le contact avec le client restent infructueuses. Cette règle s'applique à la situation où la banque n'a pas décidé de clôturer le compte, ce qui est son droit et ce qui est normalement prévu dans les conditions générales de la banque.

Lorsque la banque a décidé de clôturer le compte, la clôture du compte met fin au fonctionnement du compte et entraîne sa liquidation. En principe la banque devrait envoyer à son ancien client un solde de tout compte. Cette opération est rendue difficile en l'espèce du fait que le client n'est plus joignable.

La CSSF n'a connaissance ni du nombre de comptes dormants ni du nombre de comptes ayant fait l'objet d'une clôture d'office.

Les bénéficiaires de comptes qui n'auraient pas obtenu satisfaction à la banque peuvent introduire une réclamation auprès de la CSSF (résolution extrajudiciaire des litiges). Alternativement, ils peuvent exercer le cas échéant des recours devant les juridictions civiles ordinaires.

Un projet de loi concernant les comptes bancaires inactifs et les contrats d'assurance en déshérence est en cours d'élaboration.

Question 3264 (04.09.2017) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution maritime:**

Le transport maritime a des répercussions sur le climat de la planète et sur la qualité de l'air du fait qu'il génère des émissions de dioxyde de carbone (CO_2) et d'autres émissions telles des oxydes d'azote (NO_x), des oxydes de soufre (SO_x), du méthane (CH_4), des particules (PM) et du carbone noir.

Depuis plus de 25 ans, le Luxembourg se distingue par une flotte maritime qui ne cesse de se développer. Aujourd'hui, le pavillon luxembourgeois joue un rôle non négligeable dans la diversification de l'économie en transportant plus de trois millions de tonnes de fret chaque année.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Combien de navires sont actuellement immatriculés sous pavillon luxembourgeois?

- À combien se chiffrent les émissions de CO_2 des navires naviguant sous pavillon luxembourgeois?

- Quelles sont les émissions d'oxydes d'azote (NO_x), d'oxydes de soufre (SO_x), de méthane (CH_4), de particules (PM) et de carbone noir des navires sous pavillon luxembourgeois?

- Quel est le rapport des émissions de CO_2 générées par des navires par rapport à celles du trafic routier à proprement parler?

- Quelle est la consommation de carburant des navires sous pavillon luxembourgeois?

- Madame la Ministre peut-elle nous informer s'il existe une stratégie nationale ou européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des navires et qui rendrait ainsi le transport maritime plus durable?

Réponse commune (05.10.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Au 6 septembre 2017, le Registre public maritime compte 217 navires pour un total de 1.965.434 GT (Gross tonnage = jauge brute). Ces chiffres sont publiés quotidiennement sur le site Internet du Commissariat aux affaires maritimes (http://www.maritime.lu/luxembourg-merchant-fleet).

Le transport maritime est le premier mode de transport de marchandises et également le mode le plus propre par tonne transportée. Vu son importance, il est donc primordial qu'il contribue aux efforts devant mener à une réduction significative de la pollution de l'air et plus particulièrement des gaz à effet de serre.

Vu l'ouverture du secteur maritime et la relative facilité de transférer un navire d'un registre à un autre, les mesures doivent été prises au niveau global pour porter des fruits. Toute initiative nationale s'écartant du modèle adopté au niveau international mettrait non seulement en cause l'attractivité du pavillon mais resterait sans résultat en cas de transfert du navire vers un autre pavillon. Une approche globale est donc de mise pour s'attaquer aux émissions de ce secteur qui représentent à ce jour déjà 2,5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, tendance croissante.

Au niveau international et européen, le Gouvernement a toujours soutenu les projets visant à diminuer toutes les émissions nuisibles des navires, tout en insistant sur le caractère équitable («level playing field») de telles mesures.

Veuillez trouver ci-dessous une énumération des initiatives prises au niveau international et européen:

Mesures prises au niveau de l'Organisation maritime internationale (OMI)

1. L'OMI a adopté des règles visant à lutter contre la pollution de l'atmosphère par les navires, notamment contre les émissions de SO_x et de NO_x. Ces règles vont continuer à être renforcées dans l'avenir par le biais d'amendements à la Convention Marpol.

2. Ainsi, l'OMI impose un taux maximum de 3,50% pour le soufre contenu dans les émissions des navires. Ce taux passera à 0,50% le 1er janvier 2020 au lieu du 1er janvier 2025 comme initialement prévu.

3. Quatre zones spéciales de contrôle des émissions (ECA) ont été désignées dans lesquelles cette teneur maximum en soufre est de 0,10% (zone de la mer Baltique, zone de la mer du Nord, zone de l'Amérique du Nord et la zone maritime caraïbe des États-Unis).

4. L'OMI est la seule organisation internationale à avoir adopté des mesures contraignantes en matière de rendement énergétique applicable aux navires. Ces mesures sont applicables à tous les navires, peu importe le pavillon et deviendront de plus en plus strictes au fil des ans; elles sont entrées en vigueur le 1er janvier 2013 et rendent obligatoire:

- un Indice nominal de rendement énergétique (EEDI) pour les navires neufs

- un Plan de gestion du rendement énergétique (SEEMP) pour tous les navires

Grâce à ces mesures, d'ici 2025, tous les navires neufs seront 30% plus économes en énergie que les navires construits en 2014.

5. En parallèle, l'OMI mène un certain nombre de projets mondiaux de renforcement des capacités en vue de soutenir l'application de ces règles et d'encourager l'innovation et le transfert technologique vers les États émergeants.

6. En 2016, l'OMI a adopté des prescriptions obligatoires en vertu desquelles les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 5.000 seront tenus de recueillir les données relatives à la consommation de chaque type de fuel-oil utilisé à bord, ainsi que d'autres données spécifiées comme, par exemple, les indicateurs indirects pour les activités de transport. Ces mêmes navires produisent environ 85% des émissions de CO_2 provenant des transports maritimes internationaux. Les données recueillies constitueront une base solide à partir de laquelle les décisions relatives aux mesures supplémentaires - c'est-à-dire celles qui compléteront ou s'ajouteront aux mesures d'ores et déjà adoptées par l'OMI - pourront être prises à l'avenir.

7. Enfin, le Comité de la protection du milieu marin (MEPC) a également approuvé une feuille de route pour l'élaboration d'une stratégie globale de l'OMI concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant des navires, qui anticipe une stratégie initiale de réduction des émissions de GES devant être adoptée en 2018.

Mesures prises au niveau de l'Union européenne

1. Préoccupée par rapport au développement des émissions du secteur des transports maritimes, l'Union européenne renouvelle régulièrement ses appels à l'Organisation maritime internationale (OMI) afin qu'elle accélère ses efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre et en particulier afin qu'elle adopte en 2018 une première stratégie qui soit à la hauteur des objectifs contenus dans l'Accord de Paris sur le climat adopté de décembre 2015.

2. La «directive soufre» adoptée en 2012 (2012/33/UE) met en application l'annexe VI de la Convention Marpol qui prévoit un abaissement drastique et dans un délai court du taux de soufre contenu dans les émissions des navires.

3. Le règlement (UE) 2015/757 du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de dioxyde de carbone du secteur du transport maritime, entré en vigueur le 1er juillet 2015, obligera les propriétaires des navires d'une jauge brute supérieure à 5.000 à élaborer dès 2017 des plans de surveillance indiquant la méthode choisie pour la surveillance et la déclaration des émissions de CO_2. Ensuite, et ce à compter du 1er janvier 2018, les compagnies, sur la base du plan de surveillance précité, seront amenées à surveiller les émissions de CO_2 de chaque navire, ceci par voyage et sur une base annuelle. À partir de 2019, des déclarations d'émissions devront être soumises à un rythme annuel à la fois à la Commission européenne et aux autorités de l'État membre du pavillon. Ce système mis en place au niveau européen est antérieur aux mesures adoptées par l'OMI et décrites précédemment. La Commission européenne s'est engagée à revoir le règlement MRV pour le mettre en ligne avec le système de collecte de données adopté au niveau international.

De plus amples explications sur la mise en œuvre de ce règlement au Luxembourg sont disponibles dans la circulaire CAM 03/2017 publiée le 5 juillet 2017 sur le site Internet du Commissariat aux affaires maritimes (http://www.maritime.lu/circulars).

De ce qui précède, il apparaît donc qu'à ce jour, il est impossible de quantifier les différentes catégories d'émission des navires luxembourgeois. Il faut cependant constater que tout a été mis en place pour que cette quantification soit faite au niveau européen et international dans un avenir très proche. Ces mesures permettront d'améliorer les législations existantes et de les rendre plus efficaces de façon à ce que le secteur maritime puisse continuer à pleinement participer aux efforts globaux entrepris pour limiter la pollution atmosphérique.

Par ailleurs, et sur initiative du Gouvernement, le Commissariat aux affaires maritimes soutient activement l'idée d'un projet «Green Shipping» au sein du Cluster maritime Luxembourgeois, concept qui prévoit la diminution de certaines taxes en faveur des navires les moins polluants. Un groupe de travail entre les armateurs et le cluster maritime a été créé à cet effet.

Question 3265 (04.09.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **participation au «EU Emergency Trust Fund for Africa»:**

Le Luxembourg participe aux efforts financiers du «EU Emergency Trust Fund for Africa» (EUTF) mis en place au sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine (UA) à La Valette le 12 novembre 2015.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) Quels sont les montants engagés par le Luxembourg dans le EUTF? De quel budget relèvent-ils?

2) De manière générale, quelle est votre appréciation des projets mis en œuvre par le EUTF? Quels enseignements le Gouvernement luxembourgeois tire-t-il en vue du prochain sommet UE-UA en novembre prochain à Abidjan?

3) Fin juillet, la Commission européenne a annoncé que le EUTF allait allouer 46 millions d'euros pour renforcer les capacités des gardes côtières libyennes. À laquelle des deux factions principales libyennes - le gouvernement d'entente nationale et le chef de l'Armée nationale libyenne - ces gardes soutenues par TUE sont-elles redevables? Comment TUE peut-elle assurer que les droits des réfugiés sont respectés par ces mêmes gardes - et plus généralement par les autorités libyennes - sachant que la Libye n'est pas signataire de la convention de Genève concernant les réfugiés?

Réponse commune (02.102017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) Le Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique est destiné à un ensemble de pays africains situés sur les principales routes migratoires. Ces pays font partie des fenêtres opérationnelles régionales suivantes: fenêtre A - Région du Sahel et du Lac Tchad; fenêtre B - Corne de l'Afrique; fenêtre C - Afrique du Nord.

Le Luxembourg a versé une contribution de 3,1 millions d'euros à ce Fonds fiduciaire. Ce montant relève du Fonds de la coopération au développement (FCD). De ce montant, trois millions d'euros sont allés à la fenêtre géographique A, dont font partie plusieurs pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise et 100.000 euros à la fenêtre géographique B. Le Luxembourg n'a pas contribué à la fenêtre géographique C. En conséquence de ces contributions, le Luxembourg siège au conseil d'administration du Fonds fiduciaire et aux comités opérationnels des fenêtres géographiques couvertes par sa contribution. Le Luxembourg a été représenté dans toutes les réunions de ces organes qui ont eu lieu depuis la création du fonds.

ad 2) Suivant le rapport soumis au conseil d'administration du Fonds fiduciaire le 30 juin 2017, un total de 116 actions, portant sur un montant de 1.889 millions d'euros, ont été approuvés par les comités opérationnels. Concernant le rapport entre les cinq piliers du Plan d'action de La Valette et les secteurs couverts par les actions approuvées, 58% des actions (1.105,6 millions) relèvent du pilier 1, «Avantages des migrations en termes de développement», 42% des quatre autres piliers (migration légale et mobilité 102,2 millions; protection et asile 264,9 millions; prévenir la migration irrégulière, le trafic des migrants et la traite des êtres humains 220 millions; retour, réadmission et réintégration 182,4 millions; actions transversales 14,2 millions).

Le Gouvernement luxembourgeois salue le fait que la majorité des actions relèvent de l'amélioration des conditions de vie des populations des pays de départ et de transit de migrants, répondent à des besoins réels de ces pays et sont donc pertinentes pour prévenir les départs liés à la pauvreté. Il s'agit de fait d'activités classiques de coopération au développement. Nous regrettons néanmoins que certaines activités prennent du temps à démarrer sur le terrain et ne peuvent atteindre leurs objectifs à court terme. Elles ne sont donc pas en phase avec le caractère d'urgence du Fonds fiduciaire.

Lux-Development, l'agence luxembourgeoise pour la coopération au développement bilatérale, a été sélectionnée par le comité opérationnel de la fenêtre géographique A pour l'exécution de trois activités approuvées par le fonds dans les secteurs de la formation et de l'insertion professionnelle et des services sociaux. Le budget de ces activités est de 36 millions d'euros. Il s'agit d'activités au Mali, au Niger et au Sénégal, trois pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Les trois activités relèvent du pilier 1 du Plan d'action de La Valette «Avantages des migrations en termes de développement» et sont donc des activités classiques de coopération au développement. Il s'agit en fait d'extensions financières et géographiques de programmes mis en œuvre par le Luxembourg dans ces trois pays dans le cadre de ses programmes indicatifs de coopération.

Le Fonds fiduciaire en tant que tel n'est pas à l'ordre du jour du Sommet UE-UA en novembre prochain à Abidjan, mais il est évident

que le dossier des migrations y sera abordé. Nous saluons donc le fait que la majorité des actions mises en œuvre par le Fonds fiduciaire correspondent aux besoins et attentes des jeunes Africains dont le sort et l'avenir sera le leitmotiv des débats au Sommet d'Abidjan.

ad 3) L'UE ne reconnaît que la légitimité du gouvernement d'entente nationale et du conseil présidentiel, tous les deux présidés par Monsieur Fayez el-Sarraj.

L'UE contribue à la formation des garde-côtes libyens depuis octobre 2016. Jusqu'à présent, 136 Libyens ont été formés par la mission européenne Eunavfor Med soit en mer, soit en Crète, à Malte ou à Rome. Les candidats, qui doivent se soumettre à un processus de sélection rigoureux, suivent plusieurs modules de formation: parallèlement à des connaissances techniques, comme les activités de navigation, figurent aussi le droit maritime international, la recherche et le sauvetage (SAR), le droit international des droits de l'homme et la procédure de demande d'asile. Ces formations sont assurées par des militaires issus d'États membres de l'Union européenne et des experts d'ONG.

L'UE coopère étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et l'Office international pour les migrations (OIM) afin d'améliorer la situation des migrants. La Libye se trouvant en pleine guerre civile, il faut continuer à insister sur l'accès des organisations internationales et des ONG, afin d'assurer un monitoring indépendant et continu des conditions des migrants et le respect de standards minimums.

Question 3267 (05.09.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **Turquie:**

Suite aux récents événements relatifs à l'arrestation de citoyens allemands en Turquie, le Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale a conseillé à ses citoyens d'être extrêmement prudents lors de tout voyage en Turquie, que ce soit pour des motifs privés ou professionnels. Par ailleurs, dans le débat télévisé d'hier soir entre la chancelière allemande et son principal rival pour les élections à venir, les deux protagonistes se sont prononcés en faveur d'une suspension des négociations relatives à la procédure d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Suite aux développements décrits ci-dessus, quelle est la position du Gouvernement relative à une suspension immédiate des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne?

2. Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un avis de voyage pourrait être indiqué pour les citoyens luxembourgeois désirant se déplacer en Turquie?

Réponse (26.09.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. L'article 5 du cadre des négociations d'adhésion entre l'UE et la Turquie, adopté en 2005 à Luxembourg, stipule qu'«en cas de violation grave et persistante par la Turquie des principes de liberté, de démocratie, d'état de droit, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sur lesquels s'est bâtie l'Union, la Commission recommandera, à sa propre initiative ou à la demande d'un tiers des États membres, de suspendre les négociations et fixera les conditions pour leur éventuelle reprise».

Le Conseil statuera alors à la majorité qualifiée sur une telle recommandation et les États membres réunis au sein de la Conférence intergouvernementale agiront conformément à cette décision, sans préjudice des dispositions générales requises pour l'unanimité à la Conférence intergouvernementale. Lors des dernières discussions à ce sujet au sein du Conseil de l'UE, un seul État membre s'est prononcé en faveur d'une suspension formelle des négociations d'adhésion.

L'objectif des négociations d'adhésion avec la Turquie est une adhésion de ce pays à l'Union européenne. Cependant, ces négociations sont à considérer comme un processus ouvert dont le résultat final ne peut pas être garanti d'avance. Le rythme des négociations dépendra donc des progrès réalisés par la Turquie en ce qui concerne le respect des critères d'adhésion. Malheureusement, la Turquie continue à s'éloigner de l'Union européenne, surtout au cours des derniers mois, et les négociations d'adhésion sont de facto à l'arrêt.

Comme le Président de la Commission européenne, Monsieur Jean-Claude Juncker, l'a affirmé le 13 septembre dans son discours sur l'état de l'Union au Parlement européen, «nous garderons toujours la main tendue en direction du grand peuple turc et de tous ceux qui sont disposés à coopérer avec nous sur la base de nos valeurs». Une suspension formelle et unilatérale des négociations d'adhésion n'est donc actuellement pas dans l'intérêt de l'Union européenne, qui reste intéressée à une coopération étroite sur des questions d'intérêt commun avec une Turquie sûre, politiquement et économiquement stable et démocratique. Par ailleurs, une suspension formelle du processus d'adhésion rendrait également très difficile, voire impossible, le soutien de ceux qui en Turquie croient toujours en l'UE et les valeurs qu'elle défend.

ad 2. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes a publié sur son site un avis de voyage à la suite de la tentative de coup d'État du 15 juillet. De manière générale, il est conseillé aux voyageurs d'éviter de se rendre dans des pays ou des régions qui font l'objet de troubles politiques ou autres. La rubrique «Voyages ou Avis aux voyageurs» du Ministère des Affaires étrangères et européennes renvoie également vers des informations émanant d'autres ministères des affaires étrangères.

Question 3269 (06.09.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **radio socio-culturelle 100,7:**

Le Gouvernement en conseil a nommé en date du 1er septembre 2017 un nouveau président du conseil d'administration de la radio socio-culturelle 100,7. Cette nomination a fait l'objet d'un certain nombre de critiques, certains y voyant une mise sous tutelle de la radio socio-culturelle par la nomination d'un proche du Premier Ministre, voire une privatisation rampante de la radio publique. Il est un fait que cette nomination intervient dans la suite du renouvellement du contrat de concession de RTL et d'un débat, entamé ouvertement par la direction de radio 100,7 depuis près d'un an, quant à l'orientation future, quant aux moyens et aux missions de la radio publique, dont la loi-cadre a été élaborée dans les années 1980.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Quelles sont les compétences particulières qualifiant la personnalité choisie par le Gouvernement pour ce poste?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend prochainement déposer un projet de loi réformant la mission et les moyens de la radio socio-culturelle?

- Dans l'affirmative, dans le contexte de quel projet de réforme de la radio socio-culturelle envisagé par le Gouvernement se situe cette nomination? La radio recevra-t-elle plus de moyens? Sa mission sera-t-elle redéfinie? Si oui, dans quel sens?

- Quel sera le rôle du président du conseil d'administration de la radio dans la mise en œuvre de cette réforme? Quel sera le rôle de la direction?

Réponse (04.10.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias:*

La radio socio-culturelle a été créée par la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. Les modalités de structure et de fonctionnement sont fixées par le règlement grand-ducal du 19 juin 1992.

L'organisation, la composition et la mission du conseil d'administration de l'établissement de radiodiffusion socio-culturelle sont définies à l'article 3 de ce règlement grand-ducal. Ainsi, l'article 3 (2) dispose que: «(...) Le conseil d'administration est composé du président, de quatre membres représentant l'État et de quatre membres choisis parmi les personnalités représentatives de la vie sociale et culturelle.»

La personnalité nommée par le Gouvernement en conseil en tant que président du conseil d'administration de l'établissement de radiodiffusion socio-culturelle satisfait entièrement aux critères de représentativité établis par cet article. De surcroît, cette personnalité dispose eu égard à son parcours d'une expérience forte en matière de gestion d'entreprise.

En ce qui concerne le rôle du conseil d'administration, il est prévu à l'article 3 (6) du règlement grand-ducal du 19 juin 1992 que: «Le conseil d'administration statue notamment sur les matières suivantes: a) - la politique générale de l'établissement dans l'accomplissement de sa mission; - les orientations générales en matière de programmation et d'organisation des grilles et des plages horaires, sur la base d'une proposition émanant du directeur et établie dans le respect du cahier des charges et en prenant en considération les propositions du Conseil national des programmes relatives à un contenu équilibré des programmes; - les lignes générales suivant lesquelles l'établissement procède à la production et à la diffusion des programmes; - l'engagement et le licenciement du directeur; - l'engagement et le licenciement des autres membres du personnel, sur proposition du directeur (...)» et «b) l'organigramme et les effectifs du personnel et les conditions et modalités de rémunération; les budgets d'exploitation et d'investissement et les comptes de fin d'exercice; (...); les conventions à conclure avec les organismes de radiodiffusion ou de presse ou avec l'État.»

Le nouveau conseil d'administration, de par les fonctions lui octroyées par le règlement grand-ducal mentionné, analysera la situation actuelle de l'établissement. À cet égard, et dans le respect des prérogatives lui attribuées, le conseil d'administration décidera de l'opportunité ou non de propositions de réformes, qu'il formulera.

La radio socio-culturelle a toujours eu un rôle et maintient un rôle spécifique dans le paysage médiatique luxembourgeois alors qu'elle a pour ambition de refléter les réalités multiples d'une société en évolution constante et qu'elle propose, conformément à sa mission, des programmes d'information, des programmes culturels et musicaux, des programmes éducatifs, des programmes de divertissement, et accorde un large accès à l'antenne aux associations socio-culturelles du pays. De surcroît, elle maintient de nombreux partenariats avec les institutions culturelles du Luxembourg et de la grande région.

Les médias ont un rôle de plus en plus important de nos jours, ce qui nécessite une adaptation de leurs moyens. Dans l'intérêt de la qualité des programmes et de la prévisibilité budgétaire, le Gouvernement a conclu pour la première fois depuis l'existence de la radio socio-culturelle une convention pluriannuelle avec les responsables de la radio en 2014. Cette convention expire en 2018; elle sera donc prolongée. La convention comprendra une augmentation alors que la dotation pour 2018 est de 6.090.000 euros.

Question 3270 (05.09.2017) de **Mme Octavie Modert** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**implantation de Google au Luxembourg:**

Faisant suite à la question parlementaire n°3155 du 24 juillet 2017, restant jusqu'à cette date sans réponse de la part du Gouvernement, la presse a révélé en date du 5 septembre que le dernier des trois propriétaires en indivision sur le site au nord de la zone d'activités «Klengbousbierg» à Bissen aurait accepté de céder son terrain et ainsi de permettre à l'État d'acquérir un site d'une surface de 33 hectares en vue d'une vente à Google pour l'implantation d'un centre de données.

La réalisation d'un tel projet nécessiterait le reclassement des terrains et impliquerait différentes procédures au niveau communal et national, telles qu'une étude environnementale stratégique (SUP), une adaptation du Plan d'aménagement général (PAG) et un Plan d'aménagement particulier (PAP).

En outre, le Ministre des Communications et des Médias se rendrait dans les semaines à venir en Californie, afin de visiter plusieurs grandes entreprises actives dans le domaine des technologies et de la communication dont Google.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer les informations diffusées par la presse?

- Quelles procédures en vue d'un reclassement des terrains doivent être entamées?

- Quand est-ce que ces procédures vont être lancées, le cas échéant?

- La visite du Ministre des Communications et des Médias au siège de Google en Californie portera-t-elle sur la réalisation d'un Data Center au Luxembourg?

Réponse commune (06.10.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Au stade actuel des discussions autour d'un possible projet, le Gouvernement n'est pas en mesure de commenter les informations diffusées dans la presse.

En tout état de cause, au cas où une société donne une suite positive à un projet d'investissement au Luxembourg, toutes les procédures légales et réglementaires devront être effectuées afin de réaliser le reclassement des terrains, de même que les études d'impact qui s'appliquent en vertu de la législation actuelle.

Le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, a eu l'occasion d'échanger lors de sa récente visite en Californie avec les responsables de Google sur différents sujets.

Question 3272 (07.09.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **voyeurisme:**

Au Grand-Duché, d'après mes informations, il n'existe pas de texte permettant de punir les faits de voyeurisme, même par la prise d'images, dans les lieux publics. En effet, notre législation ne prévoit de sanctions lors de l'atteinte à l'intimité de la vie d'autrui que lorsque l'image de la personne a été enregistrée à son insu et contre son gré dans un lieu privé.

Du fait de ce vide juridique, et selon un article de presse paru récemment, des victimes n'ont pu avoir réparation, bien que les faits soient extrêmement traumatisants pour les femmes qui en font l'objet. Or, selon l'article précité, de nombreux cas d'atteinte de ce type, plus précisément des cas de voyeurisme «sous la jupe» par l'intermédiaire d'une caméra, ont été constatés dans des lieux publics, tels que des autobus.

Par la loi du 1er février 2016 nos voisins belges ont légiféré sur cette question par l'introduction d'un article 371/1 nouveau au Code pénal.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Existe-t-il des chiffres concernant les plaintes pour voyeurisme au Luxembourg?

2. Ne conviendrait-il pas de modifier le Code pénal luxembourgeois afin de combler ce vide juridique et punir ainsi de tels actes?

Question 3274 (07.09.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **voyeurisme:**

Selon les informations révélées dans la presse, l'affaire concernant une personne filmant depuis des années en toute impunité sous les jupes des femmes dans les transports publics aurait été classée sans suite. Selon le porte-parole de l'administration judiciaire, ces actes ne constituent ni attentat à la pudeur, ni outrage public aux bonnes mœurs, ni atteinte à la vie privée, au vu du principe de l'interprétation stricte de la loi pénale. La loi sur la protection de la vie privée du 11 août 1982 punit quiconque porte volontairement atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui en observant ou faisant observer au moyen d'un appareil quelconque, une personne se trouvant dans un lieu non public, sans le consentement de celle-ci. Comme les transports en commun sont considérés comme des lieux publics, le parquet n'aurait pas d'emprise pour agir contre cette forme de voyeurisme.

Le comportement «voyeuriste», basé sur l'attirance à observer l'intimité d'une personne sans interaction du voyeuriste avec la victime, constitue souvent une forme grave d'harcèlement sexuel et moral. Cette agression est dirigée notamment contre les femmes se trouvant dans un lieu public ou privé, celles-ci ignorant souvent qu'elles sont observées. Il y a urgence de lutter contre ces agressions et de protéger les victimes. Dans ce sens le législateur belge a adopté en 2016 une loi pénalisant le voyeurisme dans les lieux publics. De même, le Gouvernement français a lancé un plan de lutte contre le harcèlement dans les transports publics en 2015, suite à un rapport inquiétant du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes publié également en 2015. En outre, le Gouvernement luxembourgeois a affirmé dans son programme de 2013 que «[l]es violences sexistes doivent faire l'objet de mesures de prévention systématiques suivies, le cas échéant, de mesures de répression et de sanctions».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer la véracité des informations diffusées par la presse?

- Est-ce que le ministère public dispose des moyens de poursuite des auteurs des actes de voyeurisme dans les lieux publics?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire et urgent de légiférer dans cette matière et de prévoir des sanctions pénales à l'égard des auteurs de voyeurisme dans les lieux publics contre la volonté des victimes?

Réponse (05.10.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Dans l'arrondissement de Luxembourg, trois procès-verbaux pour des faits de voyeurisme dans des lieux publics ont été dressés en 2016.

Dans deux de ces cas, les faits en cause étaient non punissables car il s'agissait de simples tentatives.

ad 2. Le parquet a pris position sur le déroulement des faits dans son communiqué de presse diffusé fin août 2017.

Il ressort de ces explications que le substitut chargé de l'affaire à l'époque avait décidé de ne pas poursuivre ces faits, ceux-ci ne tombant sous aucune qualification pénale.

Plusieurs qualifications pénales sont susceptibles de s'appliquer à ce genre de situation, à condition qu'une analyse des faits concrets permette de conclure que tous les éléments constitutifs des infractions sont réunis.

Il s'agit en l'espèce:

- de l'article 2 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée,

- de l'article 372 du Code pénal: attentat à la pudeur,

- de l'article 385 du Code pénal: outrage public aux bonnes mœurs,

- de l'article 398 du Code pénal: coups et blessures volontaires.

Les autorités judiciaires procèdent actuellement à une analyse pour savoir si les textes sont suffisants pour faire condamner de tels faits. Si tel n'est pas le cas, une nouvelle législation sera élaborée.

Il faut signaler que les textes de nos voisins européens en matière de voyeurisme sont très spécifiques et ne sont pas applicables à de tels faits précis.

Question 3273 (07.09.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **prévention du suicide:**

Dans le cadre de la 10e édition de la Journée nationale de prévention du suicide, le Service d'information et de prévention de la ligue consacrera le 10e et 11e octobre plusieurs conférences et workshops à ce phénomène sociétal. Je voudrais profiter de l'occasion pour me renseigner sur l'état d'avancement du Plan national de prévention du suicide initié en juillet 2015 par la Ministre de la Santé. Ce plan, qui constitue un premier outil de lutte en la matière, annonçait 33 actions ciblées en ce qui concerne la sensibilisation, la formation et l'information.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à la Madame la Ministre de la Santé:

1. Combien des 33 mesures prévues dans le Plan national de prévention du suicide ont été mises en œuvre jusqu'ici?

2. Peut-on déjà dresser un bilan intermédiaire en ce qui concerne les actions annoncées dans le plan?

Réponse (09.10.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le Plan national de prévention du suicide au Luxembourg (PNPSL), qui a été lancé en juillet 2015, a pour but de combattre les causes et les conséquences du suicide; ceci afin de réduire les tentatives de suicide et le nombre de décès par suicide au Luxembourg.

Le PNPSL a été élaboré en étroite collaboration avec le Service d'information et de prévention de la ligue ainsi qu'avec les principaux acteurs du terrain. Le PNPSL englobe 33 actions prioritaires, dont le détail est consultable sur le site www.sante.public.lu.

Parmi ces actions figurent notamment la prévention au sens large du terme, les populations à risque, les jeunes, les personnes âgées, la poursuite de la décentralisation des structures d'aide, les formations spécifiques ainsi que les prises en charge thérapeutiques.

Diverses actions du PNPSL ont pu être mises en œuvre, tel que l'augmentation progressive du temps d'écoute de SOS Détresse, la création et la mise à disposition d'un protocole de prise en charge pour les enseignants lorsque ceux-ci constatent un signal d'alarme de risque suicidaire ou de dépression auprès d'un élève, la création et la mise à disposition d'un protocole de postvention suicidaire pour les établissements scolaires ainsi que l'amélioration de l'accompagnement des familles ou des proches par l'élaboration d'un protocole, tout comme le fait de proposer systématiquement un soutien aux personnes endeuillées.

De plus, des formations ont été organisées pour les professionnels de première ligne d'intervention en cas de crise suicidaire, et plus particulièrement le personnel des SPOS, les intervenants du secteur médical, paramédical ou travaillant dans les structures hospitalières et extrahospitalières, les enseignants de l'enseignement secondaire, le personnel pénitentiaire ou encore le personnel s'occupant de personnes âgées. Les formations des professionnels de première ligne d'intervention continuent d'être organisées en raison de l'intérêt exprimé par le secteur. En ce qui concerne les autres actions du PNPSL, celles-ci sont en cours de réalisation.

Le PNPSL prévoit une évaluation de toutes les actions après quelques années d'implémentation dudit plan, à travers l'analyse de certains indicateurs. Cette évaluation permettra de fournir des éléments dans le but de prendre une décision quant à la pérennisation des différentes actions dans le futur. À l'heure actuelle, l'impact du PNPSL ne peut pas encore être vérifié, dans la mesure où les derniers chiffres officiels des suicides remontent à l'année 2015. Néanmoins, en ce qui concerne les tentatives de suicide, les services de la Direction de la santé sont en train d'améliorer leur recensement à travers le Système de surveillance des traumatismes et accidents au Luxembourg (RETRACE).

Question 3276 (08.09.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **cruauté envers les animaux:**

Scandalisés par le récent acte de maltraitance envers des animaux dans le cadre d'une exposition canine organisée au Centre d'exposition du Kirchberg, lors de laquelle huit chiens ont été gardés dans une camionnette dans des conditions pitoyables, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Quel est le nombre d'infractions de maltraitance envers des animaux qui ont été enregistrées dans les dix dernières années au Luxembourg?

2) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de réduire les cas de maltraitance envers des animaux au Luxembourg?

3) Quelles sont les conditions établies par l'Administration des services vétérinaires pour pouvoir participer à une exposition d'animaux?

4) Est-ce que l'Administration des services vétérinaires envisage de renforcer ces conditions suite à l'incident du Kirchberg? Dans l'affirmative, quelles seront les nouvelles conditions à remplir?

5) Existe-t-il un registre européen dans lequel toutes les infractions de maltraitance envers des animaux sont enregistrées? Dans la négative, une coopération européenne pour lutter contre les maltraitances envers les animaux sur le plan européen est-elle prévue?

Réponse (27.09.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) Ces dix dernières années, l'Administration des services vétérinaires a reçu en moyenne 50 à 90 dossiers par an concernant des plaintes en rapport avec le bien-être des animaux. Environ 50% de ces plaintes étaient justifiées et visaient le plus souvent les conditions d'hygiène (pas de nettoyage adéquat de l'étable, animaux vivant dans leurs excréments, etc.), l'entretien des animaux (sabots trop longs, poil dans un mauvais état...) et les conditions générales de détention (absence d'eau de boisson ou de nourriture, absence d'abri en cas d'intempéries...). En ce qui concerne les dix dernières années, on peut donc parler d'environ 350 cas confirmés de maltraitance, avec une tendance croissante ces dernières cinq années.

ad 2) Il est important de sensibiliser et de responsabiliser toute personne qui s'occupe d'un animal. Pour cette raison, la notion de «dignité», reprise dans le nouveau projet de loi sur la protection des animaux, joue un rôle essentiel afin de rendre compte du fait que les animaux sont des êtres doués d'une sensibilité et qu'ils peuvent ressentir la douleur tout comme un être humain.

Des programmes de sensibilisation et des campagnes d'information pourraient être intégrés dans l'enseignement primaire afin d'éduquer les enfants envers le respect pour les animaux.

Dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la protection des animaux, le public en sera informé par le biais des moyens modernes tels que les réseaux sociaux. Notre Ministère lancera une campagne d'information également via les médias classiques comme la télévision et la radio.

D'un autre côté, nous comptons réduire le nombre de cas de maltraitance envers les animaux en introduisant dans le nouveau projet de loi des mesures administratives par lesquelles il sera possible d'impartir au détenteur d'un animal un délai dans lequel il doit se conformer à la législation; en cas de non-respect du délai de mise en conformité, le retrait de l'autorisation ou la fermeture d'un établissement peuvent être prononcés.

Outre les mesures administratives, un catalogue d'avertissements taxés est prévu en cas de contraventions.

Les sanctions pénales d'une nouvelle dimension viennent compléter notre stratégie en vue de réduire les cas de maltraitance. Ainsi, certaines contraventions «graves» seront punies d'une amende de 25 à 1.000 €; d'autres, qui tombent dans la catégorie de délits, seront punies d'une amende pouvant aller jusqu'à 200.000 €. De plus, une peine d'emprisonnement, pouvant aller jusqu'à trois ans, est prévue dans le nouveau projet de loi. En cas de récidive, ces peines peuvent même être portées au double.

ad 3) L'organisation d'une exposition d'animaux est à notifier à l'Administration des services vétérinaires.

En principe, l'organisateur de l'exposition est responsable du bon déroulement de celle-ci. Ainsi, les contrôles vétérinaires à l'entrée sont réalisés par l'organisateur de l'exposition. Les vétérinaires effectuent un contrôle des documents (passeports, vaccinations en cours de validité...) et un contrôle de l'état de santé des animaux. En cas d'accident, p. ex. si un chien mord un autre, les vétérinaires sur place réalisent les soins médicaux et chirurgicaux nécessaires.

ad 4) Il faut garder à l'esprit que généralement les expositions d'animaux, et ce depuis de longues années, se déroulent sans aucun incident. Les participants ont tout intérêt à ce que leurs animaux soient dans un très bon état de santé afin de recevoir une bonne évaluation par le juge. La plupart des participants, qui parfois viennent de pays lointains, savent exactement quelles conditions ils doivent remplir en vue de participer à l'exposition ou au concours en question. Pour rappel, les animaux en provenance d'autres pays doivent être identifiés par un microchip, être correctement vaccinés contre la rage et être accompagnés d'un passeport européen. Les vétérinaires à l'entrée du hall d'exposition vérifient que ces conditions sont remplies.

Néanmoins, des contrôles supplémentaires des véhicules des participants et des conditions de transport des animaux seront envisagés à l'avenir. Ces contrôles pourront être faits par les agents de la douane, des vétérinaires ou éventuellement des inspecteurs d'une association pour la protection des animaux.

ad 5) À notre connaissance, un tel registre n'existe pas et n'est pas prévu sur le plan européen.

Si un jour la législation sur la protection des animaux venait à être harmonisée au niveau européen, un registre d'infractions et un échange d'informations entre pays membres seraient envisageables. À l'heure actuelle, la législation sur la protection des animaux ainsi que les sanctions y relatives sont organisées au niveau national uniquement.

Question 3277 (08.09.2017) de **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**utilisation d'injections d'acide hyaluronique dans le traitement de l'arthrose du genou:**

Dans sa réponse à une question parlementaire Monsieur le Ministre a déclaré que les injections à base d'acide hyaluronique, utilisées dans le traitement de l'arthrose du genou, ne seraient plus remboursées par la Caisse nationale de santé (CNS) pour des raisons médicales, suite à un avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale. L'intérêt thérapeutique de la viscosupplémentation ne serait pas suffisamment établi.

Or, la Société luxembourgeoise d'orthopédie et de la traumatologie (SLOT) vient de communiquer que les explications de Monsieur le Ministre ne correspondent pas aux données récentes de la littérature scientifique en la matière qui établissent un effet thérapeutique significatif des injections d'acide hyaluronique. Ce traitement permettrait même à certains patients d'éviter la mise en place d'une prothèse.

Il est par ailleurs porté critique aux fonctionnements institutionnels de la CNS et du Contrôle médical de la sécurité sociale, d'une part en raison de la manière dont la CNS influence par voie statutaire l'accès aux soins pour les personnes protégées, d'autre part à cause d'un manque de transparence et d'objectivité dans l'évaluation de l'utile et du nécessaire par le contrôle médical.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du communiqué de la SLOT?

- Pour quelles raisons les responsables du contrôle médical n'ont-ils pas consulté les médecins concernés avant de rendre un tel avis?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait opportun de réévaluer la décision de la CNS?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport aux allégations formulées par la SLOT quant au fonctionnement de ces institutions?

Réponse (10.10.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les décisions en matière de prise en charge de traitements médicaux par l'assurance maladie relèvent de l'autonomie du comité directeur de la Caisse nationale de santé (CNS) qui est à composition tripartite. Ces décisions sont basées sur des avis médicaux élaborés par le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS). Ces avis du CMSS sont fondés sur la dernière recherche et expertise médicale disponibles.

En l'occurrence, la décision portant sur les injections à base d'acide hyaluronique est entrée en vigueur le 1er octobre 2016. Les raisons médicales à la base de l'avis motivé et circonstancié du CMSS du 2 mars 2016 ayant motivé cette décision, sont reprises dans la réponse à la question parlementaire no3173 de Monsieur l'honorable Député Marc Lies du 28 juillet 2017. Les mêmes raisons médicales, y compris toutes les sources, sont également détaillées dans l'avis du CMSS ce qui contribue à une prise de décision en connaissance de cause et donc à une transparence dans la procédure applicable.

Les dispositions légales en vigueur ne prévoient pas une consultation par le CMSS des associations professionnelles des médecins et médecins-dentistes, entre autres pour assurer la plus grande objectivité et impartialité médicale de la part du CMSS. Il est à souligner que le CMSS emploie des médecins spécialistes pour accomplir du mieux possible les missions lui conférées par la loi.

Toutefois, les décisions sur la prise en charge de traitements médicaux sont liées à la dernière expertise et connaissance médicales en date, sur lesquelles se basent les avis médicaux du CMSS. Comme les connaissances médicales ne cessent d'évoluer, notamment en fonction de l'évolution technique et technologique médicale, il est tout à fait possible que la décision en question puisse, elle-aussi, évoluer en fonction de nouvelles connaissances médicales.

Finalement, en réponse à la dernière question de Messieurs les honorables Députés, le Ministère de la Sécurité sociale tient à rappeler qu'il ne prend pas position par rapport à des allégations de quelque nature soient-elles, mais s'efforce toujours d'avoir un dialogue constructif avec tous les organes représentatifs liés à l'assurance maladie.

Question 3278 (08.09.2017) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant le **calcul du prix de l'eau pour le secteur Horeca:**

La loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau introduit à l'article 12 un nouveau secteur pour la tarification des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, à savoir le secteur Horeca. Selon mes informations, certaines communes feraient face à des interprétations contradictoires par les différents services de l'Administration de la gestion de l'eau concernant l'application de la tarification et le calcul du prix de l'eau pour le secteur Horeca.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir la méthodologie pour le calcul du prix de l'eau pour le secteur Horeca en précisant tous les paramètres de la tarification tels que les différentes redevances et taxes?

2. Comment est-ce que le prix de l'eau sera calculé pour un immeuble mixte composé d'unités de logement et de restaurateurs ou cafetiers?

Réponse commune (09.10.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. En vue de la réalisation des objectifs environnementaux de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000, la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau a instauré la récupération des coûts moyennant la tarification des services liés à l'utilisation de l'eau selon le principe de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur avec pour but de sensibiliser les consommateurs à une utilisation parcimonieuse de la ressource en eau.

Il y a lieu de rappeler que le prix de l'eau se compose d'une redevance «eau potable» et d'une redevance «assainissement», qui incluent la taxe de prélèvement d'eau et la taxe de rejet des eaux usées.

Afin de tenir compte des coûts spécifiques que génèrent les activités consommatrices en eau par les usagers et d'appliquer une tarification équitable à chaque catégorie de consommateurs, la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau décomposait les schémas de tarification du service de l'eau pour trois différents secteurs économiques dont les pratiques de l'utilisation de l'eau sont comparables.

L'articulation entre la part fixe et la part variable du prix de l'eau permet aux communes d'encourager les économies d'eau tout en ne pénalisant pas outre mesure les différents groupes de consommateurs. À cette fin, la circulaire ministérielle n°2909 du 28 mars 2011 avait recommandé les articulations suivantes:

	Partie fixe	Partie variable
Ménages	20%	80%
Industrie	70%	30%
Agriculture	60%	40%

La part fixe élevée de 70 et 60% des secteurs industriel et agricole a été justifiée par le fait que la réduction du volume de l'eau consommée nécessite des investissements conséquents au niveau de la production industrielle, respectivement que ce volume est difficilement compressible dans le secteur agricole (eau d'abreuvoir). Les analyses économiques ont d'ailleurs montré que cette approche ne joue pas en défaveur des consommateurs ménagers.

D'autre part, la part variable élevée du secteur des ménages (et dont faisaient partie les PME et donc le secteur Horeca) permet aux consommateurs de ce secteur d'influencer activement la charge financière en adaptant un comportement parcimonieux de l'utilisation de l'eau.

La loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 a récemment introduit un schéma de tarification spécifique pour le secteur Horeca afin de regrouper les consommateurs dont le rythme d'exploitation des infrastructures est étroitement lié à la saison touristique.

En s'alignant sur les réflexions ayant conduit aux recommandations de la circulaire ministérielle précitée, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) propose le rapport 50% (partie fixe) - 50% (partie variable) pour la répartition binôme des coûts facturés au secteur Horeca. Ainsi, la tarification de ce secteur se situe au point d'équilibre entre un coût activement influençable par le consommateur (en invitant les clients à respecter la ressource en eau) et un coût qui tient compte des coûts générés par les activités de ce secteur au niveau du fonctionnement, de la maintenance et de l'exploitation des infrastructures d'eau.

ad 2. Dans le cas spécifique d'un immeuble mixte composé d'unités de logement et de restaurateurs ou cafetiers, il y a lieu de distinguer deux cas de figure.

Si l'immeuble dispose d'un compteur d'eau unique, la copropriété sera facturée par la commune suivant les prix applicables au secteur des ménages. Une tarification du restaurateur ou cafetier selon les prix applicables au secteur Horeca impliquera l'installation d'un compteur communal séparé pour ce dernier.

Si l'immeuble dispose déjà de compteurs séparés, les prix applicables au secteur des ménages seront facturés aux logements et les prix applicables au secteur Horeca seront facturés aux restaurateurs ou cafetiers.

Question 3279 (08.09.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«Code de conduite (fiscalité des entreprises)» du Conseil de l'Union européenne:**

Selon les informations révélées par la presse allemande, certains États, dont la France, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne, bloqueraient de manière systématique les travaux sur la lutte contre l'évasion fiscale au sein du groupe «Code de conduite (fiscalité des entreprises)» du Conseil de l'Union européenne. Il est reproché à la Grande-Bretagne de paralyser l'adoption d'une liste noire européenne des paradis fiscaux. La France, l'Italie et l'Espagne se voient reprochées de bloquer une position européenne concernant le régime fiscal des brevets («patent boxes»).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité de ces révélations?

2. Quelle est la position du Luxembourg au sein de ce groupe de travail?

3. Ayant déposé le projet de loi n°7163 sur le nouveau régime fiscal de la propriété intellectuelle, Monsieur le Ministre ne craint-il pas que le Luxembourg en tant que bon élève en conformité avec les règles internationales risque de se retrouver dans une situation désavantageuse par rapport aux pays européens bloquant des avancées dans l'harmonisation des régimes fiscaux sur la propriété intellectuelle?

Réponse (09.10.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Concernant la première question de l'honorable Député, il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter publiquement des articles de presse relatifs aux travaux en cours au sein du groupe «Code de conduite». En effet, selon les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 9 mars 1998, ces travaux sont confidentiels.

Concernant la seconde question de l'honorable Député, le Luxembourg continue à participer de manière active et constructive aux travaux du groupe «Code de conduite», dont notamment ceux en cours dans le contexte des conclusions du Conseil du 8 novembre 2016 intitulées «Critères et processus relatifs à l'établissement de la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales».

Concernant la troisième question, on ne peut pas affirmer que le Luxembourg risque de se retrouver dans une situation désavantageuse suite à l'introduction du projet de loi n°7163 dont l'objet est d'introduire un régime fiscal en faveur de la propriété intellectuelle conforme à l'approche du lien modifiée. Au contraire, ce projet s'inscrit dans la stratégie générale du Gouvernement de maintenir un environnement fiscal visant à garantir la compétitivité du Luxembourg, tout en respectant les nouveaux principes internationaux et européens en matière fiscale. Or, l'approche du lien modifiée concernant les régimes de propriété intellectuelle constitue un standard minimum, approuvé tant sur le plan de l'OCDE que sur le plan de l'Union européenne. À rappeler aussi que le Conseil «Affaires économiques et financières» dans sa session du 16 juin 2017 vient de demander aux États membres dont les régimes fiscaux favorables aux brevets ne respectent pas l'approche du lien modifiée de procéder à l'alignement de ces régimes dans les meilleurs délais.

Question 3282 (12.09.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **participations directes de l'État dans le capital des établissements bancaires de droit privé:**

La semaine passée, le cours de l'action de l'établissement bancaire côté en bourse BNP Paribas SA a atteint pour la première fois depuis huit ans le prix du titre quand l'État luxembourgeois est entré au capital de la banque en 2008. Le Luxembourg détient environ 1% de son capital, ainsi qu'environ 34% de l'établissement bancaire non côté en bourse BGL BNP Paribas SA.

En outre l'État luxembourgeois détient environ 10% du capital de la BIL SA. En date du 1er septembre, le Gouvernement a informé le public de l'accord conclu entre Precision Capital et Legend Holdings Corporation pour la reprise de 90% des parts de la BIL SA. Selon le communiqué du Ministère des Finances, cet accord reste sans implications quant à la participation de l'État dans le capital de la banque. En l'occurrence où l'État voudrait à une date ultérieure céder sa participation à Legend Holdings Corporation, cette dernière s'est engagée à payer un prix au moins égal à celui convenu avec Precision Capital.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement a l'intention de céder une partie ou la totalité de ses participations dans les établissements bancaires susmentionnés?

- Selon Monsieur le Ministre, la participation de l'État dans les établissements bancaires privés devrait-elle être exceptionnelle et temporaire?

- Le Gouvernement a-t-il une stratégie globale concernant ses participations et activités au marché bancaire luxembourgeois, y inclus la Banque et Caisse d'Épargne de l'État ainsi que la coopération entre Post Finance et la Banque Raiffeisen société coopérative?

Réponse (11.10.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg a le statut d'établissement public autonome et fait partie intégrante du patrimoine de l'État.

L'acquisition par l'État des participations dans BIL SA, BNP Paribas SA et BGL BNP Paribas SA a été motivée par les circonstances exceptionnelles de la crise financière. Le Gouvernement décidera en temps utile de la cession de ces participations. À ce stade, aucune décision n'a été prise à cet effet. Les banques en question versent d'ailleurs sur une base annuelle des dividendes conséquents qui viennent s'ajouter aux recettes du budget de l'État.

La coopération entre Post Finance et la Banque Raiffeisen est le résultat d'une décision commerciale des directions des deux établissements.

L'État n'interfère pas dans la gestion journalière et donc les décisions commerciales des entreprises dans lesquelles il détient des participations. Le FMI a d'ailleurs félicité l'État pour cette approche à l'occasion de la dernière mission Article IV au Luxembourg. Le Gouvernement n'entend donc pas changer ce principe.

Question 3283 (12.09.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **trafic de poids lourds à Clervaux:**

Des citoyens de Clervaux m'ont rendu attentif sur le nombre de poids lourds qui passent régulièrement par leur localité pour joindre la zone d'activités économiques de Lentzweiler.

Il semble s'agir le plus souvent de camions venant de pays lointains qui ne connaissent pas bien la région et qui quittent ainsi la N7 à hauteur de Marnach pour se diriger à travers les rues étroites de Clervaux au lieu de passer directement par Wemperhardt ou Rossmühle.

À rappeler dans ce contexte que des camions qui dépassent une longueur de dix mètres ne sont pas autorisés à traverser la localité de Clervaux.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques sur les mouvements de poids lourds qui passent par Clervaux en direction de la ZA Lentzweiler?

- En attendant la finalisation de la transversale de Clervaux, Monsieur le Ministre serait-il disposé à faire améliorer les signalisations sur la N7 afin d'éviter les passages difficiles et dangereux à travers la cité de Clervaux?

Réponse (20.10.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les données statistiques de la traversée de Clervaux, dont dispose l'Administration des ponts et chaussées, se basent sur le comptage du trafic par des postes permanents.

Ces compteurs sont en mesure de différencier entre voitures et véhicules utilitaires: par véhicules utilitaires, il faut entendre tous les véhicules qui dépassent la longueur de 8,60 mètres, à savoir les bus et autres poids lourds, mais également les voitures avec remorque attelée. Les derniers comptages révèlent pour la traversée de Clervaux un taux journalier moyen (TJM) de 245 véhicules utilitaires sur sept jours (les deux sens cumulés) et de 307 utilitaires durant les jours ouvrables.

Sachant que 268 bus du Régime général des transports routiers (RGTR) desservent la localité de Clervaux, une grande partie de ces 307 utilitaires revient donc aux transports en commun. Il reste environ 40 poids lourds, parmi lesquels figurent certainement des fournisseurs de la localité de Clervaux, étant donné que le trafic à l'intérieur de la localité est expressément interdit aux véhicules qui dépassent, sans ou avec ensembles, une longueur de dix mètres (signal C, 9), exception faite pour riverains et fournisseurs.

En ce qui concerne la signalisation destinée à empêcher les passages dangereux de poids lourds étrangers à travers la ville de Clervaux, il y a, sur la route nationale N7, des signaux annonçant à l'avance le signal C, 9 susmentionné. De tels panneaux se trouvent également sur la N18 et à proximité d'un grand nombre de carrefours, entre autres à l'intersection de la N18 avec la N10 à Marnach, au croisement des CR325 et 327 à Mecher et des CR326 et 326C près de Drauffelt.

Une répétition des signaux existants sur la N7 et la N18 pourrait être envisagée le cas échéant, mais la réalisation de la transversale de Clervaux contribuera à résoudre le problème de la circulation des poids lourds étrangers à l'intérieur de Clervaux de manière durable.

Pour résoudre le problème à court terme, il conviendrait avant tout de renforcer les contrôles par les forces de l'ordre.

Question 3284 (12.09.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **listes pour les élections communales:**

Dans un article paru le 9 septembre 2017 dans le «Quotidien», le président du parti politique pirate affirme que la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette, en sa fonction de président du bureau principal de vote local, aurait au début invalidé la liste du parti pirate, car le présentant de la liste figurait déjà comme candidat sur une autre liste. Selon l'article 230 de la loi électorale, «nul ne peut figurer, ni comme candidat ni comme présentant dans plus d'une liste d'une même commune».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que l'interprétation de l'article 230 de la loi électorale peut être ambiguë?

2) Monsieur le Ministre a-t-il informé les présidents des bureaux de vote au sujet de la procédure de dépôt des listes par le biais d'une circulaire? Dans l'affirmative, la problématique relatée ci-dessus faisait-elle partie de la circulaire?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il faudra légiférer afin de rendre plus claire la procédure de dépôt et notamment l'article 230 de la loi électorale?

4) Ne serait-il pas envisageable de supprimer l'obligation, telle que prévue par l'article 228 de la loi électorale, de présenter une liste soit par cinquante électeurs inscrits dans la commune soit par un conseiller communal, vu le caractère peu démocratique de cette disposition légale?

Réponse (25.09.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'honorable Député se réfère à un article paru le 9 septembre 2017 dans le «Quotidien» concernant la procédure de dépôt de candidatures pour les élections communales du 8 octobre 2017 et notamment l'application de l'article 230 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

De l'avis du Ministre de l'Intérieur l'alinéa 1er dudit article, libellé «Nul ne peut figurer, ni comme candidat ni comme présentant dans plus d'une liste d'une même commune», permet deux interprétations différentes. Selon une

interprétation restrictive une même personne est soit candidat d'une liste, soit présentant d'une liste. Selon une interprétation large, favorable à l'administré, une même personne peut figurer comme candidat sur une liste et présenter une autre liste. Les présidents des bureaux de vote principaux de la Ville de Luxembourg et de la Ville d'Esch-sur-Alzette se sont concertés avec les services du Ministère de l'Intérieur pour retenir l'interprétation la plus favorable à l'administré de sorte que les candidats d'une liste étaient admis à présenter une autre liste. Le ministre envisage une modification de l'article 230 de la loi électorale pour éviter des difficultés d'application à l'avenir.

Les communes ont été informées par la circulaire n°3488 du 31 mai 2017 sur les formalités à remplir pour le dépôt des candidatures, mais pas spécialement sur l'interprétation préconisée par le ministre pour l'application de l'article 230 précité alors qu'à sa connaissance, celui-ci n'avait pas donné lieu à des difficultés dans le passé. Par ailleurs les agents du Ministère de l'Intérieur sont disponibles en permanence pour répondre aux questions des communes et des présidents des bureaux de vote principaux concernant les élections.

Dans le système électoral de la représentation proportionnelle les listes de candidats doivent être signées soit par un conseiller communal sortant ou en fonction, soit par cinquante électeurs. Ce système de parrainage adopté par le législateur a comme finalité bien précise de permettre au corps électoral local d'apprécier lui-même si les listes présentées poursuivent des objectifs conformes aux principes constitutionnels du Grand-Duché ou ne soient simplement fantaisistes. Le président du bureau principal quant à lui ne peut refuser des listes que pour des motifs de forme.

Question 3286 (12.09.2017) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **réforme fiscale:**

La réforme fiscale est entrée en vigueur le 1er janvier 2017. Durabilité, équité, sélectivité et compétitivité étaient les maîtres mots de cette dernière, qui avait pour objectif primaire de renforcer le pouvoir d'achat des ménages à revenus modestes et moyens, sans pour autant compromettre la soutenabilité des finances publiques.

En ce qui concerne l'impact budgétaire de la réforme, le Ministère des Finances a estimé celui-ci à quelque 373,2 millions d'euros pour l'année 2017.

Vu que les opinions ont fortement divergé quant à la fiabilité de ces estimations, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- À la lumière des informations actuellement disponibles, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si l'impact budgétaire correspond, à l'heure actuelle, aux estimations de l'époque?

Réponse (11.10.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La fiche financière annexée au projet de loi n°7020 a regroupé les plus-values et les moins-values de recettes fiscales par catégorie analytique tout en faisant abstraction d'effets indirects éventuels. Au final, les implications budgétaires totales de la réforme fiscale, impôts de solidarité compris, ont été estimées à quelque -373,2 millions d'euros en 2017, -502,9 millions d'euros en 2018 et -524,4 millions d'euros à partir de 2019.

Étant donné que l'année fiscale 2017 est toujours en cours, il est prématuré d'évaluer de manière définitive le déchet fiscal réel de la réforme fiscale en 2017. Néanmoins, après neuf mois, il s'avère que le total des recettes collectées par l'Administration des contributions directes au 30 septembre 2017 est en ligne avec les prévisions présentées dans la loi du 23 décembre 2016 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017. Dès lors, le déchet fiscal de la réforme fiscale correspond, à l'heure actuelle, aux estimations de l'époque.

Question 3287 (13.09.2017) de **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**achat de systèmes antiaériens de la Turquie auprès de la Russie:**

En effet, la République de Turquie, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), vient de signer avec la Fédération de Russie un contrat portant sur l'achat de systèmes de défense antiaérienne S-400, le pendant russe du système sol-air américain «Patriot». Selon le Président Erdoğan, un acompte aurait déjà été versé. Selon de nombreux observateurs sur les deux rives de l'Atlantique Nord, cet achat stratégique en dehors de l'OTAN de missiles de diverses portées et de plusieurs stations radar risquerait de renforcer l'inquiétude des alliés d'Ankara. D'aucuns parlent même d'une «crise de confiance» au sein même de l'OTAN. «Nous prenons seuls les décisions relevant de notre indépendance», en est la justification de Monsieur Erdoğan selon la presse internationale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Défense:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous faire parvenir leur analyse géopolitique de la précitée décision de la Turquie: Quelles en sont les conséquences stratégiques pour l'OTAN et ses alliés? Quelles en sont les conséquences tactiques pour l'Alliance atlantique?

2. Messieurs les Ministres partagent-ils la mise en garde de nombreux observateurs contre une «crise de confiance» au sein de l'OTAN? Qu'en est-il d'éventuels problèmes de compatibilité avec les systèmes de l'Alliance?

3. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire comment le Luxembourg pense réagir au sein des structures de l'OTAN à cette nouvelle donne stratégique en Eurasie?

Réponse commune (10.10.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

La décision d'achat de systèmes de défense antiaérienne S-400 par la République de Turquie, État membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), est une décision souveraine de cet allié, en ligne avec sa perception de la menace et ses impératifs sécuritaires. Par conséquent, cet achat n'a pas fait l'objet de discussions officielles au sein de l'OTAN.

La question de la compatibilité d'un système de défense antiaérienne ne se pose que lorsqu'un allié demande à ce qu'il soit intégré dans le système de défense antiaérienne de l'OTAN. Dans le cas de la Turquie, une telle demande n'est pas sur la table, d'autant plus que le système S-400 n'a pas encore été livré à la Turquie et que les premières livraisons n'auront pas lieu avant deux ans. Qui plus est, la Turquie examine la possibilité d'acquérir d'autres systèmes de défense antiaérienne fabriqués par des entreprises établies dans des États membres de l'Alliance.

Question 3288 (13.09.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **renouvellement du chemin repris (CR350) entre Welscheid et Niederfeulen:**

Des citoyens de Welscheid m'ont rendu attentif sur l'arrêt des travaux de renouvellement du chemin repris (CR350) entre leur village et la localité de Niederfeulen depuis le mois de mai 2017.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de cet arrêt de chantier?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques sur le trafic qui passe régulièrement par le chemin repris en question?

- Quand ce chantier pourra-t-il redémarrer au plus tard?

Réponse (19.10.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Lors des travaux de redressement du CR350 entre Welscheid et Feulen, des teneurs élevées en HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) dans les enrobés en place se sont manifestées et le chantier a dû être arrêté en conséquence. La longueur importante du chantier et l'énorme difficulté pour l'élimination respectivement l'évacuation des matériaux pollués a emmené l'Administration des ponts et chaussées à opter pour le procédé du recyclage à froid in situ. Ce procédé permet de neutraliser en grande partie les effets nocifs émanant des HAP et une autorisation pour sa mise en pratique dans le cadre des travaux en question a été sollicitée auprès de l'Administration de l'environnement en date du 4 juillet 2017. Dès la délivrance de l'autorisation donnée, le chantier pourra redémarrer.

À noter que le procédé du recyclage à froid in situ consiste dans l'emploi de la couche recyclée pour substituer la couche de base sur le tracé entier à renouveler. Ce procédé présente des avantages tant sur le plan environnemental que sur le plan économique. Lors du recyclage, les enrobés pollués en place ne sont pas soumis à des températures élevées, ce qui permet d'éviter une évaporation des HAP. Aussi il n'est pas nécessaire d'évacuer les couches fraisées ce qui préserve la capacité des décharges. En plus la quantité de matériau neuf à amener au chantier est réduite à un minimum. Comme les trajets des camions s'en trouvent bien diminués, il y a moins de coûts de carburant et moins d'émissions de CO_2.

En ce qui concerne le trafic passant par le chemin repris en question, les dernières statistiques de l'administration qui datent de 2011 montrent un chiffre de 80 véhicules par jour dans les deux sens cumulés. Il faut cependant savoir qu'entre Warken et Niederfeulen, beaucoup d'automobilistes ne passent pas par Welscheid pour arriver au CR350 qui mène vers Niederfeulen. Nombreux sont ceux qui empruntent le chemin communal «Féler Dielchen» à partir de Warken pour arriver sans détour à Niederfeulen. Ce chemin communal, pour lequel l'administration ne dispose pas de comptages, constitue en effet un grand raccourci, malgré son étroitesse et sa praticabilité réduite.

Question 3290 (14.09.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **sans-papiers et** le **Centre de rétention:**

Dans leur réponse commune à ma question urgente n°3280 du 8 septembre 2017 concernant un cas de traite d'êtres humains, le Ministre des Affaires étrangères et européennes et le Ministre de la Justice ont affirmé que: «Dans la mesure où les faits auraient pu constituer une infraction à l'article 140 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, les concernés ont été interrogés et ont fait l'objet d'une vérification d'identité. Les intéressés n'ayant finalement commis aucune infraction, le parquet n'a pas fait procéder à leur arrestation.»

Il est rappelé que la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration prévoit en son article 140 que: «L'étranger qui est entré ou a séjourné sur le territoire luxembourgeois sans satisfaire aux conditions légales ou qui s'y est maintenu au-delà de la durée autorisée ou qui ne se conforme pas aux conditions de son autorisation est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 1.250 euros ou d'une de ces peines seulement.»

Dans la réponse commune susmentionnée, on peut encore y lire qu'un «placement en rétention n'a pas été décidé au vu des capacités libres au niveau du Centre de rétention, mais également au vu de la finalité d'un tel placement».

Ces deux réponses sont contradictoires. En effet, de deux choses l'une: soit il y a «infraction» à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration, en ce sens que l'étranger n'est pas entré en régie sur le territoire luxembourgeois et alors la rétention est une possibilité, soit il n'y a pas d'infraction, et alors nul besoin de parler d'un éventuel placement au Centre de rétention.

Quant aux capacités du Centre de rétention, les ministres ont précisé «qu'entre le 1er janvier et le 10 septembre 2017, la capacité maximale de 45 places des hommes célibataires fut atteinte seulement 17 fois», alors que les 14 chambres réservées aux familles et aux femmes célibataires ne furent jamais occupées complètement. Les ministres rappellent par ailleurs que la capacité du Centre de rétention a été récemment augmentée suite à une réorganisation interne, laissant place à une unité supplémentaire pour hommes célibataires et à l'ouverture de la structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg, utilisée comme alternative à la rétention permettant ainsi de désengorger davantage le Centre de rétention.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres précités:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si les personnes ayant été retrouvées à l'intérieur d'un camion sur l'aire de Berchem le 8 septembre dernier étaient ou non en possession de documents valables conformément à la Convention d'application de l'accord de Schengen respectivement à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'en laissant partir les personnes en question, l'État luxembourgeois s'est mis en porte à faux, alors qu'il n'a pas rempli toutes les obligations prévues par la Convention d'application de l'accord de Schengen notamment à l'article 5 qui prévoit que l'État ne peut accorder l'entrée sur son territoire à l'étranger lorsque celui-ci ne remplit pas les conditions, dont la possession de documents ou d'un visa valables, permettant le franchissement de la frontière?

- S'agit-il d'une pratique courante de laisser courir les personnes entrées de manière irrégulière sur le territoire, notamment lorsque les structures telles que le Centre de rétention sont surpeuplées au moment des faits? Ou bien s'il s'agit d'un fait isolé, quelles sont en principe les procédures appliquées par la Direction de l'immigration respectivement les autorités judiciaires lorsqu'une personne sans papiers valables entre sur le territoire luxembourgeois et donc dans l'espace Schengen?

- Dans l'hypothèse d'une pratique courante, le Gouvernement ne dispose-t-il pas d'autres moyens que de laisser «filer» les personnes en question? Celles-ci n'auraient-elles pas pu être mises en détention, alors qu'il y a manifestement contravention à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration? D'ailleurs lorsque les ministres parlent des capacités du Centre de rétention - qui n'auraient pas permis un placement - un placement dans les autres structures disponibles suite à la réorganisation interne du Centre de rétention voire l'ouverture d'une unité supplémentaire a-t-il été envisagé? Si non, quelles en sont les raisons?

Réponse commune (15.09.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Il convient de souligner d'emblée que l'article 140 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration tel que cité par l'honorable Député n'est plus d'application. Il a été modifié par la loi du 26 juin 2014 modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et prend depuis lors la teneur suivante: «Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 1.250 euros ou d'une de ces peines seulement, le ressortissant de pays tiers qui, sans motif justifié de non-retour, séjourne irrégulièrement sur le territoire après voir fait l'objet d'une mesure régulière de placement en rétention ou d'assignation à résidence ayant pris fin sans qu'il ait pu être procédé à son éloignement.» Le séjour irrégulier en soi ne présente dès lors pas d'infraction pénale.

Pour le reste, il convient de rappeler les éléments déjà contenus dans la réponse à la question parlementaire urgente n°3280:

- une infraction à l'article 140 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, tel qu'il est d'application, n'a pas été constatée;

- selon l'article 120 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration, la rétention administrative de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier est prévue en vue de l'exécution d'une mesure d'éloignement, ceci en tant qu'ultime mesure au cas où les mesures alternatives à la rétention telles que prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration ne sont pas applicables. La décision de prendre une mesure de placement en rétention doit donc tenir compte des conditions et éléments prévus à l'article 120 précité. Le non-respect de l'article 34 de la loi modifiée sur la libre circulation des personnes et l'immigration, reprenant les dispositions de l'article 5 de la Convention d'application de l'accord de Schengen, ne suffit à lui seul dès lors pas à justifier une décision de placement administratif au Centre de rétention, ni d'une mesure moins coercitive.

Si des personnes peuvent se déplacer au sein de l'espace Schengen sans respecter l'article 5 de la Convention d'application de l'accord de Schengen, un remède à ce phénomène n'est guère envisageable au plan national. Au contraire, ceci met en évidence la nécessité absolue d'une approche commune en matière de migration, que le Luxembourg soutient très activement au niveau européen. Une telle approche doit être fondée sur la solidarité entre les États membres lors du traitement des demandes de protection internationale et en matière de gestion des frontières extérieures. Elle porte également sur une coopération plus étroite avec les pays d'origine, y inclus sur le volet de réadmission, de même que sur la mise en place de voies de migration légale.

Question 3294 (15.09.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **création de nouvelles zones de protection des eaux:**

Afin de protéger les ressources en eau qui sont utilisées pour la consommation humaine, le Conseil de Gouvernement a approuvé le 21 juin 2017 13 avant-projets de règlements grand-ducaux portant création de zones de protection autour de captages d'eau souterraine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Le Gouvernement peut-il m'informer sur le nombre d'objections aux nouvelles zones de protection des eaux proposées?

2) Comment ces objections seront-elles traitées?

En ce qui concerne la délimitation des zones de protection, il me revient que les superficies des numéros de cadastre situées à la limite des différentes zones sont classées pour l'entièreté de leur superficie cadastrale dans la zone de protection respective.

3) Pour quelles raisons les superficies susmentionnées sont classées pour l'entièreté de leur superficie cadastrale dans la zone de protection respective?

4) Est-il prévu de classer uniquement la superficie réellement concernée par la zone de protection et dans la négative pour quelles raisons?

Le Programme de développement rural (PDR) prévoit un régime d'aide aux parcelles agricoles situées dans les zones de protection. Les différentes indemnités ont été calculées en fonction des restrictions prévues par le règlement grand-ducal du 9 juillet 2013, a) relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine, et b) modifiant le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture.

Or, les avant-projets de règlements grand-ducaux portant création de zones de protection autour de captages d'eau souterraine imposent des contraintes nettement plus restrictives concernant l'exploitation de certaines zones de protection (zone II et III).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Environnement:

5) Est-il prévu d'adapter les indemnités prévues par le PDR?

Réponse (17.10.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) En date du 17 août 2017, six règlement grand-ducaux portant création de zones de protection autour de captages d'eau souterraine utilisée comme eau destinée à la consommation humaine ont été publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agit des règlements grand-ducaux suivants:

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création de zones de protection autour du site de captage d'eau souterraine Meelerbur et situées sur le territoire de la commune de Berdorf;

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Schiessentümpel 1, Schiessentümpel 2 et Härebur 1 et situés sur les territoires des communes de Waldbillig et de la Vallée de l'Ernz;

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création de zones de protection autour du captage d'eau souterraine Weierchen et située sur le territoire de la commune de Redange-sur-Attert;

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lampbour, Giedgendall 1, Giedgendall 2, Lampicht, Auf Setzen 1 et Auf Setzen 4 et situés sur le territoire des communes de Betzdorf et Flaxweiler;

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création de zones de protection autour du captage d'eau souterraine Weilerbach et située sur le territoire de la commune de Berdorf;

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Dreibueren, Débicht et Laangegronn et situées sur les territoires des communes de Mersch, Fischbach, Larochette et Lintgen.

Les dossiers ont été déposés aux fins d'enquêtes publiques conformément à l'article 44 (4) aux maisons communales suivantes:

- Redange-sur-Attert du 12 novembre au 11 décembre 2015;

- Betzdorf du 5 novembre au 4 décembre 2015;

- Flaxweiler du 5 novembre au 4 décembre 2015;

- Waldbillig du 27 octobre au 26 novembre 2015;

- Vallée de l'Ernz du 27 octobre au 26 novembre 2015;

- Berdorf du 9 novembre au 9 décembre 2015;

- Mersch du 30 octobre au 28 novembre 2015;

- Fischbach du 30 octobre au 30 novembre 2015;

- Larochette du 30 octobre au 28 novembre 2015;

- Lintgen du 2 au 31 mars 2016.

En supplément au dépôt des dossiers et afin de bien informer les acteurs concernés, des présentations publiques des dossiers ont eu lieu en présence de Madame la Ministre Carole Dieschbourg, respectivement de Monsieur le Secrétaire d'État Camille Gira:

- le 15 octobre 2015 à Mensdorf;

- le 16 octobre 2015 à Berdorf;

- le 27 octobre 2015 à la ville de Luxembourg;

- le 28 octobre 2015 a Redange-sur-Attert.

À l'issu des enquêtes publiques, un total de 32 contestations a été déposé et joint aux avis des administrations communales. Les contestations se répartissent de la manière suivante:

- sites de captage Weierchen et situées sur le territoire de la commune de Redange-sur-Attert; 4 contestations;

- sites de captage Lampbour, Giedgendall 1, Giedgendall 2, Lampicht, Auf Setzen 1 et Auf Setzen 4 et situés sur le territoire des communes de Betzdorf et Flaxweiler: 3 contestations;

- sites de captage Schiessentümpel 1, Schiessentümpel 2 et Härebur 1 et situés sur les territoires des communes de Waldbillig et de la Vallée de l'Ernz: 15 contestations dont 1 contestation regroupant 37 personnes;

- sites de captage Meelerbur et situées sur le territoire de la commune de Berdorf: 2 contestations;

- sites de captage Weilerbach et située sur le territoire de la commune de Berdorf: 2 contestations;

- sites de captage Dreibueren, Débicht et Laangegronn et situées sur les territoires des communes de Mersch, Fischbach, Larochette et Lintgen: 6 contestations.

Des avis ont également été demandés et reçus de la part des chambres professionnelles et notamment de la Chambre d'Agriculture. Étant donné la pertinence de certains avis notamment de la Chambre d'Agriculture, ceux-ci ont également été considérés.

Le 21 juin 2017 le Gouvernement en conseil a approuvé 13 nouveaux projets de règlements portant création de zones de protection. Des présentations publiques des dossiers ont eu lieu en présence de Madame la Ministre Carole Dieschbourg, respectivement de Monsieur le Secrétaire d'État Camille Gira:

- le 26 juin 2017 à Kopstal;

- le 28 juin 2017 à Useldange;

- le 04 juillet 2017 à Contern;

- le 05 juillet 2017 à Saeul.

Les 13 projets de règlements grand-ducaux ont été transmis aux communes concernées le 11 juillet 2017. Ces projets sont actuellement encore en phase de procédure publique dans certaines communes et les objections n'ont donc pas encore toutes été transmises au Département de l'environnement.

ad 2) L'ensemble des avis et réclamations est consulté par les responsables de l'Administration de la gestion de l'eau et toutes les objections sont analysées et traitées individuellement. Si les remarques s'avèrent justifiées et recevables, des adaptations sont apportées aux projets de règlement grand-ducaux. Il est à noter que les règlements grand-ducaux sont rédigés sur base d'une étude de délimitation hydrogéologique réalisée par un bureau de géologues spécialisés d'après des lignes directrices élaborées par l'Administration de la gestion de l'eau et publiés sur le site Internet www.waasser.lu. Les réclamations ont été traitées en collaboration avec les experts géologiques ayant réalisé les études. Les caractéristiques des zones de protection immédiate (I), rapprochée (II), rapprochée avec vulnérabilité élevée (II-V1) et éloignée (III) sont définies par le règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Pour les six règlements grand-ducaux entrés en vigueur et datés du 28 juillet 2017, plusieurs adaptations de reformulation de phrases ont été réalisées et des erreurs matérielles ont ainsi pu être corrigées.

Suite à notamment l'avis de la Chambre d'Agriculture, certains termes techniques ont également été modifiés.

À cela s'ajoute que plusieurs parcelles initialement classées en zone de protection rapprochée ont été reclassées en zones de protection éloignée. Ceci se justifie par le fait que les parcelles n'ont été touchées que marginalement par la ligne de délimitation de la zone de protection rapprochée (ligne des 50 jours). Certaines parcelles relativement larges ont été découpées le long de lignes visibles (chemins agricoles) pour être classées désormais en zones de protection rapprochée, respectivement éloignée, voire ne sont plus classées en zones de protection.

Enfin, une modification majeure a été apportée aux règlements et projets de règlements grand-ducaux précités moyennant l'introduction d'une disposition permettant au ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions d'autoriser certains ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités par dérogation aux dispositions précédentes. Cette modification fait suite à certaines objections formulées par le secteur agricole, concernant notamment les programmes de vulgarisation (landwirtschaftliche Beratung) qui ont lieu actuellement à titre bénévole par des agriculteurs dans certaines zones de protection. Au cas où il peut être prouvé que ces programmes permettent de garantir que l'eau captée ne dépasse pas le seuil de 75% des critères de potabilité et qu'aucune tendance à la hausse significative et durable des concentrations en polluants ne soit observée, des dérogations sous conditions peuvent être autorisées.

ad 3) et 4) Les zones de protection sont régies par un certain nombre de mesures d'interdictions et de restrictions concernant les activités humaines. Ces mesures réglementaires sont différenciées selon le type de zone de protection (zone I, II, II-V1, III).

Les zones sont délimitées dans la mesure du possible en fonction des parcelles cadastrales. Cette approche a été retenue en tenant compte que ces unités administratives constituent les limites les plus facilement identifiables sur le terrain indépendamment des occupations du sol. La transcription entre les zones géologiquement délimitées et les limites des zones suivant parcelles cadastrales se fait suivant des lignes directrices expliquées ci-dessous. Si la surface d'une parcelle cadastrale est jugée démesurément grande par rapport à la limite géologique de la zone, celle-ci peut être découpée le long de lignes visibles (p. ex. chemins agricoles), une division de la parcelle peut être appliquée.

La zone I, dite zone de protection immédiate, est destinée à protéger les captages d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine contre toute introduction directe de polluants dans le captage et la dégradation ou la destruction des installations de captage. La zone de protection immédiate s'étend sur un rayon qui n'excède pas 20 mètres autour d'un captage. Pour un captage de source, la limite extérieure de la zone de protection immédiate n'excède pas 20 mètres en amont de la limite extérieure de l'ouvrage en direction de l'écoulement de l'eau souterraine.

À l'intérieur de cette zone sont interdits tous ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités à l'exception de ceux qui se rapportent à l'exploitation et à l'entretien de la zone et des ouvrages de captage.

La zone II, dite zone de protection rapprochée, empêche que des polluants microbiologiques pénètrent dans le captage, que des polluants arrivent en fortes concentrations au captage, que l'eau souterraine soit polluée par des excavations ou autres travaux souterrains et que des barrages souterrains modifient l'écoulement de l'eau souterraine en direction du captage. La zone de protection rapprochée s'étend depuis la limite extérieure du captage jusqu'à une distance correspondant à un temps de transfert d'environ 50 jours de l'eau souterraine jusqu'à son arrivée au captage sans que cette distance ne puisse être inférieure à 50 mètres. Lorsque les conditions hydrogéologiques exposent le captage à une dégradation de la qualité de l'eau, une zone de protection rapprochée avec vulnérabilité élevée peut être définie, zone qui est dès lors appelée II-V1. Lorsqu'une parcelle cadastrale est en partie située à l'intérieur de la zone de protection rapprochée, la parcelle est classée, en application du principe de précaution, dans son ensemble à l'intérieur de la zone de protection rapprochée. S'il s'agit néanmoins d'une grande parcelle qui n'est que marginalement située en zone II et qu'il y a une possibilité de découper la parcelle le long de lignes visibles (p. ex. chemins agricoles), une division de la parcelle peut être appliquée.

La zone III, dite zone de protection éloignée, couvre le reste de l'aire géographique d'alimentation du captage. Lorsqu'une parcelle cadastrale est située à plus de 50% à l'intérieur de la zone de protection, la parcelle est classée dans son ensemble à l'intérieur de la zone de protection éloignée. Au contraire, si moins de 50% de la parcelle cadastrale sont situés à l'intérieur de la zone de protection éloignée, la parcelle cadastrale ne sera pas classée en zone de protection. Si une parcelle cadastrale classée en zone de protection éloignée peut être découpée le long de lignes visibles (p. ex. chemins agricoles), une division de la parcelle peut être appliquée.

Une approche similaire est prévue pour la délimitation des zones de protection autour du captage d'eau destinée à la consommation humaine au barrage de la Haute-Sûre. Les études de délimitation y sont actuellement en cours. La finalisation du dossier est prévue pour fin 2018.

ad 5) Un projet de règlement grand-ducal instituant un régime d'aide sur les parcelles agricoles situées dans les zones de protection des eaux, est actuellement en préparation par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

Au-delà de ces indemnités, il est prévu que chaque exploitant de captage établisse un programme de mesures conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, article 44, paragraphe 10. Des programmes de vulgarisation agricole doivent notamment être prévus dans le cadre du programme de mesures, qui comprend également le détail des mesures à mettre en place selon le règlement grand-ducal portant création de la zone de protection autour du captage, ainsi que selon le règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine. Conformément à l'article 65, paragraphe 1er, lettre h), de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les dépenses des fournisseurs d'eau relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de mesures visant à protéger les ressources d'eau destinées à la consommation humaine sont prises en charge jusqu'à 75% des coûts par le Fonds pour la gestion de l'eau.

Question 3295 (15.09.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **remboursement d'actes infirmiers:**

Certains actes infirmiers, tels que la distribution et l'administration de médicaments, ne sont pas prévus par la nomenclature et par conséquent non remboursés par la Caisse nationale de santé (CNS).

Or, l'on se doit de constater que la prise de médicaments est un acte indispensable qui exige pour certains cas précis la préparation et la surveillance de la prise des médicaments tel que pour des patients souffrant de maladies démentielles ou des personnes à handicap intellectuel.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Pour quelles raisons ces actes infirmiers ne sont-ils pas remboursés?

2) Le Gouvernement n'estime-t-il pas que la prise en charge de certains actes infirmiers est indispensable pour la santé des patients dans des cas précis, notamment s'ils n'ont pas les moyens financiers de payer ces actes?

3) Le Gouvernement n'est-t-il pas d'avis qu'une telle prise en charge préventive constitue une solution plus durable pour le bien-être des patients qui permettrait en outre d'éviter des frais pour la CNS en raison des conséquences d'une médication fausse ou absente?

Réponse commune (13.10.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) Les prestations que les infirmiers effectuent à charge de l'assurance maladie en dehors du milieu hospitalier figurent dans la nomenclature des actes et services des infirmiers, nomenclature qui a été entièrement refaite en 2016 et est entrée en vigueur le 1er janvier 2017.

En ce qui concerne la distribution et l'administration de médicaments, il convient de préciser d'emblée que la délivrance des médicaments relève de la compétence du pharmacien et que l'administration des médicaments vise tant l'administration orale, l'injection que l'application d'une pommade ou des collyres.

En ce qui concerne la nomenclature actuellement en vigueur elle prévoit d'une part des actes infirmiers spécifiques et d'autre part des forfaits pour les actes infirmiers qui sont prestés dans le cadre de l'assurance dépendance (section 8). En ce qui concerne les actes infirmiers prestés en dehors du cadre de l'assurance dépendance, la nomenclature contient des positions visant l'injection de substances de même que l'application de collyre ou de pommade ophtalmologique. Par contre, l'administration orale n'y figure pas.

ad 2) La législation relative à l'exercice de la profession d'infirmier confère à l'infirmier des attributions qui couvrent la préparation, en vue de leur administration, la reconstitution et l'administration de substances médicamenteuses suivant prescription médicale. En outre, l'aide-soignant est autorisé, dans certaines conditions, à administrer des médicaments clairement identifiés et dosés, pour autant que l'administration de ces médicaments fasse partie d'un plan de soins supervisé par un professionnel de santé de qualification supérieure.

Ces dispositions s'appliquent en tout lieu où des soins de santé peuvent s'avérer nécessaires, donc bien évidemment dans les secteurs hospitalier et extrahospitalier, soit également au domicile des personnes concernées. Le législateur ne distingue pas les actes faisant l'objet d'un remboursement; les dispositions établissant la prise en charge de certains actes infirmiers sont régies par les statuts de la Caisse nationale de santé.

ad 3) Afin de garantir la meilleure efficacité thérapeutique possible et la sécurité du patient, une bonne adhésion thérapeutique aux traitements prescrits est en effet souhaitable dans tous les cas.

De nombreuses études ont en effet démontré que les erreurs médicamenteuses peuvent engendrer des coûts élevés pour les systèmes de santé.

Pour référence:

1) Attributions de l'infirmier

(...) Préparation en vue de leur administration, reconstitution et administration de substances médicamenteuses suivant prescription et par les voies suivantes:

- orale
- transcutanée
- rectale
- vaginale
- urinaire
- sous-cutanée
- intradermique
- intramusculaire
- intraveineuse, à l'exception de produits de contraste
- péridurale
- par voie de dispositifs et montages implantés
- endotrachéales
- en aérosol

Application de pommades, gouttes, collyres

(...)

2) Attributions de l'aide-soignant

À condition que son intervention s'insère dans un plan de soins établi en bonne et due forme par un professionnel de santé de qualification supérieure et autorisé à ce faire et que l'exécution de ce plan de soins soit supervisée par un tel professionnel, l'aide-soignant, sur prescription médicale et le traitement afférent ayant été initialisé et stabilisé, peut administrer par voie orale, nasale, transcutanée, sous-cutanée et anale des médicaments clairement identifiés et dosés, sous réserve des dispositions suivantes:

- en cas d'administration par voie orale ou anale d'un médicament, le médicament doit être conditionné par une personne autorisée à ce faire et le patient doit être clairement identifié et identifiable;

- en cas d'administration par voie anale sont exclus les médicaments préanesthésiques;

- en cas d'administration par voie nasale sont exclus les médicaments utilisés dans les crises d'asthme;

- en cas d'administration par voie transcutanée sont exclus les médicaments type digitalines et morphiniques;

- en cas d'administration sous-cutanée sont uniquement autorisées la préparation et l'administration d'insuline ainsi que l'administration d'anticoagulants, à condition qu'il s'agisse pour cette dernière catégorie d'anticoagulants conditionnés en seringue préremplie par le fabricant.

L'aide-soignant peut également administrer des pommades et collyres oculaires.

Les stupéfiants ne peuvent être administrés par l'aide-soignant quelle que soit leur forme d'administration.

En ce qui concerne les médicaments, ne peuvent être administrées en dehors d'un plan de soins clairement établi en bonne et due forme par un professionnel de santé de qualification supérieure et autorisé à ce faire, que des pommades antiescarres et réhydratantes.

Question 3297 (15.09.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **candidature conjointe des pays du Benelux pour les Jeux olympiques d'été de 2032:**

Les Jeux olympiques d'été 2024 se dérouleront à Paris et ceux de 2028 sont attribués à Los Angeles. Cette double désignation a été récemment approuvée «à l'unanimité par le Comité international olympique (COI).

Au lendemain de cette désignation, le président du Comité olympique belge, Pierre-Olivier Beckers, a évoqué l'idée d'une candidature conjointe des pays du Benelux pour les jeux de 2032. Selon lui, il s'agit certes «d'une idée ambitieuse, mais qui n'est pas totalement irréaliste».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- D'une manière générale, Monsieur le Ministre des Sports soutient-il l'idée d'une candidature du Benelux pour les JO de 2032?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de Monsieur Beckers que le projet est certes ambitieux mais réalisable?

- Monsieur le Ministre s'est-il déjà concerté avec le COSL? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette concertation?

- Quelles seraient les prochaines étapes clés en vue d'une éventuelle candidature et selon quel échéancier?

Réponse (06.10.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Il est un fait qu'un pays comme le Luxembourg ne saura jamais servir à accueillir l'ensemble des JO même si le Grand-Duché a déjà démontré par le passé qu'il est en mesure d'organiser l'une ou l'autre grande compétition sportive comme le grand départ du Tour de France en 2002, les demi-finales et finales du Championnat d'Europe de volley-ball/dames à la Coque en 2007, les jeux des petits États d'Europe en 2013, les Championnats du monde de cyclocross 2017 à Belvaux, le Championnat d'Europe de tennis de table par équipes 2017 à la Coque ou encore un passage du Tour de France en 2017.

Or, en l'absence de toute information concrète concernant l'idée lancée par le président du Comité olympique et interfédéral belge, j'estime qu'il est prématuré de me prononcer sur une telle candidature ou de lancer des concertations avec le COSL à ce sujet.

De toute façon, il me semble que l'idée avancée par Monsieur Beckers se situe plutôt dans le contexte général de l'ouverture faite par le Comité international olympique (CIO), permettant une candidature conjointe de plusieurs pays, et ne constitue pas une initiative ou un concept concret.

Le cas échéant, le Luxembourg ne se déroberait pas à d'éventuels pourparlers pour autant qu'il soit approché par la Belgique dans ce sens.

Question 3298 (15.09.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **réouverture de la route nationale CR106:**

Suite à l'éboulement du terrain sur le site de la décharge pour déchets inertes à Mondercange du 14 mars 2014 entre Esch-sur-Alzette et Mondercange, la route nationale CR106, utilisée quotidiennement par beaucoup d'automobilistes, a dû être fermée à la circulation pour être réparée. La fin des travaux était prévue pour mars 2017. Il m'a été rapporté que les travaux sur la route nationale CR106 sont déjà finalisés depuis quelques semaines.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pourquoi la route nationale CR106 n'a pas encore été réouverte à la circulation?

- Pour quand sa réouverture est-elle prévue?

Réponse (28.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les travaux à la chaussée proprement dite au chemin repris CR106 entre Esch-sur-Alzette et Mondercange ont pu être finalisés depuis quelques semaines.

Cependant, les travaux de finition suivants sont actuellement encore en train d'être réalisés:

- l'aménagement de fossés ouverts pour l'évacuation des eaux superficielles,

- la démolition des pistes provisoires construites pour accéder aux points de forages géotechniques et la remise en état initial du terrain,

- l'installation de l'éclairage public,

- la pose des glissières de sécurité,

- la signalisation verticale et horizontale,

- des plantations.

L'ouverture est fixée au 2 octobre 2017.

Question 3299 (18.09.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **participation de ressortissants étrangers aux élections communales:**

Selon un communiqué du Ministère de l'Intérieur datant du 11 août 2017, 34.634 ressortissants étrangers se sont inscrits pour participer aux prochaines élections communales. Ce chiffre représente environ 12% de la population de nationalité étrangère résidant au Luxembourg. Une des conditions à remplir par les ressortissants étrangers consiste à avoir résidé sur le territoire luxembourgeois, au moment de la demande d'inscription, pendant cinq années au moins.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques sur le nombre potentiel de ressortissants étrangers remplissant tous les critères, y compris celui de la durée de résidence, pour s'inscrire sur les listes électorales communales de 2017?

Réponse (09.10.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les conditions d'éligibilité aux élections communales sont définies par l'article 192 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

Pour être éligible, il faut:

1° jouir des droits civils et ne pas être déchu du droit d'éligibilité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou dans l'État d'origine; cette dernière condition ne peut toutefois pas être opposée à des citoyens non luxembourgeois qui, dans leur pays d'origine, ont perdu le droit d'éligibilité en raison de leur résidence en dehors de leur État d'origine;

2° être âgé de dix-huit ans accomplis au jour de l'élection;

3° avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est-à-dire y habiter d'ordinaire; cette condition doit être remplie depuis six mois au moins lors du dépôt de la candidature.

Pour les ressortissants étrangers, il faut en outre avoir résidé sur le territoire luxembourgeois, au moment du dépôt de la candidature, pendant cinq années.

Le ressortissant étranger doit produire à l'appui de sa candidature:

1° une déclaration précisant:

a) sa nationalité et son adresse au Grand-Duché de Luxembourg;

b) qu'il n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans son État d'origine ou, le cas échéant, que la perte du droit d'éligibilité est due aux conditions de résidence imposées par l'État d'origine.

En cas de doute sur le contenu de la déclaration visée sous b) ci-dessus, le président du bureau de vote principal de la commune avant le vote ou la juridiction saisie d'un recours après le vote peuvent demander une attestation des autorités administratives compétentes de l'État membre d'origine certifiant que le candidat n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans cet État ou que les autorités ne sont pas au courant d'une telle déchéance.

2° un document d'identité en cours de validité;

3° un certificat documentant la durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg.

Les personnes qui sont privées du droit d'éligibilité par condamnation ne sont pas éligibles.

Sont par ailleurs exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote:

1° les condamnés à des peines criminelles;

2° les personnes qui, en matière correctionnelle, sont privées du droit de vote par condamnation;

3° les majeurs en tutelle.

Comme le Registre national des personnes physiques ne gère pas toutes les données nécessaires pour relever le nombre potentiel de ressortissants étrangers remplissant toutes les conditions d'éligibilité prévues par la loi électorale, l'on peut estimer ce chiffre à quelque 150.000 personnes.

Question 3300 (18.09.2017) de **MM. Léon Gloden** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **vague de violence dans le pays:**

Une nouvelle vague de criminalité semble se propager sur le pays. En effet, la presse a fait récemment état de cas de violence gratuite dans le sud et la capitale du pays. Des bandes de jeunes gens, souvent encore mineurs, se livraient régulièrement à des actes de violence envers des passants souvent choisis au hasard. Selon les mêmes sources, il ne s'agirait pas de cas isolés.

Pas plus tard qu'hier, la presse a rapporté qu'un cambriolage a été commis dans un club sportif, alors que les joueurs s'entraînaient. Les malfaiteurs ont volé de nombreux objets personnels et de valeur pourtant enfermés dans leurs vestiaires. Là aussi, il ne s'agirait pas d'un cas isolé.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des événements évoqués ci-dessus?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'ampleur et la fréquence de cas semblables de violence gratuite et de cambriolages notamment dans des enceintes sportives?

3. Quelles mesures le Gouvernement serait-il disposé à envisager afin de protéger au mieux les citoyens face à ces fléaux?

Réponse (09.10.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Il y a lieu de préciser que les faits délictueux qui se sont déroulés dans le sud et dans la capitale du pays ne permettent pas de conclure à une nouvelle vague de criminalité.

ad 2. Tous les cas d'agressions auxquels la question parlementaire sous objet se rapporte ont été commis pour voler ou dérober un objet. Il ne peut dès lors pas être question de violence «gratuite», mais il y a partant lieu de parler de vols commis avec violence.

L'on me rapporte que les chiffres ne varient presque pas en comparant les plaintes enregistrées cette année avec les plaintes enregistrées pour la même période au courant de l'année passée. En effet, 290 faits ont été enregistrés par la police pour l'année 2016 et 280 pour les huit premiers mois de l'année 2017.

Concernant les cambriolages et vols commis dans des enceintes sportives ou similaires, la tendance est plutôt à la baisse.

ad 3. Dès que certains phénomènes criminogènes apparaissent, la police réagit par des actions de prévention, notamment à travers des contrôles ciblés sur le phénomène en question et des messages de prévention ad hoc qui sont diffusés par toutes les voies de communication disponibles dans le but de protéger et sensibiliser le citoyen.

N°02
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°02 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Rapport Rifkin: débat de consultation p. 42
Assistance parentale p. 22
Liberté d'expression p. 29

Sommaire des séances publiques nos 4 à 6 p. 65
Sommaire des questions parlementaires p. Q30

4e séance Mardi 14 novembre 2017
5e séance Mercredi 15 novembre 2017
6e séance Jeudi 16 novembre 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Visite du Président de la Chambre au Portugal



Des visions et défis pour l'avenir de l'Union européenne étaient au cœur de diverses entrevues lors de la visite du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, auprès de M. Eduardo Ferro Rodrigues, Président de l'Assemblée de la République portugaise, le 23 octobre 2017 à Lisbonne.

La délégation luxembourgeoise, composée du Président de la Chambre ainsi que des membres du Bureau MM. Marc Angel et Michel Wolter et de l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal, M. Jean-Jacques Welfring, a également rencontré le Président du groupe d'amitié Portugal-Luxembourg, M. Paulo Pisco, et le Ministre des Affaires étrangères, M. Augusto Santos Silva.

Le Ministre portugais a plaidé pour un renforcement de la coopération en termes de sécurité et de défense qui, selon lui, doit s'accompagner par un renforcement de l'Union monétaire. Cette analyse fut partagée par le Président de la Chambre qui y a ajouté quelques points essentiels: «L'Union européenne doit trouver un meilleur équilibre entre les aspects économiques et financiers, d'une part, et la dimension sociale, d'autre part. Plus généralement, l'Union doit se donner les moyens pour avancer ensemble», a-t-il expliqué.

D'autres sujets évoqués étaient les défis que présentent le Brexit et la montée des nationalismes en Europe.

Les Présidents de parlement luxembourgeois et portugais, M. Mars Di Bartolomeo et M. Eduardo Ferro Rodrigues

Le Président de la Chambre en visite officielle au Cabo Verde

«La relation entre nos pays est une success-story»

En visite officielle au Cabo Verde entre le 24 et le 27 octobre 2017, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a salué à plusieurs reprises les multiples facettes de la relation privilégiée entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde, que ce soit en termes de coopération au développement ou de la contribution des quelques milliers de résidents d'origine cabo-verdienne à la vie culturelle et politique au Luxembourg.

Le premier discours d'un étranger devant l'Assemblée nationale

«La relation entre le Luxembourg et le Cabo Verde est une véritable success-story», a expliqué M. Di Bartolomeo lors d'un discours qu'il a eu l'honneur de prononcer en tant que premier intervenant étranger devant l'Assemblée nationale du Cabo Verde. Un message-clé que le Président de la Chambre a également partagé au cours de différentes entrevues avec ses principaux interlocuteurs, son homologue, M. Jorge Maurício dos Santos, Président de l'Assemblée nationale, le Président de la République, M. Jorge Carlos Fonseca, et le Premier Ministre, M. Ulisses Correia e Silva.

Dans son discours devant les élus, le Président de la Chambre a souligné l'apport de la communauté cabo-verdienne pour la vie culturelle, politique et administrative au Luxembourg en citant entre autres l'exemple de la première bourgmestre luxembourgeoise d'origine cabo-verdienne, devenue par son élection début octobre une personnalité connue sur l'archipel.

La coopération au développement «sans arrière-pensée»

Les liens étroits tissés entre le Grand-Duché et le Cabo Verde depuis des décennies reposent sur la coopération au développement. «C'est une coopération non liée à une arrière-pensée. Si elle l'était, elle le serait par la seule amitié entre nos peuples», a assuré le Président de la Chambre à ses interlocuteurs politiques.

Une école d'hôtellerie, une école technique ou encore un hôpital régional: les membres de la délégation parlementaire luxembourgeoise, à savoir le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, le Vice-Président M. Henri Kox et les membres du Bureau, MM. Marc Angel et Michel Wolter ainsi que l'ambassadeur, M. Jean-Jacques Welfring, ont eu l'occasion de visiter plusieurs projets de la coopération au développement luxembourgeoise et de rencontrer la population et des acteurs de la vie politique locale.

«Notre partenariat doit continuer»

«La lutte contre la pauvreté et contre les inégalités est primordiale. Il est important pour les députés de savoir à quel point les moyens budgétaires que le Parlement accorde peuvent y contribuer», a expliqué le Président de la Chambre. «Notre partenariat doit continuer même s'il évolue.»

Les élus cabo-verdiens ont remercié le Grand-Duché pour son engagement qui est à leurs yeux «une coopération très concrète dont la population perçoit l'impact».

La coopération, un lien étroit entre le Luxembourg et le Cabo Verde

Le Luxembourg est un des premiers partenaires de coopération du Cabo Verde. Actif dans le pays depuis 27 ans, le Grand-Duché a jusqu'ici accompagné plus de 80 projets dans des domaines aussi divers que la création des infrastructures, la santé et l'éducation. L'aide luxembourgeoise vise à favoriser notamment l'emploi et la formation des jeunes et des femmes et à développer les énergies renouvelables.

Un suivi régulier de la coopération luxembourgeoise à la Chambre

Tous les ans, la coopération au développement luxembourgeoise fait l'objet d'un débat à la Chambre. L'engagement du Luxembourg à hauteur d'environ 1% de son produit intérieur brut fait l'unanimité parmi les différents courants politiques. L'évolution des différents programmes de coopération dans les pays cibles est suivie de près par la commission parlementaire compétente.



Le Président de la République, M. Jorge Carlos Fonseca, accueille la délégation luxembourgeoise.



M. Mars Di Bartolomeo lors de son discours devant l'Assemblée nationale



La délégation visite un projet de coopération.

«Faire avancer l'Union européenne ensemble»



Le Président de l'Assemblée nationale française, M. François de Rugy, a reçu le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, accompagné de M. Henri Kox, Vice-Président, et de M. Alex Bodry, membre du Bureau.

«Nous avons beaucoup en commun et nous pouvons réunir nos efforts pour faire avancer l'Europe tout en renforçant la dimension sociale», c'est ainsi que s'est exprimé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en visite officielle à Paris le 13 novembre 2017 chez son homologue de l'Assemblée nationale, M. François de Rugy.

Il s'agirait de continuer dans la lignée de la déclaration de Rome, lancée en septembre 2015 par les Présidents de parlement allemand, français, italien et luxembourgeois et signée entre-temps par 16 Présidents de parlement européens. Le Président de l'Assemblée nationale a repris le plaidoyer du Président de la République Emmanuel Macron pour une meilleure intégration économique, financière et budgétaire de l'Union européenne qui, selon les pays, pourrait se faire à plusieurs rythmes.

La situation des 88.600 résidents français au Grand-Duché

En ce qui concerne les relations bilatérales, la situation des 88.600 résidents français travaillant au Grand-Duché était au cœur de l'entrevue. Le Président de la Chambre des Députés a relevé l'apport de cette main-d'œuvre bien formée à l'économie luxembourgeoise et a plaidé pour des projets transfrontaliers dans le domaine des transports.

La question de la centrale nucléaire de Cattenom

M. Mars Di Bartolomeo, qui était accompagné d'une délégation composée de M. Henri Kox, Vice-Président, M. Alex Bodry, membre du Bureau, et Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe de la Chambre des Députés, a encore rendu attentif à la situation particulière du Luxembourg par rapport à Cattenom. Il a exprimé le souhait que la France, lorsqu'elle établit des critères pour le programme de démantèlement des centrales nucléaires, tienne compte du fait qu'un incident majeur à Cattenom mettrait en péril l'existence de tout un pays.

Visite d'une délégation parlementaire ouzbek

Un renforcement des relations bilatérales entre l'Ouzbékistan et le Luxembourg ainsi que la situation des droits de l'homme dans la République d'Asie centrale étaient au cœur d'une entrevue d'une délégation parlementaire ouzbek et des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration le 27 novembre 2017 à la Chambre des Députés.

Les élus ouzbek ont été reçus par M. Laurent Mosar, Vice-Président de cette commission.

L'objectif de la visite pour la délégation de la République d'Ouzbékistan était de nouer des relations avec le Grand-Duché, mais également avec l'Union européenne pour développer davantage les échanges politique, économique et commercial dans des domaines aussi divers que l'industrie, les finances, l'enseignement supérieur ou encore le tourisme.

Les élus ouzbek se sont également intéressés aux bonnes pratiques concernant l'organisation du secteur médical et de la sécurité sociale au Luxembourg.

Au cours de l'échange, les députés luxembourgeois ont souligné l'importance géopolitique de la République en Asie centrale pour des questions de sécurité et ont attiré l'attention sur le respect des droits de l'homme.



Des parlementaires d'Ouzbékistan reçus par leurs homologues luxembourgeois.

Visite d'une délégation parlementaire slovaque

Renforcer la coopération entre les petits États membres de l'UE



Les délégations luxembourgeoise et slovaque

Les opportunités à saisir grâce à l'immigration étaient au centre d'un échange de vues entre une délégation parlementaire slovaque et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration le 22 novembre 2017.

«Ces dernières années, la Slovaquie a pu constater un fort succès économique avec un taux de chômage historiquement bas de 6,1%», a souligné le député slovaque Martin Klus. «Suite à cet essor économique, la Slovaquie est devenue un pays d'immigration et non plus d'émigration et connaît donc une histoire comparable à celle du Grand-Duché de Luxembourg», a-t-il expliqué à ses homologues luxembourgeois.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a relevé que l'immigration ne doit pas représenter un danger, mais qu'elle constitue «un enrichissement et une opportunité pour un pays». À son avis, le succès économique du Grand-Duché est également dû aux milliers de migrants arrivés les derniers 150 ans au Luxembourg.

Au cours de l'entrevue, la question s'est posée comment des petits pays européens comme le Luxembourg et la Slovaquie peuvent faire valoir leurs intérêts face aux grands. La délégation slovaque s'est prononcée pour un renforcement des rencontres, que ce soit au niveau de l'exécutif ou au niveau parlementaire, entre les petits pays européens à l'image du «mini-sommet» entre les pays du Benelux et les pays membres du Groupe de Visegrád en juin 2017.

La délégation slovaque a également exprimé sa déception face à la décision des Ministres des Affaires étrangères des 27 États membres de relocaliser, après le Brexit, l'Agence européenne du médicament à Amsterdam, alors que Bratislava espérait être choisie.

Le futur de l'Union européenne, le fusionnement des communes ainsi que les relations avec la Russie étaient d'autres sujets évoqués lors de l'échange de vues entre les deux délégations.

«Un moment historique pour l'UE»

Au lendemain de la signature d'une notification conjointe sur la coopération structurée permanente (PESCO) entre 23 États membres de l'Union européenne, le Ministre de la Défense letton, M. Raimonds Bergmanis, a rencontré le 14 novembre 2017 le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

Cette coopération plus étroite et plus systématique des États membres en matière de défense représente «un moment historique pour l'UE», a constaté M. Mars Di Bartolomeo. Il s'agit d'un des domaines pour lesquels «plus, et non pas moins d'Europe est la solution», a-t-il ajouté lors de l'échange de vues.

Pas une duplication de l'OTAN

Le Ministre de la Défense letton Bergmanis a affirmé que cette coopération ne sera pas une copie de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

À ses yeux, une Union européenne (UE) plus forte va de pair avec une OTAN plus efficace et plus solide.

Les 23 signataires de cette coopération avancée en matière de défense devront également discuter d'un fonds européen de défense.

Un effort budgétaire

Les États membres de l'UE seront tenus de faire un effort supplémentaire en matière de budget alloué à la défense mais à moyen et à long terme, grâce à cette coopération entre les États membres, les coûts devraient diminuer, a estimé le Président de la Chambre des Députés.



M. Raimonds Bergmanis (à gauche) et M. Mars Di Bartolomeo

Remise du rapport 2017 de l'ORK



Les représentants de l'ORK ont remis le rapport 2017 au Président de la Chambre

La protection des enfants au-delà des frontières dans une société de plus en plus internationale que ce soit pour les enfants de parents frontaliers, pour les résidents étrangers et réfugiés ou encore pour les familles concernées par le Brexit: telle est la thématique centrale du rapport annuel 2017 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK).

À l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, les représentants de l'ORK ont remis ce rapport le 20 novembre 2017 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Lors de la rencontre, ils ont également insisté sur les difficultés des familles nombreuses à trouver des logements adéquats au Luxembourg.

Une série de recommandations

L'ORK formule une série de recommandations destinées aux députés et au Gouvernement concernant entre autres l'imposition des familles monoparentales, l'adoption ou encore les enfants victimes de traite et la problématique des mineurs non accompagnés.

Entre le 1er novembre 2016 et le 31 octobre 2017, 128 nouveaux dossiers ont été traités, contre 115 pour l'année 2016, qui concernaient 211 enfants. 31 dossiers portaient sur une séparation/divorce ou le droit de garde/droit de visite.

Accélérer le rattachement à la Chambre

Lors de la remise du rapport, la situation de l'ORK a également été mentionnée: les membres de l'ORK plaident pour faire accélérer la procédure de rattachement à la Chambre des Députés, à l'instar du Centre de l'égalité de traitement. M. Mars Di Bartolomeo partage la position de l'ORK afin de «rendre le partenariat entre l'ORK et la Chambre encore plus étroit».

Examen par la Commission de la Famille

Chaque année, et ce depuis sa création en 2002, l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand remet un rapport sur la situation des droits de l'enfant au Luxembourg au Président de la Chambre des Députés. Le rapport de l'ORK sera traité en détail par les membres de la Commission de la Famille.

Deux députés à la Conférence sur le climat à Bonn

Ils se disent «optimistes, mais prudents» pour réussir le but commun d'une limitation du réchauffement climatique à deux degrés par rapport à l'époque préindustrielle: les députés Henri Kox et Marco Schank ont assisté pendant quelques jours à la 23e édition de la Conférence des parties (COP) des Nations Unies qui a eu lieu du 6 au 17 novembre 2017 à Bonn.

Des rencontres entre parlementaires et acteurs de la société civile ont aussi bien figuré à leur ordre du jour que des entrevues avec des chercheurs et des décideurs politiques. Suite à cette conférence sur le climat qui avait essentiellement pour but de déterminer comment mettre en musique l'accord historique de Paris ratifié par 169 pays en 2015, les deux députés voient des signes positifs pour avancer ensemble.

Des messages positifs

Ils ont observé que, malgré le désistement des États-Unis, bon nombre d'acteurs américains, représentants des États ou des communes, ont manifesté un message de «We're still in» et continuent à s'engager contre le réchauffement de la planète.

Dans les couloirs de la COP, M. Marco Schank a remarqué le rôle important qu'ont joué les îles Fidji qui ont présidé cette édition de la COP en tant qu'«instance morale»: «Elles étaient très convaincantes en tant que négociateur car elles sont les premières à être touchées par le changement climatique qui met réellement en danger leurs îles.»

L'énergie nucléaire, «un grand bémol» pour l'accord sur le charbon

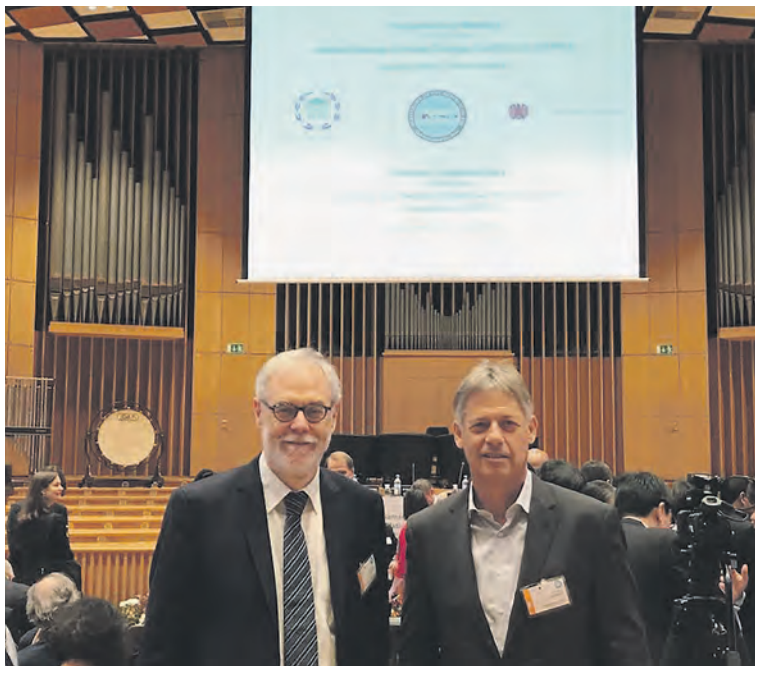
Les deux députés saluent les quelques avancées de la COP comme l'accord signé entre une vingtaine de pays pour renoncer au charbon. Ils regrettent que l'accord n'implique pas les pays qui ont le plus recours au charbon. Et le «plus grand bémol» pour M. Henri Kox est le fait que l'engagement de la France contre le charbon ne rime pas avec un engagement contre l'énergie nucléaire. «Nous ne pouvons pas mener une politique environnementale au détriment de la sécurité des citoyens», estime-t-il.

Quid du Luxembourg?

Le Luxembourg s'est engagé à réduire d'ici 2030 ses émissions de gaz à effet de serre de 40% par rapport à 1990, un objectif «extrêmement ambitieux» pour les deux parlementaires. Pour y arriver, leur constat est le même: il faudra miser sur les acteurs du terrain en s'inspirant du modèle du Pacte climat, signé par l'ensemble des communes et l'État. «Il faudra davantage impliquer les citoyens, les ONG, les organisations syndicales et patronales et faciliter des partenariats entre les différents acteurs», estime M. Marco Schank.

Au-delà des fonds publics investis dans la lutte contre le réchauffement climatique, il sera important «de mobiliser des fonds privés pour les objectifs climatiques et de créer des perspectives plus durables qui rapportent de l'argent», ajoute M. Henri Kox. Le Président de la Commission de l'Environnement de la Chambre, qui a accompagné la délégation officielle du Grand-Duché dont S.A.R. le Grand-Duc a également fait partie, salue les initiatives luxembourgeoises comme le «Luxembourg Green Exchange», la première plateforme au monde dédiée entièrement aux instruments financiers verts, sociaux et durables.

«Les experts nous le confirment, nous devons allier économie et écologie», explique M. Henri Kox. À son avis, ce constat n'est pas seulement vrai pour la place financière, mais également pour les entreprises luxembourgeoises qui pourraient davantage participer à des projets climatiques comme ceux présentés à Bonn.



M. Marco Schank et M. Henri Kox à la COP 23 à Bonn.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Un échange entre jeunes et députés

89 jeunes âgés entre 13 et 22 ans ont été accueillis, le 24 novembre 2017, à la Chambre des Députés pour une nouvelle édition de la Convention des Jeunes.

Tout au long de la journée, les jeunes ont eu la possibilité de discuter et de travailler dans plusieurs ateliers thématiques autour de questions essentielles et actuelles, à savoir:

- l'environnement (la nutrition, le changement climatique, la protection des animaux);

- la radicalisation violente (la religion et la radicalisation, le processus de radicalisation);

- l'engagement politique des jeunes (l'éducation à la citoyenneté à l'école);

- l'avenir de la jeunesse (le futur de l'Union européenne, l'impact de la digitalisation);

- l'égalité des chances (quotas pour les femmes, violence domestique).

Ensuite ils ont eu l'occasion de présenter leurs résultats et de discuter avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, différents membres du Gouvernement et plusieurs députés nationaux et européens.



Les jeunes ont présenté leurs réflexions thématiques.

Possibilités de renforcement de l'Union économique et monétaire



M. Alex Bodry

Lors de leur rencontre semestrielle qui s'est tenue à Tallinn les 30 et 31 octobre 2017, les parlementaires nationaux et les députés européens experts en matière budgétaire et financière ont discuté d'une série de sujets liés à l'approfondissement de l'Union économique et monétaire (UEM) mentionnés par le Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, dans son discours sur l'état de l'Union européenne au mois de septembre.

Les députés ont passé en revue les points fondamentaux esquissés par le Président, notamment le passage du vote à l'unanimité vers une majorité qualifiée dans certains domaines de la fiscalité, l'évolution de l'UEM vers un Fonds monétaire européen (FME) et la nécessité de créer le poste d'un ministre européen pour les affaires économiques et financières.

M. Valdis Dombrovskis, Vice-Président de la Commission européenne pour l'euro et le dialogue social, estime que malgré l'amélioration de la situation économique dans la zone euro, il faut continuer à stimuler l'économie. Il se réfère aux propositions avancées dans le document de réflexion sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire et annonce que les propositions concrètes concernant le FME et le ministre des affaires économiques et financières seront présentées le 6 décembre 2017.

Selon Mme Mari Kiviniemi, Secrétaire générale adjointe de l'OCDE, la reprise de la croissance au sein de l'Union européenne reste faible et la baisse des investissements présente un réel problème. Dans ce contexte, elle rappelle les recommandations de l'OCDE visant à accroître les investissements publics en vue de la mise en œuvre rapide de projets stratégiques comme le marché intérieur de l'énergie, des télécommunications et du numérique. De plus, il faut mettre davantage de ressources à disposition des petites et moyennes entreprises européennes.

M. Roberto Gualtieri, Président de la Commission économique et monétaire du Parlement européen, indique que la croissance peu élevée, le niveau de salaires trop bas et les investissements trop faibles restent une source d'inquiétude tout autant que le creusement des inégalités économiques et sociales.

Les députés ont également discuté des défis budgétaires de l'Union européenne. Le Commissaire européen à la programmation financière et au budget, M. Günther Oettinger, a rappelé que le budget de l'Union européenne (UE) aide à la réalisation d'objectifs importants qui touchent les citoyens européens. Cependant, le budget de l'UE demeure une partie marginale de l'ensemble des dépenses publiques dans l'UE, représentant moins de 1% du revenu national brut des États membres et environ 2% des dépenses publiques dans l'Union. «Comment financer davantage de politiques communes avec moins d'argent?», demande-t-il. Pour M. Oettinger, les moyens mis à disposition pour réaliser les objectifs communs sont «ridicules».

Comment financer de nouvelles politiques extrêmement importantes telle la politique européenne de défense ou la protection des frontières si en même temps les ressources diminuent? L'UE ne peut assumer de nouvelles tâches sans ressources budgétaires supplémentaires. En outre, le retrait du Royaume-Uni aura des conséquences non négligeables sur les revenus de l'UE.

Le Commissaire Oettinger critique également le système actuel qui se base trop sur les contributions nationales des États membres et qui est trop compliqué, non transparent et bourré de mécanismes de correction compliqués. Il plaide en faveur de l'abolition des rabais et d'une révision des règles des ressources propres. Il faut entamer dès maintenant les négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel (2020-2027) au vu de l'approche des élections européennes.

La présidence estonienne a présenté ses expériences en matière d'augmentation de l'efficacité de la collecte des taxes par le biais de services électroniques. L'Estonie utilise notamment des formulaires d'impôt préremplis par l'administration. Le citoyen reçoit ce formulaire prérempli et doit vérifier et valider les informations. Cette démarche en quelques clics permet de réduire fortement la charge administrative et de diminuer à cinq jours le délai pour le remboursement des impôts dus.

La Chambre des Députés était représentée par M. Alex Bodry.

Le Parlement Benelux se réunit en séance plénière à Maastricht

Le Parlement Benelux a tenu sa séance plénière d'automne à Maastricht, lieu emblématique de la coopération transfrontalière. Les députés Roger Negri, Marcel Oberweis, Frank Arndt, Diane Adehm, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Josée Lorsché, Gilles Roth et Claudia Dall'Agnol ont participé à cette séance qui a eu lieu les 24 et 25 novembre 2017.

Présidée par le sénateur néerlandais André Postema, la séance plénière a été consacrée à la mobilité durable, aux droits sociaux des travailleurs ainsi qu'à la problématique des liaisons ferroviaires transfrontalières dans le Benelux et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, avec une attention particulière pour le programme Eurekarail et le transport de marchandises.

Pour sa part, Mme Josée Lorsché est revenue sur les activités en 2017 du Parlement Benelux en matière d'économie circulaire, en insistant sur le fait que le Benelux peut devenir une plateforme de convergence en matière d'économie circulaire et en faisant rapport sur la participation du Parlement Benelux au Hotspot 2017 de l'Économie circulaire qui s'est tenu au Luxembourg en juin dernier et qui avait réuni près de 250 experts en matière d'économie circulaire venus du monde entier.

La coopération policière dans le Benelux en matière de problématique transfrontalière liée à la drogue a également figuré à l'ordre du jour, tout comme la problématique du Fipronil, sujet traité par la Commission des affaires économiques, agricoles et énergétiques présidée par M. Gusty Graas. Ce dernier a également proposé les priorités de cette commission en 2018, à savoir notamment l'économie circulaire et la digitalisation, notamment au niveau de l'agriculture.

En 2018, le Parlement Benelux s'intéressera en outre de plus près au Brexit, problématique pour laquelle Mme Diane Adehm a été nommée corapportrice. À la fin de la séance, M. Marcel Oberweis a fait rapport sur sa participation à la session annuelle du Conseil nordique à Helsinki, en sa qualité de Vice-Président du Parlement Benelux.



Les participants luxembourgeois en présence du Secrétaire général de l'Union Benelux et du Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, MM. Thomas Antoine et Alain de Muyser, ainsi que de la Vice-Présidente du Parlement Benelux, Mme Maya Detiège.

Commissions réunies du Parlement Benelux

Visite du nouveau terminal intermodal à Bettembourg

Dans le cadre des travaux relatifs à la coopération en matière de logistique multimodale, les Commissions réunies des finances et de la mobilité et de la coopération transfrontalière du Parlement Benelux ont effectué une visite du nouveau terminal intermodal du groupe CFL Multimodal à Bettembourg, le 27 octobre 2017, à laquelle ont participé, du côté luxembourgeois, Mme Diane Adehm, M. Gast Gibéryen, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis et M. Gilles Roth.

Suite à une présentation par Mme Barbara Chevalier, directrice stratégie et business development, sur les activités du groupe, est intervenu M. Daniel Feyder, directeur Terminaux intermodaux de Bettembourg (TIB), pour une visite du site.

Grâce à l'emplacement idéal au cœur de l'Europe, la plateforme multimodale est prédestinée en tant que hub logistique européen, capable de proposer des trafics à longue distance vers les principaux ports et centres économiques de la mer du Nord, la mer Baltique et l'Europe méridionale.

Le terminal intermodal se compose d'un terminal combiné et d'une plateforme autoroute ferroviaire. D'une part, grâce à deux grues portiques et quatre voies ferrées de 700 m chacune, le terminal combiné permet le transfert de 300.000 conteneurs par an de la route vers le rail. D'autre part, l'autoroute ferroviaire permet l'acheminement, au travers de trois connexions journalières, de 300.000 semi-remorques par an en non-accompagné sur 1.100 km entre le Luxembourg et Le Boulou, à la frontière franco-espagnole.

Pour se démarquer de ses principaux concurrents européens, CFL Multimodal mise sur des infrastructures performantes et le caractère innovant des solutions développées, présentant une forte valeur ajoutée pour les entreprises du secteur logistique. Une approche qui s'inscrit entièrement dans la volonté du Grand-Duché d'établir le pays comme un carrefour logistique de premier plan.



Les participants à la visite du nouveau terminal intermodal à Bettembourg

Un état des lieux du logement dans la Grande Région



Les participants à la conférence sur le logement dans la Grande Région

La présidence luxembourgeoise du Conseil parlementaire interrégional a organisé le 20 octobre 2017 une conférence sur le logement dans la Grande Région. Plus d'une quarantaine de participants ont débattu des enjeux en la matière, suite à une introduction du Ministre du Logement, M. Marc Hansen, et des présentations de M. Julien Licheron, coordinateur de l'Observatoire de l'habitat, Mme Magdalena Gorczynska du Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), de M. Sébastien Pradella, Directeur du Centre d'études en habitat durable de Wallonie, et M. Marc Xhonneux du Cabinet du Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales Antonios Antoniadis du Gouvernement de la Communauté germanophone de Belgique.

Par ailleurs, la Chambre des Députés avait invité le maire de Thionville, M. Pierre Cuny, ainsi que le maire de la commune de Perl, M. Ralf Uhlenbruch. Du côté luxembourgeois, la Chambre des Députés a été représentée par son Président Mars Di Bartolomeo, son Vice-Président Henri Kox et par les Députés Roger Negri, Max Hahn, Josée Lorsché et Claude Lamberty.

Lors de cette conférence, organisée à la Luxexpo dans le cadre de la semaine du logement, le Président de la Chambre des Députés a insisté sur l'importance de dégager des solutions rapides pour rendre l'habitat plus abordable, tout en insistant sur les défis transfrontaliers en la matière, notamment le risque d'une fracture sociale entre frontaliers et non-frontaliers. La remédiation à la pénurie de logements sociaux ainsi que l'assainissement énergétique du parc social existant dans la Grande Région représentent un défi pour toutes les parties de la Grande Région.

Aujourd'hui, une proportion de plus en plus importante des ménages à revenus moyens et modestes connaît de plus en plus de difficultés pour accéder à la propriété, modèle résidentiel pourtant dominant jusqu'ici dans la Grande Région. Dans le cadre de leurs débats, les participants ont également constaté que compte tenu de l'évolution du nombre de travailleurs frontaliers sur tous les versants de la Grande Région et de la mobilité accrue des résidents en général, les problématiques d'infrastructure et de transport joueront davantage un rôle central et nécessiteront des solutions innovantes et efficaces.

Les participants ont notamment plaidé pour le renforcement de la coopération transfrontalière des acteurs spécialisés dans l'analyse de la situation du logement dans les différentes parties de la Grande Région, en vue d'aboutir à terme à la constitution en réseau d'un observatoire du logement de la Grande Région.

De même, le souhait a été exprimé d'aboutir à une politique du logement intégrée au mieux dans un système d'économie circulaire et adaptée aux besoins sociaux et aux modes de vie contemporains, en mettant l'accent sur le développement d'une mixité fonctionnelle entre les lieux de résidence, de vie, de commerce, de travail et de récréation.

63e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Engagement pour une meilleure capacité de réaction de l'Alliance

Le Parlement roumain a accueilli du 6 au 9 octobre 2017 la 63e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN). Cette session a rassemblé à Bucarest quelque 300 parlementaires des 29 pays membres européens et nord-américains de l'OTAN, ainsi que des délégués des pays partenaires et observateurs, afin de débattre des questions actuelles de sécurité internationale et des rapports préparés par les commissions de l'Assemblée. La Chambre des Députés a été représentée à cette réunion par M. Alexander Krieps.

M. Paolo Alli, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, M. Călin Popescu-Tăriceanu, Président du Sénat roumain, M. Nicolae-Liviu Dragnea, Président de la Chambre des Députés roumaine, M. Klaus Iohannis, Président de Roumanie, et M. Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN et Président du Conseil de l'Atlantique Nord se sont adressés à l'assemblée plénière le 9 octobre 2017.

Pendant la session, les débats ont amené l'AP-OTAN à se prononcer en faveur d'une réponse résolue aux défis de sécurité qui pèsent sur les frontières orientales et méridionales de l'Alliance. Les membres se sont également penchés sur le rôle primordial du genre dans le processus de radicalisation opéré par Daech. Une grande attention a en outre été portée à la politique de communication face à la Russie. Dans le cadre de débats sur les tensions dans la mer Noire, les parlementaires ont par ailleurs exhorté l'OTAN à faire preuve de fermeté et ont insisté sur l'importance pour l'OTAN de maintenir sa supériorité technologique dans le domaine militaire. Dans le cadre de discussions sur les engagements en matière de dépenses de défense, M. Alexander Krieps a expliqué, en session plénière, les choix et les efforts entrepris par le Luxembourg.



M. Alexander Krieps (à gauche) et M. Laurent Scheeck de l'Administration parlementaire

Conférence parlementaire méditerranéenne sur les migrations

Meilleure coopération régionale pour des migrations sensées et humaines

Quelque 164 participants, dont des parlementaires issus de 26 parlements nationaux de la région méditerranéenne et au-delà, ont participé à la première Conférence parlementaire méditerranéenne sur les migrations qui s'est tenue les 16 et 17 novembre 2017 à Malte. Des représentants et experts d'instances parlementaires régionales d'Afrique et d'Europe, de gouvernements, d'agences spécialisées des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales de la société civile étaient également présents.

Cette conférence était organisée de manière plurilatérale par l'Union interparlementaire (UIP), l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM) et le Parlement de Malte. Pour le Luxembourg, Mme Claudia Dall'Agnol, présidente de la délégation luxembourgeoise de l'AP-UpM, a participé aux débats.

Le but de la conférence était de promouvoir une meilleure coopération régionale pour des migrations sensées et humaines en Méditerranée. Les participants ont débattu de la complexité des phénomènes de migration et d'exode de réfugiés pour les pays d'origine, de transit et de destination en Méditerranée.

Lors des discussions les parlementaires ont mis l'accent sur les facteurs déclencheurs, notamment la guerre et les conditions de vie déplorables dans les pays d'origine. Les représentants ont indiqué qu'ils restent déterminés à assurer la protection, la sécurité et le bien-être des réfugiés. Les participants ont discuté aussi sur le rôle central joué par les parlements en matière de gouvernance des migrations.

Dès la séance d'ouverture, les intervenants ont insisté sur l'importance de l'initiative parlementaire en vue d'assurer une ratification et une mise en œuvre nationales des diverses conventions internationales portant sur la gouvernance des migrations, la protection des migrants et de leurs familles ainsi que l'aide aux réfugiés et la protection de ces derniers. Au cours des séances, les parlementaires ont débattu de la ratification des protocoles contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants, additionnels à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ainsi que des dispositifs régionaux correspondants.

Les observations, conclusions et recommandations découlant de la conférence sont clairement synonymes d'appel à l'action pour les parlementaires.

Ces recommandations, prises dans leur ensemble, tracent la voie et servent de cadre à un plan d'action pour l'engagement parlementaire envers des migrations sûres, ordonnées et régulières, plan fondé sur la législation internationale en matière de droits de l'homme et centré sur la création de sociétés inclusives et soudées.

Le rapporteur Patrick Taran aidera les secrétariats de l'UIP et de l'APM à élaborer un plan d'action détaillé sur les perspectives d'avenir, qui guidera la coopération et l'action parlementaires, afin de compléter la déclaration de l'UIP sur l'engagement impératif des parlements en faveur de migrations plus justes, plus sensées et plus humaines, adoptée lors de la 133e Assemblée de l'UIP qui s'est tenue du 17 au 21 octobre 2015 à Genève.

Réunions interparlementaires à Bruxelles

Nouveau consensus européen pour le développement

Le 21 novembre 2017, la Commission du développement du Parlement européen s'est réunie avec les parlements nationaux pour un échange de vues sur «l'application du nouveau consensus européen pour le développement et les objectifs de développement durable». Cette réunion avait pour but de clarifier les principales caractéristiques et les objectifs du nouveau consensus. La réunion a également servi à échanger des idées et des bonnes pratiques du Parlement européen et des parlements nationaux qui contribuent, entre autres par le biais de leur action extérieure, à la mise en œuvre de ces objectifs.

Également présents lors de cette réunion, des membres du Parlement panafricain et le Parlement nigérian ont présenté leur point de vue sur ces questions. La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel.

L'Union européenne (UE) et ses États membres ont signé le 7 juin un plan stratégique esquissant les grandes lignes de la future politique européenne de développement. Ce «nouveau consensus européen pour le développement» représente une nouvelle vision collective et un nouveau plan d'action pour éradiquer la pauvreté et parvenir à un développement durable. Le consensus aligne l'action européenne dans le domaine du développement sur le programme de développement durable à l'horizon 2030, qui constitue également une dimension transversale de la stratégie globale de l'UE.

Mme Barbara Pesce-Monteiro, directrice du bureau de représentation des Nations Unies auprès de l'UE, a rappelé le rôle essentiel des parlements dans le suivi et la mise en œuvre concrète des engagements pris par leurs gouvernements.

Lors de son intervention, M. Marc Angel a fait part de sa déception, en déclarant que le nouveau consensus représentait une régression par rapport aux objectifs du consensus de 2005. Le nouveau consensus viserait certes à mieux s'aligner sur les 17 objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et à assurer une meilleure convergence des politiques nationales, mais il s'écarterait de l'objectif principal de l'éradication de la pauvreté. Le député a également déploré l'accent mis sur le rôle que devrait jouer le développement en termes d'instrument de lutte contre les migrations et l'introduction de conditionnalités sur le dossier des retours et de réadmission de migrants. Il a également regretté l'absence d'échéancier et de mécanisme de suivi pour parvenir à l'objectif des 0,7% d'aide publique au développement.

La suite des discussions a été consacrée à une réunion interparlementaire sur le processus d'intégration européenne des Balkans occidentaux, organisée par la Commission des affaires étrangères du Parlement européen, en présence de la Commission européenne et des représentants des parlements des Balkans occidentaux qui se sont exprimés sur l'état d'avancement du processus d'intégration dans lequel la dimension parlementaire joue un rôle essentiel.

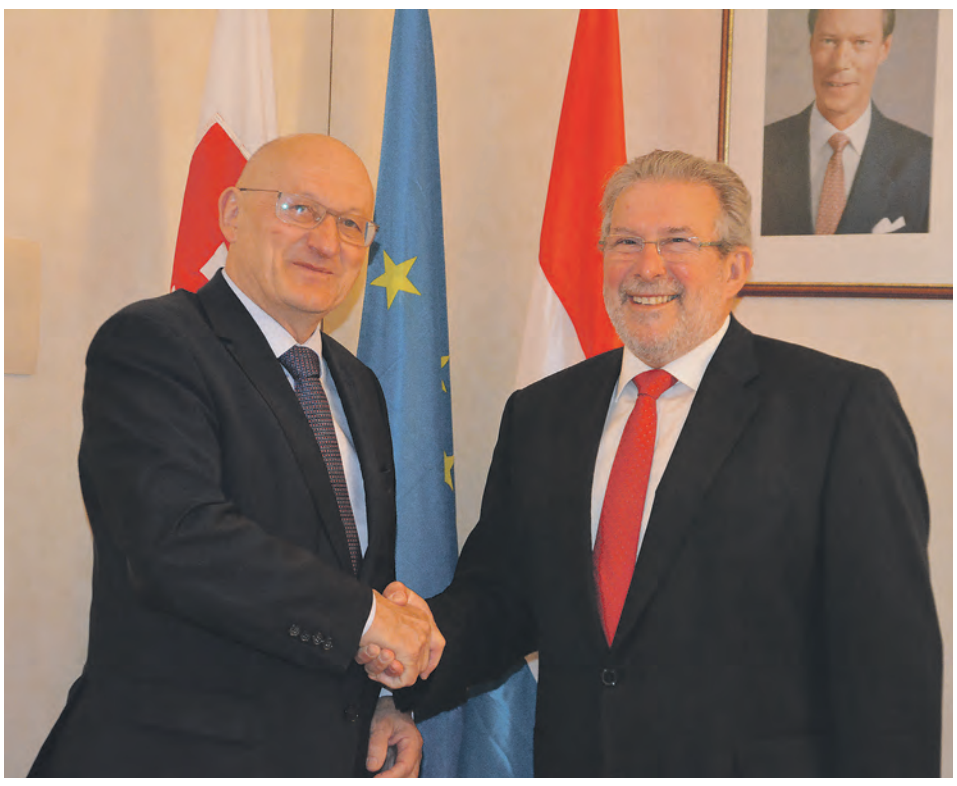


M. Marc Angel

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



…S.E. M. Han-Maurits Schaapveld, Ambassadeur des Pays-Bas



…S.E. M. Stanislav Vallo, Ambassadeur de Slovaquie

SÉANCE 4

MARDI,
14 NOVEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Changements de composition de commissions parlementaires
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Changement de composition du comité de discipline
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Gilles Roth*

6. Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth
- *M. Gilles Roth*

7. Ordre du jour (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

8. Renouvellement du mandat du Président, du Vice-Président et d'un conseiller à la Cour des comptes
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Vote sur le renouvellement des mandats à la Cour des comptes*

9. 6844 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L. 521-14 et du Titre VIII du Livre V du Code du travail

2. modification de l'article 3 de la loi du 23 juillet 2015 portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Frank Arndt*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7185 - Projet de loi portant approbation du «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems», signé à Luxembourg, le 20 juin 2017
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Motion 1 (renvoi en commission)

11. 7192 - Projet de loi portant approbation du Protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6409 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de M. Fernand Kartheiser et de Mme Françoise Hetto-Gaasch)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se der Chamber eng Matdeelung ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Communications

Ech géif der Chamber folgend Kommunikatioune maachen:

1) Wéi gewinnt läit d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen.

3) An d'Lëscht vun de Petitiounen, déi zënter der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och un d'Fraktiounen an un d'Sensibilititéite gaangen.

Communications du Président - séance publique du 14 novembre 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7194** - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:*

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 10.10.2017

***7195** - Projet de loi portant:*

1. transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et

2. modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 10.10.2017

***7196** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.10.2017

***7197** - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.10.2017

***7198** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 20.10.2017

***7199** - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance, et portant modification:*

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif; et

2. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 25.10.2017

***7200** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:*

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

4) la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

5) la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

6) la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

7) la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

8) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits et tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

9) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

10) la loi modifiée sur le droit de succession du 27 décembre 1817;

11) la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

12) le Code du travail;

13) la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes;

14) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

15) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

16) le Code de la sécurité sociale;

17) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements dénommés:

1) Centres, foyers et services pour personnes âgées

2) Centres de gériatrie;

18) la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

19) la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

20) la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

21) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des finances

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.10.2017

***7201** - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.10.2017

***7202** - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant*

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 31.10.2017

***7203** - Projet de loi relative à la conversion de l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires (règlement (UE) n°655/2014) en mesure nationale d'exécution et portant modification du Nouveau Code de procédure civile*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.11.2017

***7204** - Projet de loi portant 1) introduction en droit luxembourgeois de l'infraction de la mise en danger délibérée d'autrui; 2) modification du Code pénal; 3) modification du Code de procédure pénale*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.11.2017

***7205** - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention*

de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.11.2017

***7206** - Projet de loi portant modification*

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

4. du Code de la sécurité sociale;

5. de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 07.11.2017

***7207** - Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 08.11.2017

***7208** - Projet de loi*

1. relative à l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et

2. portant transposition de la directive 2016/2258 du Conseil du 6 décembre 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.11.2017

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

***868** - Demande de pétition publique: Leitplanken installieren*

Dépôt: M. Gregory Fonseca, le 04.10.2017

***869** - Demande de pétition publique: Abaisser le niveau sonore - ambulances, pompiers, police, voitures modifiées, motos chopper*

Dépôt: Mme Sandra Domingues Pires, le 04.10.2017

***870** - Demande de pétition ordinaire: Non-déclaration des aides de ménage et des prestations de travail au noir*

Dépôt: Mme Giulia Gaspari, le 09.10.2017

***871** - Demande de pétition publique: Rétroactivité du congé de paternité de 10 jours à l'année 2017*

Dépôt: Mme Sarah Zitte, le 10.10.2017

***872** - Demande de pétition publique: Hinterfragen der öffentlichen Ausgaben; wie Staats- und Gemeindebudget des laufenden Jahres*

Dépôt: M. Guy Joseph Wagner, le 11.10.2017

***873** - Demande de pétition publique: Instauration d'une taxe de circulation pour toute automobile roulant sur les routes du Grand-Duché de Luxembourg ou abolition de la vignette au Luxembourg*

Dépôt: M. Cyril Perrichon, le 11.10.2017

***874** - Demande de pétition publique: Libre choix personnel de vote concernant les élections communales et nationales / européennes*

Dépôt: M. Daniel Lauckes, le 12.10.2017

***875** - Demande de pétition publique: Reliounsunterrecht zréck an d'Schoul / Retour du catéchisme à l'école*

Dépôt: Mme Nelly Wietor, le 12.10.2017

***876** - Demande de pétition publique: Carte Sim prioritaire pour les services d'urgence*

Dépôt: M. Vladyslav Korotych, le 18.10.2017

***877** - Demande de pétition publique: Égalité de droits pour les élèves des Écoles européennes du Luxembourg*

Dépôt: M. Jesus Manuel Calleja Quintana, le 22.10.2017

***878** - Demande de pétition publique: Demande de prise en compte en temps de travail des cotisations volontaires payées à la caisse de pension, pour la comptabilisation de l'âge d'entrée en retraite/pension*

Dépôt: Mme Liliane Wolff-Botzem, le 23.10.2017

***879** - Demande de pétition publique: Digitalisation des ordonnances médicales afin d'en garantir une meilleure lisibilité pour les médecins traitants, les pharmaciens, les fournisseurs de soins et les patients*

Dépôt: M. Jean-Marc Hoffmann, le 23.10.2017

***880** - Demande de pétition publique: Légalisation du cannabis médical*

Dépôt: M. Michel Benduhn, le 24.10.2017

***881** - Demande de pétition publique: Propriétaires*

Dépôt: M. François Staar, le 25.10.2017

***882** - Demande de pétition publique: Facilités routières défaillantes pour les frontaliers (belges et luxembourgeois) se rendant au Luxembourg*

Dépôt: M. Patrick Lardinois, le 25.10.2017

***883** - Demande de pétition publique: Nationalité sur nos cartes d'identité*

Dépôt: M. François Albert Louis, le 26.10.2017

***884** - Demande de pétition publique: Einführung einer Freizeitlärmrichtlinie in Luxemburg. Damit gemeint sind nicht die Sportanlagen, Gaststätten oder Kinderspielplätze, sondern Live-Musik-Darbietungen, Rockmusikdarbietungen, Freilichtbühnen und Ähnliches*

Dépôt: M. Marco Denis, le 28.10.2017

***885** - Demande de pétition publique: Prise en charge du traitement ostéopathique par la CNS*

Dépôt: Mme Germaine Grün-Menghi, le 29.10.2017

***886** - Demande de pétition publique: D'Summerzäit ofschafen*

Dépôt: Mme Mandy Graff-Michels, le 29.10.2017

***887** - Demande de pétition publique: Le réaménagement du Stade Josy Barthel en piscine à ciel ouvert*

Dépôt: M. Ryan Shepherd, le 31.10.2017

***888** - Demande de pétition publique: La possibilité pour les étudiants ayant le statut de réfugié au Luxembourg d'étudier à l'étranger*

Dépôt: Mme Yasmine Hussein, le 02.11.2017

***889** - Demande de pétition publique: Un plus grand rayon de multimédia et jeux vidéo chez Auchan Opkorn à Differdange*

Dépôt: M. Vasco Azevedo, le 02.11.2017

***890** - Demande de pétition publique: Obligation pour les moyennes et grandes surfaces d'offrir à la vente des produits alimentaires de base dans des récipients consignés*

Dépôt: M. Philippe Prunneaux, le 04.11.2017

***891** - Demande de pétition publique: Clauses interdisant les animaux de compagnie dans les baux résidentiels*

Dépôt: M. Leonardo Da Silva, le 05.11.2017

***892** - Demande de pétition publique: Instaurer une démocratie participative au Luxembourg*

Dépôt: M. Stefano Botta, le 06.11.2017

***893** - Demande de pétition publique: Faire participer les citoyens à la répartition des budgets des différents ministères*

Dépôt: M. Stefano Botta, le 06.11.2017

***894** - Demande de pétition publique: Abolir les frais d'inscription pour devenir donneur de moelle osseuse*

Dépôt: Mme Georgina Henry, le 06.11.2017

***895** - Demande de pétition publique: Ouverture de la section précoce et maternelle à l'International School Lycée Michel Lucius*

Dépôt: Mme Francesca Trungadi, le 07.11.2017

***896** - Demande de pétition publique: Augmenter le remboursement de la TVA ou l'application directe du taux réduit (3%)*

Dépôt: M. David Bohler, le 07.11.2017

***897** - Demande de pétition publique: Réduction de la gêne occasionnée par les grands et petits projets de travaux publics en cours*

Dépôt: M. Zisis Klapanaris, le 08.11.2017

***898** - Demande de pétition publique: Que la piscine à l'école ne soit pas obligatoire*

Dépôt: Mme Manuela Nogueira Rosalino, le 08.11.2017

***899** - Demande de pétition publique: 10 jours de congé de paternité pour les fonctionnaires et agents de l'État*

Dépôt: M. José Castro, le 09.11.2017

***900** - Demande de pétition publique: Défiscalisation des heures complémentaires*

Dépôt: Mme Shirley Becker-Babelot, le 10.11.2017

***901** - Demande de pétition publique: Fir d'Bäibehale vun der Summerzäit*

Dépôt: M. Serge Cichy, le 11.11.2017

***902** - Demande de pétition publique: Interdiction aux sans-abri de mendier en public avec des chiens*

Dépôt: Mme Laurie De Jesus Saraiva, le 11.11.2017

***903** - Demande de pétition publique: Rétablissement de l'éclairage public le long des autoroutes luxembourgeoises*

Dépôt: M. Yves Tychon, le 12.11.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changements de composition de commissions parlementaires

Dann hu mer Demandë vun zwou Fraktiounen, fir Ännerungen an de parlamentaresche Kommissiounen ze maachen, wann d'Chamber do dermat d'accord ass.

D'Fraktioun vun deene Grénge proposéiert, dass an der Kommissioun vum Logement den Här Henri Kox den Här Roberto Traversini ersetzt.

(Brouhaha)

An an der Héichschoulkommissioun, mat de Medien an der Kommunikatioun an och dem Weltall, huet d'LSAP-Fraktioun ugefrot, fir dass fir de Volet Medien a Kommunikatioun den Här Franz Fayot den Här Yves Cruchten all Kéier fir d'Punkten iwwert d'Projets de loi 7168 an 7184 ersetzt, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun deene Projeten.

Ass d'Chamber mat deene Propositiounen d'accord?

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci.

4. Changement de composition du comité de discipline

An dann ass eng Ännerung proposéiert ginn an der Kompositioun vum Comité, dee fir d'Disziplinn zoustänneg ass. Wat déi Zesummesetzung ugeet, hunn d'Kolleege vun déi Lénk gefrot, dass den Här David Wagner d'Nofolleg vum Här Justin Turpel iwwerhëlt.

Une voix.- Et war Zäit!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Dat ass dann esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Da wollt ech d'Chamber froen, ob se d'accord ass mam Ordre du jour, wéi déi lescht Presidentekonferenz e proposéiert huet.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Fir den Ordre du jour, contre den Ordre du jour?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et ass am Ordre du jour, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah! En ass awer nach net ugeholl!

Ah, hutt Der eppes zum Ordre du jour ze soen?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir wollten am Numm vun de verschiddenen Deputéierte vun der CSV-Fraktioun eng Motioun deposéieren iwwert d'Stock-Options.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass en neie Moment.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat ass en neie Moment.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, da géif ech lech bieden, se direkt ze deponéieren. Dann huele mer den Ordre du jour direkt hannendrun.

6. Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, dës Motioun gëtt deposéiert vum Här Wiseler, vum Här Wolter, vu mir a vun dem Här Spautz.

Et geet drëms, dass d'Circulaire iwwert d'Stock-Options vum 20. Dezember 2012 soll bis zum Enn vun dem Joer zréckgezu ginn, dass, le cas échéant, en neie Stock-Options-Regimm, wann dat dann néideg sollt sinn, agefouert gëtt iwwert d'Gesetz, dat soll festhalen, dass dee Regimm zäitlech limitéiert ass, dass de Montant maximum, wou ee vun deem Regimm ka profitéieren, och limitéiert ass, an dass dat muss ausschliisslech geschéien am Sënn vun der Attraktivitéit vun dem ekonomesche Standuert Lëtzebuerg an natierlech virun allem vun de Start-uppen.

A mir hätte gären, dass dat Gesetz géif virun dem 1. Januar 2018 a Kraaft trieden.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la motion du groupe politique CSV du 14 décembre 2016 concernant la réforme du (lisez: du régime) d'imposition des stock-options,

- rappelant que le régime fiscal des stock-options est actuellement régi par une circulaire du directeur des contributions directes du 20 décembre 2012,

- rappelant que l'article 101 de la Constitution dispose que les privilèges, de même que les exemptions ou modération d'impôts sont une matière réservée à la loi,

- considérant que les stock-options échappent par ailleurs à la progressivité du barème d'imposition et qu'il convient dès lors de revoir ce régime d'imposition pour des raisons d'équité sociale,

- notant qu'en juin dernier, Monsieur le Ministre des Finances a publiquement reconnu que le régime fiscal des stock-options a été détourné de ses finalités visant à attirer des talents au Luxembourg, de même qu'à faire participer les salariés de start-ups aux bénéfices de ceux-ci,

- qu'il a à cette même occasion annoncé vouloir (i) intégrer le régime fiscal des stock-options dans un texte de loi conformément à l'article 101 de la Constitution, (ii) mettre un terme aux abus et (iii) présenter ledit projet «dans les semaines à venir»,

- regrettant les déclarations récentes de Monsieur le Ministre des Finances lequel s'est satisfait, lors de la présentation du projet de budget pour l'année 2018, d'annoncer une imposition plus forte des plans d'options sur actions via circulaire du directeur des contributions directes,

- notant la réaction de certains députés de la majorité gouvernementale (i) affirmant que le régime des stock-options serait inacceptable («net drobar»), voire (ii) souhaitant la fin du régime des stock-options couplée à une phase de «phasing out», tout en limitant ces avantages fiscaux à des participations dans l'entreprise concernée même, dans le meilleur des cas aux start-ups,

invite le Gouvernement

- à provoquer l'abrogation de la circulaire du directeur des contributions directes du 20 décembre 2012,

- à mettre en place un régime d'imposition des stock-options dont les avantages fiscaux (i) sont limités dans le temps, (ii) sont plafonnés à un montant déterminé et (iii) garantissent l'attractivité du Luxembourg avec un accent sur les start-ups,

- à incorporer le nouveau régime dans un texte de loi, comportant, le cas échéant, une période de «phasing out» du régime actuel, et dont l'entrée en vigueur sera fixée au 1er janvier 2018.

(s.) Gilles Roth, Diane Adehm, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Roth. Mir kucken dann, wéini mer d'Motioun kënne programméieren, wann Der do dermat d'accord sidd.

7. Ordre du jour (suite)

Da géif ech froen, ob d'Chamber mat där Propositioun vum Ordre du jour d'accord ass, wéi d'Presidentekonferenz se gemaach huet. Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat decidéiert.

Mir géifen zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen.

8. Renouvellement du mandat du Président, du Vice-Président et d'un conseiller à la Cour des comptes

Et geet et ëm d'Mandatserneierung vum Här Marc Gengler, dem President vun der Cour des comptes, vum Här Patrick Graffé, dem Vizepresident vun därselwechter Cour, a vum Här Tom Heintz, deen elo Conseiller vun der Cour des comptes ass.

Den Artikel 123 vun eisem Reglement gëtt bei dëser Mandatserneierung respektiv -verlängerung ugewannt. Deemno kënne mir bei deenen dräi Mandatserneierungen den Artikel 4(5) uwennen, dass kee Vott ze maachen ass, an ausser et ass elo en Deputéierten, dee géif e Vott verlaangen, kënne mer déi Mandatsverlängerunge respektiv -erneierunge mat Handophiewen decidéieren.

Sidd Der do dermat d'accord, dass mer déi Prozedur huelen, well net méi Kandidaturen do sinn, wéi och Posten ze besetze sinn? Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Merci.

Vote sur le renouvellement des mandats à la Cour des comptes

Da géif ech déi, déi d'accord si mat der Erneierung, bieden, d'Hand ze hiewen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat wären d'Mandater vum President, vum Vizepresident an och vun engem Conseiller vun der Cour des comptes erneiert respektiv verlängert.

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, dem Projet de loi 6844 betreffend wesentlech Ofännerunge bei deene verschiddene Regimmer vu Preretraiten. An de Rapporteur, den Här Frank Arndt, huet elo direkt d'Wuert. Ech wëll Iech just nach soen, dass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht ass. Den Här Arndt huet d'Wuert.

9. 6844 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L. 521-14 et du Titre VIII du Livre V du Code du travail

2. modification de l'article 3 de la loi du 23 juillet 2015 portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei ëm d'Ofschafe vun der Préretraite-solidarité, also vun der solidarescher Virpensioun, wann ee se esou kann nennen. Den Depôt vun dësem Gesetz ass den 3. August 2015 gemaach ginn an den Avis vun der Chambre des Salariés ass de 15. Oktober 2015 komm respektiv vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce den 19. November 2015.

De Conseil d'État huet den éischten Avis erausginn den 11. Oktober 2016 an d'Presentatioun vun dem Gesetz ass vum Minister gemaach ginn de 24. Oktober 2016. An do sinn ech selwer dann och als Rapporteur designéiert ginn.

Et waren direkt dräi Opposition-formellen dran. An do waren der zwou dervun, wou et iwwert d'Konditioune gaangen ass, wéini Règlements grand-ducaux géifen ëmgesat ginn, respektiv eng wéinst dem Non-respect vun der Hierarchie vun den Normen. Dozou sinn och dunn dräi Amendementer gemaach ginn. Am Avis complémentaire vum 14. Mäerz 2017 ass den Amendementer Rechnung gedroe ginn an d'Opposition-formellë sinn opgehuewe ginn. An der Kommissiounssëtzung gouf dann och de Projet de rapport den 11. Oktober 2017 guttgeheescht.

D'Zil vun dem Projet de loi, wéi ech gesot hunn, vun der Préretraite-solidarité, ass et, se ofzeschafen, mä dofir awer och aner Regimmer virun allem vun der Preretraite unzepassen an ze verbesseren. Iwwert de Kader muss ee wëssen, datt et eng Recommandatioun ass vun der OCDE iwwert d'Preretraiten, fir datt eben d'Leit méi laang solle schaffe goen, méi laang am Aarbechtsmarché solle mat drableiwen, an dat um Hannergrond vun der demografescher Entwécklung an de ganze Länner a virun allem och hei a Lëtzebuerg.

D'Préretraite-solidarité, wann een awer den Effet kuckt, dee se hat, dee war relativ kleng. Et si plus/minus 150 Leit, déi dovunner concernéiert waren, an d'Zuele si souguer och nach weider réckleefeg. Ech mengen, si ass och agefouert ginn an de Krisejore wéinst dem Astellungsstopp, well ee bei der Préretraite-solidarité nom Départ en préretraite en Demandeur d'emploi vun der ADEM och huet missen astellen. D'Ofschafung gouf schonns ënnert der leschter Regierung op d'mannst diskutéiert.

An, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech denken, wat wichteg ass, ass virun allem, déi Verbesserungen an deenen anere Preretraiteregimmer awer hei ze nennen. Do ass et virun allem d'Préretraite-ajustement…, net virun allem, mä eng vun deenen dräi ass d'Préretraite-ajustement, also de Virruhestand an de Betriber, déi Problemer hunn, fir do kënnen eng Alternativ ze schafen, datt keng Entloossunge solle gemaach ginn.

Dann ass et d'Préretraite pour travailleurs postés an Travailleurs de nuit, also alleguerten d'Schichtaarbechter, déi onregelméisseg Aarbechtszäiten hu respektiv vill an der Nuetsaarbecht geschafft hunn.

An dann, wéi gesot, och nach d'Préretraite progressive, dat ass u sech eng Preretraite, déi ee ka begleeden, wou ee seet: „Ech schaffen nach een Deel an ech kombinéieren dat domadder, datt ech awer och een Deel schonn an der Pensioun sinn oder respektiv an der Preretraite."

Wat huet geännert dobäi? De Mindestalter vun der Preretraite - bis elo 57 Joer - kann ee bis op 60 Joer no hanne réckelen. A jee nodeem, ënner wéi engem Regimm een ass, a bei verschiddene Konditiounen, déi dann erfëllt sinn, kann d'Preretraiteszäit bis 65 Joer goen.

D'Konditioun fir d'Preretraite, déi also ze erfëllen ass, ass eng minimal Affiliatiounszäit an der Entreprise vu fënnef Joer. Wann de Salarié aus enger Entreprise awer kënnt, wou eng Faillite war oder déi an enger Liquidation judiciaire ass, da geet och elo ee Joer duer.

Wann een dann iwwert d'Préretraite pour travailleurs postés schwätzt a virun allem dann och iwwer Nuetsschichte schwätzt, déi ass virun allem vill méi flexibel elo gemaach ginn. Bis elo war et esou, datt een huet missen zwanzeg Joer postéiert geschafft hunn oder an der Nuecht geschafft hunn, an an Zukunft geet et elo duer mat fofzéng Joer Travail posté oder Travail de nuit, wann déi an de leschte 25 Joer geleescht goufen.

Bei der Préretraite progressive, do muss et an Zukunft keng kausal Relatioun méi ginn tëscht dem Départ progressif an der Neiastellung. Et gi fir de Patron och an Zukunft weider Alternativen, fir dës Embauchen ze kompenséieren (veuillez lire: Alternative fir dës Embauche compensatrice). A bei den Entreprisen, déi nei Restrukturatioune maache mussen, gëtt et keng Obligatioun méi fir eng Neiastellung. Et kann een och elo do, amplaz datt een e Kontrakt mat 100% huet missen hu virdrun, mat 75% vun dëser Preretraite profitéieren.

Eng Ännerung gëtt et och an der Berechnung vun der Preretraite. Déi baséiert an Zukunft net méi op deenen dräi leschte Méint, mä op deem ganze leschte Joer. Den Taux bleift awer deeselwechten, 85, 80 a 75, wärend dem éischten, zweete respektiv dem drëtte Joer vun der Preretraite. Ech mengen, dat kënnt ville Salariéen entgéint, wann dat op dat ganzt Joer an der Moyenne ka gekuckt ginn.

Wann een dann d'Avise kuckt vun de Chambreprofessionnellen, kann een am Resumé soen: Der CSL, där ass et net wäit genuch gaangen, der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce ass et ze wäit gaangen. Also kann ee vun enger equilibréierter Mesure schwätzen.

Am schréftleche Rapport fannt Dir all dës Detailer erëm an déi kënnen och do nogelies ginn. Ech wëll awer hei och eppes präziséieren, well ech dobaussen drop ugeschwat ginn, an ech mengen, et wäert Iech och net aneschters goen, wéi et mir gaangen ass, datt vill Leit mengen, et kéint een net méi mat 57 Joer an eng Pension anticipée goen.

Mir schwätzen hei vun enger Rent an net vun enger Preretraite. Bei der Preretraite, do cotiséiert ee weider, an an eng Pensioun geet ee mat 57 Joer. Dat bleift och weider bestoen, also déi Pension anticipée mat 57 Joer, wann een ebe 40 Déngschtjoren hanner sech huet, da kann een och nach ëmmer mat 57 Joer an d'Pensioun goen.

Ech mengen, de gesetzleche Rentenalter läit bei eis och weider bei 65 Joer, an do huet och weider näischt dru geännert. An do kann een zwëschen där Period vu 57 a 65 Joer zu all Moment da seng Pensiounsrechter geltend maachen, wann een eben déi 480 Méint dann och deementspriechend geschafft huet.

Ech mengen, et muss een dat kloer dobaussen artikuléieren, well et si vill Leit, déi dat awer an een Dëppe werfen. An et ass eng Preretraite, dat ass eppes aneres awer wéi eng Pension anticipée.

Ech wëll elo hei op dëser Plaz och de Kolleegen alleguerte Merci soen, déi an der Kommissioun mat un dësem Projet geschafft hunn, souwéi och dem Ministère an de Leit aus der Chambersadministratioun.

Ech gi vun eiser Säit och hei den Accord vun der Fraktioun vun der LSAP direkt mat op de Wee an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arndt. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes fir d'CSV. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet gouf eigentlech mam Depot vum Budget fir d'Joer 2015 an dem Spuerpak ugekënnegt. D'Reform vun de Preretraitë sollt laut der Regierung dräi Objektiver erfëllen: Éischtens sollt et drëm goen, den Taux d'emploi vun de Senioren an d'Luucht ze setzen, zweetens den effektive Pensiounsalter unzehiewen, a last but not least goung et drëm ganz einfach, Suen ze spueren. Laut der Mesure Nummer 191 vum Spuerpak sollten ab 2016 all Joer fënnef Milliounen iwwert dëse Wee agespuert ginn.

Mir deelen d'Zilsetzungen. Ob mer dësen Objektiver duerch de Gesetzesprojet e Stéck wäit méi no kommen, dat bleift natierlech ofzewaarden. Eppes ass awer sécher: D'Préretraite-solidarité wäert auslafen. An ech mengen, jo, ech mengen, mir hunn op deem Punkt e gudde Kompromiss erziilt par rapport zu deem, wat d'Regierung initialement virhat, näämlech eng Iwwergangsphas vun dräi Joer. Et ass elo méi flexibel gestalt ginn. Et ass elo de Besoine vun den Entreprisen a virun allem de concernéierte Mataarbechter besser ugepasst. Mir kruten op deem Punkt also absolutt Satisfaktioun.

Dir Dammen an Dir Hären, datt sech d'Gewerkschaften an dësem Projet net erëmfannen, kënne mer awer duerchaus novollzéien. Si waren averstanen, fir d'Préretraite-solidarité ofzeschafen. Dëst Zougeständnis war awer un, jo, eng Rei Géigeleeschtunge gekoppelt.

Am Accord vum 28. November 2014 hat sech d'Regierung engagéiert, d'Regimmer vun der Préretraite progressive an notamment vun der Préretraite „postés" ze verbesseren. Ech betounen: ze verbesseren! Doriwwer eraus sollt och d'Méiglechkeet geschafe ginn, d'Pensioun mat Deelzäitaarbecht ze kombinéieren.

Um Niveau vun de Preretraiten hiewen d'Gewerkschaften zu Recht ervir, datt éischtens d'Konditiounen, fir kënnen an de Genoss vun de Preretraiten ze kommen, verschäerft goufen. D'Konditioun, datt een elo minimum fënnef Joer muss beim selwechte Patron gewiescht sinn, ass nei an erschwéiert de Gewerkschaften no natierlech den Zougang zu dëse Regimmer.

D'Salariatskummer huet an hirem Avis zum Beispill och drop verwisen, datt dës Konditioun vu fënnef Joer am Fall vun Travail intérimaire, der Leiaarbecht, respektiv am Fall vu Fusioune respektiv Opspléckung an Transfert vun Entreprisë kéint zu Diskussioune féieren, notamment wat d'Berechnung vun deene fënnef Joer ugeet.

Um Niveau vun der Preretraite fir Schichtaarbecht oder Nuetsaarbecht hätt sech den LCGB eigentlech erwaart, datt de Patron soll d'Preuve bréngen, datt säi Mataarbechter minimum 20% vu senger Monatsaarbechtszäit tëscht 22 a 6 Auer geschafft huet.

Wat d'Kombinatioun vun enger Deelzäitaarbecht mat enger, jo, mat enger partieller Pensioun ugeet, ass u sech näischt geschitt. Et ass also duerchaus normal, datt d'Gewerkschafte sech vun der Regierung an engem gewëssene Sënn hannergaange spieren. Dat ass awer eng Verantwortung, déi natierlech net mir droen, mä déi eenzeg an eleng dës Regierung dréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als CSV sinn der Meenung, datt et wichteg ass, de Leit och am Alter eng Perspektiv ze ginn, also se och no 50 Joer an der Aarbecht ze halen. Déi sougenannt „Senioren" gehéieren nach laang net zum alen Eisen. Si hunn oft wichteg Erfahrungswäerter, déi se deene Jonke kënne vermëttelen. An dovunner profitéiere mir alleguerten. Et ass dëst awer och ganz sécher e Facteur vu sozialer Kohäsioun.

Fir dat Zil ze erreechen, muss et awer an eisen Aen zu enger ganzer Rei vun Adaptatioune kommen um Niveau vun den Aarbechtskonditiounen. Do si souwuel de Patron wéi awer och de Salarié gefuerdert, an, wann néideg, och mir selwer. Mir brauche sécher och eng besser Aarbechtsmedezinn. Och sollt am Kontext vun de Preretraiten de Volet vun der Penibilitéit vun der Aarbecht gräifbarer ginn.

Ech weess awer net, wou dës Aarbechten dru sinn. Mä den Här Minister Schmit kann Iech jo herno Opschloss doriwwer ginn.

Dëst sinn eng Rei vu Pisten, op deene schnell muss geschafft ginn, an ech denken och, datt et haut net fir d'Lescht ass, datt mer iwwert d'Preretraiten hei wäerte schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen dësem Projet zou an hoffen zäitno och mat anere wichtege Gesetzesprojeten, notamment deenen, déi ech virdru genannt hunn, befaasst ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Lamberty fir d'DP.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll direkt dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, an deenen hien déi technesch Adaptatioune schonn erkläert huet, op déi ech also net méi am Detail brauch anzegoen.

Ech wëll just op e puer Punkten agoen, déi mir als Demokratesch Partei besonnesch wichteg fannen. Mir hunn de Moment verschidden Zorte Preretraiten: Solidarité, Ajustement, progressive, d'Préretraite des salariés postés et salariés de nuit.

D'Préretraite-solidarité gëtt mat dësem Projet de loi ofgeschaaft. Dëst kënnt sécherlech net iwwerraschend, well och schonn déi viregt Regierung iwwert dës Mesure mindestens nogeduecht huet. D'Préretraite-solidarité huet hiert Zil, dat bei hirer Aféierung gesat gouf, net erreecht. Et ass näämlech virun allem ëm d'Bekämpfe vum Jugendchômage gaangen. Vu dass dës Form vu Preretraite quasi net méi genotzt gëtt, ass et also nëmme logesch, dass se och elo ofgeschaaft gëtt.

Do dernieft ginn déi aner Preretraiten adaptéiert, fir se méi attraktiv ze maachen. Eng éischt Verbesserung besteet doranner, dass een och nach mat 60 Joer vun enger Preretraite ka profitéieren. Dat ass ze begréissen, well d'Liewenserwaardung allgemeng weider steigt an dëst eng méi grouss Flexibilitéit am System zouléisst.

Mir begréissen och, dass e Salarié, dee vun engem Betrib kënnt, dee Faillite gemaach huet, just nach ee Joer amplaz vu fënnef bei sengem neie Patron muss geschafft hunn, fir dass hie vun enger Preretraite ka profitéieren. Dat ass nëmme gerecht an eisen Aen, well dës Salariéen net och nach duebel bestrooft solle ginn, wann hire Patron géif Faillite maachen.

En drëtte Punkt, deen ech wëll ervirsträichen, ass deen, dass d'Konditioune bei der Préretraite progessive erliichtert ginn. D'Patronat beklot sech, dass dës u sech net schlecht geduechten Iddi, dass ee viru senger Pensioun just nach zu engem Deel schaffe geet, net genuch genotzt gëtt, well den Encadrement an d'Obligatioun, e Chômeur amplaz anzestellen, wéineg attraktiv fir d'Betriber ass.

Genau do suergt dëse Projet de loi fir méi Flexibilitéit, andeem dem Patron méi Méiglechkeeten opsti wéi bis elo, fir déi verlueren Aarbechtszäit am Kader vun enger Préretraite progessive kënnen ze kompenséieren.

Am Allgemenge si mir als DP ganz zefridde mat den Adaptatiounen, déi dëse Projet de loi mat sech bréngt. An awer fuerdere mir, dass nach méi regelméisseg soll gekuckt ginn, ob déi aarbechtspolitesch Ziler, déi un esou Mesurë geknäppt sinn, dann och erreecht ginn.

Déi beschtgemengte Mesure bréngt näischt, wa se um Terrain net applizéiert gëtt, well se fir déi eng oder aner Säit net attraktiv ass.

Dat gesot, ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktioun, fir dëse Projet de loi ze stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci un de Rapporteur fir säi mëndleche Rapport an och säi schréftleche Rapport, dee méi wéi ausféierlech ass a wou ech och net op all Detailer hei wäert agoen.

D'Préretraite-solidarité soll hei mat dësem Projet de loi ofgeschaaft ginn. A wann een och kuckt, dass 2015 genau 160 Fäll vun dëser Préretraite-solidarité profitéiert hunn, dann ass dat am Gesamtzesummenhang vu Leit, déi vun

enger Preretraite profitéiert hunn, wat der ëm déi 500 sinn, also e relativ méi klengen Undeel.

Déi zweet Saach, do dierf och keng Verwiesslung kommen zwëschen der Preretraite an der Pension de vieillesse anticipée, dat huet de Virriedner och scho gesot. A wann een eng Kéier déi Chifferen eraushëlt fir 2015 - ech weess se net auswenneg, duerfir muss ech se awer hei ofliesen -, da sinn an der Pension de vieillesse anticipée fir 2015 4.444 Leit erëmzefannen. Do gesitt Der, dass dat u sech jo awer eng aner Envergure huet wéi d'Preretraite, vun där mer haut an dësem Projet de loi schwätzen. A fir 2015 sinn dat an der gesamter Zomm vu Leit, déi eng Pensioun kritt hunn, Pension de vieillesse anticipée respektiv pour invalidité, 8.303 Leit.

Dat ass also an deem Zesummenhang gesi wierklech méi eng kleng Unzuel vu Fäll. An da muss een nach wëssen: Déi Préretraite-solidarité ass jo geschafe ginn am Kader vun engem Acte de solidarité entre générations, fir ze kucken, dass déi Leit, déi an d'Preretraite ginn, ersat ginn duerch e Chômeur, deen amplaz géif kommen, eventuell oder am beschten och natierlech e jugendleche Chômeur, fir deem eng Chance ze ginn, op där Aarbechtsplaz u sech da Fouss ze faassen. A wann ee weess, dass den Employeur elo ëmmer manner vun dëser Mesure profitéiert, da mengen ech, dann ass et absolutt vertrietbar, dass een dës Preretraite ofschaaft.

Dann des Weideren, de Virriedner huet et och scho gesot, geet d'Liewenserwaardung vun de Leit, an dat ass jo eppes, op wat mer kënnen houfreg sinn, an d'Luucht. Dann ass et natierlech och esou, dass d'Méiglechkeet muss gi ginn, bei der Preretraite net bei 57 Joer vun dëser Mesure kënnen ze profitéieren, mä eventuell eréischt ab 60 Joer a bis 65 Joer, wéi mäi Virriedner dat och schonn hei erkläert huet.

Ech wëll net nach eng Kéier op déi verschidde Regimmer agoen, wou et absolutt berechtegt ass u sech, eng Preretraite virdrun unzefroen. Wann elo den Travail posté, dat heescht Schichtaarbecht, oder d'Nuetsaarbecht ze beschwätzen ass, liicht dat jiddwerengem an. D'selwecht och dee Volet vun der Préretraite progressive, wou et jo och drëm geet, dass eben d'Erfahrung vun engem Mënsch, dee laang am Beruffsliewe war, ka genotzt ginn, respektiv dass e ka lues awer sécher vu senge 40 Stonnen op méi en niddregen Taux an der Woch eroffueren an dass entspriechend och eng aner Persoun seng Stonnen ergänzt an enger Entreprise, dass dat eng wichteg Mesure ass, déi och weider soll Bestand hunn an och weider soll ënnerstëtzt ginn.

Fir ze schléisse wëll ech just soen, dass déi gréng all weider Mesurë wäerten ënnerstëtze vum Aarbechtsministère, déi an de Sënn ginn, dass eng Solidaritéit zwëschen de Generatioune bestoe bleift, och am Aarbechtsrecht.

Duerfir gi mer och als déi gréng eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och d'ADR wäert dësem Projet zoustëmmen. Ech mengen, et ass eng Reform, iwwert déi scho laang diskutéiert ginn ass, iwwert déi verschidde Regimmer vun der Preretraite. An ech wëll och duerfir dem Kolleeg Frank Arndt Merci soen als Rapporteur, deen dee Rapport hei gutt virgestallt huet. Ech wëll och duerfir nëmmen op e puer Punkten agoen.

Ech mengen, fir mech ass net dee wesentlechste Punkt, datt mer d'Préretraite-solidarité ofschafen. Fir mech schéngen déi aner Punkte wuel esou wichteg ze sinn, a virun allem och deen, mat deem mer den Alter op 65 Joer eropsetzen. An ech setzen deen och net nëmmen an de Kontext, wat d'Flexibilitéit ubelaangt oder d'Méiglechkeet, fir méi laang ze schaffen an da vun der Preretraite ze profitéiere bis zum Alter vu 65 Joer, mä ech setzen deen och an de Kontext vun eiser allgemenger Politik, wat d'Pensiounen ubelaangt.

Mir hunn 1999 d'Reform an der Fonction publique gemaach, wou mer déi nei Fonctionnairen an deeselwechte Regimm gesat hunn, wéi mer en am Privatsecteur kennen. An déi Fonctionnairen, déi virun 1999 aktiv waren, sinn an en Iwwergangsregimm komm, wou mer deen ale System degressiv zréckschrauwen a wou een awer deen Niveau erëm kann erreechen, andeem datt ee méi laang schaffe geet iwwer eng Rei vu Joren. An ech mengen, momentan muss ee bal zwee Joer méi laang schaffen, fir déi Rent ze kréien, déi ee virdru quasi mat 60 Joer kritt huet.

2013 hu mer deeselwechte System am Privatsecteur bei der leschter Pensiounsreform agefouert, wou mer soen, datt een och mat 60 Joer net méi déi voll Pensioun kritt, mä datt ee muss all Joers e bësse méi laang schaffe goen, bis zum Schluss dräi Joer muss méi laang schaffe goen, fir déi voll Pensioun ze kréien. An am Ableck muss een do schonn elo véier, fënnef Méint, jee nodeem, an där Gréisstenuerdnung, méi laang schaffe goen, fir d'Pensioun ze kréien. Dat heescht, mir hunn am Fong 1999 am ëffentleche Secteur beim ale Regimm an 2013 am Privatsecteur de Pensiounsalter gehuewen, quitte datt nach ëmmer jiddweree ka mam alen Alter an d'Pensioun goen, mä e verzicht dann op e bësse Pensioun.

Dat heescht, wann haut vill Leit froen: „Wëllt Der de Pensiounsalter héijen?", deen hu mer am Fong gehéicht op enger Fräiwëllegkeet: entweder e bësse manner Pensioun oder méi laang schaffe goen. An dat heite gesinn ech och an deem Kontext, well heiduerch, well d'Leit ebe kënnen elo d'Preretraite bis 65 Joer huelen, ginn d'Leit jo och d'office da méi laang schaffen. Virdrun hu se d'Preretraite missen éischter huelen. Also behale mer d'Leit och hei méi laang an der Aarbecht a si cotiséiere wärend der Preretraite weider an da kréie se d'Pensioun. Dat heescht, et ass och en Erspuernis fir d'Pensiounen.

Mir schwätzen ëmmer doriwwer, wéi mer d'Pensioune laangfristeg kënne besser ofséchere finanziell, an ech géif soen: All déi Moossnamen 1999 an 2013 an déi heiten - déi ass wuel net esou dramatesch bei deem heite Punkt - droen och zum Deel derzou bäi, datt mer de Pensiounssystem finanziell e bëssen entlaaschten. Et ass fräiwëlleg an d'Leit ginn net benodeelegt, well se kréie jo dann, wa se dräi Joer méi laang zum Beispill schaffe ginn, dräi Joer 100% vum Gehalt. Si cotiséieren an d'Pensiounskeess zu 100% a ginn dann eben hir Preretraite huelen. Dat ass also menger Meenung no e ganz wichtege Punkt.

Positiv, muss een och soen, dat ass dat vun de Schichtaarbechter, wou et am Prinzip 20 Joer sinn, wou mer elo soen: 15 Joer fir d'Schichtaarbecht oder d'Nuetsaarbecht, wann dat an deene leschte 25 Joer virun dem Antrëtt an d'Retraite war.

Datt de Montant, fir d'Pensioun ze berechnen, vun dräi op zwielef Méint berechent gëtt, fanne mir och richteg. Mir wëssen alleguer, deen ale System vun dräi Méint - nujee, wéi soll ech soen? -, dee konnt een, wann een d'Méiglechkeeten hat, och zu sengem Positive manipuléieren, andeem een eben an deenen dräi Méint versicht huet, e bësse méi ze schaffen, Iwwerstonnen, Primmen, Sonndes- an Nuetsaarbecht. Dann ass engem seng Preretraite eben op deem Montant berechent ginn. Mir wëssen alleguerten, vu wat mer schwätzen.

Et kann een awer och Pech gehat hunn. Wann een elo iergendwéi krank ginn ass oder et ass een iergenwéi an eng Congészäit gefall oder an e Kollektivurlaub gefall an et huet een duerno missen an d'Preretraite goen, dann hat een de Pech, datt ee grad manner kritt huet op deem, wourop seng Preretraite berechent gëtt. Duerfir géif ech mengen, datt déi Léisung, déi elo hei am Gesetzesprojet steet, datt gesot gëtt: „Ma mir huelen ee Joer", Manipulatioune souwuel an déi eng wéi an déi aner Richtung, géif ech soen, minimal zouléisst.

Datt ee fënnef Joer muss an engem Betrib sinn, dat ass vun der Chambre des Salariés contestéiert ginn. Ech géif awer mengen, och domadder misst ee mat e bësse gesondem Mënscheverstand kënne liewen. Et ka jo och net sinn, datt ee just an e Betrib erakënnt an da seet: „Ma elo hunn ech d'Chance, hei geet et méi schlecht, elo kann ech direkt an d'Preretraite goen." Soudatt ee gesot kritt: „Hei, fënnef Joer muss een an engem Betrib sinn", a just en cas de force majeure, wann et ëm eng Faillite geet, da spillt jo nëmmen d'Konditioun vun engem Joer. Och domadder, mengen ech, misst ee kënne liewen.

Soudatt ech géif soen, datt dat Gesetz hei eng gutt Mëschung ass tëschent där enger an där anerer Kritik. An duerfir fënnt et och eis Zoustëmmung.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An domat huet dee leschten ageschriwwene Riedner d'Wuert, den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, bei dësem Text hu mer et mat engem Projet ze dinn, dee säin Ursprong an der Héichzäit vun der Austeritéitspolitik vun der Virgängerregierung huet.

Ugekënnegt gouf d'Ofschafe vun der Préretraite-solidarité am November 2012 vum deemolegen CSV-Finanzminister Luc Frieden, deen op ausdréckleche Wonsch vun de Majoritéitsparteien nach eng Kéier sollt weider Spuermesurë fir de Budgetsprojet 2013 präsentéieren. Deeselwechte Luc Frieden, dee mat Bléck op d'Sozialtransferten am Statsbudget nach e Mount virdru gemengt hat, de Sozialstat wier kee Kleeschen. Virum Hannergrond, datt ouni d'Sozialtransferte 50% vun de Leit dem Aarmutsrisiko ausgesat wieren, war dat wuel eng relativ zynesch Remarque.

No de Wahlen 2013 ass déi nei Regierung mat därselwechter Austeritéitspolitik weidergefuer wéi hir Virgängerin an huet e Spuerpak präsentéiert, deem seng 191. Mesure genee dës Ofschafung vun der Préretraite-solidarité war. Domat ass d'Regierung ganz en phase mat de liberale Virgaben aus Bréissel, déi de Rentenalter a ganz Europa, a besonnesch zu Lëtzebuerg, gär no hanne géife réckelen an den Taux d'emploi vun de Seniore gäre géifen erhéijen.

Dat ass eng vun deene Recommandatiounen aus Bréissel, déi mer all Joer am Kader vum Semestre européen op en Neits ze héiere kréien. An déi lescht dräi Joer huet d'Regierung zréckgeschriwwen, dëse Projet wier jo dann um Instanzewee.

Wourëms geet et bei der Préretraite-solidarité? De Preretraite-Modell, net nëmmen dee vun der Solidaritéit, mä och déi aner, si ronderëm d'Kris an der Siderurgie an de 70er Joren entstanen als eng Äntwert op eng Gefor vu Massenentloossungen. E Betrib konnt esou mat Hëllef vum Stat Personal ofbauen, ouni se mussen ze entloossen. Speziell un der Préretraite-solidarité war d'Iddi, datt fir all Preretraitéierten en Neien agestallt gëtt, deen op der Sich no Aarbecht ass.

De Gedanke vu Solidaritéit goung an zwou Richtungen: éischtens, d'Solidaritéit tëschent de Generatiounen, en eelere Salarié geet an d'Prepensioun a mécht engem jonke Plaz, an zweetens, d'Solidaritéit tëschent deenen, déi Aarbecht hunn, an deenen, déi Aarbecht sichen. Dëst ass, graff resuméiert, d'Philosophie vun dësem Modell.

Vun Ufank un ass de solidaresche Virruhestandsmodell a Fro gestallt ginn. Et brauch een do just d'Debatten aus de Jore 1987 oder 1990 nozeliesen. Et ass hannerfrot ginn, ob deen da wierklech effikass kéint sinn, besonnesch well en am Ufank ganz wéineg genotzt ginn ass.

Interessant ass awer och, wann ee sech virun Ae féiert, datt Enn den 80er uganks den 90er de Chômage op engem Niveau war, dee wesentlech manner héich war wéi deen haut respektiv dee Mëtt den 2010er, wou d'Iddi vun der Ofschafung entwéckelt ginn ass.

Besonnesch interessant ass och nozeliesen, wéi souwuel d'Vertrieder vun der LSAP wéi och vun der CSV an och den haitege Gréngen an der haiteger ADR deemools argumentéiert hunn a wichteg fonnt hunn, datt de Modell vun der Préretraite-solidarité an de Code du travail ageschriwwe sollt ginn.

Dräi grouss Argumenter sinn dobäi ëmmer nees erëmkomm: éischtens de Solidaritéitsgedanken, zweetens de soziale Fortschrëtt a Form vun enger méiglecher Verkierzung vun der Liewensaarbechtszäit, an drëttens ass gesot ginn, datt och wann - deemools, also 1990 - de Chômage immens niddreg wier, dat doten e wäertvollt Instrument kéint sinn, fir quasi proaktiv op zukünfteg Krisen um Aarbechtsmaart kënne virbereet ze sinn. An haut ass de Chômage dräi- bis véiermol méi héich, an haut gëtt dës Mesure ofgeschaaft!

De Minister erkläert dat domadder, datt d'Préretraite-solidarité eng historesch Krisemesure gewiescht wier, fir géint de Chômage unzegoen, wat just zum Deel stëmmt, well hir definitiv Aschreiwung an de Code du travail zu engem Zäitpunkt war, wou de Chômage méi niddreg war wéi haut. Mä virun allem ass d'Argument, datt se ineffikass wier.

An der parlamentarescher Kommissioun huet de Minister och Zuele genannt. Am September 2016 waren 346 Leit an der Préretraite-solidarité, géint 600 an der Préretraite-ajustement a 430 an der Preretraite fir Nuets- a Schichtaarbecht.

Ineffikass, esou d'Argumentatioun vum Minister an der Kommissioun, wier d'Préretraire-solidarité, well haut d'Aarbechtswelt geännert hätt an et haut méi schwiereg wier, souwuel fir de Patron, fir e genee equivalenten Embauchage ze organiséieren, wéi och fir d'ADEM, fir Kandidate mat néidegem Profill a Qualifikatioun ze fannen. Amplaz sech awer vläicht Gedanken ze maachen, ob déi Konditiounen aus deem deemolege Gesetz nach ugepasst wieren un d'Aarbechtsrealitéit vun haut, ass d'Regierung higaangen an huet dee ganze Passus gestrach.

An den Negociatioune mat de Sozialpartner am Kader vum Comité permanent du travail et de l'emploi hunn d'Gewerkschaften drop insistéiert, datt d'Fro vun der Penibilitéit vun der Aarbecht misst en neien an decisive Facteur ginn, fir den Zougang zu enger Preretraite ze erméiglechen. Dëst ass awer net geschitt. An dat ass och den Haaptgrond, firwat sech d'Gewerkschaften an d'Salariatskummer géint d'Ofschafe wieren, well keng equivalent Géigepartie am Gesetz dran ass, weder wat d'Penibilitéit ugeet, nach am Bezuch op e méi fléissenden Iwwergang vun Aarbecht an d'Pensioun.

Här President, natierlech sinn eenzel Verbesserungen och an dësem Text dran, wéi Erliichterunge bei der progressiver Virruhestandsregelung an der Nuets- a Schichtaarbecht. Mä souguer och do gëtt et Verschlechterungen zu deem Modell, wéi et haut ass.

Esou muss ee bei deenen iwwreg bliwwene Forme vun der Preretraite entre-temps fënnef Joer Zougehéiereegkeet an engem Betrib noweisen, ier een iwwerhaapt eligibel ass fir esou eng Mesure. Een, dee 25 Joer an engem bestëmmte Betrib geschafft huet, duerno huet musse wiesselen an elo dräi Joer an engem anere schafft, deen ass also net méi eligibel fir dës Mesure. A grad an enger Aarbechtsmaartrealitéit, an där vum Salarié verlaangt gëtt, enorm flexibel ze sinn an dacks de Betrib mussen ze wiesselen, och ouni eegent Verschëlden, ass dëst eng nei Contrainte, déi eng ganz Rëtsch Leit auszeschléissen dréit.

De Minister begrënnt dat domadder, datt hei zu Lëtzebuerg verschidde Multinationallen an der Vergaangenheet hir Leit, déi en fin de carrière waren, op lëtzebuergesch Filialen ofgeschoben hunn, fir do kënnen am Kader vun der Preretraite staatlech Suen ze kréien.

Mir mengen, wann dat esou ass, da muss ee geziillt géint dës Firmen ugoen, mä et däerf een duerfir net den Zougang fir alleguerten d'Salariéen därmoossen erschwéieren. D'Salariatskummer hat an deem Kontext gefuerdert, déi Zäit op ee Joer ze beschränken.

Här President, am Kader vun der Rifkin-Debatt gëtt vill iwwer Automatiséierung an Digitaliséierung geschwat. Mä och am Rifkin senger „schéiner neier Welt" wäerten et Leit ginn, déi schwéier a penibel schaffe mussen a wahrscheinlech souguer nach méi Drock a Stress wäerte mussen duerchliewe wéi haut. Fir all déi Leit ass dat heite Gesetz keng gutt Noriicht, well et hinnen eng weider eventuell Méiglechkeet ewechhëlt, eppes éischter an d'Pensioun goen ze kënnen, fir datt am Géigenzuch e Jonken hir Plaz ka kréien.

An de Moien nach hunn ech um Radio héieren, datt den LSAP-Wirtschaftsminister gesot hätt, d'Aarbechtszäit an domadder natierlech och indirekt d'Liewensaarbechtszäit misst kënne sur mesure verkierzt ginn. Dat si schéin an och richteg Wierder, mä dat heite Gesetz geet awer an eng ëmgekéiert Richtung. An duerfir wäerte mir et och net stëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll emol fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir deen ausféierleche Bericht. Ech wëll och enger Rei vun Intervenantë Merci soe fir déi complementaire Informatiounen an Explikatiounen, déi hei gi si ginn.

Dat hei ass effektiv kee Projet eleng iwwert d'Ofschafe vun der Préretraite-solidarité. Ech hunn elo ganz opmierksam deem leschte Riedner nogelauschtert an ech mengen, do gëtt d'Realitéit e bësse verzerrt.

Une voix.- Ah jo!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Loosse mer domat ufänken! Éischtens ass et richteg, datt dee Projet hei oder zumindest déi Iwwerleeung aus enger Regierung kënnt, net vun där heiter, mä vun där virdrun, an datt effektiv déi Iddi vun der Ofschafung vun der Solidaritéitspreretraite deemools haaptsächlech esou gesi ginn ass, datt et misst eng Mesure d'économie sinn. Ech mengen, do sinn all Explikatioune ginn, déi och genau dat e bësse korrigéieren, wat den Här Kaes gesot huet.

Den Aarbechtsminister war deen nämlechten. Deen huet net geännert vun där Regierung virdrun op déi heiten, mä den Aarbechtsminister huet sech vill Zäit gelooss, wéi Der gemierkt hutt, vun dem Ufank vun der Iddi bis elo zum Vott vun dësem Projet. Well fir mech war et ni eng Saach eleng vun Ekonomië maachen. Et war eigentlech eng Saach, fir dee ganze Sys-

tem vun de Preretraiten op de Metier ze huelen an ze kucken, wat an de Preretraitë Sënn mécht, haut nach, ënnert deene Konditiounen, wou mer haut sinn, a wat effektiv net onbedéngt méi Sënn mécht, a wat och misst verbessert oder geännert ginn.

An dat ass eigentlech de Sënn vun dësem Projet. Mir schafen de Prinzip - contrairement zu deem, wat eis vun, wéi Dir géift soen „neoliberalen" Agencë recommandéiert gëtt -, mir schafen d'Preretraite net of, well d'Préretraite-ajustement bleift an d'Préretraite progressive gëtt verbessert. An d'Préretraite-ajustement gëtt och verbessert!

D'Préretraite-solidarité. Fir datt d'Leit dobaussen elo genau wëssen, wéi et weidergeet, well alleguerten déi, déi an engem Betrib schaffen, wou et e Kollektivvertrag gëtt, wou effektiv déi Préretraite-solidarité drasteet, déi wëll ech emol fir d'Éischt berouegen: Soulaang dee Kollektivvertrag besteet, ass hiert Recht - à condition, datt se an där Zäit 57 Joer kréien - och nach op eng Préretraite-solidarité garantéiert.

A mir hu souguer an engem Secteur virun e puer Méint nach eng Préretraite-solidarité agefouert, well dat am beschte fonctionnéiert huet, fir do effektiv de Leit nach d'Méiglechkeet ze ginn - fir en net ze nennen: am Stolsecteur -, éischter an d'Pensioun ze goen, well dat och Leit waren, déi awer nach ënnert där schwéierer Zäit vun der Kris an deem Secteur vill hu mussen erliewen.

Duerfir, éischtens, mir hunn eng laang Phas geholl, fir déi Préretraite-solidarité ofzeschafen. Déi ass nach net komplett ofgeschaaft, well et nach ëmmer wäerte Leit ginn, déi dovu kënne profitéieren, wa se an hirem Kollektivvertrag steet.

Zweetens muss ee jo awer kënnen, an ech mengen, do gi vill Saache vermëscht, sech Froe stellen, ob dat Instrument, wat jo net als en Instrument konzipéiert ass, well déi Leit alleguerten esou penibel Aarbechten hunn... Mä dat Instrument ass konzipéiert gi mat der Iddi, der vläicht e bëssen iwwerspëtztener Iddi: „Déi Eeler ginn an d'Pensioun an déi Jonk réckelen no", fir et emol op e bësse méi en einfache Punkt ze bréngen.

An hei muss ech soen: Deen Objektiv huet net esou funktionéiert, wéi dat initialement vun engem virviregten Aarbechtsminister geduecht gi war, well, éischtens emol, esou vill Leit sinn net an d'Préretraite-solidarité gaangen. Mir leien hei bei engem Duerchschnëtt vun à peu près 150 Leit pro Joer. Well déi 300 an eppes, dat sinn dräi Joer cumuléiert. 150 Leit pro Joer: Dat ass net vill!

Hei sinn Zuele genannt ginn, wat ech appreciéiert hunn, wivill Leit eng Retraite anticipée kréien. An do si mer scho méi no bei der Penibilitéit, well dat sinn déi Leit, déi 40 Déngschtjoren hunn, dat heescht, déi fréi an hirem Liewen ugefaangen hu mat schaffen, also och gewéinlech a ville Fäll - ech géif gär soen, bal an alle Fäll - eng relativ schwéier a penibel Aarbecht haten. An dodru gëtt näischt geännert. Dat bleift esou, wéi et ass! Dat Recht, éischter an d'Pensioun ze goe mat enger Anticipée fir déi Leit bleift 100%eg bestoen! An dat sinn der iwwer 4.000, géint 150.

Une voix.- Très bien! Très juste!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Déi 150, muss ee soen, dat waren der, déi Chance haten, well dat waren net Leit, déi aus iergendwelchen objektive Grënn elo éischter konnten an d'Pensioun goen. Neen, déi haten einfach Chance, datt hire Betrib gesot huet: „Okay, ech si fir d'Préretraite-solidarité. Du kanns fir mech éischter an d'Pensioun goen. Ech probéieren dann, Leit an denger Plaz anzestellen." Dat sinn also net vill Betriber, dat waren net vill Leit. Dat ware par rapport zu all deenen, déi net vun där Mesure profitéiert hunn, ganz wéineg Leit.

Elo ass et awer esou, datt grad dee Mechanismus, firwat jo déi Mesure geschafe ginn ass, net funktionéiert huet, well an deene Secteuren, wou déi Leit a Pensioun gaange sinn, ganz oft d'Remplacementen net onbedéngt méiglech waren, well mer net ëmmer Leit fonnt hunn, déi an der ADEM ageschriwwe waren, fir déi, déi an d'Préretraite-solidarité gaange sinn. An dann hu mer eis missen op de Kapp stellen a maachen esou wéi wann deen, deen an d'Préretraite-solidarité gaangen ass, vun engem remplacéiert gi wier, deen am Chômage war an dann och nach eng Zäitchen an der ADEM ageschriwwe war. An do ass de Beschäftigungseffet vun där Préretraite-solidarité gläich oder praktesch Null!

Ech hunn dat hei an engem Debat ënnert der viregter Regierung mat engem CSV-Deputéierte schonn deemools, deen och genau déi nämlecht Argumenter gebraucht huet wéi Dir, hei diskutéiert. Dat war den Här Weber. Also, de Punkt ass deen: beschäftegungspoliteschen Effet Null vun der Préretraite-solidarité!

Elo komme mer awer bei de Punkt vun der Penibilitéit. Jo, ech sinn absolutt d'accord, datt mer mussen eng Iwwerleeung hunn iwwert d'Penibilitéit am Pensiounssystem en général. Mir hunn eng Äntwert, ech hunn et elo virdru gesot, iwwert d'„Anticipée". Mir hunn eng zweet Äntwert, an dat ass déi, déi hei am Gesetz steet: Dat ass déi vun der „Postés". Well wann et ee ganz objektive Kritär gëtt vu Penibilitéit, dat ass dee vun deene Leit, déi net regelméisseg schaffen. Dat sinn déi Leit, déi nuets musse schaffen, iwwer Joren! Dat ass e Kritär vu Penibilitéit, dee ganz kloer a ganz evident a ganz einfach ze beleeën ass.

A grad do, well dat en Effet de pénibilité ass, a grad well ech der Meenung sinn, datt mer engem, dee 15 Joer laang Schichte schafft, nuets schafft, an engem Spidol schafft zum Beispill - net nëmmen an engem Spidol, mä ganz oft sinn et Fraen, vill Fraen, déi als Infirmière am Spidol schaffen - mussen de Wee opmaachen, fir och kënne voll vun deem Recht ze benefisséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An dat hu mer gemaach, andeem mer soen: „Net méi 20 Joer, mä 15 Joer." An och déi 20 Joer (veuillez lire: 15 Joer) mussen net stattfannen, ier een an d'Pensioun geet, ier een an d'Preretraite geet, déi kënnen an deene 25 Joer virdru stattfonnt hunn.

Also ass hei en Assouplissement, eng Verbesserung grad fir déi Kategorie vu Leit, déi nuets geschafft hunn oder op Schichte geschafft hunn, realiséiert ginn. An ech mengen, dat ass e wesentleche Bestanddeel, eng wesentlech Verbesserung vum System vun der Preretraite, déi wäit iwwert dat erausgeet, wat effektiv d'Ofschafe vun der Préretraite-solidarité ass.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll soen, deen och eng nette Verbesserung ass, ass deen, datt grad bei der „Postés" Leit, déi am Chômage sinn an déi virdrun ënnert déi Clause gefall sinn, well se 15 Joer laang nuets geschafft hunn oder op Schichte geschafft hunn, datt déi, wa se 57 Joer hunn, obwuel se jo keen Job méi hunn - si sinn am Chômage -, och kënne vun där „Préretraite postés" profitéieren an also och kënne mat 57 Joer an d'Pensioun goen. Dat ass och eng Unerkennung vun deem, wat virdrun am Beruffsliewe war. An déi Persoun, wa se am Chômage ass... (veuillez lire: huet déi Méiglechkeet elo). Dat war virdrun net esou am Gesetz virgesinn, dat ass elo awer virgesinn an dat ass eng ganz kloer positiv Mesure, ass eng ganz kloer Verbesserung, déi an deem Projet hei ass.

Ech mengen, besser wéi den Här Gibéryen kann ech elo déi Saach mat der Méiglechkeet, fir den Alter och opzemaachen no 57, net explizéieren. Ech mengen, Dir hutt dat magistral gemaach. Ech brauch dorop net zréckzekommen. Dat ass also ganz richteg, wat Der do gesot hutt.

Ech wëll awer och nach e Wuert soen iwwert d'Préretraite progressive. Déi ass vu wéinege Leit bis elo geholl ginn iwwert déi ganz Joren, wou se besteet. Mir hunn déi méi soupel gemaach, mir hu se méi flexibel gemaach. A mir hu besonnesch op Ufro vu gewëssene Secteuren - och well an deene Secteure vill Frae schaffen, zum Beispill am Spidolssecteur - d'Méiglechkeet opgemaach, datt een, deen net voll geschafft huet - a grad am Spidolssecteur schaffe vill Fraen net voll, schaffen zum Beispill 75% -, och d'Recht huet op eng Préretraite progressive. Dat heescht: Virdrun huet ee missen 100% schaffen, fir iwwerhaapt an de Genoss vun där Mesure ze kommen. Dat kann een elo och, wann een net voll geschafft huet, wann een nëmme 75% geschafft huet, wat e wesentlechen... Ech sinn eng ganz Rei Kéieren ugeschwat gi vu Leit, besonnesch aus dem Secteur Spidol oder Soins, déi dat gefrot hunn.

A mir hoffen och, datt déi aner Mesuren, déi elo ronderëm d'Préretraite progressive sinn, datt et do och méi soupel ginn ass, wat d'Contrepartie ass, fir een anzestelle respektiv och, wann et an enger Convention collective virgesinn ass, da muss de Patron där Persoun dat zougestoen. Dat war virdrun net esou. Elo muss en, wann dat an enger Convention collective virgesinn ass, da kann en net soen: „Du dierfs goen", an „Du dierfs net goen", dann ass et eng Mesure générale, wou all Salarié onbedéngt dovu ka profitéieren.

Ee Wuert iwwert déi fënnef Joer: Jo, ech hunn dat esou explizéiert an dat ass och esou! An ech mengen, d'Fro, déi stellt sech a ganz wéinege Fäll, datt Leit dräi Joer ier se sollen an d'Pensioun goen op eemol de Betrib gewiesselt hunn, fir dann op eemol an eng Preretraite ze kommen. Mä de Fait, datt mer derfir gesuergt hunn, datt déi Leit, déi an engem Betrib nach net ganz laang schaffen a wou awer de Betrib eng Faillite mécht oder muss Leit entloossen oder an engem Plan de maintien ass, kënnen och da schonn no engem Joer heivu benefisséiern, deckt praktesch alleguerten déi Fäll do of an dat stellt u sech absolutt dann och kee Problem méi.

Duerfir soen ech emol éischtens, datt ech ganz frou sinn, datt esou eng large Majoritéit dee Projet hei ënnerstëtzt. Dat ass e Projet, deen effektiv ons Aarbechtswelt verbessert, besonnesch fir déi Leit, déi et méi schwéier hunn, fir déi Leit, déi och an engem Betrib sinn, wou eng Kris ass. Dat ass de Maintien vun der Préretraite-ajustement. An och en interessanten neie Modell, en ale Modell, deen awer net gebraucht ginn ass: d'Préretraite progressive, wa mer och elo kënnen an engem Fall vu Préretraite-ajustement de System vun der Préretraite progressive gebrauchen, wat och interessant ass, wa Betriber eng Préretraite-ajustement maachen, mä si soen: „Mä dat do ass awer eng Persoun, déi géife mer nach e bësse brauchen", an déi géif net an de Genoss komme vun der Préretraite-ajustement, dann ass hei d'Méiglechkeet, fir zum Beispill eng Préretraite-ajustement progressive ze ginn, wou se manner schafft, awer trotz allem schonn en Deel kann an d'Pensioun goen.

A mäi leschte Punkt ass dee vu Pensioun a schaffen, wat mer jo beim Stat hunn, wat mer zum Deel jo och iwwert d'Préretraite progressive hei hunn. Ech hu laang diskutéiert an ech sinn do net eleng de kompetente Minister, well do och de Minister vun der Sécurité sociale engagéiert ass. Ech mengen, mir sinn elo op engem Punkt ukomm, wou mer ganz schnell wäerten e Projet de loi, deen och deen dote Volet behandelt, dee jo och an engem Accord tëschent de Gewerkschaften an dëser Regierung ofgemaach war, soumettéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Aarbechtsminister. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen zum Projet de loi 6844 ukomm a mir kéinten zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6844 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo schonn eriwwer.

58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen, keng Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet 7185. Et geet doran ëm en Accord mat Estland am Beräich vum Spächere vun Donnéeën a vun Informatiounssystemer. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Yves Cruchten.

10. 7185 - Projet de loi portant approbation du «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems», signé à Luxembourg, le 20 juin 2017

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir stëmmen haut iwwer e Gesetzesprojet of, dee vläicht nach net an der Opinion publique, op d'mannst bis elo, gréisseren Interessi fonnt huet. Dobäi geet et awer hei ëm eng bedeitend Neierung, en innovative Projet, deen et esou an där Form nach net gouf, weder hei zu Lëtzebuerg nach soss an der Welt.

Zanter Joren investéiert de Lëtzebuerger Stat vill Suen a seng digital Infrastruktur an d'Iddi dohannert ass, sech als IT-Standuert ze positionéieren. Dat huet natierlech en Impakt op eis Ekonomie an et schaaft nei Aarbechtsplazen, och nei Opportunitéite fir d'Akteuren an deem Secteur, ënner anerem déi aus dem Commerce électronique.

Mir sti mëttlerweil op där zweeter Plaz weltwäit, wat eis IT-Infrastrukturen an d'Konnektivitéit vun eise Stéit ugeet. Wann ee just reng de Business kuckt, esou ass deen haut zu iwwer 97% un eis IT-Infrastrukturen ugebonnen. Mat der Strategie „Digital Lëtzebuerg" fiert d'Regierung weider mam Ausbau vum Standuert Lëtzebuerg mat dem Zil, e Centre d'excellence ze sinn, wat déi nei Technologien ugeet.

Mat deem Accord, deen tëschent der Republik Estland a Lëtzebuerg ofgeschloss gouf, schafe mer hei am Land eng sougenannt „Ambassade fir Donnéeën". Fir Estland geet et drëms, seng Donnéeë sécher an ausserhalb vu sengem eegenen Territoire ze späicheren. Estland ass jo och bekannt fir seng innovativ Servicer a seng digital Wirtschaft, ech géif souguer bal soen, seng digital Gesellschaft. Ech erënnere mech drun, dass ech schonns am Joer 2001 zu Tallin mäin Tramticket per SMS bezuelt hunn, zu enger Zäit, wou et nach keng Smartphonë gouf a wou de 4G héchstens aus der Formel 1 bekannt war.

Den Accord, dee mer haut ënnerschreiwen, gesäit vir, dass dësen Datenzenter, dee Lëtzebuerg den Esten zur Verfügung stellt, net nëmme vum neisten techneschen a sécherheetsrelevante Standard ass, mä och, dass d'Donnéeë grad ewéi d'Infrastruktur e besonnesche Schutz genéissen, äänlech wéi een dat och vläicht bei Ambassadë kennt, déi geschützt sinn. Esou däerfen dës Equipementer net saiséiert ginn a grad wéi bei de Missions diplomatiques ass den Accès reglementéiert.

D'Sécherheetsstandarde sinn zum Beispill déi, déi och vun der NATO imposéiert ginn. Dësen Datenzenter hänkt net am World Wide Web an ass deemno net anescht zouganglech wéi duerch eng Direktverbindung aus Estland, wat natierlech e wichtege Sécherheetsaspekt duerstellt.

Dat, wat Lëtzebuerg an deem Domän unzebidden huet, näämlech déi sougenannt „Tier IV"-klassifizéiert Datenzentren, dat ass dat Bescht, wat et zurzäit gëtt, a garantéiert deen héchsten Niveau un Disponibilitéit. Gréisser direkt Recettë sinn zwar mat dësem Projet net ze erwaarden, mä et geet hei ëm eis Reputatioun als Land an och als IT-Standuert.

Nodeems schonn déi Europäesch Kommissioun hiren neien Datenzenter vu Bréissel op Lëtzebuerg verluecht huet an och d'NATO hei am Land mat eis e gemeinsamen Datenzenter lancéiert huet, ass dat heiten deen drëtte Projet, wou Institutiounen oder Länner eis hir Donnéeën uvertrauen.

Et gëtt dacks gesot, dass Daten de Rohstoff vun der Zukunft sinn. Et muss een dofir och verantwortungsvoll dermat ëmgoen. Dass d'NATO, d'EU-Kommissioun an och Estland eis hir Donnéeën uvertrauen, ass deemno e ganz grousse Vertrauensbeweis an och Beweis fir déi digital Kompetenz, déi hei souwuel am Privatsecteur an awer och beim Stat existéiert. Heimat kënne mer eist Land positionéieren als e wichtegen Akteur op deem Marché.

Dëse Projet de loi gouf an der Kommissiounssëtzung vum 6. November ugeholl. Et gouf an der Kommissioun, och opgrond vum Avis vum Statsrot, eng Diskussioun iwwert den Titel vum Projet de loi. Et gouf drop higewisen, dass den Titel op Englesch verfaasst ass an dass Englesch awer keng vun eisen offiziellen an administrative Sproochen ass.

Dozou muss een awer wëssen, dass den Accord, deen tëschent béide Länner ënnerschriwwe gouf, just op Englesch verfaasst gouf an dass et dofir och keng offiziell franséisch Iwwersetzung gëtt. Esou Fäll goufen et der awer scho méi an der Vergaangenheet.

D'Kommissioun huet awer vun der Geleeënheet profitéiert, fir liicht Adaptatiounen um Titel ze maachen, an esou ass séchergestallt, dass dat alles och seng Richtegkeet huet.

Selbstverständlech ginn ech den Accord vun der LSAP zu dësem Projet de loi a felicitéieren der Regierung gradesou wéi de Leit vum Centre informatique fir dësen innovative Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An dann huet direkt d'Wuert den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci fir d'Alleréischt dem Här Rapporteur Cruchten, deen en exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport hei ofgeliwwert huet. Ech mengen, en huet am Detail erkläert, ëm wat et hei geet. Mir sinn am Kontext vun der Digitaliséierung: en Accord tëschent Estland a Lëtzebuerg, deen an déi richteg Richtung geet. Duerfir fannen den Accord souwéi och dat Gesetz eisen Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, hei gesäit een direkt, datt déi Strategie „Digital Lëtzebuerg" hei hir éischt gréisser Friichten dréit. Ech mengen, dat ass gutt fir eist Land, et ass gutt fir eis Ekonomie. Mir sinn amgaangen, hei och eng international Renommée opzebauen.

Besonnesch interessant ass, datt een dat mat engem Land mécht wéi Estland, wann ee bedenkt, datt dat nach bis 1990 ënnert der Fuchtel vun der Sowjetunioun stoung an haut als e modernt Land dosteet, wat besonnesch op dem Niveau vun der Digitaliséierung scho wichteg Etappen hanneru sech huet.

Fir eis, wéi gesot, als Land ass dat heiten e wichtege Schrëtt, e gutt Gesetz. An dowéinst bréngen ech d'Zoustëmmung vun der DP, soen awer och dem Yves Cruchten nach Merci fir seng gutt Rapporten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem Projet de loi 7185 vun de Mëtteg gi mer nei, innovativ Weeër. Et schéngt eis eent vu villen Zeechen ze sinn, datt d'Positioun vu Lëtzebuerg am Secteur vun den Technologies de l'information et de la communication eng staark ass. D'Strategie vun „Digital Lëtzebuerg" geet op. D'Efforten, fir aus Lëtzebuerg e Virreider a séchere Partner am Beräich vun dësen neien Technologien ze maachen, droen hir Friichten.

Mat dem Accord, dee mer haut mat dësem Gesetz ratifizéieren, schafe mer eng Zort virtuell Ambassade fir Estland zu Lëtzebuerg. Dat ass, an de Rapporteur huet et scho gesot, en Zeeche vu Vertrauen, wat engersäits eis Regierung an Estland huet, well jo och d'Republik Estland kann Aktivitéiten op eisem Terrain maachen, déi ënner hirer Autoritéit oflafen, an eleng ënner hirer Responsabilitéit. Et ass natierlech och en Zeechen, datt d'Regierung vun Estland Vertrauen an eist Land an an „Digital Lëtzebuerg" setzt.

Ech soen dem Rapporteur och Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir si gespaant, ob dësen Accord den Ufank ass vun enger méi laanger Serie vun äänlechen Accorden. Et stellt sech jo elo d'Fro, ob dann „Digital Lëtzebuerg" d'Äntwert ass op d'Entwécklungen am Finanzsecteur. Wann ech zum Beispill den Interview de Moien am „Wort" huele vum Direkter vum Centre des technologies de l'information, do huet den Här Gilles Feith gesot, ech zitéieren aus deem Artikel: «Du centre de confiance des banques, le Luxembourg doit devenir un centre de confiance européen.» Hei schénge mer dee Wee ze goen. Mir gi mat op deen digitale Wee. Mir froen eis natierlech och: Ass bei „Digital Lëtzebuerg" alles méiglech oder musse mer eis och do iwwerleeën, ob dat heiten, wéi gesot, den Ufank vun enger laanger Ketten ass oder ob et just eng Parenthèse ass?

Ech soen Iech Merci an ech bréngе selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt och ufänke mat engem grousse Merci un de Rapporteur, datt en eis deen heite moderne Projet, flotte Projet presentéiert huet, dee mir als ADR och ganz gär ënnerstëtzen.

Ech wéilt hei zwou Bemierkunge maachen an ech sinn och besonnesch frou, datt d'Regierung haut vertrueden ass duerch e Minister, deen och selwer eng laang Erfahrung an der Diplomatie huet, well déi zwou Bemierkungen, déi ech wëll maachen, déi hunn direkt domadder ze dinn.

Déi Éischt ass, datt mer natierlech, well mer iwwer Estland schwätzen, kéinten eng Kéier eng Reflexioun maachen - dat maache mer elo net haut- allgemeng iwwer eis Vertriedung an där Regioun, wou mer jo wëssen, datt mer och als Benelux mat de baltesche Staten probéieren, en intensiven Dialog ze féieren, datt mer eng Kéier iwwert d'Architektur vun eiser Vertriedung an där Regioun kéinten nodenken.

Mä dat Zweet, wat ech wéilt soen, dat ass elo eigentlech dee Präzedenzfall, dee verschidde Leit hei schonn ënnerstrach hunn, iwwert dat, wat mer haut hei maachen: en Ofkommes tëschent zwee Staten iwwert d'Stockéierung vun Donnéeën an eng Weiderentwécklung vum internationalen ëffentleche Recht an deem Sënn, datt mer hei eng Dispositioun huelen, wéi eng Privileegien an Immunitéite mer an engem Beräich ginn, dee bis elo am internationalen ëffentleche Recht kaum oder guer net regléiert ass.

Hei ass och eng Nisch fir Lëtzebuerg. Net nëmmen, datt mer kënnen higoen a soen: „Mir entwéckelen eisen digitale Standuert Lëtzebuerg", oder: „Mir maachen dës oder déi technologesch Erneierung", mä et ass och e Präzedenzfall am internationalen ëffentleche Recht. A mir kéinten als Lëtzebuerg eis och profiléieren doduerch, datt mer zum Beispill soen: „Dat wat 1961 net konnt antizipéiert gi beim Wiener Ofkommes iwwer diplomatesch Relatiounen, kéinte mer eventuell elo an Negociatiounen abréngen, fir en Zousazprotokoll oder eng Moderniséierung och am internationalen ëffentleche Recht bei internationalen Institutiounen oder am bilateralen tëschestaatleche Beräich kënnen ze erreechen." Et géif eist Land profiléieren an internationale Gremien, den Droit moderniséieren an och an deene Gremien dozou bäidroen, d'Virdeeler vu Lëtzebuerg als Standuert ze ënnersträichen.

An deem Sënn, Här President, huet d'ADR Iech eng Motioun virbereet, déi mer Iech heimadder däerfen iwwerreechen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...a vun där mer hoffen, datt se kann den Accord vun dësem héijen Haus kréien. Ech soen Iech Merci.

Motion 1

D'Chamber,

- am Bewosstsi vun där ëmmer méi grousser Wichtegkeet vun der Digitaliséierung vun den Donnéeën an hirer Stockéierung ënner beschtméiglechen a séchere Konditiounen;

- iwwerzeegt, datt Lëtzebuerg och an dësem Beräich soll eng wichteg Roll spillen an datt de verantwortungsvollen Emgang mat digitalen Date kann zu enger weiderer Diversifizéierung vun eiser Ekonomie bäidroen;

- sech bewosst, datt dës Entwécklung och an den tëschestaatleche Relatiounen eng ëmmer méi grouss Roll spille kann an datt Lëtzebuerg déi Chancen, déi sech an dësem Beräich opdoen, muss fréizäiteg erkennen an notzen;

- wëssend, datt esou international Entwécklungen och Implikatiounen op dat internationaalt ëffentlecht Recht hunn an datt d'Klärung vun deene juristesche Froen an déi domat verbonne Rechtssécherheet en onverzichtbare Grondstee fir den Ausbau vun den tëschestaatleche Relatiounen am Datewiese sinn;

- drun erënnerend, datt déi Wiener Diplomaterechtskonventioun vun 1961 déi modern Entwécklungen am Beräich vun der Digitaliséierung an hir Implikatiounen op déi diplomatesch Relatiounen net konnt antizipéieren;

begréisst

- dat Ofkommes tëschent Lëtzebuerg an Estland iwwer „the hosting of data and information systems", dat op dësem Gebitt Neiland betratt huet;

stellt fest,

- datt dat Ofkommes an engem bestëmmte Mooss Virbild fir eng deelweis Upassung a Moderniséierung vun den internationale Konventiounen iwwert d'Regele vun den diplomatesche Relatiounen tëschent de State ka sinn;

ass iwwerzeegt,

- datt eng Pionéierroll vu Lëtzebuerg an dësem Gebitt positiv Repercussiounen op eis Perceptioun an internationalen Institutioune kann hunn an och d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Beräich vun der digitaler Ekonomie ka favoriséieren;

fuerdert d'Regierung op,

- op internationalem Niveau Initiativen ze huelen, déi et erlaben, déi pertinent Konventiounen iwwert d'Relatiounen tëschent de Staten un déi nei digital Entwécklungen an Opportunitéiten unzepassen.

(s.) Fernand Kartheiser

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, an dësem Projet de loi geet et jo och net nëmmen ëm IT. Mir wëssen, datt Estland jo derfir bekannt ass, fir e Land ze sinn, wat quasi op 100% Digitaliséierung setzt. Ob dat esou 100%eg positiv ass, sief dohigestallt, dat ass de Choix vun den Este selwer. Ech sinn e bësse méi skeptesch, wat dat ugeet, mä dat ass just meng Appreciatioun.

Mir wëssen awer, datt mat esou enger Strategie och e Land, deemno wéi, eendeiteg méi einfach ka lamgeluecht ginn. An ech wëll drun erënneren: Et gouf jo eng Aart Präzedenzfall am Joer 2007, nodeems e Mahnmal vun der Rouder Arméi zu Tallin deplacéiert gouf, wat fir eng gréisser Kontrovers gesuergt hat deemools an Estland, an doropshi koum et zu enger Hackerattack, anscheinend vun enger IP aus Moskau -ob do d'Regierung derhannert stoung, weess ech net, et ka sinn, deemno wéi -, an d'Land gouf zwou Woche laang lamgeluecht.

Ech mengen, et ass dee ganze Kontext, u sech e Kontext, deen erëm un de Kale Krich erënnert. An do muss ee sech awer d'Fro stellen iwwert déi Diskussioun vum IT, déi hei beschwat gouf, wat och eise Rôle ass hei zu Lëtzebuerg, an déi Neioplag vu Kalem Krich eranzegeroden. Well, och wann et net ënner eiser Souveränitéit wäert geschéien, stockéiere mir jo deelweis kritesch Donnéeë vun den Esten, am Kontext wahrscheinlech och vun hire Konflikter mat Russland, déi, ech hoffen a mir hoffe wierklech, sech ni wäerte verschäerfen. Leider huet een heiansdo den Androck, datt d'Aussepolitik an och d'NATO-Politik an déi Richtung ginn.

Ech wëll domadder awer elo net Moskau onbedéngt fräischwätzen, mä mir hunn net den Androck, datt mer eng Politik maachen, déi friddensstëftend ass. A mir hunn den Androck, datt mer e bëssen ze vill wäit mat der Nues fortginn, wat déi baltesch Länner ugeet; och eis Implikatioun innerhalb vun de baltesche Länner, mat Regierungen, wou een awer och muss heiansdo soen, datt se net esou ganz schmackhaft sinn, an déi och ehemoleg Nazie rehabilitéieren. Ech wëll dat emol eng Kéier soen. Dat ass natierlech och hire Choix, mä ech weess net, ob dat ëmmer e ganz gudden Hannergeschmaach huet.

Dofir mengen ech net, datt dat wierklech nëmmen eng Fro vun IT ass. Et ass eng Fro, déi eng geopolitesch Portée huet an déi Lëtzebuerg vill ze vill, an eisen Aen, implizéiert an engem Konflikt, dee sech deelweis ëmmer méi verschäerft. Mir sinn der Meenung, datt een eng aner Roll misst op deem Niveau hunn an net onbedéngt ze vill op där enger oder där anerer Säit misst Partie huelen. Dofir wäerte mer och dergéint stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister fir den Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Voilà! Merci dem Rapporteur, dem Här Cruchten, fir säi Rapport, a fir déi aner Interventiounen. Ech mengen, dat wat elo vum leschte Riedner gesot ginn ass, depasséiert absolutt de Kader vun dësem Accord a passt och net zu där doter Diskussioun.

Ech hunn elo just dee Projet kritt vun enger Motioun. Bon, et ass elo schwéier, iwwert dat direkt hei ze decidéieren. Ech mengen, do sinn eng Rei valabel Iddien dran, ouni Zweifel, wou et och wierklech wichteg ass, datt mer, wat d'internationaalt Recht ubelaangt, där neier Evolutioun vun der Digitaliséierung besser Rechnung droen. Ech mengen, déi Iddi ass absolutt berechtegt.

Ech géif proposéieren, datt mer déi Motioun hei an d'Commission des Affaires étrangères schécken, datt déi sech mat där Fro hei beschäftegt an eventuell dann och nodréiglech zu engem Accord heirop kënnt. Ech mengen, dat kéint eng Léisung sinn, fir elo där Motioun hei zumindest net einfach eng Offouer ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Aarbechtsminister.

A just vläicht eng méi perséinlech Bemierkung: Mir waren an deene leschte Méint e puermol an deene baltesche Länner als offiziell Delegatioune vun der Chamber. Ech wëll net am Raum stoe loossen, dass dat, wat gesot ginn ass iwwer Verharmlosung vun Nazien, Exnazien, en Allgemengplaz an deene Länner ass. Dat wollt ech just präziséieren, well mir hunn an deene Länner och streckeweis ganz gutt fonctionnéierend Demokratien. Just, fir dat awer ze berichtegen. Och déi parlamentaresch Demokratie huet heiansdo hire Wäert, wann ee sech op der Plaz ka vergewësseren, wat gutt leeft, wat schlecht leeft a wou souguer Beispiller geschriwwe ginn. Mä ech mengen, dass dat och net esou gemengt war vun Iech.

Merci.

Da géif ech Iech bieden, zum Vott iwwert de Gesetzesprojet iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7185 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Merci.

A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen...

(Interruption)

Ah, entschëllegt! Entschëllegt! Jo, et ass nach deen nächste Punkt: d'Motioun.

Motion 1

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, den Här Minister, deen den Här Ausseminister vertrëtt, deen huet eng Propositioun hei gemaach. Ech hätt mer d'Propositioun éischter vum President vun der baussepolitescher Kommissioun erwaart, mä dat ass elo net esou wichteg.

Ech mengen, et ass eng gutt Initiativ, fir ze soen, mir sollten iwwert dee Projet zesummen eng Kéier an der Kommissioun nodenken an et dann nach eng Kéier hei an de Plenum huelen. Ech géif och proposéieren, datt deen zoustännege Minister bei där Diskussioun sollt derbäi sinn, well de But ass jo e prakteschen: Et geet drëm, datt Lëtzebuerg sollt an der UNO d'Initiativ iwwerhuelen, fir den internationalen Droit an deem Sënn auszebauen.

Och wann déi Konventioun zum Deel op jus cogens berout, ass et awer gutt, fir se ze adaptéieren an ze moderniséieren. An dofir géif ech dann och mat där Propositioun d'accord sinn, déi den Här Minister Schmit hei gemaach huet, an da proposéieren, datt mer et op den Ordre du jour vun där zoustänneger Kommissioun huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ass dat esou an der Rei fir jiddwereen?

(Assentiment)

Ma da maache mer dat esou.

(La motion 1 de M. Fernand Kartheiser est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.)

A mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7192, engem Amendement zu der Konventioun iwwert d'Mënscherechter. An deeselwechte Rapporteur, den Här Yves Cruchten, huet d'Wuert.

11. 7192 - Projet de loi portant approbation du Protocole nº15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci nach eemol, Här President, an erlaabt mer, dass ech och e bëssen aushuelen, fir awer e bëssen och de Kontext ze setzen. Mir huelen haut u sech en Zousazprotokoll un, deen d'Mënscherechtskonventioun ofännert, mä u sech schwätze mer net méi genuch iwwert d'Mënscherechter. Mir schwätzen net méi genuch doriwwer, weder hei an der Chamber nach an der Gesellschaft nach an der Press.

Et ass dëst och net eleng e Lëtzebuerger Phenomeen, mä ech géif soen, dee stellt sech a ganz West- bis Mëtteleuropa. A firwat ass dat esou? Firwat sinn d'Mënscherechter vläicht bei eis keen esou e wichtegt Thema méi? Vläicht, well bei eis d'Situatioun vun de Mënscherechter, soe mer emol, relativ gutt ass, dat heescht, dass, obwuel et sécher ëmmer nach Verbesserunge musse ginn, déi meescht Bierger bei eis mat der Situatioun vun de Mënscherechter zefridde sinn.

Allerdéngs ass dat net iwwerall de Fall. An enger ganzer Rëtsch Länner ginn d'Grondfräiheete vun den Awunner net gutt geschützt, an dat souwuel an den eenzelne Memberstate vum Europarot, wéi natierlech och a Länner, déi d'Mënscherechtskonventioun net oder nach net ugeholl hunn.

Dobäi ass d'Mënscherechtskonventioun eng vun de gréissten zivilisatoreschen Errungenschaften aus dem leschte Jorhonnert. Knapps fënnef Joer nom Enn vum Zweete Weltkrich gouf se vum Europarot ugeholl a si gëllt ewell a 47 Länner. Lëtzebuerg war do, wéi esou dacks, ganz vir mat bäi.

Et ass dofir eisen Optrag, dass mer eis ëm d'Mënscherechter këmmeren, dass mer doriwwer schwätzen, dass mer eis dorëms beméien, net just, fir se selwer anzehalen, mä och, fir se auszeweiden an derfir ze suergen, dass se iwwerall d'Bierger schützen.

Fir dat eben ze garantéieren, gouf 1959 den Europäesche Geriichtshaff fir d'Mënscherechter geschaaft. Dësen huet als Aufgab, fir d'Anhale vun de Prinzipie vun der Mënscherechtskonventioun ze suergen. All Awunner aus Europa, mat Ausnam vu Wäissrussland an dem Vatikanstat, kann haut säi Recht zu Stroossbuerg akloen. D'Cour beschützt mëttlerweil 825 Milliounen Awunner, net just an der Europäescher Unioun, wéi dacks gemengt gëtt, mä och doriwwer eraus a Russland, der Tierkei oder nach am Kaukasus.

Well a ville Länner d'Situatioun vun de Mënscherechter net esou gutt ass wéi bei eis, ass den Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff mat villen, jo, ganz villen Affäre geplot. Den Ament ass d'Cour mat engen 90.000 Affäre befaasst; dovunner eleng 19.000 aus der Ukrain an 18.000 aus der Tierkei, awer och gutt 10.000 aus Rumänien oder Ungarn. Zejoert goufen och 23 nei Fäll géint de Lëtzebuerger Stat opgemaach.

Un dëser enormer Unzuel eleng erkennt ee schonns, dass d'Aarbecht vum Geriichtshaff muss vereinfacht ginn. Et muss méi séier an och méi effizient geschafft ginn.

Dorëms geet et eigentlech bei dësem 15. Zousazprotokoll zur Mënscherechtskonventioun, dee mer haut unhuele wëllen. Hei gëtt de Prinzip vun der Subsidiaritéit reaffirméiert, d'Delaie gi gekierzt, d'Kritäre vun der Recevabilitéit gi gestäerkt, d'Alterslimitt vun de Riichter gëtt nei definéiert an esou weider. Fir den Detail vun all deene Saache verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Wa mir dat Gesetz haut gestëmmt hunn, dann hu bis ewell 37 vu 47 State ratifizéiert.

Ech wéilt awer net ophalen, ouni nach eemol op d'Wichtegkeet vun der Mënscherechtskonventioun an den Institutioune vum Europarot hinzeweisen. Zum Europarot gehéieren nieft dem Comité des Ministres, nieft der Cour och d'Assemblée parlementaire an de Congrès des pouvoirs locaux.

Heiansdo gëtt ee gefrot, firwat dass d'Chamber an hir Deputéiert sech am Europarot engagéieren: „D'Musek, déi spillt dach hei zu Lëtzebuerg an net zu Stroossbuerg." Abee, dorop muss een äntwerten, dass et wichteg ass, dass mir Lëtzebuerger eis abréngen an den Diskussiounen iwwert d'Mënscherechter, iwwert d'Demokratie an iwwert d'Rechtsstaatlechkeet, an dat net eleng bei eis doheem.

Net nëmmen déi Rapporten an déi Recommandatiounen, déi zu Stroossbuerg gestëmmt ginn, si wichteg, mä virun allem eben och d'Cour an hir Uerteeler. Eng vun den Aufgabe vun de Lëtzebuerger Deputéierten an der Assemblée parlementaire ass déi, fir d'Riichter erauszesichen, déi op der Cour siegéieren. An do kritt den Europarot och net ëmmer nëmme gutt Kandidature vun den eenzelne State proposéiert.

Wann een d'Situatioun vun de Mënscherechter, der Demokratie an der Rechtsstaatlechkeet op eisem Kontinent kuckt, da gesäit een, dass nach vill Aarbecht op eis waart. Wa mir gesinn, wéi a Russland mat Homosexuellen a mat ONGen ëmgaange gëtt, wa mir gesinn, wéi sech d'Tierkei zu engem autokratesche Stat entwéckelt, wa mir gesinn, wéi Polen säi Rechtsstat lues a lues ofschaaft a wéi Ungarn mat senger Zivillgesellschaft ëmgeet, da freet ee sech heiansdo, ob déi Länner nach hir Plaz hunn, och an deem Europarot. An éierlech gesot hunn ech mer déi Fro souguer och scho gestallt.

Et dierf een awer net vergiessen, dass den Ausschloss vun dëse Länner och géif bedeiten, dass hir Bierger net méi kéinte beim Mënscherechtsgeriichtshaff kloen. Getraff wieren also net d'verantwortlech Politiker, mä d'Bierger! Dofir gëllt et, alles ze maachen, fir déi Länner am Boot ze behalen, mat hinnen ze streiden, am gudde Sënn vum Wuert, op allen Niveaue vum Europarot a si ze iwwerzeegen, déi Engagementer, déi se bei der Signature vun der Mënscherechtskonventioun geholl hunn, och anzehalen.

Dësem hu sech déi Lëtzebuerger Delegéiert am Europarot verschriwwen. An dofir ass hiren Engagement zu Stroossbuerg an dee vu Lëtzebuerg am Ganzen an och dee vun deene villen ONGen, déi sech fir d'Mënscherechter asetzen, och net ëmsoss.

Natierlech ginn ech den Accord zu dësem Projet fir meng Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, och hei e ganz grousse Merci un de Rapporteur, deen eis dee Projet och erëm am Detail virgestallt huet. A sech ass den Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff am Moment Affer vu sengem Succès. Dat gesäit een, wann een d'Zuelen erëm eng Kéier kuckt.

De Rapporteur huet d'Wichtegkeet vun där Cour ënnerstrach, besonnesch virum Hannergrond vun ëmmer méi Mënscherechtsverletzungen. Duerfir ginn och all déi Modifikatiounen, déi hei proposéiert ginn, an déi richteg Richtung. Et ass wichteg, datt och de Fonctionnement an d'Effizienz vun där Cour vergréissert ginn. An duerfir gi mir och den Accord zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet den Här Gusty Graas d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, de Rapporteur Yves Cruchten, deem ech iwwregens Merci soe fir säi Rapport, huet zu Recht drop higewisen, datt déi ganz Problematik ëm d'Mënscherechter vläicht net oft genuch thematiséiert gëtt, och an eise Breeden hei. Dat huet natierlech zum Deel och de Virdeel, datt mir an enger Géigend hei liewen, wou mer Gott sei Dank net esou mat deene Problemer konfrontéiert sinn. Mir wëssen awer, datt et op ville Plaze ganz aneschters ausgesäit.

Hei ass u sech e klengt Gesetz, mä e Gesetz mat enger ganz grousser Dimensioun. Et ass wichteg, datt déi Modifikatiounen hei virgeholl ginn. Ech verweise virun allem op d'Artikelen 3, 4 a 5, wou et jo u sech drëm geet, fir d'Delaien ze acceleréieren. Dat ass och am Interêt vun deem, dee klot. An et ass jo virdrun och hei richtegerweis gesot ginn: Leider kommen ëmmer méi Fäll virun de Mënscherechtsgeriichtshaff. An dowéinst ass et wichteg, datt déi Cour optimal, effikass fonctionnéiert. Et ass also net méi wéi normal, datt mir als Demokratesch Partei d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet den Här Claude Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mat deem Gesetz, wat mer hei debattéieren an duerno stëmmen, ratifizéiere mer de Protokoll Nummer 15 vun der Konventioun iwwert de Schutz vun de Mënscherechter an de Grondfräiheeten. Par rapport zum Protokoll Nummer 14 kommen eng Rei Ännerungen, op déi de Rapporteur agaangen ass an déi och a sengem schréftleche Rapport stinn. Duerfir Merci dem Yves Cruchten fir seng Aarbecht.

E puer vun den Neierungen zilen drop of, datt d'Prozedure solle méi schnell ginn. Dat ass och net vu Muttwëll, well aus dem Rapport annuel vun der Cour européenne vun de Mënscherechter vun 2016 geet ervir, datt d'Cour et mat insgesamt ronn 80.000 Requêtes pendantes ze dinn huet. 80.000 Affären also, déi waarden drop, nach gesprach ze ginn.

Dat Geriicht ass zoustänneg fir déi 47 Länner, déi déi Europäesch Konventioun fir d'Mënscherechter ënnerschriwwen hunn. An 2016 waren déi meescht Affären an der Pipeline aus der Ukrain komm. De Rapporteur huet och d'Zuele gesot vun deene Länner, déi déi meescht Affären unhängeg hunn, duerfir widderhuelen ech se net. Et ass awer interessant ze wëssen, datt déi meescht Affären aus der Ukrain kommen, duerno aus der Tierkei, dann aus Ungarn, Russland a Rumänien.

An dat sinn d'Zuele vun 2016, déi dat soen, mä déi Hitparad vun de Länner huet sech iwwert déi lescht Joren eigentlech guer net geännert. An dat schéngt eis dann och schonn e relativ gerecht Bild ze gi vun der Situatioun vun de Mënscherechter an deem groussen Europa.

Aus Lëtzebuerg komme relativ wéineg Ufroen. An 2016 ass och kengerlee Violatioun vu kengerlee Artikelen duerch de Lëtzebuerger Stat festgestallt ginn. Dat ass jo och eventuell interessant fir déi Debatt, déi mer muer hunn. Muer schwätze mer jo hei am Haus och iwwer e Mënscherecht: iwwert d'Meenungsfräiheet. Mä wéi gesot, dat ass muer um Programm.

Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och hei nach eng Kéier e grousse Merci un den Här Cruchten. U sech hat säi Rapport e bëssen zwee Deeler: een, deen dat Gesetz hei ugeet, an een, deen e bëssen op d'Situatioun vun de Mënscherechter an e puer Memberstate vum Conseil de l'Europe agaangen ass.

Op déi zweet Diskussioun wëll ech elo net agoen. Do si mer e bëssen an där Situatioun wéi virdru beim Exposé iwwert d'baltesch Staten, deen hei gemaach gouf. Ech mengen, dat ass en anere Sujet. Mä dat Gesetz hei wërft e bëssen e Liicht op dat Spannungsverhältnis, wat heiansdo besteet tëschent der Souveränitéit vun de Staten an dem Rôle vun den internationale Juridictiounen.

Ech wëll emol ufänken, fir ze soen, datt d'ADR dëse Projet wäert matdroen an ënnerstëtzen, well mir sinn, wéi mir all heibannen, drun interesséiert, datt déi international Juridictiounen hir Aarbecht kënnen ënner optimale Konditioune maachen.

Mä déi Diskussioun entsteet net aus dem Näischt. Si entsteet engersäits doduerch, datt d'Politik an deene leschte Joren, ech géif soe bal Jorzéngten, d'Tendenz hat, och schwiereg politesch Froen op Juridictiounen ze verlageren, a sech e bëssen der politescher Verantwortung och doduerch entzunn huet, fir dem Riichter allgemeng Decisiounen ze iwwerloossen, déi vläicht éischter an d'Sphère politique gehéieren. Doduerch huet dat derzou bäigedroen, fir d'Iwwerlaaschtung vun deene Juridictiounen erbäizeféieren.

Och do musse mir als Politiker eis soen: Wat muss wierklech vu Geriichter tranchéiert ginn a wat gehéiert an dee politeschen Aflossberäich? Wat ass an eiser Verantwortung? An do musse mer vläicht méi kloer a méi courageiert Trennlinnen zéien.

Dat Zweet ass, datt déi Juridictiounen zum Deel och en Eegeliewen entwéckelen, well se gesinn, datt se Kompetenzen delegéiert kréien, dacks mat deem Hannergedanken, hinnen e staarke Rôle ze ginn. Dat gesi mer beispillsweis um Europäesche Geriichtshaff, deen iwwer Jorzéngten - dat ass en oppent Geheimnis - kloer integrationistesch gewierkt huet, ee vun den Haaptvecteure war, fir d'europäesch Integratioun ze verdéiwen, virunzedreiwen. An dat ass en éischter politesche Rôle, deen och ëmmer erëm an den Traitéen an deem Sënn begleet gouf, datt méi Kompetenzen a Richtung Europäesche Geriichtshaff kanaliséiert goufen, eben och an der Optik vu sengem Rôle an der Geschicht vun der europäescher Integratioun.

Dat Drëtt ass, datt déi Juridictiounen heiansdo e bëssen ze wäit ginn an deem Sënn, datt se an Domäner eraginn, wou se net méi d'Delegatioun ganz kloer hunn, fir do däerfen ze agéieren. Mir hate virun enger gewëssener Zäit d'Beispill vum Vereenegte Kinnekräich an deem spezifesche Fall vun dem Droit de vote vun de Prisonnéier am Vereenegte Kinnekräich. Däerfen déi nach stëmmen? Däerfe se net méi stëmmen?

An dat ass schlussendlech dann zu Stroossbuerg decidéiert ginn an engem Sënn, wou dat brittescht Parlament gesot huet: „Mä do huet den Europäesche Geriichtshaff eng Decisioun geholl, déi eis, dem brittesche Parlament, zousteet, an net him." An dat sinn dann déi Diskussiounen, déi zu deem Spannungsverhältnis féieren tëschent den internationale Juridictiounen an de Staten.

Dofir ass et och interessant hei ze liesen, an dësem Projet de loi, datt hei d'Autoritéit vun de Staten nach eng Kéier confirméiert gouf, vläicht och als Resultat vun där Diskussioun, wou gesot gëtt, d'«autorités nationales sont en principe mieux placées qu'une Cour internationale pour évaluer les besoins et les conditions au niveau local», an datt een da subsidiaresch international Juridictioune soll asetzen, wann eben d'Problemer um nationalen Niveau net méi kënne geléist ginn.

Och déi Tatsaach, datt dës Juridictioune sech solle méi mat prinzipielle Saache befaassen - och dat ass e Prinzip, deen hei nach eng Kéier betount gëtt an dësem Gesetz -, fir prinzipiell Froen ze léisen a sech net an Detailfroen ze verléieren, och dat ass eppes, wat dat Spannungsverhältnis an dës Kloerheet, déi néideg ass tëschent dem Rôle vun deem engen an deem aneren, nach eng Kéier ënnersträicht.

Et ass och fir eis, mengen ech, an den Debatten, déi mer mussen hunn, an enger schwiereger Phas, wou Europa elo dran ass, ëmmer erëm wichteg, fir ze kucken, wéi e Rôle mer och an Zukunft wëllen dem Europäesche Geriichtshaff ginn a wéi mir eis als Nationalstat wëllen dozou positionéieren.

Dat gesot, wat den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter ugeet, deen eis voll Ënnerstëtzung huet, wäerte mir och dëst Gesetz matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de leschte Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ee vun de Punkten, déi am meeschte kontrovers och diskutéiert goufen, och am Kader vu Juristen, dat ass jo d'Fro vun der Marge d'appréciation, déi jo am Preambule soll erakommen. Dat huet natierlech keen direkt bindenden Effekt.

Et sinn awer ëmmer Bedenke gewiescht och a gewëssenen Analysen. Ech wollt just kuerz de Centre suisse de compétence pour les droits humains hei zitéieren, deen dat esou analyséiert huet: «La portée juridique de cette modification au préambule est donc faible. Cependant, elle pourrait entraîner la Cour à adopter, de manière spontanée ou sous la pression des forces politiques, davantage de prudence dans sa jurisprudence.»

Bon, voilà! Dat heescht, weiderhi menge se och, datt, deemno wéi d'politesch Situatioun kéint evoluéieren, och gewësse State kéinten nach eng méi grouss Marge d'appréciation fuerderen, grad an den Domäne vu Mënscherechter. Dat soll awer och éischter eng Fro vu Spekulatioun bleiwen.

Mir wäerten dee Projet de loi matdroen. Mir wollten awer drun erënneren, datt déi Fro natierlech net onkontrovers diskutéiert gëtt ënner Spezialiste vum Fach, quitte datt een all Precautioune soll dann huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet dann elo d'Regierung, wa se et wëllt.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech soen dem Rapporteur Merci fir de Rapport an och alle Riedner, an ech mengen, och fir hir Zoustëmmung zu dësem trotz allem wichtege Projet, well ech mengen, et ass e grousse Fortschrëtt, datt déi rechtsstaatlech Prinzipien och op engem internationale Plang eng gewësse juristesch Garantie hunn. An déi Garantie muss och kënnen exercéiert ginn a si muss och funktionéieren.

Mir wëssen, datt déi Spannungsfelder, déi virdru mentionnéiert gi sinn, grouss sinn an datt et hei och nëmme mat klenge Schrëtt no vir geet. Mä et ass extrem wichteg, datt de Bierger, wou en och ëmmer lieft, sech kann op d'Konventioune beruffen, déi säi Stat signéiert a ratifizéiert huet, datt en dann och d'Méig-

lechkeet huet, iwwer eng international Juridictioun do seng spezifesch Interête verteidegt ze kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Aarbechtsminister a Vertriedung vum Här Ausseminister.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7192 et dispense du second vote constitutionnel

Mir géifen dann zum Vott iwwert de Projet de loi 7192 iwwergoen. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo, also Unanimitéit fir dëse Projet. Domat ass de Projet de loi 7192 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A wéi beim leschte Projet d'Fro: Ass och hei d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci gesot.

Da géife mer zum leschte Punkt vun eisem haitegen Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6409 iwwer Ännerunge bei der Reglementatioun vun der Assistance parentale. D'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

12. 6409 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aktivitéit vun der Assistance parentale krut 2007 hiren éischte legale Kader. Zënterhier huet dee Secteur sech awer ganz staark entwéckelt. 2010 gouf et scho 500 Assistants parentaux hei zu Lëtzebuerg an am Moment sinn et der ronn 700.

Et brauch ee sech nëmmen dës Zuelen unzekucken, fir festzestellen, dass d'Assistants parentaux oder, wéi se hei zu Lëtzebuerg genannt ginn, d'Dageselteren, d'Dagesmammen an d'Dagespappen, fir vill Leit hei am Land eng reell Alternativ zu der Bomi, zu der Crèche oder zu enger anerer Betreiungsstruktur sinn.

Béid Forme vun der Kannerbetreiung, also souwuel d'Dageseltere wéi och d'Crèche an d'Maison relais, hunn hir Berechtegung an alle béid hu fir d'Elteren déi eng Virdeeler a vläicht deen een oder aneren Nodeel. Et ass awer eenzeg an eleng un den Elteren ze entscheeden, wat fir eng Betreiung fir hiert Kand am beschten zoutrëfft a wou hiert Kand soll versuergt a gefërdert ginn, falls d'Elteren dat wënschen.

Schonn 2012 sollt de Secteur vun den Dageseltere méi strikt reglementéiert ginn, fir eventuellen Abuse vum System entgéintzewierken, mä awer och, fir kloer Qualitéitskritäre festzeleeën.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Zil ass et, fir sécherzestellen, dass all Kanner vun enger qualitativ héijer Betreiung bei den Dageseltere profitéiere kënnen, an dat zum Wuel vun alle Kanner.

Mat dësem Projet de loi leeë mer also haaptsächlech nei Qualitéitskritäre fest, déi d'Prestatairë mussen erfëllen, fir den Agrement vum Ministère ze kréien. Déi eng Kritäre betreffen d'Formatioun an d'Qualifikatioun vun den Dageselteren. Déi aner leeë kloer Kritäre fir d'Infrastrukture fest, an deenen d'Kanner versuergt ginn.

Wat ännert sech elo konkret? Eng éischt Saach, déi sech ännert, dat ass d'Limitt vun 12 Kanner pro Assistant parental, déi festgesat gëtt. Et kann een also als Assistant parental net méi wéi zwielef Contrats d'éducation et d'accueil mat den Elteren ënnerschreiwen. Et bleift allerdéngs dobäi, dass net méi wéi maximal fënnef Kanner gläichzäiteg kënne betreit ginn. Déi eege Kanner sinn dovunner ausgeschloss. A Kanner, déi manner wéi zwee Joer hunn, där däerf ee just maximal zwee am Stot betreien.

Ech mengen, dat si räsonabel Limitten, déi engersäits verhënneren, dass ze vill Kanner op eng Dagesmamm oder en Dagespapp zoukommen. Si verhënneren och, dass een 30 Kontrakter kann ausfëlle fir 30 Plagen, déi an der Woch méiglech wären.

Wéi gesot, d'Wuel vum Kand steet hei am Vierdergrond.

Ausserdeem falen nei Aktivitéiten ënnert d'Kompetenz vun den Dageselteren. Déi garantéieren natierlech, dass et de Kanner generell gutt geet an dass si kierperlech a geeschteg gefërdert ginn a sech gutt entwéckelen. Ënner anerem regelméisseg Ausflich an d'Natur, kulturell a sozial Aktivitéiten, eng ausgeglachen Ernärung an Hëllef bei den Hausaufgabe sollen dee Volet ofdecken.

All dëst soll am totalen Aklang mat der individueller Entwécklung vum Kand sinn, ouni d'Kand ze iwwerfuerderen an natierlech och net ze ënnerfuerderen.

Här President, mat dësem Projet de loi ginn, ewéi gesot, d'Konditiounen definéiert, fir de sougenannten „agrément" vum Ministère ze kréien. Ouni dëse leeft näischt. Ouni den Agrement kann een net Dagesmamm oder Dagespapp ginn.

Wat muss een dann alles erfëllen, fir deen Agrement ze kréien? Un alleréischter Plaz muss een natierlech groussjäreg sinn a kierperlech a geeschteg an der Lag sinn, fir Kanner ze betreien. Dozou kënnt dee sougenannte Projet d'établissement, deen d'Offer an d'Konzept vun der ganzer Prise en charge erkläre soll. Ausserdeem muss ee gewësse Formatiounen a Preformatioune gemaach hunn, déi spezifesch op d'Besoine vun de Kanner ausgeriicht sinn an déi d'Kandidate mam Beruff a mat der Organisatioun vun enger Dagesmamm familiariséieren - ech kommen e bësse méi spéit nach eng Kéier op déi Formatiounen zréck -, a wärend dem Joer muss een och regelméisseg op d'mannst 20 Stonne Formation continue maachen.

Des Weidere muss een am Kader vum Agrement och eng vun deenen dräi Landessprooche verstoen a schwätze kënnen.

E weideren, ganz wichtege Punkt, dat sinn d'Infrastrukturen. D'Raimlechkeete ginn elo per Gesetz méi sécher gemaach. Dat heescht, et ginn nei Normen agefouert, déi virschreiwe sollen, wéi d'Raimlechkeete mussen ausgesinn. D'Sécherheet steet hei un éischter Plaz. Nieft deene virgeschriwwene Feierläscher, Branddecken, Feiermelder, Éischt-Hëllef-Këschte muss een och d'Trapen an d'Fënstere sécheren, fir Accidenter präventiv entgéintzewierken.

D'Kanner kréien och méi Plaz zougesprach. Sou muss all Dagesmamm oder Dagespapp derfir suergen, dass all Kand op d'mannst véier Quadratmeter zegutt huet. Virdru waren et zwee Quadratmeter. Déi Zuel ass also verduebelt ginn.

Et soll och nach dorop opgepasst ginn, dass déi ganz Infrastrukturen an engem rouege Kader sinn, fir dass d'Kanner déi beschtméiglech Chancen hunn, fir sech a Rou kënnen ze entwéckelen a fir a Rou kënnen ze léieren.

Et ass och méiglech fir eng Dagesmamm, sech vun enger drëtter Persoun ersetzen ze loossen am Fall vun enger Krankheet oder vun enger anerer Contrainte, dat awer maximal 200 Stonnen d'Joer respektiv aacht Stonnen an der Woch. Sou gëtt séchergestallt, dass, wann en Assistant parental sech eng Kéier net ëm d'Kanner këmmere kann, d'Elteren awer d'Chance hunn, fir hir Kanner betreit ze kréien.

Komme mer nach kuerz op déi obligatoresch Formatiounen zréck, ouni déi keen Agrement ausgestallt gëtt! De potenziellen Assistant parental muss un engem Cours vun op d'mannst 100 Stonnen deelhuelen an e Stage vun op d'mannst 40 Stonne maachen.

Wat sinn d'Modulle vun deene Coursen? Niewent den administrativen a professionellen Aspekter, déi de Beruff vum Assistant parental mat sech bréngt, geet et och ënner anerem ëm gesond Ernärung, d'Entwécklung vum Kand a Konfliktmanagement. Déi Formatioun garantéiert also, dass d'Dagesmamm oder den Dagespapp beschtens virbereet sinn.

Madamm Presidentin, wéi Der wësst, hu mer kuerz virun der Summervakanz iwwert de Programm vun der méisproocheger Erzéiung geschwat an eben och iwwert d'Kritären, fir de Chèque-service accueil kënnen ze kréien. Och dobäi goung et drëms, kloer Qualitéitskritäre festzeleeën, déi eng Dagesmamm muss erfëllen. Ech kommen nach eng Kéier ganz kuerz drop zréck: Fir kënnen als Assistant parental vum Chèque-service accueil ze profitéieren, muss een niewent dem Agrement, der Formatioun an dem Projet pédagogique och nach zwou vun eisen dräi Ämtssprooche beherrschen, also Minimum den Niveau vum A2-Certificat hunn.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat war elo e kuerzen Iwwerbléck iwwert de Projet de loi 6409. Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport. Ech soen de Kolleegen aus der Kommissioun Merci fir hir Mataarbecht a gi vun dëser Plaz och schonn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Gilles Baum. Als éischt ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Françoise Hetto. Madamm Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, fir unzefänke wëll ech dem Rapporteur Gilles Baum villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Mir wëssen alleguer, dass de Besoin u Betreiungsforme fir eis Kanner an de leschte Joren extrem gewuess ass. Vill Strukture goufe gegrënnt. An awer si mer der Demande nach ëmmer net gerecht ginn. D'Demande ass méi grouss wéi d'Offer. An d'Offer variéiert och nach vu Gemeng zu Gemeng. Do mussen also nach ganz vill Efforte gemaach ginn.

A ville Famillje mussen d'Elteren zu zwee schaffe goen an d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff ass a bleift e regelrechten Challenge, ganz besonnesch natierlech fir d'Elengerzéier.

Wa mir dem reelle Besoin u Betreiungsméiglechkeete wëllen nokommen, da brauche mer eng Villfalt vun Offeren, déi sech ergänzen. De Service, deen d'Dageseltere leeschten, ass an deem Kontext als zousätzlech Alternativ a complementaire Betreiungsoffer par rapport zu de privaten an ëffentleche Strukture wéi Crèchen a Maison-relaisen ze gesinn.

Dëst Gesetz iwwert d'Dageseltere bréngt eng ganz Rei vu Verbesserunge mat sech. Mir begréissen, dass elo ganz kloer geregelt gëtt, wie beim Ausfall vun der Dagesmamm oder vum Dagespapp als Remplaçant kann asprangen a wéi eng Konditiounen da vun dëser Persoun och mussen erfëllt sinn.

Mir begréissen och, dass d'Dageselteren eng vun den dräi offizielle Sproochen hei am Land richteg musse beherrschen an dass d'Qualitéit vun hirer erzéierescher Aarbecht iwwert de Wee vun engem Projet d'établissement an engem Projet pédagogique soll verbessert ginn. Och hir Formatiounen, déi se maache mussen, sinn natierlech ze begréissen.

Mä da si mer awer och scho fäerdeg mat deene positiven Elementer, déi an dësem Gesetz ze fanne sinn. Well dëst Gesetz huet eng ganz Partie vun negativen Auswierkungen op den Dageselteren hir Aarbecht, op hiert Liewen a riskéiert, derzou ze féieren, dass dëse Pilier vun der Kannerbetreiung wäert verschwannen. Ech erkläre mech:

Mir wëssen alleguer, dass an den traditionelle Maison-relaisen a Crèchen d'Notzungsméiglechkeeten dach awer zimlech rigid sinn, eppes, wat fir Eltere mat onregelméissegen Aarbechtszäiten e richtege Problem ass. Et si grad si, déi d'Flexibilitéit vun der Optioun Dageseltere ganz besonnesch schätzen. Een éischt Argument, wéisou Dageselteren e wichtege Pilier an där ganzer Kannerbetreiung sinn.

Derbäi kënnt, dass et dacks e bewosste Choix vun den Elteren ass, fir hiert Kand an engem klenge Grupp Kanner bei enger Dagesmamm betreien ze loossen. Hei ass eng familiär a vertraut Ambiance. D'Kanner hu mat enger Bezuchspersoun ze dinn. Et ass méi eng heemeleg Situatioun, esou wéi an enger grousser Famill, wat besonnesch ganz klenge Kanner zeguttkënnt. Dat ass dat zweet Argument, dat déi wichteg Roll vun den Dageselteren ënnersträicht.

Dacks sinn d'Kannergruppe bei Dageselteren och zimlech homogen an et ka vill an de Kanner hirer Mammesprooch kommunizéiert ginn, wat jo hirer Sproochentwécklung zeguttkënnt. Deemno en drëtten interessante Virdeel vun den Dageselteren.

Derbäi kënnt, dass verschidden Elteren iwwerhaapt keng Plaz an enger Betreiungsstruktur fannen an dankbar sinn, wa se iwwerhaapt op Dageseltere kënnen zréckgräifen.

All dës Argumenter weise ganz kloer, dass mer op d'Dageselteren ugewise sinn. An dofir versti mir och net, firwat den Här Minister d'Dageselteren an eng Konkurrenzsituatioun zu deenen anere Betreiungsforme setzt, jo, quasi dëse Pilier amgaangen ass ewechzesäbelen. An et ass genee dat, wat hei passéiert.

Dir wësst, dass duerch de Projet de loi iwwert d'plurilingual Fréifërderung d'Kanner vun engem Joer an enger Betreiungsstruktur vun 20 gratis Stonne Chèque-service accueil kënne profitéieren. Mir als CSV, mir haten eis jo géint dës Fréifërderung ausgeschwat, an dat aus ville verschiddenen Ursaachen. Et muss ee wëssen, dass d'Dageseltere vun dëser plurilingualer Fréifërderung ausgeschloss sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, 20 gratis Stonne pro Woch si jo eng lackeleg Offer. An dës Offer wäert wuel d'Demande nach vill méi an d'Luucht dreiwen. C'est l'offre qui va créer la demande.

An dofir stelle sech fir eis déi heite Froen: Riskéiere mer net doduerch, dass d'Dageselteren ausgeschloss sinn, dass d'Waardelëschten, fir eng Plaz an enger Struktur ze kréien, nach vill méi laang ginn, wéi dat elo schonn de Fall ass? Wäerte sech net eng Partie Elteren aus finanzielle Grënn géint d'Dageselteren oder d'Dagesmamm, den Dagespapp entscheeden, ebe just well se jo elo Urecht op 20 Stonne gratis an enger anerer Struktur hunn?

Aktuell hu mer knapps 700 Dageselteren hei am Land, déi vum Ministère agreéiert sinn. Dovunner sinn der ronn 600 „prestataire du chèque-service accueil". Schonn elo besteet e Konkurrenzkampf tëschent den Dageselteren. Jiddweree schrauft säin Tariff erof. Vill ënnerbidde sech géigesäiteg. Dat kann et net sinn! Well och d'Dageseltere musse vun hirer Prestatioun, déi se ubidden, liewe kënnen.

An an enger finanziell prekärer Situatioun ze schaffen, huet och ëmmer en Afloss op d'Aarbechtsmoral an op d'Aarbecht, also deemno den Accueil. Ass et dat, wat mer wëllen!?

Ab Januar 2018 wäerten d'Tariffer vun den Dageselteren adaptéiert ginn. Am Moment kréie se pro Stonn a pro Kand 3,50 Euro. Dësen Tariff gëtt dann ëm 25 Cent eropgesat, also op 3,75 Euro d'Stonn. D'Betreiung vun engem Kand bei enger Dagesmamm ass dem Stat 3,75 Euro wäert an an enger Crèche 6 Euro. E groussen Ënnerscheed! Ass dat richteg? Ass dat ëmmer justifiéiert?

De Minister seet, d'Dageseltere wieren eng Alternativ fir Kanner vun Elteren, déi op Schichte schaffen, deemno zum Beispill fir Leit aus der Restauratioun, dem Fleegesecteur oder awer och dem Nettoyagesecteur. D'Dageseltere sollen, wann ech gelift, dofir och iwwer Nuecht an de Weekend verstäerkt den Accueil ubidden. D'Gesetz proposéiert an deem Kontext den Tariff vu 4,25 Euro fir den Accueil de Weekend an tëscht owes siwen a moies siwen. An eisen Aen ass den Tariff vu 4,25 Euro dofir ze niddreg ugesat.

Wann ee weess, dass besonnesch ganz kleng Kanner nuets dacks erwächen, kräischen, net schlofe kënnen, schlecht dreemen, vläicht och net dermadder eens ginn, well se net an hirem eegene Bett leien, da muss ech dach awer soen, dass déi Zomm vu 4,25 Euro d'Stonn, déi ee fir dës grouss Aufgab kritt, einfach lächerlech ass. Vläicht ass de Minister bereet, och nach eng Kéier doriwwer nozedenken.

Derbäi kënnt, dass de Prinzip vun der Égalité devant la loi net respektéiert ass. Hei gëtt näämlech d'Aarbecht vu Leit mat därselwechter Ausbildung anescht wäertgeschätzt, jee nodeem, ob si op sech selwer, also als Dagesmamm, oder an enger Crèche schaffen. Wie säi Kand an eng Crèche gëtt, ka vun 20 gratis Stonne profitéieren. Wie säi Kand bei eng Dagesmamm mam selwechte Bildungsgrad wéi d'Personal an de Crèchë gëtt, kritt keng gratis Stonnen.

Mir sinn der Meenung, dass déi eenzel Prestatairen, déi vun der Ausbildung hier datselwecht kënnen, déiselwecht Kompetenzen hunn, och d'selwecht musse behandelt ginn. D'Elteren hiersäits wäerten de Choix ganz séier gemaach hunn. 20 gratis Stonne sinn e lackelegt Argument.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, dëst gesot, wäerte mir eis als CSV aus all dësen Ursaachen an och Iwwerleeungen eraus bei deem heite Gesetz enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Hetto. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech dem Rapporteur hei uschléissen an him e grousse Merci soen, dem Gilles Baum, fir säi ganz komplette schréftlechen a mëndlechen an och ganz exzellente Rapport.

D'Assistance parentale, oder wéi mer op Lëtzebuergesch soen: d'Dageselteren - u sech gefält mer deen Term och vill, vill besser, well en u sech ganz flott resuméiert, ëm wat et bei hirer Aarbecht geet - sinn, an et ass virdrun och schonn e puermol gesot ginn, en immens wichtegen Deel vun eise Kannerbetreiungsstrukturen. Dat léisst sech schonn eleng un der ëmmer méi grousser Zuel vun den Dageseltere moossen. Wéi och scho virdrun ënnerstrach gouf, sinn am Moment schonn eng ronn 700 Dageselteren aktiv an déi betreien dann och e puer Dausend Kanner.

Wichteg sinn d'Dageselteren awer och a virun allem, well se méi eng grouss Flexibilitéit offréiere wéi d'Crèchen an d'Maison-relaisen, ënner anerem wat d'Horairen ugeet. Wéi och schonn dat viregt Gesetz, gesäit dat neit Gesetz vir, dass Kanner och nuets kënne bei Dageseltere betreit ginn. Et ginn hei am Land eng ganz Rei - an d'Madamm Hetto huet et virdru gesot - Leit, déi Nuetsschichte schaffen oder Weekender schaffen, an déi Leit mussen natierlech och kënne gehollef kréien an op eng Struktur kënnen zréckgräifen, déi op hir Kanner oppasst, wa si dat net kënne maachen, an dat dann eben och zu méi onkonventionellen Zäiten.

Hei hu mer awer opgepasst, dass e Kand net méi laang wéi dräi Wochen um Stéck kann an enger Dageselterestruktur ënnerbruecht ginn. Dat natierlech, fir ze verhënneren, dass, allez, soe mer emol: „net responsabel" Elteren hir Responsabilitéit dann och ganz hei kënnen ofginn.

Dageseltere ginn den Elteren och d'Méiglechkeet, an engem Kontrakt zousätzlech Arrangementer fir hir Kanner virzegesinn, sief dat bei den Hausaufgaben oder bei de sportlechen Aktivitéiten, anescht wéi an anere Strukturen, déi normalerweis een an deen nämlechte Service fir all Kand ubidden. Hei kann dat also och ganz interessant fir d'Eltere sinn. Do dernieft ass d'Relatioun tëschent enger Dagesmamm oder och engem Dagespapp an deem Kand oft méi intim, och méi heemeleg, och vill méi perséinlech, well näämlech ëmmer déiselwecht Persoun sech ëm d'Kand bekëmmert an dat dann och nach doheem an engem richteg familiäre Kader.

Mam Gesetz, wat mir haut hei an der Chamber stëmmen, setze mer als Konditioun, dass d'Dageselteren net méi wéi fënnef Kanner beienee betreien däerfen an dann e Maximum vun zwielef Kanner am Ganzen däerfe betreien. Hir eege Kanner, déi si jo och nach kënnen hunn, déi zielen net derzou, ausser wa se ënner zwee Joer hunn.

Dovunner däerfen der dann och, vun deene fënnef Kanner, net méi wéi zwee manner wéi zwee Joer hunn. Och dat dréit derzou bäi, dass d'Dageselteren der wesentlecher Roll vun enger Vertrauenspersoun géigeniwwer dem Kand kënne gerecht ginn.

Madamm Presidentin, déi héich Zuel un Dageselteren an och déi méi flexibel Betreiungsofferen, déi se ubidden, bréngen et natierlech och mat sech, dass de Stat sécherstelle muss, dass bei der Ausübung vun deenen Aktivitéiten och gewësse Qualitéitsstandarde respektéiert ginn. An éischter Linn muss et eis ëm d'Wuel vum Kand goen. Dat war och schonn eis Suerg am Gesetz vun 2007, wou fir d'éischte Kéier dann och dee legale Kader fir d'Dageselteren agefouert ginn ass.

Dat ass och bei dësem neie Gesetz, dat dat aalt ersetzt, eis Haaptmotivatioun. Ech wëll duerfir och virausschécken, dass mer mat dësem Gesetz d'Aktivitéit vun den Dageselteren net méi einfach maachen. Bei verschiddene vun deene Betraffene wéi och bei der CSV stéisst dat op Kritik. Ech kann déi Kritik wuel entgéinthuelen, ech ka se awer hei net fir gutt befannen, well ech se net berechtegt fannen.

Madamm Presidentin, wie sech ëm Kanner këmmert, an dat misst och der CSV awer ueweleien, wien op Kanner soll oder besser gesot, a verschiddene Fäll jo och muss oppassen an d'Aufgab huet, hinnen och an hirer Entwécklung ze hëllefen, vun deem muss een och kënne verlaangen, dass en déi néideg Formatioun duerfir huet, mä och de Kanner déi néideg Infrastrukturen zur Verfügung stellt an dass e streng Sécherheetsmoossname respektéiere muss, fir d'Wuel vum Kand ze garantéieren.

E Kand muss sech gebuerge fillen. An d'Wuel vum Kand, hunn ech virdrun och gesot, steet un éischter Plaz. All aner Consideratioune si fir eis do zweetrangeg. Duerfir verlaange mer och vun den Dageselteren, mä och vun all deenen, déi am Haus wunnen an déi Kanner betreien, perséinlech Garantien. Fir den Agrement vum Ministère ze kréien, mussen all déi Betraffen, soulaang se iwwer 16 Joer al sinn, eng Kopie vun hirem Casier judiciaire virleeën.

Eng aner ganz wichteg Oplag fir d'Dageselteren ass, dass se en Éischt-Hëllef-Cours musse matmaachen, fir dass se wëssen, wéi dass se reagéieren, wann emol eng Kéier eppes sollt passéieren. D'Dageseltere mussen och all Joer op d'mannst zwanzeg Stonne Formatioun suivéieren am Beräich vun der Kannerbetreiung.

Madamm Presidentin, mir lëschten déi fundamental Besoine vum Kand op, déi d'Dageseltere musse garantéieren, a mir setze streng Kritäre bei de Sécherheetsmoossname fest, déi doheem vun den Dageseltere mussen agehale ginn. Dozou gehéiert ënner anerem och, dass Feierdetekteren a Feierläscher an der Wunneng installéiert ginn. All dës Oploe gi vun engem Vertrieder vum Educatiounsministère kontrolléiert. An de Ministère huet d'Méiglechkeet, ënner verschiddene Konditiounen, déi och d'Rechter vun den Dageselteren da respektéieren, hiren Agrement ze suspendéieren oder am schlëmmste Fall souguer ewechzehuelen, wann d'Gesetz net agehale sollt ginn.

Madamm Presidentin, ech ginn net op all Detail vun dësem Gesetz an, well de Rapporteur huet dat Wichtegst schonn erausgestrach. Ech wëll awer widderhuelen, dass d'Konditiounen, fir deen Agrement als Dageselteren ze kréien an ze halen, richteg streng sinn an dass dat och, wéi scho gesot, fir d'Wuel vum Kand berechtegt ass.

Aus all deene Grënn begréisst d'LSAP duerfir ausdrécklech d'Aféierung vun der spezifescher Formatioun an deem heite Gesetz, fir kënnen Assistant parental ze ginn. Dës Formatioun gesäit vir, dass déi zukünfteg Dageselteren déi pädagogesch Prinzipie vun der net formeller Educatioun bäibruecht kréie souwéi och Kenntnisser am Beräich vun der Kannerentwécklung mussen hunn, léiere mussen, wéi een mat Konfliktsituatiounen ëmgeet, an och léiere mussen, wat fir eng Alimentatioun gutt ass fir d'Kanner.

An ech muss Iech soen: Aus perséinlecher Erfahrung kann ech dat heite Gesetz och wierklech nëmme begréissen. Ech hu Situatiounen a menger Qualitéit als Assistant social gesinn, wou a Kellere Kanner versuergt goufen, net nëmme fënnef, mä wäit iwwert dat Duebelt vu fënnef, an dat ënner Konditiounen, déi wierklech net engem Kand gerecht waren, wou se agepercht ware wärend Stonnen an engem donkele Raum. Duerfir fannen ech dat Gesetz hei ëmsou méi wichteg, fir dass déi Kanner do a gudde Konditioune solle kënnen opwuessen. An duerfir ass dat Gesetz hei och méi wéi noutwendeg.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mir begréissen och, dass mer am Gesetz mat enger Referenz op déi international Konventioun vun de Kannerrechter hiweisen an den Dageselteren d'Obligatioun ginn, sech un d'Prinzipie vun där Konventioun hei och ze halen. Eigentlech ass dat zwar eng Selbstverständlechkeet, mä mir mengen awer, dass et och Sënn mécht, op déi Konventioun hinzeweisen, all Kéiers wann et drëm geet, d'Wuel vum Kand beschtméiglech ze verdeedegen.

Zum Schluss wollt ech nach eng Fro un den Educatiounsminister, den Här Meisch, riichten. Wärend eisen Aarbechten an der Kommissioun, do hat, ech mengen, et war d'Madamm Hansen, d'Fro opgeworf, ob een d'Dageselteren net och an deen neie plurilinguale Betreiungssystem kéint integréieren - d'Madamm Hetto huet dat virdrun och gesot -, wat awer nëmme schwéier ze maachen ass, wéinst allen Exigenzen, déi domadder verbonne sinn. De Ministère hat doropshin ugekënnegt, sougenannt „Minicrèchen" wëllen anzeféieren, bei deenen d'Dageselteren an diplomiéiert Educateure sech a méi enger klenger Struktur kéinten associéieren, fir dann och un deem plurilinguale Programm do kënnen deelzehuelen.

Ech wollt vum Minister wëssen, wou dee Projet do drun ass an ob en do scho méi Detailer eventuell kéint ginn. A senger Äntwert kéint en dann och nach eng Kéier dorop zréckkommen, woufir ech ëm elo scho géif e grousse Merci soen.

Ech soen Iech alleguerten awer elo e grousse Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Engel. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Mat dësem Gesetz regele mer d'Aktivitéit vun der Assistance parentale nei. Mir probéiere mat dësen Adaptatiounen, fir den Accueil vun de Kanner bei Drëttpersoune méi präzis, eigentlech och méi streng ze reglementéieren a fir och derfir ze suergen, datt d'Qualitéit vun der Kannerbetreiung héich bleift.

Mir mengen, datt dat wichteg a richteg ass. Mir ënnerstelle kenger Persoun, déi sech berufflech engagéiert, Kanner ze versuergen, datt se dat net mat deene beschten Absichte wëllt maachen. Mir wëssen awer och alleguer, datt et bei der Kannerbetreiung och ëm e Business geet. All Mënsch, deen eng Crèche bedreift, muss sech och noutgedronge Gedanke maachen, wéi e säi Betrib ka rentabiliséieren. An all Mënsch, deen als Assistant parental schafft, muss sech och noutgedronge Gedanke maachen, ob hien duerch dës Aktivitéit en Akommes kritt, wat sengem Engagement gerecht gëtt.

Madamm Presidentin, ier ech op den eigentleche Projet de loi aginn, e Projet de loi, deen net extra grouss an och net extra komplizéiert ass an dee vum honorabelen Här Baum ganz gutt virgestallt ginn ass - Merci, Här Baum -, wëll ech e puer Remarquen iwwert d'Kannerbetreiung virausschécken.

Mir ënnerstëtzen all déi Efforten, déi eis Regierung gemaach huet, fir den Eltere méi Zäit ze ginn, fir sech ëm hir Kanner ze bekëmmeren a fir eng gutt Relatioun mat hire Kanner ze kréien. Mir mengen net, datt eng gutt Kand-Elteren-Relatioun exklusiv eng Saach vun Zäit ass, déi een zesumme verbréngt. Mir sinn awer der Meenung, datt et gutt ass fir d'Kanner a fir d'Elteren, wa besonnesch an der fréier Kandheet d'Zäit zesummen net ze knapp bemooss ass.

Mir begréissen et, datt de Pappecongé vun zwee op zéng Deeg eropgesat ginn ass. Mir begréissen et, datt de Congé pour raisons familiales an de Congé parental vill méi flexibel gi sinn. An ech kenne selwer och eng Rei Leit, déi zu zwee schaffe ginn, mä wou deen ee Partner eng Zäit laang eng Reduzéierung vu senger Aarbechtszäit agaangen ass, fir ebe méi Zäit ze hunn, fir bei hire Kanner ze sinn. Ech weess, datt sech dat net jiddweree leeschte kann. Ech proklaméieren dat och net als e grousst Virbild an der Politik vun der Kannerbetreiung. Ech erlabe mer awer, dee Choix, deen eng ganz Rei Leit treffen, fir ebe grad just op en Deel vun hirer Pai ze verzichten, fir méi Zäit ze hu fir hir Kanner, als sympathesch ze empfannen.

Och wann d'Grondviraussetzung fir esou e Schratt schonn eng gewëssen Héicht vum Akommes viraussetzt, bedéngt déi Decisioun awer e materielle Verloscht oder vläicht méi richteg: e materielle Verzicht. An et ass jo grad just déi Zäit, wa Kanner kommen, en Haus oder eng Wunneng geplangt oder scho kaaft ass, wou vill Geld gebraucht gëtt. Déi Erkenntnis hat iwwregens elo kuerz och eise Minister vun der Fonction publique d'lescht Woch um 50. Gebuertsdag vun der CGFP. Hien hat gesot, aus ville Gespréicher, déi en hat, hätt en eraushéieren, datt mer eis misste Gedanke maachen, ob d'Liewensaarbechtszäit an de Verdéngscht richteg verdeelt wieren.

Bon, ech hu schonn oft héieren, datt jonk Stéit méi Sue bräichten. Ech hunn awer nach ni héieren, datt eeler Stéit oder eeler Mënsche manner Sue wéilte kréien.

(Hilarité)

En attendant ass de Stat an der Flicht, fir genuch Kannerbetreiungsplazen an och a gudder Qualitéit unzebidden. Mir sinn als Gréng och d'accord, fir weider um Wee ze goen, déi direkt finanziell Zouwendungen un d'Famillje mat Kanner net prioritär ze hiewen, mä an d'Betreiungsstrukturen ze investéieren. Et ass keng gutt Iddi, wann de Stat d'Leit finanziell encouragéiert, der Aarbechtswelt de Réck ze dréien.

Mir brauchen also niewent flexibelem Congé fir Elteren och Betreiungsméiglechkeete fir Kanner. Schonn déi viregt Regierung huet vill an d'Betreiungsstrukturen investéiert. Dës Regierung huet déi Efforten nach verstäerkt an zum Beispill och de Fokus op den Ëmgang mat der Lëtzebuerger Sprooch a mat de Kanner hirer Mammesprooch geluecht.

Haut sinn awer net d'Crèchen de Sujet vun der Diskussioun. Wéi scho gesot, riichte mer haut de Fokus op d'Dageselteren. D'Definitioun vun den Dageseltere steet am Gesetz: Si versuerge regelméisseg a ginn dofir bezuelt. Den Dag huet 24 Stonnen, d'Dageseltere kënnen also och „Nuetselteren" sinn. Hir Aarbecht ass also net op déi Zäit reduzéiert, wou et hell ass dobaussen. D'Kanner sinn tëschent null an zwielef Joer al. D'Zuel vun de Kanner ass begrenzt op fënnef respektiv op zwee, wa se manner wéi zwee Joer al sinn.

D'Detailer vum Gesetz si scho gesot, ech widderhuelen dat elo net. Mir mengen, datt et ganz wichteg ass, datt d'Konditiounen, déi ee muss erfëllen, fir Kanner ze versuergen an domat Suen ze verdéngen, kloer sinn an esouwuel d'Infrastrukture wéi och d'Ausbildung an d'Weiderbildung vun den Dageseltere betreffen. Mir fannen déi Konditiounen, déi am Gesetz stinn, fir en Agrement ze kréien, gutt. Mir gesinn d'Obligatioun, fir mindestens zwanzeg Stonne Weiderbildung ze maachen a fir all Joer en Aktivitéitsrapport ze maachen, net als onnéideg Kujenad vun den Dageselteren. Mir mengen, datt dat Exercicer sinn, déi noutwendeg sinn, well Dageseltere vill Verantwortung hunn a well et sënnvoll ass, si och an engem Reseau an an engem regelméissegen Austausch mat aneren Dageseltere schaffen ze loossen.

E bësse méi kontrovers Diskussiounen hate mer an der Chamberskommissioun iwwert d'Ufuerderungen un d'Sprooch. Fir en Agrement ze kréien, muss ee capabel sinn «de comprendre et de s'exprimer dans au moins une des trois langues» du pays. Dat schéngt eis logesch ze sinn: Wéi wëlle mer soss eng Weiderbildung un de Mann oder éischter un d'Fra kréien? Wie soll soss d'Aktivitéitsrapporte liesen, wa se net an enger vun deenen dräi Landessprooche geschriwwe sinn?

Mir mengen net, datt et e Gewënn wier, wa mer méi wéi Kenntnisser an enger vun deenen dräi Sprooche géife verlaangen, fir en Agrement ze kréien. Mir froen eis esouguer éischter, ob mer net am Gesetz vum 29. August 2017 e bëssen héich gegraff hunn, wéi mer vum Assistant parental verlaangt hunn, hie misst zwou Sprooche kënne mam Niveau A2. Ech gesinn do kee grousse Gewënn. Ech géif esouguer soen, datt mer méi dovun hätten, wann an enger vun deene Sproochen den Niveau B1 gi wier, wéi an zwou den A2.

Do kéint vläicht de Minister eis soen, wéi dat an der Praxis funktionéiert. Gëtt et Problemer bei de Sproochekenntnisser vun den Dageselteren? Kann dat en Hemmschung sinn? A well ech schonn derbäi sinn, da wëll ech och kuerz op déi Awänn agoe vun der Kolleegin vun der CSV. Selbstverständlech si mer mat der CSV averstanen, wa mer soen, datt mer déi zwee Betreiungssystemer brauchen. Mir brauchen engersäits Crèchen a mir brauchen anerersäits Dageselteren. An ech mengen och, datt esouwuel d'Wuesstumszuele bei den Dageseltere wéi bei de Crèchen d'selwecht sinn. Also d'Demande ass einfach grouss. Mir kënnen eis et net leeschten, fir ee Pilier ewechbriechen ze loossen.

Mir mengen awer, datt déiselwecht Dimensioun vu Sproocheférderung, déi an enger Crèche denkbar ass, net ka vun enger Dagesmamm oder engem Dagespapp verlaangt ginn. Hei hu mer ganz aner Personalressourcen. An déiselwecht Dagesmamm, déi sech géif an zwou Sproochen un d'Kanner wennen, dat ass einfach Quatsch. Dat géif näischt bréngen. D'Dagesmamm kommunizéiert an där Sprooch, déi se gutt beherrscht, mat de Kanner a brauch eben och eng Sprooch, fir mat der Administratioun, mam Ministère ze kommunizéieren.

Mir mussen akzeptéieren, datt mer et hei mat zwee verschiddene Systemer an der Kannerbetreiung ze dinn hunn. Déi zwee Systemer hu Virdeeler a si hunn och allen zwee Nodeeler. D'Crèchen zum Beispill, do ass eng ganz Equipp, déi schafft. Do ass eng Struktur vun enger gewëssener Gréisst, do gëtt et eng Aarbechtsopdeelung, do fënnt ee méi liicht en Ersatz. Do gëtt et eng Hierarchie. Eventuell ass d'Kontroll méi einfach.

D'Crèchen hunn awer och Nodeeler, zum Beispill a puncto Flexibilitéit. Et gëtt keng Crèche, déi d'Nuecht duerch funktionéiert. Mir haten e Beispill a menger Gemeng zu Miersch, d'Crèche zu Bierschbech, an dat war net oprechtzëerhalen, well d'Demande zwar do ass, awer net grouss genuch ass, fir esou eng Struktur wéi eng Crèche funktionéieren ze dinn. An och en Nodeel vun de Crèchen ass déi grouss Unzuel vu Bezuchspersounen.

E weideren Nodeel vun der Crèche ass a mengen Aen och heiansdo d'Gréisst. Ech fanne verschidde Betreiungsstrukturen einfach ze grouss. E gudden Architekt bréngt et eventuell fäerdeg, vill roueg Ecken a Gebuergenheet ze schafen, mä dat ass alles anescht wéi evident.

Dageselteren - wéi gesot, hir Zuel ass äänlech schnell an d'Luucht gaange wéi déi vun de Crèchëplazen - hunn den Avantage, datt se kleng sinn a Gebuergenheet bidden. Dat ass fir eng ganz Rei Kanner angeneem. Si si flexibel. Iwwer Nuecht ass et méi einfach, eng Plaz bei enger Dagesmamm ze fanne wéi an enger Crèche. A si hunn natierlech och den Avantage, datt et eng Bezuchspersoun ass, wat dann och

erëm den Desavantage mat sech bréngt, datt mer keng Equipp hunn, datt mer manner Struktur hunn, datt keng Aarbechtsopdeelung méiglech ass, datt et manner Austausch gëtt an eventuell d'Kontroll och méi schwiereg ass vu baussen.

Mir brauchen, wéi gesot, dës zwou Forme vu Kannerbetreiung. Mir ginn eis déi noutwendeg gesetzlech Kaderen, an dat ass gutt esou.

An ech erlabe mer zum Schluss dann och nach eng Bemierkung, firwat datt mer der Meenung sinn, datt een net kann déi Rechnung maachen, déi d'Kolleegin vun der CSV gemaach huet. Ech mengen, datt et net geet, fir einfach d'Präisser an Euroen auszedrécken an ze soen: „Deen ee muss genausou vill Euro kréie wéi deen aneren." Do gëtt et jo awer vun der Struktur hier och e ganz groussen Ennerscheed. Et gëtt en Invest, deen ee ganz aneren ass bei enger Crèche wéi bei enger Plaz vun enger Betreiungspersoun; mä den Här Minister kann do selwer drop agoen.

Mir sinn als Gréng och ëmmer der Meenung gewiescht, datt et wichteg ass, genuch ëffentlech Plazen a Betreiungsstrukturen ze kréien. Déi Meenung hale mer och nach ëmmer oprecht. Mir wëssen, datt mer déi privat Crèchë brauchen, mä eis Prioritéit läit nach ëmmer do, fir genuch Plazen an ëffentleche Crèchen ze schafen.

Zum Schluss nach vläicht e Gedanke vun enger drëtter Struktur: „ein Zwischending" zu den Dageselteren an de wierklech grousse Crèchen. Mir haten an der Kommissioun, wéi mer iwwert dëse Projet de loi geschwat hunn, dat och ugetickt, allerdéngs éischter vir an no de Sëtzungen. An trotzdeem, mir kéinten eis virstellen, datt mer eis och eng Kéier géifen e legale Kader ginn, fir bei Wäitem méi kleng a méi flexibel Strukturen ze schafe wéi déi aktuell Crèchen, a wou awer mindestens zwou Persoune géife schaffen. Esou Konditioune fir Strukture misste mer eis ausdenken a mir missten och do eng Kontroll duerch staatlech Instanze kënne garantéieren. Dat hätt den Avantage, datt et méi iwwersiichtlech wier, datt et méi gebuerge wier an datt et trotzdeem awer och eng gewësse Flexibilitéit hätt par rapport zu den Dageselteren.

Wéi gesot, dat ass en Denkustouss (veuillez lire: fir e Gedanken), deen een eventuell nach eng Kéier sollt féieren. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir unzefänken dem Här Baum Merci soen, en huet do e ganz gudde Rapport gemaach. En huet eis d'Detailer vun dësem Gesetz ganz genee erklläert. An awer mengen ech, datt et wichteg ass, fir eis vläicht zwou politesch Froen ze stellen an déi un den Ufank vun dëser Diskussioun ze setzen. Well ech mengen, dorëm geet et eigentlech.

Déi éischt ass: Ass et richteg, datt mer hei probéieren, lauter Strukturen ze schafen, fir d'Kanner ze versuergen, an dobäi ëmmer erëm vergiessen - zemools an dëser Legislaturperiod -, datt déi drëtt Méiglechkeet ass, fir d'Familljen, déi doheem wëlle bleiwen, fir hir Kanner selwer ze erzéien, och ze färderen? Dat ass eppes, wat an der Diskussioun bei dëser Gambia-Regierung ni zur Sprooch kënnt. Et gëtt alles gemaach, fir datt d'Leit zu zwee musse schaffe goen. D'Elteren doheem - an dat ass deen anere Familljemodell - gi benodeelegt. An dat fanne mir als ADR einfach net richteg.

Mir sinn d'accord a mir hunn och eng ganz Rei Projete matgedroen, déi dohiginn, datt déi Leit, déi de Choix treffen, fir zu zwee schaffen ze goen, hir Kanner da besser versuergt kréien, doduerch datt se se an eng Struktur ginn, wann dat hire Wonsch ass. Dat hu mir matgedroen. Awer mir sinn net d'accord, datt systematesch deen anere Modell vun deene Leit, déi wëllen doheem bleiwen, fir hir Kanner selwer ze erzéien, benodeelegt gëtt.

Déi zweet grondsätzlech Iwwerleeung, déi ech wëll hei un den Ufank vun dëser Diskussioun stellen, ass déi, datt ee sech eigentlech ka wonneren, datt dëse Projet ënnert der Regie vun engem liberale Minister kënnt. Well d'Fro vun engem liberale Minister misst jo als Éischt sinn: Muss de Stat an alles agräifen? Muss de Stat eng Dagesmamm reglementéieren, esou als wier et eng Klinik oder iergendeng Kantin, wou misst extrem genau op alles gekuckt ginn? Ass et net um Stat, fir sech erauszehalen, souwäit wéi et geet? Sécher, Abuse musse verhënnert ginn. Den Här Engel hat eis e puer Fäll do genannt. Awer u sech ass et um Stat, sech erauszehalen aus der privater Entreprise, wann eng Dagesmamm do hir Servicer oder en Dagespapp seng Servicer wëllt offréieren. En huet awer dat Recht an déi Flicht anzegräifen, wa Steiergelder am Spill sinn a seng direkt Responsabilitéit engagéiert ass. An dorobber kommen ech nach ze schwätzen.

Ech wëll e puer Kommentare maachen aus der Optik vun dësem Gesetz. Wéi gesot, déi zwou grondsätzlech Bemierkungen, déi mer wëlle maachen, déi hunn ech elo gemaach: Éischtens, keng Benodeelegunge fir d'Familljen, déi hir Kanner selwer wëllen erzéien, an zweetens, de Rôle vum Stat soll nëmmen da gräifen, wann et wierklech néideg ass.

Mä an der Optik vun dësem Gesetz stelle mer emol fest, datt et e ganz formalistescht Gesetz ass. Och dat ass eng Charakteristik an der Aarbecht vun dëser Regierung, datt alles extrem formaliséiert gëtt. Et kann dach net sinn, datt hei vun Dageselteren deeselwechte bürokrateschen Opwand gefuerdert gëtt a Form vun engem Projet d'établissement oder souguer vun engem Projet pédagogique, wéi dat bei Schoulen de Fall ass. Dat ass eng Verwiesslung. Hei gëtt einfach ëmmer an déiselwecht Richtung geduecht, ëmmer an deeselwechte Formalismus an et ass sécher deem Objet, iwwert dee mer schwätzen, net ugepasst.

Eng zweet Iwwerleeung, dat ass déi Konkurrenz tëschent den Dageselteren an de Crèchen. Et gëtt vun den Dageselteren hei an dësem Projet ganz vill Investissement an Infrastrukture verlaangt, och an der Restauratioun an a ganz villen aneren Exigenzen. An och dat verstäerkt hir Konkurrenzsituatioun, déi net onbedéngt favorabel ass, géintiwwer de Crèchen.

Dann ass och eng aner prinzipiell Iwwerleeung, dat ass dat Verhältnis tëschent den Elteren, de biologeschen Elteren oder deenen, déi d'Autorité parentale iwwert dat Kand hunn, an den Dageselteren, den Assistants parentaux. Do gëtt e Kontrakt ofgeschloss. An dee Kontrakt, deen heescht: „Contrat d'éducation et d'accueil". An do soe mir: Nee! D'Educatioun vum Kand ass e Recht an eng Flicht vun den Eltere vum Kand, weder vun den Dageselteren nach vum Stat. Den Accueil, dee gëtt vun den Dageseltere gemaach fir déi Zäit, wou déi Leit, déi d'Autorité parentale hunn, déi biologesch Elteren an der Regel, dat net kënnen oder wëlle maachen. Awer d'Educatioun vun engem Kand ass eng Aufgab vun den Elteren.

Et ass och interessant - elo wou ech den Unterrechtsminister gesinn -, wann ech den Term „Unterrechtsminister" benotzen, well an der Traditioun vun deem Ministère eben nach den Unterrecht vun de Kanner als staatlech Funktioun gesi gouf, als Prioritéit, an net d'Educatioun vum Kand. Dat ass eng Saach - an eisen Aen op jidde Fall -, déi primordial den Elteren zoukënnt.

De Statut: Do gouf et eng Rei Diskussiounen. De Statut ass hei och esou, datt déi Leit, déi wëllen déi Funktioun ausübe vun den Dageselteren, mussen independant sinn. A mir wieren awer op gewiescht fir eng Diskussioun, wou een och ka soen, de Statut vum Salarié à domicile wier eng Méiglechkeet. Dat ass, mengen ech, vun der Chambre des Salariés evoquéiert ginn, och, mengen ech, vum Comité du travail féminin. An et wier sécher eng Méiglechkeet, fir Leit ze beschäftegen, sënnvoll ze beschäftegen. An d'Fro, ob dat ëmmer muss a Form vun engem Independant sinn, ass gestallt.

Visite domiciliaire: Déi Leit, déi kënnen do heemgoe bei déi Dageselteren, fir dat kucken ze goen. Dat si gläich dräi Kategorië vu Beamten aus dem Unterrechtsministère, der Éducation nationale. Dat sinn d'Kategorien A1, A2 a B1. Dat fanne mir an der Rei deen Ableck, wou dat Prestataires du chèque-service sinn, well wou de Stat Suen engagéiert, do kann en och seng Konditioune stellen a kann och kontrolléieren, ob do d'Konditiounen erfëllt sinn.

Et ass awer eng Fro, wéi wäit de Stat sech Rechter arrogéiert, fir bei Leit heemzegoen, wann dat net onbedéngt de Fall ass. Mir hunn och souwisou an der ganzer Logik vun dëser Regierung där Visite-domiciliairen ëmmer méi an e bësse vill. Mir hu se am Ministère de l'Environnement bei de Baueren, wou Dag an Nuecht kënne Leit schellen a kucke goen. Mir hu se elo hei bei den Dageselteren. Mir hu se an de Crèchë mat den Inspecteurs régionaux oder den Agents régionaux.

Déi Iddi, fir ëmmer erëm do Kontrollen auszeüben, déi ass och am Widdersproch zu anere Rechter am Stat: Schutz vun Eegentum, Schutz vun der Privatsphär, Schutz vum Domicile. A mir musse kucken, datt de Stat net ufänkt, do Reflexer ze kréien, déi déi Rechter systematesch aushiewelen, déi awer zu de Grondrechter vun eisem Stat gehéieren.

An da wat d'Sproochen ugeet, do mengen ech, wonnert et lech elo net, wann d'ADR besonnesch insistéiert. Mir stelle fest, datt am Artikel 2 vun dësem Gesetz eng Exigenz ass, déi Exigenz, datt d'Dageseltere sollen déi sproochlech Fakultéite vun de Kanner ënnerstëtzen. Awer wat sinn d'Konditiounen, d'sproochlech Konditiounen, déi d'Dageseltere selwer erfëllen?

Beim Agrement geet eng Sprooch um A2 duer. Et huet mech och verwonnert, datt d'CSV domadder d'accord ass. Dat ass vun der CSV begréisst ginn, datt een eng Sprooch vun eisen dräi Verwaltungssproochen um Niveau A2 muss beherrschen, fir dat kënnen ze maachen. Net onbedéngt Lëtzebuergesch. Net onbedéngt Lëtzebuergesch! An dat geet duer fir den Agrement. An A2 ass keen héijen Niveau. Et ass net, datt A1 deen héchsten Niveau wier. Nee, C2 ass den héchsten Niveau. Also mir schwätzen hei iwwert deen zweetniddregsten Niveau iwwerhaapt.

Wann ee wëllt Prestataire du chèque-service sinn, da muss et an zwou Sproochen den Niveau A2 sinn, awer och net Lëtzebuergesch. Dat heescht, souguer do, wou de Stat Steiergelder asetzt, wou also dat primordial ass - och an eiser Logik, déi dann an dëser Hisiicht méi liberal ass -, fir ze kontrolléieren a Konditioune virzeschreiwen, och do bréngt de lëtzebuergesche Stat et fäerdeg, op Lëtzebuergesch ze verzichten; déiselwecht Regierung, déi eis hei 40 Punkte fir d'Lëtzebuerger Sprooch virstellt viru Kuerzem an engem groussen nationale Plang fir d'Lëtzebuerger Sprooch!

An hei, wou et drëm geet, Integratioun iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch ze färderen an iwwerhaapt d'Lëtzebuerger Sprooch ze promouvéieren an oprechtzëerhalen, do wou et also ëm d'politesch Kredibilitéit vun dëser Regierung an der Sproochepolitik geet, do verseet se direkt, well se huet iwwerhaapt keng Fuerderung hei, wat d'Lëtzebuerger Sprooch ugeet. Dat ass fir eis net akzeptabel!

A wann een eng provisoresch Autorisatioun wëllt, fir als Dageselteren ze schaffen, eng provisoresch, déi nëmme fir dräi Joer gutt ass, da brauch ee keng vun eisen dräi Sproochen op kengem Niveau ze kënnen. Dat ass eigentlech déi Sproochepolitik vun dëser Regierung an et ass einfach eng Enttäuschung! Et ass eng Enttäuschung fir all déi Leit, souguer vun Ären eegene politesche Parteien, déi dru gegleeft hunn, datt dës Regierung da wéilt e Geste fir d'Lëtzebuergesch maachen no all deenen Diskussiounen a Petitiounen, déi mer hei haten. Dir maacht a Wierklechkeet guer näischt!

An aus all deene Grënn, déi mir Iech elo gesot hunn: éischtens, de Soutien fir déi traditionell Famill, déi hir Kanner wëllt selwer erzéien, zweetens, de Stat soll sech op dat beschränken, wou en e Recht huet anzegräifen an net alles wëlle regléieren an dëser Gesellschaft, an drëttens, mir huelen et eescht mat der Lëtzebuerger Sprooch an Dir net, aus all deene Grënn wäerte mir dëst Gesetz och net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner hunn ech ageschriwwen den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Jo, dëse Projet de loi huet eng Partie Avantagen, déi och opgezielt goufen, am Kader vun der Harmoniséierung vu Qualifikatiounen a Regelen.

Mir stellen awer fest, dat ass e puermol gesot ginn an dat steet och am Exposé des motifs, datt eng regelrecht Explosioun stattfënnt, wat d'Demande ugeet och vun Dageselteren. An dat huet verschidden Ursaachen. Hei gouf e puermol gesot, net zu Onrecht, datt d'Dageselteren en anere Service ubidde wéi eng Crèche, an et soll een dat net matenee vermëschen, dat ass richteg, well och d'Dageseltere méi flexibel kënnen handelen, well och owes Dageseltere sech kënnen ëm Kanner bekëmmeren, och nuets deemno wéi, also datt se aner Servicer kënnen ubidden zum Deel.

Et däerf een awer net vergiessen, datt dat reng Theorie ass, well ganz oft d'Realitéit esou ass, datt a Wierklechkeet vill Eltere bei Dageseltere ginn, well se einfach keng Plaz fannen an enger Crèche, datt et u sech en Zousaz ass an u sech net onbedéngt d'Léisung, d'Idealléisung ass fir d'Elteren. Dat ass eng Realitéit. An dat erkläert och deelweis, mengen ech, déi grouss Explosioun. Also, ech kenne perséinlech selwer Fäll, déi an deem Fall waren, datt se am léifsten an eng Crèche gaange wären, dunn hu se missen dorobber zréckgräifen.

Et muss een awer och duerno soen, dat ass och en Aspekt an deen ass och scho genannt ginn, et ass eng Aktivitéit, déi awer ganz dacks och vu Fraen ausgeüübt gëtt - ech weess net, ob et spezifesch Zuele ginn, mä op jidde Fall kann een dovunner ausgoen -, déi och relativ prekär sinn (veuillez lire: déi och an enger relativ prekärer Situatioun sinn) an déi déi Aktivitéit och kënnen deelweis als eng Aart „bouée de sauvetage" gesinn, fir eng ekonomesch Aktivitéit kënnen ze hunn, zu engem Tariff, deen awer weiderhin immens niddreg bleift.

An an deem Zesummenhang muss ee sech jo och d'Fro stellen, genausou wéi d'Chambre des Salariés dat gemaach huet, genausou wéi och de Comité du travail féminin dat gemaach huet, datt elo duerch dat heite Gesetz u sech déi Persounen, déi déi Aktivitéit ausüben, dat als Independant mussen ausüben. A si mussen awer trotzdeem e gewëssenen Invest virgesinn, obwuel se engersäits dann awer - meeschtens muss een dovunner ausgoen - an enger prekärer Situatioun sinn. D'Elteren, déi hir Kanner dohinnerschécken, si meeschtens och an enger prekärer Situatioun. U sech kënne mer schwätzen iwwer esou eng Aart Logik vun der Prekaritéit, wou deen een deen anere brauch a wou een a Wierklechkeet eng aner Realitéit kéint schafen. Mä soit! Soit dit en passant.

Datt awer héich Kritäre gesat gi bei den Dageselteren, fir datt se Kanner kënne betreien, dat ass jo natierlech richteg. Et ass jo keen hei am Sall, dee seet: „Mir wëllen, datt d'Kanner schlecht behandelt ginn." Dorëms geet et jo net. Mä wann ee wëllt, datt d'Kanner richteg a gutt behandelt ginn, da muss een och derfir suergen, datt d'Konditioune geschafe ginn, fir datt dat respektéiert gëtt.

An ech ka mer net richteg virstellen, wéi gewësse Leit, déi wierklech dat als Independant solle maachen an déi quasi, an dat gouf och - zu Recht! - vun der Madamm Hetto-Gaasch gesot, an eng Aart Konkurrenz gesat gi mat anere Crèchen, déi iwwer aner Mëttele verfügen…, oder och am Privaten, muss ee weiderhi soen, datt do awer och nach ëmmer vill Schmu geschitt. Mä bon, dat geschitt, wann een net onbedéngt wëllt ëffentlech virgoen, dat ass eng aner Saach. Mä déi Leit gi weiderhin a Konkurrenz gesat mat anere Crèchen, déi iwwer aner Mëttele verfügen.

An et ass richteg ze soen, datt, wann een iwwer Compétences égales ou quasi égales an Investissements égaux ou quasi égaux schwätzt, een och misst schwätze vun engem Statut égal a Salaire égal ou quasi égal. Dat ass eng Realitéit, well mir sinn amgaangen, hei an eng Prekaritéitsspiral eranzegeroden. Dat heite Gesetz schaaft et net of. Et muss ee richteg investéieren, wann een derfir wëllt suergen, datt d'Kanner gutt behandelt ginn.

Ech hat et schonn eng Kéier hei op dëser Tribün gesot: Mir hunn e Problem domadder prinzipiell - an dat hat jo och deemools déi Politik vun de Chèque-servicë provozéiert -, datt privat Crèchë wéi Champignonen aus dem Buedem erauskomm sinn, well vill Leit verstanen hunn, datt se domadder kéinten e Business maachen an datt duerno d'Chèque-servicen , also de Contribuabel, dofir opkommen.

Firwat geet een net einfach dohinner, amplaz datt een déi Suen einfach a schwéier kontrolléierbar privat Crèchen investéiert, datt ee selwer direkt ëffentlech investéiert, an zwar massiv, net nëmmen e bëssen hei an do, mä massiv?

Mir sinn eent vun de räichste Länner op der Welt an et mierkt een nach ëmmer, datt et schwéier ass fir d'Leit, fir iwwerhaapt an enger ëffentlecher Crèche hir Kanner kënnen ënnerzebréngen, an enger ëffentlecher Crèche, déi gutt funktionéiert, déi och besser kontrolléierbar ass an déi och deene Leit, déi do schaffen, besser Aarbechtskonditiounen an och besser Paie ka ginn.

Well Dir hutt a private Crèchen awer och déi ganz komesch Praxis op gewëssene Plazen - ech wëll dat net generaliséieren -, datt no der Proufzäit einfach esou en Tourniquet geschitt. An dat si meeschtens jonk Fraen, jonk Éducatricen an esou weider, déi da sech ofwiesselen an dann och musse follegen, fir deemno wéi Saache mussen ze maachen, déi net onbedéngt eng Educatrice misst maachen.

Ech mengen, wann de Wëllen do ass, datt d'Kannerbetreiung net zu engem Business soll verkommen, wat et jo schonn zum Deel ass, a mir sinn der Meenung, datt Kannerbetreiung kee Business soll sinn, genausou wéi Educatioun kee Business soll sinn - dat soll kee Business sinn! -, da muss do d'Iwwerhand vun der ëffentlecher Hand zielen an alle Forme vu Kannerbetreiung, déi manner flexibel oder méi flexibel sinn. Mir sinn der Meenung, datt een dee Service muss ubidden.

Dofir si mer der Meenung, datt weiderhi mat dësem Gesetzesprojet, quitte datt en e puer Avantagen huet an datt mer eis jo net kënne

verschléissen, wann e puer Avantagë gemaach ginn am Kader vun der Harmoniséierung vu Regelen a vu Qualitéitskritären… Mir wëllen eis deem net verschléissen, mä mir soen awer ganz kloer, datt et op kee Fall an all deenen anere Beräicher wäert eng Léisung sinn. Dofir wäerte mer eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Wagner. Ech hunn elo kee Riedner méi ageschriwwen. Ech géif dann der Regierung d'Wuert ginn an ech géif den Här Unterrechts-, Educatiouns- a Kandheetsminister dann hei eropbieden.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Oh, wéi schéin hutt Der dat gesot! Här Kandheetsminister, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, et gëtt der, déi kënnen ëmmer Kand sinn! Op d'mannst fir fënnef Joer, op d'mannst fir fënnef Joer!

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, loosst mech vläicht fir d'Éischt eng Remarque maachen zur ADR, zum Här Kartheiser, dee sech gewonnert huet, datt grad e liberale Minister e Beruff wéi dee vun den Dageselteren géif reglementéieren!

Ech ka soen, datt ech do an der absolutter Kontinuitéit mat mir selwer sinn. Ech hunn 2005 als Deputéierten hei an deem Haus am Numm vu menger Fraktioun, vun der DP-Fraktioun, eng Proposition de loi gemaach, fir am Secteur vun den Dageselteren, deen dee Moment nach guer net reglementéiert war - dat Gesetz ass jo eréischt 2007 komm -, zu enger Reglementatioun ze kommen.

2005, Här Kartheiser, waart Dir nach Member an där Partei, fir déi ech hei déi Proposition de loi gemaach hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ah! Ech hat recht, menger Wee ze goen!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dir kënnt Iech also absolutt wuelspieren, wou Der elo sidd, datt Der net méi do sidd, wou Der waart. Dir kënnt also absolutt Äre Choix doranner confirméiert spieren, datt mir nach ëmmer dat maachen, wat mer och dee Moment scho wollten, well mer d'Realitéit gesinn hunn,…

(Hilarité)

…wéi se awer ass bei enger ganzer Rei Betreiungsstrukturen, oder net de Strukturen, mä virun allem an deem, wat an engem däischtere Secteur ass, deen net reglementéiert war, wou Kanner awer oft zu ganz vill beieneen a schlechte Konditiounen, wéi de Georges Engel et hei geschildert huet, encadréiert waren. An et kann een emol net vun Encadrement do schwätzen, soudatt mer dat awer hu missen encadréieren an och a Richtung vun enger Qualitéitsentwécklung brëngen. An duerfir gi mer elo nach eng Kéier e Schrëtt weider hei.

An et wonnert mech och e bëssen, datt dat Gesetz hei net matgedroe gëtt vun der CSV, well et war ëmmerhin de 7. Mäerz 2012, wou dat vun der deemoleger Familljeministesch, der Madamm Jacobs, abruecht ginn ass an d'Chamber. Et ass deposéiert ginn nach deemools ënnert der Regie vun der CSV.

(Interruption)

An haut soll dat dann awer e Gesetz sinn, wat dee ganze Secteur vun den Dageseltere géif futtimaachen. Also, do kann ech awer och keng ganz grouss Kohärenz dra gesinn.

Mä wat wichteg ass, dat ass…

(Interruption)

Wat wichteg ass, dat ass, datt mer eis an enger Rei vun Aspekter eens sinn, dat ass, datt d'Dageselteren eng wichteg Aufgab hunn, datt et - elo och zënterdeem virun allem, wou hir Aktivitéit encadréiert ass an elo nach eng Kéier méi staark a Richtung vun enger qualitativer Betreiung sech wäert weiderentwéckelen - wierklech eng Alternativ zu enger Crèche ass. Wann Elteren, wann och Kanner sech besser spieren an enger méi klenger Struktur, wou manner Personal ass, manner ënnerschiddlecht Personal ass, manner Gedäisch vläicht duerch ganz vill aner Kanner och ass, wou d'Kanner sech da vläicht och éischter besser awinnen, dann ass dat sécherlech eng ganz, ganz wichteg Alternativ.

Op där anerer Säit, denken ech, ass et awer och normal, an dat ass den Usproch vun dësem Gesetz, datt mer déi qualitativ Betreiung vun de Kanner, déi mer eis jo mam Gesetz vun 2016 ginn hunn an de Crèchen, an de Maisonrelaisen an och an de Jugendhaiser, datt mer déi och iwwersetzen un d'Dageselteren, soss hätte mer näämlech herno e Secteur mat zwou Vitessen, wou déi Kanner, déi an enger Crèche an an enger Maison relais sinn, qualitativ aneschters encadréiert wäre wéi eben déi bei den Dageselteren. An dat wollt ebe keen. Dat wollt och dee Moment d'Regierung 2012 net. An duerfir huet se dëse Gesetzesprojet mat op de Wee bruecht.

Ech wëll direkt nach eng Kéier soen, et ass net gefrot ginn, mä ech wëll awer ënnersträichen, datt déi 700 Dageselteren, déi haut en Agrement hunn, e behalen, och wa se haut nach net an der Situatioun sinn, fir all déi Konditiounen haut hei ze erfëllen, fir den Agrement ze kréien. Well mir gesinn och, datt do awer en Emploi dohannertsteet, well mer och gesinn, datt do Leit sech dorobber verlooss hunn an datt se eben och hir Zukunft drop opgebaut hunn, a well net all déi Konditiounen, déi elo verschäerft goufen, fir den Agrement an Zukunft ze kréien, eppes sinn, wou ee sech einfach ganz schnell ka konform setzen.

Wann et ëm Sproochekonditiounen zum Beispill geet, wou bis elo - Här Kartheiser! - net eng eenzeg Konditioun gegollt huet a mer elo iwwerhaapt emol Konditioune setzen, fir den Agrement ze kréien respektiv fir den Accès zum Chèque-service ze kréien, dann ass dat jo och näischt, wat ee vun haut op muer aus dem Aarm ka rëselen. An duerfir soe mer, datt mer déi Leit weider an deem Secteur wëllen erhalen, déi bis elo eigentlech och eng zefriddestellend Aarbecht do gemaach hunn.

Firwat datt Dageselteren net vun der Gratuitéit wéi d'Crèchë kënne profitéieren, nun, dat hu mer och an der Kommissioun erkläert gehat: Well se net à même sinn als Eemann- oder Engfrabetrib, all déi Konditiounen ze erfëllen, déi d'Crèchë mussen erfëllen, fir d'Gratuitéit dann och kënnen unzebidden, näämlech déi méisproocheg Förderung, well dat ebe mat enger Persoun net geet. An duerfir hu mer gesot: „Da kënne mer natierlech och net op där anerer Säit d'Gratuitéit ubidden", well mer d'Gratuitéit jo net maachen, fir engem en Avantage ze ginn als Prestataire, well mer d'Gratuitéit net agefouert hunn, net nëmmen agefouert hunn op jidde Fall, fir d'Elteren ze entlaaschten, mä well mer soen: „Et ass eng Virstuf vun der ëffentlecher Schoul, an als solch soll se gratis si wéi d'ëffentlech Schoul."

A wann awer net kënnen déi Konditiounen erfëllt ginn, déi mer an der Crèche fuerderen, dann denke mer, ass och keng Berechtegung do, fir déi Stonnen do gratis unzebidden. Mir gesinn awer…

Här President, ech hunn d'Impressioun, d'Madamm Hetto wéilt mer eppes soen oder vläicht eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dat ass genee dat, wat ech wollt soen. Madamm Hetto, wann de Minister erlaabt…

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Natierlech!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Jo, Merci fir d'Wuert. Här Minister, ech ginn lech e ganz einfacht Beispill. Ech si vu Formatioun Éducatrice graduée, ech schwätze Franséisch a Lëtzebuergesch.

Da sot mir: Wisou kann ech net zum Beispill als Dagesmamm, wann ech wéilt Kanner doheem betreien, déiselwecht Konditioune kréie wéi Crèchen, wou Der sot, déi zwanzeg Stonne Chèque-service accueil wiere gratis? Well ech kann och mat de Kanner e Liddchen op Franséisch sangen. An ech kann och bei enger Dëschsituatioun mat de Kanner op Franséisch schwätzen. Dat kann ech och eleng maachen. Dat ass och dat, wat an de Pilotprojete gemaach gëtt, wat Dir de Leit mat op de Wee gitt, wat ee ka maachen an de Crèchen, fir „plurilingual" fréi ze förderen. Wisou kann ech dat mat menger Kompetenz net maachen?

Ech soe jo net, datt jiddwereen et muss kënne maachen. Mä déi Leit, déi déiselwecht Kompetenzen hu wéi an de Crèchen, déi mussen dat och kënne maachen!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Et ass jo net nëmmen, datt fir d'Gratuitéit d'Sproochekompetenz virausgesat ass. Mä eppes ënnerscheet eis hei nach ëmmer fundamental…

(Interruption)

Neen, et gëtt jo ganz aner Konditiounen, déi och nach dorunner gebonne sinn. Elo kënne mer déi Diskussioun do laang féieren. Mä eppes ënnerscheet eis hei: Mir kommen ewech vun enger Qualitéitssécherung, wou mer just de Raum kucken an d'Qualifikatioun vum Personal. Mir ginn hin, mam Gesetz vun 2016 an och nach eng Kéier mat dësem Gesetz, op eng Prozessqualitéit, wou et wierklech de ganzen Encadrement vum Kand ass, deen zielt an dee gekuckt gëtt an deen och kontrolléiert gëtt.

An duerfir ass et eben esou, datt een net nëmme ka soen: „Ech hunn deen Diplom" - an déi Allermeescht hunn deen Diplom jo och net, dat wësst Der jo och! - „an ech kann déi Sproochen, also muss ech och dozou en Accès kréien." Et kënnt drop un, wat an der Struktur oder wat dann och bei den Dageseltere mat de Kanner geschitt. An dat ass dee ganz groussen Ënnerscheed, an dat ënnerscheet eis leider nach ëmmer fundamental, obschonn, wéi gesot, deen Ënnerscheed och do am Gesetzesprojet 2012 scho gemaach gouf vun Ärer Partei.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer wuel eng Daseinsberechtegung nach ëmmer fir d'Dageseltere gesinn, datt mer och, jo, honoréiere wëllen, datt ganz vill Dageseltere méi Flexibilitéit kënne bidde wéi eng gréisser Struktur, wéi eng Crèche oder eng Maison relais, an datt mer duerfir och d'Tariffer eropgesat hunn, wa se ausserhalb vun de gewéinlechen Ëffnungszäite vun de Crèchë leien, de Weekend oder owes oder ganz fréi moies oder eben och nuets, well och do gëtt et e Besoin vu Kannerbetreiung, datt mer dat méi staark honoréieren, well et ebe grad oft just Dageseltere sinn, déi dee Moment kënnen eng valabel Offer schafen.

Ech wëll nach eng Kéier op déi nei Struktur ze schwätze kommen, näämlech déi vun de Minicrèchen, déi mer amgaange sinn ze konzipéieren, well mer och do eng Alternativ dra gesi fir déi eng oder déi aner Dageselteren.

Grad dat Beispill, wat d'Madamm Hetto genannt huet, eng Educatrice oder souguer Dageselteren, déi net en edukativen Diplom hunn, kënne sech associéiere mat engem anere Akteur, deen en Diplom huet, fir zesummen eng Minicrèche opzemaachen. Doduerjer erlabe mer et hinnen, sech an enger Struktur erëmzefannen an déi kritesch Mass och ze hunn an déi Ressourcen ze hunn, fir all déi Konditiounen ze erfëllen, - d'Méisproochegkeet, d'Abannen an aner Strukturen, d'Materanhuelen och vun den Elteren -, déi mer fir d'Gratuitéit ebe viraussetzen.

An dat ass och eng Perspektiv, déi mer den Dageseltere kënnen ubidden, déi en Educateursdiplom hunn, awer och deenen, déi keen Educateursdiplom hunn, déi sech mat engem aneren associéieren, fir esou eng Minicrèche kënnen op d'Been ze setzen. Et ass eng nei Struktur, déi mer iwwer Règlement grand-ducal wäerte regelen, an ech wäert an den nächste Wochen dee Règlement grand-ducal dem Ministerrot virleeën.

Et ass awer eng Struktur, wou mer net nei Konditioune wäerten definéieren, mä wou mer eis op déi besteeënd Konditioune wäerte weider baséieren, déi fir d'Crèchë respektiv och fir d'Dageseltere wäerte gëllen, mä wou mer eng Ouverture dann och doduerjer zur Gratuitéit hi maachen, mä wou mer nach eng Kéier, denken ech, en Avantage bidden, well do, an där doter Struktur d'Qualitéitsentwécklung nach eng Kéier e Stéck wäit méi einfach gëtt, virun allem wa mer och vu méisproocheger Fréiförderung schwätzen, déi do ganz einfach méiglech ass. An op där anerer Säit bitt et jo och déi Avantagen, déi hei vun alle Bänke genannt goufen, näämlech datt et eng kleng Struktur ass, datt et vläicht fir dat eent oder anert Kand wënschenswäert ass, sech an deene Strukturen erëmzefannen.

Och scho fir déi Propos, déi, denken ech, och an der Kommissioun éischter breet ënnerstëtzt ginn ass, wëll ech e grousse Merci soen, gradesou wéi deene Fraktiounen, déi sech dann hei mat engem Jo kënnen zu dësem Gesetzesprojet zefridde ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Mir sinn domat prett, fir zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6409 iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6409 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

32-mol Jo, 3-mol Neen a 25 Abstentiounen, domat ass de Projet 6409 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet an dësem Fall, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir wären domat um Enn vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer. Ech soen Iech Merci an e schéinen Owend nach.

(Fin de la séance publique à 17.13 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 5

MERCREDI,
15 NOVEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6884 - Projet de loi portant approbation

1. du Règlement général de l'Union postale universelle adopté au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012;

2. de la Convention postale universelle et de son Protocole Final, adoptés au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Yves Cruchten, M. Claude Adam*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7133 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Yves Cruchten, M. Claude Adam*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*

4. 7116 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001

- *Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, Mme Taina Bofferding, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Interpellation de de M. Fernand Kartheiser au sujet de la liberté d'expression

- *Exposé: M. Fernand Kartheiser (dépôt de trois motions et d'une résolution)*
- *Débat: M.Gilles Roth (intervention de M. Fernand Kartheiser), M. Alex Bodry (interventions de M. Fernand Kartheiser, de M. Claude Haagen, de Mme Nancy Arendt et de M. Gilles Roth), M. Claude Adam (interventions de M. Alex Bodry, de M. Fernand Kartheiser, de M. Eugène Berger, de Mme Viviane Loschetter et de M. Claude Haagen), M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gilles Roth), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Fernand Kartheiser et de M. Roy Reding), M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Motions et résolution: M. Alex Bodry, M. Gilles Roth, M. Fernand Kartheiser*
- *Votes sur les motions 1 à 3 (rejetées)*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ee schéine gudde Mëtten! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen de Premierminister, ob en eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

An de Premierminister gëtt mer och direkt d'Äntwert. Also am Moment huet d'Regierung keng Kommunikatioun ze maachen. Da gi mer direkt zum normalen Ordre du jour iwwer.

Mir fänken u mam Projet de loi 6884, enger Ofännerung vum Reglement iwwert déi universell Postunioun, d'Union postale universelle. De Modell fir d'Diskussiounen ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler.

2. 6884 - Projet de loi portant approbation

1. du Règlement général de l'Union postale universelle adopté au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012;

2. de la Convention postale universelle et de son Protocole Final, adoptés au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet heesche mer de Règlement général vun der Union postale gutt souwéi awer och déi universal Postkonventioun an de Schlussprotokoll, esou wéi se um universelle Postkongress zu Doha den 11. Oktober 2012 ugeholl goufen.

De 25. Kongress vun der Union postale universelle war zu Doha vum 24. September bis de 15. Oktober 2012. Als spezialiséiert Organisatioun vun de Vereenten Natioune regruppéiert d'Union postale 192 Memberstaten an huet als Zil, d'Zesummenaarbecht tëschent den Akteuren aus dem Postwiesen ze garantéieren.

Den Acte fondamental vun der Unioun, déi sougenannt Konstitutioun, ass net duerch de Kongress vun Doha modifizéiert ginn. D'Änneronge vun den Akten, déi virdru genannt gi sinn, situéiere sech am Kontext vun der Strategie vun Doha fir den Zyklus 2013-2016.

Dës Strategie huet als Zil, de Postoperateuren ze hëllefen, hire Reseau ze entwéckelen, ze modernisëieren an ze adaptéieren, an dat op engem Marché, dee voll an der Entwécklung ass. D'Strategie vun Doha berout virun allem op véier Haaptziler: éischtens, d'Interoperabilitéit vun den internationale Postnetzer ze verbesseren; zweetens, dem Postsecteur dat erfuerdert technescht Wëssen an déi noutwendeg Expertise zoukommen ze loossen; drëttens, innovéierend Produkter a Servicer ze ënnerstëtzen, andeems een déi physesch, finanziell an elektronesch Dimensioun vum Postreseau entwéckelt; véiertens, d'Nohaltegkeet am Postwiesen ze begënschtegen, andeems een och déi wirtschaftlech, sozial an ekologesch Komponenten net aus den Ae verléiert.

All dës Ziler schreiwe sech an de Kontext vun der schneller Entwécklung an dem groussen Émfang vum elektroneschen Handel an.

Ënnert de Moossnamen, déi de Kongress diskutéiert huet, wëll ech der just e puer erwänen: Zum Beispill d'Interkonnektivitéit vun de grenziwwerschreidende Postreseauen, déi noutwendeg ass, fir e gudde Service a puncto Livraisoun ze garantéieren an e performante Retour vu Marchandisen; e weltwäite Kontrollsystem, deen op der Identifikatiounstechnologie mat Radiosfrequenze berout; d'Unhuele vu minimalen obligatoreschen Normen an e regelméissegen Austauschsystem vun elektroneschen Donnéeë vun de Postoperateure mat den Douanen an dem Secteur vun der Aviatioun, dëst, fir d'Installatiounen ze sécheren, awer och a grad den Transport an d'Behandlung vum internationale Courrier. Eng lescht Mesure ass déi vum Projet POST, deen als Zil huet, den technesche Kader ze verbesseren, fir den elektroneschen Handel bei de Postoperateuren ze förderen.

Et sollt een och nach präziséieren, dass Lëtzebuerg net méi deen neien Arrangement iwwert d'Services postaux de paiement ënnerschriwwen huet, deen den 1. Januar 2014 a Kraaft getrueden ass. D'Adhäsioun zu dësem Arrangement, deen de Fonctionnement vum Mandat postal regelt - dat heescht, den Transfer vu Fongen duerch d'Postservicer bei d'Destinatairen am Ausland, déi kee Bankkonto hunn -, muss bei all Kongress erneiert ginn. Et ass awer elo esou, dass de Volume vun de Postmandater bestänneg a substanziell erofgeet, soudass déi héich operationell an informatesch Käschten net méi berechtegt waren.

Här President, d'Beruffskummeren hunn hiren Avis de 25. September 2015 an de 14. Oktober 2015 erausginn. Si hate keng speziell Observatiounen ze formuléieren. De Statsrot huet sengersäits a sengem Avis vum 8. Dezember 2015 bemierkt, dass den Article unique vun dësem Projet mat Präzisioun d'Dokumenter muss nennen, déi op eng parlamentaresch Approbatioun ugewise sinn, an dat konform zum Artikel 37 vun der Verfassung.

A sengem Avis vum 14. Juli 2017 huet déi héich Kierperschaft de parlamentareschen Amendement vum 3. Abrëll 2017 guttgeheescht.

Fir den Detail vun den Entscheedunge vum 25. Kongress vun Doha vun 2012 verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Ofschléissend wëll ech de Beamten aus dem zoustännege Ministère, awer och de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun Merci soe fir hir Hëllef an hir Remarquen a ginn dann och nach den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo d'Madamm Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Post Courrier, déi sech ëm d'Bréifpost vun eiser Lëtzebuerger Post këmmert, traitéiert all Dag an der Moyenne 580.000 Bréiwer. Derbäi kommen nach méi wéi zwou Millioune Päck pro Joer. Dat ass net näischt!

Well e groussen Deel dovunner an d'Ausland geet respektiv aus dem Ausland kënnt, ass et wichteg, dass d'Aktivitéite vu Post Courrier Deel vun engem internationale Reseau sinn, eben der Union postale universelle.

D'Union postale universelle ass een Organ vun de Vereenten Natiounen a regelt d'Zesummenaarbecht vun den eenzelnen Operateuren aus dem postalesche Secteur.

Ech wëll elo net nach eng Kéier de ganze Rapport vum Här Bauler widderhuelen, en huet dat exzellent a senger Funktioun als Rapporteur gemaach, ech wéilt just verschidde Punkten nach eng Kéier ganz kuerz erausgräifen.

Um Kongress am Joer 2012 huet d'Unioun sech en neit Reglement ginn, fir hire Fonctionnement sécherzestellen. Des Weidere gouf och d'Convention postale universelle ëmgeännert. Hei geet et ënner anerem drëm, fir d'Postreseauen, déi iwwert d'Grenze vun engem Land erausginn, besser ënnereneen ze vernetzen. Dëst ass haaptsächlech vun Notzen am Kader vum Commerce électronique. Et goufen och minimal Sécherheetsnormen agefouert, fir d'Sécherheet vum internationale Courrier ze assuréieren, an dëst och an Zesummenaarbecht mat der Douane an dem Secteur vun der Aviatioun.

Als CSV ënnerstëtze mir all dës Mesuren. Ech ginn heimat den Accord vun der CSV an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Adehm. Da wier et um Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech mengen, ech kann et nach e bësse méi kuerz maache wéi meng Virriednerin. Ech soen natierlech och dem André Bauler villmools Merci fir säi gudde schréftleche wéi och mëndleche Rapport, zu deem absolutt näischt méi derbäizesetzen ass. Dee war komplett. Villmools Merci dofir. An ech ginn natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, ech soen och dem Rapporteur Merci fir seng Aarbecht a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dann huet de Premierminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ech wollt dem Rapporteur, dem Här Bauler, Merci soen. Ech wollt och den Intervenantë vun deene verschiddene Parteie Merci soen. An ech mengen, et ass alles gesot. An ech soe Merci fir d'Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6884 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6884 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 60-mol Jo. Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer kommen zum nächste Projet, dem Projet 7133, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert déi elektronesch Medien. Och hei ass de Basismodell festgehalen. An de Rapporteur ass scho prett. Den Här Berger huet d'Wuert.

3. 7133 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. De Service information et presse, mir kennen deen alleguerten ënnert der Bezeechnung SIP, dee gouf 1991 offiziell per Gesetz kreéiert, och wann et de Service scho virdru gouf. 1991, dat war net grad méi d'Dinosaurierzäit vun der moderner Kommunikatioun, mä awer nach sécher, kéint ee soen, d'Steenzäit. Et sinn nach praktesch keng Handye ginn, SMS an Twitter gouf et net oder huet een net kannt. Den Internet ass et och ganz sporadesch ginn. Dee war a sengen Ufänk.

Computeren, d'PCe waren och nach net ganz vill verbreet. Ech ka mech erënneren, 1991 hunn ech als Schoulmeeschter e Computer deemools mat a meng Klass geholl. Dat war, wéi wann en UFO do gelant wier. Am DOS-Programm huet een dann do Texter geschriwwen, fir emol op eng aner Aart a Weis dann och Texter ze schreiwen. Bon, a Frankräich war et virun allem de Minitel, deen awer do seng éischt Schrëtt gemaach huet, an et huet een deemools gemengt, dat kéint d'Zukunft vun der Kommunikatioun sinn.

Haut si mer awer elo an der Zukunft ukomm an et huet sech also och opgedrängt, fir déi Missioun vum SIP op déi nei Informatiounstechnologien, déi sech awer rasant entwéckelt hu säit 1991, ze adaptéieren. Ech mengen, de Phenomeen Internet, deen huet wierklech zu ganz spektakulären a ganz fundamentalen Entwécklunge gefouert, déi och d'Press, d'Presselandschaft, d'Kommunikatioun net onberéiert gelooss hunn. Déi sozial Medien hu sech domadder och entwéckelt. Déi erlabe jo, Milliounen, Milliarde Leit ronderëm d'Auer ze informéieren, sech mateneen auszetauschen, Contenue mat deenen anere Leit ze deelen, Informatiounen ze deelen an esou weider.

Mir wëssen alleguerten, dëst bitt nei Opportunitéiten, awer och nei Defie fir d'Medien a sécherlech och domadder fir de SIP, de Service information et presse. An duerfir wäerte mer da mat dësem Projet de loi d'Missioune vum SIP deementspriechend upassen. Also upassen un de modernen Zäitalter vun der digitaler, globaliséierter Kommunikatioun.

Et muss een awer och soen: D'Grondaufgabe vum Service, déi sech de Legislateur deemools gesat huet, sinn awer haut och nach ëmmer aktuell. Wat ass dat? Bon, de SIP ass virun allem derfir zoustänneg, d'Effentlechkeet am Allgemengen an d'Press am Speziellen iwwert d'Aktivitéite vum Stat, iwwert d'Aktivitéite vun der Regierung ze informéieren. Dozou gehéieren och dann d'Organiséiere vu Pressekonferenzen, d'Publikatioune vun offiziellen Dokumenter, d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland.

De SIP hëlt och eng ganz wichteg an zentral Roll an am Déngscht vum Lëtzebuerger Bierger. An der Pressefräiheet steet en och do, fir déi net nëmmen ze garantéieren, mä och nach ze verbesseren. A wat mer awer och hei an dem Projet de loi, also an de Missiounen net onbedéngt nei derbäigesat hunn, mä wou een awer och en Akzent drop geluecht huet, dat ass, datt de SIP an Zukunft och eng Kommunikatiounsstrategie ausschaffen an ëmsetze soll, wéi d'Regierung um Internet a virun allem op de soziale Medien optriede soll. Do gëtt also weider dru geschafft.

Et ass net esou, datt säit 1991 de SIP do stoe bliwwe wier. Ech mengen, an de leschte Joren, Jorzéngten huet en natierlech awer och versicht, mat der Zäit ze goen. A voilà, dat heescht also, et gëtt weider dru geschafft, fir eben Onlineinformatiounen iwwert d'Regierungsaarbecht an all déi aner Missioune mat deenen neien Informatiounstechnologien ze maachen.

Eng aner wichteg, och nei Missioun, kéint ee soen, besteet doranner, eng Strategie ze developpéieren, wéi een den Accès zu de staatlechen Informatiounen, fir et emol esou ze nennen, also Informatiounen aus deenen eenzelne Verwaltungen, aus de Ministèren, nach besser a méi transparent ze gestalten. „Open data", open data op Lëtzebuergesch, ass hei d'Stéchwuert. An hei sief ugemierkt, datt do jo och nach e Projet de loi iwwert d'Administration transparente um Instanzewee ass an nach an dëser Legislaturperiod och wäert gestëmmt ginn.

Well Informatioun a Kommunikatioun jo bekanntlech keng Eebunnstrooss ass, muss de SIP och derfir suergen, datt d'Regierung gutt informéiert bleift. Ech mengen, dat mécht de SIP och haut schonn. De SIP analyséiert all national an international Noriichten, gëtt se un d'Regierung weider, fir datt si dat dann och kënnen an hirer Aarbecht benotzen, datt se ëmmer um aktuellste Stand sinn. Mir kennen dat jo och alleguerten, déi traditionell, kéint ee scho bal soen, Revue de presse vum Service information et presse.

Vläicht nach eng kleng Neierung um Niveau vun der Struktur oder vun der Gouvernance: De SIP, dee steet an Zukunft net méi ënnert der Autoritéit vum Minister, deen de Ressort Informatioun huet. Hei mat dësem Projet de loi kënnt déi politesch Responsabilitéit vum SIP formell bei de Statsminister. Mir wëssen, an dëser Legislatur ass dat och an engems de Kommunikatiouns- an Informatiounsminister.

Eng lescht Neiegkeet dann och nach an dësem Projet, dat wéi gesot e kuerze Projet ass, bezitt sech dann op de Kader vum Personal, deen hei dann och geschafe gëtt. Dat heescht, hei gëtt eigentlech de SIP eng Verwaltung vum Stat. De Chef vum SIP, dat ass a bleift den Direkter, deen dann an Zukunft vum Premier proposéiert an da vum Grand-Duc genannt gëtt.

Vläicht nach eng kleng Remarque: An de Kommissiounsaarbechte war eng Partei, déi sech enthalen hat beim Vott vum Rapport, well do gefrot gi war, fir nach kënnen Ableck an e Reglement ze kréien. Et war elo zwar net direkt eng Referenz zu engem Reglement am Projet de loi, mä dat war eng Kéier erwäänt ginn. Dir krut alleguerten dee Projet, de Règlement grand-ducal geschéckt. Dat ass elo och näischt Dramatesches. Et ass eigentlech nëmmen, wou gesot gëtt, datt d'Konditioune vun der Admissioun, Nominatioun a Promotioun vum Personal vum Service information et presse un dat ugepasst ginn, wat bei deenen anere Kadere vun der Administration gouvernementale ass. Dat sinn dräi Artikelen. Voilà, duerfir hoffen ech, datt dann awer de Projet de loi op eng ganz grouss Zoustëmmung hei an der Chamber wäert kommen.

Dat gesot, géif ech dann och hei den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn. Merci.

Une voix.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reform vum Service information et presse ass am Regierungsprogramm mat ganzer zwee Sätz ugekënnegt ginn. D'Demokratesch Partei hat als eenzeg vun den dräi Regierungsparteien eppes iwwert d'Reform vun dësem Service an hirem Wahlprogramm stoen. Dëst alles war am Hierscht 2013.

Haut si mer am November 2017, also ganzer véier Joer méi spéit. Do hate mir eis als CSV wierklech eng grondleeënd Reform erwaart. Eng déif gräifend a fundamental Reform. Mä mir sinn enttäuscht ginn!

Une voix.- Oh!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Eise Fazit zu dëser Reform ass: „Der Berg kreißte und gebar eine Maus."

Vun néng Missiounen, déi de Service information et presse huet, sinn der just dräi nei bäikomm. Éischt Missioun: De Service information et presse definéiert der Regierung hir Kommunikatiounsstrategie betreffend den Internet an d'sozial Medien a setzt se och ëm.

Déi zweet Missioun, déi dann nei bäikomm ass oder offizialiséiert ginn ass: De Service information et presse informéiert d'Regierung iwwert d'Aktualitéit an der Press an an de Medien. Dës Aarbecht gouf bis elo eigentlech ëmmer gemaach iwwert de Wee vun der Revue de presse, mä et stoung net en tant que tel am Gesetz vun 1991 dran.

An drëtt Missioun, déi bäikomm ass: De Service information et presse definéiert eng Strategie fir d'Promotioun vun de sougenannten „open data" an den Zougang zu den Informatiounen a setzt dës Strategie och ëm.

Dozou ass awer ze soen, dass d'Gesetz iwwert den Informatiounszougang nach net gestëmmt ass.

En aneren, net onwesentleche Punkt ass, dass aus dem Service information et presse elo eng eegestänneg Verwaltung gëtt. Dëst huet als Konsequenz, dass de Verwaltungsdirekter vum Service information et presse iwwert d'Gehältergesetz vum 25. Mäerz 2015 an de Grad 17 aklasséiert gëtt.

Här President, all dës Changementer beim Service information et presse sinn net esou wesentlech, dass mir als CSV net kéinten eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Ofschléissend soen ech dem Rapporteur villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an lech fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Cruchten huet d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech soen natierlech och als Alleréischt dem Rapporteur, dem Här Eugène Berger, villmools Merci fir säin och hei méi wéi komplette schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, dass et effektiv keng Revolutioun ass, déi hei gemaach gëtt, mä et ass eng Adaptatioun. An ech mengen, dass de Rapporteur och guttgedoen huet, fir drop hinzeweisen, dass awer zënter 1991 villes geännert huet, zemools an deem Beräich vun de Medien. An do ännert sech, wéi bekannt ass, alles ganz séier. An dofir ass et gutt, dass mer d'Missioune vum Service information et presse nach eng Kéier frësch definéieren.

Mir sollten awer och net vergiessen, dass dat heiten net deen eenzege Projet ass, deen domadder ze dinn huet, notamment deen, deen och meng Virriednerin virdru schonn eng Kéier ugeschwat huet, de Projet de loi 6810, wou et ëm eng transparent an eng oppe Verwaltung geet. An ech mengen, do kënne mer verschidden Diskussiounen nach verdéiwen. Mä op jidde Fall bei deem heite Projet kann d'LSAP hir Zoustëmmung ginn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech sinn och, grad wéi meng Virriedner, dermat averstanen, datt sech zënter 1991 an der Press an an den digitale Medie ganz vill geännert huet. Déi Upassung hei, mengen ech, war iwwerfälleg. Et sinn eng Rei nei Missiounen derbäikomm, wéi och d'Vertriederin vun der CSV betount huet.

Mir ass virun allem och wichteg, nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt d'Regierung sech eng Strategie gëtt, wéi mer mat den „open data" ëmginn. Mir sinn der Meenung, datt „open data" ganz wichteg ass, souwuel fir d'Bierger, fir d'ONGen, mä awer och fir d'Wirtschaft. An datt den Zougréff zu „open data"… A wa mer et mat ëffentlechen Daten ze dinn hunn, dat si jo keng perséinlech Daten, duerfir sinn déi am Prinzip alleguerten offen. An iwwert déi Strategie wier et vläicht flott, fir nach eng Kéier dorop ze schwätzen ze kommen an nächster Zäit.

Domat bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann huet den Här Stats- a Medieminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, ech soe Merci. Ech mengen, de Resumé an de Fazit si gesot ginn. Et ass en Text vun 1991, wou elo Modifikatioune kommen.

Ech wëll just soen, ech sinn och frou, dass d'CSV dësen Text matstëmmt. Well wann ech gesot kréien, dat wier keng Revolutioun, da wëll ech just drun erënneren, dass de SIP wärend deenen zwielef Joer, vun 1991 bis 2013, méi wéi zwielef Joer, net a menge Kompetenze war. An den Internet ass och net déi lescht véier Joer kreéiert ginn. Dowéinst, wa wierklech wichteg Reformen hätte misse gemaach ginn, hätt och kënnen d'Partei, déi der Madamm Adehm méi nosteet wéi mir, déi wichteg Modifikatioune maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Selbstverständlech…

(Interruptions)

Jo, mä duerfir sinn ech frou, dass och dës Koalitioun et am Accord stoen huet. A wann et jo esou dréngend gewiescht wär, hätte jo aner Parteien déi och kënne virdrun an engem Koalitiounsaccord bréngen.

Mä wéi gesot, ech si frou, dass hei drun erënnert ginn ass, dass et och de Wonsch war,…

(Brouhaha)

…dass de SIP fir d'ganz Regierung soll schaffen. Dat ass och ee vun de Fazite vun dësem Text, dass et fir eng ganz Regierung ass a fir ze reorientéieren. An et ass och scho gesot ginn, dass d'Medielandschaft sech geännert huet.

An ech weess net, wie vun Iech nach den Teletext kennt, mä wann ee bedenkt, dass deemools och gesot ginn ass, dass an den 90er Joren de Programm…

(Brouhaha)

…VidéoState war dat, wat dann och nach an den Texter stoung. An ech mengen, d'Besoinen, déi de Bierger huet vis-à-vis vun der Informatioun an der Rapiditéit vun der Informatioun, sinn haut och anerer wéi déi, déi mer 1991 nach haten.

Et gëtt de gesetzleche Kader, fir dëst och unzepassen. Wéi gesot, déi klassesch Missioune vum SIP bleiwen och erhalen, mä et ass och eben de Wonsch, den Audiovisuell an och d'sozial Medie mat anzebannen.

Wat och wichteg ass, dat sinn déi méi rezent Missiounen, wou mer och scho virdrun driwwer geschwat hunn, iwwert den „open data", dass mer scho wëssen, wie sech och dorëms soll këmmeren. An dass eben d'Donnée ouverte,… an dass de SIP och déi nei Missioun soll kréien an duerfir och d'Kompetenze kréien.

Dat sinn engersäits d'Fërdere vum „open data", also d'Engagementer vum Stat, fir de Bierger a Biergerinnen all déi Donnéeë fräi zur Verfügung ze stellen, déi déi ëffentlech Hand huet. Natierlech nëmme soulaang déi Donnéeën net mussen ënner Verschloss bleiwen. An anerersäits Accès zu Informatioun, also d'Recht vun eise Bierger a Biergerinnen, och vum Stat déi Informatiounen, déi se interesséieren, ze froen an esou wäit wéi méiglech an och esou schnell wéi méiglech virun allem ze kréien.

An da ware Saachen och am Text, déi e bësse speziell waren, Här President, déi hu mer missen awer verbesseren. Dat ass eben, dass drastoung, dass de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Informatioun deen ass, deen zoustänneg war. Dat heescht, et war de Minister, deen zoustänneg war fir d'Informatioun. Dat ass elo geännert. Et ass de Chef vun der Regierung, de Regierungschef, dat heescht de Premierminister, deen dat gëtt, a mir hu keen Informatiounsminister méi, deen iwwer säin offizielle Kanal dann d'Informatioun no bausse bréngt.

A wéi gesot, et ass och dee Punkt vun der Administration gouvernementale, wou gesot ginn ass: Et war keng eegestänneg Administration gouvernementale. A mat deem heiten Text gëtt dat dann och elo gemaach.

An ech mengen, dass dat och wichteg ass, dass en Direkter dran ass, deen och d'Adaptatioune ka maachen. Well den Text gesäit dräi Sektioune vir: Dat ass eng Kéier d'Section information, d'Section publication an d'Section administration. An haut eleng huet de SIP scho siwe Sektiounen: Affaires générales, Communications gouvernementales, Internet, Éditions et communiqués, Revues de presse, Système d'information, Open data an Accès à l'information.

An et ass wichteg, dass den neien Direkter och Kompetenze kritt, fir deen Text eben an déi Organisation en interne kënnen esou ze organiséieren an en net nëmmen Direkter ass, well en den Titel dierf droen - well dat war den Text, dass et e Beamte war, deen d'Recht hat, den Titel dierfen ze droen -, mä dass haut och de SIP en Direkter huet, dee responsabel ass fir seng Administratioun a wou d'politesch Responsabilitéit beim Regierungschef steet.

Dowéinsder soen ech Merci fir déi grouss Zoustëmmung. Wéi gesot, et ass keng revolutionär, mä et ass eng wichteg Etapp an enger Modernisatioun och vun enger Medielandschaft a vu sengen eegenen Institutiounen, déi fir de Stat schaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen a kënnen iwwert de Projet de loi 7133 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7133 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 60-mol Jo. Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes,

Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum…

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, wann Der just erlaabt, ech hat vergiess, dem Rapporteur Merci ze soen. Ech wollt dat awer nach nohuelen.

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Esou, elo sinn ech sprachlos!

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, dem Projet de loi 7116, enger europäescher Konventioun am Beräich vum audiovisuellen Denkmalschutz. D'Riedezäit ass, wéi bis elo gewinnt, nom Basismodell. An de Rapporteur, den Här André Bauler, huet elo d'Wuert.

4. 7116 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass een d'Bedeitung vun den audiovisuelle Medie fir eis Kultur an eis Gesellschaft wuel kaum ënnerschätze kann, ass sécherlech keng nei Feststellung. Bild an Toun, Foto a Film, Radio an och déi dacks genannten nei Kommunikatiounstechnologië si kaum méi aus deenen allermeeschte Leit hirem Liewen ewechzedenken. An et ass evident, dass hir Verbreedung och an Zukunft net wäert zréckgoen, ganz am Géigendeel.

Domadder stelle si wichteg Dokumenter iwwert d'Liewen an eiser an a fréiere Gesellschaften duer, déi derwäert sinn, gesammelt a konservéiert ze gi fir d'Zukunft. Den Interêt geet hei vu wëssenschaftlechen, soziologeschen an historeschen Aspekter bis hin zu pädagogeschen an educativen Elementer, ouni awer de kulturellen an artistesche Wäert vun dësem Material ze verkennen.

Als Beispiller kann een déi Dausenden Emissiounen a Reportagë vun RTL nennen, déi grouss Sammlunge vu private Filmer an déi, déi de Stat an Optrag ginn huet, an natierlech all déi Court-métragen, Documentairen a Kinosfilmer, där hir Quantitéit jo zanter der Schafung vum Fonds de soutien à la création audiovisuelle (veuillez lire: Fonds national de soutien à la production audiovisuelle) enorm zougeholl huet.

Et sief dann och erlaabt, an dësem Kontext de rezenten Erfolleg vun engem lëtzebuergeschen Animatiounsfilm bei den Oscaren ze ernimmen.

Här President, wéi gesot, ass d'Erkenntnis ëm d'Bedeitung vun dësem Patrimoine keng nei. An aus deem Grond gouf och schonn 1989 de Centre national de l'audiovisuel, de CNA, duerch d'Gesetz vum 18. Mee an d'Liewe geruff. De CNA dréit der Relevanz vun eisem audiovisuelle Patrimoine Rechnung an huet genau wéi d'Konventioun vu Stroossbuerg vum 8. November 2001 iwwert de Patrimoine audiovisuel, déi mat dësem Gesetzesprojet ratifizéiert soll ginn, d'Zil, dës Wäerter an Dokumenter ze schützen.

D'Missioun vum CNA besteet deementspriechend aus ënnerschiddleche Voleten, vun deenen een, an dësem Kontext, primär d'Sammelen, d'Konservéieren, d'Diffusioun no baussen an d'Kooperatioun mat äänlechen Institutter oder Institutiounen aus dem europäeschen an internationalen Ausland ervirhiewe kann.

Erlaabt mer, kuerz dat eent oder anert Wuert méi hei dozou ze verléieren!

Nieft dem Sammele vun Dokumenter ronderëm eis national Memoire audiovisuelle stellt besonnesch och d'Konservéieren eng wichteg Aufgab a speziell Erausfuerderungen duer. Iwwregens kann all Matbierger, dee Material fir de CNA huet, dëst erareechen.

All Medium brauch seng eege spezifesch Konditiounen, fir dass et erhale bleift. Virun allem am Beräich vum Digitale gëtt dat séier eng ganz komplex Affär, well net nëmmen hunn déi jeeweileg Supporten, wéi de CD - de Compact Disc - oder den Hard Disc, eng vill méi kuerz Liewensdauer wéi zum Beispill Pellicullen, Placken oder Fotoen. Och verlaangt déi technologesch Diversitéit vu Formater eng passend Behandlung.

Dat wëllt awer net heeschen, d'Konservatioun vum analoge Material wier manner komplex. Och hei gëtt et eng Hällewull vu Formater a Behandlungsmethoden.

Dir gesitt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass keng esou eng einfach Saach. An duerfir huet de Stat an dësem Kontext eng verantwortlech Roll ze spillen. Lëtzebuerg huet dat, wéi gesot, fréi erkannt an den néidege Kader geschaaft. Zesumme mam CNA ass och de Règlement grand-ducal vum 6. November 2009 mat Bezuch op den Dépôt légal e wichtegt Element an der Erfëllung vum Stat senger kultureller Responsabilitéit an dësem Kontext.

Op dës Aart a Weis gouf scho villen Dispositioune vun der Konventioun zum Schutz vum audiovisuelle Patrimoine op nationalem Niveau virgegraff. Allerdéngs ass et am Kader vun der Ratifizéierung vun der Konventioun och duerchaus ubruecht, verschidden Artikele vum Règlement grand-ducal ze modifizéieren, fir dass se besser un déi séier Entwécklung vum audiovisuelle Secteur ugepasst sinn.

Méi genee gesäit d'Konventioun vir, éischtens e legale Kader fir de Schutz vum audiovisuelle Patrimoine ze schafen, dat heescht den Dépôt légal, zweetens den Dépôt volontaire ze férderen, drëttens eng Institutioun ze designéieren, déi zoustänneg ass fir den Archivage an d'Restauratioun vum audiovisuelle Material, a véiertens där Institutioun och déi néideg Fongen zur Verfügung ze stellen, fir dass se hir Aufgab och erfëlle kann. Do derbäi kënnt, fënneftens, d'Verflichtung, dëst Material der Recherche an der wëssenschaftlecher Analys, mä och der Éffentlechkeet allgemeng zougänglech ze maachen.

D'Konventioun stellt an deem Sënn en internationalen Effort duer, fir eng systematesch Approche vun der Archivéierung unzepeilen, eisen audiovisuelle Patrimoine ze valoriséieren an awer och déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht an deem Beräich virunzebréngen.

D'Ratifizéierung vun der Konventioun, déi Lëtzebuerg 2012 ënnerschriwwen huet, kann dowéinst zu enger Prise de conscience op nationalem Plang vun eisem audiovisuelle Patrimoine bäidroen an hëllefen, de Leit d'Bedeitung vun der Protektioun heivunner nach méi bewosst ze maachen. Och signaliséiert dëse Gesetzesprojet no baussen d'Bereetschaft an de Wëllen, nach méi konkret a méi effikass mat de Cosignatairë vun dëser Konventioun zesummenzeschaffen.

A sengem Avis vum 13. Juni dëses Joers, 2017, ass de Statsrot der Meenung, dass net alleguerten d'Artikelen honnert Prozent adequat an déi national Legislatioun ëmgesat goufen, an huet och Bedenken, ob de CNA finanziell gutt genuch gestiwwelt ass, fir seng Missioun, esou wéi se vun der Konventioun virgesinn ass, ze erfëllen. Dës Bedenke sinn awer net bis zu enger Opposition formelle geräift, soudass de Projet de loi vun där Säit gréng Luucht kritt huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe jiddwerengem Merci, deen an der Kommissioun heibäi matgeschafft huet. Ech soen Iech awer och heibanne Merci fir d'Nolauschteren a ginn domadder och hei den Accord vun der demokratescher Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Elo huet d'Wuert d'Madamm Martine Mergen.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass Der mer meng schlecht Elocutioun haut net nodrot; et ass nëmme fir e puer Deeg.

Sou wéi de Rapporteur a sengen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapporten et scho sot, approuvéiere mer mat dësem Gesetz d'Konventioun iwwert de Schutz vun de beweegte Biller. En huet ons och scho genee erkläert, wat alles dorënner ze verstoen ass.

Dës Konventioun ass e wichtege Supplement zu deenen aneren, déi mer an deene leschte Jore schonn ënnerschriwwen hunn, well hei hate mer nach eng Lacune, eng gesetzlech Lacune, obwuel mer d'Chance hunn, dass de CNA scho besteet an dass mer schonn e Règlement grand-ducal säit 2009 iwwert den Dépôt légal vun - ech bleiwe emol einfach bei den „beweegte Biller", well dat mer esou gutt gefält -, vun de beweegte Biller hunn. Déi Modalitéite sinn also u sech scho fixéiert.

Den Audiovisuel mat senger ganzer Envergure, dat ass ganz kloer haut dee Medium, deen d'Geschicht, d'Kultur am schnellsten an am exakteste kann erëmginn. Keng aner Medie kënne besser d'Gesellschaft an hirer aktueller Form portraitéieren, an en ënnerläit och selwer enger impressionnanter Evolutioun, wat seng Méiglechkeeten an och seng Techniken ubelaangt. Ech mengen, vun enger ganzer Rei vu Geschehnissen op der Welt hätte mer haut iwwerhaapt keng Biller, wa mer net iwwer Amateursbiller vun onse Computeren aus der Täsch géife verfügen. Alles dat gehéiert zu de beweegte Biller.

D'Geschichtsschreiwung passéiert haut virun allem am Audiovisuel. Mir hu jo also d'Chance, dass mer scho mam CNA iwwer eng performant a largement adaptéiert Struktur verfügen, fir déi Aufgaben, déi den Här Bauler opgezielt huet, wouerzehuelen.

Mir begréissen duerfir, dass am Artikel 7 festgehalen ass, dass dës Struktur, déi dës national Flicht eben iwwerhëlt oder schonn iwwerholl huet oder nach weider iwwerhëlt, och déi néideg Moyenen zur Verfügung huet, fir hiren Aufgabe kënnen nozekommen. An den Här Bauler huet de Statsrot schonn an dësen nämlechte Bedenken zitéiert.

Mir fuerderen, dass dës Moyenen an Zukunft nach vläicht e bësse verbessert ginn, well de CNA ëmmer muss um leschte Stand vun der Technik sinn, wat d'Numeriséierung vun de Medien, vun dem Material ubelaangt an och d'Konservéierung vun dem Material ubelaangt.

Dee leschte Besuch vun onser Kulturkommissioun am CNA läit schonn eng Rei Joren zréck. Mä déizäit war nach ganz vill Retard beim Opschaffe vu Material, wat notamment och vun Amateurfilmer hinnen zur Verfügung gestallt ginn ass. Mir kruten awer an der Kommissioun gesot, dass dëse Retard amgaange wier, opgeschafft ze ginn.

Et ass fir ons och ganz wichteg, net nëmmen, dass dat dann elo alles doläit zu Diddeleng, mä dass een och net nëmme fir Recherche oder Produktioune vu Filmer oder vun aneren Œuvren, mä dass een och als Particulier oder aus educativen Ursaache kann Zougréff op d'Material hunn. An duerfir ass et wichteg, dass een och eng Method huet, fir ze archivéieren, fir dass een dat erëmfënnt, wat een eigentlech sicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dat eeleft Land, dat dës Konventioun ënnerschreift. Si ass schonn a Kraaft. Mir hoffen, dass vill Länner noréckelen, well et geet hei och ëm de gemeinsamen europäesche Patrimoine audiovisuel vun alle Länner, déi am Conseil de l'Europe sinn. Sou soll dëst Material net nëmmen iwwerall geschützt ginn, ma och finalement zentral erfaasst.

Deem wëllt d'CSV-Fraktioun net am Wee stoen. Ech ginn hei deemno den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech hat den Här Cruchten hei stoen. Ah, Madamm Bofferding! Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Ech wëll dem Rapporteur, dem Här Bauler, Merci soe fir seng ausféierlech Rapporten. En huet d'Wichtegkeet vun dëser Konventioun erkläert.

Ech géif d'Wichtegkeet dann erkläre mat enger Ausso vun der Responsabel vum Filmdepartement vun der CNA, déi bedauert huet, dass d'Historiker sech wéineg fir déi visuell Archiven interesséiere fir hir Recherchen. Mä elo mat dem politesche Wëllen an och mat deem Engagement, dee mer eis elo ginn eben duerch d'Transpositioun vun dëser Konventioun, wou ënner anerem am Artikel 7 virgesinn ass, dass eben déi Institutiounen, déi sech ëm de visuellen Archivage këmmeren, elo déi néideg Moyenen hunn, genuch Personal an dann och genuch Budget, mengen ech, wäert dat an Zukunft kënne changéieren, wa mer heimadder dann elo dës Konventioun wäerten ëmsetzen.

Ech ginn domadder dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President, an och e grousse Merci un de Rapporteur. Mir wollte just eng prinzipiell Bemierkung maachen. Selbstverständlech ënnerstëtze mir och dat Gesetz. Mä et fält awer op, datt déi Konventioun, déi mer haut sollen hei approuvéieren, aus dem Joer 2001 ass, an elo, 2017, kritt d'Parlament se virgeluecht.

Mir wollten dofir profitéieren, fir eng Positioun ze widderhuelen an ze ënnersträichen, déi d'ADR konsequent vertrëtt, déi konform ass zu eiser Constitutioun, déi seet: „All internationalen Accord muss dësem Parlament zur Ratifizéierung virgeluecht ginn." Et geet net duer, am Joer 2004 oder 2009 a verschiddene Gesetzer oder Reglementer Dispositiounen anzeschreiwen; d'Konventioun hätt missen dem Parlament virgeluecht ginn.

Mir wëlle just dat nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt mer eis erwaarden, datt all internationalen Accord - an d'Verfassungsgeriicht huet dat jo interpretéiert an ausgeluecht - ënner egal wéi enger Form hei muss diskutéiert a ratifizéiert oder approuvéiert ginn.

Mir haten de Fall och d'leschte Kéier nach am Beräich vun der Defense, wou mer och déi Diskussioun nach eng Kéier gefouert haten, wéi mer et solle maachen, wa confidentiel Aspekter oder geheim Aspekter an esou engem Traité stinn. Och do hu mer eis Regele ginn, awer ëmmer fir d'Verfassung ze respektéieren.

Dat gesot, Här President, ginn ech och ganz gär den Accord vun der ADR.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass de leschte Riedner den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen natierlech och dës Konventioun zum Schutz vum Patrimoine audiovisuel.

Et wäert sech fir Lëtzebuerg direkt net vill änneren, well mer schonn e reglementaresche Kader hunn, deen awer relativ wäit entwéckelt ass an dee just punktuell muss adaptéiert ginn. Mä déi Fro, déi derhannertstécht an dee symboleschen Akt, dee mer heimadder maachen, besteet doranner, datt mer engersäits eise Wëllen zum Ausdrock bréngen, wierklech och international zesummenzeschaffen an deem dote Beräich, well déi Fro vun der Konservéierung vum audiovisuelle Patrimoine ass eng, déi eis och an deenen nächste Jorzéngten nach staark beschäftege wäert, notamment doduerjer, datt d'Supporten, op deenen dat gespäichert ass, vergänglech sinn an datt d'Numeriséierung awer och ëmmer eng Perte vun Donnéeë mat sech bréngt, soudatt d'Konservéierung eppes immens Wichteges och fir déi zukünfteg Generatiounen ass.

An nodeem och d'Madamm Bofferding an d'Madamm Mergen eng Lanz gebrach hunn, datt de CNA och an Zukunft déi Méiglechkeeten an déi Moyene soll hunn, fir dat och kënnen op deem Niveau ze maachen, wéilt ech mech deem och uschléissen an den Accord vun der Lénker ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat huet d'Regierung d'Wuert: den Här Statssekretär am Kulturministère.

Prise de position du Gouvernement

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif fir d'Éischt wëllen dem Rapporteur och mäi grousse Merci ausdrécken an och der Kulturkommissioun, déi ganz expeditiv a gutt hei geschafft huet.

Et ass schonn ugeklongen: Mir sinn amgaangen, e grousse Retard vu Ratifikatiounen, notamment wat den Denkmalschutz betrëfft, opzeschaffen. An ech sinn och frou, dass dat de Fall ass. Ech denken, erënnere kuerz un d'Convention de Grenade, déi mer d'lescht Joer ugeholl hunn, an och d'Convention de La Valette.

Wéi gesot, déi heite Konventioun reit sech an déi ganz Lëscht vu Konventiounen an, déi

Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel.

Mir steiere ganz schnell op d'Joer 2018 zou, wat d'Année européenne du patrimoine culturel ass. An ech mengen, d'Approbatioun vun dëser Konventioun, d'Ratifikatioun vun dëser Konventioun ass e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung, fir méi konsequent de Schutz vum Kulturierwen ze organiséieren.

D'Zil, wéi gesot, vun dëser Konventioun ass kloer: Den europäesche Patrimoine audiovisuel zesummen - zesummen, dat ass näämlech e wichtege Punkt! -, zesumme sammelen, konservéieren, archivéieren an en valeur setzen. An en valeur setzen heescht och, dem Public et zougänglech ze maachen. A selbstverständlech schafft de CNA och schonn an déi Richtung, fir dem Public déi Archive kënnen esou schnell wéi méiglech och zougänglech ze maachen.

Et ass och schonn ugeklongen: Zéng Länner hunn, wéi gesot, déi Konventioun hei scho ratifizéiert. Mir sinn also dat eeleft. An ech kann och dem Wonsch, dee schonn ausgedréckt ginn ass, fir dass méi Länner déi Konventioun ratifizéieren, deem kann ech nëmmen, nëmmen zoustëmmen.

D'Wichtegkeet, dorobber brauch een net anzegoen, vun dëser Konventioun, well mir wëssen alleguerten: Lëtzebuerg produzéiert a koproduzéiert enorm vill, sief et fir de Kino, sief et fir d'Tëlee an doriwwer eraus. Eis aktiv Bedeelegung un der europäescher an internationaler Produktioun mécht eben déi Zesummenaarbecht mat anere Länner an d'Preservatioun vum Patrimoine audiovisuel onëmgänglech.

Ee vun den Haaptpunkte vun der Konventioun läit um Dépôt légal. An dës Missioun ënnerläit dem CNA, dee sech als staatlecht Kulturinstitut zënter 1989 ëm d'Konservatioun vum Patrimoine audiovisuel këmmert. Den Dépôt légal selwer ass vum Gesetz vun 2004 reglementéiert a gëtt zënter 2009 iwwer e Règlement grand-ducal geregelt.

Mir wollten am Ministère do vun der Opportunitéit profitéieren, fir dee Règlement grand-ducal iwwert den Dépôt légal nach e wéineg nozebesseren a komplett der Konventioun unzepassen. Et ass näämlech schonn de Fall, dass déi Konventioun an der Praxis scho quasi ëmgesat ass an deem Règlement grand-ducal, soudass mer wierklech nëmmen och do e klenge Feintuning gemaach hunn. Mä notamment ass eng Vereinfachung do, an zwar, dass den Dépôt légal net méi muss bannent sechs Méint, mä bannent zwielef Méint gemaach ginn.

Doriwwer eraus gesäit iwwregens och d'Konventioun nach den Dépôt volontaire vir, deen et och scho bei eis, wéi gesot, gëtt.

Mir sinn also haut an der Ausgangspositioun, dass mer kënnen eng Konventioun ëmsetzen, déi quasi an eise legislativen Dokumenter schonn dran ass.

An, wéi gesot, duerch déi Zesummenaarbecht mat anere Länner erlaabt d'Konventioun e bessert Erhale vum lëtzebuergeschen Deel am europäesche Patrimoine audiovisuel.

De Patrimoine audiovisuel ze fleegen, heescht awer och, d'Geschicht vum Land ze preservéieren an heiansdo souguer Geschicht ze schreiwen. Et ass also wichteg, dass dobaussen d'Bewosstsäin sech entwéckelt, wéi wichteg et ass, och an Zukunft op déi audiovisuell Produktioune vun haut a vu fréier kënnen zréckzegräifen.

Zwou Observatiounen nach zum Avis vum Statsrot. D'Obligation vum Dépôt légal - champ d'application, wat d'Ëmsetzen, wéi gesot, vum Artikel 5 vun der Konventioun ugeet, sou ass dëst duerch den Artikel 11.1 an 3 vum modifizéierte Reglement virgesinn. Den Artikel 11.1 gesäit all Fall vir, wou Lëtzebuerg am Recht ass, en Dépôt vun engem audiovisuellen Dokument ze verlaangen, och am Fall vun enger Koproduktioun. An do geet et u sech duer, dass e Lien zu Lëtzebuerg besteet, fir dass dann d'Obligatioun vun dem Dépôt légal besteet.

Natierlech kënne mer net higoen a bei engem Film, deen am Ausland produzéiert oder souguer koproduzéiert gëtt, eng Obligation légale vum Dépôt ze maachen, well mer einfach do déi juristesch Handhab net hunn.

Dann d'Mission de restauration vum CNA, dat ass och schonn ugeklonge vun de Virriedner. D'Restauratioun vun audiovisuellen Dokumenter gëtt hei zu Lëtzebuerg beim CNA, wéi gesot, scho jorelaang gemaach. Si ass zwar net tel quel am Gesetz iwwert d'Kulturinstituter vun 2004 festgehalen, mä et kann een awer par référence op den Artikel 3 zréckgräifen, dee sech fir all Kulturinstituter applizéiert. An do ass festgehalen: «la conservation et l'épanouissement du patrimoine culturel».

An dann den Artikel 18, och vun deem Text, do gëtt vun „sauvegarde" a vun „traitement" geschwat. Also indirekt war et scho virgesinn, mä ech mengen, elo gesi mer et ganz konkret am Text vir.

Wéi gesot, d'Restauratioun vun den audiovisuellen Dokumenter gëtt am CNA vun enger Persoun assuréiert, déi de Lien mat Laboratoirë mécht, deenen hir Aarbecht den techneschen Normen entsprécht. An d'Technik ass ugeschwat ginn och schonn de Mëtteg. Dat ass wierklech e wichtege Punkt, dass an der Zukunft och d'Kompatibilitéit ënnert deene verschiddene Medien, wou d'Sauvegarde gemaach gëtt, dass déi bestoe bleift an dass wierklech och mer ëmmer kënnen op déi Dokumenter zréckgräifen.

Wéi gesot, de CNA huet och selwer d'Méiglechkeet ze restauréieren. Et gëtt och scho gemaach. An deem Sënn géif ech mech freeën, wann d'Zoustëmmung fir dësen Text géif fonnt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Mir sinn da prett, fir iwwert de Projet de loi 7116 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7116 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 60-mol Jo. De Projet de loi 7116 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Claude Wiseler), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Martine Mergen), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Als nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser programméiert iwwert d'Meenungsfräiheet, aktuell Entwécklungen a Geforen zu Lëtzebuerg an am internationale Kontext. D'Riedezäit ass nom Modell 1 geregelt. D'Wuert huet elo direkt den Interpellant.

5. Interpellation de de M. Fernand Kartheiser au sujet de la liberté d'expression

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, niewent villen anere Jubiläen ass dëst Joer och dee vum 80. Gebuertsdag vum Maulkuerfgesetz. De 6. Juni 1937 haten d'Leit sech an engem Referendum fir d'Fräiheet ausgeschwat a géint de Verbuet vun der Kommunistescher Partei. An dat wor e staarke Geste fir eis Demokratie, an dat a komplizéierten a gefëierlechen Zäiten.

D'Meenungsfräiheet ass en zentraalt Grondrecht an enger fräier an demokratescher Gesellschaft, dat mir mussen éieren. Och an der Geschicht vun eisem Land fanne mir vill Beispiller vu Leit, déi hu missen hiert Liewe loossen, well et keng Meenungsfräiheet gouf.

Haut ass déi Diskussioun ëm eis Fräiheetsrechter nees aktuell, well eis konstitutionell garantéiert Meenungsfräiheet, méi genee eis „Liberté de manifester ses opinions", wéi et am Artikel 24 vun eiser Verfassung steet an déi eng „Liberté d'expression" matëmfaasst, ass op villerlee Manéieren a Gefor.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Vill Leit wëssen dat oder si spieren et. Wéi dacks héiert een haut an de Gespréicher: „Dat däerf ech jo eigentlech net soen, mä…" oder d'Leit entschëllege sech schonn am Viraus fir eppes, wat se wëlle soen oder schreiwen, einfach dat, wat se denken. Dacks liest een an de Medie vu Veruerteelunge vu Leit viru Geriicht, well se dëst oder dat gesot oder geschriwwen hunn.

Un eis als Legislativ ass et och ze iwwerleeën: Ass dat richteg esou an enger fräier Gesellschaft? Wat däerf ee soen a wat soll een net däerfe soen? Wéi wäit geet eis Fräiheet?

Zu engem groussen Deel sinn déi Onsécherheete vun haut aus enger Tendenz entstanen, déi virun e puer Joer ugefaangen huet, iwwer politeschen a medialen Drock eise Sproochgebrauch ze regelen. Déi sougenannt „politesch Korrektheet" ass aus dem Wonsch entstanen, Sensibilitéiten ze schounen a Leit ze respektéieren - u sech en interessanten a luewenswäerten Usaz.

Haut ass si awer zu eppes anerem mutéiert. Hir sproochlech Obsessiounen a gedanklech Iwwerdreiwungen hu si zu engem Instrument gi gelooss, dat déi fräi Ried mat Zwang wëllt aschränken an no hire Regele steieren. En englescht Spréchwuert seet - ech iwwersetzen dat: „De Wee an d'Häll geet iwwert d'Pavésteng vum gudde Wëllen." Dat gëllt och fir déi politesch Korrektheet!

Wann de Stat si adoptéiert, an dat ass de Fall, dann ass si zu engem Instrument vun enger De-facto-Zensur ginn, déi eis Verfassung jo awer explizitt verbitt. Fir eis als ADR gëllt de Verbuet vun der Zensur als een an d'Zukunft geriichte Verfassungsoptrag. «La censure ne pourra jamais être établie», seet den Artikel 24. Deen Optrag muss also an engem positive Sënn respektéiert, verdeedegt an ausgebaut ginn.

Mir liewen an engem Spannungsfeld tëschent deem gutt gemengte Wonsch, Sensibilitéiten ze schounen, an dem verfassungsrechtlechen Optrag, fir d'Meenungsfräiheet ze verdeedegen. Vill Leit spieren, datt mat der Aschränkung vun der Meenungsfräiheet net nëmmen de Buschtaf, mä och de Geescht vun der Verfassung verletzt gëtt. An dat ënnergrueft d'Vertrauen an déi demokratesch Natur vun eisem Stat.

Mir fannen haut ganz vill Beispiller vun der Aschränkung vun der Meenungsfräiheet: an der Politik, an der Verwaltung, an der Ekonomie, an der Schoul an am akademesche Beräich, an der Kultur an an de Medien, an all Beräich vun eisem Liewen. Ech hu virun e puer Deeg eng Lëscht mat Beispiller op mengem Blog an op Facebook publizéiert, déi mir och gär kënnen hei oder soss enzwousch diskutéieren.

Dee progressive Verloscht vun der Meenungsfräiheet huet och eng sozial Dimensioun. Si ass e Recht, dat virun allem och d'Fräiheet vun deene Schwaachen an der Gesellschaft schützt. Si soll et hinnen erlaben, fir ongestrooft Meenungen ze soen, déi net déi vun der Regierung sinn, net déi vun den Elitten, an domat d'Muecht vun aneren a Fro ze stellen a si ze kontrolléieren.

A wäit dovun ewech ze offenséieren, dréit d'Meenungsfräiheet zu enger demokratescher Kultur bäi, an där mir eis Differenze kënne friddlech ausdiskutéieren. D'Fräiheet vun der Ried ass net ëmmer liicht ze erdroen a grad dowéinst déi beschte Schoul fir Toleranz, well de Grondprinzip, de Liewenselixir vun der Demokratie ass d'Fräiheet. An dat ass ebe just déi Fräiheet, fir kënne Saachen ze soen a musse Saachen ze héieren an ze erdroen, also ze toleréieren, déi een net gär héiert an déi een nëmme schwéier verdréit, wann iwwerhaapt.

Et ass eng Fräiheet, déi sécher hir Grenzen an der Fräiheet vun deem anere fënnt, awer net am Gefill vun deem aneren. Déi demokratesch Toleranz ass d'Fakultéit vum Erdroe vun där anerer Meenung, och vun der schlëmmer Meenung, an net d'Verhënnere vun enger subjektiver Gefillsbelaaschtung bei anere Leit.

Fir datt et hei kee Mëssverständnis gëtt: Och d'ADR an ech selwer stinn decidéiert fir Héiflechkeet a Respekt am Emgang mateneen. Villes, wat zum Beispill op de soziale Medien ze fannen ass, ass fir eis weder am Toun nach an der Wiel vun de Wierder an den Ausdréck nach an der Ausriichtung akzeptabel. Eisen Engagement gëllt der Verdeedegung vun eiser Demokratie an eiser Fräiheet, an net der Apologetik vun der Frechheet oder der Respektlosegkeet.

Well mir d'Fräiheet verdeedegen, menge mir, datt mir kee paternalistesche Stat brauchen, deen d'Leit infantiliséiert, amplaz si als Bierger an als Souverän ze respektéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Mir brauchen och kee pseudomoraliséierende Stat, deen eng eenzeg Moral wëllt duerchsetzen, an zwar déi, déi grad de politeschen Interesse vun där momentaner politescher Majoritéit déngt.

De Stat ass do, fir e politesche Fräiheetsraum ze schafen an ze schützen a mat néidegen Aschränkungen esou spuersam a virsiichteg wéi nëmme méiglech ëmzegoen.

D'Realitéit ass awer eng aner! Duerch eng Rei vu Gesetzer goufen an deene leschte Joren ëmmer méi Aschränkungen erriicht, an ech verweisen hei besonnesch op den Artikel 454 an déi duerno vum Code pénal. Et sinn déi Artikelen, déi d'Meenungsfräiheet aschränken, besonnesch och ënner Hiwäis op méiglech Diskriminéierungen, wéi besonnesch och am Artikel 457.

Et stellt sech also eng éischt Fro, näämlech déi, ob déi Artikelen net géint den Artikel 24 vun eiser Verfassung verstoussen, deen d'Meenungsfräiheet jo garantéiert. Och d'Regierung ass sech där Problematik bewosst a probéiert, fir d'Aschränkung vun der Meenungsfräiheet op vill Manéieren ze justifiéieren. Déi éischt ass, seet d'Regierung, datt ee kengem seng Gefiller däerft verletzen a keen oder och keng Gruppen oder Gemeinschafte vu Leit däerft beleidegen. Sou steet et an der Äntwert op meng Question parlementaire vum 12. Januar 2017.

D'Regierung behaapt, esou, wéi si dat seet, stéing et am zweeten Abschnitt vum Artikel 10 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun. Do steet dat awer net! Do steet eppes aneres.

An ech zitéieren, wat dosteet: «L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.»

Do steet also net, an dat betounen ech, do steet net: «Il est interdit de heurter les sentiments d'autrui», an et steet och net do: «Il est interdit de vexer autrui dans l'exercice du droit à la liberté d'expression!» D'Regierung iwwerinterpretéiert also, an dat ass nach harmlos ausgedréckt, d'Bedeitung vum Artikel 10 Alinea 2 vun der Mënscherechtskonventioun!

Datselwecht gëllt fir den Artikel 19 vun der Universeller Mënscherechtserklärung vun 1948 an d'Artikelen 19 an 20 vum UN-Pakt fir zivill a biergerlech Rechter vun 1966. Néierens - néierens! - steet eppes vun der Verletzung vu Gefiller als méiglech Justifikatioun vun der Aschränkung vun der Meenungsfräiheet. Sou sensibel si just verschidde Lobbyen, déi a verschiddenen europäeschen Natiounen an op EU-Niveau agéieren, an eis Regierung, déi deene blannemännerches noleeft.

Ech stelle fir déi international Mënscherechtskonventioune fest: «Un droit à l'inviolabilité du sentiment n'existe nulle part.»

Här President, et ass och ganz normal, datt esou eppes net an deene wichtegste Mënscherechtskonventioune steet, well d'Funktioun vum Stat ass jo net, d'Gefiller ze bewäerten oder ze schounen, mä déi ëffentlech Uerdnung oprechtzëerhalen, d'Gesellschaft ze perpetuéieren an ze protegéieren. Weder eng staatlech Unerkennung oder Fleeg vu Gefiller nach d'Bekämpfung vu Gefiller sinn originär staatlech Aufgaben.

Mä et gëtt nach aner, méi déif Ursaachen. Wéi wëllt een den Ënnerscheed maachen tëschent enger legaler Kritik an enger verbuedener subjektiver Gefillsverletzung oder Beleidegung, déi aus esou enger Kritik kann eraus entstoen? Wou verleeft d'Trennlinn tëschent der Kritik, déi an enger Demokratie onbedéngt noutwendeg ass, an deem, wat Verschiddener fir sech vläicht als beleidegend, diskriminéierend oder souguer als Haass empfannen? Wie soll d'Grenzen zéien tëschent der Kritik, der Beleidegung oder och der politescher Satir? Well keng kloer Ofgrenzunge méiglech sinn, jiddefalls net mat Sécherheet, och well do reng perséinlech a variabel Empfindlechkeeten eng Roll spillen, verloosse mir hei de Wee vun der strofrechtlecher Rechtssécherheet, an dat ass eppes, wat mir an engem Rechtsstat net däerfe maachen!

Mir sinn haut an enger Situatioun, an där mir dem Individuum, oder och Gruppe vu Leit, e Vetorecht géint all Kritik un hinnen oder hiren Usiichte ginn. Et geet duer, datt si behaapten, sech beleidegt oder diskriminéiert ze fillen, fir hinnen den Apparat vun der Justiz an d'Hänn ze ginn. An domat bewierke Gesetzer wéi den Artikel 454 a besonnesch och 457 vum Strofgesetzbuch, an aller Objektivitéit, eng Schwächung vun eiser Demokratie an eiser Fräiheet iwwer eng Aschränkung vun der Meenungsfräiheet.

An den Debatten héiert een dann dacks nach, Argumenter wéi Haass oder Rassismus wäre jo keng Meenung, kéinten dowéinst also net vun der Meenungsfräiheet gedeckt ginn. Dat kléngt gutt. Mä wien definéiert dann, wat Haass ass? Wien definéiert, wéini Haass oder Rassismus ufänken? Ech kéint Iech hei wonnerschéin absurd Beispiller ginn, mä dofir feelt mir elo am Ableck d'Zäit.

Mir sinn eis awer eens: Haass ass näischt Schéines, mä wéi kann een Haass an enger strofrechtlech zouverlässeger Manéier definéieren? Däerf de Stat dat iwwerhaapt? Menger Meenung no däerf et e Gefillsverbrieche geneesou wéineg gi wéi e Gedankeverbriechen. D'Zäit feelt mir leider, fir ze diskutéieren, ob Haass wierklech historesch, mënschlech a politesch ëmmer ze veruerteelen ass. Net jiddweree war zum Beispill frou mam Naziokkupant, a menger bescheidener Meenung no vollkommen zu Recht. Wéi ass also en Opruff zum Haass géint e Feind politesch a juristesch ze bewäerten? Ech stellen awer emol fest, datt et aktuell vill Toleranz fir deen Haass ze gi schéngt, dee vun där lénker politescher Säit kënnt: den Haass géint déi kathoulesch Kierch, den Haass géint de Kapitalismus, den Haass géint de Stat Israel, den Haass géint déi wäiss heterosexuell Männer.

Et fält mir och op, datt ëmmer méi Gruppen a Lobbye verlaangen, ënner e gesetzleche Schutz ze kommen, well se behaapten, gehaasst oder diskriminéiert ze ginn. Dat erklärt sech och doduerch, datt et vill kloer an handfest Interesse ginn, déi esou Gruppe mat där Strategie verfollegen.

Politesch Interessen: De Géigner kritt politesch a juristesch de Mond verbueden.

Publizitär: Duerch d'Medie ginn dacks eesäiteg deem seng Interesse promouvéiert, dee sech als diskriminéiert duerstellt.

Ekonomesch: duerch eventuell Indemnitéiten a méi staatlech, finanziell oder institutionell Ënnerstëtzung.

Wa mir all dës Entwécklunge gesinn, musse mir Politiker eis awer och d'Fro stellen, wéi wierksam d'Aschränkunge vun der Meenungsfräiheet iwwerhaapt sinn a wéi eng Konsequenze si op eis Gesellschaft hunn. Dozou e puer Iwwerleeungen.

Éischtens: D'Fro ass, wat déi wierklech Absicht vun der Kontroll, zum Beispill vum Internet, ass. Ass et wierklech de Wonsch, Gefiller ze schounen, oder vläicht awer och de Wonsch, d'politesch Kontroll zréckzegewannen? Schliisslech ass d'Press hei am Land, och op anere Plazen, zu groussen Deeler no u verschiddene politesche Parteien. Eng Méiglechkeet fir d'Leit, fir sech laansch d'Press ze informéieren a Gehéier ze verschafen, kann an den Ae vun deem engen oder aneren als Gefor empfonnt ginn. D'Zensur vum Internet ass e Mëttel, politesch Muecht zréckzegewannen.

Zweetens: De Versuch vun enger Duerchsetzung vun enger „Pensée unique" an der Ausgrenzung vu konkurréierende Meenungen an Iddien heescht, datt d'Spannungen an der Gesellschaft net méi kënnen oppen ausdiskutéiert ginn. „Einfalt statt Vielfalt", seet de Satiriker. Dat féiert zu engem Vertrauensverloscht an eis Demokratie. D'ADR steet jiddefalls fir Meenungskonkurrenz, an zwar an enger fräier an oppener Diskussioun.

Drëttens: Et däerf ee sech keng Illusioune maachen: Eng komplett Iwwerwaachung vum Internet ass iwwerhaapt net méiglech! Vill Moyene bei der Police a bei der Justiz gi fir eppes mobiliséiert, wat ëmmer nëmmen en héchstens limitéierten Erfolleg bréngt an dobäi politesch méi wéi diskutabel ass. Ass dat ze vertrieden?

Mir brauche vläicht einfach nees besser Ëmgangsformen, méi Héiflechkeet a méi Manéieren. An dat fänkt schonn doheem an an der Schoul un. Wa méi Leit méi héiflech matenee géifen ëmgoen, dann hätte mir scho vill Suerge manner. Déi Mëttele vun der Police an der Justiz sollte besser an eng Iwwerwaachung vum „Dark Web" investéiert ginn.

Véiertens: D'Leit ginn derzou erzunn, viru Geriichter ze goen, amplaz an enger Demokratie fir hir Iwwerzeegungen an der Debatt anzestoen a si verbal an argumentativ ze vertrieden. De Wee bei d'Geriicht ass net dee richtege Wee, fir eng gefleegte Sträitkultur an enger Gesellschaft ze ënnerhalen.

Fënneftens: De Stat ka probéieren, iwwer vill an deier Prozesser e politesche Géigner finanziell ze ruinéieren oder sozial ze isoléieren. Dëst ass da gläichzäiteg eng politesch an eng ekonomesch Form vun der Zensur.

Sechstens: E Problem verschwënnt net doduerch, datt een net däerf oder net soll iwwer e schwätzen, e wiisst héchstens doduerch a gëtt nach verstäerkt duerch e Klima vu Spekulatioun a Mësstraue géintiwwer den Autoritéiten.

Siwentens: de Verloscht vun eiser Glafwierdegkeet, wa mir dobaussen an der Welt wëlle Fräiheet an Demokratie priedegen. Déi europäesch Wäerter, déi mir an eiser Baussepolitik wëllen an déi ganz Welt exportéieren, ginn heiheem ëmmer manner respektéiert. Eis Regierung wëllt anere Lektioune ginn an heiheem trëppelt si d'Meenungsfräiheet mat Féiss.

Aachtens: Mir schafen eppes a mengen Ae ganz Eekleges: eng Denunziatiounskultur, wéi et se soss nach an totalitäre State gouf a gëtt. Wëlle mir eis Kanner wierklech esou erzéien, amplaz si argumentativ a charakterlech ze stäerken an op eng fräi Diskussioun virzebereeden?

Mir hunn hei am Land ëmmer méi Instanzen am staatlechen Ëmfeld, déi och anonym fir politesch Denunziatiounen zur Verfügung stinn, obwuel d'Police an de Parquet fir eventuell Plaintë géife vëlleg duergoen. Iwwert d'Qualifikatioun vun den Denunziatiounsinstanze wëll ech hei emol net schwätzen. Ech wëll jiddefalls keng Stasi-Methoden zu Lëtzebuerg!

An ass et net verwonnerlech, datt vill Leit anonym Kommentaren am Internet fir falsch fannen a si wëlle verbidden, awer gläichzäiteg anonym Denunziatioune gutt fannen a si encouragéieren?

Néngtens: Op anere Plazen an der westlecher Welt gëtt Kritik schonn iwwerhaapt net méi verdroen. Op verschiddenen amerikaneschen a britteschen Universitéiten, also op Plazen, déi per definitionem sollten derzou déngen, d'Wëssen ze vergréisseren, den Intellekt auszebilden, de Geescht opzemaachen an ze schäerfen, gëtt et elo sécher Schutzraim fir eis nei „Schnéiflacke-Generatioun", fir déi et keng kritesch Meenunge méi däerf ginn, well an hiren Aen all Kritik offensiv an diskriminéierend ass. Dat sinn déi Leit, déi eis Gesellschaft erunzillt an déi kenger internationaler Konkurrenz méi gewuess sinn.

Op där anerer Säit, an do si mir eis eens, kann och an enger demokratescher Gesellschaft net alles erlaabt sinn. Mä wat soll een dann iwwerhaapt verbidden? Wat ass sënnvoll a virun allem vertrietbar?

De Stat ass bekanntlech do, fir déi ëffentlech Uerdnung oprechtzëerhalen. An dozou gehéiert primordial d'Verhënnerung vu physescher Gewalt. Mir kéinten eis also an där Hisiicht un de sougenannten „Brandenburg-Kritären" aus den USA orientéieren, no deenen eng Opfuerderung, déi zu physescher Gewalt oprifft, soll verbueden a strofbar sinn, wa si virsätzlech, direkt, onmëssverständlech, glafwierdeg, well ëmsetzbar, an engem kuerzfristegen Zäitraum, „imminent", soen d'Amerikaner, e wahrscheinlechen Erfolleg kann hunn, an an deem de kausalen Zesummenhang zu der Opfuerderung zu der Gewalt novollzéibar ass. Alles anescht ass vläicht, an heiansdo och ganz sécher, moralesch ze veruerteelen, soll awer net strofrechtlech relevant sinn.

Fir eis Prioritéiten an eisen Optrag kloer ze maachen, wëll ech dëst Bild benotzen: Mir sollen eis net mat enorm vill Opwand ëm d'Gestreits um Schoulhaff këmmeren, mä léiwer ëm de Mord op der Gare. Mir wëllen dat richtegt Verbrieche bekämpfen an net Gedanken- oder Gefillsverbrieche konstruéieren, déi et zwar a Wierklechkeet net gëtt an net däerf ginn, mä där hir Verfolgung eiser Demokratie schuet.

Här President, als leschten Themeberäich wëll ech nach e Bléck op d'Praxis vun eiser Justiz werfen. Si ass do, fir eis Grondrechter ze verdeedegen a fir penal Gesetzer esou enk wéi méiglech ze interpretéieren an ze applizéieren. D'Justiz muss d'Fräiheets- an d'Grondrechter vun de Bierger och géint schlecht Gesetzer kënnen a wëlle schützen. Op déi Manéier bleift si e Pilier vum demokratesche Rechtsstat. Et däerf dowéinst och keen Uerteel ënner politeschem Drock, och net ënner politesch korrektem Drock geschwat ginn.

D'Strofrecht muss e Rechtsgebitt bleiwen, dat héije Qualitéitsufuerderungen entsprécht. Et ass e Gebitt vun der Präzisioun an net vum Diffusen, vun der allgemenger Gültegkeet an net vun de perséinlechen Interessen, vum Objektiven an net vum Subjektiven. Mir brauche Rechtssécherheet, keng Gummiparagrafen.

Et ass mir dowéinst net verständlech, wéi mir och hei méi wéi diskutabel auslännesch Jurisprudenze kënnen anscheinend onkritesch als Basis fir eis Uerteeler erunhuelen. Déi franséisch Cour de cassation huet zum Beispill an engem Uerteel iwwert déi sougenannten „Haassried" behaapt: «Il n'est pas nécessaire que les messages contiennent une exhortation à la haine, à la violence ou à la discrimination.» Mir schwätzen also hei iwwert d'Exhortation à la haine. An do seet d'Cour de cassation: „Et brauch keng ze sinn." «Il suffit, pour que l'infraction soit constituée, que les messages soient de nature à susciter ces sentiments.» No där Logik verschwënnt all „élément intentionnel" beim Auteur an aus dem Delikt „incitation à la haine", well déi Feststellung gëtt jo elo an d'Gefillsliewe vun anere verlagert. Do ass d'Rechtssécherheet méi wéi a Gefor.

Ech verweisen do op déi däitsch Juridictiounen, déi d'Grondrecht vun der Meenungsfräiheet wäit méi, an dacks op eng souguer fir mech schwéier novollzéibar Manéier, respektéieren an am Interessi vun der Demokratie verdeedegen. Och sinn d'Strofen am Ausland an dësem Beräich meeschtens rar a kleng. An Däitschland gëtt et dacks och an Extremfäll nëmmen eng Bewärungsstrof.

Zu Lëtzebuerg goufen awer och schonn néng Méint feste Prisong geschwat fir Aussoen, déi wuel fir eis all heibanne mënschlech net akzeptabel sinn, awer och net méi. Ech fille mech méi wéi onwuel bei deem Gedanken, datt et hei am Land kéint eng Entwécklung an eng Richtung ginn, wou Leit sech kéinten als politesch verfollegt gesinn oder souguer enges Dags als politesche Gefaangenen empfannen.

Ech bieden eis Justiz an Iech, Här Minister, och dat ze bedenken!

Gläichzäiteg ass et awer wichteg, datt d'Justiz an hire Kompetenzen erhale bleift. Mir kënnen net eng Internetzensur, déi et jo aktuell gëtt, och nach an d'Hänn vu privaten Entreprisen, wéi zum Beispill Facebook, Twitter oder Google, delegéieren. Si hu weder déi juristesch Qualifikatioun dofir nach déi néideg Onofhängegkeet nach iergendwellech rechtsstaatlech Prozeduren a Garantien.

D'ADR weist hei op d'Kritik vun der OSZE um rezenten däitschen „Netzwerkdurchsetzungsgesetz" hin. Et huet och eng gewëssen Ironie, datt dacks grad déi politesch Parteien, déi wëlle sougenannten „content manager" vu privaten Entreprisë mat der Ausféierung vun der Internetzensur beoptragen - dat heescht, ouni Transparenz, kontradiktoresch Verfahren an enger Méiglechkeet, fir an Appel ze goen -, dacks déiselwecht sinn, déi géint all privat Schiidsgeriichtsbarkeet beim Investoreschutz antrieden.

Här President, limitéiert Aschränkunge vun der Meenungsfräiheet sinn néideg, well all Fräiheet exercéiert sech mat Vernonft a Verantwortung. D'Fräiheet vun deenen aneren an iwwergeuerdnet gesellschaftlech Interessen, wéi zum Beispill déi national Sécherheet, kënnen Aschränkungen an engem gewëssene Mooss rechtfertegen. Mä d'ADR steet fir méi Fräiheet an net fir méi Repressioun. Mir brauche keng Politik, déi d'Meenungen an dat soziaalt Verhale vun de Leit iwwerwaacht. Mir brauche keng Erzéiungsmedien a kee staatleche Monopol op d'Wourecht. Eng absolutt Wourecht gëtt et an der Politik souwisou net. Mir wëlle keen Denunziantestat.

Loosst eis géint déi totalitär Tendenzen an der Gesellschaft optrieden, géint eng Gesinnungsethik, déi d'Debatte wëllt erstécken an dowéinst déi uklot, déi eis eigentlech en intellektuelle Gefale maachen, näämlech eppes ze soen, wat eis geeschteg a moralesch erausfuerdert, fir datt eis Demokratie lieft an eis Fräiheet wiisst!

Mir mussen ewech vun enger ageschränkter Demokratie, well wa mer eis net elo wieren, da si mir um Wee an eng Meenungsdiktatur. De Stat soll d'Fräiheet net aschränken, mä si vergréisseren, zum Beispill doduerch, datt en eng Pluralitéit vun de Medien an eng Pluralitéit an de Medie garantéiert. De Stat soll net mengen, hien hätt de Monopol op d'Wourecht. Mir wëlle kee staatlechen „Wourechtsministère", esou wéi den George Orwell e schonn a sengen däischtere Visioune beschriwwen huet.

Fir d'ADR gëllt: Net de Verbuet ass eis Waff, mä d'Iwwerzeegung, net de staatlechen Drock, mä d'Argumentatioun. Et ass eng Flicht vun all fräie Bierger an och vun all Partei, fir sech géint all Form vun Totalitarismus ze wieren. Eis Fräiheet däerf net zerstéiert ginn, eis Demokratie net nëmmen um Pabeier bestoen.

Viru Kuerzem hunn ech dëse Saz gelies, deem seng Ausso ech deelen: „Mat sengem visionäre Buch «1984» huet den George Orwell eng Warnung geschriwwen a keng Gebrauchsanweisung fir d'Politik vun haut." D'ADR akzeptéiert keng Zensur, mä mir kämpfe fir d'Recht op d'Meenungsfräiheet an enger fräier Gesellschaft. D'ADR akzeptéiert net, datt mir 80 Joer no dem Referendum iwwert d'Maulkuerfgesetz nees mat enger Zensurmentalitéit hei am Land konfrontéiert sinn.

Fir dat konkret ëmzesetzen, Här President, wat ech Iech elo hei hunn däerfen exposéieren, hu mer dräi Motiounen an eng Resolutioun virbereet, déi ech Iech heimadder wëll iwwerreechen a kuerz presentéieren.

Déi éischt Motioun adresséiert sech besonnesch un den Här Justizminister. Mir fuerderen hien an där Motioun op, fir de Respekt vum Artikel 24 vun der Verfassung anzestoen an d'Zensur ze bekämpfen - et ass deen Artikel, dee seet: «La censure ne pourra jamais être établie» -, am Respekt vun der Onofhängegkeet vun der Justiz dorunner ze erënneren, datt den Droit, a besonnesch d'Strofrecht, mussen op eng strikt Manéier interpretéiert an applizéiert ginn, an der Chamber bannent sechs Méint e Projet de loi virzeleeën, deen den Artikel 454 an déi duerno vum Strofgesetzbuch, déi d'Restriktioune vun der Meenungsfräiheet betreffen, esou ofzeänneren, datt si konform zum Artikel 24 vun der Verfassung sinn.

Wann ech gelift, Här President!

Motion 1

D'Chamber

- ass interesséiert un der Aarbecht vum Conseil de l'Europe an also och un där vun der „Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)", déi eent vu ville Gremie vum Europarot am Beräich vun de Mënscherechter ass;

- huet Kenntnis geholl vum „Rapport de l'ECRI sur le Luxembourg" (cinquième cycle de monitoring), deen de 6. Dezember 2016 ugeholl an den 28. Februar 2017 publizéiert gouf;

- stellt fest, datt dee Rapport gläich op e puer Plazen ënnersträicht, datt déi lëtzebuergesch Justiz d'Strofrecht op eng wäit Manéier interpretéiert, z. B. esou «En même temps, l'ECRI constate avec satisfaction que les tribunaux interprètent les dispositions sur l'incitation à la haine d'une manière large.»;

- erënnert, datt et e Grondprinzip am Rechtswiesen ass, dat den „Droit pénal d'interprétation stricte" ass an, am Interessi vun der Rechtssécherheet, net däerf a soll op eng méi wäit Manéier interpretéiert ginn („principe de légalité en droit pénal");

- ass besuergt iwwert déi Tendenzen an eiser Gesellschaft, déi, am Widdersproch vun eiser Verfassung, eng Zensur wëlle justifiéieren;

- ass beonrouegt iwwer ëmmer méi wäitgoend Iwwerinterpretatioune vun esou Begréffer wéi „Diskriminéierung", „Opruff zum Haass" an esou virun, déi eng De-facto-Zensur probéieren ze justifiéieren;

- wëllt all Aschränkung vun der Meenungsfräiheet esou wäit wéi méiglech an eiser fräier, pluralistescher an demokratescher Gesellschaft verhënneren.

D'Chamber fuerdert de Justizminister dowéinst op:

- fir de Respekt vum Artikel 24 vun der Verfaassung anzestoen an d'Zensur ze bekämpfen;

- am Respekt vun der Onofhängegkeet vun der Justiz dorunner ze erënneren, datt den Droit a besonnesch d'Strofrecht mussen op eng strikt Manéier interpretéiert an applizéiert ginn;

- der Chamber bannent sechs Méint e Projet de loi virzeleeën, deen den Artikel 454 an déi duerno vum Strofgesetzbuch, déi d'Restriktioune vun der Meenungsfräiheet betreffen, esou ofzeänneren, datt si konform zum Artikel 24 vun der Verfassung sinn.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- An enger zweeter Motioun fuerdere mir d'Regierung gär op, et kenge staatlechen oder ausserstaatlechen Instanzen ze erlaben, Denonciatiounen oder Plainten entgéintzehuelen ausser der Police, der Justiz an deene rechtsstaatlechen Instanzen, déi eng explizitt gesetzlech Basis dofir hunn, a virgeschriwwe Prozeduren ze applizéieren, déi d'Rechter vun alle Bedeelegte respektéieren a schützen. Dat, fir géint d'Denunziatiounskultur oder Onkultur an eiser Gesellschaft virzegoen.

Wann ech gelift, Här President!

Motion 2

D'Chamber

- ënnersträicht, datt jiddereen, dee mengt, zu Lëtzebuerg Kenntnis vun enger lllegalitéit ze hunn,

sech kann un d'Police an d'Justiz adresséieren, an do och kann eng Plainte maachen;

- datt et also net néideg ass, datt de Stat zousätzlech nach aneren Instanzen erlaabt, fir Denonciatiounen oder Plainten entgéintzehuelen;

- ass sech bewosst, datt d'Erzéiung vun de Kanner an d'Eruwuesse vun deene Jonke sech sollen un héije moralesche Wäerter orientéieren a staark Charaktereegenschafte férderen, dorënner och de Courage, d'Oppenheet an d'Éierlechkeet;

- stellt fest, datt besonnesch déi anonym Denonciatioun vun anere Leit eng Rei vu moralesche Problemer mat sech bréngt, déi dëse Wäerter net entspriechen;

- erënnert un deen Ongeescht vun der Denonciatioun, deen et villen totalitäre Regimme leider erlaabt huet, hir Muecht op Käschte vun Demokratie a Fräiheet, dacks fir laang Zäit, ze erhalen an ofzesécheren;

- ënnersträicht, datt et zu Lëtzebuerg keng esou Mechanisme soll ginn an och keng Mentalitéit soll ënnerstëtzt ginn, déi besonnesch anonym Denonciatioune géing encouragéieren.

D'Chamber fuerdert d'Regierung dowéinst op:

- et kenge staatlechen oder ausserstaatlechen Instanzen ze erlaben, Denonciatiounen oder Plainten entgéintzehuelen, ausser der Police, der Justiz an deene rechtsstaatlechen Instanzen, déi eng explizitt gesetzlech Basis dofir hunn, a virgeschriwwe Prozeduren ze applizéieren, déi d'Rechter vun alle Bedeelegte respektéieren a schützen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- An déi drëtt Motioun beträfft d'Bildung an de Schoulen. Mir wëllen, datt déi demokratesch Bildung an de Schoule verstäerkt gëtt, besonnesch doduerch, datt nees méi, a besonnesch op deenen héije Klassen, Dissertatioune solle geschriwwe ginn, d'Konscht vun der Argumentatioun léieren. Den demokratesche Pluralismus an de Schoulen och doduerch ze ënnerstëtzen, datt Vertrieder vun alle gewielte Parteien un den Evenementer vu politescher Natur, wéi zum Beispill Diskussiounen, Ronndëschgespréicher oder Presentatioune mat Participatioun vu Politiker, déi an de Schoulen organiséiert ginn, kënnen deelhuelen.

Mir hunn am Ableck eng Taktik, déi heescht: „no platforming". Et ass dat, wat gemaach gëtt: Et gëtt een einfach deene Leit, déi anescht denken - dat ass den amerikaneschen Ausdrock -, keng Plattform, fir datt d'Schüler ëmmer nëmmen eng Richtung, eng Klack sollen héieren. Mä deen „no platforming" ass an eisen Aen e Verstouss géint d'Meenungsfräiheet an déi demokratesch Kultur. A mir hätte gär, datt och an de Schoulen no britteschem Virbild méi Debattéierklibb entstinn, eben och „debating societies", fir eis Jonk erëm ze trainéieren, fir an déi demokratesch Debatt kënne mat anzegräifen.

Wann ech gelift, Här President!

Motion 3

D'Chamber ass

- iwwerzeegt, datt de Lëtzebuerger Schoulsystem déi Jonk soll zu Perséinlechkeete mat erzéien, déi als fräi Bierger zum Liewen an zur Stäerkung vun eiser Demokratie solle bäidroen;

- der Meenung, datt et dowéinst wënschenswäert ass, fir si, wärend hirer Schoulzäit, mam Wiese vun der Argumentatioun bekannt ze maachen a si ze léieren, eng Thematik vu verschiddene Säiten ze betruechten an ze argumentéieren;

- iwwerzeegt, datt och kontrovers a lieweg Debatten zur demokratescher Bildung bäidroen, bei deene ganz verschidde politesch Usiichte kënne virgedroen an diskutéiert ginn;

- besuergt doriwwer, datt an de Schoulen net méi genuch Dissertatioune geschriwwe ginn, fir deene Jonken eng Gewunnecht an der Argumentatioun ze vermëttelen;

- och doriwwer besuergt, datt bei deenen Diskussiounsronnen oder Evenementer mat Participatioun vu Politiker, déi an de Schoulen organiséiert ginn, de politesche Pluralismus dacks net respektéiert gëtt.

D'Chamber fuerdert d'Regierung dowéinst op:

- déi demokratesch Bildung an de Schoulen ze verstäerken, besonnesch doduerch, datt nees op deene méi héije Klasse solle méi Dissertatioune geschriwwe ginn;

- den demokratesche Pluralismus an de Schoulen och doduerch ze ënnerstëtzen, datt Vertrieder vun alle gewielte Parteien un den Evenementer vu politescher Natur, wéi z. B. Diskussiounen, Ronndëschgespréicher oder Presentatioune mat Participatioun vu Politiker, déi an de Schoulen organiséiert ginn, kënnen deelhuelen;

- d'Kreatioun vun Debattéierklibb, z. B. nom Virbild vun de britteschen „debating societies" an de Schoulen ze favoriséieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

A mir hunn eng Resolutioun, déi sech un eis selwer als Chamber adresséiert an déi d'Aarbechten un der Verfassung betreffen. Eis Iddi ass et, fir am Kader vun der Ausschaffung oder der Reform vun der aktueller Verfassung oder enger méiglecher neier Verfassung d'Rechter vum Verfassungsgeriicht auszebauen. Net, wéi Verschiddener et wollten, et ofzeschafen, mä dem Verfassungsgeriicht et ze erméiglechen, och baussent engem Prozess d'Konstitutionalitéit vun engem Gesetz oder engem internationalen Traité ze iwwerpréiwen an d'Prozedure festzeleeën, fir den Institutiounen an de Bierger méi en direkten Zougang zum Verfassungsgeriicht ze ginn, och baussent engem Prozess.

Résolution 1

D'Chamber

- stellt fest, datt et am lëtzebuergesche Strofrecht eng Rei vun Dispositioune gëtt, zemools d'Artikele 454 vum Code pénal an déi duerno, déi kéinten am Widdersproch zu der Dispositioun vum Artikel 24 vun der Verfassung stoen, dee seet: «La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie.»;

- ënnersträicht d'Wichtegkeet vun der Meenungsfräiheet an enger fräier an demokratescher Gesellschaft;

- betount, datt am Ëmgang mat der Meenungsfräiheet de Buschtaf an de Geescht vun der Verfassung musse respektéiert ginn;

- bedauert, datt dat lëtzebuergescht Verfassungsgeriicht am Ableck baussent engem Prozess net kann domat beoptragt ginn, d'Konstitutionalitéit vun enger gesetzlecher Dispositioun ze iwwerpréiwen.

D'Chamber decidéiert:

- am Kader vun der Ausschaffung vun enger neier Verfassung d'Rechter vum Verfassungsgeriicht auszebauen a besonnesch:

1. dem Verfassungsgeriicht et ze erméiglechen, och baussent engem Prozess d'Konstitutionalitéit vun engem Gesetz oder engem internationalen Traité ze iwwerpréiwen;

2. Prozedure festzeleeën, fir den Institutiounen an de Bierger méi en direkten Zougang zum Verfassungsgeriicht ze ginn, och baussent engem Prozess.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a freeë mech op eng lieweg Debatt. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da maache mer d'Diskussioun op. An d'Wuert huet den Här Gilles Roth fir d'CSV.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: „Wa Fräiheet iwwerhaapt iergendeppes heescht, dann ass et d'Recht, de Leit dat ze soen, wat se eigentlech net gären héieren."

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dës Wierder komme vum Georges Orwell, wéi de Virriedner deen och ugefouert huet, näämlech dem Erfinder vun dem sougenannten „Newspeak".

Well d'Meenungsfräiheet, dat ass jo d'Recht, seng Meenung net nëmmen ze hunn, mä se och däerfen ze soen, ze schreiwen an och ze posten. Duerfir gehéiert d'Meenungsfräiheet an de klasseschen Demokratien eigentlech zu den demokratesche Grondrechter, an dat ass fir d'CSV och gutt esou.

Den Thema vun der Interpellatioun vun haut de Mëtteg ass dës Meenungsfräiheet, hir rezent Entwécklung an och hir eventuell Geforen, wéi den Interpellant dat dann elo ugefouert huet, hei zu Lëtzebuerg, mä och eventuell europawäit an international. Mä schonns aus der Themeskizzéierung vun dem honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser, deen dës Interpellatioun jo ugefrot huet, liest een awer, an dat huet een och héieren, eng gewësse Suerg, jo, vläicht souguer ze soen eng diffus Angscht, dass eis Meenungsfräiheet heiheem an dobausse kéint bedrot sinn.

An do geet en och méi direkt a sengem Internetblog drops an. An do gëtt en och méi kloer, well en huet op deen Internetblog haut verwisen, an do schreift den Här Kartheiser: „Zu Lëtzebuerg ass d'Meenungsfräiheet a Gefor." Den ADR-Deputéierte stellt also d'Meenungsfräiheet an eisem Land a Fro.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här President,...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dëst...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- ...well ech direkt ugeschwat sinn: Ech hunn d'Meenungsfräiheet hei verdeedegt. Ech stellen d'Meenungsfräiheet guer net a Fro. Ech soe just: Si ass a Gefor. An domadder ënnersträichen ech déi Suerg fir d'Meenungsfräiheet, an et si sécher net ech, deen d'Meenungsfräiheet a Fro stellt!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, Här Kartheiser,...

(Brouhaha)

...ech hunn näischt aneschters zitéiert wéi Äre Blog, op deen Der haut an Ärer Ried verwisen hutt, an deen ass no Allerhellge geschriwwen, de 4. November 2017.

(Interruption)

An do steet: „Zu Lëtzebuerg ass d'Meenungsfräiheet a Gefor."

Une voix.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Punkt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Voilà. Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo, jo.

(Brouhaha)

Ech mengen, Här Kartheiser, dat ass och als Deputéierten Äert gutt Recht. Mä et ass, mengen ech, awer och d'Recht vun all aner Deputéierten, fir Är Meenung selwer op deem Punkt a Fro ze stellen. A gläich virop: Op deem Punkt, Här Kartheiser, deele mir d'Meenung vun der ADR als CSV net.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Mir och net.

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'CSV fënnt et sécher begréissenswäert, dass d'Chamber sech haut mat der Fro vun der Meenungsfräiheet beschäftegt. Et ass, wéi Der se och beschriwwen hutt, sécherlech eng komplex Fro. An dowéinst muss fir d'CSV, als Vollekspartei vun der Mëtt, d'Äntwert op déi Fro och méi nuancéiert sinn.

Fir d'CSV kann een duerfir dësen Debat och net, wéi den Interpellant haut, ech muss soen, op eng net onintelligent, souguer eng subtill Aart a Weis, aus enger renger Afferroll ugoen. Fir d'CSV kann ee seng eege Meenung och net doduerch zensuréiert gesinn, andeems een deem anere seng Meenungsfräiheet net voll empfänglech akzeptéiert. Well Meenungsfräiheet, fir d'CSV, ass net à sens unique. A fir d'CSV muss d'Aschätzung vun de Grondrechter, a speziell dem Recht op fräi Meenung, och aus engem neutralen an net virgefaasste Bléckwénkel geschéien.

D'CSV wëllt sech awer duerfir weider - virop aus Respekt och zu eisen demokrateschen Institutiounen - vun enger Rei Virwërf, déi am Blog vun dem Här Kartheiser stinn, op deen en haut verweist, däitlech distanzéieren.

Well: Am Kontext vun der breeder Ausleeung duerch eis Lëtzebuerger Geriichter vun dem sougenannte Strofdelikt „Opruff zum Haass" - dat ass näämlech dee Verweis, deen Der gemaach hutt mat den Artikele 454 a 457 vun eisem Code pénal -, weist Der eigentlech Froen op, an ech zitéieren: „Ass eis Justiz net politiséiert?", steet an Ärem Blog. „Ass eis Justiz nach op dem Buedem vun der Rechtsstaatlechkeet?", steet an Ärem Blog. Nach eng Kéier: Fir eis, Här President, huet den Här Kartheiser als Deputéierte sécherlech d'Recht, déi Meenung ze hunn, mä ech soe kloer an däitlech: Am Konträr zu der ADR zweifelt d'CSV déi juristesch Neutralitéit vun de Geriichter zu Lëtzebuerg net un.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger Justiz huet hir politesch a juristesch Neutralitéit dacks genuch ënner Bewäis gestallt. An duerfir léisst d'CSV ee pauschale Virworf, deen Der haut och nach an Ärer mëndlecher Ried indirekt gemaach hutt vun der Politiséierung vun der Lëtzebuerger Justiz - Dir hutt näämlech vun „politescher Korrektheet" vun der Justiz geschwat -, mir loossen dee Virworf net zou. Dat ass eis kloer Meenung. Mir hunn als CSV Vertrauen an d'Lëtzebuerger Justiz.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- A fir grad esou Deriven, wéi se haut awer, ech soen et nach eng Kéier, op eng subtill Aart a Weis gemaach gi sinn, fir déi méi subtill an och virun allem méi nuancéiert ze beliichten, huet deen Debat haut de Mëtteg duerchaus säi Meritt, och wa mer als CSV frou sinn, dass de Justizminister hei ass, a bedaueren, dass de Stats- a Medieminister dëser Debatt net bäiwunnt.

A well Der déi Interpellatioun vun haut ugefrot hutt, soen ech Iech, Här Kartheiser, mat allem Respekt, och villmools Merci.

Mir sinn iwwregens als Chamber, dat soll een och kloer soen, net déi Éischt, déi dësen Debat zu Lëtzebuerg féieren, well am Mäerz 2016, also virun eppes méi wéi annerhallwem Joer, huet eise Statsrot bei dem Ulass vu sengem 160. Anniversaire mat enger Konferenz och dee Sujet beliicht, dee geheescht huet «Liberté d'expression - étendues et limites au 21e siècle». Also genee och eigentlech eise Sujet vun haut de Mëtteg, just vläicht e bëssen - Statsrot oblige - manner räisseresch formuléiert.

Här President, fir d'Éischt wëll ech haut nach eng Kéier an der Chamber feststellen, dass d'Meenungsfräiheet zu Lëtzebuerg a priori fir eis weder bedrot nach a Gefor ass. Suerge kann ee sécherlech ëmmer hunn, mä eng akut Gefor gëtt et fir d'CSV do net.

D'Recht op Meenungsfräiheet zu Lëtzebuerg steet ënnert dem besonnesche Schutz, an Dir hutt och drop higewisen, vun der eigentlech wegweisender Allgemenger Mënscherechtskonventioun vun 1948, vun der rechtlech verbindlecher Europäescher Mënscherechtskonventioun vun 1950, mä och vun der Europäescher Grondrechtecharta grad wéi och vun eiser Verfassung a munche Gesetzer. Dorop sidd Der net agaangen.

Et ass richteg, den Artikel 24 vun eiser Verfassung, dee seet: «La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits» - ech widderhuelen: des délits! - «commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure», an dat hutt Der selwer gesot, «ne pourra jamais être établie.»

D'Meenungsfräiheet gëtt also vun eiser aktueller Verfassung garantéiert, an ech mengen, och vun eiser Verfassungswierklechkeet. An dat bleift och - de President vun der Institutiounskommissioun ass haut hei - bei där neier Verfassung iwwregens de Fall. Si behält grosso modo den aktuellen Text iwwert d'Meenungsfräiheet bäi a si erweidert e souguer. Well, einfach ausgedréckt, mat engem Verweis op den Artikel 37 vun där neier Verfassung: D'Meenungsfräiheet gehéiert och an Zukunft zu enger demokratescher Gesellschaft zu Lëtzebuerg, an Aschränkunge vun der Meenungsfräiheet mussen dem Prinzip, virun allem, vun der Verhältnismëissegkeet Rechnung droen. Si mussen duerch den Intérêt général oder de Schutz vun anere Bierger hire Grondrechter legitiméiert sinn.

Et gëtt also keng absolutt Meenungsfräiheet, wéi Der dat schreift, Här Kartheiser, an d'Zensur gëtt eigentlech och schonns an eiser Verfassung gewëssermoosse konstitutionell verbueden.

Allerdéngs däerf een hei net, a wéi muncher dat vläicht och probéiert hunn, de Feeler maachen, fir Zensur mat Repressioun vun Delikter gläichzesetzen, well dat si fir eis als CSV absolutt zwou verschidde Saachen. D'Meenungsfräiheet ass also net een absolutt Recht. Dat ass net en absolutt Recht, mä e Grondrecht, dat a Konkurrenz mat anere Rechter steet. An aus deem Bléckwénkel, an ech kommen herno dorobber zréck, kucke mir déi Fro vun dem Opruff zum Haass vill méi nuancéiert an am Sënn och wéi d'Lëtzebuerger Geriichter dat kucken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger Geriichter beruffe sech näämlech an der Appreciatioun vun der Meenungsfräiheet och regelméisseg op d'Jurisprudenz vu Stroossbuerg, an déi gesäit eng méiglechst large Interpretatioun vun der Meenungsfräiheet am Interessi vun dem eenzelne Bierger vir. An dës Praxis, déi hu mer à itératives reprises - och ënner fréiere Regierungen, wou d'CSV dra war - néiergeschriwwen.

Am Pressegesetz vum 8. Juni 2004, do seet den Artikel 2... Dee verweist iwwregens ausdrécklech op d'Aschränkunge vun der Meenungsfräiheet, déi nëmmen däerfen oder musse verhältnismëisseg sinn an nëmme gëllen, wa se absolutt néideg si fir d'Funktionéiere vun der demokratescher Gesellschaft.

Dat, wat Der net zitéiert hutt aus dem Code pénal, wat awer drasteet, ass den Artikel 137, deen engem bis zu engem Joer Prisong ka ginn, wann ee politesch Rechter, an dozou zielt d'Meenungsfräiheet vun aneren, duerch Gewalt oder Droung aschränkt. Ee Joer Prisong!

Den Artikel 6 vum Gesetz vun 1991 iwwert déi elektronesch Medie seet ausdrécklech: «La liberté d'expression comprend le droit de recevoir et de rechercher des informations, de décider de les communiquer au public dans la forme et suivant les modalités librement choisies, ainsi que de les commenter et de les critiquer.» E formellt Gesetz.

E weidert Gesetz, dat mer haten am Oktober elo, d'Wahlgesetz. D'Wahlgesetz organiséiert och d'meenungsfräi Äusserung wärend der Wahlcampagne, an net zulescht zanter 1997 garantéiert se d'Meenungsfräiheet duerch d'Parteiefinanzéierungsgesetz, wou jiddweree mat demokratesch legitiméierte Kritären dervu profitéiert.

D'Gesetz vun 1998 - dat ass schonn eng laang Lëscht, Här Kartheiser - iwwert d'Promotioun vun der geschriwwener Press ënnerstëtzt d'Press och finanziell - gëschter war iwwregens doriwwer nach e Colloque -, an dat ouni Kritäre vu politescher Linn an ouni souguer de Respekt vun der Verfassung.

A schliisslech, Här Kartheiser, an dat ass och richteg, huet all Deputéierten hei am Land verfassungsméisseg d'Recht, fir seng Meenung fräi ze äusseren. Laut dem Artikel 68 vun eiser Constitutioun kann een Deputéierten net wéinst sengen Aussoen am Kader vun dem Exercice vu senge Funktioune belaangt ginn. Well och do schreiwe mer dran oder steet dran: «Aucune action, ni civile, ni pénale, ne peut être dirigée contre un député à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.»

Wann een also eis Legislatioun am Detail kuckt, dann ass d'Meenungsfräiheet déif am Fonctionnement, mengen ech, vun eiser Lëtzebuerger Gesellschaft verankert. An d'CSV begréisst dat ausdrécklech.

Dat spigelt sech och an der Ausleeung vun den Texter iwwregens erëm. D'Lëtzebuerger Geriichter hale sech, wéi virdru gesot, enk un d'Rechtspriechung vun dem Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff an am Zweifelsfall huet bei de Stroossbuerger Riichteren - inklusiv bei eise Riichteren - och ëmmer d'Meenungsfräiheet Virfaart.

Här President, Fakt ass: Hei zu Lëtzebuerg ka jiddwereen a priori soen, wat en denkt, ouni duerfir musse rechtlech Konsequenzen ze fäerten. Mä et gëtt kee Recht ouni Flicht an och net ouni Limitten. An dat ass an engem „Journal"-Artikel emol gutt beschriwwe ginn, wou e Leitartikel sech dann intituléiert huet: „Kein Recht auf Hass". - Kein Recht auf Hass.

D'Recht op déi fräi Meenungsäusserung - déi ass net absolutt. D'Meenungsfräiheet huet Limitten. An déi leien am Respekt vun de Rechter vun de Matbierger. Déi leien am Respekt vun der ëffentlecher Uerdnung. An duerfir huet och de Legislateur selwer eng ganz Rei vu Gardefoue virgesinn. An dat si strofrechtlech Bestëmmunge wéi d'Diffamatioun, d'Calomnie, d'Injure, mä och Bestëmmungen iwwert - grad hutt Der et ugefouert - de Revisionismus, den Negationismus, den Opruff zum Haass an, méi rezent - dat hutt Der, mengen ech, och souguer matgestëmmt -, am Beräich vun dem Terrorismus, d'Incitatioun näämlech, fir terroristeschen Organisatioune bäizetrieden.

Niewent all deene strofrechtleche Méiglechkeeten, déi eng Persoun a Bierger huet, gëtt et och d'Zivillrecht. Well zivillrechtlech kann ee géint ee virgoen, wann een der Meenung ass, dass een anere géintiwwer vu sech selwer den Abus vun enger Meenungsfräiheet huet an et mécht een eng klassesch Aktioun op Basis vun den Artikelen 1382 an 1383 vun eisem Code civil.

An ech muss nach eng Kéier soen, fir d'CSV funktionéiert d'Balance tëschent dem Recht op seng fräi Meenungsäusserung, engersäits, an hire Limitten, anerersäits, gutt. A mir gesinn, ech soen dat och zu dësem Zäitpunkt, keng Besoinen, fir gesetzlech nozebesseren.

Här President, Meenungsfräiheet, dat heescht awer och Pressefräiheet. A si ass och bei eis verfassungsrechtlech garantéiert. Et ass vläicht souguer, géif ech soen, deen exposéiertsten Deel vun der Meenungsfräiheet. Dir sidd net am Detail dorobber agaangen. An d'Pressefräiheet, déi huet bei eis och eng laang Traditioun an, ech géif soen, och eng exzellent Reputatioun.

Ech géif souguer behaapten, dass d'Lëtzebuerger Press zu enger vun de fräiesten op der Welt géif gehéieren, well an dem Ranking vu Reporter ouni Grenzen, do sti mer ganz vir. Mir sinn zwar zäitweileg zréckgaangen duerch d'Lux-Leaks-Affär, déi kennt Der, oder vläicht eng iwweräifreg Perquisitioun, déi virun e puer Jore gemaach gouf an engem Journal, deen der portugisescher Sprooch mächteg ass. Abee, do si mer zréckgaangen. Mä nach muss ech lech soen, dass déi Pressefräiheet bei eis och net a Gefor ass.

D'Press ass zu Lëtzebuerg grondsätzlech fräi. An duerfir kënne mer alleguerte frou an houfreg sinn, och wann deen een oder aneren Artikel engem vläicht emol net gefält.

Mä och d'Gesetz iwwert d'Pressefräiheet, och dat ass net absolutt, mä et ass begrenzt. Et muss een näämlech en Devoir de véracité hunn. D'Press muss d'Présomption d'innocence vu Leit respektéieren. An d'Press muss och d'Privatsphär vun dem eenzelne Bierger respektéieren.

An och, wat eigentlech d'Jurisprudenz ugeet, och an deem Fall hunn d'Tribunäl ëmmer de Quelleschutz vun de Journaliste verteidegt, mat enger eenzeger Oplag, dass och d'Journaliste verflicht sinn, esou wäit wéi méiglech hir Informatiounen ze préiwen.

Bleift awer d'Fro - an dat ass, mengen ech, eng berechtegt Fro -, ob déi tatsächlech Pressefräiheet an der Praxis niewent de Gesetzer och esou besteet. Oder spillt hei e gewëssenen Drock vu Medienhaiser? Et ass d'gutt Recht vun engem Medienhaus, mengen ech, fräi ze berichten. Et muss sech just u säi Cahier des charges halen an et muss sech transparent behuelen. Mä fir dat ze appreciéieren, heescht et virun allem - an do ginn ech lech recht -, dass eng gutt medial an och eng gutt politesch Bildung an eise Schoule besteet, well eng opgekläerte Press brauch op där anerer Plaz och e mündege Bierger a Lieser. An ech mengen, dat soll och eist gemeinsamt Zil heibanne sinn.

A bei der politescher Berichterstattung, do muss ech lech soen, do kënnt et awer och heiansdo op dee richtegen Equiliber un. An dee kann een net onbedéngt an dem Gesetz festschreiwen. Wann een als Politiker permanent op d'Journaliste klappt, ech mengen, da muss ee sech och net wonneren, wann dat op där enger Säit als boer Mënz geholl gëtt. An datselwecht, mengen ech, zielt och ëmgedréit: Wann een als Journalist déi ganzen Zäit d'Politik wëllt just schlechtmaachen, da féiert dat indirekt och zur Politikverdrossenheet.

Hei geet et also net ëm eng falsch verstane politesch Korrektheet, oder ëm falsch Tabuzonen, mä virun allem ëm e géigesäitege korrekten Emgang mat Neiegkeeten.

Asoufern wëlle mir als CSV och soen, dass de Qualitéitsjournalismus, grad och a Facebook-Zäiten, eigentlech nach eng grouss Zäit viru sech huet, well net zulescht de Springer-Chef kierzlech geschriwwen huet: fir exzellente Journalismus „waren die Zeiten noch nie so gut wie heute".

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et dann elo ëm déi sougenannten De-facto-Meenungsfräiheet - well déi hutt Der och ugeschwat - geet, da muss ee sech och froen: Wéi steet et domadder an eiser parlamentarescher a medialer Demokratie? A meeschtens gëtt an dësem Zesummenhang da virun allem vu konservativer Säit gesot: Wéi steet et da mat der politescher Korrektheet? Och Dir hutt haut deen Term nach eng Kéier gebraucht.

Abee, den Term vu politescher Korrektheet, dee kënnt vun den Amerikaner an dee seet eigentlech, laut Duden: eng Astellung, déi all Ausdrocksformen an Handlungen ofleent, duerch déi een opgrond senger ethnescher Originn, sengem Geschlecht, senger sozialer Schicht, senger Behënnerung oder senger sexueller Neigung diskriminéiert gëtt. Dësen Usproch vu politescher Korrektheet spillt haut eng wichteg Roll sécherlech um Internet an op de soziale Medien. Een oniwwerluechte Gedanke steet mat engem Klick oft op Twitter oder Facebook. Mä och fir d'CSV mussen um Netz d'Spillregele vun der Demokratie a vun dem Rechtsstat gëllen. An do zielt och e bësse méi gesonde Mënscheverstand oft derbäi, well dat ass net vu Muttwëll!

Well fir eis ass, an ech hoffen, fir vill anerer heibannen och, d'Netz keng Zone de non-droit. D'Netz ass keng Zone de non-droit! An d'Lëtzebuerger Jurisprudenz, déi huet och glaskloer ëmmer de sougenannten „hate speech" bestrooft. Hei kann ee sech - an Dir hutt eng Rei vu Jurisprudenzen indirekt ugewisen - effektiv eng Geldstrof anhandelen, wann een nennt, zum Beispill, eng Selbstverbrennung wier ee Witz. Et kritt ee souguer Prisong, wann ee seet, d'Lëtzebuerger sinn d'Sklave vun den Ausländer - eng Jurisprudenz vun eise Geriichter. Mä och dann, wann ee seet, ONG-Mataarbechter wieren „dreckeg Landesverréider" oder Ausländer wéilt een als „Dreck" bezeechnen.

Ech muss lech ganz éierlech soen, bei esou Äusserunge wéi deenen do fanne mir et awer nëmmen normal, dass eis Lëtzebuerger Geriichter eng strikt Applikatioun vun deenen Dispositiounen aus dem Code pénal maachen. A wann do Prisongsstrofen a Geldstrofen dropstinn, jo, da sollen déi och kënne geschwat ginn.

Fir de Rescht huet d'Justiz - wéi Der dat richteg sot - en Text, dee se applizéiert. An 2015 goufen et effektiv 28 Dossiere bei dem Parquet iwwer esou Fäll vun enger Incitation à la haine. An duerfir soen ech et nach eng Kéier: Fir d'CSV ass déi large Applikatioun vun dëser Strofbestëmmung duerch d'Lëtzebuerger Geriichter keng De-facto-Zensur vun der Meenungsfräiheet.

Eng Gefor kann effektiv sinn, d'Meenungsfräiheet an de sozialen Netzwierker, déi ageschränkt ass duerch sougenannten automatesch Filteren. Well hei sinn et net Mënschen, mä et si virun allem Algorythmen, déi eigentlech soen, ob e Contenu gespäert gëtt oder net. Dat kann eng Form vun Zensur sinn. Si ass oft berechtegt, wann et do zum Beispill drëms geet, fir Nazi-Propaganda ze maachen oder Kannerpornografie, wann et sech dorëms handelt. Mä et kann een awer och, a wéi et rezent sech erausgewisen huet, zum Deel iwwert d'Zil erausschéissen, zum Beispill dat berüümtent Napalm-Meedchen, dat eigentlech duerch seng schounungslos Brutalitéit sengerzäit zu dem Enn vun dem Vietnam-Krich bäigedroen huet, dass dat einfach geläscht gëtt. Dat ass eng iwwerméisseg Korrektur. Ech mengen, do si mer eis heibannen, géif ech soen, alleguerten eens.

Här President, e weidere Problem ass och dee vun de sougenannten „Social Bots". Dat ass also Internet, Maschinnen, Meenungsroboteren, déi automatesch Kommentare verschécken an d'Leit gleewen dinn, et géif sech hei ëm wierklech a reell Persounen handelen. Zumindest muss et hei fir eis als CSV kloer erkennbar sinn, dass et sech ëm e Computerprogramm handelt an dass et hei net ëm e reelle Mënsch geet. Mir brauchen also do - an do si mer mat lech eens - eendeiteg méi Transparenz am Netz.

Den däitschen Noper, deen huet och versicht, dat anzeschränken, wou de Justizminister Heiko Maas e Gesetzesprojet verabschide gelooss huet géint Haass a Verleumdung op de sozialen Netzwierker. Laut dem däitsche Justizminister wier domat dat verbaalt Fauschtrecht och ofgeschaaft ginn. An nach gëtt et awer an der EU, an ech mengen och hei zu Lëtzebuerg, kee Konsens, fir op esou e Wee eigentlech vun enger obligatorescher Läschung vun zweifelhaften Online-Contenuen ze goen. An ob den Här Maas da wierklech recht behält, dat ass nach ze beweisen, well „Fräiheet léisst sech net formatéieren", sot och de Paul Kirchhof.

De Problem ass näämlech hei ganz kloer dee vun enger gewëssener Privatiséierung vun der Justiz, ebe well Privatkonzerner an net ëffentlech Geriichter eigentlech ze decidéieren hunn, wat gestrach gëtt a wat net gestrach gëtt. An duerfir bezeechnen eigentlech och vill Experten dat däitscht Facebook-Gesetz als verfassungswiddreg Feelkonstruktioun.

Do ass vläicht de fräiwëllege Verhalenskodex an den Ae vun der CSV, wéi och d'EU-Kommissioun dat mat Facebook, Twitter, Microsoft a YouTube 2016 probéiert huet, méi zilféierend. Den eenzege Problem ass deen, dass an Europa just sechs vun zéng där Messagen, déi beanstant ginn, och wierklech geläscht ginn. A souguer bei illegalen Hetzmessagë sinn dës Bedreiwer net à même gewiescht, fir bannent 24 Stonnen esou eng Publikatioun ze läschen.

Mä wa mer scho beim Ausland sinn, da stellt och d'Unesco eigentlech an engem rezente Rapport fest, dass weltwäit Regierungen um Internet dräimol esou vill blockéieren 2017, wéi dat nach 2015 de Fall war. An ënner Drock steet awer net nëmmen och fir eis d'Meenungsfräiheet am Netz, mä och op ville Plazen an der Welt an och an Europa.

Ech denken do virop un den EU-Bäitrëttskandidat Tierkei, wou et eigentlech d'Meenungsfräiheet just nach um Pabeier gëtt an onpassend Journalisten, wéi den „Welt"-Korrespondent Yücel, nach ëmmer am Prisong sëtzen. Bref, hei ass och eis Aussen- an Europapolitik an och d'Diplomatie gefuerdert, och wann dëst Antriede kann am Konflikt stoe mat eventuelle geopolitesche oder wirtschaftlechen Interessen, mä just esou bleiwe mer och als Land a virun allem als Europäesch Unioun glafwierdeg.

Här President, Haassried fënnt awer net just um Netz statt, mä och op de klassesche Medien an op traditionelle politesche Versammlungen, also och am politeschen Denken, an der politescher Ried oder an der politescher Aktioun.

„Fräiheet a Verantwortung", schreift Der an Ärem Blog, Här Kartheiser, dat kënne mir och als CSV nëmmen ënnerschreiwen - well et war iwwregens och den Titel vum CDU-Grondsazprogramm vun 1994.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, et däerfen awer net nëmme just Wierder ginn, mä et mussen och Dote kommen, wann ech gelift. Ech wëll kloer soen, datt grad dann, wann ee schaarf formuléiert, ee sech ëmmer muss bewosst sinn, dass Iddie Wierder a Wierder Doten no sech zéien. Aus enger Provokatioun an enger Parteiversammlung oder engem Parlament kann do séier eng Brandstëftung och an der Gesellschaft kommen. An hei kann also och d'politesch Korrektheet, fir Wierder ze gebrauchen, positiv gekuckt, duerchaus Sënn maachen.

Eigentlech e Spezialist vun dëser Provokatioun ass keen anere wéi den däitschen AfD-Frontmann, den Alexander Gauland. Well dee Mann, dee gesäit zwar ganz gentlemanlike aus, mä en ass dat awer vläicht net esou, an dee wollt jo och schonns politesch Géigner entsuergen. An et ass och do - zu Recht, mengen ech - eng Plainte wéinst Volksverhetzung gemaach ginn.

Bleift just an all deene Saachen d'Fro vum Stil: Wou fänkt d'Haasshetz eigentlech un a wou hält d'Meenungsfräiheet op? An ech ginn lech recht, do ass d'Grenz net ëmmer einfach ze zéien. Et gëtt sécherlech eng gewësse Grozon, well déi läit och an der Natur vun der Saach an déi ass do ganz einfach inevitabel.

E weidere Problem - ech komme lues a lues zum Schluss -, dat ass de sougenannte Phenomeen vun deem Postfakteschen, well d'Fakten, déi ginn hei einfach ignoréiert, voire och diffaméiert. An et gëtt sech rhetoresch oft eng heile Welt zesummegebastelt, fir och politeschen a wirtschaftlechen Interesse gerecht ze ginn. An do ass et net ëmmer esou d'Attitüd vum bon Enfant wéi beim Pippi Langstrumpf.

Nu fält awer och dës postfaktesch Ried, dat soll een einfach esou soen, ënnert d'Meenungsfräiheet. Mä, ech mengen, duerfir muss een och gradesou virbereet sinn, fir op déi postfaktesch Ried eng Géigeried ze halen. Well och wann et net ëmmer einfach ass, géint d'Onwourechten unzekommen, déi arrangéieren, dat muss ee maachen an dat gëtt och vun enger verantwortungsvoller Politik gefuerdert.

Zum Schluss nach e Wuert zur Fuerschung. D'Fuerschung muss sech och selwer méi offensiv engagéieren. An dat zielt och fir d'Politik, déi der fräier Fuerschung muss och hir Mëttele ginn, besonnesch fir eis op der Uni an um Niveau vun der Bildung, vun eise Schoulen. Virop d'Uni Lëtzebuerg, déi an de leschte Joren, muss ech soen, jo eng impressionnant Evolutioun un den Dag geluecht huet, mä och déi staatlech gefuerdert Fuerschung, besonnesch vun der nationaler Geschicht, déi muss fräi an neutral bleiwen. D'Geschichtsschreiwung dierf fir d'CSV net als Ideologie mëssbraucht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen haut regelméisseg de Problem vun Intoleranz géintiwwer anere Meenungen an domat dann awer vläicht en De-facto-Ugréff op d'Meenungsfräiheet. An hei dierf et och net esou sinn, dass oft deen Intoleranteste gewënnt. Vläicht géif et hei einfach hëllefen, net primär ze kucken, wien eppes seet, mäi villméi, wat déi betreffend Persoun seet. An anere Wierder: Et sollt een de Ball an net d'Persoun spillen.

De But vun der fräier Meenungsäusserung däerf fir eis net sinn, fir ze provozéieren oder d'Wierklechkeet souguer ze verzerren an domat och d'Leit ze verletzen. Heiansdo ass d'Toleranz och do net esou grouss, wou se am meeschte gefuerdert gëtt.

Ofschléissend, Här President, eng Meenungsfräiheet, déi däerf weder Deckmantel nach Schutzschëld sinn, mä virun allem d'Réckgrat vun enger oppener Gesellschaft an eigentlech déi elementaarsten Ausdrocksform vun eiser Mënschlechkeet. Mä vun enger Meenungsdiktatur ass dëst Land, jiddefalls an den Ae vun der CSV, nach wäit ewech.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP ageschriwwen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Meenungsfräiheet hei zu Lëtzebuerg akut bedrot? Neen! Ass d'Regierung amgaang, iergendwellech Pläng ze maachen, fir dat ze maachen? Neen! Ass iergendeng Partei heibannen amgaang, esou en Attentat op d'Meenungsfräiheet ze organiséieren? Neen!

Ass den Asaz fir d'Meenungsfräiheet, de Respekt vun der Meenungsfräiheet an all hire Formen an e verantwortlechen Emgang mat der Meenungsfräiheet en Asaz, deen ee permanent muss féieren? Sécherlech jo! Well och Texter eleng garantéieren déi Meenungsfräiheet net op all Éiwegkeet. Et ass also e permanenten Asaz, dee mer als Demokraten, well dat si mer, alleguerte mussen hunn.

Den Här Kartheiser hat eng hallef Stonn - en huet op sengem Blog fonnt, dat wär wéineg Zäit, fir dat ze maachen; ech mengen, et gëtt kee Parlament an Europa, wou en eenzelnen Deputéierte kann eng hallef Stonn schwätzen, dat sief gesot -, fir hei seng Interpellatioun virzedroen. En huet dat glécklecherweis an engem aneren Toun gemaach, mat engem aneren Inhalt wéi op sengem konservative Blog, dee vläicht méi bei der AfD unzesidelen ass wéi bei der ADR, zumindest där ADR esou wéi ech se bis elo nach hei an dësem Parlament kannt hunn.

Wann een also vu Meenungsfräiheet schwätzt, musse mer fir d'Éischt den Artikel 1 vun eiser Verfassung erunzéien. Dat ass deen, dee seet, dass mer hei zu Lëtzebuerg an engem demokrateschen a fräie Stat liewen. An dorauser ergëtt sech eng ganz Rëtsch vu Grondfräiheeten, vu Grondrechter, vu Grondwäerter, wou d'Meenungsfräiheet ganz uewe steet, net nëmmen d'Recht, fir eng eege Meenung ze hunn, fir eng aner Meenung ze hunn, mä fir och déi Meenung kënnen auszedrécken, d'Liberté de pensée op där enger Säit, awer och Liberté d'expression de pensée.

Dat gëllt am politesche Beräich, dat gëllt am reliéise Beräich an et gëllt an allen anere Beräicher. Dozou gehéiert och am selwechten Zesummenhang d'Pressefräiheet. Dozou gehéiert och d'Manifestatiounsfräiheet. Dozou gehéiert och d'Recht, fir sech ze associéieren. Alles dat gehéiert eigentlech zesummen. Et ass eigentlech nëmmen eng Declinaisoun vun der éischter Fräiheet, déi op der Meenungsfräiheet opgebaut ass.

Ass dat en absolutt Recht? Neen! Et war et ni! Et war eigentlech ëmmer d'Iddi vun der Fräiheet an engem verantwortlechen Ëmgang mat der Fräiheet dran. Sinn et ëmmer Strofbestëmmunge ginn, wann een d'Grenzen depasséiert huet? Jo! Dat war ni anescht, zënter dem Moment, wou mer déi Fräiheet an eis Verfassung erageschriwwen hunn, well den Artikel 24 seet et jo selwer, dass d'Meenungsfräiheet besteet mat Ausnam vun deenen Delikter, déi am Kader vun der Ausübung kënne geschéien. Also huet schonn eis Verfassung selwer virgesinn, dass et Grenze gëtt, dass et net nëmme moralesch Grenze gëtt, mä och Grenze gëtt, déi strofrechtlech - den „délit" ass e strofrechtleche Begréff - mussen a kënne bestrooft ginn.

Dat schéngt den Här Kartheiser haut a Fro ze stellen, well en zwar gesot huet, dass et Grenze gëtt, mä awer a Fro gestallt huet, dass dat misst strofrechtlech geaant ginn. Domadder beweegt e sech eraus aus där Regel vun der Meenungsfräiheet, wéi se haut an eiser Verfassung verankert ass. A si ass esou net nëmmen definéiert an eiser Lëtzebuerger Verfassung. Si ass esou och definéiert an der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter, wou ganz kloer d'Recht op där enger Säit determinéiert ass, mä awer och d'Aschränkunge vun deem dote Recht. Déi musse sinn an enger Gesellschaft, well s de jo och e Konflikt oft hues tëschent verschiddene Fräiheeten. Do muss also ofgewie gi vu Fall zu Fall, wat fir eng Fräiheet am Eenzelfall, wa se net kënne vereinbar gemaach ginn, den Ausschlag huet.

An do soen den Text selwer vun der Konventioun - an ech hoffen, dass mer nach alleguerten zu deem stinn - an och d'Interpretatioun, déi déi europäesch Geriichter derzou gemaach hunn, ganz kloer, dass esou Aschränkunge kënne geschéien, ouni d'Essenz vum Recht a Fro ze stellen. Et kënnen Aschränkungen, Konditiounen a Sanktioune virgesi ginn, wa se proportional sinn, wa se legitimm sinn a wa se adequat sinn, also dat Zil och erméiglecht, ze erreechen, firwat déi Aschränkung virgesinn ass. A souguer eenzel esou Felder, firwat kann ageschränkt ginn, déi sinn och erëm eng Kéier an der Europäescher Mënscherechtskonventioun virgesinn, wou also och ausdrécklech penal Sanktioune bei Mëssbräich vun enger Fräiheet, well et kann een och Fräiheete mëssbrauchen, virgesi sinn.

Dat, fir nach eng Kéier de Kader hei ganz kloerzemaachen an eigentlech déi rechtlech Basis duerzestellen, wéi se zënter Ufank besteet, zënter dass mer eis Verfassung hunn, zënter dass et eng Europäesch Mënscherechtskonventioun gëtt. An déi, mengen ech, kee sollt hei a Fro stellen an hiren eenzelnen Elementer, well se equilibréiert ass. A wann een un engem vun deenen Elementer wëllt fréckele goen, da riskéiert dat, dee ganzen Edifice vun de Fräiheeten, de Grondrechter, de Respekt vun deem aneren zu Fall ze brëngen. Also ganz virsiichteg, wann een do wëllt eppes un deem Equilibér ännere goen, well soss kéint dat Ganzt eng Kéier zu Broch goen!

De Code pénal. Eise Code pénal gesäit och an engem gewëssene Mooss Aschränkunge vun der Meenungsfräiheet vir. Dat geet zum Deel op d'19. Jorhonnert zréck. Et si jo och Gesetzer derbäi, déi méi rezent sinn. Dat ass traditionell alles, wat eng Atteinte duerstellt géintiwwer de Persounen, dat ass d'Diffamatioun, dat ass d'Calomnie, dat ass d'Injure. Do hält de Spaass op! Do gëtt Leit Schued zougefüügt an dat muss kënne sanktionéiert ginn. Ech denken dach net, dass mer dat hei wëllen a Fro stellen.

A bis virun enger Stonn hätt ech mer eigentlech och net kënne virstellen, an dat ass elo geschitt mat der Interventioun vum ADR-Deputéierte Kartheiser hei, dass mer och aner penal Infraktioune wéi d'Incitation à la haine, wéi d'Incitation à la violence, dass mer déi net méi däerfen hei zu Lëtzebuerg ënner Strof stellen, wat gängege Bestanddeel ass vum Strofrecht an alle fortschrëttlechen Demokratien.

Texter, déi elo en cause gesat hei ginn, déi d'ADR selwer matgestëmmt huet, wou mer ëmmer Eestëmmegkeet haten an dësem Parlament, wann et drëm gaangen ass, esou Strofdelikter hei festzeleeën, dee Konsensus ass amgaang hei a Fro gestallt ze ginn.

Duerfir wëll ech ganz kloer d'Fro stellen un den Interpellant, awer och virun allem u seng Partei: Steet seng Partei nach ëmmer zu deene Votten, déi se an der Vergaangenheet hat? Ass se nach wie vor der Meenung, dass déi Artikele vum Code pénal, déi elo kritiséiert gi sinn, nach solle weider bestoen, dass nach soll och an Zukunft hei, wann en Opruff zum Haass geschitt, dat soll kënne penal geaant ginn? Wann een en Opruff mécht zu Gewalt, dass dat penal geaant muss kënne ginn?

Dat si genau déi Artikelen, déi hei opgefouert gi sinn, déi d'ADR matgestëmmt huet, all Kéiers mat derbäi war, fir se matzestëmmen, a wou se elo eigentlech déi doten Dispositiounen hei a Fro stellt. Si soll eis hei kloer soen, ob se der Meenung ass, déi doten Artikele sollten ëmgeännert ginn, wann net souguer ofgeschaaft ginn, oder ob se der Meenung ass, si solle bestoe bleiwen.

Mir sinn als LSAP der Meenung, dass déi Artikele solle bestoe bleiwen. Mir sinn och der Meenung, dass eis Geriichter, déi a vëlleger Onofhängegkeet, dat ass eng Stäerkt vun dësem Land, schaffen, déi net parteipolitesch och duerchwuess sinn, déi net, wéi eenzel Leit schéngen ze mengen, iergendwéi en Deel vun engem lénksextreme Komplott duerstellen, an hirer Eegestännegkeet, an hirer Autonomie eng korrekt Interpretatioun gemaach hu vun de besteeënden Texter, déi mer alleguerten hei eestëmmeg an der Chamber gestëmmt hunn.

An ech mengen, et steet eis net zou, am Eenzelfall ze jugéieren, ob oder vläicht net d'Strof hätt kënne méi oder manner ausfalen. Ech soen, ausser bei deenen Uerteeler, déi eis zougeschéckt gi sinn, wou e Resumé gemaach gëtt vun deem Ganzen, miessen ech mir et net un, amplaz vum Riichter ze jugéieren.

Ech kennen déi Persoun net oder déi Persounen net, déi jugéiert gi sinn. Ech weess net, wat se konkret ausgesot hu wärend der Audienz. Ech weess net, wat an de Protokoller steet vun deem doten Dossier. Ech kenne just d'Uerteel. A mir sollten dee Respekt hu virun eise Geriichter, dass se eng korrekt Applikatioun maache vun den Texter.

Wat soll dann och deen Opruff, deen hei den Här Kartheiser mécht, an e fuerdert de Justizminister op, do eppes ze ënnerhuelen, awer selbstverständlech am Respekt vun der Autonomie vun eise Geriichter?!

Wat heescht dat da konkret? Sot eis hei, wann ech gelift, wat Der vum Justizminister erwaart, hei ze ënnerhuelen, wann Der wierklech fir d'Autonomie vun de Geriichter sidd! Awer ech hoffen, dat sidd Der nach! Da kann, dann däerf de Justizminister näischt ënnerhuelen,…

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

…souguer wann d'Uerteeler him net géife passen.

Mir hunn aner Geriichter, et ginn Appellinstanzen, et gëtt e Cassatiounsgeriicht, déi derfir suergen, dass eis Gesetzer respektéiert ginn. An et gëtt och eng Cour constitutionnelle, déi am Eenzelfall och dat dote ka jugéieren. Wat soll also déi Zweegleisegkeet, déi Doppelzüngegkeet an deem dote Punkt?

Op där enger Säit sot Der dann: „Mir sinn natierlech fir d'Onofhängegkeet vun de Geriichter, mä, Här Justizminister, maacht eppes! Dat ka jo net esou weidergoe mat där Jurisprudenz do!"

An dem Här Kartheiser säi Blog, ech hu mer et leider haut eréischt ugedoen, dee Blog ze liesen.

(Brouhaha)

Aner Leit, sinn ech gewuer ginn, gehéiere scho méi laang zu Ären…, net Fannen, mä Lieser, loosst mech dat emol esou soen. An ech muss soen, ech hunn all Schwieregkeeten, hei nach déi néideg Fassung ze behale bei eenzelne Punkten. A glécklecherweis hutt Der hei net dat widderholl, wat Der an deem Blog awer ufanks November geschriwwen hutt.

Äert Haaptfeindbild, kann ee scho bal esou soen, woubäi ech dat Wuert „Haass" jo net gebrauchen, d'Feindbild ass en Organ vum Conseil de l'Europe. E gëtt e puermol erwäänt a laang erwäänt an Ärem Post. Dat ass den ECRI. Anscheinend - anscheinend, dat loosst Der duerchblécken - en „lénksextreme Bokeveräin"!

Deen „lénksextreme Bokeveräin", dat wëll ech vläicht hei der Chamber matdeelen, dat ass net en Ausleefer vun der Ligue communiste révolutionnaire, wéi ee vläicht kéint mengen, mä dat ass en offiziellt Organ vum Conseil de l'Europe, vun de Staten, déi de Conseil de l'Europe zesummesetzen, deem seng Missioun et ass, derfir ze suergen, géint Rassismus an Intoleranz virzegoen, deen aus héichrangegen Experten zesummegesat ass.

Ech hu mer emol d'Méi gemaach ze kucken, wat fir eng „extrem Spënner", „lénksextrem Spënner" dat da sinn, déi dat Organ do zesummesetzen. Dat sinn…

(Brouhaha général et interruption par M. Fernand Kartheiser)

…Procureurs généraux bei der Cour de cassation a Frankräich.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kritt d'Wuert direkt, wann e fäerdeg ass.

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et sinn iewescht Riichteren, dat sinn iewescht Riichteren aus Portugal zum Beispill. Et sinn Universitéitsprofesseren aus der Schwäiz, unerkannte Spezialisten an hirem Domän. Och Spezialiste kënne Feeler maachen, ech wëll dat net soen, dass hire Bléck och kann emol heiansdo net der nationaler Realitéit entspriechen. Mä déi Leit hunn hir Aarbecht gemaach!

A wat gëtt deene Leit hei vum Här Kartheiser op sengem Blog virgeworf? Et gëtt virgeworf, dass se de Lëtzebuerger Geriichter recht ginn. Dat kann dach net sinn! Do ass da wierklech en Organ,…

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …en europäescht Organ,…

(Interruptions diverses)

…wat seet, d'Lëtzebuerger Geriichter hätten eng korrekt Applikatioun vun eise Gesetzer gemaach, wat d'Incitation à la haine an d'Incitation à la violence ugeet!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kritt direkt d'Wuert!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- A si maachen dann nach Virschléi, fir nach e Schratt méi wäit ze goen an eiser Legislatioun, wéi aner Länner dat och gemaach hunn. Dat gëtt deem „lénksextreme Bokeveräin", wéi den Här Kartheiser schreift, hei virgeworf.

Fir Iech nëmmen ze soen, dass hei mat zwou Zonge geschwat gëtt: Eng méi ponderéiert Ried hei an der Chamber a fir den Normalstierfleche gëtt dann dragefacht an all méiglech Verschwörungstheorien - dat Muster kenne mer och vun anere Parteien am Ausland - ginn hei verbreet.

(Interruption par la présidence)

Ech mengen, ech hunn et als meng Flicht hei ugesinn, op déi Doppelzüngegkeet vun der ADR a besonnesch vum Här Kartheiser hei hinzeweisen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bodry, den Här Kartheiser wollt reagéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn em dann direkt elo d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Merci, Här President. Ech sinn effektiv, ech mengen, an enger temperamentvoller Form, dat appreciéieren ech, e puermol ugeschwat ginn. Dat weist, datt den Här Bodry sech interesséiert fir dat, wat ech soen, wat ech schreiwen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat Thema interesséiert mech och, jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ech soen him dofir Merci. Ech probéieren, em awer eng manner temperamentvoll, mä dofir eng méi strukturéiert Äntwert ze ginn,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat gesi mer emol.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- …déi och dem Niveau vun der Debatt e bësse méi ugepasst ass.

Dir hutt véier Saache gesot, wou Der mech direkt perséinlech ugeschwat hutt. Op déi véier Saache wëll ech lech och direkt äntwerten.

Dat Éischt ass, Dir behaapt, ech wier der Meenung, Injure et calomnie an esou Saache sollten net méi bestrooft ginn. Dat ass falsch! Den Artikel 10 Alinea 2 vun der Mënscherechtskonventioun seet jo ausdrécklech, d'Réputation d'autrui soll geschützt ginn. Dat hunn ech mat kengem Wuert an Zweifel gezunn. Ech wëll dat just hei betounen.

Dat Zweet ass richteg. Mir hunn eng Rei Gesetzer hei eestëmmeg gestëmmt, wou mir och gesot hunn, datt mer dat matstëmme géifen, mä gläichzäiteg a bei deene leschte sinn ech selwer, dofir erënneren ech mech ganz gutt, opgestanen an hunn am Numm vu menger Partei gesot, mir géifen dat matstëmmen, awer opmierksam op d'Gefor maachen, déi fir d'Meenungsfräiheet, dat kënnt Der noliesen, eventuell do mat dra wier, an datt mer doweinst opmierksam verfollege géifen, wéi déi Gesetzer applizéiert ginn, well mer eng Gefor fir d'Meenungsfräiheet doranner gesinn. Déi gesi mer och an dofir diskutéiere mer dat haut.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir mengt also, se misste geännert ginn?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dat Drëtt… Neen, Dir hutt selwer…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat soll déi Debatt do?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dir hutt selwer…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Dir hutt selwer, Här Bodry,…

Här Bodry, loosst mech, wann ech gelift, ausschwätzen! Ech äntwerten lech awer och gär op Är Fro. Déi lescht Exceptiounen, déi mer gestëmmt hunn, dat war am Beräich vun der Sécurité nationale. Och d'Sécurité nationale ass eng Ausnam, déi vum Artikel 10 Alinea 2 vun der Mënscherechtskonventioun ausdrécklech virgesinn ass. Wann also en nationalen Interessi do ass, wou ech selwer gesot hunn, en iwwergeuerdneten nationalen Interessi, da brauche mer dat net ze änneren, mä d'Applikatioun vun deem Gesetz, déi muss awer konform zu de Mënscherechter sinn an zu de Grondprinzipie vun eiser Verfassung. Den Text selwer kann awer bestoe bleiwen.

Dann hutt Der…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat heescht, déi Riichter maachen eng falsch Uwendung? Sidd méi kloer, wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dann hutt Der den ECRI… Ma ech probéieren, mech kloer auszedrécken.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Fir mech ass dat net kloer genuch. Do kann ech net méi mathalen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här Bodry, da probéiert, mer wéinstens nozekommen am Punkt vum ECRI. Den ECRI, ech hunn effektiv - well ech och gär polemiséieren op mengem Blog, net heibannen - gesot, et wär e Bokeveräin.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- En „lénksextreme Bokeveräin"!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo. Mä domadder hunn ech net an net heibanne gesot, datt déi Leit, déi dra sinn,… ech beleidege jo kee perséinlech.

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ma neen, ech mengen, mir sollten op de Fong, mir sollten op de Fong vun der Saach kommen.

Une voix.- Oh Mamm, oh Mamm, oh Mamm!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech weess net, wéi d'Geriicht do géif entscheeden.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo, dat ass och elo net wichteg, well Dir hutt jo selwer gesot, datt dat net d'Fro ass. Mä de Fong vun der Saach ass awer interessant. Well Dir hutt mir eppes ënnerstallt, wat net stëmmt! Dir hutt gesot, ech géif…, den ECRI hätt d'Applikatioun vun de Lëtzebuerger Geriichter fir richteg fonnt an esou weider. Et ass net de Punkt vun der Kritik!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dach!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- De Punkt vun der Kritik - neen, neen -, de Punkt vun der Kritik wor, datt den ECRI sech felicitéiert huet, datt d'Lëtzebuerger Geriichter…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …eng Interprétation large gemaach hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- ...eng Interprétation large vum Droit pénal gemaach hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Maja!

(Interruption par M. Roy Reding)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- An do si mer um Punkt, well den Droit pénal ass d'interprétation stricte. An do ass de Punkt, datt den ECRI, wou Dir sot, e Gremium vum Europarot,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- E felicitéiert eise Geriichter.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- ...nationale Geriichter felicitéiert, fir Grondprinzipie vun der Mënscherechtskonventioun ze violéieren! An et ass dat, well den Droit pénal est d'interprétation stricte, an et ass dat, wat ech kritiséiert hunn. An Dir wëllt dat hei als eppes duerstellen, wat et net ass. Neen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat heescht, Dir wollt deen „lénksextreme Bokeveräin" net kritiséieren?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- An do froen ech lech, Här Bodry, do froen ech Iech: Sidd Dir dann, sidd Dir dann als Vertrieder vun der LSAP fir eng Interprétation stricte vum Droit pénal oder fir eng Interprétation large?

Well, wat Dir bis elo gesot hutt, dat weist drop hin, datt Dir fir eng wäit Interpretatioun vum Strofrecht sidd. An ech soen: Mir maachen eng strikt Applikatioun. Dat ass näämlech esou e Mënscherecht. An dorunner solle mer eis halen an do ass de Punkt vun der Kritik géintiwwer dem ECRI.

An et ass nach en zweete Punkt, mä dat géif eis elo ze wäit féieren. Ech wollt lech elo just op dat äntwerten, wat Dir mir ënnerstallt hutt a wat net richteg ass.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An ech stelle just fest, mir hunn nach ëmmer keng Äntwert kritt op déi Fro, ob Der der Meenung sidd, dass déi doten Texter sollten ëmgeännert ginn oder ob eis Geriichter eventuell mussen dann anescht zesummegesat ginn. Oder wéi?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Neen. Déi néideg sinn aus der Sécurité nationale, dat hunn ech jo elo gesot. Weder brauche mer en Text ze änneren, deen d'Injure oder d'Calomnie verbitt, well d'Réputation d'autrui soll geschützt ginn, nach musse mer en Text änneren, deen d'Sécurité nationale soll schützen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mä wat musse mer dann änneren?

Une voix.- Wat hätt Der da gär?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat hätt Der gären?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ma dat hunn ech Iech eng hallef Stonn erkläert. Wat ech gär hätt,…

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Sot eis an engem Saz, wat Der gären hätt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Wat ech gär hätt an deem Punkt, deen Dir elo kritiséiert hutt, dat ass, datt den Droit pénal op eng strikt Manéier interpretéiert gëtt. Dat ass déi Debatt, firwat ech den ECRI ugegraff hunn.

An eng zweet, den ECRI hunn ech op engem zweete Punkt ugegraff. An dee soen ech Iech och gär!

(Interruption par M. Alex Bodry)

Den ECRI hunn ech op engem zweete Punkt ugegraff. Lauschtert gutt no, Här Bodry! Et ass näämlech ganz interessant, well et ass e Ressort ministériel, dee vun engem LSAP-Minister geféiert gëtt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn alles gelies! Ech hunn alles gelies!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- A wat fir enger Procédure si mer hei?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- An der Réponse, well den Här Bodry huet mech direkt ugeschwat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn an der…

(Interruptions)

Pardon! Den Här Haagen freet, a wat fir enger Prozedur mer sinn. Mir sinn an der Prozedur, dass den Här Bodry…

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- …Froe gestallt huet! Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … Froe gestallt huet un den Här Kartheiser, dass den Här Kartheiser d'Wuert gefrot huet an en huet nach Riedezäit…

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Fir ze äntwerten!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …an den Här Bodry d'accord war, dass en op déi dote Froen äntwert.

Här Haagen, dat ass déi Prozedur, wou mer dra sinn. Merci!

(Brouhaha général)

An dann ass den Dialog eriwwer.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Et ass eng gutt Stëmmung an der LSAP.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ech wëll och net abuséieren, de President an den Här Bodry hu mer d'Méiglechkeet ginn, op déi Froen, déi e mer gestallt huet, ze äntwerten. An duerfir ginn ech dem Här Bodry och nach d'Äntwert op déi lescht Fro, déi e gestallt huet.

Den ECRI,…

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt schonn zum ECRI geäntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Neen, neen. Et sinn déi zwee Aspekter. Den zweeten Aspekt ass, datt den ECRI eis recommandéiert…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat hunn ech jo och gesot,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Neen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...méi wäit ze goen. Dach, ech hunn dat gesot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dir wësst net, wat elo kënnt. Den ECRI huet eis recommandéiert…

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, Kolleegen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Den ECRI huet eis recommandéiert, an der Beschreiwung vu Faits criminels an der Gesellschaft den Auteur net ze nennen. Dat ass eng Politik vum ECRI, dat kann een akzeptéieren. Et ass awer och eng Praxis elo gi vun der Police, an déi Referenze fannt Der och an den Texter vum ECRI, datt, wann eng Strofdot am Land geschitt, net soll gesot ginn, wie se mécht. Dat kann ee gutt fannen oder net gutt fannen.

De Problem dobäi entsteet, an do ass d'Element vun der Kritik, dat ech bréngen, datt, wann een näischt seet, zwee Problemer domat verbonne sinn. Dat Éischt ass, wann d'Leit net wëssen, wat geschitt, fänke se un ze spekuléieren. Dat ass net gutt. An dat Zweet ass, datt se d'Vertrauen an d'Autoritéite verléieren, well se dat Gefill hunn, datt si als Bierger an als Souverän vun den Autoritéite Saache verheemlecht kréien. Och dat fannen ech net gutt. An dat ass de Punkt vun der Kritik um ECRI.

Ech hunn net gesot, een, deen am ECRI wär, wär en „lénke Spënner", wéi Dir mir dat ënnerstellt. Sou eppes géif ech net soen. Mä ech hunn zwee konkret…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt den ECRI als „lénksextreme Bokeveräin" bezeechent.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo, jo, hunn ech gemaach, awer ni en individuelle Member beleidegt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Firwat? Well se gewot hunn, dat ze äntwerten, wat Iech net an de Krom passt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- An domadder hunn ech d'Äntwerte ginn. Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, ech verstinn déi Dialektik do zwar och net, dass een engersäits seet, si wären et, an anerersäits, si wären et net. Den Här Bodry huet elo d'Wuert. Dir hutt nach e puer Minutten herno, Här Kartheiser. Da kënnt Der nach eng Kéier reagéieren. Den Här Roth huet d'Wuert nach gefrot. An da fuere mer am Debat hei weider.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Zu där dote Fro. Ech hätt eng Fro un den Här Bodry.

Jo, d'ADR schreift näämlech zu deem heite Punkt, zweete Punkt vun der Motioun, déi se deposéiert an iwwert déi mer sollen herno ofstëmmen, do freet d'ADR, der Chamber bannent sechs Méint e Projet de loi virzeleeën - dat schéngt jo da fir d'Regierung ze sinn -, fir den Artikel 454, dat ass jo dee vum Opruff zum Haass vum Strofgesetz, déi Restriktioune vun der Meenungsfräiheet betreffend esou ofzeänneren, dass si konform zum Artikel 24 vun der Verfassung sinn.

Ob den Här Bodry mat mir eens ass, dass dat implizitt heescht, dass d'ADR der Meenung wier, dass den aktuellen Artikel vun eisem Strofgesetz op deem sensibele Punkt do net verfassungskonform ass?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här Roth, dat do heescht déi schrecklech Saach, dass d'ADR, de grousse Champion vun der Verfassung, anscheinend hei en Text matgestëmmt huet, vun deem elo sech erausstellt, dass en net konform wär zur Verfassung.

(Hilarité)

Jiddweree soll sech doriwwer seng Meenung maachen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha et hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, et gëtt hei och ganz oft d'Schreckgespenst vun der Zensur ugefouert. Och dat kann ech hei net erkennen. D'Zensur gëtt och hei zu Lëtzebuerg jo eigentlech nëmme gebraucht am Zesummenhang mat der Press. Do gesinn ech eigentlech net, a wat fir enger Aart a Weis zu Lëtzebuerg och nëmmen usazweis Bedéngunge gi wären, dass Zensur géif bestoen.

Mä wou mer e seriöe Problem hunn, dat huet erstaunlecherweis den Interpellant, wahrscheinlech well en d'Zäit net huet, net ugeschnidden, dat ass de Problem vun de Fake News, dat ass de Problem vun der geziilter Manipulatioun, dee besteet haut iwwert d'sozial Netzer, och vläicht net nëmmen iwwert d'sozial Netzer, wou duerch eenzel Organisatiounen, och duerch eenzel Wirtschaftskräften, duerch eenzel Staten, dat wësse mer och, dat ass jo entre-temps, mengen ech, zimlech kloer beluecht, probéiert gëtt, Afloss ze huelen, ze manipuléieren an ënner anerem souguer och Afloss ze huelen op demokratesch Wahlen a verschiddene Staten.

Dat ass an eisen Aen e seriöen Thema, eng seriö Bedroung, déi net nëmme virtuell ass, och wa se sech haaptsächlech an der virtueller Welt ofspillt, wou mer eis alleguerte musse Gedanke maachen, wéi mer dat international, awer och wéi mer kënnen national dorobber reagéieren. Mat deenen neie Räsonanzkëschten, Facebook, YouTube, Twitter, Instagram, LinkedIn, déi fënnef, kréien déi sougenannt Fake News eng ganz aner Envergure, eng ganz aner Dimensioun am Duerchlafskrees, wéi se jee haten.

An derbäi kommen nach déi vun den Algorithme geschafe Seefeblosen zur Selbstbestätegung, déi systematesch zum Droe kommen, wou Leit ëmmer méi an hirer Welt liewen, an hirer Welt andauernd ëmmer erëm an hire Meenunge bestätegt ginn an op eemol och mengen, si wären d'Meenung an niewent hinne géif et keng aner Meenung ginn.

Dat ass an eisen Aen e ganz seriöe Problem, wou sécherlech d'Gesetzer eleng net wäerten hëllefen. Ech gehéieren net zu deenen, déi mengen: „Elo hu mer e Problem, elo schafe mer e Gesetz, oder elo geschitt eppes, elo musse mer en neit Strofdelikt hei aféieren." Et ass ganz schwéier, dat doten eigentlech reng vum Juristeschen hier an de Grëff ze kréien. Duerfir brauch een eng Strategie, déi sech aus verschiddenen Elementer zesummesetzt.

Virun allem awer schéngt eis eent wichteg ze sinn, dat ass, wann een esou Saache liest, och wann ee feststellt, dass Haass, Diskriminatioun verbreet gëtt, dass Leit soll wéigedoe ginn oder Gruppen an der Gesellschaft soll wéigedoe ginn, däerf een eppes net maachen: ewechkucken!

Et soll een dergéinthalen, et soll ee reagéieren, net am selwechten Toun wéi déi, déi dat do maachen, mä mat Fakte räsonéieren an hinnen och weisen: Si sinn net d'Meenung. Si sinn net déi, déi eleng recht hunn. Et ginn och aner Meenungen an et sinn Argumenter do, fir dergéintzehalen.

Dat schéngt an eisen Aen e wesentleche Punkt ze sinn, och wann et drëm geet, fir am Endeffekt nach iwwerhaapt déi fräi Meenungsäusserung méiglech ze maachen. Wann déi natierlech esou gesteiert gëtt, massiv gesteiert gëtt vu baussen, da bleift jo just nach e ganz klenge Fräiraum, fir dat ze maachen. Duerfir ziele mer do op d'Vigilanz vun de Bierger, an dat si mer alleguerten, fir dergéintzehalen.

D'sozial Netzer - do kommen ech, do resuméieren ech eigentlech dat, wat den Här Roth virdru gesot huet - sinn eng ëffentlech Plaz ginn. Also musse selbstverständlech déiselwecht Regele gëllen an de sozialen Netzer wéi an der reeller Welt, an der Ëffentlechkeet. Et mussen also och déi Strofdelikter, déi virgesi sinn an eisen Texter an déi konform sinn zu eiser Verfassung, zu eise Rechtsprinzipien, déi musse selbstverständlech an deemselwechte Mooss do, ouni Ofschnëtter, applizéiert ginn, wéi mer dat maachen direkt.

Eng Beleidegung ass net vun enger anerer Natur, wa mer se direkt äusseren oder wa mer se iwwer Internet äusseren. En Opruff zum Haass, zur Gewalt, zur Diskriminéierung huet keng aner Qualitéit, wa se am Netz geäussert gëtt, wéi wa mer se direkt géifen an enger ëffentlecher Diskussioun oder op der Strooss äusseren. Mir mussen also déiselwecht Regelen do uwennen, och wann et méi komplizéiert ass, déi Regelen am Endeffekt unzewennen.

D'Fro ass jo ëmmer: Wéi wäit geet een? Do gëtt am däitschsproochege Raum oft de Begrëff gebraucht vun der „wehrhaften Demokratie". Ech hu Problemer domat. Ech soen et ganz éierlech. Dat ass e Begrëff, dee mir net gefält, well en och schonn an der Vergaangenheet benotzt ginn ass, fir Aschränkunge vun der Meenungsfräiheet ze motivéieren, déi een am Normalfall eigentlech esou net unzewennen huet.

Et sollt een do ganz virsiichteg sinn. Ech si weiderhi fir eng grouss Toleranz. Wat net verbueden ass, muss erlaabt sinn an eisem System. Par contre soen ech awer och: Wat verbueden ass, ass verbueden, an dat muss an der Regel och verfollegt a bestrooft ginn. Dat eent an dat anert, do däerfe mer op kengem A blann sinn, wa mer un déi dote Froen eruginn.

Mir hunn och als LSAP-Fraktioun, ma dat ass aus menge Reaktiounen eigentlech op den Här Kartheiser schonn ervirgaangen, Vertrauen an eis Geriichter. Hei gëtt net versicht, Afloss ze huelen.

D'Geriichter hu sech do beruff op Jurisprudenz aus dem Ausland, wat bei eis gang und gäbe ass, dass mer eis bei franséischen Texter un déi franséisch Jurisprudenz halen an dass mer eis bei belschen Texter éischter un déi belsch Jurisprudenz halen. Also, ech weess eigentlech net, wat elo soll an deem heite Fall schlecht sinn, wou ech soss alt och de Vertrieder vun der ADR héiere soen: „Mä mer sollen eigentlech och auslännesch Texter hunn, da kënne mer eis jo un déi Jurisprudenz halen." Elo gefält déi Jurisprudenz net am Ausland an dann däerfe mer eis op eemol als Geriichter net méi drun halen.

Och hei gëtt mat zweeërlee Mooss verfuer, wat ech net gutt fannen. Mir hunn hei Texter geholl aus dem Ausland, mir hunn näischt Eegenes gebastelt. Also ass et normal, dass eis Geriichter fir d'Applikatioun an d'Interpretatioun och kucke ginn, wat déi héchsten auslännesch Geriichter zu deeneselwechten Texter als Interpretatioun ginn hunn.

Esou ass et nach ëmmer hei am Rechtssystem zu Lëtzebuerg gaangen, an ech gesinn awer wierklech net an, firwat mer an deem heite sensibele Beräich op eemol sollten op en anere Wee goen, well einfach déi Jurisprudenz eenzelne politesche Parteien hei net an de Krom passt.

Mir si gutt mat deem dote System gefuer. Mir si gutt beroden, och an deem dote System weiderzefueren.

D'Meenungsfräiheet an der Press ass ugeschwat ginn, ass immens wichteg, ass fir mech gläichbedeitend mat Pressepluralismus. Mir kënnen hei zu Lëtzebuerg awer houfreg sinn op e Pluralismus an der Mediewelt, dee mer hei hunn, deen et esou a villen anere Länner, zemools vun der Dimensioun vu Lëtzebuerg, net gëtt. Dat ass eng gutt Saach.

Natierlech sinn déi Presseorganer och an iergendengem Mooss gebonnen. Si sinn natierlech och gezeechent duerch hir Kapitalzesummesetzung. Déi lescht Ereegnesser ronderëm d'„Luxemburger Wort" an de Remplacement vum Chefredakter beleeën dat. Se sinn all ofhängeg vun den Annonceuren, se sinn zum Deel och ofhängeg vun der Lieserschaft, wéi si reagéieren. Alles dat spillt sécherlech mat.

Mä als Ganzt gekuckt, mengen ech, dass eise System awer uerdentlech fonctionnéiert. A wann dann nach esou interessant Initiative wéi déi vu Reporter.lu mat derbäikommen, déi probéieren, nach zousätzlech eppes Neies opzebauen an enger vëlleger Onofhängegkeet, da fanne mir a priori, ass dat eng ganz gutt Saach, dass dat esou fonctionnéiert.

D'akademesch Fräiheet ass verankert bei eis. Et gëtt se an enger vager Form an internationalen Texter. Mä et gëtt se Gott sei Dank méi präzis an eisen Texter. D'Gesetz iwwert d'Uni leet déi akademesch Fräiheet ganz kloer fest. D'Fuerschung zu Lëtzebuerg ass och gesetzlech fräi an et ass verankert, dass se fräi ka schaffen. Dat ass och an eisen Aen immens wichteg, dass dat esou geschitt.

A mir hunn och nach d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Uniouun, déi bei

der Ëmsetzung vum europäesche Recht och kann direkt invoquéiert ginn, déi also och spillt an déi zousätzlech Garantië brëngt mat deene Geriichter, déi kontrolléieren, dass dat doten uerdentlech applizéiert gëtt.

Ech kommen zum Schluss, Här President. An eisen Aen ass et net déi politesch Korrektheet an de verantwortlechen Ëmgang mat der Fräiheet an och net de Respekt vun der Meenung vun aneren, déi eng Gefor fir eis Meenungsfräiheet duerstellen. Sécherlech net. Mä et ass d'Feele vun enger gewëssener Debattéier-Dialog-Kultur. Et ass de Fait, dass sech oft am Toun vergraff gëtt, dass perséinlech Ugréff virun d'Saach gestallt ginn, dass Intoleranz géint aner ëm sech gräift an dass probéiert gëtt, och vu baussen ze beaflossen. Dat sinn déi reell Geforen, déi sech fir eis Meenungsfräiheet stellen. An ech hoffen, dass mer staark genuch sinn, alleguerte weider dergéint ze kämpfen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll elo fir d'Éischt dem Interpellant Merci soen, datt mer haut d'Geleeënheet hunn, eis iwwert d'Meenungsfräiheet hei ze äusseren. An ech fannen et och interessant, datt et ëm aktuell Entwécklungen a Geforen zu Lëtzebuerg an am internationale Kontext geet.

Ech soen dat och gären: Ech fille mech wuel an der Gesellschaft souwuel vum Här Roth wéi och vum Här Bodry, deenen hir Ausféierungen ech hei natierlech och mat Interesse suivéiert hunn a wou ech eigentlech alles deelen, wat si hei ugefouert hunn.

Duerfir ass en Deel vun deem, wat ech soen, eng Widderhuelung. Mä ech hunn awer och eng Rei Aspekter, déi a mengen Aen nach net vill hei diskutéiert gi sinn. Déi wäert ech och ufléieren.

Wa mer an Europa iwwer Mënscherechter, Grondrechter schwätzen, da bezéien déi meescht Leit sech - an dat hu mer och de Mëtteg gemaach - op déi universal Mënscherechtscharta vun der UNO vum 10. Dezember 1948 an och op déi Europäesch Konventioun fir d'Protektioun vun de Mënscherechter, déi am Joer 1950 zu Roum ënnerschriwwe gouf.

An deene béiden Deklaratioune fënnt ee ganz kloer Verweiser op d'Meenungsfräiheet. An der universeller Mënscherechtscharta steet am Artikel 19 zum Beispill Folgendes, et ass fräi vu mir op Lëtzebuergesch iwwersat: „All Mënsch huet d'Recht op eng fräi Meenung a fir se fräi auszedrécken. En huet d'Recht, seng Meenung fräi vun Angscht auszedrécken an d'Recht, fir Informatiounen an Iddien ze sichen, ze kréien an ze verbreeden, mat all deene Mëttele fir sech auszedrécken, déi et gëtt, an ouni sech mussen u Grenze vu Länner ze halen."

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Do schénge mer eis alleguerten eens ze sinn, datt dat wichteg a richteg ass. An der Europäescher Konventioun steet am Artikel 10 am éischte Paragraf praktesch datselwecht. An dodrënner, am Paragraf 2 vun deemselwechten Artikel stinn dann och direkt d'Limitatioune vun dësem Recht. Déi huet den Interpellant och ugefouert.

Déi Ausübunge vun deene Fräiheete sinn natierlech och mat Flichten a Verantwortung verbonnen a si kënnen duerfir ageschränkt ginn. Et kënne souguer Strofdrounge kommen, déi gesetzlech virgesinn an an enger demokratescher Gesellschaft noutwendeg sinn. An da gëtt och opgezielt, wat dann do d'Begrënnunge sinn: ënner anerem och wann et drëm geet, Strofdoten ze verhënneren, wann et ëm de Schutz vun der Gesondheet an der Moral geet, wann et ëm de Schutz vum gudde Ruff a vun de Rechter vun anere geet.

Fazit: D'Mënscherechter kommen also, wéi och all aner Rechter, déi Bierger an engem Rechtsstat hunn, och mat Verflichtungen. Mir hunn „rights and responsibilities". Dat gëllt fir all d'Mënscherechter. Déi kënnen näämlech net einfach esou duerch d'Meenungsfräiheet vun enger anerer Persoun ageschränkt ginn. Dat sinn zum Beispill all déi aner Grondrechter, déi souwisou an deenen zwou uewe genannte Konventioune stinn, oder awer eng Partie Rechter, déi nach méi explizitt a méi engem groussen Detail an anere Konventioune stinn; Konventiounen, déi Lëtzebuerg selbstverständlech och ratifizéiert huet, an dat scho viru Joren oder Jorzéngten.

Ech wëll hei just zwou esou Konventiounen erwänen: D'„International convention on the elimination of all forms of racial discrimination" hu mer den 1. Mee 1978 ratifizéiert, also laang virun dëser an der viregter viregter Regierung. Mir hunn och d'„Convention on the elimination of all forms of discrimination against women" 1989 ratifizéiert. A mir sinn der Meenung als déi gréng, datt déi Konventiounen och haut nach wichteg sinn a sënnvoll sinn, a mir stinn och nach haut ënnert deem Engagement vun där Zäit.

A last but not least hu mer och den Artikel 24 vun der Verfassung, deen nach vun all Virriedner hei zitéiert ginn ass an deen ophält mat: „La censure ne pourra jamais être établie." Dat ass richteg. Mä mir haten och scho laang Ausféierungen hei, datt och an der Konstitutioun steet: „Sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés."

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ee Punkt, wou ech d'Gefill hunn, datt en de Mëtteg bis elo an der Diskussioun ze kuerz komm ass, den Här Roth an den Här Bodry haten et kuerz ugeschnidden, dat ass awer och hei vum Interpellant ugefouert ginn: déi akademesch Fräiheet an d'Fräiheet an der Fuerschung.

Wéi ass et dann elo mat där akademescher Fräiheet? Et ass jo dann och emol interessant, e bëssen ze wëssen, wéi dann déi akademesch Institutioune funktionéieren. An duerfir wëll ech fir d'Éischt e Wuert zur „peer review" soen. Eng „peer review" ass ee Verfahren, fir eng Aarbecht duerch onofhängeg Gutachter aus deemselwechte Fachgebitt ofzesécheren. D'„peer review" ass am Wëssenschaftsbetrib vu ganz grousser Bedeitung, fir ze uerteelen, ob ee wëssenschaftlechen Text veréffentlecht gëtt oder net. Wëssenschaftlech Fachzäitschréften notzen d'„peer review" an d'„peer review" ass och ee Mëttel, fir Ufroen op Férdergelder vu Fuerschungsprojeten ze beuerteelen.

Wéi ass et dann elo mat der akademescher Fräiheet an der Fuerschung gestallt? Majo, ee konkret Beispill: Laut enger Partie Studien aus „peer reviewten" akademeschen Zeitunge gi 97% vun de Klimafuerscher dervun aus, datt de Klimawandel mënschebedéngt ass. Dat wëllt net jiddwereen héieren. An do kann ee jo soen - also et si jo dann nach 3%, déi eppes anescht soen -, deenen 3% hir Meenung géif ignoréiert ginn an deenen hiert Recht op Meenungsfräiheet géif doduerch ageschränkt ginn. Dat ass awer net esou.

An der akademescher Welt huet jiddwereen d'Recht, en argumentéierten a recherchéierten Debat ze féieren, deen op empiresche Fakte baséiert. Wann een dat mécht an et gëtt engem trotzdeem net nogelauschtert, dann ass dat, well seng Argumenter schwaach sinn an ee seng Kolleegen aus der akademescher Communautéit net dovunner iwwerzeegt kritt. E bësse salopp ausgedréckt: An der Akademie gëtt engem net nogelauschtert, wann engem seng Aarbecht schlecht ass. An dat soll jo och esou sinn, well de Grondgedanke vun der Fuerschung ass jo d'Iddi, fir eist Wëssen ëmmer ze erweideren.

Uni Lëtzebuerg: Schreift déi béis Regierung der Uni elo vir, a wat fir engen Domäne si hir Fuerschung soll maachen a wat si ze soen huet? Beispill: Institut fir zäitgenëssesch Geschicht. Neen, dat ass net esou!

Déi akademesch Fräiheete sinn net violéiert, wann de Stat ee bestëmmte Fuerschungsdomän virgëtt. Soulaang de Stat nëmmen de Fuerschungsberäich virgëtt, huet e jo keen Afloss op d'Resultat vun dëser Fuerschung. Neen, déi akademesch Fräiheete sinn eréischt da violéiert, wann d'Regierung géif soen, datt d'Uni nëmmen dierft bestëmmte Bicher zum Beispill am Semesterapparat oplëschten. Dat wier en Agréff an d'Fräiheet. Si wier och violéiert, wann d'Uni géif Sue vun enger drëtter Partie unhuelen, sous condition, datt si enger bestëmmter Persoun e Poste géif ginn. Si wier da violéiert, wa Kandidate wéinst hirer politescher Usiicht géifen agestallt ginn an net wéinst hiren akademeschen oder hire pädagogesche Kompetenzen.

Sinn d'Studenten ëmmer den ideologeschen Usiichte vun hirem Dozent ausgesat? Jo, natierlech. Bei all Mënsch ass een ëmmer den ideologeschen Usiichte vun deem, mat deem een interagéiert, ausgesat. Mä et muss een awer och wëssen, datt d'Uni en Optrag huet, fir de Studente kritescht Denken ze léieren. An e groussen Deel vun der Fuerschung besteet doran, datt d'Studente sech selwer informéieren. Et ass also eng gedeelte Verantwortung, déi mer an enger Héichschoul hunn.

Politik funktionéiert jo no anere Spillregele wéi déi akademesch Welt. Selbstverständlech sti mir a fir d'Fräiheet an d'Verantwortung a politeschem Denken, an der politescher Ried an am Handelen. An et ass schonn erstaunlech, wann den Interpellant hei seet, et géife Leit ginn, déi géife keng Plattform kréien, well se géifen anescht denken.

Besonnesch dës Regierung an dës Chamber hu vill gemaach, fir ebe grad just deene Leit och eng Chance ze ginn, déi eventuell minoritär Meenunge vertrieden. An déi sollen och ausféierlech zu Wuert kommen. Ech zielen zwee Beispiller op:

Éischt Beispill: d'Riedezäiten an der Chamber. Dës Chamber huet d'Riedezäiten zugonschte vun deene méi klenge Parteie geännert. Bei enger Debatt nom Modèle de base kritt all Partei, déi hei vertrueden ass, egal op Fraktiounsstatus oder net, 5 Minutte Riedezäit. Dat heescht, haut hunn déi Lénk 5 Minutten, wou se der virdrun 2 haten. D'ADR huet 5 Minutten, wou se der nom ale Modell 3 haten.

Beim Modell 1 kréien haut all Parteien 10 Minutte Riedezäit. D'Fraktioune kréien dann nach eng Minutt pro Deputéierten derbäi. Dat heescht, haut hunn déi Lénk beim Modell 1 10 Minutten, virdrun hate se der 5. Haut huet d'ADR 10 Minutten, virdrun hat se der 7,5. Ech mengen, dat wier awer e flott Beispill, datt mer och als Chamber d'Noutwendegkeet gesinn, och aner Meenungen a minoritär Meenungen hei zu Wuert kommen ze loossen.

En zweet positivt Beispill vun dëser Chamber ass d'Méiglechkeet vun de Petitiounen, déi mer geschaaft hunn. Et ass an eisen Aen nëmme richteg, datt d'Conférence des présidents sech derzou ausdrécke muss, ob eng Petitioun recevabel ass oder net. Ech mengen, dat ass eng Noutwendegkeet. All Petitioun, déi recevabel ass, gëtt fräigeschalt, a wa se da 4.500 Ënnerschréfte kritt, da gëtt d'Uleies vum Petitionär ëffentlech hei am Haus debattéiert. Petitioune kënne vun allen Awunner hei am Land, déi op d'mannst 15 Joer al sinn, ënnerschriwwe ginn.

Den Interpellant mécht sech Suergen ëm d'Meenungsfräiheet an der Press. Et ass schonn op all déi Efforte verwise ginn, déi dës Regierung an déi viregt Regierung ënnerholl hunn, fir datt mer hei zu Lëtzebuerg eng méiglechst breet Presselandschaft behalen. De virleefeg leschte Schrëtt war d'Hëllef fir d'Onlinemedien. An de Schwaachpunkt vun dësen Hëllefen ass eigentlech och eng Stäerkt. Déi Kritäre sinn net direkt un d'Qualitéit gebonnen an huele scho guer keen Afloss op d'Fräiheete vun enger Redaktioun.

Et däerf ee sech natierlech d'Fro stellen, firwat datt en Interpellant, deem seng Partei am selwechte Klub wéi dem Erdoğan seng AKP ass - si hu sech zwar ëmmer dergéint gewiert, se sinn awer nach am selwechte Klub -, sech Suergen ëm d'Pressefräiheet zu Lëtzebuerg mécht.

Wéisou mengt den Interpellant, mir wieren um Wee zu engem totalitäre Stat? Ech mengen, dat huet eventuell eppes mam Interpellant sengem Weltbild ze dinn. Dee Blog, deen ass hei scho ganz vill zitéiert ginn. Vum Här Kartheiser ass do de 4.11.2017 publizéiert ginn. An ech wier frou, Madamm Presidentin, wann ech elo meng kuerz Iwwerleeungen zu deem Blog hei soe kéint. Den Interpellant huet nach herno Riedezäit genuch. E wäert mech net ënnerbriechen.

Et ass schonn hei gesot ginn, datt d'ECRI, d'European Commission against Racism and Intolerance, do als lénksextremistesche Bokeveräin bezeechent ginn ass. Dat ass jo och scho laang diskutéiert. Domat geet et awer net duer.

Déi béis EU geet mat net objektiver Propaganda géint déi gutt an objektiv Informatiounen aus Russland vir.

(Hilarité)

Eis sechs Europadeputéiert si rout Lämmessen, déi fir d'Zensur am Europaparlament sinn. De bloen Educatiounsminister schaaft en Zentrum fir politesch Lénksbildung. De Radio 100,7 ass vun Anarcho-Kommunisten ënnerwandert. RTL ass an dem Interpellant sengen Aen net méi d'Ofkierzung fir Radio Télé Lëtzebuerg, mä fir Radio Télé Lénks. D'„Tageblatt" priedegt Zensur. D'CSV féiert d'Zensur an der Press an.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Berouegt dat do lech?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Wann den Interpellant eis ze verstoe gëtt, datt eist ganzt Land lénks ënnerwandert ass, dann huet e vu sengem Point de vue aus och nach recht, well ech mengen, riets niewent Iech, Här Kartheiser, do ass keng Plaz méi fir näischt a fir keen.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- D'Fräiheet vun der Press ass op ville Plazen a Gefor an de Beruff vum Journalist ass op ville Plazen an der Welt ee geféierleche Beruff. Déi meeschte Problemer huet d'Press ausserhalb vun Europa. An Europa sinn et virun allem Länner wéi d'Tierkei, Russland, Ungarn, déi d'Fräiheet vun der Press net garantéieren. D'Suerg ass also berechtegt.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Adam, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Neen, Madamm Presidentin. Den Här Kartheiser huet nach ganz vill Riedezäit, wann ech fäerdeg sinn. An da kann e mer gären och eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dat ass net d'Fro.

(Brouhaha)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- D'Suerg... Här Kartheiser, Dir sidd Interpellant hei, Dir gitt déi ganzen Zäit direkt ugeschwat. Dat fannen ech awer relativ logesch.

(Hilarité)

D'Suerg ass also berechtegt, och zu Lëtzebuerg, datt mer eis vill Gedanke maachen iwwert d'Fräiheet vun der Press. Ech mengen, datt mer eis vill Suergen a Gedanke maachen, fir de Pluralismus an der Presselandschaft och an Zukunft kënnen ze garantéieren. An ech gesinn och net, datt déi Fräiheet vun der Press a Gefor ass; op alle Fall net duerch iergendeng Form vun Zensur vusäite vun der Regierung.

Et ass och rieds gaangen an der Interpellatioun iwwert d'Responsabilitéit vun der Politik, iwwert d'Verantwortung a politeschem Denken an Handelen. An den Interpellant huet och de Mëtteg souguer vu Respekt a Manéierlechkeet geschwat, déi hien awer och iwwerall ze vermësse schéngt.

An ech kéim dann och nach ganz schnell - leider Gottes ass meng Zäit scho ganz wäit fortgeschratt hei - zu der Responsabilitéit an de soziale Medien. Et gëtt Länner, an den Här Roth huet dat schonn hei ugefouert, do gëtt effektiv den Internet ofgeschalt, zum Beispill am Kamerun, an da weess een, wann do den Internet ofgeschalt gëtt, da geschéie ganz horribel Saachen. Dir hat eis der och vun der Unesco gesot, ech hunn déi Zuelen och hei. Ech verzichten aus Zäitgrënn dorobber, mä ech mengen, datt dat ee ganz seriöe Phenomeen ass.

Wat den Här Interpellant awer hei mengt, dat ass eng gewësse Fräiheet, déi hie gären an de soziale Medie gesäit. An ech huelen do och Beispiller, wat hien ënnert där Fräiheet versteet. An ech muss kloer soen: Mir gesinn dat e bëssen anescht. Hie post, hie ka fir näischt, e post einfach en Zeitungsartikel, zum Beispill „Hamburger Linke-Kandidatin: Rücktritt wegen Facebook-Post". Dann ass ee Roger Souanesou, dee seet dann: „Firwat sollen da Mord- a Vergewaltegungsdroungen an dësem Fall falsch sinn? Si wollt dach Saache sammelen, wou Däitscher stierwen. Do bidden d'Leit nëmmen hir Hëllef un." Dat steet onkommentéiert op där Facebook-Säit.

Da geet et weider: „De Wollef kënnt zréck an Däitschland." Do schreift dann ee gewëssenen Här, den Numm ass egal, deen ass jo souwisou och… Dee seet dann: „Och eisen Agrarminister ass kee Kuscheldéier, ergo ofschéissen."

déi gréng kommen natierlech och net gutt ewech. Do gëtt gesot: „Dee preisesche grénge Wouscht gehéiert entweder liewenslänglech agespaart oder ëffentlech erschoss."

(Interruption)

Fir ganz kloer ze sinn: Ech soen net, ech wéilt dat zensuréieren. Ech soe just ganz kloer, ech verstinn ënner Verantwortung, verantwortlechem politeschen Handele vun engem Volleksvertrieder eppes anescht wéi mäi Kolleeg, den Här Kartheiser, den Interpellant vun deem...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Fir mech gëtt et dräi Méiglechkeeten, do ze handelen. Déi éischt Méiglechkeet ass: Ech maachen näischt, wéi den Interpellant. Dat kënnt fir mech net a Fro. Et ass net meng Verantwortung.

Déi zweet Méiglechkeet: Ech probéieren ze diskutéieren an ze soen, datt ech dat net gutt fannen. Dat ass fir mech an deem do Fall verlorene Liebesmüh.

Da bleift fir mech déi drëtt Méiglechkeet: Et ass mäi Facebook-Account, ech läschen deen dote Bäitrag. Voilà.

Souwäit gesot, mengen ech, datt een och ganz einfach muss feststellen, datt et eng Rei Fakte gëtt an datt et Leit gëtt, déi einfach net u Fakten interesséiert sinn. Fir si si Fakten eppes, wat se stéiert an hirer festgefuerener Meenung. An dat muss een net nach esou huelen als dat, wat et ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci. Jo, Här Kartheiser, mä Dir kritt souwisou nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Madamm Presidentin, mä ech sinn dräimol perséinlech ugegraff ginn.

(Brouhaha général)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Da waart, da waart! Dir hutt nach zéng Minutten, da wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Et ass net eng Fro vun der Riedezäit am Numm vun der ADR, mä ech géif gär op déi perséinlech Ukloen äntwerten, déi den Här Adam géint mech geriicht huet.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ech géif proposéieren, den Här Berger schwätzt elo an dann…

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Mä dat ass net d'Riedezäit vun der ADR, dat si perséinlech Attacke géint mech. Ech géif jo proposéieren, Madamm Presidentin, datt den Här Frieseisen lech seet, wéi een Artikel vum Reglement hei ze invoquéieren ass. Dat si perséinlech Attacken.

(Brouhaha)

(Concertation interne)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay, bon. Ech kréien hei gesot...

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, entschëllegt. Ee Moment, Här Berger. Ech kréien hei gesot: Fait personnel, den Här Kartheiser huet am Prinzip d'Recht, fir dann direkt Stellung ze huelen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Voilà!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Berger, ganz e bësse Gedold!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Merci, Madamm Presidentin. Ech mengen, mir hunn eng Prozedur an der Chamber, wou een, wann een ugegraff gëtt, wéi ech elo ugegraff gi sinn, wat awer absolutt dem Här Adam säi Recht ass, mä datt een awer ka Stellung derzou huelen an net d'Saachen do einfach am Raum stoe léisst, wou d'Reputatioun vun engem Deputéierten hei awer a Fro gestallt gëtt.

Ech wëll dofir op déi dräi Punkten äntwerten, wou den Här Adam mech do perséinlech ugegraff huet. Dat Éischt ass: Ech freeë mech jo, wa Leit mäi Blog liesen. Wësst Der, ech freeë mech och, datt den Här Bodry sech elo als neie Fan erkläert huet.

(Interruption par M. Alex Bodry et brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen, neen, wann ech gelift, esou kann et net goen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Mä den Här Adam huet…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, äntwert elo a fänkt net un, hei erëm Zwiegespréicher ze maachen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo, ma dat maachen ech elo, Madamm Presidentin.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Well soss huelen ech lech d'Wuert ewech.

(Brouhaha)

Also wann ech gelift, kuerz Äntwerten op den Här Adam a soss näischt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Madamm Presidentin, dat maachen ech jo.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Gutt. Mä da fänkt elo net un, ze dréien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mä dann ass Schluss. Dann ass et um Här Berger.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo. Also, dee Blog, an dat weess den Här Adam, den Här Adam ass e Mënsch, deen ech respektéieren, e ganz intelligente Mënsch,...

(Exclamations)

Une voix.- Elo fänkt et geschwënn u geféierlech ze ginn!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- ...de Blog ass zum Deel satiresch. Et ass satiresch. An ech mengen, e kéint hei Artikelen aus aneren Zeitungen zitéieren, mä wa Satir net méi erkannt gëtt als Satir, da froen ech mech awer, wat ass.

(Exclamations et brouhaha)

Zum Deel huet e Saachen zitéiert wéi dee Kommentar iwwer Russland oder anerer, déi kloer reng satiresch sinn. An ech mengen, datt dat och mäi Recht ass op engem Blog - ech maachen dat jo net hei an der Chamber -, fir dat stilistescht Element ze gebrauchen, fir politesch Messagen eriwwerzebréngen.

Dat Zweet: Ech vertrieden, an dat hunn ech och hei gesot, net eng Mentalitéit vun der Zensur. Wat ech op Facebook publizéieren, do iwwerhuelen ech d'Verantwortung derfir. Meng Kommentaren, déi ech schreiwen, dat ass dat, wou ech meng Verantwortung iwwerhuelen. Aner Saachen, an ech weess, déi Lénk hate mech och schonn eng Kéier dowéinst gefrot, ech deelen och Saachen, déi ech interessant…

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Hei, bleift bei mer, wann ech gelift, Här Kartheiser, Dir hutt mech jo elo hei.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo, mä ech äntwerten lech op Ar Fro. Ech deelen och Saachen, déi ech interessant fannen, wat mäi gutt Recht ass.

(Brouhaha)

A wann een e Kommentar dodrënner schreift, ënner eppes, wat ech publizéiert hunn, da loossen ech en dat schreiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kartheiser...

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ech identifizéiere mech net dofir.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kartheiser, entschëllegt. Dir hutt Fait personnel invoquéiert, da gitt wann ech gelift op de Fait personnel an!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ma dat ass jo dat, wat ech erklären.

(Interruption par M. Roy Reding)

Den Här Adam huet mech ugegraff wéinst Kommentaren, déi ënner Publikatiounen op Saache sinn, déi op menger Facebook-Säit sinn.

(Interruption)

Ech hunn domadder näischt ze dinn. Ech loossen d'Leit schreiwen, wat se wëllen.

(Brouhaha)

An dat Drëtt: Dir hutt, an dat hunn ech lech och schonn eng Kéier hei gesot, Dir hutt mech nach eng Kéier ugegraff wéinst der AKP. Ech sinn deen, deen zu Bréissel Riede gehalen huet géint d'Tierkei, fir se auszeschléissen. Dat hat ech lech schonn eng Kéier gesot. Maacht wann ech gelift net esou, Här Adam, als hätt ech lech et net schonn erkläert! Ech hunn - hei an der Chamber souwisou - zu Bréissel an deene Gremien, an deene mir sinn, Riede gehalen, als eenzeg Partei, déi iwwerhaapt do Member ass, fir d'AKP auszeschléissen.

An Dir selwer als Gréng sidd awer der Meenung, datt dee Stat soll an d'EU erakommen. Mir net.

(Hilarité et brouhaha)

Merci.

Une voix.- Mir duechten, Fait personnel...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn en net ginn.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Sot dat elo net dem Här Kartheiser, soss gëtt et Fait personnel!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, ech wëll ganz kuerz zu deenen dräi Froe schwätzen.

(Brouhaha)

Éischtens, den Interpellant huet selbstverständlech e Recht op Satir an op Ironie. An ech hunn e Recht, seng Satir a seng Ironie esou ze verstoen, wéi ech se verstinn.

Zweetens, Här Kartheiser, wat Der zu Facebook gesot hutt, do hutt Der mer dann net gutt nogelauschtert. Ech hunn näämlech genau gesot, dat wier Äert gutt Recht, fir dat esou stoen ze loossen, wéi et steet. An Dir maacht dat och. Ech hu just gesot, ech géif dat a menger politescher Verantwortung anescht maachen. Ech hunn net méi gesot an net méi gemengt.

An drëttens zur AKP: Jo, ech weess dat. Mir hu schonn driwwer geschwat. Dir sidd awer nach am selwechte Veräin an Dir sidd schonn zéng Joer dran. An Dir sidd gären dran an den Erdoğan huet just dee falsche Gott. Dat ass deen eenzege Problem, deen Der domadder hutt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet elo den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Et ass scho vill haut de Mëtten hei gesot ginn, ech wäert also verschidde Redite maachen.

Eppes wëll ech awer ganz kloer virausstelle bei menger Interventioun: D'Meenungsfräiheet ass zu Lëtzebuerg net a Gefor. Mir liewen hei an engem Land, wou jiddwereen däerf a kann eng eege Meenung hunn an dës och kann zum Ausdrock bréngen. Mir liewen an engem Land, wou ee sech kann an enger politescher Organisatioun engagéieren, an enger Gewerkschaft engagéieren, organiséieren, wou ee ka Member vun enger Reliounsgemeinschaft sinn oder net, wou ee ka fräi fuerschen an esou weider.

An ech mengen, hei am Haus verdeedege mer alleguerten - an ech kucken och op d'Regierungsbänk - déi Meenungsfräiheet. An et soll keen hei am Haus soen, en hätt de Monopol vun der Verteidegung vun der Meenungsfräiheet hei am Land!

D'Meenungsfräiheet ass zu Lëtzebuerg eng Selbstverständlechkeet. An ech mengen, an aneren Deeler - emol net vun der Welt - vun Europa ass dat guer net esou selbstverständlech. Et muss een net ganz wäit reesen, fir a Länner ze kommen, wou een, wann ee vläicht déi sougenannten „falsch" Meenung zum Ausdrock bréngt, ganz schnell am Prisong lant. Virdrun ass et och scho gefall, als Beispill kéint een do d'Tierkei nennen.

D'Meenungsfräiheet ass hei - hu mer och schonn héieren - zu Lëtzebuerg duerch eis aktuell Verfassung, ech mengen den Artikel 24, an och eis zukünfteg Verfassung, d'Artikele 14 an 23 - den Här Bodry verbessert mech, wann ech do falschleien - ofgeséchert. Et muss een awer och wëssen, de Verfassungsartikel eleng suergt nach net derfir, datt d'Meenungsfräiheet an engem Land och gelieft gëtt an och vläicht op eng pluralistesch Aart a Weis gelieft gëtt.

Eng Meenung däerfen ze hunn ass näämlech och net vill wäert, wann een dës Meenung net zum Ausdrock bréngt respektiv net déi Méiglechkeet benotzt, wou ee se kann zum Ausdrock bréngen. Wéi seet d'Spréchwuert: „La liberté d'expression s'use quand on ne s'en sert pas." Dat gëllt fir de Bierger, fir d'Press an natierlech och fir d'Politiker.

Mir wëssen awer och, et ass och scho gesot ginn, d'Meenungsfräiheet ass awer och kloer geregelt, huet och hir Grenzen.

(Interruption par un portable)

(Hilarité et interruption par M. Fernand Kartheiser)

Dir gesitt, mir hunn eng grouss Meenungsfräiheet an der Chamber.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass d'Direktiwwerdroung vun de Koalitiounsverhandlungen an Däitschland.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ah.

(Hilarité)

Also Här President, fir nach eng Kéier ze soen, d'Meenungsfräiheet huet och hir Grenzen, virun allem, géif ech soen, wann et ëm d'Dignitéit an d'Fräiheet vun deenen anere Mënschen a vun deenen hirer Fräiheet geet.

An dëst Haus, dat ass och scho gesot ginn, ass och eng vun deene Plazen am Land, wou d'Meenungsfräiheet héichgehale gëtt. Mir liewen an enger representativer Demokratie. D'Deputéiert vertrieden d'Meenung vum Vollek hei, well si si jo vun him gewielt, mä awer si kënnen och hei hir Meenung vertrieden. Si kënnen hei fräi schwätzen. An dat ass awer och eppes, wat ganz wichteg ass.

Bon, ech mengen, genausou wéineg wéi d'Leit dobaussen alleguerten déiselwecht Meenung hunn, hu mer och hei am Haus net ëmmer déiselwecht Meenung. Dat ass och gutt esou. D'Demokratie, déi lieft dovunner, vun engem faire Wettkampf vun den Iddien, déi jiddweree mat sengen Argumenter verdeedegt. Och dat ass scho gesot ginn. Mä ech wëll dat awer nach eng Kéier widderhuelen, well dat och eigentlech awer relativ rezent ass. Jiddwereen hei an der Chamber, och wann e vläicht nëmmen e puer Prozent vun de Leit, vun de Wieler dobausse vertrëtt, kritt hei d'Méiglechkeet, fir awer - ech géif net soen, en long et en large - genügend hei da kënnen d'Meenung ze vertrieden.

Mir hu méi Riedezäit agefouert 2013, och fir déi sougenannt Sensibilités politiques. Mir hunn och agefouert, bei de Sensibilités politiques, datt do e Vertrieder kann an d'Conférence des Présidents kommen. An och déi Formalitéiten, fir eng Motioun zum Beispill anzereechen, si geännert ginn.

Mir hunn och gekuckt, wéi mer kënnen d'Meenung vun de Bierger dobaussen nach besser an eis Aarbechten abannen. Och do ass dës Chamber nei Weeër gaangen. Ech denken do ënner anerem un d'Petitioun, déi opgewäert ginn ass, och déi elektronesch Petitioun. En anert Beispill, wou mer versichen, d'Meenung vun de Bierger méi mat anzebannen an eis Aarbecht, dat ass bei der Ausschaffung vun der neier Verfassung, wou jo och an enger éischter Etapp Fore waren, wou och d'Bierger konnten hir Iddien eraginn a wou dann dat mat verschafft ginn ass an der Ausaarbechtung vun dem definitiven Text.

Och vläicht, wann dat anscheinend op engem Blog… - ech muss soen, ech hunn deen net gelies -, wou dann anscheinend déi politesch Meenungsbildung, fir déi ze ënnerstëtzen, datt do den Zentrum fir politesch Bildung an d'Liewe geruff ginn ass; fanne mir eng gutt Saach. Well deen Zentrum ass onofhängeg vu Regierung, Chamber a Parteien. An dee soll eigentlech derzou bäidroen, datt d'Leit sech méi aktiv an awer och méi eben dann an der Distanz vun der aktiver Politik mat der Politik awer beschäftegen.

Vläicht eppes, wat och nach net gesot ginn ass: De Lëtzebuerger Modell, duerch deen eise Sozialstat eigentlech iwwerhaapt esou staark ginn ass, ass e weidere Beweis fir Meenungsfräiheet, Partizipatiounskultur an eisem Land. De Sozialdialog ass jo och erëm duerch d'Regierung nei belieft ginn, huet eng Rei Erfolleger opzeweisen, wou konnten dann am Dialog Solutioune fonnt ginn, wou jiddwereen dermadder lieft. Och wann dann heiansdo d'Meenungen tëschent Patronat, Gewerkschaften, Regierung auserneegaange sinn, war et awer ëmmer méiglech, mateneen ze schwätzen an dann herno am Endeffekt gemeinsam Solutiounen ze fannen.

Och de Glawe gehéiert zur Meenungsfräiheet, d'Recht ze gleewe respektiv net ze gleewe gehéiert och am 21. Jorhonnert an hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer zu deene wichtegsten Errungenschafte vun eiser Demokratie. Egal ob Chrëschten, Moslemen, Judden, Protestanten oder Atheisten, jiddweree kann hei zu Lëtzebuerg dat ausliewen, dat vertrieden, ouni Angscht ze hunn, verfollegt ze ginn oder dat verbueden ze kréien. An, ech mengen, och an deene leschte Méint ass jo duerch verschidde Gesetzesinitiativen d'Reliounsfräiheet zu Lëtzebuerg eigentlech nach gestäerkt ginn. Dat gesäit jo och ënner anerem d'kathoulesch Kierch esou, andeems en neie Modell vu Finanzéierung fir déi representativ Reliounsgemeinschaften decidéiert ginn ass, duerch déi se eigentlech méi eegestänneg, méi onofhängeg vum Stat sech kënnen organiséieren a fonctionnéieren.

An engem Debat iwwert d'Meenungsfräiheet dierf een natierlech och net d'Press onernimmt loossen. D'Medie berichten, begleeden, kommentéieren d'Aktualitéit an droen domadder och zu engem groussen Deel zu der Meenungsbildung bei de Leit bäi. Virun e puer Méint hate mer jo eng Debatt iwwert d'Medien an d'Zukunft vun de Medien an der Press hei an der Chamber. An op engem Punkt, fir dat just an Erënnerung ze bréngen, ware mer eis all eens, an dat ass, datt mer d'Onofhängegkeet an d'Pluralitéit vun der Press hei zu Lëtzebuerg musse mat aller Kraaft verteidegen.

An duerfir sti mer jo och dozou, datt och d'Press hei zu Lëtzebuerg esou ënnerstëtzt gëtt, och finanziell, wéi mer dat hei hunn an datt an Zukunft - net nëmmen an Zukunft, dat ass elo schonn esou - och Online-Medie finanziell ënnerstëtzt ginn, ouni datt awer dem Print eppes ewechgeholl gëtt. Just zur Erënnerung: 2017, also dëst Joer, ass en Total vu 7,4 Millioune Pressehëllef am Budget virgesinn, fir d'Onofhängegkeet an d'Pluralitéit vun der Press ze garantéieren. Dernieft hu mer och de Konzessiounsvertrag mat RTL ëm dräi Joer verlängert.

An deem Debat iwwer Medien, ech mengen, haut ass dat och schonn e puermol erwäänt ginn, huet sech jo och - dat ass net nëmmen eppes, wat sech erausschielt, mä wat einfach an enger Welt ass, wou mer elo dra liewen -, dat ass deen Aspekt vun de rasanten technologeschen, digitalen Entwécklungen. Dat ass da virun allem haut mam Internet, dee méiglech mécht, datt Milliounen, Milliarde Leit innerhalb vu Sekonne weltwäit kënnen dann Noriichten, Inhalter vermëttelt kréien, Meenunge vermëttelt kréien, wat ee fréier net hat.

Dat huet natierlech Virdeeler eigentlech vun deem Eenzelnen, datt ee sech vill besser kéint informéieren. Et huet awer och eng Rei Risiken, Nodeeler - dat ass och scho gesot ginn. De Virdeel ass jo eigentlech, datt jiddwereen onkomplizéiert Accès zu den Noriichten huet. Mir

maachen dat jo alleguerten owes, wa mer am Dag keng Zäit haten, owes zu iergendenger Stonn, onméiglecher Stonn, kënne mer nach dann all déi lescht Noriichten, net nëmmen hei aus Lëtzebuerg, mä aus der ganzer Welt kucken, fir informéiert ze sinn, fir eis eventuell eng Meenung ze maachen. Datselwecht gëllt och fir déi sozial Medien, Facebook, Twitter, mer kenne se alleguerten, déi jo och Informatiounen, heiansdo Kommentaren, ganz oft dann a Sekonnen oder a Millisekonne schnell verbreeden.

A priori, wéi gesot, kéint dat positiv sinn, mä mir wëssen alleguerten, dat ass och elo näischt Neies, wat ech elo hei soen, dat ass, datt déi Méiglechkeeten, déi den Internet, déi sozial Medie bidden, datt déi och eng Rei Gefore mat sech bréngen, an zwar, datt d'sozial Medie wëssentlech genotzt ginn, fir ze manipuléieren, fir Haass ze verbreeden.

An da kommen ech zu de Fake News, zu dem „hate speech", wat ech awer wierklech, géif ech bal soen, Här President, regelrecht als Pescht vun der globaliséierter, digitaler Informatiounsgesellschaft ugesinn.

Fake News, déi innerhalb vun e puer Minutten dann dausendfach, wann net milliounefach op de sozialen Netzwierker gedeelt ginn, do hunn déi Netzwierker eng Dynamik entwéckelt, déi jo da guer keng Plaz méi léisst, well alles esou schnell geet, fir e Faktencheck. Do ass et eigentlech net méi méiglech, an dat ass eben déi grouss Gefor, fir ze kontrolléieren, ob dat, wat do verbreet gëtt als soi-disant Noriicht, da wierklech Fakten entsprécht, ob dat da wierklech der Wourecht entsprécht. Och wa sech dann herno méi spéit, Deeg duerno erausstellt, datt dat net richteg war, hunn d'Leit dat scho laang vergiess respektiv dann ass et oft ze spéit, fir awer dann deem entgéintzewierken.

A mir hu jo och gesinn, wat fir ee Pouvoir esou Fake News eigentlech am Endeffekt kënnen hunn, e globaliséierte Pouvoir, well et gi jo awer eng ganz Rei Verdachtsmomenter, datt d'Wahlen an de Vereenegte Staten, och a Frankräich manipuléiert gi sinn oder versicht goufen, manipuléiert ze ginn duerch Fake News.

An hei ass natierlech eng Responsabilitéit, déi déi Plattforme wéi Facebook an Twitter mussen huelen. Si mussen an d'Responsabilitéit geholl ginn. Et ass net einfach, mir wëssen et. Et si verschidde Länner, déi Usätz hunn. Ech hat och emol eng Question parlementaire dozou gestallt, wéi een dat eigentlech kéint besser, ech soe Facebook an Twitter, wéi een déi besser kéint an d'Responsabilitéit huelen.

Well, et ass jo, ech hat elo gesot Fake News, et ass jo och wéi dat Ganzt fonctionnéiert dann duerch déi Algorythmen. An dat ass jo dann net méi deen, deen de Verursaacher vun de Fake News ass, mä dat ass herno dann d'Plattform, déi eben esou organiséiert ass mat enger Blos, wou dann herno, wann een eng Kéier esou Fake News ugeklickt huet, just Algorythme sinn, datt een herno eigentlech dann nëmme vun dem Server oder vun der Internetplattform nach just esou Noriichte kritt an datt een dann an engem Däiwelskrees ass an eigentlech guer net méi praktesch aner Noriichte kritt respektiv do wierklech net méi kann den Énnerscheed maachen.

Ech fannen op alle Fall, datt esou Plattformen, déi jo awer Milliounen a Milliarde User hunn, wierklech méi Moyenen derfir missten asetzen a sech méi Moyene ginn, fir géint Fake News an „hate speech" virzegoen. An dat ass, wat mech nach méi bedenklech stëmmt. Fake News si schonn extrem bedenklech, mä wann et nach eng Steigerung gëtt, Här President, dat ass dat, wat mech nach méi bedenklech stëmmt a wat eigentlech och nach méi schlëmm ass bei der Entwécklung op de soziale Medien, dat ass eben den Opruff zu Haass, zu Gewalt, fir dat ze verbreeden, eben deen „hate speech".

Ech mengen, hei si mer alleguerte gefuerdert. Hei ass och Lëtzebuerg keng Insel. Et soll een net mengen, datt et dat hei zu Lëtzebuerg net gëtt. Mir wëssen et alleguerten, well et an der rezenter Vergaangenheet eng Rei där Fäll, méi oder manner schlëmm, scho gi sinn. Och bei eis gëtt leider op de soziale Medie gehetzt géint Minoritéiten, géint Auslänner, géint Leit, déi en anere Glawen hunn, géint Leit, déi eng aner Meenung hunn. An dat geet jo dann esou wäit, datt souguer dann zu Gewalt oder Mord - virdrun ass e Beispill zitéiert ginn -, och wann dat dann anscheinend Ironie ass, opgeruff gëtt oder dat op d'mannst da verherrlecht gëtt, och wann et dann net eescht gemengt ass.

Dat ass och eppes, dat ass vläicht virdrun net esou…, well wéi ech am Ufank dem Interpellant nogelauschtert hunn, hat en och vun den „hate news" (veuillez lire: der „hate speech") geschwat an en huet sech eigentlech do d'Fro gestallt, wann ech dat richteg verstanen hat, wou dann eigentlech d'Grenz wier, ob dat awer net ze toleréiere wier, well dat jo eng Saach vu Gefill wier an e Gefill kéint een net verbidden.

Bon, ech fannen dat awer och eppes, wat mech bedenklech stëmmt. Fir mech ass ganz kloer, datt een net kann en Opruff zu Haass oder en Opruff zu Mord mat Gefiller, déi een huet, excuséieren. An dat ass jo och dann - well d'Grenz eben tëschent Meenungsfräiheet a Strofdot, déi gëtt jo dobäi ganz kloer méi wéi eng Kéier iwwerschratt -, dat ass jo och duerfir, datt ech net eleng oder anerer, déi hei an der Chamber geschwat hunn, dat esou gesinn. Duerfir ass et jo esou, datt leider d'Geriichter och hei zu Lëtzebuerg an der leschter Zäit méi wéi eng Kéier sech mat esou Fäll beschäftege mussen. An d'Artikelen aus dem Code pénal loossen och hei keen Zweifel zou, et ass och scho gesot ginn: Den Opruff zum Haass, d'Weiderverbreede vun deem, déi si strofbar, Punkt, Schluss! Do ass keng Interpretatioun méiglech.

Et ass ganz kloer geregelt, wat als Incitation à la haine ze betruechten ass. Wat eben heiansdo e bësse méi schwiereg ass, dat ass, wie sech hei, géif ech emol soen, matschëlleg mécht. Well et ass jo esou kloer, den Auteur vun der Incitation à la haine, deen ass da kloer identifizéiert, mä et kann ee sech awer d'Fro stellen: Wéi ass et bei de Responsabelen oder den Administrateuren oder de Weiderverbreeder op de soziale Medien?

Ech mengen, do ass een heiansdo a Schwieregkeeten, fir dat kënne kloer ze definéieren. An dat ass eppes, wou mer eis vläicht och nach musse méi Gedanken driwwer maachen. Also elo, wann en „hate speech" op Facebook ass, misste mer do net de Bedreiwer vun enger Facebooksäit méi responsabiliséieren, zum Beispill och méi responsabiliséieren, wat als Commentaire zu engem Post ass?

Well dat ass jo och heiansdo eng Taktik, fir dann en Artikel vun engem aneren einfach ze posten, ouni Kommentar, awer vläicht an der Erwaardung, datt dann awer herno hannendrun do Leit, soi-disant net zu engem sengem Post, mä zu deem Post, deen ee gepost huet, eppes géife maachen. Dat ass heiansdo ganz subtill, fir awer am Endeffekt dann, muss ee soen, op eng gewëssen Aart a Weis, a mengen Aen, awer och responsabel ze si fir déi „hate speech", déi dann hanner engem Post vun engem eegenen Antrag ass, a wou een eigentlech do och misst sech iwwerleeën, ob een dat net misst méi responsabiliséieren.

Bon, et geet awer net duer, fir nëmmen de Problem vun de Fake News an haaptsächlech den Haasskommentarer ze kontrolléieren an dann ebe Verstéiss ze sanktionéieren. Et muss een och kucken, datt ee präventiv wierkt. Et muss een deem fréi genuch entgéintwierken. Et muss een den Esprit critique, de kritesche Geescht bei de Leit, dee kritesche Medienëmgang, awer och virun allem de kriteschen Emgang mat de soziale Medien, dee muss ee bei de Leit förderen, iwwerhaapt emol ganz oft eréischt erwächen. Et fänkt natierlech bei deene Jéngsten un. Duerfir musse mer och an de Schoulen, besonnesch do, nach grouss Efforte maachen.

Kritesch Mediebildung ass eben hautzedaags méi wichteg wéi jee, fir sech also an deem Dschungel vun der digitaler Informatiounsgesellschaft erëmzefannen. Do ginn et ganz vill Méiglechkeeten, fir dat ze maachen. Ech wëll och soen, datt dat elo net ganz nei ass, datt eng ganz Rei Initiativen an de Schoule lafen, déi een onbedéngt muss ënnerstëtzen. An dat beschränkt sech net onbedéngt op e spezifesche Cours. Dat kann een zum Beispill an deem neie Cours «vie et société» maachen. Et kann een dat maachen an anere Coursen, an engem Sproochecours. En Däitsch-, Franséisch-, Engleschproff kann dat thematiséieren.

Ech ka mech erënneren, ech hat e Franséischproff op Quatrième, et ass schonn e puer Joer hier, deen dat deemools an engem anere Kontext och gemaach huet wärend dem Franséischcours, wou en eis gedoen huet, an enger Woch dräi verschidde franséisch Dageszeitungen ze liesen, fir dann ze kucken, wéi déi eng an déi aner mat därselwechter Informatioun ëmginn. Bon, bref, einfach fir ze soen, datt also an der Schoul generell déi ganz Problematik och muss thematiséiert ginn.

An et kéint ee sech iwwerleeën, et gëtt jo, mengen ech, eng Optioun am Dikrecher Lycée vu Medienerzéiung oder Medienëmgang, datt een do am Laf vun de Joren, wann een Experienze gesammelt huet, vläicht drun denke kéint, déi Optioun vläicht eng Kéier an Zukunft also ze verbesseren…, net ze verbesseren, mä op alle Fall vläicht iwwerall dann an eise Lycéeën, an eise Schoulen anzeféieren.

Bon, d'Mediebildung dierf sech awer net nëmmen op d'Schoul konzentréieren. Ech hat scho gesot: Mir sinn do alleguerte gefuerdert, fir präventiv ze sinn, fir dat och ze kucken an eisem Ëmfeld, an der Famill. Ech mengen, dat geet jo och schonn un doheem an der Famill mat de Kanner, datt d'Elteren do hir Roll spillen, fir datt wierklech jiddweree fit gëtt, fir sech ze schütze viru Fake News a virun allem virun der Gefor vun der Manipulatioun duerch déi sozial Medien.

Här President, wéi gesot, et ass scho vill gesot ginn. Duerfir wäert ech dann och zu mengem Schluss kommen. Ech wëll einfach festhalen, datt et hei zu Lëtzebuerg ëm d'Meenungsfräiheet net nëmme gutt, mä ganz gutt gestallt ass. Si ass net a Gefor. Et gëtt kengem verbueden, eng Meenung ze hunn an dës och zum Ausdrock ze bréngen. Mä et gëtt awer och d'Flicht, fir d'Rechter vun deenen anere Matbierger ze respektéieren. An do hält eben och dann d'Meenungsfräiheet op. An ech mengen, et ass och nëmmen esou, wéi eis Demokratie fonctionnéiere kann.

An, dat ass eben dat Zweet, wat ech awer nach eng Kéier wëll soen, mir musse wierklech, musse wierklech verdammt oppassen an den Ufänk wieren, wann ënnert dem Deckmantel vun der Meenungsfräiheet Haass géint Mënsche verbreet gëtt. Dat kënne mer, dat dierfe mer net toleréieren. Do musse mer dergéint agéieren.

An do, Här President, muss ech awer och kloer soen, an ech kucken och de Justizminister, do hu mir vollt Vertrauen an d'Justiz, an eis Geriichter, déi maachen hir Aarbecht richteg.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An elo huet…

(Interruption)

…fir d'ADR…

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Well mir hunn nach zéng Minutten als ADR…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, mä mir géifen awer d'Reiefolg respektéieren.

(Interruptions diverses)

Neen, neen, den Här Kartheiser schwätzt fir seng Partei. Den Interpellant ka roueg nach eng Kéier erausgoen, wann en d'Zäit vu senger Partei beusprocht.

(Concertation interne et interruptions)

Här Kartheiser, Dir sidd ganz fein mat de Kolleege vun der Lénker.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Ëmmer, ëmmer, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech gesinn, Dir sidd ganz frou mat hinnen. Mä kommt, mir halen awer d'Reiefolg an!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Da soen ech Iech villmools Merci, Här President. Ech mengen, dat wor bis elo eng flott a lieweg Debatt. An ech soen all deene Merci, déi sech och mat der Thematik ausenanergesat hunn.

Och wann ech muss bedaueren, datt heiansdo d'Diskussioun net ad rem geféiert ginn ass, wéi mir se als ADR geféiert hunn, mä éischter ad personam heiansdo, wat natierlech ze bedaueren ass, an net de Sënn!

Mä, wat mer opfält, dat ass, datt déi véier Parteien, déi bis elo Stellung geholl hunn, awer, fannen ech wéinstens - an entschëllegt déi Oppenheet! -, eng Hypokrisie un den Dag leeën, déi mech heiansdo verwonnert.

Ech fänken u mat der CSV. Den Här Roth huet eng Ried gehalen, déi ganz nuancéiert war, déi och a verschiddene Punkten der ADR recht ginn huet an hire Bedenken.

(Hilarité et brouhaha)

Mä et muss een awer soen, datt den Här Roth vergësst, datt d'CSV, datt d'CSV selwer Zensurmoossnamen ageféiert huet!

An en huet et gesinn, well et war op mengem Blog, an en huet et vläicht net zitéiert, mä dofir soen ech et hei. Dat war e Gesetz, d'Nummer 6127, wat deemools vun der Madamm Minister Françoise Hetto ageféiert ginn ass…

(Interruption)

…an ëm d'Fräiheet vun der Press gaangen ass. An de Conseil de presse huet kloer gesot, et wär eng „réglementation du contenu des médias" an eng „interférence à la liberté fondamentale de la liberté de la presse" (veuillez lire: interférence avec la liberté fondamentale et la pluralité de la presse).

D'ADR huet dorobberhin eng Proposition de loi gemaach, fir dat erëm ofzeschafen. Dat wor d'Proposition de loi 6586, an och do huet de Conseil de presse, éischtens, nach eng Kéier seng Bedenke widderholl an dann och déi Manéier kritiséiert, wéi ënnert der CSV-Regierung agéiert ginn ass: „En rayant par une opération éclair…", eng Blitzoperatioun, „adoption du rapport de la commission parlementaire", an dann direkt duerno praktesch de Vott. An dann déi ganz Bedenken, fir ze soen, et wär wierklech erëm e Problem ebe vun der Meenungsfräiheet oder vun der Fräiheet vun der Press. Ech ginn elo net hei an d'Zitater. Mä jiddweree kann dat noliesen, dat si publizéiert Avise vum Conseil de presse. An déi Manéier, wéi d'CSV dat gemaach huet, ass och hei kritiséiert ginn.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Ass et eng Fro, Här Roth?

(Brouhaha)

Well et ass jo kee Fait personnel gewiescht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, dat do ass kee Fait personnel. Et ass eng Fro, wann Dir se zouloosst?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Also eng Fro, ëmmer. Den Här Roth ka gär eng Fro stellen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Also, et ass e Fait personnel. Dat, wat Der uschwätzt vun der Madamm Hetto, Dir hutt jo eng Proposition de loi…

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Madamm Hetto? Sidd Dir d'Madamm Hetto? Entschëllegt!

(Hilarité et brouhaha)

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech sinn…

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Mä Dir kënnt awer gäre schwätzen, Här Roth. Och wann Dir net d'Madamm Hetto sidd!

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also, Kolleegen! Här Roth, wat frot Der un? Frot Der e Fait personnel un?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ma selbstverständlech froen ech e Fait personnel un!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Fait personnel, fir wien?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Fir wien?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Majo, ech froen e Fait personnel un, en huet mir hei eppes ënnerstallt, wat net stëmmt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- En huet Iech eppes ënnerstallt?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Okay.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Okay. Et geet jo drëms, ob eis Lëtzebuerger Press am Kontext vun der Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv… Dat war näämlech de Punkt vun deem Gesetzesprojet, deen Der uschwätzt an deen effektiv ënnert der fréierer Regierung gestëmmt ginn ass, a wou sollt festgestallt ginn, dass och d'Press a verschiddene Situatioune sollt de Respekt vun der Dignité humaine a vun der Egalitéit tëschent Männer, Männer - Hodilux - a Frae respektéieren. Dat war d'Fro!

(Brouhaha)

Dat war d'Fro!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Här Roth!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An och… Jo?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Här Roth, wann ech gelift, huelt dat do zréck!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, mä et soll ee sech senger Vergaangenheet ni schummen, Här Kartheiser.

An dat war d'Fro. An dat Gesetz ass mat grousser Majoritéit ënnert der fréierer Majoritéit CSV/LSAP och mat dem Konsens vun anere Parteien am Parlament gestëmmt ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An Dir hutt ënnert där neier Majoritéit eng Proposition de loi erabruecht, wou och e Rapport gemaach ginn ass, deen ze liesen ass a wou dosteet - an dat ass och zréckbehale ginn: «En effet, il est considéré que la liberté des médias doit s'exercer dans le respect de la dignité humaine et de l'égalité entre les femmes et les hommes et ne

justifie pas une dérogation au principe général de l'égalité entre les femmes et les hommes.»

An ech soen hei kloer an däitlech: Dozou steet d'CSV och nach haut.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Merci. Ech weess zwar net elo, wou de Fait personnel war, mä ech äntwerten Iech awer trotzdeem ganz gär. Ech weess net, ob et eng Fro war oder wat dat do genee war, mä ech soen Iech awer, wou de Feeler an Ärem Räsonnement ass. Ech iwwerginn och déi Ënnerstellunge vu méi perséinlecher Natur, dorëm geet et mer net.

De Punkt, an do ass de Feeler an deem Gesetz gewiescht: Et ass eben net d'Emsetzung vun enger europäescher Direktiv gewiescht, well dat, wat d'Madamm Hetto am Numm vun der deemoleger Regierung proposéiert hat, war vun der europäescher Direktiv explizitt net virgesinn.

Lëtzebuerg ass méi wäit gaangen an huet eppes gemaach, wat, géif ech soen, europawäit, ech weess net, ob nach aner Staten dat gemaach hunn, vläicht wéineg - wéineg! -, mä op jidde Fall eppes, wat net virgesinn ass, wat net virgesinn ass a wat en Agréff an d'Fräiheet vun der Press war. Ech mengen, ech verweisen hei op de Conseil de presse, mä ech wëll elo net mat Iech doriwwer allze laang diskutéieren. Mä esou wéi Dir et hei presentéiert hutt, war et net richteg.

Mä op jidde Fall, eng Partei, déi wéi Är, an dat ass de Punkt vu mengem Räsonnement, eng Zensurmoossnam agefouert huet, déi och d'Press als Zensurmoossnam gesäit, ass schlecht outilléiert, fir elo heihinnerzekommen an eis ze soen, datt eis Bedenken net begrënnt wären, well Dir hutt selwer als CSV eng Moossnam gesetzlech ageféiert, déi contestéiert ass als Fräiheetsbeschränkung.

Dann ass den Här Bodry komm, eng Ried, déi ech ganz appreciéiert hunn, well se jo ganz lieweg war. An den Här Bodry huet eng Fro gestallt, wéi eng Partei… „Et ass keng Partei", seet den Här Bodry, „déi eng weider Aschränkung vun der Fräiheet verlaangt, vun der Meenungsfräiheet."

An ech hunn hei d'Jonk Sozialisten zitéiert. D'Jonk Sozialisten hunn den 9. Dezember 2016 e Communiqué publizéiert: „…fordern deshalb die Regierung auf, konkrete Maßnahmen in die Wege zu leiten, damit jeder Politiker, der öffentlich falsche Fakten und Unwahrheiten verbreitet, bestraft wird."

Ech hat Angscht, ech hat Angscht ëm Iech, Här Bodry, wéi ech dat do gelies hunn!

(Brouhaha général)

Mä op jidde Fall sinn et déi Jonk Sozialisten, déi Jonk Sozialisten,…

(Interruption par M. Alex Bodry)

…déi dat do verlaangen. An da kommt Dir heihinner a sot: „Et verlaangt keen dat."

(Interruption par M. Alex Bodry)

Da kommen déi gréng. Ech ginn och net nach eng Kéier drop an, well et ass ëmmer schued, wann awer d'Diskussioun ëm de Fong vun enger Saach mat der Persoun verwiesselt gëtt. Mä ech wëll awer dem Här Adam op zwee Punkten äntwerten, sachlech.

Den éischten ass eng gewëssen Naivitéit, mengen ech, am Räsonnement, wann ee seet, datt d'Fräiheet vun der akademescher Fuerschung net ageschränkt ass, soulaang d'Regierung net e Fuerschungsresultat virschreift, mä just e Fuerschungsberäich virgëtt. Mä d'Regierung huet kee Fuerschungsberäich virzeginn!

Do ass de Problem an deem Räsonnement, Här Adam, deen Dir eis hei presentéiert hutt, well, dach punktuell,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- …wa vläicht e Besoin ass an d'Regierung wëllt der Uni en Optrag an engem bestëmmte Beräich ginn, awer allgemeng huet d'Regierung der Uni net e Fuerschungsberäich virzeschreiwen, och kee Resultat.

An dat Zweet ass, den Här Adam huet zu Recht gesot, datt mer an deene leschte Joren eng positiv Entwécklung am Land hei haten, datt mer nääämlech Petitiounen zouloossen. Jo, dat ass eng ganz gutt Saach. A mir hunn dat als ADR selbstverständlech matgedroen.

Mä d'Praxis ass awer schwiereg gewiescht, souwuel déi Petitioun hei ëm d'Homosexuellebestietnis ass mat prozedurale Bedenke ganz laang verzögert ginn, déi ëffentlech Unhéierung, elektronesch Ënnerschréften, net elektronesch Ënnerschréften. Dir erënnert Iech un déi Debatt.

An déi gréng, elo bei enger aktueller Petitioun Nummer 867, déi aktuell opläit, déi d'Leit kënnen ënnerschreiwen, et geet ëm de Schutz fir d'Kand, do waren déi gréng dergéint, well se gesot hunn, an d'Madamm Loschetter ka mer dat confirméieren, si huet déi Positioun an der Presidentekonferenz explizitt vertrueden: „Soulaang e Projet de loi virläit, soll net eng Petitioun kënnen doriwwer geholl ginn." Dat heescht, u sech soen déi gréng, datt d'Bevëlkerung vun dësem Land net kann deelhuelen un enger politescher Debatt, wann hei e Projet de loi virläit.

Ma d'Vollek ass de Souverän a mir si just d'Mandatairë vum Vollek. Dat ass d'Hierarchie, déi mir musse respektéieren. Mir sinn net do, fir eis iwwert de Wëlle vum Vollek, dat mir solle vertrieden, ewechzesetzen. An do ass och de Problem bei deene Gréngen.

An dann nach den Här Berger, eng Ried, déi ech och respektéieren, well se wierklech nuancéiert war a roueg am Toun. Mä och do hunn ech geduecht, ech héieren net richteg!

Den Här Berger seet, d'Reliounsfräiheet hei am Land wär vergréissert ginn! Déi Partei, déi de Choix ewechgeholl huet am Reliounsunterrecht an der Responsabilitéit vun der Educatioun, déi e Cours d'enseignement unique dohigesat huet an eigentlech en demokratescht Recht, wat gutt fonctionnéiert huet hei am Land, nääämlech de Choix Reliounsunterrecht oder en aneren Unterrecht, de Leit ewechgeholl huet!

Ech mengen, an dat soen ech am déifsten Toun vun der Iwwerzeegung,…

Une voix.- Oh Mamm!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- …datt ech begréissen, datt all politesch Partei…

Jo, Här Bodry, Satir ass Satir. Mä ech maachen elo hei keng. Ech probéieren hei, ganz seriö och op Är Bedenken anzegoen. Well ech wollt Iech grad e Kompliment maachen.

Une voix.- Neen, loosst dat sinn!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ech fannen et gutt, wann déi politesch Parteien, déi hei vertruede sinn, sech am Eescht mat der Fro vun der Meenungsfräiheet ausenanersetzen, esou wéi mir et als ADR hei gemaach a virgemaach hunn.

Mä datt een awer higeet, an déi Problemer, déi domadder existéieren, d'Applikatioun net gesäit, net wëllt zouginn, datt einfach esou gemaach gëtt, wéi wann alles an der Rei wier, wou mer dach wëssen, alleguer mir heibannen an d'Leit dobaussen, datt et Problemer an Europa an och hei zu Lëtzebuerg am Exercice vun der Meenungsfräiheet gëtt, dat ass net déi Debatt, déi mir eis erhofft haten!

Ech erwaarde mer eng konsequent Éierlechkeet och vun Iech alleguer a vun de Leit dobaussen - mä do hunn ech guer keen Zweifel, datt déi dat och esou gesinn -, fir sech mat der Thematik ausenanerzesetzen an ze soen: Mir mussen zesummen astoe fir déi Fräiheetsrechter hei am Land, an dat bedéngt, datt mer de Problem erkennen, eng kloer Positioun huelen a kämpferesch derfir antrieden, datt eis Fräiheeten net ageschränkt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet elo dee leschten ageschriwene Riedner, den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Zéng Minutte si leider vill ze vill kuerz, well et ass wierklech en interessante Sujet an et geet a vill Richtungen. Ech wäert mech beschränken op zwee Punkten.

Éischtens de Punkt, wat Rietser oder Reaktionärer verstinn ënner Meenungsfräiheet, wat hir Taktik och derhannert ass, fir esou Diskussiounen ze lancéieren.

An zweetens, wou d'Ursaachen awer och si vun Aussoen, déi net tolerabel sinn, wéi rassistesch an esou weider. Well ech mengen, doriwwer ass nach net vill diskutéiert ginn.

Et gi Regimmer, et gouf Regimmer an et ginn nach ëmmer Regimmer, wou ee fir seng Meenung op verschidden Aart a Weise ka bestrooft ginn. Dat heescht zum Beispill, datt ee mam Gesetz ze rechnen huet, wann een eng Meenung ausdréckt, déi net erwënscht wier. Ech mengen awer net, datt mer hei zu Lëtzebuerg an dëser Situatioun sinn. Et ass ni alles gebongt, et weess een ni, et kéint evoluéieren, vläicht och am Kontext vun Antiterrorgesetzgebung. Mä zurzäit ass dat net de Fall, an dat muss een ënnersträichen. An dat ass och gutt esou.

Am Prinzip kann een hei seng Meenung soen, ouni datt ee muss fäerten, bestrooft ze ginn. Déi Angscht hat ech bis elo nach ni. Et ginn awer natierlech Ausnamen. Bei Verleumdung zum Beispill, do kann een ugeklot ginn. A Verleumdung, kann ee soen, ass eng Meenung, wann een esou wëllt, mä et ass eng Ausso, déi engem anere Mënsch schuede kann, well eppes behaapt gëtt, wat net stëmmt. Dat ass net nëmmen duerch d'Gesetz net erlaabt, mä souguer am Deontologiekodex bei Journalisten ass dat och net erlaabt.

An da ginn et natierlech och Menacen a Morddroungen. A mir wëssen, och zu Lëtzebuerg si Leit scho bestrooft ginn oder verfollegt ginn, well se enger ëffentlecher Persoun net nëmmen hir Meenung wollte matdeelen, mä och nach dëser Persoun den Doud gewënscht hunn.

Et ginn och Leit, déi datselwecht maache mat Gruppe vu Persounen, wou se och hir Meenung iwwer gewësse Gruppe vu Persounen ausdrécken an hinnen och den Doud wënschen, zum Beispill de Flüchtlingen, wou se sech wënschen, datt se missten am Mëttelmier erdrénken oder datt ee se misst mat Kugele begréissen. An dat ass ganz kloer eng Ausso, déi derzou beweegt, aner Mënschen, individuell oder eben am Grupp, ëmzebréngen.

Ech mengen, dat ass eng ganz kloer Saach, dat muss ee kënne bestrofen. Verletzung vu Gefiller, ech mengen, et ass och vill juristesch driwwer geschwat ginn, Verletzung vu Gefiller, ech kann domadder liewen, datt meng Gefiller, meng Iwwerzeegunge verletzt ginn, an ech mengen, als Lénken ass dat oft de Fall. Oft ass et souguer witzeg, wann de Geck domadder gemaach gëtt, heiansdo ass et faul an esou weider. Mä domadder muss een, mengen ech, och kënne liewen.

Wat heiansdo och ënner Diskriminéierungen oder de Kampf géint Diskriminéierunge verstane gëtt, oder falsch verstane gëtt, mengen ech, och vum reaktionäre Bord. Ganz einfach, viru 40 Joer konnte Fraen zum Beispill e Bankkonto net eleng opmaachen. Dat war eng Diskriminéierung. Wier ee männerfeindlech gewiescht deemools, wann ee gesot hätt, datt dat net geet, datt Fraen eleng e Bankkonto net kéinten opmaachen?

Ech mengen, et gëtt och e Kampf, dat huet näischt mat Verbidde vu Meenungsfräiheet ze doen, mä et gëtt e Kampf, fir reell Diskriminéierungen ze bekämpfen. Dee muss ee féieren, an dat heescht net onbedéngt, datt een deen aneren domadder wéilt schiedegen.

Den Här Kartheiser bemängelt, datt d'Justiz oder d'Medien um lénken A blann wieren. Ech hunn och säi Blog gelies. Dat ass eng Moud, dat ass eng Moud, dat ze behaapten a reaktionäre Kreesser. An ech héieren dat och all Dag an de Medien, wéi se sech bekloen, datt se gewësse Saachen net dierfte soen.

A Frankräich zum Beispill ass et den Éric Zemmour, deen op all Tëleeschaîne, op all Radioschaîne, um Internet permanent sech driwwer beklot, datt en näischt däerf géint Muslime soen.

An Däitschland däerf en Thilo Sarrazin regelméisseg an Talkshowen an an anere Sendungen an an Zeitunge behaapten, d'Muslime wäre mannerwäerteg an d'Judden hätten e spezifesche Gen.

Déi héiert ee permanent. A wann den Här Kartheiser mengt, an de Medie géife lénk Positioune favoriséiert ginn: neen! Mengt Dir, datt mir vun de Medie Knippercher geschenkt kriten? Mir kréie keng Knippercher geschenkt a mir froe se awer och net. Mir kennen d'Verhältnisser. Mir wëssen, datt keng Massepropaganda vu lénken Ideologië gemaach gëtt an de grousse Medien. Mir sinn awer net permanent amgaangen, doriwwer ze jéimeren. Et muss een derfir kämpfen, fir seng Meenung duerchzesetzen, an da muss een och derfir suergen, d'Kräfteverhältnisser opzebauen. Et muss een och e bësse verstoen, firwat gewësse Saache funktionéieren oder net.

De Problem ass deen, datt riets an identitär Froe vill méi salonfäeg gi si wéi virun zéng oder zwanzeg Joer. An et ass eng Strategie vun de Rietsen, esou ze maachen, wéi wa se marginaliséiert wieren, well se sech esou als soi-disant „Antisystem" kënnen duerstellen. Ech mengen, dat Gejéimers ass puer Taktik.

Ech wéilt awer och eng Kéier gäre wëssen, wat den Här Kartheiser ënner „lénks" versteet. Well wann ech dem Här Kartheiser permanent nolauschteren, dann… Bon, mir si lénk, okay, mir assuméieren dat. D'Regierung, bon, Deeler vläicht e bëssen, mä éierlech gesot, dat muss ee scho relativéieren. Mä an Ären Aen, deemno wéi, ass och schonn d'CSV lénk, an deemno wéi, ech weess et och net, ass den Här Gibéryen an Ären Ae vläicht och ze lénk.

(Hilarité)

Ech weess net. «Il voit des rouges partout. Il voit des rouges partout.» De Kale Krich ass leider eriwwer.

An ech wéilt awer och zum soi-disant „lénken Haass" eppes soen. Dir hutt virdru gesot: d'kathoulesch Kierch. Also ech sinn e bekennende Lénken. D'kathoulesch Kierch haassen ech net. Awer esou eppes vu guer net! An d'Chrëschtentum bestëmmt och net. Ech als wäissen heterosexuelle Mann haasse mech net selwer, dat kann ech Iech bestätegen. Mir hu keen Haass géint wäiss heterosexuell Männer. De Stat Israel, deen haassen ech och net. Ech haassen d'Koloniséierung, an déi hätt ech och gehaasst als Fransous deemools. An ech hätt wahrscheinlech och, wier ech Fransous gewiescht deemools, den Algerier gehollef, wat net geheescht hätt, datt ech Frankräich gehaasst hätt.

De Kapitalismus: Jo, ech haassen e System, deen derfir suergt, datt privilegéiert Leit onprivilegéierter ënnerdrécken, wat net heescht, datt ech onbedéngt d'Kapitalisten individuell haassen, well do ginn et och ganz korrekt Leit. Et muss ee schonn den Ënnerscheed maachen. Dir musst e bësse méi nuancéiert déi ganz Saache gesinn. Mä dat passt an Äre System u sech eran.

Also ech mierken net vill dovunner, datt d'Massemedien antriede géife fir eng lénk Politik, well fir eis bedeit lénk Politik d'Befreiung vum Mënsch vun engem System, wou eng Minoritéit vu Privilegéierten eng Majoritéit vun Onprivilegéierten ënnerdréckt. Dat nennt een hautdesdaags Kapitalismus. Dat nennt een hautdesdaags de Kapitalismus, an deem mir liewen. Et entsprécht dofir einfach net der Wourecht, wann den Här Kartheiser mengt, datt d'Medie géife lénk Theese favoriséieren.

Duerno ass et awer och esou, datt et eppes gëtt wéi d'Gesellschaft. An et ginn tatsächlech Leit, glécklecherweis, an eiser Gesellschaft, déi e Problem domadder hunn, wa Gruppe vu Mënsche pauschal an en Dëppe gepucht ginn, sief et wéinst hirem Glawen, hire sexuelle Preferenzen oder dem Land, wou se hierkommen. An déi Leit kënnen dat och engem Rietse soen. Wann e Rietsen eng Meenung vertrëtt oder souguer e Rassist eng Meenung vertrëtt, dee muss awer och kënne verkraaften, datt aner Leit hien als deementspriechend bezeechnen.

Wann ee mengt, datt d'Muslimen, all d'Muslimen, déi iwwer eng Milliard Muslime fraefeindlech wieren oder reaktionär wieren oder wat och ëmmer wieren, oder gewalttäteg wieren, an et gi Leit, déi dat behaapten, dann däerf een esou engem Mënsch soen: „Ma du bass e Rassist, well s de u sech eng ganz Kategorie vu Mënschen an en Dëppe puchs."

Elo zréck zu Verbuet a Penaliséierung vu Meenungen. Et kann een de Rassismus - fir e Beispill ze nennen, ech muss mech un e Beispill halen - mat moraleschen Opriff oder souguer mat penale Mëttele bekämpfen. Ech hunn d'Tendenz ze mengen, datt dat éischter eng Symptombekämpfung ass an a Wierklechkeet de Problem net léist an, deemno wéi, de Problem souguer verschäerft. Meenungsaschränkung ass ëmmer eppes ganz Sensibeles. Et weess een ëmmer, wou et ufänkt, et weess een ni, wou et ophält.

An do wollt ech nach e bëssen aushuelen. Wann ech vu Symptombekämpfung schwätzen, misst een de Max Horkheimer zitéieren, dee sot: „Wer nicht über den Kapitalismus reden will, soll über den Faschismus schweigen." Dat heescht net, datt d'Leit, déi prokapitalistesch wieren, net dierften hir Meenung zum Faschismus soen. Mä ech mengen, et muss een awer och d'Ursaachefuerschung maachen, firwat Leit derzou tendéieren, dat ze soen. Ech mengen, et ass e System, deen dovunner ausgeet, datt d'Leit a sozial Kategorien a Klassen ënnerdeelt ginn, an deen dovunner ausgeet, datt et Leit gëtt, déi räich ginn, well se et verdéngt hätten. Ergo, d'Leit, déi aarm sinn, déi hätten dat och verdéngt. Do fänkt et schonn u mam soziale Rassismus, well mir wëssen, datt et e bësse méi komplizéiert ass.

Wann ee vu klengem un erzielt kritt, datt een et nëmmen zu eppes brénge kann, wann ee besser ass wéi een aneren, amplaz wann een zesummeschafft, zesumme glécklech kéint ginn, dann däerf ee sech net wonneren, datt ee lues a lues zum Denke kënnt, datt, wann ee Misär huet, dat ënner anerem engem unzekräiden ass, dee soi-disant „mannerwäerteg" ass.

Dofir liewe mer och an enger Gesellschaft, an dat ass jo awer och wichteg ze soen, déi zwar offiziell verschidde Forme vu Rassismus verdaamt, mä awer alles drusetzt, bewosst oder onbewosst, fir datt verschidde Forme vu Rassismus entstinn. E klengt Beispill, fir provokativ ze

sinn: de LuxLeaks-Skandal deemools, et kann ee sech erënneren. E puer Stëmmen, ënner anerem déi Lénk, hu gesot: „Et kann net sinn, datt Ultraräicher keng Steiere bezuelen oder esou vill Steiere bezuele wéi den Normalstierflechen." D'Lobbye vun der Finanzplaz hu gesot: „Dat ass eng Attack vum Ausland géint Lëtzebuerg." Do huet ee gesinn, datt op eemol den Nationalismus benotzt ginn ass, fir déi Ultraräich ze beschützen.

Ech mengen, et däerf een ni vergiessen, datt mer och an enger Klassefro sinn, wa mer iwwert de Rassismus schwätzen. An et si Leit, déi leiden. Et si Leit, déi ënne sinn an der Gesellschaft. An et geet net duer, hinnen ze soen: „Du bass e béise Rassist" oder esou weider a si ze menacéieren, wann ee souwisou permanent an enger inegalitärer Gesellschaft lieft an hinnen dat scho virlieft, datt u sech de Problem net bei engem System läit, deen ongerecht ass, mä bei Gruppéierungen, bei Nationen a bei Orientéierungen de Problem läit. An ech mengen, dat muss ee bekämpfen.

Ech hätt nach vill méi ze soen. Ech halen elo domadder op, well et gëtt jo nach déi liberal Theorie, wësst Der, vum „trickle down", déi beseet, datt et néideg ass, datt uewe vill Räichtum ass an datt et duerno esou erofdrëpst no ënnen. Dat ass och interessant: uewen, ënnen.

Den „trickle down", dee gëtt et och beim Rassismus, mengen ech. Dee setzt sech douewen an dee gëtt, jee no Bedarf, erofdrëpse gelooss, wann et bis néideg ass, wa bis gewëssen Interessen, Klasseninteressen a Fro gestallt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Erlaabt Der, Här President, dass ech dem Här Kartheiser eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir sidd elo fräi, hei Är Froen ze stelle wéi Dir wëllt an Ärer Riedezäit.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wollt den Här Kartheiser froen, wat e mat senger Motioun méi genee mengt, déi en u mech adresséiert huet, am Numm vum Groupe parlementaire ADR, wéi se sech selwer nennen. Dir schreift, dass Der de Justizminister opfuerdert, am Respekt vun der Onofhängegkeet vun der Justiz dorunner ze erënneren, ech resuméieren, wéi d'Strofrecht muss interpretéiert an applizéiert ginn.

Kënnt Der mer wann ech gelift soen, wéi ech dat soll maachen? Dir hutt déi längste Riedezäit elo, déi Dir gären hätt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo, ech mengen, ech verdeedegen Iech fir unzefänken, Här President. Et ass net d'Regierung, déi an der Chamber d'Riedezäit festleet. Mä ech äntwerten dem Här Minister ganz gär op déi Iwwerleeung.

Wann Der déi Motioun kuckt, da gesitt Der, datt eis - waart eng Sekonn, ech muss just déi richteg hei hunn, jo -, wann Der déi Motioun kuckt, da gesitt Der, an och meng Ried nogelauschtert hutt, da mierkt Der, datt mer eng Suerg hunn.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, et ass, ech hunn…

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Eng Suerg. Neen, neen, neen, mä da loosst mech och äntwerten op Är Fro, Här Minister! Dir hutt mer elo gesot, ech hätt déi längste Riedezäit, déi ech wéilt.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir hutt dat do alles erkläert. Neen, neen, entschëllegt. Jo, jo, awer fir op d'Fro ze äntwerten, géif ech Iech bieden, se ze beäntwerten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ma ech kommen drop.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir braucht mer net nach eng Kéier ze soen, wat Dir mengt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här President, däerf ech op déi Fro äntwerten? Den Här Braz stellt mer eng Fro a gëtt mer keng Geleeënheet, drop ze äntwerten.

(Brouhaha)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, neen. Et ass eng ganz präzis Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ma da loosst mech drop äntwerten!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Et ass eng ganz präzis Fro.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här Braz, mir sinn hei net an engem Interrogatoire. Dir hutt mer eng Fro gestallt, dann äntwerten ech lech.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Wéi soll ech an der Onofhängegkeet vun der Justiz erklären, wéi d'Strofrecht soll interpretéiert ginn?

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Majo, da loosst mech elo drop äntwerten!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Sot mer ganz genee just dat! De Rescht hunn ech alles héieren a gelies, do hutt Der ganz recht.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Also, Här Braz, Dir hutt mer eng Fro gestallt, Dir hutt mer souguer am Ufank generéis Riedezäit ginn, Merci. Elo äntwerten ech Iech op Är Fro an ech bieden Iech, nozelauschteren.

Dir hutt jo héieren an deem Developpement, dee mir gemaach hunn, datt mer kloer Suergen hunn, datt déi aktuell Interpretatioun vum Strofrecht duerch d'Juridictiounen an och d'Interpretatioun a wäiten Deeler vun der Éffentlechkeet kéint eng Fro opwerfen, ob dat konform ass zum Artikel 24 zur Verfassung: «La censure ne pourra jamais être établie.»

Dir als Justizminister hutt eng kloer an direkt Verantwortung fir de Fonctionnement vun der Justiz zu Lëtzebuerg. Dir hutt eng hierarchesch Funktioun géintiwwer dem Parquet beispillsweis, just fir Iech un déi ze erënneren.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Jo, fuert emol weider!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dir hutt eng direkt Verantwortung an eng Visibilitéit, fir d'Justiz mat an der Éffentlechkeet duerzestellen. Dir hutt eng moralesch Aufgab als Minister,…

(Brouhaha)

…Dir hutt eng moralesch Aufgab als Minister, jo, Här President, ech mengen effektiv, datt de Respekt virun engem Deputéierten déi Zeechesprooch net onbedéngt néideg mécht.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Jo, fuert weider!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dir hutt eng direkt - eng direkt - Verantwortung als Minister, och en ethischen Optrag, fir an der Éffentlechkeet kredibel duerzestellen, datt eis Justiz anstänneg, effikass, séier, am Déngscht vum Bierger fonctionnéiert. All dat si Saachen, déi Iech och d'Méiglechkeet ginn, an Ären éffentlechen Optrëtter, an Äre Rieden, an Äre politesche Stellungnamen ze soen, wéi Dir Iech virstellt, datt d'Justiz hei am Land sollt fonctionnéieren.

Dat huet net dermat ze dinn, datt Dir engem Riichter sollt soen, wéi ee Prozess ausgeet. Dir respektéiert d'Onofhängegkeet vun de Magistraten. Mä et huet eppes ze di mat där Autoritéit, déi Är ass als Justizminister, déi moralesch ass, constitutionnel, politesch, als dee politesche Representant vun der Justiz, dee géintiwwer dem Parlament d'Justiz an de Fonctionnement vun der Justiz ze justifiéieren an ze erklären huet.

Dir hutt domadder déi Autoritéit, fir am Respekt vun der Onofhängegkeet vun der Justiz, wat d'Prozesser ugeet, well dat ass eppes, wat d'Magistratur ka selwer decidéieren, awer Signaler ze setzen, kloer Signaler ze setzen, datt Der gär hätt, datt d'Grondprinzipie vun der Interpretatioun vum Recht - wéi zum Beispill d'Interprétation stricte vum Droit pénal, ee Grondprinzip vun eisem Gesetz - respektéiert ginn.

M. Roy Reding *(ADR).*- Richteg.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir hutt mer meng Fro nach ëmmer net beäntwert. Ech verstinn och Ären Optrag, deen Der an Ärer Motioun hei wëllt formuléieren, nach ëmmer net. Ech stelle just fest, Här Kartheiser, dass Der probéiert, de Justizminister derzou ze bréngen, anzewierken - anzewierken! - op d'Justiz.

Dat ass dat, wat hei steet. Selbstverständlech steet dat hei. Dat, wat Dir hei maacht, ass e Plädoyer, e schréftlechen, e schréftleche Plädoyer derfir, dass ech soll d'Independance vun der Justiz a Fro stellen.

(Brouhaha)

Well Dir schwätzt vun de Lienen, déi et gëtt mam Parquet général. D'Uerteeler, déi gi gefällt vun de Magistrats du siège.

Une voix.- A Russland leeft dat esou.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- An Dir hätt also gären, dass ech als Justizminister…

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Neen, dat hunn ech net gesot.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- … mech an deem Sënn hin äusseren, dass déi Uerteeler, déi déi Magistrats du siège huelen, an eng bestëmmte Richtung solle goen. Dir beschreift déi och. Dir hätt déi gäre méi strikt oder net méi strikt. Dir hätt also gären, dass ech eng politesch gesteiert Justiz soll ënnerstëtzen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Neen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass dat, wat Dir hei plädéiert, Här Kartheiser. Dat ass dat, wat Dir hei plädéiert!

(Brouhaha)

Dat, wat Dir hei maacht, ass dat Krasst, wat haut par rapport zu eiser Verfassung, zu enger ganzer Rëtsch vun Artikele vun der Verfassung, net just zum 24, eng Violatioun dovunner duerstellt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ma neen!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir sidd kee Verteideger vun de Rechter a vun der Verfassung. Dir wëllt se haut hei op eng krass Aart a Weis violéieren. Dee Plädoyer, deen Dir hei haalt, dass de Justizminister politesch sech soll äusseren, fir d'Richtung virzeginn, a wéi eng Richtung déi Uerteeler solle goen, déi d'Magistrats du siège fällen, dat ass skandaléis. Dat ass absolutt skandaléis! Dir wënscht Iech eng politesch gesteiert Justiz hei am Land.

(Brouhaha)

Wann hei bei dëser Debatt haut, Här President, eppes kloer ginn ass, dann net, dass d'Meenungsfräiheet a Gefor ass, mä dass d'Onofhängegkeet vun der Justiz a Gefor ass, mat esou Interventiounen wéi där do.

Mir hu scho bei anere Geleeënheeten och doriwwer ze schwätze gehat, well deem engen oder aneren an enger bestëmmter Affär et net séier genuch gaangen ass. Ech wäert invariablement datselwecht äntwerten, näämlech d'Onofhängegkeet vun de Justizautoritéite verdeedegen. Well dat ass wierklech eppes, wat vum Wesentlechen ass fir jiddwereen an dësem Land. Dofir diskutéiere mer jo och zesummen doriwwer, an der Verfassung Saachen ze änneren.

An ech hunn an der Beäntwertung vun enger Question parlementaire vum Alex Bodry och scho gesot, dass mer dorunner schaffen, de Conseil de la justice nationale, oder suprême, oder wéi och ëmmer duerno den Numm wäert sinn, dass mer dee probéieren iwwert de legislative Wee op d'Schinn ze setzen. An dozou gehéiert och d'Vervollstännegung, déi formal Vervollstännegung vun der Onofhängegkeet, déi mer haut nach net iwwerall an den Texter hunn, wuel an der Praxis, an dat ganz laang, net eréischt zënter dëser Regierung. Scho wesentlech méi laang gëtt d'Onofhängegkeet respektéiert op all de Punkten, och wann d'Texter dat nach net hierginn.

A wann ech nach eng Motivatioun gebraucht hätt, a wann dës Chamber nach eng Motivatioun gebraucht hätt, fir op deem doten Dossier esou séier wéi méiglech virunzekommen an och déi formell absolutt Independance par rapport zu der Regierung hierzestellen, dann hu mer déi haut geliwwert kritt! Dës Debatt, déi sollt iwwert déi anscheinend bedrote Meenungsfräiheet goen, wou mer alleguerte wëssen, dass dat net esou ass, an all d'Virriedner hunn dat schonn developpéiert. Ech brauch et dofir net och nach eng Kéier ze maachen, ausser dass ech eng Kéier, just nach eng Kéier widderhuelen, dass d'Meenungsfräiheet hei am Land net a Gefor ass.

Mä déi Nonchalance, mat där hei de Justizminister opgefuerdert gëtt, eng politesch Richtung ze ginn, an déi d'Decisioune vun de Magistrats du siège solle goen, dat ass e Skandal. Än Dir sidd definitiv kee Verfechter vun der Fräiheet a kee Verfechter vun der Verfassung a vun de Grondrechter. Mat dëser Motioun setzt Dir déi ganz seriö a Gefor. An ech si frou, an engem Land ze liewen, wou ech weess, dass esou Positiounen extrem sinn a minoritär bleiwen. An dat wäert d'Chamber Iech mat Sécherheet an den nächste Wochen a Méint op deem dote Punkt och absolutt däitlech maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wëll, Här President, och nach soen,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, eng kuerz Bemierkung.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, wierklech net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Eng kuerz Bemierkung. Den Här Minister huet sech direkt un den Här Kartheiser geriicht.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här President…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen, neen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ech wëll net op den Toun an d'Ënnerstellungen agoen. Ech wëll just nach eng Kéier soen, datt ech mat kengem Wuert…

Ech hunn den Här Minister gebieden, a sengen Interventiounen am Respekt an der Onofhängegkeet vun der Justiz…

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Hei steet et! Hei steet et!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ech kommen drop, ech kommen drop.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, dat dote kënnt Der maachen, wann Der d'Motioun herno explizéiert. Ee Saz, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Nee, nee, de Punkt ass deen hei.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Jo, jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Den Här Minister ass och konfrontéiert mat de Felicitatiounen - den Här Bodry huet dat virdrun och gesot - vum ECRI, deen de Lëtzebuerger Justizsystem felicitéiert, den Droit pénal „au sens large" ze interpretéieren.

(Brouhaha)

A meng Fro un den Här Justizminister ass dann, ob hien d'accord ass, datt de Principe élémentaire du droit, de Principe élémentaire, näämlech d'Interprétation stricte vum Droit pénal,…

(Brouhaha)

…da soll en eis dat hei soen, ob hien der Meenung ass, datt den Droit pénal muss strikt interpretéiert ginn, well et e Principe élémentaire du droit ass, oder ob e mat deenen d'accord ass, déi d'Lëtzebuerger Justiz felicitéiere wéinst der Interprétation large vum Droit pénal. Dat ass awer eng Stellungnam, déi ee ka vun engem Minister erwaarden.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass glat net d'Fro, déi Dir mir stellt. Dir hutt eng Motioun geschriwwen, Dir hutt eng…

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir hutt eng Motioun geschriwwen, wou Der mech opfuerdert, eppes Bestëmmtes ze maachen. Schwaarz op wäiss steet hei, wat an Ärer Motioun gemengt ass. Dat ass keng Fro u mech, dat ass keng Ausenanersetzung, dat ass eng Motioun schwaarz op wäiss, wou drasteet, dass Dir mech opfuerdert - opfuerdert! -, d'Justiz dorunner ze erënneren, wéi d'Strofrecht soll interpretéiert an applizéiert ginn. An applizéiert ginn! Dat seet alles. Ech si méi wäit ewech vun Iech op där doter Fro, wéi et nëmme geet. Dat doten ass skandaléis, wat Dir haut gemaach hutt a well Der permanent elo de ganze Mëtteg schonn ëmmer nees d'Wuert frot, wann een Iech äntwert.

Ech muss Iech awer soen, Här Kartheiser, och eenzel Remarquen, déi Kolleege gemaach hunn, dat si keng perséinlech Attacken, dat si keng Fait-personnellen. Wann Dir op Ärem Blog - an eng Rei Deputéierten hunn dorauser virgedroen, de Claude Adam mat deene meeschten Zitater, fir wierklech och jiddwerengem kloerzemaachen, wat do ofleeft, dat sinn och keng Privatsaache vun Iech -, wann Dir politesch Akte setzt, Dir sidd en Deputéierten an Dir sidd dat esou wéi e Minister 24 Stonnen den Dag, Dir kënnt net plädéieren, Dir wäert do privat ënnerwee oder net, Dir sidd et 24 Stonnen den Dag, a wann Der politesch Akte poséiert, ob dat op engem Blog ass oder hei, an Dir kritt geäntwert, dann ass dat och kee Fait personnel, well soss ka kee méi Iech äntwerten, wann Dir op all Kritik un deem, wat Der sot, esou reagéiert. Also, ech deelen déi doten Aschätzung vun Iech net, Här Kartheiser. Esou einfach ass dat doten definitiv net.

A fir mech, mengen ech, ass och doriwwer eraus, Här President, eigentlech elo net méi vill ze soen,…

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- …well d'Kolleegen an der Chamber hunn alleguerten am Detail schonn op déi legislativ Aspekter higewisen. Zu Lëtzebuerg ass d'Meenungsfräi-

heet net a Gefor. Dat ass duerch véier international Texter ofgedeckt, net nëmmen duerch dräi Texter. Et ass och een, deen nach keng Erwänung de Mëtte fonnt huet, dat ass de Pacte international relatif aux droits civils et politiques vun der UNO vum Dezember '66. Och deen ass zu Lëtzebuerg ratifizéiert ginn '68.

Hei ass och de Mëtteg keng juristesch Interpretatioun gemaach ginn, mä et ass probéiert ginn, Politik ze maachen op eng Aart a Weis, déi mer eigentlech alleguerten, mengen ech, Här President, duerchkucken. A wat ech besonnesch bedauerlech a besonnesch schwaach eigentlech fannen, ass, wann Der déi Analys maacht, Här Kartheiser, dass zu Lëtzebuerg d'Meenungsfräiheet a Gefor wier, wou mer all wëssen, dass näischt méi falsch ass wéi dat, ass dat eng mat der Fauscht an d'Gesiicht fir all déi, déi a Länner liewen, wou d'Meenungsfräiheet wierklech a Gefor ass. Dat ass esou eppes vun déi Leit erniddregt a mam Kapp nach eng Kéier weider erofgedréckt. Déi, déi wierklech drënner leiden, an engem Regimm mussen ze liewen, wou d'Meenung net fräi ass, dass Dir dat op deen Niveau huelt mat all deene Protektiounen, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt, och dat léisst extrem déif blécken. An ech hunn deem soss näischt bäizefügen.

Une voix.- Bravo!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Parole après ministre.

Plusieurs voix.- Oh neen!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also wësst Der, Här Kartheiser, ech hu jo d'Reglement de Mëtteg ganz large interpretéiert. Ech hu jiddwerengem, dee wollt eng Fro stellen, eng Präzisioun maachen, am Respekt an am Geescht vun der Meenungsfräiheet déi Méiglechkeet ginn. Ech kann Iech d'Parole après ministre net verweigeren, wann Der se wëllt, mä ech bieden Iech, op de Punkt ze kommen. Mir hunn nach Motiounen, wou een déi eng oder déi aner Saach ka soen.

Dir hutt d'Parole après ministre gefrot. Ech ginn Iech se, mä wann awer een hei behaapt, dass d'Meenungsfräiheet hei am Parlament net respektéiert gi wär, dee géif ech gär héieren!

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat huet nach kee gesot.

Une voix.- Dat huet nach ni ee gesot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här President, ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

Jo, ech hunn d'Parole après ministre an ech wëll zwee oder dräi Punkte maachen.

Den éischten ass: Ech sinn enttäuscht a wëll dat net verstoppen, datt an enger Debatt, déi sereinement geféiert ginn ass, op jidde Fall och meng Interpellatioun, ech mengen dat däerfen ze soen, iwwer méiglech Gefore vun der Meenungsfräiheet an engem breeden Domän, a ville Varianten, datt d'Regierung heihinnerkënnt an net méi ze soen huet wéi dat, wat se de Mëtteg gesot huet.

Ech fannen, dat ass eng Prestatioun vun der Lëtzebuerger Regierung zum Thema Meenungsfräiheet, déi einfach net um Niveau vun der Debatt ass an och dem Parlament an dem Respekt virum Parlament net entsprécht.

Ech hätt mer erwaart, datt den Här Minister op déi verschidden Aspekter ageet, net nëmmen op de Fonctionnement vun der Justiz, hie vertrëtt haut déi ganz Regierung hei, mä och op déi aner Aspekter, déi mer ernimmt hunn.

Dat Zweet, wat ech wéilt soen, ass: D'Parlament an d'Politik allgemeng, déi mësche sech op vill Manéieren an de Fonctionnement vun der Justiz an, wa se mengen, se wär an hirem Fonctionnement op déi eng oder aner Manéier behënnert, an hirer Onofhängegkeet menacéiert. An ech wëll just hei un eng Rei Debatten erënneren, zum Beispill d'Personalstäck oder de Rôle vun den Attachés de justice, wou och den Här Minister, wou en nach Deputéierte war, sech mat eis engagéiert hat, fir op verschidde Problematiken opmierksam ze maachen.

Kee Mënsch huet deemools dru geduecht, fir ze soen, dat wier en Agréff an d'Souveränitéit vun der Justiz. Et ass eben esou, datt de Pouvoir judiciaire a sengen Inzidenzen e wichtege Pilier, e wichtege Rôle an eiser Gesellschaft spillt an datt et muss d'Prärogativ vun der Politik sinn, och ze kucken, datt d'Justiz beschtméiglech ka fonctionnéieren an och déi Konventiounen, déi mir ratifizéieren, esou applizéiert, datt déi rechtsstaatlech Garantien zu all Ableck gi sinn.

Dat Drëtt ass, den Här Minister, an dat bedaueren ech, huet gesot, ech wéilt do eng Fauscht op d'Ae ginn, well an anere Länner d'Meenungsfräiheet net gi wär. Mä mir si komplett d'accord: D'Meenungsfräiheet muss iwwerall geschützt ginn, an all Land op der Welt, a mir sinn déi Eischt op Ärer Säit, Här Minister, wann Der higitt a sot: „An deem an an deem Land besteet e Problem an der Meenungsfräiheet, mat der Fräiheet allgemeng, mat der Demokratie." Dat ass e Kampf, dee mir zesumme féieren.

Awer Dir kënnt net higoen a soen, wann ee seet: Ass dann hei zu Lëtzebuerg d'Situatioun perfekt? Sinn net hei och Problemer? Musse mer da wierklech net och de Balken am eegenen A gesinn, ier mer d'Spläiter bei deenen anere gesinn an déi Diskussioun op d'Säit drécken, op deem Niveau vun Argumentatioun?

Dat, Här Minister, mengen ech, solle mer net maachen. An dat sinn déi dräi Äntwerten, déi ech Iech op Är Interventioun hei wëll ginn.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wëll dem Här Kartheiser dann och an engem Wuert äntwerten. Dat, wat Der elo beschriwwen hutt, Här Kartheiser, vun Debatt, déi an der Chamber gefouert gëtt iwwert d'Justiz, dat ass incontestéiert, dass mer dat maachen an och nach ëmmer gemaach hunn. Mä dat ass net de Punkt.

Haut frot Dir an Ärer Motioun, dass ech soll soen, wéi d'Recht soll applizéiert ginn. Dat huet näischt mat deem ze dinn, wat Dir elo beschriwwen hutt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- D'Interprétation large.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn um Enn vun der Debatt ukomm a mir kommen zu de Motiounen.

Motions et résolution

Ech mengen, den Här Kartheiser huet d'Motioune kloer duergeluecht. Ass eng Demande de parole zu de Motiounen? Den Här Minister huet och kloer Positioun bezunn.

Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir hunn déi Motiounen nach net alleguerten diskutéiert, Här President. Déi éischt Motioun, déi ass schonn diskutéiert ginn. Do stinn nëmmen Ongeheierlechkeeten dran.

(Brouhaha)

En totale Broch vun der Séparation des pouvoirs hei zu Lëtzebuerg gëtt gefrot. Den Här Kartheiser an déi Leit, déi dat hei matdroen, soen, mir hätten hei Artikelen an eisem Code pénal stoen, déi contraire wären zum Artikel 24. Si selwer hunn awer all déi Artikele matgestëmmt. Formidabel! A fir de Rescht géif ech dem Här Kartheiser proposéieren, e soll dann eng Proposition de loi vläicht erabréngen an déi Artikele 454 et suivants dann esou ëmänneren, wéi hie sech dat virstellt.

Ech freeë mech, säin Text ze gesinn, an ech freeë mech dann, déi Diskussioun hei kënnen ze féieren iwwert deen doten Text. Mir wäerten Neen zu deem dote Punkt schwätzen.

D'Motioun 2, do verstinn ech net, ëm wat dass et geet - muss ech éierlech soen. Et geet vag ëm Denonciatioun, dass d'Regierung sech misst dergéint wieren, dass ausserstaatlech Instanze kéinte Plainten entgéinthuelen. Ech muss éierlech soen, ech verstinn net, ëm wat et geet.

Wann den Här Kartheiser a senger Ried och wéineg dozou gesot huet - wann net ze soen näischt -, duerfir wär ech emol frou, e bësse méi Liicht an deen heiten Text eranzekréien. Ech ka mat deem dote beim beschte Wëllen näischt ufänken. Ech mengen, d'Leit dobausse kënnen och näischt dermat ufänken, wann déi dote Motioun sollt jee no baussen dréngen.

Drëtt Fro, mengen ech…, déi drëtt Motioun, do…

Une voix.- Tout à fait d'accord!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, offen Diere ginn hei ageschloe mat deem Ganzen. Et ass souwisou virgesinn, dass dat dote gemaach gëtt, soudass mer eigentlech do och wäerten Nee stëmmen.

Zu der Resolutioun iwwert d'Verfassungsgeriicht wëll ech soen, wann d'ADR géif d'Aarbechte vun der Verfassung vläicht e bësse méi genau suivéieren, och wa se keen direkte Member an der Kommissioun hunn - et ass net verbueden, sech un den Aarbechten ze bedeelegen; bei esou engem wichtegen Text wär dat net schlecht, wann Der heiansdo géift laanscht luusse kommen -, da géif näämlech d'ADR wëssen, dass mer déi dote Fro en long et en large bei eis diskutéiert hunn. Nach virun e puer Wochen hu mer dat gemaach, ier mer déi lescht Amendementen erausgeschéckt hunn.

An do huet sech erausgestallt: a) dass, mengen ech, praktesch keng vun de Fraktiounen zumindest d'accord ass, fir ze soen, dass am Virfeld sollen Texter kënne bei d'Verfassungsgeriicht goen. Mir hunn de Conseil d'État, deen déi dote Missioun huet. Mir kënne keng zwou Instanzen hunn, déi déiselwecht Missioun hunn.

A wat den zweete Punkt ugeet, gestinn ech gären, dass bei eis an der Partei e Préjugé favorable ass, fir déi Diskussioun ze féieren, fir och de Bierger e gewëssenen Accès, en direkten Accès zum Verfassungsgeriicht ze ginn.

Ech wëll awer och soen, dass mer bei Verfassungen hei op Zweedrëttelmajoritéiten ugewise sinn an dass déi doten Iddi net duerchkomm ass an der Kommissioun. Also bréngt et och näischt, se andauernd hei erëm wëllen opzewiermen. Dat do fënnt keng Verfassungsmajoritéit. An duerfir, mengen ech, ass deen doten Text och ze verwerfen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet dann den Auteur vun de Motiounen an der Resolutioun, wann net aner Kolleege wëlle Stellung bezéien.

Den Här Roth. Fir d'Éischt den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech ka kuerz sinn.

Déi éischt Motioun, déi leene mer och of, well, trotzdeem dass den Här Kartheiser des Éfteren intervenéiert huet, ware seng Explikatioune fir eis awer net iwwerzeegend, och net zilféierend. Ech mengen, dass et bei deem Artikel 454, dat heescht d'Incitation à la haine, an dann déi eenzel Fäll, wou eng Diskriminatioun ka virkommen, do geet et guer net ëm d'Interpretatioun, stricte oder large, vun dem Droit pénal, mä do geet et eenzeg an eleng ëm d'Applikatioun vun engem Texte de loi. An dee gesäit einfach ganz vill Méiglechkeeten, wéini dass deen Text hei ka spillen, well déi Fäll vun Diskriminatioun einfach large an dem Gesetzestext formuléiert sinn.

Menges Wëssens - deen Artikel besteet jo schonn eng ganz Rei vu Joren - ass och net ee Recours bei dem Verfassungsgeriicht gemaach gi par voie d'exception, wat jo parfaitement méiglech gewiescht wär, wann eng Persoun op Basis vun esou engem Text condamnéiert gi wier, soudass och d'Verfassungsgeriicht net emol gefrot gouf an - menges Wëssens - dee Moment och keen Uerteel an deem Sënn besteet.

Duerfir leene mir ouni weider aner Diskussiounen dës Motioun of.

Déi zweet Motioun: Wann ech de Blog, et ass jo scho vill geschwat gi vun dem konservative Blog, den Numm ass do scho bal Programm,…

(Interruption)

…oder „déi konservativ Säit" heescht et, vun dem Här Kartheiser liesen, schéngt et mer dorëms ze goen, dass Dir a Fro stellt dee System zum Beispill, dee Kanner-Jugendtelefon, BEE SECURE Stopline, ënner anerem. Dat heescht u sech, dass, wa Kanner spieren oder der Meenung sinn, si wieren Affer vun enger rassistescher, revisionistescher oder diskriminéierender Approche, dass déi net da bei de Parquet dat denoncéiere ginn, mä bei deem Kanner-Jugendtelefon.

Ech muss soen, mir fannen dat gerechtfertegt. Richteg ass, dass och grâce vun dem Artikel 23 vun eisem Code d'instruction criminelle nach ëmmer de Parquet zoustänneg ass an d'Fonctionnairen dat esouguer musse maachen, wa se der Meenung sinn, dass si Faiten, Kenntnis hu vun eppes, wou se der Meenung sinn, dass kann eng Infraktioun bestoen. Mä ech géif hei soen, dat eent schléisst jo net dat anert aus.

Wann eng betraffe Persoun, Beamten, Salarié vun esou engem Tëlefon, wann déi der Meenung ass, dass hir Faiten zougedroe goufe wat kéint eng Infraction pénale, also eng Strofdot duerstellen, dann ass et un där Persoun, fir am Numm vum Kand dat da weiderzeleeden un de Parquet. Duerfir leene mer och déi zweet Motioun of.

Drëtt Motioun, dat ass dat vun de Schoulen. Bon, den Alex Bodry huet gesot, ass dat superfétatoire oder net. Ech menge generell gesinn, soen ech och am Numm vun eiser Fraktioun, wann a spezielle Fäll, wat jo och gutt ass fir d'Bildung vun de Schüler an de Studenten, en Accès limité vu Politiker zu deem engen oder anere Sujet an engem Lycée, an enger Schoul ass, da soll dat och pluralistesch esou gefächert sinn, dass net nëmme Vertrieder vun der Regierung, mä och gegebenenfalls dann een oder deen anere vun Oppositiounsparteie sollt do sinn, mä net, dass et einfach d'Recht esou ass vun all Politiker: „Elo ginn ech emol an d'Schoul, da maachen ech dat emol dräi Méint viru Wahlen." Dat, mengen ech, wier net gutt. Mä wann den Accès do ass fir deen een, da soll deen och pluralistesch garantéiert sinn. An dass se op den ieweschte Klasse keng Dissertatioune méi schreiwen - ech si Papp vun enger Duechter, déi och an enger vun den ieweschte Klassen ass -, ech mengen, dass déi dat schonns maachen.

(Interruptions diverses)

Dach! Déi kréien am Franséischen, am Däitschen, am Englesche Prüfungen oder Froestellungen, wat enger Dissertatioun absolutt entsprécht.

An dann déi lescht Motioun, do geet et ëm eist Verfassungsgeriicht. Och déi leene mer of, well mir der Meenung sinn, dass de System vun eiser Cour constitutionnelle, déi de Moment 20 Joer fonctionnéiert, dass dat mat wéinegen Ofstrécher ganz gutt fonctionnéiert.

Bei eis ass et esou, dass effektiv net een direkt un d'Verfassungsgeriicht geet, mä par l'intermédiaire vun enger Juridictioun, déi mat engem konkrete Fall befaasst ass. Mir fannen, dass dee System gutt fonctionnéiert, dass deen och derzou bäidréit, fir dass d'Rechter vun deem eenzelne Bierger respektéiert ginn. Well, contrairement zu deem, wat Der mengt, huet bei eis d'Cour constitutionnelle eng ganz large Interpretatioun, notamment zum Beispill a Froe vun Égalitéit an aneren, an dass do de Bierger hir Rechter bewaart sinn.

Dat Eenzegt a wou den Alex Bodry mat Recht drop higewisen huet, dat ass déi Fro zum Beispill: Wéi setzen ech en Uerteel vun engem Verfassungsgeriicht ëm?

An do huet den Här Mosar ëmmer Recht, dass e seet: „Majo, firwat maacht Der näischt un der Autorité parentale?" Mir hunn de Moien nach an der Justizkommissioun driwwer geschwat, obschonns do ganz kloer Jurisprudenze virleien, dass do eis Legislatioun net an der Conformitéit mat der Verfassung ass.

Also Dir kënnt nodenken. Dat ass dat, wat se an Däitschland hunn. Dat ass, wann d'Verfassungsgeriicht feststellt, dass op engem konkrete Punkt eng Violatioun vun der Verfassung duerch ee Gesetz ass, dass dann dem Legislateur eigentlech operluecht gëtt, fir bannent enger gewësser Frist dann dat am Aklang mat der Verfassung ze maachen.

Dat gesot, leent d'CSV-Fraktioun en bloc déi véier Motiounen of.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann huet den Auteur vun der Resolutioun an de Motiounen d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Merci, Här President. Ech wéilt dann op zwee Punkten agoen, déi, mengen ech, politesch sollen diskutéiert ginn. Deen éischten ass de Fonctionnement vum BEE SECURE Stopline, dee jo och hei vum Här Bodry a vum Här Roth evoquéiert ginn ass.

Wou ass de Problem domadder? Éischtens ass et ganz gutt, datt de Kanner-Jugendtelefon iwwer BEE SECURE Stopline en Uspriechpartner mat Psychologen de Kanner zur Verfügung stellt. Dat fanne mer ganz gutt. Wa Problemer do sinn, déi Kanner, Jugendlecher, Leit an der Pubertéit hunn, datt se déi Méiglechkeet hunn, mat Suerge vu verschiddener Zort u Psychologen erunzetrieden, well déi Leit, déi do schaffen, si jo meeschtens Psychologen, op jidde Fall psychologesch geschoult, an hu speziell Erfahrung an e Gespier fir den Émgank mat deene jonke Leit. Dat ass eng gutt Saach. Et ass fir Leit an der Suerg en Uspriechpartner.

Mä hei geet et méi wäit. Hei ass et quasi oder eng Instanz, déi sech praktesch juristesch Kompetenzen arrogéiert doduerch, datt se e Klassement maachen - dat si jo keng Riichter a keng Juristen, déi do schaffen -, wat hirer Meenung no legal oder illegal ass. An da si se och direkt - esou steet et an hire Publikatiounen - a Kontakt mat Facebook, Google, Twitter, fir kënne Saache blockéieren ze loossen.

Dat ass natierlech op jidde Fall eppes, wat eis derzou féiert, fir eis ze froen: Ma wou sinn dann do d'Rechter vun deem, deen eventuell blockéiert gëtt? Mir hunn näischt dergéint, wa Leit mengen, do wäre rassistesch Contenuen an esou weider, datt se sech un déi Autoritéiten adresséieren, déi derfir zoustänneg sinn, an dat ass nun emol d'Police an de Parquet, wou kloer rechtsstaatlech Prozedure sinn. D'Police mécht am Ableck op de Bushaltestellen iwwerall Re-

klamm mat Poliziste mat Teddybier, fir ze betounen, datt se fir de Bierger, och fir déi jonk, do sinn, datt se een Uspriechpartner fir déi Jonk sinn. An do, wou eben esou Froen um Spill stinn, denke mir, datt d'Police an de Parquet, well eben do d'Prozedure kloer sinn, och déi richteg Uspriechpartner sinn.

Dat stellt net d'Utilitéit vu BEE SECURE a Fro, mä jiddwereen huet säi klore Kompetenzberäich an dem Kader vu senger Formatioun, vu sengem Optrag, vu senge Prozeduren, déi dat guidéieren. A mir wëllen e Mëssbrauch oder eng Entwécklung an eng Richtung verhënneren, datt ee Kand bei net rechtsstaatlech ofgesécherte prozeduralen Instanzen higoen an da Blockagen erwierke kann.

Dat Zweet ass déi Diskussioun ëm d'Verfassungsgeriicht. Dat ass fir eis eng ganz wichteg. Ech mengen, den Här Reding hat hei eng Kéier an enger Ried gesot, déi Propositioun, déi bis viru Kuerzem nach vun alle Parteien oder Fraktioune gedroe gouf, fir d'Verfassungsgeriicht ofzeschafen an duerch en anere System vun der Kontroll vun der Verfassungsméissegkeet, praktesch duerch all Riichter, ze erméiglechen, datt et fir eis en „killing point" wär - dat war säin Ausdrock -, dat fir déi nei Verfassung ze consideréieren.

Ech wëll soen, datt et fir eis ganz wichteg ass, datt mer éischtens e Verfassungsgeriicht behalen, datt mer seng Kompetenze stäerken an datt mer de Bierger an den Institutiounen en Zougang derzou verschafen.

Den Här Bodry huet a senger Interventioun gesot: Bon, mir brauchen eng constitutionnel Majoritéit am Parlament. Ech soen nach eppes derbäi: Dir kënnt sécher sinn, datt mir als ADR alles wäerte maachen, fir datt et zu engem Referendum iwwer all Verfassungsentworf kënnt. An da sollen déi, déi elo soen: „Mir wëllen net, datt d'Bierger en direkten Zougang zum Verfassungsgeriicht kréien oder datt mer do Prozeduren erméiglechen", de Bierger erklären, firwat se dat net wëllen.

Mir als ADR soen awer: D'Leit sollen déi Méiglechkeet hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Keng weider Wuertmeldunge méi?

(Négation)

Da gi mer zum Vott iwwert d'Motiounen an herno d'Resolutioun iwwer. Da stëmme mer als Éischt iwwert d'Motioun 1 of.

Vote sur la motion 1

Dir kennt d'Prozedur, d'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

3-mol Jo, 56-mol Neen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Taina Bofferding), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun 2. Dat dauert e puer Sekonnen an da si mer prett.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

Ech hunn hei e Problem. Et schéngt awer geklappt ze hunn. Et ass just op mengem Schierm hei gewiescht.

Also 57-mol Neen, 3-mol Jo. Domat ass d'Motioun 2 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Franz Fayot), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mer ginn zu der leschter Motioun iwwer, d'Motioun 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

57-mol Neen, 3-mol Jo. Domat ass d'Motioun 3 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marcel Oberweis), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen dann zur Resolutioun iwwergoen.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

53-mol Neen, 3-mol Jo an 2 Abstentiounen. Domat ass d'Resolutioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Tess Burton), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

A mer sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech soen Iech Merci a ginn Iech Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 18.08 heures)

SÉANCE 6 JEUDI, 16 NOVEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Changement de composition d'une commission parlementaire
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Claude Wiseler, Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry*

4. Débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin, «The Third Industrial Revolution Strategy»
- *Exposé: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Débat: M. Claude Wiseler (interventions de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie), M. Franz Fayot (dépôt d'une motion), M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding (interventions de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et de M. Gast Gibéryen), M. Marc Baum, M. Marc Spautz (intervention de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie), Mme Taina Bofferding, M. Gusty Graas*

5. Dépôt d'une motion par M. Eugène Berger
- *M. Eugène Berger*

6. Débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin, «The Third Industrial Revolution Strategy» (suite)
- *Débat (suite): M. Gérard Anzia, M. Laurent Mosar (interventions de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et de Mme Nancy Arendt), Mme Martine Hansen (intervention de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie) (dépôt de deux motions)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Claude Wiseler, de M. Gast Gibéryen, de M. Laurent Zeimet, de M. Alex Bodry et de M. Marcel Oberweis), M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Claude Wiseler, de Mme Nancy Arendt, de Mme Octavie Modert et de M. Gast Gibéryen)*
- *Motion 1: Mme Nancy Arendt, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, M. Claude Wiseler, M. Marc Baum, M. Roy Reding*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2: Mme Martine Hansen*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 3 (adoptée)*

7. Motion de M. Gilles Roth relative à la réforme des stock-options

Motion de M. Eugène Berger relative à la mise en œuvre pour le 1er janvier 2018 de la modification du taux et du renforcement des obligations de notification
- *Exposés: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen et Mme Viviane Loschetter)*
- *Discussion générale: M. Alex Bodry, M. Roy Reding (intervention de M. Alex Bodry), M. David Wagner, M. Claude Wiseler*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Claude Wiseler*
- *Vote sur la motion de M. Gilles Roth (rejetée)*
- *Vote sur la motion de M. Eugène Berger (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, e schéine gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op.

An ech mengen, ech kann direkt zum Ordre du jour iwwergoen, well de Premier mer weist, dass déi Matdeelungen, déi d'Regierung ze maachen huet, am zweete Punkt kommen.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

Beim éischte Punkt wollt ech Iech matdeelen, dass, wat d'Zesummesetzung vun der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural a vum Konsumenteschutz ugeet, op Wonsch vun deene Gréngen den Här Gérard Anzia den Här Henri Kox fir d'Volete Landwirtschaft, Développement rural a Konsumenteschutz wäert ersetzen an dass den Här Henri Kox deemno de Volet Wäibau géif behalen.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Interruptions)

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

3. Ordre du jour

Mir haten uganks der Woch d'Motioun vun der CSV erakritt iwwert d'Stock-Options a mir haten nach net festgehalen, wéini dass mer se géife behandelen. Ech hat virun der Sëtzung matgedeelt kritt, dass den Här Finanzminister net do wär. En ass elo do. Ech wär frou, wa mer eis kéinten eens ginn, wéini dass mer d'Motioun géifen huelen.

Ech hu proposéiert kritt vun de Kolleege vun der Majoritéit, dass mer d'Motioun sollte bei där nächster ëffentlecher Sëtzung direkt en début de séance huelen.

Kann d'Chamber do dermat d'accord sinn? An ass de Finanzminister dann disponibel?

Jo, Här Finanzminister!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Moien, Här President. A Merci fir déi Propositioun. Ech sinn d'nächst Woch, en Dënschdeg ass wahrscheinlech déi nächst…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et ass net d'nächst Woch.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ah, et ass déi Woch duerno!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass déi iwwernächst Woch.

Une voix.- Den 28.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Okay, da kucken ech dat direkt live, den 28. Ma neen, da sinn ech a Japan mam Grand-Duc.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen awer, datt den Inhalt vun där Motioun jo wäitgeeënd bekannt ass, datt et wierklech nu keng nei Diskussioun ass, mä eng Diskussioun, déi mer säit dem Budget vum leschte Joer féieren, déi och nach am Kader vum Budget vun dësem Joer, esou wéi e presentéiert ginn ass, ugeschwat ginn ass. Duerfir fannen ech, datt mer roueg, vu datt all concernéiert Leit hei präsent sinn, déi Motioun duerchaus direkt kéinten huelen, éier mer eis Diskussiounen ufänken.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Madamm Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, ech wollt näämlech och nach eppes zu där Motioun soen. Dir wësst jo och, datt ech, notamment déi gréng, eng Question parlementaire och zu deem Sujet eragereecht hunn, wou mer notamment och et interessant géife fannen, eng Kéier mam Finanzminister doriwwer an enger Kommissioun nach ze debattéieren. Duerfir géif ech proposéieren, datt déi do Motioun eigentlech och kéint an eng Kommissioun goen an datt mer kéinten iwwert d'Stock-Options an enger Kommissioun…

(Brouhaha)

…zesumme mam Finanzminister diskutéieren.

Mir kréie jo nach genuch Geleeënheet, wa mer iwwert de Budget schwätzen elo am Dezember, fir dee Volet Stock-Options och ze ernimmen, well dee schlussendlech jo och do dragehéiert. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech ka selbstverständlech net d'accord si mat dem Renvoi an d'Kommissioun vun engem Thema, deen en long et en large schonn hei diskutéiert ginn ass, wou mer einfach gär Positioun hätten a wou mer gär Kloerheet dran hätten. Déi Motioun, déi mer eragereecht hunn, ass esou an de Finalitéite wéi an deem, wat se entwéckelt, wéi den Dossier soll an Zukunft behandelt ginn, relativ kloer. A mir insistéieren awer, datt déi esou schnell wéi méiglech, wa méiglech haut, wa méiglech direkt op den Ordre du jour geholl gëtt an einfach doriwwer ofgestëmmt gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Fro ass, ob mer hei elo wëlle Parteipolitik maachen oder ob et wierklech drëm geet, dass mer vläicht gemeinsam eng Approche fannen, wéi mer un déi Fro vun de Stock-Options eruginn. Ech mengen, dat sollt eis gemeinsam Suerg ginn. Ech mengen, dass et och an der CSV zu där doter Fro net vläicht eenhelleg Meenungen nëmme ginn.

An duerfir mengen ech, dass, wann et ëm d'Saach geet, dass mer eng Reform maache vun de Stock-Options am Sënn, wéi se ugeduecht ginn ass, mä leider net duerchgefouert ginn ass vun der viregter Regierung, dass mer eis also aschreiwen an eng Optik, déi doranner besteet, de Regimm vun de Stock-Options erëm probéieren op dat zréckzeféieren, woufir en urspréinglech emol eng Kéier geduecht war, mä wahrscheinlech ni war.

A Wierklechkeet, mengen ech, dass mer sollte fir deen doten Text eis Zäit huelen. Vläicht fanne mer eng gemeinsam Approche, fir un déi Saach erunzegoen.

Ech soen Iech och kloer, dass esou, wéi et elo formuléiert ass, déi Motioun vun eis net ze stëmmen ass. Déi ass näämlech irrealistesch, irrealistesch wat d'Delaien ugeet, fir elo ze mengen, et kéint ee Mëtt November e Gesetzestext maachen, dee schonn den 1. Januar 2018 géif a Kraaft trieden. Dat weess d'CSV och, dass dat doten eigentlech net machbar ass.

An duerfir mengen ech, wann et drëm geet, fir wierklech eng gemeinsam Approche zu deem Ganzen ze fannen, kann ech nëmme proposéieren, dass mer eis nach e bëssen Zäit huelen, dass mer eng Kéier eis zesummesetzen an da vläicht eis an enger méi breeder Majoritéit kënnen op eng gemeinsam Strategie an där doter Fro eenegen. Dat wär dat, wat ech mir op jidde Fall an deem doten Dossier géif wënschen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also ech verstinn, datt dat hei gefrot gëtt. Ech soen awer just: Mir hunn datselwecht scho virun engem Joer gefrot! Do hate mer elo e Joer laang Zäit, fir doriwwer ze diskutéieren. Mir hunn eng Etüd gefrot. Mir géife gären Zuele kréien. Mir stelle just fest, datt ausser enger Propositioun beim Depot vum Budget net vill komm ass. A mir gesinn net, firwat mer nach hannendrun elo nach eng Kéier solle véierzeng Deeg, dräi Wochen Zäitverschibung hei maachen, well mir hu wierklech nun d'Impressioun, datt vun der Majoritéit, fir keng kloer Stellung brauchen ze huelen, just Verschibung an der Zäit gemaach gëtt. Dat huet näischt mat Parteipolitik ze dinn, dat huet einfach mat der Realitéit vun deene leschten zwielef Méint ze dinn. An duerfir hätte mer gär, datt et ofgestëmmt gëtt.

Wann et just sollt um leschten Tiret hänken, fir ze soen, datt mer näischt am Budget 2018 solle maache fir den 1. Januar 2018, si mir gär bereet, deen Tiret einfach falen ze loossen. Ech wëll awer just soen, datt deen drasteet, well eis dat d'lescht Joer am Budget gesot ginn ass, datt fir dëst Joer géif am Budget eppes Uerdentleches kommen. Et ass elo just deen do Tiret, dee mer vun den Diskussioune vum leschte Joer vun der Majoritéit eriwwergeholl hunn, soss näischt. Wann et dorunner hänkt, kënne mer dee gären ewechloossen. Fir de Rescht insistéiere mer awer drop, datt doriwwer befonnt gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gramegna, de Finanzminister.

(Hilarité)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Et ass vill Dynamik hei. Jo, Här President, zu deene verschiddene Kommentaren, déi gemaach gi sinn.

Éischtens emol huet d'CSV d'lescht Joer proposéiert am Kader vun der Diskussioun vun der Steierreform, dass d'Stock-Options solle carrement ofgeschaaft ginn! Dat huet d'CSV proposéiert! Elo proposéiert se eppes aneres! Si proposéiert elo eppes aneres!

(Interruptions)

Jo, si proposéiert, et soll een eppes aneres amplaz setzen. Et ass also net déiselwecht Propositioun wéi déi vum leschte Joer, wou Der se wollt einfach ofschafen. An ech mengen, dat eleng beweist, dass déi Diskussioun net esou einfach ass an dass d'CSV selwer an deem Joer hir Meenung geännert huet.

Ech kann awer, ech changéiere mäi ganze Programm an ech bleiwen hei an dann diskutéiere mer dat den Owend. Den Här Bodry huet jo schonn indiquéiert, dass mer mat der Propos, wéi se ass, net kënne liewen. Als Regierung fanne mer dat net responsabel, fir wëllen an der Hetz bis Enn 2017 elo schonn eng Reform ze maachen. Mir wäerten eis dann iwwerleeën, wéi mer zu där Motioun stinn. An dat wäerte mer dann zum Schluss vum Mëtteg gesinn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech ka mam Schluss vum Mëtteg selbstverständlech d'accord sinn. Ech ka just net d'accord si mat der Ausso, datt alles anescht ass. Wann ech eis Motioun vun der leschte Kéier duerchliesen, da soen ech ganz einfach, datt mer fir d'Abrogatioun vum Circulaire waren, wat eppes aneres ass wéi einfach d'Ofschafen, plus hannendrun nach zwee Punkten, wat mer alles nach wéilten en place setzen.

Mir hunn eis Propositioun affinéiert, mä d'Zilsetzunge sinn exactement déiselwecht wéi virun engem Joer. An ech si gespaant, och Är ze héieren dann den Owend.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech si mat zwou Propositioune konfrontéiert. Déi eng, déi vun dem Spriecher vun der LSAP koum, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze iwwerweisen, fir eng Eenegung ze fannen…

Plusieurs voix.- Neen!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, sorry! Da war et d'Majoritéit, fir den… Jo, Madamm Loschetter, nach eng Kéier.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Fir Iech d'Saach méi einfach ze maachen, Här President: Ech ka mech ralliéieren un d'Propositioun vu mengem Kolleeg vun der LSAP an där vum Finanzminister, deem mer Merci soen, datt e säi Planning derfir ëmännert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da schéngt alles kloer ze sinn. Da géife mer en fin d'ordre du jour déi Motioun diskutéieren an driwwer ofstëmmen.

Voilà, da géif ech proposéieren, zum nächste Punkt iwwerzegoen. Dat ass d'Consultatiounsdebatt iwwert de sougenannten „Rifkin-Rapport" zu der drëtter industrieller Revolutioun, wou och de Wirtschaftsminister prett ass, fir d'Aféierung zu der Diskussioun ze maachen.

Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Modell 3 festgeluecht ginn ass an also vill Riedezäit zur Verfügung steet. Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

4. Débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin, «The Third Industrial Revolution Strategy»

Exposé

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Villmools Merci, Här President. Ech géif dann emol probéieren, eng Aart éischten Tëschebilan ze zéien oder, jo, e méi en zolitten Tëschebilan ze zéien iwwert dat, wat a leschter Zäit an deem doten Domän vun der Rifkin-Etüd passéiert ass.

Mä erlaabt mer, als Introduktioun vläicht awer eppes ze rappelléieren, näämlech déi Situatioun, an där mer ware viru véier Joer, wéi déi heite Regierung ugetrueden ass. Eis Haaptsuerg deemools war déi, dass mer kee Wuesstum méi haten, dass mer an enger Kris waren, déi zënter 2008 eist Land touchéiert huet an déi och där viregter Regierung vill Misär gemaach huet, déi mer geierft hunn. Dat war net d'Schold vun der Regierung vu virdrun, mä dat war d'Schold vun enger internationaler Kris, op déi mer eis hu missen astellen, déi dozou gefouert huet, dass eis Statsfinanzen an ee relativ schlechten Zoustand komm sinn, dass mer kee Wuesstum méi haten an dass eise Chômage dramatesch geklommen ass.

Déi Zäit, kann ech mech gutt erënneren, wéi mer an de Koalitiounsverhandlunge waren, hunn all Experten eis gesot: „Dir wäert ni méi iwwer 2, 2,5% Wuesstum erauskommen, déi Zäite sinn definitiv fir Lëtzebuerg dout!"

Zanterhier muss ech soen, dass awer an dëser Regierung ganz villes geschitt ass vun alle Säiten, vun de Kolleegen, fir ebe just d'Kompetitivitéit vun eisem Land erëm ze verbesseren. An ech menge kënnen ze behaapten haut, dass mer dat mat Succès fäerdegbruecht hunn.

Mir hunn haut erëm e Wuesstum, deen ëm déi 4% läit. Mir hunn e Chômage, deen ënner 6% läit an nach ëmmer weider fält. A mir hu Statsfinanzen, déi erëm am Equiliber sinn, au contraire, déi och fir d'Zukunft nach méi roseg ausgesinn, wéi dat haut de Fall ass. Alles dat hu mer an deene véier Joer fäerdegbruecht, alles dat trotz all deenen Unkerufen, déi gemengt hunn, mir kriten dat doten net méi an de Gréff.

An elo, Dir Dammen an Dir Hären, si mer an där kokasser Situatioun, dass mer eng Diskussioun eigentlech am Land féieren iwwer ze vill Wuesstum! Iwwer ze vill Wuesstum! Verschiddener ginn esou wäit, de Wuesstum ze verdäiwelen a maachen ëmmer nëmmen opmierksam op déi negativ Säite vum Wuesstum. Mir wëssen alleguer, dass de Wuesstum och eng Rei negativ Konsequenzen huet: Ech denken un d'Verkéiersproblemer, déi e mat sech bréngt; ech denken un d'Populatioun, déi wiisst, an deen Drock, deen dat mat sech bréngt op eise Logement an esou weider, an den Environnement et cetera.

Dass mer 3,5% bis 4% Wuesstum an dësem Land brauchen, fir eise Liewensstandard ze erhalen, fir eis sozial Systemer op deem Niveau ze halen, wéi mer se haut kennen, ass awer och eng Realitéit, déi mer net dierfen ignoréieren! Ech sinn och als Wirtschaftsminister mat Sécherheet kee Wuesstumsfetischist. Op där anerer Säit weess ech awer och, wéi et ass, wann e Land wéi Lëtzebuerg ouni Wuesstum muss eens ginn.

Déi Joren 2008 bis 2013, deenen ech, oder zumindest där Regierung ech wéinstens zum Deel ugehéiert hunn, déi huet eigentlech déi Kris, déi mer haten doduerch, dass mer nëmmen 1% bis 2% Wuesstum haten, huet déi Kris net un de Bierger weiderginn!

Firwat? Ma well mer als Regierung decidéiert hunn, mir hoffen, dass et eis geet wéi meeschtens, wann eng Kris kënnt: No engem, zwee Joer si mer eraus. Mir brauchen also keng Aschnëtter bei de Leit ze maachen an de Sozialtransferen, am Sozialstat en général. A mir hunn dofir Sue geléint eigentlech, fir eise Liewensstandard um selwechten Niveau ze hale wéi virun der Kris. Dat huet dozou gefouert, dass mer an enger Legislaturperiod eis Statsschold hu misse verdräifachen.

Ech géif souguer haut behaapten, hätte mer dat deemools net gemaach, hätte mer also d'Kris weidergereecht un de Bierger, wéi aner Länner dat an Europa gemaach hunn, dann hätte mer wahrscheinlech och déi heiten Diskussioun net, ob mer ze vill Wuesstum oder net hunn, well d'Leit da géife ganz genee wëssen, ganz genee gespuert hätten, wat et heescht, wa mer nëmmen 2% Wuesstum hu par rapport zu deem, wat et heescht, dee Wuesstum ze hunn, dee mer haut hunn.

An awer, soen ech Iech, ass et wichteg a richteg, dass mer déi Diskussioun haut féieren, dass mer déi Diskussioun iwwer e soutenabele Wuesstum féieren. An dofir hunn ech och déizäit der Regierung proposéiert am Fréijoer 2015, fir mam Jeremy Rifkin zesummen eng Etüd ze maachen, eng Strategie opzestellen, wéi mer de Wuesstum zu Lëtzebuerg kéinten nohalteg gestalten.

Wéi brénge mer et fäerdeg, weiderhin héich Wuesstumsraten ze hunn an dat awer mat manner oder kengen negativen Inzidenze méi op eis Liewensqualitéit, op den Trafic, op eis Wunnengspräisser?

Deemools war d'Haaptkritik, déi koum, dass mer dee Prozess lancéiert hunn, de Präis vun der Etüd, deen déizäit 425.000 Euro bedroen huet, wouvun d'Halschent nach bezuelt ginn ass vun der Chambre de Commerce. Et war also komescherweis den Haaptsujet, ob et eis 200.000 Euro wäert wier, fir eis Gedanken ze maachen iwwert d'Zukunft a fir eis eng Strategie afalen ze loosse fir eis Zukunft.

Ech sinn awer, muss ech Iech soen, méi wéi jee iwwerzeegt, dass dës Suen, dës 200.000 Euro gutt investéiert Sue waren, well mer et fäerdegbruecht hunn, net nëmmen een international renommëierten Expert op Lëtzebuerg ze kréien, deen eis hëlleft, eng Strategie opzebauen, mä virun allem, well mer et fäerdegbruecht hunn, 300 bis 350 Leit wärend zwee Joer mobiliséiert ze kréien hei am Land, Experten a manner Experten, déi matgeschafft hunn an deene verschiddene Plattformen, fir ze kucken, wéi een d'Lëtzebuerger Ekonomie kann

ëmbauen. A wann ech vun der Ekonomie schwätzen, schwätzen ech vun alle Facettë vun eisem Liewen.

Ech mengen, dass dat et eleng schonn derwäert war, dass mer deen Debat, dass mer dee Ronndësch, dee vu verschiddene Säite gefrot ginn ass, dass mer deen esou grouss gemaach hunn an dass mer esou vill Akteuren haten, déi hei wollte matschaffen, sief dat Schoulen, déi matgemaach hunn, sief dat d'Sozialpartner, sief dat ONGen, Beamten, speziell bei mir am Ministère, déi Leit vun „myenergy", Entrepreneuren, IMS mam Christian Scharff un hirer Spëtzt, mä awer och - an ech mengen, och dat dierf een net ënnerschätzen - eng ganz Regierung! An hei ass et net e Projet vun engem Minister an der Regierung, mä et ass e Projet, wou et wierklech drëm geet, eist Liewen op der ganzer Breet vu senger Existenz nei opzestellen.

An dofir sinn ech immens frou, dass eben all d'Kolleegen an der Regierung mat un deem Prozess bedeelegt waren an och mat drun aktiv geschafft hunn. Dofir schwätzen ech haut och net just a mengem Numm als Wirtschaftsminister, mä schwätzen eigentlech als Porte-parole vun der ganzer Regierung a vun deene verschiddene Plattformen, déi insgesamt 30-mol zesummekomm sinn, fir iwwert d'Zukunft vun eisem Land ze diskutéieren.

Ech wëll awer och op deem heite Punkt soen, dass dee Prozess Rifkin Hand an Hand geet mat deem Prozess „Digital Lëtzebuerg". Well och „Digital Lëtzebuerg" ass an där Initiativ gegrënnt ginn, fir ze kucken: Wéi wäerte sech déi nei Technologien, wéi wäert sech d'Digitaliséierung vun eiser Welt eigentlech - well mir schwätzen net just vu Lëtzebuerg - op eisen Alldag auswierken, a wéi gi mer domadder ëm?

Haut ass et also u mir, fir am Numm vun all menge Kolleegen en éischten Tëschebilan ze presentéiere vun deem, wat geschafft ginn ass. Mir kucken, wat bis elo vun Iddien a Projeten um Dësch läit a wat nach muss kommen. Ech schwätze vu Sujete wéi Aarbecht, Soziales, nohaltegt Bauen, Energie, Industrie, Agrikultur, Gesondheet et cetera.

An ech géif ufänke mam Bauen, durabelt Bauen, an Energie.

Mir hunn eigentlech ganz villes gemeinsam. Eis zentral Energieversuergung vun haut gëtt muer zu enger dezentraler Energieversuergung. Mir schafen dofir elo zu Lëtzebuerg Kloerheet mat engem legale Kader, fir dass déi Leit de Stroum, dee se doheem produzéieren, dass se deen och kënne selwer an Zukunft verbrauchen, souwuel an hirem Haus wéi och zum Beispill an engem Elektroauto, dee se doheem kënnen oplueden.

Da si mer bei deem sougenannten „prosumer", de Produzent a Kosument. Well an Zukunft wäert, wat d'Energieversuergung ugeet, de Bierger dobaussen net just e Konsument sinn, mä e wäert och e Produzent sinn an e wäert och seng Produktioun mat den Noperen austauschen.

De Stroum, deen also ze vill ass, soll an Zukunft mat aneren, wéi zum Beispill sengen Noperen, kënne gedeelt an ausgetosch ginn. Ech wäert dem Regierungsrot och an deenen nächste Méint en Avant-projet de loi virleeën, deen och de Volet vun der Besteierung vum selwer produzéierten a consomméierte Stroum wäert regelen.

Dat ass de konkreten Ufank vum Energieinternet, vun deem mer schonn eng Zäitche schwätzen.

Eng vun de Recommandatiounen am Rapport Rifkin seet, dass Lëtzebuerg säi Potenzial, fir erneierbar Energien ze produzéieren, nach besser notze soll. Fir deem ekologeschen Embau vun der Energieversuergung, speziell fir der Sonnenenergie och zousätzlechen Opdriff ze ginn, lancéiere mer och spéitstens ufanks vum nächste Joer eng weider Mesure, fir och méi grouss Fotovoltaikanlagen zu Lëtzebuerg ze kréien.

Déi Mesure gesäit folgendermoossen aus: De Wirtschaftsministère mécht en Appel d'offres, fir grouss Fotovoltaikanlagen auszeschreiwen, op deen dann déi interesséiert Akteuren hir Projeten a Propose kënnen eraginn. Duerno ginn dann natierlech déi Projeten zréckbehalen, déi am wirtschaftlechste sinn, dat heescht, déi am meeschte Solarenergie wäerte produzéiere fir deen niddregste Präis, dee mer da musse bezuelen.

Déi Anlage kréien dann eng garantéiert Remuneratioun iwwert déi nächst fofzéng Joer. An op déi Manéier kënne mer d'Quantitéit vun der Fotovoltaik méi séier eropsetzen a parallell d'Förderkäschte vun där Form vun erneierbarer Energie am Gréff behalen.

Domadder leeë mer d'Grondlag fir eng nohalteg a wirtschaftlech Energieversuergung vun der Zukunft. Zanter engem Joer kënnen och elo Anlagen, déi vun enger Kooperativ bedriwwe ginn, vun engem Aspeisetariff profitéieren. Och dat ass gemaach ginn, fir eben eis Produktiounscapacitéite kënnen auszebauen an och fir deene Leit d'Méiglechkeet ze ginn, a Solarenergie ze investéieren, déi eventuell en Daach hunn, en Haus hunn, wat net esou positionéiert ass, dass et Sënn mécht, eng eege Fotovoltaikanlag op den Daach ze bauen.

Eis Energiewend ass also doduerch elo méiglech ginn oder méi schnell méiglech ginn, well eben d'Produktiounskäschte vu Stroum aus Fotovoltaik an deene leschten zéng Joer bedeitend méi bëlleg gi sinn, wéi dat nach virun zéng Joer de Fall war. De Facteur ass hei 10, dat heescht, Fotovoltaik kritt een haut zéngmol méi gënschteg, wéi dat nach virun zéng Joer de Fall war. Dat gëllt generell fir all Form vun erneierbar Energien. Dofir mengen ech, si mer wierklech um Punkt ukomm, wou ee bal ka behaapten, dass déi erneierbar Energien am Endeffekt net méi méi deier gi wéi déi konventionell a fossill Energieträger a mer also dofir massiv wäerten op deen dote Wee goen.

Komme mer awer elo zum Immobilienpark, zu den Immobilien, zum Baue generell!

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg ronn 210.000 Gebaier, dovu si 60% méi al wéi 25 Joer. Dat heescht, et gëtt een enormt Potenzial, wat d'Sanéierung ugeet, fir zum Beispill eben d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi an deene Gebaier wunnen, an d'Luucht ze setzen a fir den Energieverbrauch natierlech dramatesch kënnen erofzesetzen.

An am Kader vu Rifkin ginn elo déi Haaptmesuren aus eiser nationaler Renovatiounsstrategie verfeinert. Do ass dann och eng vun de Froen déi: Wéi kann een d'Renovatioun vun deene Gebaier steierlech besser begleeden? Mir hunn och decidéiert, dass zanter dësem Joer nach just Triple-A-Gebaier dierfe gebaut ginn, also Passivhaiser. Dir gesitt, dass den Triple-A net just e Fetisch ass vum Finanzminister, mä et ass och e Fetisch gi vun der ganzer Regierung, fir eise Klimaschutz a fir eisen Emweltschutz no vir ze bréngen.

Haut consomméiert en Haus, dat haut gebaut gëtt, zéngmol manner Energie wéi en Haus, wat nach just virun zéng Joer gebaut ginn ass. Dat si Fortschrëtter an der Technologie, déi enorm sinn an déi mer mussen nëtzen.

Nieft dem Energiespuere soll och d'Kreeslafwirtschaft am Bau hir Plaz fannen. Dofir wäerte mer Programmen opleeën, fir de Bauschutt erëm als Matière première kënnen ze benotzen. Dofir wäerte mer och generell missen eis Gedanke maachen - an dorunner schaffen eis Aarbechtsgruppen -, fir anescht ze bauen, fir no neie Konzepter ze bauen a fir ebe just déi „circular economy" am Bau kënne massiv ze implementéieren.

Dofir huet den Aarbechtsgrupp „Bâtiment du futur" vum Conseil national pour la construction durable een éischten Aktiounsplang opgestallt, fir kuerzfristeg d'Économie circulaire am Bausecteur ze konkretiséieren. Et soll elo eng Lëscht vu Materialien ausgeschafft ginn, déi erlabe soll, fir all Gebai e Pass auszestellen, wou dat Material dran detailléiert ass, wat verbaut gouf.

Da soll de LENOZ, de Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifikat fir Wunngebaier, un d'Prinzipie vun der Kreeslafwirtschaft ugepasst ginn. Dat ass ee wichtege Schratt an Direktioun vu méi nohaltegem Bauen.

D'Plattform schléit och méi Économie circulaire um Niveau vun de Gemenge vir. Mat Hëllef vun „myenergy" goufe 24 nei Mesuren doweinst an de Klimapakt integréiert a ginn ab dem nächste Joer vun de Gemenge genotzt. Esou valoriséiere mer d'Dynamik, déi um Niveau vun de Gemenge mam Klimapakt besteet, a mir encouragéiere se, mat op de Wee vun der Économie circulaire ze goen.

Eiser Zukunftsvisioun no musse Gebaier zu Lëtzebuerg méi energieeffizient ginn, de Prinzipie vun der Kreeslafwirtschaft entspriechend, a se mussen intelligent ginn. Dat Konzept probéiere mer elo zu Lëtzebuerg an engem grousse Pilotprojet aus. Mir hunn dofir zesumme mam Fonds du logement de Projet „Wunne mat der Wooltz", dee si zesumme mat der Gemeng Wooltz plangen, erausgesicht.

Op 34 Hektar vun den Industriefrichen zu Wooltz entstinn esou 1.000 nei Wunnunitéite fir ronn 2.300 Leit. Dëse Quartier soll eng national Referenz fir nohaltegt an ëmweltbewosst Wunnen a Liewe ginn. An ech wëll hei dem Buergermeeschter Frank Arndt e grousse Merci soe fir seng Disponibilitéit, fir d'Disponibilitéit vu senger Gemeng, fir mat op de Wee vun esou engem Pilotprojet ze goen. An ech mengen net nëmmen, dass dat do e Pilotprojet hei zu Lëtzebuerg wäert sinn, mä dee wäert wäit iwwer eis Grenzen eraus bemierkt ginn.

Kreeslafwirtschaft ass ee wichtegen an horizontale Pilier vum Rifkin-Prozess. Mir schafen op Virschlag vun der zoustänneger Plattform en nationale Kompetenzzenter, fir all déi Projeten an der Économie circulaire ze begleeden a fir déi Akteuren, déi doranner agebonne sinn, och kompetent kënnen ze beroden.

Mir hunn och op Virschlag vun der Plattform decidéiert, fir dass den Automotive Campus zu Bissen eng national Vitrinn fir d'Économie circulaire gëtt. An och déi soll Modellcharakter net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä wäit doriwwer eraus hunn.

An dat passt, Dir Dammen an Dir Hären, alles bei déi nei Industriebetriber, déi ech déi lescht Méint presentéiert hunn an déi schonn alleguerten a Richtung Industrie 4.0 schaffen.

D'Mobilitéitsplattform huet och ganz konstruktiv a konkret geschafft. Fir Mobility-as-a-Service no vir ze bréngen, huet d'Transportgemeinschaft een neie multimodale Routëplaner ëmgesat, dee kohärent ass mam Projet mLive am ëffentlechen Transport an och mat der multifunktionaler Mobilitéitskaart mKaart.

D'Digitaliséierung wäert och een Impakt op eis Autoe vu muer hunn. Dofir gi mir och mam gudde Beispill hei vir an hunn dat éischt europäescht Kooperatiounsofkommes iwwert d'autonoomt Fuere mat Däitschland a Frankräich ënnerschriwwen. De François Bausch an ech selwer ware viru Kuerzem op der IEA, fir dat mat deenen zoustännege franséischen an däitsche Ministeren zesummen ze ënnerschreiwen. Mir hunn domat eng grenziwwerschreidend digital Experimentalplaz tëschent Lëtzebuerg, Saarbrécken a Metz geschaaft.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, och d'Konsequenze vun der Digitaliséierung op eis Aarbechtswelt, op eis Aarbechtskonditiounen, op steierlech Aspekter, op déi sozial Ofsécherung vun de Salariéë wäerten an Zukunft enorm sinn.

Am Kader vu Rifkin huet den Aarbechtsminister dofir, zesumme mat der Chambre des Salariés a mat der Handelskummer, zwee renomméiert Fuerschungsinstituter mat enger deementspriechender Etüd beoptragt.

An deem Kontext huet den Nicolas Schmit och de Projet Luxembourg Digital Skills Bridge lancéiert. Hei gi Suen aus dem Fonds pour l'emploi geholl fir Salariéen, fir hir Formatioun op déi nei technologesch Defien ze preparéieren an net, wéi dat bis elo de Fall war, fir de Chômage ze finanzéieren. Dat ass an deem Sënn e Paradigmewiessel, well mer ersetze Chômagepolitik duerch Aarbechtspolitik. D'Digitaliséierung, d'Robotiséierung, déi artificiell Intelligenz wäerten eis Aarbechtsmodeller staark beaflossen.

Vill Leit behaapten, dass déi drëtt industriell Revolutioun méi Aarbechtsplaze wäert vernichten, wéi se neier wäert schafen.

D'Fro, déi sech och stellt, ass: Wéi gesinn déi nei Jobben dann aus? A wie kann déi ausféieren? A wéi suerge mer derfir, dass d'Produktivitéitsgewënn, déi duerch d'Robotiséierung, duerch d'Digitaliséierung, duerch déi artificiell Intelligenz geschafe ginn, gerecht opgedeelt ginn tëschent dem Employeur an dem Employé?

Hei ass nach villes an den nächste Méint a Joren ze klären, an do wäerte mer an deem Aarbechtsgrupp, dee vum Nicolas Schmit geleet gëtt, an deenen nächste Wochen a Méint nach méi am Detail drop eragoen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Betriber spillen eng Schlësselroll am Beräich nohalteg Entwécklung. Si mussen et fäerdegbréngen, ëmmer méi nohalteg a ressourcëschounend ze produzéieren. D'Regierung wäert dee Prozess encadréieren an ënnerstëtzen. Mir wëllen dofir eventuell een nationale Kompetenzzenter Industrie 4.0 schafen. Dee soll d'Industriebetriber ënnerstëtzen, fir déi nei Technologien an hir Produktiounsprozesser ze integréieren.

An deem Kontext wëll ech och drop opmierksam maachen, dass Lëtzebuerg e Supercomputer kritt, well mer de Lead krute vun der Europäescher Kommissioun, fir dat am Kader vun engem Projet, deen tëschent méi Länner ausgeschafft gëtt, fir awer als Lëtzebuerg de Lead ze hunn an deen hei och unzesidelen.

Dee Supercomputer wäert eng Milliard Milliarde Rechenoperatiounen an enger Sekonn fäerdegbréngen. An dee soll den Entreprisen, de Recherchen, de PMEen hëllefen, sech an enger digitaliséierter Welt besser opzestellen. Mat där Maschinn baue mer zu Lëtzebuerg deen néidegen Know-how op, fir dass an zwee bis dräi Joer am Kader vun engem groussen europäesche Projet nach zwee vill méi staark Supercomputeren am Grand-Duché installéiert ginn.

An der Tëschenzäit beschäftegt sech och d'Fuerschung mam Rifkin-Prozess. An der Mobilitéit an am nohaltegen a kreeswirtschaftleche Baue ginn et zwee Rechercheprojete vun der Uni Lëtzebuerg, fir de Stadverkéier besser a méi nohalteg ze organiséieren. An och d'Baue soll esou organiséiert ginn, dass, wéi ech virdru gesot hunn, d'Ressourcen och no der Dekonstruktioun vun engem Gebai kënne weider an därselwechter oder enger äänlecher Form a Fonctioun benotzt ginn.

Lëtzebuerg huet och ee Cybersecurity Kompetenzzenter opgemaach, deen an där Form eenzegaarteg ass hei an der Europäescher Unioun a wou all eis Expertise an Erfahrung zesummefléissen, déi an de leschte fofzéng Joer vu staatlechen a privaten Akteuren opgebaut a permanent weiderentwéckelt gi sinn. Cybersécherheet ass fir ee Land, dat esou op IT opgebaut ass, dat „Digital Lëtzebuerg" als Grondlag huet, eng enorm iwwerliewenswichteg Fonctioun.

Ech wëll awer och e puer Wuert verléieren, wat Rifkin mam Finanzsecteur ze dinn huet.

Wat d'Finanzen ugeet, esou bestinn duerch de Rifkin-Rapport eng Rei Orientatiounen, déi d'Regierung iwwert déi lescht Jore scho geholl hat, a Pisten, op deenen elo nach méi intensiv wäert geschafft ginn.

Éischtens eng Budgets- a Steierpolitik, déi op Nohaltegkeet an Innovatioun ausgeriicht ass. D'Budgetspolitik vun dëser Regierung huet vun Ufank un zwee Objektiver verfollegt: d'Statsfinanze sanéieren a gläichzäiteg d'Investissementer héich halen, fir d'Land fit ze maache fir d'Zukunft.

Dozou gehéieren net nëmmen Investissementer a Rekordhéicht an nohalteg Infrastrukturen, mä och an d'Innovatioun.

Eleng 2018 ginn iwwer 230 Milliounen Euro an d'Recherche hei zu Lëtzebuerg investéiert. De Stat huet sech iwwert déi lescht Joren och d'Moyene ginn, fir innovativ Betriber ganz direkt kënnen ze ënnerstëtzen. Mir hunn de Luxembourg Future Fund geschaaft, fir nohaltege Wuesstum an nei Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ze developpéieren. Dëse Fong huet zum Beispill och an eng Firma wéi Spire Global, déi mer gëschter presentéiert hunn, investéiert, déi elo 250 Aarbechtsplazen am Beräich vun eiser „space resources initiative" wäert hei zu Lëtzebuerg schafen.

Mir hunn och den Digital Tech Fund lancéiert, fir Start-uppen am Beräich FinTech, ICT TREK dat néidegt Startkapital ze ginn, fir hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ze starten.

De Finanzminister Pierre Gramegna huet en neien IP-Regimm op de Wee bruecht, fir Firmen ze hëllefen, fir Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ze maachen a weiderzëentwéckelen. Dir wësst alleguer, dass genee am Beräich vun der privater Fuerschung mer nach Lacunnen hunn, dass do nach vill méi muss investéiert ginn. Dofir mengen ech, dass ebe just deen IP-Regimm, deen de Finanzminister hei op de Wee bruecht huet, zilstrebeg wäert eben an déi Richtung goen, fir déi Lacunne wettzemaachen.

De Finanzminister huet och mam Budget 2018 eng nei Mesure presentéiert, mat där Firme gehollef kréien, déi an d'Software investéieren a sech esou op déi digital Zukunft kënne virbereeden.

An am Kader vum Rifkin-Prozess huet de Finanzministère och ee Groupe de travail Économie circulaire - Règlement fiscalité op d'Bee gestallt, fir ze préiwen, wéi eng Mesure kënne geholl ginn um Niveau souwuel vun den direkte wéi den indirekte Steieren, fir d'Entwécklung vun der Économie circulaire weider kënnen ze ënnerstëtzen.

Mir hunn, mengen ech, d'Finanzplaz iwwert déi lescht Joren och nei opgestallt, an dat laanscht zwou grouss Achsen, déi gréng Finanz an d'FinTechen. Wat d'gréng Finanz ugeet, muss ee soen, dass Lëtzebuerg haut unerkannt ass als europäesche Virreider am Beräich vun der grénger Finanz.

Am Kader vum Rifkin-Prozess gouf zréckbehalen, eng Luxembourg Sustainable Development Finance Platform ze grënnen. D'Objektiv vun där Plattform soll sinn, Promoteure vun nohaltege Projeten an interesséiert Investisseuren zesummenzebréngen.

Am September 2016 huet ons Bourse de Luxembourg Green Exchange gegrënnt. Dat ass déi éischt Bourse, déi exklusiv nëmme Finanzinstrumenter cotéiert, déi déi meeschte Standarden applizéieren. Dat ass mëttlerweil déi weltwäit gréisste Bourse an deem dote Beräich.

Onse Label Agence LuxFLAG huet e Climate Finance a Green Bond Label geschaaft, deen den Investisseuren déi néideg Garantie gëtt, dass déi Produiten, an déi si investéieren, och effektiv nohalteg a gréng Projete finanzéieren.

D'Lëtzebuerg-EIB-Klimafinanzplattform ass eng Initiativ, déi de Stat zesumme mat der EIB, der European Investment Bank, gestart huet, fir Investissementer am Beräich Klimafinanzen ze mobiliséieren. De Stat huet do 30 Milliounen Euro investéiert, déi als Garantie fir de Privatsecteur genotzt ginn. Et ass och derwäert, ervirzehiewen, dass et déi éischte Kéier wor, dass d'EIB e Partenariat mat engem Stat agaangen ass! Dës Initiativ krut iwwregens gëschter op der COP23 zu Bonn vill Luef, an dat vun alle Säiten.

De Climate Finance Accelerator gouf vum Stat zesumme mat den Akteure vum Privatsecteur gegrënnt, fir de Gestionnairen ze hëllefen, sech op d'Klimafinanz ze spezialiséieren. Et gëtt hinnen zum Beispill technesch Hëllef ugebueden, wa si nohalteg Fonge wëllen opmaachen.

Zum Thema FinTech, d'Digitaliséierung vun eise Finanzgeschäfter.

Lëtzebuerg ass och haut do unerkannt als een europäeschen Hub vun der FinTech. An esou, wéi de Rifkin-Rapport dat proposéiert, wäerte mer dee Volet nach weider an Zukunft ausbauen.

Den Haut comité de la place financière ass chargéiert, dee Sujet genee am A ze halen an huet och een Ad-hoc-Grupp gegrënnt, fir ze ënnersichen, wéi eng Adaptatioune vum gesetzleche Kader eventuell néideg sinn, fir dass Lëtzebuerg d'Blockchain Technology beschtméiglech notze kann.

D'Educatioun an d'Weiderbildung ass en anere Sujet och am Finanzberäich.

Mir ginn an nei Zäiten eran an déi erfuerderen nei Kompetenzen. Hei ass et ebe wichteg, d'Leit mat der Hand ze huelen, fir jiddweree mat op de Wee ze huelen. De Comité pour la protection du consommateur financier, dee vun der CSSF geleet gëtt, befaasst sech dofir och mat der Educatioun am Beräich vun de Finanzen. Den Objektiv vum Comité ass et, en Dialog mat den Haaptakteuren op der Plaz ze féieren, fir ze kucken, wéi een d'Clientë besser schütze kann, fir d'Initiativen ze koordinéieren a Projeten op deem Gebitt op d'Féiss ze stellen.

An deem Kontext gouf och viru Kuerzem eng national Strategie vun der Éducation financière definéiert. De Finanzministère schafft och zesumme mam Aarbechtsministère um Gebitt vun der Formation professionnelle an der Weiderbildung, fir d'Employéen am Finanzsecteur fit ze maache fir déi drëtt industriell Revolutioun.

Mä iwwert d'Finanzen eraus sinn ech och frou kënnen haut ze annoncéieren, dass eben och de Gesondheetsministère, d'Gesondheetsministesch Lydia Mutsch eng grouss Initiativ oder grouss Initiative geholl huet am Beräich Rifkin, mä ebe mam Volet Santé, an dass d'Gesondheetsministesch bereet ass, fir eben och eng Plattform Santé weider ze alimentéieren, well mer der Meenung sinn, dass d'Digitaliséierung wäert enorm Auswierkungen hunn am Beräich vum Positiven, am positive Sënn vum Wuert enorm Chancë wäert bidden am Beräich vun der Gesondheet.

Hei si Stéchwierder wéi e-health, digital health a Médecine personnalisée Sujeten, déi mer an deenen nächste Méint och nach wäerte verdéiwen a wou mer grouss Chancë gesinn, fir eben dem Bierger dobaussen e ganz neie Service kënnen unzebidden, en héich qualitative Service kënnen unzebidden am Beräich vun der Digitaliséierung eben och vum Beräich vun der Santé.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech wëll e puer Saachen nach soen.

Éischtens emol géif ech wëlle soen, dass ech ënner engem qualitative Wuesstum als Wirtschaftsminister verstinn, dass een intelligent a qualitativ sech wëllt entwéckelen an dat wëllt maachen net op d'Käschte vun der Emwelt, net op d'Käschte vun eise Kanner oder hire Kanneskanner an och net op d'Käschte vun deene limitéierte Ressourcen, déi mer hei op der Äerd hunn.

Dass mir eist Land weiderentwéckele mussen, dat, mengen ech, contestéiert keen. Mir kënne jo och net stoe bleiwen! Mir wëlle jo alleguerten zum Beispill dee medezinneschen an och deen technesche Fortschrëtt a virun allem och déi sozial Ofsécherung, déi zu Lëtzebuerg esou gutt ass ewéi néierens anescht op der Welt, déi wëlle mer jo alleguerten erhalen a wa méiglech weider ausbauen.

Mam Rifkin-Prozess wëlle mer d'Spillregelen definéieren, no deene mer d'Digitaliséierung technologesch, sozial a wirtschaftlech hei zu Lëtzebuerg gestalten a begleeden am Interêt vun de Leit an am Interêt och vun de Betriber hei zu Lëtzebuerg.

Bei aller revolutionärer Euphorie, déi dëse Wiessel ausléist, mussen déi sozial Rechter an Acquisen, déi haut an der sougenannter „analoger" Welt bestinn, awer och muer nach ëmmer weiderbestoen an enger digitaliséierter Welt.

Dat ass, géif ech wierklech wëllen hei ënnersträichen, déi iewescht Prämiss vun der Ëmsetzung vun der Rifkin-Etüd, un där mer eis hei orientéieren. Ech soe ganz kloer an däitlech, dass technologesche Fortschrëtt just Sënn mécht, wann en zesumme kënnt mat sozialem an ëmweltpoliteschem Fortschrëtt. Dat geet net alles vun haut op muer. A mir hunn och nach net all Domän berücksichtegt, deen een an deem ganze Prozess hätt misse berücksichtegen. Mä dat wär och an där kuerzer Zäit kaum méiglech gewiescht. An iergendwou muss ee jo eng Kéier ufänken. Mä Dir gesitt, dass mer lues a lues eis ëmmer méi ausbreeden iwwert d'gesamt Facettë vum Liewe vun eise Bierger.

De Prozess ass deemno „ongoing" a wäert sech och no an no eben op déi aner Domänen, déi mer de Moment nach net beliicht hunn, weider ausbreeden. Ech sinn op alle Fall frou an houfreg iwwert dat, wat mer iwwert déi lescht zwee Joren alleguerten zesummen an deem heite Prozess fäerdegbruecht hunn, fir Lëtzebuerg weiderzebréngen an op d'Zukunft ze preparéieren. E Land, wat stoe bleift, Dir Dammen an Dir Hären, ass näämlech keng Léisung. Mir sollten deen technologesche Fortschrëtt, deen op eis duerkënnt, notzen, fir eist Liewen a fir eist Zesummeliewen ze verbesseren.

A vläicht nach eng Remarque: Déi digitaliséiert Welt, déi wäert kommen, ob mir dat wëllen oder net. De Fortschrëtt an der Welt wäert passéieren, ob mir dat wëllen oder net. Ech sinn der Meenung, dass mir als Politiker alleguerten, wéi mer hei sëtzen, net gewielt gi sinn, fir de Leit Angscht ze maache virun der Zukunft, mä fir d'Leit op d'Zukunft virzebereeden an hinnen e bessert Liewen an Zukunft ze erméiglechen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Haut ass et fir d'Éischt, wou mer am Plenum iwwert dee sougenannten „Rifkin-Rapport" oder déi drëtt industriell Revolutioun schwätzen. Dee Rapport ass virun engem Joer virgestallt ginn an haut ass et fir d'Éischt, wou mer et evoquéieren.

An ech fannen dat am Fong schued, datt et haut fir d'Éischt ass, well d'Chamber an deem ganze Joer net associéiert war un all deenen Aarbechten, déi geschitt sinn, och keng Informatioune krut iwwert dat, wat an deenen eenzelne Gruppe geschwat ginn ass.

An et ass viru 14 Deeg, dräi Wochen, datt mer op eegen Initiativ vun der Ekonomieskommissioun - an ech soen dem Här Fayot Merci derfir - en Hearing organiséiert hunn, fir selwer dann ze héieren, wat déi Leit, déi matschaffen, all déi Associatiounen iwwert dee ganze Prozess ze soen hunn. Mir hunn de leschte Freideg en Tëschebilan kritt, dee mer eis dann duerchgekuckt hunn, fir eis op haut virzebereeden.

Ech fannen et net normal, datt d'Chamber net méi associéiert ginn ass! Ech fannen och déi Konditiounen net normal, wéi mer deen Debat hei hu misse virbereeden!

Dat gesot, fannen ech, datt eng Diskussioun iwwert d'Zukunftsperspektiven eng wesentlech Diskussioun ass an der Chamber an och am ganze Land. An ech fannen et och normal, datt d'Regierung sech Experten hëlt, zu hirem Choix, fir déi Diskussioun ze begleeden. Wann ee sech Experten hëlt, dann hëlt ee sech natierlech als Regierung - an all déi Leit, déi dat liesen, mir och als eenzel Fraktiounen - d'Fräiheet, seng Meenung ze hunn iwwert dat, wat déi Experten engem da schlussendlech soen, wat do soll erauskommen. An déi wëll ech mer dann och haut huelen, fir meng Meenung doriwwer ze soen.

Ech war, wéi ech virun engem Joer den Här Rifkin a säin Optrëtt gesinn hunn, wéi e presentéiert ginn ass, och wéi d'Regierung déi éischt Aussoen, déi hie gemaach huet, kommentéiert huet, awer e wéineg iwwerrascht, well ech hat d'Impressioun, do wär eng nei Bibel geschriwwe ginn. „Welcome to the journey. The start of a new era. Be part of the Third Revolution" ass eis do gepriedegt ginn. Et huet ee gemengt, datt d'Wourecht géif definitiv hei presentéiert ginn. Et huet nach just den „Make Luxembourg great again" gefeelt an der ganzer Opzielung.

(Hilarité)

Ech hu bei all deene Prophezeiungen, déi esou virgestallt ginn, wéi wa se elo definitiv d'Wourecht wären, den automatesche Reflex, datt ech da mefiant si virun deenen Aussoen, eng Kéier e Schratt zréckginn an iwwerleeën: Wat gëtt dann elo do gesot? Wat gëtt eis hei als Wourecht an als Zukunftsvisioun, als Zukunftsperspektiv emol einfach esou dohinnergestallt a verkaaft?

Wann ech dann och duerchgaange sinn, wat an deenen eenzelne Punkten hei opgezielt ginn ass, dann hunn ech festgestallt, datt villes vun deem, wat opgezielt ginn ass, schonn u sech e Prozess war, dee säit laange Joren amgaangen ass ze lafen.

Ech zielen e puer Saachen op:

Am Energieberäich gëtt iwwert d'Energieeffizienz an de Gebaier geschwat. Ech ka mech nach erënnere sengerzäit un de Lucien Lux, deen eis déi éischt energiespuerend Haiser scho virun zéng, 15 Joer virgestallt huet.

Ech ka mech erënneren, datt am Kader vun der elektrescher Mobilitéit och den Här Krecké, duerno den Här Schneider selwer an den Här Schank hir 800 Bornen, déi hei erëm eng Kéier am Rapport stinn, fir Elektromobilitéit ze maachen, viru Jore virgestallt hunn.

Datt mer bei deene Smarthaiser scho Modeller vun ëffentleche Gebaier virgestallt kritt hunn. Datt déi Standarden, mat deenen d'Haiser gebaut gi sinn, den Här Krecké, den Här Schank, duerno och..., dat war d'ailleurs, mengen ech, den Här Schneider nach als héije Fonctionnaire sengerzäit, eis déi Reglementer virgestallt hunn, déi och e Virzéie vun all deene Kritären an d'Lëtzebuerger Reglementatioun, Gesetzgebung gemaach hunn.

A Saache Mobilitéit gëtt vun emissiounsfräiem Transport geschwat. Alles Saachen, déi ech total richteg fannen, mä ech ka mech do erënneren, déizäit wéi ech am Schäfferot war, an ech soen Iech, dat ass scho ganz laang hier, datt mer do déi éischt Hybrid- respektiv Waasserstoffbussen an der Stad Lëtzebuerg fuere gelooss hunn, fir genau deen emissiounsfräien Transport do ze kréien. Datt mer an der „shared mobility" - dGemengen, ob dat elo d'Stad Lëtzebuerg, Esch, Ettelbréck, Hesper, wat och ëmmer ass - d'Vëloe respektiv de Carloh do stellen, wat jo am Fong Sharing Economy ass: Et gi Saache gemeinsam zur Verfügung gestallt, fir gemeinsam ze benotzen.

Ech ka mech erënneren, datt am Kader vum Teletravail, deen hei opgezielt gëtt, déi éischt Experienzen, wollt ech soen, 2007, mä deelweis schonn 1992 gemaach gi sinn, wéi an de Stauséigemengen am Kader vu Leaderprojeten Experienzen domadder gemaach gi sinn. Datt bei nohalteg Transportinitiativen och gratis Busse respektiv de MoDu sengerzäit entwéckelt ginn ass. Also e ganze Prozess, dee scho säit Jore leeft, an ech féieren deen net op eis Partei zréck, mä all d'Parteien an de Gemenge respektiv déi, déi jeeweileg an der Regierung waren, hunn heizou contribuéiert.

Datselwecht am Bauen, wou déi Null-Energie-Haiser-Projete vu Gebaier scho sengerzäit viru fënnef, zéng Joer ugefaange gi sinn, déi haut fäerdeggestallt gi sinn. Ech denken un d'Gebai vun der Forstverwaltung, wat e Präis kritt huet. Datt bei den Ausschreiwunge schonn eng ganz Rei Direktiven a Gesetzer viru sechs, siwe Joer ëmgesat gi sinn, déi et sollten erméiglechen, d'Circular Economy, circular Produkter an d'Ausschreiwunge mat eranzebréngen.

Datt nohaltegt Bauen a Materialiëprimme wéi de LENOX 2010 ugefaange gi sinn, datt Projet-de-loie wéi iwwert den Habitat durable scho vun der leschter Regierung gemaach goufen an dës Regierung virun e puer Joer, virum Rifkin, dat als Klimabank ëmgesat huet. Datt d'gréng Hausnummeren am Joer 2010 ëmgesat gi sinn. Datt d'Bâtiments publics e ganze Leitfaden erausginn hunn, virun aacht Joer, wat da fir d'zirkulär Ekonomie sollt fir Material gebaut ginn, fir déi Projeten do ze erreechen.

Datt an de Finanzen, wat jo och eent vun de grousse Felder ass - an ech contestéieren dat net, ech fannen dat alles gutt! -, mä ech soen och do, Projeten, wéi de Minicash, den Digicash oder den Onlinebanking, schonn déi éischt Schrëtt virun zéng, 20 Joer waren. An déi hei Richtung, Circular Economy, Sharing Economy, Smart Economy sinn och Haaptpunkten, mat deene mer all d'accord sinn, mä wou weltwäit scho säit fënnef oder zéng oder fofzéng Joer dru geschafft gëtt.

Ech soen also, hei ass an där ganzer Iwwerleeung, vum Inhalt hier, wann ech op de Fong ginn, a mengen Aen net vill Neies do, näischt, wat net scho vu villen Administratiounen, vu ville Ministèren, vu villen Associatioune säit Joren amgaangen ass ëmgesat ze ginn.

A wann ech awer elo dat Positivt do kucken, an ech wëll dat jo awer och soen, da fannen ech, datt den Apport vum Här Rifkin respektiv vun der Etüd oder deem Prozess, deen d'Regierung amgaangen ass ze entwéckelen, deen ass, datt mer elo all déi Prozesser, déi do amgaange sinn ze lafen, zesumme bündelen an eng Kéier gemeinsam kucken. Dat fannen ech e positiven Aspekt vun deenen Iwwerleeungen, déi hei gemaach gi sinn. An datt mer se och souguer... Dir braucht Iech elo net mat mer ze iergeren, wann ech dat elo als positiv empfannen, well ech wollt dat elo wierklech seriö soen, well et mer och esou gemengt ass, Här Schneider. Et ass mer positiv gemengt, duerfir soen ech Iech et elo.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An datt mer och dat an de Kontext setzen an d'Terminologie dropsetze vu Prosumer an Äanleches, gëtt eis och eng - wéi soll ech soen? - abstrakt Approche, fir ze erklären, wat d'Gemeinsamkeete si vun enger Rei Initiativen, déi lafen.

Ech wëll just soen, datt vill Leit, vill Beamten, vill Fonctionnairen, vill Leit aus Associatioune scho jorelaang dorunner schaffen, dat och elo deelweis an deem ganze Prozess zesumme geschriwwen hunn. Dat fannen ech positiv. Mä esou ze maachen, wéi wann alles nei wär, dat entsprécht absolutt der Realitéit net.

D'Chambre de Commerce, liesen ech, seet dann hei, et wär eng Toolbox, déi hei geschaaft ginn ass, déi géif eis hëllefen, an Zukunft weiderzeschaffen. Fir mech ass et éischter, wann ech de Rifkin an déi laang Etüd dovunner liesen, eng Beschreiwung, wéi d'Zukunft soll 2060 ausgesinn, wéi eis Gesellschaft sech dann do positionéiert.

An ech soen, wann ech déi Beschreiwung awer kucken, da sinn eng Rei grouss Domänen, déi mir an där Beschreiwung feelen an déi ech gär hätt, well et en ongoing Prozess ass, datt mer déi onbedéngt an där nächster Zäit an déi Diskussioun musse mat erakréien, ansonste mer laansicht d'Realitéit vun de Leit dobaussen diskutéieren.

Dat sinn awer Froen, déi mer eis musse stellen iwwert de Wuesstum, iwwert de fundamentale Wuesstum. An déi Froen, déi sinn net gestallt ginn. Op jidde Fall sécherlech an deene leschte Méint am Kader vun deem Prozess net zur Genüge. A wann ech de Mouvement écologique lauschteren, déi hunn dat relativ och kloer ausgedréckt, obwuel ech och nach eng Kéier soen, datt ech wierklech net ëmmer mat dem Mouvement écologique d'accord sinn, mä hei hu se e Reproche ausgedréckt, deen ech awer an dësem Kontext ka verstoen.

Mir mussen eis d'Fro stellen: Wat fir eng Zukunft wëlle mer fir eist Land? Wat si mer bereet ze maachen, ze investéieren, fir dohinner ze kommen? An och schlussendlech: Wat si mer bereet opzeginn - opzeginn! -, fir eis Ziler ze erreechen? An da mengen ech, datt een net nëmme kann iwwert d'Technik schwätzen a wat d'Progrèse vun der Technik eis an dësem Land bréngen, mä datt een och muss déi politesch, an ech géif souguer soen déi philosophesch Fro stellen, well Politik ass net nëmmen, datt een d'Technik subisséiert, mä d'Politik ass och d'Gestalten an dat duerchsetzen, wat ee wëllt.

Den Nicolas Schmit - deen zitéieren ech och net ëmmer, mä hei wëll ech et awer maachen - huet virun e puer Deeg an engem Artikel gesot, datt d'Technik am Fong neutral ass, mä datt et un der Politik ass an um Mënsch ass, fir d'Zukunft no deem, wat hie wëllt, ze gestalten.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A mir hunn déi Diskussioun iwwert de Wuesstum vun eisem Land a mir mussen eis där Diskussioun och stellen. Mir mussen eis hir stellen! Wann da gesot gëtt op där enger Säit: „Mir hunn e Wuesstum vun 3%, 4%, 5% iwwert déi nächst 40 Joer, 12.000 Leit, déi derbäikommen", seet deen een. Deen anere seet - den Här Rifkin, an engem Passage vu senger Analys -, datt mer souguer mat 24.000 Leit d'Joer zousätzlech kéinte rechnen. An den Här Bausch huet da gesot, op enger anerer Plaz, senger Meenung no wär eng Approche vu 6.000 Leit Wuesstum d'Joer dat, wat mer realistesch och kéinte packen, integréieren, fir de qualitative Wuesstum bäizebehalen.

Den Här Bausch sot: „Mir mussen de Wuesstumsmodell, an deem mer dra sinn, a Fro stellen. D'Investissementer an d'Mobilitéit ginn net duer. Et ass och laangfristeg", seet hien, „net ze finanzéieren, fir Milliarden a Milliarden an d'Infrastrukturen ze stiechen. Wann d'Konjunktur eng Kéier noléisst, kréie mer dat net méi gestemmt." Ech menge bal, ech hätt meng Budgetsried virgelies! Mä et sinn awer hei dem Här Bausch seng Wierder vun deene leschte Méint. An e seet hannendrun: „D'Digitaliséierung an eng méi héich Produktivitéit si just en Deel vun der Léisung."

Wa mer also dee Prozess an déi Iwwerleeungen hei wëlle gemeinsam maachen an diskutéieren, an och haaptsächlech fir deen, Här Schneider, deen déi Diskussioun ausgeléist huet, da fannen ech et net ganz gutt, wa Leit sech d'Fro vum Wuesstum stellen, wierklech stellen, datt se dann - an ech hunn Ären Artikel haut am „Wort" gelies -, datt da gesot gëtt: „Mä déi Fro ass Quatsch." An: „Dat si Spënner, déi dat maachen." Well ech mengen, datt sech hei eng ganz Rei reell Suergen ausdrécken.

An ech wëll och net, datt Dir mer elo äntwert: „Dat ass de Leit Angscht gemaach", well ech fannen, datt, wann d'Leit hir Suergen ausdrécken, da solle se dat kënnen. An dann ass et, wa mer esou eng Diskussioun an esou e Prozess declenchéieren, am Fong och un eis, déi Diskussioun do ze féieren. Awer wierklech seriö ze féieren!

(Interruption)

Mä Dir wollt eppes soen. Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wollt lech just froen, ob dat an der Rei ass...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass an der Rei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Bon, ech weess net...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet den...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wëll...

Une voix.- Da kucke mer elo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet den Här Minister d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Wiseler, ech soen lech Merci, dass Der dorobber kommt! Ech soen, mat menger Ausso, an dozou stinn ech, soen ech just, dass et Quatsch ass, dass ee mengt, mir kéinten dat Land hei op deem sozialen Niveau halen, op deem Leeschtungsniveau halen, d'Pensiounen op deem Niveau halen ouni Wuesstum.

Dofir soen ech net, dass et Quatsch ass, iwwer Wuesstum nozedenken, mä am Sënn vu Wuesstum ëmbauen a Richtung vun nohaltegem Wuesstum. Mä ech soen awer ganz kloer, dass et Quatsch ass ze mengen, mir kéinten eise Liewensstandard hale mat der Halschent vum Wuesstum. Dat mengen ech.

An do ass och en Appell un Iech, wann Dir dat wëllt proklaméieren, da musst Der och soen: Wou sot Der dann de Leit, dass se muer mussen aspueren? Dir hutt jo schonn eng Kéier eng Iddi ginn. Dat war déi, d'Pensioune wëllen ze kierzen. Mä dat ass eng vun den...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et hätt mech elo gewonnert, wann Der net domat komm wiert!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mä neen, dat wär awer...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat hätt mech elo gewonnert!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech sinn och hei ganz seriö, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat wär eng vun deene logesche Folgen, wa mer net méi dee Wuesstum hätten, dee mer haut hunn. Da musse mer och un eis Pensiounssystemer goen an d'Leeschtunge fir d'Leit erofsetzen.

Mir als Regierung, ech als Etienne Schneider, Member vun der LSAP, wëllen dat do net. Dofir wëlle mir léiwer an eng Optioun goen, dass mer eise Wuesstum ëmbauen a Richtung nohaltege Wuesstum, mä awer weiderhin eis Leeschtunge fir d'Bierger dobausse kënnen op engem héijen Niveau halen.

An dat differenzéiert Iech mat mir. Mä dat ass awer och net schlëmm. Ech mengen, Differenze sollen et jo ginn, soss wëssen d'Leit jo net, fir wie se sollen, firwat se solle fir deen een oder fir deen anere wielen, wann et dann esou wäit ass. Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Okay. Ech stelle just fest, Här President, datt dat do keng Fro war, déi de Minister gestallt huet, mä dat war e längere Kommentar, deen de Minister gemaach huet.

Ech wëll Iech just soen, datt ech nu wierklech der Meenung sinn, datt mer Wuesstum an deem Land brauchen. An do sinn ech hannert dem Här Gramegna, deen dat a senge Budgetsriede gesot huet, an och hanner Iech. Mir kënnen net ouni Wuesstum hei weiderkommen.

Ech wëll just awer als Klammer hannendrusoen: Och mat deem Wuesstum, deen Dir elo beschriwwen hutt, bis op 1,2 Millioune Leit, an d'Zuele vun dem Sécurité-sociales-Ministère soen dat ganz kloer, och mat deem extrem héije Wuesstum halen eis Sozialsystemer laangfristeg et net aus. Esou oder anescht - esou oder anescht - musse mer eng Kéier eng ganz seriö Diskussioun féieren.

An ech géif déi wierklech gär seriö féieren. Ech géif se gär seriö féieren!

Ech sinn awer hannert dem Här Bausch op där anerer Säit, wann e seet, datt mer de Rhythmus vun deem Wuesstum, wat mer brauchen, net packen, laangfristeg, wann en esou weidergeet. An datt een de Rhythmus vun deem Wuesstum awer och un dat, wat een als Qualitéit wëllt erhalen, muss probéieren ze adaptéieren.

An ech weess, wéi schwiereg et ass, an dorëms geet jo d'Fro, ech kommen duerno drop zréck: Wéi kréie mer dee Rhythmus an de Grëff? Wuesstum brauche mer. Mä dee Wuesstum musse mer esou probéieren ze gestalten, datt mer en och kënnen nohalteg maachen - dat ass jo och Är Diskussioun - an datt mer en och finanziell gestemmt kréien, an net nëmme finanziell, mä och an der Realitéit vun deem, wat mer ëmgesat kréien. An dat ass eng richteg Realitéitsfro: Wat packe mer a wat packe mer net?

An ech hätt gär, datt mer dat kënnen ausschwätzen an et net als „Quatsch" an als „Spënner" - wat Der jo elo gesot hutt, Dir hätt dat net fir déi Leit gemengt, mä fir anerer - dohistellen, well et ass d'zentral Diskussioun vun der Zukunftsdebatt, déi dëst Land an deenen nächste Joren huet.

An da musse mer eis Froe stellen: Wéi steiere mer dat? Wéi gi mer dat un? - Wéi gi mer dat un? Grouss, déi gréisste Fro: Wat fir eng Creneaue wëlle mer hei am Land entwéckelen? Wat fir eng Entreprisen? An, zu welleche Konditiounen huele mer Entreprisen eran?

Mir sinn d'accord, fir Google eranzehuelen. Mir fannen dat sënnvoll. Mä nach muss ee sech d'Fro stellen: Wéi geréiere mer dat Ganzt? Respektiv déi Diskussiounen, déi mer ronderëm d'Entreprise Knauf haten, déi elo an der leschter Zäit a verschiddene Gemengen zirkuléieren, wéi gi mer dat un? Respektiv an der Steierpolitik: Wat maache mer do mat Subsiden, mat Taxen, fir d'Steierung vun der Implantatioun vun den Entreprisen hei ze maachen?

Wat fir eng Educatioun, wat fir eng Formatioun maache mer? Op wat fir enge Creneaue bilde mer déi aus?

An an der Infrastrukturpolitik. Den Här Bausch wäert an der nächster Zäit e Plan sectoriel, e Plan directeur de l'aménagement du territoire virstellen, e MoDu 2.0 huet en ugekënnegt. Da wëll ech wëssen: A wat fir engem Progressiounszeenario befanne mer eis? Wann hei d'Planifikatioune gemaach ginn, déi iwwert déi nächst zéng, 20 Joer eist Land solle gestalten, da wëll ech wëssen, a wat fir engem Zeenario mer eis befannen! Wat fir een Zeenario mer dann, mat där Infrastrukturpolitik, wou Der, wéi Der richteg sot, massiv elo schonn ausgitt, wat dann deen Zeenario, wou mer elo massiv ausginn, wat dat eis dann an den Infrastrukturen hiergëtt, fir d'Croissance ze geréieren. Dat muss awer zesumme passen! An déi Diskussioun muss och gefouert ginn.

Wesentlech sinn also an den Ae vun der CSV véier Punkten:

Deen éischten ass: Mir musse kucken, datt de Rhythmus vun eisem Wuesstum och eisem Qualitéitsusproch gerecht gëtt. De Wuesstum wärend zéng oder 40 Joer op dësem Niveau, an dësem Rhythmus, menge mer, datt mer Schwieregkeeten hunn, deem gerecht ze ginn, datt mer en einfach - ech géif bal soen - physesch kënne packen.

Zweetens: Wa mer Politikgestaltung maachen, dann däerfe mer eis net behuelen, wéi wann e Wuesstum vu 4% bis 5% wärend deenen nächste 40 Joer garantéiert wär. A mer mussen eis an eise finanziellen an an de Sozialsystemer Manöverfräiheet ginn, fir kënnen d'Zukunft esou ofzegarantéieren, datt mer och a méi schwieregen Zäite reaktiounsfäeg bleiwen. Dat ass fir eis och ee vun de wesentleche Punkten.

Drëtte Punkt: Mir sollen net elo schonns dat verkafen, verspriechen oder ëmsetzen, wat mer net sécher sinn duerno ze erwirtschaften oder wat mer héchstwahrscheinlech net wäerten erwirtschaften. Ech fannen eng Diskussioun haut iwwer Aarbechtszäitverkierzungen net ubruecht. Ech hale par contre eng Diskussioun iwwer zukünfteg nei Aarbechtsmodeller a wéi mer se an Zukunft gestalte sécherlech fir ubruecht. Mä ech soen, déi mussen awer da parallell zu eisem Wuesstum applizéiert ginn an net prealabel zu engem eventuell erwaartene Wuesstum, well soss mer vun hannen no bis vir ufänken. Dat muss schéin an der Logik an am Parallelismus vun eiser Evolutioun gemaach ginn.

A véierte Punkt, dee fir eis wichteg ass, dat ass: Och wann dee Wuesstum an dee Rhythmus vläicht net dee vu 4% bis 5% d'Joer an deenen nächste 40 Joer ass, wäert en nach esou héich ginn, datt déi Investissementer, déi Infrastrukturen, déi Efforten, déi dëst Land muss maachen, esou héich sinn, datt mer all Energie mussen drabréngen, och wa mer duerno nëmmen op 800.000 oder 900.000 Leit kommen, fir dat souguer ze packen, well ech soen, souguer dat verlaangt all Efforten, all Kraaft, all Imaginatioun, all Energie vun eis.

A mir sinn als Partei bereet, déi och matzebréngen. Mä kommt, mir räsonéieren op de realistesche Chifferen! A kommt, mir räsonéieren och op de Konsequenze vun de realistesche Chifferen!

Dës Froe sinn, mengen ech, en Deel vun der Zukunftsdiskussioun, déi muss gefouert ginn. A wann ech dann d'Blanche Weber héieren, wéi dat iwwert d'Aart a Weis schwätzt, wéi notamment am Comité de coordination stratégique geschwat ginn ass iwwert déi Froen, déi se wollten uschwätzen, wou hatt seet, an ech zitéieren do der Madamm Weber hir Wierder: Déi éischte Kéier, et waren dräi Reuniounen, déi éischte Kéier krute se just verzielt, datt de Prozess leeft an datt et néng Gruppe wären. Déi zweete Kéier krute se just gesot, wat an de Gruppe leeft a firwat verschidde Gruppen nach net ugefaange wären. An déi drëtte Kéier just nach eng Kéier d'Resultater vun deenen eenzelne Gruppe kuerz evoquéiert an de Resumé vun hiren eegenen Diskussioune gemaach. An da soen ech, wann dat esou war - ech war net derbäi, ech kréien dat vu baussen esou beschriwwen -, da wonnert et mech och net, datt an der Diskussioun momentan eng ganz Rei Leit sech als onzefridde weisen.

Mir hätte gär déi wesentlech Froen och an déi Diskussioun hei mat eran. A mir waarde mat Ongedold op déi Initiativen, déi notamment vum Developpement-durables-Minister ugekënnegt gi sinn. An ech hoffen, ech hoffe wierklech, datt se och kommen. Dat ass eng gréisser Diskussioun iwwert de Wuesstum an deenen nächste Joren, eng gréisser Diskussioun iwwert den Aménagement du territoire. Wéi organiséiere mer eist Land? An eng gréisser Diskussioun och iwwert d'Mobilitéit an der Mobilitéit 2.0, an ech géif souguer soen, wann ech déi Zuelen hei kucken, bal schonn der Mobilitéit 3.0, déi mer musse maachen.

Dat sinn déi Diskussiounen, déi sécherlech parallell heizou musse gefouert ginn, fir datt mer komplett och sinn an eise Perspektive vun deem, wat eist Land soll an deenen nächste Jore maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Eng Zwëschebemierkung?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Awer och nëmmen, wann all Kéiers ech d'Zäit...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, selbstverständlech. Selbstverständlech!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här Wiseler, dass Der erlaabt, dass ech Iech nach eng Fro stellen.

Dir hutt als Partei virun engem Joer oder zwee en Zukunftsdësch gefuerdert, fir iwwer all déi Sujeten ze schwätzen, iwwert déi d'Regierung sech elo zwee Joer laang zesumme mat iwwer 300 Experte Gedanke gemaach huet an elo haut och en Zwëschebilan presentéiert huet an eng Rei Propositioune gemaach huet.

Doropshi lauschteren ech Iech elo zënter 20 Minutte gären no an héiere just all déi Froen, déi Dir Iech stellt respektiv déi Der eis stellt. Ech hunn awer, an dat erstaunt mech an ech fannen dat awer e bësse schwaach, ech hu vun Iech elo keng eenzeg Ausso héieren, wat Der da wëllt maachen! Wat sinn dann d'Äntwerten op all déi Froen, déi Dir Iech respektiv eis elo stellt?

Dat ass e bëssen dat, wou ech awer elo op mengem Honger bleiwen an awer e bëssen enttäuscht sinn! Fir Froen ze stellen, dat wosste mer scho virun zwee Joer. Mir hunn Iech Äntwerte ginn. Mir hu vill dru geschafft, mat villen Experten, fir eis Iddien, eis Vuen op den Dësch ze leeën. Dir stellt just erëm weider Froen. Mä da sot eis emol, wat d'Äntwerten oder Är Äntwerten zu deene Froe sinn! Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Schneider, dat do ass jo dat, wat Der konstant uféiert. Wann Der eis, wéi dat normal gewiescht wär, wéi et einfach normal gewiescht wär, d'Chamber, d'Oppositioun, säit engem Joer vläicht an d'Diskussioune matagebonnen hätt an och mat gefrot hätt a vläicht an Diskussiounen och an enger normaler Prozedur einfach un deenen Aarbechtsgruppe participéiere gelooss hätt, hätte mer eng ganz aner Qualitéit vun Diskussioun kënne kréien. Dann hätte mer eis och ganz anescht kënnen abréngen. Dir schafft mat 300, 400 Leit wärend engem Joer zesummen an da kommt Der heihinner a sot: „Sou, wat hätt Dir dann elo alles gesot a gemaach?"

Ech kommen duerno erëm mat enger ganzer Rei Propositiounen, déi mer sënnvoll fannen, déi mer richteg fannen, déi mer och gemaach hätten, déi mer och accompagnéieren. Ech stelle just haut fest, datt, wann een deen Zukunftsdësch, déi Zukunftsdiskussioun, déi mer effektiv gefrot hunn, an ech hunn am Ufank gesot, ech si frou, datt esou eng Diskussioun amgaangen ass ze entstoen, mä ech hätt gär, datt se mat wesentleche Froen och da parallell gefouert gi wier an net just eng Diskussioun iwwer Technologien an iwwer Punkten, déi mer technesch mussen ëmsetzen, mä och déi Froen, wéi eis Gesellschaft sech gestalt.

An ech hätt haaptsächlech gär, an dat ass mäin nächste Punkt, och op méi realistesch Saachen et erofbruecht, do wou mer effektiv da Realitéit kënne maachen, net nëmme Philosophie kënne maachen, net nëmmen Zukunftsvisioune kënnen entwéckelen.

Ech kommen elo direkt op dee Punkt, well dat, wat mer gefeelt huet och an där Diskussioun, dat ass déi vun der Zentralitéit, déi vun den Tëschenetappen. Mir kréien hei eng Zukunftsvisioun gemaach, eng Zukunftsvisioun, an et feelt eis ganz einfach: Wat sinn déi Etappe ronderëm?

Ech ginn Iech gär dräi Beispiller:

Den Här Rifkin seet eis: „Mä Dir musst Projete vun der neier Generatioun finanzéieren an entwéckelen!" Da kritt e gefrot: „Wéi finanzéiert Der dat dann alles?" Dat war déi éischt Reunioun, déi mer haten. Dann ass d'Äntwert: „Mä dat ass ganz einfach: Zu Lëtzebuerg gëtt et genuch Suen. Dir braucht just Projete vun der éischter Generatioun, där aler Projeten ewechzehuelen an domat finanzéiert Der déi Projete vun der neier Generatioun." Dann ass meng Fro: Wat sinn dann déi Projete vun der aler Generatioun, déi mer mussen ewechloossen? A wat sinn dann déi Infrastrukturprojete vun der neier Generatioun, déi mer musse maachen?

Wann Der frot: „Wat ass elo d'CSV-Meenung doriwwer?", da soen ech: Mä mir hunn déi Projete vun där Generatioun, déi mer entwéckelt hunn, vum Mobilité-durables-Programm, déi solle mer emol alleguer ëmsetzen! An da musse mer hannendrun e Mobilité-durables-Programm 2.0 mat Extensioune vum Tram, mat Extensioune vun deenen Zuchreseauen, mat deene Buslinnen, déi ronderëm d'Stad bleiwen, mat dem Stroossebau, dee mer hunn, mat der Ëmsetzung vun den Autobunnen op dräi Spuren, déi mer brauchen, da musse mer déi elo an e Programm aschreiwen an da musse mer déi maachen. Ganz konkret Projeten, wou ech da gär an den Etappen och konkret Äntwerten hätt an net eng generell Äntwert: „Mir mussen eng nei Generatioun vu Projeten einfach op d'Bee setzen an anerer amplaz maachen."

Ech gesinn hei, datt iwwert d'Elektromobilitéit geschwat gëtt. Da gëtt gesot: „À partir vun 2025 sollen nëmme méi elektresch Autoen hei zu Lëtzebuerg immatrikuléiert ginn." Ech sinn och der Meenung, datt mer dee Wee solle goen! Wann Der frot: „Wat ass d'CSV-Alternativ?" Selbstverständlech solle mer dee Wee do goen! Just, ech hätt awer da gär, datt seriö Zuelen agesat ginn!

Ech fannen, datt 2025, fir nëmme méi elektresch Autoen ze immatrikuléieren hei zu Lëtzebuerg, einfach net realistesch ass! Schonn haaptsächlech net vun engem Land, schonn haaptsächlech net vun engem Land, wat keng Autosindustrie huet an et am Fong iwwerhaapt net ka geréieren, wat déi Datumen do sinn. Elo frot Der mech: „Jo, wat wier dann Ären Datum?" Meng Äntwert ass: Ech weess net, wat den Datum momentan ass, mä ech géif op jidde Fall net esou Datumen an d'Welt setzen.

Wann ech kucken, wat aner Länner...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mä d'Regierung huet deen Datum net an d'Welt gesat!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...maachen, déi u sech méi doranner ze soen hunn, gesinn ech den Här Hulot, deen 2040 als Datum asetzt. An ech gesinn déi Däitsch, déi elo an den Diskussioune ronderëm hir Koalitiounen déi Datumen alleguer eraushuelen, well se selwer net wëssen, wou et higeet.

Datselwecht gëllt...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Wéi kommt Der drop, dat ze behaapten?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...fir den ëffentlechen Transport. Hei ginn Zuelen an d'Welt

gesat, wou gesot gëtt, datt 40% ëffentlechen Transport bei enger Populatioun vun 1,2 Millioune solle lafen. 40%! Mir hunn als Zilsetzung... Mir hu momentan 14,5% ronn Leit, déi den ëffentlechen Transport huelen.

Mir hunn als Zilsetzung, op 19% mat engem Mobilitéitsprogramm ze kommen, mat all deem, wat momentan an der ëffentlecher Mobilitéit ëmgesat gëtt. 40% bei 1,2 Millioune géif heeschen, datt mer déi haiteg Capacitéite vun dem ëffentlechen Transport, déi mer haut hunn an déi schonn an den Haaptstonnen iwwerlaascht quasiment sinn, datt mer déi géife vervéierfachen! Wann dat gesot gëtt, da soen ech: Entweder et muss ee mer soen, wéi dat ass oder wéi dat soll gemaach ginn, oder op där anerer Säit, du solls keng esou Zuelen an esou Perspektiven avancéieren, déi s de net richteg...

Kommt, mer maachen déi Programmatioun vun eiser ëffentlecher Mobilitéit realistesch! A kommt, mer setze keng Zuelen an d'Welt! Da gesi mer och, wat mer reell packen an dat, wat mer net packen.

Wat wëlle mer als CSV? Mir erwaarden an den Zilsetzungen, datt mer op d'Realitéit vun den Zuelen erëm zréckkommen, a mir hätten och gär, datt mer dohinner kommen, datt a grousse Linnen an däitlech beschriwwe gëtt, wat dann déi Projete sinn, déi ëmgesat solle ginn an Zukunft.

An den drëtte Punkt, dee fir eis relativ problematesch ass, dat ass, datt u sech, wann een esou eng Diskussioun mécht, een och kucke muss, datt hannendrun och nach Leit sinn, déi matmarschéieren an déi do Richtung. Mir stellen elo fest, datt u sech ee vun de gréisste Schwaachpunkte vun der Diskussioun ass, datt eng ganz Rei vun de Partner guer net méi derbäi sinn an datt net ganz vill Leit méi hannendru sinn.

Wann ech gelauschtert hunn, wat hei an der Chamber déi eenzel Vertrieder gesot hunn, dann hunn ech festgestallt, datt ausser de Patronatsvertrieder - an dann nach! - eng ganz Rei vun den Associatiounen a Vereenegunge sech extrem kritesch geäussert hunn, ob dat elo d'Gewerkschafte sinn, de Mouv'Eco, d'Caritas, de Conseil supérieur pour un développement durable oder och nach de CES. An haaptsächlech, well eng Rei vu Froen, notamment Sozialfroen, net ugaange gi sinn.

Ech hunn hei eng gutt Beschreiwung vun der Sharing Economy an deem Text héieren, eng Ekonomie, déi d'Consommation collaborative mécht, déi Économie du partage mécht, déi Uberisatioun mécht, an ech hunn dat als grousse Megatrend beschriwwen erëmfonnt. Par contre, all déi Froen, déi sech awer do ronderëm stellen, ginn a mengen Aen total ignoréiert! Ech fannen einfach, datt mer déi musse matdiskutéieren, ier mer e Megatrend setzen: „Dat do wëlle mer an dee gëtt elo an d'Realitéit ëmgesat!" An et gëtt just an deem Zwëschebericht, dee mer viru véier Deeg kritt hunn, an engem Saz gesot, datt et och nach e puer Punkte géife ginn, wou d'Sharing Economy negativ Impakter kéint hunn. An dann ass et eriwwer mat där Diskussioun.

Or muss ech soen: Wat maache mer da mat all deene Leit, déi an där doter Diskussioun net méi matkommen; haaptsächlech? A wat maache mer mat all deene Propositiounen, déi kommen, zum Beispill an der Uberisatioun oder am Airbnb? Wéi encadréiere mer dat? Wéi gi mer mat der klassescher Konkurrenz eens? Wéi kucke mer d'Qualitéit ze garantéieren? Wéi kucke mer, datt mer d'Versteierung vun deenen Offeren, déi se do maachen, an de Grëff kréien? Wéi kucke mer, datt mer d'Prekarisatioun vun den Aarbechtsplazen uerdentlech encadréieren? Dat sinn awer wesentlech Froen! A mir hätte gär als CSV eng Diskussioun parallell iwwert d'Emsetzung vun der Sharing Economy doriwwer.

An ech si frou, datt vun der Regierung oder zumindest vun engem Deel vun der Regierung bis elo e Rigel virgeschobe ginn ass iwwert deen do Prozess vun der Sharing Economy, ier déi aner Problemer net geléist gi sinn. Mir hätte gär eng Diskussioun, fir déi do Problemer fir d'Éischt ze encercléieren an da Léisungen ze fannen, ier mer op deem do Wee weiderfueren. Doriwwer muss och d'Diskussioun goen. An datselwecht gëllt fir d'Diskussioun iwwert den Teletravail an d'Ofsécherung vum private Liewen. Ech rapportéiere mech hei op de Rapport vun der Caritas, déi dat extrem gutt beschriwwen hunn.

Dat gesot, fannen ech eng ganz Rei positiv Punkten, op déi ech wëll agoen, och nach an deem Bericht. Ech fanne just, datt den Här Rifkin mer heiansdo virkomm ass wéi, oder déi eng Kéier, wou ech e gesinn hunn, wéi eng Zort Helikopter, dee komm ass, dee vill Stëbs opgewierbelt huet, dee vill Kaméidi gemaach huet an deen duerno erëm schnell fortgeflunn ass. A vläicht ass et gutt, datt e schnell fortgeflunn ass, well all déi Froen an déi Problemer an déi Suerge musse mer selwer hei zu Lëtzebuerg ënner eis léisen a selwer Solutiounen do erëmfannen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fanne positiv all déi Punkten, déi an deem Rapport ronderëm d'„circular economy" an de Vierdergrond gestallt gi sinn.

Ech mengen, datt mer Reflexiounen, zum Beispill am Bau, musse maachen iwwert d'Materialien, iwwert d'Lëscht vun de Materialie respektiv iwwert d'Päss vun deenen eenzelne Materialien, déi am Bau verwennt gi sinn, datt mer mussen eis Gesetzgebung iwwert d'Ausschreiwungen nach wesentlech verbesseren, fir méi präzis an der „circular economy" kënnen auszeschreiwen.

Alles dat sinn Usazpunkten, déi ech positiv fannen an déi mer als Partei, als CSV, géife sécherlech matmaachen, wann dann d'Initiative vun der Regierung weidergefouert ginn.

Den „circular business" fannen ech och eng wesentlech Fro an där ganzer Reflexioun hei. D'Entreprisen, an net nëmmen an de Produkter, déi se erschaffen, circular ze maachen, net nëmmen dat ze ënnerstëtzen, wat erauskënnt, esou ze gestalten, datt et och erëm kann an enger zweeter Etapp verwennt ginn, mä och d'Aarbechtsprozesser esou ze maachen an den Entreprisen ze hëllefen, datt hir Aarbechtsprozesser der „circular economy" gerecht ginn, fanne mer eng Reflexioun, déi ënnerstëtzenswäert ass an déi och, wa se dann ausgefouert gëtt an de Steieren, wa se ausgefouert gëtt an de Marché-publicken, an der Mise à disposition vun Terrainen, an eenzelne Modeller, déi vun der Regierung erprouft ginn, selbstverständlech d'Ënnerstëtzung vun der CSV fënnt a Weeër sinn, wou mer wëllen onbedéngt dropgoen.

Dir hutt also virdru gefrot: Wat wëllt Der maachen? Ech soen Iech hei ganz konkret Punkten, déi mer gutt fannen an deem, wat Der gesot hutt, respektiv déi mer nach géife weiderdrécken. Vläicht wëllt Der dat och maachen, par rapport zu deem, wat elo a menger Ried komm ass.

En anert Beispill si selbstverständlech och déi Energiefroen. Ech fannen déi Iddi vum Prosumer, deen hei developpéiert gëtt, notamment an den Individualhaiser, evidenterweis eng Iddi, déi zukunftsträchteg ass an déi an deenen nächste Jore wäert sécherlech an d'Realitéit ëmgesat ginn: de Client, dee selwer produzéiert an deen Deel vun enger grousser Energieversuergung an eisem Land ass.

All déi technesch Experienzen an all déi Besteierungen, well doriwwer ginn dann d'Realitéitsfroen an Zukunft, wéi ech d'Revenuen dovunner besteieren, wéi ech d'Taxatioun maachen, sinn natierlech Froen, déi mussen ugeschwat ginn. Hannert där Diskussioun wäert Der och d'CSV fannen, wa se an deenen nächste Joren dann ugeschwat wäerte ginn a wann och konkret Léisungsvirschléi vun der Regierung kommen.

D'Iddi vum Waste Management ass fir eis absolutt d'selwecht ze behandelen. Alles, wat a circular Recyclage vun ale Produkter gemaach gëtt, fanne mer och wesentlech. Eng Iddi, déi elo manner am Rifkin opgeholl ginn ass, ass déi vun dem Second Hand vun de Wueren, déi mer gebrauchen. Dat ass klassesch am Autoverkaf, am Bicherverkaf, an de Fotoapparater oder wat och ëmmer. Mä et ass awer wesentlech manner an der Traditioun, notamment vu Lëtzebuerg, wann et ëm all aner Produkter geet.

Mir sinn der Meenung, datt eng ganz Diskussioun iwwert de Second Hand soll hei gefouert ginn. Wéi ënnerstëtzen ech en? Wat fir eng Taxen? Wat fir eng TVA? Wat fir eng TVA spezifesch kann ech op Reparature maachen, fir zum Beispill dat ze ënnerstëtzen? Wéi organiséieren ech e Verkafssystem Second Hand, fir e wesentlech méi grouss ze maache wéi déi kleng Punkten, déi op eBay oder op anere klenge Geschäfter haut stinn? Dat ass e Creneau, dee muss absolutt exploitéiert ginn, fir deen Der eis fannt an der Exploitatioun.

Wat d'Materialanalys ugeet, fannen ech, datt mer och e Krack kënnen zousätzlech maachen. Dee ganze Plastic Stream, wou mer ugefaangen hu mat de Plastikstuten, ass awer nëmmen eng éischt Etapp, fir d'Eliminatioun vun dem Plastik aus eiser dagdeeglecher Consommatioun, well dat ass ee vun deene gréisste Waste-Produzenten, wann ech mech däerf esou op hallef Englesch ausdrécken, dee mer momentan kennen. All Schrëtt, dee mer also an Zukunft maachen, fir de sougenannte Plastic Stream nach méi opzehalen, do fannt Der eis, déi eis do mat op deem Domän bewegen. Och wann dat net am Rifkin steet, och wann dat nach zousätzlech Iddie sinn, mä se passen awer sécherlech an déi Diskussioun eran.

Mir sinn och der Meenung, dat hutt Der och scho gesot, datt d'Educatioun och muss vläicht nach e wéineg méi ëmgeformt ginn, wéi just op déi do Beruffer da sech ze zentréieren, mä datt mer léieren a Systemer ze denken. Fir eis eppes Wesentleches ass, d'Kanner eraushuelen aus deem klasseschen, lineare Léieren an Denken, mä se ze léieren, an Zesummenhäng ze kucken hir Problemer unzegoen. Dat verlaangt eng aner Aart vu Pädagogie vun eis, déi mer och mussen an deenen nächste Joren an d'Realitéit ëmsetzen. De Systems Thinking an der Pädagogie an an der Schoul erakréien ass e wesentlecht Element, fir datt déi ganz Revolutioun dann och zur Realitéit an deenen nächste Jore kënnt.

An der Dekarbonisatioun vum Transport gi mer selbstverständlech och mat op de Wee mat deenen Efforten, déi do gemaach ginn. Mä dann hätte mer och gär, datt mer wëssen, éischtens, datt deen Effort lues a lues muss gemaach ginn, an datt mer déi Debatt iwwert den Tanktourismus an haaptsächlech iwwert de Remplacement vun de Recettë musse féieren, déi kënnt, well dat gëtt e brutalen Afall vu Recetten, déi mer elo hunn an déi mer och fir de Budget brauchen. Dann hätte mer och gär, datt déi Diskussioun dann elo ugefaange gëtt, wëssend, datt mer deen Ausstig aus dem Tanktourismus mat der Dekarbonisatioun vun eisem Transport da lues a lues musse maachen.

Och do fannt Der eis op dem Wee, fir matzegoen op esou enger Diskussioun. Mä mir hätten dann awer och gär d'Diskussiounen esou, datt mer vun der Realitéit schwätzen, vun deem, wat mer momentan am Budget erakréien, a wéi mer dat an deenen nächste Joren - well et hëlt Joren! - och wäerte gemeinsam ëmsetzen.

Datselwecht gëllt bei dem Problem vun dem Internet of things mat der „smart economy". Dat ass absolutt wëllkomm an eisen Iddien. Just, och do géife mer da gär d'Diskussioun weiderféieren iwwert d'Privatsphär. Wéi séchere mer dat of? Iwwert de Contrôle dovunner, iwwert de sozialen Accompagnement. A mir hätten och gär d'Froen opgeworf, wéi mer dann déi „smart economy" technologesch begleeden. Mir ënnerstëtzen all Efforten, fir déi Supercomputeren hei an d'Land eranzekréien.

Mir hätten awer och zum Beispill gär eng Diskussioun iwwert d'Implementatioun vum 5G hei zu Lëtzebuerg, dee mer awer fir d'„smart economy" an deenen nächste Jore relativ schnell onbedéngt brauchen, an deen, wann ech d'Entreprisë kucken, notamment déi Entreprisen, wou Dir mat responsabel direkt sidd, wat fir déi en onwahrscheinlechen Investissement bedeit, wa se et mussen an deenen nächste Joren ëmsetzen.

Dat ass dann och eng Diskussioun, wou mer gär géife matféieren an déi ganz kloer sech an d'Realitéit wäert aschreiwen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech huelen Iech beim Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir huelt mech beim Wuert, ech Iech och!

Et ass do, wou mer mussen hikommen. Et ass do, wou Der op d'CSV an esou enger Diskussioun kënnt zielen, wou mer op sinn, an ech soe ganz kloer, op si fir deen do Prozess. Mir wëssen awer, datt dee Prozess Zäit brauch, datt d'Emsetzung vun der „circular economy" net eppes ass, wat sech vun haut op muer mécht, mä wat sech an en Zäitprozess vu fënnef, zéng, fofzéng, zwanzeg Joer aschreift, éier mer dann esou wäit sinn an eisem prakteschen Handelen an och an eise Mentalitéiten. Dat Emsteige vun der „linear" op d'„circular economy" ass eng Fro vun Zäit an eng Fro vu Wëllen.

An eisen Aen ass d'Diskussioun iwwert d'Zukunft noutwendeg, mä muss geféiert ginn op eng realistesch Aart a Weis, net mat Utopien. Mir si bereet, un där Diskussioun mat deelzehuelen, wëllen awer net, datt d'Leit, déi sech Suerge maachen, als Spënner consideréiert ginn. Mir wëllen och, datt déi negativ Konsequenzen, an där ginn et an där heiten Diskussioun, och direkt mat behandelt ginn.

Zweetens, mir hätte gär, datt et konkret ugaange gëtt, datt mer och iwwer Tëschenetappen diskutéieren, datt mer och iwwer konkret Projeten, déi an der Realitéit kënnen ëmgesat ginn, an iwwert déi Capacitéiten, déi mer hunn, fir Projeten an d'Realitéit ëmzesetzen, datt mer ganz konkret doriwwer schwätzen. Mir hätte gär déi sozial Aspekter selbstverständlech sofort mat behandelt, well wann een et net sozial matbehandelt, da kritt een d'Leit net mat op de Wee, fir déi ganz Revolutioun oder déi ganz Evolutioun hei ze maachen.

An da soen ech, ier ech ophalen, Här Schneider, och nach zum Schluss - ech hunn Iech haut am „Wort" gelies -, datt zwar a mengen Aen an där heiten Diskussioun d'Moral an d'Ethik awer an deenen nächste Jore wäerten eng ganz zentral Roll spillen. A wann Der se wëllt ewechloossen, fir méi schnell a méi séier ze goen, dann net mat eis.

Merci!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech mengen, Dir hutt falsch verstanen.

Une voix.- Et ass relativ kloer.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot fir d'LSAP.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet sech gutt op dësen Debat virbereet. Ech hat an der Debatt zum État de la nation virum Summer gefuerdert, dass d'Chamber soll eng interdisziplinär Zukunftskommissioun asetzen, fir sech mat der Digitaliséierung an der Déift auserneenzesetzen. An ech ka soen - ech mengen, ech ka soen -, dass elo ënnert dem Lead vun der Ekonomieskommissioun an deene leschte Wochen, an Zesummenaarbecht mat enger Partie anere Kommissiounen, der Nohaltegkeetskommissioun, der Environnementskommissioun an der Aarbechtskommissioun, mä och der Landwirtschaftskommissioun, d'Chamber wierklech hei als eng Aart Zukunftskommissioun fonctionnéiert huet a sech seriö mat dëser Étude stratégique Rifkin beschäftegt huet.

De 26. Oktober hate mer e groussen Hearing, wou mer eng ganz Rei Akteuren, Beruffskummeren aus der Wirtschaft, ONGen a Gewerkschafte gehéiert hunn a mat hinnen de ganzen Dag iwwert den État des lieux an hir Meenung zu der Visioun Rifkin hei diskutéiert hunn.

Den Dag virdru krute mer de Rapport vum Conseil supérieur pour le développement durable. Den 8. November dunn hate mer de Conseil économique et social an der Kommissioun, an der Ekonomieskommissioun, deen eis säi Rapport zu verschiddene gesellschaftlechen Aspekter vun der Digitaliséierung virgestallt huet.

An den 9. November du war d'Presentatioun vun der zweeter Phas vum Rifkin-Rapport, ouni Rifkin, awer mat fënnef Ministeren a Vertrieder vun de Gewerkschaften a Beruffskummeren a mat zwielef Jugendlechen am Neien Theater.

Et war eng intensiv Virbereedung also, Här Wiseler a léif Kolleege vun der CSV, an ech mengen, dass mer, also ech hunn nach net a menger kuerzer Experienz hei an der Chamber vill Debate matgemaach, wou mer eis esou intensiv op e Sujet virbereet hunn. Ech muss éierlech soen, Rifkin hänkt mir elo fir de Moment e bëssen zum Hals eraus.

(Interruptions)

Ech war an all deene Kommissiounen, ech souz de ganzen Dag an deem Hearing, ech war am Theater, ech hu mer all déi Rapporten do an déi Avisen ugelies. Ganz interessant, mä ech si frou, dass mer haut mat dësem Debat elo emol fir d'Éischt hei zu enger Konklusioun kommen. Et ass provisoresch natierlech, well dat ass en „work in progress", dee ganze Rifkin-Prozess. Mä ech mengen awer trotzdeem, dass mer wierklech hei en Travail en profondeur gemaach hunn an der Preparatioun vun dësem Debat.

Här President, de grousse Verdéngscht vum Rapport, dee viru knapps engem Joer presentéiert gouf a vu ronn 300 Leit ausgeschafft gouf, zesumme mam Ministère, ass, dass en eng breet Debatt iwwert d'Zukunft vun der Wirtschaft a vum Wuesstum an dësem Land lassgetréppelt huet.

An egal wat elo mat dësem Rapport geschitt, mat dëser Étude stratégique, an egal wat déi nächst Majoritéit wäert sinn, déi nächst Regierung: Un dëser Debatt féiert kee Wee laanscht! Et ass eng Diskussioun, där mer eis als Politik, Regierung an Deputéierte musse stellen, zesumme mat de Sozialpartner a mat der Zivillgesellschaft. An et gëtt bei där Debatt eng Rei vun Dimensiounen, op déi ech wëll kuerz hei agoen. Et gëtt eng wirtschaftlech Dimensioun, et gëtt eng ekologesch, eng sozial, och eng regional an europäesch a schlussendlech eng gesellschaftlech.

Här President, eis Consultatiounen an och de Rapport intermédiaire iwwert d'Étude stratégique, déi den 9. November veréffentlecht gouf, weise fir d'Éischt emol, wat Rifkin net ass. Et ass keen, a vläicht contrairement zu deem, wat ee ka mengen, wann een déi initial Étude stratégique liest, holistesche Masterplang fir

Lëtzebuerg, deen eent zu eent kann ëmgesat ginn.

Et gëtt hei kee grand Ordonnateur an déi aacht Aarbechtsgruppen, déi elo dat lescht Joer fonctionnéiert hunn, sinn der Expressioun vum Här Scharff vum IMS no ze gesi wéi aacht Moteuren, déi méi oder wéineger staark sinn an déi méi oder wéineger schnell virukommen. Et gëtt och kee Phasage an dësem Prozess. Dat heescht, et gëtt alles plus ou moins zäitgläich gemaach no, wat ee kann nennen, enger Gestion agile, no der Expressioun vun engem Intervenant an eisem Hearing, an net no enger klassescher Gestion de projet.

D'Aart a Weis, wéi déi strategesch Approche Rifkin weiderbruecht gëtt, schéngt an der Haaptsaach duerch sougenannte Liichttuerm-projeten ze fonctionnéieren, an dat ass och den 9. November bei den Diskussiounen ëm déi zweet Phas kloer ginn. Et sinn dës Projete wéi deen, dee scho vum Minister genannt ginn ass, vum „Wunne mat der Wooltz", e Quartier zu Wooltz, dee komplett no der Regel vun der Kreeslafwirtschaft a konform zu de Recommandatioune vun der Rifkin-Etüd gebaut gëtt. Et ass dat och nach den High Performance Computer, vun deem de Minister och scho geschwat huet.

Et huet kee Sënn am Kader vun dëser Debatt fir mech, sech elo an techneschen Detailer ze verléieren. Den Ekonomiesminister huet a senger Ried en zimlech kompletten Tableau brosséiert vun allem, wat geschitt a wat an Zukunft nach ugeduecht ass.

Ech géif wéi gesot gären op déi Haaptdiskussiounspunkte ronderëm déi drëtt industriell Revolutioun agoen an hei d'Positioun vun der LSAP-Fraktioun dozou soen an erklären.

Déi éischt Dimensioun ass eng wirtschaftlech Dimensioun. Mir begréissen als LSAP natierlech eisem Wirtschaftsminister seng Efforten an och Erfolleger, fir nei Entreprisen op Lëtzebuerg ze bréngen. Dat schaaft nei Aarbechtsplazen an et bréngt eisem Land Wuesstum.

Parallell dozou geet et awer och dorëm, déi besteeënd Secteure fit ze maache fir d'Digitaliséierung a fir déi Hightech-Ekonomie, déi d'Strategie ronderëm déi drëtt industriell Revolutioun virgesäit. De Conseil économique et social seet a sengem Avis, dass dem Indice DESI no d'Digitaliséierung a mëttelstännegen Entreprisen nach net ganz wäit fortgeschratt ass. An dat ass och bestätegt gi vun de Vertrieder vun der Chambre des Métiers wärend eisem Hearing.

Och bei de Bauere besteet eng Demande fir eng Hëllef vum Stat, fir sech technologesch op de leschte Stand ze bréngen a sech op déi nei Agrikultur, déi och an där Étude stratégique presentéiert a proposéiert gëtt, virzebereeden a kënnen effikass doranner ze schaffen.

Här Ekonomiesminister, mir wëssen, dass Der eng Etüd an Optrag ginn hutt, fir de Coût-bénéfice vu verschiddene Secteuren hei am Land ze analyséieren. An Dir hutt jo och schonn ëffentlech doriwwer Aussoe gemaach; wuel wëssend, wéi Der och scho selwer gesot hutt, dass engem säi Spillraum hei duerch den europäesche Kontext an haaptsächlech duerch déi europäesch Fräiheeten, dont notamment den Droit d'établissement, begrenzt ass. Mir begréissen als LSAP déi Demarche a waarde mat Spannung op d'Resultater vun där Etüd. Mir mussen dann, wann dat virläit, och iwwert déi politesch Konklusiounen heizou diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, déi drëtt industriell Revolutioun ass och interessant, well se eis eng aner Perspektiv gëtt, well se eis eng Perspektiv gëtt op eng vläicht aner Mentalitéit: manner Opportunismus, méi reell Aktivitéit... fir d'Éischt vläicht an der Geschicht vun eisem Land, wou mer net iwwer Souveränitéitsnischen nodenken, mä doriwwer, wéi mer kënnen aus Lëtzebuerg e Laboratoire vun enger neier ekologescher an durabeler Wirtschaft maachen. Eng, wou mer wierklech probéieren, heiheem en neien Know-how ze entwéckelen an doduerch nei ekonomesch Nischen ze erschléissen.

Mir gesinn, dass eise grousse Pilier vun der Finanzplaz, dee sech och permanent ännert, ëmmer erëm ugegraff gëtt. Déi lescht Attack en date, wann een dat esou kann nennen, ass d'Reform vun den ESAen, vun den europäesche Supervisiounsautoritéiten, wou eng ganz hefteg Attack op eis Fongenindustrie mat dran ass.

Mir mussen eis bewosst sinn hei am Land, dass reglementär Arbitragen eleng keng Zukunft hunn. Däers musse mer eis ganz kloer bewosst sinn. A LuxLeaks, Panama Papers, Paradise Papers weisen och, dass d'Steieroptimiséierung net de Modell vun der Zukunft ass; vläicht an der Karibik, mä sécher net zu Lëtzebuerg. Reforme wéi BEPS, ACCIS, d'Taxatioun och vun der numerescher Aktivitéit, dat heescht haaptsächlech vun de GAFAen: Dat alles sinn Dossieren, déi op eis zoukommen, ob mer dat wëllen oder net.

En eventuellt Schrumpfe vun der Finanzplaz ka vun enger diversifiéierter Wirtschaft wéi déi, wéi se am Rapport iwwer TIR an Usätz gezeechent gëtt, opgefaang ginn. An dat begréisse mer ausdrécklech als LSAP-Fraktioun.

Déi zweet Dimensioun, Här President, ass déi ekologesch. D'Objektiver vun enger kompletter Dekarboniséierung an enger virwiegend Bioproduktioun an der Landwirtschaft am Horizon 2050 sinn intensiv a kontrovers diskutéiert gi wärend eisem Hearing. Dat war wierklech eng flott Diskussioun tësche Memberen aus ONGen, déi méi en ekologesche Gedanken haten, a Leit haaptsächlech aus dem Patronat.

A wann ech ee Regret hunn an der Organisatioun vun deem Hearing, dann ass dat, dass mer dat net och moies gemaach hu mat de Vertrieder aus dem Patronat a mat de Gewerkschaften, déi mer och vläicht hätte misse méi matenee confrontéieren, fir eng méi lieweg Diskussioun ze kréien, an eng, wou mer vläicht och eng Partie Piste kritt hätte fir Solutiounen.

Fir ze soen, dass déi Objektiver ambitiéis sinn, ass net iwwerdriwwen. An et ass munchmol bezweifelt ginn, dass se ganz realistesch sinn. Dat geet och aus dem Rapport vum Conseil supérieur pour un développement durable eraus, wéi och aus den Avise vum Mouvement écologique a vum Conseil économique et social.

Fir eis als LSAP ass et kloer, dass mer net kënne weiderfuere wéi bis elo. An do gëtt et, mengen ech, e breede Konsens tëschent all de Parteien an och an der Zivillgesellschaft. Dat seet zimlech jiddwereen, och wann een an deem Hearing do nogelauschtert huet, vun der UEL bis zum Mouvement écologique.

Den energeteschen Usaz an der Rifkin-Strategie ass evident. An et ass och deen, dee wuel am wäiteste fortgeschratt ass. Déi spannend Fro, déi och am Debat vum 9. November am Neien Theater vum Minister François Bausch ugeschwat gouf, ass, ob mer kënnen zweegleiseg fueren, op d'mannst wärend enger Iwwergangsphas.

An dëser Diskussioun, déi natierlech och erëm mat der Wuesstumsdebatt verbonnen ass, wäerten déi nei iwwerschaffte Plans sectoriels eng wichteg Roll spillen. Hei, an dat ass eise Wonsch als LSAP-Fraktioun, muss tëschent dem Wirtschaftsminister an dem Nohaltegkeetsminister eng enk Zesummenaarbecht bestoen, fir an déiselwecht Richtung ze goen.

Déi drëtt Dimensioun ass déi sozial Dimensioun. Meng Parteikolleegin Taina Bofferding wäert op d'Implikatioune vun der drëtter industrieller Revolutioun fir d'Aarbechtswelt agoen an och op déi professionell Formatioun. Ech wollt hei awer e puer Wuert an der Haaptsaach iwwer en Thema schwätzen, wat an eisen Ae ganz zentral ass, an dat ass dat vun der Bildung am wäite Sënn.

Den Aarbechtsminister sot a senger Interventioun am Neien Theater eppes, wat mer am Kapp bliwwen ass. Et sot, léiere misst haut heeschen, och an Zukunft ze léieren. Ech mengen, dat ass genee richteg. Wann een dovunner ausgeet, dass an Zukunft Leit wäerte ganz aner Carrièren hunn, e puermol de Beruff wiesselen an och eemol eppes ganz aneres maachen, vläicht zum Beispill mat 40 Joer nach eng nei Formatioun ufänken, da muss d'Schoul dorobber virbereeden. Si muss och virbereeden op Beruffer, déi et zum Deel nach guer net gëtt an op eng radikal verännert Aarbechtswelt.

All dës Ännerunge verlaangen no engem Bildungssystem, deen de Jonken hiert Liewe laang d'Moyene gëtt, sech weider ze forméieren, fir virwëtzeg ze bleiwen a begeeschtert ze bleiwen, fir ze ënnerhuelen a kreativ ze sinn. Mä, an ech si frou, dass den Educatiounsminister elo am Sall ass wärend dësem Deel vu menger Ried: Mir sinn der Meenung, dass eis Schoul dat haut nach net mécht oder op alle Fall nach net genuch mécht. Mir beschäftegen eis ganz vill mat den Tendance-lourdë vun der Digitaliséierung an der Wirtschaftswelt. Dat ass dat, wat mer haut hei maachen. An och op der Finanzplaz gëtt ganz vill doriwwer nogeduecht, iwwert d'Disruptiounen, déi duerch d'Digitaliséierung kommen. Mä mir beschäftegen eis e bësse manner mat den Tendance-lourden an der Bildungswelt. Déi gëtt et awer.

Ech hat de 4. Mee 2016 eng Question parlementaire un den Educatiounsminister gestallt, wou ech mech op eng Ried vun engem franséischen Expert bezunn hunn, dem Yvon Attou, dee bei enger Séance académique vun der Chambre des Salariés am Mäerz 2016 eng Rei Tendenze beschriwwen huet an der Educatioun, déi an der Folleg vun der Digitaliséierung passéiert sinn.

En huet, an ech ziele se op, fir d'Éischt op d'Relokaliséierung higewisen, wat eng Begleiterscheinung vun der Mondialiséierung ass. Et gesäit een, dass mat der Mondialiséierung och eng Relokaliséierung, notamment an der Educatioun, op de lokale Plang mat dohier kënnt. En huet och higewisen op d'Enn vun enger uniformer monolithescher Bildung fir d'ganzt Land zugonschte vun engem méi lokalen differenzéierte Wëssen.

En huet och geschwat vun der méi grousser Individualiséierung vum Unterrecht. En huet geschwat vun der Numeriséierung als Disruptiounsfacteur, dee Phenomeener wéi Online-Coursë mat sech bréngt, oder och d'Pédagogie inversée, wou verstäerkt op d'Classe-atelier gesat gëtt mat zum Beispill Podcasts an Diskussiounen an der Klass.

En huet och op Aspekter higewisen, déi vläicht manner ze begréisse sinn, déi et awer gëtt, wéi d'Konkurrenz tëscht Enseignanten oder d'Externaliséierung vun der Bildung an de Risk vun enger Ofschwächung vun der ëffentlecher Schoul.

Här Educatiounsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen dat alleguer: Mir dinn eis hei zu Land schwéier mat der Reform vun eiser Schoul. Et weess keen dat besser, mengen ech, wéi d'LSAP. Eis Schoul muss sech un déi nei Ëmstänn an der Gesellschaft, an der Wirtschaft an an der Aarbechtswelt upassen. Dat ass de Schlëssel zu enger gelongener Transitioun an déi numeriséiert Welt.

Leider scheitere vill politesch Tentativen, fir eng méi individualiséiert Bildung anzeféieren, fir de Sproochenunterrecht ze reforméieren - an ech schwätzen elo hei net vum Lëtzebuergeschen an de Schoulen -, fir d'Methode vun der Wëssensvermëttlung tëscht Lehrer a Schüler ze hannerfroen, un enger gewëssener Zréckhalung, iergendeppes un eisen Traditiounen ze änneren.

Ech hat deemools op meng Question parlementaire eng Äntwert kritt, natierlech vum Ministère, déi sech awer haaptsächlech op dat bezitt, wat an de Lycéeë geschitt, op d'Autonomie vun de Lycéeën, op d'Elaboratioun vu Cadres de référence an op eng Etüd, déi amgaang wär gemaach ze ginn tësche Januar an Dezember 2016 iwwert d'Innovatioun an de Lycéeën.

Et gëtt awer doriwwer eraus natierlech, an do gräift da vläicht déi Äntwert e bësse kuerz, och nach d'Problematik vum Fondamental. Wat ass d'Preparatioun op d'Digitaliséieung schonn dès l'école fondamentale? An et ass och net agaange ginn op déi schwiereg Problematik vun der Formation professionnelle, op déi, wéi gesot, d'Taina Bofferding duerno nach wäert agoen.

Wéi gesot, fir eis ass d'Educatioun e ganz wichtege Schlëssel zu enger reussséierter Transitioun an déi drëtt industriell Revolutioun, an d'Adaptatioun un déi nei Aarbechtskonditiounen, déi op eis Kanner an eis Kandskanner wäerte waarden.

Här President, och wat d'Recherche an den Developpement ugeet, géif ech nach gären e puer Wuert verléieren. Mir wënschen eis als LSAP eng nach méi grouss Implikatioun vun den Akteuren aus der Recherche an der Ëmsetzung vun der Rifkin-Strategie.

De Rapport intermédiaire geet op d'Recherche universitaire an. De Minister Schneider huet dat jo och gemaach a senger Ried. En nennt notamment zwee Beispiller: dee vun dem Projet „Eco-Construction for Sustainable Development" an den „Multimodal Electrified Infrastructure Planning", de MERLIN, wat zwee Theme sinn, déi enk a Partnerschaft mat der Uni ausgeschafft gi sinn. Dat si ganz wichteg Recherchethemen, déi mer natierlech begréissen.

Mä mir sinn der Meenung, dass d'Uni an och déi verschidde Centres de recherche - LIST, LISER, LIH - an all hire Beräicher sollte konsequent bei der Ëmsetzung vun der Rifkin-Strategie agebonne ginn. Ee Beispill ass dat vun der Urbaniséierung an der Landesplanung, wou et jo eng Chaire, déi vun der Stad Lëtzebuerg d'ailleurs finanzéiert gëtt, op der Uni gëtt, déi sech mat Urbaniséierung a Landesplanung beschäftegt, déi menges Wëssens nach net agebonnen ass an dës Diskussioun. Mä och an anere Beräicher wéi der Santé, dem FinTech a munch vill anere Beräicher gëtt et, mengen ech, nach Zesummenaarbechtsméiglechkeeten tëscht den Akteuren, déi dee Rifkin-Prozess hei begleeden, an den Akteuren aus der Recherche.

De véierte Punkt, deen ech ganz kuerz wollt uschwätzen, ass dee vun der europäescher Dimensioun. Déi ass sozial, mä se ass och gesellschaftlech. Et gëtt eng ganz Rei europäesch Reformen - a mir konnten dat verifiéieren an eise Gespréicher mat den europäesche Kommissären, déi iwwert déi lescht Méint an der Chamber waren, ob dat den Här Timmermans war, d'Marianne Thyssen, de Carlos Moedas oder den Andrus Ansip -, déi och eng numeresch, eng digital Komponent hunn oder souguer gedriwwe si vun deene Considerationen, déi natierlech och e Rapport hu mat eiser Demarche an der drëtter industrieller Revolutioun.

Et ass dëst zum Beispill de Marché unique numérique, dat heescht d'Utilisatioun vu Big Data. Et ass natierlech och de Plan Juncker mat den Investissementer. An, ech mengen, do ass jo notamment den High Performance Computer, deen iwwert dee Plang matfinanzéiert gëtt.

Mä et ass och déi politesch Dimensioun vun der Union monétaire, déi méi staark jo soll ausgebaut ginn a wou natierlech dann och en anere politesche Spillraum fir esou e Plang wéi deen heite wäert entstoen.

Här President, e leschte Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass déi gesellschaftlech Dimensioun vun der Rifkin-Approche. Ech géif hei gären e puer Zitater bréngen, déi entweder wärend dem Hearing gemaach gi sinn oder wärend der Debatt am Neien Theater.

Et huet ee Vertrieder, mengen ech, vun enger Gewerkschaft gesot: „Mir hu ganz vill Know-how, mä mir hu keen Know-why méi." D'Blanche Weber huet de Mark Zuckerberg zitéiert, e bësse kokass, mä et huet dat awer gemaach. Et huet den Zuckerberg zitéiert, dee seet: „Are we building the world we all want?" An en anere Vertrieder vun der Landwirtschaftskammer, de Guy Feyder, sot: „Net mat ëmmer méi huet een och ëmmer méi." Dat si Gedanken, déi direkt op déi gesellschaftlech Dimensioun vun dëser Etüd hei hiweisen.

An op déi Froe kréie mer natierlech vum Här Rifkin keng Äntwert. An dat ass och, mengen ech, normal. An et ass justement eis Roll an eis Flicht als Volleksvertrieder, déi am Dialog mat de Leit ze beäntwerten.

Wat kloer ass, dat ass, dass mer d'Leit musse mathuelen. Déi Jonk hunn eis am Neien Theater gesot, dass dës Diskussioun nach net bei hinnen, och net an der Schoul, ukomm ass, an, ech mengen, bei de Leit dobaussen och nach net.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Den Dag virun dem Hearing an der Chamber hate mer eng Entrevue mat de Petitionäre vun der Union luxembourgeoise des consommateurs. Déi haten eng Petitioun vun ongeféier 10.000 Ënnerschréfte gesammelt, wou Leit sech iwwert d'Banktariffer bei Operatiounen an de Guichete beschwéiert hunn, dat heescht, am Fong bei Operatiounen, déi nach an der reeller physescher Welt stattfannen an net iwwert d'Onlineportaile vun de Banken. Dat sinn dann zum Deel Transaktiounen, déi dräi bis véier Euro pro Virement kaschten. A si hu sech och beschwéiert oder inquietéiert iwwert d'Verschwanne vu physesche Bankguicheten.

Dat war fir mech am Fong e bëssen e Wake-up-call oder eng Warnung, dass et nach Leit gëtt, déi net am digitalen Zäitalter ukomm sinn. Et gëtt en „digital divide", och bei eis. A mir mussen oppassen, dass déi digital Schéier, déi riskéiert sech opzedoen, sech net nach zu där sozialer Schéier, déi ëmmer méi grouss gëtt, och bei eis hei zu Land, nach derbäi kënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech wëll elo hei keng pessimistesch Téin uklénge loossen. Mir mussen d'Chance notzen, déi déi nei Technologien eis ginn, mä mir mussen och oppassen, dass mer politesch d'Hand driwwer halen, wou a wéi mer sollen déi Technologien asetzen. Ech hat dat scho gesot a menger Ried zum État de la nation d'lescht Joer. D'Technologie, ICT, all déi modern Entwécklungen, si kee Selbstleefer. Si keen Naturgesetz. An et ass ëmmer nach d'Politik, déi muss soen, wou a wéini mer gären Technologie hätten.

Dateschutz ass hei e ganz wichtegt Schlagwuert, mä natierlech och all déi sozial Standarden, déi eis natierlech extrem wichteg sinn. Nach eng Kéier: Meng Parteikolleegin Taina Bofferding wäert am Detail op dës Aspekter hei agoen.

Dat ware just e puer Reflexiounen aus menger Perspektiv als Spriecher vun der LSAP-Fraktioun. Wéi gesot, mir begréissen dëse ganze Prozess. Mir mengen, dass et eng extrem flott Diskussioun ass iwwert d'Zukunft vun eisem Land. Et ass och mat dëser zweeter Phas eng Diskussioun ginn iwwert d'Lëtzebuerger Gesellschaft am Horizont 2050, déi, mengen ech, gefeelt huet am initiale Rapport an där mer eis och musse stellen.

Ech géif domat zum Schluss vu menger Interventioun hei kommen. Ech géif awer nach gär, Madamm President, eng Motioun deposéieren,

déi mer zesumme mat de Kolleegen aus der DP-Fraktioun a vun deene Grénge preparéiert hunn an déi ech géif gäre ganz kuerz hei virstellen.

Et ass eng Motioun, déi verschidde Viraarbechte vun der drëtter industrieller Revolutioun rappeléiert, déi och e bëssen dat seet, wat ech elo a menger Ried hei gesot hunn, an déi eng Partie Invitatiounen un d'Adress vun der Regierung mécht.

Déi Motioun hei invitéiert fir d'Éischt emol d'Regierung, eng breet Diskussioun unzefänken an der Lëtzebuerger Gesellschaft iwwert déi drëtt industriell Revolutioun, en particulier mat deene Jonken, déi déi éischt Concernéiert si vun dëser Approche.

Da gëtt de Comité de suivi stratégique invitéiert, fir e kohärente Kader auszeschaffe fir d'Mise en œuvre vun der drëtter industrieller Revolutioun, a Konformitéit mat den Indicateure SMART a Qualité, Quantité, Temps.

Et ginn och eng ganz Rei aner Mesuren hei gefrot. Eng wichteg Recommandatioun oder Invitatioun ass, fir och an de beschten Delaien d'Etüd ze presentéieren, déi mat der Chambre de Commerce an der Chambre des Salariés vum Aarbechtsminister commanditéiert ginn ass iwwert d'Zukunft vun der Aarbecht, an déi Reformen ze preparéieren, déi se sech dann imposéieren am Aarbechtsrecht, fir den néidege legislative Kader ze kréien, fir och haaptsächlech géint Phenomeener wéi d'Uberisatioun kënne virzegoen.

Voilà. Déi Motioun ass elo e bëssen ze laang. Ech ginn elo net gäre ganz am Detail drop an. Ech ginn lech déi elo hei, Madamm President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- les objectifs, propositions et conclusions de l'étude stratégique de la «Troisième Révolution Industrielle» (TIR) par Jeremy Rifkin et son équipe d'experts en collaboration avec les ministères, les administrations publiques et plus de 350 personnes provenant de tous les secteurs socio-économiques du pays;

- le suivi de la mise en œuvre des résultats de l'étude TIR effectué par les différents groupes de travail et plateformes thématiques;

- l'objectif principal de cette étude stratégique qui visait le développement d'une approche cohérente et holistique proposant des objectifs, recommandations et mesures concrètes pour un modèle de développement socio-économique plus durable face à une révolution industrielle et sociétale déjà en marche, qui est née de la convergence des technologies de l'information et de la communication, des énergies renouvelables et de la mobilité au sein d'un réseau digital et intelligent;

- les dynamiques existantes au Luxembourg à la fois au sein des administrations publiques, des secteurs économiques clés de la TIR et dans la société civile en général, et le besoin d'une accélération de la prise de conscience générale et d'une préparation systématique par rapport aux mégatendances à venir;

- qu'en vue d'atteindre ces objectifs, l'étude stratégique TIR inclut une panoplie de mesures, de recommandations et de projets élaborés par les différents groupes de travail thématiques;

- que ces mesures, recommandations et projets sont essentiels au vu de la recherche d'une croissance qualitative et d'un développement durable de notre pays, ainsi que de la décarbonisation de notre économie;

- l'importance du Comité de suivi stratégique, organe de supervision de la mise en œuvre de la stratégie TIR, qui a comme mission la coordination et la centralisation des travaux des différents groupes et plateformes thématiques au sein desquelles les mesures et propositions détaillées sont analysées et discutées;

- que le développement d'un nouveau modèle de développement économique plus durable et résilient est un processus continu qui doit être planifié et supervisé à long terme, la stratégie fixant certains objectifs à l'horizon 2050;

- qu'il est indispensable de continuer à faire un suivi interministériel régulier des progrès réalisés et de la mise en œuvre de la stratégie, aussi bien au niveau du Gouvernement qu'ensemble avec tous les acteurs impliqués et la société civile luxembourgeoise;

- que la mise en œuvre de la stratégie et surtout l'évaluation des progrès réalisés à court, à moyen et à long terme ne pourra se faire en l'absence d'objectifs clairs pouvant être quantifiés ou mesurés;

- que les décisions gouvernementales devraient être évaluées à la lumière de leur impact sur la mise en œuvre de la stratégie TIR et des objectifs à court et à long terme;

- la motion sur le télétravail déposée le 20 décembre 2016 dans le cadre des discussions sur le PL 7050;

- la présentation du premier rapport intermédiaire de suivi sur l'état de progression des travaux initiés dans le cadre de la stratégie TIR lors d'un événement public en date du 9 novembre 2017;

- l'audition publique du 26 octobre 2017 visant à préparer ce débat de consultation à la Chambre des Députés;

- l'initiative «Digital Lëtzebuerg» lancée par le Gouvernement en 2014,

invite le Gouvernement

- à favoriser et organiser une discussion large au sein de la société luxembourgeoise, et en particulier avec les jeunes, concernés au premier chef par la TIR, sur les thèmes et enjeux de la TIR;

- à charger le Comité de suivi stratégique à élaborer un cadre cohérent facilitant et garantissant le suivi adéquat de la mise en œuvre de la stratégie TIR et que ce cadre devrait contenir des indicateurs à la fois SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels) et QQT (qualité, quantité, temps);

- à élaborer un tableau de bord qui permettra que le progrès vers les objectifs fixés pourra être mesuré;

- à assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie TIR avec la publication de rapports annuels sur le progrès de la mise en œuvre de la stratégie TIR au Luxembourg;

- à informer à intervalles réguliers la Chambre des Députés des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie TIR;

- à adapter périodiquement les objectifs et le cadre de mise en œuvre de la stratégie TIR aux avancées technologiques de même qu'aux développements sociaux et environnementaux;

- à finaliser dans les meilleurs délais l'étude gouvernementale, lancée par le Ministère de l'Économie servant à étudier la relation coûts-bénéfices de la stratégie économique et de création d'emplois des dernières décennies;

- à finaliser et présenter dans les meilleurs délais l'étude entamée ensemble avec la Chambre de Commerce et la Chambre des Salariés sur l'avenir du travail et à préparer les réformes qui s'imposent dans le droit du travail et le droit de la sécurité sociale afin d'adapter le cadre législatif et réglementaire aux nouveaux modes de travail, tout en garantissant une protection forte des salariés contre la précarisation croissante des relations de travail («Uberisation»);

- à encourager les partenaires sociaux à consacrer le droit à la déconnexion des salariés dans les conventions collectives de travail;

- à présenter les résultats du projet pilote lancé au sein de la Fonction publique dans le domaine du télétravail et à formaliser et étendre, le cas échéant, le dispositif légal et réglementaire en la matière;

- à investir davantage dans l'éducation numérique de base ainsi qu'à promouvoir davantage la formation continue tout au long de la vie;

- à soutenir notamment les petites et moyennes entreprises dans leurs efforts de transition vers l'économie numérique;

- à mettre en place le cadre législatif et réglementaire afin de promouvoir et de réglementer le secteur de l'économie du partage et à soutenir des projets concrets à échelle locale, nationale ou régionale;

- à soutenir davantage la transition du secteur agricole vers une agriculture biologique;

- à soutenir le secteur agraire luxembourgeois dans l'élaboration et la mise en place d'instruments informatiques et techniques pour favoriser la mise en œuvre des recommandations de la TIR pour le secteur agraire;

- à honorer les engagements internationaux du Luxembourg en matière de protection du climat par le biais de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, des économies d'énergie, et la promotion des énergies renouvelables;

- à continuer à investir dans les modes de transport durables et intelligents (rail, bus, mobilité électrique, mobilité douce, carpooling, carsharing, etc.);

- à continuer les efforts entrepris en matière de digitalisation des services publics (e-Administration), tout en garantissant que les citoyens qui le désirent puissent continuer à recourir aux services publics traditionnels (en guichet physique) sans frais ni inconvénients supplémentaires;

- à impliquer encore davantage les différents acteurs du monde de la RDI présents au Luxembourg dans la mise en œuvre de la stratégie «TIR»;

- à veiller, à l'ère de l'économie numérique et du «Big Data», à la mise en place d'un cadre légal et réglementaire garantissant un niveau élevé de sécurité des données en général et une protection efficace des données à caractère personnel en particulier;

- à positionner le Luxembourg sur la scène internationale en tant que «laboratoire» de la transition vers la société et l'économie numériques.

(s.) Franz Fayot, André Bauler, Eugène Berger, Taina Bofferding, Gusty Graas, Viviane Loschetter.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- An ech wär natierlech frou, wann d'Chamber déi kéint matdroen. Dat gesot, géif ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Fayot. Als nächsten agedroene Riedner hunn ech den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, léif alleguer, kee ka vu sech behaapten, Prophéit am eegene Land ze sinn. A well dat esou ass, huet Lëtzebuerg op en amerikaneschen Expert zréckgegraff, fir datt d'Forces vives vun eiser Zivillgesellschaft an eiser Wirtschaft sech an engem breeden an detailléierten Austausch zesummesetzen. Si sollte sech am Zäitalter vun der Globalisatioun an der Digitalisatioun ënnert dem Impuls vun engem Zukunftsfuerscher Gedanken iwwert d'Entwécklung vum Land maachen.

Datt mer dat gemaach hunn, ass wierklech net vu Muttwëll. Lëtzebuerg huet mat groussen Erausfuerderungen ze kämpfen. Wéinst der rasanter Entwécklung vu senger Wirtschaft stéisst eist Land näämlech u seng Grenzen. An dofir ass den Debat iwwer eis Zukunft noutwendeg. „Keen ass Prophéit a sengem eegene Land", seet d'Spréchwuert. An duerfir gouf den Jeremy Rifkin geruff. Et gouf op hien zréckgegraff. Hien, deen d'Roll vun engem Visionär spille sollt.

Jo, seng Iddie sollten eng Zort Exodus sinn aus deem Gewinnten, aus eisen ale Gewunnechten, aus eisem traditionelle Wirtschaftsmodell. Den Här Rifkin, deen och als Zukunftsfuerscher gesi gëtt, schwätzt vun der drëtter industrieller Revolutioun a gebraucht vill futuristesch Termen op Englesch. Wann een him nogelauschtert huet, da stellt ee fest, dass een éischter vun enger Evolutioun wéi vun enger Revolutioun muss schwätzen. An dës Evolutioun oder Transitioun, dësen Iwwergang an eng nei Welt ass eigentlech keng Iwwerraschung fir esou en oppent an esou en innovativt Land wéi Lëtzebuerg.

Et gouf déi lescht Joren dacks behaapt, dës Regierung géif sech net genuch mat der Entwécklung vun eisem Land auserneesetzen. Dat stëmmt awer net. Et goufe sech nach ni esou vill Gedanken iwwer eis Zukunft gemaach wéi an de leschte Méint. An ech hunn och d'Gefill, datt et nach ni esou vill Plattforme gouf, wou de Bierger an och d'Forces vives vun eiser Natioun opgefuerdert goufen, fir sech an eis Zukunft eranzedenken, sech an eis Zukunft ze versetzen.

Duerfir verstinn ech d'Denkustéiss vum Rifkin éischter als en Ausgangspunkt, als en Ophänker, fir datt mer eis am konstruktiven an interdisziplinären Austausch mat eiser Zukunft auserneesetzen an esou klären, wat fir ee Land mer dann eigentlech wëllen.

Deen Exercice, deen iwwer zwee Joer hei zu Lëtzebuerg gemaach gouf, a bei deem Vertrieder aus der Wirtschaft an aus der Zivillgesellschaft sech de Kapp zerbrach hunn, wéi eng Zukunft mer eigentlech wëllen, ass luewenswäert. D'Etüd, iwwert déi mer haut schwätzen, wier ouni d'Aarbecht vun den 350 nationalen Akteuren, déi intensiv a verschiddenen Aarbechtsgruppe matgeschafft hunn, net zu deem ginn, wat se bis elo ass.

Beim ëffentlechen Hearing de 26. Oktober an der Chamber huet ee gemierkt, datt jiddwereen hei am Land eppes zum Erfolleg vun dëser Etüd bäidroe wëllt. Jiddweree wëllt seng Expertise a säin Know-how abréngen, fir eise Wirtschaftsmodell ze verbesseren.

Madamm Presidentin, d'Erausfuerderung besteet elo doranner, aus all deene gudden Iddien, déi wärend dësem Prozess op den Dësch koumen, an déi ech op dëser Plaz net all opziele kann - et ass jo schonn zum Deel geschitt -, konkret Léisungen ze fannen an dës dann och ëmzesetzen. Ech hunn duerfir als eng Aart Synthees véier wichteg Constaten, Feststellunge gemaach, déi een, menger Usiicht no, net dierf aus den Ae verléieren. Si sollen eis leeden, fir datt mer eis fir spéider Zäite beschtens opstelle kënnen.

Éischte Constat am Numm vu menger Fraktioun: D'Digitaliséierung huet eng eegen Dynamik. Si verännert eis Liewensgewunnechten an Aarbechtsmethoden, wäert awer kengesfalls déi mënschlech Kreativitéit ersetzen.

Loosst mech dës Feststellung kommentéieren! D'Digitaliséierung ass e weltwäiten an technologesche Phenomeen, dee sech momentan beschleunegt, ob mir dat wëllen oder net. Dat mécht ville Bierger Suergen. Mä et ass eis Aufgab, fir de Leit d'Potenzialer vun dëser Entwécklung opzeweisen, ouni awer d'Risiken zum Beispill beim Dateschutz ze vernoléissegen an erofzespillen.

D'Digitaliséierung muss begleet ginn a si kann d'Liewe vun de Biergerinnen a Bierger duerchaus erliichteren. Esou ass et beandrockend, wat een hautdesdaags alles mat sengem Smartphone ka maachen. Et kann ee sech am Viraus informéieren, wou et grad staut, d'Wiederprognose fir déi nächst Deeg kucken, d'Rolllueden doheem erofloossen, eng Videokonferenz vun egal wou aus organiséieren oder ganz einfach senge Kanner op der Uni oder soss an der Welt via FaceTime gutt Nuecht soen.

Déi nei Méiglechkeeten an der Kommunikatioun sinn impressionnant. Ma och manner jonk Leit profitéieren dovunner. Digital Innovatioune bidde villfälteg Chancen, an zwar fir all Altersgruppen. Och wann d'Beréierungsängschte bei den eelere Leit heiansdo méi grouss sinn, stellt een awer fest, dass déi digital Welt och bei hinnen ukomm ass. Wien huet net schonn emol vun enger eelerer Damm héieren, si hätt iwwer Skype mat hirem Enkel op der Uni an Australien geschwat? D'digital Technik bitt vill Méiglechkeeten, fir d'Liewen am Alter ze erliichteren, beim Akafen oder bei digital ënnerstëtzte Fleegeofferen. D'Digitalisatioun hëlleft eelere Leit och, fir méi laang doheem ze wunnen an esou laang wéi méiglech iwwer sech selwer ze bestëmmen.

Madamm Presidentin, Verschiddener fäerten och, datt duerch d'Digitaliséierung vill Aarbechtsplaze wäerte verschwannen. Jo, si verännert déi klassesch Produktiounsmethoden. Si wäert awer gläichzäiteg derfir suergen, datt penibel, monoton, schwéier, awer och geféierlech Aarbechten an Zukunft méi einfach a méi sécher wäerte ginn.

Zu Beetebuerg am Weiderbildungszentrum fir de Bausecteur konnt ee rezent e Chantier vun der Zukunft bewonneren. Do goufen innovativ Bautechnologië virgestallt, déi ee sécherlech enges Daags wäert op eise Chantiere begéinen.

Et gouf eng Dron virgestallt, déi Laaschte vu bis zu 30 kg ganz séier vun A op B kann transportéieren, an eng aner Dron, déi en Areal vun zeg Hektar a kierzester Zäit ofmoosse kann. Et gouf awer och eng Maschinn gewisen, e sougenannten Exoskelett, deen den Aarbechter beim Asphaltéieren hëlleft. Dësen Apparat mécht dës schwiereg a penibel Aarbecht net nëmme méi einfach, mä duerch déi oprecht Positioun, déi e bei sengem Asaz huet, gëtt d'Gesondheet vum Aarbechter geschount.

Sécherlech wäerten Aarbechtsplaze verschwannen, mä gläichzäiteg wäerten awer och neier entstoen. Aner Aarbechten, wéi déi um Schantjen, wäerte méi einfach ginn an domadder e positiven Impakt op d'Gesondheet vu ville Mënschen hunn. Et wäerten awer och nei Beruffsprofiller entstoen. Un eis ass et haut, derfir ze suergen, dass esou vill wéi méiglech Mënschen, besonnesch jonker, dorobber virbereet ginn. Mir däerfe keen hänke loossen an a ville Betriber gëtt sech beméit, d'Leit mat op den digitale Wee ze huelen. Dat klappt net iwwerall, awer mir vergiessen dacks, dass d'Betriber hir experimentéiert Leit léiwer ëmformëieren a weiderbilden, wéi se an de Chômage ze schécken.

Ouni d'Digitalisatioun wier och eise Finanzsecteur net méi denkbar oder wier eist Handwierk mëttlerweil net méi konkurrenzfäeg. Kommt, mir maachen dat Bescht aus dëse Changementer, sief et an der Schoul oder an der Verwaltung, sief et an de Betriber oder soss éierens! Mir hu kee Choix. Mir mussen eis upassen an dëse Prozess beschtméiglech fir eis notzen.

Eent ass sécher: D'Digitalisatioun wäert d'Kreativitéit, d'Uerteelskraaft an déi emotional Intelligenz vum Mënsch esou bal net ersetze kënnen. D'Technik ka villes, mä d'Technik kann net alles. Alles wat perséinlech a moossgeschneidert ass, alles wat originell an eemoleg ass, alles dat brauch innovativ Käpp a geschéckt Hänn.

Duerfir ass et enorm wichteg, dass mer besonnesch déi Jonk esou seriö wéi méiglech op d'Erausfuerderunge vun der digitaler Aarbechtswelt virbereeden, ouni dobäi ze iwwersinn, dass déi fundamental Kompetenzen, iwwert déi all Jonke verfüge sollt, net eleng duerch Computer a Co. geléiert ginn. Et brauch een ebe béides: dat Digitaalt an dat Fundamentaalt.

Madamm Presidentin, komme mer zum zweete Constat: Lëtzebuerg stellt d'Innovatioun an de Mëttelpunkt, well si ass de Schlëssel fir eng méi erfollegräich a ressourcëschounend Wirtschaft an deemno en intelligente Wuesstum. Mir liewen effektiv an enger Zäit vun déif gräifende Verännerungen an Iwwergäng. Déi digital Vernetzung trëfft all Liewensberäicher a si féiert och zu spierbaren Upassungen an der Aarbechtswelt. Dës Entwécklung vollzitt sech fir vill vun eis an engem séieren Tempo. An der Etüd gi vill Pisten opgeworf, déi ganz futuristesch kléngen. Genau wéi d'Studentenorganisatioun ACEL sinn och ech der Meenung, dass net alles, wat an der Rifkin-Studie steet, vun haut op muer ëmzesetzen ass an dass et sech bei verschiddene Prognosen, déi gewot kléngen, ëm reng Zukunftsvisiounen handelt.

Dat heescht awer net, dass sech näischt verännere wäert oder däerf. D'Digitalisatioun waart net op eis, mä dëse Prozess offréiert nei Méiglechkeeten a Potenzialer, déi mer notze mussen. Mir mussen eis upassen, ob mer wëllen oder net. An d'Politik huet d'Aufgab, dëse Prozess ze begleeden, zum Beispill op infrastrukturellem oder gesetzlechem Plang.

Och eis Virfaren hu Phase vun Ëmbroch, jo vun Transformatioun kannt, och wa se sech net mat där Schnellegkeet vollzunn hu wéi de Prozess vun der Digitalisatioun. Denke mer un d'Industrialiséierung am 19. Jorhonnert! Stéchwuert modern Stolindustrie. Oder un d'Mechanisatioun vun der Landwirtschaft. Denke mer un déi generell Aféierung vum Tëlefon nom Zweete Weltkrich oder un de PC an den 80er Jore vum leschte Jorhonnert! Och deemools gouf et Ängschten an defensiv Reaktiounen.

Ma hätt et eppes genotzt, wa mer stoe bliwwe wieren? Hätte mer wirtschaftlech iwwerlieft, wa mer eis dëse Veränneruge verweigert hätten? D'Äntwert ass e kloren Neen.

Madamm Presidentin, keen heibanne plädéiert fir e reng quantitative Wuesstum, eng blann Entwécklung ouni Rücksicht op Verloschter. Mir brauchen en intelligente Wuesstum, deen de Mënsch an d'Innovatioun an de Mëttelpunkt stellt. D'Etüd weist eis sécherlech Pisten a Perspektiven op, wéi mer kënnen intelligent a ressourcëschounend wuessen.

Et ass jo net esou, dass mir bis elo an deem Domän nach näischt ugepaakt hätten. Denke mer un d'Initiativ „Digital Lëtzebuerg", déi de Premierminister Xavier Bettel an d'Liewe geruff huet! D'Zil vun dëser Initiativ ass et, fir d'Chancen, déi eis déi nei Technologië bidden, wouerzehuelen, soudass jiddwereen dovunner profitéiere kann: mir als Bierger, mä och de Stat selwer an zu gudder Lescht och eis Entreprisen.

D'Viraussetzung ass natierlech, dass de Stat sech d'Mëttel gëtt, fir an Infrastrukturen ze investéieren. A wann ee kuckt, wéi héich dës Regierung d'Investissementer hält, besonnesch och a grad an innovativ Projeten ëffentlech Gelder stécht, da si mer do um richtege Wee. D'Glasfasernetz gëtt ausgebaut a mir sinn elo schonn eent vun deene Länner, déi am beschte vernetzt sinn. Den Taux vu Leit an Entreprisen, déi Zougang op de schnellen Internet hunn, ass besonnesch héich a wäert weider klammen.

D'Innovatioun an d'Digitalisatioun si vill méi breet gefächert, wéi een heiansdo unhëlt. An duerfir ass et wichteg, dass esou eng Initiativ wéi „Digital Lëtzebuerg" och kuckt, dass mer eng Kohärenzstrategie an deem Domän hunn an och Interaktiounen do opbauen, wou der méiglech sinn, an esou vum klasseschen, traditionelle Silodenken ewechkommen. Ech denken do u Big Data, Cyber Security oder Cloud Computing.

Ech sinn och ganz frou, dass d'Risike vun der Digitalisatioun wärend den Diskussiounen net verkannt gi sinn. Mir waarde jo all op d'EU-Dateschutzrichtlinn, mä et ass sécherlech net verkéiert, dass Lëtzebuerg elo schonn e Kompetenzzenter fir Cybersécherheet an d'Liewe geruff huet, well et ass grad de Schutz vun hire perséinlechen Daten, déi de Leit bei der digitaler Entwécklung Angscht mécht.

De Lëtzebuerger Auteur Romain Jeblick huet am Kader vun der Presentatioun vu sengem neie Buch „Die digitale Revolution - Segen oder Fluch?" ganz passend an engem Revue-Interview gesot, ech zitéieren hien: „Technik, auch die digitale, sollte nicht per se verteufelt werden, sondern verantwortlich genutzt werden, menschlich eben. Nicht die totale Kontrolle nach dem Motto „big brother is watching you" soll das Losungswort sein, sondern humanistische Bildung, welche ganz natürlich den Einsatz aller Technik dem gesunden Menschenverstand verantwortungsvoll unterordnet. (…) Hier geht es um mehr als um Nullen und Einsen." Zitatende.

Och bei der Kreeslafwirtschaft sinn déi éischt Projete vun der Regierung virgestallt ginn. Ech nenne just de Pavillon zu Dubai, den neie Recherchecampus fir Entreprisen aus dem Automobilsecteur zu Colmer, awer och dee grousse Projet, deen ass scho puermol zitéiert ginn, evoquéiert ginn, am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft zu Woltz.

Fir dëse Prozess ze begleeden, brauche mir natierlech genuch Aarbechtskräften, déi e gewëssenen Know-how an deem Domän hunn: Informatiker, Programmeuren, Techniker, Entwéckler, Grafiker an esou weider. D'Basiswëssen, dat ee brauch, fir dass eis Schüler iwwerhaapt Loscht kréien, herno esou e Beruff ze léieren, muss an eise Schoule vermëttelt ginn. Den Educatiounsminister huet dat dann och erkannt a mat der Strategie „Digital 4 Education" erreecht, dass déi nei Technologien an eise Schoule méi breet gräifen.

Déi sëllechen Initiative wéi zum Beispill déi nei Informatiksektioun an eise Lycéeën, eduSphere, MathemaTIC an esou weider, fir der nëmmen e puer ze nennen, wäerten eis Schüler op d'Erausfuerderunge vun den neien Technologië virbereeden.

Komme mer zum drëtte Constat: Lëtzebuerg wäert eng erfollegräich Zukunft hunn, awer nëmmen, wa sech eise Wuesstumsmodell änert an un d'Contraintë vun engem klenge Land ugepasst gëtt. Als Ekonomist ass et heiansdo schwéier, ze verstoen, dass ee vun den Haaptproblemer vun eisem Land de Wuesstum u sech ass.

Als Bierger weess ech awer, dass Lëtzebuerg ee klengt Land ass an eise rasante Wuesstum deels zulaaschte vun eiser Liewensqualitéit geet. Duerfir kënnen a wëlle mir op déi aktuell Manéier net weider wuessen. De Wuesstum soll een awer prinzipiell net schlechtrieden. Wat fir ee Salarié wéilt net, dass säi Loun wiisst? A wëlle mir net alleguer eng ëmfaassend Krankeversécherung oder eng dezent Pensioun? Jo, mir brauchen ee bestëmmte Wuesstum, fir eis Sozialausgaben ze finanzéieren an och d'Investitiounen op engem héijen Niveau ze halen, esou wéi dat de Moment geschitt.

Elo kéint ee soen, Lëtzebuerg wéilt „le beurre et l'argent du beurre" a vläicht och nach „le sourire de la laitière". Mä ech denken, et ass méiglech, fir de Wuesstum a méi geuerdnet Bunnen ze féieren; e Wuesstum, deen eis Liewensqualitéit net verschlechtert, ganz am Géigendeel. An dat ass den intelligente, qualitative Wuesstum - nennt en, wéi Der wëllt! -, iwwert dee mir zanter Méint schwätzen.

Mä wéi erreeche mer deen? E qualitative Wuesstum ass sécherlech deen, deen eis natierlech Ressourcë schount, dee manner op extern Ressourcen zréckgräift - wat jo och am Hearing däitlech ënnerstrach ginn ass -, deen eist Land a seng Landschaften esou mann wéi méiglech zoubaut an deen eis Mobilitéitsproblemer an de Grëff kritt. Ee qualitative Wuesstum ass ressourcëschounend. Déi digital an déi technologesch Entwécklung, ëm déi et jo an der Etüd geet, bitt eis Méiglechkeeten, wéi mir dat ambitiéist Zil kéinten erreechen.

Wëssenschaft an Technologie, Innovatioun a Kreativitéit, dat sinn alles Viraussetzunge fir dësen neie Wuesstumsmodell, an dee mer eis schrëttweis erabewege mussen.

Madamm Presidentin, eng aner Viraussetzung, fir dass dësen neie Wuesstumsmodell och déi gewënschte Resultater brëngt, ass déi, dass jiddwereen un engem Strang zitt an et zu engem kollektiven Ëmdenke kënnt; en Ëmdenken, wéi mer eis fortbeweegen, en Ëmdenken, wéi mer schaffen - Stéchwuert: Organisatioun vun den Aarbechtszäiten - an en Ëmdenken, wéi mer eis Ressourcë verbrauchen a recycléieren - Stéchwuert: Circularwirtschaft oder Kreeslafwirtschaft.

Wa mir dat erreechen, kréie mer vläicht dat, wat mer wëllen, an zwar e Wuesstum, dee jiddwerengem zeguttkënnt. Och de Stat muss sech upassen a säi Gouvernancemodell iwwerschaffen am Sënn vun den Erausfuerderungen, déi op eis waarden. Eent steet fest: D'Digitalisatioun ass eng grouss Opportunitéit, fir villes a puncto Gouvernance ze verbesseren an domadder eng Politik ze erméiglechen, déi méi kohärent ass an Enkpäss opzeléisen hëlleft.

E Beispill: Grenzgänger droen an engem grousse Mooss zu eisem Wuelstand bäi, mä mir kréie si moies an owes net méi duerch de Stau. Dat ass keng gesond Croissance. D'Politik, fir Büroe méi no bei eise Grenzen ze amenagéieren, fir dass net all Grenzgänger an d'Stad muss schaffe kommen, ass e bescheidenen Deel vun der Léisung.

An deeselwechte Kontext passt natierlech och d'Iddi a virun allem och d'Ëmsetzung vun dezentralen Approchen. Eent ass awer sécher: Wa méi Leit do schaffe kéinten, wou se wunnen, dann hätte mer en Deel vun eise Mobilitéitsproblemer entschäerft.

Madamm Presidentin, hei nach e véierte Constat: Lëtzebuerg als souveräne Stat ass capabel, eng eege Standuertpolitik ze bedreiwen, déi déi wirtschaftlech Attraktivitéit erhält, ouni d'Liewensqualitéit vu senge Bierger op d'Spill ze setzen. Liewensqualitéit ass e Standuertfacteur fir eist Land. Lëtzebuerg muss seng wirtschaftlech a gesellschaftlech Attraktivitéit behalen. Dozou gehéiert och d'Wuelbefanne vun de Mënschen. Mir mussen an de Mënsch investéieren, a seng Bildung, seng Weiderbildung, a Wunnraum, deen ze bezuelen ass an awer en dauerhafte Charakter huet. Investéiere musse mer an eng intelligent Mobilitéit, a Fuerschung, a Gesondheet, an de Schutz vun eiser Natur an an déi kulturell Bildung a Kreativitéit.

Mir mussen e Virreider a Saachen Innovatioun an Ingenierie bleiwen, och a grad am Finanzberäich. Duerfir huet de Finanzminister d'Finanzplaz iwwert déi lescht Joren nei opgestallt, näämlech iwwer zwou Achsen: déi gréng Finanzen a FinTech.

Nëmme well mer ëmmer nees capabel waren, nei Produkter, besonnesch an der Fongenindustrie, ze schafen, hu mer eise Standuert ofgeséchert. Doduerjer ass et och iwwert déi lescht Jorzéngten zu enger Clusterbildung mat eegener Dynamik komm. Lëtzebuerg ass iwwregens e Virreider a Saachen nohalteg Finanzen - Stéchwuert: Climate Finance a Green Bonds.

D'Wuesstumsdebatt aus de leschte Joren ass eigentlech eng Debatt iwwert d'Zukunft vun eisem Standuert. Well Lëtzebuerg e klengt Land ass, verfüügt et ausser sengem Humankapital kaum iwwer eege Ressourcen. Duerfir brauche mer en attraktive Standuert. Mä wat heescht dat fir d'Zukunft? Wat bedeit et fir eise Wuesstumsmodell? Mir kënnen net op egal wat fir eng Manéier attraktiv sinn an domat blannemännerches ee Betrib nom aneren an d'Land unzéien. Och dat ass virdrun an am Hearing ugeschwat ginn.

Duerfir ass et richteg, dass d'Strategie, wéi de Lëtzebuerger Stat am Kader vu Wirtschaftsmissiounen no neie Firme kuckt, iwwerduecht ginn ass. Schliisslech geet et net ëm d'Quantitéit vun neie Betriber, mä virun allem ëm d'Qualitéit vun hirer Aart a Weis, ze produzéieren.

De Wuesstumsmodell ëmbauen, setzt viraus, dass mer eng déif gräifend Analys vun eisem Standuert a senger Entwécklung musse maachen. Mir brauchen eng formaliséiert Plattform, déi ënner wëssenschaftlecher Begleedung eise Standuert, seng Akteuren, d'Potenzialer an d'Schwächte kontinuéierlech ënnert d'Lupp hëlt a konkret Virschléi mécht, wéi d'Politik op bestëmmt Erausfuerderunge reagéiere soll.

De Standuert Lëtzebuerg attraktiv halen, dat ass eigentlech déi richteg Diskussioun, déi mer féiere mussen. Ouni dës Attraktivitéit kënne mer eis sozial Errungenschaften net verdeedegen. Et ass grad d'Diversitéit u Standuertvirdeeler, déi d'Unzéiungskraaft vun esou engem Site ausmécht.

Lëtzebuerg verfüügt nun eemol iwwer eng ganz Rei där Trëmp. Ech hu schonn op dëser Tribün hei betount am Kader vum État de la nation, am Kader vun der Diskussioun, déi mer do gefouert hunn, dass e Standuert ouni e villsäitege Bildungssystem, ouni eng variéiert kulturell Offer, ouni e gutt entwéckelten, effiziente Fuerschungssystem, ouni eng sozial Sécherheet, déi deen Numm verdéngt a Prekarisatioun vermeit, ouni Sécherheet am Allgemengen an ouni Nohaltegkeet, dass dat keen attraktiven a gesonde Standuert ass.

Et ass eben dat glécklecht Zesummespill vu villen Trëmp a positiven Aflëss, dat ee Standuert fit mécht an attraktiv hält.

Madamm Presidentin, dat, wat d'Leit wierklech interesséiert, ass, wéi et hinne perséinlech geet, wéi et ëm hir Liewensqualitéit, hire Beruff, hir Gesondheet an déi vun hirer Famill bestallt ass. Kann een dann eigentlech moossen, wéi et de Leit geet? De PIB du bien-être huet justement probéiert, dëst ze maachen. Et huet ee sech Indicateure gi wéi d'Aarbecht, d'Wunnen, d'Mobilitéit, d'Gesondheet, d'Paien an d'Verméigen, d'Gewiichtung tëschent Privatliewen an Aarbecht, d'Bildung, sozial Kontakter, d'Émwelt, d'Sécherheet an och dat subjektivt Wuelbefannen.

De Statec huet zoufällegerweis genau virun zwee Deeg déi lescht Resultater zum PIB du bien-être presentéiert, déi vum Conseil économique et social, dem Statec an dem Nohaltegkeetsrot ausgeschafft goufen. Elo gëllt et, déi richteg Schlussfolgerungen dorauser ze zéien an dëse Projet weiderzeféieren. Well wann ee weess, wat d'Leit zefridden oder och net mécht, da weess een, wou een den Hiewel muss usetzen, fir an Zukunft Verschiddenes ze änneren.

Madamm Presidentin, ech wéilt zur Konklusioun kommen. Mir sinn eis all eens, dass Wuesstum kee Selbstzweck dierf sinn. Mir sinn eis och all eens, dass mir e Wuesstum wëllen, vun deem jiddweree muss kënne profitéieren, well Wuesstum muss Sënn maachen. E soll d'Liewensqualitéit an d'Aarbechtsbedéngunge vu ville Leit, vun alle Leit verbesseren. E soll technologesch Verännerunge bréngen, ouni d'Émwelt méi ze belaaschten oder d'Biodiversitéit op d'Spill ze setzen. An e soll d'Aarbecht méi einfach maachen, manner penibel, manner schwiereg, manner geféierlech. Nëmmen da mécht Wuesstum Sënn.

Mir musse probéieren, dat risegt Potenzial, dat si eis bidden, konsequent ze notzen. Si, also wuelgemierkt d'Indicateuren. Wa mir dat hikréien, da profitéiert am Endeffekt jiddwereen dovunner. Zu gudder Lescht gi mer mat esou engem Wuesstumsmodell och an der Welt als ultraconnectéiert, modernt, dynamescht an innovatiivt Land wouergeholl. Schliisslech geet et ëm d'Sécherung vun eisem Standuert an ëm d'Zukunft vun deene jéngere Generatiounen, deene mer eng propper Émwelt, eng gutt Liewensqualitéit an och ganz konkret Beruffsperspektive garantéiere wëllen.

„Veränderung bedeutet immer den Verlust des uns Bekannten und die Sorge um das, was auf uns zukommt", schreift de Ranga Yogeshwar a sengem neiste Buch „Nächste Ausfahrt Zukunft: Geschichten aus einer Welt im Wandel". Jo, d'Welt verännert sech an engem rasanten Tempo. Et huet just zéng Joer gebraucht, bis bal véier Milliarde Mënschen e Smartphone benotzt hunn. Do gesäit een, mat wat fir engem Tempo sech d'Verännerungen an eiser digitaler Welt vollzéien. Et si Verännerungen, déi sech géigesäiteg beaflossen. A grad duerfir kënnt et zu enger impressionnanter Entwécklung, net nëmmen aus technologescher Siicht, mä och op gesellschaftlechem Plang. Denke mer nëmmen un déi nei Forme vu Kommunikatioun. Et huet kee Wäert, dësem Prozess mat Angscht ze begéinen, well dann ass ee scho vu virera verluer.

Et huet och kee Wäert, all Zukunftsvisioun fir boer Mënz ze huelen an ze mengen, dat kéim elo esou oder esou. „Die Angstszenarien von intelligenten Robotern, die bald unsere Welt übernehmen, teile ich ebenso wenig wie die Visionen baldiger Unsterblichkeit", schreift de Ranga Yogeshwar. An ech ginn him recht. Kee vun eis sollt a Panik verfalen. Et ass wéi op engem ale Segelschëff, dat am Niwwel fiert. Do wier Angscht e schlechte Beroder. Da fiert de Kapitän op Siicht an taascht sech lues a lues no vir. E setzt op seng Mannschaft, op hire Courage, hir Virsiicht, awer och hiert Talent am Navigéieren. An esou enger Situatioun iwwertrëfft de Mënsch als solche mat sengem Verstand, awer och mat senger Intuitioun dee beschte Roboter.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Jo, déi mënschlech Intelligenz gëtt zur eigentlecher Tromp a komplexe Situatiounen, déi eng Léisung verlaangen.

Madamm Presidentin, déi gréissten Tromp an der Geschicht vu Lëtzebuerg waren a sinn awer, denken ech, all déi Mënschen, déi hei bei eis liewen a schaffen an Dag fir Dag eist Land no vir bréngen, fir dass mer eis all dat leeschte kënnen, wat eis un d'Häerz gewuess ass. Hiert Wëssen an hiren Know-how sinn en Atout, e Geschenk. Esou wéi den Herodot sot, dat Ägypten e Geschenk vum Nil ass, an de Lëtzebuerger Kolumnist Carlo Hemmer kuerz nom Krich der Meenung war, dass Lëtzebuerg e Geschenk vum Eisenerz ass, esou solle mir haut soen: Lëtzebuerg ass e Geschenk vum Savoir-faire vu senge Mënschen.

Haut steet fest: Nëmme mat vill Imaginatioun kënne mer d'Zukunft meeschteren, net mat Rezepter a Methoden, déi längst iwwerholl sinn, net mat alem Wäin an neie Schläich, mä mat klorem Geescht an enger zolitter Portioun Kreativitéit. Da brauch et engem, da brauch et eis net baang ze si fir d'Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här André Bauler. Als nächst ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Viviane Loschetter. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer, mat engem Zitat unzefänken. „Mir feelt an der Diskussioun ronderëm de Wuesstum - ob qualitativ oder quantitativ - e bëssen Éierlechkeet. Wa mer wuesse wëllen, musse mer mat all de Konsequenze liewen. Méi Mënschen, déi no bezuelbare Wunnenge sichen, méi Aschränkungen op der Strooss, an de Schoulen, an de Spideeler, kuerz zesummegefaasst: am Alldag. Wéi wär et eigentlech, wa mer bei 600.000 Awunner géife bleiwen? Wa mer d'Liewensqualitéit aneschters géifen definéieren?"

An deeselwechten zitéiert seng Äntwert: „Ondenkbar, soen eis d'Ekonomisten an d'Politiker, well da geet d'Rechnung net méi op. Wie soll dann d'Schoulen, d'Stroossen, d'Crèchen, eis Gesondheetskeess, eis Pensioune bezuelen? Dat ass genee de Punkt. Mir misste léieren ze verzichten." Dat war e Chefredakter vun de Lëtzebuerger Medien.

Erlaabt mer och, e puer Zitater aus der Presentatioun vum Tëscherapport vun der drëtter industrieller Revolutioun hei zu Lëtzebuerg ze nomméieren! «Nous sommes condamnés à réussir, car de toute façon, il n'y a pas d'alternative», sot en Expert.

„Mir sollten eis zesummesetzen, gemeinsam un engem Plang schaffen", sot e Vertrieder vun enger Gewerkschaft.

An dann nach: "Wat schued ass, ass, datt een net méi vum Rifkin-Prozess héiert, och an eise Schoulen net", sot eng Schülerin.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, dës Zitater ënnersträichen nach eemol, datt mer haut an engem Moment vun der Zäitgeschicht stinn, wou et net egal ass, a wéi eng Richtung dëst Land sech organiséiert, sech opstellt fir d'Zukunft. A mir stinn haut an engem Moment, wou verpasste Chancë vun haut muer nach méi dramatesch Konsequenze wäerten hunn, wéi déi verpasste Chancë vu gëschter, déi mer och haut nach zu engem Deel ferm spieren. An dat, well mer an enger Welt liewen, wou sech alles mëttlerweil exponentiell entwéckelt a wou notamment d'Politik riskéiert, verdaamt ze sinn, permanent hannendrun ze lafen an ze reagéieren, anstatt kënnen ze gestalten an domadder d'Méiglechkeeten ze behalen, fir och ze lenken.

Mir sinn haut mat dräi Haapterausfuerderungen an der Aktualitéit befaasst; eng Aktualitéit, wou d'Leit, wou mir all ons vill Froen iwwert d'Zukunft stellen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Éischtens, dës Woch - an dat wësst Der jo alleguerten - gi weider Jalone gesat zu Bonn op der COP23 am Kontext vum Klimawandel a wou mer mierken, datt hannert deene gudde Virsätz elo muss eng konkret Emsetzung vun de verbindlechen Accorde vun der COP21 vu Paräis kommen.

Zweetens, mir hunn zu Lëtzebuerg eng Diskussioun lassgetrëppelt iwwert de Wuesstum; iwwer e Wuesstum mat ville verschiddenen Adjektiven, doriwwer, wéi vill Wuesstum Lëtzebuerg iwwerhaapt nach packt oder wéi eng Méiglechkeete mir kënnen a sollen entwéckelen, fir onst Land an Zukunft mat manner Wuesstum ze belaaschten. Wéi wëlle mer onst Land haut organiséiere fir wéi ee Lëtzebuerg vu muer?

An drëttens si mer zu Lëtzebuerg net op enger Insel. Och zu Lëtzebuerg wäerte mer an deenen nächste Joren a Jorzéngte betraff si mat de Phenomeener vun der Digitaliséierung, der Robotiséierung, dem Ewechfale vu besteeënden Aarbechten an der enormer Erausfuerderung, fir sech gutt fir déi nei Beruffer, déi wäerten entstoen, opzestellen.

D'Aarbecht, d'Produktioun, d'Produktivitéit, d'Erschaffen an d'Émverdeelung vum Räichtum wäerten nei an anescht definéiert musse ginn.

Dës dräi Erausfuerderungen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei e bësse grobmotoresch skizzéiert, hänken awer all zesummen a kënnen haut definitiv net méi lassgeléist eng vun där anerer consideréiert ginn. Se eenzel an net vernetzt ze kucken, wier sécher an d'Fal ze trëppele vun dem Silodenken, vun der punktueller a sektorieller Politik, vun de Scheiklappen, vun der kuerzfristeger Politik, déi notamment och vu Wahlterminer kéint beaflosst ginn.

Wat mir brauchen, ass eng nei, eng aner Dynamik an eng Rei Virgeeënsweisen, fir dës Zukunftsprioritéiten unzegoen.

An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn als Gréng der Iwwerzeegung, datt dëst ons nëmme kann a wäert geléngen, wa mer et elo, dat heescht haut, als Ganzt an zesummen uginn. Mir sinn als Gréng absolutt der Iwwerzeegung, datt et richteg an noutwendeg war, dëse Prozess mat externen Experten unzegoen. An dësem Fall eben dem Här Rifkin. Mir brauchen an dësem Prozess jiddwereen, all Forces vives de la nation, all Sozialpartner, all ONG, all Institutioun, all Gremien, all Bierger a Biergerin aus dësem Land.

Et ass en Exercice, deen, soll en ons virubréngen, net kann eleng hannert den zouenen Diere vun der Politik evoluéieren. Et ass wuel zum Schluss d'Politik, déi hir Verantwortung muss iwwerhuele bei deenen Decisiounen, déi wäerten ze huele sinn. Mä et ass souwuel eng Bottom-up- wéi och eng Top-down-Approche, déi hei gefuerdert ass. Et ass och richteg, haut unzefänke mat dësem Denkprozess, wa mer wëllen aktiv gestalten, wa mer wëllen d'Opportunitéiten ergräifen, déi sech kënne bidden, fir eng Virreiderroll ze spillen. Eppes, wat mir hei an dësem Land schonn e puermol fäerdegbruecht hunn, wann et drëms gaangen ass, sech nei opzestellen, sech nei ze orientéieren.

A virun allem kënne mer dëse Prozess nëmme mat enger holistescher Approche ugoen, well eng Politik esou vill Impakt op déi nächst huet, datt mer et ons eigentlech net méi kënnen erlaben, se onofhängeg ze gestalten, wa mer ons selwer net wëllen am Wee stoen a laanscht déi gewënschte Resultater zilen.

Natierlech, dat hu mer och elo de Mëtten héieren, mag et deem engen oder deem anere laangwiereg sinn - Kick-off, Tëscherapport, Eventer organiséieren -, an natierlech kann een och soen, datt näischt oder wéineg geschitt ass, datt näischt Neies presentéiert ginn ass, datt Zäit verluer gaang ass, mä dat stëmmt net. Dat stëmmt net an dat ass och net richteg!

Den Tëscherapport vun den Aarbechtsgruppe vun deenen aacht Piliere respektiv vun deenen néng Thematiken, déi am Kader vun der drëtter industrieller Revolutioun definéiert gi sinn, weist, datt vill geschafft ginn ass, datt sech mat der Thematik, respektiv Problematik ausenanergesat ginn ass, mat alle Partner - mat alle Partner! -, mat jiddwerengem, dee wollt matmaachen, jiddwerengem, deen eppes ze soen hat, a jiddwerengem, deen eng Iddi hat.

An ech wëll och hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt wuel all Deputéierten och invitéiert an och wëllkomm war. Mir zum Beispill haten eng Delegatioun vun onser Fraktioun a verschiddenen Aarbechtsgruppe mat schaffen, a mir konnten och do onse Bäitrag derzou leeschten. Just fir erëm riichtzestellen, datt déi eenzel Deputéierten als Deputéiert net vun Ufank u mat agebonne wären. Dat ass net richteg. Mir ware vun Ufank u mat agebonnen.

Une voix.- Deen, dee wollt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Deen, dee wollt. Esou wéi deen, dee wëllt haut hei sëtzen an nolauschteren.

Dës participativ Approche an dës Approche vum Dialog, an dat muss een och ënnersträichen, ass vun alle begréisst ginn, och hei an deem Hearing an der Chamber. Bei eppes ware se sech alleguerten eens, déi hei invitéiert waren, déi och komm sinn: Si hunn déi participativ Approche an deen Dialog, dee konnt gefouert ginn, begréisst.

D'Virgeeënsweis vun deene Gruppe war ëmmer déiselwecht:

Éischtens, fir d'Éischt ginn déi Denkustéiss aus deem Rifkin-Rapport op den Niveau vum Land deklinéiert. Dat sinn d'Mesures résultant de l'étude stratégique. Dat heescht, mir maachen aus deem Denkustouss Rifkin-Rapport konkret... deklinéiere mer dat op d'Land Lëtzebuerg a mir maachen am Fong geholl déi Iddien zu onsen Iddien. Aus den externen Denkustéiss ginn eben dann op Lëtzebuerg deklinéiert Mesuren entwéckelt.

An dann, zweetens, huet sech all Aarbechtsgrupp ebe jee no Thematik anescht organiséiert. Verschidden Aarbechtsgruppen hu Sousgruppe kreéiert, fir besser virunzekommen. Jee, dat war jiddwerengem, jiddwer Aarbechtsgrupp selwer iwwerlooss.

An drëttens, finalement sinn dann och eng Rei vun éischte Resultater zréckbehale ginn, déi notamment schonns zum Deel opgegraff gi si vun der Regierung a vun de respektive Ministères de tutelle.

Déi besteeënd Iddien oder Projeten, déi aus eenzelne Ministèren och schonn zum Deel elaboréiert waren oder déi scho bestanen hunn, déi si matenee vernetzt ginn, mat an där Strategie fir d'Zukunft integréiert ginn. An ech denken, datt dat e wichtege Processus war, fir datt een déi eenzel Aktiounen, déi eenzel Projeten, déi eenzel Aktivitéiten, déi vläicht schonn do waren, emol en commun gesat huet an datt een déi matenee vernetzt huet an datt een och - wéi soll ech dat soen? - d'Interaktioune vun engem Projet op deen aneren da konnt feststellen an och zréckbehalen. Well dat huet herno en Impakt. An dat ass jo och dee Processus, deen hei soll mat där drëtter industrieller Revolutioun zum Deel och gemaach ginn.

D'Zäit erlaabt et elo net, op all eenzel Mesure anzegoen. An dach denke mir, datt d'Chamber eng wichteg Roll weiderhi soll spillen an der Evolutioun vun dësem Gestaltungsprojet fir Lëtzebuerg. Mir sinn eréischt um Ufank vun dësem Prozess a mir géifen och gären der Regierung, mä eigentlech géife mer gäre jiddwerengem, och den Oppositiounsparteien, soen, datt et wichteg ass, datt mer op dëser Viraarbecht an op dësem Rapport intermédiaire weiderschaffen. Et ass e gudden Ausgangspunkt, fir ons Politik vu muer ze gestalten.

A sécherlech ass en net komplett. A sécherlech si verschidde Punkte schonns méi oder besser ausgeschafft wéi anerer. Sécherlech sinn déi technologesch an déi sozioekonomesch Aspekter gutt developpéiert. De sozialen Aspekt, virop d'Diskussioun ronderëm „Wéi gesinn d'Aarbecht an d'Aarbechtswelt muer aus?", ass wuel ugeschnidden, mä nach net verdéift ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mäi Kolleeg Gérard Anzia wäert och duerno méi op dës Thematik agoen. Mä grad am Beräich vun der Digitaliséierung mat all hire potenzielle Méiglechkeeten, virop an der Aarbechtswelt, befanne mir ons an engem anticipative Prozess. Mir wäerte muer an iwwermuer esou oder esou konfrontéiert gi mat de Konsequenze vun dëser Entwécklung, déi egal wéi kënnt, déi zum Deel schonns am Alldag haut do ass.

Et geet also drëms ze kucken, datt mer haut derfir suergen, datt muer all Mënsch an dësem Land eng éierlech Chance kritt, säi Liewen ze gestalten. Et dierf keen op der Streck bleiwen, wa mer iwwert d'Gestaltung vun dëser Gesellschaftsorganisatioun vu muer schwätzen, wa mer iwwert d'Gestaltung vun der Aarbechtsorganisatioun vu muer schwätzen, wa mer vun Ausbildung, Weiderbildung, Émbildung schwätzen, wa mer iwwert déi wichteger Roll vun der Solidarwirtschaft vu muer wäerten diskutéieren.

Mir wäerten och mussen endlech kreativ ginn, wa mer wëlle Brécke bauen zwësche Schoul an Aarbecht, well mir brauchen an Zukunft méi a besser Brécken, méi a besser Zesummenaarbecht zwësche Schoul an Aarbechtswelt. Mir brauchen en zolitte juristesche Kader fir déi nei Aarbechtsformen, esou wéi mer och en zolitte Kader brauche fir den Dateschutz. Dateschutz an Digitaliséierung kënnen openeen ofgestëmmt ginn, mä mir sinn als Gréng iwwerzeegt, datt mer dës Regelunge mindestens um europäeschen Niveau regele mussen.

Notioune vun Sharing Economy an „circle economy", vun deem, wat den Här Wiseler genannt huet, jo, Second Hand - Second Hand, wat mir Sharing Economy, Économie de partage nennen -, si keng Wonschdenkthematike méi, well si sinn haut e Bestanddeel vu reellen Etüden an zum Deel och scho vu Pilotprojeten. Mir wäerten och nëmmen dëse Prozess fir d'Zukunft an onsem Land erfollegräich gestalte kënnen, wa mer en nohalteg gestalten. Mat nohalteg menge mir, datt mer ressourcëschounend mat onsem Buedem an Terrain ëmginn, haut a muer. Mat nohalteg menge mir, datt déi nächst Generatiounen, ons Enkelkanner, eng gutt, eng gesond Liewensqualitéit behalen, propper Loft, proppert Waasser, keng verseuchte Biedem, keng Pestiziden am Iessen.

Nohalteg heescht fir ons, datt mer an Zukunft déi Projeten, déi mer gestalten, net nëmmen op de finanziellen Impakt evaluéieren. Wa mer vernetzt schaffen, musse mer ons an Zukunft op e Käschten-Notzen-Bilan kënne beruffen. Wat bréngt ons e Projet? Mä och, wat kascht en ons? Wat kascht en ons a puncto Nohaltegkeet? Sprëch, wat ass den Impakt vun den Aarbechtsplazen, déi do kéinte geschafe ginn, déi do geschafe gi sinn? Wat fir eng Aarbechtsplaze ginn oder sinn do geschafe ginn? Sinn dat déi Aarbechtsplazen, déi mir an Zukunft an onsem Land brauchen?

Mir mussen ons an Zukunft och kënne beruffen op zousätzlech Forme vun Nohaltegkeetsimpakter, déi, wou mer ons jo eens sinn, datt mer se net méi kënne lassgeléist vunenee consideréieren. Wat ass den Impakt vun engem Projet op de Verbrauch vun onsen natierleche Ressourcen, wéi Energie, Waasser, Impakt op d'Loft, Verbrauch vum Terrain? Wat fir eng Mobilitéitsgestaltung ass fir dëse Projet erfuerdert?

Mir brauchen, mir sinn dovun iwwerzeegt, an Zukunft dës Virgeeënsweis, fir besser sécherzestellen, datt déi Linn, déi d'Regierung, dës an awer och déi nächst Regierungen, sech gëtt, datt déi Linn kohärent bleift mat hiren Zukunftsziler. Esou wéi mir fir Regierungsprojeten eng Fiche financière agefouert hunn, brauche mer e weidert Instrument, e Genre Fiche d'impact, wat Kohärenz an Nohaltegkeet vun de Politicken an Zukunft garantéiert.

Nohalteg ass iewer och, datt déi nächst Generatiounen e Revenu hunn, mat deem se liewe kënnen, mat deem se kënnen an enger Wunneng wunnen, déi se sech leeschte kënnen, egal ob gelount oder kaaft.

Nohalteg heescht och, datt muer all Kand eng reell Chance op eng zilgerecht a gutt Ausbildung huet. An nohalteg heescht fir ons schlussendlech, datt mer mussen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ons ausenanersetzen, wéi mer d'Produktivitéit, déi dëst Land wierklech brauch, wëllen definéieren a gestalten, wéi mer zum Beispill an Zukunft den erschaffte Räichtum, wat vläicht anescht erschafft wäert gi wéi haut, wéi mer dee gerecht ëmverdeelen.

Wat mir haut aus deem lancéierte Prozess zréckbehalen, ass, datt eng breet gefächert Diskussioun lassgetrëppelt ginn ass, datt mer domadder eng reell Chance ergraff hunn, an dësem anticipative Prozess ons eegen Zukunft an dësem Land ze gestalten, datt mer elo solle weider dru schaffen, éierlech an zesummen, datt mer als Politiker a Politikerinne sollen d'Leit méiglechst vill matabannen. Si sinn interesséiert a maache sech och Gedanken iwwer muer an iwwermuer. Well nëmmen esou wäerten déi, déi wëllen d'Froe vun de Leit mat Ängschte fidderen, anstatt Léisungen ze proposéieren, keng Chance kréien, ons beim Zukunftsprozess auszebremsen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR. Här Reding, wann ech gelift!

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, d'„Wort" vun haut gouf scho vill zitéiert. Et stoung notamment och dran, eise Wirtschaftsminister hätt gesot: „Rifkin begann Luxemburg als einmalige Chance zu begreifen, um seine Visionen umzusetzen." An dat ass den éischte Constat, dee mir als ADR musse contestéieren.

Mir wëlle keen Experimentéierlabbo si vum Här Rifkin oder vu soss Leit, kee Spillfeld. Mir wëllen als souveräne Stat déi richteg Léisunge fir eist Land a seng Bierger sichen a fannen.

De Claude Wiseler huet androcksvoll an detailléiert beschriwwen, wéi vill um Fong net Neies ass an deem berüümte Rifkin-Rapport. Den Här Minister ass ganz stolz drop, datt deen nëmme 425.000 Euro kascht huet an datt d'Halschent souguer vun der Chambre de Commerce bezuelt ginn ass. Ech huelen un, d'Chambre de Commerce huet dat bezuelt mat deene Suen, déi se vun hirer Cotisantë kritt, déi Zwangscotisatioun, déi all Betrib hei am Land muss bezuelen. Wéi liicht fält et engem Sozialist, anere Leit hiert Geld auszegi fir Visiounen!

Dem Här Rifkin seng Iwwerleeunge si genau dat,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Hätt Dir gutt eng, Här Reding!

M. Roy Reding *(ADR).*- ...Iwwerleeungen, Perspektiven, Meenungen, awer och net méi wéi dat. Oft schonn hu sech Ekonomisten a Professere geiert. Zum Beispill den Här Rifkin, wéi en a sengem Buch 1995 „The end of work"

virausgesot huet, bis 2020 géife just nach 2% vun de Weltbierger an der Produktioun vu Wuere schaffen. An Däitschland sinn dat haut nach - bon, mir sinn nach zwee Joer virun deem Delai vun 2020 - 20% vun de Bierger. An de Vereenegte Staten nëmmen nach 12%, woubäi déi awer ëmmerhi 70% vun de privaten Investitiounen an d'Recherche duerstellen.

1995, dat muss een em zegutthalen, konnt den Här Rifkin natierlech och net virausgesinn, datt 2017 géifen eleng fir d'Produktioun vun Apple-Geräter 700.000 Weltbierger schaffen. Och iwwer seng Virausso 2000 a sengem Wierk „Acces - Das Verschwinden des Eigentums", wou e sot: „Im Internetzeitalter ist es nicht mehr wichteg, Eigentum zu besitzen", kann ee méi wéi gedeeltener Meenung sinn.

Mat Gewëssheet kënne mer haut awer eppes soen, näämlech datt weder ee Professer oder e professionelle Visionär nach d'Politik bestëmmen, wéi d'Gesellschaft a wéi d'Wirtschaft sech wäerten entwéckelen! Dat mécht de Mënsch, dat mécht de Bierger, dat mécht d'Gesellschaft selwer. An dat ass och ganz gutt esou!

Iwwerleeungen, Iddien, Prognose bewierken awer natierlech en Debat, wéi mer en haut de Mëtteg hunn. A mir wäerte gesinn, zum Deel ganz richteg Debatten, déi et sech lount ze féieren an déi sech deelweis souguer opdrängen a scho laang opdrängen.

Heizou wëll ech just dräi Themefelder erausschielen, déi fir eis als ADR vu méi erausragender Bedeitung sinn: Wéi ee Modèle de croissance brauche mer a wëlle mer zu Lëtzebuerg? Wéi behale mer d'Leit a Loun a Brout am digitalen Zäitalter? Wéi eng Gefore fir eis perséinlech Fräiheete resultéieren aus der Digitaliséierung?

Zum éischte Punkt, wéi ee Modèle de croissance?

Et ass schonn ugeschwat gi vum Här Wiseler. Op d'Fro vum „Lëtzebuerger Wort", verschidden Deputéierten, déi wieren net onbedéngt fir dee Wachstumsdogma, huet den Här Wirtschaftsminister gesot: „Das ist Quatsch." Här Minister, ech behaapten, et ass kee Quatsch, et ass eng Realitéit. Et gëtt Deputéierten, déi sech seriö Froen doriwwer stellen an déi wëssen, datt eisen aktuelle Modell eng Zäitbomm ass.

Ech kommen elo net méi mat all deenen Zuelen. Se sinn oft genuch genannt ginn. Mir wësse ganz einfach, datt op all Rentner mussen zwee Salariéë kommen, datt, wa mer d'Prognose maachen, datt iergendwann 800.000 Leit hei schaffen, datt déi dann och iergendwann eng Kéier an d'Pensioun ginn an datt mer dann nees 1,6 Millioune Leit bräichten, déi géife schaffen, fir deenen hir Renten ze bezuelen. Et ass en Hamsterrad. Et ass e Schnéiballsystem. E funktionéiert net! A wat mer éischter erausklammen, wat et méi liicht a manner schmäerzvoll ass, fir dorauser erauszeklammen.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- D'Mobilitéit, och do just eng eenzeg Zuel. Äre Wuesstum vu 4%, op deen Der esou stolz sidd, déi 12.000 Aarbechtsplazen, déi domadder geschaaft ginn: Dat ass schéin! Dat ass schéin.

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Mä dat heescht awer och, datt et 7.000 bis 8.000 Autoe pro Joer méi op der Strooss gëtt! Wa mer soen, all Auto brauch sechs Meter op der Autobunn, da sinn dat 43 km Stau méi pro Dag all Dag an all Joer 43 km méi. Wann een dat dote wéilt hunn, dann hätt ee vill éischter missen ufänken, Autobunnen net op dräi, mä op véier, op fënnef oder op sechs Spuren auszebauen.

Mir hu vun allem méi, soten och d'Fedil an d'UEL hei am Hearing, mir hu vun allem méi, mä mir hunn net méi Räichtum a mir hunn och net méi Liewensqualitéit. Mä mir hunn och net méi Räichtum! Déi lescht 16 Joer hate mer zu Lëtzebuerg grad emol eng Croissance vun der Produktivitéit, vum Räichtum vun 0,7%, bei 4% Croissance pro Joer. Well Wuesstum ouni Schafung vu Räichtum, mat all deenen Nuisancen a Perte vu Liewensqualitéit, déi e mat sech bréngt, näischt daacht, ass et gutt, datt mer elo endlech ufänken ze diskutéieren iwwer Exitstrategien. An duerfir ass et gutt, datt et Leit gëtt, déi vun der Verabschidung vum Wuesstumsdogma ufänken ze schwätzen.

Mir hu scho laang als ADR gewarnt virun deem Hamsterrad, scho laang en Zukunftsdësch gefrot, wou mer géifen diskutéieren, net wat d'Ursaache sinn, mä wéi mer aus deem Hamsterrad do erauskommen.

Mir si beim zweete Knackpunkt: Wéi behale mer Leit a Loun a Brout an dësem digitalen Zäitalter?

Et ass schéin a gutt ze soen, wéi dat hei vill gemaach ginn ass: „Mir brauche kee Wuesstum ëm all Präis, mir brauche qualitative Wuesstum." An esou weider an esou fort. Et gëtt déi berüümten Eendrëttelregel, wou mer musse ganz gutt oppassen, datt déi net kënnt: een Drëttel vun de Leit, deenen et gutt geet, well se héich qualifizéiert Aarbechtsplazen hunn, well se déi Informatiker sinn, déi d'Programme schreiwen an esou weider; een Drëttel, deen nach gebraucht gëtt, well och bei der allerbeschter Digitaliséierung d'Pizza nach ëmmer muss geliwwert ginn oder d'Steng hei virun der Chamber, wa se dann nei geluecht ginn, nach ëmmer musse vu Mënsche geluecht ginn, an een Drëttel vun de Mënschen, deenen hir Aarbecht ganz einfach iwwerflësseg gëtt.

Den Här Schneider sot, mir missten als Stat mat guddem Beispill virgoen, zum Beispill beim autonome Fueren. Mä de Stat muss och mam gudde Beispill virgoen, wann et ëm Aarbechtsplaze geet. Muss eng Post wierklech 35 Büroen zoumaachen? Muss d'Spuerkeess siwen Agencen zoumaachen? An esou weider an esou fort.

An och wa mir…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Do ass keen Job verluer gaangen, Här Reding!

M. Roy Reding *(ADR).*- ...an enger digitaler Welt liewen...

Här Schneider, net jiddweree lieft an där digitaler Welt. Et kënnt zu enger Verwaisung, an do sidd Dir haaptresponsabel an dëser Regierung, zu enger Verwaisung vum ländleche Raum, zu enger Benodeelegung vu Mënschen, déi net mat där Technologie opgewuess sinn, déi net mobill sinn, déi op Dierfer wunnen, wou et keen oder e ganz schlechten ëffentlechen Transport gëtt.

De Franz Fayot huet mat Recht op de Punkt vun de Bancomaten higewisen. Jo, och e Bancomat muss hiergestallt ginn, e muss installéiert ginn, e muss gewartet ginn, e muss gefëllt ginn. Mä en hëlt à la longue engem Mënsch am Guichet d'Aarbechtsplaz ewech an dem Consommateur eng lieweg Persoun, mat där e sech och ka sozial austauschen, mat där e ka schwätzen.

(Interruption)

Och dat ass Liewensqualitéit! Et gëtt natierlech Leit, déi kënnen all hir Bankoperatiounen um Internet maachen. Mä och déi verléieren dee soziale Kontakt mat engem Mënsch an engem Guichet. Vill Leit verléieren hir Aarbechtsplaz. Vill Liewensqualitéit geet verluer.

Spuert de Konsument eppes doduerch?

(Interruption)

Net emol dat!

Huele mer als Beispill Selfscankeesen am Supermarché. Si hunn deeselwechten Effet. Gëtt d'Akafe méi bëlleg? Neen! Kritt Der ee Sou méi bëlleg Är Wuer? Neen! Mä mat all Selfscankeess verléiert awer eng Caissière hir Aarbecht. Geet de soziale Kontakt an domadder d'Liewensqualitéit verluer? Jo! Ass et also eng gutt Saach? Neen!

A wéi kënne mer dat änneren? Ma zunächst emol als Konsument. Mir mussen déi Saachen als Konsument boykottéieren, do, wou et eng Keess gëtt mat engem Mënsch, an d'Keess mam Mënsch goen.

Ech hunn e Fraktiounskolleeg, dee war d'Lescht an engem McDonald's an do stoung e virun Apparaten, wou een haut kann d'Burgeren zéien. A Gott sei Dank huet en dunn erausfonnt, datt et awer och nach e Guichet gëtt, wou ee kann den Hamburger huelen. Dat ass eppes, wat mer sollten alleguerte maachen.

(Interruption)

Mä och den Ubidder - och den Ubidder! - muss natierlech an déi Richtung goen. An deen eenzegen Ubidder, op dee mir en Afloss hunn, dat ass de Stat als Ubidder, de Stat zum Beispill als Proprietär vun där gréisster Bank vu Lëtzebuerg. Muss dee wierklech Agencen zoumaachen? Muss do gekuckt ginn, Gewënn ëm all Präis? Oder kënne mer eis et dann net leeschten, fir ze soen: Ma dann ass eng Agence do, déi ass eben defizitär, mä mir loossen déi um Duerf, well mir wëllen dee soziale Kontakt an déi Aarbechtsplaze behalen?

Et ass eng ganz gutt Iddi, mobill Agencen. Mä et ass vun enger mobiller Agence geschwat ginn. Ech hoffen, datt et der vill méi wéi nëmmen eng gëtt. Ech stelle mer vir, datt an all Duerf, wou et net eng Agence gëtt, well et ka jo net eng Agence an all Duerf ginn, eng mobill Agence eemol d'Woch wéinstens hikënnt, fir datt déi Mënschen, déi net mobill sinn, déi eeler Mënschen, déi Mënschen, déi an Dierfer wunne mat kengem oder mat engem schlechten Transport public, och kënnen hir Bankgeschäfter maachen a mat engem richtege Mënsch schwätzen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir maacht, wéi wann d'Leit um Duerf, wéi wann d'Leit um Land méi domm wäre wéi déi aner.

M. Roy Reding *(ADR).*- D'Caritas huet mat Recht, Här Schneider, op d'Gefore vum Tout digital op d'Aarbechtsplazen an d'Aarbechtswelt opmierksam gemaach, vun der berüümter Uberisatioun, vun där geschwat ginn ass, bis zur Self-exploitation. Si huet et op de Punkt bruecht, wéi se sot: «(…) le travail n'est pas seulement un moyen pour réaliser un salaire, mais sert aussi à s'épanouir, se réaliser, être productif, être reconnu, bref être humain!»

Si huet uschléissend gesot, et misst een evitéieren «que la société devienne technique, froide et vide de sentiments humains». Mä, wéi sot den Här Wirtschaftsminister haut esou schéin am „Wort": „Ohne Moral wären wir längst schon weiter."

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat huet d'„Wort" geschriwwen. Dat hunn ech esou net gesot. Ech hu vu Relioun geschwat.

(Interruption)

Da soen ech lech et nach eng Kéier.

M. Roy Reding *(ADR).*- Do géif ech direkt eng Géigenduerstellung froe vum „Wort" an Ärer Plaz.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Onbedéngt!

M. Roy Reding *(ADR).*- Da kommen ech op deen drëtte Punkt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Awer net, well Dir mir Angscht maacht, Här Reding.

(Interruptions)

M. Roy Reding *(ADR).*- Mir kommen op den drëtte Punkt, net deen onwichtegsten: Wéi eng Gefore fir eis perséinlech Fräiheeten resultéieren aus der Digitaliséierung? Wéi ee Gesellschaftsbild wëlle mer? Wéi ee Mënschebild hu mer? Hu mer dat vu Fräiheet an Eegeverantwortung, oder hu mer dat vum gegängelten, kontrolléierten, gemaassregelten, kujenéierte Mënsch?

Ech fäerten, dës Regierung ass genau op deem Wee! Wat ugekënnegt gi war als „mir ënnerstëtzen d'Entrepreneuriat", ass esou net virugaangen. Wa mer hei an der Chamber Gesetzer stëmmen, da sinn et oft Gesetzer, wou mer reglementéieren, kontrolléieren, Autorisatioune froen.

Ech erënnere just un dat, wat mer virgëscht gestëmmt hunn iwwert d'Dagesmammen oder d'Dagespappen, d'Dageselteren, déi an Zukunft mussen administrativ Demarchë maachen, déi musse Pläng opstellen, Plans d'éducation opstellen, déi kënne kontrolléiert gi vun alle méigleche Beamten. Ma ech als verantwortungsbewosste Mënsch siche mir meng Dagesmamm oder mäin Dagespapp fir mäi Kand eraus, no beschtem Wëssen a Gewëssen. An ech weess, wéi se do opgehuewe sinn. A wann ech dee geréngsten Zweifel hunn, datt se gutt opgehuewe sinn, wann ech dee geréngsten Zweifel hunn, ma da wiesselen ech. Duerfir brauch ech keng Regierung a kee Gesetz, wat Autorisatiounen a Kontrolle reglementéiert!

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Reglementéierung ass net am Sënn vun nohaltegem Wuesstum, et ass net am Sënn vum Schafe vun Aarbechtsplazen, et ass net am Sënn vun der Förderung vum Entrepreneuriat.

Firwat muss zum Beispill eng Persoun, déi doheem ass, déi um Duerf géif wëllen eng kleng Épicerie opmaachen, firwat muss déi esou eng onsääglech Autorisation d'établissement ufroen? De Coffee-Bike war e gutt Beispill. Em Gottes wëllen, kann net e jonke Mënsch mat engem Coffee-Bike sech seng Sue verdéngen, ouni datt e muss eng Autorisatioun vun eisem Stat derfir hunn?!

A wat ëmmer vergiess gëtt, duerch d'Bank ëmmer vergiess gëtt: All eenzel Mesure, déi geholl gëtt, all Formalitéit, all administrativ Demarche, all Contrôle verursaacht terribel Käschten. Also guer net Rifkin Zero Cost.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Et schaaft awer Aarbechtsplazen, Här Reding!

M. Roy Reding *(ADR).*- Et verursaacht Käschten, Stress an Zäitverloscht fir de Bierger, mä och Käschte fir eis alleguerten als Steierzueler, well mir musse jo deen Apparat finanzéieren, deen all déi Autorisatiounen do ausstellt an all déi Kontrollen do mécht, an déi Geriichter, déi dat alles sanktionéieren, wann emol eng Kéier een eppes anescht mécht, wéi et an engem Text steet.

D'Digitaliséierung, an dat ass mäi wichtegste Punkt, géif ech mengen, ass och eng Fal vu méiglecher Onfräiheet duerch staatlech Kontroll. Mir wëssen et haut jo schonns, wat alles GAFA iwwer eis weess (GAFA: Google, Amazon, Facebook, Apple), iwwer eis, eist Liewen, eis Virléiften, eist Konsumverhalen. Wann ech grad nei Autosmodeller googelen, da kréien ech op Facebook Reklammen zerwéiert vun engem Garagist a weess, wéi vill Kapital aus mengen Donnéeë geschloe gëtt.

Den Etienne Schneider sot, de Stroum wier am Zentrum vun de Rifkin-Iwwerleeungen. Dat ass richteg, déi berüümte Smart-Meteren, intelligent Stroumzieler. Haut gi se benotzt, fir Daten ze sammelen, ze analyséieren. Muer kënnen déi Date benotzt ginn, fir de Bierger ze strofen, wann e sech net un dat Konsumverhalen hält, wat iergendwellech Ideologe fir richteg fannen! E kann de Stroum rationéiert kréien. „Dir hutt Är Wäschmaschinn oft genuch lafe gelooss fir een, deen eleng wunnt, oder hutt Der vläicht een illegal bei lech wunnen, deen Der net ugemellt hutt?" Alles dat ass méiglech mat Smart-Meteren.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Rifkin...

(Hilarité générale et interruptions)

Elo nennen ech lech schonn…

Wéi kommt Der op déi Ënnerstellungen?

M. Roy Reding *(ADR).*- Dir hutt virdru geschwat vun der Aarbecht, vun engem Drëttel, engem Drëttel, engem Drëttel. Mä mat all deem Digitaliséieren an deene Meters kënne mer sécher sinn, datt dräi Drëttel vun eis alleguerten, näämlech all Mënsch potenziell iwwerwaacht, kontrolléiert a gegängelt gëtt.

Une voix.- Oh!

Une autre voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Roy Reding *(ADR).*- Wann ech haut schonns liesen, wat gewëssen Ideologe schreiwen a soen, si wëllen eis politesch korrekt genderen, si wëllen eis forcéieren, esou ze liewen, wéi si et fir richteg fannen! Neen, mir wëllen hunn, d'ADR-Bild vum Mënsch ass, datt de Mënsch ka liewen als mëndege Bierger an enger Informatiounsgesellschaft, datt e ka seng eegen Decisiounen huelen als fräie Mënsch an datt en esou liewe kann, wéi hien et fir richteg fënnt.

Mir sollen net d'Leit matabannen, wéi hei gesot ginn ass, mä mir sollen d'Leit dobaussen decidéiere loossen. Mir brauchen Incentiven anstatt Verbueder. Mir brauchen Informatioun anstatt Ideologie. Mir brauche Fräiheet, och a grad an där schéiner neier Rifkin-Welt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner, en ass scho prett, ass den Här Marc Baum fir déi Lénk. Här Baum, wann ech gelift!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Spéitstens zanter den Erfahrunge vun der ugekënnegter kopernikanescher Revolutioun vun dëser Regierung an der Budgetspolitik wësse mer, datt ganz dacks hanner héichtrabende Begréffer, nujee, nenne mer et emol eng zolidd Portioun waarm Loft stécht. Oder villméi „business as usual", a besonnesch am Fall vun Industrielle-Revolutiounen-Business. Esou och bei der drëtter industrieller Revolutioun, déi d'Regierung elo fir sech entdeckt huet an an Usproch hëlt.

Wann ee sech dee Rifkin-Rapport duerchliest, da stéisst een op ganz vill Gewosstenes, eng Rëtsch Widdersprëch an natierlech och eng Partie interessant a fortschrëttlech nei Usätz.

Fir déi eng ass et eng holistesch, also transversal aneneen iwwergräifend Approche, fir anerer ass et eng Toolbox aus Denkustéiss, aus där ee sech no Beliben an Interessenslag zerwéiere kann. An doranner besteet an eisen Aen déi gréisste Schwächt vun dësem Rapport. Et kann ee villes a säi e Géigendeel dorauser maachen. Mä virun allem ginn zentral Froen, déi d'Zukunft vun eisem Land betreffen, entweder iwwerhaapt net oder just iwwerflächlech an um Rand behandelt. Dat Ganzt agepaakt an en euphoriséierenden Discours, deen déi Veränneerungsprozesser, déi scho laang amgaange sinn, als neie revolutionäre Moment héichstiliséieren.

Déi drëtt industriell Revolutioun ass näischt Neies, mä de Prozess, deen ënnert de Begréffer Digitaliséierung an Automatiséierung schonn zënter Jorzéngte wierksam ass a schonn zënter Jorzéngte gesellschaftlech an ekonomesch Transformatioune mat sech bréngt.

Ech fir mäi perséinlechen Deel woen emol ganz kéng ze behaapten, datt ech e Kand vun dëser drëtter industrieller Revolutioun sinn. Als ganz Jonken hat ech schonn e Computer, wéi ech op Première war en Handy an als Student war fir mech den Internet an d'Benotze vum Internet zum Alldag ginn als Aarbechtsinstrument.

Firwat also, freet ee sech, beoptragt d'Regierung elo an den 2010er Joren en amerikanesche Futurolog mat engem Projet, deen den Usproch huet, aus Lëtzebuerg, Zitat: „déi éischt Natioun vun der drëtter industrieller Revolutioun" ze maachen, also eng Revolutioun, déi schonns iwwer eng ganz Generatioun amgaangen ass?

An ech denken, datt en Deel vun der Äntwert doranner besteet, datt bis elo all industriell Revolutioune virdrun enorm Produktivkräfte fräigesat hunn an zu enorme Produktivitéitsgewënner gefouert hunn. Mat ëmmer manner mënschlecher Aarbecht konnten ëmmer méi Wueren an Déngschtleeschtunge produzéiert ginn. Duerfir ass d'Aussiicht op eng industriell Revolutioun fir Besëtzer vu Kapital immens lackeleg, well se d'Verspriechen op wesentlech méi grouss Profittmargen a sech biergt. An duerfir ass et och nëmme konsequent, datt si, an der Form vun der Chambre de Commerce, dës Etüd zesumme mam Wirtschaftsministère matfinanzéiert hunn.

Well dat ass den Ausgangspunkt vum TIR. Et ass de Versuch vun den dominéierende Wirtschaftskreesser am Land, d'Erausfuerderunge vun den ekologesche Contrainten, dem Klimawandel an der Ressourcëknappheet, am Kontext vun enger entgrenzter internationaler Kompetitioun vu jiddwerengem géint jiddwereen op déi fir si profitabelst Aart a Weis ze léisen.

A well Kapitalinteressien am Rifkin-Prozess dominéieren, huet en och an alleréischter Linn eng ekonomesch Ausriichtung. Dëst ass souguer deelweis am Tëscherapport nach méi däitlech gi wéi am urspréngleche Text. E versicht eng batternéideg Diskussioun iwwer eise Gesellschafts- a Wirtschaftsmodell ze ersetzen duerch eng eesäiteg Fokusséierung op technologesch Innovatioun. Amplaz den technesche Fortschrëtt ze encadréieren an ze gestalten, wierkt et, wéi wann en zum Selbstzweck gëtt, deem sech eng Gesellschaft ze fügen huet.

Déi zentral Thees besteet doranner, datt een eigentlech just d'Vitesse vun deene Prozesser, déi scho laang amgaange sinn, acceleréiere muss, fir zur Léisung vun de Problemer ze kommen.

Dat ass natierlech an engem gewëssene Sënn kammoud, well een näischt Fundamentales ze ännere brauch, mä eigentlech just Gas ze ginn, an dat als Solution miracle.

Dës Approche huet natierlech zur Konsequenz, datt zentral Problemer a Froen iwwerhaapt net thematiséiert goufen, ugefaange bei der zentraler Fro vum Wuesstum. Eise Wuesstumsmodell gëtt net prinzipiell a Fro gestallt hei, dat hu mer jo elo och nach e puermol héieren, mä e soll méi qualitativ ginn, dat heescht Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië solle méi effikass genotzt ginn, genausou wéi d'Energie an d'Mobilitéit. An de Schlëssel derfir, seet de Rifkin, ass d'Digitaliséierung, déi zu neie Produktivitéitsgewënner féiere soll.

Natierlech kann een näischt dergéint hunn, wa Produktiounsprozesser an Déngschtleeschtunge méi sënnvoll organiséiert ginn. De Problem ass just, datt och schonns déi viregt industriell Revolutiounen dozou gefouert hunn, datt trotz enger méi effikasser Notzung vu Ressourcen nawell d'Produktioun insgesamt an d'Luucht gaangen ass an domadder och de Verbrauch vu Ressourcen. Well Ressourcë méi effikass notzen, bedeit am Kapitalismus net automatesch, manner Ressourcë verbrauchen. A genee dat wier awer d'Erausfuerderung vun enger wierklech nohalteger Entwécklung.

Iwwerhaapt spille Ressourcen am Strategiepabeier eng ënnergeuerdnet Roll. D'Fro gëtt net opgeworf, wou dann all déi natierlech Ressourcen, déi fir déi weider Digitaliséierung gebraucht ginn, sollen hierkommen. Wou kommen dann d'Seltene Erden hier, déi mer brauche fir eisen 3D-Drocker, eisen Handy oder fir d'Batterië vun eisen Elektroautoen?

A scho guer net thematiséiert gëtt, datt genee dës Ressourcen Ulass si fir geostrategesch Verdeelungskämpf, fir Biergerkricher, Ëmweltzerstéierungen an doduerch och d'Ursaach sinn, firwat Millioune vu Leit virun deene Kricher flüchten, guer net ze schwätze vun deenen deelweis onmënschlech Konditiounen, ënnert deenen dës Metaller ofgebaut ginn. Dës Froen tauchen einfach net op.

Ech denken, datt et sech am Strategiepabeier e bëssen ze einfach gemaach gëtt. Lëtzebuerg, huet een heiansdo den Androck, gëtt duergestallt wéi eng Insel, op där lauter Prosumer Deel vun enger grousser Sharing Economy sinn, an där jiddweree jidderzäit, gläichzäiteg wa méiglech, Produzent a Konsument ass. An och, wann dëst keng wierklech nei Iddi ass, gëtt se an deem heite Modell op d'Spëtzt gedriwwen.

Amplaz iwwert déi sozial Konsequenze vun der Monetariséierung vun den tëschemënschleche Relatiounen an där neier Sharing Economy ze schwätzen, gëtt beim Rifkin proposéiert, de Mënschen alleguer eng TVA-Nummer ze ginn, well all Mënsch jo zum Prosumer, also zum kommerziellen Entrepreneur gëtt. Wat fir eng Virstellung vum Mënsch stécht do derhannert? De Rifkin beschreift se selwer.

„De Kapitalismus", seet de Rifkin, „kritt ee klenge Brudder, an dat ass d'Sharing Economy." An anere Wierder: Nodeems de Salarié am klassesche Lounverhältnis geschafft huet, geet en heem a spillt do dann nach liberalen Entrepreneur. Hei gëtt quasi eng Zort vu liberaler Anthropologie entwéckelt.

Här President, fir eist Land wichteg Zukunftserausfuerderungen, déi mer haut, elo schonn, am Alldag erliewen, bleiwen awer am Vagen. Der Tatsaach, datt bal d'Halschent vum Salariat zu Lëtzebuerg net zu Lëtzebuerg wunnt, gëtt kaum Rechnung gedroen. Et gëtt och net dem demesuréierte Gewiicht vun der Finanzplaz an der ekonomescher Ofhängegkeet vun den Akteure vun der Finanzplaz Rechnung gedroen. An och de Sujet Wunnen gëtt an alleréischter Linn duergestallt als Méiglechkeet vun zukünftegen Investitiounen, an déi sozial Dimensioun, déi dorunner gebonnen ass, gëtt kaum ernimmt. Iwwerhaapt sinn déi sozial Froe komplett marginaliséiert.

Wéi gesinn d'Aarbechtswelt an d'Aarbechtsorganisatioun vu muer aus? Wéi gëtt d'Aarbecht verdeelt? Wat geschitt mat eise solidaresche Sozialversécherungssystemer? Wat geschitt virun allem mat deenen, déi net mathale kënnen an dem Rifkin senger Welt? Mat de Prekären? Mat der Entwécklung vum Chômage? Wéi eng Auswierkung huet dëse Modell op déi wuessend Inegalitéiten an eiser Gesellschaft?

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- A virun allem, wiem gehéiert dës Welt? De Leit, déi an hir liewen? Oder e puer Multinationalen a Superräicher, déi ëmmer weider Kapital a Muecht accumuléieren? E puer Leit hunn haut schonn esou vill Besëtz wéi déi ënnescht Halschent vun der Welt. An Zuelen: Aacht Leit besëtzen esou vill wéi 3,5 Milliarden. An och zu Lëtzebuerg klammen an deene leschte Joren d'Inegalitéite weider. Op all déi Froen, déi awer zentral sinn an der Evolutioun, am Zeechne vun enger Zukunftsperspektiv, gi keng Äntwerten ugebueden.

All dës essenziell Verdeelungsfroen, déi Ursaach si vun esou vill mënschlechem Misär an ëmmer nei Krise provozéieren, gi guer net ugeschwat.

Mä wat ass dat da fir en Zukunftsmodell, wat ass dat fir eng Revolutioun, déi dës Realitéiten ausblent? Eng vun deene grousse Stäerkte vum Rifkin-Prozess sollt ursprénglech déi participativ Bedeelegung sinn, vun där och virdrun hei esou vill geschwat ginn ass. Mä nach virun zwou Wochen hu mer hei an der Chamber am Hearing eis missen ulauschteren, datt et mat der gesellschaftlecher Bedeelegung net terribel wäit hier war. Am Ufank waren d'Vertrieder vum Salariat iwwerhaapt net mat agebonnen. An dunn an der zweeter Phas, déi op dësen Tëscherapport gesteiert ass, hunn anerer bericht, datt zum Deel bal kaum Reunioune stattfonnt hunn, a wann, dass et kaum zu groussen inhaltlechen Diskussioune komm ass.

„Bottom-up" gesäit anescht aus. An och mat der holistescher an transversaler Approche huet et ferm gehappert. Wann zum Beispill d'Vertrieder vun der Caritas versicht hunn, d'sozial Dimensioun vu Problematike mat anzebréngen, ass hinnen einfach gesot ginn, se wieren am falschen Aarbechtsgrupp.

Et konnt een no der Auditioun an der Chamber den Androck kréien, datt et vill éischter eng Simulatioun vu Participatioun war wéi eng wierklech Bedeelegung vun der breeder Zivillgesellschaft. An ech muss Iech soen, beim Hearing hei sinn ech bal vum Stull gefall, wéi d'Presidentin vun der Dateschutzkommissioun gesot huet, dass si als Institutioun praktesch net matagebonne war an datt si souguer déi puer Säiten am Tëscherapport net krut. Dobäi sinn dach d'Donnéeën am Rifkin senger Welt dat neit Kapital. D'Date sinn de Schlëssel fir d'Steigerung vun der Wäertschëpfung, esou ass et och am Tëschebericht iwwert den TIR erkläert, a gläichzäiteg eng ganz sensibel Matière, déi d'Perséinlechkeets- an d'Selbstbestëmmungsrechter vun de Bierger direkt betrëfft.

Déi zentral Fro vun der Dateproblematik ass: Gëtt et iwwerhaapt en Equiliber tëschent dem Besëtz, der Notzung, der Kontroll oder dem Verkaf vun Daten, déi eng maximal Wäertschëpfung fir Entreprisen erméiglechen, engersäits, an anerersäits dem Schutz vun den Donnéeën, der Privatsphär an der informationeller Selbstbestëmmung vun de Leit?

Dat neit Reglement iwwert den Dateschutz vun der EU probéiert, dësen Equiliber ze fannen. Am Reglement, wat am Mee 2018 och fir Lëtzebuerg a Kraaft triede wäert, stinn och eng Rei Virschrëften dran, déi an enger Welt, wéi se an der TIR-Etüd un d'Wand projezéiert gëtt, un hir Grenze géife stoussen. Wann den Opt-in, also de Consentement explicite, fir d'Späicherung an d'Notzung vun Date bis obligatoresch ass, wéi soll dann déi ganz Smart Economy ausgesinn a generaliséiert ginn? A wat wäert da geaffert ginn? En Deel vum Profitt? Oder d'Recht op informationell Selbstbestëmmung vun de Leit?

Nieft deenen objektive Mängel an oppenen an onbeäntwerte Froen verheddert d'Regierung sech menger Meenung no awer och a Kontradiktiounen an Inkohärenzen, zum Beispill d'Landwirtschaft.

Mam Fokus op déi sougenannten „smart agriculture" kann d'Thematik vum Schutz a vun der Kontroll vun Daten eng potenziell gefäierlech Entwécklung aleeden. Déi strategesch Etüd behandelt eng ganz Rei interessant Usätz, zum Beispill d'Transitioun hin zu 100% Bio, d'Förderung vum Geméisubau am urbane Raum oder d'Ënnerstëtzung vun der „community-supported agriculture". Dat sinn interessant Iddien, déi eng méi ekologesch Landwirtschaft géife bedeiten an och de Mënsch an de Mëttelpunkt stellen, dee mat eegenem Engagement an a Kooperatioun mat anere lokal Kreesleef opbaut.

Dat ass héich interessant, et ass awer de Contraire vun deem, wat ech grad sot, wat an den Tëscheberichter optaucht. Ekologie a Bio sinn net méi erwäänt, „urban gardening" a kleng Kreesleef vergiess. De Fokus läit op enger Intensivéierung, mat Hëllef vun der sougenannter „smart agriculture", vun techno-wëssenschaftleche Léisungen, an deenen de Mënsch, de Bauer mat sengen Erfahrungen a Kompetenzen, kaum méi eng Roll spillt.

Mir hu selbstverständlech kee Problem dermat, dass technesch Entwécklungen an der Landwirtschaft agesat ginn, dat ass och scho laang de Fall. D'Bedéngung dofir muss awer sinn, dass dëse Fortschrëtt bei de Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, an de Konsumente vun de Produkter gläichzäiteg ukënnt. An dat ass mat deem, wat hei ugeduecht gëtt, awer net de Fall.

Ganz äänlech ass et bei der Energiestrategie. Dat wësse mer scho laang, datt mer op 100% erneierbar Energie histeiere missten, an dofir hätte mer och keen Här Rifkin gebraucht. D'Technik existéiert scho laang. Vill Länner sinn och dowéinst scho vill méi wäit. Eis Schwächt bei den erneierbaren Energien ass och dorop zréckzeféieren, datt deen zoustännege Minister laang Zäit wéineg begeeschtert war, fir se méi ze förderen.

2012 hutt Dir gemengt, d'Solarmoduller wären nach ze deier, duerfir sollt een nach waarden, bis een déi méi konsequent ugeet. A véier Joer méi spéit, Här Schneider, véier Joer méi spéit entdeckt Der d'Solarmoduller erëm. Op eemol gëtt festgestallt, datt jo vill Plaz op den Diech ass. An dobäi sinn d'Präisser vun deene Modul-ler, also de Käschtefacteur respektiv d'Solarstroumleeschtung pro investéierten Euro säit 2012 quasi stabill bliwwen a just minimal gefall.

An e weidere Punkt betrëfft d'Dezentraliséierung vun der Energieproduktioun, déi mir natierlech ënnerstëtzen an interessant fannen. Mä wéi solle mer mat engem Energiesystem, deen op klenge Produktiounsunitéite baséiert, zum Beispill en Datacenter vu Google approvisionnéieren, deen zwee- bis dräimol méi Stroum wäert brauche wéi all d'Lëtzebuerger Stéit zesummen? A wéi een Impakt huet esou een Datacenter op eist Stroumnetz? Strukturéieren esou Energiefrësser net eigentlech d'Netz souwisou an huelen e groussen Deel vun eisem Handlungsspillraum? Wéi war et, wéi ArcelorMittal gefrot huet, fir eng direkt Ubannung ze kréien un d'Atomstroumnetz vu Cattenom?

Wann een dëse Problem weiderdenkt, da freet ee sech natierlech och, wéi iwwerhaapt den Hardware- an Energiebedarf vum Internet of things mat dem giganteschen Datevolumen, dee stockéiert an transferéiert gëtt a permanent ofgeruff muss kënne ginn, befriddegt ka ginn. Dëst ass e Problem am Kader vun erneierbarer Energieproduktioun, mä och wat de Ressourcëbedarf ugeet. Besonnesch och d'Fro vum Ofbau, der Notzung an dem Recyclage, wa méiglech, vu rare Metaller, ass hei kruzial, mä Zäit, fir drop anzegoen, hunn ech elo net.

Här President, ech hunn hei bewosst zwee Beispiller, zwee Elementer aus der Rifkin-Etüd geholl, déi mir prinzipiell absolutt begréissen,…

(Interruption)

…näämlech d'Orientéierung op 100% biologesch Landwirtschaft an erneierbar Energieproduktioun. Mä mir stelle fest, datt d'Regierung se bis elo net formal als Zil festgeschriwwen huet, an duerfir handelt se och net deementspriechend, a mir fannen, datt dat inkohärent ass.

Här President, mir denken, datt een all dës Froen onbedéngt weider creuséiere muss, an zwar mat alle Leit, op Grondlag vun enger méi breeder gesellschaftlecher Debatt. Mir mengen, datt een duerfir kee Rifkin als Ausgangspunkt gebraucht hätt. Mir mengen, datt eis international Obligatiounen am Kader vum Klimaschutz respektiv d'UN-Nohaltegkeetsagenda 2030 hätte missen den zentrale Kompass sinn, fir esou Reflexiounen ze féieren. A vläicht, vläicht géife mer och da feststellen, datt mer e méi fundamentaalt a vläicht wierklech revolutionäert Ëmdenke brauchen, fir den Erausfuerderunge vun haut a muer och wierklech gerecht ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sidd Der prett? Et ass un Iech, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Rifkin - den Här Schneider seet haut an engem Interview an der gréisster Dageszeitung, en hätt eng Kéier dat Buch gelies an du wier e begeeschtert gewiescht.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech hat och anerer gelies.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do war en elo net esou begeeschtert, stellen ech also fest. Wa mer haut iwwer Rifkin schwätzen, ass et sécherlech gutt, wa mer driwwer nodenken, wéi mer Lëtzebuerg kënnen opstellen, wat mer wëllen, wat Lëtzebuerg an deenen nächste Jorzéngte soll erreechen.

Mä wann ee kuckt, déi Visiounen, déi den Här Rifkin huet fir bis an d'Joer 2050, déi stinn awer am Géigesaz zu deem qualitative Wuesstum, dee mir jo awer wëllen ustriewen. De Mënsch, wann een de Rifkin-Rapport kuckt a wann een och verschidde Bicher liest, déi de Rifkin geschriwwen huet, de Mënsch u sech kënnt awer an deem Rapport ze kuerz.

An et fënnt een och näischt, awer iwwerhaapt näischt iwwert de soziale Fortschrëtt, kee Wuert iwwert déi sozial Kohäsioun, wat jo awer an eise Breetegrader, a virun allem och hei zu Lëtzebuerg, ganz wichteg ass. A wann Der mat de Kolleege schwätzt aus Frankräich am Nord-Pas-de-Calais, déi soen Iech datselwecht, dass dat Soziaalt an där ganzer Prozedur ze kuerz komm ass, dass dat net gutt war, dass iwwerhaapt keng sozial Beweegung an deem ganze Rifkin-Rapport mat dra war.

Et gëtt kee Wuert iwwert déi Gesondheetsfroen, déi mat där Technologiséierung matkommen. Et gëtt wéineg geschwat iwwert den Dateschutz an iwwert d'Privatsphär, wat awer eng ganz grouss Gefor ass, wa mer vun der Digitaliséierung schwätzen. Kuerz ausgedréckt, an deene méi graffe Wierder vu mir kann ee soen, et wier prematuréiert, wat an deem Rapport mat drasteet, an dass verschidde Saachen onausgeräift sinn.

Elo huet de Kapitän d'Schëff verlooss, den Här Rifkin ass fort, an elo si mer amgaangen ze kucken, fir Äntwerten ze fanne respektiv ze diskutéieren, wéi mer mat deem Rapport sollen ëmgoen.

Et stellt een och fest, dass an deem Rapport, dee jo vum Wirtschaftsminister an Optrag gi ginn ass, dass een dat éischter erënnert un e Businessplang vun engem Betrib, wéi kënnen ze soen, et géif drëm goen, wéi Lëtzebuerg als Land sech soll opstellen. A virun allem, de Mënsch schéngt an deem Rapport just eng Randerscheinung ze sinn.

D'Zilsetzung vun der Regierung an notamment vum Wirtschaftsminister war kloer - en huet dat och net verstoppt: E wollt mam Numm Rifkin punkten. E wollt eng Signalwierkung mat dem Numm Rifkin erreechen, eppes fir d'Elitten hei zu Lëtzebuerg a weltwäit, fir dass déi domadder op Lëtzebuerg kommen, a fir Lëtzebuerg attraktiv ze maache fir déi Elitten, déi da solle kommen.

D'Situatioun no der Virstellung vun der Rifkin-Etüd war jo och ganz kloer. D'Sozialpartner hu

sech zu Wuert gemellt an, et ass schonn heibanne gesot gi vun deem engen oder anere Riedner, ausser engem Grupp, nääämlech deem vun de Patronen, war d'Begeeschterung bei all deene Leit, déi mer hei héieren hunn, net grad ganz grouss. Si hu vill Kritik ubruecht a si hunn eis och erkläert, dass déi Aarbechtsgruppen zwar heiansdo d'Gefill haten, dass dat „mehr Schein als Sein" war, dass se dräi Sitzungen zwar haten, awer eng, fir eleng nëmmen iwwert de Rapport vun där Sitzung virdrun ze diskutéieren.

Wann et hei geet, muss ee sech jo d'Fro stelle beim Rifkin - an do maache vill Leit sech Suergen -, de Rifkin-Prozess bedeit net d'Enn vun der Aarbecht, mä et wäerte verschidden Typpe vu Beruffer verschwannen, a virun allem Beruffer vun de Leit mat wéineger Qualifikatioun. A wa mer d'Situatioun kucken, déi mer um Aarbechtsmaart hunn, da stelle mer awer fest, dass vill vun deenen, déi sech am Chômage befannen an déi keng Aarbecht fannen, genau an deem Beräich si vum sougenannten Niddregloun a Leit sinn ouni Qualifikatioun.

Wat geschitt mat deenen? Wéi wëlle mer déi Leit opfänken? Wat fir eng Perspektive wëlle mer do ginn? Do ass sécher,…

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...do besteet eng Erausfuerderung an der Formatioun. „Bildung, Bildung, Bildung" ass doudsécher net falsch, ass och wichteg. Mä et si Leit, deene kënnt Der och ganz vill Formatioun ginn, mä et ass awer schwiereg, se herno zu engem Diplom ze kréien a se herno och dozou ze kréien, dass se komplizéiert Prozesser kënne steieren, wat awer ganz gutt Leit waren an engem Produktiounsbetrib. An esou eppes hu mer net méi. Dofir musse mer eis och do d'Fro stellen, wat dat bedeit beim Rifkin-Prozess fir den Aarbechtsmaart.

Dir wäert gesinn, dass d'Schéier tëschent deene Leit a Beschäftegung an net a Beschäftegung vill méi grouss wäert ginn an dass d'Gefor souguer do ass, wa mer eis eleng op deen dote Prozess konzentréieren, dass déi Schéier ëmmer méi wäit auserneegeet.

Et muss ee sech och d'Fro stellen..., a sécher ass dat zwar richteg, dass mer den Droit individuel à la formation ausbauen, dass mer méi doran investéieren, mä do sinn et och ëmmer déi, déi scho wëssen, dass et ouni Weiderbildung net geet, an et erreecht een net onbedéngt déi Leit, déi ee brauch an déi ee mat der Hand muss huelen, fir se an d'Weiderbildung ze kréien. Och dat gëtt e Problem, dee mer hunn. An et ass och do wichteg, dass mer déi Leit sensibiliséiert kréien.

Den Här Claude Meisch huet 2014 gesot, mir hätten am Fong Schoulmeeschtere genuch hei zu Lëtzebuerg. An haut 2017 stelle mer fest, mir hunn net méi Schoulmeeschtere genuch. Mä mir hunn awer wärend den Debatten 2014 gesot, dass de Wee voll ass mat der Ausbildung. Do gesäit een, dass an dräi Joer d'Beruffsbild an dat, wat de Besoin um Marché ass, fundamental vun engem Moment op deen anere Moment kënnen änneren.

Dofir geet et och do net duer, eleng ze schwätzen: „Mat Weiderbildung ass alles geléist." Mä mir mussen an der Formatioun och driwwer nodenken, ob mer net vill méi eng grouss Allgemengbildung hunn a vill méi spéit d'Leit eréischt an déi eenzel Fachrichtungen erandrécken, well et soss schwiereg gëtt, fir déi Leit och kënnen an där Entwécklung hin zu der Digitalgesellschaft ze behalen.

Rifkin bedeit d'Digitaliséierung vun der Aarbechtswelt, d'Digitaliséierung verännert iwwerall d'Aarbechtswelt, genausou am Handwierk, am Commerce, an den Déngschtleeschtungen, an der Industrie, beim Stat an den Administratiounen. D'Digitaliséierung gëtt als déi „drëtt industriell Revolutioun" dohinnergestallt. Sécherlech ass et eng grouss Revolutioun. Mä et wäert awer och gläichzäiteg bedeiten, dass et méi Stress a méi Problemer wäert ginn a méi Risike wäert ginn op der Aarbecht.

D'Grenzen tëschent privat a Beruff wäerte plus ou moins verschwannen. An et weess een owes net méi, um wéi vill Auer een de Computer däerf a kann ausmaachen a wéi et iwwert de Weekend ass a wéi et mat deene 24 Stonnen ass, déi den Dag nun emol huet. Wéini muss een nach op déi Mail äntwerten? Wéini brauch een net méi drop ze äntwerten?

An dat alles bedeit och, dass mer vill Leit wäerten erliewen, déi psychesch Problemer wäerte kréien. An d'Chambre des Salariés huet do an enger Etüd ganz grouss drop opmierksam gemaach, dass, wa mer dee Problem net an de Grëff kréien, da wäert dat ganz vill gesondheetlech Problemer de Leit brëngen an da wäert och eist Gesondheetswiesen ënnert där zousätzlecher Belaaschtung leiden.

Eng aner Fro ass déi vum Dateschutz. Et ass heibanne scho gesot ginn. Wéi geet et da mam Dateschutz? Wéi geet et mat den Donnéeën? Éischtens vun deene Leit, déi do déi 24 Stonnen den Dag, siwen Deeg d'Woch sollen zur Verfügung stoen, oder wéi gëtt dat geregelt, fir doriwwer ze diskutéieren? Wéini hunn déi Leit fräi? Wéini mussen déi Leit äntwerten? A wéini mussen déi Leit net äntwerten? Gëtt do net och d'Aarbechtsrecht ausgehiewelt?

Brauche mer do net en neie System vun Aarbechtsrecht? Gëtt do net vill mat Scheinselbstständegkeet herno gehandelt? Wéi ass et herno mat all deene Leit, déi als Freelance wäerte schaffen an domadder net méi wëssen, ob se e CDI hunn oder kee CDI hunn, wou dat awer d'Grondviraussetzung ass, wann s de en CDI brauchs, fir kënne bei enger Bank e Prêt ze maache respektiv eng Wunneng ze kréien, en Daach iwwert dem Kapp.

Dat alles sinn déi Froen, déi ech awer net fonnt hunn, weder am Här Rifkin senge Bicher nach am Rapport nach an der Virstellung, déi den Här Rifkin gemaach huet, wat dat alles fir déi Leit bedeit! An e geet iwwerhaapt net op d'Besoine vun de Salariéen an, weder aarbechtsrechtlech nach sozialrechtlech. An dat ass net gutt!

Mir schwätzen hei ëmmer vill iwwer Matbestëmmung an de Betriber. Wéi gesäit et aus mat der Matbestëmmung an deem Fall do, wann d'Leit iwwert d'Digitaliséierung fueren? Wat ass dat dann nach vu Matbestëmmung, déi se am Betrib hunn? Gehéiere se nach zum Betrib? Gehéiere se net méi zum Betrib? U wie wenne se sech, wa se e Problem hunn? An esou weider an esou fort. Op alles dat gëtt et keng Äntwert!

Wéi ass et mat den Aarbechtszäiten? Wéi ass et mat der deeglecher Aarbechtszäit? Mat der wëchentlecher? Mat der jäerlecher?

Jo, mir sinn eis all eens heibanne gewiescht, dass mer iwwer Aarbechtszäitorganisatioun mussen diskutéieren. Mir wëssen, dass mer net méi an deem klassesche Modell kënne virufueren, deen elo ass. Mä da musse mer awer och déi Diskussioun féieren an net virun där Diskussioun fortlafen!

Mir brauchen eng Diskussioun iwwert d'Dagesaarbechtszäit, d'Wochen-, Mount-, Jores-, jo, iwwert d'Liewensarbechtszäit. Dat hu mer schonn oft heibanne gesot, an do geet et drëm, fir déi Diskussiounen ze féieren. An net méi spéit wéi am Juni hate mer als CSV e Forum doriwwer, wou mer eis intensiv domat beschäftegt hunn, well mer soen: Mir kënne mat deem strikte Kader, dee mer am Moment hunn, net virufueren. Mir mussen deen änneren. Mir brauchen eng gewëssen Aart vu Flexibilitéit, mä dat geet awer just zesummen: Gewerkschaften, Patronat a Politik. Et ass nëmmen esou, wéi mer et fäerdegbréngen, fir eng nei Liewensaarbechtszäit, fir eng nei deeglech an wëchentlech Aarbechtszäit ze definéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et ass ganz wichteg, dass een eng gutt Aarbechtszäitpolitik huet, an dat am Interêt vum Salarié an och am Interêt vum Betrib. Well wann de Salarié net motivéiert ass, fir schaffen ze goen oder fir ze schaffen, dann ass och de Rendement net deeselwechten, wéi wann d'Motivatioun do ass a wann een och fënnt, dass ee respektéiert gëtt fir déi Aarbecht, déi ee leescht.

Da muss ee sech och d'Fro stelle bei der Aarbecht - an do ënnerstëtzen ech eng Ausso vum Här Bausch, virun annerhallwem Joer ware mer net enger Meenung, mä dës Kéier, an deem dote Punkt si mer enger Meenung -: Mir mussen d'Aarbecht verdeelen. Mir mussen d'Aarbecht net alleguerte ronderëm d'Stad Lëtzebuerg bréngen, well da gëtt de Pendlerzeenario ëmmer méi grouss.

(Interruption)

Mä mir mussen driwwer nodenken, déi Aarbechtsplazen am Land ze verdeelen, do wou d'Leit wunnen, an dass mer net moies probéieren, wéi an engem Triichter, alles eran an d'Stad ze steieren.

(Interruption par M. Gast Gibéryen et hilarité)

An dofir ass et wichteg, dass mer iwwert déi Regionaliséierung diskutéieren, dass mer iwwert déi Regionaliséierung schwätzen. Ech hunn awer Problemer mat deem, wat de Wirtschaftsminister déi lescht Woch oder viru véierzéng Deeg gesot huet an Däitschland, dass een dann déi Aarbechtsplazen och soll an anere Länner kënne maachen an dann d'Steiermass gedeelt gëtt tëschent deene jeeweilege Länner.

Ech hunn den Här Gramegna nach net dozou héieren als Finanzminister, wéi hien d'Propos vum Här Schneider gesäit. Ech hunn och nach d'Madamm Cahen net héieren als Ministerin vun der Groussregioun, wéi si steet zu deenen Aussoen, déi den Här Schneider an der Steierpolitik gemaach huet. Well, wann den Här Schneider och elo nëmme vun de Steiere geschwat huet, musst Der Iech jo déiselwecht Fro stelle mat der Sécurité sociale!

Wat bedeit dat an der Sécurité sociale, wann Der a Frankräich, an der Belsch oder an Däitschland oder just op der Grenz enzwousch sidd, an do sinn déi Firmaen? Sidd Der am Lëtzebuerger Sozialsystem, am däitsche Sozialsystem, am franséischen oder am belschen?

A wat bedeit dat herno fir déi jeeweileg Leit, déi do schaffen, fir hir Carrièren nom däitschen, franséischen, lëtzebuergeschen oder belsche System? No wat fir engem Aarbechtsrecht wäerten déi Leit duerno fonctionnéieren, déi do an där Digitaliséierung op deene jeeweilege Plaze stinn?

An da muss ech froen, déi Big Four an esou weider an esou fort, wat fir en Interêt hu se dann nach, op Lëtzebuerg ze kommen? Dann hu se jo besser, wa se kéinte vum Lëtzebuerger System profitéieren, se géife sech zu Thionville néierloossen oder an der Belsch. Firwat musse se dann nach an d'Stad iwwerhaapt kommen?

An iwwert déi Fro hu mer och eng Ufro gestallt un d'Regierung, déi géife mer gären eng Kéier mat deenen zoustännege Ministere beschwätzen, well dat awer d'Kärfro ass, opgrond vun där Remarque, déi den Här Schneider bei eisen däitsche Kolleege gemaach huet, dass een dann och kéint iwwer Steiereverdeele schwätzen. Et geet jo awer net eleng ëm d'Steieren. Et geet jo awer och drëm, wat fir déi Leit an der Sécurité sociale an am Aarbechtsrecht do gëllt.

En anere Punkt, dee mech awer och gestéiert huet haut de Moien an e bëssen iwwerrascht huet am „Lëtzebuerger Wort", Här Schneider, de groussen Titel: Dat hei wier déi nei Tripartite!

Also ech weess et jo net! Mä Dir erënnert oft heibannen un d'Zäit '74 bis '79. Ech mengen, den Här Thorn an den Här Vouel géife sech am Graf ëmdréinen, wann Der géift soen, dass dee Modell vun der Tripartite, dee si agefouert hunn, 1975, 1977, dat wier haut de Rifkin-Prozess. Also ech mengen, déi zwee hu sech scho laang am Graf ëmgedréint, dass Dir sot, dat, wat si hei zesumme mat de Sozialpartner deemools ausgehandelt hunn, dat an de Rifkin-Prozess, dat wier eent an datselwecht, Här Schneider. Ech mengen, do hutt Der iwwert d'Zil erausgeschoss, dass dat net richteg ass, fir do ze soen, dat wier déi nei Tripartite.

(Interruption par M. Etienne Schneider et interruptions diverses)

Da wollt ech nach soen, wann ech dovu schwätzen, dass de Mënsch an där ganzer Debatt ze kuerz kënnt, da muss ee sech jo och d'Fro stellen... Ech weess, firwat den Aarbechtsminister haut net hei ass, well e muer um Sozialsommet ass, wou mer iwwert d'Sozialpolitik an Europa schwätzen. Da muss ee sech awer och d'Fro stellen, ob et e glécklechen Dag war, dass mer haut iwwer Rifkin schwätzen, wann de Minister, dee soll dofir astoen - net astoen, hien net perséinlech, mä säi Ministère, deen zoustänneg ass fir d'Rechter an d'Wuel vum Mënsch an der Aarbechtswelt -, dass deen net kann derbäi sinn an ob et dann déi richteg Wierkung ass, wann dee Mann haut hei net zur Sprooch kënnt, fir och op all déi Froen, déi mer eis an deem Zesummenhang stellen, kënnen ze äntwerten. Well ech ka mer virstellen, dass den Här Schneider eng aner Vue huet zu all deene Problemer, wat de Mënsch op der Aarbecht ubelaangt, wéi den Här Schmit. Mä dat wäerte mer jo dann déi nächst Wochen a Méint och nach op anere Plazen héieren.

An och wann ech elo weess, dass ëmmer verschidde Leit mech gären dann, wann ech esou vill vum Mënsch schwätzen, als Sozialromantiker duerstellen, wëll ech awer soen: Haut de Moien zwanzeg vir néng hunn ech d'Madamm Mart héieren op RTL eng Sendung virstellen, déi elo déi nächst Deeg wäert op der Tëlee kommen, wou et drëm geet an der Sendung „Kloertext", wat de Rifkin géif ausmaache fir de Mënsch op der Aarbechtsplaz.

Also stellen ech fest, dass net nëmmen ech als Sozialromantiker mir all déi Froe stellen iwwert d'Wuel vum Mënsch an der Aarbechtswelt, mä dass och d'Madamm Mart, déi jo net dofir bekannt ass, dass se onbedéngt ganz grouss Liaisoune mat där Partei huet, fir déi ech hei schwätzen, dass och déi eng extra Sendung deem widmet, dass de Mënsch misst och am Mëttelpunkt stoen an dass de Mënsch am Rifkin-Prozess ze kuerz kënnt. Och dat däerf een an där ganzer Geschicht net vergiessen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, d'Chambre des Salariés huet den „Quality of Work Index" erausginn a si huet d'lescht Woch déi Saache publizéiert. A wa mer eis esou intensiv mam Rifkin-Prozess beschäftegen, géif ech et och gutt fannen, wa mer hei an der Chamber géifen eng Debatt eng Kéier féieren iwwert d'Qualitéit vun den Aarbechtsplazen a wat dat bedeit, wat d'Chambre des Salariés an hirer interessanter Etüd virgestallt huet, dass mer och déi eng Kéier diskutéieren, well och de Mënsch muss am Mëttelpunkt stoen, wa mer dovu schwätzen, wou mer hiwëllen.

Jo, mir mussen driwwer diskutéieren, wéi mer Lëtzebuerg opstelle wëllen déi nächst 20, 30 a 40 Joer, mä net eleng doriwwer, wéi mer de Profitt kënne méi an d'Luucht setzen, mä och, dass de Mënsch am Mëttelpunkt muss stoen. An dofir menge mir, dass et wichteg wier, och heibannen doriwwer ze diskutéieren, wat wichteg ass fir de Mënsch, déi sozial an déi aarbechtsrechtlech Ofsécherung an och virun allem d'Gesondheet, well och déi steet am Mëttelpunkt.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech hätt nach vill ze soen, mä da klauen ech menge Kolleegen, déi nach no mir kommen, vill ze vill vun der Riedezäit.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Wéi wëlle mer liewen? Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dach déi eigentlech Fro, ëm déi et haut geet. D'Zukunftsfroe si wichteg, net nëmmen aus Virwëtz, fir ze wëssen, wat d'Zukunft eis bréngt, mä si sinn och wichteg, fir déi Entwécklunge fréi genuch kënnen ze erkennen an och kënnen ze steieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ëmmer nees gouf eng ëmfaassend a strukturéiert Diskussioun iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land gefuerdert an net allze laang hier nees en Zukunftsdësch. Eh ben: Hei ass en! Ech mengen, de Rifkin-Prozess ass dee gréissten, besser gesot dee breetsten Zukunftsdësch, dee mer jee hei am Land haten.

D'Zil ass e konsensfäege Wirtschafts- a Gesellschaftsmodell, wouriwwer mir gemeinsam en Accord tëschent der Politik, de Sozialpartner, der Zivillgesellschaft an tëschent Jonk an Al musse kréien, fir och eise Generatiounevertrag weiderhi kënnen ze garantéieren.

An der Diskussioun ronderëm Wuesstum, Kompetitivitéit, Innovatiounsfäegkeet an Digitaliséierung gëtt oft méi en düüstert Bild gezeechent. D'Risike ginn de Chancë virgezunn. Dat geet och haut aus der Debatt hei erëm ervir. Bedenken ze äusseren, ass grondsätzlech net falsch. Skeptiker an enger Debatt si wichteg, droe se dach dozou bäi, dass mer bestëmmte Saache besser an erneit duerchdenken.

Wat eist Land awer net ka gebrauchen, ass an eng Aart Angschtstarre ze verfalen. Angscht war nach ni e gudde Beroder. A wéi de Franz Fayot et scho virdrun erkläert huet: D'LSAP féiert keng Angscht-, mä eng Gestaltungsdebatt. Amplaz e politesch kalkuléiert Schüre vun Ängschten am Kontext vum hypotheeteschen Zeenario vum 1,1-Milliounen-Awunner-Stat brauche mer Léisungen. Mir brauche gutt a virun allem brauche mer laangfristeg Léisungen.

Existenzängschte musse mer eescht huelen. An do sinn ech och ganz beim Spriecher vun der CSV. Ech soen awer och, dass mer gläichzäiteg no de Chancë musse gräifen an de Wandel sozial gerecht matgestalten.

Den Zuch fiert. An et ass net just gutt, dass mer drasëtzen, mä virun allem musse mer en och steieren. Oder anescht formuléiert: Ob mer et elo gutt fannen oder net, d'Welt, d'Ekonomie, d'Gesellschaft, eisen Alldag sinn am digitale Wandel. Mir kënnen dat als Chance gesinn oder mir kënnen et och einfach iwwer eis ergoe loossen.

Amplaz sech ze froen: „Wat mécht d'Digitaliséierung mat eis?", konzentréiere mir Sozialisten eis éischter op d'Fro: „Wéi gestalte mer d'Digitaliséierung?" Den digitale Wandel ass keng Naturgewalt, mä kann a muss organiséiert ginn. Hei stellt sech aus aarbechtspolitescher Siicht besonnesch d'Fro, wéi sech d'Aarbecht an Zukunft entwéckele wäert.

Dobäi ass d'Digitaliséierung an der Aarbechtswelt näischt Neits. An der industrieller Produktioun gëtt et scho säit ville Jorzéngten den héijen Automatiséierungsgrad. Nei ass allerdéngs déi digital Vernetzung. D'Date sinn deen neie Pëtrol fir d'Ekonomie vun der Zukunft. Nei sinn also virun allem d'Verbindunge vun der kënschtlecher Intelligenz an de Maschinnen, d'Vernetzung vu smarte Maschinnen ënnerte-

nee wéi och d'Interaktioun vu Maschinn a Mënsch.

Et entstinn nei Netzwierker an digital Plattforme ginn zu den Dréischeiwe vun der Ekonomie. D'Welt gëtt smart an domadder och d'Aarbecht, Stéchwuert: „Aarbecht 4.0".

Wat bedeit dat elo fir d'Aarbecht vun der Zukunft? Ginn déi Beschäftegt duerch Roboteren ersat respektiv huelen d'Roboteren eis dann elo d'Plazen, also d'Aarbechtsplazen, ewech? Eng Fro, déi ëmmer nees opkënnt, well se mat der Angscht verbonnen ass, dass eis d'Aarbecht vun intelligente Maschinnen ofgeholl gëtt.

Kee kann haut mat honnertprozenteger Sécherheet soen, wéi d'Aarbechtswelt sech an Zukunft wäert entwéckelen a Prognose sinn ëmmer mat enger gewëssener Virsiicht ze genéissen. Sou weisen zum Beispill aktuell Etüden an Däitschland en differenzéiert Bild. Eng massenhaft Vernichtung vun Aarbechtsplaze schéngt méi onwahrscheinlech. Eleng de sozialen an de Gesondheetssecteur wäerte weiderhi wuessen. An do brauche mer Manpower, do brauche mer Leit, déi déi Aarbecht maachen.

Weider weisen awer och déi Etüden, dass Aktivitéiten ewechfalen, awer nei Aufgabe wäerten derbäikommen. Och huelen d'Roboteren eis net onbedéngt d'Jobben ewech. Dat Neist ass, dass mer mat hinne verstäerkt kënnen zesummeschaffen. D'Ufuerderungen un d'Aarbechtsplazen ännere sech an a ville Beräicher huet d'Zukunft haut schonn ugefaangen.

Domadder wëll ech bestëmmt net soen, dass déi Changementer elo einfach iwwert d'Bün wäerte goen. Trotzdeem solle mer deen technologesche Fortschrëtt net fäerten. An ech zitéieren hei de sozialistesche Wirtschaftsminister, dee sot: „Den technologesche Fortschrëtt ergëtt nëmme Sënn, wann en och zu engem soziale Fortschrëtt féiert."

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- An eis Geschicht gëtt em recht, wa mer eis déi éischt industriell Revolutioun vun der Ofléisung vun der Agrargesellschaft an de Wandel zur moderner Industriegesellschaft ukucken. Sou gouf zum Beispill gefaart, dass d'Industrialiséierung Aarbechtsplaze wäert friessen. Effektiv, verschiddener sinn ewechgefall an de Chômage goung an der éischter Phas, an der Transitiounsphas, an d'Luucht. Mä, an dat ass de sprangende Punkt, nei Secteure goufe kreéiert an nei Beruffsbiller sinn entstanen.

A virun allem huet de soziale Wandel eis virubruecht. Denke mer un den Ustig u Beschäftegung, d'Bildungsoffensiv, déi medezinnesch a gesondheetlech Progrèsen an iwwerhaapt den Opbau vun eisem performante Sozialstat!

Mat anere Wierder: Mir hunn eng éischt, eng zweet a mir wäerten och eng drëtt industriell Revolutioun respektiv Industrie 4.0 iwwerliewen. Mä dat geet net automatesch an dat geet net zum Nulltariff. An duerfir musse mir sozial Fortschrëtter an d'Weeër leeden a virun allem musse mer se mat bestëmmen, esou wéi bei der Stolkris an den 80er Joren: Do hu mir als klengt Land enorm Gréisst gewisen, dëst, well deemools d'Politik, d'Ekonomie an d'Gewerkschaften un engem Strang gezunn hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, am Rifkin-Rapport ginn et effektiv wéineg Hiweiser zum soziale Fortschrëtt. Dëst ergëtt sech wuel aus der Tatsaach, dass den Jeremy Rifkin seng Theesen aus enger renger wirtschaftlecher, liberaler an technologescher Perspektiv opbaut.

Mir Sozialiste wëllen awer aus dem digitale Fortschrëtt e soziale Fortschrëtt maachen, un deem d'Leit alleguerte bedeelegt sinn. D'Digitaliséierung däerf kee Selbstzweck ginn. Duerfir musse mer de Mënschen erklären, firwat mer d'Digitaliséierung brauchen. An d'Äntwert kann net eleng déi sinn, dass et haaptsächlech drëms geet, Lëtzebuerg an zwanzeg Joer ekonomesch weiderhin esou staark ze maachen. Den technologesche Fortschrëtt muss och genotzt ginn, fir d'Aarbecht an d'Liewe vun de Leit ze vereinfachen, ze verbesseren.

Interessanterweis tauchen an deene ganzen Diskussiounen och nees al Froen op, besonnesch d'Fro nom Schutz virun onsécheren Aarbechtsplazen, virun der Ausbeutung vun de schaffende Leit an d'Fro no der sozialer Ofsécherung am Fall zum Beispill vu Krankheet, Chômage oder Pensioun.

Bei der Organisatioun vun der Aarbechtswelt 4.0 geet et net drëms, historesch gewuesse Strukturen, déi sech bewäert hunn, ofzerappen an eppes komplett Neits amplazzesetzen. Et geet vill méi drëms, Aarbecht, Qualifizéierung, Matbestëmmung a sozial Sécherheet weiderzedenken an un nei Defien unzepassen.

A wéi mer eis dat virstellen, maachen ech u fënnef Beispiller fest.

Éischtens, eng gerecht Verdeelung vun de Produktivitéitsgewënn.

Déi gesäit d'LSAP iwwert d'Lounerhéijung oder eng Aarbechtszäitverkierzung vir, well den erwirtschaftete Produktivitéitsgewënn däerf net eleng an d'Täsch vun de Patrone fléissen. Och déi Beschäftegt mussen dovunner profitéieren. Dat versti mir ënner sozialer Gerechtegkeet an dat ass säit ville Joren den Erfolleg vun der sozialer Maartwirtschaft.

Fir eis Sozialisten ass dëst en Zukunftsmodell, well et ass d'Géigenthees vun enger Gesellschaft, an där de Gewënner alles kritt an d'Solidaritéit e Friemwuert ass. Et ass eis Virstellung vun enger Ekonomie an déi vun engem Marché vu Ville géigeniwwer enger elitärer Marchésplaz vun e puer Wéinegen. An ech ginn esou wäit a soen: D'sozial Maartwirtschaft ass d'Gesellschaftsform vun deene berüümten 99% géint de Muechtusproch vun deem 1%.

Fir eis ass ganz kloer: Wann d'Produktivitéit vun de Betriber duerch d'Digitaliséierung a verschiddene Secteure sollt eropgoen, sou wéi et och am Rapport vum Rifkin virgesinn ass, da muss de Surplus vun der Produktivitéit bei de schaffende Leit ukommen an enger Reduktioun vun der Aarbechtszäit beim selwechte Salaire, sou wéi de sozialistesche Wirtschaftsminister dat jo schonn ugefouert huet.

Mir wëlle konkret handelen, amplaz dem Dogma ze verfalen: „Mir steigeren de PIB an alles gëtt gutt." Iwwerhaapt ass de PIB als Wuelstandsmoossinstrument a Fro ze stellen, grad am Kontext vun der Sharing Economy an der domadder entstanener Plus-value aus engem gedeelten Notzen.

Eisen traditionelle PIB gouf net geschafen, fir d'Wuelbefannen ze moossen, mä representéiert d'Entwécklung vun der Ekonomie. Duerch d'Entwécklung vun de leschte Jorzéngten ass de Paradigma „Wuesstum ass gläich Wuelstand ass gläich Fortschrëtt" un d'Wackele komm.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Ech verweisen hei op den «PIBien-être». Déi sozialistesch Statssekretärin am Wirtschaftsministère huet kierzlech de Rapport zum Indicateur «PIBien-être» presentéiert. Aus deem ass ervirgaangen, dass d'Wuelbefanne vun de Leit sech net esou séier erhëlt wéi de PIB selwer. Duerfir brauche mer e Wuelstands- respektiv e Fortschrëttsindicateur, deen och Aspekter vun der individueller Liewensqualitéit, sozialer Gerechtegkeet, Ëmwelt, Bildung an och der gesellschaftlecher Participatioun Rechnung dréit.

Zweete Punkt: Nei Aarbechtsforme gesetzlech verankeren.

Hei stellt sech näämlech direkt d'Fro hannendrun nom Schutz virun onsécheren Aarbechtsplazen a virun der Ausbeutung vun de schaffende Leit.

Als Sozialisten hu mer e Problem domadder, wa Plattformbedreiwer wie „Uber" oder „Helpling" sech als Softwarebetriber gesinn, awer keng Aarbechtsverhältnisser ubidden, mä d'Aarbecht héchstens organiséieren. Déi Beschäftegt ginn als Soloselbststänneg gehandelt an et gëllen déi allgemeng Geschäftsbedéngungen, wouduerch dann d'Aarbechtsrecht an d'Sozialrecht ëmgaange ginn.

Modeller wéi „crowdsourcing" a Form vun temporären Aarbechtsasätz ginn ëmmer méi genotzt. An do musse mer oppassen, dass net eng Aart Schattenwirtschaft entsteet, wou et am Endeffekt ëm modern Forme vun ale Problemer geet, wéi zum Beispill d'Scheinselbststännegkeet oder den Abus vun der Interimsaarbecht. Duerfir musse Rechter a Schutznormen ausgebaut ginn. Déi musse vläicht méi geziilt un d'Aarbecht deemno gebonne ginn.

Drëtte Punkt: Aarbechtszäitsouveränitéit.

De Wonsch no flexibelen Aarbechtszäiten ass och ënnert de Beschäftegten ausgeprägt. Duerfir si flexibel Aarbechtsmodeller esou wäit verbreet. Allerdéngs huet d'Flexibiliséierung tendenziell éischter zu enger Verlängerung vun der Aarbechtszäit gefouert. Dat geet zum Beispill aus deem och scho virdrun zitéierten „Quality of Work Index" ervir, dee sech iwwregens dëst Joer ausgibeg mat der Digitaliséierung beschäftegt.

An duerfir wëlle mir Sozialisten d'Aarbechtszäitsouveränitéit vun de schaffende Leit stäerken. Am beschte geléngt dat duerch Matbestëmmung an tarifflech Léisungen. An do wëlle mer, dass de gesetzleche Kader an dem Zesummenhang vun den neien Ufuerderunge soll iwwerpréift ginn a gegebenenfalls dann ebe muss nogebessert ginn.

Dozou gehéiert och, an da kommen ech zum véierte Punkt, Famill a Beruff besser openeen ofzestëmmen. Heifir kënne flexibel Aarbechtsformen hëllefen, well si nei Fräiraim schafen. Mä d'Entgrenzung vun Job a Privatliewe kann och negativ Suitten hunn, wann d'Erhuelungsphasen zum Beispill ënnerbrach oder verkierzt ginn.

Ech schwätzen hei vum Problem vun der stänneger Erreechbarkeet ausserhalb vun der Aarbecht. A Frankräich gëtt et säit dësem Joer den Droit à la déconnection, fir esou Erhuelung a Congé ze assuréieren. Dës Regele ginn an all Betrib tëschent dem Employeur an dem Employé ausgehandelt. A mir sinn der Meenung, dass och Lëtzebuerg sech un esou engem Recht sollt inspiréieren.

Stéchwuert: Teletravail an Homeoffice. Do leeft jo aktuell e Pilotprojet an der Fonction publique. An ech wëll hei just eng präzis Remarque zum Homeoffice maachen: Ech warnen näämlech virdrun, elo ze mengen, dat wär déi perfekt Léisung fir haaptsächlech schaffend Mammen, well se dann an der Regel méi doheem sinn a sech kënnen ëm d'Famill, d'Kanner an de Stot këmmeren. Ech mengen, dass den Teletravail sech scho soll un déi zwee riichten.

Dat nach ëmmer existéierend Bild vum am Homeoffice mam Bëbee um Schouss virum Laptop schaffenden Elterendeel ass net nëmmen onrealistesch, mä schüürt och Viruerteeler, dass eben doheem net geschafft géif ginn. Och am Homeoffice gëlle professionell Standarde wéi d'Erreechbarkeet an d'ongedeelt Konzentratioun op déi berufflech Aufgaben. An ech wëll awer och nach bemierken, dass den Teletravail keng feelend Kannerbetreiungsstruktur ersetze kann, mä e soll zum Beispill den Elteren hirem Wonsch nokommen, méi Zäit fir d'Famill ze hunn, oder hinnen eng carrièrefrëndlech Alternativ zur Opstockung vun der Deelzäit ubidden.

Fënneften a leschte Punkt: Aus- a Weiderbildung.

Wann an Zukunft e gréissere Risiko besteet, dass éischter d'Wësse veraalt, eventuell souguer onbrauchbar gëtt, wéi dass de Chômage antrëtt, da muss massiv an d'Leit investéiert ginn. Ganz nom Motto „Save people not jobs" muss verstäerkt an déi berufflech Aus- a Weiderbildung investéiert ginn. Et fänkt u bei den digitale Grondkenntnisser an der Schoul, souwuel am Fondamental wéi och spéider am Lycée, iwwert d'digital Kompetenzen an der Ausbildung vum Enseignant an dem Educateur bis hin zum Ausbau vum Lifelong Learning.

Mir fuerderen en individuellt Recht op eng Weiderbildung. De sozialisteschen Aarbechtsminister huet ugekënnegt, en neie Modell auszeschaffe mam Zil, dass all d'Bierger, onofhängeg vun hirer Aarbecht, onofhängeg vun hirem Alter, d'Méiglechkeet kréien, sech kënne weiderzebilden.

Kolleeginnen a Kolleegen, eng weider spannend Fro, déi mer nach an Zukunft musse klären: Wéi iwwerlieft eise Sozialstat d'Digitaliséierung? Respektiv stellt sech d'Fro, ob mer weiderhin un der paritéitescher a solidarescher Finanzéierung vun eiser Sécurité sociale kënne festhalen.

A wéi steet et mat eisem Generatiounevertrag? Aarbecht finanzéiert näämlech e gudden Deel dovunner. Wat awer, wann et ëmmer manner sozialversécherungsflichteg Jobbe ginn?

International gi grad verschidde Pisten diskutéiert, sief dat d'Aféierung vun engem bedéngungslose Grondakommes, d'Steier op Roboteren oder aner Akommesformen an Ännerungen am Steiersystem.

Zurzäit huet keng Partei heibannen d'Äntwert drop. Allerdéngs sinn hei am Land grouss a wichteg Reformen traditiounsgeméiss ëmmer am Konsens gemaach ginn, an dat sollte mer och an Zukunft esou maachen, am Interêt vun eisem Land, am Interêt vun de Bierger an de schaffende Leit.

Ofschléissend wëll ech resuméieren, dass mir Sozialisten de Leit hëllefen, d'Zukunft ze preparéieren. Duerfir wëlle mer éischtens aus dem technologesche Fortschrëtt e soziale Fortschrëtt maachen, vun deem d'Leit eppes hunn. Si sollen dru participéieren.

Zweetens wëlle mer eis duerfir engagéieren, dass sozial Acquisen a Rechter net ënnert d'Rieder geroden. Mir suergen derfir, dass de Prinzip vum Aarbechtsrecht a vum Sozialrecht weiderhin erhale bleift.

An drëttens, an dat ass fir eis wuel dee wichtegste Punkt: Mir këmmeren eis ëm d'Leit. Mir wëllen an d'Leit investéieren. Mir wëlle se fit maachen. Mir wëllen, dass se net op der Streck zréckbleiwen. Dozou ziele fir eis net nëmmen déi Jonk, mä ganz besonnesch och déi eeler Matbierger.

Duerfir ass eise Message ganz kloer: Mir sollen net fäerten, mä mir sollen alleguerten zesummen d'Zukunft vun dësem Land gestalten. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Bofferding. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Revolutioun ass e grousst Wuert an dat bedeit oft eng Zäsur an der Geschicht vun der Mënschheet. Am „Petit Robert" fënnt een als Definitioun: „Brusque changement politique" oder „changement de la société par des moyens radicaux". Ob Lëtzebuerg dann elo erëm eng Revolutioun bevirsteet, dat soll awer elo emol hei am Raum stoe bleiwen.

Eppes ass kloer, der Rifkin-Strategie, der Rifkin-Etüd, wéi mer se och ëmmer nennen, fält op alle Fall dee grousse Meritt zou, datt quasi eis ganz Gesellschaft, also net nëmmen d'Politik, sech elo méi am Detail Gedanke mécht, wéi eist Land sech soll hei an Zukunft entwéckelen.

Allerdéngs muss een awer trotzdeem hei realistesch sinn. Esou luewenswäert déi Etüd och ass, stellt een allerdéngs och fest, datt se awer net op alle Pläng vill Neits bréngt. Et si schonn eng Rei Prozesser zënter Joren amgaangen. Mä wéi gesot, wat awer wichteg ass, dat ass, datt mer eis haut an doriwwer eraus och mat Sécherheet an deenen nächste Wochen a Méint méi am Detail mat deene groussen Erausfuerderungen, déi virun eis stinn, auserneesetzen.

Nodeems mäi Kolleeg André Bauler sech mat enger Rei wichtegen Theme befaasst huet, wëll ech awer och hei besonnesch op ee Sujet ze schwätze kommen, deen eis als Demokratesch Partei besonnesch interesséiert, deen elo de Mëtten nach net esou ugeschnidde ginn ass, dat ass d'Alimentatioun, d'Ernärung. Ech mengen, dat ass eppes, wat jiddweree vun eis ugeet. An da si mer natierlech selbstverständlech och bei der Landwirtschaft.

Spéitstens beim Hearing, dee mer de 26. Oktober hei organiséiert haten, huet ee jo awer och gespuert, datt deen Thema iwwert d'Kreesser vun der Landwirtschaft eraus vill Leit interesséiert. Et ass och wichteg, datt mer deen elo méi am Detail beliichten. Den Drock op d'Ernärungsindustrie ass - an et muss ee soen, zu Recht, souguer bal glécklecherweis - an deene leschte Jore vill méi grouss ginn. Dat huet och seng Ursaachen. Virun allem déi vill Liewensmëttelskandaler - ech erënneren nëmmen un dee leschten: Fipronil - hunn och derzou bäigedroen, datt och do en Ëmdenke komm ass an datt de Konsument och nach méi kritesch ginn ass an datt de Konsument och aner Usprécher an Zukunft wäert stellen.

Da si mer, wéi gesot, natierlech séier bei der Landwirtschaft. Wéi soll d'Landwirtschaft vu muer ausgesinn, virun allem natierlech och hei zu Lëtzebuerg? Da kënnt ëmmer erëm den Term „Nohaltegkeet". Och do soll ee virsiichteg sinn. Dat ass en Term, dee ganz gäre strapazéiert gëtt an och net ëmmer esou interpretéiert gëtt, wéi dat u sech misst de Fall sinn.

Et muss een natierlech och direkt emol hei ënnersträichen, datt virun allem déi national Landwirtschaft ganz ofhängeg ass vun dem europäesche Marché. Mir sinn als Lëtzebuerg als eng defavoriséiert Zon aklasséiert. Dat heescht also automatesch, datt mer eng Rei Subventioune musse kréien. An da weess ee jo awer och, datt d'PAC, also d'Politique agricole commune, den Toun virgëtt. An déi soll jo bis 2020 reforméiert ginn. An den nächsten Deeg kéint een och do scho vläicht méi Geneeës gewuer ginn.

D'Populatioun steigt jo enorm hei zu Lëtzebuerg an de Statec huet net méi spéit wéi virun e puer Deeg virgerechent, datt mer bis d'Joer 2060 sollen zu 1,2 Milliounen an dësem Land sinn. Dat ass natierlech e ganz héije Chiffer. Ob et der elo 1,2 Milliounë sinn oder 1 Million an deene Joren, dat ass, mengen ech, och net esou ganz wichteg. Mä wichteg ass awer, datt dann natierlech nach méi Leit mussen ernäert ginn.

Dann ass natierlech awer och virgerechent ginn, datt am Joer 2050 - an dat ass jo dat magescht Wuert vum Här Rifkin - sollen 800.000 Leit hei zu Lëtzebuerg schaffen, dovunner 400.000 Frontalieren. Da kann ee sech also scho liicht ausmolen, wat dat vun zousätzlechen neie Problemer mat sech bréngt. Datt dann natierlech och mussen zousätzlech lesswuere produzéiert ginn, ass net esou evident, virun allem, wann ee gesäit, wann ee liest, wann een héiert, datt d'Landwirtschaft soll méi, awer dat virun allem mat manner produzéieren. Dat ass natierlech eng Erausfuerderung, déi net esou liicht ze bewältegen ass.

Dann hu mer och als Landwirtschaft eenzel Handicappe vis-à-vis vum Ausland: Mir hu méi héich Lounkäschten. Mir hu méi héich Produktiounskäschten. An dann däerf ee virun allem och een Aspekt net vergiessen, dat sinn d'Grondstéckspräisser. Ech kommen herno och nach eng Kéier dorobber zréck.

An dann, d'Ugebuet vum Geméis a vun de Friichten ass enorm, enorm! Et brauch een duerfir nëmmen duerch d'Supermarchéen ze trëppelen, da gesäit een, wat een alles do virgeluecht kritt. An och dat mécht et eiser Landwirtschaft net méi einfach.

Da kann ee sech natierlech, oder et muss ee sech d'Fro stellen: Firwat ginn net méi national Produkter konsuméiert? Firwat gëtt net méi Pouletsfleesch hei zu Lëtzebuerg produzéiert? Firwat gëtt net méi Uebst hei zu Lëtzebuerg hiergestallt an esou weider? Mä firwat gi léiwer Produiten aus dem Ausland konsuméiert, déi net nëmmen aus dem noen Ausland kommen, net nëmmen aus der Regioun, mä alt esouguer bis vun Iwwerséi heihinnerkommen? Dat sinn natierlech Froen, déi mussen esou gestallt ginn. An da muss een och kucken, Äntwerten ze fannen. Wat kënne mer do besser maachen, datt och an Zukunft méi lokal, regional Produiten hei zu Lëtzebuerg konsuméiert ginn?

Mir hunn natierlech awer och e puer Aspekter bei der Consommatioun, déi sech positiv hei zu Lëtzebuerg entwéckelt hunn. Ech denken zum Beispill un d'Schofsfleesch. Mä do spillt de Konsument net ëmmer mat, well en éischter gär déi eedel Stécker hätt. An da bleift natierlech munches rescht, mat deem een näischt ufänke kann. Dann ass et och schonn erëm net méi esou ekonomesch interessant fir de Bauer, fir dann d'Schofszuucht hei zu Lëtzebuerg ze bedreiwen.

2015 hate mer fir 660 Milliounen Euro méi landwirtschaftlech Produkter importéiert wéi exportéiert. Dat heescht, mir hunn also en héijen Defizit. Mir hunn do eng negativ Handelsbilanz. A vun deem gesamten Import mécht dat insgesamt 9,3% aus. Mir hunn 2015 Liewensmëttel a lieweg Déiere fir 1,6 Milliarden Euro importéiert. Bei de Ranner hu mer e Selbstversuergungsgrad erreecht, dee bei 108% läit. Bei de Schwäi sinn dat allerdéngs erëm nëmme méi 65%. Bei der Mëllechproduktioun läit d'Produktioun u sech iwwert der Nofro.

Am Wäibau ass d'Situatioun nach vill méi krass. Do importéiere mer natierlech enorm vill, an zwar goufen 2015-2016 218.137 Hektoliter importéiert, virun allem aus Frankräich an aus Portugal - et ass virun allem och ëm Rouden a Rosé gaangen -, an et goufen nëmme 44.316 Hektoliter exportéiert.

Heiansdo huet een zwar dann och e bëssen d'Gefill, wéi wann déi komplex wirtschaftlech Dimensioun vun der Liewensmëttelproduktioun a -vermaartung hei zu Lëtzebuerg ze kuerz kéim. Am Kloertext jiddefalls muss d'Landwirtschaft och nach méi Efforte maachen, wat eng nohalteg Produktioun ubelaangt. Allerdéngs muss de Maart dat dann awer och belounen. An hei ass net nëmmen d'Politik gefuerdert, hei ass net nëmmen de Produzent gefuerdert, mä hei ass awer och de Konsument gefuerdert. De Konsument muss bereet sinn, de Präis fir esou Produiten ze bezuelen.

Da si mer natierlech ganz séier bei der Kärausso vun der Rifkin-Etüd, wat d'Landwirtschaft betrëfft, datt ebe bis d'Joer 2050 soll 100%eg biologesch Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg bedriwwe ginn. Dat ass ouni Zweifel e ganz ambitiéist Zil. Dat sinn nach 33 Joer, mä et muss een awer och realistesch sinn: Packe mer dat, bis dohinner op 100%eg Biolandwirtschaft ze kommen? Dat muss een awer zumindest liicht unzweifelen. Datt d'Landwirtschaft méi ekologesch produzéiere muss, datt de Konsument dat och verlaangt, dat ass evident. Mä wéi gesot, nach eng Kéier, e muss awer dann och bereet sinn, en entspriechende Präis ze bezuelen.

Wie jiddefalls haut oder muer beim Akaf, beim Konsuméieren nëmmen de Präis consideréiert, dee mécht sech mat responsabel, wa mer dat ambitiéist Zil bis 2050 net kënnen erreechen.

80% vun de Bioproduite ginn de Moment nääml ech nach ëmmer importéiert. An d'Förderung vun der Biolandwirtschaft, an dat erkennt ee jo awer, ass wierklech eng Prioritéit vun dëser Regierung. An ech mengen, et ass virun allem och dem Landwirtschaftsminister Fernand Etgen säi Verdéngscht, datt do en neien Impuls komm ass, datt wierklech den Akzent vun der Förderungspolitik prioritär op d'Biolandwirtschaft geluecht gëtt. Ech mengen, dat erkennt een am PDR.

Ech wëll drop hiweisen, datt mer och eng Bioprimm hunn. An ech wëll och drop hiweisen, datt déi elo an der Landwirtschaft, also um Bauerenniveau selwer ausbezuelt gëtt. Fréier war dat jo limitéiert op de Wäibau.

Wa mer an der Logik vun enger méi nohalteger Landwirtschaft bleiwen, da musse mer eis natierlech och Gedanke maachen iwwert d'Finanzéierungsméiglechkeeten. An och do gëtt et awer Organisatiounen, déi wierklech déi Kritären erfëllen, déi eis de Wee a méi eng biologesch Landwirtschaft vläicht kënnen an Zukunft méi kuerz maachen. Ech wëll stellvertriedend fir anerer zum Beispill d'Organisatioun Etika hei ernimmen, déi wierklech d'Kritäre vun der internationaler Solidaritéit oder der Ëmwelt respektéiert.

Op där anerer Säit ass et awer evident, datt och d'Landwirtschaft an Zukunft muss en Urecht hunn op ëffentlech Ennerstëtzung. Dat aktuellt Agrargesetz vum 27. Juni 2016, iwwert dat mer jo och hei laang debattéiert hunn, huet déi richteg Weiche gestallt a geet och mat Sécherheet an déi richteg Richtung.

Haut ass natierlech vill, an och iwwerhaapt an dem Rifkin-Prozess, der Rifkin-Etüd, wéi ee se och ëmmer nennt, iwwert d'Digitaliséierung geschwat ginn. Jo, och dat ass en Thema, dat d'Landwirtschaft net kann op der Säit loossen. Och hei muss op deem Gebitt driwwer diskutéiert ginn. Ech mengen, d'Informatik insgesamt spillt haut schonn eng wichteg Roll an der Landwirtschaft a muss och an Zukunft méi eng wichteg Roll spillen, dat ass ganz evident.

Stéchwierder sinn „precision farming" oder d'RTK-Technik. Oder mat der Hëllef vun IdO-Objete kann een déi nei meteorologesch Konditioune scho fixéieren, et kann een d'Ännerung vun der Buedemfiichtegkeet an och d'Entwécklung vun de Polle besser verfollegen. Alles dat sinn Elementer, déi u sech derzou bäidroen, datt d'Landwirtschaft nach méi effikass ka schaffen, sech awer och dee Moment méi nohalteg kann entwéckelen.

An da gëtt et haut och d'Méiglechkeet, zum Beispill de Wee vum Geméis oder vum Uebst ze retracéiere vun der Hierstellung bis bei de Konsument iwwert den digitale Wee. Och dat ass e wichtegen Aspekt, well da kann een awer och d'Effikassitéit vun den Hierstellungs- an och den Transportkäschte verbesseren.

Dat Ganzt nennt sech dann op Lëtzebuergesch „Blockchain-Technologie", also d'Vernetzung vun Informatiounen. Et muss ee sech eben haut dru winnen, datt vill englesch Terme gebraucht ginn. An da schlussendlech, wa mer scho bei der Informatik sinn, däerf een och net vergiessen, datt déi direkt Vermaartung ëmmer méi u Wichtegkeet gewënnt. Wien notzt net haut schonn den Internet, fir Akeef ze maachen? Ech wëll déi Firma net onbedéngt hei nennen, déi Der alleguer kennt. Mä et gëtt dat awer och schonn um Niveau vun der Consommatioun vun Iesswueren. An och do, wéi gesot, sinn déi Onlineshops vu grousser Wichtegkeet.

Am Secteur agroalimentaire kann ee kuerz- a mëttelfristeg jiddefalls interessant Projeten ouni Zweifel realiséieren, an dat virun allem lassgeléist vun der Contrainte vun der europäescher Agrarpolitik. Esou proposéiert den Här Rifkin zum Beispill, datt d'Lëtzebuerger Landwirtschaft kéint e Laboratoire fir den alimentairë Secteur ginn.

D'Iddi ass weider, an déi soll och hei ënnerstrach ginn, datt een zum Beispill e privatëffentleche Partenariat am Beräich vun der Fuerschung kéint opbauen. Och dat géif der Landwirtschaft ouni Zweifel hei zeguttkommen an da kéint een nei Debouchéen entwéckelen, zum Beispill am Energieberäich oder am Beräich vun neie Materialien aus nowuessender Matière première.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wa mer natierlech iwwert d'Landwirtschaft vu muer schwätzen, da komme mer awer och net derlaanscht, e Wuert iwwert dat - ech gebrauchen d'Wuert net gär, mä et ass nun awer eng Tatsaach - „Spannungsfeld" tëschent der Landwirtschaft an och dem Ëmweltschutz ze verléieren. Hei wëll ech just kuerz zum Beispill op d'Gewässer hiweisen an direkt awer emol kloer hei ënnersträichen, datt et falsch ass, datt et onfair ass, wa mer den, loosse mer soen „bescheidenen" Qualitéitsgrad vun eise Gewässer géifen drop zréckféieren, datt do d'Landwirtschaft eleng dru Schold wär! Dat ass einfach grondfalsch.

Wéi vill Gemengen - och dat muss emol eng Kéier gesot ginn, an dat ass bei der Diskussioun iwwert dat neit Waasserschutzgesetz nach eng Kéier kloer hei ënnerstrach ginn -, wéi vill Gemenge kommen hirer elementarer Aufgab net no, well se emol net anstänneg Kläranlagen hunn? A wéi vill Betriber, an et kéint een do aus der Schoul schwätzen, loossen einfach nach haut ongenéiert ongekläerten Ofwässer an déi nächst Baach oder den nächste Floss lafen? Duerfir, wann ech gelift, wa mer iwwert d'Verknaschte vun de Gewässer schwätzen, däerf ee mat Sécherheet net eleng op d'Landwirtschaft hiweisen.

Wat allerdéngs keng Excuse soll sinn, datt awer och d'Landwirtschaft eng grouss Responsabilitéit dorun huet - an dat ass eng Ausso, déi ech awer elo och vu Fachleit krut -, datt zum Beispill eist Drénkwaasser an der Regel 0,3 bis 0,5 Euro méi deier ass, bedéngt eben och duerch déi sougenannt Pollutioun, déi aus der Landwirtschaft entsteet an déi dann eben och muss duerch aner Prozesser erëm entfernt ginn.

Wa mer bei der Landwirtschaft vu muer sinn, musse mer natierlech virun allem och iwwert den energeeteschen Aspekt schwätzen. Och hei sinn nach eng Rei Méiglechkeeten, fir an Zukunft eppes ze maachen. Et däerf ee jo net vergiessen, datt d'Landwirtschaft e relativ héijen Energieverbrauch huet, sief dat bei der Recolte, sief dat beim Stockage, der Verpakung an dem Transport vu Liewensmëttel, wou jo vill Energie verbraucht gëtt, och bei dem Asaz vu Pestiziden an Dünger. Et gëtt geschat, datt ronn 6% vun de gesamten Zäregaser, déi hei zu Lëtzebuerg ausgestouss ginn, op d'Landwirtschaft ze imputéiere wieren.

Duerfir gëtt jo an der Rifkin-Etüd zum Beispill proposéiert, fir och an der Landwirtschaft verstäerkt op Elektromotoren zréckzegräifen. An et gëtt virgerechent, datt ee Véierel vun de Carburantspräisser kéint doduerjer agespuert ginn. Et gesäit een also, och op deem Gebitt besteet nach relativ vill Sputt no uewen.

En interessante Virschlag gëtt dann och gemaach, datt een zum Beispill e Basisakommes vu 50.000 Euro soll schafe fir eis Baueren. Dat muss een natierlech elo vun zwou Säite gesinn. A priori kann een da soen, datt mer natierlech kéinten dee Moment de Baueren zousätzlech Oplage verschreiwen, well se jo gläichzäiteg an de Genoss vun engem Basisakommes kéimen.

Et däerf een awer och net vergiessen, wann et ee Beruff gëtt, wou virun allem d'Selbstständegkeet am meeschten ervirstécht, wat de Charme vun deem Beruff ausmécht, dann ass et jo awer virun allem de Bauer, de Wënzer, de Gäertner. Dowéinst sinn esou Propositioune mat Virsiicht ze genéissen, obwuel esou Propositiounen awer am interesséierte Milieu sollten duerchdiskutéiert ginn. Ech mengen, mir als Politiker sollten awer op sinn, wa sech géif eng gewëssen Demande do an Zukunft entwéckelen.

Da geet och am Rifkin-Bericht rieds iwwert déi urban a superurban Arealer, wou am Fong geholl haut scho weltwäit 15% bis 20% vun lesswueren an deenen Arealer hiergestallt ginn. Dat ass eng Thematik oder e Sujet, deen, muss ee soen, hei zu Lëtzebuerg nach éischter an de Kannerschong stécht. Mir haten dat och kuerz ugeschnidden, wéi den Hearing hei war. Do muss ee ganz éierlech sinn, et ass elo net esou, datt ee mengt, domadder kéint een an Zukunft all Problemer léisen.

Ëm wat geet et konkret? Mä datt eben Arealer an de Stied wéi ëffentlech Plazen, Stroosseränner bis hin zu Diecher genotzt ginn, fir do Geméis oder Uebst unzeplanzen, wat am Ausland, wéi gesot, schonn op ville Plazen de Fall ass. Hei sinn natierlech an éischter Linn och erëm eng Kéier d'Gemenge gefuerdert, déi hiert Potenzial och sollen notzen, dann natierlech awer och d'Privatleit. Sécher géif hei eng nei Chance entstoen. Ech denken hei virun allem och u Gäertner, woubäi een allerdéngs och do muss realistesch sinn: Dat kann héchstens eng sekundar Aarbecht sinn, déi do gemaach gëtt, mä déi awer eng gewëssen Zukunft viru sech huet.

Da sinn et natierlech awer och nach aner Problemer, déi een net kann ignoréieren, déi an Zukunft wäerten d'Landwirtschaft belaaschten. Ech hunn dat virdru scho gesot: Da si mer ganz séier beim Terrain, beim Grénglan d. An dat ass jo eng Suerg, déi eis ëmmer erëm vun dem Milieu matgedeelt gëtt, datt ebe wäertvollt Grénglan d lues a lues hei zu Lëtzebuerg verluer geet.

Firwat? Ma natierlech well mer permanent wuessen. An do si mer natierlech och ganz séier beim Wunnengsbau. Op där enger Säit hu mer eng Penurie u Wunnengen, op där anerer Säit wësse mer awer och, datt eist Land kaum wäert eng Kéier méi grouss gi wéi 2.580 km². An et gëtt gerechent, datt bis 2050 déi Fläch, déi gebraucht gëtt fir neie Wunnraum, vu 7% op 13% wäert steigen. An da geet och de Prozentsaz fir aner Infrastrukturen, Stroossen, ëffentlech Gebaier an och anerer, Industriezonen zum Beispill, vu 4,5% op 9,5% erop. Da muss d'Landwirtschaft natierlech zu Recht d'Fro stellen: Wou ass dann herno nach Terrain genuch fir eis?

Mir verlaangen esou vill vun der Landwirtschaft, datt soll ekologesch an nohalteg produzéiert ginn. Da musse mer awer och zumindest déi néideg Arealer an Zukunft zur Verfügung stellen. Ech mengen, dat ass en Aspekt, deen ee bei der Gesamtplanung fir d'Zukunft op kee Fall däerf ausser Uecht loossen.

Wa mer natierlech iwwert d'Wunnengsnout schwätzen, da soen ech ganz éierlech - ech weess, dat gefält vläicht net jiddwerengem -, mä mir musse menger Meenung no ëmmer méi haart driwwer nodenken, ob mer hei zu Lëtzebuerg net méi mussen an d'Héicht bauen, fir datt mer de Landverbrauch vill méi rational notzen, an datt et net méi esou ka sinn, datt mer esou spilles de Perimeter einfach erweideren, soudatt doduerch wichtegt Grénglan d verluer geet. Och mir sollen emol de Courage hunn. A wat ass schlëmm dodrun, wann een och emol an d'Héicht baut? Wann dat urbanistesch an ästhetesch gutt gemaach ass, da léisst sech do mat Sécherheet och eng flott Liewenskultur a Wunnkultur entwéckelen.

An dat hunn ech virdru jo scho gesot, datt d'Iddi vun enger nohalteger an ekologescher Landwirtschaft jo awer näischt Neits ass. Dat beweise jo awer och all déi Diskussiounen, déi an deene leschte Joren, géif ech soen, gefouert gi sinn. Et ass gutt, datt den Här Rifkin eis hei op gewësse Pisten opmierksam mécht, mä et soll een awer op där anerer Säit och kloer hei ënnersträichen, datt dee Prozess net mat der Etüd hei ufänkt, mä datt en deelweis schonn op verschiddenen Niveauen ugefaangen huet.

Ech wëll zum Beispill e puer Plattformen hei zitéieren: Do gëtt et d'Plattform „Intensification durable de l'agriculture". Dann hu mer eng Rei vun Aarbechtsgruppe gehat, sief dat „Food", sief dat „Clean air dialogue" oder sief dat de Comité de suivi vum PDR. A virun allem am Grupp „Food" war jo eng ganz breet Palett vun Akteuren, déi sech do zesummegesat hunn, déi flott Iddien entwéckelt hunn. A wéi gesot, et sinn awer och aner Initiativen, déi zënter Jore scho bestinn, an dat ass elo net pejorativ oder schlecht gemengt, mä et huet ee jo net missen op dës Etüd waarden, fir dann deen Denkprozess unzestoussen.

Ech wëll hei stellvertriedend e puer Organisatiounen zitéieren, déi sech scho jorelaang Gedanke maachen: Wéi kann d'Landwirtschaft méi ekologesch, wéi ka se méi nohalteg fonctionnéieren? Sief dat zum Beispill „Vum Bauerenhaff op den Dësch", wou de Moment 26 Produzente Member sinn, sief dat den Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur oder sief dat och d'Ekologesch Landwirtschaftsberodung.

Da gëtt et awer och nach eng aner wichteg Associatioun. Dat ass d'APFAPL, d'Association pour la promotion des fermes d'accueil et pédagogiques au Grand-Duché de Luxembourg. Den Term „pédagogique" ass dodran enthalen. Och dat ass wichteg, datt virun allem jonk Leit, Kanner nach méi Sënn fir d'Landwirtschaft entwéckelen an datt se d'Landwirtschaft méi kenneléieren an dee Moment och vill méi Verständnis fir d'Landwirtschaft wäerten entwéckelen.

Wéi gesot, mir sinn hei net direkt am Ufank vun dësem Reflexiounsprozess. Mir hu schonn déi eng oder aner Etapp hannerun eis, mä mir hunn natierlech nach vill Erausfuerderunge virun eis. Ech hu versicht, e puer Pisten hei ze kommentéieren, opzeläschten. Eppes ass ganz kloer: D'Lëtzebuerger Landwirtschaft huet nach enormt Potenzial viru sech, mä et mussen hei awer vu verschiddene Säiten Efforte gemaach ginn. Net nëmme vun der Landwirtschaft selwer, net nëmme vun der Politik selwer, mä wéi gesot, nach eng Kéier, och de Konsument muss matspillen. Et brauch ee kee groussen Ekonomist ze sinn, fir ze wëssen: Wann d'Nofro net stëmmt, da kann d'Produktioun deementspriechend och net reagéieren.

Jiddefalls Lëtzebuerg soll eng Landwirtschaft entwéckelen an enger Nisch mat enger héijer Valeur ajoutée. An déi ka souguer als Businessmodell och fir aner Regioune gëllen. D'Basis ass duerfir eng transparent Intensification durable iwwert déi ganz agroalimentaire Chaîne vum Produzent bis bei de Konsument.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Graas. Ier ech elo dem Här Anzia d'Wuert ginn, wollt ech nach grad dem Fraktiounspresident Eugène Berger d'Wuert ginn, well e wëllt nach eng Motioun deposéieren iwwert d'Stock-Options. Här Berger, wann ech gelift.

(Brouhaha)

5. Dépôt d'une motion par M. Eugène Berger

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madamm Presidentin. Et ass effektiv richteg. Ech wollt hei

nach eng Motioun iwwert d'Stock-Options deposéieren, well mer jo haut nach méi spéit och eng Motioun vun der CSV-Fraktioun virleien hunn a fir hinnen awer dann och d'Chance an d'Geleeënheet ze ginn, fir och eis Positioun - déi awer och ënnerstëtzt ass vun der LSAP-Fraktioun a vun der Fraktioun vun deene Gréngen - kënnen ze studéieren, fir herno dann och adequat kënnen drop ze reagéieren oder sech där och dann unzeschléissen. Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant que le régime des «stock-options» est actuellement régi par une circulaire du directeur des contributions directes du 20 décembre 2012;

- considérant que celle-ci implique l'imposition des «stock options» à un taux effectif très réduit de l'ordre de 12%;

- considérant que ce taux effectif n'est ni équitable, ni cohérent eu égard aux règles et taux appliqués par ailleurs au Luxembourg;

- considérant néanmoins que les «stock options» constituent un outil indispensable pour l'attractivité du Luxembourg en tant que hub européen, notamment dans le domaine des start-ups;

- considérant qu'une abrogation pure et simple du mécanisme existant, voire une refonte complète sans étude d'impact exhaustive et consultation préalable des parties intéressées, serait contraire à la prévisibilité et la sécurité juridique, qui sont des atouts qui contribuent au succès de la place financière luxembourgeoise et de l'économie dans son ensemble;

- notant avec satisfaction que le Ministre des Finances, dans le cadre de la présentation du budget de l'État pour l'année 2018, a annoncé une réforme substantielle du régime applicable aux «stock options»;

- considérant qu'il résulte des explications du Ministre des Finances que le taux d'imposition applicable aux «stock options» sera désormais aligné sur celui appliqué aux autres plus-values prévues par la LIR, à savoir le demi-taux global de l'ordre de 21%;

- considérant que cette solution est cohérente par rapport au système fiscal luxembourgeois dans son ensemble et correspond par ailleurs à un relèvement significatif du taux actuellement applicable;

- considérant qu'au regard des longueurs inhérentes à la procédure législative, seul le recours à une circulaire permettra d'implémenter les changements précités dès l'année d'imposition 2018;

- rappelant que la circulaire de 2012 avait été mise en place sous l'égide du précédent Ministre des Finances, sans étude d'impact préalable, ni mécanisme de suivi de ses résultats;

- notant avec satisfaction que le Ministre des Finances a indiqué que l'Administration des contributions directes travaille actuellement sur une étude détaillée des plans de «stock options» applicables à partir du 1er janvier 2016;

- notant par ailleurs que le Ministre des Finances a annoncé que l'Administration renforcera encore ses exigences quant aux informations à fournir par les employeurs concernés, de manière à lui permettre d'avoir une vue encore plus complète de la situation en la matière;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre pour le 1er janvier 2018 l'initiative annoncée par le Ministre des Finances, à savoir la modification du taux et le renforcement des obligations de notification;

- à présenter pour le printemps 2018 les résultats des données collectées par l'Administration des contributions directes, renseignant sur l'envergure et le cercle des bénéficiaires des plans de «stock options» pour les exercices 2016 et 2017;

- à évaluer sur cette base le besoin et l'envergure d'ajustements complémentaires et d'élaborer en conséquence une modification des règles applicables.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Alex Bodry, Franz Fayot, Viviane Loschetter.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci. Esou, dann ass et elo um Här Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

6. Débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin, «The Third Industrial Revolution Strategy» (suite)

Débat (suite)

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut elo scho relativ vill iwwert de Beräich vun der Automatiséierung, Digitaliséierung geschwat, deen an eiser Gesellschaft ëmmer méi eng richteg Roll spillt. An duerfir schwätze mer och net vun ongeféier vun enger industrieller Revolutioun.

Egal ob mer déi elo als drëtt oder als véiert oder als fënneft wëlle bezeechnen, wichteg ass, dass mer erkennen, dass mer um Ufank vun enger neier Phas stinn, eng nei Phas, déi sech souwuel um sozialen, um ekonomeschen an awer och um ekologesche Plang bemierkbar mécht.

Ouni d'Wichtegkeet elo vum ekonomeschen an dem ekologesche Volet an dëser Debatt hei wëllen net méi ze ënnersträichen, wëll ech awer eng Fro stellen, déi menger Meenung no e bëssen ze kuerz komm ass, an duerfir géif ech a menger Interventioun och e bësse méi am Detail dorop agoen, dat ass de soziale Volet.

Ech sinn näämlech der Meenung, dass dëse Volet bis elo an den Diskussiounen iwwert d'zukünfteg Gestaltung vun eisem Land, iwwer nei Produktiouns- a Liewensmodeller e bëssen ze kuerz komm ass. An dobäi ass et esou, dass mir den Impakt vun der Digitaliséierung elo scho spieren, an dat a ville Beräicher vun eisem Alldag, awer och an eisem Beruff an och an der Ausbildung. An domat ginn eng ganz Rei vu sozialen Defien Hand an Hand.

Sou kruten zum Beispill ganz rezent, ech mengen, et war d'lescht Woch, eng Partie Bankclienten e Bréif vun hirer Bank heemgeschéckt, wou drastoung, dass si hiert Geld elo kéinten ouni mënschleche Beroder investéieren iwwer eng nei App. Dat heescht also, de Client gëtt unhand vun engem Computerprogramm beroden a gëtt u sech seng Donnéeën of, wéi risikobereet en dann ass, wéi vill en da wëllt do investéieren, an dann iwwerhëlt en Algorithmus den Job, deen traditionell vun enger Beroderin oder engem Beroder gemaach ginn ass.

D'Digitaliséierung am Bankgeschäft huet also ganz kloer en Impakt op d'Clienten, awer och op déi Leit, déi bei dëser Bank schaffen. Dat gesäit een och u vill méi einfachen Operatiounen, déi normalerweis am Guichet getätegt gi sinn: déi vun de Virementen. Och hei gëtt et natierlech mëttlerweil e Computerprogramm, eng App, déi ee gebiede gëtt, och ze notzen oder awer am Guichet fir den Extraservice ze bezuelen. Wat also munche Clienten zeguttkënnt, ass fir aner Clienten eng Plo.

Dass d'Digitaliséierung also eng Gefor fir verschidden Aarbechtsplazen ass, dat steet ausser Diskussioun.

Déi Fro, déi sech stellt: Wéi gi mer domat ëm? Wat sinn d'Léisungsmodeller vun der Zukunft? Do stellt sech och d'Fro vun eisem Aarbechtszäitmodell. Kënnen a wëlle mir nach an Zukunft véierzeg Stonnen an der Woch schaffen? Dat ass iwwregens eng Fro, déi scho vill méi laang am Ausland debattéiert gëtt, sief et a Frankräich, sief et awer och an Däitschland - och an engem Héichlounland oder engem grousse Land mat vill Wirtschaftswuesstum wéi Däitschland.

An ech mengen, wann ech mech erënneren, war gëschter nach an den Noriichten op dem Zweeten Däitsche Fernseh d'Diskussioun ze héiere vun de Gewerkschaften am Stol, mat der IG Metall, also am Stolberäich, wou et ëm eng Firma gaangen ass, an déi hu se interviewt. Dat war d'Firma Stihl, déi Der alleguerte kennt, déi och Motorseeën hierstellt, a wou ee ganz kloer op de Biller gesinn huet, wéi wäit de Prozess vun der Digitaliséierung, Informatiséierung scho geet an deem Betrib, wou u sech all déi einfach Gestë vu computergesteierten Elementer iwwerholl ginn, och den Transport vun de Wueren an déi ganz Logistik.

An do ass d'Diskussioun elo: Awéifern kann een do de Schichtaarbechten, den Nuetsaarbechte vun den Arbeitnehmer Rechnung droen, fir ze kucken, ob do net kann eng Aarbechtszäitreduktioun kommen? Mir mussen eis also ganz kloer d'Fro stellen, wat fir en Aarbechtszäitmodell an Zukunft nach méiglech wäert sinn.

D'Fro ass och: Wou sinn eis Aarbechtsplazen an Zukunft? Stéchwuert Teletravail, sécherlech wäert och do e ganz neie Volet kommen, well e Virdeeler huet. Si sinn am Rifkin-Prozess beschriwwen. En huet awer och natierlech Nodeeler.

D'Fro ass och: Wat geschitt op deene Plazen, wou zwou oder méi Persoune sech déiselwecht Aarbecht wäerten deelen? Wéi kënne mer an deem Zesummenhang d'Aarbecht an d'Familljeliewen erëm méi no beieneebréngen? Wéi kënne mer, do gëtt et jo de Fachbegréff oder den englesche Begréff „work-life balance", wéi kënne mer u sech derfir suergen, dass d'Gläichgewiicht erëm hiergestallt gëtt?

Mat Bléck op dee schnellen technologesche Wandel gëtt vun all Mënsch méi Flexibilitéit verlaangt, awer och ganz kloer méi Zäit fir Formatioun a fir Weiderbildung. An et geet elo drëm, dësen Defi unzegoen.

Mir sollten eis och froen, wéi eng Roll d'Solidarwirtschaft an Zukunft hei am Land soll spillen. Wat fir e Wäert hunn zum Beispill nei Sociétés d'impact sociétal, fir déi mir elo per Gesetz d'lescht Joer eng gesetzlech Basis ebe geschafen hunn? Dat si jo Gesellschaften, deene ganz kloer d'Wuel vun de Leit mat um Häerz läit, déi kucken, dass ebe keen do op der Streck bleift.

A wann een déi Defie wëllt ugoen, dann ass et fir mech och kloer, an do kommen ech zu engem zweete méi grousse Punkt, dass ech muss iwwert d'Schoul schwätzen, iwwert d'Ausbildung an d'Weiderbildung.

Vläicht ass et jo elo grad eng Chance fir eis, äänlech wéi mer dat bei der Stolkris an de 70er Joren haten, dass mer eis probéieren nei opzestellen, dass mer eis un eis Kompetenzen zréckerënneren an dorop zréckgräifen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Jo, mir hunn eis och du misse domat ofginn am Stolsecteur, dass verschidde Beruffssparte keng Zukunftschancë méi haten. Och deemools gouf et souwuel negativ Effekter, mä och vill Chancë fir eist Land. An och deemools hu mir matzäit a mat Gescheck eis Chance ergraff, fir en neie Wirtschaftsmodell opzebauen an eis effikass an deem Modell ëmzestellen.

Virdrun hat ech ganz kuerz vun deem Beispill vum computergesteierten Invest am Bankesecteur geschwat. Un deem Beispill gesäit een och, dass nei Beruffer opkomme mat der Digitaliséierung, an zwar brauch een do am Géigenzuch natierlech Reseaus-IT-Techniker, et brauch ee Softwareanalysten, et brauch ee Programmeuren, et brauch een Entwéckler a Spezialisten och am FinTech-Beräich. Et ginn also Aarbechtsplaze verluer an anerer entstinn.

Wat duerfir fir déi gréng ëmmer méi wichteg wäert ginn, an dat ass dat, wat och meng Kolleegin Viviane Loschetter virdru gesot huet, ass, dass mer besser Brécke bauen tëschent der Schoul, wou mer musse kucken, wéi d'Orientatioun ass, wéi d'Ausbildung an der Schoul ass, dem Beruff an natierlech och duerno der Weiderbildung.

A mir mussen och sécherstellen, dass all Kand, all Jugendlechen hei am Land déi beschtméiglech Ausbildung kritt. An ech si mer och sécher, dass mer duerfir mussen am Bildungsberäich an Zukunft nei Weeër goen. Mir brauchen déi IT-Skills, mir brauchen d'Mediekompetenz, net nëmmen an der Beruffswelt, mä och am alldeegleche Liewe vun eise Kanner an Enkelkanner.

Et ass also wichteg, dass mer och an dësem Beräich weiderschaffen. Nëmmen esou kënne mer verhënneren, dass et op eemol zu engem „digital devide" kënnt, also zu enger Opspléckung vun eiser Gesellschaft hei am Land tëschent deene Leit, déi domat eensginn, déi dat beherrschen, an deenen, déi do ëmmer mussen hannendrulafen. Duerfir ass et och ëmsou méi luewenswäert, dass e Programm opgestallt ginn ass, fir d'Demandeurs d'emploi fit ze maachen an den informatesche Beräicher. Dat kann een nëmme luewend ervirsträichen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Opportunitéite gëtt et awer och nach a ganz anere Beräicher. Mäi Virriedner hat vum landwirtschaftleche Secteur geschwat. Et muss een awer och vum Handwierk schwätzen. Mir brauchen an Zukunft Handwierker, déi och Anung hu vun energeetescher Sanéierung.

Den Här Minister Schneider hat virdrun erwäänt, dass mer e Bestand hu vun 210.000 Gebaier, vun deene 60% méi al wéi zwanzeg Joer sinn, also energeetesch musse renovéiert ginn. Do brauche mer also Leit am Handwierk, déi dat ëmsetzen. Dat wäerte keng Computeren iwwerhuelen, dat wäerte keng Roboteren iwwerhuelen. Dat sinn déi Aarbechtsplazen, déi zousätzlech geschafe ginn, wann ee sech eng nei Orientéierung an der nationaler Politik gëtt.

Mir brauchen och Handwierker, déi sech an erneierbaren Energien auskennen. Wa mer den Challenge wëllen ugoe fort vu fossillen an atomaren Energieträger hin zu erneierbaren Energieträger, da musse mer och hei zu Lëtzebuerg am Handwierk Leit hunn, déi déi Technike kënnen ëmsetzen, zemools wann de Volet erweidert gëtt op de Prosumer, u sech deen, deen also produzéiert a konsuméiert, deen also souwuel Stroum hierstellt wéi Stroum bezitt. Do sinn nach ganz vill Challengen, déi unzegoe sinn. Do brauche mer d'Handwierk. An et ass elo, fir u sech déi richteg Weiderbildungen op d'Schinnen ze setzen, fir dass déi Aarbechten do kënnen ëmgesat ginn.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Mir brauchen och, wann ech op d'Landwirtschaft zréckkommen, Agronomen, déi sech och mat där Iddi - vläicht ass et am Moment eng Nisch - vum „urban gardening" auserneesetzen, fir ze kucken, wou ee kéint vläicht effektiv Liewensmëttel hierstellen, wou och Leit wunnen.

Mir brauchen awer och ganz kloer an der Landwirtschaft bei de Bauere weider Formatiounen, fir dass se déi Virdeeler vun der Biolandwirtschaft erkennen an och kënnen doraus Profitt zéien, well mer domat en aneren Impakt natierlech op d'Natur an Ëmwelt hunn, deen eis all bekannt ass, wou mer keng Diskussioun, mengen ech, méi hunn an och Konsens hei am Haus hunn, wat u sech den Zougang zu propperen Drénkwaasser a gesonde Liewensmëttel ass.

Duerfir ass et elo wichteg, dass mer dësem Secteur, dem Secteur vun der Liewensmëttelproduktioun mëttel- a laangfristeg Ziler setzen, virginn, fir dass e sech entspriechend kann opstellen an orientéieren. Ech mengen, och dat war eng Fuerderung vum Secteur d'lescht Woch am Hearing hei an dëser Chamber.

An da ganz wichteg, un den Här Wiseler: De Rifkin ass keen Dekret! De Rifkin ass och keng gréng Bibel, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Duerfir läit mer um Häerz, dass ech elo nach eng Kéier eppes Wichteges ënnersträichen a richtegstellen:

Wéi dës Regierung higaangen ass an dem Jeremy Rifkin den Optrag ginn huet, fir nei Denkpiste fir d'Zukunft vun eisem Land auszeschaffen, unzestoussen, do war et kloer, dass mer ni géifen en Dekret geliwwert kréien, also eppes, wat direkt als Plang ëmsetzbar wär. Ganz am Géigendeel! D'Regierung huet domat e Steen an d'Rulle bruecht, eng Diskussioun ausgeléist, wou ganz vill Akteuren, nei Akteure mat um Dësch souzen, déi hei vu Lëtzebuerg komm sinn, déi d'lëtzebuergesch Verhältnisser also och kennen an och richteg kënnen deiten.

An dëst huet also erméiglecht, dass mer haut eng breet Diskussioun hunn iwwert d'zukünfteg Gestaltung vun eisem Land, vun eise Produktiouns- an awer och vun eise Liewensmodeller, déi mer nach musse ganz sécher ergänzen. Et war also wichteg a richteg, dass de Rifkin op Lëtzebuerg komm ass, fir „Stëbs opzewirbelen", dixit Claude Wiseler an enger anerer Uwendung. Mä ech gesinn et awer als wichteg, dass dee Stëbs opgewirbelt ginn ass, fir u sech al Denkmustere kënnen ze verloossen.

Op verschidde Realitéiten hu mer awer och hei zu Lëtzebuerg keen Afloss. Kënschtlech Intelligenz, Digitaliséierung, Automatiséierung, autonoomt Fueren, Transport, Computerisëierung vun Aarbechtsprozesser, Automatiséierung vun deene Prozesser, dat ass haut scho Realitéit, dat ass Standard an der Industrie a kënnt och lues awer sécher an d'PME eran an an d'Handwierk.

An datselwecht, eng aner Realitéit, op déi mer keen Afloss hunn, dat ass och d'Ressourcëknappheet souwuel vu Buedem, vu Loft, awer och vu Mineralien a Werkstoffer. An och op de Klimawandel hu mer keen Afloss direkt elo. An dat ass eng Realitéit.

Op wat mer awer Afloss hunn, dat ass, eis anescht ze orientéieren, an zwar dës Erausfuerderung unzegoen an doraus eng Opportunitéit ze maache fir d'Zukunft.

An duerfir freeë mir als Gréng eis awer och, dass Lëtzebuerg endlech e breede Prozess gestart huet, dass mer haut och eng wäit ugeluecht Debatt hunn, déi u sech anticipéiert op all déi Saachen, déi an Zukunft wäerte kommen, eng Debatt ronderëm - fir eis, fir déi gréng ass et ganz kloer - en Zukunftsplang fir Lëtzebuerg. A virun allem ass et eng Debatt, dat hat och meng Kolleegin Viviane Loschetter scho gesot, déi vill méi wäit féiert a méi wäit kuckt wéi just eng Legislaturperiod. Duerfir ass et och wichteg, mengen ech, dass déi Debatt hei net zu enger Parteiendiskussioun an engem Stellungskrich tëschent Oppositioun a Majoritéit féiert.

Et freet eis och, dass d'Akteuren, déi am Ufank méi kritesch waren - ech nennen do d'Gewerkschaften -, mat an d'Diskussioun erakomm sinn, och wann hirer Meenung no dat nach net duergeet. Si sëtze mat um Dësch a si huelen un der Debatt deel. An och all kritesch Debatt ass, mengen ech, an dëser Zukunftsgestaltung wichteg.

Et freet eis och, dass dëst eng méi transversal Debatt ass, déi eis erméiglecht, e bëssen dat traditionellt Silosdenken ze verloossen, dat mer leider nach vill ze dacks hei am Land kennen. Et sëtzen Experten aus verschiddene Beräicher mat um Dësch, fir matzediskutéieren, fir mat Léisungen ze fannen, déi op Lëtzebuerg passen, am Interêt vun eisem Land, vun eise Generatiounen a vun deenen, déi no eis kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, jo, mir Gréng, mir sinn u sech optimistesch. Mat dëser breeder Approche, déi mer hei an dëser Diskussioun hunn, gi mer definitiv fir eis an déi richteg Richtung. Mir musse just oppassen, dass mer bei der Ëmsetzung vun den Iddien a

Strategien, déi hei um Dësch leien, konsequent a virun allem kohärent virginn, net dass mer dat eent an dat anert maachen, wat sech géint de Kapp stéisst.

En Challenge, deen hei also muss opgeholl ginn, dat ass, dass déi Objektiver, déi an dësen Iwwerleeungen drastinn, dass déi sech eben herno net bäissen.

An ech kommen elo zum Schluss. Jo, et ginn elo hei Weiche fir d'Zukunft gestallt. Et gi Schinne fir den Tram, fir den Zuch vu muer geluecht. An duerfir passt, mengen ech, folgend Liewensweisheet heihinner, op déi mer mussen oppassen: „All déi, déi den Zuch vun hanne gesinn, déi hunn e verpasst an déi sëtzen net dran."

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Anzia. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, d'Diskussioun iwwert de Rifkin-Prozess gëtt eis de Mëtten - oder respektiv fir mech scho bal den Owend - d'Geleeënheet, fir eisen aktuelle Wuesstumsmodell virum Hannergrond vun der Digitaliséierung vun eiser Wirtschaft ze hannerfroen.

Dës Digitaliséierung, an dat ass de Mëtten a ganz ville Rieden ugeklongen, wäert extrem grouss Erausfuerderungen net nëmmen op eis Wirtschaft hunn, mä ganz besonnesch och op eis Aarbechtswelt an op dat soziaalt a steierlecht Émfeld.

Ech wëll dann och an deenen nächste Minutte kuerz mech prinzipiell e bësse mat der Zukunft vun eisem Wirtschafts- a Wuesstumsmodell beschäftegen an duerno punktuell op zwee Punkten agoen am Kontext vun der Rifkin-Diskussioun, näämlech d'Fro vum Dateschutz an déi vum Teletravail.

De Mëtte sinn iwwregens scho vun enger Rei vu Riedner och iwwert déi dote Sujete vill Aussoe gemaach ginn. Mä et ass ëmmer de Pech vun deenen, déi zum Schluss schwätzen, datt se dann net onbedéngt méi d'Prioritéit vun hiren Aussoen hunn. Dat ass awer net schlëmm, well ech och déi Aussoe vun enger ganzer Rei vu Riedner vun de Mëtten deelen.

Wat elo eisen aktuelle Wuesstumsmodell ugeet, si mer eis eigentlech, mengen ech, alleguerten eens an dësem Haus an och doriwwer eraus, datt mir eis iwwert déi reng Zuele vun eisem Wuesstum net kënne beschwéieren. À première vue, Dir Häre Wirtschafts- a Finanzministeren, leeft eise Wuesstumsmotor op vollen Touren, wat awer net heescht, datt sech net eng Rei vu fundamentale Froe stellen.

An eng, an dat ass vläicht eng vun deene wesentlechste Konklusiounen, déi ech perséinlech aus deem Hearing zéien, wou mer jo op där enger Säit d'Patronatsvertrieder, d'Salariat, d'Zivillgesellschaft héieren hunn, ass, datt et eigentlech op engem Punkt Konsensus ginn ass, näämlech deem, datt eisen aktuelle Wuesstum net onbedéngt nohalteg wier, ganz besonnesch wat de Verbrauch vu Ressourcen ugeet.

An ech wëll elo net de Mëtten hei weider driwwer spekuléieren, wou eist Land an deenen nächste Joren histeiert, op 1,1, 1,2 Milliounen Awunner oder vläicht nëmmen 950.000. Ech mengen och, datt dat, wat d'Zuelen betrëfft, elo net dat Wichtegst ass. Den Trend, dee weist einfach no uewen a wa mir à croissance égale mat eisem Modell virufueren, komme mer mëttel- a laangfristeg op 800.000 Aarbechtsplaze mat tëschent 400.000 a 500.000 Frontalieren.

Am Kontext vun deenen Aarbechtsplaze war iwwregens am Hearing eng Fro, déi notamment vun de Vertrieder vum Patronat opgeworf ginn ass, ob mir et iwwerhaapt géifen an Zukunft nach fäerdegbréngen, dës Aarbechtsplazen an der Groussregioun, mat Leit aus der Groussregioun ze besetzen, wëssend, datt d'demografesch Entwécklung an der Groussregioun och an deenen nächste Joren éischter no ënne weist.

Här President, mir sinn eis alleguerte bewosst, datt mir den aktuelle Wuesstum onbedéngt op deem Niveau mussen halen - an dat ass de Mëtten och schonn an e puer Interventiounen ugeklongen -, wa mir eisen aktuelle Sozialmodell wëlle laangfristeg ofsécheren.

Or, an och wat, mengen ech, ganz interessant ze héiere war an deene verschiddenen Exposéen, besonnesch vun de Vertrieder vum Patronat, ass: Wat déi sozial Ofsécherung betrëfft, komme mer och net mat den aktuellen Zuelen no, an dat ass de Mëtten och scho mengem Fraktiounschef Claude Wiseler hei ënnerstrach ginn. Souguer wa mir et fäerdegbréngen, weider dee Wuesstum, deen héije Wuesstum ze halen, wäerte mer et trotzdeem net fäerdegbréngen, eis Sozialsystemer op deem héijen Niveau ze halen.

An ech wëll do just e puer Zuelen nennen aus deem fir mech äusserst interessanten Avis vum Conseil national des finances publiques, dee mer virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun virgestallt kritt hunn. Do gëtt also gesot, datt mer mat 1,1 Milliounen Awunner - wa mer elo emol dovunner ausginn - an 800.000 Leit, déi hei schaffen a cotiséieren, trotzdeem 2023 an d'Situatioun géife kommen, wou d'Cotisatiounen, Dir Häre Ministeren, net méi géifen duergoen, fir d'Pensiounen ze bezuelen.

Dat heescht, mir missten da schonn un d'Reserve goen, déi da spéitstens 2043 opgebraucht wieren. A mir missten dann och mat enger Dette publique um Enn vun der Period vun 160% rechnen, wa mer vun 1,1 Milliounen Awunner ausginn, an 210%, wa mer just vun 950.000 Leit ausginn. Dat si wéi gesot Zuelen, déi mer viru Kuerzem an deem Avis vum Conseil national des finances publiques presentéiert kritt hunn. An ech ka mer och virstellen, datt dësen Avis wäert ganz intensiv am Kader vun de Budgetsdiskussiounen diskutéiert ginn.

Fir mech, an dat ass eigentlech dat, wat ech do wéilt soen iwwert déi ganz Zuelen eraus, ass eigentlech eng vun deenen interessantste Feststellunge vun all eisen Diskussiounen déi, datt eisen aktuelle Wuesstumsmodell, dee ganz eleng op engem zolitte Wuesstum mat parallell enger Croissance vun der Beschäftegung baséiert, eigentlech, Dir Dammen an Dir Hären, genau d'Antithees vum Jeremy Rifkin sengen Theorien ass.

An ech muss Iech ëmmer erëm och soen, wann ee sech méi intensiv mam Här Rifkin sengen Theorien ofgëtt, a verschidde Leit hu jo och seng Bicher hei zitéiert, hunn ech heiansdo och d'Impressioun, datt ganz vill Leit eigentlech de Rifkin net richteg gelies hunn oder zumindest net richteg verstanen hunn.

Ech sinn och ëmmer erëm erstaunt iwwer verschidde Positionnementer par rapport zum Här Rifkin, well den Här Rifkin huet zwou Saachen zum Beispill gesot: Dat eent, dat ass, datt en eigentlech d'Enn vum Kapitalismus verkënnegt huet, dem Kapitalismus, dee just nach géif an e puer Nische weiderbestoen. An en huet gläichzäiteg och d'Enn vum Privateegentum ugekënnegt. Alles dat verwonnert mech dann ëmmer, wann ech zu engem Deel, an dat soen ech och hei, déi grouss Begeeschterung vu verschiddenen Deeler vum Patronat héieren, déi dann awer den Här Rifkin als e groussen Apostel gesinn.

Ech verstinn och net déi grouss Ofneigung vun de Kolleegen, déi éischter dem Salariat méi nostinn, well hei gi jo eng Rei Propositiounen eigentlech vum Här Rifkin gemaach, déi an d'Richtung vum Ofschafe vum Kapitalismus ginn. Dat misst eigentlech den Häre Baum a Wagner gutt gefalen.

Wa mir also - an do kommen ech awer erëm op dee wesentleche Punkt zréck - an déi Richtung gi vun dem Här Rifkin sengem Wirtschaftsmodell, misste mer eigentlech en toute conséquence deen héije Wuesstum vergiessen, op deem mer am Moment opbauen.

Mir kommen, Här President, esou oder esou also an deenen nächste Joren net derlaanscht, an déi Diskussioun wäerte mer, wéi gesot, och nach eng Kéier op enger anerer Plaz féieren, trotzdeem eng Rei vu Reforme struktureller Natur, notamment an eise Sozialsystemer, virzehuelen. Ech mengen, datt et ganz kloer ass, datt mer et soss, an dat beweist eemol méi deen Avis vum CNFP, datt mer et soss net fäerdegbréngen, deen héijen Niveau ze halen.

Här President, wann ech awer da vu Wuesstumsmodell an Nohaltegkeet schwätzen, kommen ech net derlaanscht, iwwer ee Projet awer trotzdeem hei ze schwätzen, deen, wat d'Virgeeënsweis ubelaangt, eigentlech e gutt Beispill ass, wéi een et net sollt maachen. An dat ass de Projet Google.

Fir hei net falsch verstanen ze ginn, Dir Häre Ministeren, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt meng Fraktioun an ech selwer och e Préjugé favorable hu fir d'Implantatioun vu Google bei eis hei am Land.

Allerdéngs, an de Kolleeg Claude Wiseler huet et virdru schonn ënnerstrach, mir sinn net oft därselwechter Meenung wéi d'Madamm Weber vum Mouvement écologique, mä an dësem Fall huet se net ganz onrecht. Hei muss ee sech einfach trotzdeem Froe stellen iwwert d'Aart a Weis, wéi en Dossier hei ugepaakt gëtt. Hei kënnt also elo eng vun den Topinternetfirmen op Lëtzebuerg, fir en Datenzentrum ze entwéckelen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat ass nach net decidéiert, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir hutt dat awer schonn, Här Wirtschaftsminister,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech hu guer näischt!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...awer schonn e puermol…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mir sinn an Diskussiounen. Mä et ass nach net decidéiert. Dat hunn ech nach ëmmer esou gesot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir waarde mat Spannung drop. Google huet awer dann ugekënnegt, an ech mengen, d'Regierung huet eis dat jo och scho gesot, si bräichten do zwëschen 30 a 35 Hektar Terrain, wat jo awer, Dir Dammen an Dir Hären, fir e klengt Land en enorm grousse Landverbrauch duerstellt.

Den Här Minister, dee seet, dat wier nach net definitiv, huet eis an enger Kommissiounssëtzung ugekënnegt, datt Google an Zouliwwerfirme ronn 300 Aarbechtsplaze géifen op Lëtzebuerg bréngen. Ech hunn awer elo kierzlech en Interview gelies vum Google-Chef fir Europa, dee gesot huet, datt eigentlech deen Datenzenter, wann e géif op Lëtzebuerg kommen, ganz wéineg Leit géif mat sech bréngen, soudatt een och do muss kucken, ëm wéi vill et sech dann do finalement handelt.

Dës Firma, an och dat ass schonn e puermol ënnerstrach ginn, wäert, wat de Stroumverbrauch betrëfft, eng absolutt Spëtzeplaz an der Hitparad an eisem Land anhuelen. Des Weidere gi mer jo dann och emol dervun aus, datt déi Firma, wa se dann hei op Lëtzebuerg kënnt, wäert Steiere bezuelen, vun der Lounsteier bis zur Kierperschaftssteier.

(Interruption)

Meng Fraktioun a mech selwer géif et emol interesséieren, Dir Häre Ministeren, ganz besonnesch Här Wirtschaftsminister, ob all déi dote Parametere vun der Regierung analyséiert gi sinn, wat hiren Impakt notamment op de Landverbrauch, de Ressourcëverbrauch, awer och op d'steierlech Recettë betrëfft. Bis elo hu mer eigentlech ganz, ganz wéineg Informatiounen zu deem Dossier kritt, ëmmer erëm mat der Ausso vum Minister, den Dossier wier nach net prett, duerfir wier et net gutt, wann een ze vill doriwwer géif schwätzen. Dat kann een unerkennen. Op där anerer Säit froe mir eis, ob der Regierung déi Zuelen net bekannt sinn oder ob se der Chamber se net wëllt ginn.

Déiselwecht Remarque - an ech maachen do direkt eng Klammer -, déi ech elo fir Google gemaach hunn, déi gëllt iwwregens och fir eng aner Firma, déi hei soll op Lëtzebuerg kommen: eng Firma FAGE. Dat ass eng griichesch Molkerei, déi sech soll zu Beetebuerg installéieren, déi do anscheinend Juggurte produzéiert, déi dann erëm a Griichenland sollen exportéiert ginn, eng Firma, déi och…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat ass net richteg, Här Mosar, déi sollen net a Griichenland exportéiert ginn, mä déi si fir de Benelux-Marché.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Gutt. Da kënnt Dir eis jo herno soen, wat mat deene Juggurte geschitt. Ech stelle just fest, datt...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Déi gi giess.

(Hilarité générale)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wousst net, datt Dir esou e grousse Juggurtfan wiert, Här Wirtschaftsminister!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Wou gi se giess? Wou gi se giess?

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Neen, ech weess, Dir iwwerrascht mech all Kéiers erëm.

(Brouhaha)

Déi Fro, déi sech awer hei stellt, an dat ass eng äänlech wéi déi bei Google, ass: Wat bréngt eng Firma wéi déi griichesch Molkerei do eisem Land,…

(Interruption)

Ausser Juggurten! Ausser Juggurten!

(Hilarité)

…souwuel um steierlechen Niveau wéi awer och haaptsächlech: Wat ass hei de Landverbrauch, awer och de Waasserverbrauch, well mer alleguerte wëssen, datt esou eng Molkerei ganz vill Waasser brauch?

Generell, Här President, stelle mir eis d'Fro, ob eng Regierung a besonnesch natierlech e Wirtschaftsminister, awer och déi aner Ministeren, net vill méi am Detail missten an Zukunft eng Impaktstudie maachen, wann esou grouss Firme sech hei wëllen nidderloossen, déi haaptsächlech awer och esou e groussen Deel vu Landverbrauch hunn.

Här President, ech kommen domadder zu mengem nächste Punkt, näämlech deem vum Dateschutz, an dat natierlech och am Kontext vun der Cyber Security. An enger Sharing Economy, an dat ass de Mëtten och schonn ugeklongen, sou wéi de Jeremy Rifkin sech déi virstellt, gëtt jiddwereen an alles an engem neutralen Netzwierk verbonnen, wou deemno och jiddwereen Accès op d'Donnéeë vun deem anere ka kréien. Dës Donnéeën, an dat wësse mer alleguerten, sinn a wäerten ëmmer méi e wesentlecht Element vu Wäertschëpfung sinn, well et ebe ganz genau dës Donnéeë sinn, déi e qualitative Wuesstum wäerten erméiglechen. An der Mobilitéit, um Aarbechtsmaart ass et an Zukunft wesentlech méi einfach, fir iwwer all déi doten Donnéeën ze verfügen.

An den Iwwerleeunge vum Här Rifkin geet et natierlech - an dat ass verständlech aus der Siicht vun engem Ekonomist - virun allem ëm d'Wäertschëpfung vun esou Daten, a bei esou Iwwerleeungen ass natierlech d'Suerg ëm den Dateschutz, d'Privatsphär an d'Cybersécherheet net onbedéngt déi éischt Prioritéit.

Et ass och richteg, datt nëmmen en Deel vun deene villen Date perséinlech Date vun Iech, vun eis alleguerte sinn. Mä dëser Kategorie vu perséinlechen Date muss eis absolutt Prioritéit gëllen, well hei geet et net ëm méi an net ëm manner wéi finalement de Schutz vun eiser Privatsphär. Fir dëse Schutz ze garantéieren, do musse mer eis alleguerten agestoen, an ech hunn och de Mëtte keen héieren, deen de Contraire gesot huet, datt mer eigentlech am Moment nach net ganz vill performant Instrumenter hunn.

D'Klauen an den Abus vu perséinlechen Date vun eiser Identitéit, enger Valeur, mat där mir kënne bezuelen, an eng extensiv Iwwerwaachung duerch allméiglech Firmen, awer och duerch de Stat, stellen e reelle Risiko vum Schutz vun eiser Privatsphär duer.

An hei ass et wichteg, datt mir eis alleguerten d'Fro stellen, wéi vill Dateschutz mir brauchen, mä awer och wëllen. An net, Dir Dammen an Dir Hären, net alles, wat technesch méiglech ass, ass legal a vertrietbar, an d'Gesetzer iwwert den Dateschutz ginn, an dat wësse mer alleguerten, a ville Länner extrem wäit auserneen.

D'Erausfuerderung vum Dateschutz ass déi richteg Balance zwëschen engersäits verständleche wirtschaftlechen Interessen an awer op där anerer Säit deene gradesou berechtegte Fuerderungen no Schutz vun der Privatsphär.

Bei all deem däerfe mer net vergiessen, datt et keng Dateschutzléisung gëtt, wa mer net gläichzäiteg eng Datekompetenz hunn. An dës Kompetenz ass, Här Wirtschaftsminister, vläicht eng vun deenen allergréissten Erausfuerderungen, deene mir eis alleguer, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, generell musse stellen. An ech gesinn iwwregens och do, wat déi Datekompetenz ubelaangt, eng interessant Perspektiv, wou eist Land an dee ganzen ICT-Beräich sech kënnen dra positionéieren.

Mir brauchen also, Dir Dammen an Dir Hären, e propperen an aviséierten Émgang mat Donnéeën, fir datt mer duerch déi Donnéeën nei Geschäftsmodeller kënnen erschléissen, déi baséieren op enger Wäertschëpfung, déi e qualitativen an nohaltege Wuesstum méiglech mécht.

Här President, ech kommen domadder zu mengem leschte Punkt, näämlech der Fro vum Teletravail, déi jo ganz besonnesch intensiv an de leschte Wochen an Deeg diskutéiert ginn ass. A mäi Kolleeg Marc Spautz huet dat och schonn ënnerstrach: Mir sinn eis eigentlech eens, datt den Teletravail u sech eng prinzipiell positiv Saach ka sinn am Interessi vum Employeur gradesou wéi vu sengem Employé.

Mir sinn eis awer och alleguerte bewosst, datt dës Méiglechkeet, aneschters ze schaffen, ganz vill Froen opwërft, awer och steierlecher Natur (veuillez lire: ganz vill Froe sozialer an awer och steierlecher Natur opwërft). Ech verweisen op deen exzellenten Avis, deen d'Fondatioun IDEA zu där ganzer Thematik vum Teletravail erausginn huet. Liest dat no, do gesitt Der och, wat alles déi konkret Problemer ugeet!

Här President, mir sinn duerfir erstaunt gewiescht, wéi mer virun e puer Deeg eise Wirtschaftsminister op engem däitsche Radio héieren hunn a wéi mer déi däitsch Press gelies hunn. Do ass zum Beispill een Titel: „Steuerreform soll die Telearbeit fördern." An da steet ënnendrënner: „Eine von Wirtschaftsminister Schneider angestrebte Steuerharmonisierung mit Deutschland soll die Telearbeit fördern - und die Straßen entlasten."

Mir waren natierlech doriwwer ganz erstaunt, well et fir d'Éischt war, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, datt eis vun esou

enger ambitiéiser Steierreform geschwat ginn ass, déi dës Regierung lancéiert hätt. An déi däitsch Press war natierlech begeeschtert, notamment de saarlännesche Wirtschaftsminister (veuillez lire: Finanzminister) Toscani huet extrem positiv dorobber reagéiert, och aus gudde Grënn! Well den Här Schneider huet ugekënnegt, datt bei esou Fäll, wou Leit fir eng Lëtzebuerger Firma hei géife schaffen an zum Deel Teletravail an Däitschland géife maachen, an Zukunft d'Steiere gedeelt géife ginn.

Natierlech ass dat eng super Affär fir den däitsche Stat, wa vun engem Moment op deen anere Leit, déi an engem anere Land schaffen, d'Halschecht vun hire Steieren an Däitschland offéieren. Den Här Schneider huet net dervu geschwat, wéi et mat de soziale Cotisatioune wier. Dat ass och eng Fro. De Marc Spautz huet se virdrun ugeschwat.

Wat eis awer dunn nach méi gewonnert huet, dat ass d'Reaktioun vun eisem Aarbechtsminister, deen, an dat ginn ech gär zou, wesentlech méi nuancéiert war. Well den Här Aarbechtsminister Schmit stellt u sech eng méi wéi berechtegt Fro, näämlech: „Gëtt et", ech zitéieren den Här Schmit, „bei esou engem Modell eng reell Rentabilitéit op där enger Säit fir de Salarié an op där anerer Säit vun der Entreprise?" An e präziséiert dann nach hannendrun eigentlech eppes, wat ech erwaart hat, wat éischter géif vun engem Wirtschaftsminister wéi vun engem Aarbechtsminister kommen: E mécht drop opmierksam, datt ee beim Teletravail extrêmement gutt misst oppassen, ob dëst net géif zu enger Insécurité juridique fir lëtzebuergesch Betriber féieren.

Den Här Finanzminister - wou ech frou sinn, deen de Mëtten hei ze gesinn - hunn ech bis elo zu der Thematik nach iwwerhaapt net héieren. Mir als CSV-Fraktioun stellen eis extrêmement vill Froen, op déi ech elo net wëll am Detail agoen. An duerfir ginn ech hei e Bréif un eise Chamberspresident, wou mir froen, datt eng Réunion jointe soll ageruff gi mat der Finanzkommissioun, der Ekonomieskommissioun, der Droit-du-travails-Kommissioun, wou all Ministeren - den Här Schneider, den Här Gramegna, deen aneren Här Schneider an den Här Schmit - eis dann emol eng Kéier erkläre kommen, wéi déi Steierreform, déi ambitiéis Steierreform, déi den Här Schneider do wëllt lancéieren, an der Praxis soll fonctionnéieren.

Mir sinn ëmmer natierlech ganz interesséiert un deenen innovativen Iddien, déi den Här Schneider ze proposéieren huet. Mir hunn allerdéngs e bëssen d'Gefill, datt dem Här Schneider seng Begeeschterung net gradesou gedeelt gëtt vu verschiddene vu senge Ministerkolleegen.

An duerfir nach eng Kéier, Här Chamberspresident, voilà, hei d'Demande!

(M. Laurent Mosar dépose une demande de convocation d'une réunion jointe.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir waarden also, Dir Dammen an Dir Hären, mat grousser Spannung op déi Reunioun, déi do wäert stattfannen, a mir waarden dann och mat Spannung op déi Explikatiounen, déi iwwert déi ambitiéis Steierreform eis do wäerten iwwermëttelt ginn.

Ech kommen, Dir Dammen an Dir Hären, domadder zu menger Konklusioun. Froen iwwer eise Wirtschafts- a Wuesstumsmodell virum Hannergrond vun der Digitaliséierung vun eiser Wirtschaft sinn déi wesentlech Froen, mat deene sech scho viregt Regierunge gradesou beschäftegt hu wéi déi aktuell Regierung. Och, Dir Dammen an Dir Hären, wäerten zukünfteg Regierunge sech mat dëse Froe musse beschäftegen, fir virun allem hir Konsequenze virzebereeden.

Mir sinn allerdéngs der Meenung, an, wéi gesot, mäi Fraktiounspresident Claude Wiseler huet dat virdru schonn ënnerstrach, datt mer fir dës Diskussiounen net onbedéngt den Här Rifkin gebraucht hätten an en an Zukunft haaptsächlech net méi wäerte brauchen, och, Här Schneider, wa mer him e gewëssenen Ënnerhalungswäert net wëllen ofstreiden.

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Ech weess dat, Här Schneider.

(Hilarité)

Ech muss iwwregens soen…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- …vill méi bëlleg, wëll ech soen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ah, ech mengen, mech kënnt Der awer bezuelen. Ech mengen, den Här Rifkin net méi.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech mengen awer, datt et e groussen Ënnerscheed ass!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech mengen allerdéngs, den Här Rifkin ass jo och bekannt - ech weess net, ob Der dat alleguerten esou wësst -, wann Der Iech e bëssen ëmlauschtert, hien ass bekannt als d'Rosamunde Pilcher vun den Ekonomisten!

(Hilarité et interruptions)

Ech weess…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir hutt och komesch Nimm, Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech weess, Här Schneider, Dir hutt villes mam Här Rifkin gemeinsam, ausser datt Der net d'Rosamunde Pilcher vun der Lëtzebuergescher Regierung sidd! Dat wëll ech awer och hei ënnersträichen!

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Mosar, Dir hutt och ganz komesch Spëtznimm!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Fir eis ass also net den Här Rifkin, mä si virun allem d'Politik, d'Wirtschaft, d'Sozialpartner an d'Zivillgesellschaft gefuerdert. A mir hunn eng ganz Rei interessant Denkustéiss an deene leschte Wochen, ganz besonnesch och an deene leschten Hearingen, kritt, soudatt mer eigentlech iwwerzeegt sinn, datt mer et wäerte fäerdegbréngen, déi grouss Erausfuerderungen, déi sech aus der Digitaliséierung erginn, och ouni den Här Jeremy Rifkin ze schëlleren.

Allerdéngs, an dat wëll ech awer gradesou kloer ënnersträichen, geet et net ouni eng Rei vu Changementer a vu Reformen, déi mer mussen an deenen nächste Jore virhuelen. An ech géif da vläicht ofschléissen, fir e bëssen e philosophesche Schluss, mat engem Zitat…

Une voix.- Oh!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …vum Mahatma Gandhi: „You may never know what results come of your actions, but if you do nothing, there will be no results."

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Lescht Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech kennen de Jeremy Rifkin net. Ech hunn de Bericht gelies. Ech hunn de Mëtteg fläisseg nogelauschtert. An ech mengen awer, datt hien éischter en urbanen Theoretiker ass. A well d'Landwirtschaft awer an éischter Linn eng Kultur vun der ländlecher Praxis ass, ass et net verwonnerlech, datt an dësem Beräich Realitéit an Usproch dacks wäit auserneeleien.

Iwwert dat allgemengt Zil, an dat ass de Mëtteg scho méi dacks gesot ginn, fir eben eng nohalteg Strategie fir eis ekonomesch Entwécklung auszeschaffen, och dat ass duerchaus fir d'Landwirtschaft ze begréissen. Allerdéngs si verschidde Visiounen alles aneres wéi realistesch, a virun allem: Et si keng Moossnamen definéiert, fir dës onrealistesch Visiounen och nëmmen zum Deel kënnen ze erreechen. De Mëtteg ass scho vun „Toolbox" geschwat ginn. Ech hu weder en „Tool" nach eng „Box" do fonnt.

Duerfir wëll ech och direkt am Ufank vu menger Ried soen,…

(Hilarité générale et interruptions)

…datt dës Schreifdëschvisioun, wat et a mengen Aen…

Also ech si frou, datt d'Leit erëm waakreg sinn!

(Interruption et hilarité générale)

Jo!

Also, ech wëll am Ufank vu menger Ried soen, datt dës Schreifdëschvisioun, wat et definitiv a mengen Aen ass, wäit vun der Realitéit vun de Mënsche fort ass.

An ier ech op dräi konkret Punkten aginn a Bezuch zur Landwirtschaft, wëll ech just e puer Zuelen an Erënnerung ruffen. Dat Éischt: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg am Moment ronn 600.000 Awunner. Zu Lëtzebuerg hu mer, laut Rifkin-Etüd, 0,2 Hektar landwirtschaftlech Fläch zur Verfügung pro Awunner. An der Moyenne sinn dat der 0,9 weltwäit. Mat der programméierter Entwécklung hei zu Lëtzebuerg hätte mer dann 2050 nach ongeféier 0,1 Hektar pro Awunner. Mir missten also mat vill manner vill méi produzéieren, wa mer net nach méi ofhängeg wëlle ginn a puncto Liewensmëttelproduktioun vum Ausland.

Nëmme ronn 3% vun eiser landwirtschaftlecher Produktioun ginn no de biologesche Richtlinne produzéiert. An nach eppes, wat een net däerf vergiessen: Mir hunn eng Gemeinsam Agrarpolitik. Déi kennt den Här Rifkin vläicht net esou, mä déi muss een awer berücksichtegen.

An dës Saachen am Hannerkapp, wëll ech op dräi Punkte vun der Rifkin-Etüd agoen. Dat Éischt ass d'Digitaliséierung, dat Zweet ass de Bauer als Energieproduzent an dat Drëtt ass dat Zil vun 100% Biolandwirtschaft fir 2050.

Ech fänke mat der Digitaliséierung un. Eis Landwirtschaft ass ganz innovativ, allerdéngs hu mer bei der Digitaliséierung, heivunner gëtt jo am Prinzip stänneg beim Här Rifkin geschwat, nach e gréissert Potenzial an der Landwirtschaft, dat mer onbedéngt sollen notzen. Leider fannen ech heiriwwer net ganz vill an der Etüd.

Am Tëschebericht gëtt iwwer „une agriculture de précision intelligente" geschwat. Dat kéint an déi richteg Richtung goen. Et ass awer nach net gräifbar definéiert.

Als CSV soe mer ganz kloer, datt eng geziilt Notzung vu modernen Technologien, vun „precision farming", vun der Mikroelektronik an der Navigatiounstechnik muss ënnerstëtzt ginn. D'Landwirtschaft brauch duerfir Zougang zu den noutwendegen Daten an d'Fuerschung an dësem Beräich muss gefërdert ginn.

„Precision farming", Dir Dammen an Dir Hären, hëlleft, datt d'Landwirtschaft méi ëmweltschounend, méi ressourcëschounend a méi effizient ka produzéieren. Mir fannen et duerfir schued, datt d'Regierung dësem Punkt keng Prioritéit ginn huet.

Da kommen ech bei mäin zweete Punkt: De Bauer als Energieproduzent. Zumindest steet am Rifkin-Bericht dran, datt dat kéint eng Alternativ fir d'Landwirtschaft sinn. Ech hunn zwar d'Alternativ net esou richteg fonnt. Ech war awer schonns heirop beim Debat iwwert den État de la nation agaangen, mä ech war net ganz zefridde mat den Äntwerten, déi ech kritt hunn oder och net kritt hunn, duerfir huelen ech haut nach eemol en Ulaf. Meeschtens hu mer déi Chance jo net.

Dir Dammen an Dir Hären, wat mer och ouni Rifkin wëssen, dat ass, datt mer méi mussen op d'erneierbar Energië setzen. Fir déi Ausso hätte mer den Här net gebraucht.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech ginn awer elo net drop an, ob d'Zil, wat gesat ginn ass, realistesch ass oder net, mä ech wëll mech hei just op d'Aspekter a Bezuch op d'Landwirtschaft konzentréieren.

Am Rifkin-Bericht gëtt erwäänt, datt nieft de Wandmillen d'Solarenergie an awer och d'Biogasproduktioun weiderhi sollen eng Roll spille bei den erneierbaren Energien. An ech fänken da bei der Biogasproduktioun un.

Als CSV soe mer, datt mer an dësem Beräich nach eng Partie Potenzialer hunn, zum Beispill d'Notzung vun de Biooffäll, mä datt mer mussen oppassen, datt d'Anlagen engersäits am Sënn vun der Nohaltegkeet kënne rentabel produzéieren, anerersäits awer och mussen oppassen, datt net, sou wéi op ville Plazen an Norddäitschland zum Beispill, d'Monokultur Mais ze vill staark zouhëlt. Meng Froen duerfir un d'Regierung:

Wëllt d'Regierung d'Biogasproduktioun an Zukunft nach méi geziilt förderen? Wa jo, wéi? Wéi steet d'Regierung zur Notzung vun de Biooffäll an de Biogasanlagen? An am Prinzip: Wéi vill Energie wëllt d'Regierung am léifste mat Biogasanlage produzéieren?

A sot mer wann ech gelift dann net erëm als Äntwert, sou wéi den Här Minister Schneider mer dat beim État de la nation gesot hat, datt d'erneierbar Energiestrategie schonns längst stéing!

Datt et e Plan national en matière d'énergies renouvelables gëtt, nach vun der leschter Regierung, dat weess ech och. Mä datt deen, trotz Rifkin, nach ëmmer soll d'Energiestrategie sinn, dat wousst ech bis elo nach net. En ass et jo vläicht och net. Wann dat esou wär, dann hätte mer eis och an deem Beräich de Rifkin an och am Prinzip den Debat vun haut, zumindest am Energieberäich, kënne spueren.

Allerdéngs sot d'Madamm Dieschbourg an enger Kommissiounssëtzung, an dat war am Mee, net, datt d'Strategie do schonns stéing, mä datt géife Concertatiounen an der Regierung lafen, fir eng laangfristeg Visioun an deem Beräich vu Biogas auszeschaffen.

Duerfir hunn ech da meng nächst Froen: Ass elo schonns alles kloer, wéi den Här Schneider dat am Abrëll gesot hat? Dann däerft et am Prinzip och kee Problem sinn, déi Froe kloer ze beäntwerten. Oder schafft Der eréischt un enger Visioun, sou wéi d'Madamm Dieschbourg dat gesot hat? Oder hutt Der vläicht souguer schonns Är Visioun an deem Beräich fonnt? A wa jo, da wéisst ech natierlech gären, wéi se géif ausgesinn.

Op d'Wandmille ginn ech hei net an, just nach op d'Solarenergie. Am Rifkin-Bericht steet, datt et méiglech wär, fir 67% vum Gesamtenergieverbrauch iwwert d'Solarenergie ze decken. Da missten natierlech groussfläcneg Solarfarmen opgeriicht ginn. Am Zesummenhang mat der Landwirtschaft dränge sech do eng Rëtsch Froen op. Och déi hat ech schonns op dëser Plaz gestallt. An ech wëll elo net soen, datt ech do eng Kleng gekréckelt kritt hätt, mä ech géif elo emol soen, datt ech do net alles gesot kritt hätt.

Ech hat näämlech gefrot, ob d'Regierung wëllt an déi Richtung goen a wéi vill Fräilandfläche si wéilt fir Fotovoltaikanlage gebrauchen. Den Här Minister Schneider huet mer du geäntwert, ech zitéieren: „Madamm Hansen, mir haten déi doten Diskussioun schonn am Parlament a mir hu gesot, dass mer dat net maachen, dass mer d'Felder voll esou…", an dunn hat de Minister opgehalen, mä vläicht war ech em och an d'Wuert gefall, well hie war mer och virdrun an d'Wuert gefall. Dat weess ech net méi.

(Brouhaha et hilarité)

Elo schéngt…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dofir hutt Der elo dat Wichtegst net matkritt, gesitt Der!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, mä et steet net am Rapport. Ech kann et net soen, wat Der gesot hutt.

Mä Dir hutt awer gesot, datt mer dat net maachen. Elo schéngt…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Madamm Hansen, wann Der erlaabt, ech hu gesot, dass mer dat a priori net maachen aus deem einfache Grond, well mer fir d'Éischt d'Diecher wäerten zousetze mat deenen doten Anlagen, well dat vill méi Sënn mécht, wéi Akerfläch zouzesetze mat Fotovoltaikanlagen, dass mer eis awer iwwerleeën, ob een net eventuell op Friche-industriellen esou eng Initiativ kann huelen. Mä et ass mat Sécherheet net déi éischt Prioritéit, fir se op de Buedem ze stellen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci. Ech fueren dann awer virun. Den Här Minister huet am Neien Theater de leschte Mëttwoch an och de Mëtteg jo gesot, datt de Wirtschaftsministère amgaang wär, en Appel d'offres ze maache fir gréisser Fotovoltaikanlagen.

An am Tëschebericht steet ze liesen: «La réalisation d'installations photovoltaïques au sol est également nécessaire pour assurer un développement rapide de la filière.» Dat heescht, Solaranlagen op fräie Fläche wären noutwendeg. Sou steet et am Tëschebericht.

Datt den Energieminister dës Fräilandfläche-Fotovoltaikanlagen eventuell gutt fënnt, dat kann ech verstoen. Ech wär awer interesséiert ze wëssen, wéi vill Flächen datt en eventuell do géif gebrauchen.

Den Här Polfer vu Klima-Bündnis Lëtzebuerg huet op meng Fro zu esou Anlagen déi viregt Woch hei an der Chamber geäntwert: „Mir hunn och do ganz vill de Mo wéi, soen ech éierlech." An duerfir hätt ech u sech gäre wëllen d'Madamm Ëmweltministesch froen - mä si ka jo elo haut net hei sinn, vläicht kann den Här Bausch mer do äntwerten -, wat déi gréng Ministere vun esou groussflächege Fräilandfläche-Solaranlagen halen. An ech mengen elo net onbedéngt déi laanscht d'Hiwwele vun der Autobunn.

Och dem Landwirtschaftsminister seng Meenung ass wichteg ze wëssen. D'Positioun vun der Landwirtschaftskummer ass an deem Fall kloer. Den Här Gantenbein sot déi lescht Woch hei an der Chamber, datt si zur Kenntnis geholl hätten, datt den Här Rifkin, well en eben aus Amerika kënnt, sech liichtdeet mat där Iddi, fir dann hektarweis Solarpanelen opzeriichten, mä datt fir si eng weider Verknappung vum landwirtschaftlechen Terrain net a Fro kéim.

An do - kommt mer elo net mat de Schof, déi kéinten drënner grasen, well dat weess d'Landwirtschaftskummer och! - wéisst ech also och gären d'Positioun vum Landwirtschaftsminister.

Ech kommen dann zu mengem drëtte Punkt. Laut Rifkin solle bis 2050 all eis landwirtschaftlech Betriber no de biologesche Richtlinne produzéieren. An deem Kontext wëll ech fir d'Éischt op d'Nohaltegkeet agoen an dann op zwou Froen: Ass dëst Zil realistesch?, meng éischt Fro. An déi zweet Fro: Ass dëst Zil aus der Siicht vun alle Konsumenten hei zu Lëtzebuerg och ustriewenswäert?

D'Nohaltegkeet, Dir Dammen an Dir Hären, besteet aus dräi Sailen, der ekologescher, der ekonomescher an der sozialer Sail, an dës dräi Saile mussen an engem Gläichgewiicht sinn. Wa Lëtzebuerg eng Insel wär, mir hätte keen Import, keen Export, da kéint ee sécherlech

soen, datt déi regional biologesch Landwirtschaft déi nohaltegst Form vu Landwirtschaft wär. Mä Lëtzebuerg ass keng Insel, d'Madamm Loschetter hat dat de Mëtteg och schonns eng Kéier gesot, Lëtzebuerg befënnt sech an enger globaliséierter Welt mat engem deementspriechende Maart.

Och eis Biolandwirtschaft steet a Konkurrenz zu de Produkter aus dem Ausland, an de Rifkin seet ganz kloer, datt eis Bioproduktioun net konkurrenzfäeg ass um globaliséierte Maart. Déi ekonomesch Sail vun der Nohaltegkeet muss een aus Siicht vun der Betribswirtschaft zumindest hannerfroen. D'Biolandwirtschaft ass am Allgemenge méi aarbechtsintensiv, wat op där enger Säit wéinst eisen am Verglach zum Ausland héije Léin erëm schlecht ass fir d'Konkurrenzfäegkeet, op där anerer Säit schaaft si duerfir awer méi Aarbechtsplazen, wat sécherlech e Pluspunkt ass fir déi sozial Sail.

Dann zur drëtter Sail vun der Nohaltegkeet, der Ekologie: Hei huet d'Biolandwirtschaft mat Sécherheet eng ganz Rëtsch Virdeeler, ech wëll awer trotzdeem zwou Saache bemierken, well et gëtt leider net nëmme Schwaarz a Wäiss.

Ee Produkt kann duerchaus bio sinn an awer eng schlecht Ekobilanz hunn, wann zum Beispill wéinst groussen Transportweeër vill CO_2-Emissioune verursaacht ginn, zum Beispill Fleesch aus Neiséiland, Tomaten aus Sizilien an esou weider.

An en zweete Punkt: Am Géigesaz zu deem, wat vill Leit mengen, setzen och d'Biobauere Planzeschutzmëttel an. Och si mussen dorop zréckgräifen, si huele just keng syntheetesch oder cheemesch Mëttelen, mä dat heescht net ëmmer, datt dës manner gëfteg sinn. Als Beispill soen ech just d'Sprëtze vu Koffersalzer als Fungizid. Koffer ass ee Schwéiermetall a grondsätzlech kritesch ze gesinn. Am Sënn vun der Nohaltegkeet muss sech deemno déi konventionell, natierlech déi konventionell, mä och d'Biolandwirtschaft nach upassen.

Ech kommen dann zu menger éischter Fro: Ass dat Zil vun 100% Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg am Joer 2050 realistesch? Am Moment hu mer ronn 3%, an ech wëll just soen, datt se an dëser Regierungsperiod souguer ganz liicht ofgeholl huet. Wann ech Eurostat kucken, hate mer 2013 nach 3,39% vun eiser Fläch, déi bio war, an 2016 just nach 3,27%. Also mir peilen hei 100% un.

Ech hu relativ vill nogesicht, an d'Schwäiz hat sech déi Fro och gestallt a si hunn an engem Prognosemodell, „SWISSland", d'Auswierkunge vun enger Totalëmstellung fir d'Schwäiz simuléiert. Dat ass ganz interessant. Si hunn éischtens emol festgehalen, datt, wann ee Land dat kéint maachen, da wär et d'Schwäiz, well si hunn eng héich Kafkraaft a si sinn eben net un eis Gemeinsam Agrarpolitik gebonnen.

Si hunn zwee Zeenarien. Dat Éischt ass: Wann d'Konsumente keng konventionell importéiert Wuer géifen akafen, da kéinten déi aktuell Biopräisser an der Schwäiz - et geet jo ëm d'Schwäiz hei - erhale bleiwen an d'Akommes an der Landwirtschaft géif an d'Luucht goen. Deen zweeten Zeenario awer: Wann d'Konsumente géifen op Importwuer zréckgräifen, da géif de Präis vun der Biowuer falen op de Präis vun den Importer an d'Akommes géif bis op d'Halschent an der Landwirtschaft falen.

Hir Konklusioun: Eng Totalëmstellung op Biolandbau kéint nëmme klappen, wann all, all d'Konsumente bereet wären, méi héich Präisser wéi bis elo fir déi Schwäizer Produkter ze bezuelen, wat als net realistesch fir d'Schwäiz ugekuckt gëtt, wat och net realistesch ass fir Lëtzebuerg.

Lëtzebuerg muss näämlech, egal wéi, importéieren. Mir kënnen net alles hei produzéieren. Eis Biobauere sinn, genausou wéi déi konventionell, laut Rifkin net konkurrenzfäeg mam Ausland. Och do gëtt et scho Biobetriber mat méi wéi 1.000 Hektar Akerfläch, mat e puer Honnert Kéi, a virun allem och nach mat méi bëllegen Aarbechtskräften. De Präisdrock géif eis Biobauere staark treffen a vill géife riskéieren, ënnert dësem Präisdrock hir Existenz ze verléieren, ausser, mir géifen nach méi Bäihëllefe bezuelen. Mä wär dat europarechtlech, agrarpolitesch a gesellschaftlech vertrietbar an nohalteg? Wuel kaum.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Visioun 100% bio am Joer 2050 ass ganz einfach net realistesch.

Ass dat Zil vun 100% bio fir all eis Konsumenten ustriewenswäert - meng zweet Fro -, ass et wënschenswäert, datt mir zu Lëtzebuerg politesch gewollt just nach Bioprodukter produzéieren, an all déi konventionell Produkter missten importéiert ginn?

Dir Dammen an Dir Hären, et ass e Fakt an duerch d'Produktiounskäschten erklärbar, datt d'Bioprodukter méi deier sinn, méi deier musse si wéi déi konventionell. Ech hu mech e bëssen ameséiert, fir d'Präisser ze vergläichen an engem ganz normale Supermarché hei zu Lëtzebuerg. Ee Kilogramm Muerten, bio: 3,7 Euro de Kilo, konventionell: 0,98 Euro de Kilo, souzesoe véiermol méi deier. Eisbergzalot: 5,1 Euro de Kilo bio, 1,1 Euro konventionell, souzesoe fënnefmol méi deier. Pouletsstrëmpel: 13,45 Euro de Kilo bio, konventionell: 6,65 Euro, zweemol sou deier.

Vill Normalverdénger, gréisser Familllje kënne sech dat sécherlech net leeschten. Laut Statec-Analys vum Oktober 2017 ass all zéngte Bierger zu Lëtzebuerg an dauerhafter Nout. Dës Leit verfollegen, Dir Dammen an Dir Hären, an éischter Linn ee ganz materialistescht Zil, näämlech d'Grondversuergung.

An den Ae vun der CSV, an ech hunn dat schonns hei gesot, brauche mer zu Lëtzebuerg souwuel déi konventionell integréiert Landwirtschaft wéi och déi biologesch Landwirtschaft. An ech wëll och hei nach eemol soen: Och eis konventionell integréiert Landwirtschaft produzéiert gutt Produkter. Mä mir sollen awer probéieren, eise Bioundeel souwäit, wéi et nohalteg ass, ze erhéijen an emol analyséieren, firwat datt mer hei zu Lëtzebuerg vill manner Bioproduktioun hu wéi am Ausland. An deem Sënn deposéieren ech eng éischt Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, esou eng Analys ze maachen, fir dann en éischte Bilan mat méiglechen zilorientéierte Moossnamen der Chamber virzeleeën.

Wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant que l'étude Rifkin présentée au Gouvernement préconise une agriculture 100% biologique d'ici à 2050;

- constatant qu'en surfaces cultivées, l'agriculture biologique luxembourgeoise ne représente que 3,2% de la totalité de la surface agricole utile (chiffres en 2015 / Eurostat, octobre 2016);

- constatant que la superficie des terres agricoles cultivées selon les principes de l'agriculture biologique atteint en Belgique 5,1%, en France 4,7% et en Allemagne 6,3% (chiffres en 2015 / Eurostat, octobre 2016);

- constatant que l'offre de produits biologiques luxembourgeois ne sait pas satisfaire la demande de plus en plus élevée;

- constatant que le Luxembourg doit importer la majorité de ses produits bio;

invite le Gouvernement

- à mener une analyse auprès des agriculteurs pour identifier les motifs qui empêchent actuellement les agriculteurs de passer partiellement voire intégralement à l'agriculture biologique;

- à élaborer et à présenter à la Chambre des Députés au cours de la session parlementaire courante un catalogue de mesures en faveur de la promotion de l'agriculture biologique.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An ech wëll och direkt eng zweet Motioun deposéieren. Et gëtt villersäits gefuerdert, datt mer hei zu Lëtzebuerg méi Geméisbau musse maachen. Et gëtt awer vill Problemer: Vum Waasser iwwert de Waasserpräis bis hin zu den Assurancen an esou weider. An deem Sënn fuerdere mer d'Regierung mat dëser Motioun op, fir am Geméisbau mat de Leit zesummen - et sinn der net vill - eng konkret Problemanalys ze maachen an och hei e Moossnamekatalog auszeschaffe mat méigleche Léisungen, an dat souwuel fir de biologesche wéi och de konventionelle Geméisbau. Well och hei si mer der Meenung, sou wéi bei der Landwirtschaft an am Géigesaz zum Rifkin, datt mer déi zwou brauchen.

Wann ech gelift, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que le Luxembourg doit couvrir une grande partie des légumes consommés sur son territoire par des importations;

- considérant les revendications du monde politique et de la société civile pour une production accrue de légumes sur le territoire national;

- constatant cependant que beaucoup d'obstacles entravent la production maraîchère tels que le prix de l'eau, les assurances multirisques, les conditions de prélèvements d'eau dans les eaux de surface et souterraines, etc.;

invite le Gouvernement

- à mener en collaboration avec les producteurs une analyse pour identifier les problèmes qui se présentent aux exploitations horticoles voire maraîchères;

- à élaborer et à présenter à la Chambre des Députés au cours de la session parlementaire courante un catalogue de mesures avec des propositions de solutions pour améliorer la situation et ainsi accroître la production nationale de légumes.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech kommen zum Fazit.

Une voix.- Ah!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- De Rifkin ass wahrscheinlech gutt gemengt, mä geet un der Wierklechkeet vum Lëtzebuerger Konsument a Bauer laanscht. Eng 100% Biolandwirtschaft ass utopesch. Vill méi realistesch an och ustriewenswäert ass eng Unnäherung vun der konventioneller Landwirtschaft un déi biologesch Landwirtschaft.

Am Rapport intermédiaire gëtt vun «intensification durable» geschwat. Dat kéint an déi richteg Richtung goen. Ech hoffe just, datt do jiddwereen an der Regierung datselwecht drënner versteet. Et misst een et op jidde Fall emol kloer definéieren.

Mir musse verstäerkt op ëmweltschounend Regionalitéit setzen an och déi vermaarten. Firwat net Lëtzebuerg als „Épicerie fine" vun der Groussregioun opbauen? Stéchwuert: Nation Branding.

Eng verstäerkt Digitaliséierung vun der Landwirtschaft soll souwuel fir eng méi ressourcëschounend Produktioun wéi och fir d'Vermaartung agesat ginn. Dir Dammen an Dir Hären, déi lëtzebuergesch Riedensaart: „Ze vill an net genuch, dat si keng Moossen" trëfft voll op d'Rifkin-Ziler zou. An ech soen et nach eng Kéier: Dës Schreifdëschvisioun muss un d'Realitéit vun de Mënschen ugepasst ginn an net ëmgedréit.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci allen Deputéierte fir hir Bäiträg.

Erlaabt mer vläicht, am Ufank e puer Wuert ze soen iwwert déi berüümt Wuesstumsdebatt, déi jo de Moment doruechter geeschtert a vill diskutéiert gëtt, zu Recht, wéi ech fannen. An ech wëll vläicht ufänke mat enger, wéi ech mengen, awer wichteger Präzisioun: Wann iwwer Wuesstum diskutéiert gëtt, dann ass et, jee nodeem, wien doriwwer schwätzt, net ëmmer esou kloer, iwwer wat diskutéiert gëtt. Déi eng schwätze vu Wuesstum vu Bevëlkerung, déi eng schwätze vum Wuesstum vun den Aarbechtsplazen, déi aner vum Wuesstum vun der Ekonomie, a jee nodeem, wéi et grad arrangéiert, gëtt dat eent oder dat anert agesat.

Prinzipiell hunn ech souwisou e Problem domadder, fir alles, wéi Lëtzebuerg sech soll weiderentwéckelen - well dorëm geet et jo eigentlech -, mat der Fro ze behafte vu Wuesstum, wéi wann dat en Dogma wär, de Wuesstum. Iwwregens wëll ech Iech niewebäi soen, oder kann ech Iech nëmmen all recommandéieren: Et gëtt en exzellent Buch vun engem gudden engleschen Ekonomist, deen an der Zäit nach fir den Här Tony Blair geschafft huet, deen e Buch geschriwwen huet. An en huet et och elo aktualiséiert, no aacht Joer, wou et erauskomm ass. Et heescht op Däitsch, an der däitscher Iwwersetzung: „Wohlstand ohne Wachstum". Dat ass den Här Tim Jackson, fir déi, déi deen net kennen. E ganz interessant Buch, dat kann ech Iech nëmme recommandéieren. Et ass ganz nuancéiert. Do geet et och net drëms, generell wirtschaftlech Entwécklung a Fro ze stellen, mä et geet awer ëm déi Fro vum Wuesstum als Dogma, wat dat bedeit an eiser Gesellschaft vun haut.

An eigentlech ass dat och déi wichtegst Fro, déi mer eis musse stellen. Well souwisou, wa mer eis Liewensgrondlagen zerstéieren, a mir sinn um gudde Wee, dat ze maachen - ech wëll Iech dorop hiweisen, mir diskutéiere jo de Moment am Kader vun der Nofolgekonferenz vu Paräis, der COP23 zu Bonn, an et ass nach virun zwee Deeg en neit Dokument erauskomm vu 17.000 Wëssenschaftler op der Welt, dat relativ alarméierend ass, an déi schwätze vun der Zerstéierung vun eise Liewensgrondlagen -, wa mer vun der Zerstéierung vun eise Liewensgrondlage schwätzen, da schwätze mer och vun der Zerstéierung vun de Grondlage vun eiser Ekonomie.

Et ass jo net ëmgedréit, mir kënnen d'Päerd jo net vun hannen opzeimen. Et ass net, datt eng Ekonomie am loftleere Raum fonctionnéiert a kéint egal wéi fonctionnéieren. Jee nodeem, wéi d'Liewensgrondlage sinn op dëser Äerd, fonctionnéiert d'Ekonomie net méi. Da brauche mer iwwert de Wuesstum och guer net méi ze schwätzen, well da wäert de Wuesstum sech vum selwen astellen. An duerfir ass dat eng falsch Diskussioun.

Vill méi wichteg ass et, an duerfir wëll ech ebe léiwer doriwwer schwätzen: Wéi soll Lëtzebuerg sech weiderentwéckelen? An ech mengen, datt mer eis nach effektiv solle weiderentwéckelen, a wëll dann och d'Fro stellen: Wat solle mer weiderentwéckelen? Wou solle mer eis weiderentwéckelen? Firwat? Dat ass och wichteg: Firwat? A wéi?

A wat mir eigentlech un der Rifkin-Approche am Ufank esou gutt gefall huet, dat ass, datt et jo am Fong eng Effizienzstrategie ass. Effizienzstrategie heescht näischt anescht, wéi datt mer kucken, dat, wat mer maachen, méi effikass ze maachen, dat heescht, mat manner Ressourcëverbrauch. An donc ass et per se eng Afrostellung vum Wuesstum, esou wéi en déi lescht 30, 40 Joer fonctionnéiert huet.

Wa mer dat net esou gesinn, ech mengen, effektiv hunn dann zumindest ech dat vläicht falsch verstanen, wat an där Studie drasteet. Ech mengen awer, datt ech et richteg verstanen hunn, well et iwwereneestëmmt mat deem, wat ech virdru beschriwwen hunn.

Duerfir, wann et ëm d'Effizienzstrategie geet, da geet et jo och drëms ze kucken: Wat ass dann iwwerhaapt eng Plus-value fir dat Land? Oder: Ënner wéi enge Konditioune kënne mer fir Lëtzebuerg iwwerhaapt, jee nodeem, wat mer maachen, Plus-valuë schafen? Mir hunn e Land, dat emol keng 2.600 Quadratkilometer Fläch huet. An ausser, mir annektéieren Deeler vun eisen Nopeschlänner - wat ech eis awer éischtens net géif uroden an zweetens als net ganz realistesch géif ugesinn, well Lëtzebuerg huet jo awer schlussendlech eng zimlech pazifistesch Traditioun a mir sollen och dobäi bleiwen -, wäerte mer der ni méi kréien.

Dat heescht, e Land wéi Lëtzebuerg huet als wichtegst Ressource déi reduzéiert Fläch, déi mer hunn, déi wéi gesot emol net 2.600 Quadratkilometer, eist Land, wat mer hunn, eise Buedem. Dat kléngt elo vläicht konservativ, trivial, mä et ass awer esou, an duerfir musse mer eis gutt iwwerleeën, wéi mer mat där Ressource Buedem a Land ëmginn!

Doniewent hu mer dat, wat op dem Buedem ass, dat ass eis Biodiversitéit. Mir hunn och nach eng relativ gutt Waasserversuergung zu Lëtzebuerg, och déi spillt eng Roll. An duerfir mengen ech och, déi Effizienzstrategie, déi den Här Rifkin beschreift, wou en am Fong een Haapttool, eng Geschirkëscht beschreift, näämlech d'Digitaliséierung, well d'Digitaliséierung als Solches ass keng gesellschaftspolitesch Strategie, dat ass en Tool, et ass eng Technik. A mir dierfen eis net vun der Technik beherrsche loossen, mä mir mussen d'Technik beherrschen, fir domadder ze schaffen. Mä derniewent musse mer awer och eng gesellschaftlech Visioun entwéckelen, wat mer an deem Land hei wëlle maachen.

An et ass virdrun d'Beispill zitéiert gi vun där Juggurts- oder Fetasfabrik zu Beetebuerg. An effektiv, dat ass och e Beispill, wat mir an de Kapp komm ass, wéi ech dat fir d'éischte Kéier héieren hunn. Wa mer kucken, wat am Rifkin-Prozess beschriwwen ass a wat der Regierung hir Strategie ass, da misste mer jo als Éischt kucken: Wou, firwat, wéini, wat? Wat passt dann eigentlech an déi Strategie? Oder maache mer net op eemol Saachen, déi contraire sinn zu deem, wat mer an der Rifkin-Strategie beschreiwen?

Duerfir, wann ech de Wuesstumsmodell wëll a Fro stellen, da wëll ech gären hunn, datt mer eis bewegen op en anere Modell wéi dee vun de leschten 30 Joer, well dat ass d'Viraussetzung. Soss kënne mer déi Strategie an déi Etüden an déi éischtbescht Poubelle geheien, well méi ass se dann net wäert.

An zum Beispill dat, wat do zu Beetebuerg soll hikommen, wat eng Fabrik ass, wou ech mer och Froe stellen: Passt déi an déi Strategie? Passt déi iwwerhaapt an eisen Tissu économique zu Lëtzebuerg?

(Interruption)

Wat soll se eis bréngen? An déi Froe sinn ze stellen! An dat si keng Spënnerfroen, wann een déi opwerft, mä dat sinn absolutt berechtegt Froen, wëll ech ganz däitlech hei soen.

A mir wäerten déi och, an ech wäert déi och an Zukunft stellen. Well dat ass mäi Rôle als Nohaltegkeets- a Landesplanungsminister, fir déi ze stellen, wann et drop ukënnt, se ze stellen.

Une voix.- Hutt Der héieren, Här Schneider?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat ass net un den Här Schneider geriicht. Dat ass eng allgemeng Approche,...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

...eng allgemeng Meenung, déi ech domadder wëll stellen.

(Brouhaha)

An duerfir soen ech och - Dir kritt direkt d'Wuert -, mir mussen et donc...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nee, nee!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir mussen et duerfir och fäerdegbréngen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nee!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Oder den Här President gëtt Iech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nee.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...vläicht d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir mussen et duerfir fäerdegbréngen, an Zukunft och bei verschiddene Saachen Neen ze soen, wann et eben net an déi Effizienzstrategie passt, déi mer eis jo selwer ginn hunn. An ech mengen, dat ass déi Debatt, déi mer an der Zukunft musse féieren.

An ech soen och,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Vläicht och an der Regierung.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...ech wäert am Januar en Dokument der Chamber an der Nohaltegkeetskommissioun virstellen, dat sinn déi aktualiséiertst Zuelen an der Landesplanung. An dat ass net eng Visioun, dat sinn net Zuele fir 2060, mä dat sinn d'Zuele vun haut. Dat ass d'Realitéit! Dat sinn d'Fakte vun deem, wat geschitt ass, och an deene leschte Joren, a wat an deenen nächste Joren - net bis 2060, mir schwätzen do vum Horizont nächst fënnef bis zéng Joer - wäert passéieren. An elo kënne mer déi Zuelen, wéi ech se do wäert presentéieren, wouerhuelen oder net, an dorauser eppes maachen. Dat gesi mer dann hei an der Chamber, well et ass jo eng Debatt virgesinn. Déi war jo vum Premierminister ugefrot ginn am Kader vum État de la nation d'lescht Joer, déi ass jo och elo festgeluecht ginn op den 28. Februar. Do wäerte mer dat da kucken.

Ech gesinn hei...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir si ganz gespaant op déi Debatt do.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo richteg, ech och!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also ech fannen dat wesentlech.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech gesinn hei viru mer den Alex Bodry, dee war jo och fréier Landesplanungsminister, an hie war och iwwregens, muss ech soen, ee vun deenen Éischten an den 90er Joren, dee versicht huet, déi Diskussiounen an deem Sënn schonn ze féieren. An e weess awer och, wéi schmäerzhaft se waren. Da kucke mer dann am Januar respektiv am Februar, ob se genausou schmäerzhaft waërte sinn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Absolutt! An ech hoffen, datt mer déi och mat realisteschen Zuele féieren!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, also do wäerte ganz realistesch Zuelen drastoen, ech wäert en Dokument hannerleeën. Wéi gesot, dat sinn d'Zuele vun haut, respektiv mat enger Perspektiv gekuckt op déi nächst Joren an net déi nächst 50 Joer.

Duerfir, vu datt ech awer en Deel vun den Zuele kennen entre-temps, mir schaffe jo schonn eng Rei Méint dorunner an der Preparatioun op déi Debatt, sinn ech der Meenung, datt mer effektiv en neie Modell Lëtzebuerg brauchen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Däerf ech dem Här Bausch eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, wann den Här Bausch domat d'accord ass.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Selbstverständlech.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Ech hätt awer och eng.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, da kritt Dir direkt hannendrun d'Wuert,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt den Här Bausch just froen, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...Dir sidd jo Noperen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass ganz interessant, wat den Här Bausch hei seet. An ech kann en och op ganz ville Saachen do suivéieren an ënnerstëtzen a sengen Iddien an Entwécklungen.

Ech wollt just froen: Den Här Schneider huet de Mëtten hei am Numm vun der ganzer Regierung geschwat, an ech wollt froen, ob Dir och am Numm vun der Regierung schwätzt. An da wier meng nächst Fro: Hu mer zwou Regierungen?

(Hilarité)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Den Här Schneider huet bei alles, wat d'Digitaliséierung an de Rifkin-Prozess ubelaangt, selbstverständlech am Numm vun der ganzer Regierung geschwat. Ech si jo, wéi ech hei betount hunn, méi wéi d'accord mat där Strategie, fanne se ganz interessant. Mä den Här Schneider huet awer och nach eng Rei perséinlech Remarquë gemaach,...

(Brouhaha et exclamations)

...déi mat der Rifkin-Strategie näischt ze dinn hunn.

(Brouhaha)

Une voix.- En huet am Numm vun der ganzer Regierung geschwat.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An dat mécht den Här Schneider...

(Brouhaha et interruption)

Här Gibéryen, Dir sidd jo net zënter gëschter hei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Duerfir hunn ech jo déi Fro gestallt!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ma da gitt mer emol eng Chance!

Dat ass dat Éischt. Dat Zweet ass: Wësst Der, an enger Regierung sinn, heescht, datt een zesummen an enger Regierung e Programm huet, heescht, datt een e Programm zesummen ëmsetzt, an heescht awer och, datt natierlech am Laf vun der Legislaturperiod Themen a Meenungen opkommen, wou ee vläicht net ëmmer enger Meenung ass. Wat ass esou dramatesch dorunner? Guer näischt! Wann et jo esou wär, datt mer net dräi verschidde Parteie wären, dann hätte mer scho längstens fusionéiert, da bräichte mer net méi déi dräi verschidden Etiketten ze hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Gibéryen huet och ëmmer déiselwecht Usiichte wéi den Här Kartheiser...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Richteg. Richteg.

Plusieurs voix.- Ah!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wat ass do dramatesch?

(Brouhaha)

An ech soen Iech,...

Une voix.- Hört, hört!

(Brouhaha)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...a grad an esou enger wichteger Fro...

(Interruption par M. Alex Bodry)

...an ech mengen, grad an esou enger Fro...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Gibéryen ass net mam Här Kartheiser an enger Regierung.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...misste mer eis heibanne jo awer eens sinn,...

Une voix.- Jo sécher.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...wann et ëm d'Zukunft vu Lëtzebuerg geet, datt mer net solle virgefaasste Meenungen hunn an datt et duerchaus kontrovers soll kënnen diskutéiert ginn. Dat brécht kengem en Zack aus der Kroun, do hunn ech kee Problem domadder. Dat ass enger Demokratie würdeg, menger Meenung no.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also mir fannen déi kontrovers Diskussioun ganz interessant.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Zeimet hat ganz disziplinéiert de Fanger gehuewen a kritt dofir och d'Wuert.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Et ass elo schonn eng Zäitchen hier, mä den Här Bausch hat virdru gesot, datt e sech och d'Fro gestallt hätt, ob déi Juggurtsfabrick géif an déi Strategie erapassen oder net. Dofir géif et mech interesséieren, zu wéi enger Konklusioun en da komm ass fir sech, ob déi Juggurtsfabrick dann elo an déi Strategie erapasst oder net an ob seng Konklusioun iwwereneestëmmt mat der Konklusioun vum Rescht vun der Regierung. Merci.

(Interruption)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wësst Der, déi Juggurtsfabrik - wéi soll ech soen? -, wéi vill Betriber, wéi all Betriber, et ass jo net, datt d'Regierung déi elo spezifesch siche gaangen ass. Dat ass eng Fabrik, déi heihinnerkënnt, déi hei sicht no engem Terrain. An do gëtt et zwou Méiglechkeeten: Eng Regierung ka proaktiv an déi Richtung hëllefen, datt dat sech och realiséiert, oder eng Regierung ka sech doriwwer Froe stellen! Wéi Der festgestallt hutt, stellen ech mer doriwwer Froen. Okay?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi maache just Juggurt, dat héiert Der jo elo.

(Hilarité)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä dat huet, wësst Der ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A mir och.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wësst Der, ob e Betrib op Lëtzebuerg kënnt, dat diskutéieren an...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dënnt Äis.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...tranchéiere mir net kollektiv an der Regierung.



(Brouhaha)

Här President,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...elo hu mer schonn zwou Regierungen. Wa gëtt dat, wann nach een...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Oh, wësst Der, Här Gibéryen,...

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Dir hutt den zweeten Deel vun...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Gibéryen, loosst den Här Bausch weiderschwätzen, et ass interessant!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wann Dir all Meenungsverschiddenheet respektiv all Diskussiounspunkt direkt ugesitt als zwou verschidde Regierungen, ass dat Äert gutt Recht. Ech gesinn dat anescht, ech gesinn dat éischter un als lieweg demokratesch Diskussioun. An dat ass och gutt esou, datt dat esou ass. Wéi gesot, nach eng Kéier, wa mer all bei enger Meenung wären, éischtens wär dat zimlech langweileg, an zweetens mengen ech, datt mer dann alleguer zesummen an engem Veräi wären. Dat si mer awer Gott sei Dank net.

Ech wollt dann awer eriwwerkommen zu enger Rei Froen, déi gestallt gi sinn am Zesummenhang mat der Mobilitéit. Fir d'Éischt déi Fro vum Teletravail. An do wëll ech net vill derzou soen, just ee Saz, dat ass, datt mäi Landesplanungsministère amgaangen ass, eng Etüd ze maachen, fir ze kucken, där sougenannt „Pôlen" fir Déngschtleeschtungsbetriber a Grenzregiounen, awer op der Lëtzebuerger Säit, ze maachen. Perséinlech mengen ech, datt dat eng gutt Optioun ass an eis vill ka bréngen. Déi Etüd, déi leeft, déi ass awer nach net ofgeschloss, duerfir kann ech Iech haut nach keng Detailer soen. Ech menge schonn, datt et intelligent wär, datt een an de Grenzregiounen esou eppes kann installéieren.

Vill Betriber komme jo da bei de Wirtschaftsminister, wann et drëms geet, fir Terrainen ze kréien an esou weider: Si kommen awer bei mech, wann et drëms geet nozefroen, wéi d'Infrastrukture geplangt sinn, jee nodeem, wou se sech grad niddergelooss hunn. An ech kann Iech soen, dat sinn der wierklech ganz vill, déi bei mer waren an der leschter Zäit a gesot hunn, si wären interesséiert, éischter an der Grenzregioun, awer natierlech um Lëtzebuerger Territoire, sech nidderzeloossen. Ech wëll elo net soe wou, well soss hunn ech do schonn - wéi soll ech soen? - de Startschoss ginn, fir d'Präisser an d'Luucht ze dreiwe vun den Terrainen. Mä et gëtt e Projet, wëll ech lech awer soen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi wësse Bescheed.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An dat maachen ech och mam Wirtschaftsminister zesummen. Dat ass kee Problem. Dat ass e Projet, dee wäerte mer iergendwann eng Kéier virstellen, wann e bis fäerdeg ass.

Zum Verkéier. De Verkéier ass natierlech enk verknäppt mat der Entwécklung. Dat ass vu méi Leit gesot ginn. Ech mengen, dat ass och eng Evidence, dat wësse mer, an et ass och richteg, wat gesot gëtt, esou wéi d'Leit et och empfannen dobaussen, datt d'Verkéierssituatioun sech bal pro Mount verschlëmmert. An dat huet natierlech och ze di mat den Dausenden Aarbechtsplazen, déi mer schafen. Dat ass kloer. Wa mer méi Aarbechtsplaze schafen, wa mer an engem Joer 14.000 Aarbechtsplaze schafen a mir wëssen haut, datt mer en „modal split" hunn, dat heescht, en Undeel vum ëffentleche par rapport zum Individualverkéier vu 17% ëffentleche Verkéier - emol ganz optimistesch gerechent - géintiwwer 80% private Verkéier, a wa mer dann och nach wëssen, datt mer e Luedfacteur hu vun 1,1 pro Auto, da sinn dat pro Joer Dausenden Autoen, déi derbäikommen. Dat ass eng Evidence.

Duerfir muss doru geschafft ginn. Mir hu jo och vill Projete lafen. Grouss Investissementsprojete lafen an der Ëmsetzung. Mä dat geet net duer. Wat hu mer gemaach? Mir hunn - niewent dem Fait, datt mer jo villes ëmsetzen, wéi gesot, e risegen Investitiounsprogramm -, déi lescht zwee Jore geschafft un enger Strategie, déi ech géif nennen „MoDu 2.0". Fir datt mer déi Strategie MoDu 2.0 awer uerdentlech kënne maachen, hu mer emol seriö Date gebraucht.

Dat Éischt sinn Daten iwwert d'Verhale vun de Leit. Duerfir ass déi Luxmobil-Studie gemaach gi bei iwwer 80.000 Residenten a bei iwwer 40.000 Frontalieren. Déi ass ofgeschloss. Ech wäert de 7. Dezember an der Chamberskommissioun déi éischt Resultater virstellen an och dem Public se virstellen. Dat ass eng ganz breet ugeluecht Studie, wou och d'Leit gutt matgemaach hunn a wou et drëms geet erauszefannen, net nëmmen: Wou a wéi fueren d'Leit vun A no B?, mä och: Firwat maache se et esou? Firwat maache se et net aneschters? Wou gesi se d'Defiziter? An esou weider an esou virun. Do kréie mer interessant Datematerial.

Déi lescht Etüd an deem Sënn, déi gemaach ginn ass zu Lëtzebuerg, war 1995. Dat heescht, do muss ee sech virstellen, wat mer fir eng Navigation à vue gemaach hunn an deene leschten 20 Joer, well mer opgebaut hunn op Date vun 1995. Duerfir ass déi Studie extrem wichteg.

Dat Zweet ass: Et gëtt zwee Länner op der Welt, an eent dovunner huet mer besonnesch gutt gefall, dat ass d'Schwäiz, déi scho laang Käschtennotzungsrechnunge maache vun all Mobilitéitsträger a vun all Mobilitéitsinfrastruktur, ob et eng Strooss ass, ob et eng Vëlospist ass. An net nëmme vun dem Gesiichtspunkt aus: Wat kascht et mech a wat kann et mer herno bréngen? Wéi vill Leit kënnen et benotzen? Mä och: Wat kascht et mech am Sënn vu Landverbrauch, vun Ëmweltverbrauch, Verloscht vu Biodiversitéit? Also alles, alles agerechent, d'Loftqualitéit, alles agerechent, wat kascht dat eis?

Mir hunn eis do inspiréiert un deem, wat d'Schwäizer scho laang maachen. Et ass net fir näischt, datt d'Schwäiz am Beräich vu Verkéier a Mobilitéit generell extreme Virreider ass a modellhaft ass. A mir hunn eis dorun inspiréiert. Ech géif souguer soen, datt mer e Krack méi wäit gaange sinn a mir hunn eng europäesch Ausschreiwung gemaach. An et ass och e Schwäizer Büro, Oekoplan, zesumme mat BDO, dat ass den „big five", wéi e genannt gëtt, an och engem Lëtzebuerger Verkéiersbüro, dem Romain Molitor säi Büro, respektiv nach enger zweeter Lëtzebuerger Fiduciaire - et ass e Konsortium, wat sech zesummegedoen huet, et waren der méi am Renne bei der Ausschreiwung -, déi déi Ausschreiwung gewonnen hunn. Déi si schonn amgaang ze schaffen an dat soll bis Abrëll, Mee fäerdeg sinn.

An dat ass déi wichtegst Viraussetzung, fir datt mer emol eng Objektivéierung kréie vun der Debatt, wann et ëm Mobilitéit geet, fir datt mer net einfach alleguer aus der Hëft decidéieren, wa mer iergende Problem mengen ze gesinn: „Ah, dat ass de Problem, an do ass d'Léisung", mä datt mer wierklech en fonction vun engem seriöen Tool, dee mer do an de Grapp kréien, wéi d'Schwäizer en och hunn, da kënnen objektiv Decisiounen huelen.

An natierlech, déi zwou Etüde sinn d'Basis, mä doriwwer eraus schaffe mer un enger ganzer Rei Projeten, déi opgebaut sinn op der Entwécklung am Kontext vun den Zuele vun der Landesplanung. An déi gesamt Strategie, de MoDu 2.0, dat hunn ech der Chamber och scho proposéiert, wäerte mer de 7. Mee an der Chamberskommissioun virstellen. An dann ass och virgesinn, datt de 17. Mee eng Debatt soll an der Chamber sinn iwwert dat Dokument.

An ech soen och: Wann den Här Wiseler seet, 60:40, dat wär eng Illusioun, op dee Punkt ze kommen, datt een en „modal split" kritt 60:40, da soen ech, dat ass net eng Fro vun enger Illusioun. Mir mussen dohinnerkommen!

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Jo, mä ech schwätzen... Ob et elo 1,2 Milliounen Awunner ginn, dat ass jo emol eng aner Diskussioun. Ech schwätze vun dem Bléckwénkel vun haut!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass awer dat, wat ech gesot hunn. Ech hu gesot: „Bei 1,2 Millioune fannen ech et eng Illusioun."

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Okay.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hu just gesot: „1,2 Milliounen ass eng Illusioun."

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech ginn elo emol dovun aus...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dofir!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...vun der Perspektiv vun den nächsten zéng Joer. Do si mer mat Sécherheet net op 1,2 Milliounen, mä do komme mer dann, loosse mer soen, op 700.000, 800.000 Awunner, esou wéi de Rhythmus de Moment ass. An da musse mer deen „modal split" vu 60:40 packen. An duerfir musse mer och zum Deel ophale mat verschiddenen duebele Strategien. Mir kënnen net alles matenee férderen, soss komme mer ni dorobber.

An dat Zweet ass: Mir musse virun allem och an d'Capacitéit vum ëffentleche Verkéier investéieren, well dat hu mer déi lescht 30 Joer net genuch gemaach, fir net ze soen, bal guer net gemaach. D'Netzcapacitéit vun der CFL zum Beispill. Bon, dat geschitt, mä net nëmmen dat, och d'Capacitéit herno vun dem Material. An ech wëll Iech just soen: D'Eisebunn ass amgaang, déi Ausschreiwung leeft. Dat ass déi gréisst Ausschreiwung, déi d'CFL an der Geschicht gemaach huet: 400 Milliounen Zuchmaterial gëtt akaaft. Dat heescht, da gi mer vun 9.000 op 17.000 Sëtzplazen erop, also vun haut 9.000 op an Zukunft 17.000 Sëtzplazen erop. Dat ass Material, wat da geliwwert gëtt vun 2019 u bis 2023. An dat ass en Deel vun där gesamter Strategie.

Also, wéi gesot, d'Mobilitéit ass natierlech e Sujet, wou all Mënsch ka matschwätzen, jiddwereen ass betraff. Oder jiddweree mengt, e kéint matschwätzen. A jiddwereen huet ëmmer direkt och all Léisung, mä et ass awer meeschtens e bësse méi komplex, well d'Mobilitéit huet ganz vill Facetten a vill Zesummenhäng. An duerch déi Etüden, déi mer maachen, wëlle mer déi objektivéieren an dann op Basis vun dem MoDu 2.0 eng Perspektiv ginn, ech géif soen, bis 2030 an doriwwer eraus, wéi et soll weidergoen.

Dann nach e lescht Wuert, Här President, an da géif ech ofschléissen, zu de Solaranlagen. Natierlech wëllt d'Regierung net groussflächeg Solaranlagen doruechter bauen. Ech wëll Iech just soen: Ee Joer ass et elo ongefeier hier, dunn hunn ech mat Bâtiments publics déi éischt Projete virgestallt. Mir hu 15 ëffentlech Gebaier, wou mer Solaranlagen op den Daach leeën, mä mir hunn der awer vill méi detektéiert. Déi 15 do, dat ass eréischt den Ufank.

Dat gëtt och finanzéiert iwwert de Klimafong. An do ass d'Potenzial riseg. Ech ginn Iech just nëmmen ee Beispill: Mir hu mam Tram d'Diskussioun gehat mam Centre de remisage hei uewen um Kierchbierg, wat eng enorm Fläch ass, déi ganz Atelieren. An do leeë mer och elo Solaranlagen drop. Et ass zwar d'Stad Lëtzebuerg, déi interesséiert ass, déi ze finanzéieren an och herno ze bedreiwen, mä dat ass awer elo egal. Ech mengen, et gëtt méi Méiglechkeeten.

A mir hunn op eisen Diecher an op eisen Halen... Ech denken zum Beispill och drun: Fréier war et net méiglech, op dem Flughafen op den Halen eppes ze maachen, well déi Solaranlagen ze vill reflektéiert hunn. Bon, haut ass dat vun der Qualitéit hier eppes aneschters. An et gëtt och do gekuckt zum Beispill, ob dat geet. Natierlech musse mer do d'Sécherheetsbedéngunge respektéieren. Mä mir hu grousst Potenzial op de Gebaier, op Halen, op Flächen, op Stadien. Mir brauchen net allze vill an d'Fläch ze goen, mengen ech, fir dann awer dat ze erreechen, wat an der Rifkin-Etüd drasteet.

Merci.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Entschëllegt.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech wollt Iech gentilerweis ausschwätze loossen, well Der esou gutt a Faart waart. Dat passt sech net, wann een een ënnerbrécht. Zwou Froen awer un Iech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Zwou?

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Jo.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da sidd Der ganz fei gewiescht, an dann direkt zwou Stéck!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Gutt! Dir hutt gesot gehat, Dir hätt 1,1 Persoun pro Auto. Ech kucken zënter 2004, wou ech hei Deputéierte sinn, op mengem Arrêt um Bus d'Besetzunge vun den Autoen. Ech zielen heiansdo, wann ech moies do stinn. Ech war bei iwwer 91 Autoen, wou eng Persoun drasëtzt. Ech sinn elo bei 97; also 2017. Ech froe mech dach awer, Här Minister: Wéi schaffe mer et, de Mënschen et bäizebréngen - dat ass meng Fro -, dass et net méi esou viru ka goe mat Ein-Mann-Besetzung, Eine-Frau-Besetzung? Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro ass déi: De Moien hat ech d'Chance, an der Nohaltegkeetskommissioun ze sinn. Do ass e flotte Projet virgestallt gi vum Parking vu Mesenich, also op der Waasserbëlleger Tankstell. Do gëtt e Parking gebaut, an ech hunn den Här Direkter vun de Ponts et chaussées de Moie gefrot gehat: „Firwat maacht Der keng Fotovoltaik-Parkinganlagen? Dat heescht, wann d'Leit hiren Auto ofsetze ginn, da bleeche se net mat der Faarf dee ganzen Dag. Maacht uewendriwwer Fotovoltaik, da kënnt Der e Plang maachen, wou Der de Leit kënnt soen, wou se kënne Geld investéieren, fir Fotovoltaik matzemaachen." Well et si jo vill Leit am Land, déi bereet wäre matzemaachen am Erneierungsprozess, an deem Prozess, deen Der hei usteiert.

Da kommt, mir maachen emol esou Saachen! Amplaz ze soen: „Keng Terrainen zoumaachen, wou d'Kéi drop stinn", sollte mer au contraire esou Saache maachen, déi elo vläicht dra sinn.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, ech mengen, dat Zweet, do kann ech och nëmmen „Très bien!" soen. Dat si Projeten, déi doudsécher Sënn maachen.

Wat 1,1 Leit an den Autoen ubelaangt: Am Februar lancéiere mer do och en neie Projet. Ech mengen, ech hu schonn e puermol hei doriwwer geschwat, duerfir wollt ech elo net méi dorobber agoen. Dat ass déi nei Déngschtleeschtungsplattform an Applikatioun, eng nei App fir de Covoiturage; ganz innovativ. Ech war mer dat an Holland ukucken, op Rotterdam. Mir haten och do eng Ausschreiwung gemaach. De Projet ass un eng franséisch Firma gaangen, déi huet do déi europäesch Ausschreiwung gewonnen. Do schaffe mer elo schonn zënter bal engem Joer drun. Et ass an der Ofschlossphas. Am Februar gëtt dat lancéiert.

An da wësst Der jo och, datt mer amgaange sinn, zwou Saachen ze kucken: Dat Eent ass den Incentive iwwert déi App, fir d'Leit zu méi wéi een an den Auto ze kréien. An dat Zweet ass, och e klenge Virdeel ze ginn. D'A3 vu Beetebuerg-Grenz op Lëtzebuerg: Ech sinn an der Diskussioun mat de Fransousen - déi wëlle jo d'A31bis ausbauen -, fir ze kucken, an de Spëtzestonnen tëschent siwen an néng Auer d'drëtt Spur ze reservéiere fir de Covoiturage.

Am Ufank waren d'Fransousen do éischter skeptesch. Bon, entre-temps si se awer och méi op dofir. Do ass zwar éischter a Frankräich d'Fro: Wie finanzéiert iwwerhaapt den Ausbau vun der A3?

A mir hunn och e Projet mat der Belsch zesummen. Dat heescht, d'Belsch wëllt bis op Sterpenech, also bis op d'belsch Grenz, d'Bande d'arrêt d'urgence opmaachen, mat reduzéierter Vitesse an de Spëtzestonnen. A mir kucken dat och elo op der Lëtzebuerger Säit. Dat ass awer net ëmmer esou einfach, well mir hu Brécken op eiser Streck.

Mir hunn och eng aner Dimensionéierung vun eiser BAU wéi d'Belsch. Mä mir kucken dat awer genau. A wann dat Sënn mécht, wëll ech dat och hei zu Lëtzebuerg proposéieren, well dat si Saachen, wou mer wierklech d'Leit incitéiert kréien, eppes ze maachen. An dat ass och haut einfach ze kontrolléieren. Ech mengen, déi Projeten, déi et am Ausland entre-temps gëtt, do gëtt dat mat thermesche Kamerae kontrolléiert. Dat ass vun der Technik hier net méi opwänneg an absolutt kee Problem.

Also, och dat si Projeten, déi mer amgaange sinn ze kucken.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Elo kënnt séier den Här Landwirtschaftsminister.

(Interruptions et hilarité)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rifkin-Prozess huet eng ganz Rei flott Diskussiounen ausgeléist an eng ganz Rei flott Denkustéiss ginn. Mir sollen eis awer déi Denkustéiss an aller Rou, Här President, zu Gemitt komme loossen, esou wéi mer dat...

(Interruption)

...haut de Mëtteg gemaach hunn hei. An ech sinn am Fong geholl immens frou als Landwirtschaftsminister, datt de Secteur vun der Landwirtschaft op esou e groussen Interessi gestouss ass.

Erlaabt mer awer, fir d'Éischt eng generell Remarque ze maachen. De landwirtschaftleche Secteur ass, wat d'Reglementatioun ubelaangt, zu 100% vun der europäescher Agrarpolitik mat hirem komplexe Regelwierk ofhängeg. An dës Legislatioun ass an engem permanente Reformprozess.

Dir wësst, datt elo Enn des Mounts eng Kommunikatioun iwwert d'Moderniséierung vun der PAC erauskënnt. Fir mech ass et doweinst ganz wichteg, datt mer an dem Diskussiounsprozess, dee mer jo elo hei amgaange sinn, och d'Iwwerleeunge vun der Zukunft vun der Agrarpolitik afléisse loossen. Derbäi kommen, wéi gesot, d'Diskussiounen iwwert d'Ziler vun der nohalteger Entwécklung, d'Klimaziler, wou jo elo zu Bonn iwwert d'Ëmsetzung vun den Decisioune vun der COP21 diskutéiert gëtt.

All dës Aspekter kann een net eenzel betruechten, mä si mussen zesummen an ee grousse Projet afléissen. De System soll méi zilorientéiert opgebaut ginn. Dat sinn offensichtlech

d'Pläng vun der Europäescher Kommissioun. A genau an déi Richtung gëtt och am Rifkin-Prozess diskutéiert.

Wat d'Landwirtschaft ubelaangt, ass d'Diskussioun ronderëm d'Rifkin-Etüd ganz oft op d'Visioun 100% biologesch Landwirtschaft am Joer 2050 aus der Presentatioun vum Rifkin-Rapport reduzéiert ginn. Dës Ausso vun enger 100%eger Biolandwirtschaft soll een als Benchmark gesinn, a wéi eng Richtung mer wëllen d'Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg steieren.

Gemengt ass virun allem, fir d'Nohaltegkeet au sens large weider ze verbesseren. Dowéinst hu mer am Kader vun der Gouvernance vum Rifkin-Prozess e Grupp zum Thema vun der Intensification durable vun der Landwirtschaft agesat. Gemengt ass heimadder, fir e Modell vun enger nohalteger Landwirtschaft ze entwéckelen, deen eng héich Valeur ajoutée vum Produzent bis bei de Konsument erméiglecht.

Mam Agrargesetz hu mer eigentlech elo schonn eng ganz gutt Geschirrëscht, fir eis Landwirtschaft a Richtung Nohaltegkeet ze ënnerstëtzen, notamment am Beräich vun den Agrarëmweltmoossnamen a bei den Investitiounen, mä och, fir d'Innovatioun an d'Berodung ze promouvéieren.

Ech weisen elo dorop hin, datt mer an dëser Etüd iwwer en Horizont 2050 schwätzen. Mä mir sollen op kee Fall esou laang waarden an näischt maachen. Mir ass et wichteg, datt de landwirtschaftleche Secteur d'Defie vun der Zukunft geschlossen ugeet. Mir sollen eis Gedanken iwwert d'Erausfuerderung vun der Zukunft maachen an de Problem op eng pragmatesch Aart a Weis upaken.

Et ass eigentlech e generellen Accord do, datt dëse Prozess ganz vill Facetten huet, vum „precision farming" bis hin zur Biolandwirtschaft. De Punkt ass, datt mer fir dëse Prozess bis hin zur Durabilitéit eng prezis Evaluatioun vun de Produktiounsprozesser brauchen. Mir brauchen also eng Hightech- a keng „Heidi-Landwirtschaft", fir de fréieren EU-Kommissär Franz Fischler emol eng Kéier ze zitéieren. Heimadder kann erreecht ginn, fir d'Pertë bei Energie an Närstoffer ze minimiséieren, d'Klimagasen erofzesetzen, awer och d'Rentabilitéit ze verbesseren. Dat ass dat, wat ënnert dem Stréch mat „intensification durable" gemengt ass.

Dat ass alles e bëssen technesch, ech ginn dat zou. Mä et gouf sech notamment un den Energiebilanzmodell vu CONVIS ugeleent, dee jo och am Rifkin-Prozess kuerz beschriwwen ass. Mir sinn also och scho guer net esou schlecht, dat muss och emol eng Kéier gesot ginn!

Dir Dammen an Dir Hären, d'Rifkin-Etüd ass net a Stee gemeesselt. D'Etüd ass een Dokument, dat eng ganz flott an utile Dokumentatiounsbasis duerstellt, fir d'Problemer vu muer unzegoen. Wat mer awer am beschte gefält, dat ass, datt ganz vill Aspekter mat an d'Diskussioun agefloss sinn an déi Diskussiounsplattform och ganz breet opgestallt ass, vu Fuerschung bis Praxis, vu konventioneller Landwirtschaft bis Bio. Et geet och ëm kuerz Vermaartungsweeër, awer och ëm alternativ Organisatiounsformen, ëm erneierbar Energien, ëm Économie circulaire an nach villes méi.

Mir kréien op jidde Fall nach genuch Geleeënheet, fir op all dës Aspekter zréckzekommen. An deem Sënn wäert ech dann ufanks vum nächste Joer och en Zukunftsdësch iwwert d'Landwirtschaft aberuffen, wou mer all déi Challengë sollen diskutéieren, fir eisen Agrarsecteur au sens large fir d'Zukunft beschtméiglech opzestellen.

Wat elo déi zwou verschidde Motiounen ubelaangt, géif ech der Chamber proposéieren, déi eng Motioun iwwert d'Promotioun vun der Biolandwirtschaft an engem Catalogue de mesures ofzeleenen, well déi gesinn ech als superfétatoire un, well mer jo de Bioaktiounsplang hunn, wou am Fong dann eben dee Catalogue de mesures do schonn dran ass.

Wat déi aner Motioun ubelaangt iwwert d'Promotioun vum Geméisubau, do ass et effektiv esou, datt an deem Secteur nach en enormt Potenzial ass, datt mer enorm Defiziter hei zu Lëtzebuerg hunn, an do géif ech der Chamber proposéieren, fir déi unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister. A fir d'Debatt ofzeschléissen, huet d'Wuert den Här Wirtschaftsminister, den Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Voilà, Här President, villmools Merci fir mer d'Wuert nach eng Kéier ze ginn, ech géif mengen, als Ofschloss vun der Regierungsequipp zu deem heiten Debat.

Ech wëll fir d'Éischt soen, dass ech awer staark enttäuscht si vun der Oppositioun, wat deen heiten Debat ugeet, aus deem einfache Grond...

(Interruptions)

Neen, ech soen Iech och firwat: aus deem einfache Grond, well ech vun all de Kolleegen hei op der Oppositiounsbänk just Froen héieren hunn, awer keng eenzeg Propositioun.

(Interruption)

Den Här Wiseler huet am CSV-Profill...

(Interruption)

...geschriwwen: „Manner Rifkin, méi Konkretes." Abee, ech hat mer vun Iech e bësse Konkretes erwaart. Ech krut Honnerte vu Froe vun Iech an honnerte Mise-en-garden, op wat een alles muss...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir hutt keng beäntwert an Dir hutt net bis zum Schluss nogelauschtert!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- ...oppassen, mä et ass näischt vun Iech komm.

Ech wëll Iech och soen, dass Der falsch leit, wann Der behaapt, Dir wäert net agebonne gewiescht. Ech war den 2. Februar dëst Joer nach hei, wou der alleguerten invitéiert gi sidd, an deene Plattforme matzeschaffen. Et ass awer kee vun Iech, dee sech gemellt huet, fir dat ze maachen. Dee Prozess war oppe fir jiddereen, fir all Bierger, an domat waart och Dir gemengt.

Bon, ech soen dat hei, well ech et schued fannen a well ech wierklech geduecht hat, och nodeem de Franz Fayot d'Initiativ geholl hat, fir en Hearing an der Chamber ze maachen, an deem Sënn hätt Der d'Preparatioune gehat, fir hei och konkret Iddien ze presentéieren a fir konkret ze soen, wat Dir dann als Äntwerten op all déi Froen do hutt.

Bon, dat ass net geschitt. Dat ass schued. Ech wëll awer och all deenen, déi hei vu Wuesstum schwätzen...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass zwar liicht einfach, wéi Der dat do...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- ...an einfach eng Extrapolatioun maache vun deem, wat...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass liicht einfach!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- ...mer haut hunn, op déi nächst 40 Joer oder 43 Joer, bis 2060, soen, dass dat net ka fonctionnéieren. Dir wäert gesinn, dass de Wuesstum duerch d'Digitaliséierung, duerch d'Robotiséierung, duerch déi artifiziell Intelligenz komplett anescht wäert fonctionnéieren an Zukunft, wéi dat haut nach ass. An e wäert net méi esou gelinkt si mat „Wuesstum ass gläich esou vill méi Emploi ass gläich esou vill méi Trafic". D'Digitaliséierung vun der Ekonomie wäert dozou féieren, dass eise Wuesstum an eis Produktivitéit steige wäerten, ouni onbedéngt mussen esou vill Aarbechtsplazen ze schafen, domat Trafic ze generéieren, wa mer dovunner schwätzen, speziell wa mer d'Leit mussen iwwert d'Grenze siche goen.

Dofir, mengen ech, ass et einfach nëmmen...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Den Här Rifkin seet zwar just de Contraire.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Neen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ma dach!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Ech sinn net den Här Rifkin. Ech soen Iech, wat meng Meenung ass.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Heiansdo mengt een zwar.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Ass dat elo nei fir Iech?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Heiansdo mengt een zwar!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Ech war en nach ni an ech sinn och net d'Rosamunde Pilcher, Här Mosar.

(Hilarité)

Bon, voilà. Dat gesot, wëll ech awer och nach...

(Interruption)

...op dem Här Mosar seng Demande agoen, wat Teleaarbecht betrëfft. Ech erklären Iech dat ganz gären an och ganz gären, wat ech domadder gemengt hunn. Mä ech géif Iech awer och soen, Dir braucht net d'hallef Regierung ze invitéieren an eng Kommissioun, fir iwwer eppes ze diskutéieren, wat ech gesot hunn. Ech mengen, den Här Bausch huet et virdru ganz kloergemaach: Mir sinn an enger Regierung a mir hunn e Programm an der Regierung an doriwwer eraus si mer ëmmer nach fräidenkend Leit an dräi verschiddene Parteien, a jidderee kann do seng Meenungen äusseren a seng Iddien developpéieren. Ech maachen dat gären eng Kéier bei engem Patt mat Iech, Här Mosar, dann erklären ech Iech, wat ech gemengt hunn. Mä erspuert deenen anere Kolleegen,...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Der Regierung hiren Zesummenhalt ass awer net méi ganz grouss, gesinn ech. Wierklech net méi!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- ...mussen ze reagéieren op meng Ausserungen.

(Interruption)

Ech soen Iech just, dass ech do ganz konkret a präzis Iddien hunn, wéi ech mengen, dass een zum Deel kann eisen Transportproblem léisen. A wann ech vun Teletravail schwätzen, dann ass dat net just fir d'Frontalieren, mä fir jiddereen hei am Land.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn awer gefrot, Dir sollt an d'Kommissioun kommen - net op e Patt!

(Interruption)

Dir kënnt e Patt matbréngen, jo!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Also, Här Wiseler, ech komme ganz gären an d'Kommissioun Iech alles erklären, wat Der gären héiert. Mä dofir soen ech nach eng Kéier: Dir musst net déi aner Kolleegen aus der Regierung an d'Sippenhaft huele fir Ausserungen, déi ech...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- ...gemaach hunn. Mä pour le reste erklären ech mech...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir géifen awer och gär héieren, wat déi aner Kolleegen iwwert dat, wat Dir sot, denken.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Esou kenne mer den Här Wiseler awer net. Dat huet en awer nach ni gemaach, dat doten.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- ...awer ganz gären.

An dann, ech mengen, da sinn ech och bei deem, wat Der probéiert hutt, bon, mat relativ wéineg Succès, fir e Käil tëscht den Här Bausch a mech ze...

(Brouhaha et hilarité)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Dat hutt Dir selwer gemaach!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn dat zwar als grousse Succès empfonnt!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Ech wëll Iech just soen...

(Interruptions)

Ech wëll Iech just soen och, och wann den Här Bausch an ech, wat d'Wirtschaftspolitik ugeet, net zu 100%, mä nëmmen zu 98% eis Meenungen deelen,...

(Brouhaha et hilarité)

...sou ass et awer esou, an Dir kënnt äre Kapp a Rou leeën, dass mir zwee eis trotzdeem ganz vill gären hunn...

Plusieurs voix.- Ooh!

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- ...an dass dat och an Zukunft wäert esou bleiwen!

(Interruption)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- E muss selwer laachen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- A Gott sei Dank ass jo dofir den Här Bausch net Wirtschaftsminister an ech sinn net Nohaltegkeetsminister. Ech soen...

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Da musst Der elo e Patt mateen huele goen!

Une voix.- Dat do war d'Nouvelle vum Dag!

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Wou waren dann elo d'Äntwerten? Wa mer esou vill Froe gestallt hunn, wäerte mer jo awer eng Äntwert kréien!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Hu mer nach een an der Regierung, Här President?!

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mir hunn der vill, déi nach net dra sinn an déi... Nujee, kommt!

(Hilarité et interruptions diverses)

Ech mengen, dass elo d'Zäit komm ass, fir iwwert d'Motiounen ze schwätzen.

Mir hunn der dräi kritt zu dem Debat vun haut, eng éischt, déi deponéiert gouf vum Här Franz Fayot.

Motion 1

Ass do gewënscht, dozou Positioun ze bezéien? Ech ginn dovun aus, dass d'Regierung se akzeptéiert.

Une voix.- Jo.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- En ass net do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Fayot huet se virgestallt a senger Interventioun. An d'Regierung akzeptéiert se?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Absolutt, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Majo, da géif ech froen, ob mer kënnen dann iwwert déi Motioun per Handophiewen ofstëmmen. Ah, den Här Wiseler.

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Neen, neen. Ech wëll... Fir d'Wuert ze froen, hunn ech d'Hand schonn opgehuewen. Dat ass richteg. Ech wollt soen, datt mir eis bei där Motioun hei wäerten enthalen, aus enger ganzer Rei Grënn.

Deen éischte Grond, dat ass, datt mer fannen, datt bei deene ganze Consideranten, déi hei opgezielt ginn, et ausgesäit, wéi wann all déi Iwwerleeungen, all déi Iddien, alles dat, wat elo als Sujet an deene leschte Stonnen ugeschwat war, vum Här Rifkin géif ausgoen, e Prozess, dee just e Start gehat hätt op deem Zäitpunkt, woubäi awer alles dat net deem gerecht gëtt, wat Administratiounen, wouru Ministrë säit Jore scho laang schaffen.

Dann op där anerer Säit menge mer och, datt fir d'Zukunft genau dat alles gëllt a mer net fannen, datt all déi Initiativen, déi déi eng an déi aner huelen, just beim Ekonomiesministère, ronderëm de Rifkin-Prozess sollen definitiv ageschriwwe ginn.

Bei den Invitte sinn eng Rei Saachen, déi eis stéieren. Dat Éischt ass, datt mer zum Beispill mengen, déi Reforme beim Droit du travail misste mindestens mat alle Sozialpartner - vu d'Wichtegkeet - am Detail duerchgeschwat ginn, datt mer mat deene Punkten iwwert d'Agrikultur guer net averstane sinn - do hu mer d'ailleurs selwer Motiounen deposéiert - an datt eng ganz Rei Punkten an där Motioun hei feelen, wéi zum Beispill dee soziale Suivi bei der Sharing Economy oder wéi zum Beispill d'Froen iwwert d'Wuesstumsperspektiven, déi heiranner net ugeschwat ginn.

An ech wëll nach zum Schluss soen: Wann déi Motioun hei gestëmmt gëtt, da wéilt ech awer de Message matginn, notamment bei dem Punkt Nummer 1, wou mer eng large Diskussioun an der Gesellschaft an notamment bei de Jugendlechen organiséieren, datt, wa fir déi large Diskussioun invitéiert gëtt, och d'Meenung vun deenen, déi liicht enger anerer Meenung si respektiv vun der Oppositioun respektiv vun den Associatiounen op dee Wee vun den Explikatiounen da matgeholl ginn an datt déi Meenungen och an der ëffentlecher Diskussioun, notamment bei de Jugendlechen, mat consideréiert ginn an och déi d'Wuert kréien, déi liicht anerer Meenung sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Wiseler. Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo. Merci, Här President. Mir wäerten eis och bei dëser Motioun enthalen. Bei 15 Consideranten an 21 Invitten ass natierlech d'Méiglechkeet ganz grouss, datt een op en Desaccord trëfft, notamment bei den Invitte 5 a 6, déi suggeréieren, datt alles dat, wat am Fong proposéiert ginn ass an där Rifkin-Approche, vun där éischter strategescher Approche bis hin zu deem Tëschebilan, deen elo gemaach ginn ass, vun eis géif gedeelt ginn. Dat ass net de Fall.

A bei den Invitten hätt ech eng Fro, notamment wat den Droit à la déconnection ugeet, wou ech fannen, datt et ze einfach ass, de Ball weiderzeginn un d'Sozialpartner, déi deen Droit à la déconnection da solle bei de Kollektivvertragsverhandlungen aschreiwen. Mä mir mengen, datt do fir d'Éischt de legale Kader misst geschafe ginn am Code du travail, well soss sinn notamment déi Start-uppen, déi mer jo awer wëllen, an déi Salariéen, déi an deene schaffen, net betraff. Duerfir wäerte mer eis och bei dëser Motioun enthalen.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci Här President. Et kënnt mer seele vir, datt ech dem Här Baum recht ginn, mä bei 21 Invitte sinn der effektiv eng Partie, déi ee ka mat zwou Hänn ënnerschreiwen an anerer, déi ee muss ofleenen.

Ech gräifen der just zwou eraus, déi op dat zréckginn, wat ech och a menger Ried ganz kloer gesot hunn. Hei gëtt gesot: „réglementer le secteur de l'économie du partage", dat ass net dat, wat mir mengen. Et ass net méi, et ass manner Reglementatioun.

Oder och déi allerlescht: „positionner le Luxembourg sur la scène internationale en tant que «laboratoire»", et ass genau dat, wat mer net wëllen hunn. An duerfir wäerte mir géint dës Motioun stëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech géif da mengen, dass mer kënnen iwwert d'Motioun ofstëmmen. Vu dass eng Rei vu Kolleege sech wäerten enthalen, mengen ech, eriwwregt sech d'Fro no der Prozedur mat Handophiewen. Mir stëmmen also elektronesch of.

Vote sur la motion 1

An de Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

32-mol Jo, 3-mol Neen, 25 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun Nummer 1 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm (par M. Marcel Oberweis), Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Martine Mergen), Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Dann déi zweet Motioun, déi, mengen ech, vun der Madamm Hansen presentéiert ginn ass. Mä d'Madamm Hansen wëllt nach vläicht e Wuert derzou soen?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll just kuerz drop reagéieren, wat den Här Minister gesot huet. Hien huet gesot, si wier iwwerflësseg, well mer en „Aktiounsplang biologesch Landwirtschaft" hätten. Ech wëll do just soen: Deen „Aktiounsplang biologesch Landwirtschaft" hu mer scho ganz laang a leider huet sech bei der Biolandwirtschaft awer nach guer näischt gedoen. Dofir denken ech, datt mer déi Problemer awer musse méi genau analyséieren, an dofir fannen ech, datt eis Motioun awer duerchaus sënnvoll ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ginn et weider Wuertmeldungen zu der Motioun Nummer 2? Dat ass net de Fall. Da géife mer iwwert d'Motioun Nummer 2 ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

28-mol Jo, 32-mol Neen, keng Enthalung. Domat ass d'Motioun 2 net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Marcel Oberweis), Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Hansen), Marc Lies (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Tess Burton), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia).

Motion 3

Bei der drëtter Motioun huet d'Regierung gesot, si kéint déi akzeptéieren. Wéi ass d'Meenung vun der Chamber dozou? Kënne mer do mat Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 3

Wien ass mat der Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat wär déi Motioun eestëmmeg ugeholl.

Mir sinn da mat zwou Motiounen, eng vun de Kolleege vun der CSV an eng vun de Majoritéitsparteien, saiséiert, wou et ëm den zukünftege Regimm vun de Stock-Options geet. Ech géif proposéieren, dass d'Kolleege vun der CSV hir Motioun géifen fir d'Éischt presentéieren, dann d'Majoritéitsmotioun presentéiert gëtt, mer eng gemeinsam Diskussioun géife féieren an dann iwwert déi zwou Motioune géifen ofstëmmen.

Den Här Roth huet d'Wuert fir d'Presentatioun vun der éischter Motioun, déi och chronologesch déi éischt war. Här Roth.

7. Motion de M. Gilles Roth relative à la réforme des stock-options

Motion de M. Eugène Berger relative à la mise en œuvre pour le 1er janvier 2018 de la modification du taux et du renforcement des obligations de notification

Exposés

(Motion de M. Gilles Roth déposée en séance publique nº4 du 14 novembre 2017 - à consulter en page 16 de ce compte rendu)

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir hate kuerz gesot en Dënschdeg, wéi mer dës Sitzungswoch ugefaangen hunn, ëm wat dass et géif goen. Et geet fundamental dorëm, den aktuelle Regimm vun der Stock-Options-Circulaire ofzeschafen. Ech soen Iech och firwat: D'Stock-Option ass u sech näischt aneschters ewéi e Verspriechen op Aktien. Dat ass alles schéin a gutt. Dat erlaabt et awer zu Lëtzebuerg enger Rei vu Leit, dach considerabel Avantagen um Niveau vun hirer Besteierung ze hunn.

Ech ginn Iech e konkret Beispill: Um Enn vum Joer kréien eng ganz Rei vu Leit eng Gratifikatioun, en 13. Mount. An der Regel gëtt dat cumuléiert mat hiren anere Revenuen. Da bezuele se dorobber 40% oder méi Steieren. Bezéie se awer déiselwecht Suen iwwert de Wee vun dem Regimm vu Stock-Options, wa se da kënnen dervu profitéieren, da gëtt dat zu engem Taux vu Maximum 17,5% besteiert, éischter degressiv bei 10% bis 12%.

Ech mengen, dat ass eppes, wat bei de Leit als net sozial gerecht ugesi gëtt. An de Steierausfall fir d'Land, ech mengen, dat sollt een och eng Kéier soen, dee beleeft sech awer no Schätzunge vun Experten aus dem Secteur op ronn 300 Milliounen Euro pro Joer. An enger Äntwert vun dem Finanzminister op eng Question parlementaire, Här Gramegna, hutt Der dat och riichteraus gesot, dass dat sech Ärer Schätzung no op tëschent 150 an 180 Milliounen Euro Steierausfall pro Joer géif belafen.

Fir dat emol eng Kéier an e Kontext ze setzen: Déi 180 Milliounen Euro, dat entsprécht deem, wat d'Lëtzebuerger an déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg erwerbstäteg sinn, wärend de Joren 2015 an 2016 um sougenannten „impôt d'équilibrage budgétaire" bezuelt hunn. Well dat waren näämlech ronn tëschent 90 an 100 Milliioune pro Joer. Dat heescht, fir dass eigentlech, fir dat elo emol e bësse méi salopp ze soen, e puer „happy few" vun esou engem Régime d'exception konnte profitéieren, huet eigentlech d'ganzt Land wärend zwee Joer en Impôt d'équilibrage budgétaire bezuelt, fir de Budget am Kader vun de Spuermoossname vun dëser neier Regierung kënnen an den Equiliber ze bréngen.

Ech soen dat awer och objektiv…

(Interruptions)

Une voix.- Dat nennt ee moderne Sozialismus!

M. Gilles Roth *(CSV), auteur.*- Ech soen dat objektiv: Dee Regimm vun de Stock-Options ass jo net nei. Deen ass agefouert ginn an de Joren 2001, 2002 ënnert dem deemolegen CSV-Finanzminister mat der Intentioun, fir eben Talenter op Lëtzebuerg ze kréien. Dir wësst, dass deemools och besonnesch de Commerce électronique säin Essor hat, Internetfirmaen. Mä et ass gradesou e Fakt, dass an de leschte Jore vun deem Regimm, obschonn en 2012, mengen ech, nogebessert gouf, fir manner Steierausfall ze hunn, abuséiert ginn ass an dass sech doduerch eben déi Steierausfäll fir de Stat en ordre de grandeur, wéi ech se virdrun ugefouert hunn, erginn hunn.

Ech soen awer gradesou däitlech no deene Fakten do, dass d'CSV sech duerchaus bewosst ass, dass een eng Rei vun Talenter och brauch zu Lëtzebuerg, Experten aus dem Ausland, fir dass mer eiser Wirtschaft a verschiddene Segmenter deen Impuls kënne ginn. An da musse mer eben op déi meeschtens auslännesch Kräften zréckgräifen, besonnesch dat, wat um Niveau vun de Start-uppen ass.

Dat ass also de Kader. An am Kontext vun deem Kader wollte mir als CSV dës Motioun erabréngen, éischtens, fir de Regimm iwwert de Wee vun der Circulaire de Moment ofzeschafen, awer an och compte tenu och vun där leschter Remarque, déi ech gemaach hunn, dee Regimm duerch e gesetzleche Kader ze präziséieren, an deem een engersäits seet, d'Stock-Options a verschiddene limitative Situatioune fir d'Lëtzebuerger Ekonomie ze ënnerstëtzen, jo, mä da limitéiert an der Zäit, plafonéiert och virun allem an dem Montant, wou ee vun deem Steierregimm ka profitéieren, a virun allem dat duerch e Gesetz festzeschreiwen.

Ech soen och, firwat duerch e Gesetz: Mä Dir wësst alleguerten, eng Steiercirculaire ass eng Steiercirculaire. Dat engagéiert de facto just d'Steierverwaltung. An déi ass och net dem Contribuable als solch verfassungsrechtlech opposabel! Den Artikel 101 vun eiser Verfassung seet, datt aucun privilège fiscal - dat ass et an dësem Fall - «(…) ne peut être établi que par une loi.» Also kann een dat eiser Meenung no net iwwer eng Circulaire maachen, a besonnesch net dat, wat de Finanzminister ugekënnegt huet bei der Diskussioun vun dem Budget oder bei der Presentatioun vum Budget, dass ee géif en Taux festsetzen. Fir eis ass dat verfassungsrechtlech net méiglech, dass een en Taux par voie vun enger Steiercirculaire vun dem Steierdirekter festleet.

Et kann een e Steiertatbestand duerch eng Circulaire präziséieren, mä et kann een eiser Meenung no net en Taux iwwert de Wee vun enger Steiercirculaire festsetzen. Aus deem Grond si mir der Meenung, dass een dat sollt iwwer e Gesetz maachen. Wann d'Diskussioun déi sollt sinn, ob dat Gesetz soll virun dem 1. Januar 2018 a Kraaft trieden, jo oder neen - ech mengen, dat huet de Claude Wiseler, eise Fraktiounspresident scho präziséiert -, do insistéiere mir net drop.

Obscho mir der Meenung sinn, Här Finanzminister, an ech schléissen domadder: Mir haten déiselwecht Diskussioun virun engem gudde Joer am Kontext vun der Steierreform, mir hate se och am Kontext vun dem Budget fir d'Joer 2017. An aus deem Grond si mer der Meenung, dass een elo endlech deenen Ukënnegungen, déi deemools gemaach goufen, wou mengen ech jiddwereen hei an der Chamber sech eens ass, dass do verschidde Pervertéierunge sinn, Dote folge loosse sollt. Et hat een ee Joer Zäit. Et ass um legislative Wee op deem Punkt näischt geschitt, duerfir eis Motioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Eugène Berger fir d'Presentatioun vun där zweeter Motioun zum selwechte Sujet.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Ech hat duerfir och virdrun d'Motioun deposéiert, fir datt dann och ka jiddwereen hei déi Motioun analyséieren.

Ech wéilt awer nach zwou, dräi Virbemierkunge maachen. Ech muss éischtens emol soen, datt ech awer dach verwonnert sinn, datt déi Partei, där hir successiv Finanzministeren 2002, 2003 iwwert d'Circulaire de Modell Stock-Options agefouert hunn an och am Laf vun de Joren eigentlech konfirméiert hunn - 2012 -, elo dann awer an der Oppositioun hir Meenung geännert huet, fir dann elo déi Stock-Options iwwer e Gesetz ofännere respektiv eventuell ofschafen ze wëllen. Ech mengen, Dir hutt also 15 Joer praktesch gebraucht, fir zu där Erkenntnis ze kommen, wéi Der virdru gesot hutt, et wär eigentlech näischt „sozial Gerechtes" an et hätt een et eigentlech ëmmer missen iwwer e Gesetz maachen.

Bon, wéi een esou schéi seet: „Et ass ni ze spéit, fir zur Erkenntnis ze kommen." Dat kéint een eigentlech och bei deem aktuelle Kommissiounspresident soen, deen och neierdéngs ganz interessant Iwwerleeungen zur Betribsbesteierung mécht, nodeem e wärend iwwer 20 Joer als Finanz- a Premierminister eigentlech ëmmer de Géigendeel gemaach huet. An - Klammer op - et wär eigentlech interessant, och ze wëssen, wéi d'CSV géif zu esou Propose stoen - Klammer zou. Mir wäerten nach vläicht eng Kéier eng Geleeënheet kréien, fir doriwwer ze schwätzen.

Zweet Remarque, Här President: Et ass iwwer ee Joer hier, du war ech mam honorabelen Här Gilles Roth an engem Face à face - vläicht kann e sech erënneren -, wou mer iwwert d'Steierreform diskutéiert hunn. An deemools hat den Här Roth gesot, si géifen derfir antrieden, datt d'Stock-Options géife ganz ofgeschaaft ginn. Ech hat deemools souguer nogehaakt, fir ze froen, ob dat wierklech dat wär… Dat kann een nolauschteren. An deemools hat den Här Roth gesot, jo, si wéilten déi ganz ofschafen. Ech sinn awer frou ze gesinn, datt elo d'CSV d'Meenung liicht geännert huet, datt se also net komplett wëllen d'Stock-Options ofschafen.

An dann ass mer awer och nach eppes opgefall, drëttens, Här President: An der Motioun,

déi deposéiert gouf, fält mer op, datt eigentlech awer een eminente Member vun der Finanz- a Budgetskommissioun vun der CSV - fir en net ze nennen: den honorabelen Här Laurent Mosar - déi Motioun net mat ënnerschriwwen huet. Hien ass jo awer den Expert vun der Wirtschafts- a Finanzplaz Lëtzebuerg,...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

...Spriecher dovunner...

(Brouhaha)

Et ass einfach eppes, Här President, wat mer opgefall ass. Et huet mer eigentlech gefeelt, datt den Här Mosar do net mat ënnerschriwwen huet. Ech hu verzweifelt gesicht, wou seng Ënnerschrëft wär,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dann hutt Der jo elo kloer d'Äntwert kritt, Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Mä wat ech just wëll soen, Här President, ech hoffen dann, oder ech ginn dervun aus, datt se sech awer an der CSV all eens sinn, déi ganz Fraktioun sech eens ass, wat se bei de Stock-Options wëllen.

(Interruption)

Ech kann Iech just soen, Här President,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Maacht Dir Iech Suergen ëm Är Fraktioun, net ëm eis!

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- ...an der DP si mer eis op alle Fall alleguerte ganz eens, wat fir e Wee mer solle goen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da sot eis en!

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Dat kritt Der elo gesot, dat steet och an der Motioun, Här Gibéryen. Ech mengen, mir sinn och där Meenung, datt an där Form, wéi se elo ganz vill Jore gelaf sinn, déi Stock-Options esou net ze hale sinn. Et sinn eng Rei Entwécklungen effektiv an deenen 12, 15 Joer entstanen, déi ee kéint als...

(Bip sonore d'un portable)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Aha, erëm eng Direktiwwerdroung vun de Koalitiounsverhandlungen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Neen, déi sinn an der…

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- ...déi ee kann als Abus bezeechnen, déi eigentlech wierklech an eng Richtung gaange sinn, déi effektiv kee wollt.

Ech mengen, à l'origine war dat jo geduecht, fir ebe Kompetenz op Lëtzebuerg ze kréien a ganz spezifeschen Domäner, déi mer leider hei zu Lëtzebuerg net hunn a verschiddene Secteuren, wou et jo flott wär, wa mer déi och kéinten hei zu Lëtzebuerg fannen. An dat ass jo och kloer, duerfir wëlle mer se - mir op alle Fall - och net ganz ofschafen.

Mir brauche weiderhin esou en Instrument, besonnesch wann ech elo denken am Kontext vum Brexit, awer och vun deem Digitalen - mir hate virdrun d'Rifkin-Debatt -, u ganz spezifesch Betriber, Kompetenz, déi mer wëllen op Lëtzebuerg kréien, wou mer awer dat Instrument also och an Zukunft nach brauchen - méi vläicht an der Optik och vu Start-uppen -, wou mer et awer net ganz ofschafe sollten.

An ech mengen, an där Hisiicht leien eis zwou Motiounen net onbedéngt ganz esou wäit auserneen. Wat eis awer ënnerscheet, wat eis ënnerscheet, dat ass awer de Wee, fir dohinnerzekommen. Mir wollte respektiv de Finanzminister - esou hunn ech dat verstanen - wollt schnell a konkret handelen. Mat deem, wat de Finanzminister och an der Finanzkommissioun schonn erklärt huet, wat en och bei dem Depôt vum Budget gesot huet, den 1. Januar 2018, a gutt sechs Wochen, kann een do wierklech weisen, datt eis dat eescht gemengt ass, andeems een dann - an dat ass eben deen einfachste Moyen à court terme - déi Circulaire ännert an do dann en neie Modell proposéiert. Ech ginn net weider dorobber an. Mir kruten dee schonn erklärt an e steet och zum Deel an de Consideranten.

Ech mengen, dat ass einfach dee schnellste Wee, fir dat kënnen ëmzeänneren, an datt mer awer och soen - an dee Bilan opzestellen, dat ass jo schonn amgaang gemaach ze ginn -, datt een deen och da soll schnellstméiglech ofschléissen, datt een dee Bilan vun 2016-2017 och kritt, fir ze gesinn, wou Abuse sinn, wéi dat fonctionnéiert, an datt een dann definitiv kuckt, wat a wéi een d'Regele vun der Besteierung fir d'Stock-Options ännert. Dat ass eigentlech dann dat, wat eis ënnerscheet. Ech mengen, pour le reste si mer eis awer méi oder wéineger eens. An duerfir hoffen ech, datt mer dann eng grouss Zoustëmmung fir d'Motioun vun der Majoritéit kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Gëtt et Wuertmeldungen zu deenen zwou Motiounen? Den Här Bodry, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net déi éischte Kéier, wou mer iwwer Stock-Options diskutéieren. Déi éischte Kéier, wou ech mech kann drun erënneren, dat war am Dezember 2012 - dat war nach ënnert der viregter CSV/LSAP-Regierung -, wou sengerzäit am Kader vun den Efforten, fir de Budgetsequiliber hierzestellen, a mühseelegsten Diskussiounen tëschent deenen zwou Parteien decidéiert gi war, fir eng Adaptatioun ze maache vun de Stock-Options, déi sollt 50 Millioune Méieinname fir de Stat bréngen. Esou ass et zumindest emol affichéiert gi sengerzäit och vum Minister Frieden.

An och deemools - duerfir wonneren ech mech haut, mat wat fir enger Superbe d'CSV esou hardi un déi dote Fro erugeet - war et jo net esou, dass d'Sozialisten d'CSV gebremst hätten, do méi wäit ze goen. Ech gesinn nach alleguer d'eminent Membere vun der deemoleger Regierung an der éischter Rei vun der CSV sëtzen. Ech menge souguer, den Här Roth war schonn deemools Fraktiounspresident, huet zum Budget geschwat, da waren aner Leit, déi derzou geschwat hunn, a komescherweis huet keen dru geduecht, souguer och nëmmen den Taux eropzesetzen. Den Taux ass deemools schlussendlech duerch déi Circulaire vun Dezember 2012 op 12% effektiven Taux eropgesat ginn. Wat war ënner anerem geplangt deemools? Genau dat ze maachen, wat elo dës Regierung de Courage huet ze maachen, an den Demi-taux anzeféieren.

Une voix.- Aha!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Well eng vun deenen Optiounen, déi an den Dokumenter nozeliese war - obwuel et do x Versioune ginn, well manifestement de Finanzminister vun deemools net wousst, wat e sollt maachen -, war ze soen: „Majo, mir besteieren dann dee Revenu zur Halschent", an dat mécht dann - sengerzäit war jo den Taux marginal 40% -, dass sollt zu 20% effektiven Taux besteiert ginn.

Genau dat war ausgemaach! Et ass just net vum zoustännegen CSV-Finanzminister ëmgesat ginn, wéi en dat der Chamber versprach hat, well d'Circulaire vun der Steierverwaltung net esou wäit gaangen ass an den Taux effectif nëmmen op 12% eropgesat huet, an net op 20%, wéi et eigentlech ausgemaach war.

(Interruption)

Dat war d'Geschicht vun de Stock-Options.

(Interruptions)

Deemools ass och dann nach gesot ginn, an et ass jo keng Entwécklung déi nei war iwwert déi lescht dräi, véier Joer, déi Entwécklung huet sech gemaach zënter dass eigentlech dat doten Instrument iwwert d'Circulaire an enger deemoleger CSV/DP-Regierung agefouert ginn ass, an deemools ass scho gesot ginn: „Et ass net nëmmen esou, dass hei ze mann besteiert gëtt, mä", sot de Steierdirekter, „et ass och erausfonnt ginn, dass e gudde Batz vun deene Leit, déi eigentlech esou e Plang fir Stock-Options hunn, dat net deklaréieren." Also e Phenomeen, deen archiconnu war ënner CSV-Regierungen, ënner CSV-Ministere virun allem, déi direkt Zoustännegkeeten hunn, well si eleng hunn den Ableck iwwer hiren Domän, och wa se haut bal näischt méi wëlle wësse vun deem, wat an där ganzer Zäit am Finanzgeschäft geschitt ass; an deemools wollt d'CSV net méi wäit goen.

Wat huet sech an deene leschten dräi, véier Joer geännert? Un der Sachlag huet sech näischt geännert. Wat sech geännert huet, ass, dass d'CSV elo net méi an der Majoritéit ass, mä an der Oppositioun.

(Interruptions)

Si späizt also op dat, wat se sengerzäit formidabel fonnt huet a verteidegt huet. Dat wëll ech just soen.

Déi larmoyant Duerstellung hei vun deenen aarmen normale Steierzueler par rapport zu deene privilegéierte fannen ech kokass, wann een déi Virgeschicht vun deem ganzen Dossier kennt a wann ee gesäit, dass…

(Interruptions)

…emol vun deem zoustännege Minister net dat ëmgesat ginn ass, wat hei der Chamber versprach ginn ass.

Ech soen lech hei, mat deem, wat deemools d'Steierverwaltung an d'Circulaire geschriwwen huet, sinn net déi 50 Milliounen Euro méi an de Statssäckel komm, wéi dat versprach war.

Par contre, mat deem, wat dës Regierung elo decidéiert huet, fir den Taux effectif vun 12% op 21% eropzesetzen - dat ass eng Progressioun vun 80% -, wäert dat doten, wann déi Zuele vum Här Roth och nëmmen eenegermoosse stëmmen, misst dat doten eng ronn 100 Milliounen Euro eigentlech méi an d'Statskeess bréngen.

Dat ass e Geste fort! Dee sollt een unerkennen, anstatt e klengzerieden. En ass méi grouss, deen dote politeschen Akt, dee gesat gëtt, wéi deen, dee méiglech war an anere Regierungen hei, notamment mat der CSV, ëmzesetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech soen awer och, dass fir eis Sozialisten dat do net duergeet an dass, wa sech sollt erausstellen - mä mir waarden do awer gären, fir objektiv Zuelen ze hunn -, dass dat do eng Envergure kritt huet, déi awer och guer näischt méi ze dinn huet mat der initialer Zilsetzung vun deem Ganzen, wou et haaptsächlech, ass emol sengerzäit vun den Auteure behaapt ginn, fir d'Start-uppe sollt gëllen, dat gëtt jo an eiser Motioun och eng Kéier erwäänt, dass dat haaptsächlech sollt am Kader vu gréissere Start-uppe kënnen agesat ginn, wann dat eng Envergure huet, dass do praktesch jiddweree sech zerwéiert huet, fir aus dem normale Regimm vun der Besteierung erauszekommen, da soe mir: „Do muss nach eng Kéier nogebessert ginn!". An do muss och dann, wa sech dat sollt esou bestätegen, diskutéiert ginn, ob een deen dote System vun de Stock-Options ka weiderbehalen oder ob een deen net muss duerch en anere System ersetzen, deen erëm eng Kéier méi no ass un dem initialen Objectif, deen deem ganze Steiersystem do virstoung.

Dat ass d'Positioun, déi mir hei hunn. Mir waarden op déi doten Donnéeën. Et ass och dëser Regierung héich unzerechnen, dass se duerch déi Circulaire vun 2015 emol sech déi Donnéeë gi gelooss huet!

Ech soen Iech hei, déi viregt Regierung, do kënnt Der all Procès-verballen noliesen an der Finanzkommissioun, do ass iwwert déi Saachen och diskutéiert ginn, just d'CSV hat net déiselwecht Positioun an där Fro, déi se haut huet. Do hunn de Minister an den Direkter vun der Steierverwaltung missen zouginn, dass se praktesch keng Donnéeën iwwert dat Ganzt haten. Si hu just näischt gemaach, fir déi Donnéeën ze kréien.

Dës Regierung huet zumindest fir d'Éischt emol derfir gesuergt, dass déi Donnéeën elo op den Dësch kommen. Déi wäerte mer am Fréijoer hei analyséieren. Da wäerte mer déi Konklusiounen dorauser huelen.

Duerfir mengen ech, dass mer hei e wichtege Moment amgaange sinn ze setzen. Mir wäerten och, Här Minister, Iech weider kontrolléieren, ob d'Direktesch vun der Steierverwaltung och dann an hirer Circulaire dat esou ëmsetzt, wat politesch hei decidéiert ginn ass, dat heescht, eng 80%eg Erhéijung vun der effektiver Besteierung vun de Stock-Options. An da kucke mer am Fréijoer zesummen, wann d'Donnéeën um Dësch leien, wat déi nächst Etapp ass an där doter Fro.

An duerfir sti mir hannert der Motioun vun de Regierungsparteien a mir wäerten Neen zu der CSV-Motioun stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech faasse mech ganz kuerz. Ech fannen et interessant, datt als Äntwert op d'Motioun vun der CSV d'Majoritéitsparteien eng Motioun deposéieren, an där se d'Regierung invitéieren, eppes ze maachen, wat d'Regierung schonn ugekënnegt huet, dat se wëllt maachen. Dat schéngt mer e relativ interessante Virgang ze sinn.

Wann ech dann den Text kucken, da steet do eng „modification du taux". Da freet ee sech: Ëm wéi vill? Geet en erop oder geet e vläicht souguer erof? Eng „modification" ka jo och no ënne sinn. Mä Dank dem Här Bodry sengen Ausféierunge wësse mer dann elo, datt d'Regierung wëlles huet...

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Liest dee ganzen Text!

Une voix.- Net de Schluss nëmmen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da verstitt Der et vum selwen. Da braucht Der mech net!

M. Roy Reding *(ADR).*- Et ass den Dispositif, dee gëllt, gellt? Voilà!

(Brouhaha)

Et ass also den hallwen Taux, dee festgehale gëtt. Wéi gesot, mir denken net, datt ee sollt d'Regierung zu eppes opfuerderen, wat d'Regierung ugekënnegt huet wëllen ze maachen.

Par contre ralliéiere mer eis der CSV-Motioun. Aus deenen Ursaachen, déi den Här Roth ganz richteg duergeluecht huet: näämlech, datt et net un enger Circulaire ass, fir en Taux d'imposition festzeleeën, besonnesch net, wann et e favorabelen Taux d'imposition ass. Do ass Constitutioun ganz kloer. Dat doten ass e Steierprivileeg, deen nëmme kann duerch Gesetz agefouert ginn, an duerfir ralliéiere mer eis der CSV-Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wagner an dann den Här Wiseler.

Ech wollt just drop hiweisen, vu dass et zwou Motioune sinn, ginn...

(Interruption)

Voilà, zweemol fënnef Minutte respektiv bei Iech zweemol zwou Minutten.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hat net wëlles, vill méi ze schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, ech wollt Iech et just soen, fir dass jiddweree weess, wou en drun ass.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, jo. Dat ass richteg.

Jo, Här President, also ech stelle fest, datt d'CSV an d'Regierung iwwer e Sujet streiden, wou se am Fong u sech enger Meenung sinn. Da kënnt e bësse parteipolitescht Geplänkels an d'CSV muss natierlech elo eng Legislatioun an eng Reglementatioun kritiséieren, déi se selwer agefouert huet, an Wierklechkeet, déi ee misst ofschafen, wat d'CSV jo tatsächlech och d'lescht Joer wollt. Do krut se entre-temps d'Ouere gezu vun de Lobbyiste vun der Finanzplaz an de Schwanz gouf bäigezunn. An elo si se erëm bei null!

(Interruptions)

Mä a Wierklechkeet, genausou wéi... Ech mengen awer och, datt se...

(Interruptions)

Si sinn net déi Eenzeg, déi natierlech och fir d'Ofschafung ware vun de Stock-Options, mä och déi gréng si glécklecherweis dofir. Do huet nach viru Kuerzem d'Madamm Loschetter dozou eng Deklaratioun gemaach, déi mir och begréissen. An, ech mengen, et ass dee Wee, deen ee misst goen.

Duerno stelle sech Froen. Well wann ech sot: „Si kruten d'Ouere gezunn"..., well ech liesen d'„Lëtzebuerger Land" an da steet do, datt am Januar 2016 d'Cheffe vun de groussen Auditsboîten an esou weider sech getraff hunn, informell, an engem groussen Hotel an der Stad, fir eben ofzemaachen, datt se e Seuil minimum vun 350.000 Euro Revenu als Salaire annuel géife wëllen aféieren.

Da stellt ee sech d'Fro - also iwwerhaapt, esou eng kartellméisseg Approche, mä et ass net u mir, dat ze bewäerten; wahrscheinlech ass et legal, ech weess et net -, mä et stellt ee sech Froen, a wat fir engem Land mer hei liewen!

Da gëtt am Dezember diskutéiert iwwert d'Stock-Options. An da gesäit een, datt wierklech och en Deel, wann dat esou stëmmt - mä ech ginn dovunner aus, datt et stëmmt, d'„Land" ass jo eng seriö Zeitung -, datt u sech d'Haaptdirigenten awer duerno zesummentreffen, a wahrscheinlech hu se iwwer aner Saachen nach diskutéiert, fir kënnen Drock auszeüben. A si vergiesse vläicht heiansdo, datt et eng Chamber gëtt! Well hei ginn d'Decisioune getraff, an net am Hotel Le Royal!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Oder op enger anerer Plaz.

Duerno déi ganz Geschicht mat de Start-uppen. Also sidd éierlech, Dir wësst et jo, et geet jo guer net dorëms, et ass eng Arme de défiscalisation massive, wéi jiddweree weess! Och wann een dee Seuil minimal géif huelen, dee se jo am Hotel decidéiert hunn, da komme mer awer op e Revenu mensuel vun ongefëier 30.000 Euro. Ech froe mech, wat se mat deem Fric maachen. Mä egal, et ass hire Béier! Mä dat heescht, et geet guer net ëm d'Start-uppen a Wierklechkeet, et geet drëms, fir ganz grouss Revenuen ze defiskaliséieren, an esou, datt immens vill Suen - Déchet fiscal - fir de Contribuable hei zu Lëtzebuerg duerno feelen.

Dorëms geet et. An dofir gehéieren d'Stock-Options jo och ofgeschaaft. Dovunner ofgesinn ass et jo och net esou, datt se esou liéiert wie-

ren un hir Entreprise, mä d'Stock-Options gi jo berechent, si jo liéiert un Indexen, Börsenindexen. An en plus sinn d'Banken och nach assuréiert am Fall vun enger Devaluatioun, dat heescht, et ass gagnant-gagnant fir jiddereen, ausser vläicht fir den normale Contribuable.

Et ginn gutt Motiounen. Gutt Motioune si Motiounen, wou ee ka mat Neen oder mat Jo ofstëmmen, well se kloer sinn. Schlecht Motioune si Motiounen, wou ee sech muss enthalen, well, wéi de Marc Baum och virdru gesot huet, et steet esou vill dran, Guddes, Schlechtes an esou weider, datt een net méi esou richteg weess, wéi ee sech do behuele muss. A mir géifen eis da bei deenen zwou Motiounen enthalen, grad well se schlecht sinn am Sënn, datt mer mat de Considerante vun den zwou Motiounen, CSV a Regierung, net kënnen averstane sinn.

Duerno kéint ee soen, quitte datt mir fir d'Ofschafung sinn, mä datt natierlech e puer Avancéeë sinn, wann d'Besteierung, wéi vun der Regierung proposéiert gëtt, op 21% eropgeet... Jo, et ass besser wéi näischt! Oder datt och eng Gesetzgebung muss ausgeschafft ginn, wéi d'CSV dat proposéiert... Jo, et ass besser wéi näischt, mä et sinn esou vill Dieren, déi op sinn, datt mer natierlech net kënnen derfir sinn. Déi puer Avancéeën, do kënne mer net dergéint sinn a Wierklechkeet, mä mir kënnen och net derfir sinn, well mir fir eng Ofschafung - wéi ganz vill Leit och hei am Land - vun de Stock-Options sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Fir d'Positioun just nach eng Kéier kloer ze maachen: Mir sinn der Meenung, datt mer bei eiser Motioun bleiwen, well mer mengen, datt mer esou, wéi et do drasteet, sollen de System vun de Stock-Options op déi initial Objektiver zréckféieren. Mir hunn hei den Här Bodry héieren, dee seet, datt d'Regierung de grousse Meritt huet, ënner anerem, fir déi Zuele gesammelt ze hunn, fir eng Kéier den Tour dovunner gemaach ze hunn. Ech biede just dann drëm, se och eng Kéier ze kréien, well mir géife selbstverständlech...

(Interruption)

... gär eng Kéier driwwerkucken. An ech fannen, datt dat eis viru méi wéi engem Joer versprach ginn ass, an ech wonnere mech, datt dat nach ëmmer net um Dësch ass, fir kënnen do driwwerzekucken. Well esou, wéi et elo weidergeet, ass et jo kloer, datt an dëser Legislaturperiod keng Ännerung méi wäert gestëmmt ginn, déi op de Fong vun dem Problem wäert agoen.

Mir hätten also gär déi objektiv Zuelen esou schnell wéi méiglech op den Dësch. A mir sinn nach wie vor der Meenung, datt mer eng legal Basis fir dat Ganzt brauchen. An dofir bleiwe mer bei eiser Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech faasse mech ganz kuerz, well souwuel den Deputéierten Eugène Berger wéi och den Alex Bodry dat ganz gutt explizéiert hunn, wat an der Motioun N°2 drasteet. Mat där natierlech d'Regierung ganz gutt liewe kann.

Ech wëll zwou Saache soen. Dat Éischt ass, et soll een déi Augmentatioun vum Taux net klengrieden. Dat ass effektiv eng staark Augmentatioun, vun 80%, a mir kommen op den Demi-taux. Doduerch, dass mer op den Demi-taux kommen, kréie mer eng Kohärenz vun dëser Besteierung par rapport zu deem, wat mer am generelle Steierrecht hunn, wou d'Plus-valuë mam Demi-taux besteiert ginn.

Déi aner Tauxen, déi mer haten, 12% bis elo an deen initiale vu 6%, waren total aus der Loft gegraff an och extrem niddreg. Ech mengen, an där Hisiicht ass dat heiten eng qualitativ Reform, déi awer wichteg ass.

An deen zweete Punkt, deen ech wëll ënnersträichen, well nach keen dat gesot huet, dat ass, dass mer natierlech net dat kënne maachen, wat an der Resolutioun vun der CSV steet, dass mer sollen elo am Hauruckverfaren mat grousser Vitess de System ofschafen. Ech hat geduecht, mir hätten e gewëssene Konsens hei an der Chamber an an dësem Land, dass mer e previsibelt Land sinn. A wann een dat géif maachen, wat an der Motioun vun der CSV proposéiert ginn ass, géife mer alleguerten den Entreprisen, déi dee System säit 15 Joer gewinnt sinn, vun haut op muer soen: „Dat geet net méi." A mir brauche jo nëmmen am Ausland ze kucken, wéi vill do reprochéiert gëtt, wann d'Legislatiounen déi ganzen Zäit changéieren an hin an hier ginn, oder wéi schlecht dat bei den Investisseuren ukënnt.

Dofir, aus all deene Grënn, mengen ech, ass et wichteg, dass mer déi zweet Motioun huelen, déi vun de Regierungsparteie proposéiert gëtt.

E leschte Punkt: Lëtzebuerg brauch Talenter. Dofir ass déi Gesetzgebung gemaach ginn. Dat ass haut esou wouer wéi viru 15 Joer. De Kontext Brexit ass wichteg. Dat ass och gesot ginn. A last but not least: Mir wëllen och eng Start-up-Nation ginn. A mir wësse jo, dass an de Start-uppen d'Aktien eng ganz wichteg Roll spillen. Dofir, mir brauchen dat Instrument. An dofir mengen ech, dass dat, wat d'Regierung wëlles huet ze maachen, dat heescht, den Taux spektakulär vun 12% op 21% eropzesetzen, déi richteg Äntwert ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wiseler nach eng Kéier.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll just, fir datt d'Saache ganz, ganz kloer sinn, awer hei nach eng Kéier präziséieren, éischtens, datt d'CSV-Fraktioun gesot huet, si wär bereet, den Datum erauszehuelen, wann dat kéint e Konsens matbréngen.

Zweetens: Wat Der natierlech net gesot huet, Här Gramegna, dat ass, datt an eiser Motioun en „phasing out" absolutt virgesinn ass, wou een iwwert déi Etappen hätt kënne schwätzen, fir eng Previsibilitéit, déi d'Finanzplaz brauch, och kënnen ze ginn.

Dir hätt dat och kënne präziséieren, datt dat kloer an däitlech an eiser Motioun steet an datt mer och an der Motioun kloer geschriwwen hunn, datt mer e Regimm gär hätten, deen déi Attraktivitéit fir auslännesch Talenter hei vu Lëtzebuerg géif maachen. Och dat steet genau dran. Mir hätten et just gär per Gesetz, an dat ass den Ënnerscheed och mat Iech.

Ech hätt also gär, wann Der eis kommentéiert, datt Der och komplett kommentéiert, wat mer wëlle maachen, well et ass net onwichteg, datt jiddweree weess, wat mer genau wëllen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer ofstëmmen. Ech géif proposéieren, wéi dat och erëm eng Kéier d'Chronologie wëllt, dass mer fir d'Éischt iwwert d'Motioun vun de Kolleege vun der CSV ofstëmmen.

(Brouhaha)

Also, et ass d'CSV-Motioun, wou mer elo driwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion de M. Gilles Roth

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo, 32-mol Nee an 2 Abstentiounen. Domat ass déi éischt Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par Mme Martine Mergen), Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Cécile Hemmen), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen direkt op déi zweet Motioun iwwergoen, déi vum Här Berger abruecht ginn ass.

Sommaire des séances publiques n^{os}4, 5 et 6

4^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 15

Communications p. 15-16

Changements de composition de commissions parlementaires p. 16

Changement de composition du comité de discipline p. 16

Ordre du jour p. 16

Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth p. 16

Ordre du jour (suite) p. 16

Renouvellement du mandat du Président, du Vice-Président et d'un conseiller à la Cour des comptes p. 17

6844 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L. 521-14 et du Titre VIII du Livre V du Code du travail

2. modification de l'article 3 de la loi du 23 juillet 2015 portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises p. 17-19

7185 - Projet de loi portant approbation du «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems», signé à Luxembourg, le 20 juin 2017 p. 19-20

7192 - Projet de loi portant approbation du Protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013 p. 21-22

6409 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale p. 22-25

5^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 26

6884 - Projet de loi portant approbation

1. du Règlement général de l'Union postale universelle adopté au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012;

2. de la Convention postale universelle et de son Protocole Final, adoptés au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012 p. 26-27

7133 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques p. 27-28

7116 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001 p. 28-29

Interpellation de de M. Fernand Kartheiser au sujet de la liberté d'expression p. 29-41

6^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 42

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 42

Ordre du jour p. 42

Débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin, «The Third Industrial Revolution Strategy» p. 42-55

Dépôt d'une motion par M. Eugène Berger p. 55-56

Débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin, «The Third Industrial Revolution Strategy» (suite) p. 56-63

Motion de M. Gilles Roth relative à la réforme des stock-options

et

Motion de M. Eugène Berger relative à la mise en œuvre pour le 1er janvier 2018 de la modification du taux et du renforcement des obligations de notification p. 63-65

Vote sur la motion de M. Eugène Berger

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

32-mol Jo, 26-mol Nee an 2 Abstentiounen, domat ass déi zweet Motioun ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Cécile Hemmen), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci. Et war en intensiven Dag. Mir sinn elo um Enn vun der Sëtzung ukomm. Kommt gutt heem! An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 20.43 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°02** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017		
3242	Serge Wilmes, Laurent Mosar	Mobilité douce
3248	Marcel Oberweis	Électromobilité
3271	Martine Hansen	Éducation différenciée
3275	Martine Hansen	Offre scolaire du Lycée Josy Barthel Mamer
3281	Martine Hansen, Laurent Zeimet	Lieu de travail et affectations des chargés de cours de la réserve des auxiliaires éducatifs de l'enseignement fondamental
3285	Léon Gloden	Autorisation d'établissement
3289	Marc Spautz	Reconversion des friches industrielles à Esch-sur-Alzette et Schifflange
3291	Sylvie Andrich-Duval	Réalisation d'un arrêt de train à Dudelange-Zoufftgen
3292	André Bauler, Max Hahn	Véhicules à gaz naturel
3293	Françoise Hetto-Gaasch	Distribution d'iPads pour la rentrée scolaire
3296	Georges Engel	Détachement d'agents de l'Éducation différenciée
3301	Marc Spautz	Demandeurs de protection internationale
3302	Max Hahn	Lutte contre le bruit
3303	Henri Kox	Production d'énergie photovoltaïque
3304	Diane Adehm, Gilles Roth	Transport scolaire pour la rentrée 2017-2018
3305	Martine Hansen	Bachelor professionnel
3308	André Bauler	Services du type «écrivain public»
3309	Marc Spautz	Molécule EBC-46
3310	Laurent Mosar, Léon Gloden	Obligation de tenue d'un registre spécial ou fichier renseignant le début, la fin et la durée du travail journalier
3311	Diane Adehm, Gilles Roth	Imposition des plus-values
3312	Marc Angel	Conseil national pour étrangers (CNE)
3315	Laurent Mosar, Gilles Roth	Port du voile
3317	Martine Hansen	Diplômes de fin d'études secondaires
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018		
3499 urgente	Fernand Kartheiser	Service d'urgences des hôpitaux

Question 3242 (24.08.2017) de **MM. Serge Wilmes** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **mobilité douce:**

Aller à pied est la façon la plus naturelle pour l'homme de se déplacer. D'après la «Stratégie MoDu», 40% des trajets quotidiens au Luxembourg sont inférieurs à trois kilomètres. Il est par conséquent indiqué de rendre cette pratique de mobilité aussi attractive que possible.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les mesures du Gouvernement consistant à rendre la marche à pied plus attractive?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le Gouvernement devrait, en collaboration avec les communes, mettre en œuvre un concept national pour piétons?

Réponse (23.10.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La marche à pied, accessible dès le plus jeune âge, est le mode de transport le plus naturel, le plus économique et le plus économe d'espace public. En tant que mobilité active, la marche à pied contribue de façon significative à la santé publique. En effet, d'après l'Organisation mondiale de la santé, un nombre important de maladies graves (diabète du type 2, maladies cardiovasculaires, certains cancers, dépression) sont exacerbées par un manque d'activité physique régulière. L'espace public ne vit que par les piétons et les autres modes actifs. D'un point de vue de la mobilité multimodale, la marche à pied est, d'une part, le maillon qui relie tous les autres modes de transport entre eux et, d'autre part, le mode de transport le plus efficace pour les trajets de quelque centaines de mètres.

Pour ces raisons, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) veille de façon systématique à ce que ses projets d'infrastructure favorisent la marche à pied comme mode de transport. Depuis sa mise en place en 2014, la Cellule mobilité douce du MDDI a avisé plus de 250 projets de l'Administration des ponts et chaussées (APC) et d'autres acteurs étatiques. Depuis 2016, l'Administration des bâtiments publics applique des critères précis visant à rendre ses infrastructures nouvelles ou rénovées attractives pour les piétons et les cyclistes. La Division de la mobilité durable instaurée en 2015 auprès de l'APC porte un regard transversal sur l'attractivité et la sécurité des infrastructures piétonnes, avec une attention particulière pour les personnes à mobilité réduite. La sécurisation des passages pour piétons n'est qu'une des nombreuses mesures de la mise en œuvre de la Charte nationale de la sécurité routière signée par le Gouvernement en 2015.

Du fait que le potentiel le plus important de la marche à pied se situe à l'intérieur des localités, la plupart des mesures en faveur des piétons relèvent de la compétence communale. Dans son Plan d'aménagement général, la commune peut définir un réseau piéton dense et attractif. Elle peut profiter de plans d'aménagement particuliers pour créer des raccourcis pour piétons en direction de l'école ou d'autres centres d'attraction locaux. Elle peut mettre en place et entretenir des trottoirs larges et désencombrés, favoriser la vie sociale en libérant des espaces piétonniers au centre des quartiers et des localités, aménager des zones 30 et des rues résidentielles. De telles mesures sont récompensées dans le cadre du Pacte climat, auquel chacune des 105 communes a désormais adhéré. Afin de garantir la continuité d'un réseau piéton de qualité le long et à travers des routes nationales et des chemins repris, les communes peuvent, depuis 2014 et sous réserve d'avoir soumis un projet cohérent à l'APC, se voir accorder la mise en place de mesures d'apaisement du trafic sur la voirie de l'État.

Dans des cas précis, tel que le réaménagement de la N7 entre Rollingen et Walferdange dans le contexte de la mise en service de l'A7, l'État et les communes peuvent, sur initiative conjointe, engager un processus participatif pour réaménager l'espace public en faveur des mobilités actives, tout en maintenant évidemment le gabarit nécessaire au trafic motorisé roulant.

Le conseil, évidemment gratuit, des communes en matière de mesures favorisant la marche à pied fait partie des missions de la Cellule mobilité douce du MDDI. Le document stratégique sur la mobilité à l'horizon 2030 qui sera publié en 2018 proposera, dans le respect des spécificités locales et de l'autonomie communale, des mesures concrètes pour rendre à la marche à pied toute l'attractivité qu'elle mérite.

Question 3248 (28.08.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**électromobilité:**

Afin d'inciter les citoyens à opter pour l'électromobilité, le Gouvernement a introduit un abattement fiscal pour l'achat d'un véhicule à zéro émission. Ainsi, les particuliers peuvent profiter d'un abattement fiscal de 5.000 € pour l'achat d'un véhicule 100% électrique ou roulant à l'hydrogène. Aucun avantage fiscal n'est cependant prévu pour les voitures électriques hybrides chargeables de l'extérieur (véhicules hybrides plug-in). Or, la technologie hybride rechargeable dite plug-in est considérée comme technologie de transition avant de passer totalement aux voitures électriques.

À ce stade, les hybrides représentent une formule idéale permettant à la fois des déplacements «électriques» conséquents mais aussi de parcourir de longues distances grâce au moteur essence/diesel lorsque les accus sont épuisés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement envisage-t-il de revoir le régime fiscal actuel qui n'incite pas à l'achat de véhicules hybrides plug-in?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse commune (25.10.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans le cadre de la réforme fiscale, l'abattement pour mobilité durable en question est entré en vigueur le 1er janvier 2017 et est donc applicable dès l'année fiscale 2017. Une modification au niveau de l'évaluation de l'avantage en nature pour les voitures de société mises à disposition par l'employeur pour ses salariés («voitures de leasing») a également été introduite, qui dorénavant se calcule en fonction des émissions de CO_2. Comme les véhicules PHEV ont en général des niveaux d'émissions en CO_2 entre 1 g et 50 g, un avantage en nature à déclarer plus avantageux (0,8% pour motorisations non diesel et 1% pour motorisations diesel) qu'auparavant (1,5%) s'applique.

En parallèle, un abattement «mobilité durable» pour les véhicules particuliers s'élevant à 5.000 € pour un véhicule à zéro émission de roulement et à 300 € pour un cycle ou un cycle à pédalage assisté a été introduit. Comme le Gouvernement avait préféré inciter la transition directe vers la décarbonisation, seulement ces types de véhicules avaient été désignés éligibles pour un tel abattement.

Toutefois, comme les PHEV constituent une technologie de transition vers la décarbonisation, l'éligibilité pour un abattement de ces types de voitures est justifiable sous certaines conditions, à savoir entre autres la garantie d'une réduction substantielle des niveaux d'émissions en CO_2 par rapport à une voiture à moteur à combustion. Comme une voiture PHEV peut toutefois produire des émissions de roulement en CO_2, l'abattement fiscal doit être de plus faible ampleur que celui pour des voitures à zéro émission.

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement propose dans le projet de loi budgétaire pour l'année 2018, déposé le 11 octobre 2017, l'introduction d'un abattement «mobilité durable» de 2.500 € pour les voitures plug-in hybrides à émissions en CO_2 en dessous ou égal à 50 g par kilomètre.

À noter encore dans ce contexte que, comme une voiture PHEV est utilisée de manière la plus efficace en mode de conduite électrique, il est opportun de la recharger le plus souvent possible. Ainsi, la proposition d'abattement fiscal pour PHEV va de pair avec la mise en œuvre d'une infrastructure publique de recharge électrique. Jusqu'à la fin de 2020, un réseau dense et homogène de 1.600 points de charge sera mis en place par les gestionnaires de réseau de distribution.

À l'heure actuelle, environ 140 points de charge Chargy sont déjà opérationnels.

Question 3271 (06.09.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**Éducation différenciée:**

La loi du 29 juin 2017 prévoit la création de 15 directions de région dans l'enseignement fondamental. Les nouvelles directions remplacent les structures actuelles de l'inspection et vont assurer la gestion administrative et la surveillance pédagogique des écoles fondamentales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si tous les postes de directeurs adjoints sont pourvus?

- Dans l'affirmative, combien de directeurs adjoints ont été recrutés?

- Dans la négative, quel est le nombre de postes de directeurs adjoints qui sont actuellement encore vacants?

- Selon quels critères est fixé le nombre de directeurs adjoints par région?

- Selon les informations de la presse, les membres des équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, «ESEB», (anciennes équipes multiprofessionnelles) de l'Éducation différenciée seront détachés aux 15 directions régionales dès la rentrée scolaire 2017-2018. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans la mesure où le ministre prépare une réforme de l'Ediff, les membres des ESEB resteront-ils sous la direction de l'Ediff jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle base législative de l'Ediff?

- Dans la négative, qui devient le supérieur hiérarchique des ESEB?

- Dans la mesure où la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée n'a pas encore été modifiée, sur quelle(s) base(s) législative(s) sera effectué le détachement des différents membres des ESEB?

- Selon quels critères seront détachés les membres des ESEB aux directions régionales?

- Comment sera organisée la réaffectation des membres des ESEB?

- Selon nos informations, les membres concernés n'ont été informés qu'au mois d'août 2017 de tous ces changements par une instruction ministérielle. Le ministre peut-il nous confirmer cette information? Pour quelles raisons le personnel a-t-il été informé si tardivement?

- Est-ce que les parents d'élèves concernés ont été informés de ces changements?

- Face aux défis posés par cette réorganisation à court terme, le ministre estime-t-il que la rentrée scolaire puisse encore être organisée de façon convenable?

Réponse (13.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Pour l'ensemble des 15 directions de région, tous les directeurs adjoints ont été recrutés à ce jour; des directeurs adjoints en nombre tel que prévu par le plan de recrutement ont été affectés à toutes les directions de région.

Le plan de recrutement pour les différentes directions de région a été établi en tenant compte du nombre de communes, de la situation géographique, du nombre des élèves ainsi que du nombre de leçons d'enseignement direct dont les directions sont en charge. À travers ces deux derniers paramètres, l'indice socio-économique qui apporte une modulation au contingent de leçons d'enseignement direct accordé aux différentes communes, a pu entrer dans la détermination du nombre de directeurs adjoints.

Entre-temps, j'ai eu des pourparlers avec la représentation du personnel de l'Éducation différenciée (EEGED). Il a été convenu d'un commun accord de renoncer à l'heure actuelle au détachement voire au transfert des agents ayant travaillé dans les équipes multiprofessionnelles (EMP) sous l'autorité de l'Éducation différenciée projetés par l'instruction ministérielle du 14 août 2017. En effet, les détachements voire transferts n'auront pas lieu et la situation pour les agents et services que cela aurait concerné, demeure inchangée.

Au lieu du détachement voire du déplacement, tous les collaborateurs de l'Éducation différenciée seront bien informés sur les missions et des ESEB et des futurs centres de compétences. Ils seront alors invités à exprimer leurs desiderata de manière motivée. Au vu des nombreux postes prévus actuellement au numerus clausus 2018 pour les ESEB et les différents centres se feront les affectations définitives desdits agents aux ESEB. Le moment des affectations des agents briguant un poste dans un centre dépend du moment d'entrée en vigueur de la loi en question (document parlementaire 7181; projet de loi portant création de centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire).

Question 3275 (07.09.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**offre scolaire du Lycée Josy Barthel Mamer:**

Selon nos informations, le Ministère de l'Éducation nationale avait décidé fin juillet 2017 que le Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM) n'offrirait pas de classe de 3e section G (sciences humaines et sociales) pour la rentrée scolaire 2017-2018.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

2) Compte tenu que la décision susmentionnée n'aurait été prise que pendant les vacances scolaires, les élèves ayant s'inscrit précédemment à une classe de 3eG au LJBM arrivent-ils tous à trouver une place dans un autre établissement scolaire?

3) Comment Monsieur le Ministre juge-t-il l'impact d'une telle décision sur le développement du LJBM et sur sa position concurrentielle par rapport aux établissements scolaires situés à la capitale?

4) D'un point de vue national, combien de classes de l'enseignement secondaire classique avec un effectif d'élèves en dessous des minima requis ont été approuvées pour la rentrée 2017-2018?

5) Dans le même sens, combien de classes de l'enseignement secondaire classique avec un effectif d'élèves en dessous des minima requis n'ont pas été approuvées pour la rentrée 2017-2018? De quelles classes s'agit-il? Quels lycées sont concernés?

6) Dans le cadre de la flexibilisation des sections des classes supérieures de l'enseignement secondaire classique, à partir de quel moment de l'année scolaire peut-on annoncer de manière fiable aux élèves si une section donnée sera effectivement organisée l'année prochaine?

7) Selon nos informations, la classe de 3eG du LJBM n'a pas atteint l'effectif requis. Or, le contingent global du lycée a été bien respecté. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que le ministère puisse accorder, dans le cadre de l'autonomie des lycées, une certaine liberté dans l'organisation scolaire si le contingent général est respecté?

8) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'autoriser dorénavant des classes en dessous des minima d'effectif?

9) Dans la négative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre refuse-t-il d'accorder une telle autonomie aux lycées?

Réponse (13.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) et 2) Je confirme l'information de l'honorable Députée selon laquelle une classe de 3eG n'a pas été autorisée au Lycée Josy Barthel de Mamer (LJBM) pour l'année scolaire en cours, ceci en raison d'un effectif largement en dessous du minimum requis: six élèves avaient exprimé leur choix de s'inscrire en section G et ont décidé de fréquenter les sections B et C offertes au LJBM.

ad 3) Il est un fait qu'au Lycée Josy Barthel, les effectifs des classes supérieures de l'enseignement secondaire ont diminué de moitié entre 2012 et 2017; en raison de la faiblesse des effectifs, la légère remontée en 2017-2018 est difficile à interpréter.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Les inscriptions en classe de 7e classique sont tout à fait satisfaisantes et ne mettent point en doute l'organisation du cycle inférieur de l'enseignement secondaire classique. Pourtant, force est de constater que les chiffres qui constituent la base sur laquelle repose l'édifice des classes supérieures de l'enseignement secondaire classique ne sont pas assez importants et ne connaissent guère d'évolution statistiquement significative.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

J'en conclus que, malgré l'autorisation de toutes les sections par le passé, le LJBM a éprouvé beaucoup de difficultés à soutenir la concurrence des lycées de la capitale.

En revanche, dans le cadre des possibilités offertes par la flexibilisation des sections, l'autorisation des sections B et C permettra à la direction du Lycée Josy Barthel d'élaborer une nouvelle offre scolaire en concordance avec le profil de l'établissement et susceptible d'attirer des élèves supplémentaires au LJBM. Je note d'ailleurs qu'en 2016 déjà, mes services avaient demandé à la direction du lycée de présenter un projet en ce sens. Ce n'est qu'en se distinguant des établissements scolaires situés dans la capitale que le Lycée Josy Barthel pourra améliorer sa situation concurrentielle, fait que je n'ai pas manqué de rappeler à la communauté scolaire dans mon courrier daté du 26 juillet 2017 concernant l'organisation scolaire pour l'année 2017-2018.

ad 4) Il est impossible d'apporter une réponse simple à la question de l'honorable Députée. Comme il ressort en effet du tableau ci-après, de nombreux établissements regroupent les élèves de différentes sections en auditoires en vue de garantir une offre scolaire complète tout en opérant une réduction des coûts. Cette manière de procéder évite de devoir autoriser des classes avec des effectifs d'élèves en dessous des minima requis, mais suppose également une certaine «masse critique» d'élèves permettant des regroupements judicieux (élèves des sections B et C ou D et G par exemple). Or, même cette «masse critique» n'est pas atteinte par le Lycée Josy Barthel.

ad 5) Les classes suivantes n'ont pas été autorisées, faute d'effectifs suffisants:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

ad 6) Une procédure relative à l'autorisation de nouvelles offres scolaires dans le contexte de la flexibilisation des sections existantes est actuellement en cours d'élaboration. Elle comportera une étude du bien-fondé des projets soumis par les lycées. Par ailleurs, comme pour la section I nouvellement introduite, il est envisageable de procéder par des préinscriptions d'élèves de façon à fournir en temps utile une information fiable aux intéressés quant à l'organisation d'une section donnée. Cette information devra se faire à la fin du mois de juin au plus tard.

ad 7) Concernant le contingent tel qu'il est défini à l'article 17 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, je signale qu'il est exprimé en un montant global de leçons qui est attribué à chaque lycée sur la base du nombre d'élèves inscrits, des formations offertes, de l'horaire, de la situation spécifique de l'établissement et des prévisions établies pour l'année scolaire à venir. Le lycée peut utiliser le contingent pour l'organisation de l'enseignement et des tâches connexes sous réserve de ne pas déroger au nombre minimal et au nombre maximal d'élèves par classe tels qu'ils sont fixés dans l'Instruction ministérielle concernant l'organisation scolaire.

À partir de l'année scolaire 2017-2018, le contingent est réparti sur quatre enveloppes: enseignement, administration, encadrement et activités péri- et parascolaires. Pour chacune de ces enveloppes, le Lycée Josy Barthel s'est vu accorder un nombre considérable de leçons supplémentaires. L'information de l'honorable Députée selon laquelle le contingent global aurait bien été respecté par le lycée est donc erronée.

ad 8) et 9) Comme par le passé, l'autorisation de classes dont l'effectif se situe en dessous des minima requis fait l'objet d'une étude approfondie par mes services; à l'exception des formations uniques dans les domaines technique, agricole ou hôtelier par exemple, il est veillé dans toute la mesure du possible à ce qu'une offre scolaire complète soit garantie dans tous les pôles d'enseignement du pays. À cet effet, une dérogation aux dispositions de l'instruction ministérielle précitée est régulièrement accordée.

Question 3281 (11.09.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant le **lieu de travail et affectations des chargés de cours de la réserve des auxiliaires éducatifs de l'enseignement fondamental:**

Selon nos informations, les personnes visées par la loi du 2 août 2017 engagées en tant que chargés de cours de la réserve des auxiliaires éducatifs de l'enseignement fondamental n'auraient reçus leur contrat d'engagement que fin août 2017. Or à ce jour, une semaine avant le début de l'année scolaire et quelques jours avant les réunions internes d'organisation, les concernés ne seraient toujours pas informés de leur lieu de travail et de leur affectation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quand est-ce que Monsieur le Ministre entend informer les chargés de cours de leur lieu de travail et de leur affectation?

2. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'information tardive des chargés de cours risque de perturber l'organisation scolaire et d'affecter le moral des concernés et d'empêcher une préparation rigoureuse aux nouvelles tâches?

Réponse (13.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Dans l'intention d'assurer le bon déroulement de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion dans le cadre de la réserve des auxiliaires éducatifs de l'enseignement fondamental, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a attendu le délai fixé conformément au 1er article du règlement grand-ducal du 2 août 2017 déterminant les détails des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs de l'enseignement fondamental.

De même, le ministère a attendu le retour des questionnaires permettant au personnel concerné d'exprimer leurs souhaits en matière d'affectation, le délai ayant été fixé au 1er septembre 2017.

Il importe de préciser que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'est efforcé tout au long de la procédure d'affectation de tenir compte des préférences des agents repris. En général, ces derniers ont été affectés à la direction de leur domicile ou de leur ancien lieu de travail.

ad 2. Le fait que les membres de la réserve des auxiliaires éducatifs ont reçu les lettres d'affectation quelques jours avant la rentrée scolaire 2017 seulement n'a pas perturbé l'organisation scolaire. Le Ministère de l'Éducation nationale, l'Enfance et de la Jeunesse a affecté la grande majorité des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs à une direction de région qui leur attribuera au cours de l'année scolaire, en fonction des besoins constatés dans les écoles et en concertation avec les présidents d'un comité d'école, des tâches visant à optimiser la prise en charge d'élèves. Conformément à l'article 20 de la loi du 2 août 2017 portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion, les agents intégrés dans la réserve des auxiliaires éducatifs ont bénéficié lors de l'année scolaire 2016-2017, à l'exception de ceux ayant profité pour des raisons d'âge d'une dispense conformément à l'article 4 de la loi précitée, non seulement d'une formation théorique de 90 heures, mais encore d'une formation pratique de 30 heures sous forme d'un stage d'observation. Ces formations d'un volume global de 120 heures ont préparé au mieux les auxiliaires éducatifs aux exigences de leur nouvelle tâche.

Question 3285 (12.09.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**autorisation d'établissement:**

L'article 4.3 de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisans, de commerçants, d'industriels ainsi que certaines professions libérales (ci-après la «loi») dispose que «l'entreprise qui exerce une activité visée à la présente loi désigne au moins une personne physique, le dirigeant, qui a un lien réel avec l'entreprise en étant propriétaire, associé, actionnaire ou salarié».

Selon mes informations, le ministère a très longtemps accepté qu'une personne qui n'est ni propriétaire, ni associé, ni actionnaire ou salarié, mais qui est administrateur-délégué et/ou a un contrat de prestations de services avec la société en question ait pu obtenir l'autorisation d'établissement. Or, il me revient que le ministère applique depuis peu la loi à la lettre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ce changement d'attitude?

2. Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il y a néanmoins lieu d'accepter des personnes qui ne sont ni propriétaires, associées, actionnaires ou salariées, mais qui ont un mandat d'administrateur délégué et/ou bénéficient d'un contrat de prestations de services pour accorder l'autorisation d'établissement?

3. Dans la négative, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il y a lieu de modifier la loi pour prendre en considération le cas dans lequel le dirigeant a un mandat d'administrateur-délégué et/ou bénéficie d'un contrat de prestations de services pour que l'autorisation d'établissement puisse être accordée?

Réponse (09.11.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Au cours de l'année 2015, il a été constaté dans certains cas que des personnes qui étaient détentrices de l'autorisation d'établissement en tant qu'administrateur-délégué ou de prestataire de services intervenaient en tant que personnes interposées dans le cadre de la direction de l'entreprise, sans réel pouvoir de décision et surtout sans être impliquées de près ou de loin dans la gestion de l'entreprise. En pratique, l'absence du lien réel a été observée dans le cadre de contrats de prestation de services conclus entre les entreprises et certaines fiduciaires. La personne, en charge du dossier auprès de la fiduciaire, n'avait aucun pouvoir de direction au sein de l'entreprise pour laquelle elle disposait de l'autorisation d'établissement et ne connaissait guère cette entreprise qu'elle était sensée diriger. En outre, l'engagement de la responsabilité de ces «dirigeants» pour les agissements de l'entreprise s'avérait souvent difficile.

C'est suite à ce constat que j'ai décidé de procéder à une interprétation strictement littérale de l'article 4, point 3 de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisans, de commerçants, d'industriels ainsi que de professions libérales (la loi) et de limiter la preuve du «lien réel avec l'entreprise» aux seuls critères de propriétaire, associé, actionnaire ou salarié repris dans la loi. Les personnes disposant uniquement d'un contrat de prestation de services ou d'un mandat d'administrateur-délégué ne respectant pas les termes de la loi ne peuvent plus solliciter une autorisation d'établissement, par défaut d'un «lien réel» avec l'entreprise.

Il faut cependant noter que la production d'un contrat de travail conclu avec une autre entre-

prise appartenant au même groupe d'entreprise est acceptée comme preuve du «lien réel avec l'entreprise».

Je suis évidemment disposé à discuter d'une modification de l'article 4, point 3 de la loi afin d'introduire une plus grande flexibilité dans le texte, tout en veillant à ne pas créer une ouverture non souhaitable en ce qui concerne le recours à des hommes de paille par des bénéficiaires économiques d'entreprises malhonnêtes. Les discussions pourraient idéalement porter sur l'introduction d'un parallélisme plus explicite entre la loi et la loi du 10 août 1915 sur le droit des sociétés afin de garantir une interaction entre la durée du mandat d'administrateur ou de gérant dans une entreprise et la détention de l'autorisation d'établissement.

Question 3289 (14.09.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **reconversion des friches industrielles à Esch-sur-Alzette et Schifflange:**

Le Gouvernement vient de présenter l'étude de faisabilité visant la reconversion des terrains industriels situés à Esch-sur-Alzette et Schifflange. L'objectif de l'étude consistait à analyser la faisabilité technique et économique de nouveaux aménagements tels que logements, commerces, bureaux, infrastructures collectives et activités de services complémentaires au tissu urbain existant. La reconversion de ces friches industrielles constitue une chance unique pour la région. Elle va certainement donner une impulsion importante au niveau de la performance économique des deux communes et créer ainsi de nouveaux emplois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Existe-t-il un concept d'assainissement des terrains contaminés?

- Qu'en est-il de la responsabilité des anciens propriétaires des friches industrielles en ce qui concerne la prise en charge des frais d'assainissement?

- Quels projets de revalorisation sont envisagés sur l'ancien site industriel?

- Quel est le calendrier des travaux programmés?

Réponse commune (25.10.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, il y a lieu de préciser que l'étude de faisabilité citée constitue un premier diagnostic du site.

Cette étape préliminaire, lancée depuis neuf mois, s'est vue en permanence encadrée et validée par les différents comités d'accompagnement technique et stratégique avant d'être présentée au comité de concertation politique en charge de la validation stratégique du projet. Les comités d'accompagnement sont composés de représentants de l'État des six ministères concernés, d'ArcelorMittal, des communes de Schifflange et d'Esch-sur-Alzette.

C'est dans ce contexte que les membres du comité ont pris la décision de lancer la deuxième phase de l'étude centrée sur la définition des recommandations techniques et urbaines. Ces recommandations seront présentées en 2018 et serviront de base à la rédaction d'un cahier des charges pour le lancement, dès fin 2018, d'un concours international d'urbanisme.

Ce concours aura pour objectif la définition d'un Plan d'orientation d'aménagement (POA) validé par les experts associés à la démarche. Ce plan intègrera aussi les données économiques de réalisation qui permettront aux membres du comité de préciser les conditions économiques de faisabilité du projet.

Une phase de concertation citoyenne sera ensuite lancée. Elle permettra à tout un chacun de valider les usages possibles et attendus du projet et d'apporter ainsi sa pierre à l'édifice en participant activement au futur développement de son entourage.

Cette phase participative permettra de disposer à terme d'un Plan d'orientation d'aménagement concerté (POAC) qui sera la feuille de route pour la mise en œuvre de ce projet de revitalisation.

D'un point de vue environnemental, plus de 200 forages et sondages et 1.300 analyses ont été réalisés sur le site au cours de ces derniers mois en concertation avec l'Administration de l'environnement et divers organismes agréés. Les premiers résultats démontrent qu'après plus de 130 années d'exploitation industrielle, la qualité du sol est comparable à celle d'autres sites en reconversion et ne montrent à ce stade aucun élément de blocage vers un développement futur du site en quartier urbain.

Un concept d'assainissement global sera élaboré avec l'Administration de l'environnement en fonction de la programmation urbaine issue du concours international d'urbanisme prévu pour fin 2018.

Question 3291 (14.09.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **réalisation d'un arrêt de train à Dudelange-Zoufftgen:**

Le fabricant américain de pneus «Goodyear» vient d'annoncer la construction d'une nouvelle usine de production à Dudelange, située dans la zone industrielle nationale Riedgen entre les entreprises Husky et Eurofoil. L'usine future qui emploiera 70 personnes qui s'ajouteront au personnel des entreprises déjà existantes sur le site en question. D'un point de vue mobilité, la réalisation d'un arrêt de train supplémentaire à Dudelange-Zoufftgen pourrait faciliter l'accès de l'ensemble des salariés à la zone industrielle Riedgen.

Il me revient que, dans le contexte des discussions parlementaires du 9 mars 2017 autour du récent accident ferroviaire au lieu Dudelange-Zoufftgen, j'avais interpellé Monsieur le Ministre sur l'opportunité d'un tel arrêt supplémentaire. Les travaux y relatifs auraient pu être intégrés dans les travaux d'infrastructure ferroviaire devenues nécessaires suite à l'accident. Monsieur le Ministre ayant déclaré à cette occasion «qu'il serait opportun de réfléchir à la faisabilité de la réalisation d'un arrêt supplémentaire afin de desservir la zone industrielle Riedgen», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Est-il prévu de réaliser un arrêt de train à Dudelange-Zoufftgen afin de desservir la zone industrielle Riedgen?

- Dans l'affirmative, une étude de faisabilité a-t-elle été initiée?

- Quand les travaux de construction débuteront-ils et quelle est leur durée probable?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la réalisation rapide de cet arrêt supplémentaire soit de mise au vu du lancement de la production de la nouvelle usine en 2019?

Réponse (23.10.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Du point de vue de l'exploitation, une récente étude «horaires» a démontré qu'il n'est pas possible de rajouter un arrêt supplémentaire sur la ligne de Zoufftgen à Luxembourg.

Avec la mise en service de l'arrêt Howald lors du prochain changement d'horaire le 10 décembre 2017, le temps de parcours sur le sillon lorrain Luxembourg - Metz - Nancy ne permet pas d'installer un arrêt supplémentaire sans qu'un autre arrêt ne soit supprimé. Une augmentation du temps de parcours aurait des conséquences négatives sur les roulements des trains et la stabilité de l'horaire, non seulement sur le sillon lorrain, mais également sur les autres lignes principales du réseau ferré luxembourgeois.

Par ailleurs, et comme la zone industrielle Riedgen s'étend sur plus d'un kilomètre, un arrêt ferroviaire n'est pas une solution adaptée pour la desserte de cette zone industrielle. Une étude de trafic routier réalisée sur la région Bettembourg-Dudelange prévoit une desserte des zones industrielles par bus, à l'instar de la zone Riedgen qui est desservie par la ligne RGTR 305 avec trois arrêts répartis sur la longueur de la zone et qui relie également cette zone à la gare de Bettembourg.

Parallèlement à cette ligne de bus, il est prévu par l'Administration des ponts et chaussées de finaliser une piste cyclable nationale qui permettra de relier la zone Riedgen depuis la gare de Bettembourg, tout en notant qu'une liaison cyclable existe déjà à l'heure actuelle en passant par la zone Krackelshaff.

Question 3292 (14.09.2017) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **véhicules à gaz naturel:**

Par leur question parlementaire les honorables Députés s'enquièrent sur le réseau de points de vente en gaz naturel comprimé (GNC) et la promotion de ce type de véhicules.

Au cours des mois passés, il s'est révélé que les émissions de polluants des voitures automobiles excèdent largement les valeurs théoriques indiquées en raison des manipulations opérées par des constructeurs et à cause de méthodes de mesurage peu fiables.

Ainsi, des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote, émises par les moteurs diesel et même les moteurs à essence, nuisent à la santé et à l'environnement.

À l'heure qu'il est, les constructeurs, afin de se conformer aux normes légales plus strictes, ont prévu d'installer des filtres plus performants et de promouvoir la mobilité électrique.

Les véhicules à gaz naturel (CNG), qui émettent moins de CO_2 et très peu de polluants, représentent une alternative intéressante.

Or, il s'avère que le réseau de stations-services offrant du CNG n'est actuellement guère développé au Luxembourg. Il y a quelques années, deux points de vente supplémentaires de ce produit ont été annoncés pour les localités de Diekirch et de Wasserbillig[1]. Ces projets ne se sont cependant jamais concrétisés.

Voilà pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement se propose-t-il de relancer une initiative pour la promotion des véhicules à moteur à gaz naturel?

- Dans l'affirmative, dans quelles régions et en quels endroits des points de vente de CNG seraient prévus?

Réponse commune (10.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le gaz naturel est certes considéré comme une technologie de transition envers la décarbonisation du secteur du transport. Cette appréciation avait mené dans le temps à la mise en œuvre d'une infrastructure de ravitaillement en GNC comprenant un total de six points de vente d'un seul opérateur. L'opportunité de la mise en service de points de vente avait été ouverte à d'autres opérateurs qui n'en ont pas profité. En 2013, l'installation de deux points de vente supplémentaires avait été envisagée par le même opérateur.

À l'heure actuelle seulement 321 véhicules au gaz naturel comprimé sont immatriculés au Luxembourg et l'infrastructure de ravitaillement n'est que faiblement utilisée de sorte que cette extension des points de vente ne s'est pas réalisée. En effet, les opérateurs des stations de service de gaz naturel comprimé ont confirmé sur demande qu'ils n'ont pas prévu d'étendre davantage le réseau GNC en raison de là situation économique peu favorable, malgré leurs efforts au niveau commercial pour positionner le GNC comme carburant alternatif sur le marché luxembourgeois.

Dans le cadre de la réforme fiscale de 2017, une modification au niveau de l'évaluation de l'avantage en nature pour les voitures de société mises à disposition par l'employeur pour ses salariés («voitures de leasing») a été introduite, qui dorénavant se calcule en fonction des émissions de CO_2. Comme les voitures au gaz naturel comprimé présentent en général des niveaux d'émissions en dessous de 150g de CO_2 par kilomètre, un avantage en nature à déclarer plus favorable qu'auparavant s'applique à ce type de voitures. Pour les véhicules particuliers au gaz naturel comprimé, aucun abattement «mobilité durable» n'a été introduit, comme le Gouvernement préfère inciter la transition directe vers des véhicules à zéro émission de roulement (abattement fiscal de 5.000 euros) ou, à plus faible ampleur, l'achat de voitures à faibles émissions (abattement fiscal de 2.500 euros pour voitures plug-in hybrides à émissions en CO_2 en dessous ou égal à 50 g par kilomètre et proposé dans le projet de loi budgétaire pour l'année 2018).

Par conséquent, des mesures de promotion pour les véhicules au gaz naturel comprimé ne sont pour l'instant pas prévues par le Gouvernement.

[1] http://www.erdgas.lu/mmp/online/website/content/car/41/index_FR.html

Question 3293 (14.09.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **distribution d'iPads pour la rentrée scolaire:**

Dans son discours sur la situation économique, sociale et financière du pays 2017, le 26 avril 2017, Monsieur le Premier Ministre a annoncé la distribution d'un millier d'iPads pour la rentrée scolaire 2017-2018.

833 élèves de 48 classes issus de sept lycées participent actuellement au programme «Digital Classroom Lëtzebuerg», un projet pilote que le Gouvernement souhaite étendre dans tous les lycées du pays. Pour pouvoir bénéficier d'iPads, les lycées doivent présenter «une démarche cohérente pour l'intégration des nouvelles technologies dans leur établissement». La mise à disposition de l'iPad n'est pourtant pas gratuite; les familles devront débourser cinq euros par mois.

Or, selon nos informations, un lycée à Luxembourg-ville qui participe au projet «Digital Classroom Lëtzebuerg», a invité les élèves de ses classes de 10e section sciences naturelles, à emporter leur iPad personnel en tant qu'outil d'apprentissage et d'enseignement en classe. Si l'élève ne possède pas un propre iPad, la direction du lycée recommande, dans une lettre adressée aux parents, d'en acheter un d'occasion ou un nouveau.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre, peut-il nous confirmer ces informations?

2) Les lycées sont-ils habilités à inviter les parents à faire une dépense personnelle de plusieurs centaines d'euros pour l'acquisition d'un iPad, notamment si le lycée fait partie du projet pilote «Digital Classroom Lëtzebuerg»?

3) Le ministre est-il au courant d'autres lycées qui ont fait une telle démarche?

4) La démarche du lycée sous rubrique est-elle en conformité avec le principe selon lequel l'iPad sera mis à disposition contre un forfait mensuel de cinq euros?

5) Quelles sont les démarches que le ministre entend prendre dans le cas précis?

Réponse (14.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Il est correct que la philosophie du «bring your own device» a été pendant des années à la base de certains projets «Digital Classroom Lëtzebuerg». La démarche du lycée en question a donc été cohérent par rapport à cette approche. Ce n'est qu'à partir de l'année budgétaire 2018 que le Gouvernement mettra à la disposition des lycées à travers le projet «one2one», les moyens nécessaires afin de financer quelque 4.000 iPads par année à des conditions de location de cinq euros par mois.

ad 2) Dans ce cas précis, le lycée a informé les élèves de la possibilité d'acheter un modèle d'occasion puisque l'utilisation en classe est garantie pour tous les modèles à partir de la génération 2. La participation aux cours aurait donc pu être assurée avec un budget inférieur à 100 euros. Un appareil d'occasion du lycée avait d'ailleurs été réservé pour des cas de rigueur et les élèves en avaient été informés. Aucune demande n'a été formulée par les élèves où leurs parents de recourir à cette offre.

ad 3 et 4) Le ministère n'a pas connaissance d'autres écoles qui auraient suivi une démarche similaire et estime que l'approche cohérente choisi par le Gouvernement dans le projet «one2one» remplacera dorénavant les mesures individuelles prises par les écoles dans le passé.

Question 3296 (15.09.2017) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant le **détachement d'agents de l'Éducation différenciée:**

Par le biais d'une instruction ministérielle du 14 août 2017 qui fut communiquée aux agents de l'Éducation différenciée le 22 août 2017, Monsieur le Ministre informe que:

«Pendant l'année scolaire 2017-2018, les agents de l'Éducation différenciée ayant œuvré jusqu'alors dans le cadre des équipes multiprofessionnelles, seront détachés (article 7, paragraphe 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État), respectivement transférés dans les ESEB, avec leur degré de tâche respectif qu'ils avaient durant l'année scolaire 2016-2017. Pendant cette année scolaire, toutes les assistances et prises en charges au niveau régional se font

sous la responsabilité pédagogique des directeurs de région.»

L'ESEB, équipe de soutien aux élèves à besoins, a été instaurée dans le cadre des directions de région de l'enseignement fondamental.

Tandis que le texte de l'instruction ministérielle se limite à évoquer l'autorité pédagogique qui serait à assumer par le directeur de région, l'article 7 du statut général de la fonction publique précise qu'«En cas de détachement dans une autre administration, un établissement public ou un organisme international, le fonctionnaire relève de l'autorité hiérarchique de l'administration respectivement de l'établissement ou de l'organisme auquel il est détaché.»

- La Direction de l'éducation différenciée aura-t-elle désormais à assumer des responsabilités quelconques dans le cadre de la gestion des agents susmentionnés?

- Quel est le nombre d'agents concernés par l'instruction ministérielle susmentionnée? Combien de personnes seront détachées voire transférées?

- Quelles sont les qualifications (en nombre exact) des agents à détacher et quelles sont les qualifications des agents œuvrant au sein des écoles spécialisées et restant affectées auprès du Service de l'éducation différenciée?

- Est-ce que le détachement d'un nombre important de personnes dans leur ensemble et projeté dans le présent contexte, est conforme à l'article 7 voire à l'intention du législateur?

- Est-ce que des procédures analogues tendant à scinder une administration par voie de détachements «en bloc» ont eu lieu dans le passé?

L'article 7 dispose en plus que les détachements se justifient par «l'intérêt du bon fonctionnement des services».

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le détachement à opérer s'avère dans l'intérêt du Service de l'éducation différenciée dont les bases légales restent en vigueur?

Lors des travaux parlementaires au sein de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse le soussigné avait déjà mis en garde contre le risque de voir les établissements de l'Éducation différenciée se transformer en «Restschulen», ce qui serait absolument à éviter.

- Le détachement d'agents hautement qualifiés vers les directions de région ne risque-t-il pas d'entraver le bon fonctionnement des écoles spécialisées de l'Éducation différenciée et par là la qualité de la formation et de l'instruction des élèves à handicap qui y sont scolarisés?

- Quelle est la valeur ajoutée du partage du Service de l'éducation différenciée avant la mise en vigueur de la législation concernant sa restructuration? Cette mesure est-elle en ligne avec le projet de loi relatif aux centres de compétences récemment approuvé par le Conseil de Gouvernement?

Réponse (27.10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Suite aux récents pourparlers que j'ai eus avec la représentation du personnel de l'Éducation différenciée (EEGED) il fut convenu d'un commun accord de renoncer à l'heure actuelle au détachement voire au transfert des agents ayant travaillé dans les équipes multiprofessionnelles (EMP) sous l'autorité de l'Éducation différenciée projetés par l'instruction ministérielle du 14 août 2017. En effet le détachement/transfert n'aura pas lieu et la situation pour les agents et services que cela aurait concerné, demeure par conséquence inchangée. Tous les efforts se concentreront désormais sur la transition du système de prise en charge en place vers un dispositif de prise en charge des enfants et jeunes à besoins spécifiques sur trois niveaux, à savoir un niveau local/école, un niveau régional/direction et un niveau national. Les deux premiers implémentés par la modification du 29 juin 2017 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; le niveau national, quant à lui sera opérationnel lors de la création des centres de compétences remplaçant l'actuelle Éducation différenciée et l'actuel Centre de logopédie (document parlementaire 7181; projet de loi portant création de centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire).

Au lieu du détachement voire du déplacement, tous les collaborateurs de l'Éducation différenciée seront bien informés sur les missions et des ESEB et des futurs centres de compétences. Ils seront alors invités à exprimer leurs desiderata de manière motivée. Au vu des besoins qui seront définis pour les ESEB et les différents centres se feront les affectations définitives desdits agents aux ESEB. Le moment des affectations des agents briguant un poste dans un centre dépend de l'avancement du parcours législatif du projet de loi en question.

Question 3301 (18.09.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **demandeurs de protection internationale:**

Les demandeurs de protection internationale (DPI) logés dans des foyers disposant d'une cuisine ou hébergés chez des particuliers ont droit à un crédit mensuel pour acheter des aliments dans une épicerie mobile. Or, plusieurs problèmes se posent face à ce concept. Ainsi la qualité et la variété de l'offre sont souvent médiocres, la quantité des légumes et des fruits est parfois insuffisante et les prix sont assez élevés. À cela s'ajoute que les DPI actifs ont souvent du mal à pouvoir respecter le rendez-vous hebdomadaire avec l'épicerie sur roue, notamment en cas d'engagements imprévus du DPI, ce qui fait que le DPI risque de ne pas être livré pendant une semaine.

Dans d'autres pays, des programmes d'assistance alimentaire sont basés sur des bons ou des cartes de crédit rechargeables. Ces concepts permettent aux DPI de fréquenter les magasins locaux, et ont l'avantage d'offrir aux DPI un régime alimentaire plus varié et adapté à leurs coutumes, tout en sauvegardant leur indépendance et leur dignité. Or, un tel système permet de laisser jouer la libre concurrence, d'autant plus que les DPI disposent d'un titre de transport gratuit. Quant aux personnes à mobilité réduite, elles pourraient acheter leurs aliments auprès des services de livraison à domicile de leur choix ou des plats cuisinés livrés à domicile.

Dans la mesure ou la Coopération luxembourgeoise fait des contributions financières substantielles au Programme alimentaire mondial pour des programmes basés sur la distribution de cartes de crédit rechargeables, notamment en faveur des réfugiés syriens en Turquie, au Liban et en Jordanie, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Dans un souci de cohérence des politiques en matière d'intégration, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas opportun de faire remplacer l'épicerie mobile par des bons alimentaires voire des cartes de crédit rechargeables?

2) Dans la négative, pour quelles raisons la ministre est-elle réticente à ces concepts?

3) En pouvant fréquenter les magasins et rencontrer d'autres citoyens, la ministre n'estime-t-elle pas que les DPI puissent mieux s'intégrer dans la société locale et être préparé à une vie autonome au moment de l'obtention du statut?

4) Y a-t-il des efforts en cours pour équiper toutes les structures d'accueil de cuisines pour permettre aux DPI de cuisiner eux-mêmes, vu l'inadéquation des repas issus de cuisines collectives avec leur régime alimentaire habituel, et le nombre non négligeable de résidents souffrant d'allergies ou d'intolérances?

Réponse (10.10.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) L'autonomisation des demandeurs de protection internationale est un élément clé de la politique d'intégration du Gouvernement. C'est pour cette raison que mes services sont en train de réfléchir à des systèmes alternatifs à l'épicerie mobile, tout en veillant à ce que les besoins divers des personnes puissent être pris en compte et à ce que les risques potentiels de mauvaise utilisation et d'abus soient minimisés.

Dès janvier 2018, des projets pilotes - cartes prépayées rechargeables et accès au réseau des épiceries sociales - seront lancés afin d'en évaluer la faisabilité ainsi que les avantages et les désavantages. Si cette phase d'essais s'avère concluante, les nouveaux systèmes seront mis en place en fonction des besoins et des attentes des personnes concernées.

Ceci étant, il convient de noter que le système de l'épicerie mobile ne sera pas totalement abandonné; ainsi, certaines structures situées à l'écart géographiquement, ainsi, les personnes à mobilité réduite pourront continuer à s'approvisionner auprès d'une épicerie mobile.

ad 2) /

ad 3) La fréquentation des magasins peut en effet compléter la liste des activités utiles et nécessaires afin de favoriser l'intégration des DPI dans la société locale. Ceci dit, certaines personnes qui arrivent dans notre pays restent fragilisées et ne sont pas autonomes dès leur arrivée. Il est également de la mission du Gouvernement de faciliter le processus d'adaptation aux nouvelles circonstances de vie, ceci, entre autres, en garantissant la fourniture directe d'aliments par l'épicerie mobile.

ad 4) Je me permets de renvoyer à ma réponse à la question parlementaire n°2810 du 6 mars 2017 de Madame la Députée Françoise Hetto, à savoir:

«1) Il est vrai que certains occupants des foyers pour demandeurs de protection internationale expriment leur mécontentement par rapport aux repas qui leur sont servis dans les structures d'hébergement. Ce mécontentement n'a, le plus souvent, pas trait à la qualité des repas mais au type de plats servis, qui sont inconnus dans les pays et dans les cultures d'origine des personnes hébergées. Aussi, ce mécontentement diminue-t-il après une période d'adaptation à la nourriture servie. Par ailleurs, un mal-être et une frustration dus aux longues périodes d'attente et d'incertitude accentuent le mécontentement.

2) À ce jour, sur les 86 structures d'hébergement gérées par l'OLAI, 32 offrent la possibilité de cuisiner.

3) Le Gouvernement est conscient de l'importance que revêt, pour les personnes DPI, le fait de pouvoir faire «leur» cuisine et il essaie défaire en sorte que cela devienne possible dans certaines structures. Une analyse des structures existantes a cependant conclu à l'impossibilité technique d'équiper de cuisines les 54 structures non encore équipées. Ainsi, dans les bâtiments les plus anciens, la configuration des locaux ne le permet pas; dans d'autres structures, la durée limitée de la mise à disposition ne peut justifier l'investissement inhérent à l'installation de cuisines. Si certaines personnes se plaignent de ne pas pouvoir faire la cuisine elles-mêmes, d'autres personnes, et notamment les hommes seuls, les personnes à mobilité réduite et les personnes vivant dans des foyers éloignés, apprécient le service de livraison de repas ou le fait de bénéficier d'une cantine sur place. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'un système de restauration avait été mis en place.

4) Toutes les futures structures modulaires seront équipées de cuisines.

[…]»

Question 3302 (18.09.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **lutte contre le bruit:**

Il est démontré que le bruit est un facteur favorisant les insomnies, le stress et certaines maladies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre peut-elle dresser un bilan sur les aides octroyées en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'Aéroport de Luxembourg? Quelles sont les conditions pour obtenir de telles aides? Quel est le montant de ces aides allouées?

2) Est-il envisagé de mettre en place une aide semblable pour une isolation acoustique contre le bruit en provenance de trains?

3) Existe-t-il, par analogie à l'interdiction des vols de nuits, une interdiction pour les trains de fret de circuler la nuit? Dans la négative, une telle interdiction est-elle envisageable?

4) Est-il possible d'analyser l'impact du bruit des annonces sonores en gare (volume, orientation des haut-parleurs, interdiction d'annonces la nuit) sur son voisinage?

5) Quelles sont les mesures que la CFL entreprend pour minimiser davantage le bruit sur son réseau de chemin de fer? Est-ce que les trains de la CFL (passagers et fret) doivent respecter des normes concernant la nuisance sonore? Est-ce que les trains étrangers de passages doivent respecter les mêmes normes? Dans l'affirmative, à qui incombe le contrôle du respect de ces normes?

Réponse (25.10.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur du programme d'aides à l'isolation acoustique contre le bruit aérien, le montant total des aides allouées est de 26.896,20 €. Un dossier est encore en cours de paiement. L'Administration de l'environnement est au courant de quelques projets qui sont en cours et pour lesquels une demande d'aide n'a pas encore été déposée.

Vu la complexité technique des travaux d'isolation, l'Administration de l'environnement effectue des réceptions des travaux sur site lors desquels un échange avec les propriétaires a généralement lieu. Le retour des personnes ayant procédé à ces travaux est que les travaux ont conduit à une amélioration acoustique notable. Par ailleurs, vu le suivi rapproché des travaux, tous les dossiers de demande introduits jusqu'à présent ont pu être accordés.

Il s'agit cependant de faire aussi le constat que le nombre de demandes d'aides à l'isolation acoustique reste très limité. Ceci semble s'expliquer en premier lieu par le fait que le cercle de personnes éligibles pour ces aides se limite à quelque 350 bâtiments, reflétant une première priorité d'agir en termes d'isolation acoustique dans les alentours de l'aéroport. Ensuite, il s'agit de constater que les travaux d'isolation constituent des travaux d'une certaine ampleur. Finalement, le programme d'aides à l'isolation acoustique décrit ci-dessus a été critiqué lors des échanges avec les riverains de l'aéroport pour le volet procédural jugé trop contraignant. En raison de ceci, le projet de Plan d'action contre le bruit de l'Aéroport de Luxembourg prévoit que le régime d'aides existant sera revu afin de simplifier le volet procédural. Par ailleurs, il est prévu de l'étendre à un cercle des bénéficiaires plus élargi, ceci notamment en prenant en compte les cartes stratégiques du bruit les plus récentes.

Les conditions d'obtention des aides sont détaillées dans le règlement grand-ducal du 18 février 2013 relatif à l'octroi des aides financières en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique de bâtiments d'habitation contre le bruit aérien en provenance de l'Aéroport de Luxembourg.

Les principaux critères d'éligibilité sont:

- la construction du bâtiment d'habitation doit avoir été autorisée avant le 31 août 1986,

- le bâtiment d'habitation doit être en construction massive et doit être situé à l'intérieur de la zone définie en annexe I du règlement grand-ducal du 18 février 2013.

ad 2) Dans des cas exceptionnels, des aides à l'isolation acoustique contre le bruit en provenance des trains peuvent être prévues pour des logements existants dans le cadre de nouveaux projets d'infrastructure ferroviaires tombant sous le champ d'application de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires. Dans ce contexte, le ministre ayant l'environnement dans ses attributions fixe les conditions d'aménagement et d'exploitation pour ces projets. En termes du bruit, ces conditions peuvent prévoir d'abord des mesures de réduction du bruit à la source et ensuite des obstacles à la propagation du bruit du type écran antibruit. Dans certains cas particuliers, l'aide à l'isolation acoustique peut être proposée sur base des conditions d'aménagement et d'exploitation spécifiques de ces projets, par exemple pour des maisons individuelles ayant un emplacement particulièrement défavorable. De telles aides sont prévues dans le cadre du projet ferroviaire de mise à double voie du tronçon Luxembourg - Sandweiler ainsi que lors de la construction de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg - Bettembourg.

ad 3) Certains trains de voyageurs ont spécialement été mis en place pendant la période nocturne de 22.00 heures à 07.00 heures pour répondre à la demande de la clientèle. À ces trains s'ajoutent les trains de marchandises qui ne peuvent circuler en journée suite à une saturation du réseau ferré ou encore en raison de leurs restrictions d'acheminement. Ainsi, il n'est pas possible d'interdire les circulations ferroviaires en période nocturne.

ad 4) L'impact sonore des annonces en gare est physiquement et normativement mesurable auprès des premières habitations. Actuellement, les messages sonores en période nocturne ont un niveau aussi élevé qu'en période diurne, mais avec le déploiement en cours du système AURIS, il sera possible de moduler l'amplitude du signal sonore afin d'adapter le message au bruit de fond qui est plus bas pendant la nuit. Ceci permettra de donner l'information au client sans pour autant déranger le voisinage.

ad 5) Le projet de Plan d'action contre le bruit ferroviaire propose des mesures concernant la prévention de nouveaux problèmes ainsi que l'assainissement de problèmes existants. Il s'agit de privilégier les mesures de réduction du bruit à la source et puis des obstacles à la propagation du bruit du type écran antibruit. L'isolation acoustique de logements peut être prévue dans certains cas tel qu'expliqué ci-dessus. Le Plan d'action contre le bruit ferroviaire prévoit un certain nombre de projets concrets visant à améliorer la situation acoustique avant tout dans des zones prioritaires identifiées par la cartographie stratégique du bruit. Il s'agit par exemple de projets tels que la suppression des passages à niveaux n^{os}91, 91A et 92 et de la mise en conformité de l'arrêt Schifflange dans le cadre duquel un mur antibruit sera mis en place de part et d'autre du chemin de fer

dans l'agglomération de la ville de Schifflange, ou encore du projet de la reconstruction de l'arrêt de Berchem qui prévoit la construction d'un mur antibruit d'une longueur d'environ 300 m. Par ailleurs, le plan d'action contient un catalogue de mesures potentielles de réduction du bruit qui a été établi par le groupe de travail ferroviaire et qui représente un premier regroupement de mesures envisageables selon les circonstances.

Toutefois, les CFL par le biais du Fonds du rail ont commencé, il y a une dizaine d'années, à équiper le réseau ferré avec des murs antibruit en tout genre et plus particulièrement les arrêts et gares avec le mur en forme de «Z» spécialement développé par les CFL pour répondre à une demande de transparence tout en conservant un haut pouvoir absorbant. Tout récemment, une première zone de test vient de s'ajouter où les rails ont été équipés avec des absorbeurs de rails («rail dampers»). En cas de besoin, ces équipements seront montés en complément à des murs antibruit.

Au niveau du matériel roulant, le Luxembourg dispose de la flotte la plus récente d'Europe et l'ensemble du matériel répond aux spécifications techniques d'interopérabilité bruit «STI noise» qui est à respecter dans toute l'Europe. Au Luxembourg, le contrôle du respect de ce texte est effectué par l'Administration des chemins de fer. Pour les matériels roulants étrangers, chaque pays de l'Union européenne où est immatriculé le matériel, est en charge de faire respecter la norme «STI noise». Pour le matériel qui provient d'un pays situé en dehors de l'Union européenne, le premier pays de l'Union européenne traversé par ce matériel est en charge du contrôle du respect de ces prescriptions.

Question 3303 (18.09.2017) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **production d'énergie photovoltaïque:**

Une étude récente réalisée par The Mercator Research Institute on Global Commons and Climate Change estime que le potentiel de l'énergie photovoltaïque est largement sous-estimé à l'échelle mondiale. Au Luxembourg, le Ministère de l'Économie et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures viennent de présenter de nouvelles mesures de promotion. Ces mesures ont pour vocation de mobiliser encore plus de citoyens, de coopératives, de firmes et de communes à se doter de ces dispositifs pour produire de l'énergie verte. L'initiative qui soutient financièrement tant les installations de grande taille (supérieures à 30 kW) que de petite taille permet à tous ces acteurs de jouer un rôle actif dans la poursuite de la transition énergétique. Par ailleurs, il est clair que l'État et les communes devraient montrer l'exemple en exploitant tout le potentiel de production de leurs propres bâtiments.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Quelle proportion la puissance installée depuis 2014 (25.000 kWp) représente-t-elle par rapport à la puissance installée au 31 décembre 2013?

2. Combien d'installations de grande et de petite taille se trouvent parmi les installations actuellement en service?

3. De combien d'installations PV et de quelle puissance totale l'État dispose-t-il en ce moment? Quel est le nombre et la puissance des projets étatiques en cours de construction ou en planification?

4. Est-ce que vous disposez de chiffres relatifs aux installations PV appartenant aux communes ou fonctionnant sur des bâtiments communaux, notamment dans le cadre du Pacte Climat?

Les nouveaux tarifs se basent sur une dégressivité annuelle de la subvention d'environ 8,5% pour les <30 kW et d'un peu plus de 9% pour les 30 kW jusqu'à la fin de l'année 2019. En conséquence, les mesures demeureront attractives uniquement si les coûts d'acquisition des installations connaissent une baisse annuelle au moins aussi importante.

5. Est-ce que des réflexions sur l'introduction d'une dégressivité plus flexible du tarif des subventions, c'est-à-dire une dégressivité qui s'adapte annuellement à l'évolution du prix de marché, ont été menées?

Réponse commune (23.11.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant le potentiel de l'énergie produite à partir d'installations photovoltaïques, nous pouvons vous communiquer les informations reprises ci-après. D'ailleurs, nous renvoyons aussi à notre réponse commune récente à la question parlementaire n°3171 du 28 juillet 2017 qui traitait également des installations photovoltaïques.

ad 1. Comme l'honorable Député le remarque à juste titre, la puissance nouvellement installée de centrales photovoltaïques au cours de ces trois dernières années est de 26,9 MW. Au 31 décembre 2013, la puissance installée de toutes les centrales photovoltaïques au Luxembourg était de 95 MW. La capacité de production de 121,9 MW au 31 décembre 2016 représente donc une augmentation de 28,3%.

La production nette, pouvant connaître des variations selon les conditions d'ensoleillement d'année en année, a quant à elle progressé de 35,7% au cours de ces trois dernières années et était de 100 GWh en 2016.

ad 2. Au 1er septembre 2017, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) répertoriait parmi les 6.460 centrales photovoltaïques existantes 297 centrales avec une puissance supérieure à 30 kW. La puissance installée de ces 297 centrales est de 41,6 MW, ce qui représente donc environ un tiers de la puissance totale installée de centrales photovoltaïques.

ad 3. Concernant le nombre et la puissance des installations photovoltaïques de l'État, le patrimoine étatique géré par l'Administration des bâtiments publics (ABP) compte 16 centrales photovoltaïques avec une puissance électrique maximale totale d'environ 2,1 MW. Sur ce total, le seul lycée et l'internat à Redange-sur-Attert disposent d'une centrale d'une puissance de 1,35 MW.

De plus, l'ABP a analysé et identifié 35 bâtiments adaptés à l'installation de panneaux solaires. Il est prévu d'implanter sur ces 35 bâtiments des centrales photovoltaïques avec une puissance totale avoisinant 7 MW. Les travaux seront partiellement à charge du Fonds Climat et énergie et partiellement à charge du Fonds d'entretien et de rénovation ou des Fonds d'investissements publics.

Outre l'ABP, nous souhaitons souligner que le Fonds Belval lui aussi a fait procéder en 2016 à une étude de faisabilité concernant le potentiel en énergies renouvelables sur le site de Belval-Ouest, dont l'énergie photovoltaïque, ainsi qu'une évaluation de la production annuelle d'énergie électrique. Il ressort de cette étude que les cinq bâtiments existants suivants présentent un potentiel a priori intéressant: la Rockhal, le Lycée Bel-Val, la Maison du Savoir, la Maison des Sciences humaines ainsi que la Maison de l'Innovation. Tel que présenté le 11 mai 2017 à la Commission du Développement durable à l'occasion de l'exposé sur la «Stratégie de la construction durable dans le cadre des projets de l'Administration des bâtiments publics et du Fonds Belval», ces cinq bâtiments ainsi équipés produiraient une énergie annuelle estimée à 2 GWh par an, réduisant ainsi les émissions de CO_2 d'environ 1.250 t/a pour un investissement de quelque cinq millions euros ttc. La soumission publique relative à l'installation projetée pour la Rockhal vient d'ores et déjà d'être publiée et l'ouverture est prévue fin novembre 2017. L'ensemble des équipements photovoltaïques prévus sur les cinq bâtiments devrait être opérationnel courant 2019. Quant aux projets de construction actuellement en phase de conception au Fonds Belval, les critères de durabilité et d'efficience énergétique joueront un rôle prédominant. Ces projets intégreront d'office des installations et équipements utilisant des énergies naturelles et renouvelables, dont les panneaux photovoltaïques entre autres.

Pour ce qui est du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg, celui-ci dispose d'une centrale photovoltaïque sur son siège d'une puissance électrique maximale de 29,9 kW qui a été mise en service en 2012.

En ce qui concerne les ouvrages gérés par la Société nationale des chemins de fer, seules les dalles supérieures des parkings en élévation se prêtent d'une façon rationnelle à la mise en place d'installations de production d'énergie photovoltaïque. Dans ce cas, il est renoncé au dernier niveau de parking à ciel ouvert pour que la dalle supérieure soit conçue pour cette application.

ad 4. Au niveau communal et en se référant au Pacte Climat (entré en vigueur début 2013), 66 installations photovoltaïques appartenant à des communes d'une puissance installée totale de 1,59 MW ont été subventionnées à travers le Fonds pour la protection de l'environnement. Le fait que 53 des 66 installations précitées (puissance installée de 1,3 MW) ont été mises en place depuis 2015 illustre l'intérêt croissant qu'accordent les communes à l'énergie solaire.

Dépassant le cadre du Pacte Climat et en se basant sur le nombre de contrats existants entre les producteurs et les gestionnaires de réseau tels que reçus par l'ILR, au total il existe 140 contrats où une commune figure comme producteur d'énergie. Ces 140 installations photovoltaïques ont une puissance installée de 2,23 MW. Le nombre de centrales fonctionnant sur des bâtiments communaux mis à disposition à des tiers par une commune pour installer une centrale photovoltaïque ne peut pas être établi par les statistiques existantes.

ad 5. Quant à la question sur les règles régissant les calculs des rémunérations et notamment la fixation de la dégressivité annuelle, il faut noter que les travaux préparatoires pour les adaptations du règlement grand-ducal afférent sont en cours. La dégressivité y sera un des éléments clés à analyser afin de tenir compte des évolutions des technologies et des coûts y associés.

Question 3304 (18.09.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **transport scolaire pour la rentrée 2017-2018:**

La rentrée pour tous les nouveaux élèves des classes de 7e avait lieu aujourd'hui. Il nous revient dans ce contexte que certains élèves des classes de 7e n'ont pas pu rejoindre leur nouveau lycée en l'absence de transport scolaire. Selon nos informations, aucun transport scolaire direct général n'a été programmé de et vers les lycées à Luxembourg-ville, à Grevenmacher, à Mamer, à Mersch, à Redange, à Wiltz et à Junglinster pour le lundi 18 septembre 2017.

La desserte de tous les établissements scolaires secondaires et secondaires techniques ne sera assurée qu'à partir du 19 septembre 2017.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Pour quelles raisons aucun transport scolaire direct n'a été programmé de et vers les lycées susmentionnés pour le 18 septembre 2017?

- Les parents des élèves des classes de 7e ont-ils été avertis par le ministère respectivement par les lycées de l'organisation spécifique des transports scolaires pour le premier jour de la rentrée?

Réponse commune (10.10.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'information concernant l'organisation des transports scolaires pour la rentrée scolaire 2017 a été communiquée comme suit:

«Sur décision du Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département des Transports, la reprise des transports scolaires est fixée au:

- vendredi 15 septembre 2017, pour les établissements scolaires du cycle fondamental;

- mardi 19 septembre 2017, pour les établissements scolaires secondaires.»

(Extrait de l'«Avis-Autobus n°44 du 28.08.2017» adressé aux entreprises de transport)

Cependant, une organisation spécifique des transports scolaires pour les premiers jours de la rentrée scolaire a été mise en place et prévoyait des courses adaptées de et vers les lycées à Luxembourg, à Grevenmacher, à Mamer, à Mersch, à Redange, à Wiltz et à Junglinster. Ces courses spécifiques ont été prévues aussi bien pour le vendredi 15 septembre que pour le lundi 18 septembre 2017. Un relevé détaillé reprenant l'organisation spécifique des transports scolaires pour les premiers jours de la rentrée scolaire se trouvait en ligne sur le site du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse depuis le 20 juillet 2017. La procédure de l'élaboration du tableau des courses spécifiques a été mise au point en étroite collaboration entre le Département des transports et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, voire les Écoles européennes.

Il faut préciser que cette organisation est tout à fait similaire à celle des rentrées précédentes; en effet, pour la rentrée des classes des élèves de 7e, les transports scolaires ne sont généralement pas assurés à l'exception des courses spécifiques indiquées ci-dessus. Les moyens de transports publics réguliers existants permettent à suffisance de se déplacer vers la plupart des campus ou établissements.

Il s'avère possible que l'une ou l'autre course n'ait pas fonctionné correctement. Si tel était le cas, les causes seraient à trouver auprès d'une faille dans la chaîne de la communication. L'«Avis-Autobus n°44 du 28.08.2017» prouve en tout cas que l'information concernant les courses spécifiques à exécuter a bien été transmise aux transporteurs. En ce qui concerné particulièrement le «Lënster Lycée», un malentendu concernant la libération exceptionnelle des classes vers 13.00 heures a entraîné des problèmes de retours vers le domicile.

Les lycées organisent la rentrée scolaire des classes de 7e en complète autonomie, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse n'intervient pas dans les programmes spécifiques prévus pour le premier jour de classe. Dès lors, l'accueil réservé aux jeunes lycéens peut différer considérablement d'un lycée à l'autre. Chaque lycée a recours à une formule spécifique d'encadrement quant à cette première journée de classe. La durée des programmes peut également varier suivant l'envergure de l'accueil que le lycée désire réserver aux jeunes. Il n'existe pas de procédure type concernant l'organisation de la rentrée des classes de 7e. Les lycées organisent l'accueil selon leur profil, leur offre scolaire et, le cas échéant, leurs projets en cours. En règle générale, les parents en sont informés par la direction de chaque lycée par voie postale.

Par conséquent, l'organisation individuelle d'un transport scolaire spécifique lors du premier jour de classe des élèves de 7e s'avère difficilement réalisable, d'autant plus que la masse critique d'élèves nécessaire à l'organisation d'un transport scolaire généralisé ne peut guère être atteinte.

Question 3305 (19.09.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **bachelor professionnel:**

Depuis la rentrée 2017-2018, deux bachelors professionnels sont proposés par l'Université du Luxembourg en collaboration avec le Lycée des Arts et Métiers et l'ECG. Il s'agit, plus précisément, d'un bachelor en comptabilité et fiscalité, respectivement d'un diplôme en dessin d'animation. Or, le projet de loi 7132 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ne prévoit plus l'instauration d'un bachelor professionnel. Selon l'exposé des motifs du projet de loi en question «Une autre innovation réside dans l'abrogation de la différenciation introduite par la loi de 2003 entre les formations et diplômes de bachelor et de master à caractère académique, d'une part, et à caractère professionnel, d'autre part (bachelor/master académique - bachelor/master professionnel).»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Dans la mesure où il est prévu d'abroger la notion de «bachelor professionnel», Monsieur le Ministre envisage-t-il une adaptation du projet de loi susmentionné? Dans l'affirmative laquelle?

- Dans la négative, qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend par la notion de «bachelor professionnel» dans ces cas précis?

- Est-ce que les programmes d'études des deux bachelors en question ont été accrédités?

- Dans l'affirmative, selon quels critères sont accrédites les programmes d'études menant aux diplômes de bachelors offerts respectivement par les deux lycées?

- Les lycées luxembourgeois sont-ils habilités à offrir une formation menant à un diplôme de bachelor sous la tutelle d'une institution d'enseignement supérieur étrangère, si celle-ci a été accréditée au Grand-Duché de Luxembourg?

- Comment le Gouvernement se positionne-t-il de manière générale par rapport à l'offre de formations d'enseignement supérieur par des écoles secondaires?

Réponse commune (18.10.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'article 6, paragraphe 2, de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université

du Luxembourg, loi qui est actuellement en vigueur, fait la distinction entre une formation à caractère fondamental, sanctionnée par un bachelor académique, et une formation à caractère professionnel, sanctionnée par un bachelor professionnel. Ainsi, pour toute nouvelle formation universitaire de l'année académique 2017-2018, l'Université du Luxembourg a l'obligation de faire la distinction entre bachelor académique et bachelor professionnel.

Le projet de loi 7132 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg prévoit l'abrogation de la différenciation entre les formations sanctionnées par un bachelor académique ou professionnel. Après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, l'Université du Luxembourg ne ferait plus de distinction entre les formations sanctionnées par un bachelor académique ou professionnel.

À rappeler que cette modification a déjà été préconisée par le projet de loi 6283 qui avait été déposé en mai 2011 et qui avait pour objectif de modifier la loi précitée du 12 août 2003. Cette mesure est motivée par le fait que l'organisation des études en termes d'objectifs d'apprentissage et les critères d'employabilité auxquels les formations doivent répondre rendent cette distinction obsolète. Par ailleurs, la nomenclature des diplômes du processus de Bologne ne connaît pas non plus cette distinction, ce qui dès lors pourrait porter entrave à la reconnaissance des diplômes par les autorités compétentes étrangères. À préciser que l'abrogation de la différenciation entre les diplômes à caractère académique et professionnel ne signifie nullement que toutes les formations soient désormais d'office de nature académique. Certains programmes d'études continueront à comporter des éléments de nature professionnalisante.

Les programmes d'études sanctionnés par un diplôme de bachelor, que ce soit de type professionnel ou académique, de l'Université du Luxembourg, institution nationale créée par la loi du 12 août 2003, restent dispensés de la procédure d'accréditation. Cependant, l'Université du Luxembourg est tenue, selon la loi précitée, de mettre en place un système interne d'assurance de la qualité qui permet de garantir un enseignement de qualité. Les deux nouveaux diplômes de bachelor professionnel visés par l'honorable Députée seront donc délivrés par l'Université du Luxembourg, tandis que les programmes d'études seront offerts par l'Université du Luxembourg en collaboration respectivement avec le Lycée technique École de Commerce et de Gestion et avec le Lycée des Arts et Métiers. La même configuration serait possible avec un établissement d'enseignement supérieur accrédité au Luxembourg, étant entendu que le programme en question devrait alors être accrédité dans le chef de l'établissement d'enseignement supérieur concerné, conformément aux dispositions du titre III de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur.

L'article 1er de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur établit clairement une distinction entre l'enseignement supérieur universitaire s'inscrivant dans le cadre du processus de Bologne et l'enseignement supérieur de type court. En vertu des titres II et IIbis de la loi précitée, l'enseignement supérieur dispensé dans les lycées est limité aux formations de type court (brevet de technicien supérieur et diplôme d'études supérieures générales). Les lycées ne sont donc pas habilités à offrir, à eux seuls, des formations débouchant sur un diplôme de bachelor, et le Gouvernement n'a nullement l'intention de changer cette limitation prévue par la loi précitée.

Question 3308 (20.09.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **services du type «écrivain public»:**

De plus en plus de personnes à la recherche d'un emploi, d'un logement ou d'un service précis, éprouvent de sérieux problèmes à déchiffrer des courriers administratifs et juridiques. Afin de les aider, la formule de l'écrivain public leur offre un soutien à la compréhension et à l'écriture de textes. Ses conseils sont gratuits et soumis à certaines consignes déontologiques.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Dans quelle mesure le Gouvernement soutient-il des services du type «écrivain public»?

2) Monsieur le Ministre peut-il présenter le profil des personnes qui travaillent comme écrivain public? Cette tâche est-elle aussi assurée (transitoirement) par de jeunes universitaires qui sont à la recherche d'un emploi?

3) Monsieur le Ministre peut-il évoquer les associations ou services qui assurent la mission d'écrivain public? Quel est le profil des personnes qui font appel à son aide? Le ministère a-t-il conclu des conventions avec ces associations?

4) Dans quelles localités du pays un service d'écrivain public est-il offert aux personnes concernées? Par quels moyens ou canaux d'information ces services sont-ils annoncés aux publics visés?

5) Est-il prévu de développer davantage les réseaux des écrivains publics afin de venir en aide aux personnes défavorisées?

6) Qu'en est-il de la présence de l'écrivain public dans les milieux ruraux, notamment dans les cantons du Nord et de l'Est?

Réponse (24.10.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Alors que la formule de l'écrivain public telle que préconisée par l'honorable Député semble être pratiquement inexistante dans le sens d'une profession reconnue, dans le sens large, elle est toutefois répandue au Luxembourg sous diverses formes de services gratuits offerts aux citoyens, soit par des administrations gouvernementales ou communales, des associations sans but lucratif ou encore par les offices sociaux.

En ce qui concerne plus précisément l'assistance offerte aux personnes à la recherche d'un emploi, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) dispose en ses agences de Luxembourg-ville et d'Esch-sur-Alzette d'un Club Emploi facilitant l'accès au marché de l'emploi des demandeurs d'emploi en mettant gratuitement à leur disposition un maximum de ressources susceptibles de les aider dans leurs démarches.

Une équipe expérimentée aide et conseille les demandeurs d'emploi, qui en font la demande, dans l'élaboration de leur CV et dans la préparation de leurs candidatures. Sur rendez-vous, les collaborateurs du Club Emploi orientent et encadrent individuellement les demandeurs d'emploi dans leurs différentes démarches liées à la recherche d'un emploi.

Dans le domaine de l'emploi, il existe également un bon nombre d'associations qui offrent à leurs membres et aux autres intéressés une assistance dans les démarches liées à la recherche d'un emploi, à leur réorientation ou réintégration professionnelle. Dans la plupart des cas, ces services s'adressent cependant aux bénéficiaires sélectionnés par l'ADEM qui leur sont assignés sur base d'un profilage détaillé qui tient compte de tout un éventail de caractéristiques individuelles et de besoins spécifiques d'encadrement.

Les aides fournies par ces associations dépassent toutefois le simple cadre d'une assistance dans le déchiffrage et la rédaction de courriers administratifs.

Plus concrètement, parmi les services soutenus financièrement par le Gouvernement, il convient de mentionner les initiatives sociales et les centres de formation et d'orientation qui sont notamment conventionnés avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS) et dont la mission est de ramener des personnes plutôt défavorisées vers le premier marché du travail. En 2016, 34 conventions ont été signées avec des organismes gestionnaires d'initiatives sociales pour un total de 1.974 personnes encadrées en moyenne.

Pour améliorer l'accès de leurs bénéficiaires au premier marché du travail, les initiatives sociales doivent notamment leur apprendre à établir un curriculum vitae, les aider à préparer une lettre de motivation ou un entretien d'embauche. Parallèlement, les outils des conseillers en réinsertion socioprofessionnelle sont l'écoute, le soutien, l'information, les entretiens d'évaluation et de feedback, l'aide aux démarches administratives, l'orientation vers des services spécialisés et l'encouragement à l'autonomie grâce à des formations sociales qui sont offertes aux bénéficiaires. Selon besoin et accord du bénéficiaire, les conseillers collaborent avec tous les services sociaux et instances du secteur social, tout comme avec l'ADEM.

Géographiquement, ces associations sont réparties à travers tout le pays et sont également présentes dans les régions du Nord et de l'Est du pays (p. ex. Beschäftegungs Initiativ Réimecher Kanton asbl, CIGR Canton de Grevenmacher asbl, CIGR Mëllerdall asbl, CIGR Nordstad asbl, CIGR Wiltz Plus asbl, Forum pour l'emploi asbl, Office Social Nordstad - OSNOS, Comité national de défense sociale asbl (CNDS offre un service d'écrivain public à tout citoyen intéressé dans ses locaux d'Ettelbruck)).

Question 3309 (21.09.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **molécule EBC-46:**

Seit 2006 wird regelmäßig über das möglicherweise heilende „Gift" der Beerenkerne des australischen Blushwood Tree berichtet. Es gelang nämlich Forschern des Berghofer Forschungsinstituts Brisbane eine Substanz, EBC-46, aus diesen Beeren zu extrahieren und damit Krebsgeschwüre in Tierversuchen vollständig zu zerstören.

Der leitende Autor der Studie, welche im Fachmagazin PLOS One veröffentlicht wurde, war vor allem von der Schnelligkeit der Wirkung überrascht. Er hält es für unwahrscheinlich, dass das EBC-46 die konventionelle Chemotherapie bald ablösen wird. EBC-4 könnte z. B. aber bei Patienten angewandt werden, bei denen eine Chemotherapie nicht wirkt, oder bei älteren Personen, deren Körper keine weitere Chemotherapie verträgt.

Laut Medienberichten wurde bereits 2014 die Genehmigung für die erste Phase klinischer Tests an Menschen erteilt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin stellen:

1. Hat die Regierung Kenntnis über die Arbeiten der vorgenannten Forschungsgruppe?

2. Falls ja, welche zusätzlichen Erkenntnisse haben die Forscher aus den ersten klinischen Tests an Menschen erlangt? Ist die zweite klinische Testphase bereits angelaufen?

3. Kann die Regierung abschätzen, wie lange es bis zur Kommerzialisierung dieses Medikaments im Bereich der Krebsbehandlung dauert?

Réponse (09.10.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. Das Gesundheitsministerium hat via die einschlägigen Veröffentlichungen Kenntnis über die Forschungsarbeiten der australischen Firma EcoBiotics, welche in Australien und Neuseeland durchgeführt werden.

Bei präklinischen Tierversuchen gab es positive Ergebnisse bei der Wirksamkeit gegen Krebs (Haut, Brust, Prostata und kolorektal). Der Wirkstoff wurde allerdings in den Tumor injiziert, um eine optimale zytostatische Wirkung zu erreichen. Diese Resultate können nicht direkt auf den Menschen übertragen werden, sind aber vielversprechend für klinische Studien an Krebspatienten.

ad 2. Die Resultate aus Phase I sind in der Auswertung.

Der Wirkstoff EBC-46 hat das gleiche Zielenzym (PKC-Enzym) wie bereits andere Arzneimittel zuvor. Allerdings sind diese anderen Testmoleküle nie, wegen zu hohen Nebenwirkungen, über die klinische Phase I hinausgekommen.

Die zweite klinische Testphase kann erst anlaufen, wenn die Auswertung der klinischen Phase I ein positives Ergebnis erbringt. Uns sind keine Informationen, dass die Auswertung abgeschlossen wäre, bekannt.

ad 3. Im Falle von positiven Auswertungen der aufeinanderfolgenden klinischen Tests kann es bis zu einer Kommerzialisierung eines Krebsmedikamentes schätzungsweise zehn Jahre dauern.

Question 3310 (21.09.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**obligation de tenue d'un registre spécial ou fichier renseignant le début, la fin et la durée du travail journalier:**

La loi du 14 mars 2017 venant transposer la directive 2014/67/UE sur le détachement a élargi les obligations pesant sur tous les employeurs en relation avec les informations à inscrire sur un registre spécial ou un fichier, i. e. le début, la fin et la durée du travail journalier des salariés.

Cette nouveauté, passée quasiment inaperçue, semble causer des soucis aux entreprises.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant des problèmes rencontrés par les acteurs sur le terrain en rapport avec ces nouvelles obligations? Qu'en est-il des obligations en la matière pesant sur les employeurs publics non soumis aux dispositions du Code du travail?

- L'imposition de ces nouvelles obligations à charge des entreprises était-elle nécessaire? À défaut, Messieurs les Ministres sont-ils disposés à revoir ledit texte de loi?

Réponse commune (24.10.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

La directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs, la directive 2014/67/UE relative à l'exécution de la directive 96/71/CE (ci-après directive d'exécution) ainsi que la loi du 14 mars 2017 portant modification du Code du travail et transposant la directive d'exécution établissent un socle de conditions de travail et d'emploi garantissant une protection minimale aux salariés détachés qui doivent être respectées par les prestataires de service dans l'État membre d'accueil et ont pour objectif de prévenir, d'éviter et de combattre toute violation et tout contournement des règles applicables dans le cadre de la libre prestation de services au sein de l'Union européenne.

Une des exigences administratives et des mesures de contrôle prévues par la directive d'exécution ainsi que par les dispositions nationales de transposition (loi du 14 mars 2017 portant modification du Code du travail et modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien dans l'emploi, la stabilité des prix et de la compétitivité des entreprises) consiste en l'obligation pour le prestataire de services établi à l'étranger de communiquer à l'Inspection du travail et des mines sur la plateforme électronique destinée à cet effet, à compter du jour du commencement du détachement, sans préjudice de la possibilité d'une déclaration antérieure décidée par l'entreprise détachante, notamment les pointages indiquant le début, la fin et la durée du travail journalier pour toute la durée du détachement sur le territoire luxembourgeois et pour les sociétés établies au Grand-Duché de Luxembourg d'inscrire sur un registre spécial ou sur un fichier le début, la fin et la durée du travail journalier.

La directive d'exécution prévoit que les exigences administratives et les mesures de contrôle prévues par cette même directive d'exécution ne portent pas atteinte aux autres obligations découlant du droit de l'Union pour autant que ces exigences et ces mesures soient également applicables aux entreprises établies dans l'État membre concerné et qu'elles soient justifiées et proportionnées.

Par conséquent, l'obligation en matière de tenue de registres sur le temps de travail des salariés a dû être instaurée tant pour les prestataires de services établis à l'étranger que pour les sociétés établies au Grand-Duché de Luxembourg afin de garantir l'égalité de traitement de l'employeur détachant des salariés sur le territoire par rapport à l'employeur résidant sur le territoire luxembourgeois.

Enfin, le secteur public est seulement accessoirement et indirectement concerné par la directive 2014/67/UE. En ce qui concerne les obligations prévues par la directive et relatives à l'enregistrement du début, de la fin et de la durée du travail journalier, il convient de préciser que ces détails sont actuellement réglementés par le règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 2011 portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les administrations de l'État.

Question 3311 (21.09.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**imposition des plus-values:**

En application de la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs, la plus-value réalisée sur la vente d'un immeuble au cours de la période allant du 1er juillet 2016 au 31 décembre 2017 est soumise au taux d'impôt maximal de 10,5% (quart du taux global).

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer (i) le nombre de ventes d'immeubles actées entre le 1er juillet 2016 et le 15 septembre 2017 et ayant bénéficié du taux d'imposition plus avantageux susmentionné, de même que (ii) le total des ventes d'immeubles actées durant ladite période? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces mêmes informations pour la période du 1er janvier 2015 au 30 juin 2016?

- Monsieur le Ministre peut-il nous chiffrer le déchet fiscal brut ayant résulté de l'application du quart du taux global aux ventes d'immeubles précitées?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de reconduire ledit régime fiscal? Dans l'affirmative, pour quelle période?

Réponse (11.10.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Par la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs, le Gouvernement a introduit une mesure fiscale temporaire en vue d'augmenter l'offre de terrains à bâtir et d'habitations. Entre le 1er juillet 2016 et le 31 décembre 2017, les plus-values immobilières réalisées dans le cadre de l'article 99ter L.I.R. sont imposées à un taux d'impôt réduit qui s'élève au quart du taux global (impôt sur plus-values = 1/4 x taux moyen résultant de l'imposition de tous les revenus).

Par leur question parlementaire du 21 septembre 2017, les honorables Députés posent des questions spécifiques par rapport à l'imposition des plus-values, notamment sur le nombre de ventes d'immeuble actées et le déchet fiscal brut ayant résulté de l'application du quart du taux global entre le 1er juillet 2016 et le 15 septembre 2017.

Vu que les déclarations fiscales concernant l'année fiscale 2016 ne sont pas encore toutes traitées, il est impossible de fournir des réponses concrètes aux questions posées par les honorables Députés. De même, comme l'année fiscale 2017 est toujours en cours, des données statistiques ne sont évidemment pas encore disponibles.

Partant, il est trop tôt pour se positionner par rapport à la question d'un éventuel prolongement de la mesure en question.

Question 3312 (21.09.2017) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **Conseil national pour étrangers (CNE):**

Le Conseil national pour étrangers (CNE) a connu de sérieux déboires dans son mandat qui vient de s'achever, tel qu'il ressort de votre réponse du 10 mars 2016 à la question parlementaire n°1834.

Le samedi 8 juillet 2017 ont eu lieu des élections en vue de la désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers pour un nouveau mandat.

Aux termes de l'article 5 du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 portant détermination des modalités de désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers, ainsi que leur répartition par nationalités, peuvent être électeur:

a) les associations des étrangers ayant une activité sociale, culturelle ou sportive, l'association des étrangers étant celle dont soit la majorité des membres fondateurs, soit la majorité des membres actuels sont d'une nationalité autre que luxembourgeoise;

b) les associations œuvrant, à titre principal, en faveur des étrangers.

Il ressort d'un communiqué de presse de l'OLAI de ce 8 juillet que «le scrutin n'a pas dégagé le nombre de représentants suppléants requis par manque de candidats pour certaines nationalités, ceux-ci resteront à être désignés lors de consultations à mener avec les associations d'étrangers ayant participé au vote. La procédure de consultation des associations sera lancée dans les prochains jours par le Ministre de la Famille et de l'Intégration qui procédera ultérieurement à la nomination des candidats manquants sur proposition des associations.»

À ce scrutin, il y avait 68 candidats, 55 électeurs inscrits dont 49 ont participé au scrutin. À ma connaissance, seules les listes des candidats et des élus ont été publiées.

Toujours d'après mes informations, le CNE n'est pas encore au complet, alors que les nominations des douze autres membres du CNE (représentants des réfugiés, des communes, des organisations patronales, des organisations syndicales les plus représentatives, et de la société civile) n'ont pas encore eu lieu.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. La liste des 49 électeurs au dernier scrutin du CNE est-elle publique?

- Dans l'affirmative, quelles sont les associations qui ont participé à ce scrutin du 8 juillet 2017?

- Dans la négative, pour quel motif cette liste n'est-elle pas publique?

- Madame la Ministre estime-t-elle que ces électeurs sont objectivement représentatifs des étrangers résidents au Luxembourg?

2. Le nombre des associations ayant participé au scrutin pour l'élection du CNE est en baisse (49 en 2017 contre 61 en 2012). Comment Madame la Ministre explique-t-elle ce phénomène?

3. À quelle date peut-on espérer la nomination des représentants des réfugiés, des communes, des organisations patronales, des organisations syndicales les plus représentatives, et de la société civile? À quelle date le nouveau CNE pourra-t-il se réunir et commencer ses travaux?

4. Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il y aurait lieu de mener une réflexion sur une réforme complète du CNE, notamment au regard de l'accroissement constant du pourcentage de la population étrangère résidente et au vu de l'inaction, voir la paralysie du CNE pendant l'essentiel de son dernier mandat?

5. En ce sens, n'y aurait-il pas lieu par exemple:

- d'envisager pour les élections au CNE un scrutin ouvert aux résidents étrangers inscrits sur les listes électorales?

- d'allouer au CNE un budget suffisant lui permettant de se doter des moyens - en personnel notamment - pour l'assister dans ses travaux, par exemple dans la rédaction d'avis?

- de solliciter systématiquement des avis du CNE dans la procédure législative pour tous les projets concernant les étrangers et leur intégration?

Réponse (10.10.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1. Ci-dessous la liste des 49 associations qui ont participé au scrutin du 8 juillet 2017 en vue de la désignation des représentants étrangers au Conseil national pour étrangers (CNE):

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les associations qui ont participé au vote sont celles qui se sont manifestées dans les délais auprès de l'OLAI et qui ont rempli les conditions des articles 5 et 6 du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 portant détermination des modalités de désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers, ainsi que leur répartition par nationalités.

ad 2. Ce sont les associations qui décident de leur participation au vote et il n'est par conséquent pas possible de donner une explication valable à la diminution du nombre d'associations votantes par rapport aux élections de 2012.

ad 3. Le ministère dispose de la plupart des noms des représentants effectifs et suppléants désignés pour siéger au CNE. Ceci étant, certains organismes n'ont pas encore proposé leurs représentants, malgré les sollicitations par l'OLAI. Tout est mis en œuvre pour que le CNE complet, nouvellement nommé, puisse tenir son assemblée constituante avant la fin de l'année.

ad 4. et 5. Le CNE a été instauré par la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg.

Il est vrai que depuis 2008 le nombre des étrangers et les pays d'origine des étrangers ont évolué et qu'une réflexion sur la composition du CNE et sur les modalités de désignation des membres est de mise.

Aussi, j'envisage de saisir le CNE nouvellement nommé d'un travail de réflexion sur les éventuels changements à prévoir. C'est dans ce contexte, et afin de doter le CNE des moyens nécessaires, que j'ai prévu, dans les propositions budgétaires 2018 de mon département, une dotation relative aux frais de fonctionnement du CNE.

Question 3315 (25.09.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **port du voile:**

Hier, en amont de la cérémonie d'assermentation des nouveaux avocats devant la Cour supérieure de justice, s'est produit un incident. Après que le bâtonnier avait fait comprendre à une jeune femme portant le foulard islamique qu'elle risquait un refus de la Cour supérieure de justice, l'aspirante a renoncé à son assermentation.

Contacté par paperjam.lu, Maître François Prüm, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Luxembourg expliquait: «Le port de la robe est une tradition pour les avocats, et elle se porte en dehors de tout signe religieux, philosophique ou politique.»

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'appréciation du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Luxembourg dans la présente affaire?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le projet de loi n°7179 dans sa forme actuelle couvre le cas précité et corrobore l'appréciation du bâtonnier? Dans le cas contraire, ne serait-il pas opportun de compléter le projet de loi n°7179 voire de modifier la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat en y ajoutant la précision que «le port de la robe se porte en dehors de tout signe religieux, philosophique ou politique»?

Réponse (16.10.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La question des honorables Députés concerne la déontologie et la discipline des avocats dans l'exercice de leur profession.

La loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat confère la compétence en matière de discipline et de déontologie des avocats aux barreaux.

Il n'appartient pas au Ministre de la Justice de commenter un cas d'espèce.

Il est cependant rappelé quant aux principes, que la loi précitée prévoit dans son article 32 que «l'avocat porte, dans l'exercice de ses fonctions judiciaires, la robe» et le barreau reprend cette exigence dans l'article 3.1 de son règlement d'ordre intérieur du 12 septembre 2007.

L'article 186 du Nouveau Code de procédure civile prévoit en outre que «ceux qui assisteront aux audiences, se tiendront découverts (...)» à quoi s'ajoutent les principes rappelés par le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Luxembourg et invoqués par les honorables Députés dans leur question parlementaire à savoir que «le port de la robe est une tradition pour les avocats et qu'elle se porte en dehors de tout signe religieux, philosophique ou politique».

Quant au projet de loi n°7179, il est rappelé que ce projet ne concerne pas le cas d'espèce soulevé par les honorables Députés, c'est-à-dire le port de signes religieux, philosophiques ou politiques devant les juridictions, mais l'interdiction de la dissimulation intégrale du visage dans certains lieux publics.

Le champ d'application du projet de loi est donc différent de la problématique abordée et une modification de ce dernier n'est pas nécessaire.

Question 3317 (27.09.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **diplômes de fin d'études secondaires:**

Dans la réponse à la question parlementaire n°3046 en date du 3 juillet 2017, Monsieur le Ministre précise que: «Or, après consultation tant du Collège des directeurs de l'enseignement secondaire que de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg, il a été décidé de ne pas faire figurer les notes finales de la classe de 2e sur ledit complément au diplôme.» Dans le dossier de presse «Réforme du Lycée. Une réponse à 12 grands défis pour une meilleure qualification de nos jeunes», du 5 juillet 2017, ainsi que dans la première édition du magazine «EDI. Infomagazin fir Elteren», il est ainsi noté que dans le complément au diplôme de fin d'études seront mentionnées toutes les branches que l'élève a étudiées en classe de 2e et de 1re ainsi que les objectifs y visés et le nombre des leçons hebdomadaires.

Or, il est actuellement précisé sur le site Internet du Ministère de l'Éducation (mis à jour le 13.09.2017) que: «Ainsi le complément du diplôme de fin d'études mentionnera non seulement les disciplines présentées à l'examen et leurs notes, mais également les autres disciplines étudiées en 2e et 1re avec leur note annuelle finale.»

Face aux déclarations contradictoires de la part du ministère et dans la mesure où les élèves actuellement en classe de 2e devraient être correctement informés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous préciser quelle déclaration faite s'applique en définitive?

- Est-ce que le complément spécifiera uniquement les branches étudiées en 2e sans leur note annuelle finale, tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire, et dans le magazine EDI?

- Ou alors, est-ce que le complément reprendra les disciplines étudiées en 2e avec leur note annuelle finale conformément aux indications du site Internet du ministère?

Réponse (20.10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, je tiens à préciser que le complément au diplôme mentionnera bien toutes les branches que l'élève a étudiées en classe de 2e et de 1re, mais que les notes obtenues en 2e n'y figureront pas. J'ai d'ailleurs personnellement communiqué cette information aux élèves de 2e à l'occasion de cinq réunions régionales qui m'ont fourni l'occasion de leur présenter les nouvelles modalités de l'examen de fin d'études secondaires.

Quant au site Internet du ministère, l'information y contenue était erronée et a été redressée entre-temps.

Question urgente 3499 (04.12.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **service d'urgences des hôpitaux:**

Ech sinn informéiert ginn, datt den éischte Weekend am Dezember, deen duerch kal Temperaturen a rëtscheg Stroossen an Trottoire gepräägt war, d'Urgencen an enger Rei vu Spideeler iwwerlaascht waren. Zum Deel hu misse Better an der Receptioun vun enger Urgence opgeriicht ginn. Et sollen och Leit mat Bréch nees mat privaten Ambulanzen heemgeschéckt gi sinn.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1) Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt d'Urgencen an de Spideeler ufanks Dezember iwwerlaascht waren? Sinn et den éischte Weekend am Dezember Spideeler ginn, déi net genuch Better haten, emol net fir déi Patienten, déi hätte missen, ënner normale Bedéngungen, stationär hospitaliséiert ginn?

2) Wéi eng Moossnamen, déi direkt gräifen, wëllen de Gesondheetsministère an d'Spideeler implementéieren, fir eng gutt an eng schnell Behandlung vun alle Patienten an den Urgencen ze garantéieren, och bei wanterleche Wiederkonditiounen?

Réponse (05.12.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

All Wanterabroch bréngt och mat sech, dass d'Noutdéngschter vun de Spideeler méi opgesicht ginn, dëst virun allem wéinst Fäll vun Traumatismen, spriech Verletzungen.

Dës wiederbedéngten episodesch Augmentatioune vun der Zuel vun de Patienten an den Urgencë stellen awer kee gesondheetlechen Noutfall am Sënn vum Wuert duer. Dofir gëtt de Gesondheetsministère och net zäitno doriwwer an d'Bild gesat. D'Spideeler hunn och net iwwert den éischten Dezember-Weekend de wäisse Plang (Plan Blanc) declenchéiert.

D'Servicer vum Gesondheetsministère si sech och bewosst, dass esou Aktivitéitspicken eng organisatoresch Erausfuerderung duerstellen, esouwuel fir d'Noutdéngschter selwer wéi och fir déi medezinnesch a paramedezinnesch Equippen, déi dës Patiente medezinnesch betreien.

D'Gestioun vun de Plazen an de Better an de concernéierte Spidolsservicer ass och e reellen Defi. Dës Organisatioun fält an de Responsabilitéitsberäich vun de jeeweilege Spidolsdirektiounen.

Esou wéi et an de leschte Reunioune vun der Quadripartite festgehalen a matgedeelt gouf, a mam Zil, fir et de Spideeler, déi Déngscht hunn, ze erlaben, hir Urgenceservicer zu de Spëtzenzäiten ze entlaaschten, gouf 2017 en Audit iwwert d'Urgenceservicer realiséiert. D'Resultater vun dësem Audit ginn den Ament mat alle concernéierten Akteuren diskutéiert. Dobäi ginn och Recommandatiounen erausgeschielt, wéi de Flux vun de Patienten an den Urgencë ka verbessert ginn. Dës Resultater wäerten de Gesondheetsministère an de Ministère vun der Sozialversécherung och Mëtt Dezember am Kader vun enger Pressekonferenz der Effentlechkeet presentéieren.

Deemno ass et zu dësem Zäitpunkt nach verfréit, fir konkret Mesuren opzezielen, déi elo direkt en place gesat ginn. Donieft wier et och ze kuerz gegraff, fir ze soen, dass eleng d'Spideeler an de Gesondheetsministère kéinten esou Moosnamen implementéieren, well dës gläichzäiteg och aner Akteure betreffen, notamment d'Gesondheetskeess fir de Finanzement, d'Dokteren, d'Gesondheetsberuffer an d'Federatioun vun de Spideeler FHL, fir hei nëmmen déi wichtegst ze nennen.

De Gesondheetsministère wäert och am Joer 2018 ganz enk mat all de concernéierten Akteure weider dru schaffen, fir dass och an Zukunft eng performant, adaptéiert a securiséiert Prise en charge an den Noutdéngschter kann offréiert ginn.

N°03
2017-2018

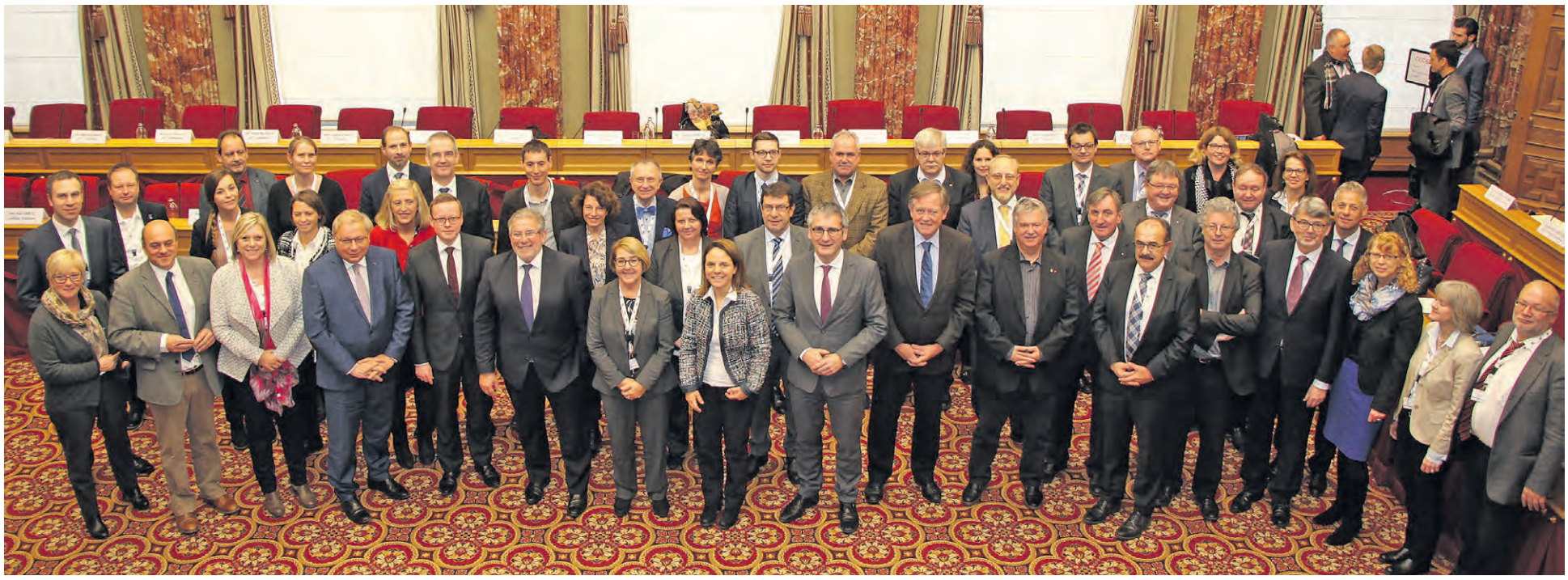
CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°03 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Politique de coopération au développement:
- déclaration p. 80
- débat p. 82
Résultats de la COP23 à Bonn p. 71
Sommaire des séances publiques nos7 et 8 p. 96
Sommaire des questions parlementaires p. Q37
7e séance Mardi 28 novembre 2017
8e séance Mardi 5 décembre 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Les députés de la Grande Région à la Chambre



Les participants à la 59e assemblée plénière du Conseil parlementaire interrégional

Des soins de santé transfrontaliers de haute qualité, le marché laitier dans la Grande Région ainsi que l'enseignement de la langue du voisin, français et allemand, le long de la frontière linguistique franco-allemande dans la Grande Région et dans l'espace du Rhin supérieur, voici les sujets des trois recommandations adoptées dans le cadre de la 59e assemblée plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI), réunie le 1er décembre 2017 à la Chambre.

Un calendrier «Paix et Mémoire»

Ces recommandations seront transmises aux gouvernements respectifs ou à l'exécutif des régions compétentes de la Grande Région (Sarre, Rhénanie-Palatinat, Grand Est, Grand-Duché de Luxembourg, Wallonie, Communauté française et Communauté germanophone de Belgique).

Suite à l'adoption de ces trois recommandations, la Ministre luxembourgeoise à la Grande Région, Mme Corinne Cahen, a présenté le calendrier 2018 de la Grande Région intitulé «Paix et Mémoire».

Depuis le 1er janvier 2017 la Chambre des Députés assure la présidence du Conseil parlementaire interrégional qui réunit les assemblées parlementaires des régions qui composent la Grande Région.

Échange réciproque et transfrontalier de données géographiques

En parallèle de la 59e séance plénière du CPI, les directeurs des cadastres des Länder allemands de Bade-Wurtemberg et Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont signé la Convention élargie sur l'échange réciproque et transfrontalier de données géographiques.

Les autres membres de la Grande Région l'avaient déjà signée en 2014. Sans visée commerciale, cette convention inédite en Europe marque une avancée décisive dans la coopération géographique interrégionale.

Qu'est-ce que le CPI?

Le Conseil parlementaire interrégional réunit les assemblées parlementaires des régions qui composent la Grande Région, à savoir le Grand Est, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat, la Sarre, la Wallonie, la Communauté française et la Communauté germanophone de Belgique. Il se réunit deux fois par an en séance plénière pour discuter de la coopération transfrontalière et adopter des recommandations.

Les membres luxembourgeois du CPI sont MM. Mars Di Bartolomeo, Alex Bodry, Emile Eicher, Félix Eischen, Gusty Graas, Claude Lamberty, Mme Josée Lorsché, MM. Roger Negri, Marco Schank et Marc Baum.

«2018 sous le signe de la politique européenne»



(de gauche à droite) M. Marc Spautz, M. Marc Angel, M. David McAllister

«2018 sera sous le signe de la politique européenne», a affirmé le Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen, M. David McAllister, lors de sa visite de travail à la Chambre des Députés où il a été reçu par son homologue luxembourgeois Marc Angel ainsi que les députés Marc Spautz et Laurent Mosar le 14 décembre 2017.

Vers un nouvel élan pour la défense européenne

Le Grand-Duché partage les grandes lignes de la vision du Parlement européen concernant la politique étrangère de l'Union européenne (UE), a expliqué M. Marc Angel. La Coopération structurée permanente en matière de sécurité et de défense (plus connue sous son acronyme «PESCO»), officiellement lancée le 14 décembre 2017 et à laquelle prennent part 25 États membres - le Danemark, Malte et le Royaume-Uni n'en font pas partie -, représente une première pierre d'une nouvelle coopération au sein de l'UE, ont constaté les députés luxembourgeois et le député européen.

Les élections européennes de 2019

La création d'un nouveau parti «L'Europe en Marche» au sein du Parlement européen, le projet du Président français de listes transnationales, le processus des «Spitzenkandidaten» (le fait de désigner en amont les candidats à la présidence de la Commission européenne) ainsi que le nombre de sièges du Parlement européen après le départ du Royaume-Uni étaient également des sujets évoqués lors de l'échange de vues entre M. McAllister et les députés luxembourgeois.

Les Balkans occidentaux et le «Partenariat oriental»

Les pays des Balkans occidentaux, leur proximité à l'égard de l'UE ainsi que les relations avec la Géorgie et la Moldavie dans le cadre du «Partenariat oriental» doivent également rester des priorités dans la politique étrangère des 27 États membres restants, a encore souligné le Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen.

Les lauréats du Prix Sakharov accueillis à la Chambre

Les représentants des prisonniers politiques vénézuéliens Antonio Ledezma et Patricia Gutiérrez se sont rendus à la Chambre des Députés le 14 décembre 2017 pour un échange de vues avec le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel. Ils représentent les lauréats du Prix Sakharov 2017, décerné par le Parlement européen. Cette année ce prix revient à l'Assemblée nationale du Venezuela, dominée par l'opposition depuis les élections législatives de 2015, ainsi qu'à tous les prisonniers politiques du pays.

Le président de la commission parlementaire a salué la lutte courageuse de l'opposition vénézuélienne en faveur de la démocratie et de la liberté de l'esprit et a rendu hommage à toutes les victimes de la répression.

Les représentants vénézuéliens ont remercié le Grand-Duché de son soutien et de sa solidarité envers les défenseurs de l'État de droit et des droits de l'homme au Venezuela.

Un prix pour récompenser la défense des droits de l'homme

Créé en 1988, le Prix Sakharov, doté d'une somme de 50.000 euros, tire son nom du scientifique soviétique dissident Andreï Sakharov (1921-1989) et distingue chaque année des personnalités qui se sont illustrées dans la défense des droits de l'homme et de la liberté d'expression.



(de gauche à droite) M. Marc Angel, Mme Patricia Gutiérrez et M. Antonio Ledezma

«Le Luxembourg est un modèle pour nous»

Intensifier les relations entre le Luxembourg et le Sri Lanka au niveau politique et économique: tel était l'objectif de la visite du Ministre d'État aux Affaires étrangères du Sri Lanka à la Chambre des Députés. M. Vasantha Senanayake y fut reçu le 15 décembre 2017 par le Président, M. Mars Di Bartolomeo.

Au cours d'un échange de vues, le Président de la Chambre a souligné que le Luxembourg et le Sri Lanka ont beaucoup de choses en commun malgré la grande distance géographique qui les sépare.

Cette vision fut partagée par le Ministre d'État sri lankais qui a estimé que son pays, situé entre les zones d'influence de l'Inde et la Chine, peut apprendre du Grand-Duché: «Le Luxembourg est un modèle pour nous: en tant que petit pays situé entre deux puissances comme le sont la France et l'Allemagne, le Grand-Duché a toujours su tirer profit de cette situation géopolitique particulière.»

Les deux interlocuteurs ont exprimé le souhait de vouloir établir des relations étroites au niveau parlementaire. Pour ce qui est des liens commerciaux, ils étaient d'accord sur un potentiel qui pourrait être mieux exploité notamment dans les domaines du tourisme, de la logistique ou encore du secteur financier.



M. Vasantha Senanayake et M. Mars Di Bartolomeo

L'Administration parlementaire compte un nouveau fonctionnaire



Le 15 décembre 2017, Mme Christine Mayr (au milieu), nommée aux fonctions de conseiller adjoint, a été assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (à droite).

Ont assisté à la procédure d'assermentation les Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (2e de droite) et Mme Isabelle Barra (2e de gauche), ainsi que les responsables du Service de la Gestion des connaissances, M. Carlo Linden (3e de gauche), et du Service des Ressources humaines, Mme Manon Hoffmann (à gauche).

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°03** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Accès aux données de santé

7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale

Le présent projet de loi vise essentiellement à redresser des oublis et à adapter certaines dispositions des différents livres du Code de la sécurité sociale suite à certaines modifications législatives intervenues.

Une modification supplémentaire de l'article 190 du Code de la sécurité sociale ayant trait à l'indemnité pécuniaire de maladie et le début de la pension d'invalidité a été proposée par amendement pour tenir compte d'un arrêt récent de la Cour constitutionnelle et pour adapter le libellé à la législation actuelle.

Par ailleurs, comme l'article 60ter du Code de la sécurité sociale mettant en place l'Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé (ci-après Agence eSanté) ne prévoit pas explicitement le recours aux services, informations et registres permettant l'identification des patients et des prestataires de soins qui sont indispensables à l'établissement des outils destinés à assurer la qualité des informations traitées et une gestion sécurisée des identités dans les missions légales attribuées à l'Agence eSanté, il est proposé d'adapter l'article 60ter du Code de la sécurité sociale afin d'y apporter les précisions y relatives.

Suite à une opposition formelle émise par le Conseil d'État dans son avis du 28 mars 2017, la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a adopté un amendement concernant les adaptations opérées à l'article 60ter du Code de la sécurité sociale pour indiquer les objectifs poursuivis et délimiter clairement l'accès de l'Agence eSanté aux données à caractère personnel, notamment dans les fichiers du registre national d'identification des personnes physiques, qui doit se faire dans le respect des dispositions légales en matière de protection des données à caractère personnel.

Instituée par la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé, l'Agence eSanté s'est vu attribuer diverses missions visant, à l'échelle nationale, à faciliter l'échange, le partage ou une meilleure utilisa-

tion des données de santé et à promouvoir l'interopérabilité et la sécurité dans la mise en place des systèmes d'information de santé. Afin d'accomplir ces missions, elle est chargée de la réalisation et de l'exploitation d'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé.

Finalement, le projet de loi prévoit un règlement grand-ducal à part pour préciser les modalités de la gestion de l'identification et les catégories de données contenues dans les annuaires référentiels d'identification visés par le présent projet de loi.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 13.09.2016
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

22.05.2017	Présentation du projet de loi
12.06.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06.11.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.11.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président: M. Gilles Baum):

22.05.2017	Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

06.11.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique: 28.11.2017
Loi du 13 décembre 2017
Mémorial A: 2017, n°1063, page 1

Modification de la loi électorale

7095 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter certaines dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

Selon l'alinéa 1 de l'article 134 de la loi électorale, «les élections ont lieu, de plein droit, le premier dimanche du mois de juin (…).» L'alinéa 3 de ce même article prévoit qu'«en cas de dissolution de la Chambre, il est procédé à de nouvelles élections dans les trois mois au plus tard de la dissolution.» L'article 123 de la loi électorale prévoit qu'«en cas de dissolution de la Chambre, la sortie des députés élus après la dissolution a lieu conformément à l'article précédent l'année qui suivra l'ouverture de la cinquième session ordinaire.»

Au vu de ce qui précède, le mandat des députés élus lors des élections anticipées du 20 octobre 2013 devrait s'achever en juin 2019, c'est-à-dire cinq ans et huit mois après leur entrée en fonction. Or, selon l'article 56 de la Constitution, le mandat d'un député ne peut dépasser la période de cinq ans.

Afin de remédier à cette incohérence de la loi électorale par rapport à la Constitution, le présent projet de loi prévoit que les élections futures auront lieu au cours de la cinquième année au dimanche étant ou précédant le jour qui porte le même quantième que le jour des dernières élections et que le mandat des députés prendra fin le même jour que celui où le mandat des députés nouvellement élus prendra cours à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu, de plein droit, le troisième mardi suivant la date des élections. En cas de dissolution de la Chambre, le mandat des députés prendra fin à la date fixée par l'arrêté de dissolution. Un règlement grand-ducal peut changer la date pour les élections et la fixer à l'un des deux dimanches qui précèdent le dimanche étant ou précédant le jour qui porte le même quantième que le jour des dernières élections afin d'éviter par exemple que les élections tombent dans une période de vacances scolaires ou sur un jour férié.

Par application du nouveau principe de fixation de la date des élections législatives, les deux prochaines élections auront, en principe, lieu en octobre 2018 et en octobre 2023. Afin d'éviter que les élections législatives coïncident avec les élections communales, comme tel serait le cas en 2023, le présent projet prévoit que lorsque ces deux élections tombent au mois d'octobre de la même année, les élections communales sont avancées au premier dimanche du mois de juin.

Finalement, il convient de souligner que les modifications proposées par le présent projet de loi auront l'avantage de séparer dans le temps les élections nationales des élections européennes.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 18.11.2016
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):

22.03.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
29.03.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
03.05.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
18.10.2017	Examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État
08.11.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
15.11.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2017
Loi du 15 décembre 2017
Mémorial A: 2017, n°1069, page 1

Transport international de marchandises par route

7115 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'adhésion du Luxembourg au Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008.

Alors que la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route, faite à Genève le 19 mai 1956, a été approuvée au Luxembourg par une loi du 16 décembre 1963, l'objectif principal du Protocole est de poser des règles pour la reconnaissance des contrats de transport international de marchandises par route conclus sous forme électronique. Pour être reconnu comme équivalent et ayant la même force probante et produisant les mêmes effets que le contrat de transport de marchandises par route conclu sur papier, le contrat de transport de marchandises par route conclu électroniquement doit respecter certaines règles et procédures convenues par les parties prenantes du transport.

Par l'adhésion au Protocole, le Luxembourg fera bénéficier tant ses compagnies de transport par route que les autres parties prenantes (assureurs, agents en douane, transitaires…) des avantages économiques associés à cette nouvelle forme de contrat et se conformera aux besoins de digitalisation dans le secteur du transport et de la logistique.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.01.2017
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

19.10.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
16.11.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.11.2017
Loi du 15 décembre 2017
Mémorial A: 2017, n°1070, page 1

Extension du Lycée Michel-Rodange

7135 - Projet de loi relatif à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg. Les dépenses engagées à cette fin ne peuvent dépasser le montant de 60.000.000 euros. Étant donné que ce montant dépasse le seuil des 40.000.000 euros prévu par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, l'approbation de la Chambre des Députés en vertu de l'article 99 de la Constitution est dès lors requise.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.05.2017
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

06.11.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
23.11.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.11.2017
Loi du 15 décembre 2017
Mémorial A: 2017, n°1071, page 1

Budget alloué aux ONGD

7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal d'adapter les taux de cofinancement tels que négociés entre la Direction de la coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères et européennes et le Cercle de coopération des ONG de développement au Luxembourg.

À cette fin, il vise une réallocation du budget alloué aux ONGD dans l'enveloppe du fonds de la coopération au développement, principal outil financier au service de la coopération luxembourgeoise au développement, en modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire.

Comme convenu, un taux de cofinancement identique à hauteur de 80% s'appliquera pour les projets de cofinancement et les actions des accords-cadres mises en œuvre dans les pays les moins avancés et les pays partenaires de la coopération luxembourgeoise, respectivement ciblant directement les droits de la personne tels que définis par le CAD. Tout autre instrument de cofinancement et d'accord-cadre pourra être accordé à un taux de cofinancement de 60%.

Puisqu'il s'agit seulement d'une réallocation du budget, les modifications introduites par le projet de loi sous rubrique n'auront pas d'incidence sur l'engagement global du Luxembourg en matière d'aide publique au développement.

En outre, le projet de loi vise à rendre cohérente l'utilisation des termes «programmes», «accord-cadre» et «projet de développement» à travers la loi modifiée du 6 janvier 1996.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 23.05.2017
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

06.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1068, page 1

École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette

7150 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange. L'École internationale de Differdange a ouvert ses portes en date du 12 septembre 2016. Pour la rentrée scolaire 2016-2017, l'école avait initialement prévu d'organiser deux classes de l'enseignement primaire (une classe de la section francophone et une classe de la section anglophone) et sept classes de l'enseignement secondaire (deux classes francophones, une classe anglophone ainsi que deux classes d'accueil et deux classes de la voie préparatoire).

Tenant compte de la demande accrue lors des journées d'inscription, l'école a rapidement dû créer des listes d'attente pour enfin augmenter l'effectif de ses classes de l'enseignement fondamental.

Au vu du succès des sections francophones et anglophones, le présent projet de loi vise à étendre l'offre scolaire à Esch-sur-Alzette. Ainsi, il est envisagé de rattacher administrativement le bâtiment «Victor Hugo» à Esch-sur-Alzette à l'École internationale de Differdange.

Vu que les classes de l'École internationale pourront être organisées tant sur le site de Differdange qu'à Esch-sur-Alzette, il est proposé d'adapter la dénomination de l'école. Elle porte dorénavant la dénomination «École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette».

Il est également prévu d'étendre l'offre scolaire par une section germanophone, ce qui permet aux élèves de suivre les cours non linguistiques en langue allemande, respectivement d'être scolarisés en allemand et de choisir l'anglais en deuxième langue.

Vu le manque de classes maternelles au sein de l'École internationale de Differdange, le présent projet de loi prévoit la création de classes dites «early education». Le cycle de deux classes de l'enseignement «early education» s'adresse aux enfants désirant intégrer l'École internationale, mais qui n'ont pas une des langues de section proposées par l'école comme langue maternelle.

De plus, une voie préparatoire à la formation professionnelle sera instaurée qui sera organisée selon le système dual (formation en entreprise et à l'école professionnelle).

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 09.06.2017

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

12.07.2017 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

08.11.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

15.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.11.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1078, page 1

Subvention de loyer

7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

La nouvelle subvention de loyer, introduite le 1er janvier 2016, n'a pas connu le succès escompté. Le Gouvernement propose donc à la Chambre des Députés d'élargir le champ de la population cible, et donc le nombre de ménages bénéficiaires potentiels d'une subvention de loyer.

À cet effet, certaines dispositions relatives à la subvention de loyer prévues dans la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement sont adaptées, à côté des modifications qui doivent être apportées simultanément au règlement d'exécution de l'article 14quinquies de ladite loi.

À partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, pour être éligibles à l'obtention d'une subvention de loyer, les ménages demandeurs de l'aide ne doivent plus consacrer un taux d'effort supérieur à 33% de leur revenu pour le paiement de leur loyer, mais seulement un taux d'effort supérieur à 25%.

La moyenne sera calculée sur trois mois.

Comme la notion de «revenu» pris en considération pour le calcul de la subvention de loyer est adaptée - les transferts sociaux (p.ex. allocations familiales, allocation d'éducation, allocation de maternité, boni pour enfant, allocation de vie chère) ne seront dorénavant plus ajoutés à la somme des revenus d'un ménage à retenir pour le calcul de la subvention du loyer -, il est jugé approprié de biffer les mots «net disponible» dans la base légale de l'aide.

La nouvelle population cible est estimée à 28.620 ménages non bénéficiaires du RMG, respectivement à 35.020 ménages incluant les bénéficiaires du RMG.

Les nouvelles dispositions légales en matière de subvention de loyer sont entrées en vigueur le 1er janvier 2018.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 15.09.2017

Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission du Logement

(Président: M. Max Hahn):

21.09.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

27.11.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1073, page 1

Financement de l'enseignement musical

7202 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

À l'heure actuelle, l'État contribue aux frais de personnel de l'enseignement musical pour un tiers de ces frais jusqu'à une somme définie par la loi. Ce plafond, qui est annuellement revu en fonction de l'évolution de la masse salariale globale de l'État, s'élevait en 2017 à 13.554.000 euros. Les deux autres tiers sont couverts par le fonds de dotation globale des communes, pour lequel s'applique la même limite, et les communes organisatrices qui, quant à elles, se chargent du reste des coûts.

En vertu de l'article 4 du règlement grand-ducal du 14 avril 1999 relatif à la participation de l'État et de l'ensemble des communes au financement de l'enseignement musical, le coefficient de pondération varie en fonction du type de l'établissement d'enseignement musical. Ainsi, lorsqu'un établissement change de type (un cours de musique devient une école de musique ou une école de musique devient un conservatoire), le coefficient de pondération ainsi que la participation financière de l'État pour cet établissement sont adaptés. Or, comme la somme totale des participations de l'État est plafonnée, une augmentation de la contribution étatique pour un établissement entraîne par conséquent une baisse des subsides proportionnelle pour tous les autres établissements.

Ainsi, la réunion des cours de musique d'une vingtaine de communes en trois écoles de musique régionales pour la rentrée scolaire 2016-2017 aura des effets financiers pour la restitution financière de fin 2017 qui aura lieu début 2018 (budget 2017). Plus concrètement, seront concernées les communes suivantes: la «Regional Museksschoul Westen» ayant son siège à Bertrange regroupe désormais les communes de Bertrange, Garnich, Hobscheid, Kehlen, Koerich, Kopstal, Leudelange, Mamer, Septfontaines, Steinfort et Strassen. Les communes de Contern, Niederanven, Sandweiler et Schuttrange se sont réunies pour former la «Regional Museksschoul Syrdall», avec son siège à Niederanven, et la «Regional Museksschoul Uelzechtdall», dont le siège se trouve à Walferdange, réunit les communes de Lintgen, Lorentzweiler, Mersch, Steinsel et Walferdange.

Dans le souci d'éviter que ces changements de dénomination aient des effets financiers négatifs pour les autres communes, les auteurs du présent projet de loi proposent comme mesure immédiate d'adapter la loi en question et d'augmenter le plafond y fixé à un montant de 14.534.000 euros pour 2018. Sur le long terme cependant, il est prévu de procéder à une refonte de la loi.

L'augmentation de l'enveloppe budgétaire susmentionnée de 980.000 euros se compose de l'adaptation annuelle suite à l'évolution de la masse salariale et de la majoration due au changement intervenu suite à l'élévation des trois écoles en question au rang d'«École de musique».

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, et M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 31.10.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

17.11.2017 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

24.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2017

Loi du 21 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1116, page 1

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 7

MARDI,
28 NOVEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°279 du 23 novembre 2017 de M. Max Hahn relative à l'augmentation du trafic aux heures de pointe sur le réseau routier luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Max Hahn - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°280 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Hansen relative au versement des primes agri-environnementales, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- *Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°281 du 24 novembre 2017 de M. Yves Cruchten relative à la direction du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

et

Question n°3474 du 23 novembre 2017 de M. Marc Lies relative au Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

- *M. Yves Cruchten - M. Marc Lies - M. Marc Hansen, Ministre du Logement*

Question n°282 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Mergen relative aux délais d'attente pour une IRM dans les hôpitaux, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- *Mme Martine Mergen - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Question n°283 du 28 novembre 2017 de M. Claude Adam relative à l'état actuel et l'avancement des travaux de rénovation du château de Schoenfels, adressée à M. le Secrétaire d'État à la Culture

- *M. Claude Adam - M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture*

Question n°284 du 28 novembre 2017 de M. Marc Spautz relative à la transposition de la réforme et de l'accord salarial de la fonction publique dans le secteur d'aides et de soins et le secteur social (SAS) et le secteur hospitalier (FHL), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Marc Spautz - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°285 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative au renouvellement de la licence d'exploitation de l'herbicide glyphosate par le Conseil de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- *M. Roger Negri - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°286 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative à la mise en service du radar de sol à l'aéroport de Luxembourg et au suivi du dossier de coopération avec la Deutsche Flugsicherung GmbH (DFS), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

5. Question élargie n°26 de M. André Bauler au sujet des profils professionnels et de l'évolution des emplois dans l'économie créative

- *M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

6. Question élargie n°25 de M. Henri Kox au sujet du bilan intermédiaire du «Klimapakt» avec les communes ainsi que des adaptations futures y relatives envisagées par le Gouvernement

- *M. Henri Kox - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

7. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

- *M. Laurent Mosar*

8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 23e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP23 à Bonn

- *Exposé: M. Marco Schank (interventions de M. Henri Kox, Mme Nancy Arendt et Mme Octavie Modert)*
- *Débat: M. Roger Negri, M. Henri Kox, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (interventions de M. le Ministre François Bausch)*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement (questions de M. Fernand Kartheiser et M. Marcel Oberweis)*

9. Message de M. le Président

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

10. 7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7150 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Adam*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7115 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser*

  Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 7135 - Projet de loi relatif à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg alleguer, ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

2. Communications

Da wollt ech Iech informéieren, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, an d'Lëscht vun de Petitiounen, déi an der Chamber erakomm sinn, un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verdeelt goufen.

Communications du Président - séance publique du 28 novembre 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7209** - Projet de loi portant sur la construction de la prolongation de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

***7210** - Projet de loi portant sur la construction de la prolongation de la ligne tramway entre de Circuit de la Foire internationale et l'aéroport du Findel*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

***7211** - Projet de loi relatif à la rénovation et extension du Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***904** - Demande de pétition publique: Gesetztestexte des Umweltbereiches, der Forst- und Wasserwirtschaft*

Dépôt: M. Cedric Schmit, le 15.11.2017

***905** - Demande de pétition publique: Renforcer les moyens d'actions pour demander la fermeture et le démantèlement de la centrale nucléaire de Cattenom*

Dépôt: Mme Diana Tóth, le 18.11.2017

***906** - Demande de pétition publique: Reconnaissance de la famine de 1932-1933 comme un génocide du peuple ukrainien*

Dépôt: M. Nicolas Zharov au nom de LUkraine, le 20.11.2017

***907** - Demande de pétition publique: Libérer les étudiants/professeurs/personnel du Luxembourg du cours du 2 janvier 2018*

Dépôt: M. Joseph Storn, le 21.11.2017

***908** - Demande de pétition publique: 12-järege Jong soll erëm zeréck op Lëtzebuerg kommen!*

Dépôt: M. Samuel Simoes, le 22.11.2017

***909** - Demande de pétition publique: Faire appliquer le programme électoral proposé par les élus politiques et inscrire cette obligation dans la constitution*

Dépôt: M. Stefano Botta, le 23.11.2017

***910** - Demande de pétition publique: Stop aux embouteillages*

Dépôt: M. Stefano Botta, le 23.11.2017

***911** - Demande de pétition publique: SchülerInne raus aus dem Beruffstraffic! Lycéeën eng Stonn méi spéit ufänke loossen*

Dépôt: M. Claude Feltgen, le 23.11.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Zum Ordre du jour wollt ech Iech proposéieren, am Aklang mat de Membere vun der Presidentekonferenz, fir dee Projet, deen als leschten um Ordre du jour virgesi war, als sechsten ze programméieren an de Rescht onverännert ze loossen, esou wéi d'Presidentekonferenz Iech e virgeschloen huet. Ass d'Chamber mat deem liicht modifizéierten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Ech gesinn, d'Begeeschterung hält sech a Grenzen, mä...

(Brouhaha)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Mir fänken eise Programm de Mëtte mat enger Froestonn un d'Regierung un. Dir wësst: zwou Minutte fir d'Froesteller a véier Minutte fir d'Regierung. Ech géif Iech bieden, Iech un déi Zäituerdnung ze halen, fir dass mer déi aacht Froen och duerchkréien.

Mir géifen ufänke mat enger Fro vum Här Max Hahn un den Nohaltegkeetsminister. Si dréit sech ëm d'Erhéijung vum Trafic zu de Spëtzestonnen op eise Stroossen. Den Här Hahn huet d'Wuert.

- Question nº279 du 23 novembre 2017 de M. Max Hahn relative à l'augmentation du trafic aux heures de pointe sur le réseau routier luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Wann een e Film iwwert d'Verkéierssituatioun zu Lëtzebuerg géif dréien, da wier den Titel séier fonnt: „Und täglich grüßt der Stau."

Jo, et rullt net méi esou richteg am Trafic, an dat ganz egal, ob d'Strooss A1, A3, A7 oder soss och en Numm huet. Fakt ass: Et gëtt zu de Spëtzenzäite méi gestane wéi gefuer, ob am Bus oder am Auto.

Dat ass e Phenomeen, deen ass mat Sécherheet net nei. An ech wëll och op dëser Plaz guer net op déi landespolitesch Verfeelungen aus deene leschte Jorzéngten agoen, ech mengen, mir kennen déi historesch gewuesse Problemer heibannen alleguer.

Ech stellen awer fest, dass säit der Schoulrentrée d'Traficsituatioun sech nach eemol verschlëmmert ze hu schéngt, dofir meng Froen un den Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister:

Wourobber sinn déi vill Stauen aus deene leschte Wochen zréckzeféieren? Weise Miessungen dorobber hin, dass d'Verkéiersbewegunge grad an deene leschte Wochen zu de Spëtzenzäite signifikativ an d'Luucht gaange sinn?

Wéi gesäit et aus mat der Unzuel vun Accidenter zu de Spëtzestonnen? Hunn d'Chantierssituatiounen op de Stroossen an am Schinneverkéier en direkten Impakt op de Verkéiersfloss zu de Spëtzenzäiten? A last but not least: Si kuerzfristeg Mesurë virgesinn, fir d'Situatioun ze verbesseren?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

(Brouhaha)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Pscht! Meng Zäit leeft.

Une voix.- Mir ginn Iech annerhallef Stonn!

Une autre voix.- Bonne chance. Bonne chance!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv bräicht ech hei eng hallef Stonn mindestens, fir ze äntwerten. Mä et gëtt awer och eng kuerz Äntwert un den Här Hahn, an déi besteet doranner, datt ech e wëll drun erënneren, datt mer zu Lëtzebuerg en Awunner- an Aarbechtsplazwuesstum hunn, deen entre-temps phenomenal ass.

Ech hunn d'Zuelen e Samschdeg an enger Emissioun um Radio zum Beschte ginn an ech wäert se dann och nach eng Kéier hei zum Beschte ginn, fir datt mer verstinn, wou de Problem läit: Wa mer an Zäit vu siwe Joer 100.000 Awunner bäikréien, wa mer an Zäit vun eelef Joer 100.000 Aarbechtsplaze bäikréien a wa mer och an deenen nächste siwe Joer nach eng Kéier dat nämlecht, 100.000 Awunner an 100.000 Aarbechtsplazen, bäikréien, dann ass dat, wat mer op de Stroossen dobaussen erliewen net nëmmen e gefillte Problem, mä e reelle Problem. An dann ass et och relativ kloer, datt éischtens, ech net kann a véier Joer nohuelen, wat 25 Joer virdrun net gemaach ginn ass, an zweetens, datt dat, wat ech maachen, scho pro Joer, wou ech et maachen, depasséiert ass duerch de Fait, datt mer dee Wuesstum hunn.

An duerfir, et huet näischt mat den Accidenter ze dinn. Ech hu mer d'Zuelen zwar extra erausgi gelooss, fir ze kucken, wéi et an de Spëtzestonnen déi lescht Jore war, dat ass awer quasi identesch accidenterméisseg gesinn. Et sinn och net aussergewéinlech vill Chantiere gewiescht, au contraire. Et ass einfach e Problem, datt mer awunnerméisseg gesinn an aarbechtsplazeméisseg gesinn därmoosse wuessen an dat natierlech de Problem pro Mount verschlëmmert.

Duerfir widderhuelen ech nach eng Kéier hei: Et gëtt Saachen an der Infrastruktur ze maachen. Dat maache mer. Mir hunn e kolossalen Investitiounsprogramm an d'Infrastrukturen. Mä mir mussen eis och driwwer ënnerhalen, wéi dat Land sech an Zukunft wäert weiderentwéckelen. An duerfir wäert ech och am Januar der zoustänneger Kommissioun en Dokument virstellen, wou déi aktualiséiert Zuelen dra sinn, mat alle Risiken, déi dat mat sech bréngt. An dann hu mer och den 28. Februar hei eng Debatt iwwert d'Landesplanung.

Dann hu mer jo och virgesinn, datt am Abrëll - ech mengen, d'Chamber huet jo deen Datum decidéiert - eng Debatt soll sinn iwwer Verkéier. Da kënne mer op Basis vun den aktualiséierten Zuelen dat alles nach am Detail diskutéieren.

Ech soen Iech just nach eng Kéier: Et gëtt keng Wonnerléisungen. Et ass d'Zesummespill vum Investissement an déi verschiddenste Verkéiersträger, wat et mécht, awer kombinéiert mat enger Landesplanung, wou mer eng Rei Entwécklungen an der Entwécklung am Land hannerfroen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Eis nächst Fro kënnt vun der Madamm Martine Hansen, riicht sech un de Landwirtschaftsminister an dréit sech ëm d'Ausbezuele vun Ëmweltprimmen an der Landwirtschaft.

- Question nº280 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Hansen relative au versement des primes agri-environnementales, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Mee 2016 hu mer no laangem Waarden op dëser Plaz d'Agrargesetz gestëmmt. Den entspriechende Règlement grand-ducal iwwert d'Agrarëmweltmoossnamen ass dunn eréischt am Juli op den Instanzewee gaangen an de Statsrot huet säin Avis am Mäerz 2017 ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, bis elo November, geschwënn Dezember 2017, si weder fir d'Kulturjoer 2014-2015 nach fir d'Kulturjoer 2015-2016, nach fir d'Kulturjoer 2016-2017 Bäihëllefe fir d'Agrarëmweltprogrammer ausbezuelt ginn. Dräi Joer Participatioun un engem Programm, ouni iergendeng Entschiedegung! Net grad motivant, fir bei esou Programmer matzemaachen.

D'Agrarëmweltprogrammer sinn awer e wichtege Pilier, fir déi nohalteg Landwirtschaft ze förderen, fir Impulser ze ginn, fir méi ëmweltschounend ze produzéieren. A Statistiken aus dem Ausland beweisen och, datt d'Participatioun un dëse Programmer duerch laang Ëmsetzungsperiode regelméisseg ofhëlt. Dat misst jo verhënnert ginn.

Dofir meng Froen un den Här Landwirtschaftsminister: Kann de Minister bestätegen, datt nach keng Bäihëllefe fir d'Agrarëmweltprogrammer vun de leschten dräi Joer ausbezuelt gi sinn? Wéini gi se ausbezuelt? A virun allem, wat wëllt de Minister maachen, fir datt an Zukunft am Sënn vun enger geziilter Förderung vun enger ëmweltschounender Landwirtschaft dës Retarde verhënnert ginn?

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. An d'Wuert huet direkt den Här Landwirtschaftsminister.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'Eischt der honorabeler Madamm Hansen Merci soe fir déi dote Fro. Ech mengen, dat erlaabt mer, fir de Point ze maachen, wou mer mat der Ausbezuelung vun den Agrarëmweltmoossnamen dru sinn.

Wat d'Bioprimm ugeet, do hu mer d'Konfirmatioun vum Joer 2015-2016 elo just saiséiert, datt fir d'Joren 2015-2016 bis Enn dëses Jores de Solde kann ausbezuelt ginn. A wann ech soen „de Solde", da wëllt dat heeschen, datt mer fir d'Bioprimm de Leit 85% Avance bezuelt hunn. An da bleift ebe just de Solde, deen nach opsteet. Mat der Avance sinn dat dann iwwer 900.000 Euro, déi do ausbezuelt ginn.

Eng aner wichteg Agrarëmweltmoossnam ass d'Verbesserung vun der Ausbréngungstechnik vun der Gülle a vun der Mëscht. Dës Mesure huet e besonnesch grousse Succès gehat. Hei sinn d'Kontrakter och eraus. Dat si méi wéi 285 Kontrakter. Et ass geplangt, fir nach am Dezember en éischten Dossier de paiement ze maache fir d'Joren 2015 an 2016. Déi Sue missten dann ufanks Januar bei de Leit sinn.

Duerno kommen dann déi aner Moossnamen drun, déi net duerch d'Commission écologique musse goen, wéi den Ackerrandsträifen, d'Ënnerstëtzung vun de Bongerten an och d'Aidë fir déi lokal Déierenrassen, wou de Paiement da fir de Mount Februar vum nächste Joer virgesinn ass.

Et sinn iwwregens nach zwou Kommissioune virgesi bis Mëtt Dezember. Hei gi jo d'Mesuren am Kontext vun der Extensivéierung, vun der Düngung a vum Planzeschutz eng Kéier analyséiert. Och hei ass d'Verwaltung elo amgaangen, déi definitiv Kontrakter un d'Baueren ze verschécken, soubal d'Demandë vun der Kommissioun aviséiert sinn. Dës Kontrakter ginn dann esou séier wéi méiglech verhandelt, wa se dobanne sinn, an och do misst spéitstens bis am Fréijoer dat nächst Joer ausbezuelt kënne ginn.

Et ass leider e komplizéierten Exercice, well jo fir all Mesure ee Kontrakt muss gemaach ginn. An dat sinn insgesamt wäit iwwer 2.000 Kontrakter, wat am Fong geholl beweist, datt déi verschidde Mesuren e ganz grousse Succès sinn.

Ech weess, datt d'Bauere sech engagéiert hunn an op hir Sue waarden. An deem Kontext wëll ech och nach eng Kéier rappeléieren, datt mer och dëst Joer eng Avance bei de Primme vum éischte Pilier ausbezuelt hunn, an dat scho fir déi zweet Halschent Oktober. De Sold vun der Basisprimm gëtt elo ufanks Dezember ausbezuelt. Datselwecht gëllt fir d'Jongbauereprimm am éischte Pilier. Dat ass insgesamt e Montant vun 11 Milliounen Euro fir d'Basisprimm an zousätzlech nach eng Kéier 500.000 Euro fir déi Jonk.

Gläichzäiteg bezuele mer och d'Leguminoseprimm aus, wat nach eng Kéier 160.000 Euro ausmécht fir den Akerbau hei am Land. D'Landschaftsfleegeprimm gëtt dann direkt duerno, am Prinzip nach viru Chrëschtdag, zu 100% ausbezuelt. Dat sinn dann nach eng Kéier ronn 11 Milliounen, déi an eis Betriber fléissen.

Am Februar dat nächst Joer misst dann d'Ausgläichzoulag bezuelt kënne ginn. Dat wären dann nach eng Kéier 15 Milliounen Euro. De Greening gëtt ufanks Abrëll bezuelt, dat wären dann nach eng Kéier 5 Milliounen Euro. Dat heescht, an den nächste Méint fléissen deemno bal 45 Milliounen Euro an eis Betriber. Ech wëll haut betounen, datt dat net einfach e Kaddo ass. Mir gesinn dat an de Buchstellungsresultater. Och wa mer elo eng éischter gutt Maartsituatioun hunn, sinn eis Betriber op dës Aiden ugewisen, fir genuch Liquiditéiten an hire Betriber ze hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Déi nächst zwou Froen, déi mer regruppéiert hunn, riichte sech un de Wunnengsbauminister a komme vun den Hären Yves Cruchten a Marc Lies. Dem Marc Lies seng Fro war eng schréftlech Fro, mä mir hu se, vu dass et deeselwechte Sujet war, zesummegeholl mam Yves Cruchten senger Fro. An déi zwou dréie sech ëm déi zukünfteg Direktioun vum Fonds du logement. Den Här Cruchten huet d'Wuert.

- Question nº281 du 24 novembre 2017 de M. Yves Cruchten relative à la direction du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

- Question nº3474 du 23 novembre 2017 de M. Marc Lies relative au Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir hunn dëst Joer am Mäerz eng Reform vum Fonds du logement gestëmmt. An d'Zil vun dëser Reform war an ass et, fir d'Organisatioun an de Fonctionnement vum Fong esou ze verbesseren, dass mëttel- a laangfristeg ka méi bezuelbare Wunnraum geschaaft ginn.

Ënner anerem hu mer eng Direktioun geschaaft mat engem Direkter an och zwee Directeurs adjoints, well mer der Meenung waren, dass net alles sollt um President vum Verwaltungsrot eleng hänken. Mir hunn also als Chamber dem Fong dat néidegt Geschir ginn, fir sengen Ziler gerecht ze ginn. Donieft brauch de Fong eng Féierung, déi derfir suergt, dass dat alles, wat mir eis vun em erwaarden, och kann ëmgesat ginn.

Allerdéngs huet de Fong an dëser wichteger Zäit haut weder e President nach en Direkter. De leschten Donneschdeg si mer aus der Press gewuer ginn, dass och den neien designéierten Direkter sech et elo anescht iwwerluecht huet an dëse Posten net wäert unhuelen. An ech mengen, mir missten eis alleguerten heibannen eens sinn, an Dir bestëmmt och, Här Minister, dass dat u sech net gutt ass.

Duerfir meng Fro un Iech: Wéini gedenkt Dir, dëse wichtege Posten oder dës wichteg Posten ze besetzen? A wéi soll séchergestallt ginn, dass de Fong elo an och an Zukunft sengen Aufgabe gutt kann nokommen?

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Cruchten. An dann huet den Här Marc Lies d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi den Yves Cruchten elo scho gesot huet, mengen ech, maache mer eis alleguerte Gedanken an och Suergen ëm d'Entwécklung, awer och ëm de Fonctionnement vum Fonds du logement, ee vun de groussen Acteurs publics hei, wat de Wunnengsbau ugeet, wou an deene leschte Méint effektiv eng ganz Partie Dysfonctionnementer, ben, net Dysfonctionnementer, mä eng ganz Partie Problemer, wat d'Personalféierung ugeet, zustane komm sinn. An ech mengen, ech hu selwer am Numm vun der CSV-Fraktioun dëst Joer aacht Questions parlementaires zum Sujet vum Fonds du logement gestallt, dovun och zwou Questions urgentes. Déi si leider net zréckbehale ginn.

Wann een et eng Kéier kuerz Revue passéiere léisst: am Juni d'Demissioun vun der Madamm Fernandes, ufanks Oktober d'Demissioun vum Claude Wagner, Enn September d'Nominatioun vum Här Mathieu, an elo Enn November renoncéiert den Här Mathieu nees eng Kéier.

Do stelle sech eng ganz Partie Froen. Déi éischt ass: Firwat huet den Här Mathieu renoncéiert? Här Minister, sidd Dir net der Meenung, datt de Fonds du logement momentan komplett paralyséiert ass, vu datt iwwerhaapt keng Féierung méi do ass? Sinn nei Projeten iwwert déi lescht Méint elo an d'Pipeline komm?

Wien huet zurzäit d'Verantwortung beim Fonds du logement, vu datt kee President do ass, datt keen Direkter do ass; deen zwar eréischt ufanks 2018 sollt seng Missioun iwwerhuelen? Wien huet momentan d'Verantwortung? Wien huet d'Ënnerschréft, wat dann eventuell nei Projeten ugeet?

A wann et méiglech wier, fir eis vläicht och e klengen Zwëschebilan ze ginn zu deem, wat de Fonctionnement vum Fong ugeet, zanterdeem datt d'Reform a Kraaft getrueden ass.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Wunnengsbauminister, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Här President, Merci, dass mer haut kënnen e puer Wierder iwwert de Fonds du logement verléieren op déi doten zwou Froen hin.

Ee Wuert iwwert dee grousse Kontext, fir dat neit Gesetz awer eng Kéier ganz séier ze resuméieren: Dat Gesetz gesäit jo vir, dass et e Conseil d'administration gëtt mat 13 Leit, déi natierlech als Supervisiouns- a Kontrollorgan, awer och als strategescht Organ kënne gesi ginn. An do drënner gouf mat deem neie Gesetz eng Direktioun agesat. An déi Direktioun gesäit folgendermoossen aus: een Direkter an zwee Sousdirekteren.

De Conseil d'administration gëtt genannt vum Grand-Duc. An d'Direktioun, dat heescht, dat sinn Employéen oder detachéiert Fonctionnairen, déi gi genannt vum Conseil d'administration vun dem Fonds du logement.

Um Ordre du jour - fir Iech ze soen, wéi et virugeet - vun dem Regierungsrot vun dëser Woch steet d'Nominatioun vun engem neie President vum Fonds du logement. Dat heescht, et gouf jo elo hei gefrot, wéi et da virugeet. Abee dat doten ass deen éischte Schrëtt, fir dann erëm déi Spëtzt ze etabléieren, dass de Fong och an Zukunft kann e President hunn.

Wat den Direkter vum Fong ugeet, esou war deen, an dat ass schonn ernimmt ginn an der Fro, am September vum Conseil d'administration erausgesicht ginn, nodeem deen, direkt wéi en am Amt war, déi Plaz ausgeschriwwen hat, fir deen Direkter ze kréien, wéi dat natierlech üüblech ass. Deen neien Direkter gouf am September ausgesicht an huet en Aarbechtskontrakt ënnerschriwwe gehat, deen den 18. Dezember sollt ufänken.

Den neien designéierten Direkter vum Fong huet dem CA d'lescht Woch matgedeelt, dass hien aus, ech zitéieren: „perséinleche Grënn, déi bei senger Kandidatur an Designatioun net previsibel waren", säi Posten net kéint untrieden. Doropshin huet de Conseil d'administration vum Fong de leschte Freideg direkt getaagt, fir dat doten ze analyséieren. A si hunn decidéiert, dee Posten, wéi dat sech gehéiert,

nei auszeschreiwen. Déi Annoncen, déi wäerten dann Enn dëser Woch geschalt ginn an de Rekrutement vun engem neien Direkter wäerte se dann annoncéieren.

Déi eventuell Kandidature sollen da bis déi éischt Woch Januar kënnen eragereecht ginn. An da mécht de Conseil d'administration säi Choix an nennt en neien Direkter. Déi Decisioun, déi huet de Conseil d'administration dann och direkt no senger Sitzung dem Personal matgedeelt an et op dee leschte Stand bruecht vun deenen dote Punkten.

Domadder kéim ech dann elo eriwwer op déi Fro, ob de Fong dann elo paralyséiert wär oder geläämt wär. Dat ass en net, well d'Gesetz gesäit an allméigleche Formen d'Representatioun oder d'Prozedure vir, wéi et leeft, wann deen een oder aneren net do ass. Déi Artikele muss ech Iech hei net alleguerten zitéieren, déi hutt Der, wéi Der d'Gesetz gestëmmt hutt, hei an dem Haus debattéiert.

An dann dat anert ass, dass et natierlech eng operationell Equipp gëtt, déi do schafft. Déi Leit, déi si ganz engagéiert, déi si ganz motivéiert. An déi wäerten natierlech och an där Zäit, wou elo déi dote Posten nei besat ginn, schaffen an hunn dat och an de leschte Méint intensiv gemaach.

Dir hutt gefrot, wéi et mat Projeten ass, déi vläicht nei an der Pipeline sinn. Zanter 2015 géif ech der elo e puer ernimmen, déi méi grouss si wéi sechs Unitéiten. Dat sinn der zu Näerden, Diddeleng, Iechternach, Feelen, Fenteng, Ënsber, Noumer, Hielem, Käl, Jonglënster a Koplescht. Dat maache ronn 590 Wunnunitéiten. Derbäi kommen insgesamt PAPen op 57 Sitten, wat ronn 1.230 Unitéiten ausmécht, an dann nach déi grouss Projets d'envergure, déi de Fonds du logement trotz Restrukturatioun amgaange war ze organiséieren.

An Dir wësst et, do koume mer och virun a mir hunn do och Acquisitioune vun Terraine gemaach, déi virdrun ni konnten deblockéiert ginn, wéi zum Beispill zu Diddeleng. Déi Projet-d'enverguren, déi maachen dann nach eng Kéier zu Wolz ronn 1.000 Unitéiten aus, zu Diddeleng och. An dat zesumme mat deenen éischte gerechent, da schwätze mer do vu Projete vu ronn 3.300 Wunnunitéiten, déi parallell zu deenen dote Punkten entaméiert goufen a wou och intensiv dru geschafft gëtt. Dat, well eng ganz motivéiert Equipp am Asaz ass, fir dat ze maachen!

De Bilan intermédiaire, dozou awer och ee Wuert: D'Gesetz ass eréischt zanter fënnef Méint a Kraaft. An Dir verstitt, dass et do natierlech e bësse fréi ass, fir awer e Bilan intermédiaire ze maachen, soudass mer dat doten, géif ech soen, an engem Joer oder annerhallwem Joer eng Kéier kënne maachen, wéi dat neit Gesetz da gegraff huet. Well mer jo elo eréischt an deem fënnefte Mount sinn, ouni dass mer vun de Summerméint schwätzen, déi och do matagerechent sinn. Mä ech mengen, an der Zäit gouf et och jorelaang ee Gesetz, wou och nach kee Bilan intermédiaire no fënnef Méint gemaach gouf, mä eréischt no ganz ville Joren, soudass ech mengen, mir sollten eis hei och déi Zäit ginn, fir deen dote Bilan ze maachen.

Mat de Spëtzeposten, wéi ech sot: de Freideg de Verwaltungsrot an de President an duerno d'Ausschreiwe vum Direkteschposten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Martine Mergen. Si riicht sech un d'Gesondheetsministesch an dréit ronderëm d'Waardezäite bei den IRMen.

- Question nº282 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Mergen relative aux délais d'attente pour une IRM dans les hôpitaux, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Här President, d'Medezinn mécht rasant Fortschrëtter. An zu dëse Fortschrëtter passt och eng méi grouss Sécherheet fir de Patient. Aus där Ursaach operéiert haut keen Dokter méi e Patient, wann d'Indicatioun net ganz kloer ass. An zu dëser Sécherheet gehéiert haut a villen, an ëmmer méi Fäll, a bal all Fall eng IRM am Virfeld, wou fréier nach no der Klinik oder vläicht mat enger konventioneller Röntgen operéiert ginn ass.

Or, et ass Iech net entgaangen, dass d'Waardezäiten hei bei ons am Land skandaléis laang sinn. Dat sinn a ville Fäll osteoartikulär Ënnersichungen, déi zwar net ëmmer dréngend sinn, mä wou de Patient awer wéi huet, an da muss hie laang krankgeschriwwe ginn, wat net nëmme fir hien, mä och wirtschaftlech e groussen Impakt huet. An da sinn awer leider och ganz vill Fäll vu Leit, bei deenen net kloer ass, ob si net eng uerg Krankheet hunn, zum Beispill Kriibs. Do ass net nëmmen de Patient enger laanger, ängschtlecher Waardephas ausgesat, mä en plus riskéiert en, dass wäertvoll Zäit fir d'Behandlung verluer geet.

Meng Froe leede sech also aus deem Gesotenen of: Ass d'Madamm Minister grad wéi mir der Meenung, dass mir dréngend mussen a Saachen IRM norüsten? An a welchen Delaien ass dat virgesinn?

An zweetens wollte mer wëssen, ob d'Madamm Minister an hir Leit sech schonn eemol Gedanken driwwer gemaach hunn, ob mir net sollten och hei am Land dëse Secteur opmaache fir d'Privatinitiativ.Vill Leit ginn an onst not Ausland depannéiert, woubäi dat oft Privatpraxisse sinn.

Natierlech ass d'Ënnersichung do méi deier wéi bei ons. Mä dat ass awer net, well den Dokter do méi Suen derfir kritt, mä dat kënnt dohier, dass bei ons d'Personal an den Equipement iwwert d'Spidolsbudgete finanzéiert ginn an dass dat hei bei enger privater Praxis natierlech net de Fall ass.

Sollte mir also net hei am Land och e Privatsecteur opmaache fir esou eng Privatinitiativ? En effet ass ons planwirtschaftlech Spidolspolitik vill ze vill rigid, fir op Entwécklungen an der Medezinn punktuell a séier ze reagéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt der Madamm Mergen Merci soe fir dës Fro.

Op der Quadripartite vum 18.10. hunn de Minister Romain Schneider an ech selwer kloer Aussoe gemaach betreffend de Prinzip vun enger Opstockung vum Park vun IRMe vu siwen op eelef Apparater. Déi politesch Decisioun läit also vir an ass och dobausse bekannt. A mir hunn iwwregens an deene leschte Méint op sechs Question-parlementairë geäntwert, déi dat doten zum Inhalt hunn.

Ech denken, mir sinn eis och alleguerten eens, dass d'IRMen als e modernt Diagnosequipement fir d'Patienten an ausräichender Zuel mussen do sinn, well si de Patient jo och manner Stralen aussetze wéi zum Beispill de Scanner.

De Gesondheetsministère ass och prett, fir de bauleche Kader vun den neien IRMen iwwert de Spidolsfong ze finanzéieren. Op der Quadripartite ass d'Spidolsfederatioun gefrot ginn, fir eng nei formell Demande betreffend d'Autorisatioun vun der Acquisitioun vun neien Apparater anzereechen. Den Accord, dee virdru mat der CNS fonnt gi war, deen huet näämlech aner Modeller vun Apparater betraff, déi awer net méi kommerzialiséiert ginn. An déi formell Demande ass de 24. November beim Sozialminister a bei mir eragaangen. A mir soen der Federatioun och Merci dofir, well déi formaliséiert Demande war noutwendeg, fir d'Prozedur ronderëm d'Acquisitioun vun den neien IRMe geregelt ofzewéckelen.

Wat elo déi spezifesch Fro vun de Waardezäiten ugeet, esou wëll ech ënnersträichen, dass ech mer där Problematik bewosst sinn an dass ech d'Leit ganz gutt verstoe kann, déi heiansdo e puer Wochen oder e puer Méint op e Rendezvous waarden. Dat ass natierlech net zefriddestellend a mir ass virun allem dru geleeën, dass d'IRMen am Interêt vum Patient agesat ginn an dass wierklech all Patient dann en zäitgerechten Zougang zu enger IRM kritt, wann en dat och wierklech brauch.

D'Waardezäite variéiere jee no Spidol a jee no Urgence, iwwregens och jee nodeem, ob ee bannent dem Spidol ass oder vun ausserhalb dem Spidol kënnt. Bei urgente Fäll gëtt direkt oder bannent e puer Deeg eng IRM gemaach. Generell leien d'Waardezäiten hei bei eis am Land tëschent sechs Wochen a sechs Méint.

Den Zuele vun der CNS iwwert d'IRMen no goufen 2016 ronn 50.000 IRM-Akten hei zu Lëtzebuerg verzeechent, dovunner 1.324 aus dem Ausland, dat heescht knapps 2%.

Bon déi véier zousätzlech IRMe wäerte wuel derzou bäidroen, fir d'Waardezäiten erofzesetzen. Wichteg ass awer och, dass d'Justifikatiounsprozedure respektéiert ginn, soss wäert d'Eropsetze vun der Zuel vun den IRMe kaum eppes un de Waardezäiten änneren.

Mir hunn als Ministère präzis Recommandatiounen ausgeschafft, fir d'Justification médicale ze verbesseren. Iwwregens läit den Taux de justification bei de Scanneren, déi mer jo wëllen erofzesetzen duerch eng verstäerkt Notzungsméiglechkeet vun den IRMen, knapps iwwer 60%. Dat muss eis ze denke ginn an dat muss och erafléisse bei eisen Zilsetzunge ronderëm d'Erofsetze vun de Waardezäiten.

Doriwwer eraus a weiderhi mam Objektiv, fir d'Waardezäiten erofzekréien, hunn ech den 20. September déi véier Spideeler ugeschriwwen a si gebieden, mir bis uganks Dezember op enger Referenzperiod vun engem Mount gesi pro IRM-Equipement a fir all realiséierten IRM präzis Donnéeën ze liwwere betreffend d'Delaien tëschent dem Datum vun der Verschreiwung an deem Moment, wou den IRM gemaach ginn ass. Och dës Donnéeë gi vun den zoustännege Servicer analyséiert a fléissen dann an eis Aarbechten an, déi néideg sinn, fir d'Qualitéit an den Oflaf vun den IRM-Ënnersichungen ze verbesseren.

An ofschléissend wollt ech hei nach déi Informatioun ginn, dass ufanks 2018 déi zwee zoustänneg Ministeren, also de Sozialminister an de Gesondheetsminister, der Ëffentlechkeet méi detailléiert Informatioune wäerte ginn iwwert déi weider Virgoensweis betreffend d'Acquisitioun vun den neien IRMen an de Spideeler. À ce stade ass net virgesinn, fir dat fräizeginn um liberaliséierte Marché. An et ass och iwwregens net kompatibel mat de geltende Reglementer, déi mer hei am Land hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Déi nächst Fro kënnt vum Här Claude Adam an dréit sech ronderëm de Stand vun de Renovéierungsaarbechten um Schëndelser Schlass.

- Question nº283 du 28 novembre 2017 de M. Claude Adam relative à l'état actuel et l'avancement des travaux de rénovation du château de Schoenfels, adressée à M. le Secrétaire d'État à la Culture

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir hutt eigentlech elo scho meng Fro gestallt.

(Hilarité)

Schëndels ass effektiv mat ronn 80 Stéit eng vun deene méi klengen Uertschaften am Land an, wéi Der richteg gesot hutt, den Donjon, den Tuerm vum Schlass vu Schëndels ass ee ganz markant Zeeche vun där Uertschaft. An do stellt ee sech natierlech d'Fro, do si scho ganz laang Renovéierungsaarbechten amgaangen, an do war dann och viru ronn annerhallwem Mount en Artikel an enger Lëtzebuerger Zeitung an do stoung dann, den zweete Stack, dee wier souwäit fäerdeg renovéiert, mä iwwert d'Destinatioun wieren dann nach Froen op. An ech zitéieren aus deem Artikel: „Über den Fortschritt der Arbeiten hüllt sich die federführende Denkmalschutzbehörde jedoch in Schweigen."

An dat wier da vläicht hei eng Geleeënheet, fir eis e bësselchen ze zielen, wéi dat mat deene Renovéierungsaarbechten ass, wéi den Zäitplang ass, an och vläicht iwwert d'Destinatioun, wat dann op Schëndels an d'Schlass kënnt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech wëll Iech awer soen, Här Adam, Dir waart vill méi komplett ewéi ech.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet de Statssekretär am Kulturministère, den Här Arendt.

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Merci, Här President. Ech soen dem Claude Adam och Merci fir seng Fro. Et kann ee sech effektiv aus dem Artikel Froe stellen, mä ech versichen op alle Fall, dorobber emol eng Äntwert ze ginn.

Bon, just de Service des sites et monuments ass als Bauhär fir d'Stabilisatioun an d'Renovéierungsaarbechte vum Tuerm zoustänneg an ass och fir d'Installatioun vun der Basistechnik vun der zukünfteger Notzung als „Musée de la forêt" vun der Administration de la nature et des forêts zoustänneg. Dat ass also déi nächst Destinatioun: Musée de la forêt.

Wat d'Aarbechten elo betrëfft, kann ee soen: Niewent den Aarbechte vun der statescher Sanéierung vun dem Daachgespär, der Charpente, der Sanéierung vun de Maueren an dem Verwëllef vun der Salle des chevaliers gouf bis elo och déi statesch Sanéierung vun dem Buedem iwwert dem éischten an dem zweete Stack duerchgefouert.

Den „echten Hausschwamm", „mérule", dee grouss Deeler vun der droender Struktur vun dem Buedem befall hat, huet derzou gefouert, dass déi hëlze Balken hu missen deelweis ofgeschnidde ginn, wou se an der Mauer oplouchen, a si sinn duerno mat enger Zort Prothees ergänzt ginn. D'Behandlung géint den Hausschwamm huet och misse mat Injektiounen am Mauerwierk duerchgefouert ginn. An dës Aarbechte ware komplizéiert an opwendeg a goufen esou duerchgefouert, dass e Maximum vun der historescher Bausubstanz konnt erhale ginn.

De Parquet vun der Salle des chevaliers ass dowéinst och deelweis ersat ginn. A weider gëtt et och e Monitoring vun der Effikassitéit vun de Mesurë géint den Hausschwamm.

Duerchgefouert goufen och Sondagen op strategesch wichtege Plazen, fir dee weidere finanziellen Opwand vun dem integralen Assainissement vun dem Buedembelag um Niveau vum Haff besser kënnen ofzeschätzen. Dësen Assainissement mécht d'Ersetze vun de Buedemschichte bannen am Tuerm tëschent dem Verwëllef vum Keller an dem Rez-de-cour noutwendeg.

Déi geplangt archeologesch Interventioun gouf vum Service des sites et monuments bei dem Centre national de recherche archéologique ugefrot an ass fir déi éischt Halschent 2018 geplangt.

Wéinst der haiteger Buedemfiichtegkeet - an héijer Buedemfiichtegkeet! - wäert och de Parquet vun zwee Raim um Niveau vum Haff Rez-de-cour integral mussen ersat ginn. Kuerzfristeg si geplangt fir déi nächst Méint: Depose vun Deeler vum zäitgenëssesche Crepi vun der Fassad a Form vu Placken, déi eng reduzéiert Flächenhaftung hunn. Dëst geschitt als Virsiichtsmoossnam, fir d'Sécherheet ronderëm den Tuerm ze garantéieren.

Zäitgläich gëtt den Zoustand vun der méi historescher Bausubstanz gekuckt, fir d'Refectioun vun der Fassad am Detail ze plangen, Reparatur vum Stuckplaffong um Niveau Haff Rez-de-cour, an drëttens, archeologesch Fouillen an den zwee Raim um Niveau Haff Rez-de-cour, a véiertens neie Buedemopbau vun de Raim um Niveau Haff Cour.

Betreffend Technik an Heizung: Fernwärme vun der zentraler Heizanlag. Um Site vun der ANF leien d'Zouliwwerungsleitunge bis bei de Keller vum Tuerm. D'Detailplanunge fir den Uschloss ginn Ufank 2018 fäerdeg ausgeschafft, am Respekt vun den Ufuerderunge vum Schutz vun de Fliedermais. E permanente Monitoring betreffend d'Fliedermaispopulatioun am Tuerm gëtt vun de Fachleit gemaach. Parallell wäert d'Beliichtungskonzept fir Sécherheet, Basisbeliichtung a Spezialbeliichtung fir de Musée zesumme vun dem Service des sites et monuments an der ANF ausgeschafft ginn.

An nach kuerz ee Chiffer: De Service des sites et monuments huet also bis haut 410.000 Euro an den Tuerm investéiert a kuerzfristeg si weider 450.000 Euro fir d'Stabilisatiounsaarbechte virgesinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statssekretär. Déi nächst Fro kënnt vum Här Marc Spautz, riicht sech un de Sozialminister an dréit ronderëm d'Transpositioun vum Accord a vun der Statutereform beim Stat op de Gesondheets- a Fleegesecteur. Den Här Spautz huet d'Wuert.

- Question nº284 du 28 novembre 2017 de M. Marc Spautz relative à la transposition de la réforme et de l'accord salarial de la fonction publique dans le secteur d'aides et de soins et le secteur social (SAS) et le secteur hospitalier (FHL), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Also Dir huelt engem ëmmer schonn d'Halschent ewech. Elo sinn ech schonn… bon.

Här President, meng Fro geet un den Här Sozialminister. An enger schréftlecher Question parlementaire hat ech d'Fro gestallt, ob genuch Moyenen do wieren an der CNS, fir dass alles kéint ëmgesat ginn, och an deenen Hospice-civillen, wou et geschéngt huet, dass Schwieregkeete wieren, fir de Kollektivvertrag vun der Fédération des hôpitaux respektiv vum SAS ëmzesetzen.

Den Här Minister hat mer deemools geäntwert, do wier iwwerhaapt kee Problem, well opgrond vum Artikel 74 vum Code de la sécurité sociale wiere Moyenen do. Mir hunn awer elo net méi spéit wéi d'lescht Woch en Amendement kritt zum Budget an der Chamber, wou dann argumentéiert ginn ass, mir missten deen Amendement maachen, fir Moyenen ze hunn, fir och de Kollektivvertrag ënner anerem fir d'Fédération des hôpitaux luxembourgeois kënnen ëmzesetzen, an dat getrei de Bestëmmunge vum Artikel 162-8 an Artikel 164-8 vum Code des assurances sociales.

Meng Fro elo dohigeeënd: Et si jo elo keng dräi Strukture méi, déi Schwieregkeeten hu mat der

Ëmsetzung vum Kollektivvertrag, mä et sinn der fënnef. Hei steet elo just dran, dass et drëm geet, fir eppes ze maache bei de Spideeler. Meng Fro un de Sozialminister ass: Gëllt dat da fir d'Spideeler alleguerten? A gëllt dat och fir déi, déi ënnert d'Applikatioun fale vum SAS-Kollektivvertrag? Sinn och do elo déi Moyenen do, fir dass déi Leit alleguerte kënne vun deem profitéieren, wat d'Sozialpartner ofgemaach hunn?

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet de Sozialminister, den Här Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och dem Här Spautz fir déi Fro, déi effektiv supplementär zu senger schréftlecher Fro ass, wou den Aarbechtsminister Nicolas Schmit an ech selwer drop geäntwert hunn op déi gréisst Detailer. An ech mengen awer och, Merci fir d'Méiglechkeet ze ginn, vläicht vun dëser Plaz eng Kéier ze soen, wat all déi Accorden ausgemaach hunn, wou eigentlech Dausende vu Leit dervunner betraff sinn, engersäits den Accord am Secteur vun den SAS, de 16. Juni 2017 ënnerschriwwen, deen anere fir de Secteur vun der FHL den 21. Juni 2017.

Heivunner, vun dëse Verbesserungen, vun dëse Remunerationsverbesserungen, kënnen am Ganzen 23.000 Leit an dësen zwee Secteure profitéieren. Och dat, mengen ech, ass en Zeechen, e finanzielle Kader, deen dës Regierung gesat huet, datt dat konnt gemaach ginn, an dat virun allem och op Basis vum Accord tëschent de Syndikater an der Regierung, dee vum 28. November 2014.

Ech mengen, nëmme grad duerch dëse Schratt an duerch dës Garantie war et méiglech, datt dës Kollektivverträg mat och der Opwäertung vun de Carrièren iwwerhaapt méiglech waren, eppes, wat zënter Laangem, zënter Jorzéngte gefrot gi war a wat och richteg ass a wat och gutt esou ass, datt dat endlech konnt duerchgezu ginn. Dës Regierung huet e Versprieche gemaach, huet en Accord ënnerschriwwen an dëst gouf applizéiert, soudatt iwwer 23.000 Leit zënter dem 1. Oktober 2017 dovunner kënne profitéieren, mat an der Regel enger Hausse vun ëm déi 10%, wat hire Salaire betrëfft.

Doniewent hutt Der richteg drop higewisen, datt mer jo natierlech eng Application différente hunn am Secteur FHL an SAS an datt mer effektiv och an engem gewëssene Beräich, an Dir hutt d'Hospice-civille genannt, nach Leit hunn, déi eigentlech an ancien FHL-Kontrakter falen an elo applikabel eigentlech an engem SAS-Secteur schaffen. Och hei, mengen ech, ass d'Äntwert vun deenen zwee Ministeren eigentlech kloer gewiescht, datt, wann e Kollektivvertrag do ass, deen natierlech och ze applizéieren ass.

Ech weess, datt de Moment déi juristesch Fro nach do ass: A wéi engem Secteur si se dann? Dat ass eng Fro, déi ze klären ass a wou ech hoffen, datt och d'Partner sech eens ginn, fir virun allem och säitens vun den Employeuren déi Obligatiounen ze huelen, déi se eigentlech hei am Accord ënnerschriwwen hunn. An ech mengen, d'Moyene sinn do, souwuel déi finanziell wéi derniewent och déi juristesch, déi kënnen applizéiert ginn.

Vläicht awer, fir Iech den Impakt och ze soen, deen ech eigentlech schonn an der Chamberskommissioun, wéi Der richtegerweis drop higewisen hat, an der Finanzkommissioun, gesot hunn: Fir den SAS heescht dat 2018 40 Milliounen Euro, déi virgesi sinn, fir hei kënnen ze applizéieren. Dat geet jo am Beräich vun der Valeur monétaire, déi de Moment verhandelt gëtt tëschent de Partner, tëschent der COPAS an der CNS, an dat op enger konventioneller Basis. Dat gëtt also de Kader, fir dee Kontrakt ofzedecken, fir och hei déi eenzel Fraisen ze droen.

Op där anerer Säit den FHL-Kontrakt: Do ass jo esou, datt mer dat natierlech ëmmer maachen, andeem mer et iwwert d'Enveloppe budgétaire léisen. Dir hutt zu Recht gesot, datt et jo de Moment schwéier ass ze chiffréieren, wat exakt dës Chiffere ginn. An dofir hu mer eis eben iwwer en Amendement am Budgetsgesetz d'Méiglechkeet ginn, datt zum gegebenen Zäitpunkt d'Regierung dës Enveloppe kann nei fixéieren an dann eben och d'Moyenen do stellt, fir eben och deem Rechnung kënnen ze droen.

Wat d'Hospice-civille selwer ubetrëfft, hunn ech ganz kierzlech, den 21. November, e Bréif kritt, wat d'Hospice-civille vun der Stad Lëtzebuerg betrëfft: Déi schwätze vun engem Coût supplémentaire vun 1,6 Milliounen. Dobäi geet awer net rieds, wat dann elo déi Recettes supplémentaires wäerte sinn, déi grad iwwert d'Refixatioun vun der Valeur monétaire - wou ech gesot hunn, ëm déi 10% - wäerten erakommen, soudatt een och hei also eng Depensen- a Recettërechnung muss maachen. An ech mengen, wann déi gemaach ass, da wäerte mer och d'Moyenen hunn, datt ganz einfach och hei déi néideg Moyenen zur Verfügung stinn, fir dat kënnen ze applizéieren.

A weiser Viraussiicht, mengen ech, hat awer och hei schonn d'Stad Lëtzebuerg, fir virun allem och ze garantéieren, datt d'Pensiounspräisser vun hire Pensionnairen an dësen Etablissementer net géifen an d'Luucht goen, e Crédit budgétaire scho virgesinn 2016, 2017, an ech ginn dervun aus, och 2018, fir ebe genau dat doten ze evitéieren an hire Leit eng optimal Méiglechkeet ze ginn, ënner abordabele Pensiounspräisser ze wunnen.

Voilà. Ech hoffen, datt ech komplett war an den Zuelen. An an deem Sënn, Merci fir d'Fro an och fir dee ganze Suivi vum Dossier.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Déi siwent Fro kënnt vum Här Roger Negri, riicht sech un den Här Landwirtschaftsminister an dréit ronderëm d'Verlängerung vun der Lizenz fir de Glyphosat an d'Reaktioun vun der Lëtzebuerger Regierung dorop.

- Question n°285 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative au renouvellement de la licence d'exploitation de l'herbicide glyphosate par le Conseil de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Gëschter huet, wéi gesot, d'EU-Kommissioun decidéiert, d'Autorisatioun vum ëmstriddenen Herbizid Glyphosat an der EU ëm weider fënnef Joer ze verlängeren. Bon, de Glyphosat steet bekanntlech am Verdacht, kriibserreegend ze sinn. D'EU stellt awer de Membersstaten et fräi, fir op hirem Territoire de Glyphosat ze verbidden. De franséische President Emmanuel Macron huet mëttlerweil ugekënnegt, fir no Weeër ze sichen, de Glyphosat duerch Alternativen ze ersetzen a spéitstens an dräi Joer dann och um nationale Plang de Glyphosat ze verbidden.

An deem Sënn meng Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

Éischtens, kann den Här Minister eis confirméieren, dass d'Lëtzebuerger Regierung zu Bréissel géint d'Verlängerung vum Glyphosat gestëmmt huet? Eng rhetoresch Fro.

Zweetens, wéi gesäit de Minister d'Chancen, fir innerhalb vun den nächste Joren Alternativen zum Glyphosat ze fannen, déi noweislech manner ëmwelt- a gesondheetsschiedlech si wéi de Glyphosat?

An drëttens, wa jo, ass den Här Minister der Meenung, dass de Glyphosat och hei am Land innerhalb vun dräi Joer sollt verbuede ginn?

An déi lescht Fro: Huet den Här Minister scho Gespréicher opgeholl mat allen Akteuren aus dem landwirtschaftleche Secteur hei zu Lëtzebuerg, fir mëttelfristeg och e fräiwëllege Verzicht op Glyphosat ze erreechen? A wa jo, wéi waren d'Reaktiounen dorop?

An ech géif dem Här Minister schonn am Viraus Merci soe fir seng Äntwert.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Ech wéilt fir d'Éischt dem Kolleeg Roger Negri Merci soe fir déi dote Fro, déi jo absolutt d'actualité ass. De Vott vu gëschter ass an deem Sënn eng kleng Iwwerraschung, well véier Länner hir Positioun schlussendlech geännert hunn an derfir gestëmmt hunn. Et ass doduerch eng ganz knapp Majoritéit entstane mat 18 Länner, déi 65,71% vun der Populatioun ausmaachen. De Seuil si 16 Länner a 65% vun der Populatioun.

Lëtzebuerg huet, wéi den Här Negri et confirméiert huet, bei dësem Vott dergéint gestëmmt. Am Kloertext bedeit déi doten Decisioun, datt de Glyphosat elo fir eng nei Period vu fënnef Joer zougelooss ass. Mir fannen dat, wéi gesot, net gutt, well deen Delai eis ze laang ass a well mer a fënnef Joer nees erëm eng Kéier do stinn, wou mer elo waren. Dat haaptsächlech, well et sech erausgestallt huet, datt et de Moment net genuch onofhängeg a publizéiert wëssenschaftlech Studien zu de Risike vum Glyphosat gëtt.

Op där anerer Säit loossen déi fënnef Joer eis awer heiheem genuch Zäit, fir eng iwwerluechten Exit-Strategie zesumme mam Secteur ze definéieren. An op deem Punkt huet och eis Meenung net geännert.

Fir mech ass gradesou kloer, datt mir hei zu Lëtzebuerg an enger responsabeler Approche eng Iwwergangsphas vun e puer Joer brauchen, fir datt de Secteur d'Méiglechkeet kritt, sech drop anzestellen, a fir datt mer zesumme mam Beruff dës Exit-Strategie kënnen opstellen.

Ech hunn duerfir och proposéiert, datt mir eis mat de concernéierten Akteuren alleguer zesummen un een Dësch setzen, fir dat anzelauden. Wichteg ass, wéi gesot, datt mer hei responsabel handelen. Dat heescht, mir wäerten déi Zäit notzen, fir mat de Forschungsinstituter a mam Secteur zesummen eng Ausgangsstrategie opzesetzen an no Alternativen ze sichen. Als Beispill wëll ech hei den EFFO-Projet zitéieren, et ass dat e bëssen esou, wéi ech mir dat virstellen.

Ech wëll hei och ënnersträichen, datt schonn zënter Joren e puer Reie vu Projeten uechtert d'Land lafen, fir aktiv no alternative Kulturmethoden ze sichen, zum Beispill d'Neigestaltung vun de Fruuchtfolgen, den Asaz vun Tëschefriichten, nei Kulturen an esou weider. Dat geet awer net vun engem Dag op deen aneren, well een dernieft zum Beispill muss nei Vermaartungsweeër fannen oder och opbaue respektiv de Baueren aner Kompensatiounsmoossnamen ubidden.

Der Natur an Ëmwelt ass et jiddefalls net dénglech, wann ee vun haut op muer géif den Asaz vum Glyphosat verbidden, well da gëtt wahrscheinlech op aner Mëttelen zréckgegraff, déi sécher net manner schiedlech sinn.

Et muss een näämlech och wëssen, datt duerch d'Asetze vum Glyphosat verschidde buedemschounend landwirtschaftlech Technike méiglech gi sinn, déi positiv Effekter, ënner anerem op d'Buedemerosioun, d'CO_2-Emissiounen an d'Drénkwaasserqualitéit, zum Beispill den Nitratgehalt, hunn. Duerfir muss ee positiv an negativ Effekter genee ofweien, fir kënnen déi richteg Decisiounen ze huelen.

Gläichzäiteg plädéiere mer awer och um europäeschen Niveau, fir nei onofhängeg Studien an Optrag ze ginn. Lëtzebuerg plädéiert och fir eng Verstäerkung vum Budget vun den Agencen a fir eng méi transparent Zouloossungsprozedur vun alle Sprëtzmëttel. Nach dëst Joer wäerte mer eisen iwwerschaffte PAN, eisen nationale Plang fir d'Reduzéierung vun de Planzeschutzmëttel, fäerdegstellen, dee mer dem Regierungsrot ënnerbreeden, fir en dann duerno ze publizéieren. D'Moossnamen, déi an dësem Plang virgesi sinn, viséieren iwwregens net nëmmen de Glyphosat, mä d'Sprëtzmëttel am Allgemengen.

Ech wëll hei awer och nach eng Kéier ënnersträichen, datt mir zwar net glécklech iwwert d'Decisioun vun der Kommissioun sinn, datt et awer de Meritt vun de glyphosatkritesche Länner ass, datt d'Planzeschutzmëttel elo just eng Noutzouloossung fir fënnef, an net fir zéng Joer krut.

An ech bleiwen der Iwwerzeegung, datt trotz dëser Decisioun d'Enn vun der Glyphosat-Ära agelaut ass an datt mer zesumme mat anere Länner, awer och an enker Zesummenaarbecht mam Beruff, zäitno realistesch Alternative wäerte fannen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir kommen dann zur leschter Fro am Rumm vun dëser Froestonn. Si kënnt vum Här Roger Negri an dréit ënner anerem ronderëm de Buedemradar um Fluchhafen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°286 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative à la mise en service du radar de sol à l'aéroport de Luxembourg et au suivi du dossier de coopération avec la Deutsche Flugsicherung GmbH (DFS), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt dem Här Nohaltegkeetsminister François Bausch d'Fro stellen, wéi d'Situatioun um Lëtzebuerger Fluchhafen ass, um Findel, wou mer jo wëssen, dass um Findel vill Niwwel ass an de Fluchhafen och esou aklasséiert ass. Mir wëssen alleguerten, dass e Buedemradar immens wichteg ass, fir déi ganz Objeten, déi op de Fluchpiste sinn, ze gesinn. Ech erënneren un dat schwéiert Accident 1977 op Teneriffa, wou e Fliger gestart ass an zu gläicher Zäit nach en anere Fliger, och am Niwwel, op der Pist war an et dunn zu enger Risekatastroph komm ass.

An deem Sënn wëll ech de Minister froen, wéi wäit mer do an deem Dossier si mat dem Buedemradar, well effektiv mer alleguerten als Passagéier wëlle sécher sinn, dass de Fluchhafen, d'Lotsen och wëssen, wat op hire Pisten ass. Ech mengen, mir haten an der Zäit och emol Incidente mat Camionnetten, déi op der Pist stoungen.

An deem Sënn wollt ech dann och hei de Minister froen - dat war jo och mat ugekënnegt ginn, dass an deem Zesummenhang och eng weider Kooperatioun mat der DFS, der Däitscher Fluchsécherung, géif vustattegoen -, wéi wäit mer an där Entwécklung mat der Kooperatioun sinn, wou jo dann och de Buedemradar soll eng Roll spillen.

Villmools Merci fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci dem Här Negri fir déi Fro. Beim Buedemradar gëtt et zwou Stufen, wéi deen agefouert gëtt, dat sinn d'Stuf 1 an d'Stuf 2.

D'Stuf 1 ass dëst Joer agefouert ginn. Déi ass och elo am Laf vum Joer, Enn des Joers, vun der DAC, also dem Regulateur, zertifiéiert ginn, datt déi kann a Betrib goen. Wat bedeit dat? Ma dat bedeit, datt op der Pist selwer respektiv op den Taxiwayen an de Parkingen duerch de Buedemradar Fligeren, mä och aner Gefierer geolokaliséiert kënne ginn, dat heescht, datt déi op dem Radar siichtbar sinn. Dat ass eng zousätzlech Hëllef fir d'Fluchlotsen um Fluchhafen an dat fonctionnéiert schonn.

De Level 2 fonctionnéiert nach net. Dat soll am Laf vun 2018 agreéiert ginn, also vun der DAC och dann ofgeholl ginn. An do geet et drëms, datt eng regelrecht zousätzlech Positioun um Tuerm kënnt, dat heescht, datt net nëmmen einfach alles, wat do fiert, iwwert de Radar geolokaliséiert gëtt, also siichtbar ass fir de Lotsen, mä datt och zum Beispill Alarmen ausgeléist ginn, jee nodeem, wann zum Beispill Gefierer an eng Zon erafueren, wou se a Konflikt kéinte gerode mat anere Saachen. An dat soll am Laf vun 2018 geschéien.

De Kooperatiounsvertrag mat der Deutschen Flugsicherung geet net ëm de Buedemradar, mä do geet et drëms, fir all déi technesch Installatiounen - dat sinn der jo ganz vill um Fluchhafen -, déi fir d'Fluchlotse wichteg sinn, ze erneieren. Do sinn e puer Saachen elo an der Ëmsetzung. Also dat ass zum Beispill déi ganz Reseausinfrastruktur, déi airside ass, do ass de Konzept validéiert ginn. An et ass virgesinn, datt elo am Januar, Februar 2018 d'Installatioun gemaach gëtt.

Dann dat Zweet, wat ganz wichteg ass: Déi ganz Recepteuren, Emetteuren, Radioen, déi ginn alleguer ganz nei gemaach. Och do ass d'Konzept validéiert a receptionnéiert an den Dossier Kommodo ass en cours. Dat soll och elo an der éischter Halschent 2018 mat der Hëllef vun der DFS a Betrib goen. An dann, wat och nach initiéiert ass, dat ass de sougenannten „direction finder", dat ass awer méi an der Luucht. Dat soll och an der éischter Halschent 2018 goen. Da sinn e ganze Koup aner Projeten, déi och am Laf vun 2018 kommen. An da kommen der zum Deel 2019. Also dat ass e Prozess, dee geet bis 2024. Et ass och esou, datt verschidden Apparater upgegradet ginn op Basis vun deem System, deen haut besteet. Dat ass zum Beispill och en Deel, dee ganz wichteg ass fir d'Approche.

Do gëtt gekuckt, fir dat mat dem italienesche Fournisseur, deen dat, wat haut do ass, geliwwert huet, ze maachen. Dat war och esou mat der DFS ofgemaach. Dat geet guer net aneschters, soss dauert dat ze laang an dat mécht och méi Sënn. Elo gëtt natierlech gekuckt, datt mer keen double Emploi maachen.

Dat heescht, déi Apparater, déi do elo upgegradet ginn oder nei installéiert gi vun deem italienesche Fournisseur, dat maache mer dann herno natierlech net nach eng Kéier. Dann huele mer dat hei eraus. Ech mengen, dat leeft awer ganz gutt, muss ech soen, déi Zesummenaarbecht. Do sinn Aarbechtsgruppen agesat, wou dat leeft. Also ech mengen, wéi gesot, dee Prozess geet bis 2024, wou da gréisstendeels déi ganz Radioen, d'Informatik, d'Gekabels, also alles och nei gemaach gëtt. Dat ass alles airside.

Dat huet awer elo näischt mat der Renovatioun vun der Pist ze dinn. Dat betrëfft elo nëmmen dat, wat den Tour de contrôle ubelaangt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Mir sinn domat um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir géifen elo zu zwou erweiderte Froen iwwergoen. Et ass fir d'Éischt d'Fro vum Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vun den Aarbechtsplazen an der kreativer Ekonomie an déi professionell Profiller an deemselwechte Secteur.

Dir wësst, den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten an de Minister huet herno zéng Minutten, fir dorop ze äntweren. Ech sinn iwwerzeegt, Dir braucht déi zéng Minutten net ganz. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

5. Question élargie nº26 de M. André Bauler au sujet des profils professionnels et de l'évolution des emplois dans l'économie créative

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech mierken, Dir kënnt d'Zukunft virausgesinn. Ech erlabe mer am Kader vun enger Question élargie, dem Här Aarbechtsminister eng Rei Froen zu der kreativer Wirtschaft ze stellen. D'Kreativwirtschaft stellt hei zu Land 390 Milliounen Euro vum PIB duer. Et sinn ëm déi 2.200 Firmen, déi ronn 7.000 Employéen, spréch 2% vun der Lëtzebuerger Aarbechtskraaft, eng Aarbechtsplaz ginn. D'Kreativwirtschaft ass villsäiteg a féiert queesch duerch de Gaart: Architektur, Konscht, Design, Gaming, Marketing a Kommunikatioun, Musek, Arts visuels, Film, „digital media". All dës Aktivitéiten, ënner villen aneren, rangéieren ënnert der Notioun vun „économie créative".

An dësem Kontext stelle sech eng Rei Froen, déi, esou denken ech, net nëmmen de Wirtschafts-, mä och den Aarbechtsminister eppes uginn. Ech wollt fir d'Éischt froen, ob den Aarbechtsministère detailléiert Statistiken iwwert dësen neien oder méi oder wéineger neie Wirtschaftsberäich féiert. Wa jo, wéi sinn déi Statistiken opgestallt? Geet et éischter no Beruffsprofiller oder ass d'Opdeelung éischter méi graff? Also gëtt et éischter no Branchen opgedeelt, wéi zum Beispill Arts visuels, Kommunikatioun, Architektur an esou weider? Wéi gesäit d'Opdeelung tëschent Salariéen an Onofhängegen, also Independanten, an deem Creneau vun eiser Ekonomie aus?

Am Zäitalter vun der Digitalisatioun schaffen och nees méi Leit als Patron, also op sech selwer, och vläicht als Freelance, eng modern Form vun Doléineraarbecht, wéi mer se fréier kannt hunn. Dat kann een och am Beräich vun der Kreativwirtschaft feststellen a sech och do virstellen.

Wéi gesinn iwwregens d'Beruffsperspektiven am kulturelle Beräich an am Filmsecteur spezifesch aus? A puncto Aarbechtsplaze gëtt jo gesot, dass de Kultursecteur 5,8% vum Emploi total ausmécht. Gëtt et Beméiunge vum Aarbechtsministère, fir d'Leit aus der kreativer Wirtschaft genee iwwer hir sozial Situatioun opzeklären, och a puncto Pensiounsusprech?

De Clustermanager Marc Lis sot an engem Interview, dass ee vun den Haaptthemen, déi de Secteur beschäftegen, d'Onkloerheet vun de verschiddene Statuts indépendants fir déi Kreativschaffend ass. Wéi gesäit déi aktuell Situatioun aus? Gëtt et do an Zukunft Kloerheet?

Kann den Här Minister eis Opschloss ginn, ob déi nei Beruffsprofiller och vun der ADEM enregistréiert ginn an och an hir Placementsaktivitéiten erafléissen? Gëtt et iwwert de Projet 1535° zu Déifferdeng eraus eng Rei Kontakter tëschent dem Aarbechtsministère an de Gemenge bezéiungsweis dem Wirtschaftsministère, fir ze kucken, wou een een oder méi Sitte kéint fannen, fir nei Aarbechtsplazen am Beräich Économie créative ze schafen, grad am Kontext vun der Dezentraliséierung vu wirtschaftlechen Aktivitéiten?

Mir ass näämlech gesot ginn, dass eng Hällewull vun Demanden hu missen ofgewise ginn, well keng Plaz méi zu Déifferdeng an zu Dummeldeng am Bamhaus ass. De 1535° gëtt effektiv vill gefrot an e géif aus allen Néit platzen.

Wéi grouss sinn d'Chancë fir Demandeurs d'emploi am Beräich vun der Économie créative, eng Schaff ze kréien? De Projet de loi 7149 gesäit jo eng Aide à l'embauche fir Laangzäitchômeure vir duerch d'Schafe vu Plazen, déi e sozialen an ekonomeschen Notzen hunn. Fält d'Économie créative ënnert dës Notioun?

Kann den Här Minister eis vläicht deen een oder anere Projet nennen, deen an deem Sënn initiéiert gouf? Dann eng lescht Fro: Denkt d'ADEM drun, fir och am Beräich vun der Kreativwirtschaft d'Kontakter ze intensivéieren, grad fir iwwert dëse Wee Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, ze aktivéieren oder weiderzebilden?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, ech soen dem Här Bauler Merci fir déi ganz kreativ Fro do. Ech wëll drop hiweisen, éischtens, datt, wat d'Donnéeën ubelaangt, de Statec am Juli 2016 an där Publikatioun, déi „Regards" heescht, eng Editioun dem Emploi culturel zu Lëtzebuerg consacréiert huet, wou et eng ganz Rei Informatioune gëtt iwwert d'Wichtegkeet vun de kreativen a kulturellen Entreprisen oder Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg.

Ech mengen, den Här Bauler huet jo schonn eng Rei Chiffere genannt, déi weisen, datt déi kulturell a kreativ Aktivitéiten e Poids hunn hei zu Lëtzebuerg. Ech géif esouguer soen, no där Etüd vum Statec: Mir sinn dat Land, wou déi Aktivitéiten dee gréisste Poids an der Wirtschaft hunn. Elo hänkt dat wahrscheinlech mat der Kreativitéit hei zu Lëtzebuerg zesummen. Mä et hänkt wahrscheinlech och dermat zesummen, wat e Land eigentlech méi eng héich Prosperitéit huet, wat sech och déi doten Aktivitéite méi developpéieren.

Wann een den Emploi kuckt - well jo eng vun deene wesentleche Froe vum Här Bauler sech op den Emploi applizéiert -, da kann een emol éischtens soen, datt d'Majoritéit vun deenen Emploien, déi an deenen Aktivitéite geschafe ginn, Leit concernéiere mat engem Diplom post-bac. Dat heescht, déi meescht Leit hunn eigentlech en Diplom, wat een „post-bac" nennt, vun enger Universitéit oder enger anerer Héichschoul.

Hien huet drop higewisen, datt et an deem Secteur eng grouss Varietéit gëtt. Dat ass richteg. Duerfir kann een elo net 100%eg alles opdeelen a seriéieren, mä ech wäert Iech herno eng Rei Donnéeë ginn, notamment och vun der ADEM. Elo wëll ech awer derbäisoen, datt et, wa mer un déi Activités créatives oder culturelles denken, dann an deem Secteur och Leit gëtt, déi net onbedéngt eng Profession culturelle hunn. Dee Secteur schaaft och Aarbechtsplaze niewebäi.

Ech mengen, wann Der en Theater hutt, dann hutt Der sécher Akteuren, Regisseuren, Leit, déi direkt implizéiert sinn an de Montage vun engem Theatersték, mä Dir hutt awer och Leit, déi éischter an der Technik oder ganz einfach an der Kees vum Theater sëtzen oder Plazen uweisen. An och do gesäit een, datt u sech dee Secteur eng Rei dër Aarbechtsplaze schaaft, déi elo net direkt kënne klasséiert ginn als kulturell Professiounen.

D'Fro iwwert d'Independanten an d'Salariéen: Do ass et ganz richteg, datt et an deem do Secteur méi Independantë gëtt wéi an der normaler Ekonomie allgemeng. An der ganzer Ekonomie hu mer à peu près e Rapport tëschent Salariéen an Independantë vun 90 zu 10: 90% Salariéen, souguer eppes Klenges driwwer am Emploi total, an 10%, déi independant sinn. Hei ass e Secteur, wou dat e bëssen anescht ass: 80% vun de Leit si Salariéen, wat jo awer nach e ganz héijen Niveau ass.

Ech beruffe mech do op déi Donnéeë vum Statec, well den Aarbechtsministère féiert heiriwwer keng präzis Donnéeën. Ech mengen, all déi Donnéeën iwwert den Aarbechtsmaart ginn, verschiddener vun der ADEM, mä haaptsächlech vum Statec gefouert. Den Aarbechtsministère huet elo selwer keng Statistiken heiriwwer. Mir hunn also 80%, déi Salariéë sinn, an ongefeier 20%, wat Leit sinn, déi independant sinn.

Et ass ganz kloer, datt déi Situatioun vum Independant hei variabel ass an deem Sënn, datt hire Statut heiansdo och prekär ka sinn. A mir hate jo eng Diskussioun hei, ënner anerem wéi mer d'Regelen iwwert de Contrat à durée déterminée fir de Secteur vum Film a vun deenen Industrien hei geännert hunn. Do hu mer jo besonnesch drop insistéiert, datt et wichteg ass, deene Leit awer eng gewësse Stabilitéit a besonnesch eng Kontinuitéit an hirer sozialer Ofsécherung ze ginn. An dat ass dee wichtegste Punkt, datt déi Leit och dann, wa se independant sinn, wa se eventuell net an enger Situatioun sinn, wou se e Kontrakt hunn, eben d'Méiglechkeet hunn, sech och perséinlech kënnen ofzesécheren.

Elo kann een natierlech soen: Dat sinn alles ganz prekär Statuten. Dat ass heiansdo de Fall. Et ass ganz kloer, datt et an deem do Beräich Leit gëtt, déi an enger relativer Prekaritéit sinn. An duerfir ass eben déi sozial Ofsécherung, déi déi Leit do musse kréien, souwuel wat hir Pensiounsrechter ubelaangt wéi och besonnesch hir Krankekeesen, extrem wichteg.

Ech géif se elo net direkt als „modern Doléiner" consideréieren. Dat geet vläicht e bësse wäit. Et gëtt vläicht aner Situatiounen, wou Dir drun denkt, wou esou Definitioune passen. Wann ech elo un d'Chauffeure vun Uber denken, da kann ech vläicht esou Parallelle maachen. Et ass awer elo net een, dee fräischaffenden Artist ass, deen also par Definitioun wierklech nëmme vu sech selwer an natierlech vu senge Clienten ofhänkt, datt ech deen esou kéint consideréieren.

Dann ass en anere wichtege Punkt: Déi, déi schaffen (veuillez lire: déi als Salarié schaffen), hunn déi e Contrat à durée indéterminée oder e Contrat à durée déterminée? Och hei gesi mer, datt d'Zuel vun deenen, déi e Contrat à durée déterminée hunn, méi grouss ass, wéi dat an der allgemenger Wirtschaft ass.

Mir hunn nëmme 75% vun de Leit, déi an deem Secteur e Contrat à durée indéterminée hunn, dat heescht also iwwer 15% oder ongefeier 15%, déi e Contrat à durée déterminée hunn, e CDD. Dat ass och ënnert dem Niveau vun der allgemenger Wirtschaft.

Interessant ass - déi Fro hutt Der mer net gestallt, mä da ginn ech trotzdeem eng Äntwert drop -, datt dat e Secteur ass, wou d'Frae gutt representéiert sinn. Ech mengen, d'Madamm Mutsch ass elo net hei, dat ass ee Secteur, wou d'Frae méi héich representéiert si wéi an der allgemenger Wirtschaft. Mir sinn do praktesch op engem Partage 50:50.

Elo vläicht e Wuert iwwert d'ADEM. Natierlech, d'ADEM beschäftegt sech och mat deenen dote Leit. Et ass also net esou, datt et déi dote Profiller oder Metiere bei der ADEM net géife ginn. Ech kann Iech elo net déi x Metieren do opzielen. Ech ginn Iech awer gären d'Chifferen, déi d'ADEM mer zoukomme gelooss huet. Wann een also elo kuckt mat enger breeder Definitioun vun deene Metieren aus der Industrie créative a culturelle, da gesäit een, datt bei der ADEM am Oktober 2017 393 Leit ageschriwwe waren. Dat geet also ëm Leit, déi éischter an der Moud waren, Leit, déi an der Dekoratioun wëlle schaffen, Leit, déi an der Editioun a Kommunikatioun wëlle schaffen, Leit, déi grafesch Handwierker hunn, Publicitéit, Spektakelen. Also am Ganzen ongefeier 393 Demandeurs d'emploi, déi déi dote Qualifikatioun hunn an och wëllen an deenen doten Domäne schaffen.

Derbäi kommen nach Architekten, 23, a Leit, wou ech géif soe plus ou moins Innenarchitekten: 11. Wann ech elo kucken, wivill Posten da bei der ADEM gemellt waren an deenen dote Secteuren, dann ass et ganz iwwerraschend, well mir fanne praktesch déi nämlecht Zuel erëm vu Posten, déi bei der ADEM gemellt waren, déi déi dote Secteuren, déi doten Aktivitéite couvréieren, dat heescht 388. Elo passt dat net ëmmer 100%eg. Et gëtt heiansdo méi Leit an engem Domän, wou Poste gemellt sinn, wéi effektiv Posten zur Verfügung stinn. Mä et gesäit een also och, datt bei der ADEM déi do Profiller existéieren, datt et déi Profiller absolutt gëtt an datt och d'ADEM natierlech Efforte mécht, fir dee richtege Matching hei an deenen doten Domänen ze maachen.

Dir hutt mer en plus eng Fro gestallt iwwert déi Sitten oder Coworking-Sitten. Ech mengen, dat ass net direkt meng Kompetenz. Ech weess, datt de 1535° e ganz gudde Site ass, wou effektiv d'Leit kënne vun där Situatioun positiv profitéieren, datt se do kënnen zesummeschaffen. Nediert, Här Buergermeeschter? Et gëtt en anere Site hei an der Stad an et ass envisagéiert, effektiv weider un neien esou Coworking-Plazen ze schaffen.

Mäi lescht Wuert ass, fir ze soen, datt ech mengen, datt déi kreativ Industrien e groussen Apport fir Lëtzebuerg duerstellen, net nëmmen an engem ekonomesche Kontext, mä och an engem Kontext, wou mer ons jo wëllen duerstellen. An ech mengen, déi schéinst Consecratioun krute mer, wéi Lëtzebuerger Artisten zu Paräis bei enger grousser Expositioun konnten hir Wierker am Grand Palais ausstellen. Dat weist also, datt dat och zum Image, zum Nation Branding vu Lëtzebuerg gehéiert. An duerfir ass et natierlech wichteg, dee Secteur weider auszebauen.

Här President: Déi nei Technologien, déi maachen natierlech deem Secteur ganz nei Méiglechkeeten op. Well deen, deen a sengem Atelier schafft, deen huet duerch déi nei Technologien eng Ouverture eigentlech op d'Welt, déi en ouni déi Technologien net hätt.

An duerfir gëtt et e schéine Saz vun engem amerikanesche Professer, deen en plus e ganz schéinen Numm huet, well en heescht Florida, dee seet eigentlech: Déi dräi „T"en, déi dee Secteur consacréieren, dat ass Technologie an Talent. An ech mengen, dat ass dat, wat mer och hei musse förderen: à la fois d'Technologien, well dat ass e wichtege Bestanddeel vun där Industrie, mä awer och vun dem Developpement vum Land, an d'Talenter. Ech mengen, domat brénge mer ëmmer Lëtzebuerg e Stéck weider.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat war dann deen drëtten „T"?

(Hilarité et brouhaha)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, deen hunn ech vergiess. Ech wollt Iech en awer soen: Tolérance.

Une voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. An do si mer bei deem, wat mech kennzeechent: Ech war ganz tolerant mat Iech, Här Minister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Duerfir wollt ech en net soen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, dat gesot, wollt ech den Här Bauler froen, ob en nach eng Zousazfro huet.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, deem ass net esou. Ech wollt dem Här Minister villmools Merci soe fir déi do Präzisiounen. Dat war ganz wichteg.

Ech wollt Iech awer soen, Här President, datt Äre Pronostic net ganz zougetraff hat. Den Här Minister huet awer seng Zäit pleinement gebraucht.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, ech muss meng gliese Kugel wiesselen. Mä Dir hutt dann d'Zäit erëm recuperéiert. Merci, Här Bauler.

A mir géifen zu där nächster erweiderter Fro iwwergoen. Déi kënnt vum Här Kox an dréit ronderëm den Tëschebilan zum Klimapakt mat de Gemengen. Den Här Kox huet d'Wuert.

6. Question élargie nº25 de M. Henri Kox au sujet du bilan intermédiaire du «Klimapakt» avec les communes ainsi que des adaptations futures y relatives envisagées par le Gouvernement

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Zwou Wochen no der Klimakonferenz zu Bonn, wouriwwer mer och herno gläich nach eng Heure d'actualité hunn, ass et wichteg, och hei nach eng Kéier iwwert de wichtege Rôle vun de Gemengen ze schwätzen.

Et ass esou bekannt, dass dobaussen oft d'Klimakonferenz als ganz abstrakt duergestallt gëtt an de Lien heiansdo vermësst gëtt mat der Politik um Terrain. Et huet een awer gemierkt zu Bonn, dass grad d'Gemengen, d'Regiounen, d'Stied, awer och d'Buergermeeschteren - et gëtt eng Allianz vun de Buergermeeschteren - ganz aktiv sinn, fir d'Klimapolitik ze deklinéiere vun deem Weltniveau op den Terrain dobaussen.

Dofir hu mir esou eppes hei zu Lëtzebuerg an et muss ee wierklech vun engem Erfolleg schwätzen. Well de Klimapakt mat de Gemengen ass eng fräiwëlleg Aktioun, e Pakt, dee fräiwëlleg ass tëschent dem Stat an de Gemengen, wou een awer haut ka soen,...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, wann ech gelift!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- ...dass sämtlech Gemengen am Land deem bäigetratt sinn. Et ass e Gesetz vun der viregter Regierung, wat wichteg war, wat awer mëttlerweil och ausgebaut ginn ass. Et ass net nëmmen e Kaderprogramm fir d'Gemengen, mä mat enger Zell, dat heescht, engem ekologesche Learning mat der Zivillgesellschaft respektiv dem IMS, fir och ze kucken, d'Betriber mat an d'Boot ze huelen, wat mëttlerweil awer en Erfolleg dobaussen huet.

Dass d'Gemengen an d'Regiounen och e Rôle hunn, weist sech och op der Klimakonferenz zu Bonn, well si hu schliisslech op eemol d'Wuert ergraff vun den Amerikaner, well keng amerikanesch Regierung méi präsent war.

De Klimapakt a sech, wat ass dat? Et ass e Moossnamekatalog vun 79 konkrete Moossnamen, déi a sechs verschidde Kapitelen agedeelt sinn. An ee Kapitel ass fir mech dat wichtegst, dat ass dat sechst Kapitel, dat ass d'Kommunikatioun: d'Kommunikatioun mat de Bierger, d'Bierger mat an d'Boot huelen. Et gëtt dee sougenannten „Klimateam", an allgemeng, fir eben - Bierger a Responsabel zesummen - Politicken an deem Beräich duerchzeféieren, fir déi aner fënnef Beräicher ofzedecken, wéi d'Mobilitéit, wéi den Amenagement vun der Gemeng selwer. Ech denken, dat ass och ganz wichteg.

Et war d'virlescht Woch, mengen ech, e Bericht an enger grousser Lëtzebuerger Zeitung iwwert de Winner vun dësem Joer, iwwer Pëtschent. Pëtschent huet näämlech 84,4% an deem Ka-

talog erreecht vun 100%. An do ass mer eppes ganz Guddes opgefall. Si hu gesot: Firwat ass dat esou en Erfolleg? Ma do gëtt einfach beschriwwen: Et ass eng optimal Begleedung do. An do muss ech soen, dass dat Gesetz dat vun Ufank u virgesinn huet op zwou wichtege Komponenten: éischtens, déi administrativ, déi logistesch Hëllef. Iwwer „myenergy" hu mer flächendeckend e Berodungsteam, dat an d'Gemengen erageet an hinnen hëlleft, d'Leit an der Gemeng mat der Hand hëlt, fir dat ëmzesetzen. An eng zweet Komponent, dat ass dee finanziellen Enjeu. Wann een eng gewëssen Zuel vun deene Moossnamen ëmgesat huet, da gëtt dat och honoréiert, et kritt een e klenge Präis. An domat ass dat en Usporn, fir a sech dat och weiderzeféieren. An dat, mengen ech, weist sech insbesondere an esou klenge ländleche Gemengen, dass dat ganz wichteg ass. An d'Resultat ass nozeliesen iwwert déi Pëtschter Gemeng.

Wat sinn elo meng Froen, meng konkret Froen un d'Ministesch? Ech mengen, et ass elo wichteg - well Dir kënnt jo haut an den Zeitunge liesen, iwwerall sinn nei Schäfferéit, déi Schäfferéit maachen Deklaratiounen -, ech denken, dass et ganz wichteg wär, de Rappel nach eng Kéier ze maache mat enger Circulaire, fir ze soen: „Dir sidd Mitglied! Déi Moossname sinn do. Mir sinn nach ëmmer prett, fir mat Iech zesummen dat ëmzesetzen." Dofir wär dat en Usporn.

Da géif ech awer och gläichzäiteg soen, well mer flächendeckend sinn, sollte mer probéieren, d'Buergermeeschteren ze iwwerzeegen, se all an der Allianz vun de Buergermeeschtere matzehuelen. Hei gesinn ech de Beetebuerger Buergermeeschter, deen ass ee vun deenen zéng Buergermeeschteren, déi schonn do dra sinn. Ech denken, dat wär e wichtegt Signal, wann d'Buergermeeschteren alleguerte kéinten ënnerschreiwen.

Déi zweet Fro ass: Wou sti mer? Wéi sinn d'Resultater an deenen eenzelne Gemengen? Mir wëssen, et gëtt eng Goldzertifizéierung, et gëtt eng sëlwer an eng bronzen. Ech mengen, et wär wichteg, och dee Rappell nach eng Kéier ze maache vun der Ministesch.

Dann drëttens, de Moossnamekatalog muss adaptéiert ginn, muss ugepasst ginn un déi nei Erausfuerderungen. Ech mengen, d'Loftqualitéit ass jo bäigefloss. D'Loftqualitéit insbesondere an de Stied ass e Problem. Also musse mer eis och an de Gemengen domadder ausenanersetzen, mat der Hëllefstellung natierlech vum Stat.

An dann de véierte Punkt, vläicht eng véiert Fro. Bis elo war et méi dat Qualitativt: d'Form, e gudden Team, d'Struktur innerhalb vun der Gemeng, d'Kommunikatioun no baussen. Ech mengen, elo kéinte mer souwäit och eng Kéier dat Quantitativt erabréngen, kloer Moossnamen, fir ze reduzéieren.

An domadder sinn ech och fäerdeg. Merci!

…an dat ze verbanne mat enger Subventioun - kréien ech gewisen -, da kënne mer och weider an deem wichtege Paket tëschent Stat a Gemenge schaffen.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och, Här Vizepresident. An d'Wuert huet elo direkt d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Villmools Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'Éischt emol dem Henri Kox e grousse Merci fir déi Erläuterungen an och fir d'Froen. Well Klima ass en Thema, wat net nëmmen däerf debattéiert ginn, hei musse mer all zesummen agéieren. An ech mengen, dass mer hei wierklech all am Konsens sinn, well alleguerten déi, déi als Deputéiert hei sëtzen, deen Effort matdroen an alleguerten d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn am Klimapakt. An dofir: Jo, et ass wichteg, och déi nei Membere vun de Gemengeréit elo ze sensibiliséieren. An dofir wäerte mer och eng Circulaire maachen uganks des Joers.

Dat ass och e ganz gudden Zäitpunkt, fir ze sensibiliséieren - an dat gouf vu mengem Virriedner scho gesot - fir déi nei Mesuren. Well et geet net duer, e gutt Instrument ze hunn, wou mer mëttlerweil 89 zertifizéiert Gemengen hunn. Dat sinn der 10, déi den Niveau vu 40% vun de Mesuren erreechen, dat sinn der 72, déi d'Halschent, also 50% erreechen, an et sinn der mëttlerweil 7, déi 75% vun deene Mesuren ëmgesat hunn. Dat heescht, mir mussen elo kucken, fir d'Efforten nach ze erweideren.

Well wa mer kucken, wat am Kader vum Paräisser Accord op eis duerkënnt, wa mer kucken, wéi urgent et ass, ze handele fir de Klimaschutz, dann ass dat heiten en Instrument, wou mer net nëmmen all Bierger an all Gemenge brauchen. An dofir hu mer d'Erweiderunge gemaach - si si scho kuerz ugeklongen -, mir hunn eng Konventioun gemaach mam CELL, fir dass mer zum Beispill iwwer Filmowenter, wéi mer se dëst Joer haten, d'Leit sensibiliséieren zum Thema Klima, awer se virun allem och ureegen - d'Bierger -, hir positiv Versioun vun eisem Modell ze zeechnen: Wat sinn dann d'Capacitéiten, déi mir als Bierger hu fir eng ganz konkret Aktioun?

Dat fänkt jo u moies beim Frühstücksdësch, wou mer kënnen iwwerleeën, dass mer zum Beispill einheimesch Produiten huelen. A wann et dat net ass, dann huele mer eppes ouni Palmuelech, fir och der Deforestatioun entgéintzewierken.

Dat fänkt domadder un, dass d'Gemengepappen iwwerleeën, wéi se d'Mobilitéit an hire Gemenge gestalten. Dat fänkt och domadder un, dass mer eng Konventioun gemaach hu mam IMS - dat gouf scho gesot -, fir grad déi kleng Betriber, déi haut nach net ëmmer am Beräich vun der Effizienz total präsent sinn, mat op de Wee ze huelen. Well mir brauche Klimateamer a Klimaakteuren an all eise Beräicher.

Dofir musse mer vum Klimapakt zur Klimabewegung kommen. A mir si mat deem fräiwëllege Modell, dee mer elo hunn, mat deenen 32 Klimaberoder, déi hei a Lëtzebuerg schaffen - dat si vill Leit -, a mat all deenen Akteure vu CELL, IMS, „myenergy" a mëttlerweil och Klima-Bündnis, déi eis hëllefe wäerten, de quantitative Volet unzegoen an net nëmmen iwwer qualitativ Mesuren ze schwätzen, mir sinn do zu jett Leit, déi de Gemengepappen a -mammen hëllefen, déi Capacitéiten auszebauen, systemesch aner, nei Modeller an d'Wee ze leeden.

Well d'Leit erwaarde vun eis als Politiker um nationale Plang, um lokale Plang Äntwerten op d'Froe vu Globaliséierung! Äntwerten, déi a Richtung vu méi Autonomie ginn, vu méi lokalen, regionalen, faire Bioproduiten. Äntwerten, déi mer als Gemengepappen a -mamme kënnen um nationale Plang ureegen, wa mer d'Weeër zesumme ginn a wa mer déi Erfolleger och op positiv Visiounen ëmsetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, et heescht also, d'Dynamik bäibehalen. An do kommen ech op den zweeten an drëtten Deel vun der Fro vum Henri Kox. Jo, déi nei Beräicher am Beräich Klimapakt, dat ass éischtens d'Kreeslafwirtschaft, heiansdo och nach ganz abstrakt. Mä dofir hu mer e konkret Beispill, an zwar Wolz, wou e ganz neie Stadvéierel entsteet a wou d'Kreeslafwirtschaft um Terrain scho bei der Planung mat dran ass, sief et am Beräich Mobilitéit, sief et am Beräich Baustoffer, déi mer mussen am Kreeslaf halen, déi musse recyclingsfäeg sinn, sief et am Beräich Energie, awer och an der Planung, wéi mer eis Uertskäre wëlle gestalten, dass mer Plaz loosse fir d'Leit, fir Repair-Caféen, fir Tauschbörsen, fir lokal, kleng Geschäfter, dass mer méi no zesumme wunnen, liewen, schaffen.

An do hu mer Potenzial. Déi Dynamik wëlle mer weiderbréngen. Dofir hu mer de Beräich Économie circulaire hei materageholl. An do hu mer Folgendes erageholl: Wann d'Gemenge 50% vun de 24 Mesuren erreechen, kënne se en extrae Certificat kréien, deen d'Efforte genau an deem Beräich vun der Zukunftsvisioun vun enger Ekonomie, déi sech och grad am ländleche Raum flott kéint entwéckelen, honoréiert. Hei schwätze mer vu sechs verschiddenen Themeberäicher, déi an d'Kreeslafwirtschaft erafalen, a vu 24 Mesuren.

De Beräich Loftqualitéit geet eis all eppes un, well et ass d'Loftqualitéit, wéinst där iwwer 300 virzäiteg Doudeger hei a Lëtzebuerg sinn. An dofir ass dee Beräich - Gesondheet a Klimaschutz zesummebréngen, konkret Aktioune maachen - och ganz gutt ugeholl ginn.

Ech si frou, haut kënnen ze berichten, dass mëttlerweil no eisem Opruff am Oktober 36 Gemengen op 92 Moosspunkte wëllen hir Loftqualitéit mat eis zesumme moossen. Eis Ëmweltverwaltung steet natierlech zur Verfügung, mä d'Gemengen droen och do hiren Deel derzou bäi. Si mussen eng finanziell Kontributioun maachen. An da gëtt wärend dräi Méint hei zu Lëtzebuerg an deene 36 Gemengen d'Loftqualitéit gemooss an da kënne mer eis Aktiounen nach méi cibléiert organiséieren.

Et gëtt och eng Optioun an deem Paket, dass d'Gemenge kënnen e ganzt Joer moossen. An ech mengen, dat Weiderentwéckelen, nei Beräicher, de Lien maachen zur Agenda 2030, zum bewosste Consomméieren, dat ass dat, wat eis auszeechent.

Dann nach e leschte Punkt. Jo, et gëtt nach besser, wa mer vun de flotte Mesuren och herno kënnen eis Emissiounsreduktioune bildlech duerstellen. An ech kann Iech soen, dass grad déi Regiounen, an do mengen ech d'Naturparken, déi schonn e regionale Klimaberoder hunn, déi do schonn elo virgeluecht hunn, déi hir Analys ganz genee gemaach hunn - an do mengen ech déi zwee am Norden, do hu mer jo och déi véier Gemengen, déi elo esou héich zertifizéiert sinn -, grad déi hunn déi Opportunitéiten erkannt.

Si hunn zesummen eng positiv Konkurrenz opgebaut um regionale Plang, eng genee Analys gemaach, wéi d'Gemengen nach kënne méi aktiv ginn. Mir ënnerstëtze si do derbäi. Souwuel am Beräich Naturpark wéi och am Beräich Klimapakt, mengen ech, ass et déi regional Approche an déi positiv Konkurrenz, déi do entstanen ass, dass d'Gemengen hir Gebaier ëmmer nach besser opstellen, hir Infrastrukturen optimal maachen, elo an de Beräich Wirtschaft an Transport ginn, dat sinn déi Saachen, dat ass eng positiv Dynamik.

An dat weist och grad d'Chancë vum ländleche Raum, well dee kann als Akteur am Beräich vun den Erneierbare mat de Kooperativen, déi entstinn, wierklech weisen, wat e kann. Do hu mer eng grouss Autonomie mëttlerweil, déi mer kënnen hierstellen. An ech mengen, op déi Chancë vun de lokalen Akteure wëlle mir net verzichten.

An do sollte mer stolz sinn! An d'ailleurs maachen ech dat op internationale Klimakonferenzen an ech soen ëmmer: „Mir hunn e Virreidermodell." U sech hu mer dat, wou elo scho vill Länner nach nëmmen dervu schwätzen. Mir hu lokal Entitéiten, déi haut scho Strategië fir muer entwéckelen. Et gëllt elo, d'Dynamik bäizebehalen, dee Virbildcharakter och weider no baussen an no bannen ze sensibiliséieren, ze vermaarten.

An d'Zuele soen et haut schonn: Mir sinn haut schonn „on track" mat eise Klimaziler. Da sinn ech iwwerzeegt, dass mer déi Efforten, déi op eis duerkommen - well et si grouss Efforten! -, all zesumme wäerten ugoe kënnen a soumat d'Liewensqualitéit fir eis Kanner kënnen erhalen an eis Zukunft selwer gestalten. Well dat sinn nääämlech d'Äntwerten: d'Zukunft selwer an d'Hand huelen, selwer entscheeden, wat op mäin Dësch kënnt, selwer entscheeden, wou meng Energie hierkënnt. Déi Autonomie, dat musse mer hikréien, déi um Terrain nach wesentlech méi ëmzesetzen!

Ech mengen, mir sinn op engem gudde Wee. An ech vertrauen drop, dass dat esou weidergeet an dass mer déi Dynamik bäibehalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An ech ginn net dervun aus, dass den Här Kox duerno nach eng Fro ze stellen huet.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dann ass dat esou! An ech kréien do en Handzeeche vum Här Mosar. An ech däerf roden: E wëllt wahrscheinlech eng Motioun deponéieren?

7. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dir rot ganz richteg, Här President.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif hei wëllen am Numm vu menger Fraktiounskolleegin Nancy Arendt a mir selwer eng Motioun deposéieren iwwert déi humanitär Katastroph am Jemen. Mir sinn och d'accord, datt déi d'nächst Woch eréischt hei zur Diskussioun kënnt, wann déi zwee Ministeren do sinn.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant que le 25 mars 2015, une coalition régionale menée par le Royaume d'Arabie saoudite a lancé des frappes aériennes contre le mouvement houthiste en République du Yémen, déclenchant ainsi un conflit armé de plus en plus meurtrier;

- constatant que le précité conflit armé s'est développé aujourd'hui, notamment en raison du blocus imposé par la coalition dirigée par Ryad, en une crise politique et humanitaire majeure, la population civile étant piégée entre les deux parties belligérantes;

- s'inquiétant surtout du fait que ladite crise humanitaire risque de s'étendre en une des plus graves famines de ces dernières années avec, selon l'ONU, des millions de victimes potentielles, même si le blocus commence très lentement à se fissurer sous la pression internationale (atterrissage de seulement quatre avions de l'UNHCR, de la Croix-Rouge et de l'Unicef le samedi 25 novembre 2017);

- condamnant avec fermeté tous les crimes de guerre commis depuis mars 2015 au Yémen et soulevés entre autres par «Amnesty International» et par d'autres ONG humanitaires;

- rappelant que la précitée crise constitue de fait une guerre par États interposés entre l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite sur fond d'une escalade diplomatique de plus en plus tendue;

- rappelant que la crise du Yémen est à mettre dans le contexte d'une nouvelle stratégie géopolitique de confrontation de l'Arabie saoudite, pratiquée depuis l'arrivée au pouvoir du Roi Salman en janvier 2015, pour endiguer l'influence de l'Iran au Moyen-Orient;

- rappelant que le Luxembourg a déjà accordé une aide humanitaire pour 2017 à hauteur de 1.800.000 euros lors d'une conférence internationale des donateurs à Genève en avril 2017

invite le Gouvernement

1. à intensifier d'urgence l'aide humanitaire du Luxembourg à la population civile du Yémen;

2. à s'engager tout autant politiquement et diplomatiquement pour trouver une solution rapide et durable au désastre humanitaire et à la famine annoncée par l'ONU;

3. à intervenir auprès du Conseil et de la Commission européenne afin de trouver des solutions politiques et diplomatiques au violent conflit armé et au blocus instauré par Ryad, évitant ainsi l'effondrement du Yémen et permettant l'accès de la population civile à l'eau, à la nourriture, aux médicaments et à l'aide humanitaire;

4. à s'engager pour mettre la crise du Yémen à nouveau à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité des Nations Unies afin d'augmenter la pression internationale tout en désamorçant les tensions entre Ryad et Téhéran et en proposant des solutions englobant toutes les parties de cette «guerre oubliée» (AI).

(s.) Laurent Mosar, Nancy Arendt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mosar.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, enger vun der CSV ugefroter Aktualitéitsstonn iwwert d'Resultat vun der COP23. Dir gesitt also, mir bleiwe beim Klima. An d'Wuert huet den Här Marco Schank.

8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 23e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP23 à Bonn

Exposé

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech vu Bonn zréckkomm sinn, hunn ech mech am Zuch gefrot: „Wat huet déi Klimakonferenz elo do bruecht? No all deene villen, wou ee schonn als Deputéierten an als Minister derbäi war, wat war elo?" Ech hu mech gefrot: „A wann et net géif déi staark Dynamik vun ënne ginn, dat heescht d'Aktioun vun der Zivillgesellschaft weltwäit, vun den ONGen, vun de Regiounen, vun de Stied, Gemengen, groussen a klengen, wier dann Optimismus a Saache Klimaschutz iwwerhaapt nach ubruecht?"

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

„A wat hätt ee vu Bonn mat heem geholl?", hunn ech mech gefrot, wann et net d'Presidence vun de Fidschi gi wier, als moralesch Instanz gewëssermoossen, fir deenen aneren 190 Staten ze soen, wa se wierklech net wëlles hätten, eppes ze maachen, datt hir Inselen dann eng no där anerer am Südpazifik géife verschwannen. Dee klengen Inselstat Fidschi huet doriwwer eraus zu Bonn eng wichteg Roll gespillt. Si hu sech zum Beispill staark gemaach, fir d'„Global climate action agenda" ze securiséieren, indigen Vëlker waren duerch si e ganz wichtege Sujet, grad wéi den Gender.

„Géif ee sech", hunn ech mech gefrot, „u Bonn erënneren, wann et net den «Talanoa Space» gi wier?" Talanoa steet am pazifesche Raum fir Austausch ënnereneen, inklusiv, transparent, andeem Mënsche sech géigesäiteg nolauschteren an d'Siichtweis ee vun deem anere respektéieren, fir Léisungen ze sichen an ze fannen.

Dësen Espace op der COP zu Bonn war eng Plaz, wou eben déijéineg an de Mëttelpunkt gestallt gi sinn, déi sech onofhängeg vun hiren nationale Regierungen - also Regiounen, ONGen, Betriber - ëm de Schutz vum Klima a fair Entwécklungsméiglechkeete fir all Mënsch op der Welt beméien.

An esou eng Bottom-up-Bewegung gouf et och ënnert dem Motto: „America's pledge", also Amerika seng Verspriechen, déi se zu Bonn och

presentéiert hunn. A ganz Amerika ergräife Bundesstaten, Stied, Entreprisen, Universitéiten a Bierger Moossnamen, fir de Klimawandel ze bekämpfen an d'ëffentlech Gesondheet ze schützen a fir sécherzestellen, datt d'Vereenegt State bei der Reduzéierung vun den Emissioune weltwäit net an den Abseits geroden duerch dat, wat hire President wollt maachen.

Dat waren e puer gutt Noriichten. Déi schlecht Noriichten hu mer scho virun der COP23 zerwéiert kritt. Déi schlecht Noriicht ass zum Beispill, datt, wann ee vun all de Länner weltwäit déi Zousoe géif huelen a se géifen agehale ginn, da géif déi global Duerchschnëttstemperatur um Enn vun dësem Jorhonnert ëmmer nach bei 3,4 Grad leien.

Déi schlecht Noriicht ass och: No dräi Joer Stëllstand op héijem Niveau geet de weltwäiten Ausstouss vu Kuelendioxid am Joer 2017 erëm erop. Den Experten no gi bis Enn vum Joer am Ganzen 41 Gigatonne Kuelendioxid, deemno 41 Milliarden Tonnen, an d'Atmosphär geblosen. A wann een d'Zwee-Grad-Zil wierklech wëllt erreechen - besser wier jo nach drënner: 1,5 -, da misst een een Drëttel vun de Pëtrolsreserven, d'Halschent vun de Gasreserven an 80% vun de Kuelereserven am Buedem loossen, schreiwe brittesch Wëssenschaftler an enger Etüd. An déi schlecht Noriicht ass och hei: Genee de Contraire geschitt, zum Beispill an Australien, zum Beispill an den USA elo verstäerkt, och an Deeler vun der EU - Polen, Däitschland - an och net fir d'Lescht a China, wou de Kuelekonsum ëm 5,7% eropgoung.

Do ass positiv ervirzesträichen, datt sech zu Bonn zumindest an dësem Kontext 19 Länner ënnert der Féierung vu Kanada a Groussbritannien zesummegedoen hunn, fir zesumme mat anere Partner, och an deem Fall erëm mat Bundesstaten a Stied, eng global Allianz ze bilden, fir aus der Kuel erauszeklammen.

Wann een all déi Hiobsbotschaften eng no där anerer analyséiert an da verfollegt, wéi d'Stategemeinschaft vu Joer zu Joer éischter am Schleekentempo virugeet, da muss een als Klimapolitiker schonn éischter en onverbesserlechen Optimist sinn, soss hätt ee scho laang d'Bengele bei d'Tromm gehäit!

Den 11. Oktober d'lescht Joer hunn ech op dëser Plaz am Numm vu menger Fraktioun dem Projet de loi zougestëmmt, fir den Accord vu Paräis ze ratifizéieren. Deemools ass jo vun engem historeschen Evenement geschwat ginn, engem Meilesteen. Du koum Marrakesch an et gouf vu Signaler geschwat, déi Courage géife maachen. No Bonn huet et geheescht, ënnert dem Strëch wier wéineg Konkretes bliwwen, ëmmerhin hätt een awer de Kader fir e Regelbuch geschaf. An nächsten Hierscht gi mer a Polen op Kattowitz, wou mer da missten dëst Regelbuch finaliséieren, deemno an engem EU-Land, wat sech an deene leschte Joren éischter ervirgedoen huet, fir op d'Brems ze trëppelen, wann et ëm Klimaschutz goung.

Och d'Thema Klimafinanzen ass ëmmer erëm en Dauerbrenner op alle Klimakonferenzen. D'Fro, wéi virun allem déi arem State finanziell ënnerstëtzt solle ginn, ass eppes, wou mer nach net wëssen, wou et higeet a wou och deen zukünftegen Ëmgang mat dem sougenannten „loss and damage" duerch de Klimawandel eng Roll spillt.

Madamm Presidentin, méi wéi jee muss een de Motto: „Global denken, lokal handelen" brauchen, fir de Kampf géint de Klimawandel weiderzedreiwen. Da si mer bei deenen nationalen Erausfuerderungen, wou ech e puer Wuert derzou sollt soen.

Fir dat ambitiéist Zil vu minus 40% CO_2 am Kader vum „effort sharing" en vue vun 2030 ze erreechen, brauche mer gradesou ambitiéis Mesuren. An déi brénge mer nëmme fäerdeg - dat hu mer schonn honnertmol gesot an et ass nach ëmmer richteg -, wann et eis geléngt, d'Biergerinnen an d'Bierger, d'Zivillgesellschaft mat an d'Boot ze kréien. A wann ech un Talanoa virdrun erënnert hunn, heescht dat net fir d'Lescht Biergerbedeelegung an all hire Formen. Dat heescht Klimaschutz vun ënnen no uewen.

Ech héiere mech ëmmer erëm datselwecht soen. Dat ginn ech gären zou. Mä wann ee staark Moossname wëllt, muss ergräifen, da brauch een e staarke Réckhalt an der Populatioun.

Iwwert d'Instrument Klimapakt hu mer elo grad geschwat, vun der viregter Regierung, vun dëser Regierung upgegradet, wat ech och gutt fannen. Do kënne mer vun enger Success Story schwätzen.

Une voix.- Jo.

M. Marco Schank *(CSV).*- Et ass virdru gesot ginn, datt all Gemenge sech an der Tëschenzäit hei am Land am Pakt fir de Klima engagéieren, an datt d'Gemengen do en onverzichtbare Partner sinn, dat ass kloer.

Mä iwwert de Klimapakt eraus musse mer dat vill beschwuerent Abezéie vun der Zivillgesellschaft richteg strukturéieren. Dat hunn ech och schonn des Éftere gesot. A meng Initiativ mam Depot vun enger Proposition de loi virun zwee Joer fir d'Schafe vun enger nationaler Kommissioun fir nohalteg Entwécklung a Klimaschutz, dat heescht vun enger strukturéierter Partnerschaft vum Stat, de Gemengen, den ONGen, de Gewerkschaften an de Patronen, ass vun dëser Regierung ecartéiert ginn. Net méi spéit wéi gëschter, a menger Ofwiesenheet, ass och vun der Chamberskommissioun déi Propositioun ecartéiert ginn. Ben, d'Resultat wier wahrscheinlech net anescht ausgaangen, wann ech do gewiescht wier, soit, mä ech wier nawell gären derbäi gewiescht.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- …da muss een dohinnerkommen!

M. Marco Schank *(CSV).*- Jo, et ass ganz…

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Marco Schank *(CSV).*- Wësst Der Här Kox, wann et ëm…

(Brouhaha)

Wann et ëmgedréit gewiescht wier,…

(Interruption)

…Dir wiert Auteur gewiescht an ech wier President vun der Kommissioun gewiescht, mengen ech, datt ech et erofgeholl hätt vum Ordre du jour.

An hirem Avis…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kox,…

M. Marco Schank *(CSV).*- Ja.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Schank, erlaabt Der, datt den Här Kox just eng Fro stellt?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Erlaabt Der mer eng Tëschefro?

M. Marco Schank *(CSV).*- Selbstverständlech. Ech kréien dat jo net op meng Zäit ugerechent?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dir hat mer effektiv ugeruff, fir déi ze verréckelen. Ech hunn awer och gesot, dass et net méiglech wier. A wann een Auteur vun engem Gesetz war a mir haten et schonn e puermol um Ordre du jour, da kann ee sech och als Buergermeeschter, wéi ech dat an der Vergaangenheet gemaach hunn, ee Moment fräistellen, fir an d'Kommissioun ze kommen, fir matzehëllefen, säi Gesetz ze diskutéieren.

(Brouhaha)

M. Marco Schank *(CSV).*- Ech hu virdru gesot: „Wann et ëmgedréit gewiescht wier, hätt ech et vum Ordre du jour erofgeholl." Ech hat Iech eng SMS gemaach, Här Kox, fir dorop hinzeweisen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Hei, Här Schank, d'Madamm Modert wëllt och eppes soen.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- E bësse gudde Wëllen hätt ee kënne weisen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Et war emol Usus ënnert deene Regierunge virdrun, datt, wann en Deputéierten e Punkt op den Ordre du jour gefrot huet oder deen erëm dropkomm ass, mat him virdru gekuckt ginn ass, ob den Datum him och géif passen. Merci, dat ass anscheinend elo net méi de Fall.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech wollt…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ech géif den Här Schank elo biede virunzefueren.

M. Marco Schank *(CSV).*- Voilà.

An hirem Avis, wou d'Regierung sech géint dës Proposition de loi ausgeschwat huet, ass ënner anerem gesot ginn, wichteg wier d'Koordinatioun tëschent de Ministèren. Et ass op d'Agenda 2030 higewise ginn an et ass och op d'Reglement iwwert d'Organisatioun vum CIDD higewise ginn, wat ech alles och gutt fannen. Alles dat ersetzt awer an eisen Aen net d'Iddi vun enger strukturéierter Partnerschaft. Ech brauch mech elo do net ze widderhuelen.

Madamm Presidentin, um Enn vu menger Interventioun wollt ech awer nach zwou, dräi Froe lassginn un d'Madamm Ëmweltminister. Ech wollt op déi Fro zréckkommen, déi ech déi lescht zwee Joer och gestallt hunn, wéini mer deen drëtten CO_2-Aktiounsplang presentéiert kréien, éischtens, a wou den nationalen Aktiounsplang fir d'Upassung un de Klimawandel drun ass. Dann, virun zwee Joer hu mer an der Chamber den Debat iwwert d'politesch Orientéierung an Aktiounsméiglechkeeten am Kontext Klima an Energie gefouert. Mir haten net manner wéi 40 Sëtzungen. Mir ginn dovun aus, datt jo awer eng Partie vun deene Recommandatiounen an déi Pläng matafléissen. Dat wësse mer awer de Moment nach net. Ech denken awer, datt mer dat gewuer ginn.

Da wollt ech och drun erënneren, datt dës Regierung wëlles hat, en Nohaltegkeetscheck anzeféieren; op der Säit 71 vun der Regierungserklärung. Meng Fro ass, ob d'Regierung wëlles huet an deenen nächste Méint, dat wieren dann déi lescht Méint virum Wahltermäin, datt esou en Nohaltegkeetscheck kënnt, ob amgaangen ass, dru geschafft ze ginn, ob e finaliséiert gëtt deemnächst.

An déi lescht Fro, déi ech nach wollt stellen: Wéi geet et mat der Etüd fir den Tanktourismus virun? Do war jo gesot ginn - virun engem Joer hu mer déi presentéiert kritt -, datt d'Regierung versprach hat, Konklusiounen a Konsequenzen doraus ze zéien. Meng Fraktioun hat och genee virun engem Joer - den 29. November, dat gëtt also muer ee Joer - gefrot, fir eng Réunion jointe ze kréie vun der Ëmwelt- an der Finanzkommissioun, wou och de Minister Gramegna iwwert d'Conséquences fiscales mat eis géif diskutéieren. Mir stelle fest, deem Wonsch ass net entsprach ginn. Ech denken, datt d'Majoritéit eng gutt Ursaach huet, fir dat net ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Schank. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, gutt zwee Joer nom Accord vu Paräis ass et e gudden Zäitpunkt, fir eemol de Point ze maachen, wou mer um internationale Plang am Klimaschutz stinn. An dofir wëll ech och der CSV Merci soe fir d'Ufro vun der haiteger Heure d'actualité.

Ee vun deenen aschneidenste Momenter an deenen zwee Joer war jo ganz sécher d'Deklaratioun vum US-President Trump, dass d'USA aus dem Klimaaccord wëllen erausklammen. An enger éischter Zäit war et ganz schwéier anzeschätzen, wat fir en Impakt dat op d'Bereetschaft vun anere Länner hätt, sech weider ze engagéieren. Et ass sécher e positivt Element vun der COP23, dass hei ganz däitlech konnt gemaach ginn, dass et entre-temps awer weltwäit e Konsens gëtt, dass de Klimaschutz e Problem ass, dass en eis all betrëfft an dass en awer och nëmme ka gemeinsam geléist ginn.

Vill wichteg Akteuren um Terrain ginn entretemps fest dervun aus, dass et eng Transitioun zu enger Dekarboniséierung vun der Wirtschaft wäert ginn, a sinn amgaangen, sech och dorop anzestellen. Dat betrëfft net zulescht déi grouss Entreprisen, déi sech am Ufank ganz staark géint dës Evolutioun gestäipt hunn an haut éischter fäerten, awer den Uschloss ze verpassen un eng Entwécklung, déi einfach net méi opzehalen ass.

Dass et grad Industrieller a Politiker aus den USA waren, déi dëst zu Bonn däitlech gemaach hunn, léisst hoffen, dass déi Zäiten eriwwer sinn, wou all Moment déi international Koalitioun fir d'Lutte géint de Klimawandel erëm auserneebrécht.

An eenzelnen Themeberäicher ass et awer leider nach net esou kloer, ob d'Auer net awer erëm zréckgedréit gëtt. Et bleift ofzewaarden, a wat fir engem Mooss zum Beispill den US-President säi Versprieche ka wouer maachen, fir d'Kuelefërderung erëm unzekuerbelen. A bedauerlech ass och, dass Däitschland, wat oft an Energiefroen awer eng Virreiderroll huet, an deem Kontext keng méi kloer Positioun ageholl huet.

Madamm Presidentin, fir eis zu Lëtzebuerg bedeit de Klimaschutz, an hei méi speziell den Energieverbrauch, e wichtegt Element an eisen Diskussioune ronderëm de sougenannte qualitative Wuesstum. Gëschter huet d'Ministesch Carole Dieschbourg eis an der Ëmweltkommissioun gesot, dass mer „on track" sinn an dass mer keng CO_2-Zertifikater ze kafe brauchen, an och wa mer am Beräich vun den erneierbaren Energien, wou mer jo mussen op 11% bis 2020 kommen an de Moment bei 5% sinn, eng Kooperatioun mat de baltesche Staten hunn. D'Ministesch huet eis och gëschter gesot - an déi Zuel ass erstaunlech -, dass den Transportsecteur de Moment 68% - 68%! - vun de gesamten CO_2-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg ausmécht.

Par rapport zu eisem Reduktiounszil bei den Zäregase vun 20% bis 2020 ware mer an deene leschte Joren zwar um gudde Wee, mä et muss een awer och soen, dass dat virun allem en Effekt vum Tanktourismus war, deen ofgeholl hat. Dat ass also kee Verdéngscht vun der Politik, mä d'Resultat vun der Präisgestaltung an eisen Nopeschlänner.

Mir gesinn dëst Joer, 2017, dass erëm méi getankt gouf - dat hu mer an der Finanzkommissioun gesot kritt - a sech domat d'Situatioun och erëm ganz schnell ännere kann. Mat 68% CO_2-Emissiounen am Transportsecteur, ech wëll et nach eng Kéier soen, brauche mer deemno hei zu Lëtzebuerg méi Capacitéiten am ëffentlechen Transport an e gesetzleche Kader, deen Ureizer schaaft, fir de Privatauto stoen ze loossen. Doriwwer eraus muss ee weiderhin Ureizer schafen, fir Autoen ze kafen, déi manner Emissioune verursaachen.

Et gëtt och vu ville Säite bedauert, dass esou Konferenze wéi d'COP23 net genuch konkret a bindend Zilsetzunge festhalen. Et kann een awer domadder rechnen, dass an enger zweeter Etapp verflichtend Mesuren nokommen, soudass d'Konklusioune vun der COP23 eis elo schonn eng Virstellung kënne ginn, op wat mer eis an Zukunft mussen astellen. E Beispill heifir ass d'Roll vun der Landwirtschaft am Kontext vum Klimawandel. Well dat e Secteur ass, dee souwisou mat ville verschiddene Pressioune fonctionnéiere muss, géif et mech interesséieren, wéi wäit dat bei der COP23 en Thema war.

Generell wollt ech och emol froen, ob d'Regierung op de Wee geet, fir en drëtten Aktiounsplang am Klimaschutz ze maachen. An an deem Kader kann d'Ministesch eis och vläicht soen, ob an eenzelne Beräicher no der COP23 Kurskorrekturen ze erwaarde sinn, déi sech op Lëtzebuerg auswierke wäerten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Negri. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci awer dem Marco Schank fir d'Initiativ, fir hei iwwert d'COP23 ze schwätzen. Ech wëll dräi Punkten ervirhiewen: éischtens d'COP23 selwer, de Rôle vun Europa an dann natierlech d'Hausaufgaben heiheem. Ier ech awer op déi dräi Punkte kommen, wëll ech och un de Rôle vun der Chamber denken. Ech mengen, mir zwee haten d'Chance, eng Kéier sonndes un der UIP, dat heescht der Union interparlementaire zu Bonn deelzehuelen. A wat awer wichteg ass, mir sinn agebonnen an d'Regierungsdelegatioun, wat net fir jidder Delegéierte vun den Deputéierten zu Bonn de Fall ass, well se ganz oft aussen vor sinn. An dofir ass et wichteg, dass eis Deputéiert ëmmer an der Regierungsdelegatioun derbäi sinn. An dat war awer och scho bei deene viregte Regierungen an dat war ganz wichteg.

Dëst Joer hate mer och nach d'Chance, dass de Grand-Duc derbäi war. An ech konnt an enger ganz wichteger Reunioun derbäi sinn, näämlech ënner anerem mam Bertrand Piccard, Dir kennt e vläicht, hien ass mam Solarfliger ronderëm d'Welt geflunn. An en huet eppes Wichteges gesot an en huet eng Allianz an d'Liewe geruff, näämlech déi vun de Solutiounen. E wëllt innerhalb vun engem Joer 1.000 Solutioune bréngen, fir effektiv de Klimawandel aktiv ze bekämpfen. An et ass dat, wat och mäi Virriedner scho gesot huet: D'Solutiounen, mengen ech, sinn do. Si mussen awer kënnen ëmgesat ginn.

Zu de Resultater vun der COP: Bon, virsiichteg optimistesch, mengen ech, kann een awer trotzdeem sinn, well et ass awer gesot ginn, dass et Regelwierker sinn, déi d'nächst Joer a Polen wäerten diskutéiert ginn. Déi vum Paräisser Accord mussen a Musek ëmgesat ginn. Dräi Punkte sinn do: transparent, novollzéibar an equitabel. Ech mengen, dass dat awer duerchaus elo schonn, zumindest am Dokument - 200 Säiten - alles opgeschriwwen ass.

An en zweete Grondsaz, oder zwee Schlagwierder, an déi huet de Grand-Duc och a senger Ried ganz kloer no vir bruecht, dat sinn Action a Solidaritéit. Action, wéi virdru genannt vum Bertrand Piccard mat Solutiounen. A mir hunn där och hei zu Lëtzebuerg. D'lescht Woch war den Innovatiounspräis vun der Fedil, wou dräi ganz flott an innovativ Projete virgestallt gi sinn, wéi zum Beispill den Diffbus, wou Sales-Lentz mat engem Elektrobus Weltpremière gemaach huet. An do, mengen ech, kënne mer roueg houfreg sinn, fir dat och vill méi no bausse public ze maachen.

Den zweete Punkt ass d'Solidaritéit, an dat ass ganz wichteg. De Marco Schank huet et virdru gesot, näämlech déi vulnerabel Länner, an do huet insbesondere d'Presidence vun de Fidschi-

Inselen et zu Bonn fäerdegbruecht, dass déi zukünfteg an déi eenzel Negociatioune matagebonne sinn. An ech denken, dat ass awer en Hoffnungsschimmer, fir dass dat awer och an der Klimapolitik weider diskutéiert gëtt.

A wat wichteg war bei der Solidaritéit: Dee Fong ass trotz dem Neesoe vun den USA opgestockt ginn, soudass trotzdeem eng Hoffnung do ass, fir dass dat bäibehale bleift.

De Rôle vun Europa: Bon, Polen war ëmmer ganz retizent. Si hunn awer zumindest mam Blocage opgehalen, fir deen Doha-Amendement, dat heescht, déi zweet Period vu Kyoto, unzëerkennen, soudass d'EU bis Enn des Joers dann och deen Amendement wäert ratifizéieren. An domadder ass et bindend, fir eis Ziler bis 2020 dann och ëmzesetzen an och a Musek ëmzesetzen.

Positiv ass och déi Antikuelallianz, si huet awer e Bemol. Also d'Antikuelallianz, do si Länner, déi sech natierlech géint d'Weiderféierung vun der Kuel asetzen. Mä wann esou en Atomland wéi Frankräich dat ganz offensiv mat ënnerstëtzt, ass den Hannergedanken natierlech net wäit, fir d'Atomenergie e bësse méi wäit no vir ze bréngen.

Do musse mer oppassen. Do musse mer kucken, eng äänlech Allianz géint d'Atomenergie op der Welt opzebauen, well et kann net sinn, dass et eng Renaissance gëtt. An dofir sinn ech frou, dass d'Ministesch dat Haftungsgesetz och endlech op den Instanzewee ginn huet. Ech mengen, d'Atomenergie kréie mer net méi nëmmen eleng mat ëmweltpoliteschen Discourse bekämpft, mä mam Finanziellen, well d'erneierbar Energië sinn haut finanziell méi nohalteg wéi d'Atomenergie dat ass.

Lëtzebuerg, Hausaufgaben, et ass scho gesot: Mir sinn „on track" bis 2020, mä doriwwer eraus bleift eis ganz vill ze maachen. Mir hunn en Engagement gemaach vu - 40% an den CO_2-Ausmoossen. Et ass virdru gesot ginn, den Här Negri huet et gesot: 69% ginn op d'Mobilitéit, dovu gréisstendeels natierlech op den Tanktourismus. Dat heescht, mir mussen eis dermat ausenanersetzen.

An de leschte Samschdeg stoung jo och an enger grousser Zeitung, dass den Emweltministère mat dem Finanzministère eng Strategie wëllt do presentéieren am Fréijoer. Ech hoffen, dass déi längerfristeg Strategie vun engem „opt out" och do diskutéiert gëtt. Wa mer bis 2050 op eng dekarboniséiert Gesellschaft wëllen higoen, da musse mer eis längerfristeg a kuerzfristeg Ziler ginn.

An dann denken ech, dat ass och méi eng breet opgestallt Klimadiskussioun, déi mer hei hate mat de Gemengen, mat dem IMS, mat der ganzer Rifkin-Campagne, mat engem Finanzministère. Wat ech awer muss soen: Et war déi éischte Kéier - an et war e wonnerbaren Event, en Event, wou de Grand-Duc och derbäi war -, dass de Finanzminister mat der Ëmweltministesch déi nohalteg Finanzprodukter presentéiere konnt op der COP, an déi hunn e ganz positiven Nohalt kritt.

An domadder, mengen ech, ass meng Zäit dann och ofgelaf, an ech soen da Merci fir d'Nolauschteren, an den Nächste kann da kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleegen, de Klimawandel däerf een net nëmme mam Lëtzebuerger Brëll kucken. Jo, jiddweree vun eis huet de Witz bestëmmt schonn héieren, dass, wann de Mieresspigel klëmmt, mer dann net méi op Knokke musse fuere fir op d'Plage, mä dass mer da schonn zu Arel kënne schwamme goen.

Fir d'Fidji-Inselen, léif Frënn, déi dëst Joer d'COP23 zu Bonn organiséiert hunn, ass dat kee Witz, neen, fir si ass dat batter Realitéit. Fir si ass d'Klimapolitik Iwwerliewenspolitik. Wann all d'Länner zesummen net déi néideg Efforte maachen, fir d'Äerderwäermung ze stoppen, da wäerten d'Fidji-Inselen déi éischt Affer sinn. A mir wäerten op der Welt no enger Flüchtlingskris, ausgeléist duerch Krich an Honger, eng nei Flüchtlingskris erliewen, ausgeléist duerch Klimakatastrophen.

Dofir war zu Bonn och d'Klimamigratioun e grousst Thema. Momentan flüchte geschätzten 20 Millioune Leit wéinst Klimakatastrophen. Just als Verglach: Dat ass e Véierels vun der däitscher Populatioun. Enger Etüd vun der Weltbank no wäert dës Zuel sech bis 2050 verzéngfachen. Spéitstens da si mir all heivu betraff.

Madamm Presidentin, mir haten eis 2015 zu Paräis Ziler gesat, déi ambitiéis sinn. Mä et geet leider net duer, sech ambitiéis Ziler ze ginn, et muss ee se och ëmsetzen. Wann ee weess, dass Frankräich seng Klimaziler nëmmen erreeche kann, oder mengt, seng Klimaziler nëmmen erreechen ze kënnen, wann et seng Atomkraaftwierker net ofschalt, da stellt ee sech awer Froen.

Wat fir Frankräich d'Atomkraaftwierker sinn, si fir Däitschland d'Kuelekraaftwierker. Däitschland huet momentan net genuch Alternativen, fir seng Wierker vun haut op muer kënnen ofzeschalten. Géif et dat dach maachen, da géife se a Polen, an der Ukrain e bësse méi Kuelen an hir Kuelekraaftwierker schëppen, fir dass Däitschland sech esou kéint seng Stroumgarantie sécheren. An engem wier do net gehollef: dem Weltklima.

Zu Lëtzebuerg hu mer eng aner Situatioun: Géife mir eis Akzisen um Bensinn an um Diesel erhéijen, dass kee méi aus dem noen Ausland géif bei eis tanken, da géifen eisem Finanzminister eng jett Milliounen am Budget feelen, mä getankt géif awer nach. Och esou wär dem Weltklima net gehollef, mä Lëtzebuerg hätt par contre seng Klimaziler méi wéi erreecht, nach eemol de Beweis, dass de Klimawandel keng Grenze kennt a mir Klimapolitik länneriwwergräifend als Ganzt musse kucken.

Madamm Presidentin, ech bedaueren e bëssen, dass no der Euphorie, déi et nom Accord vu Paräis do gouf, elo d'Verhandlungen erëm méi gemittlech schéngen ze lafen. Dobäi hu mer keng Zäit ze verléieren, well de Klimawandel waart net, bis d'Politik prett ass. Mä leider ass et ganz schwéier, innerhalb vun der EU e Konsens ze fannen, wann et ëm konkret Engagementer geet.

Hei kënne mir elo als Lëtzebuerger eise Lëtzebuerger Brëll opsetzen an eis massiv drop konzentréieren, fir eis Hausaufgabe bei eis heiheem ze maachen. Mir hunn och vill Efforten déi lescht Jore gemaach, besonnesch am Beräich energeetesch sënnvollt Bauen. Elo gëllt et, och bei der Albausanéierung mat deene ville Mesuren, déi d'Regierung hei zur Verfügung stellt - Stéchwuert Klimabank -, nozeleeën.

Och den Undeel u Solarenergie a Wandenergie klëmmt weider - dat ass och gutt esou - an hei stécht och nach enormt Potenzial dran.

Madamm Presidentin, wann ee weess, dass bal 70% vun den Emissiounen, déi Lëtzebuerg ugerechent ginn, vum Transport hierkommen, da weess een, dass mer d'Aart a Weis, wéi mir eis fortbewegen, mussen a Fro stellen.

Wann ech déi vill Innovatioune gesinn, déi duerch d'Digitalisatioun an déi nei Technologien entstinn, da gesinn ech awer och Risechancen. Stellt Iech emol vir, Dir huelt den Zuch, fir heemzefueren, mä Dir wësst net, wéi Der do vun der Gare bis bei Äert Haus kommt. An net allze ferner Zukunft wäert Der aus dem Zuch, mat enger App, Iech en Auto kënne bestellen, dee virun der Gare op Iech waart, Iech virun Är Hausdier féiert a vun do aus vum selwen op déi nächst Elektroborne fiert, wou deen Auto sech dann opluet an op säin nächste Client waart.

Jo, dat kléngt e bësse futuristesch. Mä wann ee weess, dass Lëtzebuerg kierzlech en Accord mat Frankräich an Däitschland ënnerschriwwen huet, fir dass op der Saarautobunn an Zukunft Tester fir selbstfuerend Autoe kënne stattfannen, a wann een zäitgläich weess, dass an England ab 2021 selbstfuerend Autoen op de Stroosse wäerten zougelooss sinn, da mierkt een, dass dës Technologie scho vill méi wäit ass, wéi esou muncheree vun eis vläicht mengt.

Ech betounen awer, dass ech den Individualverkéier an Zukunft nëmmen als klengen Deel vun der Mobilitéit gesinn. En Ëmdenken heescht virun allem: ëffentlechen Transport, dee besser muss ginn, dee méi séier muss ginn. A jo, haut si mer hei nach oft e gutt Stéck do dervun ewech.

Madamm Presidentin, nëmme wa jiddwereen eng Hand mat upaakt, packe mir et zesummen, deenen, déi no eis kommen, eng liewenswäert Welt ze hannerloossen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech géif ganz gär dem Marco Schank Merci soen, dës Heure d'actualité ageruff ze hunn, fir iwwert dëst Thema ze diskutéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, lues a lues, mengen ech, komme mer an der realistescher Welt un, wat d'Klimapolitik ugeet, no der Euphorie vu Paräis. An ech fannen et an deem Sënn flott, well d'ADR hat schonn deemools, wéi mer dat ratifizéiert hunn, gesot: „Et komme Problemer bei der Ëmsetzung. Deen Accord ass net terribel spezifesch, et gëtt vill Widderstand, et gëtt vill Saachen, déi mer nach net kënne virausgesinn, well de Potenzial vun den alternativen Energië relativ kleng ass." An ech mengen, déi Entwécklungen, déi mer elo gesinn, déi ginn eis recht. Net nëmmen, datt d'USA aus dem Accord erausklammen, mä et gëtt och an der Energieversuergung an der Welt Entwécklungen.

Bis elo hate mer 30 Staten op der Welt, déi nuklear Energie gebraucht hunn, 28 State wëllen elo och an d'Nuklearenergie eraklammen, dat heescht, mir hunn der méi, vun 30 op 58. Mir hunn och bei der Kuel eng Entwécklung no uewen. Am Ableck sinn et 62 Staten, déi wëlle massiv op d'Kuelenenergie zréckgräifen, och dat ass méi, wéi mer bis elo haten.

An et hat ee vun de Virriedner scho gesot, datt och d'Emissiounen am CO_2-Beräich dëst Joer en neie Rekord kréien, an d'Zuel vun 41 Gigatonnen ass hei genannt ginn. Dat sinn alles Entwécklungen, wou mer eis awer mussen d'Fro stellen: Eng Politik, Ëmweltpolitik, esou wichteg se ass an esou néideg se ass, wéi solle mer déi maachen? Wéi soll Lëtzebuerg sech positionéieren?

Ech wéilt vläicht eng Virbemierkung maachen, déi och bei der Klimakonferenz zu Bonn däitlech erauskomm ass duerch eng Organisatioun wéi Nature Climate Change: Dat ass einfach, datt mer a ville Beräicher an dëser Diskussioun nach ëmmer mat ganz onséchere Statistiken operéieren. Et wär weltwäit e risegen Effort néideg, fir wierklech kënne mat Sécherheet ze soen, wéi ee Land wivill Emissioune gëtt. Mir sinn nach laang net do, fir kënnen alles mat Sécherheet nozevollzéien.

Et ass awer eng Geleeënheet, wa mer vu Statistike schwätzen, fir nach eng Kéier ze soen: „Wat ass eigentlech dee lëtzebuergeschen Impakt?" A wann een déi Statistiken, déi meeschtens um Internet ze fanne sinn, eng Kéier kuckt, da muss een einfach soen, datt nëmme bei deenen anthropogene Gasen, ausgerechent op 2020 no der aktueller Entwécklung, déi Lëtzebuerger Kontributioun bei 0,002% läit. Wann een déi natierlech Emissioune vun CO_2 nach derbäirechent an der Gréisstenuerdnung, wéi dat allgemeng dacks ugeholl gëtt, vun 570 Gigatonnen, da leie mer bei 0,0001%.

Déi Aktiounen, déi hei geholl ginn - ech mengen, den Här Schank hat gesot: „Global denken, lokal handelen!" -, da stellt sech awer d'Fro vun der Proportionalitéit. Well deen Effort bei deem minimale Bäitrag, deen eist Land mécht, fir eis ëmzestellen, fir d'CO_2-Ziler ze erreechen, hutt e risege budgetären Impakt an engem defizitäre Statsbudget. Et ass eng Belaaschtung fir eis Entreprisen, wat d'Kompetitivitéit ugeet. Et gëtt ëmmer méi e groussen Drock op d'Bierger, wat d'Steierlaascht an och Fuerderungen ugeet, fir gewësse Liewensastellungen ze änneren, sief et bei Passivhaiser oder aneren neie Virschréften.

Dat heescht, et stellt sech grondsätzlech d'Fro vun der Proportionalitéit a vum Notze vun deene Moossnamen, déi mer awer hei massiv förderen. Mir si fir de Schutz vun der Atmosphär - d'ADR huet ni eppes anescht gesot -, awer op enger realistescher Basis. Well dat, wat dëst Land sech ënnert där grénger Impulsioun haaptsächlech virgeholl huet, ass komplett onrealistesch a kontradiktoresch.

Mir hunn eis e Reduktiounszil vu - 40% virginn. Gläichzäiteg soe mer, d'Populatioun vum Land soll sech verduebele bis 2060 op 1,2 Milliounen Awunner. Wéi soll dat erreecht ginn? Mir maache riseg ekonomesch Projeten, wéi zum Beispill an der Logistik zu Beetebuerg. De Loftverkéier ass an deene Statistiken, wéi mer se bis elo beim Klima verhandelen, iwwerhaapt nach net dran. Dat heescht, och de Loftverkéier, deen eng ëmmer méi grouss Proportioun vun den CO_2-Emissiounen huet, hu mer nach net matgerechent.

Mir hunn hei Projeten am Land, déi mer wëllen heihinnerkréien. Den Här Schneider wëllt Google implantéieren. Och dat sinn energieintensiv Betriber. Dat heescht, mir hunn hei engersäits de gréngen Deel, géif ech soen, vun der Regierung, dee massiv an extrem héich Fuerderunge stellt, an op där anerer Säit ass awer eng Regierungspolitik amgaangen, déi d'Erfëllung vun deenen Ziler realistesch onméiglech mécht.

Dat heescht, datt mer dann och nach dacks wéi elo mat Litauen eis musse fräikafe goen, wéi schonn an der Vergaangenheet, fir eis Fuerderunge kënnen ze erfëllen oder fir eis Verflichtunge kënnen ze erfëllen.

Fir d'ADR stellt sech an der Klimapolitik, wéi an all anerem Beräich vun eiser politescher Aktioun, ëmmer déi éischt Fro vu Realismus a vun enger vernünfteger Belaaschtung vun de Leit. Dat gëllt och an der Klimapolitik. Firwat zum Beispill enormen Drock op d'Bauere maachen? D'Bauere sinn net den Unhängsel vun der Ëmweltpolitik. D'Bauere sinn do, fir eis Ernärung sécherzestellen, a si fleegen och d'Landschaft. Mä si däerfen net dauernd ugesi gi wéi d'Annex vum Ëmweltministère.

A mir kommen nach an eng aner Problematik eran. D'EU huet sech enorm ambitiéis Ziler gesat, wat de Klima ugeet, och am EU-Budget. Et ass geschwat ginn zu Stroossbuerg vu bis zu 20% vum EU-Budget, déi sollen ënner anerem op Klimaaktioune verwennt ginn. Mä d'Britte ginn awer eraus. D'Konsequenze vum Brexit op den EU-Budget, déi kenne mer haut nach net. An och do muss ee sech froen: Gëtt dann elo de Lëtzebuerger Bäitrag zum EU-Budget mat zousätzlechen Abgabe wéinst Klimafroen och nach do belaascht?

Fir eis als ADR, fir dat nach eng Kéier zesummenzefaassen, ass kloer: Jo, mir si fir de Schutz vun der Atmosphär a mir wäerte selbstverständlech och Efforte matdroen, déi derzou bäidroen, allgemeng d'Ëmwelt ze schounen, am Klima an an all anerer Hisiicht, awer op eng realistesch Manéier, op eng vertrietbar Manéier an op eng kohärent Manéier, also anescht, wéi dës Regierung dat mécht.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Jo, „bescheiden", esou kann een d'Resultat vun der COP23 nennen, wann een optimistesch ass. Technesch Froe fir d'Ëmsetzung vum Paräisser Ofkommes sollten do geregelt ginn, a konkret erauskomm ass schlussendlech d'Grënnung vun enger ganzer Rei vu Berodungsgremien. A vill vun eis kennen dat aus dem Alldag, och aus dem politeschen Alldag: Wann ee sech net eens gëtt oder keng Decisioun wëllt huelen, da grënnt een emol eng Aarbechtsgrupp oder e puer. An dat kann een awer schonn als eng Aart Echec bewäerten, wann ee sech d'Urgence vun der Klimaproblematik virun Aen hält.

De konsequenten Ëmbau vun der Weltwirtschaft vun de fossillen Energien ewech hin zu der erneierbarer Energie misst scho laang amgaange sinn, fir d'Erwäermung a Grenzen ze halen. Wärenddeems gëtt zwee Joer no Paräis nach ëmmer iwwert d'Regele gestridden, wéi den CO_2-Ausstouss vun engem Land soll gemooss ginn, an dat, nodeems 2016 esou vill CO_2 ausgestouss gouf wéi nach ni virdrun an der Geschicht.

Besonnesch d'EU huet bei där Veranstaltung en trauregen Androck gemaach: Däitschland kënnt mat senger Energiewende net méi virun an hält sech emol léiwer eraus. Holland bréngt op eemol nei EU-Ziler an d'Spill, ouni sech ofzeschwätzen, wärend Frankräich seng Atom- a Lëtzebuerg seng Finanzindustrie promouvéiert.

Déi lëtzebuergesch Initiativ a Saache Green Finance, déi ass jo ganz léif, mä vläicht e bëssen hypokritesch, wann ee bedenkt, datt iwwert d'Lëtzebuerger Fongenindustrie Milliarden a Milliarden un déi grouss Uelechkonzerner fléissen, fir nei Pëtrolsfelder ze erschléissen. Esouguer de Pensiounsfong an den Zukunftsfong investéieren hir Suen a fossill Energien.

Et gëtt een d'Gefill net lass, datt déi Green-Finance-Initiativ mat hire puer mickrege Millioune just e Marketinggeck ass, fir den Image vun der Finanzplaz ze verbesseren, eng Zort „green washing" fir d'Fongenindustrie. An ech mengen, do muss een awer e bëssen oppassen.

D'Lëtzebuerger Bourse seet, si géif derfir suergen, datt keen „green washing" géif stattfannen, si géif d'Produite selwer net jugéieren, mä derfir suergen, datt d'Clientë sech kéinten eng Meenung bilden iwwert déi Produiten.

Et ginn awer schonn immens vill Prezedenzfäll, wat déi gréng Obligatiounen, déi Gréng-Bonden ugeet. Et kann een d'Beispill huele vu GDF Suez, déi och an deem Business dran ass vu Green Bonds a wou ee weess, datt iwwert dee Business vu Green Bonds, dat heescht doriwwer, datt d'Leit déi Obligatioune kafen, fir a gréng Projeten ze investéieren, datt GDF Suez dann e Staudamm baue geet an den Amazonas a Brasilien, wat natierlech verheerend ass a wat och nach vun Notatiounsagencë gebëllegt gouf, wou natierlech och Clienten dra sinn, ënner anerem ArcelorMittal. A wat schlussendlech och nach de Methanausstouss eropdreift, well duerch e Staudamm, deen ee baut, verfaulen Algen an esou weider an déi stousse Methan

aus, wat och nach méi gravéierend ass wéi beim CO_2.

Dat heescht, et keeft een u sech eppes ganz Komesches, mä ech hunn elo wéineg fonnt iwwert déi Gréng-Bonden hei zu Lëtzebuerg. Et wär awer derwäert, datt een eng Kéier e bësse méi spezifesch géif doriwwer diskutéieren.

Bon, wat hu mir duerno als Lëtzebuerg dann nach weiderhin opzeweisen? Eis Pro-Kapp-Emissioune gehéieren nach ëmmer zu deenen héchsten an der Welt. An den Ausbau vun erneierbaren Energië kënnt net esou richteg vun der Plaz, soudatt mer mëttlerweil scho mussen a baltesch Länner, Litauen, Statistiken akafe goen.

Et komme keng Impulser a keng ëffentlech Investitiounen, vun deem ugekënnegten neie Klimaaktiounsplang schwätzt kee méi. A beim Tanktourismus hu mer den Androck, datt de Kapp an de Sand gestach gëtt. An ech géif awer nach drun erënneren, datt déi Etüd do erauskomm ass, déi bewisen huet, datt den Tanktourismus u sech och nach finanziell méi schiedlech ass an u sech manner erabréngt wéi dat, wat et kascht hei zu Lëtzebuerg. De Professer Ewringmann hat et bruecht. Ech géif gären einfach nëmme wëssen…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da sot emol, wat Dir géift proposéieren...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Wat géife mer proposéieren? Ech war nach net fäerdeg, Här...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Minister, Här Minister, wann ech gelift! Wëllt Der eng Fro stellen?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen, ah, wat mir proposéieren? Neen, mir proposéieren… Ech äntwerten em.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wann Der erlaabt, géif ech gären eng Fro stellen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir proposéieren, datt déi Etüd aus dem Tirang erausgeholl gëtt an datt mer eng Kéier… Mir géife gäre wëssen: Déi Etüd ass presentéiert gi virun engem Joer ongeféier, déi Etüd ass ganz interessant. A mir soen och deene Merci - a mir wëssen, datt et vun Ärer Säit kënnt -, déi deemools och déi Etüd gefrot haten. Wat ass elo? Wat kënnt elo no dëser Etüd? Dat géif eis emol eng Kéier interesséieren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, den Här Minister huet gefrot, fir Iech ze äntweren.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Déi Etüd hunn och déi Lénk zur Verfügung gestallt kritt an do stinn eng Rei Pisten dran, a wéi eng Richtung dat géif goen. Mech géif et dann emol interesséieren, wat fir eng Pist zum Beispill déi Lénk an den Här Wagner géif interesséieren ze suivéieren. Et ass jo net, wéi wa se duerno keng Donnéeën a Pisten hätten. Normalerweis besteet jo den Debat doranner, datt ee sech och da positionéiert par rapport zu deem, wat do drasteet.

Kënnt Der eis vläicht emol explizéieren, wat dann Är Pist ass an deem doten Dossier?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ma kommt, mir organiséieren en Débat d'orientation an dëser Chamber! Also dat ass e bëssen… Also elo wäert ech Iech…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir maacht dach soss gäre Pressekonferenzen. Firwat maacht Der dann net hei…

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Wësst Der, aus dem Stand eraus wäert ech Iech elo keng Piste proposéieren, dat ass elo net d'Diskussioun, déi mer hei féieren. Mä kommt, mir maachen en Débat d'orientation! Mir hunn eis domadder auserneegesat a mir diskutéiere ganz gären doriwwer. Also kee Problem, dat ass wierklech kee Problem.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da maacht eng Pressekonferenz! Dir maacht jo och soss Pressekonferenzen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir hu scho laang keng Pressekonferenz méi gemaach. Mir kënnen och eng Pressekonferenz maachen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Den Här Wagner huet elo eleng d'Wuert. An hie mécht sech elo fäerdeg. Här Wagner, neen, et ass gutt.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ma kommt, mir maachen dat esou! Den Här Bausch proposéiert eis en Timing a mir proposéieren dem Här Bausch en Timing, zum Beispill och, wat e brauch vun…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir wëssen, wat mir wëllen. Awer ech mengen, Dir wësst et net esou richteg, oder Dir wëllt et net soen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir kënnen och..., on peut échanger les rôles, wann Der wëllt.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, loosst den Här Wagner sech fäerdeg maachen!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Well dat ass jo interessant. Also d'Regierung verfüügt iwwer e Statsapparat, iwwer Mataarbechter, an d'Deputéiert eendeiteg manner. Dat heescht, u sech ass et éischter un der Regierung, eppes ze maachen, wéi datt d'Regierung vum Parlament fuerdert, datt mir sollte regéieren. Maacht et selwer!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Eh ben, huelt eng Positioun!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat hunn ech emol net héieren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Wagner, et ass un Iech!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, schlussendlech, an dat gouf och scho gesot, ech mengen, wann och gréisser Projete kommen, wann och gréisser Betriber hei op Lëtzebuerg kommen, muss een awer och tatsächlech den Impakt moossen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et ass Google genannt ginn. Ech mengen, dat ass natierlech och eppes, wat immens vill Energie wäert friessen. Doriwwer muss een och nach diskutéieren, wa mer schonn iwwer Klima diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vum allgemengen Deel vun eiser Aktualitéitsdebatt. An ech ginn dann emol dervun aus, dass eis Ëmweltministesch elo um Tour ass. Madamm Carole Dieschbourg, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Villmools Merci, Här President. Merci och dem Här Schank fir déi Fro de Mëtten an dass dat Thema hei kann an dësem Plenum diskutéiert ginn am Parlament, well et ass derwäert, och e Bilan vun der COP23 ze maachen, déi, wéi mer jo alleguerte wëssen, eng Transitiouns-COP war, eng COP, wou mer eben net dee grousse Worf kruten, mä wou mer awer mat virsiichtegem Optimismus am Endeffekt kënne soen, dass mer verschidde Saache feststellen um weltwäiten Niveau.

An ech mengen, et ass och wichteg, heibannen awer nach eng Kéier eisen Dammen an Hären Deputéierten ze rappeléieren: Wou komme mer hier? Jorelaang gouf debattéiert a verhandelt, bis mer eis 2015 op de Paräisser Accord gëeenegt hunn. Mëttlerweil, innerhalb vun engem Joer a sech, ass deen Accord a Kraaft getrueden. Nëmme fir Iech ze rappeléieren: De Kyoto-Protokoll huet siwe Joer gebraucht. Haut hunn 170 Länner weltwäit de Paräisser Accord ratifizéiert, wat awer eng Rekordzäit ass.

Mëttlerweil huet d'EU jo e ganz grousse Schrëtt no vir gemaach. No zwee Joer Blocage an der EU fir d'Ratifikatioun vum Doha-Amendement hunn d'Polen awer e Schrëtt no vir gemaach, och well se sech hirer Responsabilitéit fir d'nächst Joer bewosst sinn - Lëtzebuerg hat deen do Amendement scho wesentlech éischter ratifizéiert -, soudass mer elo als ganz EU och do kënnen derbäi sinn. Do hu mer ewell 94 Länner, déi aktiv sinn.

An ech mengen, wa mer déi Zuelen eng Kéier rappeléieren, an ech fannen et ëmmer derwäert, awer eng Kéier mat den Zuelen ze kommen, da gesi mer, dass de Klimaschutz lues a lues virugeet. A mir gesinn och opgrond vun der Gréisst vun där Konferenz, wou awer 25.000 Akteuren do waren, dass et mëttlerweil zu enger Bewegung ginn ass. An do ginn ech dem Här Schank recht an dat hu mer viru Paräis scho gesot: Mir brauche Bottom-up an awer och e gudde Kader.

De Kader hu mer mam Paräisser Accord. Elo geet et „an das Eingemachte"! An et ass wéi hei am Parlament och, wa mer Regelwierker ausschaffen, an ech wëll rappeléieren: De Paräisser Accord fänkt 2020 un. Mir debattéieren à ce stade iwwert dat, wat mer haut scho maachen a wéi urgent et ass, dass mer déi Dynamik, déi mer zu Paräis haten a wou et dës Kéier och gelongen ass, déi um Niveau vun den Akteure bäizehalen, dass mer déi kréien.

Wichteg ass éischtens: Trotz dem Ausstig vun den USA si keng Blocagë komm. Si ware mat enger historesch klenger Delegatioun do. Mä mir haten awer fofzéng Staten aus den USA do. Mir hate 55 Stied, divers Klimaakteuren, wéi de Schwarzenegger, also Leit, déi eng Stellung hunn, wou se d'Leit matträisse kënnen. Mir haten 1.700 Akteuren aus dem Business aus den USA a mir haten 350 Universitairen. Dat ass esou eng grouss Delegatioun vu Sociétés civiles a vu Regiounen, wéi et se nach ni op enger Klimakonferenz gouf!

An dofir muss ee soen: Jo, mir wollte méi erreechen, d'EU wollt méi erreechen. Mir wollten net nëmme Proposen um Dësch leien hunn, mir wollten och nach méi Schrëtt goen. Awer neen, et gouf kee Blocage, mir koumen ee Schrëtt nom anere weider. Mir hu Plattformen agerüicht, an d'ailleurs, fir d'Genderplattform war ech selwer ganz mat aktiv, esou dass den Genderaktiounsplang elo kann ulafen. Och déi Plattform vun den indigene Vëlker, an ech mengen, dass do d'EU awer hir Roll ze spillen huet, wann et ëm d'Mënscherechter geet. Lëtzebuerg hat en Evenement iwwer Mënscherechter, iwwert d'Migratioun an d'Effekter vum Klimawandel op d'Migratioun: D'Krise verstäerken d'Effekter.

Ech mengen, dass mer dee mënschleche Volet vum Klimaschutz, vun den Defien net sollte klengrieden. Well jo, an engem weltwäite Prozess, wou mer iwwer Konsenspoliticke schwätzen, do ass et net einfach, grouss Schrëtt ze maachen. Awer neen, mir hunn net op der Plaz gestanen, well mir hunn och Resultater, souwuel als EU, well mer Blocagë konnte léisen, wéi awer och international. Déi nei Antikuelkoalitioun - d'ailleurs ass Lëtzebuerg derbäi mat verschiddene Regiounen aus den USA - weist eis ganz genee, dass mer net sollen de Kapp an de Sand stiechen, mä dass mer solle konkret u Léisungen an u Piste schaffen. A wierklech, d'Virdeeler vum Klimaschutz fir Stabilitéit, fir Sécherheet, fir Friddenspoliticke weltwäit, an och d'Risiken, wa mer et net maachen, do gëtt et e Rapport vum Nicholas Stern, deen eis schonn 2006 seet, wivill Prozent vum PIB all Joer verluer ginn, wa mer kee konkrete Klimaschutz maachen.

(Interruption)

An ech mengen awer kënnen ze behaapten, dass Lëtzebuerg dës Kéier mat der Achs... Wou mer gesot hunn: „Mir sinn e gudde Partner, mir si solidaresch a mir weisen, wat mer maache ganz konkret, mat eise Partnerlänner, wou mer haut scho konkret Projeten am Klimaschutz lafen hunn, mat aneren Akteuren." Mir hunn zum Beispill e Fong virgestallt, wou mer Naturschutz, Mangrove-, Mieresschutz zesumme mat Klimaschutz uginn an esou resilient Hoffnunge fir en nohaltegen Tourismus an nohalteg Fëschereien hunn, grad op deene vulnerabelsten Inselen. Do hu mer Aktioune gesat.

Mir hunn zum Beispill och konkret mat de Fidjien iwwer Assurancë fir déi Leit, déi haut scho vum Klimawandel betraff sinn, geschwat, fir dass déi net all puer Joer erëm nei ufänken. Dat heescht, Lëtzebuerg, duerch d'Präsenz vum Grand-Duc, duerch d'Präsenz vum Finanzminister, huet bewisen, dass mer op der weltwäiter Zeen mat allen Akteuren - an do schaffen ech och ganz vill d'ailleurs mam Romain Schneider a mat der Kooperatioun zesummen, wou déi zwee sech ergänzen - en Akteur sinn, dee fiabel ass, dee kredibel ass an dee weltwäit nieft engem Prozent vum PIB, dee mer jo an d'Entwécklungshëllef ginn, och e faire Part iwwerhëlt, wat déi international Klimafinanzen ugeet.

A jo, wa mer och net an absolutten Termen déi gréisst Emetteure sinn, esou si mer awer nach am Pro-Kapp-Beräich grouss Emetteuren. A mir hunn eng Finanzplaz, mat där mer musse schwätzen. Mä da kommt, mir huelen dee Beräich a mir erweideren do déi positiv Aktiounen. Dat hu mer versicht, mam Finanzminister kloer ze maachen, an do si mer, wat innovativ Projeten... Well ëm wat geet et? Et geet net alleng ëm d'Finanzplaz. Et geet drëm, dass mer esou vill wéi méiglech Gelder méiglechst schnell an eng aner Richtung drécken, fir dass mer eis Liewensqualitéit kënnen erhalen, dass déi Leit, déi net wëlle vun doheem fortgoen, och kënne bei sech Zukunftschancen hunn an dass mer eis fir Gerechtegkeet asetzen. An dat ass Klimaschutz.

De Logo vun dëser Konferenz, den offiziellen, dee war: „Faster, further, together for climate action". Genau dat ass et, wat mer musse maachen. Genau dat ass et - an domadder kucken ech elo op d'Zäit -, wat mer och heiheem maachen. Well Dir hutt recht, nieft deene positiven Annoncen, nieft der Antikuelkoalitioun ware mer aktiv och als Lëtzebuerg amgaangen ze kucken: Wou sinn déi Akteuren, déi mer fir eng Antinuklearkoalitioun kënnen op d'Bee stellen? Da musse mer och elo heiheem eis Hausaufgabe weiderhin eescht huelen.

Mir hunn elo just virun e puer Minutten iwwert de Klimapakt, wat e flott Instrument ass, geschwat. Mä ech mengen, dass awer haut - wann ech kucken, wéi et war nach virun e puer Joer - déi ganz Regierung, an dat ass net nëmmen de Finanzminister, mat neien Aktiounen, mat enger innovativer Plattform, zesumme mat der Europäescher Investitiounsbank, méi Gelder fir de Klimaschutz a Projete mécht, déi bis haut net gemaach gi sinn, well mer ze vill Risiken dra gesinn hunn, soudass mer déi kënnen deblockéieren.

Et ass net nëmmen dat! Mir hunn als Regierung ënnert der Leedung vum Ekonomies- an Energieminister awer e Rifkin-Prozess hanner eis, wou ekonomesch Akteuren, wou d'Société civile mam Zil, 2050 hei zu Lëtzebuerg dekarboniséiert ze sinn, also eise Klimaziler gerecht ze ginn, eng positiv Versioun fir eist Land opsetzen, an dat am Beräich Industrie, Ekonomie, an de Bauten, awer och an der Mobilitéit.

Jo, de Beräich vum Transport, dat sinn 68% vun eisen Emissiounen. An natierlech gëllt et, och do Aktiounen ze maachen. Awer do ass de François Bausch, deen och d'ailleurs hei sëtzt, jo schonn zanter uganks vun dëser Period aktiv drun, ee Projet nom aneren ëmzesetzen, sief et elo en Tram, sief et am Beräich ëffentlechen Transport, sief et eng App, fir d'Leit méi ze animéieren, zesummen ze fueren, sief et awer och, fir zesumme mam Etienne Schneider Bornen opzeriichten.

An do hu mer elo ganz rezent, Transportministeren an Ëmweltministeren, och bei der Kommissioun intervenéiert, well mir wëssen, dass all eis Aktiounen hei, wa mer vun 68% vun den Emissioune schwätzen, net duerginn, wa mer net um europäesche Plang och enger Autoslobby kloer Ziler virsetzen. An dofir hu mer zesumme mat zéng anere Länner intervenéiert bei der Kommissioun.

Mä ech kann Iech awer soen, de Commissaire en charge huet eis an enger Bilaterall op der COP23 gesot, dass dat keen einfache Match wär, an dofir ass hir Propositioun déi, wéi se haut ass. Awer d'Efforte gi weider. An de Max Hahn hat et gesot: D'Solutioune fir eng besser Mobilitéit wäerten eben och déi si fir eng besser Liewensqualitéit an eise Stied, fir manner schlecht Loft, fir méi e schnellt Hin an Hier, manner Lärmbelästegung. Ech mengen, dofir sollt ee wierklech an deem Beräich vun de positiven Nieweneffekter vum Klimaschutz schwätzen.

An, jo, d'ganz Regierung ass aktiv am Klimaschutz. Am Logement hu mer och Saachen opzeweisen: Mir hunn eng PRIMe House nei definéiert, wou mer net nëmmen am Beräich Erneierbarer schaffen an Effizienz, mä eben och kucken: Wéi eng Materialie gi gemaach? An et gëtt eng Klimabank virgeschalt, fir ze incitéieren.

An ech kann Iech soen, dass, trotz dem Wuesstum… An dofir musse mer engersäits déi Efforten, déi ze maache sinn, net niéieren, well Klimaschutz ass eppes, wat jiddwereen ugeet a wat jiddweree ka mat no vir dreiwen. Mä op där anerer Säit sollte mer awer och net soen: „Well mer Wuesstum am Moment hunn, zum Beispill u Bevëlkerung, déi méi ass, si mer net à même ze reduzéieren", well déi lescht Joren hu bewisen, dass mer zum Beispill am Beräich vum Logement trotz méi Wunnengen awer ëm déi 5% iwwert déi lescht fënnef, sechs Joer konnte reduzéieren.

Also ass et méiglech. Mir bauen haut nëmmen nach effizient Wunngebaier. De Stat huet e ganze Programm, wéi mer nach méi Erneierbarer op den Diech maachen. Ech mengen, et sinn all déi eenzel kleng Efforten, déi mer alleguerten zesumme maachen, déi eis de Léisungen nobréngen.

An da wëll ech awer nach soen, dass mer am Beräich vun den erneierbaren Energien, quitte dass mer e schwierege Startpunkt och haten, dann awer haut 50% méi Wandenergie innerhalb vu véier Joer hunn an dass mer och am Beräich vun de Solaranlagen e merklechen Zouwuess hunn. An déi Tendenze weisen eis awer… An dat kënne mer och kucken, wa mer op international Vergläicher kucken, do si mer net gutt wéinst eise Pro-Kapp-Emissiounen, mä all d'Tendenzen, an all Tendenzen a Richtung, wat d'Politik wëllt maachen a wéi, do si mer amgaangen, och international Unerkennung ze kréie fir déi Efforten, déi mer maachen. Dofir hoffen ech weiderhin, dass mer hei national, awer och international déi Dynamik, déi sech do entwéckelt huet, anhalen.

Da waren nach Froen zum Tanktourismus. Dat si Saachen, déi verschiddenen Deputéierten hei

ganz um Häerz leien. An do ass et net méi spéit wéi d'Iescht Woch gewiescht, wou d'Regierung iwwert déi eenzel Pisten debattéiert huet. A mir wäerten am Ufank vum nächste Joer mat konkrete Piste kommen.

Et muss een awer och verstoen, dass, wann eng Etüd zéng Joer laang net gemaach ginn ass, elo säit engem Joer presentéiert ass, dass elo emol d'Gremien tëschent dem Finanzministère, dem Émweltministère, der Ekonomie sech hu missen zesummesetzen, fir ze kucken, wéi mer hei geziilt weider Aktioune kënne setzen. An do hat ech Iech et och an der Kommissioun schonn eng Kéier gesot, dass mer dorobber wäerten zréckkommen.

Dat sollt een awer net isoléiert gesinn. Dat sollt ee gesinn am Kader vu Mobilitéitspoliticken, vun de Gesamtpoliticken am Beräich vum Bau, vun der Entwécklung vun der Landesplanung, vun der Energie, well Klimapoliticke betreffen tatsächlech all Beräicher. An an alle Beräicher, dovu sinn ech iwwerzeegt, fanne mir all zesumme besser Léisunge fir eng besser Liewensqualitéit.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Madamm Minister, den Här Kartheiser wollt eng Bemierkung maachen, eng Fro stellen.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo, eng Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. An och e grousse Merci un d'Madamm Minister. Wann ech Iech nolauschteren, ech appreciéieren deen Enthusiasmus. Mä ech stelle mer ëmmer d'Fro: Wou stellt Dir Iech eigentlech vir, datt an zéng, zwanzeg Joer Lëtzebuerg seng Energie soll herkréien?

Dir ënnersträicht d'Bedeitung vun den alternativen Energien. Mir wëssen awer no deene Schätzungen, datt mer ongeféier e Potenzial vun 11% hunn. Mir hunn eng Politik géint d'Atomenergie. Dir hutt eis och elo gesot: „Mir si géint Kuelenenergie." A mir hunn Twinerg zougemaach, well et op Gas baséiert war.

Madamm Minister, bei 11% normaler erneierbarer Energie, wou kommen déi 89% aner Energie hier?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Oberweis huet d'Wuert.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Eng anescht gelagert Fro, déi stellen ech elo direkt. Madamm, Dir hutt mech interpelléiert, well Der vu Fidschi geschwat hutt. An Dir waart jo selwer do an Dir konnt feststellen, dass jo déi maximal Kopp do héchstens 1,2 m héich ass, wann ech gesinn, wéi dee Mieresspigel do klëmmt. An Dir hutt mer gezielt, Dir wéilt eng Assurance maachen, fir d'Leit an hirer Heemecht ze beloossen. Elo hunn ech gelies gehat, d'Land Australien huet eng Offer gemaach gehat: Déi Länner, déi Leit vun deene Fidschi-Inselen a Mikronesien, déi kréien eng Chance, wa se musse plënneren, da wäerte se an Australien eriwwergeholl ginn.

Also ech fäerten op alle Fall, wann ech nach e puer Joer méi al sollt ginn, da wäerten awer e puer Leit vun de mikroneseschen Insele musse plënneren, well den Niveau klëmmt ganz einfach. An eng Assurance vun hei déngt de Leit u sech net ganz vill.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madamm Minister, kuerz.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Ma ech kann Iech soen, dass e groussen Deel vun Ärer Äntwert am Beräich vun der Effizienz läit. An dofir huet Lëtzebuerg sech permanent agesat, och um europäesche Plang, fir am Beräich vun der Energieeffizienz vill méi ze maachen, well mir sinn do nach laang net un der Limitt.

Zweetens, natierlech musse mer bei den Erneierbare mat Partner zesummeschaffen. Dat maache mer och schonn haut. Mir kucken d'ailleurs och schonn no ganz konkrete Projeten. Den Henri Kox sëtzt hei: Réimech ass zesumme mat den däitschen Noperen amgaangen ze kucken. Ech selwer hunn am Naturpark e Projet lancéiert, zesumme mam Naturpark Mëllerdall a mat däitschen Akteuren, fir energieautonom Gemengen. An d'ailleurs ass dat an de ländleche Gemengen de Fall a mir hunn hei Buergermeeschteren och sëtzen aus där Regioun, déi kënne beweisen, dass si haut schonn zu engem gudden Deel - ech mengen, et ware 45% op där leschter Presentatioun - kënnen hir Energie selwer hierstellen.

Dat heescht, e Schlëssel wäert sinn: Effizienz, Erneierbarer, an dat iwwert déi nächst Jore forcéiert, an natierlech och international Zesummenaarbecht mat eisen Noperen an der Groussregioun, sou wéi mer et och haut schonn an der EU-Energieunioun maachen.

Zu Fidschi: Ech selwer war mer e Projet vun enger Émsiidlung vun enger Regioun ukucken. Do hu mer e Modellprojet gesinn, wéi ee kann op eng flott an einfach Aart a Weis Leit, déi an engem schwierege Gebitt waren, e bësse méi eranhuelen. Mir sollten net vergiessen, d'Fidschi-Inselen, dat si kleng Inselen, mä op der Haaptinsel hu mer och méi eng héich Erhiewung. An do war e Modellduerf, dat mer eis konnten ukucken.

Villes kann ee scho fir déi Leit verbesseren, déi haut schonn, vill méi oft wéi mir nach - also an Europa hu mer véiermol esou vill duerch Wiederextremer verursaacht Schied -, do mat Wiederextremer ze dinn hunn. Kee Mënsch, zumindest net déi, déi ech kennen, déi meescht wëllen hiert Land an hir Proprietéit net verloossen. Wa se also kënnen op därselwechter Insel eng Zukunft fannen, da sollt een hinnen do och hëllefen, dass se net all Kéiers, wann erëm e Wiederextrem ass, wéinst total rudimentärem Material alles total zerstéiert hunn, an hinnen d'Méiglechkeet ginn, dass si hir Haiser esou bauen, dass se och méi wiederfest sinn, wéi gesot, op deene Plazen, déi net direkt un der Küst op deenen Haaptinsele leien. Dat géif deene Leit sur place, déi haut scho wierklech betraff sinn, immens vill hëllefen.

Mir maachen dat natierlech net, mir als Lëtzebuerg, eleng. Mir hunn en Incubateur fir déi ganz kleng Inselstaten do mat de Fidschi-Inselen op de Wee bruecht. Si sinn déi, déi elo scho konkret Modeller hunn. Mir sinn elo amgaangen, dee Projet auszeloten. Dat soll och en Assurancëberäich gi fir déi ganz Inselstaten. An ech muss Iech awer och parallell soen, dass aner Inselstaten am Moment schonn amgaange sinn, mat Fidschi ze verhandelen, fir hir Leit och deelweis mat do op déi Gebidder ze bréngen, déi méi héich leien. Ënner anerem Kiribati ass do amgaangen, Demarchen ze maachen.

Dofir: Et ass net ëmmer alles schwaarz a wäiss. Mä wichteg ass, dass mer deene Leit, déi do haut konkret scho Problemer hunn, am Zeeche vun enger Solidaritéit och hëllefen, dass si do an hirem Heemechtsland och Chancen hunn, mat esou Extremen ëmzegoen. Mir wënschen eis dat jo och fir eis hei, dass mer méiglechst a Fridden a Sécherheet kënne liewen.

9. Message de M. le Président

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen, Kolleegen, mir hunn de Mëtten d'Nouvelle kritt vum Doud vun eisem fréiere Kolleeg a Frënd, dem Frunnes Maroldt. Eis Gedanke si bei him a virun allem och bei senger Famill. Mir wäerte senger an eiser nächster Sëtzung gebürend gedenken. Mir denken un e léiwe Kolleeg. Merci.

(Respect d'une minute de silence)

Mir géifen da weiderfueren an eiser Sëtzung mam nächste Punkt vum Ordre du jour. Et ass de Projet de loi 7061, dee verschidden Änneerungen um Code vun der Sécurité sociale virgesäit. D'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

10. 7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Haaptobjet vum Projet de loi 7061 ass, den Zougang vun der Agence eSanté zu de perséinlechen Donnéeë vun de Patienten a Prestatairen ze regelen. An dat muss dann iwwer eng Änneerung vum Artikel 60ter vum Code de la sécurité sociale geschéien. Et ass en zimlech technescht Gesetz.

Ech maachen e klenge Rappell: D'Agence eSanté ass geschafe ginn duerch e Gesetz de 17. Dezember 2010 am Kader vun der Gesondheetsreform a si huet als Missioun, de Gebrauch, den Echange an d'Deele vu wichtege Gesondheetsdossieren iwwer eng ofgeséchert elektronesch Plattform ze assuréieren an den Dossier de soins partagé ze entwéckelen an auszebauen.

D'Agence eSanté huet am Oktober 2011 ugefaangen ze schaffe mat enger Gouvernance, déi alleguerten déi wichteg Akteure regruppéiert huet, näämlech de Santésministère, de Ministère de la Sécurité sociale, d'AMMD, d'Patientevertriedung, d'CNS, de Centre commun de la sécurité sociale, d'Federatioun vun de Prestataires, d'Spideeler, d'Laboratoiren an d'Apdikter. An an deem Kontext war déi gréisste Suerg d'Sécherheet vun den Donnéeën, d'Verhënnerung vun engem Mëssbrauch, an natierlech dann d'Risiken an d'Feeler esou wäit wéi méiglech auszeschléissen.

Den aktuellen Text awer vum Artikel 60ter am Code de la sécurité sociale, dee gesäit den Zougang zu de perséinlechen Donnéeën net explizitt vir. An duerfir sinn déi Änneerungen an dësem Gesetz och néideg. Den Zougang zu deene perséinlechen Donnéeën, dee muss kloer limitéiert sinn an e muss och proportional den Ziler ugepasst sinn, an dat alles am Respekt vun de Bestëmmungen an Ufuerderunge vun der Protection des données à caractère personnel.

Well den urspréngleche Text vum Projet de loi den Zougang zu de perséinlechen Donnéeën net genuch agegrenzt huet, huet de Conseil d'État eng Opposition formelle gemaach. Effektiv sollte weider Detailer iwwer Règlement grand-ducal definéiert ginn, dat hu mer jo scho méi oft gehat, wat awer net konform zum Artikel 11 vun der Verfassung ass, dee beseet, dass all Ausnam vun der Protection de la vie privée muss iwwert d'Gesetz geregelt ginn. D'Amendementen hunn deem natierlech dunn och Rechnung gedroen. An esou konnt de Conseil d'État dann och seng Opposition formelle ophiewen.

Weider Elementer vun dësem Projet de loi sinn, dass eng Rei vun Oublien nach redresséiert goufen. Verschidde Bestëmmunge vum Code de la sécurité sociale sinn un déi rezent legislativ Änneerungen ugepasst ginn. An den Artikel 190 vum Code de la sécurité sociale gëtt no engem rezenten Uerteel vun der Cour constitutionnelle ugepasst, an dat am Zesummenhang mat dem Krankegeld an dem Ufank vun enger Invalidepensioun.

Dir hutt alleguerte mäi Rapport écrit kritt. Do steet alles en tout détail dran. Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. D'Wuert huet direkt den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Zwee Wierder och zu dësem éischter technesche Projet, well jo effektiv duerch d'Änneerung vum Artikel 60ter déi elektronesch national Plattform, fir Donnéeën aus dem Gesondheetsberäich auszewiesselen oder ze echangéieren, opgestallt gëtt, fir méi effizient ze schaffen, awer no klore Spillregelen.

A wann ech dat soen, Här Minister, dann denken ech och éischtens un dat, wat de Statsrot gesot huet als Opposition formelle, dee seet: „Et däerfe keng Abusen do geschéien. Et muss ee soen, wat d'Objektiver sinn." Mä ech denken awer besonnesch do un den Dossier de soins partagé vun de Leit, vun eise Biergerinnen a Bierger. Do geet et drëm, déi néideg Garantien ze kréien, dass do net Unfug geschitt respektiv dass déi Donnéeën esou geréiert ginn, dass dee Kader, deen opgestallt gëtt, dass deen am Fong geholl eng Aart Bunker ass an dass, wat an deem Bunker elo ass, dann och esou geréiert gëtt.

An do ass et net kloer, wéi dat soll geréiert ginn. Ech drécke mech aus: Wann do Donnéeën dra sinn, ech huelen e Beispill, Dir hutt e jonke Mënsch, dee pisst mat zwielef Joer nach an d'Bett, kann ee bal soen, a mat 60 Joer huet deen da Prostatakriibs: Muss dann déi Donnée dovun, wou deen zwielef Joer hat, zum Beispill nach an deem Dossier dra sinn an Zukunft oder muss déi net dra sinn? Dat heescht, deen Dossier ass am Fong geholl éischter en Dossier d'échange wéi en Dossier de stockage.

Dat heescht, et muss een ëmmer kucken, et ass wéi bei engem Frigidaire: Wann ee Saachen dran huet, déi ofgelaf sinn, soll ee se eraushuelen. Dat heescht, dass een deen Dossier soll e bëssen à jour halen. Dat ass dat, wat fir mech wichteg ass. Duerfir wollt ech déi Beispiller huelen, an dat soll een och kucken.

Duerfir mengen ech, et wier ubruecht, an zwee Joer eng Evaluatioun ze maachen, oder an dräi Joer, fir ze kucken, wéi dee ganze Mechanismus gräift a wéi déi ganz Gestioun vun deem Dossier de soins partagé gemaach gëtt. Dat ass dee Wonsch, deen ech hunn.

Zum Schluss wëll ech nach dem Här Engel Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci. An ech bréngen natierlech den Accord vun der CSV.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Als Nächsten huet d'Wuert den Här Edy Mertens.

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir hu vollt Vertrauen, datt déi Donnéeë wäerte protegéiert ginn, Här Halsdorf. Ech wëll dem Här Engel villmools Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an den Accord vun der demokratescher Fraktioun ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Ech wéilt e puer Froen dozou stellen. Natierlech begréisse mir als Gréng, datt déi ganz komplex Organisatioun vum Patientendossier an de Code de la sécurité sociale ageschriwwe gëtt an domat eng gesetzlech Basis kritt, nodeems jo d'Agence eSanté schonn zanter 2011 aktiv ass. A mir sinn och frou, wann de Règlement grand-ducal, dee jo nach aussteet, mat deene verschiddenen Ausféierungsmodalitéite gläich en place ass.

Wéi eng Volete geregelt ginn, huet de Rapporteur ganz gutt a sengem Rapport erklärt. Duerfir dem Georges Engel och e grousse Merci.

Ech wéilt awer haut dovu profitéieren, fir op d'Froestonn zréckzekommen, déi de 7. Februar stattfonnt huet. Dir hutt eis deemools informéiert, Här Minister, datt bis zum Datum vum 7. Februar eng 23.000 Patientendossiere bestanen hunn, wat eppes iwwer 3% vun der Bevëlkerung ausmécht. Äert Zil war deemools, bis zum Joer 2018 80% vun der Populatioun an de System eranzekréien a weider Prestatairen dozou ze bewegen, eng Konventioun mat der Agence eSanté ofzeschléissen.

An deem Sënn wéilt ech Iech haut froen, wéi héich d'Zuel mëttlerweil vun den elektronesche Patientendossiere läit an ob am Laf vun 2017 weider Dokteren oder gréisser Prestatairen dem System vun dem Dossier de soins partagé bäigetruede sinn. Wat eis näämlech ze denke gëtt, ass, datt a villen anere Länner sech ganz schwéiergedoe gëtt mat der flächendeckender Aféierung vun den elektronesche Patientenakten an deelweis och mat hirer Gestioun.

Ech hunn dat e bësse recherchéiert. Et handelt sech hei net just ëm Länner, déi net genuch entwéckelt sinn an net déi néideg Mëttelen hunn, fir de System ze bezuelen, mä och ëm ganz héich entwéckelt Länner wéi Däitschland, Frankräich, Éisträich, d'Schwäiz, Italien, Spuenien, Groussbritannien an esou weider. Och do stécht wierklech den elektronesche Patientendossier an de Kannerschong a kënnt eigentlech aus enger ganzer Rei vun Ursaachen net vum Fleck.

An e Land, wat an den internationale Statistiken nach guer net optaucht, ass Lëtzebuerg. Woubäi ech dovun ausginn, datt déi Etüden zu Lëtzebuerg nach net stattfonnt hunn, well mer eis momentan nach just an enger Pilotphas befannen.

Dobäi wéilt ech Iech ebe just froen, wéi héich datt Dir d'Bereetschaft vun de Prestatairen an de Patienten zu Lëtzebuerg allgemeng aschätzt, fir dem System bäizetrieden a fir sech domat an d'Hänn vun der Agence eSanté ze beginn. Och wann déi perséinlech Date perfekt geschützt sinn an den Informatiounsaustausch bewisenermoossen eng grouss Plus-value duerstellt, sou menge mir, datt et wichteg ass, fir méi Sensibilisatioun ze bedreiwen an opzeklären, firwat datt et ebe wichteg ass, dem System bäizetrieden.

An dann eng aner Fro, déi mer um Häerz läit, ass déi, awéifern dëse System kompatibel ka gi mat Systemer, déi am Ausland entwéckelt ginn, souwäit wéi dat da scho besteet. Mir sinn näämlech der Meenung, datt den Dossier de soins partagé net un de Grenze vu Lëtzebuerg däerf haltmaachen, ëmsou méi well eng ganz Rei vu Residentë sech am Ausland behandele loossen a vun de grenziwwerschreidende Patienterechter Gebrauch maachen.

Missten och déi Behandlungen am elektronesche Patientendossier berücksichtegt ginn? Mir menge jo. Ëmmerhi geet et jo drëms, Iwwerbehandlungen a geféierlech Wiesselwierkunge vu Medikamenter ze verhënneren an d'Effizienz vun der Prise en charge duerch eng gutt Koordinatioun an eng gutt Zesummenaarbecht vum gesamte Gesondheetssecteur ze steigeren, onofhängeg dovun, wou d'Behandlung stattfënnt. Vläicht kéint Dir eis dozou e puer Informatioune ginn, Här Minister.

Da géif ech och nach ënnerstëtzen, datt no zwee Joer eng Evaluatioun vum Fonctionnement wäert realiséiert ginn an déi néideg Upassunge virgeholl ginn, falls dat dann néideg wier.

An domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet d'Wuert den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech wéilt och domat ufänken, fir am Numm vun der ADR dem Här Engel Merci ze soe fir e ganz komplette mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mir begréissen de Prinzip vun dësem Gesetz, géifen et also gär matstëmmen. Mir hunn awer zwou grouss Froen, déi eis dann dozou féieren, eis ze enthalen.

Déi éischt ass, datt mer trotz all deenen Assurancen, déi mer kritt hunn, net sécher sinn, datt wierklech souwuel d'Zuel vun den Informatiounen, déi an deen Dossier kommen, néideg ass, a mir sinn och net iwwerzeegt, datt de Schutz vun den Donnéeën ënner allen Emstänn séchergestallt ass.

Déi zweet Iwwerleeung oder déi zweet grouss Fro, déi eis awer zweifele léisst, dat ass dat, wat d'Madamm Lorsché och elo gesot huet, näämlech d'Implikatioune vun de Behandlungen am Ausland. Och dat ass an eisen Aen nach net genuch gekläert.

Mir wäerten also dëst Gesetz begleeden, interesséiert begleeden. Mir géifen et och begréissen, wa mer kéinten eng Evaluatioun no enger gewëssener Zäit maachen. Awer zum abléckleche Zäitpunkt wäerte mer eis enthalen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dat Gesetz, wat mer elo hei votéieren, de Rapporteur huet et zu Recht gesot, ass e ganz technescht. An dat, wat e bëssen erstaunlech um Gesetz ass, ass, datt dat Fortschrëttlechst dorunner eigentlech déi zwee Amendementer sinn, déi an der Kommissioun entwéckelt gi sinn an déi elo an dat Gesetz kommen. Dat eent ass den Artikel 190 vum Code de la sécurité sociale, wou den Iwwergang vum Krankegeld an d'Invaliderent besser geregelt gëtt, och zur Satisfaktioun vun der Salariatskummer. An dat zweet, dat ass eigentlech d'Kärstéck, dat ass den Zougang zu den Donnéeë vun der Agence eSanté.

An der Debatt 2010 mengen ech, datt vun alle Bänken a vun alle Fraktiounen éischter Zoustëmmung komm ass zu deem Prinzip, well et am Interêt vum Patient, vum Patient senger Behandlung a vun der Santé publique ka sinn. Awer och schonn deemools ass, mengen ech, vu Verschiddenen drop opmierksam gemaach ginn, datt et e ganz sensibele Beräich ass, wou et ëm perséinlech Donnéeë geet, an datt d'Securitéit vun dem Ëmgang mat an der Transmissioun vun deenen Donnéeën en zentraalt Uleies misst sinn.

2011 huet d'Agence eSanté dunn ugefaange mat schaffen an 2015 - d'Madamm Lorsché huet et virdrun ernimmt - ass eigentlech eng Testphas oder eng Phase pilote ugaangen, wou - ech hat och nach eng Kéier d'Froestonn gekuckt - ronn 23.000 Leit bis zu deem Moment matgemaach hunn.

Wann een awer elo dat Gesetz hei kuckt, kann ee sech awer d'Fro stellen, wat da fir déi Testphas d'Base légale war vun deenen Donnéeën, déi dee Moment recueilléiert gi sinn, well dat jo elo eréischt eigentlech iwwert d'Gesetz geregelt gëtt. An och do, muss ee soen, kann ee frou sinn, datt d'Salariatskummer... a virun allem de Statsrot eng Opposition formelle gemaach huet an datt déi Donnéeë vill méi streng oder den Zougang zu deenen Donnéeën elo vill méi streng geregelt ass, wéi d'Regierung dat am Ufank virgesinn hat, déi am Fong e méi oder manner generaliséierten Zougang zu den Donnéeë vun der Agence eSanté virgesinn hat. Deen ass elo limitéiert ginn.

Et bleiwen, wat den Dossier de soins partagé ugeet, awer och fir d'Zukunft nach wesentlech Froen op.

Am Mee 2018 wäert dat europäescht Dateschutzreglement a Kraaft trieden, wat d'application directe ass, och fir Lëtzebuerg. An dat gesäit a gewëssener Hisiicht e Paradigmewiessel vir, wat den Dateschutz ugeet, näämlech vum Opt-out-Modell, datt een als Patient, an deem Fall wat d'Santé ugeet, d'Méiglechkeet huet, auszetrieden aus deem System, dat heescht, datt e ka refuséieren, datt seng Donnéeë partagéiert ginn, gesäit de Modell vum Reglement vun der Europäescher Unioun vir, datt et en Opt-in soll ginn. Dat heescht, datt de Patient wëssentlech a wëllentlech säin Accord ginn huet en connaissance de cause, fir kënnen do matzemaachen.

Dat Reglement, dat ass d'application directe, a wann dat bis am Mee a Kraaft trëtt, dann huet dat, mengen ech, ganz wesentlech Implikatiounen op d'Gesetzgebung, well bis elo an eisem Gesetz just déi Opt-out-Méiglechkeet virgesinn ass.

An do och d'Fro un de Minister: Et ass elo kierzlech e Règlement grand-ducal presentéiert ginn, wou och schonn éischt Reaktiounen drop komm sinn, notamment vun der Salariatskummer, awer och, souwäit ech weess, vun der Dokteschassociatioun, déi ganz kritesch mat deem Règlement grand-ducal ëmginn, well se eben notamment soen, datt déi Méiglechkeet vum Opt-in oder d'Obligatioun vum Opt-in an domadder d'Orientéierung un der neier europäescher Linn, net dra virgesinn ass.

D'Fro un d'Regierung oder un de Minister ass: Wéi gedenkt si oder wéi gedenkt de Minister domadder ëmzegoen a sech och konform ze setzen elo scho mat deenen Obligatiounen, déi am Mee 2018 op eis duerkommen?

Dëst gesot, Här President, ginn ech awer den Accord vun der lénker Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Sozialminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci bien, Här President. Och vu menger Säit e grousse Merci un de Rapporteur fir engersäits säi mëndlechen, virun allem awer och dee schréftleche Rapport, deen e gemaach huet, da virun allem awer och der zoustänneger Chamberskommissioun fir hir ganz effektiv Aarbecht, déi gemaach gouf. Ech mengen, et waren ëmmer ganz vill Interventioune vun deenen eenzelne Fraktiounen an et gouf hei schonn drop higewisen, datt mer och opgrond vun dësen Diskussiounen, opgrond virun allem awer och vun den Avisen engersäits vum Statsrot, awer och vun anere Chamberen Amendementer gemaach hunn, och eng Rei Präzisiounen an dësem Text virgeholl hunn.

Et geet och e bëssen an dësem Projet elo ënner - de Rapporteur huet et zwar gesot -, datt selbstverständlech eent vun den Häerzstécker d'Agence eSanté ass, ma datt derniewent awer och eng ganz Rei vun techneschen - et ass richteg - Adaptatioune sinn, souwuel wat engersäits d'Gesondheetskeess betrëfft wéi den Unfall wéi awer och d'Pensiounsversécherungen, wat virun allem technesch Adaptatioune sinn, déi sech engersäits aus der Praxis erausgestallt hunn, mä déi virun allem awer och eng administrativ Vereinfachung fir d'Assuréen duerstellen.

Och dat ass eppes, sécher well et grad en techneschen Dossier ass, wat ganz dacks vergiess gëtt. Et soll een et hei awer ernimmen, well mer virun allem och ëmmer probéieren an der Regierung, mä ech mengen och Dir als Parlament, Gesetzer ze maachen, déi Saache verbesseren, déi Saachen an der Praxis verbesseren. Hei si kleng technesch Adaptatiounen an deene Beräicher. Dofir wollt ech awer nach eng Kéier drop hiweisen, datt och dëst Gesetz wichteg ass, fir gestëmmt ze ginn, fir virun allem och hei den Assuréen an den eenzelne Beräicher konkret kënne virunzehëllefen.

De Punkt, deen dann hei méi konkret ugeschwat gouf, ass dee vun der Agence eSanté an hei virun allem vun deem ganze Volet iwwert d'Donnéeë respektiv vun dem Zougang zu den Donnéeën, gewosst, datt dëst Gesetz jo net d'Missioune vun der Agence eSanté elo definéiert - dat gëtt an engem Projet à part gemaach -, gewosst och, datt d'Reglement, dat hei ugeschwat gouf, an der Tëschenzäit elaboréiert ass - an ech mengen, virun allem den Här Baum ass zum Schluss drop agaangen - an datt schonn opgrond vun deem Reglement eng Rei Kriticken erakommen.

Dëst Reglement ass de Moment eragaange bei de Conseil d'État, deen amgaangen ass, et ze kucken. An an deem Moment, wou mer do d'Remarquë vum Conseil d'État, virun allem och op d'Kompatibilitéit par rapport zu eenzelne Gesetzer respektiv zur Constitutioun, kënnen zréckkréien, wäerte mer dat natierlech och analyséieren a gegebenenfalls dann amendéieren.

Ech mengen, et ass eng Propos, déi huet misse geholl ginn, fir virun allem och virunzekommen an dësem Dossier. Ech spiere bei jiddwerengem, datt virun allem och no enger Zäit vun Ulafphas, enger Testphas, déi een huet, déi jo och, mengen ech, esou opgrond vun deem, wat getest gouf, protegéiert war vun enger Autorisatioun vun der Commission nationale de la protection des données... Mir hate jo do d'Autorisatioun, fir virun allem och am Kader vun deenen Akteuren, déi iwwert de Médecin référent ageschriwwe sinn, kënnen dës Testphas ze maachen.

An der Tëschenzäit sinn niewent deenen 23.000 4.000 Volontairen derbäikomm. D'Agence eSanté huet selwer en Appell gemaach un 10.000 Assuréen hei zu Lëtzebuerg, doriwwer eraus u 14.000 Assuréen an der Grande Région, fir och kënne mat dru bedeelegt ze sinn. Also och dee Reservoir ass do an där zweeter Testphas. An et ass ganz kloer, datt elo all déi „technesch Bobboen", soen ech emol esou, déi nach do sinn, kënnen ausgemäerzt ginn an datt effektiv dee ganze System elo operationell ass.

Sécher läit mir an der ganzer Regierung, mengen ech, wéi lech och, natierlech d'Vertraulechkeet vun den Donnéeën um Häerz. Dat ass ganz wichteg, datt mer eng grouss Protektioun vun den Donnéeën hunn, déi ganz sensibel sinn, déi awer kënnen hëllefen - an dat hunn ech och erausgespuert, datt dat eng grouss Chance ka sinn, fir awer och virun allem dem Patient, soen ech emol esou, an deem Moment kënne ganz schnell ze hëllefen -, wann effektiv och déi eenzel Intervenantë kënnen direkt Accès hunn op dee ganzen Historique respektiv déi ganz Contrainten, déi e Patient, déi en Assuré a verschiddene Beräicher huet.

Mä et ass ganz kloer, datt mer virun allem bei der Emsetzung mussen de richtege Kader setzen. Et gouf hei vun der Kompatibilitéit och geschwat vun den Donnéeën zum Ausland, zur Groussregioun. Sécher ginn et do aner Systemer. Et muss ee kucken, wéi een déi technesch ka mat iwwerschneiden, gewosst, datt eng ganz Rei vun Assuréen natierlech Frontaliere bei eis sinn, déi natierlech och vu béide Länner oder méi Länner profitéieren. Awer och international ass et wichteg, wann eng Kéier een am Ausland ass, datt och do den Zougang ka sinn.

Ech muss soen, datt d'Prestatairen eigentlech e ganz offent Ouer weisen, fir hei kënne matzemaachen. Mir hunn der ganz vill, déi sech ëmmer erëm nei aloggen, fir och kënnen hei an dësem Reseau mat derbäi ze sinn. An dofir mengen ech, datt dat heiten en éischte Schrëtt ass. An a Saache Missioune vun der Agence eSanté gëtt dat ganz kloer an engem Projet à part definéiert. An de Règlement grand-ducal mécht eng ganz Rei vu Sécherheetsmoossnamen, fir virun allem och dee Kader ze setzen, deen och d'Chamber hei de Mëtteg gefrot huet.

Ech kommen dann zréck op dëse Gesetzestext a soen nach eng Kéier Merci fir déi grouss Ennerstëtzung hei am Parlament par rapport zu dësem Gesetzesprojet, deen niewent den techneschen Adaptatiounen och dëse Volet beinhalt.

Merci bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7061 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7061 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 57-mol Jo, 3 Enthalungen. Domat ass de Projet de loi 7061 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Alex Bodry) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet 7150, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi International Schoul zu Déifferdeng. An de Rapporteur, den honorabelen Här Lex Delles, huet d'Wuert.

11. 7150 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, viru bal zwee Joer hu mer hei am Haus iwwert d'Aféierung vun enger éischter éffentlecher Internationaler Schoul zu Déifferdeng ofgestëmmt. Erlaabt mer dofir, éier ech lech elo doséinst déi verschidde Punkte vun dësem Projet de loi wäert opzielen, nach eng Kéier d'Beweggrënn vun deem Projet vu virun zwee Joer ze erklären.

D'Haaptzil war et näämlech zu där Zäit an et ass haut iwwregens nach ëmmer esou, fir d'Schouloffer hei am Land ze diversifiéieren. Mir wëssen et alleguerten: Eis Schülerpopulatioun zeechent sech doduerch aus, dass se ëmmer méi heterogen gëtt. Dofir brauche mir Schoulen, déi deem och Rechnung droen. Wéi huet et am Kader vun der Lycéesreform geheescht: „Mir brauche Schoulen, déi sech den Talenter vun de Schüler upassen an net ëmgedréit."

Här President, wann ech d'Chiffere kucken, muss ech soen, dass déi Schouloffer Affer vun hirem eegenen Erfolleg ginn ass. Wéi d'Schoul hir Diere fir d'Rentrée 2016-2017 opgemaach huet, waren eng 140 Schüler an deene verschiddene Coursen ageschriwwen. Dëst Joer si mer scho bei 500 Schüler vun 42 verschiddenen Nationalitéiten. Den Trend weist kloer no uewen an dofir muss d'Offer also wéi gesot och zouhuelen.

Dat gëtt elo och mat dësem Projet de loi gemaach. Et ginn am Ganze véier Kärpunkten, op déi ech elo a menger Interventioun wëll agoen.

Éischtens wäert d'International Schoul vun Déifferdeng eng Extensioun kréien. Dës Extensioun bleift am Süde vum Land. Et geet op Esch-Uelzecht, genau gesot an d'Hal Victor-Hugo, déi den Ament nach fräi steet.

Plusieurs voix.- D'Schoul, net d'Hal.

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- D'Schoul, pardon, d'Schoul, jo.

Dat pädagogescht Konzept, ëm dat et elo geet, wäert awer natierlech och hei dat nämlecht bleiwe wéi zu Déifferdeng. Et ass a bleift eng international Schoul fir jiddwereen, déi och op ass fir all Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger a virun allem, déi fir jiddwereen och gratis ass. Si ass public.

De Melange vu verschiddene Kulturen an Nationalitéiten, dat ass de Sënn vun där heite Schoul. A wa mer scho bei der Lëtzebuerger Sprooch sinn, muss och erwäänt ginn, dass d'Lëtzebuergesch obligatoresch an där Schoul ass. All Kanner ginn also och un d'lëtzebuergesch Sprooch erugefouert, dëst fir hinnen eng Integratioun an eis Gesellschaft ze erliichteren.

Une voix.- Dat steet awer néierens.

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Awer et gëtt esou gemaach. Dat geet bekanntlecherweis am beschten och mat der Sprooch.

Eng logesch Konsequenz ass natierlech, dass d'Schoul dann och elo en aneren Numm kritt. Aus „École internationale à Differdange" gëtt „École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette". Ech mengen, dat muss ech net weider erklären, dat erkläert sech vum selwen.

(Interruptions)

Déifferdeng ass vir.

En zweete ganz wichtege Punkt ass, dass eng däitschsproocheg Sektioun agefouert wäert ginn, nach eng Moossnam, déi enger wuessender Demande Rechnung dréit. Sou kënnen déi germanofon Schüler also hir Schoul op Däitsch maachen, mussen awer natierlech dann och eng zweet Sprooch wielen, wéi zum Beispill Franséisch oder Englesch. Si kënnen dann net linguistesch Fächer, déi am normale System ab dem Lycée op Franséisch sinn, wéi Mathé oder d'Sciencen, op Däitsch auswielen.

Well d'Demande bei der englescher a franséischer Sektioun ëmmer méi grouss gëtt, gëllt et also, d'Offer vun internationale Klassen am Süden ëmmer méi auszebauen. An dozou gehéiert eben och, déi däitsch Sprooch unze-

bidden. Et existéiert e reelle Besoin, an dat och bei der däitschsproocheger Gemeinschaft.

Här President, et gi mat dësem Projet och Classe-maternellen agefouert, déi sougenannt „Early-Education"-Klassen. Dës Klasse si gläichzesetze mat dem éischten Zyklus am Fondamental. Et kënnt also eng Spillschoul an d'Schouloffer derbäi. Déi Klassen eegne sech perfekt fir d'Kanner, bei deenen d'Lëtzebuergesch net hir Mammesprooch ass, mä déi sech awer wëllen an de Lëtzebuerger Schoulsystem integréieren.

Ech kommen zum véierte Punkt an dee betrëfft d'Aféiere vun enger Voie préparatoire vun der Formation professionnelle. Dat gëtt gemaach, fir de Jonken et ze erméiglechen, a verschiddene Secteuren, an deenen zum Beispill déi englesch Sprooch enorm wichteg ass, zum Beispill d'Maintenance an der Aviatioun, d'Logistik an esou weider, Fouss ze faassen an hinnen de Start an d'Aarbechtsliewen ze vereinfachen. Op d'Besoine vum Terrain agoen ass hei d'Stéchwuert.

Wat bréngt et engem, wann ee seng Beruffsausbildung mat all deenen techneschen Notiounen, déi do matkommen, an enger anerer Sprooch gemaach huet, wéi et eigentlech op der Aarbecht och reell gebraucht gëtt? Dofir spillt déi Mesure och eng wichteg Roll.

Mat der Méisproochegkeet, déi da bei der Formation professionnelle ugebuede gëtt, gëtt geziilt op d'Erwaardunge vum Terrain virbereet. D'Programmer, déi am Kader vun der Formatioun ugebuede solle ginn, ginn nach zesumme mat de Chambre-professionnellen ausgeschafft. Dëst soll fir d'Rentrée 2018-2019 gemaach sinn.

Et sinn och eng ganz Rei Avise vun deene verschiddene Chambre-professionnellen a vum Statsrot erakomm. Déi an nach aner Präzisiounen zu dësem Projet de loi kënnt Der a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. An och e grousse Merci un de Rapporteur, de Lex Delles, fir säin ausféierleche Rapport.

Als CSV si mer mam Prinzip vun enger agreéierter Europaschoul, dat hat ech och schonns beim leschte Projet de loi gesot, averstanen. Ech wëll awer op zwee Punkten agoen.

Deen éischte Punkt: Et ass e Fakt, datt e groussen Deel vun de Schüler, déi an dës Schoul ginn, Kanner, Jugendlecher sinn, déi hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn, déi och hei zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, déi hei wunnen an déi och wahrscheinlech hei wäerte bleiwen. Dës Kanner kënnen elo vu klengem un, vun der Early Education un an eng - ech soen emol ënner Gänseféisercher - „aner" Schoul goen, an eng Schoul mat spezifeschem sproochlechen Hannergrond. Mir bauen also e parallelle System zu eisen ëffentleche Schoulen op, an dëst vun der Early Education un.

Als Erklärung gëtt virun allem d'Sproochevillfalt hei zu Lëtzebuerg uginn. An dëser Schoul hunn d'Kanner, déi Jugendlech méi Choix bei de Sproochen an dës Sprooche ginn och op eng aner Aart a Weis geléiert.

Als CSV soe mer, an dat hate mer schonns bei der Lycéesreform gesot, datt eng Villfalt vun ënnerschiddleche Schoulen eleng net kann d'Léisung sinn! Mir brauchen och eng Diskussioun iwwert d'Sprooche problematik an eiser - erëm eng Kéier ënner Gänseféisercher - „normaler" ëffentlecher Schoul, iwwert déi ugewannte Methodik, iwwert d'Programmer an och iwwer eng méiglech Flexibiliséierung, mat méi Choix fir de Schüler. Mä leider wollt de Minister dat bei der Lycéesreform net maachen. Hie geet u sech virun allem a Richtung vun enger Villfalt vun ënnerschiddleche Schoulen.

A mäin zweete Punkt ass d'Beruffsausbildung. Dat war och schonns e Knackpunkt an eng Ursaach, firwat mer eis beim éischte Gesetz enthalen haten. De Minister hat näämlech virgesinn, datt déi Déifferdenger Europaschoul, am Géigesaz zu all den aneren agreéierten Europaschoulen, net nëmmen op de Bac sollt virbereeden, mä och nach sollt op eng Beruffsausbildung virbereeden. Awer do war, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, nach absolutt kee Konzept do, wéi dat da sollt ausgesinn.

Ech hat deemools eng Partie Froe gestallt, ouni ganz kloer Äntwerten ze kréien. Ech hu gefrot: „Wéi eng Formatioune sollen op Englesch ugebuede ginn?" Do ass näämlech de Problem; däitsch- a franséischsproocheger hu mer jo schonn. Wéi eng Lycéeë sollten dës engleschsproocheg Beruffsausbildungen ubidden? Ech hu gefrot: „Wou fanne mer engleschsproocheg Patronen? Wou fanne mer engleschsproocheg Enseignanten?" Mir hu scho Schwieregkeeten, fir genuch franséischsproocheg Enseignanten ze fannen. An ob ee Konzept do wär an ob dat bis zum Schluss duerchduecht wär.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et war sécherlech kee bis zum Schluss duerchduechtent Konzept do! Dës Problemer schéngen elo zumindest emol erkannt ze sinn. Als Léisung gesäit de Minister näämlech vir, datt dës Schoul dann och elo soll d'Beruffsausbildung ubidden. Awer och do schéngt et mer, wéi esou dacks, datt d'Konzept nach net duerchduecht ass, well wéi ech gefrot hunn, wéi dës Beruffsausbildung soll organiséiert ginn, sot de Minister: „Eventuell nom Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung hei zu Lëtzebuerg", mä do wären awer Derogatioune méiglech. Sou kéinten zum Beispill Programmer aus dem Ausland akaaft ginn.

Et ass also nach net gewosst, wéi et soll organiséiert ginn. An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Tatsaach, datt de Minister seet, et wär och méiglech, Programmer fir d'Beruffsausbildung fir d'Europaschoul anzekafen, fannen ech ganz speziell. Entweder eise System vun der Beruffsausbildung, deen de Minister jo nach wëllt reformëieren, ass gutt: Da misst en och gutt si fir déi Déifferdenger Schoul. Mir hunn iwwregens och schonn engleschsproocheg Ausbildungen an eisem normale System, zum Beispill am Emile Metz. Oder eise System ass net gutt: Dann däerf en och net gutt si fir déi aner Schoulen.

Dir Dammen an Dir Hären, aus dëse Grënn wäerte mer eis, obwuel mer mam Prinzip vun enger agreéierter Europaschoul averstane sinn, als CSV bei dësem Projet de loi enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo d'Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur, dem Lex Delles, e grousse Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, dee ganz komplett war. Deem ass eigentlech näischt méi bäizefügen.

Ech mengen, mir als LSAP begréissen et, dass mer eis Schouloffer weider diversifizéieren a mat där Extensioun och méi Schüler d'Geleeënheet bidden, fir kënne vun där Offer ze profitéieren. An domadder ginn ech dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn, ech huelen un, wéi meng Kolleegen och alleguerten, zréckgelies, wat mer dann - ech mengen, et war am Januar, jo - den 20. Januar 2016 hei gesot hunn, wéi mer de Gesetzesprojet gestëmmt hunn. A mir hunn deemools festgestallt, datt mer heimadder eis Offre scolaire ausweiden, datt mer der Demande vun de Leit, déi bei eis am Land wunnen, noginn. Mir hu festgestallt, datt mer ëmmer méi Schüler an de Privatschoule kréien. An duerfir hu mer hei eng ëffentlech international Schoul gegrënnt.

An ech mengen, déi zwee Adjektiver - dat hat ech och schonn 2016 gesot - si wichteg: Et ass éischtens eng international Schoul, déi duerch en anere Sprooche regimm Attraktivitéit huet, an zweetens, an dat ass jo de ganz groussen Ënnerscheed zu alle besteeënden Offeren, et ass eng ëffentlech Schoul, dat heescht, et ass eng Schoul, wou den Normalbierger, den normale Resident hei zu Lëtzebuerg ka seng Kanner hischécken, ouni datt e muss mat héije Käschte rechnen.

Mir sinn der Meenung, datt dat e wichtege Schratt war, datt dat e Schratt war, dee sech opgedrängt huet zu Lëtzebuerg. Mir hu grouss Erwaardungen, wat de Fonctionnement ugeet vun dëser Schoul.

De Rapporteur, den honorabelen Här Delles, huet a sengem exzellente Rapport, souwuel mëndlech wéi schrëftlech, och scho gesot, datt zum Beispill och d'Zuel vun de Leit, déi sech an déi Schoul mellen, grouss ass. Déi Schoul ass attraktiv.

Mir sinn och d'accord mat deenen Ännerungen, déi dann haut kommen. Éischtens, duerch déi grouss Demande musse mer auswäichen. Mir ginn dann och nach zousätzlech op Esch. An dat ass gutt. Ech sinn och frou, datt Déifferdeng nach ëmmer vir am Numm steet, well ech mengen, d'Gemeng Déifferdeng huet do relativ gutt matgeschafft, war och d'leschte Kéier vum Minister gelueft ginn, datt dee Projet esou séier konnt ëmgesat ginn. Duerfir heescht also dann d'Schoul och elo International Schoul vun Déifferdeng a vun Esch.

Zweete Punkt: Mir maachen eng Section germanophone. Wann dat eng Noutwendegkeet ass, da fanne mer selbstverständlech dat och gutt, datt déi Offer gemaach gëtt.

Selwer hat ech mech e bësse schwéiergedoen, firwat datt mer eng Classe maternelle géife maachen. An do hunn ech eigentlech just de Problem, wann hei am schrëftleche Rapport steet: «...s'adresse aux enfants désirant intégrer l'école internationale, mais qui n'ont pas une des langues de section proposées par l'école comme langue maternelle», an ech mengen, mir mussen eis och emol eng Kéier driwwer ënnerhalen, wat mer ënner „langue maternelle" an eisem Land verstinn.

Ech hunn d'Chance, fir nach an d'Schoul eranzekommen. Ech sinn als fräie Mataarbechter vun der Uni elo nach heiansdo zu Clausen an enger Schoul gewiescht. Ech stelle fest,...

(Interruption par Mme Anne Brasseur)

„A Clausen", Dir hutt ganz recht, ech ginn oft drop higewisen, Madamm Brasseur.

...a Clausen, do sinn 18 Kanner an enger Precoce-Klass. Wann ech mech net iren, ass ee lëtzebuergescht Kand derbäi. Do kommen all Natiounen aus der ganzer Welt zesummen. An do ass et esou, d'Mamm schwätzt eng aner Sprooch ganz oft wéi de Papp. An der Schoul gëtt nach eng aner Sprooch geschwat. An de Betreiungsstrukture gëtt eng Sprooch geschwat. Ech mengen, et ass net méi esou einfach.

Mä ech froe mech einfach, fir wien elo méi spezifesch... Ech mengen, déi Situatioun, déi mer a Clausen hunn,...

(Interruption)

...déi hu mer och an anere Gemenge bei eis am Land. An ech mengen, datt eben dee Plurilinguismus e grousse Bestanddeel vu Lëtzebuerg ass. A wann et heescht: „Stell dech an der Rei!", dann ass dat net onbedéngt e Kand, dat dat seet, mä dann ass dat effektiv heiansdo den Enseignant, deen esou schwätzt. Dat hunn ech alles schonn erlieft.

Dat gesot, menge mer, datt alleguerten déi Neierungen hei noutwendeg a richteg sinn.

D'Madamm Hansen huet gesot, si hätt sech d'leschte Kéier missen enthalen, well ebe grad just eng Rei Froen, déi d'Beruffsausbildung betraff hunn, net konnte beäntwert ginn. Ben, ech mengen, virun allem ass et emol wichteg, datt mer eng Filière kreéieren. Si steet jo och nach net, mä si gëtt opgebaut. A mir ginn dem Minister dann do an der Schoul e Vertrauensvirschoss. Mir fannen et einfach gutt, datt och genau déi Filière gemaach gëtt, well fir déi Schüler ass am mannsten do, wat de Sprooche regimm ugeet. A mir ginn dervun aus, datt d'Schoul an déi Verantwortlech vun der Schoul do déi richteg Weiche stellen.

An deem Sënn bréngen ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann ass deen nächste Riedner, den Här Kartheiser, scho prett.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt ufänke mat engem ganz häerzleche Merci un de Rapporteur, den Här Delles, deen eis déi Kéier wéi d'leschte Kéier de Projet gutt erklärt huet.

Ech hunn awer och eng schlecht Nouvelle fir den Här Delles: En huet eis déi Kéier leider net kënnen iwwerzeegen, fir dëse Projet ze stëmmen. An ech erklären Iech ganz gär, firwat.

Et ass fir eis als ADR, ech mengen, dat weess jiddwereen heibannen, ëmmer eng Prioritéit, datt mer no der Lëtzebuerger Sprooch kucken an no der Integratioun vun den auslännesche Matbierger hei an d'Land. Mir wäerten also ni e Projet ënnerstëtzen, deen eng Separatioun vun de Lëtzebuerger an den Netlëtzebuerger favoriséiert, den Auslänner. Mir wëllen och net Parallellgesellschafte favoriséieren. An dat, wat hei an dëser Schoul geschitt, dat kann eis net an deem Sënn zefriddestellen.

Mir hunn dat Gefill, datt hei deen Effort, dee misst gemaach ginn, fir wierklech eng Integratioun ze realiséieren, net geschitt. Mir hate schonn d'leschte Kéier kritiséiert, datt Lëtzebuergesch net an de Stonnepläng ass, bis op zweemol eng hallef Stonn, mengen ech, dat steet iergendwou dran. Och datt et soll als Kommunikatiounssprooch och an der Schoul benotzt ginn, steet net am Gesetz. Dat gëtt eis just hei verséchert. D'lescht Kéier stoung et an Ärem Rapport. Et steet awer net am Gesetz, Här Delles.

Dat ass einfach déi Situatioun, déi mir net kënnen akzeptéieren. Wann et dëser Regierung eescht gewiescht wär mam Lëtzebuergeschen an där Schoul zu Déifferdeng an elo och zu Esch, firwat hutt Der et dann net an d'Gesetz elo ageschriwwen? Dat wär d'Léisung gewiescht, fir och eis ze iwwerzeegen, datt Der et eescht mengt mam Lëtzebuergeschen a mat där Sprooch an där Schoul. Dat ass awer net geschitt.

Mir wëllen net eng Schoul hei am Land, déi eigentlech d'Kanner laanscht d'Lëtzebuergesch duerch eise Schoulsystem oder mat net vill Lëtzebuergesch duerch eise Schoulsystem féiert. An dat ass awer hei. Mir wëllen och net d'sproochlech Realitéit vun eiser Gesellschaft änneren. Mir sinn an enger dräisproocheger Gesellschaft: Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch virun allem, an dat wëlle mir net änneren. Datt ëmmer méi Englesch kënnt, begréisse mer. Awer net op d'Käschte vun där sproochlecher Situatioun, wéi mer se am Land kennen.

Mir hu vum Här Delles héieren, jo, et wier wichteg, datt déi Jonk op déi Sprooch virbereet ginn, déi och am Beruff herno verlaangt gëtt. Mä wann een dat do zu Enn denkt, dann heescht dat, datt all déi, déi an eng traditionell lëtzebuergesch Schoul ginn an hir Beruffsausbildung op Däitsch oder Franséisch maachen, benodeelegt wäre géintiwwer deenen, déi an enger anerer Lëtzebuerger Schoul vum ëffentleche Schoulsystem géifen erzu ginn an dann op Englesch géifen erzu ginn, datt mer géife selwer déi eng vun eise Schüler géintiwwer anere benodeelegen. Dat ka jo och keng Logik sinn, déi mer wëllen duerchzéien. Dat ka jo net en Zil vun engem Sproochesystem sinn.

Fir eis ass dat doten en typescht Gambia-Gesetz, alt nees eng Kéier. Mir hunn an zwee Punkten hei fundamental Ënnerscheeder. Mir hunn eng Regierung, déi seet, si géif eppes maache fir eis Sprooch, déi e 40-Punkte-Plang och proposéiert huet fir d'Lëtzebuerger Sprooch, déi awer hei, wéi am Nationalitéitegesetz an op villen anere Plazen, u sech mat hire konkreten Aktioune beweist, datt se eis Sprooch net wierklech eescht hélt, datt se se net op déi éischt Plaz setzt, datt se dat, wat se ukënnegt, net realiséiert, wann et wierklech wichteg ass. A mir si gespaant op dat Gesetz iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch a wat do wierklech wäert u konkreten Aktiounen drastoen.

Dat hei sinn Aktiounen, déi weisen, datt d'Regierung d'Sprooch net eescht hélt.

An deen zweete Punkt ass d'Rekrutéierung vum Personal. Et ass jo gesot ginn, mir bräichten „native speakers". Et kënnen Auslänner hei schaffen. D'ADR bleift der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Fonction publique soll lëtzebuergesch sinn, datt déi Leit, déi do solle schaffen, bis op extrem Ausnamen, wann ee wierklech kee fënnt, sollen déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn an déi Lëtzebuerger Sprooch um héchsten Niveau kënne schwätzen. Dat ass eis Grondhaltung iwwert d'Fonction publique, an déi wäerte mer och net änneren.

Wann een dat heite kuckt, dat Gesetz, da muss een och soen, datt ganz wéineg iwwer Lëtzebuerg an där Schoul vermëttelt gëtt. Net nëmmen, datt d'Lëtzebuergescht op zweeter Plaz oder op drëtter oder véierter steet an der Wichtegkeet, am Enseignement jo praktesch guer net, mä och d'Wëssen iwwer Lëtzebuerg steet net als Zil am Gesetz. Et ass vum Här Delles rappeléiert ginn, wat dosteet, duerch d'Referenz op déi lescht Diskussioun, déi mer hei haten, d'europäesch Iddi, d'Ouverture vers le monde extérieur, mä d'Connaissance vun deem Land, an deem déi Kanner wunnen, ass net an de Schoulziler vun där internationaler Schoul vun Déifferdeng an Esch.

Dat ass e strukturellen Defizit, dee mir net kënnen akzeptéieren: wéi gesot, keng Parallellgesellschaften. Fir eis ass kloer, datt mir déi traditionell Dräisproochegkeet vum Land net wäerten a Fro stellen an datt mer weider insistéieren, datt jiddwereen, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt, jiddwereen, deen hei schafft, jiddwereen, deen hei an d'Schoul geet, an eis Gesellschaft integréiert gëtt.

Ech wëll ophale mat enger leschter Bemierkung, well mäi Kolleeg, den Här Adam vun deene Grénge, dovunner geschwat huet, wou e sech d'Fro gestallt huet: „Wat ass hei am Land nach Langue maternelle?", an d'Beispill genannt huet vun enger Schoul, wou kee Lëtzebuerger, wann ech Iech richteg verstanen hunn, an enger Primärschoul, wou een oder kee Lëtzebuerger dran ass.

Jo, dat ass eng Realitéit, déi mer hei am Land hunn. Mä wat ass d'Konklusioun, déi een aus esou enger Situatioun zitt? Eis Konklusioun ass, datt muss onbedéngt alles gemaach ginn, fir datt déi Leit eng gemeinsam Basis hunn, fir an

eis Gesellschaft kënnen integréiert ze ginn. An dat ass an eisen Aen, dat muss d'Lëtzebuerger Sprooch sinn. Alles aneres géif à terme d'Solidaritéit, d'Zesummegehéieregkeet vun eiser Gesellschaft a Fro stellen. An dat wär dann e falsche Wee.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Just well den Här Kartheiser dat erwäänt huet, wat ech ugeschwat hunn, datt mer hei zu Lëtzebuerg a ganz ville Schoulen eng Situatioun hunn, wou mer absolutt minoritär Kanner hunn, déi doheem Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn, wëll ech betounen, datt an eise Schoulen eng fantastesch Aarbecht gemaach gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech gesinn déi esou oft, an ech ka just soen: Ech bewonneren déi Leit! Vläicht gesinn ech nëmmen déi Bescht; ech weess et net. Ech gesinn der eng Rei an ech bewonneren déi Leit, wat déi mat engem Asaz, mat Kanner, déi aus 17 verschiddenen, oder wa mer soen, och nëmmen aus 12 verschiddenen Häre Länner kommen, mat wéi engem Asaz déi sech beméien, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze förderen, an de Kanner op Lëtzebuergesch virsoen, wéi d'Wuert richteg ass, an dann och op Franséisch, op Englesch, deelweis op Portugisesch an esou weider hëllefen. An ech mengen, datt et och wichteg ass, fir deen Effort, deen déi Leit maachen, eng Kéier ze honoréieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, Dir sidd schonn eng hallef Minutt iwwer Är Zäit. Ech hunn Iech déi awer net ofgerechent. Mä bon, et ass eben esou. Den Här Educatiounsminister, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un de Lex Delles, deen dat haut besonnesch gutt gemaach huet. Vläicht och, well e Gebuertsdag huet. Duerfir och...

(Brouhaha)

…häerzleche Gléckwonsch!

Une voix.- En ass ëmmer gutt!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech wëll awer net méi op all eenzel Aspekter, sou vill sinn et der d'ailleurs och net, vun dësem Gesetzesprojet agoen, awer nach eng Kéier soen, datt mer bei der Rentrée 2016 142 Aschreiwungen an der internationaler Schoul zu Déifferdeng haten, a bei der Rentrée 2017 waren et der scho 450, déi mer jo dee Moment och schonn zu Esch mat empfänken, wat jo hei dann och elo mat legaliséiert gëtt. Dat weist, wéi grouss d'Demande ass. Déi Demande kënnt och dohier, datt bis elo ganz vill Schülerinnen a Schüler keng Plaz an eisen ëffentleche Schoule fonnt hunn. Déi eng sinn oft an deier Privatschoule gaangen an anerer sinn an d'Ausland an d'Schoule gaangen.

A wann hei elo d'Suerg geäussert ginn ass, mir kéimen zu Parallellgesellschaften, nun dann denken ech, datt mer hei wierklech eppes maachen, fir datt mer net zu Parallellgesellschafte kommen, datt all Kand hei zu Lëtzebuerg an d'ëffentlech Schoul ka goen, well mer eng deementspriechend schoulesch Offer och ubidden. Dat erkläert eben och de Succès bei den Inskriptioune vun deenen zwee éischte Joren. An dat seet eis eben och, datt mer wëllen deen dote Modell ausbauen, fir datt mer nach bei der nächster Rentrée schonn deeselwechte Modell op anere Plazen hunn a queesch uechtert d'Land, eigentlech an all Regioun, och de Leit d'Wahlfräiheet ginn, an esou e Schoulmodell kënnen ze goen.

Dat heescht awer net, datt mer net un eisem traditionelle Modell, fir et emol esou ze nennen, och wëlle festhalen, andeems mer dee schrëttweis weiderentwéckelen. Dat maache mer jo an engem ganz grousse Schrëtt, zum Beispill wat d'Lycéesreform ubelaangt.

Déi international Schoul Déifferdeng-Esch ass net onbedéngt besser wéi all déi aner Schoulen. Si ass awer besser fir eng Rei vu Schülerinnen a Schüler. Dorëms geet et jo. An duerfir solle mer net den traditionelle Modell a Fro stellen. Duerfir solle mer och dee weiderentwéckelen. Mä ech sinn der Meenung, datt och déi Schüler, déi do ganz gutt Resultater hunn, well dee Modell op si passt, e Recht hunn, hei am Land op déi dote Manéier weiderhi beschoult ze ginn.

Et kann een net elo all traditionell Schoul zoumaachen, fir eben nach just déi heite sinn ze loossen. An dat hunn ech nun awer e bësse bei der CSV hei eraushéieren, wéi och scho bei der Kritik un der Lycéesreform eraushéieren. An dat ass op jidde Fall a mengen Aen de falsche Wee. Mir brauchen, grad well mer esou vill ënnerschiddlech Schüler am Land hunn, och eng Rei vun ënnerschiddleche Modeller, fir méi Wahlfräiheet fir Schüler an Elteren an heiansdo och fir Enseignanten ze hunn.

Ee Wuert zur Formation professionnelle. Ech kann Iech soen, Madamm Hansen, datt mer sécherlech hei wäerten haaptsächlech op deem Modell baséierend d'Formation professionnelle ubidden, wéi mer se och an anere Schoulen hunn, dat heescht, déi mer an der Partnerschaft mat de Chambres professionnelles geréieren, datt mer hei engleschsproocheg Formatiounen ubidden, déi iwwersate Formatiounen da sinn, déi mer haut schonn op Däitsch oder op Franséisch ubidden.

Mir wäerten eis awer och mat dësem Gesetz d'Méiglechkeet ginn - ech weess awer nach net, ob mer et maachen, mä mir ginn eis d'Méiglechkeet, an dat ass vläicht déi Differenz dann, déi mer nach hunn -, fir och, wa mer eng Kéier e gudde Modell géife fannen, wou mer eis kéinten agreéiere respektiv dee mer kéinten iwwerhuelen aus dem Ausland, dee virun allem de Schüler oder den Apprentien dee Moment géif d'Mobilitéit erlaben, d'Formation professionnelle an engem anere Land unzefänken an hei weiderzefuere respektiv hei unzefänken an anzwousch aneschters weiderzefueren, datt mer dee Gedanken och kéinte mat opgräifen, da kéint ech mer dat scho virstellen.

Dat wëllt net heeschen, datt et erëm eng Kéier nëmmen dat doten ass. Et wëllt jo och net heeschen, datt mer all déi 120 Formatiounen och elo op Englesch wéilte maachen oder op Franséisch wéilten ubidden, mä datt mer et virun allem, an de Lex Delles ass dorobber agaangen, a Beräicher maachen, wou een och duerno an der Beruffsrealitéit, an den Entreprisen eng Chance huet, net nëmme mam Engleschen, mä och do sécherlech mat Franséisch a mat Däitsch, déi een op engem aneren Niveau nach zousätzlech léiert, wou een also mat enger méisproocheger Ausbildung awer zu Lëtzebuerg och am Beruffsliewe ka Fouss faassen.

Ee Wuert zur Lëtzebuerger Sprooch: Dat, wat ech hei erëm eng Kéier hu missen héieren, entsprécht nu wierklech net der Realitéit. An der internationaler Schoul zu Déifferdeng an zu Esch gëtt iwwer all déi Joergäng do net manner, mä méi Lëtzebuergesch enseignéiert wéi an all anerer ëffentlecher Schoul hei zu Lëtzebuerg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Méi Lëtzebuergesch enseignéiert wéi an all anerer ëffentlecher Schoul hei zu Lëtzebuerg! Och, Här Kartheiser, wann Eenzelner wéi Dir dat net wëlle wouerhunn: Dat ass d'Realitéit. Dir waart mat an der Kommissioun oder Dir hat op d'mannst d'Chance gehat, mat der Chamberskommissioun de Projet kucken ze goen an och déi dote Froen ze stellen an Iech dovunner iwwerzeegen ze loossen. Ech weess net, ob Der et gemaach hutt. Op jidde Fall schéngt et net op gesonde Buedem bei Iech gefall ze sinn.

Och domadder maache mer eppes fir d'Integratioun, well duerch de Fait, datt mer déi dote Schoul hunn an datt ganz vill Schüler net an eng international Privatschoul musse goen oder net an eng Schoul am Ausland musse goen, hu se iwwerhaapt emol d'Chance, mam Lëtzebuergeschen a Kontakt ze kommen. A si sinn all Dag a Kontakt mat der Lëtzebuerger Sprooch, well ronn een Drëttel vun de Schülerinnen an de Schüler, déi hunn d'Lëtzebuerger Nationalitéit an där doter Schoul. An där doter Schoul geschitt d'Integratioun all Dag am Klassesall an och am Schoulhaff.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun iwwert de Projet de loi 7150 ukomm. Mir kéinten zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7150 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

32-mol Jo, 3-mol Neen a 25 Abstentiounen, domat ass de Gesetzesprojet 7150 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Nächste Projet um Ordre du jour ass de Projet de loi 7115, e Protokoll zur Konventioun iwwert den internationale Giddertransport. D'Wuert huet elo d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

12. 7115 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi handelt et sech, wéi gesot, ëm en Zousazprotokoll zu der UNO-Konventioun, déi den internationale Wuerentransport op der Strooss regelt.

Dës Konventioun ass 1961 a Kraaft getrueden, ass 1963 vu Lëtzebuerg ratifizéiert ginn an deckt mëttlerweil 55 Länner of, inklusiv déi ganz Europäesch Unioun. D'Konventioun definéiert d'Konditiounen, ënnert deenen de Wuerentransport an deene betraffene Länner muss stattfannen, a bezitt sech méi speziell op d'Dokumenter, déi fir deen Zweck gebraucht ginn, respektiv op d'Responsabilitéit vun den Transportfirmen.

Momentan ass et esou, datt souwuel d'Transportfirme wéi och d'Chauffeuren an d'Destinataire eng sougenannt „lettre de voiture CMR" benotzen. Dobäi handelt et sech ëm en eenheetlecht Dokument mat allen néidegen Informatiounen iwwert d'Natur vun den transportéierte Wueren an iwwer sämtlech Partner, déi vun deem ganze Wuerentransport concernéiert sinn.

Den Zousazprotokoll, ëm deen et haut geet, huet als Zil, d'Lettre de voiture CMR ze digitaliséieren. an dëst ënnert der Bezeechnung „e-CMR". An deem Sënn fixéiert den Zousazprotokoll och d'Regelen, déi et erlaben, datt déi digital Form flächendeckend zougelooss gëtt an datt se déiselwecht Beweiskraaft an déiselwecht Effete kritt wéi d'Pabeierversioun.

Fir d'Aféierung vun der digitaler Form ze vereinfachen an ze testen, huet Lëtzebuerg sech engem Pilotprojet vun der Benelux ugeschloss. Dat war am September vun dësem Joer, dëst als zousätzlechen Engagement zu der Ratifikatioun vum Protokoll.

Bleift nach ze soen, datt souwuel d'Transportkompanië wéi och d'Assurancen, d'Douane an d'Tëschenhändler vun den ekonomeschen, mä och ekologesche Virdeeler vun der Digitaliséierung profitéiere kënnen, net nëmme well d'Gestioun vun den Dokumenter acceleréiert a méi transparent gëtt, mä och well vill Pabeier ka gespuert ginn a well d'Kontrolle vereinfacht ginn.

Den Zousazprotokoll ass 2008 zu Genf ënnerschriwwe ginn an ass de 5. Juni 2011 a Kraaft getrueden. Bis elo hunn 12 Länner de Protokoll adoptéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Dëse Projet de loi gouf den 31. Januar 2017 vum Ausseminister Jean Asselborn deposéiert. En ass awer wéinst senger spezifescher Thematik un d'Nohaltegkeetskommissioun weidergeleet ginn. A sengem Avis vum 14. Juli 2017 huet de Statsrot de Projet de loi integral guttgeheescht. Datselwecht zielt fir d'Chambre de Commerce, déi der Digitaliséierung ganz positiv vis-à-vis stoung. Dat war an hirem Avis vum 3. Abrëll 2017. A schliisslech huet d'Nohaltegkeetskommissioun mäi Rapport de 16. November 2017 eestëmmeg ugeholl.

Domat sinn ech schonn um Schluss a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, mat engem grousse Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Ech wëll mer erlaben, der Rapportrice villmools Merci ze soe fir dee schréftlechen an natierlech och fir deen elo grad virgedroene mëndleche Rapport. Dee war sou komplett, datt et sech eriwwregt, nach iergend e Kommentar derzou ze maachen. Duerfir géif ech den Accord brénge vu menger Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Mam Accord vun eiser Fraktioun ginn ech och de Merci virun un d'Rapportrice Madamm Josée Lorsché.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet hei reit sech jo gutt an d'Strategie „Digital Lëtzebuerg" an. A mir kënnen dat och nëmme begréissen. Et ass richteg, wéi d'Madamm Rapportrice gesot huet, datt doduerch jo och vill Pabeier agespuert gëtt, datt alles vill méi séier geet. Dat entsprécht am Fong geholl och enger moderner Fonctiounsweis an der Aarbecht.

An deem Sënn bréngen ech selbstverständlech och den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. D'Madamm Lorsché wor sou komplett, e grousse Merci u si. Si huet eis iwwerzeegt haut vun dësem Projet.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir stëmmen e gär mat. Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dovun aus, dass datselwecht fir eis aner Kolleege gëllt, dass mer och also den Accord vun der Lénker hunn. Dann huet den Här Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

An ech halen eis net laang op: Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da si mer um Enn vun der Diskussioun vum Projet 7115 ukomm a mir ginn direkt zur Ofstëmmung iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7115 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. A schonn ass d'Ofstëmmung eriwwer.

Besser kann et net goen: 60 Stëmmen derfir. Also ass de Projet 7115 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, zum Projet 7135 betreffend d'Renovatioun an d'Vergréisserung vum Lycée Michel Rodange. An d'Wuert huet erëm déiselwecht Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

13. 7135 - Projet de loi relatif à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen zréck bei d'Schoul. Bei dësem Projet de loi handelt et sech ëm d'Renovatioun an ëm den Ausbau vum Lycée Michel-Rodange um Campus Geesseknäppchen, déi heimat finanzéiert solle ginn.

Dëse Lycée regruppéiert all Niveauen an all Sektioune vum Enseignement secondaire classique mat insgesamt 1.400 Schülerinnen a Schüler, déi a 60 Klassen opgedeelt sinn. Wéi vill aner Lycéeën ass och de Lycée Michel-Rodange an engem Gebai aus de 70er Joren ënnerbruecht. Derbäi kënnt an dësem Fall e provisoresche Pavillon, deen Ufank 1990 derbäigesat ginn ass a grad wéi d'Haaptgebai iwwerlieft ass.

Fir d'Existenz vun dësem gutt besichte Lycée ofzesécheren, soll mat dësem Projet de loi e modernt, grousst an zäitgeméisst Gebai fir dës Schoul finanzéiert ginn. Domat ka gläichzäiteg och der Entwécklung um Niveau vun de Schoulprogrammer an den Unterrechtsmethode Rechnung gedroe ginn, beispillsweis fir d'Organisatioun vun den Travaux pratiques, den Travaux dirigés, dem Projetunterrecht, den Informatikcoursen an aneren, déi et fréier nach net gi sinn, mä och fir déi néideg Plaz ze schafe fir d'Restauration scolaire, de SPOS, d'Bibliothéik, d'Archiven, de Schoultheater, d'Direktioun, d'Versammlungsraim, den Accueil an esou weider an esou fort. Nun emol alles, wat zu engem modernen, attraktive Lycée soll gehéieren.

Wat d'Sportsinfrastrukturen ugeet, sou kënnen d'Schüler vum Lycée Michel-Rodange weiderhi vun der bestoender Schwämm um Campus Geesseknäppche profitéieren. Ofgerappt an nei gebaut gëtt awer déi bestoend Sportshal vum Lycée, well déi zwee getrennte Raim et net erlaben, sämtlech Sportscoursen adequat ze organiséieren.

Konkret heescht dat, datt eng grouss Sportshal gebaut gëtt, déi jee no Cours an dräi Unitéite kann agedeelt ginn. Derbäi kënnt eng sougenannt Salle multifonctionnelle mat den néidege Vestiairen, neien Duschen an engem Lokal fir de Stockage vu Material.

Logescherweis gëtt dann och vum Chantier profitéiert, fir de Bausseberäich méi benotzerfrëndlech a méi gréng ze gestalten an och fir d'Accessibilitéit ze verbesseren.

Wéi bei all Renovatioun leet d'Administration des bâtiments publics och bei dësem Projet Wäert op en nohaltegt Energiekonzept, mat enger gudder Isolatioun vum Gebai, enger natierlecher Ventilatioun, ekologesche Baumaterialien, a generell och op d'Reduktioun vun den Exploitatiounskäschten.

Ganz originell ass bei dësem Projet, et konnt een et schonn e puermol an der Press liesen, datt eng Begréngung vum Daach mat engem pädagogesche Gaart virgesinn ass. Dëst erlaabt net nëmmen den Ubau vu Geméis an Uebst um Daach vum Gebai, d'Daachbegréngung huet och en ekologeschen Impakt, well d'Reewaasser dem Gaart zeguttkënnt an net ofgeleet muss ginn, mä och well d'Daachbegréngung d'Gebai viru grousser Hëtzt schützt. Donieft gëtt och iwwer Fotovoltaikanlagen nogeduecht, fir Solarenergie do ze produzéieren.

De Präis vum ganze Projet läit bei 60 Milliounen Euro, mat enger viraussiichtlecher Bauzäit vun dräi Joer. Wärend där Zäit sinn d'Schüler an där provisorescher Struktur um Campus Geesseknäppchen ënnerbruecht, soudatt den Unterrecht net ënnert de Bauaarbechte wäert leiden.

D'Exploitatiounskäschte ginn op 1,6 Milliounen am Joer geschat, sinn awer net Bestanddeel vun dësem Projet de loi. Fir méi Detailer zu deene ganze Bauaarbechte verweisen ech op mäi schréftleche Rapport respektiv op d'Documents parlementaires 7135, wou sämtlech Pläng an all déi technesch Volete vum Projet ze fanne sinn.

Deposéiert gouf dëse Projet de loi den 11. Mee 2017 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch. A sengem Avis vum 26. September 2017 huet de Statsrot sech positiv zu dësem Projet de loi geäussert. An och an der Kommissioun vum 23. November ass mäi Rapport vun alle Säite guttgeheescht ginn.

Nach e puer Wierder als Vertriederin vun der grénger Fraktioun: Ech wéilt Iech invitéieren, dëse Projet de loi ze stëmmen, well en einfach emol e wichtege Bausteen duerstellt, fir d'Lycéesoffer am Zentrum vum Land weiderhin ze verbesseren.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Rapportrice. Éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn net wëlles, eng grouss Ried ze halen. D'Madamm Lorsché huet esou detailléiert dee ganze Projet hei elo grad explizéiert. Ech soen e grousse Merci fir hire Rapport a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Georges Engel d'Wuert. Ech ginn dovun aus, dass en datselwecht wäert maachen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, ech maachen datselwecht: och Merci un d'Madamm Lorsché an och vun eiser Säit dann den Accord vun der LSAP fir dëse Projet. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An ech gi wuel net ze wäit, wann ech och mengen, dass den Här Graas datselwecht wäert maachen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Et hätt een zwar nach villes zu deem Projet do ze soen. Et ass e ganz interessante Projet. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et däerf ee jo net vergiessen, datt schonn 1968 déi éischt Ufäng vun dem Lycée Michel-Rodange geluecht gi waren an datt sech do entre-temps natierlech e Gebai entwéckelt huet, wat an d'Jore komm ass, an datt et evident ass, datt dat och elo muss renovéiert gi respektiv och ausgebaut ginn. D'Zuel vun de Klassen, déi ass jo dann op 60, an d'Moyenne (veuillez lire: d'Moyenne vun de Schüler pro Klass), déi ass op 24 erofgaangen. Ech ka mech erënneren, wéi ech op Septième war, du ware mer nach zu 37. Och do gesäit een also, wéi d'Zuel vun de Klasseneffektiver erofgaangen ass.

Mir als Demokratesch Partei kënnen dee Projet hei nëmme begréissen an d'Regierung och énerstëtzen, op deem Wee do weiderzefueren, well et si jo nach eng Rei aner Gebaier, déi an Zukunft musse renovéiert ginn, besonnesch um Niveau vum Geesseknäppchen. Ech denken un d'École de Commerce et de Gestion.

Ënnert dem Strëch, jiddefalls nach eng Kéier och e Merci fir de Rapport vun der Madamm Lorsché. Ech gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der DP. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Ech hu mat Freed héieren, datt d'Schüler wärend dem dräijärege Bau oder Embau a provisoresche Strukturen ënnerbruecht ginn. Dat war beim Bau uganks de 70er Joren net de Fall, wéi d'Schüler deemools hu misse mindestens zwee Joer op enger Baustell verbréngen, wouriwwer mäi Fraktiounskolleeg Fernand Kartheiser kann e Lidd sangen, well hie war bei deenen, déi deemools dohinner rekrutéiert goufen.

(Interruptions diverses)

Dat ass eng wonnerbar Saach. Fir de Rescht begréisse mir als ADR selbstverständlech dëse Projet a wäerten e mat Freed matstëmmen. Merci un d'Rapportrice.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nach nodréiglech eis Compassioun!

Une voix.- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn och dovun aus, dass den Accord kënnt?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci och hei, Här President, un d'Rapportrice a Merci fir déi breet Zoustëmmung, déi kënne mer gebrauchen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7135 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo: Besser kann een den Dag jo net ofschléissen. Domat ass de Projet 7135 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Alex Bodry) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech géif Iech nach froen, ob mer d'Dispens vum zweete Vott kënne froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous fir d'éffentlech Sëtzung ass den nächsten Dënschdeg um hallwer dräi. A bis dohi schaffen eis Kommissiounen op Héichtouren.

(Fin de la séance publique à 18.09 heures)

SÉANCE 8

MARDI, 5 DÉCEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. François Maroldt, ancien Député
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire
- *M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*

6. Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Marc Angel, M. Gusty Graas (question de M. Fernand Kartheiser et intervention de M. Roy Reding), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (questions de M. Marc Angel et intervention de M. David Wagner) (dépôt d'une motion), M. David Wagner (interventions de M. Marc Angel, M. Franz Fayot, M. Eugène Berger et Mme Viviane Loschetter)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (question de M. Marcel Oberweis)*

7. Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen

- *Dépôt et exposé: M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: M. Marc Angel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*

8. 7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (intervention de Mme Viviane Loschetter)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Romain Schneider et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci villmools.

2. Hommage à la mémoire de M. François Maroldt, ancien Député

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut den Hommage ze maache fir ee vun eise gudde fréiere Kolleegen, de Frunnes Maroldt. Virun enger Woch si mer gewuer ginn, dass dee fréiere Kolleeg, de François, genannt Frunnes Maroldt, den 28. November am Alter vun nëmme 65 Joer gestuerwen ass.

De Frunnes ass a senger Jugend zu Esch an de Jongelycée gaangen, wou ech selwer och d'Éier an d'Freed hat, an därselwechter Klass mat him ze sinn - net ëmmer zur Freed vun eise Proffen, well mir haten déizäit eng ganz animéiert Klass.

No senger Première huet de Frunnes zu Liverpool studéiert an e war duerno Engleschproff fir d'Éischt am Lycée technique Mathias Adam wärend enger kuerzer Zäit, dunn am Lycée technique respektiv am Lycée Hubert Clément zu Esch.

Vun 1997 bis 2007 war de Frunnes Maroldt bäigeuerdneten Direkter am Lycée Hubert Clément an ass du bis 2014 Direkter vu sengem Lycée ginn, wou hie sech mat Häerz a Séil fir seng Aarbecht, fir seng Kolleegen a virun allem och fir d'Schüler an d'Schülerinnen investéiert huet.

Kloer Wierder, kloer Virstellungen, esou hu mir hie kannt. Seng politesch Carrière huet hien an den 90er Joren ugefaangen. 1992 ass de Frunnes der CSV bäigetrueden. Zanter 1997 war hien am Escher Gemengerot. Vu September 1999 bis Mee 2000 war hie Finanzschäffe vun eiser zweeter Gemeng am Land.

Bei de leschte Gemengewahlen am Oktober ass hien den Drëtten op der CSV-Lëscht ginn an an de Gemengerot gewielt ginn. An dräi Joer sollt hie Schäffe ginn. Dat huet hien a senge leschte Wochen, wou hien net wousst, dass et zu Enn géif goen, enorm motivéiert an enorm gefreet.

Hie war vum 3. August 2004 bis den 31. Mäerz 2007 Member vun eiser Chamber. Als ee vun deenen, déi aus dem Enseignement komm sinn, war et net verwonnerlech, dass e Member vun der Educatiounskommissioun ginn ass. Des Weidere war hien an der Kommissioun vun der Fonction publique an an där vun den Affaires intérieures aktiv. Um internationale Plang huet hien d'Chamber am Parlament vun der Grussregioun vertrueden.

Och am Sport war hie bekannt als Aktiven, mä awer och als Responsabelen herno fir d'Organisatioun. Hie war laang President vun der Vëlosunioun Esch, dem Organisateur vun der Flèche du Sud. Dernieft, als fréiere ganz gudde Volleyballspiller - mir sinn ni un en erukomm a beim Netz war en net ze schloen -, war hien e Pilier vum Escher Veräin, wou hie President war a wou hien Trainer war. De Frunnes war och President vun der Lëtzebuerger Volleyballsfederatioun.

An, jo, hie war en exzellenten a gudde Kolleeg. E Gerueten! Sou wéi seng Haltung vum Kierper war, war en och am Geescht e Riichten. De Frunnes hat vill Projeten, leider ass et him net vergonnt, se nach ze realiséieren.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill an eise Respekt ausdrécken an eisem Kolleeg soen, dass mir hien net wäerte vergiessen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech bieden, fir de Frunnes opzestoen an un hien ze denken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Ech wëll och direkt déi Kolleegen entschëllegen, déi de Mëtte bei hirem Kolleeg um Begriefnis wäerten derbäi sinn. Op en Termin vun engem Begriefnis hëlt och den Termin vun enger Chamberssëtzung keng Rücksicht. Oder ëmgedréit. Duerfir, mengen ech, ass et selbstverständlech, dass all déi Kolleegen, déi dem Frunnes wëllen eng lescht Éier erweisen, en bonne et due forme entschëllegt sinn.

Merci!

3. Communications

Ech wollt der Chamber dann déi traditionell Kommunikatioune maachen: dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen an Äntwerten an d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert goufen, un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt goufen. D'Lëscht vun de Petitioune gradesou.

Communications du Président - séance publique du 5 décembre 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés et le projet de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7213** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Député, le 30.11.2017

***7214** - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 01.12.2017

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***912** - Demande de pétition publique: Création d'une vignette automobile pour que les travailleurs puissent stationner sans contrainte la journée*

Dépôt: M. Olivier Beaume, le 24.11.2017

***913** - Demande de pétition publique: Transparence pour stopper net les entreprises frauduleuses de construction*

Dépôt: M. Christian Nikiforetz, le 26.11.2017

***914** - Demande de pétition publique: Changement des taux d'imposition sur les rémunérations non périodiques (bonus, 13e mois, etc.)*

Dépôt: M. Steven Curfs, le 28.11.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Dann hat d'Presidentekonferenz Iech dee Programm virgeschloen, deen Iech zougestallt ginn ass. Mir sinn awer de Moie gewuer ginn, dass ee vun de Regierungsmemberen, déi virgesi waren, net kann un der Sëtzung vun de Mëtten deelhuelen, soudass proposéiert gëtt, dass d'Proposition de loi 6912 iwwert d'Koordinatioun vun der nationaler Nohaltegkeetspolitik vum Ordre du jour soll erofgeholl ginn an zu engem spéideren Zäitpunkt behandelt ginn.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An haut de Mëtten hu mer als Haaptpunkt um Ordre du jour d'Deklaratioun vum Kooperatiounsminister Romain Schneider iwwer eis Entwécklungszesummenaarbecht. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt.

Ech wollt Iech soen, dass wéinst deem Begriefnis, dat mer de Mëtten hunn, mer wäerte muer iwwert déi eenzel Projeten ofstëmmen.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Ech stelle fest, dass dat de Fall ass.

Elo huet de Kooperatiounsminister, den Här Romain Schneider, d'Wuert.

5. Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President, fir d'Wuert.

Ech mengen, no dësem Hommage ass et och schwéier, einfach den Iwwergang ze fannen. An ech géif mer erlaben, vun dëser Plaz aus och eng Kéier un de Frunnes ze denken, deen ech souwuel als Frënd an als Member vun der Chamber kennegeléiert hunn, mä virun allem ganz vill als Sportsminister dobausse gesinn hunn, sief dat an de Volleyballskreesser, sief dat och an de Kreesser ronderëm de Vëlo a virun allem am Kader vun der Flèche du Sud. An ech mengen, grad de Mëtteg eng Ried iwwert d'Entwécklungspolitik, déi am Mëttelpunkt jo ëmmer d'Solidaritéit vun de Mënschen huet, ass eng, déi exzellent och bei de Frunnes Maroldt passt. Dofir mengen ech, datt mer och hei Kontinuitéit kënne fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Deputéierten, Mesdames et Messieurs les Représentants des missions diplomatiques, virun zwee Joer hunn d'Vereent Natiounen zu New York déi 17 nohalteg Entwécklungsziler festgehalen, an zu Addis Abeba gouf sech engagéiert, fir déi néideg Moyenen dofir ze mobiliséieren. Et ass elo un der Zäit, fir den éischten Tëschebilan ze maachen, wou mir haut dru si mat deenen Engagementer op nationalem an op internationalem Niveau.

Et gëtt vill dozou ze soen, mä meng dräi Haaptmessagen, déi ech haut wéilt mat op de Wee ginn, sinn déi heiten: Éischtens, jo, Lëtzebuerg huet seng Engagementer respektéiert an ass een zouverlässegen an innovative Partner, deem seng Influenz wäit iwwert d'Gréisst vum Land ewechgeet.

Dat soen net ech, mä dat ass de Constat vum Examen par les pairs vum Comité d'aide au développement, dem CAD, vun der OCDE, deen am Oktober publizéiert gouf.

Zweetens: Kënne mir ons dofir op onse Lorbeeren ausrouen?, ass d'Fro. Neen, et gëtt nach ganz vill ze dinn an d'Welt, an där mir liewen, ass net onbedéngt besser ginn.

Méi wéi 800 Millioune Leit liewen nach ëmmer an der Aarmut a leiden un Honger, Tendenz steigend wéinst Fragilitéit, Konflikter a Klimawandel. Ons Welt ass och net méi einfach ginn. Ongläichheete steigen och an den entwéckelte Länner an de Populismus mécht sech breet, och an Europa.

Op där anerer Säit ginn d'Vulnerabilitéiten ëmmer méi komplex: rekurrent Krisen, Korruptioun, violenten Extremismus, intern Konflikter a Kontexter Sécherheet, Fridden, gutt Gouvernance an Developpement. Flüchtlingskrise gehéieren ewell zum Alldag mat aktuell méi wéi 65 Milliounen deplacéierte Leit op der Welt. An och hei leider Tendenz steigend.

An drëttens, all dës Defie riskéieren, déi positiv Entwécklung vun de leschte Jorzéngten an deene Länner ze zerstéieren, wat awer net heescht, dass mir d'Bengele bei d'Tromm solle geheien, ganz au contraire. Den Immobilismus ass keng Solutioun heifir. Fir déi Defie vun haut ze meeschteren an dëser méi komplexer an interkonnektéierter Welt, musse mir anescht schaffen an all um selwechte Strang zéien. Mir musse Synergië schafen am Kader vun neie Partenariater mat allen Akteuren aus dem ëffentlechen an dem private Secteur, mat der Zivillgesellschaft, mat den internationalen Organisatiounen, mat den Universitéiten an de Rechercheinstituter.

Mir musse méi kohärent Politicken hu fir eng nohalteg Entwécklung. Mir musse méi effikass, méi koordinéiert a méi inklusiv schaffen. Mir mussen holistesch Solutioune fannen. An dofir brauche mir ënner anerem och besser Informatiounen, Statistiken an Daten. All dëst wäerte mir d'nächst Joer an enger neier Stratégie générale vun onser Entwécklungszesummenaarbecht festhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an all dësen Domänen huet Lëtzebuerg vill ze bidden. Fir op mäin éischte Punkt zréckzekommen: Lëtzebuerg, als fiabelen, innovativen a previsibele Partner an der Entwécklungszesummenaarbecht, wéi de CAD vun der OCDE ons beschreift, et kann een, mengen ech, behaapten, dass dës Regierung déi richteg Entscheedungen am Beräich vun der Kooperatioun getraff huet an trëfft.

Ech wëll awer och direkt soen, dass mir op zolitte Basisse konnte schaffen, an der Kontinuitéit vun engem Engagement, dat onst Land a seng Leit iwwer Jorzéngten opgebaut hunn. Wann ech ons Aarbecht an deene leschte Jore misst a véier Stéchwierder resuméieren, géif ech soen: Mir hu konsolidéiert, mir hunn ons weider konzentréiert, mir hu vereinfacht a mir hunn innovéiert.

D'OCDE lueft ons derfir, dass mir all Joer 1% vun onsem RNB an d'Entwécklungshëllef an an d'humanitär Hëllef investéieren an dass dës Fongen an e puer geziilte Länner a Secteure fléissen. Dës Konzentratioun erlaabt et ons, fir onsen Impakt, ons Visibilitéit an onsen Afloss als Bailleur ze vergréisseren. Nieft onse Mesuren, fir ons Entwécklungshëllef méi effikass ze maachen, ass d'OCDE och impressionnéiert vun der Additionalitéit vun de Klimafongen, déi mir praktizéieren, an dass mir an der ëffentlecher Entwécklungshëllef keng Depensë fir den Accueil vu Refugiéen hei zu Lëtzebuerg urechnen.

Dëse politesche Choix ass nëmme méiglech duerch de breede Konsens, dee mir hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Kooperatioun hunn. Dat gëtt ons eng grouss international Kredibilitéit a mécht ons zu engem wichtegen Akteur fir d'Reussite vun der Agenda 2030 iwwert déi nohalteg Entwécklungsziler eraus.

D'OCDE formuléiert och eng 13 Recommandatiounen, déi mir an deenen nächste Joren ëmsetze sollen. Et geet virun allem dorëms, fir ons Entwécklungspolitik nach ze perfektionéieren, andeems mir verschidde Strategië finaliséieren a méi geziilt Evaluatioune maachen, fir ons Erfahrungen nach besser ze valoriséieren. Zum Beispill recommandéiert d'OCDE, dass Lëtzebuerg nach méi vum Know-how vun der Finanzplaz profitéiert, fir innovativ Partnerschaften anzegoen an zousätzlech Finanzementer ze mobiliséieren.

Ee wichtegen Aspekt, deen ech nach wëll ervirhiewen un dësem Exercice, ass, dass net nëmme mäi Service un dëser Revue deelgeholl huet, mä och Beamten aus dem Finanzministère, aus dem MDDI, d'Personal vu Lux-Development souwéi de Cercle des ONG (veuillez lire: Cercle de coopération des organisations non gouvernementales de développement de Luxembourg).

D'Examinateure waren och an der zoustänneger Chamberskommissioun, hunn d'Akteure vun der Mikrofinanz hei zu Lëtzebuerg begéint a waren an de Senegal kucken, wéi mir ons Politik um Terrain ëmsetzen. Mat dëser inklusiver a partnerschaftlecher Approche hu mir bewisen, dass mir d'Ëmsetzung vun der Agenda 2030 eescht huelen, dass all déi concernéiert Ministèren un engem Strang zéien an dass mir och d'Zivillgesellschaft matabezéien.

Am Resumé kann een also soen, dass, obwuel mir e puer Hausaufgabe mat op de Wee kritt hunn, den Exercice vum Examen par les pairs kloer derzou bäigedroen huet, d'Image de marque vu Lëtzebuerg no baussen ze promouvéieren.

Dësen Exercice huet och confirméiert, dass mir um beschte Wee sinn, fir de Regierungsprogramm vun 2013 am Beräich vun der Entwécklungshëllef ëmzesetzen. Loosst mech dat unhand vun e puer Beispiller a konkreten Zuelen illustréieren! D'Konzentratioun vun der Lëtzebuerger Aktioun an Afrika ass tëschent 2013 an 2015 vun 52% op 59% vun der bilateraler APD geklommen. Dës Konzentratioun op Afrika spigelt sech och op der Lëscht vun de fënnef Haaptempfänger vun der bilateraler Lëtzebuerger Entwécklungshëllef, vun deenen der véier aus Afrika sinn, erëm. Datselwecht gëllt fir d'Konzentratioun op déi am mannsten entwéckelte Länner, déi am Joer 2012 bei 52% loung an déi elo 2015 op 61% eropgeklommen ass.

Nom progressive Réckzuch vun onser traditioneller Kooperatioun aus dem Vietnam an dem El Salvador, déi elo zwee Pays à revenu moyen sinn, hu mir am Moment siwe privilegéiert Partnerlänner, mat deene mir pluriannuel PICen, déi sougenannt Programmes indicatifs de coopération, hunn. Mir wäerte weiderhin un onser geografescher Konzentratioun festhalen, och wa mir am Moment amgaange sinn ze analyséieren, a wéi engen neie Länner mir kënnen aktiv ginn. Evaluatioune goufe gemaach am Nepal, an der RCA an a Myanmar. Dat war virun der onmënschlecher Situatioun vun de Rohingya an deem Land, op déi ech nach herno a mengem Speech wäert zréckkommen.

Mä och de Maghreb gëtt an d'A gefaasst, zum Beispill Tunesien oder Marokko oder Länner a Westafrika, déi nieft onsen aktuelle Partnerlänner leien, zum Beispill de Benin oder Togo. En neit Partnerland sichen heescht virun allem kucken, wou ons Lëtzebuerger Entwécklungshëllef déi gréisste Valeur ajoutée an dee gréissten Impakt kann hunn, wou déi gréisste Besoinen an Demandë sinn a wou mir déi effikasste Partenariater opbaue kënnen am Kader vu kohärente Programmen.

Här President, ons bilateral Kooperatioun gëtt gréisstendeels vu Lux-Development ëmgesat. De Regierungsprogramm vun 2013 huet virgesinn, de Rôle an de Fonctionnement vu Lux-Development ënnert d'Lupp ze huelen. Dëst ass geschitt, éischtens, am Kader vun enger externer Evaluatioun an zweetens, vun engem Rapport vun der Cour des comptes iwwer Lux-Development. A béide Fäll gouf Iech och hei eng gutt Zensur ausgestallt mat natierlech e puer Recommandatiounen.

Ech si frou, haut kënne matzedeelen, dass eng ganz Partie Reformen a Reorientatioune gemaach goufen, déi ons Agence nach méi effikass wäerte maachen. Si ass haut méi dezentraliséiert a besser strukturéiert, fir deem neien internationale Kontext Rechnung ze droen. Si huet evoluéiert a kann och fir aner Mandataire schaffe wéi zum Beispill d'Europäesch Kommissioun oder Länner wéi Dänemark oder d'Schwäiz, déi net zécken, hir Projeten iwwer ons Agence ofwéckelen ze loossen.

Och dëst ass ee Gage vu Qualitéit, dee mer opzeweisen hunn. Fir all dat ze erméiglechen, gouf eng nei Konventioun tëschent dem Stat a senger Agence ausgeschafft, déi d'lescht Woch am Regierungsrot approuvéiert gouf an d'nächst Woch am Conseil d'administration vun der Agence wäert adoptéiert ginn. Déi nei Konventioun mécht et der Lux-Development och méi einfach, fir fir aner Ministèren ze schaffen.

Ganz konkret Beispiller vun där Konzentratioun op ons Partnerlänner an enger Komplementaritéit tëschent der Lëtzebuerger Klimaaktioun an der Entwécklungshëllef ginn et zum Beispill am Vietnam, am Senegal an och am Nicaragua. Innovativ Finanzmechanisme sinn entstane wéi de Forestry and Climate Change Fund vum LMDF, duerch eng initial technesch Berodung vu Lux-Development a spéidere Finanzementer vum Fonds climat et énergie.

Loosst mech hei ënnersträichen, dass säit der Agenda 2030 d'Zesummenaarbecht tëschent mengem Ministère an dem MDDI sech extrem verstäerkt huet! Am Juli hunn ech zesumme mat der Ëmweltministesch Carole Dieschbourg um High-level Political Forum zu New York de Lëtzebuerger nohaltegen Entwécklungsplang virgestallt.

An dësem Kontext wëll ech nach eemol rappeléieren, dass de Klimaschutz een Deel vun onsen horizontalen Thematiken ass a bleift, déi mir transversal duerch ons Projete fuerderen.

Am Cabo Verde konnte mir zum Beispill d'Formulatioun vum Programm iwwer erneierbar Energien ofschléissen an den Accord mat der kapverdianescher Regierung op der Commission de partenariat dëst Joer och ënnerschreiwen. Mir schaffen de Moment och un enger Kooperatioun tëschent dem CERMI, dem sougenannte Centre d'énergies renouvelables et de maintenance industrielle, am Cabo Verde… (veuillez lire: an dem Centre de compétences vu Lëtzebuerg.)

An ech mengen, Här Chamberspresident, Dir hat zesumme mat enger Delegatioun d'Geleeënheet, dëse flotte Center ze gesinn an ze gesinn, wéi en engersäits net nëmmen opgebaut ass, mä virun allem och fonctionnéiert a wierklech e richtegen Hub ass, e richtege Moteur ass fir déi ganz Regioun an dësem Beräich.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, déi ganz Delegatioun kann dat nëmme bestätegen.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President.

An dësem Zesummenhang ass et am Cabo Verde natierlech och wichteg, dem Centre de compétences vu Lëtzebuerg eng Zesummenaarbecht (veuillez lire: mat dem CERMI) ze ginn, fir d'Formatioun vun de jonke Kapverdianer am Domän vun den erneierbaren Energien ze verbesseren. Et geet hei drëms, fir Kompetenzen an deem Beräich fir d'Zukunft ze schafen a Brécken tëschent den Akteuren an deem Beräich an onsen zwee Länner opzebauen.

Brécken an nei Relatioune ginn och mat Asien a Latäinamerika opgebaut. Virun dräi Woche sinn ech an de Vietnam gereest, fir een neie generellen Accord mat deem Land ze ënnerschreiwen. Dëst huet sech als noutwendeg erwisen, well de Vietnam wéi gesot als Pays à revenu moyen keng laangjäreg Kooperatiounsprogrammer méi mat Lëtzebuerg wäert hunn, mä ons Strategie mat dësem neien Accord baséiert op enger Diversifikatioun vun onse Relatiounen an zwar an ënnerschiddleche Secteuren wéi der Recherche, den erneierbaren Energien, dem Kampf géint de Klimawandel an och dem Finanzsecteur.

Ganz konkret ginn zum Beispill schonn zwee nei Projete virbereet mam MDDI. Am Vietnam gëtt och ons laangjäreg Relatioun mat der Finanzopsiicht an ons Formatiounsoffer am Finanzberäich iwwert d'House of Training, mat der ATTF, esou verankert, dass mir wäit iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht eraus bilateral Partner wäerte bleiwen.

Och am El Salvador hu mir kee laangjäregen indikative Programm méi, mä ënnerstëtzen dat Land a sengem Echange vun Experienze mat anere Länner aus der Regioun, wéi zum Beispill Mexiko, fir d'Rad net all Kéiers nei mussen ze erfannen. An dëser Süd-Süd-Kooperatioun, déi op der Konferenz vun Addis Abeba ervirgestrach gouf, kënne mir mat vill manner Mëttele genausou vill behëlleflech sinn. Dëst ass fir mech de Modell, wéi ëffentlech Entwécklungshëllef méi effikass ka sinn a mat eegene Mëttele vum Partnerland Differenze ka maachen.

An den El Salvador fuere mir iwwregens och nach weider, déi lokal ONGen ze stäerken, well mir gleewen, dass eng Stäerkung vun der Zivillgesellschaft am Opbau vun enger Demokratie absolutt noutwendeg ass. A genau do wëlle mir och nach weider hëllefen, ze schaffen.

Och am Kosovo hu mer e Projet lancéiert, dee geziilt op d'Akteure vun der lokaler Zivillgesellschaft ausgeriicht ass. Si kréie gehollef, hir Aktivitéiten ze stäerken, notamment a Beräicher vu sozialer Inklusioun, Rechter vun de Fraen, Radikaliséierungsbekämpfung oder journalistescher Ethik.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Mënscherechter, eng gutt Gouvernance an eng gutt Educatioun sinn dräi fundamental Komponenten, déi fir eng nohalteg Entwécklung gebraucht ginn. Notamment a Westafrika, onser Haaptkonzentratiounsgéigend, ob am Mali, ob am Senegal, ob am Niger oder am Burkina Faso, iwwerall ënnerstëtze mir hei systematesch d'Gesondheet, d'Nutritioun, d'Educatioun an d'sozial Versécherung grad wéi d'transversal Rechter an d'Stäerkung vun de Fraen.

Ech wëll de Rôle vun de Fraen hei nach eemol besonnesch ervirhiewen. Nëmme wann d'Fraen Accès hunn zur Proprietéit, finanzielle Mëttelen an dezenter Aarbecht, kënne mer d'Fondatioune leeë fir eng nohalteg Entwécklung an d'Ëmsetze vun den ODDen.

Fir ons Partnerlänner an dëse Beräicher ze stäerken, gräife mir ëmmer méi op hir eegen, national Prozeduren an Instrumenter zréck. Am Niger zum Beispill sti mir den Autoritéiten zur Säit fir d'Opstellung an d'Benotze vun nationale Fongen, wou och aner Bailleure kënne materabezuelen a fir esou op eng koordinéiert Manéier déi verschidde Secteuren ze ënnerstëtzen.

Lux-Development gëtt parallell technesch Assistenz, fir déi national Gestiounscapacitéiten an de legale Kader auszebauen. An deem Sënn maache mir am Senegal weider Aide budgétisée an am Cabo Verde maache mer eng Aide budgétaire sectorielle.

Här President, nieft onser bilateraler Aktioun ass natierlech déi vu Lëtzebuerger ONGen eng Spezifissitéit vun onser Kooperatioun. Och si ass am Regierungsprogramm festgehalen an och si ass weider verstäerkt, administrativ vereinfacht a méi kohärent organiséiert ginn. Net manner wéi 93 ONGen hunn een Agrement beim Ausseministère a setze ronn 16% vun onser APD ëm - 56,8 Milliounen Euro am Joer. Si schaffen op verschidde Manéieren zesummen. Et ginn ONGe vu verschiddenen Zorten an och vu verschiddene Gréissten. Dat heescht och verschidde Manéieren, fir ze schaffen. Déi eng mat Hëllef vu Benevolat, déi aner mat permanentem Personal. Mä all hu se eppes gemeinsam: Si schaffe mat groussem Engagement a sinn no bei de Beneficiairen um Terrain direkt derbäi.

D'Effikassitéit steet och bei den ONGen um Programm. Zesumme mam Cercle de coopération huet de Ministère déi lescht Jore konstant drop higeschafft, fir d'Projete vun den ONGe quantitativ ze ënnerstëtzen a qualitativ ze verbesseren.

Ech sinn d'ailleurs frou, dass mer et zesumme mat der Stad Lëtzebuerg fäerdegbruecht hunn, och dem Daachverband vun den ONGen e permanenten Daach iwwert dem Kapp ze fannen. De Cercle huet elo seng Maison des ONG de développement am Grond an der Rue Saint Ulric. Hei kënnen Evenementer, Reuniounen a Formatiounen organiséiert ginn an esou d'Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelnen ONGe gefërdert ginn a Synergien opgebaut ginn.

Fir d'Effikassitéit vun de Projeten, déi de Stat ënnerstëtzt, ze verstäerken, goufen d'Konditioune vun de Kofinanzementer iwwerschafft an hir Prozentsäz harmoniséiert an un den Entwécklungsniveau vun de concernéierte Länner ugepasst. Dëst war ee laangen awer participative Prozess, deen net einfach fir verschidden ONGe war. Mir gesinn awer elo schonns, dass déi éischt positiv Konsequenzen a puncto Qualitéit vun de Projeten, déi mir am Ministère erakréien, sech weist.

Dee leschte Schratt vun dëser Reform, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mir haut ofschléissen, andeems mir d'Ännerung vum Gesetz guttheeschen. Ab dem 1. Januar gëtt et da just nach zwee Kofinanzementstauxen: 60% an 80%, egal ob eng ONG ënner engem Accordcadre schafft oder een eenzelne Projet erareecht. Am Januar d'nächst Joer kënnen dann och schonn déi éischt sechs Accords-cadres ënnert deem neie System, ënnert deenen neie Konditiounen ënnerschriwwe ginn.

Ons ONGe maachen awer och nach eng aner, ganz wichteg Aarbecht bei ons heiheem. Si sinn den Haaptvecteur fir d'Sensibilisatiounsaktiounen an d'Éducation au développement an onser Gesellschaft. Och hei huet de Ministère vill mat den ONGen zesummegeschafft am Kader vun engem Aarbechtsgrupp, fir besser Qualitéitskritären auszeschaffen. Och hei huet de Ministère, esou wéi am Regierungsplang virgesinn, déi finanziell Mëttele lues awer sécher an d'Luucht gesat. Och hei gouf harmoniséiert an d'Konditioune goufen adaptéiert. Ufank d'nächst Joer wäert ech dann och an dësem Domän net manner wéi 14 Accords-cadres an ee Mandat ënnerschreiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den drëtte Volet, fir dee sech d'ONGen hei am Land staarkmaachen, ass d'Kohärenz vun der Politik. Haut de Mëtten, ier mer ons hei versammelt hunn, krute mir de Fair Politics Barometer vum Cercle des ONG iwwerreecht. Dëse Rapport analyséiert d'Kohärenz vun der Politik vun onser Regierung an d'Influenz, déi si op d'Entwécklungslänner huet. Déi fënnef Themen, déi hei ugeschwat gi sinn, sinn d'Klimapolitik, d'Kultur, d'Ekonomie, d'Agrikultur an d'Finanzen. De Choix vun den Theme gouf vun de jeeweilegen Auteure vun de Kapitele getraff, déi hei ganz kloer hiren eegene Point de vue duerstellen a konkret Recommandatioune formuléieren.

Mir begréissen dës aktiv Participatioun vun der Lëtzebuerger Zivillgesellschaft am Asaz fir de Kampf géint d'Aarmut a fir méi Gerechtegkeet. A mir wäerten och weiderhin d'Promotioun vun enger méi kohärenter Politik am Sënn vun den Entwécklungslänner fërderen. Dëse Rôle gëtt ënner anerem vum Comité interministériel pour le développement iwwerholl, mä ech géif och hei gären heimat d'Chamber weiderhin encouragéieren, d'Effete vun den nationale Gesetzer op déi Ärmst systematesch a Betruecht ze zéien.

Ech erlabe mer awer och, de Cercle selwer ze encouragéieren, weider un der Kohärenz vun den Aktioune vu senge Memberen ze schaffen. An dëser Saach huet jiddweree seng Responsabilitéiten ze iwwerhuelen.

Wéi am Regierungsprogramm virgesinn, huet de Comité interministériel pour le développement sech nei Prozedure ginn an de Cercle ass op all Sëtzung invitéiert, wou iwwert d'Kohärenz vun der Politik geschwat gëtt. An deem Kader gëtt e konstruktiven Dialog gefouert. An ech begréissen, dass de Cercle dëst Joer eng éischt Versioun vu Fair Politics schonn am Oktober en avant-première souzesoen dem Comité virgestallt huet. Den nächste Rendez-vous mam Comité interministériel ass den 8. Dezember, wou den „Commitment to Development Index" virgestallt gëtt vun engem internationalen Think-Tank, deen analyséiert, inwiefern d'Politicke vun deene räiche Länner positiv oder negativ Effekter op d'Entwécklungslänner hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ons Politicke sinn natierlech staark un déi vun der Europäescher Unioun gebonnen. Deen neien europäesche Konsens fir d'Entwécklung ass den 19. Mee 2017 am Conseil développement ugeholl ginn, an de 7. Juni op den europäeschen Entwécklungsdeeg ënnerschriwwe ginn.

Wärend de Verhandlungen iwwert den Text huet Lëtzebuerg sech, leider ouni vill Erfolleg, verschiddenen Deeler widdersat. Mir hu misse feststellen, dass de finale Konsens ee Réckgang par rapport zu deem vun 2015 (veuillez lire: 2005) ass, deen ënner Lëtzebuerger Presidence deemools adoptéiert gouf. Lëtzebuerg wäert sech awer weider zu Bréissel staarkmaache fir eng konsequent europäesch Entwécklungspolitik. Den nächste Méindeg huelen ech um Conseil des affaires étrangères deel, wou fir d'Éischt d'Ausseministeren an d'Entwécklungsministeren iwwert d'Zukunft vun de Relatiounen tëschent Europa an Afrika zesummen diskutéiere wäerten an duerno wäerten d'Entwécklungsministere Konklusiounen iwwert de Commerce an d'Entwécklung adoptéieren.

Hëllef fir de Commerce ass eent vun den Instrumenter, fir d'Ziler vun der 2030-Agenda iwwert d'nohalteg Entwécklung ze realiséieren.

D'Europäesch Unioun an hir Memberstate wäerten d'Hëllef fir de Commerce erhéijen, fir derzou bäizedroen, d'Aarmut an de manner entwéckelte Länner ze bekämpfen. Handel an Investitioune solle gefërdert ginn, fir nohalteg Entwécklung an dezent Aarbechtsplazen ze schafen a regional Integratioun ze förderen.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun setzt sech an deem Kontext fir e fairen Handel an, notamment iwwer ee Mandat u Caritas a Fairtrade Lëtzebuerg, déi fair Präisser an Aarbechtskonditiounen an der Textilbranche ënnerstëtzt.

Mir beméien ons och weiderhin, de Privatsecteur, deen oft eng gutt Expertise huet, vun där Entwécklungslänner profitéiere kënnen, méi an ons Aarbecht matanzebannen. Mir probéieren, d'Investissementer vum Privatsecteur an d'Richtung vun nohaltege Projeten ze orientéieren, déi op laang Dauer d'Liewenskonditioune vun der Populatioun kënne verbesseren, ouni dobäi en negativen Impakt op d'Ëmwelt ze hunn.

Ons „Business Partnership Facility" ass dëst Joer an hir zweet Ronn gaangen. Duerch si si bis elo aacht Projeten a Betriber ënnerstëtzt ginn. Och hei konzentréiere mir ons Kofinanzementer op d'Secteuren, an deene Lëtzebuerg senge Partnerlänner eppes ze bidden huet. Mir konzentréieren ons op d'Beräicher vum ICT, FinTech, BioHealth an Éco-Innovation. Eventuell wäerte mir dëse Beräicher d'nächst Joer och nach d'Logistik derbäiféieren.

Loosst mech awer nach eemol widderhuelen, dass onst éischt Zil an der Kooperatioun net ass, fir de Lëtzebuerger Privatsecteur ze stäerken, mä fir en effektiv matanzebannen am Kampf géint d'Aarmut a fir eng nohalteg Entwécklung! Mir hale weiderhin um Prinzip vun der Aide non liée fest, wéi et am Programm vun dëser Regierung och virgesinn ass.

Une voix.- Très bien!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Dëst verhënnert awer net, dass spezifeschen Know-how vu Lëtzebuerger Akteuren och hei matafléisst an direkt Kollaboratiounen oder „public privat partnershippen" besti mat Entreprisen an Institutiounen a Secteure wéi der Telecommunicatioun, der Gesondheet, der Educatioun, der Recherche, dem Transport souwéi natierlech mat finanziellen Akteuren an der Mikrofinanz. An deem spezifeschen a besonnesche Secteur spillt Lëtzebuerg eng Virreiderroll. Ons Kooperatioun huet säit méi wéi 20 Joer an dëse wichtegen Domän investéiert a Lëtzebuerg huet sech mëttlerweil zu engem Zentrum fir d'Mikrofinanzinvestitiounsinstrumenter entwéckelt.

Een Drëttel vun all den Investmentvehikelen an der Mikrofinanz weltwäit sinn zu Lëtzebuerg domiciliéiert a representéieren d'Halschent vun allen Actifs sous gestion weltwäit.

Dat bedeit responsabel Investissementer, déi besonnesche Wäert op de sozialen Impakt leeën, an Héichte vu méi wéi honnertmol onser jäerlecher Entwécklungszesummenaarbecht. Dat bedeit awer och e formidabelen Effet de levier vu Statsmëttel an e Plus an der Promotioun vu Lëtzebuerg als responsabeler Finanzplaz. Dës zolidd Basis huet et Lëtzebuerg och erméiglecht, sech esou séier als nohalteg Finanzplaz ze positionéieren an deene leschte Joren.

Och op internationalem Plang ass de Lëtzebuerger inklusive Finanzsecteur bekannt. Am Oktober war d'Semaine africaine de la microfinance, d'SAM, zu Addis Abeba. Eng 700 Participanten hunn hei deelgeholl, ee Rekord fir déi Lëtzebuerger ONG Aide au développement autonome, ADA, souzesoen, déi ënnert dem Mandat vu mengem Ministère schafft an déi d'SAM organiséiert huet. De 4. Januar nächst Joer wäert dat Mandat d'ailleurs erneiert gi mat ADA, dat fir eng nei Period vu véier Joer wäert lafen.

D'lescht Woch hate mir de Pleséier, d'Mikrofinanzwelt hei zu Lëtzebuerg op Besuch ze hu wärend der Semaine européenne de la microfinance, déi vun der europäescher Mikrofinanzplattform zesumme mat InFiNe, dem nationale Reseau fir inklusiv Finanzen organiséiert gouf. De leschten Donneschdeg hunn ons Grande-Duchesse an onse Grand-Duc héritier dee mat 100.000 Euro dotéierte Prix européen de la microfinance iwwerreecht op der BEI, der Europäescher Investment Bank. De Präis ass un eng kleng mexikanesch Mikrofinanzinstitutioun gaangen, déi an aarmen an entleeëne Géigenden a Wunnraum investéiert op Basis vu Solidaritéit tëschent den Awunner aus klengen Dierfer. „La mano vuelta" nenne se dat dohannen. An dat heescht sou vill wéi: „Eng Hand hëlleft där anerer." Iergendwéi méi flott wéi onsen Ausdrock: „Eng Hand wäscht déi aner."

Ech wëll vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir dem President vun der BEI, dem Werner Hoyer, Merci ze soe fir déi exzellent Kollaboratioun, déi ons Regierung säit Jore mat der Bank huet, an der Mikrofinanz a wäit doriwwer eraus. Ech wëll och beim Werner Hoyer d'Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg confirméieren a senge Pläng, fir d'BEI ze restrukturéieren. Eng modern BEI, méi effikass a méi effizient, soll zukünfteg och méi zu der europäescher Entwécklungszesummenaarbecht bäidroen an enker Zesummenaarbecht an Aarbechtsopdeelung mat der Europäescher Kommissioun.

Här President, wéi Dir wësst, ass Lëtzebuerg een engagéierten a fervente Verfechter vum Multilateralismus. Och an der Entwécklungshëllef schaffe mer vill mat der UNO an de multilateralen Agencen zesummen. Och hei ass a bleift de Grand-Duché en zouverlässege Partner. Ongefëier een Drëttel vun onser APD geet näämlech u multilateral Organisatiounen. Ech begréissen hei ganz kloer dem neien UNO-Generalsekretär, onsem Frënd dem António Guterres, seng Reformpläng, fir d'UNO „fit for purpose" ze maache fir eng beschtméiglech Emsetzung vun der Agenda 2030.

An onsem Regierungsprogramm vun 2013 hate mir festgehalen, dass ons multilateral Aarbecht besser op ons sektoriell an thematesch Prioritéiten zougeschnidde soll ginn. Dëst hu mir gemaach: Am Kader vun den Accords de partenariat stratégique mat verschiddenen UNO-Agence fokusséiert sech Lëtzebuerg elo ganz staark op verschidden Thematiken.

Hei e puer Beispiller dovunner: Mat der Unicef sinn dat d'Basiseducatioun, d'Gläichberechtegung tëschent de Geschlechter an d'Iwwerliewen an d'Entwécklung vun de Kanner. Mat UNAIDS schaffe mir um Programm 90/90/90, fir deen de Kolleeg Marc Angel Ambassadeur ass, deem ech heimat e grousse Merci soe fir säin onermiddleche perséinlechen Engagement an dësem Thema.

Une voix.- Très bien!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Sensibilisatioun a Präventioun sinn hei kruzial, och zu Lëtzebuerg, wéi mir leschte Freideg um Welt-Aids-Dag konnten héieren.

Mam BIT, dem Bureau international du travail, hu mer am Oktober en neien Accord ënnerschriwwen, wou mer onse Sécurité-sociale-Projet, dee mer säit 2012 am Laos ënnerstëtzt hunn an deen e grousse Succès an dësem Land war, op déi ganz Regioun ausweiden. Als Minister vun der Sécurité sociale freet dat mech natierlech ganz besonnesch.

Mam FIDA, dem Fonds international pour le développement agricole, a mat der Europäescher Kommissioun si mer amgaangen, en innovativen Investissementsfonds opzestellen, deen a Kleng- a Mëttelbetriber an der Agriculture investéiert. Sou kënne mer d'Expertise vun onser Finanzplaz utilement mat där vun der Entwécklungshëllef kombinéieren an esou Synergië schafen a privat Gelder mobiliséieren.

Stabill Finanzsystemer a makroekonomesch Stabilitéit sinn extrem wichteg fir eng nohalteg Entwécklung. Genau hei investéiert onse Finanzministère ronn 10% vun onser APD a Programme vun den internationale Finanzinstitutioune wéi der Weltbank, dem FMI, der Asiatescher oder der Afrikanescher Entwécklungsbank.

Och hei sinn d'Kollaboratioun an d'Koordinatioun tëschent mengen am dem Pierre Gramegna senge Leit an de leschte Joren effikass gestäerkt ginn.

Här President, fir op den zweete Punkt vu menger Introduktioun zréckzekommen, näämlech ons Welt, déi net onbedéngt besser ginn ass, muss ech leider soen, dass de Bilan am humanitäre Beräich ee mitigéierte bleift. D'Besoine sinn net méi kleng ginn, ganz am Contraire.

Op der UNO-Skala vun der Gravitéit vun humanitäre Krisen hu mir am Moment véier vum Niveau 3, dem allerhéchsten Niveau vun der Urgence. Dat si Syrien, Irak, Jemen an RDC. Mir haten och dëst Joer schlëmm Hongersnéit a Somalien, Sudsudan, Nigeria an zemools och am Jemen. D'mënschlecht Leed a sougenannten „vergiessenen" Krise wéi an der Regioun vum Lac Tchad an der Zentralafrikanescher Republik hëlt och net of.

Lëtzebuerg ass sech sengen internationale Responsabilitéiten hei bewosst an huet an all dëse Situatioune seng Solidaritéit bewisen. Konfrontéiert mat der dramatescher Situatioun am Jemen, hunn ech gëschter nach eng zousätzlech Hëllef vun enger Millioun Euro guttgeheescht.

Une voix.- Très bien!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Doriwwer eraus erliewe mer grad eng immens schlëmm Kris vun der Rohingya-Populatioun a Myanmar an a Bangladesch. Méi wéi 500.000 Leit sinn hei ënnerhalb kierzester Zäit an de Bangladesch geflücht. Déi, déi et iwwert d'Grenz gepackt hunn, erziele vu Mord an Doutschlag an deene grujelegsten Doten, déi Männer, Fraen a Kanner erdroen hunn.

500.000 Leit am Bangladesch, e Land, wat selwer mat der Aarmut kämpft, an dach ginn déi ongeheier vill Flüchtlingen do mat de Moyens du bord ugeholl a versuergt. Dëst muss ee sech emol virstellen, par rapport zu de Flüchtlingszuelen hei an Europa! Iwwerhaapt sief nach eemol gesot, dass weltwäit 80% vun de Flüchtlingen an den Entwécklungslänner bleiwen. Entwécklungshëllef ass also batter néideg a muss do massiv agesat ginn.

Bis elo klappt et nach am Bangladesch mat vill Hëllef vu baussen, och vu Lëtzebuerger Säit mat 1,3 Milliounen Euro bis elo. Mä wat geschitt, wann d'Zuel vun de Flüchtlingen ëmmer méi grouss gëtt? A wat geschitt an de Campen, wann am Abrëll d'nächst Joer de Reen an d'Iwwerschwemmunge kommen? Onsen 1%-Bäitrag ass do keen ze vill.

Weltwäit gouf et dëst Joer schwéier Naturkatastrophen, sief et Hurricanen oder Äerdbiewen, déi bannent Stonnen esou eng Zerstéierung kënnen uriichten, dass se Länner a Populatiounen erëm Joren an hirer Entwécklung no hanne geheien. An dann erliewe mer och nach an onse Partnerlänner, am Mali an am Niger, wéi extern Faktore vun Instabilitéit wéi Konflikter, terroristesch Gruppementer an allgemeng prekär Sécherheet humanitär Krise bewierken, déi dës Länner nach méi fragiliséieren an domadder Acquisen am Developpementsberäich futtimaachen.

Mir erliewen hei nees Liewensmëttelnout, Absence vun elementare Servicer, deplacéiert Persounen an esou weider. Esou Reviementer hunn en negativen Impakt op d'generell Sécherheetssituatioun an deene Länner. Dëst betrëfft och ons Leit op der Plaz. An et ass net méi esou einfach, do ze schaffen, wéi et eemol war.

Mir hunn am ganze Sahel staark investéiert a Sécherheetsmesuren. Audits sécuritaires, Formatiounen, nei Prozeduren a Cellules de crise goufen opgebaut an et ass a méi sécher Infrastrukturen derniewent investéiert ginn. Et dierf een net panikéieren, mä d'Saach ganz sachlech ugoen an all méiglech Precautiounen huelen. Mir schaffen do mat ville vun onsen Nopeschlänner och zesummen a mat der Europäescher Unioun.

Här President, wann ech d'éinescht gesot hunn, dass de Bilan am humanitäre Beräich ee mitigéierten ass wéinst dem grousse mënschleche Leed, wat uechtert d'Welt besteet, gesinn ech awer konkret Usätz a Bestriewungen, déi ons Grond zur Hoffnung ginn.

Ech hunn d'Éier, fir d'politesch Responsabilitéit fir souwuel d'Entwécklungszesummenaarbecht wéi d'humanitär Hëllef ze hunn. Am Sënn vun der Cohérence des politiques an notamment der aktueller Bestriewung, fir eng besser Transitioun tëschent deenen zwee Voleten ze schafen, huet dës Approche vum Nexus sech besonnesch an deene leschte Jore bewisen an d'Resilienz vu vulnerabele Populatiounsgruppen nohalteg gestäerkt.

A Syrien zum Beispill ass Lëtzebuerg mat der Unicef engagéiert mat konsequente finanzielle Mëttelen, déi souwuel en humanitäre wéi och en entwécklungstechneschen Aspekt hunn. Mir ënnerstëtzen do déi „No lost generation"-Initiativ, déi de Kanner an der Jugend Ënnerstëtzung gëtt, duerch Educatioun a psychologeschen Appui an hir nei Perspektiven ze goen.

Mat ronn 15% vun onser APD fir humanitär Hëllef ass de Lëtzebuerger Apport substanziell. Net nëmme quantitativ, mä och qualitativ huet sech ons aktuell Ausriichtung valoriséiert. Dëst weist sech zum Beispill an onsem Projet emergency.lu, wou mer op Lëtzebuerger Expertise aus dem Privatsecteur an op ee Pool vu formëierte Fräiwëllegen zréckgräifen, déi dëst Joer a Madagaskar, am Niger an an der Karibik am Asaz waren. Eng qualitativ Approche bei onse professionellen ONGen an dem Lëtzebuerger Roude Kräiz bréngt och ee konkreten Impakt um Terrain a féiert zu der Verbesserung vun de Liewenskonditioune vun deem Eenzelnen an der Nout.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir mat der Qualitéit vun onser Aarbecht ofzeschléissen, wëll ech nach e puer Wuert zur Transparenz, zur Kommunikatioun an zur Evaluatioun soen.

Ons Projeten a Programmer gi regelméisseg evaluéiert, fir sécherzegoen, dass déi gewënschte Resultater och realiséiert ginn an dat op déi effizientst a käschtegënschtegst Aart a Weis. 2017 hu mir eng Rei gréisser Evaluatioune mat gudde Resultater ofgeschloss, zum Beispill onse Programm am Senegal, wou mir fir d'éischte Kéier eng Revue conjointe mat Lux-Development gemaach hunn. Dat heescht, d'Programmer goufen op hir Resultater an hiren Impakt ausgewäert, an zur gläicher Zäit hu mir de PIC op engem strategeschen Niveau evaluéiert. Dat war esou e positiven Exercice, dass mir decidéiert hunn, dës Approche elo a méi Länner unzewennen, wéi zum Beispill am Cabo Verde oder am Mali, an dëst Ufank 2018.

Eng aner interessant Evaluatioun, déi mir 2016-2017 gemaach hunn, war ons éischt thematesch Evaluatioun iwwer ons Aktivitéiten am Beräich vum Renforcement des capacités. Mir sinn elo amgaangen, e Plang ze maachen, wéi mir d'Recommandatiounen heivu kënnen ëmsetzen an ons Aktivitéiten nach méi effizient kënne maache mat engem maximalen Impakt.

Ee ganz innovativen Exercice, deen am Moment amgaangen ass, ass eng Revue par les pairs vum regionale Programme „frontières et vulnérabilités", dem FEVE, dee mir mat der afrikanescher ONG ENDA Santé an néng Länner a Westafrika ëmsetzen. Hei evaluéieren am Fong d'Akteuren an de verschiddene Länner sech géigesäiteg a léieren ee vun deem aneren. De Lancement war elo just dëse Weekend zu Abidjan.

Här President, mir hunn och weider un onser Kommunikatioun geschafft, fir d'Transparenz an d'Disponibilitéit vun den Donnéeën dem grand Public nach besser zur Verfügung ze stellen. Mir hunn ënner anerem Broschüren iwwert d'Kooperatioun mat de Partner och nach weider ausgebaut a weiderhin och op e puer Sproochen iwwersat, wéi zum Beispill op Portugisesch an op Spuenesch. Fir d'nächst Joer wäerte mer och nach un enger eegener neier Identité visuelle schaffen.

Ech hat am Ufank vu menger Ried vun enger neier Stratégie générale vun der Kooperatioun geschwat an ech wëll och domadder ophalen.

Déi intern Reflexiounen zu dësem Sujet sinn ofgeschloss. D'Recommandatioune vun der Peer Review ginn elo nach agebaut an da wäert ech ufanks nächst Joer dës nei Richtlinne mat de concernéierten Akteuren diskutéieren, an dat sinn ONGen, Ministèren, privat Akteuren an esou virun, op engem participativen Atelier, fir dass ons Stratégie générale an de Plan d'action fir d'Effikassitéit mat erafléisst a finaliséiert ka ginn.

Här President, Dir gesitt, et ass vill geschitt an deene leschte Jorzéngten an an deene leschte Joren. An et bleift nach vill ze dinn. All déi Aktiounen, all déi positiv Resultater an all déi Innovatioune wären net méiglech gewiescht, ouni deen enormen Asaz vu menge Mataarbechter an deene vun allen Akteure vun onser Entwécklungszesummenaarbecht, déi benevoll an déi professionell, déi sech Dag fir Dag heiheem an um Terrain asetze fir ons Kooperatioun a fir eng besser a méi eng nohalteg Welt.

A vun dëser Plaz och vu mir aus e grousse Merci un ons fréier Direktesch, d'Madamm Martine Schommer, déi elo Ambassadrice zu Paräis ass an déi eng exzellent Aarbecht iwwert déi lescht Jore gemaach huet an och eng exzellent Zesummenaarbecht mat mir an, ech mengen, och menge Virgänger hat. An awer och elo hirem Nofolger, dem Manuel Tonnar, deen och präsent hei ass, bonne Chance an och déiselwecht, genau dës Kontinuitéit an dës exzellent Zesummenaarbecht an och dëst professionellt Wierken um Terrain. Dëst hëlleft, ons Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik konkret dobaussen ze weisen an als Image de marque ze verkafen.

Hinnen all wëll ech zum Ofschloss vu menger Ried ee ganz grousse Merci soen. Ären Engagement, Äre Fläiss an Ären Asaz sinn onbezuelbar!

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marcel Oberweis fir d'CSV.

6. Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech waarden nach, bis den Här Minister sëtzt. Dat ass onhéiflech, wann ech ufänken. Voilà!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Numm vu menger Fraktioun wëll ech Stellung zu engem Sujet huelen, dee fir d'CSV ganz wichteg ass a mir perséinlech vill um Häerz läit, näämlech d'Kooperatioun an d'Enwécklungspolitik. Den Akzent gëtt wéi all Joers haaptsächlech op déi lëtzebuergesch Entwécklungspolitik geluecht. Derniewent muss awer kloer erkannt ginn a betount ginn, dass et sech hei ëm en typescht Politikfeld handelt, dat wéineg Sënn mécht, wann een et aus där enker nationaler Siicht kuckt an net an den Zesummenhang mat enger kohärenter europäescher Entwécklungspolitik setzt.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech kommen nach dorop zréck.

Mir sollte mëttlerweil akzeptéieren, dass mir ëmmer méi op eng kohärent Entwécklungszesummenaarbecht setze mussen, net nëmme mat eisen Zillänner, mä doriwwer eraus eis vill méi staark fir d'Gerechtegkeet an d'Solidaritéit tëschent alle Mënschen asetze mussen. D'Wuel vum ganze Planéit muss eis alleguer opruffen, zesummenzeschaffen.

Leider musse mir feststellen, dass d'Situatioun a villen Ecker op dëser Äerd eis net mat Freed erfëllt. Et ass elo grad scho vum Här Minister och erwäänt ginn.

Déi sëlleche Kricher dreiwen d'Mënsche ronderëm. Klimakatastrophe féieren dozou, dass ville Mënschen hir ugestaamten Heemecht net méi liewensfäeg ass, a si maache sech op de Wee an eng aner Géigend, wat net ëmmer gär gesinn ass. Jorelaang huet Europa vun dëse Migrantestréim näischt matkritt. Awer de Krich a Syrien zënter dem Joer 2011 huet dozou gefeiert, dass Milliounë Mënschen iwwert d'Balkanroute bei eis komm sinn.

Awer net nëmmen do herrsche Chaos a Misär. Neen, och an Afrika koum et zu enger ganzer Rei vu Streidereien a Kricher, soudass och do mëttlerweil Milliounë Mënsche sech op de Wee an den Norde gemaach hunn. Dausende vu jonke Mënsche sinn op dem Wee duerch d'Sahara ëmkomm. Vill anerer sinn an Opfanglageren um Südufer vum Mëttelmier gestrandet a kommen net no Norde weider.

Vun deene Mënschen awer, déi zënter dem Joer 2000 vun do fort iwwert d'Mëttelmier no Norden zu eis komm sinn, sinn der laut den offiziellen Zuele schonn 33.000 an deem sougenannten „Mare Nostrum" ëm d'Liewe komm. An déi Mënschen, déi ukomm sinn, sinn zum dackste guer net wëllkomm. Si hu geduecht, hei eng besser Zukunft ze fannen. A vill vun hinne si batter enttäuscht ginn. Jo, et sinn der och scho vill erëm zréckgaangen, dohinner, wou Ontoleranz, Misär an Honger weider herrschen.

De GIEC, eng Taskforce vun der UNO, huet viru Kuerzem matgedeelt, dass d'Zuel vun de Migranten eleng duerch d'Suitte vum Klimachangement op méi wéi 200 Milliounë Mënschen am Joer 2050 erop wäert goen.

Ech wëll kuerz bei dem fënneften EU-Afrika-Sommet verbleiwen zu Abidjan, deen d'lescht Woch an der Côte d'Ivoire ofgehale ginn ass. Hei gouf et e ganz klore Message: „Wat an Afrika geschitt, beaflosst och Europa, a wat an Europa geschitt, dat betrëfft och Afrika." Do ass näischt derbäizesetzen.

Eis Partnerschaft mat de mannerbemëttelte Mënschen ass awer eng Investitioun an d'Zukunft. Et muss eng Partnerschaft op gläicher Aenhéicht ginn, déi eis erlaabt an hinnen, eis géigesäiteg ze ënnerstëtzen an ze hëllefen. Zesumme wuessen - an domat dës Welt méi sécher, méi stabill, méi gerecht, méi schéin a méi nohalteg ze maachen.

Déi versammelt Responsabel aus Politik a Wirtschaft ware sech eens zu Abidjan: D'Lutte géint d'Korruptioun an d'Anhale vun de Mënscherechter an de Länner an Afrika mussen déi allereischt Prioritéit ginn. Eng vun de Mesuren an dëser Lutte stellen déi privat Investitiounen an Afrika duer. D'BEI, d'World Bank an d'Africa Bank sinn hei wichteg Partner. Wann hei déi richteg Schrëtt ageleet ginn, da kënnt et zu deem laang verlaangte Paradigmewiessel.

Wann een d'Literatur liest, d'Broschüre kuckt, da gesäit een, dass eng ganz Rei vu Projeten am Beräich vun der Notzung vun der Solarenergie, der Wandkraaft oder Waasserkraaft an der Vergaangenheet scho realiséiert si ginn an an Entwécklungslänner hir Friichten droen. Awer eleng d'Tatsaach, dass iwwer 25 Millioune Mënschen un Honger an dëse Länner am Joer stierwen, seet genuch iwwert déi onméiglech Zoustänn aus.

Eng vun den Ursaachen ass sécherlech, dass ënner anerem den afrikanesche Länner wirtschaftlech Mesuren operluecht ginn, déi zum dacksten de räiche Länner am Norden notzen an dozou bäidroen, dass déi sozial an déi wirtschaftlech Krise sech nach weider verschäerfen.

Éierlecherweis muss een awer soen, dass d'Europäesch Unioun am leschte Joer 50 Milliarden Euro un déi direkt Entwécklungshëllef erabruecht huet an dovun eleng 20 Milliarden an Afrika. Duerch dës héich Zouwendunge si ganz vill Progrèsen an der Entwécklung an de leschte Jore gemaach ginn.

E wichtege Fakt an dësem Zesummenhang war de Sommet vun de Millennium Development Goals am Joer 2000, viru 17 Joer. Déi sinn am Joer 2015 ofgelaf a ginn duerch d'Agenda 2030 weidergeféiert.

Trotz deene ville Progrèsen, déi ze verzeechne sinn, op déi mer houfreg kënne sinn, ass d'Welt leider nach laang net gerecht! An duerfir ass eng global Entwécklungszesummenaarbecht nach ëmmer dee wichtegsten Outil, fir méi Gerechtegkeet a Solidaritéit opzebauen. Awer déi muss mat engem kritesche Bléck hannerfrot ginn, fir ze erkennen, ob déi nach ëmmer den haitegen Emstänn entsprécht. An dat ass ënner anerem och de But vun der Debatt vun haut de Mëtten.

Här President, erlaabt mer, dem Här Minister Merci ze soen, dass de staatleche Budgetsposte fir d'Kooperatioun an humanitär Hëllef erëm op engem ganz héijen, respektabelen Niveau vu liicht iwwer 1% vum RNB behale gouf.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Et handelt sech ëmmerhin ëm 350 Milliounen Euro. Mir stelle fest, dass d'Regierung an dësem wichtege Schrëtt Efforte vun de viregte Regierunge respektéiert an och weiderféiert. Mir kënnen de Fait nëmme begréissen, dass Lëtzebuerg iwwert d'Halschent vu sengem Bäitrag an d'sozial Secteuren afléisse léisst, haaptsächlech Gesondheet, Bildung an eng integral lokal Entwécklung.

„Et gëtt awer nach Sputt no uewen", sot d'OECD an hirer Peer Review. Et muss een eis Kooperatiounspolitik als ee Katalysator gesinn, dee fir d'Wuel vun de Mënschen a ville Länner suerge soll, deemno eng Win-win-Situatioun fir alleguerten.

Et geet awer net duer, 1% vum RNB ze consacréieren, fir herno net ze wëssen, wat domat geschitt a wou herno keng konkret Resultater opweisbar sinn, mä et muss een déi vill Milliounen Euro als en Invest fir d'Gestaltung vun der Zukunft betruechten an et muss een eng Valeur ajoutée vun dem Investissement eendeiteg erkenne kënnen.

Vläicht sollt een dësen humanitären Effort an d'Relatioun mat dem Budget fir d'Defense setzen, deen nach bei 0,4% vum RNB läit, awer op 2% eropgoe muss.

(Interruptions)

Lëtzebuerg gëtt dacks kritiséiert, dass mir e Schlussliicht bei der Kontributioun zur NATO sinn. Mir géifen eisen Engagementer net genuch Rechnung droen. Ech wëll awer drop hiweisen, dass eist Land op den éischte Plaze läit, wat d'Entwécklungszesummenaarbecht mat de mannerbemëttelte Mënschen op dësem Planéit ugeet.

Déi magesch Zuel a Grenz vun 0,7% vum RNB ass schonn zënter de 70er Joren zu enger Richtlinn vun der Entwécklungszesummenaarbecht ginn. Awer déi wéinegst Länner hunn dat bis haut respektéiert. Et gi souguer Länner, déi elo no ënnen tendéieren. Do ass d'Haut méi no wéi d'Hiem.

Mir musse bedaueren, dass d'Europäesch Unioun, ëmmerhin de gréisste Bailleur de fonds op dëser Welt, et net fäerdegbréngt, sech endlech eng Strategie ze ginn, fir dass sech all Memberstat un dat Verspriechen hält oder zumindest kloer an déi Richtung tendéiert. Sécher, mir kënnen haut net Griichenland, Rumänien a Bulgarien dësen Effort ofverlaangen, awer aner Länner, déi sech guttstinn, misste méi Efforte maachen.

Op där anerer Säit beweist eis déi aktuell Flüchtlingskris awer, dass d'Solidaritéit an der EU net groussgeschriwwe gëtt. Dëst ass e wichtege Message fir déi nächst Generatiounen am Kader vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. D'Europäesch Unioun misst mam gudde Beispill virgoen, wann et drëms geet, de Mënschen an den aarme Länner op dem Planéit ze hëllefen oder innovativ Strategien ze entwéckelen, déi der ganzer Mënschheet zeguttkomme kënnen.

Am Kontext vun der Flüchtlingskris gëtt gesot, dass d'Problemer endlech bei der Wuerzel ugepaakt musse ginn an net just d'Symptomer bekämpft solle ginn. A genee bei dësem Defi ass et wichteg, eng kohärent Kooperatiounspolitik opzebauen an och duerchzezéien.

Här President, ech wëll zum Éischten all déi Efforten am Kader vun der Lëtzebuerger Hëllef an de Katastrophegebidder an zum Zweeten déi wichteg Aarbecht vun alle Benevollen, déi sech um Terrain derfir asetzen, fir dës Welt méi gerecht ze maachen, belounen an ervirhiewen. Hinnen alleguerten e ganz grousse Merci vusäite vun der CSV! Hirem Asaz verdanke mir, dass Honnerte Millioune Mënschen, déi an Aarmut a Misär liewen, endlech eng Chance kréien, den éischte Fouss op déi ënnescht Spross vun der Leeder vun der wirtschaftlecher Entwécklung ze setzen. - Mir si scho ganz uewen ukomm, mir fale bal erof!

Hei kann eist klengt Land sech roueg op d'Schëller klappen. Dobausse si mir eng grouss Nummer op der Weltkaart. Duerch dës Aarbecht um Terrain ginn et och schonn éischt gutt Liichtblécker. Notamment an den Dierfer kritt een dëse Succès virun Ae gefouert. Eis Kooperatiounsaarbecht um Terrain ass bedeitend. D'Mënsche leide keen Honger a si huelen hir Entwécklung selwer an d'Hand. Mir begleede se just nëmmen op hirem Wee.

Werfe mir e Bléck op d'Weltbevëlkerung, da gesi mir, dass sech d'Zuel vun de Mënsche vu 5,3 Milliarden am Joer 1990 op haut 7,4 Milliarden erhéicht huet. Ronn eng Milliard Mënsche konnten aus extremer Aarmut erausklammen, 2,1 Milliarde Mënschen hunn en Accès zu endlech enger verbesserter Sanitärversuergung kritt an 2,6 Milliarden hunn elo eng verbessert Drénkwaasserversuergung.

Dat si Butten, op déi mer houfreg kënne sinn. Awer nach ëmmer hu bal 2 Milliarde Mënsche keen Accès zu proppere Sanitärariichtungen. Eleng an Afrika hunn 80% vun den 1,2 Milliarde Mënsche keen Zougang zu elektrescher Energie, déi jo liewenswichteg ass fir eis haiteg Gesellschaft. An dobäi brauche mir nëmmen d'Solarenergie an d'Waasserkraaft sënnvoll ze notzen!

Maache mir eis awer näischt vir! Wann eng grouss Unzuel vu jonke Mënschen iwwert déi Social Networks gesinn, wéi mir hei uewe liewen a si nëmmen Hoffnungslosegkeet gesinn, da brauch ech Iech jo kee Bild ze molen, wat an e puer Joer lass wäert sinn, wann déi an den Erwuessenenalter kommen. Si verloossen hir Heemecht a komme bei ons an näischt hält se op!

Här President, de Minister Romain Schneider hat eis schonn d'lescht Joer op dëser Plaz gesot, Lëtzebuerg huet zwee Partnerlänner manner op senger Lëscht stoen, an zwar de Vietnam an den El Salvador. Dëse Länner geet et dank eiser bescheidener Hëllef haut besser.

Lëtzebuerg huet do sécher säi Verdéngscht drun. Mir hu jorelaang bei den Entwécklungsprojeten aktiv matgewierkt. De Minister huet der Press och matgedeelt, mir wéilten awer laangfristeg erëm eng Kéier op néng Länner eropgoen.

Bleiwe mer kuerz bei eisen Pays cibles, sou kann ee soen, dass sech de Laos gutt entwéckelt wéi och den Nicaragua. An Afrika sinn et de Cap-Vert an de Senegal, déi sech gutt entwéckelen. Cap-Vert a Senegal si Paradebeispiller a wierken an hirer Géigend. Hei wëll ech och kuerz op déi Coopération triangulaire tëschent Lëtzebuerg, dem Cap-Vert an der Inselwelt São Tomé hiweisen, ee Beispill, dat aner Länner kopéiere wëllen.

Mä da bleiwen awer nach de Mali an den Niger, déi eis vill Problemer a Kappzerbrieches maachen, notamment duerch déi lokal Kricher, déi dozou bäidroen, dass d'Kooperatioun fir déi mannerbemëttelt Leit net méi richteg fonctionnéiert. De Burkina Faso ass um gudde Wee. Eng ganz Rei vu vernetzten an nohaltege Projete sinn duerchgefouert ginn. Lux-Development an déi vill ONGen um Terrain hëllefen, soudass sech de Burkina Faso lues awer sécher zu engem Leuchttuerm an där ganzer Géigend do entwéckele kann.

Well de Vietnam a de Laos net méi als Pays cibles gëllen, war gemengt ginn, de Myanmar kéint en neie Partner ginn. Wéi mir awer all wëssen, herrschen do säit e puer Méint ganz dramatesch Zoustänn, well eng ethnesch reliéis Minoritéit, déi moslemesch Rohingya, duerch d'Arméi mat gréisster Brutalitéit verfollegt an aus hirer Heemecht verdriwwe ginn.

Ganz Dierfer ginn a Brand gesat. Dausende Fraen a Kanner ginn als Sexsklaven oder als Krichswaffen agesat. D'Zuel vun de Flüchtlinge gëtt op ronn 600.000 Mënsche geschätzt, déi hir Heemecht a Richtung Bangladesch verlooss hunn, wat selwer en aarmt Land ass. An den Här Minister huet vollkomme recht, wann en dat Land belueft. Do kann een deem nëmmen zoustëmmen. Een aarmt Land hëlleft engem nach méi aarme Land!

D'Epidemië briechen an engem extrem héije Mooss aus, dat seet d'ONG Médecins Sans Frontières. An déi Fra, déi den Nobelpräis fir de Fridden am Joer 1991 kritt huet, d'lescht Jorhonnert, an haut Presidentin vun deem Land ass, kann a wëllt net agräifen an deem Schrecken en Enn setzen!

D'Vereenten Natioune schwätze souguer vun der gréisster Flüchtlingskatastroph a Kris, déi et de Moment gëtt, déi sech extrem séier entwéckelt, an nach kee weess, wou et endet. An och do musse mer soen, als Lëtzebuerg si mer ganz houfreg, dass de Minister gesot huet, dass schonn iwwer 1,3 Milliounen humanitär Hëllef dohi gefloss sinn. Dat beweist, och e klengt Land ka grouss Saache maachen, wann et gebraucht gëtt.

Här President, ech ginn net méi weider op de Rapport vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef an humanitär Hëllef an. Den Här Minister Romain Schneider huet dat an aller Däitlechkeet gemaach, an ech soen him e ganz déiwe Merci am Numm vu menger Fraktioun. Déi Deklaratioun war ëmfaassend an huet ganz vill Pisten opgewisen.

Awer net nëmmen déi ugesprache Kricher bréngen dëse Planéit u seng Grenzen. Neen, och de Klimawandel huet seng fatal Konsequenzen. An och hei sinn et erëm eng Kéier déi Äermste vun den Aarmen, déi am meeschten ënnert dësem Changement leide mussen. Et ass dach onverstänneg, dass de President vun den USA de Klimawandel als eng Utopie erkläert! An dobäi sinn d'USA selwer déi zweetgréisst Emetteure vun de klimaschiedlechen Dreifhausgasen hanner China. An déi maache jo mëttlerweil ganz vill, fir op déi erneierbar Energien ze setzen.

Am Juni dëst Joer huet deeselwechte President ugekënnegt, aus dem Paräiser Klimaaccord erauszeklammen. D'Kritik ass elo nach allerdéngs, dat ass en Hoffnungsschimmer, dat wier net méiglech, zumindest juristesch gesi ganz komplizéiert, well d'USA hu sech formell bis November 2020 un den Accord verflicht.

Nach gëschter huet et geheescht, d'USA géifen och elo nach aus de Flüchtlingsaccorden erausklammen. Et bleift nëmmen ze hoffen, dass de mächtegste Mann vun der Welt endlech agesäit a begräift, dass den eenzege Wee, eise Kanner an de kommende Generatiounen eng nohalteg Zukunft op dëser Äerd ze erméiglechen, deen ass, wann déi industrialiséiert Länner, dorënner d'USA, endlech hir Responsabilitéit iwwerhuelen an et zur Besserung kënnt.

Här President, an der Press liest an héiert ee leider nach vill ze vill negativ Schlagzeilen iwwert d'Aarmut an den Honger, Krich an d'Naturkatastrophen, den Terror an de Misär. Eng besonnesch dramatesch Plo a regelrechten Däiwelskrees ass nach ëmmer d'Hongersnout an d'Kannerstierflechkeet. Sechs Millioune Kanner, dorënner d'Halschent Bëbeeën, riskéiere bis zum Joer 2030 u Krankheeten ze stierwen, déi behandelbar sinn. Knaschtegt Waasser a schlecht Hygien sinn hei d'Haaptursaachen. 80% vun deene Stierffäll betreffen d'Regioune Subsahara a Südostasien. Eleng an Indien an am Nigeria hunn d'lescht Joer 7.000 neigebuere Kanner, dat heescht déi manner wéi ee Mount al waren, net iwwerlieft.

Ech wier net komplett, wann ech net hei op déi dramatesch Situatioun am Jemen géif hiweisen. Do sinn et bal 19 Millioune Mënschen, déi net méi wëssen, wéi se iwwerliewe sollen. 1,9 Millioune Kanner leiden ënnert dësen extremen Zoustänn. A vill vun hinnen dierften an de kommende Woche stierwen, wa keng massiv Hëllef kënnt.

Laut dem drëtte vun de 17 ODD-Ziler, déi sech déi international Communautéit bis 2030 gesat huet, soll d'Statistik vun den 41 Kannerdoudesfäll op 1.000 Gebuerten op 25 erofreduzéiert ginn. Dat ass d'Zil.

D'UNO warnt allerdéngs, dass verschidde Länner, virun allem an Afrika, staark an dëser Gesondheetsentwécklung hannendraleien an, wann den Trend weider unhält, méi wéi 60 Millioune Kanner ënner fënnef Joer tëschent haut an 2030 stierwe mussen. Et si sécherlech ganz vill Fortschrëtter a puncto Gesondheet, och vun der OMS, gemaach ginn a ville Mënschen ass gehollef ginn. Et ass awer bedauerlech, wann duerch Konflikter a Kricher all déi gutt Efforten nees futtigemaach ginn. Ganz ënne steet iwwregens déi Zentralafrikanesch Republik. Jo, et gëtt guer net vun deem Land geschwat. Do herrscht awer zënter véier Joer ee ganz schlëmme Biergerkrich an et leide bal 60% vun der Bevëlkerung un Honger. Et ass en Däiwelskrees, well den Honger Krankheeten, Aarmut a Flucht mat sech bréngt.

Een anere Punkt: Schätzungsweis zwou Milliarde Mënsche kréien net déi wichteg Vitaminnen a Mineralstoffer, déi de Kierper brauch, fir ze wuessen a gesond ze bleiwen. Dat ass enorm a bréngt eng immens grouss Fatalitéit mat sech. Déi physesch Konsequenze brauch een net wierklech ze erklären, déi sinn evident. Mä och op déi psychesch Gesondheet hunn dës Phenomeenen erhieflech Konsequenzen, wéi Schwieregkeeten am Léieren, wat alt nees eng Kéier sech negativ op déi ganz Liewensperspektiv zréckschléit.

Fuerscher soen eis, dass d'Lutte géint den Honger mat Sécherheet d'Optioun ass, déi bäi Wäitem déi gréisste Plus-value hätt, well esou vill domat zesummenhänkt. Duerch eng Investitioun vu ronn 100 Euro pro Kand am Joer kann een déi chronesch Ënnerernierung schonn op 36% erofsetzen. Derniewent kann dëse Montant dem Kand och seng Schoul a säin Iesse bezuelen, soudass et e wäertvollt Element vu senger Gesellschaft ka ginn. Déi ganz Bevëlkerung profitéiert vun der Situatioun, wann déi jonk Mënschen duerch eng gutt Ausbildung eng Aarbechtsplaz kréien an esou an dem ländleche Raum verbleiwen.

Eng Visitt um Terrain iwwerzeegt eis alleguerten, dass d'Ausbildung dee wichtegste Parameter an der Entwécklung an dëse Länner ass. Jo, d'Elteren hale mëttlerweil drop, dass hir Kanner an d'Schoul ginn a si et besser sollen hu wéi si selwer. Am anere Fall wandere se an d'Slums vun de Groussstied aus an do herrschen zum dacksten desastréis Zoustänn.

Ee frappant Beispill erlieft een, wann ee mat de Mënschen am ländleche Raum ass - dat soen eis d'ONG-Partner -, déi nach net vill vun der internationaler Entwécklungshëllef matkritt hunn. Duerch kachen an hëtze kënnt et hei zu der Verschmotzung vun der Loft an hire Wunnengen, wouduerch ongeféier 2,9 Millioune Mënschen duerch d'Loftverschmotzung am Joer 2015 gestuerwe sinn.

Eng Prioritéit ass et deemno, virun allem de Fraen eng aner Kultur fir ze kachen an ze hëtzen unzebidden. D'Aféierung vun der Marmite solaire a modernen Heiziewen, déi manner Brennholz brauchen, sinn Elementer vun enger nohalteger Entwécklung, an déi sech d'ONGe sur place erabréngen.

Derniewent gi vill Schrëtt ageleet, an dat iwwert den Asaz vun dezentrale Fotovoltaikanlagen, fir d'Lous vun de Fraen an de Meedercher ze verbesseren. En aval dovunner kréien dann déi jonk Meedercher eng gutt Educatioun a si wiere sech géint eng ze vill héich Kannerzuel. An den Dierfer läit dës Zuel oft bei dräi, véier, si kann awer och bis op sechs eropgoen. Dierf ech drun erënneren, dass momentan an Afrika 60% vun der ganzer afrikanescher Populatioun déi sinn, déi manner wéi 24 Joer al sinn! 60%, déi manner wéi 24 Joer al sinn!

Wann et an Afrika, duerch Dréchent, schlechte Waassermanagement, Land Grabbing, Mëßwirtschaft a Korruptioun näischt aneres wéi Hoffnungslosegkeet fir Honnerte Millioune Mënsche gëtt, da maachen déi sech op de Wee bei déi Leit, déi an hiren Aen a paradiseschen Zoustänn liewen. Si froe sech, firwat nëmmen eng Milliard Mënsche vu 7,5 Milliarde gutt lieft a méi wéi eng Milliard Mënschen nach ëmmer Honger leide muss.

Ass et net dach pervers a vläicht dee gréisste Paradox, deen d'Mënschheet kennt, dass op där enger Säit zwou Milliarde Mënschen op dësem Planéit un Iwwergewiicht leiden an zwou Milliarde Mënschen u Mangelernierung leiden? An net ze schwätze vun deene ganze Quantitéite vun lesswueren, déi nach ewechgehäit musse ginn, an op där anerer Säit vun der Weltkugel esou vill Millioune kleng Kanner un

Honger leiden a stierwen, well se keen Zougang hunn zu elementaarsten Närstoffer. Dat ass déi batter Realitéit a mat där musse mir liewen!

„An 13 Joer", ass gesot ginn, „soll kee méi un Honger leiden." Dat ass dat zweet Zil vun der Agenda 2030. Wann een da bedenkt awer, dass dann iwwer zéng Milliarde Mënschen op dëser Äerd liewen, 2030, a bis 2050 der e bësse weider, da muss ech awer froen: Wéi soll dat da goen? Hu mer déi Kraaft alleguerten, den Honger dann ze bekämpfen? Et muss méi produzéiert ginn, fir dass all déi Leit, déi nach derbäikommen, och genuch ze iesse kréien an och genuch Waasser hunn an och genuch Liewensmëttel. Och déi Mënsche brauchen en adequate Liewensraum, op deem een net nëmme wunne kann, mä och uplanzen an ubaue kann.

Wéisou packe mir et deemno net, den Honger ze eliminéieren? Mir kéinte mengen, déi méi räich Mënsche missten dach e Stéck vun hirem Räichtum den aarme ginn, a grousser Solidaritéit. Wa mer 1% gi vun eisem Räichtum, bleiwen nach ëmmer 99% bei ons.

Leider sinn et nach ëmmer ze vill mënschlech Konflikter baséiert op Korruptioun a Muechtgier, déi als Ursaach fir dës nefast Zoustänn ugefouert kënne ginn. Eleng d'Tatsaach, dass sech déi afrikanesch Populatioun vun haut 1,2 Milliarde Mënschen op 2,5 Milliarde Mënschen an 33 Joer erhéicht, verlaangt no enger besserer wirtschaftlecher an och sozialer Entwécklung. An dat an de Beräicher proppert Grondwaasser, eng schoulesch Ausbildung, Gesondheetsversuergung, effikass Strukturen a méi Zougang zu der globaler Welt.

Duerfir, all Euro, dee mir effizient fir d'Lutte géint den Honger asetzen, erspuert net nëmme vill Misär, mä kënnt am Endeffekt enger ganzer Gesellschaft zegutt a verbessert d'Chancë vun der eruwuessender Generatioun. Finalement ass et eng Win-win-Situatioun fir ons alleguerten.

Här President, een anert krasst Beispill ass déi erschreckend Ongläichheet vum Räichtum op dëser Welt. Oxfam huet an enger Etüd elo kuerz en marge vum Sommet vun Davos matgedeelt, dass et momentan aacht Männer - aacht Männer! - op dëser Welt gëtt, déi esou vill Verméigen hu wéi 3,6 Milliarden aarm Mënschen! Do eriwwregt sech jo all Kommentar. A virun zwee Joer waren et der nach 62. Dëst Joer aacht!

An dësem Zesummenhang ass et iwwerhaapt net nozevollzéien, dass 1% vun der Weltpopulatioun ronn 46% vun dem globalen Nettoverméigen an hiren Hänn hält. Oder 10% vun der Weltpopulatioun iwwer 80%.

(M. Marcel Oberweis montre une documentation à la Chambre des Députés.)

Här President, erlaabt mer just, dëst Bild kuerz ze weisen, Dir Dammen an Dir Hären, ech maache keng Kopie dervun. Dëst Bild weist Iech ganz einfach de Welthandel. Europa mat 500 Milliounë Mënschen iwwer 4.000 - dee grénge Punkt heiuewen -, Afrika mat 1,2 Milliarde Mënschen. Et ass bal net siichtbar. Dat ass den Undeel vun Afrika um Welthandel. Et ass dramatesch, mä et ass eng Tatsaach.

Dëst Bild weist einfach d'Ongläichheet a puncto Welthandel. An déi Handelsstréim ënnersträichen de Fait - den EU-Sommet zu Abidjan huet sech derfir ausgesprach -, dass d'Europäesch Unioun elo méi vermehrt Handel mat Afrika muss organiséieren. Ech denken, dat wäert en Thema sinn nächste Méindeg an där nächster Konferenz, vun där den Här Minister elo grad geschwat huet.

Afrika mat 1,2 Milliarde Mënschen ass um Welthandel mat nëmmen 3% bedeelegt. An et dierf net esou wäit weidergoen, dass nëmmen d'Naturressourcen aus dem Kontinent erausgerappt ginn. Iwwert den desastréise Land Grabbing wëll ech hei kee Wuert verléieren, deen ass bekannt. Et muss d'Fro gestallt ginn, wouhin dës Entwécklung histeiert, wann ee weess, dass déi meeschte Mënschen, déi an de kommende Jorzéngten op d'Welt kommen, an den äermste Länner gebuer ginn. Dëse Wuesstum bedeit och en zousätzlechen Drock op d'Émwelt an domadder op de Klima! Dat ass keng einfach Equatioun.

An duerfir muss dës Entwécklung an déi zukünfteg Entwécklungszesummenaarbecht mat erafléissen. An déi muss méi kohärent an universell ginn.

Ech hat schonn dervu geschwat, dass de Klimawandel eng vun den Haaptursaache fir d'Flüchtlingswellen an Zukunft wäert ginn. Mir stellen haut fest, et ass grad och gesot gi vum Minister, et gëtt ëmmer méi Naturkatastrophen. Dat behaapten ech net, mä dat soen déi grouss Réckassurancen, an déi mussen et jo bal wëssen. Net nëmmen déi aarm Géigenden op dësem Planéit si vun de Katastrophe betraff. Neen, och mir, déi westlech Länner, si mëttlerweil dovunner betraff. Kuckt lech nëmmen déi lescht Hurricanesaison an der Karibik un, wou Schied an Héicht vu Milliarden Euro entstane sinn! Inselen, Dierfer a Stied sinn total vun der Landfläch gefeegt ginn. Mënschen hu vun engem Dag op deen aneren alles verluer.

An hei muss ech der Lëtzebuerger Kontributioun beim Tropestuerm Irma an der Karibik awer e Luef ausschwätzen, déi mat hirer performanter Kommunikatiounsplattform emergency.lu an dëse Katastrophegebidder an den Asaz koumen an derfir gesuergt hunn, dass de Reseau nees opgebaut konnt ginn. Eisen déiwe Respekt virun deene Leit, déi sech do bereet erklären hunn, ze hëllefen!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

A vläicht ass d'Klimapolitik och dat bescht Beispill vun der ominéiser Cohérence des politiques, op déi ech elo wollt kuerz ze schwätze kommen an déi jo dat wichtegst Element vun dem Lissabonner Vertrag ass.

Här President - ah, et ass eng Madamm scho mëttlerweil! -, déi klassesch Kooperatiounspolitik aus dem 20. Jorhonnert ass iwwerlieft an haut net méi an deem Sënn ëmsetzbar. Et kann een haut net méi eppes maachen, wat op där anerer Säit nees verluer geet. Hei muss eng kohärent Politik bedriwwe ginn, soss sinn all d'Efforte fir d'Kaz. Beispiller gëtt et der genuch.

Ma déi Kohärenz spillt an allen Domänen, och an der Aussepolitik, och an der Wirtschaftspolitik. Wann een op där enger Säit de Klengbauerefamilljen déi néideg Mikrokreditter gëtt, fir hir eege Produktioun vun Agrarprodukten unzekuerbelen, an hinnen hëlleft, autonom ze ginn, da kann et jo wuel net sinn, dass op där anerer Säit Accorde mat hire Länner gemaach ginn, déi als Zil hunn, d'Fraise vun der Douane ze reduzéieren! Am Endeffekt fléissen dann déi westlech Produkter, déi hei ze vill sinn, méi bëlleg an dës Länner, an d'Entwécklung vun de lokalen a regionale Mäert kënnt ënnert d'Rieder. Dat ass nu wierklech keng kohärent Politik, well déi steiert an zwou diametralement opposéiert Richtungen! Déi Eenzeg, déi hei gewannen, sinn erëm déi räich Natiounen, déi sech da bretzen, dass hire BIP eropgeet.

De Lëtzebuerger Cercle de coopération des ONG de développement weist och mat Nodrock op dës Thematik a sengem Barometer hin. De Cercle begréisst, dass d'Regierung zënter dem Joer 2011 déi néideg effikass Efforte gemaach huet, fir ënner anerem eng méi sozial verantwortlech Investitiounspolitik beim Pensiounsfong ze bedreiwen. Hei gëtt kontrolléiert, ob d'Societéiten, an déi am Kader vum Pensiounsfong investéiert gëtt, deenen ethesche Kritären entspriechen. Anerefalls gi se op d'schwaarz Lëscht gestallt. Trotzdeem bleift nach villes ze maachen, fir d'Exigenze vun der Agenda 2030 zum Zil ze brëngen.

Ee Musterschüler, kuerz erwäänt, an dësem Beräich ass Norwegen, dat alles aus dem Pensiounsfong erausgeholl huet, wat an iergendenger Kontradiktioun mat den Entwécklungsziler steet.

Reprochéiert gëtt awer, dass Lëtzebuerg de Kontrollmechanismus vu méiglechen Inkohärenzen an de verschiddene Politicken nach net op d'Bee gesat huet. An deem Zesummenhang soll drun erënnert ginn, dass de CID, e wichtegt Instrument, fir eng méi kohärent Politik ze maachen, vun der leschter Regierung an d'Liewe geruff ginn ass. Et ass awer esou, dass zënter dem Untrëtt vun dëser Regierung 2013 do net weider vill geschitt ass. D'OCDE bedauert an hirem Rapport, dass et keng Kontrollinstanz gëtt, déi och en aval d'Politicken op hir Kohärenz evaluéiere kann.

Et ass natierlech net einfach, alles vun engem Dag op deen aneren esou gerecht wéi méiglech ëmzesetzen, dat wësse mer alleguerten. Mä mir ënnerstëtzen och d'Efforte vun der Regierung, fir op dësem Wee weiderzegoen. D'CSV wier duerfir frou, wann den Här Minister eis vläicht Präzisiounen iwwert dësen Dossier, de Kontrollmechanismus, kéint ginn.

Madamm Presidentin, niewent de Sujeten, déi ech ugesprach hunn, wollt ech nach e leschten Dossier kuerz erabréngen, dee sécher een an eise Länner ass, deen net siichtbar ass, mä a ville Länner vum Tiers monde siichtbar ass. Nieft de Kricher, der Verfollegung oder de Klimakatastrophe gëtt et nach aner Ursaachen, déi d'Mënschen dozou bréngen, hir Heemecht ze verloossen. Et sinn déi gefäierlech a ganz diskriminéierend Traditiounen an enger Rei vu Länner, wéi Zwangsbestietnisser, Beschneidung an déi häuslech Gewalt, déi virun allem jonk Frae betreffen, déi all Chance op eng brutal Aart a Weis geholl kréien, sech ze entfalen.

Duerch den Engagement vu villen ONGen um Terrain kréie vill Meedercher a jonk Fraen eng gutt Stäip, sief et duerch eng Ausbildung, soudass si net méi esou ofhängeg vun hire Männer sinn. Eleng duerch d'Opstelle vun de Fotovoltaikanlage gëtt Stroum bereetgestallt, fir dass se kënne léieren, dass se d'Waasserpompele kënne bedreiwen an d'Kärmille kënne bedreiwen. Dat entlaascht si vu schwéierer kierperlecher Aarbecht. D'Liewensqualitéit klëmmt massiv erop. Si setze sech en aval verstäerkt derfir an, hire Kanner déi Erzéiung unzebidden, well si jo selwer mëttlerweil dann och léieren, soudass hir Duerfgemeinschaften alleguerte méi Profitt hunn. Esou kënne si mat hirem Wësse Cité-jardinen op engem zougestalltenen Terrain an hirem Duerf uleeën, fir dann och selwer kënnen hiert Geméis an Uebst ze zillen. Mat Hëllef vun den ONGen, hunn ech gelies, gi Pëtzer gebuer, Stengmauere gebaut géint d'Iwwerschwemmungen, soudass och an der Reenperiod si eng Chance hunn, ze beaarbechten.

Här President, neen, et ass d'Madamm Presidentin, an dësem Zesummenhang muss och en Appell un déi international Communautéit geriicht ginn, fir déi traditionell Kooperatiounshëllef ze hannerfroen an nei opzestellen. Wivill Beispiller gëtt et, wou gemengt gouf, et hätt ee villes gemaach an erreecht, wann een e puer Milliounen Euro an ënnerentwéckelt Länner eragepompelt huet, déi awer dann an der Korruptioun ënnergaange sinn an um Terrain quasiment näischt bruecht hunn? D'Mënschen an Afrika sinn houfreg a soen eis, dass si gären op eng finanziell Hëllef vun der rietser Hand verzichte wëllen, wann déi lénks Hand hinnen dach dat zweemol klaut.

Et dierf an et kann net sinn, dass d'Kapital aus dem Süde weder legal nach illegal, illegal an illegitim an den Norde fléisst! Wéi soll een de Mënschen an den aarme Länner erklären, dass vun de ronn 150 Milliarden Euro vun der Entwécklungszesummenaarbecht der ronn 50 Milliarden erëm eng Kéier an déi räich Länner zréckfléissen, wou déi dach esou wichteg wären um Terrain? Et ass duerfir wichteg, dass et zu strukturelle Veränneren an de wirtschaftleche Konditioune komme muss, ënner anerem a Richtung vun dem Ofbau vun den Handelsbarrièrë fir d'Exporter vu Fäerdegprodukter aus den Entwécklungslänner, soudass si och eng Plus-value an hirer Wirtschaft kënne verzeechnen.

An deem Kontext ass vu Kritiker bemängelt ginn, dass bei de G20-Meetingen, wann iwwert déi nei Orientéierung vun der Entwécklungszesummenaarbecht debattéiert gëtt, eigentlech ni een afrikanescht Land, wat vun dëser Politik am meeschte betraff ass, mat um Dësch sëtzt. Dëst géif näämlech erlaben, dass een iwwer Eegeninitiative mat de concernéierte Länner schwätze kéint a mat hinnen zesummen eng verbessert Gouvernance opbaue kéint.

Mir ënnerstëtzen awer all Efforten, déi eise Minister ënnerhëlt, fir zum Beispill d'Uni Lëtzebuerg an déi verschidde Fuerschungsinstituter nach méi ze engagéieren, fir Technologien ze entwéckelen, déi de Mënschen an den Entwécklungslänner iwwer eis ONGen, iwwer Lux-Development dénge kënnen.

Ee weidere Punkt an der OECD hirer Recommandatioun war de Risk Management, deen net ëmmer am Aklang mat der Fragilitéit vun de verschiddene Länner oder Regiounen ass. Lëtzebuerg ass zum Beispill staark an der Sahelzon präsent, wier deemno gutt placéiert, fir an deene méi empfindleche Plazen ze schaffen. Duerch en „early warning system" kéinten d'Risike méi fréi erkannt ginn an et kéint méi schnell reagéiert ginn, notamment a méi vulnerabele Regiounen. D'Uwuesse vun der Sahara no Süden an d'Reduktioun vun den Agrarfläche kéinte méi fréi erkannt ginn an de Reboisement kéint eng Brems bedeiten.

Dës Ënnerstëtzungen erlaben de Mënschen doënnen, déi Feeler, déi déi räich Industrieländer an der Vergaangenheet a puncto Klimawandel gemaach hunn, ze evitéieren. Mir schwätzen esou schéi vum Leapfrogging.

Apropos bewierken: Do wëll ech kuerz den Här António Guterres, de Generalsekretär vun der UNO, am Zesummenhang mat dem Klimawandel zitéieren. Hie sot näämlech, dass d'Mënschheet, wa si keng drëngend Remedur aleet, amgaangen ass, d'Temperatur vun der Atmosphär op méi wéi dräi Grad eropzedrécken. An dobäi musse mir däitlech ënnert der Erwiermung vun 2°C bleiwen. Déi am meeschten awer ënnert de Konsequenze leide wäerten, dat sinn erëm eng Kéier déi Äermst vun den Aarmen an den Drëttweltlänner.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre an Här Minister, ech kommen zum Schluss vu mengem Discours a wëll nach just drop hiweisen, dass d'Entwécklungszesummenaarbecht een anert Gesiicht muss kréien. Et muss méi op d'Qualitéit wéi op d'Quantitéit Wäert geluecht ginn. Dëst wëllt awer net heeschen, dass mir der Meenung wieren, dass de Budget elo zesummereduzéiert misst ginn, mä au contraire! Dat wier dee falsche Message fir déi Mënschen, déi op ons Hëllef ugewise sinn. Et ass d'Aart a Weis, wéi, wou a bei wiem déi Suen agesat ginn, déi iwwerduecht muss ginn.

Et muss een de Mënschen, deenen et manner gutt geet, weisen, dass et eis net egal ass, wat mam Rescht vun der Welt geschitt, dass ee spontan, geziilt a kohärent wëllt eng Hand upaken, fir dass et zu enger gefuerderter Win-win-Situatioun kënnt.

Wann et eis eescht gemengt ass, d'Ziler vun der Agenda 2030 esou wäit wéi méiglech ëmzesetzen, da musse mir virun allem d'Liewensbedéngunge vun Honnerte Millioune Mënschen a ganz Afrika verbesseren. Nëmmen den onermiddlechen Asaz géint déi onbaarmhäerzeg Ausbeutung a grasséierend Korruptioun op alle Fronten erlaabt et de Mënschen, déi ugesprache Sozialleeder eropzeklammen. Mat vill Nodrock wëlle mir eis asetzen, dass d'Wonne vun der jorhonnertelaanger Versklavung, déi déi afrikanesch Séil schwéier beschiedegt huet, schnell heele kann.

Aus der Perspektiv vun der Mënscherechtsentwécklung wëll ech duerfir am Numm vun der CSV-Fraktioun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht mat de mannerbemëttelte Mënschen an den Entwécklungslänner eng ganz gutt Nott ausschwätzen. Si erlaabt et ville Mënschen, a Fräiheet ze liewen a si kréien eng Chance, sech a Würde ze entfalen.

Do, wou eng extrem sozial Ongerechtegkeet herrscht, kënnt et zu Onrouen an zu enger politescher Destabiliséierung, déi an alle Wénkele vun dësem Planéit ze verspiere sinn, mat der Konsequenz, dass de Fridden iwwerall a Gefor ass. Et muss duerfir eise gréisste Wonsch sinn, de Gruef tëschent den aarmen an de räiche Mënschen esou schnell wéi méiglech ze verklengeren, well dat ass deen eenzege Wee, dass d'Gerechtegkeet an d'Mënschlechkeet erëm iwwerhandhuelen: d'Viraussetzung fir e friddlecht Mateneen.

A mat engem Zitat vun dem Emmanuel Kant, wëll ech hei dës Ried schléissen. Hien huet gesot gehat: „Reich ist man nicht durch das, was man besitzt, sondern vielmehr durch das, was man mit Würde zu entbehren weiß. Und es könnte sein, daß die Menschheit reicher wird, indem sie ärmer wird, daß sie gewinnt, indem sie verliert."

Merci villmools fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Oberweis. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt als President vun der aussepolitescher Kommissioun e puer Wuert un lech ze riichten, fir d'Chamber ze informéieren, dass mer an onser Kommissioun ganz oft iwwer Theme vun Entwécklungszesummenaarbecht an humanitärer Hëllef schwätzen.

An net nëmmen, well mer herno nach zu enger Gesetzesännerung komme vun onsem Kooperatiounsgesetz, mä well de Minister a seng Mataarbechterinnen a Mataarbechter regelméisseg an d'Kommissioun kommen, fir mat eis am Dialog iwwert d'Kooperatiounspolitik ze schwätzen an eis mat anzebannen. An och, wann auslännesch Gäscht eis Partner hei am Land sinn, komme se ëmmer bei eis an d'Kommissioun. An ech mengen, dat ass eng gutt Saach.

An och déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer hu mat der Société civile. Dir wësst, eemol am Joer empfänke mer de Cercle de coopération an eiser Kommissioun. Alles dat, mengen ech, dréit derzou bäi: dass mer dee Konsens hei hunn, fir bei engem Prozent vum RNB ze bleiwen; dass mer dee Konsens hunn, dass mer net op eng Aide liée higinn; dass mer dee Konsens hunn, fir keng Gelder fir Flüchtlinge mat anzerechnen an deen 1%; an dass mer och e Konsens hu bei der Fro vun der Additionalitéit vun de Klimagelder.

Et ass gutt, dass Der regelméisseg bei eis kommt, Här Minister. Dat freet eis. An dofir wëll ech, wéi gesot, Iech nach eng Kéier Merci soen an Äre Mataarbechter, de Mataarbechter vun allen Akteure vun der Kooperatioun, sief dat Lux-Development hei am Land an an eisen Auslandsbüroen, de Leit, déi an den ONGen aktiv sinn, déi do schaffen a Geld verdéngen, mä awer och de Volontairen aus den ONGen an natierlech och eise Partner an de Partnerlänner - dat sinn d'Regierunge vun deene Partnerlänner - an awer och der Société civile an de Partnerlänner.

An ech wëll Iech perséinlech, Här Minister, och nach ganz perséinlech a mengem Numm Merci soen, dass Der mer vertraut hutt, déi Missioun unzehuele bei UNAIDS, fir do Ambassadeur spécial ze sinn, fir déi Strategie 90/90/90, wou et drëms geet et ze erreechen, dass am Joer 2030 Aids keng Epidemie méi ass. An ech mengen, mir sinn do global gesinn op engem gudde Wee. Och an Afrika hu Länner wéi Botswana a Lesotho gewisen, dass ee kann den Aids eradiquéieren. An ech wollt Iech dofir villmools Merci soen.

Ech wollt och dem Henri Kox Merci soen als President vun der Ëmweltkommissioun an och der Ministesch Carole Dieschbourg fir déi Zesummenaarbecht, déi mer als aussepolitesch Kommissioun mat der Ëmweltkommissioun haten an der Preparatioun fir d'Evaluatioun vun de 17 Objectifs de développement durable; déi nei Agenda 2030, déi Der all kennt. Do hu mer Aufgaben net nëmmen no baussen, mä och no bannen. An ech mengen, mir wäerten eis am Joer 2018 nach méi oft musse gesinn. A vläicht ass et och d'nächst Joer Zäit, dass mer eis iwwerleeën, vläicht nei Weeër ze goen, wéi mer dee parlamentaresche Monitoring vun der Ëmsetzung vun där Agenda 2030 virhuelen.

Ech wollt Iech, Här Minister, och felicitéiere fir Ären Asaz um europäesche Plang, well an eiser Kommissioun schaffe mer och op den europäeschen Dossieren. A mir hu verfollegt, wéi Der Iech agesat hutt zu Bréissel, wéi et iwwert deen neie Consensus pour le développement gaangen ass, wéi Der gekämpft hutt, fir dass et net zu Konditionalitéiten a Referenzen op d'Readmissioun kënnt.

Dir hutt Iech agesat, dass d'Kritäre vum CAD vun der OECD respektéiert ginn, wat den Nexus Sécherheet an Developpement ubelaangt. An Dir hutt och zu Recht d'Europaparlament ënnerstëtzt a senger Fuerderung, dass an dee Consensus soll e richtegen Zäitplang erakommen, wéi een de Monitoring mécht vun de Memberstaten, dass se endlech op déi 0,7% kommen.

An duerfir fannen ech et gutt, dass Der, wéi dee Consensus am Conseil des Affaires étrangères a senger Formatioun vun den Entwécklungsministeren den 22. Mee diskutéiert ginn ass, do eng Déclaration unilatérale gemaach hutt. An Dir hutt ganz recht, wann Der sot, dass deen zweete Consensus pour le développement e Réckschrëtt ass an net e Fortschrëtt an net esou gutt ass wéi deen, deen 2005 ënner Lëtzebuerger Presidence ausgeschafft gouf.

Ech wëll awer och als LSAP-Fraktioun besonnesch ervirsträichen, Här Minister, dass Der direkt reagéiert hutt, wéi den deemools am Januar nei gewieltenen US-President Donald Trump en Dekret ënnerschriwwen huet. Dir erënnert lech all un déi Foto: Den Här Trump ëmgi vu lauter wäisse Männer am Oval Office, wou se en Dekret ënnerschriwwen hunn, wou sämtlech US-Gelder gestrach gi fir multilateral Programmer an awer och fir ONGen, déi sech mat der Santé sexuelle a réproductive beschäftegt hunn.

Dir hutt direkt dorop reagéiert. Dir hutt Lëtzebuerg där hollännescher Initiativ „She Decides: A Global Fundraising Initiative" ugeschloss. Ech mengen, dat ass eng Initiativ, déi derfir suergt, dass e Fong geschaaft gëtt, fir Programmer op d'Been ze setzen, wou et an den Entwécklungslänner ëm d'Familljeplanung geet.

Et ass och richteg, Här Minister, dass Der doropshin decidéiert hutt, ons Kontributioune fir d'UNFPA - d'UNFPA ass den UN-Weltbevëlkerungsfong -, dass Der och do gesot hutt, dass mer déi Kreditter erhéijen, well et ass d'UNFPA, déi sech och fir d'Planning-familials-Programmer asetzt, déi déi Programmer geréiert.

Mir sinn och frou als LSAP, dass mer zwee fréier Partnerlänner - Vietnam a Salvador; Dir hutt et och an Ärer Ried ugeschwat -, nodeems d'PICen ofgelaf sinn, net einfach lénks leie loossen, mä dass mer eng nei Partnerschaft mat deene Länner aginn. Dat dréit och derzou bäi, dass mer als Lëtzebuerg dobaussen als en zouverlässege Partner ugesi ginn.

An ech fannen et gutt, dass mer mam Vietnam dee Partenariat bilatéral ënnerschriwwen hunn. Et ass eng diversifizéiert nei Zesummenaarbecht, besonnesch an de Secteure vun der Recherche, den erneierbaren Energien, de Finanzen an dem Kampf géint de Klimawandel.

An ech fannen et och ganz gutt, dass Ären Ministère dës Broschür publizéiert huet: „Je m'engage".

(M. Marc Angel montre une documentation.)

Dat ass eng formidabel Broschür, wou ee gesäit, wivill Aarbechtsplazen och an der Kooperatioun kënne geschafe ginn, besonnesch fir jonk Leit, déi Erfahrunge wëlle sammelen an aus Lëtzebuerg eraus kënne kommen. Se kënnen entweder e Stage bei Iech am Ministère maachen, dem Service volontaire de coopération. Se kënne benevoll ginn an den ONGen. Se kënnen e Volontariat bei den Nations Unies maachen oder JPO, Junior Professional Officer, ginn an UN-Agencen. An ech mengen, dat ass fir jonk Leit hei am Land eng formidabel Erausfuerderung.

Madamm Presidentin, ech wollt nach e puer Themen uschwätzen: Dat ass d'Evaluatioun, d'Cohérence des politiques, d'Aide humanitaire, an dann e puer Wuert zum Afrika-Sommet soen.

D'Evaluatioun, Dir hutt se och ugeschwat, Här Minister, ass eppes ganz Wichteges. An deen, deen zweifele géif oder net weess, wéi zu Lëtzebuerg evaluéiert gëtt, do hutt Der och eng exzellent Broschür op Ärem Site, déi dat genau erkläert. An ech hunn och um OECD-Site gesinn, do gëtt et en Ënnersite, deen heescht „Evaluation Resource Centre", mat enger ganzer Rëtsch Evaluatiounspabeieren, wou d'Lëtzebuerger Kooperatioun evaluéiert gëtt, Revue à mi-parcours vu verschiddene PICen.

Et war och eng ganz interessant Etüd do, wou eis fënnef grouss ONGen evaluéiert ginn am Domän vun de Mënscherechter. Ech wär frou, wa mer déi, ech weess net, ob ech se iwwersinn hunn um Site vum Ministère, mä wa mer och déi Evaluatiounen, déi een do bei der OECD um Site fënnt a wat interessant Dokumenter sinn, kéinten um Site vum Ministère gesinn.

Da si mer bei der Peer Review vun der OECD. Dir hutt se ugeschwat. 2017 gouf et esou eng nei. An d'Chamber war matagebonnen, an dofir soen ech Iech och villmools Merci.

Ech wollt awer zwee Wuert iwwert déi viregt Peer Review soen, 2012, fir der Chamber hei ze weisen, dass deen Exercice net einfach e Pabeiertiger ass, mä dass do och Saache changéieren, well mir kruten näämlech eng ganz gutt Zensur bei der Ëmsetzung vun der Peer Review vun 2012.

De CAD, de Comité d'aide au développement, vun der OECD huet eis 2012 17 Recommandatioune gemaach. Dovun hu mer der eelef komplett ëmgesat. Dat si 65%. Mir hunn der fënnef deelweis ëmgesat. Dat sinn 29%. A mir hunn nëmmen eng net ëmgesat.

Ech mengen, dat ass e ganz gutt Resultat. A mech huet besonnesch gefreet, dass déi véier Recommandatiounen, déi am Kapitel „Organisation et gestion" stinn, also wéi de Ministère organiséiert ass a wéi mer dat Ganzt geréieren, all ëmgesat si ginn. An am Kapitel „Aide humanitaire" waren zwou Recommandatiounen. An och déi si ganz ëmgesat ginn, wat, mengen ech, ganz gutt ass.

De Comité huet och positiv ervirgestrach, dass duerch déi Ëmsetzung vun deene Recommandatioune vun 2012 Lëtzebuerg seng Präsenz um Terrain konnt verstäerken an och senge regionale Büroe méi Autoritéit delegéiert huet. An ech mengen, och dat ass eppes Positives.

Ech wollt kuerz déi eng Recommandatioun uschwätzen, déi mer net erfëllt hunn. An dat ass am Kapitel „Orientation stratégique". De CAD seet do, mir sollen, wat ons haaptsektoriell Strategien ugeet, an onsen Aktiounspläng d'Mëttelen, déi mer ons ginn, fir ons Ziler ze erreechen, besser festleeën oder besser spezifiséieren. A mir sollen dann och an deem Kontext d'Indicateuren, wéi mer de Suivi vun der Ëmsetzung maachen, och besser definéieren. Dës Kritik kënnt och, mengen ech, deelweis erëm an der Peer Review vun 2017.

Här President, de Minister huet a senger Ried schonn iwwert d'Peer Review vun 2017 geschwat. Ech kann hei kierzen. Et geet drëms, dass mer och d'Zesummenaarbecht tëschent der Direction de la coopération an dem Finanzministère nach solle verbesseren an eng gemeinsam Strategie entwéckelen. Dat géif näämlech hëllefen, d'Konzentratioun vun eise multilaterale Portefeuillen ze verstäerken. An et géif och eventuell d'Transaktiounskäschten à la fois beim Siège wéi och an de Partnerlänner reduzéieren. Dir hutt et och scho gesot: Eis Experienz op der Finanzplaz vun der Finance verte solle mer méi och an d'Entwécklungspolitik abannen.

An eng Recommandatioun, déi, mengen ech, fir eis Sozialisten och wichteg ass, ass déi Recommandatioun, wou de CAD eis jo seet... A mir wësse jo, dass mer an der Lëtzebuerger Kooperatioun och iwwer verschidde strategesch Leitlinne verfügen. Dat sinn: d'Droits de la personne, d'Bonne gouvernance, de Genre, Développement local intégré et environnement.

An de CAD-Bericht seet, mir missten an Zukunft dës transversal Themen nach besser an ons Programmatioun abauen. An zum Beispill, wat d'Stratégies du genre ugeet - ech mengen, déi sinn och fir mech perséinlech a fir d'LSAP ganz wichteg, dat si jo all déi Aidë fir d'Egalitéit zwësche Mann a Fra a fir d'Autonomisatioun vun der Fra, d'Stäerkung vun der Fra -, déi sinn, an dat ass och gutt, an deene leschte Jore konstant eropgaangen, mä se bleiwen awer nach mat 33,2% ënnert dem Duerchschnëtt vum CAD. Dee läit do bei 36%. An ech mengen, hei sinn ech och iwwerzeegt, dass de Wëllen do ass, fir dass mer eis do verbesseren.

Insgesamt steet d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik also gutt do, mä ee Volet, ech mengen, wou mer definitiv nach méi maache mussen a kënnen, ass d'Kohärenz vun eiser gesamter Politik. D'Cohérence des politiques gouf och net zulescht duerch déi nei Agenda 2030 mat de 17 Objectifs du développement durable opgegraff, well deen transversalen Usaz, dee mat de 17 ODDe verfollegt gëtt, ass jo am Endeffekt näischt aneschters wéi en aneren Numm fir de Prinzip vun der Cohérence des politiques.

Dofir sinn ech och frou, dass de Cercle de coopération ons haut deen neie Fair-Politics-Barometer iwwerreecht huet. Mir hate jo schonn d'Geleeënheet, an der Kommissioun mat hinnen doriwwer ze diskutéieren.

Et muss een do net all Punkten deelen, awer ech fannen, de Cercle mécht eng Rei ganz, ganz interessant Analysen. An dovu wëll ech der hei zwou opgräifen, wou, ech mengen, nach definitiv Verbesserungspotenzial dran ass. An dat sinn d'Ekonomie an d'Finanzen.

Am Beräich vun der Cohérence des politiques ass d'Ekonomie mat ee vun deene wichtegste Voleten, deen e positiven Afloss kann hunn, wann ee konsequent genuch drop oppasst. A wa mer vu Cohérence des politiques an der Wirtschaft schwätzen, da musse mer selbstverständlech vum Handel schwätzen, an domat vun der europäescher Handelspolitik.

D'Europäesch Unioun muss an der Handelspolitik Standarde setzen a virginn, fir dass mer net méi just vu Fräihandel schwätzen, mä dass mer kënne vu fairem Handel schwätzen. D'Zil muss et sinn, Klimapolitik, Verbraucherschutz, sozial Rechter a Rechtsstaatlechkeet ze schützen an nach méi ze förderen.

D'Europäesch Unioun huet mat hiren Handelsverträg vun der neier Generatioun schonn en éischte Schrëtt an dës Richtung gemaach. A fir eis sinn domat nei Minimalfuerderungen erreecht, hannert déi een awer net méi däerf zréckgoen. Mä, ech mengen, et ass wichteg, dass mer weiderhin um Verbesserungspotenzial schaffen, wa mer an der EU-Handelspolitik aktiv sinn. D'Fuerderung däerf net nëmme just sinn, eis bestoend Standarden ze erhalen, mä besser Standarden duerchzesetzen. Méi kloer Virgaben am Ëmweltschutz, méi héich sozial Standarde sollen effektiv eng offensiv EU-Fuerderung sinn; an dat och um Niveau vun der OMC.

Firwat net zum Beispill d'Ratifikatioun vun alleguerten de Kärnorme vun der ILO, vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun, zu enger Prekonditioun vun Handelsaccorde maachen, ier mer iwwerhaapt Verhandlungen ufänken? Firwat net d'Ratifikatioun vum Paräiser Klimaaccord zu enger Prekonditioun maachen?

Vill Staten, an dat wësse mer, wëlle mat Europa Handel maachen. An ech mengen, d'EU kann a muss do selbstbewosst genuch optrieden, fir de Welthandel esou insgesamt méi fair, méi ekologesch a méi sozial ze gestalten. Wa mir dat als Europäer net maachen, mengen ech, si keng anerer do, déi dat maachen. An do hu mer, mengen ech, zu 28 oder geschwënn nëmme méi zu 27 eng grouss Responsabilitéit.

Gläichzäiteg sollte mer den Handel awer net nëmme just no de Länner, mä och no de Secteure kucken. Et gëtt eng ganz Rei ekonomesch Produktiounsketten, déi ganz problematesch sinn. An do wëll ech déi vun de Konfliktmaterialen uschwätzen, déi eng besonnesch Opmierksamkeet kritt hunn am Rapport vu Fair Politics, well mir wëssen, dass déi Konfliktmateriale meeschtens aus ganz onstabille Konfliktregioune kommen. Se stamen aus der sougenannter Sklavenaarbecht. Se finanzéieren de Waffenhandel a se finanzéieren och Milizbanden.

Wat sinn déi Konfliktmaterialen? Dat sinn Tantal, Zénk a Wolfram. Dat sinn alles Mineralen, déi mer an eise moderne Kommunikatiounsmëttele gebrauchen: de Computeren, an eise Smartphonen. Mä et geet awer och ëm d'Gold. An dofir ass et gutt, dass um europäeschen Niveau scho säit 2014 un enger Äntwert op dës Problematik geschafft gëtt. D'Liwwerketten an dësem Beräich hu misse méi transparent ginn. Firme mussen dofir verantwortlech sinn, dass sech un d'geltend Recht gehale gëtt a keng Mënscherechtsverletzunge méi begaange gi bei der Hierstellung vun dëse Produkter.

D'Europäesch Kommissioun vum Här Juncker wollt op e reng fräiwëllege Wee goen. An et ass nëmmen enger staarker Positioun vum Europaparlament ze verdanken, dass schliisslech no laangen a schwierege Verhandlungen eng verbindlech Regelung dobäi erauskomm ass.

Déi nei verbindlech europäesch Regelung zu Konfliktmaterialen, déi domat an dësem Joer endlech gestëmmt konnt ginn, ass och fir de sozialdemokratesche Rapporteur am Europaparlament an domat och fir eis als LSAP e groussen Erfolleg, well d'Importateure fir hir gesamt Liwwerkette verantwortlech sinn. Domat si virun allem d'Bevëlkerungen an de Konfliktgebidder geschützt ginn, mä och eis eege Konsumenten, déi ëmmer erëm zum Ausdrock bréngen, dass si keng Konfliktmineralen an hire Produkter wëllen hunn an awer enger gewëssener Hëlleflosegkeet ausgesat sinn, well se net ëmmer wësse kënnen, ob deem och esou ass oder net.

Dës Regelung muss elo esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn. An effikass Kontrollmechanisme mussen agefouert ginn, wéi se och de Jean Asselborn a senger Antwert op eng Question parlementaire 2016 fir Lëtzebuerg ugekënnegt huet. An duerno soll een da kucken, wou d'Regelung net klappt a gegebenenfalls nobesseren.

Fir de sozialdemokratesche Rapporteur am Europaparlament, de Bernd Lange, huet dës Regelung op jidde Fall d'Potenzial, als Virlag fir Regelunge vun anere problemateschen Handelsberäicher ze gëllen. Mir mussen d'Erausfuerderunge vun de globale Produktiounsketten insgesamt vill méi offensiv ugoen. An dat gëllt virun allem och fir d'Textilproduktioun. Am Abrëll dëst Joer gouf am Europaparlament och iwwert den Initiativrapport iwwert d'Textilindustrie ofgestëmmt, deen och fir dëse Beräich eng gesetzlech Initiativ fuerdert.

No de Konfliktmaterialen ass dëst tatsächlech deen nächste Beräich, wou et dréngend noutwendeg ass, verbindlech Standarden a Regelen anzeféieren, well mer wëssen: D'Textilindustrie ass och eng Industrie, déi mat ganz laange Produktiounskette fonctionnéiert, vun deene sech vill Sous-traitancen an Entwécklungslänner befannen. An dofir si se och entspriechend ufälleg fir Mënscherechtsverletzungen, awer net nëmme Mënscherechtsverletzungen, och gréisser Ëmweltschied.

Mir wëssen, dass säit deem trageschen Ongléck am Bangladesch viru véier Joer dëst Thema wierklech staark an de Fokus geréckelt ass. An no enger éischter onverbindlecher Guideline vun der Europäescher Kommissioun am Joer 2014 koum elo endlech dëse Rapport, dee wierklech seet: Mir brauche verbindlech Regelen.

An et ass och gutt, dass am Februar 2017 eng nei OECD-Guidance fir den Textilberäich an och d'Schongproduktioun veréffentlecht gouf, fir dass d'Firmen hir Liwwerkette kënnen an d'Rei bréngen. Mä och déi Guidance ass nëmmen op fräiwëlleger Basis opgebaut.

Zudeem hunn och d'Europäesch Unioun grad wéi d'ILO politeschen Drock op Bangladesch opgebaut, fir dass si sech un ILO-Standarden hale mussen. Bangladesch ass haut e Schwelleland, vun deem een erwaarde kann, dass et seng Normen a Standarden no uewen hin upasst.

Déi gutt Noriicht ass, dass säitdeem och scho ganz seriö Efforte vun de Firme gemaach gi sinn, fir Verbesserunge vun den Aarbechts- a Sécherheetskonditiounen an de Produktiounsfirmen op der Plaz ze erreechen. Mä trotzdeem si mer an dësem Beräich nach laang net do ukomm, wou mer hiwëllen.

Et bleift de Fakt, dass et mat fräiwëllege Mesurë ganz einfach net schnell genuch geet, fir fundamental Rechter an Aarbechtsnormen duerchzesetzen. An dofir ruffen ech dozou op, dass eis Ministere sech verstäerkt fir eng legislativ Mesure um europäeschen Niveau asetzen.

Wa mer déi Punkten also scho géife fäerdegbréngen - méi Ambitiounen an der europäescher Handelspolitik a staark europäesch Regelungen, fir d'Produktiounsketten an d'Rei ze bréngen -, da wier schonn immens vill erreecht am Kampf fir méi eng gerecht Welt.

A gradesou wichteg wéi d'Firme sinn natierlech och d'Investisseuren, déi an dës Firmen investéieren. An domat sinn ech scho beim zweete Volet ukomm: de Finanzen. Hei wëll ech op zwee Punkten agoen, déi och am Fair-Politics-Dokument länger beschriwwe ginn, ugefaange mat den nationale staatleche Fongen, dem Pensiounsfong op där enger Säit an dem nei geschafenen Zukunftsfong.

Nodeems de Pensiounsfong 2010 schaarf kritiséiert ginn ass, well do Firmen dra waren, déi a Streebommen investéiert hunn, ass do vill geschitt. A wann ee regelméisseg d'Rapporte vum Comité interministériel du développement, wou et ëm d'Cohérence des politiques geet,

liest, da gesäit een, dass dat en Thema ass, deen net lénks leie gelooss gëtt.

Do ass vill geschitt. Mä do, fannen ech, kann och nach vill geschéien. An ech fannen, dass déi Fuerderung vu Fair Politics, wou se soen, et misst een eng Analys maachen, wéi investéiert gëtt, a kucken, ob déi Investitiounen och am Aklang si mat de 17 Objectifs de développement durable, dat ass, mengen ech, wichteg, fir ze kucken, ob net Investissementer gemaach ginn an Nuklear- oder Kuelenenergie. Dofir, mengen ech, wär et wichteg, déi Analys ze maachen an ze kucken, ob een net do muss strategesch Ännerunge virhuelen.

Den Här Oberweis huet et scho gesot: E positivt Beispill ass de Pensiounsfong vun Norwegen, wou et kloer ethesch Direktive gëtt a wou och e besonneschen Akzent op de Klimaschutz geluecht gëtt.

Dir, Här Kooperatiounsminister, sidd jo och Minister vun der Sécurité sociale, dofir wär ech frou vun Iech ze héieren, wéi Dir dozou stitt.

En zweeten zentrale Punkt, dee vu Fair Politics an deem Dokument ugeschwat gëtt, ass d'Steiergerechtegkeet. Affäre wéi SwissLeaks, Panama-Papers, BahamaLeaks, FootballLeaks a wéi se all heesche weise Strategië vu grousser Steiervermeidung vir, net nëmme vu grousse Multinationallen, mä och vu ganz extrem räichen Eenzelpersounen.

A vun dëser Steiervermeidung si virun allem d'Entwécklungslänner nach vill méi staark betraff wéi déi westlech Staten, an et feelt hinnen doduerch un essenzielle Mëttelen, fir sech selwer kënnen ze hëllefen.

Laut enger Schätzung vun Oxfam huet zum Beispill, wann ech nëmme Kenia huelen, duerch d'Steiervermeidung dat Land 1,1 Milliarden Dollar verluer. An dat ass zweemol méi héich wéi de Budget, dee se an deem Land hunn, fir hir Gesondheet ze finanzéieren. An dat an engem Land, wou mer wëssen, dass haut d'Stierflechkeetsrat bei de Fraen, déi Kanner op d'Welt setzen, nach ëmmer extrem héich ass. Just, fir dat Beispill ze ginn.

Dofir mengen ech, wa mer d'Ëmsetzung vun de 17 Objectifs de développement durable seriö wëlle maachen an an där doter Fro och wäerte wëlle virukommen, dann ass et wichteg, dass mer als Lëtzebuerg en A drop halen, wat d'Effete vun eiser Steierpolitik op d'Entwécklungslänner sinn. An dozou wär ech och frou, eng Reaktioun ze héieren.

D'Action humanitaire, Här Minister, hutt Der och ugeschwat. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen et, dass e groussen Deel vun der Lëtzebuerger APD, 13 bis 14%, wann ech richteg gelies hunn, gebraucht ginn, fir an humanitäre Krisen ze hëllefen. Dir sidd dorop laang agaangen. Ech wäert hei och kënne kierzen. De Problem ass, dass mer ëmmer méi militäresch Konflikter hunn. D'Naturkatastrophe ginn duerch de Klimawandel erop, an d'Vereent Natiounen hu gesot, dass am Joer 2017 141,1 Millioune Mënschen a 37 Länner humanitär Hëllef brauchen.

Ech wollt et begréissen am Numm vun der LSAP, dass mir als Lëtzebuerg wärend der Journée mondiale de l'aide humanitaire am Summer bei där Aktioun #NotATarget matgemaach hunn. Et geet dorëms, opmierksam ze maachen, dass ëmmer méi Mënsche regelrecht a Konflikter, wéi een op Franséisch seet, „pris au piège" sinn, dass ëmmer méi d'Zivillbevëlkerung Opfer ass an de militäresche Konflikter. An dofir fannen ech et gutt, dass mer do en Akzent gesat hunn.

De grousse Problem vun der Action humanitaire ass natierlech, dass a ville Gebidder d'Humanitairë keen Accès méi hunn. An ech mengen, hei ass eppes, wou d'international Communautéit och wierklech no Léisunge muss sichen.

A wat och schlëmm ass a wat ëmmer méi heefeg ass a wat eng ganz traureg Nouvelle ass, ass, dass ëmmer méi humanitär Organisatiounen Opfer ze verzeechnen hu vun hire Memberen, déi am Asaz hiert Liewe loossen. Ech mengen, mir sollen heibannen all deene gedenken.

Mä d'Fro vun der Sécherheet vun de Mataarbechter vun den humanitären Organisatiounen däerfe mer net einfach esou hinhuelen. An hei ass och déi international Communautéit gefuerdert, no decidéierte Léisungen ze sichen, well dës Leit sinn et, déi elementar wichteg sinn, och bei der Hëllef géint d'Hongersnout.

Ech wollt e puer Wuert zum Honger soen, well dat den ODD 2, den Objectif du développement durable II ass, dee seet: Zéro faim, also „zero hunger".

Ech hunn en Artikel gelies am Summer, dee geheescht huet: „Null Chancen für null Hunger bis 2030". An dat war en Artikel, en Interview mam Chef vum Welternärungsfong, dee ganz pessimistesch ass an dee seet, dee mengt, mir géifen dat Zil bis 2030 vun null Honger net erreechen, eben duerch déi vill Konflikter, fir nëmmen déi am Jemen, Südsudan, Somalia, Nigeria a Syrien ze nennen. An hie seet: „Déi eenzeg Chance, déi mer hunn, fir den Honger als globale Fleau ze eradiquéieren, ass, wa mer déi vum Mënsch selwer verursaachte Kricher kënne bëenden."

Eleng am Jemen, Südsudan, Somalia an Nigeria fannen 30 Millioune Mënschen net genuch Narung. 20 Millioune vun hinne si vun der Hongersnout bedrot a 5,7 Milliounen dovunner si Kanner. An de Chef vun der Welternärungsorganisatioun, vum Welternärungsprogramm, deen erënnert och drun, dass duerch de Fait, wa Mënschen a Länner wéi Somalia oder Syrien oder Jemen iwwer eng laang Zäit Honger leiden, dass dat d'Konflikter schüürt an dass doduerch och extremistesch Gruppen un Zoulaf gewannen. Och dat solle mer am Hannerkapp behalen.

Ech sinn och dofir frou, dass d'CSV-Fraktioun d'lescht Woch hei eng Motioun deposéiert huet, wou se sech mam Thema Jemen ofgëtt a wou se d'Regierung invitéiert, éischtens, d'Action humanitaire am Jemen eropzesetzen - dofir sinn ech frou, dass de Minister annoncéiert huet, dass e gëschter déi Decisioun geholl huet, do eng Millioun eropzesetzen -, an och, dass mer um politeschen an um diplomatesche Plang aktiv solle ginn um Niveau vun den Nations Unies an och um Niveau vun der Europäescher Unioun, fir no durabelen, friddleche Solutiounen ze sichen.

Déi Motioun ass d'lescht Woch hei deposéiert ginn a mir hate se de Méindeg an der Kommissioun. Mir hu liicht Ännerunge gemaach un engem Considerant, awer déi véier Invitte sinn tel quel bestoe bliwwen, an den Här Mosar wäert déi nei Versioun no dësem Debat dann och hei deposéieren. An ech kann Iech schonn déi gutt Nouvelle annoncéieren, dass se vun alle Fraktiounen a Sensibilités politiques hei am Haus matgedroe gëtt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wollt zwee Wuert zum Afrika-EU-Sommet soen, dem fënnefte Sommet, wou et leider zu ganz, ganz, ganz wéinege Fortschrëtter komm ass. Ech perséinlech hunn dee Sommet ganz enttäuschend fonnt. D'Resultat ass wierklech net konkret an et gläicht éischter enger Déclaration d'intention. Jo, de gudde Wëllen ass do, mä gudde Wëlle geet leider net duer.

Wann een dee fënnef Säite laange Communiqué liest, da geet et do ëm Investitioun an d'Ausbildung an an d'Technologie. Et geet ëm d'Stäerkung vun der politescher Stabilitéit an der Sécherheet an Afrika. Et geet ëm den nohaltege strukturelle Wandel an Afrika. Dat sinn alles schéi Bekenntnisser. Mä dee Communiqué an och d'Konklusiounen, déi do getraff gi sinn, déi schwätze wéineg driwwer, wéi dat soll an der Praxis konkret ëmgesat ginn.

Ech plädéieren derfir an ech fannen, dass Europa Afrika méi seriö muss huelen. An Europa net nëmmen als EU u sech, net nëmmen d'EU u sech, besonnesch d'Länner, d'Memberstaten. Ech fannen et skandaléis, dass op deem EU-Afrika-Sommet net emol d'Halschent vun den EU-Stats- a Regierungscheffe sech bis op Abidjan deplacéiert hunn! Ech fannen dat net an der Rei. Ech sinn awer frou, dass eise Premierminister, de Xavier Bettel, do war.

An ech fannen et och schued, dass, an der Lescht, wann een iwwer Afrika schwätzt, déi ganz Relatioune vun Afrika an Europa reduzéiert ginn op d'Froe vun der Migratioun. An d'Memberstate mussen déi Verspriechen, déi se aginn, och halen.

An ech erënneren un dem Jean-Claude Juncker seng Ried iwwert den État de l'Union vum 13. September, wou en iwwert den EU-Fonds fiduciaire fir Afrika geschwat huet. Et ass e Fong vun 2,7 Milliarden Euro, dee gréisstendeels aus dem EU-Budget finanzéiert gëtt a wou d'Memberstaten erëischt bis dohinner 151 Milliounen bäigesteiert hunn. An de Jean-Claude Juncker huet gewarnt, dass dee Fong u seng Grenze géif stoussen. An dat léisst mech soen, dofir soen ech: EU-Afrika ass net nëmmen d'Relatioun Bréissel-Afrika, also d'Institutioune vun der Europäescher Unioun, mä et si virun allem och d'Memberlänner, déi do eng Responsabilitéit hunn. An dofir war ech frou, Här Minister, ze héieren, wéi Der gesot hutt, dass eis bilateral Hëllef fir Afrika vun 52% op 59% eropgaangen ass.

Wann ee vun Afrika-Europa schwätzt, muss een natierlech och de Cotonou-Accord erwänen, dee jo 2020 ofleeft a wou d'Europäesch Unioun jo amgaangen ass, do ze verhandelen. Ech mengen, Dir haalt eis jo och regelméisseg an der Kommissioun iwwert déi Verhandlungen au courant, ech soen Iech dofir Merci.

Mä an deem Kontext kënnt een net derlaanscht, iwwert d'Accords de partenariat économique ze schwätzen. An ech mengen, do gëtt et jo zwou extrem Positiounen. Déi eng soen, déi afrikanesch Mäert misste komplett opgemaach ginn, komplett liberaliséiert ginn. An anerer soen, se misste komplett zougehale ginn an dat romantescht Bild vum afrikanesche Klengbauer misst erhale ginn.

Ech mengen, béides ass menger Meenung no de falsche Wee. Mir musse kucken, dass déi regional Integratioun tëschent den afrikanesche Länner gefërdert gëtt, fir dass se iwwerhaapt eng Chance kënnen hunn, produktiv genuch ze sinn an herno an enger wierklech laangfristeger Phas op engem Weltmarché bestoe kënnen.

An dofir sinn ech der Meenung, dass ee wierklech méi wäit muss goen an déi afrikanesch Mäert nach méi muss schützen. An et ass jo och net fir näischt, dass verschidden afrikanesch Länner, wéi den Nigeria, jo och gesot hunn, si géifen déi Accorden net ënnerschreiwen. Dat ass och e schéint Zeeche vun Emanzipatioun vun den afrikanesche Länner. Ech mengen, den Däiwel läit do, wat d'APEen ugeet, am Detail vun den Texter. An et soll een déi APEen net kategoresch ofleenen. Et soll ee se awer och net blannemännerches unhuelen.

Erlaabt mer, zu enger Konklusioun ze kommen. D'Thema Entwécklungszesummenaarbecht wäert eis an deenen nächste Jore weiderhi beschäftegen, besonnesch am Kader vun der Ëmsetzung vun deene 17 Objectifs de développement durable.

Mir wäerten eis, an elo schwätzen ech erëm als President vun der aussepolitescher Kommissioun, mir wäerten de Suivi vun der Mise en œuvre vum CAD-Rapport, also vun der Peer Review verfollegen.

Mir wäerte weiderhi mat Iech zesummen, Här Minister, d'Verhandlunge fir eben dee Post-Cotonou-Accord verfollegen. A mir wäerten och den Dossier vun der Responsabilité sociétale vun de Multinationallen, mengen ech, dat ass en Dossier, deen um europäesche Plang gemaach gëtt, dee wäerte mer och, mengen ech, als Kommissioun behandelen.

E leschte Punkt. Ech wëll just drun erënneren, dass leschte Samschdeg, den 2. Dezember, den internationalen Dag war fir d'Ofschafe vun der Sklaverei. Wat mer an deene leschten Deeg an den internationale Medie gesinn hunn, wat Libyen betrëfft, ech weess net, falls Der dee Bericht op CNN gesinn hutt, dat ass, mengen ech, nëmmen eng Spëtzt vum Äisbierg. D'ILO, also d'International Labour Organization, schwätzt vu 40 Millioune Mënschen, déi an der moderner Sklaverei gefaange sinn, an dat iwwerall op der Welt.

Ech sinn a menger Ried laang agaangen op d'Problematik vun der Textilproduktioun an och vun de Konfliktmaterialen, well ech iwwerzeegt sinn, dass et héich Zäit gëtt, dass de Privatsecteur engem verbindleche rechtleche Kader ënnerleie muss, fir dass et verhënnert gëtt, dass an Entwécklungslänner an a Schwellelänner Leit op déi mënscheveruechtendst Aart a Weis schaffe mussen, fir dass op anere Plaze vun der Welt ganz grouss Betriber déi gréisstméiglech Gewënner a Profitter generéiere kënnen.

Am Kader vum UN-Conseil vun de Mënscherechter gëtt momentan un engem Instrument geschafft, dat sech mat dëser Problematik befaasst. A mir als LSAP erwaarden eis op jidde Fall, dass Lëtzebuerg aktiv un deenen Negociatiounen deelhëlt. Mir mussen eis als räicht Land dozou bekennen, dass mer esou Vëlkerrechtsinstrumenter brauchen, wat déi grouss transnational Entreprisen an d'Flicht hëlt, wann et ëm Mënscherechtsverletzunge geet.

Wat mech ganz positiv gestëmmt huet, war déi lescht Etüd vum Eurobarometer, wou mer an Europa Champion sinn, wat d'Implikatioun an der Aide au développement ugeet. 81% vun de Persounen, déi zu Lëtzebuerg liewen a befrot gi sinn, soen, si wäre perséinlech impliziéert an der Entwécklungshëllef. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach. Dat ass eng Ëmfro, déi vun der Europäescher Unioun gemaach ginn ass. Mir hei zu Lëtzebuerg kommen op 81%. Den EU-Duerchschnëtt ass 46%. An 88% vun de befrote Lëtzebuerger fannen och, dass de Kampf géint d'Aarmut an den Entwécklungslänner och am eegenen Interessi vun Europa ass. Dat ass eng gutt Saach. An ech mengen, dat positivt Resultat, dat kënnt net vun näischt.

Ech hunn domat ugefaangen, an Dir hutt dat och erwäänt: Dee Konsens, dee mer um politeschen Niveau hunn, wat d'Entwécklungspolitik ubelaangt, dee gëtt et net nëmmen um politeschen Niveau, mä dee gëtt och vun der ganzer Lëtzebuerger Gesellschaft gedroen. An ech mengen, dat ass déi bescht Zensur, déi d'Lëtzebuerger Politique de coopération ka kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Marc Angel. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Här Minister - e kënnt erëm -, Excellences, iwwer Sënn an Zweck vun der Entwécklungspolitik soll ee sech jiddefalls regelméisseg Gedanke maachen. Ass et derwäert, Suen a Wueren a Länner ze transferéieren, wou Leit dréngend Hëllef brauchen, fir datt se wéinstens e Minimum u Liewensqualitéit kënne kréien? Ass eist Land um richtege Wee, wann et iwwer 1% vu sengem RNB an d'Entwécklungspolitik investéiert? Dat waren 2016 ronn 353 Milliounen. Dat sinn Iwwerleeungen, déi ee sech onbedéngt muss hei an der Chamber stellen.

Firwat? Well déi Froen och dobausse gestallt ginn. An et muss ee jo och feststellen, datt et - leider, muss ee scho bal soen - net wéineg Leit gëtt, déi eng gewësse Reserv hu vis-à-vis vun der Entwécklungspolitik, net nëmme bei eis hei am Land, och eng net kleng Zuel vun Ökonomen, Wëssenschaftler a Politiker stellen ëmmer méi eng gewëssen Zort vun Entwécklungspolitik a Fro. Wann een och de Bilan mécht vun der Entwécklungspolitik insgesamt an deene leschte Jorzéngten, da kann een natierlech net op alle Pläng zefridde sinn.

Ech denken do virun allem un éischter Linn un déi ekologesch Nohaltegkeet. Dat gëllt virun allem fir West- an Zentralasien, awer och fir Ozeanien. Grouss Problemer gëtt et nach wie vor op der Welt an der Bildung, dem Gesondheetswiesen an der Gläichstellung vu Fraen. An dann natierlech kënnt derbäi de ganz grousse Problem vun der Korruptioun.

Leider wanderen och oft Gelder an Täschen, wou se net higehéieren. Afrika ass do e gutt, oder villméi och e schlecht Beispill. Et muss een éierlech sinn. Wann ee virun allem d'Situatioun vum Kontinent Afrika vun elo mat där vergläicht vu viru 50 Joer, huet sech d'Situatioun op verschiddene Pläng leider net onbedéngt verbessert.

Siwe vun zéng Länner mat deem héchsten Inflatiounstaux gëtt et an Afrika. Spëtzereider ass ënner anerem Simbabwe, wat jo an deene leschte Wochen a Méint net onbedéngt positiv an de Schlagzeile war. Derbäi kënnt nach, datt eng ganz Rei vu Länner an Afrika extrem héich verschëllt sinn a mat Sécherheet aus eegener Kraaft ni wäerten aus där Problematik erauskommen.

Da muss een natierlech déi grouss Fro stellen: Firwat brénge mir et hei am Westen net fäerdeg, esou Regimmer, korrupte Regimmer, zum Beispill à la Mugabe, d'Hänn ze bannen? Muss een also dann zur Konklusioun kommen, datt d'Entwécklungshëllef am Endeffekt hiert Zil net erreecht huet? Mat Sécherheet däerf een déi Fro do net mat Jo beäntwerten, well esou defaitistesch däerf een net un d'Problematik erugoen.

An eppes ass ganz kloer: D'Entwécklungspolitik huet net nëmmen haut, mä huet och muer hir ganz kloer Berechtegung; och wa sech natierlech gewësse Kurskorrekture wäerten opdrängen. Et mussen natierlech un éischter Linn eenzel Projeten heiansdo hannerfrot ginn. Da muss de Suivi vun den eenzelne Projeten och vläicht vill méi laang sinn. Dat kann ënner anerem och duerch eng méi permanent, duerch eng méi effikass Kontroll geschéien. Mir mussen awer och an der Zukunft vläicht nach méi sensibel gi fir déi kulturell, politesch an och sozial Situatioun vun engem Land, déi mer vläicht heiansdo ënnerschätzen oder net richteg aschätzen.

Wat elo d'Entwécklungspolitik hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, esou muss een awer ouni Zweifel nach eng Kéier hei ënnersträichen, an et ass jo schonn e puermol hei richtegerweis gesot ginn, datt mir awer do mat Sécherheet um richtege Wee sinn. Mir fannen eis am Spëtzepeloton erëm. Dat wëllt natierlech net heeschen, datt mer och an Zukunft net nach sollen zousätzlech grouss Efforte maachen, fir déi Ziler weider nach ze erreechen.

Sécher, wéi gesot, et ass net alles perfekt a munches soll och hei zu Lëtzebuerg nach hannerfrot ginn. Am Verglach mam Ausland awer, wéi gesot, hu mer eng ganz gutt Positioun.

Ech wëll och duerfir hei ervirhiewen, datt mer am leschte Joer jo eng nei Generatioun vu PICen an d'Wee geleet hunn, PICen, wéi gesot Programmes indicatifs de coopération. Domat wëlle mer jo virun allem och de Kritäre vun der Agenda 2030 nach méi gerecht ginn. Da wëll

ech och drop hiweisen, datt jo och um Niveau vun eiser Finanzplaz eng Rei gutt, wichteg Efforte gemaach goufen.

Inakzeptabel ass awer zum Beispill, datt 2016 par rapport zu 2015 déi bilateral Hëllef fir déi manner entwéckelt Länner weltwäit ëm 3,9% zréckgaangen ass a fir Afrika 0,5%. Dat seet natierlech munches aus. An ech wëll hei de José Ángel Gurría, de Generalsekretär vun der OSZE (veuillez lire: OCDE), zitéieren: «(…) il est inacceptable - une fois encore - que l'aide aux pays les plus pauvres soit en régression.» Gott sei Dank mécht do Lëtzebuerg eng luewenswäert Ausnam!

Mir krute jo och gutt Notte vum CAD, also dem Comité d'aide au développement. «Grâce à une forte concentration géographique et sectorielle, la coopération luxembourgeoise est en mesure de maximiser son impact, sa visibilité et son influence dans ses pays prioritaires», heescht et jo vusäiten, wéi gesot, vun der OECD. Och dat ass e Luef, dat mer dankend entgéinthuelen, mä dat eis och soll am Fong geholl dozou animéieren, fir op deem Wee weiderzefueren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, leider ass et jo esou, an ech hunn et jo virdru kuerz ugeschnidden, datt mir Entwécklungshëllef leeschten, leeschte mussen a Länner, wou de politesche Regimm ouni Zweifel net eise Virstellungen entsprécht, wou Korruptioun, Muechtmëssbrauch un der Dagesuerdnung sinn. Da sëtze mer oft tëschent zwee Still: Solle mer indirekt dee Regimm ënnerstëtzen, oder solle mer op där anerer Säit déi Leit, déi awer drop ugewise sinn an déi u sech net responsabel si fir dee politesche Regimm do, am Ree stoe loossen? Et ass evident, datt dat fir eis net esou einfach ass.

Ee ganz gutt Beispill ass Myanmar, Myanmar, wou mer zënter Joren elo schonn diskutéieren, wat sollt en neit Zilland ginn, wou mer am Fong geholl op der Zillinn waren, fir de Myanmar dann och an de Krees vun de Pays cibles opzehuelen, déi fréier Birmanie. Et däerf een net vergiessen, 1962 bis 1988 war dëst Land jo duerch successiv Militärdiktature regéiert ginn. No 2011 huet d'Junta dunn enger ziviller Regierung Plaz gemaach, wat jo och zu neien Hoffnungen an dësem Land gefouert huet, wat ouni Zweifel och eng vun den Ursaache war, firwat datt mer hei zu Lëtzebuerg eis éischter derfir decidéiert hunn, fir de Myanmar och als zukünftege Pays cible auszemaachen.

Am Abrëll an am September 2012 hu souguer d'Europäesch Unioun an d'USA hiren Embargo an dësem Land opgehuewen, a mat der Madamm Aung San Suu Kyi, déi jo 1991 de Friddensnobelpräis krut, si jo zousätzlech Hoffnungen opkomm. De Myanmar, wéi gesot, stoung schonn eng Rei vu Joren och am Fokus vun eiser Entwécklungspolitik. Eréischt wéi d'Land sech méi demokratesch jo och entwéckelt huet, oder zumindest den Uschäin derfir ginn huet, ass bei eis dann eben och d'Decisioun geholl ginn, fir mam Myanmar méi enk Kontakter opzehuelen.

Allerdéngs, de 25. August war d'Welt op eemol eng ganz aner. Am Myanmar ass dunn erëm en ale Konflikt, muss een awer och hei ënnerstreichen, opgeflaamt, an zwar ëm d'Minoritéit vun de Rohingya, déi gréisstendeels jo eng musulmanesch oder eng musulmanesch Minoritéit duerstellt. Iwwregens gouf et 1978 schonn en Exodus vun där Minoritéit. 200.000 Leit sinn deemools schonn an de Bangladesch geflücht. Elo gëtt vu 600.000 Mënsche geschwat, déi hiert Land do hu misse verloossen, iwwert de Floss Naf am Süde vum Bangladesch.

Grausam Noriichte komme jo iwwert de Wee vun der Press. Ob se der Wourecht entspriechen oder net, sief emol dohigestallt, mä mat Sécherheet wäerte se leider zu engem gudden Deel stëmmen. Ënner anerem geet do rieds vu Mësshandlungen duerch d'Militär. Anscheinend goufe souguer Kanner - Kanner! - bei liewegem Leif an d'oppent Feier gehäit! An Amnesty International huet behaapt, d'Rohingya géifen am Myanmar schonn zënter Jore systematesch ausgegrenzt, an deem Mooss, datt ee vun engem Verbrieche géint d'Mënschlechkeet hei schwätze kann.

An d'Madamm Aung San Suu Kyi huet laang nogekuckt, a mengen Ae vläicht eng Iddi ze laang, huet elo an deene leschte Woche sech méi derzou geäussert. An e klengen Hoffnungsschimmer mécht sech jo och de Moment breet. Och d'Europäesch Unioun huet vläicht net onbedéngt an deem Dossier vun Ufank un do brilléiert.

D'Fro ass natierlech: Wéi solle mir do reagéieren? Maache mer näischt, da riskéiere mer natierlech, d'Situatioun hëllefen nach ze verschlëmmeren. Op där anerer Säit mengen ech awer, déi Decisioun, déi d'Regierung elo geholl huet, fir zumindest emol déi Diskussiounen iwwert de Statut vum Pays cible ze suspendéieren, datt dat awer zu dësem Moment ouni Zweifel déi richteg war.

Et däerf een dann awer och net vergiessen, datt Lëtzebuerg jo awer op der Geberkonferenz zu Genf 950 Euro (veuillez lire: 950.000 Euro) fir d'Rohingya-Kris zougesot huet. D'DP begréisst iwwregens och, datt Lëtzebuerg insgesamt an där ganzer Konfliktproblematik 1,3 Milliounen Euro als Hëllef zur Verfügung gestallt huet.

Ech wëll an dësem Kontext awer och op d'Aarbecht vun der ONG Friendship hiweisen. Si hunn hei zu Lëtzebuerg, wéi hire President, de Marc Elvinger, elo kierzlech an engem „Journal"-Interview gesot huet, ëmmerhin et fäerdegbruecht, och iwwert de private Wee 130.000 Euro u private Spenden, wéi gesot, ze sammelen.

A Myanmar, och dat soll emol hei ënnerstrach ginn, dat Land ass jo awer nach wäit ewech vun engem Rechtsstat an deem Mooss, wéi mir eis et virstellen. Do gëtt zum Beispill e Véierel vun den Deputéierte vum Militär designéiert. An déi hunn och e Vetorecht. Da kann ee sech jo liicht virstellen, datt et net einfach wäert sinn, fir do d'Verfassung ëmzeänneren.

Jiddefalls, eppes ass kloer: Ech mengen, besonnesch mir hei am Westen, d'industrialiséiert Länner, mussen esou Regimmer kloermaachen, datt mir net do sinn, fir einfach nëmmen de Portmonni opzemaachen an d'Aen zouzemaachen, wann et ëm hire politesche Regimm geet. Dat ass eng ganz kloer Ausso, déi fir d'Zukunft nach vill méi muss gëllen, a wou mer och de Courage mussen hunn, fir wa mer um Terrain do aktiv sinn, déi Responsabel dorop hinzeweisen. Jiddefalls, déi Astellung muss eis nach vill méi staark an Zukunft guidéieren.

Myanmar ass natierlech awer e ganz gutt Beispill, wéi schwéier et awer ass heiansdo, déi richteg Decisioun ze huelen. Souguer de Poopst, dee jo elo an deem Land war, huet och missen erkennen, datt iwwert de Wee vun dem Dialog net alles méiglech ass an datt en och ënnert den Drock geroden ass, fir, wéi gesot, den Term Rohingya am Myanmar net kënnen ze gebrauchen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer vläicht, e puer Kommentaren ze maachen iwwert déi eenzel Zil- a Partnerlänner.

Ee Land, wat bei eis vläicht elo net gradesou am Fokus steet, dat ass de Laos - de Minister war jo elo kierzlech doënnen -, wat iwwregens zënter 1997 schonn en Zilland ass.

Et ass jo elo en Amendement zum véierte PIC och do ënnerschriwwe ginn. Domadder erhéicht sech eis Hëllef bis d'Joer 2020 op 75 Milliounen. Wat ganz interessant ass, dat ass jo och deen interuniversitären Austausch do tëschent Jonken, déi dann natierlech och d'Méiglechkeet kréien, méi den Droit nach ze studéieren, vläicht och méi de Geescht vun engem Rechtsstat kënne kennenzeléieren, wat jo och fir esou e Land wichteg ass.

Well och do däerf ee jo awer net vergiessen, datt et alles aneres wéi eng Demokratie no westlechem Muster ass. Och do muss ee wëssen, datt et en Eeparteieregimm gëtt an datt d'Oppositioun regelméisseg am Exil ass, datt déi och regelméisseg och do op e Konflikt hiweist, dee vläicht elo net déi weltwäit Unerkennung fënnt, dat ass dee vun den Hmong. Dat ass eng Minoritéit, déi am Dschungel lieft. An dëst Vollek hat iwwregens am Indochina-Krich d'Fransousen ënnerstëtzt a wärend dem Vietnam-Krich d'USA. Dat erklärt jo och vläicht da munches.

Ech mengen, dat si Froen, déi mer awer och mussen uschwätzen, wa mer offiziell Visitten an deene Länner maachen, obwuel een op där anerer Säit och muss heiansdo op positiv Elementer hiweisen. Dat Land huet sech jo awer schrëttweis och méi opgemaach an deene leschte Joren. An dat beweist jo virun allem och de steigenden Tourismus.

Eent vun eise privilegéierte Länner, an zu Recht, ass jo ouni Zweifel de Cap-Vert. 2016 hunn do eng Rei Wahle stattfonnt an et konnt een do mat Satisfaktioun feststellen, datt och déi elementar Kritäre vu Wahle respektéiert goufen. Mir hu jo och mat dësem Land elo eng nei Generatioun vu PICen agelaut.

Sécher, och dat Land kennt nach extrem grouss Problemer. Ech denke virun allem och un d'Aarmut. Ronn 8,96% vun eiser APD gi jo an dat Land. Mä ech mengen, d'Relatioune grad mam Cap-Vert kann ee quasi als exemplaresch duerstellen. Do läit och nach ganz vill Potenzial. Ech denke virun allem och un den touristeschen Aspekt. Och eis national Fluchgesellschaft entdeckt dat Land jo ëmmer méi. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer och op deem Niveau aktiv ginn. Dat Land huet zéng Inselen. Néng sinn dervu bewunnt. En immensen natierleche Räichtum! Allerdéngs muss een och oppassen, datt dat Land net op eemol och eng Kéier vun engem iwwerméissegen Tourismus iwwerrannt gëtt. Et ass also wichteg, datt och hei d'Nohaltegkeet an Zukunft wäert respektéiert ginn.

Ech wëll dann och drop zréckkommen, datt mer de 27. Juni hei jo och e Gesetz gestëmmt haten: de Projet 7107 iwwer en Accord mam Cap-Vert, wou et jo ëm de Flux migratoire gaangen ass an och déi solidaresch Entwécklung. Virun allem datt och elo kapverdianesch Studenten, nodeems datt se hiren Unisofschloss hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, nach kënnen zwee Joer heibleiwen, fir éischt Erfahrungen am Beruffsliewen ze sammelen, ass a mengen Aen och e wesentlechen an e wichtegen Aspekt vun enger geziilter, vun enger effikasser Entwécklungspolitik, well déi Leit gi mat engem gewëssenen Know-how zréck an hiert Land a kënnen also och do derzou bäidroen, datt dat Land sech weiderhi positiv entwéckele kann.

De leschten 2. November waren et 100 Joer hier, datt den deemolege britteschen Ausseminister, den Arthur James Balfour, säi berüümte Bréif jo un de Lord Rothschild geschriwwen huet, wat jo dunn d'Schafe vun engem jiddesche Stat a Palästina agelaut huet. Et war u sech déi éischt Grënnung oder déi éischt Etapp zur Grënnung vum Stat Israel. An den 29. November 1947 ass duerch eng UN-Resolutioun, déi vun 33 State gestëmmt gi war - 13 waren der dergéint, zéng hate sech enthalen -, Palästina an en arabeschen Deel an an e jiddesche Stat opgedeelt ginn. D'Konsequenze vun där Opdeelung si bekannt. Op déi brauch ee leider net méi, oder kann ee leider net méi agoen. Mä et ass awer eng Tatsaach.

Eppes ass kloer: Déi Regioun kënnt einfach net zur Rou. An dat huet natierlech och direkt Konsequenzen op eis Entwécklungspolitik. Jiddefalls, et gesäit, à court terme an ech fäerten och à moyen terme, nach net no enger definitiver Léisung an där Regioun aus. Déi definitiv Léisung ass ouni Zweifel d'Schafung vun zwee Staten.

Och Lëtzebuerg schwätzt haut offiziell vu besate palästinenseschen Territorien. Als Beispill ginn ech dann de Rapport vun 2016 iwwert d'Entwécklungspolitik un, wou dat ganz kloer esou dra vermierkt ass. An, wéi gesot, och mir hunn natierlech do gewësse Repercussiounen an eiser Entwécklungspolitik an deem Raum do ze spieren. D'DP gesäit et op alle Fall als wichteg un, datt op Basis vum groussherzogleche Reglement vum 7. August 2012 déi besate palästinensesch Territorien op der Lëscht vun den Haaptpartnerlänner vun der Kooperatioun stinn.

De Cercle des ONG, dee jo a sengem Barometer eng ganz interessant Analys och vun der Problematik gemaach huet, wat virun allem d'Produiten ugeet, déi vun Israel respektiv vun de besate Gebidder an eis Regiounen exportéiert ginn, huet wéi gesot dat opgefaangen. An ech wëll insgesamt hei dem Cercle e ganz grousse Merci ausspriechen, virun allem e Respekt och fir Fair Politics fir dat Dokument, wat ganz ëmfangräich ass, wat flott Analyse beinhalt, an ech mengen, wat et eis och op eng Manéier méi einfach souguer mécht, fir och nach e bësse méi e kritesche Bléck op eenzel Problemer ze kréien.

Jiddefalls verlaange si, datt déi Produiten, déi an deene besate palästinensesche Gebidder hiergestallt ginn, datt déi net méi däerfen ënnert dem Label „Made in Israel" hei an eise Breede verkaaft respektiv ugebuede ginn. D'Regierung kritt och hei eng gewësse Kritik gemaach, wat d'Inkohärenz vun hirer Politik ubelaangt, well eben och eng Rei Produiten aus Israel dann iwwer Ëmweeër, iwwert d'Belsch an Holland, op Lëtzebuerg kéimen. Dowéinst soll dann den noutwendegen Etiquetage virgeholl ginn.

Et gëtt eis dann als Regierung, net eis als Regierung, mä der Regierung virgeworf, si géif eng UNO-Resolutioun aus dem Joer 2004 net respektéieren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Graas, géift Der erlaben, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, selbstverständlech.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm President. Här Graas, Dir hutt elo do developpéiert vun deene Produiten, déi aus deenen ëmstriddenen Territoiren do kommen.

Ech wollt lech just froen: Wéi konsequent ass do d'Haltung vun der DP? Bezitt sech dat elo nëmmen op déi do Territoiren oder sidd Der der Meenung, datt aner Territoiren, déi am Laf vun der Zäit vun anere State besat goufen a vun deenen och Produiten ënnert dem Label vun deem Stat verkaaft ginn, och missten dorënnerfalen? Ech zitéieren d'Beispill China/Tibet, d'Tierkei/Nordzypern, Marokko mat der Westsahara. Wéi ass do d'Positioun vun der DP, wat d'Produiten aus deene Regiounen ugeet?

Villmools Merci.

M. Gusty Graas *(DP).*- Also eppes ass kloer: Datt déi Problematik sech selbstverständlech net nëmmen op d'Territoiren a Palästina limitéiert.

Dir hutt anerer ugeschwat. Ech weess zum Beispill ënner anerem, wat den Tibet ubelaangt, do sinn an der Zäit emol ëmmer gewëssen Initiative geholl ginn, fir de Fändel an de Gemengen opzehänken, fir och op déi Problematik hinzeweisen. Ech weess och, datt do Leit aus menger Partei domat sympathiséiert hunn.

Natierlech kann een elo net hei op de Fong vun all deene Froen do agoen, déi Der mer elo hei gestallt hutt. Mä nach eng Kéier: Ënnert dem Strëch soll selbstverständlech déi heiten Approche sech net nëmmen op deen Territoire hei limitéieren. Wann nogewise gëtt, datt hei Mënscherechtsverletzunge stattfannen op deene Gebidder, datt hei elementar rechtsstaatlech Kritären net respektéiert ginn,…

(Interruption)

…da kann ech mer kaum virstellen, datt meng Partei do géif abseits stoen.

(Interruption par M. Roy Reding)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, wëllt Der eng Fro stellen?

M. Roy Reding *(ADR).*- Neen, ech wëll e Constat maachen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen, et ass gutt, dann…

M. Roy Reding *(ADR).*- Mënscherechtsverletzungen an der Tierkei.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, et ass gutt. Den Här Graas huet elo eleng d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Wa mer natierlech géifen de Volet vun de Mënscherechtsverletzungen iwwert dee ganze Planéit ausdeenen, da misste mer déi Lëscht natierlech nach vergréisseren. Dat ass evident.

Nach eng Kéier: Ënnert dem Strëch, wat wichteg ass, ass, datt déi Problematik zur Diskussioun steet. An duerfir nach eng Kéier wëll ech op de Barometer hei zréckkommen. Ech fannen et richteg, datt dat och hei thematiséiert gëtt. Ëmsou méi elo en neie Moment an deem Sënn och agetrueden ass. Et soll näämlech eng sougenannt schwaarz Lëscht vun Entreprisen opgestallt ginn, déi um palästinenseschen Territoire aktiv sinn. An zwar kënnt déi vun der UN-Mënscherechtskommissioun, wat jo awer net dat mannste Gremium ass, déi schonn am Mäerz 2016 eng Datebank iwwert déi Entreprisë gefuerdert huet.

International ginn déi Siidlunge jo am Westjordanland gréisstendeels als illegal ugesinn. Déi Lëscht soll an e puer Woche publizéiert ginn. Kee Wonner, datt d'Amerikaner sech do schonn dergéintgestäipt hunn. Kee Wonner, datt an Israel eng relativ Onrou ausgebrach ass. Anscheinend solle ronn 150 Firmen op där Lëscht do stoen.

An et sinn och eng Rei westlech Diplomaten, déi domat, mat där Virgeeënsweis natierlech net d'accord sinn. An d'US-Botschafterin Nikki Haley huet, wéi gesot, schonn ugedréit, datt d'USA géifen aus dem UN-Mënscherechtsrot austrieden, wann Israel an Zukunft nach ëmmer esou verstäerkt géif am Viséier stoen.

Dat wier natierlech och op eng Manéier ze bedaueren. D'USA sinn elo eréischt aus der Unesco ausgetrueden. Dowéinst ass et also wichteg, datt mer hei och mat enger gewëssener Serenitéit un déi ganz Problematik eruginn. An et däerf een natierlech net ignoréieren, datt sech dorauser kann awer och e gewëssene politeschen Zündstoff an deenen nächste Wochen a Méint entwéckelen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och schonn hei gesot ginn: D'Zuel vun eisen Zillänner geet jo elo vun néng op siwen zréck. Den El Salvador an de Vietnam sinn elo net méi direkt en Zilland, mä, wat awer richteg ass, dat ass, datt mer eis Kooperatioun, eis Relatioune mat deenen zwee Länner op kee Fall wäerten elo ënnerbriechen oder ausfale loossen. Ech mengen, et sinn zwee Länner, déi nach wie vor op eis Hëllef ugewise sinn. An et ass och wichteg, datt mer vläicht um ekonomesche Wee do nei Relatioune mat deene Länner hierstellen, fir hinnen och an Zukunft déi néideg Ënnerstëtzung ze ginn. Et

däerf ee jo och net vergiessen, datt mer hei zu Lëtzebuerg och nach eng Rei ONGen hunn, déi an deenen zwee Länner ganz aktiv sinn.

Da muss ee sech natierlech zu dësem Zäitpunkt Gedanke maachen: Wa mer vun néng op siwen zréckginn, wou kënne mer an Zukunft nei Partner fannen, wou kënne mer nei Pays cibles ausweisen? An de Minister huet jo a senger Ried schonn e puer Pisten opgezeechent, a wéi eng Richtung datt et ënner anerem kéint goen. Ech mengen, den afrikanesche Kontinent ass ouni Zweifel een, dee sech direkt och opdrängt.

Wa mir natierlech wëllen um Terrain weider eis Aarbecht zousätzlech presentéieren, dann ass et och wichteg, datt een Aspekt muss ëmmer méi garantéiert ginn: Dat ass dee vun der Sécherheet. An och do huet een elo festgestallt, wann een de Budget analyséiert, datt jo zousätzlech Kreditter virgesi sinn, fir d'Sécherheet um Terrain vun eise Leit do ze garantéieren. Ech denken hei virun allem un de Mali. Ech denken un de Burkina Faso. Leider, wéi gesot, si vill vun eise Mataarbechter, déi an deene Länner engagéiert sinn, gewëssene Geforen ausgesat. An dowéinst ass et wichteg, datt mir déi néideg Moossnamen huelen, fir datt hir Sécherheet maximal muss garantéiert sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wichteg ass awer och d'Kooperatioun - an et ass hei schonn ënnerstrach ginn och vum Minister -, d'Kooperatioun an internationalen Organisatiounen a virun allem natierlech och mat der EU. Ech wëll als Beispill hei de Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme nennen, dee jo 2002 gegrënnt gouf. Ech hat elo d'Chance, zesumme mat dem Kolleeg Edy Mertens a mat der Kolleegin Cécile Hemmen, a Marokko do Projeten - op Initiativ, wéi gesot, vum Charles Goerens, dee Vizepresident ass vun den Amis du Fonds mondial hei aus Europa -, kënne verschidde Projeten ze analyséieren an do festzestellen, datt déi Investissementer, déi do gemaach ginn, awer och wierklech hir Friichten droen, wéi zum Beispill aktiv géint de Sida respektiv och géint d'Tuberkulos virgaange gëtt, datt do um Terrain gekuckt gëtt: Wéi kënne mer dat an deem Land verstäerkt aschränken? A Marokko, dee sech ouni Zweifel do um Niveau vum Maghreb zu engem vun de féierende Länner entwéckelt huet, wat d'Bekämpfung vun deene Fleauen do ubelaangt.

Dowéinst ass et och ze begréissen, datt an dem Zäitraum vun 2017 bis 2019 Lëtzebuerg wäert 8,1 Milliounen Euro an dee Fong do abezuelen. Domadder si mir jiddefalls och ee vun deene gréissten Donateuren. Et ass vläicht eng Aarbecht, déi munchmol ënnerschat gëtt. Mä et däerf ee jo net vergiessen, datt awer ëmmer direkt Relatioune bestinn tëschent deenen Epidemien, déi an deene Länner ausbriechen, an och eis. Duerch d'Migratioun entstinn natierlech do leider ganz vill Problemer, och bei eis hei.

Virun allem ass awer och eis Kontributioun, déi mer um Niveau vun der EU leeschten, vu ganz grousser Importenz. Et däerf een net vergiessen, datt mir als klengt Land eis mussen ëmmer an eng grouss Struktur matabannen. Wéi kënne mer, wéi gesot, do nach vill méi effikass eis Hëllef leeschten? Dat ass an dësen Zäiten och besonnesch net vu Muttwëll, wat d'Europäesch Unioun ubelaangt. Et muss een ëmmer erëm hei ënnersträichen, et ass extrem ze bedaueren, datt d'Europäesch Unioun ënner engem gewëssenen Imageverloscht leit. Mä da muss een och emol eng Kéier no baussen dat erëm eng Kéier kloer an däitlech soen: Wann et wierklech eng Struktur gëtt, déi ganz geziilt, ganz effikass Entwécklungspolitik mécht, dann ass et eben d'Europäesch Unioun. Ee Message, deen een net oft genuch kann, wéi gesot, hei ënnersträichen.

Et gëtt jo elo op EU-Niveau och diskutéiert: Wéi kënne mer en neien europäesche Konsens festhalen, dee jo datéiert vun 2005? (veuillez lire: deen aktuellen datéiert jo vun 2005) Och hei ass e gewëssene Richtungswiessel, dee sech ukënnegt. Prioritäert Zil ass natierlech d'Bekämpfung vun der Aarmut. Mä d'Europäesch Unioun muss hei ouni Zweifel nach wie vor eng féierend Roll iwwerhuelen. Well wie soll se soss iwwerhuelen?! Wann ee gesäit, wat an Amerika an deene leschte Méint lass ass, da kann ee sech vun där Säit jiddefalls op deem Niveau net méi allze vill erwaarden.

An dowéinst kommen ech och ganz séier zum Post-Cotonou. Och do sinn d'Diskussiounen elo amgaang. Ech mengen, dat sinn déi Relatiounen, déi d'Europäesch Unioun mat deenen 79 AKP-Staten huet. Do leeft jo den Accord 2020 aus. An d'nächst Joer wäerten dann och déi éischt Negociatiounen ulafen, wéi dee ka verbessert ginn. Och do si jo nei Iwwerleeungen am Spill, wéi deen Accord-cadre soll ausgesinn. Et soll a Richtung méi vu regionalen Accorde goen. Ech mengen, mir gesinn dat och als eng positiv Entwécklung, wat am Fong geholl d'Méiglechkeet gëtt, fir nach méi geziilt an eenzelne Länner Entwécklungshëllef ze leeschten.

Jiddefalls däerf et net zu engem Echec komme vum Post-Cotonou, well soss riskéiert d'Welt, eng nei Katastroph leider kennenzeléieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wa mer iwwert d'Entwécklungspolitik schwätzen, dann hu mer natierlech ganz séier e Lien och zur Migratiounspolitik gemaach. Zënter Jore musse mer jo erliewen, datt besonnesch d'Mëttelmier regelméisseg Tragedië liwwert an datt do schonn Dausenden an Dausende vu Leit hiert Liewe verluer hunn. Den Dram jiddefalls vu bessere Perspektiven dreift déi Leit am Fong geholl aus hirer Heemecht fort, an der Hoffnung, bei eis kënnen e bessert Liewen opzebauen. Wéi d'Realitéit ausgesäit, dat erliewe mer jo praktesch och all Dag.

Jiddefalls, d'Flüchtlingsproblematik, a mir kënne se net trenne vun der Entwécklungspolitik, dat ass ganz evident, déi wäert eis och an deenen nächste Joren, an ech fäerten och an deenen nächste Jorzéngte ganz staark beschäftegen, ënner anerem eben och duerch de Klimawiessel. Dat ass och schonn hei e puermol ënnerstrach ginn, zu Recht gesot ginn, datt et Länner gëtt, déi an noer Zäit ganz schlëmm ënnert dem Klimawiessel wäerten ze leide kréien, wat als Konsequenz huet, datt nach vill méi Leit sech op de Wee a Richtung vun Europa maachen.

Mir hunn natierlech als Europäesch Unioun do eng Rei Moossname getraff, fir u sech dee Flux migratoire nach besser an de Gréff ze kréien, ënner anerem d'Ofmaachung mat der Tierkei. An och do muss een erëm eng Kéier op deen negative Rôle vun den USA hiweisen, déi jo net méi spéit wéi elo gëscht oder virgëschter decidéiert hunn, aus dem UNO-Flüchtlingsaccord auszetrieden. Dat ass extrem ze bedaueren.

D'Migratioun huet och an deene leschte Wochen oder Méint eng zousätzlech negativ Konnotatioun kritt. An zwar ass jo elo bekannt ginn, datt virun allem a Libyen e Sklavenhandel entstanen ass mat Migranten. Dat Schlëmmst, wat engem Mënsch am Fong geholl ka widderfueren! Dann ass net méi e Minimum vun Dignitéit do. Dann ass de Minimum vun Dignitéit net méi respektéiert. Ech wëll drop hiweisen, datt den 2. Dezember 1949 schonn d'Generalversammlung vun der UNO decidéiert hat, duerch eng Resolutioun de Mënschenhandel ze verbidden. Et schéngt mer, wéi wann eng Rei vu Länner dat bis haut nach ëmmer net matkritt hätten.

Dat war jo och elo en Thema um EU-Afrika-Sommet zu Abidjan. A Libyen spillt natierlech an där ganzer Problematik ouni Zweifel eng ganz wichteg Roll. D'EU huet et dann och fäerdegbruecht, mat Libyen zesummen, obwuel jo och do keng stabill Regierung ass, zumindest eng gewësse Kontroll vun de Küsten am Mëttelmier do ze respektéieren. An och d'Schlepper hunn et ouni Zweifel elo an der leschter Zäit méi schwéier kritt.

Allerdéngs, wann ee weess, datt do zu Tripolis, haaptsächlech an där Géigend, Dausenden an Dausende vu Migranten a Lageren ënner mënschenonwierdege Konditioune musse wunnen, dann ass et wichteg, datt do gehollef gëtt. An duerfir muss een dat och hei ënnersträichen, datt zum Beispill e Land wéi Marokko sech elo bereet erkläert huet, fir Fligeren zur Verfügung ze stellen, fir datt déi Leit kënnen ausgeflu ginn. Wouhinner? An den Niger oder an den Tschad. Dat ass schonn exzeptionell, muss ee soen: zwee Länner, déi selwer ganz hannen op der Lëscht vun deenen ärmste Länner stinn. Se sinn awer bereet, trotzdeem, en Effort ze maachen an och Flüchtlingen opzehuelen. Et wier vläicht net schlecht, wann Eenzelner an eise Géigende sech dat och emol eng Kéier géifen zu Häerz huelen.

Mir wäerten um Niveau vum afrikanesche Kontinent ouni Zweifel nach gréisser Problemer kréien, wann ee bedenkt, dass bis d'Joer 2050 d'Populatioun sech wäert op 2,5 Milliarden erhéijen. Wann also d'Situatioun net verbessert ginn, an dat kann nëmme mat der Hëllef vun der Europäescher Unioun geschéien, da wäert d'Situatioun sech ouni Zweifel nach verschlechteren an da wäert dee Stroum vu Migranten nach vill, vill méi grouss ginn.

Et muss een allerdéngs hei soen, datt sollte jo 1,4 Milliarden aus dem EU-Budget zur Verfügung gestallt ginn. Och solle jo legal Areesméiglechkeeten an d'EU fir eng Formatioun oder e Studium an Europa fir jonk Afrikaner geschafe ginn. Mä dat waren Hoffnungen, déi opkomm sinn. Leider huet awer de Sommet net dat bruecht. An déi Iddien, déi hei u sech virgestallt gi waren, sinn elo net ëmgesat ginn. An dat ass méi wéi bedauerlech!

De franséische Schrëftsteller Jean-Marie Gustave Le Clézio, deen 2008 de Literatur-Nobelpräis kritt huet, deen huet kierzlech eng Kéier Folgendes geschriwwen: «La migration n'est pas, pour ceux qui l'entreprennent, une croisière en quête d'exotisme, ni même le leurre d'une vie de luxe dans nos banlieues de Paris ou de Californie. C'est une fuite de gens apeurés, harassés, en danger de mort dans leur propre pays. Pouvons-nous les ignorer, détourner notre regard?» Ech mengen, déi Fro do muss ee mat engem ganz kloren Nee beäntwerten.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, 93 Associatioune sinn de Moment am Cercle des ONG ageschriwwen. Ech hat virdru scho kuerz drop higewisen: Et ass extrem wichteg, datt mer déi Struktur hei zu Lëtzebuerg hunn. An dat soll een net einfach esou soen, dat ass net einfach e Klischee, deen een hei vu sech gëtt, et ass immens louabel, wéi vill Leit, Dausende vu Leit kann ee soen, hei zu Lëtzebuerg sech um Niveau vun ONGen engagéieren. Och dat beweist jo awer e gewëssenen Esprit, deen an eisem Land do ass, contrairement zu deem, wat heiansdo gäre behaapt gëtt. An et kann een dat nëmmen ënnerstëtzen.

An ech ginn och esou wäit, datt mir als Politiker, datt d'Politik och verflicht ass, fir dat gutt ze encadréieren. Dat wäerte mer jo och herno maachen duerch eng Modifikatioun vum Gesetz. An et däerf ee jo och net vergiessen, datt ronn 16% vun der APD un d'ONGe ginn. Mir sollen eis also glécklech schätzen an dësem Land, datt mer esou vill engagéiert Leit hunn.

Ech mengen, d'ONGe sinn och déi bescht Missionären dobaussen, beim Public, bei de Leit um Terrain. Déi beschten -, an dat ass net, fir elo dat negativ ze gesinn -, déi beschte Publicitéitscampagnen, déi vläicht vu staatlecher Säit aus geleescht ginn, sou luewenswäert se och sinn, hu mat Sécherheet net deen Effet, an dat ass och elo net klischeehaft gesot, wéi Bazaren, wéi aner Manifestatiounen, wou sech fir d'Problematik engagéiert gëtt.

Dowéinst och do den ONGen e ganz, ganz grousse Merci. Si droe mat Sécherheet derzou bäi, datt och d'Bewosstsinn fir déi ganz Problematik hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer héichgehale gëtt. Duerfir och nach eng Kéier, wat de Barometer Fair Politics ubelaangt, e grousse Merci.

Ech wëll och do nach e leschte Punkt opgräifen, deen awer eng ganz grouss Wichtegkeet huet. Dat ass dee vun de Konfliktmineralien. Déi concernéiert Metaller si jo Tantal, Zénk, Wolfram a Gold, déi jo an allen Apparater benotzt ginn, déi mir alleguerten och hei gebrauchen, sief dat Smartphonen, sief dat den Auto, sief dat PCen an esou weider. Mä kaum, kaum ee mécht sech Gedanken, an ech mengen, et soll ee sech selwer do net ausschléissen, iwwert dat, wat awer wierklech entstoe muss, fir datt eben esou e Produit kann hiergestallt ginn, wat awer och do dermat alles verbonnen ass. An duerfir ass et och gutt, datt déi Problematik hei ëmmer méi zur Sprooch kënnt. An et gi jo och u sech elo éischt Initiativen, fir d'Gewënnung vun deene Konfliktmineralien no méi sozialen a mënschewierdege Kritären ze regelen. Bon, de Cercle schwätzt zwar hei nach vun engem Compromis boiteux. Richteg ass, datt nach munches do och ze maache bleift. A Fair Trade gëtt jo och net midd, dat hei ze thematiséieren.

Et muss een och drop hiweisen, datt eng grouss Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg, fir d'Post net ze nennen, entre-temps jo och en „fair phone" op de Maart bruecht huet. Also, et gëtt och do scho Méiglechkeeten, fir datt de Konsument sech méi där Problematik bewosst ass.

Jiddefalls misst um internationalen Niveau vläicht en Aktiounsplang ausgeschafft ginn, deen net nëmme fir d'Länner aus der UNO gëllt, mä deen natierlech awer och vun de multinationale Firme misst respektéiert ginn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, natierlech kann een hei net op all Detail vun där ganzer Problematik agoen. Natierlech kann een net alles aus dem Rapport beliichten. Et versicht een, esou wäit wéi méiglech déi wesentlechst Aspekter hei ze kommentéieren an och ze beliichten. Jiddefalls, eppes ass ganz kloer: Wa mer gäre Fridden op dëser Welt hätten, an ech gi jo dervun aus, datt keen dat net wëllt, da geet dat nëmmen iwwer eng effikass Entwécklungspolitik. Och däers musse mer eis ëmmer méi bewosst sinn.

Et ass ausser Fro, datt virun allem déi héich industrialiséiert Länner, an dozou gehéiert mat Sécherheet och Lëtzebuerg, nach zousätzlech Efforte musse maachen. Ech mengen, datt mer als Politiker do déi, jo, déi verdammte Flicht hunn, och an Zukunft ze reagéieren an eis verstäerkt ze engagéieren. Wa mer dat net maachen, brauche mer eis och net ze wonneren, wa mer d'Retourkutsch eng Kéier wäerte kréien.

Ech wëll jiddefalls ofschléissend, am Numm vun der Demokratescher Partei, der Regierung an hirer Politik weiderhin eis Ënnerstëtzung ausspriechen, am Spezifeschen dem Minister Romain Schneider, deen an eisen Aen eng exzellent Aarbecht mécht, deen de Mëtten och eng ganz engagéiert Ried hei virbruecht huet. Mir wëssen, datt hien déi Problematik ganz eescht hëlt.

Jiddefalls, Här Minister, d'Demokratesch Partei steet hannert deene Beméiungen. A mir soen lech duerfir Merci fir deen Asaz a wäerten lech och an Zukunft an deem Sënn ënnerstëtzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Graas. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat schéiner Regelméissegkeet féiere mer all Joer hei an der Chamber eng Debatt iwwert d'Entwécklungspolitik an iwwert d'humanitär Hëllef.

An ech hu scho méi oft d'Geleeënheet gehat, fir fir déi gréng Fraktioun deen Debat hei ze féieren. An ech fänke mat deeneselwechte Wierder u wéi de Marcel Oberweis: Et ass een Exercice, deen ech gäre maachen. Kooperatiounspolitik ass e Sujet, dee menger Partei a mir selwer scho säit Laangem ganz wichteg ass an och um Häerz läit.

D'Kooperatiounspolitik ass vill méi wéi eng Mesure, fir eist Gewëssen ze berouegen, vill méi wéi e positiven Nation Branding fir e klengt Land mat enger grousser Finanzplaz. Eng gutt Kooperatiounspolitik bréngt den Zillänner eppes an hëlleft virun allem de Populatiounen, un déi se geriicht ass.

déi gréng sinn der Meenung, datt eis aktuell Regierung, wéi och déi Regierunge virdrun, eng gutt Kooperatiounspolitik mécht. An duerfir wëll ech och schonn direkt am Ufank vu menger Ried feststellen, datt déi gréng d'Kooperatiounspolitik vun dëser Regierung, vum Minister Romain Schneider guttheeschen an ënnerstëtzen.

De Minister huet vill Detailbeispiller bruecht. Hien huet vill méi Informatiounen a Wëssen, wéi mir et kënnen hunn. Ech wëll déi véier wichteg Punkten awer ervirsträichen, déi mir deelen.

Mir deele weiderhin d'Vue, datt d'Kooperatiounspolitik als éischten Objektiv huet, fir d'Aarmut op der Welt ze bekämpfen. Zweetens, mir ënnerstëtzen d'Zil, fir 1% vun eisem Revenu national brut an dës Aufgab ze investéieren. Drëttens, mir ënnerstëtze weiderhin, datt d'Hëllefen, fir d'Migratiounsstréim ze geréieren, net op de Budget vun der Kooperatiounspolitik ginn. An dat obscho mer natierlech ee staarke Lien tëschent Aarmut a Migratiounswellen erkennen an net ofstreiden. A véiertens, mir ënnerstëtzen a betounen, datt et wichteg ass, datt eis Kooperatiounspolitik keng Aide liée ass. Dat heescht, datt d'Marchéen, déi am Kader vun de Kooperatiounsprojeten ausgeschriwwe ginn, sech net op just d'Lëtzebuerger Betriber limitéieren, mä transparent an international ausgeschriwwe ginn, fir esou optimal dem Objectif vun der Aarmutsbekämpfung zeguttzekommen.

Eng gutt Kooperatiounspolitik zeechent sech duerch munch Charakteristiken aus. Virun allem, an dat ass och scho bal vu jiddwerengem gesot ginn, ass et wichteg, datt mer kohärent an eisem gesamte politeschen Handele bleiwen. Ech mengen, datt mer am 21. Jorhonnert net méi mat dem sougenannte Silosdenke vun der Plaz kommen, mä datt mer eis musse bewosst sinn, datt alles an engem Kreeslaf organiséiert ass a fonctionnéiert. De Minister huet duerfir och vun transversale Projete geschwat.

Wa mer Kooperatiounspolitik soen, da musse mer och Handelspolitik matdenken. Et gehéiert och Sécherheetspolitik derzou, Migratiounspolitik, Finanzpolitik an esou weider. An och d'Klimapolitik ass enk mat der Kooperatiounspolitik verlinkt.

Wat déi international Handelspolitik ugeet, sou musse mer feststellen, datt mer et net fäerdegbruecht hunn, déi sozial an déi environnemental Komponent, d'Emweltkomponent, mat an den Handel an d'Handelsaccorden dranzekréien.

Eng partiell Äntwert op d'Defiziter vun der Handelspolitik ass d'Fair-Trade-Bewegung. An esou wëll ech dann och vun der Geleeënheet profitéieren, fir Fairtrade Lëtzebuerg fir 25 Joer Engagement ze felicitéieren. 25 Joer Enga-

gement, déi derzou gefouert hunn, datt bal 30% vun de Banannen, bal 20% vun de Rousen a leider nach nëmme 6% vum Kaffi hei zu Lëtzebuerg ënnert dem Label Fair Trade verkaaft ginn. An ech sinn och frou, datt am Beräich Textilien an Zukunft wäerte méi Ustrengunge gemaach ginn, well do wësse mer, datt souwuel den Ubau vum Kotteng wéi och d'Produktiounskonditioune vun de Kleeder derwäert sinn, méi kritesch ënnert d'Lupp ze geholl ze ginn.

Dësen Engagement vun TransFair huet derzou gefouert, datt 90% vun de Leit hei zu Lëtzebuerg de Fair-Trade-Label kennen. An dësen Engagement huet och derfir gesuergt, datt mer hei an der Chamber endlech och eng TransFair-Chamber gi sinn. Merci duerfir dem Här President. Merci awer och dem Kolleeg Henri Kox, deen do kräfteg gehollef huet drécken, fir dat Resultat ze kréien, wat mer haut hunn.

(Interruption)

A laut enger TNS-ILReS-Ëmfro vun 2016 sinn 90% vun de Clientë vu Fair-Trade-Produiten hei zu Lëtzebuerg zefridde Clienten. Ech ginn dervun aus, datt mer an der Chamber op en äänlechen Zefriddenheetswäert kommen. A wann dat haut nach vläicht net esou ass, da wäert dat awer vläicht muer schonn esou sinn oder iwwermuer. Ech ginn d'Hoffnung op alle Fall net op.

Mir gesinn de Fair-Trade-System als ee positiven Entwécklungsprozess, mä net als Allheelmëttel. Si gesi sech och selwer net als Allheelmëttel.

Wirtschaftlech, weltwirtschaftlech Problemer, déi duerch eng ongebremste Globaliséierung ausgeléist ginn, mussen zesumme vun allen Akteuren an der Politik, an der Wirtschaft, mat den ONGe geléist ginn.

Mir géifen eis wënschen, datt mer enges Daags kee Fair-Trade-Label méi géife brauchen, well dee gesamte Welthandel méi fair, méi sozial a méi ëmweltgerecht gi wier. Mir ginn awer dervun aus, datt dat nach net esou schnell wäert geschéien. A mir wënschen der Equipp vu Fairtrade Lëtzebuerg och fir déi nächst 25 Joer vill Kraaft, Energie an Erfolleg a mir sécheren hinnen eis Ënnerstëtzung zou.

Madamm Presidentin, fir eis ass et gutt a richteg, datt déi Lëtzebuerger Entwécklungspolitik ëmmer enk un d'Mënscherechtsfro gekoppelt ass. Et gëtt keng nohalteg Entwécklung vun enger Gesellschaft, wann d'Mënscherechter ausser Uecht gelooss ginn. An der Kooperatioun ass dëst mëttlerweil eng allgemeng Weisheet. D'Rechter vun de Leit kënnen net lassgeléist vunenee betruecht ginn. Wéi soll et och anescht sinn?

Wéi kënne mer zum Beispill de Gesondheetssecteur an engem Land promouvéieren, ouni dobäi och d'Chancëgläichheet an de Fraen hir Gesondheet an hir sexuell a reproduktiv Rechter ze stäerken? Och an den nohaltegen Entwécklungsziler vun der UNO gouf dës Vernetzung erkannt. E kuerze Bléck op d'nohalteg Entwécklungsziler mécht däitlech, datt d'Promotioun vun de Mënscherechter en zentraalt Element vun der haiteger Entwécklungspolitik ass oder op d'mannst misst sinn.

Mir freeën eis duerfir och ganz besonnesch driwwer, datt eng Mënscherechtsapproche och de Wee an eist Kooperatiounsgesetz fonnt huet, an zwar am neie Gesetz, beim Taux de cofinancement fir d'ONGen, wat mer no dëser Debatt wäerten diskutéieren a stëmmen. Obwuel an Zukunft beim Kofinanzement en Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent PMA, also Pays les moins avancés, an Net-PMA, wat och richteg ass, wäerten d'Projeten, déi sech mat den Droits de la personne beschäftegen, mam maximalen Taux vun 80% vum Stat kofinanzéiert ginn. An dëst ebe just onofhängeg dervun, ob dës Projeten an engem PMA sinn oder net.

Op d'mannst an eiser, der westlecher Welt ass de Prinzip vun de Mënscherechter d'Fundament vum demokratesche Fonctionnement vun eisem Stat a vun eiser Justiz. D'Biergerinnen an d'Bierger sinn duerch verschidde Mechanismen an Institutiounen, wéi zum Beispill dem Europäesche Geriichtshaff, viru méiglechen Abuse vis-à-vis vun hire Mënscherechter geschützt. Rechter, déi mir hei zu Lëtzebuerg als selbstverständlech empfannen, sinn an anere Regioune vun der Welt awer leider oft nach ëmmer e Luxus.

Laut dem rezente Weltbildungsrapport vun der Unesco sinn am Joer 2015 zum Beispill 260 Millioune Kanner a Jugendlecher net an d'Schoul gaangen a vun dëse Kanner waren 61 Milliounen am Grondschoulalter. „Jiddwereen huet e Recht op Educatioun. Eng elementar Educatioun soll fir jiddweree gratis zougänglech sinn a si soll och Flicht fir jiddweree sinn." Esou steet et am Artikel 17 vun der Universaler Mënscherechtsdeklaratioun vun der UNO aus dem Joer 1948. Och haut, bal 70 Joer no der Verfaassung vun dëse Wierder, huet dës Mënscherechtscharta näischt un hirer Bedeitung verluer. Ganz am Géigendeel!

Grënn fir déi héich Zuel vu Kanner ouni elementar Educatioun gëtt et vill an ee Grond ass ouni Zweifel d'Aarmut. Laut der Unesco feele weltwäit 39 Milliarden US-Dollar, also ongefeier 33 Milliarden Euro, fir jiddwerengem eng héichwäerteg a chancëgerecht Bildung kënnen ze erméiglechen. Et gëtt selbstverständlech awer och nach eng sëllechen aner Grënn, firwat 260 Millioune jonk Leit am Joer 2015 net an d'Schoul gaange sinn:

D'Kanner liewen a Konfliktregiounen. Wou ginn d'Kanner a Syrien, wou ginn d'Kanner am Jemen an d'Schoul? Si hunn eng Behënnerung. Si ginn an engem fréien Alter bestuet. Si si Meedercher, dat geet schonn heiansdo duer. Si goufen Affer vun enger Naturkatastroph. Si musse schaffen. Si hu keen Zougang zu adequate sanitäre Strukturen oder si wuessen anzwousch op, wou et net genuch Léierpersonal oder schoulesch Strukture gëtt. A ganz oft sinn et gläich e puer vun dëse Grënn, déi derzou féieren, datt et engem Kand net méiglech ass, fir kënnen oder däerfen an d'Schoul ze goen. D'Violatioun vum Recht op eng elementar Educatioun ass a ville Fäll mat der Violatioun vun engem oder souguer e puer anere Mënscherechter verbonnen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Beispill vun der Educatioun hunn ech probéiert ze veranschaulechen, datt d'Kooperatiounsziler bal ëmmer och mat Ziler am Beräich vun de Mënscherechter verbonne sinn. Wa mer wëllen an engem Partnerland eng Schoul opbauen, da musse mer och d'Émfeld matabezéien. Et geet net duer, datt mer Mauere bauen a Schoulbicher kafen.

D'Beispill vum Recht op eng elementar Educatioun ass e Mënscherecht, dat souwuel an de Millenniumsziler, do als Zil Nummer 2, stoung wéi och an den nohaltegen Entwécklungsziler festgehalen ass, weist awer och, datt et a ville Beräicher nach vill ze maache gëtt.

D'Educatioun ass keent vun deenen dräi transversalen Ziler vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. An awer sinn ech der Meenung, datt och d'Educatioun en Domän ass, an deem d'Lëtzebuerger Kooperatioun eng gutt a richteg Aarbecht leescht. Am Joer 2016 hu mer méi wéi 13% vun eisem Kooperatiounsbudget, ganzer 47 Milliounen, fir d'Educatioun ausginn an dovunner hu mer bal 11 Milliounen an d'Education de base investéiert.

Eis Kooperatiounsagence LuxDev huet op 20 Projeten an der Educatioun an an der Formation professionnelle geschafft an dëst an eelef verschiddene Länner.

Ee Beispill fir dës gutt Aarbecht sinn déi zwee Kompetenzzentren, déi am Kader vum Projet Kosovo15 gebaut goufen. An dëse Kompetenzzentre kréie jonk Leit eng héichwäerteg Léier, wärend där se och direkt mat der Beruffswelt a Kontakt kommen. Dat ass awer net alles. De Projet schafft och dorunner, datt d'Diplomer, déi dës Studenten a Studentinne kréien, deenen europäesche Qualitéitskritäre gerecht ginn. En aneren, och ganz wichtege Punkt: Et gëtt elo schonn dru geschafft, datt déi zwee Kompetenzzentren nach virum Enn vum Projet wäerten op eegene Bee stoen, fir datt se net mussen ophalen, wann de Projet zu Enn geet, mä sech selwer kënne finanzéieren.

Madamm Presidentin, et wiere sécher nach vill aner positiv Beispiller aus alle Beräicher, déi ech hei kéint opzielen. Mir sinn um richtege Wee an der Kooperatiounspolitik. An dat ass och international unerkannt. Am AidWatch-Rapport vun der Europäescher ONG CONCORD gëtt Lëtzebuerg wéinst dem Betrag, dee mer an d'Entwécklungszesummenaarbecht stiechen, fir seng Performance gelueft. D'CONCORD begréisst ausserdeem, datt mir déi Suen, déi mir hei am Land fir d'Flüchtlingen ausginn, net als Entwécklungshëllef budgetiséieren. A gelueft gi mer och, well mir eis un d'Virgab vun der OECD halen, wat eis Ausgabe fir d'PMAen ugeet.

Flott fannen ech an dësem Rapport och, datt e veranschaulecht, datt Lëtzebuerg net probéiert, e Geschäft mat der Kooperatiounspolitik ze maachen. D'Coopération liée ass bei eis, wéinstens an der Majoritéit vun de Parteien, keen Thema. Dat ass wichteg a richteg. Dat wëllt natierlech net heeschen, datt mir net och mat der Entwécklungshëllef eng gewësse Promotioun vun ekonomeschen Interesse vun eisem Land maachen, mä dat op eng relativ propper an transparent Aart a Weis, an net ënner enger neokolonialer Approche, wéi dat vun enger Minoritéit vu räichen, wäissen, heterosexuelle Männer hei am Land heiansdo verlaangt gëtt.

Zwee an eisen Ae positiv Beispiller, fir de Privatsecteur anzebannen, sinn: Business Partnership Facility, déi de Minister Romain Schneider am Abrëll 2016 fir Lëtzebuerg agefouert huet; äänlech Initiative gëtt et a villen aneren europäesche Länner. Den 1. Mäerz 2017 ass dës Initiativ an eng zweet Ronn gaangen. De Minister huet virdru gesot, aacht, am Text stoung néng, also et ginn eng aacht oder néng Projeten am Moment.

An en zweet positivt Beispill, mat méi enger grousser Resonanz nach fir Lëtzebuerg, ass bestëmmt d'Mikrofinanz, wou Lëtzebuerg ee Centre d'excellence ginn ass. Een Drëttel vun all den Investmentvehikelen an der Mikrofinanz weltwäit sinn zu Lëtzebuerg domiciliéiert a representéieren d'Halschent vun allen „actifs sous gestion" weltwäit, heescht et aus dem Kooperatiounsministère an huet de Minister och wuertwiertlech esou de Mëtteg nach eng Kéier gesot.

D'lescht Woch ass fir d'aachte Kéier den Europäesche Präis vun der Mikrofinanz iwwerreecht ginn, och dat ass schonn de Mëtteg erwäänt ginn. Dës Initiativ léisst de Lëtzebuerger Stat sech 100.000 Euro kaschten, dëst Joer souguer 120.000 Euro. A wann een de Palmarès vun de Gewënner vun dësem Joer a vun deene Jore virdru liest, da kann een éischtens dës Initiativ just begréissen an zweetens gëtt een och eppes iwwert d'Mikrofinanz gewuer, wat dat heescht: Mikrofinanz.

Dëst Joer huet zum Beispill eng mexikanesch Kreditgenossenschaft dee Präis kritt, déi 2016 engen 2.129 Leit mat insgesamt 73.435 Euro gehollef huet, hir Wunnsituatioun ze verbesseren. Dat sinn an der Moyenne 35 Euro pro Persoun. Dat muss ee sech emol virstellen! Dat sinn Zommen, déi déi grouss Finanzinstitutioune selbstverständlech net interesséieren, awer déi deene betraffene Leit wesentlech Verbesserunge fir d'Liewenskonditioune kënne bréngen.

Et ass nëmme kohärent, wann a ville Politikberäicher eng Zesummenaarbecht mat de sougenannten Entwécklungslänner gesicht gëtt. Datt deen Equiliber meeschtens zuongonschte vun dëse Länner ass, dat fëllt scho ganz Bicherschief. De Marcel Oberweis hat et de Mëtteg mat enger Grafik illustréiert. Mir sinn nach laang net um Zil, mä dat huet vill méi mat der OMC an dem Scheitere vu gerechte multilateralen Handelsverträg ze di wéi mat der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik.

D'Welt verännert sech. An esou ginn d'Ënnerscheeder tëschent räichen an aarme Länner éischter méi kleng. Länner, déi viru Joren nach Entwécklungslänner waren, sinn haut sougenannten „Schwellelänner" a kennen oft en zweestellege Wirtschaftswuesstum. Dat ass awer leider net just eng positiv Entwécklung, well d'Schéier vun Aarmut a Räichtum innerhalb vun den eenzelne Länner, och an Europa, gëtt ëmmer méi grouss. Och dat ass en Argument, fir den héijen Taux vu staatlecher Ënnerstëtzung net just op Projeten aus deenen ärmste Länner ze beschränken, mä och fir Projeten, déi sech ëm déi vulnerabelst Populatioune këmmeren, och wa se net an engem PMA-Land sinn.

Ech mengen net, léif Kolleegen a Kolleeginnen, datt mir mussen déi ganz Welt retten. De Boris Palmer, grénge Buergermeeschter vun Tübingen, hat am August dëst Joer ee Buch erausgi mam Titel: „Wir können nicht allen helfen". Säi Buch thematiséiert den Émgang mat dem Migratiounsphenomeen. An hien ass kritiséiert ginn aus den eegene Reien, well hien eng éierlech an déif gräifend Ausenanersetzung mam Migratiounsphenomeen fuerdert an net just eng, déi vun Emotioune gesteiert ass. Grad wéi an der Migratiounspolitik ass och an der Kooperatiounspolitik eng éierlech a realistesch Vue déi eenzeg hëllefräich. Mir kënnen net der ganzer Welt hëllefen. Dat soll eis awer net dervun ofhalen, eisen Deel zu enger méi solidarescher Weltgemeinschaft ze leeschten.

Madamm Presidentin, och wann eis Kooperatiounspolitik an déi richteg Richtung geet, gëtt et op ville Plazen nach ëmmer Nobesserungsbedarf. Eng wichteg Hëllef, fir sech mat den Defiziter vun eiser Kooperatiounspolitik am wäiteste Sënn auserneenzesetzen, ass natierlech de Fair Politics Barometer 2017 vum Cercle de coopération des ONGD.

Ech ginn net op all Punkt vun deem Rapport an, dee ka jo all Interesséierte gären noliesen, an et hu jo och scho vill Kolleege viru mir, de Marc Angel an och de Gusty Graas, verschidde Punkte vum Rapport ugeschwat. Ech wëll mech op e puer Punkten, déi net jiddwereen ugeschwat huet, beschränken, an zwar d'Punkten aus dem Finanzberäich; den Här Angel huet och dervu geschwat.

Eise Pensiounsfong kritt vum Fair Politics Barometer bestätegt, datt zënter 2011 e puer Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach gi sinn. Mä et bleift nach vill ze maachen. Dat schéngt eis eng wichteg Aufgab, wa mir wëlle Weltleader an der ekologescher Transitioun sinn. Als gutt Beispill fir en ethesch gudde Pensiounsfong gëtt och ëmmer den norwegeschen ugefouert. Wat kann eis dervun ofhalen, bei eisen norwegesche Kolleegen an d'Léier ze goen an et mindestens gradesou gutt ze maache wéi si?

Wann ech da feststellen, datt de Vertrieder vun der LSAP datselwecht gesot huet, a wann ech och feststellen, datt d'CSV an Zukunft wëllt méi aktiv ginn op deem Gebitt, wéi se dat an der Vergaangenheet jee war, dann, mengen ech, misste mer jo eng Majoritéit fannen, fir wierklech Neel mat Käpp ze maachen, wat souwuel eise Pensiounsfong ewéi eisen Zukunftsfong ugeet. Mir kënne jo net eis Renten a Pensioune sécheren, andeems mer op Technologien an op Produktiounsmethode setzen, déi mer eise Kanner net kënnen erklären.

En zweete Punkt ass natierlech d'Steierpolitik an d'Steiergerechtegkeet. Dat sinn och wierksam Moyenen an der Entwécklungshëllef. Vill Entwécklungslänner hu steierlech Pertë missen hinhuelen, well se duerch regional oder bilateral Accorden Douanestaxen hu missen ofschafen. An dës Steiergelder feelen op alle Plazen.

D'Wichtegkeet vun der Steiergerechtegkeet ass souwuel an d'Agenda vun den nohaltegen Entwécklungsziler vun der UNO wéi och an der Aktiounsagenda vun Addis Abeba festgehale ginn.

An da geet et hei awer net just ëm Douanestaxen, déi ewechfalen. Et geet och ëm d'Strategië vu Steierflucht vu multinationale Konzerner, déi ëmmer méi performant an ëmmer méi perfid ginn. Net alles, wat legal ass, ass och ethesch ze vertrieden. Mir ënnerstëtzen op alle Fall d'Fuerderung vum Cercle des ONGD, fir eng Impaktanalys vun eiser Steierpolitik op d'Entwécklungslänner ze maachen.

A mir sinn eis natierlech bewosst, datt mer hei och eng gesamteuropäesch Strategie brauchen, datt mer eis gesamteuropäesch Regele musse ginn, fir de multinationale Konzerner et ze erschwéieren, hir Benefisser dohin ze transferéieren, wou d'Steiergerechtegkeet méiglechst klenggeschriwwe gëtt.

Mir sinn eis allerdéngs och bewosst, datt d'Bereetschaft, fir an Europa op esou e gemeinsame Wee am Steierberäich ze goen, kleng ass. Ëmsou méi wichteg ass, datt mer eenzel Ustrengungen an eng richteg Richtung vun aneren EU-Länner aktiv ënnerstëtzen; ech denken un Irland an un Holland, déi verschidden Initiativen ergraff hunn.

Madamm Presidentin, nach eng kleng Klamer zu den EU-Memberstaten: Och wann an der Aktiounsagenda vun Addis Abeba nach eng Kéier un den 0,7% vum RNB-Zil fir d'Entwécklungspolitik festgehale ginn ass, da si leider guer keng Beméiungen ze erkennen, datt dëst Zil endlech ugepeilt gëtt. Et geet éischter an d'Richtung: weider wéi bis elo. Oder nach méi traureg, verschidde Länner rudderen an hire Beméiungen zréck.

Mir sinn als Gréng iwwerzeegt, datt ee soziaalt Europa och een Europa muss sinn, wat seng Engagementer an der Entwécklungspolitik eescht hélt. Wie mengt, e kéint déi relativ Aarmut an déi sozial Ongerechtegkeet an Europa bekämpfen, andeems e seng Depensë fir d'Bekämpfung vun der absolutter Aarmut an der Welt erofsetzt, ass zynesch an um Holzwee.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).-* An et ass dann och, an dat muss ee jo fairerweis soen, d'EU op där enger Säit ee ganz wichtege Partner an ee groussen Donateur, wat d'Entwécklungspolitik ugeet. An esou stellt een och erëm hei fest, datt et ganz oft eenzel Nationalstate sinn, déi op der Brems stinn an net onbedéngt d'EU als solch.

Et gëtt nach ëmmer genuch Negatives aus villen Entwécklungslänner ze erzielen. Den Direkter vum UN-Welternärungsprogramm huet an engem rezenten Interview an der „Zeit" gesot, d'Situatioun wier dramatesch, an deene leschten zéng Joer wiere mer am Kampf géint den Honger virukomm, mä elo wier d'Zuel vun de Mënschen, déi Honger leiden, fir d'Éischt erëm geklomm. Ongefeier 815 Millioune Mënschen hunn net genuch ze iessen. Dat si ronn 11% vun der Weltpopulatioun. Als eng vun den Haaptursaachen huet hien de Klimawandel genannt. Vill Leit hu wéinst dem Klimawandel mat sengen Iwwerschwemmungen a mat dem Contraire, dem Ausbleiwe vu Reen, keng Liewensbasis méi. Et gëtt ganz kloer een Zesummenhang tëschent dem Honger an der Migratioun.

Madamm Presidentin, wa mer konsequent wëllen, datt de Respekt vun de Mënscherechter

Hand an Hand mat eisen Engagementer an der Entwécklungshëllef geet, da sti mer permanent viru groussen Erausfuerderungen. Mir liewen an enger Zäit mat enger neier Zort Politiker, an dat weltwäit. Mir erliewen Decisiounen, déi international Accorden net nëmmen a Fro stellen, mä ganz einfach als fir Eenzelner net gülteg erklären. Dat kënne ganz demokratesch Decisioune sinn, wéi d'Decisioun vun de Britten, fir aus der EU auszetrieden. Dat kënnen Decisioune sinn, déi op en éischte Bléck och demokratesch geholl gi sinn an awer, an ech menge souguer zu Recht, ëmstridde sinn, wéi verschidde Bestriewunge vun Onofhängegkeet vun eenzelne Regiounen, zum Beispill och an Europa.

De 45. President vun den USA huet decidéiert, datt d'USA sech den 31. Dezember dëst Joer aus der UN-Kultur- a Bildungsorganisatioun Unesco zréckzéien. Deeselwechte President huet och decidéiert, aus dem Paräiser Klimaaccord auszetrieden. Mir liewen ëmmer méi an engem Klima, wou et méiglech ass, Decisiounen ze huelen, déi vun deenen engen als grouss Befreiung, als d'Erëmfanne vun der Souveränitéit gefeiert ginn, vun deenen anere mat Besuergnes, Besuergnes iwwert de Retour an national Egoismen an een Ofwenne vun enger noutwendeger Kompromëssbereetschaft an enger globaliséierter Welt, bedauert ginn. An ech gehéieren zu deenen aneren.

Firwat soen ech dat an enger Kooperatiounsdebatt? Majo, dëse Klima huet et och erméiglecht, datt ee Land wéi de Burundi - eng Weltpremière! - als éischt Land dem Internationale Strofgeriicht de Réck dréit an net méi Member wëllt sinn. Dat war d'Reaktioun op ee kriteschen UN-Bericht, deen der Regierung am Burundi schwéier Mënscherechtsverletzunge bei der Poursuite vu politesche Géigner virgeworf hat an eng onofhängeg Enquête iwwer méiglech Verbrieche géint d'Mënscherechter gefuerdert hat.

De Burundi ass scho laang keen direkt Zil méi vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, mä bis 2003 hat Lëtzebuerg eng Rei Projeten am Burundi ënnerstëtzt, zum Beispill am Duerf Minago. Mir si jo der Meenung, datt d'Kooperatiounspolitik non liée muss sinn, wat d'Ekonomie betrëfft, mä awer Hand an Hand geet mat dem Respekt vun de Mënscherechter. An duerfir interesséiert et eis, Här Minister, wéi d'EU, wéi d'Kooperatiounspolitik, wéi d'Lëtzebuerger Regierung op esou eng Decisioun wéi déi vun der Regierung vum Burundi reagéiert.

Madamm Presidentin, eng weider Erausfuerderung, wat d'Kooperatiounspolitik an d'Anhale vun de Mënscherechter betrëfft, ass déi aktuell Situatioun am Myanmar. Ech brauch net méi drop anzegoen, wat do alles geschitt ass. Do huet ënner anerem och de Kolleeg Gusty Graas am Detail d'Situatioun beschriwwen.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun schafft do am Beräich vum Tourismus. A fir eis ass et kloer, datt d'Lëtzebuerger ONGe mat der Populatioun am Zilland kënnen zesummeschaffen a Projete realiséieren, déi der Zilpopulatioun hëllefen. Méi schwiereg schéngt eis awer am Moment eng Zesummenaarbecht op Regierungsniveau ze sinn. Wéi gesäit et am Moment aus mat de Projeten, déi mer am Myanmar 2015 gestart hunn? Ass d'Zesummenaarbecht fir déi nächst Jore geséchert oder éischter a Gefor?

An een drëtt a fir haut lescht Beispill, wou d'Kooperatiounspolitik an de Respekt vun de Mënscherechter am Konflikt stinn, ass d'Situatioun a Palästina. Déi Lëtzebuerger Regierung huet zesumme mat aneren europäesche Regierungen eng Rei humanitär Projete fir vulnerabel palästinensesch Communautéiten am Gebitt C vum Westjordanland, dat ënner israelescher Okkupatioun ass, realiséiert. An et ass net ze verstoen, wéisou d'Sécherheetssituatioun an deem Gebitt fir Israel oder fir all aner Mënschen an der Regioun kéint verbessert ginn, andeems - an dorëms huet et sech gehandelt - Solarpanelen oder Schoulcontainer vun Israel confisquéiert ginn.

Duerfir huet Lëtzebuerg zesumme mat der EU a siwen aner EU-Memberstaten entweder de Retour vun den Installatiounen an Equipementer, déi si finanzéiert haten, oder ee Remboursement vun de Käschte vun den Objete vun Israel gefuerdert. Mir sinn der Meenung, datt dës Fuerderung konsequent a richteg ass a sech schonn eleng aus Grënn vun der Equitéit opdrängt. Dës Fuerderung, déi sech och op ee klenge Bäitrag bezitt an dee guer net an der Relatioun mat der Realitéit steet vun den Zerstéierungen, ass awer fir eis symbolesch wichteg. An duerfir ënnerstëtze mer och d'Regierung bei där Demarche.

Madamm Presidentin, et gëtt haut Mënschen, déi hir Heemecht verloosse mussen, well extreemt Wieder dës onbewunnbar mécht. Net fir näischt gouf d'COP23 vu Fidschi mat organiséiert. Een Inselstat, bei deem sech dee steigende Mieresspigel elo schonns bemierkbar mécht. All Minutt ginn duerch de Klimawandel 41 Mënschen op der Welt deplacéiert. Dat sinn tëschent 2008 an 2016 21,5 Millioune Mënschen.

A schonn 2011 hat den António Guterres, hie war do nach net Generalsekretär vun der UNO, mä Flüchtlingskommissär, festgestallt: De Klimawandel ass de Schlësselfaktor, deen all aner Ursaachen, fir seng Heemecht mussen ze verloossen, beschleunegt. Grad déi ärmste Regioune sinn am meeschte vum Klimawandel betraff, obwuel dës Länner nëmmen 1% vun de globalen Emissiounen ze verantworten hunn.

E legale Kader bezéiungsweis Status fir Klimaflüchtlinge gëtt et net. Eng Rei Konflikter ginn duerch de Klimawandel, duerch de Fait, datt Mënschen hir Heemecht wéinst dem Wieder an dem Verschwanne vun Akerland musse verloossen, ugeheizt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi gréng ass a bleift d'Kooperatioun e wichtegt Instrument vun eiser Aussepolitik. Eng gutt Kooperatiounspolitik huet Potenzial, e reellen a laangfristegen Impakt ze hunn a präzis Ziler ze erreechen.

Als eent vun de räichste Länner op der Welt huet Lëtzebuerg net nëmmen d'Moyenen an d'Méiglechkeet, fir ze hëllefen, mä och déi moralesch Obligatioun. Duerch eis Kooperatiounspolitik kënne mir zu der Emsetzung vun den nohaltegen Entwécklungsziler bäidroen an Aarmut reduzéieren. An trotzdeem musse mer och an Zukunft vigilant bleiwen. Eis Politik gëtt uechtert d'Welt vill gelueft. Si ass e Beispill, datt Lëtzebuerg net nëmmen negativ no baussen opfält, zum Beispill duerch LuxLeaks, mä datt mir mat verschiddene Politicken och e positiven Nation Branding bedreiwen.

Et ass och wichteg, datt mer an Zukunft weiderhin eis eegen Entwécklungspolitik kritesch begleden. Ech sinn och frou, datt den Här Minister kee Problem dermat huet, wann e seet: „Mir gi vu verschiddene Säiten ëmmer erëm opgefuerdert, nach méi effizient, nach méi transparent, nach méi sozial ze sinn." Ech mengen, wann een eppes gutt mécht, da kann een et och nach ëmmer besser maachen.

A mir sollen d'Aarmut bekämpfen an net d'Migranten. D'Mënsche bauen ze vill Maueren an ze wéineg Brécken. D'Kooperatiounspolitik kann eis hëllefen, Brécken ze bauen. Mir sollen dat geziilt maachen.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Claude Adam. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht och ufänke mat engem Merci un d'Regierung fir eng ganz komplett Presentatioun vum Dossier vun der Entwécklungshëllef. An ech wëll vläicht ufänken domadder, fir ze soen, datt ech méi e generelle Bléck op d'Entwécklungshëllef wëll werfen, ier ech un déi Lëtzebuerger Situatioun kommen.

Ech mengen, allgemeng muss ee soen, datt d'Entwécklungshëllef an der Welt net ëmmer eng Erfollegsstory ass. Si ass u sech, wann ee se iwwert déi lescht 60 Joer kuckt, dacks an enger Kris. Mir hunn eng Rei vun deene Länner, déi am beschten ofgeschnidden hunn an der Welt, besonnesch am asiatesche Raum. Dat sinn déi, déi keng oder bal keng Entwécklungshëllef ugeholl hunn. Och dat ass ee Faktor, deen ee muss reflektéieren, wann een doriwwer nodenkt.

An Afrika ass d'Entwécklungshëllef praktesch dee gréisste wirtschaftleche Secteur. Mat 57 Milliarden Dollar stellt se e Wirtschaftsvolumen duer, dee méi grouss ass wéi de Bruttonationalprodukt vun deenen 20 äermste Länner zesummen.

Mir hunn en Impakt vun der Entwécklungshëllef, dee ganz considerabel ass. Mä ass en ëmmer positiv? Mir hunn eng Tendenz fir eng Bürokratiséierung, fir eng Ideologiséierung och vun der Entwécklungshëllef. Wann hei ëmmer geschwat gëtt vun den UNO-Ziler - 17 Ziler an 169 Niewenziler -, dann ass dat eleng schonn en däitlechen Hiweis op eng riseg bürokratesch Maschinnerie, déi sech awer an deem dote Beräich installéiert huet.

Mir kennen d'Korruptioun, aner Virriedner hunn dat och scho genannt, déi och duerch d'Entwécklungshëllef heiansdo favoriséiert gëtt.

A virun allem ass et och e Mëttel, fir a verschiddene Länner déi sozial Verantwortung, dee Contrat social tëschent deenen, déi regéieren, an deenen, déi regéiert ginn, ze stéieren. Et ass einfach, fir ze soen: „Hei, et ass déi auslännesch Communautéit, déi zoustänneg ass, fir dëst oder dat an eisem Sozialwiesen ze maachen." An doduerch kann deen demokratesche Prozess an och deen ekonomeschen Entwécklungsprozess an enger Rei Länner nohalteg gestéiert ginn.

Et ass och vun Europa e bësse mat ze bedenken, datt déi Methoden, déi Europa an der Entwécklungshëllef huet, weltwäit net méi richteg zéien. Mir hunn eng ganz Rei aner Akteuren haut - China, Brasilien, Indien -, déi och Süd-Süd-Kooperatioun maachen, zum Deel no ganz anere Regelen, och mat Erfolleg. Déi chineesesch Politik haut ass net méi déi, déi se nach virun zéng Joer war.

A vill afrikanesch Länner wëllen déi politesch Konditionalitéiten net méi, déi Europa awer ëmmer erëm wëllt imposéieren. Dat ass och eng vun deenen Ursaachen, firwat dee leschten EU-Afrika-Sommet en Echec war. Dat ass dat Gewiicht, wat Europa wëllt un déi Konditiounen, déi politesch Dominanz liéieren, déi et géintiwwer afrikanesche Staten nach ëmmer wëllt spille loossen.

An et ass och eng Kontradiktioun an eiser Reflexioun - net där vun der ADR, mä vu villen aneren -, wa vun der Klimapolitik a vun der Entwécklung geschwat gëtt. Do ass eng Kontradiktioun, well déi afrikanesch Staten hunn och zu Paräis ausgehandelt, datt hire Wee vun der Entwécklung och iwwer Kuel geet, och iwwer Gas, och iwwer Nuklearenergie, an datt et hiert Recht ass, sech ze entwéckelen, wéi eis Industrie, eis Ekonomie sech entwéckelt hunn.

An datt dat selbstverständlech och a Konflikt mat Klimaziler steet, dat läit op der Hand, mä et ass net esou, datt déi afrikanesch oder aner Staten hire Wee op der Entwécklung géife wëllen zréckstelle wéinst der Klimaproblematik. Do gëtt et och eng gedeelte Verantwortung a kloer Ziler vun hirer Säit.

Mir mussen och bedenken, wa mer iwwer eis Verantwortung nodenken, datt vill europäesch Staten d'Entwécklungshëllef aus engem postkoloniale schlechte Gewësse bedreiwen.

Lëtzebuerg hat ni Kolonien. Mir sinn an enger anerer Situatioun, awer mir hunn eng Matverantwortung fir de Chaos an engem afrikanesche Land. An dat ass Libyen. An dat ass, well den Här Asselborn als Minister bei deene war, déi eng militäresch Interventioun an deem Land gefuerdert haten. A kuckt: Ënnert dem Gaddafi ass et Libyen sécher net gutt gaangen, mä kuckt wéi et haut ausgesäit! An déi Interventioun a Libyen, déi och Konsequenzen huet op déi spéider Situatioun a Syrien, war einfach e Feeler - e Feeler! -, wou och déi lëtzebuergesch Regierung an der Persoun vun eisem Ausseminister Matverantwortung dréit.

Iwwer Lëtzebuerg muss een och nodenken. Mir hunn natierlech als räicht Land méi Méiglechkeete wéi anerer, fir ze hëllefen. Awer an dëser Legislaturperiod eleng mat engem Minimum vun iwwer 300 Milliounen d'Joer, déi an d'Entwécklungshëllef fléissen, hu mer awer wäit iwwer annerhallef Milliard Euro an d'Entwécklungshëllef gestach; an enger Legislaturperiod wäit driwwer. Ech mengen, mir missten dat da genau norechnen.

A mir hunn awer och all Joer e groussen Defizit am Statsbudget. Mir hunn en Defizit an der Héicht vun iwwer 20% vum Bruttonationalprodukt. Mir mussen also iwwerleeën: Wéi kënne mer déi Entwécklungshëllef esou steieren, datt mer engersäits eiser moralescher Verantwortung kënnen nokommen an anerersäits awer och eis Interessen an där wirtschaftlecher, finanzieller Situatioun, an där eist Land ass, kënne garantéieren?

An och d'ADR huet do ganz kloer e puer Parameteren.

Deen éischten ass d'Héicht vun der Entwécklungshëllef, wou mir soen: Rio 1992.

Deen zweeten ass: Wat kënne mer urechnen? Do soe mer: Déi Regele vun der Kontabilitéit, wéi se an dem CAD vun der OECD virgesi sinn, solle mer a vollem Emfang applizéieren. Mir hätten och gär eng onofhängeg Kontroll vun der Entwécklungshëllef. Mir hätten emol gär eng Evaluatioun, déi net gemaach ass doduerch, datt Akteuren een deen anere kontrolléieren, déi awer finanziell a personell an institutionell enk matenee verstréckt sinn, wéi de Stat a LuxDev zum Beispill, Lux-Development.

Mir brauchen onofhängeg Evaluatiounen och à long terme. Mir brauche kritesch Rapporten iwwert d'Entwécklungshëllef, well de Senegal zum Beispill, fir deen ze nennen, ass och ee Land, wat net mat eis zesummeschafft, wann et ëm de Retour vu Persoune geet, déi illegal op eisem Territoire sinn. An awer gi mer do Entwécklungshëllef. Och do muss et eng Kohärenz ginn tëschent deem, wat mer kënne legitimement vun engem Partnerland erwaarden, och vu Loyautéit an där Bezéiung, an deem, wat mer maachen.

A mir hätte gär eng Ratifizéierung vun de Programmes indicatifs de coopération hei am Parlament - dat soe mer all Kéiers -, esou ass et an eiser Verfassung virgesinn. An et géif eis och erlaben, fir all Kéiers eng Diskussioun iwwer Opportunitéit oder Netopportunitéit vu verschiddene Projete virzegesinn.

Et wär och gutt, wann déi Lëtzebuerger Regierung sech weiderhi géif bei aneren europäesche Länner asetzen, déi nach net esou vill maache wéi mir, awer wesentlech méi Moyenen hunn, fir an der Entwécklungshëllef méi ze maachen. Ech mengen, den Här Macron hat elo gesot, datt um Enn vu senger Presidentschaft Frankräich soll bei 0,55% ukommen. An ech mengen, do ass nach Loft no uewen.

D'ADR ass och der Meenung, datt mer humanitär Hëllef musse generéis handhaben. Mir hu gesot, bei der Entwécklungshëllef, do ass et Rio '92. Awer mir hunn ëmmer gesot: Wann iergendwou eng Kris ass, wa Mënschen an Nout sinn, wann Iwwerschwemmunge sinn oder och elo Flüchtlingskrise wéi am Beräich vum Myanmar an esou weider, musse mer generéis hëllefen. Ech mengen, dat ass eng elementar mënschlech Aufgab. A wa mer elo och am Militär Méiglechkeeten hu fir Transportcapacitéiten, an och déi Diskussioun ëm medezinnesch Capacitéiten an der Arméi, da musse mer och kucken, datt mer déi kënne fir humanitär Missiounen asetzen.

Mir hätte gär als ADR de politeschen an den ekonomesche Retour. Dat heescht net, datt mer op d'Käschte vun eise Partnerlänner wëllen no eiser Ekonomie kucken, mä et heescht awer, dat, wat si net kënne maachen - an ech betounen „wat hir Ekonomie net ka leeschten" -, datt mir dat als Lëtzebuerg awer deen Ableck kënne maachen.

Et huet kee Wäert, europawäit Ausschreiwungen ze maachen an eventuell Kontrakter un Drëttparteien ze ginn. Eis Prioritéit ass et ze kucken, fir eisem Partnerland ze hëllefen. Ass dat net méiglech, da solle mer och kucken, fir d'Lëtzebuerger Ekonomie dann dovunner voll benefisséieren ze loossen.

Da fält eis op, datt d'Regierung an deene leschte Joren eigentlech op zwou Schinnen argumentéiert huet, fir ze soen, firwat se nach d'Entwécklungshëllef mécht. Et ka sinn, datt se och de finanziellen Drock spiert oder gewësse Kriticken oder déi international Onsécherheet an dëser Fro, mä déi zwee Argumenter sinn:

éischtens, d'Entwécklungshëllef ass och en Effort de défense. Dat ass gesot ginn am Kader vun der NATO wéinst där Diskussioun ëm 2% Verdeedegungsbäitrag.

An dat zweet Argument ass: Mir mussen dat maachen, fir Migratioun ze verhënneren. Deen Ableck, wann an Afrika oder op anere Plaze gutt Chancen do sinn, da kommen d'Leit net an Europa.

Ech wëll déi kuerz beliichten, déi zwee Argumenter.

Dat éischt ass mat der Defense, wat am Kader vun der NATO gesot gëtt. Dat zitt net, dat Argument! Mir kruten nach gëschter an der Kommissioun gesot, datt an der NATO keng Ënnerstëtzung ass fir dat Argument; an a mengen Ae mat Recht. Et ass net, datt et eng Absurditéit ass, doriwwer nozedenken - dat sécher net -, mä de Problem ass, datt eis Entwécklungshëllef weder an den Zillänner nach an der Orientéierung vun de Programmer nach an der Finalitéit eigentlech engem Defensezweck iergendwéi nokënnt.

Wann dat do d'Argument wëllt si vun der Lëtzebuerger Regierung, fir ze soen, d'Entwécklungshëllef ass eng Kontributioun zu eiser Sécherheet, da misst d'Entwécklungshëllef och an déi Richtung ëmorientéiert ginn. Mä ech mengen net, datt dofir e Wëlle besteet, weder vun der Regierung nach vun de Parteien heibannen oder vun deene meeschte Parteien. Soudatt dat Argument, fir sech mat der Entwécklungshëllef vun dem Effort de défense fräizekafen, wahrscheinlech net kann an der NATO zéien. An dofir ass et och wahrscheinlech net de Wee, fir dat do ze justifiéieren. Da muss d'Regierung de Courage hunn, fir ze soen: „Mir maachen et aus anere Grënn."

Dat zweet Argument, dat vun der Migratioun, muss och ganz kritesch gekuckt ginn, well bis elo mat deene 60 Joer Entwécklungshëllef, déi mer gemaach hunn, huet d'Migratioun net opgehalen duerch d'Entwécklungshëllef. Den Attrait ass materiell. Den Attrait sinn déi oppe Grenzen, déi mer hunn zënter der Decisioun vun der Madamm Merkel, fir jiddwereen eran-

zeloossen. Dat sinn oppe Grenzen. Et ass dat dat Signal, wat d'Leit unzitt.

An och do: Déi Migratioun, déi mir hunn, déi kënnt jo net aus Zillänner vun der Kooperatioun. Se kënnt zum Deel aus Konfliktregiounen, wéi zum Beispill Syrien. Se kënnt awer virun allem och aus wirtschaftleche Grënn aus dem Nigeria oder aus nach anere Grënn, wéi aus dem Eritrea, wou d'Leit sech wëllen dem Militärdéngscht entzéien.

Mä mir kënne jo net mat der Entwécklungshëllef op déi dote Problemer agoen. Dat si ganz aner Kategorien. Soudatt och do dat Argument vun der Entwécklungshëllef als e Mëttel, fir der Migratioun entgéintzewierken, héchstens deelweis zitt; héchstens a ganz wéineg. Soudatt mer eis och do mussen anescht mat der Problematik vun der Migratioun ausenanersetzen.

Mir wëllen e gerechten Handel als ADR. Dat ass eng Selbstverständlechkeet. Et ass och dat, wat et deene Länner wierklech laangfristeg erlaabt, sech opzebauen. Dat si gutt Handelsbezéiungen. An eppes, wat mer sécher net wëllen, dat ass e Braindrain. Dat ass och einfach, déi qualifizéiert Leit aus deene Länner ewechhuelen.

An dat ass e bëssen déi Gefor bei där Diskussioun, déi mer elo hunn ëm eng legal Migratioun. Mir musse legal Weeër opmaachen, fir an Europa ze kommen. Den Ënnertoun dobäi ass ëmmer, datt mer déi qualifizéiert Leit wëlle legal eraloossen: déi, déi am meeschten an hire Länner gebraucht ginn, fir bei hinnen d'Zukunft vun hire Länner opzebauen. Dat ass net moralesch vertrietbar.

Et ass och net moralesch vertrietbar, wéi mir op der Uni Lëtzebuerg gesot hunn: „Wien hei studéiert, dee kann direkt duerno en Aarbechtskontrakt zu Lëtzebuerg kréien." Och dat ass eng Form vu Braindrain. An ech mengen, mir mussen derno kucken, datt déi beschte Leit an deene Länner kënne bleiwen, wou se kënnen hire Länner zu enger Zukunft verhëllefen.

Zwee Politikberäicher wëll ech hei ausdrécklech och nach ervirhiewen. Den Här Angel hat geschwat vu She Decides, eng Initiativ, déi d'Regierung ënnerstëtzt huet, wou de President Trump an Amerika decidéiert huet, d'Ofdreiwungsprogrammer an der Drëtter Welt net méi ze ënnerstëtzen.

(Interruption par M. Marc Angel)

Hutt Der eng Fro, Här Angel?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Erlaabt Der?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, gär. Natierlech.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Angel!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wëll just froen, ob den Här Kartheiser wierklech der Iwwerzeegung ass, dass, wann een iwwer Santé sexuelle an iwwert d'Gesondheet vun de Frae schwätzt, dat automatesch Ofdreiwungszentre sinn. Dat ass et näämlech net! An ech wollt just hei froen, ob hie wierklech esou naiv ass an dat mengt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Bon, ech sinn net naiv, Här Angel. Mä Är Fro, ob ech naiv sinn, d'Äntwert ass neen, mengen ech. Är Fro: „Ass dat ëmmer Ofdreiwung?" Neen, ass et net! Mä et ass dat awer meeschtens och, well dat ass déi Klausel, déi an der UNO ëmmer erëm gebraucht gëtt an och als solch contestéiert gëtt, fir och d'Ofdreiwung oder déi Ofdreiwungspolitik mat ze bezeechnen.

Mir als ADR hunn en anere Wee! Mir hunn en anere Wee, mir wëllen net d'Ofdreiwung ënnerstëtzen. Mir wëllen d'Gesondheet vun de Kanner ënnerstëtzen, d'Gesondheet vun de Mammen a vun de Kanner. A mir wëllen net, datt mir Ofdreiwungsprogrammer ënnerstëtzen, ausser et wier eng medezinnesch Indikatioun. Dat ass jo d'Linn vun eiser Partei. Mä mir hätte gär, datt eis Entwécklungshëllef investéiert an d'Gesondheet vu Mamm a Kand.

An zu deem Zweck, an dat ass och vläicht eng Äntwert op déi Fro vum Här Angel, hu mer eng Motioun virbereet, Madamm President, déi ech elo hei ganz gär iwwerreechen.

Motion 1

D'Chamber,

iwwerzeegt,

- datt et an der Gesondheetspolitik wichteg ass, besonnesch och am Kader vun der Entwécklungshëllef, Projeten ze ënnerstëtzen, déi d'Gesondheet vun de Mammen an de Kanner schützen a stäerken;

- datt Projeten an den Zillänner mat Inzidenzen op d'Familljeplanung oder d'Reguléierung vun der Demografie op nationalem Niveau net däerfen d'Ofdreiwung vun nach net gebuerene Kanner aktiv oder passiv akzeptéieren, finanzéieren oder souguer favoriséieren, och wa keng medezinnesch Indikatioun virläit;

- datt all Programmer, déi sech ëm d'Erzéiung a besonnesch ëm d'Opklärung a sexuelle Froen dréien, un éischter Plaz op de Rechter vun den Elteren mussen opbauen;

- datt vill Familljen an den Entwécklungslänner hir Famillje géifen anescht plangen, wann d'Kannerstierflechkeet kéint reduzéiert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

- Programmer besonnesch grousszügeg ze ënnerstëtzen, déi d'Liewen an d'Gesondheet vun de Mammen an de Kanner am Ëmfeld vu Schwangerschaft a Gebuert betreffen;

- keng national oder international Programmer oder Initiative politesch oder finanziell ze ënnerstëtzen, déi als Zil hunn, d'Ofdreiwung vun nach net gebuerene Kanner ze erméiglechen, ausser am Fall vun enger medezinnescher Indikatioun;

- Initiativen ze initiéieren an ze ënnerstëtzen, déi als Zil hunn, déi geschlechterselektiv Ofdreiwung ze bekämpfen;

- déi Begréffer „sexuell a reproduktiv Gesondheet" ëmmer esou ze interpretéieren, datt si net d'Ofdreiwung mat ofdecken, ausser am Fall vun enger medezinnescher Indikatioun;

- an der UNO an an allen internationalen Institutiounen derfir anzetrieden, datt d'Rechter vun den Elteren an alle Froe vun der Sexualerzéiung respektéiert ginn;

- méi finanziell Mëttelen an déi medezinnesch Recherche ze investéieren, besonnesch iwwert déi Krankheeten, déi verstäerkt an Afrika optrieden;

- besonnesch Programmer ze ënnerstëtzen, déi d'Kannerstierflechkeet bekämpfen;

- der Chamber regelméisseg doriwwer Rapport ze maachen, wat si mécht, fir de Schutz vum Liewen an der Entwécklungshëllef ze promouvéieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci. Den Här Angel huet schonn erëm eng Fro, wann Der Äre Saz fäerdeg hutt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, den Här Angel ka gären eng Fro stellen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Maacht Äre Saz fir d'Éischt fäerdeg!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Sidd Der awer der Meenung, Här Kartheiser, dass et gutt ass, dass mer den UNFPA weiderhin ënnerstëtzen, deen haaptsächlech Programmer vun der Familljeplanung geréiert?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, dat war elo keng Fro, Madamm Presidentin.

(Interruption par la présidence)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech hu gefrot: Sidd Der d'accord mat der Politik vun dëser Regierung, déi decidéiert huet, den UNFPA méi ze ënnerstëtzen, well den UNFPA haaptsächlech Programmer vu Familljeplanung geréiert?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, ech wëll Iech soen, Här Angel, an dat ass och d'Äntwert, déi mer an der Motioun hunn, soulaang eng Familljeplanung net heescht Ofdreiwung, sinn ech gär d'accord, eenzel Programmer do ze ënnerstëtzen. Mä mat der UNO, et ass net, well eppes vun der UNO gemaach gëtt, datt mir automatesch domat d'accord sinn.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech mengen, och do muss ee ganz kloer kucken, wat genau gemaach gëtt a firwat.

Ech wëll nach eng lescht Politik uschwätzen. Ech hu gesot, ech wëll der zwou hei oppe kritiséieren an uschwätzen. Dat eent ass eben d'Politik vun der Ofdreiwung an déi Campagne She Decides.

Déi zweet ass déi Ënnerstëtzung vum Stat vum Comité pour une paix juste au Moyen-Orient. Mir hunn dat schonn d'lescht Joer kritiséiert. Dat ass eng Associatioun, déi ass wéinstens an der Lektür, déi ech maache vun hire Publikatiounen, oppen, net nëmmen antiisraelesch, mä heiansdo och oppen antisemitesch.

Et ass zum Beispill schwéier ze verstoen, datt de Stat mat 26.000 Euro an esou weider ëmmer erëm Projeten ënnerstëtzt vun där Associatioun, déi op hirer Internetsäit e Mäerder, deen an Israel fir fënneffache Mord veruerteelt ginn ass, als eng Persoun bezeechent „son courage, son intégrité et son ouverture d'esprit" an esou weider, an d'Leit aluet op eng Auszeechnung fir dee Mann, fir Citoyen d'honneur ze ginn. E Mäerder!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Den Här Wagner wëllt Iech eppes froen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, selbstverständlech gär.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wousst, datt dat géif kommen. Den Här Kartheiser…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir kennen eis scho méi laang!

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ...huet eng Fixatioun. Wësst Der, ech mengen, ech hunn eng Fro un den Här Kartheiser, well dat Wuert Antisemitismus ass ganz grav, wann een dat benotzt. An on ne peut pas l'utiliser à la légère, wann ee bedenkt, wat am Numm vum Antisemitismus hei an Europa geschitt ass an datt dat de Märtyrertum vun iwwer sechs Milliounе Judde bedeit huet.

(Interruptions)

An dofir muss ee respektvoll domadder ëmgoen. Wann een eng Associatioun, déi respektvoll ass an déi ze respektéieren ass, wéi de Comité pour une paix juste - wou ech och eng Zäit dra militéiert hunn, dat net méi maachen aus Zäitgrënn, an ech si stolz drop, datt ech dra militéiert hunn, an ech kennen déi Leit -, wann een einfach esou eng Organisatioun als antisemitesch bezeechent, muss ee ganz genau a ganz präzis soen, ganz präzis soen, wat een dorënner versteet.

Datt Dir den Här Marwan Barghouti als e Mäerder ugesitt, anerer gesinn en als Resistenzler, well en am Prisong do sëtzt, a muer gëtt en zum Éierebierger vun der Stad Villerupt ernannt, dat ass Är Vue. Mä awéifern dat als en Antisemit kéint bezeechent ginn, dat musst Der awer ganz präzis bezeechnen. Dat ass eng ganz grav Accusatioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu guer kee Problem, Här Wagner. Éischtens soen ech Iech Merci fir Är Fro. Ech hunn déi Saache ganz gär, also net de Contenu vun deem, wat Dir sot, mä eng Diskussioun hunn ech ëmmer ganz gär.

Ech wëll Iech soen, Här Wagner: Et ass ganz wichteg, datt ee kuckt, wéi d'Leit sech verhalen. Dat, wat se soen, ass dacks eppes aneres wéi dat, wat se maachen. Et gëtt vill Leit, an ech zielen dës Gesellschaft och dozou, déi net oppen avouéieren, wat hire But ass, mä déi am Hannergrond eng kloer Agenda hunn, déi sech aus hiren Akten, aus hire Publikatiounen, aus hiren Aktiounen erausliest.

Mir hunn zum Beispill déi ganz BDS-Debatt, déi, kéint een och soen, déi Boykott-Debatt, déi ass a mengen Aen och ganz dacks antisemitesch an och antipalästinensesch. Dat féiert mech elo ze wäit, fir dat ze argumentéieren.

Mä ech wëll Iech hei zwee Beispiller nennen, wou ech dat Gefill hunn, datt hei ganz kloer d'Ermuerdung vun Israelien eben toleréiert gëtt. Elo kann ee soen, en Israeli, dat kann och en anere Statsbierger sinn, mä et ware jiddesch Statsbierger, an, wéi gesot, wien e Mäerder guttheescht, dee kann ech net vun deem Verdacht fräischwätzen, datt en do och eng antisemitesch Agenda huet.

En zweet Beispill, well ech wousst näämlech, datt Dir géift eng Fro stellen, esou gutt kenne mer eis. Ech hunn hei e Bréif matbruecht vun der Madamm Kleinberg, déi ass Presidentin vun där Associatioun, déi huet deen op Internet publizéiert, wou se eng ganz eesäiteg Vue vun deem Konflikt duerstellt. An eng vun deene Saachen, déi se seet iwwer Gaza, se seet näischt vun der Ënnerdréckung vu Gaza duerch d'Hamas, näischt iwwert den Terrorismus, mä si reprochéiert Israel, wat Gaza ugeet: «Sa population est contrôlée, réprimée, méprisée, humiliée et à Gaza régulièrement bombardée.» Se seet näischt doriwwer, datt vu Gaza aus Missillen op Israel geschéckt gi sinn, datt do Ziviliste gestuerwe sinn an datt d'israelesch Militäroperatioun als Äntwert war op terroristesch Attacken, déi aus dem Gaza koumen.

Elo kënnt Der mer soen: „Wat ass dat? Huet dat eppes ze bedeiten?" Fir mech ass dat esou eng eesäiteg Duerstellung vun där Situatioun, datt ech de Verdacht vum Antisemitismus hei awer wëll kloer nach eng Kéier ënnersträichen.

Op jidde Fall, fir mech, an dat soen ech elo am Numm vun der ADR, ass kloer, datt eng Associatioun, déi esou eesäiteg ass a sech dann och nach en „Comité pour une paix juste" nennt, déi ëmmer erëm just op Israel klappt a mat deene falschsten Argumenter, datt déi net soll vum Stat ënnerstëtzt ginn an och net soll a Schoule geschéckt ginn, well dat mécht se och, fir do eng eesäiteg Propaganda géint de Stat Isreal ze maachen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Ier ech ufänken, stellen ech fest, datt den Här Kartheiser net op meng Fro geäntwert huet. En huet och nach ëmmer net präzis gesot, awéifern de Comité pour une paix juste eng antisemitesch Organisatioun wär. Mä ech mengen, de Ball läit elo bei där Organisatioun.

Madamm Presidentin, Tahoe Resources ass e Biergbaukonzern, dee säi Sëtz an den USA huet an ënner anerem Minnen a Süd- a Mëttelamerika bedreift. A Guatemala gouf et scho säit 2011 staark Protester géint d'Erriichtung vun der Sëlwerminn El Escobal. An de Municipalitéite ronderëm hu Referende stattfonnt mat Zéngdausende Leit, bei deenen eng kloer Majoritéit géint dee Projet war. D'Legitimitéit vun deene Votte gouf och duerno vum Verfassungsgeriicht bestätegt. Tahoe Resources huet sech awer dofir net zréckgezunn, mä huet eng brutal Strategie entwéckelt, zesumme mat enger Sécherheetsfirma, déi schonn am Irak an an Afghanistan aktiv war. Et koum zu enger massiver Repressioun géint friddlech Demonstranten, mat Verletzten a schlussendlech och Doudegen, well op d'Demonstrante geschoss ginn ass.

Ee Fall gouf och vum Mënscherechtskommissär vun der UNO als Mord un engem Mënscherechtsaktivist agestuuft. Regierungsbeamten an och politesch Responsabel, déi mëttlerweil all wéinst Korruptioun am Prisong sëtzen, hunn do matgemaach, d'Arméi agesat, den Ausnamezoustand erkläert an Oppositioneller méintelaang ouni Grond an de Prisong gehäit.

D'Sëlwerminn ass 2014 awer opgaangen a säitdeem geet d'Oppositioun weider. An der Ëmgéigend dréchnen d'Pëtz aus an et gëtt chemesch Kontaminatioun am Grondwaasser festgestallt, dat an enger Géigend, wou d'Leit virun allem vun der Landwirtschaft liewen.

Firwat zielen ech Iech dës Geschicht? Ma well de lëtzebuergesche Pensiounsfong Aktien hält vun Tahoe Resources a mir alleguerten dofir matresponsabel si fir dat, wat dohanne geschitt.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et gouf scho gesot, den norwegeschen an den hollännesche Pensiounsfong hunn dëse Konzern wéinst de massive Mënscherechtsverletzungen ausgeschloss. De Fonds de compensation hei zu Lëtzebuerg schéngt dat nach net interessëiert ze hunn.

SNC-Lavalin ass e kanadesche Baukonzern. Iwwert déi lescht fënnef Joer sinn eng ganz Rëtsch vu Korruptiounsaffäre vun dëser Firma ënnersicht gi vun den Autoritéiten a Kanada, an der Schwäiz, Algerien a Frankräich souwéi vun der Weltbank an der Afrikanescher Entwécklungsbank. D'Weltbank huet dës Firma an honnert Filiale vun hir wéinst schwéiere Verfeelunge souguer fir zéng Joer vun all Kontrakt ausgeschloss. Et geet ëm schwaarz Konten, mat deenen Offizieller geschmiert goufen a Projeten a Bangladesch, Kambodscha, Algerien, Libyen, Tunesien, Uganda a Mosambik.

SNC-Lavalin daucht wéinst Schwaarzgeldkonten op de Virgin Islands och an de Panama Papers op an huet am Juni 2017, also virun e puer Méint, eng Filial hei zu Lëtzebuerg opgemaach, fir seng Holdingen ze restrukturéieren. Eise Pensiounsfong hält Aktien am Wäert vu 650.000 Euro un dësem Konzern.

Handelt et sech hei ëm zwee Eenzelfäll? Bäi Wäitem net! Ech kéint hei laang esou weiderfueren an Iech Dosende vun esou Geschichten erzielen. Zum Beispill vu Wilmar, Shell, Newmont, AngloGold (veuillez lire: AngloGold Ashanti), Bolloré, Eni oder Gazprom, déi alleguerten objektiv novollzéibar géint international Konventioune verstouss hunn a fir krass Ëmweltzerstéierungen a Mënscherechtsverletzunge responsabel sinn. Trotzdeem investéiert de Fonds de compensation an dës Konzerner.

Madamm Presidentin, wann ee sech de Portfolio vum Rentefong méi genau ukuckt, da kann ee just zur Konklusioun kommen, datt e sengem eegenen Usproch net gerecht gëtt, näämlech a keng Firmen ze investéieren, déi géint international Konventioune verstoussen.

Datt de Rentefong iwwerhaapt ethesch Kritären an eng Exklusiounslëscht huet, muss een ausdrécklech begréissen. Mä Tatsaach ass, datt déi Mechanismen net richteg gräifen oder net richteg applizéiert ginn. Souguer Firmen, déi

Streebomme produzéieren, fënnt een nach ëmmer dobäi. Beim Zukunftsfong gesäit d'Situatioun iwwregens nach vill méi schlëmm aus. Do ginn et iwwerhaapt keng ethesch Kritären!

Dës Problematik ass scho laang bekannt. D'Organisatioune vun der Zivillgesellschaft ginn net midd, dorobber hinzeweisen, datt et sech dobäi ëm e fundamentale Problem vu Kohärenz handelt. An och de Barometer 2017 vum Cercle geet dorop an.

Mir kënnen net op där enger Säit mat eiser Kooperatiounspolitik eng nohalteg Entwécklung promouvéieren, an da mat den ëffentleche Fongen, déi eigentlech missten eng Virbildroll anhuelen, Profitter op Mënscherechtsverletzungen an Émweltzerstéierung maachen. Mä bei der Regierung stéisst déi ganz Problematik, mengen ech, op daf Oueren.

An och dës Chamber stécht de Kapp an de Sand, well Enn 2015 hat de Serge Urbany schonn eng Demande un déi zoustänneg Kommissioun gemaach, fir iwwert de Problem ze schwätzen. Am Januar 2016 war dunn decidéiert ginn, eng Debatt iwwert d'Investitiounspolitik vum Rentefong ze organiséieren, esou steet et am Rapport vun der Kommissioun. A wat ass bis do geschitt? Näischt!

Am Januar 2017 hu mir als déi Lénk nach eng Kéier eng Demande gemaach, fir dat op den Ordre du jour ze setzen. A wat ass zënterdeem geschitt? Näischt!

Madamm Presidentin, d'Verhale vu ville Multinationallen an den Entwécklungslänner an déi Impunitéit, déi se dobäi gréisstendeels genéissen, ass e grousse Problem, deen endlech muss ugepaakt ginn. Déi Lëtzebuerger ONG Action Solidarité Tiers Monde huet am Moment zu deem Thema eng Campagne lafen, déi de Problem ganz ausféierlech dokumentéiert. Ech ka just empfeelen, sech hiren Internetsite eng Kéier unzekucken.

Et muss ee sech emol just ee Moment an déi lokal Populatiounen erandenken, wann do eng grouss westlech Firma kënnt, sech d'Land an d'Ressourcen uneegent, d'Émwelt massiv a stroffräi verknascht an dann d'Profitter gréisstendeels erëm exportéiert, ouni vill am Land ze hannerloossen. Natierlech ass dat net ëmmer de Fall, mä awer ganz oft.

Dat schaaft net nëmmen Ongerechtegkeet a sozial Problemer. Dat schaaft virun allem och Haass. Dës grouss Entreprisë sinn awer och immens komplex. Si bestinn aus engem komplizéierte Reseau vu lokale Filialen, Sous-traitanten a Partnergesellschaften. De Problem besteet doranner, datt all déi Filiale juristesch gesi wéi autonom Persoune behandelt ginn, obwuel d'Aktionären déiselwecht sinn an d'Decisioune vun uewen erof geholl ginn. Déi Autonomie juridique vun de Filiale féiert dozou, datt d'Mammesocietéite praktesch ni responsabel kënne gemaach gi fir dat, wat an den Entwécklungslänner geschitt. An och déi lokal Filiale kënnen oft stroffräi agéieren. D'Korruptioun spillt do natierlech eng grouss Roll. Mä dat erkläert och net alles.

A villen Entwécklungslänner, besonnesch an Afrika, hunn d'Staten einfach net déi budgetär Mëttelen, fir effektiv Kontrollen ze organiséieren an domadder d'Applikatioun vun hirer Gesetzgebung ze iwwerwaachen. An och fäerten, deemno wéi, déi lokal Autoritéiten, fir konsequent Mesuren ëmzesetzen, aus Angscht, virun en internationaalt Schiidsgeriicht gezunn ze ginn.

An anere Fäll gi Multinationalle rechtskräfteg veruerteelt, mä weigere sech dann einfach, d'Uerteel unzëerkennen, esou wéi am Fall Chevron/Texaco am Ecuador. Dat alles féiert dozou, datt Multinationalle sech an den Entwécklungslänner bal alles erlabe kënnen, ouni eng Strof mussen ze fäerten. Dat féiert entgéint der gängeger Theorie net zu Entwécklung, mä am Géigendeel zu Aarmut a Misär.

An déi Länner, wou d'Decideure vun deene Firmen an och hir Aktionäre sëtzen, déi kucken einfach ewech a maachen esou, wéi wa se domadder näischt ze dinn hätten.

Madamm Presidentin, iwwert déi Lëtzebuerger Fongenindustrie fléissen enorm Zommen an dës Firmen an erëm zréck un d'Investisseuren. Eist Land huet bei dëser Thematik also eng ganz besonnesch Verantwortung. An et wäer dofir och gutt, sech emol e bëssen domadder ze beschäftegen.

International lafen näämlech eng ganz Rei vun Initiativen, déi derwäert wären, vun der Lëtzebuerger Diplomatie ënnerstëtzt ze ginn. An éischter Linn denken ech do un d'Diskussiounen am Conseil des droits de l'homme vun der UNO. 2014 ass do mat der Resolutioun 26/9 en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn, fir e legale Kader auszeschaffen, mat deem d'Multinationalle kënne fir Mënscherechtsverletzungen zur Verantwortung gezu ginn. Déi Diskussioune sinn nach ëmmer amgaangen a wäre sécher eng gutt Geleeënheet, sech fir Progrèsen an där Thematik anzesetzen.

Et gëtt dernieft och nach eng Initiativ „carton vert", déi vum franséische Parlament ausgaangen ass a mëttlerweil vun aacht nationale Parlamenter an der EU ënnerstëtzt gëtt. Dës Initiativ fuerdert d'EU-Kommissioun op, e legislative Kader auszeschaffen, dee fir europäesch Entreprisen e verbindlechen Devoir de vigilance aféiert, dat heescht d'Flicht, fir präventiv géint all eventuell Mënscherechtsverletzungen am Zesummenhang mat hiren transnationalen Aktivitéite virzegoen. Ech mengen, et wier och gutt, wa mir dat géife maachen.

Den Här Angel seet…

M. Marc Angel *(LSAP).*- Mir hunn eis do schonn ugeschloss, scho virun engem Joer.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Virun engem Joer?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Mir hunn dat ënnerstëtzt.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ah okay! Ma dann ass et gutt. Dann zéien ech dat zréck. Da war ech falsch informéiert. Ech war dovun iwwerzeegt, datt dat net de Fall wär. Ganz gutt! Super! Heiansdo si mer besser, wéi ech mengen.

Wou war ech elo? Jo! Madamm Presidentin, et kann een net vu Multinationallen am Kontext vun der Entwécklungspolitik schwätzen, ouni d'Thema vun der Steierevasioun unzeschwätzen. Also do hu mer awer weiderhi keng gréisser Efforte gemaach.

Eng Resolutioun vum Europaparlament aus dem Joer 2015 schwätzt vun 189 Milliarden Dollar pro Joer, déi den Entwécklungslänner wéinst aggressiver Steieroptiméierung verluer ginn. Dat ass e gutt Stéck méi wéi déi weltwäit Entwécklungshëllef pro Joer ausmécht; Suen, déi net fir Gesondheet oder Bildung zur Verfügung stinn, mä iwwer Émweeër an d'Täsche vun Aktionäre wanderen. Datt déi lëtzebuergesch Finanzplaz dobäi eng Roll spillt, wësse mer alleguerten. Si ass net eleng responsabel, mä si spillt dobäi eng Roll, déi net negligeabel ass.

Ech kann nach drun erënneren, ech hunn dat scho gesot, 2008 hat de Cercle des ONG eng Etüd an Optrag ginn, déi de Prejudice vun der Finanzplaz fir Entwécklungslänner op véiermol de Montant vun eiser Entwécklungshëllef geschat huet. Dat war dee sougenannte Falk-Rapport. Deen ass deemools zerrappt a verdaamt ginn. Mä mir stelle fest, datt bis haut awer och keng Géigerechnung opgestallt gouf vun de grousse Genien, déi gemengt hunn, et wier néideg, deen ze zerrappen, well en awer de Fanger op d'Wonn geluecht huet.

Et gëtt bestëmmt kee Patentrezept, wéi ee konkret mat all deene Froen, déi ech elo opgeworf hunn, kann ëmgoen. Mä et wär emol e gudden Ufank, wann een iwwerhaapt emol driwwer géif schwätzen. An dat gëtt net gemaach.

Et wier och iwwerhaapt gutt, wa bei der Kooperatiounsdebatt, mengen ech emol, den Här Finanzminister derbäi wier, dee souwisou an nächster Zäit eendäiteg méi Zäit wäert hunn, wéi hie selwer geduecht hätt,…

(Brouhaha)

…fir och kënnen iwwert déi Froen ze diskutéieren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Wagner, allez, bleift beim Thema!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ma neen! Mä dat freet mech fir hien, datt e méi Zäit huet. Et ass gutt, Zäit ze hunn am Liewen.

(Interruption et hilarité)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, Här Wagner, fuert virun!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mä ech menge ganz serieusement, datt et gutt wier, datt och de Finanzminister bei dëser Debatt präsent wier. Well mir hunn engersäits, et ass wéi bei der Émweltpolitik, mir hunn den „good cop" an den „bad cop". An ech hätt och gär heiansdo den „bad cop" derbäi.

Déi Froen also einfach ze ignoréieren an esou weidermaachen, wéi wa mir domadder näischt ze dinn hätten, ass hypokritesch a gëtt eiser globaler Verantwortung net gerecht.

Ech wollt awer och dann nach erëm eng Kéier ofschléisse mat der palästinensescher Fro. Well ech sinn och net ganz zefridde mat der Aart a Weis, wéi mer och…, an ech si frou, datt ech net deen Eenzege sinn, deen dat gesot huet, ech mengen, dat schéngt awer bal e Konsensus hei ze sinn, mä mat der Fro och vum Import vun illegale Produiten aus den illegale Kolonien a Palästina, déi hei weiderhin nach agefouert ginn.

Ech mengen, datt den Här Ausseminister eng gutt Politik bedreift an dëser Fro, eng courageiert Politik bedreift souguer, well et ass net einfach, wat hie sech heiansdo muss unhéieren, wat fir eng Beleidegungen en och heiansdo muss unhéieren. Ech mengen, dat geet heiansdo un d'Substanz. Ech weess, vu wat ech schwätzen, well mir dat och scho virkomm ass. Mä bon, soit! Dat muss een och heiansdo kënnen ignoréieren.

E mécht eng gutt Politik. Mä ech hunn den Androck, datt aner Regierungsmembere seng positiv Politik net onbedéngt esou ënnerstëtzen. Ech mengen, datt de Premierminister an deem Fall ass an datt de Wirtschaftsminister och an deem Fall ass.

Ech hat eng Question parlementaire gestallt iwwert den Import vun illegale Produiten hei zu Lëtzebuerg. An d'Äntwert, déi kënnt Der och nokucken. Si ass och zitéiert am Barometer an déi ass einfach net zefriddestellend. An ech hunn awer och den Androck, datt déi verschidde Visitten an dëser Géigend, och vum Premierminister, ouni sech mam Ausseminister auszeschwätzen, fir och nach Zesummenaarbechten ze hu mat Unien an Entreprisen, déi och an der Koloniséierung aktiv sinn, datt dat kee gutt Zeechen ass.

Ech mengen, et wier gutt, wann d'Regierung do eng eenheetlech Positioun hätt. Ech mengen, et wier och gutt…, bon, mir hu virun dräi Joer eng Resolutioun, souguer zwou - dat war eng kleng Pann, eng parlamentaresch Pann - Resolutiounen ënnerstëtzt, ënner anerem eng, déi vun eis koum, fir ze soen, datt Lëtzebuerg oder d'Regierung eng Kéier misst de Stat Palästina unerkennen, wéi dat esou oft de Fall ass. Et ass all Kéiers - all Kéiers! - ofgeleent ginn, ëmmer aus engem anere Grond, an heiansdo souguer aus engem fallaciéise Grond. Dee leschten, dat war, fir ze soen, datt d'Palästinenser missten Israel unerkennen. D'Autorité palestinienne huet dat gemaach, scho längstens.

Ech verstinn net, also ech si ganz erstaunt, datt dat nach net gewosst war am Statsministère. Mä ech mengen, dat war eng faul Excuse, fir dat net wëllen ze maachen. Well ech mengen, datt an der Regierung net jiddwereen un engem Strang zitt an datt…

(Interruption)

…u sech och d'Bestriewunge vum Här Ausseminister e bësse boykottéiert ginn innerhalb vun dëser Regierung. Et ass schued, well et eng Decisioun vun der Chamber war, an déi gëtt einfach net respektéiert. Ech hoffen, datt mer awer erëm eng Kéier dorobber zréckkommen. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Wagner, Merci. Den Här Fayot wëllt Iech nach eng Fro stellen, ier Der elo gitt. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Et ass och vläicht éischter eng Präzisioun par rapport zu eppes, wat den Här Wagner gesot huet, méi fréi a senger Ried. En huet geschwat vun der Cohérence des politiques, wat d'Investissementer ugeet vum Fonds de compensation a vum Future Fund.

Dir hutt gesot, mengen ech, dass Äre Kolleeg, den Här Urbany, Initiative geholl hätt, an ech mengen Dir och, fir eng Kéier doriwwer ze schwätzen. An Dir hutt gesot, et wär näischt geschitt. Ech mengen, dat ass net ganz richteg. Mir hate virun net allze laanger Zäit, un den Datum kann ech mech elo net erënneren, den Här Berger weess dat vläicht méi genee, an der Finanzkommissioun eng Diskussioun iwwert d'Kritären,…

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat ass schonn ee Joer hier.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- …d'Critères d'investissement vum Fonds de compensation an och vun deem Luxembourg Future Fund, a Präsenz vum Här Kieffer, deen eis deemools eng Partie Explikatiounen driwwer ofginn huet. Ech sinn net méi ganz sécher, wat d'Konklusioune waren. Mä ech mengen, et war awer gesot ginn, dass et do géif ethesch Considératioune ginn, vläicht elo net satisfaisant fir Iech, mä, bon, mir haten en Echange driwwer. Et misst een noliesen, wat d'Konklusiounen dovu waren.

Ech sinn d'accord mat Iech um Prinzip. Ech mengen, et ass awer net, dass mer guer näischt an der Chamber zu deem Punkt do gemaach hätten.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, et ass precisement gaangen ëm den Zukunftsfong, méi präzis. De Fonds de compensation engersäits, deen huet natierlech kloer Kritären an deen ass och méi einfach an deem Sënn ze verwalten. Den Zukunftsfong, den FSIL**,** do gëtt de Finanzministère selwer zou, datt dat einfach net geet, also datt dat guer net ze kontrolléieren ass. Bon, et gëtt gesot, et ass och eng méi kleng Zomm, well einfach vill méi schnell investéiert gëtt, datt dat emol net de Sënn ass.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo. Ech mengen, beim Zukunftsfong war gesot ginn, dass e fir de Moment géif an en…, et ass esou en „index tracker".

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, jo, jo.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dat heescht, well en ze kleng ass, ass et e Fonds indiciaire, deen an eng Bourse leeft…

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, jo, ech weess. Mä et kann een awer och d'Fro opwerfen, ob dat iwwerhaapt Sënn mécht, deen Zukunftsfong ze hunn, ob een deen net kéint aneschters verwalten.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat ass eng aner Diskussioun.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, et ass eng aner Diskussioun. Mä Fakt ass, datt et onméiglech ass, beim Zukunftsfong d'Investitiounen iwwerhaapt ze kontrolléieren, net wéi beim Fonds de compensation. Datt vläicht an enger zweeter Phas vläicht den Zukunftsfong soll aneschters…

Une voix.- Dat hu mer scho virgesinn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech hoffen. Also, je touche du bois. Ech sinn do wéi den hellegen Thomas, mä zurzäit ass et eng Realitéit…

(Interruption)

Zurzäit ass et eng Realitéit, datt den Zukunftsfong net kontrolléierbar ass an an onethesch Saachen investéiert. De Fonds de compensation, deen investéiert nach ëmmer massiv. A mir sinn dat jo net gëschter gewuer ginn. Dat ware mer schonn 2010 gewuer ginn also, datt do nach ëmmer ganz staark getrántelt gëtt. An ech hunn den Androck, datt do awer…, oder vläicht brauch ee méi Personal, fir dat ze maachen. Ech weess dat net. Mä et wär awer gutt, wa mer do weiderkéimen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Wagner.

Mir hunn den Tour elo gemaach vun den ageschriwwene Riedner. Da géif ech Iech Merci soe fir Är ganz interessant Kontributiounen zu dësem ganz wichtegen Thema. An da ginn ech nach eng Kéier dem Här Minister Romain Schneider d'Wuert, dee bestëmmt nach déi eng oder aner zousätzlech Informatioune wëllt liwweren. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert, well - ech mengen - effektiv eng Rei Riedner op eng Rei Punkten agaange sinn, wou et awer net nëmmen derwäert ass, mä natierlech och ganz kloer ass, datt ee soll drop äntwerten an och Stellung huelen dozou.

Ech wollt fir d'Éischt awer emol vun der Geleeënheet profitéieren an alle Riedner Merci soe fir déi Bäiträg, déi de Mëtteg eriwwerkoumen. Ech mengen, generell kann ee soen, datt d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik begréisst gouf an eigentlech genau dat, wat och, mengen ech, säitens vun anere gesot gouf, och vu baussen, datt mer eng positiv Nott kritt hunn an och hunn, an och eng Ausriichtung hunn, datt dës Entwécklungspolitik an och déi humanitär Politik an déi richteg Richtung ginn, datt se um richtege Wee sinn, mat enger Rei Bemollen derbäi, déi hei gesot goufen, an ech géif eng Kéier kuerz dorobber agoen.

Ech kann net op all Punkten agoen, well soss kéint ech meng Ried nach eng Kéier d'selwecht hale wéi d'leschte Kéier. Ech probéieren, se e bëssen en bloc ze halen.

Ech mengen, fir d'Éischt ass emol ganz kloer festzehalen, datt mer eigentlech hei feststellen, datt ech, wéi ech geschwat hu vun engem breede Konsens iwwert d'Entwécklungspolitik, och deen de Mëtteg hei ka feststellen, och wa verschidden Nuancen dra sinn, mä ech mengen, datt et gutt ass, datt mer eng Entwécklungspolitik op engem gewëssenen Niveau maachen, datt mer se cibléiert hunn an datt mer eis och ausgeriicht hunn no deenen internationalen Normen, wou mer effektiv se méi effikass, méi punktuell maachen a virun allem och ganz genau asetzen do, wou et eng Plus-value eigentlech och gëtt. An et ass dee Punkt, dee fir mech virun allem an dëse Beräicher wichteg ass.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Et goufe ganz wichteg Saachen och hei gesot. D'Roll virun allem och vun deem ganze Volet vun der Mikrofinanz ass eng ganz wichteg, déi mer viru sollen ënnerstëtzen, well wa mer effektiv wëllen och virukommen an deenen eenzelne Beräicher, da musse mer selbstverständlech och d'Moyenen zur Verfügung stellen. An dat kënnen net nëmmen ëffentlech Moyene sinn, dat mussen och Moyene sinn, déi vu baussen erakommen, souguer och vu bannen erakommen. Ech kommen herno och op dee ganze Volet eng Kéier kuerz ze schwätzen, wat de Volet vun den Taxe betrëfft.

Da gouf hei relativ vill kritiséiert respektiv ugereegt, wat dee ganze Volet vun der Handelspolitik ugeet. Ech mengen, hei ginn ech lech recht, datt hei eng ganz Rei vun Efforten nach ze maache sinn. Mir hu probéiert, effektiv och hei de Volet an d'Schinn virun allem vum Fair Trade, wéi ech och selwer hei gesot hunn, virun ze ënnerstëtzen. Mir sollen eis nach eng Kéier nei fokusséieren op en neie Volet dovun: dee vum ganze Fair-Fashion-Volet. Och dat ass ee wichtegen Aspect, deen ee kann unzéien, well hei virun allem och ëmmer erëm virun allem Aarbechtsbedéngungen an virun allem och Kanneraarbecht mat am Spill sinn. Genau déi kann een och hei cibléieren iwwert déi doten Aktiounen, déi konkret gemaach ginn.

Et koume konkret Froen hei eran iwwer engersäits Myanmar, wéi mer dozou stinn. Ech mengen, et ass ganz kloer, datt mer ganz no waren, fir effektiv och en Accord ze ënnerschreiwe mam Myanmar, datt mer déi dote Verhandlungen an deem doten Accord de Moment op Äis geluecht hunn, fir ganz einfach och ze kucken, wéi effektiv dat politescht Émfeld sech nei orientéiert an ob et sech och erëm stabiliséiert an déi richteg Richtung hei. An ech mengen, hei ass virun allem den diplomatesche Volet, dee wäert spillen.

Op där anerer Säit hu mer déi dräi Projeten, déi mer am Moment gemaach hunn, awer viru lafe gelooss, well et virun allem jo och drëm geet, datt mer kucken, der Zivillgesellschaft, der Bevëlkerung och ze hëllefen a schwierege Situatiounen. An duerfir grad, déi Projete soll een net stoppen, wann een och den Accord generell op Äis leet. An duerfir hu mer an deem Beräich och Projete vum Développement rural, vu virun allem och der Formation professionnelle an dem Tourismus. Dat si Projeten, déi lafen, déi schwiereg lafen. Dat ass evident. Mä wou mer virun allem och musse kucken, zesumme mat der Bevëlkerung, dat hei ze maachen.

An een Aspect, mengen ech, deen och heibannen esou gesot gouf: De Volet vun der Aide humanitaire an deem Beräich ass merklech an d'Luucht gaangen. An do wäerte mer och drop halen, fir virun allem de Leit och an der Nout kënnen ze hëllefen.

Et gouf d'Fro hei gestallt iwwert de Burundi. Ech mengen, am Burundi ass et och ganz kloer, datt mer natierlech och déi eenzel Sanktiounen, déi gemaach goufen, zur Kenntnis geholl hunn. An och do, mengen ech, ass et wichteg, datt mer de Moment do awer aktiv bleiwen, a virun allem am Beräich vun der Aide humanitaire. D'Aide humanitaire ass e Volet, deen och hei wichteg ass, fir virun allem och d'Leit net eleng dostoen ze loossen.

E Volet, deen nach ugeschwat gouf, ass dee vun der Verbindung, mengen ech, ëmmer méi, an dat virun allem och no der Agenda 2030, och virun allem no der COP21, d'Verbindung mat deem ganze Changement climatique, virun allem och déi Beräicher, déi mer erabréngen. An et gouf hei virun allem och drop higewisen op d'Agenda 2030, déi jo universell ass, also wou all Land och selwer gefuerdert ass, a mir natierlech och do mussen hëllefen, virun allem als Partner ze agéieren, fir effektiv och déi dote Beräicher an den erneierbaren Energië grad an den Entwécklungslänner ze promouvéieren an hei och déi richteg Akzenter ze setzen.

Et gouf ugeschwat eis Politik, déi mer generell maachen, d'Politik vun den „dräi D". Jo, mir maachen eng Politik vun den „dräi D" engersäits. Natierlech ass dat eng Politik, déi steiert op d'Defense, op d'Diplomatie an den Développement. Dat ass och eng Politik, déi mer gesinn. Et gëtt effektiv keng Entwécklung ouni Sécherheet an et gëtt keng Sécherheet ouni Entwécklung. Dat ass nach ëmmer esou gewiescht an dat wäert och an Zukunft esou sinn an et ass méi wéi jee och wichteg, datt mer och dat an Zukunft wäerte promouvéieren.

Ugeschwat dann awer déi zwee Haaptpunkten. An ech hu mech ee Moment scho bal an enger Diskussioun iwwert de Pensiounsfong gefillt. Déi Diskussioun, Här Wagner, déi Der zënter Laangem hei frot, vun där mer gesot haten, mir géife se an der Chamberskommissioun elo eng Kéier ureegen. An de President vun der zoustänneger Kommissioun géif déi eng Kéier nei ureegen, fir se och ze féieren.

Iwwregens, den Här Fayot hat recht, fir ze soen: Mir hunn och schonn eng Kéier mam Finanzminister iwwert déi Zesummeleeung respektiv déi Diskussioun zesumme mam Pensiounsfong a mam neien Fong effektiv gekuckt. Mir sinn och do an enker Verbindung. Mir hunn och e klengen Aarbechtsgrupp gemaach, fir effektiv do eng Ausriichtung ze maachen, gemeinsam, wéi dee Fong soll fonctionnéieren an och wéi ganz einfach virun allem den Zukunftsfong ethesch soll fonctionnéieren. Hei si mer mat eisen Aarbechte geschwë fäerdeg a wäerten dat da selbstverständlech och der Chamberskommissioun respektiv dem Parlament hei presentéieren.

Dann hunn ech awer zu deem Pensiounsfong virun allem eng Rei Aussoen héieren - hei geet et jo ëm d'Cohérence des politiques, et ass jo dat, wat een dann och ëmmer erëmfënnt -, datt näischt gemaach ginn ass. Dat, mengen ech, stëmmt awer elo sécher net, well ech kommen elo mat enger Rei Punkten hei, déi lech ganz kloer soen, datt et Bewegung gouf an deene leschte Joren an datt och ganz kloer hei, virun allem an dëser Regierung, ganz nei Ausriichtunge getätegt goufen.

An et gëtt ëmmer vu ville Kolleegen heibanne vum sougenannten norwegesche Pensiounsfong geschwat, wou mer sollen an d'Léier goen, un dee mer eis sollen uleenen. Mä gitt emol eng Kéier kucken, a wat fir eng Fongen den norwegesche Pensiounsfong investéiert! Gitt emol eng Kéier kucken, ob Der déi Fongen, déi exclu si vun eisem Pensiounsfong, am norwegesche Pensiounsfong erëmfannt! Ech soen lech: Jo, Dir fannt se nach erëm. Dir gesitt also och, wéi do dee Streaming da gemaach gëtt a mat wéi enger Konsequenz datt effektiv och do agéiert gëtt.

Ech ginn lech awer 100% recht, alleguerten, déi hei insistéiert hunn, datt mer virun Efforte musse maachen, fir virunzekommen. Mä mir hu konkreter gemaach. Ee vun deenen ass, dat gouf hei agefouert, dat ass scho méi laang hier, mä dat gouf och konsequent duerchgefouert, datt mer effektiv probéieren, bei deene Conventions internationales, déi bestinn, ze kucken, ob déi och ugewannt ginn.

Hei ass déi Liste d'exclusion, déi erstallt gëtt vum Pensiounsfong a wou regelméisseg och Firmae fir d'Eischt eng orange Luucht an dann déi rout Luucht gewise kréien, ier se effektiv ausgeschloss ginn. Derniewent, mengen ech, ass et awer och wichteg, datt de Pensiounsfong decidéiert huet, virun allem fir déi futur Mandaten, also déi, déi et wëlle ginn, bei der aktiver Gestioun vun de Kompartimenter och hei ze kucken, datt mer einfach deen neie Prozess mat abannen an datt effektiv nëmmen nach investéiert gëtt a sougenannten Investissementer, déi och d'Kritäre vun enger nohalteger Entwécklung respektiv vun engem Investissement socialement responsable hunn. Also, dat hei ass dee richtege Schrëtt, wat d'Gestion active betrëfft.

Bei der passiver Gestioun fuere mer virun op der Linn vun der Liste d'exclusion. An dann, mengen ech, ass et awer och nach wichteg, datt ee muss soen, datt ee virun allem och an deenen eenzelnen Aktioune respektiv an Obligatiounen ëmmer méi op dee Wee geet, och wa mer hei amgaange sinn, iwwer Etüden ze kucken, wéi dat sech effektiv entwéckelt. Dat ass dee ganze Volet vun deene sougenannte grénge Fongen, de Green Bonds. Och hei besti konkret Projeten, wou dat scho gemaach gouf, wou och eis Finanzplaz sech opstellt. Viru Kuerzem nach hat de Finanzminister zesumme mat der Ëmweltministesch ee Rendez-vous, fir ebe genau ze weisen, wat mer de Moment alles scho probéieren an deene sougenannte Green Bonds mat ze implizéieren.

Derniewent, mengen ech, huet och de Pensiounsfong sech selwer eng nei Investissementsstrategie ginn, wou virun allem de Volet vun den Investissementer ganz kloer erëmzefannen ass, déi méi socialement responsable solle ginn, also déi ganz Responsabilitéit och méi op dee Volet sollen zéien. Do gesäit een also hei, datt Bewegung dran ass. Ech hu richtegerweis gesot: Mir sinn net um Enn dovun.

Mir mussen awer och ëmmer wëssen, wat de Pensiounsfong duerstellt: Dat si Sue vun den Assuréen. Déi sinn am Prinzip do, fir d'Renten an Zukunft nach kënne fir déi nächst Generatiounen ze bezuelen. Et ass ganz kloer, datt mer bei der Maximiséierung vun de Gewënner och hei elo schonn, mengen ech, eng Rei Projete maachen, virun allem am Logement, wou mer op Basen zréckginn, déi effektiv net méi déi Rendementen hu wéi aner Projeten. Mä hei gi Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach. Hei musse mer a kënne mer nach méi investéieren. An ech mengen och, datt mer hei zesummen op deen dote Wee kënne goen.

Dann den zweete Volet, deen hei ëmmer erëm ugeschwat ginn ass, ass dee vun den Taxen a vun der Fiskalitéit. An ech mengen, hei verweisen ech ganz kloer drop, datt mir als Lëtzebuerg eent vun de Länner waren, déi och zesummen eben zu Addis Abeba déi sougenannten Addis Tax Initiative mat ënnerstëtzt hunn, déi eng ganz Rei vun neie Kritäre bitt, déi mer respektéieren a wou mer och an Zukunft Wäert drop leeën. Mir waren eent vun den éischte Länner, déi se ënnerstëtzt hunn, genausou gutt wéi mer och d'BEPS vun der OCDE suivéieren an och déi ënnerstëtzen, an och hei huet Lëtzebuerg, mengen ech, Erfahrunge gemaach mat allen internationale Standarden an dësem Kader.

Derniewent mengen ech, ass et awer och esou, datt mer natierlech musse kucken, an dat gouf jo virun allem och grad zu Addis Abeba gesot: Wat fir eng Moyene brauche mer? Fir an Zukunft nach kënnen dës Entwécklungshëllef ze finanzéieren, brauche mer natierlech och Moyenen, déi aus Eegeressourcë vun eise Partnerlänner kommen. An duerfir hu mer eben och gekuckt, grad an dëse Voleten d'Capacitéite vun eise Partnerlänner wéi dem Niger an dem Senegal an d'Luucht ze setzen, fir virun allem hei och eng Mobilisatioun vun nationale Ressourcen ze maachen.

An als Informatioun nach, am neie PIC mam Senegal wäert Lëtzebuerg op d'Exoneratioun vun der TVA verzichten, fir ebe grad déi Suen am Land selwer ze loossen. An ech mengen, esou Saachen, eng Rei esou Initiative wäerten och an Zukunft nach kommen. Et ass wichteg, datt mer effektiv och déi eege Gelder vun de Länner an de Länner behalen an net erauszéien.

Loosst mech nach vläicht dräi Wierder soe generell, mengen ech, zu eiser Positioun.

Et gouf och dacks hei ugeschwat: de Consensus européen, dee jo effektiv ënnerschriwwe gouf bei den europäeschen Entwécklungsdeeg, wou mir eis effektiv massiv laang an de Virgespréicher dergéint gewiert hunn, fir eng Rei Saachen ze änneren - virun allem dee ganze Beräich vun den 0,7%, deen hei och ëmmer erëm ugeschwat ginn ass -, well mer och der Meenung sinn, datt ee schnellstméiglech déi Ziler muss erreechen an datt ee sech do net kann hannert verschiddene Saache verstoppen.

Duerfir och ganz kloer hei eis Nott, déi mer am Conseil selwer hannerluecht hunn, fir ze soen, datt dëst hei eng Verschlechterung par rapport zu deem ass, wat 2005 ausgehandelt gouf ënnert der Lëtzebuerger Presidence an op dat mer haut nach, mengen ech, kënne stolz sinn, wat deemools ausgehandelt gouf.

Wat schued ass, ass, datt dëse Consensus européen fir d'Entwécklungspolitik net méi wäit gaangen ass, fir och nei Akzenter ze setzen. Well effektiv an der internationaler Entwécklung ass Europa, engersäits seng Memberlänner awer och d'Kommissioun, ganz dacks dee gréisste Bailleur, also ganz dacks déi aktiv Institutioun an deenen eenzelne Länner. An duerfir ass et grad schued, datt och dës Kommissioun, datt eben och d'EU-Memberlänner sech deen heite Consensus operluecht hunn an net méi wäit ginn, wéi dat eigentlech virgesi war.

Da vläicht zum Schluss zur Motioun, déi agereecht gouf säitens vun der ADR, déi beinhalt eng ganz Rei vu Punkten, déi ounideem, mengen ech, de Moment vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik gemaach ginn. Wann ech virun allem dee ganze Volet kucken, wat d'Recherche betrëfft, dee ganze Volet virun allem och hei, fir Programmer ze maache géint d'Kannerstierflechkeet, datt där Programmer virun allem och gemaach ginn, fir regelméisseg d'Chamber ze informéieren, dat ass eppes, wat ech selbstverständlech kann ënnerstëtzen.

Ech muss awer soen, datt virun allem och bei eis natierlech d'Roll vun der Fra am Mëttelpunkt steet. Och dat, mengen ech, ass sousentendu, wat een hei erëmfënnt. Ech muss awer soen, datt mir all Programmer ënnerstëtzen, mä mat Sécherheet de Moment an och an Zukunft keng Ofdreiwungsprogrammer wäerten ënnerstëtzen.

Mir sinn do, mengen ech, fir ze ënnerstëtzen, ze kucken, Familljeplanungsprogrammer ze ënnerstëtzen, Informatiounen ze ginn op där enger Säit a virun allem ze kucken, d'Educatioun richteg eriwwerzebréngen, medezinnesch mat ze intervenéieren a virun allem och ze kucken, de Beräich vun de Verhütungsmëttel mat ze promouvéieren.

Ech war selwer an eenzelne Länner, wou ech déi Projete gesinn hunn, déi wierklech och ganz gutt ukommen, wou ech och selwer mat de Fraen, mat de Meedercher geschwat hunn. Dat si Programmer, déi mer geziilt maachen. Ech mengen also, datt eng ganz Rei vu Saachen hei erfëllt ginn. A mer op där anerer Säit eng kloer politesch Ausriichtung hunn, soudatt ech géif mengen, datt dës Motioun souzesoe fir mech net unzehuele wier säitens vun der Regierung. Eng ganz Rei Saache gi gemaach. Ech mengen, mer kënnen dat ganz gären diskutéieren. Mä ech mengen, dat ass meng Positioun. Mir maachen déi meescht Saachen an an anere Saachen hu mer eng anerer Ausriichtung.

Ech mengen, Dir wësst, datt dat ee Choix politique ass. Genausou gutt, an dat hat ech, en dehors vun der Motioun, virdru vergiess ze soen, de Choix politique an dësem Regierungsprogramm seet ganz kloer, datt mer 1% vun eisem RNB derfir huelen, datt mer déi och net als eng Aide liée gesinn, datt anerersäits och all eis aner Fongen, déi mer benotze fir de Klimafong, awer och fir aner Fonge wat d'Migratioun respektiv d'Refugiéë betrëfft, additionell bei eis sinn an och wäerte bleiwen.

An ech mengen, Dir hutt gesinn, datt mer Äre Bedarf an Äre Begier an d'Aide humanitaire souguer maachen. Mir stiechen ëmmer méi Gelder an d'Aide humanitaire, wat och richteg a wat och gutt esou ass a wat an Zukunft och nach méi wäert bréngen.

Mä wat d'Motioun betrëfft, géif ech der Chamber proposéieren, déi ze rejetéieren.

Merci bien.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci. Den Här Oberweis huet d'Wuert.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Här Minister, ech hat a menger Ried kuerz geschwat gehat vun där Coopération triangulaire. Dir hutt elo grad dat Wuert Senegal fale gelooss. Meng Fro wär ganz einfach, well dat jo esou gutt fonctionnéiert huet deemools mat der triangulärer Kooperatioun, ob et net machbar wier, fir den Nord-Süd-Süd tëschent dem Senegal a Guinea-Bissau, engem Land, wou jo bal keen derno kuckt, opzebauen. Dat ass e Land, dat wierklech um Rand ewechgelooss gëtt. Do geet keen hin hëllefen. Meng Fro ass, ob dat eng Méiglechkeet wier, esou eppes opzebauen an engem Triangulären. Well de Senegal steet sech ganz gutt an déi aner kéinten dovu léieren.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Also, triangulär zesummeschaffen ass ëmmer gutt. Esou wéi mer op där anerer Säit och virun allem fuerderen, datt Süd-Süd zesummeschaffen, mengen ech, datt et eng Saach ass, déi ganz wichteg ass: léiere vun engem. Ech hat d'Beispill vu Mexiko genannt. Et ginn nach anerer.

Op där anerer Säit, déi triangulär Saachen hu mer op Plaze probéiert. Déi sinn net ëmmer esou einfach ze léisen, well et och hei schwéier

ass, heiansdo Partner beieneenzebréngen. Mir haten eng Aktioun am Cap-Vert, wou mer dat probéiert haten. Och dat huet eng ganz laang Zäit gebraucht, fir et en place ze setzen. Mä natierlech, all Projet kënne mer am Fong eng Kéier duerchdiskutéieren. Also, ech wëll op jidde Fall net soen, datt een et net mécht. Mä et muss ee kucken, wéi d'Méiglechkeete sinn an och wéi d'Partner an dëse Beräicher an d'Länner virun allem spezifesch matenee kënne fonctionnéieren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Minister. Si soss keng Froe méi? Neen, et ass gutt.

Villmools Merci, Här Minister, fir déi zousätzlech interessant Informatiounen.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, eise President hat virdru proposéiert, dass mer all d'Votte géifen op muer verschiben, well verschidde Kolleegen aus bekannte Grënn net hei sinn. Dat heescht, déi Motioun hei vun der ADR gëtt dann och muer de Mëtte behandelt.

Mir wären elo mat dësem Thema fäerdeg. Mir kommen elo op en anert Land, wat och ganz gebeutelt ass: de Jemen. Et war ganz laang e ganz stabillt Land, well soss hätt d'Cargolux do net zu Sanaa d'Haaptëmschlagsplaz gehat wärend bal 30 Joer. Elo sinn d'Kriegshären do, déi regéieren, d'Sunniten an d'Schiiten, déi sech dauernd an der Woll leien, an net nëmmen an der Woll leien, mä eng riseg humanitär Kris provozéiert hunn, wou haaptsächlech d'Kanner drënner leiden. Et ginn Epidemien. An ech mengen, et gëtt Matière genuch fir dës Motioun.

Ech géif direkt dem Kolleeg Laurent Mosar d'Wuert ginn, fir eis nach d'Motioun virzestellen.

7. Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen

Dépôt et exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci, Dir hutt mir scho bal d'hallef Motioun hei virgestallt.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ech hu se net gelies, mä ech kennen d'Land gutt.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Dir kennt d'Land gutt, dat ass wonnerbar. Ech wëll awer fir d'Éischt soen, datt ech déi Motioun am Numm vun der Madamm Nancy Arendt a mer selwer mat der ganz aktiver Mathëllef vun eisem President vun der aussepolitescher Kommissioun, dem Marc Angel, deem ech och extra wëll e Merci soen derfir, hei deposéieren an herno op e ganz grousse konsensuelle Vott hoffen.

Déi humanitär Situatioun, an ech mengen, dat ass Iech alleguerte bewosst, am Jemen ass eng absolutt Katastroph. Méi wéi 20 Milliounë Mënschen, ënner hinnen 11 Milliounë Kanner, brauchen, Dir Dammen an Dir Hären, drëngend humanitär Hëllef. Den Alarmruff, deen déi lescht Woch vu verschiddenen internationalen ONGen, awer och haaptsächlech vun Agencë vun der UNO lancéiert ginn ass, weist eigentlech, wéi dramatesch déi Situatioun an dësem Land ass.

Neutral Observateure schwätze schonn haut vun der schlëmmster humanitärer Kris op eisem Planéit an d'Gefor vun enger historescher Hongersnout gëtt all Dag méi grouss. Derbäi kënnt, datt de Jemen strukturell ofhängeg ass vum Import vu Liewensmëttel a Medikamenter.

Madamm Presidentin, firwat dës humanitär Kris? Do gëtt et virun allem eng Explikatioun, näämlech déi sougenannten humanitär Blockad, déi vu Saudi-Arabien imposéiert gëtt, wat eigentlech eppes ass, wat ee sech iwwerhaapt net ka virstellen. Virun enger Rei Deeg hat een d'Gefill, et géif do zu enger liichter Opweechung vun där Blockad kommen. Haut war awer schonn erëm ze liesen, datt Saudi-Arabien dee Spalt vun der Dier, deen et ganz kleng opgemaach hat, elo schonn erëm zougemaach huet, soudatt keng Besserung an deenen nächsten Deeg a Wochen a Siicht ass.

Hei muss ee wëssen, an ech wëll dat och nach eng Kéier ënnersträichen, datt Riad fälschlecherweis behaapt, déi humanitär Kris kéinten optimal ze geréieren duerch Aktioune vun hirem Centre humanitaire, deen dem Kinnek Salman direkt ënnerstallt ass. Wann een awer d'Echoe vun den ONGen op der Plaz héiert, schéngt et esou ze sinn, datt déi saudiarabesch Regierung mat hirem Centre humanitaire déi Kris iwwerhaapt net geréiert kritt, well se, an ech mengen, dat ass eng Explikatioun, jo och keen neutralen Akteur hei ass, mä si ass u sech Partie prenante an engem Konflikt a si gëtt en plus accuséiert, an dësem Land Krichsverbriechen ze begoen.

Madamm Presidentin, erlaabt mer vläicht e puer Wierder, fir awer op den Hannergrond vun dësem Konflikt anzegoen, deen oft, an net zu Onrecht, als e Stellvertriederkrich tëschent dem éischter sunnitesche Saudi-Arabien an dem schiiteschen Iran beschriwwe gëtt. D'Situatioun ass - fir déi Leit, déi dat interesséiert - allerdéngs wesentlech méi komplex an dréit virun allem ën lokal Begebenheeten.

Saudi-Arabien huet sech eigentlech militäresch engagéiert, fir déi Regierung, déi aus dem Printemps arabe, der Revolutioun vun 2011, erausgaangen ass, ze ënnerstëtzen. D'Campagne huet dann och haaptsächlech doranner bestanen, d'Rebellioun vun den Huthien, déi vum fréiere President Saleh ënnerstëtzt ginn ass, weider ze ënnerstëtzen. An do ass et, dat hutt Der och vläicht matkritt, virun e puer Deeg zu engem Changement d'alliance komm. Dee fréiere President huet d'Säite gewiesselt, wat dann als Konsequenz hat, datt en net méi spéit wéi gëschter op eng ganz duteuse Manéier ëmbruecht ginn ass.

Et muss een och wëssen, datt déi Huthien zumindest passiv vum Iran ënnerstëtzt ginn an och als Alliéiert vum Iran consideréiert ginn. Wat elo de saudi-arabeschen Engagement am Jemen ugeet, muss ee kloer gesinn, datt den aktuellen Ierfprënz, de Mohammed bin Salman, u sech seng Accessioun op de Rang vum Verdeedegungsminister am Januar 2015 eigentlech wëllt oder wollt duerch dëse Krich legitiméieren.

Op där anerer Säit schéngt et awer och esou ze sinn, dat muss een och korrekterweis ënnersträichen, datt den Iran bis elo éischter eng begrenzte Roll am Jemen spillt a weder bombardéiert nach Zaldoten an dat Land geschéckt huet. E finanziellen an techneschen Appui fir d'Huthien ass zwar wahrscheinlech, mä ass awer net um Ursprong vun der Rebellioun. Et muss een also hei ganz kloer tëschent Ursaach a Wierkung ënnerscheeden.

Wat awer de groussen Drama ass, dat ass, datt mer am Moment assistéiere bei engem Zesummebrieche vun der kompletter jemenitescher Gesellschaft, dat riskéiert, ganz seriö Konsequenze fir d'Gesamtregioun an domadder och fir d'Sécherheet an de Fridden an der Welt ze hunn. Da muss ee wëssen, datt dës humanitär Kris wéi all humanitär Krisen - a mir hunn de Mëtteg ganz vill dovu geschwat - ganz seriö Refugiésfluxe wäert mat sech bréngen. Bis elo solle scho méi wéi 400.000 Jemenitten d'Land verlooss hunn.

En plus kënnt derbäi, datt dschihadistesch Gruppen amgaange sinn, sech hei nidderzeloossen, an et ass och net ausgeschloss, datt den Islamesche Stat versicht, deen Territoire zumindest deelweis ënner Kontroll ze kréien.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat awer vill Leit a mech och ganz besonnesch an dësem Konflikt stéiert, ass d'Attitüd vun der internationaler Communautéit, déi de Kapp nun awer hei komplett an de Sand stécht! Mä dëse Virworf ass net nëmmen un d'Politik ze riichten, mä generell och un déi vill international Medien, déi eigentlech ganz, ganz wéineg iwwert dëse Konflikt berichten. Mä vill méi wéi e verstoppten ass dëst eigentlech en ignoréierte Krich, well vill vun deene westleche Chef-d'Étaten a Regierungsvertrieder sech eigentlech iwwerhaapt net wëlle mat dësem Konflikt a Krich auserneesetzen.

Esou muss ee sech eigentlech virun allem emol d'Fro stellen, wéi et iwwerhaapt zu där Politik hei komm ass a wéi et iwwerhaapt och hei zu gewëssenen Allianze komm ass. A wann ee sech méi genau mat den Ursaachen hei beschäftegt, da kënnt een awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net derlaanscht, déi abenteuerlech Strategie vu Saudi-Arabien an och zum Deel vun den Arabeschen Emirater hei ze hannerfroen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Mosar, entschëllegt, wann ech gelift...!

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- An ech mengen, datt mir wierklech net derlaanscht kommen, endlech och hei Drock op Saudi-Arabien an och op d'Emirater auszeüben, well déi dote Politik ass einfach net akzeptabel.

Ech sinn direkt fäerdeg, Madamm Presidentin!

Ech mengen, datt et awer e wichtegen Thema ass, deen et och noutwendeg mécht, datt ee sechs Minutten amplaz fënnef Minutten zegutt huet.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Et ass gutt.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Ech wëll och hei soen, datt et awer wichteg ass, datt déi Mainstreampolitik eng Kéier hei a Fro gestallt gëtt. Och, a loosse mer eis näischt virmaachen, wann dat riskéiert, op d'Käschte vun enger Rei vu Waffeverträg ze goen, déi verschidde westlech State mat Saudi-Arabien ofgeschloss hunn.

Fir meng Fraktioun a fir mech selwer, an ech ginn emol dovun aus, datt dat och d'Meenung vun alle Kolleeginnen a Kolleegen an dësem Haus ass, ass et einfach schockant an net akzeptabel, datt hei Honnertdausende vu Mënschen Honger leiden, Kanner duerch Bommen ëmkommen an ëmmer méi Mënschen u mëttelalterleche Krankheete wéi Cholera stierwen.

Déi international Communautéit, an dozou gehéiert och eist Land, Här Angel,...

(Interruptions)

...dierf d'Aen net méi laang zoumaachen. Et mussen hei endlech Konsequenze gezu ginn.

(Interruption)

An duerfir wären d'Madamm Arendt an ech selwer frou, wann eis Motioun vun enger méiglechst grousser Majoritéit an dësem Haus géif matgedroe ginn. Et geet näämlech hei a leschter Linn net ëm Geopolitik, et geet net ëm Reliounskonflikter, et geet net ëm Wirtschaftsinteressen, mä et geet hei ëm déi international Solidaritéit an elementar Mënschlechkeet. An duerfir mengen ech, andeem mer de Mëtten alleguerten dës Motioun stëmmen, kënne mer an deem Sënn och e wichtegt Signal als lëtzebuergesch Chamber ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung a fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant que le 25 mars 2015, une coalition régionale menée par le Royaume d'Arabie saoudite a commencé une campagne aérienne contre le mouvement houthiste en République du Yémen, déclenchant ainsi un conflit armé de plus en plus meurtrier;

- constatant que le précité conflit armé s'est développé aujourd'hui, notamment en raison du blocus imposé par la coalition dirigée par Riyad, en une crise politique et humanitaire majeure, la population civile étant piégée entre les deux parties belligérantes;

- s'inquiétant surtout du fait que ladite crise humanitaire risque de s'étendre en une des plus graves famines de ces dernières années avec, selon l'ONU, des millions de victimes potentielles, même si le blocus commence très lentement à se fissurer sous la pression internationale (atterrissage de seulement quatre avions de l'UNHCR, de la Croix-Rouge et de l'Unicef le samedi 25 novembre 2017);

- condamnant avec fermeté tous les crimes de guerre commis au Yémen et soulevés entre autres par «Amnesty International» et par d'autres ONG humanitaires;

- rappelant que la crise du Yémen est à mettre dans le contexte d'une nouvelle stratégie géopolitique de confrontation de l'Arabie saoudite, pratiquée depuis l'arrivée au pouvoir du Roi Salman en janvier 2015, pour endiguer l'influence de l'Iran au Moyen-Orient;

- rappelant que le Luxembourg a déjà accordé une aide humanitaire pour 2017 à hauteur de 1.800.000 d'euros lors d'une conférence internationale des donateurs à Genève en avril 2017,

invite le Gouvernement

1. à intensifier d'urgence l'aide humanitaire du Luxembourg à la population civile du Yémen,

2. à s'engager tout autant politiquement et diplomatiquement pour trouver une solution rapide et durable au désastre humanitaire et à la famine annoncée par l'ONU,

3. à intervenir auprès du Conseil et de la Commission européenne afin de trouver des solutions politiques et diplomatiques au violent conflit armé et au blocus instauré par Riyad, évitant ainsi l'effondrement du Yémen et permettant l'accès de la population civile à l'eau, à la nourriture, aux médicaments et à l'aide humanitaire,

4. à s'engager pour mettre la crise du Yémen à nouveau à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations Unies afin d'augmenter la pression internationale tout en désamorçant les tensions entre Riyad et Téhéran et en proposant des solutions englobant toutes les parties de cette «guerre oubliée» (Al).

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Nancy Arendt, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner.

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Mosar. Et war, wéi gesot, e bësse laang. Mä wéi gesot, d'Votte ginn all muer gemaach.

Elo komme mer zu dem nächsten Thema. Dat ass de Projet de loi, de leschte Punkt, dee mer um Ordre du jour hunn.

(Concertation interne)

Zu der Motioun, ech mengen, si gëtt vun all Mënsch gedroen. Ech huelen net un, dass nach iergendeen do wëllt extra Kommentare maachen zu der Motioun vun dem Här Mosar.

Une voix.- Dach!

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Angel, zu der Motioun vum Här Mosar, wëllt Der kuerz...? Okay, ech gesi soss keng Fanger méi. Et ass wéi Der wëllt. De System ass esou, dass Der, wann Der eppes wëllt soen zum Jemen, ass et Iech fräi, ier Der Äre Rapport zu deem aneren ufänkt. Ech spieren, dass Der wëllt eppes soen.

Discussion générale

M. Marc Angel *(LSAP).*- Zu der Motioun wëll ech just soen: Mir hate se de Méindeg an der Kommissioun. An ech si frou iwwert deen éischten Tiret, wou d'Regierung invitéiert gëtt, hir Aide humanitaire eropzesetzen, an dass de Minister do jo gesot huet, e géif eng Milliounë méi ginn. Ech mengen, dat ass ganz wichteg. An déi Motioun ass an der Kommissioun de Méindeg jo kuerz ugeschwat ginn. An ech hunn och mam Ausseminister geschwat a mat senge Leit. Déi fannen et gutt a wäerte sech asetzen um europäesche Plang an och um Plang vun de Vereenten Natiounen, fir déi doten Thematik net ënnert den Teppech ze kieren.

Dat gesot zu der Motioun. Wann Der mer dann d'Wuert gitt fir deen nächste Projet, Madamm Presidentin.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci. Jo, den 7143, Unicité de personne, dann als Rapporteur hutt Der direkt d'Wuert fir d'Modifikatioun vum Gesetz vum 6. Februar 1996 iwwert d'Kooperatioun an d'Action humanitaire.

Ausser den Här Minister wëllt och nach eppes soen zum Jemen?

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ma neen, ech mengen zur Motioun effektiv. Ech mengen, ech hunn déi eenzel Tirete gekuckt. Zu deenen enge selbstverständlech kann ech mech net direkt äusseren. Mir hunn et awer zesumme mam Ausseminister och ugeschwat an hie wäert sech asetzen an deenen eenzelne Punkten, déi Der do uschwätzt, fir effektiv och déi Reconnaissance an déi Wichtegkeet vun deem Punkt hei mat unzeschwätze respektiv och déi néideg Foren dann ze saiséieren.

Op där anerer Säit, de Punkt 1, do kann ech direkt eppes soen, dat hunn ech och wärend menger Ried gesot: Mir hu gëschter decidéiert, datt mer effektiv eng nei Hëllef vun enger Milliounë Euro wäerte ginn, fir effektiv och humanitär Hëllef ze maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Villmools Merci. Mir huelen Akt dovun.

Sou, Här Angel, drëtten Ulaf fir de Rapport vum Projet de loi 7143.

8. 7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech mengen, Madamm Presidentin, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer all wëssen, participéiert Lëtzebuerg jo aktiv un all deenen internationale Prozesser, wou et ëm d'Qualitéit a virun allem ëm d'Effikassitéit vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht geet: Déclaration de Paris, Aktiounsplang vun Accra a Partenariat vu Busan.

An dofir ass et och normal, dass mer dat Kooperatiounsgesetz vun 1996 regelméisseg modifizéieren an adaptéieren. 2004 hu mer dat gemaach, 2012 eng gréisser Modifikatioun, an am Projet de loi vun haut geet et erëm ëm eng weider Modifikatioun vun deem 96er Kooperatiounsgesetz. D'Zil ass et, wéi gesot, eis Aide publique au développement nach méi effikass ze maachen.

Am Kader vum Zukunftspak waren zwou Mesurë virgesinn. Dat waren d'Mesuren 29 an 30, wou ebe virgesi war, fir eis Hëllef, eis Entwécklungshëllef méi cibléiert op eis Partnerlänner ze fokusséieren a besonnesch méi ze hëllefen deenen äermste Länner, déi op der Lëscht

vum CAD si vun de Pays les moins avancés, déi sougenannt PMAen.

A virun allem ass et hei gaangen ëm déi Projeten, déi vun den ONGe kofinanzéiert ginn. Ech wëll awer…, et ass ganz wichteg ze ënnersträichen, dass et bei deenen deemolege Mesuren 29 an 30 ni ëm eng Spuermoossnam gaangen ass, well am Budget war ëmmer deeselwechte Montant fir d'ONGen ageschriwwen. Et goung also net ëm eng Kierzung.

Projeten, déi a ganz aarme Länner oder a Partnerlänner ënnerstëtzt ginn, kréien also méi Suen an dat huet och mat Cohérence des politiques ze dinn. An et ass jo och do, wou de CAD eis gelueft huet an der Peer Review, déi mer virdrun am Debat ugeschwat hunn.

Déi Ännerunge vun 2014 hunn natierlech bei verschiddenen ONGe fir Opreegung gesuergt. Eng ganz Rëtsch ONGen hu se ganz positiv ugeholl, anerer net. An do huet de Minister Schneider awer direkt derfir gesuergt, dass et zu engem breeden Dialog komm ass mat den ONGen. Et gouf eng Aarbechtsgrupp agesat. An no laangen Diskussioune koum et dunn zu engem Kompromiss iwwert d'Prozentsätz vum Kofinanzement vun den ONGs-Projeten. An des Modifikatioun vun de Prozentsätz huet eng Ännerung ebe vun deem Kooperatiounsgesetz mat sech bruecht.

Deen neien Accord, deen do zustane komm ass, ass also an de Projet de loi ageschriwwe ginn an e gesäit identesch Tauxe vir vum Kofinanzement fir Aktiounen, déi Deel vun engem Accord-cadre sinn, oder fir Aktiounen, déi Deel vun engem einfache Kofinanzement sinn.

Weider gesäit deen Accord vir, dass et e Prozentsaz vun 80% gëtt fir Projeten an deenen am mannsten entwéckelte Länner an an eise Partnerlänner - 80% elo, virdru 75% -; e Prozentsaz vu 60% fir Projeten a Länner, déi net op der Lëscht vum CAD si vun de PMAen; virdru waren dat der 66%. Mä do hu mer eng Exceptioun am Projet agebaut fir eben déi Länner, fir déi Projeten, bei deenen et sech ëm Rechter vu Persounen handelt. Do ginn et weiderhin 80%.

Dee Kompromiss tëschent dem Minister a senge Mataarbechter an den ONGe gouf eng éischte Kéier iwwregens hei am Debat vun der Kooperatioun de 17. November 2015 virgestallt an eng zweete Kéier och am Dezember 2016 am Kader vun engem éischte Projet de loi 7082.

Du koum de Statsrot den 13. Dezember 2016 an hat eng Rei Opposition-formellen op deem Projet, well e gesot huet: „Dir kënnt déi Tauxen net a Reglementer aschreiwen, déi mussen an d'Gesetz ageschriwwe ginn." Dunn ass festgestallt ginn, dass dat ze komplizéiert géif ginn, fir dat Gesetz deemno ze änneren, an et ass carrement dee Projet zréckgezu ginn an deen neie Projet de loi 7143, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass virgeluecht ginn.

Doropshin huet de Statsrot en zweeten Avis ofgi mat dës Kéier nëmmen enger Opposition formelle, wou e gesot huet, dass den Artikel 4 géif dee Lëtzebuerger Deel an engem Projet net genuch…, also dass deen, deen als finanziellen Deel bäigesteiert gëtt, plus de finanziellen Deel, dee vun den ONGen zum Projet bäigesteiert gëtt, dass dat net zu enger Planungssécherheet géif féieren. Zum Gléck huet de Conseil d'État eng Propose de texte gemaach, déi mer an der Kommissioun och unanime ugeholl hunn, soudass mer net hu missen eng Navette bei de Statsrot maachen an dass deen Artikel elo deem entsprécht, wat de Conseil d'État gär hätt.

Wéi gesot, mir hunn nach aner Ännerunge gemaach, eng ganz Rëtsch Suggestiounen, déi de Conseil d'État gemaach huet. Mir hu se praktesch all ugeholl. Et ass elo spéit am Owend, ech wëll se net all opzielen. Wann awer een eng Fro hätt, kann ech awer dorop agoen.

De Rapport ass och an der Kommissioun ugeholl gi vun alle Fraktiounen, ausser der Sensibilité politique ADR, déi sech enthalen huet. An dofir géif ech och hei am Numm vun der LSAP den Accord zu dësem Projet ginn. An ech hoffen, dass déi aner Fraktiounen dat och maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Rapporteur Marc Angel. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi kuerz Interventioun, déi ech maachen, maachen ech am Numm vu menger Fraktioun selbstverständlech, mä preparéiert gouf se vu menger Kolleegin, dem Nancy Arendt.

Fir d'Éischt natierlech e Merci un de Rapporteur, de Marc Angel, fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Hien huet dat wéi ëmmer erëm mat grousser Begeeschterung gemaach fir dës Thematik, déi eis alleguerten um Häerz läit.

An ech wollt och direkt soen, datt d'CSV dësen Text, bei deem et jo e bëssen hin- an hiergoung, matdréit. Mir ënnerstëtzen d'Regierung och weiderhi bei der Kooperatiounspolitik, sief dat Projeten, sief dat Accords-cadres oder humanitär Hëllef en général, well dëst an enger gewëssener Kontinuitéit vun der Politik och vun deene viregte Regierunge geschitt.

Dëse Projet huet keen Impakt op de Budget, dee fir d'Entwécklungshëllef virginn ass, nämlech deen 1% vum RNB, ee Seuil, deen zënter 2009 agehale gouf. Also och an de Krisejoren huet Lëtzebuerg säin Engagement hei kloer respektéiert, wat ee leider net vun alle Länner behaapte kann.

D'ONGe sinn a bleiwe fir Lëtzebuerg e ganz wichtegen Intermediaire an der Entwécklungshëllef, an der Entwécklungspolitik, iwwert déi mir eis Hëllef um Terrain gestalten. A si sinn an deene verschiddenste Gebidder op der Welt aktiv a leeschten eng bewonnernswäert Aarbecht. An duerfir ass et einfach wichteg, datt se vum Stat deementspriechend och ënnerstëtzt ginn.

Mir si frou, datt de Cercle de coopération mat der Regierung no de Mesuren am Zukunftspak vun 2014 een Accord fonnt huet, fir d'Repartitioun vum globale Budget un d'ONGen aneschters ze verdeelen, ouni awer dass dësen erofgesat ginn ass, wat eis als CSV extrem wichteg ass.

Mir fannen et och begréissenswäert, datt et an der Zukunft esou ass, datt eis Partnerlänner, manner entwéckelt Länner oder Projeten, déi méi d'Rechter vun de Mënsche viséieren, besser ënnerstëtzt ginn a bis zu 80% vum Stat finanzéiert ginn, an all déi aner ee Kofinanzement vu 60% kréien.

Mir hunn et als CSV nach ëmmer wichteg fonnt, datt eng bonne Gouvernance muss promouvéiert gi fir eng effikass Entwécklungspolitik. An duerfir stëmme mir och dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Schank. Als nächste Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Mëtten ass scho méi wéi eng Kéier op dee wichtege Rôle vun den ONGen higewise ginn. Effektiv war et am Kader vun Diskussiounen iwwert den Zukunftspak zu e bësselche méi animéierten Diskussioune komm. Mä ganz kloer war ëmmer de Wëllen, fir op kee Fall d'Aarbecht vun den ONGen ze schmäleren, ganz au contraire.

Ech mengen, hei ass elo e gudde Kompromëss fonnt ginn. Et sinn Tauxe festgehale ginn, déi am Fong geholl déi ganz Politik méi transparent maachen. Mir sinn och frou, datt elo zum Beispill d'Lëscht vun de Beneficiairen och publizéiert gëtt, dat jo op Ureegung vum CAD. An dat heiten ass ee Gesetz, wat u sech elo d'Entwécklungspolitik nach méi zementéiert, wat den Aspekt vun den ONGen ubelaangt, déi, mengen ech, plus ou moins 16% vun der APD kréien. Dowéinst wäerte mir als Demokratesch Partei et selbstverständlech och hei ënnerstëtzen.

Ech profitéieren awer och nach vun der Geleeënheet, fir dem Marc Angel nach eng Kéier Merci ze soe fir seng verschidde Rapporten. Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Dëst Gesetz geet jo schonns zréck op den Zukunftspak, wou drastoung, datt de Kofinanzement fir d'ONGe sollt geännert ginn. Et huet also eng Zäit gedauert, bis datt mer esou wäit waren, datt mer ee Gesetz haten, dat mer hei kënne stëmmen. Dat ass gutt, datt et esou laang gedauert huet.

Mir haten eng Rei Etappen, wéi gesot Ausgangspunkt 2014. Et war net ganz glécklech, datt déi Mesure hei am Zukunftspak vun der Regierung war, well deen Zukunftspak ass jo vun der Oppositioun direkt als Spuerpak vernannt ginn.

(Interruption)

An dat huet zumindest am Beräich vun der Kooperatiounspolitik, an ech mengen, Här Wagner, do gitt Der mer och recht, am Beräich vun der Kooperatiounspolitik hat dat awer absolutt net zougetraff.

Den Text ass säi Wee gaangen. An duerfir kënne mer dann haut dat Gesetz votéieren. Positiv am Gesetz ass, datt no enger éischter Panik, an zwar nom Depot vum Zukunftspak, de Cercle an de Ministère sech un den Dësch gesat hunn an zesummen an a Kompromëssbereetschaft en Text formuléiert hunn, mat deem jiddwereen zefridden ass. A positiv ass, datt eng Mënscherechtsapproche hire Wee an d'Gesetz fonnt huet. Ech hat dat och an der Debatt gesot.

Dëst erlaabt och weiderhin e Kofinanzement vun 80% fir Projeten an Net-PMAen. An dat ass wichteg, well mer eis éischtens fir d'Mënscherechter wëlle staarkmaachen, an zweetens well eis ONGe mat spezifesche Bevëlkerungsgruppen an net mat Länner schaffen. Wichteg Projeten an Net-PMAe kënnen esou och weiderhi maximal vum Stat ënnerstëtzt ginn.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier ausdrécklech ënnersträichen, datt mir mat deene véier Forme vun ëffentlecher Entwécklungshëllef d'accord sinn a se och wierklech guttheeschen.

Mir hunn engersäits déi bilateral Kooperatioun, wou mer direkt mat Partnerlänner schaffen.

Mir hunn déi multilateral Kooperatioun, déi fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg en däitlecht Zeechen no baussen ass, datt mir am Kader vun eise Méiglechkeeten eis finanziell un internationale Projeten an Organisatioune bedeelegen.

Drëttens, d'Zesummenaarbecht mat den ONGen. Ech mengen, dat ass nach vu jiddwerengem als gutt a wichteg erwäänt ginn. Mir brauchen hir Experienz a mir brauchen hir Ënnerstëtzung an hiren Engagement. Dat ass e wichtegt Standbee vun eiser Entwécklungspolitik.

A véiertens, schlussendlech hu mer och nach den humanitären Asaz, deen eis et erméiglecht, schnell op Katastrophen ze reagéieren, wéi mer och nach elo am Jemen kënne schnell reagéieren.

Da bleift mer nach just dem Rapporteur Merci ze soe fir säi Rapport a fir seng gutt Aarbecht an d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi ze bréngen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Exzellent!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, och e puer Wuert vun eiser Säit. E grousse Merci un den Här Angel, éischtens, fir d'Presentatioun vum Rapport.

Mir wäerten dat heiten net matstëmmen. Mir haten den Zukunftspak net gestëmmt. Dat hei ass jo en Deel Ëmsetzung vun deem Zukunfts- oder Spuerpak a mir ginn och net den Aval fir eng Moossnam, déi aus dem Zukunftspak eraus entsteet, zemools well mer eis froen: Ass dat dann iwwerhaapt elo nach néideg, déi Moossnam?

Mir haten en Zukunftspak, deen d'Regierung jo an enger Situatioun geholl huet, wou se nach am Ufank vun der Legislaturperiod wollt spueren. Am Ableck ass se jo op enger ganz anerer Schinn. Mir hunn eng rapid Entwécklung vum Defizit am Statsbudget. Mir hunn eng ganz staark expansiv Budgetspolitik vun der Regierung. An trotzdeem gi mer elo nach hin a setzen zum Deel Moossnamen ëm, déi nach aus dem Spuerpak kommen. Dat schéngt eis eng logesch Kontradiktioun ze sinn.

Mä mir als ADR hunn Neen zum Zukunftspak gesot, deen eng ganz Rei vun ongerechtfertegte Spuermoossnamen dran hat. A mir soen och Neen zur Ëmsetzung vum Spuerpak, och wa se e puer Joer méi spéit kënnt.

Eng zweet Observatioun, dat ass déi Terminologie, déi hei benotzt gëtt. Dat war ganz interessant. Mir haten dat an der Kommissioun gesinn, datt eng Terminologie benotzt gëtt, déi zum Deel aus enger OECD-Nomenklatur kënnt. An do gëtt net méi geschwat vun den „Droits de l'homme", mä vum „Droit de la personne humaine". Dat ass awer e Risenënnerscheed! D'Personne humaine ass eng juristesch Kategorie. Wéini ass een eng Persoun? Wéini huet een d'Rechter vun enger Persoun? Ass een eng Persoun eréischt wann ee gebuer ass? Huet ee scho virdrun d'Rechter vun enger Persoun?

Mir schwätze vu Mënscherechter, well de Mënsch ass fir eis e Wiese mat senge Rechter vum Moment vun der Empfängnis u bis zur Sekonn vu sengem natierlechen Doud. A mir wäerten net ufänken, duerch juristesch Ënnerkategorien iergendwéi Aschränkungen am Konzept vun de Rechter vum Mënsch ze akzeptéieren.

Eng drëtt Saach ass, datt an dësem Gesetzesprojet, wéi dann déi Sue sollen ausgi ginn, wat als Projet berücksichtegt ka ginn, op Lëschte vu Beispiller zréckgegraff ginn ass. Och dat ass eppes, wat mir kritiséieren, well all Kéiers, wann ee Lëschte vu Beispiller mécht, da stellt sech d'Fro: Wat ass dann, wann ee wëllt e Projet ënnerstëtzen, deen elo grad net bei deene Beispiller steet? Dat ass den Nodeel vun der exemplativer Approche, dat ass keng gutt Technique législative. Mir haten eis eng allgemeng Formuléierung gewënscht, wou eben déi do Ambiguitéiten oder Onsécherheeten net kënnen opkommen.

Awer et ass nach eppes interessant, an domadder halen ech op. Eent vun deene Beispiller vun esou Projeten, déi hei zitéiert gi sinn, dat ass, datt Projete kënnen envisagéiert ginn, déi sech géint d'Traite des êtres humains adresséieren. Eng gutt Saach! Selbstverständlech si mer alleguer géint d'Traite des êtres humains, de Mënschenhandel.

Ech wëll awer hei betounen, datt och hei eng Inkohärenz an der Regierungspolitik besteet. Et gëtt am Ableck an der Commission juridique e Projet de loi virbereet, op Initiativ urspréinglech vum Justizminister, fir datt eng GPA iwwer Ëmweeër hei zu Lëtzebuerg, e Kand aus enger GPA iwwer Ëmweeër hei zu Lëtzebuerg kann e legale Statut ginn. An ech wëll betounen, datt eng Leihmutterschaft mat engem Abandon d'enfant an herno enger Legaliséierung vun där Praxis zu Lëtzebuerg och eng Form vu Mënschenhandel ass, an datt doduerch hei eng Kontradiktioun besteet, wou an der Entwécklungshëllef mat Recht géint d'Traite des êtres humains virgaange gëtt.

Mir erwaarden eis awer am Beräich vun der Filiatioun, vum Respekt virum Mënsch, virum Kand a senger Ofstamung a sengem Recht drop, seng Originnen ze kennen, deeselwechten Engagement géint de Mënschenhandel. An dee vermësse mir bei dëser Regierung komplett.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Ech mengen, mir kommen nach dorop zréck.

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech faasse mech och kuerz.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, wann ech gelift, den Här Wagner huet eleng d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen, fuert weider!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen, et ass gutt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Normalerweis muss een dat awer…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madamm Loschetter, wëllt Der eppes soen?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, ganz kuerz, wann den Här Wagner erlaabt. Ech wollt elo net weider kommentéieren, wat hei elo grad gesot ginn ass. Ech wollt just hei nach eng Kéier ënnersträichen, fir datt mer an der Korrektheet bleiwen, datt am Projet de loi iwwert d'Filiatioun betreffend d'GPA drasteet, datt d'GPA zu Lëtzebuerg wäert verbuede ginn, wat de Moment net de Fall ass, well mer de Moment keng Juridictioun hu par rapport zu der GPA. Et ass virgesinn, datt d'GPA hei zu Lëtzebuerg verbuede soll ginn. Merci. An domadder wëll ech kengem Kommentar méi entgéintrieden, mä ech wollt dat präziséieren, well dat effektiv dat ass, wat mer ausgeschafft hunn an der Commission juridique.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

(Interruptions diverses)

Wann ech gelift! Ech géif mengen, mir géifen deen Debat do an enger anerer Enceinte féieren. Wéi gesot, dee Projet, deen ass jo wierklech en gestation, a mir kommen nach dorop zréck.

(Brouhaha général)

Elo fuere mer erëm eng Kéier an eisem Projet 7143 virun. Ech ginn elo dem „Déivid" Wagner

als leschtem ageschriwwene Riedner d'Wuert. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin.

(Brouhaha et interruption de la présidence)

Ech mengen, ech wäert bis zum Enn vun dëser Legislatur „Déivid" heeschen. Mä et ass net schlëmm.

(Hilarité)

Jo, bon. Et ass richteg, datt also jo an deem sougenannten Zukunftspak déi Mesuren dra waren, deem sougenannten Zukunftspak natierlech. Mir géifen deen och als Spuerpak bezeechnen. Quitte datt et richteg ass, datt et bei deem Punkt net ëm d'Spuere gaangen ass.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass urspréngléch souguer éischter ëm egal wat gaangen.

(Brouhaha général, interruption et hilarité)

Et hat gutt ugefaangen! Et hat gutt ugefaangen! Mä neen, fir ganz seriö ze sinn…

(Interruptions)

Mä dat war vläicht am jugendleche Leichtsinn vun der…

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, elo e bëssen Disziplinn! Den Här Wagner huet eleng d'Wuert. Här Wagner, wann ech gelift!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Also, d'ONGe waren erschreckt...

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dir sidd erëm all waakreg!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- D'ONGe waren erschreckt iwwert d'Propositiounen. Jo, mä et hänkt dovunner of. Déi, déi vläicht och Terrainsaarbecht maachen an e bëssen eppes aneres maache wéi e Pëtz ze bauen, wësst Der, an déi vläicht e bësse méi interessant Aarbecht maachen, déi ware ganz erschreckt. A verschiddener hätten och kënne ganz einfach verschwannen, muss ee ganz einfach soen!

Ech weess net, ob dat gewosst war, ganz am Ufank. Et ass e bësse wéi bei der Reform och am Ufank am Spuerpak iwwert d'Pressehëllef, do wou och ech weess net wéi vill Zeitunge verschwonne wieren. Bon, okay, dat ass Vergaangenheet. Den Zukunftspak ass Vergaangenheet, glécklecherweis.

Mä ëmmerhin, do sinn awer Saachen esou komm, wéi zum Beispill eben déi Mär, fir ze soen: „Jo, et ass besser, méi an d'Pays les moins avancés ze investéieren, well dat si jo déi äermste Länner." Mä a Wierklechkeet mécht dat vun engem Point de vue développement net onbedéngt vill Sënn, well Dir kënnt och an engem Land, wat offiziell keen, laut Kritär vun der OCDE, kee Pays le moins avancé ass, trotzdeem Situatiounen hu vun immens schlëmmem Misär oder Marginaliséierung.

Zum Beispill Indien, et si jo vill Lëtzebuerger, déi och bei Enfants d'Inde (veuillez lire: Aide à l'Enfance de l'Inde) oder esou weider do matmaachen, Indien ass kee Pays le moins avancé, et ass souguer eng Weltraummuecht, mä anersäits ass et awer esou, datt Der Situatiounen hutt, an dat weess jiddwereen, an Indien, wou wierklech ganz schlëmm Aarmut herrscht, well immens grouss Inegalitéiten an deem Land sinn.

Dat heescht, dat ass eng demagogesch Approche, fir ze soen, et misst ee méi investéieren an d'Pays les moins avancés, well et geet jo net ëm Staten. D'ONGen, déi schaffe jo net mat Staten zesummen, mä mat Populatiounen. Dir kënnt jo och eng Grenzregioun hunn: Togo, Ghana, Ghana ass kee Pays le moins avancé, Togo ass eent. D'Populatiounen an der Grenzregioun sinn déiselwecht, mä se géifen dann aneschters behandelt ginn. Dat mécht guer kee Sënn.

Dofir wollt ech soen, dass egal wat am Ufank wierklech och ugeduecht gi war. Frais administratifs, et ass och einfach, virun d'Press ze goen an ze soen: „Mä d'ONGen, déi mussen awer méi um Terrain schaffen, a mir wäerte méi Terrainsaarbecht ënnerstëtzen wéi Frais-administratiffen ënnerstëtzen." Dat ass einfach gesot, wann een net onbedéngt weess, wat ONGs-Aarbecht ass. De Problem ass, datt meeschtens d'ONGen, och souguer kleng ONGen, ëmmer méi Berichter musse maachen, ëmmer méi Bürokratie musse maachen. An dofir brauch een och Leit, déi an engem Büro schaffen, déi och déi Formatioun hunn, déi bürokratesch Aarbecht maachen an déi Projeten ausschaffen. An déi ass genausou wichteg wéi d'Saach um Terrain. Dat heescht, an dat war jo am Ufank esou virgesinn, fir deen Taux erofzesetzen.

(Interruption)

Deen ass jo och nach… Jo, ëmmerhin! Deemno wéi, mécht dat vill aus! Deemno wéi, mécht dat vill aus! Deemno wéi kann dat schonn eng hallef Plaz si bei gewëssenen ONGen. Et si verschidden ONGen, déi si ganz rosen doriwwer gewiescht, an déi Negociatioun huet hinnen och immens vill u Misär kascht u sech a Wierklechkeet. Also et hätt ee kënne verzichte quasiment op déi Reformen, well fir ze negociéiere mat der Regierung…

Ech mengen, d'Regierung war sech am Ufank deem net bewosst, well ech mengen net, datt dat gewollt war, fir esou wäit ze goen. Mä se war sech net deem bewosst. Si wollte spuere mat der Motorsee e bëssen hei an esou weider. An duerno hu se gemierkt, datt se egal wat gemaach hunn. An du konnte se net komplett zréckgoen an dunn ass een, zwee, dräi Joer laang negociéiert gi mat ONGen, déi vill Energie hu missen dran investéieren. An déi Energie hätte se aneschters besser kënnen investéieren.

Dofir allgemeng, wann Der wëllt spueren, da passt ganz gutt op! An, wësst Der, spueren ass heiansdo och eng Aart a Weis, fir Suen duerch d'Fënster ze puchen.

Voilà. Mir sinn e bëssen embêtéiert. Wéi kann een dozou stoen? Et ass ëmmerhin zu engem Kompromëss komm mat ganz vill… Ech hätt d'Tendenz ze soen, ech géif mech enthalen, mir géifen eis enthalen. Mä mir wäerte schlussendlech derfir stëmmen. Mä mir sinn net frou iwwert déi Aart a Weis. A mengt net, datt dat e Succès war, well et war keen!

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Wagner. D'autant plus, la nuit porte conseil, vu dass mer muer ofstëmmen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ma vläicht ännere mer eis Meenung nach.

(Hilarité)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ech hoffen net, ech hoffen, dass Der gutt schlooft an dass Der muer dat maacht, wat Der haut gesot hutt.

Mir hunn elo den Tour gemaach vun de Kolleeginnen a Kolleegen Deputéierten. Ech géif dann elo der Regierung, dem Här Minister Romain Schneider, nach eng Kéier d'Wuert ginn, fir zu dësem Projet de loi och Stellung ze huelen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Madamm Presidentin. Ech bleiwen dann heiuewen. Ech hu schonn dacks genuch de Mëtteg de Wee op déi aner Säit gemaach. Ech wëll lech dann eng Kéier vun dëser Säit gesinn. Soss lech am Réck ze hunn, war natierlech och ganz agreabel.

Fir d'Éischt emol e grousse Merci dem Rapporteur fir engersäits säi schrëftlechen, awer och de mëndleche Rapport, virun allem och säin Engagement an dësem Projet. An ech mengen, en ass op déi eenzel Punkten agaangen, och op dee laange Wee vun dësem Projet. Dat muss een och eng Kéier gesinn: Mir sinn eng laang Zäit ënnerwee.

Ech wollt vläicht, an dat hëlleft vläicht deene Lénken, de Projet dann awer ze stëmmen, vläicht och der ADR nach, op engem Punkt op jidde Fall soen, datt ech dem David Wagner recht ginn, dee seet, datt dat heite wierklech e Projet ass, deen een net als Spuerplang ka bezeechnen. Hei ass ganz kloer en Zukunftspak, well hei ass e Projet, dee wierklech an d'Zukunft kuckt.

A wa mer dat doten 2014 diskutéiert hätten, wier et souguer eng aner Diskussioun wéi haut, well mer haut just eben och grad vun internationale Gremien ëmmer méi gesot kréien, datt et eng international Ausriichtung ass, an och grad d'Lëtzebuerger Politik souwuel vun der OCDE wéi och vun internationale Gremie gelueft gëtt fir déi Effikassitéit, fir d'Mëttelen anzesetzen an dann op der Plaz och eng koordinéiert Virgeeënsweis ze hunn. Duerfir muss ech soen, datt deen Accord, deen elo zustane komm ass zesumme mat den ONGen, effektiv e Schrëtt ass an d'Zukunft.

Et geet näischt am Budget verluer. De Budget fir d'ONGe bleift deeselwechten, et gëtt eng Ëmverdeelung an et gëtt méi effikass effektiv geschafft, méi effikass investéiert, engersäits an eis Partnerlänner, déi mer an den Entwécklungslänner hunn. An op där anerer Säit ass et jo net esou, datt een all deenen anere Länner keng Subventionéierung gëtt! Och do besteet jo virun e Kofinanzement, deen nach ëmmer bei 60% awer läit.

A wat de Volet vun de Frais administratifs betrëfft, muss ee soen, datt mer effektiv hei 1% erofgaange sinn, do hutt Der recht, mä datt awer derniewent, wéi Der wësst, niewent deenen administrative Fraisen, déi ugerechent ginn, och nach pro Projet Frais administratifs kënnen ugerechent ginn. Och dat ass en neit Element, soudatt ech mengen, datt am Endeffekt och hei finanziell effektiv de Problem konnt minimiséiert ginn. Et war och ni geduecht, datt dat heiten ee Punkt vun engem Spuerprogramm sollt sinn. Dat war ganz kloer een Zukunftspakprogramm, ee Punkt, deen hei ënnert de Mesuren 29 an 30 ugeféiert ginn ass.

An ech mengen, ech sinn natierlech awer frou, datt mer zesumme mat den ONGen, mam Cercle vun den ONGen eng Eenegung fonnt hunn, well déi 93 ONGen, dat hu mer de Mëtteg schonn eng Kéier hei gesot, maachen eng exzellent Aarbecht um Terrain. An och eis Leit wäerte virun allem probéieren, an der Ëmsetzung eng Ënnerstëtzung nach méi konkret ze maachen, och esou wéi de Cercle des ONG eng individuell Hëllefstellung gëtt, virun allem un déi kleng ONGen. An hei gëtt jo ëmmer gesot, déi kleng ONGe kriten hei manner Problemer och an Zukunft, Projeten ze bréngen. Mir gesinn, datt grad déi kleng ONGen déi Projete maachen, déi am ausgeräifteste sinn an déi am beschte bei de Beneficiairen um Terrain ukommen. Duerfir mengen ech, datt dat heiten e richtege Schrëtt ass, fir méi Effikassitéit an eis Entwécklungspolitik eranzekréien.

A wéi gesot, ech géif dann och Merci soen deenen eenzelne Fraktioune fir d'Ënnerstëtzung. De Vott ass jo muer. An ech hoffen, datt déi eenzel Elementer derzou gefouert hunn, Är Meenung ze konsolidéieren, soen ech emol esou, an op där anerer Säit vläicht deen ee Punkt bei der ADR erauszehuelen, fir ze soen: „Op deem Volet op jidde Fall krute mer eng kloer Äntwert."

Merci! An nach eng Kéier Merci der Kommissioun fir hir Aarbecht.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Villmools Merci, Här Minister. Villmools Merci Iech alleguerten. Et war en intellektuelle Pleséier de Mëtteg, fir Iech all nozelauschteren.

(Brouhaha)

Mir hunn alleguerte bestëmmt ganz vill bäigeléiert. Dofir soen ech: Et war ganz flott och fir mech heiuewen!

Mir sinn elo um Enn vun der Sitzung ukomm. Ech ginn Iech alleguerte Rendez-vous muer de Mëtten ëm zwou Auer. Merci.

(Fin de la séance publique à 19.22 heures)

Sommaire des séances publiques nos 7 et 8

7e séance

Ouverture de la séance publique p. 66

Communications p. 66

Ordre du jour p. 66-67

Heure de questions au Gouvernement

- Question no279 du 23 novembre 2017 de M. Max Hahn relative à l'augmentation du trafic aux heures de pointe sur le réseau routier luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 67

- Question no280 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Hansen relative au versement des primes agri-environnementales, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 67

- Question no281 du 24 novembre 2017 de M. Yves Cruchten relative à la direction du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

et

- Question no3474 du 23 novembre 2017 de M. Marc Lies relative au Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement p. 67-68

- Question no282 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Mergen relative aux délais d'attente pour une IRM dans les hôpitaux, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 68

- Question no283 du 28 novembre 2017 de M. Claude Adam relative à l'état actuel et l'avancement des travaux de rénovation du château de Schoenfels, adressée à M. le Secrétaire d'État à la Culture p. 68

- Question no284 du 28 novembre 2017 de M. Marc Spautz relative à la transposition de la réforme et de l'accord salarial de la fonction publique dans le secteur d'aides et de soins et le secteur social (SAS) et le secteur hospitalier (FHL), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 68-69

- Question no285 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative au renouvellement de la licence d'exploitation de l'herbicide glyphosate par le Conseil de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 69

- Question no286 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative à la mise en service du radar de sol à l'aéroport de Luxembourg et au suivi du dossier de coopération avec la Deutsche Flugsicherung GmbH (DFS), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 69

Question élargie no26 de M. André Bauler au sujet des profils professionnels et de l'évolution des emplois dans l'économie créative p. 70

Question élargie no25 de M. Henri Kox au sujet du bilan intermédiaire du «Klimapakt» avec les communes ainsi que des adaptations futures y relatives envisagées par le Gouvernement p. 70-71

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 71

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 23e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP23 à Bonn p. 71-75

Message de M. le Président p. 75

7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale p. 75-76

7150 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange p. 76-78

7115 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008 p. 78-79

7135 - Projet de loi relatif à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg p. 79

8e séance

Ouverture de la séance publique p. 80

Hommage à la mémoire de M. François Maroldt, ancien Député p. 80

Communications p. 80

Ordre du jour p. 80

Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire p. 80-82

Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire p. 82-94

Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen p. 94

7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire p. 94-96

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°03** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017	
3313	Martine Hansen	Usage du wi-fi à l'école
3314	Marc Angel	Cours de langue pour demandeurs de protection internationale
3316	Nancy Arendt	Prix du parking du Centre national sportif et culturel «Coque»
3318	Marc Spautz	Plan d'Emmanuel Macron pour l'Union européenne
3319	Diane Adehm, Gilles Roth	Renforcement des contrôles sur les routes luxembourgeoises
3320	Martine Mergen	Jeunes adolescents en détresse
3321	Marc Lies	Fonds du logement
3322	Aly Kaes	Loi relative à l'eau
3323	André Bauler	«Creative hubs»
3324	Marc Spautz	Dialogue social au sein de l'ITM
3325	Nancy Arendt	Bruit autour des stations-service
3326	Marco Schank, Emile Eicher	Lycée Edward Steichen à Clervaux
3327	Martine Hansen, Martine Mergen	Éducation différenciée
3328	Diane Adehm, Gilles Roth	Agrément des gestionnaires de structures d'accueil étrangères
3329	Nancy Arendt	Myanmar
3330	Marc Lies	Projet immobilier du Fonds de compensation
3331	Henri Kox	Associations syndicales de propriétaires
3332	Félix Eischen	POST courrier
3333	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Mesures de contraintes
3334	Cécile Hemmen	Campagne pour plus d'égalité entre hommes et femmes dans la politique locale
3335	Marc Baum, David Wagner	Non-gratuité des transports en commun pour étudiants universitaires ayant atteint l'âge de 30 ans
3336	Martine Hansen	Aides pour la sauvegarde de la diversité Biologique
3337	Franz Fayot	Classement comme monuments nationaux de plusieurs constructions sises dans le quartier Limpertsberg
3338	Marc Spautz	Application de la nouvelle convention FHL
3339	Roberto Traversini	Modalités de location et de vente d'habitations du Fonds du logement
3340	Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch	Règle des 52 semaines sur 104 en matière du droit social
3341	Claudia Dall'Agnol	Bus scolaire 201 (Dudelange - Bettembourg - campus Geesseknäppchen)
3342	Fernand Kartheiser	Sécession
3343	Taina Bofferding	Mise en œuvre du programme «Entreprises, partenaires pour l'emploi»
3344	Claude Adam	Nouvelles tensions dans la région anglophone du Cameroun
3345	Viviane Loschetter	Projet «Mobile Assisted Language Tool» (MALT)
	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018	
3346	Martine Hansen	Cartographie des prairies
3347	Martine Hansen	Personnel dans l'enseignement fondamental
3348	Léon Gloden	Taxes et redevances relatives à l'utilisation du domaine public fluvial
3349	Max Hahn, Claude Lamberty	Congé de paternité
3350	Henri Kox, Josée Lorsché	Vulnérabilité des piscines d'entreposage du combustible usé
3351	Martine Hansen, Marco Schank	Personnel remplaçant dans l'enseignement fondamental
3352	David Wagner	Fermeture du restaurant à la gare centrale de Luxembourg-ville
3353	Martine Hansen, Octavie Modert	Examens-concours pour le groupe de traitement B1
3354	Octavie Modert	Monument national pour la mémoire de la Shoah
3355	Fernand Kartheiser	Conservation, protection et mise en valeur du patrimoine bâti de Vianden
3356	Laurent Mosar	Notation du Luxembourg
3357	Fernand Kartheiser	Recrutement dans la fonction publique
3358	Sylvie Andrich-Duval	Ligne ferroviaire Luxembourg - Bettembourg
3359	Gusty Graas, Edy Mertens, Alexander Krieps	Problèmes liés au médicament Levothyrox®
3360	Claude Haagen, Roger Negri	Nouveau site du Lycée technique du Centre
3361	Gast Gibéryen	Changement de la circonscription électorale
3362	Fernand Kartheiser	Sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom
3363	Laurent Mosar	Traitement des réclamations soumises au directeur des contributions directes
3364	Gérard Anzia, Henri Kox	Stockage d'herbicides contenant du glyphosate
3365	David Wagner	Nomination du nouveau recteur de l'Université du Luxembourg
3366	Gérard Anzia, Henri Kox	Procédures d'autorisation de produits chimiques
3367	Françoise Hetto-Gaasch	Nouveau système d'autosurveillance du diabète
3368	Claude Adam, Gérard Anzia, Josée Lorsché	Minerais de conflit
3369	Marco Schank, Emile Eicher, Martine Hansen, Aly Kaes	Projets d'investissement sur la ligne ferroviaire du Nord
3370	Marc Spautz, Nancy Arendt	Centre sportif Belval
3371	Léon Gloden	Mise en place d'un service de médecine scolaire dans les établissements
3372	André Bauler	Projets d'investissement sur la ligne ferroviaire du Nord
3373	Claude Adam, Josée Lorsché	Mise à disposition des livres scolaires par l'État
3374	Michel Wolter	Cours de premiers secours organisés par l'Administration des services de secours
3375	Viviane Loschetter	Réforme du régime des options d'achat d'actions
3376	Fernand Kartheiser	Mise à disposition des livres scolaires par l'État
3377	Fernand Kartheiser	Aides à la vision
3378	Laurent Mosar	Daech
3379	Fernand Kartheiser	Violence policière démesurée
3380	Fernand Kartheiser	Infractions de voitures officielles de l'État enregistrées par les radars
3381	Fernand Kartheiser	Voitures de police équipées d'un enregistreur de données d'accident
3382	Max Hahn, Claude Lamberty	Cours de premiers secours
3383	Martine Hansen	Gratuité des manuels scolaires
3384	Josée Lorsché	Poux à l'école
3386	Fernand Kartheiser	Demande de huit pays européens à Israël de payer des structures détruites en Cisjordanie
3387	Marc Baum	Service placement de l'ADEM
3389	Roberto Traversini	Amélioration de la localisation des appels d'urgence
3390	Max Hahn, Claude Lamberty	Cannabis médical
3391	Alex Bodry	Péage sur la liaison autoroutière entre Gye et la frontière luxembourgeoise (A31bis)
3392	Fernand Kartheiser	Soins médicaux en cas de crise
3394	Fernand Kartheiser	Aide au développement
3395	Max Hahn, Claude Lamberty	Accidents de la route impliquant des piétons
3396	Fernand Kartheiser	Armes de destruction massive
3397	Françoise Hetto-Gaasch	Chambres d'inhalation
3398	Gusty Graas	Listes de candidats incomplètes
3399	Claude Lamberty, Max Hahn	Déchets en plastique
3400	Martine Mergen	Démolition d'un immeuble au Bridel
3401	Claude Adam, Roberto Traversini	Accueil et intégration des étrangers
3402	Fernand Kartheiser	Discipline dans les lycées
3403	Martine Hansen	Assurance contre la sécheresse
3404	Marc Spautz	Placement familial de réfugiés mineurs non accompagnés
3405	Marc Spautz	Activités de l'Inspection du travail et des mines
3406	Diane Adehm, Gilles Roth	Déclarations de naissance
3407	Franz Fayot	Aménagement du territoire
3408	Martine Hansen	Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL)
3410	Fernand Kartheiser	Uniformes de l'Armée luxembourgeoise
3411	Fernand Kartheiser	Abolition de l'heure d'été
3416	Laurent Mosar	Mesures consulaires à l'encontre de pays tiers refusant le rapatriement de demandeurs d'asile déboutés

Question 3313 (21.09.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**usage du wi-fi à l'école:**

Le développement des technologies portables favorise aussi l'installation et l'utilisation du réseau sans fil. La technologie wi-fi se retrouve désormais à la maison et dans les lieux publics, et fait maintenant son entrée dans le milieu scolaire. Selon nos informations, des revendications se multiplient de la part du personnel enseignant de faire installer des bornes wi-fi dans les écoles fondamentales.

Dans la mesure où cette requête suscite certaines réserves, notamment au sujet des risques pour la santé des rayonnements de la technologie wi-fi, en particulier pour les enfants en phase de croissance, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

1) Monsieur le Ministre, comment se positionne le Gouvernement par rapport à l'usage du wi-fi dans les établissements scolaires du fondamental?

2) Est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale a formulé des préconisations et/ou des bonnes pratiques concernant l'usage du wi-fi à l'école, notamment en ce qui concerne les enfants?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'études ou d'analyses ayant examiné les implications possibles des rayonnements des radiofréquences wi-fi sur la santé des élèves?

Réponse (27.10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Dans le monde de l'éducation, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication s'est grandement accentuée. Les développements technologiques ont fait que tous les lycées et de plus en plus d'écoles fondamentales disposent aujourd'hui de réseaux informatiques internes, de laboratoires d'informatique et installent aussi de plus en plus souvent des ordinateurs dans de nombreuses salles de classe et autres dans le but d'appuyer l'enseignement, l'apprentissage et l'administration scolaire.

Lors de la planification de nouveaux bâtiments scolaires ou de la rénovation des bâtiments existants, l'équipement technique des salles de classe prévoit toujours des réseaux informatiques câblés. Étant donné qu'il y a de plus en plus d'écoles qui utilisent la connectivité wi-fi pour des projets pilote d'innovation pédagogique de type «Classes mobiles et connectées», les nouveaux bâtiments sont équipés d'office d'une antenne wi-fi par salle de classe.

Certes, à l'heure où les dispositifs mobiles (iPad et autres) font leur entrée dans les établissements de nombreux pays dont le Luxembourg, voilà encore un paramètre qui vient peser dans la réflexion sur l'utilisation des téléphones portables et systèmes wi-fi émettant des micro-ondes dans les salles de classe.

Étant donné que les tablettes ne peuvent être connectées que via un réseau local de type wi-fi, l'utilisation de ce dernier est incontournable. Par conséquent, l'installation d'un réseau câblé dans les salles de classe n'apporterait pas de plus-value opérationnelle pour la mise en œuvre d'une initiative pédagogique locale basée sur l'utilisation de tablettes mobiles en salle de classe.

ad 2) Le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse applique depuis plusieurs années le principe de précaution en ce qui concerne les rayonnements électromagnétiques, ceci dans le but de minimiser l'exposition aux ondes électromagnétiques.

D'autre part, des campagnes de sensibilisation concernant les champs électromagnétiques et notamment les hautes fréquences ont été réalisées dans différents établissements scolaires par les services de la Direction de la santé et ce à la demande des enseignants ou responsables. Les agents de la Direction de la santé se tiennent à la disposition de tous les enseignants ainsi que de tous les responsables d'établissements scolaires qui souhaiteraient procéder à une campagne de sensibilisation similaire.

S'il est vrai que les jeunes sont soumis aux pollutions électromagnétiques à leur domicile autant qu'à l'école, le CGIE conseille aux directions des écoles d'appliquer un «principe de précaution» propre à beaucoup de pollutions environnementales et de suivre les recommandations du Ministère de la santé et de nombreux scientifiques:

- ne pas laisser fonctionner les antennes wi-fi 24h/24 mais seulement en cas de besoin,

- ne pas mettre d'antenne wi-fi trop près des jeunes de façon permanente,

- optimiser le nombre d'antennes en fonction des besoins; à noter que moins d'antennes ne rime pas nécessairement avec moins d'émissions,

- favoriser les installations qui limitent les émissions au temps de communication,

- éteindre la fonction wi-fi sur les dispositifs mobiles en cas de non besoin,

- délimiter clairement les zones d'accès wi-fi et l'emplacement des antennes,

- éviter dans la mesure du possible les téléphones sans fil (DECT)

- ne pas abuser des téléphones portables de type smartphone (ils sont de plus en plus nombreux…).

Dans le cadre de son programme d'action «eduWiFi», le CGIE veille à installer des réseaux mobiles dits «intelligents» qui réduisent considérablement leurs émissions et donc l'exposition des utilisateurs aux rayons électromagnétiques sans pour autant diminuer le confort de l'utilisateur ou d'entraver le fonctionnement des systèmes. Ainsi les antennes n'émettent pas en stand-by lorsqu'il n'y a pas de communication. La communication entre les antennes wi-fi et le contrôleur wi-fi se fait via fil. L'utilisateur n'entre donc en communication qu'avec l'antenne la plus proche et la puissance d'émission est réduite automatiquement au minimum requis pour assurer le bon déroulement de la communication.

Suivant l'article 58 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, il incombe aux autorités communales de veiller à l'entretien des équipements scolaires et à l'exécution des dispositions légales en rapport avec la sécurité dans les écoles fondamentales. La Division de la santé au travail les conseille sur demande en matière d'aspects sanitaires lors de l'installation d'un nouveau réseau wi-fi. Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se rallie aux recommandations de la Division de la santé au travail en matière de minimisation d'émission de champs électromagnétiques.

De plus en plus d'écoles fondamentales ont recours aux conseils du CGIE en matière de configuration et d'installation de réseaux wi-fi tout en respectant les consignes de précaution du CGIE.

En résumé, on peut considérer le risque sanitaire comme étant réduit à un strict minimum.

ad 3) Les services compétents de la Direction de la santé mesurent depuis plusieurs années les intensités des champs électromagnétiques de hautes fréquences à l'intérieur des bâtiments qui sont fréquentés par des enfants ou adolescents tels que des crèches, foyers, écoles, lycées, etc.

De telles mesures d'intensité sont également effectuées régulièrement de manière «préventive» afin d'optimiser l'emplacement des antennes internes et minimiser l'exposition de toute personne aux champs électromagnétiques. Les experts de la Direction de la santé suivent aussi l'avancement des études scientifiques en la matière et ils appliquent à titre de précaution le principe «Alara» (As low as reasonable achievable) de sorte que les intensités des champs électromagnétiques mesurées dans les établissements scolaires restent nettement en dessous des limites en vigueur.

À noter que la puissance émise par les équipements wi-fi est nettement inférieure à celle des équipements de téléphonie mobile; dans des conditions normales d'utilisation le rayonnement électromagnétique auquel sont soumis les utilisateurs est très faible. En effet, la valeur du champ décroit rapidement avec la distance et ceci dès la distance de 12,5 cm; au-delà de quelques mètres la contribution d'un équipement wi-fi devient négligeable et il est difficile de la distinguer dans le «bruit» ambiant (cf.: étude Supélec «RLAN et Champs électromagnétiques»: http://www.arcep.fr/index.php?id=8116: étude commandée par l'Arcep, qui a ouvert un dossier sur «Fréquences et Santé»: http://www.arcep.fr/index.php?id=8116).

La Division de la santé au travail du Ministère de la Santé a publié au mois de juin 2013 un dépliant reprenant les principes de précaution à mettre en place par rapport aux champs électromagnétiques émis par le wi-fi et un aperçu des risques émanant des rayonnements des radiofréquences wi-fi. De plus amples renseignements à propos d'études ou d'analyses ayant examiné les implications possibles des rayons des radiofréquences wi-fi sur la santé peuvent être sollicités auprès de la Division de la santé au travail du Ministère de la Santé.

Question 3314 (22.09.2017) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **cours de langue pour demandeurs de protection internationale:**

La venue de demandeurs de protection internationale (DPI) a fait éclore de nombreuses initiatives de la société civile, dont certaines sont soutenues par l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte dans son programme «mateneen».

Parmi ces initiatives, plusieurs proposent des cours de langue qui viennent compléter l'offre de l'Institut national des langues (INL), en mobilisant de nombreux bénévoles et en mettant en œuvre des projets innovatifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils d'un relevé des cours de langue proposés dans le cadre de «mateneen»?

- Dans quelle mesure le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse jouent ou pourraient jouer un rôle de coordinateur, respectivement d'évaluateur de ces cours?

- Plus particulièrement, ne serait-il pas favorable au bon fonctionnement si les ministères en question pouvaient assurer une coordination entre les projets et un échange de pratiques?

- Notamment dans la perspective d'une pérennisation de certaines initiatives en matière d'apprentissage linguistique pour DPI, quels sont les projets qui retiennent l'attention de Madame et Monsieur les Ministres?

Déjà en avril 2017, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration avait annoncé que les cours de langues deviendront obligatoires pour les DPI. Dans ce contexte, j'aimerais encore poser les questions suivantes:

- Quand est-ce que les cours de langues obligatoires démarreront?

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres estiment que des cours de langue obligatoires peuvent être organisés en nombre suffisant par l'INL, ou est-ce qu'il faudra compter également sur les cours organisés dans le cadre de «mateneen»?

- Quelles langues et quels niveaux linguistiques est-il envisagé d'offrir dans le cadre des cours obligatoires?

- Quelle formation spéciale pour les enseignants de pareils cours est prévue?

Finalement, le siège de l'INL se situe actuellement à Luxembourg-Kirchberg dans une infrastructure provisoire en attendant la rénovation du site Luxembourg-Limpertsberg. Ces travaux devraient être achevés sous peu et les installations provisoires au Kirchberg seront libérées par la suite. Je voudrais encore demander à Madame et Monsieur les Ministres s'ils estiment que cette infrastructure pourrait accueillir par la suite des DPI?

Réponse commune (20.10.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) L'appel à projets «mateneen» lancé par l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte est une démarche destinée aux associations et aux initiatives privées.

Les ministères et administrations étatiques concernés par la problématique touchée par l'appel à projet «mateneen» suivent ces initiatives avec grand intérêt. Il n'est cependant pas de leur compétence d'intervenir de quelque manière que ce soit dans la gestion et la coordination de ces projets.

Ceci étant, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) conseille ponctuellement l'Œuvre quant à la faisabilité et à la mise en œuvre de projets; l'OLAI est d'ailleurs aussi régulièrement informé par l'Œuvre de l'avancement des projets. Un représentant de l'OLAI fait partie du jury de sélection des projets dans le cadre de «mateneen». Par ailleurs, il existe un échange régulier entre l'équipe de l'Œuvre qui suit les projets, l'Institut national des langues (INL) et le Service de la formation des adultes (SFA). Concernant les nombreuses initiatives de la société civile et notamment les cours de langues financés dans le cadre du projet «mateneen», il importe de relever que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a pris connaissance des projets financés et de leurs promoteurs. Il s'agit pour une grande partie d'associations qui travaillent depuis des années en étroite collaboration avec le SFA dans le cadre des cours conventionnés pour adultes.

Une liste des projets en cours est également disponible sur le site Internet de l'Œuvre.

Les 14 projets financés par l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte, centrés sur l'apprentissage des langues, s'articulent autour de trois types d'action:

- élaboration d'outils de formation et de matériel didactique (quatre parmi les 14 projets financés par l'Œuvre: dictionnaires multilingues, outils en ligne, adaptation de matériel existant);

- des cours périodiques et ciblés ainsi que des actions de support linguistique (six projets: coaching, cours d'été, cours pour arabophones);

- une offre de cours régulière et ouverts à tous les DPI (quatre projets).

La plus-value du projet «mateneen» se situe au niveau des outils et méthodes développés pour des personnes qui ne maîtrisent, ni les langues du pays, ni l'alphabet latin. À titre d'exemple, on peut citer les dictionnaires (arabe/luxembourgeois/français et farsi/luxembourgeois/français) élaborés par une association et édités et diffusés par l'éducation nationale ainsi que les méthodes pour enseigner l'alphabet latin et le français langue étrangère pérennisées dans le cadre du développement des cours obligatoires pour les DPI. Il faut également relever la complémentarité entre les cours offerts par les acteurs de la formation des adultes et les actions de la société civile tels que les cours d'été, les tandems de langues, le coaching et les activités socioculturelles qui, par l'immersion linguistique, accélèrent le processus d'apprentissage des langues du pays.

ad 2) Les cours de langues obligatoires à l'attention des DPI font partie intégrante du Parcours d'Intégration Accompagné (PIA). La phase 1 du PIA et le cours obligatoire de langue luxembourgeoise «Meng 100 éischt Wierder Lëtzebuergesch» ont débuté en septembre 2017.

Les cours de langue obligatoires du PIA 2 débuteront en janvier 2018 et sont organisés en général par le SFA. Des formateurs ont été recrutés spécialement pour assurer les cours d'intégration linguistique. Selon les capacités et la disponibilité des apprenants, les cours s'étaleront sur six semaines à raison de 20 heures par semaine ou sur douze semaines à raison de dix heures par semaine.

Pour les jeunes adultes de 18 à 24 ans, qui maîtrisent l'alphabet latin, l'intégration dans une classe d'accueil est proposée. Pour les adultes qui ont déjà un niveau confirmé en français, l'INL offrira des cours avancés ou des cours dans une des deux autres langues du pays.

À la fin des 120 heures de cours obligatoires, respectivement des deux autres offres mentionnées, un bilan des apprentissages sera réalisé et les adultes seront guidés vers des offres de formation d'adultes appropriées, leur permettant de poursuivre le processus d'intégration linguistique et de préparer l'intégration professionnelle. En fin de parcours, un niveau de français B1 respectivement B2 est visé. Ce niveau est requis pour s'intégrer sur le marché de l'emploi, pour apprendre une profession (apprentissage des adultes) ou pour entamer voire poursuivre des études supérieures au Luxembourg. Pour les personnes ayant été scolarisées dans leur pays d'origine au-delà de l'obligation scolaire (enseignement secondaire ou supérieur), une période de deux ans semble réaliste pour atteindre le niveau visé. Pour les personnes pas ou peu scolarisées dans leur pays d'origine, le niveau à atteindre sera plus modeste, notamment au niveau de l'expression écrite.

Afin de permettre une cohérence dans les messages et un encadrement de qualité, le personnel et éventuellement les partenaires impliqués dans le futur dispositif d'intégration suivent des formations communes. Ces formations portent notamment aussi sur les compétences interculturelles voire transculturelles.

ad 3) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse prévoit d'installer, entre autres, les cours de langues pour DPI organisés par le SFA dans les locaux libérés par l'INL au Kirchberg.

Question 3316 (26.09.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **prix du parking du Centre national sportif et culturel «Coque»:**

Le Centre national sportif et culturel «Coque» est un lieu de rencontre incontournable pour

des manifestations sportives ou culturelles. La Coque offre un cadre très modulable et des installations de pointe qui sont ouvertes aux sportifs individuels, écoles, clubs et fédérations ainsi qu'aux athlètes professionnels.

Plusieurs fédérations sportives organisent des finales, meetings, entraînements ou autres événements dans la Coque qui attirent un grand nombre de spectateurs. Régulièrement, des manifestations de bienfaisance qui connaissent un grand succès auprès du public sont également organisées dans ce cadre.

En outre, l'on peut observer que tous les jours, beaucoup de parents accompagnent leurs enfants en voiture aux entraînements des différentes fédérations.

L'on se doit cependant de constater que les prix pour les parkings de la Coque sont assez élevés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Sports et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement est-il d'avis que les prix du parking pour le Centre national sportif et culturel sont justifiables?

Réponse (26.10.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Le Parking Coque 1, avec ses 200 places de stationnement, est en principe payant pour tout utilisateur selon les tarifs clairement affichés à l'entrée du parking.

Nonobstant, la fréquentation du parking Coque 1 par des utilisateurs n'ayant aucune relation avec la Coque a constamment augmenté lors des dernières années en raison du manque général d'emplacements de stationnement au Kirchberg. Aussi bien les employés des institutions implantées aux alentours de la Coque que les participants de formations continues proposées au Kirchberg utilisent régulièrement les emplacements du Parking Coque 1.

Cette pratique a emmené les responsables de la Coque à fixer les tarifs dudit parking de sorte à dissuader les automobilistes ne fréquentant pas la Coque d'utiliser néanmoins son parking et d'accorder une priorité aux utilisateurs et clients effectifs de la Coque.

Ainsi les utilisateurs actifs de la Coque (athlètes, entraîneurs, sportifs individuels, enseignants, etc.) bénéficient en principe d'une gratuité du parking pendant trois heures.

Les utilisateurs passifs de la Coque (spectateurs d'événements sportifs ou culturels, participants de conférence, etc.) payent en principe le parking à partir de la 1re heure.

Cependant des solutions sur mesure sont proposées par la Coque, notamment lors des manifestations d'envergure aussi bien pour les spectateurs que pour les nombreux bénévoles, indispensables pour l'organisation d'une manifestation d'envergure.

Pour l'utilisateur passif, différentes autres alternatives au parking Coque 1 sont également proposées par la Coque. Alors qu'un système de «navettes» est déjà en place depuis des années, une nouvelle collaboration entre la Coque et le «Verkéiersverbond» permet désormais aux spectateurs de se rendre gratuitement à la Coque avec les transports publics en présentant leur billet d'entrée de la manifestation. Partant, tout spectateur peut avoir recours à un système de «Park and Ride» personnalisé en utilisant soit les grands parkings aux alentours du Kirchberg soit ceux de la ville de Luxembourg.

La mise en service du Tramway en décembre 2017 promouvra encore davantage l'utilisation des transports publics pour accéder au Kirchberg et à la Coque.

La nouvelle grille de tarifs appliquée depuis avril 2017 a eu le résultat escompté dans la mesure où les utilisateurs ne fréquentant pas la Coque cherchent entre-temps des emplacements de parking alternatifs, de sorte que les 200 emplacements peuvent être utilisés en priorité par les utilisateurs effectifs de la Coque.

En même temps, la Coque réfléchit à d'autres solutions alternatives pour remédier aux problèmes de stationnement au Kirchberg, notamment en menant régulièrement des discussions avec les exploitants des parkings implantés aux alentours du CNSC afin de trouver un mode de collaboration. Surtout l'accessibilité illimitée pour le public au parking Coque 2 - qui n'est pas à disposition de la Coque - pourrait temporairement améliorer la situation.

Question 3318 (27.09.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **plan d'Emmanuel Macron pour l'Union européenne:**

Dans un discours tenu hier à la Sorbonne, le Président français a dévoilé son plan pour refondre l'Union européenne. Selon lefigaro.fr, Emmanuel Macron souhaiterait ainsi «fixer d'ici 2020 une fourchette de taux (en matière d'imposition des sociétés) qui engagerait les États membres et qui conditionnerait l'accès au Fonds européen de cohésion». Il envisagerait par ailleurs «dès le mois de novembre prochain une discussion pour déterminer un salaire minimum européen, et des niveaux de cotisations sociales moins disparates».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Le Gouvernement partage-t-il le plan d'avenir de l'UE du Président français, notamment en ce qui concerne l'imposition des sociétés? Comment le Gouvernement juge-t-il l'idée du Président français de lier l'accès au Fonds européen de cohésion au respect de la fourchette du taux d'imposition des sociétés définie au niveau européen?

2) Le Gouvernement entend-il soutenir la volonté du Président français de déterminer un salaire minimum européen? Quid de l'intention de faire converger les niveaux de cotisations sociales?

3) Quelle est la position du Gouvernement relative à la taxation des géants du numérique sur base du chiffre d'affaires réalisé dans chaque pays?

Réponse commune (10.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°3256 au sujet de l'harmonisation de la taxation des entreprises, la question d'un alignement des taux d'imposition des sociétés au sein de l'Union européenne revêt une dimension additionnelle par rapport au nombre important de mesures touchant à la fiscalité des entreprises qui ont été prises au cours des dernières années. Le Gouvernement n'est pas favorable à l'idée de conférer une compétence à l'Union européenne pour déterminer une fourchette de taux d'imposition des sociétés alors que les États-membres sont mieux placés pour déterminer le taux d'imposition adéquat, en fonction de leurs propres circonstances politiques et économiques. D'ailleurs, les initiatives concrètes actuellement poursuivies au niveau de l'Union européenne ont trait à une harmonisation de la seule base taxable, et non pas des taux d'imposition.

ad 2) Le Luxembourg a toujours été en faveur d'un salaire minimum européen, ce qui signifie que chaque pays doit avoir un salaire minimum fixé selon les traditions en vigueur et représentant un montant calculé d'après l'évolution des salaires dans chaque pays, le point de référence pouvant être le salaire médian.

L'approfondissement de la dimension sociale de l'Union européenne fut l'une des priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE en 2015 et le Gouvernement luxembourgeois persévère sur cette même voie en promouvant une convergence vers le haut au niveau des prestations sociales. Or, un tel processus nécessite une approche concertée de tous les États membres, tout en respectant les spécificités nationales et le principe de la subsidiarité. Ainsi les propositions présentées par Monsieur le Président de la République française viennent s'ajouter à d'autres propositions au sujet de la dimension sociale de l'Union européenne et qui seront à discuter au sein du Conseil de l'UE et du Conseil européen.

En ce qui concerne spécifiquement la proposition visant à converger les niveaux de cotisations sociales, il y a lieu de rappeler qu'il s'agit, tout comme dans le volet des prestations sociales, d'une compétence nationale. Pour rappel, dans le modèle de sécurité sociale luxembourgeois, les personnes sont assurées contre les risques sociaux au moyen d'une cotisation qui constitue aussi le droit à l'accès de la prestation. Cette approche de financement et d'accès varie fortement d'un État membre à l'autre, une alternative étant un financement par des moyens budgétaires et un accès basé sur la résidence. Aussi, en ce qui concerne certaines branches du système de sécurité sociale, la charge des cotisations se répartit entre les employeurs, les salariés et l'État. Ce mécanisme de financement représente une spécificité du système de sécurité sociale luxembourgeois. Aussi, pour d'autres branches, l'État participe au niveau des dépenses.

Ainsi, et suite à l'organisation du système de sécurité sociale, le niveau des cotisations sociales ne résulte pas d'un simple choix arbitraire, mais est basé sur un modèle de financement spécifique à chaque branche et ayant pour objet l'équilibre financier, tout en assurant un niveau de réserve adéquat. Vouloir faire converger les niveaux de cotisations sociales au niveau européen voudrait dire dès lors vouloir faire converger les mécanismes de financement des systèmes de sécurité sociale. Or, et en vue de la multitude des systèmes de protection sociale au niveau des États membres, il semble peu probable qu'une telle approche serait réalisable à court terme au niveau européen.

ad 3) En ce qui concerne la proposition de baser l'imposition des géants du numérique sur base du chiffre d'affaires réalisé dans chaque pays, il convient de relever que les détails techniques d'une telle proposition restent très flous à l'heure actuelle. Si le Gouvernement est ouvert à la discussion quant aux défis se posant par rapport à la fiscalité du numérique, une proposition basée sur l'imposition du chiffre d'affaires, limitée à un secteur économique précis, pose de nombreuses questions politiques et juridiques. Dans ce sens, le Gouvernement se félicite que le Conseil européen du 19 octobre 2017, dans ses conclusions, a retenu qu'«il importe de veiller à ce que toutes les entreprises payent leur juste part d'impôts et d'assurer des conditions de concurrence équitables au niveau mondial, conformément aux travaux actuellement menées au sein de l'OCDE» et «invite le Conseil à poursuivre l'examen de la communication de la Commission sur cette question et attend avec intérêt que la Commission présente des propositions appropriées d'ici le début de 2018.

Question 3319 (28.09.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **renforcement des contrôles sur les routes luxembourgeoises:**

Suite aux accidents survenus le weekend dernier ayant coûté la vie à trois personnes sur les routes du Grand-Duché, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, la Police grand-ducale et la Sécurité routière ont annoncé un renforcement des contrôles d'alcoolémie sur les routes nationales, notamment durant les heures nocturnes. Ces contrôles, effectués avant tout dans le but de prévenir des accidents graves voire mortels, sont en effet d'une importance cruciale pour la sécurité routière. Ceci dit, il est connu depuis un certain temps que la police est confrontée à un manque d'effectifs.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'état actuel des prestations d'heures supplémentaires des agents de police?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous dire si la police a déjà dû faire face à une pénurie de personnel parce que plusieurs agents ont récupéré leurs heures supplémentaires en même temps?

3. Dans le cas d'un renforcement des contrôles routiers durant la nuit, Monsieur le Ministre qu'envisage-t-il d'entreprendre, le cas échéant, afin d'éviter un éventuel déficit de l'effectif de policiers durant la journée?

Réponse (20.10.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Le tableau récapitulatif ci-dessous renseigne sur les totaux annuels des heures supplémentaires indemnisées depuis 2012 selon le règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par les fonctionnaires:

Année	Heures indemnisées
2012	30.977
2013	24.273
2014	21.552
2015	25.701
2015 (Présidence)	15.179
2016	28.896
Jusqu'en août 2017	14.737

Ces chiffres peuvent varier en fonction des besoins ponctuels en personnel lors d'événements d'envergure prévisibles (visites d'État, dispositifs de maintien de l'ordre, etc.).

ad 2. Étant donné que le travail policier se caractérise entre autres par le principe de la gestion de priorités, il n'est pas admis que les effectifs policiers passent en dessous d'un seuil critique qui ne permettrait plus de gérer les missions usuelles en raison d'une récupération non coordonnée d'heures supplémentaires par les fonctionnaires. Vu le souci d'une bonne gestion des unités, les heures supplémentaires prévisibles sont impérativement indemnisées.

ad 3. Afin d'éviter un manque d'effectifs policiers pendant la journée, l'organisation interne de la Police grand-ducale doit tenir compte des besoins ponctuels en personnel dont ceux générés par un renforcement de contrôles routiers durant la nuit.

Question 3320 (28.09.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **jeunes adolescents en détresse:**

Selon les propos de la directrice de la Fondation maison de la porte ouverte, sur les ondes de radio 100,7, il manque de places d'urgence pour des jeunes adolescents se trouvant en situation de détresse aiguë et ayant besoin d'un suivi psychopédagogique de longue durée. En moyenne, les jeunes en détresse sont accueillis pendant une période ne pouvant dépasser les six mois. Or, dans un certain nombre de cas, cette période n'est pas suffisante pour pouvoir accompagner le mineur et stabiliser sa situation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille:

- Madame la Ministre est-elle au courant de cette situation?

- Madame la Ministre, envisage-t-elle d'augmenter le nombre de places d'accueil de longue durée pour des jeunes en situation de détresse aiguë?

Réponse (13.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Dans le cadre des mesures du dispositif de l'Aide à l'enfance et à la famille, on distingue entre un accueil urgent en situation de crise et un accueil en institution.

Pour la définition, les missions et objectifs de ces deux types d'accueil, il y a lieu de se référer au règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

La mission de l'accueil urgent n'est pas d'accueillir et d'héberger des jeunes sur une longue durée. Néanmoins, il ne s'agit en aucun cas de laisser les jeunes et leurs familles sans aide ou soutien après les six mois si la situation ne s'est pas stabilisée. Une des missions de l'accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë est de préparer le jeune à un retour dans son milieu familial ou à un séjour prolongé en institution d'accueil. Afin de pouvoir garantir une prise en charge des jeunes au-delà des six mois, tout gestionnaire offrant une activité d'accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë doit obligatoirement offrir une activité d'accueil orthopédagogique et une activité d'accueil d'enfants de moins de trois ans.

Si le gestionnaire en question n'a pas de disponibilités, une réorientation vers une autre structure d'accueil est envisagée. Dans ce cas l'Office national de l'enfance, en concertation avec les prestataires de l'Aide à l'enfance et à la famille, met en place une solution adaptée aux besoins de l'enfant.

Des aides ambulatoires supplémentaires peuvent aussi être mises en place afin de trouver un encadrement et une prise en charge de qualité adaptés aux besoins et à la situation du jeune.

Afin de garantir une prise en charge des enfants et jeunes adultes en détresse psychosociale, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse continue à investir dans des projets de centres d'accueils de jour et de nuit et à promouvoir l'accueil en famille d'accueil.

Question 3321 (28.09.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Fonds du logement:**

Le conseil d'administration du Fonds du logement vient de nommer aujourd'hui un directeur qui prendra officiellement ses fonctions au début de l'année 2018. Dans le communiqué de presse il est précisé que le coordinateur gé-

néral auprès du Fonds du logement assurera, jusqu'à la prise de fonction du nouveau directeur, la gestion des opérations courantes et quotidiennes et assistera le nouveau directeur pour garantir la transition des dossiers importants dans la continuité.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Quelle est la mission du nouveau directeur au sein du Fonds du logement?

- Après la phase de transition, quelles sont les tâches futures incombant au coordinateur général?

- Le coordinateur général sera-t-il à moyen terme remplacé par le nouveau directeur du Fonds du logement?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les différents changements à la tête du Fonds du logement des derniers mois aient eu des conséquences négatives sur le fonctionnement du Fonds du logement notamment au niveau du traitement des dossiers?

- Quand Monsieur le Ministre estime-t-il que le calme puisse de nouveau revenir au sein du Fonds du logement?

Réponse (13.11.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

En réponse à la première partie de la question parlementaire de l'honorable Député, je ne cache pas ma stupéfaction puisque les missions du directeur du Fonds du logement se trouvent inscrites à l'article 9 de la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement». Le projet de loi a été largement débattu lors de plusieurs réunions de la commission parlementaire, justement en présence de l'honorable Député qui était lors du vote de la loi par ailleurs l'orateur attitré de son groupe parlementaire et devrait donc bien connaître le texte qui énumère les missions du directeur comme suit:

«(1) La direction du fonds est confiée à un directeur, nommé par le conseil d'administration, engagé soit sous le régime de droit privé régi par le Code du travail, soit détaché comme fonctionnaire auprès du fonds.

Le directeur est chargé d'exécuter les décisions du conseil d'administration et assure la gestion journalière du fonds. Il suit les instructions du conseil d'administration. Le directeur répond de sa gestion devant le conseil d'administration.

Le personnel du fonds se trouve sous ses ordres.

Le directeur assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative. Il se retire à chaque fois que le conseil d'administration le lui demande.

Dans le cadre de la gestion journalière, le fonds est engagé par la signature conjointe du directeur et d'un directeur-adjoint, sans préjudice de procurations spéciales ou générales pour des actes relevant de la gestion journalière accordées par le directeur et un directeur-adjoint et approuvées par le conseil d'administration.

(2) Le directeur est assisté de deux directeurs-adjoints, nommés par le conseil d'administration, engagés soit sous le régime de droit privé régi par le Code du travail, soit détachés comme fonctionnaires auprès du fonds.

(3) En cas de vacance du poste du directeur, ainsi qu'en cas de constat par le conseil d'administration de l'impossibilité d'agir du directeur, le président du conseil d'administration du fonds assume les fonctions de directeur, à moins que le conseil d'administration n'y délègue l'un des directeurs-adjoints.

(4) Le directeur et les deux directeurs-adjoints ne peuvent pas être membres du conseil d'administration.»

À la lecture de la loi en question, l'honorable Député saura également découvrir qu'il est prévu que la direction du Fonds du logement sera à terme composée d'un directeur et de deux directeurs-adjoints. Les modalités précises de la passation des pouvoirs et la mission future de l'actuel coordinateur général seront à déterminer dans les mois à venir, après la prise de fonction du nouveau directeur.

Il importe toutefois de noter que les différents changements à la tête du Fonds du logement n'ont pas empêché les collaborateurs du fonds à assurer une instruction continue des dossiers à traiter par cet établissement public.

Q40

Question 3322 (29.09.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **loi relative à l'eau:**

L'article 71 de la loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau prévoit un régime transitoire pour les aides étatiques relatives aux mesures d'assainissement des eaux usées. Le but du Gouvernement fut d'accélérer les mises en soumission et de combler les retards accumulés. Ce régime risque cependant de porter préjudice aux communes ayant introduit leur dossier d'assainissement de façon anticipative, comparées aux communes retardataires.

En effet, le point 5 (e) de l'article 71 stipule dans ce contexte que:

«5) Pour les dossiers en relation avec l'assainissement des eaux usées et éligibles à une participation étatique conformément à l'article 65 paragraphe 1er, lettre d), les mesures transitoires suivantes sont d'application:…

(e) pour les engagements pris avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et bénéficiant d'un taux visé au paragraphe 5, lettres a), b) ou c), ce taux n'est applicable que pour autant que les travaux afférents aient été mis en adjudication endéans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur. Passé ce délai, les dispositions de l'article 65, paragraphe 1er, lettre d) sont applicables.»

Ainsi, toutes les aides financières promises par l'État (90%, 75% ou 65%), pour des projets d'assainissement et qui ne sont pas mis en adjudication 24 mois après la mise en vigueur de la refonte de la loi, seront réduites de façon indifférenciée à 50%.

De cette spécification résulte toutefois une manifeste iniquité pour différentes communes. En effet, pour le cas de figure des dossiers présentés avec un taux de 65%, donc introduits entre le 1er juillet 2015 et le 1er janvier 2018, seuls les dossiers les plus anciens et lesquels sont engagés avant l'entrée en vigueur de la loi modifiée sont pénalisés avec un délai de mise en adjudication, ceci sous peine d'une réduction de 15% (65% vers 50%) de l'aide allouée.

Il s'ensuit que les dossiers introduits très tardivement à savoir après la mise en vigueur de la loi du 20 juillet 2017 mais avant le 1er janvier 2018 ne sont pas concernés par cette disposition pénalisante.

Ainsi, les dossiers introduits plus tard et ne disposant que d'un engagement ultérieur à la mise en vigueur de la loi, sont donc avantagés puisqu'ils tombent hors du champ d'application du délai de 24 mois et de l'application d'une réduction des 15%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Pour quelles raisons, dans le cas de figure fréquent des aides à 65%, les communes «précurseurs» sont pénalisées par rapport aux communes «retardataires» qui ne sont pas soumises à la contrainte temporaire?

Il existe, au moins pour les stations d'épurations, deux sortes d'engagements à savoir l'engagement prévisionnel et l'engagement définitif.

2) Est-ce que l'engagement prévisionnel est susceptible pour définir définitivement le taux des aides et en l'occurrence les conditions d'exécution?

Réponse (30.10.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Les dispositions transitoires du paragraphe 5 de l'article 71 de la version actuellement en vigueur de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ont été introduites avec une double intention: permettre aux maîtres d'ouvrage de pouvoir encore bénéficier, certes pour une période restreinte, de participations étatiques plus élevées en vigueur sous l'ancienne rédaction de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, et les inciter en même temps à procéder de manière diligente à la réalisation de leurs ouvrages, afin de respecter les délais du deuxième cycle (2015-2021) du programme de mesures du Plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse.

En vertu de la lettre e) du paragraphe 5 précité, les engagements pris avant le 7 août 2017 (date d'entrée en vigueur de la Loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau) bénéficient encore d'un taux de 65% (voire même 75% ou 90% pour les projets détaillés introduits dans les délais requis) «pour autant que les travaux afférents aient été mis en adjudication endéans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur (de la loi)».

Il est certes vrai que les dossiers dont les projets détaillés auront été soumis avant le 1er janvier 2018 au secrétariat du Fonds pour la gestion de l'eau et dont l'engagement formel ne sera délivré qu'après l'entrée en vigueur de la loi modificative du 20 juillet 2017, ainsi que tous ceux introduits après le 1er janvier 2018, ne seront plus soumis au délai de mise en adjudication du paragraphe 5 lettre e) de l'article 71. Ce dernier vise exclusivement les «engagements pris», donc les engagements financiers formels du fonds pris au vu des projets détaillés qui lui ont été soumis.

Toutefois, il faut rappeler que l'article 66, paragraphe 6 de la loi modifiée relative à l'eau dispose que:

«L'engagement devient caduc lorsque les travaux ou études n'ont pas débuté dans un délai de deux ans après réception de l'engagement financier.»

Les dispositions transitoires ne pénalisent donc aucunement une commune par rapport à une autre. Au contraire, elles permettent à la ministre de continuer à accorder des taux de prise en charge qui autrement n'auraient plus de base légale, voire qui ne seraient plus du tout dus parce que les engagements y relatifs seraient devenus caducs en vertu de l'article 66, paragraphe 6.

ad 2) Le paragraphe 5 de l'article 71 de la loi modifiée relative à l'eau stipule clairement pour les différents cas de figures que la date d'introduction au secrétariat du Fonds pour la gestion de l'eau des projets détaillés détermine le taux de participation étatique accordé. Il en découle que l'engagement prévisionnel ne suffit pas pour fixer définitivement le taux des prises en charge.

Question 3323 (29.09.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **«creative hubs»:**

À l'heure qu'il est, les «creative hubs» peuvent constituer une formule intéressante pour attirer et encadrer de jeunes entrepreneurs venant des domaines professionnels les plus divers en vue de diversifier encore davantage notre économie domestique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il exposer de manière succincte ce qu'on entend précisément par «creative hub»?

- Quel est le genre d'entreprises ou de start-ups qui y sont généralement accueillies et quelles sont les professions y représentées?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à initier un tel projet dans le nord du pays, p. ex. dans la Nordstad ou dans les cantons de Clervaux et de Wiltz? Y avait-il déjà des demandes concrètes dans ce contexte? Y avait-il aussi des pourparlers avec des communes ou des syndicats intercommunaux en vue de lancer un «creative hub» destiné à diversifier le tissu économique des régions rurales dont font également partie les cantons de l'Est et de l'Ouest du Grand-Duché? De quelles aides étatiques les communes intéressées pourraient-elles bénéficier le cas échéant?

Réponse (09.11.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

En l'absence d'une définition consensuelle, un hub créatif peut être décrit comme une plateforme physique permettant à des entreprises et des travailleurs indépendants issus de l'industrie créative de s'y établir. Une telle plateforme n'a pour ambition non seulement de leur louer des bureaux ou des ateliers, mais également de faire interagir les entreprises, les créateurs et les entrepreneurs entre eux. L'idée est de faire naître de nouveaux projets par des collaborations entre ces acteurs issus d'horizons différents et établis au même endroit, notamment en offrant des espaces communs pour travailler ensemble.

La grande majorité des entreprises ciblées sont des indépendants agissant pour leur propre compte mais travaillant en coopération avec de nombreux autres indépendants en fonction du projet. Les industries créatives englobent des activités hautement réglementées comme par exemple les architectes ainsi que des activités avec une forte connotation culturelle et très peu de réglementation comme par exemple les arts de la scène ou le design.

Le cluster dédié aux industries créatives auprès de Luxinnovation a arrêté la liste exhaustive des industries créatives ci-après:

- Architecture
- Métiers d'art
- Arts visuels
- Film et audiovisuel
- Design
- Fashion design
- Gaming
- Marketing and communication
- Littérature
- Digital media and media
- Édition
- Arts de la scène
- Musique

Le Ministère de l'Économie est disposé à accompagner une initiative locale qui a un rayonnement national dans un des secteurs économiques prioritaires dont les industries créatives font partie. Les responsables de la Nordstad ont déjà eu un premier échange d'idées avec mes collaborateurs au sujet d'un potentiel «creative hub» mais les détails concernant l'envergure et un éventuel emplacement restent en suspens. Un soutien étatique aux communes peut être envisagé en fonction de l'impact économique national d'un projet ainsi que par rapport à son effet sur la diversification économique du pays.

Question 3324 (29.09.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **dialogue social au sein de l'ITM:**

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°3233 du 21 août 2017, Messieurs les Ministres du Travail et de la Fonction publique expliquent que la représentation du personnel de l'ITM n'a pas été consultée dans le contexte de l'élaboration d'un code de conduite applicable au personnel de cette administration.

Ils avancent comme explication que la Direction de l'ITM ne connaîtrait pas les noms des personnes faisant partie des comités des associations professionnelles de l'ITM, associations que les ministres connaissent tout de même pour les citer nommément.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- La façon de procéder de la Direction de l'ITM correspond-elle à la vision de Monsieur le Ministre du fonctionnement du dialogue social dans la fonction publique?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas, au contraire, d'avis que la direction d'une administration qui sait pertinemment qu'il existe une représentation du personnel, devrait essayer par tout moyen de la consulter et de se procurer les noms des personnes composant celle-ci et ne pas se cacher derrière des faux-fuyants?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cela vaut a fortiori pour une administration en charge de veiller à l'application du droit du travail?

Réponse (20.10.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens à l'informer que selon mon point de vue toute administration devrait disposer d'une délégation du personnel élue parmi les membres de son personnel. Dans le cadre des négociations ayant abouti à l'accord salarial du 5 décembre 2016, j'avais proposé une modification dans ce sens du statut général des fonctionnaires de l'État. Or, ce point de vue n'a jusqu'à présent pas été partagé par la Confédération générale de la fonction publique.

Concernant le cas particulier de l'Inspection du travail et des mines (ITM), je ne suis pas en mesure de me prononcer sur le fonctionnement et les modalités des relations et des échanges entre la direction d'une administration et sa représentation du personnel.

Au vu des missions de la représentation du personnel, il est cependant étonnant que la représentation du personnel ne se soit pas manifestée auprès de la Direction de l'ITM.

Question 3325 (29.09.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **bruit autour des stations-service:**

À la station-service de Pontpierre sur l'autoroute A4 en direction d'Esch-sur-Alzette, les chauffeurs laissent souvent tourner le moteur de leur camion toute la nuit pour assurer le fonctionnement de leur système de climatisation ou de chauffage pendant leur temps de

repos. Or, laisser tourner un moteur à l'arrêt engendre inutilement des émissions nocives et du bruit. De plus, cette station-service se trouve dans le voisinage direct d'une zone d'habitation, impactant ainsi sérieusement la qualité de vie de ses habitants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance des informations susmentionnées?

- Est-il permis de laisser tourner le moteur d'un véhicule immobilisé?

- La police fait-elle des contrôles réguliers?

- Quels moyens la police a-t-elle pour remédier à cette situation?

- Comment le Gouvernement entend-il remédier à la problématique susmentionnée?

Réponse (20.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

À ce jour, aucune plainte et aucun appel de la part des citoyens n'ont été rapportés selon la Police grand-ducale et ainsi cette dernière n'y effectue pas de contrôles réguliers. Ni l'unité permis et subsides (autorisations d'exploitation), ni l'unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement ont été saisies de réclamations à ce sujet.

En vertu de l'article 160 f) de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, «il est interdit de laisser tourner sans nécessité technique le moteur d'un véhicule immobilisé pendant un temps prolongé, à l'arrêt, en stationnement ou en parcage, même pour le faire chauffer ou faire chauffer l'habitacle du véhicule».

Un tel comportement des camionneurs peut donc être constitutif d'une infraction et, en l'occurrence, la Police grand-ducale peut décerner des avertissements taxés en la matière, sachant que l'article 160 précité prévoit une amende de 49 euros. Il importe cependant de souligner que les véhicules conditionnés sont en principe autorisés à laisser tourner leur moteur pour garantir la préservation de leur charge.

Au vu de ce qui précède, vider définitivement la problématique du bruit causé par des moteurs en ayant recours à des mesures répressives ne pourra donc constituer le seul remède.

En ce qui concerne l'action sur les infrastructures, il y lieu de se référer à la réponse du Ministère du Développement durable et des Infrastructures à la question parlementaire n°1497 du 15 octobre 2015 de Madame la Députée Nancy Arendt:

«Dans le cadre du projet de réaménagement de l'échangeur de Pontpierre, il a été décidé de déplacer l'aire de service Shell située dans l'emprise de ce projet en direction de Leudelange et plus précisément à environ 1 km au sud de l'échangeur Sud de Leudelange.

Cette solution permet d'améliorer la situation acoustique existante en fermant l'écran antibruit aux droits des entrées et sorties de la station Shell existante.

[...]

Cependant la réalisation des mesures antibruit ne pourra être entamée qu'à la fin des travaux du réaménagement de l'échangeur de Pontpierre.

[...]»

Le chantier du réaménagement de l'échangeur de Pontpierre débutera sous peu par la construction des deux ouvrages de l'autoroute A4 passant sur la N13. D'après les estimations actuelles le chantier pourrait se terminer en 2021.

Question 3326 (29.09.2017) de **MM. Marco Schank** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant le **Lycée Edward Steichen à Clervaux:**

Le futur Lycée Edward Steichen à Clervaux est supposé ouvrir ses portes pour la rentrée 2018. Récemment Monsieur le Ministre a présenté aux membres de la Commission du Développement durable et des Infrastructures un projet pour l'extension du futur lycée. Ce projet prévoit de compléter l'offre scolaire. Outre la construction de nouvelles salles de classe, de salles de classe spéciales, de laboratoires et d'ateliers, il est prévu de créer des surfaces de structures d'accueil et d'administration supplémentaires.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Sachant que les responsables du Lycée Edward Steichen doivent garantir durablement le bon fonctionnement du lycée en tenant compte des adaptations de l'offre scolaire, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les échéances du projet d'extension?

Réponse (19.10.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, j'ai présenté le projet pour l'extension du Lycée Edward Steichen à Clervaux à la Commission du Développement durable et des Infrastructures pour renseigner les honorables Députés sur les différents aspects des travaux, y compris sur les échéances du projet.

Ainsi, le début de la planification de l'extension du Lycée Edward Steichen est prévu dès janvier 2018. Le dépôt du projet de loi pourrait ainsi avoir lieu mi-2019 et le début des travaux en automne 2020. Le planning prévisionnel s'entend sous réserve de l'octroi des autorisations requises ainsi que des délais liés aux procédures des soumissions.

Question 3327 (02.10.2017) de **Mmes Martine Hansen** et **Martine Mergen** *(CSV)* concernant l'**Éducation différenciée:**

En août 2017, les agents de l'Éducation différenciée (Ediff) ayant travaillé jusqu'alors dans le cadre des équipes multiprofessionnelles, ont été informés via instruction ministérielle qu'ils seront détachés aux 15 directions régionales pour œuvrer dans les équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, «ESEB». Selon la loi du 29 juin 2017 portant modification de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, si les instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques «I-EBS» constatent que la prise en charge assurée par l'école n'est pas suffisante, c'est l'ESEB qui a pour mission d'assurer le diagnostic et le suivi de la prise en charge de l' élève concerné. L'ESEB agira en tant que service généraliste, affecté à une région.

Or, selon nos informations, les détachements des agents de l'Ediff n'ont pas encore eu lieu.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans la mesure où les ESEB ne sont pas encore mises en place, qui assure actuellement l'encadrement et le suivi de la prise en charge d'un élève signalant des besoins éducatifs particuliers ou spécifiques?

- Selon l'article 27 de la loi susmentionnée, les I-EBS coordonnent la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers et contribuent à la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

- Dans la mesure où pas toutes les écoles ne se voient attribuer un I-EBS, qui assume les tâches de l'I-EBS dans les écoles qui n'en ont pas?

- Selon l'article 30 de la même loi, chaque commission d'inclusion (CI) comprend un directeur adjoint concerné comme président, un instituteur comme secrétaire, trois membres de l'ESEB concernée, un représentant du Ministère de l'Éducation et un collaborateur de l'Ediff ou du Centre de logopédie. Monsieur le Ministre, est-ce que les commissions d'inclusion sont déjà nommées?

- Dans la négative et dans la mesure où les ESEB exercent leurs missions sous l'autorité du directeur concerné dans le cadre des moyens disponibles et des actions prévues par la CI, quand les commissions d'inclusion seront-elles opérationnelles?

- Qui assume actuellement les tâches et missions des commissions d'inclusion?

- Selon nos informations, il est prévu d'affecter des I-EBS dans le régime préparatoire. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quels lycées se voient attribuer un I-EBS?

- Dans la négative, qui assumera les tâches des I-EBS dans le régime préparatoire?

Réponse (02.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En ce qui concerne la première partie des questions des honorables Députées, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n°3296 fournissant les informations sur la dernière évolution dans le dossier. Toutefois, je tiens à préciser que les ESEB ont été mises en place dans toutes les régions du pays. S'y ajoute que les agents de l'Ediff ayant œuvré jusqu'alors dans le cadre des EMP s'impliquent avec le même zèle dans les ESEB. Par conséquent, la prise en charge des élèves nécessiteux identifiés à la fin de l'année scolaire précédente est garantie. De plus, en ce moment, le recrutement de psychologues, pédagogues et éducateurs gradués supplémentaires est en cours. Un deuxième recrutement est prévu pour le début de l'année 2018.

Actuellement, 59 écoles profitent de l'affectation d'un instituteur spécialisé. Dans les autres écoles, le rôle de coordination est à assurer par les directeurs adjoints ayant les enfants à besoins spécifiques ou particuliers dans leur attribution.

Pendant l'actuelle période de transition, j'ai arrêté les compositions de «commissions d'inclusion faisant fonction» qui transmettent leurs délibérations à la Commission médico-psycho-pédagogique nationale pour approbation.

Finalement, je confirme qu'il me semble tout à fait opportun d'affecter à l'avenir des instituteurs spécialisés I-EBS aux lycées comprenant des classes du régime préparatoire ainsi qu'à d'autres classes spéciales (classes étatiques à l'hôpital, école du Centre socio-éducatif,...).

Question 3328 (02.10.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**agrément des gestionnaires de structures d'accueil étrangères:**

Depuis le 1er septembre 2016, le système du chèque-service accueil a été ouvert aux frontaliers. D'après des chiffres diffusés par le journal en ligne lessentiel.lu, 1.056 frontaliers ont pu en bénéficier depuis. Au niveau des structures d'accueil étrangères, quatre ont fait une demande d'agrément et toutes ont été refusées, toujours selon la même source.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

2) Monsieur le Ministre peut-il également nous expliquer pourquoi les demandes d'agrément des structures d'accueil étrangères ont été refusées? Quelles sont les conditions du cahier des charges que ces structures n'ont pas su remplir?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous informer si les requérants ont annoncé vouloir attaquer ces refus d'agrément en justice? Quelles pourraient être les arguments avancés par ceux-ci?

Réponse (27.10.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) D'après les derniers chiffres disponibles pour le mois de septembre 2017, 1.049 enfants de frontaliers bénéficient du chèque-service accueil dans un service d'éducation et d'accueil ou auprès d'un assistant parental au Luxembourg.

Il est exact que mon département a reçu quatre demandes en reconnaissance de la qualité de prestataire du chèque-service accueil. Ces demandes ont effectivement toutes été refusées.

ad 2) Je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas d'un refus de l'octroi d'un agrément, mais d'un refus de l'octroi de la reconnaissance de prestataire du chèque-service accueil à un service d'éducation et d'accueil ou à un assistant parental.

L'article 22 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse précise la mission de service public autorisant l'État à accorder l'aide financière dans le cadre du dispositif du chèque-service accueil. Cette mission de service public a pour double objectif de renforcer la cohésion sociale par l'intégration des enfants au niveau de la communauté locale dans la société luxembourgeoise et de soutenir la scolarisation de l'enfant dans l'enseignement fondamental luxembourgeois.

L'aide financière qui est versée aux services d'éducation et d'accueil ou aux assistants parentaux qui remplissent cette mission, offrent des services ciblés sur les besoins des bénéficiaires et qui répondent au cadre qualitatif établi par la loi susmentionnée.

Tous les gestionnaires de services d'éducation et d'accueil qui désirent être reconnus comme prestataire du chèque-service accueil sont tenus d'établir un projet pédagogique qui décrit en quoi et par quels moyens et actions concrets le service entend réaliser ce double objectif de la mission de service public.

L'analyse des quatre projets pédagogiques introduits par les gestionnaires de services d'éducation et d'accueil non établis sur le territoire du Luxemburg a conduit à la conclusion que les actions et moyens envisagés dans le cadre du projet pédagogique ne permettraient pas aux services d'éducation et d'accueil de remplir la mission de service public.

ad 3) Je ne dispose pas d'informations à ce sujet.

Question 3329 (02.10.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **Myanmar:**

En 2012, le Grand-Duché de Luxembourg a établi de manière formelle des relations diplomatiques avec la République de l'Union du Myanmar, qui depuis bénéficie de plusieurs programmes de coopération. Le Luxembourg a déboursé 1,9 million d'euros en 2016 dans des projets de soutien. Le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire avait par ailleurs envisagé de désigner le Myanmar (actuellement «pays à projet») comme nouveau pays partenaire du Luxembourg.

Le Myanmar traverse une crise humanitaire provoquée notamment par les atrocités commises par les forces armées envers les minorités ethniques, dont les Rohingya.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son évaluation quant à la situation actuelle de la crise humanitaire au Myanmar?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état actuel des négociations relatives à la désignation du Myanmar comme nouveau pays partenaire luxembourgeois?

- Selon Monsieur le Ministre, la crise humanitaire sévissant actuellement au Myanmar a-t-elle un impact sur ces négociations?

Réponse (19.10.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

La situation humanitaire dans l'État Rakhine est extrêmement grave. Des rapports profondément inquiétants font état d'incendies volontaires et de violence continue à l'égard de la population civile, ainsi que de graves violations des droits de l'homme, dont des tirs d'armes à feu sans discernement, la présence de mines terrestres et de la violence sexuelle et fondée sur le genre.

Plus de 500.000 personnes, majoritairement Rohingya, ont fui leurs foyers pour chercher refuge au Bangladesh, suite à la violence et à la peur. L'accès est très limité pour l'assistance humanitaire et les médias dans l'État Rakhine. De ce fait, les besoins ne peuvent donc pas être évalués ni satisfaits de manière précise et complète à ce stade. Néanmoins, les organisations humanitaires sur place s'accordent pour dire qu'un engagement à long terme des bailleurs internationaux sera nécessaire vu les blocages politiques et le risque très réel d'une crise humanitaire chronique de grande envergure.

Lors de la conférence internationale des donateurs sur la crise des réfugiés Rohingya, qui se tiendra le 23 octobre 2017 à Genève, le Luxembourg confirmera par ailleurs son enveloppe humanitaire pour cette crise qui, pour 2017, s'élèvera à 750.000 euros.

En 2017, une étude d'évaluation, analysant les possibilités et l'opportunité que le Myanmar devienne un pays partenaire du Luxembourg, a été faite. De plus, des négociations pour un accord général de coopération sont en cours. Le Gouvernement luxembourgeois continue à suivre attentivement la situation dans l'État Rakhine et prendra en compte l'évolution de celle-ci avant de conclure un accord général de coopération. Dans ce cadre, une visite bilatérale du Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire prévue en novembre 2017 a été reportée.

Par ailleurs, en ligne avec les fonds humanitaires qui ont été versés au Myanmar, un projet de développement rural prévu dans l'État de Shan appuie en premier lieu les minorités ethniques au Myanmar.

En parallèle à ces différentes mesures, le Gouvernement luxembourgeois s'est coordonné à Bruxelles avec les autres États membres de l'Union européenne en vue de l'adoption de conclusions sur le Myanmar lors du Conseil des affaires étrangères du 16 octobre 2017.

Question 3330 (03.10.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **projet immobilier du Fonds de compensation:**

Le Ministre du Logement et le Ministre de la Sécurité sociale ont présenté un projet de collaboration entre le Fonds du logement et le Fonds de compensation pour la création de logements locatifs à coût modéré. Il s'agit d'une résidence à 23 appartements prochainement en construction à Grevenmacher. Dès achèvement, l'immeuble pourrait être cédé en pleine propriété au Fonds de compensation qui le louerait en bloc à un organisme conventionné. À l'expiration du contrat de bail entre le Fonds de compensation et l'organisme conventionné, les parties peuvent convenir d'un nouveau bail, respectivement le Fonds de compensation pourrait louer l'immeuble sur le marché libre, revendre l'immeuble en bloc ou par unités.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Fonds du logement a profité d'un subside étatique pour l'acquisition des terrains à Grevenmacher et le cas échéant pour quel montant?

- Pour quelles raisons la vente du terrain au Fonds de compensation n'a-t-elle pas été réalisée sous forme d'un droit d'emphytéose de 99 ans?

- Au vu de la pénurie en logements locatifs sociaux, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que du fait que les logements susmentionnés ne soient pas grevés d'un bail emphytéotique, le caractère social de ces logements ne soit perdu après 20 ans, la durée du contrat de bail, et le cas échéant, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette disposition devrait ainsi être revue?

Réponse (13.11.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Pour répondre aux questions de l'honorable Député, je me permets de renvoyer en premier lieu au procès-verbal de la Commission parlementaire du Logement du 29 septembre dernier, lors de laquelle le projet a été débattu.

Les terrains sur lesquels le projet immobilier du Fonds de compensation sera réalisé à Grevenmacher appartiennent au Fonds du logement. Pour les terrains en question, le Fonds a reçu une participation en capital de l'État correspondant à 518.518 euros.

Cette aide sera évidemment à rembourser à l'État au moment de la vente du projet au Fonds de compensation.

La vente ne sera pas réalisée sous forme d'un bail emphytéotique sur 99 ans étant donné que le Fonds de compensation souhaite systématiquement acquérir des terrains en pleine propriété.

Les logements en question ne sont pas des logements locatifs sociaux au sens de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, mais des logements qui seront loués à des prix modérés à des ménages dans le besoin par un organisme conventionné avec le Ministère du Logement. Ainsi le caractère «social» de ces logements ne sera pas perdu, même après la durée du contrat à long terme actuellement en négociation. Le terme visé est une période de 20 ans, voire plus.

Lors de la réunion susmentionnée de la Commission parlementaire du Logement, le caractère d'un projet pilote a notamment été précisé dans ce contexte spécifique de la durée de l'engagement réciproque et de la reconduction envisagée. Les premières expériences sur base de ce projet pourraient en effet donner lieu à des ajustements ultérieurs.

Question 3331 (04.10.2017) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **associations syndicales de propriétaires:**

Le Luxembourg connaît depuis longtemps la tradition des associations syndicales agricoles et viticoles où des propriétaires se mettent ensemble pour exécuter/entretenir des travaux ou pour former des chemins collectifs permettant de desservir des terres agricoles ou viticoles.

Une loi datant de 1883[1] sert comme cadre légal pour cette pratique. De nos jours, de nombreuses associations syndicales autorisées continuent d'exister en l'absence d'activité associative quelconque. Alors que dans plusieurs cas, leur dissolution s'impose du fait de leur inactivité et/ou obsolescence par rapport à l'évolution de l'usage du sol, cette démarche, souvent fastidieuse, a jusqu'ici toujours été encadrée par l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA). Or, selon mes informations, cette administration a récemment déclaré ne plus être compétente en la matière, respectivement ne plus vouloir encadrer ces dossiers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. À quelle instance faut-il désormais s'adresser s'il s'agit de dissoudre une association syndicale?

2. Ne faudrait-il pas revoir la loi de 1883 concernant les associations syndicales et l'adapter aux réalités du temps présent?

Réponse (26.10.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

La loi modifiée du 28 décembre 1883 concernant les associations syndicales pour l'exécution de travaux de drainage, d'irrigation, etc. distingue les associations syndicales libres, formées sans intervention de l'administration, des associations syndicales autorisées, formées avec son intervention.

Une association syndicale est une personne morale dont le fonctionnement obéit aux règles définies dans l'acte d'association.

Aux termes de l'article 3 de la même loi, «les associations (libres ou autorisées) peuvent ester en justice par leurs syndics, acquérir, vendre, échanger, transiger, compromettre, emprunter, hypothéquer et consentir toute main levée, radiation ou réduction d'hypothèque».

Dans le cas d'une association syndicale libre, qui se forme sans intervention de l'administration, afin qu'elle puisse être dotée de la capacité juridique et donc jouir du bénéfice de l'article 3 de la loi, elle doit avoir accompli certaines mesures de publicité. Dans le cas contraire, elle n'aura pas d'existence à l'égard des tiers.

Ses statuts prévoient obligatoirement «la durée de l'association pour le cas où celle-ci serait constituée pour un temps déterminé» et «les prescriptions réglant l'admission et la sortie des associés, ainsi que la dissolution de la liquidation du syndicat» (article 5 points 4 et 13 de la loi).

En ce qui concerne les associations syndicales autorisées, la loi susvisée prévoit que l'acte d'association règle obligatoirement «la durée de l'association pour le cas où celle-ci serait constituée pour un temps déterminé» mais non pas «les prescriptions réglant l'admission et la sortie des associés, ainsi que la dissolution de la liquidation de syndicat» (article 12 alinéa 4).

Celui qui souhaite voir une association syndicale dissoute, doit donc adresser sa demande à l'organe représentatif de cette association syndicale (administration syndicale) et non pas à l'État, à savoir l'Administration des services techniques de l'agriculture.

L'honorable Député demande encore si la loi modifiée du 28 décembre 1883 ne devrait pas être adaptée «aux réalités du temps présent».

Depuis longtemps, de moins en moins de propriétaires s'intéressent à exécuter des travaux entrant dans le champ d'application de la loi relative aux associations syndicales qui, par ailleurs, met déjà à la disposition des associations syndicales un arsenal de moyens suffisamment grand pour gérer de manière autonome leur fonctionnement au quotidien. La loi n'a jamais eu comme but de permettre à des tiers de s'ingérer dans la gestion des associations syndicales.

Question 3332 (04.10.2017) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **POST courrier:**

Selon mes informations, l'entreprise POST rencontrerait actuellement de gros problèmes au niveau de la distribution du courrier, entraînant de nombreuses tournées doubles pour le personnel concerné et une diminution de la qualité des services au détriment des clients.

Le nombre de ces tournées doubles aurait en effet significativement augmenté ces derniers mois. Ceci implique que de nombreux facteurs seraient chargés, hors de leur horaire normal de travail, d'effectuer des heures supplémentaires.

POST est actuellement le seul opérateur ayant une obligation de prester le service postal universel, et ce jusqu'en 2020.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'augmentation importante de tournées doubles et m'en expliquer, le cas échéant, les raisons?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'assurer que la prestation d'heures supplémentaires est soumise à l'autorisation préalable du ministre et m'indiquer les motifs y afférents?

3. Si l'on considère que différentes tournées ne peuvent plus être effectuées le même jour, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les obligations de POST relatives au service universel ne sont plus remplies?

4. Quelles mesures le Gouvernement serait-il disposé à proposer, le cas échéant, afin de garantir un service de distribution de qualité tout en veillant au bien-être du personnel engagé?

Réponse (27.10.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

D'emblée, il convient de noter que POST Luxembourg, en vue de respecter ses obligations de prestataire du service universel, est tenu de recourir aux facteurs-remplaçants respectivement ponctuellement à des heures supplémentaires afin de garantir à ses clients une distribution de qualité.

Il est important de nuancer le terme de «tournée double» utilisé par l'honorable Député dans sa question. En effet, il ne s'agit pas d'une tournée double au sens qu'un facteur assure deux tournées complètes, mais la tournée du facteur absent est répartie sur plusieurs de ses collègues. Cette pratique consistant à partager la charge de travail d'un collaborateur absent pour cause de maladie sur ses collègues, qui prestent alors des heures supplémentaires, ne diffère en rien d'autres secteurs ou entreprises.

En effet, lorsqu'une tournée de distribution ne peut être effectuée par le facteur attitré pour cause d'absence pour raison de maladie, c'est généralement un facteur-remplaçant qui la prend en charge. Si le recours à un remplaçant pour assurer la tournée complète du facteur absent ne s'avère pas faisable, cette tournée est alors répartie entre quatre facteurs du centre de distribution. Les facteurs concernés assurent donc chacun un maximum de deux heures supplémentaires, et non pas une seconde tournée complète en supplément de leur tournée habituelle, comme pourrait le faire croire le terme «tournée doublée».

Ainsi, le nombre d'heures supplémentaires par rapport à la durée normale de travail presté par les facteurs est négligeable, avec 0,64% en 2014, 0,50% en 2015, et 0,51% en 2016.

Ces chiffres montrent qu'il n'y a aucun recours systématique aux heures supplémentaires, mais qu'il s'agit bel et bien d'une utilisation exceptionnelle comme stipulé par la législation.

Finalement, comme la gestion du personnel de POST Luxembourg tombe sous la responsabilité de son directeur général, une autorisation préalable du ministre n'est pas requise.

Question 3333 (04.10.2017) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **mesures de contraintes:**

Récemment, Madame la Ministre nous a fourni des informations quant à la «procédure pour les mesures de contraintes» et au mode opératoire concernant «la documentation des mesures de contraintes» introduites en 2016 par la direction du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP).

Au vu des informations fournies, nous aimerions poser plusieurs questions supplémentaires à Madame la Ministre de la Santé:

1) Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas que le conseil d'administration (dont un représentant du Ministère de la Santé est membre) aurait dû être consulté pour la mise en place d'une telle procédure qui touche les droits fondamentaux des patients? Il aurait ainsi pu vérifier les professions impliquées dans son élaboration et l'impact de son mode opératoire en termes de responsabilité.

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis qu'une mesure de contrainte ne nécessite pas de prescription médicale et ne serait ainsi pas un acte médical, ce qui pourrait justifier que le médecin traitant et ou de garde ne fasse pas partie du groupe d'appel d'urgence?

3) Partant du fait que, selon la nouvelle procédure, un patient sous mesure de contrainte doit attendre au pire des cas 72 heures avant d'être examiné par un médecin, Madame la Ministre estime-t-elle que ce délai soit acceptable?

4) En cas d'incident, qui est responsable de la situation du patient?

5) Si le médecin qui, à distance, a accès au dossier informatique du patient, valide la mesure, ne devrait-on pas au moins prévoir une prescription écrite du médecin afin qu'il existe une trace écrite?

6) Existe-t-il une clé de répartition du personnel spécialisé qui doit être présent en permanence dans les différents services psychiatriques?

7) Selon nos informations, des mesures de contention seraient aussi effectuées par des infirmiers, bien que le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier ne le prévoie pas. Sur quelle base légale les infirmiers en soins généraux effectuent-ils ces mesures de contention?

8) Madame la Ministre peut-elle nous renseigner si de telles mesures de contention sont aussi appliquées sur des patients non placés et dans l'affirmative sur quelle base légale?

Réponse (07.11.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) La mise en place de procédures concernant la prise en charge du patient, dont celles pouvant également toucher aux droits fondamentaux des patients, relève des compétences de la direction de tout établissement hospitalier doté d'un service de psychiatrie.

ad 2) Suivant la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, la mesure de contrainte constitue un acte médical à effectuer sur prescription médicale.

ad 3) Il appartient au médecin de décider à quel moment il procède à l'examen du patient sous mesure de contrainte.

ad 4) Toute mesure de contrainte est strictement encadrée par l'article 44 de la loi précitée, qui soumet son recours à un contrôle médical, ainsi que son application proprement dite à un suivi régulier.

ad 5) Le dossier informatique peut être validé par le médecin à distance. Ces prescriptions sont valides pour toute l'équipe multidisciplinaire ayant accès aux informations relatives au patient et qui prend en charge le patient.

ad 6) Il n'existe pas de clé de répartition pour les différents services à besoins spéciaux avec dotation de sécurité (minimum trois personnes sans spécification de la spécialisation).

ad 7) Hormis le recours à une contention momentanée, nécessaire pour faire face à une situation d'urgence, seuls les infirmiers psychiatriques sont habilités à mettre en œuvre des mesures de contraintes dans les conditions prévues à l'article 44 de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux.

Le personnel procédant à la contention momentanée en l'absence d'un médecin est tenu d'informer de suite un médecin du service de la contention intervenue.

ad 8) Les dispositions relatives aux mesures de contention et d'isolation sont appliquées sur base de la loi précitée qui, rappelons-le, sont inspirées de la recommandation (2004)10 du Comité des Ministres (du Conseil de l'Europe) aux États membres relative à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux.

Ces mesures font encore l'objet, au niveau des différents hôpitaux, d'un recensement systématique d'évènements indésirables. Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 410-1 du Code pénal, chaque professionnel de santé se doit de porter secours à une personne en danger dans la mesure où lesdites mesures sont surtout appliquées lorsque le patient, au cours d'une crise aiguë, risque de commettre des actes de violence et de blesser d'autres patients ou des membres du personnel, voire soi-même.

[1] Loi du 28 décembre 1883 concernant les associations syndicales pour l'exécution de travaux de drainage, d'irrigation, etc. http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/1883/12/28/n3/jo

Pour le surplus, je me permets de renvoyer les honorables Députées à ma réponse à la question parlementaire n°3063.

Question 3334 (04.10.2017) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **campagne pour plus d'égalité entre hommes et femmes dans la politique locale:**

Le Ministère de l'Égalité des chances a lancé au mois de mars 2016 une campagne sur 18 mois avec pour but de mobiliser la population du Grand-Duché pour encourager plus d'égalité entre hommes et femmes dans la politique locale et pour informer, mobiliser et soutenir les futur(e)s candidat(e)s sur les listes électorales.

Plus particulièrement, l'attribution d'un soutien financier sous l'article budgétaire 23.0.12.121 libellé «Préparation élections» a été prévu et un appel à projets a été lancé.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

1. Combien de demandes de subventions pour de telles campagnes ont été déposées auprès du ministère au cours de ces dix-huit mois?

2. Quel est le nombre d'événements pour l'information et la sensibilisation qui ont fait l'objet du soutien du ministère pendant cette période?

3. À quel montant s'élève l'ensemble des subventions qui ont été données pour cette campagne?

4. L'ensemble de ces campagnes de sensibilisation a-t-il porté des résultats positifs? Si oui, quels indicateurs permettent de l'affirmer?

Réponse (17.10.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Sept demandes de subventions ont été introduites auprès du Ministère de l'Égalité des chances.

L'exercice budgétaire 2017 n'étant pas encore clôturé, le montant des subventions accordées au 15 octobre 2017 s'élève à 93.813 €.

Les projets retenus provenaient de cinq partis politiques différents et d'une association sans but lucratif active en matière de mentorat d'accompagnement individuel des candidats.

Les critères de sélection des projets sont joints en annexe.

Parmi les événements ainsi cofinancés figurent, selon les informations des organisateurs, notamment huit ateliers de travail, trois formations sur une ou plusieurs journées, deux conférences et diverses autres manifestations.

L'ensemble de ces initiatives s'inscrivait dans le cadre de la campagne nationale de mobilisation que le Ministère de l'Égalité des chances a mis en œuvre, en coopération avec une multitude d'acteurs du terrain, et comprenant notamment

- la mise en place du site Internet votezegalite.lu/wieltegaliteit.lu

- l'organisation de six soirées d'information et de rencontre

- la participation aux journées portes ouvertes organisées par une vingtaine de communes luxembourgeoises

- le recueil et la diffusion de témoignages de soutien individuels en provenance de 47 personnalités connues au Luxembourg.

Les efforts entrepris au cours des 18 mois écoulés se sont soldés par une augmentation du nombre de candidatures féminines pour les élections communales du 8 octobre 2018: 1.274 des 3.575 candidats étaient des femmes, ce qui équivaut à un pourcentage de 35,6% par rapport à 32% en 2011.

Sur les listes présentées par les partis politiques dans les communes à système de vote à majorité proportionnelle, le pourcentage des femmes a même atteint 39,5%.

Cette évolution positive se constate également au niveau des résultats dans la mesure où le pourcentage de femmes élues se situe à 24,85% par rapport à 22,2% en 2011.

Sur base des résultats officieux, 278 des 1.119 candidats élus sont des femmes.

Reste à espérer que cette présence accrue de femmes dans les conseils communaux se répercute également au niveau de la (re)distribution des responsabilités après la composition des conseils des bourgmestre et échevins.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3335 (05.10.2017) de **MM. Marc Baum** et **David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **non-gratuité des transports en commun pour étudiants universitaires ayant atteint l'âge de 30 ans:**

D'après le règlement ministériel du 14 juillet 2017 fixant les tarifs des transports publics, les étudiants universitaires âgés de 30 ans et plus n'ont pas droit à la gratuité des transports en commun. Sachant que la gratuité des transports publics est un moyen efficace pour limiter le recours aux moyens de transports motorisés individuels, cette mesure restrictive paraît contre-productive.

De la même manière, la limitation de la gratuité des transports publics en fonction de l'âge à l'égard des personnes bénéficiant d'un statut étudiant, sans contrat de recherche ou autre contrat de travail, est une mesure toute aussi infondée. En effet, au-delà de la question de l'âge, c'est le statut social qu'implique le fait d'être ou bien de redevenir étudiant qui devrait être pris en compte. Le statut étudiant est marqué par l'incertitude quant à l'avenir professionnel et par une instabilité économique pour le moins passagère. Pour certaines personnes, une reprise des études, quel que soit l'âge, implique une sortie temporaire du marché du travail qui n'est pas indemnisée.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer les raisons du plafonnement de la gratuité du transport à 29 ans?

2) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait supprimer le critère de l'âge quant à l'accès des étudiants à la gratuité des transports en commun?

Réponse (20.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il échet tout d'abord de rappeler aux honorables Députés qu'avant l'entrée en vigueur du règlement ministériel du 14 juillet 2017 fixant les tarifs des transports publics, les étudiants n'avaient, d'une part, que la possibilité d'un tarif réduit et non pas gratuit, avec le produit de la «Jumbokaart» respectivement une carte d'étudiant uni.lu qui leur servait de titre de transport; d'autre part, ce tarif réduit n'était accessible qu'aux étudiants de moins de 25 ans.

Par conséquent, l'offre d'une gratuité et l'extension de la limite d'âge à 30 ans accomplis constitue une très nette amélioration pour les étudiants.

Cette limite d'âge avait d'ailleurs été fixée de commun accord lors d'une réunion avec le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que les représentants des étudiants et n'est actuellement pas mise en cause. La limite des 30 ans devrait légitimement permettre d'assumer que la quasi-totalité des personnes concernées aient accompli leurs études universitaires.

Par contre, une sortie, temporaire ou non, du marché de travail ou une autre situation financière fragile pourra mener au bénéfice d'une gratuité des transports publics suivant l'article 13, paragraphe 1 du règlement précité qui prévoit que: «Les personnes secourues par l'office social de l'administration communale du lieu de leur résidence, ainsi que celles qui bénéficient d'un complément dû en exécution de la loi modifiée du 26 juillet 1986 sur le revenu minimum garanti, bénéficient de la gratuité du transport. Cette gratuité est également accordée aux membres de famille sans revenu propre qui vivent en communauté domestique avec la personne touchant l'allocation ou le complément.»

Question 3336 (05.10.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **aides pour la sauvegarde de la diversité biologique:**

Die nationale Verordnung zur Umsetzung der sogenannten Biodiversitätsprogramme wurde durch das „Règlement grand-ducal du 11 septembre 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural" am 28. September 2017 im Amtsblatt veröffentlicht.

Bereits 2016 wurde den Landwirten diese Verordnung in Aussicht gestellt. Bis zur Veröffentlichung im Amtsblatt konnten lediglich Absichtserklärungen unterschrieben werden ohne definitive Kenntnisnahme der Bedingungen.

Im Artikel 17 ist zu lesen, dass Landwirte, welche eine Prämie zur Förderung der biologischen Landwirtschaft beantragen, bei den oben genannten Maßnahmen nicht, oder vielmehr nicht mehr teilnehmen können, obwohl dies in der Verordnung von 2002 und 2012 der Fall war.

In der Vergangenheit war bei der Biodiversitätsprämie, sowie bei den sogenannten Agrarumweltprogrammen, eine gleichzeitige Teilnahme an der Bioprämie möglich, jedoch berechtigterweise mit einem Abzug der Bioprämie.

Auch die Landwirtschaftskammer wies in ihrem Gutachten zur oben genannten großherzoglichen Verordnung zu diesem Missstand hin:

«La Chambre d'Agriculture se demande pourquoi il est prévu d'exclure totalement les exploitations biologiques des aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural. ... Selon elle, un exploitant biologique qui désire s'engager à des programmes plus stricts devrait pouvoir le faire et ainsi profiter des aides prévues par le projet sous avis.»

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Minister für Landwirtschaft stellen:

1. Aus welchen Gründen hat die Regierung entschieden, Bestimmungen für Biolandwirte einzuführen respektive abzuändern welche weniger vorteilhaft sind als jene, die bis heute Bestand hatten?

2. Wie viel landwirtschaftliche Flächen fallen bis heute unter die Bestimmungen der Biodiversitätsprogramme?

3. Wie viel Hektar Flächen riskieren durch die neuen Bestimmungen aus den Biodiversitätsprogrammen zu fallen?

4. Wieso wurde diese Entscheidung in der Form für ein national finanziertes Programm getroffen, wo doch das Beispiel der von der EU-kofinanzierten Agrarumweltklimaprogramme mit einem deutlich restriktiveren Rahmen zeigt, dass weiterhin eine gleichzeitige Teilnahme möglich bleibt?

Réponse commune (13.11.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. In Artikel 17 der Biodiversitätsverordnung vom 11. September 2017 wird das Zusammenspiel zwischen Biodiversitätsprämie und Bioprämie wie folgt definiert:

«Aucune aide du présent régime d'aides ne peut être allouée pour les parties des engagements déjà couverts par l'aide en faveur de l'agriculture biologique prévue par le chapitre 2 du règlement grand-ducal du 24 mai 2017 instituant des régimes d'aides en faveur de méthodes de production agricole respectueuses de l'environnement.»

Im Zuge der Anmeldung der Biodiversitätsverordnung hat sich die Generaldirektion für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung der EU stark dafür eingesetzt, sicherzustellen, dass Teilleistungen, die schon im Rahmen der Bioprämie bezuschusst werden, nicht noch einmal zusätzlich über die Biodiversitätsprämie bezuschusst werden können (so z. B. Verzicht auf Pflanzenschutzmittel, Verzicht auf chemischen Dünger, usw.). Teilleistungen, die über die Bioprämie hinausgehen und demnach durch diese nicht abgedeckt sind (z. B. Verzicht auf organischen Dünger, späte Mahdtermine, reduzierter Viehbesatz, Verzicht auf Grünlanderneuerung, usw.), dürfen weiterhin sehr wohl über die Biodiversitätsprämie bezuschusst werden. Der Wortlaut, wie er jetzt in Artikel 17 der Biodiversitätsverordnung zu lesen ist, ist der Kompromiss, der mit der EU gefunden wurde, um mit der „Rahmenregelung der Europäischen Union für staatliche Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten 2014-2020" konform zu sein.

Demnach hat sich außer dem Wortlaut in Bezug auf die Biodiversitätsverordnung von 2012 in der Praxis nichts geändert. Die Biolandwirte können auch weiterhin im Biodiversitätsprogramm mitwirken, bekommen aber nur den Teil der Biodiversitätsprämie ausbezahlt, der über die Bioprämie hinausgeht; sie bekommen also auf der Biodiversitätsprämie einen Abzug in Höhe der Bioprämie.

Die Bestimmungen für die Biolandwirte sind weiterhin die gleichen wie die, die bis zum Erscheinen der nun gültigen Verordnung Bestand hatten.

ad 2. 5.442,2 ha

ad 3. 0 ha

ad 4. Wie oben schon erläutert wurde nie entschieden, Biolandwirte nicht an dem Biodiversitätsprogramm teilnehmen zu lassen.

Im Gegenteil, das Umweltministerium und das Landwirtschaftsministerium haben sich im Zuge der Ausarbeitung der Biodiversitätsverordnung klar dafür starkgemacht, nicht den vollen Betrag der Bioprämie abzuziehen, was aber aufgrund der oben erwähnten Rahmenregelung der EU leider nicht durchsetzbar war.

Question 3337 (05.10.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **classement comme monuments nationaux de plusieurs constructions sises dans le quartier Limpertsberg:**

Depuis juin 2015, les membres du conseil d'administration de l'association «Lampertsbierger Geschichtsfrënn asbl» ont à plusieurs reprises introduit au Ministère de la Culture des demandes concernant le classement comme monuments nationaux de plusieurs constructions sises dans le quartier Limpertsberg de la ville de Luxembourg. Il s'agit en l'occurrence des objets suivants:

- l'ensemble formé par la grotte mystique dite «Péiter Onrou» et le crucifix qui surmonte celle-ci,

- l'ancienne Villa Kutter,

- le bâtiment abritant le Lycée Robert Schuman Luxembourg,

- la Chapelle du Glacis,

- l'ancienne Maison des jésuites Limpertsberg-Bellevue abritant une partie du Lycée technique des Arts et Métiers,

- le bâtiment abritant le foyer de jour Kannerland,

- l'ancien couvent des sœurs dominicaines abritant actuellement une résidence pour étudiants de l'Université du Luxembourg,

- le bâtiment abritant le Lycée de Garçons de Luxembourg (LGL),

- le bâtiment ayant abrité l'école primaire Henri VII,

- l'Église Saint Joseph et le presbytère du Limpertsberg,

- le château d'eau,

- le Château Bellevue de la famille de la Fontaine,

- l'ancien séminaire, immeuble abritant actuellement notamment la bibliothèque du campus Limpertsberg de Université du Luxembourg,

- l'immeuble ayant abrité le pensionnat Saint Joseph.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Le ministère a-t-il réservé une suite favorable à certaines de ces demandes? Dans l'affirmative, quels bâtiments ont été classés?

- Au cas où une décision de classement serait encore pendante, quel est l'état d'avancement des dossiers respectifs?

- Au cas où certaines demandes de classement auraient été rejetées, quels en sont les motifs?

Réponse (09.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Parmi les 360 dossiers ayant trait à des procédures de protection nationale d'immeubles et qui sont actuellement en traitement par le Service des sites et monuments nationaux, les dossiers relevés par l'honorable Député ont à ce jour connu les évolutions suivantes:

L'ensemble formé par la grotte mystique dite «Péiter Onrou», le crucifix qui surmonte la grotte ainsi que le château d'eau ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire des sites et monuments nationaux, comme suite à des avis positifs de la Commission des sites et monuments nationaux.

Le Conseil d'État a été saisi du dossier de la Chapelle du Glacis ainsi que de celui de l'Église Saint Joseph et du presbytère, comme suite à un avis positif de la Commission des sites et monuments nationaux.

Pour les bâtiments abritant le Lycée Robert Schuman et le Lycée de Garçons, l'ancienne Maison des jésuites Limpertsberg-Bellevue abritant une partie du Lycée technique des Arts et Métiers, l'ancien séminaire, abritant la bibliothèque du campus Limpertsberg de l'Université du Luxembourg, et l'ancien couvent des sœurs dominicaines, le Ministre des Finances, en tant que gestionnaire de la propriété de l'État, a été

appelé à se prononcer au sujet d'une protection nationale, comme suite à un avis positif de la Commission des sites et monuments nationaux.

Le bâtiment ayant abrité l'école primaire Henri VII appartient à la Ville de Luxembourg et c'est cette dernière qui a été appelée à se prononcer au sujet d'une protection nationale, comme suite à un avis positif de la Commission des sites et monuments nationaux. Un même avis a été émis au sujet de la protection du Château Bellevue dont le propriétaire est saisi en ses observations.

Les dossiers ayant trait à la l'ancienne Villa Kutter, au bâtiment abritant le foyer de jour Kannerland et au pensionnat Saint Joseph vont être soumis sous peu à l'avis de la Commission des sites et monuments nationaux.

Au final, aucune des propositions de protection soulevées par l'association «Lampertsbierger Geschichtsfrënn asbl» n'a été rejetée au stade actuel de la procédure.

Question 3338 (05.10.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**application de la nouvelle convention FHL:**

Dans un communiqué de presse du 4 octobre 2017, le LCGB a dénoncé le non-respect par certains employeurs des termes de la convention collective FHL.

En pointant plus particulièrement du doigt une maison de retraite et deux hospices civils, le LCGB souligne que des augmentations salariales prévues pour août 2017 n'auraient pas été payées aux salariés concernés de ces établissements. Le LCGB vise les salariés employés sous les modalités de la convention collective FHL et travaillant dans le secteur SAS depuis la désaffiliation de certains établissements d'aide et de soins de la FHL pour rejoindre la COPAS.

Le LCGB explique enfin qu'il s'est adressé en août 2017 au Ministre de la Sécurité sociale pour trouver dans ce dossier une solution comparable au personnel de la résidence pour personnes âgées «an de wisen» à Bettembourg. Or, une réponse officielle ferait toujours défaut.

Sur wort.lu, le président du conseil d'administration des hospices civils réplique que ladite convention collective ne s'y appliquerait plus en arguant, d'une part, que les hospices civils ne seraient plus des maisons de réhabilitation et que, d'autre part, ils ne seraient pas associés aux négociations de la convention collective FHL, lesquelles relèveraient du ressort du secteur hospitalier.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la convention collective FHL est applicable aux salariés employés sous les modalités de la convention collective FHL et travaillant dans le secteur SAS depuis la désaffiliation de certains établissements d'aide et de soins de la FHL pour rejoindre la COPAS? À part les établissements cités plus haut, Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'autres établissements se trouvant dans la même situation?

2) Le président du conseil d'administration des hospices civils susmentionnés indique qu'en cas d'application de la convention collective FHL aux salariés précités, lesdits établissements devraient faire face à des dépenses supplémentaires de 1,6 million d'euros. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations? Qu'en est-il des autres établissements se trouvant dans une situation similaire?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que l'enveloppe budgétaire de la CNS dans le contexte de la convention collective FHL couvre les frais du personnel revendiqué par le LCGB? À défaut, Messieurs les Ministres proposent-ils d'augmenter cette enveloppe budgétaire?

Réponse commune (15.11.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) Comme nous ne connaissons pas tous les détails concernant la situation individuelle des salariés des trois établissements visés, notamment le contenu de leurs contrats de travail, nous ne sommes pas actuellement en mesure de répondre à cette question de façon définitive.

Voilà pourquoi nous avons organisé une réunion avec le syndicat, dont le communiqué est à la base de la question parlementaire pour la première semaine de décembre afin de clarifier la situation.

ad 2) L'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGBL et le LCGB à l'issue des discussions du 28 novembre 2014 au sujet de la transcription de la réforme des carrières de la fonction publique dans le secteur hospitalier et le secteur des aides et de soins stipule que le Gouvernement s'engage à respecter l'application de ces articles qui prévoient la transposition des adaptations générales et catégorielles des rémunérations, des traitements et des conditions de travail dans la fonction publique sur les salariés tombant sous le champ d'application des conventions collectives de travail FHL et SAS.

Cet engagement ferme et déterminé du Gouvernement est à l'origine des signatures des deux protocoles d'accord, un premier le 16 juin 2017 entre les organisations syndicales et les fédérations de gestionnaires du secteur d'aides et de soins, et un deuxième le 21 juin 2017 d'un nouvel accord sur la convention collective entre la Fédération des hôpitaux luxembourgeois et les organisations syndicales. La revalorisation des carrières étant l'élément phare de ces négociations, une augmentation des coûts y relatif ne peut surprendre. En ce qui concerne le montant spécifique indiqué relatif à l'impact financier, faute d'informations supplémentaires, aucune appréciation n'est possible ni pour l'établissement cité, ni pour tout autre établissement dans une situation pareille.

ad 3) L'article 74 du Code de la sécurité sociale stipule dans son alinéa 4 qu'en «tenant compte de l'enveloppe budgétaire globale, la Caisse nationale de santé prend en charge les prestations du secteur hospitalier d'après des budgets arrêtés séparément pour chaque hôpital visé à l'article 60, alinéa 2 (…)». Ainsi l'établissement cité ne figure pas parmi les établissements visés à l'article 60, alinéa 2, à savoir un établissement hospitalier spécialisé ou un établissement d'accueil pour personnes en fin de vie au sens de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

Question 3339 (05.10.2017) de **M. Roberto Traversini** *(déi gréng)* concernant les **modalités de location et de vente d'habitations du Fonds du logement:**

Selon mes informations, le Fonds du logement aurait récemment refusé à des clients intéressés par un achat d'une habitation déjà achevée la visite de l'objet. Ainsi, ces personnes auraient dû signer des contrats d'acquisition sur la seule base des plans architecturaux, bien que l'habitation fût achevée.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part du Ministre du Logement:

- Est-ce que le Fonds du logement vend ses unités d'habitation exclusivement sur base de plans? Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas prévoir, dans le cas d'habitations déjà achevées ou quasiment achevées, une possibilité de visite pour les occupants potentiels?

Réponse (13.11.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Selon les informations fournies par le Fonds du logement, ses agents ne font pas visiter un logement par un acquéreur potentiel avant la signature d'un compromis de vente au cas où les travaux sur place ne sont alors pas encore entièrement clôturés et réceptionnés, ceci pour des raisons de sécurité et à cause du caractère non finalisé du bien en vente.

Les ménages acquéreurs sont, par contre, systématiquement invités à effectuer une visite avant la signature de l'acte notarié.

Concernant les biens déjà finalisés au moment du compromis de vente - par exemple, dans l'exercice du droit de préemption conventionné -, le Fonds du logement m'informe qu'il invite systématiquement les clients à visiter préalablement le logement.

Lors de mon échange de vues, planifié sous peu avec les membres du conseil d'administration du Fonds du logement, je ne manquerai pas d'évoquer le sujet soulevé par l'honorable Député en vue d'une éventuelle flexibilisation des procédures de visite actuellement en place.

Question 3340 (06.10.2017) de **Mmes Octavie Modert** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **règle des 52 semaines sur 104 en matière du droit social:**

Le sort d'une jeune personne souffrant d'un cancer du système lymphatique est particulièrement difficile au regard des régies d'incapacité de travail et de reclassement. Une chimiothérapie pendant six mois, couplée à des perfusions quasi permanentes, fut par la suite suivie d'une thrombose veineuse, entravant d'autant plus et plus longtemps les capacités de travail de la personne concernée.

De surcroît, dix mois après le début de l'arrêt-maladie, la procédure du reclassement fut déclenchée. Déjà proche de la limite des 52 semaines au moment du déclenchement de la procédure, la décision de reclassement interne serait tombée en dehors des 52 semaines de congé maladie, si la personne concernée n'avait pas interrompu son congé-maladie en prenant du congé ordinaire. Sans cette interruption du congé-maladie, la décision de reclassement serait intervenue à un moment où le contrat de travail aurait été résilié par l'effet de la loi rendant le reclassement impossible.

Si la personne concernée a pu éviter la résiliation d'office de son contrat de travail, elle frôle toujours la limite des 52 semaines sur 104. Autrement dit, la personne concernée risque de perdre son emploi et son droit à l'indemnité pécuniaire de maladie, si elle tombait de nouveau malade des suites de sa maladie actuelle.

Nous notons que Messieurs les Ministres avaient en juillet 2015 promis une solution pour octobre 2015, tout en se rétractant par la suite de leurs dires. Plus récemment. Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a de nouveau annoncé vouloir déposer un projet de loi d'ici la fin de l'année 2017.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils garantir qu'un texte de loi sera déposé à la Chambre des Députés avant la fin de l'année et entrera en vigueur avant la fin de la présente période législative?

2) Comment un reclassement externe en cas d'impossibilité de procéder à un reclassement interne, pourrait-il s'opérer en l'occurrence?

3) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faille mieux encadrer et informer les personnes devant faire face à des maladies graves?

Réponse commune (07.11.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) L'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGBL et le LCGB stipule que «le Gouvernement présentera des propositions [...] pour régler le problème [du maintien du contrat de travail en cas de maladie prolongée avec perspectives de réintégration sur l'ancien poste de travail] (...) au cours du premier semestre 2015.»

Lors de la réunion en mars 2015 du Comité permanent du travail et de l'emploi, le Ministre de la Sécurité sociale a présenté une première base de discussion en vue d'assurer le maintien du contrat de travail pour un assuré en état d'incapacité de travail au-delà de la 52e semaine de maladie sur les 104 dernières semaines, s'il est susceptible de reprendre son ancien poste de travail dans un délai prévisible.

La proposition a de même été discutée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés. Parmi les membres de la commission il y avait un consensus sur le principe d'une suspension du contrat de travail pendant la période d'incapacité dans le but de permettre une réinsertion du salarié sur son dernier poste de travail après guérison en ayant recours à l'invalidité temporaire.

Par la suite le sujet a été mis à l'ordre du jour du groupe de travail tripartite protection sociale qui, après un échange de vues a soulevé une solution alternative qui consiste à prévoir une prolongation exceptionnelle et temporaire de l'indemnité pécuniaire de maladie au-delà de la limite de 52 semaines sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale et en accord avec l'employeur.

Les partenaires sociaux ont convenu de poursuivre les discussions relatives à cette proposition au niveau du Comité directeur - tripartite - de la Caisse nationale de santé. Cette approche a été validée lors de la réunion tripartite entre le Gouvernement et les partenaires sociaux en avril 2015. Sur initiative du Ministre de la Sécurité sociale, le sujet fut rediscuté au niveau Comité directeur en février 2017.

Actuellement, des pourparlers se poursuivent en vue d'arriver dans un délai rapproché à une solution acceptable pour toutes les parties prenantes. Au besoin, elle fera l'objet d'une adaptation des dispositions législatives.

ad 2) Le reclassement professionnel s'adresse au salarié qui est incapable de réaliser les tâches résultant de son dernier poste de travail pour des raisons de santé, d'infirmité ou d'usure, sans pour autant bénéficier du régime d'invalidité. Deux cas de figures sont possibles.

Le reclassement professionnel interne a pour but de faciliter la réinsertion professionnelle du salarié au sein de l'entreprise après une période d'incapacité de travail. Le salarié peut être reclassé à un autre poste ou à un autre régime de travail. Lorsque le reclassement professionnel interne s'avère impossible, le salarié est orienté vers le reclassement professionnel externe. Le reclassement professionnel externe a pour but la réinsertion professionnelle du salarié sur le marché de travail. Il bénéficiera alors de mesures spéciales destinées à faciliter celle-ci.

Sur initiative du Ministre de la Sécurité sociale, et sur base de la réforme du Contrôle médical de la sécurité sociale de 2015, la prise en charge de la part du contrôle médical a été accélérée de manière à éviter au maximum la limite des 52 semaines, permettant dès lors le reclassement interne. Dans ce contexte, une solution relative à la limite de la 52e semaine serait utile.

ad 3) Le Gouvernement ne peut que soutenir la proposition de mieux encadrer et informer les personnes devant faire face à des maladies graves. À ce sujet, le Ministre de la Sécurité sociale a présenté lors de la réunion du Comité quadripartite du 18 octobre 2017 un plan d'action concernant les pathologies lourdes et chroniques. Ainsi, il est projeté de lancer un plan d'action «affections de longue durée» ayant pour objectif de centrer les dispositifs existants sur les besoins que rencontrent les patients atteints d'affections de longue durée. Par ailleurs, un premier projet pilote est prévu dans le contexte du diabète en vue d'une prise en charge plus holistique.

Question 3341 (06.10.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **bus scolaire 201 (Dudelange - Bettembourg - campus Geesseknäppchen):**

Selon mes informations le bus scolaire n°201 de Dudelange à destination du campus scolaire Geesseknäppchen à Luxembourg-Merl, a connu beaucoup de retards et cela surtout au cours du premier et du deuxième trimestre scolaire en 2017.

D'un côté, les retards sont dus au trafic routier quotidien intense, de l'autre côté il semble évident que les arrêts nombreux à effectuer par le bus en sont aussi à l'origine. En partant de l'arrêt Dudelange-gare à 06h50, le bus fait 13 arrêts à Dudelange même, passe par la suite à Bettembourg où il dessert quatre arrêts, et continue en direction CR186 (avec un arrêt à Kockelscheuer-camping).

Par la suite, le bus passe par le quartier Cloche d'Or à Luxembourg-ville et continue sur la route d'Esch/N4 pour finalement arriver au campus Geesseknäppchen.

Toujours selon mes informations, des revendications se multiplient de faire réduire le nombre d'arrêts du bus n°201 et de le faire dévier.

Dans la mesure où les élèves concernés ont de plus en plus de difficultés à arriver à l'heure au campus Geesseknäppchen, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Vu que d'autres bus scolaires desservent d'ores et déjà les arrêts à Bettembourg et Kockelscheuer, Monsieur le Ministre entend-il supprimer le passage du bus scolaire 201 par Bettembourg et Kockelscheuer (CR186) et d'en faire une ligne directe Dudelange - Geesseknäppchen?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il alors pas opportun de dévier la ligne scolaire pour contourner le trafic intense sur le trajet actuel?

Réponse (17.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Inutile de rappeler en l'occurrence que la croissance démographique élevée du pays et la forte progression du nombre de travailleurs frontaliers amènent une situation de plus en plus compliquée au niveau du trafic routier.

Par conséquent, il s'avère de plus en plus difficile d'organiser le transport scolaire de manière fiable en ce qui concerne en particulier la ponctualité des lignes le matin.

Certes, la ligne scolaire 201 Dudelange - Bettembourg - Geesseknäppchen inclut un nombre assez élevé d'arrêts sur son trajet. Or, la répartition géographique des élèves habitant à Dudelange ainsi que des autres utilisateurs de la ligne 201 impose le nombre d'arrêts à prévoir.

En ce qui concerne la suggestion de l'honorable Députée de supprimer le passage du bus scolaire 201 par Bettembourg et Kockelscheuer afin d'en faire une ligne directe à partir de Dudelange, je me permets d'indiquer qu'il n'existe actuellement pas de tracé alternatif qui soit fiable; ainsi, suivant les dernières analyses, je confirme que le tracé actuel de la ligne scolaire 201 est la variante la plus intéressante en termes de durée du trajet, critère élémentaire pour les clients des bus.

Enfin, je suggère d'attendre la fin des travaux au niveau de l'échangeur A13-N31 afin d'examiner par la suite s'il y aura une amélioration au niveau de la fluidité du trafic routier permettant une modification de la ligne 201 sur un autre tracé.

Question 3342 (06.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **sécession:**

Am Kader vun den Diskussiounen ëm Katalounien ass d'Komplexitéit an d'Aktualitéit vum internationale Recht nees ënnerstrach ginn. Fir méi Kloerheet an der Debatt ze kréien, wollt ech den Här Bausseminister bieden, déi allgemeng a prinzipiell Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dëse Froen ze präzisëieren:

1. Gëtt et eng Beschränkung vum Prinzip vun der territorialer Integritéit vu Staten duerch e Recht op Sezessioun? Wéi stellt sech d'Regierung an dësem Kontext zu der Meenung vum Internationale Geriichtshaff zu dëser Fro?

2. Kann (oder souguer muss) sech d'Selwerbestëmmungsrecht vun engem Vollek am Hibléck op d'Sezessioun oder d'Onofhängegkeet vun engem Gebitt, op deem et wëllt als „Statsvollek" nom internationale Recht agéieren, duerch e Referendum ausdrécken? Wa jo, wéi eng Konditioune mussen erfëllt sinn, fir datt esou e Referendum unerkannt gëtt? Wa neen, wéi eng aner Kritäre mussen erfëllt sinn, fir eng demokratesch Legitimëierung kënnen ze constatéieren? Ass an den Ae vun der Regierung eng demokratesch Legitimëierung iwwerhaapt eng Konditioun, fir d'Legitimitéit vun esou engem Prozess ze begrënnen?

3. Wa sech eng Sezessioun géint de Wëlle vun deem Stat vollzitt, aus deem eraus déi Sezessioun soll geschéien, a virausgesat déi lëtzebuergesch Regierung deelt déi Opfaassung an der Doktrinn, datt et prinzipiell e Recht op Sezessioun gëtt, wéi eng Legalitéitskritären oder Suffizienzconsideratioune kënnen dann eng Onofhängegkeet begrënnen an zu enger Unerkennung vun deem neie Stat féieren?

4. Wéi wäit gëllt de Prinzip vun der Onveränerlechkeet vun de Grenzen am Hibléck op d'Selwerbestëmmungsrecht an op d'Recht op Sezessioun? Wéi eng Prioritéiten oder Gläichgewiichter gesäit d'Regierung bei eventuell kontradiktoreschen Dispositioune vum internationale Recht am Hibléck op Partikularsituatiounen?

5. Wéi eng Kritären op d'Statennofolleg gëlle bei Gebitter, déi eng Sezessioun vollzunn hunn, am Hibléck op déi international Rechter a Flichte vun deem Stat, vun deem si sech lassgeléist hunn? Stinn déi nei Staten an där Hisiicht an enger Logik vu Statesuccessioun mat alle Rechter a Flichten - ceteris paribus - oder muss hire ganzen internationale Rechtskader nei verhandelt ginn?

6. Ass d'Regierung der Meenung, ouni a politesch Ad-hoc-Considératiounen ze verfalen, datt d'Prinzipie vum Internationale Recht musse méiglechst generell applizéiert ginn - am Sënn vun engem jus cogens -, fir hir Glafwierdegkeet ze behalen?

Réponse (19.10.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Den honorabelen Deputéierte Kartheiser stellt eng ganz Rei theoretesch Froen iwwert d'internationaalt Recht an dat am Kontext vun der Situatioun an der spuenescher autonomer Communautéit Katalounien.

D'Situatioun a Spuenien ass a konstanter Evolutioun an d'Regierung suivéiert déi ganz genau.

Déi theoretesch, juristesch Froen, déi d'internationaalt Recht betreffen an, zum Beispill, de Prinzip vun der territorialer Souveränitéit, e méiglecht Recht op Sezessioun an d'Konditiounen dofir, suivéiert d'Regierung och op enger konstanter Basis.

Déi Froen, déi reng theoretescher Natur sinn a sech net op e präzise Fall bezéien, kënnen awer nëmmen an engem konkrete Kontext applizéiert ginn an och just an där Situatioun eng Äntwert fannen. Eng theoretesch Approche iwwert d'méiglech Situatioun vum internationale Recht, d'Jurisprudenz vum Internationale Geriichtshaff a soss eventuell pertinent Uerteeler vun anere Geriichter souwéi d'Doktrinn, déi et zu deem Thema gëtt an déi sech an engem reng hypotheetesche Kader beweegt, ass ouni konkrete Kader a Fakten net nëtzlech an och net sënnvoll.

Question 3343 (06.10.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **mise en œuvre du programme «Entreprises, partenaires pour l'emploi»:**

L'«accord entre le Gouvernement et l'UEL à l'issue des discussions du 14 janvier 2015» prévoyait un programme sur trois ans intitulé «Entreprises, partenaires pour l'emploi» mis en œuvre par une collaboration renforcée entre les entreprises et l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) pour garantir une approche concertée de lutte contre le chômage. L'objectif de cet accord était de «parvenir à une réduction substantielle du nombre de demandeurs d'emploi par l'augmentation du nombre total de recrutements par des entreprises via l'ADEM de quelque 5.000 demandeurs d'emploi sur trois ans». Le texte dudit accord fait notamment allusion à des efforts concernant la collaboration des entreprises avec l'ADEM, au nombre d'entreprises participant au programme «Jobelo!», au nombre de contrats d'initiation à l'emploi et à celui des stages de réinsertion professionnelle (SRP).

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur la mise en œuvre du programme «Entreprises, partenaires pour l'emploi»?

- Quel est l'état d'avancement dudit programme?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres, même provisoires, concernant l'augmentation du nombre total de recrutements par des entreprises via l'ADEM?

Réponse (15.11.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Dans le cadre du programme «Entreprises, partenaires pour l'emploi» plusieurs étapes ont été définies:

D'abord il s'agissait d'établir un vrai partenariat entre les entreprises et l'ADEM à travers plusieurs actions:

- mise en place d'un échange régulier entre l'ADEM et l'UEL. Le comité de pilotage composé de représentants de l'ADEM, de l'UEL, de diverses chambres professionnelles ainsi que du MTEESS se réunit régulièrement;

- conclusion de partenariat entre des entreprises et l'ADEM. Ces entreprises ont reçu le label «Entreprise, partenaire pour l'emploi». Elles sont au nombre de 30:

(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)

- augmentation du nombre de postes vacants déclarés dans les secteurs prioritaires qui recrutent et pour lesquels l'ADEM dispose de profils de demandeurs d'emploi adéquats. Le nombre des postes vacants déclarés augmente d'environ 10% annuellement depuis 2013;

- amélioration de la connaissance sur les compétences des demandeurs d'emploi par la mise en place de bilans de compétences dans le cadre de formations sectorielles et de formations dites sur mesure et amélioration qualitative du retour des employeurs sur les demandeurs d'emploi proposés, notamment dans le cadre des conventions de collaboration (p. ex.: Fit 4 Green Jobs, Start & Code, Fit 4 Coding, Fit 4 Digital Future...);

Par ailleurs, une large campagne de sensibilisation à travers de nombreuses séances d'information sectorielles et «intra-entreprises» appelées «Meet ADEM» a été réalisée.

Un troisième axe de la collaboration ADEM-UEL consiste dans l'analyse des besoins des entreprises en main-d'œuvre. Un projet innovant vient d'être lancé à ce sujet avec l'IGSS et le LIST. Le développement de cet outil spécifique par le LIST est actuellement en cours.

En outre, le portail de l'emploi (www.adem.lu) a été mis en place, dont fait partie le JobBoard. Le JobBoard est une plateforme interactive destinée à augmenter les chances de rencontre entre employeurs et demandeurs d'emploi. Plus de 1.600 entreprises ont demandé un accès au JobBoard. Actuellement 5.700 CV se trouvent sur cette plateforme. En moyenne 8.000 candidatures sont faites mensuellement par les demandeurs d'emploi par ce biais; par ailleurs, 1.500 entreprises demandent les coordonnées de demandeurs d'emploi identifiés sur JobBoard par mois.

En ce qui concerne les sorties vers l'emploi, une augmentation de près de 3.500 sorties a été notée en 2015 et 2016 par rapport au point de départ en 2014. Les premiers cinq mois de 2017 montrent une légère augmentation des sorties vers l'emploi par rapport à 2016: il est donc raisonnable de penser que l'objectif de 5.000 personnes sur trois ans puisse être atteint.

Par ailleurs, une enquête de satisfaction a été menée pour la première fois auprès des employeurs en 2016. Les réponses à ce questionnaire en ligne ont été collectées et évaluées par le LISER. Seuls 7% des entreprises ayant répondu ne feraient plus appel aux services de l'ADEM et seulement 13% ne recommanderaient pas les services de l'ADEM à autrui. Une enquête de satisfaction auprès des demandeurs d'emploi sera menée fin 2017.

Finalement, il y a lieu de noter que, conformément aux engagements pris, le nombre d'entreprises participant au programme «Jobelo!» a augmenté; il en va de même du nombre de contrats facilitant l'insertion professionnelle (contrat d'initiation à l'emploi, contrat d'appui-emploi agrément, contrat de réinsertion-emploi, stage de professionnalisation).

Question 3344 (06.10.2017) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **nouvelles tensions dans la région anglophone du Cameroun:**

Entre 1919 et 1961, les deux puissances coloniales, la France et le Royaume-Uni se partageaient le territoire du Cameroun. Depuis l'indépendance du pays, de nombreux camerounais anglophones se sentent marginalisés dans un pays où aujourd'hui, la majorité de la population est francophone. Ces tensions avaient culminé vers la fin de l'année 2016 avec plusieurs morts lors des manifestations durant lesquelles une centaine de personnes étaient mises en détention.

Selon les médias, la situation dans la région s'est de nouveau aggravée durant ces derniers jours. Lors des manifestations le 1er octobre, plusieurs personnes anglophones ont perdu leur vie après des affrontements avec la police. En réaction, les autorités camerounaises ont de nouveau limité l'accès à l'internet et ont imposé une interdiction temporaire de réunion dans le nord-ouest du pays. Le Gouvernement a en plus fermé des commerces et a bloqué le transport dans certaines régions. Les activistes anglophones ont, en revanche, déclaré une «indépendance symbolique» des régions anglophones.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Comment Monsieur le Ministre juge-t-il la précarité dans les régions anglophones du Cameroun?

2. Y a-t-il des indications sur des éventuelles violations des droits humains dans ces régions?

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°2989, Monsieur le Ministre avait précisé, que son Ministère continuerait à collaborer étroitement avec le Service d'action extérieure de l'Union européenne et les partenaires européens pour assurer le suivi dans ce dossier.

3. Comment est-ce que cette collaboration s'est manifestée dans le contexte des développements récents?

4. Quelles actions est-ce que l'UE entend prendre pour aider à mettre fin aux violences et pour pacifier les régions anglophones du Cameroun?

Réponse (30.10.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) Je demeure très préoccupé par la situation sécuritaire et des droits humains dans ces régions.

Au cours des dernières semaines, il est indéniable que les tensions se sont accrues dans le nord-ouest et dans le sud-ouest du Cameroun. Plusieurs dizaines de personnes sont décédées et plus d'une centaine ont été blessées, en raison notamment d'un usage disproportionné de la force par les forces de sécurité du Gouvernement lors d'importantes manifestations organisées depuis le mois de septembre. Les manifestants revendiquent notamment plus d'autonomie pour les populations des régions concernées.

Si le maintien de l'ordre et de la sécurité est légitime, la réponse aux troubles doit toujours être proportionnée et en accord avec la législation en vigueur.

ad 2) Il est à relever que, selon une déclaration publiée le 13 octobre 2017 par Amnesty International, au moins 500 personnes étaient détenues dans des centres de détention surpeuplés, suite aux arrestations arbitraires massives qui ont eu lieu dans les régions anglophones du Cameroun. De nombreux manifestants blessés ont fui les hôpitaux pour éviter d'être arrêtés. Toujours selon Amnesty International, les personnes détenues ont été arrêtées durant les manifestations du 1er octobre, organisées dans des dizaines de villes des régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Plus de 20 personnes ont été tuées par balle par les forces de sécurité à cette occasion, ce qui pourrait s'apparenter à des exécutions extrajudiciaires. International Crisis Group fait par ailleurs état de témoignages crédibles portant sur l'arrestation - sans mandat d'arrêt - de centaines de personnes et sur des actes de torture et des traitements inhumains et dégradants infligés à des manifestants.

ad 3) Le Ministère des Affaires étrangères entretient un contact permanent avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), notamment grâce aux fonctionnaires de la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne qui assistent aux groupes de travail au sein du Conseil de l'UE. Dans le cadre de la politique étrangère et de la sécurité commune, un groupe de travail consacré aux relations de l'UE avec l'Afrique (COAFR) se réunit deux fois par semaine et suit de près les développements dans les différents pays d'Afrique subsaharienne. Le Luxembourg a été parmi les États membres de l'UE qui ont demandé que la situation au Cameroun soit mise à l'ordre du jour de ce groupe de travail.

Outre la participation active lors des discussions au sein de ce groupe de travail, le Luxembourg a également maintenu un contact régulier avec les services du SEAE appelés à suivre de près la situation au Cameroun, pour ainsi disposer d'informations en provenance du terrain.

ad 4) Depuis le début de la crise, l'Union européenne a appelé tous les acteurs à faire preuve de retenue et de responsabilité, dans le respect de l'État de droit et en s'abstenant de tout acte de violence. Elle a appelé les autorités camerounaises à poursuivre leurs efforts en vue d'apporter des solutions durables en réponse aux préoccupations des citoyens anglophones. L'UE a insisté que seul un dialogue ouvert et inclusif pourra mener à une solution qui soit dans l'intérêt de tous les camerounais et qui respecte l'unité et l'intégrité du pays. La poursuite du processus de décentralisation, tel que prévu par la Constitution camerounaise, est une solution qui devra être davantage explorée par les autorités camerounaises. Dans le cadre de son partenariat pour la coopération au développement avec le Cameroun, financé notamment par le Fonds européen de développement auquel contribue aussi le Luxembourg, l'UE appuie les autorités camerounaises en matière de gouvernance, de démocratie, de droits de l'homme et d'appui aux réformes économiques et institutionnelles.

Question 3345 (06.10.2017) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant le **projet «Mobile Assisted Language Tool» (MALT):**

L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) est une administration sous tutelle du Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région chargée de mettre en œuvre la politique d'intégration au Grand-Duché de Luxembourg. Dans son rapport annuel 2016 (p.155) on retrouve le projet Mobile Assisted Language Tool (MALT) dans la liste des projets cofinancés par l'OLAI. Comme porteur du projet est mentionné la Piratepartei. On n'y trouve cependant pas beaucoup de détails sur

ce projet. Selon le site web de l'OLAI[1], la participation de l'OLAI pour ce projet est de 38.972,12 €, le cofinancement de l'Union européenne est de 38.972,11 € et la part privée est de 8.660,47 € sur un budget total de 86.604,70 €.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Est-ce que Monsieur et Madame les Ministres peuvent nous fournir plus de détails sur le projet MALT?

2. Quel est l'état d'avancement dudit projet?

3. Est-ce que l'OLAI a déjà cofinancé d'autres projets proposés par des partis politiques?

4. Est-ce qu'un tel cofinancement est conforme avec la loi sur le financement des partis? Dans l'affirmative, comment est-ce qu'un tel projet doit être comptabilisé par les partis politiques?

Réponse commune (14.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1. Suite à l'appel à projets dans le cadre de la mise en œuvre du programme 2014-2020 du Fonds «Asile, migration et intégration 2014-2020» (AMIF), le projet MALT (Mobile Assisted Language Tool) a été soumis à l'OLAI, autorité responsable de la mise en œuvre du fonds, par la Piratepartei asbl le 30 septembre 2015.

Comme le prévoit la procédure mise en place lors d'un appel à projets dans le cadre dudit fonds, une première analyse a été effectuée au sein de l'OLAI; le Comité de sélection et de suivi a ensuite approuvé le projet et a mandaté l'autorité responsable à en assurer le suivi. Un comité de pilotage, composé notamment de l'OLAI et du MENJE, a également été instauré.

Le projet MALT consiste dans le développement d'un site web permettant d'apprendre, à partir de la langue arabe, les 500 premiers mots de luxembourgeois et quelque 200 premières phrases en luxembourgeois utilisées couramment. L'outil permettra aux utilisateurs de rechercher des traductions directes en mode «dictionnaire» ou en mode «flash cards» ainsi que d'écouter la prononciation en luxembourgeois et de tester leurs connaissances.

L'outil MALT sera accessible par tout appareil connecté à Internet, avec une priorité d'optimisation pour les appareils mobiles.

L'application pourra par la suite être utilisée par toute personne ou organisme intéressé, puisque toutes les ressources mises en place (logiciels, fichiers médias et documentation) seront mises à disposition du public, après la mise en ligne du projet sous une «Licence Publique de l'Union européenne». De plus, d'autres langues pourront bénéficier de ce projet en créant une nouvelle maquette de 500 mots dans cette langue.

ad 2. Le projet, lancé le 1er août 2016, se trouve actuellement dans la phase test. L'application sera mise à disposition au grand public avant la fin de l'année 2017 et sera accessible à toute personne intéressée dans l'App Store. Le cofinancement du projet prendra fin le 31 juillet 2019.

ad 3. Selon les règles du fonds AMIF, des projets peuvent être proposés par des organisations et organismes privés sans but lucratif, des établissements publics, des chambres professionnelles, des ministères et administrations publiques, pour autant qu'ils aient leur siège au Grand-Duché de Luxembourg. De même, les organisations de droit international public créées par des accords intergouvernementaux et les agences spécialisées créées par de telles organisations, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Fédération internationale des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge peuvent proposer des projets.

L'OLAI n'a pas cofinancé d'autre projet proposé par un parti politique dans le cadre du Fonds «Asile, migration et intégration 2014-2020».

ad 4. La loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques a trait au financement public des partis politiques. Elle règle, entre autres, les conditions à remplir par les partis politiques pour pouvoir prétendre au bénéfice d'un tel financement et l'affectation des fonds des partis politiques provenant du financement public.

[1] http://www.olai.public.lu/en/fonds-programmes/amif/projets-cofinances/index.html

La loi modifiée précitée du 21 décembre 2007 reste toutefois muette sur les autres fonds (recettes) dont peuvent disposer les partis politiques, de sorte que le cofinancement d'un tel projet, bien qu'inhabituel, ne semble pas être contraire à la loi sur le financement des partis politiques.

Les recettes provenant d'un tel cofinancement devraient en principe être comptabilisées en tant que «recettes diverses» énumérées sous le point 7 de l'alinéa 1er de l'article 13 de la loi modifiée précitée du 21 décembre 2007.

À souligner encore que les comptes et bilans des partis politiques sont soumis au contrôle de la Cour des comptes, qui établit jusqu'au 31 décembre de l'année suivant l'exercice contrôlé un rapport sur l'observation par les partis politiques des dispositions des articles 2, alinéa 3, 6, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de cette loi.

Question 3346 (11.10.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **cartographie des prairies:**

Zeitgleich zur Erstellung des Biotopkadasters durch das Umweltministerium, wurde im Kontext der Landschaftspflegeprämie eine sogenannte Grünlandkartierung durchgeführt. Dauergrünlandflächen, welche sich in der Grünlandkartierung befinden, sind laut Landschaftspflegeprogramm als umweltsensibles Dauergrünland eingestuft. Für diese Flächen gilt jetzt im Rahmen der Landschaftspflegeprämie ein absolutes Umbruchverbot.

Laut unseren Informationen wurden die Landwirte bei der Erhebung weder mit eingebunden noch wurden sie über die Befunde informiert. Eine Möglichkeit ihre Bedenken zur Grünlandkartierung zu äußern und gegebenenfalls einen Einspruch vorzubringen, bekamen die betroffenen Besitzer und Nutzer ebenfalls nicht.

Wohlwissend, dass die Landschaftspflegeprämie für quasi alle landwirtschaftlichen Betriebe von erheblicher Bedeutung ist, möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Minister für Landwirtschaft stellen:

1. Wie viel Dauergrünlandflächen sind von der Grünlandkartierung betroffen?

2. Welches Statut haben diese sogenannten C-Flächen?

3. Auf wessen Anfrage wurde die Grünlandkartierung realisiert?

4. Von wem wurde die Kartierung durchgeführt?

5. Nach welchen Kriterien wurden die Flächen ausgewählt?

6. Gab es im Vorfeld dieser Kartierung eine Abstimmung zwischen dem Umwelt- und dem Landwirtschaftsministerium?

7. Warum wurden die Besitzer und Nutzer der Dauergrünlandflächen im Vorfeld der Erhebung nicht informiert und mit eingebunden?

8. Haben die Besitzer und Nutzer eine Möglichkeit, Einspruch einzulegen? Wenn ja, an wen kann er sich diesbezüglich richten?

Réponse commune (21.11.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Die Grünlandkartierung beinhaltet eine Fläche von 17.750 ha.

ad 2. Die Flächen der Grünlandkartierung an sich haben kein gesondertes Statut, jedoch können sich die Flächen der Grünlandkartierung entweder mit Biotopen und/oder mit Vorkommen seltener und geschützter Pflanzen- oder Tierarten überschneiden. Diese Teilflächen unterliegen dem Biotopschutz des Artikels 17 beziehungsweise dem Artenschutz der Artikel 18, 19, 20 und 26 des modifizierten Naturschutzgesetzes vom 19. Januar 2004.

Der Begriff „C-Fläche" hat keine offizielle Bedeutung.

ad 3. Eines der Hauptziele der Kartierung war, die für den Vertragsnaturschutz über die Biodiversitätsprogramme geeigneten Grünlandflächen zu identifizieren. So wurde das naturschutzrelevante Grünland verschiedener Gemeinden Luxemburgs im Rahmen des Projektes „Kartierung naturschutzrelevanter Wiesen" zwischen 2001 und 2005 im Auftrag des Umweltministeriums kartiert. Verschiedene verbliebene Gemeinden wurden ab 2007 bis 2012 parallel zu den Biotopkataster-Kartierungen unter dem Projekt „Grünlandkartierung" erfasst.

ad 4. Die Grünlandkartierung wurde von akkreditierten Botanikern durchgeführt, welche im Auftrag des Umweltministeriums arbeiteten.

ad 5. Die Kartierung basiert auf ausgewählten Indikator-Pflanzenarten (z. B. Leucanthemum vulgare, Lychnis flos-cuculi, Carex sp.).

Der Kartierzeitraum für die Mahdflächen war generell zwischen Mitte Mai und Mitte Juni. Beweidete Flächen wurden über die gesamte Vegetationsperiode erfasst.

Grundlage für die Kartierung waren die zum jeweiligen Zeitpunkt gültigen FLIK-Parzellen. Jede FLIK-Parzelle wurde gesichtet und je nach dem Vorkommen der Indikatorarten wurden die Nutzungsparzellen in zwei Kategorien eingeteilt:

1. keine Indikatorarten: nicht naturschutzrelevant; die Fläche wurde nicht für die Grünlandkartierung zurückbehalten;

2. Indikatorarten in der Fläche: die Fläche wurde im Luftbild eingetragen und erhielt eine Aufnahmenummer. Bei der Begehung wurden alle Arten aus den Artenlisten auf dem Aufnahmebogen angekreuzt. Auf dieser Basis wurde eine Bewertung der kartierten FLIK-Parzellen vorgenommen.

Die Bewertung erfolgte nach folgendem Bewertungsschlüssel:

1. Kategorie 1: Fläche von regionaler oder nationaler Bedeutung

- Kategorie 1a: Fläche mit optimaler, artenreicher und typischer Ausbildung der Vegetation, Vorkommen mehrerer gefährdeter Arten oder einer hochgradig gefährdeten Art in größeren Populationen;

- Kategorie 1b: Vegetation entweder gut strukturiert, aber leicht artenverarmt oder Störeinflüsse in der Struktur, aber noch Vorkommen von einer oder mehrerer seltener Arten in größeren Populationen.

2. Kategorie 2: Fläche von lokaler Bedeutung

- Fläche mit Störeinflüssen;

- Teilflächen noch gut strukturiert und mit typischer Artenzusammensetzung und/oder Vorkommen gefährdeter Arten in kleineren Populationen.

3. Kategorie 3: Entwicklungsfläche

- starke Störeinflüsse;

- Vegetation nur in Teilflächen noch typisch ausgebildet und/oder wenige Exemplare oder peripheres Vorkommen gefährdeter Arten.

ad 6. Die Grünlandkartierung wurde nicht im Hinblick auf die Neuerung der Landschaftspflegeprämie durchgeführt, sondern wie bereits erwähnt zwecks Identifizierung für den Vertragsnaturschutz geeigneter Grünlandflächen. Diese wurde im Auftrag des Umweltministeriums durchgeführt, welchem die Zuständigkeit der Überwachung und Kartierung geschützter Arten obliegt.

Im Rahmen der Neuerung des Landschaftspflegeprogramms vereinbarten das Umwelt- und das Landwirtschaftsministerium, die Flächen der Grünlandkartierung als umweltsensibles Dauergrünland zurückzubehalten und dessen Erhalt über die Landschaftspflegeprämie zu bezuschussen.

ad 7. Dauergrünland ist eine landwirtschaftliche Fläche, die gegenwärtig und seit mindestens fünf Jahren zum Anbau von Gras oder anderen Grünfutterpflanzen genutzt wird. Über den Flächenantrag erhalten die Nutzer jährlich die Information bezüglich der Einstufung (ob Dauergrünland oder nicht) der jeweiligen Flächen. Alle Parzellen, welche im Flächenantrag den Zählerstand „6" erreicht oder überschritten haben, gelten als Dauergrünland.

Die Besitzer und Nutzer werden also jährlich über deren bewirtschafteten Dauergrünlandflächen informiert.

ad 8. Der Umbruch von Dauergrünland ist nach den Greening-Vorschriften des „Service d'économie rurale" genehmigungspflichtig. Landwirte, welche den Umbruch von Dauergrünland beabsichtigen, müssen im Vorfeld einen schriftlichen Antrag stellen. Im Regelfall kann eine Genehmigung nur erteilt werden, wenn zeitgleich auf einer anderen Fläche Dauergrünland angelegt wird. Die Umwandlung ist somit nur unter bestimmten Voraussetzungen möglich. Es bedarf in jedem Fall einer Genehmigung seitens des „Service d'économie rurale".

Dauergrünlandflächen, welche sich in der Grünlandkartierung befinden, sind als „umweltsensibles Dauergrünland" eingestuft. Bei Beteiligung am Landschaftspflegeprogramm verpflichten sich die Nutzer umweltsensibles Dauergrünland zu erhalten und verzichten auf deren Umbruch, hinsichtlich der Auszahlung der Landschaftspflegeprämie. Unter betriebsspezifischen Bedingungen können jedoch Ausnahmen genehmigt werden. Prozedural muss sich der Antragsteller wie bei jedem Antrag von Dauergrünlandumbruch zuerst beim „Service d'économie rurale" melden.

Der Umbruch von Biotopen sowie die Zerstörung von geschützten Arten bleiben weiterhin generell verboten.

Question 3347 (11.10.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **personnel dans l'enseignement fondamental:**

Étant donné que le manque de personnel à l'enseignement fondamental lors de la rentrée scolaire 2017-2018 soulève toujours un nombre de questions et dans la mesure où Monsieur le Ministre n'a pas répondu à toutes les questions posées dans ma question parlementaire n°3262 du 1er octobre 2017, j'aimerais (re)poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Selon les déclarations de Monsieur le Ministre dans sa réponse à la question parlementaire n°3262, «La répartition des I-EBS sur les écoles a été faite de façon à ce que la continuation de projets existants sur le plan local puisse être garantie.» Monsieur le Ministre, de quels projets s'agissent-ils exactement?

Auprès de quelles(s) école(s) les I-EBS sont-ils affectés?

2) Quel est le total des leçons et des activités scolaires qui restent vacants, respectivement n'ont pas pu être organisées due au manque de personnel, mais qui ont été initialement prévues par l'organisation scolaire?

3) Depuis la rentrée scolaire, est-ce que des leçons n'ont pas pu être assurées dû à un manque de personnel remplaçant?

Dans l'affirmative, quel est le total des leçons concernées?

Réponse (14.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Lors d'une première phase, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a prévu de recruter 70 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ci-après «I-EBS»), dont certains détiennent un master en relation avec la pédagogie inclusive, les autres disposent d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'éducation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques et d'autres disposent, en complément à cette expérience, d'un master en pédagogie spécialisée («Sonderpädagogik»).

Dans un premier temps, l'affectation des 59 enseignants recrutés a été organisée de façon à ce que la pérennité des projets pédagogiques initiés dans le domaine de la prise en charge des élèves à besoins particuliers et spécifiques soit garantie.

Lors de la procédure d'affectation, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'est particulièrement efforcé à respecter les souhaits des I-EBS en matière d'affectation s'inscrivant dans la continuation de projets initiés par leurs soins dans les établissements scolaires auxquels ils étaient affectés dans le passé. Suite au recrutement d'I-EBS supplémentaires en 2018 et en 2019, l'affectation de la totalité des 150 instituteurs concernés se fera en fonction de critères objectifs, tels que le nombre d'élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques par région.

Réservant une suite favorable à la demande de l'honorable Députée en matière d'affectation des I-EBS, la liste 2017 reprenant les communes d'affectation des I-EBS ainsi que les écoles d'attache de ces derniers est jointe à la présente.

ad 2) Après la procédure d'affectation et de répartition dans le cadre de la deuxième liste réalisée dans la deuxième moitié du mois de juillet, un total de 68 postes pour l'année scolaire 2017-2018, correspondant à un volume global de 1.053,25 heures hebdomadaires d'enseignement direct, est resté vacant.

Le nombre de leçons d'enseignement à prester dans le cadre de ces postes varie d'un minimum d'une leçon à un maximum de 23 leçons d'enseignement direct hebdomadaires. En ce qui concerne les 68 postes, seulement douze postes étaient réservés à des titulaires de classe alors que la grande majorité était destinée aux autres intervenants en classe.

Dans la période précédant la rentrée scolaire 2017-2018, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a progressivement occupé, en collaboration avec les directions de région, les 68 postes restés vacants. À ces fins, une partie des 182 remplaçants permanents, dont 40 affectés aux communes et 142 affectés aux directions de région, ont été répartis sur différents postes restés vacants auxquels se sont ajoutés un total de 255 postes à

plein temps nécessaires pour assurer le remplacement d'enseignants bénéficiant d'un congé de maternité ou d'un congé parental au premier trimestre de l'année scolaire en cours.

À l'heure actuelle, tous les postes sont occupés dans les directions de région, à l'exception de la direction de région Wiltz (DR 15). La direction de la région 15, soutenue par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, finalise actuellement l'occupation des postes vacants en recrutant, conformément au premier alinéa de l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, des détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

ad 3) Suivant les informations saisies dans l'application Scolaria par les directions de région et les services de l'enseignement communaux en charge de l'organisation des remplacements, ces derniers se voyaient 561 fois dans l'impossibilité de trouver un remplaçant, correspondant à 1,8% du total des leçons d'enseignement direct prestées au cours de la période sous examen n'ayant pas pu être assuré par un remplaçant. Cependant, il importe de préciser que l'encadrement des élèves des classes concernées était à tout moment assuré grâce à la prise en charge de ces derniers par un enseignant prestant une leçon d'enseignement direct supplémentaire ou la répartition des élèves sur d'autres classes.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3348 (12.10.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **taxes et redevances relatives à l'utilisation du domaine public fluvial:**

En date du 11 septembre 2017 a été publié au Mémorial A le règlement grand-ducal du 29 août 2017 déterminant le montant des taxes et redevances à payer pour l'utilisation du domaine public fluvial. Le règlement grand-ducal prévoit des taxes uniques, des redevances domaniales, des redevances annuelles, des redevances horaires et des redevances pour prestations spécifiques. Il s'avère que, par exemple, une association sportive payerait à la fois une taxe unique pour l'établissement d'un dossier s'élevant à 50 € ainsi qu'une redevance pour l'occupation du terrain tombant dans le domaine public fluvial. Un autre exemple soumis au paiement de ces taxes serait l'aménagement d'un parking public sur le domaine fluvial.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre considère que les associations sans but lucratif qui organisent des manifestations, soit culturelles, soit sportives, tombent sous le champ d'application du règlement grand-ducal précité?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre peut indiquer le total du montant annuel qui pourrait être perçu par le Gouvernement sur base de ce règlement grand-ducal?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre considère qu'il est vraiment approprié de percevoir des taxes pour l'installation d'infrastructures d'utilité publique (p. ex. aire de jeux, parking public)?

4. Est-ce que Monsieur le Ministre ne considère pas, dans un souci de simplification administrative, que ces taxes, si elles s'avéraient nécessaires, doivent être réduites à un minimum et qu'il faut simplifier les procédures y afférentes?

Réponse (20.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Créé et protégé par les dispositions des articles 537 et suivants du Code civil, le domaine public fluvial est administré selon les règles définies par la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial et ses règlements d'exécution. Le règlement grand-ducal précité fixe les taxes d'instruction et les redevances prévues à l'article 12 de la loi du 23 décembre 2016 précitée.

Alors que le domaine public fluvial est inaliénable par définition, les principes de gestion du domaine public fluvial prévoient la possibilité d'attribution de droits de jouissance privatifs, sous forme de droits d'occupation et d'utilisation temporaire de parcelles déterminées du domaine public fluvial. L'attribution de ces droits privatifs est strictement soumise à autorisation préalable.

Suivant l'article 4, paragraphe 2 de la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial, nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public fluvial ou l'utiliser au-delà du droit d'usage qui appartient à tous. L'article 12 de la loi du 23 décembre 2016 dispose aussi que l'établissement des autorisations en rapport avec l'utilisation du domaine public fluvial donne lieu à la perception d'une taxe domaniale.

Il n'est donc pas fait de distinction, ni en fonction de la personnalité juridique du requérant, ni en fonction de l'utilisation spécifique faite par le requérant du domaine public fluvial, pour déterminer si le requérant est redevable des taxes et redevances. Partant aussi les associations sans but lucratif tombent sous le champ d'application du règlement grand-ducal du 29 août 2017 déterminant le montant des taxes et redevances à payer pour l'utilisation du domaine public fluvial.

Dans la fixation de la hauteur de la redevance domaniale par contre, il est fait une distinction entre une utilisation à titre lucratif ou non. L'occupation ou l'utilisation non lucrative étant nettement moins taxée que l'occupation ou l'utilisation à titre lucratif.

Le total du montant annuel de l'ensemble des redevances domaniales généré par le règlement grand-ducal ne peut être avancé à ce stade. Il dépend du nombre des demandes introduites pour l'ensemble du domaine public fluvial s'étendant sur une longueur de 37 km ainsi que des caractéristiques comme la longueur de rive, respectivement la surface de terrain sollicitée par le requérant auquel s'appliquent différents facteurs et notamment l'utilisation lucrative ou non.

Il sera par contre évidemment possible de faire un bilan sur ce point ultérieurement, par exemple un an après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions précitées.

Les demandes d'attribution de droits d'occupation ou d'utilisation privative des parcelles du domaine public fluvial ne cessent d'augmenter ces dernières années. Outre le régime d'autorisation inscrit dans la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial, l'introduction d'un régime de taxes et redevances est ainsi devenu un outil nécessaire pour protéger le domaine public fluvial et valoriser, dans l'intérêt général, toute utilisation ou occupation privative.

Le domaine public fluvial étant par définition inaliénable, le législateur a clairement tranché que tout droit d'occupation de celui-ci, y inclus à des fins de création d'aires de jeux ou de parkings, est sujet à rétribution.

Toute occupation du domaine public fluvial procure à son bénéficiaire l'avantage d'un foncier mis à sa disposition, à un prix très avantageux, par rapport notamment à l'option du requérant de l'utilisation de son propre foncier ou l'acquisition d'un foncier pour satisfaire à ses besoins.

Enfin, l'on remarque que le barème des taxes et redevances déterminées par le règlement grand-ducal du 29 août 2017 prévoit une compensation financière des droits accordés en relation avec l'avantage dont bénéficie le requérant. Le montant de ces taxes et redevances s'inspire largement des barèmes appliqués sur le domaine public fluvial en Allemagne et en France.

Dans un esprit de tenir compte des plus grands utilisateurs du domaine public fluvial et notamment de la situation des quais et débarcadères des communes, des abattements de 50% pour les surfaces dépassant 100 m² ont été prévus.

Les modalités de perception des taxes et redevances étant pour le reste très simples et ne comportant pas de démarches supplémentaires par rapport aux procédures comparables, l'on ne voit pas de potentiel supplémentaire de réduction des démarches applicables.

Question 3349 (12.10.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **congé de paternité:**

La durée du congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel qui est accordé aux pères à la naissance d'un enfant est actuellement de deux jours pour les salariés privés et de quatre jours pour les fonctionnaires. Le projet de loi n°7060 propose l'augmentation de ce congé à cinq jours pour les salariés privés.

Or, d'après les affirmations de la Ministre de la Famille et du Ministre du travail dans la presse, le Gouvernement proposera l'augmentation du congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel à dix jours pour les nouveaux pères travaillant dans le secteur privé.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Le Gouvernement planifie-t-il d'augmenter également le congé de paternité à dix jours pour les agents de la fonction publique?

Réponse (08.11.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Les amendements prévus au projet de loi n°7060 entendent transposer l'accord qui a été trouvé avec les partenaires sociaux en vue d'introduire dans le secteur privé notamment un congé de paternité de dix jours.

Concernant une augmentation parallèle du congé de paternité pour les fonctionnaires et employés de l'État, il convient de relever tout d'abord que les congés des fonctionnaires et employés de l'État sont fixés par règlement grand-ducal et qu'ils ne sont en principe pas adaptés automatiquement à ceux applicables dans le secteur privé.

En ce qui concerne plus particulièrement le congé de paternité, il y a lieu de préciser que les agents de l'État bénéficient depuis 2006 d'un congé de quatre jours en cas de naissance d'un enfant, alors que dans le secteur privé ce congé a jusqu'à présent été fixé à deux jours.

Ensuite, l'on peut relever que l'introduction à venir du compte épargne-temps dans la fonction publique prévoit une gestion du temps très flexible en permettant aux agents de convertir leurs heures supplémentaires et une partie de leur congé de récréation non pris en congé dont ils pourront disposer librement.

En considérant ces deux aspects, j'estime que d'éventuelles adaptations en la matière pourraient, le cas échéant, faire l'objet des prochaines négociations salariales.

Question 3350 (12.10.2017) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **vulnérabilité des piscines d'entreposage du combustible usé:**

L'association Greenpeace vient de publier un rapport d'analyse, établi par six experts indépendants, sur la sécurité des installations nucléaires françaises et belges. Les conclusions du rapport sont très préoccupantes, surtout en ce qui concerne la vulnérabilité des piscines d'entreposage des combustibles nucléaires usés face aux dangers externes.

Ces piscines d'entreposage des combustibles usés, encore appelées «piscines de désactivation», servent à refroidir le combustible nucléaire après son exploitation dans le réacteur. Elles peuvent contenir plusieurs centaines de tonnes de combustible, c'est-à-dire de matière radioactive, soit l'équivalent de deux à trois fois le cœur d'un réacteur. En cas d'attaque extérieure, si une piscine est endommagée et qu'elle perd son eau et/ou son alimentation en eau, le combustible usé n'est plus refroidi, ce qui peut donc mener à une réaction en chaîne incontrôlée. Ce cas de figure est bien plus grave, car a) les piscines renferment généralement une quantité de combustible radioactif plus importante que les réacteurs et peuvent donc libérer bien plus de radioactivité lors d'un accident et b) l'enceinte de ces piscines n'est en général - contrairement aux bâtiments-réacteurs - que très peu protégée. Les piscines d'entreposage du combustible usé présentent donc un risque de sécurité particulièrement élevé. Ceci fut d'ailleurs démontré ce matin par l'intrusion de militants antinucléaires ayant franchi sans problème deux barrières de sécurité et même réussi à tirer un feu d'artifice au pied de la piscine.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

1. Comme le rapport mentionné ci-dessus contient des informations sensibles relatives à la sécurité des installations nucléaires françaises et belges, il n'a pas été publié dans son intégralité. Le document complet a-t-il été transmis au Gouvernement luxembourgeois?

2. Dans quelle mesure est-ce que les centrales nucléaires à proximité du Luxembourg (Cattenom, Chooz, Tihange, Doel) sont concernées par les graves lacunes sécuritaires révélées dans le rapport et par l'intrusion des militants sur le site?

3. Est-ce que le Gouvernement interviendra auprès des autorités françaises?

Réponse commune (13.11.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Le rapport a été transmis à Madame la Ministre de la Santé en date du 13 octobre 2017 et à Madame la Ministre de l'Environnement le 26 octobre 2017.

ad 2. Il importe de noter tout d'abord que le rapport de Greenpeace attire l'attention, de manière générale, sur les risques associés au stockage du combustible usé dans les bâtiments piscines sur des sites de centrales nucléaires. Le document développe quatre scénarios d'attaques qui pourraient, sous certaines conditions, apporter suffisamment de dégâts à une piscine d'entreposage pour engendrer un rejet radioactif dans l'environnement.

Les conséquences potentielles de telles attaques sont évaluées en appliquant les résultats issus d'études américaines, suisses et allemandes sur les centrales situées en France et en Belgique. Le rapport conclut que lesdites centrales nucléaires ne seraient pas protégées contre des attaques de type militaire et seraient donc susceptibles de servir comme cible d'attaques terroristes bien préparées et visant à provoquer des conséquences aggravées.

Vu le caractère général de ce rapport, les réacteurs à proximité du Luxembourg sont concernés dans la même mesure que tous les autres réacteurs nucléaires de ces types. Le rapport ne fait pas de différenciation entre niveaux de protection des réacteurs.

ad 3. Les sujets relatifs à la sûreté nucléaire et la radioprotection sont abordés régulièrement avec la Belgique et la France dans le cadre la Commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection, respectivement la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire.

Lors de leurs rencontres respectives le 13 octobre 2017, le sujet de la sécurité nucléaire a fait l'objet des échanges entre les ministres des Affaires étrangères du Luxembourg et de la France à Paris et de la Ministre de l'Environnement avec son homologue français dans le cadre d'une entrevue bilatérale lors du Conseil des ministres de l'Environnement à Luxembourg. Les ministres ont convenu de réunir la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire afin de permettre aux experts des deux pays de s'échanger sur le sujet.

Question 3351 (12.10.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **personnel remplaçant dans l'enseignement fondamental:**

Pour assurer la disponibilité d'agents habilités à faire des remplacements, Monsieur le Ministre de l'Éducation a fait des appels s'adressant aux éducateurs diplômés engagés à temps partiel dans des structures d'accueil et dans les groupes de l'éducation précoce, à des bacheliers sans emploi inscrits auprès de l'ADEM et aux instituteurs partis en retraite au cours des dernières années.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Sous quelles conditions les éducateurs diplômés sont-ils habilités à faire des remplacements?

2) Les éducateurs diplômés sont-ils aussi habilités pour faire des remplacements de personnel enseignant en congé (congés de maladies, congés de maternité ou adoption, congé parental)?

3) Suite à votre appel pour recruter des remplaçants, Monsieur le Ministre, combien d'éducateurs diplômés, de bacheliers sans emploi et d'instituteurs partis en retraite ont signalé leur disponibilité à effectuer des remplacements?

4) Combien de ces remplaçants ont déjà effectué des remplacements?

5) Selon nos informations, le ministère a fait appel en septembre 2015 aux instituteurs et institutrices retraités pour tenir des leçons d'enseignement dans des classes d'accueil et/ou prendre en charge un ou plusieurs élèves pour des cours particuliers ou une aide spécifique dans le cadre scolaire ou extrascolaire.

Monsieur le Ministre, combien d'instituteurs et institutrices retraités ont à l'époque signalé leur disponibilité pour les prestations susmentionnées? Combien sont actuellement encore engagés?

6) Existe-t-il à l'heure actuelle un manque de personnel dans le cadre de l'accueil scolaire

d'enfants de demandeurs de protection internationale?

Réponse (14.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Conformément à l'article 1 du règlement grand-ducal modifié du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental, les éducateurs diplômés, détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministre ayant l'éducation dans ses attributions sont admissibles au stage préparant à l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

Conformément au premier alinéa de l'article 3 du même règlement grand-ducal, les formations relevant de domaines psychosociaux, pédagogiques ou socio-éducatifs seront prises en compte lors des dispenses accordées au niveau des formations à suivre.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse délivre, sur avis favorable du directeur ou de son remplaçant ayant apprécié le portfolio de stage des candidats accomplissant le stage dans les écoles de sa direction de région, l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

ad 2) Conformément à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, l'État peut procéder, à défaut de disponibilité de membres de la réserve des suppléants, au remplacement temporaire d'un instituteur ou pourvoir à une vacance de poste en cours d'année par un détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

En ce qui concerne les éducateurs diplômés assurant des remplacements en complément à leur tâche partielle prestée dans un service d'éducation et d'accueil, les remplacements à assurer seront organisés de telle sorte à ce qu'ils n'entravent en aucun cas le bon fonctionnement des structures d'éducation et d'accueil. S'il se révèle bien évidemment impossible qu'un seul éducateur diplômé remplace un congé d'un enseignant disposant d'une tâche à plein temps, il se peut que plusieurs éducateurs diplômés remplacent éventuellement, après analyse des circonstances locales, des enseignants bénéficiant d'un congé qui ne sont pas titulaires de classe.

Il va de soi que les présidents d'un comité d'école, en collaboration avec les directions de région veillent à la bonne organisation des remplacements et informent, le cas échéant, les autorités communales compétentes de tout changement éventuel qui s'impose en matière d'organisation scolaire.

ad 3) Jusqu'au jeudi 26 octobre 2017, 21 pensionnaires ont sollicité l'envoi d'un contrat de louage de service pour réaliser des remplacements dans l'enseignement fondamental, neuf membres du personnel socio-éducatif exerçant une tâche partielle dans un service d'éducation et d'accueil ont transmis leurs coordonnées personnelles au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et 356 détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme équivalent ont introduit leur dossier de candidature en vue de l'obtention de l'autorisation de stage. Force est de signaler que des réunions d'information à l'intention du personnel socio-éducatif ont été organisées au niveau régional par les directeurs de l'enseignement fondamental pendant la semaine avant le congé de Toussaint.

ad 4) Jusqu'au jeudi 26 octobre 2017, sept pensionnaires ont retourné leur contrat de louage de service au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et ils sont par conséquent autorisés à assurer des remplacements dans les classes de l'enseignement fondamental.

Étant donné que les membres du personnel socio-éducatif exerçant une tâche partielle dans un service d'éducation et d'accueil ainsi que les détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme équivalent, actuellement sans emploi, sont tenus de suivre, conformément au règlement grand-ducal modifié du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental, un stage avant l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements, il va de soi que ces derniers n'ont pas encore effectué de remplacements.

ad 5) Pour l'année scolaire 2016-2017, 13 enseignants retraités ont collaboré au sein des classes d'accueil de l'État pour encadrer des enfants de demandeurs de protection internationale (douze enseignants par contrat de quatre heures/semaine; un enseignant par convention de bénévolat); en plus une éducatrice graduée a également collaboré par convention de bénévolat.

Pour l'année scolaire 2017-2018, onze enseignants retraités collaborent au sein des classes d'accueil de l'État pour encadrer des enfants DPI (neuf enseignants retraités par contrat de quatre heures/semaine; deux enseignants retraités par contrat de deux heures/semaine).

ad 6) Actuellement, le nombre de personnel enseignant recrutés pour les besoins des classes d'accueil de l'État permet un encadrement adéquat des enfants de demandeurs de protection internationale. À court terme, le personnel en place est capable de faire face à l'afflux actuel. À moyen terme, le nombre de personnel enseignant intervenant dans les classes d'accueil de l'État sera adapté en fonction du nombre d'arrivées d'enfants de demandeurs de protection internationale.

Question 3352 (13.10.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **fermeture du restaurant à la gare centrale de Luxembourg-ville:**

Dans votre réponse à ma question parlementaire du 10 juillet 2017, vous expliquez que les nouveaux flux de voyageurs à envisager rendraient nécessaire une réorientation des commerces à implanter dans la gare de Luxembourg-ville. Vous évoquez également un sondage effectué auprès des utilisateurs de la gare duquel serait ressorti que plus d'un quart des personnes sondées se seraient prononcées en faveur d'enseignes d'alimentations de service à table, avec une offre bio et végétarienne.

Partant, je voudrais demander les précisions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Les résultats du sondage évoqué par Monsieur le Ministre sont-ils publics?

2) Si un quart des personnes sondées se sont prononcées en faveur d'une offre d'alimentation de bistrot, bio et végétarienne, Monsieur le Ministre pourra-t-il me donner des informations sur les attentes des trois quarts des autres voyageurs sondés?

3) Si l'augmentation future des flux de voyageurs rend effectivement nécessaire une réorientation et/ou un élargissement de l'offre d'alimentation dans la gare, Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une brasserie avec service à table et des temps d'attente plus élevés pour des clients plus nombreux et généralement pressés serait une bonne idée?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'afin de diversifier et d'améliorer l'offre d'alimentation dans la gare, il aurait fallu éviter l'installation d'une boulangerie industrielle dotée d'une salle de consommation dont l'offre est semblable à celle d'une autre boulangerie?

5) Dès lors, au lieu de remplacer une enseigne qui est de loin celle dont les offres de restauration semblent pour l'heure les plus diversifiées au sein de la gare, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la vente de nourriture bio et végétarienne puisse s'effectuer directement dans l'enseigne existante par un simple changement de menu?

6) Finalement, qu'en est-il de la situation des 24 personnes salariées actuellement au buffet de la gare? Le concessionnaire envisage-t-il de négocier une reprise de ces personnes salariées, complète ou partielle, par la nouvelle enseigne et, si oui, dans des conditions au moins aussi favorables?

Réponse (20.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les résultats du sondage ne sont pas publics. Il convient de noter que la question sur les commerces que les usagers des chemins de fer souhaiteraient voir dans la gare était intégrée dans une analyse des flux en gare de Luxembourg dont les résultats n'ont pas vocation à être publiés.

Alors qu'il est ressorti d'un sondage que plus d'un quart des attentes concernent des enseignes d'alimentation avec une demande plus spécifique pour, d'une part, l'alimentation de bistrot et, d'autre part, l'alimentation bio et végétarienne, les autres trois quarts des voyageurs sondés se sont prononcés sur l'offre de commerces diversifiés ne touchant pas à la restauration, dont notamment l'offre d'équipement à la personne, de librairie/presse, tabac, de boutiques cadeaux et de pharmacie.

Dans le cadre du nouvel appel d'offres, l'offre attendue est celle d'une restauration traditionnelle avec service à table permettant de se restaurer en 30 minutes, complétée par une offre de produits à emporter.

Actuellement au vu de la situation, l'offre de la boulangerie ne correspond pas seulement aux besoins des voyageurs des chemins de fer, mais aussi à ceux des résidents et des nombreux salariés du quartier de la gare dont il faut tenir compte.

L'objectif visé par le projet n'est pas de remplacer une enseigne, mais de trouver un concessionnaire qui réponde au mieux au concept étudié pour le nouveau restaurant de la gare de Luxembourg.

La recherche d'un concessionnaire se fait par voie de soumission publique pour laquelle l'ancien concessionnaire pouvait remettre sa candidature jusque début septembre 2017; un simple changement de menu ne répond pas à l'objectif du projet cité ci-avant.

Le nouveau contrat de concession ne prévoit pas la reprise complète ou partielle des personnes salariées de l'ancien concessionnaire.

Question 3353 (13.10.2017) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **examens-concours pour le groupe de traitement B1:**

D'après nos informations, les résultats des deux derniers examens-concours pour le groupe d'indemnité B1 auraient été désastreux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer du nombre respectif de postes vacants pour le groupe de traitement B1 avant les deux derniers examens-concours?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous informer du nombre de candidats pour chacun des deux examens-concours et nous préciser le niveau de diplôme des candidats respectifs?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de réussites des deux derniers examens-concours en question, en nous précisant le niveau de diplôme des candidats respectifs?

4) Monsieur le Ministre peut-il encore nous préciser le nombre de notes insuffisantes dans les différentes branches dans le cadre des deux derniers examens-concours pour le groupe d'indemnité B1?

Le groupe de traitement B1 regroupe entre autres les fonctions de chargé technique. Concernant les conditions d'admission dans l'administration générale, le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État dispose dans son article 18 que «Les candidats doivent être détenteurs soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques, soit d'un certificat d'études reconnu équivalent.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions encore poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

5) Sachant que certaines fonctions dans différentes administrations publiques requièrent des profils spécifiques, Monsieur le Ministre n'est-t-il pas d'avis que les exigences des examens devraient être davantage orientées sur les compétences spécialisées?

Réponse (14.11.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

ad 1) Dans le cadre de la session de l'examen-concours en décembre 2016, 128 postes vacants ont été publiés dans le groupe de traitement B1. Pour la session de juillet 2017, 106 postes vacants ont été publiés dans le groupe de traitement B1.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Pour la session de décembre 2016, le taux de réussite des candidats avec un master est de 69%, celui des candidats avec un bachelor est de 40%, celui des candidats sans diplôme universitaire est de 16%, en comparaison à un taux de réussite général de 23%.

Pour la session de juillet 2017, le taux de réussite des candidats avec un master est de 56%, celui des candidats avec un bachelor est de 45%, celui des candidats sans diplôme universitaire est de 17%, en comparaison à un taux de réussite général de 21%.

En examinant les profils des lauréats de l'examen-concours B1, il y a lieu de constater que la partie des personnes avec un diplôme de fin d'études secondaires reste la plus importante, comme le montrent les graphiques ci-dessous:

(graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) La répartition du nombre d'échecs par épreuve se présente comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5) La question sur l'opportunité d'organiser des épreuves uniformisées pour toutes les fonctions dans tous les groupes de traitement me paraît très pertinente. En effet, l'uniformisation des épreuves s'est accentuée en 2012 avec le dépôt du projet de règlement grand-ducal portant réorganisation des examen-concours et faisant partie du paquet des réformes. Le projet de règlement, à la base de l'organisation actuelle des examen-concours, a subdivisé ces derniers en deux parties distinctes, à savoir l'épreuve générale organisée par mon département et l'épreuve spéciale, axée sur le profil spécifique du poste, organisée par l'administration concernée. Dans la mesure où la première partie comporte cinq épreuves identiques pour tous les candidats d'un même groupe de traitement, indépendamment de leur spécialisation, de nombreux candidats échouent déjà à cette première étape de la procédure de sélection.

Des travaux actuellement en cours ont justement pour objet d'introduire davantage de flexibilité au niveau de la procédure de sélection et de rendre l'organisation des examens-concours plus réactive. Un projet de règlement grand-ducal afférent, visant une modification du règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 fixant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État, a été déposé en juillet 2017.

Les principales modifications se résument comme suit:

- L'examen-concours continue à se composer de deux parties. La première partie, dont l'organisation incombe au Ministre de la Fonction publique, est désormais dénommée «épreuve d'aptitude générale».

- L'épreuve d'aptitude générale se composera de plusieurs tests pour lesquels les modalités et le contenu seront dorénavant fixés par règlement ministériel. Cela permettra d'adapter de manière plus flexible et plus réactive le contenu des tests aux besoins réels identifiés dans la procédure de sélection.

- Dans le cadre du règlement ministériel afférent, il est proposé de réduire le nombre de tests: à la place des cinq épreuves composant l'actuelle partie générale de l'examen-concours, il est prévu que l'épreuve d'aptitude générale comprendra les trois tests suivants: i) Connaissances générales dans les domaines de l'actualité, de la politique nationale et internationale et de l'histoire contemporaine; ii) Test de jugement situationnel en langue française ou allemande; iii) Traduction d'un texte luxembourgeois en langue française ou allemande.

- À noter qu'à la lumière des modifications relatives au contenu des épreuves, il n'y aura plus de tests qui nécessiteraient un temps de préparation étendu des candidats. En effet, l'épreuve d'aptitude générale ne comprendra plus de tests ayant pour objet la reproduction de savoirs à partir de fascicules préconçus, mais sera axée plutôt sur une évaluation des connaissances générales du candidat, ainsi que de ses compétences analytiques et comportementales.

- La pondération de l'épreuve d'aptitude générale est revue. Elle sera notée sur 100 points et

le candidat aura réussi lorsqu'il aura obtenu au moins 50 points. La pondération des différents tests sera fixée au niveau du règlement ministériel.

- Les dispositions relatives à l'examen-concours spécial et à l'épreuve spéciale obligatoire axée sur le profil du poste resteront inchangées.

Question 3354 (16.10.2017) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **monument national pour la mémoire de la Shoah:**

En mai 2015, Monsieur le Premier Ministre et Madame la Bourgmestre de la ville de Luxembourg avaient suggéré un lieu pour l'installation du monument ainsi que le sculpteur du monument national pour la mémoire de la Shoah.

Depuis 2016, les budgets successifs de l'État prévoyaient un crédit de 200.000 respectivement 140.000 € pour la création et l'installation de ce monument. Alors que le compte provisoire de l'année 2016 n'affiche que 65.000 € sur les 200.000 € prévus initialement, le budget de l'État pour l'exercice 2018 y consacre, quant à lui, de nouveau 120.000 €.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de l'installation du monument en question et m'expliquer, le cas échéant, les raisons du retard?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'emplacement choisi? Qu'en est-il du sculpteur-dessinateur du projet visé?

3) Monsieur le Ministre peut-il me préciser la date prévue pour la mise en place dudit monument?

4) Monsieur le Ministre peut-il encore m'expliquer ce qui a été réalisé avec le budget investi jusqu'à aujourd'hui?

Réponse (25.10.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

ad 1) Je voudrais informer Madame la Députée qu'il n'y a pas de retard dans les travaux concernant l'installation du monument national pour la mémoire de la Shoah. En effet, le contrat entre l'État luxembourgeois, la Ville de Luxembourg et l'artiste a été signé en date du 29 avril 2016. Il prévoit un délai d'exécution de 24 mois après la signature.

Comme Madame la Députée fait référence, dans sa question, aux budgets prévus pour la création de ladite œuvre d'art, je voudrais lui indiquer que les modalités de paiement prévoient les paiements suivants: 65.000 € à la signature du contrat; 140.000 € en 2017 répartis sur douze mois et le solde de 120.000 € à la réception de la sculpture au premier trimestre 2018. Ces montants sont partagés entre le Gouvernement et la Ville de Luxembourg.

ad 2) L'emplacement du monument correspond au choix exprimé par la communauté juive et agréé par la Ville de Luxembourg et le Gouvernement et se trouve au Boulevard Roosevelt sur la place entre la Cathédrale et l'ancien couvent Sainte-Sophie.

Le sculpteur a également été proposé par la communauté juive. Il s'agit de Monsieur Shelomo Selinger, sculpteur et dessinateur franco-israélien, survivant des camps de concentration de Flossenbürg et de Theresienstadt, officier de la Légion d'honneur, et dont les œuvres se trouvent entre autres à Yad Vashem (monument aux Justes parmi les nations), à Bosen en Allemagne (Requiem pour les Juifs d'Allemagne) ou encore au mont Carmel à Haïfa.

ad 3) L'inauguration du monument se fera en date du 17 juin 2018.

ad 4) Le budget investi jusqu'à présent a été utilisé pour les gages de l'artiste.

Question 3355 (16.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **conservation, protection et mise en valeur du patrimoine bâti de Vianden:**

Wann een duerch Veianen geet, fält engem op, datt villes, wat kulturell wäertvoll an erhalenswäert erschéngt, an engem schlechten Zoustand ass.

Dowéinst wollt ech den Här Kulturminister bieden, mir dës Froen ze beäntweren:

1. De Kräizgang bei der Trinitarierkierch ass ongefleegt a verdreckst. Ass de Stat fir den Ënnerhalt vum architektonesch wäertvolle Komplex zoustänneg? Wa jo, wéi ass et méiglech, datt de Stat net besser fir den Ënnerhalt vun enger kulturell a reliéis esou wäertvoller Plaz suergt?

2. An der Haaptstrooss sinn eng Rei vun historeschen Haiser verfall oder an engem schlechten Zoustand a stinn zum Verkaf. Ass de Stat dorun interesséiert, déi Haiser ze kafen an ze renovéieren?

3. Wat mécht de Stat, fir d'Kandidatur vu Veianen, fir op d'Lëscht vum Weltkulturierwe vun der Unesco opgeholl ze ginn, ze ënnerstëtzen? Ass, zesumme mat de kommunalen Autoritéiten, e Plang ausgeschafft ginn, fir Veianen ze erhalen, ze restauréieren an nach méi schéin ze maachen?

Réponse (20.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

D'Gebai vum fréieren Trinitarierklouschter mam Kräizgang zu Veianen gehéiert dem Stat an d'Administration des bâtiments publics (ABP) ass dofir zoustänneg. Vu datt dëse Komplex zënter enger Zäit eidel steet, gouf vun der ABP, zesumme mam Service des sites et monuments nationaux (SSMN), ee Projet entwéckelt, fir op där Plaz eng Jugendherberg ze installéieren an déi historesch Substanz ze restauréieren. D'Aarbechten un dësem Projet fänken 2018 un. De Kräizgang gëtt an de Projet mat abezunn. D'Trinitarierkierch ass als nationalt Monument klasséiert an dat aalt Klouschter ass an der Prozedur, fir klasséiert ze ginn.

De Stat ass net dorunner interesséiert, zu Veianen Haiser opzekafen. Den SSMN huet an de leschte fënnef Joren 51 Restauratiounen zu Veianen mat Privatleit begleet, subventionéiert an ofgeschloss. Am Moment si ganzer 55 weider Dossieren op, dorënner e Pilotprojet op Nummer 94 op der Haaptstrooss: En Haus, dat d'Gemeng kaaft huet an dat elo mat der Hëllef vum Stat restauréiert gëtt, fir datt do sozial Wunnengen entstinn.

Den Dossier, deen d'Associatioun „Les Amis du Château de Vianden asbl" zesumme mam Kulturministère un d'Unesco geschéckt hat, fir d'Veianer Schlass als Weltkulturierwe klasséieren ze loossen, ass viru Joren op e Refus gestouss. Leider ass et net méiglech, en neien Dossier bei der Unesco eranzereechen, well e Refus definitiv ass.

Den SSMN ass amgaang, d'Gemeng ze beroden, fir e ganz effiziente kommunale Schutz fir den historesche Kär am neie PAG ze verankeren. Zesumme mat enger Rei nationaler Protektiounen ass dat den effizientste Wee, fir dat gebauten Ierwen zu Veianen ze erhalen a weider Restauratiounen ze encouragéieren, déi vum Stat kënnen ënnerstëtzt ginn.

Question 3356 (16.10.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **notation du Luxembourg:**

Le 20 novembre 2012, lefigaro.fr relevait que «dans la zone euro, seuls quatre pays ont la meilleure note attribuée par les trois principales agences de notation: Moody's, Fitch et Standard & Poor's». Il s'agissait à l'époque de l'Allemagne, de la Finlande, des Pays-Bas et du Luxembourg. Les pays disposant d'une notation de première qualité devenaient pour ainsi dire des «dying species».

En novembre 2013, Standard & Poor's retire le «triple A» aux Pays-Bas. L'année d'après, c'est au tour de la Finlande de perdre sa notation «AAA».

Durant tout ce temps, i. e. durant la pire crise économique et financière que connut le monde depuis le krach boursier de 1929, le Grand-Duché de Luxembourg a pu garder sa notation la plus élevée auprès des trois principales agences de notation, seules les perspectives du Luxembourg ont été relevées de négatives à stables par Standard & Poor's en janvier 2013 et Moody's en février 2014.

Et pourtant, dans une interview accordée récemment au journal en ligne paperjam.lu. Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État déclarait: «Nous [i. e. le Luxembourg] étions à deux doigts de perdre notre «triple A».

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Luxembourg n'a pas perdu sa notation de première qualité durant les années de crise?

- Sur quelles informations, Monsieur le Ministre table-t-il pour affirmer que le Luxembourg était à deux doigts de perdre son «triple A»?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de pays de la zone euro disposaient au 1er janvier 2012 de la meilleure notation par les trois principales agences de notation? Combien de ces pays avaient perdu ce score à la fin 2013?

Réponse (15.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le 5 décembre 2011 le Luxembourg a été placé sous «CreditWatch negative» par l'agence S & P. Ceci constitue typiquement une étape préliminaire à une révision à la baisse de la perspective ou de la notation elle-même. C'est ainsi que S & P a annoncé le 13 janvier 2012 un abaissement de la perspective de «stable» à «négative». Cet abaissement avait été motivé par les interrogations relatives à la stabilité de la zone euro durant la crise de la dette souveraine ainsi que par la fragilité de l'économie et des finances publiques luxembourgeoises constatée à l'époque. Dans ce contexte, il convient de rappeler qu'entre 2007 et 2012, la dette publique était passée de 7,8% du PIB à 21,7% et que les projections laissaient augurer une poursuite de cette tendance sur les années à venir.

Le 23 juillet 2012 l'agence Moody's a également annoncé l'abaissement de sa perspective «stable» à la perspective «négative» pour la notation «Aaa» du Luxembourg, et ce pour des raisons similaires à celles énoncées par S & P quelques mois plus tôt. Dans son communiqué de presse paru à la même date, Moody's a notamment relevé les risques découlant d'une hausse trop importante de la dette publique du Luxembourg, en notant que: «Luxembourg's Aaa rating could potentially be downgraded if Moody's were to observe a large increase in the government's debt burden.»

Le 14 janvier 2013 S & P a annoncé que la perspective pour la notation «AAA» du Luxembourg est de nouveau reconduite à une perspective «stable», suite à la stabilisation de la situation conjoncturelle au sein de la zone euro.

Le 13 décembre 2013, soit quelques jours après l'entrée en fonctions du Gouvernement, S & P a confirmé à nouveau la perspective «stable» pour le «AAA» du Luxembourg. Cette confirmation était toutefois loin d'être assurée, au regard du contexte marqué à l'époque par de nombreuses incertitudes autour des perspectives économiques et financières du Grand-Duché. En effet, toute une série de facteurs, dont le Gouvernement avait hérité au moment de sa prise de fonctions, avait suscité des interrogations de la part de nombreux observateurs, à savoir notamment:

1) l'évaluation par le Forum mondial selon laquelle le Luxembourg était «non-compliant» en matière d'échanges d'informations sur demande, ainsi que le risque réputationnel attaché à cette situation;

2) l'impact potentiel du passage à l'échange d'informations automatique dans le secteur bancaire tel qu'il avait été estimé à l'époque par le Statec;

3) la répercussion imminente de la perte des recettes de TVA liées au commerce électronique dont l'arrivée était pourtant connue depuis 2007;

4) la perspective d'un dérapage substantiel des finances publiques, à politique inchangée, telle projetée par le Comité de prévision dans sa note au formateur en novembre 2013.

Dans sa confirmation de la perspective «stable», S & P a précisément tenu compte des engagements concrets qui ont été pris par le Gouvernement dès son entrée en fonction et dans son programme, pour faire face aux risques précités. S & P a souligné dans son communiqué du 13 décembre 2013 que: «we expect policy consensus will continue to support strong public finances», tout en ajoutant que: «we understand that the coalition will introduce a multi-annual fiscal framework toward the second quarter of 2014. An already-announced increase in the overall VAT rate (from 15%) is expected in 2015, which will somewhat offset the decline in e-commerce-related VAT revenues».

Le 28 février 2014, et donc quatre mois après l'entrée en fonction du Gouvernement, Moody's a confirmé le «Aaa» et l'agence a en même temps annoncé avoir revu à la hausse la perspective du Luxembourg, de «négative» à «stable». Dans la décision afférente, Moody's s'est référé de manière explicite à l'action proactive du Gouvernement, en estimant que: «medium to long-term challenges in the economic and public finance sphere will continue to be proactively addressed by the authorities».

Dès son entrée en fonction, le Gouvernement a donc œuvré en faveur de la relance économique et du rétablissement des finances publiques du pays, comme en atteste la confirmation du «AAA» quasi immédiate par S & P en décembre 2013, avec perspective «stable», et la révision à la hausse de la perspective par Moody's en février 2014.

Au regard des éléments ci-devant, on voit que l'inaction aurait sans doute mené à la perte de la notation «AAA» du Luxembourg.

Depuis, les confirmations successives de la notation «AAA» et de la perspective «stable» par les agences S & P et Moody's (ainsi que par Fitch et DBRS) montrent que l'action déterminée du Gouvernement a clairement porté ses fruits. L'équilibre budgétaire a été durablement rétabli, la dette publique stabilisée bien en dessous du seuil de 30% du PIB et l'amélioration de la situation conjoncturelle du Luxembourg est désormais confirmée par la totalité des observateurs nationaux et internationaux.

Ceci a permis au Gouvernement d'assurer le maintien du «triple A» auprès de toutes les agences de notation, tout en dégageant la marge de manœuvre nécessaire pour mettre en œuvre une politique d'investissement ambitieuse ainsi qu'une réforme fiscale renforçant sensiblement le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité de nos entreprises.

La plus récente analyse publiée par Moody's, datant du 10 octobre dernier, relate ainsi que: «Notwithstanding the e-commerce related VAT tax loss over the past two years, the authorities have maintained strong public finances.»

S & P a noté dans sa plus récente analyse, datant du 15 septembre dernier, que: «[t]he stable outlook reflects our expectation that, over the next two years, Luxembourg will maintain strong credit metrics while effectively managing change in international fiscal and financial regulations».

Quant à la deuxième question de l'honorable Député, il convient de noter que l'historique des notations conférées par les trois principales agences peut être consulté sur les sites Internet respectifs de chacune des agences. À l'heure actuelle, seuls trois États membres de la zone euro bénéficient du «AAA» auprès des trois principales agences, à savoir l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg.

Question 3357 (17.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **recrutement dans la fonction publique:**

Zënter Joren ass an all Budget eng substanziell Erhéijung vun der Zuel vun de Mataarbechter vu staatleche Ministèren an Administratioune virgesinn. Dës déngt ganz sécher der Verbesserung vun de staatleche Leeschtungen am Déngscht vum Bierger, et ass awer och eng Politik, déi net ouni Konsequenzen op den Aarbechtsmaart ass an déi och eng Rei vu budgetären Implikatiounen huet.

Dowéinst wollt ech dës Froen un den Här Minister fir déi ëffentlech Fonctioun stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de staatleche Mataarbechter pro statutarescher Kategorie, pro Joer a pro Ministère respektiv Administratioun, vun 2010 bis 2017 verännert?

2. Wéi ass déi Entwécklung, no deene selwechte Kritären, bei den ëffentlechen Etablissementer?

3. Wéi e prozentualen Impakt hunn déi staatlech a parastaatlech Rekrutementer op den nationalen Aarbechtsmaart (esou wéi den Term vum Statec gebraucht gëtt), opgefächert no Bildungsniveau?

4. Wéi vill Auslänner schaffen am Ableck beim Stat, a wéi enge Funktiounen a vu wéi engen Nationalitéiten?

5. Wéi eng Implikatiounen op de Statsbudget haten an hunn déi Entwécklungen?

6. Huet d'Regierung eng Virstellung doriwwer, wéi grouss dée staatlechen an dee parastaatleche Secteur solle maximal wuessen, fir och weiderhin e qualitativ héichwäertege Rekrutement am private Secteur kënnen ze erméiglechen?

Réponse (27.11.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

ad 1.-3. D'Tableauen hei ënnen drënner ginn eng Iwwersiicht vun der Evolutioun vun de Mataarbechter beim Stat tëscht 2010 an 2017 no Bildungsniveau, statutarescher Kategorie a grousser Rubrik:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

Déi ëffentlech Etablissementer, de parastaatleche Secteur souwéi de Gemengesecteur falen

net an de Kompetenzberäich vum Minister vum ëffentlechen Déngscht, soudass mäin Departement keng Informatiounen zu der Entwécklung vun hire staatleche Mataarbechter huet.

Laut dem Statec waren am 2. Trimester 2017 405.844 Leit um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart aktiv, dovunner 82.175 (20,25%) am ëffentleche Secteur.[3]
[1]

ad 4. Den Undeel vu Leit, déi net déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn a beim Stat schaffen, läit bei 6,98%.

Den Tableau hei ënnen drënner gëtt eng Iwwersiicht iwwert d'Zuel vun den Netlëtzebuerger, déi an deene Verwaltunge schaffen, déi net duerch de „règlement grand-ducal du 19 avril 2016 portant modification du règlement grand-ducal du 12 mai 2010 déterminant les emplois dans les administrations de l'État et les établissements publics comportant une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public" viséiert sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5. D'Personalkäschten hu sech zanter 2014 folgendermoossen entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 6. Am Virfeld vun all Budgetsjoer gëtt an all Ministère eng Evaluatioun gemaach vun de Renforcementer. Déi validéiert Zuel un Neiastellunge fënnt sech am Projet vum Budget fir dat neit Joer iwwert den Numerus clausus erëm.

Question 3358 (17.10.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **ligne ferroviaire Luxembourg - Bettembourg:**

Selon les informations diffusées sur le site «paperjam.lu» du 16 octobre 2017, la mise en service de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg - Bettembourg serait prévue d'ici 2024. En réponse à ma question parlementaire n°2071, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a cependant annoncé l'achèvement des travaux de construction de la nouvelle ligne ferroviaire pour 2022.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la mise en service de la ligne Luxembourg - Bettembourg pour 2024?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce retard?

- Quelles en seraient les répercussions sur la ligne Volmerange-les-Mines - Luxembourg au cas où la fin des travaux sur la ligne Luxembourg - Bettembourg n'était prévue qu'en 2024?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le calendrier de la mise en place de liaisons directes entre Bettembourg et Luxembourg, liaisons qui sont actuellement partiellement suspendues jusqu'au 12 décembre 2022?

Réponse (27.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les CFL prévoient une mise en service partielle de la nouvelle ligne Luxembourg - Bettembourg pour 2024.

En considérant que même si la plupart des acquisitions des terrains nécessaires pour la construction de la ligne se sont bien déroulées, l'État n'est toujours pas en possession de tous les terrains.

Afin de réduire l'impact des travaux sur la qualité du service offert aux clients, les CFL visent à réaliser la plupart des travaux dans les périodes de vacances scolaires et le nombre des chantiers d'envergure réalisés simultanément est limité en fonction de la disponibilité en nombre suffisant de bus de substitution.

Une récente étude de nouveaux concepts horaires à court et à moyen terme a mis en évidence la nécessité d'adapter les infrastructures ferroviaires à différents endroits répartis sur l'ensemble du réseau. Les travaux doivent se faire dans un ordre déterminé de sorte que le renouvellement du poste directeur à Bettembourg, indispensable afin de raccorder la nouvelle ligne, est prévu pour 2023.

En ce qui concerne la desserte de Dudelange et Volmerange-les-Mines, les CFL s'efforcent, comme sur le reste du réseau, d'offrir toujours la meilleure offre en fonction des possibilités des infrastructures, que ce soit pour la mise en service partielle ou définitive de la nouvelle ligne. Les études précitées prévoient deux trains directs par heure reliant Volmerange-les-Mines à Luxembourg.

Question 3359 (18.10.2017) de **MM. Gusty Graas, Edy Mertens** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant les **problèmes liés au médicament Levothyrox®:**

La presse luxembourgeoise a récemment évoqué la polémique sur le Levothyrox®, qui secoue actuellement la France. Médicament incontournable pour les patients souffrant d'une hypothyroïdie, la substance active (la lévothyroxine sodique) figure parmi les molécules les plus vendues en pharmacie.

Or, après un changement de la composition du médicament, de nombreux patients sous traitement ont évoqué des effets secondaires épouvantables. En France, les centres régionaux de pharmacovigilance ont reçu 146.333 signalements dont 5.062 cas graves et quatre décès. Les effets les plus fréquemment rapportés sont la fatigue, les maux de tête, l'insomnie, les vertiges, les douleurs articulaires et musculaires et la chute de cheveux.

Selon le communiqué de l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé en France), ces effets indésirables sont cependant causés par un «déséquilibre thyroïdien» et non pas par la nouvelle formule du médicament.

Depuis début octobre, des médicaments génériques contenant l'ancienne formule sont de nouveau disponibles dans les pharmacies françaises, mais la méfiance des patients vis-à-vis des autorités sanitaires persiste.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que le Levothyrox® nouvelle formule est aussi déjà commercialisé sur le marché luxembourgeois?

- Est-ce qu'il y a déjà eu des signalements pareils au Luxembourg? Dans l'affirmative, quel est le nombre de signalements?

Réponse (15.11.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le Levothyrox® nouvelle formule (NF) n'a pas d'autorisation de mise sur le marché au Luxembourg.

Le Levothyrox® est le nom commercial d'un médicament contenant de la lévothyroxine sodique, commercialisé en France par le laboratoire Merck depuis de nombreuses années.

Une modification de la formule de Levothyrox® a été réalisée par le laboratoire Merck à la demande de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) afin d'améliorer la stabilité de la teneur en substance active sur la durée de conservation de ce médicament. Cette nouvelle formule du Levothyrox® a été distribuée en France à partir de mars 2017.

La France est le seul pays dans l'Union européenne qui commercialise actuellement le Levothyrox® NF. Les autres pays, dont le Luxembourg, commercialisent toujours l'équivalent du Levothyrox® ancienne formule (AF).

Au Luxembourg, le médicament à base de lévothyroxine sodique AF est commercialisé sous le nom d'Euthyrox®.

Il n'y a pas eu de signalements de ce type au Luxembourg, la spécialité actuellement sur le marché n'étant pas le Levothyrox® NF, mais l'Euthyrox®, ancienne formule du Levothyrox®. Les notifications concernent des patients traités en France.

Suite à l'introduction de cette nouvelle formule sur le marché français en mars 2017, un nombre très important de signalements de pharmacovigilance ont été réalisés, potentiellement liés à des perturbations de l'équilibre thyroïdien et ayant motivé l'ANSM à ouvrir une enquête de pharmacovigilance afin d'analyser l'ensemble des effets indésirables rapportés. Il est important de rappeler que la lévothyroxine est une hormone thyroïdienne de synthèse à marge thérapeutique étroite et pour laquelle la variabilité interindividuelle est grande.

Précisons que le nombre de signalements reçus par les centres régionaux de pharmacovigilance en France était de 14.633, dont 5.062 est le nombre de cas enregistrés dans la base de pharmacovigilance.

Question 3360 (18.10.2017) de **MM. Claude Haagen** et **Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **nouveau site du Lycée technique du Centre:**

En mai 2016 le Gouvernement a annoncé vouloir procéder à une réduction sensible de la population scolaire dans le quartier de Limpertsberg à Luxembourg-ville. Cette opération doit se traduire par le passage du nombre de lycéens de plus ou moins 8.000 actuellement à 5500 en 2018, avant d'atteindre quelque 1.500 élèves en 2025. Sont concernés, une partie des étudiants de l'Université du Luxembourg vers Belval, la délocalisation du Lycée Vauban au Ban de Gasperich en janvier 2018, le déménagement de l'école Waldorf au Kirchberg et celui du Lycée technique du Centre (LTC).

Dans sa réponse à la question parlementaire n°3124 du 11 juillet 2017, le Gouvernement indique que pour l'instant aucune décision concernant une nouvelle implantation du LTC n'a été prise, mais que le site actuel du P&R Luxembourg-sud figure parmi les sites en discussion.

Or, dans son rapport de 2010 relatif au projet de loi portant sur la construction à Gasperich de nouveaux bâtiments pour l'École française de Luxembourg et pour le Lycée et Collège Vauban, la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports avait retenu que l'établissement mis à disposition du Lycée Vauban ne l'était qu'à titre provisoire, celui-ci étant destiné in fine au Lycée technique du Centre. Il s'avère par ailleurs que d'après le rapport, le réaménagement des bâtiments en question a bien été effectué de manière à ce qu'ils puissent être repris par le LTC sans que de nouveaux travaux soient nécessaires.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Une décision concernant l'implantation définitive du LTC a-t-elle entre-temps été prise par le Gouvernement? Si oui, quel est le site retenu par le Gouvernement et pour quelles raisons?

- Pourquoi l'engagement politique pris en 2010 d'une reprise des bâtiments du Lycée Vauban par le Lycée technique du Centre a-t-il été abandonné, alors même que le réaménagement des bâtiments en question a été effectué dans cette optique?

Réponse commune (27.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Non, à l'heure actuelle, aucune décision concernant l'implantation définitive du LTC n'a été prise.

Le LTC a été construit dans les années 60 respectivement 80 et nécessite d'importantes adaptations voire rénovations; ceci est également valable pour l'annexe de l'LTC au Kirchberg. Entre-temps, notamment les obligations en matière de sécurité sont plus exigeantes et des études sont en cours pour déterminer si une nouvelle construction sur un nouveau site n'est pas plus favorable qu'une rénovation des infrastructures existantes. En effet, une rénovation du LTC, avec un grand nombre d'ateliers et de salles spéciales, en plusieurs phases et en assurant en continu le fonctionnement des cours s'avère particulièrement difficile.

La construction d'un nouveau bâtiment constituerait par conséquent un avantage considérable. Jusqu'à la fin des travaux de construction, le LTC saurait fonctionner sans perturbations sur ses deux sites actuels. En plus, l'implantation du LTC sur un nouveau site permettrait de délester davantage le quartier du Limpertsberg et de réunir les deux parties du LTC sur un même campus.

Pour tenir compte de l'évolution démographique et sociolinguistique du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement poursuit sa politique de diversification de l'offre scolaire publique et gratuite en complétant cette année-ci l'offre scolaire du Lycée Michel Lucius (LML) par l'enseignement international anglophone au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire.

Par conséquent, il a été décidé d'utiliser les locaux du Lycée Vauban, dont l'aménagement initial se prête à tout type d'enseignement, à partir de la rentrée scolaire 2018-2019 prioritairement pour la section anglophone de l'enseignement fondamental du LML.

Question 3361 (18.10.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **changement de la circonscription électorale:**

Am Kader vun de Wahlen hunn déi wahlberechtegt Awunner vu Koplescht iwwer e Referendum mat enger Majoritéit vun 63% de Wonsch geäussert, datt Koplescht dem Wahlbezierk Zentrum ugegliddert soll ginn.

Opgrond vun dësem Resultat wéilt ech dem Här Innenminister gär folgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung bereet, dem Wonsch vun de Kopleschter Wieler Rechnung ze droen?

2. Wat fir Konsequenzen hätt esou e Changement fir déi gesetzlech Opdeelung vun de Chambermandater an deenen eenzelne Bezierker?

3. Géif esou e Fall, wou eng eenzel Gemeng de Bezierk wiesselt, net och aner Gemengen encouragéieren, dem Wonsch vum Bezierkswiessel nozegoen?

4. Ass d'Regierung net der Meenung, et sollt een e generellen Debat iwwert de Wahlsystem féieren, bei deem d'Iddi vun engem eenzege Wahlbezierk fir d'ganzt Land diskutéiert gëtt?

Réponse (20.11.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Den Artikel 35 vum Gemengegesetz erlaabt et dem Gemengerot, d'Wieler ze froen, sech zu engem Sujet ze äusseren, dee vu kommunalem Interessi ass. D'Gesetz hält ausdrécklech fest, datt de Referendum nëmmen ee consultative Charakter huet. D'Modalitéite vun engem Referendum um kommunalen Niveau sinn duerch d'ofgeännert Reglement vum 18. Oktober 1989 gereegelt.

Doriwwer eraus ass, gemäss dem Artikel 51. (6) vun eiser Verfassung, d'Land a véier Wahlbezierker agedeelt.

De Süde mat de Kantonen Esch/Uelzecht a Capellen, den Zentrum mat de Kantone Lëtzebuerg a Miersch, den Norden mat de Kantonen Dikrech, Réiden, Wolz, Clierf a Veianen an den Oste mat de Kantone Gréiwemaacher, Réimech an Iechternach.

De Wahlbezierk, zu deem eng Gemeng gehéiert, hänkt also vum Kanton of, wou déi Gemeng dran ass. D'Gemeng Koplescht, déi am Kanton Capellen läit an dofir och am Wahlbezierk Süden, misst also an de Kanton Lëtzebuerg oder Miersch transferéiert ginn, fir an de Wahlbezierk Zentrum ze kommen.

Dëst ënnersträicht dann och, datt een dës Entscheedung an eng global Diskussioun iwwert d'Andeelung vun eisem Land a Wahlbezierker muss féieren, déi een eventuell kann ugoen, déi allerdéngs net virun den nächste Chamberwahle wäert ofgeschloss sinn.

Question 3362 (18.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom:**

Eng ONG ass kierzlech an d'Atomzentral vu Kettenuewen agebrach an huet e Freedefeier an d'Luucht geschoss. De Protest huet souwuel der Atomenergie am Allgemenge wéi och der Sécherheet um franséische Site op der Lëtzebuerger Grenz gegollt. D'Aktioun werft Froen op, déi ech heimat un den Här Premier Minister an un den Här Ausseminister wéilt riichten:

1. D'Lëtzebuerger Regierung huet bei de franséischen Autoritéiten intervenéiert, fir den Thema vun de Sécherheetsmoossnamen zu Kettenuewen unzeschwätzen, deenen hir évident Schwächt esou en Abroch leider méiglech gemaach hunn. Wéi hunn déi franséisch Autoritéite reagéiert?

2. Wéi beuerteelt d'Lëtzebuerger Regierung d'Zesummenaarbecht mat de franséischen Autoritéiten an de Bedreiwer vun der Atomzentral Kettenuewen, besonnesch am Hibléck op konkret Sécherheetsbedenken, déi sech stellen?

3. Wéi genee funktionéiert déi Zesummenaarbecht a wéi eng Instanze sinn op franséischer an op lëtzebuergescher Säit an déi Froen implizéiert? Wat proposéiert déi lëtzebuergesch Regierung, fir déi Zesummenaarbecht eventuell nach ze verstäerken an ze verbesseren?

[1] Statec, Population et emploi - Marché du travail, Emploi salarié intérieur par branche d'activité 1995-2017.

Réponse commune (15.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. D'Theme vun der Nuklearsécherheet an dem Straleschutz gi regelméisseg vun der Lëtzebuerger Regierung am Kader vun der Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire respektiv der Commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection ugeschwat.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr 3350 matgedeelt, hunn d'Madamm Minister fir Ëmwelt Carole Dieschbourg an den Här Ausseminister Jean Asselborn den 13. Oktober 2017 hire respektive franséischen Homologen d'Bedenken an d'Suerge vun der Regierung iwwert dësen Tëschefall matgedeelt. D'Lëtzebuerger Regierung huet an dësem Kontext och gefuerdert, dass d'Ëmstänn vun dësem Tëschefall missten opgeklärt ginn.

Déi franséisch Autoritéiten hunn hiert Verständnis fir dës Suergen ausgedréckt a sech bereet erklärt d'Resultater vun hirer Enquête mat der Lëtzebuerger Regierung ze deelen. D'Ausseministeren hunn zesummen decidéiert eng ausseruerdentlech Reunioun vun der Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire anzeberuffen, fir den Detail vum Tëschefall ze beliichten an eventuell Sécherheetsmoossnamen ze beschwätzen.

ad 2. Eis Zesummenaarbecht mat den zoustännege franséischen Autoritéiten an dem Bedreiwer vun der Atomzentral Cattenom, Électricité de France (EDF), konnt an de leschte Jore verdéift a verbessert ginn. Am Kader vun der Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire, gëtt et e regelméissegen Austausch tëschent den Experten iwwert d'Aarbechten an der Atomzentral zu Cattenom, d'Moossnamen, déi geplangt sinn, an d'Noutfallpläng. No all Reunioun gëtt e Communiqué de presse mat de Konklusioune publizéiert.

Fir déi enk Zesummenaarbecht schwätzt och d'Participatioun vun de Lëtzebuerger Autoritéiten um Noutfallexercice um Site vun der Atomzentral zu Cattenom de 17. Oktober 2017.

ad 3. D'Zesummenaarbecht tëschent de Lëtzebuerger an de franséischen Autoritéite baséiert op engem Accord vum 11. Abrëll 1983 iwwert den Austausch vun Informatiounen am Fall vun engem Tëschefall oder Accident mat méigleche radiologesche Konsequenzen. Dës Zesummenaarbecht ass 1994 mat der Kreatioun vun der Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire institutionaliséiert ginn. Dës Kommissioun bréngt eemol am Joer d'Experte vun den zoustännegen Autoritéiten zesummen, fir iwwert d'Aarbechten an der Atomzentral Cattenom, d'Sécherheetsmoossnamen an d'Noutfallpläng ze beroden. Déi 15. Reunioun vun dëser Kommissioun huet den 2. Februar 2017 zu Lëtzebuerg am Bausseministère stattfonnt.

An der Commission mixte sëtzen, op franséischer Säit, Vertrieder vun der Autorité de sûreté nucléaire, dem Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, dem Ausseministère, dem Service interministériel de défense et de protection civile an EDF Cattenom. Déi Lëtzebuerger Delegatioun stellt sech aus Vertrieder vum Ausseministère, der Division de la radioprotection (Gesondheetsministère), an dem Ministère vum Interieur zesummen.

Am Kader vun dëse Reunioune si Protokoller ausgeschafft ginn, fir d'Kommunikatioun tëscht de jeeweilegen Instanzen och iwwert d'Joer ze regelen. Zum Beispill ass festgeluecht, datt de Bedreiwer EDF bei Tëschefäll déi Lëtzebuerger Instanzen direkt per Telefon informéiert. An engem Eeschtfall kann dësen Informatiounsaustausch och iwwer ee geséchert Satellittekommunikatiounssystem lafen, de sougenannte SELCA. Am Ablack schaffen déi zwou Säiten drun, fir d'Koordinatioun vun de Moossnamen am Fall vun engem Accident weider ze verbesseren. Dëst ass an der uewegenannten Noutfallübung vum 17. Oktober erfollegräich getest ginn.

Question 3363 (18.10.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **traitement des réclamations soumises au directeur des contributions directes:**

Le rapport d'activité de l'Administration des contributions directes pour l'exercice 2016 (le «Rapport») fait apparaître les chiffres suivants, directement ou par addition:

	2016	Période de 2010 à 2016
Réclamations introduites	1.226	7.359*
Réclamations vidées par décision directoriale	914	4.685*

* Addition de chiffres fournis par le Rapport

Sur une période de sept ans, le nombre de réclamations non vidées par décision directoriale s'élève à 2.674, soit plus de 36% des réclamations introduites. La jurisprudence a eu l'occasion de rappeler l'obligation légale du directeur de l'Administration des contributions directes de répondre et l'importance de cette décision pour le contribuable qui doit pouvoir apprécier en pleine connaissance de cause l'opportunité de saisir ou non le tribunal administratif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien des réclamations introduites sur la période 2010 à 2016 ont fait l'objet d'un retrait par le contribuable?

- Quel est le nombre de réclamations en stock (i. e. réclamations introduites n'ayant fait l'objet ni d'un retrait par le contribuable, ni d'une décision directoriale) sans considération de la date d'introduction de la réclamation? Comment ce stock se répartit-il par année et par catégorie de contribuable (i. e. en distinguant entre les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des collectivités et les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques)?

- Les réclamations introduites sont-elles traitées par ordre d'inscription au rôle du contentieux tenu par la Division contentieux de l'Administration des contributions directes? Si tel n'est pas le cas, quelles sont les raisons d'un traitement non chronologique? En cas de répartition des réclamations par catégorie (p. ex. par nature d'impôt ou catégorie de contribuable), l'ordre chronologique est-il respecté à l'intérieur d'une même catégorie?

- Quel est le pourcentage des décisions directoriales rendues en 2016 et sur la période 2010 à 2016 qui ont été (i) entièrement en faveur du contribuable, (ii) partiellement en faveur du contribuable et (iii) en défaveur du contribuable?

Réponse (20.11.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Avant l'introduction des juridictions administratives, la mission de trancher en tant que juge de première instance, dans le cadre des réclamations portées contre les bulletins d'impôt au sens large ainsi que les décisions administratives à caractère individuel, avait été attribuée au directeur des contributions, ses décisions ayant été susceptibles du contrôle du Comité du contentieux du Conseil d'État statuant en juge d'appel.

Lors de la passation du pouvoir juridictionnel aux tribunaux administratifs, la mission du directeur, dans le cadre des réclamations, fut redéfinie sans pour autant être abandonnée, de sorte qu'il est toujours appelé à trancher sur les réclamations et recours hiérarchiques formels introduits contre des décisions des bureaux d'imposition, mais non plus avec l'autorité du juge. Dans ce contexte, les réclamations et recours hiérarchiques doivent nécessairement être introduits auprès de cet organe de l'administration sous peine que le recours direct au tribunal administratif ne soit déclaré introduit omisso medio. S'il incombe au directeur de trancher par décision sur réclamation ou sur recours hiérarchique formel, les réclamants ne sont néanmoins pas tenus d'attendre une telle décision au-delà d'une période de six mois. Passé ce délai, il leur est loisible de porter recours contre le bulletin d'impôt litigieux devant le tribunal administratif. Le dépôt devant les juridictions administratives d'un tel recours a pour conséquence immédiate le dessaisissement du directeur dans l'affaire litigieuse, inhibant toute suite de la procédure devant l'instance administrative. Le nombre des réclamations non vidées par décision directoriale tient dès lors compte, entre autres, des affaires qui n'ont pas pu être clôturées dans les six mois et qui ont été portées devant le juge avant notification d'une décision directoriale sur la réclamation. Ce nombre se chiffre à 126 pour la période de 2010 à 2016.

2010	2011	2012	2013
12	19	15	19
2014	2015	2016	Total
15	28	28	126

En ce qui concerne le nombre des affaires dont se sont désistés postérieurement les réclamants, leur nombre s'établit, pour les années 2010 à 2016, à un total de 141.

2010	2011	2012	2013
27	12	10	19
2014	2015	2016	Total
19	23	31	141

L'enregistrement au rôle du contentieux directorial ne distingue pas selon assujettissement à l'impôt sur le revenu des collectivités ou à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, mais selon le genre et la nature du bulletin ou de la décision attaqués, tels:

Bulletin établissant une valeur unitaire:

- Propriété immobilière

- Fortune d'exploitation

Bulletin d'établissement séparé d'une base d'imposition

Bulletin d'établissement séparé et en commun de bases d'imposition

Bulletin d'impôt:

- Impôt sur le revenu

- Impôt sur le revenu des collectivités

- Impôt sur la fortune

- Impôt commercial communal

- Fixation des avances

Bulletin d'appel en garantie

Décisions discrétionnaires des bureaux d'imposition:

- Comminations et fixations d'astreintes

- Décisions de refus

· Délais de paiements

· Sursis à exécution

Sous l'identifiant d'un seul numéro de rôle du contentieux peuvent d'ailleurs figurer des réclamations contre plusieurs bulletins de type ou de nature différents, souvent émis à la même date, ou, selon la présentation qui en est faite par le réclamant, contre des bulletins concernant plusieurs années d'imposition.

En principe, les réclamations sont traitées dans l'ordre chronologique de leur introduction auprès du directeur des contributions. Il se peut cependant que des raisons objectives justifient un traitement accéléré, dans l'intérêt du réclamant ou de l'État. Tel est p. ex. le cas pour les réclamations contre l'inscription d'une classe d'impôt sur la fiche de retenue ou contre un bulletin de fixation des avances ou encore contre un bulletin d'appel en garantie où une décision rapide est nécessitée dans l'intérêt du contribuable alors que dans des situations à impact budgétaire important, fût-ce à cause d'une multitude de cas identiques ou à cause de dossiers isolés liquidant des cotes d'impôt importantes, il échet de réagir rapidement dans l'intérêt de l'État. Il en est de même lorsqu'il est particulièrement important qu'une interprétation que fait l'administration de la loi ou qu'une pratique administrative soit étayée et motivée, tel que dans une décision directoriale, alors que le recours au tribunal administratif, après plus de six mois de silence du directeur, est exercé contre le bulletin d'impôt même qui n'établit que les bases d'impôt et fixe l'impôt sans pour autant en développer textuellement les motifs.

Contrairement à ce qui est le cas pour les tribunaux administratifs, le directeur des contributions est appelé, en vertu du § 243 de la loi générale des impôts à réexaminer le bulletin d'impôt dans son intégralité, donc au-delà de ce que demande ou relève le réclamant. Il arrive donc fréquemment que l'instruction au contentieux révèle des imperfections dans la déclaration du réclamant résultant en des bases d'imposition erronées ou une présentation des faits divergeant de celle qui fut à l'origine de l'imposition ou encore des erreurs d'appréciation ou d'interprétation du bureau d'imposition. Il n'est dès lors pas inusuel que la décision directoriale modifie le bulletin d'impôt attaqué sur plus d'un point, relevé ou non par le réclamant, et établit de nouvelles bases d'imposition et de nouvelles cotes d'impôt, en faveur ou en défaveur du réclamant, qui sont fréquemment la résultante de beaucoup facteurs qui ne se laissent pas retracer aux objets et moyens invoqués par les réclamants. Il s'ensuit qu'il ne saurait être distingué, en ce qui concerne les décisions sur réclamation, qu'entre les décisions modifiant une cote ou base d'impôt, celles qui rejettent la réclamation, celles qui la déclarent irrecevable ou encore celles qui annulent un bulletin d'impôt pour erreur de droit et, en ce qui concerne les décisions sur recours hiérarchique, entre celles qui confirment, celles qui modifient et celles qui annulent la décision discrétionnaire.

S'il est vrai que le nombre des réclamations pendantes est non négligeable, il ne faut pas perdre de vue que le nombre total de réclamations introduites auprès du directeur est, depuis quelques années, très élevé.

Question 3364 (19.10.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **stockage d'herbicides contenant du glyphosate:**

Les herbicides chimiques contenant du glyphosate sont les plus vendus mondialement. Au cours des dernières années, un nombre croissant d'études scientifiques a relevé des doutes quant à l'innocuité du glyphosate. Les inquiétudes portent en particulier sur les effets nocifs du glyphosate sur la santé humaine et plus précisément sur le système hormonal, et son impact sur l'environnement.

Depuis le 20 mars 2015, le glyphosate est classé comme «probablement cancérogène» par le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé (CIRC). Le 12 novembre 2015, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA) a estimé au contraire qu'il était improbable que le glyphosate présente un risque cancérogène pour l'homme. En cas de doute quant à la sécurité d'un tel agent chimique, le principe de précaution devrait prévaloir.

Étant donné que l'autorisation du glyphosate expire le 31 décembre 2017, et que les États membres ne parviennent pas à s'entendre sur le sujet depuis des années, l'avenir de cet agent actif reste très incertain. Face au risque de non-prolongation de l'autorisation, des agriculteurs en France auraient entre-temps commencé à acheter et stocker en grande quantité des herbicides à base de glyphosate.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Quelle quantité de produits «professionnels» contenant du glyphosate a été vendue au Luxembourg en 2014, 2015, 2016 et pendant le premier semestre de 2017? Peut-on constater une hausse de la vente et des importations de ces produits?

2) Quelles quantités d'herbicides contenant du glyphosate sont stockées au Luxembourg par les revendeurs et les exploitations agricoles respectivement?

3) La loi relative aux produits phytopharmaceutiques de 2014 exige que les conseillers dans le domaine des produits biocides reçoivent une formation spécifique, et interdit aux revendeurs de pesticides de conseiller les utilisateurs professionnels en la matière. Ces dispositions sont-elles appliquées? Combien de conseillers ont déjà reçu une formation?

4) Le Plan national «pesticides», vise la réduction de l'utilisation des pesticides au Luxembourg. Combien d'agriculteurs ont reçu des formations ou conseils pour soutenir leurs efforts de transition vers une agriculture avec moins, voire sans pesticides?

Réponse (22.11.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) Jusqu'à présent le Statec a collecté annuellement les données de vente de produits phytopharmaceutiques (PPP) auprès des principaux distributeurs locaux pour les communiquer à Eurostat. Ces données sont soumises à des règles de confidentialité strictes et ne sont pas publiées par le Statec. Le règlement grand-ducal du 26 septembre 2017 relatif à la vente, à l'utilisation et au stockage des produits phytopharmaceutiques dispose qu'à l'avenir, ces données sont à transmettre à l'Administration des services techniques de l'agriculture.

Parallèlement, tel que prévu par l'article 67 paragraphe 3 du règlement (CE) n°1107/2009, le Service de la protection des végétaux a demandé le 9 février 2017 à l'industrie phytopharmaceutique, titulaire des autorisations de mise sur le marché de PPP au Luxembourg, de fournir des informations sur les volumes de ventes des PPP couvrant l'année 2017. Ces informations me parviendront pour le 31 mars 2018 au plus tard.

À noter que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a publié des statistiques sur l'utilisation du glyphosate et d'autres substances actives dans le domaine agricole: http://www.ma.public.lu/actualites/avis/20161117/index.html. Ces sta-

tistiques se basent sur des données issues du réseau de comptabilité géré par le Service d'économie rurale.

ad 2) Il n'existe pas de dispositions légales obligeant les utilisateurs de PPP à communiquer des informations portant sur leurs stocks de PPP au service de la protection des végétaux.

C'est seulement sur demande que les distributeurs de PPP doivent communiquer des informations portant sur leurs stocks de PPP au service, tel que prévu par l'article 67 du règlement (CE) n°1107/2009. Jusqu'à présent il n'a été recouru à cette disposition qu'en cas de contrôles spécifiques sur place auprès des distributeurs. Les stocks de PPP ne sont pas communiqués de façon régulière ou systémique.

ad 3) La loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques ne s'applique pas aux produits biocides mais seulement aux produits phytopharmaceutiques, ne contient pas de disposition interdisant aux distributeurs de PPP de conseiller les utilisateurs professionnels en la matière et dispose que les distributeurs et conseillers de PPP à usage professionnel doivent suivre les mêmes cours de formation.

Le règlement grand-ducal du 26 septembre 2017 relatif à la vente, à l'utilisation et au stockage des produits phytopharmaceutiques régit l'ensemble des différentes formations.

Dans le cadre de la mise en place de ces formations, quatre professeurs du Lycée technique agricole d'Ettelbruck et deux conseillers de la Chambre d'Agriculture ont suivi des cours de formation continue portant sur les PPP. Les cours pour les distributeurs et autres conseillers sont actuellement en phase de préparation.

ad 4) Le tableau suivant renseigne, pour l'année 2016, sur le nombre de prestations de conseil agricole, telles que définies par la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales et le règlement grand-ducal du 17 mai 2017 portant exécution des dispositions des chapitres 17 et 18 de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales. Les modules mentionnés visent directement ou indirectement une réduction du recours aux PPP par les agriculteurs.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

Question 3365 (19.10.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **nomination du nouveau recteur de l'Université du Luxembourg:**

Étant donnée la rapidité avec laquelle la nomination du nouveau recteur de l'Université du Luxembourg s'est imposée, il est permis de s'interroger sur les conditions exactes du processus de recrutement du nouveau recteur. En effet, dans une interview donnée par le président du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg à l'hebdomadaire «Land», le 8 septembre 2017, celui-ci déclare qu'il serait alors encore trop tôt pour savoir qui sera le nouveau recteur. En revanche, le président du conseil assure qu'il sera désigné au moment de la rentrée académique à savoir le 12 octobre 2017. Il s'exprime par ailleurs sur le processus de recrutement qui est à ce moment-là toujours en cours: «Es gab eine internationale Ausschreibung und es gingen Bewerbungen ein. Mehr kann ich auch deshalb nicht sagen, weil der Conseil de gouvernance eine Findungskommission eingesetzt hat. Ihr gehören die vier Ratsmitglieder aus dem universitären Bereich an, die Vertreter von Studenten und Professoren und siebentens ein Vertreter der Zivilgesellschaft. Zurzeit sieht die Findungskommission die Kandidaturen durch. In den nächsten Wochen bekommt der Conseil von ihr eine Shortlist, und dann ist es an den Gouverneuren, eine Entscheidung zu treffen. Zu ihr muss der Universitätsrat noch Stellung nehmen, und anschließend wird die Kandidatur über den delegierten Hochschul- und Forschungsminister dem Regierungsrat vorgeschlagen.»

En fait, la déclaration du président du conseil de gouvernance laisse entendre qu'un processus de recrutement aussi laborieux, bien qu'en cours, ne peut difficilement arriver à terme à la date prévue pour la rentrée académique. Or, le 6 octobre 2017, même pas un mois après la déclaration du président de l'université, la nomination du nouveau recteur a été rendue officielle par le Conseil de Gouvernement. Le lendemain, deux historiens de l'Université du Luxembourg publient un communiqué dans le «Luxemburger Wort», dans lequel ils font part de leurs inquiétudes à la fois concernant le profil scientifique et académique du recteur élu et par rapport à l'absence d'un débat démocratique impliquant au moins le personnel scientifique autour de cette nomination. Ainsi, la rapidité avec laquelle le nouveau recteur a été élu, semble même avoir dépassé les chercheurs de l'université, dont les critiques n'ont pas été écoutées, ni publiées à temps.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

1) Monsieur le Ministre peut-il me faire un plan chronologique détaillé du processus de recrutement du recteur de l'Université du Luxembourg?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quels organes de l'université n'ont pas été consultés durant le processus de recrutement?

3) Concernant les organes de l'université impliqués dans le processus de recrutement, Monsieur le Ministre peut-il me communiquer leurs avis, notamment l'avis du conseil de l'université, sur le choix retenu par les gouverneurs?

4) Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles étaient les qualifications scientifiques spécifiques des membres de la commission de sélection (Findungskommission) ainsi que les qualifications de la personne représentant la société civile?

5) Concernant cette commission de sélection, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si chaque membre a eu le même pouvoir décisionnel quant à la sélection des candidats shortlistés? Sinon quelle était la répartition de ce pouvoir de décision?

6) Monsieur le Ministre était-il au courant d'éventuels désaccords à l'intérieur de la commission de sélection et/ou parmi le personnel de l'université avec le candidat sélectionné, et ce avant sa nomination officielle?

7) Enfin, Monsieur le Ministre pense-t-il réagir aux critiques émises par les chercheurs de l'université dans le communiqué de presse précité, en instaurant un débat public autour du recrutement du nouveau recteur?

Réponse (15.11.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En guise de remarque introductive, je voudrais relever que le processus de recrutement et de nomination du nouveau recteur de l'Université du Luxembourg s'est déroulé selon les modalités prévues par la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Selon l'article 21 de la loi précitée, le recteur est nommé par le Grand-Duc sur proposition du conseil de gouvernance et après consultation du conseil universitaire. Pour être nommé recteur, le candidat doit avoir été professeur d'université. La fonction de recteur n'est pas soumise à une condition de nationalité.

En ce qui concerne la procédure et le calendrier de nomination d'un nouveau recteur, je m'étonne que l'honorable Député me pose une question dont la réponse a déjà été fournie aux députés et je me permets de renvoyer au procès-verbal de la réunion du 8 mai 2017 de la Commission parlementaire de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace, et notamment à l'exposé afférent du président du conseil de gouvernance.

En outre, je tiens à souligner que, pour la première fois dans le cadre de la procédure de nomination d'un recteur de l'Université du Luxembourg, le représentant des professeurs et le représentant des étudiants de l'Université du Luxembourg étaient membres de la commission de nomination avec droit de vote. De même, je tiens à préciser que le représentant des professeurs et le représentant des étudiants de l'Université du Luxembourg ont participé au conseil de gouvernance avec voix consultative et que la communauté universitaire a été informée le 7 mai 2017 de la procédure de recrutement du nouveau recteur par un appel international, avec l'aide d'une commission de nomination et par une procédure de recrutement répondant aux standards internationaux de qualité.

En ce qui concerne les trois premières questions de l'honorable Député, la Commission de nomination a siégé en juillet et en septembre 2017, où elle a proposé à l'unanimité une liste de candidats à inviter au conseil de gouvernance. Lors de la séance du 16 septembre 2017, en présence de la présidente de la délégation du personnel, le conseil de gouvernance a retenu à l'unanimité un candidat. Lors de la séance du 5 octobre 2017, le candidat s'est présenté au conseil universitaire. Suite à un échange entre le candidat et les membres du conseil universitaire, ce dernier a émis un avis positif. Le même jour, lors d'une séance extraordinaire, le conseil de gouvernance a proposé à l'unanimité le candidat. Par arrêté du 9 octobre 2017, le Grand-Duc a nommé Monsieur Stéphane Pallage à la fonction de recteur de l'Université du Luxembourg avec entrée en fonction au 1er janvier 2018, et ce pour un mandat de cinq ans.

En ce qui concerne la quatrième question, la Commission de nomination se composait comme suit:

- Prof. Dr Yvonne Flour (membre du conseil de gouvernance, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

- Prof. Dr Michel Goedert (membre du conseil de gouvernance, Medical Research Council Laboratory of Molecular Biology, Cambridge)

- Prof. Dr Kristín Ingólfsdóttir (membre du conseil de gouvernance, Université d'Islande)

- Prof. Dr Danilo Zavrtanik (membre du conseil de gouvernance, Université de Nova Gorica)

- Prof. Dr Raymond Bisdorff (représentant du corps académique au conseil de gouvernance, Université du Luxembourg)

- Monsieur Stijn Lamberigts (représentant des étudiants au conseil de gouvernance, Université du Luxembourg)

- Dr Gregor Baertz (chirurgien orthopédique, Luxembourg, Président du conseil d'administration du Luxembourg Institute of Health).

Je peux confirmer par ailleurs que chaque membre de la commission a eu le même droit de vote quant à la sélection des candidats invités.

Il résulte de ce qui précède que la procédure de recrutement a été parfaitement conforme à la loi précitée: la Commission de nomination a proposé à l'unanimité une liste de candidats à inviter au conseil de gouvernance lequel a retenu à l'unanimité un candidat et le conseil universitaire a émis un avis positif au sujet de ce candidat, qui a partant été proposé au Gouvernement en conseil.

Question 3366 (19.10.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **procédures d'autorisation de produits chimiques:**

Lors du Conseil «Environnement» du 13 octobre 2017, les ministres de l'Environnement des États membres ont discuté entre autres sur une procédure d'évaluation et d'autorisation des produits chimiques plus transparente, efficace et sûre.

Les procédures d'autorisation de produits chimiques, comme par exemple le glyphosate ou la discussion sur les critères relatifs aux perturbateurs endocriniens mettent en évidence l'importance d'avoir des procédures cohérentes, transparentes et compréhensibles pour le grand public. Or, récemment les «Monsanto Paper» ont révélé tout un système de prise d'influence du géant agrochimique américain Monsanto sur la littérature scientifique et sur les régulateurs et par la suite donc aussi sur des carences dans l'évaluation des risques du glyphosate dans l'UE. Ce scandale ainsi que de révélations additionnelles posent donc à nouveau la question de l'indépendance de l'évaluation scientifique des agences européennes. Ils révèlent aussi le fait que ces agences n'ont en fait ni les moyens ni le budget pour lancer des évaluations indépendantes et restent donc tributaires des études et données brutes fournies par l'industrie qui ne peuvent pas être publiées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quelle était la position de Madame la Ministre de l'Environnement lors de la réunion du conseil le 13 octobre 2017?

2) Est-ce que les agences européennes d'évaluation EFSA et ECHA ne devraient pas recevoir plus de moyens financiers et de ressources humaines pour permettre d'effectuer leurs propres évaluations de risques et ne plus devoir se fonder, comme pour l'évaluation du glyphosate, sur des études partiellement influencées par l'industrie?

Réponse commune (15.11.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

En effet, lors du Conseil «Environnement» du 13 octobre 2017 les trois pays France, Italie et Luxembourg ont introduit au conseil un point d'information plaidant pour une évaluation des substances chimiques plus transparente, plus efficace et plus sûre. Ce point a été supporté par cinq autres États membres.

Le point mis à l'ordre du jour a thématisé différents éléments qui devraient être mis en action afin de parvenir à un cadre qui permettrait de mieux gérer les effets globaux sur la santé humaine et sur l'environnement de certains produits chimiques, et par ailleurs répondre ainsi à l'attention croissante de la population par rapport aux effets potentiels des produits chimiques.

Les trois pays ont identifié deux vecteurs d'action qui peuvent être résumés comme suit:

1) adopter une stratégie globale et lisible sur les produits chimiques;

2) renforcer la confiance dans les mécanismes d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques.

Le cadre mis en place par le législateur européen rend responsables les industriels qui mettent des produits chimiques sur le marché.

Ainsi, ils doivent notamment financer et mettre à disposition l'ensemble des études nécessaires pour évaluer les risques liés à l'utilisation de leurs produits. C'est donc sur la base des études qu'ils fournissent, que les agences sanitaires, au niveau européen ou national, évaluent les risques liés à la mise sur le marché des produits.

Ce principe fondamental de la responsabilité du responsable de la mise sur le marché doit être maintenu.

Néanmoins, nous ne devons pas ignorer les critiques, émises par les citoyens européens qui reprochent un manque de transparence et d'indépendance par rapport au système en place. Des cas récents, comme par exemple la prolongation de l'autorisation du glyphosate ou la décision concernant les critères relatifs aux perturbateurs endocriniens, mettent en évidence l'importance d'avoir des procédures cohérentes, transparentes et compréhensibles pour le grand public en matière de mise sur le marché de produits chimiques.

Devant cette toile de fond la Ministre de l'Environnement a plaidé pour une revue du cadre légal permettant p. ex. aux agences EFSA (European Food and Safety Agency) et ECHA (European Chemicals Agency), de faire réaliser elles-mêmes des études complémentaires à celles fournies par l'industrie, sans remettre en cause le principe de responsabilité de l'industrie. Dans ce contexte, il faudrait également considérer d'une manière générale les moyens financiers mis à disposition des agences européennes chargées de l'évaluation des produits chimiques.

Question 3367 (19.10.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **nouveau système d'autosurveillance du diabète:**

Les patients atteints de diabète peuvent depuis un certain temps profiter d'un nouveau système d'autosurveillance qui se compose d'un capteur rond qui est posé simplement sur l'arrière du bras par le patient lui-même. Chaque minute, le capteur mesure le taux de glucose dans le liquide interstitiel grâce à un petit filament (5 mm de long et 0,4 mm de large) inséré juste sous la peau. Pour obtenir rapidement, et de manière indolore, la mesure de son taux de glucose, il suffit de passer le lecteur au-dessus de ce capteur.

Selon mes informations le remboursement se fait au Luxembourg pour les patients sous multi-injections d'insuline ou sous traitement par pompe à insuline. La Caisse nationale de santé (CNS) accorderait un remboursement maximal de 24 capteurs par an. En effet les capteurs sont sensés fonctionner pendant 14 jours, cependant, certains patients rencontrent des difficultés à maintenir opérationnel le capteur les 14 jours en question. Il s'agit notamment des enfants aux bras très fins, des décollements liés à la transpiration ou encore les personnes pratiquant régulièrement la natation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement peut-il confirmer les informations exposées ci-dessus?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que la CNS devrait rembourser davantage de capteurs, notamment pour les enfants concernés?

Réponse (20.11.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La CNS prend en charge à part les glucomètres classiques les lecteurs du type système flash d'autosurveillance du glucose ainsi que les capteurs en question, à condition que le médecin prescripteur certifie sur l'ordonnance que le patient diabétique nécessite des injections quotidiennes multiples d'insuline.

La prise en charge par l'assurance maladie couvre un capteur par 14 jours ce qui correspond à la durée de vie normale renseignée par le fournisseur. Par ailleurs les modalités de prise en charge des glucomètres n'ont pas été modifiées.

Le niveau de prise en charge par l'assurance maladie luxembourgeoise des prestations pour les personnes insulino-dépendantes correspond donc aux indications et dispositions légales en la matière. Ainsi, il n'est actuellement pas prévu d'apporter des modifications au niveau de la prise en charge du nombre de capteurs.

Néanmoins, la CNS surveille et revoit de façon continue ses conditions de prise en charge par rapport au besoin de la médecine factuelle et adaptera le niveau de prise en charge si ce besoin évolue.

Question 3368 (19.10.2017) de **MM. Claude Adam, Gérard Anzia** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **minerais de conflit:**

Le Bureau d'information du Parlement européen au Luxembourg en collaboration avec l'ONG Fairtrade Lëtzebuerg a récemment mis en avant la thématique des minerais de conflit lors d'une conférence intitulée «La vérité derrière nos smartphones! En finir avec le commerce des minerais de sang au détriment des droits de l'homme.»

De nombreux produits de notre quotidien sont fabriqués à partir d'étain, de tantale, de tungstène ou d'or. Derrière ces minerais se cache une réalité peu connue: leur extraction et leur commerce sont liés à des conflits et à des atteintes aux droits humains.

Afin de briser le cercle vicieux entre le commerce des minerais et le financement des conflits, l'Union européenne est parvenue à un accord autour de deux grands principes, en mars 2017. L'UE demande des contrôles obligatoires de «diligence raisonnable» pour les importateurs d'étain, de tungstène, de tantale et d'or et de leurs minerais provenant de zones de conflit ou à risques. Les grandes entreprises européennes de plus de 500 employés qui achètent ces minerais seront également encouragées à communiquer leurs pratiques d'approvisionnement. L'obligation du devoir de diligence pour les importateurs ne sera effective qu'à partir du 1er janvier 2021.

Ce règlement est uniquement un premier pas dans l'assainissement de la chaîne d'approvisionnement des minerais des conflits, cependant ce compromis n'assure pas la cohérence des politiques de l'UE en faveur de la paix, du développement et de la défense des droits humains du fait que les entreprises «downstream» (c.-à-d. les fabricants de produits semi-finis ou finis) seront non concernées par le règlement européen.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que le Gouvernement compte encourager les entreprises «downstream» non concernées par le règlement européen d'appliquer le guide OCDE sur le devoir de diligence tout au long de la chaîne d'approvisionnement? Dans l'affirmative, comment est-ce que cela sera effectué?

2. Est-ce que des sanctions seront prévues par le législateur en cas de non-respect de l'obligation d'une diligence raisonnable?

3. Est-ce qu'il est prévu de sensibiliser les consommateurs et les entreprises sur la problématique?

4. Quelles conséquences le Gouvernement envisage-t-il pour ses achats publics en la matière?

5. Est-ce que les entreprises importatrices au Luxembourg seront soutenues pour se conformer dès que possible aux exigences de l'obligation d'une diligence raisonnable afin qu'une mise en vigueur du règlement européen pourrait se faire même avant 2021?

Réponse commune (15.11.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Tout au long des négociations et au cours de sa Présidence du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg s'est engagé pour l'adoption d'un règlement à la fois efficace et équilibré qui soutienne l'éradication des violations des droits fondamentaux en lien avec l'extraction et le commerce des minerais et métaux de conflit, et qui, en même temps, ne crée pas une situation où les entreprises européennes respectueuses des droits fondamentaux seraient remplacées par d'autres acteurs moins scrupuleux.

L'objectif de ce règlement est également de promouvoir le développement durable et de garantir le respect des conventions internationales sans pousser les acteurs économiques européens à déserter des régions qui dépendent pratiquement entièrement de ces exportations.

Désormais, il appartient au Gouvernement luxembourgeois de mettre en œuvre ce règlement européen au niveau national. Les réflexions en cours au Ministère des Affaires étrangères portent notamment sur les questions soulevées par les honorables Députés concernant les sanctions applicables aux entreprises en cas de non-respect de l'obligation de diligence, la sensibilisation du public ainsi que la question des achats publics. Le processus de réflexion devra également aboutir à déterminer quelle sera l'autorité compétente à la lumière de ces questions.

En ce qui concerne la sensibilisation des entreprises, il convient de rappeler que le règlement européen fixe des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement d'étain, de tantale, de tungstène et de l'or et que cela s'applique à tous les importateurs de minerais et métaux de conflit, quel que soit le nombre d'employés que compte l'entreprise importatrice. Les obligations d'approvisionnement responsable sont applicables dès lors que les seuils de volumes annuels fixés à l'annexe I du règlement sont dépassés, ce qui correspond à plus de 95% du total des importations de chaque minerai et métal visés par le règlement.

En ce qui concerne les entreprises en aval de la chaîne d'approvisionnement de minerais de conflit et la sensibilisation plus générale des entreprises sur la problématique, il est à noter que la Commission européenne est en train de finaliser un manuel destiné à accompagner les opérateurs économiques dans la mise en œuvre du règlement au travers de lignes directrices non contraignantes. Ce manuel s'inspire largement du guide OCDE sur le devoir de diligence tout en apportant la clarté et la sécurité juridique nécessaire à la mise en œuvre du règlement européen. Ce manuel devrait être disponible très prochainement. De plus, les microentreprises et les PME qui ont leur siège dans l'Union européenne et qui importent des minerais et des métaux pourront bénéficier de l'assistance technique et de l'échange d'informations adéquat pour la mise en œuvre du règlement dans le cadre du programme COSME de la Commission européenne.

Par ailleurs, le Gouvernement luxembourgeois est en train de préparer un Plan d'action national sur le sujet «Entreprises et droits de l'homme», sous la coordination du Ministère des Affaires étrangères et européennes. A plusieurs reprises, l'exercice d'élaboration d'un Plan national «Entreprises et droits de l'homme» a fait l'objet d'une discussion au Comité interministériel sur les droits de l'homme, et a donné lieu à de premiers contacts avec le secteur privé, notamment à travers l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR) et l'organisation IMS (Inspiring More Sustainibility). Il est prévu de présenter une première version d'un Plan d'action national «Entreprises et droits de l'homme» avant la fin de l'année en cours.

Question 3369 (19.10.2017) de **MM. Marco Schank, Emile Eicher, Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **projets d'investissement sur la ligne ferroviaire du Nord:**

Les CFL viennent de présenter le plus grand plan d'investissement de leur histoire à hauteur de 3,8 milliards euros. À part la gare d'Ettelbruck qui va être transformée en un pôle d'échange multimodal et la modernisation de la gare de Troisvierges, des investissements au-delà d'Ettelbruck font, sauf erreur de notre part, à première vue défaut.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une liste de tous les projets d'investissement sur la ligne ferroviaire de Luxembourg à Troisvierges, dite ligne du Nord?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer quelles parties de la ligne du Nord pourraient être réalisées à double voie et dans quels délais?

- Est-il prévu d'augmenter les capacités des P&R aux petites gares de la ligne ferroviaire du Nord tels que Michelau et Goebelsmuehle?

Réponse (27.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les projets suivants sont prévus d'être réalisés sur la ligne ferroviaire de Luxembourg à Troisvierges:

- Projet «Pôle d'échange multimodal Pfaffenthal - Kirchberg», comprenant notamment un système de funiculaires permettant d'accéder directement au plateau du Kirchberg. Avec la mise en service le 10 décembre 2017, les clients en provenance de la ligne du Nord profiteront d'un gain de temps de l'ordre de grandeur de 20 minutes par voyage.

- Projet «Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck» comprenant:

- la mise en conformité des points de vue interopérabilité et accès pour personnes à mobilité réduite;

- le renouvellement des superstructures ferroviaires;

- l'aménagement de deux voies à quai supplémentaires;

- la construction d'un parking P&R;

- la reconstruction du bâtiment voyageurs et de ses alentours directs.

- Amélioration de l'alimentation électrique en 2x25 kv 50 Hz de la ligne du Nord, notamment par:

- construction d'une nouvelle sous-station à Flébour/Michelau;

- pose d'un deuxième feeder négatif entre Mersch et Michelau;

- renouvellement des postes à autotransformateurs de Kautenbach et Troisvierges;

- amélioration du découpage électrique des gares de Cruchten, Ettelbruck, Goebelsmuehle, Kautenbach, Wilwerwiltz, Clervaux et Troisvierges.

- Construction de nouveaux ouvrages d'art en collaboration avec l'Administration des ponts et chaussées en vue de la suppression des passages à niveau suivants:

- PN 13 à Dommeldange;

- PN 17 à Walferdange;

- PN 18 à Heisdorf;

- PN 20b à Lorentzweiler;

- PN 24 et 24a à Pettingen;

- PN 9 à Merkholtz.

Augmentation de la capacité des P&R: Construction de parkings fermés dans les gares de Mersch et Troisvierges. Réaménagement du parking de la gare Wilwerwiltz. Des comptages récents sur l'occupation des parkings dans les gares et points d'arrêt ont démontré qu'il n'existe aucun besoin supplémentaire concernant l'augmentation de la capacité des P&R aux petites gares de la ligne du Nord, à l'exception des deux points d'arrêt suivants:

- Au point d'arrêt Michelau, une extension du parking est prévue d'être réalisée dans le cadre de la construction de la sous-station Flébour/Michelau. La capacité sera augmentée d'actuellement 21 emplacements à environ 65 emplacements dans le futur.

- En gare de Clervaux, la capacité du parking sera augmentée d'actuellement 145 emplacements à environ 175 emplacements dans le futur. Ce projet sera réalisé dans le cadre de la construction du nouveau lycée.

- Modernisation des installations de voie entre Kautenbach et Troisvierges.

- Modernisation et mise en conformité des installations fixes dans les gares de Dommeldange, Mersch et Wiltz et du point d'arrêt Walferdange.

- Reconstruction des deux ouvrages d'art ci-après:

- pont rivière au P.K. 0,500 de la ligne Ettelbruck - Diekirch;

- pont rivière au P.K. 59,340 entre Goebelsmuehle et Kautenbach.

- Modernisation des installations de contrôle commande et signalisation par un remplacement des anciennes installations tout-relais par des postes de signalisation informatisés avec une commande centralisée de la circulation.

Dans l'immédiat, il n'est pas prévu de mettre à double voie des tronçons de lignes situés au nord d'Ettelbruck.

Actuellement, les trains se croisent en gares de Kautenbach et de Clervaux. Une voie d'évitement en gare de Goebelsmuehle ainsi que l'existence d'une deuxième voie entre Ettelbruck et Burden, entre Wilwerwiltz et Drauffelt et à la sortie sud de la gare de Troisvierges constituent des réserves suffisantes pour faire croiser les trains à un autre endroit en cas de retard. Par ailleurs, une étude réalisée récemment par un bureau suisse dans le cadre d'une optimisation des horaires à long terme a démontré que des projets de mise à double voie n'amènent aucun avantage dans les situations d'exploitation normale. Par contre, cette étude a relevé encore les deux mesures suivantes:

- aménagement d'un deuxième quai en gare de Diekirch;

- optimisation des blocs de section entre Luxembourg et Ettelbruck afin de réduire l'espacement des trains à cinq minutes.

Question 3370 (19.10.2017) de **M. Marc Spautz** et **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **Centre sportif Belval:**

Im April 2012 wurde ein Architekturwettbewerb für den Bau umfangreicher Sportanlagen in Belval ausgeschrieben. Vorgesehen war ein Sportzentrum, das aus vier Elementen bestehen sollte: ein Schwimmbad mit einem olympischen Becken sowie einem 25-Meter-Becken; ein Multisportbereich mit einer großen Sporthalle und einer Tribüne für 2.500 Zuschauer; ein pädagogischer Sportbereich für die Ausbildung von Lehrern in unterschiedlichen Disziplinen; ein großer Außenbereich mit Kunstrasenfußballplatz, einem Mountainbike-Park, Beachvolley- und Multisportfeldern sowie einem Fitnessparcours.

Im Dezember 2012 wurde das Gewinnerprojekt vorgestellt, ein erster Preis jedoch nicht verliehen, da keines der eingereichten Projekte das Lastenheft zu 100 Prozent umgesetzt hatte. Unseren Informationen zu Folge sind die Teilnehmer an der Vorgabe gescheitert, das Projekt in mehrere Phasen aufzuteilen. Das Gewinnerprojekt sollte nun vor diesem Hintergrund überarbeitet und angepasst werden.

In diesem Kontext möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister uns mitteilen, wie weit die Arbeiten an diesem Projekt vorangeschritten sind?

- Welche Priorität gibt die Regierung diesem Projekt?

- Teilt die Regierung die Auffassung, dass dieses Projekt von Bedeutung für die Lehrerausbildung in Luxemburg ist?

Réponse (27.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Beim Architekturwettbewerb zum vorgenannten Bauvorhaben, der 2012 für die Nutzung durch die in der Nähe befindlichen Gymnasien, die Universität Luxemburg und die regionalen Sportvereine organisiert wurde, konnte kein Gewinner ausgewählt werden, da die Jury einstimmig beschlossen hatte, auf die Vergabe eines ersten Preises zu verzichten, weil kein Projekt den gestellten Anforderungen entsprach. Der Wettbewerb wurde anschließend nicht weiterverfolgt und aus finanziellen Gründen zunächst eingestellt.

Das Projekt wurde schließlich 2015 auf Initiative des Sportministeriums, des Ministeriums für Hochschulwesen und Forschung und des Ministeriums für Bildung, Kinder und Jugend wiederaufgenommen und es wurde beschlossen, das Bauprogramm erheblich anzupassen, um die Grundfläche und das Bauvolumen und damit die Kosten zu verringern, um das Projekt in einer einzigen Bauphase realisieren zu können.

Nach der Überarbeitung der Unterlagen - bezüglich des Bauprogramms, der Nachhaltigkeits-, Energieeffizienz- und Umweltanforderungen, Fristen, Bauphasen und Kosten - für die öffentliche Auftragsvergabe im Verhandlungsverfahren an ein Gesamtplanerteam, wurde diese vor kurzem neu ausgeschrieben.

Der Bau des neuen Sportzentrums in Belval ist eine der Prioritäten der aktuellen Regierung,

um den Bedarf an schulischen und universitären Sportstätten zu decken und den Forderungen der Anwohner und Sportvereine im südlichen Landesteil nachzukommen. Die dazu notwendigen Haushaltsmittel sind in das mehrjährige Investitionsprogramm des Fonds Belval aufgenommen worden.

Die Regierung teilt die Auffassung, dass das Sportzentrum von Belval eine wichtige Rolle bei der Lehrerausbildung an der Universität Luxemburg spielen wird (Lehramtsgrundstudium). Das Bauprogramm des Sportzentrums wird ausgehend von drei Hauptbereichen entwickelt, die sich aus dem Schwimmzentrum, dem Mehrzwecksportzentrum und dem Pädagogischen Zentrum zusammensetzen. Das pädagogische Zentrum dient den Vorbereitungskursen, den praktischen Übungen und der pädagogischen Analyse des Sportunterrichts auf der Grundlage des Lehrplans an Grundschulen.

Question 3371 (19.10.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **mise en place d'un service de médecine scolaire dans les établissements:**

Le service de médecine dans les établissements scolaires n'est assuré par un infirmier/une infirmière que pendant les jours où les élèves sont examinés dans le cadre de l'examen médical scolaire. Selon nos informations, le ministère serait, au vu de la nécessité constatée sur le terrain d'assurer un service de médecine scolaire permanent ou quasi permanent, en train de réfléchir à la possibilité de prévoir la présence de personnel infirmier au sein des établissements scolaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

2. Dans l'affirmative, le Ministre peut-il nous informer sur l'état d'avancement de ce dossier et plus particulièrement quand une telle mesure verra le jour?

3. Dans la négative, pour quelles raisons le Ministre ne juge-t-il pas opportun de prévoir la présence d'un infirmier/d'une infirmière dans les écoles et lycées du pays?

4. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait au moins garantir une présence permanente d'une infirmière/d'un infirmier dans les établissements scolaires d'une certaine taille?

Réponse (21.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

De prime abord, je tiens à signaler à l'honorable Député que la médecine scolaire revêt du Ministère de la Santé conjointement avec les communes en ce qui concerne l'enseignement fondamental et avec mon département ministériel en ce qui est des autres écoles.

À ce stade, il n'y a pas de réflexions ni au Ministère de la Santé ni à mon Ministère qui viseraient la mise en place d'un service de médecine scolaire permanent dans les différentes écoles. En cas d'accident, les écoles sont tenues à recourir immédiatement aux services de secours compétents.

Pour ce qui est des prises en charge régulières, les deux ministères concernés ont initié en 2015 le Projet d'accueil individualisé (PAI) dans le but d'améliorer l'accompagnement et l'intégration des enfants à besoins de santé spécifiques dans les infrastructures d'enseignement ou d'accueil. Le PAI a pu être mis en place d'une manière progressive au Luxembourg, tant au niveau de l'enseignement fondamental qu'au niveau de l'enseignement secondaire.

Jusqu'à présent, dans le domaine de l'identification des élèves à besoins spécifiques de santé nécessitant un accueil individualisé ou des mesures d'accompagnement particulières, les travaux de recensement ont avancé d'une manière encourageante. Ainsi, au mois de septembre 2017, la situation relative aux enfants et adolescents à besoins spécifiques de santé s'est présentée comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ce chiffre recensé représente environ 6% de la population scolarisée.

L'accompagnement de l'implémentation des PAI a permis de constater les changements majeurs suivants:

- l'intensification des collaborations entre les infrastructures d'enseignement et d'accueil et les services médico-scolaires, les parents, les médecins traitants et des associations de patients, telles que ALAN maladies rares ou l'Association des parents d'enfants épileptiques;

- la multiplication des formations auprès des enseignants concernant les maladies chroniques les plus fréquentes de l'enfant;

- l'amélioration des dispositifs relatifs aux enfants souffrant d'une épilepsie;

- l'amélioration du suivi des enfants à besoins de santé exceptionnels et du coaching des professionnels assurant l'enseignement et la prise en charge éducative de ces enfants.

Je souhaite profiter de l'occasion pour remercier tous les intervenants pour leur confiance et leur engagement au service des enfants à besoins spécifiques de santé.

Question 3372 (19.10.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **projets d'investissement sur la ligne ferroviaire du Nord:**

Dans un communiqué de presse publié lundi dernier, les CFL ont annoncé de réaliser dans les années à venir des investissements importants pour moderniser le réseau ferroviaire national.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il présenter les investissements programmés en faveur de la ligne du Nord, notamment entre Ettelbruck et Hautbellain?

- Les capacités des parkings ferroviaires seront-elles adaptées à la hausse? Dans l'affirmative, quelles sont les gares concernées?

- Quels sont précisément les travaux d'infrastructure prévus aux environs de la station ferroviaire de Michelau?

Réponse (27.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les projets suivants sont prévus d'être réalisés sur la ligne ferroviaire de Luxembourg à Troisvierges:

- Projet «Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck» avec la mise en conformité des volets interopérabilité et accès pour personnes à mobilité réduite, renouvellement des superstructures ferroviaires, renouvellement de différents tronçons, construction d'un P&R et la reconstruction du bâtiment voyageurs et de ses alentours directs.

- Renouvellement de câbles de télécommunication et pose de câbles à fibres optiques ainsi que l'amélioration de l'alimentation électrique en 2x25 Kv 50 Hz de la ligne du Nord.

- Modernisation des appareils de voie notamment dans les gares de Goebelsmuehle, Kautenbach, Clervaux et Troisvierges et amélioration du découpage électrique de ces gares ainsi que pour les gares de Cruchten, Ettelbruck et Wilwerwiltz.

- Construction de nouveaux ouvrages d'art en collaboration avec l'Administration des ponts et chaussées en vue de la suppression des passages à niveau suivants:

- Dommeldange;

- Walferdange;

- Heisdorf;

- Lorentzweiler;

- Pettingen;

- Merkholtz.

- L'augmentation de la capacité des P&R est planifiée: pour les gares de Mersch et Troisvierges, il est prévu de construire des parkings fermés et de réaménager les parkings des gares de Wilwerwiltz, Clervaux et Michelau.

- La remise en état des pont-rivière situés au point-kilomètre 59,340 entre Goebelsmuehle et Kautenbach et au point-kilomètre 0,500 de la ligne Ettelbruck - Diekirch est prévue.

- La gare de Diekirch sera aménagée d'un deuxième quai et les installations de contrôle commande et signalisation par un remplacement des anciennes installations tout-relais seront modernisées par des postes de signalisation informatisés avec une commande centralisée de la circulation.

- Dans les environs de l'arrêt de Michelau, il est prévu de construire une nouvelle sous-station de Flébour intégrant un nouveau poste de distribution de l'énergie électrique qui permet d'apporter une amélioration de l'alimentation électrique de la ligne du Nord.

Question 3373 (19.10.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **mise à disposition des livres scolaires par l'État:**

En septembre 2016, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avait annoncé que, dès la rentrée scolaire 2018-2019, l'État mettra à disposition gratuitement les livres scolaires aux élèves du secondaire. Cette initiative a été confirmée par Monsieur le Ministre lors de sa présentation du projet de budget de l'État 2018, ainsi que dans sa réponse à la question parlementaire n°3178, d'après laquelle le ministère est en train d'élaborer les modalités de la mise à disposition des livres.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Est-ce que les livres que l'État mettra à disposition resteront la propriété de l'État respectivement des lycées, ou est-ce que ces livres seront donnés aux élèves de manière définitive?

2) Dans l'affirmative, est-ce que les bibliothèques des lycées joueront un rôle dans la mise à disposition des livres? Dans l'affirmative, quel sera ce rôle?

3) Y a-t-il déjà plus de détails en ce qui concerne la collaboration entre l'État et les librairies?

4) Le ministère a-t-il déjà considéré de réutiliser les livres, qui à la fin d'une année scolaire sont toujours dans un bon état et de les réutiliser comme livres d'occasion à la rentrée suivante?

Réponse (14.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) À partir de la rentrée 2018-20z19, tous les manuels obligatoires seront gratuits pour les élèves de l'enseignement secondaire général, de l'enseignement secondaire classique et de la formation professionnelle. L'élève pourra garder ses manuels après avoir fréquenté la classe en question.

ad 2) Vu que le système prévu ne repose pas sur le prêt, les bibliothèques ne seront pas directement impliquées dans la mise en œuvre du projet.

ad 3) La gratuité sera assurée par le biais de l'application eSchoolBooks.lu: l'élève sélectionnera ses livres en ligne et remettra le bon de commande ainsi généré à la librairie de son choix, où il recevra les manuels en main propre. Sur le bon de commande figureront un ou plusieurs codes-barres regroupant les titres auxquels l'élève a droit. Le bon d'achat pour du matériel de papeterie sera également généré par le biais de cette application. La facture sera remise par le libraire directement au ministère.

ad 4) Dans une approche de développement durable, les élèves seront en effet incités à utiliser des manuels d'occasion. L'élève qui aura recours à un ou plusieurs manuels d'occasion, récupérés d'un proche ou acquis au traditionnel Bichermaart, profitera d'un bon d'achat pour du matériel de papeterie à hauteur de 50% de la valeur neuve des manuels non retirés en librairie.

Question 3374 (19.10.2017) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **cours de premiers secours organisés par l'Administration des services de secours:**

Les cours de premiers secours organisés par l'Administration des services de secours à travers tout le pays sont généralement bien fréquentés par la population et représentent souvent une source importante pour le recrutement de nouveaux volontaires pour les services de secours. Selon mes informations, le cours de base qui devait commencer le 17 octobre à Pétange a été annulé faute d'un nombre suffisant de personnes inscrites. En effet, trois personnes seulement se seraient présentées pour y assister. Or, au cours des dernières années, le cours de base à Pétange a toujours connu un franc succès et a été fréquenté par plus de 60 personnes en moyenne.

Cette baisse spectaculaire de participants pourrait s'expliquer par l'absence cette fois-ci de la diffusion du flyer «toutes-boîtes» renseignant les citoyens sur l'organisation d'un cours de premiers secours dans leur commune. Il me revient que cette absence de flyer résulterait d'une décision de l'Administration des services de secours qui aurait décidé que «Dans le cadre de la simplification administrative et de la protection de l'environnement, les flyers ne seront plus imprimés sur papier, mais sont uniquement disponibles via courrier électronique.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il informer les citoyens sur la tenue de cours de premiers secours dans les communes et plus particulièrement ceux qui ne disposent pas d'adresse email ou d'un accès Internet?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la décision susmentionnée puisse s'avérer contre-productive, notamment en ce qui concerne le recrutement de nouveaux bénévoles pour le service de secours?

- En quoi consiste la simplification administrative de ne plus imprimer des flyers?

- Monsieur le Ministre entend-il revenir sur cette décision de recourir au courrier électronique pour la diffusion d'informations sur les cours de premiers secours?

Par ailleurs, il me revient que le Centre d'intervention Bascharage, qui organise depuis plusieurs années des cours de premiers secours pour leurs citoyens, a également introduit une demande de cours auprès de l'Administration des services de secours pour la session 2017-2018. Or, jusqu'à ce jour, aucune réponse n'est parvenue aux responsables du Centre d'intervention Bascharage concernant la tenue de ce cours de premiers secours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre considère-t-il cette façon de procéder comme correcte?

- Quelles sont les raisons de cette absence de réponse de la part de l'Administration des services de secours?

- L'Administration des services de secours envisage-t-elle d'organiser en collaboration avec les responsables du Centre d'intervention Bascharage un cours de premiers secours pour la population et, le cas échéant, quand ce cours pourrait-il débuter?

Réponse (27.11.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Comme le fait remarquer à juste titre l'honorable Député, les cours de premiers secours organisés par l'Administration des services de secours (ASS) en collaboration avec les différents centres de secours et communes à travers tout le pays sont généralement bien fréquentés. Lors de la session 2015-2016, 640 cours ont été dispensés avec un nombre total de 10.368 participants. Pendant la session 2016-2017, 9.752 participants ont fréquenté les 670 cours dispensés. La session 2017-2018 étant actuellement encore en cours, cette tendance à la stabilité se confirme.

Soulignons que les cours de premiers secours sont assurés par une quarantaine d'instructeurs, dont majoritairement des volontaires. Le nombre total des heures prestées par ces instructeurs s'élève à environ 10.000 heures de formation, ce qui équivaut à une moyenne individuelle de 260 heures d'instruction par agent.

Il est indéniable que la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours et le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population ne sont plus adaptés aux besoins actuels de recrutement et ne permettent plus de répondre à la demande. Aussi et pour remédier à cette lacune, le projet de loi 6861 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) entend créer de nouvelles opportunités en matière de formation.

En ce qui concerne l'information du public au sujet des cours à organiser, il est à noter qu'un nombre croissant de communes renoncent à l'impression et à la diffusion de flyers au bénéfice de nouveaux moyens de communication. Faisant suite à la mauvaise expérience faite à Pétange citée par l'honorable Député, je tiens à préciser que j'ai donné ordre à mes services de laisser au libre choix des communes de décider sur le moyen d'information approprié. Soit les communes renoncent au moyen d'information par flyer et pourront profiter de la mise à disposition d'une simple mise en page sous format PDF, soit elles recourent à ce moyen ayant fait

ses preuves et, dans ce dernier cas, les flyers seront imprimés et mis à disposition par l'ASS (ensemble avec la mise en page sous format PDF).

Sur l'ensemble des cours de la session 2017-2018, il semblerait que seul le cours à Pétange ait dû être annulé faute de participants. Un nouveau cours de premiers secours a cependant, d'ores et déjà, été reprogrammé pour janvier 2018 en accord avec l'instructeur en charge et les autorités communales. Des flyers seront imprimés et mis à disposition de la commune à l'instar des années précédentes.

Finalement, je peux vous assurer que l'ASS prendra les mesures nécessaires afin d'organiser à court terme un cours de premiers secours en collaboration avec le Centre d'intervention de Bascharage.

Question 3375 (20.10.2017) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant la **réforme du régime des options d'achat d'actions:**

Lors de sa présentation du projet de budget de l'État 2018, Monsieur le Ministre avait annoncé que «le régime des stock-options sera réformé et rendu plus cohérent avec l'application du demi-taux sur les plus-values (21%) pour les warrants». Une telle réforme n'est cependant pas encore prévue dans le projet de loi 7200 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quels sont les principaux changements que Monsieur le Ministre souhaite apporter au régime d'imposition actuel?

2. Pourquoi est-ce que la réforme n'est pas encore prévue dans le projet de loi 7200?

3. Y a-t-il des analyses ou études à compléter avant qu'un projet de loi puisse être déposé? Dans l'affirmative, quelles sont ces analyses et quelle plus-value apporteront-elles à la réforme?

4. Dans quels délais Monsieur le Ministre envisage-t-il de déposer le projet de loi spécifique?

Réponse (20.11.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le régime actuel des «stock-options» a été mis en place sous l'égide du précédent Ministre des Finances, sans étude d'impact préalable, ni mécanisme de suivi de ses résultats. Il est actuellement régi par une circulaire du directeur des contributions directes du 20 décembre 2012. Force est de constater qu'en vertu de celle-ci l'imposition des «stock-options» se fait à un taux effectif très réduit, qui se situe autour de 12%.

Ce taux effectif n'est ni équitable, ni cohérent eu égard aux règles et taux appliqués par ailleurs au Luxembourg.

Tel que la Chambre des Députés l'a rappelé dans sa motion du 16 novembre 2017 à ce sujet, les «stock-options» constituent toutefois un outil indispensable pour l'attractivité du Luxembourg en tant que hub européen, notamment dans le domaine des start-ups. Par ailleurs, une abrogation pure et simple du mécanisme existant, voire une refonte complète sans étude d'impact exhaustive et consultation préalable des parties intéressées, serait contraire à la prévisibilité et la sécurité juridique.

Ainsi, conformément à l'annonce faite à l'occasion de la présentation du projet de budget de l'État pour 2018, le taux d'imposition applicable aux «stock-options» sera désormais aligné sur celui appliqué aux autres plus-values prévues par la L.I.R., à savoir le demi-taux global, qui se situe autour de 21%. Tel que la Chambre des Députés l'a également reconnu dans sa motion précitée, une telle solution est cohérente par rapport au système fiscal luxembourgeois dans son ensemble et correspond par ailleurs à un relèvement significatif du taux actuellement applicable.

Afin d'éviter les longueurs inhérentes à la procédure législative et permettre l'implémentation de cette réforme dès l'année d'imposition 2018, le recours à une circulaire s'impose. Ainsi, la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 sera adaptée notamment au niveau des options librement négociables («marktgängige, handelbare Optionen»).

Tel que rappelé dans la réponse à la question parlementaire n°2718 du 31 janvier 2017, depuis l'introduction du régime des «stock-options» en 2002, l'Administration des contributions directes (ACD) n'a jamais disposé de statistiques à ce sujet. C'est pour cette raison que la circulaire L.I.R. n°104/2bis du 28 décembre 2015 prévoit la collecte d'une série de données concernant les «stock-options», ceci dans le double but de mieux connaître les employeurs allouant de telles options sur actions et de pouvoir en évaluer le déchet fiscal éventuel.

Après avoir collecté, dans une première étape, les données concernant l'année fiscale 2016 et après une analyse subséquente de ces données, dans une deuxième étape, par l'ACD, il s'est révélé qu'un échantillon de données basé sur une seule année fiscale est insuffisant pour pouvoir évaluer de manière fiable les forces et les faiblesses du présent régime des «stock-options». Il est donc nécessaire de faire également une analyse des données de l'année fiscale 2017 avant de pouvoir considérer d'éventuels changements additionnels à la réforme exposée ci-dessus.

Question 3376 (20.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **mise à disposition des livres scolaires par l'État:**

Fir 2018-2019 ass de Ministère amgaangen eng Analys ze maachen, fir d'Aféierung vun de gratis Schoulbicher an de Lycéeën. Dobäi ass eng Virgab, dat d'Bicher och weiderhi sollen iwwert d'Librairë bezu ginn, fir den Eenzelhandel net ze schwächen. D'Modalitéite sinn amgaangen ausgeschafft ze ginn.

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Wéi wäit goufen d'Analys an d'Modalitéiten zur Aféierung vun der Gratuitéit vun de Schoulbicher bis elo ausgeschafft? Ginn et konkret Resultater? Wa jo, wéi gesinn déi aus?

2. Besteet fir déi Analys an d'Ausschaffe vun deene Modalitéiten eng Zesummenaarbecht oder op d'mannst en Austausch tëscht dem Educatiounsministère an alle Librairë respektiv hiren Associatiounen?

3. Gouf et an dësem Kontext - wat d'Analys an d'Modalitéite betrëfft - vu Säite vun de Librairë Bedenken, kritesch Reaktiounen oder Avisen? Erlaabt dee geplangte System et alle Librairen - also och deene méi klenge Geschäfter - eng fair a gerecht Participatioun um System?

4. Gëtt de Librairë verséchert, datt si dës Gratuitéit bei hirem Ëmsaz net abéissen? Wa jo, wéi?

5. Wier et alternativ net méiglech a vläicht och méi einfach, d'Allokatioune fir d'Schoulrentrée ze erhéijen?

Réponse (27.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Den 20. Oktober 2017 goufen op enger Pressekonferenz d'Detailer vun der Aféierung vu gratis Schoulbicher am Secondaire vun der Rentrée 2018-2019 u virgestallt.

Zu de Froe vum Här Kartheiser kann ech folgend zousätzlech Informatioune ginn:

ad 1. D'Modalitéiten zur Aféierung vun der Gratuitéit vun de Schoulbicher dierfte mëttlerweil bekannt sinn. All Schüler aus den ëffentleche Lycéeën (ESC an ESG), den europäesche Klassen aus der internationaler Schoul vun Déifferdeng an Esch, der International School Michel Lucius souwéi aus deene Privatschoulen, déi d'Schoulprogramme vum Ministère ubidden, kréie vun der nächster Rentrée un déi obligatoresch Schoulbicher gratis an enger vun den zwielef Librairien hei am Land, déi Schoulbicher verkafen. Datselwecht gëllt och fir d'Schüler vun der Formation professionnelle. D'Eltere brauche keng Sue virzestrecken.

Et si weiderhin déi national Programmkommissiounen, d'Formatiounskommissioune respektiv d'Groupes curriculaires vun der Beruffsausbildung, déi déi obligatoresch Schoulbicher proposéieren, déi vum Ministère validéiert ginn.

Fir seng gratis Schoulbicher ze bestellen, loggt de Schüler sech mam IAM Code op www.eschoolbooks.lu an a wielt aus der Lëscht déi Bicher eraus, déi hien nei bestelle wëllt. D'Applikatioun generéiert e Bestellschäi mat Barcoden, mat deem de Schüler seng Bicher a sengem Bicherbuttek ofhuele kann. D'Applikatioun ass esou programméiert, dass e Schüler nëmmen déi Bicher bestelle kann, déi fir seng Klass obligatoresch sinn, an dat och nëmmen eemol, fir all Abus ze verhënneren.

Wann e Schüler op gebrauchte Bicher zréckgräift an déi deemno net op eSchoolBooks bestellt, generéiert d'Applikatioun automatesch een Akafsbong fir Schoulmaterial an Héicht vu 50% vum Wäert vun de Schoulbicher, déi de Schüler net bestallt huet. De Bestellsystem gëtt spéitstens de 15. Dezember vum Schouljoer zougemaach.

D'Librairë schécken dem Ministère d'Rechnung vun allen ausgeliwwerte Bicher a vum Schoulmaterial, wat mat den Akafsbonge kaaft gouf, a gi remboursëiert.

Fir d'Schouljoer 2018-2019 ass dofir eng Enveloppe budgétaire vu 14,5 Milliounen Euro virgesinn.

ad 2) Beim Ausschaffe vun de Modalitéiten zur Aféierung vun der Gratuitéit vun de Schoulbicher gouf et eng enk Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère an der Fédération luxembourgeoise des libraires, an där sech zéng vun zwielef Bicherbutteker hei aus dem Land, déi Schoulbicher verkafen, zesummegeschloss hunn.

ad 3) D'Zesummenaarbecht mat der Fédération des libraires war ganz konstruktiv an et gouf drop geuecht, datt mat deem neie System kee Bicherbuttek benodeelegt géif ginn. De Schüler ka weiderhi seng Schoulbicher bei jidderengem vun deenen zwielef Bicherbutteker ofhuelen an hie muss se och net all vun deemselwechte Libraire bezéien.

ad 4) Doduerch, datt d'Schoulbicher weiderhin iwwert d'Librairien diffuséiert ginn, entsti fir si keng Ëmsazaboussen.

ad 5) Duerch d'Gratuitéit spueren d'Famille bis zu 600 Euro pro Kand a Schouljoer. Duerch eng einfach Erhéijung vun den Allokatiounen hätt de Ministère net kënne garantéieren, datt déi zousätzlech Mëttel och fir d'Schoulbicher respektiv Schoulmaterial agesat gi wieren, an et hätt een domat dat eigentlecht Zil net onbedéngt erreecht. Et ass awer esou, dass d'Familllen och weiderhi vun der Zukunftskeess eng Zoulag fir d'Rentrée kréien, nieft der Gratuitéit vun de Schoulbicher, vun 115 Euro pro Kand tëschent sechs an eelef Joer a vun 235 Euro fir all Kand ab zwielef Joer. Donieft gesäit de „règlement grand-ducal du 29 août 2017 fixant les modalités d'octroi de la subvention pour ménage à faible revenu et de la subvention du maintien scolaire" weiderhin eng Subventioun fir Famille mat niddregem Akommes vir, fréier oft als „Bicherprime" bezeechent, déi och da beim Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) kann ugefrot ginn.

Question 3377 (20.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **aides à la vision:**

Bei ville blanne Leit a bei Leit, déi ganz schlecht gesinn, ass eng Liesbëllef a Betrib, déi Texter kann an engem besonnesch grousse Mooss optesch vergréisseren an - wat besonnesch wichteg ass - och virliesen. Leider schéngt et esou ze sinn, datt déi Systemer, déi hei am Land am meeschte gebraucht ginn, zwar ganz vill Sprooche kënnen erkennen a virliesen, awer kee Lëtzebuergesch. Well awer eng Rei vu Publikatiounen an eiser Sprooch verfaasst sinn, wier et wichteg, deene betraffene Leit och Texter op Lëtzebuergesch méi liicht zougänglech ze maachen.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi Liesbëllefen, déi zu Lëtzebuerg vu staatlecher Säit finanzéiert oder kofinanzéiert ginn, inklusiv iwwert de Wee vun de Krankekeesen oder sozialen Organisatiounen, sollten Texter op Lëtzebuergesch kënnen erkennen a virliesen?

2. Wéi eng konkret Schrëtt wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir datt de schrëftleche Gebrauch vun eiser Nationalsprooch och fir déi Leit, déi schlecht gesinn, méi einfach gëtt? Ass si bereet mat deene betraffene Firmen heiriwwer ze verhandelen a méiglechst kuerzfristeg Léisungen aktiv ze ënnerstëtzen?

Réponse commune (21.11.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Déi vum Här Deputéierte beschriwwe Liesbëllefen, si Maschinnen, déi et méiglech maachen, fir all Zorte vun Dokumenter ze scannen an ze liesen. Eng optesch Erkennung vun den Zeechen an eng vokal Synthees sinn integréiert an dës Apparater.

Dës Liesbëllefe gëtt et zu Lëtzebuerg an d'Käschten dovunner gi vun der Fleegeversécherung iwwerholl, ob Basis vun enger Verschreiwung vun engem Dokter an nodeem d'Cellule d'évaluation et d'orientation (CEO) vun der Fleegeversécherung d'Persoun, déi schlecht gesäit, évaluéiert huet, ëmmer am Kader vun de Bestëmmunge vum Sozialgesetzbuch.

Am Prinzip sinn dës Apparater capabel, fir méi Sproochen ze erkennen an ze liesen no engem automateschen Erkennungssystem. Et ass allerdéngs méiglech, dass d'Lëtzebuerger Sprooch net erkannt gëtt.

D'Gesondheetskeess iwwerhëlt d'Käschte vun dësen Apparaten, wann d'CEO d'Bedierfnisser vun der ofhängeger Persoun definéiert huet a wann en Dispositiv besteet, deen et erméiglecht, dass d'Onofhängegkeet vun der Persoun erhalen oder vergréissert gëtt.

Déi meescht Leit, déi schlecht gesinn, gebrauchen een elektronesche Vergréisserungsapparat oder eng Lupp. Dës optesch Apparater erkennen elo schonn déi lëtzebuergesch Caractèren a vergréisseren se och.

Am Kader vun der Assurance dépendance, mécht de Service d'orthoptie vun der Gesondheetsdirektioun d'Expertise bei den Demandë vun den techneschen Hëllefsmëttel bei Leit, déi schlecht gesinn. Wat déi Liesgeräter betrëfft, sinn an deene leschte fënnef Joer 31 Apparater vum Service d'orthoptie virgeschloe ginn. Bei 24 Apparater ass eng däitsch a franséisch Sproochausgab gefrot ginn, bei véier eng reng franséisch.

D'Integratioun vun enger neier Sprooch an engem Apparat fänkt u mat der Reconnaissance vum Schreifbild. Eng Kamera hëlt eng Foto an dës Foto gëtt vun enger Software traitéiert, déi di verschidde Caractèren erkennt. Soubal d'Foto als digitalen Text iwwersat gouf, kann d'Stëmm den Text virliesen. D'Software, fir déi lëtzebuergesch Buschtawen ze erkenne gëtt et. Déi Firmen, déi dës Liesapparater produzéieren, kafen hir Sproochausgab bei enger Sproochebank déi 56 Sproochen ubitt. Do ass d'Lëtzebuergesch als Sprooch leider net vertrueden an de Fabrikant kann deemno keng lëtzebuergesch Sproochausgab installéieren.

Et ass schwéier ze chiffréiere wéi vill et kaschte géif, fir eng lëtzebuergesch Optioun bei de Virliesgeräter ze entwéckelen. Fir d'éischt muss ee mol déi lëtzebuergesch Sprooch an enger Sproochebank zur Verfügung kréien.

Et ass weder dem Departement vun der Santé nach deem vun der Sécurité sociale seng Kompetenz, fir um Développement oder der Kommerzialiséierung vun engem Logiciel matzeschaffen, deen d'Erkennen a Liese vun der Lëtzebuerger Sprooch erméiglecht.

Question 3378 (20.10.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant **Daech:**

Après avoir perdu Falloujah, Mossoul, Palmyre et dernièrement Raqqa, Daech reviendra à ses fondamentaux selon beaucoup d'experts, i. e. en retournant à la guérilla, les assassinats dans les provinces pacifiées et des attaques ciblées. Ils profiteront également de l'instabilité de toute la région pour continuer à propager leurs idées. Selon d'autres, les idées ultraradicales de Daech trouveront également de l'écho, notamment en Asie.

Côté Occident, il est à craindre que les combattants étrangers retournent notamment en Europe, accompagnés de leurs enfants radicalisés en zone de guerre. En France par exemple, l'armée française s'attend à voir revenir sur le territoire des combattants français du califat et étudie avec beaucoup de précision leurs modes d'action.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Le plan Vigilnat a-t-il récemment été retravaillé pour tenir compte d'un risque d'attentat accru?

2) Les forces de l'ordre sont-elles préparées à d'éventuels retours de djihadistes en Europe et, plus particulièrement, au Luxembourg?

Réponse (21.11.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Le Plan gouvernemental de vigilance nationale face aux menaces d'actions terroristes («Plan Vigilnat») a pour objet de définir le dispositif national de vigilance, de prévention et de protection face aux menaces d'un acte terroriste ou en réaction à une attaque terroriste sur le sol luxembourgeois. Il précise le rôle et les mesures à mettre en œuvre par les différents organes, administrations et services qui sont confrontés à une menace ou à une attaque terroriste.

Le «Plan Vigilnat» a été approuvé par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 27 mars 2015. Sur base des enseignements qui ont pu être tirés de deux exercices dont le plus récent, simulant une attaque terroriste, eut lieu en date du 23 janvier 2017, une version adaptée a été rendue exécutoire par décision du Gou-

vernement du 21 juin 2017. Cette révision a permis de préciser d'une part le rôle et les responsabilités des différents services et d'autre part les actions à mettre en œuvre au niveau stratégique, au niveau tactique et au niveau opérationnel.

Rappelons dans ce contexte que le «Plan Vigilnat» est activé depuis son entrée en vigueur au niveau d'alerte «2» sur une échelle de 4, ce qui signifie, en tenant compte de l'environnement tant national qu'international, que la menace terroriste est réelle, mais abstraite étant donné que les autorités de sécurité ne disposent d'aucun élément laissant conclure à une menace concrète pesant sur une cible située au Luxembourg.

ad 2) Pour ce qui est des forces de l'ordre, la Police grand-ducale dispose d'une entité spécialisée, à savoir la cellule antiterroriste (CAT), qui lutte notamment contre le fléau du terrorisme. Les sympathisants du soi-disant «État Islamique» ainsi que les combattants étrangers ayant quitté le territoire luxembourgeois pour une zone de combat et dont la CAT a connaissance, sont surveillés et le cas échéant poursuivis conformément à la législation en vigueur.

En outre, des formations de policiers de première ligne ont été dispensées afin de détecter des retours éventuels de combattants étrangers.

Il importe par ailleurs de mettre en évidence la coopération renforcée depuis un certain temps déjà des acteurs compétents en la matière, et ce tant au niveau national qu'international, dans le cadre d'enceintes bi- et multilatérales.

Question 3379 (23.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **violence policière démesurée:**

An der Lescht ass duerch d'Aktualitéit nees d'Fro opkomm, wéini Lëtzebuerg géint den Asaz vun disproportionéierter Policegewalt am Ausland protestéiert a wéini net?

Dëst ass eng Fro vun der Glafwierdegkeet vun der Lëtzebuerger Baussepolitik. Et ass jo wuel vun engem mënschleche Standpunkt aus kaum nozevollzéien, datt bei engem polizeilechen Asaz bei deem et Verletzter gëtt, ouni datt dat néideg gewiescht wier, an engem Fall protestéiert gëtt an an anere Fäll net.

Dowéinst wollt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1) No wéi enge Kritäre jugéiert den Här Minister, ob hie géint en offensichtlech disproportionéierten Asaz vu polizeilecher Gewalt am Ausland protestéiert oder net?

2) Denkt den Här Minister, datt d'Kritik un disproportionéierter Policegewalt eng Amëschung - scho per se - an déi bannenzeg Affäre vun engem anere Stat duerstellt?

3) Spillt et eng Roll, ob deen disproportionéierte polizeilechen Asaz an enger supposéierter Konformitéit zu de konstitutionellen an anere legale Regele vun deem Land geschitt, oder net?

4) Spillt et eng Roll, ob dat betreffend Land Member an der EU an/oder an der NATO ass oder net?

5) Awéiwäit kann d'Feststellung, an den Ae vum Här Minister, vun enger demokratescher Gronduerdnung vun deem betraffene Stat a senger prinzipieller rechtsstaatlecher Ausriichtung, d'Beuerteelung vun engem disproportionéierten oder onnéidege polizeilechen Asaz am Eenzelfall relativéieren?

6) Ass et net ëmmer eng moralesch Verflichtung géint en disproportionéierte Policeasaz am Ausland ze protestéiere wann doduerch mënschlecht Leed entsteet?

7) Ass et net eng baussepolitesch Vernonftsregel, fir virun dem Asaz vun disproportionéierter Gewalt ze warnen, besonnesch wann doduerch kann eng Situatioun deterioréieren an zu internationale Komplikatioune féieren?

Réponse (21.11.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) D'Proportionalitéit vum Gewaltniveau spillt natierlech eng Roll, grad eréi d'Prinzipien, datt de Stat de Monopol vun der Gewalt an engem Rechtsstat huet a seng éischt Aufgab ass, seng Bierger ze protegéieren.

ad 2) Neen, Kritik - och an dësem Fall - ass net automatesch eng Amëschung an déi intern Affäre vun engem anere Land.

ad 3) Wann e polizeilechen Asaz net a Konformitéit mat de konstitutionnellen an anere Regelen ass, dann ass en illegal.

ad 4) Neen.

ad 5) An esou wäit wéi een dovu kann ausgoen, dass an engem demokratesche Rechtsstat disproportionéiert oder onnéideg polizeilech Asäz duerch Verfassung a Gesetz verhënnert solle ginn.

ad 6) Wann den disproportionéierte Charakter vum Asaz objektiv festgestallt ass, dann ass och d'Kritik doru gerechtfertegt.

ad 7) Natierlech ass virum Asaz vun disproportionéierter Gewalt ze warnen.

Question 3380 (23.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **infractions de voitures officielles de l'État enregistrées par les radars:**

De Stat huet eng grouss Zuel u verschiddene Gefierer an et si vill Leit habilitéiert, fir op deene Gefierer ze fueren oder si mat engem Chauffeur ze benotzen. Joer fir Joer ginn honnertdausende vu Kilometer mat esou Ween gefuer. Zënter datt automatesch Radaren agefouert goufen, fix oder mobill, si wahrscheinlech och schonn esou Ween geblëtzt ginn.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1) Wann e staatlecht Gefier geblëtzt gëtt, gëtt et eng Prozedur fir festzestellen, ob dee Won am Kader vun engem déngschtleschen Optrag ënnerwee war oder net?

2) Wann de Chauffeur vun dem Déngschtwon, dee geblëtzt gouf, identifizéiert gëtt, an de Won am Déngscht ënnerwee war, wie bezilt dann d'Strof?

3) Wann e Virgesetzte vum Chauffeur am Auto sëtzt, deen eventuell presséiert ass an dat dem Chauffeur matgedeelt huet, oder wann et déngschtlesch Grënn gëtt, fir eventuell méi séier ze fueren, wéi ass d'Rechtssituatioun an esou Situatiounen?

4) Wéi ass d'Rechtssituatioun, wann en Auto mat enger bloer Luucht ënnerwee ass?

5) Riskéiert e Chauffeur eventuell eng disziplinaresch Affär, och wann hien d'Amende bezuelt huet? Wéi ass do d'Rechtssituatioun a wéi sinn d'Prozeduren?

6) Gouf et schonn esou Problemer wéi déi, déi an dëser Fro ënner 2 bis 5 beschriwwe goufen, a wéi eng Ministèren, Administratiounen oder staatlech Servicer sinn heivu betraff? Besteet eventuell en erhéichte Rechtsrisiko fir Chauffeuren aus Administratiounen, déi fir d'Sécherheet vum Land a senge Bierger zoustänneg sinn doduerch, datt se dacks an och dacks méi séier musse mam Déngschtauto ënnerwee sinn?

Réponse (22.11.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Wat d'Police betrëfft ass et esou, dass wann d'Zentralunitéit vun der Verkéierspolice feststellt, dass dat geblëtzte Gefier e Gefier vun der Police ass, da gëtt eng Recherche am Journal des incidents (JDI) vun der Police gemaach, fir festzestellen, ob et e Grond hannert der Vitesseiwwerschreidung gëtt. Wa bei dëser Recherche erauskënnt, dass d'Vitesseiwwerschreidung sech am Kader vun enger Policemissioun befënnt, déi eng urgent Fortbeweegung erfuerdert huet, da gëtt den Avertissement taxé annuléiert; sollt dëst awer net den Fall sinn, ginn déi schëlleg Chauffeure vun der Police grand-ducale gemäss dem Gesetz poursuivéiert.

Wann esou eng Strofdot virläit, da kritt de Besëtzer vum Gefier, an dësem Fall d'Generaldirektioun vun der Police grand-ducale, an enger éischter Phas, een Avertissement taxé ausgestallt. D'Gestioun vun de Gefierer an der Police erméiglecht am Normalfall eng liicht a séier Identifikatioun vum eigentleche Chauffeur vum Gefier, soudass an enger zweeter Phas den Avertissement taxé vun der Generaldirektioun vun der Police un de betreffende Chauffeur weidergeleet gëtt. De Chauffeur muss dann de Formulaire de contestation vum Avertissement taxé ausfëllen a seng Identitéit als Chauffeur vum Gefier uginn. D'Generaldirektioun schéckt dann den ausgefëllte Formulaire zréck un déi zoustänneg Unitéit vun der Verkéierspolice. En neien Avis d'infraction gëtt dann der betreffender Persoun zougestallt, déi dann déiselwecht Rechter huet ewéi all Bierger, deen esou ee Bréif kritt.

Déi aner Administratiounen, Servicer a Ministèrë vum Stat kréien hir Avertissements taxés, oder Procès-verballen, zougestallt a mussen dann intern kloerstellen, wien de Chauffeur vum Gefier war an d'Identitéit dann der Police kommunizéieren, fir dass déi betreffend Persoun sech eventuell justifizéieren oder d'Geldstrof bezuele kann. Déi Administratiounen a Servicer, déi och am Besëtz si vu Gefierer, déi am Eildéngscht kënne fueren, mussen dann dem zoustännege Service vun der Verkéierspolice matdeelen, ob d'Vitesseiwwerschreidung duerch d'Ëmstänn justifizéiert war oder net.

ad 2) De schëllege Chauffeur muss d'Geldstrof selwer bezuelen an och déi eventuell juristesch Konsequenzen ausdroen oder d'Strofdot ufechten. Sollt et sech ëm een Ausnamefall handelen, esou wéi sub 1) beschriwwen, da gëtt den Avertissement taxé annuléiert.

ad 3) Den Eildéngscht ass am Code de la route definéiert, an all aner Motiv, fir déi autoriséiert Vitesselimitatioun ze iwwerschreiden, ass net valabel.

ad 4) De Chauffeur, deen am Eildéngscht fiert, muss säin Avertissement taxé net bezuelen oder sech virun der Justiz verantwerten, well d'Dispositioune vum Artikel 139 vum Code de la route sech net op den Eildéngscht applizéieren. Dëst stellt awer viraus, dass déi sonor Warnsireenen an déi blo Luuchten ageschalt sinn. D'Chauffeure mussen an all de Fäll d'Securitéit vum Stroosseverkéier sécherstellen.

Et muss allerdéngs präziséiert ginn, dass déi blo Luuchten oft net op de Radarbiller ze gesi sinn an dass d'Verkéierspolice net ëmmer identifizéiere kann, ob d'Gefier sech am Eildéngscht fortbeweegt huet oder net, soudass déi concernéiert Chauffeuren der Verkéierspolice déi néideg Dokumenter oder Rapporte musse kommunizéieren, déi den Eildéngscht attestéieren.

ad 5) Bis dato huet d'Police eisen Informatiounen no nach keen Disziplinarverfahre wéinst enger Vitesseiwwerschreidung am Kader vun engem Chauffeur, dee vun engem Radar geblëtzt ginn ass, virgeholl. De schëllege Chauffeur, dee seng Geldstrof bezilt, riskéiert am Normalfall keng disziplinaresch Suitten.

D'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplinn an der Force publique gesäit allerdéngs vir, dass eng strofrechtlech Sanktioun net verhënnert, dass e Polizist och nach zousätzlech disziplinaresch gestrooft ka ginn. An esou enger Hypothees muss vu Fall zu Fall gekuckt ginn, ob d'Behuele vum Polizist och e Verstouss géint déi generell Prinzipie vun der militärescher Disziplinn duerstellt.

ad 6) Jo, d'Police grand-ducale war scho konfrontéiert mat Chauffeuren, déi am Eildéngscht geblëtzt gi sinn. All Fall konnt bis dato opgeklärt ginn a kee Chauffeur gouf onbegrënnt bestrooft. Verschidden Agente vun der Police grand-ducale goufen och schonn ausserhalb vum Eildéngscht geblëtzt an am Prinzip ginn dës Geldstrofe bezuelt.

Wat déi viséiert Chauffeure betrëfft, ka keen erhéichte juristesche Risiko festgestallt ginn, well déi Fäll am Prinzip vum Eildéngscht ofgedeckt sinn.

Question 3381 (23.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **voitures de police équipées d'un enregistreur de données d'accidents:**

Et lafen Informatiounen, datt d'Policeween mat engem „Unfalldatenschreiber (UDS)" equipéiert sinn.

An deem Zesummenhang wollt ech dës Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet riichten:

1) Stëmmt et, datt all Policeween mat engem UDS equipéiert sinn, an zënter wéini?

2) Wéi eng Donnéeë gi mat deem Apparat enregistréiert a fir wéi laang?

3) Sinn esou Donnéeë schonn am Kader vu penalen oder disziplinaresche Prozedure géint de Chauffeur vun engem Policewon benotzt ginn an, wa jo, wéini (Mount a Joer)?

4) Gëtt et nach aner staatlech Gefierer, déi mat engem UDS equipéiert sinn, an, wa jo, zu wéi engem Zweck?

Réponse (23.11.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) All Polizeiwon, gezeechent oder banaliséiert, ass zënter 2004 mat engem UDS (Unfalldatenspeicher) equipéiert.

ad 2) Wann et zu engem Impakt kënnt, an nëmmen an deem Fall, hëlt den UDS verschidden technesch Donnéeën op: d'Vitesse, d'Aktivatioun vun de Bremsen, vum Winker, vun der bloer Luucht, der Sireen, d'allgemeng Beliichtung vum Auto.

Wann et zu engem Impakt komm ass, geet eng Luucht um UDS un. Esou kann de Chauffeur, deen den Auto vun engem anere Beamten iwwerhëlt, feststellen, ob den UDS en Impakt gespäichert huet a weess, datt den Auto net méi onbedéngt sécher ass.

Déi schwéier Impakter bleiwen am Späicher. Déi méi kleng Impakter gi bei engem neien Impakt iwwerschriwwen.

D'Police kann duerch den UDS och feststellen, wéini den Auto un- an ausgemaach ginn ass a wéi vill Kilometer tëschent dem Un- an Ausmaache gefuer si ginn. Déi Donnéeën notzt d'Police och fir de Fleet Management. Bei der aler Generatioun UDS bleiwen do 200 Virfäll am Späicher, bei der neier Generatioun 1.000 Virfäll.

ad 3) Eng disziplinaresch Enquête muss ëmmer à charge et à décharge gemaach ginn. Deemno kéinten Donnéeën aus dem UDS och beleeën, datt e Polizist konform zu den Texter a Virschrëfte gehandelt huet.

Donnéeën aus dem UDS sinn, no Informatioune vun der Police, bis elo an dräi disziplinaresche Prozedure benotzt ginn, wouvunner der zwou am Joer 2014 sans suites klasséiert gi sinn, an an engem drëtte Fall vun 2015, wou ee Beamte bestrooft ginn ass.

Nodeem datt e Beamten, deen dëst Joer opgrond vun Donnéeën aus dem UDS gestrooft gi war, reklaméiert huet, huet d'Police dës Strof annuléiert an iwwerschafft hir Prozeduren.

ad 4) D'Äntwert op dës Fro entzitt sech menger Kenntnis.

Question 3382 (23.10.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **cours de premiers secours:**

La formation systématique des citoyens aux premiers secours par des cours de base en matière de secourisme a une importance que l'on ne saurait exagérer.

Or, il est venu à notre attention que dans certaines communes le taux d'inscription à ces cours aurait tendance à régresser. Sachant que nombreux sont les bénévoles qui après avoir fréquenté un cours de premiers secours s'engagent auprès des services de secours du Luxembourg, cette situation serait regrettable.

Il nous est également revenu que pour des raisons de simplification administrative et de la protection de l'environnement, la distribution d'invitations toutes-boîtes a été abolie dans certaines communes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Combien de cours de base en matière de secourisme ont été organisés pendant les dernières cinq années?

- Combien de personnes ont assisté à ces cours?

- Quel a été le taux de réussite de ces cours?

- Combien de cours de rappel ont été organisés pendant les dernières cinq années?

- Est-ce que le nombre d'instructeurs disposés à tenir ces cours est suffisant?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est disposé à promouvoir davantage ces cours? Dans l'affirmative, par quels moyens compte-t-il augmenter le taux d'inscription?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la décision de ne plus sensibiliser les gens à ces cours par des invitations distribuées à tous les ménages a un impact sur le nombre de participants?

- Est-ce que cette décision relève d'une instruction ministérielle ou est-ce que les communes décident elles-mêmes de la façon de promouvoir les cours de premiers secours?

Réponse (27.11.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Comme le font remarquer à juste titre les honorables Députés, la formation systématique des citoyens aux techniques de base en matière de secourisme joue un rôle primordial au niveau de la prise en charge des victimes en cas d'incident ou d'accident. Ce sont, en effet, souvent les premiers témoins sur place qui sont en mesure d'apporter les gestes qui peuvent sauver une vie en attendant l'intervention des secours alertés et déployés par le Central des secours d'urgence du 112.

Ces cours sont organisés par l'Administration des services de secours (ASS) ainsi que par la Croix-Rouge luxembourgeoise en collaboration avec les différents centres de secours et les administrations communales. L'intérêt et le taux de participation du grand public s'étant stabilisés à travers les années, nous comptons aujourd'hui environ 650 cours avec quelque 10.000 participants par an.

L'ASS ne dispose actuellement pas des moyens appropriés lui permettant l'extraction instantanée et systématique de statistiques, les données afférentes ne sont dès lors pas complètes. Selon ces chiffres, au cours des cinq dernières années, approximativement 1.875 cours de base ainsi que 897 cours de rappel ont été organisés. Le nombre total de participants s'élevait à 44.247 participants, le taux d'échec et d'abandon étant largement en dessous de 5%.

L'effectif des instructeurs restant stable, il convient de préciser que leur disponibilité est limitée, sachant que les cours de premiers secours sont assurés par une quarantaine d'instructeurs, majoritairement volontaires. Le nombre total des heures prestées par ces instructeurs s'élève à environ 10.000 heures de formation par an, ce qui équivaut à une moyenne individuelle de 260 heures d'instruction par agent volontaire, sans prendre en considération les préparations et les déplacements. Je tiens à préciser que ces instructeurs sont également chargés de la formation initiale et continue des volontaires des services de secours et des pompiers professionnels. La réforme des services de secours, qui sera transposée par le projet de loi n°6861, apportera de nouvelles opportunités au niveau de la formation en matière de secours et de sécurité civile.

Pour de plus amples informations au sujet des cours de premiers secours, je vous invite à vous référer à ma réponse à la question parlementaire n°3374.

Finalement, je vous saurais gré de bien vouloir trouver en annexe les statistiques portant sur l'organisation des cours de premiers secours.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3383 (23.10.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **gratuité des manuels scolaires:**

Le Ministre de l'Éducation a annoncé le 20 octobre 2017 la gratuité des manuels scolaires obligatoires pour les élèves de l'enseignement secondaire classique et général ainsi que pour ceux de la formation professionnelle, à partir de la rentrée 2018-2019. Selon nos informations, il existe des classes, notamment de la formation professionnelle, où le personnel enseigne sans manuels scolaires et élabore lui-même le matériel didactique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre, les élèves travaillant avec des copies papier se verront-ils rembourser les frais de ces copies? Dans l'affirmative, de quelle manière?

- Dans la négative, pour quelles raisons les élèves qui reçoivent un enseignement basé majoritairement sur des copies papier ne profitent-ils d'aucune compensation?

- Le Ministre peut-il donner des informations sur le montant prévisionnel de l'enveloppe budgétaire de 14,5 millions d'euros prévue pour la gratuité des manuels scolaires pour l'année scolaire 2018-2019?

- Est-ce que les enseignants gardent leur autonomie dans le choix de certains manuels scolaires?

Réponse (22.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En vue de la mise en œuvre de la gratuité des manuels obligatoires au niveau national et déclarés obligatoires par le lycée, mes services en charge du dossier sont actuellement en train de répertorier et d'analyser le matériel didactique qui remplit ces conditions. Ce travail d'analyse de l'existant se fait en collaboration avec les commissions nationales des programmes et les commissions nationales des formations dont une des missions est de proposer au ministre le matériel didactique nécessaire à l'enseignement/apprentissage de la discipline qu'elles représentent et permettant d'atteindre les objectifs et compétences visés par les programmes d'études.

Si les instructions officielles prévoient bien des manuels obligatoires pour tous les ordres d'enseignement, à savoir l'enseignement secondaire classique, l'enseignement secondaire général ainsi que la formation professionnelle, il est vrai que pour certaines disciplines, branches, classes ou formations, l'enseignant a recours à d'autres ouvrages ou bien à des cours élaborés par ses soins qu'il distribue aux élèves moyennant des photocopies. Il existe différentes pratiques dans les lycées concernant le remboursement des frais afférents: dans un certain nombre de lycées, des cours sont gratuits pour les élèves, d'autres sont payants à l'unité; dans d'autres lycées, les élèves règlent un forfait pour les photocopies qui leur seront distribuées au cours de l'année. Certains enseignants mettent les cours à disposition des élèves moyennant les plateformes d'échange et de partage en ligne, l'élève se chargeant alors de l'impression des documents.

La question du développement de matériel didactique de qualité me tient à cœur. Je considère en effet le matériel didactique, qu'il s'agisse de manuels papier, de manuels numériques ou d'applications digitales, comme un levier important du développement de la qualité de l'enseignement et de la motivation d'apprendre. Vous n'êtes pas sans savoir que je mise résolument sur le développement de matériel adapté au contexte luxembourgeois multilingue et aux besoins hétérogènes des élèves qui fréquentent nos écoles.

Au sein de la formation professionnelle, vu la spécificité, la technicité et les finalités de certaines formations, ce n'est pas toujours chose aisée de trouver un manuel ou d'adapter un manuel existant qui réponde aux contexte et programme luxembourgeois. Voilà la raison pour laquelle des enseignants élaborent leurs propres cours et les mettent à disposition des élèves. Il va sans dire que la gratuité des manuels scolaires obligatoires concerne tous les documents dès lors qu'il s'agit de matériel obligatoire. J'ai chargé mes services de produire un relevé des formations qui ne disposent pas de manuels obligatoires et de déterminer le coût moyen par élève pour l'acquisition de documents ou de cours copiés. Ces chiffres nous serviront de base pour éventuellement doter les lycées d'un certain budget alloué aux photocopies de matériel obligatoire. Les directions et enseignants devront veiller à ce que les droits de reproduction soient respectés dans le contexte des photocopies. Des informations y relatives seront communiquées aux lycées.

L'enveloppe budgétaire de 14,5 millions d'euros prévue pour la gratuité des manuels scolaires a été calculée sur la base des prix de vente des manuels obligatoires pour toutes les classes et du nombre d'élèves utilisant ces manuels.

Les enseignants pourront continuer d'utiliser les manuels facultatifs ou d'autres ouvrages ainsi que les livres de lecture de leur choix qui se prêtent aux objectifs d'apprentissage de la discipline qu'ils enseignent. À l'exception des lectures obligatoires dans les classes terminales, ces manuels resteront néanmoins payants.

Question 3384 (23.10.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **poux à l'école:**

Le plan d'action contre les poux à l'école datant de juillet 2013 définit de manière détaillée les mesures d'information, de prévention et d'action à destination des enseignants et des parents d'élèves pour éviter et, le cas échéant, contenir et combattre une infestation aux poux dans les établissements scolaires. Cependant, le document en question ne donne pas de réponse à certaines questions d'ordre pratique ou organisationnel et n'est rédigé que dans une seule langue, à savoir le français.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Les élèves victimes d'une infestation aux poux peuvent-ils être exclus des cours de natation et d'éducation physique ayant lieu dans des piscines et salles de sports publiques, compte tenu du fait qu'une infestation aux poux n'est considérée ni comme maladie contagieuse ni comme risque sanitaire primaire?

2. Le personnel enseignant ou encadrant a-t-il le droit de traiter les enfants concernés par un shampoing anti-poux?

3. Ne serait-il pas utile de traduire la lettre d'information à destination des parents dans des langues supplémentaires pour que les instructions y comprises puissent être comprises sans détour par la grande majorité des parents et notamment par ceux qui ne maîtrisent pas la langue française?

4. Puisque les shampoings anti-poux à base de pesticides/insecticides risquent d'avoir des effets négatifs sur l'organisme des enfants tout en augmentant la résistance des poux envers ces substances chimiques, n'y aurait-il pas lieu d'informer les parents sur les méthodes alternatives et non nocives de traitement anti-poux?

5. Les ministères concernés sont-ils en possession de statistiques sur l'évolution du problème des infestations aux poux dans les établissements scolaires? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions qui peuvent en être tirées?

Réponse commune (23.11.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. La transmission de poux entre personnes se fait en principe par contact direct. L'application d'un shampoing anti-poux permet d'éliminer de suite le danger de transmission. Il est recommandé que les enfants atteints soient traités avec un tel shampoing avant de retourner dans une structure d'accueil. Or, la découverte de poux chez un enfant dans une piscine ne contre-indique pas forcément sa participation au cours. Quoique les poux sachent bien nager, une transmission par l'eau de piscine n'a pu être démontrée. Les lentes se décollant sont plus lourdes que l'eau et tombent dans le fond de la piscine; elles sont retenues par les filtres. Le port d'un bonnet par l'enfant atteint élimine tout risque de transmission selon les études.

ad 2. Le choix d'un traitement anti-poux et son application sont du domaine d'attribution des parents ou des tuteurs de l'enfant.

Les enseignants et éducateurs ont été informés sur la conduite à tenir en cas de présence de poux dans une collectivité d'enfants. La documentation utile peut être retrouvée sur le portail santé à l'adresse suivante:

http://www.sante.public.lu/fr/publications/f/famille-poux-fr-de-pt- en-hr/

ad 3. L'inspection sanitaire de la Direction de la santé a rédigé les recommandations de traitement en langues allemande et française. Une version en portugais complètera prochainement ces recommandations. L'inspection sanitaire fournit des informations orales en langue portugaise aux parents qui le demandent.

ad 4. Un shampoing anti-poux peut avoir différents principes actifs. Les shampoings basés sur des pesticides se voient confrontés effectivement à un nombre croissant de résistances. Une nouvelle génération de ces shampoings se base sur un principe actif physique; de minuscules particules inertes obstruent les canaux respiratoires des poux et des lentes, qui sont tués ainsi par manque d'oxygène. Ces produits n'ont pas l'effet nocif des pesticides.

Divers reviews scientifiques n'ont malheureusement pas pu prouver la même efficience dans le cas d'utilisation de produits alternatifs.

Les causes les plus fréquentes de défaillance d'un traitement sont:

- une détection insuffisante;

- l'application inadéquate du produit anti-poux: temps d'application insuffisante - trop peu de produit - contrôle insuffisant - manque de répétition du traitement.

À rappeler qu'une élimination des poux par traitement minutieux et répétitif au peigne anti-poux permet d'éliminer les poux par effet physique.

Cette méthode de contrôle et d'élimination physique minutieuse des poux et des lentes, selon un certain agenda, qui a été nommée «valse à trois temps» dans la brochure «La famille poux s'installe», a été soulignée dans des reviews scientifiques comme étant un protocole très efficace.

Pour bien informer les parents et directement leur mettre à disposition une mesure efficace, la collectivité de contact d'un enfant atteint par des poux reçoit la brochure, ainsi qu'un peigne anti-poux.

ad 5. Les poux ne sont pas à déclaration obligatoire et par conséquent il n'existe pas de données statistiques à ce sujet.

La pédiculose:

- est un phénomène très fréquent à recrudescence régulière. Tous les ans de par le monde, des centaines de millions de personnes sont atteintes de poux;

- est la maladie infectieuse la plus fréquente chez l'enfant: aux EU on estime qu'il s'agit de six à douze millions d'enfants entre trois et douze ans chaque année, en Europe on parle de variations de prévalence se situant entre deux et 20% et qui dépendent de beaucoup de raisons diverses: densité de population, délai passé avant intervention, densité d'atteinte infectieuse, etc.;

- se caractérise par des recrudescences saisonnières régulières avec des prédilections «post vacances» de septembre à novembre;

- la prise en charge du problème «poux» est un problème de santé publique qui touche tous les enfants sans distinction d'appartenance socio-économique;

- un pou n'arrive jamais seul - pour cela il est important de soutenir l'approche «collective» concertée et portée en étroite collaboration entre tous les acteurs encadrant les enfants, approche prônée activement par le Ministère de la Santé.

Références:

Kopfläuse: Deutsches Aerzteblatt / Jg-113 / heft45 11 November 2016

Headlice infestations: a clinical update Candian Paeditric Society Child Health Vol 9 No 9 Nov 2004

Management and treatment of Human lice Biomed Research International Review Article Vol 2016 ID 8962685

Question 3386 (24.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **demande de huit pays européens à Israël de payer des structures détruites en Cisjordanie:**

Laut Informatiounen aus der internationaler Press schéngt Lëtzebuerg zu engem Grupp vun aacht europäesche Länner ze gehéieren, déi vum Stat Israel fuerderen, fir Suen zréckzekréien, fir Infrastrukturen, déi vun der EU bezuelt goufen, awer vum Stat Israel ofgerappt respektiv konfiskéiert goufen. Dëst, well dës Infrastrukturen net no de rechtleche Regele vum Oslo 2-Ofkommes an deem sougenannten „Gebitt C" (Area C) am Westjordanland opgeriicht goufen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Statsminister an dem Här Ausseminister dës Froe stellen:

1) Fuerdert Lëtzebuerg, zesumme mat anere Staten, de Remboursement vun Israel vun Infrastrukturen, déi Israel am Gebitt C (nom Oslo 2-Ofkommes) am Westjordanland ofgerappt oder konfiskéiert huet? Wa jo, firwat, a wéi enger Héicht an opgrond vu wéi enger rechtlecher Basis?

2) Wéi eng Infrastrukture si genee viséiert? Goufen déi vun der EU finanzéiert oder vun deenen aacht Staten? Wa si vun der EU finanzéiert goufen, gëtt et dann dozou eng gemeinsam Positioun vun der EU? Wann et keng gemeinsam Positioun vun der EU gëtt, an déi viséiert Infrastrukture vun der EU finanzéiert goufen, opgrond vu wéi enger rechtlecher Basis wëllen déi aacht Staten dann elo e Remboursement? Betrëfft dee Remboursement just hire proportionalen Undeel?

3) Wéi steet Lëtzebuerg zum Oslo 2-Ofkommes? Ass Lëtzebuerg där Meenung, datt dat Ofkommes soll weider applizéiert ginn? Wann dat net de Fall ass, besteet dann net de Risiko vun engem Opflame vu méi grousse Spannungen am Westjordanland?

4) Wëllt Lëtzebuerg déi Prozeduren, wéi si am Oslo 2-Ofkommes virgesi sinn - inklusiv dem Recht vun den israeleschen Autoritéiten, fir an dem Gebitt C eng Bauerlaabnis ze ginn oder net -, a Fro stellen? Wann net, ass Lëtzebuerg der Meenung, datt eng illegal Konstruktioun - nom Recht vun Oslo 2 - awer muss toleréiert ginn? Wa jo, firwat? Géif esou e Prinzip net rechtsstaatlech Prinzipien a Fro stellen?

5) Ass d'Regierung sech bewosst, datt nëmmen e klengen Deel vun den Demolitiounsuerteeler vun der israelescher Justiz am Gebitt C och effektiv ausgeféiert ginn? Wär et net méi sënnvoll, amplaz Remboursementer ze froen, op déi israelesch Autoritéiten anzewierken, fir, souwäit sécherheetspolitesch vertrietbar, méi grousszügeg mat de Bauerlaabnissen am Gebitt C ze sinn, de Präis fir eng Bauerlaabnis ze reduzéieren oder Demolitiounsuerteeler nach manner dacks auszeféieren, souwäit dat méiglech ass?

6) Wéi jugéiert d'Regierung d'Auswierkung vun esou symboleschen, politeschen Aktiounen op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an Israel? Wat sinn d'Implikatiounen op d'Relatiounen tëschent der EU an Israel? Ass d'Regierung sech der Gefor bewosst, datt déi fragill Situatioun am Westjordanland duerch eesäiteg politesch Aktioune vum Ausland kann destabiliséiert ginn?

Réponse commue (23.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) Lëtzebuerg fuerdert, zesumme mat der EU a siwen aneren EU-Memberstaten (Belsch, Dänemark, Frankräich, Irland, Italien, Schwe-

den, Spuenien), entweder de Retour vun Installatiounen an Equipementer, déi vun deene Länner finanzéiert gi sinn a vun Israel konfiskéiert goufen, oder ee Remboursement vun de Käschte vun deenen Objeten.

Déi aacht EU-Memberstaten hunn, zesumme mat der EU, hir Positioun am Bezuch zu den Demolitiounen an den Konfiskatioune géigeniwwer den israeleschen Autoritéite kloergemaach duerch eng Note verbale an duerch eng gemeinsam Demarche, déi den 31. Oktober 2017 gemaach ginn ass. Et handelt sech ëm Konfiskatiounen am Wäert vun 31.252 Euro. Déi aacht EU-Memberstaten an d'EU sinn un dëser Demarche bedeelegt, well se all d'Aktivitéite vun engem ONG-Konsortium ënnerstëtzen. Déi beschlagnaamt Objete goufen all vum Konsortium ënnerstëtzt.

Déi rechtlech Basis bleift dat internationalt Recht. An déi israelesch Occupatioun ass a bleift illegal nom internationale Recht.

ad 2) Et handelt sech hei ëm humanitär Projete fir vulnerabel palästinensesch Communautéiten am Gebitt C vum Westjordanland ënner israelescher Occupatioun. Déi jeeweileg Infrastrukture goufen individuell vun EU-Memberstaten a vun ECHO, also vun der EU, finanzéiert. Déi israelesch Arméi huet den 9. August zéng Solarpanele mat deene Batterien, déi dozou gehéieren (am Wäert vun 8.252 Euro), konfiskéiert an den 22. August sechs prefabrizéiert Klassesäll (am Wäert vun 23.000 Euro) demanteléiert. Dräi vun de Klassesäll (am Wäert vun 13.500 Euro) goufe vun Irland, Frankräich, Lëtzebuerg an ECHO finanzéiert, déi aner Klassesäll an d'Solarpanele vun der Belsch. Am éischte Fall, den 9. August, waren 90 Schoulkanner an am zweeten Fall, den 22. August, ware 64 Schoulkanner direkt betraff.

D'Basis vun der Demarche ass d'internationalt Recht, zu deem et natierlech eng gemeinsam Positioun vun der EU gëtt.

ad 3) Lëtzebuerg ass ferm dovunner iwwerzeegt, dass dat internationalt Recht d'Basis fir eng Léisung vum israelesch-palästinensesche Konflikt ass. Wat den Interim Oslo 2-Ofkommes an de Konflikt am Allgemengen ugeet, sief hei nach eng Kéier un déi Parameteren erënnert, déi vun der EU a vun der internationaler Communautéit festgehale gi sinn, fir dëse Konflikt ze léisen. D'EU ass fir:

- Grenzen, déi op de Linne vun 1967 baséiert sinn, eventuell mat agreéierten Echangë vun Territoiren am gläiche Wäert;

- Sécherheetsarrangementer, déi d'Souveränitéit vum palästinensesche Stat preservéieren an d'Sécherheet vun Israel garantéieren;

- eng gerecht an agreéiert Léisung fir d'Fro vun de palästinensesche Flüchtlingen;

- en Arrangement, datt Jerusalem d'Haaptstad vun den zwee State mécht.

ad 4) Lëtzebuerg ass der Meenung, dass all israelesch Kolonie am Westjordanland an zu Jerusalem, och mat israelescher Bauerlaabnis, dat internationalt Recht violéiert. Déi israelesch Autoritéite hunn aus eiser Siicht net d'Recht, fir Demolitiounen a Konfiskatioune vun humanitäre Projeten, wéi an dësem Fall Schoulen, auszeféieren oder och humanitär Hëllef ze blockéieren. Wann dat geschitt, ass dat eng kloer Violatioun vun den Obligatioune vun Israel.

ad 5) Am Joer 2017 si bis Oktober 344 palästinensesch Strukturen, dovunner een Drëttel zu Ost-Jerusalem, demoléiert ginn. Am Joer 2016 waren 1.094 Strukture betraff, wat zum Deplacement vun 1.600 Persounen, dovunner d'Halschent Kanner, gefouert huet. Et ass net anzegesinn, wéi déi Demolitiounen d'Sécherheet vun Israel solle gestäerkt hunn.

ad 6) Bis elo hat dës Demarche nach keng Auswierkungen op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an Israel an och net tëschent der EU an Israel. Dës Demarche ass net eesäiteg, mä si entsprécht dem Respekt vun humanitäre Prinzipien a vum internationale Recht a si stäerkt dës Prinzipien an dat internationalt Recht, am Interessi vun de Leit, dorënner ville Kanner, déi vun den Demolitiounen a vun de Konfiskatioune betraff sinn.

Question 3387 (24.10.2017) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant le **Service placement de l'ADEM:**

Dans le programme gouvernemental de 2013 le Gouvernement a annoncé vouloir assurer une prise en charge de qualité des demandeurs d'emploi par l'ADEM pour faciliter et accélérer leur retour à l'emploi. Afin de garantir une telle prise en charge, vous comptiez entre autres augmenter «... de manière progressive les effectifs de l'ADEM afin d'atteindre les standards européens» en la matière et renforcer la formation et la spécialisation des conseillers et conseillères en vue d'un soutien plus personnalisé aux demandeurs d'emploi. En outre, vous annonciez la création d'une instance de réclamation pour les employeurs et les demandeurs d'emploi qui pourraient détecter des problèmes, notamment dans la prise en charge des demandeurs d'emploi.

Pourtant, selon les chiffres publiés dans le rapport annuel 2016 de l'ADEM, un placeur de l'ADEM doit encadrer en moyenne 271 demandeurs d'emploi, un chiffre qui n'a que très peu évolué par rapport à 2013 (285 demandeurs d'emploi par placeur). Cette petite baisse est d'autant plus surprenante que le nombre absolu de demandeurs d'emploi est resté plus ou moins stable et se situait en décembre 2016 à 18.185 demandeurs d'emploi[4] contre 19.287 en décembre 2013[5].

L'instance de réclamation pour les employeurs et les demandeurs d'emploi annoncée dans le programme gouvernemental n'a pas encore vu le jour.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Combien d'employés de l'ADEM sont directement impliqués dans le placement de demandeurs d'emploi?

2) Monsieur le Ministre peut-il me donner des informations quant au nombre de conseillers et conseillères recrutés et au nombre de postes créés dans le Service placement de l'ADEM depuis l'entrée en fonction du Gouvernement actuel?

3) Monsieur le Ministre peut-il expliquer pourquoi le nombre de dossiers à traiter par un conseiller ou une conseillère de l'ADEM n'a pas diminué, malgré un nombre de demandeurs d'emploi relativement stable et le recrutement supposé de conseillers et conseillères supplémentaires?

4) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un encadrement de qualité d'un demandeur d'emploi peut être garanti par un conseiller ou une conseillère devant suivre 250 ou plus de dossiers?

5) Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations concernant les standards européens en la matière?

6) Quels efforts en matière de recrutement et de prise en charge seraient nécessaires pour satisfaire aux standards mentionnés?

7) Est-il prévu de recruter des conseillers et conseillères supplémentaires? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner des informations quant au nombre et aux profils des personnes recherchées?

8) Combien de demandeurs d'emploi ont pu être placés par les services de l'ADEM en 2016? Comment ce chiffre a-t-il évolué par rapport aux années précédentes?

9) Quelle est la durée moyenne du parcours d'un demandeur d'emploi entre son enregistrement auprès de l'ADEM et son placement sur le marché du travail? Comment cette durée moyenne a-t-elle évolué au fil des années?

10) Quelle est la part du secteur de l'économie sociale et solidaire parmi la totalité des demandeurs placés en 2016? Comment cette part a-t-elle évolué par rapport aux années précédentes?

11) Monsieur le Ministre envisage-t-il toujours la création d'une instance de réclamation pour les employeurs et les demandeurs d'emploi?

Réponse (24.11.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) Au 30 octobre 2017, 144 agents (129,43 équivalents temps plein) de l'ADEM sont directement impliqués dans le suivi des demandeurs d'emploi. Ces agents peuvent être regroupés en trois catégories: conseillers demandeurs, conseillers spécialisés et autres agents. Les conseillers demandeurs et les conseillers spécialisés s'occupent exclusivement du suivi des demandeurs d'emploi, tandis que les autres agents interviennent dans le suivi mais réalisent encore d'autres tâches (p. ex. chefs d'agence, conseillers en voie de formation,...).

[1] Bulletin luxembourgeois de l'emploi décembre 2016

[2] Bulletin luxembourgeois de l'emploi décembre 2013

Les conseillers demandeurs sont en charge du suivi des demandeurs d'emploi faisant partie du parcours personnalisé régulier tandis que les conseillers spécialisés sont responsables du suivi des demandeurs d'emploi plus éloignés du marché de l'emploi et ayant intégré un parcours personnalisé intensif.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Depuis début 2014, l'ADEM a engagé 49 conseillers (30 nouveaux et 19 remplacements). Par ailleurs, il y a eu un certain nombre de départs suite à des mouvements de mobilité interne, à des changements d'administration ou des départs en retraite.

ad 3) Il y a lieu de noter qu'en 2013 l'ADEM ne disposait pas encore d'outils précis pour déterminer de manière précise le nombre de dossiers à traiter par un conseiller ou une conseillère.

Les 271 dossiers par conseiller pour l'année 2016 ne concernaient que les conseillers demandeurs (voir point 1). Les conseillers spécialisés s'occupaient quant à eux de 94 demandeurs en moyenne. En agrégeant ces deux chiffres, on compte en moyenne 196 dossiers par conseiller.

Au 31 octobre 2017, les conseillers demandeurs s'occupent en moyenne de 239 dossiers tandis que les conseillers spécialisés s'occupent de 103 dossiers en moyenne. Le ratio obtenu en agrégeant ces deux chiffres est de 184 dossiers en moyenne par conseiller demandeur.

ad 4) La réponse dépend du fait d'identifier les besoins d'accompagnement des demandeurs d'emploi. Ces besoins sont détectés dès l'inscription du demandeur d'emploi à l'ADEM. Les demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché de l'emploi ont les besoins les plus importants pour un accompagnement plus étroit (intensif) de la part de leur conseiller. C'est pour cette raison que les conseillers spécialisés accompagnent en moyenne seulement 100 demandeurs d'emploi. Pour les demandeurs d'emploi proches du marché de l'emploi, ayant la possibilité d'être autonomes dans leur recherche d'emploi, l'accompagnement par le conseiller est moins essentiel, d'autant plus que l'ADEM a développé ces dernières années une offre de services électroniques, permettant entre autres un accès autonome aux offres d'emploi par les candidats sur le JobBoard.

Un ratio de 240 candidats par conseiller demandeur est donc pertinent pour ce type de candidats.

ad 5) Il n'existe pas de lignes directrices européennes officielles concernant ce sujet. Certaines recommandations évoquent un ratio de 1 sur 100.

ad 6) Comme l'ADEM mise sur un accompagnement plus différencié (par des conseillers demandeurs ou des conseillers spécialisés) selon les besoins des demandeurs d'emploi, ces standards ne s'appliquent pas.

ad 7) Pour l'année 2018, il n'y a pas de recrutements de conseillers affectés au Service placement prévus par le biais du numerus clausus.

ad 8) La notion de «demandeurs placés par l'ADEM» est difficile à cerner parce que l'intervention de l'ADEM peut être directe ou indirecte. C'est pour cette raison qu'on parle plutôt de sorties vers l'emploi.

En 2014, 8.491 sorties vers l'emploi ont été notées. En 2015, ce chiffre est de 10.048 et en 2016 de 10.345. Pour les premiers cinq mois de 2017 on note 5.075 sorties vers l'emploi ce qui constitue une légère augmentation par rapport à 2016.

ad 9) En 2014, la durée moyenne entre l'inscription à l'ADEM et la reprise d'un emploi était de 8,0 mois. Cette durée était de 8,4 mois en 2015 et de 8,5 mois en 2016. Cette durée a augmenté alors qu'en 2015 et en 2016, l'ADEM a réussi à placer davantage de demandeurs d'emploi avec des durées d'inscription plus longues. La durée médiane est de cinq mois en 2014, 2015 et 2016. Cela signifie que la moitié des demandeurs d'emploi sort vers un emploi au plus tard cinq mois après une inscription à l'ADEM. Ce chiffre est resté stable de 2014 à 2016. Les chiffres pour l'année 2017 ne sont pas encore disponibles alors que l'année est encore en cours.

ad 10) Il n'est malheureusement pas possible de déterminer combien de demandeurs d'emploi ont été placés dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Cette information n'est pas disponible dans les fichiers du Centre commun de la sécurité sociale qui sont utilisés pour le calcul des indicateurs mentionnés ci-dessus.

ad 11) L'ADEM entretient de bonnes relations avec l'Ombudsman; des entrevues ont régulièrement lieu afin d'échanger sur des problèmes dont l'Ombudsman est saisi.

Par ailleurs, l'ADEM est dotée d'un service juridique et du contentieux qui, entre autres, recueille et traite les réclamations que les clients, entreprises et demandeurs d'emploi, peuvent avoir au sujet des services de l'ADEM. Ce service signale, le cas échéant, à la direction des problèmes constatés au niveau du fonctionnement des services de l'ADEM (p. ex.: interprétation erronée de textes législatifs).

En outre, une cellule spécifique créée au sein du service juridique et du contentieux à titre de projet pilote, joue le rôle d'instance intermédiaire entre les conseillers demandeurs et les demandeurs pour ce qui est des refus de travail. La mission de cette cellule est d'évaluer de manière objective et indépendante si une situation donnée peut être qualifiée de refus d'un emploi approprié.

Question 3389 (25.10.2017) de **M. Roberto Traversini** *(déi gréng)* concernant l'**amélioration de la localisation des appels d'urgence:**

Lors d'un appel au 112, il n'est pas toujours évident pour les appelants d'expliquer exactement le lieu où l'on se trouve et la géolocalisation du téléphone peut donc jouer un rôle important. La «localisation mobile avancée» est une nouvelle technologie qui permet d'améliorer la localisation des appels d'urgence en transmettant aux services d'urgence les informations obtenues grâce à la localisation du téléphone (GPS, wi-fi). Ce système améliorera considérablement la géolocalisation des appels par rapport au système actuel, en passant d'une précision moyenne de deux kilomètres à moins de 50 mètres. De nombreuses vies peuvent être sauvées grâce à ce système, notamment lorsqu'il s'agit d'appelants en état de choc ou de jeunes enfants incapables de préciser l'adresse du lieu.

Depuis l'été 2016, la technologie de «localisation mobile avancée» est déjà disponible sur tous les téléphones fonctionnant sous Android et peut fonctionner dans n'importe quel pays sur simple demande d'activation par les autorités nationales. De nombreux pays européens ont déjà activé ce système, mais selon mes informations, le Luxembourg n'en fait pas encore partie.

- Est-ce que le Gouvernement prévoit d'activer le service de «localisation mobile avancée» au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, à partir de quelle date?

Réponse (28.11.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

À l'heure actuelle, ces moyens sont limités à un simple transfert d'informations de la position géographique de la station de base d'un opérateur de téléphonie mobile par le biais de laquelle l'appel au Central des secours d'urgence (CSU-112) a été initié. Il s'agit dès lors d'une information codée qui sera par la suite utilisée par l'opérateur du CSU-112 afin de détecter la position géographique de la station de base concernée. Il convient de préciser que cette information est approximative, le territoire ciblé peut, en effet, s'étendre, en fonction de la configuration de la station de base, endéans une distance de 300 mètres et 20 kilomètres.

Pour améliorer cet état des choses, le Gouvernement a demandé au Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) de mettre en place une application permettant à la fois de localiser les personnes lors d'un appel d'urgence et d'informer la population en cas d'incidents majeurs.

Cette application mobile gratuite d'alerte des populations sur smartphone, dénommée «GouvAlert.lu», est en cours de développement, en collaboration avec l'Administration des services de secours (ASS) et le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN). Elle donnera aux usagers la possibilité de contacter directement, via l'application, le numéro d'urgence 112. Si lors de l'installation ou ultérieurement, l'usager a opté pour les services de géolocalisation offerts par «GouvAlert.lu», les données de géolocalisation, GPS et/ou wi-fi de l'appareil mobile, seront transmises ensemble avec le numéro de l'appelant au 112. Ainsi, les services de secours pourront localiser l'appelant et intervenir de la manière la plus rapide et la plus précise possible.

La mise en service de l'application «GouvAlert.lu» permettra à ce moment de profiter des avantages de la technologie de géolocalisation fournie par les appareils mobiles.

Question 3390 (25.10.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **cannabis médical:**

L'usage médical du cannabis est légalisé dans un nombre grandissant de pays. Un exemple récent de cette évolution représente l'Allemagne qui a autorisé l'usage du cannabis dans le cadre du traitement de maladies graves en l'absence de thérapie alternative efficace.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre juge-t-elle utile de prendre contact avec les autorités compétentes des pays ayant légalisé l'usage médical du cannabis afin de prendre connaissance des derniers développements concernant le succès et les risques de tels traitements?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'études scientifiques récentes qui pourraient légitimer la légalisation du cannabis médical au Luxembourg?

- Madame la Ministre peut-elle nous indiquer les arguments qui parlent actuellement pour et/ou contre une légalisation du cannabis médical au Luxembourg?

Réponse (23.11.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Mes services suivent avec une grande attention les évolutions en matière d'usage de cannabis à des fins médicales, tant en matière de recherche scientifique que de changements législatifs et réglementaires opérés dans ce domaine et survenus dans un certain nombre de pays de l'UE et ailleurs. Plus est, nous sommes en contact régulier avec les autorités allemandes compétentes en la matière. Une délégation de mon ministère a d'ailleurs effectué une visite d'étude au «Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte» (BfArM) du Ministère de la Santé allemand au mois d'avril de cette année afin de se familiariser avec le dispositif allemand et d'échanger sur son processus de création. Les expériences et connaissances en matière de bénéfices et risques éventuels de l'usage de cannabis à des fins médicales nous sont d'ailleurs régulièrement transmises par différentes voies, et notamment par l'intermédiaire de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) qui suit également de près ce dossier.

Au cours des dernières années, la recherche en matière d'usage médicinal de cannabis, d'extraits de cannabis et de cannabinoïdes s'est développée de manière significative et l'intérêt scientifique pour l'usage de cannabis à des fins médicales a connu un essor important. À ce jour, de nombreuses études suggèrent que notamment le tetrahydrocannabinol (THC) et le cannabidiol (CBD) peuvent avoir des effets bénéfiques dans le cadre du traitement d'un certain nombre de maladies.

Par ailleurs, une méta-analyse publiée en 2017 par «The National Academies of Sciences, Engineering and Medicine» (États-Unis d'Amérique), se distinguant par son étendue, sa représentativité (plus de 10.000 articles scientifiques ont été analysés) et sa clarté en matière de formulation scientifique, fait état de «preuves concluantes» et de «preuves substantielles» quant à l'effet positif, voire d'associations significatives d'utilisation de cannabis ou de certains cannabinoïdes auprès des patients souffrant de certaines pathologies, lorsqu'aucun traitement conventionnel ne permet de réduire les symptômes. Cette même analyse reflète et actualise d'ailleurs les résultats d'une revue systématique en la matière effectuée en 2015, et dont les résultats ont été publiés dans le «Journal of the American Medical Association» (JAMA).

Il convient de souligner que le cannabis médicinal n'est ni une panacée contre tous les maux ni un remède pour tous. Son action thérapeutique peut s'exercer de façon bénéfique sur les symptômes de certaines maladies. En ce qui concerne d'éventuelles autres applications, il faudra laisser le temps à la science pour faire son travail. L'accès réglementé au cannabis de qualité contrôlée pour un usage médical est à considérer comme une option complémentaire au moment où ce dernier revêt un intérêt dans le cadre de l'évolution d'un traitement médical donné.

Si la recherche en matière de cannabis et de son utilisation à des fins médicales a progressé remarquablement au cours des dernières années, nombre de questions restent encore ouvertes à ce jour. Toutefois, les données à disposition aujourd'hui permettent d'avancer qu'il peut être opportun, face à un certain nombre de symptômes et pour certains patients, d'envisager le recours au cannabis médical, du moins comme complément possible aux traitements existants.

Garantir l'accès aux meilleurs soins possibles, en fonction de l'état de santé du patient et dans la limite de ce qui est utile et nécessaire et à la lumière des connaissances actualisées, constitue une mission d'intérêt public essentielle. Sur base des connaissances actuelles, l'usage médical du cannabis nous semble aujourd'hui constituer un outil complémentaire pour réduire notamment les douleurs et souffrances de certains patients, là où les traitements habituels ne le permettent pas ou plus.

L'accord de principe quant à l'accès légal au cannabis à des fins médicales, donné par le Conseil de Gouvernement en date du 27 octobre 2017, nous permettra de progresser dans les nombreuses démarches à entreprendre afin de créer un dispositif national garantissant l'accès au cannabis de qualité standardisée à des fins thérapeutiques et d'assurer sa disponibilité et délivrance sécurisées.

Question 3391 (25.10.2017) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **péage sur la liaison autoroutière entre Gye et la frontière luxembourgeoise (A31bis):**

Le Gouvernement français a décidé en février 2016 d'aménager progressivement la liaison autoroutière entre Gye et la frontière luxembourgeoise (A31bis). Lors de l'annonce de cette décision, il avait prévu de lancer une concertation locale avec les communes concernées vers la fin de 2017. De même, il avait annoncé de mener une réflexion en collaboration avec le Grand-Duché de Luxembourg sur la mise à 2x3 voies du secteur Thionville-Luxembourg.

La décision du Gouvernement français comprend l'installation sur l'A31bis d'un péage, ce qui a donné lieu à une pétition de la part de frontaliers et d'habitants de la région qui s'attendent, entre autres, à un report massif de la circulation sur les routes départementales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été consulté comme prévu sur le projet de la mise à deux fois trois voies de l'A31 entre Thionville-Luxembourg? Dans l'affirmative, quelle a été sa position concernant l'installation d'un péage sur ce tronçon?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'introduction d'un péage amènera les automobilistes à emprunter des routes alternatives pour se rendre au Luxembourg? Si oui, quel sera selon lui l'impact de ce projet sur le trafic sur les trajets alternatifs du côté luxembourgeois?

Réponse (27.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le projet routier côté luxembourgeois, qui consiste en la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 entre la Croix de Gasperich et la frontière française, est censé augmenter l'attractivité de l'axe autoroutier par rapport au réseau routier secondaire en permettant une meilleure fluidité du trafic autoroutier par l'ajout respectif d'une voie de circulation supplémentaire. Cela permet donc de renforcer le réseau structurant tout en soulageant les quartiers d'habitation des localités situés dans la zone de chalandise de l'autoroute.

À l'heure actuelle, mes services sont en train d'analyser d'affecter la voie supplémentaire d'une manière rationnelle et il est envisageable de réserver la troisième voie aux bus et même aux véhicules en covoiturage, notamment pendant les heures de pointe, afin de prioriser les moyens permettant le transport de plusieurs personnes à la fois et d'utiliser ainsi plus rationnellement les surfaces disponibles. Une collaboration avec les autorités françaises existe pour mener des réflexions dans le but de prioriser la multimodalité, voire du transport en commun et du covoiturage, également du côté français entre Thionville et Luxembourg.

Par sa décision du 12 février 2016 consécutive au débat public relatif au projet de liaison autoroutière entre Gye et la frontière luxembourgeoise, la République française a retenu le principe d'un aménagement progressif de l'A31bis et le recours à la concession pour l'ensemble des aménagements autoroutiers en tracés neufs et pour les aménagements au nord de Thionville, dont la nouvelle liaison A30-A31 - Thionville-Luxembourg, c'est-à-dire un financement par le péage plutôt que par l'impôt. Pour la fin de cette année, une nouvelle concertation est attendue qui devra conduire entre autres à la définition des parties d'aménagement autour de Thionville.

Il y a cependant lieu de noter que l'aménagement de sections neuves ainsi que l'aménagement sur place avec élargissement à 2x3 voies de l'autoroute existante aura comme effet de rendre celle-ci plus attractive en termes de temps de parcours pour les usagers par rapport au réseau secondaire et réduisant ainsi la tendance d'un report du trafic vers le réseau secondaire.

Question 3392 (25.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **soins médicaux en cas de crise:**

Am Noutfall (Krichsfall, Katastrophefall, terroristesch Attack, etc.) misst eist Land eventuell mat enger ganz héijer Zuel un Affer rechnen, wouvun der ganz vill bal gläichzäiteg misste medezinnesch versuergt ginn. Am Fall vun enger internationaler Kris misst Lëtzebuerg eventuell och nach Verletzter a Kranker aus anere Länner ophuelen, fir si hei ze versuergen.

Bei méi laange Konfliktsituatioune mussen d'Strukturen am Gesondheetsberäich deementspriechend Capacitéiten a Personal hunn, fir och laangfristeg kënnen déi noutwendeg Versuergung ze garantéieren.

Doweinst wollt ech deenen zoustännege Membere vun der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Strukture gëtt sech Lëtzebuerg um ministeriellen Niveau, fir am Fall vu schwéieren an eventuell laangfristege medezinneschen Noutsituatioune kënnen d'Versuergung vun der Populatioun ze organiséieren? Gëtt et eng Noutfallunitéit am Gesondheetsministère, déi am permanente Kontakt mat alle Bedeelegte stoe kann? Wéi ass déi zesummegesat? Huet si elo schonn déi néideg Strukture fir e Krisefall virbereet?

2. Wéi eng Exercicë goufe bis elo gemaach, fir e grousse Krisefall ze simuléieren, a wat waren d'Enseignementer, déi aus deenen Exercicë gezu goufen? Solle regelméisseg Exercicen organiséiert ginn?

3. Wéi eng Moossnamen huet Lëtzebuerg getraff, fir, och am Fall wou Grenzen zu Nopeschlänner géifen zougemaach ginn, weiderhi kënne sécherzestellen, datt medezinnescht Personal a Material kann d'Grenze passéieren? Huet Lëtzebuerg an deem Sënn Ofkommesse mat den Nopeschstate getraff? Gëtt déi Problematik am Kader vun der Groussregioun diskutéiert?

4. A ville Länner mussen d'Spideeler permanent eng substanziell Zuel u Better a Reserv halen, fir genuch Capacitéiten am Noutfall ze hunn. Ass dru geduecht ginn, fir dat och zu Lëtzebuerg - an enger credibeler an iwwerpréifbarer Form - anzeféieren?

5. Wéi wëllt Lëtzebuerg am Noutfall - dee jo och eventuell ka ganz laang daueren -genuch medezinnescht a paramedezinnescht Personal mobiliséieren?

6. Wëllt Lëtzebuerg Reserve vu wichtege Medikamenter stockéieren, fir a laangfristegen Noutsituatiounen déi néideg Versuergung kënne méiglechst autonom a kuerzfristeg ze garantéieren?

7. Wéi eng Roll kann déi geplangte Militärmedezinn an dësem Zesummenhang spillen? Misst net awer och eng eege militäresch Spidolsstruktur geschaaft ginn, fir déi néideg Reserve fir den Noutfall kënnen zur Verfügung ze stellen?

Réponse commune (27.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. Am Fall vun enger Krisesituatioun mat ville Blesséierte kënnt, am Kader vum „plan nombreuses victimes", eng national Krisenzell zesummen. De Gesondheetsministère ass an dëser Krisenzell vertrueden. D'Krisenzell ass interministeriell zesummegesat a vereenegt all relevant staatlech Akteuren, déi un der Gestioun vun der Kris bedeelegt sinn. Si gëtt vun engem Minister presidéiert an hëlt déi strategesch Entscheedungen, déi néideg sinn, fir d'Kris ze geréieren.

Doriwwer eraus huet de Gesondheetsministère eng intern Noutfallzell. Si huet d'Missioun, d'Decisioune vun der nationaler Krisenzell um Niveau vum Gesondheetswiesen ëmzesetzen. Si gëtt och aktivéiert an engem Fall wou d'Gesondheetswiesen eleng betraff ass, esou zum Beispill 2009 an 2010 am Fall vun der Kris vun der Gripp A (H1N1). Dës Noutfallzell gëtt vum Direkter vun der Santé presidéiert. Déi zwee bäigeuerdent Direkteren, den Divisiounschef vun der Inspection sanitaire, de Médecin-inspecteur du travail an aner betraffen Divisioune vun der Gesondheetsdirektioun sinn och an der Noutfallzell vertrueden. D'Noutfallzell ass am Krisefall an direktem Kontakt mat der nationaler Krisenzell, awer och mat de Spideeler an anere wichtegen Déngschter.

ad 2. Am Januar 2017 gouf am Kader vun der Simulatioun vun engem terroristeschen Attentat (exercice Vigilnat) d'Aktivatioun vum Katastropheplang an engem Spidol getest (exercice plan blanc). D'Spidol, dat deelgeholl huet, konnt esou säi Katastrophefall testen. Dësen Test huet gewisen, datt:

- d'Äntwert um Terrain deenen duerch den „plan blanc" festgeluechten Ziler entsprach huet (d'Aktivatioun vun der Krisenzell, de Wee vun den Alerten, d'intern Kommunikatioun, den Zréckruff respektiv de Maintien vum Personal am Spidol, d'Logistik, d'Fräimaachen an d'Attributioun vu Spidolsbetter);

- et komplex ass een Exercice ze realiséieren an enger Struktur, déi hir normal Aktivitéit vum Empfank a vun der Behandlung vu Patiente muss weiderféieren, dat well d'Patienten, déi eng Behandlung brauchen, kengem Risiko duerch den Exercice dierfen ausgesat ginn;

- d'Kommunikatioun vun de Rettungsdéngschter Richtung Spidol gutt fonctionnéiert huet an d'Kommunikatioun vum Spidol Richtung 112 op verschiddene Punkten nogebessert gëtt;

- et opportun wier, d'Simulatioun vun de Soinen an dem Transport vu Patienten an aner Spideeler an engem weideren Exercice nach auszebauen.

Am Moment gi Gespréicher mat verschiddenen Akteure gefouert, fir och 2018 een nationalen Exercice ze plangen.

ad 3. Lëtzebuerg schafft drun, fir Ofkommesse fir eng sanitär Kooperatioun mat den Nopeschlänner auszehandelen. D'Thema gëtt am Kader vun der Groussregioun diskutéiert, déi bilateral Ofkommesse sinn dann tëschent de Länner ze schléissen. An deem Kontext huet Lëtzebuerg virun engem Joer mat Frankräich esou een Accord ënnerschriwwen, deen deemnächst vum Parlament muss approuvéiert ginn. Op dem praktesche Plang huet de Gesondheetsministère direkt Kontakter iwwert dësen Thema mat de sanitären Déngschter an Entscheeder an der Groussregioun.

ad 4. Et gëtt kee Gesetz zu Lëtzebuerg, dat eng Reserv vu Spidolsbetter géif imposéieren. Eist Land weist méi eng héich Zuel vu Spidolsbetter pro 1.000 Awunner op wéi vill aner europäesch Länner an d'Mëttelbeleeung vun de Spidolsbetter (72%) ass méi déif ewéi an anere Länner.

De Katastropheplang erlaabt, schnell Spidolsbetter eidel ze maachen an erméiglecht d'programméiert Spidolsaktivitéit, wéi z. B. déi programméiert Opnam vu Patienten, op spéider ze verleeën, fir esou d'Opnam vun Noutfallaffer ze verbesseren. Am Kader vum Kriseplang ginn déi disponibel Better a Capacitéiten, fir Noutfäll ze behandelen, der Noutfallzell vum Gesondheetsministère an dem 112 lafend matgedeelt.

ad 5. D'Zuel vun Dokteren an anerem Gesondheetspersonal wäert am Fall vun enger Katastroph mat enger limitéierter Zuel vun Affere duergoen. Am Fall vun enger Katastroph mat héijer Zuel vun Affer wäert international Hëllef mussen ugefrot ginn. Dëst kann zum Beispill gemaach ginn am Kader vum europäesche Mechanismus vun der Protection civile, an deem ënner anerem och de Modul „Europäesche corps médical" virgesinn ass, oder am Kader vu bilateralen Accorde mat eisen Nopeschlänner.

ad 6. De Stat verfüügt iwwer e gewëssene Stock vu strategesch wichtege Medikamenter. Aus verständleche Grënn ass dat awer net fir all Zorte vu Medikamenter méiglech.

ad 7. D'Konzept vun enger Militär- a Katastrophemedezinn, dat den 30. Juni 2017 vum Regierungsrot guttgeheescht gouf, gesäit d'Entwécklung vu spezialiséierte medezinneschen a paramedezinnesche Ressourcë vir. Déi militäresch Spezifissitéit vun dësem Projet soll et erlaben, déi néideg Kompetenzen an de Savoir-faire an der Militärmedezinn ze entwéckelen an ze perenniséieren. Den Objektiv vun dësem Konzept ass den Asaz vu spezialiséiertem Personal aus dem Gesondheetswiesen un internationale Friddensmissiounen.

Dat lëtzebuergescht Personal gëtt integréiert a multinational militäresch Kontingenter. D'Personal gëtt rekrutéiert, geschoult an esou organiséiert, fir dass déi national Bedierfnesser am Beräich vun der Katastrophemedezinn souwuel

kënnen erméiglecht wéi och ënnerstëtzt ginn. D'Land profitéiert deemno vun neie Ressourcen, déi speziell an der Militär- a Katastrophemedezinn ausgebilt an trainéiert sinn, fir déi national Belaaschtbarkeet ze stäerken. Dëst Konzept gesäit och den Amenagement, an engem zivile Spidol, vun enger spezieller militärescher Infrastruktur vir, där hiert Zil et ass, fir militärescht Personal an och Zivilisten, déi aus Kriseregiounen evakuéiert ginn, medezinnesch ze betreien, grad wéi och d'Affer am Fall vun enger nationaler Katastroph. Et ass geplangt, datt d'Capacitéit vun dëser Infrastruktur ëm déi 40 Better wäert hunn.

Question 3394 (26.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**aide au développement:**

D'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef ënnerscheet sech vun där, déi aner Länner leeschten, besonnesch och duerch de prinzipielle Verzicht op den „Retour" - also op positiv finanziell oder kontraktuell Auswierkungen zugonschte vun der Lëtzebuerger Ekonomie. Ob dat ëmmer ganz realisabel ass, ass natierlech eng aner Fro.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir Entwécklungshëllef dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass am Ableck den „Retour" vun der ëffentlecher Entwécklungshëllef fir déi lëtzebuergesch Ekonomie?

2. Awéiwäit spillen ekonomesch Kritären eng Roll:

- bei der Auswiel vun de Partnerlänner?

- bei der Selektioun vun de Projeten an deene Länner?

3. Wéi ginn déi lëtzebuergesch ekonomesch Akteuren an eis Entwécklungshëllef implizéiert (Industrie, Finanzplaz, Transport, Energie, etc.)?

4. Gëtt versicht, auslännesch Marchéé fir lëtzebuergesch Entreprisen opzemaachen?

5. Wéi verleeft d'Auslafphas vun der Entwécklungshëllef a Schwellelänner (z. B. dem Vietnam an dem Cap-Vert) am Hibléck op déi Lëtzebuerger ekonomesch Interessien?

6. Wëllt d'Regierung un hirer Poiitik festhalen, bei där déi lëtzebuergesch Entwécklungshëllef prinzipiell op d'Promotioun vum ekonomeschen Eegeninteressi vun eisem Land verzicht?

Réponse (27.11.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

Am Programm vun dëser Regierung ass um Prinzip vun der „aide non liée" festgehale ginn. Dat bedeit, dass d'Marchéen, déi am Kader vun de Kooperatiounsprojeten ausgeschriwwe ginn, sech net op lëtzebuergesch Betriber limitéieren, mä transparent an international ausgeschriwwe ginn, fir esou optimal dem Objektiv vun der Aarmutsbekämpfung zegutt ze kommen. Lëtzebuergesch Betriber kënnen awer natierlech bei dësen Ausschreiwunge matmaachen. Si kënnen och d'office wéinst hirem spezifeschen Apport an engem Projet zréckbehale ginn. Dat ass zum Beispill de Fall fir déi humanitär Satellittekommunikatiounsplattform emergency.lu, ee Public Private Partnership (PPP) mat der SES, Hitech Luxembourg a Luxembourg Air Ambulance.

ad 1. Nieft de politeschen, relationnellen an reputationelle Retouren, déi fir onst Land wichteg sinn, bréngt ons ëffentlech Entwécklungszesummenaarbecht, och wa se net gebonnen ass, substanziell Retoure fir ons Ekonomie. Dës fänke schonn u mat den honnerten Aarbechtsplazen, déi duerch ons Kooperatioun geschafe ginn, am bilaterale Beräich a bei den ONGen. Da sinn eng ganz Rëtsch Lëtzebuerger ekonomesch, finanziell an institutionell Akteuren an onser Entwécklungszesummenaarbecht implizéiert. De genauen ekonomesche Retour ze chiffréieren ass onméiglech, mä Kontrakter ginn et mat sëllege Betriber, déi an der Ëmsetzung vu Projete matmaachen, entweder direkt oder iwwer PPPen, an och mat Consultantsbetriber fir d'Evaluatioune vun de Projeten.

Fir déi kleng a mëttelgrouss Betriber ze encouragéieren, op nei Marchéen an den Entwécklungslänner ze goen, huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun ausserdeem am Abrëll 2016 extra Facilitéiten.

An der Mikrofinanz ass Lëtzebuerg duerch ons Kooperatioun zu engem internationale Centre d'excellence ginn. En Drëttel vun all den Investment-Vehikelen an der Mikrofinanz weltwäit sinn zu Lëtzebuerg domiciliéiert a representéieren d'Halschent vun allen „actifs sous gestion" weltwäit. Dës Zuelen eleng si méi wéi honnertmol ons jährlech Entwécklungszesummenaarbecht.

ad 2. D'Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht konzentréiert sech op eng limitéiert Unzuel vun deenen am mannsten entwéckelte Länner. Bei der Auswiel vun dëse Länner sinn d'Haaptkritären d'Valeur ajoutée an den Impakt, déi d'Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht um Terrain kann hunn. Déiselwecht Kritäre gëlle fir d'Auswiel vu Projeten, déi ëmmer an engem kohärenten Programm integréiert sinn. Spezifeschen Know-how vu Lëtzebuerger Akteuren, gëtt och hei mat a Bezuch geholl.

ad 3. Lëtzebuerg beméit sech, seng ekonomesch an institutionell Akteuren, déi oft eng grouss Expertise hunn, vun där d'Entwécklungslänner profitéiere kënnen, méi a seng Kooperatioun mat anzebannen. Fir d'Betrieber ze encouragéieren, sech an esou Initiativen an eise Kooperatiounslänner ze lancéieren, hu mir, wéi gesot, eng Business Partnership Facility op d'Bee gesat, déi dëst Joer an hir zweet Ronn gaangen ass an duerch déi bis elo néng Projeten ënnerstëtzt ginn. Och hei konzentréiere mir eise Kofinanzement op Secteuren, an deene Lëtzebuerg eise Partnerlänner eppes ze bidden huet, andeems mir eis op d'Beräicher vum ICT, Fintech, Biohealth an Eco-innovation konzentréieren. Eventuell wäerte mir dës Beräicher op d'Logistik ausweiden.

Direkt Kollaboratioune bestinn, wei gesot, och mat Entreprisen an Institutiounen am Telekommunikatiounsberäich, an der Consultance, an der Gesondheet, am Transport, an der Recherche an an der Educatioun, souwéi natierlech mat finanziellen Akteuren an der Mikrofinanz.

ad 4. De But vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ass net, fir duerch d'Zesummenaarbecht mat de lëtzebuergeschen ekonomeschen Akteure Marchéé fir lëtzebuergesch Entreprisen opzemaachen, mä fir si effektiv mat anzebannen am Kampf géint d'Aarmut. Falls de lëtzebuergesche Privatsecteur heiduerch gestäerkt erausgeet, gesi mir dat als positiven Niweneffet, deen och d'Nohaltegkeet vu solche Projeten ënnerstëtze kann.

Ons Ambassaden an den Entwécklungslänner këmmere sech net nëmmen ëm d'Entwécklungszesummenaarbecht, mä stinn de Lëtzebuerger Entreprisen zur Verfügung, fir se an hiren Démarchen an dëse Länner ze ënnerstëtzen. Aner Méiglechkeete bidden och Wirtschaftsmissioune wéi déi, déi d'Statssekretärin Francine Closener am Kader vun der Visitt vum Grand-Duc Ufank 2015 am Cabo Verde gemaach huet, oder déi vun der Chambre de Commerce am Februar 2016 am Senegal an duerno an Äthiopien.

ad 5. D'Auslafphas vun der traditioneller Entwécklungszesummenaarbecht a Schwellelänner, wéi de Vietnam oder El Salvador, ass ëmmer mat engem Volet vun Diversifikatioun vu Relatioune verbonnen, déi kommerzieller, ekonomescher, awer och kultureller a politescher Natur sinn. De Succès vun esou Diversifikatiounen hänkt natierlech an der Haaptsaach vun dem Wëllen an Interessi vun de Lëtzebuerger Akteuren, op dee Wee ze goen.

ad 6. D'Regierung hält sech un de Programme gouvernemental, an deem de Prinzip vun der „aide non liée" festgehalen ass. D'Lëtzebuerger Kooperatioun ass awer drun interesséiert, fir och de Privatsecteur als en neien Akteur an der Entwécklungszesummenaarbecht ze etabléieren. Ëffentlech Gelder ginn esou als Levier gebraucht, fir privat Gelder ze mobiliséieren an doduerch den Impakt op eng nohalteg Entwécklung ze multiplizéieren. An deem Kontext kënne Synergië kreéiert an nei Partnerschafte lancéiert ginn, déi am Endeffekt och der Lëtzebuerger Ekonomie zeguttkomme kënnen.

Question 3395 (26.10.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **accidents de la route impliquant des piétons:**

Dans un article paru le 25 octobre 2017 sur le site Internet de la «Radio 100,7», il est rapporté que le «Auswärtiges Amt» en Allemagne avait publié au mois de septembre une recommandation de voyage pour le Luxembourg. Dans cette recommandation le «Auswärtiges Amt» avertissait les voyageurs allemands du taux élevé d'accidents routiers au Luxembourg et mettait notamment en question la sécurité des piétons dans le trafic. Bien que la recommandation ait été retirée entre-temps, le fait reste que le nombre des accidents impliquant des piétons a augmenté dans les derniers mois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il des statistiques précises sur les accidents impliquant des piétons des derniers six mois et les circonstances respectives?

- Monsieur le Ministre a-t-il des explications pour cette hausse des accidents?

- Monsieur le Ministre a-t-il fait une analyse des différentes causes des accidents en relation avec des piétons?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre envisage de faire pour contrer cette tendance?

- Étant donné que la période de l'année la plus périlleuse pour les piétons dans le trafic arrive, quelles mesures concrètes Monsieur le Ministre envisage-t-il?

Réponse (27.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Au premier semestre 2017, un piéton est décédé dans le cadre d'une collision, survenue sur un passage pour piétons du parking d'un supermarché à Howald. La collision en question est toujours en cours d'instruction pour en déterminer les circonstances exactes. Ci-dessous les six derniers bilans des piétons tués et blessés graves:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En analysant les circonstances des différentes collisions entre un véhicule et un piéton survenues, nombreuses sont celles qui se sont produites dans l'obscurité.

Force est de constater qu'en automne et en hiver, lorsque les conditions météorologiques et la visibilité sont mauvaises, les usagers vulnérables, et notamment les piétons, sont particulièrement exposés aux risques d'accident, alors qu'ils risquent de ne pas être vus ou d'être vus trop tard par les automobilistes. Dans l'obscurité, l'automobiliste n'aperçoit un piéton vêtu de vêtements foncés qu'à une distance de 25 mètres. La pluie et le brouillard diminuent encore plus cette visibilité. Un piéton muni d'accessoires réfléchissants par contre sera perceptible à une distance de 140 mètres ce qui diminue significativement le risque de collision.

C'est pourquoi le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ensemble avec la Sécurité routière et la Police grand-ducale, a relancé dans le cadre de la Journée de la sécurité routière, le dimanche 22 octobre 2017 la campagne «Gitt siichtbar». Ainsi, pour sensibiliser et encourager le grand public, à côté de flyers qui indiquent des recommandations, des brassards réfléchissants sont distribués. Cette campagne avait déjà été lancé en 2010, 2013 et 2016.

Il résulte également des analyses effectuées qu'une majorité des collisions impliquant un piéton se produisent en agglomération et dans un tiers des cas sur un passage pour piétons. Devant cette toile de fond, un groupe de travail de la Commission de circulation de l'État, ensemble avec La Sécurité routière, en concertation avec l'Association nationale des victimes de la route (AVR), le Syvicol, la Ville de Luxembourg, la Ville d'Esch-sur-Alzette, l'Administration des ponts et chaussées et le Centre de formation pour conducteurs, a élaboré une brochure «sécurisation des passages pour piétons en agglomération», dont l'objectif est de renforcer la sécurité des piétons par l'élaboration de recommandations pour l'aménagement et la sécurisation des passages piétons en agglomération. Elle est destinée aux communes, gestionnaires du trafic et aux bureaux d'études.

La Commission de circulation de l'État a également élaboré un guide sur l'aménagement d'infrastructures sur la voirie hors agglomération en étroite collaboration avec la Sécurité routière asbl, l'Association nationale des victimes de la route (AVR), l'Administration des ponts et chaussées, la Police grand-ducale, le Centre de formation pour conducteurs, le Syvicol, ainsi que les villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette. Le guide en question a pour but de contribuer à une sécurisation maximale des endroits où se croisent les automobilistes et les piétons et cyclistes: aux passages pour piétons, passages pour cyclistes et arrêts d'autobus. Dans ce sens, le guide recueille les aspects techniques des signalisations ainsi que des aménagements de la voie publique et s'adresse aux administrations communales, aux planificateurs et aux experts qui les épaulent, ainsi qu'aux instances étatiques dans le cadre de la mise en place de nouvelles infrastructures en dehors des agglomérations.

Ensuite il convient encore de souligner que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures soutient la réalisation de zones à trafic apaisé qui visent entre autres à lutter contre l'insécurité routière sur le plan local. Ainsi, beaucoup de communes ont opté pour la mise en place de zones 30 km/h. Les zones résidentielles et les zones de rencontre apparaissent de plus en plus dans le cadre de projets d'aménagement de nouveaux quartiers, ainsi que dans le cadre de projets de réaménagement de centres d'agglomération.

À relever dans ce contexte que l'abaissement de la limitation de vitesse de 50 km/h à 30 km/h ou à 20 km/h permet de réduire sensiblement la distance d'arrêt des véhicules en cas de freinage d'urgence.

Finalement il convient d'attirer l'attention des honorables Députés au plan d'action «sécurité routière» 2014-2018, qui a fait l'objet du débat de consultation sur «Vision Zéro - Comment combattre l'insécurité routière durablement?» lors de la séance plénière de la Chambre des Députés en date du 16 juin 2015. En effet, ledit plan d'action identifie les défis auxquels se heurtent actuellement les efforts d'amélioration de la sécurité routière et définit les mesures à mettre en œuvre par les acteurs nationaux pour relever ces défis. Parmi ces mesures figurent les mesures dont question ci-dessus.

Question 3396 (26.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **armes de destruction massive:**

Eng vun deene grousse Suergen an der internationaler Politik ass d'Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen (nuklear, biologesch oder chemesch Waffen) an hire Virleeferproduiten. Et soll och verhënnert ginn, datt net vertrauenswierdeg Staten oder net staatlech Akteure kënnen an de Besëtz vun deenen néidege Vecteuren (Deeler vu Rakéiten, Equipementer vu Laboratoiren asw.) kommen, fir esou Waffe kënnen ze produzéieren oder anzesetzen, och wann et Equipementer sinn, déi gläichzäiteg fir zivill Zwecker kënne benotzt ginn.

D'Reputatioun vu Lëtzebuerg hänkt mat dovun of, datt déi néideg Kontrolle bei eis mat där néideger Seriositéit an Zouverlässegkeet gemaach ginn. An engem Land, dat säi Logistikberäich kontinuéierlech ausbaut (Loftfracht, Schinneverkéier...), mussen déi zoustänneg Administratiounen zu all Ableck iwwer genuch a gutt forméiert Leit verfügen, fir datt et net zu engem Sécherheetsdefizit an esou engem kruziale Beräich vun der Sécherheetsarchitektur kënnt.

Dowéinst wollt ech dem Här Finanzminister, dem Här Ausseminister, dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1) Ginn déi aktuell Gesetzer duer, als legal Basis fir staatlech Interventiounen an deem Beräich? Huet Lëtzebuerg all pertinent international Texter ratifizéiert? Wann net, wéini wëllt d'Regierung der Chamber déi néideg Projete virleeën?

2) Wéi ass Lëtzebuerg an deenen internationale Gremie vertrueden, déi sech ëm déi do Problematik këmmeren, zum Beispill am Australien-Grupp an an äänleche formalen an net formale Stategruppen? Ass Lëtzebuerg an all deene relevanten Organisatioune vertrueden an och regelméisseg präsent?

3) Stëmmt et, datt de Personaleffektiv vun der Douane an deene leschte Jore kontinuéierlech erofgaangen ass? Wéi vill Leit waren an de Joren 2010 bis 2017 pro Joer bei der Douane beschäftegt an a wéi enge Carrièren?

4) Wéi vill Leit goufe pro Joer bei der Douane fir d'Netproliferatioun forméiert? Wéi vill Leit (och pro Joer) maachen effektiv Kontrollen an deem Beräich?

5) Gëtt et bei der Douane genuch Leit, déi sech fir déi Problematik interesséieren a bereet sinn, eng Formatioun matzemaachen an an deem Beräich ze schaffen?

6) Wéi eng Roll spillt den Office des licences an deem Beräich a wéi eng Mëttele stinn him zur Verfügung, fir déi Missioun ze erfëllen?

7) Gëtt bei all Bauprojet am Beräich vun der Logistik, zum Beispill um Findel oder bei der Eisebunn, den Aspekt vun der Netproliferatioun am Viraus gepréift a matbeduecht, fir eng effikass a systematesch Kontroll vun de Wueren an der Fonctionnementsphas ze garantéieren?

8) Wéi fonctionnéiert d'Zesummenaarbecht tëschent der Douane an deenen aneren Admi-

nistratiounen am Beräich vun der Netproliferatioun? Ka si zu all Ableck an ouni Ëmweeër op d'Expertise an d'Kompetenze vun anere Statsverwaltungen zréckgräifen, zum Beispill am Beräich vun der Radioprotektioun oder der Terrorbekämpfung?

Réponse commune (30.11.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'Lizenzbedéngungen hunn hir legal Basis am Gesetz vum 5. August 1963 iwwert den Import, Export an Transit vu Wueren. Dës gesetzlech Basis ass mat der Zäit duerch verschidde Règlements grand-ducaux ausgebaut ginn, déi eng speziell administrativ Autorisatioun fir den Transit, Import an Export vu Wueren agefouert hunn (6. Juli 1990 fir den Transit, 15. Januar 1996 fir den Import an 2. Mee 1997 fir den Export).

Sougenannten „Dual-Use"-Wueren (Wueren an Technologien, déi souwuel fir zivill wéi och fir militäresch Zwecker benotzt kënne ginn) falen ënnert d'Dispositioune vum EU-Reglement 428/2009 vum 5. Mee 2009. An der Lëtzebuerger Gesetzgebung sinn dës Dispositiounen am Règlement grand-ducal vum 2. September 2011 ëmgesat ginn (règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 réglementant l'exportation et le transit des biens et technologies à double usage).Am Kontext vun der administrativer Vereinfachung, a fir eis national Gesetzgebung ze moderniséieren, huet de Wirtschaftsministère den 29. Juli 2014 e Gesetzesprojet agereecht mam Titel:

Projet de loi n°6708 relatif

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique; au transfert intangible de technologie;

- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes;

Am Domän vun den „Dual-Use"-Wuere kodifizéiert de Gesetzesprojet 6708 de Règlement grand-ducal vum 2. September 2011 a géif dës Dispositiounen domat op den Niveau vun engem Gesetz hiewen. Do dernieft enthält de Gesetzesprojet nach e puer Neiegkeeten:

- D'Schafe vun neien administrativen a penale Sanktiounen. D'Exportatioun oder den Transit vu lizenzpflichtege Wueren, ouni déi noutwendeg Autorisatioun, soll an Zukunft mat Prisongsstrofe vu fënnef bis zéng Joer an enger Amende vu 25.000 bis 1.000.000 EUR bestrooft ginn.

- Extensioun vun der sougenannter „catch-all"-Klausel, déi et den zoustännegen nationalen Autoritéiten erlaabt, „Dual-Use"-Wueren an déi dozou gehéiereg Technologien ze kontrolléieren, fir déi keng Lizenzpflicht virgesinn ass, mä wou estiméiert gëtt, dass den Export an Drëttlänner kéint géint Obligatiounen an Engagementer vum Lëtzebuerger Stat am Beräich vun der Netproliferatioun vu Massevernichtungswaffe verstoussen.

- De Gesetzesprojet schaaft eng nei Regel am Domän vum Courtage. D'Courtageservicer musse bei den nationalen Autoritéiten ugemellt ginn, wann et sech ëm de Courtage vu Verdeedegungsgidder oder „Dual-Use"-Wueren handelt.

- Et ginn nei Dispositioune virgesinn am Domän vun den „Technologies intangibles" (Savoir-faire, sensibel Informatiounen). Dësen Domän ass an de leschte Jore permanent gewuess a stellt eng Erausfuerderung duer fir déi international Communautéit.

De Gesetzesprojet 6708 ass am Moment virun der zoustänneger Chamberskommissioun a steet kuerz virum Ofschloss.

Op internationalem Plang huet Lëtzebuerg all déi pertinent Texter am Kader vun der Netproliferatioun vu Massevernichtungswaffe ratifizéiert (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, Convention sur l'interdiction des armes chimiques, Convention sur l'interdiction des armes biologiques ou à toxines). Des Weideren setzt Lëtzebuerg d'Resolutioun 1540 ëm, déi den UNO-Sécherheetsrot 2004 ugeholl huet an déi en Aktiounsplang op d'Bee gestallt huet géint d'Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen a vun hire Vecteuren a Richtung vun net staatlechen Akteuren.

Lëtzebuerg ass Member vun de véier haapt Exportkontrollregimmen, dem Australia Group (AG, géint d'Proliferatioun vu chemeschen, biologeschen an toxesche Wueren, Technologien a Waffen), dem Nuclear Suppliers Group (NSG, géint d'Proliferatioun vun nukleare Wueren an Technologien), dem Missile Technology Control Regime (MTCR, géint d'Proliferatioun vu Missillen a ballistescher Technologie) an dem Wassenaar Arrangement (WA, géint d'Proliferatioun vun „Dual-Use"-Wueren, konventionelle Waffen an den Transferte vu Wueren an Technologien, déi a Waffeprogrammer afléisse kënnen). Lëtzebuerg hëlt all Joer un de verschiddene Versammlungen deel mat enger Delegatioun aus Vertrieder vum Ausseministère, vum Wirtschaftsministère (Office des licences), vun der Administration des douanes et accises (ADA) a vum Service de renseignement.

Lëtzebuerg ass och en aktive Member an dëse Regimmen: 2015 huet Lëtzebuerg zesumme mat Holland den MTCR copresidéiert. De Modell vun der Coprésidence, dee mat eisen hollännesche Partner initiéiert gouf, ass och opgegraff gi vun Irland an Island, déi am Moment d'Aarbecht vun dësem Regime leeden.

Nieft den Exportkontrollregimmen, representéiert den Ausseministère Lëtzebuerg och regelméisseg bei de Plénièren an aneren Evenementer vun den internationalen Traitéen. Nenne mer an dësem Kontext den Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), d'Convention sur l'interdiction des armes chimiques, d'Convention sur l'interdiction des armes biologiques ou à toxines. Lëtzebuerg bedeelegt sech och un Aarbechtsgruppen zum Thema vun der Netproliferatioun um Niveau vun der Europäescher Unioun, un der Initiative globale pour contrer le terrorisme nucléaire (GICNT) an un der Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI).

D'Roll vum Office des licences ass d'Kontroll vum Export, dem Import an dem Transit fir all Militärwaffen an „Dual-Use"-Wuere respektiv aneren Technologien, déi a säi Kompetenzberäich falen, sécherzestellen. Déi Aarbechte ginn ausgefouert an enker Ofstëmmung am Kader vun engem interministerielle Koordinatiounscomité.

Den Office des licences steet och allen Entreprisen, déi Wueren exportéieren, zur Verfügung, fir sech ze informéieren a sech beroden ze loossen an de Beräicher, déi vum Office ofgedeckt ginn.

D'ADA ass concernéiert, wann een Operateur eng Autorisatioun ufreet oder wa Wueren am Kader vun Import-, Export-, Transitprozeduren iwwer Lëtzebuerg ginn.

D'Zesummenaarbecht mat aneren Akteuren ass gutt a wäert duerch de Projet de loi 6708 weider offizialiséiert a formaliséiert ginn.

Op haut gekuckt zielt d'ADA een Total vu 434 Leit. Dat sinn der, an absolutten Zuelen, effektiv manner wéi virun e puer Joer. Dëst ass d'Resultat vun der etappeweiser Ëmsetzung vun engem Rekrutementskonzept, dat decidéiert gouf, fir eng aner Gewiichtung vun de Carrièrë bannent dem Corps ze kréien an esou, duerch eng méi héich Formation de base vun den neie Rekrutten, besser op déi aktuell Erausfuerderunge reagéieren ze kënnen. Zäitgläich zum Ofbau vu Plazen am Groupe de traitement D1 (Brigadier) ginn deemno d'Effektiver am Groupe de traitement B1 (Redakter) ugehuewen. Opgedeelt no Carrièrë sinn haut 307 Leit an der Carrière D1, 119 Leit an der Carrière B1, eng Persoun an der Carrière A2 a siwe Leit an der Carrière A1.

Am Kader vun der Netpoliferatioun gi verschidde méi generell a spezifesch Formatiounen ugebueden. Esou hunn zum Beispill 21 Leit de Cours „Identification de marchandises stratégiques" matgemaach a 17 Leit de Cours „Identification de biens sensibles". Et kann een ënnersträichen, dass ee Cours iwwer „Biens à double usage" am Kader vum Stage ofgehale gëtt. Zënter 2010 si 77 Leit forméiert ginn. Dëst Joer sinn et 15 Stagiairen aus de Carrièren D1 a B1, déi dëse Cours dispenséiert kréien. All Beamten, déi een Interêt fir déi eng oder aner Spezialisatioun un den Dag leeën, kréien och d'Méiglechkeet, am Ausland u ganz spezifesche Formatiounen an Trainingen deelzehuelen. Am Kader vun der Netproliferatioun war dat méi rezent notamment de Fall fir Fonctionnairë vum Findel, déi un engem héichwäertegen Training fir Detektioun vu Radioaktivitéit an nuklearem Material deelgeholl hunn.

Der ADA hir Risiko-Analys an déi duerchgefouert integréiert Douaneskontrollen, déi notamment am Export, Import an Transit gemaach ginn, couvréieren och d'Netproliferatiounslegislatioun.

Am Kader vun der Ouverture vun den neien „terminaux intermodaux rail/route" zu Beetebuerg-Diddeleng hunn d'CFL folgend Moossname geholl, fir präventiv Wuerekontrollen duerchzeféieren:

- Déi nei „terminaux intermodaux rail/route" si mat engem Zonk ronderëm de ganzen Terminal ausgestatt ginn. Zousätzlech dozou sinn Iwwerwaachungskameraen opgeriicht, déi déi verschidden Zonen an Accèspunkten am Bléck hunn. Dës Equipementer sinn zesumme mat der ADA ausgewielt ginn, fir en CFL-Terminal ënnert dem „Authorised Economic Operateur"-Label ze hunn. Dat heescht, dass d'CFL hei gewëssen hoheitsrechtlech Funktiounen duerchféiere kann.

- D'Fonctionnairë vun der ADA ginn natierlech och physesch um neien Terminal agesat. Effektiv sinn all regional Büroen aus dem Süde vum Land am neien administrative Gebai um Terminal situéiert. D'ADA huet virgesinn, eng 30 Leit vun der Ëmgéigend anzesetzen, wouduerch et, niewent dem ofschreckenden Effekt, méi einfach gëtt, erakommend an erausfuerend Zich a Camionen an dem Terminal ze kontrolléieren.

- Am Projet vun der Ëmstellung vum alen Terminal op den „Centre routier sécurisé" ass et virgesinn, eng Plaz fir e mobille Camionscanner „Truckscan" vun der ADA ze schafen. Dës Plaz läit direkt nieft der Usammlungsplaz vun de Camionen an huet Stroumuschloss an och eng Ofschiermung géint Radiostrahlen.

Déi genannte Moossname sinn net spezifesch fir d'Netproliferatioun vu Massevernichtungswaffen geplangt an ëmgesat ginn, mä erlaben och punktuell an allgemeng Kontrollen vun de Wueren.

Bei all Bauprojet um Findel am Beräich vun der Logistik, wéi och an deenen anere Beräicher, gëtt den Aspekt vun der Sécherheet (sûreté) an domat och der Netproliferatioun vu Massevernichtungswaffen am Viraus gepréift.

An deem Kontext ass d'Direction de l'aviation civile (DAC) zoustänneg, fir sécherzegoen, datt d'Sécherheetsketten applizéiert gëtt. All Infrastruktur (aktuell an zukünfteg) muss déi europäesch Ufuerderungen am Kader vum Reglement (CE) n°300/2008 (an allen Annexen an Amendementer asw.) erfëllen, ënner anerem wat d'Inspection-Filtrage vun de Wueren ugeet. All Erweiderung oder Neibau vu Cargogebaier gëtt mat deenen zoustännegen Autoritéiten, wéi Police grand-ducale, Administration des douanes et accises an Direction de l'aviation civile, geplangt.

Dozou kann nach gesot ginn, datt et an deem Kader national Expertecomitéé gëtt, déi sech regelméisseg gesinn, fir all sécherheetsrelevant Sujeten ze diskutéieren. Op europäeschem Niveau vertrëtt d'DAC Lëtzebuerg bei de Reunioune vun de betreffenden Expertecomitéen zu Bréissel.

Question 3397 (26.10.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **chambres d'inhalation:**

L'asthme est la maladie chronique la plus fréquente dans l'enfance. L'asthme et les bronchites asthmatiformes sont une des causes les plus fréquentes d'hospitalisation. Les traitements à administrer sont des médicaments à inhaler.

Depuis plus de deux décennies les aérosols combinés à des chambres d'inhalation sont reconnus comme traitement de choix comparés aux nébuliseurs à air comprimé dans l'asthme léger à modéré. En plus, ces chambres d'inhalation sont plus faciles à utiliser, le temps d'administration est plus court, il y a moins d'effets secondaires, le traitement est moins cher et il y a une augmentation de la satisfaction des parents et des enfants. Par ailleurs, si on peut profiter du temps d'hospitalisation pour éduquer le patient dans l'utilisation de ces chambres, il y a moins de ré-hospitalisations dans l'année qui suit.

Or, l'on se doit de constater que l'utilisation de ces chambres n'est pas remboursée par la Caisse nationale de santé (CNS) si la chambre est fournie par les soins des hôpitaux tandis que si les patients se procurent une telle chambre dans une pharmacie, la CNS la leur rembourse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Pour quelles raisons les patients ne sont-ils pas remboursés pour les traitements à l'aide d'une chambre à inhaler dans les hôpitaux?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il soit utile que les patients apprennent à l'hôpital l'utilisation correcte des chambres à inhaler?

- La prise en charge correcte et rapide des patients concernés ne devrait-elle pas primer?

Réponse commune (22.11.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La chambre d'inhalation est un système interposé entre la bouche du patient et l'aérosol doseur. Elle permet une meilleure déposition du médicament dans les petites voies aériennes réduisant son dépôt dans la bouche et la gorge.

Si un traitement d'asthme est choisi, moyennant une chambre à inhalation, par le médecin traitant hospitalier, la chambre à inhalation est mise à disposition et les médicaments sont fournis au patient hospitalisé sans frais pour lui.

Force est de préciser qu'aucune disposition légale ou conventionnelle n'exclut ces fournitures de la prise en charge par l'assurance maladie. Les fournitures délivrées aux personnes protégées en milieu hospitalier sont considérées comme fournitures du secteur hospitalier et la prise en charge se fait selon les budgets hospitaliers prévus par les articles 74 à 79 du Code de la sécurité sociale.

Une éducation concernant la bonne utilisation du dispositif se fait à l'hôpital, tous les jours, lors de la prise des doses à inhaler. L'apprentissage de l'utilisation de la chambre à inhalation est nécessaire, en particulier chez l'enfant.

Lors de la sortie du patient, il n'emmène pas la chambre à inhaler; celle-ci est désinfectée pour réutilisation ultérieure à l'hôpital.

Le patient reçoit une ordonnance pour aller chercher la chambre à inhalation à l'officine, afin de continuer le même traitement à la maison. La CNS prend en charge la chambre d'inhalation délivrée pour tout patient affilié à l'assurance maladie selon les règles statutaires, dont le fichier B1 de l'annexe A des statuts de la CNS prévoit les modalités (montants, taux et délais).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3398 (26.10.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **listes de candidats incomplètes:**

Lors des élections communales du 8 octobre 2017 les électeurs de certaines communes votant d'après le système de la représentation proportionnelle se voyaient confronté à des listes qui comprenaient moins de candidats qu'il n'y avait de conseillers communaux à élire dans leur commune.

Selon l'article 240 de la loi électorale «L'électeur qui (...) remplit le cercle blanc de la case placée en tête d'une liste ou qui y inscrit une croix adhère à cette liste en totalité et attribue ainsi un suffrage à chacun des candidats de cette liste.»

Dans l'annexe «Instruction pour l'électeur» à la loi électorale il est précisé que «L'électeur qui remplit le cercle blanc de la case placée en tête d'une liste qui comprend moins de candidats qu'il n'y a de conseillers communaux à élire dans la commune, ou qui inscrit une croix dans le cercle blanc de la case placée en tête d'une pareille liste, attribue à cette liste un nombre de suffrages égal au nombre de candidats qui y figurent. Il aura ainsi attribué un suffrage à chacun des candidats de cette liste. Il y aura par conséquent à tenir compte tout particulièrement des faits que l'électeur peut attribuer au maximum deux suffrages à chacun des candidats et qu'il dispose seulement d'un nombre de suffrages égal à celui des conseillers communaux à élire dans la commune.»

Il me revient que certains électeurs et membres des bureaux de vote des communes concernées ont des interprétations divergentes concernant le mode de répartition des suffrages d'un électeur qui a rempli le cercle d'une liste incomplète. En effet, il semble peu clair si dans un tel cas l'électeur peut encore distribuer des voix supplémentaires sur la même liste jusqu'à l'occurrence du nombre de suffrages égal à celui des conseillers communaux à élire dans la commune ou s'il ne peut attribuer des suffrages à des candidats sur d'autres listes ou s'il ne peut plus attribuer de suffrages supplémentaires.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que l'interprétation de l'article 240 de la loi électorale en combinaison avec le passage de l'instruction pour l'électeur précité peut être ambiguë?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il faille modifier la loi électorale et/ou les instructions pour l'électeur afin de rendre plus claire la procédure électorale dans les communes où se présentent des listes de candidats incomplètes?

Réponse (27.11.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La loi électorale modifiée du 18 février 2003 dispose que les listes sont composées par des candidats dont le nombre ne peut pas excéder celui des conseillers à élire dans la commune. En se limitant à définir le nombre maximal de conseillers qui peuvent figurer sur une liste, la loi admet implicitement que le nombre de candidats peut être inférieur au nombre de candidats à élire, chaque liste devant présenter un candidat au moins.

Lorsqu'il exprime son vote, l'électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de conseillers à élire au conseil communal, deux suffrages au maximum pouvant être attribués par candidat.

Lorsque l'électeur adhère à une liste en totalité en remplissant le cercle blanc de la case placée en tête de la liste ou en y inscrivant une croix, il attribue un suffrage à chacun des candidats de cette liste. Lorsque la liste est complète, l'électeur aura attribué le maximum de suffrages dont il disposait. Si en revanche, la liste est incomplète, l'électeur pourra attribuer les suffrages restants soit à des candidats de la liste, soit à des candidats d'autres listes tout en veillant à ne pas attribuer plus de deux suffrages par candidat. En effet, l'électeur qui adhère à une liste de candidats incomplète doit, en vertu du principe constitutionnel d'égalité devant la loi, pouvoir exprimer autant de suffrages que celui qui adhère à une liste complète.

Les modalités du vote en présence de listes incomplètes se déduisent des règles fondamentales concernant l'exercice du droit de vote, notamment du nombre maximal de suffrages disponibles, de la limite de deux suffrages par candidat et du principe du panachage. Dès lors, je considère que ni l'article 240 de la loi électorale précitée, ni les instructions pour l'électeur ne sont ambigus et qu'une modification de la loi sur ce point ne s'impose pas.

Question 3399 (26.10.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **déchets en plastique:**

Plus de 220 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année. 91% des déchets plastiques ne sont pas recyclés. Chaque année, de 6,5 à 8 millions de tonnes de déchets plastiques sont déversées dans les océans, soit 206 kilos de plastique par seconde. Ces chiffres montrent que pour mieux protéger notre environnement et pour pouvoir offrir une planète plus saine aux générations futures, des alternatives doivent être trouvées pour consommer moins de plastique.

Le Gouvernement français par exemple a voté une loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte interdisant la vente et la distribution de gobelets, verres et assiettes en plastique au 1er janvier 2020. À partir de cette date, seule pourra être vendue ou distribuée gratuitement, en vente à emporter ou en consommation sur place, la vaisselle jetable compostable en compostage domestique et constituée pour tout ou partie de matières biosourcées.

La Chambre des Députés a voté en janvier la loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages mettant fin à distribution gratuite de sacs en plastique dans le but de réduire considérablement les déchets d'emballages en plastique. Cette loi transpose la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages et la directive (UE) 2015/720 modifiant la directive 94/62/CE en ce qui concerne la réduction de la consommation de sacs en plastique légers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce qu'une interdiction de la vente et de la distribution de gobelets, verres et assiettes en plastique comme en France est également envisagée au Luxembourg?

2. Dans la négative, est-ce que le Ministère de l'Environnement incite les consommateurs à utiliser des alternatives au plastique? Dans l'affirmative, quelles sont selon Madame la Ministre les meilleures alternatives pour diminuer efficacement la production de déchets en plastique?

3. Madame la Ministre ne juge-t-elle pas utile de légiférer à ce sujet au niveau européen comme cela a été fait par la directive (UE) 2015/720 modifiant la directive 94/62/CE en ce qui concerne la réduction de la consommation de sacs en plastique légers? Dans l'affirmative, est-ce que le sujet de la réduction de la consommation de gobelets, verres et assiettes en plastique a déjà été abordé au sein du Conseil européen?

Réponse (24.11.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. D'emblée, il faut préciser que le Gouvernement français n'interdit pas au sens strict la vente et la distribution de gobelets, verres et assiettes en plastique à usage unique, mais fixe des taux obligatoires que ceux-ci doivent contenir en matière de plastique biosourcés. Ainsi, par le décret 2016-1170 du 30 août 2016, les gobelets, verres et assiettes jetables doivent contenir au moins 50% en matière biosourcée au plus tard le 1er janvier 2020 et au moins 60% en matière biosourcée au plus tard le 1er janvier 2025.

De plus, il faut noter que beaucoup de confusions existent actuellement en ce qui concerne les notions de plastiques biodégradables, plastiques compostables, plastiques biosourcés, voire plastiques oxo(bio)dégradables. Ceci est dû à une absence de définition légale au niveau européen. De plus, aucun étiquetage harmonisé n'existe actuellement. La Commission européenne a mandaté en 2016 le CEN (Comité européen de normalisation) d'élaborer de telles normes. Une finalisation de ces normes est prévue au plus tôt pour fin 2018.

D'une manière générale, la matière biosourcée est définie par: «toute matière d'origine biologique à l'exclusion des matières intégrées dans des formations géologiques ou fossilisées». Dans le cas des plastiques biosourcés, on s'intéresse seulement à l'origine des matières premières (amidon, canne à sucre) à partir desquelles on fabrique ces plastiques.

De ce fait, le terme «biosourcé» ne signifie pas forcément que les polymères sont biodégradables lorsqu'elles deviennent «déchets». Si la teneur en matière biosourcée dans ces gobelets, verres et assiettes doit au moins être de 50% en 2020 et de 60% en 2025, il faut constater qu'il est toujours autorisé d'utiliser 50%, respectivement 40% de plastiques d'autres origines, dont notamment ceux qui sont issus de l'industrie pétrochimique.

D'autres problèmes avec les matières plastiques biosourcées se présentent à la fin de vie de ces produits. Étant donné qu'à vue d'œil, il est difficile de faire une différence entre plastiques biosourcés et plastiques conventionnels, ces matières sont généralement enlevées avant leur introduction dans un processus de compostage ou de biométhanisation.

À cela s'ajoute que ces produits ne se prêtent pas forcément au compostage industriel: Alors que ces produits sont réputés êtres biodégradables, il se trouve en pratique qu'ils ne se décomposent pas complètement dans des installations industrielles de compostage ou de biométhanisation. Or, une contamination du compost ou du digestat avec ces bioplastiques ou plastiques biosourcés est absolument à éviter.

À noter également que pour les installations de biométhanisation plus particulièrement, un enlèvement en amont s'impose, étant donné que les sacs s'enroulent autour des vis d'alimentation des réacteurs, bloquant ainsi le processus. Ce problème existe indépendamment de la nature du matériel plastique.

Ainsi, les aléas techniques font que les matériaux plastiques biosourcés ainsi séparés des déchets organiques sont éliminés par incinération ensemble avec les autres indésirables.

Il faut aussi attirer l'attention sur les effets environnementaux de ces produits biosourcés: Même si les plastiques biosourcés se dégraderaient entièrement de façon visible, cette dégradation n'est en général pas complète. En effet, de nombreux plastiques biosourcés se défragmentent, laissant des résidus de microplastiques, susceptibles de mieux se disperser dans le milieu naturel pour s'accumuler alors dans la faune le long de la chaîne trophique.

Au vu des considérations ci-dessus et vu l'absence au niveau européen de définitions harmonisées et vu l'absence d'étiquetage harmonisé des bioplastiques et des plastiques biosourcés, le Luxembourg se voit actuellement mal placé de promouvoir ces plastiques, car ils pourraient bel et bien amplifier les problèmes environnementaux au lieu de présenter une solution véritablement durable.

Ainsi, le chapitre 3.8 du projet de plan national de gestion des déchets et des ressources prévoit de lancer des campagnes de sensibilisation en matière des sacs biodégradables, notamment pour lutter contre le «greenwashing» de ces produits.

ad 2. Conformément à la hiérarchie dans la gestion des déchets, la priorité est toujours donnée à la prévention des déchets.

L'initiative française ne tient pas compte de la prévention, mais consiste à favoriser des produits en un matériel déterminé et à usage unique par un produit en un autre matériel, mais toujours à usage unique.

Le Gouvernement luxembourgeois par contre a toujours essayé d'élaborer et de promouvoir des alternatives favorisant la prévention au lieu d'interdire la mise sur le marché de certains produits.

Ainsi, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'environnement, ensemble avec la Confédération luxembourgeoise du commerce et l'asbl Valorlux, ont lancé en 2004 le projet Eco-Sac, qui depuis son lancement a permis d'éviter 840 millions de sacs de caisse à usage unique.

Dans le cadre de Luxembourg, capitale européenne de la culture en 2007, le ministère a soutenu des projets pilotes visant à remplacer lors de manifestations les gobelets à usage unique par des gobelets consignés réutilisables.

Des initiatives des communes luxembourgeoises telles que le «Spullweenchen» existent depuis longtemps.

Ces initiatives sont à promouvoir et à généraliser désormais au niveau national. D'autres initiatives sont actuellement en phase de préparation et pourront prochainement être réalisées, dont notamment:

- des sacs réutilisables pour l'achat de fruits et légumes en vrac dans les supermarchés;

- l'«Eco-Box», un récipient réutilisable qui est prioritairement conçu pour lutter contre le gaspillage alimentaire dans la restauration, mais qui peut aussi être utilisé comme emballage réutilisable pour des denrées alimentaires à emporter;

- la promotion des gobelets réutilisables lors des manifestations publiques;

- la promotion des gobelets réutilisables pour cafés à emporter.

Le 29 septembre 2017, le Ministère du Développement durable, Département de l'environnement, la SuperDrecksKëscht et la Fédération luxembourgeoise de marche populaire ont présenté leur projet d'un gobelet réutilisable qui sera désormais utilisé lors des marches populaires. Le but de ce projet est d'éviter annuellement quelque 200.000 gobelets à usage unique.

ad 3. Les gobelets, verres et assiettes sont classifiés comme emballages lorsqu'ils sont remplis au point de vente et tombent dès lors dans le champ d'application de la directive européenne 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages, transposée en droit national par la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

La directive 94/62/CE est actuellement sous révision au niveau européen dans le cadre du paquet «économie circulaire». Le texte proposé par la commission prévoit des taux de collecte des déchets d'emballages plastiques d'au moins 55% en poids au plus tard 2025. Des interdictions pour certaines catégories de plastiques ne sont pas prévues au niveau communautaire.

Néanmoins, lors de la transposition en droit national des adaptations de la directive 94/62/CE, je n'exclus pas des dispositions plus strictes en matière de mise sur le marché de certaines catégories d'emballages en plastique.

Question 3400 (25.10.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **démolition d'un immeuble au Bridel:**

Selon mes informations, il a été accordé une autorisation de démolition pour une des plus anciennes maisons au Bridel, sise 57, rue de Luxembourg et abritant actuellement le restaurant «Vallelunga Beach». Il s'agit d'une des dernières fermes de la localité.

Construit il y a plus de 250 ans, l'immeuble a été initialement connu sous le nom de «Bridelshaff». Au début du 20e siècle, le Bridelshaff a été revendu et ses locaux ont été transformés en un café nommé «A Graasch». Après un incendie dans la nuit du 3 au 4 septembre 1945, les propriétaires ont agrandi le café et quelques années plus tard, en 1953, l'établissement avait été repris par la Brasserie Battin sous le nom de «Café Ideal». Entre-temps, le café-restaurant est devenu l'un des lieux préférés de rencontres conviviales des habitants de Kopstal-Bridel. Longtemps connu sous le nom «Taverne rustique», l'immeuble abrite depuis 1991 le restaurent-pizzeria «Vallelunga Beach».

Dans la mesure où l'établissement peut faire état d'une longue histoire remontant jusqu'au 18e siècle, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'autorisation de démolir le bâtiment en question?

- La Commission nationale des sites et monuments a-t-elle été saisie?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ladite commission?

Réponse (27.11.2017) de **M. Guy Arendt,** *Secrétaire d'État à la Culture:*

Le Ministère de la Culture ne peut pas confirmer une quelconque autorisation de démolition concernant le bâtiment au Bridel, sis 57, rue de Luxembourg, une telle autorisation ne relevant pas de sa compétence.

Saisi d'une demande de protection, le Ministre de la Culture a transmis le dossier au Service des sites et monuments nationaux pour instruction. La Commission des sites et monuments nationaux statuera sur cette demande lors de sa prochaine réunion.

Question 3401 (26.10.2017) de **MM. Claude Adam** et **Roberto Traversini** *(déi gréng)* concernant l'**accueil et intégration des étrangers:**

Nils Muižnieks, commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a tiré un bilan globalement positif par rapport à la situation des demandeurs de protection internationale (DPI) au Luxembourg, à l'issue de sa visite du 18 au 22 septembre 2017 portant sur les problèmes d'asile, de migration et d'intégration.

Il encourage les autorités luxembourgeoises à poursuivre leurs efforts pour intégrer les demandeurs d'asile et les migrants et a estimé qu'il serait par exemple «possible d'en faire davantage pour réduire les délais concernant l'examen des demandes d'asile et garantir l'accès au logement, à l'emploi et à une éducation inclusive» en suggérant d'augmenter davantage les effectifs des services concernés et d'offrir au personnel des formations spécialisées. Selon nos informations, il aurait par ailleurs été frappé par les ratios très différents relatifs à l'encadrement des demandeurs de protection internationale dans les foyers gérés par l'OLAI et ceux gérés par des organisations de la société civile avec jusqu'à trois fois plus de travailleurs sociaux par DPI. Il regretterait également le caractère temporaire d'une partie du personnel recruté par les services gouvernementaux, de même que le caractère rudimentaire des installations de la structure de retour à Luxexpo.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Combien de personnes travaillent actuellement pour la Direction de l'immigration et quelle est la proportion de contrats à durée déterminée?

2. Vu l'état de la structure à Luxexpo, le Gouvernement n'entend-il pas affecter d'autres bâtiments vides à cette fin, comme par exemple l'ancien Laboratoire de l'État au Verlorenkost?

3. Est-ce que le Gouvernement a prévu d'engager du personnel supplémentaire et d'améliorer ainsi le ratio d'encadrement? Dans l'affirmative, quels sont les profils ou qualifications recherchés?

4. Le Gouvernement envisage-t-il d'associer davantage la société civile à ses projets d'accueil et d'intégration, tel que par exemple le forum citoyen et associatif «Ronnen Dësch»?

5. Est-ce que des représentants de la société civile pourraient être invités au Comité interministériel à l'intégration, qui a pour mission la coordination de la politique d'intégration au Luxembourg?

Réponse (17.11.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. La Direction de l'immigration dispose actuellement d'un effectif de 145 personnes,

dont 15 personnes avec des contrats à durée déterminée et 14 personnes ayant obtenu le statut de travailleur handicapé. Le taux des contrats à durée déterminée s'élève à 10,3%. Le Service des réfugiés qui compte aujourd'hui 47 agents, dont dix personnes avec des contrats à durée déterminée, a connu une augmentation de son effectif, notamment suite à l'afflux des trois dernières années. Par conséquent, 2833 décisions en matière d'asile ont déjà été prises en 2017, comparé à 2329 pour toute l'année 2016, 1245 pour 2015 et 428 pour 2010.

Notons qu'une partie de l'effectif de la Direction de l'immigration dispose d'un contrat de travail à temps partiel.

ad 2. Le 1er avril 2017, le Centre de rétention a repris la gestion du hall 6 de la Luxexpo en y aménageant la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK). Via des assignations à résidence, la SHUK fait fonction d'une alternative à la rétention. D'importants travaux de rénovation et d'aménagement ont eu lieu, ceci notamment aux niveaux sanitaire et sécuritaire. Un espace de rencontre et des activités ludiques ont également été mis en place. La structure est conforme à tous les standards en vigueur.

Toutefois, des réflexions sur le long terme sont en cours pour la réalisation d'une maison de retour.

ad 3. Entre septembre 2015 et septembre 2017, les effectifs de l'OLAI ont été augmentés de 64 postes, dont 17 postes socio-éducatifs destinés à l'encadrement des demandeurs de protection internationale. Cette mesure de recrutement décidée par le Gouvernement visait principalement à renforcer les équipes assurant l'encadrement social des DPI (assistants sociaux et éducateurs) mais aussi les équipes responsables de la gestion des structures d'hébergement.

Le processus de recrutement sera clôturé à la fin de l'année 2017 et aura permis de rapprocher le ratio d'encadrement significativement à celui des gestionnaires partenaires (Caritas et Croix-Rouge).

ad 4. Les projets d'accueil et d'intégration du Gouvernement font partie du Plan d'action national pluriannuel de l'intégration (PAN) qui est en cours d'élaboration. Ce processus d'élaboration prévoit un certain nombre de consultations, dont évidemment aussi celles de la société civile. Par ailleurs, les acteurs et experts du terrain, dont entre autres, les associations œuvrant en faveur de l'accueil et de l'intégration, les partenaires sociaux, économiques et culturels, les chercheurs scientifiques, etc., pourront participer activement à la mise en œuvre du PAN via des appels à projets.

ad 5. De par la loi du 16 décembre 2008 «L'OLAI a pour mission d'organiser l'accueil des étrangers nouveaux arrivants, de faciliter le processus d'intégration des étrangers par la mise en œuvre et la coordination de la politique d'accueil et d'intégration, [...], conjointement avec les communes et des acteurs de la société civile.» En vue de cette mission de coordination, l'OLAI est en contact direct et régulier avec la société civile et en informe le Comité interministériel à l'intégration, qui lui, en prend note et inclut les contributions de la société civile dans l'élaboration du projet de PAN. Outre la prise en compte des contributions de la société civile par le biais de l'OLAI, le Comité interministériel à l'intégration lancera de nouvelles consultations dans le cadre de l'élaboration du nouveau PAN.

Question 3402 (27.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **discipline dans les lycées:**

Här President, déi parlamentaresch Fraktioun vun der ADR huet den 19. Oktober 2017 e Bréif un Iech geriicht, fir Iech ze bieden, den Här Educatiounsminister an eng Sëtzung vun der Educatiounskommissioun anzelueden, fir do Erklärungen iwwert d'Situatioun an d'Problemer mat der Disziplinn an de Lycéeën ze ginn.

Fir dës Sëtzung beschtméiglechst kënne virzebereeden, wéilt ech Iech bieden, esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, dës parlamentaresch Fro un den Här Educatiounsminister weiderzeleeden.

1. Kann den Här Minister fir d'Schouljoren 2014-2015, 2015-2016 an 2016-2017 folgend Zuele bekannt ginn:

- d'Zuel vun den „conseils de classe" an Disziplinaraffären am Land,

- d'Zuel vun den „conseils de discipline" (och no engem „conseil de classe" an enger Disziplinarfro), wëssend, datt den „conseil de classe" an Disziplinarfroen elo an där Form net méi existéiert?

2. Wéi vill Schüler hunn an deene betreffende Schouljore fräiwëlleg hir Schoul verlooss, ier si aus disziplinaresche Grënn virun en „conseil de classe" oder en „conseil de discipline" gestallt goufen?

3. A wéi enger Form hale sech den Här Minister an de Ministère iwwert déi disziplinaresch Problemer an de Schoulen informéiert?

4. Wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Enseignanten, fir bei méi „klengen" disziplinaresche Problemer (Onhéiflechkeeten, Retarden, Verstouss géint de Fëmmverbuet, asw.) anzegräifen? Sinn dem Här Minister besonnesch Problemer am Kontext vun deene méi „klengen" disziplinaresche Problemer bekannt?

5. Hunn d'Gewerkschafte vun den Enseignanten an deene leschte Jore Fuerderungen am Beräich vun der Disziplinn erhuewen a wéi huet den Här Minister dorop reagéiert?

Réponse (21.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1.+2.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. De Ministère suergt dofir, datt an all Schoul en „conseil de discipline" konstituéiert gëtt; d'Schoulen hunn allerdéngs keng Obligatioun, hir disziplinaresch Fäll systematesch um Ministère ze mellen. De Ministère gëtt also just mat disziplinaresche Fäll aus de Lycéeë befaasst, wa vun den Elteren e Recours beim Minister géint eng Sanktioun ageluecht gëtt.

De Ministère kann allerdéngs op Etüden zréckgräifen, déi sech regelméisseg mam sougenannte Schoulklima befaassen; ech géif an deem Zesummenhang d'Beispiller vun der PISA-Etüd an der HBSC-Etüd nennen.

ad 4. Ech erlabe mir, den honorabelen Deputéierten op den Artikel 42 vum modifizéierte Schoulgesetz vun 2004 ze verweisen. Dës kierzlech vun der Chamber decidéiert Ännerung zielt d'Méiglechkeeten op, déi en Enseignant huet, fir bei méi „klengen" disziplinaresche Problemer anzegräifen.

Ech weisen och drop hin, datt d'Enseignantë sech an hire respektive Lycéeë kënnen un déi psychosozial a sozioedukativ Servicer riichten; déi kënnen dann direkt Mesurë proposéieren oder d'Enseignanten un den nationale Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) weiderleeden, dee regelméisseg speziell „groupes pour jeunes" organiséiert.

Am Kontext vun deene méi „klengen" disziplinaresche Fäll si mir allerdéngs keng besonnesch Problemer bekannt.

ad 5. D'Gewerkschafte vun den Enseignanten hu menges Wëssens keng Fuerderungen am Beräich vun der Disziplinn erhuewen.

Question 3403 (27.10.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**assurance contre la sécheresse:**

De Landwirtschaftsministère gesäit eng Bäihëllef an der Héicht vu 65% fir eng Assurance géint Dréchent um Gréngland vir. Dës Assurance gouf ufanks 2017 mat der „Vereinigte Hagel"-Versécherung aus Däitschland ausgehandelt. D'Baueren, déi esou eng Assurance hunn, kënnen am Fall vun enger Dréchent den Ertragsausfall bezuelt kréien.

Wéi den Här Landwirtschaftsminister weess, war dëst Fréijoer extrem dréchen an et ass dofir och bei ville Baueren zu meteorologesch bedéngten Ertragsausfäll komm.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister dës Froe stellen:

1) Waren alleguer d'Baueren iwwert dës Assurance informéiert ginn?

2) Wann neen, firwat net a wéi eng Entschiedegungsméiglichkeeten hunn déi Baueren, déi net heiriwwer informéiert gi waren?

Vu datt de Landwirtschaftsministère dës Assurance duerch eng Statshëllef ënnerstëtzt, wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

3) Mécht d'Regierung eng Evaluatioun vun der Assurance?

4) Sinn dem Minister iergendwellech Problemer, zum Beispill bei der Berechnung vu Schued, am Kader vun der Assurance bekannt?

Réponse (28.11.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) D'Assurance géint Dréchent am Grénglang gëtt vun der däitscher Versécherung „Vereinigte Hagel" hei zu Lëtzebuerg ugebueden a fir d'Baueren zu 65% vum Landwirtschaftsministère subventionéiert, esou wei d'Agrargesetz an d'Bestëmmunge vun der EU-Agrarpolitik dat virgesinn.

Fir 2017 eng Assurance géint Dréchent um Grénglang ofzeschléissen, hunn d'Bauere virum Stéchdatum vum 1. Abrëll missen e Kontrakt mat der „Vereinigte Hagel" maachen.

Am Virfeld vun dësem Datum sinn d'Baueren iwwer verschidde Weeër (Landwirtschaftskammer, MBR,...) iwwert dës Assurance informéiert ginn.

ad 2) Ouni Objet

ad 3) 2017 hu 35 Baueren esou eng Assurance ofgeschloss. Insgesamt goufen 2.294 ha fir 3.246.200 € verséchert an 145.299 € Primme bezuelt, wouvun de Landwirtschaftsministère 65% iwwerholl huet.

Vun de 35 Bauere sinn 33 Baueren op 2.091 ha wéinst der Dréchent indemniséiert ginn. Insgesamt sinn 245.309 € un Entschiedegungen un d'Baueren ausbezuelt ginn, d'Schuedquot läit also bei 169% an nach vill méi héich, wann ee bedenkt, datt d'Bauere jo nëmme 35% vun der Versécherungsprimm bezuelt hunn. Dës Assurance huet sech also schonns am éischte Joer als en effizient Instrument erwisen, fir d'Bauere géint Dréchent um Grénglang ofzesécheren.

ad 4) D'Assurance géint Dréchent um Grénglang ass eng Indexversécherung, déi op Donnéeë vu Referenzwiederstatioune vun der Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) berout. Ech wëll an dësem Kontext och nach eng Kéier betounen, datt den Ofschloss vun dëser Assurance e Privatkontrakt tëschent der „Vereinigte Hagel" an dem Bauer ass.

Am Virfeld hat d'„Vereinigte Hagel" festgeluecht, wat fir eng ASTA-Meteosstatioun fir wat fir eng Gemeng a Fro kënnt. Dëst huet sech awer an zwee Fäll als net flexibel genuch erwisen, fir der Realitéit um Terrain Rechnung ze droen.

Et huet sech och erausgestallt, datt et Regiounen am Land ginn, wou nach net genuch Referenzdonnéeë vu Wiederstatiounen do sinn. Dës Situatioun wäert sech am Laf vun de Joren awer änneren a kann och verbessert ginn, wann d'ASTA d'Méiglechkeet kritt, méi en dicht Netz vu Meteosstatiounen opzebauen.

Fir 2018 huet de Landwirtschaftsministère der „Vereinigte Hagel" proposéiert, datt déi Baueren, déi esou eng Assurance maachen, de Choix tëschent e puer Referenzmeteosstatioune vun der ASTA wäerten hunn, déi an hirer Regioun leien. D'„Vereinigte Hagel" huet dann och zougesot, där Propos ze follegen.

Question 3404 (27.10.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **placement familial de réfugiés mineurs non accompagnés:**

Pour devenir une famille d'accueil, les candidats doivent passer par un processus «sélection - préparation - formation» de 30 heures au maximum. Une fois sélectionnés, ils doivent suivre une formation de base de 100 heures ainsi qu'une formation continue de 20 heures par an.

Selon nos informations, les familles qui accueillent un réfugié mineur non accompagné, doivent se soumettre depuis peu à une formation continue spécifique. Dans ce contexte, il ressort que les familles qui accueillent déjà un réfugié mineur depuis plusieurs mois, ne reçoivent l'aide financière dont elles devraient bénéficier, qu'après avoir suivi la formation continue spécifique.

Or, toujours selon nos informations, cette formation ne se déroule qu'une seule fois par an, à savoir au mois de septembre.

Dans la mesure où, pour des raisons organisationnelles de la part du ministère, des familles qui s'engagent auprès de réfugiés mineurs risquent d'être pénalisées financièrement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la formation continue en question n'est-elle organisée qu'une seule fois par an?

- Le ministre entend-il réagir à la problématique en organisant la formation continue à plusieurs reprises au cours d'une même année?

- Dans la mesure où le ministère ne peut organiser à plusieurs reprises la formation continue en question, le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait attribuer l'aide financière de manière rétroactive aux familles qui envisagent de suivre la formation continue au mois de septembre?

Réponse (27.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Afin de devenir famille d'accueil, toute personne intéressée doit respecter un certain nombre de conditions garantissant un accueil adéquat à l'enfant. Ces conditions sont réglées par le règlement grand-ducal du 17 août 2011 portant sur l'agrément. Toute demande d'agrément est à déposer avant l'accueil d'un enfant.

Les experts qui assurent une prise en charge des mineurs non accompagnés, demandeurs de protection internationale (MNA DPI) insistent sur l'importance d'une formation supplémentaire spécifique sur l'accueil d'un MNA DPI. Cette formation de 19 heures porte sur le cadre légal, l'aspect culturel et surtout l'aspect psychotraumatologique de ces jeunes qui souvent sont confrontés à une absence de repères culturels et familiaux. Ils ont vécu des expériences traumatisantes dans leur pays d'origine ainsi que des épreuves souvent douloureuses sur le chemin de l'exil. La formation dont il est question permet de préparer au mieux les familles d'accueil à la prise en charge d'un MNA DPI afin d'éviter toute forme d'échec et par conséquent une expérience traumatisante de plus pour le jeune accueilli.

Ladite formation a eu lieu pour la première fois du 28 au 30 septembre 2017 pour trois familles qui accueillent actuellement des MNA DPI. Dès qu'une nouvelle demande se présente, cette formation sera réorganisée dans les meilleurs délais.

Question 3405 (27.10.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **activités de l'Inspection du travail et des mines:**

Alors que le rapport annuel de l'ITM pour 2014 recensait cinq actions «coup de poing» organisées sur des chantiers ou dans des entreprises, le rapport annuel 2015 est muet à ce sujet. Le rapport annuel 2016 n'étant toujours pas disponible, je me permets d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Les actions dites «coup de poing» constituent-elles à l'heure actuelle encore un «levier» actionné par l'ITM? Combien de telles actions ont été organisées respectivement en 2015, 2016 et 2017?

2) Alors que le rapport annuel 2015 notait des effectifs de l'ITM en baisse par rapport à 2014 (52 inspecteurs assermentés en 2015, dont neuf régulièrement opérationnels par rapport à 63 inspecteurs assermentés en 2014, dont 17 seraient régulièrement opérationnels), comment la situation du personnel de l'ITM se présente-t-elle aujourd'hui? Combien d'agents de la force publique respectivement des employés de l'État via l'ADEM ont pu être recrutés depuis 2016 et pour quelle carrière?

3) Alors que le rapport annuel 2015 annonçait l'ouverture prochaine d'un guichet régional à Wasserbillig, le site de l'ITM ne renseigne actuellement que les bureaux régionaux de Diekirch, Esch-sur-Alzette, Strassen et Wiltz. Pour quelles raisons le guichet régional à Wasserbillig n'a-t-il pas encore ouvert ses portes?

Réponse (27.11.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) La nouvelle direction de l'ITM ayant constaté que les actions dites «coup de poing», qui avaient été organisées antérieurement, n'avaient pas apporté les résultats escomptés du fait que ces dernières avaient été mises en place en dehors de toute coordination structurée et de tout agencement entraînant ainsi l'ITM dans des situations inextricables, il a décidé de mettre un terme à ces actions.

En effet, comme cela a été précisé en date du 17 mars 2015 par l'honorable Député Serge Urbany dans une interview donnée à RTL (http://www.rtl.lu/letzebuerg/616497.html.lu), les anciennes opérations «coup de poing» étaient organisées en l'absence de toute notion de qualité, sans obligation de résultat ainsi qu'en l'absence de toute notion relative au développement durable.

Par ailleurs, ces opérations «coup de poing» avaient par le passé absorbé des ressources importantes (logistique, ressources humaines, etc.) par l'intervention d'une multitude d'agents de l'ITM et d'autres administrations, comme la Police grand-ducale, l'Administration des douanes et accises, l'Agence pour le développement de l'emploi, le Centre commun de la sécurité sociale et l'Administration de l'enregistrement et des domaines, sans aucun résultat et suivi concret de la part de l'ITM.

À noter également que lors de ces opérations «coup de poing», les interventions des membres de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises se limitaient principalement, sinon exclusivement, à des activités de contrôle de confinement du chantier concerné.

De ce fait et pour se donner également une autre qualité d'inspection, l'ITM a décidé depuis le début de l'année 2015 d'adopter un autre modèle d'inspection, de conseil et de contrôle en collaboration avec les autres institutions et services gouvernementaux.

À titre d'exemple, depuis le début de l'année 2016, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

Suite à une formation en matière de détachement de salariés qui a été dispensée au cours du mois de juillet 2016 par des membres de l'inspectorat du travail en faveur des agents de terrain de l'Administration des douanes et accises et de l'ITM, cette coopération en matière de contrôle des entreprises détachantes et des salariés détachés a été entamée à partir du 1er août 2016.

À l'instar de la coopération avec l'Administration des douanes et accises, l'ITM envisage de continuer à développer ces coopérations avec d'autres administrations et dans d'autres matières de contrôle.

Au niveau opérationnel interne à l'ITM, la nouvelle direction avait depuis le début de l'année 2015 notamment mis en place le service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)», dont l'objectif est de pouvoir passer dès la mise à disposition à l'ITM d'un nombre suffisant en effectifs du système d'inspection réactif actuel en un système d'inspection proactif moderne permettant d'assurer le facteur qualité, d'orienter l'ITM vers une philosophie d'obligations de résultats et de contribuer ainsi finalement à un développement durable de l'administration.

Les inspecteurs du travail du service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)», ont notamment pour mission principale de conseiller et d'assister les salariés et les employeurs lors de leurs contrôles en entreprise ou sur les chantiers temporaires ou mobiles, de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de sécurité et santé au travail, mais également de veiller et de faire veiller à l'application de la législation relative aux conditions de travail et à la protection des salariés et de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de sécurité et santé au travail.

Pour les cas où les employeurs ou les salariés ne sont pas disposés à se conformer aux dispositions précitées, les inspecteurs du travail de ce service peuvent constater les infractions dans les domaines relevant de leur compétence et en aviser le procureur d'État.

En ce qui concerne les actions de contrôle, les inspecteurs du travail du service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)» devront à l'avenir assurer à côté des actions à court terme également la mise en œuvre d'actions à moyen et à long terme.

En ce qui concerne les actions à court terme, les inspecteurs du travail effectuent actuellement des contrôles et enquêtes définies en fonction des informations et des réclamations qui ont été communiquées par les agents du service «Help Center HCC».

Actuellement, les inspecteurs du travail en charge de toutes ces activités agissent au sein d'un «pool» selon le système «FIFO» (First In First Out) du fait du manque latent en nombre suffisant d'inspecteurs.

En ce qui concerne les actions à moyen terme, il est envisagé de mettre en place des actions ciblées, structurées et préparées à l'avance, alimentées de la part du service «Help Center HCC» après une évaluation globale de tous les éléments factuels. En ce qui concerne les actions à long terme, des contrôles réguliers et un développement de stratégies par secteurs économiques pourront être organisés à condition de pouvoir disposer des effectifs nécessaires pour ce faire.

Par contre, au lieu des actions dites «coup de poing», les contrôles suivants ont été effectués par les différents services de l'ITM durant l'année 2016 qui ont tous abouti à une régularisation de la situation rencontrée en entreprise ou bien sur le chantier, respectivement pour lesquels les employeurs concernés ont été sanctionnés soit par une amende administrative ou bien que leur dossier a été transmis au ministère public:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

ad 2) En 2014, l'ITM comptait 63 inspecteurs du travail assermentés, dont 17 étaient régulièrement opérationnels.

En 2015, l'ITM comptait 52 inspecteurs du travail assermentés, dont neuf étaient régulièrement opérationnels.

En 2016, l'ITM comptait 47 inspecteurs du travail assermentés, dont onze étaient régulièrement opérationnels, suite à une affectation de deux inspecteurs du travail du service «Accidents, Enquêtes et Contrôles (AEC)» vers le service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)».

Actuellement (période du 1er janvier 2017 au 31 octobre 2017), l'ITM compte 50 inspecteurs du travail assermentés, dont 16 sont régulièrement opérationnels, suite à une affectation de cinq inspecteurs de travail du service «Help Center (HCC)» vers le service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)».

À la fin de l'année 2016, les effectifs de l'ITM se chiffrent comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

Un effectif de 117 personnes composé de 65 fonctionnaires et de 52 employés de l'État. S'y ajoutent encore six salariées (femmes de ménage), un fonctionnaire détaché, sept CAE et deux OTI pour compter un effectif total de 133 personnes en 2016. En ce qui concerne les postes autorisés mais non encore occupés, le nombre s'élevait à quatre postes ouverts pour les fonctionnaires et cinq pour les employés, donc en total neuf postes ouverts.

La situation des départs/arrivées pour l'année 2016 se présente comme suit:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

En vue de promouvoir l'efficacité et l'efficience de ses services permettant ainsi de garantir l'exécution de ses multiples missions, l'ITM est tenue de continuer à recruter davantage de personnel dédié aux inspections et contrôles pour faire face au nombre subséquent de départs en retraite.

Cette mesure s'impose encore plus pertinemment en tenant compte du nombre croissant de missions qui lui ont été dernièrement et qui lui seront encore prochainement confiées en vertu des nouvelles dispositions légales ou réglementaires, ainsi qu'en raison de l'accroissement constant du nombre de salariés et d'entreprises qui relèvent de son champ d'application.

À noter qu'en tenant compte de la recommandation (un inspecteur pour 8.000 salariés) pour les pays hautement industrialisés du Bureau international du travail (BIT), l'ITM devrait disposer de 57 inspecteurs du travail au sein du service «Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE)» au lieu de onze inspecteurs du travail en 2016.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Pour pouvoir faire face le plus rapidement possible à ce manque de personnel, l'ITM avait décidé fin 2015 de diversifier ses méthodes de recrutement en essayant notamment de recruter des agents de la carrière inférieure, moyenne et supérieure via les voies classiques prévues par la fonction publique.

L'exercice du métier d'inspecteur du travail requérant non seulement une formation en matière de sécurité et de santé au travail, mais également en matière de droit du travail, nous avons également dû constater que les candidats ayant une formation scientifique refusent le poste offert par l'ITM en raison des formations qu'ils devraient suivre en matière du droit du travail, alors que nous avons des besoins urgents de pouvoir également recruter des ingénieurs diplômés, voire des ingénieurs techniciens. Par ailleurs, nous avons constaté des difficultés pour les agents ayant une formation administrative de devoir œuvrer en matière de sécurité et de santé au travail étant donné que ces derniers ne disposent pas des connaissances nécessaires en la matière.

Ainsi, une nouvelle mesure de recrutement en collaboration avec l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) avait été réalisée au début de l'année 2016 moyennant laquelle 13 nouveaux stagiaires des groupes de traitement B1 et A2 ont pu être recrutés par l'ITM moyennant un contrat à durée déterminée.

Aussi, il a été convenu que ces stagiaires pourront acquérir la qualité de fonctionnaire sous condition d'avoir réussi l'examen-concours qui est organisé par la fonction publique au cours de la durée de leur contrat à durée déterminée de deux ans. L'obtention de la qualité de fonctionnaire s'impose pour pouvoir exercer le métier d'inspecteur du travail afin de pouvoir mettre en œuvre les prérogatives de puissance publique qui leurs sont conférés par la loi cadre de l'ITM.

À noter que la qualité de stagiaire implique que dans les meilleurs des cas, ces stagiaires ne pourront commencer leur fonction et exercer leurs activités comme inspecteur du travail assermenté qu'après une période de cinq ans, voire au mieux après une période de quatre ans pour ceux qui pourront bénéficier d'une réduction de stage d'une année.

Par conséquent, le recrutement visant à renforcer les effectifs de l'ITM en vue de pouvoir faire face aux départs en retraite et en vue de pouvoir promouvoir l'efficacité et l'efficience de ses services permettant ainsi de garantir l'exécution de ses multiples missions, s'avère rester un problème récurrent pour l'ITM à moyen et à plus long terme.

Une issue permettant d'éviter ces différents problèmes de recrutement serait dès lors de créer en premier lieu une carrière de l'inspecteur du travail spécifique, à l'image de celle existant pour les agents de la Police grand-ducale, ainsi qu'une grille de traitement propre en faveur des membres de l'inspectorat du travail:

- permettant de rendre plus attractif l'exercice du métier de l'inspecteur du travail,

- de recruter davantage de candidats qui sont impérativement nécessaires pour garantir l'exécution de toutes les différentes missions de l'ITM.

Cette réflexion pourrait constituer une solution possible au problème de recrutement de l'ITM, qui doit toutefois être discutée et décidée par la politique en vue de résoudre la situation existante et ainsi renverser le phénomène que le nombre des départs soit plus élevé que le nombre des nouvelles embauches.

Par ailleurs, l'article 7 de la Convention OIT nº81 sur l'inspection du travail dispose que:

1. Sous réserve des conditions auxquelles la législation nationale soumettrait le recrutement des membres des services publics, les inspecteurs du travail seront recrutés uniquement sur la base de l'aptitude du candidat à remplir les tâches qu'il aura à assumer.

2. Les moyens de vérifier ces aptitudes seront déterminés par l'autorité compétente.

3. Les inspecteurs du travail doivent recevoir une formation appropriée, pour l'exercice de leurs fonctions.

Il s'ensuit que suivant cette norme internationale du travail, les inspecteurs du travail devraient uniquement être soumis à un examen-concours qui serait organisé par l'ITM afin que les candidats qui s'y présentent puissent être examinés moyennant des épreuves concernant des tâches qu'ils auraient à assumer par la suite.

L'objectif de l'ITM, c'est de pouvoir augmenter ses effectifs à au moins 200 agents au total au cours des dix prochaines années afin de pouvoir donner satisfaction aux multiples attentes des tous les acteurs du monde du travail, ceci toujours dans une optique du développement durable avec des objectifs à réaliser à court, moyen et long terme et ainsi être en mesure d'apporter la plus-value dont l'économie luxembourgeoise a besoin.

Des solutions à plus court terme sont en discussion avec le Ministre de la Fonction publique.

ad 3) Dès le 1er mars 2015, la nouvelle direction de l'ITM avait pris la décision de renforcer les effectifs du service «Help Center (HCC)» étant donné que ce dernier allait se charger de l'accueil des clients (salariés et employeurs) au sein des guichets de l'ITM situés à Diekirch, à Esch-sur-Alzette et à Strassen.

Depuis le 1er juin 2016 et en vue d'améliorer encore davantage la proximité et l'offre à nos clients, la nouvelle direction avait décidé d'ouvrir un nouveau guichet régional à Wiltz. Actuellement, le guichet de Wiltz est ouvert le mercredi de chaque semaine de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 17h00.

Les autres jours de la semaine les usagers peuvent se rendre au guichet régional de Diekirch pendant les mêmes heures.

À noter que les deux autres guichets régionaux de l'ITM situés à Strassen et à Esch-sur-Alzette sont ouverts au public du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 17h00 permettant ainsi aux administrés de bénéficier d'un service personnalisé à leur écoute leur conférant ainsi un avantage considérable au niveau de leur flexibilité personnelle.

Actuellement, les administrés ont la possibilité de se rendre personnellement auprès des quatre guichets régionaux de l'ITM, dont les locaux sont partagés avec ceux de l'ADEM, ce qui a pour avantage supplémentaire de réduire au minimum les frais d'exploitation des administrations concernées de l'État.

Au début de l'année 2015, l'ITM avait envisagé l'ouverture de trois autres guichets supplémentaires situés à Wasserbillig, à Dudelange et à Differdange dans les locaux des agences régionales de l'ADEM.

Or, en raison du manque d'espaces suffisants dans les locaux de l'ADEM situés à Wasserbillig, à Dudelange et à Differdange, en raison du défaut de locaux propres à l'ITM ainsi qu'en raison du manque d'effectifs, ces guichets supplémentaires n'ont pour l'instant pas encore pu être mis en place.

Q64

Question 3406 (27.10.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **déclarations de naissance:**

Conformément à l'article 55 du Code civil, les déclarations de naissance devront être faites dans les cinq jours de l'accouchement à l'officier de l'état civil du lieu de la naissance. Après avoir effectué ces démarches, nombreux sont les parents qui s'étonnent de ne pas voir leur enfant automatiquement inscrit sur le registre communal de leur commune de résidence.

Il est vrai que la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques indique clairement que «le registre communal est distinct du registre de l'état civil» et que toute personne - y compris donc les nouveau-nés - qui établit sa résidence habituelle sur le territoire d'une commune est tenue d'en faire la déclaration auprès de ladite commune. Dans un souci de simplification administrative, il convient toutefois de se demander si les informations recueillies par l'officier de l'état civil, notamment en matière de naissance, ne devraient pas automatiquement être communiquées aux communes de résidence respectives.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres ont-ils déjà mené des réflexions pour simplifier la vie des nombreux parents?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils optimiser le flux d'informations?

Réponse (27.11.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

La question des honorables Députés concerne les déclarations de naissance au Grand-Duché de Luxembourg et l'inscription subséquente des nouveau-nés dans le Registre national des personnes physiques (RNPP).

Rappelons en premier lieu que la déclaration de naissance doit être effectuée auprès de l'officier de l'état civil de la commune du lieu de naissance.

Or, depuis l'entrée en vigueur des dispositions afférentes de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, l'inscription que l'officier de l'état civil effectue dans le programme de l'état civil est automatiquement notifiée au RNPP. Suite à cette inscription, une notification automatique est envoyée à la commune de résidence qui reste compétente pour valider l'adresse du nouveau-né dans le RNPP.

Il ressort des développements ci-dessus qu'une procédure simple est déjà en place.

Je tiens à préciser que je vais adresser prochainement une circulaire aux communes rappelant le flux d'informations suite à une déclaration de naissance au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 3407 (27.10.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**aménagement du territoire:**

Face aux problèmes provoqués par la croissance économique, le Gouvernement est convaincu qu'il faut élaborer un nouveau Programme directeur de l'aménagement du territoire. La méthode utilisée sera celle d'une participation active des citoyens dans le cadre d'un débat structuré sur cinq thèmes. Ils seront accompagnés par des experts.

Dans ce contexte, j'aimerais demander comment Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures entend intégrer l'expertise en matière d'aménagement du territoire existant dans le pays, en particulier à l'Université du Luxembourg et dans les centres de recherche publics dont le LISER, ainsi que l'expertise professionnelle. Monsieur le Ministre peut-il rendre publique la liste de tous les experts auxquels il compte faire appel pour son entreprise ambitieuse?

Réponse (27.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le processus de refonte du Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) de 2003 a débuté suite à la table ronde «Wéi e qualitative Wuesstum fir eist Land» de novembre 2016. Après une année 2017 d'intense préparation, l'année 2018 verra la participation de différentes parties prenantes (experts, citoyens, ministères) au sujet de la refonte du PDAT. L'année 2019 mobilisera encore plus spécifiquement les experts et les professionnels de l'aménagement du territoire. En effet, les experts sont mobilisés tout au long du processus, avec deux moments forts: le processus participatif dans le cadre des laboratoires régionaux constitués de citoyens, experts, représentants communaux et ministériels, et qui se déroulera entre février et juillet 2018, et la rédaction proprement dite du PDAT, courant 2019. Les institutions citées dans la question parlementaire - à savoir le LISER et l'Université du Luxembourg - ont dès le départ été associés au processus.

Au cours de l'année 2017, un groupe de travail interministériel (Policy Lab) pour la refonte du PDAT a été constitué. Chaque ministère y est représenté par son «expert» en aménagement du territoire. Organe d'orientation et de recommandation, sa mission principale consiste à suggérer la portée de la refonte, des processus, des méthodes et des solutions. En outre, le Policy Lab garantit la facilitation d'échanges et des synergies avec tous les ministères, administrations et organisations saillants.

À deux reprises - en avril et septembre 2017 - l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT) regroupant nombre d'experts et de professionnels de l'aménagement du territoire, dont le LISER et l'Université du Luxembourg, a été sollicité par le Département de l'aménagement du territoire.

Actuellement le repérage et l'inventaire de toutes les parties prenantes et tous les experts pertinents, déclinés par région, est en cours. Ces experts participeront aux ateliers régionaux, sur un pied d'égalité avec les citoyens, en combinant leurs expertises techniques à l'expertise personnelle des citoyens, en vue de dériver des recommandations pour la rédaction du PDAT. En effet, la méthode de changement collaboratif retenue considère que les citoyens sont experts de leurs conditions et espaces de vie locale.

Au bout d'une analyse profonde et détaillée de toutes les parties prenantes, les experts seront invités nominalement aux ateliers régionaux, en fonction de leur pertinence pour l'aménagement du territoire, les régions, les thèmes de discussion retenus. Le processus d'analyse étant toujours en cours à ce stade, une liste provisoire des invités reprend déjà 180 experts.

Comme le suggère la méthode retenue ainsi que l'envergure du répertoire d'identification des spécialistes ayant une pertinence pour les régions, il s'agit de mettre à disposition des ateliers régionaux une expertise très diversifiée et pluridisciplinaire, répondant à la spécificité de la région et aux préoccupations des gens. Les institutions citées dans la question de l'honorable Député sont bien entendu prévues, tout comme les autres instituts de recherche publique, des syndicats intercommunaux, administrations, établissements publics, sociétés, associations sans but lucratif, etc.

Une fois les recommandations des participants aux laboratoires régionaux à la refonte du PDAT finalisées et rassemblées (fin 2018), le travail de refonte sera poursuivi avec la nouvelle mobilisation du groupe de travail interministériel et d'autres experts et professionnels en vue de rédiger le PDAT, sur base des recommandations des différents laboratoires régionaux. Il s'agit de transcrire les recommandations dans le langage (réglementaire et stratégique) précis et clair qu'exige un document d'orientation pour les praticiens et professionnels de l'aménagement du territoire.

Comme par le passé, le CSAT sera invité à donner son avis aux étapes clés. Quant au LISER, le Département de l'aménagement du territoire collabore de manière structurelle avec cet institut dans le cadre d'un accord de collaboration avec l'Observatoire du développement spatial logé au LISER.

Question 3408 (27.10.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL):**

La Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) est l'organe représentatif des élèves des lycées du Luxembourg. Elle est composée de délégués, qui sont nommés par leur comité d'élèves pour représenter officiellement leur lycée au sein de la conférence. Dans le cadre de cette mission, les représentants des comités d'élèves se déplacent régulièrement pour participer à diverses activités organisées par la CNEL.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Est-ce que les délégués de la CNEL sont assurés par leur lycée respectif lorsqu'ils se déplacent aux réunions/activités de la CNEL pendant les heures de cours? Dans l'affirmative, sous quelles conditions?

- Est-ce que les délégués de la CNEL sont assurés par leur lycée respectif lorsqu'ils se déplacent aux réunions/activités de la CNEL en dehors des heures de cours? Si oui, sous quelles conditions?

- Est-ce que les délégués sont assurés lors d'un déplacement à l'étranger ayant lieu pendant les vacances scolaires? Dans l'affirmative, sous quelles conditions?

- Est-ce que les élèves majeurs qui se déplacent en voiture privée sont assurés? Leur voiture est-elle assurée? Dans l'affirmative, sous quelles conditions?

- Dans ce cas-ci précis, si l'élève majeur ramène dans sa voiture privée d'autres délégués, est-ce que ceux-ci sont assurés?

- Les élèves mineurs ont-ils besoin d'une autorisation parentale lors de leur déplacement et participation aux réunions/activités de la CNEL?

- Dans la mesure où certaines activités organisées par la CNEL s'adressent aussi aux membres des comités d'élèves, est-ce que ceux-ci sont aussi assurés lorsqu'ils participent aux réunions de la CNEL? Si oui, sous quelles conditions?

Réponse (28.11.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Dans la question parlementaire, Madame la Députée souhaite savoir si les activités des délégués de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg sont couvertes par l'assurance accident.

Les délégués de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg ne figurent pas à l'article 91 du Code de la sécurité sociale dans sa teneur actuelle. Les activités de ces délégués ne sont pas non plus énumérées au règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 concernant l'assurance accident dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire.

Ni les délégués de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg, ni leurs activités ne sont partant couverts par l'Association d'assurance accident.

Les services compétents de mon département vont se concerter avec les services compétents du Ministère de la Sécurité sociale pour compléter l'article 91 du Code de la sécurité sociale et le règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 visé ci-dessus dans ce sens.

Les élèves mineurs qui participent à une manifestation de la CNEL sont libérés d'office de la fréquentation des cours, mais doivent disposer d'une autorisation parentale.

Question 3410 (30.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **uniformes de l'Armée luxembourgeoise:**

Viru Kuerzem ass bekannt ginn, datt den Här Minister plangt, fir der Arméi nei Uniformen ze ginn. An deem Kontext wéilt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt hien d'Intentioun huet, der Lëtzebuerger Arméi nei Uniformen ze ginn?

2. Wat soll d'Zil vun esou Veränneruge sinn? Fir wéini wären esou Ännerunge virgesinn?

3. Wéi soll déi nei Uniform ausgesinn? Gëtt et Virbiller am Ausland?

4. Wéi eng Typpe vun Uniformen oder Tenuë wären heivu betraff? Wëllt den Här Minister zum Beispill déi britesch Traditioun vum „Service dress" ofänneren oder ofschafen? Wa jo, firwat?

5. Wëllt d'Regierung un den Traditioune vun de Lëtzebuerger Uniforme festhalen (Wope vum Jang de Blannen, orange Rimm fir d'Offizéier, schwaarze Béret an esou virun)?

6. Wëllt d'Regierung nees eng Summerbox bei der Summeruniform aféieren, nodeem déi virun e puer Joer aus budgetäre Grënn ofgeschaaft gouf?

7. Kann d'Regierung dofir suergen, datt esou vill wéi méiglech Uniforme vun der Lëtzebuerger Arméi, vun der Police a vun anere Corpsen hei am Land produzéiert ginn?

8. Wëllt d'Regierung, ausser den Uniformen, nach aner Saache bei der Arméi änneren, wéi zum Beispill Wopen, Ofzeechen an esou virun? Wa jo, wéi a firwat?

Réponse (28.11.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Ech denken driwwer no, Upassungen un der aktueller Uniform vun der Lëtzebuerger Arméi virzehuelen. Eng Entscheedung, déi an enker Concertatioun mam Groussherzog a mat der Arméi muss geholl ginn, ass nach net getraff.

Zil wier et, d'Uniform opzefrëschen an hir eng méi modern Touche ze ginn a se duerch bessert Material méi agreabel a confortabel ze maachen. Dobäi wëll ech un den Traditioune vum Lëtzebuerger Militär festhalen. Fir de Moment ass et verfréit, Aussoen iwwer en Zäitplang, d'Ausgesinn, Virbiller oder Produzenten ze maachen. Dobäi stinn d'Ofschafe vun der britescher Traditioun vum „Service dress" oder Ännerunge bei de Wopen, dem Rimm, dem Béret an den Ofzeeche vun der Arméi net zur Debatt.

Question 3411 (30.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**abolition de l'heure d'été:**

Ee Member vun der Regierung huet rezent d'Ofschafe vun der Summerzäit gefuerdert. Hien huet drop verwisen, datt d'Zäitëmstellung den natierleche Rhythmus vu Mënsch an Déier géif duercherneebréngen, wat mat sëlleche Problemer verbonnen ass.

An deem Kontext géif ech gär folgend Fro un d'Regierung stellen:

- Wéi ass d'Positioun vun der Regierung, wat en eventuellt Ofschafe vun der Summerzäit ugeet?

Réponse (23.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

D'Fro vun enger eventueller Ofschafung vun der Summerzäit ass eng, déi a regelméissegen Ofstänn ëmmer erëmkënnt, an elo och nees op europäeschem Niveau diskutéiert gëtt, an net alleng national kann traitéiert ginn.

Mir hunn eng europäesch Direktiv (200/84/CE vum Parlament a vum Conseil vum 19. Januar 2001), déi sech aktuell applizéiert an zu Lëtzebuerg fir d'lescht ëmgesat gouf duerch den „règlement grand-ducal vum 28. Juli 2017 fixant la fin de l'heure légale d'été pour l'année 2017 et fixant la période de l'heure légale d'été pour les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022".

Déi eventuell Ännerung oder Ofschafung vun dem aktuelle System muss ënnert den europäesche Memberstaten diskutéiert ginn an et muss ofgewie ginn, wéi d'Virdeeler an d'Nodeeler vum System en rapport zuenee stinn.

Question 3416 (30.10.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **mesures consulaires à l'encontre de pays tiers refusant le rapatriement de demandeurs d'asile déboutés:**

En effet, selon les dires de la presse internationale, l'Union européenne propagerait des restrictions en matière de délivrance de visas à l'encontre de ressortissants de pays tiers refusant le rapatriement de demandeurs d'asile déboutés (cf. Die Welt, «Visumstrafen für Länder, die sich gegen Rückführung wehren», 29.10.2017). Le premier pays contre lequel ce «levier des visas» aurait été utilisé serait la République populaire du Bangladesh. Selon le précité article, le Gouvernement allemand semble approuver la nouvelle ligne consulaire: «Bundesinnenminister Thomas de Maizière begrüßte das Vorgehen der EU: „Wenn es trotz der entsprechenden Verpflichtung eines Drittstaats regelmäßig Schwierigkeiten bei der Rückübernahme seiner Staatsangehörigen gibt, ist es nur konsequent, im Gegenzug die Einreise von Menschen aus diesem Land an engere Voraussetzungen zu knüpfen."» Et de continuer: «Das Beispiel Bangladesch belege, dass der Visumhebel Wirkung zeige, „wenn die EU-Mitgliedstaaten gemeinsam handeln, und darin bin ich mir mit all meinen europäischen Ministerkollegen einig".»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur la position luxembourgeoise relative à cette nouvelle ligne consulaire du «levier des visas - Visumhebel» dans le cadre d'un refus de rapatriement par des pays tiers?

2. Monsieur le Ministre peut-il dès lors confirmer les affirmations du Ministre de l'Intérieur allemand selon lesquelles il y aurait un accord européen en la matière? Dans l'affirmative, s'agit-il d'un accord formalisé?

3. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre peut-il également m'informer sur les conséquences éventuelles du précité accord pour l'avenir pratique de la politique d'asile européenne et luxembourgeoise?

Réponse (21.11.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Les accords de réadmission sont, depuis longtemps, un moyen essentiel de lutter contre l'immigration irrégulière, que ce soit au niveau bilatéral, intergouvernemental ou européen. Depuis le sommet UE-Afrique de La Valette en 2015, le Luxembourg a toujours plaidé pour l'utilisation d'incitants positifs afin de motiver des pays tiers à coopérer dans le cadre de la politique de retour de l'Union européenne. En vertu du droit international coutumier, un État a l'obligation de réadmettre ses propres ressortissants. Lorsqu'un pays tiers refuse cette coopération à l'Union européenne, il est cohérent que cette dernière examine si le pays en question peut continuer à pouvoir bénéficier d'allégements au niveau de la politique des visas qui est une partie intégrante de la politique migratoire de l'Union européenne.

Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne affirme de manière explicite la compétence partagée de l'Union et des États membres en matière de réadmission. Les représentants des gouvernements des États membres et ceux des pays associés ont convenu de procéder à un examen au cas par cas des manquements de coopération dont feraient preuve des pays tiers en matière de réadmission. Il est à noter que des arrangements sous forme de procédures opérationnelles visant un pays tiers déterminé, comme le cas évoqué par l'honorable Député, sont classifiés au niveau de l'Union européenne. Il ne s'agit pas d'un accord international.

Les mesures évoquées ne relèvent pas de la politique d'asile européenne, mais des politiques de réadmission et de visa.

N°04
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°04 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Budget 2018:		Aide au logement	p. 101	9e séance	Mercredi 6 décembre 2017
- rapport de la Commission des Finances et du Budget	p. 113	Grands projets d'infrastructure	p. 104	10e séance	Mardi 12 décembre 2017
- exposé du Ministre des Finances	p. 116	Sommaire des séances publiques nos9 à 12	p. 144	11e séance	Mercredi 13 décembre 2017
- débat	p. 118	Sommaire des questions parlementaires	p. Q66	12e séance	Mercredi 13 décembre 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Réception de Nouvel An à la Chambre des Députés

Les travaux de l'année 2018 marqués par des réformes



Le Président et le Secrétaire général de la Chambre ont présenté leurs vœux de Nouvel An aux membres du Bureau et de la Conférence des Présidents, au Ministre aux Relations avec le Parlement, à la presse parlementaire ainsi qu'au personnel de l'Administration parlementaire.

«Pour l'année électorale 2018, le travail à la Chambre devra être notre priorité absolue», a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le 8 janvier 2018 lors des vœux aux députés, membres du Bureau et de la Conférence des Présidents, à la presse parlementaire et au personnel de l'Administration parlementaire.

L'année 2018 sera chargée

La réception de Nouvel An était l'occasion de passer en revue les dossiers législatifs importants de l'année 2017 et d'évoquer les réformes qui marqueront les travaux de l'année 2018 au Parlement luxembourgeois, concernant par exemple les services de secours, le RMG, le droit de la famille, la police et la protection de la nature et des animaux.

La Chambre est également en train de préparer un grand débat sur le logement. Le programme s'annonce chargé et les députés pourraient le cas échéant se réunir en séance plénière jusqu'à la fin du mois de juillet.

Pour ce qui est des travaux en vue d'une nouvelle Constitution pour le Grand-Duché, le Président de la Chambre espère que «le résultat des travaux qui devraient aboutir avant la fin de la législature au sein de la commission parlementaire compétente ne sera pas remis en cause après les élections».

Porte ouverte le samedi 21 avril 2018

En 2018, la Chambre des Députés poursuivra ses efforts pour «ouvrir la maison de la démocratie à tous les citoyens», a encore annoncé le Président Mars Di Bartolomeo. Ainsi, le Parlement de même que d'autres institutions ouvriront leurs portes à tous les citoyens le samedi 21 avril afin de favoriser le contact direct.

Éducation à la citoyenneté

Le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen, a détaillé différents projets en cours concernant l'éducation à la citoyenneté telle l'élaboration de plusieurs films d'animation et de fiches pédagogiques en collaboration avec la fondation «Zentrum fir politesch Bildung» et le Service documentation et production audiovisuelle du SCRIPT.

Une autre collaboration, cette fois-ci avec le Musée national d'histoire et d'art, portera sur une exposition concernant le droit de vote prévue pour 2019, année du centenaire de l'introduction du suffrage universel au Luxembourg. Ces projets complètent les visites organisées régulièrement pour accueillir des groupes de citoyens ainsi que les échanges réguliers entre députés et jeunes.

Ces derniers mois, la Chambre des Députés s'est prononcée en faveur de la constitution d'une expertise interne et de la mise en place d'une évaluation des politiques publiques en vue de comparer les résultats d'une politique par rapport à la finalité assignée et aux moyens engagés.

Systematisierung der parlamentarischen Kontrolle



(von links nach rechts) Prof. Dr. Christian Winterhoff, Vorsitzender der Stiftung Gesellschaft für Rechtspolitik, Herr Mars Di Bartolomeo, Präsident der Abgeordnetenkammer, Herr Claude Frieseisen, Generalsekretär der Abgeordnetenkammer, Prof. Dr. Utz Schliesky, wissenschaftlicher Leiter der 61. Bitburger Gespräche

Am 11. und 12. Januar 2018 haben der Präsident der Abgeordnetenkammer Mars Di Bartolomeo und Generalsekretär Claude Frieseisen an den 61. Bitburger Gesprächen, die dieses Jahr in Mainz stattfanden, teilgenommen.

Forum des rechtspolitischen Austausches

Diese von der Gesellschaft für Rechtspolitik organisierte Veranstaltung hat sich seit 1972 als „Forum des überparteilichen, wissenschaftlich unabhängigen und interdisziplinären rechtspolitischen Austausches" bewährt.

Vertreter aus Politik, Justiz, Verwaltung und Hochschulwesen beschäftigten sich an den zwei Tagen mit dem Thema: „Parlamentarische Kontrolle in der Krise?"

Herausforderungen des 21. Jahrhunderts

Das Konzept der parlamentarischen Kontrolle, das aus dem 19. Jahrhundert stammt, muss sich heute den Herausforderungen einer immer stärker supranational oder international verflochtenen Staatsgewalt stellen, sowie jenen der Digitalisierung.

Diese Konferenz war für die Abgeordnetenkammer insoweit von Interesse, als das luxemburgische Parlament seine Kontrollfunktion bestmöglich ausüben sowie eine systematische Überwachung der vorhandenen Prozeduren und Dossiers gewährleisten will und sich nicht zuletzt den Herausforderungen des bevorstehenden digitalen Strukturwandels zu stellen hat.

La Commissaire européenne aux Transports en visite



Mme Violeta Bulc entourée du Président et de membres de la Chambre des Députés ainsi que du ministre compétent (2e de droite).

«Jamais la mobilité n'a été aussi importante pour le développement économique et social des pays», a souligné la Commissaire européenne aux Transports, Mme Violeta Bulc, lors d'un échange de vues avec des députés luxembourgeois le 15 janvier 2018 auquel ont participé les membres du Bureau, de la Conférence des Présidents, de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission du Développement durable.

C'est pour cette raison qu'environ 24 milliards d'euros ont été mis à disposition par le budget 2014-2020 de l'Union européenne (UE) pour cofinancer dans le cadre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) des projets relevant du transport et de la mobilité dans les États membres. 19,3 milliards d'euros ont déjà été déployés et 63% du budget ont été alloués à des projets liés aux chemins de fer, un champ précédemment très sous-développé, mais qui devrait bientôt livrer des résultats, a précisé la Commissaire slovène.

Accidents routiers: un coût estimé à 100 milliards d'euros

Plus généralement, Mme Violeta Bulc et les députés ont discuté des multiples défis que rencontrent l'Union européenne et ses membres dans le domaine de la sécurité routière. Environ 25.500 personnes ont péri sur les routes de l'UE en 2016 et presque 130.000 ont été gravement blessées.

Tout en saluant les efforts fournis depuis trois ans par le Grand-Duché pour diminuer les accidents routiers, la Commissaire européenne a insisté sur le fait que l'amélioration de la sécurité routière ne doit pas être tenue pour acquise et que les États membres doivent trouver de nouveaux instruments pour continuer à réduire le nombre des victimes de la route. Le coût annuel que font peser les accidents mortels ou graves sur les sociétés européennes est estimé à au moins 100 milliards d'euros, a-t-elle ajouté.

Une politique européenne en matière de cyclisme?

À la question des députés luxembourgeois de savoir si la Commission européenne avait développé une stratégie commune en matière de cyclisme, suite à la déclaration sur le vélo faite par les 28 ministres des transports de l'UE sous la présidence luxembourgeoise, la Commissaire européenne a signalé que la promotion du vélo comme moyen de transport aura une place importante dans le «troisième paquet mobilité» qui sera présenté en mai 2018.

Restaurer la confiance des consommateurs

Le Président de la Chambre des Députés a insisté sur le fait que la mobilité et le transport sont - et seront aussi après les élections législatives de 2018 - des priorités pour le Grand-Duché. Dans le contexte des différents scandales de moteurs truqués, il est revenu sur les mesures à prévoir par les institutions européennes ainsi que les États membres pour restaurer la confiance des consommateurs européens. Dans cet ordre d'idées, Mme Violeta Bulc a souligné que la Commission européenne est en train de travailler sur de nouveaux mécanismes pour surveiller et superviser les normes de CO_2.

Retour d'un ancien élève: le Président au LGE

Plus de 45 ans après avoir passé son examen de fin d'études secondaires au Lycée de Garçons à Esch-sur-Alzette, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, est retourné le 15 janvier 2018 sur les lieux où il a suivi ses études.

Il y fut accueilli par le directeur Pascal Bermes et le directeur adjoint Rita Bohler.

Au cours d'une visite des bâtiments et d'un certain nombre de salles de classe, le Président de la Chambre des Députés a obtenu un aperçu de l'enseignement actuel au LGE.

Suivait un échange de vues intéressant avec 70 élèves des classes de deuxième.

Parmi les thèmes abordés figuraient le fonctionnement des pétitions, la vie publique et privée d'un homme politique de même que des sujets de l'actualité politique.

En contrepartie de l'accueil chaleureux qui lui fut réservé, le Président a invité les élèves et leurs professeurs à une visite de la Chambre des Députés.



Le Président de la Chambre des Députés a discuté avec des élèves du LGE.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°04** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Assistance parentale

6409 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Le projet de loi sous rubrique, qui a été déposé en date du 7 mars 2012, a pour objet de réglementer plus rigoureusement, au niveau de la loi, l'activité d'assistance parentale. Les adaptations proposées visent essentiellement à assurer un accueil et un encadrement de qualité adapté à l'âge et aux besoins des enfants accueillis.

L'assistance parentale constitue un maillon indispensable dans la chaîne des différentes structures d'éducation et d'accueil pour enfant, dont l'envergure ne va guère diminuer. En effet, leur nombre est passé de 18 en 2003 à presque 500 prestataires en 2010. Actuellement, quelque 680 personnes exercent cette activité.

Aux termes du projet de loi, l'assistance parentale est définie comme étant la «la prise en charge régulière et à titre rémunéré, de jour ou de nuit, d'enfants âgés de zéro à douze ans ou n'ayant pas quitté l'enseignement fondamental ou l'éducation différenciée sur demande de la ou des personnes investies de l'autorité parentale. (…) L'activité d'assistance parentale est une prestation de service exercée à titre d'indépendant par l'assistant parental à son domicile.»

Le nombre maximum d'enfants qu'un ou plusieurs assistants parentaux peuvent accueillir simultanément est revu et adapté à l'âge des enfants accueillis. En principe, ce nombre reste limité à cinq enfants. Or, endéans ce plafond, l'assistant parental ne peut plus accueillir plus de deux enfants âgés de moins de deux ans. Les enfants faisant partie du ménage de l'assistant parental ne sont pas pris en compte, à l'exception des enfants âgés de moins de deux ans. Le nombre total d'enfants pouvant être pris en charge dans le cadre d'un ou plusieurs contrats d'éducation et d'accueil est limité à douze enfants par assistant parental.

Dans le cadre de leurs missions, les assistants parentaux sont tenus d'assurer la sécurité physique et affective des enfants et de générer un cadre favorable à leur développement personnel. L'assistance parentale comprend notamment les activités suivantes:

- les soins primaires;
- le repos et le sommeil;
- une restauration équilibrée;
- la promotion des apprentissages sociaux, affectifs, cognitifs, linguistiques et psychomoteurs des enfants;
- la promotion de l'accès aux activités d'animation culturelle, musicale, artistique et sportive;
- l'organisation régulière de sorties en plein air;
- les études surveillées consistant à la mise en place d'un cadre calme et favorable à l'exécution des devoirs à domicile.

Le projet de loi définit par ailleurs les conditions à remplir par le requérant pour obtenir un agrément d'assistant parental.

Les auteurs du projet de loi proposent également de définir des critères plus rigoureux en ce qui concerne l'infrastructure dans laquelle l'assistant parental accueille les enfants.

Il était initialement prévu de déterminer les conditions applicables à l'assistant parental pour obtenir la reconnaissance comme prestataire du chèque-service accueil. Or, vu l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse; 2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves, les conditions n'avaient plus besoin d'être définies dans le projet de loi sous rubrique.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 07.03.2012

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

(Président: M. Jean-Paul Schaaf):

10.07.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et des projets de règlement grand-ducal y relatifs
09.07.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

14.06.2017	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
21.06.2017	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20.09.2017	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
04.10.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.11.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1079, page 1

Adaptations de la préretraite

6844 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L. 521-14 et du Titre VIII du Livre V du Code du travail

2. modification de l'article 3 de la loi du 23 juillet 2015 portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Ce projet de loi vise à abolir la préretraite-solidarité et à adapter la préretraite-ajustement, la préretraite des salariés postés et salariés de nuit ainsi que la préretraite progressive.

Ces modifications s'inscrivent dans une politique ayant comme objectif d'augmenter l'emploi des seniors et de relever l'âge effectif du départ à la retraite comme suite à l'évolution démographique et aux recommandations de l'OCDE à ce sujet.

Outre l'abolition de la préretraite-solidarité les principales modifications envisagées sont les suivantes:

- en raison de l'augmentation de l'espérance de vie il est proposé de reporter le début possible de la préretraite jusqu'à l'âge de soixante ans au plus tard tout en gardant la possibilité de cesser la vie active à l'âge de cinquante-sept ans. Les différents régimes de préretraites prévoient la possibilité d'étendre la période d'indemnisation jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans sous certaines conditions qui varient selon le régime de préretraite;

- pour garantir un lien certain entre l'entreprise et le futur préretraité, une affiliation minimale de cinq ans auprès de l'entreprise requérante doit en principe exister au moment de l'introduction de la demande d'admission à la préretraite. La durée d'occupation minimale est réduite à une année pour les salariés en provenance d'une entreprise en faillite ou en liquidation judiciaire;

- pour compenser l'abolition de la préretraite-solidarité, les conditions d'ouverture des régimes de la préretraite des salariés postés et des salariés de nuit ainsi que de la préretraite progressive sont rendues moins contraignantes. Les salariés postés et les salariés de nuit peuvent accéder à la préretraite non seulement s'ils justifient de vingt années de travail posté ou de travail de nuit, mais également s'ils justifient de quinze années de travail posté ou de nuit au cours des vingt-cinq années précédant immédiatement leur départ en préretraite. Concernant la préretraite progressive, la condition de relation causale entre l'embauche compensatrice et le départ progressif en préretraite est abandonné, l'employeur bénéficiant d'alternatives élargies pour réaliser ces embauches compensatrices;

- le salarié travaillant dans une entreprise couverte par une convention collective de travail prévoyant l'application de la préretraite progressive aura un droit à l'admission à ce mode de préretraite tandis que le départ en préretraite prévu dans le cadre d'une convention spéciale est soumis à l'accord préalable de l'employeur;

- pour venir en aide aux entreprises confrontées à des mesures de restructuration et ayant été déclarées éligibles à la préretraite-ajustement, la préretraite progressive peut être appliquée sans obligation d'embauche de compensation;

- dans le souci de rendre plus équitable le calcul de l'indemnité de préretraite il est prévu de baser le calcul sur une période de référence annuelle au lieu de prendre en considération les trois derniers mois précédant immédiatement le départ en préretraite. Ainsi l'indemnité mensuelle de préretraite s'élèvera à quatre-vingt-cinq pour cent du salaire mensuel brut et de la partie variable du salaire dus pour les douze mois précédant immédiatement la période d'indemnisation pour une première période de douze mois, à quatre-vingt pour cent pour une seconde période de douze mois et à soixante-quinze pour cent pour la période restant à courir.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.08.2015

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

24.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.11.2016	Présentation et adoption d'une lettre d'amendement
30.11.2016	Examen et adoption d'un projet de lettre d'amendement
03.07.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.10.2017	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.11.2017

Loi du 30 novembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1032, page 1

Stratégie postale de Doha

6884 - Projet de loi portant approbation

1. du Règlement général de l'Union postale universelle adopté au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012;

2. de la Convention postale universelle et de son Protocole final, adoptés au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012

Le présent projet a pour objet d'approuver le Règlement général de l'Union postale universelle ainsi que la Convention postale universelle et son Protocole final, adoptés au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012.

Le 25e Congrès de l'Union postale universelle s'est tenu à Doha du 24 septembre au 15 octobre 2012. En tant qu'institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies, l'UPU réunit 192 pays membres et a pour but la coopération entre les acteurs du secteur postal. La constitution, qui est l'acte fondamental de l'Union, n'a pas été modifiée par le Congrès de Doha.

Les modifications aux actes précités se situent dans le contexte de la stratégie postale de Doha pour le cycle 2013-2016 qui vise à aider les opérateurs postaux à développer, moderniser et adapter leur réseau postal à un marché en pleine évolution. La stratégie postale de Doha repose notamment sur quatre buts principaux qui consistent à:

- améliorer l'interopérabilité des réseaux postaux internationaux;

- apporter des connaissances techniques et une expertise concernant le secteur postal;

- promouvoir les produits et services innovants en développant les dimensions physique, financière et électronique du réseau postal;

- favoriser le développement durable du secteur postal en tenant compte des dimensions économiques, sociales et environnementales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.10.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

06.03.2017	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
03.04.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2017

Loi du 1er décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1030, page 1

Laboratoire national de santé

6995 - Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»

Le projet de loi vise à adapter certaines dispositions du droit luxembourgeois afin de mettre en œuvre le projet dit „Opferambulanz", dénommé en langue française «unité de documentation médico-légale des violences».

Ce projet est prévu par le programme gouvernemental aux chapitres «Justice», «Égalité entre femmes et hommes» et «Santé» qui prévoient de charger le Laboratoire national de santé à Dudelange avec cette mission.

À noter que le présent projet de loi doit être vu ensemble avec le projet de loi n° 6893 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dont l'article 71 point 6° et l'article 76 visent à clarifier la situation juridique de la médecine légale au Luxembourg.

Le concept de l'unité de documentation médico-légale des violences repose sur le constat que dans beaucoup de cas, notamment en matière de violences domestiques, les victimes d'une agression, ou d'une infraction pénale de façon générale, hésitent souvent de déposer plainte auprès du Parquet ou de la Police lors du premier incident alors qu'elles redoutent ou ignorent les répercussions de la mise en marche de la machine judiciaire pénale sur leurs relations avec l'auteur des faits, souvent un membre de la famille, une proche connaissance ou un collègue de travail.

Toutefois, lorsque les victimes, très souvent après plusieurs incidents violents, se résignent finalement à porter plainte auprès des autorités répressives, les agressions antérieures ne sont très souvent pas documentées et le dernier incident sera alors en règle générale considéré, d'un point de vue juridique, comme étant la première agression, ce qui laisse auprès des victimes très souvent un sentiment d'injustice à leur égard. S'y ajoute que même si la victime a consulté un médecin pour les agressions antérieures, la documentation médicale y afférente a été établie logiquement dans une optique curative et thérapeutique et non pas dans une approche de médecine légale, ce qui fait que cette documentation n'est souvent guère utilisable à cette fin.

Le concept de l'unité de documentation médico-légale des violences a été élaboré conjointement avec des représentants des Parquets, de la Police, du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Égalité des Chances et les médecins-légistes du Laboratoire national de santé, notamment sur base des expériences faites par ces derniers dans le cadre de leurs emplois antérieurs où des projets similaires ont existé et se présente schématiquement comme suit:

1. L'objet de l'unité de documentation médico-légale des violences est de documenter d'un point de vue purement médico-légal les blessures physiques d'une personne ayant été causées par la commission d'une infraction pénale, peu importe s'il s'agit d'une infraction intentionnelle ou non intentionnelle.

2. L'objectif de cette documentation est son utilisation ultérieure éventuelle dans le cadre d'une procédure pénale concernant les faits ayant causé les blessures physiques. Les services de l'unité de documentation médico-légale des violences se limitent à la documentation et à la conservation des preuves et, à ce stade, les prélèvements nécessaires, en fonction des blessures et de leurs causes, sont faits sans qu'il soit procédé dans l'immédiat à leur analyse médico-légale. Ces missions sont le cas échéant ordonnées par le Parquet ou le juge d'instruction au moment où les faits en cause font l'objet d'une enquête ou d'une instruction préparatoire.

3. Les services de l'unité de documentation médico-légale des violences sont gratuits pour la victime.

4. La documentation des blessures est totalement indépendante d'une plainte pénale qui n'est en aucun cas un préalable exigé de la part de la victime afin de pouvoir avoir recours aux services de l'unité de documentation médico-légale des violences.

5. La documentation est conservée par le Laboratoire national de santé mais la victime garde le contrôle et la maîtrise sur la documentation. Ce pouvoir de contrôle de la victime s'entend bien sûr sans préjudice des pouvoirs des autorités répressives si les faits en cause font finalement l'objet d'une enquête ou d'une instruction préparatoire.

6. L'identité de la victime est pseudonymisée, c'est-à-dire que l'identité est constatée lors du premier contact, mais tout traitement ultérieur de la documentation et des données personnelles de la victime se fait à l'aide d'un système ne révélant pas l'identité de la victime. Il est en effet indispensable que l'identité de la victime ait été constatée, notamment afin de permettre au Laboratoire national de santé lors de tout

contact ultérieur de s'assurer qu'il s'agit effectivement de la victime en cause.

7. Après la consultation, la victime obtient un certificat de documentation médico-légale, mais peut également y renoncer pour des raisons de confidentialité et de sa propre protection, par exemple lorsqu'elle cohabite avec l'auteur des faits. Pour les mêmes raisons, une remise de la documentation elle-même à la victime n'est pas prévue, sauf sur demande spécifique dûment motivée.

8. Le fonctionnement géographique de l'unité de documentation médico-légale des violences est conçu de façon décentralisée. Le concept repose en effet sur une collaboration étroite de l'unité de documentation médico-légale des violences avec les hôpitaux, alors qu'il faut partir de l'hypothèse qu'une victime ayant subi des blessures tant soit peu sérieuses se rend tout d'abord à un hôpital pour se faire soigner médicalement. Il est ainsi prévu que les médecins-légistes de l'unité de documentation médico-légale des violences se rendent en principe à l'hôpital pour éviter la disparition de preuves médico-légales dans le cadre des soins médicaux, et également afin d'éviter aux victimes de devoir d'abord se déplacer à l'hôpital pour les soins médicaux et ensuite au Laboratoire national de santé pour la documentation de leurs blessures. En outre, ce fonctionnement décentralisé vise à favoriser, si nécessaire, une consultation mutuelle entre les médecins et les médecin-légistes afin que chacun puisse accomplir sa mission dans son domaine de compétence qui lui est propre. Néanmoins, rien n'empêche une victime n'ayant par exemple subi que des blessures légères de se rendre directement au Laboratoire national de santé à Dudelange sans passer auparavant par un hôpital. Pour des raisons de sécurité, les médecins-légistes ne se déplaceront pas au domicile de la victime ou dans d'autres lieux privés.

9. Le travail des médecins-légistes dans le cadre de l'unité de documentation médico-légale des violences se limite à la documentation et aux prélèvements nécessaires. Afin de sauvegarder l'impartialité des médecins-légistes de l'unité de documentation médico-légale des violences, leurs conseils se limitent en principe à informer la victime sur les autres services et prises en charge qui existent encore et auxquels la victime peut s'adresser. Pour les mêmes raisons, la documentation et les constatations faites par les médecins-légistes dans le cadre de l'unité de documentation médico-légale des violences ne sont pas revêtues d'une force probante particulière. Il s'agit donc toujours d'une documentation et de constatations faites de façon unilatérale par une personne de l'art qui tirent leur valeur de la rigueur scientifique objective et de l'impartialité du médecin-légiste.

10. La documentation de l'unité de documentation médico-légale des violences sera conservée au Laboratoire national de santé dans des archives spécialement dédiés et séparés des autres archives. L'accès à cet archive sera limité aux membres du personnel du Laboratoire national de santé nommément désignés par le chef du département de médecine légale du Laboratoire national de santé.

11. La documentation sera conservée par le Laboratoire national de santé pour une durée maximale de dix ans, ce qui correspond à la durée de prescription de l'action publique pour crimes. Au-delà de ce délai, les données ne peuvent être conservées qu'avec l'accord écrit de la personne concernée, ou bien sous forme anonymisée à des fins statistiques, d'archivage ou de recherche scientifique ou historique.

Pour les autres aspects du concept de l'unité de documentation médico-légale des violences qui requièrent une modification des dispositions légales applicables, il est renvoyé au commentaire des articles.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.05.2016

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

04.05.2017 Présentation du projet de loi (volet - Santé)

24.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen des articles
Examen d'une série de propositions d'amendements

31.05.2017 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendements

13.09.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

04.05.2017 Présentation du projet de loi (volet - Santé)

Vote en séance publique: 11.10.2017

Loi du 7 novembre 2017

Mémorial A: 2017, n°967, page 1

Changement d'administration

7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

En modifiant la loi du 25 mars 2015, le projet de loi 7017 a pour objet:

- d'une part, de modifier les conditions du changement d'administration en prévoyant qu'à l'avenir le changement d'administration pourra se faire dans la mesure où il est opéré au sein des groupes de traitement et grades identiques et non plus uniquement au sein des mêmes sous-groupes de traitement, et

- d'autre part, de simplifier la procédure du changement d'administration en dispensant notamment le candidat au changement d'administration d'informer son ministre et son chef d'administration de son intérêt pour un poste vacant dans une autre administration.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 22.07.2016

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

11.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

23.05.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements

21.09.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2017

Loi du 10 novembre 2017

Mémorial A: 2017, n°984, page 1

Plantes fruitières

7091 - Projet de loi relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits

La directive 2008/90/CE du Conseil du 29 septembre 2008 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits a été initialement transposée par le règlement grand-ducal du 18 avril 2010 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production des fruits. Cependant, depuis, trois nouvelles directives d'exécution ont mis en place un ensemble de prescriptions techniques plus détaillées. Voilà pourquoi il a été décidé de donner un cadre légal propre à ce domaine en créant une nouvelle loi axée essentiellement sur les éléments qui ont un caractère plus général provenant de la directive 2008/90/CE du Conseil du 29 septembre 2008 précitée.

L'objet du présent projet est de donner un cadre légal spécifique au domaine de la production et de la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits. Le présent projet de loi servira de base légale pour un règlement grand-ducal qui transpose les prescriptions détaillées des trois directives d'exécution. Le cadre juridique n'est adapté que sur quelques points précis par rapport au règlement grand-ducal du 18 avril 2010 actuellement en vigueur. Ainsi, les prescriptions relatives au contrôle sont reformulées et des sanctions pénales et mesures administratives applicables en cas de non-respect de cette réglementation sont précisées.

Généralement, les résultats satisfaisants de la culture fruitière dépendent de la qualité et de l'état phytosanitaire des matériels utilisés pour la multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits. Voilà pourquoi il est important que le cadre juridique européen vise à garantir un niveau élevé de la qualité, l'identité variétale et le bon état phytosanitaire de matériels de reproduction et de plantes fruitières. Ainsi, le projet de loi prévoit des prescriptions générales applicables à la mise sur le marché et les prescriptions spécifiques applicables au genre et à l'espèce qui imposent un examen officiel des plantes fruitières et des matériels de reproduction utilisés pour la production de ces dernières, et ce avant leur mise sur le marché. Pour le besoin de la traçabilité, les fournisseurs doivent conserver des registres de ventes et d'achats et ils ont l'obligation d'enregistrer leurs activités auprès d'un organisme officiel responsable afin de permettre des contrôles. De plus, dans un but de créer la transparence nécessaire au niveau des variétés, ces dernières doivent, lorsqu'elles sont commercialisées, être enregistrées dans un registre officiel public. Le présent projet de loi prévoit également des règles relatives à la gestion de lots et à l'étiquetage afin que les matériels de reproduction et les plantes fruitières soient commercialisés avec les informations concernant la variété.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 09.11.2016

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: Gusty Graas):

05.05.2017 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

29.09.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.10.2017

Loi du 17 novembre 2017

Mémorial A: 2017, n°991, page 1

Centre pour l'égalité de traitement

7102 - Projet de loi

1) complétant la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;

2) modifiant le Code du travail;

3) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5) modifiant la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Le présent projet de loi a pour objet d'opérer deux changements relatifs au fonctionnement du Centre pour l'égalité de traitement (ci-après «CET»).

Un premier objectif consiste à rattacher le CET, actuellement sous la tutelle du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, à la Chambre des Députes. Le deuxième objectif du présent projet de loi consiste à compléter la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs.

Rattachement du CET à la Chambre des Députés

L'actuel programme gouvernemental prévoit «la création d'une Maison des droits de l'homme regroupant la CCDH, l'ORK, le CET et le Médiateur, rattachés au pouvoir législatif». Le rattachement du CET, prévu par le présent projet, permettra d'accroître encore davantage son indépendance vis-à-vis du Gouvernement et de le rendre encore plus visible.

Le personnel du CET ne sera pas intégré dans l'administration parlementaire. En effet, le Bureau de la Chambre s'est prononcé pour un rattachement du personnel du CET à l'administration gouvernementale pour qu'il puisse être détaché par la suite. Alors que le bon fonctionnement du CET est garanti financièrement par l'État - le budget des recettes et dépenses de l'État arrête annuellement la dotation au profit du Centre au vu de l'état prévisionnel établi par ce dernier -, les comptes du CET seront désormais contrôlés annuellement et apurés par la Chambre des Députés selon des modalités fixées par cette dernière.

Le projet de loi 7102 complète la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014

La directive 2014/54/UE énonce des dispositions destinées à faciliter et à uniformiser la manière

d'appliquer et de faire respecter les droits conférés par le principe de la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union européenne conformément à l'article 45 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et aux articles 1er à 10 du règlement (UE) n°492/2011.

La plupart des dispositions de la directive précitée ont déjà été transposées dans la législation luxembourgeoise, à part celles en relation avec le CET faisant l'objet du présent projet de loi et figurant dans l'article 4 de la directive précitée qui prévoit que «Chaque État membre désigne une ou plusieurs structures, un ou plusieurs organismes chargés de promouvoir, d'analyser, de contrôler et de soutenir l'égalité de traitement des travailleurs de l'Union et des membres de leur famille sans discrimination fondée sur la nationalité, restriction ou obstacle injustifiés à l'exercice de leur droit à la libre circulation et prend les dispositions nécessaires au bon fonctionnement de ces organismes.»

Ainsi, le projet de loi confère une nouvelle mission au CET qui consiste à mener ou à commanditer des enquêtes et des analyses indépendantes sur les restrictions et obstacles injustifiés au droit à la libre circulation ou sur la discrimination fondée sur la nationalité à l'encontre des travailleurs de l'Union et des membres de leur famille. Par la même, le CET devient également le point de contact national prévu par la directive précitée pour les pays membres de l'Union européenne et la Commission européenne.

Pour transposer la directive susvisée de manière précise, le présent projet de loi modifie encore

- le Code du travail,

- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, et

- la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant transposition des directives 2000/43/CE et 2000/78/CE en y ajoutant le critère de discrimination fondée sur la nationalité.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 13.12.2016

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président: M. Gilles Baum):

22.05.2017 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

19.06.2017 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements gouvernementaux

02.10.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

22.05.2017 Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 11.10.2017

Loi du 7 novembre 2017

Mémorial A: 2017, n°964, page 1

Médias électroniques

7133 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Le projet de loi sous rubrique vise à adapter les missions et le cadre du personnel du Service information et presse («SIP») aux changements du paysage médiatique national et international qui ont eu lieu depuis la création de celui-ci. Le SIP ne fera d'ailleurs plus partie de l'administration gouvernementale sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions l'information, mais sera placé sous l'autorité du membre du Gouvernement ayant la présidence du Gouvernement dans ses attributions.

Plus particulièrement, le présent projet de loi vise, d'une part, à actualiser les missions du Service information et presse par rapport à son activité quotidienne effective et, d'autre part, à préciser celles qui lui sont nouvellement confiées. Ces dernières consistent notamment dans la promotion des «données ouvertes» (ou «open data»), c'est-à-dire à rendre ouvertement disponibles les données dont l'État dispose (et qui ne sont pas soumises à une protection particulière), ainsi que dans l'«accès à l'information», ce qui renvoie aux efforts de l'État d'améliorer son régime de transparence et de donner accès aux documents des organismes publics afin de satisfaire aux demandes d'information des citoyens.

En outre le projet de loi définit un cadre pour le personnel avec à sa tête un directeur classé au grade 17.

Finalement, le projet de loi sera suivi d'un règlement grand-ducal qui abrogera le règlement grand-ducal du 17 décembre 1991 fixant l'organisation interne du Service information et presse créé par l'article 32 de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, qui n'a plus de raison d'être, et qui déterminera les conditions d'admission, de nomination et de promotion du personnel du SIP.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 08.05.2017

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

23.10.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2017

Loi du 6 janvier 2018

Mémorial A: 2018, n°22, page 1

Accord Luxembourg-Estonie

7185 - Projet de loi portant approbation du «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems», signé à Luxembourg, le 20 juin 2017

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'accord entre le Luxembourg et l'Estonie intitulé «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems», signé à Luxembourg, le 20 juin 2017 (ci-après «l'accord»).

Cet accord a pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire à l'installation d'un centre de données de la République d'Estonie au Luxembourg. Afin de donner à la République d'Estonie les garanties appropriées au regard de la sécurité et de l'inviolabilité de ses lieux et de ses données, des privilèges et immunités similaires à ceux couvrant les missions diplomatiques sont prévus par l'accord.

Le centre de données ne peut toutefois être qualifié ni d'un point de vue juridique, ni d'un point de vue diplomatique d'ambassade telle que définie par le droit international public, dont en particulier la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961. Même si les immunités et privilèges sont largement inspirés de ceux contenus dans la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, celle-ci ne s'applique pas à l'accord en question. Plus concrètement, les privilèges et immunités accordés au centre de données estonien dans l'accord concernent principalement l'inviolabilité et la sécurité des locaux et des données y stockées. L'accord ne prévoit pas de privilèges ou immunités pour des personnes physiques.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.09.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

13.10.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

19.10.2017 Continuation des travaux

06.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.11.2017

Loi du 1er décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1029, page 1

Cour européenne des droits de l'homme

7192 - Projet de loi portant approbation du Protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013.

Ce protocole vise à améliorer le fonctionnement de la Cour européenne des droits de l'homme, considérant qu'il est essentiel de veiller à ce que la cour continue de jouer son rôle prééminent dans la protection des droits de l'homme en Europe. La nécessité d'une réforme du fonctionnement de la cour est démontrée par le fait qu'actuellement 89.400 requêtes sont encore pendantes devant la cour.

Les innovations principales introduites par le protocole sont les suivantes:

- une réaffirmation du principe de subsidiarité et de la marge d'appréciation des États parties à la convention dans l'application de celle-ci;

- la suppression de la limite d'âge de soixante-dix ans pour l'exercice de la fonction de juge à la cour et l'introduction d'une limite d'âge de soixante-cinq ans à la nomination pour les juges;

- la suppression de la possibilité donnée aux parties à une affaire devant la cour de s'opposer au dessaisissement d'une affaire par une chambre en faveur de la Grande Chambre;

- la réduction du délai de saisine de la cour de six à quatre mois;

- le renforcement du critère de recevabilité du «préjudice important».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

13.10.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.11.2017

Loi du 1er décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1028, page 1

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 9

MERCREDI,
6 DÉCEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. 7095 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry (intervention de M. Michel Wolter), M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote séparé sur l'article 4 du projet de loi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire (suite)
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

5. Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen (suite)
- *Vote sur la motion (adoptée)*

6. 7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
- *Rapport de la Commission du Logement: M. Max Hahn*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Yves Cruchten, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre du Logement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7187 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (interventions de M. Marc Angel, M. Gast Gibéryen et M. André Bauler) (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Aly Kaes (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. François Bausch), M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. Roger Negri*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Gast Gibéryen et question de M. Michel Wolter)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

9. 7202 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
- *Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Taina Bofferding, M. Claude Adam, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7212 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016
- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

11. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 de la Cour des comptes
- *Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

12. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 du Médiateur
- *Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. François Bausch et M. Marc Hansen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Mir brauchen näischt méi ze soen, also keng direkt Matdeelung, dat kënnt dann herno.

2. Ordre du jour

Ech wollt der Chamber proposéieren, dass mer direkt mam éischte Projet ufänken an d'Votten - och déi vu gëschter - direkt uschléissend maachen. Wann d'Chamber do dermat d'accord ass, dann hu mer d'Votten alleguer op ee Coup.

Sidd Der d'accord, dass mer dat esou maachen?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen direkt zum éischte Projet de loi vun eiser Dagesuerdnung iwwergoen. Dat ass de Projet 7095, eng Ofännerung vum Wahlgesetz. An de Rapporteur, den Här Eugène Berger, ass scho prett. Dir hutt d'Wuert, Här Berger.

3. 7095 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn eis all eens, datt d'Wahlgesetz e Gesetz ass, dat schonn eng besonnesch Stellung huet. Mat der Verfassung leet d'Wahlgesetz virun allem d'Konditioune fest fir ee vun deene wichtegsten Akte vu Matbestëmmung an enger Demokratie. Ech mengen, d'Wahle si jo wierklech net nëmmen d'Symbol, mä den Ausdrock vun der Matbestëmmung vun de Bierger an engem Land, fir ze bestëmmen, wéi hir Vertriedung ausgesäit.

Et ass also e wichtegt Gesetz an et ass och net déi éischte Kéier, datt mer um Gesetz déi eng oder aner Ëmännerunge virhuelen. Ech wäert och vläicht ganz kuerz eben awer wéinst der Positioun vun deem Gesetz e ganz klengen Historique oder e puer wichteg Rendez-vousen nach eng Kéier rappeléieren.

Déi éischt „richteg" Wahlen zu Lëtzebuerg, déi hunn den 19. Abrëll 1848 stattfonnt. Do ass et dorëms gaangen, d'Assemblée constituante ze wielen, déi am Optrag vum deemolege Groussherzog Wëllem II. eng Verfassungsreform schreiwen an ofstëmme sollt. En anere wichtegen Datum beim Wahlgesetz ass d'Joer 1919. Dunn huet Lëtzebuerg de Suffrage universel, also dat allgemengt Wahlrecht agefouert, virun allem hei och mat der Betounung drop, datt d'Fraen och hei d'Wahlrecht kruten.

1972 ass den aktive Wahlalter vun 21 op 18 Joer erofgesat ginn. Dat war also, fir kënne wielen ze goen. An zanter 2003 kann ee sech och mat 18 Joer schonn als Kandidat opsetzen. - Einfach pour mémoire e puer wichteg Datumen, wou d'Wahlgesetz ëmgeännert ginn ass.

Dëse Projet de loi, dee mer haut de Mëtten diskutéieren, deen huet sécherlech eng manner grouss Inzidenz wéi elo déi verschidden aner Meilesteng an der Lëtzebuerger Wahlgeschicht.

Ech gesinn, den Här Meyers, dee schéngt do awer net ganz mat mer d'accord ze sinn. Sécherlech, eng Ëmännerung vun engem Wahlgesetz ass ëmmer eppes Wichteges, mä awer vläicht elo hei manner wéi zum Beispill, wéi mer dat allgemengt Wahlrecht agefouert hunn. Et ass ëmmer, wéi een dat kuckt op der - ech soen emol - „échelle de Richter" vun eisen Ëmännerungen am Wahlgesetz.

Ech mengen, effektiv hu mer haut eng Ëmännerung, Modifikatioun vun eisem Wahlgesetz, déi och absolutt noutwendeg ass fir d'Ofhale vun den nächsten, iwwernächste Legislativwahlen, fir datt déi konform zu eiser Verfassung sinn a bleiwen. Ech erkläre mech:

Et ass esou, datt mer duerch déi virgezunne Wahle vun 2013, kéint ee soen, aus dem Rhythmus vun de fënnef Joer, déi an der Verfassung tëschent zwou Wahle virgeschriwwe sinn, erausgerutscht sinn. An de Moment gesäit den Artikel 134 vum Wahlgesetz vir, datt d'Chamberwahlen den éischte Sonndeg am Juni stattfanne sollen.

Deen nämlechten Artikel beseet och, datt am Fall, wou d'Chamber opgeléist gëtt, innerhalb vun dräi Méint Neiwahlen ofgehale ginn. Dat war esou am Oktober 2013.

A laut dem Artikel 123 vum Wahlgesetz ass d'Sortie, also wann d'Mandat ophéiert vun den Deputéierten, déi aus Neiwahlen ervirgaange sinn, fir d'Joer no der Ouverture vun der fënnefter ordinärer Sessioun virgesinn.

„Bon, alles schéin a gutt", sot Der. Mä déi éischt ordinär Sessioun, déi éischt ordinär Sessioun vun dëser Assemblée, fir et emol esou ze soen, déi war konform zum Chambersreglement am Hierscht 2014. Wann een also dann einfach dat géif weiderrechnen, wat eben am Wahlgesetz steet, da géife mer an d'Joer 2019 erakommen, wat also méi wéi fënnef Joer wieren. Dann hätte mer, wa mer also dat géife maachen, herno fënnef Joer an aacht Méint no eiser Vereedegung, wou mer Member vun der Chamber gewiescht wieren. Vläicht hätt deen een oder aneren näischt dergéint, mä ech mengen, hei ass et awer wichteg, datt mer konform zur Verfassung bleiwen, datt mer also duerfir déi Modifikatioune virhuelen, fir datt mer net géint den Artikel 56 vun der Verfassung verstoussen, deen ebe festleet, datt d'Mandat vun engem Deputéierten d'Dauer vu fënnef Joer net dierf iwwerschreiden.

A bon, wéi gesot, net dës Inkohärenz, mä dësen Dephasage vum Wahlgesetz mat eiser Verfassung, oder an der Praxis den Dephasage, dee mer hei kéinte kréien, bréngt mech dann zu der éischter Modifikatioun, déi bei dësem Projet de loi virgesinn ass. Dat ass virun allem eben, datt mer de Prinzip hunn, fënnef Joer Chambersmandat wëllen ze erhalen, ze verfestegen. An dëst Gesetz garantéiert, datt an Zukunft d'Legislativwahlen egal wéi ëmmer fënnef Joer no de leschte Wahle stattfannen, méi präzis am Text - Dir kënnt dat do liesen, wéi dat och formuléiert ass -, dee Sonndeg, deen op den Dag vum nämlechte Quantième vun de leschte Wahlen - viru fënnef Joer - fält, respektiv op dee Sonndeg, dee virun de genannten Dag fält.

Dat heescht einfach, wa mer kucken, wéini waren déi lescht Wahlen, wëlle mer kucken, datt et am beschte Fall op dee Sonndeg genau fënnef Joer duerno fält. Wann dat kee Sonndeg ass, da kann et dee Sonndeg virdru sinn. Beispill fir déi nächst Wahlen: Déi lescht Chamberwahlen, déi hunn den 20. Oktober 2013 stattfonnt. Well den 20. Oktober 2018, also fënnef Joer duerno, op e Samschdeg fält, wäerten dann déi nächst Wahlen op dee Sonndeg virdrun, also de 14. Oktober falen.

Also nach eng Kéier d'Logik: ëmmer fënnef Joer. Well dat awer net mat de Sonndeger iwwereneeklappt, wann dat also dann net op ee Sonndeg fält, dann ass et dee Sonndeg virdrun.

An dat neit Gesetz gesäit awer och eng gewësse Flexibilitéit vir, andeem e Règlement grand-ducal de Wahlsonndeg ëm eng oder zwou Wochen no vir verréckele kann, falls op deem Datum, deen et misst sinn, eng Schoulvakanz wier oder e gesetzleche Feierdag an et hätt een also aner Évenementer, déi eventuell do kéinte matspillen, wéi gesot Feierdag oder Schoulvakanz.

Dës nei Regelung huet als Konsequenz, datt d'Chamberwahlen net méi wéi bis elo ëmmer am nämlechte Mount musse sinn. Jee nodeem, wéi een da weiderrechent, kéint dat dann och schonn zum Beispill eng Kéier an de Mount September falen. Dat ass net ausgeschloss.

Et ass och net déi éischte Kéier, datt hei zu Lëtzebuerg dat changéiert huet, datt also net déi Regel, wéi mer se bis elo haten, spillt. Am Juni waren zum Beispill nom Zweete Weltkrich siwemol Chamberwahlen (veuillez lire: Et waren zum Beispill säit dem Zweete Weltkrich siwemol Chamberwahlen), déi an en anere Mount gefall sinn.

Eng aner Konsequenz vun dësem Gesetz ass déi, datt mer op alle Fall fir eng gewëssen Zäit weiderhin, géif ech soen, d'Chamberwahlen an d'Europawahle getrennt halen. Ech mengen, och, wann dat elo net onbedéngt de But hei vun dëser Modifikatioun war, ass awer déi zäitlech Trennung vu Chamberwahlen an Europawahlen a mengen Aen als Rapporteur nëmmen ze begréissen, well doduerjer kréien da souwuel déi eng wéi déi aner Wahlen och déi Opmierksamkeet, déi se verdéngt hunn a wou dann och an den Debatte virun de Wahlen déi richteg Sujete kënnen debattéiert ginn, wat an der Vergaangenheet vläicht net ëmmer de Fall war.

Eng drëtt Konsequenz an dësem Gesetz ass, datt all drësseg Joer am Prinzip, mä dat wäert déi éischte Kéier, wéi eben de Kalenner et esou mat sech bréngt, am Joer 2023 sinn, d'Chamber- an d'Gemengewahlen alle béid an datselwecht Joer falen - hei géife se jo dann an de Mount Oktober falen, well d'Gemengewahle gewéinlech an deem Mount sinn -, wat mer awer och wëllen evitéieren.

Ech mengen, och do hu mer schonn déi eng oder aner Diskussioun gefouert, well dee Mix vu Gemengen- an Nationalwahlen am selwechte Mount awer och géif vill Interferenze

bréngen, oder net Interferenzen, mä awer vläicht d'Debatt géif e bësselche komplex heiansdo maachen. Duerfir gesäit de Projet hei vir, datt, wann dat esou de Fall ass, also 2023, d'Gemengewahlen an de Mount Juni virverluecht ginn. Dat heescht also, déi nei Gemengeréit, déi elo konstituéiert gi sinn, déi hunn net grad sechs Joer, wou se wäerten am Amt sinn, mä bis de Juni 2023.

Ech mengen, och hei kann dann iwwer Règlement grand-ducal de Wahlsonndeg och nach verluecht ginn, zum Beispill op den zweeten oder den drëtte Sonndeg am Mount Juni.

Dann déi zweet grouss Modifikatioun - hei sinn also e puer verschidde Saachen am Datum -, déi zweet grouss Modifikatioun betrëfft den Ufank an d'Enn vum Deputéiertemandat, déi an Zukunft alle béid fir den drëtten Dënschdeg no de Wahle virgesi sinn. Also d'Mandat, dat also dës Chamber, d'Deputéiert an dëser Chamber ugefaangen hunn, wäert dann den drëtten Dënschdeg d'nächst Joer no de Wahlen zu Enn goen. Dat wäert dann den 30. Oktober sinn. Dat fält iwwregens dann an eng Schoulvakanz, Klammer zou. Bis dohinner geet also d'Mandat vun dësen Deputéierten. An dann awer deeselwechten Dag, wou dann d'Opléisung ass vun der Chamber, wou d'Mandat vun deenen „alen Deputéierten", fir et emol esou ze soen, ophält, ginn dann dee Moment och déi nei vereedegt, soudatt also do praktesch en Iwwergang ass, wou kee Vide dertëschent ass.

Am Fall vun enger aussergewéinlecher Opléisung vun der Chamber gëtt d'Enn vum Deputéiertemandat am Arrêté de dissolution fixéiert. Dat ass jo och eigentlech net den Normalfall.

Déi Fro vum Zäitpunkt, wéini d'Mandat vun den Deputéierten ophält, mir haten do interessant Diskussiounen an der zoustänneger Kommissioun. Ech mengen, och de Statsrot hat a sengem Avis complémentaire eng aner Textpropos gemaach wéi déi, déi mir schlussendlech zréckbehalen hunn. Mä ech mengen awer, datt mer an eiser Majoritéit an der Institutiounskommissioun der Meenung waren, datt dat am Endeffekt déi praktikabelst Solutioun wier.

Eng Fro, déi diskutéiert gi war, dat war déi, ob een iwwerhaapt e geneeën Zäitpunkt sollt per Gesetz fixéieren. Dat war eppes, wat mer diskutéiert hunn. Dunn ass och d'Fro opkomm, ob et net besser wier, en Zäitraum festzeleeën, wéi zum Beispill datt ee seet, innerhalb vun drësseg Deeg misst d'Chamber zesummekommen. Ech mengen, dat wier eng Solutioun gewiescht, déi hätt als Nodeel gehat, datt een hätt missen all Kéiers fir all Period praktesch en neien Datum dann awer fixéieren.

Bon, de Statsrot hat also gesot: „Maacht et op den zweeten Dënschdeg no de Wahlen", mat dem Argument, wann een et opn den drëtten Dënschdeg no de Wahle mécht, wou déi nei Chamber vereedegt gëtt, datt dann am Fall, wou mer an deem Zeenario wieren, wou mer eng opgeléiste Chamber hätten a wou dann eventuell och nach géif zu deem Moment den Declenchement vum État d'urgence kommen, da géif dat wierklech Schwieregkeete mat sech bréngen, well dat dann, wann een elo den drëtten Dënschdeg hélt, iwwert déi zéng Deeg erausgeet, wou eigentlech misst eng Chamber d'Mandat am État d'urgence verlängeren.

Bon, d'Kommissioun huet awer gesot, datt dann - wann een dat wierklech an der Praxis kuckt - eng Regierung eigentlech misst praktesch deen Dag, wou d'Wahle sinn, en État d'urgence dekretéieren, wat ee sech net esou onbedéngt ka virstellen. Voilà, also do ass et an der Praxis esou, datt een also schwéierlech an esou en Zeenario ka kommen.

Op där anerer Säit krute mer och gesot, wann een dat den zweeten Dënschdeg no de Wahle mécht, do ginn et praktesch Schwieregkeeten, well nääмlech d'Kontroll an d'Proklamatioun, déi offiziell Proklamatioun vun de Wahlresultater an der Vergaangenheet awer ëmmer an der Praxis tëschent zéng a fofzéng Deeg gebraucht hunn, fir datt een dat dann alles, ech soen emol, nogezielt a verifizéiert hat.

Ech mengen, aus all deene verschiddenen Ursaachen hu mer eis also gëeenegt, fir ze soen: „D'Mandat vun deenen alen Deputéierten hält op an dat vun deenen neie fänkt un den drëtten Dënschdeg no de Wahlen, déi stattfonnt hunn."

Et sinn also u sech am Endeffekt, kéint ee soen, praxisorientéiert Modifikatioune vum Wahlgesetz, déi mer haut wäerte stëmmen. Mä mir ginn awer net, ech soen emol, un d'Grondausriichtung, d'Grondphilosophie vun eisem Wahlgesetz respektiv vun eisem Wahlsystem, do gi mer näischt dru flécken.

Här President, dat sinn eigentlech déi kruzial Punkten aus der Modifikatioun vum Wahlgesetz, dat mer haut hoffentlech mat grousser Majoritéit wäerte stëmmen. Ech wëll awer drop hiweisen, datt nach Aarbechten amgaange sinn an der Institutiounskommissioun. De Moment si mer mat engem anere Projet de loi, wou et awer och ëm d'Wahlgesetz geet, beschäftegt, deen als Objet huet, fir ënner anerem d'Bréifwahl am Wahlgesetz ze änneren. Ech mengen, dat ass eppes, wou mer versichen, d'Bréifwahl opzemaachen, méi einfach ze maachen, duerfir den Accès zu de Wahlen och vläicht erëm méi ze favoriséieren. Ech ginn elo net an d'Detailer an. Dat ass elo och net den Objet vu mengem Rapport. Ech wëll einfach nëmme soen, datt mer wäerten an den nächste Wochen nach eng Kéier eng Diskussioun kréien, wou et da vläicht méi och ëm méi fundamental Diskussioune geet, wéi ee kann d'Wieler erëm zum Wiele motivéieren.

Voilà, Här President, ech hu versicht, déi wichtegst Punkten hei kuerz ze skizzéieren. Ech ginn an engems och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischte Riedner zu dësem Projet ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur, dem Här Berger, Merci fir säi Rapport. Hien huet och deen noutwendegen historeschen Iwwerbléck scho gemaach, wat alles an deene leschte Jorzéngten an där doter Gesetzgebung scho passéiert ass.

Ech mengen, et ass e kuerzen an e wichtegen Text, dee mer haut stëmmen, en noutwendegen Text, haaptsächlech fir déi nächst Wahlen ze organiséieren, an dat aus e puer Grënn.

Deen éischte Grond, dat ass haaptsächlech d'Feststellung, datt déi aktuell juristesch konstitutionell Situatioun awer eng ganz Rei Onkloerheete mat sech bréngt.

D'Wahlgesetz seet op där enger Säit a sengem Artikel 123, datt d'Wahle stattfannen «le premier dimanche du mois de juin (…) de l'année qui suivra l'ouverture de la cinquième session ordinaire», op där enger Säit, an op där anerer Säit seet eis Constitutioun gradesou kloer, datt «Les députés sont élus pour cinq ans.» Dat heescht, wann een d'Applikatioun vun deem engen a vun deem anere mécht, da komme mer an eng Situatioun, déi net kloer ass, déi onsécher ass. An et ass an deene Matièren natierlech evidenterweis wichteg, datt keng Diskussiounen iwwert den Datum entstinn an datt eis Texter kloer sinn an datt och bei kengem - Parteien, mä och baussen - kënne Contestatioune kommen.

Mir haten déi Onkloerheet schonn eng ganz Rei vu Joren, kann een elo soen. Mir hunn domadder gelieft. Mä mir haten am Prinzip och elo säit de 50er, 60er Joren am Fong keng Situatioun méi, wou d'Fro sech richteg gestallt huet a wou een hätt missen op déi Fro äntwerten. Säit 2013 huet d'Fro sech awer elo erëm e wéineg anescht gestallt. An dofir ass et eng absolutt Noutwendegkeet gewiescht, an dat wësse mer säit 2013, säit de Problem sech stellt, eng absolutt Noutwendegkeet, fir also dësen Text esou ze adaptéieren, datt mer all Diskussiounen evitéieren.

En zweete grousse Punkt war am Fong e Punkt, dee mer gemaach hunn als Kommissioun, well mer schonn derbäi waren, den Text ze maachen, a well mer du gesot hunn: „Ma da maache mer en och esou, wéi mer en och institutionell als richteg empfannen." Wat ass u sech hei geschitt? Mä et ass u sech d'Regierung, déi wollt den Datum vum Juni aus dem Text eraushuelen, an dobäi ass dann och d'Fro gestallt ginn: Wéi laang ass dann d'Chamber, wéini ka se sëtzen, wéi laang ass se u sech aberuff respektiv wéini ass d'„sortie des députés", esou wéi dat am Gesetz genannt gëtt, wéini hält d'Chamberssessioun da richteg op?

An do sinn et eng Rei Froen, déi sech gestallt hunn, déi och an deene leschte Jore kee gréissere Problem duergestallt hunn, mä déi, wann een einfach institutionell eng Kéier d'Gedanken driwwer féiert, awer institutionell net zur Satisfaktioun geregelt waren op där enger Säit, a wou an onstabillen Zäite sech och kéint deen een oder deen anere Problem emol stellen. Gott sei Dank hate mer déi Froen net an deene leschten zéng, zwanzeg, drësseg Joer, déi sech gestallt hunn! Mir hunn awer geduecht an der Kommissioun, datt mer déi do Problematik sollte mat léisen.

Wat ass u sech gesot ginn? D'Regierung hat proposéiert, datt mer u sech géifen d'Opléisung vun der Chamber maachen op dem Datum selwer, wou Neiwahle wären. Dat hätt mat sech bruecht, datt mer déi institutionell Kontinuitéit net hätte kënne gewäerleeschten, déi mer awer wollte gewäerleeschte mat där neier Propositioun. An en fin de compte ass dunn d'Kommissioun no laangen Diskussiounen higaangen an huet eng Ännerung op de Regierungstext agefouert, déi doranner bestanen huet, datt mer gesot hunn, datt d'Chamber kéint esou laang siegéieren, dat heescht am Amt wär, bis déi nei Chamber an d'Amt kënnt.

Wat heescht dat praktesch? Mä domat hu mer u sech eng Vacance vun der Chamber suppleéiert. Domat hu mer u sech d'Chamber esou laang fonctionnéiere gedoen, wéi och eng Regierung fonctionnéiert. Och wann d'Regierung no de Wahlen nëmmen Affaire-courranteë méi mécht, huet d'Chamber awer ëmmer nach eng Kontrollfonctioun. Déi ka se dann elo bis zum Schluss ausüben. Dat fanne mer eng gutt an dat fanne mer eng richteg Saach.

An deen zweete Punkt, dat ass, datt mer och reaktiounsfäeg sinn en cas d'urgence, wann eppes géif an deenen zwou, dräi Wochen de vacance vun der Chamber hei virkommen. Dat wär problematesch ginn no deenen ale Gesetzgebungen. Mat deem neie Gesetz ass dat kee Problem méi, well d'Chamber dann - déi al respektiv duerno déi nei, mä wärend där Zäit déi al - reaktiounsfäeg ass. Mir garantéieren also hei eng Kontinuitéit vun der Institutioun Chamber.

Déi eenzeg kleng Lacune, déi sech nach stellt, dat ass am Fall, wou et vun enger opgeléistener Chamber handelt. Da gëtt d'Dissolutioun vun der Chamber duerch Arrêté festgesat. Hei kann et also nach an deem präzise Fall virkommen, datt mer nach zwou, dräi Woche Vacance du pouvoir hätten. Mä dat wäert och, wann eng nei Verfassung kënnt, an där Verfassung mat geregelt ginn, soudatt mer dann all Méiglechkeeten do aus dem Wee geraumt hunn.

An da kënnt dee leschten Artikel aus dësem Gesetz. Dat ass deen, deen den Datum vun deenen nächste Wahle festsetzt, deen u sech och d'Fro stellt, wéini déi nächst Wahlen da solle sinn. An do hate mer, an ech soen dat och ganz einfach hei, eng ganz Rei Diskussiounen am Fong säit 2014 driwwer. Am Januar 2014 war den „100,7" bei all Parteie gaangen an huet am Fong eng Émfro gemaach, wéi déi eng an déi aner sech géifen dozou stellen. An d'Äntwerte waren déizäit am Fong ganz anerer wéi déi, déi mer haut an dem Gesetzestext erëmfannen.

Et ass gesot ginn, datt, och wann - den Här Bodry huet dat gesot am Numm vun der LSAP - et konstitutionell esou wär, datt am Hierscht 2018 misst gewielt ginn, da wär dat net ideal, well mer dann eng ganz Rei Froe vum Budget net geléist hätten, deen an enger präziser Prozedur misst gemaach ginn. Dofir huet hie sengerzäit derfir plädéiert, fir am Juni 2018 d'Chamberwahlen ze maachen.

De Paul-Henri Meyers huet datselwecht sengerzäit gesot, d'DP an d'ADR och. An déi gréng hate sech nach net...

(Interruption)

...déi gréng hate sech nach net festgeluecht sengerzäit. An datselwecht...

(Interruptions diverses)

...stoung an engem Procès-verbal vum 5. Februar 2014, wou de sozialistesche Grupp gesot huet: «Il n'y a pas de préférence pour l'une ou l'autre date. Si le mois d'octobre est maintenu, des discussions sur la procédure budgétaire sont de mise.» Wat jo och sengerzäit richteg war.

An et ass eréischt an enger zweeter Etapp, wou d'Iddie geännert hunn a wou d'Propositioun du komm ass, fir u sech net den Datum vun de Chamberwahlen ze änneren, fir deen Oktober 2018 festzesetzen, mä fir dann an deene Joren, wou Chamberwahlen a Gemengewahlen an datselwecht Joer géife falen an dann an der Folleg dovunner och an deeselwechte Mount, fir dann net d'Chamberwahlen ze deplacéieren, mä datt mer dann an deem Moment géifen d'Gemengewahlen deplacéieren, mat dem Argument, datt dat och gesetzlech méiglech wär - ass dee Moment gesot ginn - an datt eng Dissolutioun vun der Chamber, fir d'Chamberwahlen am Juni 2018 ze maachen, schwiereg wär.

Ech wëll kloer soen: D'CSV-Fraktioun ass mat där dote Propositioun net averstanen! An dofir gëtt et e puer Grënn, déi ech einfach hei wëll opzielen.

Mir sinn u sech nach wie vor der Meenung, datt Juni 2018 - wie wonnert et? - dee besseren Datum gewiescht wär, verstinn awer, datt dat konstitutionell net evident ass an datt do eng Rei Schwieregkeete sech kënne stellen.

Deen zweete Punkt, dat ass, datt mer, wann et dann esou ass, datt d'Chamberwahlen am Oktober stattfannen, domat kënnen averstane sinn, mä dann ass et an eisen Aen awer net problematesch, fir déi zwou Wahlen op engem gemeinsamen Datum ze organiséieren. A mir fannen et haaptsächlech besonnesch, datt een, wann een de Problem vum Datum vun de Chamberwahle wëllt léisen, domat dann d'Mandat vun de Gemengeréit verkierzt!

A mir hätten am Prinzip och nach kënne mat op deen do Wee goen a mat iwwert deen do Wee nodenken, mä dann hätt een awer a priori missen de Gesetzestext virun de leschte Gemengewahle maachen. Well mir fannen et awer besonnesch, elo no de Gemengewahlen hinzegoen, do wou d'Gemengeconseillere fir sechs Joer gewielt sinn, an elo an dësem Moment de Gemengeconseilleren dann hiert Mandat ze verkierzen. Dat heescht jo effektiv eng Verkierzung vun de Gemengeconseilleren hire Mandater.

Mir fannen et och besonnesch, datt fir déi Verkierzung och d'Representanten, notamment de Syvicol, net gefrot gi sinn. An dat heescht net nëmmen d'Verkierzung an der nächster Legislaturperiod, dat heescht vun deene Gemengeconseilleren, déi elo en place sinn, mä et heescht am Prinzip jo och d'Verlängerung iwwer sechs Joer eraus vun deene Gemengeconseilleren, déi an de Wahlen duerno dann en place kommen.

Mir fannen dat net dee richtege Wee. An dofir wëlle mer och deen Artikel net matstëmmen.

A schlussendlech als lescht Argument soe mer, datt déi Solutioun, déi elo hei fonnt ginn ass, och nach ee vun de Problemer net léist. An dat ass dee vun de Budgetsprozeduren, dee mat de Chamberwahlen, déi elo am Oktober stattfannen, och nach net geléist wär, obwuel een ëmmer duerno praktesch Léisungen - dat gesi mer jo och - zu deem do Problem ka fannen. Mä et vereinfacht enger neier Regierung, wéi se och ëmmer ausgesäit, de Problem ronderëm d'Wahlen net, a respektiv och beim Untrëtt net, well se sech sofort muss drëm bekëmmeren, fir e provisoresche Budget ze stëmmen, an duerno am Ufank vun deem Joer drop dann Aarbechte mat der Verfassung vun engem neie Budget muss entaméieren.

A mir hu jo d'Erfahrung 2013 gemaach, wat fir eng Kontradiktioune kënne vum éischte Budget op deen nächste Budget dann awer entstoen.

En résumé vun deem, wat ech wëll soen: Mir si mat deenen dräi éischten Artikele vum Gesetz selbstverständlech d'accord. Mir begréissen déi 100%eg. Déi sinn och zu engem Deel an der Kommissioun entstanen deelweis op Initiativ vum Paul-Henri Meyers, dee sech vill fir déi éischt dräi Artikelen och agesat huet. Domat si mer d'accord. Mir begréissen déi.

Mir sinn net d'accord mam Artikel 4 a mir froe fir den Artikel 4 e Vote séparé, fir dat och ganz kloer ervirzesträichen, mat wat mer d'accord sinn a mat wat mer net d'accord sinn. An ech denken, Här President, datt ech d'Énnerstëtzung vun der CSV-Fraktioun, also nom Artikel 46 vu méi wéi fënnef Deputéierten hunn. An dann, stëmmt d'Majoritéit den Artikel 4 awer, da wäerte mir eis beim gesamten Text am Vott duerno enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. An als Nächsten huet d'Wuert den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Eugène Berger huet als Rapporteur, deem mer och Merci soe fir seng Ausféierungen hei an dëser Chamber, schonn den Detail duergeluecht vun deem heite Gesetzesprojet. Ech wëll elo net nach eng Kéier alles dat repetéieren, wat hie gesot huet, mä eigentlech op eenzel Aspekter agoen, déi weisen, wéi grondleeënd déi Ännerungen dach scho sinn, déi mer hei an deem heiten Text maachen.

Dat gesäit alles esou anodin aus, mä hannendru verstoppe sech awer eng ganz Rëtsch vu prinzipiellen Decisiounen, déi mer hei indirekt zumindest geholl hunn an déi eis virun allem méi Rechtssécherheet bréngen an Zukunft, well mir mussen éierlech zougestoen, dass mer e bëssen Navigation à vue wärend laange Jorzéngte gemaach hunn, wat trotzdeem essenziell Froe betrëfft vum Fonctionnement vun eisen Institutiounen. Duerfir sinn ech eigentlech frou, dass mer deen heite Geste maachen. An ech bedaueren, dass déi gréisste Partei hei an dësem Parlament wahrscheinlech sech wäert abstenéiere bei esou engem wichtegen Text. Dat léisst mech dach e bëssen erstaunen. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck.

Urspréinglech sollt et jo bei dëser punktueller Reform vum Wahlgesetz ausschliisslech ëm d'Fro vun der Festleeung vum Wahldatum goen. Dat war déi Haaptausriichtung, well mer

konfrontéiert si mat engem Bouleversement vun eisem traditionelle Kalenner, wéi mer en zënter de Wahle vum Mee '74 hei zu Lëtzebuerg kannt hunn, wou ëmmer Wahle waren eben an der Period Mee/Juni, oder Juni/Mee misst ech praktesch soen, well eist Wahlgesetz vum Juni schwätzt. Mä dat kann awer deemno wéi, och bei Europawahlen, anescht festgeluecht ginn, wou mer elo komplett also vum „Spéitfréijoer", loosse mer esou soen, an den Hierscht praktesch klamme mat eise Wahlen.

An dat ass schonn eng Ännerung, well dat jo eise Rhythmus och duerjerneegehäit an effektiv och en Impakt huet op aner Prozeduren hei am Parlament, wéi d'Ausaarbechtung vum Budget, deen traditionell ebe grad an deen Hierscht do fält, a wou natierlech mat deem neie Kalenner dat indirekt och Auswierkungen op d'Opstellung respektiv och op d'Bestëmmung vum Budget vum Joer drop huet. Et ass also net en Niewenaspekt, dee mer hei ze kucken haten.

Mä virun allem awer ass et der Koalitioun, ass et der Regierung drëm gaangen, dass mer mat engem Verfassungsbroch eigentlech Schluss maachen. Et ass en haart Wuert, mä et ass eigentlech näischt aneschters, well eist Wahlgesetz - an dat ass net nëmmen de leschten Text vun 2003, mä et ass schonn am Text vun 1924 dra gewiescht -, well eist Wahlgesetz also virgesäit, dass, wann et zu enger fréizäiteger Opléisung vum Parlament kënnt, dann u sech déi Period, déi duerno ass, eigentlech ka méi laang wéi fënnef Joer daueren. An dat ass och an deene Kéieren, wou et zu enger fréizäiteger Opléisung vum Parlament koum, esou gehandhabt ginn. An do huet ni eng Chamber eppes dobäi fonnt. Et huet ni e Conseil d'État eppes dobäi fonnt.

D'Verfassungsgeriicht hate mer glécklecherweis nach net déizäit. An et gesäit een och, dass, menger Usiicht no, wéi déi Verfassungskontroll nach net bestanen huet, och relativ liichtfankeg mam Verfassungstext ëmgespronge ginn ass. Gott sei Dank hu sech déi Mentalitéiten a Reflexer geännert, soudass elo vill méi Suerg gedroe gëtt, dass och de Verfassungstext respektéiert gëtt, fir net e kompletten Duerjerneen an eise Rechtsuerdnungssystem eranzekréien.

Eis Verfassung ass näämlech ganz kloer! D'Verfassung seet: „D'Chamber ass fir fënnef Joer gewielt."! Si kann natierlech opgeléist gi virdrun, dann ass d'Mandat méi kleng, mä et kann net sinn an enger Demokratie, dass d'Chamber sech verlängert. Wou géif een do Schluss maachen? Bei fënnef an en halleft Joer, bei sechs Joer an esou virun an esou weider? Also, dat geet net! An duerfir muss een dat och ganz strikt ausleeën. An duerfir sinn ech eigentlech frou, dass dës Koalitioun, dës Regierung an duerno och d'Chamber eigentlech der Meenung waren, dass mat deem Unfug misst opgehéiert ginn an dass also déi Traditiounen an dat Wahlgesetz, wat mer hunn, net méi haltbar wären an dass et héich Zäit géif ginn, dass mer géifen dat Wahlgesetz konform maachen zu eiser Verfassung.

Dat heescht also, dass eng Chamber nëmme ka maximal fënnef Joer a Fonctioun sinn a Wahlen also musse spéitstens no fënnef Joer all Kéiers erëm stattfannen. Dat gëtt elo gemaach.

Dat huet zur Konsequenz, dass dës Chamber an dës Regierung net profitéiert vun deem, wat nach gegollt huet bei där Regierung a Majoritéit a Chamber, déi am Dezember 1968 gewielt ginn ass. Du war et och zu enger fréizäiteger Opléisung vum Parlament komm an dunn huet déi Mandatsperiod duerno fënnef Joer a fënnef Méint gedauert. Déi ass bis de Mee 1974 gaangen an net bis Dezember 1973, wéi et mat enger strikter Applikatioun vum Verfassungstext hätt misse geschéien.

Deen Unfug ass eriwwer. Hei gëtt sech un de Verfassungstext gehalen an d'Wahlgesetz gëtt elo iwwerfälleg dann och zréckgestutzt op dat, wat eis Verfassung iwwerhaapt méiglech mécht.

Do hu mer jo en Accord, fir dat doten ze maachen. Et ass och gutt esou, dass mer dat hei maachen. Ech bedauere just, dass mer eis ni éischter mat där doter Saach offonnt hunn. An et ass och keck ze liesen, wéi schnell de Conseil d'État a sengem Avis op déi dote Fro agaangen ass. An engem Saz sot en, e géif d'Appreciatioun deele vun den Auteure vum Text. An doduerch huet en net missen op seng eege Jurisprudenz respektiv seng eegen Avisen, an där ginn et der eng ganz Partie aus der Vergaangenheet, zréckkommen, wou en all Kéiers d'Wahlgesetz eigentlech als gutt befonnt huet an net a Relatioun gesat huet mat eisem Verfassungstext. Also, et gëtt héich Zäit, dass mer deen heite Geste hei maachen!

Dann huet sech d'Fro gestallt, nodeem mer dat festgestallt hunn: Wëlle mer elo an en Oktoberrhythmus erakomme vun de Wahlen oder wëlle mer zréckkommen op e Junirhythmus, wéi mer en eigentlech haten? An et ass gemengt ginn, éischtens, dass et en fait eng gutt Saach wär, dass mer Europawahlen an Nationalwahle vuneneen trennen. Déi meescht Parteien hu sech eigentlech scho méi laang fir esou eng Léisung ausgeschwat gehat, dass een net um selwechte Moment sollt Europawahlen an Nationalwahlen hunn, well et awer zwou verschidde politesch Wahle si mat aneren Enjeuen, mat aneren Zilsetzungen, a wou et net gutt ass, déi komplett Vermëschung vun deem engen a vun deem aneren ze hunn. Dat gëtt domadder realiséiert, wa mer elo an en anere Rhythmus vu fënnef Joer erakommen.

A wéi gesot, et huet sech och d'Fro gestallt, wéi fest dass mer dat géifen zurren. An do hu mer schlussendlech hei eng Léisung zréckbehalen, déi eng gewësse Flexibilitéit zouléisst. Mir schreiwen net hei an, dass an Zukunft all Kéiers am Oktober all fënnef Joer musse Wahle sinn, mä mir ginn eigentlech vun dem Moment vun de leschte Wahlen aus a mir soen: „Mir kucken da fënnef Joer no vir, an dee Moment si Wahlen." a wann dat eben net mat engem Sonndeg klappt, dann ass et dee Sonndeg virdrun, wou d'Parlamentswahle stattfannen.

Dat heescht also, wann et géif erëm eng Kéier zu enger fréizäiteger Opléisung vum Parlament kommen, da kann ee mat deem heiten Text hei weiderfueren. Da spillt vun deem Moment un erëm eng Kéier déi Fënnefjoresregel, wat d'Fixatioun vun deem nächste Wahltermäin ugeet. Also, déi heite Léisung gëtt eis eng gewësse Flexibilitéit fir d'Zukunft.

Ech bleiwen der Meenung, dat kann ech awer hei nëmmen à titre personnel soen, dass den aktuellen Oktoberrhythmus, an dee mer elo, zumindest bis zu den nächste Wahlen, schéngt et mer, drakommen, u sech net gënschteg ass mam Timing, wéi de Budget opgestallt géif ginn. Dat heescht praktesch, dass déi al, déi austriedend Regierung nach de Budget opstellt an dass déi nei dann - wann et eng nei Regierung gëtt - dee Budget deckt. An da misst praktesch, wéi mer dat jo och gemaach hunn an dëser Period am Dezember 2013, provisoresch eigentlech e Budget gestëmmt ginn, deen dann an de Méint drop vun dem éischte Joer an en definitive Budget ëmgeännert gëtt. Dat gëtt elo dee Rhythmus, an dee mer normalerweis drakommen.

Bon, et gëtt Schlëmmeres op der Welt, mä et muss ee sech d'Liewen net onbedéngt schwéier maachen. Duerfir kann een an aller Rou, mengen ech, nach eng Kéier diskutéieren, net iwwert de Wahltermäin, mä iwwert d'Fro, ob mer eise Budgetsmechanismus, wéi mir e kennen, ob mer dee bäibehalen. Well et ginn aner Länner, déi e ganz anere Kalenner hunn, fir de Budget opzestellen, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg hunn. Also, et ginn och do aner méiglech Prozeduren, fir dat vläicht méi an Aklang ze brénge mat eise legislative Contrainten, déi mer dann hunn.

Gutt ass et, dass mer och nach eng zweet Wahlrechtsreform maachen. Do schaffe mer jo och intensiv drun. Do geet et haaptsächlech, mä net nëmmen, ëm d'Verallgemengerung a Vereinfachung vun der Bréifwahl, wat d'Konditiounen ugeet an och wat d'Delaien ugeet. Dat, mengen ech, ass eppes Positives, wa mer dat maachen, fir an engem Land, wou Wahlflicht besteet, all de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech och un deene Wahlen ze bedeelegen.

Wat ech perséinlech bedaueren, mä dat geet leider net anescht, well mer déi Dispositioun an eiser Verfassung stoen hunn an zumindest eng Partei jo deklaréiert huet, dass se net méi wéilt punktuell Verfassungsännerunge matmaache bis zu den nächste Wahlen, dat ass eise Validatiounssystem vun eise Legislativwahlen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e System, mat e puer anere Länner an Europa, wou et déi Gewielte selwer sinn, déi decidéieren, ob se richteg gewielt sinn. Dat heescht, déi nei gewielte Chamber validéiert hir eege Wahlen!

An do gëtt et entre-temps en Arrêt Grosaru, dee betrëfft Rumänien, mä déi hunn eng äänlech Dispositioun an hirer Verfassung stoen, wéi mir se an der Lëtzebuerger Verfassung stoen hunn. D'Belsch hunn och datselwecht. Et ass en Arrêt vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff vum 2. Mäerz 2010, dee gesot huet: „Dat do geet net! Dat do geet net, well dat doten net d'Apparence huet vun enger onofhängeger Instanz par rapport zu deem Contentieux, dee bei hir virbruecht gëtt, well déi Leit kéinte jo emol e gewëssene Parti pris hunn, wat d'Validatioun vun hiren eegene Wahlen ugeet." An duerfir ass sengerzäit Rumänien veruerteelt ginn op deem dote Punkt.

Elo muss ee kucken, ob dat an alle Fäll esou wär, wann e Land mat enger grousser demokratescher Traditioun esou ee System huet, ob dat net méi flexibel géif gekuckt ginn. Mä nach wie vor hu mer eis déi Fro gestallt a mir hunn an eisem neie Verfassungstext, dee mer proposéieren, eis och gëeenegt, fir do eng Rekursméiglechkeet elo beim Verfassungsgeriicht virzegesinn. Et ass och gutt, dass dat esou ass.

Ech wollt nach, Här President, op eng Partie Froen agoen a mer mussen och ëmmer eis bewosst sinn, dass mer Deeler vun deene Punkten, déi mer hei traitéieren an där Wahlgesetzreform, och erëmfannen op där enger Säit an der Verfassung, déi eis de Kader setzt, an dass mer op där anerer Säit och am Reglement vun der Chamber Elementer hunn, déi hei matspillen zu deem ganze Froekomplex, dee mer hei versicht hunn ze definéieren an och juristesch hieb- und stichfest ze regelen, wat haaptsächlech d'Fro ugeet: Wéi laang ass eng Chamber a Fonctioun? An déi Fro och: Wéini kënnt eng nei gewielte Chamber zesummen?

Dat sinn alles spannend Froen, déi mer laang an der Verfassungskommissioun, scho wéi et ëm d'Verfassung gaangen ass, diskutéiert hunn. An déi Diskussioun hu mer hei erëmfonnt bei dëser Diskussioun. Mir haten eis och, wëll ech och soen, am Artikel 69 vun eiser Proposition de révision vun der Verfassung scho gëeenegt, dass mer géifen draschreiwen, dass d'Chamber sech an ëffentlecher Sitzung den drëtten Dënschdeg no de Wahlen zesummefënnt, fir d'Vérification des pouvoirs vun hire Memberen duerchzeféieren. An déi Iddi hei hu mer eigentlech elo virgezunn a sinn op déi dote Méiglechkeet gesprongen, fir déi Klarifikatioun am Wahlgesetz ze kréien.

An Zukunft ass et also esou, ausser wann et zu enger fréizäiteger Opléisung vum Parlament kënnt, also zu virgezunnene Wahle kënnt, dass am Normalfall also déi austriedend Chamber éischtens emol net opgeléist gëtt. Den Arrêté grand-ducal wäert an Zukunft just virgesinn, dass en Datum fir Wahle fixéiert gëtt. Doduerjer wäert déi al Chamber a Fonctioun bleiwen, bis déi nei Chamber a Fonctioun trëtt, dat heescht bis dee Moment, wou dann och à date fixe den drëtten Dënschden no de Wahlen déi nei Chamber automatesch zesummekënnt.

Domadder hu mer och d'Fro geléist: Ma wien decidéiert dann, wéini déi nei Chamber zesummekënnt? Eng interessant Fro, déi hei zu Lëtzebuerg all Kéiers erëm zu neien Diskussioune gefouert huet, all fënnef Joer, wann et dann esou wäit war. A komescherweis war et hei de Statsminister - Dir kënnt lech erënneren, Dir hutt alleguer esou e Bréifche kritt -, dee matdeelt huet, dass Der gewielt gi sidd, a gläichzäiteg ass och dann eng Convocatioun komm fir déi éischt Sitzung. Dat heescht, d'Exekutiv faisant fonction, „geschäftsführend", wéi se an Däitschland elo ganz oft soen, déi seet eigentlech, wéini dass d'Chamber zesummekënnt. A wann déi net wëllt, weess ech net, opgrond vu wat a wie géif decidéieren, dass déi nei Chamber géif zesummekommen, well mer haut an eisen Texter déi Iddi vum weideren A-Fonctioun-Behale vun der Chamber iwwert de Wahltermäin eraus eigentlech net kloer verankert hunn.

Dat ass an Zukunft anescht mat deem heiten Text. Mir kréien also do vill méi Rechtssécherheet a mir hunn och, ausser wann et, wéi gesot, zu virgezunnenen Neiwahle kënnt, kee politesche Vakuum. Deen entsteet doduerjer, dass zwar eng geschäftsführend Regierung nach ëmmer am Amt ass - wou et jo net kloer ass zu Lëtzebuerg, wat déi däerf a wat se net däerf maachen -, awer gläichzäiteg kee Parlament méi do ass, fir déi Regierung ze kontrolléieren.

Dat ass eng anormal Situatioun. Et ass déi, mat där mer hei zu Lëtzebuerg eigentlech zënter Éiwegkeete liewen. Dat kréie mer heimadder ewech. Dat gëtt also vill méi kloer. D'Chamber wäert also weider bestoe bleiwen, bis déi nei Chamber a Fonctioun trëtt.

Anescht ass et noutgedrongenerweis, wann et zu enger virgezunnener Wahl kënnt. Dee Moment muss d'Chamber opgeléist gi vum Grand-Duc. An eng opgeléist Chamber, jo, déi kann ee kaum erëm eng Kéier opliewe loossen. Eise Wonsch ass allerdéngs, dat hu mer och kloer an der Kommissioun gesot, dass awer dee Moment, wou den Arrêté grand-ducal geholl gëtt vun der Opléisung vun der Chamber, deen Datum vun der Opléisung soll méiglechst no beim Wahltermäin sinn, fir dass also esou laang wéi méiglech nach déi gewielte Chamber a Fonctioun bleift, fir eventuell kënnen zesummegeruff ze ginn oder zesummenzekommen, wann iergendwellech Schwieregkeete sech géife stellen.

Alles dat ass also, mengen ech, e ganz kohärente System, dee mer eis hei ausgeduecht hunn an deen och gutt ka fonctionnéieren.

Déi Fro, déi sech hei gestallt huet, ass - déi huet sech virdrun ni esou gestallt, well mer eben déi Juniregelung hate fir d'Chamberwahlen, a mir haten eng Zweete-Sonndeg-am-Oktober-Regelung fir d'Gemengerotswahlen -, dass all drësseg Joer Gemengerotswahlen a Chamberwahlen am selwechte Mount ofgehale ginn oder souguer deeselwechten Dag missten ofgehale ginn. An esou en exzeptionellt Element - ech weess net, ob dat elo Sonnenfinsternis ass oder Mondfinsternis, wou zwou Saachen also zesummen iwwereneeschneiden -, dat hätte mer jo elo am Joer 2023, wou mer deeselwechten Dag, de 14. Oktober, dat ass den zweete Sonndeg, Chamberwahlen a Gemengerotswahlen hätten.

A mir waren a grousser Majoritéit an der Kommissioun der Meenung... An dat war, muss ech soen, am Ufank och net vun der CSV contestéiert, dat wëll ech hei soen. Déi Contestatioun ass eréischt komm, wéi d'Regierung hire Regierungsprojet virgestallt huet. A virdrun hate mer eng Kéier rieds an der zoustänneger Kommissioun doriwwer, wou och matgedeelt ginn ass, dass een op esou ee Wee wéilt goen. A sengerzäit huet kee vun der CSV protestéiert géint déi do Regelung. Duerfir war ech, muss ech soen, bass erstaunt, dass, wéi d'Regierung dat da public gemaach huet, op eemol éffentleche Protest vun eenzelne prominente Membere vun der CSV komm ass, déi awer drolegerweis net Member vun der zoustänneger Kommissioun waren, wou dat doten am Virfeld eng Kéier och diskutéiert gi war.

Bon, et schéngt wéi wa sech deen dote Fligel an der CSV elo duerchgesat hätt, wann ech elo dem Här Wiseler seng Ried hei richteg interpretéieren. Dat beweist nëmmen eent: dass vläicht dës Regierung aus dräi Parteie besteet, mä dass manifestement an der CSV mindestens zwou Parteie sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat gesot, wëll ech awer…

(Interruptions diverses)

Dat gesot, wëll ech awer hei soen, mir schéngt awer déi Léisung, déi ass jo net dans un esprit partisan geholl ginn. Si ass jo geholl gi virun deene leschte Gemengerotswahlen. Mir si jo alleguerten hei am selwechte Boot, all d'Gemenge sinn am selwechte Boot, wou mer gesot hunn: Wat maache mer? Ass et gutt, dass mer deeselwechten Dag zwou vun dräi - mir kennen hei zu Lëtzebuerg nëmmen dräi politesch Wahlen, an dat sinn d'Gemengerotswahlen, dat sinn d'Chamber-, dat sinn d'Europawahlen -, ass et gutt, dass mer um selwechten Dag, nodeem mer eis elo all felicitéiert hunn, dass d'Europawahlen an d'Chamberwahlen net méi deeselwechte Moment sinn, ass et gutt, dass mer elo géifen dann deeselwechte Moment Gemengerotswahlen a Chamberwahlen hunn?

Déiselwecht CSV war jo ëmmer der Meenung, et kéint een och de Referendum net koppele mat iergendwellechen anere Wahlen. Wéi ech emol eng Kéier gewot hunn ze proposéieren, et sollt ee vläicht Gemengerotswahlen a Referendum iwwert d'Verfassung matenee koppelen, ass gesot ginn: „Dat geet net! Dat kann net deeselwechte Moment stattfannen, well dat géif d'Leit duerjerneemaachen." Dat wieren zwou verschidde Saachen. Abee, dat gëllt och fir d'Gemengerotswahlen a fir d'Nationalwahlen. D'Enjeue si ganz anescht, d'Konstellatioune si komplett verschidden an d'Campagnë ginn och ganz verschidde gefouert. Dat eent si lokal Campagnen, dat anert sinn national Campagnen. An et soll een déi zwou Saachen, menge mir op jidde Fall als LSAP-Fraktioun, net matenee vermëschen.

Duerfir si mer der Meenung, dass mer eng Trennung musse maache vun deem Ganzen. An da schéngt et mer net onlogesch ze sinn, dass een dann déi Period vu sechs Joer - wat eng ongewéinlech laang Period ass an enger Demokratie, dass een eigentlech nëmmen all sechs Joer Wahle mécht fir e wichtegt Gremium -, dass een déi hei ëm dräi bis véier Méint verklengert. Ech mengen, dass dat kenger Gemeng schuet, dass all Gemeng kann - si si jo alleguerten eréischt ganz am Ufank, si si jo eréischt an den éischten Deeg a Woche vun hirer neier Period - sech parfaitement dann organiséieren.

Wat sech wäert ännere - wat sech wäert ännere, do sinn ech sécher: Et wäerten am September 2023 manner Aweiunge sinn! Déi wäerten dann am Mee/Juni 2023 stattfannen.

(Hilarité)

Mä mat deem doten Ënnerscheed, mengen ech, dass dat dote sech vertriede léisst.

(Interruptions)

Wéi gesot, d'CSV huet, bis d'Regierung et offiziell no baussen ugekënnegt huet, och kee Problem eigentlech domadder gehat. An ech mengen, dass ech et schued fannen, dass sech déi verstänneg Stëmmen an der CSV op deem

dote Punkt net konnten duerchsetzen. Dat ass dann eben esou. Ech hoffen, dass dat eng Ausnamerscheinung bleift bis zu den nächste Wahlen.

Dat gesot, wäert d'LSAP deen heiten Text stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV).*- An dee vun '23 op '29, wéi laang ass deen an de Gemengen dran, Här Bodry? Wéi laang?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- A wat fir enger Prozedur si mer, Här President?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Sechs an en halleft Joer! Sechs an en halleft Joer!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Bodry. Eisen nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng. An hien ass scho prett.

(Brouhaha)

Sou, wann ech gelift! Elo huet just den Här Adam d'Wuert. Wann Der Iech eppes ze soen hutt, frot Iech d'Wuert, wann ech gelift!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Mam Projet de loi 7095 ännere mer d'Wahlgesetz. D'Wahlgesetz ass e wichtegt Gesetz. Duerfir ass selbstverständlech dëse Projet de loi och wichteg, net nëmme fir eis heibannen, mä fir all Bierger hei am Land.

Dem klengen Historique vum Här Berger brauch ech näischt bäizeflécken. Ech soen him Merci fir dësen Historique a fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport.

De Projet de loi vun haut de Mëtteg ass, wéi gesot, e wichtege Projet. Et geet engersäits drëm, d'Datume vun de Wahlen ze réckelen, oder loosse mer soen anescht festzeleeën, an et geet awer och drëm, datt mer d'Opléisung an d'Erneierung vun der Chamber anescht regelen. Meng Virriedner si schonn dorobber agaangen.

Firwat ass dëst Gesetz noutwendeg ginn?

Majo, et ass schonn zweemol vum Rhythmus geschwat ginn. Mir si mat de virgezunnene Wahle vun 2013 aus dem Rhythmus komm. Dunn hu mer fir d'Éischt en neien Datum gebraucht. D'Chamberwahle sinn ëmmer um éischte Sonndeg am Juni gewiescht. An de Rapporteur huet och erklärt, datt mer dann d'Chamberwahlen eréischt a fënnef Joer an aacht Méint gehat hätten, wa mer näischt géife maachen. Mä mir konnten awer och net näischt maachen, well eben an der Verfassung steet, datt ee Mandat géif fënnef Joer laang daueren.

Mir halen déi Logik vu fënnef Joer bäi. An et soll awer och ëmmer de Wahldag sonndes sinn. De Wahlsonndeg ka geréckelt ginn, wann en an eng Schoulvakanz fält. Et kéint ee sech froen, ob dat nach muss néideg sinn, fir de Wahlsonndeg ze réckelen, well mer virun allem jo och d'Bréifwahl méi wäit wëllen opmaachen. Mir sinn allerdéngs der Meenung, dach, dat wier gutt, de Wahlsonndeg soll nach och déi Bedeitung behalen, déi en am Moment huet, och wa mer duerch d'Bréifwahl eng Rei Ännerunge kréien. Mä dat ass jo e Projet, deen nach ënnerwee eréischt ass.

D'Chamberwahle sollen och net mat de Gemengewahle sinn. Dat wier schonn am Joer 2023 souwäit. Déi Debatt, wa Chamberwahlen a Gemengewahlen um selwechten Dag wieren, déi wier ganz schwéier hei am Land ze féieren, virun allem och, well mer eis jo net kënne vun den Duebelmandater trennen. Do wéisst ee jo och net richteg, wien een dann deeselwechten Dag a wéi ee Gremium géif stëmmen.

Den zweete Punkt, deen am Wahlgesetz och festgehale gëtt, dat ass den Ufank an d'Enn vun der Chamber. Deeselwechten Dag gëtt déi al Chamber opgeléist wéi déi nei vereedegt gëtt. Et gëtt kee Vide méi, e Vide, dee mer bis elo haten. De Rapporteur huet d'Iwwerleeungen, déi zu dëser Léisung gefouert hunn, an och d'Iddien, déi de Statsrot heizou hat, erläutert. Duerfir brauch ech dat och net nach eng Kéier ze maachen. A mir si schonn der Meenung, datt déi Léisung, déi mer hei grad hunn, an do schénge mer eis jo och eens ze sinn an de Parteien alleguer hei, datt dat gutt ass, datt mer déi Onsécherheet, zum Beispill an engem Krisefall, datt mer déi aus der Welt schafen.

Och wa mer, wéi gesot, hei Datume réckele ginn, ass et awer och richteg, datt mer inhaltlech näischt un de Konditioune vun de Wahlen änneren. Dat ass och gutt gesot.

D'CSV enthält sech beim Artikel 4. Mir bedaueren dat. D'CSV huet och gesot, mir hätten eis 2013-2014 net geäussert zu dësem Gesetz. Vläicht well mer eis et souwuel hätte kënne virstelle mat enger Wahl am Juni 2018 wéi och mat enger Wahl am Oktober 2018. Wou déi gréng allerdéngs ëmmer eng Ausso gemaach hunn, dat war, datt mer frou wieren, wann d'Europawahlen an d'Chamberwahlen net um selwechten Dag géife leien, well mer ëmmer d'Gefill hätten, déi eng Wahle géifen ënnergoen an der Debatt, déi mer dann am Land haten.

Dat gesot, Här President, wëll ech och nach dem Här Bodry Merci soe fir säi verfassungsrechtlechen Iwwerbléck an och fir de Bléck an déi europäesch Länner. Do kéint ech dann nach aus eegener Erfahrung derbäisoen, datt de Lëtzebuerger Wahlsystem schonn ee ganz speziellen ass, well datt zum Beispill zwou Wahlen op engem selwechten Dag sinn, dat gesäit een an anere Länner ganz oft.

Wéi gesot, mir gi mat dësem Gesetz näischt inhaltlech änneren. An ech bréngen d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deenen Ännerunge vu sämtlechen Artikelen, wéi se am Projet de loi stinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Eugène Berger fir souwuel säi schréftleche wéi mëndleche Rapport.

D'ADR wäert dësem Gesetz zoustëmmen. Ech mengen, mir wëssen alleguer, wat fir eng Problemer datt mer an der Vergaangenheet haten. Ech brauch se net méi ze erwänen, meng Virriedner hunn dat am Detail gemaach. A mir wëssen och, a wat fir eng Situatioun datt mer elo, wat d'Prozeduren ubelaangt, erakomm sinn doduerch, datt mer eben duerch déi virgezunne Wahlen 2013 elo net méi konform zu der Constitutioun wieren, wa mer am ale Rhythmus géife bleiwen.

Ech brauch duerfir, wéi gesot, net méi op déi dräi éischt Artikelen anzegoen. Déi sinn zur Genüge hei erklärt ginn. A mir sinn eis jo och, mengen ech, iwwer all Fraktiounen a Parteien eraus eeneg, fir dat esou ze stëmmen.

Wa mer am Fong kucken, wat maache mer? Mä mir wiesselen. Mir wiesselen, mir leeën d'Gemengewahle vum Oktober an de Juni a mer leeën d'Chamberwahle vum Juni an den Oktober. Derbäi kënnt natierlech dann, datt d'Gemengewahlen an dësem Fall e puer Méint no vir gezu ginn. Mir haten dat och schonn eng Kéier gemaach 2012, well do virdru sinn d'Periode vun de Gemengeréit ëmmer den 1. Januar ugelaf. An do hu mer d'Gesetz geännert an dunn ass gesot ginn, d'Gemengeréit lafen direkt un, nodeem datt den Innenminister de Buergermeeschter vereedegt huet, an de Buergermeeschter dann d'Schäffen an d'Conseilleren, soudatt mer vun do un am Fong och déi éischte Kéier d'Mandater verkierzt hunn.

An dat war deemools emol nach guer net esou kloer gesetzlech geregelt, well ech ka mech erënneren, et war a menger Zäit wéi ech als Buergermeeschter opgehalen hunn, an duerfir feele mer a menger Carrière annerhallwe Mount. Mä mir haten deemools eng Nominatioun vu sechs Joer kritt! An deen neie Buergermeeschter ass awer schonn am Oktober vereedegt ginn, an ech hat eng Nominatioun vu sechs Joer deemools. An dunn ass doriwwer diskutéiert ginn. Do ass gesot ginn: „Oh, mir ginn dovun aus, datt kee Problemer mécht", well soss hätte mer am Fong zwee Buergermeeschtere gehat wärend e puer Wochen...

Une voix.- Fir esou eng grouss Gemeng.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...fir esou eng grouss Gemeng. Mä och méi klenger hätten déi Situatioun kënne kréien,...

(Hilarité)

...net nëmmen eng vun deene gréissten aus dem Land oder virun allem eng vun deene beschten aus dem Land, mä och aner Gemengen hätten dat kënne kréien. Mä an dësem Fall ass et awer geregelt. An dësem Fall ass et elo kloer geregelt, datt d'Mandater nëmme bis deen Datum ginn. A mir kréien also net esou eng Situatioun.

Wat ech just wëll domat soen, dat ass, well verschidde Leit elo hei an d'Diskussioun erabréngen, datt e Mandat géif gekierzt ginn: Dat hu mer och scho virun zwielef Joer gemaach! An ech mengen, et war deemools och ee vun der CSV - wann ech mech net iren - Innenminister, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn. Duerfir, wéi gesot, mengen ech, solle mer dat heite gesinn.

Dat Eenzegt, wat eis elo ka geschéien, dat ass, datt eventuell nach eng Kéier am Juni..., mat den Europawahlen hu mer dat net esou richteg mat berücksichtegt, well bis elo d'Europawahlen och an de Juni falen, datt mer eventuell kéinten eng Kéier do zesummestousse mat den Europawahlen, well déi sinn am Juni bis elo nach ëmmer gewiescht a wäerten dat och an Zukunft sinn, well mir hu se mat de Chamberwahlen ëmmer zesummen organiséiert.

Et kann natierlech och kommen, wa mer erëm eng Kéier eng Regierungskris kriten a mir kriten déi am Fréijoer, da wäre mer erëm an enger äänlecher Situatioun. Dat heite Gesetz fonctionnéiert méi laang, wa mer keng Regierungskris kréien. Duerfir kann een nëmmen an d'Zukunft d'Regierungen invitéieren, wa se schonn an eng Situatioun kommen, wou se ophale mussen, well et einfach net méi geet - mir hoffe jo elo, datt dat mat där heiten elo net méi geschitt -, mä datt se da vläicht kucken...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nom Kalenner.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...nom Kalenner. Entweder nach e puer Wochen aushalen oder e puer Wochen eben éischter briechen,...

(Hilarité)

...fir datt mer net duerno erëm an déiselwecht Situatioun kommen, fir datt mer dann awer erëm d'Chamberwahlen am Juni hätten. Da misste mer d'Gesetz erëm änneren. An da géife mer zu de Gemenge soen: „Ma elo musst Dir erëm am Oktober wiele goen, well mir am Juni elo erëm d'Chamberwahlen hunn!" Dat heescht, dat hei fonctionnéiert alles genausou gutt, wéi dat virdru fonctionnéiert hat, bis mer eng Kéier eng Regierungskris haten. An do hu mer eis jo missen upassen.

Mir mussen eist Reglement, de Kolleeg Bodry huet et gesot, och nach upassen. Mir kucke muer de Mëtten an der Reglementskommissioun, ob mer do eng Léisung fannen. Dat wäerte mer scho fannen. An da kann et scho sinn, datt mer d'nächst Woch hei vläicht an der Chamber kënnen och eist Reglement esou upassen, datt et dann am Gläichgewiicht mat deem Gesetz ass, wat mer haut hei diskutéieren.

Wéi gesot, mir wäerten als ADR dësem Gesetz zoustëmmen. Mir waren och eng vun deene Parteien, déi ëmmer gesot hunn, mir hätte gären d'Europawahlen an déi Nationalwahle getrennt. Dank der Regierungskris hu mer dat da kritt. Also, et ass näischt esou schlecht, datt net och eppes Guddes un esou eppes dru wier. Sou hu mer dann elo déi Trennung kritt.

Ech mengen, wa mer elo dee méi breeden Debat féieren iwwert d'Wahlgesetz am grousse Ganzen..., ech mengen, mir hunn an de leschte Woche villes driwwer diskutéiert. An de Kolleeg Bodry hat jo och deementspriechend eng Question parlementaire gestallt iwwert déi Leit, déi, obscho mer d'Wahlflicht hunn, net wiele ginn, wat hei zu Lëtzebuerg am Prinzip stillschweigend esou akzeptéiert gëtt a wou mer dann dovun ausginn, wa mer de Wee vun der Bréifwahl an esou viru méi fräi maachen, datt mer do een Deel vun deene Leit kréien, a sécherlech och een Deel vun deene Leit, déi dat zwar haut scho kéinte maachen, déi iwwer 75. Wann dat vereinfacht gëtt, wäert och vläicht en Deel vun de Leit iwwer 75 da méi nach un de Wahle participéieren, obscho se et net mussen.

Et ass och eng aner Diskussioun, wou mer géife mengen, datt een déi sollt mat an d'Diskussioun eranhuelen. Mir wëssen, datt dat zwar och net esou einfach ass. Mä d'Diskussioun vun de Wahlbezierker! Ech mengen, mir hu permanent och heibannen an dobaussen an der Éffentlechkeet d'Diskussioun vun ee Wahlbezierk oder déi véier Wahlbezierker bäibehalen. Bei den Europawahle fonctionnéiere mer mat engem Wahlbezierk a bei de Chamberwahle fonctionnéiere mer mat véier Wahlbezierker.

Mir kennen alleguer déi Diskussiounen, déi an der Vergaangenheet gelaf sinn an déi nach ëmmer doruechter lafen, datt dat einfach net de Regelen alleguer entsprécht an datt kleng Bezierker engersäits benodeelegt ginn. Mir wëssen awer och, datt et Diskussioune gëtt, wa mer ee Wahlbezierk hunn, datt dann e klenge Bezierk vläicht net méi d'Garantie huet, mat esou vill Deputéierten an der Chamber vertratt ze sinn. Dat ass alles theoretesch. Dat kann een net soen. Dat hänkt natierlech ëmmer vun de Kandidaten of.

Mä sécher ass et awer, datt mir jo heibannen alleguer net d'Interesse vun engem Bezierk ze vertrieden hunn. Mir hunn d'Interesse vun der Gesamtheet vum ganze Land hei ze vertrieden. An duerfir stellt och déi Fro sech, ob et richteg ass, nach bei de véier Wahlbezierker ze bleiwen. A mir als ADR wären Demandeur derfir, wa mer schonn déi Diskussioun iwwer eng gréisser Reform vum Wahlgesetz féieren, dann och déi Iwwerleeung an déi Diskussioune materanzezéien.

Dat gesot, Här President, géif ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun eisem Grupp fir dëst Gesetz bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. A leschte Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, dat wat déi meescht Leit dobaussen no dëser Debatt wäerte kënne mathuelen, dat ass, datt wahrscheinlech an enger Véierelstonn kloer ass, datt de 14. Oktober d'nächst Joer gewielt gëtt, wat bis elo esou an där doter Form net kloer war.

Déi Diskussioun, déi mer féieren - meng Virriedner si schonn drop agaangen - geet eigentlech zréck op zwou Saachen: éischtens, de Widdersproch tëschent dem Wahlgesetz, dem aktuellen Text vum Wahlgesetz an der Verfassung, der Dispositioun vun eiser Konstitutioun. Den Här Bodry ass ausféierlech drop agaangen. Och deen eigentlech an der Vergaangenheet relativ laxen Emgang mat eiser Verfassung fänkt un... oder ass hei een Element, woumat mer ophalen.

Déi Diskussioun ass awer och doduerjer zustane komm, datt mer Neiwahlen haten. An och duerch déi Aart a Weis, wéi déi Neiwahlen zustane komm sinn, hu mer 2013 festgestallt, datt ab deem Moment, wou den deemolege Premierminister hei ugekënnegt huet, datt en elo bei de Grand-Duc géif goen an dee géif froen, fir d'Chamber opzeléisen, datt ab deem Moment d'Chamber opgeléist war an et awer gläichzäiteg eng geschäftsféierend Regierung ginn ass, déi weider agéiere konnt ouni d'Kontrollfunktioun vun der Chamber, dat heescht, eng Regierung ouni Parlament.

Dat huet e strukturell ondemokratesche Charakter. A mat dësem Gesetz gi mer géint dës Praxis vir. Mat deem enge Bemoll, deen och schonn ugeschwat ginn ass, dat ass deen: Wann elo erëm eng Kéier virgezunne Wahle wieren, vu datt eis Verfassung am Moment op deem Punkt nach ëmmer virgesäit, datt de Grand-Duc deen ass, deen d'Dissolutioun proklaméiert an datt verschidden aner Paragrafe vun der neier Verfassung net ëmgesat ginn, dann ass et den Arrêté, deen den Datum festsetzt vun der Sortie vun den Deputéierten, also wéi laang d'Chamber nach a Funktioun ass. A bei deem Datum ass de Wonsch natierlech grouss, datt dee relativ no bei den Neiwahlen ass. Mä dat ass net sécher.

Deen drëtte Punkt, deen och elo hei ausgibeg diskutéiert ginn ass, deen awer och, mengen ech, positiv ass, ass déi ganz Fro vum Zesummefale vu Wahlen. Wéi eng ganz Rëtsch aner Parteie ware mir och ëmmer der Meenung, datt et net glécklech ass, datt d'Europawahlen an d'Chamberwahlen op deemselwechten Dag stattfonnt hunn, aus deem einfache Grond, well doduerjer d'Europawahlen an déi europäesch Froen an Debatten, déi dorunnerhänken, strukturell u Wäert verluer hunn, well den Haaptfokus natierlech op de Legislativ-, op de Chamberwahle geleeën huet.

Wann et elo zu enger Situatioun, wéi se 2023 méiglech wier, erëm géif kommen, datt d'Gemengewahlen an d'Chamberwahle géifen zesummefalen, dann ass d'Gefor natierlech och do, datt eng vun deenen zwou an deenen éffentlechen Debatte géif ënnergoen. A vu datt déi meescht Debatte mediatiséiert sinn, wieren dat wahrscheinlech d'Gemengewahlen, wou et och ëm aner Sujete geet wéi an den Nationalwahlen. Duerfir fanne mer de Prinzip och gutt, datt een higeet an déi zwou Wahle vuneneen trennt.

Mir sinn awer prinzipiell der Meenung, datt, wann ee schonn un den Artikel 186 vum Wahlgesetz erugaangen ass, een hätt kënne méi konsequent sinn an d'Mandatsperiod, d'Dauer tëschent de Gemengewahle konsequent reduzéieren op fënnef Joer, datt dat d'Regel wier, wéi laang eng Mandatsperiod vun de Gemengeréit dauere soll.

Dat aus e puer Grënn: éischtens, well mer, wa mer en europäesche Verglach maachen, gesinn, datt déi Dauer vu sechs Joer eng éischter ausseruerdentlech héich ass. D'Regel europawäit, wat d'kommunal Demokratie ugeet, ass éischter véier oder fënnef Joer. A mir mengen och, datt doduerch, datt d'Leit all fënnef Joer hire Gemengerot wiele kéinten, d'kommunal Demokratie u sech scho géif kënne gestäerkt ginn. Duerfir menge mer, datt déi Period vu fënnef Joer, datt dat eng Debatt ass, déi awer och an Zukunft nach muss weidergefouert ginn.

A mir hätten an deem heite Fall och méi e propperen Zyklus. An deem Fall wier et esou gewiescht, datt 2022 Gemengewahle gewiescht wieren, 2023 Chamberwahlen an 2024 Europawahlen. An ausser am Fall vu virgezunnenen Neiwahle wier dat en Zyklus gewiescht, dee sech iwwer Joren hätt kënne

weiderzéien, wou och net, wat elo Gefor leeft ze entstoen, Situatioune komm wieren, wou véier Joer hannerteneen iwwerhaapt net gewielt gëtt, weder kommunal nach national nach bei den Europawahlen. Tëschent 2019 an 2023 si véier Joer, wou net gewielt gëtt. An datselwecht nach eng Kéier tëschent 2024 an 2028. Och deem hätt ee kënne mat eiser Propos entgéintwierken.

Dëst gesot, Här President, menge mer awer, datt d'Gesetz u sech e Fortschrëtt duerstellt, e Fortschrëtt par rapport zur aktueller Situatioun an och e Fortschrëtt par rapport zur aktueller Handhabung. An duerfir wäerte mer dat Gesetz hei och matstëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet elo den Här Premier- a Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wëll och fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir d'Erklärungen. Ech mengen, vill Virriedner hu schonn eng ganz Rei Saache vun dësem Projet soulevéiert.

Eppes steet fest, de Statsrot seet et och, dass e Mandat vun Deputéierten - nach eng Kéier: duerch d'Verfassung, deen Text, deen déi héchste Valeur huet am Land - fënnef Joer dauert. Deen héchsten Text, d'Verfassung, seet: „fënnef Joer", keent méi. Selbstverständlech, et kéint manner sinn, mä net méi. Manner wier, wann eng Chamber opgeléist géif ginn.

Wärend mer bis elo gewinnt waren, dass spéitstens um Wahlsonndeg d'Parlament opgeléist ginn ass an dass mer dann am Fong um Wahlsonndeg eng nei Chamber gewielt hunn, wou mer dann awer kee fonctiounsfäegt Parlament haten, bis déi 60 Deputéiert vereedegt gi sinn, féiere mer mat dësem Gesetz am Fong de permanente Charakter vun der Chamber an. An ech mengen och, dass dat e ganz wichtege Punkt ass, an ech soen och der Kommissioun Merci fir déi konstruktiv Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass.

An Zukunft wäerte mer also am Normalfall ni méi ouni Chamber dostoen. Ech ka mech erënneren, wéi mer hei waren a wéi d'Chamber opgeléist gi war, wou du grouss Froe waren, wou hei e bësse Panik am Haus war, well mer net méi woussten, wéi mer sollte weiderschaffen. An ech ka mech erënneren, wéi mer ënnert dem President Mosar all zesummekomm sinn, fir ze kucken, wéi maache mer elo weider, well keen eng Anung hat, wéi mer iwwerhaapt sollten an esou enger Situatioun zesummeschaffen. Duerfir fannen ech et och wichteg, dass mer hei dëse Schrëtt maachen.

Et ass och eng Demande vun all Partei gewiescht, fir d'Europawahlen an d'Chamberwahlen ze trennen. Dat ass eng Realitéit gewiescht mat deene virgezunne Wahlen an ech mengen, dass dat och elo definitiv wäert sinn.

Elo zu deem leschte Punkt, wou gesot ginn ass, dass mer d'Gemengevertrieder e bësse géifen iwwerrasche mat engem Text, deen elo géif kommen: Deen Text hu mer jo net no de Gemengewahlen, Här President, deposéiert. Et ass jo net, wéi wann deen Text an deem leschte Mount, also säit dem Oktober, wou d'Gemengewahle waren, deposéiert gi wier. Deen Text ass den 28. Oktober 2016 (veuillez lire: 18. November 2016) deposéiert ginn an der Press virgestallt ginn - an der Press virgestallt ginn! -, wou mer kloer gesot hunn, dass, well mer all drësseg Joer déi zwou Wahle riskéieren ze hunn, eben d'Gemengemandat méi kuerz soll sinn. Dat heescht, et ass net, dass mer deen een oder deen aneren hätte wëllen iwwerraschen.

Den Depot war den 18. November 2016 an den Avis vum Conseil d'État vum Mäerz 2017, et war eng Kommissioun den 22. Mäerz 2017, den 29. Mäerz 2017 an den 3. Mee 2017. Dat heescht, et ass net, wéi wann ni iwwert deen dote Punkt geschwat gi wier an der Öffentlechkeet. Ech mengen, dass och de Gemengeconseiller elo net iwwerrascht wier, wann en dat dote géif gewuer ginn. Wéi gesot, den Text ass schonn deposéiert ginn an et war fir eis wichteg, fir dat esou ze maachen.

Firwat maache mer dat, Här President? Ech wëll just drun erënneren, um wivill Auer mer déi lescht Resultater hate virun e puer Woche bei de Gemengewahlen. Dat heescht, mat wat fänke mer un? Da gëtt ausgezielt. Mir bréngen et net fäerdeg, an engem Dag, wou d'Wahlbüroen um zwou Auer zoumaachen, owes déi definitiv Resultater alleguerten ze hunn, well d'Leit och vill panachéieren et cetera, et cetera.

Dat heescht, mir géifen da Chamberwahlen a Gemengewahlen deeselwechten Dag hunn. Mat wat fänke mer un? Wou ginn d'Plakater opgehaange vun deem engen a vun deem aneren? Wou fënnt den Debat statt, deen demokrateschen Debat, dee wichteg ass? An duerfir si mer wierklech der Meenung, dass een all 30 Joer soll evitéieren, dass et zu esou enger kokasser Situatioun kënnt.

Ech hunn Iech gesot, de Wahlsonndeg gi ronn 260.000 national Wielerstëmmen deposéiert. An dann hu mer och nach Wahlbüroen, wou jo bei de Gemengewahlen d'Netlëtzebuerger wielen däerfen. Dat heescht, déi däerfen dann an d'Wahlbüroe goen, mä déi hunn dann eng Urn, wou se däerfen en Ziedel ofginn, an eng aner, wou se da bei de Chamberwahlen net däerfe wielen, well se jo nëmmen däerfe fir déi eng an net fir déi aner wielen.

Duerfir si mer och der Meenung,…

Une voix.- Do hale mer eis dëst Joer och nach net drun.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerfir si mer der Meenung, dass et wichteg ass, dass d'Wahlen hei getrennt ginn. Ech gesi just, dass vun der CSV ech haut ebe matgedeelt kréien, dass se domadder e grousse Problem hunn. Nach eng Kéier, Här President: Den Text ass am November 2016 deposéiert ginn. Et ass keng Iwwerraschung. Dat wat priméiert, d'Mandat vum Deputéierten, ass duerch d'Verfassung virgesinn. D'Gemeng ass duerch d'Gemengegesetz virgesinn. An duerfir ass et wichteg, dass mer dës Änderungen haut maachen, fir dass kee Vakuum am Parlament bleift, mä virun allem och, fir dass mer evitéieren, dass mer Wahlen hätten, wou mer et net géife fäerdegbréngen, bannent annerhallwem Dag oder zwee Deeg iwwerhaapt Resultater ze kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Vu dass mer den Antrag vun de Kolleege vun der CSV hunn, fir separat iwwert den Artikel 4 ofzestëmmen, géif ech Iech virschloen, dat elo direkt ze maachen. Merci.

Vote séparé sur l'article 4 du projet de loi 7095

Déi, déi fir den Artikel an der jëtzeger Form sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi dergéint sinn, mat Nee. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

37-mol Jo, 23-mol Nee, domat ass den Artikel 4 an der jëtzeger Form bestätegt.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi 7095 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7095 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An och hei ass d'Ofstëmmung elo eriwwer.

37-mol Jo, 23 Abstentiounen, domat ass de Projet de loi ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Taina Bofferding) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An ech géif lech da proposéieren, fir elo iwwert d'Motiounen a Projeten ofzestëmmen, déi mer gëschter diskutéiert hunn. Ech gi jo dervun aus, dass d'Motiounen diskutéiert sinn. Wann dat net de Fall wär, da maacht Der mech dorop opmierksam.

Als Éischt géife mer iwwert d'Motioun N°1 ofstëmmen, déi vum Här Fernand Kartheiser beim Debat iwwert den Developpement abruecht ginn ass.

(Brouhaha)

Soll ech nach eng Kéier ufänken?

Plusieurs voix.- Nee.

4. Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire (suite)

Motion 1

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir géifen iwwert d'Motioun vum Här Kartheiser ofstëmmen, déi hie gëschter beim Debat iwwert den Developpement abruecht huet a wou et ëm de Schutz vum Liewen an der Gesondheet vu Kanner an hire Mammen am Kader vun der Entwécklungspolitik geet. Kann ech dovunner ausgoen, dass d'Motioun diskutéiert gouf?

(Brouhaha)

Gutt. Dann, wann den Auteur do dermat d'accord ass, da stëmme mer of.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An och hei ass d'Ofstëmmung elo eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Taina Bofferding) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zur Motioun, déi den Här Laurent Mosar gëschter abruecht huet iwwert déi grujelech humanitär Kris am Jemen.

5. Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen (suite)

An och hei, mengen ech, ass d'Diskussioun gelaf. Kënne mer hei à main levée ofstëmmen? Well ech mengen, dass et hei zu Recht e Konsens gëtt an der Chamber.

Sidd Der d'accord mat der Main levée?

(Assentiment)

Vote sur la motion

Wien ass fir d'Motioun?

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthalungen?

D'Motioun, déi vum Här Mosar abruecht ginn ass an och vun der gesamter Kommissioun gedroen ass, ass domat eestëmmeg ugeholl.

6. 7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire (suite)

Dann hu mer de Projet de loi 7143 an och do war alles diskutéiert an ech stellen de Projet dann elo zum Vott. Dat ass de Projet iwwert d'Kooperatioun an den Developpement.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7143 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Nee. Domat ass de Projet de loi ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze beantragen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

Ech hoffen, dass ech elo näischt vergiess hunn. Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 7186, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Logement, an et betrëfft de Mietzuschuss. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Max Hahn. Ech hunn e bëssen Zäit gewonne fir Iech. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

7. 7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Rapport de la Commission du Logement

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. D'Situatioun um Wunnengsmaart ass dramatesch. Dëse Constat maache mir net eréischt säit Kuerzem, mä zanter ville Joren, Joren, an deenen d'Politik et net fäerdegbruecht huet, d'Logementsproblematik an de Grëff ze kréien.

Oft gëtt am Debat iwwert de Logement just iwwert de Verkafspräis vu Wunnenge geschwat. Jo, mir sinn eng Eegentumsgesellschaft, an dat ass och gutt esou. An awer däerfe mir d'Aen net verschléisse virun der dramatescher Entwécklung, déi de Lëtzebuerger Wunnengsmarché och am Beräich vum Locatif duerchmécht. D'Loyere klammen op d'mannst genau esou séier wéi d'Verkafspräisser. De Problem bleift ëmmer deen nämlechten: D'Offer u Wunnenge kënnt bei Wäitem net un d'Demande erun. A

wann eppes rar ass, da klammen d'Präisser. Dofir ass de Constat net nei, dass mer méi Wunnengen d'Joer musse bauen.

Dat Zil wäerte mir mat dësem Projet de loi sécher net erreechen, an dat ass och net de Sënn vun dësem Gesetzestext. Hei geet et vill méi dorëms, e Rettungsanker fir déi Leit ze geheien, déi de Moment zu Lëtzebuerg lounen a seriö Problemer hunn, fir sech iwwer Waasser ze halen. Et sinn näämlech grad Leit mat klengen a mëttlere Revenuen, déi sech et net leeschte kënnen, en Haus oder eng Wunneng ze kafen, a soumat op de Marché locatif ugewise sinn.

Viru bal genee zwee Joer hu mir hei d'Gesetz gestëmmt, dat dat sougenannt „Wunngeld" agefouert huet. Zënterhier gëtt et also och eng konkret Wunnengshëllef, déi d'Locataire zu Lëtzebuerg finanziell ënnerstëtzt. Am Joer 2016 waren eng ronn 18.600 Stéit viséiert, déi vum Wunngeld profitéiere kéinten. Bis den 1. Juli 2017 hunn awer just 2.005 Stéit och wierklech vun dëser Mesure profitéiert, dat entsprécht engem Taux vu ronn 11% vun der cibléierter Populatioun.

Als Erënnerung, fir vum Wunngeld profitéieren ze kënnen, muss een aktuell dräi Konditiounen erfëllen:

Éischtens: De Revenu vum Stot muss ënnert dem „seuil de faible revenu", also dem maximal zoulässegen Akommes, leien. Dëse Seuil gëtt aus der Moyenne vum qualifizéierten an dem netqualifizéierte Mindestloun gerechent. Dëse louch am Joer 2015 bei 1.768 Euro an ass am Mäerz 2017 duerch e groussherzoglecht Reglement op 1.874 Euro eropgesat ginn.

Zweetens: De Loyer muss op d'mannst 33% vum Nettoakommes ausmaachen.

An drëttens: De Stot muss zu Lëtzebuerg um Privatmarché lounen.

Här President, dëse Gesetzesprojet setzt un dëse Kritären un, fir dass méi Stéit vum Wunngeld profitéiere kënnen a fir esou ze erreechen, dass d'Wunngeld och wierklech fir eng däitlech Entlaaschtung vun de Locatairen zu Lëtzebuerg suergt.

D'Wunngeld gëtt op am Ganze véier Punkten ëmgeännert.

Éischtens: An Zukunft muss de Loyer just nach op d'mannst 25% vum Akommes ausmaachen. Et war näämlech effektiv esou, dass bei villen Demanden, déi refuséiert goufen, de Loyer tëschent 25% an 33% louch.

Zweetens: Déi sozial Transferten, zum Beispill d'Kannergeld oder d'Allocation de vie chère, ginn net méi bei d'Akommes derbäigerechent. Och dës Moossnam mécht Sënn, well d'sozial Transferte jo e gewëssent Zil erfëlle sollen an aner Ausgabe wéi déi vum Logement decke sollen.

Drëttens: Dat maximal zoulässegt Akommes gëtt däitlech an d'Luucht gesat an un d'Zuel vun de Persoune respektiv vun de Kanner am Stot gekoppelt. Dat maximal zoulässegt Akommes fir eng eenzel Persoun läit an Zukunft bei 2.500 Euro amplaz vu bis ewell deenen 1.874 Euro.

A véiertens: An Zukunft muss een net méi sechs Méint reguläre Salaire noweise kënnen, mä just nach dräi Méint.

Här President, laut Berechnunge vum Ministère wäerten net méi just 18.600 Stéit, mä 28.620 Stéit vum Wunngeld profitéiere kënnen. Oder a Prozent: Ab dem 1. Januar wäerte 64,9% vun de Locatairë vum Wunngeld profitéiere kënnen.

Här President, ech géif op dëser Plaz gär e puer konkret Beispiller ginn, fir d'Inzidenz vun dëse Mesuren ze illustréieren.

Beispill 1: Eng eenzel Persoun mam qualifizéierte Mindestloun. No den aktuelle Kritäre fält eng Persoun mam qualifizéierte Mindestloun, déi eleng wunnt, wéinst hirem Akommes aus der Population cible eraus. Well dat neit maximal zoulässegt Akommes awer op 2.500 Euro eropgesat gëtt, kann och dës Persoun elo vum Wunngeld profitéieren.

Beispill 2: Zwou Persoune mam onqualifizéierte Mindestloun. No den aktuelle Kritäre géifen esouguer zwou Persounen an engem Stot, déi allen zwee den onqualifizéierte Mindestloun verdéngen, net vum Wunngeld kënne profitéieren. Mat dësem Gesetzestext gëtt hiert maximal zoulässegt Akommes vun 2.811 Euro op 3.750 Euro eropgesat, an och si kënnen elo vum Wunngeld profitéieren. Dat bedeit fir dee Stot all Mount 124 Euro méi, méi och u Kafkraaft. Dat stellt ëmmerhin eng Bruttosteigerung vun iwwer 6% beim aktuelle Mindestloun duer.

Beispill 3: E Stot mat zwee Kanner. Huele mer elo eng Famill mat zwee Kanner, wou d'Elteren alle béid den onqualifizéierte Mindestloun verdéngen. Och si hunn am aktuelle System keen Usproch op Wunngeld, well de Montant vum Kannergeld vun op d'mannst zweemol 265 Euro mat an hire Revenu gerechent gouf a si esou iwwert dem maximal zoulässegen Akommes louchen. Net nëmme gëtt dëse Seuil an d'Luucht gesat, mä och d'sozial Transferte wéi d'Kannergeld ginn net méi berücksichtegt, soudass dës Famill netto 174 Euro méi zur Verfügung huet. Dat entsprécht enger Bruttosteigerung vu ronn 8,75% vun engem onqualifizéierte Mindestloun.

Sollt déi nämlecht Famill dann e Revenu vun zweemol dem qualifizéierte Mindestloun hunn, kënnt hir och deen neien „taux d'effort" zegutt, deen hire Loyer am Verglach zum Revenu ausmécht. Am aktuelle System läit dësen Taux bei minimal 33%. D'Famill misst also e Loyer vun iwwer 1.300 Euro bezuelen, fir kënne vum Wunngeld ze profitéieren. Mam neien Taux d'effort vu minimal 25% muss de Loyer just nach 1.000 Euro bedroen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir mierkt also un dëse konkrete Beispiller, dass déi nei Kritären net vu Muttwëll sinn. Aktuell gëtt an der politescher Aktualitéit iwwert de Mindestloun geschwat. Dëse Projet de loi suergt derfir, dass an Zukunft all Resident, egal ob mat qualifizéiertem oder netqualifizéiertem Mindestloun, eng konkret Hëllef do ugebuede kritt, wou et wierklech néideg ass, näämlech um Lëtzebuerger Wunnengsmarché.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et sinn näämlech net d'Salariéen, déi zu Lëtzebuerg schaffen an am Ausland wunnen, déi e Problem hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen. An Zukunft wäerte 64,9% vun de Stéit, déi zu Lëtzebuerg lounen, vum Wunngeld profitéiere kënnen. Dëst féiert zu enger däitlecher Kafkraafterhéijung vun dëse Leit.

De finanziellen Impakt vun dësem Projet ass am Budget mat ronn 10 Milliounen agesat ginn. Heibäi geet een dervun aus, dass 15% vun der Population cible d'Wunngeld no den neie Kritäre wäerten ufroen. An et geet ee vun enger Moyenne vun 150 Euro pro Mount a pro Stot aus, déi ausbezuelt ginn.

Ofschléissend wëll ech nach bemierken, dass de Statsrot a sengem Avis zu dësem Gesetzestext näischt ze beanstanden hat. Ech verweisen och op mäi schréftleche Rapport an déi entspriechend Dokumenter um Portail, wat d'Avise vun de Chambre-professionnellë betrëfft.

Dëst gesot, géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Max Hahn. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Lies.

Hutt Der changéiert? Bon, dann d'Madamm Andrich. Kommt, Ladies first, dann hutt Dir d'Wuert.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Mir schwätzen awer net zu zwee.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dir hutt d'Wuert, Madamm Andrich.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Ongewinnt, Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass e Gesetz, knapps ass et e Joer a Kraaft, schonn nees muss op de Leescht geholl ginn. Net, well de Kleeschen haut kënnt, neen, d'Gesetz huet ganz einfach net gegraff. Et huet säin Zil verfeelt, d'Aarmut an den Aarmutsrisiko ze bekämpfen.

De Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, huet eis elo just déi verschidden Aspekter virgestallt. D'CSV begréisst, dass d'Gesetz nogebessert gëtt, virun allem, dass et elo duergeet, wann de Stot 25% vum Akommes fir säi Loyer ausgëtt anstatt 33%. Mä mir hunn awer och op eng ganz Rei Ongerechtegkeeten higewisen, grad ewéi d'Caritas an d'Chambre des Salariés:

Et ass lamentabel, dass grad Famillje mat Kanner vill Problemer hunn, fir eng dezent Wunneng ze fannen. Et gëtt och nach ëmmer kee regional ofgestëmmte Referenzloyer. E Loyer fir eng Wunneng am Norden zum Beispill läit bei 750 Euro, am Zentrum dogéint bei 1.100 Euro. E sougenannte Mietspigel, sou den Här Minister, wier awer hei net méiglech aus Dateschutzgrënn. Dofir: Wéi schätzt de Minister an, dee Problem geléist ze hunn?

Dann hu mer och zweeërlee Notznéisser vun der Loyerszoulag bei den RMG-Bezéier. Déi nei RMG-Bezéier falen ënnert d'Wunngeldgesetz a kréie bis zu 300 Euro Loyerssubventioun. Déi vu virum Gesetz kréie weiderhin eng Majoratioun vun 123 Euro. Op Nofro vun der CSV huet de Minister matgedeelt, et wier en Arrangement getraff mam Fonds national de solidarité, dem FNS. De Service logement, dee soll elo déi betraffen RMGiste bei hirer Demande uschreiwen, dass se kënne fir déi gënschtegst Formule optéieren, wa se schonn eng Bonifikatioun fir de Loyer kréien.

Mécht den RMG-Bezéier keng Demande, ass en op d'Informatiounen iwwert den Office social ugewisen. Dat héiert sech net onbedéngt wéi eng Simplification administrative un. Grad déi dote Leit kommen net gutt un d'Informatiounen. Datselwecht gëllt och fir déi potenziell Notznéisser mat niddregem Revenu, déi kee Kontakt mat engem Office social hunn. D'Regierung ass jiddefalls gefuerdert. D'Formatioun vun de Professionelle muss optimiséiert ginn an Informatiounscampagnë sinn néideg.

Fazit: eng Drëps op de waarme Steen! Et bleiwe weiderhi Mëssstänn an der Wunnengspolitik insgesamt. D'Loyerspräisser klammen. Si klamme monter weider. Laut leschten Tendenze vum LISER, dem Luxembourg Institute of Socio-Economic Research: plus 4,1% an der Moyenne zënter 2010, plus 2,1% déi lescht zwielef Méint. Déi lescht véier Joer si se souguer progressiv méi schnell eropgaange wéi déi aacht Joer virdrun a si klamme méi séier wéi d'Mëttelakommes.

D'Eropsetze vun der TVA bei Zweetwunnenge vun 3% op 17% wäert fréier oder spéider och op d'Loyeren dropgeschloe ginn. Kaum Aussiicht also fir Entspanung um Logementsmaart. Et ginn net genuch bezuelbar Wunnengen, näischt Neies, an entre-temps e parteiiwwergräifende Konsens.

Eng ganz Rei Lëtzebuerger Famillje mat Kanner plënnere bekannterweis iwwert d'Grenz. Wien ass nach betraff? Elengstoend Persounen, jonk Leit oder Familljen am Ufank vun hirer Liewensplanung - déi mussen oft méi wéi 40% vun hirem Revenu fir de Loyer op den Dësch leeën -, besonnesch fragiliséiert Persounen: Elengerzéier a sozialen Noutlagen, meeschtens Fraen, Persoune mat Behënnerungen, psychesch Kranker, an net ze vergiessen d'Flüchtlingen. Déi riskéieren, an onwierdege Konditiounen ze wunnen.

D'Problematik vun de Cafészëmmeren, déi zu horrende Präisser verlount ginn, ass nach ëmmer akut. D'Gesetzespropos vum honorabele Marc Lies schéngt awer net gradesou akut gesinn ze gi vun der Regierung. Derbäi kënnt eng onkohärent Familljepolitik, wou grad Famillje mat méi Kanner net esou gutt ewechkommen, entgéint deem, wat d'Regierung behaapt.

D'CSV hat iwwregens am Kader vun där och sozial ongerechter Steierreform fir eng méi staark Entlaaschtung vun den ënneschten Akommesschichte plädéiert.

Wat ass néideg? E globaalt Konzept fir eng Wunnengspolitik, net nëmme fir déi Schwächst an der Gesellschaft. Haaptsächlech feelt et u soziale Wunnenge fir ze lounen, mä och u Wunnenge mat moderate Loyeren.

D'Preparative sinn amgaang fir e weideren Débat de consultation Ufank 2018. Deem wëll ech och net virgräifen. D'CSV huet bis elo scho vill Proposen op den Dësch geluecht. Schéin a gutt nees ze debattéieren, mä dës Kéier geet et allerdéngs drëms ze agéieren.

Madamm Presidentin, d'CSV begréisst, dass haut d'Wunngeldgesetz nogebessert gëtt, fir dass méi Stéit sollen an de Genoss dovu kommen, wa se dann eng Wunneng fannen. An et schéngt mer sënnvoll, regelméisseg Bilan ze zéien, ob et och säin Zweck erfëllt.

Domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Andrich. Just fir Intendance-Uerdnung: Ass et elo definitiv esou, dass den Här Lies net schwätzt, well d'CSV huet hien als Éischte gemellt gehat?

(Interruption)

Okay. Et ass gutt. Dat ass da kloergestallt. Merci.

Als zweeten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci. Madamm Presidentin, et mécht jo elo net ganz vill Sënn, fir déi eenzel Dispositiounen, déi mer bei der Subvention loyer elo änneren, nach eemol all opzezielen. De Rapporteur, deem ech bei dëser Geleeënheet dann och wéilt felicitéiere fir säi Rapport, huet dat am Detail gemaach.

Mir Sozialiste sinn der Meenung, dass all dës Adaptatioune richteg an néideg sinn. Et ass awer zäitgläich och verréckt festzestellen, dass vun de bal 19.000 Stéit, déi mat dëser Hëllef viséiert waren, der just e bësse méi wéi 10% och eng Demande gestallt hunn. Stell Der vir, de Stat leet 28 Milliounen op den Dësch an et kënnt kee se sichen!

Ech hu jo selwer zu dësem Gesetz hei an der Chamber geschwat an ech hunn d'Regierung deemools felicitéiert derfir, dass se esou vill Leit mat dësen Hëllefen am A hat, näämlech bal 10% vun der Gesamtbevëlkerung vum Land. Elo, zwee Joer méi spéit, musse mer feststellen, dass dës Berechnunge sech an der Wierklechkeet als net wouer erausgestallt hunn. Op d'Ursaachen dovunner geet de Rapporteur a sengem Bericht an an e schwätzt vun der Angscht viru Stigmatiséierung, der grousser Mobilitéit um Locatiounsmaart, dem Manktum un Informatioun oder nach de komplizéierte Prozeduren. Un all dësen Ursaache wäert wuel eppes Woueres dru sinn.

Allerdéngs gesinn ech nach eng aner Ursaach, an dat ass déi vun de Konditiounen, déi ee muss erfëllen, fir dës Hëllefen ze kréien. Déi 33% vum Revenu, déi mer als Taux d'effort minimal virgesinn haten, ware wuel berechtegt. An dat si jo och bekanntlecherweis op internationalem Plang déi Wäerter, déi unerkannt sinn.

Nach muss een awer wëssen, dass d'Käschte vum Wunne vill méi si wéi de Loyer eleng. Zu deem, wat e Stot muss all Mount opbréngen, fir ze wunnen, gehéieren och Chargen, Assurancen, Astandsetzungen, Entretien, heiansdo Avancen a sëllech aner Fraisen, soudass ee séier iwwert deenen 33% vu sengem Nettorevenu ausgëtt fir ze wunnen, quitte dass de Loyer selwer an eleng knapps dorënner läit. Et ass also kloer, dass déi Konditiounen, déi mer virun zwee Joer festgesat hunn, vill ze restriktiv waren.

Den Taux d'effort gëtt elo op 25% erofgesat an endlech ginn och dann d'Transfert-socialle wéi d'Gromperegeld, oder nach méi wichteg, d'Kannergeld net méi matagerechent an de Seuil de faible revenu gëtt eropgesat op zum Beispill 2.500 Euro fir eng eenzel Persoun. Den Här Hahn hat eis e puer Beispiller ginn.

Déi Adaptatiounen, déi mer also hei virhuelen, si berechtegt a ginn der Realitéit vun de Stéit, déi lounen, vill méi gerecht.

Wann een nach eppes bedauere kann - an do sinn ech bei Iech, Madamm Andrich -, dann ass et, dass mer zu Lëtzebuerg nach ëmmer kee Mietspiegel hunn a mer weiderhi mat engem Loyer de référence national rechnen. Dobäi misst et awer jiddwerengem kloer sinn, dass de Loyer um Kierchbierg en aneren ass wéi deen zu Rëmeleng oder zu Clierf. Mir appeléieren dofir un d'Regierung, un esou engem Mietspiegel ze schaffen, mat alle Schwieregkeeten, déi mer kennen, e Mietspiegel, deen eis géif weisen, wéi héich d'Loyeren an deene verschiddene Regioune vum Land wierklech sinn.

Ee Wuert nach zu enger vermeintlecher Angscht viru Stigmatiséierung. An ech soen dat hei och ganz haart: Bei deene Präisser, déi ewell op dem Wunnengsmaart gefrot ginn, brauch kee Mënsch - kee Mënsch! - hei am Land sech ze schummen, fir dës Wunnengshëllef unzefroen!

Ech géif awer wëllen nach eemol op de Prinzip vun dëser Loyershëllef zréckkommen. De Skandal ass net, dass mer haut mussen d'Konditioune vun dëser Hëllef änneren. Deen eigentleche Skandal ass, dass mer esou eng Hëllef iwwerhaapt an eisem Land brauchen! Skandaléis sinn näämlech d'Präisser um Locatiounsmaart, grad wéi d'Wunnengs- an d'Terrainspräisser insgesamt an hir onwahrscheinlech Evolutioun an de leschte Joren, jo, Jorzéngten.

Une voix.- Très juste!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech erënneren nach eemol drun, dass an de leschten zéng Joer d'Loyere fir Appartementer ëm 43% an d'Luucht gaange sinn, wärend d'Inflatioun bei knapps 24% louch.

Nach méi skandaléis ass awer de Fait, dass mer hei zu Lëtzebuerg mussen eng Loyerssubventioun aféieren, well grad emol 2% vun eisem gesamte Parc immobilier hei am Land Sozialwunnenge sinn! De Verglach mam noen Ausland ass do schockant: Däitschland 6%, Belsch 7%, Frankräich 19% an Holland phenomenal 35%.

A well mer et verpasst hunn, an de leschte Jorzéngte genuch soziale Wunnraum ze schafen, ass dës Subventioun méi wéi berechtegt. Ech hunn och dofir absolutt kee Versteesdemech fir déi, déi dës Wunnengshëllef am Fong kritiséieren, virun allem och, well et déi éischte Kéier ass, dass mer eng Hëllef aféieren, déi de Locatairen ënnert d'Aerm gräift. Bis ewell waren eis Hëllefen, ob steierlech oder via Subsiden, ëmmer fir d'Proprietairë gemënzt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dobäi wësse mer, dass déi Vulnerabelst um Wunnengsmaart d'Locatairë sinn. Dat eleng scho rechtfertegt dës Hëllef. Ouni dës staatlech Hëllef iwwerloosse mer d'Locatairen engem total entfesselte Maart!

Mir preparéieren den Ableck an der Kommissioun e gréisseren Debat iwwert de Logement. Fir d'Logementsproblematik awer an de Grëff ze kréien, brauche mer konsequent Decisiounen, kee Gepiddels a scho guer kee Klientelismus. Als Politik musse mir alleguerten dofir Courage weisen, an dat iwwert d'Parteigrenzen eraus.

Haut maache mer eng gutt Saach am Sënn vun der sozialer Gerechtegkeet an och an der Bekämpfung vun der Aarmut, mä dat geet nach laang net duer. Als Sozialisten erwaarde mir eis dofir ganz vill vun där bekannter Konsultatiounsdebatt am Februar. Mir hoffen, dass et do net bei de Sonndesriede bleift, mä dass mer zesumme konsequent virgi géint d'Spekulatioun a géint d'Präisexplosioun um Wunnengsmaart.

Mir si bereet, fir d'Problemer unzepaken, an hoffen, déi aner Fraktiounen alleguerten och! Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Cruchten. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Henri Kox.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Och ech wëll direkt am Ufank Merci soe fir d'Ausféierunge vum Rapporteur Max Hahn, souwuel am Schréftleche wéi am Mëndlechen, wou en a sech op d'Detailer agaangen ass, firwat dës Wunnengshëllef iwwerhaapt agefouert ginn ass a firwat no annerhallwem Joer haut esou eng Refonte dovu gemaach gëtt. An ech mengen, ech ka gréisstendeels alles ënnerschreiwen, mat ënnerstëtzen, wat den Här Cruchten virdrun hei och zu deenen eenzelne Moossname gesot huet, soudass mer dat och voll ënnerstëtzen.

Effektiv, wann een d'Zuelen héiert: 19.000 waren et der virdrun, déi u sech eligibel gewiescht wieren, 2.000 hunn der et nëmmen an Usproch geholl. Do hëllefen Informatiounscampagnen a si méi wéi néideg, déi do misste kënne besser gräifen. Insbesondere och d'Office-sociallen hunn do e grousse Stellewäert. Och déi missten an deem Punkt méi ënnerstëtzt ginn. Ech mengen, haut gi mer erop op 28.000. Mir erhoffen eis, dass mer entspriechend da méi eng breet Gesellschaftsschicht och kënnen erreechen an dass do engersäits och där Penurie kann entgéintgewierkt ginn.

Et ass och scho gesot ginn: Dat hei ass éischter eng Moossnam, déi d'Demande stimuléiert. An do kann ech och nëmmen ënnersträichen: Mir hunn awer éischter e Risemanktum op der Offer. Ech mengen, do ass et och, wou de Schong am meeschten dréckt, insbesondere bei de Locatiounswunnengen. D'Zuele si virdru genannt ginn. Do bleift munches ze doen.

Et ass och elo scho gesot ginn: Am Februar maache mer eng gréisser Konsultatiounsdebatt. Och fir do net allem virzegräifen, wollt ech just ee Punkt erausgräifen, well et och de Moien um Radio war. De President vun der Chambre immobilière, deen huet gesot: „Mir wäre prett, fir do eppes ze maachen." Et mag sinn, dass d'Privatwirtschaft sécherlech gebraucht gëtt, fir Wunnengsbau ze maachen, awer ech mengen, dat géif besser an der ëffentlecher Hand leien.

Ech soen zwee Punkten: Mir kennen d'SNHBM an och de Fonds du logement. Ouni elo an d'Detailer ze goen, mengen ech, hunn déi eng gutt Aarbecht an der Lescht gemaach. Mir hunn awer 105 anerer, ëffentlech Säiten, dat sinn eis Gemengen, déi scho ganz vill Efforte gemaach hunn, an déi wäerten och an Zukunft Efforte musse maachen. An ech denken, dat ass deen drëtten ëffentlechen Träger, deen awer fir mech besser misst ënnert d'Äerm gegraff kréien.

Mir hu jo dee Pacte Logement, deen ënnerwee ass, dee jo och de Moment an enger Refonte ass. An ech mengen, dee misste mer beschleunegen. Ech mengen, wa mer en, wéi ugeduecht, a Richtung vun engem Pacte Climat ausschaffen, näämlech eng logistesch, technesch a finanziell Hëllef, da kéinte mer och déi Offer vill méi schnell opgräifen. Ech hoffen, dass mer dee Projet och an där Debatt méi ausgibeg diskutéiere kënnen, awer och eng Beschleunegung an engem zweete Pacte Logement, oder Pacte Logement 2.0, wéi e genannt gëtt, fir dat kënnen ze maachen.

An dann huet natierlech d'Privatwirtschaft do e Rôle ze spillen, fir ze hëllefen, dat mat de Gemengen ze bauen, respektiv mam Stat. Ech mengen awer, dass de Lead an deene soziale Wunnengen, insbesondere do, oder an deem Locatiounswunnengsberäich, fir deen Taux endlech an d'Luucht ze bréngen... Et ass niewent den zwee ëffentlechen Träger och mat deem drëtten - näämlech deenen 105 Gemengen, oder elo zum 1. Januar, mengen ech, da gi mer erof op 102, well duerch déi dräi Fusiounsgemenge gëtt dat reduzéiert - e grousse Marche ze maachen oder e grousse Worf ze maachen, awer just ënnert där Bedingung, dass mer natierlech och déiselwecht Konditiounen do maachen an eng propper a gutt Hëllefstellung maachen, e Reseau vu Berodungen, an och technesch Berodung op de Gemengen direkt. An do ass vill Potenzial. Dat kënne mer ëmsetzen.

Duerfir, mir ënnerstëtzen dat heiten. Wéi gesot, d'Debatt: Mir freeën eis drop, am Februar och konstruktiv méi eng breet opgestallten Debatt hei kënnen ze féieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kox. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Och mir als ADR wollten dem Här Hahn Merci soe fir säin extrem präzise Rapport, wou ee ganz genau gesäit, wourëm et hei geet. An och dem Här Yves Cruchten wollt ech speziell Merci soen, well en huet op d'Krux higewisen, firwat datt dat heiten néideg ass. Firwat mer dat heiten och ënnerstëtzen, dat ass, well mer hei am Land en extrem, extrem klenge Park u soziale Mietwunnengen hunn.

A genau duerfir ginn ech dem Kolleeg Kox net recht a sengen Ausféierungen. D'ëffentlech Hand huet hei jorzéngtelaang nohalteg versot. An et ass effektiv elo Zäit, datt mer op dee Wee ginn, wéi en haut de Moien opgewise ginn ass duerch de Jean-Paul Scheuren vun der Chambre immobilière, datt d'Privathand vill méi agebonne gëtt an de Bau vu Mietwunnengen, vu bezuelbare Mietwunnengen.

Mir ënnerstëtzen deen heite Projet, well en absolutt bluttnéideg ass am Moment fir Leit, déi sozial drop ugewise sinn. Mir sinn eis awer bewosst, an och dat ass schonn ugeklongen, datt natierlech ëmmer all Subventionéierung eng Gefor mat sech bréngt, näämlech déi Gefor, datt doduerch d'Präisser eropginn. An enger Situatioun, wou souwisou d'Demande vill méi grouss ass wéi d'Offer, kann dat e ganz perversen Endeffekt hunn.

Mä trotzdeem ënnerstëtze mer dat Gesetz a wäerten et als ADR matstëmmen. Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Dann als leschte Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Oh Wunder, d'Gesetz huet net gegraff! Wien hätt dat geduecht? Doriwwer ass schonn déi leschte Kéier diskutéiert ginn. D'Gesetz huet net esou gegraff, wéi geplangt. Et gëtt elo e bësse reformëiert. Et wäert héchstwahrscheinlech e bësse méi gräifen, mä am Fong bleift eis Kritik jo déiselwecht.

Well firwat gëtt esou eng Aide au logement vun dëser Regierung gemaach? Mä ganz einfach, well d'Logementspolitik vun dëser Regierung en Echec ass an en Echec wäert bleiwen. An d'Konsultatiounsdebatt, déi am Februar wäert stattfannen, déi héchstwahrscheinlech wäert interessant sinn, wäert, mengen ech, e bëssen ze spéit kommen. Well ech erënneren drun, datt déi heite Regierung - wéini war dat? -, ech mengen, 2013 gewielt ginn ass. 2013 ass déi heite Regierung gewielt ginn.

D'DP, déi de Logementsressort hat, huet de Logementsressort deementspriechend ganz seriö geholl an och riicht duerch besat. Et ass immens vill geschitt an deem Ressort. Duerno huet missen e Wiessel geschéien. Et ass e bësse méi geschitt, muss ee soen, mä et ass net dat Richtegt geschitt, well dee richtege Problem ass weiderhin deen - dat gouf scho gesot, mä mir soen dat mat Nodrock als déi Lénk zënter Joren -, datt aneschters wéi d'ADR et sot, et net ass, datt de private Marché muss méi agebonne ginn - deen ass scho genuch agebonnen, dee mécht hei d'Gesetzer quasi um Logement -, mä datt déi ëffentlech Hand elo muss radicalement intervenéieren.

Well mir si mat enger Urgence hei konfrontéiert um Logement. An do kann een net just e bëssen hei flécken an e bëssen do flécken. An déi heiten Aide locative, egal wéi gutt se verbessert gëtt, dat ass schlussendlech eng indirekt - dat kann ee soen - Beförderung awer erëm eng Kéier vun de Proprietairen, well et ass nach ëmmer net kloer, datt d'Proprietairen herno op Dauer erëm dovunner wäerte profitéieren an hir Loyere wäerten deementspriechend erhéijen, wat och d'Chambre des Salariés an hirem Avis seet. An där modifizéierter Versioun vum Gesetz misst jo och wéinstens e Mechanismus virgesi ginn, fir datt bei enger Augmentatioun vum Loyer, déi a Verbindung wier mat der Aide locative, datt do e Mechanismus misst agefouert ginn, datt wéinstens och schonn d'Locatairë missten informéiert ginn, wat se kéinten ënnerhuele bei de Logementskommissiounen um Gemengenniveau, déi meeschtens och net esou richteg funktionéieren.

Et sinn nach ëmmer eng Partie Saachen, déi mir kritiséieren. Elo ass dat reforméiert ginn, datt een net méi muss beweisen, datt een iwwer sechs Méint en Aarbechtsvertrag huet, mä nach just dräi Méint. Et stellt sech d'Fro: Firwat iwwerhaapt? Souwisou, wann een e Bail huet - well an anere Länner brauch een dat net -, huet ee scho bewisen, datt een eben eng Wunneng huet.

Dat ass erëm eng Hürd. Déi kéint een ofschafen. An och de Loyer de référence. Deen ass natierlech onméiglech. Mir hunn eng Moyenne vu Loyeren an der Stad fir en Appartement, déi iwwer 1.700 Euro ass, am Osten iwwer 1.100 Euro. Dat sinn ëmmerhi gutt 600 Euro Ënnerscheed. Dat heescht, datt een an der Stad nach méi Schwieregkeete kann hu wéi am Osten, well mer wëssen, datt u sech d'Präisser staark variéiere vu Géigend zu Géigend, also dovunner ofgesinn, datt se iwwerall eendeiteg vill ze vill héich sinn.

A weiderhin ass och de Plafonnement vun den Aidë relativ niddreg. An e misst och adaptéiert ginn, wéinstens un d'Deierecht. Mä mir hate schonn ëmmer e Problem, well mer gesot hunn, schlussendlech, et ass jo einfach als Stat dohinnerzegoen, fir ze soen: „Boff, als Regierung wäerte mer jo näischt géint d'Spekulatioun maachen. Mir wäerten näischt maachen, fir d'Präisser vum Buedem ze bremsen, fir d'Präisser vun de Loyeren ze bremsen, mä mir wäerte mat Steiergelder eben erëm eng Kéier indirekt d'Proprietairë finanzéieren."

Mir niéieren net, vu datt d'Situatioun esou katastrophal ass, datt et wahrscheinlech wäert kuerzfristeg e puer Leit e bëssen hëllefen, mä op Dauer wäert dat net vill gräifen.

Déi nächst Regierung - well ech maache mer keng Illusioune méi an dëser Regierung -, ech weess net, wéi déi nächst Regierung wäert ausgesinn, mä déi nächst Regierung wäert musse massiv ëffentlech investéieren, selwer bauen, de private Marché briechen - dat muss ee soe ganz einfach - vun de grousse Promoteuren, vun de grousse Spekulanten. Dat ass dee Wee, deen ee muss goen. An ech mengen, déi Konsultatiounsdebatt kënnt e bëssen ze spéit.

A wann ech och nach kucken, elo grad krute mer och an der Stad - ëmmerhin ee Fënneftel vun de Leit liewen an der Haaptstad - endlech d'Déclaration échevinale presentéiert dëse Méinden. Do ass deelweis och déiselwecht Partei dra wéi an der Regierung. An do gesinn ech: Do wäert sech och net vill bewegen. Et deet mer wierklech leed: Ech hunn heiansdo den Androck, datt gewësse Milieue sech hei zu Lëtzebuerg domadder satisfaiséieren, datt u sech immens vill Leit d'Land musse verloossen, fir am Ausland kënnen ze liewen, an datt u sech nëmmen déi Leit kënnen hei zu Lëtzebuerg liewen, déi et sech nach leeschte kënnen.

Ech soen Iech Merci. Mir wäerten eis enthalen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Wagner. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Da géif ech elo direkt der Regierung, vertrueden hei duerch de Logementsminister Marc Hansen, d'Wuert ginn, fir Stellung ze huelen zu de verschiddene Punkten. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Madamm Presidentin, léif Membere vun der Chamber, ech wëll elo net ze vill an all Detail op déi verschidde Punkten agoen, déi ernimmt gi sinn op dëser Plaz, well mer jo déi grouss Debatt hunn, an Dir sidd jo och an der Logementskommissioun amgaang, déi intensiv ze preparéieren.

Ech géif awer vläicht e puer Saachen eng Kéier kuerz an dat richtegt Liicht setzen, well déi hei ernimmt gi sinn an awer net onwichteg sinn. Et ass jo gesot ginn, dass déi ëffentlech Akteuren net genuch Mietwunnenge géife bauen. Ech soen dat aus Aktualitéitsgrënn, well mer de Moien am Regierungsrot déi lescht Aktualisatioun vun eisem Programm vun de Constructions d'ensembles gemaach hunn. Do sinn erëm 18 nei Projeten dropgesat ginn. Déi 18 nei Projeten, dat sinn da ronn 150 Unitéiten. Do si 60 Unitéite ronn fir d'Vente an 90 Unitéite fir d'Locatioun.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la Présidence.)

Op deenen Aktualisatioune vum deem Programm vun de Constructions d'ensembles, där gouf et der puer... Zanter Oktober 2014 sinn 362 nei Projeten drop. Dat si ronn 4.300 Wunnengen: 1.660 fir d'Vente a ronn 2.600 fir d'Locatioun. Dat heescht, dat, wat ëmmer gesot ginn ass, dass dat just fir d'Vente wär, dat ass amgaang ze dréien. An Dir mierkt et jo un deem dote Prozentsaz: Mir sinn amgaang, an déi Richtung ze kommen. Natierlech kritt een dat och net vun engem Dag op deen anere geännert, mä dee Prozentsaz vun de Locatiounswunnengen ass, esou wéi et och am Regierungsaccord steet, amgaang gedréit ze ginn, fir an déi aner Richtung ze goen.

Wichteg an deem dote Kontext ass awer och d'Zuel vun de Gemengen, well dat och kuerz ernimmt ginn ass, déi awer och amgaang sinn, sech ëmmer méi hirer Responsabilitéit bewosst ze ginn. Vun deenen neie Projete vun de Moie kommen der ronn 55% aus Gemengenhand. Iwwert dee ganze Kontext vun deenen Aktualisatioune leie mer och bei deene 55%, wat vu Gemengen ass. Mä do ass awer - an ech mengen, dat ass jo och ee vun de Constaten aus Ären Aarbechten aus der Logementskommissioun - do ass eben nach Loft no uewen, soudass een doriwwer natierlech soll schwätzen.

Ee Wuert dann och iwwert d'Beschleunegung vum Pacte Logement an der Refonte dovunner. Natierlech wäerte mer elo erëm eng Kéier op de Gas trëppelen, mä, Här Kox, Dir wësst dat selwer: Et ware Gemengewahlen am Oktober. An do virdru war et deen een oder anere Mount net méiglech, fir doriwwer ze schwätzen.

Mir waarden. Well mer dat am participativen Effort maachen, maache mer dat jo och mam Syvicol zesummen. De Syvicol ass jo och amgaang, sech nei ze constituéieren. A wann dat dann alles erëm opgestallt ass, wéi dat sech gehéiert an alle Gemengen, gi mer natierlech och weider, fir dorunner ze schaffen. Mä ech mengen, déi Aarbechte waren awer konstruktiv, an da soll een, wann déi alleguerten erëm constituéiert sinn an de Gemengen an am interkommunale Kontext, erëm virufueren.

Ech wëll och dem Rapporteur Max Hahn Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an déi Aarbecht an der Kommissioun. Ech wëll och Merci soe fir dee grousse Support hei an der Chamber. Déi éischte Kéier bei deem heite Vott, du gouf et, mengen ech, déiselwecht breet Zoustëmmung.

An da wëll ech awer och e Punkt soen: Wa mer jo alleguerten - an dat ass awer och, mengen ech, wichteg an deenen heiten Zäiten - awer mierken, dass bei engem Gesetz, wat mer alleguerte gestëmmt hunn, entre-temps e puer Punkten net gräifen, dann ass et, mengen ech, och der Politik net onwichteg an et steet der Politik och gutt zu Gesiicht, dass een dann zesummen higeet, dat ajustéiert an et esou mécht, dass et da kann esou vill wéi méiglech gräifen.

Well firwat ass déi heiten Aide iwwerhaapt agefouert ginn? Et ass jo schonn e laange Prozess. Déi ass jo agefouert ginn, well et e grousse Retard gëtt an deene Locativwunnengen, fir eben am soziale Beräich kënnen der unzebidden a fir deem Retard entgéintzewierken. Wärenddeem déi nei Wunnenge gebaut ginn, geet et jo drëm, fir déi, déi um private Marché lounen, doranner ze ënnerstëtzen.

Eppes awer och vläicht, wat och zum Schluss gesot ginn ass, wat d'Locatiounspräisser ugeet. Ech géif Iech alleguerten eng Kéier uroden, dee leschten „Fokus" vun dem Observatoire de l'habitat ze liese mat de Loyerspräisser an de Moyennespräisser. Dat sinn awer anerer wéi déi, déi elo grad hei op der Tribün genannt gi sinn. Deen „Fokus" vun dem Observatoire koum eigentlech am Juli eraus.

Do läit de Moyennespräis fir e Moyennesappartement am Land bei ronn 960 Euro, queesch duerch d'Land gekuckt. Dat sinn awer natierlech Moyennen. Am Zentrum ass dat 1.100 Euro oder 1.150, mengen ech. Ech weess se elo net auswenneg. An an anere Beräicher vum Land läit dës an anere Paragen. Natierlech gëtt et extrem Positiounen, wéi déi, déi elo vläicht hei ernimmt gi sinn. Mä dat dote sinn déi Zuelen, déi mer awer vun deenen Akteure presentéiert kréien.

Mir hunn d'Efforten, déi op där Subvention loyer leien, elo hei an d'Luucht gesat. Mir hu vill Konditiounen ofgeschaaft, déi et vläicht komplizéiert gemaach hunn, déi mer och zesummen esou beschloss haten. An ech mengen, wann een dat jo mierkt, da solle mer och responsabel sinn, fir dat ze ajustéieren, wat mer jo dann och haut maachen.

Ech soe Merci fir de Support a si frou, dass mer dat heite kënnen adoptéieren an et dann och an der Praxis kënnen ëmsetzen an dann natierlech och nach eng Kéier en Effort maachen - d'Madamm Andrich hat dat och hei gesot - an dem Informatiounsberäich. Mir haten déi leschte Kéier och Formatioune gemaach fir déi Leit aus den Office-sociallen. Do sinn der och vill komm aus de Gemengen oder aus deene Reseauen, déi do aktiv sinn.

Ech hu selwer, an ech wäert dat och elo erëm maachen, den Tour an de Gemenge gemaach. Ech hunn och de Gemengeresponsabelen do d'Missioun, wann ech iwwerhaapt eng Missioun ze erdeelen hunn, mat op de Wee ginn, dass si an hire Gemenge solle mat hire responsabele Leit doriwwer schwätzen, fir dat kënnen un déi concernéiert Leit weiderzeginn. Well et geet net nëmmen duer - dat muss een och maachen -, fir breet Masseninformatiounen hei fléissen ze loossen, mä et muss een och cibléiert kënnen un déi Leit erukommen, well déi vläicht net ëmmer esou accessibel sinn, fir déi doten Informatiounen ze hunn, aner Suergen nach am Kapp hunn. An dat ass eppes, wat mer deemools scho gefleegt hunn, wou mer elo nach méi en Effort wäerte maachen. Et war an der Kommissioun diskutéiert ginn.

An dann awer och Merci fir déi Efforten an der Kommissioun, well mir haten de Bilan gemaach an de Constat gemaach, dass et der net vill waren, an dunn hat ech e puer Propositiounen op den Dësch geluecht. Dat waren eben déi, vun den 33% op déi 25% ze fueren, an anerer. Déi sinn och praktesch am Konsens do mat de Propose vun deene verschiddene Memberen aus der Kommissioun dunn ëmgesat ginn. An ech mengen, et ass jo awer och esou, wéi an deem dote Beräich d'Politik sollt a ka fonctionnéieren. Mir hoffen, dass elo vill Leit kënnen dovunner profitéieren, fir hinnen am Alldag ze hëllefe bei deem schwierege Problem, wat de Logement nun eemol ass a wäert bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. A mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7186 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7186 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass…

Une voix.- Et geet net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also, ech hu 60 Ofstëmmungen. Da misst alles geklappt hunn.

58-mol Jo, 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Orientéierungsdebatt iwwert de Finanzement vun deene groussen Infrastrukturprojeten. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

8. 7187 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei der Orientéierungsdebatt vun haut geet et ëm net manner wéi 27 grouss Infrastrukturprojeten, déi d'Regierung mëttel- a laangfristeg wëllt realiséieren. Dir verstitt, datt ech net op all Projet am Detail kann agoen.

Fir datt dës Projeten effektiv kënnen ëmgesat ginn, muss d'Chamber fir d'Éischt hiren Accord de principe dozou ginn. Dat bedeit, datt déi néideg Etüden a Plang fir all eenzelne Projet eréischt däerfe realiséiert ginn, wann d'Chamber der Regierung den Optrag dofir gëtt. An et ass dat, wat mir haut wëlle maachen.

Eng kuerz Erklärung nach zu der Prozedur: Dir wësst, dës Prozedur ass 2005 agefouert ginn a bezitt sech op sämtlech grouss Infrastrukturprojeten, déi viraussiichtlech méi wéi 10 Millioune wäerte kaschten. Derbäi kënnt, datt fir all Projet, deen iwwer 40 Millioune wäert leien, e speziellt Finanzéierungsgesetz muss ausgeschafft ginn.

D'Zil vun dëser Prozedur besteet doran, d'Chamber vun Ufank un an d'Planung vun de Projeten anzebezéien an och fir méi Transparenz ze schafen, wat hire Finanzement ubelaangt. Aus deemselwechte Grond muss den Nohaltegkeetsminister d'Budgetskontrollkommissioun och regelméisseg iwwert déi finanziell Entwécklung vun all Projet an d'Bild setzen. Souvill zu der Prozedur.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Zuel vun de Projeten, déi haut diskutéiert ginn, ass, wéi gesot, net kleng, et sinn der 27: 6 dovu gehéieren an de Beräich vun den Eisebunnsinfrastrukturen, 7 an de Beräich vun de Ponts et chaussées a 14 falen der ënnert d'Verantwortung vun der Administration des bâtiments publics.

Ech fänken u mat de Projete vun den CFL, déi iwwert de Fonds du rail finanzéiert solle ginn.

Beim éischten handelt et sech ëm de Bau vun engem Park & Ride-Gebai mat 400 bis 500 Emplacementer um Arrêt Bascharage-Suessem, wou momentan just 100 Parkplaze bestinn. Dëst Parkhaus soll an de Joren 2021-2022 realiséiert ginn a beleeft sech viraussiichtlech op e Käschtepunkt vu 15 Milliounen Euro.

En zweete Park & Ride mat op d'mannst 350 Emplacementer soll an de Joren 2021-2022 op der Gare vun Ëlwen am Norden entstoen, dëst fir e Käschtepunkt vun ongeféier 12,5 Milliounen Euro.

Dann zum drëtte Projet. Dee besteet aus der Suppressioun vum Passage à niveau 81b zu Capellen, dem Bau vun engem Parking mat 70 Stellplazen an dem Neibau vun der Haltestell op deemselwechte Site. An deem Kontext gëtt och d'Haltestell verlängert, fir genuch Plaz fir all Zuchkompositioun ze schafen. Donieft wäert de Site och behënnertegerecht a vëlosfrëndlech amenagéiert ginn, dat Ganzt mat engem Käschtepunkt vun ongeféier 17,2 Milliounen Euro.

Eng weider Haltestell, déi moderniséiert a behënnertegerecht amenagéiert gëtt, ass déi vu Walfer. D'Aarbechte sollen tëschent 2020 an 2022 stattfannen a kaschte viraussiichtlech 11,9 Milliounen Euro.

Dann nach dee fënnefte Projet, deen ass zu Bierchem ugeduecht , do soll d'Gare op der Beetebuerger Streck an de Joren 2020-2022 moderniséiert ginn. Hei ass villes geplangt. Dat aalt Gebai soll ofgerappt ginn, well et sech vum technesche Standpunkt hier net gutt renovéiere léisst. Amplaz kommen dofir awer geheizt Raim fir d'Clientë vun der Bunn.

Donieft enthält de Projet och eng behënnertegerecht Upassung vun allen Infrastrukturen, de Bau vun enger neier Ënnerféierung, d'Verlängerung vun de Quaien, fir datt och hei all Zuchkompositioun um Quai kann halen, eng mBox fir Vëloen, en neien Informatiounssystem fir d'Clienten an eng Erneierung vun den elektreschen Traktiounen. De Käschtepunkt läit bei dësem Projet bei ongeféier 11,7 Milliounen.

Dee sechsten a leschten Eisebunnsprojet ass technescher Natur a bezitt sech op d'Erneierung an dräi Phase vun de Sécherheetsinstallatiounen op der Nordstreck, dat heescht op der Eisebunnslinn tëschent der Stad Lëtzebuerg an Ëlwen. Dëst fir e Käschtepunkt vun ongeféier 36,7 Milliounen Euro.

Ech kéim da bei d'Ponts et chaussées, wou d'Projeten iwwert de Fonds des routes financéiert ginn a virun allem geduecht sinn, dat wëll ech betounen, fir méi Parkraum a méi Plaz fir de Bus a fir de Vëlo ze schafen.

Deen éischte besteet aus dem Bau vun engem Park & Ride zu Mesenich bei Waasserbëlleg, direkt op der däitscher Grenz, wou momentan 261 Stellplazen installéiert sinn. Dëse Projet verleeft an zwou Phasen. Déi éischt besteet aus dem Bau vun zousätzleche 737 Parkplazen ënner fräiem Himmel, déi zweet Phas aus dem Bau vun engem Parkhaus mat ganzer 990 Stellplazen, soudatt de Berechnungen no insgesamt 1.727 (veuillez lire: 1.727 zousätzlech) Parkplaze fir d'Grenzgänger direkt bei der Grenz zur Verfügung wäerte stoen.

Parallell dozou si Busnavetten an enger héijer Frequenz virgesinn, fir d'Pendler direkt op dëser Plaz opzefänken an da mat der Navette an d'Stad ze bréngen oder an d'Regioune ronderëm. E Virschlag, deen an der Chamberskommissioun op oppen Ouere gestouss ass, war deen, Parkhaiser wéi dat hei, mä och grouss Parkplazen ënner fräiem Himmel an Zukunft mat Fotovoltaikanlagen auszerüsten. Déi Propos ass vum Minister positiv opgeholl ginn. An och déi Etüde wäerten ulafen, wann Dir d'accord sidd.

Den zweete Projet vu Ponts et chaussées ass am Uelzechtdall virgesinn a bezitt sech op de Reamenagement vun der N7 tëschent Miersch a Walfer. Dat ass eng gréisser Streck. Hei ass geplangt, de Stroosseraum zugonschte vun de Vëlosfuerer, de Foussgänger a vum Bustransport ëmzebauen an eng ganz Rei Moossnamen ze realiséieren, fir d'Vitesse op där Streck erofzesetzen an de Stroosseraum méi gréng ze gestalten.

Dëse Projet ass zesumme mat de betraffene Gemengen ausgeschafft ginn an en ass am Kontext vun der allgemenger Verkéiersberouegung vun de Statsstroossen an den Uertschaften ze gesinn, esou wéi dat och a verschiddene Gemenge vum Süde scho realiséiert gëtt.

En drëtte grousse Projet zugonschte vu méi enger nohalteger Mobilitéit ass den Amenagement vun enger sougenannter „Vëlo-Expresslinn" laanscht d'Escher Autobunn, d'A4, tëscht dem Echangeur Esch-Lankelz an dem Echangeur Leideleng-Nord. Dës Vëlosstrooss souzesoen, déi éischt am Land, soll begréngt ginn. Si soll komplett getrennt vun der Autobunn verlafen a mam Pôle d'échange Cloche d'Or respektiv mam Contournement vun Zéisseng a mat der Porte de Hollerich verbonne ginn, soudatt een dee Moment roueg a securiséiert vun Esch bis an d'Stad mam Vëlo ka fueren.

Parallell dozou wäert op der Autobunn eng getrennt Spur fir de Bus entstoen. Dës sougenannt „voie bus à confort élevé" ass grad wéi d'Vëloslinn e wichtegt Element vum sougenannte Plan national pour un développement durable, deen op d'Reduktioun vun CO_2-Emissioune setzt an de Vëlos- a Bustrafic als wichtegt Element vun engem ëmweltfrëndleche Mobilitéitskonzept ugesäit.

Ëm ëmweltfrëndlech Mobilitéit geet et och beim Projet vum „Bus à haut niveau de service", dem BHNS, deen transversal duerch de Süde vum Land soll verlafen, dëst tëschent Diddeleng a Péiteng.

D'Ponts et chaussées, den MDDI, d'Gemengen Esch, Suessem a Schëffleng, de Syndicat TICE an d'Cellule modèle de transport, d'CMT, koumen hei zur Konklusioun, datt esou e Bus déi bescht Léisung wier, fir d'Mobilitéit an der Südregioun méi effikass a méi nohalteg auszeriichten. An deem Sënn ass de BHNS mat enger Capacitéit vu bis zu 30.000 Passagéier am Dag als wichteg Ergänzung zu den TICE-Busser an zum Zuch am Süden unzegesinn an net als hire Konkurrent.

Beim fënnefte Projet geet et dann ëm eng nei Verbindungsstrooss, déi tëschent dem Pont Buchler bei der Stater Gare an Hollerech soll entstoen. Dëse Projet gëtt an enker Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg an der Association Wurth-Landewyck, déi un der Ausaarbechtung vun dësem Projet bedeelegt sinn, ausgeschafft.

Konkret geet et ëm de Bau vun engem neien Tracé, deen duerch Hollerech féiert an op der Escher Strooss an der Géigend vum aktuelle Gebai vun der Sécurité sociale soll erauskommen. Dës Verbindung steet och am Kader vun der Urbaniséierung vun deem Quartier. Si schaaft awer och Plaz fir d'Assise vum Tram, deen op dëser Streck a Richtung Hollerecher Gare wäert fueren. An donieft schaaft se och eng Verbindung zu der A4 a Richtung Esch.

De sechste Projet, dat ass eng weider Stéchstrooss, déi an der Géigend vu Sandweiler an Hamm virgesinn ass, fir de Camionstrafic um Rond-point Irgäertchen ze reduzéieren. Dëse Projet gesäit eng nei Verbindung zu den Aktivitéitszone vu Sandweiler, Hesper a Conter vir a soll et erlaben, de Giddertransport vum normalen Trafic ze trennen.

Dëse Projet steet an enkem Zesummenhang mam siwenten, an zwar mam Reamenagement vum Rond-point Irgäertchen, deen nodréiglech an d'Lëscht vun de groussen Infrastrukturprojeten opgeholl ginn ass, well et sech erausgestallt huet, datt en eppes iwwer 10 Millioune wäert kaschten, dëst aus technesche Grënn.

Den drëtten a leschte Volet, op deen ech ze schwätze kommen, bezitt sech op déi ëffentlech Gebaier, ugefaange mat siwe Projeten, déi iwwert de Fonds d'investissements publics administratifs finanzéiert ginn.

Deen éischte besteet aus dem Neibau vum Bâtiment Robert Schuman um Kierchbierg, wat Ufank de 70er Jore gebaut ginn ass an den haitegen Ufuerderungen a villen Hisiichten net méi gerecht gëtt. Ech muss do net an d'Detailer goen. Dir wësst, datt Gebaier aus de 70er Jore renovéierungsbedürfteg sinn, wa se iwwerhaapt nach kënnen erhale ginn. Hei ass dat wahrscheinlech net de Fall.

An deem Gebai sinn d'Iwwersetzungsservicer an d'Imprimerie vun den europäeschen Institutiounen ënnerbruecht. Am Kontext vum Reamenagement vun der Place Robert Schuman soll dëst Gebai mat Liewe gefëllt ginn, an zwar doduerch, datt Raum geschafe gëtt fir Wunnengen, kleng Geschäfter, Services de proximité a liberal Beruffer. Ugeduecht ass och, datt en Dokumentatiounszentrum iwwert déi europäesch Institutiounen an där Infrastruktur soll entstoen. Wéi gesot, eng Infrastruktur, déi wahrscheinlech wäert ganz nei gebaut ginn, wat deem Ganzen och eng historesch a kulturell Plus-value wäert ginn.

Direkt niewendru läit bekanntlech d'Philharmonie. Och an deem Gebai gëtt geschafft. Et geet drëms, de Foyer ze vergréisseren an déi néideg Plaz ze schafe fir eng professionell Restauratioun mat enger moderner Kantin fir d'Kënschtler, mä och mat engem zäitgemëissen a méi groussen Empfangsraum fir de grand Public.

Den drëtte Projet bezitt sech dann op de Prisong vu Schraasseg, dee renovéiert soll ginn. Dëse Projet gehéiert an de Kontext vun der Réforme pénitentiaire, déi ënner anerem derzou féiert, datt d'Prevenuen am Joer 2022 zu Suessem am Prisong vum Uerschterhaff wäerten ënnerbruecht ginn. Domat wäert Plaz am Prisong vu Schraasseg fräi gi fir de Bau vun enger zäitgemëisser Kichen, vu Besuchsraim, enger geriatrescher Unitéit, wou ee muss wëssen, datt déi eeler Prisongspopulatioun aner Bedürfnisser huet, zum Deel och krank ass an dofir besser getrennt vun deenen anere Prisonéier ënnerbruecht ass. An donieft soll hei och en neie Sécherheetstrakt entstoen.

De véierte Projet um Niveau vun den ëffentleche Gebaier besteet aus der Konstruktioun vun engem gemeinsamen Zentrum fir d'Rettungsdéngschter a fir d'Police zu Esch mat Parking a gemeinsame Raimlechkeeten. Dëse Projet soll et erlaben, Synergien tëschent de Rettungsdéngschter an der Police ze schafen. De Site stéisst un de Parking vun engem bekannte Supermarché zu Esch/Lalleng - Dir wësst, wien ech mengen - am Boulevard Aloyse Meyer a verleeft a Richtung Schëffleng.

Ëm d'Police geet et och beim nächste Projet, an zwar méi speziell ëm d'Policeschoul, déi um fréiere Site vun der Ediff zu Monnerech soll ënnerbruecht ginn. Fir d'Demandeurs de protection internationale, déi momentan an dësem Gebai installéiert sinn, entsteet eng nei Struktur zu Esch am Quartier Neiduerf, soudatt de Site vu Monnerech wäert fräi ginn.

Mam sechste Projet komme mer an d'Chamber, wou mer eis hei befannen. Si ass op dräi Gebaier verdeelt, dat wësst Der och: de sougenannten Hôtel de la Chambre, d'Maison Prinz/Richard an d'Maison Wiltheim. Hei ass virgesinn, déi dräi Gebaier un déi bestoend Sécherheetsnormen unzepassen.

(Interruption)

An dann nach de siwente Projet...

An den Teppech kéint een och eng Kéier analyséieren an deem Kontext. Ganz gutt!

Une voix.- Erausrappen!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Verbrennen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Erausrappen. Oder verbrennen, seet den Här Angel. Dat musst Der...

Une voix.- Ooh!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Dat huet de Minister héieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir missten e schéine Wues heibannen hunn.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- D'accord.

De siwente Projet, deen an der Kommissioun net op grouss Begeeschterung gestouss ass, bezitt sech op d'Propos vum Regierungsrot,

den État-major vun der Arméi um Rez-de-chaussée vum Bâtiment Staint Louis an der Escher Strooss ënnerzebréngen.

(Interruption)

Ech maachen eng kleng Paus, bis den Här Gibéryen erëm nolauschtert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, et ass ganz interessant.

Une voix.- Deen Teppech...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Ech mierken. Mir schwätze vum État-major. Ech mengen, dat interesséiert lech.

M. André Bauler *(DP).*- Loosst lech net stéieren, Madamm Lorsché!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Et ass d'Gebai, an deem och de SREL an den HCPN, den Haut-Commissariat à la protection nationale, schonn haut hire Sëtz hunn. Wéinst där ganz zentraler Lag an de Schwieregkeeten, déi beim Ofséchere vum Site entstoe kéinten, ware mer an der Kommissioun der Meenung, datt dëst Gebai sech net besonnesch gutt fir deen Zweck eegent. Aus deem Grond hu mir dem Nohaltegkeetsminister proposéiert, datt d'Regierung no Alternative soll sichen, vu datt den État-major d'Rue Goethe Enn 2018 muss verloossen an en neie Site muss kréien.

Fir ofzeschléisse kommen ech zu de Projeten, déi iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires finanzéiert solle ginn a sech, wéi den Numm et seet, op Schoulgebaier bezéien.

Deen éischte Projet besteet aus der Renovatioun an aus der Sanéierung vun der École de Commerce et de Gestion um Campus Geesseknäppchen. Dëse Projet soll realiséiert ginn, soubal wéi d'Renovatioun vum Lycée Michel Rodange ofgeschloss ass. D'lescht Woch hu mer vun där Renovatioun geschwat. Dat erlaabt, datt och déi Schüler an der provisorescher Struktur um Campus Geesseknäppchen kënnen ënnerbruecht ginn.

Well d'Schülerzuel um gesamte Campus massiv geklommen ass an d'Densitéit vun de Gebaier op deem Site extrem héich ass, ass och geplangt, de ganze Campus nei ze organiséieren a puncto Mobilitéit a Convivialitéit. Donieft mussen och déi ënnerierdesch Reseauen erneiert ginn, well se ufänke vetuste ze ginn a Fuitten opweisen. Dat gëtt e gréissere Chantier.

E Gebai, wat ausgebaut muss ginn, fir der wuessender Schülerzuel an der wuessender Zuel vu Formatioune gerecht ze ginn, ass de Lycée vu Clierf. Momentan huet dee Lycée 800 Schüler. Hei soll Plaz geschafe gi fir zousätzlech 780 Schüler, soudatt duerno am Ganzen iwwer 1.500 Schüler dee Lycée kënne besichen.

Dee véierte Projet betrëfft de Lycée Michel Lucius, dee momentan um Lampertsbierg installéiert ass an op de Kierchbierg soll deplacéiert ginn. Dat heescht, datt an der Géigend vum Kuelebierg, no beim Boulevard Pierre Frieden, en neit Gebai fir dëse Lycée soll gebaut ginn, dëst mat enger Capacitéit vun 1.800 Schüler fir den Enseignement secondaire a vu 400 Schüler fir d'Grondschoul. Ënner anerem sollen och Sportinfrastrukturen an eng Schwämm op deem Site gebaut ginn, wärend de Quartier Lampertsbierg dann zum Deel vum Schülertransport ka befreit ginn.

Ëm eng Mise en conformité an eng energeetesch Sanéierung geet et beim historesch ganz wäertvolle Gebai vum Lycée technique des Arts et Métiers um Lampertsbierg, wat den haitegen Normen a puncto Energie, Sécherheet an Accessibilitéit och net méi gerecht gëtt.

Net anescht ass et beim Jongelycée zu Esch, wou sech och eng Mise en conformité an eng energeetesch Sanéierung opdrängen.

Beim siwente Projet a leschte Schoulgebai handelt et sech ëm de Bau vun engem neie Lycée technique du Centre, dee momentan um Lampertsbierg installéiert ass. Dat neit Gebai ass fir 2.500 Schüler geduecht, mat zousätzlech engem Zentrum fir Beruffsvirausbildung fir 70 Schüler an enger Sportinfrastruktur mat Schwämm. Dëst Gebai soll tëschent dem Ban de Gasperich an dem Quartier Houwald gebaut ginn a Proximitéit zum Pôle d'échange Houwald, woumat eng gutt Ubannung un den ëffentlechen Transport assuréiert ka ginn, wärend de Lampertsbierg och da vun dësem Schülertransport befreit ka ginn.

Souvill zu de 27 Projeten, déi vill méi detailléiert an der Kommissioun virgestallt gi sinn an den Aval vun der Kommissioun kritt hunn, wéi ech mäi Rapport virgeluecht hunn, sous réserve natierlech, datt fir den zukünftege Site vum État-major vun der Arméi eng alternativ Léisung proposéiert gëtt.

An deem Sënn iwwerreechen ech, Här President, eng deementspriechend Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

vu d'une part

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

vu d'autre part

- l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «grands projets d'infrastructure Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée lors des séances du 28 septembre 2017, du 6 octobre 2017 et du 16 novembre 2017 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de l'Administration des ponts et chaussées et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2018 afin de garantir les objectifs suivants:

1. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs

- bâtiment Robert Schuman à Luxembourg-Kirchberg

- extension du foyer et de l'accueil de la Philharmonie à Luxembourg-Kirchberg

- rénovation et assainissement du Centre pénitentiaire Schrassig

- construction d'un centre opérationnel et administratif des Services de l'incendie et de secours et de la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette

- École de police à Mondercange

- sécurisation de la Chambre des Députés

- bâtiment Saint Louis sis route d'Esch à Luxembourg - mesures de sécurisation du site, sous réserve qu'un site alternatif pour l'état-major de l'armée sera étudié de surcroît

2. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires

- réaménagement du Campus Geesseknäppchen à Luxembourg

- Lycée technique École de Commerce et de Gestion - assainissement

- Lycée Clervaux - extension

- Lycée au Plateau de Kirchberg

- Lycée technique des Arts et Métiers - mise en conformité et assainissement

- Lycée de Garçons Esch-sur-Alzette - mise en conformité et assainissement

- Lycée à Howald

3. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

- point d'arrêt de Bascharage-Sanem - aménagement d'un bâtiment P&R

- gare de Troisvierges - aménagement d'un bâtiment P&R

- point d'arrêt Capellen - suppression du passage à niveau 81b et reconstruction de l'arrêt

- point d'arrêt Walferdange - mise en conformité des infrastructures d'accueil des voyageurs

- gare de Berchem - renouvellement des infrastructures

- ligne de Luxembourg à Troisvierges - renouvellement des installations de sécurité

4. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes

- P&R Mesenich frontière

- nouvel échangeur raccordant la «zone nationale d'activités logistiques Centre» à l'autoroute A1

- restructuration des infrastructures de transports pour le bus à haut niveau de service «BHNS - transversal région Sud»

- route de liaison entre Hollerich et pont Buchler

- réaménagement de la N7 dans la vallée de l'Alzette entre Mersch et Walferdange

- réaménagement multimodal de l'autoroute A4

- réaménagement rond-point Schaffner/échangeur Irrgarten

(s.) Josée Lorsché, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Aly Kaes, Roger Negri, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Si ass vu sämtleche Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten heibannen ënnerschriwwen, dat heescht vu sechs Deputéierten, a si fuerdert d'Regierung op, déi néideg Etüden ze lancéieren, fir datt d'Projete kënnen ëmgesat ginn.

Ech wéilt de Responsabele vun den CFL, de Ponts et chaussées an der Administration des bâtiments publics awer och e grousse Merci ausdrécken, well se eis wierklech ëmmer ganz detailléiert a kompetent Ried an Äntwert an der Kommissioun stinn an eis ëmmer mat hiren interessante Presentatiounen iwwerraschen.

Dann awer och e Merci un d'Madamm Rachel Moris, eis Sekretärin, déi nawell vill Aarbecht huet an ëmmer fläisseg zu Wierk geet.

Här President, net nëmmen als Rapportrice, mä och als Vertriederin vun der grénger Fraktioun sinn ech frou, datt mer an dësem Dossier un engem Strang zéien an datt mer haut zesummenhalen, well et geet drëms, eist Land um Niveau vu wichtegen Infrastrukturen nohalteg opzestellen a fit ze maache fir d'Zukunft. Dowéinst ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Et war eng laang Lëscht, mä Dir waart awer ganz opmierksam.

Merci.

Une voix.- Et war ganz gutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. An aus Richtung Norde kënnt deen éischte Riedner op eis zou, den Här Aly Kaes.

Plusieurs voix.- Aah!

Débat

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Madamm Lorsché e ganz grousse Merci fir hiren exzellenten an ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint elo soen, et wier alles gelaf wéi déi lescht Joren. Mä leider muss ech awer mat enger Kritik ufänken.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, dat ass eben esou. Mir sinn näämlech dëst Joer esou spéit u wéi nach ni virdrun zënter 2005 oder 2006 - et sief och -, wéi déi Prozedur agefouert ginn ass. Mir schreiwe bekanntlech de 6. Dezember.

Une voix.- Kleeserchersdag!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Am Fong war ugeduecht, dësen Debat am Laf vum Mount Oktober ze féieren, esou wéi et jo a sech och bal all Joer de Fall war, och wann et emol eng Kéier liicht méi spéit ginn ass. Et huet och a sech laang gedauert, muss ee ganz einfach soen, bis d'Kommissioun all d'Lëschte mat de Projete gesinn huet. Déi vu Ponts et chaussées hu mer eréischt Mëtt November kritt. Ech hunn dann awer och musse feststellen - dat war wéinstens e bëssen d'Meenung -, datt d'Dokumentatioun dach awer vläicht net esou detailléiert war wéi déi Jore virdrun.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Oh, Dir sidd streng!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Heimat maachen ech en dréngenden Opruff un den Här Minister, fir d'nächst Joer d'Saach dach awer erëm, jo, méi seriö ze huelen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Hie mécht dat!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat maachen ech ganz gär, wann d'Wieler och domat d'accord sinn.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Formidabel! Dës Prozedur ass 2005-2006 agefouert ginn, fir eng besser Finanzplanung ze erméiglechen a vu vireran voll Transparenz spillen ze loossen. Duerfir ass et net gutt, wann elo den Androck hannerlooss gëtt oder den Androck opkënnt, et wier just e lästegen Exercice, dee mer missten esou séier wéi méiglech hannerun eis bréngen. Mä, Här Minister, ech sinn iwwerzeegt, datt Dir eng ganz Rei Erklärungen heizou hutt, well a priori ass dat jo a sech en No-Go, datt mer einfach emol esou vill méi spéit sinn, ouni datt mer duerfir déi néideg Erklärunge kréien.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no dëser ganz eescht gemengter an och eescht ze huelender Kritik dann awer elo zum Inhalt vun der Saach. Bon, wéi ech et scho gesot hunn: D'Madamm Lorsché ass jo schonn op d'Projeten agaang, soudatt ech mer just nach vereenzelt Projeten erauspicken.

Ufänke wëll ech mam Prisong vu Schraasseg, vun deem mer alleguerte jo wëssen, datt d'Konditioune bei Wäitem net dat sinn, wat een optimal nennt. A wann deen neie Centre de détention um Uerschterhaff bis operationell ass, soll jo dann de Prisong vu Schrasseg ëmgebaut respektiv renovéiert ginn an esou amenagéiert ginn, datt och déi nei Prisongsreform, wa se dann eng Kéier a Kraaft ass, dora kann ëmgesat ginn.

Et gehéiert ganz einfach zu engem moderne Land, datt een och e moderne Strofvollzuch huet. An dat geet just mat enger gudder a moderner Infrastruktur. Och Leit, déi am Prisong sëtzen, Dir Dammen an Dir Hären, hunn e mënschewierdege Kader verdéngt. Dee musse mer hinnen als moderne Stat, wéi ech scho gesot hunn, bidden.

Et ginn hei och eng ganz Rei vu Fraen an dem Prisong beherbergt. An duerfir ass et ëmsou méi néideg, datt d'Konditiounen deementspriechend sinn. Et muss ee sech natierlech bewosst ginn, datt esou Aarbechten an engem Prisong aus Sécherheetsgrënn net einfach sinn a vill kaschten a sech och méi zäitopwänneg wäerte gestalten.

Dir Dammen an Dir Hären, als laangjärege fräiwëllege Pompjee begréissen ech natierlech och de Bau vun engem Interventiounszenter mat entspriechenden administrative Servicer fir d'Pompjeeën an d'Services de secours vun Esch. Am selwechte Gebai gi jo dann och d'Regionaldirektiouun vun der Escher Police an den Escher Kommissariat ënnerbruecht, wat a sech eng ganz Rei vu sënnvolle Synergië soll bréngen, esou zum Beispill bei der Kantin.

Selbstverständlech gesi mir als CSV-Fraktioun och d'Noutwendegkeet an d'Importenz vun der Policeschoul - d'Madamm Lorsché ass am Detail drop agaang - zu Monnerech, gradesou wéi dovun, datt dëst Gebai an déi zwee aner Gebaier, déi zur Chamber gehéieren, securiséiert ginn. Leider liewe mer an enger Zäit oder an Zäiten, wou mer eis musse viru verschiddenen oder diversen Attacke schützen.

Jo, dann erlaben ech mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och déi eng oder déi aner Remarque ze maachen iwwert de Bâtiment Saint Louis an der Escher Strooss hei an der Stad. Ech mengen, d'Madamm Lorsché ass och schonn dorop agaangen. Hei solle jo och eng ganz Rei vu Sécherheetsmoossnamen duerchgefouert ginn.

Et ass net ganz glécklech, datt den État-major vun der Arméi op esou enger iwwerlaaschter Verkéiersachs situéiert ass. An duerfir sinn ech, a bestëmmt och vill Responsabeler vun der Arméi, frou, datt mer an der Kommissioun, esou wéi et schonn erwäänt ginn ass, decidéiert hunn an och den Här Minister a sech suggeréiert huet, dach awer och iwwer Alternativen an dësem Beräich nozedenke respektiv Analysen ze maachen.

Här President, ausdrécklech begréisse mer och als CSV-Fraktioun d'Investissementer an d'Schoulgebaier, wéi zum Beispill fir dee ganze Campus Geesseknäppchen, deen erkläert ginn

ass, den ECG an esou weider. Erlaabt mer als Norddeputéierten, mech awer ganz besonnesch driwwer ze freeën, datt de Lycée zu Clierf, deen de Moment nach keng Kanner huet, well e jo nach net a Betrib ass, emol direkt ausgebaut gëtt. Hei beweise mer ganz kloer Wäitsiicht. An ech wëll duerfir och deene Responsabele felicitéieren, datt mer elo schonn, wéi gesot, dee Lycée op deen neie Stand brénge. Eppes wat iwwregens ursprünglech scho vu verschiddene Säite gefuerdert ginn ass.

Dann ass an de Projeten och ze liesen, datt engersäits de Lycée Michel Lucius soll op de Kierchbierg kommen an anerersäits de Lycée technique du Centre op den Houwald. Et ass gutt, datt mat dëse Mesuren de Lampertsbierg e bëssen entlaascht gëtt, well et e Quartier ass, deen deene ville Busser net esou richteg gewuess ass. A moies no hallwer aacht ass bekanntlech vill Stau an a ronderëm dësen dach flotte Wunnquartier.

Bon, da kéim ech zum Fonds du rail. Et ass ze begréissen, datt bei Zuchgaren eng ganz Rei Park & Ridë kommen: Bascharage-Suessem an Ëlwen. Doduerch ginn erëm, jo, méi Leit invitéiert, den Zuch ze huelen. Et ass net einfach fir vill Leit, well se ebe vun hiren Dierfer aus keng gutt Verbindung mam ëffentlechen Transport hunn. Mat dëse Park & Riden dierft dat eppes méi einfach ginn, fir dann den Auto ze huelen, op d'Gare ze fueren, den Auto do ze parken an dann den ëffentlechen Transport ze huelen, fir dohinner ze fueren, wou se wëllen hikommen.

Ech wëll awer nach eng Kéier op d'Komplementaritéit vun engem effikasse Ruffbussystem opmierksam maachen, wat jo eng laangjäreg - ech mengen, dat ass bekannt - Fuerderung vu mir ass. Wann dee System gutt organiséiert ass, géif et sécher dozou bäidroen, datt eng Rei Autoe kéinten doheem an der Garage bleiwen, wat och eng Entlaaschtung vun eise Strooss wier a wat en absolutt Emklammen op den ëffentlechen Transport wier. Bon, den Här Minister ka jo vläicht herno drop agoen, wat an där Hisiicht méi konkret geplangt ass.

Wichteg ass och nach d'Erneierung vun de Sécherheetsinstallatiounen, wéi et virdru gesot ginn ass, op der Linn Lëtzebuerg-Ëlwen. Dobäi geet et virun allem ëm dat Stéck Lëtzebuerg-Ettelbréck. A méi brauch ech u sech direkt zum Fonds du rail net ze soen.

Ech wëll awer ausdrécklech soen, datt ech et onglécklech fannen, datt d'Nordstreck nach wie vor als Stoussnéckel behandelt gëtt. Sou gesi mir dat douewen. Wa mer den ëffentlechen Transport och am Norde wëlle méi attraktiv maachen, da brauche mer méi Zweegleisegkeet op där Streck an en Hallefstonnentakt ouni - ech betounen „ouni"! - Verspéidungen.

Wann ech mech iwwer Park & Ridë bei den Zuchgarë gefreet hunn, sou ginn d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus dem Öste mer sécherlech recht, datt esou Park & Riden och op der Grenz zu Däitschland respektiv souguer um däitschen Territoire musse kommen, soudatt d'Leit dann op de Bus an op den Zuch kënnen ëmklammen. Dëst si wichteg Puzzlestécker vun enger Gesamtléisung vun eisen Transportproblemer.

Duerfir ënnerstëtze mer als CSV-Fraktioun och ausdrécklech den Ausbau vum Park & Ride op der Aire de Wasserbilleg op der A1. Bal 1.000 zousätzlech Parkplaze kënnen eng wichteg - ech betounen „eng wichteg" - Entlaaschtung vun der Tréierer Autobunn mat sech bréngen.

E leschte Projet aus der Lëscht, deen ech wëll erwänen, fir dann duerno awer direkt mat engem anere Punkt drun unzeknäppen, ass de Reamenagement vun der N7 am Uelzechtdall tëschent Walfer a Miersch. Dëse Reamenagement ass néideg, nodeems d'Autobunn A7 am September 2015 opgaangen ass. D'Zil vum Reamenagement ass d'Promotioun vum ëffentlechen Transport an der aktiver Mobilitéit, kombinéiert mat enger Revaloriséierung vun den ëffentleche Flächen an enger Steigerung vun der Liewensqualitéit vun den Awunner an deem Dall, dat op enger Längt vu ronn eelef Kilometer.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder ass et fir mech bei der N7 awer net gedoen, well fir d'Leit aus dem Norde gëtt et op der N7 ëmmer méi katastrophal, an et deet mer leed: Eng Sträif vu 50 cm op all Säit bäiflécken ass definitiv net d'Léisung a gëtt douewe ganz einfach als Gespills ugesinn! D'A7 hält zu Colmer bekanntlech op. Den Norde fänkt awer eréischt do un. An op deem Stéck tëschent Colmer-Bierg-Schieren an der belscher Grenz sinn eng Rei Ukënnegunge gemaach ginn. Dobäi ass et awer bis haut bliwwen a kee weess esou richteg, wou déi Projeten u sech dru sinn.

Duerfir hunn ech eng ganz Rei Froen un den Här Minister: Wéi gesäit et zum Beispill aus mat der Unterführung op der Closdelt? Ginn déi Contournementer vun Housen a vun Hengescht net am Timing wierklech virgezunn, well grad an dësen Uertschaften spëtzt sech de Verkéier ëmmer méi zou?

De Bypass um Rond-point Fridhaff misst scho laang gebaut sinn. Nach ëmmer gesäit een awer näischt dovun. Et ginn eng Rei Informatiounen, et wier elo esou wäit an esou weider. Mä an der Praxis, wann een all Dag moies dohinnerfiert, da stellt ee just fest, datt een am Stau steet.

Firwat gëtt d'Zone d'activité ZANO esou gebaut, datt en Ausbau vun der N7 op véier Spuren op dëser Plaz dann duerno iwwerhaapt net méi méiglech ass?

Op den Dräispurepassagë vun der N7 war vun Iech, Här Minister, eng Trennung tëschent zwou an enger Spur duerch eng Leitplank ugeduecht ginn. Gëtt dat tatsächlech realiséiert a wéini? Gëtt nach ëmmer un der Iddi festgehalen, laanscht déi ganz Streck vun der N7 eng Vëlospist ze bauen?

An dann hunn ech neierdéngs héieren, datt eis belsch Kolleege géife plangen, bis 2023 eng modern Strooss tëschent der Lécker Autobunn an der Grenz ze bauen. Här Minister, Dir hutt mir an der Kommissioun geäntwert, Dir hätt eng Entrevue mat de Kolleegen an der Belsch. Wësst Der mëttlerweil méi iwwert dës Aussoen? A wann, wéi soll déi Strooss dann ausgesinn? Wann dës Strooss Realitéit gëtt, bréngt dat onweigerlech nach méi Verkéier op d'N7. Kënnt et dann doropshin och zu engem Ëmdenken, fir datt d'N7 net nach méi am Verkéier erstéckt?

Ech kéint elo nach mat enger Rei Froe virufueren, mä ech géif et emol dobäi beloossen. Dat alles si Froen, op déi mir natierlech frou wieren, eng konkret Äntwert ze kréien. An ech hoffen nach ëmmer, datt de Minister eng Kéier agesäit, datt et nëmmen eng - ech betounen „nëmmen eng" - zukunftsorientéiert Léisung gëtt fir d'N7: Dat ass a bleift eng véierspureg Strooss vun der A7 bis op d'Wämperhaart respektiv bis op d'Schmëdd.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn awer den Accord vun der CSV-Fraktioun fir all déi Projeten, déi ugeduecht sinn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol e grousse Merci un d'Madamm Lorsché fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Wann een op déi lescht Jorzéngten zréckbléckt, da gesäit een eng Konstant an der Lëtzebuerger Politik: Dat sinn héich Investitiounen an Infrastrukturen. Wichteg ass dat fir eise Wirtschaftsstanduert an och fir d'Zukunft vun eisem Land.

Wann Investitiounen iwwer Schold finanzéiert ginn, da sollt ee sech bewosst sinn, dass déi gutt Infrastrukturen, déi mer dann och hunn, och eng Zort Kapital duerstellen, déi zwar net op eise Konten optaucht, mä vun där d'Allgemengheet dann awer all Dag ka profitéieren. An duerfir soll een dat och net verdäiwelen, wann dat iwwer Schold bezuelt gëtt.

Bei den Investitiounen, déi mer hei maachen, do ass et wichteg, dass een déi richteg Prioritéite setzt. Wichteg ass och, dass d'Chamber an déi Diskussiounen esou fréi wéi méiglech matagebonne gëtt. An dësen Debat hei gëtt eis d'Geleeënheet, iwwer eenzel grouss Projeten eraus iwwert d'Entwécklung vun der Bautepolitik an eisem Land ze schwätzen.

Ee wichtegen Deel vun den Investissementer betréfft eis Schoulinfrastrukturen. Et ass gutt a richteg, dass dëse Volet ëmmer eng wichteg Roll spillt, well d'Bildungsausgaben deenen zeguttkommen, déi spéider déi Schold, déi mer haut maachen, och mussen herno zréckbezuelen, mä haut awer kënne vun deenen Infrastrukture profitéieren.

Et geet net duer, vun Zäit zu Zäit en neie Lycée ze bauen. Et muss een och déi besteeënd Gebaier ënnerhalen an heiansdo och ganz ëmstrukturéieren. Um Beispill vum Geesseknäppchen gesäit een dat ganz gutt. Dat ass e Campus, deen huet sech am Laf vun de Joren a vun der Zäit immens entwéckelt. Nei Gebaier sinn entstanen, besteeënder goufen ëmgebaut an insgesamt ass d'Capacitéit ganz staark an d'Luucht gaangen.

D'Basisinfrastruktur - déi jo och aus de 60er Joren ass, vum Ufank vun deene Gebailechkeeten um Geesseknäppchen -, déi gëtt och vun alle Schoule genotzt, gouf awer net an deemselwechte Rhythmus ugepasst. An duerfir sinn do elo méi grondleeënd Aarbechten noutwendeg.

D'LSAP begréisst, dass net nëmmen an déi Gebailechkeeten, déi ee mat den Ae gesäit, investéiert gëtt, mä dass och an déi ënnerierdesch Reseauen investéiert gëtt, an de Buedem investéiert gëtt, dee vläicht net esou prunkvoll ass, well een dat net esou einfach esou schéi ka weisen, wou et awer ëmsou méi wichteg ass, dass doranner investéiert gëtt, well déi Reseaue si ganz noutwendeg.

Och den Accès an d'Weeër fir d'Foussgänger ginn amenagéiert an et gëtt doranner investéiert. Dat ass also dann och eng Fro vu Confort, mä awer och eng Fro vu Sécherheet.

Och verschidde Gebaier op dësem Campus mussen erneiert ginn a moderniséiert ginn, wéi zum Beispill de Lycée technique, den ECG, deen aus dem Joer 1968 - en exzellent Joer - ass. Fir de Lycée Michel-Rodange hu mer jo kierzlech och e Finanzéierungsgesetz gestëmmt. An en uerdentleche baulechen Zoustand mussen dann och nach de Jongelycée vun Esch an den Arts et Métiers um Lampertsbierg bruecht ginn. De Clierfer Lycée muss ausgebaut ginn, well eng Rei vun neien Divisiounen oder vun neie Cyclen derbäikommen an iwwregens och d'Formation professionnelle do nach ausgebaut gëtt.

Iwwert dës Renovéierungs- an Ausbauarbechten eraus ass virgesinn, en Deel vun de Schüler vum Lampertsbierg eraus an d'Randgebidder vun der Stad ze transferéieren, wat eng gutt Saach ass. Domat kann een en Deel vum Trafic aus dem Zentrum eraushuelen, e ka verlagert ginn an d'Schoule kënnen do och nei Ausbauméiglechkeete kréien.

De Lycée Michel Lucius soll op de Kierchbierg kommen, wou mat anere Servicer Synergië geschafe kënne ginn. An de Lycée technique du Centre soll op en Terrain tëschent dem Ban de Gasperich an Houwald kommen.

D'LSAP ënnerstëtzt alleguer déi Projeten do am Prinzip. Souwéi d'Pläng méi konkret ginn, muss ee grad bei deene méi groussen Delokalisatiounsprojete sécher nach déi eng oder déi aner Kéier hei an der Chamber iwwert d'Emsetzung schwätzen. Grad déi méi komplex Projete wäerten herno wahrscheinlech méi wéi 40 Milliioune kaschten, soudass mer am Kader vun engem Spezialgesetz dann och nach am Detail hei an der Chamber wäerten drop kënnen agoen.

En aneren Deel vu Projete betréfft éischter den Thema Sécherheet. Dës Zort vu Projete kann ee vläicht elo manner als Investitioun an d'Zukunft ugesinn, si sinn awer ganz wichteg. Mir wëllen am Noutfall op eng effikass Hëllef kënnen zielen. Dat bedeit, dass mer déi néideg Moyene fir d'Police an d'Rettungsdéngschter mussen zur Verfügung stellen. Doriwwer eraus sinn Antiterrormesuren och zu Lëtzebuerg spierbar, duerfir musse mer eis ëffentlech Gebaier och besser schützen. Et wëllt sech herno jo och kee soe loossen, mir hätten dovu gewosst a mir hätten näischt gemaach. Dat si jo déi éischt Stëmmen, déi haart ginn.

Dat betréfft eis hei direkt an der Chamber, deenen hir dräi Gebaier securiséiert solle ginn. Dobäi hate mer eng Diskussioun an der Kommissioun, déi hoffentlech dozou féiert, dass e weidere Projet emol nach iwwerduecht gëtt. Et geet ëm d'Securisatioun vum Bâtiment Saint Louis op der Escher Strooss, an deem de Moment elo de SREL an den Haut-Commissariat à la protection nationale dra sinn. A wann een esou Sitten esou exposéiert a wa se esou exposéiert sinn, da muss ee sech froen, ob et net besser wier, esou kritesch Statsservicer op aner Sitten ze bréngen, déi vläicht méi einfach kënnen ofgeséchert ginn, an ob et wierklech derwäert ass, esou vill Suen do ze investéieren, fir e Site ze securiséieren, deen u sech ënnert dësem Aspekt ganz ongënschteg do läit.

E weidere Projet, deen och e Lien zur Sécherheet huet, ass d'Renovatioun vum Prisong zu Schraasseg, gekoppelt un d'Reform am Strofvollzuch an de Bau vun der Maison d'arrêt um Uerschterhaff.

Doniewent gëtt et op eiser Lëscht vun dësem Joer vum Fonds d'investissements publics administratifs nach zwee Projeten, déi an direkter Noperschaft zuenee leien. Zum enge soll de Foyer vun der Philharmonie ausgebaut ginn an zum anere gëtt d'Robert-Schuman-Gebai ofgerappt, soudass Spillraum entsteet, fir d'Place de l'Europe nei ze amenagéieren. Haaptsächlech sollen hei Wunnengen entstoen.

Wéi dat Gebai ufanks de 70er Jore gebaut gouf, du goung et virun allem drëm, e Véierel fir d'EU-Institutiounen zur Verfügung ze stellen an esou de Standuert Lëtzebuerg ofzesécheren. De Kierchbierg illustréiert u sech a villen Hisiichten, wéi sech d'Raumplanung an eis Bedürfnisser an de leschte Jore gewandelt hunn.

An de 70er Joren huet kaum ee sech Gedanken iwwert de Landverbrauch gemaach. Et war deemools eng Selbstverständlechkeet, dass all wichteg Institutiounen an der Stad missten ugesidelt ginn. Et gouf kee besonneschen Effort, fir derfir ze suergen, dass eng Mixitéit tëschent de verschiddene Fonctiounen an all Quartier an der Stad misst bestoen, wat derzou gefouert huet, dass ganz vill Leit, fir schaffen ze goen, haut an d'Stad musse fueren an awer net do wunnen.

Mat neie Projete gëtt elo probéiert, dës Mixitéit erëm e bëssen hierzestellen. Ee grousse Pluspunkt ass sécher, dass de Kierchbierg elo endlech mam Tram - ech gesinn elo leider keen Tramgéigner méi heibannen - a mam Funiculaire u modern ëffentlech Verkéiersmëttelen ugeschloss gëtt.

(Interruption)

Un deene Projeten, zu deene mer haut den Accord de principe ginn, kann een zum Deel ofliesen, wéi sech eis Gesellschaft an deene leschte Jorzéngte verännert huet. Si droen de Bedürfnisser vun haut Rechnung a probéiere gläichzäiteg, déi néideg Infrastrukture fir d'Zukunft bereetzestellen.

Dat gesäit een iwwregens nach méi däitlech bei de Projeten, déi d'Mobilitéit betreffen, op déi herno mäi Kolleeg, de Roger Negri, wäert méi am Detail agoen. Grad an dësem Beräich hu mer haut ganz, ganz aner Besoine wéi nach virun 20, 30 Joer, soudass hei ganz wesentlech Investitiounen néideg sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bautepolitik u sech ass jo e ganz gudde Barometer, wéi d'Ekonomie sech an engem Land entwéckelt. A wann een de Moment duerch eist Ländche fiert, da muss ee feststellen, mat Satisfaktioun, datt d'Ekonomie ouni Zweifel gutt bei eis dréit. D'Zuel vun de Chantieren ass scho bal net méi ze iwwerblécken. Et gëtt ganz vill gebaut. Dat ass och gutt esou. A symptomatesch duerfir ass ouni Zweifel de Moment de Ban de Gasperich. Do gesäit een de Moment praktesch méi Kraner wéi Beem. An dat beweist jo, datt, wéi gesot, dëst Land eng ganz grouss Dynamik de Moment virzeweisen huet.

Haut solle mer dann iwwer Projeten diskutéieren, déi an engem Zäitraum vu fënnef bis zéng Joer realiséiert ginn. D'Demokratesch Partei huet domadder kee Problem, datt deen Debat haut e bësse méi spéit stattfënnt, vu datt mer eis jo awer hei mat Themen auserneesetzen, déi net fir muer sinn, mä fir iwwermuer. An da kënnt et eiser Meenung no net op e Mount un, soudatt mir déi Kritik, déi virdrun hei geäussert ginn ass, jiddefalls net kënnen deelen.

De Plateau vum Kierchbierg, dee steet jo awer nu wierklech fir Dynamik. Déi nei modern Gebaier, déi an deene leschte Jorzéngten entstane sinn, déi reflektéieren ouni Zweifel „Business", déi reflektéieren „Wunneng", déi reflektéieren awer och „Fräizäit", well d'Ugebuet do och ganz grouss ginn ass an och ganz interessant ass. Elo och mam Aféiere vum Tram a mam Arrêt Pafendall wäert sech déi Situatioun do nach ouni Zweifel verbesseren.

De Kierchbierg steet allerdéngs och als Synonym fir Europa. De Kierchbierg ass grouss ginn, muss ee soen, duerch eng Rei vu wichtege Gebaier vun europäeschen Institutiounen. An d'Place de l'Europe huet jo net fir näischt deen Numm och kritt an dowéinst begréisse mer och virun allem, datt d'Place de l'Europe elo soll reamenagéiert ginn, well wann een déi Plaz am Moment kuckt, dann ass se net onbedéngt urbanistesch - wéi soll ech soen? - eng Meeschterleeschtung. Si ass e bëssen triste. An duerfir ass et och gutt, wann hei e bësse méi Feinheet an och méi Liewen op déi Plaz do kënnt.

Eenzel administrativ Gebaier, ouni elo an den Detail hei ze goen, gi jo och do elo reamenagéiert respektiv nei opgeriicht. Ech denken hei virun allem natierlech un d'Gebai vum Robert Schuman, wat jo och ofgerappt gëtt. Et kann ee bal soen, datt e klengt Wahrzeeche vum Kierchbierg domadder verschwënnt. Mä en Neibau ass ouni Zweifel hei opportun.

Wa mer scho bei der Place de l'Europe sinn, si mer och ganz séier bei der Philharmonie. Vill Leit kënne sech nach drun erënneren, datt de Bau deemools, jo, staark ëmstridde war. Ech géif soen, haut gëtt et awer keen, iwwert d'Konschtlibhaber, d'Museklibhaber eraus, deen dat a Fro stellt. Mir si frou, houfreg, datt mer d'Philharmonie hunn.

Datt elo nach zousätzlech Annexen do kommen, datt se zousätzlech nach un Attraktivitéit gewënnt, ass eng ganz gutt Saach, virun allem

och, wéi gesot, datt um Niveau vun der Restauratioun nach hei Neierunge virgeholl ginn, well déi Infrastruktur ass eppes, wat de Kierchbierg méi attraktiv gemaach huet, wat d'Stad Lëtzebuerg méi attraktiv gemaach huet. An et muss een och drop hiweisen, datt dat jo awer och e positiven Impakt ouni Zweifel op den Tourismus huet.

Eriwwer da bei de Prisong vu Schraasseg. 1977 war deen hei decidéiert ginn. En ass 1984 a Betrib geholl ginn. 1986 huet sech schonn erausgestallt, datt en ze kleng war. An entre-temps huet - leider, muss ee soen - de Prisong heiansdo och negativ Schlagzeile gemaach. Gott sei Dank ass et awer an der leschter Zäit elo méi roueg ginn. Mä mir sinn eis bewosst: De Prisong zu Schraasseg huet e gewëssenen Imageproblem. An duerfir ass et och gutt, datt elo, nodeems datt dann de Prisong um Uerschterhaff soll fäerdeggestallt ginn, och hei dee Projet attackéiert gëtt, fir de Prisong zu Schraasseg méi modern ze amenagéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Süddeputéierten ass een natierlech och besonnesch frou, datt eng Rei wichteg Projeten do realiséiert ginn. Ech denken un de Bau fir d'Sécherheetsdéngschter an d'Police. An dann och d'Iddi vun engem gemeinsame Bau, wéi gesot mat de Sécherheetsdéngschter zesummen, ass gutt, well déi Raimlechkeete jo och dee Moment kënne gemeinsam genotzt ginn.

Datt och d'Policeschoul an de Süde kënnt, op Monnerech, ass natierlech vun eiser Säit aus nëmmen ze begréissen. Et ass dat och e wichtegen Aspekt vun der Dezentraliséierungspolitik, well wa mer schonn ëmmer dervu schwätzen, datt mer net däerfen alles an der Stad a ronderëm d'Stad zentraliséieren, dann ass dat heite jo och e gutt Beispill, wou mer am Fong geholl da vun der Stad emol fortginn an aner Aktivitéiten iwwert d'Land implantéieren.

Iwwer ee Punkt ass d'Demokratesch Partei och net glécklech an deem Pabeier, deen hei virgeluecht ginn ass. Och meng Virriedner hunn dat schonn hei ënnerbreet. Et geet effektiv ëm de Bâtiment Saint Louis an der Escher Strooss. Ech froe mech zwar, wou deen Numm hierkënnt, Saint Louis, mä et sief dann, dorëms geet et jo elo net. Et geet drëms, datt den État-major vun der Arméi do soll eng nei Bleif fannen.

Mir gesinn dat ganz skeptesch. Mir fannen dat net onbedéngt déi allerbeschten Iddi, virun allem aus Sécherheetsgrënn. Et si schonn hei Virriedner, déi dorobber higewisen hunn. Mir géifen also hei d'Regierung respektiv de Minister opfuerderen, do nach eng Kéier mat sech - wéi seet een esou schéin? - zu Kouer ze goen an nach eng Kéier sech wierklech Gedanken ze maachen, ob een net e bessere Site ka fannen, well mir mengen net, datt dat hei déi allerbeschte Léisung ass. Ech denke virun allem un de Sécherheetsaspekt.

Wat eis natierlech awer och besonnesch erfreet, dat ass, datt um Niveau vun de schouleschen Infrastrukture ganz villes an deenen nächste Jorzéngte geplangt ass. Dat ass och gutt esou. An de Schoule geet et natierlech prioritär ëm den Inhalt. Mä et geet awer och ëm den Equipement. A glécklech dat Land, wéi gesot, wat awer kann esou flott Infrastrukture virweisen. Dat soll allerdéngs net driwwer ewechtäuschen, datt mer nach eng Rei Problemer hunn, datt eng Rei Gebaier a kengem esou gudden Zoustand sinn an datt och do mussen Nobesserunge gemaach ginn.

Dowéinst ass et besonnesch flott, datt de Campus Geesseknäppchen sech elo emol no engem méi kohärente Konzept soll entwéckelen. Do ass natierlech eng rasant Entwécklung an deene leschte Jorzéngte vir sech gaangen. Ech ka mech erënneren, wéi een als klenge Septimaner am Kolléisch do ugefaangen huet: Do ware ronderëm nëmme Wisen. Wann een haut kuckt, wat sech do alles entwéckelt huet, da spiert een awer spéitstens elo, datt mer do musse mat méi engem klore Konzept an Zukunft virgoen.

Mir hate jo net méi spéit wéi d'lescht Woch hei de Projet vum Michel-Rodange um Ordre du jour. An elo steet dann, wéi gesot, och d'École de Commerce et de Gestion um Ordre du jour. Och déi ass an engem relativ schlechten Zoustand. Et ass also net méi wéi normal, datt och déi assainéiert gëtt.

An dann däerf ee jo och net vergiessen, datt och soll den ëffentlechen Transport an déi Richtung verbessert ginn. Duerfir si mer och der Meenung, datt den Tram och fréier oder spéider eng Kéier soll dohinnerfueren.

Datselwecht gëllt awer och fir d'Leit aus dem Norden. Et däerf een net vergiessen, datt och do eng Populatiounsexplosioun, kann ee scho bal soen, vir sech gaangen ass an datt och do mussen d'Infrastrukture fir d'Schüler verbessert ginn, vergréissert ginn. An dat geschitt jo och elo mat der Extensioun vum Lycée zu Clierf, wat mir och nëmme kënne begréissen.

En neie Lycée kënnt jo dann och op de Kierchbierg. Allerdéngs musse mer och oppassen, datt mer de Kierchbierg elo net iwwerlueden, well och do fänkt een awer esou lues a lues un, d'Limitten ze gesinn.

Datselwecht gëllt iwwregens och fir deen neie Lycée, deen elo soll op den Houwald kommen, an der Proximitéit vum Ban de Gasperich. Wéi gesot, de Ban de Gasperich, een, deen all Dag do laanschtfiert, gesäit jo, wat do amgaang ass, sech ze entwéckelen, wat op déi eng Manéier immens positiv ass, op där anerer Säit weess een awer och, wat dat fir negativ Konsequenzen, besonnesch fir den Trafic, ka mat sech bréngen. Dowéinst muss een allerdéngs och an Zukunft dat vill méi mat consideréieren, wann ee grouss Infrastrukturen op esou Plaze wëllt realiséieren.

Ech wëll an deem Kontext och nach eng Kéier kuerz zréckkommen op de Rifkin-Bericht, dee mer jo och hei viru 14 Deeg diskutéiert hunn. Do ass et ënner anerem ëm urban a suburban Arealer gaangen, déi solle méi benotzt ginn am Fong geholl och, fir do Geméis unzeplanze respektiv och nach Friichten an esou weider. An um Daach vum Lycée Michel-Rodange ass jo esou eng äänlech Installatioun virgesinn. Ech mengen, och do soll een dat hei nach eng Kéier widderhuelen, datt et och wichteg ass fir zukünfteg Schoulgebaier, och virun allem aus pädagogesche Grënn, datt een esou Initiativen do géif virgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo och guer keng Iwwerraschung, datt vun deene sëlleche Projeten, 27 sinn et der jo am Ganzen, vill den ëffentlechen Transport betreffen, virun allem. Et gi jo eng ganz Rei nei Park & Riden hei amenagéiert, zu Käerjeng, Suessem.

Allerdéngs muss een och soen: Den Amenagement vu Park & Riden huet awer och e Revers vun der Medail. Et gëtt jo awer och alt scho Gemengen, déi méi retizent sinn, wann et heescht, fir besteeënd Park & Ridë bei Garen nach ze vergréisseren. Et däerf een net vergiessen, datt doduerch awer och eng gewësse Sogwierkung entsteet, datt een zousätzleche Verkéier a seng Gemeng unzitt. An duerfir, och do muss ee wëssen, datt ee lues a lues u seng Limitte kënnt.

Allerdéngs, wat richteg ass, ass, datt mer um Niveau vum Grenzberäich e Maximum vu Park & Riden amenagéieren. Duerfir ass déi Iddi e gutt Beispill, fir zu Mesenich op der Aire de Wasserbillig e gréissere Park & Ride ze realiséieren, dat heescht, wou d'Capacitéit dann nach ëm 990 Plazen erhéicht gëtt. Ech mengen, dat ass e Projet, deen ouni Zweifel eis Zoustëmmung fënnt. Mir kënnen do, wéi gesot, dann eng Rei vu Leit opfänken, déi sech dann iwwert de Wee vum Bus weider an d'Stad kënne bewegen.

Do hate mer dann och d'Diskussioun iwwert d'Notze vun der Fotovoltaik, déi do op deem Gebai a priori jo net virgesinn ass. Och do si mer der Meenung, do soll een Efforte maachen, fir datt selbstverständlech esou eng Installatioun do soll op den Daach kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dann e Wuert och nach zu der Gare vu Bierchem. Contrairement zu där Gare vun Näerzeng, déi u sech en héijen architektonesche Wäert huet, déi awer nëmmen eng Sekonn virun zwielef gerett gi war deemools, well soss hätt se haut am Koup geleeën, ass zu Bierchem d'Diskussioun e bëssen eng aner, dat ginn ech ganz gären zou. Do ass elo virgesinn, eng modern nei Gare ze amenagéieren, wat mer och nëmme richteg fannen.

Et däerf een net vergiessen, wann déi drëtt Streck bis realiséiert ass, da wäert och d'Gare vu Bierchem zousätzlech wichteg ginn, well och nach de Réiserbann insgesamt eng Géigend ass, wou nach Populatiounswuesstum virauszegesinn ass. An da kënne mer iwwert de Wee vun där neier moderner Gare vill méi Leit och do op den ëffentlechen Transport dee Moment drainéieren.

Datt d'Streck vu Lëtzebuerg op Ëlwen elo nach méi séchergestallt gëtt, ass eng Evidenz. Eng flott Streck: 77 Kilometer mat 123 Brécken an 19 Tunnelen. An duerfir, dat ass eng Streck, déi net nëmmen e gewëssene Charme huet, mä wou natierlech d'Sécherheet och muss am Vierdergrond stoen.

Iwwerhaapt, wa mer iwwert den Zuch diskutéieren, ass et interessant festzestellen, datt d'Benotzerzuel immens an d'Luucht gaangen ass an datt se zum Beispill vun 2005 bis 2016 vu 14 op 22,5 Milliounen eropgaangen ass. Dat ass e Plus vu 60%.

Et muss een och hei ënnersträichen, datt d'CFL enorm Efforte gemaach huet. An duerfir soll hinnen och hei felicitéiert ginn, datt de Fuerpark insgesamt moderniséiert ginn ass, flott ginn ass. An ech mengen, haut kann een net soen, datt een a vereelztem Material géif erëmkutschéiert ginn, ganz au contraire. Tëschent 2010 an 2017 sinn zum Beispill 29 nei Automotricen a Betrib geholl ginn. Dat waren zousätzlech 9.000 Plazen. An haut fueren am Dag ronn 1.000 Zich op eisem Reseau. Dat sinn also schonn impressionnant Chifferen.

En interessante Projet, wa mer scho beim ëffentlechen Transport sinn, ass jo dann och de BHNS, also de Bus à haut niveau de service. Un deen Numm muss ee sech och nach gewinnen. Dee soll jo elo an enger éischter Phas am Süden dann och realiséiert ginn. Ech mengen, och do ass dat eng Evidenz. Wann een de Süden analyséiert, da gesäit een, datt dat och nach eng Regioun ass, déi a voller Expansioun ass. Virun allem nei wirtschaftlech Aktivitéite ginn do ugesidelt. Et gesäit een, datt déi Regioun jiddefalls voller Dynamik ass. An duerfir ass och de Bus hei eng gutt Alternativ, fir de Flux vun de Passagéier besser an de Gréff ze kréien, ëmsou méi, well jo och d'Autobunn Esch-Stad all Dag bal esou iwwerlaascht ass wéi d'Diddelenger Autobunn. An dowéinst erwaarde mer eis schonn eng Verbesserung, wann och deen dote System wäert realiséiert ginn.

Dann ass jo virgesinn, fir parallell zur Autobunn e Couloir, kann ee bal soen, fir d'Vëloen ze realiséieren, de sougenannten „Vëlosexpress A4". Och dat geet an déi richteg Richtung.

Ech wëll allerdéngs hei ze bedenke ginn, datt et vläicht net ëmmer schrecklech interessant ass, wann ee mam Vëlo laanscht eng vill befueren Autobunn fiert, dat virun allem natierlech och bedéngt duerch de Kaméidi. Do solle jo dann och déi néideg Moossname virgesi ginn. Ech denken do un e wierkungsvollen Écran antibruit. Ech denken awer virun allem och un eng gewësse Verdure. Et ass méi flott, et huet ee Beem ronderëm sech wéi Autoen, déi do déi ganzen Zäit Kaméidi maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen natierlech och net derlaanscht, e Wuert iwwert d'Nordstrooss ze verléieren, allerdéngs net deen Deel, deen eenzel Leit heibanne méi interesséiert. Hei geet et ëm den ënneschten Deel, loosse mer emol esou soen, vu Walfer erop op Miersch, dee ganzen Uelzechtdall. Do ass jo duerch déi nei Autobunn, d'A7, eng mierklech Verbesserung entstanen. Do gëtt geschwat vu 35% manner Trafic an der südlecher Säit vum Echangeur Luerenzweiler. Do gesäit een also och, wat awer eng Émgeeungsstrooss - et ass jo och an deem Sënn eng Émgeeungsstrooss - ka bewierken. An datt elo e gewëssene Réckbau vun der N7 virgeholl gëtt, ass net méi wéi evident. Dat wäert ouni Zweifel och d'Qualitéit fir d'Awunner an dem Uelzechtdall verbesseren. An dee Réckbau gesäit jo dann och vir, datt d'Mobilité douce verbessert gëtt, datt den ëffentlechen Transport verbessert gëtt an datt virun allem och déi Stroosse méi gréng ginn.

Ech wëll do op ee gutt Beispill hiweisen, dat ass Schieren. Schieren, wann een do viru 15, 20 Joer gefuer ass, huet sech do eng Blechlawin duerch déi Uertschaft gedrängelt. An haut ass dat zu engem gudden Deel net méi de Fall. Net méi spéit wéi gëscht oder virgëscht hunn ech da gelies, datt de Schierener Gemengerot elo souguer driwwer nodenkt, fir en „shared space" am Kär vun der Uertschaft ze maachen. Also och do gesäit een, wat fir e positiven Impakt awer dann esou Stroosse kënnen hunn.

Dowéinst ass et also richteg, datt een och elo am Uelzechtdall versicht, op dee Wee ze goen. Ob eng Kéier kann en „shared space" zu Walfer, zu Luerenzweiler oder zu Lëntgen kommen, dat sief emol dohigestallt. Mä et ass awer richteg, datt mer esou Projete fir déi nächst Zäit virgesinn. Mir mussen eis einfach bewosst sinn: Den Auto kann net méi iwwerall déi éischt Gei spillen; ouni awer elo d'Autofueren hei natierlech ze verdamen.

Dann e weideren, ganz interessante Projet, dee mat Sécherheet éischter d'Kolleeginnen an d'Kolleegen hei aus der Stad Lëtzebuerg interesséiert, dat ass jo dann déi Verbindungsstrooss tëschent Hollerech an dem Pont Buchler, wou op engem 18,5 Hektar groussen Areal soll u sech e ganz neie Quartier, e moderne Quartier entstoen. Do gëtt u sech dem modernen Urbanismus eng grouss Chance reservéiert an deen Deel vun Hollerech wäert do ouni Zweifel staark valoriséiert ginn.

Iwwert d'Situatioun am Irgaart ass scho villes gesot ginn, si scho vill Question-parlementairë geschriwwe ginn. An ech muss zwar éierlech zouginn, wéi mer do d'Pläng vun dem Reamenagement gesinn hunn, hunn ech mech emol missen dru winnen, un déi vill Bunnen, un déi vill Schëlter, un déi vill rout Luuchten. Mä do gëtt een dann de Spezialisten awer recht an deem Sënn, datt hei muss eppes geschéien. Dat mierkt ee jo och besonnesch an de Spëtzestonnen, wat fir eng chaotesch Situatioun do u sech ëmmer herrscht.

Jiddefalls ass eppes kloer: Och de Rond-point Irgäertchen ass e gutt Synonym fir de Wuesstum, dee grousse Wuesstum, deen hei am Land ass. Et ass natierlech elo net d'Plaz, fir déi Debatt hei unzestoussen.

Ech wëll allerdéngs zum Schluss nach eng kuerz Remarque maachen an do geet et ëm eis selwer heibanne respektiv ëm eis Gebailechkeeten, wou jo och elo virgesinn ass, zousätzlech Securitéitsmoossnamen ze treffen. Ech géif soen, och dat ass net vu Muttwëll. Ech ginn emol dervun aus, datt mir vläicht net a priori d'Zilscheif vun Attacken hei sinn - hoffentlech iren ech mech och net -, mä et sollt een awer net esou naiv sinn a mengen, datt net awer eng Kéier eppes ka passéieren. Dowéinst begréisse mer et och, datt elo hei awer nogerüst gëtt an datt och déi néideg Sécherheetsmoossnamen um Niveau vun der Chamber elo virgesi sinn.

Voilà. Hei sinn eng ganz Rei interessant Projeten, déi hei deposéiert goufen. Natierlech wär nach iwwer eenzelner munches ze soen. Mä grosso modo steet d'Demokratesch Partei mat där eenzeger Ausnam, wou mer hoffen, datt awer vläicht dach trotzdeem nach en Ëmdenke kënnt, kloer hannert dëse Projeten a felicitéiert der Regierung fir déi vill Initiativen, déi hei geholl gi si mat de Leit aus deene verschiddene Verwaltungen, vun der Eisebunn, vun de Ponts et chaussées, déi hei eng exzellent Aarbecht gemaach hunn an déi eis och déi Projeten ëmmer en détail ganz gutt explizéiert hunn. An ech wëll awer och ofschléissend der Madamm Lorsché nach eng Kéier Merci soe fir ee vun hire ville ganz gudde Rapporten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Meci. An d'Wuert huet direkt den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och der Kolleegin Josée Lorsché Merci soe fir hiren exzellente Rapport, dee se eis gemaach huet, wat eis et och erlaabt, datt mer net iwwer all Projet musse schwätzen, well si déi jo am Detail gutt hei presentéiert huet.

Mir schwätzen hei vu 27 Projeten, woubäi et ganz wichteg ass, datt do e ganz groussen Deel an den ëffentlechen Transport geet, an d'Strooss geet, et geet an d'Park & Riden an et geet an d'Lycéeën. Et ass also queesch duerch den Investitiounsgaart, wou mer hei investéieren. Mir wëssen, datt mer mat deem staarke Wuesstum, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, do e groussen Nohuelbedarf kréien an datt mer hei am Land, virun allem wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt, och vu Joer zu Joer weiderwuessen, ëm 10.000, 12.000 Leit, wat de Problem am Transport, souwuel am ëffentleche wéi iwwert d'Stroossennetz, ëmmer wäert méi grouss maachen. A well mer Problemer hunn, fir engersäits d'Retarden opzefänken, an op där anerer Säit duerch dee konstante Wuesstum wäerte mer och esou séier net - wann iwwerhaapt - do bäikommen.

Ech mengen, datt mer dës Prozedur zënter 2005 lafen hunn, ass eng gutt Prozedur. An et muss ee wëssen, an ech mengen, mir wëssen et alleguer heibannen, wa mer haut hei déi Motioun stëmmen, wou mer dann am Fong der Regierung d'Moyene ginn, fir d'Projeten ulafen ze loossen, datt et dann awer nach eng Zäitchen dauert, bis mer ufänken, déi Projeten ze bauen. Verschidde méi klenger kënne méi séier goen, mä verschidde gréisser Projeten, do wäert et nach eng Rei vu Joren daueren, bis mer heibanne kënnen déi Projeten definitiv a Form vun engem Gesetz stëmmen.

Duerfir, déi gutt an eescht gemengte Kritik vum Kolleeg Aly Jaerling, datt dës Debatt elo e puer Woche méi spéit stattfënnt, mengen ech, dat mécht der Kaz...

Plusieurs voix.- Net Aly Jaerling. Kaes!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hat ech gesot...?

Plusieurs voix.- „Aly Jaerling", hat Der gesot

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do gesitt Der, dat ass d'Vergaangenheet, well d'Vergaangenheet verléisst een ni. Do kann ee maachen, wat ee wëllt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir sidd staark impressionnéiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass, jo, dat ass effektiv... Ech mengen, et ass och net fir d'Éischt, datt ech dat heibannen esou gesot hunn. Ech muss mer do emol eng Kéier iwwerleeën, wéi esou eppes ka méiglech sinn.

Mä déi gutt gemengten an eescht Gedanken, déi sech den Ali Kaes heibanne gemaach huet... Dat wäert der Kaz kee Bockel maachen, wa mer dat heiten e puer Woche méi spéit stëmmen. Déi Projete wäerten duerfir herno net méi fréi an och net méi spéit a Kraaft trieden.

Ech géif vläicht just op e puer Projeten agoen. Meng Virriedner hunn déi och zum Deel schonn heibannen ernimmt. Dat eent ass déi Expressvëlospist, déi tëschent Lëtzebuerg an Esch soll gebaut ginn, déi elo a Planung soll goen. Ech mengen, all Vëlospist, déi mer plangen, a virun allem all Vëlospist, déi mer realiséieren, ass e gudde Projet. An an deene leschten zéng Joer, géif ech mengen, gi mer do méi systematesch vir. An ech sinn der Meenung, datt am Fong iwwerhaapt keng Stroosse méi däerfte gebaut ginn, wa mer net gläichzäiteg, wa mer nei Stroossen duerch d'Land bauen, do Vëlospiste matmaachen.

Mä de Gusty Graas huet mer hei virdrun och scho meng Gedanken e bësse materageholl. Wa mer eng Vëlospist direkt laanscht eng Autobunn maachen, dat ass natierlech dann, wat den Tracé ubelaangt, liicht, et ass och wahrscheinlech eng relativ flaach Streck tëschent Esch an der Stad, mä mir mussen awer wëssen, déi Leit fueren dann awer eng ganz Rei Kilometere laanscht eng Autobunn. Et ass net nëmme Kaméidi, et ass net nëmmen keng schéi Vue, mä et ass virun allem och, mengen ech, e gewëssene Risiko, wat d'Ofgasen ubelaangt, wann een do muss déi ganzen Zäit laanscht eng Autobunn fueren. Virun allem, well et och nach eng Autobunn ass, déi an de Spëtzestonnen ëmmer am Stau steet, a well dann d'Ofgasen nach méi grouss sinn. Do wier et, mengen ech, scho gutt, datt ee sech géif Iwwerleeunge maachen, wéi een och eppes kéint géint déi Ofgase maache fir eis Vëlosfuerer, wa se dann eng Kéier kënnen tëschent Esch an der Stad an ëmgedréit hin- an hierfueren.

Dann ass geschwat ginn iwwert den neien Transport, de BHNS, dee mer am Süde solle kréien. Mir fannen dat als ADR eng ganz gutt Iddi. Ech mengen, Dir wësst alleguer... Virdrun, mengen ech, war et de Kolleeg Engel, dee gesot huet, et wier deen Ableck grad keen heibanne gewiescht, dee géint den Tram gewiescht war. Ech war net op menger Plaz, mä ech war heibannen. Duerfir hunn ech et héieren. A wéi gesot, mir fannen awer dat hei eng vill besser Léisung, well am Süden ass jo och eng Zäitchen iwwer en Tram geschwat ginn. Dat wier, mengen ech, nach méi eng grouss Katastroph ginn, wa mer do iwwer Bierg an Dall mat engem Tram gefuer wieren. Hei ass am Fong déi gutt Léisung. Et ass am Fong eng Iddi, déi an déi Richtung geet, wéi mer se zu Metz kennen, wou de Bus fiert, dee flexibel ass, dee reservéiert Pisten huet. Wa mer an déi Richtung ginn, da fanne mer, ass dat eng gutt Richtung.

An duerfir muss een awer scho soen, datt all déi Ferventen, déi fir den Tram esou gutt an haart gejaut hunn, datt déi awer och evaluéieren an elo d'Iddi am Süde fale gelooss hunn, fir a Richtung vun engem Tram ze goen, mä datt se och elo an esou eng Richtung ginn, wéi mir se als ADR ëmmer fir richteg a gutt befonnt hunn.

Zu Waasserbëlleg dann, an déi Park & Riden, déi mer ronderëm d'Land wëlle bäibauen, fanne mer richteg. Mir mussen och bedenken, datt mer elo eng Rei vu Park & Ridë schonn an deene viregte Phase gestëmmt hu ronderëm d'Stad. Wat mir net esou gutt fannen, ass, datt d'Autoen elo nach duerch d'Land fueren, bis se eben herno op d'Cloche d'Or kommen oder op den Héienhaff kommen, fir do ze parken. Da sti se eiser Meenung no emol fir d'Éischt eng Stonn am Stau, fir iwwerhaapt op déi Park & Riden ze kommen.

Duerfir, déi Iddien, fir se op de Grenzen ze maachen, fir se ronderëm d'Land ze maachen oder se souguer an d'Grenzregioun ze maachen, quitte datt mer als Stat do matinvestéieren, déi fannen alleguer eis Zoustëmmung. An ech huelen elo ee Park & Ride eraus, dat ass dee vu Waasserbëlleg, deen uewen un d'Autobunn kënnt, wou jo awer praktesch dausend Plaze bäikommen. Dat ass eng gutt Iddi, well do fänke mer wierklech vill Leit op. A wa mer déi da kënne mam ëffentlechen Transport an d'Stad bréngen, da kann een dat nëmme begréissen.

De Gusty Graas huet, mengen ech, virdrun dervu geschwat, datt, wann een e Park & Ride bei eng Gare mécht, an eng Stad mécht, datt dat och u seng Grenze stéisst. An hei stellen ech mer d'Fro am Fong, wat de Park & Ride ubelaangt, dee mer zu Waasserbëlleg bei d'Gare maache fir 737 Plazen. Do muss een natierlech wëssen, wann ee Waasserbëlleg kennt, do leeft haut schonn net méi vill eran an eraus an de Spëtzestonnen. An do ass natierlech e Park & Ride, deen direkt bei d'Gare kënnt, natierlech positiv, well en direkt bei der Gare ass, mä et muss een awer wëssen, datt dat awer och zur Konsequenz kann hunn, datt mer nach méi Verkéier an déi Uertschaft erakréien, wéi mer es elo schonn hunn, vu datt mer och do en onheemlechen Transport hunn eleng wéinst dem Tanktourismus, deen zu Waasserbëlleg stattfënnt.

An duerfir géif ech, Här President, an deem Zesummenhang nach un en anere Park & Ride wëllen erënneren. Dat ass näämlech dee vu Fréiseng. Deen ass jo schonn eng Kéier ausgebaut ginn ënnert dem Claude Wiseler, an ech mengen, et war d'Bauteministesch, d'Madamm Hennicot, déi en deemools op Propositioun vun der Gemeng Fréiseng gebaut huet, mä dee Park & Ride ass och elo schonn erëm méi wéi iwwerfëllt. An dat ass eng relativ grouss Fläch, wou dee Park & Ride ass, déi dem Stat och nach gehéiert. Do géif ech wierklech mengen, datt ee sech sollt iwwerleeën, ob een net kéint iergendwéi eng Konstruktioun maachen, fir eben do en éischten oder en zweete Stack ze maachen.

Well mat deem Verkéier, deen iwwert déi Grenz erakënnt... An ech mengen alleguer déi, ech gesinn de Buergermeeschter vun Hesper, hie steet zwar net esou am Stau, well hien an deem aneren Eck wunnt, mä alleguer déi, déi mussen duerch Hesper all Dag fueren, déi wëssen, datt se moies mussen eng Stonn weider aplangen, fir iwwerhaapt an d'Stad ze kommen. An dat ass am Fong de Verkéier, deen iwwer Fréiseng, de Schlammestee an Hesper an d'Stad fiert. Do géif ech proposéieren, datt een awer och sollt vum Minister a vu Ponts et chaussées aus emol kucken, ob een dee Park & Ride net kéint nach weider ausbauen, andeem een een oder zwee Stäck do op déi Fläch géif dropbauen.

Well wann och eng Kéier d'Saarautobunn ganz opgeet - wa se eng Kéier ganz opgeet, wou mer jo nach ëmmer dru gleewen -, dann ass dat och e gudde Park & Ride fir déi Leit, déi aus dem Saarland kommen, well se da wierklech kënnen direkt do um Echangeur op der Grenz zu Fréiseng erausfueren, wou dee Park & Ride ass. A mir hu praktesch Busspure vun deem Park & Ride bis an d'Stad. Dat heescht, ausser engem klengen Enkpass zu Hesper bei der Kierch, fonctionnéiert den ëffentlechen Transport formidabel, dee vun der Musel eropkënnt iwwer Mondorf, Fréiseng, Hesper an d'Stad. Deen ass och effikass. An déi Busse sinn och alleguer voll.

Do gesäit een also, wann den ëffentlechen Transport eng gutt Streck huet, datt e besser ass wéi den Auto. Et ass net eng Questioun vum Präis, mä wann den ëffentlechen Transport besser ass wéi den Auto, da fueren d'Leit mat em. A vu datt mer dee Park & Ride zu Fréiseng op der Grenz hunn, deen einfach un déi Busspur ugebonnen ass, wier am Fong all Viraussetzung geschaf, fir do nach méi Autoen kënnen ze parke wéi dat elo de Fall ass. A mir gesinn dat jo och, datt elo, well dee Parking zou ass, d'Leit souguer a Frankräich era parken, si parken an d'Duerf eran. An ech géif duerfir wierklech invitéieren, datt een do sollt eng Etüd maachen, fir - eiser Meenung no liicht realiséierbar - dee Parking op een oder zwee Stäck auszebauen.

Dann nach e lescht Wuert iwwert d'Bâtiment Schuman um Kierchbierg, wat soll ewechgerappt ginn. An dem Rapport steet, datt e Lieu de mémoire iwwert d'europäesch Institutiounen eventuell an deem Gebai do matgeplangt soll ginn. Mir géife mengen, et misst esou eppes matdrakommen. An et misst een och iergendwéi novollzéibar illustréieren, datt am Fong an deem Gebai déi éischt Sitzung vum Europaparlament war.

Et ass also eng historesch Plaz an der europäescher Bewegung, well an deem Sall déi alleréischt Sitzung vum Europaparlament war. Duerfir géif ech mengen, datt, wann dat Gebai scho sollt ewechgerappt ginn, een an iergendenger Form an der Konstruktioun awer och misst erkennen, vu datt ee wëllt eng Memoire iwwert d'europäesch Institutiounen awer aplangen, datt dat en historescht Gebai ass an der Hisiicht, well do déi éischt Sitzung vum Europaparlament dra stattfonnt huet.

Dat gesot, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp fir all déi Projeten.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäre mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An ech ginn direkt d'Wuert dem...

(Interruption)

Ah nee, entschëllegt! Jo, den normalen Tour wär eriwwer gewiescht, mä elo kënnt de laangen Tour nach hannendrun. Den Här Roger Negri.

(Interruption)

Jo ben, eis Pappen hunn nach dee laangen Tour geschafft.

(Interruption)

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der exzellenter Interventioun vu mengem Fraktiounskolleeg Georges Engel iwwert d'Projete vun den administrative Gebailechkeeten an de Schoule wëll ech mech dann als LSAP mat der Mobilitéit beschäftegen, wou mer alleguerte wëssen, dass d'Mobilitéit eng vun deene gréissten Erausfuerderungen hei am Land ass, a bei där mer hei zu Lëtzebuerg scho laang op Äntwerte waarde mussen.

E ganz wesentlechen Deel vun der Äntwert muss eng beschtméiglech Transportinfrastruktur sinn. Dofir si regelméisseg Debate wéi deen heiten hei an der Chamber ganz wichteg, well se eis d'Geleeënheet ginn, iwwert d'Gesamtkonzept vun eiser Mobilitéit ze schwätzen.

De Problem ass esou grouss, well d'Besoine vun der Mobilitéit sech rasant entwéckelt hunn an deene leschte Joren a mer trotz allen Efforten a massiven Investitiounen net esou schnell virukommen, wéi de Verkéier zouhëlt. Et brauch een nëmmen d'Bevëlkerungszuelen an d'Frontalierszuele vum Statec ze kucken, fir ze gesinn, dass dëse Wuesstum eng Dynamik entwéckelt huet, déi schwéier ze geréieren ass. Esou ass d'Bevëlkerungszuel tëschent 1981 an 1991, also an zéng Joer, grad emol ëm 20.000 Awunner an d'Luucht gaangen. An deem nächste Jorzéngt goung se schonn ëm 64.000 Leit an d'Luucht. Zanter 2010 kommen dergéint all Joer tëschent 12.000 an 13.000 Leit derbäi.

D'Evolutioun vun de Frontalieren ass nach méi bedeitend. Hate mer ëm d'Joer 2000 ronn 80.000 Frontalieren hei schaffen, esou sinn et der haut iwwer 180.000. An et wäert net bis 2020 daueren, bis hei zu Lëtzebuerg iwwer 200.000 Grenzpendler all Dag moies eran- an owes erëm erausfueren.

Dass mer do e ganz anert Mobilitéitskonzept brauchen, wa mer net all Dag Stonnen am Stau verléiere wëllen, dat läit op der Hand. An deem Sënn begréisst och d'LSAP d'Projeten, déi mer am Kader vun dësem Debat proposéiert kréien, well se sech net eleng drop beschränken, d'Capacitéiten auszebauen, mä och esou ugeluecht sinn, dass Ureizer geschaf ginn, fir vum Individualverkéier ewechzekommen, wäitgeeënd op jidde Fall, an ëmzeklammen op kollektiv Transportmëttel, a well gläichzäiteg d'Mobilité douce gefërdert gëtt. Dat gëllt souwuel fir Projeten aus dem Fonds des routes wéi och vum Fonds du rail.

Eng Ausnam dozou gëtt et awer am Fonds des routes, an zwar deen neien Echangeur, deen d'Zone nationale d'activités logistiques centre, dat heescht déi vu Sandweiler, Hesper a Conter um Schaedhaff mat der A1, der Autobunn Richtung Tréier, verbënnt. Dëse Projet wäert et erlaben, de Camionstrafic besser ze trenne vum Autosverkéier an domat hoffentlech de Stau am Irgäertchen ze reduzéieren, wou jo ausserdeem den Trafic mat engem Luuchtesystem soll geréiert ginn a méi fléissend gemaach ginn.

Manner Trafic gëtt et zanter der Mise en service vun der Nordstrooss tëschent Miersch an dem Kierchbierg op der N7. Domat ass et méiglech, dës fréier Haaptverkéiersoder zu enger Niewestrooss zréckzebauen, wat am Sënn vun den Awunner laanscht dës Strooss ass an nei Méiglechkeeten och fir Vëlosweeër an esou weider opmécht.

E bessere Mix aus Individualverkéier, ëffentlechem Transport a Mobilité douce ass vu vireran och an deem neie Quartier Hollerech virgesinn. Dëse Stroosseprojet ass am Zesummenhang ze gesi mat dem Reamenagement vum Pont Buchler op der Diddenuewener Strooss, mat der Neigestaltung vun der N3, der Route de Thionville, der Verlängerung vum Tram Richtung Cloche d'Or a mat engem aneren neie Projet, deen hei op der Lëscht steet, an zwar dem Bau laanscht d'A4, d'Escher Autobunn, vun enger separater Spur fir de Bus à haut niveau de service an engem Vëloswee, fir domat esou direkt wéi méiglech eng Verbindung tëschent Esch an der Stad hierzestellen. E Projet, dee mer absolutt begréissen!

Esou entsteet en zesummenhängend Verkéiersnetz an der süüdlecher Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg, wou de Vëlo, de Bus, den Tram an den Zuch matenee verbonne ginn an et erlaben, méi eng attraktiv Offer an eng Alternativ zum Auto unzebidden.

Wa mer mëttelfristeg net wëllen dobäi stoe bleiwen, dass sech all den Trafic stäreférmeg op d'Stad Lëtzebuerg konzentréiert, ass et wichteg, dass mer parallell dozou d'Offer am ëffentlechen Transport och innerhalb vun de Regioune verbesseren.

An deem Kontext begréisst d'LSAP ganz besonnesch de Projet vun engem Bus à haut niveau de service, deen déi wichtegst Entwécklungszentren am Süde vum Land matenee verbënnt, vun Diddeleng iwwer Käl, Schëffleng op Esch a vun do aus weider op Déifferdeng a méiglecherweis bis op Rodange. Domat gëtt der Tatsaach Rechnung gedroen, dass dës zentral Uertschaften a Stied sech staark kënnen entwéckelen, esou wéi et am Kader vun der Landesplanung och gewënscht ass, an dass dowéinst och d'Capacitéiten am ëffentlechen Transport eropgesat musse ginn.

Ee Projet aus dem Fonds des routes, vun deem ech elo nach net geschwat hunn, ass de Park & Ride Mesenich un der Grenz op der A1 bei Waasserbëlleg. Mir hunn déi Kéier nach méi Opfangparkingen op eiser Lëscht stoen. Déi zwee aner sinn am Fonds du rail virgesinn. Esou soll e Park & Ride op Élwen bei d'Gare kommen, wou 350 Parkplaze bäikommen. En anere kënnt bei den Arrêt Bascharage-Suessem, wou 400 nei Parkplazen derbäikommen.

(Interruption)

Gutt. Et sinn der elo 100, déi do bestinn, wéi eis d'Rapportrice Josée Lorsché gesot huet, där ech...

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

...och elo extra Merci soe fir de Rapport, deen exzellent war.

Jo. Et ass eng Fuerderung, déi zanter Joren ëmmer erëm gestallt gëtt, dass méi Parkraum bei den Zuchgarë muss geschaf ginn a virun allem, dass Park & Ridë sollen direkt op der Grenz ugebuede ginn, fir dass d'Frontaliere méiglechst fréi op den Zuch ëmklamme kënnen.

Dës Projete kommen der Demande zum Deel no. Nach besser wier et allerdéngs, wann esou Parkinge scho kéinten op där anerer Säit vun der Grenz, virun allem op franséischer Säit, wou déi meescht Frontalieren och hierkommen, amenagéiert ginn. Et gëtt ëmmer erëm vun esou Initiative geschwat, et schéngt och op béide Säite vun der Grenz Interessi ze bestoen, mä leider komme mer de Léisungen net méi no. An och do geschitt näischt Konkretes. Zwee Fallbeispiller: de Raum Longwy an och de Raum Hettange-Grande virun Thionville, do, mengen ech, misste mer onbedéngt no Léisunge sichen. Vläicht kann den Här Minister eis herno dozou eppes soen.

(Interruption)

Dat weess ech net. Do gesäit et op der belscher Grenz mam geplangte P&R am fréiere Centre de triage des trains zu Stackem, méi genau zu Viville, scho besser aus, wou 2019 deen éischten Deel mat 2.000 Parkplazen a Betrib goe soll.

De Minister...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir musst Är Fro nach eng Kéier widderhuelen.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Jo, ech fäerte ganz.

(Hilarité et brouhaha)

Nee, d'Fro, ganz kuerz, wéi gesot...

Une voix.- Widderhuelt et nach eng Kéier.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Nee, et ass kee Problem. Nee, et ass wierklech, ech mengen, et ass eng wichteg Saach, d'Park & Riden,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...mir passen drop op.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Kee Problem. D'Park & Riden op der franséischer Säit Richtung Longwy a Richtung Hettange-Grande, fir déi op där anerer Säit do ze maachen, an da wéi gesot och op der belscher Säit, ech mengen, Här Minister, do sidd Der jo mat deem Projet zu Stackem/Viville scho ganz wäit. Dir hat eis d'leschte Kéier dovunner geschwat, dass an enger éischter Phas 2.000 Parkplazen 2019 solle kommen. A wéi den Här Ali Kaes och scho gesot huet, do hat Der jo eng Entrevue mat der belscher Spëtzt, an ech mengen, do wär et wierklech interessant, fir der Chamber eng Kéier ze soen, wéi wäit mer och mat deene Projete sinn, well et einfach wichteg ass.

Ech mengen, den Här Gibéryen huet dat och schonn ugeschwat, dass et och ganz wichteg ass, dass mer d'Frontaliere schonn déi aner Säit vun der Grenz kéinten opfänken. Dofir, mengen ech, sinn dat awer wichteg Froen, déi mer hei solle beschwätzen.

En attendant dovunner begréisse mer als LSAP, dass nei Park & Riden op der Lëtzebuerger Säit geplangt sinn, well déi natierlech och do

dréngend gebraucht ginn. D'Situatioun ass allerdéngs am Moment schonn esou problematesch, dass mer als LSAP frou wären, wann d'Ëmsetzung vun dëse Projeten och elo kéint beschleunegt ginn. Ech denken do besonnesch un de Park &Ride dann nach eng Kéier zu Bascharage-Suessem, wou d'Pendler haut scho kräiz a queesch parke mussen, well op deem aktuelle Parking ronderëm d'Gare net genuch Plaz ze kréien ass. D'Park & Riden, déi direkt ronderëm d'Stad Lëtzebuerg leien, wou d'Pendler gratis parke können, sinn entretemps och scho saturéiert.

Et ass ganz richteg, fir op den Haaptachsen an ënnerschiddlecher Distanz Plattformen ze schafen, wou een op den ëffentlechen Transport kann ëmklammen. Mä dat kann awer nëmme fonctionnéieren, wann et méiglech ass, den Auto, ouni vill Zäit ze verléieren, och dann do stoen ze loossen.

Ech géif dofir am Numm vun der LSAP derfir plädéieren ze iwwerpréiwen, ob et net méiglech wär, do, wou am dréngendste Bedarf ass, méi schnell Opfangparkingen ze realiséiere respektiv déi aktuell Parkingen ze vergréisseren, wéi ënner anerem reng zoufälleg zu Mamer an zu Kapellen, fir nëmmen déi ze nennen.

An deem Kontext wéilt ech och nofroen, wou mer mam Bau vum Park & Ride zu Rodange dru sinn. Dee Projet huet scho laang gréng Luucht. Do gesäit een awer nach net, dass eppes geschitt. Do kéint den Här Minister eis och vläicht soen, ob et do Problemer ginn.

Wat déi aner Projeten aus dem Fonds du rail ugeet, esou wëll ech net op all Projet agoen, well dozou eis Rapportrice schonn alles gesot huet. Et ass eng Evidenz, dass en uerdentlechen Entretien vun den CFL-Garen an -Infrastrukture muss gemaach ginn an dass d'Arrêten esou mussen amenagéiert ginn, dass se fir all Mënsch accessibel sinn. Dass d'Stellwierker, wéi elo op der Ëlwener Streck, déi essenziell si fir e sécheren Zuchbetrib, musse moderniséiert ginn, ass evident a fënnt selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Här President, zum Schluss wéilt ech nach eng Remarque maachen zur Prozedur an dat a Bezuch op eis aktuell Aarbechte vum neien Naturschutzgesetz an der Ëmweltkommissioun. Ech denken do virun allem un de Landverbrauch vun neie Projeten. Mat deem neien Naturschutzgesetz, dat mer amgaange sinn auszeschaffen, kréie mer mat den Ökopunkten e ganz effikasst Instrument, fir d'Ëmweltzerstéierung, déi e Projet mat sech bréngt, ze bewäerten.

Well dës Punkte monetiséiert ginn an en Deel vun de Käschte vum Projet ausmaachen, wier et interessant, esou fréi wéi méiglech bei all Projet och d'Informatioun derbäizekréien, wivill Kompensatiounsmoossnamen, ausgedréckt an Ökopunkten, doduerch néideg ginn. Natierlech nëmmen och zu dësem Moment estimativ, fir en Unhaltspunkt ze kréien, wou mer do stinn.

Op dës Manéier behale mer och bei den ëffentleche Projete besser am A, wéi wäit mer domat d'natierlech Ressourcë géife belaaschten. Dat wär jo och eng weider Motivatioun, fir bei all Projet genau ze iwwerleeën, wéi een deen Impakt op d'Ëmwelt méiglechst niddreg hale kann.

Domat drécken ech nach eemol eis Ënnerstëtzung zur respektiver Motioun aus an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. An elo ass et dann definitiv um Nohaltegkeetsminister, dem Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci der Madamm Lorsché fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport an allen Deputéierte fir hir Bäiträg, a virun allem och fir déi breet Zoustëmmung. Wann ech dat richteg matkritt hunn, kréie mer 60 Stëmme fir déi Projeten alleguer a fir déi Motioun, datt mer kënnen op de Wee goen. Doriwwer sinn ech natierlech frou, well bei Infrastrukturprojeten ass et natierlech ëmmer wichteg, datt een et fäerdegbréngt, e méiglechst breede Konsens ze fannen.

Ech wollt fir d'Éischt zwee Sätz soen iwwert dem Här Kaes seng Remarque mat der sougenannter Verspéidung vun der Prozedur. Ech wëll awer drop hiweisen, datt an där Prozedur, déi ofgemaach ass tëschent der Chamber an der Regierung - dat ass jo keng gesetzlech Prozedur, mir schwätzen hei vu Projeten, déi iwwer 10 Millioune sinn, awer ënner 40 Millioune leien, dat heescht, wou mer kee Gesetz brauchen - d'Chamber soll consultéiert ginn, wat ech och eng gutt Saach fannen. An dat soll am Prinzip ëmmer gemaach ginn, ier de Budget gestëmmt gëtt vum Joer duerno, dat heescht vun 2018. De Budget vum Joer 2018 gëtt d'nächst Woch gestëmmt, also si mer nach ëmmer am Timing.

Firwat huet dat esou laang gedauert? Bon, éischtens wëll ech awer soen, datt ech d'Motioun am Juli an der Chamber deposéiert hunn. Duerno koum den August. An am August ass bekanntlech keng Chamberssëtzung. An déi éischt Sëtzung hate mer den 28. September. A wat nach derbäikënnt, dat ass, datt mer nach dräi-, véiermol erëm am Regierungsrot d'Motioun nach completéiert hu mat zousätzleche Projeten, déi extrem wichteg sinn, sou zum Beispill dem Rond-point Irgäertchen, haaptsächlech dem Rond-point Irgäertchen.

Mä et ass awer och esou, datt mer mat 27 Projeten awer hei eng Lëscht hunn, déi, géif ech awer gäre soen, wann ech se géif vergläiche mat de Jore virdrun, zimlech rekordverdächteg ass. Doriwwer si mer jo natierlech frou. A jiddweree fënnt déi Projeten och elo gutt. Duerfir mengen ech och, datt et awer gutt gelaf ass, datt déi Projeten in extenso an der Kommissioun virgestallt gi sinn, well ëmmerhin hate mer dräi Sëtzungen nëmme fir d'Presentatioun ze maachen, wou déi eenzel Verwaltungen do waren, fir dat alles virzestellen.

Zu de Froen, déi gestallt gi sinn. Dat Éischt emol, et ass gesot gi vum Här Kaes zu der Nordstreck, e géif bedaueren, datt net tëschent Ettelbréck an Ëlwen och hei dra virgesi wär, fir ze studéieren, fir déi iwwerall zweegleiseg ze maachen. An en huet e bësse gesot, dat wär de Stoussnéckel am Kader vun den Investissementer.

Ech muss em soen: Dat ass net richteg! Éischtens, op där ganzer Nordstreck sinn Investissementer amgaangen nach ëmmer. Zweetens investéiere mer bal 200 Milliounen Euro an de Pôle d'échange Ettelbréck, wat e ganz wichtegen ass fir den Norden. Drëttens sinn eng ganz Rei aner Verbesserungen un der Nordstreck amgaangen. Ënner anerem ass och e Park & Ride an der Planung fir Ëlwen, dat heescht, och bei der belscher Grenz, also am Norden un der belscher Grenz.

An dann dee leschte Punkt ass: Déi Verspéidungen, déi mer de Moment um Reseau bei der CFL generell hunn an och op der Nordstreck, déi hunn näischt domat ze dinn, datt mer net genuch Capacitéit am Moment hätten tëschent Ettelbréck an Ëlwen, mä déi hunn domadder ze dinn, datt de Fahrplang generell um Reseau huet missen iwwerschafft ginn. Et kënnt jo en neie Fahrplang, deen den 10. Dezember a Kraaft trëtt, dee komplett nei ass, vun deem mer eis erwaarden, datt doduerjer d'Situatioun um gesamte Reseau sech vill verbessert. An natierlech, och duerch d'Chantieren, déi mer haten, ënner anerem de Chantier am Pafendall, wou et eng Zäit eegleiseg gaangen ass, mä awer och nach Renouvellementer, déi gemaach ginn um Gleisbau op der Streck, ass dat natierlech op der Eisebunn net aneschters wéi am Stroosseberäich: Wann ee Chantieren huet, da kritt een natierlech Verspéidungen. Mä, wéi gesot, et ass net wéinst der Capacitéit, der aktueller Capacitéit tëschent Ettelbréck an Ëlwen, datt mer do elo e Problem hätten.

Et ass och ze soen, ech wëll net soen, datt mer iwwerall Zweegleiseg kee wëlle maachen, mä datt dee Projet, fir mindestens zum Deel op zwee Gleiser auszebauen, net vum Dësch ass. Ech mengen, dat ass ganz kloer nach ëmmer an den Etüde virgesinn, awer eréischt zu engem Zäitpunkt méi spéit.

Ech mengen, ganz sécher wäerte mer net stoe bleiwe bei deem, wat mer haut op der Nordstreck hunn. Ech ginn och dovun aus, datt duerch den Arrêt vum Pafendall d'Attraktivitéit vun der Nordstreck nach eng Kéier e gutt Stéck wäert an d'Luucht goen. An och d'Besoine wäerten an d'Luucht goen. Also ech mengen, dat ass net vergiess. An dat soll och gemaach ginn.

Dann zu der N7, wat den Här Kaes natierlech am meeschten interesséiert, d'N7 Richtung Wämperhaart. Ech wëll em soen, datt mer méi maachen, wéi einfach 50 cm Sträif bäizesetze lénks a riets, fir d'N7 an der Dräispuregkeet op eng Norm ze kréien, wéi se et international verdéngt. Mä och déi zwee Contournementen, déi ugeschwat gi sinn, Housen an Hengescht, do gëtt weider dru geschafft an déi sollen och gebaut ginn.

Da wëll ech awer och un den Ausbau vun der sougenannter B7 erënneren, dat heescht déi zwee mol zwee Spure bis op de Fridhaff, dat gëtt och gemaach. Dat ass e komplizéierte Projet. Deen huet och fir mech elo Prioritéit am Moment, well ech mengen, datt et fir de Fridhaff mat der Aktivitéitszon, déi sech do wäert nach weider ausdeenen a weider wäert ausgedeent ginn, extrem wichteg ass, datt mer bis dohinner effektiv déi zwee mol zwee Spure kréien. An och dee Bypass, do ginn d'Aarbechten elo gläich un. Dee soll gemaach ginn. Dat heescht, et sinn niewent deene sougenannte 50 cm lénks a riets e ganze Koup Mesuren awer virgesinn och natierlech op der N7 bis op d'Wämperhaart, fir auszebauen.

Ech wëll och soen iwwert déi Iddi oder dat, wat dann esou als Rumeur do soll zirkuléieren, datt d'Belsch géifen eng Autobunn elo baue vu Léck erof iwwer Sankt Vith Richtung Lëtzebuerger Grenz: Ech kann Iech nëmme soe vun all Kéiers, wann ech Entrevuen hu mat mengem belsche Kolleeg, datt an der Belsch, éischtens - ech muss dat leider esou soen - d'Millen zimlech lues muelen. Dat ass sougutt am Eisebunnsverkéier wéi am Stroossebau a -verkéier. Et gëtt kee Projet de Moment konkret, fir déi Autobunn do ze bauen. Et gëtt vläicht e Wonsch vu verschiddene Leit an der Regioun do, dat ze kréien. Mä tëschent dem Wonsch an deem, wat Wierklechkeet gëtt, do ass e laange Wee dotëschent.

Ech si mer zimlech sécher, datt esou bal keng Autobunn wäert goe bis op d'Lëtzebuerger Grenz vu Sankt Vith erof. Duerfir, déi Suerg brauche mer eis de Moment, mengen ech, net ze maachen. D'Belsch hu genuch ze di mat aneren Ausbauen, vun deenen ech weess, datt se amgaange sinn, se ze plangen a maachen ze wëllen op hirem Schinnen- a Stroossereseau. An deen doten ass sécherlech net derbäi.

Da wollt ech eppes soen zu där Fro mat dem Bâtiment Saint Louis, well d'Kommissioun jo och hire Wonsch zum Ausdrock bruecht huet, datt een de Site do nach eng Kéier soll iwwerdenke fir den État-major. Ech wëll soen: Ech sinn net Demandeur, fir dat dohinner ze maachen. Dat gëtt am Ministère de la Sécurité intérieure diskutéiert. Ech bauen dat do, wou dat, ob et elo d'Sécurité intérieure ass oder den Enseignement, gewënscht ass. A selbstverständlech huelen ech dee Wonsch, deen d'Kommissioun hei ausgedréckt huet, gär mat an ech schwätzen nach mat deem zoustännege Minister, fir ze kucken, doriwwer eng Kéier nozedenken.

Ech wëll awer soen, datt awer sougutt den zoustännege Minister wéi natierlech och mir eis selbstverständlech ëmmer Gedanke maachen, well mer jo wëssen, datt et hei ëm e sensibelt Gebai geet, wat d'Sécherheet ubelaangt, an datt mer mat Sécherheet néierens eppes setze ginn, wou mer net eng Garantie hätten, datt d'Sécherheet ginn ass. Mä bon, mir huelen dat gär mat. An ech schwätze mam Minister doriwwer an da kucke mer, wat mer do vläicht kënne maachen.

Dann de sougenannte Bus à haut niveau de service. Ech muss soen: Am Contraire zu anere Leit bauen ech weder e BHNS nach en Tram nach en Zuch nach eng Strooss aus ideologesche Grënn. Dat heescht, wann eppes soll geplangt oder gebaut ginn, dann ass dat, well ech gär kucken: Wat ass de Problem, deen ech hunn? Wat sinn d'Capacitéiten, déi ech brauch? An deementspriechend huelen ech dann eng Decisioun.

An, Här Gibéryen, ech weess, datt ech Iech net iwwerzeegt kréien, well Dir aus ideologesche Grënn mordicus géint egal wéi en Tram sidd. Mä ech wëll Iech awer soen: Déi Zuelen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...do, wou e géif Sënn maachen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo. Ech wëll Iech just soen: Déi Zuelen, déi mech iwwerzeegt hunn, firwat et wichteg ass, datt een en Tram baut, do, wou mer en elo bauen, a firwat mer dann zum Beispill am Süde keen Tram bauen, wou een och hätt kënnen ee bauen, an do amplaz e BHNS bauen, dat ass, well mer eng Capacitéit bei engem BHNS hunn tëschent 30.000 a 35.000 Passagéier. Mir hunn eng genau Analys gemaach op deem Tronçon do a mir hu festgestallt, datt mer de Moment do wäit ewech sinn, fir déi ze erschëpfen, déi Capacitéit, an datt do de Moment e BHNS duergeet.

Dat bedeit awer och, wa mer e BHNS bauen…, deen iwwregens, wëll ech Iech soen, vun der Spur hier - well dat gëtt jo e Bus à haut niveau de service, deen op enger eegener Spur fiert - méi Plaz brauch wéi wann een en Tram baut, well e Bus natierlech per se a senge Wendungen an esou weider aneschters muss Gabarit hu wéi eng Tramsspur. Dat heescht, den Tram hëlt an der Regel manner Plaz ewech wéi de Bus. Mä egal. Do gi jo da Busspure gebaut. An dat gëtt esou gebaut, datt, wann dann de Süde sech eng Kéier esou sollt entwéckelen, datt iergendwann eng Kéier déi Capacitéit vu 35.000 Reesender pro Richtung pro Dag, déi e BHNS engem bitt, net méi duergeet, datt mer da kënnen de Sprong maachen an einfach eben nodréiglech Gleiser leeën an eriwwerswitchen op en Tramsystem.

Dat ass iwwregens dat, wat se zu Metz, wou de Mettis fiert, och decidéiert hunn. De Buergermeeschter vu Metz huet laang iwwerluecht, ob en dat eent oder dat anert soll maachen. A si hu festgestallt, en fonction vun de Capacitéiten, déi se zu Metz haut brauchen, datt de Mettis duergeet. Mä et ass esou gebaut, datt, wann eng Kéier Metz sech géif anescht entwéckelen, se kënnen eriwwerswitchen op en anere System.

Do, wou mer den Tram bauen, hu mer eng Capacitéit vun 110.000 Passagéier pro Richtung pro Dag, dat heescht bal dat Véierfacht - wat mer brauchen - vun deem, wat e BHNS eis ka liwweren. An duerfir baue mer natierlech do en Tram an net e BHNS.

An ech weess och - ech kann Iech dat nach molen, ausrechnen, zeechnen, wéi Der dat wëllt -, ech weess, datt ech Iech duerfir net iwwerzeegt kréien, well Dir, am Contraire zu mir, aus ideologesche Grënn…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …géint de Projet sidd. An ech…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …wann e bis fiert!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat ass den nächste Sonndeg.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maja, da gesi mer jo.

(Brouhaha)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Kommt Der da wéinstens dohinner kucken?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech huele mer extra en Dag fräi, fir eng Kéier domat ze fueren.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat freet mech.

(Hilarité)

Ech maachen Iech och d'Propos, ech maachen Iech och d'Propos...

(Interruptions)

Ech maachen Iech och d'Propos als Minister: Ech fuere souguer mat Iech eng Kéier op an of, fir Iech alles ze erklären an ze weisen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kommt, mir fueren zesummen!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ma ganz gär! Ganz gär!

(Interruptions)

Maacht Iech keng Suergen! D'Leit ginn och gezielt.

Da kommen ech op Waasserbëlleg, op de Park & Ride. Da gëtt gesot, de Park & Ride, dat wär zwar tipptopp, datt mer deen do bauen, mä do géifen elo 730 Plaze geschafe ginn an dat kéint och Verkéier unzéien. Éischtens sinn et keng 730, mä et sinn der nëmme 400, déi mer do bauen. Dat steet och iwwregens an den Dokumenter dran. An zweetens muss ee soen: Dee Park & Ride zu Waasserbëlleg zitt net méi Verkéier un, mä Waasserbëlleg ass effektiv immens belaascht an déi Autoe fueren do derduerch. A wa mir et da fäerdegbréngen, datt mindestens en Deel, dee jo souwisou do derduerchfiert, dann decidéiert: „Mir fueren do an de Parking an huelen da fir de Rescht den Zuch", dann hu mer déi emol scho vun der Strooss erof. Dat ass eng gutt Saach.

Derniewent wëll ech awer och drun erënneren, datt mer e Projet hunn, fir d'Tréierer Weststreck erëm opzemaache mam Zuch. Wat ass dat, d'Tréierer Weststreck? Mä dat ass eng, déi läit nääämlech op där anerer Säit vun där, wou haut gefuer gëtt. Déi läit do, wou déi meescht Leit wunnen, tëschent Tréier a Waasserbëlleg. Dat heescht, déi ass vill méi accessibel fir Frontalieren, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen. An och do si Park & Ridë virgesinn, soudatt mer eis natierlech vill erhoffen.

Déi däitsch Säit huet e bësse Verspéidung. Mir hu jo schonn Zuchmaterial kaaft. Dat sinn déi KISS-Automotricen, déi fueren elo op eisem Reseau am Moment, mä do sinn der fënnef virgesinn, déi herno déi Weststreck solle bedéngen. Mä déi Däitsch hunn e bësse Problemer mat de Garen, déi nach e bësse musse reamenagéiert ginn. Et ass de Moment eng Streck, wou just Gidderzich fueren. Mä do gëtt sech vill erwaart, datt mer vill Frontalieren opgefaange kréien op där Zuchstreck da Richtung Waasserbëlleg, dann och Richtung Lëtzebuerg, wann déi bis eng Kéier a Betrib ass.

An da wëll ech Iech soen, Här Gibéryen: Zu Fréiseng komme mer Iech entgéint. Den Ausbau vun dem Parking ass an der Etüd, sougutt op der Lëtzebuerger Säit, mä awer och op der franséischer Säit. Ech hunn och Kontakt gehat mat de franséische Gemenge ronderëm. An do gëtt et eng Rei Iddien, ob een net och op der franséischer Säit nach zousätzlech eppes ka maachen. Mä och op der Lëtzebuerger Säit si mer amgaangen, dat ze studéieren effektiv, fir ze kucken an d'Luucht ze bauen. An ech ginn Iech recht: Dat ass e Projet, deen absolutt sënnvoll ass, fir ze maachen.

Ech wëll och soen, datt mer mat de Park & Riden op der franséischer Säit elo och vill besser virukommen. Ech hu Kontakt mat der Gemeng vu Lonkech, fir op der Gare Lonkech e Park & Ride ze bauen. Ech hu Kontakt mat der Gemeng vun Thionville. Do ass eng Iddi, fir datt hanner Thionville, um Echangeur, op der Autobunn do d'Gemeng eis eng Plaz wäert ginn, fir do e Park & Ride ze maache fir déi Buslinn, déi mer maachen. Dat ass och ee vu 500 Plazen.

Also, do sinn eng Rei Projeten, déi wierklech de Moment gutt weiderkommen, wou ech mer erwaarden, datt mer déi och séier kënnen amenagéieren, muss ee soen, well deen zum Beispill, dee bei Thionville ass, dat gëtt een en surface, dee läit direkt um Echangeur. Et brauch een emol keng Echangeuren ze bauen. An do investéieren ech gär - elo net e puer Centimmen, mä et sinn awer och ëmmer vill Suen, déi mer investéieren -, mä déi Suen, déi mer do investéieren, déi brauche mer vill manner hei ze investéieren op eisem Reseau a mir hunn d'Leit scho virun der Grenz erof vum Autobunnsnetz.

De Park & Ride Rodange - den Här Negri hat dat, mengen ech, gefrot -, dat huet missen e Gesetzesprojet ginn, well de Projet war iwwer 40 Milliounen. Och do eng erfreelech Nouvelle: De Regierungsrot huet dee Projet ugeholl an ech wäert deen an deenen nächsten aacht, zéng Deeg, wann ech vum Grand-Duc alles zréckhunn an d'Autorisatioun kritt hunn, fir en ze deposéieren, an der Chamber deposéieren, also an deenen nächsten zwou Wochen, géif ech emol soen.

Dann nach de Bâtiment Schuman. Och do ginn ech dem Här Gibéryen recht: Et ass e Lieu de mémoire.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

An net nëmmen e Lieu de mémoire, et soll och eppes sinn, wat lieft herno. A mir hu Kontakt, ech hat nach virun zwee Deeg eng Entrevue, also eng Sëtzung mat dem Vizepresident vum Europaparlament, dem Här Wieland. Do hu mer doriwwer diskutéiert, datt mer wëllen eppes dohinner maachen, wat e bëssen eng Aart zweet Maison de l'Europe gëtt, wou och Liewen drakënnt, dat heescht, wou mer wierklech Ausstellunge maachen, wou wierklech Aktivitéite komme ronderëm d'Parlament. An natierlech och mat Erënnerung, datt do dat éischt Europaparlament fir d'éischte Kéier getaagt huet. A mir gi souguer esou wäit, datt mer ons iwwerleeën, ob mer net Elementer vum Plenarsall, deen do besteet, kënnen erhalen a kucken ze integréieren entweder an dat neit Parlament oder vläicht sur place. Dat muss ee gesinn.

Mä ech mengen awer, wat wichteg ass ze verstoen, dat ass, datt mer mat deem Gebai, deem aktuelle Gebai wierklech näischt kënnen ufänken. Net nëmmen aus energeetesche Grënn, mä och vu bannen. Dat ass wierklech onméiglech gebaut. Also et ass vill méi sënnvoll, datt mer do eppes Neies hibauen, wou mer natierlech kucken, alleguer déi Elementer dran ze integréieren.

An dann nach ofschléissend zu de Kompensatiounsmesuren: Ech muss soen, et ass awer relativ schwiereg, déi an engem ganze Virstadium ze definéieren. Also, ech mengen, mir si jo souwisou verflicht, wa mer den APD vun engem Projet hunn, datt mer se do drastoen hunn, an och verflicht, datt mer Kompensatiounsmesurë maachen, ier mer ufänke mat bauen. Mä bon, dat ass awer schwiereg am Etüdestadium, well dat awer oft ännert en cours de route, sou wéi de Projet sech entwéckelt. Ech mengen, mir kucken zwar haut ëmmer méi fréizäiteg och mam Environnement, och zemools wann dat neit Naturschutzgesetz bis do ass - mam Flächepool gi jo aner Saache méiglech -, fir dat ze maachen. Mä am Detail ass et net ëmmer direkt méiglech.

Nach eng Kéier Merci, Här President, fir d'Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mir sinn domat… Ah, den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt dem Här Minister just nach eng Fro stellen, déi den Här Negri och gestallt hat, nämlech iwwert de Park & Ride, deen op d'Gare zu Käerjeng soll kommen, deen och hei drasteet, deen elo mat enger Durée vun 2023 eigentlech am Pluriannuel steet.

Bei eis, an ech schwätzen elo emol eng Kéier och pro domo, ass d'Verkéierssituatioun katastrophal. An d'Leit maachen d'Regierung net responsabel, mä de Buergermeeschter responsabel.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo. Dat ass leider…

(Interruptions diverses)

Dat ass leider esou.

Et ass iwwregens och esou, dass dat bei deem Park & Ride keng auslännesch Autoe sinn, mä dat sinn haaptsächlech Lëtzebuerger Matbierger vu Suessem a vun Déifferdeng,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …déi dohinner parke kommen,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …fir den Zuch an d'Stad ze huelen, wat ech hinnen och, contrairement zu aneren, ganz gäre vergonnen. Mä et bleift, dass d'Verkéierssituatioun, och duerch de Succès vun der Duebelgleisegkeet, amgaangen ass, sech eigentlech vu Mount zu Mount ze verschlechteren. An do wär ech frou iwwer eng kleng Ausso, well ech mengen, dass Der d'Problematik kennt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Déi ass mer bekannt. An ech ginn Iech och honnertprozenteg recht, datt mer an der Verkéierssituatioun… Dat ass e bëssen dobaussen esou, heiansdo héiert een dat jo vill, wéi wann et nëmmen d'Frontaliere wären, déi de Verkéier géife verursaachen. Ech wëll drop hiweisen, mir hunn zwar eng ganz staark Steigerung vu Frontalieren, déi op Lëtzebuerg kommen, mä mir sinn an engem Rhythmus de Moment - ech wäert déi Zuelen am Januar presentéieren -, wou mer och pro siwen, aacht Joer zousätzlech 100.000 Awunner hunn. An dat ass inlännesche Verkéier. An duerfir hutt Der recht, wann Der dat sot.

An dee Parking…, hei ass jo eréischt d'Autorisatioun, datt mer d'Etüde maachen. Mir läit och um Häerz, datt mer dat beschleunegen. Ech weess, datt d'CFL de Moment enorm vill Projeten och hunn. Mä vläicht musse mer och aner Weeër sichen, fir ze kucken, wéi mer dann déi Parkingen nach méi séier kënne bauen.

Et ass e richtege Kraaftakt, deen och bei de CFL de Moment muss gemaach ginn, fir all déi Projeten ze geréieren. Mä deen dote läit mer ganz vill um Häerz, well ech och weess, datt op där doter Streck wierklech vill Verkéier ass an natierlech och nach Potenzial ass, fir d'Leit op den Zuch ze kréien.

D'autant plus, bei der Péitenger Streck ass jo elo schonn an de Spëtzestonnen een Zuch, deen duerchgebonne gëtt op de Pafendaller Arrêt. Dat wäert d'Attraktivitéit nach méi grouss maachen. An an Zukunft, wann de fënnefte Quai an der Stad fäerdeg ass an de sechsten, da ginn der nach méi duerchgebonnen. An dat soll jo awer bis 2020 de Fall sinn, 2021. Also de fënnefte Quai geet, wann alles normal geet, am Dezember 2019 a Betrib.

Do wäert iwwregens och de Gesetzesprojet elo gläich duerch de Regierungsrot goe fir den Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg. Ech ginn dervun aus, datt mer deen nach Enn des Joers oder am Januar spéitstens wäerten an der Chamber deposéieren. An an deem Sënn mécht et natierlech och Sënn, dann déi Park & Ridë schnell ze bauen.

Also ech mengen, gitt eis eng Chance! Mir sinn hei am Etüdestadium. A mir maachen alles, fir dat esou schnell wéi méiglech ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der Orientéierungsdebatt.

Motion 1

Ech géif Iech da froen, wéi mer mat der Motioun verfueren, déi vun der Madamm Lorsché deponéiert ginn ass a vun alle Fraktiounen a Sensibilitéite gedroen ass, ob mer do mat Handophiewen ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Majo, da géif ech Iech bieden, wien derfir ass, dat ze weisen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthalungen?

Merci. Domat ass d'Motioun unanime ugeholl.

Mir ginn zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwer. Dat ass de Projet de loi 7202, eng Ännerung beim Enseignement musical. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här André Bauler.

9. 7202 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Musek a Gesank prägen dat kulturellt Liewen hei am Land a queesch duerch Europa. Dat weise schonn eleng déi sëlleche Concerten, Festivallen an aner musikalesch Evenementer, déi all Joer vu ville Leit besicht ginn.

Musek an déi musikalesch Ausbildung, besonnesch am jonken Alter, hunn awer net nëmmen e grousse kulturelle Wäert, si spillen och am gesellschaftleche Liewe grad wéi an der kognitiver Entwécklung vun engem Mënsch eng net ze ënnerschätzend Roll. All déi sëlleche Museks- a Gesangveräiner an de Stied an Dierfer sinn eng dreiwend Kraaft am Veräinsliewen an droen zur sozialer Kohäsioun bäi. Et gëtt doriwwer eraus etlech Studien, déi kloer beleeën, wat fir en Impakt d'Musek op déi perséinlech an intellektuell Entwécklung vun engem Mënsch huet, grad op déi vun deene Jonken.

Här President, et gëtt eng Hällewull vu Genren an der Museks- a Gesangsbranche, vu Barock iwwer Klassik bis Rock a Pop. Ech brauch déi elo net all hei opzezielen. A genausou gëtt et och vill verschidde Konstellatiounen a Formatiounen, wann et ëm d'Produktioun vu Musek geet. Mä ganz egal, ob een an enger Duerfmusek aktiv ass, an engem groussen Orchester matspillt, an engem Chouer séngt oder an enger Band prouft, d'Beherrschung vum Instrument, an hei zielen ech och d'Stëmm natierlech derbäi, steet ëmmer un éischter Stell. Dat ass souzesoen d'Conditio sine qua non, fir an der musikalescher Zeen ze reusséieren.

Et sief dann, et wier een e gebuerene Museksgenie a mat engem groussen Talent op d'Welt komm, dat et erlabe géif, sech selwer op eng autodidaktesch Aart a Weis en Instrument bäizebréngen, mä dat sinn Ausnamen, huet am Regelfall bal jiddwereen, dee Musek mécht oder séngt, eng Basisausbildung an enger Musekssschoul oder an engem Conservatoire absolvéiert, déi engem bis an den héijen Alter zeguttkënnt. Dës Grondformatioun ass méi wéi eng sënnvoll Fräizäitbeschäftegung, si ass en Element vun der Allgemengbildung. Si mécht engem Dieren op, fir munnech grouss musikalesch Wierker an hirer Komplexitéit ze begräifen an d'Museksgeschicht besser ze erfaassen.

Här President, mir hunn hei am Land eng ganz Rei vu Musekssschoulen, woubäi een do natierlech och nach ënnerscheede muss tëschent Conservatoiren, Musekssschoulen an einfache Musekscoursen. Et ass net méiglech, dass dës Schoulen duerch déi finanziell Bäiträg vun den Elteren oder vun de Schüler kënnen iwwerliewen. An dofir ass et richteg an noutwendeg, dass déi ëffentlech Hand, virun allem de Stat, e gudden Deel vun de Käschten iwwerhëlt.

Fir genee ze sinn, bezilt de Stat en Drëttel vun de Käschten direkt an een Drëttel iwwert de Fonds de dotation globale vun de Gemengen. Dës Kontributiounen aus dem Statsbudget sinn awer per Gesetz plafonéiert, gedeckelt. Sou huet de Stat zum Beispill insgesamt fir d'Joer 2015-2016 26.742.000 Euro a fir 2016-2017 27.108.000 Euro ausginn. Déi verbleiwend Käschte gi vun de bedeelegte Gemenge gedroen, déi d'Coursen organiséieren.

Déi Montante ginn zwar all Joer un d'Entwécklung vun der Masse salariale ugepasst, allerdéngs kann dat net de finanziellen Impakt opfänken, deen entsteet, wann et Verännerungen an der Organisatioun oder am Statut vun deenen eenzelnen Etablissementer gëtt.

Wann, wéi elo rezent am Fall vun de Musekssschoule Westen, Syrdall an Uelzechtdall, sech Musekscoursen zu enger Musekssschoul zesummendinn, da gëtt och d'Bedeelegung vum Stat un dëse Schoulen erhéicht, esou wéi den Artikel 4 vum groussherzogleche Reglement vum 14. Abrëll 1999 dat virgesäit. Well awer nëmmen e gewëssene Montant vu Sue per Gesetz fixéiert an disponibel ass, misst et dann zu enger Ëmverdeelung kommen, an dat op d'Käschte vun anere Schoulen, déi dee Moment manner staark ënnerstëtzt géife ginn. Et kéim also deemno zu enger proportioneller Baisse vun de Subsidie fir déi aner Etablissementer.

De Projet de loi 7202 gesäit dowéinst vir, dat modifizéiert Gesetz vum 28. Abrëll 1998 ofzeänneren an de Plaffong vun der staatlecher Bedeelegung ze hiewen. Fir 2017 louch de Montant, deen am Statsbudget ageschriwwe war, bei 13.554.000 Euro. Elo géif de Montant vun der staatlecher Bedeelegung, also de Plaffong, op 14.534.000 Euro fir d'Joer 2018 oder ab dem Joer 2018 klammen.

Dëst ass fir ze vermeiden, dass duerch de genannten Zesummeschloss vun deenen 20 Musekscoursen zu dräi Musekssschoulen all déi aner Schoulen an d'Conservatoirë finanziell gestrooft oder benodeelegt géife ginn. Dës gesetzlech Upassung ass dann och als eng direkt Moossnam ze verstoen, fir séier op dës Veränerunge kënnen ze reagéieren. Ma op laang Siicht ass geplangt, fir d'Gesetz eemol komplett op de Leescht ze huelen.

Et sief nach bemierkt, dass mat dësem Gesetzesprojet de Begréff „employé privé" am ale Gesetz duerch d'Notioun vum „salarié à tâche principalement intellectuelle" ersat gëtt, esou wéi dat ofgeännert Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 et virgesäit.

De Statsrot hat säin Avis de 26. September dëses Joers ofginn an hat keng spezifesch inhaltlech Remarquë formuléiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat, sou denken ech, hunn ech elo alles gesot. Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Bericht. Ech bedanke mech beim Commissaire à l'enseignement musical, dem Här Pol Schmoetten, fir seng Erklärungen an der Kommissioun a ginn dann och am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei d'Zoustëmmung fir dëst Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- „Dat Bescht an der Musek steet net an den Nouten", esou sot de Gustav Mahler. A mir wëssen all, wat hien aus den Noute maache konnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir mech ass d'Musek eng ganz mënschlech Form vu Konscht. Si beréiert direkt, ouni Filter, si verbënnt Mënschen iwwer all kënschtlech geschafe Grenzen ewech. Si ass eng universell Sprooch, jiddweree versteet se, ouni Grenzen, ouni Barrièren. Dohier transzendéiert se och Kulturen a Generatioune souwisou.

Musek ass en integral humanisteschen Akt. An dat ënnerscheet och e Museker vun engem Roboter. Mä net nëmme Museker, och Psychologe roden zur Musek. Si mécht glécklech, si schaaft Ausgläich, si fërdert d'Kommunikatioun mat de Matmënschen, si ass Narung fir d'Séil, de Geescht an de Kierper.

Mä niewent all där Passioun fir Musek fousst d'Gesetz vun 1998 iwwert d'Finanzéierung vum Museksunterrecht, wou mer haut eng Änerung dovunner diskutéieren, op zum Deel technesche Regelen, heiansdo kniwwelegen a komplexe Modalitéiten.

Loosst mech e puer Feststellungen zum Gesetz iwwert d'Finanzéierung vum Museksunterrecht maachen!

Fir d'Éischt musse mer festhalen, datt eng ganz grouss Dynamik duerch d'Gesetz vun 1998 geschafe ginn ass. Et huet immens Vitalitéit an de Museksunterrecht bruecht, gekoppelt mat engem substanzielle Qualitéitssprong.

Ech wëll den héijen Niveau ënnersträiche vum Museksunterrecht hei zu Lëtzebuerg. D'Qualitéit ass top. An an deem wichtege Punkt huet d'Gesetz iwwert de Museksunterrecht d'Zilsetzung sécherlech erreecht, dank dem Finanzement a besonnesch dank dem Asaz vun de ville motivéierten a qualifizéierten Enseignanten an Intervenanten an de Conservatoiren, de Musekssschoulen, de Musekscoursë bei der UGDA.

An dach kann een e puer Froen opwerfen, eben a puncto Finanzéierung, wou iwwer deels nei Weeër nogeduecht misst ginn. Ech hat deemools dem Innenminister Virschléi gemaach fir verschidden Neierungen. Mir konnte se duerch déi virgezunne Wahlen 2013 net op en Enn bréngen. Duerno hu mer näischt méi dovunner héieren, bis mer virun zwou Wochen an der Kulturkommissioun informéiert gi sinn, et wär elo en Aarbechtsgrupp agesat ginn, fir iwwer eng Reform nozedenken.

Well, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet de loi hélt just eng punktuell Ännerung vir, an de Rapporteur, den Här André Bauler, huet dat ganz gutt duergestallt. Him Merci fir säi Rapport a säi flotte mëndleche Rapport och hei! En hélt just eng punktuell Ännerung vir, fir déi aner Institutiounen net finanziell ze penaliséieren innerhalb vum besteeënde Plaffong, well dräi nei Museksschoule bäikomm sinn an en anere Statut kritt hunn. Mir mengen, no bal 20 Joer misst een effektiv elo eng Evaluéierung vum Gesetz vun 1998 virhuelen, fir nei Pisten opzezeechnen.

Ech géif also gär folgend Froen un den Här Statssekretär stellen:

Wéi dacks war deen Aarbechtsgrupp schonn zesummekomm, vun deem mir viru Kuerzem gesot kritt hunn, datt en d'Gesetz iwwerkucke géif? Wéini hunn d'Aarbechten ugefaangen a fir wéini soll den Aarbechtsgrupp seng Aarbecht ofgeschloss hunn? Ass do eng Echeance virgesinn?

Wat waren d'Auswierkungen - ass eng aner Fro - vum Ofschafe vun de Chèques-services accueil fir de Museksunterrecht? Ech mengen, et ass och wichteg fir eis ze wëssen: Participéiert haut all eenzel Gemeng um Finanzement vum Museksunterrecht - also ausserhalb vun der Interventioun vum Fong -, och wa se dofir net onbedéngt selwer Coursen organiséiert, well e gutt Ugebuet an der Regioun oder den Nopeschgemenge besteet? An: Wéi gesäit d'Regierung d'Klarifizéierung vun der Verdeelung vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen am Beräich vum Museksunterrecht?

Als Konklusioun, Här President: D'CSV ënnerstëtzt d'Upassung, déi duerch dëse Gesetzesprojet gemaach gëtt. Si läit am Esprit vum urspréngleche Gesetz. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun dozou. An déi ass der Meenung, datt sech Gedanken iwwer eng Weiderentwécklung vum Finanzéierungsgesetz gemaach musse ginn.

Musek ass näämlech kee Luxus, si ass e Stéck Alldag, si mécht eist Liewe méi liewenswäert, och an der digitaliséierter Welt vum 21. Jorhonnert. All Mënsch soll Zougank zur Musek kënnen hunn, aktiv a passiv - doheem, an enger Musek, an engem Orchester, an engem Concert -, an zum Museksunterrecht. Well, Här President, Dir Dammen an Dir Häre: „Dat Bescht an der Musek steet net an den Nouten"!

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dann huet d'Wuert d'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Här President, ech hunn och gäre Musek an ech fannen d'Musek och ganz wichteg an och de Museksunterrecht, wëll et awer net weider verdéiwen, mä wëll dem Rapporteur Merci soe fir seng Berichter an domadder dann den Accord vun der sozialistescher Fraktioun ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och dem Rapporteur Merci fir seng präzis, ausféierlech Aarbecht. Der Madamm Modert Merci fir déi schéi musesch Wierder, déi se un eis geriicht huet.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Och mir maachen de Constat, datt de Museksunterrecht zu Lëtzebuerg op engem ganz héijen Niveau ass. A mir géifen eis och freeën a mir kënnen eis et also virstellen, datt dat esou weidergeet. An duerfir brëngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Weider Wuertmeldungen? Den Här Baum!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Och mir ginn eisen Accord zu dësem Projet, net ouni och der Madamm Modert fir hir lyresch Exkursen ze felicitéieren.

(Hilarité)

Une voix.- Dat ass léif.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da ginn ech dovun aus, dass den Här Statssekretär, den Här Guy Arendt, d'Wuert huet.

Prise de position du Gouvernement

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru bal 20 Joer, fir méi präzis ze sinn den 28. Abrëll 1998, huet Lëtzebuerg säin éischt Museksunterrechtsgesetz kritt, en Text, dee vill bewierkt huet a wierklech e grousse Succès ass. A ganz Europa gi mer fir dëst Gesetz an dat, wat an der Praxis dorauser ginn ass, bewonnert an, géif ech och soen, souguer beneit.

D'Madamm Modert huet et gesot, et ass effektiv esou, an den Här Adam huet et och gesot: Mir hunn e ganz, ganz gudden Niveau an eise Museksschoulen. D'Studenten, déi aus eise Conservatoiren erauskommen, sinn op alle Musekshéichschoulen, an dat a ganz Europa, gären, ganz gäre gesinn, well se mat engem zolitte Bagage do ukommen.

Fir d'Éischt wollt ech awer nach e puer Zuele ginn. Dat heescht, 1998-1999 hate mer 10.872 Schüler, déi sech op zwee Conservatoiren, zéng Museksschoulen a Musekscoursë bei all de Gemenge verdeelt hunn. Haut hu mer ronn 17.000 Schüler, dräi Conservatoiren, zwielef Museksschoulen an eng ganz Partie Gemengen, déi zesummeschaffen. D'Zuel vun den Enseignanten ass net esou staark geklommen, déi ass vu 568 op 658 gaangen.

De Lëtzebuerger Museksenseignement ass och fir d'Enseignantë ganz attraktiv, well mam Gesetz vun 1998 ass näämlech eng ganz wesentlech Ännerung am Statut vum Enseignant komm an de Museksenseignant ass zu engem vollwäertegen an unerkannte Beruff ginn, soudass sech am Enseignement hautdesdaags eng ganz interessant Perspektiv fir jonk Museker opgedoen huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass natierlech net zum Nulltariff! De Finanzement vum Enseignement musical, an de Rapporteur huet et scho gesot, gëtt duerch dräi Partner assuréiert, esou wéi dat am Gesetz vun 1998 virgesinn ass. E Règlement grand-ducal vum 14. Abrëll 1999, deen erkläert, wéi déi Sue verdeelt ginn, an zwar kënnt e Schlëssel zur Uwendung, deen eng ënnerschiddlech Ponderatioun jee no Typ vun Enseignement virgesäit. Fir e Conservatoire gëtt de Koeffizient 1,2 ugewannt, fir eng Museksschoul de Koeffizient 1 a fir e Cours de musique 0,8.

Well de Budget awer plafonéiert ass, dat heescht, de gesamte Kuch, deen ze verdeelen ass, also am Prinzip net méi grouss gëtt, féiert all Changement vun enger Denominatioun zu enger Ëmverdeelung vun de Finanzen. Also, wann e Cours de musique zu enger Museksschoul gëtt oder eng Museksschoul zu engem Conservatoire, bedeit dat fir déi Schoul, déi eropgehuewe gëtt, e Changement beim Koeffizient an domadder eng Erhéijung vun der finanzieller Ënnerstëtzung.

Dat bedeit awer gläichzäiteg, dass d'finanziell Ënnerstëtzung vun allen anere Schoulen am Prinzip erofgeet. Déi Fro huet sech eng éischte Kéier 2002 gestallt, wéi de Conservatoire du Nord gegrënnt ginn ass, wou déi zwou Museksschoulen Dikrech an Ettelbréck zesummegeschloss sinn. Zu deem Moment, an och fir ze verhënneren, dass, wéi gesot, dee Wiessel fir all déi aner Schoulen zu enger Verklengerung vun hirer finanzieller Ënnerstëtzung sollt ginn, hunn déi deemoleg Ministeren am Interieur an an der Kultur eng Gesetzesmodifikatioun initiéiert, déi dann zu dem Text vun 2005 gefouert huet. Duerch déi Ëmännerung huet do keng Gemeng eppes verluer.

Mir sinn elo an deemselwechte Cas d'espèce, wou, wéi gesot, d'Musekscoursen aus 20 Gemengen, déi sech an dräi Regioune versammelt hunn, hir Approbatioun als Museksschoul kritt hunn, an zwar vun der Rentrée scolaire 2016-2017 un. Heibäi handelt et sech ëm d'regional Museksschoul Weste mat Sëtz zu Bartreng, d'Museksschoul Syrdall mat Sëtz zu Nidderaanven an déi vum Uelzechtdall mat Sëtz zu Walfer.

Fir also ze verhënneren, dass déi Changementer an der Denominatioun en negativen Impakt op all déi aner Gemengen hunn, déi e Museksunterrecht ubidden, hunn den Innenminister an ech selwer de commun accord eis entscheet, eng zweete Kéier op de Wee vun enger Gesetzesännerung ze goen.

Dofir gëtt also virgeschloen, de Plaffong, deen d'Gesetz festleet, ze héijen, an zwar vun 13.554.000 op 14.534.000 Euro, dat heescht ëm 980.000 Euro. Domadder geet natierlech och d'Participatioun vun der Dotation communale deementspriechend erop. An de Rapporteur huet et scho gesot: Déi Augmentatioun, déi setzt sech zesummen aus der alljäerlecher Adaptatioun vun der Masse salariale plus dann déi Majoratioun, déi néideg war fir d'Hiewe vum Koeffizient vun de Museksschoule Westen, Syrdall an Uelzechtdall.

Ech mengen, d'Nofro, mir wëssen dat, nom Museksunterrecht ass an deene leschten 20 Joer enorm staark gewuess, ronderëm d'Stad awer och an der Stad selwer, an huet zu neien Infrastrukture geféiert. Do hu mer den ArcA zu Bartreng an de Kinneksbond zu Mamer; ënner anerem, mä awer net nëmmen. A wéi gesot, op anere Gemengenniveaue sinn déi Kooperatioune wierklech verstäerkt ginn. An an Zesummenaarbecht mat dem Commissaire à l'enseignement musical an der UGDA, ënner anerem, sinn, wéi gesot, déi Demandë vun deenen dräi Regionalschoulen eragereecht ginn an déi Approbatioun ass dann och gi ginn.

D'Madamm Modert huet et ugedeit: Ech hu scho viru méi Laangem gesot - an net nëmme viru 14 Deeg an der Kulturkommissioun war dovunner rieds -, mä scho viru méi Laangem ass bei eis d'Maschinn ugaangen, fir ze soen, mir änneren deen Text vun 1998, wat am Fong d'Basisgesetz ass. Dee wëlle mer elo op alle Fall ëmänneren. Mir hunn dat schonn ugekënnegt bei de Conservatoiren an de Museksschoulen ufanks dëses Joers.

A mir hunn awer gesot, mir géife fir d'Éischt emol deen heiten Text iwwert d'Bün kréien, an da wäerte mer elo..., also et si schonn éischt Preparatiounsaarbechten amgaangen. Et geet haaptsächlech ëm den Niveau vun de Strukturen, d'regional Verdeelung vun der Offer, d'Administratioun, d'informatescht Behandele vun den Dossieren um nationale Plang, d'Finanzen, d'Fro vun der Relatioun vu Stat a Gemengen a Museksunterrecht. Dat sinn déi Punkten, Haaptpunkten, déi sollen an deem Groupe de travail diskutéiert ginn. Wéi gesot, dee wäert elo méi konkret nach en place gesat ginn. Mä et si scho Viraarbechten op alle Fall um Commissariat à l'enseignement musical geleescht ginn.

Dir hutt och nach den Impakt vun de Chèque-servicë gefrot. Dir hutt jo awer matkritt, dass mer do eng Ëmschichtung gemaach hunn an dass dat, wéi gesot, elo net méi iwwert de Chèque-service geet, mä dass elo eng Participatioun un de Fraise bei den Elteren agefouert ginn ass. An dat funktionéiert tipptopp. Do si ganz vill Demanden, déi erakommen. An déi ginn och ganz stënterlech behandelt.

Voilà! Dës Upassung, wéi gesot, vum Text vun 1998 an 2005, déi haut virun lech läit, adaptéiert, wéi gesot, déi finanziell Moyenen un d'Entwécklung um Terrain an ass a mengen Aen dofir néideg an dat Normaalst vun der Welt. Dofir hoffen ech hei op eng breet Zoustëmmung. Mä déi schéngt jo awer och schonn do ze sinn.

Merci géif ech all deene soen, déi hei mat un dësem Projet geschafft hunn, och dem Rapporteur fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech géif lech och Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7202 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7202 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Unanimitéit! Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen? Jo?

(Assentiment)

Okay. Dann ass dat esou decidéiert.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat sinn eis eege Konte fir d'Joer 2016. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Marc Lies.

10. 7212 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016

Rapport de la Commission des Comptes

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi all Joer goufen och dëst Joer d'Konte vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2016 vun enger Spezialkommissioun kontrolléiert.

Den Artikel 165 vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir - an ech zitéieren -, éischten Alinea: «(1) L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des comptes" assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.» Véierten Alinea: «(4) La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des comptes pour être enregistrée.»

Den Auditeur KPMG, deen d'Konte vun der Chamber fir den Exercice 2016 kontrolléiert huet, koum de 17. November vun dësem Joer a sengem Schreiwen zu folgender Konklusioun: «À notre avis, les comptes annuels de la Chambre des Députés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes comptables applicables définis par le Bureau de la Chambre des Députés.»

An der Circulaire budgétaire vum Stat stoung, datt den Exercice 2016 net sollt iwwert d'Konte vun 2015 erausgoen. D'Chamber krut fir d'Rechnungsjoer 2016 e globale Kreditt vu ronn 34,5 Milliounen zougesprach. De Kont 2016 ass mat engem Betrag vun 31,6 Milliounen ofgeschloss ginn. Dëst entsprécht engem Minus vun 1,1% par rapport zum Buchungsjoer 2015. Bei den Indemnitéite vun den Deputéierte konnte beispillsweis ronn 430.000 Euro par rapport zum Budget 2016 agespuert ginn.

Och beim Personal vun der Chamber si 423.000 Euro manner ausbezuelt ginn, wéi am Budget projezéiert wor. De Grond heifir ass, datt e puer Beamten d'Chamber verlooss hu respektiv e Switch op Temps partiel gemaach hunn oder awer nach, datt nei rekrutéiert Leit eréischt am Laf vum Joer ugefaangen hu mat schaffen, de Posten awer op ee ganzt Joer budgetiséiert wor.

Bei de Frais de fonctionnement konnt e ganze Batz Geld agespuert ginn, well nei Kontrakter ausgehandelt gi sinn, dëst beispillsweis beim Nettoyage oder bei der Surveillance vun den Infrastrukturen.

Hélt een de Budget voté vu 34.565.000 Euro, esou goufen 2,9 Millioune manner ausgi wéi budgetiséiert. Dëst entsprécht engem Taux vu minus 8,39%. Den dësjärege Budgetsiwwerschoss beleeft sech op 1.216.000 Euro.

Ënnert dem Strëch kann ee soen, datt d'Administratioun vun der Chamber virsiichteg wirtschaft. D'Reserve vun der Chamber belafe sech zwëschenzäitlech op 8.789.000 Euro. Mat dëse Sue gëtt an de kommende Joren awer och nees geschafft: An eng modern Kameraanlag mat Remise en état vum ganze Cablage gëtt investéiert, soudatt an Zukunft de Statsminister net méi brauch Angscht ze hunn, datt seng Ried net en direct iwwerdroe ka ginn. D'Plénière soll an dësem Sënn an de Summerméint um technesche Plang ëmgebaut ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun à l'unanimité an de Réviseur d'entreprise KPMG sinn der Meenung, dass d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domadder géif ech lech alleguerte bieden, d'Konte vum Exercice 2016 guttzeheeschen.

Ech wéilt dem Bureau an all de Mataarbechter vun der Chamber awer och gär e grousse Merci soe fir hir exemplaresch Aarbecht. Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport. An ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, datselwecht ze maachen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen dem Chamberspresident dës Resolutioun. Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2016 et

prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des

Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An ech mengen, dass den Här Rapporteur esou gutt geschwat huet, dass dat...

(Interruption)

...fir eis all akzeptabel ass. An da géif ech Iech froen, ob mer direkt kënnen iwwert d'Resolutioun ofstëmmen an ob mer dat och kënne mat Handophiewe maachen.

(Assentiment)

Vote sur la résolution

An da géif ech Iech ëm en Zeeche bieden, wien derfir ass.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthalungen?

Eis Konte vun 2016 sinn unanime ugeholl.

An hei brauch ech jo déi berüümte Fro, déi ech ni däerf vergiessen, net ze stellen.

Da géife mer zu de Konte vun der Cour des comptes iwwergoen. D'Madamm Adehm, Presidentin vun der Budgetskontrollkommissioun, huet d'Wuert.

11. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 de la Cour des comptes

Exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), auteure.*- Jo. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wéi all Joer hu mer och dëst Joer an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire d'Konte gekuckt vun der Lëtzebuerger Cour des comptes. Et ass eis näischt dran opgefall, wat elo net an der Rei wier. Déi Konte sinn och nach eng Kéier vun engem Reviseur nogekuckt ginn.

Ech géif der Chamber da proposéieren, dass mer och eng Resolutioun unhuele géifen, dass mer déi Konten esou unhuelen, wéi se sinn.

An ech géif awer och der Cour des comptes vun hei aus Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer iwwert d'ganzt Joer haten.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que «les états financiers (...) présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de l'Institution au 31 décembre 2016 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.[1]»;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 4 décembre 2017;

approuve

les comptes de l'exercice 2016 de la Cour des comptes.

(s.) Diane Adehm.

[1] *Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour des comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.*

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci. Ech mengen, Dir kënnt och bal direkt hei bleiwen.

Mä ech géif awer vläicht ofstëmme loossen, wa keen d'Wuert wëllt hunn.

Vote sur la résolution

Wien ass d'accord mat der Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des comptes?

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Och hei hu mer Unanimitéit.

An dann huet d'Madamm Rapportrice d'Wuert fir d'Konte vum Mediateur.

12. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 du Médiateur

Exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), auteure.*- Jo. An dann nach eng Kéier, wéi gesot, deeselwechten Exercice fir d'Konte vum Mediateur. Och déi Konten hu mer an eiser Kommissioun gekuckt. Och do war näischt derzou ze soen. Och déi Konte si vun engem Reviseur nogekuckt ginn.

A mir hunn eis och drop gëeenegt, fir Iech eng Resolutioun den Owend virzeleeën, fir ofzestëmmen, dass mer déi Konten esou kënnen unhuelen, wéi se da virleien.

Résolution

La Chambre des Députés

- vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que «le tableau des Recettes et des Dépenses (...) du Secrétariat du Médiateur au 31 décembre 2016 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg»;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 4 décembre 2017;

approuve

les comptes de l'exercice 2016 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci.

Da stellen ech do nach déiselwecht Fro: Ginn et Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Kënne mer per Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Da bieden ech Iech ëm en Zeechen, wien derfir ass.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Mir hunn och hei Unanimitéit.

Domat sinn och déi zwou Resolutiounen ugeholl.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Kommt gutt heem! An de Rendez-vous fir dës Kéier dee laange Budgetstour ass déi nächst Woch en Dënschdeg um hallwer dräi.

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)

SÉANCE 10 MARDI, 12 DÉCEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Vizepremier.

2. Communications

Ech wollt Iech dann déi gewinnte Kommunikatioune maachen, dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro deponéiert ass. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administration parlementaire deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilités politiques weidergaangen, grad ewéi d'Lëscht vun deenen neie Petitiounen.

Communications du Président - séance publique du 12 décembre 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7215** - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.12.2017

***7216** - Projet de loi instituant un registre des fiducies et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.12.2017

***7217** - Projet de loi instituant un registre des bénéficiaires effectifs et portant 1. transposition des dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ayant trait au registre des bénéficiaires effectifs des sociétés et autres entités juridiques et aux obligations de celles-ci en rapport avec leurs bénéficiaires effectifs; 2. modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.12.2017

***7218** - Projet de loi relative à des mesures macroprudentielles portant sur les crédits immobiliers résidentiels et portant modification de:*

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi du 1er avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.12.2017

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***915** - Demande de pétition publique: Stop slave trade in Libya*

Dépôt: M. Almin Hrkic, le 29.11.2017

***916** - Demande de pétition publique: Play Airsoft/Paintball in Luxembourg*

Dépôt: M. Cyrill Gliedner, le 30.11.2017

***917** - Demande de pétition publique: Prise en charge plus élevée par la Caisse de maladie (veuillez lire: Caisse nationale de santé) pour les aides visuelles et reconnaissance comme handicap*

Dépôt: Mme Michèle Machado, le 01.12.2017

***918** - Demande de pétition publique: Ouverture d'une section francophone primaire et secondaire au sein de l'école européenne/internationale à Junglinster pour la rentrée de septembre 2018*

Dépôt: Mme Roxane Vaudeville, le 01.12.2017

***919** - Demande de pétition publique: Maximales Strafmaß ohne Bewährung für Kinderschänder und Vergewaltiger*

Dépôt: M. Romain Braun, le 28.11.2017

***920** - Demande de pétition publique: Création d'une crypto-monnaie luxembourgeoise portant le nom Luxcoin*

Dépôt: M. Stefano Botta, le 05.12.2017

***921** - Demande de pétition publique: Ras-le-bol des bouchons.....Pour mettre un terme aux cauchemars subis par les résidents et les frontaliers!*

Dépôt: M. Guy Rollinger, le 08.12.2017

***922** - Demande de pétition publique: Pour le tiers payant chez les médecins*

Dépôt: Mme Jill Sterba, le 08.12.2017

***923** - Demande de pétition publique: Abolition de la loi concernant les chèques-services (loi du 29 août 2017) et instauration d'un système gratuit de crèches et foyers scolaires*

Dépôt: Mme Anela Osmanovic, le 11.12.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Dann huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch deen Ordre du jour virgeschloen, deen lech zougestallt ginn ass, mam Schwéierpunkt Budgetsdiskussiounen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann direkt zum Budget fir 2018 an zur Programmation financière pluriannuelle iwergoen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice fir d'Finanzkommissioun, d'Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Très bien!

4. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, beim Statsbudget geet et ëm Zuelen, Tabellen, Kalkulatiounen a Berechnungen. Alles an allem eng éischter dréchen Ugeleeënheet, kéint ee mengen. Wot een awer e Bléck hannert déi plakeg Zuelen, da fënnt een eng sëlleche Konzepter a ganz konkret Moossnamen, déi den Alldag vun de Mënsche concernéieren, ob dat haut, muer oder iwwermuer ass. Dat sinn d'Mënschen, déi hei am Land wunnen, an awer och d'Mënschen, déi net hei wunnen, mä bei eis schaffen, an duerfir och en Deel vu Lëtzebuerg sinn.

Wéi entwéckelt sech e Land? Kënne Mënsche sech fräi entfalen? Gi Schwaacher an enger Gesellschaft gefërdert? Geet et gerecht zou? Op all déi Froe fënnt een Äntwerten am Budget, well de Budget all Joer déi wichteg politesch Moossnamen zesummefaasst.

De Statsbudget betrëfft jiddwer Eenzelne vun eis. Mä fir eng Grupp an dësem Land hu mir bei all Budget eng besonnesch Verantwortung: Dat sinn déi vill jonk Leit, Kanner a Jugendlecher hei am Land. Well et si si, fir déi d'Entscheedunge vun haut eng besonnesch Bedeitung hunn. Si sinn et, déi am längste mat den Entscheedunge vun haut liewe mussen.

Mir schwätzen hei vun deene ville Jonken, déi haut nach an der Ausbildung oder op der Uni ënnerwee sinn a sech op hire spéidere Beruff preparéieren. Vun deene Jonken, déi nach an d'Schoul ginn a vläicht nach guer net wëssen, wou hir Rees higeet. An awer och déi ganz kleng, déi muer eng Welt kenneléiere wäerten, déi mir eis haut nach guer net virstelle kënnen. D'Welt vu muer ass anescht wéi d'Welt vun haut, esou wéi d'Welt vu gëschter anescht war wéi den Hei an Elo.

Et brauch ee guer net wäit an der Zäit zréckzegoen, do ware Bréiffrëndschaft an Télefonskabinn nach de Facebook a Smartphone vun haut. Kee weess, wéi d'Welt vu muer genee ausgesäit. Nach kee vun eis kennt d'Eenzelheete vun der Welt, an där eis Kanner grouss ginn. Mä mir kënnen haut eng Welt vu muer preparéieren an haut eise Jonken déi Instrumenter an de Grapp ginn, déi et hinne muer erlaben, op nei Erausfuerderungen ze reagéieren.

Grad wéinst eise Jonken dierfe mir keng Budgetspolitik maachen, déi Saachen ni a Fro stellt, dierf et kee Laisser-faire ginn. Fir eis Jonk brauche mir eng Budgetspolitik, déi Jalone setzt, déi Upassungen do mécht, wou et néideg ass, an de reelle Besoine vun enger Gesellschaft, déi sech verännert, gerecht gëtt. De Budget, dee mir virleien hunn, ass e Budget, dee gestalt a kloer Akzenter setzt. Et ass e Budget, deen net nëmmen den Hei an Elo gesäit, mä verantwortungsvoll no vir kuckt.

Här President, de Budget, deen ech haut dierf presentéieren, ass dee leschte Budget vun dëser Legislatur. Fir präzis ze sinn, dréit et sech hei ëm zwee Gesetzer: engersäits dat klassescht Budgetsgesetz an anerersäits d'Gesetz iwwert de laangfristege Finanzplang bis 2021. Ier ech op d'Detailer vum Budget agoe wäert, e puer Wierder zum wirtschaftlechen Émfeld.

Et ass kee Geheimnis: Eist Land ass duerch seng Gréisst, seng staark Finanzplaz a seng Oppenheet besonnesch exposéiert. Déi weltwäit Konjunktur huet en direkten Afloss op d'Lëtzebuerger Wirtschaft. Duerfir geheie mir kuerz e Bléck ronderëm de Globus. D'Weltwirtschaft dréit gutt den Ament. Am éischte Semester vun dësem Joer huet et weltwäit wirtschaftlech nach eemol ugezunn an den FMI geet bei senger Projektioun vun engem weltwäite Wuesstum vun 3,6% dëst Joer an 3,7% dat nächst Joer aus. Dat ass méi wéi zolidd. An et ass e Wuesstum, dee wichteg ass, fir d'Aarmut uechtert d'Welt ze bekämpfen, fir de Chômage erofzedrécken a fir esou ville Leit wéi méiglech d'Chance ze ginn, fir hir eege Situatioun ze verbesseren.

Et ginn awer och eng Rei politesch a wirtschaftlech Entwécklungen a Risiken, déi ee genee am A behale muss, fir dass si sech net negativ op d'Konjunktur auswierken. E Land, wat op der wirtschaftlecher Weltkaart ëmmer méi eng grouss Roll spillt, ass China. D'Fro, déi sech hei stellt, ass, ob den Exportvizeweltmeeschter et packt, déi eege Consommatioun am Land unzereegen an dee ganz héije Wuesstum bäizebehalen.

D'Entwécklung vun den Zënsen ass e weidere Facteur, deen ee genee am A behale muss. Och politesch Risike kënne ganz séier de Wuesstumsmoteur un d'Tuckere bréngen. Spéitstens säit dem Untrëtt vum President Trump a sengem „America first" si protektionistesch Iddien erëm in. Nei Handelsbarrièrë si kuerz- a mëttelfristeg e Risiko fir de weltwirtschaftleche Klima. Politesch Tensiounen a Konflikter sinn doriwwer eraus eng permanent Gefor, grad an Zäite wou déi gréisste Weltmuecht och emol gäre Weltpolitik iwwer Twitter mécht. Suerge mécht den Ament besonnesch de Konflikt mat Nordkorea, deen net zum Ausléiser vun engem nukleare Wettrüsten an der Regioun dierf ginn.

Zréck an Europa: virop de Brexit. D'Britten hunn als Éischt emol gehandelt an duerno ugefaangen, ze iwwerleeën. Mam Resultat, dass ganz vill Froen opstinn a bis ewell ganz wéineg Äntwerte konnte fonnt ginn. En éischt Virukommen an de Verhandlungen tëschent Groussbritannien an der Europäescher Kommissioun ass d'lescht Woch annoncéiert ginn, mä et ass e klenge Schrëtt vu villen, déi nach nokomme mussen. Wann eppes schiedlech ass fir eng gutt Konjunktur, dann ass et Onsécherheet.

Duerfir leit déi brittesch Konjunktur momentan. Ech hoffen, dass den éischte wäissen Damp, deen elo d'lescht Woch aus den Negociatiounen opgestigen ass, net nëmmen e Stréifeier ass. An deem Kontext bleift och ze hoffen, dass eisen däitschen Noper als stäerkst europäesch Wirtschaft schnell zu enger stabiller Regierung fënnt, fir senger Roll an Europa an dëse politesch schwieregen Zäite kënne gerecht ze ginn.

Wéi gesäit et elo an der Eurozon aus? Wat d'Wirtschaftsprevisioune betrëfft, stinn d'Luuchten erëm op gréng. No der europäescher Finanz- a Wirtschaftskris an de Joren 2008 bis 2012 ass d'Eurozon erëm „back on track". D'Wirtschaft wiisst, an dat onënnerbrach säit eppes méi wéi véier Joer. D'Previsioune fir 2017 leien tëschent 1,7% an 2,2%. Wat hei besonnesch erfreelech ass, ass, dass dëse Wuesstem op d'Bannennofro zréckzeféieren ass, wat weist, dass d'Kafkraaft bei de Leit erëm ugezunn huet an d'Vertrauen erëm do ass.

Och um Aarbechtsmaart ass d'Entwécklung positiv, mat engem Chômagetaux, dee kontinuéierlech erofgeet. Leider muss een awer hei nach ëmmer grouss Differenzen tëschent den eenzelne Länner feststellen. A Griichenland ass méi wéi all Fënneften op der Sich no enger Schaff. Dat ass dramatesch fir ganz vill jonk Leit, deenen hei keng Zukunftsperspektive kënne gebuede ginn. Och Spuenien huet nach ëmmer e ganz héijen Taux, och wann d'Stëmmung sech lues a lues ophellt.

Komme mir elo op Lëtzebuerg! Lëtzebuerg bréngt et fäerdeg, besser dozestoe wéi déi allermeeschten EU-Länner. D'éischt Semester 2017 hate mir dem Statec no e Wuesstem vun 3%. Fir d'ganzt Joer geet de Statec vun engem Wuesstum vun 3,4% aus an d'nächst Joer souguer vu 4,4%. Domadder leie mir an äänleche Paragë wéi déi lescht zwee Joren, wou d'Zuele jo vum Statec nach no ënne revidéiert gi sinn.

Wat déi eenzel Branchë betrëfft, ass d'Tendenz generell favorabel. De Finanzsecteur steet zwar en termes de volumes manner favorabel do, allerdéngs sinn d'Resultater en valeur och hei gutt. D'Kursen op der Bourse sinn d'ganzt Joer iwwer geklommen an et gëtt och eng gutt Dynamik bei de Kreditter fir d'Privatstéit an d'Entreprisen. Allerdéngs ginn déi generell Fraisen am Secteur an d'Luucht. Dëst huet mat den Investitiounen ze dinn, fir eis Banke konform zu den neien internationale Reglementatiounen ze maachen.

Et héiert een an Tëschenzäit och erëm Stëmmen, déi virun der Gefor vun ze strengen Oplage warnen. Hei gëllt et an Zukunft, dee richtegen Equiliber ze fannen, fir datt sech eng Bankekris net widderhëlt, a mer gläichzäiteg awer och net an eng Iwwerreglementatioun erarutschen.

Bei deenen anere Secteuren dréit besonnesch d'Baubranche gutt. D'Industrie läit dogéint e bëssen hannert den Erwaardungen zréck, mä och hei ass den Ausbléck optimistesch, well d'Carnete mat de Commandë gutt gefëllt sinn.

Wat d'Inflatioun betrëfft, geet dës erëm an d'Luucht, wat gréisstendeels de Präisser vun de Rohstoffer geschëllt ass. Mir leien do dëst Joer bei 1,8% an domat zimlech genau an deem Beräich, wat vun der Europäescher Zentralbank als erstriewenswäert ugesi gëtt. De Statec geet awer dovunner aus, dass d'Inflatioun Enn des Joers awer erëm e bëssen noloosse wäert. Dëst virun allem wéinst den 20 Stonne gratis Kannerbetreiung, déi d'Regierung jo dës Rentrée agefouert huet an déi fir vill Elteren d'Präisser an der Kannerbetreiung däitlech no ënnen dréckt.

Beim Schafe vun Aarbechtsplazen hu mir eng positiv Entwécklung vun eppes méi wéi 3% Zouwuess. Mir stellen awer fest, dass d'Unzuel vu Frontalieren, déi eng Plaz fannen, méi staark wiisst wéi bei de Residenten, wat weist, dass Lëtzebuerg engersäits nach ëmmer eng ganz staark Unzéiungskraaft huet, anerersäits awer d'Betriber och dacks net déi Qualifikatiounen hei am Land fannen, déi si brauchen.

De Chômagetaux läit am Moment bei 5,8%. Dat heescht, en ass esou déif wéi zanter sechs Joer net méi. Wat mech besonnesch freet, ass, dass de Réckgang vum Chômage virun allem deene Jonken ënner 30 Joer zeguttkënnt, an awer och deene Leit mat niddreger Qualifikatioun. Jonken d'Méiglechkeet ze ginn, am Beruff Fouss ze faassen, ass eng wichteg Viraussetzung, fir dass si hir Zukunft selwer an d'Hand kënnen huelen an hiert Liewen esou opbaue kënnen, wéi si dat wëllen.

Fir de Budget opzestellen, bewege mir eis an engem europäesche Kader. Ech brauch op dëser Plaz net nach eemol d'Ursaachen ze verdéiwen, mä eng wesentlech Lektioun aus der leschter Finanz- a Wirtschaftskris ass d'Mise en place vun engem europäesche Regelwierk, dem sougenannte Semestre européen. Dëst ass d'Bollwierk vun der EU, fir d'Stabilitéit vun den ëffentleche Finanze vun deene verschiddene Länner ze garantéieren a fir d'Eurozon besser fir extern Schocken ze rüsten.

Virewech: Déi Europäesch Kommissioun huet eis an hirem Avis iwwert de Plan national de réforme fir dat lafend Joer eng bonne Note ausgestallt. Si konfirméiert, dass Lëtzebuerg säin Objectif à moyen terme, den OMT, net nëmmen erreecht, mä säin Objektiv souguer däitlech iwwertrëfft. D'Kommissioun hieft awer natierlech och d'Erausfuerderunge fir Lëtzebuerg ervir, déi sech op laang Siicht stellen. Dëst si virun allem déi laangfristeg Käschten a Relatioune mat dem Pensiounssystem. Doriwwer eraus lueft d'Kommissioun d'Efforte vun der Regierung, fir d'Wirtschaft weider ze diversifizéieren a fuerdert d'Regierung awer och derzou op, dës weider virunzedreiwen.

Wéi gesäit et elo konkret mat der mëttelfristeger Budgetspolitik aus? Well et ëmmer erëm fir Konfusioun suergt, erlaben ech mer, nach eemol dorop hinzeweisen, dass mir zu Lëtzebuerg zwou Methoden hunn, fir de Budget ze presentéieren:

- éischtens, déi europäesch, déi sougenannte SEC 2010, déi et erlaabt, kohärent an zouverlässeg Vergläicher tëschent de Memberstate vun der Eurozon ze maachen an och d'Engagementer kuckt;

- an zweetens, déi Lëtzebuerger Kontabilitéitsregelen, déi d'Logik vun enger Comptabilité de caisse suivéieren.

Ech wëll nach eemol kloer hei soen, dass et kee richteg oder falsch hei gëtt. Béid Methoden hunn hir Berechtegung a béid Methoden ergänze sech. Dofir soll een och net hei probéieren, déi eng Method géint déi aner Method auszespillen, wat am Endeffekt nëmmen zu Konfusioun féiert.

Ier ech méi genee op de Pluriannuel aginn, wëll ech nach eemol kuerz op d'Ausgangssituatioun um Ufank vun dëser Legislatur agoen.

Mir si vu wäit hierkomm. Wéi d'Regierung Enn 2013 ugetrueden ass, war et ëm d'Statsfinanzen hei am Land net gutt bestallt. D'Finanzkris hat en déift Lach an d'Statskeese gerappt. Derbäi koum, dass d'TVA-Recetten um elektronesche Commerce ewechgebrach sinn.

D'Ierwen, dat dës Regierung ugetrueden huet, war deemno e ganz schwéiert. Et huet misse reagéiert ginn, an et ass reagéiert ginn! Hätt d'Regierung hir Hausaufgaben zu deem Zäitpunkt net gemaach, wier et net an deem Mooss méiglech gewiescht, haut déi Politik am Interessi vun de Leit ze maachen, déi mir maachen: vun de Steiererliichterungen, iwwert de Congé parental bis hin zur gratis Kannerbetreiung.

Zréck op de Pluriannuel. Kärsteck vum Finanzplang iwwert déi nächst Jore sinn déi mëttelfristeg Budgetsziler, déi all Land soll erreechen. Dës Ziler gi regelméisseg aktualiséiert am Kader vun der Aktualisatioun vum Pacte de stabilité et de croissance, dem PSC. No de leschte Konklusioune vum „Ageing Report" huet d'Kommissioun proposéiert, beim OMT op minus 0,5% erofzegoen. Dëse Schratt ass richteg gewiescht, well et eisem Land méi Spillraum gëtt, och op konjunkturell Krisen ze reagéieren, besonnesch well d'Regierung de Sputt net ausnotzt.

Am Fréijoer huet Lëtzebuerg seng Aktualisatioun vum PSC u Bréissel geschéckt. Aus dëser Aktualisatioun geet ervir, dass mir d'lescht Joer souguer bei engem Solde structurel vu plus 2,1% louchen. 2017 an déi nächst zwee Joren geet en dann erof, fir vun 2020 un dann erëm ze klammen.

Wat d'Joren 2017 bis 2019 betrëfft, ass et hei virun allem d'Steierreform, déi spillt an domadder tëschenzäitlech de Solde structurel no ënnen dréckt. Kuckt ee sech déi estiméiert Käschte vun der Steierreform un, gëtt dat Bild schnell méi kloer:

2017 hu mir Käschten an Héicht vun 373 Milliounen Euro. Déi klammen dann an de Joren 2018 an 2019 op ronn 500 Milliounen. Et ass awer ze betounen, dass dës Estimatiounen Abstraktioun maache vum positiven Impakt, deen dës Steierreform natierlech mat sech bréngt. Mëttel- a laangfristeg wäerten d'Steiererliichterungen awer hire positiven Effet voll ausspillen. Si bréngen de Privatstéit näämlech Kafkraaft a setzen an de Betriber Moyene fräi, fir ze investéieren.

Am Gesetz iwwert d'Programmation pluriannuelle konnt d'Trajectoire nach eemol no uewen ugepasst ginn. D'Administration publique bleift deemno iwwert dee ganzen Zäitraum vun der Programmatioun am positive Beräich. 2017 gëtt hei mat engem Plus vu knapp 350 Millioune gerechent. Deen Iwwerschoss bleift iwwert déi nächst zwee Joer méi oder wéineger konstant, fir da vun 2020 un op ronn 820 Milliounen eropzegoen an 2021 da bei iwwer 1 Milliard ze landen.

De Solde vum Zentralstat bleift bis 2021 am negative Beräich, woubäi mir 2021 allerdéngs quasi am Equiliber ukommen, deemno den Defizit déi nächst Joren däitlech erofgeet.

D'Administrations locales, also d'Gemengen, bleiwen iwwert déi ganz Trajectoire am positive Beräich. Bei de Gemengen huet sech dëst Joer jo e bëssen eppes gedoen. Dat lescht Joer hu mir an dësem Haus eng Reform vun de Gemengefinanze gestëmmt. Eng Reform, déi laang ugeduecht war, mä et war dës Regierung, déi hei Neel mat Käpp gemaach huet.

Une voix.- Ganz gutt!

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice*.- Si spullt de Gemengen all Joer ronn 90 Millioune méi an d'Keesen.

De fréiere Fonds communal de dotation financière an d'Gewerbesteier sinn an en eenzegt Dëppen zesummegeluecht ginn an d'Verdeelungskritäre sinn ugepasst ginn. Doduerch gëtt d'Schéier vum Pro-Kapp-Akommes tëschent deenen eenzelne Gemengen däitlech méi kleng. Virun allem déi Gemengen, wou vill Leit liewen a schaffen, sinn däitlech Gewënner. Si hunn elo méi Suen zur Verfügung, fir hire Service um Bierger ze verbesseren an awer och fir hire landesplanereschen Aufgaben gerecht ze ginn.

Wichteg ass hei ze betounen, dass e Kompensatiounsmechanismus derfir suergt, dass keng Gemeng manner Suen erakritt, wéi dat am Referenzjoer 2015 de Fall war. Wann ee sech de Gesamtvolume vum neie Fonds de dotation ukuckt an dësem Joer a wann d'Previsioune fir dat nächst Joer richteg sinn, da kann een awer elo scho feststellen, dass ënnerhalb vu kuerzer Zäit keng Gemeng méi op déi finanziell Kompensatioun ugewisen ass. Kucke mer op d'Trajectoire fir d'Entwécklung vun de Recetten an Depensen iwwert déi nächst Joren, gesi mir, dass d'Gemengen och déi nächst Joren op zolitte Féiss stinn.

De Volet vun der Sécurité sociale weist och iwwert déi nächst Joren däitlech en Iwwerschoss vun iwwer enger Milliard pro Joer op. D'Trajectoire weist awer, dass deen Iwwerschoss lues awer sécher déi nächst Joren no ënnen tendéiert, well méi Leeschtungen, virun allem bei de Pensiounen, an Usproch geholl wäerte ginn.

Déi positiv Entwécklung um Aarbechtsmaart den Ament bewierkt awer, dass d'Cotisatioune fir d'Pensiounsversécherung tëschent 2017 an 2021 viraussiichtlech an der Moyenne ëm 5,3% an d'Luucht ginn. Domadder bleift den Iwwerschoss weiderhin op engem héijen Niveau an d'Reserve gi weider opgebaut.

Och d'IGSS konfirméiert, dass d'Finanzsituatioun vum Pensiounsregimm den Ament éischter komfortabel ass. Effektiv hate mir Enn 2015 eng Reserv, déi 4,37-mol esou héich ass wéi de Montant vun de Prestatioune pro Joer.

D'Situatioun ass also den Ament gutt, mä mir wëssen awer, dass eise Pensiounssystem ganz staark op Wuesstum opgebaut ass an den zweeten an drëtte Pilier weider musse gestäerkt ginn. D'Regierung huet dofir an dëser Legislatur en Aarbechtsgrupp agesat, dee Recommandatioune fir de Pensiounssystem ausschafft.

Bei der Gesondheetskeess hate mir dëst Joer d'Situatioun, dass den Iwwerschoss méi héich wéi den erlaabten Taux vun 20% vun de lafende Käschte louch, soudass de Comité quadripartite decidéiert huet, verschidde Prestatiounen, besonnesch wat d'Zänn an d'Brëller betrëfft, an d'Luucht ze setzen. Alternativ hätt ee kënnen d'Cotisatiounen erofsetzen, mä d'Quadripartite huet sech fir méi Leeschtung entscheet. Et ass op jidde Fall eng Mesure, déi grad deene Leit mat méi klengem Akommes dobaussen zeguttkënnt.

Trotz dëse generell zolitten Zuele vun der Sécurité sociale musse mir d'Depensë genee am Bléck behalen, natierlech besonnesch um Poste vun de Pensiounen. D'Depensë vun der Sécurité sociale klamme viraussiichtlech an der Moyenne ëm 5,5% d'Joer bis 2021, heivunner besonnesch d'Ausgabe fir d'Pensiounen, déi mat 6,2% klammen an och d'Assurance maladie-maternité, déi ëm 5,9% klëmmt.

Ech kommen elo op d'ëffentlech Schold.

Dës stabiliséiert sech nom Budget pluriannuel am Joer 2018 bei ronn 22,7%, fir am Joer 2021 bei 21,6% erauszekommen. Dëst ass däitlech ënnert der Limitt vun 30%, déi d'Regierung sech am Regierungsprogramm gesat huet. Wann ee bedenkt, dass de Comité de prévision am Joer 2013 à politique inchangée vun 29,2% fir 2016 ausgaangen ass, weist dat, dass dës Regierung hei exzellent geschafft huet.

Ze ernimmen ass nach, dass d'Regierung an dëser Legislatur niewent der Emissioun vum Sukuk vun 200 Milliounen am Joer 2014, dee jo fir d'Finanzplaz wichteg war, eréischt am Februar dëst Joer deen éischten Emprunt vun zwou Milliarde gezunn huet. Dësen Emprunt ass iwwregens zu engem historesch déiwen Zënstaux opgeholl ginn, soudass d'Fraise sech fir de Lëtzebuerger Stat hei a Grenzen halen.

Mir kënnen also mat enger gewëssener Zefriddenheet feststellen, dass de Solde structurel déi nächst Joren däitlech iwwert dem OMT bleift, an dat iwwert déi ganz Trajectoire bis 2021 hin. Mir kënnen och eng graduell a signifikativ Verbesserung vum Sold beim Zentralstat feststellen.

Den Trend stëmmt. Déi nächst Jore geet d'Schéier tëschent de Recetten an Depensen ëmmer weider zesummen, well d'Recettë méi schnell wuesse wéi d'Depensen. Bleiwe mir op dëser Trajectoire, packe mer quasi den Equiliber vum Zentralstat am Joer 2021, wat ouni d'Efforte vum Zukunftspak net méiglech gewiescht wier. Erfreelech ass, dass dëst Zil erreecht gëtt, ouni bei den dréngend noutwendegen Investissementer ze spueren.

Wann ee vun den nächste Generatiounen am Kader vum Budjet schwätzt, da kënnt een net laanscht déi ëffentlech Investitiounen. Wien un den Investitioune spuert, spuert op Käschte vun den nächste Generatiounen. D'Regierung ass bei der Sanéierung vun de Statsfinanzen ni deen einfache Wee gaang, well si huet d'ëffentlech Investitiounen ëmmer héichgehal. An der Period vun 2014 bis 2018 wäert dës Regierung iwwer zéng Milliarden investéiert hunn, zéng Milliarden, déi batter néideg sinn, fir d'Retarden op allen Niveauen opzehuelen.

D'nächst Joer wäert och weider massiv an d'Mobilitéit hei am Land investéiert ginn. Dëse Sonndeg ass eng nei Ära an der Mobilitéit zu Lëtzebuerg agelaut ginn. Et ass zwar eréischt e klengen Tracé, mäi säit dësem Weekend kënne mir all mat der neier Gare am Pafendall an der éischter Tramsstreck e Virgeschmaach huelen op d'Mobilitéit vun der Zukunft an der Haaptstad.

Weider grouss Investitioune stinn um Plang. Ech denken hei beispillsweis un en zweet Gleis op der Zuchstreck Hamm-Sandweiler, de Pôle d'échange Houwald, d'Extensioun vum Tram op d'Cloche d'Or an de Findel. An ech zitéieren hei nëmmen e puer grouss Projete vu villen. Et geet näämlech net duer, nëmmen iwwer Stau an iwwer iwwerfëllte Busser an Zich ze lamentéieren. Ouni massiv Investitiounen an d'Infrastruktur beweegt Lëtzebuerg sech net vum Fleck, an dat wuertwiertlech.

Ech ginn also net weider op déi sëllech Infrastrukturprojeten an. Mir hate jo eréischt d'lescht Woch op dëser Plaz e groussen Debat, wou dat am Detail diskutéiert ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo op d'Gesetz iwwert de Budget fir den Exercice 2018.

Natierlech gëtt et do eng ganz Rei Iwwerschneidungen, op déi ech net am Detail wäert agoen. Ze preziséieren ass, dass mir eis hei erëm an der Logik vun de Kontabilitéitsregele vum 99er Gesetz iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Tresorerie vum Stat befannen, an net méi an der europäescher Kontabilitéitslogik.

Wéi steet et elo mat de Konte vun 2016?

No der Lëtzebuerger Methodologie, déi jo eng reng Logik „Caisse" huet, hu mir d'Konte vun 2016 mat engem Defizit vu knapp 1,3 Milliarden ofgeschloss. Dësen Defizit erkläert sech virun allem duerch verschidden exceptionnel Aktioune wéi de Remboursement vu Prêten an Héicht vu 400 Milliounen Euro, zousätzlech Dotatioune fir de Fonds du rail an de Fonds des routes, an eng néideg Kapitalerhéijung vu Lëtzebuerg am internationale Währungsfong an Héicht vun 285 Milliounen Euro.

Rechne mer déi extraordinär Ausgaben eraus, komme mer nach op en Defizit vu ronn 250 Milliounen, a schneiden domadder ronn 180 Millioune besser of wéi am Budget virgesinn.

Beim Compte prévisionnel fir 2017 gesäit et den Ament esou aus, dass d'Depensen an d'Recettë ganz no beim votéierte Budget wäerte leien. Déi lafend Recettë leien um Schluss vum drëtten Trimester bei 77% vum votéierte Budget fir 2017. A bei de lafenden Ausgabe si mir bei 78%.

Et ass ëmsou méi erfreelech, dass d'Regierung hei esou no bei den Estimatioune läit, well mir jo am vergaangene Joer vill iwwert den Impakt vun der Steierreform diskutéiert hunn. Deen een oder aneren hat do gemengt, d'Käschte vun der Steierreform wiere vun der Steierverwaltung an dem Finanzministère ënnerschat ginn. Déi aktuell Zuele weisen awer, dass deem net esou ass. Ganz am Géigendeel leie mir hei ganz no un de Budgetsprevisioune fir 2017.

Komme mer op de Budgetsprojet fir 2018.

Hei geet de Finanzminister vun engem Total vun de Recettë vun eppes iwwer 14 Milliarden aus, an engem Total vun Depensë vun eppes Klengs iwwer 15 Milliarden. Am Verglach zum initiale Budgetsprojet sinn och nach 20 Regierungsamendementer nokomm. D'Gesamtkäschte vun dëse belafe sech insgesamt op 20 Milliounen Euro. Deen héchste Posten heivunner ass de Pappecongé mat engem Käschtepunkt vu ronn 12 Milliounen Euro.

Ech wëll awer op dëser Plaz op d'Upassungen an der Allocation de vie chère verweisen. Doduerjer, dass an Zukunft net méi d'Kannergeld an d'Berechnung fir d'Feststelle vum Revenu afléisst, wäerten an Zukunft 1.500 Stéit méi vun dëser Allocatioun kënne profitéieren. Dobäi kommen eng 700 Communautés domestiques, déi an Zukunft kënnen déi voll Allocatioun bezéien, amplaz wéi am Ament nëmmen eng partiell. Dës Mesure ass eng konkret Bekämpfung vun der Kanneraarmut hei am Land.

Eise Sozialsystem an eis Sozialtransferten hänken dovunner of, dass eist Land et och an Zukunft fäerdegbréngt, nei Recetten ze generéieren. Ech ginn do elo net genee op d'Zesummesetzung vun de Recetten an, déi aus den direkten an indirekte Steiere bestinn, wéi och aus diversen anere Quelle wéi Participatiounen. Dat alles kann ee genee am schréftleche Rapport noliesen.

Et ass awer esou, dass déi direkt an indirekt Steiere bei Wäitem dee gréisste Poste vun de Recetten ausmaachen. Bemierkenswäert ass, dass trotz de Steiererliichterungen domadder ka gerechent ginn, dass d'Steierrecetten ëm 6,2% klammen. Och bei den indirekte Steieren ass mat enger Progressioun vu ronn 7,5% ze rechnen, wat virun allem op d'Recettë vun der TVA zréckzeféieren ass.

Déi Posten, déi bei den Depensen am meeschte klammen, sinn d'staatlech Participatioun un der Pensiouns- a Krankeversécherung souwéi d'Personalkäschte beim Stat. Niewent neie Posten, besonnesch an der Educatioun a bei der Police, hu mir am Januar d'nächst Joer och eng Augmentatioun vum Punktwäert an Héicht vun 1,5%, déi d'Käschten an d'Luucht dréckt. Och de Congé parental schléit mat Méikäschten zu Buch, wat engersäits op dee méi héije Montant zréckzeféieren ass, awer anerersäits och weist, dass déi nei Flexibilitéit op groussen Erfolleg stéisst.

Här President, d'Finanzkommissioun hat vill Echangen, souwuel ënnerenee wéi och mat externen Organismen. Dorauser sinn eng Rei Recommandatiounen entstan, op déi ech hei wëll kuerz agoen.

D'Ratingagencen hu kierzlech den Triple-A mat engem stabillen Ausbléck fir Lëtzebuerg konfirméiert. Dëse Rating bestätegt déi virsiichteg Finanzpolitik vun der Regierung. An och an Zukunft hält d'Finanzkommissioun et fir wichteg, dësen héchste Rating ze behalen, a fuerdert deemno d'Regierung op, d'Finanzpolitik an deem Sënn virunzeféieren.

Der Regierung ass et och gelongen, eng Steierreform ëmzesetzen, déi fir méi Gerechtegkeet suergt. Dës Reform huet kuerzfristeg e gewëssene Budgetsimpakt an trotzdeem schneide mir beim Solde structurel däitlech besser of wéi d'europäesch Virgaben. Och den Taux vun der Schold bleift däitlech ënner 30%. Dëse Spillraum soll d'Regierung sech an Zukunft loossen, fir och op Imprevue kënnen ze reagéieren.

Iwwert déi lescht Joren huet d'Regierung bei där neier Budgetsprozedur vill Wäert op Transparenz a Kloerheet geluecht, dëst souwuel bei der nationaler Annex vum PSC, déi am Abrëll presentéiert gëtt, wéi och beim Gesetzesprojet iwwert de Pluriannuel. Et soll een awer doriwwer nodenken, ob ee mëttelfristeg de Volet pluriannuel vum Budget trennt. Eng Méiglechkeet wär, dass de Pluriannuel schonns a gekierzter Form am Abrëll virgestallt géif ginn.

D'Finanzkommissioun fuerdert d'Regierung iwwerdeems op, d'Digitaliséierung souwuel an

der Steierverwaltung wéi och am Enregistrement virunzedreiwen. Dëst géif net nëmmen d'Aarbecht vun de Verwaltungen erliichteren, mä et och erlaben, méi präzis Donnéeën ze sammelen iwwert de Profill vun de Steierzueler an d'Hierkunft vun deene verschiddene steierleche Recetten. Dëst hätt de grousse Virdeel, dass an Zukunft den Impakt vu verschiddene Steiermesuren op de Budget méi schnell an effikass kéint ageschat ginn.

D'Reform vum Rettungsdéngscht trëtt d'nächst Joer den 1. Juli a Kraaft. D'Zesummeleeë vun den lokale Rettungsdéngschter an e Corps unique wäert och eng finanziell Belaaschtung fir d'Gemengen no sech zéien. D'Finanzkommissioun proposéiert doweinst, dass d'Kontributioun vun de Gemenge fir d'Fonctionnementskäschte vum neie Rettungsdéngscht regelméisseg analyséiert gëtt. Besonnesch d'Entwécklung vun de Käschte fir déi kleng Gemenge muss genee suivéiert ginn, fir datt et hei net zu enger iwwerméisseger Belaaschtung kënnt.

Als lescht Recommandatioun schwätzt sech d'Finanzkommissioun derfir aus, och an Zukunft verstäerkt Jugendorganisatiounen am Kader vun de Budgetsgesetzer ze gesinn. Mir sollten näämlech och grad deenen eng Stëmm ginn, déi an Zukunft mat eisen Entscheedunge vun haut wäerte liewen.

Ech wëll awer och nach all den Institutiounen an Organisme Merci soen, déi en Avis zu deenen zwee diskutéierte Gesetzer ofginn hunn. Et waren deels ganz fondéiert an explizitt Avisen, déi e wäertvollen Apport fir d'Redaktioun vun dësem Rapport bruecht hunn. Ech ginn elo mëndlech net am Detail op déi eenzel Avisen an. Et fënnt een déi verschidde Positiounen am Detail am schréftleche Rapport.

A wann ech scho bei de Mercie sinn, da géif ech direkt nach dervu profitéieren, fir nach e puer Mercie lasszeginn, ier ech dann zum leschten Deel vu menger Ried kommen.

Ee grousse Merci geet och nach un all d'Membere vun der Finanzkommissioun fir déi konstruktiv Diskussiounen; un d'Sekretärin vun der Finanzkommissioun, d'Caroline Guezennec, fir seng detailléiert a präzis Aarbecht; un d'Mataarbechter vum Finanzministère a vun all de Verwaltungen an Organismen, mat deene mir en Austausch an der Finanzkommissioun haten; an awer och un all déi Leit an Associatiounen, mat deenen ech ausserhalb vun der Kommissioun nach en Austausch iwwert de Budget hat. A besonnesch och deene Jugendleche e grousse Merci fir hiren Interessi. An dann nach e grousse Merci och un eis Mataarbechter aus der DP-Fraktioun, a ganz besonnesch un d'Françoise Schlink an den Gene Kasel fir hir Ënnerstëtzung an hiren Asaz bei der Redaktioun vum Budgetsrapport.

Här President, ech hat uganks gesot, datt sech hannert de plakege Budgetszuelen e ganze Package u politesche Mesurë verstoppt, déi d'Leit an hirem Alldag direkt an indirekt concernéieren.

Hieft een de Schleier vum abstrakten Zuelematerial, fënnt een am Budget 2018 virun allem eppes: ganz vill Zukunft! Déi politesch Kontinuitéit, déi sech an all de Budgete vun dëser Legislatur erëmfënnt, ass d'Suerg vun der Regierung, den Alldag vun de Leit haut ze erliichteren a gläichzäiteg deene Jonken e gudde Wee an d'Zukunft ze preparéieren. Dofir brauch et ganz vill pragmatesch Politik, awer och politesch Visiounen.

Wann d'Gesellschaft sech verännert, da kann d'Politik net stoe bleiwen. An eis Gesellschaft, déi ännert Dag fir Dag um klengen an iwwer Joren a Jorzéngten um grousse Plang.

Ouni den Usproch ze hunn, komplett ze sinn, wëll ech op dëser Plaz op véier fir mech grondleeënd gesellschaftlech Changementer agoen.

Déi éischt a vläicht och déi gréisste Veränneru ng, déi eis Gesellschaft iwwert déi lescht Jorzéngte kannt huet, ass an der Aart a Weis, wéi mir zesummeliewen. Niewent dem sougenannte klassesche Familljemodell ass d'Aart a Weis, wéi mir liewen, méi bont ginn. Ob mat Trauschäin oder ouni, Patchwork oder Pacs: D'Bild vun der Famill ass méi villschichteg ginn. Awer och d'Gläichberechtegung vu Mann a Fra verlaangt an der Familljepolitik Upassungen, well d'Politik ass do, fir sech de Leit unzepassen, an net ëmgedréit.

Déi zweet Veränneru ng läit an der Zesummesetzung vun eiser Gesellschaft. De Standuert Lëtzebuerg ass e Magnéit, dee vill Leit mat ënnerschiddleche Backgrounden an eist Land bréngt. Dës Heterogenitéit vun der Bevëlkerung sicht weltwäit hiresgläichen. All déi Mënsche beräicheren eist Land a kultureller a mënschlecher Hisiicht immens.

Mä natierlech stellt eis déi staark Immigratioun och virun Erausfuerderungen, besonnesch um sproochleche Plang a bei der Organisatioun vum Mateneen an eiser Gesellschaft.

Déi drëtt grouss Veränneru ng sinn déi grouss technologesch Entwécklungen am Kader vum Digitaliséierungsprozess, wou mir eis mattendra befannen. Esou Ëmbrécht, déi duerch den technologesche Fortschrëtt entstinn, passéieren ëmmer méi séier an ëmmer méi massiv. Duerfir dierf d'Politik esou Entwécklungen net verschlofen, mä si muss se aktiv begleeden.

An déi véiert Veränneru ng, déi vläicht déi gréissten Erausfuerderung fir d'Mënschen duerstellt, ass de Klimawandel. Quasi a leschter Sekonn huet d'Welt am Joer 2015 mam Paräisser Ofkommes d'Noutbrems gezunn. Mä maache mir eis näischt vir: Dësen Accord bedeit fir déi nächst Joren, dass mir massiv eis Ressourcen an eis Innovatiounskraaft a klimafrëndlech Alternative stieche mussen. A priori hunn dës véier grouss Changementer wéineg gemeinsam, mä si verbënnt, dass all dës Erausfuerderungen haut politesch Decisioune verlaangen, déi d'Weiche fir d'Zukunft vun eisem Land stellen.

Här President, erlaabt mer, an deem Kontext just op e puer Politikfelder anzegoen, wou ech iwwerzeegt sinn, dass et besonnesch wichteg ass, op dës grouss Erausfuerderungen ze reagéieren! Ee Beräich ass d'Schoul.

D'Schoule sinn de Spigel vun eiser Gesellschaft. 43% vun eise Schüler hunn net déi lëtzebuergesch Nationalitéit. Nach méi, näämlech 63%, soen, dass si doheem eng aner Sprooch schwätze wéi Lëtzebuergesch. An dës Tendenz klëmmt. D'Erausfuerderung fir d'Politik läit also doranner, e Schoulsystem unzebidden, deen dëser heterogener Populatioun gerecht gëtt. De sproochlechen oder sozioekonomesche Background dierf näämlech net doriwwer entscheeden, ob e Kand am Liewe virukënnt oder ënnerwee hänke bleift.

Ech ginn elo net op déi sëllechen Initiative vum Bildungsminister am schoulesche Beräich an, sief et d'Lycéesreform oder déi besser Betreiung vu Kanner mat Léierschwieregkeeten.

Ech wëll awer op dëser Plaz nach eemol besonnesch op déi multilingual Fréifërderung verweisen, déi säit dëser Rentrée zesumme mat den 20 Stonne gratis Kannerbetreiung a Kraaft ass a mat ronn 36 Milliounen Euro e substanzielle Posten am Budget ausmécht.



Domadder wäert déi gesellschaftlech Realitéit vun der Méisproochegkeet dobaussen och hire Wee an d'Crèchë fannen. Well wéi ass d'Realitéit bis ewell gewiescht? Friemsproocheg Kanner sinn dacks a franséischsproocheg Crèchë gaangen. Si wäerten an Zukunft schonn an der Crèche en éischte Kontakt mat Lëtzebuergesch kréien. Ëmgedréit gëtt awer och en éischte spillerese Kontakt mam Franséische garantéiert.

En anere Beräich ass d'Famill. Nieft den neie Familljemodeller ass et virun allem d'Emanzipatioun vun de Fraen, déi d'Gesellschaft säit engem gudden hallwe Jorhonnert verännert. Dëst betrëfft souwuel den Aarbechtsmaart wéi awer och d'Organisatioun vum Familljeliewen. Ware mer 1983 nach wäit dovunner ewech, dass iwwerhaapt all zweet Fra am Alter vu 25 bis 49 Joer schaffe gaangen ass, esou ginn haut méi wéi dräi Véierel vun de Fraen an deem Alter schaffen. Ëmgedréit kann een awer och vun enger Emanzipatioun vum Mann schwätzen, deen och ëmmer méi de Wonsch huet, sech an d'Kannererzéiung anzebannen.

Une voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Déi traditionell Rolleverdeelung verschwëmmt. Esou ass den Taux vun de Männer, déi e Congé parental geholl hunn, iwwert d'Zäit staark an d'Luucht gaangen. Waren dat der am Joer 1999 nach nëmmen ëm déi 6%, esou si mer am Joer 2013 schonn iwwer 25%. An ech sinn elo ganz gespaant, wat fir en Impakt den neien, méi flexibele Congé parental nach eemol op dësen Taux wäert hunn.

Als Mamm weess ech, wat d'Duebelbelaaschtung vu Famill a Beruff heescht, besonnesch wann d'Kand nach kleng ass. Mä dat gëllt hautdesdaags net nëmme fir d'Fraen, dat gëllt och fir d'Männer.

Et ass wichteg a richteg fir d'Fraen, e Fouss am Beruffsliewen ze halen. Wann ee weess, dass am Schnëtt d'Männer 46% méi Pensioun kréie wéi d'Fraen, da weess een och, dass eng finanziell Ofhängegkeet vun der Fra ganz schnell zu enger Aarmutsfal am Alter ka ginn. Ëmsou méi huet d'Politik d'Verantwortung, d'Vereenbarkeet vu Beruff a Famill ze ënnerstëtzen, fir dass kee vun de Partner de Choix tëschent Famill a berufflecher Carrière muss treffen.

An dëst Bild vun enger moderner Gesellschaft schreift sech den neie Congé parental, déi 20 Stonne gratis Kannerbetreiung, d'Flexibiliséierung vum Congé am Krankheetsfall vun de Kanner an awer och d'Eropsetze vum Pappecongé an. Grad de Pappecongé ass en Zeechen derfir, dass d'Gläichberechtegung an zwou Richtunge geet, well och d'Pappe sollen d'Chance kréien, sech ëm hiren neigebuerene Puppelchen ze këmmeren. Duerfir geet d'nächst Joer de Pappecongé vun zwee op zéng Deeg erop, woubäi de Stat déi zousätzlech Käschten iwwerhëlt.

D'Ofschafe vun der Ierfschaftssteier tëschent zwee gepacsten oder bestuete Partner ouni gemeinsam Kanner ass eng weider Upassung un d'gesellschaftlech Realitéit, wou Koppelen ouni Kanner a sougenannte Patchworkfamilljen net solle benodeelegt ginn.

Och d'Méiglechkeet vun enger Individualiséierung vun de Steiere fir bestuete Koppelen trëtt den 1. Januar a Kraaft.

E weidere Politikberäich, deen ech kuerz uschwätze wëll, ass d'Aarbecht. D'Aarbechtswelt ass am Wandel. Dat ass keen neie Phenomeen. D'Welt vun der Aarbecht huet och an der Vergaangenheet grouss Ëmbrécher kannt. Mir brauchen duerfir nëmmen an eis eege Geschicht zréckkucken ze goen, wou Lëtzebuerg eng Metamorphos vum Agrarland hin zum Stolgigant gemaach huet, fir sech duerno als Finanz- a Servicezenter nei ze erfannen.

D'Regierung waart net op d'Zukunft, d'Regierung preparéiert d'Zukunft.

Une voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- De Rifkin-Debat ass dat beschte Beispill duerfir. D'Digitalisatioun wäert d'Aarbechtswelt, wéi mer se haut kennen, op d'Kopp stellen. Aarbechtsplaze riskéieren ze verschwannen, neier wäerten entstoen. D'Kompetenzen, déi gefrot ginn, wäerte sech änneren.

Mä wéi preparéiert een also déi Jonk op eng Welt, déi mir haut nach guer net kennen? Eng Äntwert gëtt d'Schoul. Informatesch Outile mussen hire Wee an d'Schoul fannen. Duerfir ass e gratis Tablet kee Gadget, mä e Schlëssel an d'Welt vun der Digitaliséierung vu muer. Well manner wéi rengt Wësse mussen eis Schoule méi Techniken a Methode vermëttelen. Déi nei Sektioun I, Informatik a Kommunikatioun, am Secondaire an och déi méi breet Schouloffer duerch d'Lycéesreform si Mesuren, déi derzou bäidroen, eise Kanner déi Ausrüstung ze ginn, déi si muer brauchen.

Eng aner Äntwert gëtt d'Weiderbildung. De Budget 2018 gesäit hei wichteg Investitioune vir, souwuel fir d'Personal beim Stat wéi och am Privatsecteur. Initiative wéi Fit 4 Coding, Infrachain an d'Luxembourg Tech School sinn nëmmen e puer Beispiller.

Ouni an den Detail ze goen, wëll ech awer nach eemol op de Rifkin-Prozess verweisen, dee wäit iwwert den Thema Aarbecht erausgeet. De Suivi muss hei déi nächst Joren assuréiert ginn. Vill Aarbechtsgruppen hu ganz vill Zäit an Aarbecht investéiert. Mir mussen deen Know-how, dee mir do opgebaut hunn, notzen, fir eis Zukunft selwer an de Grapp ze huelen an nohalteg ze gestalten.

Dee leschte Politikberäich, op deen ech kuerz wëll agoen, ass d'Klimapolitik. D'Klimapolitik ass keng ideologesch Ugeleeënheet, mä an Tëschenzäit batter Realpolitik. D'Ewechkomme vun de fossillen Energien ass keen „nice to have", mä alternativlos, wa mir eise Jonken e liewenswäert Ëmfeld wëlle bidden.

An der Vergaangenheet ass Lëtzebuerg u senge Klimaziler gescheitert. An der Period vun 2008 bis 2012 hat eist Land sech derzou engagéiert, d'Emissiounen ëm 28% erofzesetzen, dëst par rapport zum Referenzjoer 1990. Dat ass der leschter Regierung net gelongen. Si hunn eng 110 Milliounen Euro missen ausginn, fir extern Zertifikater bäizekafen.

Positiv ass, dass an de Joren 2013 bis 2015 mir eis Engagementer do dergéint agehalen hunn. D'Emissioune pro Awunner sinn ëm 30% erofgaangen. An et gesäit gutt aus, dass mir och bis 2020 eis Ziler kënnen erreechen.

Mir mussen eis awer bewosst sinn, dass de Paräisser Accord vun 2015 nach eemol ganz ambitiéis Ziler virgesäit. Lëtzebuerg huet hei eng grouss Obligatioun par rapport zu den nächste Generatiounen, fir konsequent seng Klimapolitik auszebauen, an dat op allen Niveauen: vun der Elektromobilitéit iwwert den Ausbau vum ëffentlechen Transport bis hin zum nohaltege Bauen an den erneierbaren Energien.

Mir mussen eis bewosst sinn, dass eist Land, genee wéi déi aner Länner, a puncto Klimapolitik nach e wäite Wee viru sech huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn op grouss Changementer an eiser Gesellschaft agaangen an hu mer erlaabt, Politikberäicher ze deklinéieren, wou säit 2013 eng sëlleche politesch Mesuren hir Plaz am Budget fonnt hunn, fir dës Changementer ze begleeden.

Och de Budget 2018 ass e Budget, deen eis Gesellschaft net nëmmen op eng Welt vu muer preparéiert, mä och den Usproch huet, déi Welt vu muer matzegestalten. Ee vun den éischte Schrëtt vun dëser Regierung war et, fir en Zukunftsfong fir déi nächst Generatiounen op d'Been ze setzen. Dëst war zu engem Zäitpunkt, wou d'Statsfinanzen net ganz esou roseg waren. Säit Enn 2014, also bannent dräi Joer, ass dës Mouk fir déi Jonk schonns op 183 Milliounen ugewuess a weider 50 Millioune sinn am Budget 2018 virgesinn.

Dës Decisioun war eng vun deenen éischten an eng vu villen, déi d'Regierung am Interessi vun den nächste Generatioune getraff huet. Et ass vill geschitt a munches muss nach passéieren. De Wonsch no méi Flexibilitéit vu Familljen, d'Erausfuerderunge vun enger digitaler Welt, d'Noutwendegkeet vu klimafrëndlechen Alternativen, bei all deene Froen ass Stëllstand keng Optioun.

Mir sinn eise Jonke Léisunge schëlleg. Mir sinn hinnen dat schëlleg, well mir Verantwortung fir déi Jonk iwwerhuele wëllen an hinnen déi beschtméiglech Chancë wëlle bidden, haut an an Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun de Mëtten ukomm, fir jiddwerengem och Zäit ze loossen, fir iwwert de Rapport vun der Finanz- a Budgetskommissioun an de Rapport vun der Rapportrice nozedenken. Muer de Moien um néng Auer hu mer Rendez-vous mam Finanzminister fir seng Stellungnam. An direkt uschléissend kommen d'Fraktiounscheffen zu Wuert an d'Budgetsdiskussioune ginn dann och muer am Nomëtteg an en Donneschdeg weider.

Villmools Merci. D'Sëtzung ass elo eriwwer.

(Fin de la séance publique à 15.27 heures)

SÉANCE 11

MERCREDI,
13 DÉCEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

- *Exposé: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. Aly Kaes, M. le Ministre Dan Kersch et M. le Ministre Etienne Schneider), M. le Ministre Dan Kersch, M. Claude Wiseler, M. le Ministre Etienne Schneider (intervention de Mme Octavie Modert), M. Gast Gibéryen (question d'ordre procédural), M. le Président Mars Di Bartolomeo, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler et M. Gast Gibéryen), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler et M. André Bauler)*

3. Ordre du jour

- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 09.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Moien! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a ginn dervun aus, dass gläich de Finanzminister eis d'Matdeelunge vun der Regierung wäert maachen.

(Approbation)

Merci, Här Statsminister, dann ass dat esou.

An ech géif dann direkt d'Wuert dem Här Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna, gi fir d'Virstellung respektiv d'Kommentéierung vum Budget fir 2018 an der pluriannueller Finanzplanung. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Här Premierminister, léif Kolleegen aus der Regierung, léif Membere vun der Chambre des Députés: Den Tram fiert, d'Ekonomie dréit an d'Statsfinanze sti gutt do!

Une voix.- Très bien, exzellent!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dank enger virsiichteger Finanzpolitik an dank enger gudder wirtschaftlecher Lag ass et dësem Land méiglech, fir vill ze investéieren an domadder d'Liewensqualitéit vun de Bierger ze verbesseren, d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen ze stäerken an d'Zukunft ze preparéieren. Dat ass de Leitmotiv vun dësem Budget. Dat ass d'Essenz vun der Politik vun dëser Regierung.

E Budget ass net eppes, wou een op kuerzfristeg Terminer muss kucken, mä wat ee muss laangfristeg kucken. E Budget mécht een net fir déi nächst Wahlen, e Budget mécht ee fir déi nächst Generatiounen, well déi Choixen, déi mir haut treffen, déi Choixen hunn eng Influenz op eis Kanner an op eis Kandskanner. An déi Investissementer, déi mer haut maachen, wäerten hiert Liewe muer besser gestalten. Fir dat an de Wierder vun der Rapportrice Joëlle Elvinger ze soen: „Et ass e Budget, deen net nëmmen den Hei an Elo gesäit, mä verantwortungsvoll no vir kuckt."

Ech maache meng Presentatioun haut an dräi Deeler. Ech wäert am éischten Deel d'Prioritéiten erklären, am zweeten Deel wäert ech de makroekonomesche Kontext beschreiwen an am drëtten Deel op d'konkret Zuele vum Budget 2018 zréckkommen.

Fir d'Éischt déi grouss Prioritéiten: Ech hat se schonn am Oktober hei beim Depôt virgestallt, ech wäert elo nëmmen d'Haaptlinnen eraussträichen.

Fir d'Éischt wéilt ech awer der Rapportrice Joëlle Elvinger e grousse Merci soe fir hire ganz kompletten a faktuelle Rapport, deen den Akzent richtegerweis op d'Jugendlech gesat huet. Ech wéilt och soen, dass ech hir Analys iwwert déi grouss gesellschaftlech Defie komplett deelen an zwar d'Defien, déi mer hunn an de Familljemodeller, dat ass deen éischte Punkt, d'Zesummesetzung vun eiser Gesellschaft, dat ass deen zweete Punkt, d'Digitaliséierung vun eiser Wirtschaft den drëtten an de Klimawandel de véierten.

Mat groussem Interessi hunn ech alleguerten d'Avise gelies, déi zum Budget proposéiert gi si vun dem Conseil d'État, vun de Chambre-professionnellen, vun der Cour des comptes, vum Conseil national des finances publiques, vun der Zentralbank an och vum Comité olympique et sportif luxembourgeois. Si alleguerten hunn interessant an utile Iwwerleeunge gemaach, och wann ech se net all kann deelen.

Wann een näämlech déi verschidden Avise liest, gesäit een, dass et schwéier ass, hinnen all gerecht ze ginn. Do gëtt et déi eng, déi mengen, mir hätte ganz vill Sputt, fir méi Depensen ze maachen. An do gëtt et anerer, déi mengen, et misst een nach ganz vill nei Aspuerunge maachen. An do gëtt et souguer eng Institutioun, dat ass d'Chambre de Commerce, déi mécht gär dat eent an dat anert zesummen, wat natierlech net méiglech ass.

Ech schléissen doraus, dass d'Regierung d'gëlle Mëtt fonnt huet. De Statsbudget kann een net isoléiert kucken, et muss ee kucken, wat fir een Impakt en huet. An ech wäert dat dann elo an e puer Punkten duerstellen.

Fir d'Éischt ass et e Budget fir d'Familljen. Firwat soen ech dat? Eh bien, well et wichteg ass, dass de Budget sech no der neier Aart a Weis, wéi d'Famillje liewen, riicht. Et ass net un der Regierung, fir de Leit virzeschreiwen, ob se solle bestuet sinn oder net bestuet sinn, ob se solle Kanner hunn oder keng Kanner hunn. Et ass jo och e Fait, dass vill Leit gescheet ginn, Verschiddener hir Kanner eleng mussen erzéien. Mir hunn also eng ganz diversifizéiert Landschaft an de Familljen. An et ass d'Verantwortung vun der Politik, deem Rechnung ze droen. An dat maache mir grad an dësem Budget.

An ech wäert dann elo zu véier Theme soen, wéi mer hei de Familljen entgéintkommen. Dat ass am Beräich vun der Kafkraaft, an der Vereenegung vu Beruff a Familljeliewen, an der Mobilitéit an am Logement. Ech fänken dann u mat der Kafkraaft.

D'Effete vun der Steiererliichterung vum leschte Joer sinn dëst Joer däitlech spierbar. Ech ënnersträichen nach eng Kéier, dass mer fir d'Monoparentallen de Crédit d'impôt verduebelt hu vu 750 op 1.500 Euro. An dëst Joer, 2018, wäert a Kraaft trieden, wat mer d'lescht Joer decidéiert hunn, an zwar d'Méiglechkeet, fir eng individuell Besteierung an enger bestuetener Koppel ze hunn. Dat hu mer dëst Joer, 2017, mat der Steierverwaltung virbereet an dat trëtt da vum 1. Januar 2018 un a Kraaft. Do besteet dann d'Optioun fir eng bestuete Koppel, fir eenzel besteiert ze ginn.

Jiddweree kann also dann eng individuell Steiererklärung maachen an trotzdeem an der Klass 2 bleiwen. Dëst féiert dozou, dass jiddwereen an der Koppel an Onofhängegkeet seng Besteierung ka bestëmmen an dofir seng eege Situatioun selwer an de Grëff kritt. Am Fall vun enger individueller Besteierung ass et dann och esou, dass et keng solidaresch Zwangsvollstreckung méi an der Koppel gëtt.

Eng zweet Mesure, déi och eréischt an de leschte Woche vun der Regierung decidéiert ginn ass, ass d'Allocation de vie chère, déi eropgeet an déi 1.500 additionell Stéit wäert concernéieren. Dat schléit am Budget mat 3,5 Milliounen additionell Depensen zou.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass dank der gudder Situatioun an eiser Caisse nationale de santé decidéiert ginn ass an de leschte Wochen, dass d'Visitte bei den Doktere fir Kanner a Jonker dorénavant 100%eg remboursséiert ginn. Och dat kënnt natierlech de Familljen entgéint.

E leschte Punkt, wat d'Kafkraaft ubelaangt, sinn d'Schoulbicher. Et ass esou, dass pro Joer de Käschtepunkt vu Schoulbicher am Secondaire ongeféier 300 Euro ausmécht. Dat ass ganz vill, haaptsächlech fir jonk Familljen. An d'Regierung huet jo decidéiert an annoncéiert, dass dat d'nächst Joer soll gratis ginn. Dat ass e Käschtepunkt vu 14,5 Milliounen.

Den zweete Punkt, wou mer de Familljen entgéintkommen, ass fir e besseren Equiliber tëschent Famill a Beruff ze fannen. Fir d'Éischt hu mer elo emol de Congé parental renovéiert, méi attraktiv gemaach, an e fënnt vill Zousproch. Dofir gesi mer d'nächst Joer vir, dass deen 98 Millioune méi wäert kaschten, wéi dat am Pluriannuel virgesi war.

Zweetens, de Pappecongé, dee geet vun zwee Deeg op zéng Deeg erop am Privatsecteur, an zwar fir de Pappen ze erlaben, bei Neigebuerene méi Plaz a méi Zäit ze fannen. Dat ass eng Mesure, déi wäert ronn 12 Milliounen Euro kaschten. Dat bezilt net de Patron, och net d'Entreprise, mä de Stat. An dofir ass dee Kreditt natierlech beim Aarbechtsminister ugesidelt.

Fir den Alldag vun den Eltere besser ze maachen, awer och fir d'Educatioun vun eise Kanner besser ze gestalten, hu mer jo eng gratis Sproocheférderung am Accueil vun 20 Stonne pro Woch agefouert. Dës Mesure ass fir all Kanner tëschent engem a véier Joer a gëtt vun den Elteren natierlech extrem geschätzt. De Barème vun de Chèque-servicen ass douerch och adaptéiert ginn. An de Stat wäert am Joer 2018 380 Millioune fir Chèque-servicen ausginn. Dat ass eng Augmentatioun vun 10,6% par rapport zum leschte Joer.

Mä méi interessant ass nach vläicht dës aner Ziffer, déi nach net vill an d'Éffentlechkeet komm war, dat ass, dass duerch déi Mesuren de Käschtepunkt vun der Crèche fir d'Elteren d'nächst Joer wäert ëm 18,5% erofgoen. Ech freeë mech, dass d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dës Mesuren all ausdrécklech begréisst hunn.

Am Beräich vum Logement gëtt och ganz vill gemaach, wat de Familljen zeguttkënnt. De Budget vun de Subventioune fir Sozialwunnengen a Wunnengen „à coût modéré" geet 19% erop op 118 Milliounen. Eng zweet Mesure, déi am Laf vum Joer presentéiert ginn ass an déi nach muss ugeholl ginn, ass fir d'Loyerssubventioune méi gënschteg ze gestalten, fir dass méi Famillje kënnen dovunner profitéieren.

Eng drëtt Mesure, déi am Raum stoung, déi elo eréischt an de leschte Woche confirméiert ginn ass an déi dann elo am Budget iwwert den Amendement agefloss ass, ass déi sougenannt Mesure vum Quart de taux, fir méi Haiser an Terrainen an d'Offer op de Marché ze kréien. Vu dass mer elo wëssen, wéi déi Mesure am Laf vum Joer 2017 gegraff huet, si mer der Iwwerzeegung, dass mer déi Mesure sollen d'nächst Joer weiderféieren. Och dës Mesure, mengen ech, gëtt dobausse ganz positiv empfaangen.

E véierten a leschte Beräich, wou mer de Familljen entgéintkommen, ass natierlech dee vun der Mobilitéit. De Funiculaire an den Tram fuere säit leschtem Sonndeg, an dat net nëmmen an der Zäit, mä och am Budget. Den Arrêt Pafendall, wou de Funiculaire fortgeet fir op d'Rout Bréck erop, ass 20% méi bëlleg ginn ewéi am Budget virgesinn an ass dräi Méint virdru fäerdeg ginn. Dat ass d'Budgetspolitik vun dëser Regierung: ënnert dem Budget an an der Zäit.

D'Streck um Kierchbierg ass awer just déi éischt Phas, an dofir sinn ongeféier 250 Milliounen investéiert ginn. Fir déi zweet Phas, déi dann nach op d'Cloche d'Or an op de Findel geet, wäerten 228 Millioune weider virgesi ginn.

De Fonds du rail gëtt d'nächst Joer mat 292 Milliounen dotéiert a wäert domat den Zuchreseau moderniséieren. Am Ganze gëtt d'Regierung d'nächst Joer 827 Milliounen aus fir den éffentlechen Transport, e Rekord!

A leschtens hu mer och fiskalesch Mesurë geholl, fir den Individualverkéier méi nohalteg ze gestalten, andeem mer d'Autoen, déi hybrid oder elektresch sinn, förderen.

No de Famillje kommen ech elo bei d'Mesuren, déi am Interêt vun den Entreprisë sinn, fir déi méi kompetitiv ze maachen. Mat der Steierreform vum leschte Joer war jo a Kraaft getrueden, dass dëst Joer d'Kierperschaftssteier vun 21% op 19% erofgeet. Vum 1. Januar vum nächste Joer un ass déi Steier 18%.

Ech rappeléieren och, dass mer fir déi kleng Entreprisen a fir Start-uppen en Taux vu 15% hu fir Benefisser, déi ënner 25.000 Euro leien. Mir hunn am Laf vun dësem Joer e Gesetzesprojet eraginn, fir d'Besteierung vun der Propriété intellectuelle méi gënschteg ze gestalten. Dee Regimm wäert d'nächst Joer a Kraaft trieden an den Entreprisen hëllefen ze innovéieren. De Fonds de l'innovation kritt d'nächst Joer eng Dotatioun, déi 41 Millioune méi héich ass ewéi dëst Joer.

A leschtens hu mer hei eng nei Mesure am Budget virgesinn, déi d'nächst Joer soll a Kraaft trieden, dat ass de Crédit d'impôt fir Investissementer am IT, an der Technologie de l'information. Fir Investissementer an deem Beräich bis 150.000 Euro kritt een e Crédit d'impôt vun 8%, an iwwer 150.000 Euro ee vun 2%, wann ee Software keeft. Domat ënnerstëtzt d'Regierung déi Entreprisen, déi sech wëlle moderniséieren an déi den Zuch vun der Digitalisatioun net wëlle verpassen.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn dës Mesure ausdrécklech ënnerstëtzt.

Leschtens huet dann och d'Chambre des Métiers sech zefridde gewisen, dass mer an den nächste véier Joer wäerte 65 Millioune virgesinn, fir nei Terrainen an Industriezonen ze schafen. Wann et den Entreprisë gutt geet, da profitéiert jiddwereen dovun. Da profitéieren och d'Mataarbechter, well se besser Salairë kréien oder well se eng Aarbecht fannen.

An dann, op der éischter Grafik - Dir misst alleguerten e Paquet mat Grafike verdeelt kritt hunn - gesitt Der um éischte Slide, dass den Emploi zu Lëtzebuerg tëschent 2013 an 2018 regelméisseg an d'Luucht gaangen ass. Den Taux ass am Laf vum Joer 2017 3,2%, dat ass eng ganz remarkabel Ziffer.

Op der Grafik 2 gesitt Der, dass natierlech, wa vill Aarbechtsplaze geschafe ginn, de Chômage och regelméisseg erofgeet säit 2014, wou en iwwer 7% war. An haut ass de Chômage 5,8% an e wäert d'nächst Joer nach weider falen.

Fir dësen Trend weider ze ënnerstëtzen, huet d'Regierung de REVIS agefouert, de Revenu d'inclusion sociale. Anescht wéi den RMG ass de REVIS esou konzipéiert, fir d'Leit erëm op den Aarbechtsmaart ze kréien oder se iwwerhaapt dohinner ze kréien.

Dëse Projet gouf am Oktober 2017 och elo nach nogebessert a wäert natierlech säin Niderschlag am Budget fannen. Dës positiv Entwécklungen um Aarbechtsmarché sinn natierlech och positiv fir de Statsbudget, an net nëmmen, well mer doduerch mat den neien Aarbechtsplaze méi Recettë kréien, mä och, well et besser ass, an d'Aarbecht ze investéieren ewéi an de Chômage.

Wat mech besonnesch freet ass awer, dass vu ville vun deene Mesuren, déi ech elo hei opgezielt hunn, wäerten d'Frae profitéieren, well et wäert hinnen hëllefen, finanziell méi onofhängeg ze sinn, déi richteg Choixe kënnen ze maachen, fir Famill a Beruff mateneen ze conciliéieren. Et wäert hinnen och hëllefen, hir eege Pensioun opzebauen an net méi vum Conjoint ofzehänken.

Am Oktober 2017 huet den Institut européen pour l'égalité des femmes et des hommes seng lescht Editioun erausbruecht iwwert d'Gläichberechtegung zu Lëtzebuerg. An dee Gläichberechtegungsindex weist, dass Lëtzebuerg op der néngter Plaz ass vun 28 Länner an der EU. Mir leien a fënnef vu sechs Domäne besser ewéi d'Moyenne communautaire. Dat ass e gutt Resultat, wat een natierlech nach ka verbesseren. Mä et ass e gutt Resultat.

An op engem Punkt ass Lëtzebuerg de Spëtzereider. An zwar ass et esou, dass an der Moyenne an der EU den Ënnerscheed an der Pai tëschent Mann a Fra 16,3% ass. Eh bien, zu Lëtzebuerg ass den Ënnerscheed am „pay gap" nëmme 5,5%. Doriwwer kann ee sech wierklech freeën. Et ass nach ze vill, mä mir sinn doran déi Bescht de Moment. A mir mussen natierlech kucken, dass mer op null kommen.

D'makroekonomescht Ëmfeld ass den zweeten Deel vu menger Presentatioun. D'makroekonomescht Ëmfeld ass gutt an dofir hunn d'Lëtzebuerger all Grond, fir optimistesch ze sinn, a si sinn et och. An der Etüd, déi d'Lëtzebuerger Zentralbank säit 2002 mécht, gesäit een, dass d'Vertraue vun de Consommateuren zu Lëtzebuerg ganz héich ass. En fait ass et esou héich ewéi nach ni, säitdeem gemooss ginn ass. Ënner anerem maache sech d'Leit manner Suerge fir de Chômage. Si sinn optimistesch, dass se finanziell muer besser dostinn ewéi haut, a vill soen, dass se och eng gutt Perspektiv hätten, fir Erspuernisser ze maachen.

Aner Ëmfroe weisen an déiselwecht Richtung. Dat ass net nëmmen e Bauchgefill vun de Leit, dat sinn déi objektiv Zifferen, déi weisen, dass d'Leit net fir näischt optimistesch sinn, mä well d'Lag effektiv besser ass.

Wéi ass se dann, déi Lag? D'OCDE schätzt, dass mer am Joer 2018 e Wuesstum vun 3,6% weltwäit wäerten hunn. D'Europäesch Unioun feiert hiert 18. Trimester hannerenee mat positiven Zifferen. Fir Lëtzebuerg gesäit de Statec e Wuesstum vun 3,4% fir dëst Joer vir a vu 4,4% d'nächst Joer.

Op der Grafik Nummer 3 gesitt Der, wéi d'Tendenz an de leschte fënnef Joer zu Lëtzebuerg war. Mir haten tëschent 2013 an 2018 eng Moyenne vu Wuesstum vun 3,9%. Wann een dat am internationale Verglach kuckt op 2017, situéiert sech Lëtzebuerg mat deenen 3,4%, vun deenen ech virdru geschwat hunn, am gudde Mëttelfeld.

D'Inflatioun zitt erëm liicht un. Se war 0,3% d'lescht Joer, se ass dëst Joer wahrscheinlech 1,7% a wäert d'nächst Joer bei 1,4% leien. D'Steierreform kuerbelt d'Nofro un, eng Tatsaach, déi d'Ratingagencen an och anerer confirméieren.

D'Kommissioun zu Bréissel ënnersträicht dee positiven Effekt a seet: „In light of its fiscal position, the recent decision by the national authorities to use the available fiscal space to implement a tax reform appears appropriate." Laut der OCDE an der Europäescher Kommissioun zéien och déi privat Investissementer an Europa an zu Lëtzebuerg un. Dat ass en Zeechen, dass déi Dynamik, déi mer an der Wirtschaft hunn, och wäert relativ laang daueren.

De Statec geet dervun aus, dass 2018 d'Zënsen nach wäerte relativ niddreg bleiwen, mä à moyen terme wësse mer, dass déi Zënse wäerten an d'Luucht goen. Dofir ass et richteg, haut laangfristeg Investissementer mat niddregen Zënsen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een optimistesch ass, dann heescht dat net, dass een d'Risiken ausblennt. Ech hat schonn am Oktober hei iwwer verschidde Risike geschwat, ech wëll se kuerz nach eng Kéier opzielen.

Éischtens ass emol à court terme d'Sécherheetslag ronderëm d'Welt nach ëmmer fragill. Et brauch een do nëmmen un Nordkorea ze denken an un d'Terrormenacen, déi iwwerall op der Welt à tout moment méiglech sinn. An et ass och eng Tatsaach, dass d'Decisioun vum President Trump, fir Jerusalem elo als Capitale vum israelesche Stat unzëerkennen, net eppes ass, wat d'Risike wäert méi kleng maachen.

Mëttelfristeg Risiken, do géif ech gären e Wuert iwwert de Brexit soen: dass mer natierlech musse gutt uechtginn als Lëtzebuerg, dass de Brexit net zu Verzerrungen an der Concurrence féiert. Dat gëllt haaptsächlech och um Gebitt vun der Reglementatioun oder um Gebitt vun der Besteierung. Mir setzen eis a fir den „level playing field" a wäerten eis dann och deemno zu Bréissel behuelen. D'Adoptioun vun der Steierreform an den USA virun zwou Woche bréngt och nei Onsécherheete mat sech, déi mer genee mussen analyséieren.

Laangfristeg Risiken, do géif ech haaptsächlech op d'Digitaliséierung vun der Ekonomie an op de Klimawandel hiweisen.

Fir d'Éischt vläicht e Wuert zum Klimawandel. Ech war de leschte Mount zu Bonn. Ech hat d'Éier, do souwuel de Grand-Duc ze begleede wéi och d'Ministre de l'Environnement. An do konnte mer kucken a vergläichen, wat verschidde Länner maachen, fir hir Ziler ze erreechen a Saache Reduktioun vun CO_2-Ausstouss. Lëtzebuerg wäert natierlech do seng Ziler erreechen an anhalen. Mä mir hu ganz vill drop gepocht, an dat war och d'Thema zu Bonn: Wéi kann d'Finanzwelt de Klimawandel positiv beaflossen? An ech muss soen, dass sech erausgestallt huet, dass Lëtzebuerg ee vun de Virreider an deem Domän ass.

Ech konnt déi ganz „toolbox", déi mir en place gesat hunn iwwert déi lescht Méint, do presentéieren. Nieft eiser Bourse, déi jo déi gréng Bourse „green stock exchange" gegrënnt huet, hu mir zu Lëtzebuerg eng Plattform fir Klimainvestissementer geschaaft, zesumme mat der Europäescher Investitiounsbank. Mir hunn och en Accelerateur an d'Liewe geruff, deen eng Coopération vu public/privé ass, fir fäerdegzebréngen, dass eis Fongenindustrie och méi a Klimaprojete kann investéieren.

Als Finanzminister sinn ech immens frou, dass eise Finanzsecteur seng Roll spillt, fir en Effet multiplicateur ze hunn an der Bekämpfung vum Klimawandel.

Op d'Digitaliséierung, déi natierlech e Risiko ass, awer och eng Opportunitéit, brauch ech vläicht net ganz vill anzegoen, do huet d'Regierung ganz vill Initiative geholl. „Digital Lëtzebuerg" ass den iwwergräifende Begréff. Mä ech wëll ënnersträichen, dass mer grad op der Finanzplaz déi Wichtegkeet erkannt hunn, andeem mer FinTech als Prioritéit erkläert hunn an do och vill gemaach hunn.

Ech wëll zum Schluss zu der Digitaliséierung och nach soen, dass d'Cofibu eis an hirem Rapport de Besoin vun der Digitalisatiounsëmsetzung och ënnersträicht fir eis Steierverwaltungen. An et freet mech, hei kënnen ze soen, dass do villes amgaangen ass an dass d'Zesummenaarbecht mam CTIE vum Stat an deene verschiddene Verwaltungen exzellent ass.

Et gëtt een Ënnerscheed tëschent „Risike gesinn" an „systematesch Schwaarzmolerei" ze maachen. Dës Regierung mécht keng Politik vun der Angscht, mä kuckt d'Zukunft an d'A a bereet d'Land konsequent op déi nei Erausfuerderunge vir. Sämtlech Ratingagencë gesinn dat och esou zu Lëtzebuerg an hunn och dofir den Triple-A vun eisem Land confirméiert.

Ech kommen dann elo zum drëtten Deel vun der Presentatioun. Ech kommen op d'Ziffere vum Budget 2018. Ech wäert meng Presentatioun, wéi déi aner Joren och, konzentréieren no den Ziffere vun der Kontabilitéit vun der Europäescher Unioun, genannt „Norme SEC 2010". Wéi d'Rapportrice gëschter an hirem Bericht scho gesot huet, sinn d'Zuelen no der Bréisseler Method an déi, déi mir zu Lëtzebuerg an der Comptabilité nationale nom Gesetz vun 1999 hunn, net déiselwecht. Dat gesäit een och an der Grafik 5, déi ech extra maache gelooss hunn, fir dass ee kann déi zwou Ziffere matenee vergläichen. Dat heescht net, dass déi eng richteg sinn an déi aner falsch. Et weist just, dass et zwou verschidde Methode gëtt, fir Zuelen ze presentéieren.

D'europäesch Norm huet zwee grouss Virdeeler. Deen éischten ass, dass ee sech ka mat anere Länner vergläichen. Deen zweeten ass, dass ee ka kontrolléieren, ob Lëtzebuerg de Stabilitéits- a Wuesstumspakt anhält. Dofir, wéi gesot, hale mer eis un déi europäesch Aart a Weis.

Da kommen ech elo zu de Recettë vun der Administration centrale. Fir d'nächst Joer rechne mir mat Recettë vu 17,3 Milliarden Euro. Dës Zuel ass net changéiert gi säit Oktober. An Dir gesitt un der Grafik Nummer 6, wéi déi Recettë sech opdeelen an, wéi gesot, mir hunn déi Zifferen net geännert. An zwar net, well mer ze vill optimistesch oder pessimistesch sinn, mä well et kee Grond derfir ginn huet. Ech wäert mech och elo doriwwer erklären.

Ech verstinn, firwat och grad d'Oppositioun ëmmer erëm Bedenken ausdréckt, wann ee kuckt, wéi et mat der Realisatioun vun de Recetten ass. Déi eng soen, et géif iwwerschat ginn, déi aner soen, et géif ënnerschat ginn. An dofir hunn ech d'Inspection générale des finances gefrot, dass si eis soll en Tableau maachen, deen Der op der Säit 7 gesitt, wéi dann d'Recetten evoluéiert hu par rapport zum Budget, dee gestëmmt ginn ass. Den Tableau weist also d'reell Recettë par rapport zum Budget.

An do gesäit een, dass an där Zäit, wou d'CSV de Finanzminister gestallt huet, den Ecart tëschent de gestëmmte Recetten an de reelle Recettë vill méi grouss war, wéi dat haut de Fall ass.

Am Laf vun dëser Legislaturperiod sinn d'Ecarten ëmmer méi zesummegaangen, d'Zifferen, déi mir vun de Verwaltunge kritt hunn, hu mir dann an de Budget opgeholl an déi befanne sech, wéi gesot, säit 2014 ganz no bei der Realitéit.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech zitéieren och hei d'Cour des comptes, déi seet: „D'Previsioune vun der Regierung, wat d'Recetten ugeet, si räsonabel a realisabel." Et ass richteg, dass, säit de Budget presentéiert gouf, de Statec seng Previsioune vum PIB 2017 an 2018 ugepasst huet, an zwar no ënnen.

Ech wëll awer hei ënnersträichen, an dës Grafik weist dat, dass et keen direkte Lien gëtt tëschent de Resultater vun eisem Räichtum vum PIB an de Recetten. Dat gesäit een och un der Grafik 7 mat de grénge Strécher. Déi gréng Strécher ginn Iech d'Ecarte vum Wuesstum un, wéi se waren am Moment, wou de Budget gestëmmt ginn ass, a wéi dann d'Realitéit e Joer duerno war. Et gëtt also, wéi d'Spezialiste soen, keen automatesche mechanesche Korrelatiounsmechanismus tëschent der Evolutioun vum PIB an de Recetten. An d'Estimatioune sinn natierlech eng gutt Saach, mä en fait sinn dat Wichtegst d'Zuele selwer. An déi rieden eng kloer Sprooch.

De 27. Oktober hunn ech der Comexbu an der Chamber d'Zuele vum drëtten Trimester 2017 virgestallt. An dee Moment louche mir mat de Recettë scho 6,2% iwwert deem, wat am Budget virgesi war. Laut deene leschten Zuele vun der Steierverwaltung fir d'Méint Oktober an November hält dëse positiven Trend un, obwuel, wéi gesot, de PIB méi schwaach ageschat ginn ass vum Statec. Déi positiv Dynamik, déi ech am Oktober presentéiert hunn, huet sech also entre-temps confirméiert. An dat gesitt Der un der Grafik 8.

Fir nach méi komplett ze sinn, kann ech Iech och nach derbäisoen, dass d'Recetten, déi bei den direkte Steieren enregistréiert gi sinn, op Enn November 9,1% méi héich leien ewéi d'Joer virdrun. Et gesäit een also: Deen Trend spillt weider.

Wéi kann een dat erklären? Éischtens emol duerch déi nei Aarbechtsplazen, déi geschaaft gi sinn, a virun allem elo schonn duerch méi e qualitative Wuesstum. E Wuesstum, deen och op engem méi niddregen Niveau méi héich Recettë schaaft. An ech mengen, dat ass e ganz wichtege Punkt, deen een haut hei muss ënnersträichen.

Entgéint deem, wat Verschiddener virausgesot hunn, sinn d'Steierrecetten och net duerch d'Steierreform erofgaangen, mä au contraire geklommen. Natierlech och wéinst där gudder makroekonomescher Situatioun, déi dat ofgefiedert huet. D'EU-Kommissioun zu Bréissel gesäit dat net anescht a seet: „Public finances are projected to remain sound in spite of the tax-decreasing reform."

Ech kann zu dësem Zäitpunkt soen, dass déi Previsiounen, déi mir d'lescht Joer gemaach haten iwwert den Impakt vun de Steierrecetten an déi vill Stoff geliwwert hate fir Contestatiounen, dass déi Previsiounen, déi d'Regierung gemaach hat, sech als richteg erweisen. De Käschtepunkt war ageschat ginn op 373 Milliounë fir dëst Joer, 502 Milliounen d'nächst Joer a 524 Milliounen déi Joren duerno. Ech mengen, dass all déi Elementer weisen, dass dës Regierung alles drugesat huet, fir realistesch Recetten an de Budget ze schreiwen a realistesch Previsiounen ze maachen.

Elo kommen ech zu den Depensë vun der Administration centrale. Tëschent dem Depot vum Budget an haut sinn 20 Amendementer vun der Regierung deposéiert ginn, deenen hire Käschtepunkt ongefëier 20 Milliounen ass. 20 Milliounen ass zwar vill Geld, mä op där anerer Säit par rapport zu Depensë vun 18,2 Milliarden ass dat natierlech net visibel, soudass d'Grafik 9, déi ech Iech am Oktober presentéiert hunn, nach ëmmer valabel ass.

An Dir gesitt do, dass dee gréissten Deel vun den Depensen, 8,8 Milliarde vun 18 Milliarden, also bal d'Halschent, fir Sozialleeschtunge sinn, ob dat elo Transferte si fir d'Sécurité sociale, Sozialleeschtungen, Subsiden oder aner Transferten.

Ech wëll hei eppes ënnersträichen, wat d'Zentralbank vu Lëtzebuerg gesot huet. Déi seet, dass mir eent vun deene Länner sinn, wou d'sozial Ënnerscheeder am klengste sinn an dass dat de Fall ass dank dem groussen Deel vu Sozialtransferten, déi de Stat mécht.

D'Evolutioun vun den Depensen am Joer 2018 ass ganz kloer ënnert dem Zeeche vun der Kontinuitéit. D'Investitioune bleiwen op engem héijen Niveau, ronn 2,4 Milliarden, also 4,1% vun eisem Räichtum, an d'Depensë vun der Administration centrale sinn am Gréff, wéi een dat op der Grafik 10 gutt gesäit. Et gesäit een et och besonnesch kloer op der Grafik 11, wou een d'Fonctionnementskäschte vum Stat, Consommation intermédiaire genannt, och ganz gutt kann novollzéien. Hei gesäit een, dass déi strukturell Mesurë vun dëser Regierung gegraff hunn.

Wat ass dann elo d'Resultat um Niveau vum Sold vun der Administration centrale?, wat jo e ganz wichtege Punkt ass.

Wann natierlech d'Recetten eropginn an d'Depensen am Gréff sinn, muss de Sold sech natierlech verbesseren. An dat ass och dat, wat mer feststellen. An dat ass och dat, wat mer iwwer all déi Jore festgestallt hu säit 2014. Ech rappeléieren, dass mer 2014 en Defizit vu minus 543 Millioune virgesinn haten an en fait nëmmen en Defizit vu minus 197 Milliounen haten. Fir d'Joer 2015 waren 876 Milliounen ugesat als Defizit an et sinn der 263 erauskomm. An am Joer 2016 waren et 633 Milliounen, déi ugesat waren, an et sinn der 211 erauskomm.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech kann Iech elo scho soen, dass mer och fir d'Joer 2017 e vill bessert Resultat wäerte schreiwe wéi dat, wat virgesi war. Virgesi war, dass mer am Joer 2017 sollten en Defizit vu ronn enger Milliard hunn. An ech kann Iech haut soen, an dat ass eng ganz gutt Noriicht, dass dësen Defizit ënner 500 Millioune wäert sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An dat hu mer dann och an der Grafik 12 gemoolt. Dee bloe Feil weist no uewen, dat ass d'Korrektur, déi amgaangen ass ze geschéien. Wann dëse positiven Trend wäert weidergoen - a mir ginn dovunner aus, dass dat de Fall ass -, da wäerten natierlech och d'Ziffere vum Joer 2018 besser si wéi dat, wat de Moment am Budget steet. A mir wäerten dann och méi séier den Equiliber an der Administration centrale kréien. D'Richtung stëmmt also, mä mir schreiwen am Moment nach ëmmer rout Zuelen an der Administration centrale. Dofir musse mir awer nach ëmmer oppassen, dass mer d'Depensen am Gréff behalen.

De Schlësselfacteur vun dësem Budget, wéi bei deene virdrun, ass den Investissement. De Schlësselfacteur ass den Investissement! Dat ass och deen, dee justifiéiert, dass mer nach e klengen Defizit bei der Administration centrale hunn. Mä firwat dann en Defizit maachen?

D'Chambre des Métiers schreift: Les investissements «(…) représentent une nécessité absolue afin de rattraper les retards qui ont été accumulés par le passé, ces derniers s'expliquant surtout par le fait que la croissance économique soutenue sur une longue période, de même que les besoins en équipements qu'elle génère, aient été sous-estimés par les gouvernements successifs.» Mir versiche jo, dat riichtzebéien.

Ech hat am Oktober bei der Presentatioun vum Budget gefrot, dass déi Leit, déi géife mengen, et misst ee manner investéieren, mer sollten en Hint ginn, Iddie ginn, wou een da soll Investissementer sträichen: bei wellecher Schoul, bei wellecher Strooss, bei wellechem Wunnengsprojet. Ech waarden nach ëmmer, ech hunn och nach ëmmer keng Propositioun do kritt.

(Brouhaha)

Au contraire, ech liesen, dass d'Regierung gelueft gëtt fir hir Investitiounspolitik. A bis 2021 bleift den Niveau vun den Investissementer ganz héich. Ech stelle fest, dass d'Chambre de Commerce kritiséiert, dass d'Investissementer, esou wéi se haut geplangt sinn, 2021 par rapport zum PIB liicht erofginn, vu 4% op 3,92%, amplaz sech ze freeën, dass mer am europäesche Verglach mat un der Spëtzt sinn, wéi Der dat un der Grafik 13 kënnt gesinn.

M. André Bauler *(DP)*.- Verstehe wer will!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dorunner gesäit een, dass et zu Lëtzebuerg e Konsens ze gi schéngt, fir d'Investissementer op engem ganz héijen Niveau ze halen, esou wéi d'Regierung dat jo och mécht. Well et ass genee esou, wéi d'Rapportrice et gëschter gesot huet: „Wien un den Investitioune spuert, spuert op Käschte vun den nächste Generatiounen."

Dës Regierung spuert net op Käschte vun der nächster Generatioun. Dës Regierung spuert en faveur vun der nächster Generatioun, andeem se de Fonds souverain geschaaft huet, wou d'nächst Joer wäerten 240 Milliounen ugesammelt gi si fir eis Kanner.

Ech kommen elo zum groussen Ensembel, d'Analys vun der Administration publique, wou dann och d'Gemengen an d'Sécurité sociale bei d'Administration derbäigekuckt ginn.

D'Gemengefinanze sti gutt. Si hunn en Excedent vu ronn 200 Milliounen all Joer. Do gesi mer op déi ganz Period och de positiven Impakt vun der Reform vun de Gemengefinanzen.

Wat d'Sécurité sociale ubelaangt, och do gesi mer eng nette Verbesserung. Do ass den Excedent och all Joers relativ kloer. Et ass ongefëier eng Milliard, déi dann all Joers an d'Reserve kënne gespeist ginn.

An deene meeschten Avise gëtt vill iwwert d'Sécurité sociale geschwat a se gëtt natierlech an den Zesummenhang bruecht mat der Nohaltegkeet vun eisem Pensiounssystem. Dat ass eng berechtegt Fro. Et gëtt awer zu dësem Zäitpunkt kee Grond, fir a Panik oder fir a Schwaarzmolerei ze verfalen. D'Reserve vun eise Pensiounskeese sinn esou héich wéi nach ni. An duerch déi positiv Entwécklung vun der Wirtschaft an de Rendement vum Fonds de compensation fléisse regelméisseg de Moment all Joers eng Milliard derbäi. Dat si Reserven, déi géifen eis bis iwwer 2040 bréngen. Kee Land an Europa huet esou Reserven!

Dat wëllt awer net heeschen, dass een näischt sollt maachen. An dofir huet d'Regierung jo en Expertegrupp zesummegeruff. Deen ass beoptragt, fir verschidden Optiounen ze bewäerten, fir sécherzestellen, dass dëse System och mëttel- a laangfristeg gradesou stabel ass, wéi en haut ass.

Ech kommen elo op de Sold vun der Administration publique. Deen ass iwwert d'ganz Period positiv. E war och an der ganzer Legislaturperiod positiv. En ass ugesat fir d'Joer 2018 op 333 Milliounen Euro oder 0,5% vum PIB a geet regelméisseg an d'Luucht, fir am Joer 2021 op 1,7% vun eisem Räichtum ze klammen. An der Grafik 14 gesitt Der, dass Lëtzebuerg e gudde Schüler ass a mat deene Beschten an Europa ass, wat dee Solde de l'administration publique ubelaangt.

E Wuert zur Schold: Enn 2013 war Lëtzebuerg um Wee, fir déi europäesch Kritären net méi anzehalen a säin Triple-A ze verléieren. D'Projektioune vum Comité de prévision vun 2013 hu virausgesot, dass eis Schold géif op 29,2% eropgoen. Wou leie mer haut? D'Statsschold läit 2018 ronn bei 22,7% vum PIB, erof vun 23,7%, wou mer 2013 stoungen. An dat trotz ganz héijen Investissementer. Dësen Taux vu Verschëldung wäert bis 2021 regelméisseg erofgoen op 21,6%. Mir leien also ganz kloer ënnert der 30%-Limitt, déi dës Regierung sech fräiwëlleg ginn huet, well Dir wësst jo, laut Bréisseler Regele wäre 60% erlaabt.

An absolutten Zuele läit d'Schold bei 12,9 Milliarden. Ronn 11 Milliarden dovunner hu mer vun de viregte Regierunge geierft. Bei der Schold ass et wéi beim Invest, méi aussokräfteg, wann ee mat Prozenter schwätzt plutôt wéi mat absoluten Zuelen. Mä trotzdeem ee Wuert zu den absoluten Zuelen.

Eise Räichtum, eise PIB wäert laut dem Statec 2018 59 Milliarden erreeche géint 46,5 Milliarden am Joer 2013. Dat ass eng Augmentatioun vun 12,5 Milliarden. An da kann een dach net higoen a soen, dass eng zousätzlech Schold vun 1,9 Milliarden net räsonabel wier! An deene fënnef Joer, 2013 bis 2018, wäerte mir zu Lëtzebuerg méi wéi 10 Milliarden investéiert hunn. Dovunner si méi wéi dräi Véierel finanzéiert mat lafende Recetten an nëmmen ee Véierel mat Schold. Dat ass eng responsabel Politik.

Grad an Zäite vun niddregen Zënsen ass dat de richtege Choix, dës Investissementer elo bëlleg mat Emprunten zu engem klengen Deel ze finanzéieren. D'Zënsen op der Statsschold ginn erof op 181 Milliounen. Dat ass 1% vun den Depensen. Et géif kee Sënn maachen, zu dësem Zäitpunkt wëlle mordicus den Defizit ze reduzéieren an op null ze bréngen, wa mer au contraire d'Investissementer zu historesch niddrege Konditioune kënne finanzéieren.

Och op dësem Gebitt schwätzt en Diagramm méi wéi Wierder. An dofir invitéieren ech Iech, déi lescht Grafik 15 ze kucken. Do gesitt Der, dass d'Schold vu Lëtzebuerg mat 22% déi zweetniddregst an der ganzer EU ass.

Ech kommen op d'Konklusioun an un de Respekt vun den europäesche Kritären.

Lëtzebuerg ass dat eenzegt Land a bleift dat eenzegt Land, wat d'Kritäre vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt ëmmer agehalen huet. An zwee vun deene wichtege Kritäre sinn natierlech 60% Maximalschold an d'Anhale vum Objectif à moyen terme.

D'Anhale vum Objectif à moyen terme ass verbonne mam „output gap" a mam Solde structurel calcul, vun deem d'Lëtzebuerger Zentralbank seet, dass et en „Concept difficilement saisissable" ass. Ech kann der Zentralbank vu Lëtzebuerg nëmme recht ginn an ech muss soen, ech verteidegen déiselwecht Meenung zu Bréissel ronderëm den Dësch.

D'lescht Joer huet d'Regierung, esou wéi d'Europäesch Kommissioun dat och ausgerechent hat, den Objectif à moyen terme vun +0,5% op -0,5% vum PIB erofgesat, e Choix, deen d'Chambre des Salariés fortement approuvéiert. E Choix, deen awer d'Chambre des Métiers oder de Conseil national des finances publiques bedauert. Mä laut der Note de conjoncture vum Statec vum 5. Dezember läit de Solde structurel fir 2017 wäit iwwert der Limitt vun -0,5%. Mir wäerte souguer iwwer +0,5% landen.

Wéi de Statsrot a sengem Avis ervirgehuewen huet, respektéiert Lëtzebuerg säin OMT, Objectif à moyen terme, also largement. Och hei bestätegt et sech, dass et richteg war, de Wäert am Budget ganz virsiichteg anzesetzen, fir do Sputt a Marge de manœuvre ze hunn.

Trotz deene verschiddene Kriticken ass net een Avis derbäi, deen a Fro stellt, ob Lëtzebuerg säi Solde structurel oder säin Objectif à moyen terme respektéiert. Do besteet Unanimitéit. Lëtzebuerg hält dat an. Ech freeë mech iwwert déi Unanimitéit.

De Conseil d'État schreift: «Le projet de budget pour l'exercice 2018 répond aux deux objectifs que le Gouvernement s'est fixés: respect de l'OMT et maintien de la dette publique en deçà de 30% du PIB.»

D'Zentralbank vu Lëtzebuerg schreift: «Au total, le Luxembourg respecterait donc ses engagements en matière de finances publiques au niveau européen sur l'horizon de projection 2017-2019.»

An de Conseil national des finances publiques schreift och eppes Äänleches. Wann een déi verschidden Avisen iwwert de Budget an der Regierung hir Finanzpolitik liest, da fält engem eppes op: Mir sinn zu Lëtzebuerg ganz streng mat eis selwer. An dat ass och gutt esou. Mä et muss een awer och kënnen iwwert den Tellerrand erauskucken. Déi Leit, déi eis vu bausse observéieren, ob dat den FMI ass, d'OCDE oder d'Europäesch Unioun, si sech eens: D'Statsfinanze sinn an der Rei.

D'Kommissioun schreift: «La Commission est d'avis que le projet de plan budgétaire du Luxembourg (…) est conforme aux dispositions du pacte de stabilité et de croissance. Elle invite les autorités à exécuter le budget 2018.» Deem ass näischt bäizefügen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Finanzminister. An ech gesinn, eisen éischte Riedner ass prett. Den Här Claude Wiseler, de Fraktiounschef vun der CSV, huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat gëtt schwéier!

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll mat dem Finanzminister senge Wierder vum Budget 2016, also Dezember 2015, ufänken, deen do gesot huet, wou en déi positiv Situatioun a sengen Aen, déi en do fonnt huet, beschriwwen huet an dorauser geschloss huet oder sech d'Fro gestallt huet, ob en elo kéint ufänken, Kaddoen ze maachen. An en huet sech selwer d'Äntwert ginn a geäntwert: „Absolutt net!" Dat sinn Är Wierder! „An ech erklären Iech och, firwat. Ech wëll hei op fënnef Grënn agoen", hutt Dir gesot.

„Deen éischten: Déi positiv wirtschaftlech Entwécklunge sinn nach net um Niveau vun de Statsfinanzen ukomm.

Zweetens, d'Wirtschaftslag weltwäit ass weider fragill", hutt Der och dës Kéier beschriwwen.

„Drëttens, de Stat huet ëmmer nach héich Scholden", hutt Dir gesot.

„Véiertens, den Zukunftspak ass nëmmen dann effikass, wann och all Mesuren ëmgesat ginn.

A fënneftens, Lëtzebuerg muss sech un en neit steierlecht Ëmfeld upassen."

Dat ware virun dräi Joer staark Wierder vum Finanzminister. An ech zéien direkt als Konklusioun: Hätt en d'Konsequenzen aus senger eegener Analys sengerzäit gezunn, dann hätte mer haut missen en anere Budget presentéiert kréien. Well fir eis ass de Budget, deen haut virläit, net e Budget, deen d'Zukunft virbereet, mä e Budget, deen d'Zukunft hypothekéiert.

Mä fänke mer vu vir un. Ech wëll fir d'Éischt der Madamm Elvinger Merci soe fir dee Budgetsrapport, dee se gemaach huet. Ech weess, wéi vill Aarbecht esou e Budgetsrapport ass.

Et ass dee leschte Budget vun dëser Legislaturperiod, also Zäit och, fir e klenge Bilan ze maachen, ze kucken, wat alles versprach ginn ass an deene leschte Joren, wat gesot ginn ass a wat schlussendlech gemaach ginn ass. Zäit och, fir iwwert de Budget 2018 erauszekucken an d'Perspektiven ze maachen, déi déi gemaachte Politik an deenen nächste Jore wäert zouloossen.

Ech wëll net laang op dat internationalt Ëmfeld, déi international Situatioun agoen; de Finanzminister huet et virdru gemaach: eng Weltekonomie, déi ëm 3,6% oder 3,7% am Duerchschnëtt am OECD-Raum wiisst, mat villen Onsécherheeten. Dir hutt se beschriwwen: d'amerikanesch Politik, d'Evolutioun a China, de Brexit, Nordkorea, d'fragill Ekonomie, d'Pëtrolspräisser an esou weider. Ech ginn net weider dorobber an.

An och eis Nopeschlänner, wann ech just dat an der Perspektiv kucken, Frankräich, Däitschland, sinn an enger relativ positiver Evolutioun elo. An och Lëtzebuerg ass jo mat enger Hausse vun dem PIB an deene leschte Jore wirtschaftlech an enger Wuesstumsperspektiv, déi mir natierlech och däitlech begréissen.

Dat ass d'Perspektiv, an déi sech de Statsbudget aschreift. Mä wat d'Haaptchiffere vum Statsbudget ugeet, mierke mer nach ëmmer, datt an der Perspektiv en Defizit vun eppes iwwer 900 Milliounen, dat heescht -1,5% vum PIB, dëst Joer ugesot ass. A mir gesinn, datt dës Regierung an deene leschte Joren, och wann d'Zuele vun 2017 sech an der Perspektiv besser erweisen, an der Kontinuitéit, wann een eng Kontinuitéit am Budget gesäit, dann ass dat d'Kontinuitéit vum Defizit, dee sech an deene leschte Joren ageschriwwen huet.

Ech zitéieren hei och d'Chambre de Commerce, fir Iech ze soen, datt ech net deen Eenzege sinn, deen déi do Meenung huet. „Au présent stade", seet d'Chambre de Commerce, „la seule continuité se manifestant de manière tangible est celle des déficits de l'administration centrale."

Dës Regierung ass eng Defizit-Regierung. An der Budgetsried 2015, déi ech virdrun zitéiert hunn, sot den Här Gramegna iwwert d'Recetten an d'Depensen, datt mer laangfristeg misste gesinn, an do huet en d'Laangfristegkeet mat 2018 bezeechent: „Bis 2018 kréie mer d'Schéier tëschent de Recetten an den Depensen erëm zesummen." An en huet da weider gesot: „An et ass keen Täschespillertrick. Dank de Mesurë vum Zukunftspak", sot en, „sinn eis Recetten an eis Depensë bis 2018 erëm an dem Equiliber." Et ass keen Täschespillertrick, mä 900 Milliounen Defizit an de Previsiounen, esou wéi se hei ugi ginn, dat ass och keen Equiliber, esou wéi et virun dräi Joer, véier Joer versprach gi war.

Deen Tableau, deen Der eis 2013 gewisen hutt, an ech ka mech gutt drun erënneren, well Der 2013 konstant geschwat hutt vun enger Politique inchangée, wéi wann déi al Regierung, wa se bliwwe wär, keng Politik gemaach hätt an d'Politik einfach weiderlafe gelooss hätt. Mä Dir hutt en Tableau gewisen, wou Der gesot hutt, mat enger Politique inchangée géife mer 2018 op engem Defizit vun eppes méi wéi enger Milliard landen. An dat wär jo total inakzeptabel. A Politique inchangée, haut si mer bei engem Resultat, wat net wäit ewech ass vun där Politique inchangée, déi Der sengerzäit als Virworf geholl hat an déi och eng viregt Regierung selbstverständlech net elo esou gemaach hätt.

Den Ënnerscheed tëschent deem, wat Dir 2013 als eng Katastroph dohigestallt hutt, an deem, wou mer haut sinn, ass minim, ass wierklech net grouss. An d'Fro ass: Wou kënnt deen Defizit oder wou kommen déi Problemer, déi Dir am Budget oder déi mir am Budget identifizéieren, hier?

Dir gitt selwer e puer Äntwerten, op déi ech wëll agoen.

Déi éischt Äntwert ass, well mer eng Steierreform gemaach hunn. Dat ass jo och eng richteg Äntwert evidenterweis, well se an de Soldë vum Budget selbstverständlech vill ännert. Mir haten d'lescht Joer e Sträit iwwert de Käschtepunkt vun der Steierreform. D'Regierung huet 373 Millioune fir 2017 ugekënnegt. D'Banque centrale huet et op eng laangfristeg Aart a Weis op 829 Milliounen definéiert.

De Finanzminister huet gesot a senge Rieden am Oktober, wéi en de Budget deposéiert hat, datt en u sech der Meenung wär, datt mat dësem Budget d'Chiffere vun der Regierung bewise wären. Ech soen, datt ech dat net esou gesinn - datt mir dat net esou gesinn! A wann ech vun der Banque centrale liesen, déi an engem laangen Avis nach eng Kéier op déi Method agaangen ass, déi si gebraucht huet, fir u sech de Coût vun der Steierreform ze rechnen, da weist se a seet se, datt de toute façon, egal wien elo recht huet - a si seet, si huet recht mat där Method, mä egal wéi -, een dat elo nach net kéint wëssen, well ee sécherlech 2017 net géif gesinn, wat dann d'Richtegkeet vun deem wär, wat u Recetten erakomm ass, well elo Avancë gemaach ginn.

U sech kann den definitiven Dekont vun där Steierreform evidenterweis eréischt 2018 gemaach ginn. Also ass eng definitiv Ausso, wéi der elo scho gemaach gi sinn, an dësem Moment net méiglech. A se stellt och fest, datt en Deel vun deene Recette-supplémentairen, déi erakomm sinn - an dat sinn net ech, deen et seet, mä et ass d'Banque centrale, déi et seet an de Statec, deen et zu engem Deel seet -, kommen, well méi Arrierëë gefrot gi si wéi déi Jore virdrun a well den Taux vun den Arrierëë méi héich ass.

Wéi gesot, Här Finanzminister, Dir kuckt elo kritesch bei där Ausso, mä ech maache se net. Ech hunn d'Zitater och hei vun der Banque centrale a vum Statec. A well d'Avancen net ugepasst gi sinn un déi nei Steierreform. Wéi wëllt Der dann och d'Recetten uerdentlech aschätzen, wann Der d'Avancen net un déi nei Steierreform upasst?

Déi zweet Äntwert, déi d'Regierung gëtt, Dir hutt se elo nach eng Kéier widderholl, dat ass, well mer méi Investissementer maachen. An dann hutt Der eis d'leschte Kéier ee Beispill gesot, wat jo am Prinzip och richteg ass a wat och jiddwer Mënsch versteet: Et ass normal, datt, wann een d'Zukunft virbereet, een Investissementer mécht an datt een déi och kann op Schold maachen, esou wéi jiddwer Famill et mécht. Jiddwer Famill geet iergendwann an hirem Liewe Sue léinen, fir sech en Haus ze bauen, an déi Joren duerno bezilt se dann au fur et à mesure a lues a lues déi Scholden op dat Haus erëm zréck.

Just, wann dat Bild engem aliicht, da soen ech: D'Situatioun ass awer an eisen Ae liicht eng aner. Well déi Investissementer, déi mir als Stat, Dir als Regierung musst elo, an déi Regierungen, déi duerno kommen, mussen an deenen nächste Jore maachen, sinn net nëmmen Investissementer, déi eis 2017 oder 2018 op eng Milliard Defizit oder op Defizit bréngen. Mä vu datt déi Investissementer, déi mer maache mat deem Wuesstum, wat mer och an der Perspektiv hunn, all Joers, all Joers, all Joers an deenen nächsten 10, 20, 30 Joer als Effort d'investissement musse weidergemaach ginn, an Dir hutt et selwer beschriwwen - ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck -, an den Tram hu mer vill investéiert, wann ech dat Beispill huelen, well et elo am aktuellsten ass, mä et ass net fäerdeg mat deenen Investissementer. Do kënnt nach eng Phas zwee, eng Phas dräi, eng Phas véier, eng Phas fënnef hannendrun a mir sinn eis eens doriwwer, mä dat heescht awer, datt mer an deenen nächste Jore gradesou vill musse léine goen.

Et ass also net d'Bild vun enger Famill, déi eng Kéier léine geet, fir sech en Haus ze kafen, an dann zréckbezilt. Mä et ass d'Bild vun der Famill, déi u sech, wann ech Äert Beispill huelen, all Joers an deenen nächsten 10, 20, 30 Joer en Haus keeft an dann et awer net méi zréckbezuele kann, wa se net Moossnamen op enger anerer Säit hëlt. Ech wëll dat Bild emol eng Kéier an eng aner Perspektiv setzen.

Zweetens sot Der, datt d'Investissementer ganz héich wären, datt se och ganz héich misste sinn, notamment well fréier net genuch investéiert gi wär a well een och misst elo dee grousse Retard, deen an deene leschte Joren entstanen ass, zréckbezuelen.

Wann ech dann d'Realitéit kucken, da muss ech awer soen: Am Fong ass et liicht anescht. Wann een einfach d'Part vum PIB kuckt, déi tëschent de Joren 2009 an 2013 investéiert ginn ass, 3,7% bis 4,3% vum PIB, an et vergläicht ee se mat der Part vum PIB, deen elo investéiert gëtt tëschent 2014 an 2017, tëschent 3,6% an och 4,3% vum PIB, da gesäit een einfach keen Ënnerscheed an de Parten, déi investéiert gi sinn. A wann ee souguer méi wäit kuckt, da gesäit een, datt tëschent 1995 an 2016, dat heescht an deenen 20 Joer, déi virdru waren, an der Moyenne 4,17% vum PIB investéiert gi sinn.

Also wann een deene viregte Regierunge reprochéiert, net genuch investéiert ze hunn an dofir hätt een elo e Retard, da muss ech soen, dat ass awer eng liicht mauvaise foi. Wann Der et maacht, da muss dës Regierung sech deeselwechte Reproche gefale loossen, well se am Fong op deemselwechten Niveau vum PIB investéiert wéi déi véier, fënnef Regierunge virdrun. An dat malgré engem Wuesstum, dee wesentlech méi héich ass wéi dat, wat verschidden aner Regierunge virdru kannt hunn.

De Meritt ass net, bei deem Wuesstum, deen Der elo kennt, déi Héicht vum Investissement esou ze halen. De Meritt war éischter un deene Regierunge virdrun, do wou Kris war, datt se drop gehalen hunn, matzen an der Kris den Investitiounsvolumen esou héich ze halen, fir den Entreprisen ze hëllefen, iwwert d'Kris ze kommen. Dat war méi Meritt, wéi en elo an dësem Moment vun der wirtschaftlecher Situatioun esou ze halen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An deeselwechten Avis, deen ech elo gesot hunn, dee fannt Der bei der Cour des comptes, bei der Banque centrale a bei dem Conseil national des finances publiques quasiment an deeneselwechte Wierder zréck.

An et gëtt dann och gesot, et wär en onwahrscheinlechen Effort gemaach ginn, zum Beispill fir 2016 am Budget d'Investissementer ëm 28% ze héijen. Dat wär historesch héich. Wann een dann d'Analys vun der Cour des comptes kuckt, déi seet: Firwat hu mer 2016 dee risege Sprong do gemaach?, da kënnt eraus, well een Deel vun där Augmentatioun, déi an engem Joer gemaach gëtt, 400 Milliounen, 500 Milliounen, 285 Milliounen dovun einfach eng Augmentatioun vun der Quote-part vu Lëtzebuerg am Kapital vun dem FMI ass. Et ass kontabel richteg, fir et mat eranzerechnen, mä fir eis dann ze soen: „Et ass dat Joer en historesche Sprong an den Investitioune geschitt", ass net richteg, well d'FMIs-Quote-parten, déi mer augmentéieren, kann een nun net als grouss Investitiounen zu Lëtzebuerg derbäirechnen.

Wann een dann, an Dir hutt et gemaach an dat ass ganz interessant, de Budget mam Kont vergläicht, an ech wëll dat erofbriechen op u sech d'Investitiounspolitik. Wann ech do de Budget mam Kont vergläichen, da gesinn ech awer eng ganz Rei grouss Ënnerscheeder zu deem, wat budgetär annoncéiert gëtt, an zu deem, wat duerno an de Konten erauskënnt, dat effektiv an der Realitéit investéiert ginn ass.

A souguer d'Banque centrale huet dat gesinn an huet deem dote präzise Punkt - wat gëtt annoncéiert a wat gëtt duerno realiséiert? - e ganzt Kapitel gewidmet. An an deem Kapitel - ech maachen de Resumé dovunner - kënnt u sech eraus, datt bei den Investitiounen, zum Beispill déi vun 2016, dat, wat virgesinn ass, 2,259 Milliarden, de Realisé nëmmen 1,995 ass. Datt mer also vun deem, wat gesot ginn ass, datt géif engagéiert ginn an d'Investissementer, 264 Milliounen 2016 net investéiert, net realiséiert hunn.

A wat nach interessant ass, dat ass, wann een eng Detailanalys dovunner mécht - wat dann elo heescht: Wou sinn dann Investissementer, déi feelen? -, da fënnt een e puer Saachen eraus. Ech wëll der just e puer hei zitéieren.

Dat Éischt, dat ass, an Dir hutt do Beispiller genannt, am Fonds du rail ass méi investéiert ginn, wéi initialement geplangt. Déi Projeten, déi säit Jore geplangt ginn - d'Beetebuerger Streck, aner Zuchstrecken, Tram an esou weider -, sinn amgaangen, ganz zolidd ze lafen. Do gëtt méi investéiert.

Par contre, do, wou wesentlech manner investéiert gëtt an deene leschte Joren, dat ass zum Beispill am Fonds des routes. 2016 waren am Projet 278 Milliounen investéiert, an dem ajustéierten 207 Milliounen. A vun deenen 207 Milliounen, déi annoncéiert waren, sinn der nëmmen 177 am Fonds des routes realiséiert ginn.

Elo kann een dat - an ech kucken op déi gréng Säit, well Der approuvéiert - als eng richteg Politik fannen, an deen ee wesentlech méi auszegi wéi an deen aneren, an et kann een dat als Prioritéitepolitik setzen; just, datt ech soen: Wann ee kuckt, wat fir eng Besoine mer och am Fonds des routes hunn, wat mer alles als Problemer am Fonds des routes hunn, da sinn ech d'accord, datt an de Fonds du rail muss investéiert ginn,...

(Interruptions)

...mä ech fannen et net richteg, fir dann dee ganze Stroossebau esou ze negligéieren, wéi dat an deem leschte Joer am Budget geschitt ass.

An der Realitéit, an da fueren ech souguer weider, ginn 2016 am Fonds des routes 177 Milliounen ausginn. Dat ass och en valeur absolue manner wéi 2013, wou mer 186 Milliounen ausginn hunn, 2013. 2016 hu mer nëmmen 177 Milliounen ausginn. Also, elo en valeur absolue manner wéi viru véier respektiv fënnef Joer.

Et mag eng Politik sinn, mä, wéi gesot, ech wëll just, wann ee sech dat domat an d'Vitrinn setzt, d'Zuelen emol eng Kéier kloer ervirsträichen: dat, wat annoncéiert gëtt, an dat, wat duerno de Kont ass. A wann een där viregter Regierung reprochéiert, net déi Investissementer gemaach ze hunn, da soll een déi Zuelen do och eng Kéier kucken.

An ech kann och weiderfueren, fir ze soen:

An dem Fonds socio-familial waren am Budget 36 Millioune virgesinn an et sinn der am Kont 18 investéiert ginn. Socio-familial: 50% manner Investissementer.

Am Hospitalier, wou der 54 annoncéiert waren an der 26 investéiert gi sinn. 50 Millioune manner am Hospitalier.

Am Sanitaire et social, wou der 24 annoncéiert waren an der 9 realiséiert gi sinn. 60% manner, déi realiséiert gi sinn.

Ech wëll dat - an dat soen ech dann elo och ganz korrekt - awer am Fong emol net als Reproche formuléieren. An ech wëll och hei keng Lektiounen ausdeelen, well ech weess, wéi schwéier et ass, an der Realitéit och Investissementer ze realiséieren. Ech soen dat ganz, ganz éierlech, well ech hu laang Erfahrung doran. Ech weess, wéi schwéier et ass! Mä ech wëll awer och soen: Et soll een dann awer och net grouss Wierder doranner setzen, wann een déi Zuelen do an d'Fënster setzt an d'Realitéit duerno eng ganz aner ass.

An et muss ee sech dann och heiansdo froen, firwat mer dat net esou realiséiert kréien. Mir kréien et net esou realiséiert, well mer ze laang an de Prozedure sinn op där enger Säit, an op där anerer Säit - ech soen dat hannendrun -, well mer och net ëmmer d'Capacitéiten hunn, fir de Rhythmus vun eisen Investissementer ze halen.

An do stellt sech eng Fro hannendrun, déi mir richteg Suerge mécht, an dat ass déi Zukunftsan déi Wuesstumsfro. Wann ech kucken, wat eis Capacitéite sinn, wann ech kucken, wat eis Moyene sinn, wann ech kucken, datt, och wa mer et budgetär virgesinn, eis praktesch Realisatioun vun den Investissementer deem hannendrun ass a mer net nokommen, wéi wäit mer deen demografesche Wuesstum, dee mer kennen, och sérieusement, qualitativement kënne mat den Investissementer beglee-den, och wa mer se am Budget virgesinn, mä an der Realitéit duerno ëmgesat kréien. Eng Fro, déi mer grouss Suerge mécht a wou een eng Kéier eng seriö Diskussioun heibannen doriwwer muss féieren iwwert déi Aart a Weis, wéi mer de Wuesstum uginn a wéi mer e begleeden.

Déi drëtt Äntwert, déi d'Regierung gëtt, dat ass: „Mir hunn d'Depensen am Grëff, notamment well mer den Zukunftspak - oder de Spuerpak - ganz wëllen ëmsetzen an ëmgesat hunn." An ech wëll do eng Citatioun bréngе vun dem Conseil national des finances publiques, deen am Kader vum Spuerpak seet: «Il note que le Gouvernement semble avoir renoncé à une mise en œuvre intégrale des mesures de consolidation.» Net nëmmen de CNFP seet dat, mä och all déi aner Avisen, déi ech konnt liesen.

An dat ass jo och de facto evidenterweis esou. A mir hu souguer an der Regierung eng Diskussioun vum Wirtschaftsminister, dem Här Schneider, dee seet, datt de Spuerpak ad acta geluecht war, an en deen als e Feeler bezeechent, an op där anerer Säit de Finanzminister, deen nach ëmmer seet, datt e ganz an zäitgerecht soll ëmgesat ginn.

An ech ginn net op déi Kontradiktioun an der Regierung an. Ech maachen awer just d'Bemierkung, datt hei eng Kontradiktioun ass tëschent zwee Regierungspartner, déi en fin de compte op engem Deel vun dem ze exekutéierende Regierungsprogramm ass, an net op Wahlprogrammer, wou d'Parteien natierlech d'Méiglechkeet hunn, anerer Meenung ze sinn. Mä hei ass eng fundamental Kontradiktioun um ze exekutéierende Regierungsprogramm, déi sech an der Regierung kloer bemierkbar mécht.

An all Organisme maachen och do déiselwecht Analys. An d'Zuele soen et ganz kloer: Tëschent 2015 an 2018 war eis en Zukunftspak, e Spuerpak vun 3,46 Milliarden annoncéiert ginn. D'Realitéit sinn der 2,35. Eng Differenz vun 1,1 Milliard, déi net realiséiert ginn ass, dat heescht 32%. A wann ee kuckt, wat dat 2018 ausmécht, da mécht dat 18,1% aus. A vun deene 657 Milliounen, déi dann am Joer 2018 realiséiert ginn, sinn der 60% - 390 - op d'Erhéijung, d'Augmentatioun vun der TVA zréckzeféieren.

Fir dann ze soen: „Mir kënnen eis déi Depensen alleguer leeschten, déi mer elo maachen, well mer virdrun den Zukunftspak ganz ëmgesat hunn", dat fannen ech dann awer eng Zoumuddung. Dir hutt dat net ëmgesat, wat Der versprach hat. A souwisou: Dee Spuerpak, deen Der annoncéiert hat, war och haaptsächlech e Steierpak.

An all Avis ënnersträicht déi dote Kontradiktioun. An da fannen ech et zu engem Deel och schonn ironesch, wann een dann an der Circulaire budgétaire vun 2018 liest, wou Der präziséiert, datt alles, wat an deem Zukunftspak ass, muss ëmgesat ginn, an Der eng Aktualisatioun frot vun den Ekonomien, déi déi eenzel Ministèrë gemaach hunn. Ech mellen direkt hei den Interessi u vun eise Leit, déi an der Commission des finances sinn, fir déi doten Aktualisatioun vun den Ekonomien awer ze kréien, well mir si ganz gespaant, wéi déi dann an der Realitéit ausgesäit.

Déi véiert Äntwert. Et gëtt gesot: „Mir hunn en Defizit, well mer esou vill Schwieregkeeten haten, well déi lescht Regierung eis dee Problem vum E-Commerce, der E-TVA dogelooss huet, wou se net dru geduecht hat, deen ze kompenséieren, a mir hunn eng Milliard misse vun engem Dag op deen anere kompenséieren a kucken, fir se ze fannen." Ech wëll e puer Wuert doriwwer soen, well esou ass et an der Realitéit jo och net grad.

Ech wëll fir d'Éischt soen, datt dee Regimm, deen de Luc Frieden säit 2007 agefouert huet, 6 Milliarden Euro an de Statsbudget erabruecht huet. An ech muss soen, well ech an där leschter Regierung war, datt mer frou waren, an enger Krisenzäit kënne vun deene Suen do ze benefissiéieren, well genau dat ware Suen, déi eis gehollef hunn, iwwert déi Krisesituatioun ewechzekommen, déi eis gehollef hunn, eng konterzyklesch Politik ze maachen an u sech d'Entreprisen um Fonctionnéieren ze halen, fir duerno aus der Kris erauszekommen.

Ech wëll also emol fir d'Éischt Merci soen, datt mer déi Steieren iwwerhaapt iwwert déi dote Joren haten. An da sot Dir, Dir hätt missen eng Milliard kompenséiere vun engem Dag op deen aneren! Ech soen awer och, datt dës Regierung eleng tëschent 2014 an 2018 2,1 Milliarden nach vun där Steier erakrut a se geholl huet a se och ausginn huet. A se och ausginn

huet! A se einfach an de Budget geholl huet a se och ausginn huet!

An am Wahlprogramm - wëll ech bemierken -, fir se ze kompenséieren, war d'CSV déi eenzeg vun de Parteien, déi am Kader vun där Kompensatioun virgesinn hat, datt mer eng Hausse vun der TVA wéilte maachen. Soss hat keen aneren dat am Wahlprogramm virgesinn, fir et ze maachen! Se ass awer duerno gemaach ginn. A wann een d'Hausse vun der TVA an der Realitéit haut kuckt, da stellt ee fest - stellt de Statec fest, net ech -, an ech liesen dat och: «Comme l'an passé, la progression des encaissements de TVA hors e-commerce (...) compense intégralement les pertes en matière d'e-commerce.» Just fir dat och eng Kéier als Ausso ze maachen. Net ech maache se, mä de Statec mécht déi doten Ausso.

De Finanzminister huet 2015 gesot, datt déi viregt Regierung gewosst hätt, wéi d'E-TVA an d'Luucht gaange wär. „A wat ass geschitt?", huet en da gesot. „Näischt ass geschitt!" An do hutt Der eppes derbäigefüügt. An dunn hutt Der gesot... oder huele mer den Tanktourismus. „De gesonde Mënscheverstand...", sot Der, Är Wierder, „...geet duer, fir ze wëssen, dass mer do net éiweg wäerten dovunner liewe kënnen." Dat ass jo och richteg. An do hutt Der hannendru gesot: „Dofir wëlle mer an esou eng onkomfortabel Situatioun ni méi kommen an dofir hu mer e Fonds souverain gemaach, e Spuerbuch fir déi, déi no eis kommen." Wann dat alles esou ass, dann ass awer meng Fro, wann dat Spuerbuch ass fir all déi Saachen, déi eng Kéier ewechfalen, firwat Der dann net en Deel vun der E-TVA, déi nach erakomm ass, op d'Spuerbuch gesat hutt.

Dat verstinn ech awer, mä da soen ech awer hannendrun, an Dir hutt et selwer gesot: Wann Der elo wësst - an dat ass genau datselwecht Räsonnement, wat Dir säit Joren elo mat där viregter Regierung maacht -, datt mer aus dem Tanktourismus an deenen nächste Joren au fur et à mesure mussen erausklammen, wann Der et elo scho wësst an Dir sot selwer: „De gesonde Mënscheverstand geet duer, fir ze wëssen, dass mer net éiweg wäerten dovunner liewe kënnen", wann Der et elo wësst, da froen ech mech, firwat Der net dat maacht, wat Der där viregter Regierung reprochéiert hutt, wat den Här Bausch a multiple Riede sot, déi en heibannen als Oppositiounspolitiker gehalen huet, wou en ëmmer, wann iwwer Tanktourismus geschwat ginn ass, iwwer e Futurefong geschwat huet, wat jo dann deelweis Äre Fonds souverain ass, firwat Der net elo en Deel vun deene Suen huelt, fir déi an de Futurefong ze setzen.

1,5 Milliarde kréie mer haut iwwert dat eran: Tankstellen, fälschlecherweis „Tanktourismus" genannt, an dat, wat hannendrun - Alkohol an Zigaretten - ass. Firwat huelt Der net en Deel vun deene Suen a maacht elo genau dat - genau dat! -, wat Der där viregter Regierung reprochéiert hutt,...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...net ze maachen? Dir maacht et och net!

Ech kommen duerno nach mat ganz vill Pleséier op de Fonds souverain zréck.

Mir hu gefrot, fir déi Etüd, déi den Här Ewringmann iwwert den Tanktourismus gemaach huet, ze diskutéieren. Virun engem Joer ass se ofgeschloss ginn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Endlech!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Endlech ofgeschloss ginn. Sou! Mir froe säit engem Joer, datt...

(Interruptions)

...de Finanzminister...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- E kënnt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...an d'Ëmweltministesch an d'Kommissioun solle kommen, fir emol eng Kéier seriö doriwwer ze schwätzen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Se kënnt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä Dir sot elo: „Se kënnt." Säit engem Joer froe mer et. An an engem Joer ass se emol net komm.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir hu 15 Joer gefrot!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat stellen ech emol fest.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- 15 Joer! An dräi Motiounen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Schonns méi oft...

M. Aly Kaes *(CSV).*- An trotzdeem hutt Der näischt gemaach!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn et schonns méi oft gesot, mä Dir hutt gesot: „De Fonds souverain, dat ass wéi e Spuerbuch, wéi eng Spuerbéchs." Mä wat soll dat, a mengen Aen, e Spuerbuch, wat Der huelt fir déi zukünfteg Generatiounen, an Dir huelt 50 Milliounen d'Joer an Dir gitt déi léinen an Dir setzt se dann op d'Spuerbuch. An Dir sot: „Dat ass dat, wat ech deenen zukünftege Generatioune verierwen."

Wann ee vu verierwe schwätzt, da sinn ech d'accord, datt ee Spuerbicher verierft, mä fir mech ass et awer och gradesou kloer, datt een d'Schold awer och verierft! An Dir kënnt et net op där enger Säit an d'Spuerbéchs setzen an op där anerer Säit et op d'Bank léine goen an da soen, Dir hätt elo enorm vill fir déi zukünfteg Generatioune gemaach.

Et ass ënnert dem Stréch null gemaach. A fir mech ass dee Fonds souverain, wann Der en esou ugitt, net sënnvoll, bréngt näischt. Wann et eng Diskussioun iwwert den Tanktourismus ass, wou mer doraus Suen ewechhuelen, well déi Recetten eis ewechfalen, da si mer an enger anerer Diskussioun, mä dat gëtt net an dësem Moment esou gemaach.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hoffen.

De fënnefte Punkt. Dir sot, Dir hutt d'Statsschold am Grëff. D'Majoritéit seet: „Am Pourcentage vum PIB geet d'Statsschold erof. Mir bleiwe momentan ënner 30% vum PIB." All Avisen, déi ech gelies hunn, kommen awer zur selwechter Konklusioun. Ech liesen Iech hei just, fir ofzewiesselen, d'Cour des comptes vir: «Cette régression de la dette publique, exprimée en pourcentage du PIB, est surtout due à une forte croissance (veuillez lire: le résultat de la croissance soutenue) du PIB sur la période considérée.»

Dat heescht, mir hunn hei Zuelen, déi Der en place setzt, déi sech u sech esou ausdrécken, well mer Gott sei Dank haaptsächlech eng grouss Croissance vum PIB hunn. Mä wann een déi absolutt Zuele kuckt, da gesäit een, datt Der vun 2013 11 Milliarden op 2017 12,9 an op 2021 prévisiblement 14,2 Milliarde kommt. D'Cour des comptes rechent eng Augmentatioun vun 43% innerhalb vun de Joren 2016 bis 2021. An d'Chambre de Commerce, déi Der jo gutt kennt, concluéiert: «Le ratio d'endettement ne paraît donc sous contrôle qu'à la faveur d'une sensible hausse du PIB nominal et nullement parce que l'endettement à proprement parler serait structurellement endigué.»

D'Scholdespiral, soen all Avisen, soen och mir, geet weider. An et ass keen Avis, deen ech zum Budget gelies hunn, deen de Contraire seet. Se sinn alleguer därselwechter Meenung.

Da wëll ech hei och nach e Punkt ervirsträichen. Mä do froen ech just Explikatiounen, well mer dat net richteg verstinn. D'Banque centrale mécht och e ganzt Kapitel doraus, an Dir hutt dat och als eng grouss Regierungspolitik duergestallt. Dat sinn d'Astellungspoliticke beim Stat, wou mer 2016 jo 690 Leit an 2017-2018 iwwer 1.000 Leit als nei Poste virgesinn hunn. Dat mécht zum Beispill fir 2016 cumuléiert 1.210 Posten, déi hätte missen nei agestallt ginn.

An da kréien ech d'Rechnung - d'Banque centrale mécht se, ech liese se och enzwousch anescht -, datt an der Fonction publique awer 2016 net méi Leit geschafft hunn, mä datt mer u sech beim Stat 163 Leit manner schaffen hunn an där doter Period, wou mer am Fong 1.200 Leit méi hätte misse beim Stat hunn oder zumindest deelweis méi beim Stat hunn.

An do stelle mer eis eng Rei Froen. Déi éischt Fro...

(Interruption)

Ech waarden duerno op d'Äntwert. Jo, Dir sot: „Et ass falsch", mä da wier ech frou, wa mer d'Äntwert duerno am Detail kéinte kréien.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech kann Iech se direkt ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wier frou, wann ech se kéint duerno kréien a vläicht net elo, well eis Froe sinn: Ass dat esou? Firwat ass dat esou? A wat fir engem Secteur sinn dann alleguer déi Demanden an déi nei Posten, déi Der gefrot hutt? Wou wëllt Der se affektéieren? Firwat maacht Der et esou? Respektiv hätte mer gär eng ganz Opstellung, wat mat deene Posten, déi Der hei frot... Dat sinn der elo awer schlussendlech quasiment iwwer 3.000, déi d'Regierung an deene leschte Joren, wann ech kumulativ kucken, nei sollt astellen, wéi genau d'Opstellung dovunner ass.

A wann Der mer da sot, wat mer jo och an deene leschte Joren an den Zeitunge gelies hunn, datt Der déi Leit bei enger ganzer Rei Institutioune respektiv Administratiounen net fannt, déi mer enzwousch bräichten, fir ze rekrutéieren, ob dat elo eng Fro vun Examen ass, ob dat eng Fro vu Stage ass, ob dat eng Fro vun Accessibilitéit ass, esou stellen ech awer fest, datt e groussen Deel vun deenen trotzdeem am Budget virgesi sinn an datt dat eng Realisatioun ass, déi sech awer op där anerer Säit net an der Realitéit an de budgetären Zuelen erëmspigelt.

De Finanzminister war och ugetrueden, fir eng kopernikanesch Revolutioun ze maachen. Mir hate vill Diskussiounen doriwwer, fir...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dat ass, wann ech Iech elo soll erklären, Här Gibéryen, fir e Budget par objectifs anzeféieren. Dat sollt méi modern, méi lisible sinn. An dat sollt och schnell geschéien.

2014 sot de Minister: „Eist Zil ass et, bis 2018 e Budget ze hunn, deen no Objektiver gestalt gëtt. Aner Länner...", huet e gesot, „...hunn do zéng Joer fir déi Emstellung gebraucht. Mir maachen dat vill méi schnell." Haut si mer néierens an der kopernikanescher Revolutioun. De Budget gëtt nach ëmmer no klassesche Kritäre gemaach. Mir si kee Millimeter op deem dote Punkt weiderkomm.

Zweetens, wat de Finanzminister eis versprach hat, dat ass, datt mer de Pluriannuel géifen trenne vun der Diskussioun iwwert de Budget an datt mer de Pluriannuel beim État de la nation géife maachen, well dat eis géif erlaben, iwwert déi grouss Aggregater vum Budget ze schwätzen a besser d'Zukunftsperspektiven ze diskutéieren. Dir hutt gesot: „D'Koalitiounspartner hu festgehalen, (...) d'Diskussioun iwwert déi pluriannuel Orientatiounen d'nächst Joer vun der Diskussioun iwwert de Budget 2017 ofzekoppelen a scho méi frél am Joer ze maachen." Dat sot Der 2015. Weder am Budget 2017 nach am Budget 2018, dee mer elo amgaange sinn ze diskutéieren, ass dat do geschitt.

Meng Fro ass: Firwat hu mer et nach net gemaach? Well an eisen Aen, an ech soen dat nach eng Kéier kloer an däitlech, esou wéi de Pluriannuel elo presentéiert gëtt, wou mer just eng Opzielung hu vun eenzelne Budgetsartikelen, déi weidergefouert gi Joer fir Joer, a wou mer keng Méiglechkeet hunn, ze gesinn, wat dann d'Zukunftspoliticken, esou wéi se concevéiert sinn, esou wéi se sollen an deenen nächste Jore gestalt ginn, wat déi budgetär iwwer méi Joren heeschen, huet de Pluriannuel a mengen Ae strictement kee Sënn, well en net als dat politescht Instrument ka benotzt ginn, wat eis et erlaabt, eng pluriannuel Finanzsteierung vun der Politik ze maachen.

Dat zum Budget selwer. E puer Wuert, déi ech onbedéngt awer nach wëll soen iwwert de Pluriannuel, well dat mer awer am meeschte Suerge mécht.

D'Regierung weist e Pluriannuel op, wou 2018 an 2019 nach Defiziter, grouss Defiziter agesat sinn. An dann op eemol zum Schluss vun der Legislaturperiod, 2020 an 2021, léist dat sech awer a Wohlgefallen op. Et ginn Zuelen agesat, wou den Defizit op eemol verschwënnt respektiv ganz, ganz geréng gëtt. An et gëtt d'Ausso gemaach, an dat ass déi, déi mech am Fong am meeschte stéiert, et gëtt d'Ausso gemaach, datt den Defizit an de Joren 2020 an 2021 erofgeet. Elo maache mer emol e groussen Defizit, mä 2020 an 2021 geet en erof wéinst där Politik, déi mer elo amgaange sinn ze maachen!

Dozou e puer Gedanken.

Deen éischte Gedanken, dat ass deen: D'Previsiounen, déi mer am Abrëll haten, sinn erofgesat ginn, à la baisse, vum Statec mat engem Decrochage vun 3,2 Punkte vum PIB an deene leschten zwee Joer. Normalerweis muss ech awer soen, egal wéi Dir dat elo gesitt, mä normalerweis, wann een en Decrochage vum PIB huet, dann hélt een deen eriwwer an de Pluriannuel, wat notamment de Surplus vun den Administration-publicken, wann Der et gemaach hätt, ewechgeholl hätt. An der Realitéit setzt de Ministère an dem Pluriannuel d'Croissance erof, misst also den Defizit an aller Logik och eropsetzen, mä au contraire setzt en an där do Logik an dem Pluriannuel den Defizit, contrairement zu deem, wat logesch ass, awer erof. Wéi ass dat méiglech?

Éischtens, well d'Recetten net ugepasst ginn. Normalerweis huet trotzdeem, zumindest méttelfristeg, d'Senke vum PIB eng Influenz op d'Lounsteier, och wann dat net e mechanesche Phenomeen ass. An d'Chambre de Commerce huet gerechent, wat dat heescht, a seet, datt deen do Phenomeen géif derzou féieren, datt mer an de Budgeten 2020-2021, esou wéi en hei presentéiert gëtt am Pluriannuel, eng Surevaluatioun vun de Recettë vu ronn 300 Millioune kéinte feststellen. An datselwecht gëllt bei de Cotisation-sociallen: eng Surestimatioun vun de Cotisation-socialle vu ronn 140 Milliounen.

Da kann ee soen: Wann Der dat net an de Budget huelt, dann ass déi eenzeg Explikatioun, datt Der de ganzen Effekt dovunner op d'Entreprisen eriwwerhuelt, d'Entreprisen en absorbéiere loosst. Dozou seet d'Chambre de Commerce, an ech wëll dat Zitat och virliesen, well et awer relativ kloer ass: Deen do Zeenario wär «un scénario tellement extrême qu'il démontre par l'absurde l'incohérence du scénario macroéconomique sur lequel se fonde le projet de budget».

An e gëtt och net envisagéiert, deen Zeenario. An zousätzlech gëtt da gesot: Wann een d'Rechnung an d'Konsequenze vum BEPS a vum ACCIS géif derbäirechnen, an dat seet d'Kommissioun, da kann een op de Budget vun der Administration publique mat enger negativer Influenz vu minus 550 Milliounen iwwert déi nächst Jore rechnen.

Op där anerer Säit stelle mer da fest, datt op eemol och d'Depensen erofginn. D'Moyenne vun der Croissance vun den Depensen tëschent 2000 an 2016 ass 6%. An op eemol, nom Enn vun dëser Legislaturperiod, tëschent 2018 an 2021 ass d'Croissance vun den Depensen dann net méi 6%, mä se gëtt am Pluriannuel op 3,9% just agesat. Wéi ass dat méiglech? Wéi ass dat méiglech?! Et steet keng Explikatioun an de Budgetspabeieren. Et steet keng Explikatioun an de Budgetspabeieren! An Dir kënnt Iech erënneren, déi Leit, déi an der Finanzkommissioun waren, wat déi eenzel Leit, déi eis do hiren Avis ofginn hunn, gesot hunn. Déi hu sech alleguer gewonnert, hu sech Froe gestallt an hunn et als net seriö empfonnt.

An d'Berechnunge weisen, wann een net déi Zuel vun 3,9%, déi Der elo als Augmentatioun vun den Depensë geholl hutt, mä just 5%, wat nach manner wär wéi d'Moyenne, géif huelen, da wäre mer bei engem Defizit, deen net wéi elo quasiment null ass, mä bei engem Defizit vu 740 Milliounen Euro, deen Der misst aschreiwen, ouni datt d'Ausname rektifizéiert gi wären. Wéi soll dat goen? Jiddweree seet et a kee versteet et.

An dat sinn eng Rei mëttelfristeg Problematiken, déi och nach ugeschwat ginn. Déi Budgetspolitik, déi elo gemaach gëtt, léisst a mengen Ae kee Fräiraum fir wesentlech Zukunftspoliticken, déi mer awer an deenen nächste Jore musse maachen, wa mer wëllen de Wuesstum, dee mer kennen, esou qualitativ begleeden, wéi dat an deenen nächste Joren och virgesinn ass. An dat sinn net nëmmen d'Zukunftspoliticken, déi vun der CSV esou unerkannt ginn, mä déi quasiment vu sämtleche Parteien esou unerkannt ginn.

An Dir hutt virdrun d'Fro gestallt, datt déi Leit Iech solle soen, wat fir eng Schoulen, Stroossen, Zich oder wat och ëmmer da solle gestrach gi vun deem Programm, dee misst gemaach ginn.

Ech soen Iech, en fin de compte, wa mer dee Wuesstum hei kennen, ass am Fong den Investitiounsprogramm, esou wéi en elo an haaptsächlech am Pluriannuel virgesi war, net ausräichend, fir u sech dee Wuesstum, dee mer hunn, ze begleeden. Tram, Zuch, Autobunn, MoDu 2.0, vun deem mer nach an dëser Chamber schwätzen, Altersheemer, Schoulen, wat och ëmmer muss u sech am Pourcentage vum PIB, och wa mer manner Wuesstum hunn - och wa mer manner Wuesstum hunn! -, trotzdeem nach ganz zolidd an d'Luucht goen.

Wann ech d'Zuele kucken, esou wéi se elo am Pluriannuel sinn, tëschent 2008 an 2017 ass d'Investitiounsquot all Joers ëm 6,4% en moyenne an d'Luucht gaangen iwwert déi lescht Joren, déi zwou lescht Legislaturperioden, et waren dës an déi lescht. Dir gesitt am Budget tëschent 2018 an 2021 vir, datt se net ëm 6,4% an d'Luucht geet, mä just ëm 0,6% an d'Luucht geet. An dat beschreift d'Chambre de Commerce mat deene ganz klore Wierder: «(...) ce qui équivaudrait vraisemblablement à un recul en termes réels.»

D'Previsiounen 2018-2021, déi Der hei an de Pluriannuel asetzt, si méi déif wéi d'Realitéit tëschent 1995 an 2016. An do kréie mer dann natierlech eng ganz Rei Diskussiounen. Wéi sollen all déi Programmer, déi den Infrastrukturminister eis virstellt, iwwert déi mer wäerten an deenen nächste Méint hei diskutéieren, de MoDu 2.0, wéi kënnen déi ëmgesat ginn an der nächster Zäit? A mir hunn och nach, an ech zielen dat elo net op, eng ganz Rei Projeten, wou mer mengen, datt an der Mobilitéitspolitik, souwuel am Tram wéi am Stroosse-

bau wéi op aneren, wéi op dem Zuch, muss derbäigebaut ginn.

Fir Iech just e puer Beispiller ze soen:

Mir mengen, datt den Tram duerchaus muss bis op Nidderaanwen, op Conter an der drëtter, an der véierter Etapp weidergoen. Datt mer net kënnen zu Mamer ophalen, mä datt mer och mussen d'Streck op Zéisseng weiderféieren. Dat kascht alles vill Suen.

Mir mengen, datt mer musse Bypass-Léisunge maache vun der Beetebuerger Streck an Houwald-Zéisseng a Richtung Belsch. Mir mussen eng Bypass-Léisung maachen an eisen Aen a Richtung Oste mat der Nordstreck, datt mer net brauchen iwwert d'Gare centrale ze fueren. Mir musse Stroossen, Contournemente wéi Märel, Zéisseng, wéi Hesper, wéi Alzeng, wéi Bascharage, wéi Dippech, wéi Dikrech, wéi Ettelbréck, wéi Clierf, wéi Housen, wéi Hengescht, wéi Houschent, jee, mir mussen d'Westtangente bauen, mir mussen d'N7 op véier Spuren ausbauen, alles dat…

Plusieurs voix.- Ah!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Alles dat...

(Brouhaha)

Une voix.- Wat ass mat deenen anere Gemengen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also, et versteet ee guer näischt méi!

(Brouhaha)

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre*.- Mir verstinn den Här Wiseler och net, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

(Brouhaha)

Wann ech gelift, wann d'Wuert gefrot gëtt, gëtt et ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Oder net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann de Riedner do dermat d'accord ass.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech géif gär weiderfueren, ma et huet och keen d'Wuert elo gefrot. Der hutt all Är Kommentaren dozou gemaach.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre*.- Här Wiseler, sot eis just, wéi Der et finanzéiert, wann Der virdru gesot hutt, mir dierfen net méi Emprunte maachen. Wéi finanzéiert Der dann déi do Investitiounen?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat ass genau meng, dat ass genau d'Fro, déi sech an de Raum stellt.

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Loosst den Här Wiseler schwätzen!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn eng Rei Zukunftspoliticken, déi mer an deenen nächste Jore musse maachen. An ech kommen nach op anerer zréck. Fir déi Zukunftspoliticken ze maachen, ass et noutwendeg, de Fräiraum ze schafen. Fir dee Fräiraum ze schafen, musse mer kucken, datt mer eis an deenen anere Politicken, déi mer net als Zukunftspoliticke gesinn, d'Méiglechkeet ginn, fir an deenen, déi Zukunftspoliticke sinn, d'Suen auszeginn.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre*.- Wéi eng sinn dat dann?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ma da loosst mech elo emol weiderfueren! Ech soen Iech genau, wat fir eis... Ech hunn lech hei gesot: Mir setze Suen an an de Pluriannuel, Här Schneider, wou mer eng Evolutioun vun der Investitiounspolitik ëm 0,6% maachen, déi manifestement net duergeet an deenen nächste Joren, fir dohinner ze kommen, wuer mer awer musse kommen, wa mer och nëmmen d'Halschent vun deem Wuesstum realiséieren, dee virgesinn ass a fir dee mer och mussen an deenen nächste Joren d'Konditioune schafen.

Eng aner Zukunftspolitik, déi fir eis wesentlech ass - déi fir eis wesentlech ass! -, ass déi vun der Logementspolitik. D'Regierung huet eng Rei Efforten an deene leschte Jore gemaach: Si huet de Budget ëm 3,2% eropgesat, domat och haaptsächlech d'Aide-au-loyere méi attraktiv gemaach, a si huet op där anerer Säit probéiert, fir u sech déi Demandëpolitik anescht ze encadréieren, wat mer jo och begleet hunn.

Mir soen awer elo, datt an deenen nächste Jore méi Offer muss geschaaft ginn - an ech mengen, en Deel vun der Regierung seet datselwecht -, datt mer u sech musse Suen hu fir déi Offer, déi mer musse vergréisseren an d'Zurverfügungstelle vun den Terrainen esou ze realiséieren, wann dann de Plan sectoriel «Logement» bis gestëmmt ass, datt d'Regierung och Disponibilitéiten huet, wou de Stat muss kënnen drop zréckgräifen, fir Terrainen anzekafen a fir déi Logementspolitik ze finanzéieren.

An de Volume, deen elo virgesinn ass, mengen ech, geet sécherlech net duer, wa mer déi Politik wëllen ëmsetzen. Mir mussen, an dat ass och eng Politik, déi mer wëllen ëmsetzen, am Logement locatif sécherlech méi maachen. Beim Logement locatif, wa mer do méi maachen a wa mer e Logement maachen, deen u sech esou ass, datt mer de Rendement iwwert d'Locatioun net kënnen erakréien, well en à coût modéré ass oder well et Logement social ass, dann ass et kloer, datt op där enger Säit d'Gemengen an op där anerer Säit och de Stat wesentlech méi mussen an den nächsten Zäiten an déi Politicken investéieren an datt mer dofir de Fräiraum an deenen nächste Jore brauchen.

Wa mer Fräiraum fir eng modern Mëttelstandspolitik brauchen an net nëmme fir déi Entreprisen, déi elo hei an d'Land iwwer Space mining an Äänleches erabruecht ginn, wat mer par ailleurs ënnerstëtzen, mä och fir eng Politik, wou mer de PMEen Terrainen zur Verfügung stellen, wou mer d'Modernisatioun an d'Digitalisatioun vun de PMEen esou gestalten, datt mer hinne finanziell och an Zukunft kënnen hëllefen, wou mer am Kader vum Plan sectoriel dann Terrainen zur Verfügung stellen, déi awer musse kaaft ginn an dofir de Finanzement muss opbruecht ginn. Wa mer am Kader vun der SNCI och méi Fräiraum nach mussen hu fir Engagementer fir dës Entwécklung, da mussen an deenen nächste Jore fir déi Politik Finanzen zur Verfügung gestallt ginn.

An datselwecht gëllt fir déi Diskussioun, déi mer an der Moderniséierung vun der Gesellschaft haten. Mir hate virun e puer Wochen eng Diskussioun iwwert den Här Rifkin a seng Etüd hei an der Chamber. An ech wëll elo emol déi Ausenanersetzunge vergiessen, déi ech mat mengem neie Bréiffrënd, dem Här Etienne Schneider, an deene leschte Méint, an deene leschte Wochen hat.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre*.- Ech wäert Iech nach méi oft schreiwen, Här Wiseler.

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech freeë mech op Äre Courrier, Här Schneider.

Niewent all deene Kriticken, déi mer sengerzäit gemaach hunn, gëtt et natierlech eng Rei Zukunftspisten, déi an där Diskussioun opgezeechent musse ginn. Déi Circular Economy, déi elo zum Beispill zu Woltz ëmgesat gëtt, wann ech richteg informéiert sinn, do kascht de Projet eng Milliard. Dat ass e richtege Projet. E muss just net als eenzege Projet bleiwen, mir brauchen awer och zukünfteg enorm Investissementer.

Mir brauchen Ënnerstëtzung fir d'Entreprisen, déi hir Aarbechtsaart a -weisen ëmänneren, déi sech steierlech mussen dorop astellen, déi Marché-publicke musse kënne kréien, well se Circular Economy maachen, wat en anere Käschtepunkt huet. Déi Energiefroe beim Prosumer ass jo eppes, wat och e Surcoût wäert hunn a wat haaptsächlech eng Perte de revenu beim Stat brëngt. Wéi bezuele mer dat?

D'Dekarbonisatioun vum Transport ass och net eppes, wat gratis geet. Den Internet of things, mengen ech, datt, wa mer e wëlle seriö ëmsetzen, mer eng 5G-Technologie brauchen, déi muss an dësem Land finanzéiert ginn. An dofir muss finanzielle Fräiraum geschaaft ginn.

Datselwecht gëllt fir d'Klima- an d'Ëmweltpoliticken. Mir sinn op Bonn gefuer an hunn do déi grouss Engagementer geholl. 40%. An déi wäerte sech och zu Lëtzebuerg an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint mussen an der Praxis deklinéieren. Meng Fro ass just do, wann een d'Engagementer hëlt a wann een dat seet, da muss een natierlech och duerno kucken: Wat heescht dat dann an der Praxis fir Lëtzebuerg a wat heescht dat iwwert déi nächst fënnef, zéng Joer?

Ech sinn elo net am Budget vun 2018, mä am Pluriannuel, souguer iwwert de Pluriannuel eraus. Wat heescht dat déi nächst fënnef oder zéng Joer fir Lëtzebuerg? Wou ass deen drëtten CO_2-Aktiounsplang, deen ugekënnegt war? Wou ass den Aktiounsplang fir d'Upassung vum Klimawandel? Wéi ass et mat deene 57 Moossnamen, déi mer an der Chamberskommissioun gemeinsam ausgeschafft hunn? Wéi ass et mat der Previsioun vun der Tanktourismusdiskussioun an de Konsequenzen, déi doraus gezu ginn?

Mir wëllen als Partei selbstverständlech op esou e Wee matgoen. Mir wëllen awer wëssen, wat en am Detail konkret heescht, wat mer maachen, wat et kascht a wéi dat iwwert déi nächst fënnef, zéng Joer an de Budget soll ageschriwwe ginn.

An elo hunn ech emol nach net iwwert déi Politicke geschwat, déi fir eis och wichteg sinn!

Eng Familljepolitik. Dir hutt d'Politik vun der Regierung beschriwwen. Mir mengen, datt och eng Familljepolitik muss gemaach ginn, wou de Congé parental esou adaptéiert gëtt, datt e méi flexibel ass, a wou mer och eng Politik maachen, fir deene Familljen, déi en anere Choix huelen, fir eng Zäit bei hire Kanner doheem ze bleiwen, fir deenen och ënnert d'Äerm ze gräifen. Och deene Familljen, déi u sech vill Kanner hunn an déi, well se vill Kanner hunn, bei dem Kannergeld net gutt ewechkomm si mat där Politik, déi elo gemaach ginn ass.

Mir mengen och, datt an der Seniorepolitik, wa mer elo kucken, wat an deenen nächste Jore geplangt ass, eng ganz Rei vun Infrastrukture feelen. Datselwecht an der Educatiounspolitik an an der Gesondheetspolitik, wou och musse Finanze fräigesat gi fir en Ëmbau vun den Urgencen, fir eng aner Offer vun der IRM, fir Maison-medicallen, fir nëmmen hei e puer Beispiller ze nennen.

An da wëll ech zum Schluss awer nach ee Wuert soen iwwer e Rapport, dee mer wesentlech schéngt. Dat ass dee vun der Evaluatioun vun der Soutenabilitéit à long terme vun den ëffentleche Finanze vun dem CNFP, deen am Fong mat enger brutaler Däitlechkeet seet - enger brutaler Däitlechkeet! -, wou mer momentan mëttel- a laangfristeg dru sinn, och wann deen optimisteschen Zeenario vun 1,2 Milliounen Awunner géif Realitéit ginn.

A bei engem optimisteschen Zeenario, just fir Iech ze soen, wat dat bedeit, heescht et, datt mer e Wuesstum an deenen nächste 40 Joer vun 110% vun der Populatioun hunn. Dat Land an Europa, wat am zweetschnellste wiisst, ass net bei 110%, mä bei 37% an en fin de compte ass d'EU-Moyenne bei 15% demografesche Wuesstum. Mir setzen awer fir eis Zeenarioen 110% Wuesstum respektiv e wéineg manner, wa mer nëmmen op eng Milliounen géife wuessen.

An och bei esou engem Zeenario, mä ech stellen emol hei net d'Zeenarioen a Fro, Här Gramegna, ech wollt am Fong just soen, och bei esou engem Zeenario vun 1,2 Milliounen Awunner bis 2060 seet de CNFP, datt mer à partir vun 2033 30% Verscholdung iwwerschreide wäerten, 2043 bei 60% a bis 2060 bei 161% Verscholdung géife leien. Fir et mat Äre Wierder ze soen: À politique inchangée ass dat déi Politik, déi Der maacht, wou Der eis momentan hifëiert. Et gëtt vun dem CNFP geschriwwen, datt dat en „risque certain" wär „concernant la soutenabilité à long terme des finances publiques".

A se schreiwe vum OMT, Dir hutt virdrun iwwert déi -0,5% geschwat, wou Der deen erofgesat hutt. Ech wëll och net laang iwwert déi Decisioun schwätzen, fir den OMT erofzesetzen, mä ech wëll awer just nach eng Kéier déi Konsequenzen opzeechnen, déi de CNFP gezeechent huet.

Wat Der net sot, dat ass, datt mat deem OMT vun -0,5%, fir en esou ze rechnen, ass en net gerechent gi mat enger Verschëldung an den Zukunftsperspektive vun 30%, wéi Der se annoncéiert, mä mat enger Verschëldungsperspektiv vu 60%. Soss wäert Der net op -0,5% komm. An haaptsächlech, et ass dat, wat am Fong méi problematesch ass, se ass gerechent en tenant compte vu just engem Drëttel vun den Depensen, déi mer am Finanzement, déi un d'Veralterung vun der Gesellschaft gebonne sinn, an Zukunft wäerten hunn.

Nëmmen een Drëttel vun deene Käschte gëtt mat agerechent. Zwee Drëttel ginn net mat agerechent an deene Calcullen, déi hei gemaach sinn.

Wéilte mer, an dat seet de CNFP, net ech… Dir sot ëmmer oder Dir maacht ëmmer, wéi wann dat, wat ech elo géif soen, fräi erfonnt wär a kee Sënn hätt. Ech bezéie mech hei op Avise vun dem Conseil national des finances publiques, wat Avise si vu Gremien, déi am Fong vun der Chamber a vun Iech selwer agesat gi sinn, déi ech also als seriö empfannen, wa se d'Avise maachen, déi ech op jidde Fall seriö huelen an déi ech dofir hei zréckbréngen.

Wann ech déi Avise seriö huelen a wa mer géifen op 30% Verscholdung just wëlle bleiwen a wa mer 100% vun de Käschte fir de Vieillissement géifen arechnen, da misste mer net en OMT vu -0,5%, mä ee vu 4% hunn.

A wa mer deen Zeenario wéilten, dee vum Statec elo als aktuell consideréiert gëtt, dat heescht, datt mer just op eng Millioun Awunner géife kommen, a mir wéilte bei 30% Verschëldung bleiwen a mir géifen all d'Alterskäschten aberechnen, da bräichte mer haut en OMT vu 6%. An Dir hutt en op -0,5% erofgesat!

Normalerweis wär meng Ried elo fäerdeg. Ech wëll awer just nach ee Gedanke lassginn, dee mer wichteg ass.

Ech mengen, déi Analys, déi ech elo a knapps enger Stonn oder manner wéi enger Stonn gemaach hunn, geet knapps iwwert de Budget vun dësem Joer eraus. An déi Partie, déi fir mech am wichtegste war, war am Fong déi vum pluriannuelle Budget a vun den Zukunftsperspektiven a vun deenen Erausfuerderungen, déi an deenen nächste Joren op eis zoukommen.

Dat sinn Iwwerleeungen, déi mer alleguer musse féieren, wa mer d'Mëttel- an d'Laangfristegkeet vun eiser Politik, vun eise Politicken an eisem Land wëllen diskutéieren an deenen nächste Joren. A fir mech ass d'Ausso, déi doranner besteet: „Ech weess net, wat a 5, 10 oder 20 Joer lass ass, an dofir kann ech, brauch ech, wëll ech mech net haut drëm bekëmmeren", eng Ausso, déi am Fong de Contraire ass vun der Responsabilitéit, déi ee sollt an der Politik huelen, wann een d'Politik wëllt gestalten, esou wéi Dir et hei sot, fir d'Zukunft a fir déi Generatiounen, déi duerno kommen.

Ech wär frou - an ech soen dat och elo an engem onpolemeschen Toun -, wa mer kéinten hei probéieren, vun deene groussen Themen, déi mer an deenen nächste Jore wäerten hunn, d'Aschätzung vun de Käschtepunkter vun de Politicken ze maachen, datt mer wëssen, wat fir eng Engagementer, wa mer déi Politicken an deenen nächste Jore wëlle realiséieren, op eis zoukommen, wat dann déi budgetär Engagementer sinn, déi mer `18, `19, `20, `21, `22 mussen huelen, wa mer déi Politicken - wou mer zu engem Deel jo souguer d'accord matenee sinn, fir se ëmzesetzen! -, wa mer déi dann an d'Realitéit ëmsetzen.

Wat dat heescht, wa mer eng Politik maachen, wou mer déi Infrastrukturen an der Komplettheet bauen, déi mer brauchen, fir eis Mobilitéit ze geréieren.

Wou mer déi Logementspolitik esou asetzen, datt mer och kënne probéieren, déi Augmentatiounen, déi Haussen, déi mer all Joers vun de Präisser kennen, hallefweegs ze bremsen.

Wou mer eng Politik maachen am Mëttelstand, déi och de mëttelstännege Betriber hëlleft, déi Digitalisatioun, vun där mer ëmmer gemeinsam schwätzen, och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Wou mer dann déi Klimapolitik an déi Circular Economy esou ëmgesat kréien, datt se Sënn mécht a wat se effektiv an dësem Land effikass mécht.

Wou mer déi Energieëmstellung, déi jo och eng Verschibung vun der Taxatioun mat sech brëngt op dee Prosumer-Modell - wa mer dann der Meenung sinn, dee wär en Zukunftsmodell -, wéi dat finanziell ze begleeden ass a wéi mer dat maachen.

An datt mer dee Budget pluriannuel, dee mer hei hunn, souguer iwwert de Pluriannuel eraus da benotzen, fir eng richteg Diskussioun ze féieren iwwert dat, wat dann d'Zukunft inhaltlech bedeit a wéi mer déi doten Zukunftspoliticken integréiert kréien an déi budgetär Perspektiven.

A wat mer dann net musse maachen oder net kënne maachen, well mer aner Prioritéite setzen.

An dofir bräicht een natierlech méi Plaz, wéi een normalerweis op Facebook huet. An déi Charakteren, déi s de normalerweis um Tweet hues, déi ginn och net duer, fir déi doten Diskussioun ze féieren. À condition, datt mer de Wëllen hunn, fir se da gemeinsam ze féieren.

D'Erausfuerderung vun deenen nächste Joren ass et, de finanzielle Raum fir de Wuesstum ze schafen, dee mer brauchen, an en esou ze benotzen, datt mer déi Zukunftspoliticken och gestalt kréie mat där Marge de manœuvre financière, déi eis de Wuesstum gëtt, dee mer hoffentlech - hoffentlech! - nach an deenen nächste Jore kennen, déi mer dann hunn, fir aus deene Margen d'Zukunftspoliticke prioritär ze gestalten, an d'Suen net enzwousch anescht ausginn, mä se genau do cibléiert benotzen.

Well mer och iwwerzeegt sinn, datt dëse Budget déi Zukunft net preparéiert, mä éischter hypothekéiert, a well de Pluriannuel weder e korrekten nach e realisteschen Iwwerbléck iwwert d'kuerzfristeg Zukunft gëtt nach déi prioritär Politicken erlaabt ëmzesetzen, kënne mir als CSV-Fraktioun weder de Budget 2018 nach de Budget pluriannuel vun dëser Regierung stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre*.- Wou sinn dann Är Annerungsvirschléi, Här Wiseler?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Wiseler. Den Här Wiseler hat eng ganz präzis Fro un den Innenminister gestallt. An

ech hu gesinn, säi Fanger ass an d'Luucht gaangen. E wëllt dorop äntwerten.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat däerf e selbstverständlech.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- An dësem Fall war et un de Fonction-publiques-Minister.

Här Wiseler, ech wollt Iech soen, dass opgrond vun den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun vun der Fonction publique gefouert hunn, ech Enn November eng Nott un d'Kommissioun geschéckt hunn, wou ganz kloer draus erausgeet, dass aus deene Joren 2014, 2015, 2016 1.450 Posten am Budget stoungen an dass mer der 1.291 konnte besetzen. Dat heescht, dass mer also ganz no un dat erukomm sinn, wat mer eis virgeholl haten.

Ech wëll och betounen, dass mer eng éischte Kéier emol an der Lag sinn, iwwerhaapt esou Chifferen ze liwweren, well mer eis se an der APE deementspriechend opgestallt hunn. Fir 2017: Selbstverständlech kann ech d'Chifferen nach net liwweren, well mer nach net um Enn sinn. 2018, ech mengen, do brauche mer guer net driwwer ze schwätzen. Mä et ass evident, an ech hunn dat och gesot, dass mer wëssen, dass mer a verschiddene Beräicher Rekrutéierungsproblemer hunn, iwwert déi mer dann och nach eng Kéier sollten zesumme schwätzen.

Mä dat gëtt eng Präzisioun par rapport zu deene Chifferen, déi Der virdru gefrot hutt. Ech hoffen, dass dat Iech da Satisfaktioun gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soe fir d'Éischt dem Fonction-publiques-Minister Merci fir d'Explikatiounen.

Ech versti just net, wou déi Differenzen tëschent den Zuelen hierkommen. Wann ech d'Banque centrale richteg verstanen hunn, kuckt si jo op där enger Säit: Wat sinn déi zousätzlech Rekrutementer? an op där anerer Säit: Wat ass dann den Nombre global vun den Effektiven, déi dat Joer beim Stat sinn?

Déi Chifferen, déi Dir elo genannt hutt, déi ech lech par ailleurs evidenterweis gleewen, entspriechen awer net deem, wat am Rapport d'activité steet. Et ass awer e Gap tëschent de Chifferen, déi dann offiziell publizéiert sinn. An dat sinn natierlech eng Rei Interrogatiounen, déi mir eis gestallt hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, ech waarde just nach ëmmer op d'Äntwert vum Här Wiseler, wéi en dann all déi Investitiounen, déi en zousätzlech gär hätt, wëllt finanzéieren, wann e gläichzäiteg der Regierung virwerft, hir Investitiounen deelweis iwwer Emprunten ze realiséieren. Also, wéi solle mer dann all déi zousätzlech Investitioune realiséieren ouni weider Emprunten? Erkläert eis dat, wann ech gelift!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Ass hien dann an der Regierung?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- An, dovun ofgesinn, fannen ech, dass Der och zum Schluss erëm eng Kéier just Froe gestallt hutt an Dir hutt keen een Ännerungsvirschlag un deem Budget gemaach. Ech géif och gär verstoen, firwat dat de Fall ass.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn an der...

(Interruption)

Hei ass gefrot ginn, wat fir eng Prozedur dass et ass. Dir fannt dat net am Reglement, mä Dir fannt dat awer just esou niewebäi an der Verfassung, dass d'Regierung jidder Zäit Entrée hei an der Chamber huet a sech jidder Zäit kann zu Wuert mellen an dann d'Wuert ka kréien.

(Brouhaha)

Jo.

Une voix.- En uerdentlecht Chambersreglement.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma ech mengen awer, dass eng Budgetsdiskussioun dru wënnt, wann et eng Diskussioun ass. A selbstverständlech, wa Memberen an der Chamber eppes hei wëlle soen, déngt et der Diskussioun an der Ausenanersetzung, dass, wa Froe gestallt ginn, och Äntwerten dorop kommen.

Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Zum Reglement?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...ech fannen et ganz gutt, wann Dir déi Diskussioun esou féiert, wéi mer se elo gefouert hunn, datt d'Ministere kënnen direkt drop äntwerten. Ech mengen, dat wäert déi ganz Diskussioun op. An dat léisst eist Chambersreglement och zou. Mä et ass falsch, wa gesot gëtt, datt opgrond vun der Verfassung e Minister kann zu jidder Zäit hei d'Wuert froen. Dat steet net an der Verfassung.

E Minister huet d'Recht, ëmmer hei an d'Chamber ze kommen, mä et ënnerläit ëmmer eisem Reglement. Eist Reglement leet fest, wéi e Minister oder wéi d'Regierung schwätzt a wéi den Temps de parole ass. Also, et ass falsch, fir ze soen, e Minister hätt ëmmer d'Recht, zu all Moment hei d'Wuert ze froen an et dann och muss kréien. Dat ass falsch!

Gutt ass awer, wa mer eng Debatt maachen, wou d'Ministeren an d'Deputéierten direkt énereneen en Echange maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll Iech da just vollstännegkeetshalber soen, dass de Chamberspresident Juge ass, wéini dass en d'Wuert ka ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Richteg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An hei hunn ech ebe jugéiert, dass et dem Debat géif notzen, wann ee kéint zäitno eng Äntwert ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Richteg, awer net opgrond vun der Verfassung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat kläre mer herno.

(Brouhaha)

Sou! Also, den Här Wiseler ass direkt vum Här Wirtschaftsminister ugeschwat ginn. Dann ass et evident, dass hien och d'Recht huet, fir dorop ze äntwerten.

Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech stelle fest, Här Wirtschaftsminister, datt déi Froen, déi ech stellen, wat awer wesentlech Froe sinn, notamment wann Der en Investitiounsprogramm iwwert déi nächst Joren annoncéiert, notamment wann Är Regierung seet, datt mer an der Mobilitéit nach zousätzlech Investissementer misste maachen, an ech stelle fest, datt an de Joren `19, `20, `21, wou déi Investissementer awer voll zum Droe kommen, dat, wat an de Budget agesat gëtt, absolutt net deem entsprécht, wat Der an der Realitéit annoncéiert, dann ass do e Problem!

Dir sot, ech gi keng Äntwerten op Är Froen. Ech stelle just fest: Dir gitt iwwerhaapt keng Äntwerten op déi Froen, déi ech hunn! An Dir sidd an der Kontradiktioun vun deem, wat Der u sech selwer op där enger Säit annoncéiert a wat Der an Är budgetär Pabeieren asetzt.

Déi zweet Fro, dat ass: Wéi gitt Dir dee Problem do un? Ech wëll Iech awer och drop äntwerten, datt mir an deene leschten zwee, dräi Joer bei enger ganz Rei Reformen eisen Desaccord mat der Regierungspolitik gewisen hunn, esou wéi se sech elo ëmsetzt. An dat hätt natierlech och finanziell Repercussioune gehat op dat, wéi de Budget sech ugeschriwwen hätt.

Mir hunn zum Beispill géint déi Steierreform, déi Der gemaach hutt, gestëmmt. A mir hu kloer an däitlech gesot, datt de Volume vun der Steierreform, esou wéi se gemaach gi war, net dee war, esou wéi mir eis dat hätte kënne virstellen, mä datt en dat wäit iwwerschreit, wat u sech an de Capacitéite war a wat déi Milliounewaren, déi d'Banque centrale an Äänlecher als Marge de manœuvre financière virgesinn haten.

Mir hu géint d'Gemengefinanzreform gestëmmt. A mer hunn eng ganz Rei Propositiounen op den Dësch geluecht, wéi mer dat gesinn.

Mir hunn en anere Modell vum Congé parental hei deposéiert, deen en anere Käschtepunkt gehat hätt an deen de Leit méi Zäit geschenkt hätt, deen also méi familljefrëndlech an eisen Ae gewiescht wär.

Mir hunn eng Rei aner Konzepter, déi hei och nach virdru presentéiert gi sinn, wéi déi multilingual Kannerbetreiung, net als gutt empfonnt a mir hätte se anescht regléiert. D'Konzepter stëmmen net. An d'Finanzen, déi domadder verbonne sinn, sinn enorm héich.

Mir hätten aner Saachen, wéi zum Beispill déi Kannerbetreiung, déi Der elo gratis setzt mat Chèque-servicen, ëmgeännert. Et hätt en anere finanzielle Volume gehat an et wär wesentlech méi selektiv gewiescht wéi dat, wat Dir gemaach hutt. Mir wäre weidergefuer mat deenen eenzelnen Dépenses de fonctionnement, esou wéi Der virgesinn hutt, se all Joer ze iwwerkucken, fir se am Grëff ze behalen.

Mir hunn eis och eng ganz Rei Froe gestallt iwwert déi Politique de recrutement, déi an deene leschte Jore mat 1.000 Leit méi d'Joer gemaach ginn ass, well mer nach ëmmer net genau wëssen, wou dee ganze Rekrutement higeet.

Also, eng ganz Rei Propositiounen, déi mer am Laf vun de Jore gemaach hunn, déi eng aner Gestaltung vun der Finanzpolitik ginn hätten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, elo ass deen Echange gemaach. An d'Regierung huet jo herno nach genuch Riedezäit, fir op déi eenzel Orateuren anzegoen. Den Här Berger war elo ganz gedëlleg. An de Fraktiounschef vun der DP huet elo d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Wéi ëmmer.

Här President, 2013, wéi dës Koalitioun ugetrueden ass, hat Lëtzebuerg eng Statsschold vun 23,5% vum PIB. Wa mer näischt ënnerholl hätten, wiere mer haut op dësem Dag, den 13.12., bei enger Statsverschëldung vun 29,2% ukomm. Et ass awer villes ënnerholl ginn. An 2018, d'nächst Joer, leie mer bei enger Statsschold vun 22,7% vum PIB an am Joer 2021, aller Viraussiicht no, bei 21,6% vun eisem Räichtum. D'Statsschold geet also lues awer sécher zréck. D'Richtung stëmmt. Mir sinn um richtege Wee.

Här President, 2013, wéi dës Koalitioun ugetrueden ass, ware mer mat eise Statsfinanzen op enger Trajectoire, wou mer eis Virgabe vum Pacte de stabilité net hätte kënnen anhalen. Mir hunn 2013 riskéiert, dann an Zukunft, also an dëse Joren, vu Bréissel de Budget diktéiert ze kréien.

Mir gesinn awer elo: 2018 si mer bei deene sechs Länner an Europa, déi hir europäesch Zensur mat engem „très bien" ausgestallt kruten a wou mer vun der Kommissioun vum Här Juncker gesot kréien: „Dir sidd um richtege Wee." Mir halen eisen OMT net nëmmen an, mä 2016 louche mer och iwwert dem Solde structurel, dee mer eis fixéiert haten, dee Bréissel eis och virgeschriwwen hat: 1,6-Prozentpunkten iwwert dem OMT 2016. Och 2017 an 2018 leie mer all Kéiers iwwert dem Zil vum OMT, iwwer eisem Solde structurel, dee mer mussen anhalen. A mir behalen also all Kéiers e klenge Polster zu deenen Objektiver, déi Bréissel eis virschreift. Och d'FMI, och d'OECD soen, datt Lëtzebuerg seng Hausaufgabe gemaach huet a seng Finanze gutt am Grëff huet.

Här President, 2013, wéi dës Koalitioun ugetrueden ass, war eisen Triple-A um Wackelen. An haut, kuerz virun 2018, stinn e puer Triple-A mat fetten décke Buschtawen op der Visittekaart vun eiser Finanzplaz.

2013, wéi dës Koalitioun ugetrueden ass - fir nach e puer Zuelen aus dem Historique ze huelen -, stounge mer nach mat engem Been op de groen a schwaarze Lëschten. Dës Regierung, besonnesch eise Finanzminister, huet missen no LuxLeaks ganz vill Schierbelen zesummekieren an och erëm zesummepechen, wat em gutt gelongen ass.

Haut, 2017, hu mer eng propper Jackett un, a Lëtzebuerg ass erof vun de groen a schwaarze Lëschten. Mir hu voll op Transparenz gesat, an dëst ass schlussendlech och eiser Finanzplaz ganz gutt bekomm, déi haut erëm esou gutt dosteet, wéi säit Laangem net méi. Eng Finanzplaz, déi de Brexit net muss fäerten, bien au contraire.

(Interruption par Mme Octavie Modert)

2013, wéi dës Koalitioun ugetrueden ass, hat Lëtzebuerg e Chômagetaux vu 7%. Haut leie mer mat 5,8% op deem niddregste Chômagetaux zanter sechs Joer. Op ee Joer gekuckt, waren am Oktober dëst Joer 1.006 Leit manner op der Sich no enger Aarbecht. An dat sinn 1.006 Familljen, déi also och elo d'Feierdeeg kënne mat manner Suergen ugoen.

Wat mech och besonnesch freet bei de Chômagezuelen, dat ass, datt d'Jugend, dat heescht och déi Mannerqualifizéiert énner anerem, momentan besonnesch vun där Dynamik um Aarbechtsmarché profitéiere kënnen.

No méi schwierege Joren - 2011 an 2012 - läit och eise Wirtschaftswuesstum 2017 bei 3,4% an 2018 bei 4,4%. Dat si gutt Viraussetzungen, déi engem e gewëssene Spillraum ginn, fir d'Land op d'Zukunft virzebereeden.

Här President, déi puer Zensure vu Bréissel an anere Gremien an och déi puer Zuelen, déi ech elo genannt hunn, schwätzen eng ganz kloer Sprooch. Si weisen, datt eist Land haut trotz Schwieregkeeten, zum Beispill dem Verloscht vu ronn enger Milliard Recetten am Commerce électronique, an alle Beräicher besser dosteet wéi 2013. Eis Statsfinanze stinn op zolitte Féiss.

An dorun, Här President, ka jo eis Politik vun de leschte véier Joer net ganz onschëlleg sinn.

Jo, mir hunn och dat favorabelt ekonomescht Emfeld genotzt, mä mir hunn awer op där anerer Säit och eng ganz Rei strukturell Mesuren a Reformen ënnerholl, déi och déi eng oder déi aner Kéier Courage verlaangt hunn. Mir kënnen eis alleguer dorun erënneren. Mä duerch déi Kombinatioun, eis Politik an deem besoten Emfeld, hu mer et fäerdegbruecht, datt mer haut gesond Statsfinanzen opzeweisen hunn. An domadder hu mer en zolitt Réckgrat fir eist Land geschaaft, wou eigentlech jiddweree sech kann derwidderstäipen a wou dat Réckgrat och jiddwerengem zeguttkënnt.

Ech mengen, ech hunn nëmmen e puer Zuelen illustréiert. D'Rapportrice, d'Joëlle Elvinger, huet déi eenzel Zuele gëschter vill méi detailléiert duergeluecht an och kloer gesot, wou mer wëllen histeieren, wou d'Akzenter sinn. Ech wëll duerfir hei op dëser Plaz der Rapportrice och e ganz grousse Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Bericht, awer och Merci soe fir all déi Aarbecht, déi do derhannert stécht. Ech mengen, ech selwer war och emol eng Kéier Budgetsrapporteur, ech weess, wat dat fir Aarbecht bedeit.

Besonnesch wëll ech och ervirsträichen, datt d'Rapportrice en neie Wee gaangen ass an hirer Demarche, well se och déi Jonk ganz intensiv mat an d'Diskussioun agebonnen huet. Dat ass eng flott Initiativ. An ech hoffen, datt d'Budgetsrapporteure vun deenen nächste Joren och wäerte weider op dee Wee goen.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, iwwert déi Zuelen, iwwert déi gutt Situatioun sollte mer eis eigentlech alleguerte freeën. An Europa, do dreeme vill Regierungen dervun, eng Kéier kënnen esou Zuele virzeweisen. Mir schéngt et, datt hei zu Lëtzebuerg verschidde Leit, wa se déi Zuelen héieren, vläicht och dreemen, mä virun allem Cauchemaren hunn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Firwat? Ben, ech mengen, ech hunn dem Här Wiseler elo virdru gutt nogelauschtert. Hien huet sech net iwwert déi Zuele gefreet. Ech kann et als Politiker verstoen: Wann ee géint esou gutt Bilanze muss schwätzen, dann huet een als Oppositiounsriedner e bëssen d'Brout ewechgeholl kritt, fir eng attraktiv Oppositiounsried ze halen. Ech hoffen trotzdeem, datt Der awer keng Cauchemaren hat an datt Der och vläicht awer kéint emol eng Kéier vun esou Zuelen dreemen.

Här Wiseler, Dir hutt vill Zuele kritiséiert. Dir hutt ganz vill Froe gestallt, mä ech muss awer och soen, ech sinn op mengem Honger, an ech géif soen, mengem géien Honger sëtze bliwwen, aneren ass dat och esou gaangen, fir da gewuer ze ginn: Wat hätt d'CSV eigentlech fundamental aneschters gemaach? Wou géif d'Oppositioun bei de Finanzen aneschters usetzen?

Dir hutt vill Froe gestallt. Et war ganz vill „wéi?" oder „wat?", mä, ech mengen, et geet mer wéi virdru verschidde Regierungsmemberen: Mir bleiwen do einfach op eisem Honger. Wou géif dann eng CSV aneschters usetzen? Wou géif se zum Beispill spueren? Bei der gratis Kannerbetreiung? Bei der Steierreform? Wou bei der Steierreform? Wou géif se vläicht manner investéieren, fir op där anerer Säit méi ze investéieren? Wou wieren do d'Prioritéiten? Mobilitéit? Schoulen? Pappecongé? Personal?

Ech mengen, d'Leit dobaussen hu jo awer e Recht drop, ze wëssen, datt eng Partei, déi d'Verantwortung erëm wëllt iwwerhuelen, och kloer seet, wat se géif anescht maachen oder wou se géif Akzenter setzen oder och wou se vläicht courageis de Leit da géif soen, wou se dann eppes géif ewechhuelen.

Ech mengen, haut hunn ech op alle Fall op all déi Froen, net nëmmen ech, mä mir all, keng Äntwerten héieren. Ech muss awer soen: Virun e puer Deeg, do hat Der en Interview am „Tageblatt". Ech mengen, et war de leschte Samschdeg. Do hunn ech awer erausgelies, datt Der gesot hutt, Dir géift eigentlech awer näischt vun deene Reformen, déi mer gemaach hunn, Steierreform, Familljepolitik, Sozialpolitik, wierklech réckgängeg maachen, wann Der géift an d'Responsabilitéit kommen.

Wann een also keng Korrektur un onser Aarbecht wéilt maachen, dann huelen ech dat letztendlech awer och als eng bonne Note fir eis Aarbecht un. Well wa wierklech eng Prüfung oder eng Aarbecht esou schlecht geschriwwe wier, da misst ee jo awer do ganz vill Roudes draschreiwen an da misst ee wierklech och eng schlecht Nott ausschreiwen. Do géif een dem Schüler soen: „Dir musst dat ganz nei schreiwen." Oder et géif ee selwer soen: „Ech huelen dann d'Heft an d'Hand an ech schreiwen eppes ganz aneschters."

Dat hunn ech op alle Fall de leschte Samschdeg net erausgelies. Dir hutt einfach gesot,

datt Der géift op alle Fall keng aschneidend Korrekturen huelen. Dir géift eigentlech mat eiser Politik, déi mir ugefaangen hunn, am Endeffekt weiderfueren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Berger, sidd Der averstanen, dass den Här Wiseler lech eng Fro stellt?

M. Eugène Berger *(DP).*- Natierlech, Madamm Presidentin.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll just eng kuerz Remarque maachen, well ech muss den Här Berger awer enttäuschen. Dat war sécherlech net als bonne Note gemengt. An et soll och wierklech net esou verstane ginn.

Dat, wat ech gesot hunn - an ech profitéieren hei vun der Geleeënheet, déi hie mer gëtt, fir dat ze rektifizéieren -, dat ass, datt mer als CSV keng Politik maachen, wou mer dat, wat virdru gemaach gouf, wëlle mam Bagger iwwert de Koup rennen, well mer net an engem Land sinn, wou eng Oppositiounspolitik sech an zwee Bléck mécht a wou déi eng dat futti maachen, wat déi aner gemaach hunn.

(Interruption)

Dat, wat ech par contre gesot hunn an hannendru kloer an däitlech gemaach hunn, dat ass, datt mer der Meenung sinn, datt op deene Politicken, déi da Realitéit sinn, mussen déi Ännerunge gemaach ginn. An där sinn et der ganz vill, déi mir als noutwendeg empfannen. Et ass dat, wat mer och wëllen, wa mer d'Chance kréien, an deenen nächste Jore realiséieren.

Verstitt et net falsch, Här Berger! Et war keng bonne Note.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay. Merci.

M. Eugène Berger *(DP).*- Et sinn der also eng Rei net falsch. Et géifen - ben, esou hat ech et op alle Fall gelies - keng gréisser Korrekturen. Wann da Korrekturen, dat hunn ech op alle Fall och elo net eraushéieren... Dir hat och gesot... An elo hutt Der vläicht net genuch Zäit, mä och virdrun hunn ech net eraushéieren, wat dann déi Korrekture wieren.

Madamm Presidentin, gesond ëffentlech Finanze si fir eis kee Selbstzweck, mä dat ass eigentlech - fir dat Bild ze huelen -, wéi e grousse Kuch baken, fir datt da jiddwereen e Stéck dovunner kann ofkréien. Wat dee Kuch méi grouss ka gebak ginn, wat dann natierlech herno och jiddweree méi e grousst Stéck ka kréien.

Et si gesond ëffentlech Finanzen, déi et erlaben, datt mer kënnen hei am Land eng Politik maachen, Jalone setzen, fir datt et jiddwerengem besser geet, fir datt mer kënnen op d'Besoine vun de Leit agoen, fir datt och jiddweree besser Zukunftschancen huet. Ech mengen, och gesond Statsfinanzen erlaben déi grousszügeg Sozialpolitik, déi mer ëmsetzen, wou mer och kënnen deene Schwächsten an eiser Gesellschaft hëllefen. Wann een de Budget kuckt: Ech mengen, eppes iwwer 8 Milliarden eleng ginn an dee ganze Volet vun der Sozialpolitik.

Mä ech mengen awer, wat nach méi wichteg ass wéi déi plakeg gutt Zuelen, dat sinn déi konkret Mesuren, déi do hannert deenen Zuele stinn. Ech mengen, dat si jo Mesuren, déi jiddwer Eenzelnem zeguttkommen. Mesuren, déi de Leit hiert Liewen am Alldag erliichteren, déi eis finanziell entlaaschten, déi eis hëllefen, besser Famill a Beruff ënner een Hutt ze kréien. Mesuren, déi do gräifen, wou de Schong dréckt.

Ech wëll elo net alleguerten d'Mesuren opzielen, mä awer e puer, déi wierklech an deene leschte Jore vun dëser Regierung gemaach gi sinn, déi an der Sozialpolitik awer wierklech eng Rei Verbesserunge bruecht hunn an déi och nëmme méiglech waren, well mer op där anerer Säit och un der Gesundung vun de Statsfinanze geschafft hunn.

Ech denken un d'Steierreform, déi mer d'lescht Joer ëmgesat hunn. Ech mengen, et ass eng Steierreform, déi jo grad d'Kafkraaft vun deene Kleng- a Mëttelverdénger stäerkt. Ech denken un d'Subvention loyer, ech denken un d'gratis Kannerbetreiung, un d'gratis Schoulbicher, Adaptatiounen, Allocation de vie chère, un den neie REVIS an esou weider. Dat ass also fir eis konkret selektiv Sozialpolitik, déi do ukënnt, wou een et brauch.

Wat heescht dat dann och fir deen Eenzelnen? Ech soen, dat si jo kloer a schéi Formulatiounen, mä wat heescht dat dann och am Alldag fir deen Eenzelnen?

Ech huelen duerfir e Beispill vun enger Famill, esou Familljen, wou awer wierklech och hei zu Lëtzebuerg de Schong dréckt, wéi een esou schéi seet. Dat sinn déi Monoparentallen. Déi hunn et hei zu Lëtzebuerg awer dach en général méi schwéier.

Huele mer e Beispill vun engem Mann oder enger Fra, déi den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, zwee Kanner huet an eng Wunneng lount. Duerch d'Steierreform huet dës Famill 102 Euro netto am Mount méi, duerch d'Verduebele vum Crédit d'impôt an och de Crédit d'impôt monoparental, d'Upasse vun der Steiertabell. Da kënnt 174 Euro Wunngeld derbäi, déi mer jo d'lescht Woch gestëmmt hunn. Ee vun deenen zwee Kanner geet an d'Crèche a profitéiert vun 20 Stonne gratis Kannerbetreiung, déi elo vläicht net esou direkt kann an 3 oder 5 oder 7 oder 20 Euro ëmgerechent ginn.

Dann hu mer awer nach en zweet Kand - ech hat e Beispill geholl vun enger Famill mat zwee Kanner -, wou Schoulbicher am Wäert vu ronn 400 Euro gebraucht ginn. Dat heescht, duerch d'Aféiere vun de gratis Schoulbicher spuere se do dann och nach ëmgerechent op de Mount 33 Euro.

Wann een also all dat zesummerechent - wahrscheinlech hunn ech vläicht nach eppes vergiess -: Am Total huet dës Famill e Plus vun iwwer 300 Euro netto de Mount zur Verfügung, wéi dat virun all deene Reforme war. Dat heescht, elo mat de Reformen huet esou eng Famill ronn 3.600 Euro d'Joer méi zur Verfügung. Ech mengen, Austeritéitspolitik, dat gesäit a mengen Ae ganz aneschters aus.

Mir setzen u mat Sachleeschtungen a cibléierte Steiermesuren, mat deene mer d'Leit, jo, och un där gudder wirtschaftlecher Situatioun deelhuele loossen. An dat ass jo dat, wat eis och ënnerscheet, déi Approche mat de Sachleeschtungen, vu fréiere Regierungen, wou an der Sozialpolitik éischter d'Tendenz respektiv d'Demarche war, fir, ech soen emol, mat der Strenz iwwert d'Land ze goen.

Ech ka mech erënneren, déi éischt Versioun vun de Studentesubside war jo genausou e Fall. Och do, fir nach eng Kéier op dat Beispill zréckzekommen, et ass schonn e bësse vergiess, an d'Geschicht agaangen, hu mir och d'Studentesubsiden ëmmodeléiert, fir se méi sozial selektiv ze maachen a wierklech och do unzesetzen, wou eigentlech Sachleeschtunge gebraucht ginn.

Fir nach eng Kéier op d'Steierreform zréckzekommen: Déi ass jo den 1. Januar 2017 a Kraaft getrueden. Et ass also eng Reform, déi virun allem sozial selektiv ausgeriicht ass. An ech mengen, déi nei Steiertabell, awer och de Crédit d'impôt, d'Verdueblung fir déi ënnescht Gehälter, dat gëtt de Leit méi Kafkraaft. An et ass jo eigentlech dann och do, wou d'Suen ukommen, wou se am meeschte gebraucht ginn.

Jo, d'Steierreform: Mir hunn och eppes fir d'Betriber gemaach. Am Vierdergrond steet natierlech do d'Baisse vun der Kierperschaftssteier, déi 2017 op 19% an elo 2018 op 18% erofgeet. Ech mengen, och dat ass awer e wichtege Schrëtt, fir datt eis Betriber kënnen an engem europäeschen Émfeld weider kompetitiv bleiwen, datt se attraktiv bleiwen, datt se och eng Marge hunn, fir kënnen ze investéieren. 2018 wäert dann och elo nach déi individualiséiert Besteierung a Kraaft trieden.

Nach eng Kéier: Wann ech awer elo och virdrun dem Sprecher vun der gréisster Oppositiounspartei gleewe kann, wéilt déi elo net fundamental eng vun deene Mesuren aus der Steierreform réckgängeg maachen, wa se an der Responsabilitéit wier, well Dir sot jo awer och - dat hutt Der jo och elo virdru gesot, och am Interview gesot -: Dir wëllt op Previsibilitéit a Kontinuitéit setzen. Très bien!

Ech fannen, dat ass eng richteg Approche, wann ee sech dat virhëlt. Mä et muss een awer dann och feststellen, wann Der op déi Kontinuitéit setzt, datt awer bei lech selwer, an Ärer Partei, a verschiddenen Dossieren net ëmmer de Fall vun der Kontinuitéit ass.

Ech huelen do de Fall vun de Stock-Options. Ech sinn elo bei de Steieren. D'Stock-Options, déi huet en CSV-Finanzminister 2002 per Circulaire an d'Liewe geruff, se 2012 nach eng Kéier nogebessert.

An haut, oder säit dem leschte Joer, den Här Gilles Roth war fir d'Éischt domadder komm, haut oder virun engem Joer wollte si se carrement ganz ofschafen. Mëttlerweil soe si awer, datt si se net ganz wëllen ofschafen, mä awer Korrekture virhuelen. Si si sech also an der Fraktioun eens ginn, et ass vläicht den Här Mosar, dee sech konnt duerchsetzen, ech weess net, mä egal.

Ech stellen einfach fest: Déi Kontinuitéit, déi Dir eigentlech prônéiert, déi ganz an der Rei ass, déi ganz richteg ass, déi Der och an Zukunft wéilt maachen, wann Der an der Responsabilitéit wiert, an eegenen Dossieren haalt Der déi op alle Fall net an, well Dir huelt elo net méi déi nämlecht Positioun an an dem Dossier vun de Stock-Options, déi Der 2012 hat. Ech fannen, et ass trotzdeem net ganz glafwierdeg, Madamm Presidentin, wann een also d'Stock-Options agefouert huet, jorelaang se gewäerde gelooss huet an dann elo op eemol wéi de wäisse Ritter kënnt, fir dann hei Steiergerechtegkeet anzefuerderen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Berger, sidd Der d'accord, dass den Här Roth lech eng Fro stellt?

M. Eugène Berger *(DP).*- Natierlech. Den Här Roth däerf mer roueg eng Fro stellen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Roth, et ass un lech.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir hutt eis ugeschwat hei, Här Berger. D'CSV wollt virun engem Joer d'Circulaire vun de Stock-Options ofschafen, well - an ech ginn dervun aus, dass och den Här Bodry als President vun der Verfassungskommissioun mat mer eens ass - ee keng Steierprivilegien iwwer e Gesetz ka maachen. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Zënter 2011 an 2012 ass et notoirement bekannt, dass de System vun de Stock-Options vill méi pervertéiert gouf, wéi dat bis zu deem Zäitpunkt nach de Fall war. An duerfir d'Initiativ vun der CSV d'lescht Joer, fir dat ze änneren. An ech mengen, et si ganz vill Leit am Land - an Dir waart och e Méindeg den Owend bei enger grousser Gewerkschaft, wou dee System do och denoncéiert gouf - fir d'Positioun vun der CSV.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hu just festgestallt, Madamm Presidentin, datt awer eng Kontinuitéit war vun 2002 bis 2013, fir do näischt ze änneren. Den Här Bodry, ech mengen, hien hat bei der Motioun drun erënnert - hien ass jo awer e bësse méi dra gewiescht an där viregter Koalitioun -, datt eigentlech déi Solutioun, déi mer elo virgesinn, schonn 2012 vun engem vun den deemolege Koalitiounspartner proposéiert gi war. Mä dee Koalitiounspartner huet deemools dunn d'Kontinuitéit vum Näischt-Ännere gehat.

Mä egal, mir sinn eis all am Zil eens: Mir wëllen déi Abusen ausschléissen, mir wëlle se méi héich besteieren. 21% wier eng Plus-value. Mir wëllen d'Instrument, wann ech dat richteg verstinn, net ganz ofschafen, fir wierklech ganz spezifesch Fäll, fir kompetent Käpp op Lëtzebuerg ze kréien, unzezéien, eventuell och méi a Richtung Start-up ze goen. Mir hu jo duerfir och eng Motioun hei ugeholl, wou mer soen: Mir hätten da gär am Fréijoer vum Finanzminister en definitive Bilan, fir ze kucken, wou een dann a wéi engem Mooss muss d'Stock-Options ëmänneren oder eventuell - jo, firwat net? - ganz ofschafen.

Mä mir sinn nach net beim Bilan ukomm. Ech mengen, am Zil si mer eis eens, mä de Wee dohinner ënnerscheet eis. Jo, mir wëlle schnell handelen, mir wëlle konkret handelen a mir wëlle weisen, datt eis dat och wierklech eescht gemengt ass. An dat ass dann, firwat de Minister elo an enger éischter Etapp eng Circulaire hëlt, well déi kann elo den 1. Januar 2018 a Kraaft trieden. Dann hu mer konkret schonn eppes gemaach. Mir wëssen alleguerten: Jo, mir mussen och eng Kéier op de Wee vun engem Projet de loi goen. Säit 2002, jo, säit 2002, Här Roth, hate mer Zäit, fir dat ze maachen. Dat si vill Joren, dat si 15 Joer, wou mer Zäit haten. Da kënne mer eis och elo nach no der Circulaire d'nächst Joer dräi oder véier Méint oder Wochen Zäit huelen.

Mir wëssen alleguerten, wann een e Projet de loi mécht, da brauch een Avisen. Dat hëlt Wochen, heiansdo Méint an Usproch. Mat där Circulaire kënne mer awer en éischten decisive Schrëtt praktesch a konkret ëmsetze vum 1. Januar 2018 un, do hu mer wierklech eppes gemaach am Sënn oder Richtung méi Steiergerechtegkeet. Soit datt mer do nach net um Ennpunkt ukomm sinn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Berger, erlaabt Der just nach eng kuerz Zousazfro vum Här Roth?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Bon, ech mengen, dës Regierung ass ugetrueden, fir villes aneschters a villes besser ze maachen. „De Mief vun der CSV", waren d'Wierder vun engem Vizepremier, deen „misst erauskommen". Mä Dir hat véier Joer laang Zäit, fir dat do per Gesetz ze änneren. Dat ass awer net geschitt. Ech gesinn, dass hei eminent Vertrieder vun enger Majoritéitspartei, mengen ech, op där Fro vun de Stock-Options duerchaus mat eiser Propositioun kéinte liewen. Elo wëllt awer keen eppes dovunner wëssen. An den Här Bodry seet, et wier en Accord mat der CSV gewiescht. Ech stellen also fest, dass d'LSAP sech net konnt bei dëser Regierung duerchsetzen, fir mat op de Wee vun engem Gesetz ze goen, fir d'Stock-Options ze regelen, well déiselwecht Diskussioun, déi mer haut hunn, déi hate mer scho virun engem Joer.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat, wat de Finanzminister gemaach huet, war den Taux effectif op den Demi-taux eropzesetzen. De Minister Frieden huet hei all Mënsch ugeschass an dat, wat e versprach hat ze maachen, net gemaach.

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou...

M. Eugène Berger *(DP).*- Also, Madamm Presidentin,...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Elo, wann ech gelift!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...fir nëmmen zur Konklusioun ze kommen, fir nëmmen zur Konklusioun ze kommen,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, en huet d'Chamber ugeschass, Äre Mann am „Lëtzebuerger Wort"!

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay...

M. Marc Spautz *(CSV)* - Zënter 2013 ass den Här Gramegna Finanzminister, net den Här Frieden.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir stelle fest, datt Der et weder bei där enger Regierung nach bei dëser fäerdegkritt.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Stopp, stopp, stopp!

M. Marc Spautz *(CSV)* - Dir kënnt lech net duerchsetzen, dat ass alles.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift! Den Här Berger kritt elo erëm d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ganz staark.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An ech zitéieren en: „Elo maache mer dat do awer. Deen Exercice maache mer."

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Bodry, wann ech gelift, Dir kritt jo souwisou elo d'Wuert hannendrun, da kënnt Der dat do riichtbéien, wéi Dir dat gesitt. Mä ech géif elo dem Här Berger erëm d'Wuert ginn. An elo d'Tëscheriff aus dem Sall, wann ech gelift, stoppen, soss komme mer net virun. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech stelle fest, datt mer a manner wéi véier Joer - well d'Circulaire wäert elo a Kraaft trieden - op alle Fall schonn e gutt Stéck Wee gemaach hunn an deem Dossier, wou wärend 14 Joer virdrun näischt gemaach ginn ass.

Här President, pardon, Madamm Presidentin, mir haten d'lescht Joer hei am Haus och animéiert Diskussiounen. Ech weess net, ob se esou animéiert ware wéi elo grad virun e puer Minutten, wéi et - well ech jo elo vun der Steierreform geschwat hat - ëm de Finanzement oder den Impakt vun der Steierreform gaangen ass. Ech ka mech dann awer trotzdeem gutt erënneren, wie wat deemools hei gesot huet. Et goufen dem Finanzminister praktesch „Tricksereien" virgeworf, dat war den Term. A well et jo awer schwiereg war, fir deemools ze soen, wat dann herno erauskéim, hunn ech einfach gesot: „Kommt, mir streiden net, kommt, mir kucken dat!" Ech hat lech deemools hei, den 12. oder 13. - et kann och e puer Deeg méi spéit gewiescht sinn -, gesot: „Ech ginn lech alleguerte Rendez-vous hei an der Chamber an engem Joer bei den nächste Budgetsdebatten, wa mer d'Zuelen hunn, fir da kënne festzestellen, wie recht behält."

Mä hei geet et eigentlech och net ëm „recht behalen". D'Verwaltung ass deemools dovunner ausgaangen, datt den Impakt fir 2017 géif ronn 370, 380 Milliounе bedroen. A wann een dann elo de Compte prévisionnel kuckt vun den éischten dräi Trimesteren, dee mer an der Cofibu presentéiert kruten, da bestätegt dat déi Estimatioun. D'Estimatioune vun der Verwaltung vun deemools sinn also confirméiert ginn. Ech muss soen, et verwonnert mech net, datt d'Verwaltung confirméiert gëtt, well mir, d'DP, hu Vertrauen an déi Previsioune vun där Administratioun a mir hunn och kee Grond, och an Zukunft net, um Know-how vun där Verwaltung ze zweifelen. Virun allem gesi mer jo och ëmmer, datt se méi wéi recht behalen, well all Joers leeë se eis eigentlech Punktlandungen dohinner bei der Exekutioun vum Budget, an

och dës Kéier wäerte se erëm recht behalen. Duerfir kënne mer deen Dossier zoumaachen. Dont acte: D'Steierverwaltung hat d'lescht Joer recht. Den Impakt vun der Steierreform ass deen, deen och d'lescht Joer virausgesot gi war.

Wat een awer bei der Steierreform och net däerf vergiessen, ass, datt se jo en Impakt, awer och e Retour huet an d'Ekonomie. D'Leit kréie jo dobaussen zousätzlech Kafkraaft. D'Leit hunn also méi Suen an der Täsch, d'Leit ginn dann also och, net nëmmen elo virun de Feierdeeg, erëm méi Suen aus. Dat kënnt de Betriber zegutt, de Geschäfter zegutt, an iwwert d'TVA fléisst och en Deel vun deene Suen, déi mer an der Steierreform net erakréien, awer erëm an d'Keess eran. An doduerch gëtt eigentlech de reellen Impakt op de Budget nach aneschters, nach méi kleng. An d'lescht Joer hat de Statec, wéi ech mech kann erënneren, och virausgesot, datt d'Steierreform géif d'Croissance vum PIB ukuerbelen. All dës Previsiounen, positiv Retombéeë sinn net mat an déi Estimatioun eragefloss. Et wier awer interessant, wann een dat kéint eng Kéier méi genau rechnen an einfach kucken, wéi een dee Retour kéint chiffréieren.

Madamm Presidentin, eppes, wat eis Budgete vun deene leschte Joren, fir et emol esou ze soen, charakteriséiert, dat sinn déi héich Investissementer, déi dës Regierung an d'Zukunft vum Land mécht. An och dëse Budget 2018 läit an dëser Kontinuitéit, fir d'Land mat héijen Investissementer op d'Zukunft virzebereeden. Jo, et gi Stëmmen, déi hu mer schonn héieren, an der Oppositioun, déi verlaangen, datt mer elo, wou mer bei gudde Statsfinanze sinn - si erkennen also awer dann iergendwéi indirekt trotzdeem un, datt mer gutt Statsfinanzen hunn -, datt ee bei där gudder Konjunktur, déi et jo gëtt, datt mer do solle massiv, fir net ze soen exklusiv, eis Schold zréckbezuelen, eisen Defizit erofdrécken. Jo, mir maachen dat och, mä mir maachen net nëmmen dat. Wat mir nach vill méi maachen, dat ass déi gutt finanziell Situatioun benotzen, fir ebe massiv ze investéieren. Well e Land, dat net investéiert, dat bleift net nëmme stoen, dat geet e Schrëtt zréck.

D'Zukunft preparéieren heescht konkret an d'Zukunft investéieren. An duerfir hu mer dëst Joer och erëm bal Rekordinvestitioune vun iwwer 2,36 Milliarde virgesinn. Ech hunn e puer Zuelen erausgepickt.

Educatioun: 2018 ginn 2,2 Milliarden investéiert. Mobilitéit: Et ginn 290 Milliounen an de Fonds du rail, 830 Millioune fir de Fonctionnement vum ëffentlechen Transport. Logement: Do geet de Budget ëm 3,2% an d'Luucht op ronn 216 Milliounen. Congé parental: zousätzlech 98 Milliounen. Gratis Kannerbetreiung a bilingual Fréifërderung iwwert d'Chèque-servicen: 10% méi, fir op 380 Milliounen ze kommen. Fuerschung: 205 Milliounen. An nach villes méi.

Ech mengen, Madamm Presidentin, mat dësen Investissementer gëtt d'Land op d'Zukunft preparéiert, fir sech op déi nei Erausfuerderungen am Logement, an der Mobilitéit, an der Educatioun, fir nëmmen déi ze nennen, anzestellen. Ech mengen, et gëtt nach eng ganz Rei anerer, ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

An, wéi gesot, net nëmmen 2018, mä wann een de Pluriannuel kuckt och 2019, 2020 wäerte mer weider mat ganz héijen Investitiounen op Rekordniveau lafen.

Jo, déi héich Investissementer erklären och e klengen Deel oder e groussen Deel, firwat mer en Defizit beim Zentralstat behalen. Wann ech dat richteg verstanen hu virdrun, wäert en awer och dëst Joer, also 2017, erëm méi kleng ginn, wéi dat virgesi war.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Berger, erlaabt Der? Den Här Spautz wëllt Iech och nach eppes froen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ah.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Spautz, wann ech gelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt den Här Berger just froen - well en huet gesot, et wiere Leit heibannen, déi géife soen, et dierft een näischt investéieren - an ech wëll just wëssen, wien dat soll gesot hunn. Well den Här Wiseler war virdru formell, dass hien d'Investissementer géif gutthalen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ma da si mer eis jo eens.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wëll dofir just d'Fro stellen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat freet mech.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir hutt gesot, hei wiere Leit, déi géifen d'Investissementer a Fro stellen. Wie sinn déi?

M. Eugène Berger *(DP).*- Mä ech mengen, Madamm Presidentin, ech freeë mech iwwert déi Präzisioun, well ech also dann dorauser kann erausliesen, datt d'CSV och déi héich Investissementer hei voll ënnerstëtzt. Dat ass gutt. Emol endlech eng kloer an däitlech Aussо haut vun där Säit!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech weess awer net, wéi ech et nach méi kloer an däitlech ka soen. Also, et deet mer leed.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Also neen, wann ech gelift e bësse Rou! Den Här Berger huet eleng d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Madamm Presidentin, ech war beim Defizit an den héijen Investissementer. Voilà, ech mengen, da si mer eis also eens, wann dann d'CSV dat net gesot huet, wa vläicht anerer et gesot hätten. Ech mengen, et wier jo einfach, fir den Defizit erofzesetzen. Mir missten dann einfach nëmmen d'Investissementer ëm en Drëttel kierzen, da wiere mer do ganz schnell fäerdeg. Dann hätte mer ganz schnell déi Problemer geléist. Mä dat, Madamm Presidentin, dat wär a mengen Aen an an den Ae vun der DP op alle Fall eng Politik vun «après nous le déluge». Dat wier liichtfankeg mat der Zukunft vun der nächster Generatioun gespillt.

Well all Investitiounen, déi mir haut maachen, déi musse jo dann net méi déi nächst an iwwernächst Generatioune maachen. Wa mer haut net investéieren, dann ënnerschreiwe mer jo eigentlech quasi eng Schold fir déi nächst Generatiounen, dann iwwerloosse mer eigentlech déi noutwendeg Investissementer enger nächster Generatioun.

Fir dat ze illustréieren: An der Mobilitéit kann ech dat gutt illustréieren. Déi Generatioun vun haut hätt eigentlech ganz gäre gehat, wa scho virun 20, wie weess, virun 30 Joer an den Tram investéiert gi wier. Dann hätt een natierlech deemools missen investéieren, et wier awer wahrscheinlech - wann ee weess, wéi d'Präisser um Marché sinn - deemools méi bëlleg ginn. Da géife mer awer haut manner am Stau stoen. An dann hätte mer déi Investissementer haut gespuert. Mir wëllen dat net maachen. Mir wëllen also elo investéieren, fir datt dann déi nächst Generatioun net an esou enger Situatioun ass.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir maachen déi héich Investissementer an trotzdeem hu mer awer eis Statsscholden am Grëff. Si leien aktuell bei 22,7% vum PIB. A mir leien do och wäit ënnert där Limitt vu Verschëldung, déi mer eis virginn haten an der Regierungserklärung, vun 30% vum PIB. Mir leien haut bei ronn 22%. Ech hat eng Kéier am Ufank gesot: „Iwwerall an Europa géife se dreemen amplaz Cauchemaren ze hu bei deenen Zuelen." Mir leien do als Zweet am Ranking an Europa. An ech wëll awer hei och nach eng Kéier soen: D'Schold, d'Statsschold klëmmt net, si geet erof. Dat ass natierlech, ech verstinn dat, wann een op der Oppositiounsbänk sëtzt, net esou flott.

Jo, Dir kommt mat den absolutten Zuelen. Dir kommt mat den absolutten Zuelen. Mä all Ekonomie an all Land, an och d'Bréisseler Virgabe rechnen ëmmer d'Schold par rapport zu hirem eegene Räichtum. Dat mécht een och praktesch a sengem private Stot, datt een dat ëmmer global kuckt.

Mä souguer,...

(Interruption)

...souguer wann een d'absolutt Zuelen hëlt, da stellt ee fest, datt vun deenen 12,9 Milliarden, déi mer elo hunn, mer awer 11 Milliarde geierft hunn. Dat war eigentlech d'Ausgangsbasis, wann een onbedéngt wëllt vun absolutten Zuele schwätzen. An ech brauch Iech also keng Grafik ze molen, wéi prozentual an den absolutten Zuelen an de leschte Joren d'Schold net an d'Luucht gaangen ass, mä datt mer eigentlech do d'Scholdespiral definitiv gebremst hunn.

Well, wat hate mer geierft, wann ee vun der Schold schwätzt? Mir haten eng Hypothéik geierft. Déi ass eigentlech säit 2007 gelaf, wou de viregte Finanzminister, oder déi viregt Finanzministeren och näischt gemaach haten: Dat war am Commerce électronique. Nieft all deenen anere Suergen, déi mer haten, respektiv déi Saachen, déi mer hu missen an Ugrëff huelen, hu mer och misse mat den Aboussen am Commerce électronique eens ginn. 2018 wäerte mer, am Verglach mat deene Jore vu virun 2013, eng Milliard - eng Milliard! - Recettë manner hu mat där Hypothéik, an dach hu mer déi geschëllert a mir hunn eis Schold ofgebaut. Mir maachen héich Investissementer a mir hunn och eis Statsfinanzen am Grëff.

An, wat mer och nach maachen, mir leeën och nach e klengen Apel fir den Duuscht op d'Säit, Stéchwuert den Zukunftsfong. Dee war jo och vu mengem Virriedner kuerz skizzéiert ginn. Einfach awer nëmme fir ze soen, d'nächst Joer fléissen nach eng Kéier 50 Milliounen doranner. Da komme mer op 240 Milliounen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A wou huelt Der déi 50 Milliounen hier?

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat ass eis Spuerbéchs fir déi nächst Generatiounen, Här Wiseler. Dat ass eis...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir maacht e wéineg Schold an da leet Der se an d'Spuerbéchs. An d'Schold, déi ass awer och do.

M. Eugène Berger *(DP).*- An engem normale Stot, Här President,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An engem Stot mécht ee keng Schold a leet se an d'Spuerbéchs.

M. Eugène Berger *(DP).*- An engem normale Stot, Här President, wann zum Beispill eng Famill fir en Haus Sue geléint huet an do dann eng Plus-value schaaft, hält se sech och nach ëmmer eng kleng Mouk, och an esou enger Situatioun, fir déi op d'Spuerbuch ze setzen, wa se awer emol nach wëllt an d'Vakanz oder soss iergendwou goen. Mir maachen dat eigentlech hei genau d'selwecht. A wat...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gi se dat och léinen?

M. Eugène Berger *(DP).*- A virun allem, virun allem, Här Gibéryen,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Geet se dat léinen?

M. Eugène Berger *(DP).*- ...dat si jo awer da Suen, déi herno am Joer 2035 zréck an de Statsbudget fléissen, also dann...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fir d'Schold ze bezuelen?

M. Eugène Berger *(DP).*- Spéitstens dann. Neen, dat ass eppes, wat mer dann deenen zukünftege Generatioune ginn, fir datt déi net herno mussen...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Domat bezuelt Der d'Schold, déi Der gemaach hutt.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...datt déi net herno méi Schold musse maachen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Keng Schold musse maachen? Déi musse se zréckbezuelen!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech sinn ëmmer frou, wann den Här Gibéryen, deen als Buergermeeschter bekannt war, deen déi meeschtverschëllte Gemeng am Land hat, wann deen hei seng Alternativen...

Plusieurs voix.- Ah!

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP).*- Herno lauschteren ech ganz intensiv...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Deen do huet nach gefeelt!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech lauschteren herno ganz intensiv no, Här President. Ech wëll elo...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fait personnel.

M. Eugène Berger *(DP).*- Herno kritt den Här Gibéryen d'Geleeënheet,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt mech ugeschwat.

M. Eugène Berger *(DP).*- Herno...

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Loosst de President schwätzen!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech hunn d'Recht ze soen: Ech wëll de Moment net ënnerbrach ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, Dir hutt d'Recht, dat ze froen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Voilà. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä dann, wann ech gelift, schwätzt och net direkt ee vun den Deputéierten un, well dann,...

M. Eugène Berger *(DP).*- En huet mech provozéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... dann deet et mer leed, da muss ech och deen Deputéierten héieren.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gutt. Merci, Här President, fir d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech loosse mech elo net méi provozéieren. Da fueren ech weider.

(Hilarité générale et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, wann Der erlaabt, ech ginn elo...

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech hu gesot: neen! Här President, nee, nee!

(Hilarité générale)

Une voix.- Et gëtt ëmmer besser hei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Éischtens adresséiert ee sech un d'Chamber. Dat hutt Dir net gemaach. Dir hutt Iech direkt un den Här Gibéryen geriicht. An Dir wësst jo, wéi dat ëmmer geet, wann ee sech direkt un den Här Gibéryen riicht.

(Hilarité générale)

An duerfir, an deem heite Fall huet den Här Gibéryen d'Wuert.

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci. Merci, Här President,...

M. Eugène Berger *(DP).*- ...am Fong sinn ech net mat Iech d'accord. Wann de Riedner...

(Hilarité)

Neen, dat ass och eng Saach, Här President, wann e Riedner net wëllt ënnerbrach ginn, dann huet hien eigentlech d'Recht. Mä wann den...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, wann e Riedner net wëllt ënnerbrach ginn, da riicht e sech net direkt un en Deputéierten. An an deem heite Fall kucken ech, den Equiliber tëschent allen Deputéierten ze halen, wat meng Missioun ass, Här Berger. An duerfir huet den Här Gibéryen hei d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Den Här Gibéryen kann also elo erklären, firwat datt en ëmmer déi meeschtverschëllte Gemeng hat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà.

(Hilarité)

A wann ee provozéiert, da muss een och dermat rechnen, dass dee Provozéierte sech zu Wuert mellt. Här Gibéryen, wann ech gelift!

Une voix.- Loosst den Här Gibéryen elo schwätzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President, fir déi korrekt Presidence, déi Der hei maacht.

(Hilarité)

Den Här Berger huet gesot, ech wier Buergermeeschter vun där Gemeng, déi déi meeschtverschëllte Gemeng war. Dat stëmmt. Mir hu ganz vill Scholde gemaach. Mir hu ganz vill investéiert. Mä wat de Contraire ass tëschent der Gemeng Fréiseng an dem Stat: D'Gemeng Fréiseng huet hir Scholden zréckbezuelt. An zwar esoubal, wéi se eng gemaach huet, wéi och all aner Gemeng hei am Land. Déi bezuelen hir Scholden zréck, souwuel d'Kapital ewéi d'Zënsen, an duerfir ginn déi kommend Generatiounen net domadder belaascht. An déi Scholden, déi mir virun 20 Joer gemaach hunn, déi sinn haut alleguer bezuelt. An d'Finanzsituatioun vun der Gemeng Fréiseng ass duerfir haut och exzellent, well mer eben eis Scholden zréckbezuelt hunn.

A wann de Lëtzebuerger Stat seng Scholden och géif zréckbezuelen, da wiere mer an enger ganz anerer Diskussioun. Mä dat ass net de Fall. De Stat bezilt just Zënsen zréck a kee Kapital!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, mir sinn eis awer eens, datt och de Lëtzebuerger Stat ganz vill investéiert, well ee muss investéieren, fir datt een an deenen nächste Joren also besser dosteet. Mä ech wëll awer präziséieren, an dat ass awer en Ënnerscheed an eise Points de vue, datt mir och eis Schold zréckbezuelen, datt mir och eis Statsfinanzen am Grëff hunn. An ech hat virdru grad erklärt, datt mer och eis Scholdespiral no ënne gedréit kréien, net nëmmen am PIB, mä och an den absoluten Zuelen.

An eben och mat all eiser Politik, déi mer maachen, steet d'Land also haut besser do wéi viru véier Joer. Dat wëllt awer elo net heeschen, datt d'Aarbecht all gemaach ass. Mir leeën elo net d'Hänn an de Schouss. Et bleiwen, dat musse mer och éierlechkeetshalber soen, nach eng ganz Rei Erausfuerderungen, deene mer eis stelle mussen.

An ech hat a mengem Budgetsrapport, wéi ech och d'Éier hat, 2014 Budgetsrapporteur ze

sinn, eng Rei Defien opgezielt. Vläicht kënnt Der Iech erënneren, ech hat se „zéng Geboter" genannt. An ech kann eigentlech haut, muss ech soen, praktesch véier Joer duerno, awer mat enger gewëssener Satisfaktioun als deemolege Budgetsrapporteur feststellen, datt dës Regierung an deene Beräicher, wou ech besonneschen Handlungsbedarf gesinn hat, an deenen zéng Geboter, an och nach aneren, mä besonnesch an deenen, déi mir um Häerz louchen, ganz vill konkret Initiative geholl huet, konkret Mesuren ëmgesat huet.

An doduerjer si mer awer e gutt Stéck virukomm hei am Land. Mä, jo, mir bleiwen an deene Beräicher vun den zéng Geboter och nach weider gefuerdert. Och an aneren, well mer eben nach net um Enn vum Wee sinn.

Ech wëll nëmmen un e puer Beispiller vun deemools illustréieren, wat fir ee Wee mer gemaach hunn, wat awer och nach eventuell ze maache bleift.

Ech hat deemools, ech mengen, dat éischt Gebot „Betreiung an e gudde Start an d'Liewen" genannt. Mir hunn do eng Rei Saache gemaach, säit 2014: d'20-Stonne-gratis-Kannerbetreiung, d'bilingual Betreiung, d'Qualitéitskritären eropgesat, méi Personal agesat an esou weider.

D'DP huet jo och rezent e Sondage mat der TNS ILReS iwwert dës Mesurë maache gelooss, déi de Familljen zeguttkommen. An d'Émfro weist, datt eigentlech d'Elteren awer soen: „Dat sinn déi richteg Mesuren." Mä d'Émfro, musse mer och éierlech soen, weist och, wou d'Leit dobaussen, déi Betraffe soen: „Do muss nach weider eventuell eppes gemaach ginn."

Zum Beispill wënsche sech d'Leit dobaussen, fir besser Famill a Beruff ënner en Hutt ze kréien, nach méi Flexibilitéit. Dat heescht, zum Beispill musse mer do awer nach weider an Zukunft schaffen. Ech denken do un nei Modeller, flexibel Aarbechtszäitmodeller. Ech mengen, an dësem Beräich ass d'Politik weider gefuerdert. Do muss awer natierlech och d'Aarbechtswelt an den Dialogue social mat agebonne ginn.

En anere Punkt war deemools dee vun der Bildung. Ech mengen, mer wëssen, datt haut Kanner mat verschiddenen Hierkonften, Kulturen, Sprooche bei eis sinn, datt d'Schoulhäff haut, fir et emol esou ze soen, anerer sinn, aneschters ausgesi wéi virun 20 Joer.

A mir hunn an deene leschte Joren eis Schoul fit gemaach, op déi nei Situatioun agestallt. Mir hunn de Secondaire reforméiert, méi Schoulautonomie agefouert, op Qualitéit gesat. Mir sinn amgaangen, e méi differenzéierten Unterrecht op dem Terrain ëmzesetzen, fir un déi ënnerschiddlech Besoine vun de Schüler erunzegoen. Och do si mer nach net fäerdeg. Och do musse mer weiderfueren, héich Investissementer an deenen nächste Jore maachen an déi néideg Moyene prettstellen an och weider un de Konzepter schaffen.

Logement. 2013 war et, ech mengen, dat véiert Gebot. Dat bleift och weiderhin e prioritäert Uleies, fir datt mer méi eng grouss Offer schafen, fir méi bezuelbare Wunnraum ze kréien. An hei si mer eis jo och alleguerten eens. Hei gëtt et keng Zauberformel, fir do vun engem Dag op deen aneren alles ze léisen.

Et muss een awer och soen, an éierlechkeetshalber hat de Spriecher vun der gréisster Oppositiounspartei dat awer och unerkannt, datt awer an deene leschten dräi, véier Joer trotzdeem villes op d'Schinne gesat ginn ass, datt do awer eng Rei Saache geschitt sinn: Wunngeld, Steierabattementer beim Uschafe vun enger Wunneng, Quart taux verlängert, Baulandvertrag, d'Klimabank géint Klimaaarmut an esou weider. Et si Projeten op den Industriefrichen, déi net nëmmen ugeduecht sinn, mä déi lues a lues méi konkret ginn.

Mä mir wëssen alleguerten: Jo, och am Logement musse mer weider schaffen, kreativ Solutioune fannen. An hei sinn och, an do schénge mer eis awer och eens ze si mat der gréisster Oppositiounspartei, vill Akteuren am Logement, déi concernéiert sinn. An hei ass et ebe wichteg, datt mer do och déi eenzel Prozedure besser openeen ofstëmmen, méi effizient gestalten. Do hu mer also och an deem Beräich nach eng Rei Saachen ze maachen.

Nach vläicht een anere Punkt erausgepickt: d'Mobilitéit. Déi Zäit, déi een am Stau verbréngt, dat ass verlueren Zäit. Mir brauchen also nei Mobilitéitskonzepter. Mir brauche méi ëffentlechen Transport. An ech hat dat och nogekuckt. Dat war mäin néngt Gebot. Do hat ech gesot, ech zitéieren... Et ass vläicht da liicht aneschters, mä awer bal d'selwecht, ech paraphraséieren. Ech hat deemools gesot: „Mir sollen ophalen, fir de Projet Tram ze zerrieden. Mir sollen de Projet Tram endlech ëmsetzen."

Dat war am Abrëll 2014 a menger Budgetsried. Mëttlerweil fiert dat éischt Stéck vum Tram. Mä och do wësse mer: Mir sinn net fäerdeg. Dat wësse mer alleguer. Muer wäerte mer nach e Projet hunn. Do musse mer och nach weider schaffen, fir den Tram auszebauen. Et ass awer net nëmmen eleng den Tram, mä och aner Mobilitéitskonzepter mussen an Zukunft ëmgesat ginn.

A vläicht nach e lescht Beispill. Dat war, mengen ech, mäin néngt oder aacht Gebot: Dat war d'Diversifikatioun vun der Ekonomie. Ech denken do virun allem un d'Finanzplaz. Och do - ech hat et och scho gesot - hu mer an de leschte Jore vill geschafft. Mir si vun de groen a schwaarze Lëschten erof. Mir hu vill geschafft am Sënn vun Transparenz. Mir hunn hei Gesetzer gestëmmt, wou mer ëmmer praktesch als Éischt an Europa Direktiven ëmgesat hunn. Mir sinn, och wa Verschiddener dat net gär héieren, awer do Musterschüler gewiescht. Och wéi mer d'Presidence haten, hu mer do eng Rei Akzenter gesat.

An dowéinst si mer elo mat där Transparenz-Offensiv ganz gutt opgestallt hei zu Lëtzebuerg. An d'Finanzplaz wäert och an Zukunft nach wie vor eng vun deene wichtege Piliere vun eiser Ekonomie bleiwen. Mir kënnen elo erëm optrompen, well wann een den „level playing field", wéi een dat esou schéi seet, an Europa hélt, also jiddwereen déiselwecht Konditioune vun Transparenz huet, da kënne mir optrompe mat Know-how, mat eise Sproochen, mat de kuerze Weeër an esou weider, datt mer also do gutt no vir kënne kucken.

Och do bleiwen Defien. Ee ganz kuerzfristege fir eis Finanzplaz, dat ass dee vun der Verlagerung vun der Kompetenz an der Fongenindustrie bei d'ESMA. Dat wier net nëmmen e grousse Risiko fir Lëtzebuerg, fir eis Fongenindustrie, déi eng vun deene stäerkste weltwäit ass, mä och eigentlech fir de ganzen europäesche Raum.

A mir haten et hei schonn debattéiert. Mir sinn net, fir et emol esou ze soen, „amused" iwwert déi Aart a Weis, wéi d'Europäesch Kommissioun ënnert dem Jean-Claude Juncker an deem heiten Dossier virgaangen ass, wou eis praktesch am leschte Moment e puer wichteg Dispositioune virenthale gi sinn. Op alle Fall zéie mer do och alleguerten un engem Strang. Mir musse kucken, datt mer do awer déi Dispositiounen, déi eis wierklech géifen... net nëmmen eis, mä Europa géife weidoen, musse verhënnert kréien, datt mer weider och kënnen op eis Fongenindustrie setzen.

Diversifikatioun Ekonomie. Natierlech brauche mer bei eise Betriber och Kleng- a Mëttelbetriber. Mir mussen do och innovativ sinn. Mir hunn den Hiewel ëmgesat, fir datt mer och Lëtzebuerg als eng Start-up-Nation maachen. Ech mengen, Lëtzebuerg soll och e Standuert gi vun der digitaler Ekonomie. Et si jo eigentlech gutt Nouvellen, déi mer elo an de leschte Stonnen an an de leschten Deeg héieren hu vu Biissen an aus Amerika vu Google.

Voilà! Här President, ech hunn also hei e puer Beispiller geholl vu mengen zéng Geboter, fir einfach ze weisen, datt mer do also scho vill gemaach hunn, datt mer awer nach net fäerdeg sinn, datt mer also net d'Ae virun deenen Defië mussen zoumaachen. Bien au contraire, mir mussen och nach hei viruschaffen.

An dat ass jo och dat, fir dann erëm op de Budget zréckzekommen, wat dann zum Ausdrock kënnt an eisem Budget 2018. Am Budget ginn d'Jalone gesat, fir dat an deenen heite Gebidder, mä och an aneren, wou nach eng Rei Saachen ze maache sinn, kënne virzebereeden, fir d'Land doduerjer op d'Zukunft kënne virzebereeden. An duerfir ass eigentlech dëse Budget och kee Budget fir den nächste 14. Oktober 2018. „Et ass e Budget fir déi nächst Generatioun", fir et an de Wierder vum Finanzminister ze widderhuelen.

Här President, wann een an Zukunft Politik mécht a plangt, da kënnt een natierlech och net derlaanscht, d'Fro vum Wuesstum unzeschwätzen. Mir mussen eis bewosst sinn, datt et eleng dem Wuesstum ze verdanken ass, datt mir haut e generéise Sozialstat hunn, well mer en duerch de Wuesstum konnten opriichten. Wa mer wëlle weider deen héije Standard vun eise soziale Systemer zu Lëtzebuerg erhalen, wa mer weider jiddwerengem wëllen Zukunftschancen zoukomme loossen, da brauch Lëtzebuerg weiderhi Wuesstum.

Dat ass fir d'DP op alle Fall ganz kloer. D'Fro ass also net, ob Wuesstum, mä d'Fro ass: Wéi ee Wuesstum? Dat ass eigentlech d'Fro. An déi nach méi kruzial Fro fir eis ass: Wéi kënne mer de Wuesstum gestalten, datt jiddwereen - jiddwereen! -, deen hei am Land wunnt, dovunner ka profitéieren? Eis Suerg muss et sinn, datt beim Wuesstum keen op der Säit vun der Strooss stoe gelooss gëtt.

Wann ee Wuesstum seet, dann denkt een natierlech och am Hannerkapp, oder dat ass ëmmer d'Fro, déi mat dru gekoppelt ass: Wuesstum muss och nach Liewensqualitéit bedeiten. Wat ass Liewensqualitéit? Ass dat eng gutt sozial Ofsécherung? Ass dat, wann een eng bezuelbar Wunneng huet? Ass dat, wann een eng gutt Betreiung a Bildung fir seng Kanner garantéiert huet? Ass Liewensqualitéit méi eng gesond Loft? Rou? Fräizäit hunn? Sech der Famill kënne consacréieren?

Ass Liewensqualitéit, wann d'Pensiounen ofgesécher sinn? Dat ass jo eng vun den Diskussiounen, déi mer wäerten an deenen nächste Joren nach intensifiéieren; d'Diskussiounen ëm d'Rentenofsécherung am Joer 2060. De Moment sinn d'Reserve ganz héich. Et ass also, wéi ee géif soen, keng extrem Urgence, mä nach, ech mengen, als responsabel Politiker musse mer eis Gedanke maachen, och wann et nach wäit ewech ass. An d'Regierung huet jo do och Experten agesat, fir dat ze kucken. An ech mengen, dass déi Diskussioun haut net eriwwer ass, mä se wäert eréischt haut ufänken.

Mä einfach fir ze soen: Wuesstum a Liewensqualitéit, wat ass fir mech, fir deen Eenzelnen dat, wat dann am wichtegsten ass, wat en och gär beim Wuesstum eraus hätt? Dat ass sécherlech net einfach ze beäntwerten. Iergendwou ënnert dem Strëch wäert sécherlech e bësse vun deem engen an deem aneren do derbäi sinn. An et ass d'Konscht herno vun der Politik, fir dat dann do op en Nenner ze kréien.

Ech mengen, wann ee vu Liewensqualitéit an nohaltegem Wuesstum schwätzt, da muss een och d'Fro stellen, wivill Bevëlkerungswuesstum mer hei am Land oder wivill Mënsche mer, jo, hei am Land brauchen, op där enger Säit, an och vläicht wëllen, op där anerer Säit, verdroen. An eisem Land, mir sinn 2.800 Quadratkilometer, hate mer an de leschten 20 Joer 40% Zouwuess an der Populatioun. An déi huet eis jo awer gehollef. Déi hu mer gebraucht, fir dee Liewensstandard oprechtzëerhalen. Wa mer also wëlle mat méi Leit och de Liewensstandard héich halen, nohaltege Wuesstum hunn, da komme mer net laanscht déi Debatt, wivill Leit mer nach hei am Land brauchen a wéi mer déi dann och kënnen hei am Land mat integréieren.

An ech mengen, do war jo och déi rezent Rifkin-Debatt an der Chamber. Dat war, ech géif soen, en interessante Brainstorming, well een do eigentlech secteuriwwergräifend gekuckt huet, wéi mer de Wuesstum - „2.0" ass et genannt ginn - kënnen an Zukunft geréieren. Och hei gëtt et also keng Zauberformel, déi mam Wuesstum zesummenhänkt, wou een eigentlech kéint soen: „Voilà, mat engem Strëch hu mer all d'Problemer aus dem Wee geraumt."

Et gëtt och kee Knäppchen. Heiansdo, wann een esou Saache liest, och hautzudaags dann um Facebook esou Leit, déi reklaméieren. Et gëtt kee Knäppchen, wou een einfach kann och als Politik soen: „Mir dréien elo de Knäppchen ëm, dann ass de Wuesstum eriwwer. Oder mir dréien de Knäppchen esou, da floréiert en." Dat ass eppes, wat net esou einfach ass.

Et weess een och oft, datt d'Realitéit d'Iddie vun der Politik ganz schnell iwwerdubbert. Ech denken nëmmen drun: IVL, an den Ufank 2000er Joren hat een do versicht, sech eng Strategie an der Landesplanung ze ginn, fir och de Wuesstum ze steieren. Mir hunn haut gesinn, datt mer an der Realitéit do iwwerrullt gi sinn.

Ech wëll déi Diskussioun elo net weiderféieren, mä awer einfach nëmme soen, datt een, wann ee wëllt nohalteg op de Wuesstum opbauen, e puer Piste muss suivéieren. Ech mengen, datt eventuell e Wuesstum, deen op manner Emploi berout, duerfir awer méi eng grouss Plus-value generéiert. Ech mengen, d'digital Ekonomie kéint eng Pist sinn. Ech mengen, do kommen awer dann och aner Defien derbäi: Mobilitéit, Klimaschutz, Schutz vun de Ressourcen an esou weider, wou zum Beispill d'Circular Economy eng interessant Pist ass.

Wéi gesot: An deenen nächste Méint wäerte mer sécherlech nach méi Geleeënheet hunn, fir iwwert déi Froen ze schwätzen. Egal wéi, Här President, eppes ass mir ganz wichteg, dat ass: Mam Wuesstum soll een net Angscht maachen! Dat bréngt eis wierklech net virun. Mir mussen eis all un en Dësch setzen, d'Mënsche mat abannen, all d'Force-viven, fir dann an den Diskussiounen e gemeinsame Konsens ze fannen.

An, Här President, mir dierfen och beim Wuesstum keen ausse vir loossen. Mir mussen och zesummen als Gesellschaft wuessen. Et dierf net nëmmen e materielle Wuesstum sinn. Och eng Gesellschaft muss zesummewuessen.

An zesummen als Land wuessen, heescht also och weiderhin op d'Integratioun setze vun deenen, déi vu bausse kommen a mat eng Hand upaken, fir datt et och am Land an Zukunft gutt geet.

A wann ech vun Integratioun schwätzen, da spillt sécherlech och eis Sprooch eng zentral Roll. Lëtzebuergesch ass a bleift eis Mammesprooch, eis Integratiounssprooch. An duerfir sinn ech och frou, datt de Gesetzesprojet iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch deponéiert ginn ass, wou ënner anerem d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch gestäerkt gëtt, de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch ënnerstëtzt gëtt an och op där anerer Säit ganz vill nei Offere vu Coursen, fir eis Sprooch ze léieren, konstant erweidert ginn. A mengen Ae sinn déi Initiativen eigentlech de sozialen Zement, mat deem och e gesellschaftlechen nohaltege Wuesstum kann opgebaut ginn.

Här President, ech kommen zu menger Konklusioun. Dëst ass dee leschte Budget vun dëser Legislatur. Eng Legislatur, an där et d'Regierung mat couragéierten a konkrete Mesurë fäerdegbruecht huet, fir a kierzester Zäit d'Statsfinanzen erëm op zolidd Féiss ze setzen an d'Politik un déi haiteg Realitéiten unzepassen. D'Rapportrice huet dat besonnesch gutt ënnerstrach.

Mä net nëmmen dat. Am Budget 2018 ginn och d'Jalone gesat, fir an deenen nächste Joren déi nei Defien oder déi Defien, déi bestinn, unzegoen - Betreiung, Logement, Educatioun, Mobilitéit, Familljen- a Sozialpolitik, Diversifikatioun vun eiser Ekonomie an nach eng ganz Rei anerer -, mat deene mir d'Land zolidd op d'Zukunft wäerte preparéieren.

Dëse Budget ass duerfir eigentlech net e Budget fir 2018, mä et ass e Budget vu Verantwortung. Et ass e Budget fir déi nächst Generatioun.

Ech soen Iech Merci. An et ass natierlech kloer, datt mir och wäerten dëse Budget stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Berger. An den nächste Riedner, dee leschte Riedner fir de Moien oder bal de Mëtten, ass de Fraktiounschef vun der LSAP, den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci, Här President. Hei huet ee säi Brëll leie gelooss. Dir Dammen an...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Et ass net mäin.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et ass gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Och net mäin.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Aah!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wann Der schonn esou léif frot.

(Brouhaha et hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Voilà. Ech ginn elo manner léif, mä dat ass dann e Geste zur Versöhnung schonn direkt am Viraus.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Eugène Berger huet et gesot: Dëse Budget ass kee Budget wéi een aneren, well en effektiv e besonnesche Stellewäert huet. Et ass de leschte Budget vun dëser Mandatsperiod. An duerfir ass et sécherlech och um Moment, fir e gewëssene finanzpolitesche Bilan ze zéien iwwert déi lescht Joren a gläichzäiteg awer och en Ausbléck ze woen op dat, wat no 2018 kënnt. An de Pluriannuel, dee jo och mat hei am Prinzip soll diskutéiert ginn, dee weist jo och an déi dote Richtung.

Selbstverständlech: De Schiet vun de Wahle vum Oktober 2018 mécht sech och an dësen Debatte bemierkbar an en huet sech scho bemierkbar gemaach an den éischte Reaktiounen, wéi de Finanzminister am Oktober de Budget virgestallt huet. Op där enger Säit eng Oppositioun, déi kee gutt Hoer un deem Dokument hei gelooss huet, well et sech jo schéckt, als Oppositioun géint alles ze sinn, wat d'Regierung dann esou dohileet. Also, en Dokument vun iwwer 1.000 Säiten, do ass näischt Uerdentleches praktesch dran. Et si verpasste Chancen. Et ass d'Zukunft, déi hypothekéiert gëtt. Fir déi eng ass et e Wuesstumsbudget... eppes Schreckleches, e Wuesstumsbudget! Dat ass en neit Schimpfwort anscheinend, awer nëmmen an der Lëtzebuerger Politik. Dann ass et en Defizit-Budget an esou villes aneres méi.

Och heiansdo, muss ech soen, ass vu Majoritéitsparteie vläicht ze vill e Lobgesang op all d'Elementer vun deem Dokument, wat virgestallt gëtt, mä déi Schwaarz-Wäiss-Optik, déi ergëtt sech e bëssen aus der Wichtegkeet, déi e Budget huet. Et ass dat wichtegst politescht Dokument, wat regelméisseg an der Chamber ofgestëmmt gëtt a besonnesch natierlech knapp oder gutt zéng Méint virun deenen nächste Wahlen.

Ech géif hei gär wëllen am Numm vun der LSAP eng differenzéiert Approche huelen an eng Analys maache vun deem Budgetsdokument mat all senge Stäerkten a positiven Aspekter - a mir sinn der Meenung, dass déi bäi Wäitem ausschlaggebend sinn -, ouni awer op eng Rei vun deenen engen oder anere Schwächten a Kriticken anzegoen, déi een och kann deele par rapport zu dësem Budget.

Dëse Budget ass manner, an dat huet scho gegollt fir dee leschte Budget, den Ausdrock vun enger Revolutioun, en totale Broch mat enger Budgetspolitik, déi virdru bestanen hat, wéi e Budget vun enger gewëssener Kontinuitéit. An duerfir hunn ech ëmmer manner Verständnis eigentlech fir déi radikal Ofleenung, déi d'CSV hei un den Dag leet, well ech erkennen awer och an dësem Budget dat eent oder anert Mierkmal, wéi dat och a fréiere Budgeten de Fall war, just dass, wéi gesot, d'Rollen an der Oppositioun an an der Majoritéit sech changéiert hunn.

Ech bedaueren zum Deel déi haart Kritik, déi net onbedéngt elo haut an där Virulenz geäussert ginn ass, wéi wann d'Parteie Pressekonferenzen organiséieren. Do hu se iergendwéi kee Sparringspartner déi aner Säit stoen. An da si se an hirer Ausdrocksweis, fält mer op, e bësse méi radikal, wéi se dat an der méi feutréierter Atmosphär vun dësem héijen Haus dann an esou dignen Debatte si wéi zum Budget.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hu keng Pressekonferenz iwwert de Budget gehalen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Nach hunn ech den Androck, dass, wat dobausse gehéiert gëtt, dat sinn éischter déi radikal Téin. Dat sinn déi ondifferenzéiert Téin. Dat ass déi pauschal Verurteelung eigentlech vun enger Regierungspolitik, wou ee jo awer weess, dass dat net esou ass, dass dat esou schlecht net ass, wou een och selwer weess, léif Kolleeginnen a Kolleege vun der CSV, dass, och wann d'CSV derbäi gewiescht wier, a villen Domäner keng fundamental aner Politik gemaach gi wier wéi déi, déi schlussendlech vun dëser Regierung gemaach ginn ass, dass mer och nach ëmmer méi Punkten hunn, déi eis hei zesummebréngen, wéi där, déi eis eigentlech erausdividéieren.

An ech fannen dat eigentlech gutt esou. Just spigelt dat sech eben an deene Kommentaren, an deene politeschen Aussoen, besonnesch och vun deene leschten Deeg, net esou richteg erëm.

Wann esou e moderéierte Politiker wéi de Claude Wiseler an enger Pressekonferenz lassleet a wéi wëll ëm sech schléit a mengt: „Elo ass d'Regierung eriwwer", wéi wa se praktesch dout wär a wéi wa mer just nach zéng verluere Méint virun eis hätten, mengen ech, dee misst eigentlech selwer wëssen, wéi falsch e läit. An ech mengen, dass en dat och selwer weess.

Dat ass net deen Ëmgangstoun, mengen ech, wéi mer sollten hei diskutéieren, och wann ech den Androck hunn, dass bei där gréisster Oppositiounspartei dee Procès en illégitimité, deen dëser Regierung vun Ufank u gemaach ginn ass, dass se eigentlech net esou richteg legitimm wier, well si als gréisste Partei net derbäi sinn, sech ëmmer nach weider an hir Pauschalkritik zitt bis haut a bis zu de Wahlen. Dat ass sécherlech net gutt. An déi Partei, déi anere regelméisseg virwerft, si géifen d'Land wëllen auserneesplécken, mécht et eigentlech mat hirer Strategie, fir systematesch d'Regierungsequipp als e Club vun Dilettanten, vun Amateuren duerzestellen, déi alles géife falsch maachen, sécherlech net gutt. An dat dividéiert wierklech iwwer laang Zäit hin.

An duerfir wär ech frou, och wa Wahle virun der Dier stinn, nach zéng haart Méint fir jiddweree vun eis, dass mer géifen dee richtegen Ëmgangstoun, mengen ech, fannen an net esou mat Pauschalkriticken a Verunglimpfungen hei weiderfueren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wann de Claude Wiseler zum Beispill an engem Interview seet: „Schrecklech, dës Regierung! Stellt Iech vir, 2017 musse se 2 Milliarde léine goen!", an dann awer net gläichzäiteg seet, dass an de Joren 2014, 2015 an 2016 de Stat null Sue léine gaangen ass, da seet en de Leit net d'Wourecht! Dee versicht, op eng méi oder manner trickräich Aart a Weis den Androck ze ginn, wéi wann dës Regierung géif d'Sue vum Stat, wat jo schlussendlech d'Sue vun de Leit sinn, dilapidéieren, an awer net seet, dass et eigentlech fäerdegbruecht ginn ass, wat remarkabel ass, dräi Joer hannereneen net mussen en zousätzleche Statsemprunt opzehuelen.

A schlussendlech si mer hei beschtefalls op enger jäerlecher Moyenne vu 400 Milliounе bis 500 Milliounen Euro Emprunt, déi mer ophuele bei Investissementer, déi iwwer 2 Milliarde leien. Dat war an der viregter Period ënner aneren Ëmstänn, ginn ech gär zou, liicht anescht. Duerfir, mengen ech, sollt een hei, wa mer géinteneen argumentéieren - an et gëtt sécherlech Punkten, wou een däerf verschiddener Meenung sinn an och soll verschiddener Meenung sinn; et wär jo aarm als Demokratie, wa mer net méi verschidde Meenungen an esou wichtege Froe wéi iwwert d'Budgetspolitik hätten -, probéieren awer fair ze bleiwen ee mat deem aneren a probéieren och méiglechst all Argumenter ze berücksichtegen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bodry, erlaabt Der...?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma selbstverständlech.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech versti jo déi Téin, déi elo gi sinn. Mä wann Der sot, ech hätt dat falsch duergestallt, da misst Dir an Ärer Duerstellung och soen, datt just virun de Wahlen en Emprunt vun 3 Milliarde gemaach gi war, deen am Fong geholl gehollef huet, iwwert déi Joren do ze kommen, ouni Emprunt vun der neier Regierung ze maachen. Da kommt, mer gesinn och dee ganzen Tableau!

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, mä déi 3 Milliarden hu jo och awer mat deem ze dinn, wat virdru war, wëll ech soen.

(Interruption)

Ech deelen awer net déi Aschätzung. Dass deen Emprunt...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll just soen: Wann Dir dee ganzen Tableau maacht, maachen ech och gär dee ganzen Tableau.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...gemaach ginn ass dee Moment, dat wär souguer nach de falsche Moment gewiescht, well duerno sinn Emprunten zu méi gënschtege Konditiounen ofgeschloss gi wéi sengerzäit, wou déi viregt Regierung dat dann decidéiert hat. Dat huet och ze di gehat mat den Defiziter, déi mer awer déi Joren do haten.

Natierlech war... An do kommen ech op e Virworf, deen Der hei formuléiert. Et ass gutt, dass Der mer dat Stéchwuert gitt. Ech sinn ëmmer dankbar fir deen een oder aneren Tëscheruff, dee kënnt, wou Der hei pauschal erëm eng Kéier gesot hutt: „Defizit-Regierung". An erëm eng Kéier déiselwecht Strategie: „Ah, déi do wëssen net esou richteg, wat se maachen. Chaoteclub an esou virun an esou weider."

Dës Regierung ass net méi Defizit-Regierung wéi all déi Regierunge virdrun! Déi viregt Regierung hat wärend hirer ganzer Period nëmmen Defiziter. Déi vir-viregt Regierung hat wärend dräi Jore vu fënnef Defiziter, mat héije Wuesstumsraten! Ech erënnere mech... An déi vir-viregt (veillez lire: vir-vir-viregt) Regierung iwwregens och!

Ech widderhuelen et nach eng Kéier: 2003 an 2004 waren déi Joren, a besonnesch och 2004, wou mer deen héchsten Defizit am Statsbudget hei haten. Dat war net ënnert dëser Regierung. Dat war ënner enger vir-vir-viregter Regierung - déi eenzeg, wou mer net derbäi waren; et huet awer näischt domadder ze dinn -, wou mer dann u sech hei en absolutte Rekord haten am Defizit an deen och relativ herno zu Reaktioune gefouert huet, wou stënterlech d'Tripartite zesummekomm ass, wou probéiert ginn ass - et war déi leschte Kéier, wou se nach eppes zustane bruecht huet -, ze reagéieren, well bei relativ héijem Wuesstum en Defizit war.

(Interruption)

A fir also dës Regierung als Defizit-Regierung ze betitelen, ouni ze soen, dass all Regierunge virdrun och mat héije Wuesstumsraten... Mir waren eigentlech nëmmen am Boni hei zu Lëtzebuerg, wa mir e Wirtschaftswuesstum vu 6%, 7% haten. Loosse mer soen, wéi et ass! Loosse mer et dach soen, wéi et ass!

Dat ass dann, wann een déi Analys mécht, éischter e strukturelle Problem, wann een dat als katastrophal bezeechent, dass ee muss en Emprunt maachen, fir een Deel vun den ausseruerdentlechen Ausgaben ze finanzéieren, mä dann ass dat - u sech huet dat näischt mat dëser Regierung ze dinn - e strukturelle Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, deen ënner anerem och entstanen an net geléist ginn ass an där Zäit, wou d'CSV déi direkt Verantwortung an der Regierung hat, sief et un der Spëtzt vun der Regierung, sief et och als zoustännege Ressortminister.

Ech wëll op déi eenzel Haaptkriticken agoen, déi ech héieren hunn an den éischte Reaktiounen op dëse Budgetsprojet vun der Regierung.

Eng klassesch Kritik vun der Oppositioun bei all Budget, deen d'Wahljoer betrëfft: „Et ass e Wahlbudget!" E Budget, deen also direkt scho suspekt ass, deen net richteg ass, dee mat Wahlkaddoen zesumme verbonne ginn ass. Dat war elo net haaptsächlech d'CSV, mä et gëtt nach aner Oppositiounsparteie wéi d'CSV, déi dat als Haaptargument - et vergësst een et heiansdo, mä et ass awer ëmmer gutt ze rappeléieren - ervirgeruff hunn.

Ech kann an deem Budget, soen ech ganz éierlech, näischt erkenne vu Moossnamen, déi vum Himmel gefall wären an déi net schonn an deene Jore virdrun diskutéiert gi wären, déi zu engem gudden Deel och am Regierungsprogramm stoungen, déi zumindest scho virdrun iwwer laang Joren... Ech huelen zum Beispill d'gratis Schoulbicher. Dat ass eng Diskussioun, déi mir schonn zwee, dräi Joer hei am Parlament féieren, wou mer selwer schonn op deem dote Punkt hei intervenéiert hunn, dass mir dat doten als LSAP géife richteg fannen, an dat misst och kommen, wou vun den zoustännege Ministere gesot ginn ass: „Mir kucken, iwwer wat fir ee Wee dass mer dat dote kënne maachen." Elo gëtt et iwwert deen heite Budget gemaach. Ee Beispill.

Dat gëllt och fir aner Punkten, wou och heiansdo nogebessert gëtt, wéi zum Beispill, wat mer elo bei der Loyerssubventioun gemaach hunn, wou mer mierken, dass et net esou gräift, wéi et sollt gräifen. Da bessere mer no. Dat elo als Wahlbudget ze bezeechnen, wou dann d'Iddi kënnt, dass Wahlkaddoen domadder verbonne wieren, kann ech net gëlle loossen, well fir all déi Leit, déi dat dote kréien an an Zukunft wäerte kréien, ass dat dote kee Wahlkaddo, ass dat doten e Plus, dee si weiderbréngt.

Dat doten hëlleft haaptsächlech deene Leit, déi net esou gutt dru sinn. Dat sinn also alles Moossnamen, déi richteg sinn a wou et och wichteg ass, dass mer se hei maachen, wou ech och elo an der éischter Ried zum Beispill vun der Oppositioun eigentlech wéineg Kritik un deenen neie Moossnamen do fonnt hunn. Dat wäert dann och an déi laang Lëscht komme vun deene Saachen, déi d'CSV net wéilt réckgängeg maachen, wa se dann nach eng Kéier sollt an eng nächst Regierung kommen a wa se och nach e Partner géif fannen, dee mat d'accord wär, fir eppes dorunner ze änneren, wat hei elo an dëser Period decidéiert ginn ass.

Ech mengen, dass mer hei, och mat deem heite Budget, net an engem Wahlbudget sinn, well de Budget sech aschreift an eng méijäreg Finanzpolitik, wéi se festgeluecht ginn ass a wéi se och europäesch geregelt ass. A mir si konform, mir sinn eent vun deene wéinege Länner, déi iwwert déi ganz Period..., ech menge souguer dat eenzegt, elo e ganz klenge selekte Club, e Land, wat elo och weider konform ass zu allen europäesche Regelen.

Och zu de präventiven europäesche Regelen, also och bei de sougenannte makroekonomeschen Equilibere wéi och bei de Budgete selwer si mer total konform zu alle Regelen. An dat gëtt eis och regelméisseg zertifizéiert vun allen neutrale Stellen, déi do sinn. A mir sollen, mengen ech, och weiderhin zefridde sinn doriwwer. Mir sinn et op jidde Fall als LSAP-Fraktioun, dass mer op engem Wuesstum kënnen tabléieren tëschent 3,5% a 4,5%. Dat ass bal duebel esou vill wéi d'Moyenne an der Eurozon, et ass virun allem däitlech méi wéi an eisen Nopeschlänner.

Mä et ass och, dat huet awer wärend Jore kee gestéiert, manner wéi dee Wuesstum, dee mer emol kannt hunn an deenen „Vingt glorieuses", dat heescht vu Mëtt der 80er Joren u bis ufanks an dëst Jorhonnert, wou mer am Schnëtt 5% reale Wirtschaftswuesstum hei zu Lëtzebuerg haten. Mir situéieren eis also ganz däitlech dorënner. An eist Wuesstumspotenzial, eis Croissance potentielle, déi gëtt beschtefalls bei 3% haut fixéiert, vläicht souguer liicht drënner.

Also all deene Leit, déi elo a Krämpf verfalen, wa se 3,4% a 4% Wuesstum elo héieren, wëll ech just soen, dass mer Perioden haten, wou mer iwwer laang Zäiten an der Moyenne 5% Wuesstum haten, an dass d'Perspektiven zu Lëtzebuerg net déi sinn, dass mer géifen nach méi staark wuessen, mä éischter, dass mer tendenziell an deenen nächste Jore manner Wuesstum hunn. An dat stellt schonn eng Rei vun Erausfuerderungen un eis. Och dee manner Wuesstum stellt Erausfuerderungen un eis, wéi och e staarke Wuesstum dat sécherlech mécht.

An da kommen ech zu deem, wéi gesot, neie Virworf, dee wierklech nei an der politescher Diskussioun ass. D'Kolleege vun déi Lénk, do war ech ganz erstaunt, hunn dem Budget virgeworf, et wär e Wuesstumsbudget. Bon! Si hätte vläicht léiwer en Austeritéitsbudget gehat. Mä ech...

(Interruption)

...mengen, dass et gutt ass, dass mer e Wuesstumsbudget hunn. E Wuesstumsbudget, dat heescht näämlech, dass d'Ausgabe vum Stat, dat si jo awer Ausgaben am Interessi vu ganz, ganz ville Leit, vum Fonctionnement vun eisen Déngschtleeschtungen, ëm 6% wuesse par rapport zum leschte Joer, wann een déi ausseruerdentlech Ausgaben do mat eranhëlt. Dat ass effektiv de Contraire vun engem Austeritéitsbudget, wéi mer och eigentlech esou e Budget hei déi lescht Joren net kannt hunn.

An et däerf een, mengen ech, eent net vergiessen, dat ass, dass eng direkt, zumindest mëttelfristeg Korrelatioun besteet tëschent dem Wirtschaftswuesstum an de Steiereinnamen. Dat mécht sech net eent zu eent pro Joer, mä dat mécht sech awer mëttelfristeg. Et kann ee bei deenen dote Kurven novollzéien, dass eng direkt Korrelatioun besteet tëschent dem Wirtschaftswuesstum an der Aarbechtslosegkeet. Et gëtt scho laang Etüde vum Statec, déi weisen zu Lëtzebuerg, et ass eng spezifesch Lëtzebuerger Situatioun, dass, wa mer net ongeféier 3% reale Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg hunn, dann d'Aarbechtslosegkeet souguer erëm zouhëlt. Op jidde Fall geet se net méi zréck. Do ass also en direkte Lien do. Et ass och en direkte Lien do tëschent de Budgetsdefiziter an dem Wirtschaftswuesstum an natierlech och eng Korrelatioun tëschent dem Wirtschaftswuesstum an dem Equiliber an eise Sozialsystemer. Alles dat gehéiert zesummen.

A wa mer iwwer Wuesstum diskutéieren, dat solle mer, dat maache mer ganz gären, da muss een all déi doten Aspekter an all déi Querverbindungen och ëmmer do am A hunn.

Wuesstum, dat ass eis Meenung, brauche mer. Wuesstum brauch all Land. Kuckt ee Bléck, werft ee Bléck op e Land, wat iwwer elo laang Periode praktesch kee Wuesstum méi huet, kuckt op Japan, wat dat fir Konsequenzen huet! Dat ass e Land, wou d'Realléin erofginn. Et ass e Land, wat verzweifelt kämpft mat allen Investitiounspoliticken, fir souguer mat Budgetsdefiziter ze erreechen, dass se erëm e bësse Wuesstum kréien, well se mat Problemer konfrontéiert sinn, déi se net gemeeschtert kréien, a well se besonnesch och ganz grouss Sozialproblemer hunn. Dat, mengen ech, soll een och am A behalen, wa mer déi doten Diskussioun probéieren.

Mä wou mer eis eens sinn, dat ass, dass mer Wuesstum brauchen, mä dass mer probéiere mussen, dee Wuesstum zum Deel anescht ze erwirtschaften, wéi mer dat haut maachen. Dorëms geet et. A Beräicher haaptsächlech, déi en héije Mehrwäert kënne produzéieren a mat der Iddi vun der Kreeslafwirtschaft, mat der Iddi och, eis op déi digital Revolutioun ze preparéieren. Alles dat, mengen ech, ass wichteg.

Mä de Wuesstum, dat ass fir eis déi kruzial Fro, de Wuesstum muss méi gerecht verdeelt ginn! De Wuesstum bréngt Gewënner. Mä de Wuesstum bréngt net jiddwerengem déiselwecht Gewënner. An déi Opdeelung do, zënter der Kris vun 2008, déi klappt guer net méi. Déi ass bal eesäiteg gaangen zugonschte vum Kapital, vun der Remuneratioun vum Kapital an net zugonschte vun den Aarbechter.

Dat ass e fundamentale Problem, dee mer hunn. Deen trëfft net nëmme fir Lëtzebuerg zou. En trëfft vläicht souguer liicht manner Lëtzebuerg, well mer hei awer manner sozial Ënnerscheeder hu wéi an enger Partie anere Länner. Mä dat ass de reelle Problem, dee mer hunn. An do musse mer eis also Gedanke maachen, wéi mer déi Ongläichheeten, déi do gewuess sinn an deene leschte Joren, wéi mer déi méi kleng maachen a wéi mer och virun allem verhënneren, dass Leit tatsächlech an d'Aarmut ofrutschen. Dat ass déi grouss Erausfuerderung, déi mer als LSAP gesinn an där ganzer Wuesstumsdiskussioun.

Aner Kritik: Defizitbudget. Jo, effektiv dëse Budget weist en Defizit op. E weist en net op am Budget courant, bei de gängegen Ausgaben, mä e weist en op duerch déi Kapitalausgaben. Dat sinn also haaptsächlech d'Investissementer, déi gemaach gi vu knapp, vu ronn 900 Milliounen Euro, bei enge Total vu 15 Milliarden, wann een eis Kontabilitéit hëlt, a bei engem Total vu méi wéi 17 Milliarden, wann een déi europäesch Moosseenheet unhëlt.

De Gesamtstat ass am Plus. Och dat däerfe mer net vergiessen. Ech wëll och soen, dass dës Regierung net ugetratt ass mam Zil, de Budget vum Zentralstat an den Equiliber ze bréngen. Mir sinn ugetratt mam Zil selbstverständlech, do den Defizit net ausuferen ze loossen, mä d'Zil, wat definéiert ginn ass, gemeinsam an der Koalitioun, dat war och net anescht virdru mat der CSV, do war dat och net. An d'CSV weess och, firwat dass se deemools dat net gefrot huet, well do hate se direkt d'Responsabilitéit. Do war och net rieds, dass sollt den Zentralstat an d'Gläichgewiicht kommen. Do ass och ëmmer vum Gesamtstat geschwat ginn,

also vun de Budgete vum Stat, vun de Gemengen a vun der Sécurité sociale.

An do gesäit een, dass mer e strukturelle Saldo hunn, dat ass jo déi Moosslat, déi europäesch Moosslat, wou mer och mussen drapassen, e strukturelle Saldo hunn am Gesamtstat, deen eng schwaarz Null ausmécht, deen also iwwert dem mëttelfristegen Objektiv vu minus 0,5% ass. A wann ech elo déi positiv Nouvelle vum Finanzminister haut de Moien och mat bäihuele vun 2017 an ech extrapoléieren dat e bëssen op 2018, kann een haut scho praktesch soen, dass mer ganz no dru sinn, dass mer bal de Plus 0,5% realiséieren, am Strukturellen, iwwert déi ganz Period.

Dat heescht: All déi flott Diskussiounen, déi mer hei haten, all déi Kriticke vun der Oppositioun, a besonnesch vun der CSV - „Stellt Iech vir, déi doten, déi bricoléieren do un deenen Normen, déi musse respektéiert ginn! Dat hätt misse mindestens op plus 0,5% gesat ginn. Wa mir do gewiescht wären, da wär dat gemaach ginn" - abee, dës Regierung mécht et! Dës Regierung schwätzt net driwwer, mä si mécht et!

Mir hunn et fäerdegbruecht, mindestens op null ze bleiwen, wärend där ganzer Period, wann een net souguer ka soen - et muss een déi definitiv Zuelen natierlech ofwaarden, dat dauert awer nach e bëssen -, dass mer wahrscheinlech iwwert där ganzer Period hei, 2014 bis 2018, einschliisslech am Plus leie vu mindestens 0,5%, wat de strukturelle Saldo vum Gesamtstat zu Lëtzebuerg ugeet.

Et kann een also net soen, dass hei egal wat gemaach ginn ass. Mä hei ass u sech eng ganz vernünfteg Finanzpolitik a Budgetspolitik gemaach ginn.

Mir haten och deemools gesot: Mir fannen et klug a richteg, sech juristesch ze verflichten op vläicht e manner ambitiéist Zil, wat awer d'Europäesch Kommissioun jo och proposéiert hat, an dann an der Praxis ze probéieren, et besser ze maachen. A genau dat ass eigentlech hei agetraff. Mir hunn net alles ausgenotzt vu Margen, déi een theoretesch hätt kënnen notzen, mä dat ass och ganz, relativ schwéier, hei eng Punktlandung an deem dote Beräich ze maachen. Mä mir hunn, mengen ech, dat gemaach, wat fir eis wichteg war a richteg war. An dat huet zu deem dote Resultat gefouert. Soudass mer also och do ganz korrekt sinn.

All déi Schwaarzmolerei, déi vu gewëssene Säite gemaach ginn ass, dass hei géif probéiert ginn, sech d'Lat absolutt niddreg ze halen, fir kënnen driwwerzekommen, huet sech als falsch erwisen. Mir hunn déi Margen, déi mer theoretesch hätte kënnen notzen, net genotzt, well mer gemengt hunn, dass een effektiv och soll probéieren, net an eng nei Budgetsdefizitspiral eranzekommen.

Et wär nach méi einfach gewiescht, fir et nach besser ze maachen, an der Siicht vun deenen, déi mengen, en Equiliber oder e klengen Defizit wär eppes Katastrophales: mat e bësse manner Investissementer, ongeféier um Niveau vun 2013, dat lescht Joer vun der viregter Period, weidergefuer, plus ganz e bësse manner bei der Steierreform, da wär den Equiliber do gewiescht.

Déi Fro, déi ech mer stellen: Wär dat déi richteg Politik gewiescht? Mir mengen als sozialistesch Fraktioun, dass dat net déi richteg Politik gewiescht wär, dat doten ze maachen, dass et virun allem wichteg war, déi Investissementer, déi duerch e Spuerpak 2013 erofgesat gi sinn, successiv erëm eng Kéier eropzeféieren op en Niveau effektiv, deen emol den Niveau hei zu Lëtzebuerg war, ronn 4% vum PIB Statsquot, an op där anerer Säit awer och eng Steiererliichterung ze maachen, Steierreform ze maachen, déi haaptsächlech, dat ass jo déi speziell Marque vun dëser Reform, haaptsächlech den Haushalter zeguttkënnt. Ronn 80% vun där Steierreform kënnt den Haushalter zegutt, wärend an anere Steierreformen do d'Betriber vill méi e staarke Stellewäert an deene Reformen haten. A besonnesch cibléiert op déi kleng an déi mëttel Akommessen, déi proportional am meeschte vun där doter Reform profitéieren.

Firwat ass dat do déi richteg Politik a firwat ass eng Politik, déi vun anere Parteien an der Oppositioun hei propagéiert gëtt, déi falsch Politik gewiescht? Mir schéngt et, wéi wann d'CSV an drolegerweis och d'ADR eng grouss Phobie hunn, eng grouss Phobie: Dat ass de Budgetsdefizit. Bon! Den Här Schäuble ass net méi do. E sëtzt am Parlament. An d'Adepte vun dem Här Schäuble senger Finanzpolitik, hunn ech den Androck, sëtzen hei am Lëtzebuerger Parlament. Si si méi Schäuble wéi den Här Schäuble selwer!

Si propagéiere wierklech eng absolutt nëmmen op de Budgetsequiliber forcéiert ausgedréckte Budgetspolitik a vergiessen, zu wat esou eng Politik och an Däitschland gefouert huet: enorm Retarden an den Investissementer! Kuckt, a wat fir engem Zoustand an Däitschland déi ëffentlech Infrastrukture sinn! Dat kënne mir eis hei net ausmolen! An deem emol eng Kéier räichen Däitschland!

Kuckt, zu wat déi Politik do gefouert huet an aneren europäesche Länner! Dat kann dach net de Modell sinn, dee mer fir Lëtzebuerg ustriewen!

Duerfir, mengen ech, niewent all Budgetsdisziplinn, déi ee muss hunn, dass ee soll a muss dee politesche Spillraum notzen, dee vernünftegerweis do war an nach ëmmer do ass, fir d'Investissementer eropzefueren a fir och d'Leit ze bedeelegen un deem Wuesstum, deen erëm do ass.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Dat musse mer maachen.

Wat een och muss feststellen, dat ass, dass, och wann en héije Wirtschaftswuesstum do ass, och wann et an eenzelne Secteuren och hei zu Lëtzebuerg boomt - vläicht net an alle Secteuren, mä an eenzelne Secteure boomt et -, dat net onbedéngt direkt sech erëmspigelt a méi Paie fir d'Leit.

Dann ass et, mengen ech, awer um Stat, als Correcteur, fir derfir ze suergen, dass dat geschitt. An dat kann e maachen. Dat hu mer gemaach iwwer eng Steierpolitik, wou mer och do eis Responsabilitéit iwwerholl hunn. Mir hunn eis Responsabilitéit geholl als Patron an de Verhandlungen am Accord salarial, wou e Plus fir d'Leit erausgesprongen ass, a mir hunn zousätzlech eis Responsabilitéit geholl iwwert déi Steiererliichterungen, déi decidéiert gi sinn, wou mer de Leit doduerjer méi Kafkraaft ginn hunn, wat noutwendeg war a wat, wéi een och schonn elo gesäit, positiv Effeten, och gesamtwirtschaftlech, huet.

Wat noutwendeg war, firwat? Well och all déi lescht Etüde vum Statec gewisen hunn, dass mer zënter 2008 an enger Period, enger relativ laanger Period sinn, wou d'real Kafkraaft, am Schnëtt, net méi eropgaangen ass. An et ass eréischt eigentlech 2017, mat der Steierreform, mat Indexéierungen, déi erëm voll gespillt hunn, mat anere Mesuren, déi gemaach gi sinn, dass erstmaleg d'Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg däitlech am Duerchschnëtt erëm eng Kéier wäert an d'Luucht goen. Dat war wichteg a richteg, dass mer dat dote gemaach hunn.

An duerfir mengen ech, dass mer also dat Ganzt solle positiv gesinn. Zemools well mer och elo feststellen, dass mat der Indextranche, mat de Steiererliichterungen, mat der Mindestlounerhéijung, déi gemaach ginn ass op de leschte Januar, mam Accord salarial an der Fonction publique, mat eenzelne sektorielle Konventiounen, wéi där am Finanzsecteur, déi och de Leit e Plus bruecht huet, dass et zu enger Kafkraafterhéijung komm ass an dass sech dat schonn erëmspigelt ënner anerem an den Einname vun der TVA fir dat lafend Joer 2017.

Wann een do näämlech den E-Commerce erausrechent, well d'Einname weider erofginn an elo d'nächst Joer wahrscheinlech ënner 100 Milliounë wäerte falen, wou mer eng Kéier iwwer enger Milliard Einname vum E-Commerce hei zu Lëtzebuerg waren, gesäit een, dass, wann een dat erausrechent - ech hunn hei d'Zuele vun den éischten zéng Méint, de Minister huet de Privileg, dass en déi vun den éischten eelef Méint huet -, op jidde Fall dee Moment déi TVA-Einnamen hors commerce électronique ëm 8%, ronn 8% an d'Luucht gaange si par rapport zum viregte Joer.

An dat kënnt natierlech dem Handel, dat kënnt dem Handwierk, dat kënnt ganz ville Secteuren hei zegutt. Et ass dat, wat och erëm eng Kéier sécherlech, wann och marginal, zu méi Wirtschaftswuesstum hei zu Lëtzebuerg bäigedroen huet, soudass een also iwwert déi dote Politik hei richteg gehandelt huet.

An de Mindestlounbezéier, ech soen dat och, woubäi fir eis domadder d'Diskussioun net ofgeschloss ass - wat eis differenzéiert vun aneren hei -, de Mindestlounbezéier, deen huet Enn 2017 netto 1.000 Euro méi am Portmonni wéi dat Joer virdrun duerch d'Additioun vun deenen eenzelne Moossnamen hei, déi geholl si ginn. Dat geet net duer. Mä et ass awer net näischt. Dat ass an eisen Aen en éischte Schratt.

An et kommen elo nei Schrëtt derbäi iwwert dëse Budget. D'Kannerbetreiung, wat schonn ugefaangen huet, d'Kannerbetreiung méi bëlleg maachen, d'Reform vun de Chèque-servicen, gratis Schoulbicher am Secondaire, Verbesserunge bei der Deierechtzoulag, d'Loyerssubventioun, alles dat dréit derzou bäi, dass besonnesch déi kleng Akommesse besser dosti wéi virdrun. An d'Reform vum Mindestakommes, de REVIS, soll och hëllefen, dat ze maachen doduerjer, dass hei eng aktiv Strategie och opgebaut gëtt, déi den Aarmutsrisiko bekämpft an déi och de Leit Hëllefstellung gëtt, se begleet an d'Leit dozou soll féieren, dass se och an eng Aarbecht erakommen an eng Kéier voll integréiert ginn an eis Gesellschaft.

Risikogrupp: Elengerzéier, Elterendeeler, déi kenne mer. Och all déi Moossnamen do, all déi Steierpäck, déi mer decidéiert hunn, och de REVIS, droe besonnesch där doter Situatioun Rechnung, fir besonnesch deenen dote Leit ze hëllefen.

Mir kenne glécklecherweis zu Lëtzebuerg praktesch de Phenomeen vun der Altersaarmut net, am Géigesaz zu ganz, ganz villen anere Länner, well mer e gudde Pensiounssystem hunn, well mer et fäerdegbruecht hunn, dee Pensiounssystem och esou ze halen. An dat muss och an Zukunft eng absolutt Prioritéit kréien, net dass mer do en neit Feld opmaachen, wou d'Leit kënnen an Aarmut ofrutschen, wat bis elo hei zu Lëtzebuerg net besteet.

Et bleift de Problem awer vun den „working poor", dee mer och hei schonn eng Kéier diskutéiert hunn an der Chamber. Et sinn ënner anerem déi Leit, déi fir de Mindestloun schaffen. Dat sinn der Zéngdausenden. Dat ass jo net nëmmen e klengen Deel vun de Leit.

An do soen ech ganz éierlech, och wa mer eis an där doter Fro an der Koalitioun a wahrscheinlech och hei an der Chamber net eens sinn: Dat däerf awer keen Tabuthema sinn, dass een och nach däerf hei zu Lëtzebuerg driwwer schwätzen, ob dee Loun, deen d'Leit kréien, dee vill Leit kréie fir 40 Stonnen d'Woch Aarbecht, heiansdo méi, ob deen ugemiessen ass oder net.

Déi Diskussioun solle mer féieren. Mir solle se vläicht manner iwwert de Brutto féieren, wéi iwwert den Netto féieren. Dat soll net onbedéngt mussen alles an enger Kéier geschéien. Mä mir mussen déi Diskussioun féieren. Als LSAP wäerte mer derfir suergen, dass déi Diskussioun och an deenen nächste Méint, och am Virfeld vun der nächster Mandatsperiod hei weidergefouert gëtt.

Et däerf een dat net nëmmen, dat soen ech de Kolleeginnen a Kolleege vun der DP, net nëmmen duerch de Brëll vun der Kompetitivitéit kucken. Dat däerf een net vergiessen, selbstverständlech. Duerfir muss een och nuancéiert un déi dote Fro erugoen. Mä et muss een och Empathie weise kënnen an der Politik an och sech an d'Haut vun deene Leit eraversetzen, déi schaffe ginn a mat deem dote Loun mussen eens ginn.

Dat bleift also fir eis och en Thema, wa mer och do vläicht fir de Moment net entscheedend virukommen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wichteg ass...

M. André Bauler *(DP)*.- Dofir huet den Här Berger jo och vun der sozialer Kohäsioun geschwat.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wichteg ass, ech hunn dat jo och gezielt, dass do grad an dëser Regierung och munches passéiert ass.

Sozialbudget, dëse Budget ass och e Sozialbudget. Bei dësem Budget kënnt een, deemno wéi een dat zesummerechent, kënnt ee bal op d'Halschent vun den Ausgaben, de Finanzminister huet nach de Moien dat eng Kéier ervirgehuewen, déi ee kéint am wäiteste Sënn als Sozialausgabe bezeechnen.

Wann een elo reng kuckt, wat an deenen eenzelne Rubricken, Transferen un d'Sécurité sociale respektiv a sozial Prestatiounen, steet, da sinn dat insgesamt 6,1 Milliarden Euro. Dat sinn ënner anerem 1,7 Milliarde fir de Generalregimm vun de Pensiounen. Mir hu villes budgetiséiert an deem doten Domän, hei zu Lëtzebuerg. Et ass 0,7 Milliard fir de Fonds de pension bei Stat a Gemengen. 1,5 Milliarde fir d'Assurance maladie/maternité/dépendance. Et sinn 1,1 Milliarde fir d'Zukunftskeess. Et ass 0,7 Milliard fir de Fonds pour l'emploi. An et si méi wéi 300 Milliounen un de Fonds national de solidarité.

All déi Depensë ginn automatesch an d'Luucht, ëm ronn 250 Milliounen, méi wéi 250 Milliounë ginn déi doten Depensen am Budget 2018 par rapport zu 2017 an d'Luucht. An derbäi kommen nach 100 Milliounen opgrond vu politeschen Decisiounen, déi geholl si ginn a vun deenen ech schonn déi meescht hei opgezielt hunn.

Fir de Logement, e wichtege Punkt, geet de Budget an d'Luucht. Et geet awer haaptsächlech och dee Budget an d'Luucht vun der Participatioun beim Stat u Sozialwunnenge respektiv u Wunnengen à coût modéré: ëm praktesch 20%.

Virun allem, mengen ech, e staarken Akzent an dësem Budget, dat ass eng absolutt Prioritéit fir déi dräi Koalitiounsparteien, dat sinn d'Educatioun, d'Jugend an d'Kanner. Ëm 7% geet dat doten an d'Luucht op en Total vun 2,15 Milliarden Euro.

Dat spigelt sech och ënner anerem an der Beschäftegungspolitik vum Stat erëm, wou bei deene ronn 1.200 Posten, déi zousätzlech kënne geschafe ginn am nächste Joer, iwwert d'Halschent - iwwert d'Halschent! - an deem dote Beräich sinn, am Beräich si vun de Grondschoulen, am Beräich si vun de Lycéeën, am Beräich si vun der sozioeducativer Betreiung vun de Kanner, wou en extraordinären Effort dës Kéier gemaach gëtt, well och en extraordinäre Retard op deem dote Beräich bestanen huet.

Dat ass déi richteg Akzentsetzung, déi hei gemaach gëtt, well dat am breetste Sënn och mat Qualifikatioun ze dinn huet. Qualifikatioun, dat ass d'Kärwuert, d'Zukunftswuert, menger Usiicht no, wa mer vum Wandel, vum digitale Wandel schwätzen, an dee mer wäerten erakommen an deenen nächste Méint. An duerfir ass dat heiten d'Zukunft. Hei ass d'Zukunft. Dat hei ass keng Hypothéik op d'Zukunft. Dat hei ass d'Zukunft, déi sech an deem heite Budget, besonnesch och op deem doten Deel, erëmspigelt.

Mä, mir begréissen och ausdrécklech, dass fir Kultur, fir Sport och däitlech méi Efforten am Budget 2018 si wéi 2017. Och dat gehéiert zum gesellschaftlechen Zesummenhalt! Wa mer dat wëlle förderen, musse mer och als Stat - et ass net nëmmen d'Responsabilitéit vum Stat, et gëtt nach aner Akteuren, déi och Responsabilitéit hunn - awer hëllefen, dass mer do genuch Gelder zur Verfügung stellen, fir grad iwwert deen dote Wee och de sozialen Zesummenhalt vun eisem Land wëllen ze stäerken.

Virun allem awer wëll ech och soen zu dësem Budget, an ech wëll och der Rapportrice, der Madamm Elvinger, Merci soe fir déi Presentatioun, déi se hei ginn huet, wou se och besonnesch e Mierkmal op d'Famill an d'Kanner a Jugend geluecht huet. Derniewent wëll ech awer och soen, dass dëse Budget, duerfir dinn ech mech ëmmer esou schwéier mat där Kritik, där harscher Kritik, déi vusäite vun der Gewerkschaft vun de Statsbeamte kënnt par rapport zur Regierungspolitik: Dëse Budget ass e Budget vun engem staarke Stat!

Dëse Budget ass e Budget vun engem Stat, deen net wëllt d'Déngschtleeschtungen ofbauen, mä et ass e Budget, dee versicht, d'Déngschtleeschtungen, déi ëffentlech Déngschtleeschtungen ze stäerken, auszebauen, emol d'Méiglechkeeten ze ginn, dass se kënnen an alle Beräicher och uerdentlech fonctionnéieren. Et ass also e Bekenntnis zu engem staarke Stat!

An duerfir dinn ech mech schwéier, wann ech dann déi Kriticke vun de Vertrieder vun der Fonction publique héieren, wéi wann hei eng Anti-Fonction-publique-Politik géif gemaach ginn. Et ass alles aneres, dëse Budget ass alles aneres wéi eng Anti-Fontion-publique-Politik. Et ass d'Stäerkung vun der Fonction publique duerch dee massive Rekrutement, deen hei virgesinn ass, duerch och deen Deel vum Accord salarial, deen nach eng Kéier ëmgesat gëtt och schonn iwwert deen heite Budget.

Dat alles ziilt drop hin, fir dass mer gutt, performant Déngschtleeschtungen am ëffentleche Beräich hunn, mat Leit, déi ënner gudden Aarbechtskonditiounen och déi doten Déngschtleeschtunge fir d'Bierger kënne maachen. Dat wëlle mer erreechen. An dëse Budget mécht dat, ënner anerem, méiglech, dass dat ka geschéien.

Mir fannen dat och richteg; richteg, méi Leit an de Schoulen anzestellen, méi Leit am Beräich Sécherheet a Justiz, méi Leit och an de Finanzen. Dat war jo och een Deel vun deem Pak, Finanzpak, dee mer geschnüürt hunn am Zesummenhang och mat der Steierreform, wou mer gesot hunn: Selbstverständlech gehéiert och dozou, dass mer eis Steierverwaltunge musse moderniséieren, ausbauen, fir dass se à même sinn, déi Gesetzer och uerdentlech ze applizéieren. An dat gëtt hei méiglech gemaach, ënner anerem, duerch deen heite Budget.

Esou eng Opstockung vun dem ëffentleche Secteur, am wäiteste Sënn, mag net jiddwerengem aliichten, ass an eisen Aen awer normal, wann ee kuckt, wéi sech nëmmen an deene leschte fënnef, sechs Joer eis Bevëlkerung geännert huet. An deene leschte fënnef Joer si ronn 60.000 zousätzlech Awunner - netto! - hei op Lëtzebuerg komm. Dat sinn 2% am Schnëtt am Joer, plus! Eis aktiv Bevëlkerung huet souguer déi lescht Jore praktesch ëm 3% pro Joer zougeholl. Da bass de ongeféier bei deemselwechte Chiffer vu 60.000 Leit aktiv Bevëlkerung, déi hei bäikomm sinn.

Et ass also normal, dass, wa mer wëllen déiselwecht Qualitéit vun den Déngschtleeschtun-

gen ubidden, souguer nach zousätzlecher derbäimaachen, dass mer eis och deementspriechend also mussen organiséieren. Dat fanne mir als LSAP-Sektioun immens richteg, dass mer dat dote maachen.

(Interruption)

Pardon?

Une voix.- Sektioun?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- D'Sektioun vun engem grousse Ganzen.

(Hilarité et interruption)

D'wirtschaftlech Eckdaten, dat hu vill Leit schonn ervirgehuewen, hu sech weider positiv entwéckelt, obwuel jo eng ganz Rëtsch vun externe Facteuren hätte kënne spillen, déi dat Ganzt negativ beaflosst hätten. Déi Hypotheesen, zumindest fir de Moment, hu sech net agestallt.

D'Opgi vum Bankgeheimnis, do sinn et jo Etüde ginn, wivill Dausend Aarbechtsplaze mer hei zu Lëtzebuerg géife verléieren, wann dat géif kommen. Do froen ech: Wat war den Interêt hannert där Etüd? Wat sollt domadder eigentlech erreecht ginn, wann een esou Etüde mécht an et stellt een herno fest, dass et guer net esou kënnt, wéi an deenen Etüden da steet?

Nei Encadrementer, wat d'Aktivitéiten am Bank- a Finanzsecteur hei ugeet, d'Brexit-Verhandlungen, alles dat hätt kënnen negativ och hei zu Lëtzebuerg spillen. Dat huet et bis elo net gemaach. Am Géigendeel! Mir stelle fest, dass, ënner anerem, och iwwert déi méi Plazen, déi geschafe gi sinn an déi och ewell gemellt ginn, d'Aarbechtslosegkeet weider zréckgeet. 2017, wéi dat och schonn 2015 an 2016 de Fall war, an och 2018 wäert dat de Fall sinn, a mir wäerten net nëmme prozentual manner Aarbechtsloser hunn Enn 2018, mir wäerten och an absolutten Zuelen 2018 um Enn vum Joer manner Aarbechtsloser hunn, wéi mer dat haten, ewéi dës Regierung ugefaangen huet am Dezember 2013. Et ass also net nëmmen eng prozentual Entwécklung opgrond vun enger aktiver Bevëlkerung, déi zouhëlt, mä an absolutten Zuele gesäit een dat do och.

A wat, mengen ech, wichteg ass, ass, dass een och gesäit, dass op där enger Säit de Fonds pour l'emploi weider staark Ausgaben huet, ech hu jo d'Zuel virdru genannt, mä déi Ausgaben elo net méi esou wuesse wéi virdrun, virun allem awer well se kënnen zum Deel reorientéiert ginn, e bësse manner, well mer manner Aarbechtsloser hunn, an de Beräich vun der Aarbechtslosenentschiedegung reorientéiert ginn, a méi Gelder derfir fräi ginn, fir se an aktiv Beschäftegungsmoossnamen eranzehuelen. Ob dat eng Garantie pour la jeunesse ass, wou mer spezifesch also déi jonk Leit cibléieren, déi op den Aarbechtsmaart wëlle kommen, oder ob dat och besonnesch elo déi nei Projete sinn, fir eben déi Schwéiervermëttelbar, déi Laangzäitaarbechtsloser erëm eng Kéier an eng Aarbecht eranzeféieren, a wou an dësem Budget och Kreditter virgesi sinn, fir 400 Leit iwwert deen dote Wee kënnen ze placéieren.

Mir stellen och fest, dass déi Reform vun der ADEM, déi duerchgefouert ginn ass, hir Friichten dréit, dass deen Accord, dee mam Patronat ofgeschloss ginn ass, och seng Friichten dréit, dass also do duerch Reformen, déi gemaach si ginn, duerch nei Forme vun Zesummenaarbecht, déi gesicht gi sinn am Aarbechtsministère, et fäerdegbruecht ginn ass, och eng däitlech Verbesserung vun der Situatioun ze kréien an endlech erëm eng dauerhaft Trendwend ze kréie par rapport zu där permanenter Erhéijung vun der Aarbechtslosegkeet, déi mer iwwer laang Jore virdru kannt hunn.

A mir sinn also zouversiichtlech, dass mer et ëmmer méi fäerdegbréngen, d'Recht op eng sënnvoll, eng dezent an uerdentlech bezuelten Aarbecht och konkret kënnen an d'Praxis ëmzesetzen.

Dozou gehéiert selbstverständlech och eng Wirtschaft, déi dynamesch a kompetitiv ass. Och do brauche mer de Verglach mat anere Länner net ze scheien. Ech kucke mer all déi Statistiken un, déi regelméisseg vun eisem Observatoire de la compétitivité gesammelt ginn. Ech kucken dee leschten Indicateur, wou och de Bien-être mat berücksichtegt ginn ass, wat e syntheteschen Indicateur vu 67 verschidden Ënnerindicateuren ass a wou mer bei deenen 28 EU-Staten op der véierter Plaz leien, no Dänemark, Schweden an Irland.

An och all Ratingagenture soen zënter Joren näischt anescht. Si ginn eis den Triple-A a si soen, dass do och d'Perspektive stabel si fir déi nächst Zäit. Alles dat weist, dass mer also staark do sinn, esou staark do sinn, dass een, wéi gesot, ënnert deem Androck vun engem Bäibehale vun enger néideger Wettbewerbsfäegkeet och aner Diskussiounen, och Sozialdiskussiounen hei zu Lëtzebuerg kann an däerf féieren.

Dat beweist och, dass mer d'Finanz- an d'Scholdekris hei zu Lëtzebuerg gutt gemeeschtert hunn. Et ass näischt zerschloe ginn hei am Land. Dee Meritt huet souwuel déi viregt Regierung wéi och dës Regierung.

An et huet, mengen ech, och bewisen, ech däerf dat hei soen, dass déi Iddi vum Zukunftspak richteg war. Den Zukunftspak war richteg, fir regelméisseg, an dat gëtt och a ganz ville Gemengen esou gemaach, ze kucken, ob déi kurant Depensen, déi s de hues, gerechtfertegt sinn, dass se dat bréngen, firwat dass se eigentlech sollte getätegt ginn, a wat eventuell do vun Adaptatioune muss gemaach ginn.

Dat schéngt mir e ganz normalen Exercice ze sinn. Deen ass gemaach gi vun dëser Regierung. Déi viregt Regierung huet do nëmmen usazweis eigentlech probéiert, eppes ze bewegen. Si huet dat awer ni am Ganzen duerchgezunn. An et bleift fir mech awer eng richteg Decisioun, fir dat ze maachen.

Déi Mesure do, och wa se net ganz ëmgesat ginn ass, huet ëmmerhin awer, wann ech dat rechnen, ech kucken elo net d'Erhéijung vun der TVA mat derbäi, iwwert déi Period '15 bis '18 iwwer 900 Milliounen Euro bruecht. Spuermoossnamen! Iwwer 900 Milliounen Euro! Net pro Joer, awer op déi Period gerechent. An dat ass vill! Ech wënschen all deene bonne Chance, déi esou Zomme wëllen an nächster Zäit siche goen an de kuranten Ausgabe beim Stat! Dat ass net evident.

Sécherlech, dat huet sech erwisen, déi eng oder aner Moossnam war vläicht net bis un d'Enn konsequent duerchduecht. Se war méi schwiereg ëmzesetzen, wéi gemengt gi war. Se war net genuch preparéiert. Alles dat huet sécherlech matgespillt, firwat eng Rei vu Saachen net esou ëmgesat si ginn, mä et bleift awer richteg, dass d'Regierung dat dote gemaach huet. An all Regierung soll vun Zäit zu Zäit sécherlech esou en Exercice maachen.

Mir sinn och der Meenung, dass et richteg war, en Zukunftsfong anzeriichten. Dat ass nääm-lech eng Fuerderung, déi d'LSAP schonn och ënnert der viregter Regierung emol geäussert huet. Bal ware mer eng Kéier drun, mat der CSV esou eppes ze realiséieren, an op eemol ass et erëm eng Kéier fale gelooss ginn. Dat hat awer näischt domadder ze dinn, dass mer deemools am Defizit gewiescht wären. Dat waren aner Ursaachen.

Wat ass deen Zukunftsfong? Et ass jo eigentlech eng Reserv, déi net direkt affektéiert ass; wéi mer haut och Reserven an eisen Investitiounsfongen hunn. Do seet jo keen: „Mir däerfen déi net méi speisen, well mer net am absolutten Equiliber am Budget sinn." Do seet jo keen: „Déi Fongen däerfen net weider iwwert d'Dotatioune vum Stat gespeist ginn." Firwat soll dann net deen Zukunftsfong kënnen iwwer Dotatioune vum Stat gespeist ginn? Et ass genau datselwecht.

An duerfir mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer eng Reserv hunn, déi eben net spezifesch affektéiert ass op eenzel Projeten, déi mer zur Maturitéit komme loossen iwwer laang Joren, an déi dann och zur Verfügung steet, wa se eng Kéier gebraucht gëtt. Alles dat, mengen ech, ass eng Decisioun gewiescht, déi net eis Zukunft hypothekéiert, mä déi eis Zukunft weider preparéiert.

Här President, ech hu gesot, ech deelen duerchaus déi eng oder déi aner Kritik, déi geäussert ginn ass, wat dëse Budget ugeet, a senger Ausaarbechtung, wou net onbedéngt elo d'Regierung fir alles Responsabilitéit dréit. Dat war den Timing mat deene Korrekturen, déi relativ kuerzfristeg duerchgefouert gi sinn iwwert de Statec, fir d'Joren 2017 an 2018. An dann d'Kritik - déi deelen ech dann erëm eng Kéier net -, wéi gesot ginn ass: „Oh, d'Regierung hätt do misse reagéieren. Et ka jo net sinn, dass se e Budget opstellt op gewësse Prognosen, an dann änneren déi, an da bleift de Budget d'selwecht!"

Ech wëll soen: Dat doten hate mer nach ëmmer. An d'Reaktioun vum CSV-Finanzminister war ëmmer: „Ech änneren näischt un deem Budget." Gutt. Dat mag awer och falsch sinn, well och d'CSV-Ministere soen net ëmmer onbedéngt déi gottgegebe Wourecht.

Mä hei muss ee jo och gesinn: Firwat sinn déi Rektifikatioune gemaach ginn? Duerfir muss een awer hei genau verstoen... An ech froe mech, ob all déi Organer, déi dat hei aviséiert hunn, dat och richteg verstanen hunn. Déi si jo nëmme gemaach ginn, well eigentlech d'Chiffere vu virdrun - vun 2015 an 2016 - no ënne korrigéiert gi sinn. A bal mechanesch huet dat och bedéngt, dass och '17 an '18 korrigéiert gi sinn.

Mä déi Einname vu '15 a '16, déi si jo schonn do! Du kanns also duerchaus vun deenen Einname vu '15 a '16 ausgoen, fir deng Berechnungen ze maachen, wat dat fir '17 an '18 ausmécht. Fir '17 kenne mer schonn zéng Méint, nom Minister eelef Méint Einnamen. Do gesäit een, dass mer éischter méi Einnamen hu wéi manner Einnamen. Also brauch een do och keng Korrektur méi ze maachen, well elo de Wirtschaftswuesstum vläicht 2017 manner war wéi ee Moment ugeholl ginn ass. An datselwecht gëllt fir 2018.

Dat heescht, mir hunn also konkret Donnéeën. Dat sinn déi Einnamen, déi enregistréiert gi si bei de Steierverwaltungen. An opgrond vun deene konkreten Zuele kann s de jo schaffen, fir dann deng Berechnung ze maache fir d'Zukunft. Du brauchs also net alles, menger Usiicht no, ze rektifizéieren, well s de jo déi reell Donnéeën hues fir déi dote Joren, wou sech herno après coup d'Wuesstumsraten no ënne beweegt hunn.

Mä d'Einname sinn do! Da sinn déi Einnamen ebe komm bei wéinegem Wuesstum. Kee Grond, fir se da fir déi nächst Joren erofzesetzen. Also, ech mengen, dass do d'Iwwerleeungen net onbedéngt ëmmer richteg ware vun all deenen, déi dat gekuckt hunn.

Kloer, mir widderhuelen dat nach eng Kéier, dat ass eng Positioun, déi mer scho laang hunn: De Pluriannuel solle mer trenne vun de jäerlechen normale Budgete vum Stat. Mir sollen dat zesumme maachen am Abrëll/Mee, wa mer u sech de Pacte de stabilité et de croissance op Bréissel maachen. Dann hu mer do déiselwecht Donnéeën. Dat ass jo och eng mëttelfristeg Planung, déi do gemaach gëtt.

Mir sollen et och net méi Artikel fir Artikel maachen, mä mat groussem Bléck operéieren, äänlech wéi dat beim Pacte de stabilité et de croissance do ass. Dat vereinfacht eis d'Diskussioun, mengen ech. An dat féiert och derzou, dass mer eis do vläicht méi op dat Mëttelfristegt konzentréieren, wéi dass mer eis dann, wéi dat haut noutgedrongen de Fall ass, op d'Joer 2018 konzentréiere mat dësem Budget.

Investissementer, jo! Woubäi - dat hunn ech elo gemierkt bei Froen, déi d'Press gestallt huet no der Interventioun vum Här Wiseler - e falschen Androck wëssentlech oder onwëssentlech provozéiert ginn ass vum CSV-Spriecher, wéi wann elo d'Investissementer do erofgesat gi wäre fir déi Period no 2018. Si wuessen net méi esou staark, wéi se emol an der Moyenne gewuess sinn, mä an absolutten Zuele gi se net erof.

An do kann ee sech d'Fro stellen, eng nächst Regierung ka sech dat jo dann duerch de Kapp goe loossen, ob een do net, wann ee méi wäit kuckt an et kuckt ee besonnesch, wat elo an dräi, véier Joer ass, dass een do vläicht eng Enveloppe virgesäit, ouni se ze affektéieren op eenzel Projeten; dass ee seet: Lauschtert emol, mir ginn am Fong dervun aus, dass mer do nach eng Kéier 50, 100 Milliounen dropsetzen, well mer der Meenung sinn, dass dat duerch nei Projete kann opgefëllt ginn, déi mer sécherlech och an Zukunft brauchen. Dann hätt een do méi Flexibilitéit an deem Ganzen an et hätt een deem Rechnung gedroen, dass do muss eppes geschéien.

Mä och dat ännert jo fundamental näischt. Och wann do 50 Milliounen oder 100 Millioune bäigesat gi pro Joer, ännert dat näischt un dem fundamentalen Equiliber am Statsbudget. Et ass also éischter eng Detaildiskussioun, déi mer hei féieren, wéi dass sech eppes fundamental géif änneren un der Finanzsituatioun vum Stat.

Richteg ass et, déi Kritik, déi geäussert ginn ass, dës Kéier zwar net, mä an der Vergaangenheet, fir ze soen: Mir mussen eis Aarbechtshypotheesen, op deene mer schaffen, fir ze kucken, wéi d'Land sech soll an Zukunft entwéckelen, harmoniséieren. Et kann net sinn, dass mer an der Landesplanung déi eng Hypothees huelen, an der Finanzplanung eng aner Hypothees huelen an an enger drëtter sektorieller Planung dann erëm mat aneren Hypotheese schaffen.

Dat sollen dann harmoniséiert Hypotheese sinn. Dat kënne jo och Forschette sinn. Dat kënnen e puer Hypotheese sinn, op deenen ee schafft, mä net all Kéiers wiesselen, jee no deem Themeberäich, wou ee grad amgaangen ass, eng perspektivesch Planung duerchzeféieren.

Wou et nach hapert, dat hu mer erëm confirméiert kritt, dat ass awer den Informatiouns- an Datenaustausch tëschent deenen eenzelnen Akteuren: ob dat elo d'Zentralbank ass, ob dat de Conseil national des finances publiques ugeet. Do sinn nach ëmmer - ech weess et net - Berührungsängschten do tëschent eenzelne Statsverwaltunge mat deenen Instanzen, oder ëmgekéiert. Op jidde Fall, do schéngt nach net esou de Floss vun den Informatiounen ze sinn, wéi et vläicht wënschenswäert wär.

Mä do ass schonn, mengen ech, e wichtege Schrëtt, dass jo och elo viru Kuerzem deen neie Comité de prévision - säi genauen Titel entfält mer elo - offiziell da geschafe ginn ass, deen et eigentlech misst vereinfachen, dass deen Datenaustausch an déi Diskussioun do iwwert d'Gronddaten, op deene geschafft gëtt, och verbessert gëtt.

Wichteg bleift fir eis - an dat ass e Bemoll, mä dee Bemoll hu mer och scho missen um Enn vun der viregter Period soen -, dass mer et net fäerdegbruecht hunn, awer déi nei Budgetsphilosophie, dass een eigentlech mat Objektiver fiert, hei ëmzesetzen an eis Texter.

Mir sinn eis bewosst, dass dat vill Aarbecht ass, dass dat eng grouss Émstellung ass, dass dat also riskéiert, ëmmer bei den dagespolitesche Prioritéiten, déi bestinn, no hannen ze geroden. Mä et wär awer wichteg, dass mer systematesch eng Evaluéierung géifen duerchféiere vun eenzelnen Depensen, vun eenzelne Politicken, déi mer maachen, an dass mer doropshi versichen, och politesch Decisiounen dann ze huelen.

Wann do Problemer sinn, dat vu Regierungssäit ze maachen, froen ech mech, ob d'Chamber sech net soll als Parlament dann déi Méiglechkeete ginn, dee Manpower ginn, déi Expertise ginn, fir dann ënner hirer Responsabilitéit an Deelberäicher zumindest déi Bewäertung vun de Politicke virzehuelen, fir dass mer och wëssen, dass mer richtegleie mat deem, wat mer decidéiert hunn, a wat fir eng Adaptatioune musse gemaach ginn.

E leschte Wonsch, deen ech hunn, dat ass, dass mer eis als Chamber selwer nach méi aktiv an d'Budgetspolitik abréngen. Wann ech dat esou vergläichen, ech si jo scho laang derbäi: Ech géif éischter soen, dass vu Joer zu Joer d'Chamber sech manner abréngt als Institutioun, quitte dass mer duerch déi europäesch Semestergeschichten awer, jo, eng Informatioun kréien. Mä aktiven Afloss op den Inhalt vum Budget hëlt dës Chamber weineg.

Et ass eng kollektiv Responsabilitéit, wou ech mech ganz gär mat abezéien. Dat bleift awer eppes, wat mech net zefriddestellt; loosse mer et ganz éierlech soen. Dat ass e Schwaachpunkt vun dësem Parlament. Et huet sécherlech och deen een oder anere staarke Punkt, mä dat ass sécherlech hei e Schwaachpunkt. An do musse mer als Parlament probéieren - et ass net esou e Virworf, deen ech hei kann un d'Regierung riichten; dee musse mer un eis selwer riichten -, eis méi staark anzebréngen, och inhaltlech, wat d'Ausriichtung vum Budget ugeet.

Ech wollt - ech hu vill ze laang geschwat - awer nach e Wuert soen iwwert d'Ierfschaft, well ech och do Kommentarer gelies hunn: „Oh, wat fir eng Ierfschaft iwwerléisst dann dës Koalitioun, dës Regierung där nächster, wéi eng dat och ëmmer ass?" Do hunn ech hei awer och e puer Punkten zesummegedroen, déi weisen, dass, mengen ech, déi Ierfschaft esou schlecht net ass. Op jidde Fall: Ech géif se gären untrieden.

Gesamtwirtschaftlech an och, wat deen Eenzelnen ugeet, sinn all Indicateuren am positive Beräich. Dat ass e groussen Ënnerscheed zu deem, wat viru véier, fënnef Joer de Fall war. An effektiv, do gëtt et jo déi Enquêten, de Minister huet se kuerz ugeschnidden, vun der Banque centrale respektiv vum Statec, déi regelméisseg kucken, wéi d'Vertrauen do ass: d'Vertraue vum Konsument, d'Vertrauen awer och vun de Patronen an deenen eenzelne Wirtschaftsberäicher. Ech hunn einfach e puer Punkten hei zesummegeschriwwen.

De Konsument, mir alleguerten: 2013 louch do de Vertrauensindicateur am Minus, bei minus 10. 2017 läit e bei plus 15. Däitlech besser wéi virun der Kris.

Mat Ausnam vun der Industrie, wou e bei null läit, ass en am Commerce, am Beräich vun de Finanzdéngschtleeschtungen, am Beräich vun der Konstruktioun, am Beräich vun aneren Déngschtleeschtungen iwwerall am positive Beräich. Et ass also e grousst Vertrauen do.

Et ass keng negativ Stëmmung an dësem Land, och wann eenzel Leit déi negativ Stëmmung wëlle konstruéieren. Et ass eng positiv Stëmmung. Et ass eng Vertrauensstëmmung an dësem Land do. Bestäerkt och duerch Sondagen, déi viru Kuerzem jo vun ILReS am Optrag vum „Lëtzebuerger Wort" an RTL duerchgefouert gi sinn, wou d'Leit gefrot si ginn am Dezember 2013 (veuillez lire: 2017), oder d'Fro war éischter schonn am November gestallt ginn: „Wéi schätzt Dir Är eege Situatioun an?" Do hu 87% gesot, si géife se ganz positiv oder éischter positiv aschätzen. Am Dezember 2013 waren et nach 76%, déi där Meenung waren. Also e Krack manner.

A méi däitlech ass d'Situatioun nach, wann d'Leit gefrot si ginn am November dëst Joer, wéi se d'Situatioun vum Land géifen aschätzen, notamment d'Wirtschaftssituatioun vum Land géifen aschätzen. Do waren et am Dezember '13 just 52%, déi se positiv ageschat hunn. Elo

sinn et 88%. Praktesch also néng Lëtzebuerger vun zéng, déi soen: „Et geet dem Land gutt."

Eis Inflatioun läit am Schnëtt bei 1,5%. D'Aarbechtslosegkeet, wéi gesot, tendenziell bei 5,7%. Den Emploi steigt ëm 3% pro Joer. An et gesäit een och, dass mer u sech gutt dostinn.

Hei ass keen esou en décke Problem ze léisen, wéi dës Regierung, dës Koalitioun ze léisen hat mam Ewechfale vun den TVA-Einnamen op dem E-Commerce. Sécherlech hu mer dovunner profitéiert! Iwwregens huet net den Här Frieden dat geschaaft, mä d'Chamber huet dat geschaaft, well e Gesetz huet misse gemaach ginn. Mä wann d'Deputéierte selwer net méi vun der Chamber schwätzen, wie soll dann nach vun der Chamber schwätzen?

Mä d'Stock-Options, dat ass den Här Frieden. Do hutt Der vollkomme recht, well do huet d'Chamber u sech net mat ofgestëmmt. Dat ass iwwer eng Circulaire gemaach ginn; emol net vum Här Frieden, mä iwwert den Direkter vun der Steierverwaltung.

Et bleift awer, dass mer... An dat war natierlech net eng Milliard pro Joer - dat huet och kee gesot -, mä et mécht elo praktesch eng Milliard aus, well mer ee Moment jo nach eng Kéier eng Einnam haten. Dat war iwwer eng Milliard an deem dote Beräich. An elo sinn d'Projektiounen, dass mer bei manner wéi 100 Millioune leien dat nächst Joer. Do ass een also bei deem, wat Joer fir Joer... Et ass jo net nëmmen ee Joer ewechgefall. Joer fir Joer ass dat progressiv ëmmer méi ginn, wat ewechgefall ass.

An dee Problem war net geléist vun der viregter Regierung. Vläicht ass se och net derzou komm, de Problem ze léisen, well si hat jo keng ganz Mandatsperiod. E war awer erkannt. Dat ass ganz kloer, well och schonn an der leschter Aktualisatioun vum Programme de stabilité et de croissance, deen déi Regierung am Abrëll 2013 op Bréissel geschéckt huet, war eng Erhéijung vun der TVA virgesinn, déi herno zwar vun der CSV net mat ofgestëmmt ginn ass an déi sollt méi brénge wéi dat, wat d'TVA-Reform vun dëser Regierung bruecht huet. Well deemools stoung dran, dass se soll 450 Milliounen Euro bréngen. A wann ech d'Zuele kucken, déi de Finanzminister elo hei gewisen huet, da gesäit een, dass u sech déi TVA-Erhéijung do manner zu Buch geschloen huet, wéi dat emol eng Kéier eng viregt Regierung projezéiert hat.

Dat heescht, esou eng Ierfschaft ass net do. Esou eng Noss ze knacken am éischte Joer huet déi nächst Regierung net, wéi dës Regierung ze knacken hat.

Zweetens: Ech kucken elo net nëmmen op de Stat, ech kucken och op d'Sozialsystemer. Mir hunn an eisem Pensiounsfong esou vill Milliarde stoen, dass et géif duergoen, fir elo 4,5-mol Joresdepensë bei de Pensiounen auszebezuelen. An Der gesitt och, wann Der d'Zuele kuckt, dass praktesch iwwer eng Milliard pro Joer nach an déi Reserv do bäikomm ass, ouni ze kucken, wat eventuell dann déi Zënsen an Dividenden nach zousätzlech eragespullt hunn. Dat ass jo awer emol eppes. Dat ass och méi wéi viru fënnef Joer.

D'Gesondheetskeess, déi war eigentlech…, esou just ass déi opgaangen. Déi schreift erëm eng Kéier erstmaleg schwaarz Zuelen, wat et och méiglech gemaach huet, fir u sech en Ausbau vun de Prestatiounen ze maachen, besonnesch am Aen- an am Zännberäich. Och dat ass besser wéi viru véier Joer.

Ech hu mer och d'Avoire vun de Spezialfongen ugekuckt. Ass do ausgeraibert ginn oder net? Ass do iergendeng Politik vu verbranntem Buedem probéiert ginn hei vun diaboleschen Espriten duerchzesetzen? 2013 hate mer 1,6 Milliarden dran. 2018 sinn et 1,5 Milliarden. An dobäi ass awer den Zukunftsfong net mat dran. Wann ech dee mat bäirechnen, si mer dann och bei iwwer 1,7 Milliarden. Soudass mer, kann ee soen, plus ou moins um selwechten Niveau sinn, wéi dat de Fall war, wéi dës Regierung ugetratt ass.

Soudass ech mengen, dass mer also hei an enger Situatioun sinn, déi gutt ass. Et ass eng Ierfschaft, déi een net zu Bénéfice d'inventaire muss untrieden, mä bei där ee kann direkt soen: „Jo, ech iwwerhuelen dat doten."

An och, ech hunn et scho gesot, déi Steierreform, déi gemaach ginn ass, wat fir mech nach ëmmer mat dee gréissten Exploit vun dëser Koalitioun ass, déi gëtt jo och guer net esou negativ gesinn, och vu baussen. Ech erlabe mer do den Avis vun der EU-Kommissioun ze zitéieren, also vu Leit, déi dem Här Juncker ënnerstallt sinn, dee jo net derfir bekannt ass, dass en e besonnesch „zäertlecht" Verhältnis zu dëser Regierung hätt, fir emol säi Vokabulär ze gebrauchen, dee Folgendes seet. E seet, dass dëse Budgetsprojet konform ass zum Stabilitéitspakt, mä dann awer och seet: „In light of its fiscal position, the recent decision by the national authorities to use the available fiscal space to implement a tax reform appears appropriate." Dat heescht, do steet net dran: „Neen, si hätten dat net däerfe maachen." Neen, dat do ass approprié a senger Envergure, a senger Zilrichtung. Ech mengen, dat ass e ganz gudden Avis zu deem Ganzen.

D'Ierfschaft vun dëser Koalitioun, an ech kommen zum Schluss, beschränkt sech natierlech net nëmmen op d'Finanzsituatioun vum Land. Mir mengen als LSAP-Fraktioun, dass dëst Land a ville Beräicher an deene leschte Jore moderniséiert ginn ass, dass mer et och gutt fäerdegbruecht hunn, ëmmerhin an deene puer Joer, 50.000 zousätzlech Leit hei an dësem Land opzehuelen; dorënner och eng ganz Partie vu Flüchtlingen.

Dat ass net evident. Dat hu mer fäerdegbruecht. Et ass och keng Selbstverständlechkeet. Dat ass a kengem Land eng Selbstverständlechkeet. Dozou gehéiert och politesche Wëllen, fir déi Viraussetzung ze schafen, dass dat dote méiglech ass.

Eist Land kënnt all sengen internationale Verflichtungen no am Beräich vun der Solidaritéit, am Beräich vun der Sécherheet, am Beräich och vum Klimaschutz. D'Land huet säi sozialen Zesummenhalt erhalen an der Kris an no der Kris.

An et ass e Land virun allem, wat amgaangen ass, sech fit ze maache fir nei Erausfuerderungen. Nei Erausfuerderunge ronderëm d'Digitaliséierung, d'Robotiséierung. Nei Erausfuerderungen, fir och der Wirtschaft nei Perspektiven opzemaachen, mat dem Space Mining ënner anerem, mat der Debatt ronderëm d'Landesplanung, ronderëm de Rifkin-Prozess, ronderëm de qualitative Wuesstumsmodell. Alles dat si wichteg Diskussiounen, déi mer esou hei zu Lëtzebuerg ni gefouert hunn an der Vergaangenheet. Ënnert dëser Koalitioun, ënnert dëser Regierung hu mer dat gemaach.

Et ass e Land awer och, dat net fir alles eng 100%eg Léisung parat huet. Mir dokteren nach ëmmer u gudde Konzepter am Beräich vun dem Wunnengsbau a vun der Mobilitéit, och wann et do Usätz gëtt, déi et awer nach gëllt ëmzesetzen an deenen nächste Joren. A mir kränkele sécherlech un engem gewëssene Retard, dee mer a ville Beräicher geholl hunn an deene leschte Joren, wou mer iwwerrannt si gi vun enger Entwécklung, vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg, déi mer eis vläicht esou net virgestallt haten, a wou mer elo mat de Konsequenze mussen eens ginn.

Jo, d'Statsfinanzen an eisem Land si gesond. D'Ausgaben zu Lëtzebuerg sinn ënner Kontroll. An dës Koalitioun, dës Regierung huet Verantwortung iwwerholl. Si huet Verantwortung iwwerholl. Eng Verantwortung, wou ech mech froen, ob aner Leit bereet sinn, se ze huelen,...

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...wa se eis hei nëmme schwätze vu Méiausgaben, déi misste gemaach ginn, awer och net nëmmen am Usaz soen, wéi se géifen déi Méiausgabe finanzéieren, well se scho mengen, mir géifen eigentlech jo fir déi Suen, déi mer zur Verfügung hunn, ze vill Ausgabe maachen. Déi Äntwert si se eis bis haut schëlleg bliwwen. An ech fäerten, mir wäerte se och haut net kréien.

Merci.

Pluieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'LSAP-Fraktioun wäert selbstverständlech dëse Budget stëmmen.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci fir d'Ausféierungen.

3. Ordre du jour

Sou! Mir sinn um Enn vun enger laanger Debatt de Moien, déi awer an enger gudder Stonn erëm weiderfiert. Dofir, um zwou Auer ginn d'Debatten ëm de Budget 2018 weider.

(Interruption par M. Pierre Gramegna)

Jo, Här Finanzminister, wann ech gelift.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, këint ech Iech froen, ob et net méiglech wär, eng Véirelstonn méi ze kréien, well mer elo schonn eng Auer sinn. An ech weess net, ob dat méiglech ass, dass mer eréischt um Véirel op zwou vläicht kéinten zesummekommen?

Une voix.- Kee Problem.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo? Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Ech gesinn, dass eng iwwerwältegend Majoritéit dann do ass. Da géife mer proposéieren, eng Véirelstonn méi spéit unzefänken. Um 14.15 Auer, wann ech gelift, ginn d'Debatten da weider.

Domat ass d'Sëtzung vun de Moien opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.58 heures)

SÉANCE 12 MERCREDI, 13 DÉCEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- *Discussion générale (suite): Mme Viviane Loschetter (interventions de M. Gast Gibéryen et Mme Octavie Modert), M. Gast Gibéryen (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. Aly Kaes, Mme Josée Lorsché et M. Roy Reding), M. David Wagner (interventions de M. Claude Haagen et M. Alex Bodry) (dépôt de deux motions), M. Gilles Roth (interventions de M. Alex Bodry), M. Gilles Baum, M. Franz Fayot (interventions de M. Gilles Roth et M. Alex Bodry), M. Henri Kox (intervention de M. Marco Schank), M. Marc Spautz (interventions de M. Alex Bodry, M. Claude Haagen et Mme Viviane Loschetter), M. Claude Lamberty (interventions de M. Marc Spautz, M. Gilles Roth et M. André Bauler)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.18 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sëtzung op a ginn dann direkt der nächster Riednerin, der Fraktiounscheffin vun deene Gréngen, dem Viviane Loschetter, d'Wuert. Madamm Loschetter, et ass un lech.

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

Discussion générale (suite)

Une voix.- Très bien.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Si soe schonn „très bien". Erlaabt mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Joer mam Bléck vum Budget pluriannuel an dës Budgetsdiskussioun eranzeklammen an eigentlech e ganz bëssen dat ze maachen, wat mer eis eigentlech alleguerte wënschen, datt mer et kéinten am Fréijoer maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Zanter 2014 hunn d'Coordination an d'Gouvernance vun de Finances publiques, huet de pluriannuelle Budget eng integral Plaz am legislative Kader vun eiser Finanzpolitik. D'Zil vum Budget pluriannuel, oder méi präzis vun de Gesetzer iwwert d'pluriannuel Programmatioun, déi mir säitdeem hei an der Chamber debattéieren an och votéieren, ass et, fir éischtens mëttelfristeg Budgetsziler fir eis Administration publique festzeleeën, an zweetens, fir d'Statsschold ënnert dem Seuil, an dësem Fall fir Lëtzebuerg, vun 30% vum BIP ze halen.

An der englescher Iwwersetzung schwätze mer vun „multi-year", awer heiansdo och vun „foward looking budget". A perséinlech fannen ech, datt dësen zweete Begréff, also den „forward looking budget", d'Iddi hannert der pluriannueller Programmatioun immens gutt ëmschreift: „forward" am Sënn vun „no vir kucken an d'Zukunft. Mir plange fir muer a mir plangen och fir iwwermuer.

Dëst erméiglecht eis et, eis Erausfuerderungen ze stellen an och eventuell Problemer ze anticipéieren, ier se iwwerhaapt entstinn. Et erméiglecht eis, Weeër ze fannen, fir dëse Problemer entgéintzewierken oder am beschte Fall souguer verschidde Problemer komplett ze evitéieren. Dat ass notamment dat, wat mer 2013 mam E-Commerce a mam Zukunftspak gemaacht hunn.

E klenge Rappell, vu wou mer hierkommen, an dat unhand vun de Chiffere vum Comité de prévision: Déi lescht véier Joer hu mer et fäerdegbruecht, hei an dësem Land d'Tendenz vun eiser Schold par rapport zum PIB signifikativ ëmzedréien. A politique inchangée wiere mer haut op der Grenz, wann net iwwert der Grenz vun deenen 30% Schold, déi mir, dat heescht déi d'Regierung, déi d'Majoritéit sech als absolutt Limitt gesat hunn. Eng national Limitt, déi natierlech nach wäit ewech ass vun deene 60%, déi d'EU-Regelungen eis imposéieren.

(Interruption)

An dat, andeems mer schonns emol bei engem Defizit vun enger Milliard ugefaangen hunn, déi Milliard, déi mer kompenséiert hunn an enger Rekordzäit, dat heescht ab Januar 2014. Mir hunn eis beweegt säit Januar 2014 an deem präzise Kader, deen eis virgeschriwwe gëtt vun den EU-Normen. An ech soen dat och explizitt, well mer eng gréisser Diskussioun hate wéinst der Bewegung vun dem plus 0,5 eriwwer op de minus 0,5 vum Objectif à moyen terme.

Haut gi mer eis oder musse mer eis mëttelfristeg Ziler ginn - wat iwwregens och de Pilotage à vu eigentlech ferm aschränkt -, op déi mer da konsequent hischaffen, ugefaange bei der Finanzlag vun eisem Land, och am europäesche Kontext, vu wou mer hierkommen a wéi mer eis virstelle kënnen, eis ze entwéckelen. Déi aktuell Situatioun an déi aktuell Previsiounen, esou wéi se schonn am Fréijoer am Pacte de stabilité et de croissance guttgeheescht gi sinn, erlaben eis eng Investitiounsorientéierung fir déi nächst Joren, op alle Fall bis 2021.

An dës Investitiounsorientéierung vun der Finanzlag zu Lëtzebuerg ass d'Resultat vun enger virsiichteger Finanzpolitik vun deene leschte véier Joer, enger virsiichteg Finanzpolitik, déi viru véier Joer d'Geforen erkannt hat vun engem Weiderféiere wéi bis elo, sprich d'Gefore vun der „option à politique inchangée" aus dem Joer 2013. An eis Handlungsfäegkeet haut wier minimal, wa mer näischt doru geännert hätten.

Éierlecherweis muss ech bäifügen, datt d'Konjunktur eis awer och e bësse gehollef huet, an eis Moossnamen hu sécherlech och hiren Deel dozou bäigedroen, fir dës Konjunktur ze stäipen. Déi Moossnamen, déi ergraff gi sinn an déi munchereen esouguer als Austeritéitspolitik betitelt hat, ware finanzpolitesch wichteg an noutwendeg an hunn eis déi Handlungsfäegkeet erëmginn, déi mer brauchen, fir haut wichteg Jalonen ze setze fir muer.

An dësem Sënn erlaben ech mer, e puer Sätz aus dem grénge Budgetsrapport vu virun zwee Joer ze zitéieren. A senger Introductioun schreift de Rapporteur ënnert dem Titel «Mieux vaux prévenir que guérir» näämlech Folgendes: «Le Rapporteur est convaincu qu'une politique budgétaire basée sur la mise en avant du développement durable est plus efficace qu'une politique qui cherche à remédier aux abus, car la durabilité implique de s'attaquer non pas aux symptômes, mais aux causes des problèmes. Cet argument s'applique autant aux questions économiques et sociales qu'à la protection de l'environnement et de la santé.»

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Nohalteg da gläich am duebele Sënn - an hei och nach eemol e klenge Rappell -, éischtens am Sënn vun der budgetärer Planung: Ennert dëser Majoritéit gouf, wéi schonns gesot, de relative Prozentsaz vun der Statsschold par rapport zum PIB trotz der Erhéijung vun den Investissementer stabiliséiert. Mat der steigender Tendenz vun der Statsschold gouf gebrach an esou wäert d'Statsschold 2018, de Minister huet et de Moie rappeléiert, hei am Land bei 22,7% leien.

Dat ass net nëmmen däitlech ënnert dem Duerchschnëtt vun der Eurozon, dee bei 87% läit. Ech erënneren Iech drun, dat ass och däitlech ënnert zum Beispill dem Prozentsaz an Däitschland, dee bei 61% läit, a Frankräich, dee bei bal 97% läit, oder an der Belsch, dee bei 102,5% läit. Mir stinn also am Verglach exzellent do, emol net guer net esou schlecht, mä exzellent. Voilà.

Mir stinn awer och däitlech ënnert deenen 30%, mir stinn awer och däitlech, dat wëll ech awer hei nach eng Kéier ënnersträichen, ënnert deenen 30%, déi dës Regierung sech ufanks vun der Legislaturperiod als Héchstgrenz festgeluecht hat.

Zweetens ass eise Budget nohalteg am Sënn vun den Investitiounen. Et ass onverkennbar, datt Blo-Rout-Gréng massiv an d'nohalteg Entwécklung vun eisem Land investéiert huet an dat och fir d'nächst Joer virgesinn huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech wëll awer och ënnersträichen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ënnersträichen, datt ech den Term „nohalteg Entwécklung" net wéi verschidde Kolleegen oder Kolleeginnen hei am Haus just als Schlagwuert benotzen. Wa mir Gréng vun der nohalteger Entwécklung schwätzen, da menge mir domadder net alles, an heiansdo och nach säi Contraire derbäi. Ganz am Géigendeel: Wa mir vun der nohalteger Entwécklung vu Lëtzebuerg schwätzen, da bezéie mir ons ëmmer op déi dräi Piliere vun der nohalteger Entwécklung, wéi se notamment am Brundtland-Bericht aus dem Joer 1987 definéiert goufen: éischte Pilier Ekologie, zweete Pilier Ekonomie an drëtte Pilier: dat Soziaalt.

(Interruptions)

Dës dräi Theme kënnen haut definitiv net méi lassgeléist gesinn a geplangt ginn, wéi dat nach viru Kuerzem de Fall war. Le tout op den ekonomeschen Aspekt setzen, sech freeën, eleng well mer eng staark Croissance hunn a well onse PIB praktesch keng Konkurrenten an der ganzer EU fënnt, dës Kritären eleng wäerten net méi duergoen, fir Lëtzebuerg vu muer an iwwermuer ze gestalten.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat theoretescht Konzept vun der nohalteger Entwécklung ass säit dem Brundtland-Bericht aus dem Joer 1987 net stoe bliwwen. Den Här Oberweis kennt dee Bericht. Voilà!

Et sinn zanterhier jo och schonn iwwer 30 Joer vergaangen an esou schwätzt d'UNO hautzudaags och ëmmer méi oft vun engem zousätzleche véierte Pilier, deen nieft deenen dräi traditionelle Piliere vun der nohalteger Entwécklung ëmmer méi wichteg gëtt. Et ass dëst e méi politesche Pilier, näämlech dee vun den Institutiounen a vun der Participatioun.

En zentraalt Element vun dësem Pilier sinn déi participativ Entscheedungsprozesser an d'Strukturen, déi zur Ëmsetzung vun der nohalteger Entwécklung bäidroen. Och hei geet a goung d'Aarbecht vun dëser Majoritéit an och vun ons hei an der Chamber an déi richteg Richtung.

Ech erënneren hei zum Beispill un d'Aarbechtsgruppe beim Rifkin-Prozess ëm d'Debatt ëm d'Gestaltung an de Wuesstum vun onsem Land, an deem jo d'Zivillgesellschaft an awer och d'Gemengen an awer och mir alleguerten heibanne wäitgeeënd matagebonne ginn.

Ech denken awer och un déi sëlleche Petitiounen, déi mir mat de Petitionären hei an dësem Haus debattéieren. An ech denken och un den Onlineforum, op deem d'Biergerinnen an d'Bierger hir Virschléi fir d'Verfassungsreform konnte maachen, un déi Diskussiounen, déi mer mat de Force-viven dozou hei an der Chamber haten, un dee ganz regelméissegen Austausch, an d'Rapportrice huet schonn op déi Wichtegkeet higewisen, mat dem Jugendparlament a mat de Jugendorganisatiounen an der Chamber.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech denken un eng ganz Rei vu Biergerversammlunge mat deene verschiddene Regierungsmemberen zu verschiddenen aktuellen Themen.

Wa mer also de Budget diskutéieren, virop d'Programmation pluriannuelle, musse mer an Zukunft ëmmer eng ganzheetlech, eng holistesch Approche gebrauchen. Dëst zielt iwwregens och - oder vläicht grad och - an den Debatte ronderëm den Defizit an nach méi ronderëm d'Statsschold. Well et ass einfach, dat Thema Schold aus sengem Kontext erauszehuelen an esou eleng op dës plakeg Zuele mam Fanger ze weisen.

Schold u sech ass jo net onbedéngt eppes Negatives, éischtens, wa se kontrolléiert a solvabel bleift, an zweetens, wann d'Suen net verpufft ginn, mä wa se konkret investéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Anescht oder bildlech ausgedréckt: wa mer net domadder an d'Vakanz fueren, mä wa mer domadder fir d'Zukunft onst Haus bauen, sanéieren oder renovéieren.

An dës zwou Prämissen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës zwou Prämisse stëmmen definitiv, an dat säit véier Joer. Mir konnten ons all Fréijoer beim Plan de stabilité et de croissance an all Dezember bei der Aktualiséierung vun dem Statec sengen Zuele däers versécheren.

Dat erlaabt ons, engersäits den Nachholbedarf a verschiddene Politicken opzehuelen an anersäits no vir ze kucken a Lëtzebuerg vu muer ze gestalten.

Eent ass sécher, Här President, Dir Dammen an Dir Häre: Déi nächst Regierung kritt keen een Dossier iwwerreecht, wou d'Hausaufgaben net ugepaakt gi sinn.

(Brouhaha)

Neen, d'Tiräng wäerten eidel sinn herno, well alles verschafft ginn ass. Bei verschiddenen ass vläicht nach e bëssen do, jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat war éierlech.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir si jo och net allmächteg.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dir sot, eis Tiräng wären eidel gewiescht. Wéi dann elo?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mä da komme mer emol erëm op d'Investissementer vum Stat zréck.

Une voix.- Voilà!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- 2018 investéiert de Stat 827 Milliounen an den ëffentlechen Transport.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Déi kommen also aus dem Tirang: Ausbau vun der Zuchstreck tëschent Hamm a Sandweiler op zwou Linnen, nei Linn tëschent Stad a Beetebuerg, Moderniséierung vun der Nordstreck, Konstruktioun vun dem Pôle d'échange zu Hollerech.

A just fir e klenge Verglach ze maachen: Vun 2018 bis 2021 gi weider 229 Milliounen an den Tram investéiert. An der Period 2013-2023 wäerten 1,3 Milliarden Euro an d'Schinnen investéiert ginn. 1,3 Milliarden Euro! Dat ass dräimol méi wéi an de Joren 2003-2013. An dat huet bal nëmme mam Nachholbedarf ze dinn, well dat, wat mir elo 2013-2023 ausginn, hätte mer scho gradesou gutt kënnen 2003-2013 ausginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Da géife mer vläicht schonn zéng Joer mam Tram fueren.

(Interruption)

An dëst sinn nëmmen d'Investissementer. Derbäi kommen och nach all Joers iwwer 160 Milioune fir d'Gestioun vun dësen Infrastrukturen.

A Saachen Nachholbedarf an Zukunftsinvestitioune muss ech hei den Ëmweltschutz, de Waasserschutz an de Klimaschutz zitéieren.

Zum Ëmweltschutz: Nodeems mir am Joer 2016 nach bei 24,5 Millioune louchen, sinn dëst Joer 35,3 Milliounen duerch den Ëmweltfong ausgi ginn. Och 2018 wäert dëst erëm de Fall sinn. An der Period vun 2019 bis 2021 wäerten all Joers iwwer 30 Milliounen duerch dëse Fong ausgi ginn. Vun deenen 30 Milliounen investéiere mer all Joers bal 20 Milliounen an de Volet Loft, Kaméidi, Klima an

Energie - 17 Milliounen an de Klimapakt, dat ass eppes, wat de Gemengen zeguttkënnt - an 13 Milliounen an d'Gestion des déchets.

Do, wou nach ëmmer Nachholbedarf ass, mä wat awer onse kommende Generatiounen zeguttkënnt, dat ass dat, wat mer ausginn am Waassergestiounsfong, an do haaptsächlech an de Waasserschutz, an d'Renaturéierung an an den Iwwerschwemmungsschutz.

Zum Klima an zur Energie, do kann ech just soen: Datt d'Regierung de Klimaschutz elo eescht hëlt, gesäit ee ganz flott beim Total vun den Depensë vum Klima- an Energiefong. Mäi Kolleeg Henri Kox wäert nach drop agoen. Hei ginn d'Ausgaben an den nächste Jore kontinuéierlech erop, Joer fir Joer: d'nächst Joer 123 Milliounen, am Joer 2021 148 Milliounen.

Mir begréissen et ausdrécklech, datt ab 2017 d'Hybridautoen ënner 50 Gramm CO_2 pro Kilometer steierlech gefërdert ginn, dat mat engem Abattement vun 2.500 Euro, en Duerchbroch, dee gutt ukomm ass, mä awer och ganz kloer just en Ufank.

Mir sollen an Zukunft méi op Lenkungsinstrumenter zréckgräifen, zum Beispill iwwert de Wee vun de Steieren, positiv oder negativ, a virun allem am Ëmweltschutz.

(Interruption)

An dësem Fall hei schwätze mer ebe vun enger positiver Lenkungsmoossnam.

Mä dës Majoritéit huet och eng ganz Rei vu Subsideméiglechkeeten agefouert, déi och e Lenkungscharakter hunn an déi als Invest an d'Zukunft ze verstoe sinn. Ech mengen hei Subsiden an der Logementspolitik, fir d'Energieeffizienz ze förderen, an déi de Matbierger hëllefe sollen, hiren Invest fir d'Zukunft besser ze gestalten, oder d'Aide individuelle au logement an d'Subvention de loyer, déi mat 28 Millioune respektiv mat 10 Millioune fir d'nächst Joer budgetiséiert ginn.

Wichteg, an dat wäert Iech net erstaunen, wichteg fir ons sinn och déi Suen, déi weiderhin an d'Kooperatioun fléissen. Dat sinn 2018 bal 330 Milliounen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech gëtt et kee besseren nohaltegen Invest wéi deen an ons Kanner. 2018 ginn 380 Milliounen an d'Chèques-services an an d'gratis Kannerbetreiung investéiert. Dat ass e Méi vun 10% am Verglach zum leschte Joer.

14,5 Milliounen Euro gi fir d'Schoulbicher am Secondaire ausginn. Dat ass näischt, wat ze belächelen ass. Wann ee weess, datt d'Schoulbicher deier sinn, a well ee weess, datt heiansdo e Portmonni kleng ass, ass dat schonn en Invest, deen zur Gerechtegkeet bäidréit.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- An dann eppes, wat mer immens begréissen, dat ass de Pappecongé, dee mat bal 12 Milliounen am Budget 2018 zu Buch schléit. Dat si fir ons richteg gutt investéiert Suen an eng modern Gesellschaftspolitik.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Dat alles ass net nëmmen eng Saach vu sozialer Gerechtegkeet, mä et ass an onsen Aen eng Saach vu Gerechtegkeet tout court.

Et geet bei der Opstellung vum Budget a vum Budget pluriannuel och ëm d'Fro: A wéi enger Gesellschaft wëll ech muer liewen? Wéi eng Gesellschaft wëll ech fir meng Kanner a fir meng Enkelkanner? An, dat muss ech Iech och soen, dat ass eng Fro, déi och mir, säitdeem ech och en Enkelkand hunn, nach méi nogeet wéi virdrun.

Dës Majoritéit huet eng Rei vun Adaptatioune virgeholl a Saache sozial Gerechtegkeet. Si huet verschidde Géisskanemechanismen a Fro gestallt a souguer ofgeschaaft. Mä si huet och am Numm vun der sozialer Gerechtegkeet, vun der Chancëgläichheet a vun der Gerechtegkeet tëscht de Generatiounen nei Politicken ëmgesat, déi onst Zesummeliewen an dësem Land besser a méi gerecht wäerte gestalten.

De REVIS, eng wichteg Reform, déi de Mënsch a seng Efforten, déi e mécht, revaloriséiert, ass e gutt Beispill dofir. D'Finanzementer vun de Mesures d'activation gi graduell an d'Luucht a wäerten am Joer 2021 op 15,9 Millioune klammen. D'nächst Joer sinn et 5,2 Milliounen.

Dir gesitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech all Kéiers och de virgesinne Budget 2021 hei soen, dann ass et - wann et och dann nach noutwendeg wier -, fir nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt den Invest héich bleift, och no 2019, an zwar mat Politicken, déi wichteg sinn an déi zukunftsorientéiert sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- D'Regierung ass näämlech dobäi, d'Chancëgläichheet fir all Kanner an onse Schoulen ze verbesseren. A mir wëssen alleguerten, datt et do nach vill Sputt no uewe gëtt. Dat kascht net nëmme vill Asaz an Iwwerzeegungskraaft, mä et wäert och vill Aarbechtskraaft kaschten, an déi wäerte mer an de Budgeten erëmfannen.

Dann och nach - an engem zwar ganz anere Kontext - wäert och e méi humane Strofvollzuch säi Präis un Aarbechtskraaft kaschten. Nei Aarbechtskräften, déi eng grouss Erausfuerderung fir d'Fonction publique wäerte ginn, mä déi e wichtegen Invest an d'Zukunft wäerten duerstellen.

Mir beschäftegen ons als Gréng vill mam Thema ronderëm den Aarmutsrisiko an och iwwert d'Aarmut selwer hei zu Lëtzebuerg. Well mir hu vill ze vill Leit, déi tatsächlech an der Aarmut liewen, well se ofgerëtscht sinn an et trotz alle sozialen Hëllefen net fäerdegbréngen, sech ze erkréien, oder zum Deel och, well se keng sozial Hëllefe kréien.

Mir mussen ons méi konsequent drëms këmmeren, wéi et méiglech ass oder méiglech ginn ass, datt hei an dësem Land Leit, Familljen, Kanner esou schlecht liewen, an dat trotz den Hëllefstellungen. Mir mussen dës Mechanismen all opdecken a konsequent dergéint virgoen.

Do ginn et manifestement Politicken, déi nach net genuch gräifen. An natierlech kënne mer eng Diskussioun ronderëm d'Erhéijung vum Mindestloun lasstrëppelen. Mir denken duerchaus, datt et ubruecht ka sinn, de Mindestloun ze erhéijen. Mä dat wäert dëse betraffene Leit gradesou wéineg hëllefe wéi zum Beispill d'Expropriatioun vu Proprietairen, fir de Wunnengsproblem ze léisen, oder wa mer d'Assiette vun der Allocation de vie chère verbreederen, mä genau deene betraffene Leit net méi ginn, wéi se bis elo kréien.

Déi tatsächlech Hëllefstellung ka just fonctionnéieren, dovunner si mer iwwerzeegt, wa mer och do eng ganzheetlech Approche par rapport zur Aarmut an zum Aarmutsrisiko entwéckelen. Mir sinn der Meenung, datt dëst eng gréisser Erausfuerderung gëtt déi nächst Joren.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Politicken, ob REVIS, ob Mindestloun, ob Wunnengshëllef, ob Schoulpolitik a Kannerbetreiung, ob Schoulofbriecher, musse gemeinsam eng Äntwert op dëse schläichende Phenomeen an onser Gesellschaft entwéckelen. Et ass och do eng Saach vu Gerechtegkeet a schlussendlech ass et och eng Saach vu sozialem Fridden.

Mir beschäftegen ons am Moment och vill mat der Thematik vun de Renten a wéi nohalteg mer haut opgestallt sinn, fir och muer an iwwermuer de Generatiounevertrag weiderhi kënnen ze assuréieren, dee Vertrag, deen op enger intergenerationeller Solidaritéit baséiert, déi hei jo wuel keen a Fro stellt. Mir Gréng och net!

De Wee, fir dës elementar Form vu Gerechtegkeet weiderhin ze assuréieren, ka jo verschidde sinn. Mir hu jo schonns eng gutt Basis, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat der Rentereform a mat hiren Adaptatiounsméiglechkeeten. Mä mir denken, datt mer ons där Thematik sollen an Zukunft och méi genee unhuelen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well mer ëmmer erëm mierken, datt an den Diskussiounen iwwert d'Zukunft vum Land de Wuesstum schonns praktesch automatesch mat dem Iwwerliewe vun de Renten associéiert gëtt.

Mir Gréng gesinn dat e bësse méi nuancéiert. An éierlech gesot wëlle mir d'Zukunftsgestaltung vun dësem Land anescht thematiséieren, wéi se ze reduzéieren op d'Bezuelbarkeet vun onse Renten an deene vun onse Kanner.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Aah!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Mir denken, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt et ons Aufgab ass, onst Land fir muer an iwwermuer esou opzestellen, datt ons Kanner an Enkelkanner, och mäin Enkelkand, emol fir d'Éischt gutt kënne liewen, wunnen, schaffen, sech gesond ernären an an enger gesonder Ëmwelt liewen. Datt dat keng automatesch Evidenz ass, wäert jo jiddwereen heibanne wëssen.

Mir sinn haut op enger Kräizung ukomm a mir hu vläicht méi eng grouss Verantwortung wéi vläicht an der Vergaangenheet, aus deem einfache Grond, well mer haut an enger Welt liewen, déi sech ëmmer méi séier entwéckelt, a mir dofir och keen Droit à l'erreur méi hunn.

Ech ginn Iech just e puer Zuelen, fir ze ënnermolen, wéi mir ons hei zu Lëtzebuerg entwéckelen. Am virleschte Jorhonnert hu mer 89 Joer gebraucht, fir ons Populatioun ëm 100.000 Awunner ze erhéijen, an dëst trotz industrieller Revolutioun. 89 Joer fir 100.000 Awunner! Dunn, vun 1960 bis 1994: ganzer 34 Joer, fir 100.000 Awunner bäizekréien. Vun 2018, dat heescht vu muer, bis 2025 wäerte mer just siwe Joer brauchen, fir erëm 100.000 Awunner bäizekréien.

Mir denken, datt mer de Wuesstum, wéi en déi lescht 30 Joer war, a Fro musse stellen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Mir si vill an egal wou gewuess a konnten net bis elo déi néideg Grondviraussetzungen, wéi beispillsweis an der Mobilitéit, liwweren, déi de Wuesstum nogefrot huet. An där haiteger Moyenne brauche mer eelef Joer zum Beispill, fir 100.000 nei Aarbechtsplazen ze schafen. Et kann ee bestëmmt houfreg sinn op esou vill Wirtschaftswuesstum an esou vill Aarbechtsplazen, wann et ëm de Budget geet. Mä dat alles huet och säi Präis. Mir mussen ëmmer méi finanziell Moyene virgesinn, fir de Wuesstum iwwerhaapt ze verkraaften.

Dës kuerz Beschreiwung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir aus onser Siicht nach eemol ze ënnersträichen, wéi wichteg et ass, haut eng breet, eng objektiv an eng positiv Debatt iwwert d'Gestaltung vun dësem Land ze lancéieren. Et gi Léisungen, et muss ee se just entwerfen an ëmsetzen. Mä et muss een et haut maachen!

De Rifkin-Prozess huet eng noutwendeg Diskussioun lassgetrëppelt, an dat begréisse mir och. Mir sollen dorop weiderschaffen. Déi grouss Erausfuerderung fir déi nächst Jore wäert eng nohalteg Gestaltung vun onsem Land sinn an eng gerecht Organisatioun vum Zesummeliewe vu senge Matbiergerinnen a Matbierger.

Mir hunn nach vill ze entwéckelen an deem Sënn. An all eenzelnen Euro, deen zu dësem grousse Projet wäert bäidroen, ass e gutt investéierten Euro. Mir sinn onse Kanner an Enkelkanner dësen Invest schëlleg. An d'Programmatioun dovunner fänkt, wéi gesot, haut un a steet och am pluriannuelle Budget, steet am Budget 2018.

An deem Sënn kënne mir dëse Budget an dëse Pluriannuel nëmmen ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Loschetter. Nächste Riedner ass den Här Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert zum Schluss vu menger Interventioun Konklusiounen zéien, an dat si praktesch zu honnert Prozent déiselwecht, wéi meng Virriednerin se als Konklusioun gezunn huet, d'Madamm Lorsché.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Éischtens „Madamm Loschetter", an zweetens sinn et anerer, déi Dir proposéiert, wéi mir se proposéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Madamm Loschetter, entschëllegt, datt ech mech verschwat hunn!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Et ass näischt, mir…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass net fir d'Éischt, mä ech weess net, wéi dat ass, datt mir zwee eis ëmmer…

(Brouhaha général)

Mä op jidde Fall, mir hunn déiselwecht…

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Fuert weider, Här Reding!

(Hilarité générale)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här Bodry.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci fir d'Kompliment.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Gär geschitt!

(Hilarité)

Also d'Konklusioune ware wierklech déiselwecht, just d'Konsequenze vun de Konklusiounen, déi sti sech diametral entgéint. Mat deenen dote Konklusioune stëmmen déi gréng de Budget, a mir stëmme mat deeneselwechte Konklusiounen duerfir de Budget net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech awer…

(Interruption)

Fir d'Éischt wëll ech awer der Kolleegin Joëlle Elvinger als Rapportrice vun dësem Budget Merci soen. Ech mengen, et gëtt ëmmer vergiess, och wa mer politesch verschidde Meenungen zum Budget hunn an och deelweis emol hefteg driwwer diskutéieren, datt de Rapport, deen awer all Joers zum Budget gemaach gëtt, och dëst Joer erëm e gudde Rapport ass, wou vill Aarbecht dohannertstécht, wou gutt Dokumentatiounen dra sinn, wou Iwwerleeungen dra sinn. An och wann een de Rapport net stëmmt, sou soll dat awer net heeschen, datt een net mat der Aarbecht averstanen ass, déi do gemaach ginn ass, an datt net och wéi an deene Jore virdrun de Rapport vum Budget ëmmer eng gutt Dokumentatioun ass fir zukünfteg Debatten, wou een ëmmer erëm kann drop zréckkucke goen, fir eben déi néideg Chifferen ze fannen an Iwwerleeungen, déi ee brauch. Duerfir Merci un d'Rapportrice!

Här President, ech wëll meng Interventioun zum Budget haaptsächlech an de Kontext vun der Zukunfts- a Wuesstumsfro stellen. Si mir um richtegen oder um falsche Wee? Ass et e Budget an eng Politik fir déi zukünfteg Generatiounen oder ass et eng Politik, déi déi zukünfteg Generatiounen hypothekéiert a se eventuell virun onléisbar Problemer stellt?

Ech wëll duerfir eng Rei vu Punkten analyséieren, déi eis aktuell Situatioun an de Kontext vun deene Perspektive setzen. Ech wëll ufänke mat de Statsfinanzen.

Déi europäesch a weltwäit Konjunktur befënnt sech an engem Opwäertstrend, an domadder och déi Lëtzebuerger. Och wann de Wuesstum kierzlech hei zu Lëtzebuerg no ënne revidéiert ginn ass, bleift en héich. Am Abrëll 2017 war am Programme de stabilité nach eng Croissance vu 5,2% vum PIB fir 2018 virgesinn an haut schwätze mer vun 3,5%, 3,8%. D'Moyenne iwwert déi vergaange Jore war 3,5%, soudatt mer am Fong nach ëmmer an där gudder Moyenne vun deene leschte Jore leien. An dach gesäit de Budget en Defizit an der Héicht vu 545 (veuillez lire: 945) Millioune vir, iwwregens dee Budget mat deem héchsten Defizit an dëser Legislaturperiod. E Budget vu bal enger Milliard Defizit bei staarkem Wuesstum, da muss ee sech dach Froe stellen!

De Finanzminister an d'ganz Regierung soen am Fong, d'Statsfinanze wiere gesond. Bei enger Milliard Defizit ze schwätzen, datt d'Statsfinanze gesond sinn, dat ass net nozevollzéien. Et ass awer net nei, datt de Statsbudget defizitär ass. Am Fong, an den 80er an 90er Joren hate mer héich Iwwerschëss. Mir haten Iwwerschëss alt bis 30, 35 Milliarde Frang an engem Budget, déi mer dann duerno iwwer eng Resolutioun hei an der Chamber op déi verschidden Investitiounsfonge verdeelt hunn.

Mä vun 2003 u bis haut - et war iwwregens no enger grousser Steierreform - ass de Statsbudget defizitär ginn, mat Ausnam vum Joer 2007. 2006 an 2008 ware mer am Equiliber. Mä praktesch ëmmer war de Statsbudget am Defizit. An duerfir muss ee sech generell d'Fro stellen, wéi mer hei zu Lëtzebuerg Finanzpolitik maachen, wa mer iwwer Joren de Statsbudget bei enger héijer Konjunktur ëmmer am Defizit loossen, en Defizit, dee mer jo mussen integral iwwer Emprunte finanzéieren.

Fir d'Joer 2017, wou mer eis elo dra befannen, hate mer 851 Milliounen Defizit am Budget virgesinn. A mir kréien als Cofibu a Comexbu, als Kontrollkommissioun, all dräi Méint vum Finanzminister, vun de Verwaltungen d'Chifferen. Mir haten dat éischt Trimester, also bis de leschte Mäerz, en Defizit vu 87,9 Millioune vis-à-vis vun engem Defizit, deen op d'Joer virgesi war, vun 851 Milliounen. Eng äusserst positiv Entwécklung an den éischten dräi Méint.

No sechs Méint ass deen Defizit op 200 Milliounen eropgaangen, wat och nach ëmmer gutt ass vis-à-vis vun deem geplangten Defizit vun 851. An am drëtten Trimester, also de leschte September, ass en dunn awer nees bal explosiounsaarteg an d'Luucht gaangen, well en do vun 200 op 600 Milliounen an dräi Méint eropgaangen ass.

Wéi dat véiert Trimester ausgeet, wësse mer net. De Finanzminister huet eis awer de Moie gesot, datt dat véiert Trimester eng gutt Entwécklung wier an datt ee kéint domat rechnen, datt den Defizit am Joer géif ënner 500 Millioune falen. Dat heescht, deen Defizit vu 600 Milliounen, dee mer Enn September haten, dee géif erëm zréckgoen op ënner 500 Milliounen.

Et ass eis awer och gesot ginn, an ech mengen, dat sollt een hei fairerweis derbäisoen, datt d'Steierverwaltung exceptionnel Recetten elo gemaach hätt, wou, ech weess net, zwee oder dräi gréisser Betriber d'Dekonte réckwierkend gemaach hätten, wou 300 bis 400 Milliounen ausser der Rei erakomm wieren - sou ass et eis op jidde Fall emol an der Finanzkommissioun gesot ginn -, déi iwwregens contestéiert wiere vun deenen Entreprisen. Wann dat esou ass, si mer frou, datt den Defizit erofgeet, mä da wier

et eng eemoleg Recette, eng Recette ausser der Rei, op déi een net kéint an deenen nächste Joer tabléieren, wann een d'Progressioune rechent.

Et ass also kloer, an et muss een do och wëssen, datt mir als Finanzkommissioun a mir als Deputéiert net gewuer ginn, wivill Suen datt dann nach esou ausstinn. Wa mer déi Fro stellen, kréie mer keng Äntwert. Da kréie mer elo awer gesot, datt op ee Coup 300 bis 400 Milliioune solle réckwierkend encaisséiert gi sinn.

An duerfir ass meng Fro och un den Här Finanzminister, Här President, ob den Här Finanzminister eis ka soen, ob mer do nach méi eng grouss Mouk an de Betriber leien hunn, ob do nach weider Dekonten ze maache sinn a wat eventuell nach do vu Sue ka sinn.

Mir woussten och, virun enger Rei vu Joren, wéi mer nach besser finanziell dostoungen, datt mer grouss Reserven nach an de Betriber leien haten, wou d'Dekonten net gemaach gi waren a wou och kee gefrot huet, datt se sollten encaisséiert ginn, well dat eben eng zousätzlech Mouk war. An déi ass du relativ agefruer ginn, déi Mouk, wéi et de Statsfinanze méi schlecht gaangen ass. Duerfir wier et interessant, gewuer ze gi vum Här Finanzminister, ob do nach eng Mouk läit oder ob dat doten eng eemoleg Recette war, déi mer elo kritt hunn.

D'Evolutioun vum pluriannuelle Plang, Här President, gesäit vir, datt d'Statsfinanze sech géife bis 2021 ganz staark verbesseren. Dat gëtt awer praktesch an allen Avisen, déi mer zu dësem Budget kréien, a Fro gestallt. D'Zentralbank zum Beispill freet sech, wéi dat méiglech wier ouni nei méiglech Konsolidéierungmoossnamen, ouni datt mer eng Progressioun an der wirtschaftlecher Entwécklung hunn. Au contraire, d'Prognose weisen, datt déi soll zréckgoen. Den Emploi geet zréck, de Chômage soll uklammen, an d'Konklusioun vun der Zentralbank ass, datt am Fong eng Incohérence entre les scénarios fiscal et macroéconomique géif bestoen, dat heescht, datt d'Steieren, d'Finanzsituatioun géife besser ginn an all déi aner Tendenze géifen awer no ënne weisen.

Doriwwer eraus gesäit de pluriannuelle Plang vir, datt mer bis 2021 nach all Joers weider Emprunte mussen ophuele bis eng Milliard, fir de Budget an den Equiliber ze brengen. Mir wëssen, datt mer weider Risikoen hunn, déi kee ka genau aschätzen, déi eis awer bekannt sinn, déi och kënnen de Finanzsecteur treffen an domadder d'Statsfinanzen, a wou keen d'Konsequenzen haut ka genau wëssen.

Mir wëssen net, wéi BEPS sech genau auswierkt. Mir wëssen net, wéi op europäeschem Plang d'Konsequenze sinn, wann et géif eng Uniformisatioun gi vun den Assiettë bei der Gesellschaftssteier. Mir wëssen net, wéi et kënnt, ob et kënnt oder wéini datt et kënnt, datt d'Benefisser an deene Länner besteiert ginn, wou d'Benefisser och erwirtschaft ginn.

Mir wëssen, datt d'Fongenindustrie kann - ech soen „kann" - Problemer kréien, wat de Wuesstum ubelaangt, well an Zukunft d'Demanden oder en Deel vun den Demanden zu Paräis bei der ESMA musse gemaach ginn. Mir wëssen net, wat déi richteg Konsequenze vum Brexit sinn. Mir hoffen elo, datt mer eng Rei vu Finanzinstituter op Lëtzebuerg kréien. Mä mir wëssen net, wann England eng Kéier aus der EU eraus ass, wat fir eng Steierpolitik si da maachen a wéi wäit si sech un déi europäesch Richtlinnen dann nach wëllen halen oder net wëllen halen.

Mir wëssen och net, wéi et mam Tanktourismus weidergeet. A mir wëssen, datt haut am Europaparlament iwwert de Panama-Rapport diskutéiert gëtt, wou ënner anerem Lëtzebuerg erëm soll, laut verschiddene Leit, do op eng schwaarz Lëscht kommen. Sécherlech dréit dat net zur Renommee vun eisem Land an eiser Finanzplaz bäi.

Den E-Commerce ass vill diskutéiert ginn. Mir hunn eng Milliard verluer. Mä et muss een awer wëssen, an et ass de Moien och scho gesot ginn, datt, wéi mer deemools déi Steier hei agefouert hunn, keen am Fong wousst, datt dat esou en Erfolleg géif ginn. Well et ass fir d'Eischt jo ugaange mat manner wéi 100 Milliounen, déi mer erakritt hunn, also hate mer eng Progressioun iwwer siwe Joer op eng Milliard pro Joer Recetten. A mir hunn déi Milliard dunn dräi Joer kritt. Och dës Regierung huet nach am Ufank déi Milliard kritt. An déi ass dunn eben zréckgaangen. 2015 hu mer nach 554 Millioune kritt, 2016 383, 2017 84 an d'nächst Joer kréie mer nach 50 Milliarden (veuillez lire: Milliounen). An dann ass et mat där Freed vun der Steier vun dem E-Commerce eriwwer.

Wa mer dann iwwert d'Finanze schwätzen, schwätze mer ëmmer iwwert d'Finances publiques. An dat bréngt d'Leit dobaussen zum Deel op eng falsch Richtung, well d'Leit, mengen ech, net esou richteg d'Differenz verstinn, oder d'Mass vun de Leit net d'Differenz versteet, wa mer vum Statsbudget schwätzen a wa mer vun de Finances publiques schwätzen.

Et ass awer normal, datt eng Regierung léiwer iwwert d'Finances publiques schwätzt, well déi am Equiliber sinn. A bei de Finances publiques, muss ee wëssen, datt dat engersäits de Statsbudget ass, also den Zentralstat, datt dat d'Sécurité sociale ass an datt et d'Gemengen an hirer Totalitéit sinn, wéi déi an engem Exercice ofschléissen.

De Stat läit mat enger Milliard am Defizit, d'Sécurité sociale, a priori d'Pensiounen aus dem Privatsecteur, leie bei enger Milliard Benefiss. A wa mer dat dann ënnereneen austauschen, da si mer gesamt gesinn am Equiliber. Well d'Gemengen och nach e klengen Iwwerschoss maache vun 100, 200 Milliounen, da schreiwe mer souguer do schwaarz Zifferen. Mä dat gëtt, wann een dat net richteg erkläert, de Leit am Land d'Impressioun, wéi wann d'Finanze vum Land an der Rei wieren. Mä de Statsbudget, dat däerf een net vergiessen, ass weiderhin am Defizit, an et ass doriwwer, wou mer haut diskutéieren.

A fir deen Defizit eben ze decken, musse mer als Stat all Joers den Defizit iwwer Emprunte finanzéieren. Et gëtt net all Joers en Emprunt gemaach, mä et ginn Emprunte gemaach, déi dann e bësse méi héich sinn an déi dann d'Defiziter vun zwee oder dräi Joer decken.

Sou geet och d'Evolutioun an dëser Legislaturperiod ëm zwou Milliarden an d'Luucht. Et ass de Moie schonn hei gesot ginn: Dës Regierung huet déi dräi éischt Jore keen Emprunt brauchen ze maachen, wéinst der Regierung virdrun. D'CSV hat sécher net domat gerechent, datt se an d'Oppositioun géif kommen, dunn huet se geduecht: „Da kënne mer en décken Emprunt maachen, da sinn d'Defiziter vun den nächsten zwee Joer scho matfinanzéiert."

Et ass eben domm gaangen. Et ass eben domm gaangen! Do hat Der am Fong d'Defiziter vun der nächster Regierung matfinanzéiert an duerfir kënnen déi sech dann elo haut bretzen, si hätten an den éischte Joer keng Emprunte brauchen opzehuelen. Mä si hunn dunn eben 2017 een opgeholl, woumat se dann och eben elo den Defizit vum Budget 2018 am Prinzip mat ofgedeckt kréien.

Den Här Gramegna huet de Moie gesot, zwou Milliarden Emprunt, dat wier „räsonabel". Mäi Gott, jo, firwat net!? Firwat sollt een och eppes aneres soe wéi: „Et sinn zwou Milliarden, dat ass räsonabel", wann een Defiziter am Budget mécht? Dat ass eng gelungen Astellung - fanne mir! - vun engem Finanzminister, deen dat „räsonabel" fënnt, wann ee bei esou engem Wuesstum och nach muss zwou Milliarden zousätzlech léine goen.

De Conseil national des finances publiques huet a sengem Avis zum Statsbudget gesot, datt bei enger Politique constante d'Verschëldung sech an den nächste Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg am Stat géif dramatesch entwéckelen, an dat opgrond vun den Engagementer, déi de Stat haut scho geholl huet. An zwar géif dann den Defizit, deen elo haut bei 21% läit, 2033 bei 30% leien, 2043 bei 60% - dat ass jo déi Grenz, déi d'Kritären aus Europa eis virschreiwen -, an 2060 géife mer bei 161% leien. Dat wiere griichesch Verhältnisser!

Elo muss dat net antrieden. Mä souguer wann nëmmen d'Halschent géif vun deem antrieden, wat de Conseil national des finances publiques seet, wier et fir Lëtzebuerg eng dramatesch Situatioun. Et huet mech gewonnert, datt kee vun de Majoritéitsdeputéierten op déi Remarque aus dem Avis vun dem Conseil national des finances publiques zum Statsbudget agaangen ass. Hei ass ëmmer esou versicht ginn, just Zitater ze fannen, datt - am Abléck! - d'Finanze vis-à-vis vun den europäesche Kritären an der Rei wieren. Awer iwwert déi dote Perspektiven huet keen eppes gesot.

Une voix.- Richteg!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dann ass et och esou, datt mer d'Milliounen ni zréckbezuelen, oder déi Milliarden, déi mer léine ginn. Awer dat muss eng Kéier zréckbezuelt ginn. Wat maache mer elo? Ma mir maachen all Kéiers, wa se fälleg ginn, Refinanzementer, wou mer dann en neien Emprunt ophuelen an dann deen alen Emprunt, deen ofleeft, erëm zéng Joer weiderlafe loossen.

2019 kommen 200 Milliounen, déi fälleg ginn, 2020 zwou Milliarden, 2022 eng Milliard, 2023 zwou Milliarden, 2027 zwou Milliarden, 2028 750 Milliounen, alles Chifferen, déi mer haut scho kennen a wou mer an deene Budgeten, déi dann hei am Land sinn, an deene Joren eleng schonn erëm Emprunte mussen ophuelen, fir déi Milliarden do zréckzebezuelen. A wa mer dann de Plan pluriannuel kucken, dee seet dann, datt mer och an deenen nächsten - zumindest esou wäit, wéi mer elo sinn - fënnef Joer defizitär sinn, also musse mer och zousätzlech Emprunten ophuelen, fir eben en Defizit ze decken.

Mir sinn also elo an enger Etapp, wou mer ëmmer zwee Emprunten ophuelen: een, fir deen alen Emprunt ze refinanzéieren, an een, fir deen neien Defizit ze finanzéieren. A mir kommen domadder an eng Scholdespiral eran, wou et engem muss Angscht gi fir déi kommend Generatiounen, déi awer eng Kéier mussen déi Scholde bezuelen, well de Lëtzebuerger Stat haut seng Scholden net zréckbezilt. E bezilt kee Kapital zréck, e bezilt just Zënsen zréck. D'Kapital mussen eis Kanner an der Madamm Loschetter hiert Enkelkand zréckbezuelen, eng Kéier.

(Interruption)

Bei der Regierungserklärung vum 10. Dezember 2013 huet de Statsminister hei an der Chamber gesot iwwert d'Defiziter an d'Scholden am Statsbudget: „Si bedeiten, dass d'Zukunftschancë vun der jonker Generatioun a Gefor sinn, well duerch d'Scholden an d'Defiziter net méi genuch Moyenen do sinn, fir hir eegen Zukunft ze gestalten." A weider sot hien: „Mir hunn eng verdammte Flicht, déi Zuelen do ze redresséieren."

An déi „verdammte Flicht", déi gesäit dann esou aus bei dëser Regierung, datt se ugefaangen huet mat enger Milliard Defizit an datt se erëm ophält mat enger Milliard Defizit. Also déi „verdammte Flicht" hat absolutt keen Afloss op d'Finanzpolitik vun där Regierung, déi den Här Bettel presidéiert.

Zu de Fonge wollt ech näischt soen, mä well de Kolleeg Bodry awer de Moien hei d'Impressioun ginn hat, wéi wa mer 1,8 Milliarden Euro op de Fongen hätten, déi zwar bis 2020 op 1,5 Milliarde géifen erofgoen, muss ech dat awer erëm eng Kéier hei betounen: Ech hu virdru gesot, datt, wéi mer Plus-valuen haten, mer déi Plus-valuen op Fonge verdeelt hunn. An déi Sue sinn awer an d'Tresorerie eragaangen. An no an no, wéi d'Finanzsituatioun vum Stat méi schlecht ginn ass, hu mer d'Defiziter mat deene Suen aus der Tresorerie gedeckt an déi Sue waren op eemol alleguerte fort, mä déi „écriture administrative", wéi mer ëmmer gesot kréien, déi et wier, déi ass bestoe bliwwen. Haut stinn dann eben och nach ëmmer 1,8 Milliarden do. Mä et ass keen Euro méi vun deenen do!

Wann de Finanzminister déi misst weisen, da misst en zwou Täschen opmaachen, wou keen Euro dran ass. Ech hunn ëmmer gesot, bei der fréierer Regierung: „Et ass kee rouden a kee schwaarzen Euro dran." Haut kann ech derbäisoen: „Et ass och kee gréngen a kee bloen Euro dran. Et ass iwwerhaapt kee méi dran." Also solle mer net higoen an ëmmer nach vu Reserven op Fonge schwätzen, déi just um Pabeier stinn an déi awer an der Realitéit net do sinn.

Ech wëll dann och hei Vergläicher maachen, wat d'Steierrecetten ubelaangt tëschent de Betriber an de Persounen. D'Steierverwaltung huet eis en Dokument ginn am Kader vun dësen Debatten, wou se am Kader vum Pluriannuellen d'Entwécklung vun de Steierrecettë mécht, souwuel vun de Betriber wéi vun de physesche Persounen op de Gehälter an op de Pensiounen.

Bei der Kollektivitéitssteier bei de Betriber kréie mer laut der Steierverwaltung 2017 1.738.000.000 eran an 2021 1.861.000.000. Dat ass eng Progressioun iwwer véier Joer vu 7% bei der Kierperschaftssteier. A bei de Gehälter a Pensioune vun de physesche Persoune geet déi Progressioun vun 2017 vun 3.460.000.000 op 2021 op 5.035.000.000 an d'Luucht. Dat ass eng Progressioun a véier Joer vu 45%. Mir gesinn also, datt deen Equiliber tëschent der Betribsbesteierung an der Besteierung vun de Persounen, dee fréier am Fong ausgeglach war, ëmmer méi wäit auserneegeet. Dat ass och mat der Reform, an dat huet d'Steierverwaltung eis gesot, d'Steierreform wier an deenen Zuelen do mat berücksichtegt. Duerfir huet et mech de Moien e bësse gewonnert, wéi den Här Bodry hei geschwat huet a gesot huet, et misst een awer och emol kënnen iwwert d'Kapital- an d'Betribsbesteierung diskutéieren.

Ech stelle fest, datt an dëser Legislaturperiod d'Forschett tëschent der Besteierung vun de physesche Persounen a vun de Betriber esou wäit auserneegaangen ass, wéi se nach ni virdrun auserneegaangen ass, an datt opgrond vun där Steierreform se an deenen nächste véier Joer nach weider auserneegeet.

Ech erënneren nach eng Kéier dodrun: D'Betribssteier geet 7% an d'Luucht an déi vun de Persoune 45,5%.

Da muss een och wëssen, datt no der Steierreform d'Steierverwaltung d'Avancen net ugepasst huet un déi nei Barèmen. Dat wëllt och domat heeschen, datt mer dëst Joer méi Avancen erakréien am Verhältnis zu den Dekonten an datt domadder d'Dekonten dann och d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer kënne méi kleng ausfalen. Och dat muss mat berücksichtegt bleiwen, well d'Avancë wéi gesot net un d'Steierreform ugepasst si ginn.

Iwwert den Zukunftsfong, Här President, schwätze mer hei all Joers. An et ass ëmmer erëm schéin, deen Austausch, dee mer hei maachen, wann d'Majoritéit seet, si géif dat fir eis Kanner maachen. Et ass hei gesot ginn, datt se géifen all Joers 50 Milliounen op d'Säit leeën a mir hätten am Ableck 183 Milliounen do an déi Spuerbéchs geluecht a mir géifen d'nächst Joer nach eng Kéier 50 Milliounen huelen, fir datt dann eis Kanner eng Kéier, wa se déi bräichten, eng Mouk op der Säit hätten.

Mä mir vergiessen, eise Kanner awer ze soen, datt mer déi Suen, déi mer haut an déi Spuerbéchs leeën, léine ginn! Well et ass jo e Bestanddeel vum Defizit. A wa mer d'nächst Joer 240 Milliounen oder 250 Milliounen op der Säit hunn, da kënne mer zu deene Kanner soen: „Mir hunn elo 250 Milliounen hei op der Säit, a mat deenen 250 Millioune kënnt der déi 250 Milliounen, déi mer Schold gemaach hunn, fir déi Suen ze kréien, fir an d'Spuerbéchs ze leeën, zréckbezuelen." Et ass also glat a guer näischt geschitt! Et ass also eng Bauernfängerei, fir no baussen ze soen: „Mir maachen e Spuerbuch", wa mer dat mat Emprunte finanzéieren, a mat deem Spuerbuch kënne se dann eng Kéier d'Emprunten zréckfinanzéieren.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Mä esou domm sinn d'Baueren net.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Bauere sinn net esou domm. Déi wëssen dat, mä hei wëlle se dat maachen, an d'Leit am Land falen och dorobber net méi eran.

D'Investitioune sinn op engem héijen Niveau. Prozentual gesinn ass den Niveau iwwer Jore konstant vis-à-vis vum PIB. Et ass also keng Progressioun, et ass an absolutte Chifferen eng Progressioun, mä et ass natierlech esou, datt d'Regierung ëmmer tëschent den absolutte Chifferen an dem Prozentsaz deen Deel hëlt, dee se am beschten arrangéiert. Hei seet d'Regierung: „An absolutte Chifferen investéiere mer méi." Mä wa se et prozentual gesot hätt, dann hätt se misse soen: „Ma d'Investitioune bleiwen op deemselwechten Niveau a si gi souguer laut dem pluriannuelle Plang an den nächste Joer zréck."

Mä firwat brauche mer déi héich Investitiounen? Ma och, well mer deen héije Wuesstum hunn a well mer ebe quasi haut net méi nokomme mat den Infrastrukturen, fir déi ze finanzéieren.

Et ass elo grad vu menger Virriednerin hei gesot ginn, mä ech wëll dat awer nach eng Kéier soen an deem heiten Zesummenhang: d'Entwécklung vun der Awunnerzuel. Eis Ziffere ginn e bëssen auserneen, mä dat mécht der Kaz kee Bockel, et hat wahrscheinlech een en anert Dokument kritt, well dat Dokument, wat mir kritt hunn, wat och public ass, wat och vun offizieller Säit ass, dat seet am Fong, datt mer vun 1900 bis 1970, also 70 Joer, gebraucht hunn, fir ëm 100.000 Leit hei am Land ze wuessen. Duerno vun 1970 bis 2000 hu mer 30 Joer gebraucht, fir ëm 100.000 Leit ze wuessen. Dunn hu mer 13 Joer gebraucht, fir ëm 100.000 Leit ze wuessen. An elo si mer tëschent 7 an 8 Joer, fir ëm 100.000 Leit ze wuessen.

Et muss een also wëssen: fir 100.000 eng Kéier 70 Joer, 30 Joer, 13 Joer, 7 Joer. Do muss ee sech dach awer Froe stellen, a wat fir eng Entwécklung mer do ginn. A wat dat als Konsequenz huet, brauch ech jo kengem heibannen ze soen. Mir si permanent amgaangen, iwwert d'Konsequenzen ze diskutéieren, awer mir schwätzen net iwwert d'Ursaachen. An et sinn d'Ursaachen, firwat datt mer momentan an där Situatioun sinn, déi wichteg sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Och d'Aarbechtsplazen an enger Legislaturperiod: 60.000 nei Aarbechtsplaze schafe mer hei am Land. 60.000 Aarbechtsplazen!

Den Här Gramegna huet d'lescht Joer owes, wéi en de Budget fir 2017 deponéiert huet, op RTL gesot: „Mir hunn dëst Joer Gott sei Dank 15.000 Aarbechtsplaze geschaaft", dat war d'lescht Joer beim Depot vum Budget, „an hoffentlech schafe mer der d'nächst Joer erëm 15.000." Dunn hunn ech geduecht: „Entweder hunn ech elo näischt verstanen oder hien huet näischt vu qualitativem Wuesstum verstanen."

An och haut kréie mer erëm eng Grafik heihinnergeluecht, wou gesot gëtt: „Mir hu 60.000 Aarbechtsplaze geschaaft." A wat dat als Konsequenze matbréngt, ass net gesot ginn. Well wa mer kucken, mir hu 60.000 Aarbechtsplaze geschaaft, a mir kucken dann d'Entwécklung vum Chômage! An der Grafik vum Finanzminister, do ass dat, wat ech elo grad gesot hunn doriwwer, ob een absolutt Chifferen hëlt oder Prozentsätz: Dat eent geet heiansdo besser, et arrangéiert ee besser. De Finanzminister huet Prozenter genannt. En huet gesot: „D'Prozenter, déi gi weider erof, 2017 op 5,8%", an dunn huet en opgehalen. Wann en awer gekuckt hätt a sengem pluriannuelle Plang: Do gi se duerno erëm erop op 6,9%. Mä soubal wéi d'Prozenter negativ gi sinn, huet en opgehalen, iwwert d'Prozenter ze schwätzen.

Mä wa mer d'absolutt Chifferen awer kucken a mir kucken och do vun Oktober 2013 bis Oktober 2017, also déi véier Joer, wou elo dës Regierung am Amt war, dann hate mer am Oktober 2013 17.500 (veuillez lire: 17.516) Leit am Chômage a 4.545 a Beschäftegungsinitiativen, en Total vun 22.061 Leit. A wa mer elo den Oktober 2017 kucken, dann hu mer der 20.913, also ëm 1.100 (veuillez lire: 1.148) Leit ass et zréckgaangen. Gott sei Dank ass et zréckgaangen!

Mä wa mer dat an d'Verhältnis setzen: 60.000 nei Aarbechtsplazen an ëm 1.100 Leit ass de Chômage zréckgaangen, en ass nach ëmmer op 21.000, da muss ee sech Froe stellen, wat mer falsch maachen.

An, Här President, wann een dann och nach weess, datt mer e klenge Maquillage gemaach hu vun deene Chifferen, well mer an deene leschte Joer nach e puer Honnert Leit, déi an der ADEM gemellt waren, déi invalid waren, mä awer nach als Demandeur d'emploi ageschriwwe waren, dunn einfach an d'Pensionskeess eriwwergesat hunn! Wa mer déi géifen erausrechnen, da géife mer souguer ënner 1.000 Leit falen, déi manner op der ADEM ageschriwwe si vis-à-vis vu viru véier Joer.

En anert Argument sinn d'Pensiounen. Doriwwer ass schonn diskutéiert ginn. Mä ech wëll dat awer och hei nach eng Kéier kloer soen: Mir mussen eis alleguer bewosst sinn, wa mer Perspektive maachen iwwert de wirtschaftleche Wuesstum, iwwert d'Scholden, iwwert d'Finanzen, iwwert d'Entwécklung vun der Populatioun, dann ass dat ëmmer zum Deel an eng Glaskugel gekuckt a mir wëssen ni, wéi et richteg ass, virun allem, wa mer wäit kucken, bis 2050, 2060. Well wa mer 40 Joer zréckkucken, hätt och kee gewosst, wéi et haut hei am Land ausgesäit.

Mä eent steet fest: Mir wëssen haut awer schonn, wivill Leit 2060 an der Pensioun sinn. Dat sinn déi Leit, déi haut schaffen. Dat kann een also genau ausrechnen. Déi Leit sinn dann an de Chifferen. Dat ass net an d'Glaskugel gekuckt. An da seet de System eis, wa mer eben haut 170.000 Pensionären hunn - dat ass de Chiffer vun 2015, et ass de Rapport vun der IGSS, déi dee gemaach huet, dat waren d'Chiffere vun 2015 -, wa mer 170.000 Leit an der Pensioun hunn, dann hu mer der 2060 ronn 500.000 an der Pensioun. A mir mussen dann 850.000 Aktiver hunn, also dat Duebelt vun Aktive mussen hei am Land schaffen, wéi se haut schaffen, a mir mussen dat Duebelt vun der Populatioun hunn, wéi mer se haut hei hunn, déi am Land schafft.

A wann da Leit soen: „Mir wëllen net iwwert d'Pensioune schwätzen", dann ass dat irresponsabel vis-à-vis vu kommende Generatiounen, well mer wëssen, wou d'Evolutioun higeet.

An de Finanzminister huet de Moien och kloer gesot, mir hunn hei diskutéiert - wat richteg ass! -, datt mer héich Reserven hunn: 4,5-mol d'Joresdepensen als Reserv. Dat ass enorm. Et huet kee Land op der Welt dat. Mä et huet awer och kee Land op der Welt déi Entwécklung vum Aarbechtsmaart a vun der Populatioun gehat an och domadder déi Nofolgekäschten ze droen, wéi mir se hunn. An duerfir musse mer déi hunn.

An de Finanzminister huet haut de Moie gesot, datt déi Reserven eis nach bis 2040 bréngen. Dat ass net méi laang an engem Pensiounssystem, wa mer wëssen, datt 2040 déi Reserven um Enn sinn, a mir wëssen, wat mer 2060 elo scho vu Leit an der Pensioun hunn. Duerfir musse mer doriwwer diskutéieren a mir mussen de Courage hunn, zesummen driwwer ze diskutéieren.

An ech sinn och iwwerzeegt,…

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …wa mer mat de Leit am Land doriwwer schwätzen, datt d'Leit bereet sinn, driwwer ze diskutéieren. Mir mussen och de Courage hunn, fir de Leit ze soen, wéi d'Finanzsituatioun ass. Wa mir de Leit ëmmer nëmme soen, et wier alles a Botter, och wa mer Defizit maachen, et wier alles gutt hei am Land, mir hätten alles am Grëff, dann ass et jo normal, datt d'Leit soen: „Ma da kënne mer jo nach kréien."

D'Gewerkschaften, wéi de Finanzminister déi leschte Kéier gesot huet: „Et ass erëm alles an der Rei", sinn den Dag drop mat Fuerderunge schonn erëm komm.

Mä et muss een de Leit d'Wourecht soen! Et muss een de Leit d'Wourecht soen: datt mer d'Finanzen net am Grëff hunn, datt mer am Defizit sinn, datt mer e Problem bei de Pensioune kréien. Da sinn d'Leit bereet, och doriwwer ze diskutéieren. D'Lëtzebuerger si keng Egoisten, déi haut iwwer hir Verhältnisser wëlle liewen op Käschte vun hire Kanner. An do kommen ech och nach derzou. Mä mir mussen als Politiker de Courage hunn, fir doriwwer mat de Leit ze diskutéieren, da sinn ech och iwwerzeegt, datt mer hei kënne Léisunge fannen.

An da geet et net, wéi da verschidde Majoritéitsdeputéierter…, woubäi ech muss soen, datt d'Madamm Lorsché haut awer och déiselwecht Konklusioune gezunn huet.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Oh,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Madamm Loschetter! Ech muss mer e Schëld dohinnerstellen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Här Reding, Dir léiert et net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, kann ech wann ech gelift e Schëld dohinnerkréien? Soss, ech weess net!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wat géif dat, wa mer dat elo zu 20 géife soen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Madamm, ech weess elo net, ob et meng Schold ass oder, Madamm Lorsché, Är Schold, datt ech ëmmer op Iech kucken an d'Madamm Loschetter mengen. Iergendwéi ass de Wuerm hei am Eck.

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass, well et d'Nopeschgemeng ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, da gëtt direkt gesot vun de Sozialisten: „Ah, wëllt Dir Pensiounskierzunge maachen oder de Pensiounsalter an d'Luucht setzen?"

Neen, dat wëllt keen. Ech ënnerstelle kengem heibannen, datt e wëllt Pensiounskierzunge maachen oder de Pensiounsalter an d'Luucht setzen. Mä mir mussen eis zesumme Gedanke maachen, wéi mer dee System laangfristeg gemaach kréien, fir datt en iwwerlieft a fir datt déi kommend Generatiounen net dorunner wierklech Riseproblemer kréien.

An da loosse mer och éierlech sinn! Wa mer vu Pensiounskierzungen oder Pensiounsalter schwätzen: D'Pensiounsreform, déi mer 2012 am Dezember hei gestëmmt hunn, déi den 1. Januar 2013 a Kraaft getratt ass, ma déi huet de Pensiounsalter ëm dräi Joer eropgesat! Dat war eng CSV/LSAP-Regierung!

Mir hunn de Projet deemools matgestëmmt. Mir hunn e matgestëmmt, well mer gesot hunn: „Et ass e Projet, wou keen et am Fong spiert, datt mer lues a lues Upassunge maachen." A mir hunn, wa mer éierlech sinn, Pensiounskierzungen do gestëmmt, 2013! Well wann een haut mat 60 Joer an d'Pensioun geet, kritt een net méi déiselwecht Pensioun, wéi ee se 2013 kritt hätt. Et muss een e puer Méint méi laang schaffe goen. An an 20 Joer muss een dräi Joer méi laang schaffe goen, fir déiselwecht Pensioun ze kréien, déi ee virun 2013 mat 60 Joer kritt huet.

Also kommt, mir halen op, fir direkt ze soen: „Da ginn d'Pensioune gekierzt oder den Alter geet erop."! Dat hu mir schonn an engem Gesetz vun der leschter Regierung gemaach, wat den 1. Januar 2013 a Kraaft getrueden ass.

Mä et sinn alles Konsequenze vun deem stramme Wuesstum, genausou gutt wéi d'Stauen. Do brauch ech net vill driwwer ze schwätzen. Ech mengen, jiddweree vun eis erlieft dat all Dag. Si gi méi grouss. Soss war et moies an owes, elo ass et scho praktesch iwwert dee ganzen Dag. Et ass net nëmmen en Emweltproblem - well wivill CO_2 gëtt do ausgestouss, wann do 10.000 Autoe stonnelaang am Dag am Stau stinn? -, et ass en ekonomesche Problem fir d'Entreprisen, deenen hir Betribsautoe stonnelaang am Stau stinn, déi dat da matverrechnen. An da mussen déi Leit, déi eben déi Leeschtung bruecht kréien, eben dat matbezuelen.

Den Transport- oder den Nohaltegkeetsminister, de François Bausch, huet elo kuerz gesot: „Mir sti virum Kollaps." Ech hu gesot: „Oh vreck, hei! Elo kënnt hien och dorop, datt mer virum Kollaps stinn, nodeem datt mer elo véier Joer e Rekordwuesstum gemaach hunn, wou runner hie maassgeeblech bedeelegt ass. Elo kuerz viru Chrëschtdag oder Niklosdag stellt hie fest, datt mer hei am Land virum Kollaps stinn, wat de Verkéier ubelaangt."

Hien ass wahrscheinlech elo deen Éischten am Land, deen dat gemierkt huet...

(Interruption)

...an déi 100.000 Leit, déi all Dag drastinn, am Stau, do hat nach keen dat gemierkt! Duerfir huet hien dat elo emol missen eng Kéier ganz kloer soen.

De Logement ass och e Problem vun deem staarke Wuesstum. An der Regierungserklärung huet de Statsminister 2013 gesot, wéi en eng Rëtsch vu Moossnamen ugekënnegt huet, zum Schluss vu senger Presentatioun: „Jonk Leit a Famillje sollen eng fair Chance op en Daach iwwert dem Kapp kréien. Well Wunnen ass e Recht an dierf kee Privileeg bleiwen!"

A wat stelle mer elo no véier Joer fest? Ass dat haut net e Privileeg, fir sech kënnen hei zu Lëtzebuerg nach eng Wunneng ze bauen? Sinn d'Präisser an dëser Legislaturperiod net all Joer, wierklech all Joer ëm 5%, 6% souwuel bei dem Akafe wéi bei der Locatioun, an d'Luucht gaangen?

Mir hunn haut déi héchste Präisser, déi mer jeemools hei haten. Et ass wierklech e Privileeg, wann een haut nach kann hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng kafen. An doriwwer ass awer näischt geschitt. Wat huet dës Regierung dann Opweises am Logement?

(Interruptions)

Une voix.- Si hunn d'TVA erhéicht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Resultat ass, se hunn d'TVA erhéicht. Si hunn et nach méi deier gemaach. Si hunn eng Ministesch am Sënn vum Wuert an d'Wüüst geschéckt.

(Hilarité générale)

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si hunn Direkteren a Presidenten een nom aneren…, et weess haut kee méi, wien iwwerhaapt nach do eppes ze soen huet, esou séier si se ausgewiesselt ginn!

An de Kolleeg Max Hahn, deem mir dat mussen héich urechnen, deen huet d'lescht Woch, den 11. Dezember (veuillez lire: de 6. Dezember), hei an der Chamber gesot am Kader vun der Debatt iwwert d'Subventioun vun de Loyeren: „D'Situatioun um Wunnengsmaart ass dramatesch."

Besser hätt ee Politiker vun der Majoritéit a vun der DP, där hire Minister och nach zoustänneg ass fir de Logement, d'Resultat vu véier Joer Aarbecht vun dëser Regierung net kënnen dokumentéieren.

Här President, och d'Posten an der Fonction publique, déi mer haut massiv eropsetzen - 1.000 d'lescht Joer, dëse Budget 1.000 -, ass och eng Konsequenz vum stramme Wuesstum. Wa mer esou vill Leit, esou vill Betriber bäikréien, dat muss geréiert gi vun enger Verwaltung. Duerfir brauche mer esou vill Leit.

Wa mer haut net méi Leit genuch am Enseignement hunn, fir Schoul ze halen, datt elo d'Pensionären erëm mat erugezu ginn, dann ass dat och eng Konsequenz vum stramme Wuesstum. A wa mer en zweete Prisong hu misse bauen, dann ass dat och eng Konsequenz vum stramme Wuesstum. A wa mer elo 300 Leit brauchen, fir an dee Prisong, fir deen ze geréieren, an d'Regierung fënnt keng Lëtzebuerger méi, datt se seet: „Elo musse mer Netlëtzebuerger huelen, fir do d'Iwwerwaachung am Prisong ze maachen", dann ass dat och eng Konsequenz vum stramme Wuesstum.

A wa mer hei eng Diskussioun hunn, déi zwar iwwerflësseg wier, näämlech iwwert d'Burka, wann d'Regierung direkt eis Proposition de loi akzeptéiert hätt, déi jo en Avis vum Conseil d'État hat an d'Kopie ass vum Gesetz, wéi et a Frankräich ass, a wat esou gutt ass, datt d'CSV et esou mat ofgeschriwwen huet… A well mir eng Opposition formelle krute fir eis Proposition de loi an d'CSV awer och gutt ofgeschriwwen huet, huet si och déi Opposition formelle vum Statsrot kritt, déi awer liicht ze behiewen ass.

Mä well d'Regierung gemengt hat, si misst eppes Besseres erfannen, eppes Onméigleches, wou all Mënsch vu Rëmeleng bis op d'Wämperhaart de Kapp…

(Interruption)

…am Land gerëselt huet, huet si sech véier, fënnef Opposition-formellen agehandelt.

Här President, mir haten nogefrot, ob et net eng Statistik géif ginn, Här President, vun den Opposition-formellen. Ech mengen, dës Regierung huet sech a véier Joer méi Oppositionformellen agesammelt, wéi mer der déi 40 Joer virdrun hei am Land zesummekritt hunn.

Dat beweist och d'Qualitéit…

(Brouhaha et interruptions)

Dat beweist…

(Interruption par M. Pierre Gramegna)

Neen, dat beweist d'Qualitéit vun dëser Regierung. Dat beweist d'Qualitéit vun dëser Regierung, well se Proposition-de-loie (veuillez lire: Avisen) kritt, wou bis zu 20 Opposition-formellen dra sinn. Dat war eppes, wat… Fréier war eng Opposition formelle eng Exceptioun! Haut ass et d'Regel! Haut ass et eng Exceptioun, wann e Projet de loi erëmkënnt a keng Opposition formelle am Avis steet.

Här President, dat Wuert „qualitative Wuesstum", dat gëtt hei ëmmer diskutéiert. A mir haten och duerfir den 3. Dezember 2015 als ADR hei eng Interpellatioun, wou mer iwwert de qualitative Wuesstum geschwat hunn a wou och Konsens bestanen huet, datt duerno misst all Kéiers eng Impaktstudie gemaach gi bei gréissere Betriber.

Mä wann ech da kucken: Wat ass qualitative Wuesstum, wann de Finanzminister houfreg ass, wann en all Joers 15.000 Aarbechtsplaze ka schafen? Wa mer e sozialisteschen - ech betounen „sozialisteschen" - Wirtschaftsminister hunn, deen duerch d'Welt bei d'Milliardäre reest, deelweis a korrupt Regimmer reest an zu deene seet: „Kommt mat Äre Milliarden op Lëtzebuerg! Ech suergen derfir, datt Der net vill Steiere braucht zu Lëtzebuerg ze bezuelen."

Ass dat deen neie Sozialismus?! Ass dat dee Sozialismus, deen dann hei seet: „Mir mussen eppes beim Mindestloun maachen!", awer vergiess huet, elo an dëser Legislaturperiod eppes ze maachen, an elo just virun de Wahlen op eemol erëm un déi kleng Leit denkt?! Mä deen (veuillez lire: deem säi Minister) awer ferm duerch d'Welt gereest ass, fir de Milliardäre Milliarde vu Steiergeschenker zoukommen ze loossen?!

Fir de qualitative Wuesstum, hate mer gesot, géife mer eng Impaktstudie maachen: E grousse Betrib, wat brauch deen un Energie, u Waasserverbrauch? Wat fir eng Leit brauch en? Wat fir eng Formatioun? D'Konsequenzen op d'Mobilitéit, op d'Stauen, op de Wunnengsmaart, op d'Investitioun, déi de Stat an d'Gemenge musse maachen, op d'Steierrecetten, déi de Stat vun esou Betriber kritt.

A Google ass ee vun deene Betriber, wou mer déi Fro kënne stellen! Uganks dëses Joers, am Fréijoer, hunn de Wirtschafts- an de Statsminister sech iwwerschloen. Deen ee war e bësse méi séier wéi deen aneren, fir der Natioun matzedeelen, datt Google eventuell op Lëtzebuerg kéim. Mä dunn huet ee laang näischt méi héieren. A virgëschter sinn déi zwee dann awer elo zesumme virun d'Press getratt, fir ze soen, datt Google eng Optioun op en Terrain vu 34 Hektar geholl huet. Ob dat elo positiv ass, wa Google kënnt, oder negativ, ob dat an de Kader vum qualitative Wuesstum passt oder net, kann ech net soen, well mir hunn als Deputéiert keng Donnéeë bis haut kritt.

Vill Mëttel- a Klengbetriber hei am Land hu sech natierlech d'Fro gestallt: Wéi ass et méiglech, datt een 30 Hektar, 34 Hektar op der grénger Wiss ka vun haut op muer fannen, a wa Mëttel- a Klengbetriber Terrainen a Plaze sichen, dann dauert et jorelaang a jorelaang, fir datt se iwwerhaapt keng Plaz kréien?

Ech hunn den 28. Juli eng Question parlementaire un de Wirtschafts- an un de Finanzminister gestallt, wou ech gefrot hunn: Ass eng Impaktstudie gemaach gi bei Google, sou wéi de Wirtschaftsminister dat hei am Dezember virun zwee Joer versprach hat? Ass gekuckt ginn, wat et vu Konsequenzen huet op den Aarbechtsmaart, den Transport, d'Energie, d'Emwelt, d'Steierrecetten?

Här President, Dir wësst et genausou gutt wéi ech: Et huet zwee an en hallwe Mount gedauert, du krut ech eng Äntwert op meng Question parlementaire, an ech géif déi kuerz Äntwert resuméiere mat de Wierder: „Bla, bla"!

(Hilarité)

Méi stoung am Fong net an där Äntwert dran. Ech hunn dunn den 11. Oktober dem President vun der Chamber nach eng Kéier e Bréif geschriwwen an ech sot, ech géif dogéint protestéieren, ech hätt gären Äntwerten op meng Froen. An de Chamberspresident huet dann och deeselwechten Dag der Regierung - iwwert de Minister vun de Relatioune mam Parlament - weidergeschriwwen, si sollt déi Fro un déi zoustänneg Ministere ginn, «afin qu'ils fournissent une réponse complète à la question parlementaire». Dat war den 11. Oktober.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Haut si mer den 13. Dezember! Här President, ech hunn nach ëmmer keng Äntwert. Elo ass dat scho véier an en hallwe Mount hier, wou dës Regierung mir net op meng Froen äntwert. Véier an en hallwe Mount! An da wëllt déi schwätze vun enger nohalteger Entwécklung! Da kommen déi heihinner a soen, si géifen Impaktstudie maachen, wann ee grousse Betrib kënnt! No véier an en hallwe Mount hu mir nach keng Äntwert kritt! Et ass e Skandal! Dat ass e Skandal, wat eng Regierung sech vis-à-vis vun engem Parlament erlaabt!

An Däitschland sinn déi Gréng virun engem Joer bei d'Bundesverfassungsgeriicht gaangen, well d'Regierung den Deputéierten net op hir Froe kloer geäntwert huet. An d'Bundesverfassungsgeriicht huet decidéiert, datt eng Regierung muss op all Fro, zumindest an Däitschland, äntwerten, ob se bequeem oder onbequeem ass, an datt se sech net kann hanner Betribs- oder Steiergeheimnisser mat vagen Dénger verstoppen, fir keng Äntwerten ze ginn.

Bei deene Froen, déi ech hei gestallt hunn, hunn ech net gefrot: Wivill Steiere bezilt Google? Ech hu just gefrot: Gëtt mat Google e Ruling gemaach, a wa jo, wéi gesäit deen aus?

Dat ass kee Steiergeheimnis, dat ass e Recht vun Deputéierten a vun enger Effentlechkeet, fir dat gewuer ze ginn! An duerfir muss ee sech gelunge Gedanke maachen, wann eng Regierung refuséiert, engem Parlament dës Froen ze beäntwerten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech muss awer nach e puer Wierder iwwer eis gréng Kolleege verléieren,...

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, très bien!

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...well se elo kuerz virum Kollaps stinn.

Dat solle se net perséinlech gesinn: Si hunn d'Land domadder gemengt!

Mä hu mir da schonn eng Kéier eng Legislaturperiod gehat, wou mer méi Wuesstum hate wéi an dëser Legislaturperiod, wou mer méi Aarbechtsplaze geschaaft hu wéi an dëser Legislaturperiod, wou mer méi Awunner bäikritt hu wéi an dëser Legislaturperiod, wou d'Staue méi grouss gi si wéi an dëser Legislaturperiod, wou méi zoubëtonéiert ginn ass wéi an dëser Legislaturperiod?! An hu mer déi gréng héieren? Hu mer déi gréng héieren?!

Google kritt 30 Hektar!

M. Roy Reding *(ADR).*- Gréngfläch!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gréngfläch! Dat ass esou grouss wéi eng Schmelz am Süden, wéi d'Schëfflenger Schmelz. Wéi d'Schëfflenger Schmelz ass dat! An déi ginn an enger Kéier total zoubëtonéiert! Total op der gréngер Wiss zoubëtonéiert!

Hu mir bis haut ee Gréngen héieren, deen dogéint eppes gesot hätt?! Nö!

(Interruption)

Kënnt Der Iech erënneren, d'Autobunnen... D'nächst Woche stëmme mer... Neen, muer stëmme mer nach e Projet, wou mer eng Autobunn bauen. Vun engem grénge Minister, eng gréng Rapportrice. Dës Kéier ass et d'Madamm Lorsché.

(Hilarité)

Här President, hu mir schonn eppes héiere vun deenen? Kënnt Der Iech erënneren, wéi mer op der Saarautobunn gesot hunn: „Do muss eng Tankstell hikommen."? Wat fir een Opstand! déi gréng souzen zu Remerschen an der Wiss eng Pressekonferenz ze maachen! Da fuert elo emol op Esch an da kuckt Der do tëschent Leideleng a Féitz, wat do fir e gewaltegt Lach an d'Natur gemaach ginn ass, fir eng Tankstell ze bauen!

Fréier ware se géint d'Autobunn, haut seet de Minister Bausch emol net méi: „Mir bauen eng Autobunn", oder: „De Stat baut eng Autobunn." Neen: „Ech bauen eng Autobunn", seet en!

(Hilarité)

Dat ass eng formidabel Entwécklung! Awer Beem mussen ewechgemaach ginn, ma da gi se ëmgeluecht! Awer de Bësch muss geréckelt ginn, ma da gëtt en ëmgeluecht! A wann eng Wiss muss zoubëtonéiert ginn, ma da gëtt se zoubëtonéiert.

An de Witz ass: Dee Ministère heescht „Nohaltegkeetsministère". Doriwwer kann een nëmme laachen! Et sief! Dat eenzegt Nohaltegt, wat un deem Ministère ass: Et ass nach ni esou vill nohalteg gréng Wiss mat Bëton zoubëtonéiert ginn. Dat ass dat Eenzegt, wat nohalteg an dëser Regierung ass!

An duerfir sinn ech, Här President - dat ass meng éierlech Meenung awer elo -, der Iwwerzeegung, egal wéi déi nächst Regierung ausgesäit an egal wien dran ass, ob dat d'CSV mat de Sozialisten, mat der DP, mat deene Gréngen, oder mir mat der CSV sinn, egal wien: Et muss ee gréngen Nohaltegkeetsminister an déi Regierung kommen,...

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...well soss geet dee ganze Kaméidi erëm lass!

(Hilarité)

Mir hunn et jo gesinn! Si waren am Stater Gemengerot nach net een Dag an der Oppositioun, dunn hu se eng Pressekonferenz gemaach! An iwwer wat hu se sech opgereegt? Ma iwwert de Wuesstum an der Stad Lëtzebuerg,...

(Hilarité)

...deen net genuch berücksichtegt gi wier an där ganzer Diskussioun am Schäfferot. An dobäi, mengen ech, waren awer och déi gréng elo zwielef Joer am Stater Schäfferot. De Ban de Gasperich: Wie soll deen decidéiert hunn hei an der Stad Lëtzebuerg, wat eng eenzeg Katastroph gëtt? Waren déi gréng do net derbäi? Een Dag an der Oppositioun: Patsch! 180 Grad! Elo ginn erëm Pressekonferenze gemaach an elo gëtt erëm an all Quartier an der Stad manifestéiert.

Duerfir, kommt, mir kucken, datt mer zumindest ee Gréngen als Nohaltegkeetsminister och an der Zukunft an der Regierung hunn! Wat war dat dach esou roueg an esou flott elo déi véier Joer. Et konnt gebaut ginn, wou mer wollten.

(Hilarité)

Et war keng Diskussioun. An och de Mouvement écologique huet sech anscheinend opgeléist, well vun deem héiert een näischt méi. Also, et ass dach eng Situatioun, wéi mer eis se ni konnten erdreemen. Kommt, mir kucken, datt mer dat onbedéngt bäibehalen!

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss zum Schluss kommen.

Une voix.- Dat ass awer schued.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass schued!

(Hilarité)

Et ass schued, mä och ech muss mech un d'Reglement halen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Gutt, dass Är Kolleegen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, meng Kolleegen hu gesot, ech kéint schwätzen,...

(Brouhaha)

...soulaang wéi mer Zäit hätten.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- … keng Zäit méi!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A maacht Dir Iech net ze vill Gedanken ëm meng Kolleegen. Mir gi gutt eens.

D'Rapportrice, de Finanzminister an och d'Deputéiert vun de Majoritéitsparteien, déi haut schonn hei defiléiert sinn, hunn alleguerte wëlle wierklech ënnerstréichen, datt dat heite kee Wahlbudget wier: „Et ass kee Wahlbudget hei." An dräi Véierels vun der Zäit, déi se hei geschwat hunn, hu se soss näischt gesot, wéi: „Mir hunn dëst gemaach, mir hunn deem heiten dat ginn, deen doten huet dat kritt an deen heite kritt dat, an deen dote kritt dat. An d'nächst Joer kritt nach deen doten dat."

Mä et ass kee Wahlbudget. Datt elo zoufälleg hannendrun do Wahle kommen, duerfir kënne si jo net!

(Hilarité)

Dat ass viru fënnef Joer nun eemol eben eng Ausgangspositioun gewiescht. Mä dat heiten ass absolutt kee Wahlbudget. Et ass e Budget fir d'Zukunft.

Mä ass et e Budget fir d'Zukunft? Jo, et ass ee Budget fir d'Zukunft, an zwar een, deen déi zukünfteg Generatiounen hypothekéiert. Et ass ee Budget, dee weider op stramme Wuesstum setzt, deen d'Problemer ëmmer méi grouss mécht, deen d'zukünfteg Generatioune weider wäert hypothekéieren.

An ech sinn iwwerzeegt, an dat hunn ech virdru jo schonn hei gesot, wann ee mat de Leit am Land schwätzt: D'Leit sinn hei zu Lëtzebuerg keng Egoisten. Wann ee mat de Leit schwätzt an et mengt een, et kéint ee mat Wahlkaddoe Mais hei fänken, Leit fänken, Stëmme fänken… Wahlkaddoen, déi mer iwwer Emprunte musse finanzéieren... An deene Leit, déi déi Kaddoe kréien, deenen hir Kanner an Enkelkanner, déi mussen déi zréckbezuelen!

Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Lëtzebuerger verstänneg genuch sinn an net esou egoistesch sinn a soen: „Ech hätt nach gäre weider, a meng Kanner mussen dat dann eben zréckbezuelen." Wann een de Leit d'Wourecht seet: D'Leit sinn och bereet, en anere Wee matzegoen. An dëse Budget geet doudsécher an déi falsch Richtung! An duerfir fënnt en eis Zoustëmmung mat 100%eger Iwwerzeegung net!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dann dervun aus, dass ech déi zwee aner Kolleege ka sträichen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Den Här Gibéryen war esou perfekt, da kënnt Der mech sträichen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, dann huet elo den Här David Wagner fir déi Lénk d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. «Une fois n'est pas coutume» wäert ech och der Rapportrice Merci soe fir hire Rapport. Et ass net all Dag, datt eng ehemoleg Klassekomerodin de Budgetsrapport mécht.

Plusieurs voix.- Aah!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An eng Frau! Et ass richteg. An ech mengen, esou einfach ass dat guer net. An et ass och bestëmmt net einfach, de Bilan vun dëser Regierung ze verteidegen.

(Hilarité)

In cauda venenum.

(Hilarité)

Här President, et ass net déi éischte Kéier, datt de globaliséierte Kapitalismus an enger Kris stécht an däischter Wolleken iwwert d'Welt schwiewe léisst. Am leschte Jorhonnert sinn doduerch zwee Weltkricher ausgebrach. Et weess een net, wéi et an nächster Zäit wäert ausgesinn, mä d'Zukunft gesäit guer net esou roseg aus.

Am Mëttelorient spillen d'USA erëm eng Kéier mam Feier mat der unilateraler Unerkennung vu Jerusalem als Haaptstad vun Israel, wat selbstverständlech nëmmen zu enger Opleenung vun de besatene Palästinenser féiere kann, wat Tel Aviv mam Asaz (veuillez lire: woumat Tel Aviv den Asaz) vu brutaler Hightechgewalt kéint justifizéieren.

Den Alliéierte vun den USA an Israel an dëser Géigend, Saudi-Arabien, schéngt sech op e Konflikt mat der anerer Groussmuecht an der Géigend, dem Iran - engem Alliéierte vu Russland - virzebereeden, andeems de jonke Prënz Salman de Stat putschaarteg säubert.

China geet sengen Ambitiounen no.

Japan erlieft eng Well vun Nationalismus an denkt iwwert d'weider Oprüstung effektiv no.

D'USA suergen dann och derfir, datt de Regimm zu Pjöngjang - alliéiert mat China - mat illusoresche Menacë bei Wäitem säi Gewaltpotenzial, a wahrscheinlech och Gewaltwëllen, iwwersteigt.

De russesche Regionalimperialismus huet seng Komplexer vis-à-vis vun engem deklinéierenden US-Weltimperialismus ofgebaut, deen awer erëm verstäerkt versicht, e Fouss a Latäinamerika ze setzen an all Form vu Sabotage vu Länner, déi him widderstinn, ze ënnerstëtzen.

Dobäi ginn d'Interesse vun de multinationalen Entreprisen net vergiess: Wéi d'Mueden am Speck suerge se derfir, datt de räichste Kontinent, Afrika, weiderhin deen äermste bleift.

D'Europäer versichen dann och nach patheetesch, eng Arméi opzebauen, fir dat, wat si als hir Interessen op der Welt ugesinn, ze verteidegen.

Déi éischt Wirtschaftsmuecht, Däitschland, läit awer zënter Wochen am politesche Koma, well d'Nowéie vun Hartz IV a Bëllegloun fir d'„Exportwunder" sech politesch iwwersat hunn an en Trupp vun Drëtt-Räich-Nostalgiker an de Bundestag geschéckt gouf.

De UK dëmpelt viru sech hin. D'Tories klammere sech un d'Muecht mat der Hëllef vun nordireschen nationalisteschen Extremisten.

An d'Schotten hunn d'Flemm mat London, genausou wéi d'Katalanen d'Flemm mat Madrid hunn an et Spuenien, entgéint deem, wat behaapt gouf, sozial net besser geet.

Dat ass och de Fall a grousse Länner wéi Italien, wat sech ëmmer méi enger Bankekris rapprochéiert.

An nach just d'Sorella latina, Frankräich, wankt erstaunlecherweis net ze vill, mä et weess een net, bis wéini d'Fransousen dem Macron, dem „président des riches", nokucke wäerten, wéi laang hien de Robin Hood vun de Räiche spillen däerf.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et muss een och nach iwwer Griichenland e puer Wierder verléieren. D'Situatioun bessert sech net a Griichenland. An dat war och deemools esou gewollt vun dëser Regierung. An dat däerf een net vergiessen.

Wien da mengt, datt de prognostizéierte Wuesstum vum FMI eng Consolatioun wier, deen huet nach net verstanen, datt Wuesstum bestëmmt keen Indikator vun allgemengem Wuelstand fir d'Mënschen ass. Do kann e sech soulaang ameséieren, wéi ee wëllt, Projektioune bis an d'Joer 2060 ze maachen! Dat wier, wéi wann een 1910 Projektiounen op 1952 gemaach hätt. An dertëscht, wéi mer wëssen, ass eppes geschitt.

Ech sinn zwar e grousse Fan vu Science-Fiction, allerdéngs wa se gutt ass. Den Isaac Asimov, deen hat en Epos geschriwwen, dee sech iwwer 20.000 Jore Mënschegeschicht gezunn huet. An ech mengen, deen ass wahrscheinlech och méi kredibel gewiescht wéi déi, déi hei zu Lëtzebuerg versichen, wéi de Conseil national des finances publiques, Projektiounen ze maachen, well, ech mengen, et geet net ëm neutral Projektiounen, mä politesch Hannergedanke spillen derhannert.

Do gëtt versicht, de Leit anzetriichteren, datt mer spuere mussen, wa mer weiderhin eise Sozialsystem bäibehale wëllen. Dat ass déi al ofgelutschte Kamell vun der sougenannter „gëllener Regel". A wat gëtt dorënner verstanen? Am Prinzip ass et eng Regel, déi gesetzlech oder souguer verfassungsrechtlech festgeluecht ka ginn, fir d'Ausgabe vun engem Stat ze limitéieren. Dat kléngt gutt, nom Motto „da ginn d'Suen net aus der Fënster gepucht", mä a Wierklechkeet ass et strikt an der neoliberaler Logik, fir ëffentlech Investitiounen ze drosselen a souguer derfir ze suergen, datt demokratesch gewielte Volleksvertriedungen net esou investéiere kënnen, wéi si et fir richteg halen.

Déi gëlle Regel ass awer souwisou op eng gewëssen Aart a Weis Realitéit ginn, Stéchwuert „solde structurel" an „objectif à moyen terme", wou d'Memberstate vun der EU gebiede sinn, Bréissel matzedeelen, wéi wéineg se investéieren, fir déi ekonomesch onsënneg Spuerregelen anzehalen an d'„Bréisseler Buchhalter", wéi de Mitterrand gesot hätt, ze befriddegen.

Wat ass dee Solde structurel? Minus 0,5% oder plus 0,5%? Et geet jo drëms, fir ze soen, wat dann um Enn manner oder méi an engem Budget muss dra sinn, well meeschtens gëtt dat jo och net onbedéngt erkläert. Mä et ass a Wierklechkeet eng Spuermesure, déi der ëffentlecher Hand, also der Regierung an natierlech der Chamber, also der Bevëlkerung, déi wiele geet, virschreift, wéi vill drënner oder driwwer ëffentlech investéiert däerf ginn.

Natierlech kritt een dann eng bonne Note vun de Bréisseler Rechen-Michien. Et kritt ee souguer e Leckerli vun de Ratingagencë vun de Banken, déi jo bekanntlech immens gutt wirtschaften an ni eng weltwäit Finanzkris provozéiert hunn. An d'Regierung däerf dann och mam Schwanz wedelen a soen: „Et geet alles gutt, well d'Banken hunn eis den Triple-A ginn."

Mä den Triple-A ass keen Zeugnis vu guddem Wirtschaften. Et ass eng bonne Note, déi e Stat vun de Finanzmäert kritt, well e brav gefollegt huet, fir da kënnen op de Finanzmäert léinen ze goen. D'Leit mussen dobausse wëssen, datt mir hei an dëser Chamber net méi déi grouss Linne festsetzen, mä datt mer an engem Mechanismus sinn, national an europäesch, deen an de grousse Linne vun de Finanzweltmäert diktéiert gëtt.

Mir däerfen dann natierlech e puer Proffen astellen, en Tram bauen an eis Infrastrukturen e bëssen ausbauen. Awer net ze vill! Grad esou vill, datt d'Land net total ënnergeet. Ëmmerhi si jo och d'Leit vun der Finanzplaz frou, wa se eis nach relativ gutt Infrastrukture benotze kënnen, déi gréisstendeels vun de schaffende Leit finanzéiert goufen. Well dat ass jo och eng aner Wourecht!

Et sinn déi schaffend Leit, déi produktiv Leit, déi de Gros vun de Recettë bäisteieren. Dat muss een och wëssen, well déi, déi d'Lektiounen erdeelen, wéi gewirtschaft soll ginn, dat sinn déi, déi am mannsten zur Wirtschaft bäidroen. Eng Realitéit zu Lëtzebuerg ass déi, datt et beim Budget iwwerhaapt schwéier ass erauszekréien, wat d'Hierkonft vun de Steieren ass: Wéi eng ekonomesch Secteure bezuele wivill Steieren op Benefisser? Wéi eng Bäiträg komme vun de ganz héije Léin? Wéi setzt sech den Ertrag aus Kapitalsteieren zesummen?

Een Hiweis krute mer deemools, virun e puer Joren am Kader vun der Steierreform, dee Kompendium, deen un d'Press geleakt gouf. Dorauser konnt een erausliesen, datt d'Proportioun zuongonschte vun de Stéit par rapport zu de Betriber louch a läit. Du koum d'Steierreform, mat där sech gebretzt gëtt. Do ass groosso modo jiddwereen an alles entlaascht ginn, dat an Zäiten, wou den Nachholbedarf riseg ass, wat d'Infrastrukturen ugeet.

Mä wien ass am meeschten entlaascht ginn? Well d'Äntwert ass kloer: D'Betriber sinn entlaascht ginn. Natierlech, d'Léin sinn entlaascht ginn. Allerdéngs, déi héich Léin, kann een awer soen, profitéieren eendeiteg méi wéi de Gros vun den anere Léin, quitte datt déi ganz ënnen och profitéieren.

Déi 10% Léin, déi am héchste leien, dat sinn déi Léin, déi am meeschte vun den Entlaaschtunge profitéiert hunn. Dat heescht, datt insgesamt d'Steierreform zu enger Ëmverdeelung vun uewen no ënne gefouert huet, an net zu enger Ëmverdeelung zugonschte vun der Aarbecht, vum Kapital zugonschte vun der Aarbecht gefouert huet. Well dorëms misst et jo goen.

Viru Joren hu mer dann och gesinn, wéi einfach et war, eng Mesure Stock-Options anzeféieren, fir d'Salairë vun héije Kaderen ze defiskaliséieren. Et ass ganz schnell gaangen, duerno souguer iwwer Circulaire. Et ass ganz schnell gaangen, mat engem Déchet fiscal vu gudden 200 Milliounen Euro d'Joer. Dat sinn déi Suen, déi eis déi héich Kadere kaschten.

Et däerf een net vergiessen, datt et oft déiselwecht héich Kadere sinn, déi och d'Soen hunn a Patronatsorganisatiounen an doctement erklären, woufir et irresponsabel wier, de Mindestloun ze erhéijen. Déi, déi all Méiglechkeet ausnotzen, fir hir héich Revenuen a Salairë maximal ze defiskaliséieren, sinn och oft déi, déi mengen, datt Aarmer ze räich sinn.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- De Mindestloun huet den Aarbechtsminister kuerz virun de Wahlen erëmentdeckt, obwuel en nach viru Kuerzem géint eng Erhéijung vum Mindestloun war, zumindest zweemol, wéi mir als déi Lénk Motiounen hei deposéiert hu fir eng Erhéijung vum Mindestloun, wou de Marc Baum derfir geschwat hat a wou den Här Minister Schmit erklärt huet, firwat dat hei elo net méiglech wier.

Et kéint een natierlech soen: «Mieux vaux tard que jamais.» Mir gesinn dat awer elo guer net esou, well mir fannen et, éierlech gesot, irresponsabel, wann eng Partei - d'LSAP - iwwer zwou Legislaturperioden den Aarbechtsminister stellt, wann deen Aarbechtsminister systematesch all Fuerderung an dës Richtung ofgewisen huet, wann deen elo kuerz virun de Wahle kënnt, datt de Mindestloun misst erhéicht ginn - wat natierlech wouer ass, an dat zënter Joren! Mä wann een elo eelef Méint virun de Wahlen domadder kënnt, dann ass awer mat dëser Fro gespillt ginn. A vu datt et an eisen Ae Wahlpropaganda ass, heescht et wuel, datt déi Fuerderung net richteg iwwerluecht war.

Souguer an der LSAP si se sech net esou richteg eens: Soll et direkt kommen oder soll et progressiv kommen?

D'Erhéijung vum Mindestloun ass esou wichteg…

(Interruption par M. Claude Haagen)

Jo, bon, wann een d'Press liest.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Wësst Der, et ass esou nei, datt Dir iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun schwätzt, datt mer net esou richteg wëssen, a wat fir eng Richtung et geet.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, maacht keng Zwigespréicher an de Sall eran! Här Haagen, sidd esou gentil! Här Wagner, Dir hutt eleng d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech bessere mech.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir hätte sollen nach eng Kéier eng drëtt Motioun u sech deposéiere fir d'Erhéijung vum Mindestloun. Dat hu mer vergiess ze maachen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dat steet Iech ëmmer fräi.

(Interruption par la présidence)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Mir wollten Iech net ze vill quälen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Allez!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dir sidd fein.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir si fein.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dann haalt direkt op!

Plusieurs voix.- Ooh!

(Hilarité)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Bodry!!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Esou fei si mer och net, Här Bodry.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Bodry! Här Wagner, Dir hutt eleng d'Wuert a loosst Iech net duerchernee maachen!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mä bon. Et misst een awer och soen: Déi, déi de Géigendeel mengen, datt hei zu Lëtzebuerg keng Mindestlounerhéijung misst geschéien, deene rode mer awer, emol ee Joer mam Mindestloun ze liewen hei zu Lëtzebuerg - ouni Reserven! - an e Loyer ze bezuelen. Déi sollen emol eng Kéier kucken, ob dat wierklech ze héich ass, ob et wierklech kee Problem ass, fir deen ze erhéijen (veuillez lire: oder ob een deen erhéije misst).

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An éierlech gesot: Wann ee scho bedenkt, datt de Mindestloun esou niddreg ass, da muss een dat natierlech a Verbindung setze mat den Immobiliepräisser. An dat muss een an d'Perspektiv setze vun den 113.800 Mënschen hei zu Lëtzebuerg, déi vun der Aarmut menacéiert sinn. Dat si bal 20% vun de Leit.

Mir hu scho méi wéi eng Kéier gesot, datt de Stat massiv a Wunnenge soll investéieren. 6.500 Wunnenge pro Joer misste gebaut ginn, fir d'Präisser iwwerhaapt ze stabiliséieren. Mam Retard vum Bau muss een déi Zuel souguer op 8.000 (veuillez lire: 8.500) steet sou an der Virbereedung eropsetzen. Et ginn der awer net méi wéi 3.500 gebaut. De Retard gëtt also ëmmer méi grouss. D'Caritas beziffert donieft de Bedarf u Sozialwunnengen op 30.000.

Wat deen heite Budget betrëfft, do ginn d'Ausgabe fir de Logement ëm 19% erop. Fir déi Joren duerno ass dann awer nach just eng méi kleng Progressioun virgesinn. Bis 2021 sollen 12% méi an de Logement investéiert gi wéi nach 2018.

Wann ee weess, wéi héich d'Nout ass, wat de Logement ugeet, da kann een nëmme soen, datt dës Investitiounen eng Drëps op de waarme Stee sinn. Datselwecht gëllt d'ailleurs fir d'Budgetsposte bei de Gemengen, well déi stagnéieren och, wat d'Wunnengen ugeet. An dat huet natierlech och domadder ze dinn, datt vill Gemengen hir Verantwortung net iwwerhuelen an a Wierklechkeet ganz wéineg selwer bauen.

Mir wëssen och firwat. An dat huet net mat de Finanzen ze dinn, well de Stat hinne 75% zréckbezilt, mä déi Gemengeverantwortlech traue sech net, well se sech vläicht och iwwerleeën, a si mengen et vläicht och, datt gewësse Wieler net frou wieren, wa se - tëschent Guillemeten - „Sozialwunnengen" do hätten. Dat ass u sech a Wierklechkeet deen trauregen Hannergedanken!

Nach e Wuert zu de Gemengen, zemools am Kontext vum Komplex Wuesstum, Logement a Mobilitéit. Et wier gutt, wann déi Parteien, déi an der Regierung oder an der Oppositioun sinn an déi zu Recht der Meenung sinn, datt ee muss oppasse mam Wuessen, well mer dat net méi packen, wann déi Parteien, zemools an der Haaptstad oder an de grousse Südgemengen, an de Ballungszentren, net de Géigendeel géife maache vun deem, wat se priedegen, wa se bis am Schäfferot sinn.

Ech mengen, viru Kuerzem nach, virun zwou, dräi Wochen, huet den aktuellen Transportminister an der Commission du Développement durable gemengt, datt d'Stad ni Demandeur gewiescht wier, fir esou vill Aarbechtsplazen an der Stad unzezéien. Ech ka mech awer erënneren un eng Zäit, wou ech och am Gemengerot nach virdru souz a wou deeselwechten Transportminister Finanzschäffe war an der Stad a wou en och eis Motiounen zu enger Erhéijung vum Hiewesaz vum Impôt commercial zréckgewisen huet a weiderhin dee ganz niddregen Taux wollt bäibehalen.

An därselwechter Kommissioun huet hie gesot, d'Stad wier ni Demandeur gewiescht. An en huet a Wierklechkeet eng aner Politik bedriwwen, fir justement Aarbechtsplazen an d'Stad unzezéien. Dat huet natierlech duerno en Impakt op den Transportchaos. Et regelt sech natierlech net alles duerch den Hiewesaz vun der Gemengesteier. Mir wëssen dat. Mä et ass natierlech eng Méiglechkeet, fir dat schonn e bëssen ze steieren, a souwisou brëngt et och Rentréeë mat, an déi kéimen och ville Gemengen zegutt.

Mä de Problem ass, datt dat jo anscheinend och eng Moud gëtt an anere Gemengen, gréissere Gemengen. Esch, zum Beispill, wëllt anscheinend och deen Taux erofsetzen. Anscheinend och Déifferdeng. Ech weess net, ob dat stëmmt. Mä ech mengen, ech géif deene Gemengen an deenen alen oder neie Majoritéiten dovunner ofroden, fir dee Wee ze goen. Zemools wann ee grad seet, datt ee muss mam Wuesstum oppassen, da soll een och op lokalem Plang kohärent sinn.

Madamm Presidentin, ech hunn déi grouss Chance, an der Stad kënnen ze liewen an ze schaffen. Dat soen ech elo net op eng lokalchauvinistesch Aart a Weis an net nëmmen, well ech awer tatsächlech gären an der Stad liewen, mä ech hunn déi Chance, well ech net brauch moies an den Zuch ze klammen, wou ech net weess, ob e matzäiten ukënnt, ob et iwwerhaapt ugekënnegt gëtt, wann e Retard kritt a wéi vill Retard e kritt.

Ech hunn dann och d'Chance, net mussen als Alternativ an den Auto ze klammen, fir am Stau op der Autobunn an d'Stad schaffen ze kommen. Mä immens vill Leit, ëmmer méi Leit hunn déi Chance net.

Den Transportminister seet sech selwer vum ongebremste Wuesstum erausgefuerdert a sengem Schreiwes am Sozialalmanach vun 2017. Ech zitéieren: „(…) es führt kein Weg daran vorbei, den infrastrukturellen Rückstand - bedingt durch die überdurchschnittlich starke wirtschaftliche Entwicklung der letzten 30 Jahre - aufzuholen." 30 Joer neoliberal Wirtschaftspolitik - fixéiert op d'Finanzplaz, steierlech Entlaaschtunge vu Multinationallen a Groussverdénger an d'Schafe vu materiellem Wuesstum -, déi de Profitt virun de Mënsch stellt.

A mir hunn den Androck tatsächlech, datt weider net dorauser geléiert gëtt. Well et muss ee jo awer och soen: Zu Recht huet de Virriedner gefrot, wann ee sech déi Google-Affär e bëssen ukuckt, wéi schnell do elo op eemol Terrain mobiliséiert gëtt, wat mat deem Terrain geschitt, wat fir eng Steiere bezuelt ginn, wat fir eng Energie verbraucht gëtt, wa bis eng Kéier op deem Terrain eppes geschitt, wat fir e Waasser soll verbraucht ginn an esou weider an esou virun. Op eemol geet dat ganz schnell. Vläicht gouf dat e bëssen improviséiert, wéi den Här Wirtschaftsminister zu San Francisco war, vläicht e bëssen euphoresch war, esou e grousst Déier ze gesinn an him eppes virgeschloen huet.

Mä et ass wierklech erschreckend ze gesinn, datt et immens schwéier ass, zu Lëtzebuerg Wunnengsterrainen ze fannen, iwwerhaapt eppes ze mobiliséieren. Mä fir eppes relativ Onklores duerchzesetzen, wou ee sech wierklech muss Froe stellen - wat et fir Steiere brëngt, wat fir eng Aarbechtsplaze geschafe ginn, wat fir en Impakt et op d'Ëmwelt kritt -, dat geet ganz einfach! An do ass d'Regierung ganz zefridden domadder. Mir fannen dat ganz komesch.

Och wa sech awer mëttlerweil eppes an der Mobilitéit beweegt, esou dréit sech de Réckstand awer vu Joer zu Joer mat weider, well grad a puncto Wuesstumsentwécklung keen Ëmdenke stattfënnt an och kee Paradigmewiessel a puncto Wirtschaftspolitik.

Bei engem Wuesstum vu 4%, dee weiderhin unhält an all Joers Dausende Leit méi an d'Land zitt an d'Awunnerzuel vergréissert, ass et schwéier virstellbar, mat dësem Investitiouns- a Planifikatiounsrhythmus op ee gréngen Zweig vun der Mobilitéit ze kommen.

Den Tram war e gréissert Investissement a setzt d'Weiche fir eng modern a méi nohalteg Mobilitéitsentwécklung, déi sech awer leider nëmmen op d'Stad an hir Peripherie limitéiert. Fir e Südtram wier kee Potenzial do, trotz gréissere Besoine vun der Vernetzung vun de Südgemengen an hirer noutwendeger Verbindung mam Zentrum.

Als Alternativ zum Tram op Schinnen oder Pneue gëtt de BHNS-Bus bewäert, deen no un d'Performance vum Tram soll erukommen. Fir dës Busser gëtt och eng separat Pist op der A4 ageriicht als nohalteg Expressverbindung. Och d'A3 soll op dräi Spuren ausgebaut ginn, fir de Wuerentransport a Richtung Containerhub Beetebuerg-Diddeleng méi einfach ze maachen an d'Entwécklung vum Logistiksecteur ze ënnerstëtzen.

Bei dësen Infrastrukturprojeten handelt et sech ëm eng Tëscheléisung ouni Nohaltegkeetsfacteur, an deenen den ëffentleche Persounentransport eng Niewefro bleift.

Madamm Presidentin, ëmmer méi Leit fuere mam Zuch. 2017 waren et der 23 Milliounen. D'CFL huet och dëst Joer hiren héchsten Ëmsaz gemaach mat 13,5 Milliounen, woubäi de Pünktlechkeetstaux am Schnëtt weider erofgeet, well sech déi technesch Pannen accumuléieren. E massiivt Investissement an d'Erneierung vum Zuchmaterial, d'Opstocke vum Ersatzmaterial a vu Maschinnen, déi fir de Persounentransport bestëmmt sinn, ass néideg.

Trotz gréisseren Investissementer an de Schinnentransport bleift och weiderhin de Fokus vum Transport um motoriséierten ëffentlechen Transport an um Auto. An dat féiert zum Ausbau vum Stroossennetz. D'Vergréisserungskäschte vun der A3, 356 Milliounen, leien no beim Gesamtbudget vun 305,8 Milliounen, déi de Stat 2016 an de Beräich vun de Schinneninfrastrukturen investéiert huet.

Madamm Presidentin, wann ee scho beim Budget ass: Mir hu festgestallt, datt den ëffentlechen Transport ëmmer méi néideg ass, ëmmer méi gebraucht gëtt, wat u sech eng gutt Saach ass. E gëtt vun de Leit gebraucht, fir schaffen ze goen, déi en iwwerdeierte Loyer bezuele mussen.

Mir mengen, datt et héich Zäit gëtt, datt d'Mobilitéit, déi jo hei esou groussgeschriwwe gëtt, net méi op de Portmonni schléit.

Dofir, Madamm Presidentin, wëlle mir eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung oprifft, de ganzen ëffentlechen Transport - Tram, Bus, Schinnen - endlech gratis ze maachen. Dat wier näämlech en Invest an den ëffentlechen Transport a vläicht och eng kleng Kompensatioun fir all déi Schwieregkeeten, déi zemools d'Leit, déi mam Bus musse fueren, fir all Dag schaffen ze goen, musse matmaachen. Dat wier wéinstens nach eng kleng Kompensatioun an et wier natierlech héchstwahrscheinlech och ze bezuelen.

Motion 1

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg,

considérant

- la volonté affichée du Gouvernement de développer davantage le réseau des transports publics au Luxembourg;

- la mise en service du premier tronçon du tramway au Kirchberg et des nouveaux arrêts de trains de Howald et de Pfaffenthal-Kirchberg;

- l'attrait croissant de la population pour les transports publics et notamment les transports en commun sur rails;

- les obligations européennes du Luxembourg en matière de lutte contre le réchauffement climatique;

- que le secteur des transports est responsable de 55,4% du CO_2 émis au Luxembourg et qu'une baisse nette des émissions prescrite par les obligations précitées va de pair avec une transition du transport individuel vers les transports en commun;

- le niveau d'encombrement préoccupant du réseau routier luxembourgeois notamment à cause de l'augmentation constante du trafic individuel motorisé;

- les efforts budgétaires importants consentis au développement continu des réseaux routiers luxembourgeois;

- qu'en 2016 le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale s'élevait à 19,7% au Luxembourg;

- que la gratuité des transports publics constituerait un allègement financier important pour les personnes et ménages menacés par la pauvreté et l'exclusion sociale;

- que certains groupes de la population, dont notamment les jeunes jusqu'à l'âge de 20 ans accomplis et les étudiants jusqu'à l'âge de 30 ans accomplis, jouissent déjà aujourd'hui de la gratuité des transports publics;

- que d'autres groupes de la population, dont notamment les personnes âgées de 60 ans et plus, jouissent d'un tarif réduit des transports publics;

- que les recettes générées par la vente de billets et d'abonnements ne représentent qu'une proportion infime des coûts globaux des transports publics;

- qu'un renoncement aux recettes précitées serait compensé à long terme par une baisse de l'impact négatif de la pollution et du bruit sur la santé humaine et l'environnement;

invite le Gouvernement

à introduire la gratuité universelle des transports publics luxembourgeois.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

Ech hunn d'Motioun op mengem Pult vergiess. Ech ginn Iech se herno, Madamm Presidentin. Si gëtt souwisou muer, mengen ech, ugeholl oder och net ugeholl, awer op jidde Fall diskutéiert.

Madamm Presidentin, Lëtzebuerg wiisst a mat deem Wuesstum wuessen och d'Besoine vun der Bevëlkerung fir en effikasse Service public. Dofir brauch een och Beamtinnen a Beamten, déi hirer Aarbecht a gudde Konditiounen nogoe kënnen an och gutt bezuelt ginn.

De Stat zu Lëtzebuerg an d'Gemenge funktionéieren nach ëmmer gutt. Do brauch ee sech net ze schummen. Dat géif net goen ouni d'Personal, dat fir de Service public schafft. Mä et muss ee sech awer froen, wéi et méiglech ass, datt gewësse Carrièren am Private lues a lues méi interessant gi wéi am Ëffentlechen. Dat ass zum Beispill de Fall bei den Ingénieurs techniciens oder bei der Steierverwaltung.

Et muss ee sech och soen, datt d'Regierung mat der 80/80/90-Regelung an den dräi Stagejoren net zur Attraktivitéit bäidréit, zemools wann ee bedenkt, datt déi méi Jonk betraff sinn, déi scho mam deiere Liewen hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn.

Verschiddener mengen, et wier alles am Botter. Mä wien nach an enger reeller Aarbechtswelt ass a se net an deene leschten 30 Joer verlooss huet, weess, datt et net méi esou ass.

Engersäits muss een natierlech kucken, wéi de Stat an d'Gemengen astellen an awéifern een d'Prozedure vläicht och moderniséiere soll. Mä anerersäits muss ee sech gutt iwwerleeën, zesumme mat de Betraffene vun all Corps de métier vum ëffentlechen Déngscht, wou et happert a wou soll verbessert ginn a wou och soll opgebessert ginn.

D'ëffentlech Hand däerf op kee Fall hir Missiounen dem private Business iwwerloossen, wéi dat zum Beispill de Fall ass an der Kannerbetreiung, mat de Salairen, déi mer och kennen.

An à propos ëffentlech Hand, Madamm Presidentin: De Sonnden ass mat groussem Pomp den Tram inauguréiert ginn. Mir waren ëmmer derfir a mir hunn ëmmer gesot, datt den Tram en Deel ass vun engem integréierten ëffentlechen Transportsystem. Leider ass et awer esou, datt schonn Onmutt herrscht bei de Leit, déi fir LuxTram schaffen, an am Januar sollen éischt Verhandlunge stattfanne fir de Kollektivvertrag.

LuxTram ass eng privat Gesellschaft. Mir waren deemools dergéint. Mir waren der Meenung, datt den Tram misst ëffentlech bedriwwe ginn. Elo ass et awer esou, datt d'Personal an der Gehältercarrière vum privaten Transport ass. Allerdéngs ass et awer och esou, datt ëmmerhin d'LuxTram-Societéit an ëffentlecher Hand ass: 70% Stat an 30% Stad Lëtzebuerg. Dofir si mer der Meenung, datt et la moindre des choses misst sinn, datt d'Proprietairë vu LuxTram op d'Doleancë vum Personal aginn.

Dat ass eng Fro vu Respekt. Dat ass eng Fro vu Qualitéitssécherung. A mir wëssen, datt am Transportsystem, datt an den Transportmëttele Sécherheet groussgeschriwwe muss ginn. Mä wann dat esou ass, da mussen déi Leit, déi fir den Tram schaffen, och korrekt behandelt ginn, korrekt Aarbechtszäiten hunn, keng maximal Amplitudë vun 13 Stonnen, wat deemno wéi relativ geféierlech ka sinn, zemools wann ee weess, datt déi Leit jo och mussen heemfueren.

Dofir si mer och der Meenung, datt d'Regierung misst an déi Richtung handelen. An dofir deposéiere mer och eng Motioun hei, fir datt d'Regierung bei den Negociatiounen, déi dann am Januar wäerte stattfannen, sech derfir asetzt, datt d'Personal vu LuxTram och korrekt bezuelt a behandelt gëtt. Datselwecht gëllt fir déi zweet Motioun, Madamm Presidentin, si läit dohannen, Dir kritt se herno nach.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- ayant appris que le règlement intérieur de la LuxTram S.A. prévoit pour les conducteurs et conductrices du nouveau tram une amplitude journalière maximale de 13 heures et une rémunération correspondant au secteur privé de la branche idoine;

- considérant qu'avec un trajet aller-retour domicile-lieu de travail de l'ordre de deux heures, il restera à ces salarié-e-s seulement neuf heures pour leur vie familiale, sommeil compris;

- insistant que le transport public est une mission fondamentale de l'État et de la Ville, dont la charge et la responsabilité leur incombent et qu'une amplitude de 13 heures risque de mettre en péril la sécurité des passagers du tram;

- rappelant que l'État est copropriétaire de LuxTram conjointement avec la Ville de Luxembourg;

- sachant que la direction de LuxTram a été chargée d'engager des négociations collectives à partir du mois de janvier 2018;

invite le Gouvernement

- à s'opposer à toute politique de dumping social dans la société LuxTram;

- à adopter lors des négociations collectives une position allant en direction des revendications des salariés et de leurs représentations syndicales et de faire en sorte que salaires et conditions de travail s'alignent sur ceux de la fonction publique;

- à tenir la Chambre des Députés au courant concernant l'état d'avancement de ces négociations.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

Madamm Presidentin, dës Regierung ass an hirer Budgetspolitik do virugefuer, wou déi al opgehalen hat: mat engem weidere Spuerpak. D'Statsfinanze wiere schlecht an dofir misste mer alleguerten elo de Rimm méi enk zéien. Mat den 258 Mesuren aus dem Spuerpak sollen och d'Depensë vum Stat reduzéiert ginn. Dat ass och geschitt.

Mä wann ee sech d'Budgetszuele vun de leschte Joren ukuckt, da stécht awer ee Beräich eraus, wou d'Depensë sech an dëser Legislatur trotz Spuerpak insgesamt verduebelt hunn an, wann ee sech de pluriannuellen Horizont 2021 ukuckt, sech souguer verdräifache sollen. Dëse Posten ass net dee vum Logement, et ass och net dee vun der Educatioun, mä et ass dee vun der Arméi, dee sech zum gréissten Deel bei den Depensë vum Ausseministère erëmfënnt.

Mir wësse jo, datt zemools esou e Land wéi Lëtzebuerg onbedéngt immens vill investéiere muss a seng grouss a glorräich Arméi.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Waren et 2014, also am éischte Budget, nach insgesamt 118 Milliounen Euro, déi beim Ausseministère fir d'Defense ageschriwwe waren, esou sinn et der elo 262 Milliounen. An 2021 sinn esouguer 321 Milliounen un Ausgaben eleng beim Ausseministère virgesinn. Dëst kënnt ënner anerem aus den Obligatiounen, déi Lëtzebuerg am Kader vun der NATO agaangen ass, fir d'Militärausgabe laangfristeg op 2% vum PIB unzesidelen. Natierlech, mir wëssen, och wann dës Regierung dat Zil zu Recht zréckweist, huet si sech awer bis 2020 engagéiert, den Undeel vu Militärdepensë vun 0,4% op 0,6% an d'Luucht ze setzen, an déi Joren duerno ëmmer erëm jeeweils ëm 0,05% weider.

Als déi Lénk stelle mir dës Politik a Fro. Mir mengen, datt et weder dem Land nach der Welt hëlleft, wa mer eis un enger geckeger Oprüstungsspiral bedeelegen. Mir mengen och net, dat hu mer scho gesot, datt et Lëtzebuerg weiderbréngt, wa mer elo e militärindustrielle Militärkomplex opbauen oder eng Nischepolitik maache mat méiglechst villen ekonomesche Retombéeën, déi riskéieren, eis enges Daags wéi Bommen op de Kapp ze falen.

Ech wëll drun erënneren, datt ganz oft dat Argument geholl gëtt, wa mir attackéiert gi wéinst eiser Finanzplaz, datt mer soen: „Ah, mir maache vläicht komesch Saachen op eiser Finanzplaz, mä mir sinn awer net esou wéi Frankräich oder d'Belsch oder Däitschland, mir hu keng Militärindustrie." Abee, ech mengen, dat Argument wäerte mer an Zukunft e bësse méi relativéieren, well mir bréngen et fäerdeg, als klengt Land trotzdeem esou eng Aart Militärnisch opzebauen, op jidde Fall e Peiler, e Militärpeiler opzebauen.

Dofir ass et och interessant, wann een déi gigantesch Progressioun vun de Militärdepensë mat den Ausgabe vun der Entwécklungshëllef vergläicht, mat där sech jo och dacks gebretzt gëtt. Eh bien, wéi dës Regierung ugefaangen huet, do huet de Stat bal duebel esou vill ausgi fir d'Kooperatioun wéi fir d'Arméi. Dem Pluriannuel no gëtt dat Verhältnis op de Kapp gestallt: Spéitstens 2021 gi mer méi Sue fir Militär aus wéi fir Entwécklungshëllef.

Madamm Presidentin, wéi den ale Cato et scho mat Karthago hat, hu mir et natierlech dann an deem Kontext mat der NATO. Si soll och verschwannen, well da kéinte mer eis och villes als Lëtzebuerger, och souguer finanziell villes erspueren, nom Motto „si vis pacem para pacem".

Aus all deenen Ursaache wäert Der verstoen, datt mir eis géint dëse Budget ausschwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Wagner. Här Wagner, ech wëll Iech och berouegen: Är zwou Motioune si vun Ärem Kolleeg Marc Baum hei uewe gelant, sinn an der Fotokopiesmaschinn a ginn elo un d'Kolleegen Deputéiert ausgedeelt. Dann ass dat och an der Rei.

Sou, als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gilles Roth.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, virun engem Joer ass hei an dëser Chamber eng Steierreform gestëmmt ginn. Dëst Gesetz, dat huet eng Rei vun Neierunge bruecht, mat deene mir och als CSV zum groussen Deel d'accord waren. Mir haten awer zousätzlech als CSV eng Rei vun anere konkrete Virschléi gemaach.

Et waren dëst Alternativen, et waren och Initiativen, déi virun allem am Sënn vun enger méi grousser sozialer Gerechtegkeet waren. Et waren och Virschléi, fir eis Steierlandschaft un d'gesellschaftlech Realitéiten an eisem Land unzepassen. Et ware konstruktiv Alternativen, déi Verbesserunge bruecht hätten an der eenzelner Situatioun vun de Bierger och besser Rechnung gedroen hätten.

Eis Proposen, déi sinn deemools net ugeholl ginn. Dat war - an dat fannen ech och haut nach - schued. Mir respektéieren dat, mengen awer weiderhin, dass dës Adaptatiounen aus de virgenannte Grënn och néideg gewiescht wieren. Mir soen net einfach Neen, mä mir setzen och op Alternativen.

Erlaabt mer duerfir, nach eng Kéier kuerz op déi wichtegst Alternativvirschléi vun der CSV zréckzekommen a se och ze erklären.

Éischtens, den neie Steiertariff, deen ab dem 1. Januar vun dësem Joer gräift, deen ass och net grondleeënd vun de Steiertariffer vun 2001 an 2002 hei am Land ofgewach. An un där Ausriichtung vun engem progressive Steiertaux sollt een an den Ae vun der CSV och an Zukunft festhalen.

Datselwecht zielt och, an ech soen dat kloer an däitlech, fir déi Steierabattementer, déi Dir, Här Finanzminister, am Numm vun der Regierung d'lescht Joer agefouert hutt an déi besonnesch deenen niddregen Akommessen hei am Land Rechnung gedroen hunn.

D'CSV schléit awer doriwwer eraus - ech soen dat gradesou däitlech - nach eng Kéier vir, de steierbefreiten Agangsbetrag, also dee Montant, ab deem een zu Lëtzebuerg iwwerhaapt Steiere bezilt, vun elo 11.265 Euro op 12.000 Euro eropzesetzen. Domat bezilt ee méi spéit Steieren. An dëst bedeit e Plus, besonnesch fir Leit mat engem klengen Akommes. Mä deen Avantage zitt sech natierlech duerch de ganze Steiertariff duerch.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass net selektiv.

M. Gilles Roth *(CSV).*- An an der Konterpartie, Här Bodry, hätte mir duerfir, an ech kéint mer virstellen,…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Ech kéint mer virstellen, dass Der och mat op dee Wee gaange wiert; vläicht net an där dote Regierungskonstellatioun. Mir hätten de Spëtzesteiersaz liicht éischter gräife gedoen. Well d'CSV ass nach wie vor der Meenung,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma da maacht Der et.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Hu mer d'lescht Joer och behaapt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'CSV ass nach wie vor der Meenung, Här Bodry...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Bodry, wann ech gelift, loosst den Här Roth elo schwätzen!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Bodry, kommt, mir maachen dat do elo roueg!

(Hilarité)

Well d'CSV ass nach wie vor der Meenung, dass et net ubruecht war, Leit mat engem Akommes vu 500.000 Euro d'Joer, dat si méi wéi 40.000 Euro Pai de Mount an engem Stot, nach mat 1.500 Euro eleng iwwert den Tariff ze entlaaschten.

D'CSV steet nach wie vor fir eng sozial gerecht Steierpolitik a mir hunn och konkret Virschléi gemaach. Dat féiert mech zu engem zweete Punkt.

Fir d'CSV sollt den onqualifizéierte Mindestloun mëttelfristeg an dauerhaft vun der Akommessteier befreit ginn. Een, deen de Mindestloun kritt, sollt keng Akommessteier mussen dorobber méi bezuelen. An dat kéint een an eisen Aen duerch e speziellen degressive Steierkreditt fir Mindestlounbezéier erreechen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

De Moment bezilt de Mindestlounbezéier an der Steierklass 1, no Ofzoch vun de gesetzleche Sozialausgaben, mat dem Forfait fir steierlech ofsetzbar Werbungskäschten an dem Forfait fir Sonderausgaben, also de sougenannten Dépenses spéciales, an dem Steierkreditt vu 600 Euro, deen Der zu Recht d'lescht Joer agefouert hutt, awer nach 350 Euro Akommessteier.

Dës Akommessteier sollt fir d'CSV an Zukunft ewechfalen. Well zousätzlech zu der Akommessteier muss - an dat fanne mer awer richteg, well jiddwereen huet do e Bäitrag ze leeschten - och de Mindestlounbezéier an der Steierklass 1 nach e Plus bezuele fir de Bäitrag vun der Assurance dépendance, dat heescht fir d'Fleegeversécherung.

An de Steierklassen 1A an 2 stellt sech dëse Problem net, well do eng manner staark Progressioun an dem Tariff ass. Also et dréit sech hei ëm déi Leit, déi an der Steierklass 1 sinn a Mindestlounbezéier sinn.

An dat féiert mech och elo drëttens zum Thema Stock-Options, wou mer de Moie scho kuerz ënnerschiddlech Vuen driwwer haten an iwwert déi iwwregens och an der leschter Zäit an dësem Haus nawell vill geschwat ginn ass.

Ech kommen och net méi op déi Diskussiounen, inklusiv déi vun de Moien, zréck, well d'Positioun vun der CSV ass op deem Punkt kloer: Mir sinn als CSV der Meenung, dass dëse Regimm soll strikt iwwer e Gesetz an net iwwer eng Circulaire vun dem Steierdirekter geregelt ginn. Dat ass dann transparent a kloer.

D'Aktien, op déi sech d'Stock-Options bezéien, mussen an eisen Aen och en direkte Bezuch zu der Entreprise oder zu dem Grupp, wou d'Entreprise derzougehéiert, hunn. De Montant vun de Stock-Options selwer muss no uewe plafonéiert ginn. Den Delai, wou ee Salarié vun dem Regimm ka profitéieren, muss och zäitlech begrenzt sinn. Et ass een net Spezialist oder Talent iwwer 40 Joer.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- E progressive Steiertaux dréit zu engem sozial gerechte Steieropkommes bäi. Fir d'CSV mussen duerfir och d'Ausnamen zu der Progressivitéit strikt geregelt ginn.

Laut dem Wirtschafts- a Sozialrot - an dat ass eng Dokumentatioun, de sougenannte Kompendium iwwert d'Steieren, dee mer ausgedeelt kruten d'lescht Joer bei der Steierreform an dee sech awer op d'Akommesse vun 2015 bezitt -, lauschtert gutt no, do hu ganzer 735 Stéit am ganze Lëtzebuerger Land méi wéi 700.000 Euro versteierbart Joresakommes gehat. Dat entsprécht engem Nettoakommes vu 35.000 Euro de Mount. Also 735 Stéit am Land, net méi, verdénge méi wéi 35.000 Euro netto de Mount. Dont acte.

Ob all d'Spëtzeverdénger am Land sech an deene 735 Stéit erëmfannen, dat sief dann dohinnergestallt. D'Fro vun de Stock-Options, Dir Dammen an Dir Häre, ass fir eis kee steierleche Randphenomeen. Et ass definitiv eng Fro vu steierlecher Equitéit an elementarer Gerechtegkeet. An duerfir steet d'CSV och als Partei.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Eise véierte Punkt...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Eise véierte Punkt, Här Berger, ass dee vun enger gerechter ekologescher Komponent.

D'CSV begréisst, dass d'Elektroautoen an d'Elektrovëloen am Sënn vun enger nohalteger Mobilitéit vum Stat ënnerstëtzt ginn. Mir fannen awer, dass de Wee iwwer steierlech Abattementer net dee richtege war an och net geännert gouf. Vun engem Steierabattement vu 5.000 Euro profitéiert nëmmen deen, deen hei am Land iwwerhaapt Steiere bezilt.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Spëtzeverdénger kréien am meeschten an de Mindestlounbezéier, wann dee sech en Elektroauto oder souguer nëmmen en Elektrovëlo uschaaft, deen huet dovunner guer näischt.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'CSV steet duerfir weiderhin zu hirer Propos, fir de Kaf vun engem Elektroauto generell mat engem uniforme Subsid fir all Bierger hei am Land, deen eppes fir d'Émwelt wëllt maachen, vun zum Beispill 2.000 Euro direkt ze bezuschussen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Fënnefte Punkt: D'CSV ass, an ech soen et kloer an däitlech, géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn. Mir sinn der Meenung, dass een awer den Tariff vun der Ierfschaftssteier sollt op de Leescht huelen. An ech ginn och duerfir d'Explikatioun, well deen Tariff, deen ass zënter 1984, also méi wéi geschloen 30 Joer, net méi ugepasst ginn.

Dat wat d'Leit dobaussen awer net wëssen, ass, dass, wann een ierft ouni Verwandschaftsgrad, jee no Wäert vun der Immobilie bis zu 48% - 48%! -, also quasi d'Halschent u Steieren ufalen. Dat ass bedéngt duerch e sougenannte fixen Taux, wou sech all Kéiers da sougenannt Dixièmes additionnels dropschloen. Haut liewen, an dat muss ee berechnen, besonnesch

am Alter awer oft Leit zesummen ouni direkte Verwandschaftsgrad, well si dat opgrond vun hirer Liewensvergaangenheet vläicht net wëllen. An dat sollt een, an dat hu mer och ze respektéieren! A wann dann iwwert d'Testament verierft gëtt, kënnt et oftmools zu béisen Iwwerraschungen.

Firwat? Mä de Wäert vun den Immobilie vun 1984, deen ass net vergläichbar mat dem Wäert vun haut. An da kënnt ee ganz séier op héich Besteierungstauxen. An et ass duerfir d'Propos vun der CSV, fir d'Tabell vun der Ierfschaftssteier un déi haiteg Wäerter op deem Punkt unzepassen.

Erlaabt mer ofschléissend, Här President, un e sechste Punkt ze erënneren, dëst am Kontext vun der sougenannter Steierklass 1a. Jo d'Steierklass 1a, do scheede sech eigentlech zanter 1990 hei am Land d'Geeschter, méi laang wéi elo schonns geschloe 27 Joer. Dëse Regimm ass sengerzäit eigentlech agefouert gi fir déi Leit, déi gescheet goufen a Kanner à charge haten.

Firwat deemools dës nei Kategorie? Mä well et virdrun, also virun der Steierreform vun 1990/1991, zu Abuse koum, dass Leit sech eigentlech reieweis scheede gelooss hunn an awer zesumme gewunnt hunn, well se an deem Fall allen zwee an enger Koppel trotz Scheedung gewunnt hunn, mä vun der Steiermoderatioun vun de Kanner konnte profitéieren, de sougenannten „réimesche Steierklassen" mat hannen den arabeschen Zuelen, jee no Unzuel vu Kanner. Esou haten déi par rapport zu Leit, déi an enger Koppel gewunnt hunn a gemeinsam veranlaagt goufen, natierlech grouss steierlech Avantagen.

Steierrechtlech, an dat huet de Finanzminister, wéi déi sougenannt Petitioun eragereecht gouf, och ënnerstrach an den Interpellanten oder Petitionäre riichteraus gesot - dat éiert en -, misst et eigentlech just d'Steierklass 1 an d'Steierklass 2 ginn. Deemools war d'Klass 1a eigentlech ënnert dem Drock als Zwëscheléisung agefouert ginn, well et war dee berüümte Sproch: „Sie haben Witwen im Handumdrehen zu Junggesellen gemacht."

Nu ginn et mëttlerweil, an dat soll een och kloer soen, bedéngt duerch nei Liewensformen enorm vill Elengerzéier an dem Land, an déi sinn och an der Steierklass 1a. Dir hutt eng Rei Upassunge gemaach, déi mer d'lescht Joer och do begréisst hunn. Ob dat duergeet, muss d'Zukunft weisen.

Doniewent falen awer och all Wittleit, ob dat Männer oder Frae sinn, dräi Joer nom Doud vun hirem jeeweilege Partner vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1a. Als Wittleit, wa se zu zwee zesumme geschafft hunn, da kréien déi natierlech nom Doud vum Partner duerch de Cumul vun der Eegepensioun oder Eegerent mat där vun der Witwepensioun eigentlech méi, wéi hir eege Rent virdrun am gemeinsame Stot war, duerch de Cumul.

Dës méi héich Pensioun gëtt dann an der Éischt favorabel besteiert, nämlech nom Taux vun der Steierklass 2, an no dräi Joer, da kënnt déi béis Iwwerraschung, well da bleift bei därselwechter Pensioun oder Cumulpensioun net méi den Tariff vun der Steierklass 2, mä et kënnt de Steiertariff vun der Klass 1a, deen natierlech exponenziell an d'Luucht geet. An de Problem ass deen, dass d'Leit eigentlech bei enger selwechter oder souguer indexugepasster Bruttopensioun herno bedeitend manner an dem Netto hunn. An dat ass dat, wat d'Leit dobaussen - an dat ass e sensibele Sujet natierlech - schwéier kënnen novollzéien.

Eng richteg Gerechtegkeet, ech soen dat och riichteraus, fënnt een do ni. Mä mir sinn der Meenung, dass een awer an Zukunft eppes misst oder sollt maachen. Duerfir proposéiert d'CSV, dass een d'Iwwergangszäit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1a, also d'Iwwergangszäit, dass een déi vun dräi op fënnef Joer an enger éischter Phas progressiv sollt ausdeenen.

Mir hunn, ech soen Iech dat och riichteraus, awer keng Donnéeën iwwert de Steierausfall, deen dat géif bedeiten. An duerfir soen ech och: Sollten dës Steierausfäll - ech soen dat och als Oppositioun - ze héich ginn, da schloe mir awer op jidde Fall vir, fir d'Iwwergaangsphas vu fënnef Joer ze accordéieren a Fäll vu Wittleit nner 65 Joer.

Ech ginn Iech och e Beispill: Eng elengsteeënd Fra, déi dräi Kanner à charge huet, well se hire Mann zum Beispill duerch en Accident oder soss eppes verluer huet, déi huet schonn eng ganz Rei vu Méibelaaschtungen, deenen een och steierméisseg sollt spezifesch Rechnung droen. Well et kann een net zu där Fra soen: „Dir musst elo, well Der dräi Kanner à charge hutt, aus dem Haus eraus an da gitt Der an en Appartement wunnen, well do de Loyer oder de Präis vun deem Appartement manner héich ass."

Dat geet net. Dat geet fir een, deen elengsteeënd ass, an engem Haus wunnt an da vläicht sech no dräi Joer orientéiert, fir méi eng kleng Wunneng ze hunn. Mä dat ass an esou Fäll, wéi ech en hei beschriwwen hunn, net onbedéngt direkt méiglech.

An dës Fro ass fir eis och eng vu sozialer Gerechtegkeet. Duerfir hu mir eis vun där och an eiser Propos leede gelooss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierungsparteie froen eigentlech ëmmer an ëmmer - si hunn dat och de Moie gefrot, dat ass och hire Rôle - no Alternativen. Hei hu mer op dem Punkt vun de Steiere kuerz skizzéiert eng Rei vu konkrete Virschléi gemaach. Mir wiere frou gewiescht, wann déi schonns hätte berücksichtegt kënne ginn oder berücksichtegt géife ginn. Dat fanne mir schued, well mir fannen, dass dat hei Virschléi sinn, déi am Sënn vun enger sozialer Gerechtegkeet sinn.

A wann een, an ech ginn do dem Här Bodry recht, iwwert de Mindestloun schwätzt, da kann een net de Bruttomindestloun huelen. Well wann een déi 1.998 Euro brutto mat 12 multiplizéiert, dann ass ee praktesch op enger Millioun aler Frang. Mä wann een awer emol 11,05% sozial Chargen ofzitt a wann een dann och nach Rechnung dréit engem eventuelle Forfait fir Werbungskäschten, dann ass den Netto hei am Land awer niddreg. An et ass richteg, wat den David Wagner gesot huet: Et ass schwéier, mat deem Nettoloun hei am Land dezent, och an enger Wunneng am Ëmkrees vu senger Aarbecht, ze wunnen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wéi wëllt Der dat finanzéieren? Mat engem neien Emprunt?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech gesinn, deen nächste Riedner, den Här Gilles Baum, ass scho prett. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Budget fir d'Joer 2018 ass mat Sécherheet e gudde Cru fir d'Familljen hei zu Lëtzebuerg. Ech géif souguer behaapten, dass dëse Budget dee familljefrëndlechsten ass, deen dëst Land jee hat.

D'Rapportrice Joëlle Elvinger huet an hirem Rapport net ëmsoss d'Jugend an déi zukünfteg Generatiounen esou staark an de Mëttelpunkt gestallt. Et ass näämlech besonnesch fir si, wou ee Politik mécht.

Wat zeechent eng gutt Politik, d'Politik vun dëser Regierung, am Interêt vun de Familljen an den nächste Generatiounen aus? An éischter Linn sinn dat natierlech déi familljepolitesch Mesuren, déi et de Kanner vun haut erméigleche sollen, esou gutt wéi méiglech op hir Zukunft preparéiert ze ginn.

Dës Mesurë kann een an dräi Kategorien opdeelen: éischtens emol däitlech méi Zukunftschancë fir eis Kanner. D'Ongläichheeten an der Gesellschaft fänke schonn oft bei deene Klengsten un. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, dass all Kand déiselwecht Startchancen a säi Liewen erméiglecht kritt. A fir eise Kanner besser Zukunftsperspektiven ze bidden, huet d'Regierung massiv an d'Qualitéit vun der Kannerbetreiung an an d'Bildung investéiert.

Eis Kanner sollen esou gutt wéi méiglech betreit ginn, wann hir Eltere schaffe ginn. Duerfir sinn d'Qualitéitskritären an d'Personalschlëssele an de Crèchë staark eropgesat ginn. Et geet awer net duer, fir d'Kanner just ze betreien. Neen, si sollen och geziilt gefërdert ginn, an dëst op eng spilleresch Aart a Weis.

Kanner tëschent engem a véier Joer léiere jo besonnesch séier a besonnesch einfach, a besonnesch Sprooche léiere kleng Kanner ganz séier an einfach. Duerfir hu mer déi gratis multilingual Fréifërderung agefouert. Hei geet et natierlech net drëms, fir Vokabelen ze béchsen, mä fir op eng spilleresch Aart a Weis Kontakt mat der franséischer Sprooch ze kréien. An net méi spéit wéi d'lescht Woch war ech mat enger Kolleegin aus der Chamber op enger klenger Chrëschtfeier vu Precoceklassen. An ech muss Iech soen, dat huet Freed gemaach. Et huet Freed gemaach, hinnen nozekucken, franséisch Lidder ze sangen, genausou wéi lëtzebuergesch Lidder, genausou wéi däitsch Lidder. An ech muss Iech soen, d'Kanner hate ganz grouss Freed, och un deene franséische Lidder. An ech mengen, d'Freed soll hei och am Mëttelpunkt stoen.

(Brouhaha)

Ëmgedréit sollen awer och alleguerten déi Kanner Lëtzebuergesch léieren, déi a frankofone Crèchë sinn. Dat ass eis genausou wichteg.

De ganze Volet vun der Kannerbetreiung a vum Chèque-service schléit dëst Joer mat 380 Milliounen zu Buch. D'Käschte fir d'Eltere gi weider erof an d'Familllje gi weider entlaascht.

D'Zil vun der Politik ass et also, dass all Kand déiselwecht Startchancen huet. Mir wëssen awer och, dass net all Kand déiselwecht Interessen a Stäerkten huet. Duerfir huet de Bildungsminister e Konzept ausgeschafft, dat un d'Besoine vun deenen Eenzelnen ugepasst ass. D'Lycéeë kréien däitlech méi Autonomie duerch d'Approche „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler". Zousätzlech dozou gëtt d'Schouloffer däitlech an d'Luucht gesat an diversifizéiert, fir besser op d'Stäerkte vun deenen eenzelne Schüler anzegoen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech wëll just ee Beispill nennen. Eis Schüler sollen op d'Zukunft preparéiert ginn, dat heescht, mir mussen hinnen déi sougenannt „e-skills" vermëttelen. En Tablet fir d'Schüler, eng nei Informatikssektioun an dräi spezialiséiert Pôles de formation sollen dëst erméiglechen. Iwwerhaapt gëtt sech an de Schoule vu muer méi mam Schüler beschäftegt an individuell Talenter solle geziilt gestäerkt a Schwächte sollen duerch eng besser Offer opgefaange ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Budget steet also an der Kontinuitéit vu méi Investitiounen an eis Familljen. Dat gesäit een och un der zweeter Kategorie Mesuren, déi d'familljepolitesch Aarbecht vun der Regierung ausmaachen.

Zweetens also: däitlech méi Entlaaschtungen. Mir wëssen et alleguer, zu Lëtzebuerg liewen ass net bëlleg. A mir wëssen, dass et virun allem fir Familllje mat niddregem a mëttlerem Akommes schwéier ass. Besonnesch fir dës Familljen huet d'Regierung ganz konkret finanziell Entlaaschtungen an Hëllefen decidéiert, ugefaange bei der Steierreform, déi fir däitlech méi Gerechtegkeet a Selektivitéit suergt. Hei kréie virun allem déi kleng a mëttel Akommes däitlech méi Kafkraaft duerch d'Upassung vun der Steiertabell an duerch d'Verduebele vum Crédit d'impôt. Och d'Monoparentaux, déi et jo wierklech am schwéiersten hunn, kréien hire Crédit d'impôt op elo 1.500 Euro d'Joer verduebelt.

Virun allem awer d'Wunnkäschte belaaschten de Portmonni vu ville Bierger hei am Land. D'Steierreform setzt och hei un, andeems den Abattement um Bauspuervertrag vu Jonker bis 40 Joer op 1.344 Euro verduebelt gëtt. An den Abattement op de Scholdzënsen um Eegenheem gëtt däitlech no uewen adaptéiert.

Däitlech Verbesserunge gouf et och beim Wunngeld. Net méi spéit wéi d'lescht Woch hu mer hei am Haus d'Subvention loyer nogebessert, déi jo säit dem 1. Januar 2016 existéiert. Ab dem 1. Januar 2018 kënnen zwee Drëttel vun de Locatairen hei zu Lëtzebuerg vum Wunngeld profitéieren, an dat bis zu enger Héicht vu maximal 300 Euro de Mount. Ronn 10 Milliounen zousätzlech sinn duerfir am Budget virgesinn.

Familllje mat Kanner profitéieren elo och vun deenen 20 Stonne Gratiskannerbetreiung. An am Secondaire wäerten am September d'Schoulbicher gratis sinn. Dës zwou Mesurë bedeite fir ganz vill Familljen hei zu Lëtzebuerg och eng substanziell Entlaaschtung.

D'Finanze sinn ouni Zweifel wichteg, wann ee sech doriwwer Gedanke mécht, eng Famill ze grënnen a Kanner ze kréien. Nach méi wichteg wéi d'Finanzen ass awer déi gemeinsam Zäit, déi ee mat senge Kanner wëllt verbréngen, an ech kommen also zum drëtte Pilier vun der Familljepolitik: däitlech méi Zäit. Et besteet bei jonken Elteren de konkrete Besoin, fir hire Beruff an hiert Familljeliewen esou gutt wéi et geet ënner een Hutt ze kréien, ouni dobäi ze vill grouss Abousse mussen a Kaf ze huelen. An ech begéine regelméisseg Leit, déi sech freeën iwwert deen neie Congé parental, dee méi flexibel ass, dee finanziell méi interessant ass an deen et méi Elteren erlaabt, de Congé parental ze huelen, awer net nëmmen de Mammen, mä och de Pappen. An de volle Succès vum Congé parental, deen erkenne mer och doranner, dass dëst Joer 57 weider Milliounen am Budget virgesi sinn.

An och wann et nach keng definitiv Statistike ginn, da kann ech Iech awer soen, dass ech enger Rei jonke Pappen iwwert de Wee lafen - jo, ech hunn och nach jonk Pappen am Frëndeskrees -, a fir déi ass besonnesch interessant, dass se kënnen een Dag an der Woch bei hirem Puppelche bleiwen, an dat wärend zwanzeg Méint.

Muer wäerte mer e Gesetz stëmmen, wat onofhängeg vum Congé parental derfir wäert suergen, dass d'Elteren direkt no der Gebuert méi Zäit fir hire Puppelchen hunn. Mir adaptéieren näämlech de sougenannte Pappecongé, de Congé de maternité an de Congé pour raisons familiales. Méi Detailer dozou kritt Der natierlech muer de Mëtteg.

Dir gesitt also, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dass dëse familljepolitesche Bilan vun der Regierung sech weise léisst. A mir sinn nach net fäerdeg. D'Reform vum REVIS steet un, deen nach eng Kéier elengerzéiend Elterendeeler massiv ënnert d'Äerm wäert gräifen. Dës Reform leet den Akzent dodrop, dass déi betraffe Leit net méi dauerhaft am REVIS, fréier RMG, solle bleiwen, mä dass se mat positiven Impulser erëm un d'Beruffswelt erugeféiert ginn.

Fir Leit, déi Schwieregkeeten hunn, um éischten Aarbechtsmaart Fouss ze faassen, soll den ONIS, den Office national d'inclusion sociale, derfir suergen, dass déi Betraffen an enger éischter Phas stabiliséiert ginn an da mat geziilte soziale Mesuren ënnerstëtzt ginn.

Et stinn och nach Nobesserungen u bei der Allocation de vie chère, déi an Zukunft vill méi Leit zougänglech gemaach gëtt. 1.500 weider Familllje wäerten an de Genoss vun der Allocation de vie chère kommen.

Als DP wëlle mir weider iwwert d'Vereenbarkeet vu Beruff a Famill diskutéieren an doriwwer nodenken, wéi mer d'Aarbechtszäite méi flexibel gestalte kënnen, dass souwuel Em-



ployéë wéi och Salariéen dovunner profitéiere kënnen.

Nieft all deene Mesuren, déi ech grad opgezielt hunn, ass et awer och en zweete wichtege Volet, deen eng Familljepolitik an eng zukunftsorientéiert Politik auszeechent, näämlech d'Investitiounen an d'Zukunft. A keng Regierung virdrun huet esou konsequent Investitiounen an d'Zukunft vun dësem Land a fir déi zukünfteg Generatiounen an all hir Budgete geschriwwe wéi dës Regierung.

Dës Regierung huet et net nëmmen ugekënnegt, dës Regierung huet et och gemaach! An ouni elo wëllen an den Detail ze goen, loosse sech d'Infrastrukturprojete gesinn, déi an de Beräicher Schoul, Mobilitéit a Logement entweder scho realiséiert goufen oder an der Ëmsetzungsphas sinn.

D'Demokratesch Partei ass 2013 mat enger Zukunftsvisioun an d'Wahle gaangen, déi op enger méi gerechter, selektiver an zukunftsorientéierter Politik baséiert. An ech ka mat enger grousser Zefriddenheet feststellen, dass d'Regierung dës Visioun mat dem Budget fir d'Joer 2018 konsequent weider ëmsetzt.

Ech soen alleguerten de Kolleegen, déi heibanne waren an nogelauschtert hunn, villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech hat am Fong net méi wëlles, haut iwwer Geld an iwwer Steieren ze schwätzen, wat vläicht e bësse surprenant ass an enger Budgetsdebatt, mä dem Här Roth seng Interventioun - déi ech gutt nogelauschtert hunn, net am Sall, mä vu baussen - huet awer mat sech bruecht, dass ech elo nach eng Kéier muss op verschidde Punkten do agoen.

Den Här Roth huet am Fong gesot, oder eng Partie Mesuren, konkret Mesurë proposéiert, déi alleguer an d'Richtung ginn, dass d'Steiereinnamen nach manner héich wäerte sinn, wéi dat de Moment de Fall ass.

En huet ugefaangen - bon, en huet net domadder ugefaangen - mat de Stock-Options, dat ass déi bekannte Positioun, déi mer alleguerte kennen. Dunn huet en u sech derfir geschwat, fir mam Barème bei der Ierfschaftssteier am Endeffekt erofzegoen, dat heescht, fir eng Reform ze maachen, wou manner Ierfschaftssteier géif an d'Keesen eragoen. Dat huet en zwar net gesot, mä dat ass eng bekannt Mesure oder Fuerderung vun der CSV, fir och mat der Betribsbesteierung liicht erofzegoen. En huet eppes Neies gesot, wat ënnert dem Här Frieden ni méiglech gewiescht wär, dat heescht, fir den héije Steiersaz méi schnell asetzen ze loossen an der héchster Tranche vum Barème.

Bref, en huet am Fong eng ganz Rei Saachen annoncéiert, déi géife mat sech bréngen, dass manner Sue géifen an d'Statskeess kommen. Op där anerer Säit héiert een dann awer de Moie säi Kolleeg, den Här Wiseler, dee keen Defizit wëllt, deen nach méi Investissementer wëllt, dat heescht, deen nach méi Sue wëllt ausginn.

Ech muss Iech éierlech soen, mir wëssen net a mir verstinn net, op alle Fall bei eis an der Fraktioun, wéi déi Rechnung soll opgoen. Wéi wëllt Der dat maachen? Engersäits wëllt Der manner Suen an d'Statskeesen eraspullen, an op där anerer Säit wëllt Der der nach méi ausginn.

An ech si sécher, wann den Här Spautz fäerdeg ass, da ginn nach e bësse méi Suen ausginn. Dat heescht, da geet d'Rechnung scho guer net méi op. Et muss een awer e bësse seriö sinn trotzdeem, an net dat eent fuerderen an och säi Contraire!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann den Här Fayot erlaabt?

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Jo, jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech ginn dervun aus, dass den Här Fayot mat mir eens ass, dass de Steierausfall iwwert d'Joer, dass dee vun Experten aus der Branche viru Jore schonns eleng bei de Stock-Options op 300 Milliboune geschat gouf an an enger offizieller Äntwert vum Finanzminister op 180 Milliounen Euro fixéiert ginn ass. Ech mengen, do si mer eis eens! A wann een dee géif reduzéieren, dann hätt ee Suen, fir ënnen am Tariff eppes ze maachen, wat ausgeglach géif ginn uewe mat engem méi fréie Gräife vum Spëtzesteiersaz. An et hätt een och Sue fir d'Leit, déi de Mindestloun bezéien, fir dass déi kéinten decemment mat eppes weider ewéi aktuell, trotz dem Steierabattement, 1.600 Euro de Mount liewen.

Well Dir wësst, 1.600 Euro de Mount mat Wunneng, mat eventuell engem Gefier, dat ass hei am Land schwiereg. An ech fannen, do sollte mer eis eens sinn, dass dat an Zukunft och sollt erlaben, deene Leit méi an der Pai ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Do si mer eis eens, Här Roth.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Op deem dote Punkt si mer eis eens.

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Just, den Här Roth huet vergiess ze soen, dass duerch déi nei Circulaire an der Steierverwaltung elo scho wäerten, wann déi Rechnungen do stëmmen, eng 100 Milliounen an de Statssäckel kommen duerch d'Decisioun, déi dës Regierung geholl huet, fir den effektive Besteierungstaux vun de Stock-Options ëm 80% an d'Luucht ze setzen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Fayot, wann ech gelift.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Voilà, dat gesot, kommen ech op dat zréck, wat ech am Fong wollt soen.

(Brouhaha)

Une voix.- Dir sidd an däerselwechter Partei.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Ech wollt u sech, Här President, op dräi Beräicher agoen, déi bis elo an dëser Debatt, déi sech haaptsächlech ëm Wuesstum, ëm Statsfinanzen, Steieren, Pensiounen, e bëssen och ëm Google gedréit huet, am Fong nach net virkomm sinn, mä déi eis als LSAP extrem wichteg sinn. Et handelt sech hei ëm d'Ressorte Kultur, Fuerschung an Héichschoul.

Dat si Beräicher, déi net direkt eppes mat der Wuesstumsdebatt ze dinn hunn, déi awer am Fong zentral sinn, well hei geet et ëm d'Intelligenz, ëm d'Kreativitéit an ëm d'Mënschlechkeet. An dat si Valeuren, déi sech net an haarder Wärung iwwersetzen, mä wou trotzdeem awer am Budget Jalone gesat ginn, fir déi Politik ze maachen. An ech wëll kuerz op déi Jalonen an op eng Partie grouss Posten an deenen dräi Beräicher agoen.

Dass Kultur, Kreativitéit a Wëssenschaft net just „soft factors" si fir d'Attraktivitéit vun engem Standuert, dat weist d'Beispill vu Berlin. Mir haten dës Woch d'Visitt vum Michael Müller, dem regéierende Buergermeeschter vun der Stad Berlin, dee gewisen huet an deen och a senger Ried gesot huet, dass u sech dat Zesummespill vu Kultur a Wëssenschaft am Häerz vun der Planung vu senger Stad ass. En huet gesot, dass d'Vernetzung vu Wëssenschaft a Konscht wichteg ass, d'Offenheet, d'Internationalitéit an der Konscht an an der Wëssenschaft an och d'Disponibilitéit vu bezuelbarem Raum fir Kënschtler a Kreativer. Dat war eng interessant Ried an eng, aus där mer eis och eng Partie Saache kënnen ofkucken.

De Budget vun der Kultur ass vun 124 Milliounen 2017 op 141 Millioune fir 2018 eropgaangen. Dat ass gutt, mir begréissen dës Progressioun. An ech wëll elo net am Detail op alles agoen, mä ech wëll just e puer Posten an e puer Froen hei eraussträichen.

Den éischte Punkt betrëfft Investissementer a Kulturhaiser an a Projeten, déi sech iwwer eng Partie Joren zéien. Mir haten eng Diskussioun an der Kulturkommissioun mam Statssekretär, an et gesäit een, dass d'Renovatioun vum Escher Resistenzmusée am Fong ee vun deene wichtegste Posten ass, dee mat 4,55 Milliounen an d'Geld schléit. Dat ass e relativ groussen Investissement, mä dee mer natierlech begréissen. Et ass héich Zäit ginn, dass den Escher Resistenzmusée renovéiert ginn ass. An natierlech ass och eng Dotatioun virgesi fir dee Fong vum Resistenzmusée, deen opgesat gëtt.

Wa mer dann zu Esch sinn, da bleiwen ech just och nach ee Moment zu Esch, an ech wéilt déi Fro vun Esch 2022 eng Kéier kuerz uschneiden. Ech hunn dozou mat menger Parteikolleegin Taina Bofferding virun zwee Deeg eng Question parlementaire gestallt, well et gesäit een - an ech mengen, et muss ee soen „leider", an dat bedauere mer och -, dass mat dësem extrem wichtege Projet, wou de Kulturministère bis zu 67% matsubventionnéiert an deen eleng fir 2018 en Invest vu véier Milliounen duerstellt, 2019 dann zéng Milliounen an de Rescht dann iwwert déi nächst Joren, dass domat Gemengepolitik amgaang ass gemaach ze ginn, jo, dass do eng Partie Revanchen a Spillercher dermat bedriwwe ginn, déi deem Projet net förderlech sinn.

Dat ass schued, net nëmme fir de Süden, et ass och schued fir d'Land. A mir wäre frou, wann de Kulturministère géif do seng Responsabilitéit huelen a kucken, dass de Projet weider an der richteger Richtung bleift an dass déi Leit, déi dat Konzept ausgeschafft hunn, mat deem dee Projet den Zouschlag krut, durablement confirméiert ginn a kënnen hir Aarbecht weidermaache mat hirer ganzer Equipp. Dofir waarde mer och gespaant op d'Äntwert op eis Question parlementaire.

En anere ganz wichtege Projet fir d'LSAP ass de Plan de développement culturel. Do ass annoncéiert ginn, dass den 29. Juni d'nächst Joer dee Plang do soll virgestallt ginn. Mir gesinn am Budget, dass dem Koordinateur Jo Kox seng Tâche u sech eropgesat ginn ass vun 20 Stonnen op 35 Stonnen. Dat begréisse mer och. Mir gesinn awer och, dass am Budget pluriannuel d'Nofolgekäschte vun deem Plan de développement culturel net budgetiséiert sinn. A mir géifen do gär froen, wéi et domadder ass, wat de Follow-up zu deem Plang ass a wéi dee sech am Budget repercutéiert an deenen nächste Joren.

E weidere Constat, deen ee mécht, wann een de Budget am Kulturministère kuckt, ass, dass ee gesäit, dass ee vun de Schwéierpunkten d'Erhale vum Patrimoine ass. Mir wëssen, dass d'nächst Joer d'Année européenne du patrimoine culturel ass, wou och de Kulturministère matmécht. Dat ass och eng gutt Saach mat engem relativ klenge Budget. Mä den europäesche Budget ass och net schrecklech grouss. Mir gesinn och, dass eng relativ staark Kontributioun gemaach gëtt un de Fong, dee vum fréiere franséische President François Hollande opgesat ginn ass fir d'Kulturierwen a Krichsgebidder.

Mir géifen awer gär dozou soen, dass dat alles gutt Mesurë sinn, mä dass mer dobäi net solle vergiessen, den nationale Patrimoine och weider ze beschützen an ze förderen. Dat huet verschidde Voleten. Dat ass engersäits de Finanzement vun archeologesche Fouillen. Dir wësst, dass do eng Mesure am Zukunftspak war, d'Mesure Nummer 41, déi u sech d'Privatproprietairen an d'Promoteure gedoen hätt, mat un der Finanzéierung vun de Fouillen ze participéieren. Mir hunn héiere vum Statssekretär, dass déi Mesure abandonnéiert gouf, wat mer éierlech gesot e bësse bedaueren, well dat wär en interessante Moyen gewiescht vu Kofinanzement.

Mir wëllen awer och nach eng Kéier nofroen, wou d'Gesetz drun ass iwwert d'Protektioun vum Patrimoine. Dat ass e Projet de loi, dee scho säit längerer Zäit amgaangen ass ausgeschafft ze ginn am Kulturministère, a mir wäre wierklech frou, wann deen elo relativ schnell eng Kéier géif kommen, op alle Fall nach an dëser Legislatur.

Eng weider an eng lescht Fro am Kulturressort ass d'Fro vun dem ale Kolléisch. Do war jo eng Diskussioun, déi de Premier- a Kulturminister lancéiert hat, fir do eng national Galerie dran ze installéieren. Dovunner gesäit een awer näischt am Budget. Et gesäit een och näischt am Pluriannuel. An ech géif do gäre wëssen, wou dee Projet drun ass, ob dat nach ëmmer eng Iddi ass, déi weider verfollegt gëtt, oder ob dat eppes ass, wat net wäert realiséiert ginn, op alle Fall net an dëser Legislatur.

Dat ass am Fong dat, wat ech wollt zum Kulturressort soen. Ech géif dann nach kuerz gären op d'Ressorte Fuerschung an Héichschoulbildung agoen.

Wat d'Fuerschung ugeet, do ass et eng rezent Analys vun der Fondation IDEA, déi nawell interessant ass an déi ech hei gäre géif zitéieren. Si mécht de Constat, Lëtzebuerg hätt seng Objektiver an der Fuerschung net erreecht, besonnesch net am Privatsecteur, mä wär awer gutt klasséiert bei der Innovatioun. Dat heescht an anere Wierder: Mir si relativ staark am Akafe vun Innovatioun, mä mir sinn nach e bëssen hannendra bei der Kreatioun vun onser eegener Innovatioun.

2015 waren 1,31% vum PIB fir d'Fuerschung vum Stat a vum Privatsecteur zu Lëtzebuerg virgesinn. Dat soll bis 2020 op 2,3% bis 2,6% eropgoen. Dovunner soll de Stat da fir 0,7% bis 0,9% opkommen. Haut sinn et der dem Minister no schonn 0,8%, soudass mer do „on track" sinn, wat och eng gutt Saach ass. Et ass, an dat ass gewosst, den Undeel vum Privatsecteur, deen hei e bëssen hannendraläit. Dee läit haut bei 0,67% vum PIB, deen ass iwwert d'Jore lues mä sécher erofgaangen.

De fréiere President vum FNR an haitege President vum Conseil de gouvernance vun der Uni Lëtzebuerg, den Här Yves Elsen, huet an engem Debat dozou bei IDEA viru Kuerzem bedauert, dass Lëtzebuerg keng eenheetlech national Strategie fir d'Recherche huet. Déi nächst Etapp fir déi nach jonk Lëtzebuerger Recherche wier, iwwer eng Spezialiséierung nozedenken, déi am Aklang ass mat der Lëtzebuerger Wirtschaft, mä och mat de Mutatiounen, déi op ons zoukommen an déi mer elo scho kennen - zum Beispill Digitalisatioun, Silver Economy, Space Resources et cetera -, an dat an enger interdisziplinärer Approche.

An dann en zweete Punkt wier, och nach iwwer eng besser Valoriséierung vun der ëffentlecher Recherche, zum Beispill iwwer „technology transfer offices" bei all Institut, nozedenken.

Et ass net einfach, de geneeë budgetären Impakt vun der staatlech geförderter Recherche ze iwwerkucken. En ass iwwer verschidde Ressorte verstreet an et ass net ëmmer sécher, ob dat, wat mat Fuerschung betitelt ass, wierklech och Fuerschung mat implizéiert.

Wann een dat e bëssen duerchgeet, da gesäit een, dass beim Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche insgesamt 169,5 Millioune virgesi sinn. D'Projektiounen duerno sinn och konsequent an déi ginn och an d'Luucht. Bis 2021 soll d'Dotatioun fir d'Fuerschung bis op 230 Milliounen eropgoen. Zousätzlech zu de Kontributiounen un d'Uni, d'Centres de recherche an den FNR ass dëst Joer och eng Enveloppe supplémentaire vun 21,5 Milliounen Euro a Previsioun vum neie Véierjoresplang vun der Uni Lëtzebuerg, dee jo dës Woch ugeholl ginn ass am Conseil de gouvernance, virgesi ginn, an am Pluriannuel bis 2021 ass dee Posten am Ganzen 205 Milliounen.

Mä et gesäit een, dass nieft dem Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche och aner Ministèren e Budget hunn, deen eppes mat Recherche ze dinn huet. Zum Beispill de Ministère de l'Éducation nationale huet mam SCRIPT e Fuerschungsapparat vu bal 50 Leit, deem seng Ausgabe sech 2018 par rapport zu 2017 wäerte verdräifachen, vun 2017 8,9 Milliounen op 2018 24,2 Milliounen.

Niewent der Luxinnovation huet den Ekonomiesministère am Secteur spatial en neien Aktiounsplang mat 238,5 Millioune fir déi nächst Joren, dovun 120 Millioune fir d'Fuerschung am Kader vu SpaceResources.lu.

Da muss een och nach soen, dass am Exposé budgétaire erkläert gëtt, a wat mer wëssen, dass de Régime d'aide fir d'Recherche an d'Innovatioun 2017 reforméiert gouf - dat ass e Projet de loi, wou ech selwer Rapporteur war - an dass dowéinst zousätzlech budgetär Mëttele musse fräigemaach ginn, ouni dass mir awer ganz kloer ass, wéi vill dat ass. Dat geet mir aus dem Budget net kloer ersiichtlech eraus.

Här President, de Minister Marc Hansen huet den 1. Dezember 2016 op den Assises de la recherche gesot: «Une politique de la valorisation de la recherche ne doit pas se limiter à un rendement commercial, mais la recherche publique doit contribuer aussi dans les domaines comme l'éducation, la santé ou la sécurité sociale.»

Mir kënnen dës Ausso mat zwou Hänn ënnerschreiwen als LSAP. D'Fuerschung dierf net nëmme wirtschaftlech Objektiver hunn, mä si muss och dem Bien public an dem soziale Fortschrëtt förderlech sinn. An de Konventioune mat der Uni Lëtzebuerg wéi mat de CR-Pen, déi bis 2021 opgestallt ginn, soll den Output vun deene Betriber iwwer Indicateure kontrolléiert ginn.

E leschte Punkt, deen ech hei wollt maachen en rapport mat der Fuerschung, betrëfft de Statut vun de Fuerscher. Vill Fuerscher hei am Land sinn enger gewëssener Prekaritéit ausgesat. Si schaffe mat CDDen. Si sinn net immens héich bezuelt. Si hunn net ganz vill Perspektive vu Carrière. An dat ass fir ons keng gutt Situatioun.

Ech hunn an deene leschte Joren eng Partie Question-parlementairë gestallt, wéi och meng Parteikolleegin a Fraktiounskolleegin Taina Bofferding, zu deem Sujet. Mir menge wierklech als LSAP, dass ee misst aus dësem Sujet eng Prioritéit maachen. Mir mengen, dass mer misste seriö iwwer e Statut fir d'Fuerscher nodenken, fir hinnen aarbechtsrechtlech e Contrat à durée indéterminée ze ginn, fir se ofzesécheren, dass se kënnen hiert Liewen an hir Carrière plangen.

Et kann een esou e Kontrakt liéiere mat enger gewëssener Performance am Output vun hirer Recherche. Mä mir menge wierklech, dass dat eng wichteg Reform wär am Interêt vun deene Leit, déi wierklech hei d'Fuerschung maachen, déi zur Kreativitéit, zur Innovatioun an dësem Land hei bäidroen. A fir ons ass dat ganz sécher eng Prioritéit fir déi nächst Legislatur.

Voilà, dat gesot, géif ech hei meng Interventioun ofschléissen an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Fayot. An nächste Riedner ass den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, esou lues gëtt et méi spéit hei am Haus no laange Budgetsdebatten. Nichtsdestotrotz ass et ëmmer erëm wichteg, nach eng Kéier op grondleeënd Punkte vun eise Politicken hei am Land ze schwätzen ze kommen.

Ech wëll awer domat ufänken, fir d'Éischt der Rapportrice am Numm vun der grénger Fraktioun en décke Merci ze soe fir de Rapport, souwuel dee schréftleche wéi natierlech awer och hei fir dee mëndlechen. Ech weess als Budgetsrapporteur, wéi eng Aarbecht do derhannertsténgt. „Écouter, analyser" an „rapporter", hunn ech deemools gesot. An et ass eng Aufgab, et ass en Exercice, dee ganz interessant ass a wou ee ganz vill erlieft, awer och ganz vill nei Leit kenneléiert an och d'Wichtegkeet vun enger Vernetzung vun eisem Lëtzebuerger Land.

Wichteg fannen ech et awer och, an dat ass schonn eemol gesot ginn, dass d'Jugendassociatiounen hei matabezu ginn. Ech fannen et wichteg, dass dat och an engem Budget Widderhall fënnt. Ech mengen, eis Chamber ass jo och des Éfteren am Dialog mat der Jugend. Mir haten nach virun e puer Wochen d'Jugendparlament hei, wou mer, d'Regierung an d'Chamber, mat der Jugend eng Debatt gefouert hunn. Dat war e bësse méi breet. An dofir ass et sënnvoll, och méi spezifesch iwwer eenzel Punkte kënne mat der Jugend ze schwätzen. Dofir kann ech déi Recommandatioun och nëmmen ënnersträichen.

Och d'Regierung huet dat am Rifkin-Prozess gemaach. Ech mengen, am Theater, wou d'Presentatioun elo nach eng Kéier war vum Rifkin-Prozess, waren och eng Rei Jugendlecher do. Et war net alles perfekt, mä ech mengen, et ass awer e wichtege Prozess an der Entwécklung hei vum Lëtzebuerger Land, dass d'Jugend méi an dee Prozess agebonne gëtt.

Et gëtt jo och mëttlerweil eng Institutioun, déi sech elo méi breet domadder ausernanersetzt. Dat ass den Zentrum fir politesch Bildung, dee säit engem Joer elo do ass. Et ass eng Stëftung, déi d'Zil huet, ebe besonnesch jonk Mënschen iwwer léieren, verstoen an deelhuelen méi no un d'politescht an d'ëffentlecht Liewen erunzeféieren.

A mir wäerten och deemnächst hei an der Chamber, am Fréijoer, nach eng Debatt mat hinne féieren iwwert d'Objectifs de développement durable. Dat sinn déi 17 Beräicher vun den ODDen. An do wäerten ech als President vun der Ëmweltkommissioun an de President vun der aussepolitescher Kommissioun dat am Fréijoer mat den zwou Kommissioune virbereeden, soudass mer am Mäerz hei zesumme mat der Jugend och doriwwer kënnen debattéieren.

Dofir kann ech dee Saz, deen am Budget steet, och nëmmen ënnersträichen: «Pour que les défis d'aujourd'hui soient les chances de demain.» An dat kann net laanscht d'Jugend goen, dat kann nëmme mat der Jugend geschéien. A meng Kolleegin Viviane Loschetter hat dat an hirer Presentatioun scho gesot, dass d'Participatioun net nëmme vun der Gesellschaft am Allgemengen, mä insbesondere vun der Jugend ganz wichteg ass.

Meng Kolleegin hat virdru méi de Pluriannuel analyséiert, och wou mer hierkomm sinn a wou mer histeieren. Esou wollt ech elo kuerz op eng Rei Politikfelder agoen, déi mir aus grénger Siicht als wichteg empfonnt hunn a wou mer mengen, dass dës blo-rout-gréng Regierung och am Sënn vun eisem Land eng nohalteg Politik ëmgesat huet an eist Land deemno och weider wäert bréngen. Dat si fënnef Beräicher: Dat sinn eng Kéier d'Waasser, de Buedem an d'Loft, eis Grondlage souzesoen. Et ass d'nohalteg Mobilitéit, dat ass schonn e puermol hei ugeschwat ginn. Et sinn awer och déi sozial Leeschtungen en vue vu méi Gerechtegkeet an och d'Aarmutsbekämpfung an natierlech de Klimaschutz, d'Energie an nohaltegt Bauen.

An zum Schluss wëll ech awer och eppes uschwätzen, wat dem Finanzminister och ganz héich a senge Politicke läit: gréng Finanzen an awer och gréng wirtschaftlech Entwécklungen.

Éier ech dozou kommen, wëll ech awer och nach eng Kéier op d'Cohérence des politiques hiweisen. Ech mengen, dass dës Regierung et fäerdegbruecht huet, net méi gradesou an d'Silosmentalitéit ze verfalen, mä Politicke méi breet, fächeriwwergräifend oder ministèreiwwergräifend an Ugréff ze huelen. An dat ass eng richteg an och wichteg Entscheedung vun der Regierung, dat esou ze maachen.

Éier ech elo zu deene Punkte kommen, wëll ech awer nach eng Kéier kuerz op de Rôle vum Stat agoen. An dat hat ech oder hate mir an eisem grénge Budgetsrapport och méi däitlech niddergeschriwwen, näämlech: Wat fir Rôlen huet dann de Stat? De Rôle ass fréier aus dem Klassesche wéi Gesetzer, Justiz, Police a Verdeedegung erauskomm. En huet awer haut, mengen ech, niewent deem wichtege Rôle déi ekonomesch an déi sozial Organisatioun an d'sozial Gerechtegkeet ze assuréieren an - an et ass scho virdrun dervu geschwat ginn - de Lenkungsprinzip richteg an Ugréff ze huelen. An zum Schluss natierlech och e fënnefte Punkt, deen ëmmer méi Wichtegkeet fënnt, dat ass déi europäesch an international Implikatioun, wou Lëtzebuerg sech jo awer och ëmmer engagéiert a sech och Gehéier ka verschafen.

Ech wollt e puer Punkte just uschwätzen, déi a sech awer och gemaach goufen a weisen, dass mer an deene fënnef Beräicher och jeeweils Wuert gehalen hunn an awer och eng ganz Rei Reformen ugestouss hunn an och ëmgesat hu respektiv das se nach an der Aarbecht sinn.

Als Éischt kann ee soen - ech ziele se net all op, hei hunn ech mer der awer e puer opgeschriwwen: d'Reform vum Nationalitéitegesetz, de Mariage pour tous, d'Reform vum Ofdreiwungsgesetz, d'Reform vum Strofvollzuch, d'Gestioun vun der Flüchtlingskris, d'Reform vum Statsrot, d'Reform vum Geheimdéngscht, d'Reform vun der Police, déi amgaangen ass, ëmgesat ze ginn. Ech mengen, dat ass e Punkt am éischte Beräich, wou mer ganz vill a wichteg Aarbecht gemaach hunn.

An zweete Punkt, wat den ekonomesche Volet ugeet: Et ass haut méi am Detail iwwert d'Zuele geschwat ginn an ech wëll souwuel op meng Kolleegin hiweisen, déi virdru gesot huet, wéi och den Här Bodry de Moien, dass eise Statsbudget a sech keng schwéier Ierfschaft hannerléisst a gesond Keesen opweist, fir dass och déi nächst kënnen direkt an deem Sënn propper a richteg weiderfueren.

Och déi Steierreform hu mer matgedroen an och intensiv mat dru geschafft. Selbstverständlech hat jidderee Wënsch fir an déi eng an an déi aner Richtung, mä ech mengen, et ass eng ausgeglach an och gerecht a mat ekologesche Komponente versinne Steierreform, déi awer no vir weist.

Och an der Sozialgerechtegkeet, am drëtte Punkt vum Stat, hu mer eng ganz Rei vu Reforme gemaach, si si schonn e puermol ernimmt ginn: d'Reform vum Kannergeld, d'Reform vun de Studentebäihëllefen, d'Société d'impact sociétal - wat fir mech eng ganz wichteg wäert ginn, insbesondere fir Asblen, déi haut nach net richteg wëssen, wou se higehéieren, awer doranner e ganz wichtegen Impakt wäerte fannen -, d'Reform vum Congé parental, et ass scho gesot ginn, d'Reform vum RMG, de REVIS. Do denken ech, dass dat och e ganz wichtege Punkt war vun dëser Koalitioun.

An dann de Lenkungsprinzip. Jo, de Stat (veuillez lire: muss do agräifen), well d'Wirtschaft eleng ass net fäeg, déi néideg Bremsen anzegeheien an de Stat huet de Rôle, Lenkungsprinzipien anzeféieren. Lenkungsprinzipien insbesondere an der Ekologie, awer net nëmmen an der Ekologie. Ech wëll der hei e puer nennen: Et ass virdru schonn iwwert d'Mobilitéit geschwat ginn, dass mer fir d'nächst Joer eng Rei nei Moossnamen agefouert hunn, fir d'Hybridautoen zum Beispill anescht ze förderen, fir dass mer eben iwwert d'Lenkung, iwwert d'Begënschtegung en anere Prinzip vun der Mobilitéit erfueren.

Mir hunn en neit Waasserschutzgesetz gemaach, wat och e Lenkungsprinzip ass. Mir hunn eng Klimabank geschaf, déi Ënnerstëtzung a ville Beräicher gemaach huet. Mir hunn zwee Pestizide fir elo verbueden. Haut de Moien am Regierungsrot, mengen ech, ass den neie Pestizideplang opgestallt ginn, wou eng ganz Rei Moossname kommen, fir d'Pestiziden no an no méi andämmen ze kënnen. Mir hunn eng Klo géint d'Weidersubventionéierung vun der Atomenergie gemaach, wat jo och net esou evident ass. Dat hu mir gemaach als Land. Mir hunn d'Subventioune fir Wand- a Solarenergie nei reforméiert an och méi staark gefërdert, fir dass dat och méi breet gëtt. An natierlech ass den ëffentleche Verkéier mat zwee Drëttel vun dem Invest méi ënnerstëtzt gi wéi den Individualverkéier, mat engem Drëttel vun deenen Investitiounen.

Dat heescht, mir hunn an deene véier Beräicher, wou de Stat sech soll implizéieren, vill Reformen ugestouss an et kommen do och nach eng ganz Rei vu Reformen. Dofir kann ee scho soen, dass mer souwuel déi nohalteg Prinzipien, déi sozial, déi ekonomesch, awer och déi ekologesch Komponenten an dëser Regierung no vir bruecht hunn.

E puer Wierder zu de Gemengen, well d'Gemenge si jo niewent dem Stat déi zweet ëffentlech Verwaltung. Mir hunn do jo nëmmen zwou Ebenen: de Stat an d'Gemengen. An och do gouf eng ganz wichteg Reform vun dëser Regierung ugepaakt. An ech mengen, dat war d'Reform vun de Gemengefinanzen. Sécherlech gouf se och hei kontrovers diskutéiert, mä ech mengen, dass déi Reform awer och 2018 elo richteg wäert zum Droe kommen, well deen Drëttel vun de Remuneratioune fir d'Enseignanten elo endgülteg fort ass an awer och déi 90 Milliounen, déi zousätzlech vum Stat an d'Gemengekeese komm sinn, zousätzlech de Gemenge wäerten hëllefen.

Aus grénger Siicht war déi Reform méi wéi iwwerfälleg, och wa se vläicht aus Siicht vun e puer Gemengen net esou erkannt ginn ass. Mä firwat fanne mer se wichteg? Well se ebe méi d'Zentralorter ënnerstëtzt an déi och finanziell stäerkt. Aus landesplanerescher Siicht ass et näämlech eng Noutwendegkeet gewiescht, dëst endlech esou ëmzesetzen. Wa mer Wunnen, Aarbecht a Fräizäit wëllen erëm zesummeféieren, an net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg, da musse mer déi Zentralorter flächendeckend am ganze Land och entspriechend stäerken. An dëst huet dës Regierung endlech fäerdegbruecht an dat wäert dëst Joer oder d'nächst Joer mam Budget 2018 och voll an der Ëmsetzung sinn.

Ech zitéieren och hei gären en Abschnitt aus dem Budgetsrapport vun der Madamm Elvinger: «Une stratégie cohérente d'aménagement du territoire a fait défaut au Luxembourg pendant des décennies. La concentration de la presque-totalité de l'emploi du pays dans la capitale et la dispersion de la population dans des régions trop éloignées de leur lieu de travail ont mené aux problèmes de trafic connus de nos jours. La modification de la loi concernant l'aménagement du territoire se trouve en la dernière ligne droite et permettra de réaliser les plans sectoriels qui ont pour but une planification cohérente du transport», des espaces verts, «du logement et des zones économiques au Luxembourg.»

E wichtegt Gesetz gouf heimadder ugeschwat, näämlech dat vun der Landesplanung, dat an der leschter Ligne droite ass an dat de Minister Bausch deemnächst hei an der Chamber zesumme mat Iech kann diskutéieren - an och hoffentlech eng breet Zoustëmmung fënnt -, fir dat endlech ëmzesetzen.

Well d'Froe stelle sech an déi sinn och haut schonn ugeschwat ginn, näämlech: Wéi ee Lëtzebuerg fir muer wëlle mer? Wou a wéi solle mer eis weiderentwéckelen? Kënne mer eis ekologesch weiderhin en ongebremste Wuesstum leeschten? Wat wëlle mer wéi a wou schützen? A wou a wéi wëlle mer schaffen, wunnen an eis bewegen?

An dat erlaabt mer et awer och, e puer Wierder iwwert dat neit Naturschutzgesetz ze verléieren, wat de Moment an der Ausaarbechtung ass. Mir hunn de leschten Dënschdeg, also gëschter Moien, an der Kommissioun déi lescht Amendementer duerchgeholl. No der Vakanz wäerte mer déi och kënnen an der Kommissioun ofstëmmen an dann un de Statsrot weiderginn. Ech mengen, dass mer do e ganz gutt Gesetz op de Wee kréien, well mer méi e systematescht, koordinéiert, transparent an novollzéibart Gesetz iwwert de Schutz, d'Erhalung an den Neesopbau vun den Ökosystemer hei am Land kréien, wat méi wéi noutwendeg wär an och deemno méi zilführend an eiser Entwécklung vun dem Lëtzebuerger Land wäert sinn.

Dës dräi Beispiller, mengen ech, weise fir mech an d'Richtung vun enger Cohérence des politiques. Éischtens, eng richteg a wichteg Gemengefinanzreform, eng Stäerkung vun den Zentralorter, zesumme mat engem Landesplanungsgesetz mat den néidege Plan-sectoriellen, déi dat wäerte begleeden. An dann natierlech och en transparent an novollzéibart Gesetz iwwert den Ëmgang mat eiser Natur, wat eben dann och wichteg wär, fir dat kënnen ze maachen.

Ech kommen dann nach eng Kéier kuerz zréck op d'Missioune vum Stat. Fir déi Missiounen, déi virdru beschriwwe gi sinn, brauch een natierlech Moyenen. Déi Moyene sinn a waren do. Ech mengen, all déi Virriedner an och meng Kolleegin Viviane Loschetter hunn et ausféierlech kënne beleeën, dass an der Vergaangenheet an och an Zukunft déi Moyene vum Stat ëmmer do waren a sinn.

Et ass och scho gesot ginn: En bon père de famille d'Gestioun vun eise Finanzen ze geréieren, ouni dass déi zukünfteg Generatioune finanziell hypothekéiert ginn, ech mengen, dat kënne mir, zumindest d'Koalitionären, mat engem ganz décke Stëft ënnersträichen. Fir dat awer kënnen ze maachen, brauch ee jo natierlech Moyenen, dat engersäits iwwert d'Steieren an op där anerer Säit natierlech iwwert d'Schulden. An do stellt sech natierlech dann erëm d'Fro - an dat ass jo och debattéiert ginn -, ob dann déi Scholden elo ze grouss sinn oder eis ze vill hypothekéieren.

Ech mengen, et sollt een et awer nach eng Kéier widderhuelen: Dës Scholde ware kee Selbstzweck. Déi sinn net einfach do, wéi gesot ginn ass, fir an d'Vakanz ze goen. Nee, déi si gemaach ginn, fir wichteg an noutwendeg Investitiounen an d'Zukunft vun dësem Land kënnen ze maachen, Investitiounen, wou mer och am Retard waren, insbesondere an der Mobilitéit. An dat weist sech jo, dass mer do nach e ganz groussen Nohuelbedarf hunn. Dofir mengen ech, dass déi Scholden, déi mer dann haut hunn, och tragbar si fir dëst Land. An et ass scho gesot ginn: Wa mer de prozentuale Scholdenundeel vun eisem BIP huelen, huet dee sech stabiliséiert, en ass souguer liicht erofgaangen a mir si wäit ewech, fir déi Grenz vun 30% ze erreechen. Dofir mengen ech, ass dat alles aneschters wéi eng falsch Gestioun vun eisen ëffentleche Finanzen.

An da muss een awer och déi Vergaangenheet effektiv kucken an och soen, wéi et längerfristeg weidergeet. An do kann ech nëmmen dat ënnersträichen, wat haut de Moien den Här Bodry gesot huet: Et soll een effektiv an d'Vergaangenheet kucke goen. An dat hate mir an eisem Rapport 2015 och gemaach. Mir hunn näämlech all eis Diagrammer vun 2000 u lafe gelooss. An do huet een da ganz kloer erausfonnt, dass 2003 an 2004 déi gréisste Statsdefiziter waren. An dëst insbesondere duerch eng Steierreform, déi och deemools gemaach ginn ass, wou keng 500 Milliounen - wéi dës Kéier elo vläicht d'nächst Joer, virsiichteg gerechent vum Finanzministère - ze erwaarde waren, mä deemools goufen zwou Milliarden ausgedeelt, eng fir d'Leit an eng fir d'Betriber.

Ech mengen, dat soll een net vergiessen. An dofir mengen ech, dass, an ech ginn och dem Här Bodry recht, et e Strukturproblem hei am Land ka sinn, an dat hu mer och an eisem Budgetsrapport vun 2015 beschriwwen, dass et natierlech mam Modell Lëtzebuerg ze dinn huet, mat der Kreatioun vu villen Aarbechtsplazen. An dat soll een och entspriechend dann debattéieren, wa mer eis déi néideg Zäit huelen. A mir mussen doriwwer debattéieren. Et ass schonn e puermol gesot ginn.

Mir sollen eis awer och net ëmmer esou schlechtrieden. Dofir soll een och dann nach eng Kéier déi Ratingagencen... Et kann een dervun halen, wat ee wëllt, awer d'Welt ass de Moment esou geregelt an och esou jugéiert. A wann déi eis alleguerten ëmmer erëm den Triple-A nei ginn, denken ech, dass mer awer net esou schlecht leien.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen dann zu deene fënnef Punkten, déi ech nach eng Kéier wollt kuerz ervirsträichen.

Dat sinn éischtens d'Waasser an d'Ofwaasser, d'Loft an de Buedem: also eis Grondlage vun eisem Liewen. A wann ee kuckt, wou een ugefaangen huet, wou mer virun dräi, véier Joer, 2013, iwwerholl hunn, kann ee soen, dass et am Waasser alles aneschters wéi roseg war.

Éischtens hu mer direkt mussen eng Strof bezuelen op Bréissel, well mer en enorme Retard an de Kläranlagen haten. Nach haut musse mer all Dag 2.200 Euro op Bréissel schécken. Dofir war et méi wéi noutwendeg, dass do Politicken och deementspriechend gemaach goufen, fir dass mer dee Retard endlech opgeholl hunn. An ech mengen, souwäit ech weess, misste mer dat awer 2019 dann elo gepackt hunn, dass mer déi Suen net méi brauchen op Bréissel ze iwwerweisen.

Mir hunn eng ganz Rei Saache beim Nohuelbedarf gemaach, insbesondere bei de Kläranlagen. 2016 hate mer 85 Milliounen an dee Fong gemaach, 2017 99. An dëst Joer wäerten der nach eng Kéier 97 dragemaach ginn. Eleng d'Regierung mécht dat net. Do brauche mer d'Gemenge mat am Boot. An do brauche mer d'Syndikater, déi eng ganz Wichteg Roll do spillen. Dat wëll ech awer och hei betounen, well ouni déi léisst dat sech net ëmsetzen.

Ech sinn och frou, dass endlech déi zweet Kläranlag op der Musel och esou lues an d'Phase finale kënnt. Och do stinn näämlech 4,5 Milliounen am Budget fir 2018, fir dass och déi zweet Kläranlag endlech op der Musel ka gemaach ginn.

A wat ganz wichteg ass, dat sinn awer och déi Moossnamen, déi mat dem neie Waassergesetz komm sinn. Dat ass den Héichwaasserschutz. Ech mengen, de Moment schneit et dobaussen. Gëschter huet et geschneit. Ech hunn e bëssen d'Gefill, ech hoffen et net, awer dëst kann e Wanter ginn, wou mer erëm méi wäerte mam Héichwaasser geplot ginn. An insbesondere op der Musel wësse mer, wann d'Musel da kënnt bei deem Schnéi a bei deem Reen, da gesäit et net esou roseg aus. Dofir ass de Schutz e ganz wichtege Punkt, an net nëmmen op der Musel. An dat hu mer jo gesinn, duerch de Klimawandel kommen déi kuerzfristeg staark Reefäll, déi zu ganz dramatesche Situatioune kënne féieren.

An dofir soll een dat, och wann d'Waasser-

wirtschaftsamt ëmmer bei de Bauprojeten e bëssen an de Féiss steet, net op d'liicht Schëller huelen, wa Regenüberlaufbecke geplangt sinn. Well dat ass e Schutz - net wéinst dem Waasser oder fir de Projet ze verhënneren -, et ass e Schutz fir eis Mënschen alleguerten! Dofir sinn déi Projete méi wéi wichteg, dass déi och an Harmonie, zesummen natierlech mam Promoteur, gekuckt ginn, awer dass een dat net op d'liicht Schëller hëlt.

Och eng Rei Waasserschutzgebidder sinn endlech ausgewise ginn. Am Summer sinn der nach 27 an d'Prozedur gaangen. Ech denken, dat ass eppes Wichteges, wat endlech komm ass.

Den zweete Punkt war d'Mobilitéit. Ech mengen, mir kréie muer de Mëtten d'Geleeënheet, nach eng Kéier iwwert d'Mobilitéit ze schwätzen. Mä ee Punkt wëll ech awer trotzdeem nach eng Kéier ervirhiewen: Dat ass, dass effektiv den Zwee-Drëttel-/Een-Drëttel-Prinzip ginn ass. Dat heescht, et ass e Mentalitéitswiessel och an eiser budgetärer Form komm, dass mer d'ëffentlech Finanze méi an den ëffentlechen Transport stiechen.

Elo musse mer et natierlech fäerdegbréngen, dass mer dee Mentalitéitswiessel och bei d'Leit kréien, dass mer d'Leit natierlech bei d'Ugebuet vun dem ëffentlechen Transport kréien, fir dass mer dann endlech deem Zil méi no kommen, fir deen „modal split" kënnen ze erreechen. Well mir haten d'Méiglechkeet elo an der Kommissioun, dass mer d'Enquête Luxmobil 2017 virgestallt kritt hu vum Nohaltegkeetsminister, fir en vue vun der Virbereedung vum MoDu 2.0 ze kucken, wéi et zukünfteg weidergeet. Et ass jo och nach eng Debatt am Abrëll hei virgesinn, fir dass de Minister dat dann ebe kann 2018 am Mee, mengen ech, hei presentéieren.

Vläicht d'Zuelen: 2012 beim MoDu 1 ass gesot ginn, bis 2020 misste 56% an den Autoe sinn, 19% Bus an Zuch a 25% eben déi Mobilité douce, dat ass de Vëlo an d'Zefoussgoen. Haut si mer awer nach ëmmer mat 69% beim Auto, 17% bei Bus an Zuch an nëmme 14% bei der Mobilité douce. Dat heescht, d'Erausfuerderung ass nach ëmmer grouss. Dat heescht, mir mussen nach eng Schëpp zouleeën, mä ouni Mentalitéitswandel wäerte mer et net packen. Dofir, wann d'Ugebot stëmmt, sinn ech och sécher, dass d'Leit dee Mentalitéitswiessel wäerte matgoen.

Eppes, wat ännert, ass natierlech de Prinzip vun de Pôle-d'échangen. An de Sonnden hate mer jo d'Chance, e bësse wéi haut mam Wieder, am Schnéistuerm en éischte Pôle d'échange kënnen anzeweien, wou eben de Funiculaire uewen ukënnt, fir dann eriwwer op den Tram ze goen. An dat ass de Prinzip vun der zukünfteger Mobilitéit: dass net méi dat eenzegt Gefier am Mëttelpunkt steet, mä d'Mobilitéit a senger Ganzheetlechkeet. Dat heescht, et geet ze Fouss un an dat hält herno och erëm ze Fouss op, an dotëschent sinn ënnerschiddlech Mobilitéitsmoyenen.

An et ass dat, wat zukünfteg hei zu Lëtzebuerg wäert ausgebaut ginn. An et ass och dat, wat och an den Zuelen, déi haut scho genannt gi sinn, sief et an den Zuch, sief et an d'Park & Riden, sief et an den Tram a sief et och an d'Autobunnen ze investéieren ass, fir deen „modal split" dann elo endlech och kënnen ze erreechen.

Et ass och iwwert d'Sozialleeschtunge geschwat ginn. Ech hunn elo net vill Zuele genannt. Ech wëll der awer hei einfach e puer nennen:

Dat ass de Chèque-service, deen zum Beispill vun 2017 vu 110 Milliounen op 160 Millioune praktesch, oder 156 Milliounen, an d'Luucht gaangen ass.

D'Hëllefstellung an deem Beräich fir d'Gemengen ass och op 126 Millioune fir d'nächst Joer festgehale ginn.

Et sinn nach zousätzlech ëm 79 Millioune fir d'Education an den Accueil fir d'Kanner an de Gemengen derbäikomm.

Ech mengen, d'Besoins spécifiques fir d'Mobilité réduite sinn natierlech och an d'Luucht gaangen.

D'Allocation de vie chère ass nach eng Kéier diskutéiert ginn, nach eng Kéier mat 27 Milliounen (veuillez lire: 37 Milliounen).

An dann ass virdrun och schonn dervu geschwat ginn: D'Hëllefstellung fir den RMG respektiv deen neie REVIS ass op 178 Milliounen an d'Luucht gaangen.

Dat sinn Zuelen, déi awer weisen, dass mer de soziale Gedanken hei zu Lëtzebuerg an och d'Wichtegkeet vun deenen Hëllefstellungen an de Vierdergrond gestallt hunn.

E véierte Punkt - bon, dat ass e bësse mäi Steckenpferd -, ouni wëllen awer ze vill déif op déi Problematik anzegoen, dat sinn de Klima, d'Energie an d'nohaltegt Bauen. Ech mengen, mir sinn déi lescht Joren e Stéck no vir komm. Alles hu mer nach net erreecht. Ech mengen, mir hunn eng Stabiliséierung fonnt, voire dass mer erofgaange si mat den CO_2-Ausstéiss par rapport zu der Trajectoire, déi mer sollten erreechen.

Mir hunn d'Effizienz bei der Energieversuergung gesteigert. Mir hunn d'Verduebelung vun den erneierbaren Energië fäerdegbruecht, insbesondere vun der Wandenergie, déi innerhalb vun dräi Joer vu 60 Megawatt op 120 Megawatt an d'Luucht gaangen ass. Et gesäit ee se mëttlerweil. An ech mengen, et ass och wichteg, dass mer se gesinn, dass mer wëssen, wou d'Energie muss hierkommen, well den Energieverbrauch hei zu Lëtzebuerg awer nach ëmmer vill ze héich ass.

Mir hunn eng Klimabank gemaach, eng Klimabank, wou mer eng ganz Rei vun Aidë gemaach hunn an déi och sozial gestaffelt hunn. Och wann een déi eng oder déi aner Moossnam nach kann e bëssen ausweiten, esou ass et awer wichteg, dass dat bei de Leit ukënnt an dass och d'Leit déi néideg Renovatiounen an hiren Haiser kënne maachen.

Et ass vum „consumer" geschwat ginn, dee muer zum „prosumer" soll ginn. Wat heescht dat? Ma näischt aneschters, wéi dass deen Eenzelnen zum Energieproduzent gëtt. Mir maache souzesoen eng Demokratiséierung vun der Energieversuergung. Jiddwereen, deen e Verbraucher ass, gëtt och zum Produzent. An ech mengen, et ass dat, wat spannend gëtt.

Also, eis CO_2-Emissioune sinn „on track", wéi de Camille Gira, eise Statssekretär, gären hei seet. An der Vergaangenheet, bei där éischter Period, hu mer nach mussen nokafen, well de Retard einfach ze grouss war a well et laang brauch, bis d'Klimapolitik och bei de Leit ukënnt, och matgeholl gëtt. Dofir kann een do soen, dass déi viregt Regierunge wuel och an deem Beräich geschafft hunn, mä awer net an deem Mooss ukomm sinn.

Dës Kéier brauche mer an der zweeter Period näischt ze kafen. Dat heescht awer net, dass mer eis a rouege Gewässer befannen, well elo kënnt d'Aarbecht eréischt op eis duer, well zukünfteg gesäit et nach net esou roseg aus. 2030 musse mer minus 40% erreechen. A wa mer d'Klimaziler vu Paräis eescht wëllen huelen - a mir wëllen all eng dekarboniséiert Gesellschaft hunn -, da musse mer bis 2050 op minus 80% bis minus 95% erofgoen.

Vläicht och nach e Wuert zum Tanktourismus, et ass virdru kuerz ernimmt ginn. Jo, et kann een et vergläiche mat der TVA vun dem elektroneschen Handel: dass dës eis och wäert eng Kéier erausbriechen. Et muss een awer soen, dass dës Regierung et déi éischte Kéier fäerdegbruecht huet, éischtens emol eng Etüd an d'Liewen ze ruffen, déi elo um Dësch läit a wou en Aarbechtsgrupp am Ëmweltministère an am Finanzministère dru schafft. An esou wéi et och an der Press ze liese war, an dat huet jo och jiddweree kënne liesen, wäerten de Finanzminister an d'Ëmweltministesch eng Rei vu Proposen am Fréijoer maachen. Dat heescht, dës Regierung schwätzt net vun eppes, mä si handelt a si paakt et un. A si probéiert dann och, Proposen am Sënn vun enger Nohaltegkeet ze proposéieren.

M. Marco Schank *(CSV).*- Dat heescht, déi Jointe kënnt och elo?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat wäert scho kommen.

Dee fënnefte Punkt, dat ass dee leschte Punkt, op deen ech nach hei wéilt agoen. Dat sinn déi gréng Finanzen an der grénger wirtschaftlecher Entwécklung. An eiser Beméiung, d'Klimaziler ze erreechen, huet och de Finanzsecteur eng wichteg Roll. Och hei goufe scho wichteg Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach. An dëst, ech hunn et scho virdru gesot, freet och de Finanzminister, well et ass schonn aussergewéinlech, dass e Finanzminister op eng Klimakonferenz kënnt, fir ebe grad déi Klimaschutzpoliticken am Finanzberäich ze presentéieren. An ech hat d'Chance, och kënnen do derbäi ze sinn, näämlech bei der Presentatioun vun deenen eenzelne Moossnamen, déi Lëtzebuerg an deem Beräich mëttlerweil presentéiert huet. An dat war zu Bonn op der Klimakonferenz vun der COP23.

Lëtzebuerg huet sech mëttlerweil an deem Beräich och en Numm gemaach. Ech mengen, 45% vun den Ëmweltstrategiefongen a 57% vun de soziale Strategiefonge gi mëttlerweil hei op der Bourse gehandelt. Ech mengen, dass och Betriber oder Regierungen oder Investore sech hei zu Lëtzebuerg duerchaus kënnen ëmkucken, well speziell fir d'Klimakonferenz vu Bonn ass vu Luxembourg for Finance eng Broschür opgeluecht ginn, fir déi eenzel Moossnamen och kënne propper duerzestellen. An et ass e flott Instrument och a Richtung vun de Finanzen, dass d'Finanzen och de Wee mataschloen, well soss kréie mer de Klimawandel an där Richtung net gemaach.

Jo, mir ginn an déi richteg Richtung. Bon, et kann een dann och vun e bësse méi Kohärenz schwätzen. Mir si vun den ONGen…, oder besser gesot, d'Regierung ass jo och vun den ONGen e bëssen ugedriwwe ginn, fir och an de Fonge vläicht méi eng ekologesch Komponent mat eranzekréien, sief et am Pensiounsfong oder sief et och an eisem Fonds souverain intergénérationnel.

An och do hunn déi zwee zoustänneg Ministeren, zumindest bei där Pressekonferenz, déi da virun dem Ministère war, sech agelooss, fir dat eescht ze huelen, fir awer och deen Dossier an déi richteg Richtung kënne weiderzëentwéckelen.

Dann e puer Wuert zur grénger wirtschaftlecher Entwécklung. Ech mengen, dass mer eis do och net genuch zougestinn an och heiansdo ze bescheide sinn, well mir hunn der eng Rei, insbesondere an de klengen a mëttelstännesche Betriber, déi ganz innovativ sinn an déi och eng ganz Rei wichteg Projete gemaach hunn.

Dat huet mat Fuerschung an Entwécklung ze dinn. De Franz Fayot, mäi Virriedner, huet et virdru gesot. En huet och wëlle méi op d'Grondlagefuerschung agoen, déi ganz wichteg ass. An ech wëll awer och hei iwwert den Domän vun der direkter Applikatioun vun dräi Betriber schwätzen, déi, ech mengen, mëttlerweil e bëssen e Spigelbild ginn, wat sech an deem Domän awer hei zu Lëtzebuerg alles deet. An et ass erstaunlech, wat do awer erauskënnt. Ech hat d'Chance, och bei deene Präisiwwerreechunge jeeweils derbäi ze sinn.

Ech wëll och direkt mat deem éischten ufänken. Dat ass de Prix vun der Handwierkerkummer, iwwert d'Innovatioun näämlech. An dat ass den Holzbaubetrib Annen, deen e Produkt presentéiert huet, fir gréisser Konstruktiounen, gréisser Hale kënnen opzeriichte mat modulären Elementer, ouni dass eng Schrauf, nach dass en Nol ugewannt gëtt, näämlech am moduläre System. Et kann een et ofbauen a muer erëm op enger anerer Plaz opriichten. Dat nennt een „circular economy" an dat gëtt et haut schonn hei am Land. Mir schwätzen net nëmmen iwwer Rifkin, mä mir handelen haut schonn an et ass scho präsent do.

En zweete Betrib, deen huet mech nach méi iwwerrascht. An do war ech bei der Fedil bei dem Prix de l'Environnement. An dat war d'Entreprise Robin. Dat sinn déi, déi d'Faarwen do produzéieren. An déi hunn en neie Läinueleg presentéiert, e Läinueleg, wou d'Matière première aus dem Land kënnt. E Läinueleg, deen hei zu Lëtzebuerg hiergestallt gëtt, dee vu Baueren an enger Waasserschutzzon hiergestallt gëtt. An dee Produit gëtt och gläichzäiteg ouni toxesch Metaller gefäerdegt an en ass souguer nach waasserléislech.

Et ass wierklech en innovative Projet, deen hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt a wou direkt Win-win-win-Situatiounen - dräimol „win" - bestinn: de Bauer, deen an engem Betrib an enger Waasserschutzzon schafft an dobäi dann och gläichzäiteg Mehrwäert ka schafen, och d'„circular economy". An natierlech: Hei ass et nëmme gaangen, well och d'Agriculture, d'Landwirtschaftskummer, an awer och d'Services des eaux matgeschafft hunn, fir dee Betrib kënnen ëmzesetzen.

Dann hunn ech awer och nach en drëtte Betrib, deen ass nach méi interessant, hunn ech fonnt. Dat ass e Betrib, dee sech Ama Mundu Technologies nennt. Dat ass eng Start-up, där hiren Numm fir d'Anlag och ganz speziell ass: „Eco2GÜLLE". Dat heescht, et ass eng mobill Kläranlag, déi et awer fäerdegbréngt, d'Substrat, wat an enger Kläranlag ass, esou ze trennen, dass d'Feststoffer, d'Substrater, kënnen ewechgeholl ginn an dass d'Waasser recycléiert erëm ka gebraucht ginn. An dat ass e Betrib, deen insbesondere zum Beispill bei der Kielener Biogasanlag schafft, fir eben d'Flëssegkeet aus deem Substrat aus enger Biogasanlag erauszehuelen.

Ech wëll domadder nëmme weisen, dass mer Betriber hei an deem Land hunn, déi scho ganz wäit innovativ do virgaange sinn an déi wichteg sinn an där Entwécklung, wa mer iwwert de Rifkin oder d'Weiderentwécklung vun eisem Land schwätzen, dass déi och hei präsent sinn an dësem Land.

A wann een u Google denkt, ouni nach weider wëlle vu Google elo ze schwätzen: Wann ee sech iwwerleet, dass d'Waasser vun enger Luxlait kéint iwwer esou e Betrib mat enger mobiller Kläranlag genotzt ginn a recycléiert Waasser fir eng weider Killung kéint genotzt ginn, dann hätte mer wierklech en nohaltege Prinzip do erabruecht.

Firwat wollt ech déi Betriber hei speziell nach eng Kéier ernimmen? Dat kënnt net vun ongefeier. Och an eisem Budget stinn eng ganz Rei vu Moossnamen, déi dohinnerzilen, fir déi Betriber speziell ze ënnersträichen. A virdrun ass et schonn iwwert d'Fuerschung gaangen: Och de Wirtschaftsministère huet an deem Beräich eng ganz Rei vun Aiden, fir deene Betriber entgéintzekommen.

A mir hunn eis mëttlerweil ganz gutt opgestallt. Et ass virdru vun den… Wat hu mer vu Ressourcen? Mir hunn der net vill. Mir hu keng natierlech Ressourcen, mir hunn déi am Kapp. An dofir ass et wichteg, dass mer mëttlerweil eng Heemecht gi si fir Start-uppen.

Mir hu mëttlerweil eng ganz Rei vu Moossnamen a Betriber a vun Initiativen erreecht. Esou ass am Wirtschaftsministère 2016 den Digital Tech Fund gemaach ginn, deen a sech Luxinnovation mat Programmer vu Fit 4 Start fir d'Start-uppe regroupéiert. Et ass en Netzwierk vun InnoHub Lëtzebuerg kreéiert ginn. Et ass e Programm BEE CREATIVE gemaach ginn, et ass Fit 4 Entrepreneurship. Et sinn eng ganz Rei vu Moossnamen an deem Beräich ergraff ginn, déi net vun näischt kommen. An d'Resultat, mengen ech, weist sech haut an enger ganzer Rei vu Betriber.

An dat gëtt mer awer d'Geleeënheet, dann natierlech och iwwer ee Projet kënnen ze schwätzen, dat ass de 1535° zu Déifferdeng, wat e Beispill ass vu grad dësen Initiativen, wou et wahnsinneg ass. A wann een d'Broschür kuckt, wat de Locataire ausmécht, esou steet do iwwert dee Start-up-Betrib, deen an esou engem Betrib ënnerwee ass: «(…) c'est faire partie d'un concept innovant, interactif et multi-disciplinaire. C'est l'opportunité au quotidien de prendre part à un projet humain, créatif, social et durable.» Et ass dat, wat mer och wëllen hei am Land erreechen, näämlech déi kreativ, sozial, awer och durabel Entwécklung.

Ech kommen dann net zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Hären, ouni awer een Zitat nach aus engem Interview virzeliesen, wat ech kuerz no der COP23 vu Bonn, der Klimakonferenz, konnt liesen, näämlech dat vum Bertrand Piccard, deen ech och perséinlech konnt kenneléieren.

An e schreift an enger Lëtzebuerger Zeitung, dem „Tageblatt", fir keen ze nennen: „Luxemburg hat es stets geschafft, durchzustarten. Luxemburg hat immer Innovationen geschaffen. Das fasziniert mich. Denn heute seid ihr nicht nur dabei, euch vom Stahl oder von der Kohle weiterzuentwickeln, sondern auch gegenüber den traditionellen Finanzen, auf denen der Reichtum Luxemburgs basiert. Ihr geht noch weiter, mit neuen finanziellen Produkten wie jene der grünen Finanzen (veuillez lire: der grünen Wirtschaft), oder besser gesagt, jenen der sauberen Wirtschaft."

Ech mengen, dat kënne mer nëmmen ënnersträichen, an et ass dat, wat mer probéieren an deene Prozesser, déi dës Regierung ugestouss huet, och weiderhin ze entwéckelen.

Dës Regierung huet deemno a ville Beräicher d'Richtung uginn. Et mierkt een elo schonns den Ënnerscheed. Et gëtt awer nach ëmmer vill ze schaffen. Och d'nächst Joer maache mir keng Paus. Et gëtt voll a ganz nach weider geschafft, fir d'Wuel vum Land, vun de Leit a vun der Ëmwelt, fir eng nohalteg Entwécklung vun eisem Lëtzebuerger Land ze garantéieren.

Mir mussen eis dofir d'Fro vum „Wéi?" vläicht stellen, och net alles huelen, wat vläicht geet. Mir mussen eis enger breet gefouerter ëffentlecher Debatt stellen, fir eise Wuesstum no nohaltege Kritären ze steieren. Dëst féiert derzou, dass mer eis geziilt a verträäglech entwéckele mussen, fir den zukünftege Generatiounen och den néidegen Handlungsspillraum ze iwwerloossen.

An ech wëll mat engem Zitat schléissen - an ech soen elo scho Merci -: „Mir hunn dës Welt net vun eisen Eltere geierft, mir hu se just vun eise Kanner geléint."

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet elo den Här Marc Spautz.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, ganz am Ufank op verschidden Äusserungen anzegoen, déi am Laf vum Dag gemaach gi sinn.

Fir d'Alleréischt wëll ech der Rapportrice Merci soe fir hire Rapport. Ech muss awer gläichzäiteg

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

soen: Bei hirem mëndleche Rapport gëschter Mëtten hat se eppes vergiess. Si hat dat da vläicht net an hir Ried geschriwwen. Si huet do gesot, dass am Fong den Här Juncker ëmmer eng gratis Kannerbetreiung gefuerdert hätt, awer ni eppes gemaach hätt, an da soll dës Regierung dann elo endlech 20 Gratisstonnen agefouert hunn.

Ech wëll just soen, dass dat falsch ass, well näämlech schonn den 1. Mäerz 2009 Gratisstonnen do waren. An den Här Bodry ka sech sécherlech dorun erënneren, well hien och deemools schonn derbäi war, dass wéi den 1. Mäerz 2009 de Chèque-service agefouert ginn ass, dass een dräi Gratisstonnen d'Woch kritt huet an dass een an der Vakanz méi Stonnen hat an dass een an der Summervakanz souguer konnt wärend véier Wochen dovu profitéieren. An deenen anere Schoulvakanze waren et 25 Stonnen d'Woch, déi all Mënsch gratis hat.

Also ass et net, dass d'Rad elo ganz nei erfonnt ginn ass, mä dass dat schonn eppes ass, wat do war. An et ass just dat déi Remarque, déi ech wollt maachen, well d'Madamm Elvinger gëschter esou gemaach huet, wéi wann dat eng nei Erfindung vun dëser Regierung wier. Also, dat mam Gratis ass et och du scho ginn.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

D'Madamm Jacobs, Madamm Loschetter, war Familljeministesch.

Dann en anere Punkt dozou, deen ech awer och nach wollt ënnersträichen: Dat ass deemools ofgeschaaft ginn 2012. Den Här Bodry hat och schonn e puermol op 2012 higewisen, wéi opgrond vun der ekonomescher Situatioun vum Lëtzebuerger Land verschidde Spuermesurë getraff gi sinn. An dat do war eng vun deene Spuermesuren, déi 2012 gemaach gi sinn, wou jo och duerno d'Méiglechkeet gewiescht wier, fir dat och schonn... Ech wëll elo net hei Kritik üben, mä et hätt een et och schonn duerno, nodeem sech d'Situatioun gebessert hat, kënne réckgängeg maachen. Dat just fir drun ze erënneren, dass et keng nei Erfindung war, mä dass et dovun en Deel scho ginn ass.

Da wollt ech och drun erënneren, beim Congé parental, wou Leit heibannen - dat war awer net d'Madamm Elvinger - gesot hunn, d'CSV wier ëmmer dergéint gewiescht an hätt keng aner Alternative bruecht: Och d'Madamm Hetto hat Propositioune gemaach, fir de Congé parental aneschters ze gestalten, wou mer net geschwat hu vum Montant, deen et a Sue ginn ass, mä a méi Zäit, mat méi Stonnen.

Dat ass souwuel an der zoustänneger Kommissioun beschwat gi wéi och heibannen am Plenum. Dofir ass et also net richteg, fir elo ze soen, do hätt d'CSV kee Wuert derzou gesot an d'CSV wier och net mat Alternative komm. Dass déi net zréckbehale gi sinn, dat ass natierlech ëmmer d'Recht vun der politescher Majoritéit, mä et ass awer falsch, fir dann no baussen ze soen, dass d'CSV an deene Punkten iwwerhaapt keng Alternative bruecht hätt an och näischt aneschters op den Dësch geluecht hätt.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et sinn och verschidde Kolleegen, déi haut de Mëtteg vill iwwert de REVIS geschwat hunn. Ech mengen, dass de REVIS e ganz wichtegen an noutwendege Projet ass fir d'Lëtzebuerger Land, dass mer dee brauchen, dass dat näischt ass mat der Strenz, mä dass dat eppes ass, wat 1986 agefouert ginn ass, fir de Leit ze hëllefen, déi an enger schlechter Situatioun sinn.

Et ass am Fong esou, mengen ech, dass mer eis alleguerten, wéi mer heibanne sinn, freeë géifen, wa mer dat net bräichten, well mer dann näämlech keng Leit hätten, déi an där Situatioun sinn. Mä nach ass de REVIS net do. E war zwar geplangt fir op den 1. Januar, mä menges Wëssens huet de Conseil d'État bis elo nach ëmmer keen Avis zu deenen Amendementen ofginn, déi d'Regierung an der Summervakanz gemaach huet, soudass et de Moment schwiereg ass, schonn am Detail driwwer ze schwätzen, obwuel verschidde Kolleegen dat gemaach hunn.

Et géif och an der entspriechender Enveloppe, déi den Här Finanzminister hannerluecht hat, ëm 15,9 Milliounen eropgoen. Mä et muss een elo natierlech ofwaarden, wéini et kënnt. Kënnt et fir den 1. Abrëll? Kënnt et fir den 1. Juni? Kënnt et fir den 1. September? Soudass dat jo dann och am Prorata aneschters wäert ausgoen.

Ech kéint och nach do eppes zum Mindestloun soen, mä ech konnt elo leider de Communiqué vun der Regierung net bis zum Schluss liesen, well ech hunn héieren, dass de Statsminister sech haut nom Regierungsrot zum Mindestloun geäussert hätt, dass do d'Regierung driwwer geschwat hätt. Ech weess awer elo net wat.

Dofir soen ech dann elo nëmmen deen ee Punkt: dass et awer wichteg ass - den Här Bodry huet et ënnerstrach, mäi Kolleeg, de Gilles Roth, huet et ënnerstrach -, dass mer doriwwer diskutéieren. A mir sollen net iwwert de Brutto schwätzen, mä virun allem iwwert den Netto, well et do beim Netto ganz wichteg ass, wat d'Leit an der Tut behalen, an et och wichteg ass bei deem Netto, wat domat erauskënnt. Well mat där Zomm, déi et de Moment gëtt, ob dat de qualifizéierten oder net qualifizéierte Mindestloun ass, ass et bei deene Liewensbedingungen a bei deene Präisser, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, ganz schwéier.

Ech wollt dann och nach bäifügen: Et ass gesot ginn, mir hu 15 Milliarden Ausgaben. Et ginn Investissementer gemaach vun 2,4 Milliarden. Dat wier eng hallef Milliard weider wéi 2013. Dat hu Kolleegen heibanne gesot, wat och richteg ass. Et brauch ee just am Budget nozeliesen.

Mä eppes, wat mech géif interesséieren, an do huet bestëmmt den Här Finanzminister d'Äntwert drop: Mir schwätzen all Joer vun 1,6, 1,8, 2,1, 2,4 Milliarden - et ginn der all Joers weider -, déi mer investéieren. Ech fannen dat och gutt esou. Et ass wichteg, dass investéiert gëtt, well dat ass en Zeechen, dass eis Ekonomie dréint. Mä et géif mech emol eng Kéier interesséieren, wivill vun deenen Investissementer, déi mer an de Budget aschreiwen, mer fäerdegbréngen, pro Joer dann och ze maachen.

Ech ka mech emol erënneren un eng Zäit, du stoungen 1,6 Milliarden am Budget. Do hu mer et awer knapps gepackt. An den Alex Bodry ka sech och nach dorun erënneren. Wa mer dann 1,2 oder 1,3 gedréit kritt hunn, well d'Ekonomie et net gepackt huet, fir déi 1,6 ze maachen, géif et mech elo interesséieren, wéi elo d'Verhältnis ass vun deene leschte Joren, vun deenen 2,1, vun deenen 2,3 Milliarden, déi mer aschreiwen, wivill mer dann och d'nächst Joer wierklech kënnen an d'Ekonomie erapompelen oder wivill vun deenen 2,3 Milliarden do gebraucht ginn.

Wann ech dat hei un de Finanzminister geriicht soen, weess ech och, dass dat bei deene Gemengemammen a -pappen, déi heibanne sëtzen, do äänlech ass: Wann s de vun deenen Invester schwätz, déi s de an de Budgete méchs, kriss de se nach laang net alleguerten an deem Joer verschafft, wou s de se drasetz.

Dofir géif et mech awer och interesséieren, Här Finanzminister, dass Der eis kéint soen, bei wivill vun deene Suen, déi mer elo aschreiwen, da wierklech och d'Chance besteet, dass se ëmgesat ginn, a wivill och eis Ekonomie packt, fir vun deenen 2,3 Milliarde kënnen ëmzesetzen. Ech ka mech näämlech u Budgetsavisen erënneren, déi komm sinn, wou ëmmer drop opmierksam gemaach ginn ass, dass et keng Plusvalue fir d'Lëtzebuerger Ekonomie wier, wa mer d'Halschent vun deenen Investissementer, déi mer géife maachen, net kéinten a Lëtzebuerg un d'Dréie kréien, mä dass mer déi géifen un auslännesch Betriber ofginn. Dofir just aus Virwëtz: Et wier do awer och sécherlech interessant ze wëssen, wivill vun deenen 2,3 Milliarde mer dann och elo abruecht kréien.

Da gëtt och vun den absolutten Zuele geschwat. De Statsminister - dat hunn ech am Titel gelies - huet de Budget haut kommentéiert, och nom Conseil de Gouvernement. Ech hätt am Fong léiwer gehat, e wier heibanne gewiescht an en heibanne kommentéiert, wéi elo virun der Press: Et géif dem Land besser goe wéi 2013 an et géif och de Finanze besser goe wéi 2013.

Wann ech d'Chifferen an absolutten Zuele kucken, da muss een awer feststellen, wa mer iwwert d'Schold schwätzen... An do geet et jo dann drëm, aus wat fir engem Bléckwénkel mer déi absolutt Zuele kucken: Kucke mer déi a Prozentsätz? Kucke mer se an der Zomm? Oder a wat fir engem Punkt maache mer dat?

Dass do sécherlech d'Saachen aneschters si wéi 2013, dat wëll ech hoffen, well mat esou engem Wirtschaftswuesstum, wéi mer e säit 2013 haten, wier et jo awer och net gutt, wann net all Zuel besser wier. Mä op alle Fall, déi vun der Statsschold an absolutten Zuelen, do ass et net vill aneschters, wéi dat bis elo de Fall war.

An ech wëll och do ënnersträichen, well Der de Moie schonn eppes hei gesot hutt, d'CSV huet ni gesot: „Mir wëllen net investéieren." Och mir wëllen investéieren! Mir hunn eis just d'Fro gestallt, a wat fir ee Volet een investéiert a wat fir e Wuesstumsmodell ee wëllt an ee brauch.

Wann een näämlech net investéiert, kritt een e sozialen Defizit. Dat huet e sozialistesche Politiker dës Woch um Radio gesot. Wann een net investéiert, dat ass geféierlech fir de Lëtzebuerger Sozialstat. An ech ginn em 100%eg recht, mä et ass awer och e Fakt, an do brauch ee just de Rapport «Travail et Cohésion sociale» vum Oktober 2017 ze kucken - ech muss en nach esou oft nennen, ech kommen nach e puermol drop zréck -, wéi et och mam Taux de pauvreté ass.

Och hei zu Lëtzebuerg - an dat ass kee Virworf un d'Regierung, weder déi heiten nach déi vu virdrun - ass den Taux de pauvreté an d'Luucht gaangen. Mä dat, wat mer eis kënnen (veuillez lire: mussen) als Virworf gefale loossen, dat ass, wa mer net genuch géigegesteiert kréien a wa mer näischt kënne maachen, fir deene Leit ze hëllefen, déi an enger prekärer Situatioun sinn.

An ech kommen ëmmer dorop zréck, an da soen ech - déi zwee fréier Buergermeeschtere vun Diddeleng, den Här Bodry an den Här Di Bartolomeo, déi kenne mäi Beispill -: Et ass fir mech an och fir den Normalstierflechen heiansdo schwéier ze verstoen, dass Der mat 1.880 Euro zu Diddeleng en Aarme sidd, a mat 1.800 Euro zu Wuelmereng - déi sinn direkt widdereneen -, do sidd Der wäit iwwert der Mediane, déi an deem Land ass. Dat ass e Fakt, dat ass eng Tatsaach an dat ass heiansdo schwiereg, de Leit ze erklären.

Mir sollen dat am Kapp hunn, dass dat esou ass, mä mir sollen eis awer gläichzäiteg bewosst sinn, dass mer gesinn, wa mer elo op 16,5% Taux de risque vun der Pauvretéit hei zu Lëtzebuerg ukomm sinn, dass mer do musse géigesteieren - dass mer do musse géigesteieren, onofhängeg dovun, ob mer an der Majoritéit oder an der Oppositioun sinn - an dass et wichteg ass, dass mer do eng Politik maachen am Interêt vun deene Leit, déi an d'Pauvretéit kënnen ofrutschen, well dat ass e schlecht Zeeche fir eist Land. Dat ass kee gudden Nation Branding, wa mer do ëmmer mat virbäi sinn, soudass mer do alles solle maachen, zesummen, fir deene Leit kënnen ze hëllefen.

An do kommen ech dann erëm drop zréck: Do kënne mer näischt mam Brutto léisen, mä do ass et mam Netto, näämlech mat deem, wat d'Leit hunn, fir dat och kënnen ëmzesetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Bodry huet och a senger Radiosemissioun ënnerstrach, dass d'Gehälter an d'Pensiounen den 1.1.2017 ëm 2,5% an d'Luucht gaange wieren, dass eng Steierreform komm wier, de Mindestloun wier ëm 1,4% eropgesat ginn an och d'Leit beim Stat hätten däitlech méi. An dat wier alles geschitt duerch d'Majoritéitsparteien, an d'Oppositiounsparteien hätten näischt matgemaach, oder villes dovun net matgemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...Motioun...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wéilt do just soen, dass souwuel...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Haaptsächlech d'Steierreform...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, mä Här Bodry, dann hätt Der dat solle soen! Well ech wollt drun erënneren, dass mir als CSV d'Opwäertung vum Mindestloun matgedroen hunn, dass mir als CSV den Accord salarial an der Fonction publique matgedroen hunn. Just bei de Steieren hu mer et net matgedroen. An do huet mäi Kolleeg, de Gilles Roth, et virdru jo nach eng Kéier erkläert: Mir haten heibanne Propositioune gemaach, dass déi 11.265 Euro op 12.000 Euro sollten an d'Luucht goen. Dat ass deemools heibannen ofgeleent ginn; well mir haten déi Motioun heibanne bruecht an déi ass awer deemools net zréckbehale ginn.

Mir hate bei de Stock-Options och eng Motioun, wou een och elo kann d'Fro stellen, mä den Här Bodry ass do méi Expert wéi ech, ob et do net un der Zäit wier, fir vläicht och emol eng Kéier vum Statsrot en Avis préalable ze froen, ob dat iwwerhaapt méiglech ass.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...den Här Frieden.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, ech wëll lech just soen: Ech adresséiere mech net un den Här Frieden, ech weess net, ob deen hei bei deene 60 Leit sëtzt! Ech stellen d'Fro un de President vun der...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...bestëmmt genau...

(Interruption)

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Oder mir rufen en an eng Radiossendung!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech stellen d'Fro un de President vun der Institutiounskommissioun vun der Chamber, deen d'Verfassungsreform och mécht an deen dofir zoustänneg ass: Wier et net gutt, eng Question... oder en Avis préalable beim Statsrot unzefroen, ob et méiglech ass, d'Stock-Options iwwer Circulairen ze regelen, oder ob et do net besser wier, et hätt een e Gesetz, fir keng Interpretatiounsschwieregkeeten zouzeloossen? Well et net gutt wier, wann een eis do géif usichen, dass mer da géifen op där doter Fro an op där doter Form verléieren.

Dat ass keng Kritik, dat ass just eng Fro an e Wonsch. An ech géif den Här Bodry als Expert vun där doter Matière...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Dass een dat awer soll maachen.

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, selbstverständlech. Dir sidd direkt gefrot ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mam Här Bodry hunn ech ni e Problem.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Just fir einfach kloerzestellen, dass mer majoritär an der Kommissioun der Meenung waren, dass esou eng Saisine préalable vum Conseil d'État näischt bréngt, well de Conseil d'État, éischtens, duerch d'Gesetz obligéiert ass, déi dote Froen ze kucken, wann en eng Propositioun huet, an zweetens, et nëmme Sënn mécht, engem Gremium esou eng Fro ze stellen, wat och kann déi dote Fro tranchéieren. De Conseil d'État gëtt nëmmen en Avis of. D'Chamber mécht herno, wat se wëllt.

Déi eenzeg Instanz, déi déi dote Fro kéint tranchéiere vun enger Verfassungsméiglechkeet, dat ass eist Verfassungsgeriicht selwer. An do war och d'CSV der Meenung, dass een eisem Verfassungsgeriicht net kéint esou e Pouvoir ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci fir déi lescht Remarque. Mä et kann een awer nach ëmmer de Statsrot ëm en Avis froen. Dat schléisst dat net aus, well bei engem Gesetz gëtt en en Avis, an dann hätt en déi Méiglechkeet gehat, fir dorop ze reagéieren.

Da wëll ech nach soen, dass haut de Mëtteg och heibanne gesot ginn ass - an engem anere Punkt, och vun der Finanzpolitik ass hei geschwat ginn -, dass d'CSV jo géif eng „Schäuble-Finanzpolitik" hei zu Lëtzebuerg maachen. Ech muss lech soen: Éischtens ass dat keng Frechheet!

Une voix.- Aah!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Zweetens muss ech lech soen, dass dat Land... Wann ech den Här Schäuble kucken, ënnert dem Stréch: En huet de Budget verlooss an engem gudden Zoustand an Däitschland. Mä ech wëll lech awer soen,...

Une voix.- An Däitschland, jo!

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...den Defizit hei ass bei enger Milliard, en ass an Däitschland…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...an Däitschland...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- A wéi ass do den Zoustand vun de Stroossen, de Brécken an den Zich?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, just den Här Spautz huet am Moment d'Wuert!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Ech weess net, ob et d'Madamm Lorsché oder d'Madamm Loschetter ass, déi ëmmer ënnerbrécht. Et ass elo een, d'„Madamm Lolo" dann...

(Hilarité générale)

Mä ech wollt just soen…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Schäuble soll weiderschwätzen! Den Här Schäuble soll weiderschwätzen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt just soen, och hei zu Lëtzebuerg,...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- D'Madamm Lolo!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...wann et à politique inchangée ass, wäerte mer och bei därselwechter Zuel sinn: bei enger Milliard, wann dës Period fäerdeg ass, wéi 2013! Bei Politique inchangée wäert dat esou sinn. An dofir sollt een net iwwert deen hierfalen, deen a sengem Land d'Aarbecht gemaach huet, mä da solle mer kucken, wéi mer hei am Land eis Aarbecht och solle maachen!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da wëll ech soen: Et ass och ënnerstrach ginn, dass d'Reserven am Pensiounssystem an d'Luucht gaange sinn, wat och gutt esou ass. Et ass ënnerstrach ginn iwwert d'Gesondheetskeess, dass déi erëm am Boni ass. Et muss een awer gläichzäiteg soen, wann ee vun der Gesondheetskeess schwätzt - an dat ass awer eppes, wat ech net gutt fannen: Do hu mer awer och verschidde Saachen am Interessi vum Patient verschlof! Mat den IRMen, si komme jo elo endlech! Dass elo endlech véier IRMe kommen, do hu mer awer laang, zwee, dräi, fir net ze soe véier Joer verschlof, wou een d'IRMen hätt kënne bestellen.

An datselwecht ass mat den Urgencen! Mat den Urgencë kréie mer den nächste Mount virgestallt, wat déi Analys bruecht huet, wéi et elo soll an den Urgencë besser virugoen. Wann Der mat de Leit schwätzt, déi an eng Urgence musse goen, déi wiere frou gewiescht, wa mer schonn éischter eppes bei den Urgencen ënnerholl gehat hätten, well dat, wat bei den Urgencen ofleeft… An et brauch een nëmme samschdes d'Lieserbréiwer ze liesen, ob et am „Tageblatt", am „Wort" oder am „Journal" ass, et kommen der all Kéiers, wou d'Leit erëm mat Beispiller kommen, dass se heemgeschéckt gi sinn, well kee Bett do ass, dass se Schwieregkeeten hunn an de Spideeler, well keen Dokter do ass, an dass se sechs oder siwe Stonnen am Wartesall musse sëtze bleiwen, wann eppes geschitt.

Et wier net schlecht gewiescht, wa mer elo vum Gesondheetssystem soen, mir wieren erëm am Boni, dass dann och eppes geschitt wier.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …d'Spideeler…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä ech huelen awer och un, Här Bodry,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...oder ass et d'Regierung, déi hei alles decidéiert?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Bodry, ech wëll awer just soen…

De Santésministère! Et wonnert mech, dass Der elo vun de Spideeler kommt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma neen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Normalerweis war Äre Sproch elo déi lescht Joren…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wann Der vun den Urgencë schwätzt, muss ee vun de Spideeler schwätzen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Déi lescht Jore war heibannen ëmmer de Credo, wa mer iwwer esou Sujete geschwat hunn: „Mä dat war d'CSV, déi esou laang an der Regierung war." Dee leschten CSV-Gesondheetsminister, fir Iech dat awer ze soen, wësst Der, wien dat war? Den Dokter Émile Colling! Dat war 1968. A säit 1968 haten ëmmer nëmmen zwou Parteien de Gesondheetsminister gestallt. An ech muss Iech soen: An dat war kee vun der CSV! Dofir, wa mer elo soen: „An der Vergaangenheet si Feeler gemaach ginn", da kann een awer net ëmmer soen, et wier an eng Richtung.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Passt op, wien hannert Iech sëtzt!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat ass de Sécurité-sociales-Minister vun där Zäit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen...

(Hilarité)

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Neen, neen, neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat waren déi zwee, a mir hunn oft matenee geschwat.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dann ass et gutt. Merci, Här President. Da wollt ech eben op dee Punkt hiweisen.

En anere Punkt, dee mech awer och beim Budget interesséiert, an ech hat et och schonn an der zoustänneger Kommissioun eng Kéier zur Sprooch bruecht: Dat ass, wann ee kuckt, wat am Fonds pour l'emploi geschitt, wat d'Ausgabe sinn, déi de Stat am Fonds pour l'emploi ze droen huet. An déi sinn am fräie Fall, awer an déi richteg Richtung.

Éischtens ass et gutt, dass de Chomage zréckgeet. Ech wier frou, mä Dir alleguerten heibannen och, wann en nach méi séier géif zréckgoen, wéi dat de Moment de Fall ass. Am Fonds pour l'emploi geet Participatioun vum Stat ëmmer méi erof. An d'Suen, déi aus dem Statsbudget an de Fonds pour l'emploi eragestach ginn, sinn der ëmmer manner.

Déi, déi de Chômage am Fong hei zu Lëtzebuerg bezuelen, dat sinn d'Leit mat hirer Solidaritéitssteier. Dat sinn déi extra Taxen, déi mer agefouert hunn. Dat sinn d'Gemengen, well dat war jo d'„Solidaritéitssteier", ënner Guillemeten. Déizäit hu scho verschidde Leit et als „Krisesteier" tituléiert, Klammer erëm zou. Ob et net op deem Punkt wier, dass ee sech awer och do misst eng Kéier d'Fro stellen, ob dat de richtege Wee ass, dass de Stat do net méi mathëlleft, oder ob et net och do wier, fir zukunftsträchteg Projeten ze maachen.

Ech erkläre mech mat deenen „zukunftsträchtege Projeten": Mir schwätzen alleguer vun der Digitaliséierung. Mir schwätzen alleguer vun der industrieller Revolutioun. An d'Digitaliséierung wäert kommen. An (veuillez lire: An d'Fro stellt sech,) an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer elo schonn e Problem hu mat de Leit, déi manner gutt intellektuell drop sinn, mä déi manuell schaffen, wou mer der elo scho vill am Chômage sëtzen hunn, ob mer net deem scho géife (veuillez lire: scho sollte) virgräifen an deene Leit hëllefen. Well fir hei zu Lëtzebuerg nach aarbechtsintensiv Betriber ze kréien, fir déi Leit ënnerdaach ze kréien, där wäerten et der an Zukunft keng méi ginn!

Mir hate fréier eng Siderurgie. Do hu 27.000 Leit geschafft. Déi hat Plaz fir jiddwereen, ugefaange bei deem, deen nëmme manuell konnt schaffen, bis zum Ingenieur, dem Ekonomist, dem Jurist. D'Siderurgie konnt se alleguerte gebrauchen. Dat ass haut net méi de Fall.

Mä dass mer elo schonn am Virfeld vun där Digitaliséierung, déi op eis zoukënnt, mat deene Suen, déi dann net am Budget virgesi si fir an de Fonds pour l'emploi, en extrae Fong schafen, fir deene Leit ze hëllefen, déi et herno an der digitaler Welt net méi packen! Well Dir wäert gesinn, dass der do vill wäerten ënnert d'Rieder kommen, déi elo bei gréissere Betriber schaffen a manuell schaffen, wann déi Digitaliséierung op eis zoukënnt.

A gläichzäiteg - dat nennen ech e Formatiounsfong am Kader vum Fonds pour l'emploi - musse mer eis och bewosst sinn, dass mer awer iergendwéi musse kucken, dass mer solle mam Fortschrëtt virugoen - dat ass dat Allerwichtegst, wat et gëtt fir eist Land -, an och nach Aarbechtsplazen hei am Land behale fir déi Leit, déi manuell grouss Fäegkeeten hunn an déi awer intellektuell soss aner Problemer hunn, fir dass déi Leit och net ënnert d'Rieder kommen.

En anere Problem beim Fonds pour l'emploi - an do hat ech och an der Kommissioun schonn d'Fro un den zoustännege Minister gestallt - ass déi ganz grouss Fro: Wat geschitt mam Chômage vun de Frontalieren? Dir wësst jo alleguerten heibannen - an Dir kennt d'Matière alleguer besser wéi ech -, dass mer de Chômage vun de Frontalieren net direkt selwer bezuelen, mä dass deen iwwer Forfaite bezuelt gëtt, déi un déi jeeweileg Administratioune bezuelt ginn, an dass do eng Direktiv ënnerwee ass, dass dat an Zukunft soll anescht sinn, dass wärend fënnef Méint de Chômage an deem Land soll bezuelt ginn, wou ee schafft.

An dat géif eng terribel Belaaschtung fir eise Budget ginn. En ass schonn an d'Luucht gaange bei deene Forfaiten, wou ech gesot hunn, vun 13 Milliounen 2013 op 44 Milliounen 2018, laut de Chiffere vum pluriannuelle Budget. Do musse mer kucken, wat dat fir eist Land bedeit, wann dee Chômage vun de Frontalieren duerno op eis zoukënnt. Dat kënnen Ausgabe sinn... Wann een nëmmen dat ëmrechent, esou wéi d'Direktiv dat de Moment virgesäit, géif dat op 88 Milliounen erausgoen, déi Lëtzebuerg do misst bezuelen. Dass mer och do ufänken, déi Suen op d'Säit ze setzen, well dat kann... Ech weess net, wéi séier et kënnt, mä op alle Fall: D'Gefor ass grouss, dass déi Direktiv wäert kommen.

(Interruption par M. Alexander Krieps)

Ech hunn net gesot, Här Krieps, mir solle géint d'Direktiv goen. Ech hu just gesot, mir sollen net waarden, bis d'Direktiv kënnt. Mir sollen eis elo schonn drop preparéieren, wann déi Ausgab sollt op eis zoukommen.

Wa mer da vum Taux de chômage a vum Taux d'emploi schwätzen, muss een och eng Kéier kucken, dass mer eng Stagnatioun hunn, wat den Emploi vun de Fraen ubelaangt. Laut deene Chiffere vum Statec ass dee säit 2013… Wou mer jo eng extra Politik gemaach hunn, fir d'Frae méi op den Aarbechtsmaart ze bréngen a fir dass se sech, iwwerspëtzt formuléiert, manner sollen ëm d'Kanner bekëmmeren, mä dass se solle méi Méiglechkeeten hunn, fir direkt kënne weider schaffen ze goen. Do fält awer op an dem Tableau, deen do vum Statec virläit, dass säit 2014 den Taux d'emploi vun de Frae stabill bliwwen ass.

Soudass dat net eleng d'Léisung ass, fir ze kucken, dass d'Beschäftegung bei de Fraen an d'Luucht geet, mä dass mer och do musse Méiglechkeete schafen, fir dass mer et fäerdegbréngen, dass den Taux d'emploi fir eis Frae weider an d'Luucht geet, a gläichzäiteg, dass mer och do musse kucken, dass mer et och fäerdegbréngen, d'Égalité des salaires tëschent Hommes et femmes weider unzekuerbelen, well mer do awer nach verschidde Betriber hunn, wou et eis net geléngt, fir dat an d'Rei ze bréngen.

Et ass net de Statsbudget, mat deem mer dat kënne léisen, mä et ass awer duerch Encouragementer a verschiddene Betriber, dass mer et do fäerdegbréngen, deem Problem och entgéintzewierken.

Da wëll ech soen, dass et och wichteg ass an eisen Aen, dass mer verschidden Dossieren - de Moien ass et och scho gesot ginn - differenzéiert uginn. Et huet kee Wäert, hei ze soen, dass alles schéin a gutt ass. Et huet awer och kee Wäert, alles schlechtzemaachen an alles trauregzemaachen. Lëtzebuerg huet e grousst Entwécklungspotenzial viru sech.

Mä mir mussen ee Problem dobäi an de Gréff kréien, an dat ass dee vum Logement. Well mat jiddwer Entwécklung a jiddwer zukünfteger Entwécklung, déi mir hei am Land maachen, wa mer et net gläichzäiteg fäerdegbréngen, dat vum Logement an de Gréff ze kréien, da gëtt et ëmmer méi schwiereg.

An de grousse Succès, deen dës Regierung huet an och fréier Regierungen haten, fir Institutiounen op Lëtzebuerg ze kréien, fir grouss Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, dréit jo doudsécher net derzou bäi, dass de Wunnengsmarché hei zu Lëtzebuerg entlaascht gëtt. Mä mir mussen et onbedéngt fäerdegbréngen, de Wunnengsmarché an de Gréff ze kréien.

Mäi Kolleeg, de Marc Lies, hat do scho wivill Propositioune gemaach. Ech mengen, dass dat, an dat ass kee Virworf un iergendeen, mä dass dat, wat beim Fonds du logement leeft, net gutt ass fir Lëtzebuerg! Et ass 2013 kritiséiert ginn, de Fonds du logement géif net genuch bauen. Wa mer elo ënnert dem Strëch kucken, dann ass de Fonds du logement leider déi lescht véier Joer net opgefall duerch nei an zousätzlech Aweiunge vu Logementer, mä éischter duerch Onstabilitéit, déi interner Natur ass.

An do ass et fir eis alleguer, wéi mer heibanne sëtzen, wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, Stabilitéit an de Fonds du logement ze kréien, an dass mer och sollen nodenken, ob mer déi Propositioun, déi mäi Parteikolleeg, de Marco Schank, scho virun dräi Joer gemaach hat, fir do eng aner Zort vu Wunnengsbaugesellschaft ze maachen, net awer erëm aus dem Tirang sollen huelen, fir och do dat Ganzt erëm unzekuerbelen. Dat gëllt souwuel fir nei Wunnengen ze baue fir d'Vente, mä och fir de Locatif, well dat e Besoin ass, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Well wa mer vum Export vum Chômage schwätzen, solle mer ni vergiessen, dass ëmmer méi Lëtzebuerger och bei deene Frontaliere sinn, wou mer eis all Moien, ech wëll net soen „opreegen", mä déi all Moie mat am Stau stinn. Do sinn ëmmer méi Lëtzebuerger derbäi, deenen et net méi méiglech war, aus hire private Budgetsgrënn, nach hei zu Lëtzebuerg en Ënnerdaach ze fannen, an déi dofir an d'Grenzgebitt an Däitschland, a Frankräich oder an d'Belsch gaange sinn. A mir mussen och do alles maachen, fir déi Leit kënnen zréck an hiert eegent Land ze bréngen, well si sinn duebel friem: Si si friem a Frankräich, an der Belsch oder an Däitschland, well et Lëtzebuerger sinn, a si kommen awer nach all Moien als soi-disant Friemer op Lëtzebuerg schaffen. Do géif et eis alleguer zesumme gutt zu Gesiicht stoen, wa mer dat kéinte packen!

An dofir nach eng Kéier mäi Wonsch un d'Regierung: Si soll nach eng Kéier déi Propositioun vum Marco Schank kucken, well dat wier sécherlech eng vun deene Méiglechkeeten, wou een och Initiative kéint huelen, genausou wéi dass déi 104 Gemengen d'Méiglechkeet géifen huelen, och nach méi - ech weess, dass der vill vun hinnen et maachen - an de Wunnengsbau ze investéieren. Well wa mer de Problem vum Wunnengsbau a vun der Mobilitéit net an de Gréff kréien, gëtt et och schwiereg, fir hei zu Lëtzebuerg och Weiderentwécklung ze maachen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, den Här Haagen wollt nach eng Fro stellen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, Här Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här Spautz. Et ass eng ganz kuerz Fro. Dir hutt schlecht nogelauschtert an iwwert den Taux de pauvreté geschwat. Ech mengen, dat ass en Thema, deen eis alleguer heibanne concernéiert. An ech fannen, wann een iwwert den Taux de pauvreté schwätzt, da muss ee jo och de Calcul kucken, wéi et gerechent gëtt.

Ech ginn Iech als Beispill... An dat ass eppes, wat mer an deenen nächste Joren awer mussen och am A behalen, wéi de Calcul vum Taux de pauvreté ass. Well déi Saachleeschtungen, déi d'Regierung zum Beispill mécht, notamment elo bei de gratis Schoulbicher, déi gi jo net méi an den Taux de pauvreté agerechent. Dee Montant, deen dat ongeféier ass, 300 Euro pro Famill, deen ass net am Calcul vum Taux de pauvreté derbäi.

Dat heescht: Sidd Dir der Meenung, datt awer trotzdeem déi Saachleeschtungen an dee Calcul mussen agerechent ginn? Datt mer ëmmer nach am Kampf géint d'Pauvretéit sinn, do si mer eis eens. Mir mussen awer oppassen, datt mer net op eemol zwee verschidde Systemer kréien, wou mer d'Saachleeschtungen hunn a wou mer dat anert net hunn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Also, Här Haagen, Merci fir déi Fro do. Ech wëll dozou awer och nach eppes vermierken. Mir haten hei scho virun dräi Joer gesot, mir kéinten eis virstellen, méi Saachleeschtungen ze ginn a manner Geldleeschtungen. Mir haten deemools - neen, ech kommen op dat Ganzt - heibanne gesot, dass ee sech d'Fro kéint stellen, ob een, wéi een dat nennt, en „13. Mount Kannergeld" fir ze soen d'Rentrée scolaire, ob een dat net hätt kënnen ofschafen an duerch Bicher ersetzen. Elo ass et dat eent an dat anert.

Et ass kloer, dass ee muss verschidde Saachleeschtunge ginn. Mä d'Mediane ass jo net déi, déi Lëtzebuerg alleng berechent. Dat ass eng europäesch Formel, déi do berechent gëtt, a wann et an där europäescher Formel heescht, et géifen och an Zukunft Saachleeschtunge matagerechent, schéngt dat mer evident ze ginn. Mä ech ka mer awer net virstellen, dass Lëtzebuerg als eenzegt Land en anere Rechemodell huet, fir dat ze berechnen, wéi all déi aner Länner. Well do kréie mer Schwieregkeeten, souwuel mat den europäesche wéi och mat aneren Institutiounen.

Mä dat schéngt mer awer…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Et ass richteg, dat soll dann awer esou sinn, dass een dat an de Calcul materanhëlt, fir ze interpretéieren, well soss kréie mer herno falsch Zuelen eraus fir Lëtzebuerg.

M. Marc Spautz *(CSV).*- De Problem ass deen, dee mäi Kolleeg, de Gilles Roth, scho gesot huet: Mir musse vum Netto schwätzen,...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Richteg.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...wat d'Leit vu Belaaschtungen hunn, well beim Brutto ëmmer eng Verfälschung do ass.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- D'Saachleeschtunge sinn net am Netto an och net am Brutto dran.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, mä et muss een dat och ëmmer am Kader vun europäesche Regele gesinn.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dat ass richteg. Da si mer beieneen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Villmools Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Spautz. An dann hunn ech als leschten ageschriwwene Riedner fir haut den Owend den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleegen, ech hunn haut de ganzen Dag opmierksam de Riedner an de Riednerinne vun der Majoritéit a vun der Oppositioun nogelauschtert. Et läit an der Saach vun der Natur, dass d'Oppositioun d'Politik vun der Regierung analyséiert an dann och kritiséiert. Et ass dat Normaalst vun der Welt, dass déi eenzel Parteie verschidde Vuen op d'Politik hunn an hir eegen Iddien och wëllen ëmsetzen.

D'DP huet dat an hirer Oppositiounszäit natierlech net anescht gemaach. Vill vun deene Projeten, déi mir an der Regierung ëmgesat hunn, stamen aus der Zäit, wou d'DP an der Oppositioun eegen Iddien als Alternativen zur Regierungspolitik ausgeschafft huet. Ech denken do zum Beispill un d'Klimabank, d'Wunngeld oder och d'Baulandverträg.

Ech huelen et de Kolleegen aus der Oppositioun also net iwwel, wa si dëse Budget anescht analyséieren an och kommentéieren.

Wat ech allerdéngs net ka guttheeschen, ass d'Alternativlosegkeet, déi virun allem déi gréissten Oppositiounspartei hei presentéiert. Ech hunn dem Här Wiseler seng Ried mat vill Interessi gelauschtert.

(Brouhaha)

Mat Interessi, well ech geduecht hunn, dass e Spëtzekandidat, deen ee Joer virun de Wahlen ëffentlech d'Enn vun der Regierung ausrifft, also sech quasi schonn am Wahlkampf befënnt, dass esou e Spëtzekandidat vun dëser Tribün profitéiert, fir säi Programm fir d'Zukunft vun eisem Land ze presentéieren. A mat mir hu sech dat wahrscheinlech vill Leit heibannen an och dobaussen erwaart.

(Interruption)

Mir si leider enttäuscht ginn. Ech hu keng konkret Propose vun der CSV héieren. Ech hunn net héieren, wat fir eng Prioritéite fir déi nächst Generatiounen d'CSV wëllt setzen. Ech hu keng Alternativen zur Sozialpolitik héieren. Ech verstinn natierlech, dass et immens schwéier ass, konkret Proposen ze maachen, wann déi verschidde Flilleken innerhalb vun der CSV sech an hiren ëffentlechen Aussoe widderspriechen an nach keng CSV-Propose feststinn.

(Brouhaha)

Dat konnt een zum Beispill bei der Steierreform gesinn oder och bei der Familljepolitik oder bei de Logementsdebatten. Et gëtt awer elo héich Zäit, dass Dir d'Kaarten op den Dësch leet.

Dir sot, Här Spautz, Dir sot…

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, nach e bëssen Disziplinn! Här Lamberty, Dir hutt eleng d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Dir als CSV sot, Dir géift Upassungen an der Familljepolitik virhuelen.

(Interruption)

Sot eis ganz genau, wat fir eng Upassungen dat sinn! Dir sot eis, Dir wéilt gären eng Pensiounsreform maachen. Sot eis, u wat fir enge Stellschrauwen Dir da wëllt dréien! Dir sot, d'Steierreform géif ze deier kaschten. Da sot eis, wéi eng Entlaaschtungen Dir wëllt réckgängeg maachen!

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ee Moment, Här Lamberty! Erlaabt Der, dass den Här Spautz Iech eng Fro stellt?

M. Claude Lamberty *(DP).*- Natierlech, Här Spautz.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Spautz, wann ech gelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Also ech weess net, ob Der virdrun dobausse waart, wéi ech geschwat hunn. Ech weess et net, mä ech hunn nach eng Kéier gesot..., an ech mengen, Dir sidd esouguer Member vun der Familljekommissioun, op d'mannst Äre Parteikolleeg ass President vun der Familljekommissioun: D'Madamm Hetto huet d'Amendementen an der Familljekommissioun virgestallt, si huet hei nach eng Kéier ënnerstrach, wat eis Alternative sinn zu där Familljepolitik, déi Dir am Congé parental gemaach hutt.

A mä Kolleeg, de Gilles Roth, huet virun annerhallef Stonn heibanne gesot, Wuert fir Wuert, wat mir an der Steierreform aneschters gemaach hätten. Ech versti jo, dass Der vläicht net mat eisen Iddien averstane sidd. Mä fir hei op der Chamberstribün ze soen, mir hätten an der Familljepolitik an an der Steierpolitik keng Alternative virgeluecht, wou vu véier Auer un déi zwee Intervenanten, déi duerno komm sinn, schéi präzis an detailléiert gesot hunn, wéi et gemaach gi wier, fannen ech awer e bësse komesch.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Här Roth.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Roth, wann ech gelift.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech géif dann de Ball zréckginn, an den Här Lamberty als Vertrieder vun de Majoritéitsparteien a vun der Regierung ka jo da kloer soen: Ass d'DP fir eng Unhéijung vun dem Agankssaz bei de Steieren, jo oder neen? Ass d'DP fir eng Verlängerung vun der Iwwergangsfrist vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1a, jo oder neen? Ass d'DP fir eng Erhéijung oder en Erofsetze vun de Sätz, wou d'Spëtzesteiersätz spillen?

(Interruption)

An da stellen ech Iech d'Fro: Ass d'DP fir eng steierlech Entlaaschtung vun dem soziale Mindestloun an der Steierklass 1? Dir hutt d'Wuert an Dir kënnt dozou Positioun huelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha, interruptions et coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Allez, e bësse Rou! Här Lamberty, et ass un lech.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Also ech freeë mech op alle Fall, dass ech als leschte Riedner nach esou vill Oprou ka bei der Oppositioun hei kréien.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ee Moment! Hei, wann ech gelift, elo loosst Der den Här Lamberty schwätzen! A wann Der gär d'Wuert hätt, da streckt Der wann ech gelift de Fanger aus!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Wat ech wëll soen ass, dass et jo beweist, dass deen dote Sujet…

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Haagen, wann ech gelift!

M. Claude Lamberty *(DP).*- …dass deen dote Sujet genau dat ass, wat d'Leit dobaussen erwaarden. An ech denken, dass déi Debatten do, wann Der do mat konkrete Propose kommt,…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat hu mer jo gemaach.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Ech si jo ganz frou, dass vereenzelt Propose komm sinn. Mä insgesamt hutt Dir keng…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Insgesamt, vum Här Wiseler senger Ried de Moien ugefaangen, insgesamt ass do keng eng Propos komm.

(Brouhaha)

(M. Mars di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wann Dir de Mëtten, Här Spautz, vereenzelt Saachen hei opgezielt hutt, dann ass dat ganz gutt. An ech encouragéieren Iech, op deem Wee weiderzefueren, fir hei konkret am Parlament…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Lamberty *(DP).*- …ze soen, wat Dir géift maachen, wann Dir 2018 sollt an d'Regierungsverantwortung kommen.

M. André Bauler *(DP).*- Weider esou, Här Spautz, weider esou!

Une voix.- Äntwert op d'Froe vum Här Roth!

Une deuxième voix.- Dir hutt net op d'Froe geäntwert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Ech kann Iech just soen, d'DP…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, roueg wann ech gelift, dass mer och héieren, wat den Här Lamberty eis wëllt soen.

(Hilarité)

M. Claude Lamberty *(DP).*- Et ass gutt. Ech kann Iech just soen: D'DP wëllt dës Mesuren net ofschafen, ganz am Géigendeel, d'DP wäert weiderhin dru schaffen,…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, ma da loosst en emol schwätzen!

M. Claude Lamberty *(DP).*- D'Demokratesch Partei wäert weiderhin dru schaffen, fir d'Vereinbarkeet tëschent Beruff a Famill weider ze verbesseren.

Une voix.- Aah!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Mir wäerte weiderhin nei Weeër sichen, fir eis Kanner besser op d'Zukunft ze preparéieren. A mir wäerte weiderhin Efforten am Transport an am Logement maachen, fir de Retard opzehuelen, deen déi lescht Joerzéngten zesummekomm ass.

Une voix.- Wéi ee Retard?

M. Claude Lamberty *(DP).*- D'DP wäert weiderhin un eng Zukunftsvisioun gleewen, amplaz sech a Schwaarzmolerei ze verléieren.

D'Prioritéite vun dëser Koalitioun si ganz kloer: Mir maachen eng Politik vun den Investitiounen an d'Zukunft, eng Politik, déi den haitege Generatioune mat ganz geziilte Mesuren direkt an hirem Alldag weiderhëlleft,…

Une voix.- Wéi eng dann?

M. Claude Lamberty *(DP).*- …eng Politik, déi d'Zukunft vun de kommende Generatioune preparéiert. De Budget 2018, de Budget pluriannuel, wéi och d'Budgete vun de Jore virdrun ënnersträichen dëst ganz kloer. Loosst mech dës Ausso mat e puer Zuele beleeën: De Budget 2018 gesäit ronn 935 Milliounen zousätzlech Ausgabe vir wéi dat Joer virdrun. Nieft de substanziellen Augmentatioune bei der Participatioun vum Stat bei der Pensiouns- a Krankekeess erkläre sech dës zousätzlech Ausgaben duerch ganz konkret Mesuren.

Den neie Congé parental, en ass e vollen Erfolleg. Dat nächst Joer plange mir mat engem Plus vu 57 Milliounen Euro, fir dass d'Elteren duerch méi Flexibilitéit méi Zäit mat hire Kanner kënne verbréngen. Méi Zäit fir d'Kanner ass och d'Stéchwuert beim Pappecongé, dee mir muer vun zwee Deeg op zéng Deeg erhéije wäerten. Hei iwwerhëlt de Stat déi zousätzlech aacht Deeg, wat eng Investitioun vu knapp 12 Millioune fir dat nächst Joer ausmaache wäert.

D'Wuel vun eise Kanner läit eis um Häerz. Dat léisst sech mat Zuele beleeën. Zousätzlech 36 Milliounen investéiere mir an d'gratis Kannerbetreiung an an d'Éducation plurilingue. Fir eng däitlech Entlaaschtung vu Familljе mat Kanner wäerten och d'gratis Schoulbicher ab dem nächste Joer suergen, déi sech de Stat 14,5 Millioune kaschte léisst.

D'Sozialtransferte maachen eigentlech ëmmer dee gréissten Undeel vun de staatlechen Depensen aus. Dësen Undeel gëtt mam Budget 2018 nach méi grouss duerch d'Reform vum REVIS - de Mëtte schonn e puermol ugeschwat - a vun der Allocation de vie chère, déi 4,1 respektiv 3,5 Milliounen zousätzlech Ausgaben duerstellen.

Déi lescht Woch hu mir Verbesserunge beim Wunngeld decidéiert. Hei rechne mir mat zousätzlechen zéng Milliounen, déi direkt de Leit um Lëtzebuerger Wunnengsmarché zeguttkomme wäerten. Mat där Verbesserung erreeche mir en immens héijen Deel vun de Locataren, dat däerf een net vergiessen. Zwee Drëttel vun de Leit, déi lounen, kënnen heivu profitéieren. An dat, léif Kolleegen, ass eng konkret Hëllef fir d'Leit dobaussen.

Här President, léif Kolleegen, dëst sinn elo nëmmen déi zousätzlech Ausgaben, déi duerch konkret Sozialmesuren ab dem Joer 2018 virgesi sinn. Dës Zuelen ënnerleeën, dass dës Regierung keng Politik op Käschte vun de klenge Leit mécht. Ganz am Géigendeel, déi, déi et am dréngendste brauchen, kréien zousätzlech de Réck gestäipt.

De Budget gesäit awer och zousätzlech Ausgabe fir d'Investitiounen an d'Zukunft vir. De Fonds de l'innovation kritt 41 Millioune méi wéi dëst Joer an déi ëffentlech Centres de recherche profitéiere vun zousätzlechen 21,5 Milliounen Euro.

Och den ëffentlechen Transport gëtt net vergiess. Zousätzlech knapp 18 Millioune si fir d'Bussen an d'Zich vun der CFL virgesinn.

De staatlechen Investitiounsvolume bleift op engem extrem héijen Niveau. D'Koalitioun huet mam Budget 2018 e ganz klore Plang opgestallt, wéi si d'Zukunft vun eisem Land preparéiere wëllt. Ech hunn Iech virdrun e puer Akzenter opgezielt.

Gläichzäiteg geet d'Statsschold par rapport zu eiser Wirtschaftsleeschtung erof. Dës Regierung bréngt et also an duebeler Hisiicht fäerdeg, d'Zukunft vun de Generatiounen net ze hypothekéieren, mä ganz am Géigendeel duerch Investitiounen d'Zukunft ze preparéieren. Huele mer d'Beispiller vum Logement a vun der Mobilitéit, et sinn dëst ëmmerhin déi zwee Beräicher, déi eisem Land oft Suerge maachen. Hei muss ee leider soen, dass an de leschte Joerzéngte geschlof gouf. D'Land a säi Räichtum goufe wuel geréiert, mä et huet u ganz ville Visioune gefeelt, wéi ee mam permanente Wuesstum ëmgoe soll, deen eise wirtschaftlechen Erfolleg nun awer emol mat sech bréngt.

Dee leschte Sonndeg gouf den éischten Etappenerfolleg agelaut, dat hu mer och schonn e puermol haut héieren, op engem laange Wee, fir eis Mobilitéitsproblemer an de Gréff ze kréien. An neen, den Tram eleng wäert dës Problemer ganz sécher net léisen. Dofir huet sech dës Regierung och fir d'Zukunft ambitiéis Ziler a Saachen Transportinfrastrukture gesat, déi sech och an dësem Budget erëmspigelen. Ouni an den Detail wëllen ze goen, denken ech hei zum Beispill un den Ausbau vun der A3 op dräi Spuren an d'Verlängerung vum Tram, déi jo alle béid muer wäerten debattéiert ginn.

Och am Logement deet sech mat dëser Regierung ganz vill. Nodeems de fréiere Premierminister Juncker de Logementsproblem als e perséinlechen Echec erkläert hat, mécht dës Regierung ënnert dem Logementsminister Hansen konstant Fortschrëtter. Selbstverständlech ass de Logementsproblem net an enger Legislatur ze léisen.

(Brouhaha)

An awer sinn d'Erfolleger, déi de Marc Hansen a seng Equipp virzeweisen hunn, bemierkenswäert. Iwwert d'Steierreform si wichteg Incentivë geschafe ginn, déi derfir suerge wäerten, dass méi jonk Familljе sech en Eegenheem leeschte kënnen. Déi Leit, déi zu Lëtzebuerg lounen, kréie mam virdru beschwate Wunngeld ënnert d'Äerm gegraff. A Saachen erschwengleche Wunnraum sinn och de Fonds du logement an d'SNHBM op engem gudde Wee, wou se e reellen Impakt op de Wunnmarché wäerten hunn. Ech denken zum Beispill un d'Projets d'envergure an un d'Projeten, déi op den Industriefrichen zu Diddeleng, Woltz, Péiteng, Bieles, Ollem oder och an der Stad realiséiert ginn. Eleng op den alen Industriesitte wäerte ronn 1.500 Wunnunitéite kënne geschafe ginn.

Här President, loosst mech zum Schluss och nach e puer Wierder zum Sport soen, dee, wéi Der wësst, mir ganz besonnesch um Häerz läit an dee ganz oft ze wéineg Stellewäert ageraumt kritt.

De Budget fir de Sport geet fir dat nächst Joer am Milliouneberäich an d'Luucht. Dat ass eng éischt Etappevictoire. Mä mir sinn nach net op de Champs-Élysées ukomm, fir et an der Sportlersprooch auszedrécken.

Am Sport läit en immenst Potenzial fir eist Land, dat et als Politik gëllt ze förderen. Virun allem déi Kleng profitéieren immens vun enger aktiver Beweegungserzéiung, déi si an hirem oft scho ganz stressegen Alldag aktuell leider net genuch erliewen. Wann ech weider finanziell Ënnerstëtzung fir de Sport fuerderen, denken ech net nëmmen un d'Elittesportler, mä virun allem un déi Dausende Leit, Kanner, Jugendlecher a manner Jonker, déi Sport als hiren Hobby ugesinn, egal obeleng an hirer Fräizäit oder an engem vun de villen engagéierte Sportsveräiner hei am Land. A genau déi musse mir weider ënnerstëtzen.

Weiderféierend Professionalitéit an de Federatiounen, och op administrativem Plang, muss d'Zil si fir déi nächst Joren. Hei ass de Stat gefuerdert. All Euro, dee mir via de Sport an d'Gesellschaft investéieren, ass e Gewënn, dee sech duebel an dräifach am Liewen ausbezilt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Haut, wéi gesot, sti mir mat enger wichteger Etappevictoire do an dësem Domän dank dëser Regierung.

D'CSV hat gesot, dës Regierung wier eng „Defizitregierung". Ech soen: Dës Regierung ass eng Zukunftsregierung! A mam Budget 2018 ass Lëtzebuerg exzellent fir d'Zukunft opgestallt. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir sinn domat um Enn vun eiser allgemenger Debatt zum Budget an zu der pluriannueller Finanzplanung ukomm. Ech géif fir den Owend d'Sëtzung ofschléissen.

Rendez-vous ass muer de Moien um néng Auer, fir fir d'Éischt mat der Äntwert vum Här Finanzminister unzefänken. Duerno diskutéiere mer iwwert d'Konte vun 2016 ier mer iwwert déi zwee respektiv dräi Projeten ofstëmmen. An da fuere mer mat eisem normale Programm riichtduerch weider. Mir maachen eng Paus iwwer Mëtteg an da fuere mer bis zum Enn vun eisem Ordre du jour.

Ech soe Merci fir déi grouss Disziplinn. Kommt gutt heem a bis muer!

(Fin de la séance publique à 18.25 heures)

Sommaire des séances publiques nos9, 10, 11 et 12

9e séance

Ouverture de la séance publique p. 97
Ordre du jour p. 97
7095 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 97-101
Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire (suite) p. 101
Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen (suite) p. 101
7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire (suite) p. 101
7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement p. 101-104
7187 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 104-110
7202 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;
b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;
c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 110-111
7212 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016 p. 111-112
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 de la Cour des comptes p. 112
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 du Médiateur p. 112

10e séance

Ouverture de la séance publique p. 112
Communications p. 112-113
Ordre du jour p. 113
7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:
1° le Code de la sécurité sociale;
2° le Code du travail;
3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;
7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;
9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;
11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;
13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;
14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;
15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;
17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;
18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;
19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;
20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;
21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;
22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes
et
7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget p. 113-115

11e séance

Ouverture de la séance publique p. 116
7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant [...] (suite)
et
7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)
- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances p. 116-118
- Discussion générale p. 118-129
Ordre du jour p. 129

12 séance

Ouverture de la séance publique p. 130
7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant [...] (suite)
et
7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)
- Discussion générale (suite) p. 130-143

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°04** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3393	David Wagner, Marc Baum	Compteurs intelligents
3409	Gérard Anzia, Henri Kox	Importation de soja
3412	Fernand Kartheiser	Détachement d'enseignants qualifiés
3413	Fernand Kartheiser	Pool de remplacement des enseignants
3414	André Bauler	Panneaux solaires photovoltaïques
3415	Fernand Kartheiser	Mérites Deuxième Guerre mondiale
3417	Alex Bodry	Vote obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales
3419	Laurent Mosar	Nation Branding
3420	Diane Adehm, Gilles Roth	Nouveaux plans d'aménagement général (PAG)
3422	Martine Hansen, Marco Schank	Énergie solaire
3424	Claude Lamberty, Max Hahn	Agressions de policiers
3425	Laurent Mosar	Impôt sur le revenu des capitaux
3426	Jean-Marie Halsdorf	Réforme administrative concernant les permis de pêche
3427	Martine Hansen	Accord de coopération signé avec la Lituanie en matière de transferts statistiques d'énergies renouvelables
3428	Fernand Kartheiser	Nouveau logo de la Police grand-ducale
3429	Fernand Kartheiser	Logement et travail pour personnes handicapées
3431	Sylvie Andrich-Duval	Utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques chez les enfants et les jeunes
3432	Françoise Hetto-Gaasch	Éducateurs gradués
3434	Claude Wiseler	État d'avancement des études ESA
3435	Marco Schank	Énergie nucléaire
3436	Fernand Kartheiser	Recrutement de personnel issu de l'armée par POST Luxembourg
3437	Diane Adehm, Gilles Roth	Mentions de sexe à l'état civil
3438	Martine Hansen	Audit des services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
3439	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme des stock-options
3441	Françoise Hetto-Gaasch	Nouveau modèle de saisie et de facturation dans le secteur de l'assistance parentale
3442	Fernand Kartheiser	Impartialité du Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster
3443	Claudia Dall'Agnol	Panneaux de signalisation routière
3444	André Bauler	Piste cyclable entre Bleesbruck et Vianden
3446	André Bauler	Fermeture des commissariats de police de Bavigne, de Grosbous, de Hosingen et de Vianden
3448	Nancy Arendt	Affaire «Weinstein»
3450	Diane Adehm, Gilles Roth	Congé de paternité
3451	Laurent Mosar	Blocus de l'Arabie Saoudite au Yémen
3454	Lex Delles	Avis de marché de l'Administration des établissements pénitentiaires concernant la fourniture de produits laitiers et crèmerie
3469 cf. 3470	Marc Spautz, Marco Schank	Action de Greenpeace au rond-point Raemerich
3470 cf. 3469	Gusty Graas	Action de Greenpeace au rond-point Raemerich
3510	Claude Adam	Visite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu le 11 décembre à Bruxelles

Question 3393 (25.10.2017) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **compteurs intelligents:**

Le 3 juillet 2012, la Chambre des Députés a adopté deux projets de loi modifiant la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz naturel. Ce projet de loi transposait une directive européenne relative à l'efficacité énergétique. Un des éléments de cette nouvelle législation fut l'introduction du «smart metering», c'est-à-dire les «compteurs intelligents» dont la généralisation est censée se dérouler sur la période 2016-2020.

Vous n'êtes pas sans savoir que la problématique des compteurs intelligents, qui utilisent la technologie CPL (Communication par courants porteurs en ligne), pose un certain nombre d'interrogations voire de craintes au niveau international tant et si bien que certains pays ont décidé de réduire, voire d'en interdire l'installation.

Par exemple, le CPL génère assez de perturbations électromagnétiques pour être interdit dans tous les sites militaires de l'OTAN. Certains pays tels que la Suisse, la Suède et la Norvège ont fortement réglementé l'utilisation du CPL. Cette technologie est même parfois interdite dans les écoles, les hôpitaux ou les aéroports.

De plus, les compagnies d'assurances refusent de couvrir les dommages engendrés par la technologie CPL.

Si le «smart metering» pose des problèmes au niveau de la protection de la vie privée, il est également contesté pour son impact sur la santé. C'est sur ce dernier point que nous voudrions vous interroger.

1) Selon nos informations, des mesures du rayonnement de ces compteurs auraient été menées par le Ministère de la Santé en date du 10 mai 2017. Pouvez-vous confirmer cette information?

Dans l'affirmative, pouvez-vous nous assurer que ces mesures concluent que les compteurs intelligents ne comportent aucun risque sanitaire? Pouvez-vous nous faire parvenir les résultats de ces mesures? Pouvez-vous également nous indiquer qui le ministère a chargé de procéder à ces mesures et dans quelles conditions et de quelle manière ces mesures ont-elles été effectuées?

Dans la négative, pouvez-vous nous expliquer pourquoi cette mesure n'a pas été effectuée? Une quelconque mesure a-t-elle d'ailleurs été effectuée aussi bien depuis l'entrée en vigueur de la loi le 7 août 2012 ainsi qu'en amont de son entrée en vigueur, notamment lors de la rédaction, par le Gouvernement précédent, du projet de loi afférent?

D'une manière générale, le principe de précaution sera-t-il respecté, notamment dans des locaux hébergeant des populations vulnérables tels que les crèches, les écoles, les hôpitaux ou encore les centres intégrés pour personnes âgées?

2) Toujours selon nos informations, plusieurs centaines de compteurs intelligents auraient été retirés peu après leur installation. Pouvez-vous nous confirmer cette information? Pouvez-vous nous en indiquer la raison?

3) Les «smart meters» mesurent la consommation en électricité toutes les 15 minutes et celle de gaz toutes les heures. Serait-il envisageable de réduire cette fréquence et par conséquent l'exposition aux rayonnements?

4) D'après la directive EDL 2006/32/CE, les nouveaux relevés de consommation individuelle sont censés permettre au consommateur de réguler lui-même, en temps réel, sa consommation d'énergie. Pourquoi les informations de consommation ne sont-elles pas communiquées aux consommateurs dès qu'elles sont disponibles?

Étant donné que les compteurs intelligents obligent leurs détenteurs d'être connectés de manière permanente, ils permettent par conséquent de déduire en temps réel si un consommateur est présent ou non dans son logement ainsi que ses horaires ou habitudes de vie. Par conséquent, l'installation de ces compteurs amène la population à être connectée 24 heures sur 24 et 365 jours sur 365, ce qui peut être considéré comme une ingérence considérable dans le domaine privé. Partant, nous voudrions vous poser la question suivante:

5) Estimez-vous que cette fréquence est en accord avec les directives européennes (directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques)?

6) En conclusion, serait-il possible d'envisager:

- dans un premier temps, afin d'appliquer le principe de précaution, un délai moratoire d'installation des compteurs connectés le temps d'effectuer des mesures, des adaptations voire des restrictions;

- dans un second temps, de réduire la fréquence des relevés de consommation, par exemple en la limitant à une fois par mois et en assurant qu'elle ait lieu en journée?

Réponse commune (28.11.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Suite aux directives européennes 2009/72/CE et 2009/73/CE concernant des règles communes pour les marchés intérieurs de l'électricité et du gaz naturel et sur base d'une étude économique à long terme pour la mise en place de compteurs intelligents au Luxembourg, les lois modifiées du 1er août 2007 relatives à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz naturel (ci-après «les lois de 2007») ont instauré une obligation à l'ensemble des gestionnaires de réseaux pour l'introduction et la mise en place de compteurs intelligents afin de mesurer la consommation d'électricité et de gaz naturel. La directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique abrogeant la directive 2006/32/CE, transposée par les lois du 19 juin 2015 qui ont modifié les lois de 2007 susmentionnées, a en plus exigé que les gestionnaires de réseaux effectuent un enregistrement et un traitement des données de comptage en garantissant la protection de la vie privée des clients finaux conformément à la législation en matière de protection des données et de la vie privée. Les lois de 2007 prévoient également que le comptage doit être effectué à une cadence au moins nécessaire pour prester les services d'ajustement et les services auxiliaires, c'est-à-dire notamment les services pour maintenir l'équilibre entre la production et la consommation dans les réseaux.

Un compteur intelligent dispose de technologies avancées qui permettent de mesurer de manière détaillée la consommation et la production d'énergie de chaque habitation, d'enregistrer les valeurs de comptage et de transmettre ces données via le réseau électrique existant par courants porteurs en ligne (CPL) vers un système central qui collecte les données et les transmet au gestionnaire de réseau concerné. L'exploitation de cette plateforme centrale est assurée par le groupement d'intérêt économique «Luxmetering» qui a été créé en 2012 par les cinq gestionnaires de réseaux électriques et les trois gestionnaires de réseaux gaziers au Luxembourg.

Un des avantages majeurs des compteurs intelligents est de pouvoir relever la consommation énergétique des consommateurs à distance à des intervalles rapprochés leur permettant de surveiller et de maîtriser leur consommation ainsi que de contrôler leurs coûts énergétiques, tout en évitant en plus que des agents doivent encore intervenir auprès des clients pour la lecture sur place des compteurs.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement les questions soulevées par les honorables Députés, nous pouvons vous communiquer les informations reprises ci-après:

Les compteurs installés par les gestionnaires de réseaux ont été acquis suivant une procédure de marché public européen en suivant un cahier des charges détaillé et que partant les compteurs respectent toutes les normes européennes en vigueur en la matière.

Ceci étant, le Ministère de la Santé est au courant des préoccupations du public concernant les répercussions éventuelles sur la santé en relation avec les compteurs intelligents. Dans son ensemble, le Ministère de la Santé soutient l'idée du principe de précaution concernant l'application de nouvelles technologies. Les études y relatives publiées à l'étranger sont suivies par la Division de la santé au travail et de l'environnement de la Direction de la santé.

À ce jour, les mesurages du rayonnement des compteurs intelligents utilisant la technologie CPL n'ont pas encore pu être effectués dans la mesure où les services compétents du Ministère de la Santé sont toujours à la recherche de lieux de mesurage présentant des conditions adéquates et représentatives. Il est cependant prévu de débuter ces mesurages dès janvier 2018, dans une première phase dans des maisons individuelles et ensuite dans des bâtiments à appartements.

En attendant, et afin de disposer de premières mesures complémentaires et indépendantes, les responsables de Luxmetering nous ont confirmé qu'ils sont en train d'effectuer des mesures de rayonnement en collaboration avec l'Agence nationale des fréquences (ANFR) en France. En effet, les compteurs déployés au

Luxembourg sont comparables à ceux déployés en France pour lesquels l'ANFR avait fait des mesures qui elles ne montrent aucun élément qui mettrait en cause la santé des consommateurs.

Les responsables de Luxmetering nous ont confirmé par ailleurs qu'environ trois mille compteurs intelligents ont à nouveau été enlevés peu après leur installation suite à la détection d'un défaut de fabrication sur un certain nombre de compteurs. Ce défaut aurait pu entraîner des erreurs de mesure dans des circonstances exceptionnelles, mais n'a eu aucun lien avec le volet des champs électromagnétiques. Le gestionnaire de réseau Creos, le seul gestionnaire ayant installé des compteurs du lot défectueux, avait décidé, par mesure de précaution, de changer tous les compteurs du lot impacté afin de garantir un fonctionnement irréprochable de toutes les installations de comptage électrique.

Les lois de 2007 imposent un enregistrement des données de comptage à une cadence au moins nécessaire pour prester les services d'ajustement et les services auxiliaires. Il faut à cette fin savoir que les marchés de l'énergie européens sont organisés en quart horaire pour l'électricité et horaire pour le gaz naturel.

La transition énergétique qui est en train de se réaliser conduit vers une consommation et une production majoritairement à partir de centrales basées sur des énergies renouvelables. Les productions seront de plus en plus décentralisées et permettront aux producteurs de consommer leur propre production s'ils le souhaitent en devenant ainsi des «autoconsommateurs» ou «prosumers». Afin de pouvoir relever ce défi et se prémunir contre d'éventuelles instabilités des réseaux d'énergie, il est nécessaire de mettre en adéquation continuelle les consommations et les productions. Les compteurs intelligents sont un instrument indispensable pour pouvoir affronter cet avenir proche et ainsi permettre un approvisionnement en électricité plus décentralisé et plus durable.

Les compteurs intelligents constituent aussi un élément clé de l'infrastructure technologique nécessaire pour décliner la vision de la «troisième révolution industrielle» qui vise à relier les technologies de l'information, les énergies renouvelables et les réseaux d'énergie intelligents.

En vue de pouvoir permettre au consommateur de mieux réguler lui-même sa consommation d'énergie, le système de comptage intelligent doit permettre la mise à disposition aux clients finaux des informations sur le moment où l'énergie a été utilisée. Les fournisseurs d'énergie ont l'obligation de mettre ces données à disposition de leurs clients dès que l'infrastructure nationale commune et interopérable de comptage intelligent sera opérationnelle.

Comme les compteurs disposent également d'un port local au moyen duquel le client peut lui-même récupérer les données en temps réel avec un équipement adéquat, le consommateur aura techniquement la possibilité de consulter en temps réel ses données de comptage.

De même, avec l'accord du consommateur, des fournisseurs peuvent offrir de nouveaux services s'appuyant sur ce port local, notamment dans le domaine de la maîtrise de la demande énergétique, comme l'accès aux données via des applications smartphone, ou la possibilité d'activation ou de désactivation d'appareils ménagers à distance afin de permettre aux clients de mieux contrôler leur consommation.

Les compteurs intelligents n'enregistrent qu'une seule valeur d'index tous les quarts d'heures pour le compteur électricité et qu'une seule valeur d'index toutes les heures pour le compteur gaz naturel. La granularité (quart horaire ou horaire) des données de consommation globale du client ne permet pas d'identifier les appareils individuels du client, ni d'en déduire des comportements des consommateurs. La fréquence de relevés de la consommation est en accord avec les directives européennes sur la protection des données.

Les finalités de traitements des données recueillies par les compteurs intelligents et la fréquence de collecte des données sont précisées dans les dispositions du règlement grand-ducal du 27 août 2014 relatif aux modalités du comptage de l'énergie électrique et du gaz naturel auquel les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs d'électricité sont soumis.

En l'absence d'autres bases légales spécifiques, l'utilisation des données issues des compteurs intelligents pour d'autres finalités que celles spécifiées dans le règlement grand-ducal du 27 août 2014 précité ou une perte de confidentialité sur les données collectées constituerait une violation de la législation nationale respectivement, dans un proche avenir, de la législation européenne future (règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 applicable à partir du 25 mai 2018) en matière de protection des données.

Toute communication avec le compteur intelligent est entièrement cryptée. Seul le gestionnaire de réseau concerné et le fournisseur d'électricité ou de gaz naturel du client ont accès aux données de comptage de celui-ci. Établi en concertation avec les responsables de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), le cadre légal et réglementaire définit de manière précise les finalités de traitement autorisées et assure que les données ne peuvent pas être transférées à des tiers sans accord préalable du consommateur.

En ce qui concerne un délai moratoire d'installation des compteurs et une réduction de la fréquence des relevés de consommation, nous ne pouvons que répéter que le comptage intelligent est un des maillons indispensables pour entamer la transition énergétique et pour atteindre les objectifs en matière des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre sur lesquels le Gouvernement s'est engagé.

Question 3409 (27.10.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**importation de soja:**

L'Union européenne importe chaque année plus de 30 millions de tonnes de soja en provenance principalement d'Amérique du Sud et en particulier du Brésil et de l'Argentine. Plus de 80% de la production mondiale de soja est transgénique. Il s'agit de plantes génétiquement modifiées pour - entre autres - être résistant à un ou plusieurs herbicides qui peuvent donc être utilisés pour tuer toutes les herbes non désirées sans tuer la plante de soja elle-même et qui sont généralement commercialisés «en package» par la même société. La résistance la plus commercialisée concerne notamment le glyphosate, c'est-à-dire la substance active du produit Roundup de la firme Monsanto.

La culture de soja génétiquement modifié pose à la fois un problème de santé pour les agriculteurs et un problème environnemental pour les régions concernées. Or, les conséquences ne se limitent pas seulement aux pays producteurs, mais touchent aussi les pays importateurs. En effet, le soja importé est utilisé avant tout comme alimentation riche en protéines pour nourrir les animaux d'élevage, c'est-à-dire pour produire de la viande. Ces plantes génétiquement modifiées entrent donc également dans la chaîne alimentaire humaine, mais sans que le consommateur ne s'en aperçoive. Dans l'agriculture biologique par contre, les éleveurs utilisent du soja domestique non transgénique, haricots ou autres légumineuses pour garantir une alimentation animale assez riche en protéines.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Quelle quantité de soja a été importée au Luxembourg en 2014, 2015 et 2016?

2) Quel est le pourcentage des importations de soja transgénique par rapport au total des importations de soja?

3) Quels sont les pays d'origine du soja conventionnel - c'est-à-dire du soja ni bio ni transgénique - importé au Luxembourg? Y a-t-il une grande différence de prix entre le soja transgénique et le soja conventionnel?

4) Est-ce qu'il y a des analyses régulières visant à détecter des traces de glyphosate ou d'autres substances nocives dans le soja importé au Luxembourg? Est-ce que jusqu'ici la valeur limite internationale de contamination au glyphosate pour l'alimentation animale (20 mg/kg) a toujours été respectée lors des analyses luxembourgeoises?

5) Existe-t-il une chaîne de production de soja, d'haricots ou d'autres légumineuses agricoles au Luxembourg?

Réponse (27.11.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) Aucun soja n'a été importé au Luxembourg en 2014, 2015 et 2016.

Selon les définitions européennes, «importation» signifie «en provenance de pays tiers» et «soja» signifie «graine entière de soja».

L'importation de soja au Luxembourg est et restera inexistante parce que le Luxembourg ne dispose pas de port maritime.

Le «soja» à destination de l'alimentation animale qui entre sur le territoire du Luxembourg ne se présente pas sous forme de graines entières de soja, mais sous forme de tourteau d'extraction ou de tourteau de pression de graines de soja.

Il faut savoir que le soja est une graine oléagineuse, comme le lin, le tournesol ou le colza, et que cette graine contenant 20% d'huile est cultivée principalement en vue de l'extraction de son huile. L'huile de soja est utilisée surtout dans la consommation humaine, mais aussi par l'industrie technique et du biocarburant. Une partie des graines de soja sont aussi consommées par les humains sous forme de lait de soja, tofu, lécithine de soja, etc.

Le tourteau de soja, qui est le sous-produit de la production d'huile de soja, est valorisé dans l'alimentation animale, grâce à sa richesse en protéines et sa composition en acides aminés.

Concernant les quantités de tourteau de soja utilisées sur le territoire du Luxembourg, les chiffres sont très difficiles à estimer:

- les fabricants luxembourgeois d'aliments composés pour animaux utilisent du tourteau de soja dans les aliments composés à des taux très variables, ajustés aux besoins des exploitations agricoles et ne livrent leurs aliments composés pas uniquement à des exploitations au Luxembourg;

- les agriculteurs achètent soit du tourteau de soja en vue de composer eux-mêmes les aliments à donner aux animaux, soit des aliments composés contenant du tourteau de soja à des taux très variables selon les exploitations, les animaux, les aliments, les fournisseurs, etc. Plus de la moitié des aliments pour animaux utilisés au Luxembourg ne sont pas fabriqués au Luxembourg, mais viennent des pays voisins.

Cette situation rend difficile une estimation précise de la quantité de tourteau de soja entrant ou utilisée au Luxembourg.

En prenant en compte tous ces aspects, et après avoir reçu des informations de quelques opérateurs du secteur des aliments pour animaux, les autorités estiment la quantité de tourteau de soja qui est utilisée chaque année sur les exploitations agricoles luxembourgeoises entre 15.000 et 25.000 tonnes.

ad 2) Vu les explications dans la réponse précédente, aucune importation au Luxembourg de soja, génétiquement modifié ou non n'a lieu.

Concernant le tourteau de soja, les explications suivantes peuvent être données.

Avant que des tourteaux de graines de soja génétiquement modifiés puissent être mis librement sur le marché dans l'Union européenne, la dangerosité de l'organisme génétiquement modifié doit être évaluée par la Commission européenne/EFSA. Uniquement les produits qui ont été évalués et pour lesquels il n'existe pas de risques peuvent être mis sur le marché. Vu qu'il n'existe, selon l'évaluation européenne, pas de risques pour la santé humaine, animale ou l'environnement provenant du tourteau de soja, il n'existe aucune obligation de notification aux autorités compétentes de la mise sur le marché de tourteaux de soja.

Le tourteau de soja fabriqué à partir de graines de soja génétiquement modifiées, doit être déclaré OGM sur l'étiquetage des aliments pour animaux, peu importe s'il est mis sur le marché comme matière première ou comme composante des aliments composés.

En l'absence de systèmes de notification de la mise sur le marché de tourteau de graines de soja génétiquement modifiés, il n'existe pas de données sur les quantités de tourteaux de soja OGM ou non.

Étant donné que des changements importants se sont produits récemment dans le secteur des aliments pour animaux, il est d'autant plus difficile d'estimer le pourcentage de tourteau de soja OGM par rapport au total de tourteau de soja utilisé au Luxembourg. Fin 2016 un grand nombre d'exploitations agricoles productrices de lait ont commencé à participer à une filière de lait sans OGM et ont retiré les OGM de l'alimentation animale. Ceci a entraîné des changements dans le secteur des aliments pour animaux au Luxembourg et dans les pays voisins. Le tourteau de soja OGM dans les aliments composés a été remplacé par du tourteau de soja non OGM ou par d'autres produits riches en protéines. La teneur en tourteau de soja non OGM et en produits alternatifs au tourteau de soja dans les aliments composés varie selon les prix des produits respectifs, et vu que les prix évaluent rapidement et de manière importante, la proportion de tourteau de soja non OGM utilisée, varie également de manière importante. Il se peut qu'à certains moments aucun soja non OGM ne soit utilisé dans les rations, alors qu'à d'autres moments il y en ait beaucoup.

En prenant en compte les informations de certains opérateurs du secteur des aliments pour animaux, les autorités estiment que le pourcentage de tourteau de soja OGM par rapport au total de tourteau de soja utilisé actuellement sur les exploitations agricoles luxembourgeoises s'élève autour de 75%.

ad 3) Le tourteau de soja OGM qui est utilisé au Luxembourg vient principalement d'une firme dans les ports maritimes de Rotterdam ou Anvers, qui extrait l'huile des graines de soja. Les graines de soja utilisées par cette firme viennent surtout de l'Amérique du Sud et du Nord, mais l'étiquetage du tourteau de soja ne révèle pas cette information. La législation européenne n'exige que la mention du fabricant du tourteau de soja, qui est la firme à Rotterdam.

Le tourteau de soja non OGM qui est utilisé au Luxembourg vient principalement de la région le long du fleuve Danube, de Bavière jusqu'à la mer Noire, et est commercialisé sous le label «Donau Soja». Certaines livraisons de tourteau de soja non OGM viennent aussi de l'Inde ou de l'Amérique du Sud.

La différence de prix entre le tourteau de soja OGM et non OGM n'est pas fixe, mais évolue en fonction de l'offre et de la demande. En 2015, avant la mise en place de la filière lait sans OGM au Luxembourg, en Allemagne et en France, une tonne de tourteau de soja non OGM coûtait environ 80 € plus cher qu'une tonne de tourteau de soja OGM. En 2017, la différence de prix entre le tourteau de soja OGM et non OGM varie entre 150 et 180 € par tonne. Le tourteau de soja OGM à 44% de protéines brutes coûte actuellement environ 300 €/tonne et le tourteau de soja non OGM à 44% de protéines brutes environ 480 €/tonne, c'est-à-dire 50% plus cher.

ad 4) Vu qu'il n'y a pas de graines de soja qui sont importées au Luxembourg, aucune analyse des graines de soja ne peut être réalisée.

Concernant la sécurité des aliments pour animaux, incluant le tourteau de soja, le service de contrôle des aliments pour animaux de l'Administration des services techniques de l'agriculture établit chaque année, sur base d'une analyse des risques, un plan d'échantillonnage et d'analyse des aliments pour animaux se trouvant sur le territoire du Luxembourg.

Ce plan prévoit des analyses de différentes substances indésirables dans les aliments pour animaux aux stades de la production, de la mise sur le marché, du transport et sur les exploitations agricoles. Ainsi sont réalisées chaque année des analyses d'antibiotiques non déclarés, de salmonelles, de la qualité microbiologique, de protéines animales non déclarées, de mycotoxines, de métaux lourds, de dioxines, de mélamine et de résidus de produits phytopharmaceutiques, dont le glyphosate. L'analyse des résidus de produits phytopharmaceutiques se fait par un screening de 150 à 400 différentes substances actives, dont le glyphosate ne fait pas partie, cette substance étant analysée par une méthode analytique à part.

Les résultats d'analyses n'ont pas révélé de dépassements des différentes limites maximales les dernières années. Dans le cas où un lot d'aliments pour animaux a été trouvé non conforme, le suivi nécessaire a été réalisé et au besoin le lot non conforme a été détruit.

Comme les analyses de glyphosate sont réparties sur les différentes matières premières, il n'y pas beaucoup de résultats d'analyse pour le tourteau de soja.

Les analyses de la teneur en glyphosate dans le tourteau de soja ont révélé des traces de glyphosate bien en dessous de la limite légale de 20 mg/kg. Dans certains lots de tourteau de soja, la teneur en glyphosate a été en dessous de la limite de détection du laboratoire qui est de 0,05 mg/kg. La teneur en glyphosate la plus élevée trouvée dans un lot de tourteau de soja était 0,59 mg/kg, c'est-à-dire 15 fois en dessous de la limite légale de 20 mg/kg.

À côté des analyses dans le cadre du contrôle officiel, les fabricants d'aliments composés pour animaux sont obligés, dans la limite de leur autocontrôle, de réaliser des analyses des différentes substances indésirables dans leurs matières premières et aliments composés. En cas de dépassement d'une limite légale, les exploitants sont obligés de le notifier aux autorités compétentes. Aucune notification de non-conformités n'a eu lieu les dernières années.

Actuellement il n'y a pas de risque concernant la présence de glyphosate dans les aliments pour animaux au Luxembourg.

Les autorités et le secteur vont continuer à surveiller la sécurité des aliments pour animaux par des contrôles et des analyses, incluant le contrôle des teneurs en glyphosate.

ad 5) Le haricot ou haricot commun (Phaseolus vulgaris) n'est pas cultivé par les exploitations agricoles. Cette plante est destinée à l'alimentation humaine et cultivée par les horticulteurs. Le haricot n'est pas à confondre avec la féverole (Vicia faba), qui est une légumineuse à graines destinée à l'alimentation animale cultivée au Luxembourg dans de faibles proportions.

La culture du soja et des autres légumineuses à graines fait l'objet au Luxembourg d'expérimentations sur leur aptitude à la mise en pratique dans les conditions climatiques et pédologiques du Luxembourg de la part des instances officielles chargées de l'expérimentation agronomique des cultures arables (Administration des services techniques de l'agriculture, Lycée technique agricole). En fonction des résultats de l'expérimentation en cours, la culture du soja fera partie ou non des cultures recommandées par les conseillers agricoles aux agriculteurs. Par ailleurs, concernant spécialement la culture du soja, une condition supplémentaire à la mise en place d'une filière du soja serait l'acquisition et la mise à disposition d'installations pour le «toastage» des graines et pour l'extraction de l'huile des graines, afin de produire du tourteau. Ces opérations de «toastage» et d'extraction d'huile sont un préalable à l'utilisation de soja en alimentation animale. Ceci constituerait un obstacle supplémentaire à l'établissement d'une filière du soja au Luxembourg.

Dans ce cadre, il importe de souligner que le Département de l'agriculture soutient le projet «LeguTec» de l'IBLA (Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg asbl) et qui vise à identifier des techniques de cultures appropriées pour la culture de soja.

La culture des légumineuses à graines ou fourragères, en général et pas spécialement du soja, fait l'objet d'encouragements particuliers au niveau de la politique agricole commune et d'une attention particulière de la part des instances responsables des essais officiels et du conseil agricole au Luxembourg. En effet, il y a plusieurs cultures, surtout fourragères comme la luzerne ou le trèfle qui représentent un levier pour l'augmentation du degré d'autoapprovisionnement des exploitations d'élevage en aliments protéiques. Toutefois, les rendements relativement bas par rapport aux cultures fourragères classiques et les variations de rendement importantes de ces cultures constituent un obstacle à l'essor de ces cultures.

Du fait de ces obstacles économiques, il n'y a pas de graines de légumineuses qui sont disponibles à grande échelle pour les fabricants d'aliments composés pour les intégrer dans la chaîne des aliments pour animaux.

Il y a d'autres alternatives au tourteau de soja dans l'alimentation animale disponibles pour le secteur des aliments pour animaux, comme le tourteau de lin, le tourteau de colza, le tourteau d'autres plantes oléagineuses, le gluten de maïs ou le gluten de froment. Les quantités utilisées dans les rations des animaux des différents aliments protéiques se font en fonction de l'évolution des prix et de leur disponibilité.

Question 3412 (30.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **détachement d'enseignants qualifiés:**

Bei der Rentrée 2017-2018 ass et zu enger Rei vun Enkpäss komm, fir d'Poste vun Enseignantë mat Titulairen ze besetzen. Op där anerer Säit gëtt et eng Rei qualifizéiert Enseignanten, déi op aner Plaze beim Stat schaffen, meeschtens fir den Educatiounsministère a Servicer, déi dësem direkt ënnerstallt sinn, awer och op anere Posten am ëffentlechen Déngscht, dëst iwwert d'Prozedur vum Detachement.

Dowéinst wéilt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1) Wéi vill Enseignanten, mat deenen néidege Qualifikatioune fir an der Grondschoul ze enseignéieren, sinn net an de Schoule mä am Ministère oder a Servicer, déi vum Ministère ofhänke beschäftegt?

2) Wéi vill Enseignanten, mat deenen néidege Qualifikatioune fir an der Grondschoul ze enseignéieren, sinn op aner Posten am ëffentlechen Déngscht detachéiert, a wat sinn dës Posten?

3) Wéi vill Enseignanten, mat deenen néidege Qualifikatioune fir am Enseignement secondaire ze enseignéieren, sinn net an de Schoulen, mä am Ministère oder a Servicer, déi vum Ministère ofhänken, beschäftegt?

4) Wéi vill Enseignanten, mat deenen néidege Qualifikatioune fir am Enseignement secondaire ze enseignéieren, sinn op aner Posten am ëffentlechen Déngscht detachéiert, a wat sinn dës Posten?

5) Deelt den Här Minister d'Meenung, datt am Interessi vun eise Kanner, qualifizéiert Enseignante prioritär an de Grondschoulen an an de Lycéeë mussen agesat ginn?

Réponse (14.12.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Et ass e wäit verbreete Mëssverständnis, datt den Detachement vun Enseignanten domadder gläichzesetze wier, datt dem Schoulsystem Ressourcen entzu géinge ginn, déi net méi bei de Schüler oder den Enseignantë géingen ukommen. Och gëtt den Detachement dacks mat administrativen Aufgaben a Verbindung bruecht, déi vun Enseignanten um Ministère géingen assuréiert ginn.

Aktuell schaffen um Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse awer nëmmen aacht Enseignanten aus der Grondschoul, wat am Ganzen 184 dechargéiert Wochestonnen ausmécht, bei insgesamt iwwer 100.000 Stonnen, déi an der Lëtzebuerger Grondschoul aktuell prestéiert ginn.

De Ministère huet an deene vergaangene Joren och kontinuéierlech d'Zuel vun den dechargéierten Enseignanten am Ministère de l'Éducation nationale erof gesat an duerch administrativ Posten ersat.

Doriwwer eraus ginn Detachementer an Dechargen am Beräich vun der Educatioun dozou benotzt, fir de Schüler spezifesch Offeren zoukommen ze loossen.

Ouni Grondschoul-Enseignantë géif haut zum Beispill de Régime préparatoire vum Enseignement secondaire seng Diere mussen zoumaachen, geneesou wéi Institutiounen, déi am Déngscht vun de Kanner sinn, wéi d'Beschoulung vun de Kanner a Jugendlechen an de Klinicken, fir nëmmen déi ze nennen. Dës Ressourcë ginn iwwert Detachementer geregelt a kommen awer direkt dem Schüler zegutt.

Datselwecht gëllt och fir ausserschoulesch Projeten an de Beräicher vun der Kultur an dem Sport. Och hei bidden Enseignantë wichteg Offere fir Kanner a Jugendlecher un. Dozou zielen eng Rei vu Muséeën am Land, awer och Strukturen wéi de „Lëtzebuerger Online Dictionnaire (lod)", déi op d'Fachwëssе vun Enseignanten zréckgräifen.

E weidere wichtege Beräich fir de Schoulsystem, deen en direkten Impakt op d'Schüler huet, ass d'Ausschaffe vu Programmer a Léiermaterial, ouni déi d'Schoulen net auskomme kënnen. Dëst ass awer nëmmen een Element vun engem ganze Beräich vun der Schoul- an Unterrechtsentwécklung, déi d'Basis vun engem qualitativ héichwäertege Schoulsystem ausmécht. D'Innovatioun an d'Recherche ronderëm d'Schoul baséieren haut och op ville Plazen um Wëssen an op de Kompetenze vun den Enseignanten. D'Unzuel vun den Dechargen, déi iwwert de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) am Enseignement fondamental fir innovativ Projete verdeelt ginn, louch am Schouljoer 2016-2017 bei 450 Dechargestonnen an am Schouljoer 2017-2018 bei 550 Dechargestonnen. De Budget vum SCRIPT, dee fir d'Innovatiounskraaft vun eisem Schoulsystem zur Verfügung gestallt gëtt, mécht nëmmen 0,42% vum Budget vun der Éducation nationale aus.

Dernieft muss een och nach soen, datt fir den Enseignant vum Statut hier kee „changement d'administration" beim Stat virgesinn ass. Iwwerhëlt en Enseignant eng aner Aufgab beim Stat, bleift en an der Educatioun affectéiert a gëtt an déi nei Administratioun detachéiert.

Deen nofolgenden Tableau renseignéiert dofir iwwert d'Zuel vun den Enseignanten, déi iwwert esou eng Decharge an aner Ministèren, Verwaltungen oder Institutiounen detachéiert sinn. Eng Decharge an e Ministère bedeit awer net onbedéngt eng Aarbecht um Ministère selwer, mä villméi eng Aarbecht fir e Service oder Institut, déi vun deem Ministère ofhänken an déi dee Moment vum pädagogesche Wëssen a Kënne vum betreffenden Agent profitéieren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An Ubetruecht vu menger aleedender Remarque an au vu vun de spezifeschen Aarbechten, déi vun de betraffenen Agente geleescht ginn, gesinn ech am Ablack net, wéi ee kéint déi Aktivitéite vun anescht qualifizéierten Agente verriichte loossen; déi Aarbechten erfuerdere just de professionelle Background vun engem Enseignant, fir kënnen effikass gemaach ze ginn. Des Weidere ginn all Joer d'Dechargen op en Neits ugefrot an de Bien-fondé vun der Demande gëtt an deem Prozess vu menge Servicer evaluéiert.

Question 3413 (30.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **pool de remplacement des enseignants:**

Bei der Rentrée 2017-2018 ass et zu enger Rei vun Enkpäss komm, fir d'Poste vun Enseignanten an der Grondschoul mat Titulairen ze besetzen. Fir datt trotzdeem d'Schoulklasse konnte konform mat der Schoulorganisatioun vun de Gemenge fonctionnéieren, ass zum Deel op de Pool vum Ersatzpersonal („réserve des suppléants") zréckgegraff ginn, zum Deel si Leit ouni déi néideg Qualifikatiounen („Chargéen") agestallt ginn.

Dëst ass ënner anerem dorops zréckzeféieren, datt d'Zuel vun de Kandidate fir den Enseignement wäit ënnert dem Zil läit, dat de Stat sech ginn huet, fir ze rekrutéieren. Dobäi ass awer virgesinn, am Statsbudget fir 2018, datt honnerten nei Posten am Enseignement bäikommen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1) Wéi héich ass den Undeel vu Chargéen ënnert den Titulairen an der Grondschoul? Wéi huet dës Zuel an de leschte fënnef Joer evoluéiert?

2) Wéi eng Efforte gi gemaach, fir kuerzfristeg genuch Personal an de Pool vun Ersatzpersonal ze rekrutéieren an ze forméieren?

3) Wéi gesäit et aktuell mat der Zuel vun den Enseignanten aus, déi als Ersatzpersonal an de Grondschoule sollen asprangen? Geet dës Zuel duer, fir eventuell op gréisser Ausfäll vun den Titulairen kënnen adequat ze reagéieren, z. B. bei enger Grippenepidemie?

4) Kënne gréisser Gemengen, wéi zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg, nach an Eegeregie op en Deel vum Pool vun Ersatzpersonal zougräifen?

5) Huet de Ministère Zuelen, wéi vill Studenten am leschte Joer studéieren, déi eventuell a Fro komme fir de Rekrutement fir d'Rentrée 2018-2019? Gëtt ënnert dëse Studenten aktiv Prospektioun gemaach, fir dës fir eng Plaz am Enseignement ze begeeschteren?

6) Wéi eng allgemeng Moossname plangt de Ministère, fir mëttelfristeg genuch qualifizéiert Personal fir d'Grondschoulen an de Secondaire ze rekrutéieren?

Réponse (14.12.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) D'Zuel vun de „chargés de cours", déi d'Roll vum Titulaire ausfëllen, presentéiert sech folgendermoossen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Obwuel d'Unzuel vun de Klassen zolidd geklomm ass, ass nawell den Undeel vun de „chargés-titulaires" erofgaangen. Bei wäitem déi grouss Majoritéit vu Klasse kruten als „titulaire de classe" een ausgebilten Enseignant.

ad 2) Aktuell sinn d'Dossiere vu 463 Kandidaten amgaange vu menge Servicer evaluéiert ze ginn en vue vun der Ausstellung vun enger Autorisation de stage. 145 Kandidate hunn zanter dem Ufank vum Schouljoer de Stage, fir Remplacementer ze maachen, mat Succès ofgeschloss a sti fir Remplacementer zur Verfügung.

ad 3) Zum jëtzegen Zäitpunkt sinn 1.128 Persounen als Remplaçant agedroen; wéi vill vun deene Leit och effektiv Remplacementer iwwerhuelen, ass leider net méiglech ze soen, well dobäi Studente sinn, déi nëmmen zu verschiddenen Zäite kënnen ersetzen.

ad 4) Deene Gemengen, déi hire Remplacement selwer assuréieren, goufen am Kader vun den Affectatiounen Enseignanten zougewisen, déi d'Roll vu „remplaçants permanents" iwwerhuelen; op dës Enseignantë kënnen déi betreffend Gemengen an Eegeregie zougräifen. Et goufen allerdéngs net alleguer d'Plaze vu „remplaçants permanents" besat.

ad 5) Un de Preliminairen zum Concours 2018 hunn 152 Studenten deelgeholl, déi aktuell am leschte Joer vum Bachelor-Studiegank ageschriwwe sinn, déi sech also am Fall, wou se d'Prelimairë packen, kënnen zum Concours umellen. Dobäi komme Studenten, déi schonn déi lescht Joren d'Preliminairë gepackt hunn a sech elo dem Concours wäerte stellen. Aus Dateschutzgrënn ass et verschiddenen Universitéiten oder Héichschoulen net méiglech menge Servicer matzedeelen, wéi vill Studenten, déi fir de Lëtzebuerger Enseignement a Fro kéimen, an de verschiddene Joren ageschriwwe sinn.

Question 3414 (30.10.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **panneaux solaires photovoltaïques:**

Alors que le Atert-Lycée (ALR) à Redange a été muni de panneaux solaires photovoltaïques, il faut constater que tel n'est pas (encore) le cas pour d'autres établissements scolaires.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quels sont, à l'heure actuelle, les lycées dont les toits plats sont équipés de panneaux solaires photovoltaïques? Quelle est leur capacité respective?

2. Les lycées d'Ettelbruck (LTEtt) et de Wiltz (LNW) se verront-ils également dotés de telles installations génératrices d'énergie? Dans l'affirmative, quelle sera leur puissance énergétique?

3. Monsieur le Ministre peut-il indiquer d'autres bâtiments publics qui seront équipés de panneaux solaires dans un avenir proche?

Réponse (27.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Jusqu'à ce jour, huit lycées ont été équipés de panneaux solaires photovoltaïques avec les capacités suivantes:

Lycée	Puissance installée (kW)
Athénée de Luxembourg	65
Lycée technique des Arts et Métiers à Dommeldange	24
Lycée technique d'Ettelbruck	4
Lycée technique Mathias Adam à Lamadelaine	40
Lycée technique de Lallange	42
Lycée technique Mathias Adam - annexe Jenker à Differdange	28
Atert-Lycée Redange	1.336
Lycée technique pour professions de santé à Bascharage	17
Total	1.556

Il est prévu d'équiper le Lycée du Nord à Wiltz avec des installations photovoltaïques. En ce qui concerne le Lycée technique d'Ettelbruck, la toiture du hall des sports sera équipée également de panneaux photovoltaïques; pour ce qui est des autres bâtiments du lycée, la faisabilité d'installer des énergies renouvelables sera analysée lors des études pour la rénovation.

Lycée	Puissance projetée (kW)
Lycée technique d'Ettelbruck - hall des sports/piscine	180
Lycée du Nord à Wiltz	600
Total	780

En date du 2 décembre 2016 j'ai, ensemble avec Monsieur le Secrétaire d'État, Camille Gira présenté un projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur 15 bâtiments publics; outre les deux bâtiments mentionnés déjà ci-dessus, les 13 bâtiments étatiques suivants seront équipés:

- Ateliers centraux de l'Administration des ponts et chaussées à Bertrange,

- Bibliothèque nationale de Luxembourg au Kirchberg,

- Caserne Herrenberg - hall de stationnement, pavillon 48 à Diekirch,

- Dépôt de l'Administration des ponts et chaussées à Mersch,

- École européenne Luxembourg au Kirchberg,

- Fondation Kräizbierg à Dudelange,

- Lycée Edward Steichen à Clervaux,

- Lycée Robert Schuman - hall sportif à Luxembourg,

- Lycée technique de Lallange,

- Lycée technique Esch-sur-Alzette - site Raemerich,

- Lycée de Junglinster,

- Lycée technique agricole à Gilsdorf,

- Stade national d'athlétisme à Fetschenhof.

La puissance électrique relative à ces projets est estimée à environ 4.000 kW.

En plus des 15 projets présentés il y a un an, une vingtaine de bâtiments ont été identifiés, pour lesquels l'Administration des bâtiments publics analysera la faisabilité quant à des installations photovoltaïques ou d'autres énergies renouvelables.

La puissance électrique supplémentaire relative à ces projets de construction (dont huit lycées, huit bâtiments administratifs et quatre projets sanitaires-sociaux) est estimée sommairement à environ 3.000 kW.

À noter que pour chaque projet de construction et de rénovation, l'Administration des bâtiments publics analyse le potentiel d'installations génératrices d'énergies renouvelables.

Question 3415 (30.10.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mérites Deuxième Guerre mondiale:**

Am Zweete Weltkrich gouf Lëtzebuerg vun Däitschland iwwerfall a besat. Déi groussherzoglech Famill an déi meescht Ministèrë goungen an den Exil. Duerch d'Rassepolitik vun der Nazi-Ideologie goufen dausende vu Judden tëschent Mee 1940 an dem Summer 1941 gedrängt, Lëtzebuerg ze verloossen. Duerno sinn déi Judden, déi dunn nach am Land woren, bis op e puer Ausnamen, a Konzentratiounslager deportéiert an ermuert ginn.

Ee vun deene gréisste Problemer mat deenen déi Leit ze kämpfen haten, déi wollten oder hu missen d'Land verloossen, war d'Fro vun de Reesdokumenter an de Visaen. Den deemolege portugisesche Generalkonsul zu Bordeaux, de verstuerwenen Här Dr. Aristides de Sousa Mendes, huet op eng onendlech couragéiert Manéier Visaen ausgestallt an dobäi och bewosst géint d'Instruktioune vu senger Regierung gehandelt. Hien huet esou zengdausende vu Mënschen d'Liewe gerett, dorënner vill Judden.

Et wor och de Generalkonsul, deen et erméiglecht huet, datt déi groussherzoglech Famill konnt Visae kréien. Weider hu vill Lëtzebuerger Statsbierger, dorënner och jüddesch Matbierger, sech konnten dank der Hëllef vum Generalkonsul dem Grëff vun den Nazien entzéien.

D'Groussherzogin Charlotte huet hien an enger Deklaratioun vum 30. Juli 1960 gewierdegt. De Groussherzog Henri hat den Här de Sousa Mendes an enger Ried de 7. September 2010 bei senger Statsvisitt a Portugal ernimmt.

Deen „portugisesche Schindler" ass 1966 vu Yad Vashem zu engem „Gerechten" erkläert ginn an op vill Manéiere gouf hien a Portugal an a Frankräich zënterhier geéiert.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung sech de Meritte vum verstuerwenen Här Dr. Aristides de Sousa Mendes ëm eis Heemecht bewosst?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt Lëtzebuerg d'Undenken un de verstuerwenen Här Dr. Aristides de Sousa Mendes soll éieren a fleegen?

3. Denkt d'Regierung drun, konkret Initiativen ze huelen, fir de fréiere portugisesche Generalkonsul zu Bordeaux ze éieren, ouni deem säi couragéierten a selbstlosen Asaz d'Geschicht vun eisem Land liicht hätt kënnen anescht verlafen?

4. Wa jo, wéi eng Initiative géif d'Regierung envisagéieren?

Réponse (27.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

D'Regierung ass sech de Meritte vum Här Aristides de Sousa Mendes bewosst an et existéieren eng ganz Rei vun Temoignagen a Publikatiounen, déi dëst dokumentéieren. Esou zum Beispill déi Broschür, déi eis Ambassade zu Lissabon verdeelt an déi praktesch an deene selwechte Wierder wéi d'Introduktioun zu dëser Fro op d'Meritte vum Här de Sousa hiweist.

Och de Grand-Duc huet bei Geleeënheet vun der Statsvisitt a Portugal, am Joer vum 125. Gebuertsdag vum Här de Sousa, un deem säin Asaz erënnert.

D'Regierung plangt momentan keng weider konkret Initiative fir den Här Mendes de Sousa ze éieren, benotzt awer d'Geleeënheet vun dëser Question parlementaire fir den honorabelen Deputéierten drun ze erënneren, datt d'Gemenge kompetent si fir d'Nimm vu Stroossen a Plaze festzeleeën.

Question 3417 (31.10.2017) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **vote obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales:**

En vertu de la loi électorale le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales.

D'après les statistiques officielles un nombre non négligeable d'électeurs inscrits n'ont pas participé aux dernières élections communales. Ce phénomène s'est déjà manifesté lors des dernières élections législatives et lors du référendum de 2015.

D'après l'article 90 de la loi électorale le Procureur d'État dresse, par commune, le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

- Le Gouvernement peut-il confirmer que le parquet a effectivement dressé de tels relevés à la suite des dernières votations nationales?

- Quelles sont, le cas échéant, les indications de ces relevés?

- Quelles sont les conclusions que le parquet en a tirées?

Réponse commune (23.11.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'honorable Député indique qu'un nombre non négligeable d'électeurs inscrits n'ont pas participé aux dernières élections communales.

Concernant les statistiques et chiffres fournis par différentes autorités sur le nombre des électeurs inscrits et le nombre des bulletins de vote souvent recensés comme bulletins «dans l'urne», une analyse comparative montre que les chiffres sont fluctuants d'une élection a l'autre et que leur expression en pourcentage n'établit pas que les électeurs inscrits voteraient de moins en moins.

Certes tous les électeurs inscrits ne remettent pas un bulletin «dans l'urne». Cela s'explique par des électeurs inscrits mais excusés valablement ou des électeurs inscrits qui ont dépassé l'âge de 75 ans et ne sont donc pas tenus de voter et qui sont excusés de par la loi, ainsi que par des votes par correspondance. Il convient également de tenir compte dans les statistiques d'un facteur non négligeable qui est celui des élus d'office dans les «communes votant selon le système de la majorité relative» et où le nombre de candidats est égal ou inférieur au nombre de postes à pourvoir, de sorte qu'il est inutile de procéder à une élection dans une telle commune. Pourtant tous les électeurs inscrits sont dans ce cas apparemment recensés dans les statistiques comme non-votants non excusés. Par ailleurs le nombre d'électeurs inscrits et âgés de plus de 75 ans s'élève à approximativement 45 000. Il ne ressort pas des statistiques officielles si ces électeurs ont effectivement remis un bulletin dans l'urne, alors qu'ils sont tous «excusés» de droit et non obligés de voter. Ensuite, il reste un certain nombre d'électeurs inscrits qui s'abstiennent du vote en ne présentant pas d'excuse. Dans ces cas, la loi électorale prévoit que le Procureur d'État dresse, par commune, le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses ne sont pas admises. Ces cas se présentent régulièrement. Il est aussi un fait que les dernières poursuites introduites par le parquet à l'égard d'électeurs non excusés n'ayant pas pris part à des votes remontent à 1963 et 1964. Depuis lors, le parquet n'établit plus de relevé par commune. De telles poursuites impliqueraient aussi que toutes les personnes visées devraient être auditionnées individuellement par les autorités compétentes (police) et poursuivies en justice. Il est rappelé qu'en application des dispositions du Code de procédure pénale, le ministère public dispose seul de l'opportunité des poursuites.

Question 3419 (02.11.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Nation Branding:**

Il y a un an la nouvelle signature du Luxembourg, telle qu'imaginée par le Gouvernement, a été présentée au grand public.

Un an plus tard, le bilan est plutôt mitigé. Alors qu'un appel à projets lancé pour la réalisation d'un film d'animation promouvant le Luxembourg et ses valeurs a pu aboutir et un montant de 396.000 euros alloué à ladite production, le concours visant à développer un objet emblématique et symbolique représentant le Luxembourg n'a pas été couronné de succès. Lancé en janvier dernier, seulement 15 dossiers ont été reçus et aucun objet n'a su convaincre le jury institué à cette occasion.

À en croire le «Lëtzebuerger Land», cette mésaventure était avant tout due à un appel d'offres mal ficelé et des conditions du «marché» difficiles à remplir. Selon le «Lëtzebuerger Land», l'objet était en effet censé incarner les nouvelles «valeurs» du Luxembourg, i. e. «dynamique, ouvert et fiable» et la journaliste de continuer «Wie läßt sich ein dermaßen nichtssagendes Statement materiell umsetzen?». L'objet était par ailleurs censé être une œuvre nouvelle et en même temps avoir un haut degré de reconnaissance nationale. Il s'agirait ensuite de créer un objet pour l'usage de tous les jours et enfin porter la signature du Luxembourg. Les offrants étaient donc invités à produire endéans deux mois quelque chose de tout nouveau, de typiquement luxembourgeois et servant à l'usage quotidien. En même temps, le coût en rapport avec la confection des dossiers restait à charge des «soumissionnaires». À noter enfin que le cahier des charges de l'appel d'offres mentionnait que «Les droits de vente au public sont réservés exclusivement à l'organisation de cet appel à projets». De même, «le créateur reste le propriétaire des droits d'auteurs [mais] cédera les droits d'utilisation exclusifs à l'organisation pour la commercialisation des produits».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre entend-il lancer un nouvel appel à candidatures pour la confection d'un objet «national»?

- Dans l'affirmative, quelle sera cette fois-ci l'enveloppe financière mise à disposition des «soumissionnaires»?

- Monsieur le Ministre peut-il me chiffrer l'ensemble des dépenses déjà engagées et projetées sur les prochaines années dans le contexte du Nation Branding? Monsieur le Ministre peut-il ventiler ces dépenses?

Réponse (08.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'appel à projets «Design challenge - Objets „Luxembourg"», qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'action opérationnel 2017 - Nation Branding, a permis de lancer un processus de valorisation des compétences créatives et artisanales du pays.

Le Comité «Inspiring Luxembourg» enchaînera sur cette première expérience de sorte à ce qu'il va mener un exercice de repérage et d'accompagnement ciblé de créateurs et d'artisans. Cet exercice se fera sur base du premier appel à projets et en tenant compte de la production d'autres objets promotionnels en cours, ainsi que d'autres initiatives de mise en valeur des compétences créatives et artisanales du Luxembourg.

Ce processus impliquant directement les créateurs et artisans permettra non seulement de mettre en valeur leurs compétences, mais également d'aboutir à la réalisation d'objets originaux, emblématiques et représentatifs du Luxembourg.

Depuis la mise en place du concept de Nation Branding en 2014, le budget lui attribué s'élève à 3.290.500 euros, dont deux millions d'euros pour l'exercice budgétaire en cours. Les prévisions budgétaires pour les années prochaines ont été inscrites avec chaque fois 1.700.000 euros pour les deux années à venir, et de 1.260.000 euros pour l'année 2020 de même que pour 2021.

Comme la stratégie Nation Branding est mise en œuvre en plusieurs phases, les deux premières étapes ont avant tout consisté en de la réflexion sur le profil du pays, ses valeurs et les messages à véhiculer de même qu'en de la traduction graphique des valeurs - ouverture, dynamisme et fiabilité - du pays. Ces deux premières étapes ont été réalisées avec un budget de 1.290.500 euros. La troisième étape de ce processus se fera moyennant un plan d'action opérationnel destiné à la promotion du Luxembourg à l'étranger, sous le terme de «Inspiring Luxembourg».

La ventilation du budget 2017 se fait en fonction de cinq grands axes stratégiques, dont le premier consiste à fédérer la marque au niveau national, à savoir fédérer les citoyens autour des valeurs du pays à travers des actions «citoyens». Le concours photo autour du vélo s'adressant à des cyclistes dans le cadre de Bicycle Nation, suivi d'une exposition publique à la Place Guillaume, est un exemple. Le projet «guide pour un jour» lancé dans le cadre de la fête nationale est un autre exemple ayant permis de fédérer les résidents et non-résidents autour des valeurs du pays. Vu le succès, une deuxième édition de cette initiative est prévue en 2018.

Le deuxième axe stratégique consiste à renforcer la présence de la marque à l'international. L'objectif est donc de renforcer la présence du Luxembourg lors des événements phares où le savoir-faire luxembourgeois et ses talents seront mis en vitrine. Il s'agit de projets qui s'inscrivent dans la durée et pour lesquels il convient de construire une nouvelle image du Luxembourg surtout auprès de nos pays voisins. Ces événements se démarquent avant tout par leur qualité ainsi que par leur renommée internationale. Des événements comme le Championnat du monde en cyclo-cross, le Tour de France, le Tour de Luxembourg, les Jeux de la Francophonie, le Championnat d'Europe de tennis de table, ou le Festival d'Avignon et les Rencontres photographiques d'Arles ne constituent que quelques exemples.

Afin de faire rayonner le Luxembourg à travers ses valeurs, ses atouts et ses histoires, un appel à projets pour la réalisation d'un film promotionnel sous forme d'un court métrage d'animation a été lancé aussi cette année-ci. À noter que ce projet vise en outre la mise en valeur du savoir-faire de l'industrie luxembourgeoise du film, voire du film d'animation.

À côté du renforcement de la marque aussi bien au niveau national qu'au niveau international, le troisième axe stratégique est dédié au développement de la communauté. Il est à noter que depuis le lancement de la Signature du Luxembourg, qui accompagne désormais la communication internationale du Luxembourg, les fédérations sportives nationales et beaucoup d'acteurs culturels se sont directement associés à la Signature du pays. Des partenariats ont été établis sous forme de cofinancement d'actions de promotion et de communication afin de permettre à ces acteurs de contribuer davantage au rayonnement du Luxembourg.

Le quatrième axe vise à développer davantage la marque et le récit, ce qui se traduit par le développement de l'architecture de la marque, le développement de nouveaux thèmes et de contenus ainsi que le développement, la production et la distribution du matériel promotionnel.

Mesurer l'impact de la démarche et des actions est un autre volet important du plan d'action.

Parmi ces cinq axes stratégiques, il est à noter que le deuxième et le troisième sont ceux qui absorbent plus de 65% du budget, suivi du quatrième avec 25% du budget global. Les 10% restants du budget se répartissent entre le premier et le dernier axe.

Question 3420 (02.11.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **nouveaux plans d'aménagement général (PAG):**

Dans sa réponse du 5 juillet 2017 à notre question parlementaire n°3040, Monsieur le Ministre de l'Intérieur indiquait que 26 communes disposaient à cette date d'un PAG dûment approuvé en vertu de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (la «Loi de 2004»). Qui plus est, neuf communes, dont la Ville de Luxembourg, avaient à ce moment procédé au vote prévu à l'article 10, alinéa 2 de Loi de 2004, tandis que trois communes étaient sur le point de procéder audit vote.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur tenait également à préciser qu'une soixantaine de communes avaient finalisé leur rapport sur les incidences environnementales et auraient à ce moment pu lancer la procédure d'adoption du PAG.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une liste actualisée des communes (i) disposant d'un PAG conforme à la Loi de 2004 et (ii) ayant procédé au vote conformément à l'article 10, alinéa 2 de la Loi de 2004?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le potentiel de développement urbain, i. e. la croissance potentielle du nombre d'habitants par commune en distinguant à chaque fois entre quartiers existants et nouveaux quartiers?

Réponse (27.11.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à leur question, j'ai l'honneur de porter à la connaissance des honorables Députés qu'actuellement 27 communes disposent d'un plan d'aménagement général (ci-après «PAG») dûment approuvé en vertu de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Il s'agit des communes suivantes (en rouge et en vert foncé sur la carte en annexe):

Berdorf, Boulaide, Consdorf, Contern, Diekirch, Dippach, Esch-sur-Sûre, Grosbous, Käerjeng, Lac de la Haute-Sûre, Luxembourg, Mamer, Mersch, Niederanven, Nommern, Redange-sur-Attert, Reisdorf, Remich, Roeser, Schifflange, Steinfort, Useldange, Vallée de l'Ernz, Waldbillig, Walferdange, Wiltz et Winseler.

En ce qui concerne les communes d'Esch-sur-Sûre et de Wiltz, étant des communes fusionnées, le PAG approuvé ne s'applique pas à la totalité du territoire communal.

Les douze communes suivantes ont quant à elles procédé au vote conformément à l'article 10 alinéa 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 (en vert clair sur la carte en annexe):

Bech, Boevange-sur-Attert, Bous, Erpeldange-sur-Sûre, Fischbach, Junglinster, Kayl, Manternach, Parc Hosingen, Pétange, Rambrouch et Tuntange.

Je joins en annexe le tableau qui permet de mettre en évidence la croissance potentielle en nombre d'habitants des communes ayant adopté leur PAG en application de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, après les modifications apportées par la loi du 28 juillet 2011.

Il ressort de ce tableau que le potentiel de développement urbain total de ces communes représente une augmentation de trois quarts de la population totale actuelle, soit la création de nouveaux logements pour plus de 160.000 personnes.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3422 (03.11.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**énergie solaire:**

Dans le cadre de la nouvelle campagne de promotion de l'énergie solaire, le Gouvernement a annoncé l'introduction d'un nouveau tarif d'injection pour les installations photovoltaïque au-dessus de 30 kW avec une différenciation entre les seuils 30-100 kW et 100-200 kW.

Au cours du débat public sur le projet Rifkin, les députés ont été informés que le ministère serait sur le point de finaliser la réglementation nationale permettant des appels d'offre notamment pour des installations photovoltaïques voire des parcs solaires qui dépasseraient largement les seuils donnant droit aux nouveaux tarifs d'injection.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les informations susmentionnées?

- D'après les règles européennes sur les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie d'avril 2014, les installations supérieures à 500 kW doivent faire l'objet d'un appel d'offre. Cette limite sera-t-elle reprise dans la législation luxembourgeoise?

- De quel régime dépendront à l'avenir les installations comprises entre 200 et 500 kW?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les installations entre 200 et 500 kW devraient également profiter d'un tarif d'injection, ceci afin de favoriser la production d'énergie citoyenne moyennant sociétés coopératives et sociétés civiles, peu aptes à participer à des appels d'offre?

- Sur quelles surfaces une installation/un parc solaire soumis à appel d'offres peut-il être construit?

- Un tel parc solaire peut-il également être érigé sur les «Freilandflächen» et le cas échéant sous quelles conditions?

Réponse commune (08.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Tout d'abord nous aimerions préciser que nos services ne sont actuellement pas en train de travailler sur une réglementation nationale permettant des appels d'offres notamment pour des installations photovoltaïques voire des parcs solaires du fait que la base juridique pour l'organisation de tels appels d'offres a déjà été créée dans la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité et par le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables.

La version finale du cahier des charges pour le lancement de l'appel d'offres en vertu des dispositions législatives et réglementaires précités tient pleinement compte de la limite de puissance de 500 kW prévue par l'encadrement communautaire en matière d'aides d'État. Des analyses supplémentaires concernant le volet de l'appel d'offres relatif aux installations avec une puissance supérieure à 200 kW et inférieure à 500 kW sont actuellement encore en cours.

Des concertations finales ont également encore lieu entre départements ministériels en vue de déterminer les surfaces éligibles pour les installations photovoltaïques. Jusqu'à présent, il a été décidé d'introduire dans le cahier des charges un premier lot séparé pour les installations sur les toitures et les ombrières. Un éventuel recours aux espaces ouverts pour former un deuxième lot, y inclus, le cas échéant, les types des surfaces à retenir, est encore en cours de discussion.

Question 3424 (03.11.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **agressions de policiers:**

Une récente interpellation devant un restaurant dans le quartier gare a montré à nouveau que nos forces de l'ordre ne sont malheureusement jamais à l'abri d'agressions.

En Allemagne, la police de Trèves, dans le cadre d'un projet pilote, est en train de tester et d'évaluer l'utilisation de pistolets à impulsion électrique (tasers) comme arme supplémentaire dans le but de protéger davantage les policiers sur le terrain. Les conclusions de l'étude détermineront si la police du Land de Rhénanie-Palatinat sera équipée de ces armes dissuasives. Le rapport intermédiaire semble plutôt positif. En effet, dans deux tiers des interventions documentées, la simple menace de faire usage du taser semble avoir suffi à désamorcer la situation. De manière générale, la police de Trèves juge la présence du taser bénéfique pour calmer des situations qui pourraient dégénérer et risqueraient d'entraîner l'utilisation soit d'armes à feu, soit de bombes lacrymogènes ou de matraques. Ce point de vue est d'ailleurs aussi partagé par le Ministre de l'Intérieur, Roger Lewentz, qui estime que grâce à la présence de tasers des situations violentes entraînant des blessés peuvent être évitées.

Dans le même esprit, le port d'une bodycam a aussi été testé dans plusieurs Länder d'Allemagne, notamment en Saxe, Hambourg, Thuringe, Rhénanie-du-Nord-Westphalie et en Rhénanie-Palatinat. Le bilan est identique: la présence de bodycams a un effet apaisant sur les interpellés, tout en augmentant la sécurité des policiers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Quel est le nombre d'agressions envers des policiers constatées lors des dix dernières années? De quels types d'agressions s'agit-il?

2. Est-ce que des mesures ont été prises afin de mieux protéger les policiers face aux agressions?

3. Est-ce que de nouvelles mesures sont planifiées?

4. Est-ce que la position de Monsieur le Ministre concernant l'utilisation de pistolets à impulsion électrique (tasers) a changé suite aux expériences positives faites en Allemagne?

5. Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant le port de bodycams pour augmenter la sécurité de nos unités de police?

6. Des projets pilotes comme ceux actuellement en cours en Allemagne sont-ils aussi envisageables au Luxembourg? Dans la négative, pour quelles raisons?

7. Selon le ministre, quelles unités de la Police grand-ducale se prêteraient au port de bodycams?

Réponse (04.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Le principal type d'agression qui vise les agents de la Police grand-ducale est la rébellion. À titre indicatif, les chiffres des années 2007 à 2016 sont reproduits ci-dessous.

Pour définir la gravité des blessures, deux colonnes ont été ajoutées, à savoir une pour les incapacités de travail (IT) de zéro à trois jours (blessures légères) et une pour les IT supérieures à trois jours (blessures graves).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les parties du corps blessées lors de ces rébellions sont en premier lieu les mains et les bras, ensuite les jambes et le visage et en dernière position le thorax et le dos.

ad 2. La Police grand-ducale propose dans sa formation des jeux de rôles afin de sensibiliser au mieux les policiers à l'éventualité de ce type d'agressions.

ad 3. et 4. L'Unité spéciale de la police (USP) dispose depuis longtemps de pistolets à impulsion électrique. Tout au long de l'existence de ce moyen de contrainte au sein de l'USP, il n'a été mis en œuvre qu'à quelques rares occasions où toutes les conditions pour un tel usage se trouvaient réunies.

Le maniement et l'usage d'un tel pistolet nécessitent des règles d'engagement bien précises, une solide formation de base de plusieurs jours et des conditions particulières pour en faire un usage sensé et utile.

Toujours est-il qu'il faut faire un choix dans l'équipement de base d'un agent de police afin d'éviter un éventuel suréquipement dans le travail quotidien.

Ainsi, au-delà de la mise à disposition de pistolets à impulsion électrique aux membres de l'USP, la Police grand-ducale n'a, à l'heure actuelle, pas l'intention d'équiper ses agents de police de ce moyen tout en continuant cependant à suivre attentivement les expériences en la matière des corps de police dans nos pays voisins.

ad 5. La Police grand-ducale s'est informée auprès des polices de nos pays voisins et les résultats de leurs projets en la matière ont montré le caractère dissuasif de la bodycam. Une telle caméra aurait ainsi pour effet de désenvenimer la plupart des situations conflictuelles et d'améliorer, le cas échéant, la sécurité des agents dans le cadre de leurs missions journalières.

ad 6. Actuellement, la situation légale en matière de protection des données au Luxembourg interdit l'utilisation d'une telle caméra. Surtout le fait d'enregistrer des images avec du son pose des problèmes du point de vue du cadre légal. Il faudrait, le cas échéant, adapter le cadre légal afin de prévoir la mise en œuvre, sous certaines conditions, de telles techniques. Une telle adaptation légale est actuellement à l'étude par la Police grand-ducale.

ad 7. Les unités intervenant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 se prêteraient en premier lieu au port et à l'utilisation de ce nouveau moyen.

Question 3425 (03.11.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**impôt sur le revenu des capitaux:**

Sept mois après les élections législatives aux Pays-Bas, les quatre partis formant le nouveau gouvernement ont récemment dévoilé ce qu'ils appellent un accord «ambitieux et équitable». Au niveau de la fiscalité des entreprises, le Gouvernement Rutte III prévoit notamment une baisse de l'impôt sur les sociétés de 25% à 21%, de même que la suppression de l'impôt sur les dividendes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre entend-il suivre le modèle néerlandais et supprimer l'impôt de retenue à la source sur les dividendes? Monsieur le Ministre peut-il me chiffrer l'impact budgétaire d'une telle suppression?

- Monsieur le Ministre peut-il me chiffrer les recettes fiscales provenant de l'impôt de retenue à la source sur les dividendes sur les cinq dernières années? Monsieur le Ministre peut-il ventiler ces chiffres par secteur d'activité et par type de bénéficiaire de la distribution des dividendes (investisseur institutionnel et autres)?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà fait procéder à une analyse de l'impact des mesures fiscales néerlandaises sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions? Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il y procéder et endéans quel délai?

Réponse (01.12.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En date du 9 octobre 2017, le Parti populaire libéral et démocrate (VVD) du premier ministre néerlandais sortant Mark Rutte, l'Appel chrétien-démocrate (CDA), les centristes réformateurs de D66 et la formation protestante Christen Unie (CU) ont annoncé de former un gouvernement de coalition. À la section 2.5 de l'accord de coalition, qui a été rendu public le 10 octobre 2017, le nouveau gouvernement prévoit une réforme du système fiscal.

Outre l'annonce d'une baisse de l'impôt sur les sociétés de 25% à 21%, il y est également envisagé de supprimer l'impôt sur les dividendes. En même temps, afin de lutter contre les stratagèmes d'évasion fiscale impliquant des sociétés-écrans, les auteurs de l'accord de coalition envisagent une retenue à la source qui serait prélevée sur les flux sortants d'intérêts et de redevances vers les juridictions à faible imposition. L'accord de coalition ne présentant que des informations sommaires, il est impossible, à ce stade, d'anticiper l'impact potentiel d'une éventuelle future réforme élaborée sur cette base.

En tout état de cause, aucune mesure comparable n'est prévue dans le programme du Gouvernement luxembourgeois.

En ce qui concerne l'impôt sur les dividendes au Luxembourg, c'est-à-dire l'impôt retenu sur les revenus de capitaux (IRCAP), il est à noter que celui-ci est prélevé sur certaines catégories de revenus émanant des capitaux mobiliers, notamment, les dividendes et les parts de bénéfice (cf. articles 97 et 146 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu). L'évolution et la répartition par secteur sur les cinq dernières années se présentent ainsi:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 3426 (03.11.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **réforme administrative concernant les permis de pêche:**

Réunie en congrès le 19 février dernier, la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs avait notamment souligné attendre avec impatience la délivrance des permis de pêche par voie électronique facilitant l'accès à la pêche dans un souci de simplification administrative.

D'après mes informations, ledit dossier n'a depuis lors pas connu d'avancées notables, de sorte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer les retards dans la mise en place de ce service en ligne?

2. Quand est-ce que les démarches en rapport avec la délivrance des permis de pêche pourront être effectuées par voie électronique?

Réponse commune (05.12.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

ad 1. Le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'a jamais annoncé un délai officiel pour la mise en ligne du service.

Les travaux préparatoires y afférents ont été entamés à la suite du transfert des compétences en matière de l'eau du Ministre de l'Intérieur au Ministre de l'Environnement, respectivement du transfert cohérent en matière de délivrance des permis de pêche après la suppression des commissariats de district, transferts envisagés depuis longue date et finalement réalisés par le Gouvernement actuel.

ad 2. La mise en place d'un système électronique de délivrance des permis de pêche comprend non seulement le développement informatique y afférent, mais également une adaptation des textes législatifs et règlementaires.

Si l'adaptation informatique est quasiment finalisée, l'adaptation de la législation en matière de pêche dans les eaux intérieures et dans les eaux frontalières s'avère nettement plus complexe étant donné qu'une concertation transfrontalière avec les autorités compétentes de

Rhénanie-Palatinat et de la Sarre est indispensable afin d'aboutir à une harmonisation des dispositions en vigueur. Il est prévu que les projets de textes législatifs et règlementaires soient finalisés pour permettre une saisine du Conseil de Gouvernement dans les meilleurs délais possibles. Par la suite, il appartiendra aux différents organes impliqués dans la procédure législative et règlementaire de se prononcer sur les projets de textes.

Il y a lieu de remarquer que le projet des permis de pêche en ligne constitue un projet pilote et que toutes les bases légales et règlementaires doivent être en vigueur pour permettre un déroulement sans problèmes, aussi bien pour la délivrance du permis de pêche que pour le contrôle sur le terrain.

En conclusion, la voie électronique sera disponible au cours de l'année 2018.

Question 3427 (03.11.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**accord de coopération signé avec la Lituanie en matière de transferts statistiques d'énergies renouvelables:**

Dans le cadre de la stratégie Europe 2020 et pour œuvrer en faveur d'une croissance durable, l'Union européenne s'est entre autres fixé comme objectif de faire passer à 20% la part des sources d'énergies renouvelables dans notre consommation finale d'énergie. Le Luxembourg s'est lui fixé un objectif global de 11%. À en croire le rapport de l'Observatoire de la compétitivité, le Luxembourg devra encore réaliser des efforts importants pour atteindre son objectif national en 2020.

C'est ainsi que Monsieur le Ministre de l'Économie vient de signer un accord de coopération avec la Lituanie pour s'assurer des transferts statistiques d'énergies renouvelables conformément aux dispositions d'une directive sur les énergies renouvelables de 2009. Ces transferts statistiques permettent en l'espèce au Luxembourg d'acheter un «excédent» en énergies renouvelables réalisé par la Lituanie. Selon l'accord, la Lituanie va vendre 700 gigawattheures ou plus, si besoin, entre 2018 et 2020. Selon un article paru au Journal, le Gouvernement projette de signer le 7 novembre prochain un second accord avec l'Estonie.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est la part que représentent actuellement les énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie au Luxembourg (hors accords de coopération)?

- Les accords signés/à signer avec les deux pays baltes permettront-ils au Luxembourg de satisfaire à l'objectif de 11% susmentionné en 2020? À défaut, le Gouvernement projette-t-il de signer des accords de coopération avec d'autres pays et, dans l'affirmative, lesquels?

- Quel est le prix par gigawattheure que le Gouvernement s'apprête à payer à la Lituanie? Le prix négocié avec l'Estonie est-il identique?

- Quel est le coût annuel lié à ces transferts statistiques d'énergies renouvelables?

Réponse (05.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La part que représentent actuellement les énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie au Luxembourg était de 5,04% en 2015. Les statistiques pour l'année 2016 ne sont pas encore finalisées. Le pourcentage en 2015 correspond aux objectifs intermédiaires fixés pour atteindre l'objectif national de 11% en 2020.

Les traités de coopération signés avec la Lituanie et avec l'Estonie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables permettront de contribuer à l'objectif national. En effet, le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables, approuvé par le Gouvernement en 2010, a prévu dès le début le recours à des mécanismes de coopération d'environ 2% de l'objectif de 11%, mécanismes qui ont été introduits par la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Les deux accords portent sur des quantités minimales et prévoient également la possibilité de transférer des quantités supplémentaires auxquelles le Luxembourg pourrait avoir recours en cas de besoin. Les deux accords permettront ainsi de couvrir les quantités telles que prévues par le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables de 2010. La signature d'autres accords n'est pas envisagée au stade actuel.

Certains points clés de ces coopérations, comme par exemple le prix par gigawattheure, ne peuvent pas être divulgués à l'heure actuelle vu les dispositions convenues entre les parties contractantes. Néanmoins, tous les détails deviendront publics dès le lancement de la procédure législative pour la ratification des traités.

Le coût minimal lié aux transferts statistiques des quantités minimales fixes pour chaque accord se chiffre à environ 10 millions d'euros, les deux accords portant chacun sur la période 2018-2020.

Question 3428 (03.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **nouveau logo de la Police grand-ducale:**

D'Regierung an d'Police grand-ducale hunn d'Bild, dat d'Police no baussen ofgëtt, verännert. Dëst mat engem neie Logo, mat neien Dekoratioune vun de Gefierer, mat engem neie Site um Spaweck a mat villem méi. Et fält op, datt den Zousaz „grand-ducale" bei dësem Bild komplett feelt (mat Ausnam vun der Facebook-Säit).

Dobäi steet awer am Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Schafung vum Corps vun der Police grand-ducale, mat deem d'Fusioun tëschent der Police an der Gendarmerie grand-ducale realiséiert gouf:

Article 1er: «Il est créé un corps de Police grand-ducale (...).»

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1) Wien huet d'Decisioun geholl, den Zousaz „grand-ducale" falen ze loossen? Wat ass d'Ursaach fir dës Decisioun?

2) Ass dës Decisioun kompatibel mam Gesetz vum 31. Mee 1999? Wann net, wëllt d'Regierung d'Gesetz an dësem Punkt änneren?

3) Ass d'Regierung där Meenung, datt d'Traditioun vun der „Gendarmerie grand-ducale" net méi muss geéiert ginn an datt net méi soll un déi groussherzoglech Gendarmerie an der Denominatioun vun de Sécherheetscorpsen hei am Land erënnert ginn?

4) Deelt den Här Minister d'Meenung, och am Zesummenhang mat sengen anere Portefeuillen an der Regierung, datt onst Land beim Nation Branding seng Stellung als eenzege Grand-Duché vun der Welt misst méi an de Vierdergrond stellen?

Réponse (23.11.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) + 2) Den Zousaz „grand-ducale" ass net fale gelooss ginn. D'Bezeechnung „Police grand-ducale" gëtt weiderhin an de Gesetzestexter an um Fändel gebraucht. Op de Knäpp vun den Uniformen ass de Lëtzebuerger Wopen an d'Spigelen um Revers vun der Tunique droen och weiderhin de Monogramm vum Grand-Duc.

ad 3) D'Police grand-ducale, déi duerch d'Gesetz vum 31. Mee 1999 geschafe gouf, ass aus der fréierer Gendarmerie esou wéi aus der fréierer Police ervirgaangen. D'Regierung ass der Meenung, datt déi zwee Corpsen dofir sollte geéiert ginn, an duerfir ënnerstëtzt se och ëner anerem de Police-Musée, dee sech ganz engagéiert fir dës Aufgaben asetzt.

ad 4) Selbstverständlech stelle mir beim Nation Branding de Grand-Duché an de Vierdergrond.

Question 3429 (03.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **logement et le travail pour personnes handicapées:**

An engem oppene Bréif beklot d'Associatioun „Trisomie 21" déi „desastréis Situatioun" mat där Leit mat geeschtege Behënnerunge konfrontéiert sinn. Esou gëtt et laang Waardelëschten, fir kënnen eng Wunneng ze bezéien, déi op d'Bedierfnesser vun dëse Leit aginn. Weider besteet e grousse Besoin u Plazen an de geschützten Atelieren, wou dës Leit kënnen eng Aarbecht fannen.

Esouwuel d'Wunnenge wéi déi geschützten Ateliere gi vum Stat subventionéiert, esou datt hei d'Regierung ganz direkt mat an der Verantwortung steet.

Dowéinst wollt ech dem Här Statsminister, dem Här Wunnengsbauminister an dem Här Minister fir Aarbecht a solidaresch Ekonomie dës Froe stellen:

1) Wéi vill Wunnengen, déi fir Leit mat enger geeschteger Behënnerung ageriicht sinn an deementpriechend betreit ginn, stinn zu Lëtzebuerg zur Verfügung? Wéi héich sinn hei d'Besoinen? Wéi eng konkret Moossname si virgesinn, fir d'Offer der Demande unzepassen, an a wéi engem Delai?

2) Wéi vill Aarbechtsplaze fir Leit mat enger geeschteger Behënnerung stinn aktuell zur Verfügung an de sougenannten „ateliers protégés", a staatlechen a parastaatlechen Administratiounen oder a privaten Entreprisen?

3) Wéi vill Aarbechtsplaze misste fir déi betraffe Leit zur Verfügung stoen, fir datt all déi, déi wëlle schaffe goen, dëst och kéinte maachen?

4) Wéi eng konkret Moossname si virgesinn, fir d'Offer der Demande un esou Aarbechtsplazen unzepassen, an a wéi engem Delai? Ass dobäi och virgesinn, esou Leit a staatlech Verwaltungen opzehuelen a privat Entreprisen ze encouragéieren, och Leit mat enger geeschteger Behënnerung ze engagéieren?

Réponse commune (06.12.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) De Moment ginn et zu Lëtzebuerg 402 Better a sougenannten „foyers d'hébergement" wou eng Betreiung 24 Stonnen op 24 ugebuede gëtt fir Leit mat enger geeschteger Behënnerung. An dëse Foyere stinn och 35 temporär Better zur Verfügung, fir d'Familljen zäitweileg ze entlaaschten.

Do dernieft ginn et och nach 55 semi-autonom Wunnenge fir geeschteg behënnert Leit, déi am Dag schaffe ginn a just e puer Stonne Betreiung brauchen.

D'Waardelëschte vun deene verschiddene Gestionnairen am Beräich Handicap mental weisen de Moment e Besoin vun 217 Leit aus fir an e Foyer d'hébergement. Dovu sinn 48 Demanden als urgent deklaréiert, dat heescht Leit, déi an engem Delai vun engem bis zwee Joer missten ënnerdaach kommen, an 169 präventiv Demanden.

D'Waardelëschte fir a semi-autonom Wunnenge weisen eng Demande vu 27 Persounen aus, dovu sinn néng präventiv Demanden an 18 urgent Demanden.

Fir autonom Wunnenge belafen dës Chiffere sech op 32 Demanden, dovun 22 präventiver an zéng urgenter. Fir d'Betreiung vu Leit mat geeschtegem Handicap, déi autonom wunnen, huet de Familljeministère an de leschte Joren ëmmer méi Services d'assistance à domicile konventionéiert.

Et ginn de Moment eng Rei vu Bauprojeten, déi op der Lee stinn, fir Foyeren a Wunnengen ze baue fir Leit mat geeschteger Behënnerung.

Et sinn am Ganzen 165 zousätzlech Plaze virgesinn, dovu sinn 135 Plazen a Foyers d'hébergement an 30 semi-autonom Wunnenge fir ee bis zwee Leit (an och fir Koppele mat Kanner) virgesinn.

Dëst sinn d'Projeten, déi virgesi sinn am Zäitraum 2018-2022.

ad 2) + 3) Laut Statistik vum Juli 2017 stinn an de konventionéierten Ateliers protégés 918 Plazen zur Verfügung fir Persoune mat engem geeschtegen Handicap, an dovu sinn der 864 besat, dat heescht, et si 54 Plaze fräi.

40 Leit sinn an de leschte Joren aus den Ateliere op den éischten Aarbechtsmaart orientéiert ginn. Et sinn 254 Leit op de Waardelëschten.

Et ginn de Moment Projeten, fir 391 zousätzlech Plazen ze schafen, dovu sinn der 291 fir geeschteg behënnert Leit.

Fir méi detailléiert Statistiken ze kréien iwwert d'Entwécklung vun den Zuele vu Leit mat enger geeschteger Behënnerung an hir Integratioun an d'Aarbechtswelt (an den Ateliers protégés, mä och a staatlechen, parastaatlechen Administratiounen souwéi a privaten Entreprisen), huet d'Regierung e Projet lancéiert, fir dat bestoend Zuelematerial ze sammelen. Duerch dës Initiativ wäert et da méiglech sinn, besser Analysen ze maachen, wat déi zukünfteg Demanden an Offeren ugeet.

Eng enk Koordinatioun tëschent deene verschiddene Ministèren, déi sech mam geeschtegen Handicap befaassen, wäert et och weiderhin erlaben, e kohärenten Encadrement fir dës Leit ze garantéieren.

ad 4) D'Regierung respektéiert hir Engagementer a puncto Rekrutement vun Agenten, déi de Statut vum Salarié handicapé hunn. Si hält sech un den Artikel L.562-3 vum Code du travail, dee virgesäit, datt 5% vun den Effektiver vum Stat solle Leit mat Behënnertestatut sinn.

Fir dëser Verflichtung gerecht ze ginn, schaaft d'Regierung all Joer 50 nei definitiv Posten, déi deene verschiddene Ministèren, Administratiounen a Servicer zur Verfügung stinn. Dës Poste ginn an Zesummenaarbecht mat der ADEM un d'Leit attribuéiert. Dobäi gëtt souwuel der Formatioun vun de Leit wéi hirem Handicap an hire Contre-Indikatiounen, wéi och der Aktivitéit, déi proposéiert gëtt, Rechnung gedroen.

Zanter 2003 sinn d'Poste folgendermoossen accordéiert ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

D'Regierung wäert och an Zukunft hir Efforten op dësem Gebitt weiderféieren.

D'Regierung ënnerhëlt och Schrëtt, fir d'privat Entreprisen ze encouragéieren, och Leit mat enger geeschteger Behënnerung ze engagéieren. De Service „Employeur" vun der ADEM huet zwou Aarbechtspsychologinnen, déi sech spezifesch fir d'(Re)insertioun vu Leit mat engem Handicap këmmeren. Doniewent wäert e Gesetzesprojet an deenen nächste Wochen op den Instanzewee goen, fir eng „assistance à l'inclusion dans l'emploi" anzeféieren. Déi Funktioun soll vun enger speziell forméierter an agreéierter Persoun iwwerholl ginn, déi eng Persoun mat engem Handicap an d'Aarbechtswelt begleede soll, a gegebenefalls Hürden ofbaue soll um Wee an d'Aarbechtswelt, mä och op der Aarbecht, zesumme mat dem Employeur a mat de Mataarbechter am Betrib.

Question 3431 (06.11.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques chez les enfants et les jeunes:**

Divers organes de presse viennent de relater la problématique de l'utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques chez les enfants et les jeunes.

Sans vouloir minimiser les bienfaits de la révolution digitale, les consommateurs ne semblent pas toujours informés sur les risques que peuvent comporter ces nouveaux instruments, plus spécifiquement sur le bien-être et la santé des enfants.

Ainsi, les experts, dont des pédiatres et pédopsychiatres, montrent du doigt l'exposition précoce des enfants aux tablettes numériques et aux smartphones. Leur utilisation comme compagnon de jeu permanent ou «babysitter» pratique les plongeant dans un monde virtuel et irréel, ne permettrait plus aux enfants de découvrir et d'interagir avec le monde réel. Certains retards scolaires, troubles du comportement, voire lésions cérébrales ou même dépendance physique et psychique à l'écran en seraient les conséquences.

En outre, les responsables du service de consultation «Ausgespillt», géré par «Anonym Glécksspiller asbl», n'ont pas manqué de signaler déjà en 2016 qu'ils n'arrivent plus à satisfaire les demandes de consultations croissantes pour enfants et jeunes, sujets d'utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques. Ils ont déploré les moyens insuffisants dont ils disposent pour traiter ces cas.

Aussi, le Gouvernement développe les ressources pédagogiques numériques au sein de renseignement dans le cadre de sa stratégie Digital 4 Education. Entre autres, l'introduction à grande échelle de tablettes numériques (iPad) dans les lycées en fait partie.

Au vu de ces informations, j'aimerais poser plusieurs questions à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Mesdames et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il faudrait prendre au sérieux les cris d'alarme des différents experts?

- Le Gouvernement envisage-t-il une campagne d'information permettant d'attirer l'attention sur les risques que peuvent comporter l'utilisation des médias électroniques et de promouvoir l'apprentissage de bonnes pratiques comportementales en la matière? Si non, quelles mesures préventives préconise-t-il?

- Sur quelles études scientifiques le Gouvernement se base-t-il afin d'introduire les ressources pédagogiques numériques au sein de l'enseignement, notamment pour ce qui est de l'âge des l'élèves et de leur durée d'utilisation?

- L'introduction de manuels scolaires digitaux ne serait-elle pas aux dépens d'une pratique de

l'écriture manuelle qui favorise, quant à elle, la mémorisation et la fixation en profondeur des contenus d'apprentissage?

- Existe-t-il des règles uniformes dans les différents établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire en ce qui concerne le maniement de smartphones dans l'enceinte des bâtiments scolaires? Si oui, lesquelles? Si non, le Gouvernement projette-t-il d'éditer des lignes directrices à ce sujet?

- Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques faisant état des problèmes de santé liés à l'utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques? Si non, n'estime-t-il pas qu'il serait utile de recenser à l'avenir ce type de problèmes? A-t-il l'intention de renforcer les moyens des divers services concernés pour en assurer le traitement?

Réponse commune (06.12.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

La prise de conscience de la problématique de la présence et de l'utilisation de plus en plus universelle et précoce des moyens de médias électroniques, ainsi que des conséquences éventuelles sur la santé physique, psychique et sociale des enfants, est un souci partagé par beaucoup de parents, d'experts de l'enfance et de l'adolescence, notamment aussi par les sociétés pédiatriques et pédopsychiatriques.

Le Gouvernement étant tout à fait conscient des risques d'une utilisation dysfonctionnelle des médias électroniques, ce sujet est particulièrement pris en compte tant dans le domaine de l'éducation non formelle que formelle. Quand il s'agit de sensibiliser les jeunes aux risques et aux opportunités qui découlent de l'utilisation des médias électroniques, il y a lieu de faire la distinction entre les médias en tant qu'outils visant à soutenir et favoriser les apprentissages, et les médias en tant que contenu didactique.

À l'heure actuelle, les services du Ministère de la Santé au Luxembourg ne disposent pas de statistiques faisant état de problèmes de santé éventuels directement liés à l'utilisation, respectivement l'utilisation dysfonctionnelle des moyens technologiques électroniques.

La «Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung» (BzgA) a fait une étude en 2015 pour analyser les comportements des jeunes en relation avec des jeux PC et Internet. Cette publication montre qu'environ 14% des jeunes entre 14 et 24 ans peuvent avoir un comportement problématique et environ 2,5% des personnes de cette même tranche d'âge peuvent avoir un comportement dépendant envers l'utilisation de l'internet.

L'utilisation disproportionnée des médias électroniques peut poser des problèmes de santé sur plusieurs niveaux, notamment liés aux postures inadaptées prolongées, la sédentarité et le comportement alimentaire.

Une bonne éducation à l'utilisation des médias électroniques tout en mettant l'accent sur un comportement sain avec des activités physiques des jeunes et la sensibilisation sur les bonnes postures sont essentiels pour que les jeunes puissent pleinement profiter des outils nouveaux sans risquer des problèmes de santé physique dans le futur.

Les risques liés à une utilisation inappropriée des technologies d'information et de communication (TIC) ont notamment été à l'origine de BEE SECURE, initiative commune du Ministère de l'Économie, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. BEE SECURE a été mis en place en 2010 comme prolongement du projet «Luxembourg Safer Internet - LuSI».

L'initiative BEE SECURE englobe les actions au niveau de la sensibilisation à une utilisation plus sécurisée des nouvelles technologies de l'information et de communication. De très nombreuses campagnes ont été menées ces dernières années, tant à l'attention des élèves que du grand public et des parents. L'équipe de BEE SECURE offre de nombreuses formations pour les élèves et les enseignants. À titre d'exemple, la campagne BEE BALANCED, menée à l'échelle nationale durant l'année scolaire 2013-14, a sensibilisé les jeunes et leur entourage (parents, éducateurs, enseignants) aux risques liés à une utilisation trop intensive des nouveaux médias. La campagne a promu un équilibre entre l'utilisation des nouveaux médias et le recours aux loisirs «offline» dans les domaines culturels et sportifs. Dans le cadre de la campagne, 30.000 dépliants et 2.700 affiches ont été distribués.

Depuis 2013, le sujet de l'utilisation raisonnable des nouvelles technologies d'information et de communication fait partie intégrante des formations BEE SECURE, obligatoires aux classes de 7e et élargies aux classes de l'enseignement fondamental, aux maisons relais et maisons de jeunes ainsi qu'aux parents. À noter qu'actuellement, BEE SECURE organise 900 formations en classe.

Dans cette optique, l'introduction de l'utilisation de tablettes dans le contexte scolaire aide à promouvoir une utilisation raisonnable des outils connectés. La cyberdépendance étant souvent liée à l'isolation et au retrait social, l'utilisation pratique de tablettes et d'autres appareils connectés dans le cadre pédagogique et accompagné peut être considérée comme élément du travail de prévention de la dépendance.

Ainsi, le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) mettent en œuvre et accompagnent des projets pédagogiques basés sur le travail avec des tablettes numériques dans les lycées depuis quatre ans. Actuellement, quelque 2.000 tablettes sont utilisées dans le cadre de la stratégie nationale de déploiement de classes iPad appelée «one2one». De manière générale, il est à noter que de plus en plus de demandes émanent des enseignants pour pouvoir utiliser des outils électroniques en classe afin d'être en mesure de personnaliser les apprentissages des élèves. Il est cependant évident qu'il ne suffit nullement d'équiper les écoles en matériel informatique, mais qu'il est tout aussi important de concevoir, développer et mettre à disposition des matériels et contenus didactiques adaptés. Les effets bénéfiques que peut avoir un emploi réfléchi et approprié des médias électroniques dans l'enseignement ont été démontrés par de nombreuses études. Des médias didactiques modernes, adaptés aux besoins des élèves, revigorent leur motivation, puisqu'ils permettent un apprentissage personnalisé et donc potentiellement plus efficace.

Le projet «one2one» vise particulièrement les élèves des classes inférieures et supérieures de l'enseignement secondaire classique et général. Au cours de leur scolarité à l'enseignement fondamental, ces élèves ont avant tout acquis des compétences de base à l'oral, en écrit, en lecture et en mathématiques à l'aide d'outils d'apprentissage plus classiques, où l'écriture manuscrite joue un rôle très important. Cette pratique ne sera pas perdue pour autant au lycée, étant donné que les élèves n'y écriront pas exclusivement à l'aide d'un clavier, mais tout aussi bien à la main.

Quant à l'utilisation par les élèves de téléphones et appareils mobiles privés dans l'enceinte des établissements scolaires, il incombe aux communautés scolaires d'en fixer le cadre et les modalités par voie d'un règlement d'ordre interne. Il ne serait pas opportun d'en interdire l'utilisation de façon globale alors que nous vivons dans une «société connectée» et qu'une éducation aux médias est dans l'obligation d'aider les jeunes à développer les compétences requises pour se servir des médias de façon responsable. Il s'agit de sensibiliser les jeunes aux risques et au potentiel des médias électroniques afin de leur permettre de prendre des choix réfléchis quant à leur utilisation personnelle.

Afin d'analyser la situation de la cyberdépendance, une étude sur l'utilisation des technologies d'information et de communication par les enfants et les jeunes a été initiée par le Service national de la jeunesse et menée en partenariat avec l'association «Anonym Glécksspiller» et l'Université du Luxembourg. Cette étude a montré que l'âge de la première utilisation de l'internet diminue continuellement. En 2014, l'âge moyen était de 8,2 ans (mesuré auprès des enfants âgés de dix à onze ans au moment de l'étude). D'un côté, l'étude confirme une utilisation positive de l'internet par les enfants et les jeunes, notamment via les appareils mobiles (smartphones). D'un autre côté, la durée d'utilisation est parfois intense. Chaque dixième enfant présente une intensité d'utilisation pouvant être qualifiée de dysfonctionnelle par les chercheurs.

Les détails de l'étude peuvent être consultés sur les sites suivants:

- http://www.gouvernement.lu/5036346/08-jugendliche-internet

- https://wwwen.uni.lu/universite/actualites/a_la_une/studie_mit_acht_jahren_schon_ins_internet

Afin d'agir contre les problèmes liés à la dépendance, les ministères à l'initiative de BEE SECURE soutiennent l'association «Anonym Glécksspiller» dans leur travail d'aide aux victimes de cyberaddiction depuis 2013. Le Ministère de la Santé soutient financièrement l'association «Anonym Glécksspiller» en ce qui concerne la prise en charge thérapeutique de personnes qui présentent des cyberaddictions. Il est prévu qu'un soutien financier supplémentaire soit assuré à partir de 2018 par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour l'information, la formation et la sensibilisation du grand public et plus spécifiquement des enfants et des jeunes sur les risques de l'utilisation excessive d'Internet, des jeux électroniques et des addictions qui peuvent en résulter.

Q72

Question 3432 (06.11.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **éducateurs gradués:**

Selon les affirmations du Syndicat luxembourgeois des éducateurs gradués (SLEG), affilié à la CGFP, le secteur envisage une grève au cas où la procédure de médiation en cours ne devrait pas aboutir.

Selon les propos du SLEG, il existe une importante discrimination entre les traitements des éducateurs gradués engagés avant le 1er octobre 2015 et ceux engagés après cette date. Ainsi, toujours selon le SLEG, le traitement d'un éducateur ayant 15 ans de carrière correspondrait à celui d'un éducateur gradué ayant cinq ans d'ancienneté selon la nouvelle carrière.

Depuis la réforme des salaires dans la fonction publique en octobre 2015, l'ancienneté des éducateurs gradués fonctionnaires ne serait pris en compte que dans le grade qui correspond à leur ancienneté et, par conséquent, beaucoup sont restés dans le même échelon. Bien que les éducateurs gradués engagés avant la réforme aient été reclassés et qu'ils aient obtenu de nouvelles perspectives professionnelles, leurs années déjà prestées en tant qu'éducateurs gradués ne sont prises en compte qu'en ce qui concerne le grade. Une autre discrimination encore plus grave résulte des récentes adaptations dans la nouvelle convention collective du secteur d'aide et de soins (SAS). Ainsi, une carrière dans le secteur conventionné privé serait désormais bien plus intéressante qu'une carrière auprès de l'État, de plus les éducateurs gradués au SAS ont tous été reclassés selon leur ancienneté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les déclarations faites par le SLEG?

- Dans l'affirmative, de quelle manière le ministre envisage-t-il de réagir à cette situation?

- Monsieur le Ministre, combien d'éducateurs gradués sont concernés?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une estimation des coûts résultant de ces récentes adaptations?

- Le ministre envisage-t-il de suivre la réclamation du syndicat, à savoir faire reconnaître l'ancienneté des éducateurs gradués engagés avant le 1er octobre 2015? Dans l'affirmative, quels en seraient les coûts?

- Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Réponse (05.12.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, je puis confirmer que le Syndicat luxembourgeois des éducateurs gradués (SLEG) a effectivement introduit un litige au sujet des modalités de reclassement des éducateurs gradués. Toutefois, dans la mesure où la procédure de médiation est actuellement encore en cours, je ne suis pas en mesure de me prononcer sur l'issue de cette procédure.

Question 3434 (07.11.2017) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**état d'avancement des études ESA:**

Le 13 juillet dernier, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à la tenir informée sur les trois études commanditées auprès de l'European Space Agency (ESA) dans le contexte de l'exploration et de l'utilisation des ressources de l'espace.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quand ces études ont-elles été commanditées?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser endéans quel délai ces études seront finalisées?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si des rapports intermédiaires seront confectionnés par l'ESA? Dans l'affirmative, quand ces rapports seront-ils présentés au Gouvernement respectivement à la Chambre des Députés?

Réponse (08.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La motion adoptée le 13 juillet dernier mentionnait trois études:

1) «ESA technical evaluation»,

2) «Value chain in space resources and the possible niches for Luxembourg» et

3) «Value chain in the space cluster as a business accelerator».

Ces trois études sont à des stades différents.

L'étude n°1 vise à analyser les principales caractéristiques techniques et les risques d'une mission typique d'exploration et d'utilisation des ressources spatiales. Elle permettra de dégager des critères plus précis sur la base desquels le Gouvernement pourra autoriser et superviser les futures missions, comme prévu dans la loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace. L'étude découle de l'accord signé avec l'ESA à l'occasion du salon du Bourget en juin 2017. L'implication de l'ESA garantit un travail d'une très haute qualité et des premiers échanges ont déjà eu lieu pour définir le contenu de cette étude. L'ESA fournira un premier projet de cahier des charges encore avant la fin de l'année. Elle a indiqué que des coordinations internes étaient encore nécessaires pour définir les modalités de financement. Il est à ce stade difficile de déterminer quand les résultats de cette étude seront disponibles.

L'étude n°2 vise à analyser la future chaine de valeur de l'utilisation des ressources spatiales et à estimer de manière plus précise les marchés potentiels. Elle permettra aussi d'identifier les principaux acteurs et de dégager les recommandations pour le positionnement du Luxembourg. L'ESA a récemment finalisé la négociation avec le soumissionnaire ayant reçu la meilleure évaluation (bureau de PwC à Paris), la réunion de kick-off a eu lieu le 17 novembre et le contrat sera signé prochainement. Le programme de travail de l'étude prévoit plusieurs revues intermédiaires par l'ESA. Le travail débouchera sur un rapport final en juillet 2018.

Enfin, l'étude n°3 avait comme objectif d'élaborer un cadre plus général pour soutenir l'innovation spatiale au Luxembourg et d'élaborer une feuille de route pour son implémentation. Un accent plus particulier a été mis sur le soutien de start-up. Le travail du consultant sur cette étude a été clôturé et ce dernier a soumis son rapport final au mois d'août. Ce dernier contient un nombre important de recommandations qui sont encore à l'étude pour définir lesquelles généreront le plus d'impact et pourront être mises en œuvre dès l'année prochaine.

Les résultats des trois études et les suites qui leur sont réservées seront présentés à la Commission parlementaire compétente.

Question 3435 (08.11.2017) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**énergie nucléaire:**

Le Ministre de l'Écologie français, Nicolas Hulot, a annoncé le 7 novembre que la France ne pourra pas tenir l'objectif de réduire à 50% l'électricité du nucléaire d'ici 2025.

Madame la Ministre de l'Environnement a réagi à cette nouvelle sur les réseaux sociaux en annonçant que «Drock muss deemno grad elo weidergoen».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. De quelle manière Madame la Ministre veut-elle faire «pression» afin de persuader les autorités françaises de fermer prématurément les centrales nucléaires?

2. Madame la Ministre envisage-t-elle de se concerter avec les régions limitrophes (la Sarre, la Rhénanie-Palatinat) avant d'entamer une action quelconque?

Réponse (08.12.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. L'honorable Député fait référence à ma réaction après l'annonce du Ministre de la Transition écologique et solidaire français, Nicolas Hulot, qui a estimé qu'il serait «difficile» d'atteindre l'objectif de réduction à 50% de

l'électricité nucléaire, fixé par la loi de transition énergétique votée en 2015.

Même s'il ne m'appartient pas de me prononcer sur les décisions politiques de la France en matière d'approvisionnement énergétique, j'ai fait part à mon homologue français de mes très vives préoccupations à l'égard de sa décision. Je ne peux que déplorer ce positionnement qui influencera irrémédiablement les choix stratégiques de l´opérateur de la centrale de Cattenom.

Je voudrais rappeler que le Gouvernement luxembourgeois suit de près, et cela de longue date, les mesures prises par les autorités françaises vis-à-vis de la centrale nucléaire de Cattenom. Le sujet figure régulièrement à l'ordre du jour des réunions bilatérales à haut niveau entre délégations des deux pays et continuera d'être poursuivie sur le plan diplomatique et politique.

Par ailleurs, le Luxembourg se dote de moyens juridiques efficaces afin de pouvoir davantage attirer l'attention sur le non-sens économique de l'énergie nucléaire. En effet, face à l'essor des énergies renouvelables, dont l'utilisation devient de plus en plus rentable, la filière nucléaire se heurte à une perte de compétitivité, peine à mobiliser les moyens financiers nécessaires à son développement et doit faire appel à des aides étatiques conséquentes.

Ainsi, afin de prendre clairement position contre la distorsion de concurrence en défaveur des énergies renouvelables, le Luxembourg appuie le Gouvernement autrichien dans le cadre de son recours en annulation contre la décision de la Commission européenne relative à l'approbation du subventionnement de la centrale nucléaire «Hinkley Point C» au Royaume-Uni, exploitée par EDF. Les plaidoiries se tenaient le 5 octobre 2017 devant le tribunal de l'UE à Luxembourg et un jugement sera pris au cours de l'année 2018.

De plus, et à l'instar du Gouvernement autrichien, je vais déposer sous peu un projet de loi adopté lors du Conseil de Gouvernement du 22 novembre 2017 sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire. Les conventions internationales en la matière ne couvrant que de manière insatisfaisante la réparation des dommages résultant d'un accident nucléaire, le projet de loi, élaboré en étroite collaboration entre les Ministères de la Justice, de la Santé et du Développement durable et des Infrastructures, vise à améliorer les droits de dédommagement des victimes potentiels en cas d´accident. En même temps il matérialise le risque financier des opérations nucléaires en cas d´accident qui ne sera plus plafonné.

Un régime national en matière de responsabilité nucléaire opposable à un pays tiers pourra mettre l'accent sur les coûts et risques du nucléaire et contribuer à une augmentation de la visibilité et de la force de persuasion du Luxembourg, surtout lors des discussions sur l'échéancier de sortie du nucléaire et des choix à faire sur les sites nucléaires et réacteurs destinés à être fermés.

ad 2. Il me semble très important d'associer les régions limitrophes, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat, à toutes nos démarches. Les ministres responsables ont été informés sur notre projet d'un régime national en matière de responsabilité nucléaire. Le Luxembourg, par le biais du Département de l'environnement, assiste également en tant qu'observateur aux réunions de «l'alliance des régions pour une sortie du nucléaire au niveau européen».

Par ailleurs, j'aimerais aussi davantage renforcer la coopération politique entre les pays qui partagent la vision que l'énergie nucléaire n'est pas compatible avec un développement durable. La coopération étroite établie entre le Luxembourg et l'Allemagne, initiée sous ce Gouvernement, a joué dans ce domaine un rôle prépondérant, et le Gouvernement cherchera à consolider cette alliance avec le prochain Gouvernement allemand.

Question 3436 (08.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **recrutement de personnel issu de l'armée par POST Luxembourg:**

Am Kader vun der Personalproblematik bei der POST, huet d'Bréifdréieschgewerkschaft méi wéi eemol probéiert, den Dialog mat der Regierung ze sichen. D'POST ass konfrontéiert mat engem Manktem u Bréifdréier, woufir systematesch op Iwwerstonnenaarbecht zréckgegraff gëtt. Ee vun de Grënn, firwat d'POST net genuch Personal huet, ass deen, datt neiagestallte Bréifdréier mam Statut vum Salarié net vill méi wéi de Mindestloun verdéngen, wat déi Leit demotivéiert an dozou verleet, sech no kuerzer Zäit nees eng aner Aarbecht ze sichen. Déi Situatioun bei der POST ass den Ament op villen Ebene problematesch, wat sech onweigerlech negativ op d'Qualitéit vum Postservice auswierkt, wouduerch och de Client, also de Lëtzebuerger Bierger, onzefridden ass, wat e schonn dacks zum Ausdrock bruecht huet.

Opgrond vun dësen Ëmstänn wéilt ech dem Här Verdeedegungsminister folgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'POST nees d'Bréifdréier exklusiv aus de Reie vun der Arméi mam Statut vum Fonctionnaire bei der POST rekrutéiere kéint?

2. Ass den Här Verdeedegungsminister der Meenung, datt dëst de Fräiwëllegendéngscht an der Arméi nees géif méi attraktiv maachen?

3. Ass de Verdeedegungsminister net och der Meenung, datt de Rekrutement iwwert d'Arméi nees zu méi Qualitéit a Fiabilitéit bei der POST féiere géif?

Réponse (12.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense, Ministre de l'Économie:*

Wéi schonn an der rezenter parlamentarescher Ufro Nummer 3332 vum 4. Oktober 2017 vum Här Deputéierte Félix Eischen unhand vu Statistiken ervirgehuewen, besteet bei der POST kee prinzipielle Manktem u Bréifdréier an, domat verbonnen, och kee systematesche Gebrauch vun Iwwerstonnen.

Och muss ënnerstrach ginn, datt d'Mataarbechter vun der POST déi néideg Qualitéit a Fiabilitéit opweisen, fir hire Beruff auszeüben. D'POST mécht eng strikt Selektioun beim Rekrutement a bitt hire Mataarbechter wärend hirer ganzer berufflecher Carrière d'Méiglechkeet, u Formatiounen deelzehuelen a sech domat konstant weiderzebilden.

Dat gesot, ass d'POST natierlech frou, de Rekrutte vun der Arméi d'Méiglechkeet anzeraumen, fir sech bei hir ze bewerben. Esou ass de Personalbüro vun der POST a Kontakt mat den zoustännegen Instanze bei der Arméi, fir potenziell Interessenten unzehuelen, dëst mam Statut vum Salarié, esou wéi de gesetzleche Kader vun der POST dat och virgesäit a wéi dat fir all anere Bréifdréier, deen net aus der Arméi kënnt, och de Fall ass.

Question 3437 (08.11.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant **les mentions de sexe à l'état civil:**

Dans un communiqué de presse publié aujourd'hui, la Cour constitutionnelle allemande a résumé son arrêt du 10 octobre 2017 comme suit:

„Die Regelungen des Personenstandsrechts sind mit den grundgesetzlichen Anforderungen insoweit nicht vereinbar, als § 22 Abs. 3 Personenstandsgesetz (PStG) neben dem Eintrag ‚weiblich' oder ‚männlich' keine dritte Möglichkeit bietet, ein Geschlecht positiv eintragen zu lassen. Dies hat der Erste Senat des Bundesverfassungsgerichts mit heute veröffentlichtem Beschluss entschieden. Das allgemeine Persönlichkeitsrecht (Art. 2 Abs. 1 in Verbindung mit Art. 1 Abs. 1 GG) schützt auch die geschlechtliche Identität derjenigen, die sich dauerhaft weder dem männlichen noch dem weiblichen Geschlecht zuordnen lassen. Darüber hinaus verstößt das geltende Personenstandsrecht auch gegen das Diskriminierungsverbot (Art. 3 Abs. 3 GG), soweit die Eintragung eines anderen Geschlechts als ‚männlich' oder ‚weiblich' ausgeschlossen wird. Der Gesetzgeber hat bis zum 31. Dezember 2018 eine Neuregelung zu schaffen. Gerichte und Verwaltungsbehörden dürfen die betreffenden Normen nicht mehr anwenden, soweit sie für Personen, deren Geschlechtsentwicklung gegenüber einer weiblichen oder männlichen Geschlechtsentwicklung Varianten aufweist und die sich deswegen dauerhaft weder dem männlichen, noch dem weiblichen Geschlecht zuordnen, eine Pflicht zur Angabe des Geschlechts begründen."

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions de l'arrêt de la Cour constitutionnelle allemande?

- Entend-il «amender» le projet de loi n°7146 dans le sens d'autoriser l'inscription à l'état civil d'un sexe autre que les sexes masculin et féminin?

Réponse (24.11.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La question parlementaire des honorables Députés Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth se lit en relation avec les problèmes des personnes transgenres et des personnes intersexuées.

Sensible depuis son entrée en fonction aux problèmes que rencontrent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, le Gouvernement a beaucoup travaillé sur ces sujets: signature des déclarations IDAHO de 2015 et 2016 et dépôt du projet de loi no7146 relatif à la modification de la mention du sexe. De plus, le Conseil de Gouvernement a chargé en sa séance du 12 mai 2017 un groupe interministériel de réfléchir activement à l'introduction d'une troisième catégorie de sexe à l'état civil et à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de l'Europe en la matière, y compris la dernière en date. Adoptée le 12 octobre 2017[1], cette résolution «Promouvoir les droits humains et éliminer les discriminations à l'égard des personnes intersexes» vise l'état civil et la reconnaissance juridique du genre (point 7.3. de la recommandation), la discrimination à l'égard des personnes intersexes (point 7.4.) et la protection efficace du droit des enfants à l'intégrité physique (point 7.1.).

Partant du principe de la souveraineté des États, chaque Gouvernement est libre dans son appréciation et dans son action par rapport aux autres États et à leurs institutions. Le Gouvernement ne tire pas de conclusions ni de l'arrêt de la Cour constitutionnelle française du 4 mai 2017[2] rejetant la mention «sexe neutre» sur l'état civil d'une personne intersexe, ni de l'arrêt du 10 octobre 2017[3] de la Cour constitutionnelle fédérale allemande invitant le Gouvernement allemand à légiférer avant le 31 décembre 2018 soit pour renoncer complètement à toute inscription de sexe à l'état civil, soit en introduisant une 3e désignation (désignation positive) en plus des sexes masculin et féminin. Cet arrêt a été rendu dans un contexte constitutionnel et législatif spécifique à l'Allemagne où depuis mai 2013 il est possible de dresser les actes de naissance avec le sexe masculin, le sexe féminin ou sans mention du sexe (Nichteintrag) si le sexe du nouveau-né ne peut pas être clairement déterminé.

Question 3438 (08.11.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**audit des services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:**

En septembre dernier, Monsieur le Ministre a annoncé de faire réaliser un audit des services du Ministère de l'Éducation nationale. Selon les propos de Monsieur le Ministre sur les ondes de radio RTL à l'émission «Invité vun der Redaktioun» en date du 28 septembre, une société extérieure sera chargée d'un audit afin de déterminer pourquoi les services du ministère n'ont pas prévu le manque important de personnel enseignant à la rentrée scolaire 2017-2018.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre a-t-il chargé une société extérieure pour réaliser l'audit?

- Dans l'affirmative, quelle société a été chargée?

- La société a-t-elle déjà fourni les premiers résultats?

- Dans l'affirmative, lesquels?

- Dans la négative, quand le rapport de l'audit serait-il présenté?

Réponse (14.12.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le ministère a chargé un expert externe avec une analyse des procédures de planification des ressources dans le domaine de l'enseignement fondamental. Ces travaux seront clôturés au cours du mois de janvier et présentés à la commission parlementaire au début du mois de février 2018.

Question 3439 (08.11.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réforme des stock-options:**

Fin juin 2017, Monsieur le Ministre avait publiquement déclaré que les entreprises avaient de manière abusive recouru aux stock-options en n'ayant pas limité ces plans à des participations dans l'entreprise même. Parmi les changements à apporter au régime des stock-options annoncés par Monsieur le Ministre dans «les semaines à venir», il avait indiqué vouloir redresser cet état des choses. Il avait également fait savoir que le régime ne serait plus réglé via circulaire du directeur de l'Administration des contributions directes, mais intégré dans une loi.

Alors que tous les commentateurs s'attendaient à la réalisation de ces annonces, Monsieur le Ministre a depuis fait marche arrière. Le nouveau régime ne sera ni coulé dans un texte de loi, ni couplé à des participations dans l'entreprise offrant les stock-options. Monsieur le Ministre s'est en effet simplement limité à annoncer un relèvement du taux au demi-taux global.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- «Légiférer» en matière d'impôt via circulaire comme en matière de stock-options est-il conforme à l'article 101 de la Constitution?

- Monsieur le Ministre ne conçoit-il pas de risque qu'un contribuable ne bénéficiant pas du demi-taux global intente une action en justice sur base de la loi du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité de l'État?

Réponse (20.11.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tel qu'il fût déjà expliqué par le précédent Ministre des Finances dans sa réponse à la question parlementaire n°2549 du 8 février 2013, dans le cadre de l'établissement du revenu imposable provenant d'une occupation salariée, l'article 104 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) donne dans son alinéa 1 une définition de la notion «recettes» et formule, dans ses alinéas 2 et 3, certaines règles d'évaluation. Le traitement fiscal des stock-options au regard des revenus provenant de l'exercice d'une occupation salariée a par ailleurs été détaillé dans le projet de loi n°4855 déposé le 12 octobre 2001:

«Stock-options

Il reste à noter que l'encadrement fiscal du mécanisme des stock-options en faveur des salariés sera précisé au niveau d'une circulaire du directeur de l'Administration des contributions directes (ACD) qui sera émise avant la fin de l'année 2001. En effet, le régime fiscal en question ne fait pas l'objet d'une disposition fiscale particulière et continuera à se faire conformément aux dispositions existantes de droit commun des articles 104 et 108 L.I.R. Suivant les cas, l'imposition se fait soit lors de l'attribution de l'option, soit lors de l'exercice de l'option.»

En exécution de l'engagement précité, le directeur des contributions a émis le 11 janvier 2002 une circulaire administrative en la matière, qui a été remplacée par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 à compter du 1er janvier 2013.

Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°3375 du 20 octobre 2017 de Madame la Députée Viviane Loschetter concernant la réforme du régime actuel des stock-options, celle-ci se fera par une adaptation de la circulaire L.I.R. n°104/2 précitée, pour éviter les longueurs inhérentes à la procédure législative et permettre une entrée en vigueur des nouvelles dispositions dès l'année d'imposition 2018.

Question 3441 (09.11.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **nouveau modèle de saisie et de facturation dans le secteur de l'assistance parentale:**

Selon nos informations, les assistants parentaux ont été informés qu'à partir du 1er avril 2018, un nouveau modèle de saisie et de facturation des présences de l'enfant sera mis en place. Ainsi le système actuel de la facturation par forfait mensuel sera remplacé par un nouveau modèle de facturation basé sur un horaire et un rectificatif. Le nouveau modèle sera basé sur un horaire planifié. Toujours selon nos informations, les horaires seront notés par tranches de 30 minutes à l'heure pleine ou à la demie heure (ex. 08h00/08h30). Tout cela implique une moindre flexibilité des assistants parentaux par rapport aux besoins réels des parents. Un parent qui n'aura besoin que de 45 minutes d'accueil devra ou bien payer une heure complète, ou bien l'assistant parental devra renoncer à facturer 15 minutes. C'est donc justement

[1] Résolution 2191 (2017) «Promouvoir les droits humains et éliminer les discriminations à l'égard des personnes intersexes» http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-fr.asp?fileid=24232&lang=fr

[2] Arrêt no531 du 4 mai 2017 (16-17.189) - Cour de cassation - Première chambre civile

[3] BvR 2019/16 vom 10. Oktober 2017

cette plus-value de la flexibilité qui sera remise en cause.

Dans la mesure où la facturation par tranche de 30 minutes s'avère en pratique assez compliquée tant pour l'assistant parental que pour les parents, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, le ministre peut-il nous fournir des explications concernant le nouveau modèle de facturation?

- Monsieur le Ministre, pour quelles raisons les assistants parentaux seront-ils invités à facturer par tranche de 30 minutes?

- Le ministre ne juge-t-il pas que ce nouveau modèle implique une ingérence dans l'organisation des assistants parentaux qui, de ce fait, ne pourront plus adapter leur offre aux besoins réels des parents et des enfants qui leur sont confiés?

- Monsieur le Ministre, le secteur concerné a-t-il été consulté à l'avance lors de l'élaboration du nouveau modèle de saisie et de facturation?

Réponse (14.12.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Suite à la mise en place de la nouvelle tarification introduite dans le cadre de la loi modifiée du 4 juillet 2008 (modification du 29 août 2017) sur la jeunesse, les assistants parentaux prestataires du chèque-service accueil peuvent bénéficier d'un tarif majoré pendant les heures atypiques (soir, nuit, week-end et jours fériés).

Afin d'identifier ces heures dites atypiques, un nouveau modèle de saisie et de facturation sera mis en place suivant lequel la facturation se fera sur base des présences réelles.

Le nouveau modèle de saisie et de facturation des présences est en cours d'élaboration. Il sera appliqué à partir du 1er avril 2018. Ce modèle permettra aux assistants parentaux de baser leur facturation sur un horaire planifié, tout en ayant la possibilité d'apporter des modifications aux horaires planifiés. Une plus grande flexibilité est ainsi garantie. Des formations seront organisées par l'«Agence Dageselteren» en début d'année 2018.

Une période transitoire est prévue jusqu'à l'introduction du nouveau modèle de facturation. Le mode de facturation par forfait mensuel peut continuer à être utilisé. Cependant, pendant la période transitoire, les assistants parentaux, voulant bénéficier du tarif majoré pour les heures d'accueil atypiques, sont obligés d'identifier ces heures atypiques et, par conséquent, de les facturer par tarif horaire.

Les modifications à prévoir au niveau du prestataire chèque-service accueil ont fait l'objet au mois de septembre 2017 de plusieurs réunions d'information s'adressant aux personnes exerçant l'activité d'assistance parentale.

En effet, les heures d'accueil facturées par tarif horaire doivent être saisies par bloc de 30 minutes. Ce changement est dû au programme informatique du chèque-service accueil, dans lequel les heures d'accueil sont facturées par bloc de minimum 30 minutes. Ainsi, l'assistant parental a la possibilité d'arrondir vers le haut ou vers le bas.

La facturation par blocs de minimum 30 minutes s'applique également aux services d'éducation et d'accueil.

Le ministère travaille en étroite collaboration avec l'«Agence Dageselteren», service conventionné et chargé entre autres de la mise en pratique de la saisie et de la facturation des prestations des assistants parentaux. La collaboration directe du ministère avec le secteur concerné s'avère plus complexe, car il n'existe pas d'association représentative pour le secteur des assistants parentaux. Le ministère entretient des échanges réguliers avec une association regroupant une partie des assistants parentaux.

Question 3442 (09.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**impartialité du Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster:**

D'Abtei Neimënster ass e wichtegt Kulturinstitut. De Stat ënnerstëtzt si doweinst op vill Manéieren. Eleng am Budget fir 2018 sinn eng 3,2 Milliounen Euro virgesinn. Et ass wichteg, datt esou en Institut och eng variéiert Offer fir e breede Public ubitt. Hiren Optrag ass e kulturellen a kee politeschen. Eng besonnesch Sensibilitéit, fir d'Perceptioun ze verhënneren, datt e Kulturinstitut géif eng bestëmmte politesch Positioun anhuelen, gehéiert also zu der responsabeler Féierung vun esou enger ëffentlecher Institutioun.

An der Abtei Neimënster kritt den „Comité pour une paix juste au Moyen-Orient" Säll zur Verfügung gestallt, an deenen hien och Evenementer ubitt. Déi Netregierungsorganisatioun (NRO) ass dofir bekannt, datt si d'Politik vum Stat Israel kritiséiert.

Gläichzäiteg huet d'Abtei Neimënster eng Konferenz vun deem bekannten däitsche Journalist an No-Ost-Korrespondent Ulrich W. Sahm refuséiert zum Thema: „Problematik der Bestrebungen von islamischen Akteuren, die kulturellen, historischen und religiösen Beziehungen zwischen Judentum und dem Land Israel zu marginalisieren und in Frage zu stellen". Dee Refus war allgemeng an net un e bestëmmten Datum gebonnen.

Dowéinst wollt ech dem Här Kulturminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Kulturminister beschreiwen, wéi hien d'Roll vun enger Kulturinstitutioun am Hibléck op d'Behandlung vu kontroversen, politeschen Themata gesäit?

2) Ass den Här Kulturminister der Meenung, datt d'Verweigerung vun engem Sall an der Abtei Neimënster, fir jiddesch- oder israelkritesch Positioune vun islameschen Akteuren ze beschreiwen a kritesch ze hannerfroen, ze justifiéieren ass?

3) Denkt den Här Kulturminister, datt et opportun fir eng Kulturinstitutioun ass, zwar enger israelkritescher NRO e Forum ze ginn, enger anerer Meenung awer esou eng Méiglechkeet ze refuséieren?

4) Ass den Här Kulturminister der Meenung, datt dat Verhale vun der Abtei Neimënster kann als eesäiteg politesch Stellungnam zugonschte vun israelkritesche Mouvementer consideréiert ginn an d'Ausschléisse vun anere Meenungen dohier als en antisemiteschem Akt muss consideréiert ginn?

5) Ass den Här Kulturminister bereet, fir op d'Abtei Neimënster anzewierken, fir eng méi ausgeglachen Zesummesetzung vun hirem Programm ze erreechen?

Réponse (07.12.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1) D'Abtei Neimënster fonctionnéiert op Basis vum Gesetz vun 2011, mat deem d'Missiounen definéiert sinn:

„Art. 2. (1) L'établissement a pour mission:

- de mettre en place et de développer au sein de l'ancienne Abbaye de Neumünster, réhabilitée et mise en valeur, un centre culturel porteur d'un projet culturel et artistique autour du thème de l'identité culturelle luxembourgeoise et de sa rencontre avec les autres cultures;

- de promouvoir le contact entre les acteurs culturels et socioculturels luxembourgeois et étrangers d'une part, ainsi que le contact entre ces acteurs et le public d'autre part;

- d'assurer une activité de production artistique, culturelle et intellectuelle et d'en promouvoir une large diffusion;

- de développer à l'intention d'un large public une importante capacité d'accueil et de services.

(2) À cet effet, il est appelé à:

- accueillir dans des cadres appropriés des artistes et créateurs luxembourgeois et étrangers en leur offrant la possibilité d'y être hébergés et d'y travailler;

- mettre à disposition des instituts et associations à vocation culturelle et socioculturelle des localités pour leur permettre de développer leurs activités notamment à caractère interrégional et international;

- organiser, coproduire et promouvoir des manifestations et spectacles culturels, socioculturels ou autres;

- organiser et promouvoir des conférences et des séminaires;

- collaborer au sein de réseaux culturels européens et internationaux;

- gérer et exploiter dans le cadre des missions lui attribuées les immeubles mis à sa disposition par l'État, à savoir l'ancienne Abbaye Neumünster et ses annexes, inscrites au cadastre de la ville de Luxembourg suivant relevé joint en annexe à la présente loi dont il fait partie intégrante."

Am Kader vum Gesetz, dat d'Missioune vun der Abtei Neimënster definéiert, sinn d'Direktioun an déi Responsabel fir d'Programmatioun vum Établissement public fräi an onofhängeg, fir de Programm esou ze gestalten, wéi si dat fir richteg halen am Respekt vun Toleranz, Objektivitéit, Equitéit an Integritéit. De Verwaltungsrot huet d'Supervisioun fir déi generell Ausriichtung.

ad 2) De Kulturministère ass net direkt zoustänneg fir d'Gestioun vun de Raimlechkeeten, déi d'Abtei Neimënster zur Verfügung huet. Wat déi konkret Ufro betrëfft, op déi den honorabelen Deputéierte Referenz mécht, krut de Kulturministère confirméiert, dass déi Konferenz aus logisteschen an organisatoresche Grënn net konnt realiséiert ginn.

ad 3) D'Programmatioun vun der Abtei Neimënster steet am Zeeche vum Dialog vun de Kulturen - dat ass eng vu hiren Haaptmissiounen. Hei ginn et regelméisseg Konferenze ronderëm déi jiddesch Kultur, den Holocaust an all d'Thematiken, déi sech mat der Geschicht vum Land, der Verfolgung vun der jiddescher Bevëlkerung an dem Widderstand auserneesetzen. Et ass esou, datt Neimënster sech besonnesch op dësem Sujet verflicht, en neutralen, objektiven an equilibréierte Programm opzestellen. Am Prinzip ass dat Neimënster iwwert d'Jore gelongen.

ad 4) Nee.

ad 5) cf. ad 1) + ad 2)

Question 3443 (09.11.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **panneaux de signalisation routière:**

Il s'avère que de nombreux panneaux de signalisation routière se trouvent dans un mauvais état de propreté rendant leur lisibilité difficile, tant de loin que de près. Le panneau de signalisation directionnelle à la sortie n°3 Dudelange-Centre sur l'autoroute A3 n'en est qu'un exemple parmi d'autres.

Cette problèmatique est encore plus importante pendant l'obscurité. Ainsi, pour des conducteurs peu familiers des lieux et pour bon nombre de conducteurs âgés, le mauvais état de lisibilité des panneaux cause des fautes de conduite directement induites par l'impossibilité de s'orienter correctement.

Dans la mesure où les panneaux de signalisation doivent toujours être visibles et lisibles, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'Administration des ponts et chaussées effectue-t-elle régulièrement des contrôles concernant l'état de propreté et de lisibilité des panneaux de signalisation routière?

- À quel rythme se fait le nettoyage des panneaux de signalisation (directionnelle), notamment sur les autoroutes et les routes nationales?

Réponse (18.12.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les équipes de l'Administration des ponts et chaussées procèdent régulièrement à des contrôles concernant l'état de propreté et de lisibilité des panneaux directionnels des autoroutes, routes nationales et chemins repris sur leurs territoires respectifs.

Le nettoyage des panneaux directionnels se fait normalement en avril, c'est-à-dire après l'hiver, et une deuxième fois en automne avant l'hiver, ensemble avec le nettoyage respectivement le remplacement des autres panneaux de la signalisation routière et balises avec une cadence accrue pendant les saisons de mauvaises conditions météorologiques.

Cependant, il faut relever que le panneau à la sortie n°3 Dudelange-Centre sur l'autoroute A3 fait partie des panneaux de signalisation directionnelle rétroéclairés du type «Solupla». Ces panneaux sont éclairés par des tubes fluorescents de 58 Watts qui ont une durée de vie d'approximativement 16.000 heures (± 4 ans).

La décomposition de certaines matières des panneaux de ce type fait que le personnel d'entretien devra être équipé de vêtements de protection pour le remplacement des lampes et des accessoires défectueux. Vu l'exiguïté à l'intérieur des panneaux, ces travaux ne sont plus tolérables, car ils constituent un risque de mise en danger de la santé du personnel d'entretien. L'accès à l'intérieur de ces panneaux a de ce fait été complètement interdit depuis et l'entretien des tubes fluorescents n'est plus assuré.

Le marché pour le remplacement des panneaux de signalisation du type «Solupla» sur les autoroutes A3, A4, A6 et B7 a été adjugé. Le début des travaux de remplacement des panneaux est prévu pour le printemps 2018, dès que les conditions météorologiques le permettent.

Question 3444 (10.11.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **piste cyclable entre Bleesbruck et Vianden:**

Depuis une quinzaine d'années, les citoyens des cantons de Vianden et de Diekirch attendent la construction d'une piste cyclable (PC23) entre Bleesbruck et Vianden. Alors que le tronçon entre Fouhren et Vianden via Bettel a été réalisé, celui reliant Bleesbruck à Fouhren via Tandel n'a pas encore vu le jour. Il va sans dire que ce projet permettrait de promouvoir davantage la mobilité douce entre Diekirch et Vianden, d'une part, et de contribuer, d'autre part, au développement du tourisme en milieu rural.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations techniques et des données budgétaires en relation avec le projet en question?

2. Quelles sont les raisons ou obstacles qui expliquent le retard dans la réalisation de cette piste cyclable?

3. Monsieur le Ministre est-il disposé à relancer les échanges avec les partenaires les plus divers en charge de ce dossier afin que ce projet puisse être finalisé dans les meilleurs délais?

Réponse (18.12.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

J'ai approuvé l'avant-projet se rapportant à l'aménagement de l'itinéraire cyclable PC23 entre Bleesbruck, Tandel et Fouhren en date du 29 avril 2016. La dépense afférente est estimée à 1.800.000 euros et le montant est imputable sur les crédits du Fonds des routes.

La piste cyclable projetée, large de 2,50 mètres, aura une longueur totale de 6.150 mètres. Sur 1.740 mètres, elle pourra emprunter des chemins et routes existants. Cependant, pour sa réalisation, il faudra également construire une nouvelle chaussée en béton bitumineux sur une longueur maximale de 4.270 mètres et une chaussée en béton sur un tronçon d'environ 140 mètres, qui traverse le tunnel de Fouhren de l'ancienne ligne ferroviaire à voie étroite «Benni». La structure de la chaussée a une épaisseur de 50 centimètres.

Actuellement, des négociations d'emprises avec les différents propriétaires des terrains sont en cours. Malheureusement, celles-ci se révèlent très compliquées et font retarder considérablement le début de construction de cette piste.

Question 3446 (10.11.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **fermeture des commissariats de police de Bavigne, de Grosbous, de Hosingen et de Vianden:**

Il me revient que les commissariats de police de Bavigne (commune du Lac de la Haute-Sûre), de Grosbous, de Hosingen et de Vianden seraient fermés à partir du mois d'avril 2018.

Voilà pourquoi je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent ces fermetures respectives?

- Quelle serait dès lors la nouvelle organisation des commissariats de police dans le nord du pays?

Réponse (12.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Actuellement les commissariats de proximité assurent une présence de huit heures par jour ouvrable et couvrent en principe un créneau 08.00-12.00 et 14.00-18.00 heures.

Le projet de loi n°7045 prévoit quatre régions comprenant des commissariats de police. La Police grand-ducale distingue deux types de commissariats de police, ceux à deux roulements et ceux à trois roulements. Les commissariats à deux roulements assurent la plage horaire de 07.00 à 21.00 heures principalement pendant les jours ouvrables. Pour permettre un tel fonctionnement, des regroupements voire des fusions de commissariats s'imposent.

Il importe de préciser que les 13 centres d'intervention, où depuis 2000 un service 24/24 heures et de 7/7 jours est garanti, sont maintenus et constituent dorénavant des commissariats de police à trois roulements. Cette organisation, qui va de pair avec une augmentation des effectifs de la Police grand-ducale, rend le

fonctionnement des unités plus efficient et efficace en fonction de considérations relevant de l'ordre public, sans pour autant diminuer le nombre de policiers territorialement compétents.

Les commissariats de Bavigne, Grosbous et Hosingen travaillent actuellement en communauté avec respectivement Wiltz, Heiderscheid et Clervaux et assurent, déjà à l'heure actuelle, une présence entre 07.00 et 21.00 heures. Seul le commissariat de proximité de Vianden fonctionnera en unité isolée, faute de consensus avec les autorités locales pour intégrer celui-ci dans une communauté de commissariats. Par conséquent, cette unité continue à couvrir le créneau horaire plus restreint.

Question 3448 (14.11.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**affaire «Weinstein»:**

Depuis le scandale «Weinstein», une déferlante d'accusation d'abus sexuel contre une série de grands noms d'Hollywood a été enregistrée. La procureure de Los Angeles a récemment annoncé la création d'une cellule spéciale dans le but d'examiner ces accusations.

Mais la liste des accusations ne s'est pas limitée au territoire américain. Partout dans le monde, des plaintes sont déposées contre des cadres de banque, hommes politiques, théologiens, etc., souvent des personnes d'autorité. Sur les réseaux sociaux, le mouvement #metoo ou plus récemment #balancetonporc ont soutenu cette dynamique.

D'après des informations parues dans la presse, la France aurait enregistré le mois dernier en zone gendarmerie une hausse de 30% des plaintes pour violences sexuelles par rapport à la même période de l'année dernière. Toujours en France, une enquête réalisée par le Défenseur des droits indique qu'aujourd'hui une femme sur cinq déclare avoir été victime de harcèlement sexuel au travail.

À noter enfin qu'au Luxembourg, une loi du 7 novembre 2017 vient conférer au Laboratoire national de santé une nouvelle mission, i. e. celle de gérer la documentation médico-légale des blessures physiques qu'a subies une personne suite à la commission d'une infraction pénale, et ce indépendamment de toute plainte ou action judiciaire pénale ou civile de la personne concernée.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Le Gouvernement constate-t-il une augmentation du nombre de plaintes pour faits d'abus sexuels?

- Qu'en est-il des cas de harcèlement sexuel sur le lieu de travail?

- Pour ce qui est du secteur privé, combien de cas de harcèlement sexuel ont été relatés aux délégués à l'égalité, voire aux délégations du personnel des entreprises concernées ces dernières années?

- Combien de cas ont été dénoncés à l'Inspection du travail et des mines ces dernières années?

2. En ce qui concerne le secteur public, combien de cas de harcèlement sexuel ont été portés à la connaissance de la commission «harcèlement» voire du service psychosocial ayant succédé à la commission précitée ces dernières années?

3. Le Gouvernement entend-il légiférer pour incriminer les faits de harcèlement sexuel?

4. Dans la lignée de ce qui a été amorcé par la loi du 7 novembre 2017 susmentionnée, le Gouvernement ne songe-t-il pas à augmenter le délai de prescription de l'action publique en matière de faits d'abus sexuel?

5. Me référant à la question parlementaire n°2156 du 17 juin 2016 et aux annonces de la garde des Sceaux française d'envisager la possibilité d'une préplainte en ligne dans les affaires de violences sexuelles, le Gouvernement peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de la mise en place de la préplainte électronique, de même que sur le genre de plaintes éligibles susceptibles d'être enregistrées en ligne? Le Gouvernement envisage-t-il de suivre l'exemple français en matière de violences sexuelles?

Réponse commune (12.12.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

ad 1. L'examen de la comparaison des résultats globaux mensuels montre une couverture d'apparition en légère baisse des infractions en matière d'atteintes aux mœurs (e. a. viols et attentats à la pudeur), mobbing, harcèlement et stalking commises dans la période des premiers dix mois des années 2016 et 2017. Le total de l'année 2016 (dix premiers mois) se chiffre à 420 infractions tandis que pour 2017 (dix premiers mois) on a noté 385 infractions. Ce mouvement se reflète aussi dans la comparaison des tendances centrales annuelles des années 2016 (médiane: 42) et 2017 (médiane: 41,5) tandis que la moyenne annuelle se chiffre pour 2016 à 42 infractions par mois et pour 2017 à 38,5 infractions par mois.

Étant donné que ni les délégués à l'égalité, ni les délégations du personnel ne sont tenus de rapporter d'éventuels cas de harcèlement sexuel à l'Inspection du travail et des mines (ITM), le Gouvernement n'est pas en mesure de se prononcer à ce sujet.

Au cours de l'année 2016, sept demandes de renseignements et aucune plainte en matière de harcèlement sexuel ont été adressées à l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Du 1er janvier 2017 au 31 octobre 2017, onze demandes de renseignements et aucune plainte en matière de harcèlement sexuel ont été adressées à l'Inspection du travail et des mines (ITM).

L'ITM ne dispose pas de statistiques en matière de harcèlement sexuel pour les années antérieures.

ad 2. Depuis sa création en octobre 2016, cinq personnes ont contacté le Service psychosocial de la fonction publique pour des raisons de harcèlement sexuel présumé au travail, nombre qui n'a jamais été dépassé au cours des années précédentes.

ad 3. Les comportements susceptibles de tomber sous la définition de harcèlement sexuel sont tous incriminés par d'autres textes du Code pénal, à savoir le viol, l'attentat à la pudeur, l'outrage public aux bonnes mœurs, le harcèlement obsessionnel, les menaces d'attentat et éventuellement encore les coups et blessures volontaires.

Il n'est dès lors pas nécessaire de créer une nouvelle infraction pénale.

ad 4. Il est renvoyé à la réponse donnée à cette question dans le cadre de la question parlementaire n°2728 de l'honorable Députée.

Il faut rappeler que la situation a évolué suite à la modification de l'article 637 du CIC introduite par la loi du 27 février 2012. Depuis cette réforme, le délai de prescription de l'action publique de certains faits commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité de ces derniers.

ad 5. L'approche de la Police grand-ducale en matière de plainte électronique ne correspond actuellement pas à celle mise en œuvre par les autorités françaises, dans la mesure où la préplainte n'est pas envisagée dans le système luxembourgeois.

La plainte électronique, qui pourra être déposée via le commissariat virtuel de la Police grand-ducale respectivement via «guichet.lu», est soumise à l'authentification forte du plaignant à travers son certificat LuxTrust, respectivement son e-ID. Le projet sera implémenté au cours du premier semestre 2018.

Il s'agit d'une procédure numérique qui sera clôturée par une signature électronique, sauf pour les cas où une intervention physique d'un agent de police sera nécessaire.

Le dépôt de plainte électronique vise les infractions commises par un auteur inconnu et dans le cadre desquelles on ne dispose pas de traces.

Cette procédure ne sera donc pas appliquée en cas d'infractions impliquant des coups et blessures volontaires ou involontaires.

Question 3450 (14.11.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **congé de paternité:**

Le Gouvernement et les partenaires sociaux du secteur privé ont récemment trouvé un accord pour augmenter le congé de paternité de deux à dix jours. D'après les dires de Monsieur le Ministre, cette augmentation à dix jours de congé ne profitera cependant pas aux agents du secteur public.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Alors que les dispositions du Code du travail tiennent lieu de dispositions impératives, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que cette différence de traitement des agents du secteur public par rapport aux salariés ne soit contraire au principe d'égalité devant la loi?

- Si tel était le cas, Monsieur le Ministre serait-il disposé à revoir sa position?

Réponse (14.12.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, j'ai l'honneur de les informer de ce qui suit. Tout d'abord, je voudrais renvoyer à ma réponse du 7 novembre 2017 à la question parlementaire n°3349.

Ensuite, j'estime utile de rappeler qu'il serait en principe souhaitable que les congés extraordinaires, dont le congé de paternité, soient identiques dans le secteur privé et le secteur public. Une augmentation du congé de paternité pour le secteur public serait donc à mon avis de mise. Toutefois, une telle harmonisation entre le secteur public et le secteur privé aurait également pour conséquence que les congés extraordinaires prévus dans le secteur public en cas de mariage ou de déclaration de partenariat et pour chaque parent en cas de mariage ou de déclaration de partenariat d'un enfant seraient, le cas échéant, réduits de trois jours respectivement d'un jour.

Au vu de ce qui précède, il va de soi qu'une telle harmonisation des secteurs public et privé ne se fera pas automatiquement, mais devra être matière de discussion entre les partenaires sociaux du secteur public, à savoir la CGFP et le Gouvernement. Je ne peux donc que répéter ma position que d'éventuelles adaptations (souhaitables) devraient faire l'objet des prochaines négociations salariales.

Actuellement, la comparaison entre les deux secteurs se présente comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Jusqu'à présent, les différences existantes concernant les congés spéciaux qui sont en faveur des agents du secteur public, n'ont pas suscité de questions quant à l'égalité devant la loi. Permettez-moi de rappeler par la même occasion que le congé de récréation est fixé de par la loi à un minimum de 25 jours dans le secteur privé et à un minimum de 32 jours dans le secteur public. Il est du moins surprenant que cette «différence de traitement» ne semble nullement susciter d'attention ou d'indignation de part et d'autre.

En règle générale, il y a lieu de préciser que les différences entre le secteur public et le secteur privé sont le fruit d'un développement historique différent. Souvent le secteur public était à la base du progrès social au Luxembourg (par exemple par l'introduction du système automatique de l'indexation des traitements) et il va le devenir une nouvelle fois par l'introduction projetée du compte-épargne temps, dans d'autres cas le secteur privé a pris les devants (par exemple par le paiement d'un «13e, voire 14e et 15e mois» à la fin de l'année). Les progrès atteints dans un secteur n'ont pas toujours, il est vrai, mais à maintes reprises poussé l'autre secteur à s'adapter, ce qui en somme profitait à l'entité du salariat. Il n'y a donc rien d'anormal dans le fait que, pour un sujet précis, il existe des réglementations qui favorisent un secteur par rapport à un autre, même s'il est souhaitable d'harmoniser, dans la mesure du possible et dans les meilleurs délais, les atouts sociaux dans l'intérêt de la cohésion sociale du pays.

Question 3451 (14.11.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **blocus de l'Arabie Saoudite au Yémen:**

En effet, les Nations Unies réclament, depuis lundi, la levée totale du blocus imposé depuis une semaine au Yémen par la coalition arabe dirigée par l'Arabie Saoudite. Avec plus de 17 millions de Yéménites en manque de nourriture, l'ONU est, quant à elle, très préoccupée et craint la plus grande famine de ces dernières décennies si le blocus n'est pas levé dans les meilleurs délais. Selon New York, «l'urgence est là» et les agences humanitaires ont besoin d'un «accès total» à tous les ports et aéroports afin d'assurer les importations de nourriture, de carburant et de médicaments. Par contre, Ryad insiste toujours sur le «renforcement des procédures de contrôle» du fret pour éviter des trafics d'armes présumés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il les craintes de l'ONU relatives à une possible grande famine au Yémen dans les semaines à venir?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur d'éventuelles démarches politiques et diplomatiques que le Gouvernement envisage d'entreprendre aux niveaux bilatéral et européen?

3. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité s'impose afin d'augmenter la pression sur Ryad et la coalition arabe dans le but de décrisper le conflit géopolitique et, avant tout, la crise humanitaire?

Réponse (11.12.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Tout au long de l'année 2017, l'ONU a alerté la communauté internationale au risque d'une famine au Yémen. En février 2017, l'ONU a fait état d'une «forte possibilité» de famine en particulier dans quatre gouvernorats du pays. En mars, le Programme alimentaire mondial a déclaré que sept millions de Yéménites étaient au bord de la famine. Plus récemment, le 9 novembre, Marc Lowcock, coordinateur des secours d'urgence de l'ONU, a averti le Conseil de sécurité des Nations Unies qu'en l'absence d'une levée du blocus de la coalition internationale sous commandement saoudien contre le Yémen, la crise pourrait devenir «la pire famine depuis des décennies». Le 17 novembre, le Bureau des Nations Unies chargé de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a souligné que la fermeture des ports aériens, maritimes et terrestres menace la vie de millions de personnes.

Ces dernières annonces ont été faites suite au blocus total contre le Yémen par la coalition internationale, qui a été imposé le 6 novembre. Avant cette date, cette même coalition avait déjà fortement réduit l'accès aux zones tenues par les rebelles. Le Yémen dépend des importations de vivres pour pouvoir nourrir sa population. Selon des estimations de l'ONU, ces importations couvrent 80% des besoins nutritionnels de la population yéménite. Depuis le 25 novembre, près de trois semaines après l'imposition du blocus, des livraisons d'aide humanitaire ont pu reprendre et atteindre les zones rebelles du Yémen. Cette ouverture demeure cependant limitée et, selon l'ONU, elle ne permet pas de couvrir les besoins.

ad 2. Le Luxembourg continue à œuvrer pour une solution politique de la crise au Yémen, en ligne avec les conclusions adoptées le 3 avril 2017 par le Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne. Lors de ce conseil, et lors d'autres entrevues où la crise au Yémen a été abordée, j'ai rappelé la même position de principe: il n'y a pas de solution militaire au conflit au Yémen. Il faut que les hostilités cessent, que l'accès humanitaire soit pleinement rétabli et que toutes les parties retournent à la table de négociations en vue de la mise en place d'une gouvernance inclusive.

ad 3. Le règlement de la crise passe nécessairement par un processus de négociation associant toutes les parties concernées, qui doit aboutir à une solution politique. Dans ce contexte, la communauté internationale doit appuyer les efforts déployés par le Secrétaire général des Nations Unies, ainsi que par son envoyé spécial pour le Yémen, Monsieur Ismail Ould Cheikh Ahmed, en vue de parvenir à une reprise des négociations. Il s'agit de mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui, depuis le début de la crise au Yémen en 2014, a adopté six résolutions qui toutes réaffirment la nécessité de procéder rapidement et intégralement à une transition politique. Dans ses résolutions, le Conseil de sécurité a demandé instamment à toutes les parties de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et de permettre aux acteurs humanitaires d'accéder en toute sécurité et sans entrave aux populations qui ont besoin d'assistance, notamment d'assistance médicale. Plutôt que d'adopter une nouvelle résolution du Conseil de sécurité, il s'agit maintenant d'augmenter la pression politique et diplomatique pour amener les parties au conflit au Yémen à se conformer aux résolutions existantes.

Question 3454 (15.11.2017) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant l'**avis de marché de l'Administration des établissements pénitentiaires concernant la fourniture de produits laitiers et crèmerie:**

L'Administration des établissements pénitentiaires a récemment publié un avis de marché concernant la fourniture de produits laitiers et crèmerie pour les besoins du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig pendant l'année 2018. Le dossier de soumission indique des unités de volume (kg, litres, etc.) assez restrictives concernant l'emballage des produits à fournir. Il est par exemple indiqué que le lait demi-écrémé doit être fourni dans un tetra-pak avec paille de 0,2 litres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi le dossier de soumission précité indique des critères tellement restrictifs concernant le volume des emballages? En effet, ces critères risquent d'écarter un bon nombre de fournisseurs locaux et régionaux potentiels qui utilisent des emballages d'un volume différent.

- Ne serait-il pas préférable d'indiquer des volumes approximatifs dans un tel dossier de soumission afin d'augmenter le nombre de fournisseurs potentiels et de ne pas écarter des entreprises locales et régionales?

Réponse (05.12.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les dossiers de soumission pour la fourniture de ce genre de produits pour les besoins du Centre pénitentiaire de Luxembourg prévoient depuis 2004 des unités de volumes plutôt restrictives pour certains produits. Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait par exemple référence au lait demi-écrémé à fournir dans un tetra-pak avec paille de 0,2 litres. Il faut savoir que ce produit est servi chaque matin individuellement aux détenus lors du petit déjeuner et l'augmentation du volume aurait inévitablement pour corollaire un gaspillage de produits laitiers, ou, en cas de conservation de produits entamés, un risque d'hygiène sanitaire alors que les détenus ne disposent pas tous d'un réfrigérateur dans leurs cellules. Par ailleurs, il ne faut pas oublier dans ce contexte que la population carcérale mène au Centre pénitentiaire de Luxembourg, par la force des choses, une vie essentiellement sédentaire conduisant facilement à un surpoids excessif, d'où la volonté de servir aux détenus du lait demi-écrémé et non du lait entier.

Compte tenu de ces éléments, qui sont tous liés aux conditions spécifiques de l'alimentation en prison, il n'est pas indiqué de modifier les dossiers de soumission dans un sens beaucoup plus large. Même si de légères adaptations peuvent être envisagées, il faut par ailleurs tenir compte du fait que, dans le cadre des marchés publics, une indication seulement approximative des volumes des produits, comme suggérée par l'honorable Député, mène inévitablement à des soumissions avec des volumes de produits divergents. Etant donné que cela rend l'application de critères uniformes dans le choix du soumissionnaire beaucoup plus difficile, une indication approximative des volumes des produits augmenterait ainsi les risques de contestations de la part des soumissionnaires écartés du marché public en cause.

Question 3469 (20.11.2017) de **MM. Marc Spautz** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**action de Greenpeace au rond-point Raemerich:**

Des militants de l'organisation Greenpeace ont transformé ce dimanche le rond-point Raemerich à Esch en énorme soleil afin de sensibiliser la population et les responsables politiques aux bienfaits des énergies renouvelables et en particulier de l'énergie solaire. Selon les informations parues dans la presse cette action a été annoncée et autorisée par les autorités ministérielles et a été encadrée par les forces de l'ordre ainsi que par les Ponts et chaussées.

Si le message de l'action n'est pas à remettre en cause, on peut cependant se poser des questions quant au lieu et l'heure de cette action.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'action de Greenpeace étant autorisée par les autorités ministérielles, le grand public a-t-il été averti au préalable de cette action et le cas échant par quels moyens? Dans la négative, pour quelles raisons?

- Des déviations ont-elles été mises en place pour contourner le rond-point Raemerich?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il une telle action qui n'était pas sans répercussions sur les transports publics, plusieurs lignes TICE ayant été bloquées dans les embouteillages?

Question 3470 (21.11.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**action de Greenpeace au rond-point Raemerich:**

Le dimanche 19 novembre le rond-point Raemerich a été repeint en jaune par des activistes de Greenpeace visant à sensibiliser le public à l'énergie solaire. Vu que cette action a engendré la fermeture de deux des trois voies du rond-point, de gros embouteillages se sont formés.

Selon la presse cette action a été préalablement autorisée par l'Administration des ponts et chaussées et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que cette action a été autorisée au préalable?

- Quels sont, en général, les critères pour que de telles actions puissent être autorisées par les instances compétentes?

- L'autorisation d'une telle action ne risque-t-elle pas de trouver des imitateurs et de causer ainsi davantage de perturbations sur notre réseau routier?

Réponse (27.11.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, cette action consistait en la transformation du rond-point Raemerich à la fin de l'autoroute A4 menant vers Esch-sur-Alzette en énorme soleil, ceci dans le but de sensibiliser le public à l'importance des énergies renouvelables, parmi lesquelles figure l'énergie solaire. Pour ce faire, deux des trois voies de circulation du rond-point avaient dû être fermées à la circulation, ce qui a causé des nuisances au trafic.

L'autorisation pour la manifestation avait été sollicitée par Greenpeace qui, dans un premier temps, avait envisagé le déroulement de l'action au cours du vendredi, 17 novembre 2017, proposition à laquelle je n'avais pas marqué mon accord pour des raisons évidentes de gestion du trafic, de mise en place de déviations et de disponibilité de moyens en personnel pouvant assurer le déroulement d'une action d'une telle envergure.

Or, étant donné que l'action de Greenpeace était censée avoir lieu dans le contexte de la Conférence des parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP23), qui s'est tenue du 6 au 17 novembre 2017 et à l'agenda de laquelle figuraient notamment les énergies renouvelables, j'avais marqué mon accord au déroulement de l'action sous condition qu'elle ait lieu le dimanche. La fermeture de deux voies de circulation du rond-point Raemerich a été publiée par le site Info trafic/chantiers de l'Administration des ponts et chaussées, dont la banque de données est utilisée quotidiennement par les médias classiques pour une communication envers les automobilistes.

Il reste à noter que l'autorisation de la manifestation en question ne se distingue pas des autorisations accordées pour d'autres manifestations, comme par exemple des événements sportifs, des tournages de film ou autres manifestations politiques.

En ce qui concerne la communication de l'action au grand public, je suis d'avis que cette dernière incombe, comme c'est d'ailleurs le cas pour toute autre manifestation, à l'organisateur, qui a été autorisé de mettre en place des panneaux d'information dans les bretelles d'accès au rond-point par la voie d'une permission de voirie.

Question 3510 (07.12.2017) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **visite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu le 11 décembre à Bruxelles:**

Sur invitation du ministre des Affaires étrangères lithuanien Linus Linkevicius, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu rencontrera les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'UE. Ce sera la première visite d'un Premier ministre israélien à Bruxelles depuis la visite de Shimon Peres en 1995.

Cette visite se passera tout juste après l'annonce de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par le Président des États-Unis et, en guise de réaction, l'appel du Hamas à une nouvelle intifada. Du point de vue de l'UE, cette visite «européenne» se déroulera également sur fond de démolitions d'infrastructures et de résidences palestiniennes par l'armée israélienne dans la zone C de la West Bank. Ainsi, au moins 400 projets ont été détruits depuis la nomination de Monsieur Netanyahu comme Premier ministre en 2009.

Le rapport[1] sur le cadre juridique de l'occupation du territoire palestinien, du rapporteur spécial des Nations Unies Michael Lynk, publié le 23 octobre 2017, conclut qu'Israël va à l'encontre du droit international. De même, il constate des violations des droits humains et de la loi humanitaire.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre envisage-t-il d'aborder les conclusions du rapport de Michael Lynk? Monsieur le Ministre lancera-t-il un appel au Premier ministre Netanyahu de respecter le droit international ainsi que les droits humains?

2. Monsieur le Ministre soulèvera-t-il le sujet de la destruction de résidences financées par l'UE et les États membres dans la West Bank par les forces israéliennes?

3. Dans le même contexte, est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisage de demander une réparation ou compensation pour la population palestinienne?

4. Le Gouvernement luxembourgeois pense-t-il revoir sa relation diplomatique avec la puissance occupante tant que celle-ci gère l'occupation illégalement? Monsieur le Ministre demandera-t-il une analyse détaillée de la part de l'UE au sujet de son engagement avec Israël?

5. Monsieur le Ministre abordera-t-il la décision du Président des États-Unis et les tensions résultantes lors de la visite du Premier ministre israélien?

Réponse (11.12.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a été officiellement invité par la Haute Représentante/Vice-Présidente de la Commission de l'Union européenne (HRVP) Federica Mogherini pour assister à un petit-déjeuner avec les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne en marge du Conseil «Affaires étrangères» du 11 décembre. Je participerai à ce petit-déjeuner.

Lors de cet échange informel présidé par la HRVP, il n'y a pas d'agenda prédéfini, mais les participants auront l'occasion d'aborder l'ensemble des sujets politiques importants pour l'UE en relation avec Israël, dont le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international dans les territoires palestiniens sous occupation israélienne. Pour l'ensemble des sujets, la HRVP va présenter les positions communes européennes. Les violations par Israël du droit international, des droits de l'homme et du droit humanitaire international sont régulièrement soulevées par le Luxembourg dans les enceintes internationales et lors de contacts politiques bilatéraux.

Je tiens à souligner que cette réunion informelle avec le Premier ministre israélien est indépendante de la préparation d'un conseil d'association UE-Israël. Avant qu'un tel conseil d'association ne puisse avoir lieu, l'UE doit d'abord se mettre d'accord sur une déclaration commune, que nous voulons forte et respectueuse du droit international.

Afin d'assurer un bon équilibre dans les relations européennes avec le Proche-Orient, la HRVP a pris l'initiative d'inviter le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas à rencontrer les ministres des Affaires étrangères de l'UE à l'occasion du Conseil «Affaires étrangères» en janvier 2018. Le Président Abbas a accepté cette invitation, et je salue cette initiative.

ad 2. + 3. Ce sujet a déjà été soulevé avec les autorités israéliennes, dans la mesure où huit États membres de l'UE (Belgique, France, Irlande, Espagne, Italie, Danemark, Suède et Luxembourg) et l'Union européenne (ECHO) ont demandé à Israël, par note verbale et par une démarche diplomatique commune effectuée le 31 octobre dernier, la restitution de matériel confisqué ou des compensations après le démantèlement ou la destruction l'été dernier de salles de classe en préfabriqué et de panneaux solaires qu'ils avaient financés en faveur de communautés palestiniennes vulnérables en zone C de la Cisjordanie.

L'initiative place Israël devant ses responsabilités de puissance occupante, en application du droit humanitaire international et, en particulier, de la quatrième Convention de Genève de 1949. Depuis 2009, le montant total des équipements financés par l'UE ou des États membres qu'Israël a démantelés et saisis s'élève à 1,2 million d'euros, dont 557.000 euros pour la seule année 2016.

ad 4. Fidèle à ses positions de principe et à sa volonté de voir la fin de l'occupation qui a commencé en juin 1967, le Luxembourg continue de croire à des initiatives diplomatiques de l'UE, et nous nous engageons pour l'élaboration de positions communes européennes fortes, respectueuses du droit international.

Quant aux relations entre l'UE et Israël, j'ai pu m'exprimer en faveur de plus de différenciation entre Israël à l'intérieur des frontières de 1967 et les colonies. Je suis convaincu que l'UE doit aider, en utilisant tous les moyens politiques et financiers disponibles, les Israéliens et les Palestiniens à trouver une solution au conflit qui les oppose, en appuyant la solution à deux États.

ad 5. La décision du Président des États-Unis sera sans nul doute soulevée. Le 7 décembre dernier, j'ai fait une déclaration suite à l'annonce par le Président des États-Unis de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël. Je vous prie de bien vouloir trouver le texte de cette déclaration ci-dessous:

«Le ministre des Affaires étrangères et européennes, Jean Asselborn, regrette la décision du Président des États-Unis de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël. Cette décision unilatérale annoncée le 6 décembre 2017 n'est pas conforme aux résolutions des Nations Unies au sujet de Jérusalem.

Le ministre constate que le statut de Jérusalem n'est pas seulement une question juridique complexe, mais qu'il a aussi une importante dimension politique et religieuse. Avec ses lieux saints, Jérusalem suscite des émotions chez les Israéliens et les Palestiniens, dans les pays arabes et le monde entier.

Le ministre rappelle que toute solution au conflit israélo-palestinien doit notamment reposer, conformément à la résolution 478 (1980) du Conseil de sécurité des Nations Unies, sur un règlement global négocié du statut final de Jérusalem, qui soit respectueux des droits et aspirations des deux parties.

Dans ce contexte, le ministre tient à souligner la position commune européenne sur la question de Jérusalem qui est définie depuis la déclaration du Conseil européen faite à Venise, le 13 juin 1980, dans les termes suivants: „Les Neuf reconnaissent le rôle particulièrement important que la question de Jérusalem revêt pour toutes les parties en cause. Les Neuf soulignent qu'ils n'acceptent aucune initiative unilatérale qui ait pour but de changer le statut de Jérusalem et que tout accord sur le statut de la ville devrait garantir le droit de libre accès pour tous aux lieux saints."

La question du statut de Jérusalem devra être réglée dans le cadre des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens, visant l'établissement de deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte à côte, en paix et en sécurité, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Une solution à deux États, négociée et basée sur les frontières de 1967, est la seule façon d'instaurer une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Le Secrétaire général des Nations Unies l'a rappelé à juste titre hier. La position de l'Union européenne repose sur les paramètres bien connus liés au statut final, y compris le statut de Jérusalem en tant que future capitale de deux États. Il est important de préserver cet horizon politique, et nous espérons que les États-Unis pourront apporter leur plein appui à la solution à deux États, mentionnée hier par le Président des États-Unis.

Le ministre Asselborn se joint aux appels de la communauté internationale adressés aux acteurs sur le terrain et aux responsables dans la région pour qu'ils fassent preuve de calme et de retenue afin d'éviter une nouvelle éruption de violence et tout autre action qui ne ferait qu'éloigner la perspective d'une paix juste et durable au Proche-Orient.»

[1] https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N17/340/03/PDF/N1734003.pdf?OpenElement

N°05
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°05 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Budget 2018 - suite du débat et votes p. 145
Réforme du congé p. 157
Prolongements du tramway p. 167

Sommaire des séances publiques nos13 et 14 p. 175
Sommaire des questions parlementaires p. Q77

13e séance Jeudi 14 décembre 2017
14e séance Jeudi 14 décembre 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Visite officielle du Président de la Chambre des Députés à Cuba

Construire des ponts plutôt que des murs!

«Nous soutenons et suivons de près le projet de modernisation de Cuba.» C'est ainsi que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en visite officielle à Cuba du 22 au 25 janvier, s'est exprimé auprès de son homologue cubain, le Président de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, M. Juan Esteban Lazo Hernández.

La délégation parlementaire luxembourgeoise, composée en outre du Vice-Président de la Chambre, M. Henri Kox, et de deux membres du Bureau, MM. Marc Angel et Eugène Berger, a entamé sa visite officielle à un moment très important et particulier pour le pays, les élections législatives et le début d'une nouvelle ère post-Castro étant très proches.

Les valeurs au cœur des discussions

«La solidarité dans le secteur de la santé et de la sécurité sociale ainsi que la lutte contre les inégalités occupent une place très importante dans le système politique luxembourgeois», a expliqué M. Mars Di Bartolomeo à son homologue cubain. «La qualité d'une démocratie ne se mesure pas au nombre des partis représentés. Elle se mesure aux valeurs qu'elle incarne et respecte: l'indépendance de la justice, la solidarité, l'ouverture, la liberté d'expression, la liberté d'association et de la presse, le pluralisme et le respect des minorités», a-t-il plaidé auprès de la délégation cubaine.

Celle-ci s'est composée de la Vice-Présidente de l'Assemblée nationale, Mme Ana María Mary Machado, de la Présidente de la Commission des Affaires étrangères, du Président de la Commission juridique et du Président du groupe d'amitié Cuba-Luxembourg.

«Construire des ponts plutôt que des murs»

Au cours des échanges de vues, le Président de l'Assemblée nationale cubaine a également remercié à plusieurs reprises la délégation luxembourgeoise d'avoir été un des premiers États membres de l'Union européenne à avoir ratifié à l'unanimité l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'UE et Cuba. «Le Luxembourg se donne comme mission de construire des ponts plutôt que des murs. Voilà pourquoi il accorde une grande importance au dialogue politique, à la coopération et aux échanges économiques», a relevé le Président de la Chambre des Députés.

Renforcer les relations économiques

À l'occasion d'une rencontre avec le Ministre du Commerce extérieur, M. Rodrigo Malmierca Díaz, la délégation luxembourgeoise a souligné l'opportunité de développer les échanges dans des domaines d'intérêt commun et de renforcer les relations économiques entre les deux pays. Dans ce contexte, l'accent a été mis notamment sur le secteur des transports aériens. Le Luxembourg et Cuba négocient actuellement un accord dans le domaine de l'aviation et le Président du Parlement luxembourgeois a insisté pour que cet accord soit négocié dans les meilleurs délais.

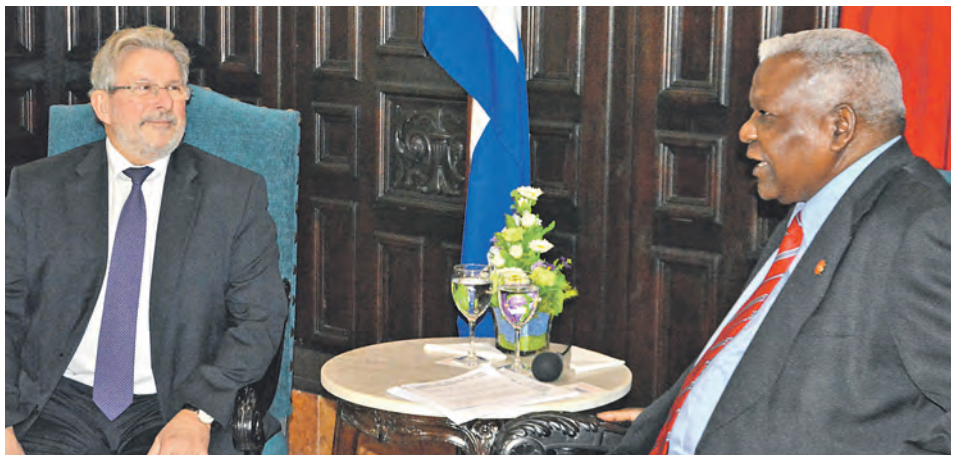
Les députés luxembourgeois ont également relevé l'intérêt qu'ont les deux États à négocier une convention de non double imposition. Ces sujets ont été approfondis lors de leur rencontre avec la Vice-Ministre des Relations extérieures, Mme Ana Teresita Fraga.

À la rencontre des ONG à Cuba

La délégation luxembourgeoise a rencontré différents représentants d'organisations non gouvernementales et de la société civile cubaine; elle a en outre participé à la présentation du nouveau logo de l'ONG Handicap International. Lors de ces échanges de vues, le Président de la Chambre a insisté sur l'importance du travail des ONG: «Elles permettent d'avoir une vision plus large et parfois plus critique sur différents aspects de la société et contribuent à améliorer la situation des gens!»

Une école pour des «enfants exceptionnels»

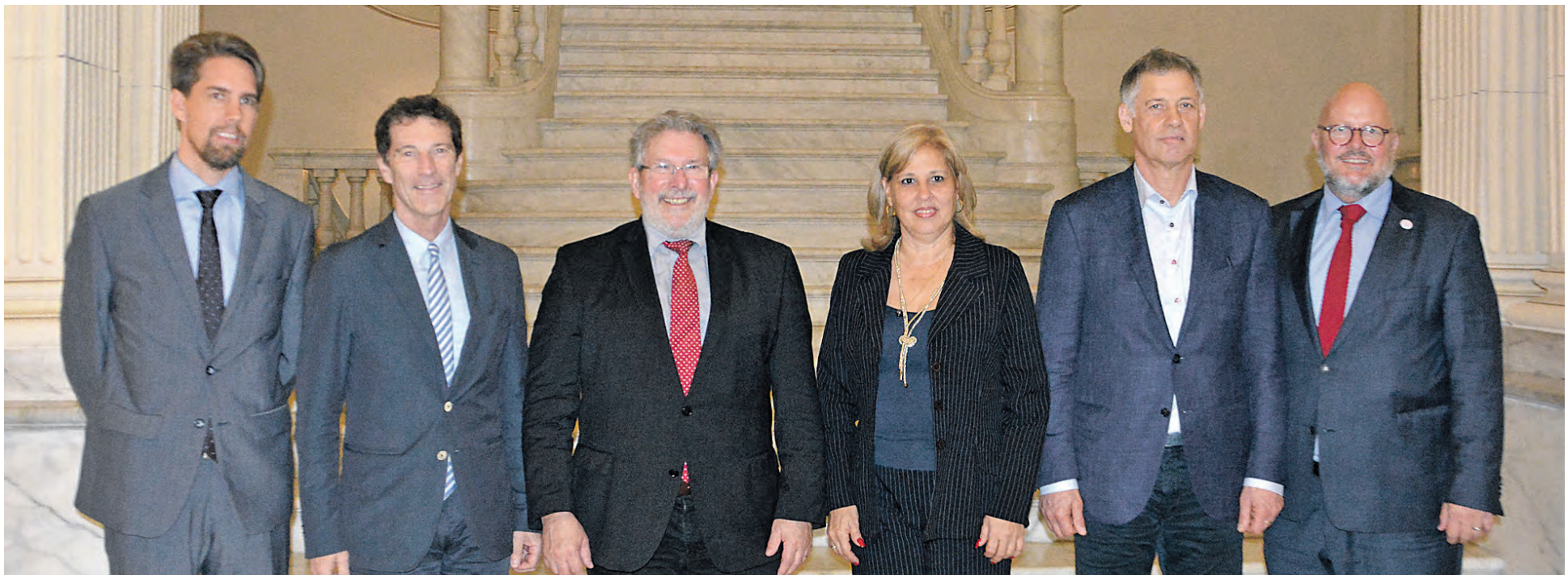
Un autre moment fort de la visite officielle fut la visite de l'école «Solidarité avec Panama» qui accueille environ 200 enfants atteints d'une déficience motrice et/ou mentale. «L'appui psychologique aux enfants et à leurs familles ainsi que leur intégration dans la société font partie des objectifs de l'école», a expliqué la directrice aux députés tout en précisant qu'il ne s'agit pas d'enfants handicapés ou spéciaux, mais d'«enfants exceptionnels».



Les Présidents des Parlements luxembourgeois et cubain, M. Mars Di Bartolomeo et M. Juan Esteban Lazo Hernández



Les députés luxembourgeois ont visité une école locale.



La Vice-Ministre des Relations extérieures cubaine, Mme Ana Teresita Fraga, entourée de M. Mars Di Bartolomeo, M. Eugène Berger (3e et 2e de gauche), M. Henri Kox et M. Marc Angel (3e et 2e de droite).

Le Président du Parlement d'«Ostbelgien» à la Chambre

La pétition publique au centre des discussions



Les membres des délégations parlementaires belge et luxembourgeoise.

La visite officielle de M. Alexander Miesen, Président du Parlement de la communauté germanophone de Belgique le 30 janvier 2018 à la Chambre des Députés était historique: c'était en effet la première fois, malgré les échanges multiples et les relations étroites entre les deux voisins, notamment au sein des différents organismes de la Grande Région, que le Président du Parlement d'Eupen a été reçu en visite officielle à la Chambre des Députés.

Accompagné d'une délégation de cinq parlementaires de la Belgique de l'Est, M. Miesen a été accueilli par le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank.

La «success story» des pétitions publiques, introduites au Parlement luxembourgeois en 2014 pour encourager la participation citoyenne, était un des sujets au cœur de l'échange de vues entre les élus luxembourgeois, membres de la Conférence des Présidents respectivement de la Commission des Pétitions, et les représentants de la plus petite entité fédérée de Belgique qui compte 77.000 habitants. Plus généralement, les deux délégations parlementaires ont discuté du fonctionnement de leurs parlements respectifs en évoquant entre autres les projets à venir.

La constitution d'une expertise interne à la Chambre des Députés et la mise en place d'une évaluation des politiques publiques ont ainsi été abordées.

Une délégation du Parlement de Togo en visite

Pour le respect des valeurs démocratiques



Le Président du Parlement togolais (4e de gauche) et sa délégation parlementaire

«La solidarité luxembourgeoise ne s'arrête pas aux frontières du pays.» Tel fut le message transmis par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à son homologue togolais, M. Dama Dramani, en visite au Parlement luxembourgeois le 29 janvier 2018. En effet, le Grand-Duché consacre 1% du revenu national brut à la coopération au développement et sa politique de coopération n'est pas liée à d'autres agendas.

«Même si le Togo n'est pas un pays partenaire de la coopération luxembourgeoise, plusieurs ONG luxembourgeoises sont présentes dans le pays», a ajouté le Président de la Chambre. Les deux interlocuteurs s'étaient déjà rencontrés une première fois au Luxembourg dans le cadre des festivités des 50 ans de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) en juillet 2017.

Les réformes constitutionnelles

L'échange de vues du Président de l'Assemblée nationale togolaise avec les députés luxembourgeois a majoritairement porté sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles en cours au Togo. Depuis plusieurs mois, le pays est touché par diverses vagues de manifestations en relation avec des changements prévus de la constitution.

Les revendications principales portent sur la limitation à deux mandats présidentiels consécutifs et l'instauration d'un scrutin uninominal à deux tours pour l'élection présidentielle. Lors des discussions, les députés luxembourgeois ont fait part de leurs expériences au niveau des travaux sur une future constitution et ont insisté sur les droits des minorités.



Les représentants de la Chambre des Députés

Les priorités du Togo

À la question des députés sur les priorités de leur pays, la délégation togolaise a répondu que l'éducation ainsi que la formation d'enseignants, des améliorations dans le secteur de la santé et l'approvisionnement énergétique sont ses préoccupations majeures. L'expiration de l'Accord de Cotonou en 2020 - pierre angulaire de la coopération et du dialogue politique, économique, commercial et de l'aide au développement entre l'Union européenne et les 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) - était un autre sujet évoqué lors des discussions.

Le Liechtenstein à l'honneur à la Chambre



Mme Aurelia Frick, Ministre des Affaires étrangères, de la Justice et de la Culture du Liechtenstein, a rencontré des parlementaires luxembourgeois.

«Bien qu'étant de petits pays, nous réussissons à faire bonne figure sur la scène internationale.» Voilà un point commun que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a relevé lors d'une réunion avec Mme Aurelia Frick, Ministre des Affaires étrangères, de la Justice et de la Culture du Liechtenstein.

Celle-ci fut reçue le 1er février 2018 pour un échange de vues avec des parlementaires luxembourgeois, membres du Bureau respectivement de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Le Président de la Chambre a souligné que le Liechtenstein (38.000 habitants) et le Luxembourg (590.000 habitants) ont de nombreuses convergences. C'est avant tout l'engagement pour une Europe forte qui lie les deux pays.

Mme Aurelia Frick a présenté le Liechtenstein en tant que partenaire fiable au sein de l'Espace économique européen (EEE). La Principauté n'est pas membre de l'Union européenne mais fait partie intégrante du marché intérieur et de l'espace Schengen. Elle participe, à titre volontaire, à certains programmes européens comme celui qui vise à mieux repartir les demandeurs d'asile en Europe.

Le Brexit préoccupe également la Principauté. Dans ce cadre, Mme Frick a lancé un appel à ses interlocuteurs luxembourgeois pour que ceux-ci aident à inclure le Liechtenstein en tant que partenaire quand il s'agira de négocier les futures relations économiques avec la Grande-Bretagne.

Répercussions du futur numérique et statut de Jérusalem

Les défis et incertitudes entourant la digitalisation en Europe et au pourtour de la Méditerranée de même que le statut de la ville de Jérusalem suite à la déclaration récente du Président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël: tels étaient les sujets à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, présidée par Mme Margarida Mano, le 18 décembre 2017 à Lisbonne.

Troisième révolution industrielle

M. Luís Viegas Cardoso, conseiller numérique au sein de la Commission européenne, a présenté une analyse critique de l'état de la situation du numérique en Europe et dans les pays du Sud: la troisième révolution industrielle comporte de grands progrès technologiques et d'intelligence artificielle, mais provoque de ce fait des problèmes de cybersécurité et des craintes quant au nombre d'emplois appelés à disparaître.

Selon l'expert, les technologies du futur vont se développer encore plus rapidement et l'avance des États-Unis et de la Chine est en augmentation constante. Parallèlement, le clivage entre les pays du Nord et ceux du Sud risque de s'aggraver.

Devant ces pronostics, des questions s'imposent quant

- au financement des infrastructures nécessaires au «Big Data» (internet rapide par la pose de fibres optiques notamment, etc.);

- à l'information des citoyens (guichets uniques);

- à une éducation intelligente des enfants et des jeunes (mise à disposition gratuite de tablettes électroniques);

- à la protection des citoyens contre les cyberattaques de tous genres

- et surtout au nombre et au genre d'emplois appelés à être supprimés.

Tous les participants étaient conscients que ce sera surtout dans le secteur des services (banques, assurances) et dans ceux de la santé et de la production (à cause de la robotique) que des emplois risqueront de disparaître. Au contraire, les professions traditionnelles d'artisan tout comme les missions de négociateurs de toutes sortes seront irremplaçables à leur avis, et la créativité humaine devra garder le dessus.

Statut de la ville de Jérusalem

Quant au statut de la ville de Jérusalem, les contestations virulentes de la part de tous les participants originaires des pays du Maghreb comme du Proche-Orient à l'égard de ladite déclaration du Président américain et le texte trop consensuel d'une résolution proposée sur le sujet par la présidente et son équipe ont mené à la discorde totale au sein de la Commission de sorte que cette résolution est restée sans suite.



Mme Simone Beissel

Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

«Trop peu d'argent nuit au football, trop d'argent le tue»



(de gauche à droite) M. Yves Carl de l'Administration parlementaire, M. Claude Adam, Mme Martine Mergen, Mme Toiny Thommes-Gerbec de l'Administration parlementaire, Mme Anne Brasseur et M. Yves Cruchten

Trop peu d'argent nuit au football, trop d'argent le tue: telle est la première phrase du rapport de Mme Anne Brasseur sur la bonne gouvernance du football. La rapportrice a souligné que le football n'appartient à personne, à aucune organisation, mais à tout le monde et que le football ne peut se soustraire au droit commun ou être considéré comme une zone de non-droit. Le rapport propose l'instauration d'un observatoire indépendant pour évaluer la gouvernance des organismes de football, non seulement pour se conformer au droit commun, mais pour restaurer la crédibilité que le sport, les sportifs ainsi que les supporters méritent.

Le rapport adopté à une très large majorité sollicite en outre une séparation nette entre les activités commerciales et l'organisation sportive proprement dite; il préconise le respect des droits civils et politiques fondamentaux par les pays qui accueillent les événements et la fin des «transferts forcés» de joueurs mineurs. En plus, il faut également mener une réflexion commune sur les excès financiers.

M. Yves Cruchten a mis en avant la capacité du football de réunir des personnes de différentes couches sociales, cultures, langues et croyances. Dans le monde du football cependant, le risque de corruption, de manipulation de résultats, de dopage ou de fraudes lors de l'attribution des grandes manifestations est réel. Il a plaidé pour une meilleure mise en œuvre des réformes entamées par les organes décisionnels du football et une plus grande transparence afin de rétablir la crédibilité.

Les membres de l'assemblée parlementaire ont également procédé à l'élection de plusieurs postes clefs: le député italien Michele Nicoletti fut élu comme 31e Président de l'APCE depuis 1949 et la Bosnienne Dunja Mijatović comme Commissaire aux droits de l'homme.

Dans son discours d'investiture, le nouveau président a plaidé en faveur d'une unité renforcée du Conseil de l'Europe «en tant qu'unique institution européenne rassemblant 47 États autour des valeurs des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit, et la reconnaissance de la Cour européenne des droits de l'homme».

Lors d'un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères du Danemark, qui assume actuellement la présidence du Conseil des Ministres, M. Yves Cruchten a interpellé ce dernier au sujet des violations systématiques des droits de l'homme les plus élémentaires par les forces de police et les gardes-frontières, en particulier aux frontières entre la Hongrie et la Serbie et entre la Serbie et la Croatie. Le Ministre des Affaires étrangères a indiqué qu'un rapport à ce sujet a été publié et s'est montré confiant que les recommandations de ce rapport seront respectées.

Intervenant pendant le débat sur un revenu de citoyenneté de base, Mme Martine Mergen a souligné que même si au Luxembourg, le revenu minimum garanti (RMG) est l'un des plus élevés d'Europe, ce revenu ne permet pas à tous les concernés d'accéder à un niveau de vie décent. Elle a ajouté qu'il faut avoir recours à d'autres indicateurs plus objectifs que le RMG tel que proposé par le rapport et essayer de toucher davantage de personnes.

Les principaux débats de la session d'hiver ont porté sur les conséquences humanitaires de la guerre en Ukraine, la protection et la promotion des langues régionales et minoritaires, le dernier rapport de suivi sur le respect par la Bosnie-Herzégovine de ses obligations et engagements envers le Conseil de l'Europe ainsi que les «examens périodiques» de la situation en Estonie, en Grèce, en Hongrie et en Irlande.

Les Présidents de l'Arménie et de l'Autriche ainsi que le Premier Ministre et S.A.R. la Princesse Héritière de Danemark ont figuré parmi les personnalités ayant fait une allocution lors de la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°05** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Régime d'aides à la protection de l'environnement

6855 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et modifiant

1. la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

2. la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

L'objet principal du dispositif susmentionné est de mettre en place un nouveau régime d'aides d'État à l'investissement, en matière de protection de l'environnement. Ce régime d'aides vise à inciter les entreprises à utiliser les ressources naturelles de manière rationnelle et à réduire l'empreinte environnementale liée à leurs activités de production. Les entreprises sont ainsi incitées à contribuer à atteindre les objectifs nationaux en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, prévus dans le programme gouvernemental de 2013 et par la stratégie Europe 2020.

Ce régime remplace celui défini par la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, s'intègre dans la stratégie de diversification économique du Grand-Duché de Luxembourg et contribuera à développer son secteur des écotechnologies. Il couvre ainsi notamment le recyclage et le réemploi de déchets afin de permettre la mise en œuvre d'une politique d'économie circulaire efficace.

Le projet de loi reprend dans le fond les régimes d'aides de la loi précitée, à savoir les aides à l'investissement permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes de protection environnementale de l'Union ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de telles normes, les aides à l'investissement en faveur de l'adaptation anticipée aux futures normes de l'Union, les aides à l'investissement en faveur des mesures d'efficacité énergétique, les aides aux investissements dans la cogénération à haut rendement, les aides aux investissements en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et les aides aux études environnementales.

La future loi renferme en outre de nouveaux régimes d'aides dont notamment les aides à l'investissement en faveur des projets promouvant l'efficacité énergétique des bâtiments, les aides à l'investissement en faveur de l'assainissement des sites contaminés (nouveau pour les entreprises industrielles), les aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces, les aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets et enfin les aides à l'investissement en faveur des infrastructures énergétiques.

Ces dispositions légales s'appliqueront exclusivement aux aides ayant un effet incitatif, c'est-à-dire qu'elles doivent conduire à la modification du comportement de l'entreprise bénéficiaire de manière à ce qu'elle crée des activités qu'elle n'exercerait pas sans l'aide ou qu'elle n'exercerait que d'une manière limitée ou différente.

Pour les entreprises industrielles et en comparaison à la loi du 18 février 2010 précitée, aucun taux d'aide ne baisse et le taux d'aides à l'investissement en faveur des mesures d'efficacité énergétique augmente de dix points, régime qui compte parmi les plus importants de la loi vu son incidence directe sur la réduction

du coût de production et donc la compétitivité des entreprises.

Les anciens seuils de notification à la Commission européenne ont été augmentés et pour les nouveaux régimes d'aide, le seuil de notification est dans tous les cas relativement élevé (15-50 millions d'euros).

Les formes d'aides ont ainsi été significativement élargies vu que, selon l'ancienne loi, seule la subvention en capital ou les bonifications d'intérêts étaient d'application.

Cette future loi grèvera le budget de l'État; une fiche financière afférente était jointe au document de dépôt.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.08.2015
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

12.05.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Décision de rédiger une lettre d'amendement
14.09.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.09.2017	Adoption d'une seconde série d'amendements parlementaires
23.11.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
07.12.2017	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017
Loi du 15 décembre 2017
Mémorial A: 2017, n°1108, page 1

Institut grand-ducal

7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal

Le projet de loi sous rubrique vise à réformer le statut juridique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg (ci-après «l'Institut»), créé par l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 portant approbation du Règlement pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg.

Contrairement aux différentes sections de l'Institut qui ont développé, au cours des années, une activité soutenue en produisant de façon régulière des communications de qualité et des publications importantes, l'Institut grand-ducal en tant que tel n'a pas exercé ses fonctions durant de longues années, ni nommé un président ou un secrétaire général. Ce n'est que récemment que l'Institut à proprement parler a été réactivé et que des assemblées générales annuelles ont à nouveau eu lieu, comme le prévoit d'ailleurs l'article 14 dudit arrêté royal grand-ducal.

Bien que le texte initial définisse toujours de manière assez adéquate l'objet et l'organisation de l'Institut et de ses sections, une adaptation législative s'impose pour que l'Institut puisse continuer à assumer sa représentation sur le plan national en faveur de l'État et de ses institutions, ainsi que, en toute modestie, sur le plan international, à l'égard d'institutions comparables.

Il se pose notamment la question du statut juridique de l'Institut. En effet, il ne relève d'aucune des formes actuelles des institutions à caractère non lucratif, ne s'agissant ni d'une association sans but lucratif (a.s.b.l.), ni d'une fondation, ni encore d'un établissement public. Contrairement à une a.s.b.l., l'Institut n'est pas créé par ses membres, mais par la loi elle-même et, contrairement à une fondation, il ne repose pas sur l'affectation d'un patrimoine; enfin, contrairement à un établissement public, l'Institut, pour sauvegarder son caractère et celui de ses sections, est revêtu de l'indépendance également à l'égard de l'État.

Sur le plan international, la France aussi bien que la Belgique ont proposé des exemples édifiants qu'il semble indiqué de suivre. En France, l'article 35 du titre IV de la loi de programme n°2006-450 du 18 avril 2006 pour la recherche dispose que «l'Institut de France ainsi que l'Académie Française, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'Académie des Sciences, l'Académie des Beaux-Arts et l'Académie des Sciences Morales et Politiques qui le composent sont des personnes morales de droit public à statut particulier placées sous la protection du Président de la République». En Belgique, la personnalité morale des Académies royales avait été reconnue par la loi du 2 août 1924 «accordant la personnification civile» à ses «compagnies». En effet, la forme de «personne morale de droit public» est celle qui convient le mieux au caractère unique de l'Institut grand-ducal.

En raison de la nature constitutionnelle d'arrêté-loi, les auteurs du projet de loi ont préféré abroger l'arrêté de 1868 au lieu de le modifier. Il est toutefois veillé à ce que le présent projet de loi et le règlement grand-ducal suivent dans les grandes lignes le règlement de 1868 de sorte que l'Institut continuera à répondre en grande partie à la même vocation et au même objet qu'aujourd'hui.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, le 27.07.2016
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture
(Président: M. André Bauler):

29.05.2017	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.11.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une seconde série d'amendements parlementaires
11.12.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017
Loi du 21 décembre 2017
Mémorial A: 2017, n°1117, page 1

Réforme du congé

7060 - Projet de loi portant modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, et abrogeant

3. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

Le présent projet de loi vise à modifier les dispositions du Code du travail en matière de congés pour raisons d'ordre personnel, en matière de congé pour raisons familiales ainsi qu'en matière de congé postnatal.

En ce qui concerne les congés pour raisons d'ordre personnel, le changement majeur a trait au congé du deuxième parent en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant qui sera étendu d'actuellement deux jours à désormais dix jours. L'État financera les huit jours de congé supplémentaires par rapport aux deux jours prévus par la législation actuelle. Cette modification tient compte des discussions au niveau européen d'un nouveau projet de directive prévoyant un congé «paternel» de dix jours et elle s'inscrit dans une politique générale visant un meilleur équilibre entre vie familiale et vie professionnelle.

Pour ce qui est des jours de congé accordés en cas de mariage ou de déclaration de partenariat, le projet propose un certain nombre de réductions pour les personnes directement concernées et les parents de celles-ci. Ainsi en cas de mariage, le congé est réduit de six à trois jours, le congé des parents en cas de mariage d'un enfant est réduit de deux à un jour. Pour la déclaration de partenariat, le congé est réduit de six à un jour, le congé des parents en cas de déclaration de partenariat d'un enfant est supprimé.

Le projet de loi porte à cinq jours le congé en cas de décès d'un enfant mineur.

En ce qui concerne le congé accordé au salarié pour son déménagement, celui-ci sera dorénavant limité à deux jours sur une période de trois ans. Ce droit se créera individuellement auprès de chaque employeur.

Par ailleurs, le jour de congé accordé avant l'enrôlement au service militaire est abrogé.

En matière de congé postnatal, le projet propose un allongement généralisé de ce congé à douze semaines pour ne plus défavoriser les femmes accouchées qui ne souhaitent ou ne peuvent pas allaiter leur enfant. Cette durée ne sera donc plus soumise à aucune condition additionnelle particulière telle que l'allaitement ou la naissance prématurée ou multiple.

En cas d'adoption par deux conjoints d'un enfant âgé n'ayant pas atteint l'âge de douze ans accomplis, le projet de loi prévoit également d'augmenter à douze semaines le droit au congé dit «congé d'accueil».

En ce qui concerne le congé pour raisons familiales, le projet introduit un nouveau système qui donne aux parents plus de flexibilité pour utiliser les jours de congé.

Au lieu de deux jours de congé pour raisons familiales par parent et par an, congé qui - actuellement - est perdu s'il n'est pas utilisé pendant l'année de calendrier, le projet de loi prévoit un certain nombre de jours utilisables par tranche d'âge de l'enfant dont chacune couvre plusieurs années. Ainsi, le contingent prédéfini par tranche d'âge déterminée peut être utilisé en cas de besoin à n'importe quel moment à l'intérieur de la tranche en question. Le projet prévoit un contingent de douze jours de congé par parent pour les enfants âgés entre zéro et moins de quatre ans accomplis. À partir de quatre ans accomplis et jusqu'au jour précédant le treizième anniversaire de l'enfant, chacun des parents peut bénéficier de dix-huit jours de congé pour raisons familiales pour un enfant. À partir du treizième anniversaire et jusqu'à dix-huit ans accomplis les parents pourront chacun bénéficier de cinq jours de congé pour raisons familiales en cas d'hospitalisation de l'enfant.

Ainsi la limite d'âge maximale est portée de quinze à dix-huit ans, alors que pour les enfants de treize à quinze ans le congé pour raisons familiales est dorénavant limité aux cas d'hospitalisation.

À noter que pour les enfants bénéficiant de l'allocation spéciale supplémentaire (enfants handicapés), la durée du congé pour raisons familiales est portée au double par tranche d'âge. En cas de maladie ou de déficience d'une gravité exceptionnelle, le congé pour raisons familiales peut, sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale, être prorogé jusqu'à maximum 52 semaines sur 104.

Les dispositions transitoires prévoient que les jours de congé pour raisons familiales déjà pris au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sur base des anciennes dispositions légales dans la tranche d'âge concernée sont portés en déduction du nombre maximal de jours de congé familial pouvant être attribués dans la tranche d'âge en question.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 13.09.2016
Rapportrice: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

26.06.2017	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.11.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen des amendements gouvernementaux
15.11.2017	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06.12.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.12.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017
Loi du 15 décembre 2017
Mémorial A: 2017, n°1082, page 1

Protection du patrimoine audiovisuel

7116 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001.

La ratification de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel (ci-après la «convention») permet d'illustrer l'intention du Luxembourg de collaborer de manière effective en matière de protection audiovisuelle et la volonté de transmettre les richesses audiovisuelles aux générations futures.

Le but de la convention est notamment d'assurer la sauvegarde du patrimoine audiovisuel européen et sa mise en valeur en tant que forme d'art et mémoire de notre passé par la collecte, la conservation et la mise à disposition, à des fins culturelles, scientifiques et de recherche, des images en mouvement, dans l'intérêt général.

Les dispositions de la convention engagent les parties signataires, entre autres, (i) à introduire une obligation de déposer les images en mouvement faisant partie de leur patrimoine audiovisuel et qui ont été produites ou coproduites sur leur territoire, ainsi que (ii) l'obligation de désigner un ou plusieurs organismes d'archives ayant pour mission d'assurer la conservation, la documentation, la restauration et la mise à disposition à des fins de consultation des images en mouvement déposées.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, le 03.02.2017
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture
(Président: M. André Bauler):

10.07.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07.11.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2017
Loi du 1er décembre 2017
Mémorial A: 2017, n°1027, page 1

A3: mise à 2 x 3 voies

7144 - Projet de loi relatif à la mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à financer l'élargissement à 2x3 voies de l'autoroute A3 entre la croix de Gasperich et la frontière française. Le projet comprend non seulement le volet infrastructure, mais aussi des mesures compensatoires environnementales et celles relevant de la mobilité durable.

Le coût total du projet s'élève à 356.000.000 €. Ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction.

Les travaux à financer par ce projet sont déclarés d'utilité publique.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 26.05.2017
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
06.11.2017 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
23.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.12.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017
Loi du 17 décembre 2017
Mémorial A: 2017, n°1072, page 1

Compte général 2016

7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016

Le compte général de l'exercice 2016 se solde par un résultat négatif au budget des recettes et des dépenses, tandis que le budget pour ordre affiche un solde positif.

L'exercice 2016 dégage un résultat négatif de -1.292.620.188,92 €. En imputant ce résultat au solde cumulé des exercices clos antérieurs, le report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital, repris au bilan financier de l'État à présenter par la Trésorerie de l'État, s'établit à -2.425.896.209,48 €.

Situation globale de l'exécution du budget 2016

Le compte général de l'exercice 2016, en application de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, ainsi que les écarts par rapport au budget voté se présentent comme suit:

Tableau: Budget et compte général de l'exercice 2016

	Budget voté 2016	Compte général 2016	Variation	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	12.976.352.372,00	13.228.405.016,08	252.052.644,08	1,94%
- en capital	90.214.500,00	189.141.291,47	98.926.791,47	109,66%
Total recettes (1)	13.066.566.872,00	13.417.546.307,55	350.979.435,55	2,69%
Dépenses				
- courantes	12.174.626.808,00	12.131.229.582,05	-43.397.225,95	-0,36%
- en capital	1.330.180.729,00	2.578.936.914,42	1.248.756.185,42	93,88%
Total dépenses (2)	13.504.807.537,00	14.710.166.496,47	1.205.358.959,47	8,93%
Excédent de dépenses (2) - (1)	438.240.665,00	1.292.620.188,92	854.379.523,92	

Source chiffres: budget de l'État 2016, compte général 2016; tableau: Cour des comptes

Le compte général de l'exercice 2016 s'est clôturé avec un déficit de 1.292,62 millions d'euros, alors que le budget voté renseignait un déficit de 438,24 millions d'euros. Cette différence de 854,38 millions d'euros entre le compte général et le budget voté s'explique notamment par une série d'opérations exceptionnelles, à savoir:

- la comptabilisation du remboursement intégral de trois prêts bancaires, pour un montant total de 400 millions d'euros, contractés en 2006 et venus à échéance en 2016;

- des dotations supplémentaires au profit du Fonds du rail et du Fonds des routes, étant donné que le budget voté avait initialement prévu que ces deux fonds spéciaux se voient allouer respectivement 200 et 150 millions d'euros du produit d'un emprunt obligataire à émettre au cours de l'exercice 2016; or, cet emprunt n'a pas été contracté;

- une augmentation des quotes-parts du Luxembourg dans le capital du Fonds monétaire international (FMI), à hauteur de 285 millions d'euros, au titre de la 14e révision des quotes-parts du FMI.

Les recettes totales effectivement encaissées en 2016 dépassent de 2,69% le montant prévu au budget voté. Ce résultat s'explique par des recettes plus importantes que prévues en raison de la bonne situation conjoncturelle.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.07.2017
Rapportrice: Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente: Mme Diane Adehm):
05.10.2017 Présentation par M. le Ministre des Finances

23.10.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du rapport général de la Cour des comptes
04.12.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017
Loi du 15 décembre 2017
Mémorial A: 2017, n°1088, page 1

Budget 2018

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

Le budget de l'État pour l'exercice 2018 est arrêté:

- en recettes à la somme de 14.064.546.242 €
soit:
recettes courantes: 13.981.052.042 €
recettes en capital: 83.494.200 €
- en dépenses à la somme de 15.029.797.945 €
soit:
dépenses courantes: 13.394.509.690 €
dépenses en capital: 1.635.288.255 €

L'article 3 vise à permettre aux contribuables résidents mariés de choisir, pour une année d'imposition donnée, un des trois modes d'imposition qui leur peuvent être appliqués à partir de l'année d'imposition 2018 (imposition collective, imposition individuelle pure, imposition individuelle avec réallocation) en pleine connaissance de cause.

Le même article introduit une incitation fiscale à la mobilité durable au bénéfice des entreprises. Cette incitation consiste à intégrer une catégorie spécifique de voitures automobiles à personnes, à savoir à zéro émissions, dans le périmètre des biens éligibles à la bonification d'impôt pour investissement.

L'article 10 du projet de loi s'inscrit dans la continuité de la poursuite des objectifs à la base de la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs. Celle-ci a pour vocation de contribuer à l'augmentation de l'offre de terrains à bâtir et d'habitations en assouplissant la fiscalité en matière de réalisation de terrains et d'immeubles bâtis. Si les mesures d'assouplissement de l'impôt sur le revenu dans ce domaine sont nécessairement limitées dans le temps, le Gouvernement entend prolonger cette mesure d'une durée additionnelle d'un an (extension de la date butoir au 31 décembre 2018).

L'article 55 modifie la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse afin de procéder à un changement de barème du chèque-service accueil. Ce barème aura pour caractéristique de tenir compte à la fois de la taille du groupe familial et de la situation de l'enfant dans ce groupe. Les dispositions de l'article 55 sont entrées en vigueur le 2 octobre 2017.

Budget pluriannuel 2017-2021

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

Depuis le vote de la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, les lois de programmation pluriannuelle font partie intégrante de l'encadrement législatif dans le domaine des finances publiques. Elles ont pour finalité de définir les orientations financières pluriannuelles des trois secteurs de l'Administration publique: État, administrations locales et administrations de sécurité sociale. Ces orientations pluriannuelles s'insèrent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.

La loi de programmation pluriannuelle a pour mission principale d'arrêter l'objectif budgétaire à moyen terme de l'Administration publique (OMT) ainsi que la trajectoire d'ajustement qui permet sa réalisation. Elle a également pour but de présenter l'évolution de la dette publique ainsi que la décomposition des soldes annuels par sous-secteur des administrations publiques.

La programmation financière couvre une période mobile de cinq ans comprenant l'année en cours et les quatre années suivantes, donc la période 2017 à 2021 pour le présent projet de loi.

Les amendements gouvernementaux 1 à 3 ont adapté les tableaux des articles 2, 3, et 5 du projet de loi en vue de tenir compte des modifications de certains projets de loi déjà déposés à la Chambre des Députés, ainsi que de certaines décisions du Gouvernement en conseil ayant un impact budgétaire.

Il s'agit ainsi plus particulièrement de:

a) la décision de ne plus prendre en compte les allocations familiales lors de la détermination du revenu du ménage pour l'octroi d'une allocation de vie chère;

b) la modification du projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale (…);

c) la modification du projet de loi portant 1. modification du Code du travail; 2. abrogation des articles 13 à 18 de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

d) l'inscription d'une dotation au profit du Centre pour l'égalité de traitement (CET) à la section 00.1 - Chambre des Députés du Ministère d'État au profit du Centre pour l'égalité de traitement suite au vote du projet de loi 7102

rattachant le CET à la Chambre des Députés à partir du 1er janvier 2018;

e) la décision de modifier la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2017 à 2021:

En % du PIB	2017	2018	2019	2020	2021
- administration centrale	-1,6%	-1,6%	-1,4%	-0,6%	-0,2%
- administrations locales	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%
- sécurité sociale	1,9%	1,7%	1,7%	1,6%	1,4%
- administrations publiques:					
solde nominal	0,6%	0,5%	0,6%	1,3%	1,6%
solde structurel	0,6%	0,1%	-0,1%	1,0%	2,0%

Dépôt des projets de loi 7200 et 7201 par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.10.2017

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

01.09.2017 Désignation d'un rapporteur

11.10.2017 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances, le Directeur de l'Inspection générale des finances (IGF) et des représentants du Trésor

Présentation du budget du département «Finances»

12.10.2017 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement et des domaines

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises

13.10.2017 Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes

17.10.2017 Échange de vues avec des représentants de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)

24.10.2017 Échange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

06.11.2017 Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et M. le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)

09.11.2017 Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur

17.11.2017 Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques (CNFP)

21.11.2017 Présentation de l'avis de la Cour des comptes

24.11.2017 Présentation des amendements gouvernementaux

01.12.2017 Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg (BCL)

Examen des avis du Conseil d'État

05.12.2017 Examen des avis des chambres professionnelles

07.12.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

08.11.2017 Présentation et examen du projet de budget du Ministère d'État concernant la Commission

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

16.10.2017 Examen des volets Enseignement supérieur et Recherche

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

06.11.2017 Échange de vues avec M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et M. le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)

Travaux de la Commission du Logement

(Président: M. Max Hahn):

24.10.2017 Analyse des volets concernant la politique du logement

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

06.11.2017 Échange de vues sur le volet «Coopération et action humanitaire»

20.11.2017 Examen du volet concernant le département «Affaires étrangères et européennes»

Examen du volet concernant le département «Immigration»

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

25.10.2017 Examen des volets budgétaires «Éducation nationale, Enfance et Jeunesse»

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

09.11.2017 Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

07.11.2017 Examen du volet budgétaire «Culture»

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

08.11.2017 Présentation du budget du Ministère de l'Environnement

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

16.11.2017 Présentation et échange de vues avec M. le Ministre

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

15.11.2017 Présentation du volet «Justice»

Vote du projet de loi 7200 en séance publique: 14.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1097, page 1

Vote du projet de loi 7201 en séance publique: 14.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1099, page 1

Tramway: prolongement I

7209 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or

Le projet de loi autorise le Gouvernement à réaliser le prolongement de la ligne de tramway entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or à Luxembourg-ville qui comprend les travaux nécessaires à la construction des infrastructures de la ligne à proprement parler, les mesures compensatoires, l'acquisition des rames de tramway et les études y relatives.

Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser le montant de 114.900.000 € (hors TVA). Ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction en question. Les dépenses sont imputées à charge des crédits du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Les travaux relatifs à la construction de la ligne de tram sont déclarés d'utilité publique.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

30.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

07.12.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1076, page 1

Tramway: prolongement II

7210 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre de Circuit de la Foire internationale et l'aéroport du Findel

Le projet de loi autorise le Gouvernement à réaliser le prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre le Circuit de la Foire internationale à Luxembourg-ville et l'aéroport du Findel à Niederanven. Le financement comprend les travaux nécessaires à la construction des infrastructures de la ligne à proprement parler ainsi que des infrastructures connexes, l'acquisition des rames de tramway, les mesures compensatoires et les études y relatives.

Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser le montant de 99.100.000 € (hors TVA). Ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction en question. Les dépenses sont imputées à charge des crédits du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Les travaux relatifs à la construction de la ligne de tram sont déclarés d'utilité publique.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

30.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

07.12.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017

Loi du 15 décembre 2017

Mémorial A: 2017, n°1077, page 1

SÉANCE 13

JEUDI,
14 DÉCEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen et M. Marc Spautz)*
- *Parole après ministre: M. Gilles Roth, M. le Ministre Pierre Gramegna, M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Pierre Gramegna*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016

- *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Anne Brasseur, M. Roger Negri (intervention de M. Alex Bodry), Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner, Mme Diane Adehm, M. Alex Bodry (intervention de M. Claude Haagen), M. Claude Wiseler (intervention de M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Alex Bodry et M. Gast Gibéryen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant […] (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7200 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7201 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. David Wagner, Mme Viviane Loschetter*

6. Ordre du jour (suite)

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Henri Kox*

7. 6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi (rejetée)*

8. 7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal

- *Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Franz Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Octavie Modert), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 09.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Moien! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a ginn dovun aus, dass déi Matdeelung, déi vun der Regierung de Moie gemaach gëtt, vum Här Finanzminister kënnt an dass derniewent keng Matdeelung virgesinn ass.

Ech géif duerfir och direkt d'Wuert un de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, weiderginn, fir zu de Budgetsdebatten an den Debatten iwwert d'pluriannuel Finanzplanung Stellung ze huelen. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

2. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, léif Kolleegen aus der Regierung, ech wäert elo a siwe Punkten op d'Debatte reagéieren, déi mer gëschter haten.

Dat Alleréischt, wat ech wëll ënnersträichen, ass, dass d'Finanzsituatioun, d'Budgeten, déi mer elo stëmme fir 2018, an de Pluriannuel souwéi d'Exekutioun vum Budget 2017 am Fong geholl weisen, dass d'Situatioun besser ass wéi dat, wat mer nach virun engem Joer geduecht hunn. Ech hunn dat och a menger Ried ënnerstrach. Dat ass vläicht herno an den Debatten net genuch erauskomm, well et och relativ rezent Noriichte sinn. Mä ech kann hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Exekutioun vum Budget vun 2017 haut scho vill besser ausgesäit wéi viru sechs Méint a souguer nach besser wéi au moment, wou mer de Budget fir 2018 deposéiert hunn, soudass den Defizit am Zentralstat wäert ënner 500 Millioune leien.

Dat wäert och natierlech e positiven Impakt hunn op d'Exekutioun vum Budget vun 2018. Wann een dann elo deen Defizit fir 2017 vun enge 500 Milliounen en perspective setzt mat der Perte vum Commerce électronique vun enger Milliard, da muss ee jo scho soen, dass mer gutt geschafft hunn.

Ech hat och gëschter a menger Ried iwwerhaapt net méi vun deem Thema vum Commerce électronique geschwat, well ech mer geduecht hunn, d'Thema ass bekannt an ech widderhuelen dat net alles nach eng Kéier. Mä vu dass och d'Opposition, an haaptsächlech d'CSV, sech immens Méi ginn huet, fir doriwwer ze schwätzen, wëll ech awer do reagéieren. Fir d'Éischt emol fir ze soen, dass d'Pa-

rallell, déi gemaach ginn ass tëschent dem Ewechfale vun de Recetten an der TVA électronique op där enger Säit an dem Tanktourismus, nun einfach guer net stëmmt!

De groussen Ënnerscheed bei der TVA électronique war, dass mer do woussten, dass et eng Guillotine gëtt. An déi Guillotine, dat war d'Joer 2015. An déi Guillotine war säit 2007 bekannt. Do hat een also aacht Joer, fir sech drop virzebereeden. An et ass net gemaach ginn.

Beim Tanktourismus wësse mer, dass deen amgaangen ass ze schmëlzen. An ech kann lech confirméieren, dass dee weider schmëlzt. De richtegen, echten Tanktourismus, dat heescht, déi Leit, déi eng extra Streck fueren, fir op Lëtzebuerg tanken ze kommen - dat ass jo den Tanktourismus -, ass e relativ klengen Deel haut vun all dem Bensinn, deen zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt. Well een, deen natierlech duerch eist Land fiert, well e vun Norden an de Süde geet oder vum Westen an den Osten, dat ass keen Tanktourismus. Déi bleiwen enzwousch stoen. Dofir ass dee Verglach net richteg.

An da gëtt all Kéiers vun der CSV erëm ënnerstrach, dass si déi eenzeg Partei waren, déi ugemellt haten, dass ee misst mat der TVA an d'Luucht goen. An da si se och nach extra stolz drop, dass se déi Eenzeg sinn, déi dat gemellt haten.

Ech weess, firwat Dir déi Eenzeg sidd, déi dat scho versprach haten: Dir wousst, wéi grav d'Situatioun wier, wéi schlecht eis Finanzlag war,...

(Brouhaha général)

…an dofir hutt Dir dat versprach!

(Interruptions diverses)

Jo, et ass esou! Esou ass et! Esou ass et!

(Interruptions diverses)

Esou ass et!

An Dir hutt et dunn och net brauchen ze maachen, déi Augmentatioun vun der TVA. Dir hutt där nächster Regierung dat iwwerlooss. An dunn hat Der Pech oder Chance, Dir hutt et net selwer brauchen ze maachen, well mir hunn et misse maachen.

(Interruptions)

Une voix.- Dofir sidd Der gewielt ginn.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mä wat mech gëschter awer…, soss hätt ech déi ganz Saach guer net opgerullt, wat ech awer wierklech als eng Provokatioun empfonnt hunn, als eng richteg Provokatioun empfonnt hunn, dat ass, dass gesot ginn ass, dës Regierung hätt jo mat der TVA électronique genau datselwecht gemaach wéi déi viregt, well mir jo déi Recettë vun der TVA électronique net an de Fonds souverain gesat hätten. Mir hätten also sollen Honnerte Milliounen och nach direkt an de Fonds souverain setzen.

Majo, wéi hätte mer dat da kënne maachen, mat där Lag, déi mir fonnt hunn, wéi mer komm sinn? Wou e Risk bestanen huet, dass mer de Pacte de stabilité et de croissance net géifen anhalen? A fir dann ze soen: „Dës Regierung mécht datselwecht wéi déi viregt", dat ass eng richteg Provokatioun.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dofir war d'Diskussioun dëst Joer, wéi esou oft a wéi all Kéiers, leider, fannen ech, ze vill schwaarz a wäiss, ze vill provokatoresch an net genuch konstruktiv.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir waart awer deen, deen der viregter Regierung et reprochéiert huet, et net gemaach ze hunn. An Dir maacht et genau d'selwecht.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech fannen et ganz normal, dass d'Oppositioun géint de Budget stëmmt. Dat läit an der Natur vun der Saach. Wat net onbedéngt an der Natur vun der Saach ass, dat ass, dass een...

(Interruption)

Dat ass, dass een alles schwaarzmoolt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou, wann ech gelift! Wann ech gelift, Kolleegen!

(Interruptions)

Am Moment huet just den Här Gramegna d'Wuert a wann Der d'Wuert wëllt huelen, da mellt Der Iech, wann ech gelift!

Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- D'Oppositioun...

(Interruption)

D'Oppositioun riet alles schlecht a versicht, bei alles Panik ze provozéieren.

Dat ass net gutt. Mä dat wonnert mech net. Et wonnert mech awer vun där Partei, déi siwe Legislaturen de Finanzminister gestallt huet. Si kéint e bësse méi Nuance an d'Diskussioun bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mäin zweete Punkt ass iwwert den Zukunftspak. Den Zukunftspak, an dat ass och gesot gi vum Här Bodry, ganz kloer, an ech si frou, dass en dat ënnerstrach huet, deen Zukunftspak war inevitabel. Mir hu jo missen eppes maachen. A mir hunn et gemaach. Mir hunn et och an enger grousser Transparenz gemaach. Nach ni, menges Wëssens, huet eng Regierung Honnerte Mesuren esou un den Dag geluecht an dat Joer fir Joer akribesch suivéiert a Rapporten driwwer gemaach.

Mir maache keng Rapporten iwwert dem Zukunftspak seng Exekutioun, fir der CSV an der Oppositioun Freed ze maachen; mir maachen dat, well mir eis Saache seriö maachen an ëmsetzen an dofir hale mer akribesch Nott, wéi dee Pak ëmgesat gëtt.

Et ass richteg, dass net alles gemaach ginn ass. Dat ass richteg! Mä de Gros ass gemaach ginn! An dat gesäit een all Joers, wa mer d'Exekutioun vun de Mesurë publizéieren.

Eng wichteg Mesure vum Zukunftspak gëtt et haut net méi. Dat ass den Impôt d'équilibrage budgétaire provisoire. Deen hu mer agefouert, deen huet zwee Joer laang gedéngt an dunn ass deen ausgeblent ginn. Dat war vun Ufank u virgesinn, dass dee sollt provisoire sinn. An ech ënnersträichen, dass déi speziell Steier de Salaire minimum exoneréiert huet. Déi Steier ass also nëmme bezuelt gi vun deene Leit, déi méi hu wéi de Salaire minimum.

Den Zukunftspak huet och säin Zil erreecht, well 2015 hate mer en Defizit vu ronn 200 Milliounen amplaz 800! An 2016 amplaz engem Defizit vu 600 just ronn 200. D'CSV huet géint den Zukunftspak gestëmmt, well e soi-disant net géif duergoen. Haut wësse mer, dass en duergaangen ass!

Mä wann d'CSV weider seet, sous-entendu, och an den Diskussiounen, déi mer gëschter haten, dass mer nach méi misste spueren, dass mer nach méi Marge de manœuvre bräichten, da ginn ech dovunner aus, dass d'CSV fir d'nächst Joer an hirem Programm wäert e Spuerpak vu senger eegener Zort baken.

Mäin drëtte Punkt ass d'Réforme fiscale.

(Interruption)

Vun der Réforme fiscale huet den Här Bodry gesot, dass dat dee gréissten Exploit wier vun dëser Regierung. Ech fannen, dass mer an deem Dossier effektiv och als Regierung gutt mam Parlament, an haaptsächlech mat den dräi Parteien, geschafft hunn. An dofir hu mer och, fannen ech, eng ganz equilibréiert Réforme fiscale gemaach.

An déi vun Iech, déi scho méi laang derbäi sinn, wëssen, wivill Aarbecht et ass, eng Réforme fiscale ze maachen a wéi schwéier dass dat ass.

Den Här Berger an den Här Bodry hunn och Calculle gemaach, wat dat de Leit bruecht huet. Den Här Bodry huet vu ronn 1.000 Euro geschwat, den Här Berger vu souguer méi wéi 3.000 Euro. Dat muss een natierlech kucken…

(Interruption)

Jo. Wat gelift?

M. Eugène Berger *(DP)*.- 3.600 Euro am Joer.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Am Joer. An do sinn och eng ganz Rëtsch Abattementer an Neiegkeete mat dran. Mä bref, et ass eng spierbar Erliichterung gewiescht, déi och haaptsächlech fir déi kleng a mëttel Akommesse kloer konnt gesi ginn.

De groussen Ënnerscheed an der Manéier, wéi de Budget 2017 an 2018 gemaach gi si vun dëser Regierung par rapport zu deem, wat d'CSV preconiséiert, ass justement dës Steierreform. Do ginn d'Gemidder auserneen an d'Reflexiounen auserneen. Dir fannt, dass dat net gutt ass. Dir fannt haaptsächlech, dass et ze deier ass an dass et net am richtege Moment kënnt.

Fir d'Éischt emol wëll ech ënnersträichen: Dir sot, dass et ze deier ass, an ech wëll Iech do op eng Kontradiktioun hiweisen. An zwar: Dës Steierreform kascht à partir vum nächste Joer ongeféier 0,8% vun eisem Räichtum. 0,8%!

Wann ech déi dräi...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat sot Dir! Dat seet d'Banque centrale awer net. Déi seet eppes ganz, ganz aneres.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo. Mä d'Joer 2017 beweist jo schonn, dass mir méi richtegleie wéi dat, wat d'Banque centrale preconiséiert huet.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Joer 2017 beweist iwwerhaapt näischt, well Der d'Avancen net ugepasst hutt, well Der Arriéréën anescht gemaach hutt…

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wann ech gelift! Wann Der keng Argumenter méi hutt, da contestéiert Der d'Ziffere. Dat ass ëmmer esou.

Ech weess dat!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Neen, neen, neen! Oh la la! Wann Dir géift Är Zifferen esou adaptéieren, wéi et misst sinn, da bräichten déi och net contestéiert ze ginn.

(Brouhaha général)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech sinn nach net fäerdeg. Ech sinn nach net fäerdeg!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass zwar typesch.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Loosst mech emol meng Demonstratioun hei maachen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Finanzminister,…

Une voix.- Loosst den Här Minister schwätzen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- … den Här Roth huet eng Fro. Sidd Der domat d'accord, dass e se stellt?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech hunn eng Fro.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Neen. Ech sinn näämlech nach net mat mengem Räsonnement fäerdeg.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Voilà!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wann e mäi Räsonnement héieren huet, da kann e seng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà!

(Interruptions)

Dat ass eng gutt Propos. Mir loossen den Här Minister säi Räsonnement fäerdeg maachen an da kritt Dir d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dëst Joer kascht d'Réforme fiscale 0,5% vum PIB an d'nächst Joer 0,8%. Elo soen ech Iech emol, wivill d'Steiererliichterung vun der CSV an de vergaangene Jore kascht huet: am Joer 2001 1%, am Joer 2002 2,1% vun eisem Räichtum an am Joer 2009 1,9% vun eisem Räichtum!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dat huet all Kéiers d'DP matgestëmmt.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, jo. Dat ass jo elo net de Punkt. De Punkt ass,...

(Interruptions)

…den Total vun dësen dräi Steiererliichterungen ass 5% vun eisem Räichtum an der leschter Decennie. An da kommt Dir an Dir sot, dass déi Steiererliichterung, déi mir hei dëst Joer gestëmmt hunn oder d'lescht Joer gestëmmt hunn an déi dëst Joer a Kraaft getrueden ass an déi 0,8% wäert ausmaachen, dass déi ze héich wier!

Déi zweet Kontradiktioun bei der Steierreform, déi mer vum éischten Dag un opgefall ass an déi net genuch ënnerstrach gëtt: Dir sot, dass déi Steierreform ze wäit gaangen ass, an Dir sot am selwechten Otemzuch, dass fir d'Entreprisen hätt misse méi gemaach ginn. Ma dann hätt se jo nach méi kascht!

A firwat hätt een dann onbedéngt fir d'Entreprisë misse méi maachen, wann ee weess,…

(Interruption)

…wann ee weess, dass beim Zukunftspak d'Personne-physiquen zu zwee Drëttel oder dräi Véierel déi Mesurë gedroen hunn? D'Entreprisen hu mer grosso modo aus dem Zukunftspak erausgelooss! An dofir war et och normal, dass, wa mer eng Steiererliichterung maachen, déi haaptsächlech de Personne-physiquë profitéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Den drëtte Punkt oder déi drëtt Kontradiktioun…, oder ech soen nach fir d'Éischt eng aner Saach. Déi Steierreform gëtt international begréisst. Den FMI, d'OCDE an d'Kommissioun, ech hunn et och gëschter zitéiert, soen ausdrécklech: „Dir hutt am richtege Moment Steiererliichterunge gemaach. An Dir hutt et gemaach, well Är Finanzsituatioun dat hiergëtt." Exactement dat, wat d'Regierung seet!

Drëtte Punkt, dat sinn d'Propositiounen, déi den Här Roth gëschter hei gemaach huet. Ech ginn net duerch den Detail vun deenen. Ech wëll just soen, dass eng éischt Héichrechnung, déi mer elo ganz séier gemaach hunn, weist, dass de Cumul vun all deene Mesuren op d'mannst 150 Milliounen Euro wäert kaschten. An ze soen, dass dat géif kompenséiert ginn duerch d'Stock-Options, déi géife geännert ginn, ass jo net ganz richteg, well wann den Dechet 150 bis 180 Milliounen ass, a vu dass d'nächst Joer d'Besteierung jo verduebelt gëtt, ass den Déchet maximal 80 oder 90. Mä dat wäerte mer jo da gesinn, wa mer d'Zifferen d'nächst Joer hunn.

Mä et ass e Fait, dass Är Propositiounen, Här Roth, en Déchet fiscal wäerte mat sech bréngen, deen da muss op eng Aart a Weis kompenséiert ginn.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Fir déi Déck hutt Der eppes iwwreg an de Mindestlounbezéier muss um Dréchene sëtze bleiwen.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Dir hutt 15 Joer nogekuckt an elo kommt Der als wäisse Ritter ugerannt!

(Hilarité)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech wëll elo...

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Do ass den neie Sozialist bei der CSV!

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här Mosar, hutt Dir näischt dozou ze soen?

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Kommt bei eis, Här Roth!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou, ech mengen, et steet elo 1:1.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Zu de Leit mat klenge Revenuen. Déi Steierreform, déi mer gemaach hunn, ech soen dat all Kéiers erëm, dat ass déi gerechtst, déi jee gemaach ginn ass.

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech stinn dozou.

De Crédit d'impôt…

(Brouhaha)

De Crédit d'impôt salarial...

(Brouhaha)

…ass eng sozial Mesure, déi deene Revenuen, déi méi kleng sinn, entgéintkënnt. Mir hunn do en Instrument geschaaft, wat all Mënsch wäert frou sinn, muer kënnen ze gebrauchen, well da kann een näämlech eng Steierpolitik maachen, déi cibléiert ass.

De Crédit d'impôt salarial huet bestanen. Mä d'ganz Welt huet e kritt! Dat heescht, déi Spëtzeverdénger, déi hunn de Crédit d'impôt salarial an der Vergaangenheet kritt! Dat muss ee sech emol virstellen!

Une voix.- Ah jo!

(Interruption)

Une autre voix.- Här Roth!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo. An dat hu mer geännert. An dat ass eng selektiv Manéier, eng Steierreform ze maachen.

Dat, wat den Här Roth gëschter proposéiert huet, wat en och schonn d'lescht Joer proposéiert huet, a wou ech schonn d'leschte Kéier gesot hunn, dass ech do net d'accord sinn an dat net wäert maachen, dat ass, de Plancher, de Seuil, vun deem un ee Steiere bezilt, vun 11.265 op 12.000 Euro eropzesetzen. Dat ass eng net selektiv Politik, déi mat sech bréngt, dass een zwar effektiv op 735 Euro manner Steiere bezilt, mä dat zitt sech duerch dee ganze Barème. An dofir kascht déi Mesure och ganz deier!

Une voix.- Hutt Der net nogelauschtert?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dofir hu mer jo proposéiert, dass d'Spëtzesteiersätz sollten éischter gräifen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, jo. Ech hunn dat gutt verstanen. Mä dat ass eben net déi Manéier, wéi mir

d'Steierreform gemaach hunn. Dir setzt ënnen...

(Brouhaha)

…de Seuil erop an da gitt Der uewen de Spëtzesteiersaz méi héich maachen. Dat ass net kohärent!

Et muss een also fir dat, wat Dir proposéiert… Wat Dir maacht, brëngt mat sech, dass ee muss direkt e Mécanisme correcteur aféieren. Dat brauche mir mam Crédit d'impôt salarial net! Dofir ass dat vill besser!

(Brouhaha)

Zweetens, de Spëtzesteiersaz...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Wien huet dann de Spëtzesteiersaz zu Lëtzebuerg op 38% erofbruecht?

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wien huet dat gemaach?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Eng Koalitioun mat der DP!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo!

(Interruption)

A wie war Finanzminister an där Zäit? Net d'DP!

(Brouhaha)

Also ass et och net kohärent, fir elo hinzegoen an ze soen: Dee Spëtzesteiersaz, deen dës Regierung an d'Luucht gesat huet,…

(Interruption)

…deen dës Regierung an d'Luucht gesat huet, eis bal de Reproche ze maachen, dass mir deen net genuch an d'Luucht gesat hunn. Dir wëllt dee méi héich setze wéi dat, wat Dir gemaach hutt, wéi Der um Rudder waart.

Dat ass net kohärent!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir wëllen en net méi héich setzen, mir wëllen en éischter gräife loossen. Just fir kloer ze sinn.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här Gramegna, mir wollten evitéieren, dass e Stot mat 500.000 Euro Joresakommes, versteierbart Joresakommes, mat Ärer Steierreform nach mat 1.500 Euro géif iwwert den Tariff entlaascht ginn. Dat fanne mir net sozial gerecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Also, wann ech dat gemaach hätt, wat Dir proposéiert, de Seuil eropzesetzen, ma, dann hätten déi vill méi kritt!

Plusieurs voix.- Neen!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Vill méi hätte se kritt!

(Brouhaha)

Majo sécher!

An dann en anere Punkt, dee mech awer och immens iwwerrascht huet, dat ass, dass d'CSV sech elo visiblement vun där gemeinsamer Linn ewechbeweegt, vun där ech geduecht hat, dass mer se hei am Land hätte bei der Situatioun vun de Wittfraen oder Wittmänner, déi da vun der Steierklass 2 no dräi Joer an d'Steierklass 1A falen. Do hutt Der jo gëschter proposéiert, dass een dat misst reconsideréieren. Woubäi, wéi mer déi Diskussioun hei am Parlament haten op Basis vun där Petitioun, déi stattfonnt hat,...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President,...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- …hate ganz wéineg...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Neen, loosst mech fäerdeg schwätzen!

(Brouhaha)

Neen, neen, neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift! Wann ech gelift!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wéi déi Diskussioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Kommt, mir loossen den Här Minister seng Räsonnementer fäerdeg maachen! A wann duerno eng Fro ze stellen ass, da ganz gär.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Well d'Diskussioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech wollt de Minister just froen, ob hie wéisst, wien…

Plusieurs voix.- Neen!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech wollt just froen, ob de Minister wéisst,...

(Brouhaha)

...wien déi Bestëmmung agefouert huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also...

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wien hat dann déi Bestëmmung agefouert?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Gibéryen, Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, Här President, Dir hutt recht...

Ech wollt just froen, wien dat agefouert hat.

(Brouhaha)

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Dir musst elo de Mikro ausmaachen.

Une voix.- Jo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Also, dee Passage...

(Brouhaha)

D'Gesetzgebung war...

Une voix.- Ech mengen, et war d'CSV.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- D'Gesetzgebung war esou, dass et an der Vergaangenheet en Delai vu fënnef Joer war, wou een nach konnt an der Steierklass 2 bleiwen. Deen Delai ass dunn op dräi erofgesat ginn. An et war an der Diskussioun am Kontext, wéi gesot, vun där Petitioun ganz kloer erauskomm, dass d'Parteie géife fannen, net alleguerten, mä ech hat awer och verstanen, dass d'CSV géif fannen, dass een op deem Punkt net sollt bougéieren. Firwat? Well et eng Mesure ass, déi immens deier kascht. An zweetens gëtt et dat praktesch a kengem Land.

Ech hu mer deemools fir déi Diskussioun ugekuckt, wéi dat an deenen anere Länner ass. Majo, wann een do net méi bestuet ass, da geet een direkt an déi aner Klass. A bei eis geet een och net an d'Klass 1, mä et geet een an d'Klass 1A, wat oft méi favorabel ass.

Elo kréie mer da presentéiert, do misst elo eppes d'urgence gemaach ginn, dass dat erëm vun dräi op fënnef Joer soll zréckgoen. Dat heescht, en Aller-retour maachen. Ech fannen net, dass dat ganz kredibel ass.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- D'Ierfschaftssteiere sinn och zitéiert ginn. Ech fannen dat e wichtegt Thema an ech fannen och, dass ee misst déi Tariffer, déi Tabell iwwerschaffen. Ech hoffen, dass mer an deenen nächste Joren d'Geleeënheet kréien, dat an engem gewëssene Konsens ze maachen, well dat ass utile.

Dës Regierung huet awer grad an dësem Budget, et ass och net vill beschwat ginn oder diskutéiert ginn, virgeschloen, dass an enger Saach d'Besteierung bei de bestuete Koppele soll geännert ginn. Et ass esou, dass et en ligne directe keng Steiere ginn, dass awer bei bestuete Koppelen, déi keng Kanner hunn, dann, wann d'Ierfschaft vun deem engen op deen anere Partner geet, do nach eng Steier drop war. An dat war en fait eng Bestrofung vun deene Koppelen, déi keng Kanner haten, par rapport zu deene Koppelen, déi Kanner haten. An déi Diskriminatioun huet dës Regierung elo mat dësem Gesetz ofgeschaaft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mäi véierte Punkt ass den Invest. Ee ganz wichtege Sujet. Et ass och vill driwwer geschwat ginn. Jo, eisen Invest ass ganz héich. En ass méi héich wéi dat, wat mer 2013 fonnt hu vun der viregter Regierung. A mir hunn en Zeeche gesat, andeem mer vun Ufank u gesot hunn: „Mir wäerten déi Investissementer héich halen!"

Mir hätten eis d'Liewe méi einfach kënne maachen, andeem mer vun Ufank u gesot hätten: „Mir versichen, déi verzwickte Lag vun eise Statsfinanzen ze sanéieren, andeem mer manner investéieren." An ech hätt Iech kënnen Ziffere brëngen a soen: „Elo investéiere mir nach liicht méi wéi Däitschland a mir investéiere 700 Milliioune manner." Dat hu mer net gemaach. Mir wollten net zulaaschten, op d'Käschte vun den nächste Generatioune spueren. Dofir den Zukunftspak. Dat war par rapport zu der Popularitéit dobaussen net déi einfachst Léisung.

Ech héiere vum Här Wiseler, deen eis seet, wat den Invest ubelaangt: „Wann een de Programme pluriannuel analyséiert, do gesäit een, dass nach ganz vill ze maachen ass. A souguer nach vläicht méi ze maachen ass wéi dat, wat am Pluriannuel steet." Mag sinn! Mä wann dat wouer ass, da muss ee mer erklären, wéi en dat wëllt finanzéieren. An déi Explikatioun hu mer net kritt.

Ech hunn awer och vum Här Spautz héieren, dee gesot huet, eis Investissementer wären esou héich, dass se net méi kéinten exekutéiert ginn.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dat stëmmt net!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dach!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech hunn Iech d'Fro gestallt, wéi vill vun deenen 2,3 Milliarde realistesch kënne verschafft ginn.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo. Do gëtt et Statistiken an déi si vu Joer zu Joer verschidden. An dat hänkt natierlech dovunner of, wéi séier een déi Aarbechte kann exekutéieren. An d'lescht Joer ware mer op 2 Milliarde par rapport zu 2,25 Milliarden. Et ass also 10%... Enfin, dëst Joer ass dat 10% manner. Dat war dat Joer virdru liicht besser. Mir wëssen, dass dat ëmmer esou ass. An da gëtt et Domäner - den Här Wiseler huet et jo selwer ënnerstrach - wéi zum Beispill d'Eisebunn, wou méi investéiert ginn ass, well do d'Aarbechten amgaange sinn.

Soit. Mä de Paradox läit hei: Et kann een net op där enger Säit fuerderen, dass nach méi misst gespuert ginn, dass also de Solde budgétaire nach besser sollt sinn, an an engems fuerderen, et soll een d'Investissementer nach méi héich schrauwen, an net soen, wéi een déi Equatioun wëllt léisen.

Elo kommen ech op de Pluriannuel, deen och vill diskutéiert ginn ass. Ech wëll emol fir d'Éischt an de Kontext setzen, dass en fait dës Regierung déi éischt war, déi mat där ganzer Problematik vum Pluriannuel konfrontéiert ginn ass, well dat d'Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven an europäeschen Traitéen ass. Vu dass ech deen éischte Finanzminister sinn, dee sech mat där Saach beschäftegt huet, kann ech Iech soen, dass dat e ganz groussen Impakt huet op d'Aart a Weis, wéi een de Budget opstellt.

An der Vergaangenheet konnt een, ech huelen zum Beispill d'Steierreform, do hätt ee fir d'Steierreform just brauchen ze soen: „Déi kascht am Joer 2017 350 Milliounen", an dat ass et. Da brauch ee sech keng Suergen ze maachen, wat ee fir déi aner Joren do draschreift. Et ass also en Exercice, dee ganz wichteg ass an dee mer och guer net op d'liicht Schëller huelen.

Zu Lëtzebuerg huele mer deen d'autant manner op d'liicht Schëller, well mir eent vun deenen eenzege Länner sinn, wou fir de Budget pluriannuel e Gesetz gemaach gëtt, wat ofgestëmmt gëtt. An deene meeschte Länner ass de Pluriannuel eng Diskussioun ouni Gesetz. An ech wëll, dass mer dat emol an de Kontext setzen, fir ze realiséieren, dass dat, wat mir hei maachen, scho relativ wäit geet.

Ech si mat Iech d'accord, et sinn der e puer, déi gesot hunn, dass een dat nach kéint verbesseren. Jo, alles ass méiglech. Ech sinn och der Meenung, dass een Dialog soll mam Parlament gemaach ginn, wéi ee kéint déi gréisser Blocke reperéieren, individualiséieren, well do geet zwar Informatioun verluer op där enger Säit, mä et kritt een eng besser Iwwersiicht. Deen Échange de vues solle mer ganz bestëmmt matenee maachen.

Mäi sechste Punkt ass d'Schold. Dës Regierung huet ni gesot - ni gesot -, se géif manner Schold maachen, gesamt gekuckt. Dat heescht, dass den Total vun der Schold misst erofgoen, dat hu mir ni gesot. Mä mir ginn awer elo déi ganzen Zäite vun der Oppositioun dorobber gemooss, obwuel dat ni en Zil war. An et wär och e schlecht Zil gewiescht. Well wann ee sech als Zil setzt, dass een iwwerhaapt keng Scholde méi ka maachen, dass een d'Investissementer just nach mat Iwwerschëss finanzéiere kann, jo, da muss een alles méi lues maachen. Da muss ee vill manner investéieren, wat dann erëm eng Kéier net kohärent ass mat där anerer Positioun, déi seet: Et ass awer gutt, wann ee vill investéiert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir hutt zwar elo just gesot, datt Der wéilt d'Schéier vun de Recetten an den Depensen an den Equiliber brëngen. Dat heescht, keen Defizit maachen. Dat hutt Der a multipler Reprise...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- …an Ären Presentatiounsriede vum Budget gesot.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dat ass richteg, Här Wiseler. A mir haten och all déi Joren, 2014, 2015 an 2016, eng positiv Schéier, well d'Recettë si méi séier gewuess wéi d'Depensen. Positiv.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mir hunn, an ech mengen, dat muss een all Kéiers erëm widderhuelen, déi Schold, déi eenzeg, déi mer d'ailleurs gemaach hu vun 2 Milliarden dëst Joer, gemaach, fir déi héich Investissementer ze finanzéieren. Mir wäerten an der Period 2014 bis 2018, also op fënnef Joer, 10 Milliarden, ronn, an eis Wirtschaft an an eist Land investéieren, a mir hunn 2 Milliarde geléint. Dat heescht, manner wéi ee Véierel finanzéiere mer mat Emprunten an dräi Véierel mat lafende Recetten. Gitt en anert Land an Europa sichen, wat esou positiv Ziffere huet!

D'Verschëldung vu Lëtzebuerg ass haut bei 22,7%. Domat si mir déi Zweetbescht an Europa. D'Moyenne vun Europa läit bei 81%. Dat, wat de Maastrichter Vertrag virgesinn huet, ass e Maximum vu 60%. D'ganz Moyenne vun Europa ass iwwert deem, wat de Pacte de stabilité et de croissance erlaabt. An dofir fannen ech et net novollzéibar, dass gemaach gëtt, wéi wann déi Politik, déi mer hei maachen, déi Finanzpolitik, déi mer hei maachen, als net gutt ze bezeechne wier, wat d'Schold ubelaangt.

Mäi siwente Punkt ass dat ganzt Thema vun der Ierfschaft vun dëser Regierung, déi Verschiddener vun Iech ugeschwat hunn, well et jo effektiv dee leschte Budget ass, dee mer an dëser Legislaturperiod stëmmen. Den Här Bodry huet gesot, dass dat, wat mir wäerten hannerloossen, déi Ierfschaft kéint ee sous bénéfice d'inventaire wahrscheinlech unhuelen. D'Madamm Loschetter hat och eng ganz flott Expressioun, wéi se gesot huet, dass et keen Dossier gëtt, wou d'Hausaufgab net op d'mannst ugepaakt ginn ass. Mir hu ganz vill gemaach a mir hunn eis net gescheit, fir Problemer unzepaken, déi ganz schwéier sinn.

Mä d'Resultat schwätzt fir sech selwer. Ech mengen elo net nëmmen d'Statsfinanzen, vun deene mer elo déi ganzen Zäit hei geschwat hunn, mä ech denken un de Chômage, deen déi ganz Period vun 2014 bis 2018 erofgaangen ass. Den Emploi, deen eropgeet. An eis Ekonomie, déi en moyenne ëm 3,9% gewuess ass.

An dofir ass et jo net verwonnerlech, dass d'Privatleit an d'Entreprisen esou positiv a confiant si wéi nach ni fir d'Zukunft vun eisem Land. Se si confiant fir hir eegen Zukunft, fir hir eege Salairen a Revenuen, an d'Entreprisë sinn zouversiichtlech, wat hir Perspektiven ubelaangt. Dat ass also keen Zoufall.

2013 hate mer e Risk, dass onst Land géif de Pacte de stabilité et de croissance net méi anhalen. Dat muss ee sech emol virun Aen halen! Eisen Defizit wier ze héich gewiescht. D'Schold war ganz séier geklommen, mä déi wier nach gutt gewiescht, déi wier bal 30% gewiescht. Mä eisen Defizit hat riskéiert, ze derapéieren. Déi Situatioun, déi mir hannerloossen, ass eng, wou d'Kommissioun nach virun e puer Deeg gesot huet: „Lëtzebuerg hält d'Kritären alleguerten an." Mir sinn nëmme sechs Länner dëst Joer, déi dat maachen. Also, dat ass e groussen Ënnerscheed tëschent der Situatioun, déi mir hannerloossen, an där, déi mir virfonnt hunn.

Als Konklusioun: Wann en Auslänner, deen eist Land net gutt kennt, deen net hei aus- an ageet, bei eiser Debatt derbäi gewiescht wier gëschter, deen hätt sech wahrscheinlech Froe gestallt, ob eist Land da wierklech esou eng diviséiert Gesellschaft wier an ob eis Finanze wierklech esou schlecht dru wieren, wéi d'Oppositioun dat seet. An en hätt wahrscheinlech d'Impressioun gehat, dass mer hei e Clivage hätten. Mä d'Realitéit ass: Et ass nëmmen eng politesch Diskussioun gewiescht, mä keng faktuell.

Dofir, den FMI, d'OCDE, d'Kommissioun soen all mateneen, dass eis Finanzen an der Rei sinn.

Ech soen Iech: Dëse Budget ass e realisteschen. Dëse Budget preparéiert eis Zukunft. Et ass dee richtege Budget fir Lëtzebuerg zur richteger Zäit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. Den Här Roth freet wahrscheinlech Parole après ministre.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo. Et geet awer ganz séier. Also ech mengen, dass een...

(Brouhaha)

Neen, neen, neen! Ech mengen, dass een ënnerschiddlech Usiichten zu den Zuelen huet, wat Finanzen a Fiskalpolitik ugeet, dat ass an enger Demokratie fir eis normal. Dat, wat eis awer net normal schéngt, dat ass, dass à itératives reprises eis Lëtzebuerger Zentralbank, wat jo en onofhängege Gremium ass, awer ëmmer

gefrot huet, fir un dat Zuelematerial ze kommen, wat um Niveau vun dem Finanzministère ass.

An ech mengen, dass e groussen Deel vun deenen - ech soen - zum Deel penibelen Diskussiounen, déi mer d'lescht Joer haten iwwert de Käschtepunkt vun der Steierreform, wou awer de Coût du simple oder méi wéi au double war tëschent deem, wat de Finanzminister ageschat huet, an deem, wat eis Zentralbank ageschat huet, dat wier wahrscheinlech net komm, wann deen Echange vläicht e bësse besser géif funktionéieren.

Ech muss Iech awer och soen, dass de President vun der Zentralbank, den Här Gaston Reinesch, deen en ausgewisene Finanzfachmann ass, deen ëmmerhin 18 Joer Administrateur général am Finanzministère war, an ech mengen, deem een net en X fir en U virmécht, eis Fiskal- a Finanzpolitik am Land laang matgeschriwwen huet.

An duerfir wier et eis Demande, Här Finanzminister, vun der CSV, an ech mengen, dass déi och large gedeelt gouf, zumindest vun de Membere vun der Finanzkommissioun, dass den Echange vun deenen Donnéeën, déi Dir hutt, déi Är Verwaltungen hunn, méi fluid gëtt a méi transparent ass, wéi dat bis elo an der Vergaangenheet de Fall war. Wann dat kéint eng Konklusioun si vun dësen Debaten, dat wiere mer op jidde Fall als CSV doriwwer frou.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ma ech soen Iech Merci, Här Roth. Ech deelen Är Analys komplett. Et ass guer net rassurant, wann eng wichteg Institutioun vum Land wéi d'Lëtzebuerger Zentralbank aner Ziffere gëtt wéi dat, wat d'Regierung oder d'Administratioun ausrechent.

Ceci dit, mir wëssen, dass se eng aner Methodologie gebraucht hunn. Do si mer eis eens. Dat erlaabt et, den Ënnerscheed zu engem gewëssenen Deel ze reconciliéieren, mä net ganz. An ech wäert alles drusetzen, dass mer... An ech muss Iech soen, dass ech par ailleurs mat der Zentralbank eng exzellent Zesummenaarbecht hunn.

Ech mengen och net, dass et e Mangel un Informatiounen ass, mä et ass vläicht e Mangel un Zesummekommen, fir déi Saachen auszediskutéieren, fir ze verstoen, well dat misste mer jo awer fäerdegbréngen, verstoen, wou deen Ënnerscheed hierkoum. A weder d'Zentralbank nach eis Spezialisten hunn dat fäerdegbruecht. Si hu sech zwar kontaktéiert, mä wahrscheinlech nach net genuch. A mir mussen dat klären. Ech si ganz mat Iech d'accord.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Déi Fro, déi ech dem Här Minister virdru wollt stellen, dat war am Fong eng Fro, déi e vläicht arrangéiert hätt, well ech wollt am Fong den Här Minister froen, ob en da wéisst, nodeems d'CSV gëschter hei verlaangt huet, datt d'Reklasséiere vun de Wittfrae misst geännert ginn, ob e wéisst, wien déi Regelung agefouert hat. Well dat war näämlech d'CSV, déi déi agefouert hat! An duerfir sinn ech och frou, datt d'CSV elo e gewëssene Sënneswandel anscheinend, zumindest elo virun de Wahlen, virhuet.

D'Fro, déi ech un den Här Minister hunn, dat ass déi, déi ech gëschter gestallt hunn an zwar am Zesummenhang mat den Dekonte vun der Steierverwaltung, wou eis an der Finanzkommissioun gesot ginn ass, datt e puer gréisser Betriber elo ofgeschloss gi wieren an dat hätt extraordinär elo kierzlech dem Stat e puer Honnert Milliounen u Recetten erabruecht.

A meng Fro war, ob de Minister eis kéint soen, wéi wäit datt d'Steierverwaltung wier mat den Dekonten an ob do ënner Ëmstänn nach aner gréisser Zommen a Betriber leie vu Steieren, déi de Stat kéint eng Kéier elo kuerzfristeg oder mëttelfristeg anzéien.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Ech hat et och op mengen Notten, fir dorop ze äntwerten, mä mat all deenen anere Punkten ass dat mer duerch d'Lappe gaangen.

Fir d'Éischt emol eng generell Ausso, well Dir dat Wuert gëschter gebraucht hutt: Mouk. Mir hu keng Mouk an der Steierverwaltung. Dat emol ganz kloer. D'Steierverwaltung, wéi déi aner Verwaltungen alleguerten, schaffen an engem Flux...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass keng Mouk an der Steierverwaltung, et ass eng Mouk an de Betriber.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, mä ech wëll domat soen, dass d'Steierverwaltungen alleguerten en flux continu schaffen a versichen, bäi ze sinn. An et ass keng Politik an där Administratioun oder eng Pratique do, déi géif doranner bestoen, e bësse méi lues ze besteieren, e bësse méi séier ze besteieren oder Saache leien ze loossen. Dat ass net de Fall.

An déi Ziffer, déi Dir genannt hutt gëschter, Här Gibéryen, ech hunn extra d'Madamm Toussing ugeruff, well déi Ziffer mer enorm geschéngt huet, déi Der genannt hutt. An ech wëll elo hei keng genau Ziffer soen, mä déi Ziffer an déi puer Betriber, déi effektiv besteiert gi sinn, déi gréisser sinn, den Ordre de grandeur ass guer net esou héich wéi dat, wat Dir gesot hutt. Dat ass dat, wat mir gesot ginn ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech kann do nëmme soen: Déi Chiffere sinn an der Finanzkommissioun genannt ginn. An d'Kolleegen heibanne kënnen dat jo bezeien. Et ass net esou, datt ech déi Zifferen erfonnt hätt.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Ech huele se zur Kenntnis.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä, Der hutt den Numm elo genannt, déi si vun der Madamm Toussing an der Finanzkommissioun genannt ginn.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Ech kann dozou elo kee Kommentar maachen, well ech jo och keen Ableck hunn an déi Zifferen.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

3. Ordre du jour

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister.

Mir wären dann elo emol provisoresch um Enn vun de Budgetsdebatten ukomm. Ier mer zum Vott iwwert d'Projets de loi 7200 a 7201 iwwerginn, wollt ech proposéieren, dass mer elo d'Presentatioun vun de Statskonte vun 2016 gemaach kréien an d'Diskussioun doriwwer féieren, dann iwwert d'Statskonten ofstëmmen, dann iwwert de Budget an dann iwwer eng vun de Motiounen, déi vun de Kolleege vun der Lénker abruecht gi sinn.

(Renvoi de la discussion et du vote de la motion 2 de M. David Wagner liée aux projets de loi 7200 et 7201 à la séance 14, point 6 de l'ordre du jour dédié aux projets de loi 7209 et 7210)

Déi aner, wou et ëm den Zesummenhang mam Tram geet, wollt ech proposéieren ze vertagen, bis mer iwwert de Projet d'extension vum Tram schwätzen, wann de Kolleeg David Wagner domat d'accord ass. Ech mengen, dat ergëtt méi Sënn, wéi wa mer dat elo bei de Budgetsdebatte géife maachen.

Sidd Der do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Da géif ech elo d'Wuert un d'Rapportrice vun de Konnte vun 2016 ginn, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

4. 7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet iwwert d'Statskonte vun 2016 gouf den 3. Juli an der Chamber deposéiert. D'Eckdate vum Joer 2016 si gutt. Eis Wirtschaft ass ëm 4,2% gewuess, obschonn de Statec nëmmen e Wuesstum vun 3,4% virgesinn hat. D'Inflatioun louch bei 0,3%. D'Regierung hat awer 1,6% virgesinn, wéi de Budget fir d'Joer 2016 opgestallt gouf. D'Beschäftegung ass ëm 3,3% gewuess an de Chômage louch bei 6%.

An dësem wirtschaftlech gënschtegen Ëmfeld gouf de Budget vun 2016 ausgefouert. De Budget hat Einname virgesi vun 13 Milliarden Euro an um Enn vum Joer waren et der 13,4 Milliarden. D'Ausgaben am Budget waren op 13,5 Milliarde chiffréiert an et waren der effektiv 14,7 Milliarden.

Den Defizit war mat 438 Milliounen Euro virgesinn. Tatsächlech goufen d'Statskonten awer mat engem Defizit vun 1,3 Milliarden ofgeschloss. Den Defizit war also 854 Milliounen Euro méi héich wéi virgesinn.

Dës Differenz gouf mat folgenden Argumenter erkläert: d'Zréckbezuele vu Statsemprunten an Héicht vu 400 Milliounen Euro, zousätzlech 200 Milliounen, déi an de Fonds du rail gaange sinn, an 150 Milliounen, déi un de Fonds des routes gaange sinn. D'Quotes-parts vu Lëtzebuerg beim Fonds monétaire international goufen ëm 285 Milliounen Euro geheicht.

Wat d'Presentatioun vum Budget no der europäescher Method, der sougenannter SEC 2010-Presentatioun ugeet, esou war am Budget en Defizit vu 633 Milliounen Euro beim Zentralstat virgesinn. Schlussendlech waren et beim Depôt vun de Statskonten awer nach just 215 Milliounen. Bei der ëffentlecher Verwaltung, also dem Zentralstat, dem Gemengesecteur an der Sécurité sociale zesummen, war en Iwwerschoss virgesi vun 269 Milliounen am Budget an et gouf, laut de Statskonte vun 2016, en Iwwerschoss vun 845 Milliounen Euro.

Här President, den 23. Oktober 2017 huet d'Cour des comptes hire Rapport iwwert d'Statskonten 2016 virgestallt. Si betount, dass den Defizit fir 2016 bei 1,3 Milliarden Euro läit. De Lëtzebuerger Rechnungshaff huet awer a sengem Avis drop higewisen, dass laut dem Rapport vum Regierungsrot vum 21. Juni 2017 d'Statskonten 2016 mat engem Defizit vun 256 Milliounen Euro ofschléissen. Dëst ass awer definitiv net de Fall.

Här President, d'Cour des comptes huet och eng Analys vun den Transferts de crédit gemaach an dëst op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999. Si huet misse feststellen, dass eng Partie Transferten net genuch motivéiert waren. Des Weideren ass der Cour des comptes opgefall, dass bei zwee Ministèren d'Transferts de crédit systematesch vu Beamten ënnerschriwwe goufen an net vum zoustännege Minister, esou wéi d'Gesetz et verlaangt.

An d'Cour des comptes huet festgehalen, dass iwwert déi lescht fënnef Joer verschidde Budgetskreditter systematesch ze héich oder ze niddreg am Budget stoungen. D'Cour des comptes verlaangt an dësem Zesummenhang, dass an Zukunft d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999 respektéiert gëtt. D'Budgetskontrollkommissioun ka sech dëser Opfuerderung nëmmen uschléissen.

Wat d'Spezialfongen ugeet, esou stellt d'Cour des comptes fest, dass d'Avoire vun dëse Fongen am Joer 2016 ëm 253 Milliounen Euro eropgaange sinn. An dësem Zesummenhang huet d'Cour des comptes festgestallt, dass de Fonds du rail 78 Milliioune méi ausginn huet, wéi am Budget virgesi war. Dëst sinn 18,3%. De Fonds des routes par contre huet 31 Milliounen Euro manner ausginn, wéi am Budget virgesi war. Dëst si 14,72%.

Wat de Budget pour ordre ugeet, also déi Gelder, déi de Stat anzitt, fir se weiderzeleeden, weist d'Cour des comptes drop hin, dass fir 2016 den Desequiliber bei 12,4 Milliounen Euro läit.

Här President, esou wéi an deene leschten zwee Joren huet d'Regierung och dëst Joer keng Opstellung bei de Statskonte gemaach, wat all eenzel vun den 258 Moossnamen aus dem Zukunftspak bruecht huet. D'Regierung behaapt sech drop, dass si géif d'Detailer am Budgetsprojet fir 2018 liwweren. D'Cour des comptes freet och dëst Joer erëm d'Regierung, dass dës detailléiert Opstellung vun den 258 Mesurë soll en integrale Bestanddeel vun de Statskonte sinn. D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech dëser Demande vun der Cour des comptes un.

D'Cour des comptes huet och de Suivi gemaach vun de Recommandatioune vun der Budgetskontrollkommissioun aus dem Rapport vum leschte Joer. Dobäi stellt si fest, dass vu siwe Recommandatiounen der zwou an eng hallef ëmgesat goufen a véier Recommandatiounen net ëmgesat goufen.

Här President, an der Sitzung vum 4. Dezember huet d'Budgetskontrollkommissioun och den Avis vum Statsrot gekuckt. Wéi scho gesot, hält de Statsrot fest, dass den Defizit fir d'Joer 2016 bei 1,3 Milliarden Euro läit. An dësem Zesummenhang weist de Statsrot drop hin, dass verschidden Ausgaben, déi méi héich wéi virgesi waren, vläicht aussergewéinlech waren, mä dass dës Ausgaben awer virauszegesi waren.

Soss freet de Statsrot, wéi schonn an der Vergaangenheet, dass d'Presentatioun vun de Statskonten op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 soll un déi europäesch Method SEC 2010 ugepasst ginn. D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech och dëser Demande un.

Zum Schluss hält de Statsrot nach fest, dass de Solde cumulé vun de Statskonten zënter 1946 negativ ginn ass am Joer 2005. Dëst bedeit, dass mir keng sougenannte Réserve budgétaire méi hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder wéilt ech mäi Rapport zu de Statskonten 2016 ofschléissen an ech géif elo weiderfueren an als mandatéierte Spriecher vun der CSV schwätzen.

Discussion générale

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, normalerweis schwätzt d'CSV nom Rapport net méi zu de Statskonten. Mä aussergewéinlech Situatioune verlaangen awer och heiansdo aussergewéinlech Äntwerten.

(Brouhaha général)

Ech erkläre mech. Den Artikel 104 vun eiser Verfassung gesäit vir - an ech zitéieren: «Toutes les recettes et dépenses de l'État doivent être portées au budget et dans les comptes.» Dëst ass de Prinzip vun der Universalitéit vum Budget.

Am Text vum Gesetzesprojet iwwert d'Statskonte mécht de Finanzminister eng äusserst speziell Presentatioun vum Resultat. Fir d'Éischt kënnt en Tableau mat de richtegen Zuelen, den Tableau 2a mat der Iwwerschrëft Tableau 2a, Comparaison du Budget voté 2016 par rapport à son exécution. Aus dëser Tabell geet en Defizit vun 1,3 Milliarden Euro ervir. Duerno zielt de Finanzminister dräi Grënn op, déi en Deel vum Defizit erklären. Dëst sinn: d'Zréckbezuele vun Emprunten, zousätzlech Dotatiounen un de Fonds des routes an de Fonds du rail an eng Erhéijung vun de Quotes-parts vu Lëtzebuerg beim Fonds monétaire international. Esou wäit, esou gutt.

Duerno kënnt awer eng nei Tabell, déi sougenannten Tabell 2b, déi dës dräi Operatiounen erausrechent an doduerjer op en Defizit vun 256 Milliounen Euro kënnt. An da seet de Finanzminister, d'Resultat wier ëm 181 Milliounen Euro méi déif wéi am Budget virgesinn. Fakt ass awer, dass den Defizit bei 1,3 Milliarden Euro läit an net bei 256 Milliounen Euro. Dëst gouf och vum Statsrot bestätegt.

De reellen Defizit ass praktesch 1 Milliard méi héich, wéi de Finanzminister eis wëllt gleewen dinn. An da steet am Compte rendu vum Regierungsrot, dass d'Statskonte vun 2016 mat engem Defizit vun 256 Milliounen Euro ofschléisst, wann een dräi aussergewéinlech Operatiounen erausrechent. Vun den 1,3 Milliarden Defizit gëtt an dësem Communiqué emol guer net geschwat.

Dat ass eng Täuschung vun der Ëffentlechkeet! Mir bedaueren als CSV-Fraktioun ausdrécklech, dass de Finanzminister seng Zuelen esou duerstellt, wéi wann hie besser geschafft hätt, wéi et a Wierklechkeet de Fall ass. D'Statskonte vun 2016 sinn eng eenzeg Katastroph!

Plusieurs voix.- Ooh!

(Hilarité générale)

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Den Defizit ass praktesch 1 Milliard méi héich wéi am Budget virgesinn. An dat bei engem Wirtschaftswuesstum vu 4,2%. 4,2%!

Une voix.- Egal wat!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Aus dësem Grond kann d'CSV-Fraktioun d'Konte vun 2016 net unhuelen.

(Brouhaha)

An eisen Ae mécht dës Regierung eng Budgets- a Finanzpolitik, déi op d'Käschte vun den nächste Generatioune geet.

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Dat ass inakzeptabel!

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächst Riednerin ass d'Madamm Anne Brasseur fir d'DP.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hat net wëlles, eng gréisser Interventioun ze maachen, mä opgrond vun deem, wat d'Spriecherin elo vun der CSV gesot huet, muss ech awer am Numm vun der DP mer e puer Froe stellen.

Déi éischt Fro ass, ob dann d'CSV elo de Rapport, deen d'Kommissioun vun der Exécution budgétaire gestëmmt huet, ob d'CSV deen elo net unhëlt an net mat de Konklusiounen d'accord ass. Also, ech weess net, wellech Tendenzen do virherrschen.

Ech ka mech och nëmme wonneren, wann ech déi Ausféierunge vun der Madamm Adehm héieren, wann ech kucken, wéi gutt d'Zesummenaarbecht an der Kommissioun ass iwwer all Parteien ewech, a wann ech gesinn, dass mer an den ëffentleche Finanze Progrèsen iwwert déi lescht Jore gemaach hunn! Well et wor eng immens Schéier zum Beispill bei den Investisseementer.

An den Här Wiseler weess dat. Den Här Wiseler huet deemools als Minister vun den Travaux publics eng Method agefouert, dank och enger neier Prozedur, dass mer, wat d'Devisen ubelaangt, méi no bei der Exekutioun sinn, mä dass mer do derzou koumen, dass déi Schéier net esou grouss ass, wéi dat virdrun de Fall war. Mir hunn an der Exekutioun vun deene grousse Projets d'investissement festgestallt, dass d'Devisen net iwwerschratt gi sinn.

Wat d'Transferten ubelaangt, do hu mer an der Kommissioun och ëmmer drop gepocht, Explikatiounen ze kréien, an dann hu mer duerno déi Transferten och an der Kommissioun guttgeheescht. Elo ze soen, et wier eng eenzeg Katastroph, ech weess net, wéi dann d'Spriecherin vun der CSV als Presidentin vun der Budgetskontrollkommissioun dat ënner een Hutt kritt, well mer, souwäit ech mech kann erënneren, Här President, alles à l'unanimité an där Kommissioun gestëmmt hunn.

Plusieurs voix.- Voilà!

(Brouhaha général)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech wëll Iech och soen, dass, wann een d'Chiffere kuckt an et schwätzt ee vun Defizit: Wat ass en Defizit? An ech mengen, dat ass eng Affär, wou mer ons musse bewosst sinn iwwert d'Definitioun.

An engem perséinlechen, an engem private Budget doheem huet ee Recetten, et huet een Depensen, et geet ee Sue léinen, fir en Haus ze bauen, iwwer Joren, wat ee muss zréckbezuelen. Dat, wat ee muss zréckbezuelen, gehéiert natierlech zu de gängegen Ausgaben, mä et kann een awer net soen: Well ech elo en Emprunt maache vun 125.000 Euro, fir mer eng Uschafung ze maachen, dass dat da bei den Defizit bäigerechent gëtt, well soss hätt ee jo en enormt Lach an da kéim een net méi iwwert d'Ronnen Enn des Joers.

Dofir ass dat einfach net richteg, Äppel mat Biren ze vergläichen, an dofir fannen ech déi Duerstellung, wéi se aus dem Tableau, deem éischten Tableau vum Finanzminister ervirgeet, déi richteg: 256 Milliounen Defizit, dee par rapport zu deem virgesinnene vu 633 Millioune vill besser ass. Jo, et ass och eng besser Konjunktur, iwwert déi mer ons musse freeën.

Ech wëll der CSV och eng Fro stellen. Si poche jo drop, et wier en Defizit vun 1,3 Milliarden, an da soe se, den Emprunt, d'Fongen an den FMI; jo, wat géif d'CSV dann, an dat ass eng Fro, déi ech mer stellen, wat géif d'CSV da maachen? Géif se den Emprunt net maachen? Géif se manner an d'Fonge setzen, a wa se manner an d'Fonge géife setzen, wou géife se manner an d'Fonge setzen? Well dat si jo d'Investissementer fir d'Zukunft!

Et gëtt gesot: Sinn d'Investissementer héich genuch? Och do gesinn ech Kontradiktiounen dran. Wann een also seet, et wéilt ee keen Emprunt, et wéilt ee manner an d'Fongen dinn, da muss een och soen, wou a wat: beim Fong vun den Investissements scolaires, bei der Eisebunn? Dat ass och ugeschwat ginn.

Mä Gott sei Dank investéiere mer elo an d'Schinn, well dat ass e Réckgrat vun onser Mobilitéit!

Ech wëll awer zréckkommen op dat, wat d'Madamm Adehm als Presidentin vun der Kommissioun am Ufank gesot huet: „D'Eckdaten 2017 si gutt." An doriwwer solle mer ons all freeën!

An dofir verstinn ech déi Konklusioun dann net, déi se als Spriecherin vun der CSV zitt. Ech op jiddwer Fall kann déi Konklusioun net deelen. An ech mengen, dat ass en vue vun deem Termin, dee mer d'nächst Joer am Oktober hunn,…

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- …an nëmmen doduerch ze explizéieren. Mä hei si mer wierklech do, fir ze kucken, ob mer eng gutt Gestion budgétaire hunn. Déi Gestion budgétaire ass ganz gutt. Ech wëll dem Finanzminister dofir Merci soen, mä och all deene Leit, déi an de Ministèrë schaffen, fir dat esou ze exekutéieren, wéi mir dat hei stëmmen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

(Interruption)

Jo, Dir kënnt jo herno d'Wuert kréien. Ech géif mengen, dass mer elo déi normal Reiefolleg huelen.

Une voix.- Jo, jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, Dir hutt Iech gemellt fir herno?

La même voix.- Jo, jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Tipptopp. Dann huet den Här Negri d'Wuert.

La même voix.- Kee Problem.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll der Madamm Diane Adehm Merci soe fir hire Rapport. Ech wëll awer hir net Merci soe fir dat, wat se als CSV-Spriecherin hei gesot huet, well mer iwwerhaapt net verstinn, wat dat soll, well mer de Rapport an der Kommissioun unanime ugeholl hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Unanime ugeholl!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Unanime!

(Interruptions diverses)

Dofir, dat wonnert eis enorm. An dofir kann ech mech awer nëmmen uschléissen un dat, wat d'Madamm Anne Brasseur elo grad gesot huet, wat mer voll ënnerstëtzen.

An ech wëll just ganz kuerz eng Kéier soen: Ech mengen, dass de Finanzminister Pierre Gramegna eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).*- A wann een déi dräi Punkten emol eng Kéier sech ukuckt, wou mer engersäits de Remboursement vum Emprunt vu 400 Millioune gemaach hunn, wou jo ëmmer hei am Haus och gesot gëtt, dass de Stat keng Emprunten zréckbezilt, da gesi mer jo hei, dass dat och net wouer ass; dass mer zweetens eng Affektatioun maachen un de Fonds des routes an de Fonds du rail vun am Gesamten 350 Milliounen, wat jo awer wierklech an dësem Haus och näischt Neits ass, an dass mer dem FMI mussen 285 Milliounen zréckbezuelen, dat ass jo eng Evidenz en ellemême.

A wann een dann doropshi kuckt, wéi am Rapport festgehale ginn ass, dass dee Sold, dee virgesi war vun 256,82 Milliounen, elo verbessert ass op 181,42 Millioune par rapport zum votéierte Budget, da kënne mir als LSAP nëmmen dem Finanzminister felicitéiere fir déi gutt Aarbecht, déi e gemaach huet, fir déi exakt Aarbecht, déi e gemaach huet, a mir ginn heimadder och den Accord zu de Konte vun 2016.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wéilt mech de Wierder vun der Madamm Brasseur uschléissen. Mir verstinn net richteg, ob d'CSV de Rapport, dee se selwer dann hei virgestallt huet, net wëllt stëmmen, oder ob se just d'Statskonten net an der Rei fënnt. Dat hu mir einfach net richteg elo verstanen a wäre frou, eng Erklärung dozou ze kréien.

Mir hunn op jidde Fall Vertrauen an eise Finanzminister an och an d'Gestioun vun de Statskonten a sinn d'accord mat deem, wéi et elo presentéiert ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass Usus, datt mer heibannen eis politesch Meenungsverschiddenheeten am Kader vun de Budgetsdebatte maachen. An déi eng stëmmen derfir an déi aner stëmmen dergéint.

Dat, wat mer haut hei stëmmen, dat sinn d'Konte vun 2016. Net d'Politik vun 2016!

(Brouhaha)

Une voix.- Genau!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn der Meenung, datt et eng gutt Traditioun ass, déi mer heibannen haten, wa mer soten: Déi Suen, déi de Stat erakritt huet, respektiv déi Suen, déi de Stat ausginn huet, déi si korrekt zu eise Gesetzer erakomm a korrekt zu eise Gesetzer erausgaangen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass souwuel am Politesche wéi och am Administrativen. Well wa mer hei d'Konte stëmmen, da soe mer net nëmmen, datt am Politeschen, mä och am Administrativen an de Verwaltungen eng korrekt Aarbecht gemaach ginn ass. An duerfir hu mir an der Vergaangenheet ëmmer zu deene Konte Jo gesot an zougestëmmt. A mir maachen dat och haut.

Dat ass keng Bewäertung vun der Politik, mä et ass eng Bewäertung vun der Kontabilitéit, déi de Stat an deem Joer gemaach huet. An duerfir brénge mir och hei d'Zoustëmmung haut zu de Konte vum Joer 2016, déi wéi gesot och an der zoustänneger Kommissioun eestëmmeg ugeholl si ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Kolleeg Roger Negri huet elo hei eng Zwëschebemierkung gemaach, op déi ech wëll reagéieren. Well och an deene Konten en Emprunt remboursëiert ginn ass vu 400 Milliounen, huet e gesot, et géif ëmmer heibanne gesot, de Stat géif seng Scholden net zréckbezuelen. Et stëmmt: 2016 ass en Emprunt vu 400 Millioune remboursëiert ginn. Mä et muss ee fairerweis awer och derbäisoen, datt de Stat deen Ableck och eng Ligne de crédit opgeholl hat.

Dat heescht, déi Sue waren net an der Keess. Mir haten an dem Joer 2016 iwwer eng ganz Rëtsch vu Méint, mir hunn och vum Finanzminister deemools op Ufro vun der Finanzkommissioun déi Tabell kritt, wou de Stat an de Keller gaangen ass an eng Ligne de crédit opgeholl huet, fir seng Engagementer kënnen ze finanzéieren. An eng Ligne de crédit ass noutgedrongen och eppes wéi en Emprunt. Dat just gesot.

(Interruption)

Mä wat d'Konten… Jo, zu 0%, zu 0%, déi Saach ass an der Rei.

(Interruption)

Ah jo, jo, déi Saach ass an der Rei. Et war 0%. Mä et ass eng Ligne de crédit opgeholl ginn.

Une voix.- Fir dräi Méint!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Ech wëll dat jo just soen. Datt et 0% sinn, ech mengen, och bei dem Emprunt vun 2 Milliarden, deen d'lescht Joer oder dëst Joer uganks vum Joer opgeholl ginn ass, huet de Stat e ganz gudden Zënssaz kritt, dat ass ganz kloer. Dat steet jo net zur Diskussioun. Ech wollt just soen, datt de Stat och eng Ligne de crédit e puer Méint opgeholl hat, d'lescht Joer, fir sengen Engagementer nozekommen.

Mä wéi gesot d'Ofschlosskonten, déi sinn eiser Meenung no korrekt. An duerfir fanne se eis Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, mäi Virriedner huet et scho gesot: Mir stëmmen iwwert d'Ofschlosskonten, mir stëmmen net iwwer eng Politik of. An an deem Sënn wäerte mir och déi heiten Ofschlosskonte matdroen. Och wa mer e bëssen erstaunt sinn, wann d'CSV elo wierklech an hirem Spuerwahn onbedéngt all Possibilitéit ausnotzt, fir nach kënnen op sech opmierksam ze maachen. Ech mengen, deen heiten Zäitpunkt war net dee richtegen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech huelen dann den normalen Tour, d'Madamm Adehm an dann den Här Bodry.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Also, ech wéilt eppes riichtbéien. Mir si guer a glat net d'accord mat der Presentatioun, déi de Finanzminister vun de Konte gemaach huet. Mir sinn net d'accord, wéi en et am Compte général selwer presentéiert huet. Mir sinn net domadder d'accord, wéi d'Cour des comptes eis et geschriwwen huet, wéi et am Regierungsrot presentéiert ginn ass. A mir sinn net domadder d'accord, wéi dat herno an engem Pressecommuniqué vum Finanzministère motivéiert ginn ass.

Mir fannen, dass einfach déi ganz Presentatioun vum Compte général net an der Rei war, well iwwerall probéiert ginn ass, fir den Defizit vun 1,3 Milliarden…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Pardon?

…fir den Defizit vun 1,3 Milliarde schéinzerieden an engem wirtschaftlech gënschtegen Emfeld.

(Interruption)

Dat dote sinn einfach Fakten. An ech kann Iech déi och ganz gären dohinnerleeën.

Ech hunn awer zu kengem Zäitpunkt gesot, dass de Kont 2016 net technesch korrekt ausgefouert ginn ass. Mir kënnen eis net mat der Presentatioun, souwuel am Compte général selwer wéi an der Effentlechkeet, ufrënnen. Mir hunn awer kee Problem mat der Ausféierung dovunner. An ech wéilt dat just gäre riichtbéien. Et ass vläicht virdrun net esou eriwwerkomm. Mä eise Problem ass…

(Brouhaha général et interruptions)

…d'Presentatioun.

Une voix.- Dir hutt awer de Rapport an der Kommissioun gestëmmt!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Deen hu mer och gestëmmt.

(Interruptions)

Ech si Presidentin vun der Kommissioun. Mir hunn de Rapport an der Kommissioun gestëmmt. Mir hu gesot, dass de Kont technesch korrekt ausgefouert ginn ass, dass mir dat doten och en tant que tel matdroe kënnen, d'Exekutioun, d'technesch Exekutioun dovunner. Mä d'Duerstellung an der Effentlechkeet an am Compte général kënne mir net matdroen.

(Brouhaha général)

An duerfir wäerte mir déi heite Konten och,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- …esou wéi dat an der Vergaangenheet ëmmer gemaach ginn ass, matstëmmen. Mä mir distanzéieren eis formell vun der Presentatioun dovunner.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry huet elo d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Mir mussen awer e bësse seriö bleiwen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, och no deenen doten Ausféierunge vun der…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Awer éierlech!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …CSV-Spriecherin, déi och Presidentin ass vun der zoustänneger Kommissioun, wat, muss ech soen, opgrond vun deenen Aussoe mech e bësse beonrouegt, wëll ech Folgendes kloermaachen: Dat hei war eng Wahlkampfried, déi hir awer mëssgléckt ass.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Well wann een hei seet, als Member vun där Kommissioun…

Une voix.- Als Presidentin!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …an als Presidentin, wat d'Saach nëmme verschlëmmert, dass dat heiten, dat war dee leschte Saz, dat heiten dee katastrophaalste Kont ass vun deene leschte Joren, dann ass dat schlicht eng Ligen!

Dat heiten, an dat wäerte mer gesinn, wa mer am Abrëll am Pacte de stabilité et de croissance wäerten d'Zuele géintiwwerstelle vun all deene Joren an an d'Zukunft erakucken, da wäert sech näämlech erausstellen, dass no der europäescher Liesaart, wat déi gängeg Liesaart ass, fir eis Finanzsituatioun ze analyséieren, well et déi richtegst ass, well do Transferten tëschent Secteuren net kënnen duerchgefouert ginn a well och d'Depensë vun de Fonge gekuckt ginn an net d'Dotatioun vun de Fongen als Depensë gerechent ginn, wéi dat no der Lëtzebuerger Kontabilitéitsliesaart de Fall ass.

Dat heiten ass objektiv gesinn, an dat ass e Fakt, dee Statskont, deen dee klengsten Defizit ausweist par rapport zu all deenen, déi déi lescht Jore gemaach si ginn. An dat wäerte mer am Abrëll bestätegt kréien, wa mer dann eis Zuelen, déi offiziell Zuelen op Bréissel mellen. Wa mer déi hei diskutéieren, da wäert do net iwwer eng Milliard Defizit stoen, mä et wäerten déi Zuelen dostoen, déi am Dokument vun der Regierung sinn.

Dat heite schreift sech alt erëm eng Kéier an an déi onsäglech Strategie vun der CSV, alles wëlle schlechtzerieden, alles wëlle schwaarzzemolen, alle wëllen ze weisen: Déi dote wëssen net mat ëffentleche Suen ëmzegoen!

Dës Konte beweise just de Contraire. Et ass normal, dass een déi extraordinär Elementer mental erausrechent - dat hunn och déi viregt Regierunge gemaach - a se affektéiert bei déi Exercicer, wou se eigentlech higehéieren.

Une voix.- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Näischt aneschters huet dës Regierung an der Presentatioun gemaach. Mir stëmmen natierlech eise Kontabilitéitsgesetzer no iwwer aner Chifferen of. Mä et muss een awer hei wierklech net d'Opinion publique fir domm verkafen an Äppel a Bire bewosst matenee vermëschen!

Wann d'CSV sech nëmmen ee Moment konsequent ass, däerf si ni e Kont stëmmen, deen dee katastrophaalsten ass vun deene leschte Joren. Da stëmmt Neen a stëmmt de Contraire vun deem, wat Der an der Kommissioun gestëmmt hutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A wat fir enger Prozedur si mer? D'Riedezäit fir d'CSV ass eriwwer.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll just soen: D'Madamm Adehm huet kloer Stellung

geholl zu deem, wat mer wëlle maachen. Si huet eng Contestatioun vun der Presentatioun vum Kont hei kloer an däitlech gemaach, genau d'selwecht mat genau deeneselwechten Argumenter, wéi d'Cour des comptes an hirem Rapport et gemaach huet.

Déi Argumenter hu mer widderholl. Wat d'Technizitéit vun de Konten ugeet, wat d'Vericitéit vun de Konten ugeet, huet se gradesou kloer gesot, datt mer selbstverständlech do hannendrustinn. An dofir wäerte mer dee Kont hei stëmmen, egal wat Dir elo sot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et deet mer leed, si huet geschwat vun deem katastrophaalste Kont vun deene leschte Joren. Déi Ausso ass falsch. A wa se richteg ass, musst Dir als CSV dergéint stëmmen.

Une voix.- Richteg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Här Bodry, mir wësse selwer, wat mir ze stëmmen hunn, dat braucht Dir eis net hei ze soen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An elo huet de Finanzminister d'Wuert. Här Gramegna, wann ech gelift! Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dir Dammen an Dir Hären, et ass wierklech schued, dass hei eng Polemik gemaach gëtt iwwert d'Presentatioun - d'Presentatioun! - vun de Konten. An der Vergaangenheet ass ëmmer drop higewise ginn an de Konten, normalerweis mat engem Asterisque ënnen op der Säit ganz kleng, dass keen et konnt liesen, wat fir eng speziell Depensen oder Evenementer waren, déi ee misst mat aberechnen, fir kënnen eng Comparaisoun mam Joer virdrun ze maachen.

Elo si mer dëst Joer higaangen a mir hunn dat méi kloer gemaach. Mir hunn et an den Tableau geschriwwen, fir dass et méi apparent ze gesinn ass, well mer näischt ze verstoppen haten an näischt ze verstoppen hunn. An da gëtt dorauser e Stréck gemaach!

Fir ganz kloer ze soen: Am Artikel 1 vum Gesetz, wat d'Konte presentéiert, wat verbindlech ass, steet ganz kloer dran, dass den Defizit 1,3 Milliarden ass. Natierlech, mir wenden d'Gesetzer an d'Constitutioun un, dat ass den Artikel 1.

Mä d'Regierung wäert awer nach däerfen an engem Communiqué schreiwen, wat se wëllt. Et ass net d'CSV, déi eis diktéiert, wéi dat ze interpretéieren ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech kann Iech och direkt berouege fir d'Joer 2017. Do hu mer jo en Emprunt vun 2 Milliarde gemaach. Dofir kann ech Iech elo scho prophezeien, egal wéi dee leschte Mount eriwwergeet an deenen nächsten dräi Méint, wou mer nach kënne Saachen ausbezuelen: De Kont vun 2017 wäert en Iwwerschoss hunn no der Lëtzebuerger Kontabilitéit vun ongeféier 1,5 Milliarden.

Une voix.- Aah!

(Interruption)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mat 2 Milliarden Emprunten. An do wäerte mir dann derfir suergen, dass do erëm eng Kéier Äppel mat Äppel verglach ginn. An da wäerte mer soen: Do muss een natierlech intellektuell den Emprunt vun 2 Milliarden erausrechnen.

(Brouhaha)

Une voix.- Voilà.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dofir,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dee beschte Kont, dee mer bis elo haten.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Dofir, kommt, mir sinn hei verstänneg a mir akzeptéieren, dass, wann ee wëllt Vergläicher maachen, ee muss Bire mat Bire vergläichen an Äppel mat Äppel!

Ech hat e bëssen anticipéiert, dass mer Diskussiounen hei géife kréien, well gëschter hunn ech an der Grafik 5 a menger Ried drop opmierksam gemaach.

(M. Pierre Gramegna montre une documentation.)

Kuckt emol, wéi schéin déi rout Kurv hei ass, dat ass déi no dem Lëtzebuerger 1999er Kontabilitéitsgesetz! Kuckt emol, déi beschte Joren, déi mer haten no der Lëtzebuerger Kontabilitéit, sinn d'Joren 2009 an 2012, jo, déi Joren, wou mer am meeschten Emprunte gemaach hunn! Ass dat e gutt Bild vun der Realitéit?

Une voix.- Aah!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat heescht, mir musse méi Emprunte maachen, fir eng besser Situatioun ze kréien?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dofir, eis Gesetzgebung ass eben, wéi se ass. All Recettë musse gezielt ginn, an dat ass gemaach ginn. An dofir sinn déi Kommentaren iwwerdriwwen, dass hei net richteg geschafft gi wär. Ech sinn awer berouegt ze héieren, dass d'Presidentin gesot huet, dass awer trotz de Kriticke vun der Presentatioun d'Konten och géife vun der CSV gestëmmt ginn. Dat ass gutt esou fir d'Serenitéit an d'Aarbecht, déi mer hei all zesumme fir eist Land maachen.

Den ajustéierten Defizit, elo nenne mer deen esou, wann een also déi dräi grouss Saachen erausrechent, déi elo schonns x-mol hei genannt gi sinn, déi ech dann net widderhuelen, ass dann 256 Milliounen. An dat ass 180 Millioune besser wéi dat, wat virgesi war.

Do gesäit een e gewëssene Parallelismus vum ajustéierten Defizit mat dem Defizit no de Bréisseler Regelen, dee jo amplaz 633 Milliounen nëmmen 211 Millioune war. A mat deem ajustéierte Calcul hu mer eng gewësse Konvergenz vun den Zifferen no der Lëtzebuerger Kontabilitéit an deenen, déi mer op Bréissel schécken.

Ech hu mer dat awer fest virgeholl, dass ech d'Aarbechte wäert ulafe loossen, fir et fäerdegzebréngen, dass mer an Zukunft dat heiten evitéieren. De Conseil d'État huet jo recommandéiert, et soll een d'Lëtzebuerger Gesetzgebung alignéieren oder kompatibel maachen, méi kompatibel, wéi dat haut de Fall ass, mat de Regelen, déi Bréissel virgesäit. Dat ass eng Aarbecht, déi ganz schwéier ass a laangwiereg, mä ech wäert se ufänken. Ech weess net, wéini mer se fäerdeg kréien. Mä ech preparéieren op jidde Fall den Terrain, well dat géif eis déi heiten Diskussioun och erspueren.

Ech soen all deenen, déi an der Kommissioun geschafft hunn, Merci, inklusiv der Presidentin, well et ass ganz vill Aarbecht. An ech si frou, dass mat der Klarifikatioun zum Schluss et esou ass, dass dann all Partei wäert kënnen déi Konten hei unhuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun dëser Diskussioun a kënnen zur Ofstëmmung iwwert d'Konten 2016 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7156 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Brouhaha)

Domat sinn d'Konten 2016 ugeholl. An ech froen d'Chamber, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott unzefroen.

(Assentiment)

Jo, ass dat esou? Dann ass dat esou decidéiert.

5. 7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

Da géife mer elo iwwert de Statsbudget, de Projet 7200, ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7200 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 32-mol Jo, 28-mol Neen. Domat ass de Budget fir 2018 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motions

An, wéi ofgemaach, géife mer dann elo déi éischt Motioun vun deene Lénken zur Diskussioun stellen. Ech mengen, den Här Wagner hat se motivéiert. Wëllt Dir nach eng Kéier drop zréckkommen?

Motion 1

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ganz kuerz, Här President. Et huet jo net jiddweree gëschter d'Motivatioun héieren, da kann ech déi erëm eng Kéier hei soen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kënnt Dir wann ech gelift de Mikro umaachen?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Oh, pardon! Jo. Dann huet elo och keen dat heiten héieren. Pardon! Ganz kuerz, Här President. Mir sinn der Meenung, datt den ëffentlechen Transport ëmmer méi Succès kritt a souwisou ëmmer méi néideg ass, zemools deen op de Schinnen. Mir kennen d'Situatioun zurzäit. Et gëtt investéiert, an eisen Aen net genuch, mä ëmmerhin. Et platzen d'Bussen an zemools d'Zich, zu de Spëtzenzäiten haaptsächlech, a gewësse Strecke sinn einfach iwwerfëllt.

Bon. Mir sinn awer der Meenung - vu datt gewësse Käschte souwisou esou héich sinn, datt

d'Leit mussen den ëffentlechen Transport huelen, fir schaffen ze goen -, datt den ëffentlechen Transport hautzudaags zu Lëtzebuerg misst gratis sinn, wéi dat och de Fall ass an anere Länner oder an anere Stied. Zu Niort a Frankräich, eng Stad, déi genausou grouss ass wéi Lëtzebuerg d'ailleurs, ass den ëffentlechen Transport gratis.

Mir sinn der Meenung, datt Bus, Tram, Bunn zu Lëtzebuerg misst sou lues gratis sinn. Dat wier en Invest hei am ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg. Dat wier och e Bäitrag fir den CO_2. An dat wier e Bäitrag natierlech och fir eis Paräiser Ziler hei zu Lëtzebuerg. An et wier eng sozial Mesure.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, ech hunn eng Propos ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Zwou Propositiounen zur Prozedur. Den Här Bodry an d'Madamm Loschetter. Madamm Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech mengen, Här President, datt ech ka souwisou am Numm vun eis all schwätzen. Mir géifen Iech gäre proposéieren, datt mer déi zwou Motiounen de Mëtten huelen, wann den zoustännege Minister vum Transport och do ass, deen da Ried an Äntwert zu Äre Propose ka stoen, an datt mer dann déi Motiounen do géifen debattéieren an, le cas échéant, och ofstëmmen. Wär dat an Ärem Sënn? Dat wéilt ech, Här President, eigentlech de Kolleege vun deene Lénke proposéieren.

6. Ordre du jour (suite)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hat d'Propos gemaach fir déi eng, mä et gëtt och Sënn, fir déi zwou dann ze huelen. Da maache mir dat esou.

(Renvoi de la discussion et du vote de la motion 1 de M. David Wagner liée aux projets de loi 7200 et 7201 à la séance 14, point 6 de l'ordre du jour dédié aux projets de loi 7209 et 7210)

An da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Proposition de loi vum Här Henri Kox iwwert déi national Nohaltegkeet...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Neen, ech erklären dat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay. Entschëllegt, ech hunn d'Droit-d'auteure verletzt. Fir d'Proposition de loi Schank ass de Rapporteur den Här Kox. Wann ech gelift!

7. 6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President, ech wäert souwisou an der Presentatioun hei awer och entspriechend nach eng Kéier drop zréckkommen.

De 25. Juni 2004 gouf e Gesetz hei an der Chamber gestëmmt, wat sech ëm den «développement durable en promouvant l'intégration sectorielle du développement durable dans la politique et en élargissant le débat à la société civile» dréit. Dat heescht, e Gesetz, fir méiglechst den Développement durable a senger ganzer Gesamtheet an der Breet kënnen ze diskutéieren.

Dëst Gesetz gouf u sech gestëmmt op d'Suite vun internationale Konventiounen an internationalen Debatten, wou mer ëmmer derbäi waren. Dat war Rio 1992 respektiv Johannesburg 2002. Dat war de Sujet. A bei deem Gesetz goufen zwee Gremien deemools gegrënnt: Deen éischte war de Conseil supérieur pour un développement durable, e Conseil, dee ganz breet zesummegesat ass, 16 Leit aus der Société civile, fir eben déi Debatte breet kënnen an engem Conseil ze féieren. Dobäi ass och eng Commission interdépartementale du développement durable an d'Liewe geruff ginn, fir déi interministeriell Koordinatioun iwwert den Dossier vun der Durabilitéit kënnen ze debattéieren.

Den honorabelen Här Marco Schank huet eng Propositioun gemaach, fir d'Gesetz ze erweideren. Wéi hien deemools Minister war, hat hien d'Initiativ geholl, fir d'Société civile bei der Elaboratioun vun dem zweete Programm oder zweete Plan d'action national de réduction des émissions de CO_2 anzebannen. Deemools ware Ministèren, Syvicol, ONGen, Patronat an d'Syndikater associéiert. Dat war eng punktuell Zesummenaarbecht, fir, wéi gesot, den zweete Plan national fir d'Reduktioun vum CO_2 opzestellen, dee mer jo och konnten hei an der Chamber des Laangen an des Breeden debattéieren.

D'Kommissioun huet sech mat deem Sujet ausenanergesat a mëttlerweil muss een awer feststellen, dass eng ganz Rei vu positiven Initiativen dobaussen an d'Liewe geruff gi sinn. Ech wëll dodrun erënneren, dass de fréiere Minister selwer e Pacte Climat an d'Liewe geruff huet, deen insbesondere d'Gemenge mat an d'Boot geholl huet a wou d'Gemengen d'Obligatioun hunn, wa se matmaachen, d'Bevëlkerung mat an d'Boot ze huelen, wat haut och gréisstendeels vun deene meeschte Gemengen ëmgesat gëtt duerch e Klimateam, wou d'Fräiwëllegkeet do ass a wou sech ganz vill Leit engagéieren, fir dat kënne breet ze diskutéieren.

Mir hu gemengt, dass och am Regierungsplang eng ganz Rei Moossnamen ergraff gi sinn, dass den Développement durable net méi eng Silospolitik eleng vum Environnement ass, mä eng breet opgestallten Diskussioun a sämtleche Ministèren, well mer alleguerten de Paräiser Accord och ënnerschriwwen hunn, fir kënnen do méi breet ze diskutéieren. Mir hu fonnt, dass mat där Evolutioun niewent dem Paräiser Accord och d'ODDen, also déi sougenannten „objectifs du développement durable" zu New York vu sämtleche Länner ugeholl gi sinn, déi jo soen, mir sollten eis a 17 Beräicher, net nëmmen d'Entwécklungslänner, mä och d'Industrielänner, mat dem Développement durable ausenanersetzen.

An déi 17 ODDe si mëttlerweil och méi breet diskutéiert. Och den CDD, de sougenannte Conseil supérieur pour un développement durable, huet sech scho mat deem Dossier ausenanergesat a wäert sech mat der Jugend an och zesummen hei mat der Chamber - ech hunn et gëschter an der Ried vum Budget gesot - nach eng Kéier mat deem Thema ausenanersetzen, soudass mer mengen, dass eng breet Diskussioun gefouert gëtt.

Den drëtten Allocatiounsplang ass och amgaangen ausgeschafft ze ginn, an ech ginn dervun aus, dass mer do och wäerten agebonne ginn. Ech erënneren och un déi Rifkin-Debatt, déi eng ganz breet ëffentlech Debatt ass. Gëschter ass nach eng Kéier gesot ginn, do waren der 315, déi sech a verschiddene Kommissiounen engagéiert hunn, fir ganz breet iwwert déi Politicken ze diskutéieren.

Ech wëll awer trotzdeem Merci soen, obschonns mer an der Kommissioun gesot hunn, dass et net méi néideg wär, dat nach ze institutionaliséieren, niewent deem, dass de Statsrot dat jo och mat op de Wee ginn huet. Och den Avis vum Conseil de Gouvernement seet datselwecht: dass mer schonn eng breet Debatt hunn an dass mer dat net onbedéngt nach mussen institutionaliséieren, well et schonn a verschiddene Gremien diskutéiert gouf.

Dofir hu mer déi Propos, déi luewenswäert Propos awer net ugeholl, wëssend, dass dem Här Schank säin Engagement och ëmmer iwwert déi Jore grouss war, hien och ëmmer ganz aktiv an eise Kommissioune mat un deem Dossier schafft.

Ech kommen da just nach zu den Eckdaten, wéi et zu dem Rapport komm ass. Wéi gesot, d'Proposition de loi gouf vum Marco Schank den 19. November 2015 deposéiert, si ass weidergeschéckt ginn den 1. Dezember 2015 un de Statsrot. De Statsrot huet säin Avis ginn den 11. Oktober 2016. De Gouvernement huet eis säin Avis zoukomme gelooss, en hat en awer scho virdrun am Conseil gemaach, den 9. Oktober 2017. Ech selwer gouf de 15. Februar 2017 an der Kommissioun zum Rapporteur ernannt. An de Rapport ass mat der Majoritéit vun de Memberen an der Kommissioun de 27. November 2017 ugeholl ginn.

De Rapport seet, dass mer, wéi ech virdrun an der Explikatioun gesot hunn, dës Propositioun net sollen unhuelen, well scho genuch institutionaliséiert Gremien do sinn an och d'Abezéiung vun der Bevëlkerung respektiv den ONGen an dem Patronat haut scho ganz breet de Fall ass.

Da wëll ech just kuerz nach am Numm vun deene Grénge den Accord natierlech zu deem Rapport ginn, awer fir eben d'Gesetz dann net hei ze stëmmen. Ech soen awer nach eng Kéier Merci fir d'Initiativ vum Marco Schank.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An da geet elo d'Wuert un den Auteur, deen zu Recht seet, dass et kee Krimi ass: den Här Marco Schank.

(Interruption et hilarité)

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

…Merci dem Kolleeg Rapporteur Henri Kox fir déi luewenswäert Wierder, soen ech emol. Ech hu seelen dräimol Merci gesot kritt vun der Majoritéit fir eng Initiativ. Et ass awer schonn eng begréissenswäert Virgeeënsweis.

Virun zwou Wochen hunn ech am Kader vun der Heure d'actualité iwwer Bonn, also iwwert d'Weltklimakonferenz gesot, datt mer wäitreechend Mesurë brauchen, wa mer wëllen déi minus 40% CO_2 fir Lëtzebuerg am Kader vum „effort sharing" en vue vun 2030 erreechen.

Ech hunn och ënnerstrach, ech soen et nach eng Kéier, datt mer dat net fäerdegbréngen - ech sinn net deen Eenzegen, deen dat ëmmer erëm seet -, wa mer net d'Leit alleguer, d'Zivillgesellschaft an d'Boot kréien, mat all deem, wat an der Zivillgesellschaft drunhänkt. Deemno staark Moossnamen, wann een déi wëllt ergräifen, da brauch een e ganz staarke Réckhalt an der Bevëlkerung. An dat Abezéie vun der Bevëlkerung, dat muss een organiséieren, dat muss ee strukturéieren, soss fonctionnéiert dat net.

Dëst war d'Zil vu menger Initiativ vun dëser Proposition de loi fir d'Schafe vun enger nationaler Kommissioun fir nohalteg Entwécklung a Klimaschutz, gewëssermoossen en Upgrade vun deem, wat mer elo an deem Gesetz stoen hunn: eng strukturéiert Partnerschaft vu Stat a Gemengen, déi hu mer am Klimapakt, dat ass richteg, mä och mat den ONGen, mat de Gewerkschaften a mam Patronat. Dës Proposition de loi ass vun der Regierung ecartéiert ginn, an och d'Majoritéit, mir hunn et virdrun héieren, wäert dëse Gesetzesvirschlag haut net stëmmen.

A sengem Avis geet de Statsrot awer net op de Fong vun der Propositioun an, fir esou eng strukturéiert Partnerschaft ze schafen. Hie seet awer zu Recht, dass eng Analys an Evaluatioun vun deene besteeënde Strukture sënnvoll wier. An de Statsrot seet och, datt dës Proposition de loi ee Point de départ sollt sinn, fir déi Strukturen, déi duerch d'Gesetz vun 2004 en place gesat goufen, eemol op de Leescht ze huelen.

An da seet en nach, datt zënter der Experienz vun der viregter Regierung 2011 mat där Ad-hoc-Partnerschaft natierlech eng Rei vun Evolutioune geschitt sinn, wéi de Klimapakt, dat huet och de Rapporteur virdru gesot, oder d'COP21 zu Paräis respektiv d'Agenda 2030.

Mä dat alles gëtt awer keng Äntwert op d'Fro: Wéi kréien ech zu Lëtzebuerg fir eis ambitiéis Ziler am Klimaschutz nieft de Gemengen d'ONGen, d'Gewerkschaften an d'Patronen an d'Boot?

Am Avis vun der Regierung gëtt wuel d'Initiativ och vum Auteur begréisst, mä da gëtt direkt op d'Koordinatioun tëschent de Ministèren higewise respektiv op déi Ofännerung vum Reglement iwwert d'Organisatioun vun der Commission interdépartementale du développement durable. Dat ass alles gutt, mä dat ersetzt an eisen Aen awer net d'Abezéiung vun allen Akteure fir een effikasse Klimaschutz op héijem Niveau, dat heescht vu Ministèren, Gemengen, ONGen, Syndikater a Chef d'entreprises.

Dës Regierung wëllt deemno een anere Wee goen. Dat ass scho beim Rapporteur deelweis ugeklongen. Ech denken, datt d'Madamm Minister och dat nach eng Kéier wäert erläuteren. Dat ass hiert gutt Recht. Obwuel mir der Meenung sinn, datt mer dann net effikass genuch kënnen d'Zivillgesellschaft abezéien, well mer wierklech enorm staark Mesurë brauchen an d'Bierger an d'Biergerinnen am Boot brauchen.

Ech wollt dann nach vläicht eng, zwou Froe stellen. A menger Proposition de loi war och virgesinn, datt déi nei national Kommissioun och sollt de Contrôle vun der Exekutioun vum Nohaltegkeetscheck maachen, déi och vun der Majoritéit an der Regierungserklärung verankert gouf, dëst en vue vu Projeten an Decisiounen, déi d'Regierung hëlt, fir ze kucken, ob déi eng Incidence hunn an Terme vun nohalteger Entwécklung a Klimaschutz.

Meng Fro deemno: Huet d'Regierung wëlles, dat an deenen nächste Méint ze finaliséieren, well esou vill Méint sinn dat jo net méi virun de Wahlen, fir esou een Nohaltegkeetscheck anzeféieren?

Déi lescht Woch, Här President, hat ech och am Kader vun där Heure d'actualité iwwer Bonn d'Fro gestallt, wéini mir den drëtten CO_2-Aktiounsplang géife presentéiert kréie respektiv wou mer mam Adaptatiounsplang dru wieren. D'Madamm Minister hat mer gesot, duerch en Intermezzo heiuewen op der Tribün hätt se dunn net dru geduecht, fir dat ze maachen. Ech denken, datt se eis dat elo wäert beäntwerten.

Dann och nach vläicht d'Fro, déi gëschter scho gestallt ginn ass vun eisem Fraktiounschef, wéi et elo mat der Tanktourismusetüd virugeet. Eis interesséieren d'Echeancen, souwuel wat den Aktiounsplang fir d'Erofsetze vum CO_2 ubelaangt wéi wat den Aktiounsplang fir d'Upassung un de Klimawandel ubelaangt.

An och: Kënnt déi Réunion jointe, déi mer virun engem Joer gefrot hunn tëschent der Finanzkommissioun an der Ëmweltkommissioun, fir iwwert déi Conséquences fiscales kënnen ze schwätzen am Kontext vun där Etüd?

Domat, Här President, sinn ech um Schluss. D'CSV-Fraktioun wäert selbstverständlech fir dës Proposition de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President, an och Merci un de Rapporteur Henri Kox fir säin exzellente Rapport an och e Merci un den Auteur vun der Proposition de loi Marco Schank.

Wéi de Rapporteur scho gesot huet, besteet hei kee legislativen Handlungsbedarf. An dofir wäerte mir als LSAP dës Proposition de loi och net stëmmen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Hahn huet d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Och ech wéilt dem Marco Schank Merci soen. Ech mengen, eng Proposition de loi ass näischt Alldeegleches, dat ass mat ganz vill Aarbecht verbonnen. Duerfir Merci dem Marco Schank heifir, awer och dem Henri Kox, eisem President vun der Kommissioun an dem Rapporteur, Merci fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

Aus deene souwuel vum Här Kox wéi och vum Här Negri genannte Grënn wäert och d'Demokratesch Partei déi heite Proposition de loi net matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Merci un de Rapporteur an och un den Här Schank fir dës Proposition de loi.

Mir hunn eis déi Proposition de loi ganz genee ugekuckt an och de Räsonnement, deen d'Regierung, de Statsrot an aner Parteien zu dësem Thema virbruecht hunn. Et ass och eisen Androck, datt déi Iddi, fir méi Effikassitéit an dësem Beräich ze kréien, net iwwereneestëmmt mat där Proposition de loi. Et schéngt eis éischter esou, datt nach méi Lourdeur administrative, nach méi Lenteur administrative an dësem Beräich entsteet, wou scho ganz vill Leit drënner leiden, datt ganz vill Oploen a ganz vill Delaien dermat verbonne sinn.

Mir wären éischter derfir, d'Administratioun méi séier ze maachen a se ze vereinfachen. Dat schéngt eis mat dëser Proposition de loi net méiglech ze sinn.

Ech mengen, mir sollte kucken, datt mer ex ante, ier mer esou international Engagementer huelen, eng méi seriö fundéiert Diskussioun kréien, och mat allen Akteuren an der Zivillgesellschaft, fir esou och ze verhënneren, datt vläicht ze vill ambitiéis Ziler geholl ginn, amplaz ze kucken, datt ex post probéiert gëtt ze reparéieren, wat eng Regierung hëlt, déi sech net virdru mat jiddwerengem consultéiert, deen d'Konsequenze vun deenen Engagementer muss droen.

Wa mer dat alles kucken a ponderéieren, wat hei an der Diskussioun virbruecht ginn ass, denke mir och, datt dat dote wierklech keng Valeur ajoutée bréngt. A mir wäerten dës Proposition de loi doweinst och net matstëmmen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet elo den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Voilà, mir hunn eis déi Proposition de loi vum Här Schank ugekuckt. Mir wollten och nach dem Här Schank Merci soe fir seng Initiativ. Ech hu versicht, mech e bësse schlauzemaachen, wat dee Sujet ugeet, well et muss een e bëssen dra sinn, fir dat kënnen och ze evaluéieren. Et ass jo och eng Fro vun Organisatioun an esou weider. An déi eng oder déi aner Leit, mat deenen ech geschwat hunn, déi sech e bësse méi auskennen, hunn awer fonnt, datt dat eng relativ gutt Propos wier, och wat d'Abannung ugeet vun der Société civile. An

ech mengen och tatsächlech, datt, une fois n'est pas coutume, d'CSV eng gutt Proposition de loi gemaach huet.

An deem Sënn kann een natierlech laang driwwer diskutéieren: Ass et superfétatoire oder sinn aner Entwécklungen an der Tëschenzäit komm - an esou weider?

Mä wann een einfach déi Proposition de loi kuckt, déi och eng gewësse Logik huet, eng gewësse Kohärenz huet an och eng gewëssen - wéi soll ech soen? -, eng gewëssen Dynamik huet, fir datt awer Saache geschéien, da géif et mer wierklech schwéierfalen, fir dës Proposition de loi net unzehuelen. An deem Sënn wäerte mer d'Proposition de loi vum Här Schank matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Ëmweltministesch Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Häre, ech mengen, dass ech als Éischt emol alleguerten deene Merci soen, déi geschwat hunn. An ech mengen, dass ech mech och de Mercien un den Här Schank an där Hisiicht uschléissen, dass et wichteg ass, dass mer wierklech, an dat huet e richteg gesot, an dat huet och de Statsrot gesot, wichteg ass, dass mer all Leit abannen, net nëmmen, wéi mer et bis ewell elo gemaach hunn, duerch d'Erweiderung vum Klimapakt, mam CELL, wou mer jo d'Zivillgesellschaft abannen, mat IMS, wou mer speziell eppes fir déi kleng Betriber maachen, also och fir en Deel vun de Patronen, déi vläicht am Alldag mat ganz anere Suerge geplot sinn, dat heescht jiddweree matabannen. Do si mer eis hei ganz eens, net nëmmen heibannen, mä och an der Regierung. An dass mer erausklammen aus de Siloen an de Klimaschutz jiddwereen eppes ugeet an dat sënnvoll ass, dat, mengen ech, wësse mer alleguerten.

Ech menge just, dass, wa mer de Projet hei kucken: Et geet hautzudaags net duer, niewent dem Ëmwelt- einfach och nach e Klimaberäich derbäizesetzen an dat ze erweideren. Mir sinn haut dräi Schrëtt weider wéi nach virun dem Paräiser Accord. Mir schaffen haut, sief et am Beräich vun den Aarbechtsgruppen iwwert d'Rifkin-Etüd, sief et am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft, mir schaffen haut op villen Ebene ganz aneschters. Mir hunn och d'ailleurs nom Unhuele vun der Agenda 2030 de Comité interdépartemental, de CIDD, erweidert, merklech erweidert, an d'ganz Regierung schafft mat un der Agenda 2030, wou mer jo dann och am nächste Joer elo deen nächsten nationalen Nohaltegkeetsplang wäerten net nëmme lancéieren, mä och all zesumme mat alle Partner debattéieren an hoffentlech weider virundreiwen.

An da kommen ech op d'Fro vum Här Schank, zu Recht, an ech hunn dat hei scho betount: Den Nohaltegkeetscheck hu mer eis virgeholl a wëlle mer maachen. Mä et huet kee Sënn, deen elo ze maachen, ier mer deen drëtten Nohaltegkeetsplang gemaach hunn. Mir hunn elo vill a laang an Aarbechtsgruppen tëschent de Ministèren nach eng Kéier un den Indicateure geschafft. Mir sinn elo op engem Punkt, dass mer eppes Uerdentleches virleien hunn. An ech mengen awer, dat muss een elo, ouni engem virzegräifen, am Kader vun a mat der Realisatioun vum drëtten Nohaltegkeetsplang dann och esou lancéieren an deem uschléissen, ouni elo eppes ze iwwerstierzen, fir dass een eppes huet, wat wierklech och an Zukunft Sënn mécht a guidéiert. An et läit mir um Häerz, dass mer kee Pabeiertiger kreéieren.

Dofir bleiwen ech derbäi, an ech hunn dat hei schonn zwee-, dräimol gesot, dass deen Nohaltegkeetscheck immens wichteg ass, mä e muss och sënnvoll ëmgesat ginn. D'ailleurs an anere Beräicher, zum Beispill am Beräich Landwirtschaft, hu mer rezent eng flott Presentatioun gemaach kritt iwwer en Nohaltegkeetscheck vu Betriber. An do gi mer mat op de Wee mat den Akteuren, fir do e Schrëtt méi wäit ze goen.

Da gouf gefrot, och vum Här Schank, nom Adaptatiounsplang. Deen ass bal ofgeschloss an der Concertatioun tëschent de Ministèren a kann also uganks vum nächste Joer och presentéiert an debattéiert ginn. Datselwecht gëllt fir deen drëtten nationale Klimaaktiounsplang, wou mer natierlech wëllen d'Zivillgesellschaft, d'ONGen, d'Gewerkschaften, d'Patronen, jiddwereen, deen haut schonn aktiv ass, nach eng Kéier matabannen.

Mä haut musse mer e Schrëtt méi wäit denken. An dofir, ofschléissend: No engem drëtte Klimaaktiounsplang musse mer, wéi aner Länner, wéi Schweden rezent, un engem Klimagesetz schaffen. Dat sollte mer eis virhuelen. Et geet net duer, dat hei an engem Partenariat ze institutionaliséieren. Do musse mer haut an no Paräis, an ech mengen, dass mer do hei an dësem Raum enger Meenung sinn, e Schrëtt méi wäit goen, fir déi Ziler, déi mer eis virgeholl hunn, och gemeinsam ze erreechen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ëmweltministesch.

Mir géifen dann elo iwwert d'Proposition de loi 6912 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6912

Mir stëmmen also iwwert d'Proposition de loi of. Déi, déi derfir sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi dergéint sinn, stëmme mat Neen. D'Ofstëmmung fänkt un, fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 24-mol Jo, 35-mol Neen. Domat ass d'Proposition de loi 6912 ofgeleent. An hei brauch ech jo déi klassesch Fro net ze stellen.

Résultat définitif après redressement: la proposition de loi 6912 est rejetée par 35 voix contre et 25 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 7021 iwwert den Institut grand-ducal, wou ech och dem Statssekretär Merci wollt soe fir seng Flexibilitéit, dass mer deen de Moien nach kënnen huelen, grad eléi och der Ëmweltministesch. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Bauler. Här Bauler, Merci och fir d'Disponibilitéit.

8. 7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, bezitt sech op eng vun den eelsten Institutiounen hei am Land, nämlech den Institut grand-ducal, dat groussherzoglecht Institut.

Bei engem Alter vu bal 150 Joer verwonnert et een e bëssen, dass dës Institutioun net grad zu deene bekanntesten hei am Land gehéiert. Erlaabt mer dofir, emol fir d'Éischt a kuerze Wierder op d'Geschicht vum Institut grand-ducal anzegoen. Den Institut royal grand-ducal ass de 24. Oktober 1868, also viru bal annerhallwem Jorhonnert, per Arrêté royal grand-ducal vum deemolege Roi Grand-Duc Wëllem III an d'Liewe geruff ginn.

Zu deem Zweck sinn dräi wëssenschaftlech Gesellschaften, déi et zu deem Zäitpunkt scho gouf, zu enger Institutioun zesummegeschloss ginn. D'Société pour la recherche et la conservation des monuments historiques aus dem Joer 1845, d'Société des sciences naturelles vun 1850 an d'Société des sciences médicales vun 1861 goufen déi dräi éischt Sektioune vum Institut: d'Section des sciences historiques, d'Section des sciences naturelles et mathématiques an d'Section des sciences médicales.

D'Schafe vun dëser neier Institutioun war gedroe vum Wëllen, d'Wëssenschaften ze förderen an déi intellektuell Produktioun respektiv dat intellektuellt Liewen zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Et kann een dovunner ausgoen, dass sech dobäi un äänlechen Institutiounen, déi et zu deem Zäitpunkt jo schonn an anere Länner gouf, orientéiert gouf.

Am Laf vun de Jore sinn nach dräi weider Sektiounen derbäikomm. 1935 ass déi véiert, d'Section de linguistique, de folklore et de toponymie, geschafe ginn. 1962 ass eng Section des arts et lettres entstanen a schliisslech 1966 d'Section des sciences morales et politiques.

Déi eenzel Sektiounen hu sech duerch hir sëlleche Publikatiounen, Konferenzen an aner Aktivitéiten, awer och duerch hir Ënnerstëtzung fir Wëssenschaftler a Chercheuren, Auteuren a Kënschtler, zum Beispill duerch Präisser, déi se verginn an deene jeeweilege Beräicher, am Laf vun der Zäit kënnen etabléieren. Als Beispill erlaabt mer, just de Prix Arts et lettres vun därselwechter Sektioun hei ze nennen, oder nach de Grand prix en sciences de l'Institut grand-ducal vun der Sektioun Sciences naturelles.

Am Géigesaz zu de Sektiounen awer louch den Institut als solchen en tant que tel jorelaang an enger Aart Dornréischeschlof. Dat huet sech am däitlechsten doranner manifestéiert, dass bis 2011 kee President oder Generalsekretär genannt an och keng Generalversammlunge gehale goufen, eléi dat eigentlech am Arrêté virgesinn ass.

De 25. Oktober 2011, 140 Joer also no der leschter Séance ordinaire, ass den Institut reaktivéiert ginn. Mam Paul Dostert, dem President vun der historescher Sektioun, krut den Institut och säin éischte President zënter Laangem. An zanterhier huet den Institut sech Méi ginn, fir sech ze erneieren a méi eng grouss Visibilitéit no baussen ze kréien. Eng verstäerkte Präsenz vum Institut an der wëssenschaftlecher Éffentlechkeet schaaft näämlech zum engen eng gewësse Konkurrenz zu anere wëssenschaftlechen Ariichtungen eléi zum Beispill der Uni, zum aneren entsteet awer och neit Potenzial, fir Synergien ze schafen a Kooperatiounen op de Wee ze bréngen. Dofir ass dës Reaktivatioun evidenterweis begréissenswäert.

Am Kader vun dësem Renouveau ass awer festgestallt ginn, dass déi juristesch Basis, op där den Institut a seng Sektiounen opgebaut sinn, un déi haiteg Ëmstänn muss ugepasst ginn. Et si virun allem zwou Froen, déi et néideg war ze klären. Fir d'Éischt huet sech d'Fro nom Statut juridique vum Institut gestallt, déi jo sui generis ass a sech vun allen aneren ënnerscheet. An déi zweet Saach, op déi huet missen opgepasst ginn an déi och huet missen ugepasst ginn, war d'Capacité d'ester en justice. Déi zwee Problemer ginn deemno mat dësem Gesetzesprojet geléist.

Den Artikel 1 definéiert, dass den Institut eng Personne morale de droit public ass. Dernieft gëtt am Artikel 2 festgeluecht, dass den Institut als solchen en tant que tel vu sengem President respektiv sengem Generalsekretär viru Geriicht a vis-à-vis vun Drëttpersoune vertruede ka ginn, wärend déi eenzel Sektioune vun hirem jeeweilege President respektiv Sekretär vertruede ginn.

Eng weider Neierung par rapport zur existéierender Gesetzgebung ass awer och, dass neierdéngs den Institut mat senge Sektiounen der Kontroll vun der Cour des comptes, dem Rechnungshaff, ënnerworf ass. De Gesetzestext, deen haut zur Debatt steet, ass also e reng juristeschen an huet als Objet, den Institut an en neie legale Kader ze setzen.

No eenzelnen Oppositions formelles vum Statsrot an deementspriechenden Amendementer vun der Kulturkommissioun huet déi héich Kierperschaft an hirem zweeten Avis complémentaire vum 5. Dezember schliisslech hiren Accord zum Gesetzestext ginn. Dësen abrogéiert den Arrêté royal grand-ducal aus dem Joer 1868 an ersetzt en duerch e ganz neit Gesetz, dat awer inhaltlech zum groussen Deel mam genannten Arrêté iwwereneestëmmt.

Doduerch bleift d'Kontinuitéit vum Institut erhalen an de sougenannten neien Institut kann do uschléissen, wou deen alen, Här Bodry, opgehalen huet.

Här President, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Projet. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. Éischt Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Numm vu menger Fraktioun ginn ech den Accord vun der CSV zum Gesetzesprojet 7021, deen enger altehrwürdeger Institutioun, dem Institut grand-ducal, eng gesetzlech Basis gëtt.

Et ass keng staatlech Verwaltung oder e Regierungsservice, mä en éischter wëssenschaftlecht Institut, dat hei eng Gesetzesassise kritt, dat dat och selwer gefrot huet. An aus där Ursaach kënne mir eisen Accord derzou ginn.

Den Institut grand-ducal fousst um Arrêté royal grand-ducal vun 1868. Dat huet de Rapporteur scho gesot. Him e Merci fir säin ausféierleche Rapport. An den Arrêté royal grand-ducal vun 1868, dat ass en Acte équipollent à la loi, soudatt eigentlech dëse Gesetzesprojet net néideg wär, mä superfétatoire. Et sief, datt den Institut heimat expressis verbis d'Personnalité juridique kréich.

D'Regierung hätt awer kënnen da profitéieren, fir e bësse méi ambitiéis ze sinn, fir dëse Gesetzestext méi ambitiéis ze sinn, wéi just op där enger Säit eng Transpositioun vun de Statuten an e Gesetz, zum aneren nëmmen e bessere Règlement d'ordre intérieur opzestellen, also drëttens méi ambitiéis, ewéi en deposéierten Text mat legistesche juristesche Schwaachstellen an Inkohärenzen ze maachen, deen eréischt nom Statsrot a villen Oppositions formelles e richtege Gesetzestext ginn ass.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, den Institut grand-ducal ass um Institut de France inspiréiert. An eisem net gradesou grousse Land wéi Frankräich ass de Lëtzebuerger Pendant net esou staark ausgebaut, natierlech. Ech géif et begréissen, wann déi sechs verschidden haiteg Sektioune vum Institut grand-ducal ënnerenee besser vernetzt wären an trotz onofhängege Sektioune kee Silosesprit hätten.

Inter- a Pluridisziplinaritéit wären e wichtegen Atout, getrei der Philosophie vun engem Parlement des savants, wéi se den Institut de France als Usproch u sech selwer stellt. Mä, ech géif mam Montesquieu soen: „Et kënnt op den Esprit de la loi un." An dee mécht den Institut grand-ducal lieweg, deen insgesamt méi Visibilitéit kéint hunn a méi Kooperatioun mat der Uni an anere wëssenschaftleche Stellen. Well den Institut grand-ducal war natierlech och geduecht, fir ze interagéieren, besonnesch mat der Gesellschaft, der Wirtschaft an och mat der Politik, deemno als eng Chambre des savants, als kritesch intellektuell Stëmm zu Lëtzebuerg.

An Interaktioun mat der Gesellschaft an dem grand Public, zu deem e sech ëffne muss, kann domat dem Institut grand-ducal a senge Sektiounen eng wichteg Roll an der Demokratiséierung vum Wëssen an der Debatt zoukommen.

Ënnert de leschte Regierungen huet den Institut säi Sëtz an der neier Nationalbibliothéik zougesot kritt, confirméiert vun der aktueller Regierung. Sécherlech wäert deen neien Ënnerdaach och nei Méiglechkeete bidde fir Interdisziplinaritéit an Demokratiséierung. Vläicht och, fir en ze feminiséieren, andeems e méi Fraen ophëlt.

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Mä onofhängeg vun deem neien an zäitgerechte Sëtz géif mat engem Netzwerk vu Geléierte fir d'Demokratie dësem Gesetz dann eng reell Plus-value zoukommen a rechtfertegen, datt en Arrêté royal grand-ducal aus dem 19. Jorhonnert e Gesetz fir d'21. Jorhonnert gëtt, mat enger Populariséierung vun der Institutioun Institut grand-ducal.

Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wär dann an Uleenung zu engem elo just verstuerwene franséischen Academicien an Immortel, dem Jean D'Ormesson, den «crayon des enchantements», fir dësem éischter formale Gesetz eng Plus-value quant au fond ze ginn, en Impuls fir e méi ambitiéist Gesetz, e Gesetz fir d'21. Jorhonnert, e Fortschrëtt op politeschem, wëssenschaftlechem, kulturellem an demokrateschem Plang.

Fir et mam Michel Serres, dem Member vun der Académie française, ze soen: «Face à ces mutations, sans doute convient-il d'inventer d'inimaginables nouveautés.»

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet elo den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo. Merci, Här President. E grousse Merci un de Rapporteur, dee jo bal alles gesot huet zu der Reform vun dëser venerabler Institutioun. D'Madamm Modert ass och agaangen op dëse Projet de loi. Si huet effektiv déi interessant Fro gestallt iwwer eng vläicht méi déif gräifend Reform vum Institut grand-ducal.

D'Fro stellt sech natierlech haut, 2017, no der Plus-value vun esou engem Institut an der Lëtzebuerger Gesellschaft, am Lëtzebuerger Debat. Haut, wou mer eng Uni hunn, déi aktiv ass, déi kontribuéiert, déi vläicht nach méi misst kontribuéieren, wéi se dat am Moment mécht, mä déi awer trotzdeem zum Débat pu-

blic kontribuéiert, wou et eng ganz Rei Thinktanke gëtt, wou et eng lieweg Zivillgesellschaft gëtt, wou vill diskutéiert gëtt, muss ee sech effektiv heiansdo froen, wat d'Valeur ajoutée ass vun deem Institut grand-ducal, vun deene verschiddene Sektiounen, déi nach ëmmer ganz zou sinn. Dat sinn zoue Sociétés savantes, wou och de Membership oder d'Kritäre fir d'Eligibilitéit net ëmmer ganz kloer sinn a wou ee muss soen, dass och dann d'Selektioun net ëmmer op eng ganz transparent Aart a Weis geschitt.

Et ass, wéi gesot, eng venerabel Institutioun, déi nach méi misst, mengen ech, och no bausse schaffen, mä déi sech wierklech och muss Froe stellen iwwer hir Vernetzung an der Lëtzebuerger Gesellschaft an iwwer hir Valeur ajoutée.

Voilà! Dat gesot, stëmme mer natierlech dat Gesetz hei mat, wëssend awer, dass et déi grouss Diskussioun ronderëm d'Raison d'être vun deem Institut sécher net wäert léisen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir seng Aarbecht an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass et un dem Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. A fir unzefänken och e ganz grousse Merci un den Här Bauler, deen eis dee Rapport hei presentéiert huet.

Ech muss soen, ech hu mech wierklech gewonnert elo déi lescht fënnef Minutten, wou mer hei iwwert dee Projet geschwat hunn. Hei kënnt d'CSV mat engem Spriecher, d'Madamm Modert, déi selwer Kulturminister war, déi selwer jorelaang d'Geleeënheet gehat hätt, eppes fir den Institut grand-ducal ze maachen,...

(Interruption)

...déi näischt, näischt gemaach huet fir den Institut grand-ducal an dann eng positiv Initiativ wéi déi heiten hei kritiséiert! Et ass natierlech hiert Recht, awer glafwierdeg Politik ass dat do net.

Mir soen als ADR,...

(Brouhaha)

...datt et, fir den Institut grand-ducal erëm nei ze beliewen an ze stäerken, eng gutt Initiativ ass, a mir wäerten dat heite matdroen.

Déi Reform...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt. D'Madamm Modert wollt ganz kuerz, wann Dir erlaabt, eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Eng Fro stellen? Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Modert, Der hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President, et ass fir Fait personnel. Ech wëll Iech just soen, Här Kartheiser, ech hunn ebe grad just dofir keen esou een Text wéi dat heiten deposéiert, dee just formal Formalitéite geregelt huet an eppes iwwerholl huet, wat haut scho besteet, mä Iwwerleeungen amgaange gehat, fir dorauser méi ze maachen. A genau dofir hunn ech esou en Text net deposéiert gehat. Mä déi Iwwerleeunge si leider an dëser Regierung net virugefouert ginn.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Merci.

(Interruption)

Ech hunn dat Gefill gehat, datt an der leschter Legislaturperiod am Kulturministère ganz vill Iwwerleeunge gemaach gi sinn, déi zu näischt gefouert hunn. An dat heiten...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Awer nach méi wéi elo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech begréissen et wierklech, datt hei elo emol eng Kéier Neel mat Käpp gemaach ginn. An ech soen, ech maachen net gär an net dacks Komplimenter un dës Koalitioun, mä dat hei ass wierklech ee gutt Gesetz.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Ech weess, datt Dir aus dem 19. Jorhonnert sitt, Här Kartheiser,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat heiten...

Mme Octavie Modert *(CSV).*- ...wéi hei den Arrêté royal grand-ducal. Dat ass gewosst.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat heiten ass e Gesetz an esou eng Reform muss sech an der Kontinuitéit vum Optrag vun deem Institut grand-ducal maachen, am Respekt vu senger Geschicht a vu senger Onofhängegkeet. An et ass och ënnert deene Kritären, wou mir dëst Gesetz wäerte beuerteelen.

Et ass eng gutt Wiel, fir eng Personne morale de droit public als Rechtsform ze wielen. An et ass och eng ganz flott Saach, datt et konnt gewäerleescht ginn, datt dee Begréff „sous la protection du Grand-Duc" an deem Gesetz ass, genausou wéi an der Belsch den Institut ënnert der Protektioun vum Kinnek ass an a Frankräich ënnert der Protektioun vum President. Ech mengen, mir schafen hei och en Usproch, e Qualitéitsusproch an eng historesch Kontinuitéit, déi een nëmme ka luewen.

Et sinn natierlech och Froen ze stellen. Et kann een elo kucken, wéi deen Institut fonctionnéiert. Seng Onofhängegkeet muss garantéiert sinn. An ech mengen, et ass wichteg, an dat ass elo eng Kritik un lech, och an enger Zäit, wou d'Regierung awer higaangen ass an esou vill Instituter, wëssenschaftlech Instituter ofgeschaaft huet oder zesummegeluecht huet, do muss awer garantéiert sinn, datt déi Onofhängegkeet vun deem Institut grand-ducal wierklech garantéiert ass.

An dat gëllt och fir de Rôle vum Kulturminister. Deen ass am Gesetz net ganz kloer bestëmmt. D'Gesetz seet zwar: De Budget muss dem Kulturminister virgeluecht ginn, mä wat elo wierklech d'Kompetenze vum Kulturminister sinn, ausser der Verdeelung vun deene Suen tëschent deene verschiddenen Instituter, steet net am Gesetz. Wéi ass den Usproch vun der Onofhängegkeet wierklech kompatibel mat deem Rôle, deen dem Kulturminister am Gesetz zougeduecht ass, awer deen net präziséiert ginn ass?

Och bei der Notioun vun „sous la protection du Grand-Duc" kann ee sech froen, wéi déi ka mat Liewen erfëllt ginn. Huet de Grand-Duc ausser engem symboleschen Optrag och nach méi Méiglechkeeten, Afloss ze huelen op de Fonctionnement vum Institut grand-ducal, em méi Prestige ze ginn eventuell, wéi dat bei engem normalen Institut de Fall wär? Och doriwwer kann een eng Kéier nodenken.

Genausou wéi och d'Membere musse kënne garantéieren, datt deen Institut eng ganz wäertvoll Aarbecht ka leeschten. Mir däerfen net nëmmen de Lëtzebuerger Mikrokosmos hei bedéngen, mä mir musse wierklech kucken, datt deen Institut sengem Ruff a senger Aufgab ka gerecht ginn.

Dofir ass et och wichteg an eisen Aen, datt de Lien mat Lëtzebuerg och betount gëtt. Et steet näischt am Gesetz. En heescht zwar Institut grand-ducal, mä et ass net präziséiert am Gesetz, wéi wierklech de Lien mat Lëtzebuerg soll ausgestallt ginn. Ob zum Beispill elo speziell d'Lëtzebuerger Sprooch oder d'Nationalitéit vun de Memberen (veuillez lire: solle gefërdert ginn), all déi Saachen, wou een hätt kënnen en Ophänkert huelen, fir de Lien mat Lëtzebuerg ze hunn, och dat steet net am Gesetz. Dat ass eng Lacune. De Konträr steet och net dran, dofir kënne mer dermat liewen. Mä op jidde Fall ass et esou, datt een de Lien mat Lëtzebuerg, mat eiser Kultur, mat eiser Sprooch an der Aarbecht vum Institut grand-ducal muss erëmfannen.

D'Notioun Archäologie ass ewechgefall. Mir hate jo am alen Institut grand-ducal déi Section archéologique. Dat ass u sech schued, datt déi Notioun net méi am Gesetz steet, well d'Geschicht fänkt jo do un, wou mer d'Schrëftdokumenter hunn. An dat, wat virdrun ass, ass u sech archäologesch. A mir hunn en immense Patrimoine archéologique hei am Land. An dofir ass et e bësse schued, datt déi Notioun am Gesetz net méi dran ass.

An natierlech schléisse mer eis och den Iwwerleeunge vum Här Fayot a vun aneren un, déi soen, mir mussen eng Reflexioun driwwer féieren, wou dann elo d'Zesummenaarbecht ass mat der Universitéit a mat deenen anere wëssenschaftlechen Instituter, déi mer do kënnen hunn. Dat ass och eng Aufgab, déi an der nächster Zukunft vum Institut muss ugeduecht ginn a präziséiert ginn.

Mä mat all deene Reflexioune kënne mer awer nëmme soen: Dat hei ass eng positiv Initiativ a mir wäerten déi als ADR och matstëmmen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo als Leschten den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. No den Ausféierunge vum Spriecher vun der ADR an och no deenen Diskussiounen, déi mer gëschter an haut hei am Plenum haten, kann ee feststellen, datt eng Separatioun schwéier ass, d'Separatioun vu Loveren. D'ADR fänkt un, just nach op d'CSV ze klappen. Et mengt ee bal, si wieren dat véiert Rad um Gambiawon. Wat ganz erstaunlech ass. E Retournement,...

(Brouhaha général)

...deen d'ADR hei gemaach huet.

Une voix.- Elo iwwerdreift et net!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Zum Projet.

(Brouhaha général)

Den Institut grand-ducal, dat Gesetz, mat deem mer et...

(Brouhaha)

Bei deem Gesetz, mat deem mer et hei ze dinn hunn, do geet et am Wesentlechen drëm, datt de Statut juridique vun enger Institutioun gekläert gëtt, déi zumindest an deene leschte Jorzéngten net duerch Aktivismus opgefall ass. An et hätt ee sech effektiv kënne méi e grousse Worf erwaarde vun enger Regierung, déi awer ugekënnegt hat, d'Fënstere grouss opzerappen an de Mief aus vergaangene Jorzéngten a Jorhonnerten erauszeblosen. Mir stelle fest, datt awer nach ganz vill vun deem Mief an deem heiten Text mat dran ass.

Dat, wat den Här Kartheiser virdrun och zitéiert huet, nämlech datt deen Institut sous la protection du Grand-Duc steet, wou souguer de Statsrot sech gefrot huet, wat dann d'Valeur normative vun esou enger Qualifikatioun wier, ass, mengen ech, e gutt Beispill derfir, datt, wa mer am Joer 2017 Gesetzer maachen, wou iergendwellech Instituter sous la protection vum Groussherzog gestallt ginn, dat awer ganz, ganz bizarre ukléngt.

(Interruption)

Déi zentral Fro ass awer an dësem Text net gestallt, nämlech déi, wéi eng Roll esou en Institut soll an der lëtzebuergescher akademescher Landschaft a Kulturlandschaft anhuelen, déi jo awer definitiv eng aner ass wéi 1868, wou dat Ganzt geschafe ginn ass. Mir hunn haut eng Uni, mir hunn aner kulturell Institutiounen, mir hunn aner Recherchezentren. A wéi eng Funktioun esou en Institut doranner huet, wat d'Plus-value dovunner ass, dat ass net wierklech ersiichtlech an deem heiten Text.

Dir gesitt, d'Euphorie, fir en ze stëmmen, hält sech a Grenzen. Mir maachen et awer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo de Statssekretär am Kulturministère, den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Merci, Här President. Ech géif virop direkt dem Rapporteur e grousse Merci soen. En huet ganz villes gesot, wat wichteg war. Duerfir kann ech am Fong och meng Interventioun e bësse méi kuerz maachen.

Wéi gesot, den Institut grand-ducal huet seng Plaz. Mir brauchen him keng Aufgaben ze ginn, wat en ze maachen huet. Ech mengen, déi Leit, déi an deem Institut dra sinn, wësse ganz genau, wat ze maachen ass. Si sichen elo schonn an enger gewëssener Interdisziplinaritéit a si sollen och op där Schinn virufueren.

Den Institut grand-ducal ass e wichtegt Element an deem Sënn, dass ganz vill Recherchë gemaach ginn zesumme mat der Uni. Si hale Konferenzen, si maache Seminären, et gi Publikatioune gemaach.

Also, si sinn e ganz, ganz wichtegt Element an eiser kultureller Landschaft. Si hunn och en enorme Patrimoine, deen elo dann och transferéiert gëtt an d'Bibliothèque nationale, fir kënnen do opgeschafft ze ginn, well si hunn an déi 80.000 Dokumenter. Dat ass schonn net näischt.

Déi Haapterneierung, wéi gesot, vun dësem Projet de loi ass, dass mer dem Institut grand-ducal eng Personnalité juridique ginn, eng Personne morale de droit public, souwuel fir den Institut grand-ducal en général wéi och fir déi sechs Sektiounen, déi de Moment bestinn.

Déi Personnalité juridique huet éischtens emol praktesch Ursaachen, dass mer déi ginn, mä se ass awer och op där anerer Säit indispensabel, fir dee Patrimoine, deen den Institut huet, kënnen ze valoriséieren.

Am Ausland hunn déi Instituter natierlech och déi Personnalité juridique, notamment a Frankräich an an der Belsch, wou mer eis de toute façon och inspiréiert hunn.

Dem Institut grand-ducal seng Missioune sinn awer och kloer definéiert ginn am Text, Artikel 2. Den Institut huet och verschidde finanztechnesch Regelen, deenen en ënnerläit. Den Artikel 3 gesäit vir éischtens, dass se emol ënnerschiddlech Ressources financières kënnen hunn, zweetens, dass den Institut e Budget prévisionnel muss ofginn, mat engem Rapport d'activité, an drëttens, dass den Institut dem Contrôle vun der Cour des comptes ënnerläit, wat bis elo nach net de Fall war.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, dësen Text soll u sech, quitte dass dat haut kritiséiert ginn ass, en zäitgeméisse Kader fir den Institut grand-ducal schafen. E soll sech selwer a seng Sektiounen national an international méi visibel maachen. An, ganz wichteg, den Institut a seng Sektioune sollen dem Public méi zougänglech gemaach ginn, notamment, an ech hunn et schonn ugedeit, mat den 80.000 Dokumenter, déi se an hirer Bibliothéik hunn, déi dann eben, wéi gesot, elo an der Bibliothèque nationale ënnerbruecht ginn. De Moment si se verspreet op x Plazen a si ginn elo konzentréiert op enger Plaz.

Fir ofzeschléisse wollt ech am Fong soen, dass - dat ass schonn ugeklongen - den Institut d'nächst Joer seng 150 Joer feiert. An ech géif mengen, deen heiten Text kënnt grad zum richtege Moment, och an der Joreszäit. Dat wär fir den Institut, wann d'Gesetz ugeholl gëtt, e schéine Chrëschtkaddo.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statssekretär.

A mer géifen dann zum Vott iwwert de Projet 7021 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7021 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 59-mol Jo. Keen Neen a keng Abstentioun. Domat Unanimitéit vun deenen, déi ofgestëmmt hunn.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7021 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'accord fir d'Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen dann zum leschte Punkt vun de Moien iwwergoen: d'Proposition 7213, eng Änderung vum Reglement, fir der rezenter Reform vum Conseil d'État Rechnung ze droen. An d'Wuert huet den honorabele Rapporteur, den Här Alex Bodry.

9. 7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Rapport de la Commission du Règlement

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Kolleeginnen a Kolleegen, bei dëser Ofännerung vun eisem Chambersreglement geet et drëm,

fir eis intern Regelung un déi lescht Gesetzesmodifikatioun unzepassen, wat d'Organisatioun vum Statsrot ugeet: d'Gesetz vum 16. Juni 2017, wou eng Rei Punkte geännert gi si par rapport zu der Gesetzgebung, déi virdru bestanen huet an déi mir an eisem Reglement iwwerholl haten, déi mer elo mussen dann och vollzéien, fir dass eng Konkordanz besteet tëschent eisem interne Reglement, wat d'Organisatioun vun eisen Aarbechte regelt, an dem Gesetz iwwert de Conseil d'État.

Et geet dorëm, fir d'Éischt ze kucken - dat war eng Fro, déi mer diskutéiert hunn, och den Här Meyers hat déi opgeworf -, ob mer all Kéiers sollten, wann e Gesetz geännert gëtt oder wann e Gesetz eng Regelung virgesäit, déi d'Aarbechte vun eiser Chamber betrëfft, ob mer dann och dat Reglement automatesch mussen änneren oder ob et net géif duergoen, fir de Gesetzestext einfach ze applizéieren, ouni dass mer eist Reglement op deem Punkt iwwerhaapt musse virhuelen.

Mir waren der Meenung, well dat bis elo déi generell Approche war, déi mer och zum Beispill beim Droit d'enquête a bei der Kommissioun vun dem Contrôle vum SREL hunn, sollte mer déi bäibehalen. Déi besteet doranner, dass mer gesetzlech Bestëmmungen an eist internt Chambersreglement integréieren, wa se en direkte Bezuch zu eisen Aarbechten hunn. A mir hu gemengt, mir sollten elo do kee Broch maache mat där Traditioun, déi mer bis elo haten, mä an dësem Stadium, virun enger allgemenger Iwwerschaffung vun eisem Reglement, och bei där doter Praxis bleiwen.

Dat heescht also, dass mer elo da virun der Fro stinn, wéi mer déi Modifikatioune vum Gesetz iwwert de Statsrot hei och an eist Chambersreglement integréieren. Mir hu probéiert, eis do esou wäit wéi méiglech eent zu eent un den Text vum Gesetz ze halen, just op deem engen oder anere Punkt eng liicht Modifikatioun eranzebréngen, fir an der Kohärenz vun dem Opbau vun eisem eegene Reglement ze bleiwen, ouni awer doduerch an Interpretatiounsschwieregkeeten eranzekommen.

Soudass keng Divergences d'interprétation kënne bestoen tëschent dem Gesetzestext op där enger Säit an dem Reglementstext op där anerer Säit, wou ee sech jo da géif d'Fro stellen: Wat priméiert am Endeffekt, d'Reglement vun der Chamber, deem seng Basis direkt an engem Verfassungsartikel ass, oder d'Gesetz? Déi spannend Fro brauche mer hei net ze tranchéieren, wa mer Suerg droen, dass mer plus ou moins déiselwecht Texter hei am Gesetz an am Reglement vun der Chamber stoen hunn.

Wat sinn dann elo och déi wichtegst Ännerungen, déi sech aus där Reform vun 2017 vum Statsrot hei erëmspigelen am neien Text vum Reglement vun der Chamber?

Et ass éischtens emol d'Verhältnis, d'Relatiounen tëschent der Chamber als Institutioun an dem Conseil d'État als Institutioun. Déi geschéien an Zukunft op direktem Wee an net méi par l'intermédiaire vun der Regierung. Doduerch réckelt de Conseil d'État och praktesch an eng Äquidistanz zur Regierung an zum Parlament, wat sech jo och an der Zesummesetzungsprozedur vum Conseil d'État erëmspigelt, wou souwuel d'Regierung wéi och d'Chamber e Virschlosrecht hunn, niewent der Kooptatiounsprozedur, déi beim Conseil d'État selwer ass.

Mir mengen, dass dat eng ganz gutt Saach ass. An dat geschitt dann op deem normale Wee. Dat heescht, u sech leeft dat iwwert de President vun der Chamber mam President vum Conseil d'État.

Dat huet och eng Konsequenz: dass d'Proposition-de-loien net méi, wéi eigentlech eist Reglement et virgesäit, wéi d'Projet-de-loien iwwert d'Regierung un de Conseil d'État weidergeleet ginn, mä elo schreiwe mer ausdrécklech an eisen Text dran, dass mir als Chamber d'Proposition-de-loien, wat also Initiativ vun den Deputéierten ass, direkt un de Conseil d'État weiderginn, ouni iwwert d'Bréifkëscht vum Statsministère ze fueren. Alles dat geet, mengen ech, och an eng vernünfteg Richtung eran, wat de Stellewäert vum Parlament par rapport zu aneren Institutiounen ugeet.

Da gesäit eng interessant Bestëmmung, déi mer am Gesetz gestëmmt hunn hei, vir, wann d'Chamber dat verlaangt, dass dann och de Conseil d'État oder eng Kommissioun vum Conseil d'État muss eng Kommissioun vun der Chamber zu engem präzise Gesetzesprojet oder Gesetzesinitiativ unhéieren, déi an der Chamber behandelt gëtt, fir esou Onkloerheete vläicht aus dem Raum ze kréien.

Dat ass ausdrécklech an deem neie Gesetz vun 2017 vum Conseil d'État esou virgesinn. Och dat ass, mengen ech, e Fortschrëtt par rapport zu virdrun an de Relatiounen. Dat ass et haut schonn op enger offiziöser Basis ginn. Do sinn esou Kontakter vun Zäit zu Zäit organiséiert ginn tëschent enger Kommissioun an normalerweis enger Kommissioun och vum Conseil d'État op eenzelne konkrete Projeten, mä dat war bis elo eigentlech net formaliséiert. Elo maache mer dat. A mir hunn als Kommissioun vum Reglement och kloer zum Ausdrock bruecht, dass mer och der Meenung sinn, dass dat dann och eng normal Kommissiounssitzung ass vun där Kommissioun vun der Chamber.

An natierlech heescht dat och, dass se och op deemselwechte Wee muss geneemegt ginn, wéi wann ee Kontakter zu baussen ophëlt. Dat heescht, u sech ass et de President vun der Chamber, deen dat geneemegt, awer sur avis conforme vun der Conférence des Présidents, wéi dat och mat anere Kontakter zu externen Institutioune vun der Chamber Usus ass.

Soudass mer also do, mengen ech, eng Rei vu positiven Ännerunge selwer hei an d'Wee geleet hunn, déi déi Relatioune mam Conseil d'État am Sënn vun enger gudder parlamentarescher a legislativer Aarbecht kënne verbesseren.

Dann dat anert wichtegt Element vun de Modifikatiounen, wat d'Chamber an de Statsrot ugeet, ass d'Nominatiounsprozedur bei zukünftege Conseillers d'État, wou jo d'Chamber eng vun den Instanzen ass, déi Kandidate proposéiert.

Bis elo war dat esou, dass d'Chamber eng Lëscht vun dräi Kandidate proposéiert huet. D'Gesetz huet do gesot, dass just nach eng Kandidatur eigentlech dem Grand-Duc zur Ennerschréft virgeluecht gëtt an dass dat och, wéi elo, duerch eng Kommunikatioun no bausse geschitt, wou d'Kandidate sech kënnen hei bei der Chamber mellen, wann esou e Posten als vakant erkläert gëtt, a wou dann och an där Annonce, déi no bausse gemaach gëtt, d'Konditioune vun der Stee vun der Kandidatur festgeluecht sinn, wéi se am Gesetz vun 2017 iwwert d'Organisatioun vum Conseil d'État festgeluecht sinn.

Do sinn e puer nei Elementer mat derbäikomm. Et ass jo och d'Iddi festgehale ginn am Gesetz, dass do de Conseil d'État zwee Profiller definéiert, déi am Prinzip solle vun deem neie Kandidat oder där neier Kandidatin erfëllt ginn. An et kënnt derbäi, dass d'Chamber och elo duerch d'Gesetz d'Verflichtung huet, derfir ze suergen, dat heescht drop opzepassen - d'Verb „veiller" ass hei gebraucht ginn -, dass déi eenzel politesch Kräften, déi politesch Parteien, déi an der Chamber hei vertratt sinn, och adequat vertratt sinn am Conseil d'État, soufern se eng minimal Vertriedung vun dräi Deputéierten an der Chamber hunn.

Dat ass also och ee Kritär, deen elo ze berücksichtegen ass. Et ass kee Critère de recevabilité vun enger Demande, mä et ass awer e Kritär, deen herno d'Chamber an hirer Ofstëmmung, déi se dann iwwert d'Kandidature mécht, ze berücksichtegen huet.

Dobäi ass och eng nei Geschlechterbestëmmung komm, déi mer bis elo an deem heiten Domän guer net kannt hunn. Et ass, géif ech soen, déi, bon, moralesch Verflichtung do - déi ass net bannend -, fir fir eng gläichwäerteg Vertriedung vu béide Geschlechter ze suergen. Mä et ass awer dann eng Fernbestëmmung dran. Dat ass déi, dass u sech d'minimal Vertriedung vun deem ënnerrepresentéierte Geschlecht muss siwen ausmaachen.

Dat heescht also ganz kloer: Et ass eng Fro vu Recevabilitéit vun den Demanden. Dat heescht, u sech muss gewäerleescht ginn, dass mindestens siwe Männer oder Fraen, jee no der Konstellatioun - am haitege Kontext sinn et Fraen, mä et ka sech awer natierlech eng Kéier änneren -, am Conseil d'État vertratt sinn. Soulaang also déi Mindestzuel net erreecht ass, kann u sech kee Kandidat genannt ginn.

Datselwecht, eng äänlech Bestëmmung hu mer scho méi laang, wat d'Zuel vun de Juristen ugeet, wou jo eng Majoritéit vun de Membere vum Conseil d'État muss Jurist sinn. An dat ass och eng Fro vu Recevabilitéit. Do muss also, ausser an enger Iwwergangsperiod tëschent enger Demissioun an enger Nominatioun, gewäerleescht ginn, dass eng minimal Zuel vu Juristen am Conseil d'État ass. Hei kënnt also nach eng zousätzlech Geschlechterbestëmmung derbäi, déi mer natierlech och, wéi d'Gesetz, an eist Chambersreglement mat erageholl hunn.

Voilà! Déi Ännerungen do, mat enger Kandidatur just nach, déi proposéiert gëtt, maachen, dass mer elo déi ganz Dispositiounen, wat d'Poste vu President, Vizepresident a Conseillers an der Cour des comptes ugeet, eleng an engem Artikel stoen hunn. Déi ass elo net méi comparabel mat där, déi mer fir d'Membere vum Conseil d'État hunn. Duerfir ännert sech och an deem dote Punkt eist Reglement vun der Chamber.

Wéi gesot, dat ass elo keng revolutionär Neierung, déi ech hei proposéieren. Dat sinn déi Neierungen, déi mer selwer hei decidéiert hunn, wéi mer d'Reform vum Conseil d'État gestëmmt hunn, an déi mer probéieren also hei korrekt och an eist eegent Reglement ëmzesetzen.

Ech géif also proposéieren am Numm vun der Kommissioun, do war Eestëmmegkeet, deen heiten Text ze stëmmen. An ech bréngen och heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An den éischte Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir hunn an der Kommissioun iwwert déi Upassungen zum Reglement diskutéiert. Mir haten als CSV géint de Projet de loi vun der Modifikatioun vun dem Statsrot gestëmmt. Hei geet et awer ëm reng technesch Upassunge par rapport zu deem Gesetz.

Mir hunn eisen Accord an der Kommissioun dozou ginn a ginn nach heimadder den Accord fir d'Upassung vum Règlement interne vun der Chamber zu deenen Upassungen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Eugène Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- D'Madamm Beissel mécht dat.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wéi Der wëllt!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Ech soen dem Alex Bodry och am Numm vun der DP-Fraktioun en häerzleche Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et wär u sech vill ze soen, mä en huet dat esou gutt virbruecht, dass ech mech ganz kuerz wäert faassen.

U sech ganz kuerz dräi Iddien.

Dat Éischt ass: Mir regulariséieren haut. Mir hunn en neit Gesetz iwwert de Statsrot. An dofir musse mer hei an dësem Haus, a mir hu jo och déi Optioun geholl, dass mer dat ëmmer maachen, dass déi Texter beienee sinn, ebe just d'Designatiounsprozedur no den neie Konditiounen, dass mer d'Chambersreglement dem Statsrotsgesetz upassen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass eng Revalorisatioun vum Parlament doduerch, dass mer u sech méi no beieneeréckelen, d'Kollaboratioun oder d'Kooperatioun mam Statsrot straffen, an op där anerer Säit e bësse méi schnell kënne fueren, net ëmmer mussen iwwert d'Regierung fueren. Do maache mer eis e bësse flügge als Parlament, och vis-à-vis vum Pouvoir exécutif.

An dat Drëtt, wat ech Iech wëll soen, ass: Mir maachen dat doten elo als Adaptatioun, mä Dir wësst, dass mer amgaange sinn, eis Gedanken ze maachen, well d'Reglement misst eigentlech eng Kéier generell a ganz op de Métier geholl ginn, fir et wierklech no där haiteger Zäit ze moderniséieren. Do gëtt virun dru geschafft. De Moment ass et eng Etapp, wou mer dat dote maachen. Dat ass wichteg.

An dofir bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Madamm Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech hunn eigentlech näischt méi bäizefügen. Et ass alles erkläert. Mir setzen e Gesetz an e Chambersreglement ëm, fir datt mer och konform kënne schaffen. An aus deem Grond wäerte mir natierlech dëse Projet de loi oder dat Reglement matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, och ech brauch net méi vill zu dem Text hei ze soen. Ech wëll just dem Kolleeg Alex Bodry Merci soen, deen dat mat senge Kompetenzen hei wonnerbar als Rapporteur explizéiert huet.

Et ass eng Ëmsetzung vun engem Gesetz, wat mer kierzlech gestëmmt hunn, wat mer elo an eist Reglement integréieren. An ech mengen, esou wéi et erkläert ginn ass, si keng weider Wierder méi noutwendeg. An ech kann den Accord vun eisem Grupp bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et ass schonn e puermol gesot ginn: Et ass d'Ëmsetzung an d'Aschreiwung an eist Reglement vun engem Gesetz. E Gesetz, wat virun e puer Méint hei diskutéiert ginn ass, mat deem mir net averstane waren, bei deem mir eis enthalen hunn, well nieft verschiddenen eenzelne Fortschrëtter awer éischter d'Enttäuschung iwwerwien huet.

Dat heiten ass elo d'Ëmsetzung dovunner an eis Reglement. Et kann een net vill anescht maachen, wéi déi dote Prozedur unzehuelen. Duerfir, mir stëmmen dat heiten och mat, net ouni ze vergiessen ze soen, datt mer awer mat dem urspréngleche Gesetzestext net averstane waren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A mir kéinten direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Ech wollt just zu der Suggestioun vun der Madamm Beissel soen, dass an deene leschte Méint ganz exzellent Viraarbechte geleescht gi sinn an der Administratioun, de Verglach vun eisem Reglement mat anere Reglementer, soudass déi noutwendeg Viraarbecht geleescht ass, fir dass mer als Chamber kënnen an absehbarer Zäit un eng Iwweraarbechtung vum Reglement goen. An ech wollt duerfir och Merci soe fir déi exzellent Aarbecht an dann zur Ofstëmmung iwwert d'Ännerungspropositioun iwwergoen.

Vote sur la proposition de modification 7213 du Règlement de la Chambre des Députés

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An elo gläich ass d'Ofstëmmung eriwwer.

A mir stellen Unanimitéit fest.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Martine Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech soe Merci.

An domat si mer um Enn vun eiser Moiessëtzung ukomm.

Rendez-vous ass de Mëtten um zwou Auer fir de Rescht vum Programm. Mir wäerte mat enger Question urgente ufänken an dann de Projet vun der Ekonomie huelen an duerno direkt hannendrun de Projet iwwert d'Congéspeciallen huelen.

Voilà! Dat gesot, ënnerbriechen ech eis Sëtzung. A Rendez-vous ass um zwou Auer. Gudden Appetitt!

(Fin de la séance publique à 11.37 heures)

SÉANCE 14

JEUDI,
14 DÉCEMBRE 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Question urgente n°3522 de M. Laurent Zeimet et de M. Léon Gloden relative à la contribution financière au Corps grand-ducal d'incendie et de secours

- *M. Laurent Zeimet - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

3. 6855 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et modifiant

1. la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

2. la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7060 - Projet de loi portant modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, et abrogeant

3. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz (intervention de M. le Ministre Nicolas Schmit), M. Georges Engel, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre Nicolas Schmit), M. Marc Baum*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (intervention de M. Fernand Kartheiser), Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de Mme Viviane Loschetter)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7144 - Projet de loi relatif à la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet (interventions de Mme Josée Lorsché, Mme Viviane Loschetter et M. le Ministre François Bausch), M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas (interventions de M. Eugène Berger et Mme Claudia Dall'Agnol), M. Gast Gibéryen, M. David Wagner (intervention de Mme Viviane Loschetter)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

6. 7209 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or

7210 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre le Circuit de la Foire internationale et l'aéroport du Findel

Motion n°1 de M. David Wagner relative à l'introduction de la gratuité universelle des transports publics luxembourgeois (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

Motion n°2 de M. David Wagner relative à l'opposition à toute politique de dumping social dans la société Luxtram (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Marc Lies, M. Roger Negri (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. Henri Kox, M. Gusty Graas, M. Roy Reding (dépôt d'une motion) (intervention de M. Gast Gibéryen), M. David Wagner (intervention de M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer, M. Gilles Baum (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Roger Negri (intervention de Mme Lydie Polfer)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Serge Wilmes et M. Gast Gibéryen)*
- *Motions: M. David Wagner, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Gast Gibéryen (intervention de M. le Ministre François Bausch), M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen (interventions de M. Georges Engel et M. Alex Bodry)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7209 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7210 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (liée aux projets de loi 7200 et 7201) (rejetée)*
- *Vote sur la motion 2 (liée aux projets de loi 7200 et 7201) (rejetée)*
- *Vote sur la motion 1 (liée aux projets de loi 7209 et 7210) (rejetée)*

7. Discours de fin d'année de M. le Président

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *M. Alex Bodry*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. François Bausch, M. Dan Kersch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op. An ech gesinn, d'Regierung huet direkt keng Kommunikatioun ze maachen. Merci, Här Vizepremier.

Da géif ech zum éischte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, der Question urgente, déi vun de Kolleege vun der CSV komm ass. An den Här Zeimet dréit se vir.

2. Question urgente n°3522 de M. Laurent Zeimet et de M. Léon Gloden relative à la contribution financière au Corps grand-ducal d'incendie et de secours

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President, an och Merci, datt Der d'Urgence unerkannt hutt. Dir Dammen an Dir Hären, et geet ëm de Finanzement vum zukünftege CGDIS a verschidde Consignen, déi den Innenminister de Gemengen an de leschte Wochen zoukomme gelooss huet. Ech schécke viraus, datt et eis elo net ëm eng prinzipiell Diskussioun ëm de CGDIS geet, mä ëm déi zukünfteg eventuell Finanzéierung vun deemselwechten.

An der Budgetscirculaire, déi den 10. November vum Innenminister un d'Gemenge gaangen ass, sinn d'Gemengen u sech opgefuerdert ginn, an hire Budgeten déi normal Kreditter fir d'Rettungsdéngschter weider virzegesinn. An effektiv huet de Minister doranner geschriwwen, „dans les meilleurs délais" géif en nach eng Kéier op Präzisiounen zréckkommen, wat de CGDIS géif ugoen. An en huet do ugekënnegt an der Budgetscirculaire, datt de CGDIS géif den 1. Juli da fonctionnéieren, wat e bësse fir Erstaune gesuergt huet, datt iwwer eng Budgetscirculaire matgedeelt gëtt, wéini de CGDIS géif fonctionnéieren. E CGDIS, dee bis ewell jo emol nach net hei an der Chamber approuvéiert ginn ass! Mä et sief!

Ech denken, datt déi meescht Gemenge sech dorunner gehalen hunn an och weider natierlech d'Kreditter virgesinn hunn, fir hir Rettungsdéngschter ze finanzéieren am Laf vum nächste Joer.

Mir haten dunn als CSV-Fraktioun e Courrier gemaach un de President, fir ze froen, fir eng Commission jointe ze kréie vun der Finanzkommissioun an der Interieurskommissioun, fir genau iwwert de Punkt vun der Finanzéierung vum CGDIS eng Kéier kënnen zesummen ze diskutéieren. An der Interieurskommissioun war dat och esou zougesot ginn, datt dat sollt geschéien, well mir eis awer Gedanke maachen - an do sinn ech mat mengem Kolleeg, dem Léon Gloden, net eleng, mä et sinn der eng ganz Rei an eiser Fraktioun an ech denken och op anere Bänken -, wat genau elo do op eis zoukënnt als Stat, awer natierlech och als Gemengen.

Wou si mer drun? Dat heescht, wat ass de Finanzplang vun deem CGDIS? Wéi soll en herno finanzéiert ginn? Wéi deelt déi Fifty-fifty-Opdeelung sech herno genau op? Wat bedeit dat fir de Stat? Wat bedeit et fir d'Gemengen? Dat ass esou zougesot ginn. De Minister huet och gesot, si wären amgaangen dann auszerechnen, wat dat fir déi eenzel Gemenge géif ausmaachen.

Du ware mer dann awer erstaunt an de Gemengen - an och do, mengen ech, war ech mam Här Gloden net eleng erstaunt, mä och anerer -, wéi mer de 5. Dezember e Courrier kritt hu vum Innenminister, nach eng Kéier zur Finanzéierung vum CGDIS, a wou dann all Gemeng eenzel e Montant matgedeelt kritt huet, dee se da soll an den Depensë virgesi fir hir Kontributioun an dee sougenannte CGDIS.

Elo ass et esou, datt déi Circulaire esou formuléiert ass, oder villméi dee Bréif esou formuléiert ass, wéi e formuléiert ass, a mer net vill Leit begéint hunn, déi dat direkt verstanen hunn, wat de Minister elo vun de Gemenge verlaangt huet. An et sinn och Kolleegen, déi nogefrot hu bei de Servicer vum Minister, an déi kruten do och verschidden Interpretatiounen. Also gëtt et do Interpretatiounsdivergenzen, wat genau elo gemengt a verlaangt ass a wéi et geduecht ass virun allem.

Wat ee versteet, ass, datt ee soll eng Depense virgesinn als Kontributioun fir de CGDIS. Et leeft jo awer ëmmer nach weider, denke mer jo emol, déi normal Fonctionnementskäschten, déi mer solle virgesinn iwwert d'Joer 2018. Oder vläicht awer och net, well et gouf och gesot: „Jo, mä Dir kënnt jo vläicht dann och op der Recettësäit schonn eppes virgesinn, well iergendwéi soll de Stat jo herno, wann dann dee CGDIS do géif kommen..." An do stellt Der scho fest, ech soen ëmmer „wann"! Wann, well ausser, mir hätten op dëser Säit iergendeppes verpasst hei, mengen ech, ass de CGDIS vun dëser Chamber nach ëmmer net gestëmmt ginn! An ob e gestëmmt gëtt, steet jo awer soulaang, bis e gestëmmt ass, ëmmer nach an de Stären. An ech denken, datt et awer e bëssen e komescht Virgeeën ass, fir hei ëmmer schonn erëm esou ze maachen - et ass net déi éischte Kéier! -, wéi wa schonn eppes en vigueur wär, wat dës Chamber nach net passéiert huet!

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Et ass e bëssen e komescht Verständnis vum Fonctionnement vun dësem Stat, wëll ech awer eng Kéier an der Klammer hei bemierken.

Op alle Fall, dee Bréif stellt vill Froen, an dem Minister dierft et sécherlech net entgaange sinn, datt eng Rei vu Gemengen hir Budgete scho gestëmmt hunn. An et wäert dem Minister och net entgaange sinn, datt eng aner Rei vu Gemengen hir Budgete souwäit preparéiert hunn an drop waarden, datt se elo an de Gemengerot kommen, fir diskutéiert an normalerweis dann och gestëmmt ze ginn.

Elo kënnt awer da just viru Kleeserchersdag e Bréif, deen erëm opfuerdert, d'Budgeten elo nach ganz schnell erëm eng Kéier ëmzeänneren, wou dann och Montanten drastinn, wou ech mer kéint virstellen, datt et an där enger oder anerer Gemeng awer vläicht e bëssen enk kéint ginn am Budget.

Dofir, Här Minister, d'Fro: Dir sidd jo sécherlech au courant, datt d'Gemenge ganz kuerz virum Vott vun hirem Budget stinn. Ech denken och, datt Dir och wësst, datt de CGDIS nach net gestëmmt ass, an Der och au courant sidd, datt et verschidden Interpretatiounen zu Ärem Bréif gëtt. Dofir wäre mer net onfrou, wann Der elo vun dëser Geleeënheet géift profitéieren, fir dann Ären eegene Bréif eng Kéier ze erklären, wéi e geduecht ass, fir datt d'Gemengen da kënnen eventuell deem nokommen, wat Der verlaangt.

An dann ass och d'Fro: Wat maacht Der am Fall elo vun deene Gemengen, déi hire Budget scho gestëmmt hunn? Gitt Der dohinner an ännert déi dann eegenhändeg ëm? Oder wat maacht Der, wann d'Gemengen deem Bréif elo net nokommen?

Nach eemol: Mir stellen net am Moment prinzipiell de CGDIS a Fro. Mir stinn hannert eise Rettungsdéngschter. Mir wëllen och selbstverständlech déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, datt se kënne fonctionnéieren. Mä bei där Reform wëlle mer awer wëssen, wat op eis duerkënnt. Mir wëlle wëssen, wat et kascht, a mir wëlle genau herno wëssen, wie wat ze droen huet. An eréischt da gi mer eis Zoustëmmung fir déi Reform oder net.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet elo den Innenminister, den Här Dan Kersch, fir op d'Fro ze äntwerten.

Une voix.- D'Fro urgente!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- D'Fro urgente. Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et war e bësse laang, eng Minutt ze laang.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dat ass kee Problem. Wann ech déi Minutt ka recuperéieren, da sinn ech frou.

(Interruptions)

Ech sinn e bëssen erstaunt, dass den Här Zeimet erstaunt ass,...

(Hilarité)

...well dat, wat mer, wéi e selwer gesot huet, mat deem Bréif un d'Gemenge bewierke wollten, ass dat, wat mer och laang virdrun ugekënnegt haten, engersäits, wéi en et selwer gesot huet, an eiser Circulaire, déi mer un d'Gemenge gemaach hunn iwwert d'Gemengebudgeten, déi den 10. November erausgaangen ass, wou mer ganz kloer gesot hunn, dass e Bréif géif nokommen, wou mer d'Gemenge géifen driwwer informéieren, wat se

mussen an de Budget aschreiwen en vue vun der Realisatioun vum CGDIS.

Et ass nach net ganz laang hier, dunn hat ech dem Här Zeimet e klengen Dictionnaire zoukomme gelooss, a wann een d'Definitioun vun engem Budget am Petit Robert noliest, da steet dodran, dass een an dee Budget alles soll aschreiwen, wat previsibel un Depensë kënnt. Ech mengen awer, Här Zeimet, kënnen hei ze behaapten, och wann d'Gesetz nach net gestëmmt ass, dass et awer previsibel ass, dass mer am Joer 2018 en neien Établissement public wäerte kreéieren, wou dann d'Rettungsdéngschter ënner engem Hutt wäerte vereenegt ginn. An ech mengen och kënnen hei ze soen, dass mer bis elo an der Chamberskommissioun an enger grousser Eintracht un deem Projet do geschafft hunn.

Eis Aufgab als Interieur ass et, d'Gemengen am beschten dorobber hinzeweisen, wat an der nächster Zukunft ka kommen! Dat heiten ass, mengen ech, och ganz kloer an der Kommissioun vun eis verlaangt ginn, dass mer de Gemenge matzäit sollte soen, wat op se duerkënnt. An eiser Budgetscirculaire hu mer de Gemengen engersäits gesot, dass se déi Depensen, déi se haut dran hu fir den Entretien vun de Service-d'incendien, dass se déi Budgetsartikele sollte bäibehalen an dass mer géifen, esou séier wéi dat méiglech wär, och eng Aschätzung maache vun deenen zukünftege Käschten, déi op se duerkommen, wat de CGDIS ugeet. Dat hu mer gemaach, esou wéi et och an der Chamberskommissioun ugekënnegt ginn ass.

Effektiv ass et awer elo esou, dass eng Rei vu Gemengen hire Budget entweder scho gestëmmt haten - bis de 5.12. war dat genau eng Gemeng, näämlech d'Gemeng vu Käerjeng -, eng Rei anerer hunn dat awer e puer Deeg drop gemaach. An déi zwou Gemenge respektiv déi Buergermeeschtere vun deenen zwou Gemengen, déi elo d'Question parlementaire de Mëtteg gestallt hunn, näämlech vun der Gemeng Beetebuerg an der Gemeng Gréiwemaacher, wann ech richteg informéiert sinn, wäerte muer hire Budgetsprojet stëmmen, soudass also gutt Zäit war, dat, wat mer hinnen als Depense ugeroden hunn, an de Budget dranzesetzen, dass se dat och nach ëmmer kéinte maachen.

Mä och, wa se et net maachen, an dat wëssen och déi zwee, well et si schliisslech schonn al Huesen als Buergermeeschter, dann ass dat och nach net dramatesch, well et gëtt eng Rei vu Moyenen, dat dann och eng Kéier nodréiglech ze redresséieren. Ech mengen, och dat sollt hei awer eng Kéier gesot ginn.

Wat wichteg ass, wann et ëm den Inhalt geet, an dovu ginn ech jo emol aus: Wat hu mer de Gemenge geschriwwen? Et geet drëms, fir elo scho kënne kloer festzeleeën, wat reng CGDIS (veuillez lire: wat dat reng de CGDIS betreffend fir d'Gemenge bedeit.) Wann et dann esou gestëmmt gëtt, wéi dat ofgemaach ass oder wéi dat diskutéiert gëtt oder wéi dat och an der Chamber, an der Chamberskommissioun an allen Amendementen, déi mer elo diskutéiert hunn, ofgestëmmt ginn ass, dann heescht dat, dass an Zukunft eng Rei vun Depensen op d'Gemenge wäerten duerkommen.

Eis ass et drëms gaangen, de Gemenge matzäit ze soen, wou se dru sinn an dass se dat kënnen aschreiwen.

Mä nach eng Kéier ganz kloer gesot: Wa se dat net wëllen an hire Budget aschreiwe loossen dës Kéier, dann ass dat och nach net dramatesch. Et gëtt och nach ëmmer d'Méiglechkeet, nodréiglech eng Rektifikatioun vum Budget ze maachen. An et gëtt och nach ëmmer d'Méiglechkeet, dat an engem Budget rectifié nach eng Kéier kloer duerzeleeën.

Hei ass et drëms gaangen, fir d'Transparenz vun Ufank u spillen ze loossen. An ech wéilt lech awer soen, Här Zeimet, dass déi allermeescht Gemengen domadder absolutt kee Problem haten. Mir hate genau néng Gemengen, déi bei eis ugeruff hunn, fir ze froen, wéi dat da gemengt wier a wéi dat da sollt am Budget ganz konkret ausgesinn. Déi Gemengen hunn och alleguerten déi nämlecht Äntwert vun eis kritt!

An et ass dofir eng falsch Interpretatioun, fir ze soen, et wär bei menge Servicer esou, dass deen ee géif dat eent soen an deen aneren dat anert. An deem Bréif, dee mer un d'Gemenge geschriwwen hunn, do sinn eng ganz Rei vun Télefonsnummere mat Nimm vu Beamten ernimmt ginn, un déi ee sech sollt wennen, wann dozou Froe wieren. An alleguerten déi Leit, déi déi Leit ugeruff hunn, hunn och iwwerall déi nämlecht Äntwert kritt!

Ech verstoppen net, dass et deen een oder anere Gemengepolitiker gëtt, dee mengt, dass en aus där aler Zäit vum Interieur, wou en eng Rei vu Relatiounen hat, nach ëmmer kéint seng Relatioune spille loossen, déi al Seilschaften, fir dat op Lëtzebuergesch ze soen, wou een deen aneren da praktesch…

(Brouhaha et protestations)

…wou een deen aneren nach ëmmer dann no Informatioune gefrot huet. Ech kann Iech just soen: Wann Der Iech un dat gehalen hätt, wat a mengem Bréif un d'Gemenge gestanen huet, dass Der déi Leit ugeruff hätt, déi wëssen, ëm wat dass et geet, dann hätt Der och iwwerall déi nämlecht Äntwert kritt!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 6855 betreffend d'Neiuerdnung vun enger Rei vun Hëllefe fir den Ëmweltschutz. An déi riichte sech un eis Betriber. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Franz Fayot.

3. 6855 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et modifiant

1. la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

2. la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer iwwer e Projet de loi of, dee wichteg ass direkt an zwee Beräicher: Deen éischte wichtege Beräich ass dee vum Ëmweltschutz an deen zweeten, dat ass deen, dass en och zu der Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft bäidréit op eng net onwichteg Aart a Weis.

Mat dësem Projet de loi féiere mer näämlech en neie staatlechen Hëllefsregimm an am Beräich vum Ëmweltschutz. An dëse Regimm remplacéiert den aktuelle Regimm aus dem Gesetz vum Februar 2010, deem seng initial Dauer bis den 31. Dezember 2013 limitéiert war, deen awer du bis 2017 verlängert gouf.

D'Haaptzil vun dësem Gesetzestext ass et, d'Betriber ze encouragéieren, fir déi natierlech Ressourcen op eng rational Aart a Weis ze verwennen an esou den ekologesche Foussofdrock vun de Produktiounsaktivitéiten a -prozesser ze reduzéieren.

Op dës Manéier sollen d'Entreprisen encouragéiert ginn, zu den nationalen Ziler fir erneierbar Energien, Energieeffizienz a Reduktioun vun Treibhausgase bäizedroen, wéi et och am Regierungsprogramm vun 2013, an der Strategie Europa 2020 an natierlech och an den Ziler vum Paräisser Accord virgesinn ass.

Den neie staatlechen Hëllefsregimm viséiert exklusiv Hëllefen, déi en incitativen Effekt hunn. Dat heescht, hei geet et drëm, d'Betriber dozou ze kréien, hiert Verhalen ze änneren. Also soll de Betrib encouragéiert ginn, fir nei Aktivitéiten ze schafen, déi een ouni dës Hëllefen net kéint realiséiere respektiv nëmme limitéiert kéint ëmsetzen.

De Betrib soll incitéiert ginn, fir den Niveau vum Ëmweltschutz bei sengen Aktivitéiten ze héijen an esou zu engem sécheren, nohaltegen an abordabelen europäeschen Energiemaart bäizedroen.

Här President, e weideren Zweck vun dësem Gesetzesprojet ass et dann och, fir den nationale Secteur vun den Ekotechnologië weiderzëentwéckelen, woubäi gewosst ass, dass dat dëst Joer eng vun den Diversifizéierungsachse vun eisem Land ass.

Et kann een elo schonn ënnersträichen, dass Lëtzebuerg am Beräich vu sougenannten „gréngen" respektiv „propperen" Technologien eng ganz Rei flott Nischen opzeweisen huet. An ech erënneren do un d'Ried gëschter vum Henri Kox zum Budget, dee jo och eng Partie Beispiller ginn huet, notamment an der Kreeslafwirtschaft, wou elo scho Lëtzebuerger Betriber ganz flott Modeller ausgeschafft hunn an deem Beräich.

Lëtzebuerg huet sech op spezifesch Gebidder an op spezifesch Stadie vun der Wäertkette fokusséiert an ënnerstëtzt aktiv de sougenannten „greening" vun der wirtschaftlecher Struktur vun eisem Land.

Deen neien Investitiounsprogramm vun der Regierung huet mat dësem Gesetz och eng positiv Auswierkung op d'Schafen an d'Erhalung vun Aarbechtsplazen. Den Aarbechtsmaart profitéiert also och vun der Moderniséierung vun der EU hirer Bäihëllefspolitik am Ëmweltschutz. D'EU huet näämlech d'Kritäre souwuel iwwerpréift wéi och adaptéiert, déi et den EU-Staten erméiglechen, staatlech Hëllefen auszebezuelen.

Mam neie Reglement N°651 vun der Kommissioun vum Juni 2014 goufen elo eng Rei vu weideren Hëllefen als kompatibel zum Bannemarché deklaréiert. Och dësen Hëllefsregimm, iwwert dee mer haut schwätzen, gehéiert zu deem neie Kader.

Esou wéi de viregte Regimm ass och den neien Hëllefsregimm dorobber ausgebaut, fir e staarken, kompetitiven an diversifizéierten Industriesecteur en place ze setzen, dëst duerch e rationale Gebrauch - nach eng Kéier - vun natierleche Ressourcen, virop der Energie. Fir och weiderhin eng effikass circulaire Wirtschaftspolitik ëmzesetzen, viséiert den neien Hëllefsregimm och de Recyclage an d'Weiderverwäertung vum Offall.

Am Beräich vun der effikasser Energiepolitik ginn d'Betriber och encouragéiert, a besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber, fir hiren Energieverbrauch ze reduzéieren. Den neien Investitiounsregimm hëlleft, genau dës Ziler weider ze erreechen, andeems e finanziell Hëllefe fir Ëmweltetüden an déi doraus entstanen Investitiounsmoossname bereetstellt.

Här President, à moyen terme sinn déi vill verschidde politesch Mesuren am Beräich vum Klimaschutz, der Promotioun vun erneierbaren Energien an Energieeffizienz en zentraalt Element, fir eng nohalteg Entwécklung vun eisem Land ze förderen.

An nach eng Kéier: Dëst sinn och zentral Diskussiounen en rapport mam Rifkin-Rapport an deene villen Diskussiounen, déi mer hunn am Beräich vum dauerhafte Wuesstum, oder déi aner géife soen „dem effiziente Wuesstum".

Den neien Hëllefsregimm huet awer och nach weider Mesuren ze offréieren. Sou besteet d'Méiglechkeet vun der Kofinanzéierung vun Investissementsprojeten am Beräich vun Technologien, déi d'Emissioun vun Treibhausgase reduzéieren, an dëst och fir Firmen, déi net am sougenannten „ETS - Emissions Trading System" sinn, wéi zum Beispill Biogasproducteuren.

Här President, dëse Gesetzestext iwwerhëlt zu engem groussen Deel d'Hëllefsregimmer vum viregte Gesetz vum 18. Februar 2010, mä setzt se à jour par rapport zu den neie Precepter vum Reglement vun 2014. Sou iwwerhëlt dëst Gesetz och d'Hëllefsinvestitiounen, déi d'Entreprisen encouragéiere sollen, fir iwwert de Standard vun Ëmweltschutzmoossnamen erauszegoen oder den Niveau vum Ëmweltschutz ze erhéijen.

Da ginn et och weiderhin Hëllefsinvestitiounen, déi et de Betriber erlaben, sech schonn deelweis un déi zukünfteg Ëmweltschutznorme vun der EU unzepassen. Derbäi kommen nach Hëllefsinvestitioune fir Energieeffizienzmoossnamen a fir d'Förderung vun Energien aus erneierbare Quellen an Investitiounen an Ëmweltschutzanalyse souwéi och Etüden.

Dësen Text enthält awer och nei Hëllefsregimmer, dorënner d'Investitiounsbäihëllefe fir Projeten, déi d'Energieeffizienz vun de Gebaier ënnerstëtzen, Bäihëllefe fir d'Sanéierung vu kontaminéierte Plazen, Investitiounsbäihëllefe fir effizient Hëtz- a Killreseauen a fir de Recycling an d'Weiderverwendung vun Offäll ze encouragéieren, an zu gudder Lescht och nach Bäihëllefe fir Energieinfrastrukturen.

Wat d'Sanéierung vun ehemolegen Industriesitten ugeet, ass ze bemierken, dass d'Investitiounsbäihëllefe fir d'Dekontaminatioun vu Plazen ausschliisslech fir Entreprisë geduecht sinn, wéi dat och de Fall bei all deenen aneren Hëllefsregimmer ass, déi an dësem Gesetzestext opgelëscht sinn.

Déi interkommunal Gewerkschaften zum Beispill falen net an de Kader vun dësem Gesetzestext a kënnen net vun dësen Investitiounsbäihëllefe profitéieren. Allerdéngs sinn d'Firmaen, wou d'Gemeng Aktionär ass, net ausgeschloss vun dësem Régime d'aides. Déi méi breet Opstellung vu Bäihëllefen ass ze begréissen an et ass ze hoffen, dass se déi ekologesch Konversioun vun der Lëtzebuerger Wirtschaft, vun de Lëtzebuerger Betriber accompagnéiert an och wäert weider ukuerbelen.

Fir Industriebetriber an am Verglach mam Gesetz vum 18. Februar 2010 ass festzestellen, dass d'Hëllefstauxe gläich héich bleiwen an den Taux d'investissement fir d'Energieeffizienzmesurë souguer ëm zéng Punkten erhéicht gëtt. Den Taux d'investissement huet domadder dann och en direkten Impakt op d'Reduktioun vu Produktiounskäschten an domadder op d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen.

Fir Industriebetriber gouf de Seuil de notification bei der EU-Kommissioun fir déi meescht Hëllefsregimmer vu 7,5 Milliounen op 15 Milliounen Euro erhéicht. Wat d'Hëllefsinvestitioune fir d'Energieeffizienzmoossnamen ugeet, gouf de Seuil de notification vu 7,5 op 10 Milliounen Euro erhéicht, a fir déi nei Hëllefsregimmer hu mer e Seuil de notification, deen an der Moyenne tëschent 15 a 50 Milliounen Euro läit.

Här President, d'Hëllefsregimmer goufen also staark erweidert, dëst och, well ënnert dem ale Gesetz nëmmen d'Kapitalerhéijung oder d'Zënssubventiounen uwendbar waren.

Här President, mir hunn am Kader vun dësem Gesetz dann och eng Revisioun gemaach vun deenen zwee viregte Régimes d'aides fir infrastrukturaarm Regiounen an och fir de Régime d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation. Dat war néideg, well d'europäescht Reglement nach eng Kéier am Juli 2017 modifiéiert ginn ass a well do verschidden Adaptatiounen hu misse gemaach ginn. Dës Adaptatiounen touchéieren awer net de Fong vun dëse Gesetzer.

Mir haten eng Rei Avise vum Statsrot zu dësem Projet, wou och eng Partie Opposition-formellen opgeworf gi sinn, op déi ech elo hei net am Detail wëll agoen. Ech géif Iech do op mäi schréftleche Rapport verweisen.

Mir haten och eng gutt Kooperatioun an der Ekonomieskommissioun. Ech géif och all de Kolleege gäre Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Ech géif och dem viregte Rapporteur Frank Arndt Merci soe fir seng Virbereedung an dësem Dossier an natierlech och de Leit aus dem Ministère an dem Minister Merci soe fir d'Kooperatioun hei an dësem wichtege Projet.

Ech mengen, dozou wär alles gesot. Wéi gesot, fir de Rescht, fir den techneschen Detail verweisen ech Iech op mäi schréftleche Rapport, ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Dann huet den Här Gloden d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass e wichtege Projet, well en eis Betriber och fit mécht, fir doduerch kompetitiv ze bleiwen, datt een an ëmweltschounend Equipementer investéiert. Ech mengen, déi Leit, déi Gemenge leeden, wëssen, datt d'Betriber oft bereet sinn, och an esou Installatiounen ze investéieren. Besonnesch Betriber, déi méi Energie brauchen, probéieren esou vill wéi méiglech Energie ze spueren. Ech kann a menger Gemeng eng ganz Rei där Betriber opzielen. An duerfir ass et wichteg, datt se och kënnen do Aidë kréien, fir an zukunftsorientéiert Equipementer ze investéieren.

An d'CSV gëtt heimadder hiren Accord dofir.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Bauler huet d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn dës Woch am Kader vun de Budgetsdebatten dacks héieren: „Dës Regierung investéiert an d'Zukunft vum Land mat engem héijen Investitiounsniveau." D'Demokratesch Partei wënscht sech natierlech, dass nieft dem Stat och eis Betriber investéieren.

Fir d'Betriber ze motivéieren, an eise Standuert a seng Modernisatioun - seng Digitalisatioun, awer och seng Modernisatioun - ze investéieren, gëtt et eng Panoplie vun Investitiounshëllefen. De Rapporteur Franz Fayot, deem ech och vun eiser Säit aus wëll felicitéieren a Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, huet dat alles gesot an ënnerstrach.

D'Gesetz, dat mer haut stëmme sollen, ass en Deel vun där Strategie, fir eis Ekonomie ze förderen a se och ze diversifizéieren. Am Mäerz hate mer schonn e Gesetz gestëmmt, dat den neie Kader festgeluecht huet fir d'Hëllefen, déi an d'Recherche, an d'Entwécklung an an d'Innovatioun ginn. Am Juli hu mer dunn d'Gesetz gestëmmt, dat d'Hëllefe fir Entreprisen, déi a sougenannten defavoriséierten Zonen investéieren, definéiert.

Haut wäerte mer da mat dësem Projet dat lescht Gesetz vun dëser Strategie stëmmen, soudass dës Regierung déi dräi wichtegst Investitiounshëllefe fir Entreprisen an dëser Legislaturperiod op de Leescht, op de Metier geholl huet a finalement däitlech verbessert.

An der viregter Period vun dësem Gesetz goufen effektiv 61 Projete mat ongeféier 52 Milliounen Euro subventionéiert. Mat dem neie Gesetz, dat bis Dezember 2020 wäert gëllen, rechent de Stat, dass ee sech mat bis zu 125 Milliounen Euro un Investissementer vun de Lëtzebuerger Entreprisë wäert bedeelegen.

Här President, ech wëll nach just eng Kéier ënnersträichen, dass dëse Projet zwee Haaptziler verfollegt. Éischtens, d'Hëllefe sollen eis Entreprisen effektiv ureegen, fir a ressourcëschounend an ekologesch Moossnamen ze investéieren. Doduerjer verbrauche si net nëmme manner Energie, mä si spuere Suen. Mä si ginn doduerjer och méi kompetitiv par rapport zu Entreprisen, déi méi energieopwendeg, méi ressourcenopwendeg, also och méi deier, manner kompetitiv produzéieren.

Dat Zweet ass, dass eis Entreprisë mat dësen Investissementer, déi se am Kader vun dësem Gesetz wäerten tätegen, dozou bäidroen, dass Lëtzebuerg och seng national Ziler a puncto Verréngerung vun den CO_2-Ausstéiss respektéiert souwéi seng international Klimaobjektiver fir 2030 erreeche kann.

Ech ginn elo wierklech net méi an d'Detailer an; de Rapporteur huet eis dat op eng ganz präzis Manéier virgestallt.

Ech wollt just betounen, dass d'Demokratesch Partei et ausdrécklech begréisst, dass nieft deenen Hëllefen, déi aus dem viregte Gesetz iwwerholl goufen, och eng Rei nei Aiden agefouert goufen, dass keen Taux erofgesat gouf, mä der e puer souguer erhéicht goufen, an dass déi kleng a mëttelgrouss Betriber - dat ass jo nach ëmmer d'Majoritéit vum Tissu économique vum Land - nach ëmmer méi ënnert d'Äerm gegraff kréie wéi déi sougenannt grouss Entreprisen.

Dëst gesot, géif ech dann och den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Als nächste Riedner huet den Här Gérard Anzia d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här Persident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci un de Rapporteur Franz Fayot. Am Rapport ass alles detailléiert beschriwwen. Ech wäert déi Detailer och elo net hei nach eng Kéier opzielen. An och an deem mëndlechen Deel ass jiddwerengem heibanne kloer ginn, ëm wat et geet.

Et geet ëm Bäihëllefe fir de Schutz vun der Ëmwelt, eppes, wat eis alleguerten um Häerz läit a virun allem eppes, wou elo, mengen ech, niewent dem Stat an de Gemengen, niewent de Privatleit, niewent den Haushalter eben och Betriber gefuerdert sinn, sief et d'Industrie, sief et d'PME, awer och d'Handwierk. An duerfir mengen ech, dass dat heite Gesetz mat dëse Bäihëllefen incitéiert, fir dass eben och an de Betriber am Sënn vun der Ëmwelt geschafft gëtt.

Et schreift sech an, an et ass scho gesot ginn, an d'Strategie, déi Europa sech ginn huet fir 2020, an de Regierungsprogramm vun dëser Regierungskoalitioun. Et schreift sech an an déi Engagementer, déi mer am Dezember 2015 op der COP21 geholl hunn, an et schreift sech och an an de Cadre d'action 2030, deen also e bësse méi wäit kuckt. Et geet also ganz kloer drëm, fir dem Klimawandel entgéintzewierken.

Dës Bäihëllefe sollen och virun allem Neies ustoussen, sollen nei Produktiounsaktivitéiten ervirbréngen an och bekannt Produktiounsweeër mat hëllefe veränneren. Déi nei Aktivitéiten, d'Ekotechnologië si schonn ugedeit ginn. Am Rifkin-Prozess gi se beschriwwen als eng méiglech Entwécklungsstrategie fir d'Lëtzebuerger Land. Duerfir ass et och richteg a gutt, dass mer do iwwer 100 Milliounen Euro am Budget wäerte virgesi bis 2020, fir dës Moossnamen unzestoussen.

De Virriedner huet et gesot: Mir hu Bäihëllefen an der Fuerschung. Mir hu Bäihëllefen, déi hei elo drëm ginn, fir de Betriber direkt ze hëllefen. Et geet also drëm, Aarbechtsplazen ze sécheren, wat wichteg ass, well wann ech et fäerdegbréngen, méi ressourcëschounend ze produzéiere mat manner Energieasaz, mat manner Materialasaz, dann hëlleft dat, déi besteeënd Aarbechtsplazen ze sécheren, well ech mäi Produkt méi kompetitiv kann hierstellen, an et entstinn duerch déi nei Ekotechnologien eben och nei, zukunftsfäeg Aarbechtsplazen.

Ëm wat geet et bei de Bäihëllefen? Nëmme ganz kuerz.

D'Ressourcë méi effikass notzen. Do ass de Volet vum Offall, dem Recycling, awer och vum Notze vun den Decheten an de Betriber selwer, fir se erëm direkt ze valoriséieren als Matière première, wat e grousse Virdeel ka sinn, well keng Offallkäschten entstinn, mä dat Material erëm direkt an d'Produktioun kann afléissen. An domat reduzéiere mer och den ekologesche Foussofdrock an de Betriber am Sënn vun der Économie circulaire, wat ënner anerem esou e gudden Uklang fënnt beim Handwierk an och bei de Betriber, well et och ekonomesch real Virdeeler huet.

Den zweete grousse Volet, dat sinn d'erneierbar Energien. Dat ass net eleng eng Aufgab vun de Gemengen, vum Stat a vun de Privatleit. Do sinn och d'Betriber gefuerdert. Och Betriber hu grouss Diech, wann ech u Solarenergie denken, och Betriber hunn d'Méiglechkeet, erneierbar Energien an hir Produktiounsprozesser afléissen ze loossen, an et bitt och eng Méiglechkeet fir si, fir ze soen: „Meng Produktioun ass energie- oder emissiounsneutral", an domat gëtt dat och erëm eng Kéier e Wettbewerbsvirdeel fir d'Betriber.

A mir hunn natierlech och en Zilwäert ze erfëllen als Lëtzebuerger Land: déi 11% erneierbar Energië bis 2020. An do brauche mer alleguerten d'Akteuren, fir zu deem Zil ze kommen. A wa mer vu Rifkin-Prozess schwätzen, mat enger Zilsetzung, déi méi wäit kuckt, bis 2060, mat 70% oder 100% erneierbaren Energien, da muss all Secteur säi Volet bei den erneierbaren Energië bäidroen, soss ass deen Ëmschwong an der Energieproduktioun net denkbar.

Mir haten d'virlescht Joer, wann ech mech richteg erënneren, schonn e Reglement hei, eng europäesch Direktiv ëmgesat an e Gesetz gestëmmt, wat d'Betriber zu méi Effikassitéit zwéngt, an zwar déi, déi d'Energie verdreiwen. An dat ass och ee Volet, deen hei am Gesetz mat weiderkënnt: dass u sech den Endverbraucher probéiert, méi Effizienz a seng Energienotzung eranzekréien. All Energie, déi ech net brauch, brauch ech och net ze bezuelen. Duerfir geet dat an d'Kompetitivitéit vun de Betriber mat eran.

Eis Grénge schéngt et och wichteg, dass eben eng Ofstufung hei geschitt an dass net, wéi dacks gesot gëtt, d'Handwierk vergiess ass. Et ass ganz kloer, dass hei eng Grondbasis bei allen eenzelne Bäihëllefen - ech ziele se net nach eng Kéier all op -, e Grondtaux do ass an dass u sech déi petites Entreprises bis zu 20% méi Subside kënne kréien, also all déi Betriber, déi ënner 20 Leit beschäftegen, an och bei de moyennes Entreprises gëtt et en Top-up vun 10% bei de Bäihëllefen. An dat weist jo grad, dass dës Regierung och wëllt d'Handwierk an déi mëttel Betriber ënnerstëtzen an hiren Demarchen, fir sech kompetitiv opzestellen.

Duerfir, mir sinn all gefuerdert, léif Kolleeginnen a Kolleegen - Stat, Gemengen, Privathaushalter, Betriber -, fir den Challenge vum Klimawandel unzegoen. An eis Gréngen ass et wichteg, dass herno dat Ganzt endlech a konkreten Aktiounen um Terrain geschitt; an net nëmmen deenen um Pabeier. Doru wäerte mir gemooss ginn an duerfir sti mir och als Gréng an. An duerfir ginn ech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Mir stëmmen als ADR dëse Projet, dee finanziell Hëllefe fir eis Betriber virgesäit, net ouni Bauchwéi, aus zwou Ursaachen:

Déi éischt Ursaach läit bei de Klimaziler, wou mir denken, datt déi, wéi se definéiert gi sinn, onerreechbar sinn. Mir ënnerstëtzen all Efforten zum Klimaschutz an zur Energieaspuerung, mä mir denken, datt utopesch Ziler ze fixéiere weder eisem Land nach dem Klima schlussendlech hëlleft.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Hei wär einfach méi Realismus néideg.

Dat Zweet, dat ass, datt wéi esou oft verpasst gouf, eng Simplification administrative ze maachen. Mir hunn hei nees en Text, wou eng schrecklech bürokratesch Prozedur virgesinn ass, déi zwee Ministèren an eng Commission consultative implizéiert. An dorobber hunn och esouwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers mat Recht higewisen.

Simplification administrative bleift schlussendlech soulaang en eidelt Wuert, wéi d'Auteure vu Gesetzesprojeten an in fine och mir hei an der Chamber net ëmdenken. Et geet net drëm, de Verwaltungen d'Liewe méi einfach ze maachen, mä de Mënschen dobaussen, de Bierger an de Betriber. An dat ass hei alt nees eng Kéier versäumt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mir sinn um Enn vun der Riednerlëscht ukomm. An d'Wuert huet elo den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, Merci, Här President. Fir d'Alleréischt wëll ech dem Rapporteur, dem Franz Fayot, villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport an och fir seng Aarbecht an der Kommissioun, fir dass mer dee Projet hei duerchkréien. Ech mengen, dass et e ganz wichtegt Instrument ass, wat mer dem Land hei ginn, fir ebe just eis Betriber ze encouragéieren, hir Ressourcen an och hiren Energieverbrauch vill méi rationell kënnen an Zukunft ze notzen, fir den Emweltimpakt och vun hiren Aktivitéiten ze reduzéieren.

Et ass also e Projet, dee sech ganz kloer areit an de Kader vun der Nohaltegkeet, vun den erneierbaren Energien a vun der Energieeffizienz. An deemno ass et e ganz wichtege Projet, fir ebe genee dat ze maachen, wat mer jo zënter enger Zäit hei och am Kader vun der Rifkin-Debatt diskutéieren: näämlech Weeër fannen, wéi mer eben eise Wirtschaftswuesstum an Zukunft méi nohalteg kënne gestalten.

Duerfir Iech alleguerten hei e grousse Merci, zumindest emol all deenen, déi de Projet de loi hei wäerte matstëmmen. E grousse Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister.

Da kënne mer och direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6855 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6855 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59-mol Jo, keng Abstentiounen a keen Neen, also Unanimitéit vun deene Kolleeginnen a Kolleegen, déi ofgestëmmt hunn.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6855 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Léon Gloden), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da bräicht ech jo wuel d'Fro no der Dispens net ze stellen, maachen et awer: D'Dispens, ass dat an der Rei?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet de loi 7060, deen eng ganz Rei vun Neierungen a Verbesserungen, Annerunge bei de Congé-spécialle bréngt fir Familljen, ënner anerem och beim Pappenurlaub.

(Interruptions)

Ech soen näischt.

An d'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madamm Taina Bofferding.

(Interruptions)

4. 7060 - Projet de loi portant modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, et abrogeant

3. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Jo, wann hie fäerdeg ass, brauch ech de Rapport net méi ze halen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Oh, ech hat dee scho viru 15 Joer gemaach!

(Interruptions et hilarité)

Mme Taina Bofferding *(LSAP), rapportrice.*- Gutt, dass mer dat elo gekläert hunn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Gesetz hei ënnerstëtze mer haaptsächlech schaffend Elteren. Mir suergen derfir, dass d'Eltere Beruff a Famill besser ënner een Hutt kréien. Mir erméiglechen hinne méi Zäit a Flexibilitéit, besonnesch wann hiert Kand krank ass, a mir kommen der Chancëgläichheet e gutt Stéck entgéint.

No der Reform vum Congé parental stinn elo weider Reformen un. Et geet ëm d'Neistrukturéierung vum sougenanntene Familljecongé duerch méi e flexibele System, deen et den Elteren erlaabt, sech besser ëm hir Kanner am Krankheetsfall ze këmmeren. Et geet och ëm d'Verlängerung vum Congé postnatal vun aacht op zwielef Wochen an et geet ëm d'Neistrukturéierung vun de Congé-extraordinairen, wéi zum Beispill dem sougenanntene Pappecongé fir d'Gebuert vu sengem Kand.

Dat alles ass e gutt Signal fir d'Familljen hei am Land, well dovunner profitéieren d'Elteren a ganz besonnesch och d'Kanner. Mir gi weider a Richtung vun enger moderner Familljepolitik.

Dës Changementer passen och ganz gutt an d'Gesamtkonzept vun der neier Ausriichtung vun der Familljepolitik, déi an de leschte Joren aktiv bedriwwe gëtt. An der Regierungserklärung gouf sech drop gëeenegt, d'Familljepolitik un déi haiteg Besoine vun de Familljen unzepassen, konkret Mesuren ze schafen, fir d'Elteren domadder geziilt ze ënnerstëtzen. Dëse leien ëmmer d'Richtlinne vun der Chancëgläichheet, der Sozialofsécherung vun de schaffenden Elteren an d'Wuel vum Kand zugronn.

Mat dëse Reformen haut wäerte mer weider d'Konditioune verbesseren, fir dass d'Elteren, d'Partner sech kënnen zesummen a gutt ëm d'Kanner, de Stot, awer och ëm de Beruff këmmeren. Ewech vun der konservativer Approche mat der iwwerliefter Rolleverdeelung hin zu enger moderner Familljepolitik, déi sech un déi haiteg Liewensrealitéite vun all de Familljen upasst: Dat ass d'Essenz, an net, wéi de Majoritéitsparteien ëmmer erëm virgeworf gëtt, de Familljen e bestëmmte Liewensmodell wëllen opzezwénge respektiv den traditionelle Familljemodell wëllen ze diskreditéieren.

Villméi brauchen Eltere konkret Mesuren, mat deene si hiert Privatliewe besser mam Beruff kënne verbannen. A genau dofir maache mir als Legislateur déi verschidde Reformen. Fir eng seriö Familljepolitik ze maachen, däerfe mer keen - wéi soss an der Vergaangenheet - ideologeschen Discours féieren, mä mir mussen dorobber lauschteren, wat d'Eltere wëllen, wat si an hir Kanner brauchen.

Eltere wëlle méi Zäit mat hire Kanner verbréngen a verlaange vun der Politik méi Ënnerstëtzung, fir d'Privat- mam Beruffsliewe besser openeenofzestëmmen. A genau dat gouf och elo gemaach: op d'Besoine vun den Eltere gelauschtert, woufir dann elo de Congé pour raisons familiales reforméiert gëtt.

Domadder kommen ech dann och direkt zum éischte Punkt, der Neistrukturéierung vum Congé pour raisons familiales. Dat ass dat Recht, dat Elteren hunn, fir doheem bei hirem kranke Kand ze bleiwen, wann den Zoustand vum Kand d'Präsenz vun engem Elterendeel verlaangt. Et ass wichteg, dësen anescht ze strukturéieren.

Aktuell huet all Elterendeel zwee Deeg d'Joer zegutt, wann d'Kand ënner 15 Joer krank ass. Schonns laang reegen Eltere sech op, dat zu Recht, dass déi zwee Deeg net duerginn an d'Handhabung vill ze vill rigid ass. A grad wann d'Kanner nach méi kleng sinn, gi si och méi oft krank.

Ech erënneren hei och un eng Petitioun aus dem leschte Joer, wou mer en Débat public haten, wou mer genau dës Kritikpunkten och erëm ze héiere kruten. Elo soll eng méi flexibiliséiert Form den Elteren hëllefen, sech besser kënnen ze organiséiere wéi mat där aktueller starrer Form vun zwee Deeg pro Joer.

D'Reform gesäit vir, dëse Congé dem Alter no ze staffelen. Fir e Kand vun 0 bis 4 Joer huet een Elterendeel insgesamt 12 Deeg zegutt. Bei engen Kand tëschent 4 bis 12 Joer sinn et insgesamt 18 Deeg. An nei ass, dass och fir e

Kand vun 12 bis 18 Joer 5 Deeg Congé accordéiert kënne ginn, wann d'Kand muss an d'Spidol goen. Ënnert dem Strëch ginn et also liicht méi Deeg, insgesamt 35, géigeniwwer den aktuellen 30 Deeg.

Verbesserunge kréien d'Elteren duerch d'Flexibiliséierung. Wann een Elterendeel an engem Joer keen Dag gebraucht huet, stinn him déi Deeg an deem Joer duerno innerhalb vun der Alterstranche nach ëmmer zou. Dat heescht, si entfalen net automatesch, wéi dat haut de Fall ass. Der Tatsaach, dass kleng Kanner méi oft krank ginn, gëtt och domadder Rechnung gedroen.

Dës Reform, sou kann een et, mengen ech, kloer soen, kënnt hei de Besoine vun de Familljen entgéint.

E Problem, iwwert dee mer an der Diskussioun méi laang diskutéiert haten, ass dee vun den Elengerzéier. Wann deen een Elterendeel aus wéi engem Grond och ëmmer sech net kann ëm d'Kand këmmeren, wann et krank ass, oder deen aneren Elterendeel och soss op keng Hëllef aus sengem Entourage kann zréckgräifen, ass dat onmoosseg schwiereg, esou Situatiounen ze geréieren.

Eng Iddi wier gewiescht, dem elengerzéienden Elterendeel de Familljecongé ze verduebelen. Nun ass et awer esou, dass dëst Recht awer all Elterendeel, also deenen zwee zousteet. An eiser Legislatioun gëtt och ëmmer méi Wäert drop geluecht, dass béid Elterendeeler responsabiliséiert ginn a sech zesummen ëm hiert Kand këmmeren, och wann dës getrennt liewen. Ech verweisen hei och op de Projet de loi zur Autorité parentale conjointe.

Mir wëssen awer och, dass déi gutt gemengt theoretesch Praxis net ëmmer där geliefteter Praxis entsprécht. Däers si sech och déi staatlech Administratioune bewosst an erlabe bei der Interpretatioun e gewëssene Spillraum, wéi aus enger Nott vun der IGSS un d'CNS ervirgeet. Dat heescht, dass och an esou Fäll, wou et en neie Partner am Menage gëtt, och dee kann asprangen, wann dem Partner säi Kand krank ass. Dat heescht zum Beispill, dass de Stéifpapp ka fräigestallt ginn, fir doheem beim kranke Kand ze bleiwen.

Dir wäert Iech vläicht elo froen, firwat mer dat net direkt an d'Gesetz schreiwen. Dat ass net esou ganz einfach, fir dat juristesch festzeleeën, fir hei déi richteg Termen ze fanne fir all déi eenzel Fäll, déi sech haut nun eemol stellen, fir déi alleguerten ze couvréieren. Dat wäerte mer nach spéider bei engem anere Beispill leider musse feststellen.

Weider hat den urspréngleche Projet de loi virgesinn, dass d'Zuel vun den Deeg proportional géif ausgerechent ginn zu der Zäit, wou een affiliéiert ass. Opgrond vun de Kriticke vum Statsrot, a well dat effektiv och schwiereg ass ze rechnen, gouf dat fale gelooss. Fir d'Praxis nach wichteg ze wëssen ass, dass déi Deeg, déi elo schonns bannent enger Altersklass geholl goufen, vum Contingent an Zukunft wäerten ofgerechent ginn.

Här President, déi zweet Reform ass d'Neistrukturéierung vun de Congés extraordinaires. Heibäi handelt et sech ëm déi fräi Deeg, op déi e Salarié aus perséinleche Grënn Recht huet, wann en aussergewéinlecht Ereegnis a sengem Liewe stattfënnt. Dës goufen op de Leescht geholl, fir se den haitege Realitéiten unzepassen, wouropshi mat de Sozialpartner Folgendes verhandelt gouf:

Vu dass den obligatoresche Militärdéngscht ofgeschaaft gouf, gëtt och net méi de Congésdag virun der Aberuffung gebraucht.

Beim Plënnere kritt een net méi d'office zwee Deeg fräi, mä eng Kéier zwee Deeg limitéiert op eng Period vun dräi Joer bei engem an deemselwechte Patron.

Weider kënnt et zu enger Erhéijung vun dräi op fënnef Deeg beim Stierffall vun engem mannerjärege Kand. Dëst entsprécht enger Fuerderung vun der Stëftung „Kriibskrank Kanner", fir hei konkret eben d'Elteren ze ënnerstëtzen, déi esou eng Tragedie leider musse matmaachen.

Beim Mariage vun hirem Kand kréien Elteren an Zukunft nach just een Dag fräi, beim Pacs kee méi. An d'Koppel selwer, déi sech bestuet, kritt amplaz sechs nach dräi Deeg fräi fir hir Preparativen a beim Pacs gëtt et nach just een Dag.

Wien elo gutt opgepasst huet, deem fält op, dass vill Congésdeeg ewechfalen. Dat mécht ee scho stutzeg, wann een ebe gesäit, dass Acquise gestrach ginn. Et muss een awer och fairerweis soen, dass d'Zäite sech geännert hunn, besonnesch wat déi administrativ Preparative fir de Mariage betrëfft. Déi fräi Deeg waren urspréinglech geduecht fir déi sëllechen Tester an Demarchen, déi beim Bestueden obligatoresch waren. Haut ass dat alles méi einfach an hëlt och manner Zäit an Usproch.

Beim Pacs dergéint war uganks guer kee Congé virgesinn. Well awer de Mariage op déi heterosexuell Koppele limitéiert war, gouf decidéiert, de Pacs ëmmer méi un de Mariage unzeleenen. Zënter dem Mariage pour tous, deen 2014 agefouert gouf, ass deen Alignement deemno hifälleg.

Déi verschidden Ännerunge bei dëse Congéë goufen ënnert de Sozialpartner verhandelt. D'Resultat ass eben dat hei, wou verschidde Congéen, déi no hirer Ursprongsiddi net méi an deem Mooss néideg sinn, erof- an anerer substanziell eropginn, wéi eben de Pappecongé, wou en Eropsetze längst iwwerfälleg ass. Dass e frëschgebakene Papp genausou vill Congé kritt wéi wann e plënnert, ass eng archaesch Regelung. Dës staamt aus enger Zäit, wou dem Papp seng Haaptroll déi war, Sue fir seng Famill ze verdéngen, a bei der Gebuert huet laut dësem Gesellschaftsbild seng exklusiv Aufgab doranner bestanen, d'Kand bei der Gemeng unzemellen an an deene meeschte Fäll duerno mat de Kolleegen dëst freedegt Evenement am Café ze feieren.

(Interruptions)

Am Sënn vun der Egalitéit war dat awer kloer net. Eng modern Familljepolitik geet anescht. Eng modern Familljepolitik steet fir Gläichberechtegung. D'Gläichberechtegung mengt, dass déi zwee, Mamm a Papp, oder ebe Papp a Papp oder Mamm a Mamm, dass si ebe gläich wäert sinn, dass d'Pappen elo hei ganz geziilt beim Pappecongé ebe vun Ufank un eng gläichberechtegt Roll bei der Kannerbetreiung kënnen iwwerhuelen. Virun allem an deenen éischten Deeg no der Gebuert sollen d'Elteren d'Méiglechkeet kréien, sech zesummen ëm hiren Nowuess ze këmmeren.

Den urspréngleche Projet de loi huet virgesinn, de Pappecongé vun zwee op fënnef Deeg eropzesetzen. Nodeems zu Bréissel e Projet de directive op den Dësch koum fir zéng Deeg Pappecongé, huet de sozialisteschen Aarbechtsminister mam Accord vun deene meeschte Parteie proposéiert, direkt op zéng Deeg ze goen an domadder der Direktiv virzegräifen. Trotz enger gewëssener Opreegung goufen d'Gespréicher nees opgeholl an et konnt sech dann och schlussendlech gëeenegt ginn, dëst ënnert der Konditioun vum Patronat, dass de Stat déi aacht zousätzlech Congésdeeg bezilt. Dat ass dann elo wuertwiertlech de Präis, deen de Stat derfir bezilt. Et sinn 12 Milliounе pro Joer, gëtt geschat.

Dat gefält natierlech elo net jiddwerengem. Effektiv, finanziell gesi kommen d'Patronen och elo besser ewech, well beim urspréngleche Projet sollte si dräi Deeg bezuelen. Elo iwwerhëlt awer de Stat dat, mä accordéiere mussen d'Betriber awer elo dat Duebelt un deene Congésdeeg. Dat Wichtegst fir eis ass, dass schlussendlech en Accord konnt fonnt ginn an dass d'Pappen dann elo schlussendlech méi fräi Deeg fir d'Gebuert vun hirem Kand kréien. Dat war d'Fuerderung, déi un eis geriicht gouf, an déi gouf elo erfëllt.

Weider gouf och nach verhandelt a sech drop gëeenegt, dass de Pappecongé flexibiliséiert soll ginn. Dat heescht, e ka fraktionéiert ginn. Déi zéng Deeg mussen net strikt, mä kënne flexibel geholl ginn, dëst ënner zwou Konditiounen: De Patron muss matzäit Bescheed wëssen, dat heescht, de Salarié muss säin Employeur zwee Méint virum presuméierte Gebuertsdatum benoriichtegen, an déi zéng Deeg Pappecongé musse bannent zwee Méint no der Gebuert vum Kand geholl ginn.

Ee Punkt, wou mer mussen agestoen, dass en nach net zefriddestellend ass, ass dee vum Term. Mir soen zwar ëmmer, mir schwätzen ëmmer vum „Pappecongé", mä mir riichten eis selbstverständlech och u gläichberechtegt Koppelen, also un déi aner Fra, déi bei der Gebuert oder beim Accueil vum Kand och Recht op dës Congésdeeg hätt.

Mir wollten den Term „père" sträichen an duerch „conjoint" ersetzen. Dat kléngt aliichtend, mä setzt juristesch viraus, dass déi concernéiert Koppel bestuet oder gepacst misst sinn. Dat war fir eis awer ze vill restriktiv an dréit och de Realitéite vun de Familljen dobaussen net Rechnung. Elo musse mer nach emol nobessere respektiv an engem globale Kontext all déi Termen definéieren, wien als Elteren an als direkte Familljemember consideréiert gëtt. Dat kann ee vläicht och hei iwwer esou eng Nott vun der IGSS an der CNS maachen.

Eng Remarque nach zur Kritik, dass d'Statsbeamten elo net vun dëse Modifikatioune betraff sinn. E Papp ass e Papp. Als Elterendeel soll een déiselwecht Rechter hunn, egal ob een elo fir de Stat oder am Privatsecteur schafft. Déi Differenz tëschent de Statsbeamten an de Salariéen, déi gëtt et haut awer schonn. Et ass esou, dass e Papp beim Stat, also dee beim Stat schafft, fir d'Gebuert vu sengem Kand haut véier Deeg kritt, an deen am Private kritt just zwee Deeg, ausser de Kollektivvertrag gesäit eppes aneschters vir.

Et muss een dofir soen, dass et eelef Joer laang soss kee gestéiert huet, dass et hei schonn déi Differenz ginn ass. Déi Differenz, déi elo esou vill kritiséiert gëtt, déi ass, wa mer ganz éierlech sinn, eigentlech guer net nei. An et ginn nach weider Ënnerscheeder! Déi kann een elo gutt oder schlecht fannen. Déi ergi sech awer dorauser, dass mer et hei mat zwee verschiddene Statuten ze dinn hunn. Dëse Punkt hei, dee viséiert gesetzlech Modifikatiounen, déi ebe just d'Salariéë betreffen.

Dat heescht awer net, dass net den ëffentleche Secteur och kéint nozéien. Mä datselwecht zielt dann och fir d'Congésdeeg beim Mariage. Modifikatioune fir d'Statsbeamte sollen dohier bei den nächste Gehälterverhandlungen eiser Meenung no ganz kloer diskutéiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, nach en drëtte grousse Punkt an dësem Gesetz ass d'Verlängerung vum Congé postnatal. De Moment kritt eng Mamm iwwert de Congé de maternité no der Gebuert aacht Woche fräi, fir kënnen doheem bei hirem Puppelchen ze sinn. Véier Woche kritt se zousätzlech, wa se niert. Mat der Reform soll elo all Mamm, onofhängeg dovun, ob se kann nieren oder net, insgesamt zwielef Woche Congé postnatal kréien. Dës Neiregelung riicht sech selbstverständlech och un d'Adoptiounen, also un Elteren, déi e Recht op Congé d'accueil hunn.

Här President, dëst sinn elo déi grouss Changementer, déi dëst Gesetz wäert mat sech brengen. D'Detailer kënnt Der a mengem schréftleche Rapport noliese wéi och an de Procèsverballe vun der parlamentarescher Kommissioun.

Ofschléissend wëll ech nach eemol ervirhiewen, dass niewent den Infrastrukturen, dem Kannergeld an de Familljeprestatiounen d'Zäit e ganz, ganz wichtege Facteur ass vun enger verantwortungsvoller Familljepolitik. Mat deene Reformen haut ënnerstëtze mer déi schaffend Elteren, fir Beruff a Famill besser kënnen ze vereenegen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Intervention par la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nee, nee, dat war net fir Iech. Dat war fir een, deen net nogelauschtert huet.

Merci villmools der Madamm Rapportrice.

(Brouhaha)

Soll ech Ross und Reiter nennen?

Plusieurs voix.- Jo, jo!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, ech maachen dat net. Deen, dee betraff ass, dee weess et.

Voilà. An elo huet d'Wuert den Här Marc Spautz fir d'CSV.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Hei huet ee säi Knäipziedel leie gelooss.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Gitt mer en emol hei!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech ginn deen dann eriwwer. Ech weess net, wiem säin et war, mä deem musst Der da bei der Prüfung eppes ofzéien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech mengen, dat war Äre Fraktiounskolleeg.

M. Marc Spautz (CSV).- Oh, ech mengen éischter, dass et den Innenminister war. Mä dann…

(Hilarité)

Une voix.- Gitt dem Här Zeimet en, deen hëlt en!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Oh, do sinn ech ganz diskret.

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir schwätzen haut iwwer zwou Saachen: iwwert d'Ännerunge vum Code du travail no de Bestëmmunge vum 31. Juli 2006 an iwwert d'Ännerunge vum Gesetz vum 12. Februar 1999, dat de Congé parental an de Congé pour raisons familiales agefouert huet.

Fir d'Alleréischt wëll ech soen, dass d'CSV dee Projet wäert matdroen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech wëll awer gläichzäiteg op verschidde Punkten agoen, souwuel bei dem éischten Deel, dem Congé pour raisons familiales, wéi beim zweeten Deel, dem Congé extraordinaire, wéi beim drëtten Deel, deem vun der Verlängerung, vun deenen zwielef Wochen.

Et ass kloer an et ass wichteg, dass verschidden Adaptatioune gemaach gi sinn, virun allem beim Congé pour raisons familiales, wou et wichteg ass, dass d'Kand en Uspriechpartner huet, wann et krank ass, an dass déi Prozedur jo och elo - d'Madamm Bofferding hat gesot vun zwee Deeg, mä et war och elo schonn eng Méiglechkeet, wann en Dokter eppes geschriwwen huet, dass een dann och méi laang konnt fortbleiwen -, dass dat elo am Automatismus kann aneschters goen. Dofir begréisse mir dat ausseruerdentlech a mir fannen dat och gutt.

A mir bedaueren och do d'Haltung vun enger anerer Institutioun, déi verschidde Verbesserungen, mengen ech, déi an der Kommissioun an och vun der Regierung ugeduecht gi waren, net berücksichtegt huet. Dat sinn notamment d'Hëllefe fir d'Monoparentallen. Mir fannen dat net gutt, dass do déi grouss Kierperschaft fënnt, dass dat net noutwendeg wier respektiv dass et vill ze vill schwiereg wier, fir dat herno ze kontrolléieren, wann do verschidde Partner géife méi kréien. Dofir ass dat e Punkt, dee mer bedaueren.

Wat de Congé extraordinaire ubelaangt, do wëll ech soen… An d'Madamm Bofferding huet elo scho gesot, et wier déi grouss Kritik. Ech muss Iech éierlech soe bei der Kritik, ech kennen der eng hallef Dosen, déi sech intensiv domat beschäftegen, well se där Meenung sinn, dass dat net gutt ass, dass eng ënnerschiddlech Behandlung ass tëschent dem ëffentleche Secteur an dem Privatsecteur. A wann ech dat richteg gelies hunn am Avis, da mécht och déi grouss Kierperschaft, déi ech elo grad kritiséiert hunn, de Statsrot, drop opmierksam an hirem Avis, dass se seet, dass dat do awer komesch wier, dass dat just fir eent vun deenen zwee Regimmer géif gëllen.

An déi Kolleegen aus der Kommissioun, déi wëssen et all, ech wëll et awer och fir déi 55, neen, net déi 55, mä déi 47 aner Kolleege soen: Ech beruffe mech do an där Ausso op eng Festschréft vun engem grousse Jurist, nämlech dem Paul Mousel, deen eng Kéier gesot huet, dass ee bei allgemenge Saache keng Differenz vun de Statuten däerf maachen. An dat war an der Festbroschür vun der Conférence Saint-Yves, wou dat och eng Kéier behandelt ginn ass, dass keen Ënnerscheed soll sinn tëschent deenen eenzelne Statuten. Wann ech och domat d'accord sinn, wat d'Madamm Bofferding gesot huet, dass et schonn zanter eelef Joer Ënnerscheeder gëtt!

Ech hat d'Chance, an der Zäit, wéi ech nach e bësse méi jonk war, emol och zu Genève derbäi ze si bei dem Bureau international du travail. An do gëtt et eng Konferenz, déi sech nämlech iwwert d'Inegalitéiten ënnerhält. An do ass ëmmer driwwer geschwat ginn, dass et net normal wier, dass, wann e Gesetz besteet, iergendwou awer an iergendenger Ofmaachung manner wéi am Gesetz géif gemaach ginn. Dat ass d'Commission des normes um BIT - den Här Minister geet all Joers am Juni dohinner, hie weess dat -, do ginn et esou verschidde Kommissiounen, an do ass et grad, wou op déi Inegalitéiten opmierksam gemaach gëtt!

An ech wëll dat nach eng Kéier soen: Mir fannen dat net gutt, dass deen Ënnerscheed do gemaach gëtt! Mä wann déi Betraffe sech net dergéint wieren a wann déi soen, si hu kee Problem domat, muss ech Iech soen, da kommen ech mer e bësse vir wéi der einsame Rufer in der Wüste. Well wann déi Betraffe selwer dat do gutt fannen an dat net kritiséieren, da wëll ech Iech just soen, da maachen ech hei de Constat. An ech sinn nach ëmmer där Meenung, dass et net richteg ass. Op alle Fall, ob mer elo juristesch richtegleien oder net, dat mussen d'Geriichter entscheeden. Do ass et net u mir, déi Decisioun ze huelen. Mä ech fannen et net richteg, dass elo do an engem Statut, ënnert dem Gesetz, well mer elo jo e Gesetz kréie fir de Statut privé, dass do manner Congé zur Verfügung steet, wéi dat bis elo de Fall war.

An en anere Punkt, deen ech och do wëll soen, an d'Madamm Bofferding huet och schonn drop higewisen: Et war verhandelt ginn tëschent der Regierung an de Sozialpartner, dass dee Congé fir Pappe sollt vun zwee op fënnef Deeg an d'Luucht goen, an am Géigesték sollten de Congé fir ze plënneren, de Congé wann ee bestuet gëtt, de Congé wann ee gepacst gëtt erofgoen. Dat war e Package. Dat war e Package an deen hu mer an der Chamber virgestallt kritt, wéi dee Package ausgehandelt ginn ass. A mir hunn duerno eng Diskussioun gehat, wéi de Projet de loi disku-

téiert ginn ass, wou drop opmierksam gemaach ginn ass, dass eng Direktiv ënnerwee wier, wou et vu fënnef op zéng Deeg géif goen, an ob et dann elo net besser wier, mir géifen direkt op déi zéng Deeg goen a mir géifen net nach eng Kéier déi Tëschenetapp mat deene fënnef Deeg maachen.

An ech ka mech do erënneren, wien deemools wat gesot huet a wat do am Land lass war! Ech wëll net soen, dat wier vum Här Minister komm oder vu mir, mä vun anere Leit, déi sech deemools fierchterlech opgereegt hunn, déi do fierchterlech mat de Flilleke geklappt hunn: Dat wier dach e Skandal, do wier eppes ofgemaach gi vu fënnef Deeg, an dass elo géif hei probéiert ginn, eesäiteg Verträg ze briechen! An dofir war ech awer e bësse paff! Also, ech begréissen, dass déi zéng Deeg do sinn. Mä do war ech awer e bësse paff, dass op eemol déi zéng Deeg do waren an déi Leit sech guer net méi zu Wuert gemellt hunn!

(Interruptions)

An dofir mengen ech, dass dat vläicht de Kaddo da war vun 12 Milliounen, deen dat vläicht bewierkt huet. 12 Milliounen ass de Chiffer, deen d'Madamm Bofferding gesot huet, déi dat kascht, wann dat elo de Statsbudget vum drëtte bis den zéngten Dag a Rechnung hëlt.

Ech huelen also un, dass do mat 12…

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Dat war den Här Juncker.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Gelift?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Den Här Juncker wëllt dat esou.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ah, ech hunn elo net vun deenen zéng…

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Här Schmit, nach eng Kéier: Ech contestéieren déi zéng Deeg iwwerhaapt net, well ech mengen, Dir kënnt Iech erënneren, am Juni, wien do zesumme fir déi zéng Deeg…

(Interruption)

Neen, ech contestéieren och net déi 12 Milliounen!

(Brouhaha et interruptions)

Ech stelle just fest, wann een op eemol eppes bezilt, da geet et an da rutscht et. Pardon, fir dat esou ze soen! Dat stellen ech fest.

(Brouhaha et interruptions)

An do wëll ech just soen, dat erënnert mech un Diskussiounen, déi d'lescht Woch an engem aneren Thema waren, wou och do Leit haart gejaut hunn, dass dat net normal wier, dass elo verschidde Leit géife fannen, et géif net duergoe mat deene Léin, déi de Moment do sinn. Och do misst een eng Augmentatioun maachen. Wann do och vläicht eng Pusta vum Stat kéim, da géif dat och vläicht passen. Dat war elo meng perséinlech Bemierkung, Klammeren zou!

Soudass mer dat och gutt fanne mat deene fënnef op zéng Deeg. Mir fannen dat anert manner gutt. Mä wann dat en Arrangement ass, deen d'Sozialpartner mat der Regierung fonnt hunn, ass et net un eis, dat hei a Fro ze stellen.

Et géif mech just do interesséieren, Här Minister… An do géif ech Iech awer bieden, direkt derfir ze suergen, dass keng Mëssstëmmung an herno erëm Interpretatioun opkënnt. Ech erkläre mech. An de Kollektivverträg, do sinn déi eng Kollektivverträg, déi schreiwen einfach, dass déi Congé-spécialle geregelt sinn „suivant les dispositions de la loi". Domadder ass et automatesch: Wann den 1. Januar dat Gesetz hei a Kraaft trëtt, sinn do déi nei Regelen do. Et sinn awer och aner Kolleegen, an dat wëssen och nach anerer heibannen, déi hunn dat ëmmer ofgeschriwwen. An déi hu keng Dispositioun (veuillez lire: kee Verweis) op d'Gesetz gemaach, mä déi hu geschriwwen: „sechs Deeg", déi hu geschriwwen: „dräi Deeg beim Plënneren". Do ass et fir mech kloer a logesch, dass dat bestoe bleift, soulaang dee Kollektivvertrag a Kraaft ass.

Ech soen och, firwat ech dat hei op der Tribün soen. An den Här Arndt ka sech och nach dodrun erënneren, an den Här Kaes, 1989, wéi deen neien Aarbechtsvertrag komm ass. Do sinn et näämlech Interpretatiounsschwieregkeete ginn, wéi den Aarbechtsvertrag komm ass: Wat ass bindend a wat ass net bindend? Wann eng besser Regelung do ass, gëllt déi oder gëllt déi net? An dofir wëll ech elo just, oder ech hunn de Wonsch, dass den Här Minister dat direkt kloerstellt, fir dass et do net bei verschiddene Kollektivverträg, déi do bestinn, fir d'Éischt muss zum Sträit kommen, ier dat do gekläert gëtt.

Dofir mäi waarmen Appell un de Minister an och u seng Servicer, dat direkt ze soen, dass et kloer ass, do wou et drasteet namentlech a kee Bezuch ass op d'Gesetz, dass dat och an deem Fall direkt muss gekläert ginn, fir och duerno herno keng Streidereien op eis zoukommen ze loossen, déi onnéideg wieren an déi deem gudde Gesetz domadder géifen net zum Luef gereechen.

Da wëll ech soen zu engem anere Punkt, wou och nach gesot ginn ass, dat wier déi éischte Kéier, wou doriwwer geschwat ginn ass: Ech wëll lech just soen, wann Der am Comité permanent de l'emploi Berichter vun 1999 noliest, do hu scho Leit vum Pappecongé geschwat, deen iwwer zwee, iwwer fënnef, iwwer zéng an iwwer zwanzeg Deeg erausgaangen ass. Dat war näämlech de Comité permanent de l'emploi, deen dozou gefouert huet, dass de Congé parental agefouert ginn ass. An do huet et och geheescht vun Ufank un, dass et wichteg wier, dass d'Pappe géife mat dovunner profitéieren, an net nëmmen d'Mammen, well mer festgestallt hunn, dass et virun allem d'Mamme waren, déi éischt sechs Méint duerno, an dass och beim Congé parental Leit dat net geholl hunn.

Do ass deemools schonn driwwer diskutéiert ginn, fir e Pappecongé obligatoresch anzeféieren, fir dass domadder den Attrait, fir an de Congé parental eranzegoen, och méi grouss gemaach géif ginn. Dat ass deemools am Comité permanent de l'emploi net zréckbehale ginn, mä dat fënnt een awer an den Ënnerlage vum Comité permanent de l'emploi vun deemools erëm.

Dofir hunn ech kee Problem, wann ee seet: „Mir féieren eppes Neies an", oder: „Mir verbesseren eppes", mä et kann een awer net soen, dass dat elo op eemol aus heiterem Himmel komm ass oder dass elo op eemol d'Iddi eréischt komm ass. Schonn 1999, dat si méi wéi 18 Joer hier, ware Leit, déi an déi Richtung wollte goen. An déi hu sech da vläicht deemools net duerchgesat kritt oder keng Majoritéit fonnt, fir dat ze kréien, mä d'Iddi u sech huet awer keen neie Moment.

Wat dann den drëtte Congé ubelaangt, dat ass dee mat dem Congé de maternité, wou et bis elo üüblech war aacht Woche virdrun an aacht Wochen duerno d'office, an zwielef Wochen, wann ee géif nieren. Ech wëll elo kengem Dokter ze no trieden, mä ech mengen, dass de gréissten Deel - wann ech de Rapport liese vun deene jeeweilege Keesen, déi dat en charge huelen -, dass déi meescht Dokteren dat geschriwwen hunn. Ob et elo esou war oder net, et ass net u mir an och u soss kengem, fir dat kucken ze goen. Mä dofir fannen ech et och gutt, dass déi Generaliséierung kënnt. Dann ass et fir d'Dokteren och vläicht méi einfach. Da brauche se näischt méi ze schreiwen, wat net… - Dir verstitt, wat ech wëll soen -,…

(Interruptions)

…an dass et dofir och gutt ass, dass mer och déi Ännerunge maachen.

Dat Eenzegt, wéi gesot, wat mer nach eng Kéier wëlle rappeléieren: dass et gutt wier, wa schnellstméiglech déi Ënnerscheeder vun deene Statute géifen opgehuewe ginn. An do si jo Méiglechkeeten, wa Verhandlunge sinn an der Fonction publique, fir dat ze maachen. Respektiv bei deenen anere Verhandlungen ass et jo ëmmer méiglech, méi ze maache wéi dat, wat am Gesetz steet. Well dat léisst d'Kollektivvertragsgesetz, den Artikel 166 vum Code du travail zou, dass een nach ëmmer méi ka maachen an och méi ka verhandelen, mä dass d'Base légale erhale bleift.

Mä wéi gesot, nach eng Kéier mäin Appell un den Aarbechtsminister: Sot Äre Servicer dat, well net dass mer ab dem 2. Januar schonn erëm eis mussen ënnerhalen, wat ass dann elo in a wat ass net in!

An dann, wéi gesot, d'CSV gëtt d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Spautz. Den Här Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt u sech keng gréisser Interventioun maachen, well de Rapport vu menger Kolleegin, dem Taina Bofferding, esou ganz gutt war, souwuel dee mëndlechen an och dee schréftleche Rapport, an awer wollt ech elo nach eng Kéier hei d'Positioun vun der LSAP kloermaachen. Als Rapporteur ass dat net ëmmer esou einfach, ass dat iwwerhaapt net einfach, an duerfir wollt ech hei awer profitéieren, fir dat ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat ass net gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et ass och net gefrot, dat ass richteg, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Et ass net de Rôle vum Rapporteur.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et ass net de Rôle vum Rapporteur. Dee soll de Rapport vun der Kommissioun maachen.

Ech si frou, datt d'CSV hei dee Wandel gemaach huet. An der Kommissioun hu se nach géint…, pardon, net dergéint gestëmmt, mä hu se sech nach beim Rapport enthalen, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn.

(Interruption)

Wéinst dem Rapport, richteg. Mir sinn haut an der Plenière, do stëmme se dëse Projet mat, an ech fannen dat och ganz gutt a wëll se och felicitéieren zu deem Schratt, dee se do gemaach hunn. Well dat hei ass ganz konkret Politik. Dat hei ass Politik, déi bei de Leit ukënnt. Dat ass Politik fir unzepaken. An et ass virun allem och Politik fir déi schaffend Leit. Et ass eng modern Familljepolitik an dat ass och de Kärpunkt vun dëser Regierung, vun dëser aktueller Regierung: modern Familljepolitik am Sënn vun de Kanner, vun der Gläichbehandlung vun de Geschlechter an och vum Gläichgewiicht tëschent Beruff a Privatliewen.

A mat dësen Ännerunge suerge mer fir eng Verbesserung fir d'Familljen. D'Eltere kréie méi Zäit, fir sech besser kënnen ze organiséieren. An dat ass och dat, wat d'Eltere brauche fir hir Kanner. Duerfir huet d'LSAP och nach ëmmer gekämpft a wäert et och weider maachen.

Déi Changementer, déi mer elo maachen, déi sinn alleguerte Verbesserunge fir d'Familljen.

Éischtens, d'Flexibiliséierung vum Pappecongé, an dat mat enger Erhéijung vun de Moment zwee Deeg op ëmmerhin zéng Deeg, wat awer eng substanziell Erhéijung ass!

Dann, d'Neistrukturéierung och vum Congé pour raisons familiales. Mir haten hei Leit sëtzen, déi eng Petitioun eraginn hunn an déi sech wierklech mat ganz gudden Argumenter hei abruecht hunn an eng Diskussioun, déi och ganz wichteg ass an déi mer, mengen ech, och mat dësem Gesetzesprojet an déi richteg Richtung virustousse mat engem méi flexibele System, deen et den Elteren erlaabt, sech besonnesch ëm déi méi kleng Kanner ze këmmeren, wa se dann och krank sinn.

An dann och d'Verlängerung vum Congé postnatal vun aacht op zwielef Wochen an dat indépendant, ob een elo säi Kand niert oder och net. An och do, mengen ech, kann ech dem Här Spautz bäiflichten: Ouni engem wëllen ze no ze trieden, mengen ech, kéint ech an déiselwecht Richtung argumentéieren, wéi dat den Här Spautz och gemaach huet. An ech fannen dat och gutt, datt mer elo hei op zwielef Woche gaange sinn an dat net ofhängeg maachen dovun, ob een elo niert oder net.

Dann ass déi véiert Mesure hei d'Erhéijung vum Congé extraordinaire beim Stierffall vun engem sengem Kand. Och dat, mengen ech, ass eng ganz wichteg Mesure. Do gi mer op fënnef Deeg erop - wat ee jo kengem natierlech wënscht, mä wat awer heiansdo virkënnt -, an duerfir brénge mer hei de Leit eng substanziell Verbesserung, déi mer, mengen ech, alleguerte musse kënne vertrieden.

Eng Rei vu Congésdeeg, déi falen awer ewech. An dat sinn och Ännerungen, déi gesellschaftlech gerechtfertegt sinn, esou wéi beim Mariage, wou et vu sechs op dräi Deeg erofgeet. D'Eltere kréie vun zwee op een Dag erof. An de Partenariat geet och vu sechs op een Dag erof an d'Eltere kréien och do keen Dag Congé.

An et muss een do fairerweis och soen, datt d'Zäite sech jo an eiser Gesellschaft awer geännert hunn. Déi verschidden Ännerunge bei dëse Congéen, déi goufen ënnert de Sozialpartner verhandelt. An d'Resultat ass eben dat, wat eben elo och hei erauskomm ass, datt déi verschidde Congéen, déi no hirer Ursprongsiddi net méi an deem Mooss noutwendeg sinn, néideg sinn, datt déi och da kënnen erofgoen an datt awer aner Mesuren, déi an eiser Gesellschaft méi ugepasst sinn a méi gebraucht ginn, datt déi dann och kënnen eropgoen, esou wéi zum Beispill de Pappecongé.

D'Leit bestuede sech och vill méi spéit, soudatt et och an der Regel oft esou ass, datt déi Eltere vun deene Kanner, déi sech bestueden - jo, et sinn ëmmer Kanner, och wa se scho 35 Joer hunn -, vläicht schonn an der Pensioun sinn, soudatt dat…

Wat gelift?

(Interruption par M. Roberto Traversini)

Jo! …soudatt dat u sech och net méi esou de mise ass, datt d'Leit onbedéngt dee Congé do och brauchen. Vill Leit, déi sech pacsen, déi wëllen iwwerhaapt keng Zeremonie, kommen e ganz kuerze Besuch op d'Gemeng maachen, brëngen hir Pabeiere laanscht an dann ass déi Demarche och fäerdeg. Dat ass eng ganz reduzéiert Demarche. An et freet ee sech effektiv, firwat datt do déi sechs Deeg Congé waren.

D'Madamm Rapportrice huet dat erkläert, datt dat eng Upassung war natierlech, fir sech mam Pacs a mat dem Mariage gläichzesetzen. Mä ech mengen, och do muss een evoluéieren an do muss ee sech der Zäit upassen, gradesou wéi beim Plënneren, do geet dat op zwee Deeg an dräi Joer bei engem Patron, an och bei deem Dag Congé beim Militärdéngscht, deen een och net méi brauch.

Wichteg ass awer, an ech kommen nach eng Kéier dorop a wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen, datt beim Doud vun engem mineure Kand dat eropgeet op fënnef Deeg. An déi sinn absolutt och noutwendeg, déi brauche mer och.

Och nach en anere Punkt, dee vläicht elo net esou genannt ginn ass, dat ass am Fall vun enger Adoptioun vun engem Kand ënner zwielef Joer: Do ginn et och elo zwielef Woche Congé d'accueil. Och dat, mengen ech, ass e Schratt, deen an déi richteg Richtung geet.

Duerfir géif ech hei als LSAP nach eng Kéier ënnersträichen, datt dat hei eng Reform ass, déi iwwerfälleg ass, an datt et ganz gutt ass, datt mer net gewaart hunn, bis déi Direktiv effektiv a Kraaft getrueden ass, mä datt mer eis u sech emol eng Kéier virun de Won gespaant hunn a gesot hunn: „Mir wëllen hei déi Kar no vir zéien a mir wëllen an déi richteg Richtung goen." Duerfir sinn dat heite Mesuren, déi mer zu 100% kënnen ënnerstëtzen.

An ech ginn heimat och nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Engel. An nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, dëse Projet de loi reit sech an an eng ganz konsequent Förderung vun de Familljen zu Lëtzebuerg. Mä Kolleeg, de Gilles Baum, ass jo gëschter a senger Interventioun zum Budget schonn ausféierlech op ganz vill familljepolitesch Mesuren agaangen, déi dës Regierung ëmgesat huet.

Op dëser Plaz och e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Bofferding, déi hei exzellent an detailléiert erkläert huet, wat alles ëmgeännert gëtt, fir zu esou engem moderne Kadergesetz fir eng modern Gesellschaft ze kommen.

Ech wëll op dëser Plaz dann awer och ausdrécklech de verantwortleche Ministeren aus eiser Regierung, dem Aarbechtsminister Schmit an och besonnesch der Familljeministesch Corinne Cahen, déi den Ustouss zum Iwwerdenke vun dëse Mesurë ginn huet, scho laang ier se iwwerhaapt Minister ginn ass, Merci soe fir hiren Asaz fir d'Familljen an d'Kanner zu Lëtzebuerg.

Hei hu mer e Paradebeispill, wéi Iddien zesummen diskutéiert an ausgeschafft ginn am Sënn vun enger Verbesserung fir d'Leit an d'Familljen dobaussen. Et geet konkret ëm déi besser Vereenbarkeet vu Beruff a Famill. Duerch eng Rei Upassunge vu Congésdispositiounen am Code du travail erreeche mir, dass d'Eltere vu klenge Kanner méi Zäit mat hire Bëbeeë verbrénge kënnen, an zwar dann, wann et am wichtegsten ass, näämlech direkt no der Gebuert oder wann d'Kanner emol krank sinn.

Déi éischt a wichtegst Neierung an dësem Projet de loi ass d'Eropsetze vum Pappecongé vun zwee op zéng Deeg. Dass dëst méi wéi iwwerfälleg war, weist de Fait, dass aktuell d'Eltere vun enger Koppel, déi sech pacst, genausou vill Congé kréie wéi d'Pappe vun neigebuerene Kanner! Dass dëst net méi zäitgemëiss war, erkläert sech, mengen ech, vum selwen.

D'Rollenopdeelung vu fréier, dass exklusiv d'Mamm fir d'Erzéiung vun de Kanner suergt an d'Pappen d'Suen an de Stot bréngen, ass haut glécklecherweis scho ganz laang keng Realitéit méi.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Ganz am Géigendeel: D'Pappe wëllen Zäit mat hire Kanner verbréngen! Dat weist ganz besonnesch och den neie Congé parental, vun deem virun allem méi Pappe profitéieren, wéi dat fréier de Fall war.

Et war eis als DP wichteg, dass d'Sozialpartner mam neie Pappecongé averstane sinn. Aacht Deeg zousätzleche Congé vun engem oder méi Mataarbechter an engem klenge Betrib an enger intensiver Schaffperiod kënnen nawell fir

Onrou am Betrib suergen. Fir deem entgéintzewierken, huet d'Regierung entscheet, déi zousätzlech aacht Deeg aus eegener Täsch ze bezuelen. Fir d'Joer 2018 sinn dofir jo knapp 12 Milliounen am Budget virgesinn.

D'Salariéen, déi vum neie Pappecongé profitéiere wëllen, mussen hirem Patron spéitstens zwee Méint am Viraus Bescheed ginn, fir dass sech am Betrib och kann organiséiert ginn. Ech mengen, dass dës Informatiounsflicht fir d'Salariéen net an d'Gewiicht fält, well d'Gebuert vun engem Kand meeschtens jo och relativ genau virauszegesinn ass.

Den neie Pappecongé ass also eng exzellent Noriicht fir jiddwereen, deen am Privatsecteur als Salarié schafft. D'DP ass der Meenung, dass an Zukunft no dëser éischter Etapp all Papp, egal wou oder fir wien hie schafft, vun dëser Innovatioun profitéiere soll a muss. Do schléisse mir eis als Demokratesch Partei de Wierder vun der Rapportrice total un.

Dofir denke mir, déi zéng Deeg Pappecongé an Zukunft och de Fonctionnairen an den Independanten zougänglech ze maachen, an dëst esou séier, wéi dat ebe méiglech ass. E Papp ass e Papp, egal wie säi Patron ass, an et sollt ee kengem Papp d'Chance huelen, fir säi Puppelchen direkt no der Gebuert nach besser kënne kennenzeléieren a fir seng Famill kënnen do ze sinn.

An och d'Mamme kréien an Zukunft méi Zäit, déi se direkt no der Gebuert mat hirem Kand verbrénge kënnen. De Congé geet näämlech fir all Fra op zwielef Wochen erop, onofhängeg dovun, ob se de Bëbee stëllt oder net. Et ass näämlech net méi zäitgemëiss, d'Längt vum Congé postnatal dovunner ofhängeg ze maachen, ob eng Mamm kann oder wëllt stellen.

Eng drëtt grouss Modifikatioun ass déi vum Congé pour raisons familiales, deen däitlech méi flexibel gëtt. Et geet drëm, dass d'Mamm an de Papp kënne bei hirem Kand sinn, wann d'Kand krank ass an d'Kand also eng Bezuchspersoun dréngend brauch. Dat ass aktuell leider net ëmmer méiglech, well ee pauschal pro Joer just zwee Deeg Congé zegutt hat. Wann déi net gebraucht goufen, da si se verfall. Grad am jonken Alter gi Kanner awer emol méi oft krank.

Fir deem entgéintzewierken, gesäit dat neit Gesetz Alterstranchë vir, an deenen d'Eltere vun enger bestëmmter Unzuel u Congésdeeg profitéiere kënnen, wann hir Kanner krank sinn. Am jonken Alter sinn et deementspriechend méi Deeg wéi fir en Alter, wou d'Kanner och emol eleng kënnen doheem bleiwen. D'Unzuel vun den Deeg pro Alterstranche ass jo virdru scho genannt ginn. Am Fall vu schwéiere Krankheete kënnen d'Congésdeeg zousätzlech an d'Luucht gesat ginn.

Här President, léif Kolleegen, dëst Gesetz war iwwerfälleg, an ech si frou fir all aktuell an zukünfteg Eltere vu klenge Kanner, dass mir et gepackt hunn, dass déi nei Congésdeeg elo a Kraaft triede kënnen.

Dëst Gesetz markéiert d'Upassung vun eiser Legislatioun un eng nei Realitéit an eiser Gesellschaft. Dofir wonnert et Iech also net, wann ech den Accord vu menger Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn, net ouni nach eng Kéier der Rapportrice e grousse Merci ze soe fir hire Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut geet et ëm de Congé fir d'Salariéen a spezielle Liewenssituatiounen a virun allem fir d'Familljen. E grousse Merci un d'Rapportrice! En exzellente Rapport, wéi mer dat gewinnt sinn, dee schréftlechen an och dee mëndlechen Deel.

Ech wëll awer och direkt soen, ech war awer „piffpaff", wéi de Kolleeg vun der CSV dat virdru gesot huet, an zwar dass, nodeems d'CSV an der Kommissioun de Rapport net konnt stëmmen, se awer elo seet, dass se de Projet de loi hei wäert matdroen. Doriwwer, wéi de Virriedner och schonn eng Kéier gesot huet, si mer awer ganz frou, well ech hätt mer och net kënne virstellen, wéi een dergéint kéint sinn, fir u sech den Equiliber tëschent Beruff a Familljeliewen ze fannen, a wéi een dat hei op der Tribün hätt wëlle vertrieden.

An dësem Projet de loi geet et ëm d'„work-life balance"; wann et Englesch ass, dann héiert dat sech besser un. Et geet drëm, dass Mammen a Pappen et fäerdegbréngen, schaffen ze goen an awer ze kucken, dass hiert Familljeliewe stëmmt an dass hir Kanner entspriechend versuergt ginn.

E Projet de loi ass och ëmmer e Kompromëss. En ass ausgehandelt gi mat de Sozialpartner. Domat kann een also ni all Mënsch zefriddestellen, dat ass ganz normal. Verschidde Congéë ginn erof, wat vläicht deelweis iwwerfälleg war, an déi, déi och deene Grénge wichteg sinn, déi ginn an dësem Projet de loi erop.

Fir d'Éischt vläicht de Pappecongé. De Pappecongé ass fir déi gréng ganz kloer e Moyen vu Chancëgläichheet, dee vun zwee op zéng Deeg eropgeet, fir dass de Papp sech direkt no der Gebuert vum Kand ka méi engagéieren an en anere Kontakt fannen. Datselwecht gëllt awer och, wann et net eng Gebuert ass, mä eng Adoptioun vu Kanner ënner 16 Joer. Och dat ënnerstëtze mer als Gréng.

Mir haten awer och opgeworf, dass d'Terminologie vun dem Pappecongé net méi ugepasst ass fir een Eenzelfall, an dat vun enger gläichgeschlechtlecher Koppel, wou eng Fra e Kand kritt an d'Partenaire eben och eng Fra wier. An dat ass sécherlech nach ee Volet, deen ee muss kucken, wéi een dee kann upassen. Dee Choix, dee mer gemaach haten, deen hätt u sech déi Leit, déi Zilgrupp reduzéiert, déi eligibel kënne sinn, an dat war natierlech och an deem Moment net ze vertrieden, wa mer dat reng op de Conjoint bezunn hätten.

Et ass also e Volet vu Chancëgläichheet, wa mer hei vun engem Pappecongé schwätzen.

Deen zweete Volet, dat ass de Mammecongé, dat ass de Congé postnatal, deen hei eropgeet vun aacht op zwielef Wochen, onofhängeg dovun, ob eng Fra elo stëllt oder net stëllt, net wëllt stëllen, net ka stëllen, ob d'Kand eventuell ze fréi kënnt oder ob et Méifachgebuerte sinn. Duerfir ënnerstëtze mir dat och ganz kloer. Niewebäi bemierkt, bleift awer ëmmer nach fir Fraen, déi stëllen, den Temps d'allaitement am Betrib bestoen, wa se u sech da weiderhin hiert Kand iwwert déi Wochen do eraus wëlle stëllen.

Wéi d'Rapportrice och gesot huet, muss ee kucken, ob een net dee Volet vun de Monoparentallen nach eng Kéier kann op eng aner Aart a Weis léise respektiv Ënnerstëtzung fannen, fir ze kucken, dass grad bei der Gebuert eben déi notwendeg Ënnerstëtzung méiglech gëtt, wat eben iwwert dëse Projet de loi elo net geet.

Ech wäert net am Detail op de Mariage an d'Déclaration de partenariat respektiv Décès a Plënneren agoen.

Ech mengen, wat wichteg ass, dat ass, dass hei dee Congé d'accueil awer nach geschaaft gëtt, wann e Kand adoptéiert gëtt, wat manner wéi zwielef Joer huet. Dat sinn zwar vill Wochen, déi zwielef Wochen, mä trotzdeem bréngt et awer mat sech, dass déi zwee Partenairen an dat Kand, wat nei an eng Famill kënnt, mateneen e gudde Start kréien.

De wichtegste Volet, deene Gréngen no, ass ganz kloer de Congé pour raisons familiales, well dat gelieften Alldag ass an enger Famill, wou een ëmmer erëm als jonk oder méi eeler Koppel dorop trëfft, dass, wa Kanner kleng sinn, se vill Krankheeten hunn, eng Häufung vu Krankheetsfäll do ass, an dass et net evident ass, wann déi zwee Partner wëllen och nëmmen Deelzäit schaffen, fir sech ze organiséieren, wann ee Kand krank ass, fir bei em ze sinn. Déi zwee Deeg pro Joer, déi bis elo do waren, sinn op kee Fall duergaangen.

An duerfir begréisse mer, dass mer do elo eng Modularitéit erakréien, dass och e bësse gekuckt gëtt no den Tranches d'âge. An dat passt jo och: Vun 0 bis 4 Joer, do hu mer zirka 3 Deeg an der Moyenne pro Joer, déi ee kann notzen, am Ganzen déi 12 Deeg. An dann huet een, mengen ech, de Gros vun den Infektiounskrankheete bei de Kanner erduerch. An da kann een awer d'Beruffsliewen an d'Familljeliewe méi einfach beieneekréien, ouni dass ee muss higoen an engem Patron uruffen a soen: „Ma ech si krank de Moien", wat jo iwwerhaapt net de Fall ass, mä wou u sech d'Wourecht ass, dass ee keng Léisung fonnt huet, fir bei sengem Kand kënnen doheem ze bleiwen.

Dann ass et esou, dass mer eben an där anerer Tranche d'âge - et ass scho virdru gesot ginn - nach déi 18 Deeg hu bis 13 Joer. An domat hätte mer déi 30 Deeg, déi mer och elo schonn am Gesetzestext stoen haten. An do kommen zousätzlech 5 Deeg derbäi, wann u sech een an eng Klinik muss goen, e Kand tëschent 13 an 18 Joer, wann also och do eng Begleedung noutwendeg ass.

Mir sinn och ganz frou, dass a spezielle Fäll eng Verduebelung ka komme vun dëse Congészäiten, wann eng méi grav Krankheet virläit, wann en Accident virläit oder wann e Kand en Handicap huet, an och dat pro Tranche d'âge a souguer, wann eben dat sougenanntent „duebelt Kannergeld" ausbezuelt gëtt, wëll heeschen, wa festgehale ginn ass, dass dat Kand en Handicap huet, wat iwwer 50% vun deenen normale Fonctionnalitéiten eben erausgeet, dass dann déi Tranche, déi Limite d'âge eben och eropgehuewe gëtt bis 25 Joer. Dat ass ganz gutt esou. Dat begréisse mer.

Mä et muss een awer wëssen, dass dat an eenzelnen oder a ville Fäll guer net duergeet! An zwar stellt sech do ganz dacks d'Fro an de Fäll vu Maladie-graven, ob déi zwee Partner nach weider kënne schaffe goen, well eben einfach déi Fäll do net mat deem üübleche Congé ofzeschaffe sinn. Duerfir gëtt et jo och déi Regelung, dass et méiglech ass, an zwar iwwer de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, festzeleeën, ob dee Fall esou schlëmm ass, dass mer higinn an dee Congé pour raisons familiales bis op 52 Woche kënnen erausbrëngen.

Do musse mer just oppassen, dass mer net... Do hunn ech zwou Saachen, déi, mengen ech, wichteg sinn ze soen, zwou Saachen: ob mer net an de Konflikt komme mat deenen 52 Wochen, déi mer soss am Aarbechtsrecht stoen hunn, fir dass net op eemol mäin Aarbechtskontrakt kann opgekënnegt ginn, wann ech do un déi Limitt erustoussen. Dat ass eng Bemierkung, déi ee soll iwwerleeën. Well et ass jo esou, wann ech dee Congé pour raisons familiales huelen, da gëtt deen ugerechent, wéi wann et eng Période d'incapacité de travail pour cause de maladie wär.

(Coups de cloche de la présidence)

An do wëll ech just drop hiweisen, dass dat aarbechtsrechtlech kéint a gewëssene Fäll op e Problem stoussen.

Déi zweet Saach, déi ech ze bedenke ginn a wou ech muss dru geduecht ginn, dat ass de Règlement grand-ducal, deen u sech d'Basis ass, wéini ausgeschwat ka ginn, dass ee Fall vu Maladie grave virläit. An zwar - ech huelen dat eng Kéier just kuerz erbäi -, ass d'Formuléierung am Moment esou baséiert - an duerfir huet dat an der Praxis dacks zu Problemer gefouert: Do ass de Kriibs als Krankheet bei de Kanner opgefouert, an natierlech och aner Pathologien, wou eng Hospitalisatioun virläit. Mä et gëtt awer nach eng Partie Krankheeten, déi do net erfaasst sinn!

Duerfir géif ech just roden, dass een do soll oppassen op Häerzerkrankungen, neuromuscullaire Erkrankungen. Mukoviszidos ass och e Problem, deen do ganz dacks optaucht, deen elo net hei ernimmt ass. Dann och chirurgesch Agréff, wa Feelstellungen do si bei engem behënnerte Kand, wou ganz dacks méi dacks an Etappe musse chirurgesch Agréff virgeholl ginn. An dann ass et och dacks esou, dass no esou engem Agréff déi Kanner net direkt an eng Crèche oder an eng Schoul erëm zréckkomme kënnen. Da musse se awer nach fir eng Iwwergangszäit eventuell doheem sinn.

Duerfir ass et wichteg, dass dee Règlement grand-ducal mat deene betraffene Leit aus dem Secteur esou formuléiert gëtt, dass et ebe manner Problemer gëtt an dass och natierlech déi Instanz, déi driwwer ze befannen huet, et méi einfach kritt, fir u sech deene Fäll Rechnung ze droen, wéi dat an der Vergaangenheet heiansdo war, dass do Problemfäll eben opgetaucht sinn.

Dat gesot, mengen ech, ass dëse Projet de loi e ganz grousse Fortschrëtt - ee ganz grousse Fortschrëtt! -, well en et fäerdegbréngt, Familljen- a Beruffsliewe besser op e Leescht ze bréngen, virun allem dee leschte Volet, de Congé pour raisons familiales, wou ganz dacks ebe Problemer entstinn a wou een et net einfach huet, wann een et wëllt, och nëmmen an Deelzäit d'Beruffsliewen an d'Familljeliewe beieneenzebréngen.

A Beruffs- a Familljeliewe beieneebréngen, dat ass eng Häerzensugeleeënheet och vun deene Gréngen. Et ass eng Erausfuerderung fir d'Zukunft, vu dass mer och net wëssen, wéi den Aarbechtsmaart an Zukunft sech wäert entwéckelen. An duerfir mengen ech, dass mir als déi gréng all Beméiunge vum Aarbechtsminister wäerten an Zukunft ënnerstëtzen, déi an déi dote Richtung ginn.

An ech ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An deen nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, éischtens emol e grousse Merci och un d'Madamm Bofferding vun eiser Säit, well si huet eis dee Projet de loi hei ganz kloer exposéiert an op eng Manéier ageféiert, mengen ech, déi eis direkt dozou féiert, e puer Reflexiounen ze maachen.

D'Madamm Bofferding, mengen ech, hat gesot: „Et ass keen ideologesche Projet." Jo, wat ass et dann? Selbstverständlech ass et en ideologesche Projet, wann eng Regierung heihinnerkënnt an iwwer Jore sech Méi gëtt, ee Modell vu Famill ze favoriséieren: deen, wou déi zwee Eltere schaffe ginn an d'Kanner da betreie loossen! Mir als ADR maachen an dësem Beräich keng Ideologie, well mir soen, mir ginn de Leit de Choix, ob se dat do wëllen, wat Dir och ënnerstëtzt, oder ob se wëllen, datt ee vun den Ehepartner oder Partner doheem bleift a selwer seng Kanner erzitt.

Mir ginn de Choix! Dir favoriséiert ee Modell an näischt anescht. Da froen ech Iech: Wie mécht dann Ideologie? Dat si ganz kloer dës Regierungsparteien an déi, déi just deen dote Modell wëlle favoriséieren!

An dësem Projet de loi sinn eng Rei Avantagen. Dofir stëmme mer och net dergéint, mä mir hunn eng ganz Rei Kriticken. Mä et ass vun de Virriedner och ëmmer erëm betount ginn: Wann e mannerjäregt Kann stierft, huet ee méi Congé, a verschiddenen anere Situatiounen huet ee méi Congé zegutt. Dat si sozial Virdeeler, dofir stëmme mer och net géint dëse Projet, awer Kriticken hu mer. An ech wëll Iech déi elo presentéieren.

Eng éischt ass, an dat ass och vun e puer Parteien opgegraff ginn: Firwat just de private Secteur an net och den ëffentleche Secteur? Wa jo - ech mengen, do si mer eis all eens - e Papp e Papp ass an e Kand e Kand, a mer alleguer dat Zil hunn, fir datt de Kontakt tëschent Papp a Kand soll méi staark sech kënnen entwéckelen; an dat ass jo net ëmstridden.

Mä dat hätt ee jo och kënnen hei maachen an esou engem Gesetz! Näischt verhënnert dat, wa schonn zwou vun deenen dräi Regierungsparteie soen, si hätten dat gär. Datt een dann higeet, wéi et hei am Rapport steet, a seet: „Dat maache mer an de Gehälterverhandlunge mam ëffentlechen Déngscht"! Dat steet am Rapport, Här Minister! Dofir ass et an eisen Ae jo och u sech onfair, fir eppes a Gehälterverhandlunge mat der CGFP oder mat anere Gewerkschaften aus dem ëffentlechen Déngscht ze verlageren, wat een hätt kënnen hei gesetzlech scho regelen, wann een da wierklech dat och esou hätt wëllen ugoen.

Eng zweet Observatioun, déi mer hunn, ass den Interêt vun den Entreprisen. Mir hunn eng Rei Gesetzer - d'Chambre de Commerce huet dat och gesot -, déi d'Entreprisen administrativ staark belaaschten, well déi Regelungen, déi gesetzlech Regelungen, esou gutt gemengt wéi se och sinn an esou positiv wéi se dacks och sinn, awer eng Rei vun administrative Lourdeure fir d'Entreprisë mat sech bréngen. Dat ass den Temps de travail, dee soll kommen, et ass de Congé parental, dee mer gestëmmt hunn, et ass och elo dat hei Gesetz, wat awer d'Entreprisë virun eng Rei Erausfuerderungen…

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Pardon?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Den Temps de travail ass scho laang gestëmmt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, jo, mä dat ass onwichteg an dësem Zesummenhang. De Punkt ass, et ass wichteg, datt eben d'Entreprisen eng ganz Rei administrativ Lourdeuren heimadder kréien. An och dëse Congé, deen ass schwéier u sech ze kontabiliséieren, an et sinn eng Rei praktesch Erausfuerderungen awer do, wann een dat wëllt wierklech präzis verfollegen, ob do och déi Tranches d'âge an esou weider, ob dat da korrekt applizéiert gëtt.

Déi drëtt Observatioun, déi mer hunn, ass: De Stat bezilt, an dat ass relativ schwéier ofzeschätzen - och dat steet an der Fiche financière vum Projet de loi -, wat déi Mesuren elo am Eenzelnen direkt kaschten. Et ass e bëssen..., et sinn elo keng riseg Zommen, mä awer an engem Kontext vun engem Statsdefizit soll een dorop oppassen.

Mir stelle just fest, mir si mat enger Rei vun deene Moossnamen d'accord. An awer wësse mer nach net genau, wat am Statsbudget d'Incidence vun där enger oder anerer Moossnam ass.

Am Eenzelne wëll ech op dräi Saachen agoen:

Éischtens, de Congé pour raisons familiales. Mir begréissen ausdrécklech, datt e gehéicht gëtt, och wa mer ebe soen, datt mer eis Froe stellen iwwert d'Modalitéite vun der Applikatioun; dat ass net ëmmer einfach. Mä wat eis interesséiert och an der Politik, dat ass: Wie kann dann elo op dat krankt Kand oppassen? An ech mengen, datt mer do de Problem hunn, dee mer ganz gutt kennen: Dat ass dee vun de gescheetene Pappen oder gescheetene Mammen, wa se den Droit de garde net hunn. Dat ass, datt och déi kënne bei hire Kanner sinn! Well et ass ganz liicht... Et ass an enger Circulaire! Et ass an enger Circulaire! Mä ech wëll et hei soen, well et ass jo och diskutéiert ginn am Laf vun der Diskussioun ëm dëst Gesetz.

Et ass kloer an eisen Aen, datt eng Famille monoparentale heiansdo manner monoparentale ass wéi et schéngt, well et gëtt dacks de gescheetene Partner, déi gescheete Mamm oder de gescheetene Papp, deen deen Droit de garde net huet, dee sech och gär wéilt ëm d'Kand këmmeren. An do gëtt et eng Circulaire, déi dat regelt, wou gesot gëtt: „Jo, gutt, dee Partner soll dat och kënne maachen." Mä dat ass awer eng relativ onsécher Saach!

Ech froe mech, ob an der Praxis och ëmmer all Patronen do matspillen a wéi dat an der Praxis dann och ausgesäit, datt e gescheetene Papp oder eng gescheete Mamm sech kann ëm e Kand këmmeren, notamment och, wann et Problemer scho gëtt beim Droit de visite, wéi deen exercéiert gëtt. A mir soen, et ass wichteg, datt e biologeschen Elterendeel sech och ka rechtlech a praktesch ëm e krankt Kand këmmeren.

Dat Zweet ass de Congé am Fall vun enger Gebuert. Hei si mer awer wierklech elo voll am ideologesche Beräich! An ech wëll dat ausféieren. D'ADR begréisst, datt mer de Congé am Fall vun enger Gebuert eropsetzen. Dat ass eng positiv Saach. Et kënnt jo och eng Direktiv: vun zwee op zéng Deeg. Fein! Mir sinn och d'accord a frou driwwer bei enger Kanneradoptioun, datt dee Congé d'accueil eropgesat gëtt. Do hu mer also kee politeschen Ënnerscheed an deene Saache mat der Regierung; en anere Grond, firwat mer net géint dëst Gesetz stëmmen.

De Problem ass och hei bei där ganzer Diskussioun ëm déi homosexuell Koppelen, déi Kanner wëllen. Do hu mir traditionell ëmmer erëm gesot, et ass fir eis wichteg, datt e Kand e Recht huet op seng Mamm a säi Papp, datt et fir dat Kand dat Bescht ass an eisen Aen, an net nëmmen an eisen Aen, datt sech e Kand entwéckelt, wéi et och an der Kannerrechtskonventioun iwwregens steet, mat sengen Elteren a sech kann entwéckelen an dem Vergläich mat deenen zwee Elteren, Mamm a Papp.

Hei ass awer eng Diskussioun gefëiert ginn an der Commission du travail - an dat léisst och déif kucken, dat ass jo an der ganzer Logik vun deem Mariage pour tous, deen d'Madamm Bofferding jo och rappeléiert huet -, datt een dee Begréff „Papp" souguer soll sträichen an ebe just den „parent 1", „parent 2" oder „conjoint" soll benotzen, also datt een eleng schonn d'Begréfflechkeet vu Mamm a Papp, wéi se och aus dem Code civil erausgeholl ginn ass, sollt vergiessen. Et ass eng Fiktioun!

D'Kand huet net méi d'Chance op eng vraisemblabel Filiatioun. Dat ass fir eis e grave Problem zulaaschte vun de Kanner an och zulaaschte vun deene Koppelen, heterosexuelle Koppelen, déi Kanner wëllen adoptéieren. Well et si jo eng Rei Länner, déi eis keng Kanner méi ginn, well mer de Mariage pour tous ageféiert hunn!

Et ass jo och net normal, wann ee seet „Mamm a Mamm". Kee Kand op dëser Welt huet zwou Mammen! Kee Kand op dëser Welt huet zwee Pappen! Dat ass eng reng Fiktioun. A wann ee seet, zwou Mammen, a mir féieren elo e Congé an, da seet een u sech GPA, pardon, PMA normalerweis, mat allen ethesche Problemer, déi domadder verbonne sinn. A wann ee seet, Papp a Papp, da seet een normalerweis Leihmutterschaft, well Adoptioun meeschtens iwwerhaapt net méiglech ass, eppes, dat hei am Land, wéi d'Madamm Loschetter och seet, soll verbuede ginn, mä mat allen Dieren op fir datt, wann eng Leihmutterschaft am Ausland organiséiert gëtt, déi dann och sollen d'Méiglechkeet hunn, fir e Congé d'accueil oder soss eppes ze kréien.

Hei si mer am volle Beräich vun der Neikonstruktioun vun der Famill aus reng ideologesche Grënn, vun der Filiatiounsdiskussioun aus reng ideologesche Grënn, a wou mir als ADR soen: „Hei gëtt eppes organiséiert, och iwwert de Wee vum Congé, wou eng ganz Rei vun ethesche Problemer domat verbonne sinn!"

Dat Drëtt ass de Congé postnatal. Do wëlle mer awer och soen... Mir kënnen et matdroen! Et ass net, datt mer och do eppes dergéint hätten, mä mir wëllen awer och do opmierksam maachen op déi Kriticken, déi zu Recht vun der Chambre des Métiers an och vun der Chambre des Salariés formuléiert gi sinn.

Et gëtt ganz liicht an eiser Gesellschaft hautdesdaags geschwat vu Leit, déi benodeelegt wären ee géintiwwer deem aneren, och, an dat ass dee wichtege Punkt, wa se objektiv an enger anerer Situatioun sinn! Eng Mamm, déi niert, ass objektiv an enger anerer Situatioun, och medezinnesch, wat hire ganze Kierper an esou weider ugeet, wéi eng Mamm, déi net niert!

Do war also deen Ënnerscheed, deen do gemaach ginn ass, begrënnt, medezinnesch begrënnt, wéi och d'Chambre des Métiers eis et rappeléiert. An dofir woren eben zwou objektiv aner Situatiounen do, déi och anescht beuerteelt gi sinn am Aarbechtsrecht. Och wor e politesche Wonsch do, näämlech d'Nieren ze encouragéieren. Och dat gëtt elo duerch déi hei Reform e bëssen a Fro gestallt.

A schlussendlech gëtt et eng Kummer, näämlech d'Chambre des Salariés, déi och freet: Wéi ass et da mat den Naissances multiples, wann een Zwillingen, Drillingen an esou weider kritt? Och dat ass leider hei net berücksichtegt ginn.

Wann ech dat also wëll zesummefaassen, dann ënnerscheet eis an deene meeschte Punkte vun dësem Gesetz wéineg vun der Regierung. Mir stëmmen et net mat, well mer ze vill Kriticken hunn. Mir enthalen eis. Mä et sinn eng ganz Rei Punkten, wou eis och ganz vill vun Ärer Politik trennt, an zwar all Kéiers virun allem do, wou et ëm den Interessi vum Kand geet, virun allem do, wou eng Beruffskategorie par rapport zu enger anerer objektiv benodeelegt gëtt, an dësem Fall d'Fonction publique par rapport zum Secteur privé. Et ass e Gesetz, wat a verschiddene Punkten op e gudde Wee geet, mä op anere wierklech de Contraire mécht.

Mir wäerten eis enthalen. Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Kënnt Der Iech nach drun erënneren, wéi am Mäerz dëst Joer zwee jonk Leit dosouzen, déi eng Petitioun am Januar lancéiert haten, déi innerhalb vun nëmmen e puer Deeg d'Rekorder gebrach huet, näämlech an e puer Deeg 4.500 Ennerschréften hat an e puer Deeg drop déi symbolesch Mark vun 10.000 Ënnerschréften iwwerschratt hat? Et war e bëssen eng Bouffée d'air frais als Petitioun, well et ass emol eng Kéier net drëm gaangen, a wéi enger Sprooch e Croissant soll bestallt ginn oder wéi d'Kappbedeckung vu Frae soll ausgesinn, mä et ass ëm Aarbechtsrecht a Sozialrechter gaangen.

An déi zwee jonk Leit hunn eng Gewerkschaftsfuerderung als Petitioun erabruecht, näämlech d'Fuerderung no der sechster Congéswoch, fir d'Eropsetze vum legale Mindestcongé vu 25 op 30 Deeg. Si hunn hir Argumenter hei exposéiert, an op der Géigesäit war d'Majoritéit vun den Deputéierten, déi deem awer kritesch géigeniwwerstoungen a gesot hunn, dat wier net appropriéiert, dat op 30 Deeg eropzesetzen, et misst een aner Weeër fannen. Et wier e Gesetz iwwer Harcèlement an der Maach. An et ass sech op dat heite Gesetz referéiert ginn, wat diskutéiert géif ginn a wat deene Problematike géif gerecht ginn.

Duerfir muss een dann och kucken, ob dëst Gesetz deem dann och esou gerecht gëtt. Dëst Gesetz huet Verbesserungen, an dat ass virdrun och schonn explizéiert ginn, an et huet Verschlechterungen.

Zu de Verbesserunge gehéiert op jidde Fall d'Aféierung vum Pappecongé vun zwee op zéng Deeg, dee fraktionabel ass. Dat heescht, et muss een déi zéng Deeg net an enger Kéier huelen an net direkt no der Gebuert, mä am Accord mam Patron kann een och zweemol fënnef Deeg à la guise huelen, bannent deenen éischten zwee Méint no der Gebuert.

Et muss een allerdéngs dem Patron e Preavis schécke vun zwee Méint, wat deemno wéi zu Problemer awer féiere ka bei Fréigebuerten, also bei Leit, déi eigentlech besonnesch problematesch Situatiounen hunn, wou de Patron kéint soen, datt en ze spéit de Preavis kritt huet, an dann, an deem dote Fall géif et dann zréckgesat ginn op den Istzoustand, näämlech op zwee Deeg, déi direkt ze huele wieren am Fall vun der Gebuert.

Positiv ass och, an och dat ass hei gesot ginn, datt et emol eng Kéier eng positiv Flexibiliséierung vum Congé am Interêt vum Salarié ass. Wat de Congé pour raisons familiales ugeet, war et bis elo esou, datt d'Leit, d'Pappen an d'Mammen Urecht haten op zwee Deeg pro Joer, déi se konnten huelen am Fall, wou hiert Kand krank war. Dat gëtt elo an Tranche-d'âgë gerechent an der Realitéit eigentlech méi no bruecht, wou et näämlech ka sinn, datt e Kand eng Woch laang krank ass an et muss een eng Woch laang - zu engem bestëmmten Alter- doheem bleiwen. Dat ass dann iwwert dat heiten ofgedeckt. Ech mengen, dat ass wierklech e Fortschrëtt a wahrscheinlech och déi fortschrëttlechst Mesure an deem heite Gesetz.

Positiv ass awer och, datt de Congé beim Doud vun engem Mannerjäregen, also bei engem Kand, wat mannerjäreg ass, vun dräi op fënnef Deeg eropgesat gëtt, woubäi ee sech d'Fro allerdéngs stelle kann, firwat mer net iwwergaange sinn an de Regimm, datt een, wann een e Mënsch am éischte Grad verléiert, insgesamt vun dräi op fënnef Deeg géif eropgoen. Ech kommen drop zréck, firwat dat vläicht hätt kënnen interessant ginn.

Gutt ass awer och de Congé postnatal, dee vun aacht op zwielef Woche systematiséiert gëtt, wat eng iwwerfälleg Upassung ass, besonnesch well Fraen elo net méi mussen eng zum Deel awer humiliant oder tendenziell humiliant Preuve weisen, datt se nieren, fir kënne véier Woche weider Congé ze kréien.

De Congé d'accueil fir Kanner ënner zwielef Joer, déi adoptéiert ginn, gëtt deementspriechend och op zwielef Wochen ugepasst. Dat si Verbesserungen. An do muss een unerkennen, datt dat och Verbesserunge sinn!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An ech hat och wëlles, eigentlech mat zwar e puer kritesche Bemierkungen, dat heite Gesetz ze stëmmen. Mir wäerten et och maachen. Mä ech hu mer, wéi ech de verschiddene Majoritéitsvertrieder nogelauschtert hunn, awer geduecht: Dat do kann dach net sinn! Et kann net sinn, datt déi Verschlechterungen einfach gerechtfertegt gi mat: „Bon, dat ass iwwerfälleg, datt dat gemaach gëtt. Et ass net méi ugepasst un d'Modernitéit, un eis Zäiten", wa Congé-extraordinairen, déi Leit zegutt hunn, einfach esou gestrach ginn!

Datt een eventuell seet: „Et ass e Kompromëss, deen aus Verhandlungen entstanen ass", wou dat doten eventuell aus engem schlechte Kräfteverhältnis als Kompromëss erauskomm ass, jo, dat kann een als Argument huelen. Woubäi ech als Deputéierten dann nach ëmmer d'Recht hunn, deem Kompromëss net mussen zouzestëmmen. Dat ass awer zumindest en Argument, wat ech hätt kënnen akzeptéieren. Awer et ideologesch ze rechtfertegen, dat fannen ech net an der Rei!

Déi Verschlechterunge bestinn doranner, datt beim Bestietnis de Congé vu sechs op dräi Deeg erofgesat gëtt a beim Pacs vu sechs op een Dag. Fir d'Elteren, déi virdrun, wann hir Kanner gepacst oder bestuet gi sinn, jo och Urecht op zwee Deeg haten, gëtt de Congé beim Bestietnis op een Dag a beim Pacs op null erofgesat. Also, eng Baisse vun extraordinäre Congésdeeg ass sécherlech kee Fortschrëtt a keng fortschrëttlech Politik an net am Interessi vun de Salariéen. Ech géif dat awer gär festhalen hei!

An da muss ech awer soen, datt ech awer och bass erstaunt war, wéi ech d'Argumentatioun gelies hu vun der Begrënnung vum ënnerschiddlechen Traitement vum Mariage a vum Pacs. Et ass richteg, datt am Ufank dem Pacs iwwerhaapt kee Congé zougestane ginn ass. Mä dat ass geännert ginn 2010, well de Pacs sollt gläichgestallt gi mam Mariage, awer net nëmme fir gläichgeschlechtlech Koppelen, mä fir jiddwereen!

Ech hunn 2011 mech gepacst an ech hat Urecht op sechs Deeg Congé. Ech hunn e Choix getraff, mech näämlech ze pacsen a mech net ze bestueden. An dee Choix, dee war gläichberechtegt unerkannt! Hei, mat deem heite Gesetz gëtt dat bewäert, wat ech gemaach hunn. Ech hunn näämlech just nach Urecht op een Dag Congé an net en Urecht op dräi Deeg, wéi am Fall vum Bestietnis. Ech mengen, datt Der do de Beräich vun der Sozial- an der Familljepolitik iwwerschreit an Der eigentlech Gesellschaftspolitik maacht, näämlech eng Bewäertung vun där enger oder anerer Form vu Liaisoun.

A wann Der dat wëllt maachen, da stellen ech mer awer d'Fro: Wéi gesäit dat dann an Zukunft weider aus mat der Sécurité sociale, mat der Fiskalitéit, wou et jo och eng Gläichstellung, eng partiell Gläichstellung gëtt vum Mariage a vum Pacs? Ech mengen, datt dat do kee gudde Choix war.

Madamm Presidentin, et ginn awer och Gewënner, däitlech Gewënner bei dësem Gesetz. An dës däitlech Gewënner, dat sinn d'Patronen! Si haten näämlech e Kompromëss ausgehandelt, wou se op där enger Säit sollten Deeg ewechgeholl kréien, op där anerer Säit nei Deeg sollte ginn. Am Kader vun der Erweiderung vum Pappecongé vu fënnef op zéng Deeg ass hir Obligatioun, näämlech datt si d'Augmentatioun vun zwee op fënnef Deeg am Ufank hätte sollen aus der eegener Täsch bezuelen, wat se kompenséiert kritt hu mam Bestietnis, ewechgefall.

Dat heescht, de Patron bezilt keng vun deenen neie Forme vu Congé. En huet awer de Gain financier, dee bei dräi Aachtel vun zwielef Milliounen, also ongefëier bei 4,5 Millioune läit, déi d'Patrone gewannen, also e bessert Resultat kréie wéi dat, wat se an den Negociatioune verhandelt hunn.

Bon, elo kann ee soen: Fir d'Salariéë kënnt et jo awer insgesamt zu enger Null-plus-Situatioun: D'Verbesserungen iwwerweien d'Verschlechterungen, dat mengen ech och. Mä et stéisst engem awer schwéier op, ze gesinn, datt d'Patronen eppes verhandelen, an duerno, no der Interventioun vun der Chamber, kënnt et dann dozou, datt se eigentlech nach méi gewannen, wéi se urspréinglech ausgehandelt haten.

Madamm Presidentin, als Ofschloss géif ech soen, datt dat hei leider kee grousse Worf ass. Et si partiell Verbesserungen, deenen och partiell Verschlechterunge géigeniwwerstinn. Et ass, mengen ech, en Null-plus fir de Salarié. Mä wat feelt, ass eng strukturell Verbesserung vum Congé. An ech mengen, fir op den Ufank zréckzekommen, datt déi Fuerderung vun deenen zwee jonke Leit, déi hei souzen, nach ëmmer aktuell ass.

Déi sechst Congéswoch ass eppes, wat muss kommen, well se der Realitéit vun haut entsprécht. Mir ënnerstëtzen och d'Fuerderung, wat een och hätt kënnen an deem heite Kontext ëmsetzen a wat et a verschiddene Kollektivverträg gëtt, näämlech de Congé social, wou et net nëmmen drëm geet, sech ëm d'Kand ze këmmeren, mä sech eventuell och ëm säi Partner ze këmmeren a verschiddene Fäll. Et ginn esou Beispiller. Et gi Kollektivverträg, wou dat esou ausgehandelt ginn ass. Mir mengen, datt dat och misst an den Droit commun kommen an zum allgemengen Aarbechtsrecht gehéieren.

An eng lescht Fro - domat halen ech dann op, Madamm Presidentin -, déi mat der Aktualitéit ze dinn huet, un den Aarbechtsminister: Déi 52-Woche-Regelung fir Leit, déi méi wéi 52 Woche krank sinn, hunn ech héieren, soll jo elo geännert ginn an ausgeweit ginn. An an deem heite Gesetz gëtt et och esou eng Regelung, wann d'Kand 52 Woche krank ass. Gëtt dat och an deem heite Fall fir d'Eltere vun deem Kand applizéiert oder net? Dat ass meng lescht Fro.

Dëst gesot a mat dëse kritesche Remarquen ofgeschloss, stëmme mer dem Projet awer zou.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum.

(Brouhaha)

Ee Moment. Sou, d'Regierung huet elo d'Wuert. Ech ruffen elo den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit, erop, dee schonn ënnerwee ass. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, léif Kolleegen aus der Regierung, ech mengen, haut ass e gudden Dag fir eng fortschrëttlech Familljepolitik. Haut ass och e gudden Dag, fir effektiv dat ze realiséieren, wat eng Rei Riedner scho gesot hunn, fir dat berufflecht Liewen an d'Familljeliewe besser beieneenzebréngen.

Haut ass och e gudden Dag, fir e Schrack méi ze maachen a Richtung vu méi Gläichheet tëschent Mann a Fra. A grad do, Här Kartheiser, wéilt ech Iech eng Fro stellen: Ass et Ideologie, wann ee fir Gläichheet tëschent Mann a Fra ass? Ass et Ideologie, wann ee géint all Form - all Form - vun Diskriminatioun ass? Ech mengen, do ass net Ideologie op onser Säit, do ass Ideologie vill méi op Ärer Säit.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Bon, ech mengen, den Här Kartheiser kann do…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser Iech dorop äntwert?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo natierlech, duerfir hunn ech et jo gemaach.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kartheiser, et ass un Iech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madamm Presidentin, ech soen Iech Merci. Den Här Minister huet mer eng Fro gestallt, déi ganz einfach ass. Déi éischt Fro, mengen ech, Gläichheet tëschent Mann a Fra, dat hänkt dovun of, wat domadder gemengt ass. Mann a Fra sinn…

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Aah!!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Däerf ech äntweren?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann Der domadder mengt, datt Mann a Fra déiselwecht

Rechter sollen hunn, dann ass dat selbstverständlech „Jo“, datt se déiselwecht Chancë sollen hunn, dann ass et selbstverständlech „Jo“. Wann awer eng Obligation de résultat domat verbonnen ass, dann ass et selbstverständlech „Nee“, well déi Gläichheet gëtt et och net tëschent zwee Männer oder tëschent zwou Fraen. Dat heescht, et muss ee scho gesinn, wat de Legislateur ka maachen, fir eng rechtlech Gläichbehandlung an eng rechtlech Chancëgläichheet ze garantéieren, mä et ass net um Legislateur, fir eng Obligation de résultat virzegesinn.

Déi zweet Fro iwwert d'Diskriminatioun, ech mengen, déi ass in extenso an der rechtlecher Literatur beäntwert ginn. Eng Diskriminatioun läit da vir, wa Leit an enger objektiv anerer Situatioun d'selwecht behandelt ginn oder wa Leit an enger objektiv selwechter Situatioun anescht oder ongerecht behandelt ginn. Wann dat den Diskriminatiounsbegréff ass, vun deem Dir schwätzt, Här Minister, dann ass et deeselwechte wéi deen, vun deem mir schwätzen.

Wann et en aneren ass, ech mengen, dann hu mer wahrscheinlech eng aner Vue.

Merci.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech mengen, hei gëtt d'Gläichheet ganz staark relativiséiert an de Prinzip vun der Netdiskriminatioun och. Ech mengen, domat hu mer d'Saachen op deem Punkt gekläert.

Ech wëll hei just op den Här Spautz agoen, deen ons rappeléiert huet, datt déi Diskussioun iwwert de Pappecongé 1999 schonn am Raum stoung. An ech bedaueren, datt dat 1999 - wie war deemools Aarbechtsminister a wie war deemools Familljeminister, dat wëll ech elo net hannerfroen - net zu engem Resultat komm ass. Well ech muss soen, d'Pappecongéë sinn et och schonn deemools a ville Länner an Europa ginn. A Lëtzebuerg ass haut, géif ech soen, eent vun deene rare Länner, wat elo eigentlech erëm ophëlt an an e Grupp kënnt, wou effektiv de Pappecongé unerkannt ass. Well zwee Deeg, ech mengen, d'Madamm Rapporteur huet et jo gesot, dat kann ee jo net als e Pappecongé ugesinn.

Duerfir begréissen ech et natierlech, datt mer haut an déi fortschrëttlech Richtung ginn. An ech mengen, ech brauch elo net laang op de Fong vun deem Gesetz hei anzegoen, well d'Madamm Rapporteur huet dat jo gemaach. Mä ech muss awer feststellen, datt et laang Zäit gebraucht huet, vun 1999 bis zu där heite Regierung.

An ech muss do soen, meng Kolleegin Familljeministesch war ganz schnell, wéi mer iwwert den Dossier Congé parental geschwat hunn, wou Dir jo ëmmer e bësse sot, dee misst nach méi flexibel ginn an e wier ze deier. Dat heescht, Dir wëllt e méi bëlleg maachen. Dat heescht, Dir wëllt eigentlech, datt manner Leit e sollen huelen. An ënner „flexibel“, do weess ech net, wat Der dorënner verstitt. Mä wéi mer déi Dossieren nei verhandelt hunn, ass d'Madamm Familljeministesch komm an huet gesot, mir mussen déi Congéen, a besonnesch de Congé vun de Pappen, änneren.

A mir hunn dat deemools an de CPTE bruecht. Dat war 2014. Dat ass also schonn eng Zäitchen hier. Mir hunn zimlech laang gebraucht, fir dodriwwer ze diskutéieren. D'Gesetz ass dunn 2016 komm an dunn ass e Fait nouveau komm. An dat war effektiv déi Propositioun vun der Kommissioun am Kader vum Pilier des droits sociaux, déi gesot huet, europäesch soll et e Minimum gi vun zéng Deeg Pappecongé.

Une voix.- A wien ass de President?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Den Här Juncker, jo, dat erkennen ech un, domat hunn ech guer kee Problem, deen awer 1999…

(Brouhaha)

...deen awer 1999 de Congé parental just als eng Mesure gesinn huet, fir géint de Chômage virzegoen, an net als eng familljepolitesch a Gläichheetsmesure fir Mann a Fra am Beruffsliewen, mä deen haaptsächlech dunn nëmmen de Congé parental als Chômagemesure gesinn hat. Dat wësst Dir och. Villes huet sech an der Tëschenzäit entwéckelt. Villes huet evoluéiert an ech begréissen och, datt Leit, déi vläicht net op deem Standpunkt deemools waren, elo haut op engem vill méi oppene Standpunkt sinn.

Ee Wuert iwwert d'Fonction publique. Ech sinn e bëssen iwwerrascht, datt eigentlech ni ee Mënsch sech doriwwer opgereegt huet, datt de Pappecongé an der Fonction publique véier Deeg war - véier Deeg - an am Privatsecteur zwee Deeg. Do huet kee gesot: „E Kand ass e Kand an e Papp ass e Papp.“ Mä neen, e Fonctionnairespapp hat véier Deeg an en Netfonctionnairespapp hat zwee Deeg! An da soen ech lech elo ganz kloer: Natierlech wäert et ganz schnell zu enger Adaptatioun an der Fonction publique kommen.

Éischtens emol, wann déi Direktiv, esou wéi se jo doläit an esou wéi se negociéiert gëtt, amgaang ass negociéiert ze ginn, wann déi adoptéiert ass, da stellt sech déi Fro net méi: Fonction publique géint Secteur privé. Déi Mesure, déi jo dann europäesch Recht gëtt, déi muss applizéiert gi fir jiddwereen. Also déi zéng Deeg ginn dann absolutt och applizéiert an der Fonction publique.

En attendant bleift de Statut vun der Fonction publique deen, deen et ass. An de Statut ass jo ëmmer och eng Saach vun Negociatioun tëschent dem Patron Stat a senge Beschäftegten, de Fonctionnairen an Employéen, a bleift natierlech och esou bestoen, wéi dat elo steet an deem sougenannten „Kollektivvertrag“, wann ech dat emol esou dierf soen, deen an der Fonction publique besteet. Mir änneren dat elo net. An déi aner Dispositioune sinn dann natierlech och Objet vun Negociatiounen tëschent de Sozialpartner an der Fonction publique.

Elo e Wuert zu enger ganz berechtegter Fro iwwert d'Kollektivverträg, wou déi verschidde Congéen dra virgesi sinn. Do, mengen ech, si mer ganz kloer: Wann e Kollektivvertrag ofgeschloss ginn ass op Basis vun enger Disposition légale, déi kloer war dee Moment, esou wéi se dee Moment war, da kann et elo net sinn..., wann déi geännert gëtt - besonnesch wa se en défaveur geännert gëtt, dat heescht e bësse manner favorabel ass, well dräi ass jo manner wéi sechs -, dann heescht dat natierlech, datt de Kollektivvertrag weider esou leeft mat deenen Zuele vun Deeg, déi deemools applikabel waren.

Wann dee Kollektivvertrag ausleeft an et géif kee Kollektivvertrag méi ginn, dann applizéiert sech dat Gesetz esou, wéi et ass. Wann et en neie Kollektivvertrag gëtt, da muss eben negociéiert ginn op Basis vun deem, wat Gesetz ass, an deem, wat d'Sozialpartner an engem Kollektivvertrag ënner sech ausmaachen. Dat, mengen ech, ass also eng ganz kloer Linn. An duerfir brauche mer och elo net weider doriwwer ze schwätzen.

Ech sinn och iwwerrascht, wann elo op eemol iwwert d'Komplexitéit vun deene Mesuren do geschwat gëtt. Also ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt mer zwar iwwert d'Digitaliséierung schwätzen, datt alles computeriséiert ass, mä wa mer dräi an dräi mussen zesummenzielen, dann ass dat eng Komplexitéit, déi kee Mënsch ka maîtriséieren. Mä ech soen lech, dat gëtt haut scho gemaach.

Wann e Computerprogramm existéiert, dann ass dat kee Problem ze kucken, ob déi Persoun wärend deenen éischte véier Joer, wann d'Kand krank ginn ass, hire Congé geholl huet oder net. An dat ass iwwerhaapt keng Komplexitéit, och net fir e Betrib, déi och, mengen ech, alleguer e Computer hunn. An et brauch ee kee ganz décke Computer duerfir. An natierlech gëtt déi Kontabilitéit gemaach an der Sécurité sociale.

Duerfir, wann ech gelift, kommt dach net ëmmer erëm mat dër Problematik vun deem Alourdissement vun de Prozeduren! Hei ass et eng ganz einfach Saach vun Additioun. An ech mengen, all relativ einfache Computer bréngt et fäerdeg, dat ze maachen.

Elo hunn ech nach ee Punkt, dat ass mat deem Plënneren. Ech hunn héieren, mir géifen do d'Saache verschlechteren. Neen, d'Leit behalen déi zwee Deeg beim Plënneren. Just musse mer jo soen, haut hu sech vill Saache geännert: D'Leit plënnere méi oft, wéi se dat an der Vergaangenheet gemaach hunn. Soss sinn d'Leit am Liewen eemol, zweemol, vläicht dräimol geplënnert. Haut plënnere se vill méi oft. An dat ass hiert gutt Recht, esou oft ze plënneren, wéi se wëllen.

De Punkt ass, ob dat elo muss onbedéngt all Kéiers och dem Patron imputéiert ginn, dat léisst sech diskutéieren. An duerfir, mengen ech, ass deen Deal hei fonnt ginn, fir ze soen: Okay, all dräi Joer dierf ech plënneren, dierf ech zwee Deeg fräi kréien. Wann ech awer léiwer all sechs Méint plënneren, okay, dat ass kee Problem, mä da muss ech dat eben op Käschte vu mengem eegene Congé maachen. Mir verschlechteren hei näischt. Mir adaptéieren awer wierklech eppes, wat haut anere Realitéiten entsprécht wéi virun zéng, virun zwanzeg oder viru fofzeg Joer.

An an deem Sënn, mengen ech, ass iwwerhaapt deen Text hei geduecht, och wat déi aner Elementer vum Congé ugeet. A grad iwwer ee Volet wollt ech d'Madamm Familljeministesch froen ze intervenéieren, besonnesch déi Saach mam Allaitement a mam Congé vun de Fraen. Voilà.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Minister Schmit. Dann ass et elo un der Madamm Familljeminister Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, et ass haut e ganz, ganz groussen Dag fir d'Familljen hei zu Lëtzebuerg. Mir maachen hei wierklech aktiv Familljepolitik fir déi jonk Familljen, fir d'Mammen, fir d'Pappen, fir d'Conciliatioun vum Beruffsliewe mam Privatliewen, fir d'Organisatioun vun de Familljen. An Dir hutt et grad schonn e puermol héieren, et geet hei ëm ganz verschidde Voleten.

De Pappecongé, do ass vill driwwer geschwat ginn. Déi jonk Pappe vun haut, an et sëtzen der och e puer heibannen, déi wëssen, dass och si wëllen eng Bindung zu hire Kanner opbauen. Si wëssen, dass och si wëlle méi Zäit mat hire Kanner verbréngen. An dofir ass et wichteg, net nëmme fir d'Mamm, mä och fir de Papp, fir méi Zäit mat de Kanner ze verbréngen.

Ech géif awer gären als Fra an als Mamm a virun allem als Fra, déi ganz laang geniert huet all Kéiers, eppes zum Congé d'allaitement soen. An ech géif do awer gären op en Zitat vun Iech, Här Spautz, zréckkommen. Dir hutt näämlech gesot: „Dat gëtt fir d'Doktere méi einfach.“ Ech fannen dat ganz interessant als Fra, wa mer iwwert de Congé d'allaitement schwätzen, dass Der ons sot, dass dat da fir d'Doktere méi einfach gëtt.

(Brouhaha)

Et gëtt virun allem fir d'Frae méi einfach! Et gëtt virun allem fir d'Frae méi einfach. An ech hu jo gesot, dass ech laang geniert hunn, an ech hoffen eben dofir, dass nieren dat Bescht ass, wat ee fir seng Kanner ka maachen, wann ee seng Kanner laang niert. Mä ech weess net, ob Dir schonn eng Kéier eng Fra gesinn hutt...

(Brouhaha et hilarité)

...- ob Dir schonn eng Kéier geniert hutt, wollt ech net froen, mä ob Dir schonn eng Kéier eng Fra gesinn hutt -, déi hätt wëllen nieren a wou et net geklappt huet an déi sech kristillegt huet an déi sech forcéiert huet, fir sech bis deen éischte Rendez-vous beim Gyneko - an do si mer jo da bei den Dokteren - ze kristillegen, fir ze nieren, och wann et net geklappt huet a wann et wéi gedoen huet a wa se Entzündungen hat, just fir déi véier Woche Congé do méi ze kréien.

An dann nach en anere Volet als Fra, déi laang geniert huet: Ech fannen, dass d'Fraen de Choix mussen hunn, ob se wëllen nieren oder net. An dat ass hire fräie Choix. An et ass net un iergendengem Legislateur, de Frae virzeschreiwen, e schlecht Gewëssen ze hunn, oder hinne virzeschreiwen, firwat. Dat ka ganz verschidde Grënn hunn, firwat se vläicht net wëllen nieren. Ech fannen, dass dat de Legislateur näischt ugeet! Ech si wierklech frou an ech fannen, dass dat fir d'Fraen e risegrousse Schrëtt ass a Richtung - 2017 -, dass d'Fraen haut selwer kënnen hir Decisiounen huelen an dass se net méi vum Legislateur forcéiert ginn ze nieren, wa se et net wëllen. Ech fannen, dat ass wierklech fir d'Fraen e ganz, ganz groussen Dag haut!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- A vum Dokter ofhänken.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- A vum Dokter ofhänken, jo.

De Congé pour raisons familiales. Et ass scho vill driwwer gesot ginn. Ech wëll dofir net ze vill laang doriwwer schwätzen. Mir wëssen alleguerten, dass, wann d'Kanner kleng sinn, se dann éischtens emol méi dacks krank sinn, mä virun allem, dass se vill méi Assistenz brauchen. Wann Dir en zwee Joer aalt Kand doheem hutt, wat eng Angine, eng Otite oder soss iergendwéi e Schnapp, en Houscht a Féiwer huet, da sidd Dir de ganzen Dag méi wéi beschäftegt mam Kand. Dat wëllt ameséiert ginn, dat wëllt occupéiert ginn.

Wann Der e 14-järegt Kand hutt, wat krank ass an eng Angine oder eng Otite huet, dat ass éischter frou, wann een et dann e bësselche mat Rou léisst, nodeems een em säi Sirop oder seng Pëlle ginn huet, fir d'Féiwer erofzesetzen. An dofir ass et esou wichteg, dass mer déi Congéë méi flexibel maachen, fir dass d'Eltere sech besser kënnen organiséieren, wann d'Kanner se och wierklech brauchen. Well dorëms geet et ons jo.

An da vläicht nach en anere Volet, deen och ugeschwat ginn ass, deen och haut hei matgestëmmt gëtt: Bis elo hat een zwee Deeg Congé zegutt pro Joer pro Elterendeel pro Kand, bis d'Kand 15 Joer al war. Mä wann Äert Kand 17 Joer al ass a mat engem geplatztene Blinddarm, soen ech emol, an d'Klinik kënnt, da wäert Dir als Elterendeel och gäre fir Äert Kand do. An dofir sinn ech immens frou, dass mer och do en Accord fonnt hunn, fir déi fënnef Deeg nach eng Kéier bäizeginn, wann e Kand iwwer 13 Joer dann an d'Klinik kënnt.

Déi lescht Deeg ass hei vill iwwert de Budget geschwat ginn, iwwert d'Finanzinvestitiounen. Äbee, ech soen Iech haut: Dat Gesetz hei ass eng gutt Investitioun an d'Liewensorganisatioun vun de Mënschen hei am Land! Dat ass eng Investitioun an d'Kanner, dat ass eng Investitioun an d'Zukunft vun de Familljen zu Lëtzebuerg an dat ass eng Investitioun och an de Standuert Lëtzebuerg. Well och dat ass wichteg: Eng modern Familljepolitik ass immens wichteg fir e modernt Land a fir de Standuert Lëtzebuerg, mat deem mer ons jo awer gäre bretzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mä dëst ass - mam Nicolas zesummen - nëmmen e Puzzlesteck. Et ass ee weideren Deel an enger moderner Familljepolitik. Mir mussen och weiderschaffen. Mir musse weiderschaffen. D'Betriber haut wësse ganz genau, dass d'Leit haut net nëmme méi schaffe kommen, fir Suen ze verdéngen. Hir „work-life balance“ ass hinne wichteg. Et ass hinne wichteg, frou op der Aarbecht, awer och frou ausserhalb vun der Aarbecht ze sinn.

Ech wëll als Familljeministesch net bei deem stoe bleiwen, wat mer eben haut erreecht hunn. An ech hunn nach e ganz grousse Wonsch als Mamm an och als fréiere Patron, näämlech deen, dass mer weiderfuere mat den Diskussioune ronderëm méi flexibel Aarbechtszäite fir d'Salariéen, fir d'Betriber, an och iwwer alternativ Aarbechtsmodeller, wéi se haut schonn an der Diskussioun sinn. Ech nennen emol den Teletravail, mä et ginn och nach anerer.

D'Besoine vun de Betriber, déi gläiche ganz dacks de Besoine vun de Mataarbechter. An d'Betriber hätte gäre Mataarbechter, op déi se ziele kënnen. Si hätte gäre gutt Mataarbechter. A fir haut gutt Mataarbechter ze kréien, muss een deene Mataarbechter och eppes bidden. Dat heescht, haut ass et ganz dacks esou, dass d'Leit sech hire Betrib eraussichen, an net méi de Betrib säi Salarié.

Nach e Wuert zum CPTE. Den Här Spautz hat et ugeschwat: Fir d'Éischt hate mer fënnef Deeg, du si mer erop op zéng Deeg gaangen, nodeems d'Chamberskommissioun dat zesumme mam Minister Schmit gefrot hat. Mä et war mir wichteg, dass ee mat de Patronen nach eng Kéier schwätzt, well et war en Accord do. An dunn hunn d'Patrone gesot - an ech muss deenen och awer eng Kéier vun hei aus Merci soen -, dass si d'accord wären, vun zwee op zéng Deeg an net vun zwee op fënnef Deeg Pappecongé eropzegoen. Ech mengen, dass dat awer och engem grousse Merci hei bedarf, well dat war net evident, well mir hate jo en Accord.

An ech mengen, dass dat wierklech ganz wichteg a flott war, dass d'Patronat domadder averstane war, fir do op déi zéng Deeg weider eropzegoen, ebe well si wëssen, dass d'„work-life balance“ wichteg ass, a well si wëssen, dass et wichteg ass. A si wësse jo och vum Terrain all Dag, dass et ganz, ganz wéineg Pappe ginn... Also ech kennen elo keen direkt, deen net en normale Congé nach geholl huet dee Moment, wou e Papp ginn ass.

Erlaabt mer awer virun allem, e Merci haut lasszeginn. Ech géif gäre virun allem menge Regierungskolleegen, an do virun allem dem Nicolas Schmit, Merci soen. Ech géif gären dem Nicolas Merci soen, dass e mat op dee Wee gaangen ass, fir mat de Sozialpartner iwwert déi Proposen hei ze schwätzen, dass e sech staark gemaach huet fir d'Elteren hei am Land, fir d'Kanner hei am Land, dass e gekämpft huet, fir dass méi Gerechtegkeet kënnt, och tëschent Mann a Fra, dass mer dee Congé d'allaitement endlech kënne begruewen an dass all d'Fraen deen nämlechte Congé de maternité kréien. Dofir géif ech gären dem Nico Schmit, awer och dem Romain Schneider, villmools Merci soen, dass Der mer op dësem Wee hei gehollef hutt.

Ech mengen, dass dat heiten e ganz, ganz wichtege Schrëtt war. Et war ee weidere Schrëtt, et war sécher net dee leschte Schrëtt!

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A Merci der Chamber, dass se der Madamm Minister zwou an eng hallef Minutte bäiginn huet.

Voilà, da géife mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7060 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7060 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57-mol Jo bei 3 Abstentiounen, domat ass de Projet mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech ginn dovun aus, dass mer d'Dispens fir den zweete Vott froe wäerten?

(Assentiment)

Merci. Dann ass d'Dispens och ugefrot.

Den nächste Projet ass de Projet de loi 7144, deen den Ausbau vun der A3, der Autobunn Stad-Diddeleng, betrëfft. An d'Wuert huet elo een aus der Nopeschgemeng, d'Madamm Josée Lorsché.

5. 7144 - Projet de loi relatif à la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Jo, mir kommen zu engem aneren Thema: vum Eltereconge op d'Strooss. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et, wéi gesot, ëm den Ausbau vun der Diddelenger Autobunn, der A3, op jeeweils dräi Spueren tëschent dem Gaasperecher Kräiz an der franséischer Grenz.

Dës Autobunn ass 1978 gebaut ginn, gehéiert zum transeuropäesche Stroossereseau TERN a méi speziell zum Korridor E25, dee Rotterdam mat Genua a Palermo verbënnt.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Zu Lëtzebuerg verbënnt se Diddeleng mat der Haaptstad a verleeft laanscht den Territoire vun de Gemengen Diddeleng, Beetebuerg a Réiser mat den Uertschafte Krautem, Peppeng, Léiweng, Bierchem a Béiweng an zum Deel dann och nach laanscht den Territoire vun Hesper. Dëst op enger Längt vun eppes iwwer zwielef Kilometer, wat de lëtzebuergeschen Territoire betrëfft.

Wéinst der Usiidlung vun neie Betriber an der steigender Zuel vun Aarbechtsplazen, net nëmmen am Südoste vum Land, mä och ronderëm d'Stad, an donieft och wéinst dem Zouwuess vum Tourismus a Richtung Süden ass et kee Wonner, datt den Trafic op der A3 sech am Laf vun de Jorzéngte carrement multiplizéiert huet.

Mëttlerweil läit d'Moyenne vun de Gefierer, déi deeglech op der Strooss ënnerwee sinn, bei ganz genee 70.000 - dat hunn d'Comptagen erginn -, mat Spëtzte bis zu 90.000 Gefierer am Dag. 20% dovu bestinn aus Camionnetten a Camionen. Fir dësen extremen Trafic op der Autobunn besser ze geréieren, ass schonn zanter Enn vun den 90er Joren iwwer en Ausbau nogeduecht ginn, dëst mat verschiddene Varianten a verschiddenen Ukënnegungen.

Richteg konkret gouf den Ausbau dunn am Kader vun enger rezenter Verkéiersetüd, déi vun de Gemengen Diddeleng a Beetebuerg zesumme mat de Ponts et chaussées a mam MDDI realiséiert ginn ass. Déi huet sech iwwer e puer Joer gezunn.

An där Etüd gouf festgehalen, datt den Ausbau vun der A3 an de komplette Reamenagement vun den Echangeuren Diddeleng a Léiweng nieft villen anere Moossnamen déi adequaatste Léisung wier, fir de Camionstrafic a Richtung Multimodal- a Logistikzentrum tëschent Diddeleng a Beetebuerg besser ze geréieren, awer och fir ze verhënneren, datt d'Camionen an d'Camionnetten duerch d'Niewestroosse vun den Uertschafte fueren, an och fir d'Sécherheet op der ganzer Streck ze verbesseren, wou de gréisste Problem momentan op der Aire de Berchem läit. Do geschéie vill Accidenter.

E weidert Zil, wat den Nohaltegkeetsminister an der Kommissioun schonn ugeschwat huet a wat do op e breede Konsens gestouss ass, besteet doran, déi drëtt Spur fir d'Busser a fir de Covoiturage ze reservéieren an der nohalteger Mobilitéit op déi Manéier e Virdeel ze verschafe par rapport zum Privattransport.

Des Weidere soll de Projet et erméiglechen, e Pôle d'échange mat engem Parking relais um Echangeur Diddeleng unzeleeën, dëst mam Zil, d'Frontalieren, déi jo e ganz groussen Deel vun de Benotzer ausmaachen, direkt hannert der Grenz opzefänken an déi Leit a Richtung Busan Zuchtransport ze orientéieren.

Fir ze verhënneren, datt den Trafic wärend dem Chantier muss ënnerbrach ginn, ginn d'Aarbechten a verschidde Phasen an a fënnef Louser agedeelt. Op den Tronçonen, déi am Chantier sinn, gëtt d'Vitesse op 70 km/h erofgesat, wat jo och am Ausland eng gängeg Praxis ass, wann op Autobunne geschafft gëtt. Woubäi ee muss soen, datt se momentan och net ëmmer méi héich ass, mä éischter méi niddreg, duerch déi grouss Zuel vun Autoen, déi do ënnerwee sinn.

Déi viraussiichtlech Bauzäit läit bei sechs bis siwe Joer. Fir d'Acquisitioun vun den néidegen Emprisen ze erméiglechen, gëtt de Projet d'utilité publique deklaréiert. Allerdéngs befënnt de Gros vun den Emprisë sech schonn haut an ëffentlecher Hand, soudatt op deem Niveau kee gréissere Problem wäert entstoen.

Här President, wéi bei all gréisserem Bauprojet ginn et och bei dësem Bauprojet eng ganz Rei Kompenséierungsmoossnamen, déi schonn all geplangt sinn. Dobäi muss ee wëssen, datt déi staark Fragmentéierung vun de Bëscher laanscht d'A3 op d'Aarbechte vu virun 1978 zréckzefëieren ass. Dat war déi Zäit, wou nach kaum rieds goung vun Naturschutz a Kompenséierung, wa gebaut ginn ass.

Mat dësem Projet soll d'Kontinuitéit vun de Bëscher duerch de Bau vun zwou neie Wëldbrécke verbessert ginn. Déi éischt entsteet tëschent dem Gaasperecher Kräiz an der Aire de Berchem, déi zweet tëschent dem Echangeur Diddeleng-Zentrum an der franséischer Grenz op der Héicht vum Därebësch. Donieft ginn och eng ganz Rei Neiuplanzunge laanscht d'Streck virgeholl.

Zu de Kompenséierungsmoossname gehéiert och de Bau vun enger Vëlospist. Dës Pist ass nodréiglech an de Projet integréiert ginn a verleeft westlech vun der Autobunn tëschent der N13 zu Léiweng an dem CR132 bei Peppeng.

Ech kommen zu der Problematik vum Kaméidi, déi generell ronderëm d'Autobunne fir lerger suergt, net nëmme laanscht dës Autobunn, mä um ganze Reseau, an dat net zu Onrecht. Kaméidi ass näämlech net nëmmen desagreabel. Laut der Weltgesondheetsorganisatioun féiert dauerhafte Kaméidi och zu Schlofstéierungen, zu Allergien, Häerzkreeslaferkrankungen, héijem Bluttdrock, Kappwéi a villen anere Beschwerden. Et kann een also soen, datt de Kaméidi carrement krank mécht.

Fir d'Situatioun ronderëm d'A3 ze verbesseren an d'Awunner besser virum Kaméidi ze schützen, ass eng speziell Lärmschutzetüd an engem Radius vun 2,4 km an op enger Längt vun 12 km laanscht d'Autobunn realiséiert ginn. Op Basis vun där Etüd gesäit dëse Projet de loi vir, Lärmschutzwäll mat enger Längt vu 5,3 km, dat ass etwa d'Halschent vun der Autobunnslängt, an enger Fläch vun 20.000 m² laanscht en Deel vun der Streck ze realiséieren.

Här President, fir d'Detailer zu den Aarbechten um Niveau vun der Voirie a vun den Echangeuren, déi zum Deel ganz nei gebaut ginn, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a virun allem op den Document parlementaire 7144. Dëst Dokument enthält net nëmmen eng Hällewull vu Pläng an techneschen Erklärungen, et dokumentéiert och den Oflaf an de Phasage vun den Aarbechten op eng ganz iwwersiichtlech Manéier.

D'Kreditter, déi fir d'Aarbechte gebraucht ginn, lafen iwwert de Fonds des routes a leie bei insgesamt 356 Milliounen Euro. Doran abegraff sinn d'Erneierung vum Kontroll- an Informatiounssystem, dem CITA, an eng ganz Rei Moossnamen um Niveau vun der Waasserwirtschaft ronderëm d'Autobunn. Abegraff sinn och sämtlech Kompensatiounsmoossnamen an enger Héicht vun net grad 50 Milliounen Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, deposéiert gouf dëse Projet de loi de 26. Mee 2017 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch. De 26. September 2017 huet de Statsrot e positiven Avis zum Projet ofginn, huet allerdéngs bemierkt, datt den Ausbau op dräi Spuren op der franséischer Grenz zu engem Enkpass kéint féieren, falls den Ausbau net op der franséischer Säit weidergefouert gëtt. Dozou wäert den Här Minister wahrscheinlech e puer Erklärunge ginn.

D'Nohaltegkeetskommissioun huet sech an zwou Sëtzunge mam Projet befaasst an huet mäi Rapport de 7. Dezember eestëmmeg ugeholl. An deem Kontext wéilt ech de Mataarbechter vun de Ponts et chaussées mat hirem Direkter, dem Här Roland Fox, e grousse Merci ausdrécke fir déi kompetent Presentatioun vum Projet an der zoustänneger Kommissioun. Mat deenen Erklärunge versteet een och als Netingenieur bei esou engem Projet, ëm wat et geet. A wéi ëmmer och e grousse Merci un eis Sekretärin, d'Madamm Rachel Moris.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech wéilt Iech eng Motioun iwwerreechen, déi vun alle Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten heibannen ënnerschriwwen ass a véier Verbesserungsvirschléi enthält.

Motion 1

La Chambre des Députés,

vu d'une part

- la nécessité de garantir une protection optimale de l'environnement humain contre les nuisances sonores causées par le trafic autoroutier;

- la volonté du Gouvernement de réaliser des mesures compensatoires liées à la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 et englobant l'installation de dispositifs antibruit le long de l'autoroute;

- le plan d'action national contre le bruit qui vise à diminuer les nuisances sonores à tous les niveaux et par tous les moyens possibles;

vu d'autre part

- la volonté du Gouvernement de promouvoir le transport en commun y compris le covoiturage;

- la nécessité de favoriser les modes de transport en public par rapport au transport individuel;

- la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 qui est destinée à créer une voie supplémentaire pour le trafic journalier;

invite le Gouvernement à

- examiner le prolongement des dispositifs antibruit en direction de la Croix de Bettembourg et à mettre à disposition les crédits nécessaires en cas de besoin;

- réaliser une étude globale sur les effets positifs qu'une baisse de la vitesse maximale sur des tronçons sensibles du réseau autoroutier pourrait avoir sur les nuisances sonores;

- prévoir de réserver la troisième voie aux autobus, autocars, taxis et au covoiturage pendant les heures de pointe et étudier la faisabilité d'utiliser la bande d'arrêt d'urgence pour le transport public en cas d'embouteillage.

(s.) Josée Lorsché, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Roger Negri, David Wagner, Laurent Zeimet.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- De President huet geännert!

Éischtens invitéiert d'Chamber d'Regierung mat dëser Motioun, d'Verlängerung vum Lärmschutz bis op d'Beetebuerger Kräiz nach eng Kéier ze analyséieren, fir de ganze Südoste vu Beetebuerg, wou vill Leit wunnen, an net just en Deel dovu besser virum Kaméidi ze schützen an déi néideg Kreditter, de Fall gesat, dofir zur Verfügung ze stellen.

Zweetens invitéiere mer d'Regierung, generell um ganze Reseau ze analyséieren, awéifern eng Reduktioun vun der maximal erlaabter Vitesse och de Kaméidi ronderëm den Autobunnsreseau géif reduzéieren. Dat gëtt och an anere Länner praktizéiert. An ech denken, et huet e grousst Resultat, virun allem op deene sensibelen Tronçone bei den Agglomeratiounen.

Den drëtte Punkt: Mir proposéieren der Regierung, déi drëtt Spur, wa se bis gebaut ass, effektiv fir d'Busser, d'Taxien an de Covoiturage ze reservéieren, sou wéi den Här Minister et och schonn an der Nohaltegkeetskommissioun ugedeit huet.

A véiertens proposéiere mir, datt analyséiert gëtt, awéifern d'Pannespur am Fall vu Stau fir den ëffentlechen Transport kann opgemaach ginn, fir der nohalteger Mobilitéit och hei e Virdeel ze verschafen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat hunn ech mäi Rapport schonn ofgeschloss a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun mat engem Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci der Rapportrice. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Zeimet agedroen. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wie Strooss baut, zitt Verkéier un.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Mengt Der?

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Dat dierft jo eng Ausso sinn, déi souwuel dem Minister wéi de Kolleege vun deene Gréngen net onbekannt ass, well se se dacks zitéiert hunn an der Vergaangenheet. An et ass sécher net vun der Hand ze weisen! Mä eigentlech ass jo och de Sënn vun der Strooss, fir Verkéier unzeséien.

Une voix.- Ouh!?

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Jo, well wie Strooss baut, deen erméiglecht, datt d'Leit kënne reesen, datt se sech kënne bewegen, an en erméiglecht och eng ekonomesch Entwécklung.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Géif een haut vun der Stad Lëtzebuerg schwätzen, wann net zwou Stroossen, zwou réimesch Strooss sech douewen um Bock gekräizt hätten an ëm déi Kräizung sech hätt kënnen e Maartliewen entwéckelen, e Geschäftsliewen entwéckelen an esou och dann d'Stad sech entwéckelt huet, ënner anerem dann och haut hei um Krautmaart?

An och mam Bau vun den éischten Autobunne konnt eist Land sech ekonomesch entwéckelen. Wéi e Magnéit huet d'Stad Lëtzebuerg Servicer an Aktivitéiten an de leschte Jorzéngten ugezunn. Mä wéi mer wëssen, koume mer mat dem Wuesse vun eisen Infrastrukturen net ëmmer no. An ech brauch heibanne kengem e Bild ze molen, wéi et moies an owes op den Autobunnen um Wee an d'Stad oder um Wee aus der Stad eraus wäert ausgesinn. Mir wäerten a kuerzer Zäit jo erëm, déi meescht op alle Fall vun eis, an de Genoss dovunner kommen.

(Interruption)

An déi Entwécklung geet jo nach virun. Wann ee sech ukuckt, wat amgaangen ass, an de Gaasperecher Wisen ze wuessen, da freet ee sech, wéi dat an nächster, an noer Zukunft soll goen, wéi mer iwwerhaapt nach sollen de Wee an d'Stad fannen.

Eis Autobunne sinn an de Spëtzestonne moies an owes iwwerlaascht. A mir sinn de Stau, iwwert dee mer eis opreegen. Och dat ass richteg!

(Interruptions par Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter)

Mä eleng den Ausbau vum ëffentlechen Transport, Madamm „Lolo", wäert dëse Problem net léisen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mesdames! Mesdames!

Une voix.- Mesdames!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Eng besser Landesplanung, méi Dezentraliséierung an eng Verbesserung vum ëffentlechen Transport si sécher néideg a kréien och do eis Ënnerstëtzung. Dat ass alles richteg. Mä mir bleiwen awer iwwerzeegt, mir bei der CSV bleiwen op alle Fall iwwerzeegt, datt mer och an den nächste Joren net derlaanschtkommen, eis Stroosseninfrastrukture weider auszebauen an och ze verbesseren.

Här President, haut an hei geet et ëm d'A3, ëm d'Diddelenger Autobunn, d'Häerzstéck vun eisem Autobunnsreseau. Zanter dem Bau vun dëser Autobunn sinn net nëmmen d'Stad an d'Uertschaften ëm d'Stad an ëm d'Autobunn gewuess, mä och d'Zuel vun deene Leit, déi all Dag, all Dag vun zimlech wäit hier iwwert d'Grenz an d'Land kommen, fir hei ze schaffen, ass ëmmer an d'Luucht gaangen. Tëschent Beetebuerg an Diddeleng hu sech zanter dem Bau vun der A3 an de leschte Jore vill Betriber néiergelooss. Op deem fréiere Site vun dem amerikanesche Militärlager ass den Eurohub entstanen an am leschte Juli huet och d'Plattform CFL Multimodal hir nei Autoroute ferroviaire a Betrib geholl.

Logistik bedeit natierlech zousätzleche Verkéier, méi Camionen an ëmmer méi Camionen. Beim Multimodal gëtt wuel d'Remorque op d'Schinne gesat, mä de Camion muss fir d'Éischt dohinnerkommen oder e kënnt d'Remorque sichen a fiert vun do aus erëm fort.

Wann all déi Camione matzäit sollen op de Site kommen an iwwert d'Autobunn solle kommen an op der Autobunn solle bleiwen, da musse mer d'Autobunn stäerken. A mir mussen den Accès iwwert d'Autobunn an déi Logistikzone

garantéieren. Dofir ass et wichteg, niewent dem Echangeur Helleng a Biereng den drëtten Accès iwwert den Echangeur Diddeleng méiglech ze maachen. An dat mécht dëse Projet an dofir fënnt en eis Ënnerstëtzung.

Här President, den Duerchgangsverkéier an eisen Uertschaften un der A3 ass zanter Jore schwéier ze erdroen. D'Situatioun huet eis als Gemenge Beetebuerg an Diddeleng dozou bruecht, am Joer 2012 e Rendez-vous beim deemolegen Infrastrukturminister Claude Wiseler ze froen, fir kloer ze soen, datt et esou net kéint weidergoen.

De Claude Wiseler huet reagéiert an doropshin en Aarbechtsgrupp agesat ënnert dem Virsëtz vum Här Roland Fox vu Ponts et chaussées - d'Madamm Lorsché huet drop higewisen -, zesumme mat den CFL, zesumme mam Ministère vun der Ekonomie, zesumme mat anere staatleche Servicer, zesummen och mam Bureau Schroeder, fir all méiglech Zeenarien duerchzegoen, all méiglech Projektiounen ze maachen, a si sinn op all Wënsch an Iddie vun de Gemengen agaangen, wat ee kéint eventuell da maachen, fir d'Verkéierssituatioun ze verbesseren.

Dat waren zwielef ganz intensiv grouss Aarbechtssëtzungen iwwer zwee Joer. An ech soen nach eng Kéier Merci fir déi Aarbecht, déi do gemaach gouf. Wéi dunn de Wiessel an der Regierung koum, hu mer eis jo fir d'Éischt liicht Suerge gemaach, wéi et géif weidergoen. Mä mir waren dunn awer frou, Här Bausch, datt Der decidéiert hutt, dësen Aarbechtsgrupp weiderzefëieren.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Zeimet, wann Der erlaabt, wëll ech Iech just soen, datt déi meescht Sëtzunge vun deem Aarbechtsgrupp ënner menger…

(Problème de sonorisation)

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Dat ass jo grad dat, Här Bausch! Elo wollt ech Iech grad luewen! Elo wollt ech Iech grad luewen!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also war ech e bëssen ze schnell.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Dir waart e bëssen ze schnell.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Schued! Dir kënnt et awer nach ëmmer maachen.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Soll ech et nach eng Kéier widderhuelen? Dofir ware mer frou, Här Bausch, datt Der deen Aarbechtsgrupp weiderlafe gelooss hutt an datt déi Aarbecht esou intensiv ënner Ärer Regie och da konnt weidergefouert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- 19 Mesurë sinn zréckbehale ginn: 7 Mesuren dovunner, fir den Autobunnsreseau ze stäerken, 6 fir an den Uertschafte verkéiersberouegend ze wierken, a 6 och, fir den ëffentlechen Transport ze stäerken. D'Konklusioun vum Aarbechtsgrupp war kloer: Ouni Stäerkung vun der Autobunn kann all de Rescht och net fonctionnéieren a kréie mer net eng Verbesserung vun der Verkéierssituatioun an der Regioun Beetebuerg-Diddeleng, oder, Här President, Diddeleng-Beetebuerg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat gefält mer!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Wa mer wëllen also och d'Liewensqualitéit an eisen Uertschaften duerch manner Verkéier an eisen Uertschaften erreechen, da brauche mer den Ausbau vun der A3. An och dat ass e Grond selbstverständlech, fir dësem Projet zouzestëmmen.

Zur Liewensqualitéit vun den Awunner laanscht d'Autobunn gehéiert natierlech och, datt se méiglechst vum Kaméidi verschount bleiwen. Den aktuelle Lärmschutz laanscht d'Autobunn ass méi spéit an den 90er Joren nogerëscht ginn, mä e wierkt net wierklech. De Kaméidi vun der Autobunn gëtt wäit an d'Uertschaften eragedroen.

Dëse Projet gesäit eng Erweiderung vum Lärmschutz vir an e gesäit och eng Verbesserung vir. An eng eventuell weider Verbesserung an e méi laangt Zéie laanscht d'Autobunn solle jo elo gepréift ginn. Dat fënnt och eis Ënnerstëtzung a mir hunn eis jo och dofir an der Kommissioun, all déi, déi aus där Géigend kommen, agesat, datt dat sollt geschéien.

Wichteg ass awer och, datt mer d'Bierger elo, d'Awunner vun den Uertschaften, déi betraff sinn, fréi doriwwer informéieren, wat gemaach ass. Well d'Suerg ass do. Si héieren de Kaméidi, si mussen en erdroen. An ech denken, Här Minister, datt Der bereet sidd, fir an d'Gemengen ze goen, fir doriwwer ze informéieren, wat genau elo soll geschéien, fir d'Situatioun ze verbesseren an den nächste Joren.

Vläicht kënne mer jo och iwwert den Tapis eppes maachen, fir datt de Kaméidi reduzéiert gëtt. A sécher och, wa mer d'Vitesse laanscht d'Wunngebidder géife limitéieren, kéint dat och dozou bäidroen, fir eng weider Reduktioun ze erreechen.

Ech ginn ze bedenken, datt an dësem Ballungsgebitt et jo net nëmmen den Autobunnskaméidi ass, deen d'Leit mussen erdroen, mä et ass och de Kaméidi, dee vun der Eisebunn provozéiert gëtt, et ass och de Kaméidi, dee vun de Fligere provozéiert gëtt, well et ass och eng Afluchschneis op de Findel. An et ass och eng Dauerhellegkeet, déi duerch déi vill Betriber natierlech ënner anerem elo do entstanen ass. Mir mudden also den Awunner an der Regioun munches zou.

A well dëse Projet eng Verbesserung vum Lärmschutz virgesäit laanscht d'A3, ass och dat e weidere Punkt, fir dësem Projet zouzestëmmen.

Här President, d'A3 a besonnesch d'Aire de Berchem hu leider och eng ganz traureg Bekanntheet, well vill Accidenter do geschéien a well an de leschte Jore vill Leit hiert Liewen op där Plaz gelooss hunn. Et ass eng geféierlech Situatioun, déi duerch dëse Projet entschäerft gëtt. An och dëst ass e Grond, fir dësem Projet zouzestëmmen.

A wa mer dann haut d'Zoustëmmung ginn, fir 356 Milliounen ze investéieren, da musse mer eis op siwe Joer Phasë vu Chantier wuel astellen. Chantiere sinn eng Erausfuerderung. Si maachen net ëmmer Freed. Si suergen net ëmmer fir Begeeschterung, besonnesch dann, wann, wéi an dësem Fall, se un engem liewegen Objet musse virgeholl ginn.

An et ass jo och esou, datt de Chantier A3 net deen eenzege Chantier an där Regioun an den nächste Jore wäert sinn, mä och an de Gemenge ronderëm wäert deen een oder anere Projet musse realiséiert ginn. A mir hoffen dofir, datt de Bierenger Rond-point wäert, esou wéi virgesinn, 2019 fäerdeg sinn, wa mer mam Rescht starten.

Mä, Här Minister, mir sinn op eng intensiv Koordinatioun tëschent eise Servicer ugewisen. Aus Erfarung wësse mer: Dat ass méi einfach gesot wéi gemaach. Et klappt dacks ganz gutt. Mä et klappt awer heiansdo net. A bei esou ville Chantieren, déi mer virgesinn hunn, denken ech, wär et wierklech wichteg, denke mir, datt et wierklech wichteg ass, datt mer eng enk Kooperatioun, en enken Informatiounsaustausch och hunn, fir datt mer dat do gutt iwwert d'Bün kréien.

Da war ee Punkt an där Etüd, vun der Mobilitéitsetüd och deen, fir derfir ze suergen, datt mer d'Beschëlderung op eisen Autobunnen einfach vereinfachen. Ech weess net, ob Der d'Nimm vun den Aktivitéitszone bei eis am Eck kennt: Schéleck, Krakelshaff, Wolser. Dat ass alles net esou einfach an e GPS anzeginn.

(Hilarité)

An et kéint een de Leit, de Chauffeuren d'Liewe sécher vereinfachen, wa mer, wéi virgeschloen, op „West" an „Ost" oder op alle Fall op méi eng einfach Denominatioun géifen zréckgoen, fir d'Leit och ze guidéieren.

Och hei sollt den Aarbechtsgrupp déi Iddie weider verdéiwen. Eisem Wëssen no ass dat awer nach net esou richteg vun der Plaz komm. An et wier awer wichteg, datt mer dat vläicht elo schnell géife relancéieren, well eng vereinfacht Benennung an eng vereinfacht Beschëlderung sécherlech géifen erméiglechen, datt manner Camione sech an den Uertschafte veriren, déi doduerjer dann och natierlech den Duerchgangsverkéier net verbesseren.

Här Minister, dofir géife mer Iech invitéieren, Är Servicer ze relancéieren, fir mat de Servicer vun der Gemeng erëm do unzeknäppen, fir datt mer deen do Projet och schnell elo weidergedriwwe kréien.

Da si mer natierlech och iwwerzeegt, sou wéi och de Statsrot et ugeduecht huet, datt et natierlech besser wär, wann déi franséisch Säit och eng Kéier géif d'Autobunn op den Ordre du jour huelen. Mä d'Regierung huet jo gutt Relatioune mat där neier Regierung a Frankräich an da kritt se déi wahrscheinlech jo dann och „en marche" gesat, fir dëse Projet unzegoen.

Mir sinn averstanen, datt een och déi drëtt Spur, wa se dann eng Kéier do ass, ka reservéiere fir de Covoiturage, fir den ëffentlechen Transport, fir d'Taxien an de Spëtzenzäiten, wann een do net eleng ënnerwee ass. Mir sinn och frou, datt och d'Majoritéit mat op de Weeg geet, fir ze préiwen, ob een net och d'Pannespur kéint fir den ëffentlechen Transport notzen, wann dat machbar ass.

Mir stëmmen den Ausbau vun der A3 aus all deene Grënn, déi eng Verbesserung an den nächste Jore wäerte bréngen. Ech géif ganz gäre menger Kolleegin, dem Sylvie Andrich, Merci soen, mat deem ech op dësem Dossier geschafft hunn a wat den Diddelenger Point de vue materabruecht huet.

An ech géif selbstverständlech net wëlle schléissen, ouni der Madamm Lorsché Merci ze soe fir hiren ausseruerdentlech gudde Rapport. Merci.

(Exclamations)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet elo den Här Yves Cruchten.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Als éischten net Beetebuerger Riedner…

(Hilarité)

…géif ech mer dann erlaben, haut och e bësse méi eng generell Ried ze halen zu deem Projet de loi, well ech sécher sinn, dass déi lokal Detailer schonn zur Genüge a genuch beliicht goufen an och bestëmmt haut nach weider ginn.

Mä doriwwer eraus, an all eise Riede vun alle politesche Parteien, an all eise Rieden, déi d'Mobilitéit uginn, do hu mer alleguerten ee grousse Konsens: Eis Bevëlkerung, d'Zuel vun de Frontalieren an domat den Trafic hu sech an de leschte Jorzéngten däitlech méi séier entwéckelt, wéi mer dat virausgesinn haten.

Mir bauen zwar stänneg eis Infrastrukturen aus, an dach hu mer zu de Stousszäiten iwwerdriwwe laang Transportzäiten, sief dat moies op d'Aarbecht oder nach owes erëm heem. Mir komme beim Ëmsetze vun eise respektive Mobilitéitskonzepter einfach net no. Dat huet eng Rëtsch Ursaachen. Natierlech gëtt et budgetär Limitten. Dës Regierung investéiert esou vill an d'Mobilitéit wéi keng Regierung virdrun. An nawell muss ee wëssen, dass net alles an net alles matenee machbar ass! Et gëtt och Limitte bei deenen, déi déi Infrastrukture baue mussen.

Mir kënne jo zum Beispill all Joer x Milliounen méi an de Budget setze fir den Ausbau vum Schinnennetz, mä et gëtt och fir eis Eisebunn eng Limitt bei deem, wat si all Joer ka realiséieren. Bei der Stroossebauverwaltung, huelen ech un, ass et net ganz vill anescht.

Doriwwer eraus gëtt et awer och eng Ursaach fir Retarden, wou mir eis hei bei der eegener Nues mussen huelen. Mir diskutéieren a streiden zu Lëtzebuerg dacks jorelaang, jo heiansdo jorzéngtelaang iwwer en eenzelne grousse Projet, amplaz dass mer Neel mat Käpp maachen.

Mir verléieren enorm Zäit, bis mer eis eens sinn iwwer en Tracé oder iwwert den Detail vun der Ausféierung an esou weider. Duerno stellt sech dann eraus, dass mer nach d'Terrainen net alleguerten hunn, déi mer brauchen. An esou vergeet Joer ëm Joer, ouni dass mer wierklech virukommen.

E gutt Beispill ass do den Tram, dee mer jo elo endlech no 25 Joer konnten aweien. Ech denken awer och un d'Nordstrooss, an dann natierlech och un den dräispuregen Ausbau vun der A3, vun deem nach laang net jiddwereen d'Noutwendegkeet agesinn huet.

Haut ass et dann endlech souwäit, dass mer dee Projet stëmme kënnen! Bis mer awer all vun dëser neier Strooss oder méi breeder Strooss kënne profitéieren, verginn nach eemol siwe Joer, wann alles esou leeft wéi geplangt.

Et gëtt eng Ausso, déi ëmmer erëmkënnt, an zwar déi, dass méi Stroosse méi Verkéier unzéien an domat keng Léisung fir e Verkéiersproblem wieren. Dat ass a mengen Aen en Totschlagargument.

Mir sinn näämlech scho laang net méi am Zeenario, wou mer Stroosse bauen hei zu Lëtzebuerg, fir de Verkéier vu muer opzefänken, mä mir si leider scho laang am Zeenario, wou mer Stroosse musse bauen, fir de Verkéier, deen haut schonn do ass, ze bewältegen. An dofir halen ech dat Argument och fir falsch.

Mir hunn elo scho méi Verkéier op der A3, wéi dës Strooss eigentlech verdroe kann. Mir sollen an de Verkéiersfroen dofir manner ideologesch a méi pragmatesch virgoen. Mir wëllen, dass d'Leit verstäerkt den ëffentlechen Transport benotzen. Déi lescht Zuelen, déi eis de Minister viru ganz Kuerzem an der Kommissioun duergeluecht huet, weisen, dass dat scho geschitt. Dee Modal Split huet sech an deene leschte Joren däitlech zugonschte vum ëffentlechen Transport entwéckelt. Mä och den Zuch a Bus stoussen ewell un hir Capacitéitslimitten. Och do baue mer jo massiv aus, wat ze begréissen ass.

Wann ee sech da virun Aen hält, dass et an a ronderëm d'Stad nach eng Rëtsch grouss Entwécklungsprojete gëtt, wéi zum Beispill dee vum Ban de Gasperich, da wäert eise Besoin u Mobilitéit nach an d'Luucht goen. Et ass richteg a wichteg, dass mer esou vill Efforte maachen, fir den ëffentlechen Transport auszebauen, an hei och eng kloer Prioritéit setzen. Allerdéngs och mat engem bessere Modal Split bleiwen nach ëmmer eng 70% vun den Trajeten, déi all Dag mam Auto gemaach ginn. Net jiddweree kann all Dag op den ëffentlechen Transport zréckgräifen. Dat géifen de Bus an den Zuch och guer net packen.

Dofir mussen nieft eisen Investissementer an d'Schinn, an de Bus an och an déi duuss Mobilitéit och nach eis Capacitéite vum Stroossereseau vergréissert ginn. Anescht ausgedréckt: Et mussen och nach Stroosse gebaut ginn hei am Land. Mir mussen net nëmmen eise Réckstand ophuelen, mä mir mussen endlech och no vir kucken an der zukünfteger Entwécklung besser Rechnung droen.

De Projet, dee mer haut stëmmen, wäert sécher eng Rëtsch Verbesserunge bréngen. Op där Streck mécht de Gidderverkéier e wesentlechen Deel vum Verkéier aus. Mat der drëtter Spur gëtt et sécher méi einfach, d'Camionen an d'Autoe laanschteneenzebréngen. Net vergiesse sollte mer och, dass et nieft de Camionen och nach vill Automobiliste gëtt, déi iwwerhaapt net an d'Stad, mä ronderëm fueren, also am Transit sinn. Speziell op der Diddelenger Autobunn kënnt dann nach dobäi, dass duerch déi nei Multimodalplattform vun der Eisebunn de Camionsverkéier zougeholl huet an nach wäert zouhuelen.

Insgesamt soll mat dësem Ausbau den Trafic op der A3 méi fléissend ginn an et fir d'Autofuerer manner interessant gemaach ginn, op Schläichweeër zréckzegräifen. Eng gewësse Suerg bleift allerdéngs, wann op franséischer Säit e Peage géif agefouert ginn. Do ass näämlech ze fäerten, dass d'Autofuerer dann awer op Niewestroossen auswäichen an net direkt iwwert d'Autobunn an eist Land kommen.

Dir hutt verstanen, dass ech als Spriecher vun der LSAP dësem Projet wäert zoustëmmen, well mir eben der Meenung sinn, dass e sech areit an eng ganz Rëtsch vu Projeten, déi eis Mobilitéit verbessere wäerten. Natierlech wäerten doduerch net all Stauen an den décke Verkéier verschwannen. Mä mir sinn iwwerzeegt, dass et e Stéckelche méi flësseg gëtt.

Mir sinn och dovunner iwwerzeegt, dass et domat net duergeet an dass mer musse konkret dru schaffen, och déi aner Strecken, wéi d'Areler oder nach d'Escher Autobunn, auszebauen. De Verkéier ass mat Momenter op eise Stroossen op ville Plazen am Land eng Zoumuddung. Kommt, mir hunn de Courage, fir och Stroossebauprojeten ëmzesetzen! A kommt, mir verléieren eis net a jorelaangen Diskussiounen a verléieren Zäit, bis et iergendwann, jo, bis et iergendwann eng Kéier net méi anescht geet!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

(Brouhaha général)

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann Iech berouegen: Et ass zu dësem Thema dee leschte Beetebuerger, deen hei schwätzt.

Une voix.- Aah!

(Interruptions)

M. Gusty Graas *(DP).*- Dir musst Iech allerdéngs e bësselchen elo schonn drop astellen, datt awer och wäerten e puer Punkten zur Sprooch kommen, déi dann awer eis oder meng Gemeng och betreffen, ech mengen, wat jo och ganz normal ass, wann een iwwert dee Projet hei diskutéiert, deen iwwregens schonn, oder d'Autobunn villméi, 1950 erwäänt ginn ass, an zwar an engem Accord vu Genf. Deemools hat eist Land sech scho verflicht, fir d'E9, déi vu Bréissel erofkomm ass, ze verlängeren iwwert d'Stad a Richtung Diddenuewen-Metz.

Et huet allerdéngs bis an d'70er Jore gedauert, bis mer ugefaangen hunn, dëse Projet ëmzesetzen. An ech kann Iech soen, wéi déi éischt Baggeren duerch d'Wise gefuer sinn, fir den Tracé ze amenagéieren, du war dat u sech awer eng Saach, déi bei de Leit dobausse ganz positiv opgeholl ginn ass. An ech ka mech selwer nach erënneren, datt sonndes mëttes, wa gutt Wieder war, Honnerte vu Leit iwwert deen Tracé do getrëppelt sinn. Dat war spektakulär. A wann ee bedenkt, datt haut bis zu 90.000 Camionen, Autoen, Camionnetten an esou weider iwwert déi Strooss do fueren, da gesäit een, wat fir eng Dimensioun d'A3 an all deene Joren do ugeholl huet.

Bon, eng Autobunn ass oft e Fluch an och e Segen. An dësem Fall ass dat och net vill aneschters. Ech wëll och nach eng Kéier zréckkommen op d'Gesetz vum 11. Juli 1967, wou jo u sech decidéiert ginn ass, dee Bau vun der Autobunn A3 virzehuelen. Deemools war eent vun deenen Objektiver vun deem Gesetz, an ech zitéieren: «...de relier notre pays aux grandes voiries de communication de nos voisins par des routes adaptées à celles qui se construisent le long de nos frontières.»

Haut sinn et natierlech aner Ursaachen, déi dozou féieren, datt mer en Ausbau, eng Verbreederung vun der Autobunn musse virhuelen. Et ass schonn e puermol hei gesot ginn. Virun allem gëtt jo als Argument hei ënnerbreet, datt et bedéngt ass duerch déi vill Entwécklung vu Betriber am Raum Beetebuerg-Diddeleng. Et gëtt op CFL Multimodal higewisen. Et gëtt op eng Rei aner Betriber higewisen. Dat ass en Argument, wat richteg ass, mä dat geet awer net duer. Et kann een net nëmmen eleng dat als Ursaach huelen, als Justifikatioun, firwat datt d'A3 hei muss verbreedert ginn. Mir däerfen awer net vergiessen, datt mer engersäits e ganz héije Flux vu Pendler all Dag hunn. A mir hunn awer och en héije Vakanzentrafic. Et ass eng international Strooss, déi vun Holland erofkënnt, déi bis an de Süde vun Europa féiert, soudatt dat also alleguer Argumenter genuch sinn, fir sech fir en Ausbau an d'Verbreederung vun der Strooss anzesetzen.

Selbstverständlech ass e Betrib wéi CFL Multimodal ouni Zweifel och positiv ze gesinn. Mir wëssen, datt do ganz vill Wuere vun der Strooss erofgeholl ginn. Mä wéi virdrun hei scho richtegerweis bemierkt ginn ass: Natierlech musse fir d'Eischt och emol d'Camionen op d'Plaz dohinnerkommen.

An datt eist Land nach wie vor wiisst, och dat ass keng nei Erkenntnis, och dat mierkt een all Dag. Mir sollen eis also kengen Illusiounen higinn: De Verkéier wäert och an noer Zukunft mat Sécherheet net ofhuelen.

Eppes ass ganz kloer: Deen Ausbau hei ass noutwendeg. Mir hunn zum Deel jo schonn déi dräi Spuren op der A3, an zwar am Beräich vun der Aire de Berchem. Do kréie mer awer virdemonstréiert, wat dat awer och kann un negative Konsequenze mat sech bréngen, näämlech do, wou dann erëm vun dräi op zwou Spure gewiesselt gëtt. An eng vun den Ursaache vum Stau, vum dagdeegleche Stau an de Spëtzestonnen a Richtung Stad ass ënner anerem jo och d'Situatioun op der Aire de Berchem.

Zënter 2011, wéi gesot, schaffen dann awer och d'Ponts et chaussées oder villméi schafft de Ministère, kann ee soen, zesumme mat de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng un engem neie Verkéierskonzept. Do sinn eng Rei Mesuren entworf ginn, virun allem natierlech och den Ausbau vun der A3. Muncheree behaapt jo relativ locker, Diddeleng a Beetebuerg hätten eng Ëmgeeungsstrooss, an dat wier d'A3. Dat wier déi schéinst an déi breetst, déi et géif ginn.

Och dat Argument muss een awer e bësselche relativéieren. Jiddefalls sinn eng ganz Rei Chauffeuren, déi dat net esou gesinn an déi et dann awer éischter op sech huelen, fir sech duerch d'Uertschaften ze quälen, wéi dann iwwert d'Autobunn ze fueren, well se ëmmer esou praktesch déi Angscht hunn, et wier souwisou ëmmer Stau do, obwuel een, mengen ech, muss objektiv sinn an et soll een och net ëmmer ze vill streng mat där Autobunn sinn. Effektiv sinn an de Spëtzestonne ganz schwiereg Situatiounen. Mä et däerf een awer och net vergiessen, datt tëschent 16 an 18 Stonnen den Dag déi Autobunn normal ze befueren ass.

Natierlech gëtt d'A3 virun allem gekennzeechent duerch deen héije Camionstrafic, et ass schonn hei gesot ginn: 20% vum gesamten Trafic setze sech aus Camionen a Camionnetten zesummen. Mir hate schonn am Joer 2000 zum Beispill bal véier Millioune Camionen, déi do zirkuléiert sinn.

Wa mer natierlech och gär eng besser, méi eng héich Fluiditéit op där Autobunn hätten, da muss een awer och iwwer en Iwwerhuelverbuet zum Beispill vu Camionen nodenken. Dat ass och keng nei Iddi. Ech wëll drop hiweisen, datt schonn den 11. Juni 1996 zwee Deputéierter, dovun een eminenten, deen nach haut hei ëner eis sëtzt,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hannerun lech!

M. Gusty Graas *(DP).*- Souguer hannerun eis.

(Hilarité)

Den Här Lucien Lux,...

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, deen net.

M. Gusty Graas *(DP).*- ...dee sëtzt net méi hei, e sëtzt awer duerfir op anere Plazen, an den Här Mars Di Bartolomeo, déi haten eng Proposition de loi eraginn, an zwar wou se dra gefuerdert haten, datt en Iwwerhuelverbuet fir Camione sollt agefouert ginn. Déi staatlech Verkéierskommissioun huet sech allerdéngs deemools dergéint ausgeschwat. Dunn hat Der wahrscheinlech nach net deen Afloss, Här President, wéi Der deen haut hutt!

An 2006 koum dat erëm eng Kéier zur Sprooch. An zënterhier waart een nach ëmmer drop: Ass dat dann eng Iddi, déi nach sollt zréckbehale ginn, diskutéiert ginn? Vläicht kann den Här Minister herno eng kuerz Äntwert dorobber ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, ech reechen déi nach eng Kéier an.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Et ass nach ëmmer Zäit. Dës Kéier géif ech se iwwregens vläicht mat erareechen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay. Chiche!

M. Gusty Graas *(DP).*- De Reamenagement vun der A3 gesäit dann, wéi gesot, och den Neibau respektiv d'Upassung vun den Echangeure vir. Ech wëll besonnesch op déi vu Léiweng an Diddeleng hiweisen. Dat misst u sech och zu Verbesserunge féieren, besonnesch deen zu Diddeleng, wou jo dann nach eng Reserv, kann ee soen, fir e Parking fir Camione kann amenagéiert ginn. Dat kéint och derzou bäidroen, datt d'Aire de Berchem géif entlaascht ginn.

An et muss een och iwwert déi sekundär Amenagementer nodenken. Wat heescht dat? Bon, dat sinn natierlech Aarbechten, déi an direkter Proximitéit vun der Autobunn gemaach ginn. Ech denken natierlech och hei virun allem un den Echangeur Biereng, deen och wäert derzou bäidroen, datt manner Camione wäerten duerch Diddeleng respektiv duerch Beetebuerg hire Wee an Zukunft sichen.

Wa mer natierlech och scho bei den Informatiounen op den Autobunnen u sech sinn, da muss een och e Wuert iwwert den CITA hei verléieren, dee jo net ëmmer ganz luewensvoll duergestallt gëtt. An hei am Projet ass jo och elo virgesinn, datt eng Rei Adaptatioune solle virgeholl ginn. Dat ass och gutt esou. Ech mengen, et ass gutt, datt den Autofuerer fréizäiteg op Problemer op der Autobunn opmierksam gemaach gëtt, an net eréischt, wann en wéi gesot scho virum Problem steet, datt en dann eréischt gesot kritt, datt effektiv eng Schwieregkeet géif bestoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vun Autobunne schwätzt a wann ee vu Stroosse schwätzt, ass een natierlech ganz séier bei engem Punkt - an et ass och dee wesentlechste Punkt, kann ee bal och soen, vun dem Ausbau hei vun der Autobunn -, dat ass natierlech de Kaméidi. Däers si mer eis ganz bewosst. Jiddwereen, deen a Proximitéit vun enger villbefuerener Strooss oder enger Autobunn wunnt, weess, wat dat bedeit. An deemno wéi eng Wandrichtung ass, da kann ee sech och e gutt Bild dervu maachen, wat fir Problemer dat sinn.

Jiddefalls, wéi de Projet vun den Autobunnen an den 80er Joren duerchgefouert ginn ass, du war dat weider keen Thema. Ech ka mech erënneren, datt eréischt Mëtt den 80er Joren éischt warnend Stëmme komm sinn, déi drop higewisen hunn, wat sech am Fong geholl awer och do géif Negatives entwéckelen. A besonnesch am Raum Léiweng, Peppeng, Beetebuerg, zum Deel Diddeleng, sinn dunn awer och Ennerschréfte gesammelt ginn. Et ass intervenéiert gi bei deenen zoustännege Ministeren. Et ass och en éischte Lärmschutzwall amenagéiert ginn. Dat waren...

(Interruption)

Et ass méi wéi eng Question parlementaire gestallt ginn. Dat stëmmt. Et ass dunn en éischte Lärmschutzwall amenagéiert ginn. Dee sollt e gewëssene Projet - wéi soll ech soen? -, e Virbildprojet duerstellen. Dat war een, deen aus recycléiertem Material gebaut ginn ass, mat esou Modullen.

(Interruption)

Gelift? Vum Ëmweltministère finanzéiert. Ech mengen awer, wa meng Memoire gutt ass, hunn d'Gemengen en awer prefinanzéiert. An do dertëschent ass da mat Buedem opgeschott ginn, wou sech da konnt eng Plantatioun entwéckelen, wat vun der Ästhetik hier mat Sécherheet e gelongene Projet war, mä vun der Effikassitéit hier allerdéngs manner.

Ech wëll och drop hiweisen: Nach am Juli 2003 huet zum Beispill d'Madamm Erna Hennicot-Schoepges, déi deemoleg Bauteministesch, op eng Ufro vum Kolleeg Gast Gibéryen, dee sech deemools och scho Gedanken iwwert de Kaméidi gemaach huet, geäntwert: «L'étude de bruit a montré qu'à l'horizon 2010 et en considération d'une autoroute à trois voies (...), les valeurs limites seront seulement dépassées pour deux maisons de Livange...», Här Berger, Dir kennt Iech do besser aus, «... situées à moins de 150 mètres de l'autoroute. Les premières maisons de Peppange sont éloignées de plus de 600 mètres de l'A3.»

Also, dunn ass u sech nach quasi a Fro gestallt ginn, ob een nach misst zousätzlech Efforte géint de Kaméidi maachen. Ech wëll dat net weider kommentéieren, just drop hiweisen. Och déi Leit, déi haut nach mengen, Kaméidi wier subjektiv an deem Eck, déi invitéieren ech ganz gären eng Kéier op e klengen Tierchen. Dann trëppele mer an der Géigend laanscht d'Autobunn; net ze no, well soss versti mer eist eegent Wuert net. An da wäerte se mierken, datt dat eng ganz grouss Plo ass fir déi Leit, déi do wunnen.

Mä den Här Berger ass amgaang ze pompelen. Ech huelen un, Dir wëllt mer gär eng Fro stellen. Här President?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Dir schonn esou oppe sidd, da mat Freed.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech stelle mat Freed fest, datt den Här Graas, praktesch mäin Noper, also och deen Eck gutt kennt. Ech kann dat doten ongeféier confirméieren an duerfir just rappeléieren, datt ech selwer als Deputéierten eng Kéier eng Question parlementaire gestallt hat. Ech weess net méi genau... Ech hunn net nogekuckt, mä ech ka mech erënneren, datt ech d'Äntwert deemools krut, de Lärmschutz géif eréischt erweidert ginn,...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, ech gi mech an déi zweet Rei setzen.

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- ...wann dräi Spure géife gebaut ginn. Dat war also deemools d'Konditioun praktesch, déi ech an der Äntwert krut: Jo, eng Lärmschutzmauer, wann emol eng Kéier dräi Piste do sinn, well et wier jo keng Plaz do bei zwou Pisten. Duerfir steet also elo näischt méi der Saach am Wee.

M. Gusty Graas *(DP).*- Richteg.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Ech hat och eng Kéier eng Question parlementaire dozou. Däerf ech dat just soen?

M. Gusty Graas *(DP).*- Däerf ech froen:...

(Brouhaha et hilarité)

Ass nach een heibannen, deen eng Question parlementaire dozou hat?

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Hei, dee mellt sech elo! Wie bitt méi? Nee éierlech! Wat ass dat hei da fir en Niveau!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift! Et ass eng ganz eescht Saach. Fuert weider, Här Graas!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech gesinn, et ass geféierlech, wann een e bëssen an d'Geschicht geet an da Kolleegen zitéiert. Da kann et emol sinn, datt een ee vergësst. Dann hunn ech awer Verständnis, datt anerer sech dann zu Wuert mellen.

Mä wéi gesot, fir beim Kaméidi ze bleiwen: Ee vun den Haaptpunkten, firwat datt iwwerhaapt eng héich Kaméidisquell do entsteet, dat ass natierlech och, well den Tracé onglécklech verleeft a well en op der Héicht vum Krakelshaff ass. An do kënnt ebe ganz vill Kaméidi erof an d'Uertschaft.

Et ass och dowéinst, firwat datt mer an der Kommissioun ëmmer drop insistéiert hunn, datt mer et wierklech begréissen, datt elo zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir de Lärmschutzwall ze erhéijen, ze verlängeren, mä datt et eiser Meenung no awer nach net wäit genuch geet. An dowéinst ass dat jo dann och an där Motioun do festgehalen. Et soll sech also ganz eeschthaft iwwerluecht ginn, ob een net soll eng Verlängerung vun dem Ecran antibruit bis zumindest a Richtung vu LuxConnect virgesinn.

Da wëll ech och drop hiweisen, datt een net nëmme soll vun enger Säit schwätzen, mä och zum Beispill vun där anerer Säit, well ganz kierzlech ass och eng nei Bësch-Crèche beim Fussballsterrain zu Beetebuerg opgaangen. An déi läit och an der direkter Proximitéit. Et wier also vläicht net schlecht, wann och op där Säit e Lärmschutzwall kéim.

Jiddefalls als Resumé, wat de Volet Kaméidi ubelaangt: Et däerf een dat net ignoréieren, et däerf een dat net als e marginaalt Thema dohistellen. Mä mir begréissen awer, datt elo éischt zousätzlech substanziell Efforten hei virgesi sinn.

Manner Kaméidi kann een awer och erreechen, andeems datt zum Beispill eng Reduktioun vun der Vitesse gemaach gëtt, besonnesch wärend den Nuetsstonnen. Dat hu mer op ganz ville Plazen am Ausland. Och doriwwer soll ee sech vläicht emol eng Kéier Gedanke maachen.

Wa mer scho bei den Nuisancë sinn, dann ass een och ganz séier bei der Problematik vum Waasser. Et ass wierklech positiv hei ervirzehiewen, datt véier zousätzlech Reeréckhaltebecke virgesi sinn.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt mer nach en anere Problem hunn, deen ass bis dato nach vu kengem hei ugeschwat ginn: Dat ass d'Aire de Berchem. Ouni do ze vill an den Detail ze goen, mä do wësse mer jo awer, datt nach alles net esou fonctionnéiert, wéi et sollt fonctionnéieren, an datt et do nach eng Rei gréisser Problemer mat den Ofwässer gëtt. An et wär awer vläicht héich Zäit, datt do och emol eng Kéier géifen eenzel Exploitanten op hir Verantwortung higewise ginn! Wa vill Leit vill Geld verdéngen, mengen ech, da kann een och emol a munches méi investéieren, fir datt do manner belaaschtend Waasser an déi nächst Baach respektiv an d'Kläranlag leeft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo virgesinn, datt déi Aarbechte solle siwe Joer daueren. Et ass deen éischte Moment e bëssen erstaunlech, datt dat esou laang soll daueren, mä mir wëssen, datt dat hei keen einfache Projet ass. An dowéinst ass et och wichteg, datt den Impakt op de Verkéier ronderëm muss ganz genee analyséiert ginn. De Laurent Zeimet huet dat och schonn zu Recht hei ervirgehuewen.

Dat muss minutiéis zesumme geplangt ginn, well et däerf een net vergiessen, datt et jo temporairement kann zu enger Vollspärung vun der A3 kommen, an da wësse mer jo an engem Raum wéi Beetebuerg/Diddeleng, wat dat ouni Zweifel géif bedeiten. Dowéinst soll een och elo scho virgesinn, e Maximum vun Aarbechten och nuets ze maachen. Ech hoffen och, wat d'Emprisen ubelaangt, datt mer net eng zousätzlech Iwwerraschung erliewen. Net datt mer e Bypass Helleng bis erliewen oder och nach eng Opfaart Fréiseng erliewen, oder datt mer jorelaang mussen drop waarden, bis mer déi néideg Terraine kréien! Entre-temps huet zwar d'Legislatioun geännert, soudatt dat net méi esou dierft an deem Mooss de Problem ginn.

D'Fro muss natierlech gestallt ginn, wat mer mat där drëtter Spur genee maachen, wéi déi ka rationell am beschte genotzt ginn. D'Iddi ass opkomm, fir se an de Spëtzestonnen, wéi gesot, virun allem ze reservéiere fir den ëffentlechen Transport, fir den Taxi a fir de Covoiturage.

Och dat sinn Iwwerleeungen, déi mir als DP matdroen, woubäi ech allerdéngs wëll eng Aschränkung maachen an deem Sënn, wat den Term „covoiturage" ubelaangt. Do däerf een dat net nëmme limitéieren op deen offizielle Covoiturage, dat heescht déi Autoen, déi ausgewise si mat enger Vignette. Mä Covoiturage heescht fir eis ganz kloer, datt et en Auto ass, wou méi wéi een drasëtzt.

Da soll ee sech net elo derzou hiräisse loossen a mengen, dat dierft ee wärend de Summermëint net erlaben, well jo dann deen héijen Touristestroum iwwer eis Autobunn kënnt, well do natierlech méi Leit an den Autoe sëtzen, mä et däerf een awer och net vergiessen: Dat ass vill méi iwwert den Dag opgedeelt. An dat ass fir mech jiddefalls keen Argument, datt een de Covoiturage nëmme soll am eigentleche Sënn vum Wuert gesinn, mä et soll een dat vill méi breet herno interpretéieren, wann et dann eng Kéier souwäit ass.

Sécher soll een awer ganz realistesch sinn. Deen Ausbau hei, dee mir natierlech matdroen, wäert awer net all d'Problemer léisen. Spéitstens jiddefalls, wann dee Projet bis realiséiert ass, wäerte mer dat och mierken, well d'Fransousen dat jo mat Sécherheet net als eng Prioritéit ugesinn, fir och bei hinne vun zwou op dräi Bunnen ze goen. An ech ka mer kaum virstellen, datt dat och an noer Zukunft wäert bei hinnen eng Prioritéit sinn. Da wäerte mer leider och an de Spëtzestonnen e Réckstau awer provozéiert kréien, well et spéitstens op der Grenz erëm vun dräi op zwou Spuren zréckgeet. A wéi gesot, d'Aire de Berchem liwwert de Moment jo schonn e Beispill, wéi dat da kann herno ausgesinn.

Fazit jiddefalls, nach eng Kéier: Mir begréissen deen Ausbau, ouni allerdéngs elo an d'Illusioun

ze verfalen, domadder wieren all d'Problemer op där Autobunn do geléist. Natierlech wäert et temporär zu enger Entlaaschtung kommen, do ass guer keen Zweifel, mä mir mussen op där anerer Säit vill méi Ustrengunge maachen. Déi geschéien och. Ech mengen, dës Regierung ass do ouni Zweifel ganz aktiv. Dat hu mer jo spéitstens de leschte Sonndeg nach gesinn.

Mir mussen och weider investéieren um Niveau vum ëffentlechen Transport. Mir musse kucken, datt de Verkéier méi fluid gestalt gëtt an datt et manner interessant gëtt, sech eleng mam Auto dorëmmer ze deplacéieren. Woubäi dat allerdéngs net sollt esou interpretéiert ginn, wéi wann ee sech hei géint d'Autofuere géif ausspriechen. Bestëmmt net! Mä et muss een awer wëssen, datt sech awer lues a lues gewëssen Zenitter an der Landschaft weisen an datt mer an Zukunft net méi kënnen dem Auto déi absolutt éischt Prioritéit ginn.

An deem Sënn, wéi gesot, wäert d'DP selbstverständlech dëse Projet stëmmen. An ech wëll der Madamm Lorsché awer och nach Merci soe fir dee gudde Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis eens, datt deen Dag vun haut an d'Geschicht vum Parlament ageet, well et ass fir d'Eischt, datt mer e grénge Minister hunn, deen eis e Projet vun enger Autobunn presentéiert huet, an eng gréng Kolleegin, déi e Rapport iwwer eng Autobunn gemaach huet: d'Kolleegin Josée Lorsché, där ech wëll Merci soen a felicitéiere fir dee gudde Rapport, dee se eis hei gemaach huet.

Här President, datt d'Autobunn Diddeleng-Lëtzebuerg, d'A3, wéi mer se nennen, ausgebaut gëtt, ass méi wéi iwwerfälleg. A mir als ADR si frou, well mir haten den Ausbau vun där Autobunn an eisem Wahlprogramm stoen. Anerer haten et net drastoen, mä si baue se awer elo. Dat ass positiv ze bewäerten. Duerfir wäerte mer och dëse Projet stëmmen.

Op dräi Spuren ausbauen, wéi gesot, dat ass méi wéi iwwerfälleg. An ech wëll op e puer prinzipiell Punkten agoen.

Dat eent ass: Wa mer d'Diddelenger Autobunn ausbauen, da si mer eis eens, datt dat méi wéi iwwerfälleg ass, mä mir mussen awer och wëssen, wa mer nëmmen d'Diddelenger Autobunn ausbauen an d'Fransouse bauen net op dräi Spuren aus a mir fueren net Richtung Stad oder Richtung Belsch mat anere Moyenen, da schafe mer a priori just e Stauraum weider tëschent der Stad an der Diddelenger Grenz.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat heescht, mir kréien d'Fransousen dann owes fir heem méi séier aus der Stad eraus, vläicht och vum Contournement erof, mä da sti se an dräi Spuren ze waarden, fir erëm a Frankräich op zwou Spuren eranzefueren.

A moies hu mer datselwecht. Mir hu méi Parkraum Richtung Stad, awer d'Entrée an d'Stad gëtt duerfir net méi grouss. Mir schafen also och do Parkraum.

A well mer esou laang fir esou Projete brauchen, wou mer mussen driwwer diskutéieren, de Projet maachen, stëmmen, eng Bauzäit vu siwe Joer, kann een also soen, op d'mannst zéng Joer brauche mer mat der Planung an allem. Do kann een nëmme soen, datt mer net elo solle waarden, bis déi Diddelenger Autobunn fäerdeg ass, ier mer ufänken ze diskutéieren, wat hannendrukënnt, mä mir si gutt beroden, direkt ze diskutéieren, wéi mer hei am Land den Ausbau musse maachen.

An eis schéngt et evident ze sinn, datt mer musse Richtung belsch Grenz virufueren an esou zumindest eng Spur fir den Transit, deen aus der Belsch a Frankräich kënnt, eng Spur vu Stengefort bis op d'franséisch Grenz hunn, well soss kréie mer dee Problem doudsécher net geléist.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- En zweete Punkt ass: Léise mer de Problem domat? Wa mer d'Situatioun haut kucken: Den 29. Juni 1982 ass d'Diddelenger Autobunn opgaangen. Ech weess et, well mir hunn näämlech deemools mussen - de Boy Konen war Stroossebauminister - zu Fréiseng déi nei Strooss, déi Kräizung aweien, well deemools de Minister gesot huet: „Mir mussen déi Strooss nach aweien, ier d'Autobunn opgeet." Also hu mer se zwee Deeg virdrun ageweit. An zwee Deeg duerno ass d'Autobunn opgaangen.

An déizäit war do kee Frontaliersverkéier, dee mer haten, mä dat war den Transitverkéier, dee vu Stengefort dann iwwer Dippech a Beetebuerg, Helleng, Fréiseng iwwert d'Grenz gefuer ass. An do war Dag an Nuecht Stau op där Streck, iwwer Garnech vu Stengefort bis op Fréiseng.

A wéi déi Autobunn zu Diddeleng opgaangen ass, du war dee Stau eriwwer bei eis, deen Dag an Nuecht war, dunn ass d'File op en Enn gaangen an et ass keen Auto méi gefuer. D'Pompisten op den Tankstellen, déi stoungen do ze kräischen. Déi hu 24 Stonnen den Dag Bensinn verkaaft, a vun enger Minutt op déi aner war kee Client méi do.

An haut? Haut hu mer erëm méi Verkéier do, wéi et es jeemools war. Et ass näämlech net nëmmen zu Beetebuerg/Diddeleng, mä et ass och dee ganze Réiserbann, deen domadder belaascht gëtt, an et ass natierlech och eise Raum: Fréiseng. Moies vu Fréiseng bis an d'Stad muss ee mindestens fënnef Véierelstonne rechnen, fir déi zwielef Kilometer hanneru sech ze leeën. A firwat? Ma well d'Autobunn iwwerfëllt ass, ass et normal, datt d'Frontalieren iwwer Diddeleng, iwwer all d'Weeër niewent den Autobunne versichen, an d'Land eranzekommen.

An da musse mer wëssen - mir hunn dat gëschter hei diskutéiert -, datt mer, wa mer weider esou wuessen - mir hunn dat kloer gesot, an et ass net nëmme vu mir gëschter gesot ginn -, am Ableck an engem Rhythmus leie vu siwen, aacht Joer, wou mer 100.000 Awunner bäikréien. Residenten! An a siwen, aacht Joer kréie mer och 100.000 Frontaliere bäi. Dat heescht, mir hunn am Fong an zéng Joer - oder manner wéi zéng Joer, an eisem Rhythmus - méi wéi 200.000 Leit den Dag weider hei am Land.

A wa mer an deem Rhythmus weiderfueren, da weess een, wann déi Autobunn hei eng Kéier fäerdeg ass - déi ass an zéng Joer fäerdeg -, wat bis an deenen zéng Joer geschitt ass a wéi da vläicht d'Verkéierssituatioun an deenen zéng Joer sech hei am Land entwéckelt huet: Da geet guer näischt méi! Well d'Stauen, déi ware jo soss moies eng Stonn an owes eng Stonn. Dat huet sech ausgedeent. An haut sinn déi Staue moies an owes, kann ee scho bal soen, op véier Stonne moies a véier Stonnen owes verdeelt, well wann een um véier Auer elo heemfiert, da steet ee schonn am Hesper Bierg am Stau. An dat wiisst vun Dag zu Dag!

Wa mer also esou weiderwuessen, a mir wuesse jo anscheinend esou weider, da musse mer wëssen, datt an deenen nächsten zéng Joer, wann déi Autobunn hei eng Kéier fäerdeg ass, dann ass déi doudsécher deen Dag drop genausou voll, wéi se haut schonn ass mat zwou Spuren. Vläicht - vläicht, an duerfir soll kee sech ze vill freeën, och net zu Beetebuerg/Diddeleng oder an eisem Raum - hu mer dann an eisen Dierfer ronderëm keng sechs Stonne méi den Dag Stau, mä vläicht nëmme méi dräi Stonnen. Mä dee Verkéier hëlt net méi of! Déi Situatiounen, déi wäerten net méi zréckgoen, wa mer ebe weider esou wuessen.

Duerfir ass einfach déi Diskussioun, där mer eis musse stellen, ob mer wëlle weider esou wuessen, well mer jo ëmmer méi feststellen, datt d'Nofolgekäschte vun deem Wuesstum méi grouss gi wéi am Fong dat, wat de Wuesstum a sech erabréngt. De Stat kënnt net méi no, d'Infrastrukturen ze finanzéieren. A wa mer se och all maachen, mir gesinn et: Mir sinn un der Limitt ukomm! Well bis mir all dat nohuelen... Mir sinn an engem Nohuelbedarf. An an där Zäit, wou mer mengen, mir hätten dat nogeholl, si schonn erëm esou vill Situatioune bäikomm, soudatt mer ni méi wäerten nokommen a riicht an de Chaos wäerten erasteieren.

Här President, duerfir mengen ech, ass et wichteg, datt mer wierklech ënner eis eng Kéier an Zukunft mussen diskutéieren. Déi Wuesstumsfro musse mer klären. Dat ass dee gréisste Problem, dee mer hei am Land hunn. An egal, wat d'Konsequenzen op anere Politicke sinn: Mir musse bereet sinn, doriwwer ze diskutéieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt ëmmer méi Leit - ëmmer méi Leit! - bereet sinn, fir doriwwer ze diskutéieren, och wann et vläicht op deem engen oder anere Punkt da méi lues geet. Mä mir mussen doriwwer diskutéieren.

Mir gesinn, datt mer wierklech hei um Enn si vun de Méiglechkeeten, déi mer hunn. A mir gesinn et och doduerch, datt eben d'Frontaliere vun ëmmer méi wäit - well do gëtt et jo och eng Kéier Grenzen - heihinnerkommen, ëmmer méi laang am Stau stinn. Et gëtt jo och vill Frontalieren, déi gutt hei am Land verdéngen, déi d'Moyenen och hunn, fir hei am Land Wunnengen ze kafen. Dat heescht, wann déi vu wäit mussen hierkommen, laang mussen a Staue stoen, dann ass et jo och normal, datt déi wëllen hei am Land bauen. A wa mer e Problem mam Logement hunn, datt mer do och net méi nokommen, dann ass dat och eng vun deene Konsequenzen.

Mä mir sollen net nëmme vun de Frontaliere schwätzen. Mir sollen och vun eis schwätzen. Wann ech kucken, wat am Raum Beetebuerg/Diddeleng lass ass! An dat soen ech och de Lokalpolitiker, souwuel deene Beetebuerger wéi deenen Diddelenger, déi sech esou vill iwwert de Stau an de Verkéier do opreegen: Déi waren awer dermat averstanen, datt geschwënn tëschent Beetebuerg an Diddeleng alles mat Industrien zougebaut ass, datt do Honnerten an Dausende vun Autoen och dohinner schaffe kommen. Si waren awer averstane mat allem, wat mer haut do hunn a wat mer nach dohinnerkréien!

Dann hätt een och missen esou konsequent sinn a soen: „Mir hu scho genuch Verkéier, mir wëllen dat net esou." Mä si hunn awer alleguerte matgemaach. Si vergiessen dat just. Se reege sech haut op iwwert den Transitverkéier, deen och elo duerch d'Dierfer fiert, well d'Autobunn voll ass, mä et ass selwer en eegene lokale Verkéier och do produzéiert ginn duerch all déi Industrien, déi mer do opgebaut hunn. Industrien, wou ee sech wierklech och Froe muss stellen. Ech denken do un d'Juggurtsfabrick, déi elo dohinnerkënnt, ob mer wierklech do en Interêt haten, fir esou eppes och nach hei an d'Land ze huelen, fir do eben nach weider Verkéier ze kréien.

Och beim Multimodal wousste mer alleguer, wéi mer deen hei gestëmmt hunn, wat dat och géif vu Camione mat sech bréngen, datt dat kann Honnerten an zum Schluss souguer bis 3.000 Camione mat sech bréngen. Dat hu mer alleguer gewosst! Elo reege mer eis op, datt op eemol ze vill Camionen an der Géigend sinn an datt d'Autobunnen dat net méi packen. Mä da musse mer och selwer wëssen, wa mer esou vill Entreprisen an ee Raum stiechen, datt dat seng Konsequenzen huet.

Duerfir si mer frou, datt dëse Projet elo gestëmmt gëtt. Mä mir musse wëssen, datt dëse Projet de Problem net léist, wa mer net esou séier wéi méiglech weider investéieren an de Stroossebau, selbstverständlech och niewent dem ëffentlechen Transport.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dee leschte Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wäert mech e bësse méi kuerzfaassen. Ech mengen, dat stéiert hei guer kee méi ëm dës Zäit.

De Problem ass, wann een hei op dëser Säit vun der Tribün sëtzt…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Méi haart!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ah, also souguer wann ech hei sinn, héieren ech déi gréng awer wärend menger Ried schwätzen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir héieren lech och heiansdo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, dat ass gutt. An der Rei.

De Problem, wësst Der, wann een hei op dëser Säit vun der Chamber sëtzt, da gesäit een net onbedéngt, wien hei am Publikum sëtzt nozekucken. Well ech duecht ee Moment, vläicht géif den Här Robert Goebbels douewe sëtzen a géif voller Wehmut erofkucken, datt endlech elo d'A3 eng drëtt Spur kritt, a sech soen: „Oh, wéi schued! Wéi kann et sinn, datt grad de Fränz dat elo mécht, an net ech?"

Ech mengen, ech hat och e bëssen ironesch an der Commission du Développement durable virgeschloen, wéi mer dat virgestallt kritt hunn, ob mer net vläicht a sechs Joer - deemno wéi, wa mer gewuess sinn - an därselwechter Logik eng véiert Spur a Wierklechkeet bräichten, an datt mer scho misste virsuergen, fir eng véiert Spur ze hunn, amplaz eng drëtt Spur. Well esou wéi et ausgesäit, hu mer nach ëmmer e Wuesstum, deen an déi Richtung kéint féieren. Dat war ironesch gemengt, mä ech weess emol net, ob een dat wierklech esou ironesch misst gesinn.

Ech mengen, mir hu schonn eis Meenung gesot. Mir sinn der Meenung, datt déi Ausweitung vun der A3 keng gutt Saach ass. Mir soe weiderhin dat, wat och de Mouvement écologique nach dëst Joer dozou seet. Dat heescht, dat ass ganz einfach - well déi hunn tatsächlech nach dëst Joer Stellung dozou geholl -, datt et keng Solution judicieuse à moyen terme ass. Ech ginn dovunner aus, datt de Mouvement écologique, deen haut guer net méi zitéiert gouf, muss ech soen... Anerer hätten en zitéiert, wa se an der Oppositioun gewiescht wieren, mä elo schéngen déi Zäiten eriwwer ze sinn.

Et sinn natierlech Mesurë geholl ginn zur Sécherheet, mä trotz alldeem, ech fannen, datt déi Saach vun der drëtter Spur iwwerweit. An aus där Ursaach kënne mir dee Projet de loi net matstëmmen. Och déi Geschichte vun der Vëlospist an esou weider, dat kéint ee quasi als „bikewashing" bezeechnen. Et ass jo schéin a gutt, eng drëtt Pist ze hunn, an duerno, pour dorer la pilule, fir dat e bëssen ze verséissen, datt een aner ekologesch Mesuren hëlt.

An nach eng lescht Saach: Deen Ausbau vun der A3 huet jo och mam Wuesstum a mat der Attraktivitéit ënner anerem vun der Stad ze dinn. An ech hunn dat gëschter hei gesot an ech soen et erëm eng Kéier: Et muss ee kohärent sinn!

Och an der Stad gouf eng Wuesstumspolitik bedriwwen, net nëmmen - enfin, deen heite Schäfferot, déi heite Majoritéit, déi hat nach keng Chance -, mä och vun de Majoritéite virdrun, grad virdrun, ënner anerem déi homeresch Diskussiounen, déi mer am Stater Gemengerot haten iwwert d'Erhéijung vum Hiefsaz vum Impôt commercial, wou deemools awer, muss een och soen, de Finanzschäffen der Meenung war, datt een deen net misst erhéijen. Ech soen net, datt een domadder alles gebremst hätt, mä wann een esou eng Politik bedreift, dann däerf ee sech och net wonneren, datt een Aarbechtsplazen unzitt, datt een Trafic an der Stad unzitt.

Ech mengen, d'Wuesstumsfro: Et ass richteg, datt déi och vun der Regierung thematiséiert gëtt, mä ech hunn net ëmmer den Androck, datt eng grouss Kohärenz do ass. Dat heescht, mir stëmme géint dëse Projet de loi, géint eng Ausweidung op eng drëtt Spur. A mir wäerten och a sechs, siwe Joer, wa mer nach hei an dëser Chamber sinn, dann ebe géint eng eventuell Ausweidung op eng véiert Spur stëmmen, wa mer nach ëmmer an därselwechter Logik sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An ech profitéieren da vun der Zäit, bis dass den Nohaltegkeetsminister hei ass, fir am Numm vun deenen Diddelenger vläicht drop hinzeweisen, dass mer nach ëmmer op déi Tankstell waarden, déi beim Multimodal soll ageriicht ginn,...

(Interruptions)

...déi derzou soll féieren, dass d'Camionen net méi an d'Stad erakommen, mä beim Multimodal bleiwen. Vläicht eng Geleeënheet, fir eis nei Hoffnung ze ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, fir dee Rappell, och wann ech et e bësse speziell fannen, wann de Chamberspresident, deen eng neutral Positioun soll anhuelen, hei am Numm vun den Diddelenger eng Positioun hëlt. Dat wëll ech Iech awer och soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll Iech just soen, dass dat hei eng neutral Positioun ass, well et eppes ass, wat versprach ginn ass.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Bon... Neen, dat gëtt och gebaut. Ech muss soen, ech fannen et awer - et stéiert mech och net esou terribel - e bësse speziell.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech huelen dat zur Kenntnis.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll alle Riedner Merci soe fir hir Stellungnam hei haut de Mëtteg. An ech wëll vläicht fir d'Éischt nach eng Kéier déi zwee Haaptargumenter erläuteren, firwat ech der Meenung sinn, datt deen Ausbau hei noutwendeg ass.

Dat éischt ass, datt mer tëschent Beetebuerg an Diddeleng eng vun deenen, fir net ze soen, déi gréisste Konzentratioun vun nationalen Aktivitéitszonen am Land hunn. En plus sinn et net iergendwelch Aktivitéitszonen, et sinn der lauter oder ganz vill, déi virun allem mat der Logistik ze dinn hunn. A wie Logistik seet, dee seet Gefierer, Camionen an esou weider. An et geet drëms ze kucken, datt natierlech Beetebuerg an Diddeleng, d'Uertschaften an och, wat dertëschent läit, net ze vill belaascht gi vun de Camionen, déi do an déi Zone fueren.

Ech mengen, et ass eng verstänneg Decisioun, dat esou ze maachen, well déi Logistikzonen do sinn, ausser et hätt ee mer elo hei eng Motioun erabruecht, fir ze soen, mir sollen dat erëm alles ofrappe respektiv zoumaachen. Dann hätt ee kënne vläicht doriwwer diskutéieren. Mä ech hu keen esou héieren: vu kenger Partei, vu kenger Regioun a vu kenger Gemeng. Duerfir ginn ech emol dervun aus,

datt da jiddwereen och der Meenung ass, datt mer musse kucken, datt mer déi Logistikzonen herno och un d'Fonctionnéiere kréien.

Et ass och ze soen, datt effektiv een Deel vun der Logistikzon, an zwar de Multimodal zu Beetebuerg, jo och geduecht ass, fir d'Camione vun der Strooss op d'Schinn ze kréien. Do kann een natierlech soen: „Okay, do zéie mer zousätzlech Camionen un." Ech mengen dat net.

Mir sinn en Transitland fir d'Camionen. An ech mengen, et ass ëmmerhin nach besser, wa se dann duerch d'Land kommen a mir kréien en Deel zu Beetebuerg erof op d'Schinne verlagert, wéi datt se weider mat de Camione fueren. Si géifen dann egal wéi och duerch eist Land fueren a wahrscheinlech souguer nach méi wäit duerch eist Land fueren, mä och do ass et wichteg, datt mer effektiv, wéi gesot, déi Camionen dann direkt an d'Zon erakréien an op den Zuch kréien an datt se net mussen duerch d'Uertschafte fueren.

Wéi gesot, dat ass ee Grond. An deen zweete Grond ass, datt ech effektiv gär hätt, datt mer méi Capacitéit kréien op deem Stéck do, awer net egal wéi, mä méi Capacitéit, fir déi intelligent duerno ze notzen. An ech sinn och net averstane mat Analysen, déi hei gemaach ginn, fir eis ze soen, duerch de Fait, datt mer elo d'A3 op zweemol dräi Spure bauen, datt mer doduerjer automatesch méi Flëssegkeet op där Autobunn kréichen.

An ech sinn och net dermat d'accord, datt et en Zesummenhang gëtt. Zum Beispill d'franséisch Frontalieren, déi kommen, déi fueren net iwwert d'A3 eriwwer op d'A6, mä déi fueren iergendwou um Gaasperecher Kräiz meeschtens eraus a siche sech dann hire Wee an iergendeng vun deenen Aktivitéitszone ronderëm d'Stad oder an der Stad an op hir Aarbechtsplaz.

Dat heescht, mir kommen egal wéi an e Fläschenhals, wa mer do erausfueren. An dee Problem kréie mer net geléist, wa mer einfach nëmmen d'Capacitéit op zweemol dräi Spuren ausbauen. Dat féiert just derzou, datt mer herno zweemol dräi Spure Stau hunn. An effektiv, mir kënnen dat dann och op véier Spure maachen, dann hu mer herno zweemol véier Spure Stau, well ëmmer erëm alles iergendwou an deem Fläschenhals wëllt erausfueren an dat herno e Réckstau produzéiert a well duerch de Fait, datt mer dann d'Impressioun ginn, datt méi Capacitéit do wär, mer esouguer éischter nach méi Leit kuerzfristeg erëm unzéie vum ëffentlechen Transport eriwwer zum Autosverkéier, fir op hir Aarbechtsplaz ze kommen, an dat eis herno eis Stroosse just méi belaascht.

Et gëtt iwwregens Géigenden a Stied an der Welt, do hu se Autobunne gebaut an den Agglomeratiounen, an den urbane Raim, vun zweemol aacht Spuren. Also ech mengen, och déi ginn haut futti am Verkéier. Ech brauch Iech se net opzezielen, Dir kennt se alleguerten. An och an deene Stied, an den Agglomeratioune gëtt an déi nämlecht Richtung nogeduecht.

An iwwregens ass et esou, datt hei zu Lëtzebuerg - mir hu vläicht e spezifesche Problem, wat de Wuesstum ubelaangt, ech kommen nach dorobber ze schwätzen - mir awer net dee spezifesche Problem vun den Agglomeratiounen hunn, wou de Verkéier net méi geet. Ech mengen, et brauch een nëmmen d'Aen an d'Oueren opzemaachen, a wann een e bëssen duerch d'Welt kënnt, da gesäit een, datt et an allen Agglomeratiounen, wou eng grouss Wirtschaftsdynamik ass op der Welt, deen nämlechte Problem ass, an och iwwerall mat deenen nämlechte Mëttele versicht gëtt, dee Problem elo Meeschter ze ginn. A meeschtens geet et an d'Richtung, fir ze soen: Mir mussen an de Spëtzestonnen, am Beruffsverkéier manner privaten Individualverkéier kréien a méi ëffentleche Verkéier. A wa privaten Autosverkéier getätegt gëtt an de Spëtzestonnen am Beruffsverkéier, da musse mer derfir suergen, datt méi wéi een an deem Auto sëtzt.

An dofir ass dat deen zweete Punkt, datt et muss drëms goen, datt duerch dee Méi u Capacitéit, dee mer hei schafen, mer do net méi nëmmen een am Auto sëtzen hunn, mä datt mer effektiv déi Spuren dann esou intelligent notzen, datt mer d'Leit derzou beweegt kréien, zu zwee oder zu dräi am Auto ze sëtzen, well dat am Endeffekt herno derzou féiert, datt mer am Fläschenhals der manner hunn, well manner Autoen an de Spëtzestonnen do sinn. Dat ass dat, wat mer als Zil mussen hunn.

Also wéi gesot, et gëtt zwee Grënn: éischtens d'Aktivitéitszonen, de Multimodal. An den zweete Grond ass dee Méi u Capacitéit, fir datt een deen herno intelligent notzt. An ech wëll dofir soen: Mir mécht op der A31bis - dat ass dann d'Extensioun a Frankräich - natierlech och e bësse Suergen déi Fro oder déi Diskussioun vum Peage. Mir mécht awer nach bal méi Suergen - well ech mengen, datt se wäert gebaut ginn - ob och d'Fransousen op där Säit mat op dee Wee ginn, dee mir wëlle goen. An do hu mer och de Moment Diskussiounen. D'Ponts et chaussées sinn an engem Aarbechtsgrupp mat de Fransousen zesummen, fir ze kucken, datt déi nämlecht Philosophie, déi mir wëllen uwennen op eiser Säit, bei hinnen och weidergeet. An ech mengen, datt entretemps d'Erkenntnis do ass, och bei de Fransousen, datt dat dat Eenzegt ass, wat eis wäert schlussendlech kënnen hëllefen.

Duerfir wäert och deen Ausbau siwe Joer daueren. Et gëtt gesot, dat wier eng laang Zäit. Dat ass richteg. Mä dat ass eng laang Zäit, well mer an enger ganz kriddelecher Verkéierssituatioun musse schaffen. Mir kënnen net egal wat maachen. Wa mir kéinten do ganz Stécker zoumaachen, da wär dat einfach, da géif dat natierlech net esou laang daueren. Mä mir mussen derfir suergen, datt permanent zweemol zwou Spuren op sinn. An Dir kënnt Iech virstellen, datt dat komplizéiert ass. An och, wéi mer d'Echangeuren upaken, déi musse jo all ëmgebaut ginn op där Autobunn. Dofir muss dat eent nom anere gemaach ginn, datt mer net en totale Verkéierschaos do produzéieren. An dofir dauert et esou laang.

Mä souwisou, och wann et manner laang géif dauere respektiv wann et bis eng Kéier fäerdeg ass, ass et net esou, datt eleng duerch den Ausbau vun zwou op dräi Spure mer iergendeng Illusioun sollen hunn, datt dat de Verkéiersfloss wäert wesentlech verbesseren. Mir kréien dat nëmmen hin, wa mer et intelligent notzen a wa mer awer och iwwer aner Saachen diskutéieren, op déi ech nach kommen.

Dann ass gefrot ginn no der Koordinatioun. Ech kann Iech soen, datt d'Ponts et chaussées amgaange sinn, mat der CFL ze kucken, well d'Beetebuerger Eisebunnsstreck gëtt jo och ausgebaut op véier Gleiser, vun zwee op véier Gleiser. An dat ass enk uneneegebonnen, déi Chantieren, do gëtt versicht, eng optimal Koordinatioun ze maachen tëschent der CFL an der Ponts et chaussées.

Ech mengen, d'Ponts et chaussées sinn amgaangen, de CITA komplett ëmzebauen a méi en „digitalen" - entre guillemets - CITA, loosse mer en emol esou nennen, wou een an Zukunft och méi Méiglechkeeten huet, fir d'Verkéiersflëss besser ze regelen. Mir wëllen och am Stroossereseau ëmmer méi higoen an d'Richtung, datt mer d'Digitaliséierung notzen, fir wierklech méi Capacitéit aus de besteeënde Stroossen erauszehuelen.

Duerch eng intelligent Steierung, duerch déi Méiglechkeeten, déi et haut gëtt, kann ee 15% bis 20% Capacitéit méi erausschloen, ouni datt een eppes un der Strooss mécht. Dat ass alles an der Ausaarbechtung parallell zum Ausbau vun der Autobunn.

Et ass gesot gi virdrun, ech weess net méi vu wiem, de Verkéier hätt 3% zougeholl. Ech kann Iech soen, um Autobunnsreseau op där doter Autobunn, also op deem Stéck vun der A3, huet eleng am Joer 2017, dëst Joer, de Verkéier ëm 8% zougeholl. 8%, dat ass bei enger Belaaschtung vu bal 90.000 Autoen enorm. Duerfir, wann d'Leit da soen: „Ech hunn d'Impressioun, datt et all Mount méi schlëmm gëtt op där Autobunn", dann hu se recht. Wann ech bei 90.000 Autoen an engem Joer 8% derbäihuelen, da kënnt Der Iech jo ausrechnen, wivill datt dat der pro Mount ausmécht. Dat ass op enger Autobunn, déi souwisou schonn 20% iwwert dem Saturatiounsgrad läit, enorm. An dofir ass et och kloer: De klengsten Accident, dee geschitt, da geet iwwerhaapt näischt méi op där Autobunn, da steet dee ganze Buttek. Wéi gesot hunn d'Leit recht, wa se dat esou empfannen, et ass esou.

An duerfir ass et natierlech och esou, datt, wa mer déi Zuelen do kucken, da musse mer eis - elo ginn ech dem Här Gibéryen recht - och d'Fro stellen doriwwer, wéi dat Land an Zukunft soll wuessen. An ech si jo amgaangen, mat der Landesplanung en Dokument auszeschaffen. Dat wëlle mer der Nohaltegkeetskommissioun Enn Januar, ufanks Februar presentéieren. Dat soll d'Basisdokument si fir déi Debatt, déi mer jo fixéiert hunn, fir se Enn Februar hei an der Chamber ze féieren iwwert déi ganz Entwécklung vu Lëtzebuerg, wou déi ganz Wuesstumsproblematik jo eng gréisser Roll spillt. An do wäert Der all déi aktualiséiert Zuelen dran hunn, sougutt wéi mer gewuess si populatiounsméisseg, aarbechtsplazméisseg, d'Perspektiven, firwat an esou weider. Déi ganz Detailer wäerten do dra sinn, well dat si wierklech déi lescht aktualiséiert Zuelen.

A vu datt ech der scho vill gesinn hunn, soen ech Iech - ech hunn et och schonn oft gesot an deene leschte Méint: Si si wierklech alarmant. An et ass och kloer, ob et eng Autobunn ass, eng Strooss, en Zuch, en Tram oder e Bus: Mir kënne ganz vill Efforte maachen, a mir maachen der de Moment ganz vill fir d'Infrastrukturen, mä eleng mat den Infrastrukture kréie mer de Problem net an de Gréfff! Dat ass ganz däitlech, wann Der déi Zuele wäert gesinn. A wann déi Dynamik einfach weiderlafe gelooss gëtt, esou wéi se déi lescht 20 Joer lafe gelooss ginn ass, da wäert dat éischtens net ze packe sinn, an och net ze finanzéiere sinn.

An ech kann nëmme staunen, wann ech elo lénks a riets liesen, wat et alles vu Wonschlëschte gëtt. Ech hat bal geduecht, et wär Kleeserchersdag, wéi ech eng Lëscht gelies hunn déi lescht Deeg. Wann ech op där enger Säit héieren, datt d'Regierung virgeworf kritt, si hätt d'Finanzen net am Gréff a si géif mat Scholde Saache finanzéieren, an da liesen ech do déi Lëschten... Ech hunn nëmme versicht, mat menge Leit ganz graff ze schätzen, wat dat alles géif kaschten, déi Lëscht, déi doruechter gegeeschtert ass: Dat ass gigantesch par rapport zu deem, wat mer amgaange sinn ze maachen! An dat ass schonn net schlecht, behaapten ech emol, wat mer amgaange sinn ze maachen. Et muss ee mer emol soen, wéi een dat da wéilt finanzéieren!

Ech wéisst och emol gär, wéi déi Widersprréch dann opzehiewe sinn, wann een op där enger Säit wëllt soen, dës Regierung géif ze vill Suen ausgi fir den Invest, a wann een op där anerer Säit esou Lëschte virleet an awer dobäi net seet, wéi een déi wëllt finanzéieren. Mä mir kréie jo dann an deenen nächste sechs Méint genuch Geleeënheet, dat ze diskutéieren. Ech waarden da mat Freed op déi Diskussioun.

Här President, ech wëll der Chamber Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. Wann ech dat richteg gesinn hunn, gëtt dëst Gesetz jo mat 58 Stëmme gestëmmt. Deenen 58 Deputéierte wëll ech Merci soen.

Ech wëll och soen, datt ech déi Motioun, déi d'Madamm Lorsché hei presentéiert huet, wou jo och déi meescht Gruppéierungen heibannen ënnerschriwwen hunn, ganz gutt fannen. Et ass net u mir, der Chamber ze soen, wéi se ze stëmmen huet, mä op alle Fall begréissen ech déi Motioun, well se geet genau an déi Richtung wéi dat, wat ech och denken. Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuertmeldungen zu der Motioun maache mer herno. Da stëmme mer elo direkt iwwert de Projet 7144 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7144 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

58-mol Jo an zweemol Nee, domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par Mme Simone Beissel), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

D'accord. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Dann zu der Motioun, déi den Här Minister ugeholl huet, do musse mer nach ofstëmmen. Sidd Der d'accord, dat mat Handophiewen ze maachen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass derfir?

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthalungen?

Keng, domat ass d'Motioun unanime ugeholl. Ech soen Iech Merci.

A mir géifen dann zu dem leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7209 an dem Projet de loi 7210 iwwert d'Verlängerung vun der Tramslinn, déi mer zesummen an enger Diskussioun wäerte behandelen. Et sinn zwee Projeten, 7209 an 7210. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

6. 7209 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or

7210 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre le Circuit de la Foire internationale et l'aéroport du Findel

Motion n°1 de M. David Wagner relative à l'introduction de la gratuité universelle des transports publics luxembourgeois (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

Motion n°2 de M. David Wagner relative à l'opposition à toute politique de dumping social dans la société Luxtram (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools Merci, Här President. „Dee leschten ass dee beschten", seet een esou schéin. Ech mengen, dat wier dëse Projet de loi.

Dir Dammen an Dir Hären, de 4. Juni 2014 huet d'Chamber mat 57 vu 60 Stëmmen zwee wichteg Mobilitéitsgesetzer gestëmmt. Dës Gesetzer hu sech ergänzt a si schonn zum Deel ëmgesat. Dat Éischt war geduecht, fir de Bau vun enger Tramslinn tëschent der Luxexpo an der Stater Gare ze finanzéieren. Dat Zweet war dat iwwert de Bau vum Arrêt Pont Rouge mam Funiculaire, dee grad ewéi den éischten Tronçon vun der Tramslinn dee leschte Sonndeg definitiv a Betrib goung.

Um Ordre du jour vun haut stinn nees eemol zwee Gesetzer, déi sech ergänzen, an och dës Kéier als Utilité publique deklaréiert ginn. Si si geduecht, fir de Projet vum Tram zügeg weiderzedreiwen. Ganz einfach, well den Tram dréngend gebraucht gëtt.

Beim éischten, dem Projet de loi 7209, handelt et sech ëm d'Extensioun vun der Tramslinn tëschent dem Kierchbierg an dem Findel, beim zweeten, dem Projet de loi 7210, ëm d'Extensioun tëschent der Stater Gare, dem Houwald, dem Ban de Gasperich an der Cloche d'Or.

Anescht wéi ursprénglech am MoDu virgesinn, sollen dës zwou Linnen net eréischt um Horizont 2030, mä schonn am Dezember 2021 funktiounsfäeg ginn. Den Dezember huet sech jo scho fir Aweiunge bewäert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Et gëtt also e gudde Grond, firwat mir mam Vott vun dësen zwee Projeten net laang wëlle waarden.

Deposéiert goufe se allen zwee de 14. November 2017 vum Minister François Bausch. An der Nohaltegkeetskommissioun vum 30. November 2017 huet de Minister se zesumme mat de Responsabele vu LuxTram - dem Här Von der Marck - a vum MDDI am Detail virgestallt. Ech wéilt just op dëser Plaz e Resumé maachen, well déi technesch Detailer wäit reechen.

Ech loossen Iech d'Dokumenter mat de Biller a Grafiken awer ganz gär zoukommen, wann dat Iech interesséiert.

Bei der éischter Extensioun, dem Projet de loi 7209, geet et, wéi gesot, ëm d'Ubannung vum Tram un d'Cloche d'Or mat Start bei der Stater Gare. Dës Extensioun ass 4,9 km laang a beinhalt insgesamt siwe Statiounen an dräi Pôles d'échange. Dat setzt viraus, dass insgesamt siwe Rammen op där Linn fueren, mat enger Capacitéit vu 450 Persoune pro Ramm. De Präis vun enger Ramm läit iwwregens bei 4 Milliounen Euro.

D'Extensioun vun der Gare op d'Cloche d'Or ass an zwee Tronçonen agedeelt. Deen éischten, dat ass den Tronçon C vum Gesamtprojet, dee verleeft vun der Gare bis bei de Pôle

d'échange vu Bouneweg, deen an direkter Proximitéit zum Lycée technique vu Bouneweg läit, also e grousse Virdeel fir d'Schüler. De Fuertakt läit, grad eréi tëschent dem Kierchbierg an der Gare centrale, bei dräi Minutten.

D'Assise fir den Tronçon C ass iwwert d'Gesetz vum 24. August 2016 autoriséiert ginn. Dir kënnt lech wahrscheinlech erënneren: An deem Gesetz goung et ëm d'Moderniséierung vum Pont Buchler bei der Stater Gare mat der Schafung vun enger Ramm, déi op der Place de la gare ufänkt.

Zweetens dann och ëm de Bau vun der éischter Phas vun der neier N3 tëschent der Diddenuewener Strooss an dem Rangwee. Dat war de Module nord. Drëttens ëm den Amenagement vun der Diddenuewener Strooss tëschent dem Pont Buchler an der Bifurcatioun zu der N3. A véiertens ëm de Bau vum Pôle d'échange beim Lycée technique zu Bouneweg. Wéi gesot ass d'Assise vum Tram fir den Tronçon C mat dësem Projet de loi schonn am Virfeld gestëmmt ginn, dofir brauche mer dat haut net ze maachen.

Den zweeten Tronçon vun dëser Extensioun, den Tronçon D vum Gesamtprojet, verbënnt de Lycée technique vu Bouneweg duerno mat der Cloche d'Or, dëst an enger Frequenz vu sechs Minutten. Dësen Tronçon verleeft duerch d'Rue d'Orchimont iwwert de Rangwee an d'Rue des Scillas bis bei de Pôle d'échange Houwald, dee mir de leschte Sonndeg jo op eng zimlech amusant Manéier mat der Groussherzoglecher Koppel ageweit hunn.

Vun dësem Pôle d'échange geet et weider iwwert d'Rue Albert Einstein bei de Lycée Vauban um Ban de Gasperich a vun do aus op de Boulevard Kockelscheier, wou eng nei Statioun wäert entstoen.

De Schluss vun där Linn befënnt sech um Pôle d'échange Cloche d'Or beim neie Fussballsstadion. Op deem Site gëtt dann och e Park & Ride mat 2.000 Emplacementer geschaf-fen, nieft der Ubannung un d'Busser, der Installatioun vun enger mBox an enger vel'oh-Statioun.

Wat d'Kompensatiounsmoossnamen ugeet, esou ass op Basis vun der EIE virgesinn, datt e Bësch mat Lafbeem vun 345 bis 480 m² an der Géigend vum Gréngewald ugeplanzt gëtt, well et net méiglech ass, esou massiv Kompensatiounen am urbane Raum ze realiséieren.

D'Depensë leie fir déi gesamt Extensioun bei 114,9 Milliounen Euro a gi ganz vum Stat iwerholl, mat Ausnam vum Park & Ride um Pôle d'échange Cloche d'Or, dee vun der Stad Lëtzebuerg kofinanzéiert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu der zweeter Extensioun, dem Projet de loi 7210, déi de Kierchbierg mam Héienhaff a mam Findel soll verbannen an 3,9 km laang ass. Op dëser Linn, op där fënnef Ramme wäerte fueren, si just zwou Statioune virgesinn, eng um Héienhaff an eng um Findel. Am Géigesaz zu deenen anere Linnen, wou den Tram mat enger duerchschnëttlecher Vitesse vun ongefëier 25 bis 30 km ënnerwee ass, erreecht en op dëser Linn 70 km an der Stonn.

D'Extensioun fänkt beim Centre de remisage um Kierchbierg un, iwwerqueert d'Autobunn A1 an zitt sech bis op de Parking vum Héienhaff, wou 4.000 Stellplaze wäerten entstoen. Ennstatioun ass, wéi gesot, um Findel.

Kompenséierungsmoossname ginn et der bei dësem Projet eng ganz Rei, ënner anerem d'Kreatioun vun engem Bësch mat enger Fläch vu bis zu 9,6 ha, dem Bau vun enger ekologescher Bréck, déi de Süden an den Norde vun der Zone spéciale de conservation vum Gréngewald matenee verbënnt an d'Kreatioun vun neien Habitatstrukturen am Gréngewald.

D'Depense läit bei dëser Extensioun bei 99,1 Milliounen Euro. Och hei iwwerhëlt de Stat déi integral Finanzéierung.

Hei wëll ech bemierken, Här President, datt d'Depense fir d'Zuchstreck, déi an der Zäit vun der Gare op de Findel geplangt war, bei ganzer 1,3 Milliarden Euro geleeën hätt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Genau!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Mat 99,1 Millioune fir dëse Projet ass dat natierlech erstaunlech. Dat ass vill, vill manner wéi dat, wat fir den Zuch hätt missen investéiert ginn. An ech denken, dat gëtt vun alle Säite begréisst.

Erlaabt mir ofschléissend nach e Wuert zu de Sécherheetsbestëmmungen um gesamte Reseau vum Tram! Mam Projet de loi vum 13. Juni 2017 sinn eng ganz Rei Moossnamen an Normen definéiert ginn, fir eng sécher Gestioun vum System ze garantéieren.

Wat zu Lëtzebuerg am Géigesaz zu anere Länner awer nach net méiglech ass, ass, den Tramsreseau an d'Kräizungen och mat Kameraen ze iwwerwaachen, fir eng onmëttelbar Visibilitéit op de Reseau ze hunn. Domat kéinte Geforen, wéi zum Beispill Autoen en panne oder aner Obstakelen, direkt um Schierm vum Poste de commande centralisé erkannt ginn.

Obscho keng eenzeg Donnée stockéiert gëtt an obschonn d'Persounen an d'Nummereschëlder géifen onkenntlech gemaach ginn, ass dës Form vu Supervisioun vum Reseau um Widderstand vun der nationaler Dateschutzkommissioun gescheitert. An der Kommissioun ware mir eis eens, datt dee Problem an nächster Zäit vun den zoustännegen Autoritéiten op de Leescht muss geholl ginn, fir eventuell Geforen op der Assise a virun allem op de Kräizungen esou séier wéi méiglech ze gesinn an esou séier wéi méiglech ze eliminéieren, ouni datt den Dateschutz a Gefor geréit.

Här President, a sengem Avis vum 28. November 2017 hat de Statsrot ausser e puer legisteschen a linguistesche Remarquen näischt un deenen zwee Projeten auszesetzen. An och d'Kommissioun huet meng zwee Rapporte praktesch eestëmmeg ugeholl.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat sinn ech schonn um Schluss ukomm a ginn zur Ofwiesslung eemol net den Accord vun der grénger Fraktioun, well de Kolleeg Henri Kox och nach wëllt Positioun derzou bezéien. An ech denken, e mécht dat mat grousser Freed.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Rapportrice. An éischte Riedner ass den Här Marc Lies fir d'CSV.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech mengen, de Mëtten ass e wichtegen Dag. Hei geet et ëm d'Mobilitéit. Et geet ëm de Verkéier. An ech mengen, et ass wichteg, datt mer haut de Mëtten alleguerten, amplaz ze vill ze polemiséieren, dat Ganzt solle pragmatesch analyséieren an dann dee Moment och ugoen.

Ech mengen, wa mer alleguerten déi Problemer gesinn, déi Dag fir Dag an eise Gemengen, an der Stad a ronderëm, wat de Verkéier ugeet, (veuillez lire: optrieden,) dann ass et wichteg, datt mer derfir suergen, datt Äntwerte geliwwert ginn op déi Froen, déi effektiv d'Leit och dobaussen hunn. An duerfir sollte mer dat Ganzt nuancéiert analyséieren an dann dee Moment awer och kucken, datt déi néideg Mesuren an deenen nächste Joren ergraff ginn.

Ech mengen, de Mëtte geet et ëm zwee Gesetzestexter, wat d'Prolongatioun vun der Tramstreck ugeet. Eng Kéier den 7209, deen da vun der Gare bis op d'Cloche d'Or geet, an deen aneren, de 7210, bis op den Héienhaff, zu deem mäi Fraktiounskolleeg, de Serge Wilmes, dann herno och nach e puer Wuert wäert soen.

Ech géif mech elo méi op deen Deel Gare centrale a Cloche d'Or beschränken, well deen notamment dann och iwwert den Territoire vu menger Gemeng, der Gemeng Hesper, geet. Dat ass awer och een Deelsteck, wat ee relativ komplizéiert Deelsteck ass. D'Rapportrice, d'Madamm Lorsché, huet et virdru schonn ugeschwat gehat: Do muss entre autres de Pont Buchler verbreedert ginn. Dat heescht, datt den Tablier muss ausgebaut ginn, fir datt an Zukunft den Tram iwwerhaapt kann doriwwerfueren, datt an Zukunft awer och déi duuss Mobilitéit verstäerkt iwwert dës Bréck kann zirkuléieren.

Duerno geet et da viru mat enger Neibaustreck vun enger neier Strooss. An ech mengen, dat sollt een och eng Kéier ganz kloer ervirhiewen, datt mat där neier N3 eng Strooss geschaaft gëtt, déi et erméiglecht, datt déi jëtzeg Route de Thionville, déi ebe vun Alzeng erfort, vun den Alzenger Koppe bis op d'Gare centrale geet, an Zukunft kann zréckgebaut gi mat där neier N3, wou dann eng ganz Partie vum Trafic soll och ronderëm d'Gemeng Hesper geleet ginn. Dëst ass awer ee relativ komplizéiert Unterfangen, vu datt et dräi verschidde Moduller sinn: de Module nord, de Module central an de Module sud. Ech wäert herno nach eng Kéier kuerz dorop agoen, well, wéi gesot, déi eng oder déi aner Komplikatioun sech awer och mat der Ëmsetzung vun dësem Neibau vun dëser N3 wäert doen.

Ben, mat der Neibaustreck vun der N3 duerno duerch de Module central iwwert den Houwald fiert den Tram da bis op de Boulevard de Kockelscheuer an da viru bis bei de Stadion op Cloche d'Or. Ech mengen, mir gesinn et all Moie respektiv héieren et och an den Noriichten, elo mat deem Chantier, deen opsäite vun der Stad Lëtzebuerg um Ban de Gasperich, Cloche d'Or am Moment amgaangen ass, gebaut ze ginn, dat huet Revendikatiounen, oder Repercussioune besser gesot op de ganzen Trafic ronderëm déi ganz Stad.

Dat ass ee Riseproblem. D'Stroosse sinn awer nach net alleguerte gebaut. Ech kucken douewen den Här Fox, deen nach äifreg amgaangen ass, de Boulevard de Kockelscheuer fäerdeg ze bauen an awer och de Boulevard F.W. Raiffeisen. Wann effektiv déi Stroosse bis fäerdeg gebaut sinn, wäert sech och sécherlech déi Verkéierssituatioun um Ban de Gasperich awer och ronderëm nees eng Kéier e bëssen normaliséieren. Dat sollt oder däerft oder misst och eng Repercussioun op den Trafic dann an den Anrainergemengen hunn.

Ben, ech mengen, d'Mobilitéit war dës Woch ee grousse Sujet: de leschte Sonndeg mat der Aweiung vun der Tramstreck um Kierchbierg, wou entre autres och d'Gare périphérique um Houwald an dann den Arrêt Pafendall, de Funiculaire an natierlech déi éischt Streck vum Tram ageweit gi sinn. Ee ganz, ganz wichtegen Dag, mengen ech, wat d'Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg ugeet. An och wéi et de Minister Bausch e Sonndeg gesot huet: Dorun hunn iwwert déi lescht Jore schonn eng ganz Partie Ministere geschafft, fir datt wierklech dat leschte Sonndeg dann och konnt realiséiert ginn.

Just eng Kéier kuerz als Rappell: Dës Ëmsetzung vun deem ganzen Tramsystem mat senge Pôle-d'échangë fousst op dem MoDu-Konzept, wat de 17. Februar 2012 vum deemolegen Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler virgestallt ginn ass. An ech mengen, et éiert den Här Bausch, datt e genau dëst MoDu-Konzept virugefouert huet an och ëmgesat huet an elo un engem MoDu 2020-2 schafft, wat wichteg ass, wat d'Mobilitéit an dësem Land ugeet.

Wat d'Gare périphérique um Houwald ugeet: Ech hunn elo néng Joer d'Éier, Buergermeeschter vun eiser Gemeng ze sinn. Zanter méi wéi néng Joer gëtt och vun der Gare périphérique vum Houwald geschwat. Awer och vun engem Contournement ronderëm d'Gemeng Hesper gëtt zanter méi wéi néng Joer geschwat. Duerfir ass et wichteg, datt deem och Rechnung gedroe gëtt an datt virun dorunner geplangt gëtt, fir datt dëst och alles kann ëmgesat ginn.

Fir datt awer och den Tram an Zukunft eng Kéier ka bis op d'Cloche d'Or fueren, ass et awer och wichteg, datt verschidde Stroosse gebaut ginn. Ech hunn et virdru gesot, entre autres déi nei N3, de Module nord, gouf d'lescht Joer am Juni hei an der Chamber gestëmmt, de Gesetzestext 6998. Elo ass et awer wichteg, datt dat zentraalt Modull, dat heescht dann dat Stéck, wat um Houwald duerch d'Rue des Scillas geet, och gebaut gëtt. Wann déi Strooss nach net gebaut respektiv verbreedert ass, da kann an Zukunft weder een Tram nach ee Bus duerch dës Strooss fueren. Déi Strooss, déi muss onbedéngt erweidert ginn, fir dann dee Moment och där ganzer Entwécklung, déi am Ban de Gasperich, awer och an der Zone d'activité Houwald an deenen nächste Jore wäert kommen, entgéintzewierken. Duerfir muss dat onbedéngt geschéien, datt dës Aarbechte kënne gemaach ginn.

Duerfir, Här Minister, wéilt ech lech och froen: Wou ass de Projet de loi drun, wat dann dat zentraalt Modull ugeet vum Stroossebau? Wéini kënne mer mat deem Gesetzestext rechnen? Well ech mengen, dat ass eng Prämiss, ier datt iwwerhaapt kann dru geduecht ginn, datt den Tram duerch dës zentral Streck fiert. An deene leschten 18 Méint gouf vill un dësem zentrale Modull geschafft, notamment wat dann heescht d'Rue des Scillas, eng Rue des Scillas, déi ee vergläiche ka mat der Neier Avenue. Dat si ronn 800 m vun dem Rangwee, dat heescht, wou et duerch den Tunnel geet fir an de Rond-point Gluck bis erop bei de Cactus um Houwald. 800 m, praktesch eng Nei Avenue, déi do an deenen nächste Jore wäert gebaut ginn.

Do si vill Efforten an deene leschte Méint gemaach gi mat och deenen Hären, déi heiuewen op der Tribün sëtzen, mat dem Minister, awer och der Gemeng, den Urbaniste vun der Gemeng, de Ponts et chaussées, wéi ech scho gesot hunn, de CFL, LuxTram, Gestion de l'eau an natierlech net ze vergiessen alleguerten déi Proprietairen, déi eenzel Lousen op dëser Streck hunn.

Net méi spéit wéi dëse Méindeg gouf och am Gemengerot vun Hesper eng éischt Modification ponctuelle, wat dës Strooss ugeet, gestëmmt. Wat wichteg ass, ass, datt och eng Liberatioun vun den Terraine konnt gemaach ginn. Do sinn eng ganz Partie Emprisen, déi ze huele sinn. Duerfir ass et wichteg, datt eben och dës Emprisen an de Besëtz vum Stat kommen. An do war eng enk Kollaboratioun tëschent der Gemeng Hesper, tëschent eben deenen eenzelnen Akteuren, déi ech elo just ernimmt hunn, an dem Stat, fir ze kucken, datt iwwer eng Densificatioun 3:49 vun deem ganzen Areal an der Rue des Scillas de Stat soll an de Besëtz vun dësen Emprisë kommen.

Leider gouf bis elo just den Accord mat enger Partei fonnt. An duerfir ass et schued, datt déi aner Proprietairen net mat op deeselwechte Wee gaange sinn. Merci wéilt ech hei dem Nohaltegkeetsminister soen, awer och dem Ëmweltministère, vu datt eng SUP, strategische Umweltprüfung, huet misse gemaach ginn, an do gouf wierklech en dernière minute dann och vusäite vum Ëmweltministère gehollef, datt do schnellstméiglech een Avis géif virleien.

Ben, ech mengen, dat ass een Terrain, dee komplett bebaut ass, wou sécherlech net nach muss gekuckt ginn, ob do verschidde Grieser sinn oder verschidde Villercher do bréien, soudatt deen Avis schnellstméiglech konnt iwwermëttelt ginn un d'Gemeng, soudatt d'Modification ponctuelle an awer och d'Saisine vun dëser Modifikatioun mat der SUP zesumme konnt dëse Méindeg agereecht ginn.

Duerfir, Här Minister, do vläicht och zwee Wuert vun Ärer Säit, wéi et mam Rescht vun den Emprisen ausgesäit, well ech mengen, ouni Emprisen, do komme mer leider net virun. An ech mengen, do wäert wuel kaum Ponts et chaussées, den Här Fox oder soss ee Büroe mandatéieren, fir ze schaffen, respektiv Entreprisen, fir ze schaffen, wann net d'Emprisë bis dohinner geholl sinn.

Wat awer och wichteg ass an dësem Deelberäich - an dat weess och den Här Minister -, dat ass, datt d'Zuchstreck, oder besser gesot d'Tramstreck, datt déi relativ no bei den Haiser wäert laanschtfueren. Dat heescht dann, am Rangwee respektiv an der Rue Eugène Welter an an der Rue Auguste Scholer um Houwald ass et wichteg, datt wierklech nach eng Kéier en détail mat dëse Leit gekuckt gëtt, wat d'Emprisen och op dëser Plaz sinn a probéiert gëtt, fir hinnen déi Angscht ze huele virun deem Neien, wat do op si wäert zoukommen, an awer och Schallschutz-, Lärmschutzmesuren op deene Plazen ze huelen, datt d'Leit an Zukunft och weider en toute tranquilité do kënne wunnen.

Ben, ech mengen, aus dëse Grënn, déi ech elo just kuerz erläutert hunn, gëtt sécherlech den Dezember 2021, wéi d'Rapportrice gesot huet, ee ganz, ganz sportlechen Timing. Mä gutt, ech mengen, am Liewen, do soll een Ziler hunn an et soll een och kucken, fir déi Ziler schnellstméiglech da kënnen ëmzesetzen. 2020, wéi gesot, dat ass net grad direkt muer, awer iwwermuer. An duerfir mengen ech, sollen déi Efforte schnellstméiglech op alle Säite gemaach ginn.

Här Minister, Dir verstitt, datt ech och no deem leschte Modull froen, wat dann dee Moment d'Süd-Modull ass - dat ass dann déi berüümtberüchtegt Ëmgeeungsstrooss vun der Gemeng Hesper, och haut genannt Contournement d'Alzingen -, fir do ze froen, wou d'Avisen dru si respektiv wéini d'Consultation publique vun dëser Strooss ka stattfannen. Ech mengen, d'Awunner aus der Gemeng Hesper, awer och aus deene Gemenge ronderëm waarde mat enger gewëssener Impatience dorop, datt och elo Bewegung an dësen Dossier kënnt. An ech mengen, d'Consultation publique ass deen éischte Punkt, wou et dann och ka virugoen.

Déi lescht Fro ass déi, ob bei deem neie Quai op der Gare périphéirique net d'Méiglechkeet besteet, eventuell och vun dem Park & Ride Sud respektiv deem neie Park & Ride, deen elo no bei der Fourrière wäert entstoen, een direkten Accès op dee Quai ze kréien. Well anerwäerts mussen d'Leit relativ wäit ronderëmlafen, fir op dëse Quai ze kommen. A wann do eng Méiglechkeet géif bestoen, mengen ech, wär dat och am Interesse vun alleguerten de Leit ronderëm.

Voilà. Aus deem Grond an, ben, ech mengen, allem deem, wat ech elo just opgezielt hunn, wéilt ech alleguerten deene Leit, déi heiru geschafft hunn - ech kucken hei op d'Tribün -, alleguerten de Büroen, déi un dësem Projet geschafft hunn, ee grousse Merci soen. Ech wéilt awer och der Rapportrice, der Madamm Lorsché, Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport. An ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 10. Dezember 2017 wäert an d'Geschicht vun der Mobilitéit zu Lëtzebuerg agoen. Ab leschtem Sonndeg

fiert zu Lëtzebuerg e modernen Tram, dat nodeems 25 Joer virdrun de Mouvement écologique déi sougenannte Knoflacher-Etüd fir e modernen Tram zu Lëtzebuerg mat private Gelder an Optrag ginn huet. Dat ass am Fong deen eenzege Saz, deen ech zur 25-järeger Vergaangenheet soe wäert. Ausser dem Hiweis, dass mir als LSAP ëmmer, ohne Wenn und Aber,...

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).*- ... zum Tram stoungen an dass eis LSAP-Ministere Robert Goebbels, Mady Delvaux a Lucien Lux ëmmer dru geschafft hunn, de Projet Tram virunzebréngen.

Säit leschtem Sonndeg ass deen éischte Schrëtt mam Tram um Kierchbierg gemaach. Et kommen der elo successiv no, wann déi scho säit Längerem gestëmmten nach aacht Kilometer bis op d'Lëtzebuerger Gare fäerdeggestallt ginn.

Haut stëmme mer eemol eng Extensioun vun der Lëtzebuerger Gare Richtung Houwald bis op d'Cloche d'Or bei den neie Fussballstadion a Park & Ride an eng zweet Extensioun vun der Luxexpo bis op de Fluchhafen um Findel.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësen zwee Projet-de-loien a soen der Rapportrice Josée Lorsché e grousse Merci fir hir jeeweileg exzellent Rapporten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, et bleift nach e bëssen Zäit. Da géif ech mer erlaben, nach e puer Iwwerleeungen ze maachen iwwer weider Tramsextensiounsméiglechkeeten, déi wäit iwwert deen nächste Wahltermin vun 2018 erausginn.

Dobäi wëll ech mech awer elo net mat der ganzer Mobilitéitsfro beschäftegen, de Minister huet jo an der Kommissioun annoncéiert, dass am Fréijoer 2018 en Débat de consultation doriwwer wäert stattfannen. Dofir wëll ech mech haut just mat Mobilitéitsfroe beschäftegen, déi sech reng op den Tram beschränke wäerten an och passend zu deenen zwee Projete vun haut sinn.

Ech sinn dervun iwwerzeegt, dass den Tram eng Success Story wäert ginn ...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ass! Ass!

M. Roger Negri *(LSAP).*- ...an ass, mä nach weider wäert ginn,...

(Hilarité)

...wéi dat a villen anere Stied op der Welt de Fall ass.

(Interruption)

Ech mengen, dat kann een a ganz Europa gesinn an doriwwer eraus.

Dofir si mir als LSAP frou, dass, als Äntwert op meng diesbezüglech parlamentaresch Fro de Minister dat och schonn des Éfteren duerno gesot huet, d'Extensioun vum Tram op der Stäreplaz an der Stad iwwert d'Areler Strooss an d'Plans sectoriels opgeholl gëtt. An zwar iwwer Stroossen, d'Areler Strooss, zu Bartreng laanscht dee grousse Supermarché, den Tossebierg erof laanscht déi zweet Europaschoul, de Mamer Lycée a wahrscheinlech op Ufro vun der Regierung och d'École de la 2e Chance, déi deemnächst soll am Mamer Gemengerot via eng Modifikatioun vum PAG op den Instanzewee goen.

Den Tram gëtt dann duerch Mamer verlängert iwwert d'Areler Strooss weider bis op d'Kräizung mat der Autobunnsopfaart an -ausfaart vu Mamer a Kapellen, wou jo dann och dem Plan sectoriel no e grousse Park & Ride soll gebaut ginn.

Wann déi haut gestëmmten, éischt Extensioun bis op d'Cloche d'Or bei den neie Fussballsstadion fäerdeg ass, jo, dann ass et och net méi wäit bis op Leideleng an déi Zone d'activité. An och dat huet de Minister schonn an Aussiicht gestallt, fir et an de Plan sectoriel eemol opzehuelen.

Jo, a vu Leideleng ass et och guer net méi esou wäit bis op Esch an op Belval op d'Uni an esou weider. A wa mer laanscht d'Escher Autobunn eng Vëlosexpresslinn bauen, da kéint ee sech jo emol vläicht iwwerleeën, ob net och Plaz do derniewent wär fir en zweemol 2,65 m breeden Tram, deen eng Schneis brauch vun zéng Meter, fir eng Tramtrass, déi déi zwou gréisste Stied, Lëtzebuerg an Esch, matenee géif verbannen. Dat mat engem Train-Tram, ech wëll net soe BTB.

A wa mer eis dann déi haut ze stëmmend Extensioun bis op de Findel ukucken, da kéint ee sech awer vläicht och nach eemol Gedanke maachen dierfen iwwer eng Trass laanscht de Fluchhafe bis bei d'Eisebunn zu Hamm respektiv op de Cents. Mat engem iwwerierdeschen Tram - dat ass jo elo déi nei Donnée - bräicht een do keen Tunnel ze bauen, well den Train-Tram ganz aner Pentë fuere ka wéi en Zuch. En Zuch ka maximal 25‰ fueren, biergop, biergof, d'Regel dovunner ass 12,5‰, dat ass 1,25%. Den Tram packt 6%, biergop, biergof. Fir lech eng Iddi ze ginn: Dat ass esou géi wéi den Eecher Bierg, wann Der op Dummeldeng eroffuert. Do ass jo och den Tram an der Zäit gefuer.

Iwwregens wëll ech och hei drun erënneren, dass en Zuchprojet vun Hamm bis bei d'Luxexpo den 18. Dezember 2003 - dat ginn elo 14 Joer - hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, deen de fréieren Transportminister Henri Grethen den 11. Februar 2003 hei an der Chamber deponéiert huet.

Ech hu mer dat emol ugekuckt, well do nach ëmmer vun engem véier Milliarden Euro deiere Projet geschwat ginn ass. Am finanzéierungstechnesche Plang vun deemools war de Projet vun Hamm bis bei d'Luxexpo op 390 Milliounen Euro estiméiert ginn. An do ass interessant ze gesinn - ech hu mer en hei erausgeholl -, dass den Tronçon vun Hamm, Fluchhafen, Héienhaff bis quasi also op d'Tréirer Autobunn 4,7 km laang war an op 172,75 Milliounen estiméiert war.

Dat wären, wann een déi haiteg Extensioun vum Findel, déi mer jo elo dann haut geneemegen, bis op Hamm weiderféiert, zimlech genau véier Kilometer. Dat ass och zimlech genau déiselwecht Distanz, déi e Sonndeg a Betrib gaangen ass um Kierchbierg. A wann een do kuckt, déi 172,75 Millioune vun 2003, wat dat kascht huet, an et géif ee sech do virstellen, net en Zuch ze bauen, mä en Tram - iwwerierdesch, ouni deieren Tunnel -, da kann ech mer net virstellen, wann ech de Gesamtpräis vum Tram kucken, deen ëm ronn 350 Millioune läit, dass dat fir déi Suen do net ze maache wär.

Dobäi ass eng Ausso aus dem „Lëtzebuerger Land" vum 8. Dezember 2017, also viru knapp enger Woch, ganz interessant. A wann Der erlaabt, géif ech déi hei zitéieren. Am Artikel vum Peter Feist heescht et: „Kann sein, dass in ein paar Jahren neue Schienenverbindungen geschaffen werden, wenn das Wachstum anhält." Dat hu mer jo elo grad och héieren. „Vielleicht werden das Züge sein, vielleicht Train-Trams, vielleicht andere Fahrzeuge. Verkehrsplaner wissen, dass von Nutzern des öffentlichen Transports Schienenlösungen per se um 30% bis 40% attraktiver aufgefasst werden als ein Bus. Die Infrastruktur der Tram lasse sich auf jeden Fall auch für Train-Trams verwenden, teilt Luxtram auf Land-Anfrage mit."

An da war e groussen Encadré an der Zeitung ze gesinn, ech liesen deen och vir: „Die Infrastruktur für die Tram könnte auch für Train-Tram-Züge verwendet werden - falls diese Idee aufkommen sollte."

A wann een da weider iwwerleet an drun denkt, dass op der Stater Gare no der Demolitioun vun den CFL-Ateliere Plaz gemaach gëtt fir e fënneften an e sechste Quai, dat heescht fir véier Gleiser, an dass den Train-Tram och vun do aus direkt op Hamm kéint fueren iwwert deen zweeten neie Viaduc an iwwert déi zweegleisesch Streck, déi gebaut ginn ass a Richtung Sandweiler - well ech wëll drun erënneren, dofir sinn déi gebaut ginn -, da kéint ee sech do virstellen, dass bei dem zouneemende Wuesstum et an der Mobilitéitsfro och kéint interessant sinn, un déi Léisungen nach eng Kéier erunzegoen, well net jiddweree wëllt vläicht e Sightseeing duerch d'Stad maachen, wann en op de Findel, wou vill Aarbechtsplaze kommen, respektiv op de Kierchbierg kënnt.

Wann dat elo net ze vill gëtt, da géif ech Iech och nach virschloen, mech virtuell an de Süde vum Land ze begleeden, wou mer eng Léisung mat engem Bus à haut niveau de service, BHNS ofgekierzt, studéieren, wéi mer dat d'lescht Woch hei an der Chamber jo decidéiert hunn.

Do wéilt ech awer drun erënneren, dass et aktuell méiglech ass - ech wëll doru just erënneren -, mam Zuch - a vläicht och eemol mat Train-Tram - elo schonn direkt an ouni ëmzeklamme vun Diddeleng op Esch an op Belval-Uni a weider op Péiteng, Rodange ze fueren, dat duerch dee sougenannte Beetebuerger Dräieck, wou soss fréier ëmmer d'Gidderzich gefuer sinn aus Frankräich Richtung Schmelz. A genausou ass et haut scho méiglech, vu Rëmeleng, Téiteng a Käl op Esch, Belval-Uni ze fueren duerch de Schëfflenger Dräieck, och vu fréier, wéi de Minerai vu Rëmeleng op d'Schmelz gefouert ginn ass. Dat kéint een dann eventuell e Südtram nennen, ouni natierlech ganz kloer de BHNS, dee Bus à haut niveau de service, a Fro ze stellen.

A wann ech mer dann nach dierft erlaben, Iech virtuell matzehuelen an den Norden, wou et net onméiglech wär, sech virzestellen, dass op der aktueller Eisebunnsstreck vun Ettelbréck op Dikrech - wou 1997 - 1997! - scho wärend engem Weekend en Train-Tram gefuer ass als Demonstratioun, do gouf d'Catenaire, dat ass de Stroumabneemer, vu 25.000 Volt Wiesselstroum op 750 Volt Gläichstroum ëmgeklemmt - en Train-Tram géif fueren.

An da kéint ee sech jo emol vläicht virstellen, iwwert d'Dikrecher Gare ewech vun Ettelbréck virunzefuere bis bei déi nei Ackerbauschoul zu Gilsdref. Wéi gesot, et wär vläicht derwäert, sech dat emol eng Kéier ze iwwerleeën.

Mä ech mengen, dat do géif alles vläicht haut ze wäit féieren.

(Brouhaha)

Jo, haut! Haut féiert dat ze wäit.

Mä déi Mobilitéitsfro hei am Land, déi hu mer nach laang net geléist. A mir sollten eis alleguerten zesumme keng Denkverbueter operleeën an och kee lästegt - wéi den Här Marc Lies elo virdru gesot huet - Parteigeplänkels méi leeschten, wéi mer dat déi lescht 25 Joer gemaach hunn, well d'Mobilitéitsfro hei am Land ass nach laang net geléist.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Wie war net schonn zu Wien oder zu Montpellier?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech war a leschter Zäit e bësse méi oft do, well eng Duechter do studéiert huet. Awer déi Stied hunn eppes gemeinsam. Et kann een awer och do nach Basel derbäi nennen, et kann een Zürich derbäi nennen, et kann ee Kopenhagen an nach aner Stied nennen.

(Brouhaha)

Wann een de Ranking vun deene Stied am internationale Verglach kuckt, da leien déi Stied all wäit vir. Firwat leie se vir? Well d'Liewensqualitéit an deene Stied extrem héich ass. A firwat ass hir Liewensqualitéit esou héich? Well an all deene Stied an deene leschte Jorzéngten en neit, performant Verkéiersmëttel do erakomm ass, näämlech zum gréissten Deel en Tram. Net nëmmen en Tram. Ech kommen dorop zréck.

An all deene Stied, wou ee gär higeet als Tourist, ass eppes awer och wichteg: Et ass net nëmmen ee Verkéiersmëttel, dat ee benotzt, et sinn der méi. Et ass ze Fouss goen, et ass de Vëlo, et ass en Tram, et ass en Zuch, et ass e Bus, et ass awer och den Auto. Et ass den Auto, deen ee brauch, fir op e Pôle d'échange ze kommen, e Pôle d'échange, deen een op enger Plaz fënnt, wou een zäitlech mat enger gudder Ukënnegung vun engem Trafic op en anert Verkéiersmëttel eriwwergeet (veuillez lire: wou een zäitlech mat enger gudder Ubannung vun engem Verkéiersmëttel op en anert eriwwergeet).

Den Tram an enger Stad mécht en anert Erscheinungsbild. En Tram mécht an enger Stad eng aner Liewensqualitéit. Gitt duerch déi Stied, wou een higeet, wou ee sech als Tourist gären ophält! Well, wat geschitt? De Kaméidi hëlt of, manner Loftproblemer, Loftqualitéitsproblemer. An d'Etüde weisen et jo, wann den Tram bis op d'Gare fiert, kommen eng Abberzuel - ech hunn d'Zuelen net méi ganz am Kapp, ech mengen et sinn 2.000, iwwer 2.000 - Busfaarten op der Haaptstreck dann ewech. Et gëtt manner Kaméidi an ech denken, d'Erscheinungsbild ass e ganz anert.

An ech zitéiere gären d'Stater Buergermeeschtesch,...

Une voix.- Ah!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- ...déi de Sonndeg...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- ...déi de Sonndeg bei der Ouverture oder der Aweiung vum Tram am neien Tramsschapp gesot huet: „E schéinen Tram...

(Interruption)

„E schéinen Tram fir eng schéi Stad." An ech denken,...

(Brouhaha)

...deen Zesummenhang weist, dass, wa mer zesummen an déi Richtung ginn, mer op dem richtege Wee ginn.

An den Tram ass och e siichtbart Zeeche vun enger Modernitéit. An ech denken, dass mer do endlech op dem richtege Wee sinn.

Knapps gouf en also de Sonndeg ageweit, sti mer haut schonn erëm hei, eng nächst Extensioun vun der Tramslinn ze stëmmen, obscho mer nach net de ganzen Tramstrajet, wéi mer en elo geplangt hunn, ëmgesat hunn.

Ech wëll awer fir d'Éischt och dem Minister Bausch Merci soe fir säin Engagement, seng Konsequenz, seng Ausdauer an Zilstrebegkeet, dat ëmzesetzen, fir deem esou séier wéi méiglech och entgéintzegoen.

An et ass virdru gesot ginn, dass och déi viregt Ministeren hiren Undeel drun haten, fir dass mer op dee Punkt kommen. An dofir erlaabt mer, an dat konnt d'Rapportrice net selwer maachen, ech wëll hir awer en extra Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi mer dëst Joer net nëmme fir dëse Projet haten, mä iwwert dat ganzt Joer, wa mer gëschter am Budget gesot hunn: „Mir hunn e Paradigmewiessel", an dass ganz vill Projeten, ganz vill Investitiounen iwwert den MDDI ginn, dann ass et ganz luewenswäert, wivill Aarbecht hannendrustécht, fir vill Rapporten hei kënnen ze presentéieren. Dofir vun der ganzer grénger Fraktioun en décke Merci...

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- ...fir déi gutt Fläissaarbecht iwwert déi ganz Zäit.

Ech hu gesot, den Tram ass a ville Stied, wou en haut fiert, wou en erëm nei entdeckt ginn ass, d'Réckgrat. D'Réckgrat léist awer net alles. An dat huet de Minister Bausch och viru Kuerzem an engem Interview gesot. Et kann net alles léisen. Déi éischt dräi Pôle-d'échangë sinn e Sonndeg jo och an engems ageweit ginn: Et ass den Houwald genannt ginn, et ass ënnen elo de Pafendall mat dem Funiculaire respektiv hanne bei der Luxexpo jo och den drëtte Pôle d'échange gemaach.

An et ass dat, wat déi nei Mobilitéit vu muer wäert ausmaachen. Wa mer gewinnt sinn, haut vun engem Punkt A op de B mat mengem Bus ze fueren an och do erauszekommen, da wäert dat muer changéieren. Muer musse mer eis dru gewinnen, op en anere Moyen ëmzesteigen.

A wann do, wéi et ugekënnegt ass... An dat gesäit een elo um Kierchbierg, wou déi nei Schëlder... D'Stad Lëtzebuerg huet dat jo och scho bei hire Busser, wann d'Faarten ugekënnegt ginn: „Ech brauch nach zwou Minutten ze waarden oder eng Minutt souguer, an da kënnt dat nächst Transportmëttel, wat eis weiderbréngt."

An ech denken, dass dat schonn d'Ursprongsiddi vum MoDu war, wéi en deemools presentéiert ginn ass. Mir waren och fervent Befirworter vun deem Prinzip, näämlech vun där Mobilité durable fir muer, fir verschidde Mobilitéitsketten opzebauen, fir esou séier wéi méiglech vun A op B kënne weiderzegoen.

Duerch déi Extensioun elo vum Findel bis op d'Cloche d'Or, praktesch bis deen neie Fussballsterrain, wann en da bis gebaut ass, ginn déi Haaptpôlen dann elo matenee verbonnen. An awer duerch d'Extensioun, dass mer och gläichzäiteg Pôle-d'échangë maachen, wéi den Héienhaff, komme sämtlech Verkéiersmëttelen, déi aus dem Oste kommen, praktesch op en Echange, a si gi weider an d'Land verdeelt.

An de MoDu seet jo net nëmmen, dass déi Verdeelung an der Stad gemaach gëtt. Déi fänkt scho vill éischter un. Déi huet zum Beispill och bei der Linn, wann ech den direkte Bus vu Réimech an d'Stad huelen, e Pôle d'échange zu Mutfert. Dat heescht, wann ech muer wëll op d'Cloche d'Or fueren, fueren ech net op den Héienhaff, mä ech klammen zu Mutfort erëm op en anere Bus, dee mech dann direkt op d'Cloche d'Or féiert an dee mech da vläicht op Gaasperech oder an den noen Ëmberäich vun der Stad erabréngt.

Et geet drëms, dass mer wéi e Spannennetz op Lëtzebuerg leeën, wou mer déi eenzel Moyens de communication, Mobilitéitskommunikatiounen, matenee verbannen. An et ass dat, wat mer och an der Vakanz maachen, wat mer de Leit musse vermëttelen, am Alldag ze maachen.

A wa mer dat bis verstanen hunn, wa mer dat kënnen ëmsetzen, wa mer d'Leit do kënnen mathuelen, dann, mengen ech, ass dat heiten e Succès. Da wäerte mer och déi Problemer, déi mer nach ëmmer am Autosverkéier hunn... Dann ass de Choix éischter gemaach. D'Qualitéit muss stëmmen. An dofir, all déi Hären, déi dann douewen sëtzen, garantéieren, dass an der Zukunft d'Qualitéit muss an de Vierdergrond gestallt ginn. An et ass dat, wat dat Wichtegst ass.

En anere Punkt wollt ech awer och nach soen: Mir mussen de Quellverkéier - esou gëtt dat ëmmer an der Literatur genannt - esou fréi wéi méiglech opfänken. De Quellverkéier ass do, wou en am éischten ufänkt. Dat ass do praktesch virun denger Hausdier. A wa mer de Quellverkéier vun eise Frontaliere fréi genuch

opfänken, net nëmmen op der Grenz, wat jo elo scho geplangt gëtt mat deene Park & Riden, mä iwwert d'Grenz eraus...

An dofir gi mir jo op Arel. Mir ginn a Richtung Thionville. Mir ginn a Richtung vu Pärel op der anerer Säit vu Réimech a Schengen. Do si mer amgaang an der Héicht vu Maacher. Ech weess, dass de Buergermeeschter vu Maacher och amgaang ass mat den Nopeschgemengen. A wa mer iwwert d'Grenzen eraus ginn, et ass do, wou déi meescht kënnen opgefaang ginn. A wa mer déi op e performante System eriwwerbréngen, dann, mengen ech, hu mer et gepackt. Dann, mengen ech, kéinte mer och domadder weidergoen.

A bei deenen Etüden, déi elo an der Preparatioun sinn, mat deenen Zuelen, déi de Minister eis an der Kommissioun gewisen huet, ass nach e Stéck ze maachen. Mir wollte bis 2020 mat dem éischte MoDu op en Modal Split kommen - wann ech dat elo nach richteg hei gesinn -: 25% Vëlo an ze Fouss goen; 56% Auto; an 19% ëffentlechen Transport. A wann ech haut kucken, si mer beim Fouss a Vëlo bei 14%, beim Auto nach ëmmer bei 69%, a beim ëffentlechen Transport bei 17%.

Dat heescht, mir si schonn um gudde Wee. Et bleift awer nach e gutt Stéck ze maachen. An dofir freeë mer eis op déi Zuelen, op déi Debatten, déi mer d'nächst Joer hei wäerten hunn, sief et iwwert de Wuesstum am Allgemengen, d'Entwécklung vum Lëtzebuerger Land. Mir freeën eis och op d'Debatt, wa mer déi am Abrëll hunn, iwwert de MoDu 2.0, dee fir 2020 virgesinn ass.

An dann, denken ech, esou wéi meng Virriedner dat och scho gesot hunn, dass mer déi Debatt no 25 Joer am Konsens elo kënnen ugoen, well mir brauchen hei jiddwereen am Boot: d'Gemengen am Boot, de Stat am Boot a schlussendlech eis Leit, eis Bevëlkerung an doriwwer eraus, iwwert d'Grenzen eraus, all déi Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, dass mer déi mat an d'Boot, mat an den Tram kréien. An dofir kënne mir als Gréng nëmmen der Extensioun no riets an no lénks vun dëser neier Tramsbunn zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no 53 Joer ass jo endlech erëm de leschte Sonndeg den Tram duerch eis schéi Stad gefuer. Dat war ouni Zweifel en aussergewéinleche Moment. Et kann een och vun engem historesche Moment schwätzen, well, wéi virdrun hei scho richteg bemierkt ginn ass: Eng modern Stad verkierpert sech haut virun allem awer och duerch ebe modern Transportmëttelen. An zu engem modernen Transportmëttel gehéiert jo ouni Zweifel och en Tram.

Et muss een elo scho feststellen, datt déi éischt Phas hei gutt, ech géif scho bal soen, ganz gutt realiséiert ginn ass; an enger Rekordzäit, kann ee soen. A wann een déi Infrastrukturen de Moment do analyséiert, wann een déi éischt Ramme gesäit, da kann ee méi wéi zefridde sinn. E flotten Tram, deen d'Stadbild och ouni Zweifel wäert verschéineren.

Vum technesche Standpunkt hier ass et och ouni Zweifel gutt, datt zwou Fuerkabinnen an deenen eenzelne Ramme sinn. Wat jo och mat sech bréngt, datt Zäit gewonne gëtt. 450 Leit kënnen transportéiert ginn. An e ka jo bis zu 70 km, dat zwar nëmmen op enger begrenzter Streck, fueren, mä elo kann ee scho vun engem gewëssene Succès vun dem Tram schwätzen.

Sécher ass déi Streck, déi de Moment fonctionnéiert, nach relativ kuerz. Den direkten Impakt op de Verkéier an der Stad Lëtzebuerg kann een nach net ofschätzen. Dofir ass et wichteg, datt mer haut zwou weider Extensiounen hei wäerten decidéieren, déi awer dann, wa se bis definitiv fäerdeggestallt sinn, beweisen, datt de Verkéier an der Stad Lëtzebuerg vill besser an de Gréff geholl gëtt.

De Moment gi jo - an d'Madamm Buergermeeschtesch muss mech berichtegen, wann ech eppes Falsches hei soen - 37 Millioune Passagéier d'Joer mat de Bussen transportéiert. Dat ass eng enorm Zuel. 1991 waren dat nëmme 15 Milliounen. Do gesäit een also schonn, wat fir eng Progressioun do och am Transport vun de Passagéier um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg virkomm ass. Et huet also mussen op deem Gebitt ouni Zweifel eppes geschéien.

Déi rasant Entwécklung kenne mer alleguer. Mir kennen och d'Ursaachen. Op déi brauch een net weider hei anzegoen. An ech beruffe mech dann elo op eng Ausso, déi de Minister an engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" där Deeg gemaach huet, datt 2.200 Bussen u sech elo ersat ginn duerch d'Inbetriebnahm vum Tram.

Datt mer haut hei stinn, datt mer haut kënnen déi zweet Extensioun stëmmen, ass engersäits natierlech och de Verdéngscht vun enger viregter Regierung, besonnesch och vun dëser Regierung, awer och der Ënnerstëtzung vun der Stad Lëtzebuerg, well och ouni d'Ënnerstëtzung vun deene Responsabelen aus deene responsabele Schäfferéit wieren all déi Realisatiounen net méiglech gewiescht.

Den Tracé virun allem op d'Cloche d'Or ass ganz wesentlech. Hei gëtt dann den Zentralpunkt virun allem och d'Gare. Mir wëssen och, datt vun der Gare aus ganz vill Trafic wäert weidergoen op de Ban de Gasperich. De Ban de Gasperich, deen de Mëtte schonn e puermol hei an der Diskussioun war.

Och do gesäit een eng immens Dynamik sech entwéckelen. Dat gesäit ee schonn un der Zuel vun de Kranen, am Fong geholl, kann ee scho bal soen, eng Explosioun vu wirtschaftlecher Dynamik, wou dann awer och nach schoulesch Infrastrukturen hikommen. An et ass evident, datt hei muss ganz kloer e Konzept entworf ginn: Wéi kënne mer déi vill Leit do all Dag dohinner drainéieren? An dann däerfe mer jo och net vergiessen, datt och nach en neie Fussballstadion do gebaut gëtt. Et ass also héich Zäit ginn, datt hei e Konzept entworf ginn ass, wéi den ëffentlechen Transport kann do verbessert ginn.

Et ass och evident, datt laanscht d'Piste vun dem Tram nach Vëlospiste kënnen amenagéiert ginn. Och dat, mengen ech, ass e wesentlecht Element vun der Mobilité douce. An doweinst begréisse mer, datt dat och do, wou et méiglech ass, elo direkt geschitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Fluchhafen huet ouni Zweifel och eng rasant Entwécklung an deene leschte Joren hanner sech. Ech erënnere mech nach drun, wéi den Terminal B 2004 opgemaach gouf, dunn awer erëm zougemaach ginn ass, an elo erëm op ass. Bon, doriwwer kann een och munch Kommentarer maachen. Dat maache mer awer elo haut net. A wann een awer gesäit, wéi d'Zuel vun de Passagéier sech do entwéckelt huet: Déi louch zum Beispill 1990 bei 1.072.264. 2015 waren dat der schonn 2.687.566. An d'Tendenz ass steigend.

Datt also de Findel och endlech un e modernt Transportmëttel ugebonne gëtt, ass méi wéi evident. Sécher hu mer de Moment relativ gutt Busverbindungen, mä dat geet net duer. Mir hunn och Taxien. Mir brauchen en Tram, esou wéi dat och bei all modernem Fluchhafen op der Welt de Fall ass.

Da muss ee jo nach eng Kéier drun erënneren: Mir hate schonn eng Kéier e Gesetz hei gestëmmt, dat war am Joer 2002, wou jo ursprénglech virgesi war, fir en Zuch un de Fluchhafen unzebannen. Sécher war dat och eng Iddi, déi deemools gutt geduecht war. Haut si mer natierlech frou, datt se net realiséiert ginn ass.

Et kënnt natierlech dann och derbäi, bedéngt eben elo doduerch, datt herno de Fluchhafe mam Tram vun der Gare aus kann ugefuer ginn, datt souguer doduerch vläicht méi Eenheemescher net méi mam Auto op de Fluchhafe fueren, mä da mam Zuch op d'Gare, a vun do aus den Tram fir op de Fluchhafen huelen.

Hannert dem Centre de remisage ass jo dann och elo eng 100 m laang Bréck a Richtung Findel geplangt. An ech fannen et och do interessant, datt awer och versicht ginn ass, well jo do vill Bëton entsteet, der Asthetik do eng gewësse Rechnung ze droen an deem Sënn, datt och versicht gëtt, déi Brécken do méi flott ze gestalten. An och dat si wesentlech Elementer, wann ee wëllt, wéi gesot, eng flott a lieweg Stad amenagéieren.

Als Tëschestopp op de Findel ass jo dann och den Héienhaff virgesinn, wou jo e Pôle d'échange entsteet, e wichtege Pôle d'échange, wou jo och 4.000 Plaze fir d'Autoe reservéiert ginn. Dat bréngt dat mat sech, datt besonnesch déi Leit, déi aus dem Norde kommen, déi Leit, déi aus dem Oste kommen, net méi mussen direkt mam Auto an d'Stad fueren, mä do kënnen ëmklammen a sech dann op vill méi eng komfortabel Manéier bis an den Zentrum vun der Stad respektiv souguer spéider bis op d'Cloche d'Or kënne bewegen.

Pro Stonn solle jo, wéi gesot, dann 10.000 Passagéier vum Findel op d'Cloche d'Or transportéiert ginn. Dat packe selbstverständlech d'Bussen haut net. An dann däerf ee jo och net vergiessen, datt den Tram u sech jo awer méi flexibel ass. Dat, wat munchmol vergiess gëtt: Mä en huet en eegene Couloir. En ass net duerch Staue behënnert. An dat mécht natierlech och ganz vill aus.

Wann ee jo bedenkt, datt, wéi gesot, 420 Leit kënnen transportéiert ginn, datt am Duerchschnëtt an engem Auto 1,1 Persoune sëtzt, da kann ee ganz séier ausrechnen, wivill Autoen manner den Dag an der Stad dat u sech kann ausmaachen.

Ech mengen, ee wesentlechen Aspekt, deen ech awer och nach wëll hei ervirsträichen, dat ass d'Accessibilitéit. Et ass wichteg, datt och do un déi Leit geduecht gëtt, déi manner gutt mobill sinn, datt och, wéi gesot, mat der Gesellschaft ADAPTH Kontakt opgeholl ginn ass, fir eben och deene Leit, déi esou e Problem hunn, kënnen d'Accessibilitéit méi einfach ze maachen.

Et ass gëschter eng Motioun hei virgeluecht ginn, fir den ëffentlechen Transport gratis ze maachen. Mir als Demokratesch Partei sinn do awer vill méi staark reservéiert. Ech wëll awer drop hiweisen, datt d'Präisser awer duerch d'Bank hei zu Lëtzebuerg fir den ëffentlechen Transport sozial sinn. Et brauch een nëmmen drun ze erënneren, datt ee fir zwee Euro kann zwou Stonnen duerch d'ganzt Land fueren, inklusiv, wéi gesot, den Tram. Eng Joreskaart kascht 440 Euro. Wann een da méi wéi 60 Joer al ass, kascht se jo och nëmmen 100 Euro. Also, och do muss een awer hei ënnersträichen, datt, ech mengen, dat scho sozial Elementer sinn, déi an der Präisgestaltung matintegréiert goufen.

An da wëll ech och déi gutt Iddi hei ënnersträichen, datt den Tram jo bis Enn Januar elo emol gratis ass, fir eben d'Loscht op den Tram nach méi grouss ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, wann esou Tracéë gemaach ginn, besonnesch deen a Richtung Findel, datt dat natierlech och e gewëssenen Agréff an d'Natur bedeit. Dat hu mer scho gemierkt beim Centre de remisage, wou leider hu mussen eng Rei Beem dru gleewen. Deen aarme Gréngewald, dee jo schonn eng Kéier Blessurë krut, wéi d'Nordstrooss gebaut ginn ass. Op där anerer Säit ass eng elementar Verflichtung vun der Politik, fir dann awer och fir Kompensatiounen ze suergen. An duerfir muss och e Maximum un Naturschutzmoossname gemaach ginn. An et geet jo och ganz kloer aus dem Projet de loi eraus, datt dat och esou virgesinn ass.

Et ass ee Punkt, an deen ass hei virdrun och scho vun deem engem oder deem anere mentionnéiert ginn, dat ass dee vun dem Opstelle vun de Kameraen op den neuralgesche Punkten, fir eben do d'Sécherheet besser kënnen ze iwwerwaachen.

Och mir als Demokratesch Partei si jo vläicht besonnesch derfir bekannt, net onbedéngt Befirworter ze sinn, fir iwwerall Kameraen opzestellen an datt all Handgréff vun de Mënsche soll iwwerwaacht ginn, mä och hei muss een awer vläicht manner puristesch denken a méi rational an och, géif ech soen, méi sécherheetsbezunn. An duerfir bedauere mer och déi Decisioun vun der Nationaler Dateschutzkommissioun, fir, wéi gesot, op deene Punkte keng Kamerae virzegesinn.

Dat ass net onbedéngt förderlech fir de Sécherheetsaspekt. Mir hoffen, datt do awer vläicht dann nach kann en Ëmdenke kommen, well et däerf ee jo awer net vergiessen, datt et am Ausland Gang und Gäbe ass, datt op deene méi geféierleche Punkte jo awer Kameraen installéiert ginn. Dat wier ouni Zweifel awer och am Sënn vun enger allgemenger Sécherheet. An et wier u sech net eng Anengung vun der Privatsphär.

Wa mer scho beim Volet Sécherheet sinn: Natierlech muss och do de Foussgänger, den Autosfuerer sech lues a lues méi un d'Präsenz vum Tram gewinnen. E muss wëssen, datt den Tram eng Prioritéit huet. Mä, ech mengen, och do ass dat eng Affär vun enger gewëssener Ulafzäit. Dann dierft dat och e vill manner grousse Problem duerstellen.

D'Organisatioun vun deenen zwee Chantiere wäert natierlech zu enger Rei vu Perturbatiounen, besonnesch am Verkéier, féieren. Ech weess, datt och - an zu Recht! - d'Geschäftswelt an der Zäit emol sech Suerge gemaach huet, wann Tracéen amenagéiert goufen. Datt dat natierlech och den Accès zu verschiddene Commercë beanträchtegt, ass gewosst. Och hei muss een also, wéi gesot gouf, esou vill wéi méiglech mat der Geschäftswelt zesummekommen, fir dann och eben déi beschtméiglech Léisungen ze fannen.

Wann een hei iwwert déi zwee Projeten diskutéiert, dann ass et evident, datt ee sech och Gedanke mécht: Wéi soll den Tram vu muer ausgesinn? Wat fir eng Extensioune sollen nach virgeholl ginn? Ech denken do zum Beispill, wat den Niveau vun der Stad ubelaangt, un eng Extensioun a Richtung Hollerech-Zéisseng. Dat ass fir eis och e ganz wichtegt Element.

Da sinn och scho Stëmmen aus anere Gemengen, déi sech hei bemierkbar maachen, déi och wëllen eng Ubannung un den Tram hunn. Dat ass legitimm. Dat ass berechtegt. Dat soll och sachlech iwwerluecht ginn, a gekuckt ginn: Wou kënne mer nach gewëssen zousätzlech Linnen amenagéieren? Ech denken hei u Gemenge wéi Leideleng, Bartreng, Stroossen oder Mamer.

Et gëtt och nach aner Gemengen, déi Iddien hunn. Ech wëll dat awer elo net nach verdéiwen, well mäi Kolleeg Gilles Baum wäert och nach hei Positioun bezéien, well och hien eng Virstellung huet, wéi den Tram vu muer nach kéint op anere Plazen ausgesinn.

(Interruption)

Jiddefalls, den Tram huet eng Neigebuert elo erlieft oder ass amgaang, se ze erliewen. Ech mengen, de leschte Sonndeg war en éischte wichtege Schrëtt do ënnerholl ginn. Mir sinn duerfir och der Meenung, datt déi zwou Extensiounen, déi mer haut stëmmen, wesentlech sinn. Doduerch entsteet méi e Ganzt. An et ass och wichteg, datt mer e kohärent Schinnennetz kréien. Dat, wat de Moment ass, ass flott, mä dat geet nach laang net duer. Wann, wéi gesot, déi zwou Extensioune virgeholl sinn, dann huet den Tram ouni Zweifel un zousätzlecher Attraktivitéit gewonnen.

Natierlech däerf een awer och do, genau wéi bei dem Ausbau vun der A3, net ze vill naiv sinn an net mengen, mir hätten dann all Problem geléist. Och an Zukunft wäerte mer eis nach musse mat anere Problemer do ofginn, wat den Trafic, net nëmmen an der Stad, mä och ronderëm d'Stad ubelaangt. Nach gëtt ze vill oft den Auto geholl.

An déi Etüd luxmobil - esou heescht se jo, Här Minister? -, déi Der eis elo kierzlech an der Kommissioun a graffen Zich virgestallt hat, huet jo och ganz kloer bewisen, datt den Auto nach fir ganz vill Deplacementer genotzt gëtt, wat net onbedéngt misst de Fall sinn. Wat jo besonnesch frappant ass, ass, datt jo ganz vill Studente mengen, si misste sech och mam Auto an hir Schoul deplacéieren. Och do muss ee sech awer vläicht emol eng Kéier méi Gedanke maachen, wéi mer kënnen hëllefen, d'Mentalitéit bei Verschiddenen do awer ze änneren.

An deem Sënn, wéi gesot, ginn ech awer elo schonn och den Accord vun der Demokratescher Partei. Mir si frou, datt mer haut déi zwou Extensiounen hei stëmmen a freeën eis drop, datt déi Aarbechten esou schnell wéi méiglech kënne realiséiert ginn. Dat ass am Interêt vun enger besserer Verkéiersorganisatioun, virun allem um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Jo, mir als ADR waren, mir sinn och nach ëmmer a mir bleiwen och haut nach géint déi falsch Léisung vun engem richtege Problem.

Mä d'Leit, déi an d'Stad wëlle schaffen oder akafe kommen, vun esou wäit wéi nëmme méiglech ofzehuelen, dat fannen och mir nach ëmmer richteg. De Knackpunkt ass a bleift an der Stad selwer. Eis Alstad ass an eisen Ae fir den Tram einfach net gemaach.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ze enk sinn d'Stroossen, ze grouss d'Nuisancen, déi de Chantier den Awunner bréngt, de Geschäftsleit bréngt, ze grouss de Stau, dee wäert op neuralgesche Punkten, wéi zum Beispill der Place de l'Étoile, entstoen an eisen Aen, ze grausam och d'Verschampeléierung vum Glacis an esou weider. J'en passe et des meilleurs.

Duerfir ware sinn a bleiwe mir Verfechter vun enger ënnerierdescher Léisung. Mir hunn déi Léisung „City Tunnel" genannt, et kann ee se och „Metro" nennen. Den Ënnerscheed ass just, datt mir am City Tunnel mat besteeënden Zich oder mengetwege mam Tram ënnert der Stad erduerch gefuer wieren, ouni datt muss ëmgeklomme ginn.

Aus allen Himmelsrichtunge wieren déi Zich, oder eben den Tram... Ech hunn dem Här Negri seng Ausféierungen zu den technesche Virdeeler vun engem anere Genre Zuch héieren. Déi kommen aus allen Himmelsrichtungen, mä fuere virun der Stad an ënnerierdesch Tunnellen. An do kënnen d'Leit dann ënnerierdesch op deene Statiounen erausklammen,

wou se schaffen oder wou se wëllen hikommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- En fait maacht Dir haut deelweis genau datselwecht: Schinnen, déi vu wäit - hei gëtt da vu Findel an Houwald a Cloche d'Or geschwat, an den Här Negri huet der scho vu méi wäit ugekënnegt, an en huet recht, der Uni Esch a firwat net der Grenz - bis an d'Stad kommen. Eng gutt Léisung! Den absolutten Ënnerscheed bleift awer, datt mir déi Schinne bannent der Stad ënnerierdesch geluecht hätten. Dat war, ass a bleift technesch machbar, net méi deier, an déi eenzeg richteg Léisung.

D'Extensiounen, iwwert déi Der elo hei diskutéiert, retten also vläicht eng falsch Léisung, mä et bleift an eisen Aen, zumindest fir d'Stad als solch, eng falsch Léisung.

Ech hunn dann nach eng speziell Fro an eng Motioun.

Meng speziell Fro un den Här Minister ass: Stëmmt et, datt eng Ofzweigung vun der Tramslinn um Kierchbierg geplangt ass? Um Boulevard Adenauer vis-à-vis vun der Europaschoul, do soll jo en autofräie PAP, genannt „Laangfur", entstoen an och en zousätzleche Lycée. Ech hu mer soe gelooss: Wann een esou eng Linn géif dohinner zéien, da misst eng Ëmweltschutzzon, déi als Zone nationale klasséiert ass, do derduerchfueren. Wéi stitt Dir dozou? Stëmmt et, datt Der dozou positiv stitt?

An ech mengen, mir wëssen, datt déi Zone-nationallen haut Zone sinn, wou ee souguer fir e Picknick eng Autorisatioun vum Minister brauch. Et wier also interessant, dat dote gewuer ze ginn.

Da wëll ech och nach eng Motioun ofginn, well mer jo grad iwwert den Tram diskutéieren. An do geet et ëm LuxTram als solchen, dee jo zu 100% der Stad an dem Stat gehéiert, deen ausschliisslech um nationalen Territoire aktiv ass, wou awer fir d'Aarbechtsplaze Franséisch obligatoresch als Sprooch verlaangt gëtt.

(Interruption)

Jo, et ass esou.

Den Här Minister fir nohalteg Entwécklung huet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vu mengem Kolleeg Fernand Kartheiser geäntwert, et wier aus Sécherheetsgrënn néideg, datt do Franséisch als operationell Sprooch géif agesat ginn. Ech froe mech dann, wéi et da bei de CFL ass, gellt, Här Negri, wou d'Leit jo international aktiv sinn, firwat datt do dann d'Lëtzebuergescht duergeet. Oder sinn do Sécherheetsbedenke bei de CFL? Ech denken net. Ech gleewen einfach där Äntwert vum Här Minister net.

An eiser Motioun hätte mer gären, datt mer d'Regierung opfuerderen, datt bei LuxTram déi Plazen, déi an Zukunft ausgeschriwwe ginn, obligatoresch d'Lëtzebuerger Sprooch verlaangen an datt déi Leit, déi haut scho bei LuxTram agestallt sinn, besonnesch déi, déi am Kontakt si mat den Usageren, esou séier wéi méiglech Lëtzebuergesch léieren.

A schlussendlech, well de Fernand mech op déi gutt Iddi bruecht huet, den Här Kartheiser, hu mer dann och nach als drëtt Opfuerderung drugehaangen, datt solle Leit, déi fräiwëlleg an eiser Arméi waren, beim Rekrutement bevirdeelegt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

D'Chamber stellt fest,

- datt LuxTram zu 100% a Lëtzebuerger ëffentlecher Hand an ausschliisslech op engem klengen Deel vum nationalen Territoire aktiv ass;

- datt LuxTram fir Aarbechtsplaze Franséisch obligatoresch verlaangt, iwwerdeems Lëtzebuergesch an Däitsch nëmmen als Virdeel ugesi ginn;

- datt d'Sproochegesetz vum 24. Februar 1984 de Gebrauch vun eiser Nationalsprooch Lëtzebuergesch a vun eisen Amtssprooche regelt;

- datt den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°2795 dëst Bevirdeelege vum Franséischen als „operationell Sprooch" mat Sécherheetsgrënn erkläert;

- datt d'Lëtzebuerger Eisebunn, obwuel si och international aktiv ass, an hire Beruffsufuerderunge Lëtzebuergesch verlaangt,

fuerdert d'Regierung op, derfir ze suergen,

- datt LuxTram bei Plazen, déi an Zukunft ausgeschriwwe ginn, obligatoresch d'Lëtzebuerger Sprooch verlaangt;

- datt, déi Leit, déi LuxTram agestallt huet, a besonnesch déi Leit am Kontakt mat de Passagéier, esou séier wéi méiglech Lëtzebuergesch léieren;

- datt LuxTram beim Rekrutement Fraiwëlleger aus der Arméi besonnesch berücksichtegt.

(s.) Roy Reding.

Une voix.- Hie mellt sech vläicht.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hutt Dir eppes do dergéint?

Une voix.- Neen, ech hunn eigentlech näischt dergéint.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den nächste Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Da kréie mer elo e Militärtram, wann een dat richteg versteet.

(Hilarité)

Ech wäert mech kuerzfaassen, well, ech mengen, den Historique ass haut vun alle Säiten eng Dose mol gemaach ginn. Ech mengen, mir wëssen elo Bescheed. Et ass u sech keng Diskussioun iwwert den Tram, et ass eng Extensioun vum Tram.

Ech maachen awer dann e mini Historique, well ech ka mech erënneren, déi éischt Parlamentswahlen, déi ech aktiv matgemaach hunn, dat war 1999. An do war eng Wahlparty an do huet eng deemoleg Beamtin aus dem Transportministère traureg dragekuckt a mir gesot: „Elo ass den Tram dout", oder „de BTB", sot si deemools. A si hat net onrecht, well dunn ass d'DP an d'Regierung erakomm a mir hunn immens vill Jore verluer. Ech wollt dat just nëmmen erëm eng Kéier zur Erënnerung bréngen, well wou ech den Här Gusty Graas héieren hu schwätzen, dunn hat ech bal den Androck, datt een der DP iergendeng Kéier och nach misst Merci soe fir den Tram. Dat ass net de Fall.

Mir begréissen natierlech, datt... Déi Ausweidung wäerte mer natierlech matstëmmen. Et ass eng ganz spannend Saach. Mir hoffen och, datt et weider Entwécklunge wäert ginn, wat den Tram ugeet, well dat bestëmmt och néideg ass.

Ee Saz wollt ech awer nach zu de Kamerae verléieren. Ech mengen, et geet jo haaptsächlech drëms, wann een iwwer Sécherheet schwätzt, datt een och Personal am Tram huet, also souwuel, datt een derfir suergt, datt eng mënschlech Präsenz do ass; net onbedéngt iwwer Securityagencen, déi net onbedéngt déi Leit hunn, déi dofir forméiert sinn, mä datt ee wierklech och mat Mënschen eng Präsenz hätt.

An et kéint jo an déi Richtung goe justement, datt een eng Gratuitéit - an da schwätzen ech och schonn eng Motioun un - am ëffentlechen Transport hätt. Mir wësse jo, datt mer elo e puer Deeg d'Gratuitéit wäerten am Tram hunn, fir e schmackhaft ze maachen. Ech mengen, souwisou, dovun ofgesinn, brauchen d'Leit déi Gratuitéit net, fir e schmackhaft ze maachen, well deen ass scho schmackhaft esou. Mä e gëtt et nach méi, an do huet den Här Graas recht, wann e gratis ass. Dat wier och de Fall beim Bus, dat wier och de Fall beim Zuch. An dat muss een net onbedéngt op eng Woch limitéieren. Et kéint een dat permanent schmackhaft maachen.

An da kéint een och dat Personal, wat normalerweis misst do sinn, fir d'Ticketen ze kontrolléieren... Dobäi muss ech soen: Als Stater weess ech net, wéini ech fir d'lescht an engem Bus kontrolléiert gi sin. Et ass net schlëmm, mä bon, et ass egal. Datt een dat Personal awer och kéint benotzen, fir en anere Service un d'Usageren ze ginn. Dat wier eng interessant Saach. An do kéint ee sech vläicht och d'Fro vun de Kameraen erspueren.

Voilà! Mir wäerten déi zwee Projet-de-loien natierlech ënnerstëtzen. An ech ginn dovunner aus, datt mer d'Motioun herno huelen? Da brauch ech net...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà! Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann d'Madamm Polfer. Ausser der Rei, oder? Well Dir sidd nach ageschriwwen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ausser der Rei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ausser der Rei! D'Madamm Polfer ausser der Rei als Reaktioun.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech probéieren awer, an der Rei ze schwätzen.

(Hilarité)

Neen! Ech fille mech awer elo wierklech genéidegt, ganz kuerz d'Wuert ze huelen. Ech weess net, Här Wagner, ob Der e Sonndeg do waart, wéi mer eben den Tram...

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- Aah!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Voilà, dat gesäit een. Well soss hätt Der dat net kënne soen, wat Der elo gesot hutt. Ech mengen, souwuel den Här Minister huet et ganz kloer gesot, wéi ech selwer och: De BTB ass net 1999 gestuerwen duerch d'DP, mä de BTB ass vu sech selwer gestuerwen, well en net machbar war. A souwuel den Här Minister huet dat gesot...

2003 koum d'Etüd eraus, datt de BTB technesch net machbar wier. Dat hunn d'CFL gesot, an dat huet och de Bureau d'étude, dee selwer awer de BTB...

(Interruption)

Dach, dach, dach.

...dee selwer de BTB gemaach huet. Ech wëll elo den Numm net hei soen, mä dee Projet, dee 1994 sollt op d'Schinne gesat ginn, dat war den Zuch duerch d'Stad. Dat war net den Tram, esou wéi en eben elo ass. Dat war den Zuch-Tram, deen op deenen nämlechte Schinne sollt duerch d'Stad kommen, wéi en iwwert d'Schinne vu Beetebuerg sollt erakommen.

Effektiv, ech perséinlech, an ech hunn dat dee Moment e Sonndeg gesot, hunn dorun ni gegleeft, hunn der Bunn...

(Interruption)

Jo. De Bus-Tram-Bunn!

An deen ass senges eegenen Doudes gestuerwen, well déi nämlecht Leit, déi deen op d'Schinne wollte setzen, hunn herno mussen alles nokucken an den Etüden, déi hu selwer musse soen, datt dat technesch net méiglech gewiescht wier.

Mä, wéi gesot, den Här Minister wäert jo nach Stellung huelen. Hien huet et e Sonndeg selwer och nach eng Kéier gesot. Do sinn also effektiv zéng Joer - zéng Joer! - verluer gaangen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Gilles Baum elo d'Wuert. Den Här Wilmes huet verzicht.

Une voix.- Wéi dann?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Serge Wilmes huet verzicht.

M. Gilles Baum *(DP).*- Très bien!

Une voix.- Très bien!

(Exclamations)

M. Gilles Baum *(DP).*- Très bien! Et ass gutt. Da sinn ech dee Leschte fir dëst Joer? Dat ass gutt.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, haut stëmme mer d'Extensioun vum Tram a Richtung Cloche d'Or an a Richtung Findel, Projeten, déi eng etlech Rei Joren no vir gezu ginn. An dat ass och gutt esou.

An dobaussen an der Diskussioun gëtt och scho geschwat iwwert d'Extensioune Richtung Stroossen, Bartreng, Mamer, Leideleng. An och dat ass gutt esou.

Wa mer wëllen de Verkéier aus der Stad eraushalen - an ech mengen, do si mer eis alleguer eens -, da musse mer de Verkéier virun der Stad opfänken. An do wäerte mer mussen an Zukunft kreativ ginn a mir wäerte vläicht mussen an Zukunft e bësse méi queesch denken, e bësse méi Querdenker spillen, fir der Situatioun Här ze ginn.

Ech hunn de Sonndeg d'Riede ganz interesséiert gelauschtert am Tramsschapp. An et ass vill dovu geschwat ginn, dass, wann een e Projet wëllt ugoen, ee muss eng Visioun hunn, dass ee muss dru gleewen, dass een haartnäckeg muss sinn a virun allem dass een och e laangen Otem muss hunn. Eppes feelt mer awer, an ech mengen, wann ee wëllt eppes realiséieren, da muss ee sech matzäite mellen an da muss ee matzäiten och de Fanger weisen.

Wann ech moies d'Neiegkeete lauschteren, esou wéi Dir och, Kolleeginnen a Kolleegen, dann héieren ech ëmmer nëmme vum Stau op der A1, op der A7, op der Escher, op der Diddelenger, mä komescherweis gëtt ni iwwert dat geschwat, wat sech op der lechternacher Streck ofspillt, op der N11, op der E42. An do ass regelméisseg an och all Dag, all Dag moies an owes Réckstau vun dräi bis véier Kilometer bis zur Opfaart erop op d'A7, déi dann zesummekënnt mat der Nordstrooss.

Wat fir eng Leit sinn dat, déi do moies am Stau stinn? Dat sinn eis däitsch Kolleegen, net déi mam TR-Zeechen, mä déi mam Bitburger Zeechen, déi do stinn. An et sinn haaptsächlech d'Awunner aus dem lechternacher Kanton, aus de Gemenge Bech, Beefort, Bäerdref, Konsdref, Waldbëlleg, lechternach, Rouspert an natierlech och aus der Gemeng Jonglënster.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De ganzen Osten!

M. Gilles Baum *(DP).*- Neen, et ass net dee ganzen Osten. Et ass ee vun dräi Kantonen, Här Gibéryen, awer net déi mannst.

Wann d'Extensioun Richtung Findel 2021 ofgeschloss ass, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, da wär ech frou, wa sech am MDDI, am Ministère, zesumme mat alle Servicer sech géif Gedanke gemaach ginn, fir och e Pôle d'échange op de Waldhaff ze kréien. E Pôle d'échange fir Bus, fir Auto a fir Tram um Waldhaff, wéi gesot. Ech mengen, do misste mer terrainsméisseg keng Problemer hunn, well mir hunn do e ganz groussen Terrain leien. An alleguerten déi Leit aus deene Gemengen, déi ech elo opgezielt hunn, déi wäerten doudsécher net iwwert den Héienhaff fueren, fir an d'Stad ze kommen, well dat e risegen Ëmwee wär.

Ech weess, dass dat do net wäert haut a muer geschéien. Duerfir hunn ech Iech jo virdru gesot, dass ee muss fir Projeten e laangen Otem hunn. An ech wär dann och frou, wa mer mat deem dote Projet fäerdeg wären, wa mer géifen d'Schinnen duerch déi drëtt Bunn am Gréngewald leeën, fir op Jonglënster ze kommen, fir an d'Gemeng Jonglënster mam Tram ze kommen. Duerfir, Här Minister, ech weess, dass dat do net fir haut a muer ass, mä an der Politik muss een, wann ee gären eppes hätt, de Fanger matzäite weisen.

Firwat d'Gemeng Jonglënster? Et ass net nëmmen déi gréisst, et ass net nëmmen déi, déi bei Wäitem déi meeschten Awunner huet, et ass net nëmmen déi Gemeng, déi och déi meeschten Aarbechtsplazen huet, et ass haaptsächlech eng CDA-Gemeng an et ass eng Gemeng, wou all Dag, haut schonn, 17.000 Autoen iwwert de Contournement fueren. An Dir sidd sécher, et wäerten där 17.000 Autoen net manner ginn.

Ech si mer ganz bewosst, dass mer dat doten net vun haut op muer kréien. Ech si mer ganz bewosst, dass mer alleguerten zesummen, fir esou e Projet ze realiséieren, laang Zäit brauchen. Méi wéi 10 Joer mat Sécherheet, vläicht 15. Mä ech kommen nach eng Kéier op dat zréck, wat den Här Minister am Tramsschapp gesot huet: „Wann een e Projet am Kapp huet, da muss een dru gleewen."

An, Här Minister, ech gleewe ganz staark drun, dass mir zwee an 10 oder a 15 Joer vu Jonglënster mam Tram bis an d'Stad wäerte fueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ech wënschen Iech et!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Si keng weider Wuertmeldungen? Den Här Negri? Jo, Dir hutt nach Riedezäit.

(Brouhaha)

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech hat a menger Ried ganz bewosst gesot, dass ech op déi 25-järeg Geschicht vum Tram net méi wéilt zréckkommen. Mä ech wëll awer soen, dat hunn ech ganz bewosst gemaach, an ech hunn och ganz bewosst versicht, en Ausbléck ze ginn, wat ee ka maachen, virun allem a Richtung vun deem, wat sengerzäit de BTB oder den Train-Tram vun der Knoflacher-Etüd war. An ech muss soen, dass ech dat och ganz bewosst gemaach hunn, aus deem Grond, well dat einfach net richteg ass, well a kenger Etüd jeemools geplangt war, en Zuch duerch d'Stad ze bauen.

Dat ass einfach net richteg! Et war virgesinn, en Train-Tram ze bauen. An ech mengen, mer hu jo hei ee Kompromiss fonnt - dat ass de Sonndeg och gesot ginn -, 2005, 2006 konnte mer eis eenegen op en Tram léger, wéi dat heescht, deen immens flott ass a wou mer jo och net méi sollen doriwwer diskutéieren. Mä ech mengen, et soll een awer och bei der Saach bleiwen. Ech hu kee Problem dermat, dass keen Train-Tram duerch d'Stad fiert. Dat ass absolutt richteg! Mä dat war ni en Zuch. Ech wëll dat just nach eng Kéier ënnersträichen.

Une voix.- Très juste!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dir hutt ganz recht, et war een Train-Tram.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Et war en Train-Tram geplangt duerch d'Stad Lëtzebuerg.

(Interruption)

Dat war just keen Zuch. An dofir mengen ech, hunn ech ganz bewosst nach eng Kéier déi Projeten opgezielt, wou ech mengen, dass et derwäert ass, fir dass een awer trotzdeem beim Train-Tram net einfach mécht, wéi wann dat eppes wär, wat net ze maache wär ronderëm d'Stad, am Süden oder am Norde vum Land.

Ech hu virdrun dat Beispill geholl - kommt, mir huelen dat! - am Norden, vun Dikrech an esou

weider. Ech mengen, dat mécht awer vläicht Sënn, sech an Zukunft Gedanken doriwwer ze maachen, well déi Mobilitéitsfro, ech mengen, den Här Gibéryen huet et virdru gesot, mir kommen do einfach net no. An et geet net duer, mat engem Moyen ze soen: Dat ass elo d'Léisung. Ech mengen, mir mussen all déi Moyenen cumuléieren. Dofir kënnt jo déi Debatt, wéi den Yves Cruchten gesot huet, fir d'Autobunnen ze vergréisseren an esou weider. Mä mer sollten awer och vläicht deen Train-Tram net elo verdamen, dass dat wierklech eng Katastroph war.

Ech mengen, wa mer eis doriwwer eens sinn, da wär kee Problem do. Ech wollt dat just, wann Der erlaabt, nach eng Kéier soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An elo kënnt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, ganz schnell, fir dass ech keng Zäit hunn, fir nach eng Fro ze stellen.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt hei soen, datt ech immens frou sinn, datt, bis op dräi Ausnamen, hei eng richteg Trambegeeschterung ausgebrach ass an dësem Parlament. Well wann ech hei alles nogelauschtert hunn, wat hei alles gefuerdert gëtt, ech mengen, da gëtt et kee Stéck méi am Land, wou net herno en Tram fiert.

(Hilarité)

Neen, Wolz. Ech mengen effektiv, de Buergermeeschter vu Wolz war deen Eenzegen, dee sech net gemellt huet, ...

(Hilarité)

... mä fir de Rescht mengen ech, war zimlech alles ...

(Interruption)

Péiteng och nach? Okay, da maache mer en och nach op Péiteng.

(Hilarité et brouhaha)

Neen, Här President, Spaass beisäit. Ech wëll vläicht am Ufank e puer Wuert soen iwwert déi zwou Extensiounen, déi geplangt sinn, awer ech maachen et ganz kuerz. Ech wëll der Madamm Lorsché Merci soe fir hire gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, wou alles dran ass, ëm wat et geet.

Fir d'Éischt emol zu deem Deel op d'Cloche d'Or, Ban de Gasperich, Houwald, fir deen unzebannen. An ech muss soen, et läit mer wierklech um Häerz, ze betounen, datt dat deen allerwichtegsten Deel ass, dee relativ schnell oder esou schnell wéi méiglech muss gebaut ginn. An ech muss och soen: Et ass richteg, datt mäin Haaptsouci war, wéi ech an d'Regierung komm sinn, fir de MoDu, deen ech 2012 och begréisst hunn an der Oppositioun, esou séier wéi méiglech ëmzesetzen. Ech muss allerdéngs soen - an dat wëll ech awer hei ënnersträichen -, datt am MoDu den Tramausbau dohinner eréischt virgesi war fir 2030.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Horizont 2030!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, Horizont 2030, Här Wilmes, dat ass net Horizont 2021. Do si mer ons jo awer eens, neen?

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- An net 2030!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, dat sinn zéng Joer virgezunn. Gitt eis dee Meritt, datt mer dat awer agesinn haten! An ech wousst och firwat. An ech wousst och firwat! Den Här Wilmes huet mer eng Fro ze stellen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Soll ech em d'Wuert ginn?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Wilmes, ech ginn Iech d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Neen. Ech hat jo virdrun de Choix getraff, näischt ze soen.

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien!

Well ech wosst, ech hunn drop gewaart, ...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech mengen, et wier och besser gewiescht, Dir wäert dobäi bliwwen!

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Ech hunn nääm-lech festgestallt, datt et net géif erëmkommen. Mä elo sot Der et awer nees. Mä Dir musst awer fairerweis zouginn, kee Mënsch,...

Une voix.- Stellt Är Froen!

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Och elo d'CSV, mir sinn natierlech frou, datt dat éischter geschitt ass. Mä esou stoung et awer och an der Dokumentatioun dran! An dat ass awer ni erwäänt ginn! Et ass eng Kéier en toutes boîtes erausgaangen am ganze Land, wou de Phasage erklärt war. Do stoung dran Horizont 2030, an et stoung erklärt ënnendrënner, datt et natierlech géif ofhänke vun der sozioekonomescher Entwécklung vum Land an notamment vun der budgetärer Situatioun. Ech kann Iech dat hei virliesen, ech hat et eng Kéier erausgedréckt.

Une voix.- Neen!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här Wilmes. Här Wilmes, Der sidd...

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- An dat heescht, deemools ware mer 2012 an enger Situatioun, wou mer an enger Kris waren, wou mer net wossten, ob mer déi Suen hätten, fir et esou séier ze maachen. Awer keen, kee kontestéiert, och mir net als CSV, datt et gutt ass, datt dat elo séier gemaach gëtt. Mä mer wäre just frou, wann endlech géif opgehale ginn, ze soen, dat wär eréischt 2030 geplangt gewiescht. An „Horizont" ass approximativ, dat ass ongeféier, an et hätt näischt verhënnert, dat éischter ze maachen, wat Der jo gemaach hutt. Voilà!

(Brouhaha)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, do war zwar keng Fro dran, mä ech wëll awer nach eng Kéier dorobber agoen, fir dem Här Wilmes ze soen,...

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Sidd Dir och där Meenung, datt dat awer net falsch ass, wat ech gesot hunn?

(Hilarité générale)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, ech sinn där Meenung, Här Wilmes, datt Der dat Dokument natierlech gutt gelies hutt an et och richteg zitéiert. An zum Horizont 2030 soen ech Iech, d'Strukturdaten, wéi Der se nennt, wivill Aarbechtsplazen am Ban de Gasperich an op der Cloche d'Or, um Houwald géifen entstoen, déi waren 2012 glaskloer. Well 2012 war scho relativ kloer, wat éischtens do war an och wat an den nächste Jore géif dohinner kommen.

An ech kann Iech soen, datt ech mat där Kap, déi ech virdrun hat, déi Dir elo hutt, datt ech mech mat där Kap als Mobilitéitsschäffe scho Jore virdrun duerfir agesat hunn an ëmmer sougutt dee viregte Minister wéi deen, deen nach virdrun do war, versicht hunn ze drécken, datt, wann ech gelift, deen Tram soll direkt gebaut gi bis op d'Cloche d'Or erop, well ech einfach der Iwwerzeegung war, datt dat unerlässlech wär, wann déi Cloche d'Or an de Ban de Gasperich nach solle fonctionnéieren. Also déi Strukturdaten, déi hunn 2012 ganz kloer erginn, datt een dat direkt misst maachen an net eréischt no 2020.

An da wëll ech Iech och soen, wat de Finanzement ubelaangt: Also mir hunn 2014 hei dat éischt Finanzéierungsgesetz gestëmmt. Dat hutt Der matgestëmmt. Parallell dozou hu mer eng Motioun eraginn. An déi Motioun huet mer et iwwerhaapt eréischt erlaabt, datt ech d'Studie kéint maachen, fir datt mer fir 2021 dat heite färdegkréien.

Dir hutt déi deemools net gestëmmt mam Argument, well Der gesot hutt, de Finanzement wier net kloer. De Finanzement war deemools genausou kloer wéi haut. Well ech hunn deemools gesot, datt d'Regierung an d'Koalitiounsofkommes drageschriwwen huet, datt de Stat sech géif engagéieren a verflichten, dat esou séier wéi méiglech ze bauen, well mer déi Strukturdaten eecht geholl hunn, an datt de Stat géif 100% vum Finanzement iwwerhuelen. A genau dat steet hei an deem Gesetzestext dran. Dir hutt dat deemools net matgestëmmt. Kommt, mir sinn awer fair, da soe mer dat esou!

Ech si frou, datt Der haut Är Meenung geännert hutt. Ech fannen, am Liewen ass et net esou, datt engem eng Zack aus der Kroun erausfält, wann een eng Kéier seet: Ech hu meng Meenung geännert. Ech si frou, datt Der se geännert hutt an datt Der haut d'Gesetz matstëmmt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wëll awer dann och soen, datt deen aneren Deel op de Findel zwar vläicht net gradesou wichteg ass wéi deen op der Cloche d'Or - deen op der Cloche d'Or ass méi urgent -, mä deen op de Findel ass och ganz wichteg.

Firwat? Mä wéinst dem Héienhaff a well ronderëm de Findel natierlech vill Aarbechtsplazen entstinn a ganz vill Leit vun do kommen. An et gëtt esou gebaut vun den Accèsen, datt natierlech mat deem Park & Ride, e grousse Park & Ride, deen dohinner kënnt, ganz kloer eng ganz nei Méiglechkeet geschafe gëtt, fir do de Verkéier ze entlaaschten, haaptsächlech och dann eben um Kierchbierg op deenen Accèsen, wou mer wëssen, datt mer haut grouss Problemer hunn, well déi Leit kënnen do op den Tram herno an Zukunft ëmsteigen.

Also déi zwou Extensioune si wichteg. Natierlech ass den Timing extrem serréiert. Et ass ambitiéis, fir den Dezember 2021 dat färdeg ze hunn. Mä ech mengen, et ass e puermol gesot ginn, och vum Här Lies: Et muss ee sech hei ambitiéis Ziler setzen, fir datt ee weiderkënnt. Et ass och esou, den Här Lies huet eng ganz Rei richteg Remarquë gemaach am Zesummenhang mam Houwald. Mir hunn elo emol eng Konventioun zesummen ausgehandelt an ausgeschafft, déi ënnerschriwwen ass tëschent dem Stat an engem grousse Proprietaire vun Terrainen an der Rue des Scillas, déi mer brauchen. Et sinn nach zwee anerer.

Ech muss awer soen, do sinn d'Gespréicher och ganz positiv a ganz konstruktiv. Déi wollte just net mat op de Wee goe vun enger Konventioun, mä si hu gesot, si wéilte separat mam Stat den normale Wee fuere vun Emprisë verkafen, oftrieden un de Stat. An ech mengen, dat ass elo dem Stat a mir zimlech egal. Ech mengen, et geet eis drëms, datt mer hei séier weiderkommen.

Do ass och eng Entreprise derbäi, ech mengen, déi iergendwann eng Kéier mëttelfristeg wäert wahrscheinlech vun do fortgoen. Mir hëllefen och, datt déi en aneren Emplacement fënnt, souguer een, dee besser läit fir si als Entreprise wéi haut. Mä ech mengen, datt déi Gespréicher ganz gutt lafen, an ech si ganz optimistesch, datt mer dat hikréien.

An och, Dir hutt zu Recht d'Fro opgeworf vun den Haiser, déi elo... Do sinn een, zwee Haiser e bëssen duerch Emprisë betraff. Do lafen d'Diskussiounen awer och ganz gutt, muss ech soen. Mä virun allem hunn d'Leit sech natierlech Suerge gemaach, ob dat net géif Kaméidi maachen. An ech mengen, d'Gespréicher sinn och do ganz gutt.

A mir hunn hinne versprach, also LuxTram esou gutt wéi Ponts et chaussées, datt am Kontext vum Ëmbau vun der Strooss wéi och vum Tram - den Tram läit zwar op där anerer Säit, deen ass elo net esou direkt betraff - natierlech alles gemaach gëtt, wéi Kaméidisetüden, a gekuckt gëtt, och Mesuren ze ergräifen, datt keng Nuisance fir déi Leit do ass. An ech muss och soen, datt déi Gespréicher och ganz positiv waren.

An dann zu där Fro mat dem Ausbau vun der Gare Houwald, also dem Accès eriwwer a Richtung Ban de Gasperich. Ech mengen, dat ass ganz kloer och mäi Wonsch. An ech hu sougutt de CFL wéi och de Ponts et chaussées gesot - well d'Ponts et chaussées fänken d'nächst Joer un, d'Busgare ze bauen op där anerer Säit -, datt mer direkt dee Foussgängeriwwergang matbauen. Dat misst relativ gutt goe parallell zu dem Bau vun der Busgare.

Dat heescht, datt scho laang virdrun, ier de Pôle d'échange, also déi ganz Gare färdeg ass an den Tram do ass, et mindestens scho vun der Gare Houwald och iwwer ee Fousswee an och souguer vläicht e Vëloswee méiglech gëtt, fir Richtung Ban de Gasperich an op de Park & Ride ze kommen, wat sécherlech an der Iwwergangsphas, déi net einfach gëtt, vill hëlleft.

Ech mengen, mir mussen eis hei bewosst sinn, 2019 wäerten do ganz, ganz vill Aarbechtsplaze bäikommen an dann hu mer nach net den Tram an och net de Pôle d'échange a senger kompletter Versioun, déi ganz Gare, wéi se herno wäert färdeg sinn an esou weider. Dat gëtt eng ganz schwiereg Phas, obscho mer d'Boulevarde bis dohinner färdeg kréien. Ech mengen, Dir gesitt jo...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- A mir hunn de Stadion.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, genau. Also ech mengen, datt dat eng schwiereg Phas gëtt a mir musse kucken, datt an där Iwwergangsphas do, bis dann den Tram an d'Pôle-d'échangë färdeg sinn, alles wierklech esou gemaach gëtt, datt méiglechst vill Méiglechkeeten awer kënne bestoen, fir dohinner ze kommen.

Och de Busreseau ass jo schonn ëmorganiséiert ginn haut, sougutt d'Stad Lëtzebuerg huet zwou Buslinnen organiséiert, déi elo wäerten d'Gare scho bedéngen an eriwwerfueren an de Ban de Gasperich, wéi mir och um Niveau vum RGTR hunn eng Rei Linnen esou geluecht, datt mer vun do eng Verbindung kréien.

An dat ass och e grousse Gewënn, muss ech soen, well ganz vill franséisch Frontaliere schaffen an där Aktivitéitszon do, an deenen Aktivitéitszonen do. An déi wannen natierlech och elo haut, genausou wéi een, dee vum Norden erofkënnt, scho mat der Gare Houwald enorm vill Zäit, well déi net méi op d'Gare Lëtzebuerg brauchen ze fueren an da mat engem Bus erëm komplizéiert zréckzefueren. Déi hunn en direkten Accès eben op hir Aarbechtsplaze vun do.

Zu dem weideren Ausbau duerno, dat heescht de regelrechte Contournement vun Alzeng, wat jo dat lescht Stéck ass, do si mer amgaange mat der EIE, do ass déi éischt Phas ageleet. Dat heescht, den Environnementsministère an och de Ministère de l'Aménagement du territoire, déi hunn d'Këschte mat den Dossiere scho kritt. Déi hunn en Delai vun dräi Méint, wou se mussen hir Avisen ofginn. Dat wäert da bis Enn Mäerz färdeg sinn. Ech ginn dovun aus, datt mer Abrëll, Mee an d'ëffentlech Prozedur gi fir dee ganze Contournement an dem Kader vun der EIE, soudatt mer dat nach virum Summer kënnen ofschléissen an datt dann ab Hierscht, géif ech emol soen, d'Stroossebauverwaltung kann um APD schaffen.

Dann nach zu deene ganzen Ausbaupropositiounen, déi hei gemaach gi sinn. Ech wëll elo net op déi eenzel Detailer agoen. Ech mengen, dat mécht net ganz vill Sënn. Ech wëll just soen, datt mer sollen oppassen, bei aller Freed, déi ee kann hunn, fir elo iwwerall Trammen ze bauen: Mir mussen haut an eise Mobilitéitsbedierfnisser, déi mer hunn, op d'Multimodalitéit setzen. Dat heescht vum Foussgänger bis zum Auto, alles, d'ganz Kette vu Mobilitéitsträger, déi et gëtt, musse mer notzen an intelligent notzen a matenee verknäppen. An da mécht et net ëmmer Sënn, elo ze mengen, mer géifen iwwerall mam Tram de Problem léisen.

Éischtens kann den Tram nëmme fonctionnéieren am Zesummespill mam ganze Rescht an zweetens gëtt et Plazen, wou et vläicht aner Verkéiersmëttele gëtt, déi wéinst der Capacitéit, déi mer brauchen, duerginn, also wou mer net onbedéngt en Tram musse bauen. Also d'Beispill vun der N11: Mir si ganz an den Detailstudien, fir vum Waldhaff eng Busspuer op de Kierchbierg ze bauen. An do kënnt dann e Bus-Pôle d'échange um Waldhaff. Dat géif ganz vill hëllefe fir d'Leit, déi vun der Iechternacher Streck kommen, datt déi mat de Busse ganz schnell op de Kierchbierg kommen oder vill méi schnell wéi haut. Mä wéi gesot, dee Projet ass an der Schlussphas a léisst sech och maachen. An et gëtt och eng Studie gemaach, wéi mer vun do aus weiderfueren.

An ech mengen, et muss een einfach realistesch sinn. Am Moment, vun der Capacitéit hier, ass dat zum Beispill an där Richtung dat, wat mer do brauchen. Mä fir de Rescht géif ech soen, alles dat, wat hei opgeléscht ginn ass, mir hu jo zwou Saache gemaach als Ministère: Mir hunn éischtens déi Luxmobil-Studie gemaach, déi jo ofgeschloss ass, wou mer amgaange si mat der Auswäertung, wou mer vun engem éischten Deel schonn déi grob Zuelen ausgewäert hunn.

Mä do sinn Honnerten an Dausenden Detailzuelen, déi wäert ech am MoDu all virstellen: d'Gewunnechte vun de Leit, firwat maache se dat eent an net dat anert, jee nodeem vu wou se kommen. Do sinn d'Frontaliere mat agebaut. An op Basis vun deem Zuelematerial wëlle mer jo dee MoDu 2.0 ausschaffen, fir ze kucke fir d'Zukunft, wat mer maachen.

An da gëtt et eng zweet Studie, dat ass eng Käschtennotzestudie, wou e grousse Schwäizer Büro dru schafft, wou mer eis wierklech en Instrument an de Grapp ginn, fir datt mer wierklech präzis kënnen ofweien en fonction vum Problem, wat dann deementspriechend dat Effikasst ass, wat mer da kënne maachen. An et ass nëmme mat deenen zwee Instrumenter zesummen, wou mer dann och déi richteg Decisiounen huelen. A mir musse ganz sécher nach eng Rei Decisiounen huelen - dat hunn ech jo schonn oft gesot -, fir verschidden Ausbauten ze maachen, ob dat elo Tram ass oder Zuch ass oder aner Saachen.

Mä ech mengen, kommt, mir waarden, bis déi Etüde färdeg sinn ,an da kucke mer dat a Rou zesummen duerch! Dir kritt jo vu mir fir déi Debatt schonn - loosse mer soen! - déi grouss Linnen, grouss Elementer als Input, fir datt déi Debatt kann uerdentlech virbereet ginn. An dann, Mëtt Mee, ass déi Fortsetzung vum MoDu ofgeschloss. Da wäerte mer gesinn, wat sech do als dat Bescht fir déi eng an déi aner Regioun erausstellt. An dann hu mer och net einfach aus der Hëft geschoss.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ech wéilt dann nach, Här President, op déi puer Motiounen agoen, déi deposéiert gi sinn. Fir d'Éischt déi Motioun vun der ADR. Also éischtens wëll ech soen, datt dat jo net richteg ass, wéi dat hei duergestallt gëtt.

Firwat ass et beim Tram wichteg, datt ee Franséisch versteet? Majo, dat ass wéi iwwregens bei de CFL och. Ech kann Iech soen, bei de CFL ass keen, dee Chef de circulation ass oder deen op der Maschinn fiert, dee kee Franséisch kann, well déi ganz Instruktiounen effektiv, déi gi meeschtens - mir erfannen déi zu Lëtzebuerg net nei -, déi ginn aus dem Franséischsproochege ganz vill iwwerholl. An datt een do muss franséischsprooche Kenntnisser hunn, ech mengen, dat misst awer jiddwerengem aliichten an datt dat och eng Konditioun muss sinn, fir agestallt ze ginn.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dach, Dir sot, mä Dir sot hei...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och Lëtzebuergesch als Konversatiounssprooch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen. Lëtzebuergesch, ech soen Iech, Lëtzebuergesch gëtt gefrot. Ech kann Iech just...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Neen. Ech kann Iech just soen... Här Gibéryen, ech kann Iech just soen, et waren onwahrscheinlech vill Leit, déi sech gemellt haten, fir um Tram zum Beispill ze fueren - well dat ass jo nach deen einfachste Posten -, wa mer deen emol huelen. An do si prioritär all Lëtzebuerger, déi sech do gemellt hunn - et ass jo awer net nëmmen d'Sprooch, déi zielt, mä och psychologesch Aspekter, ob se wierklech och gëeegent sinn, fir ze fueren an esou weider -, wa se alles dat erfëllt hunn a se waren och nach Lëtzebuerger, se hu Lëtzebuergesch kannt, si se ganz sécher geholl ginn a virgeholl gi par rapport zu aneren. An et si jo och Lëtzebuerger agestallt ginn. Et ass jo net, wéi wa keng Lëtzebuerger agestallt gi wären. Dir maacht, wéi wann dat hei eng Klausel wär, déi duerfir agebaut gi wär.

Dat Zweet, wat ech Iech wëll soen, ass: Ech mengen, mir musse jo awer och realistesch sinn. Et gëtt Beruffer bei LuxTram, technesch Beruffer, an dat hu mer beim Stat jo och, ech mengen, et ass jo net fir näischt, datt den Innenminister an de Fonction-publiques-Minister déi Diskussioun de Moment hunn: Mir hu Rekrutementsproblemer beim Stat generell. Dat hei ass jo elo net Stat, dat ass jo eng privatrechtlech Gesellschaft, déi zwar dem Stat an der Gemeng zu 100% gehéiert.

An Dir hutt verschidden technesch Beruffer, do hutt Der ganz sécher Schwieregkeeten, iwwerhaapt een um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze fannen. An och dat ass e Grond, firwat ech dat heiten net ganz gutt fannen.

An da muss ech Iech soen, mat deem leschte Punkt sinn ech nu wierklech net d'accord, datt ee Leit vun der Lëtzebuerger Arméi hei soll e Virdeel ginn. Ech wëll Iech iwwregens soen, déi Regel do, déi gëtt jo nach plazeweis ugewannt, déi ass immens problematesch. Wann eng Kéier een déi kontestéiere geet, da soen ech Iech, da schafe mer se mat Sécherheet of. Et ass…

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Jo, dat ass kee Kritär - et deet mer leed -, d'Arméi gemaach ze hunn. Ausser et verbënnt een e Beruff ganz kloer domat, datt ee seet, datt et unablässlech ass, datt ee muss d'Arméi gemaach hunn, fir e gewëssene Beruff ze maachen. Mä Dir kënnt mer jo net wëllen zielen, datt, fir um Tram ze fueren, een do muss wëssen, wéi ee Gewier fonctionnéiert. Well ech mengen, esou wäit si mer jo nach net!

An duerfir mengen ech, bei där Motioun hei, wär ech frou, wann d'Chamber déi géif ofleenen, Här President.

(Brouhaha)

Dann déi zwou Motioune vun deene Lénken. Déi Éischt ass déi vun dem gratis ëffentlechen Transport. Éischtens emol wëll ech nach eng Kéier hei rappeléieren: Dee bëllegsten ëffentlechen Transport an der ganzer Europäescher Unioun ass zu Lëtzebuerg. Dat kënnt Der roueg nokucke goen. Mir hunn dee bëllegste vun der ganzer Europäescher Unioun.

A wann ech am Ausland bei menge Kolleege sinn an deenen heiansdo soen, wat bei eis d'Präisser si vum ëffentlechen Transport, da soen déi: „Wow, dat ass jo awer wierklech extrem sozial."

Dat Zweet ass, mir hunn doriwwer eraus eng ganz Rei, Dir hutt hei elo d'Fro vun de Studenten opbruecht, 30 Joer an esou weider, datt dat jo gratis gemaach gëtt, mä och fir Leit, déi vun der Pauvretéit oder der Exclusion sociale bedrot sinn, och déi kënnen haut scho gratis fueren. Wann déi Leit vun hirem Office social e Bréif ausgestallt kréien, da kréien déi d'office de gratis ëffentlechen Transport. Dat heescht, et ass net esou, datt Leit, déi an der Pauvretéit wären an esou weider, haut net schonn d'Méiglechkeet hätten, de gratis ëffentlechen Transport ze kréien.

(Interruption)

An da gëtt hei lapidar gesot: Jo, et stellt näischt duer an de Recetten. Ech wëll awer soen, wa mer et géifen einfach gratis maachen, dat kascht de Statsbudget 30 Milliounen Euro d'Joer. Dat ass jo awer net, wéi wann dat elo näischt wär. Also mir liewen hei ewell an enger Situatioun - ech erënnere mech, virun dräi, véier Joer ware mer budgetär an enger anerer Situatioun -, bon, et kann een elo soen, 30 Milliounen d'Joer ass näischt, mä dat sinn 30 Milliounen Euro d'Joer.

An, fir dann ze soen, da kéinten déi Leit eppes aneres maachen: D'Billjeeausstellen ass haut souwisou gréisstendeels digitaliséiert. Dat heescht, do et ass kee méi, dee manuell Billjeeën ausstellt. D'Leit luede sech dat iwwer Internet erof an d'Kontrolleren an den Zich, déi bleiwe souwisou dran. Dat fannen ech och wichteg, onofhängeg vun dem Billjeekontrolléieren. Déi sollen och duerfir do sinn, fir d'Leit ze informéieren, fir e gewëssent Sécherheetsgefill an den Zich ze ginn an esou weider an esou fort. Also ech mengen, déi schafe mer jo net doduerjer of, ganz sécher net. Mä et sinn awer gewësse Recetten dorobber.

An et ass och net richteg, wann hei steet, datt de Gratistransport derzou géif féieren, datt doduerjer d'Leit géife massiv méi fueren. Et kann een, dat ass dat, wat mer hei gemaach hunn, e gewëssene Promotiounsmoment maachen. Mä et muss ee sech awer keng Illusioune maachen. D'Leit notzen den ëffentlechen Transport, wann d'Qualitéit an d'Offer gutt ass. Dat kënnt Der an alle Studien noliesen. Iwwregens, d'Schwäiz ass dat Land, wou den ëffentlechen Transport op der Welt am meeschte genotzt gëtt an d'Schwäizer hunn x Etüde gemaach doriwwer, do spillt dat alles keng Roll. Et ass just d'Offer, déi zielt. An duerfir wär ech och frou, wann d'Chamber, wéi gesot, déi Motioun géif ofleenen.

An déi drëtt Motioun, déi déi Lénk gemaach hunn, Dir hutt jo nach eng gemaach... Gelift?

(Interruption)

Pardon, déi zweet. Do muss ech soen, do war ech erstaunt, wéi ech déi gelies hunn, well et ass en neie Moment, datt d'Chamber sech soll amëschen a Kollektivvertragsverhandlunge vun engem privatrechtleche Betrib. Also do sinn ech awer der Meenung, datt dat wierklech guer net geet, well wa mer dat hei géifen ufänken ze diskutéieren, hei an der Chamber, wat ech wierklech net géif wënschen a kengem heibanne géif uroden, da misste mer jo och bei allen, bei der Post, bei der Spuerkeess oder wou de Stat Participatiounen huet, BGL BNP Paribas, iwwerall ufänken, hei an der Chamber ze diskutéieren iwwert d'Kollektivverträg. Bonne Chance! Ech wënschen der Chamber et net an ech sinn och do dergéint. An duerfir wär ech frou, wa mer déi och géifen ofleenen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Wagner freet d'Wuert.

Motions

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci, Här Minister och fir déi Äntwerten. Mech géif och interesséieren, well de Käschtepunkt, also, ech menge wierklech, datt een déi 30 Milliounen Euro d'Joer, datt ee sech déi leeschte ka fir den ëffentlechen Transport an datt dat u sech par rapport zu anere Käschten, par rapport zum Ausbau vun der A3 par exemple, eendeiteg manner ass. Also et ass wierklech e Käschtepunkt, deen et derwäert ass.

A souwisou, ech mengen, et kann een et jo net just esou kontabel arechnen. Well bei der Etüd iwwert den Tanktourismus gëtt jo och e bësse méi subtill gerechent. Et gëtt jo net nëmme gerechent, wivill ee géif verléiere bei den Akzisen. Mä et gëtt och gerechent, wivill den Tanktourismus iwwerhaapt global kascht, wat d'Infrastrukturen ugeet, wat d'Gesondheet ugeet an esou weider. A vläicht kéint een och déi Etüd doriwwer diskutéieren, wa méi Leit nach mam ëffentlechen Transport fueren, well e gratis ass - massiv oder net, doriwwer kann een diskutéieren -, wivill Leit wäerte manner op aner Saachen ëmsteigen. Dat heescht, souwisou, et ass a mengen Aen e bëssen eng Milchmädchenrechnung.

An, wësst Der, d'Schoul ass zum Beispill gratis, déi ëffentlech Schoul op jidde Fall. Wann ee misst déi ëffentlech Schoul bezuelen, souguer e klenge Minerval, wat weess ech, vu 50 Euro d'Joer oder esou, da kéinten awer d'Pouvoirpublicken deemno wéi soen: Okay, mir setzen dat op 60 Euro oder op 70 Euro graduell erop, lues a lues erop. De Fait, datt d'ëffentlech Schoul zum Beispill gratis ass, dat ass e politescht Hindernis, fir iwwerhaapt drun ze denken, datt ee se iergendeng Kéier misst payant maachen. Dat ass genau déiselwecht Logik. Mir hunn dat mam ëffentlechen Transport, da kann deemno wéi déi eng oder déi aner Kategorie vu Leit, déi kann da manner bezuelen oder e gratis kréien, oder fir déi aner vläicht souguer, deemno wéi, kann et och erhéicht ginn. An do vläicht, deemno wéi, kann ee seng Clientèlë bedéngen oder net.

Mir sinn der Meenung: Kommt, mir maachen et méi einfach! Jiddweree kann einfach mam Bus, mam Tram a mat der Bunn gratis fueren. De Marc Baum hat mech nach op eppes opmierksam gemaach: Wann ee vun eis mam Auto op en Zebraträifen einfach esou parkt wéi e Bëlles an net oppasst, an esou d'Leit hënnert, fir iwwert den Zebraträifen ze goen, da kritt deen ee gepecht, wat richteg ass, an e bezilt 49 Euro.

Wann ee schwaarz fiert am Bus, kritt een eng Amende vun 150 Euro. Et gëtt een eendeiteg méi sanktionéiert hautzudaags, wann een de Billjee net bezilt vum ëffentlechen Transport, wéi wann ee sech egal wéi behëlt mat sengem Auto op der Strooss. Dat ass u sech eng Saach, iwwert déi ee kéint nodenken, dat heescht, et ass interessant ze gesinn. Déi 30 Milliounen Euro, ech mengen, dat ass e ganz gudden Invest a par rapport zu deene risegen Investen, déi d'Regierung gemaach huet, ass dat e Brochdeel. Dofir plädéiere mer derfir, datt et ugeholl gëtt.

(Brouhaha)

An duerno déi aner Saach, wat den Tram ugeet: Mir froen net, datt d'Chamber sech amëscht, mir ruffen d'Regierung op, d'Regierung! Mir hunn dat och am Stater Gemengerot gemaach, déi Motioun ass leider net ugeholl ginn.

Une voix.- Et pour cause.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, et pour cause, well a Wierklechkeet immens vill Leit keng Politik méi wëlle bedreiwen. Ech war vläicht net do de Sonndeg bei der Aweiung, ech hat meng Ursaachen, ënner anerem, datt mer relativ vill Aarbecht haten als kleng Fraktioun, an da muss ee sech do virbereeden. Mä mir maachen eis awer Suergen iwwert d'Leit, déi den Tram wäerte fueren. Well et ass schéin a gutt an et ass och richteg, dat schéin ze feieren a frou an houfreg op den Tram ze sinn, mä et gëtt e Konflikt, an et si Leit, déi sinn net frou iwwert déi Situatioun, an där se sinn. Dofir wäert jo och nach eng Kéier negociéiert ginn.

An dofir wëlle mer, datt d'Aktionäre Politik maachen, dat d'Stad Politik mécht an datt de Stat Politik mécht. Et geet net drëms, datt mir eis an all Klengegkeet amësche vun enger Societéit, dat wëlle mer net. Mä an de grousse Froe mussen awer d'Pouvoir-publicke kënnen agräifen. Dat maache se, wann et néideg ass. An duerno - wa se dat net wëllen, well et geet ëm sozialen Dumping an et gëtt e Prezedenzfall geschafen a Wierklechkeet - deemno wéi bei de Bussen an esou weider kéinte se och à la baisse negociéieren. Dat ass op jidde Fall eng Angscht, déi d'Leit hunn an de Gewerkschaften. An ech weess net - vu datt net vill informéiert gëtt -, ob déi Angscht berechtegt ass oder net, mä deemno wéi ass dat awer och eng Gefor, déi do lauert. Dofir ruffe mer d'Regierung op, e gudde Geste ze maache bei den Negociatiounen a Richtung vun Doleancë vum Personal, well ouni déi wäert keen Tram fueren.

An dovunner ofgesinn, et gouf och eng Kéier gesot: „Tramfueren ass net datselwecht wéi Busfueren." Jo, dat ass wouer. Ech krut dat erkläert am Gemengerot vun enger Persoun, déi weder Buschaufferin ass nach Tramfuererin. Ech hunn elo awer mat engem Buschauffeur geschwat. Hie seet: „Et ass wouer, beim Bremsen ass et méi komplizéiert, wat den Tram ugeet, op jidde Fall, d'Zäit ass méi laang wéi beim Bus." Also et ginn aner Komplikatiounen. Et ass net onbedéngt méi einfach, wéi dat esou duergestallt gëtt. A mir hunn et jo gesinn: Wann en Auto duerch rout fiert, da muss awer den Tramfuerer iergendwéi eng Reaktiounsperiod hunn, déi aneschters funktionéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, just ee Saz wëll ech awer soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Well dat do e bëssen esou duergestallt gëtt, wéi wann de Moment bei LuxTram dee leschte Wildwuchs wär. Also déi Entreprise, déi gëtt et jo nach net laang. Déi Leit, déi elo do schaffen, déi schaffen zënter e puer Méint do, den Tram fiert zënter net emol enger Woch. Mir hu Gesetzer, déi schreiwe vir, ab wivill Mataarbechter een eng Delegatioun muss hunn, ab wivill Mataarbechter een e Kollektivvertrag muss hunn. An duerfir brauchen d'Regierung oder d'Chamber näischt ze maachen. Et ass dat Normaalst: LuxTram als Gesellschaft muss sech un d'Gesetzer halen. An déi Gesetzer gesi vir, datt déi Delegatioun wäert zesummegesat ginn, an datt dann do mat de Gewerkschaften, wa se emol all organiséiert sinn, och e Kollektivvertrag ausgehandelt gëtt.

An ech mengen, bis elo hunn ech keen héiere bei LuxTram an der Direktioun soen, si wéilte sech net un dat Gesetz halen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zu de Motiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo zu de Motiounen, dann hu mer d'Motiounsdiskussioun an engems erleedegt. Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Merci, Här President, ech wéilt och kuerz Stellung huelen zu de Motiounen. Wat d'Motioun ubelaangt, déi de Kolleeg Roy Reding erabruecht huet, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt mir net soen, et bräicht ee kee Franséisch, well mir sinn och der Meenung, datt ee muss Franséisch kënnen. Mä an den Ausschreiwungen ass Lëtzebuergesch keng Konditioun méi. An den Ausschreiwunge steet, datt ee muss Franséisch kënnen an datt Lëtzebuergesch, wann een dat kann, e Virdeel ass. A mir sinn der Meenung, datt Lëtzebuergesch och misst eng Konditioun sinn. Dat ass d'Differenz, datt Lëtzebuergesch och misst eng Konditioun sinn.

Ech war allerdéngs iwwerrascht iwwert d'Ausso, Här President, déi den Här Minister elo hei gemaach huet, wat déi Leit vun der Arméi ubelaangt, wou e gesot huet: „Wann eng Kéier do ee klot, kréie mer Problemer." Ech weess awer, datt elo d'Gemengen a Gott weess wien, ëffentlech Institutiounen am Land, jo awer quasi forcéiert ginn oder datt et eng Obligatioun ass, fir d'Leit, déi aus der Arméi kommen, anzestellen.

Wann d'Regierung...

Une voix.- Droit de priorité.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà! Se hunn eng Prioritéit, fir agestallt ze ginn.

(Interruption)

Dat heescht an anere Wierder,…

Wat gelift?

(Interruptions)

Jo, mä se hunn awer… Wann dat richteg ass, wat den Här Minister hei gesot huet, da kann d'Regierung net méi soen, datt se eng Prioritéit hunn. Well dat ass elo eng Ausso hei gewiescht, déi fir mech awer wierklech iwwerraschend war. Déi war fir mech iwwerraschend! Wann e Regierungsmember hei seet, hie wär der Meenung, datt, wann een do géif kloen, dann hätte mer Problemer, datt mer deenen d'Prioritéit ginn, dann ass dat awer eng nei Positioun, déi ech elo hei vun der Regierung héieren hunn.

Dann déi éischt Motioun vun de Kolleege vun deene Lénken, wat de Gratistransport ubelaangt. Mir haten och schonn an eisem Wahlprogramm e puermol de Gratistransport. Ech mengen, d'Sozialisten haten en iwwregens och viru Joren eng Kéier an hirem Wahlprogramm stoen. Et misst een emol eng Kéier kucken, Här Minister - Här President, ech wéilt den Här Minister dat froen -, wien alles momentan mat dem ëffentlechen Transport scho gratis ka fueren.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, zueleméisseg, zueleméisseg.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Och zueleméisseg.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo, da kënnt Der eis jo soen,…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn lech gesot: Dat kascht eis 30 Milliounen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...ech schwätzen net vun de Studenten, ech schwätzen net vun de Studenten. Mä mer hu jo och déi Leit, déi d'Invalidekaart hunn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- 70.000.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- 70.000?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann hu mer d'Studenten. Dat sinn der och e puer Dausend. Dann hu mer déi Leit iwwer 60, déi fuere fir mat 100...

(Hilarité)

Fir 100 Euro, net mat 100, well dat wier jo schéin! Mä déi fuere fir 100 Euro. Dann, laut dem leschten Accord salarial vun der Fonction publique, kréien d'Leit aus der Fonction publique alleguer d'mKaart fir 150 Euro. Dat heescht, do iwwerhëlt dann de Stat souwisou d'Differenz. Wa mer herno kucken, wien nach de vollen Tariff bezilt, da sinn et am Fong nach just déi Leit, d'Salariéen aus dem Privatsecteur, déi all Dag schaffe ginn. A soss bezilt hei am Land kee méi en.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen, déi Betriber kréien déi nämlecht Konditioune wéi de Stat.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma da kënnen deenen hir Betriber... Mä et sinn am Fong nach just d'Leit aus dem Privatsecteur, déi schaffe ginn, déi de vollen Tariff bezuelen. Soss bezilt entweder kee méi de vollen Tariff, oder e bezilt guer näischt méi. An duerfir mengen ech, huet dat kee Wäert, datt een…

Duerfir ënnerstëtze mir déi Motioun. Et soll een den Transport gratis maachen, well een och mat där Tarifikatioun, wéi se elo gemaach gëtt hei am Land, grouss Ënnerscheeder, Ongerechtegkeeten huet.

Firwat leet de Stat bei senge Leit esou vill bäi a wann ee Private fiert, kritt en näischt bäigeluecht? Da kann de Stat jo bei jiddwerengem dat bäileeën, amplaz datt hei esou vill Kategorië vu Leit schaffen an et am Fong nach just d'Salariéen aus dem Privatsecteur sinn, déi am Ableck de vollen Tariff musse bezuelen. Duerfir wäerte mir déi Motioun ënnerstëtzen.

Wat déi zweet Motioun ubelaangt, déi d'Kollektivvertragsverhandlungen ubelaangt, stëmme mer net mat. Do si mer genau dërselwechter Meenung wéi dat, wat de Minister hei gesot huet: Et ass net um Parlament, sech an d'Tariffautonomie vun de Sozialpartner anzemëschen. Mir hunn e Gesetz iwwert d'Personaldelegatiounen, dat seet: Soubal e Betrib méi ewéi 15 Leit huet, muss en eng Personaldelegatioun hunn. Dat wäert bei där heite Societéit de Fall sinn an da wäert schonn e Kollektivvertrag gemaach ginn tëschent dem Betrib an de Gewerkschaften. A mir si gutt beroden als Parlament, eis aus deene Verhandlungen erauszehalen, well do komme mer an Däiwelskichen. Soss maache mer virun allem Negociatiounen, wou de Stat mat dra vertrueden ass. A wou de Stat dran ass, huele mir fir d'Éischt hei eng Deliberatioun, wou mer soen, wéi d'Resultat misst sinn, wat de Stat misst agestoen. Ech mengen, dat wëlle mer net. An duerfir stëmme mir hei géint déi Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech mengen, da maache mer déi Motiounsdiskussioun och elo hei fäerdeg an da kënne mer eent nom aneren ofstëmmen. Den Här Bodry, wann ech gelift.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll just zwou Bemierkunge maachen. Fir d'Éischt fält mer erëm eng Kéier op: Nodeems mer grad eng Budgetsdiskussioun haten, wou besonnesch d'ADR kritiséiert huet, dass mer ze vill Defizit beim Statsbudget hätten, dass mer net däerfte weider léine goen, an hei, kaum ass déi Debatt eriwwer, mécht se eng Propos, déi derzou féiert, dass mer sollen op 30 Milliounen Euro Einname pro Joer verzichten. Et geet awer genau an déi contraire Richtung wéi dat, wat se nach gëschter hei gepriedegt huet. Souwäit zur Seriösitéit an zur Gradlinegkeet vun där dote Partei a finanzielle Froen.

Dat Zweet ass: Et kann ee sech nëmme wonneren, dass hei drasteet, dass d'Regierung soll derfir suergen, dass eng gewësse Kategorie vu Leit soll bei enger Ausschreiwung eng Prioritéit kréien. Et deet mer leed, dat kann nëmmen e Gesetz maachen. D'Regierung, wa se sech un d'Regelen hält, déi haut an engem Rechtsstat gëllen, däerf dat net maachen. Dat kann nëmmen e Gesetz maachen. An déi dote Motioun kann esou op kee Fall gestëmmt ginn. Et ass contraire zum grousse Prinzip vun eisem Rechtssystem.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Weider Wuertmeldungen? Den Här Gibéryen nach eng Kéier kuerz.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll dem Här Bodry just äntwerten, well e seet, mir wären eis inkonsequent. Ech wëll dem Här Bodry, als Lëtzebuergesch Sozialistesch Aarbechterpartei, soen: Ech wollt am Fong hei eng Lanz brieche fir d'Aarbechter, well dat sinn nach déi Eenzeg, déi elo de vollen Tariff bezuelen.

(Brouhaha)

An ech stellen dann hei fest, Här President, datt d'Sozialisten dergéint sinn, datt déi Leit, déi all Dag schaffe ginn, solle méi e bëllegen Tariff kréien.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Populismus puer!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen. Et ass d'Realitéit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hunn ech nach weider Wuertmeldungen?

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass d'Realitéit, dat ass d'Realitéit.

(Interruption)

Wat?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Prioritéit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma mir wäerten dach nach amstand sinn, do Prioritéit… Ech hu gëschter a menger Interventioun hei gesot…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Iwwer e Gesetz oder net iwwer e Gesetz?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu gëschter nach hei gesot, datt vill Leit,…

Une voix.- Dat misst Der wëssen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...datt et hei am Land nach Leit ginn, déi eng Ënnerstëtzung brauchen. An dozou gehéieren déi, déi ech elo grad hei genannt hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Iwwer e Gesetz oder net iwwer e Gesetz?

(Brouhaha)

Keng Äntwert ass och eng Äntwert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat huet dat elo hei dermat ze dinn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! Ech géif mengen, Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer prett wären, fir fir d'Éischt iwwert déi zwee Projeten ofzestëmmen an dann iwwert d'Motiounen. Ech géif d'Ofstëmmung lancéiere fir de Projet 7209.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7209 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Neen. De Projet 7209 ass domat ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer zum Projet 7210.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7210 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo gläich un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Neen. De Projet 7210 ass domat ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Tess Burton), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Max Hahn), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber och hei bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Da géife mer zu der éischter Motioun vun de Kolleege vun deene Lénke kommen.

Vote sur la motion 1 (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

Wie mat der Motioun 1, abruecht vun déi Lénk, d'accord ass, ass gebiede mat Jo, wien dergéint ass, mat Neen ze stëmmen.

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

5-mol Jo, 55-mol Neen. Domat ass déi éischt Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marco Schank), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Tess Burton), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann zu där zweeter Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 2 (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

D'Ofstëmmung fänkt un. D'selwecht wéi bei där éischter. D'Ofstëmmung leeft. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

2-mol Jo an 58-mol Neen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marco Schank), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen zu der éischter Motioun iwwergoen, déi haut vun de Kolleege vun der ADR abruecht ginn ass.

Vote sur la motion 1 (liée aux projets de loi 7209 et 7210)

Mir géife mat der Ofstëmmung direkt ufänken. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

2-mol Jo an 58-mol Neen. Domat ass och déi Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 3 voix pour et 57 voix contre.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Oberweis), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Brouhaha)

Une voix.- Dat si keng Manéieren!

Une autre voix.- Den Här President schwätzt nach.

7. Discours de fin d'année de M. le Président

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, just nach zwou Minutte Gedold, well mer eist Joer awer wëlle wéi gewinnt ofschléisse mat deene sech opdrängende Mercien.

Eis lescht ëffentlech Sëtzung fir dëst Joer geet elo op en Enn. An och wa mer am Laf vun dësem Joer ganz vill geschafft hunn, wëll ech op dëser Plaz net no hannen, mä no vir kucken. 2018 ass wéi 2017 e Wahljoer. Eis Chamber gëtt nei gewielt, an duerfir wäerte méi wéi soss d'Aen an d'Oueren op eis geriicht sinn. Duerfir wënschen ech eis engagéiert a fair Debatten, déi eis et erlaben, déi vill Aarbecht, déi nach virun eis läit, ënner gudde Konditiounen ze meeschteren.

An deenen nächste Méint wäerte Projete wéi zum Beispill d'Reform vun de Services de secours, d'Polizeireform, d'Reform vun de Kierchefabricken, de Spidolsplang, d'Reform vum RMG, d'Gesetz iwwert d'Liewensmëttelsécherheet oder d'Gesetzgebung iwwert d'Prostitutioun um Ordre du jour stoen, doniewent och wichteg Reformen am Familljerecht an am Justizwiesen.

Och eis Aarbechten un der Verfassung wäerte weidergoen. Doniewent kommen eng Rei vu wichtegen Debatten op eis zou. Niewent deenen alljäerleche Rendez-vouse mat der Aussepolitik an der Lag vun der Natioun, sinn dat den Debat iwwert de Wunnengsbau, e Problem, bei deem mer eis alleguer bewosst sinn, dass et elo wichteg ass, dass mer no den Debatten och an deem doten Dossier virukommen. Et sinn Debatten iwwert d'Landesplanung an iwwert d'Mobilitéit.

D'Chamber wäert 2018 weider Efforte maachen, fir hir Diere breet opzemaachen an d'Bierger nach méi an den demokrateschen Entscheedungsprozess anzebannen. Dofir schaffe mer enk mat dem jonken Zentrum fir politesch Bildung zesummen a wäerten am Fréijoer bei der Porte ouverte vun der Chamber neit Informatiouns- an didaktescht Material iwwert de Fonctionnement vun der Chamber virstellen.

Den Interêt vum Public un der Chamber bleift grouss. 2017 hate mer 127 Visitten an eisem Haus, mat am Ganzen iwwer 3.100 Leit, déi an d'Chamber kucke komm sinn an nogelauschtert hunn a mat eis zesummen iwwert d'Wichtegkeet vun deem Haus vun der Demokratie diskutéiert hunn. Dorënner ware ganz vill Schoulklassen, mä och vill Erwuessenegruppen.

Mir kruten 2017 iwwer 150 Demandes de pétition publique a véier Pétitions ordinaires eran. Aachtmol war dëst Joer en Débat public iwwer eng Petitioun an dësem Haus. 42 international Delegatioune sinn dëst Joer hei am Haus empfaange ginn. A mir hate wichteg parlamentaresch Missiounen am Ausland. Als Beispill just eng: eis Visitt am Cap-Vert, déi eis ganz plastesch gewisen huet, wat fir positiv Resultater eise staarken Engagement an der Entwécklungszesummenaarbecht bréngt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech alleguer e ganz grousse Merci, besonnesch och fir d'Disziplinn bei deenen Aarbechte vun der leschter Woch, den Deputéiertekolleegen an all eise Mataarbechter aus der parlamentarescher Verwaltung, déi am Hannergrond derfir suergen, datt mir eis Aarbecht gutt kënne maachen, mat un der Spëtzt eisem Generol, dem Claude Frieseisen…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …a sengen zwee Adjointen, d'Isabelle Barra an de Benoît Reiter. Merci un déi parlamentaresch Mataarbechter an de Fraktiounen a Sensibilitéiten. Merci der Regierung fir déi gutt Zesummenaarbecht.

(Interruption)

Jo, da sträiche mer dee Saz!

(Hilarité)

A Merci der parlamentarescher Press, déi eis all Dag hëlleft, d'Aarbecht vum Parlament no baussen ze vermëttelen. Ech wënschen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen an Äre Familljen, alle Leit dobaussen, déi eis suivéieren, schéin, roueg a gerousam Feierdeeg a virun allem, wéi dat sech fir e fréiere Gesondheetsminister passt, eng gutt an zolidd Gesondheet. Maacht et gutt!

Villmools Merci, dass mer bis zum Schluss eng anstänneg Aarbecht gemaach hunn. Merci.

(Applaudissements)

Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng gutt Traditioun, dass och ee vun de Vertrieder vun de Fraktiounen hei d'Wuert ergräift zum Schluss, fir dem President Merci ze soe fir deen Engagement an dat Fangerspëtzegefill, wat en - am Regelfall zumindest - un den Dag leet,…

(Hilarité)

…fir déi Geschécker hei vun der Chamber ze leeden, och fir déi Representatioun, déi en vun dësem Haus no bausse mécht. Villmools Merci.

De Merci schléisst selbstverständlech sämtlech Mataarbechter vun eiser Verwaltung mat an, déi hei am Sall sëtzen, déi eis hei begleede bei eisen Aarbechten, an déi ganz vill Leit, déi een net esou oft gesäit dobaussen an eise sëlleche Servicer. Et ass ewell e grousst Haus ginn, eis Chamber mat de sëlleche Servicer, déi fir eis alleguerten Aarbecht leeschten. Merci fir eng flott Zesummenaarbecht wärend dësem Joer an och nach vläicht an dësem Virwahljoer, e Wahltermin, deen heiansdo bei eenzelen Debatten duerchgeschimmert huet. Ech mengen kënnen hei ze soen, dass mer dat bis elo awer ganz anstänneg gemeeschtert hunn.

Ech géif mer wënschen, dass dat och esou bleift bis de Juli. Mir hu jo och virgesinn, dass mer vläicht bis Enn Juli als Chamber géifen an ëffentleche Sitzungen tagen. Mir hunn net wëlles, eis am Oktober e puer Deeg virun de Wahlen onbedéngt missen erëmzegesinn. Duerfir wäerte mer nach eng Kéier un eisem Reglement vun der Chamber schaffen. Mä et stinn nach ganz vill Aarbechte virun der Dier, och wa Leit gemengt hunn, et wär scho praktesch alles gelaf. Ech mengen, mir wäerten - dat wäerte mer all nach spieren - eng ganz flott an och eng e bësse stresseg Zäit kréien, a wéi dat an esou Zäite wichteg ass, gepaart mat enger Rei vun internationalen Engagementer, déi ze huele sinn.

Mir vergiesse ganz schnell. Wann ech zréckkucken, d'Assemblée générale vun der Frankofonie, dat war eng grouss Organisatioun, déi eis Chamber, eis kleng Chamber huet misse meeschteren. Dat hu mer gutt gemaach. Äänleches wäert och weider op eis duerkommen.

An deem Sënn, op eng weider flott Zesummenaarbecht an op hefteg, mä fair Diskussiounen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An ier ech d'Sëtzung dann definitiv schléissen: De Generalsekretär huet mech nach eng Kéier virsiichtshallwer gefrot, ob mer bei deenen zwee leschte Projeten d'Dispens gefrot hunn.

(Assentiment)

Dat ass de Fall.

Da soen ech Iech Merci bis déi drëtt Woch am Joer. D'Kommissiounssëtzunge ginn direkt den 2. Januar un, a Rendez-vous bei den ëffentleche Sëtzungen ass an där drëtter Woch. Merci villmools. Kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.34 heures)

Sommaire des séances publiques nos 13 et 14

13e séance

Ouverture de la séance publique p. 145

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procéd ure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- Prise de position du Gouvernement p. 145-148

- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel p. 150

- Motions p. 150-151

Ordre du jour p. 148

7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016 p. 148-150

Ordre du jour (suite) p. 151

6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable p. 151-152

7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal p. 152-153

7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État p. 153-154

14e séance

Ouverture de la séance publique p. 155

Question urgente no3522 de M. Laurent Zeimet et de M. Léon Gloden relative à la contribution financière au Corps grand-ducal d'incendie et de secours p. 155-156

6855 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et modifiant

1. la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

2. la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale p. 156-157

7060 - Projet de loi portant modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, et abrogeant

3. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales p. 157-163

7144 - Projet de loi relatif à la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 p. 163-167

7209 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or;

7210 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre le Circuit de la Foire internationale et l'aéroport du Findel;

Motion no1 de M. David Wagner relative à l'introduction de la gratuité universelle des transports publics luxembourgeois (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

et

Motion no2 de M. David Wagner relative à l'opposition à toute politique de dumping social dans la société Luxtram (liée aux projets de loi 7200 et 7201) p. 167-175

Discours de fin d'année de M. le Président p. 175

Suivez la Chambre des Députés sur
Facebook, Twitter et Instagram

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°05** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017	
3175	Gast Gibéryen	Chantier du tram
	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018	
3385	Gérard Anzia, Henri Kox	Déclin des populations d'insectes
3388	Martine Hansen	Gratuité des manuels scolaires pour les élèves faisant leur parcours scolaire à l'étranger
3418	Françoise Hetto-Gaasch	Programme de soutien à l'éducation plurilingue
3421	Max Hahn, Claude Lamberty	Remplacement du passage à niveau de la rue des Celtes à Cessange
3423	Gast Gibéryen	Péage automobile sur les autoroutes et routes allemandes
3430	Martine Hansen, Aly Kaes	Ponctualité des autobus en milieu rural
3433	Lex Delles, Claude Lamberty	Gratuité des manuels scolaires obligatoires
3440	Marc Spautz	Accessibilité des transports en commun
3445	Marco Schank, Marcel Oberweis	Électromobilité
3449	Laurent Mosar	Conséquences d'un éventuel Brexit dur
3452	Léon Gloden	Heures d'ouverture des boulangeries-pâtisseries
3453	Claudia Dall'Agnol	Trains de nuit
3455	Gusty Graas	«Démasculination» de la langue française
3456	Aly Kaes	Augmentation de la TVA et répercussions sur les lois de financement
3457	Claudia Dall'Agnol	Permissions de voirie
3458	Françoise Hetto-Gaasch	Transport de voyageurs par route
3459	Martine Mergen	Campagne «Rethink your drink»
3460	Léon Gloden, Emile Eicher	Plans d'aménagement général
3461	Fernand Kartheiser	Interprétation du droit pénal
3462	Fernand Kartheiser	Vente de tickets à travers le site www.luxembourg-ticket.lu
3463	Laurent Mosar	Nouvelle loi russe désignant des médias comme «agents de l'étranger»
3464	Georges Engel	Bus à haut niveau de service
3465	Yves Cruchten, Roger Negri	Feux de circulation avec décompte
3466	Léon Gloden, Emile Eicher	Calcul des contributions des communes
3467	Cécile Hemmen	Médicaments sans ordonnance
3468	André Bauler	Arrêts de bus à Ingeldorf
3471	Laurent Zeimet	Accidents avec des animaux sauvages
3472	Cécile Hemmen	Améliorations au sein des services d'urgences des établissements hospitaliers
3473	Léon Gloden	LuxTrust
3475	Martine Hansen	Modalités d'inscription aux cours dispensés en vue d'accéder à la nationalité luxembourgeoise
3476	Octavie Modert	Plan d'action national de mise en œuvre de la Convention de l'ONU relative aux personnes handicapées
3477	Max Hahn	Covoiturage
3478	Martine Hansen, Marco Schank, Aly Kaes, Emile Eicher	Nouvel horaire des CFL
3479	Eugène Berger	Parcs éoliens
3480	Max Hahn, Claude Lamberty	Casque pour chiens intégrant une caméra à grand angle
3481	Martine Hansen	Renard
3482	Fernand Kartheiser	Blocs de béton sécurité anti-intrusion
3483	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Éducation plurilingue et encadrement de 20 heures hebdomadaires dans les crèches
3484	Martine Hansen	Classement de constructions se trouvant en zone verte
3485	Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch	Nouvel horaire de la ligne 30 entre Luxembourg et Wasserbillig
3486	Gusty Graas	Économie hydrogène
3487	Taina Bofferding	Allocations familiales pour les frontaliers
3488	Gilles Baum	Nouvel horaire de la ligne 30 entre Luxembourg et Wasserbillig
3489	David Wagner	Critères de reconnaissance comme formation continue par l'IFEN et insertion d'évènements dans le «Courrier de l'Éducation nationale»
3490	Fernand Kartheiser	Distinctions honorifiques
3491	Fernand Kartheiser	Réglementation sur les éoliennes
3492	Marc Angel	Contrôle de personnes à l'Aéroport de Luxembourg
3493	Laurent Mosar	Fermeture de certains bureaux de POST Luxembourg
3494	Marc Spautz	Tests de langue luxembourgeoise
3495	Cécile Hemmen	Voiture de fonction
3496	Claudia Dall'Agnol	Réorganisation du Département de la sûreté de lux-Airport sa
3497	Gusty Graas, Alexander Krieps	Appels à témoin publiés par la Police grand-ducale
3498	Max Hahn, Claude Lamberty	Parcs éoliens en pleine forêt
3500	André Bauler	Internat du Lycée Edward Steichen à Clervaux
3501	Taina Bofferding	Personnes exclues de l'assurance maladie
3502	Léon Gloden	Courrier d'information de la Direction de la santé
3503	Josée Lorsché	Réglementation de l'ostéopathie
3504	Serge Wilmes	«Amnistie fiscale» votée en 2016
3505	Laurent Mosar	Rulings
3506	Martine Mergen	Emballages des paquets de tabac
3507	Marc Spautz	Examens médicaux du salarié
3508	Laurent Mosar	Échange automatique de rulings
3509	Françoise Hetto-Gaasch	Auberge de jeunesse de Bourglinster
3511	Claude Adam, Josée Lorsché	Problème de la non-prise en compte des élèves sans matricule de sécurité sociale pour la fixation du contingent de leçons
3513	Fernand Kartheiser	Promotion d'informations touristiques
3514	Fernand Kartheiser	Dispositions légales relatives aux feux d'artifice
3515	Franz Fayot	Recherche sur les Luxembourgeois enrôlés de force
3516	Françoise Hetto-Gaasch	Ondes électromagnétiques
3518	Diane Adehm, Gilles Roth	Interdiction des smartphones dans les écoles
3519	Taina Bofferding, Franz Fayot	Esch-sur-Alzette «Capitale européenne de la culture 2022»
3520	Diane Adehm, Gilles Roth	Implantation de Google au Luxembourg
3521	Marc Spautz, Laurent Zeimet	Fédération UGDA
3523	Françoise Hetto-Gaasch	Cantines
3524	Léon Gloden, Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch	Suppression de certains arrêts de train et de bus
3525	Sylvie Andrich-Duval	Initiative «Staark Kanner»
3526	Laurent Mosar	Réforme fiscale du Président des États-Unis d'Amérique
3528	Léon Gloden, Emile Eicher	Arrêt de la Cour constitutionnelle n°00131 du 8 décembre 2017
3529	Martine Hansen	Évaluations des compétences professionnelles
3530	Claude Adam	Offre éducative pour les jeunes ayant dépassé l'âge de l'obligation scolaire
3531	Claudia Dall'Agnol	Station-service Centre logistique Bettembourg/ Dudelange
3532	Martine Hansen	Personnel de l'enseignement fondamental
3533	André Bauler	Spécialistes en logopédie
3534	Yves Cruchten	Changement horaire des CFL
3535	Octavie Modert	Relogement des réfugiés du foyer d'accueil Héliar
3537	Gusty Graas	Qualité de l'eau de l'Alzette
3538	André Bauler	Création d'un guichet unique «Convention bureau national»
3539	Gusty Graas	Bouteilles en plastique d'origine végétale
3540	Fernand Kartheiser	Conséquences de la fin de la guerre en Syrie
3541	Fernand Kartheiser	Statut et rôle de l'«Observatoire de l'islamophobie»
3543	Gilles Baum	Centre Héliar à Weilerbach
3544	Laurent Mosar	Mouvement de contestation violent en République islamique d'Iran
3545	Sylvie Andrich-Duval	Retards sur le réseau ferroviaire

3546	André Bauler	Travaux le long de l'antenne ferroviaire Diekirch-Ettelbruck	3547	David Wagner	Fonctionnement du Conseil national pour étrangers

Question 3175 (28.07.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **chantier du tram:**

Beim Chantier vum Tram fält op, datt do gewalteg Quantitéite vun Eisebëton verschafft ginn. Dobäi gëtt esouwuel bei der Produktioun wéi beim Transport op de Chantier vill CO_2 ausgestouss. Dëst ass och de Fall fir d'Produktioun vum Stol fir d'Schinnen an d'Catenairen (mat de Pottoen).

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1) Ass beim Ausschaffe vun de Pläng vum aktuellen Tracé vum Tram (Tramsschapp, Parcours Luxexpo - gare) berechent ginn, wéi vill CO_2 fir de Bau vun den Infrastrukturen ufält?

2) Wa jo, wéi vill CO_2 muss dofir ausgestouss ginn?

3) Wann neen, kann de Minister matdeelen, wéi vill CO_2 - op Basis vun internationalen Normen - fir dëse Chantier, inklusiv de Gebaier vum Tramsschapp, ausgestouss wäert ginn?

4) Ass den Här Minister bereet, der Chamber d'Berechnungen iwwert den CO_2 bäizeleeën, falls d'Chamber mam Ausbau vum Tramsreseau befaasst gëtt?

Réponse complémentaire (31.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Et sief an deem Kontext drun erënnert, datt d'Bauaarbechte fir den Tram am September 2015 ugefaangen hu mam Bau vum Centre de remisage et de maintenance (CRM) an dono am Februar 2016 mam Bau vum éischten Deelofschnëtt tëschent den Hale vun der internationaler Foire um Kierchbierg an der Stäreplaz. Eng éischt Mise en service bis virun d'Rout Bréck ass fir den 10. Dezember 2017 virgesinn, d'Stäreplaz soll am Fréijoer 2018 vum Tram bedéngt ginn.

Fir dësen éischten Deelofschnëtt vu 5,5 km souwéi fir de CRM si 57.800 m^3 Bëton an 3.810 Tonne Stol verbraucht ginn.

Ee belsche Büro, dee spezialiséiert a zertifiéiert ass am Beräich Kuelestoffausstouss, ass domat beoptragt ginn, d'Quantitéite vu GES-Emissiounen ze bewäerten. Mat Hëllef vun der Emissiounsfaktorendatebank Ecoinvent huet de Büro eng Kuelestoffbilanz vun 20,95 Tonnen CO_2^e fir d'Hierstellung an d'Liwwerung vu Bëton a Stol berechent. Wann ee berécksiichtegt, datt fir dësen Deelofschnëtt eng duerchschnëttlech Frequentatioun ze erwaarden ass, da géif sech déi urspréinglech Kuelestoffbilanz vum Projet duerch d'Benotze vum Tram no 6,2 Joer Betrib rentabiliséieren.

Dësen éischten Deelofschnëtt gouf geplangt an ëmgesat mat der Perspektiv vum Betrib vun enger Linn tëschent der Cloche d'Or an dem Findel, déi 2021 a Betrib soll goen. Den aktuelle CRM ass esou gebaut ginn, datt en déi 32 Rammen, déi fir de Betrib vun dëser Linn néideg sinn, kann ophuelen; seng Kuelestoffbilanz ass awer schonn am éischten Deelofschnëtt mat dran.

Wann een déi 18.725 Tonnen CO_2-Ausstouss berécksiichtegt, déi duerch de Bau vun der Erweiderung vun der Linn ausgestouss ginn, esou wier d'Rentabilitéitsschwell vun dëser Erweiderung schonn no zéng Méint Betrib erreecht. Dës kuerz Zäitspan erkläert sech duerch déi bedeitend méi héich Unzuel u Passagéier (+/- 100.000) pro Dag an ënnersträicht dee bedeitende positive Bäitrag, deen den Tram zur Reduktioun vum CO_2-Ausstouss leescht.

Et ass wichteg ervirzehiewen, datt d'Etüd de Choix vu LuxTram beinhalt, d'Netz mat grénger Energie ze bedreiwen. D'Etüd stëtzt sech des Weideren op duerchschnëttlech Mobilitéitszeenarien aus Lëtzebuerg an der Belsch souwéi op aner konservativ Rechenhypotheesen. Dat heescht, datt d'Kuelestoffrentabilisatioun vum Tramsreseau souguer nach méi séier kéint sinn, wéi erwaart.

Question 3385 (24.10.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **déclin des populations d'insectes:**

Selon une étude internationale publiée par la revue «PLOS ONE», près de 80% des insectes pourraient avoir disparu en Europe au cours des 30 dernières années. L'étude a analysé des données de captures d'insectes réalisées depuis 1989 en Allemagne et montre en outre que le déclin des abeilles domestiques n'est que la part émergée d'un problème bien plus vaste.

Le déclin catastrophique des populations d'insectes est dû à l'intensification des pratiques agricoles et à l'emploi fréquent de pesticides. Formellement, les informations révélées par l'étude mentionnée ci-dessus ne se rapportent qu'à l'Allemagne, mais il est fort probable que d'autres pays européens, surtout voisins de l'Allemagne ou ayant des systèmes agricoles similaires, connaissent les mêmes problèmes. Si le cas allemand était représentatif d'une situation plus large, nous nous trouverions face à une catastrophe écologique d'ampleur, car cet effondrement des populations insectes aura un impact énorme sur l'ensemble des écosystèmes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Existe-t-il des études similaires pour le Luxembourg? Les moyens disponibles pour de tels travaux scientifiques sont-ils suffisants?

2) Quelles sont les leçons à tirer de cette étude pour le court, le moyen et le long terme?

3) Comment le déclin des populations d'insectes peut-il être empêché et la diversité des insectes améliorée?

Réponse (22.01.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) À ce jour aucune étude long terme n'a été menée sur le développement des populations d'insectes au Luxembourg. La seule source nationale permettant de détecter d'éventuelles tendances similaires est le monitoring des papillons de jour qui est réalisé dans le cadre du biomonitoring national. Ce monitoring officiel est effectué par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) et financé par le Gouvernement. Étant donné que le biomonitoring n'est opéré que depuis 2014, il est actuellement trop tôt pour pouvoir tirer des conclusions robustes sur un éventuel déclin généralisé de la population d'insectes dans notre pays. Néanmoins les scientifiques constatent des tendances vers une réduction de la diversité et de l'abondance tant des espèces communes que des espèces spécialisées. Il est dès lors à craindre que les pertes massives d'insectes constatées en Allemagne reflètent également la situation réelle sur le terrain luxembourgeois, comme le suggèrent aussi les observations faites par les entomologistes expérimentés depuis plusieurs années déjà.

Le Gouvernement a reconnu une fois pour toutes la nécessité du monitoring environnemental et s'est donné davantage de moyens financiers pour poursuivre les programmes en place et combler les lacunes de connaissance dans le domaine environnemental grâce à l'adoption du deuxième Plan national concernant la protection de la nature 2017-2021. Le PNPN2 prévoit d'ailleurs des programmes de monitoring de la biodiversité générale supplémentaires, dont notamment un programme ciblant les espèces pollinisatrices.

ad 2) L'étude démontre tout d'abord l'importance de mener un suivi scientifique rigoureux et continu sans lequel de telles évolutions de populations ne peuvent être démontrées que difficilement.

L'étude allemande a été effectuée dans des réserves naturelles de petite taille encerclées par des zones agricoles. Or, cette situation est aussi typique du Luxembourg où les réserves naturelles sont pour la plupart de faible étendue et situées dans un contexte agricole. L'on peut donc raisonnablement admettre par analogie que la situation des insectes au Luxembourg ne soit guère meilleure que celle constatée en Allemagne et que, si la situation se présente déjà dramatique à l'intérieur des réserves naturelles, elle est probablement pire en dehors de celles-ci. Voilà pourquoi il convient de se rendre à l'évidence que la déclaration de réserves naturelles ne suffira pas à elle seule pour améliorer la situation de la biodiversité en général et des populations d'insectes en particulier, mais qu'il faudra surtout améliorer l'état de nos zones Natura 2000 qui sont d'étendues plus vastes. Il convient également de rappeler dans ce contexte que les insectes se situent à la base de la chaîne alimentaire et que par conséquent leur déclin aura sans aucun doute des conséquences néfastes sur leurs prédateurs (oiseaux, chauves-souris, etc.). Dans les mois à venir il importera de lancer l'élaboration du Plan d'action «pollinisateurs» tel que prévu par le PNPN2 en collaboration avec tous les acteurs concernés, y compris le secteur agricole.

À moyen et à long terme il faut tirer les bonnes conclusions de ces études et accepter que ce n'est qu'en réformant profondément la politique agricole qu'il sera possible d'inverser les tendances négatives observées notamment chez les insectes, mais aussi chez la plupart des autres espèces animales et végétales ainsi que des habitats inféodés au milieu agricole (p. ex. oiseaux, prairies maigres de fauche, faune et flore des cultures champêtres, etc.). Les jalons pour ces réformes doivent être mis avant la prochaine période de programmation du Plan de développement rural national (PDR 2021/2027).

ad 3) La diversité et l'abondance des insectes reposent sur la présence d'habitats sains, structurés, diversifiés sur des aires suffisamment importantes. Ces habitats doivent pouvoir soutenir les différentes espèces d'insectes tout au cours de leurs cycles de vie complexes en leur offrant une base alimentaire (diversité florale, plantes hôtes), des habitats et sites de reproduction et de ponte ainsi que des habitats propices à l'hibernation. À cette fin il faudra modifier bon nombre de pratiques agricoles et abandonner notamment l'épandage de pesticides qui ont un impact direct (insecticides) ou indirect (herbicides détruisant l'offre florale et les plantes hôtes) sur les populations d'insectes. Il faudra aussi inverser les tendances actuelles vers des monocultures de plus en plus répandues aussi bien en milieu champêtre que dans les herbages. Il faudra conserver les biotopes existants, en créer de nouveaux et augmenter les surfaces laissées en jachère ainsi que les surfaces exploitées de façon extensive ou en agriculture biologique. La mise en œuvre conséquente du PNPN2 et des plans de gestion Natura 2000 par tous les acteurs concernés (environnement et agriculture) contribuerait à recréer des paysages nettement plus accueillants pour les insectes et pour toute la chaîne alimentaire y dépendante. Or, cette transition nécessite une politique agricole qui intègre davantage les principes écologiques et se réoriente de nouveau vers les équilibres naturels.

Question 3388 (24.10.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **gratuité des manuels scolaires pour les élèves faisant leur parcours scolaire à l'étranger:**

Dans la mesure où un certain nombre non négligeable d'élèves de l'enseignement secondaire effectuent leur parcours scolaire à l'étranger, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre, combien d'élèves se sont inscrits dans un établissement secondaire à l'étranger pour la rentrée scolaire 2017-2018?

2. Monsieur le Ministre, tout comme les élèves qui fréquentent une école de l'enseignement secondaire au Luxembourg, les élèves résidant au Luxembourg et inscrits dans un établissement secondaire à l'étranger bénéficient-ils aussi de la gratuité des manuels scolaires? Dans l'affirmative, de quelle manière?

3. Dans la négative, pour quelles raisons les élèves scolarisés à l'étranger ne profitent-ils d'aucune compensation?

Réponse (16.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Le contrôle du respect de l'obligation scolaire est assuré par les autorités communales qui ne sont pas tenues de transmettre ces informations au Ministère de l'Éducation nationale.

En règle générale, les enfants et jeunes, soumis à l'obligation scolaire, qui ne fréquentent pas une école publique luxembourgeoise, mais une école privée ou une institution à l'étranger, devraient être tenus de fournir un certificat de scolarité à leur commune de résidence.

Dès lors, mes services ne disposent pas du nombre d'élèves habitant le Grand-Duché et fréquentant une école à l'étranger. Toutefois, vu que ces données peuvent s'avérer intéressantes, j'ai chargé le service informatique et le service des statistiques et analyses de mon département d'identifier des pistes pour recueillir ces informations.

Dès qu'une procédure aura été établie, elle sera soumise pour approbation à la Commission nationale pour la protection des données.

ad 2. et 3. La Constitution prévoit en son article 23 la gratuité de l'enseignement public luxembourgeois. Vu que la gratuité des manuels scolaires à l'enseignement fondamental existe depuis longue date, le Gouvernement a décidé de l'étendre également à l'enseignement secondaire. Dans ce domaine, le Luxembourg ne fait que suivre l'exemple de la France, de la Belgique et de l'Allemagne qui disposent déjà aujourd'hui de systèmes de financement, de location ou de mise à disposition des manuels scolaires au niveau de l'enseignement secondaire.

Question 3418 (31.10.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **programme de soutien à l'éducation plurilingue:**

Depuis octobre 2017, toutes les crèches et autres structures prestataires du chèque-service accueil communiquent avec les enfants en luxembourgeois et en français dans le cadre du programme d'éducation plurilingue ayant lieu au cours d'un encadrement gratuit de 20 heures hebdomadaires. Selon nos informations, un certain nombre de parents s'opposent au programme plurilingue, étant d'avis que leurs enfants sont déjà exposés à suffisamment de langues et refusent carrément que leur enfant soit familiarisé en plus avec le luxembourgeois. C'est la raison pour laquelle certains parents demandent alors au personnel de la structure d'accueil d'exclure leur enfant des activités tenues en langue luxembourgeoise, activités qui ont lieu pendant les 20 heures gratuites du programme du soutien à l'éducation plurilingue.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de tels cas?

2) De quelle manière les structures concernées devraient-elles réagir quand une telle situation se produit?

3) Les parents qui refusent de faire participer leur enfant au programme d'éduction plurilingue ont-ils droit aux 20 heures d'accueil gratuites ou devront-ils, si on veut rester dans la logique du programme, se voir facturer lesdites heures d'accueil prestées?

Réponse (18.12.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Mes services n'ont pas été informés de tels cas jusqu'à ce jour.

Au contraire, nous avons reçu au cours des derniers mois des retours très positifs sur le fait qu'une attention particulière soit apportée au développement langagier des jeunes enfants. L'apprentissage précoce du luxembourgeois, à un âge où les enfants sont particulièrement réceptifs et enclins à découvrir les langues de leur environnement, est une mesure qui est largement saluée par les parties intéressées et le grand public.

ad 2) La loi modifiée sur la jeunesse, qui met en place le programme d'éducation plurilingue, prévoit la familiarisation des enfants avec la langue luxembourgeoise et avec la langue française et ni les parents qui souhaitent bénéficier du chèque-service accueil, ni une crèche presta-

taire du chèque-service accueil ne pourront refuser la participation au programme.

Nous ne pouvons évidemment pas exclure des parents demandant à une crèche de, par exemple reporter l'exposition de leur enfant à une nouvelle langue ou qu'ils expriment le souhait, pour quelle que raison que ce soit, que leur enfant n'apprenne pas la langue luxembourgeoise.

Dans ces cas, nous comptons sur les professionnels des structures pour qu'ils agissent, de concert avec les parents, dans le meilleur intérêt de l'enfant, comme ils le font dans d'autres situations où ils sont attentifs aux doléances particulières exprimées par les parents et aux besoins individuels des enfants.

ad 3) La loi prévoit que chaque enfant d'un à quatre ans a droit à 20 heures d'encadrement gratuit par semaine au titre de l'éducation plurilingue dans une structure prestataire du chèque-service accueil, ce qui équivaut à accepter la participation au programme d'éducation plurilingue.

Le concept de l'éducation plurilingue s'inscrit dans l'approche globale d'un encadrement de qualité de l'enfant, tel qu'elle a été définie par la loi modifiée sur la jeunesse. Il n'est pas conçu de telle manière à ce qu'il soit uniquement «appliqué» pendant 20 heures par semaine et il ne sera donc pas possible de se soustraire à ce programme.

Une attention toute particulière à la communication et aux interactions avec les enfants sera omniprésente et constituera le fil rouge du travail pédagogique quotidien. L'enfant est ainsi familiarisé de façon ludique avec la langue de communication du pays dans lequel ses parents ont choisi de vivre.

Question 3421 (02.11.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **remplacement du passage à niveau de la rue des Celtes à Cessange:**

En 2004 des travaux de modernisation ont été entamés sur la ligne ferroviaire de Luxembourg à Pétange dans l'objectif d'une augmentation de capacité et de sécurisation de celle-ci. Dans ce cadre une deuxième voie a été construite et un certain nombre de gares ont été renouvelées. En outre il était prévu de remplacer certains passages à niveau par des passages inférieurs. Ainsi, depuis la mise en service complète de la double voie en novembre 2012, le passage à niveau de la rue des Celtes à Cessange a été fermé définitivement. Cependant les travaux de remplacement du passage n'ont pas encore été entamés à l'heure actuelle, c'est-à-dire cinq ans plus tard.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état actuel du projet de construction?

- Quelles sont les raisons du retard?

- La réalisation du passage inférieur en question est-elle toujours prévue?

- Dans l'affirmative, s'agit-il d'un passage pour véhicules motorisés ou uniquement pour piétons et cyclistes?

- Dans la négative, ne serait-il pas utile de construire au moins un passage pour piétons et cyclistes?

Réponse (18.12.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En 2012, au moment de la mise en service du projet de la mise à double voie de la ligne Pétange-Luxembourg, le passage à niveau numéro 7 a dû être fermé au motif notamment de la programmation du logiciel d'exploitation mis en place lors de la mise à double voie qui ne tenait plus compte de la présence de ce passage à niveau.

La filiale CFL - Immo a déjà entamé des négociations au début de l'année 2009, en vue d'acquérir des emprises nécessaires à la construction de la nouvelle route qui fait partie intégrante du projet de substitution.

Malheureusement aucun accord entre parties n'a pu être trouvé de sorte qu'une procédure d'expropriation a été entamée en 2011. Suivant divers recours introduits par les propriétaires dans le cadre de cette procédure, aucun jugement n'a pu être rendu jusqu'à ce jour. La date de démarrage des travaux sur site reste exclusivement tributaire de la conclusion de la procédure d'expropriation.

Le projet de substitution du passage à niveau, qui est toujours d'actualité, comporte la construction d'un passage inférieur et d'une voirie routière reliant la rue des Celtes au CR178. Le nouveau pont aura une ouverture libre de 10 m et une hauteur libre de 5 m permettant ainsi la réalisation de deux pistes de 3 m de largeur chacune pour les véhicules motorisés. En plus, un trottoir au côté Ouest de 1,5 m de largeur et une piste mixte piétons/cyclistes de 2,5 m de largeur au côté Est seront réalisés.

Question 3423 (03.11.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **péage automobile sur les autoroutes et routes allemandes:**

Däitschland huet beschloss, eng Maut anzeféieren, déi och fir auslännesch Autoen, Motorrieder a Campingsbusse gëllt. Déi däitsch Automobiliste ginn, op déi eng an déi aner Manéier, vun dëser Maut verschount, andeems si manner „KFZ-Steuer" bezuelen.

Éistraich huet virun e puer Deeg beschloss, géint dës Maut beim europäesche Geriichtshaff ze kloen, an Holland huet ugekënnegt, sech dëser Klo unzeschléissen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1) Deelt den Här Minister d'Meenung vun Éisträich an Holland, datt déi däitsch PKW-Maut eng Diskriminatioun géintiwwer dem europäesche Bierger duerstellt?

2) Ass d'Lëtzebuerger Regierung bereet, sech der Klo vun Éisträich unzeschléissen?

3) Sollt d'Maut effektiv an Däitschland agefouert ginn, gesäit d'Lëtzebuerger Regierung dann d'Reciprocitéit vir, zum Beispill andeems Lëtzebuerg eng Maut fir däitsch respektiv all auslännesch Gefierer aféiert, oder mat Däitschland verhandelt am Sënn, datt mat eiser Vignette déi däitsch Maut bezuelt ass?

Réponse (05.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Nodeems d'Europäesch Kommissioun e Vertragsverletzungsverfahre géint Däitschland am Kader vun der Aféierung vun enger neier PKW-Maut an d'Weeër geleet hat, huet Lëtzebuerg natierlech mat gréisstem Interessi d'Evolutioun an dësem Dossier suivéiert.

Dëst Verfahren ass Enn 2016 vun der Kommissioun agestallt ginn, well Däitschland bei Verhandlunge mat der Kommissioun zu Zougeständnisser bereet war, fir hire Projet esou ofzeänneren, datt en an den Ae vun der Europäescher Kommissioun duerno konform zu den europäeschen Texter wier.

Zesumme mat Éisträich an Holland huet Lëtzebuerg an engem Schreiwes vum 8. Juni 2017 Erklärunge vun der Kommissioun gefrot, firwat d'Vertragsverletzungsverfahre géint Däitschland agestallt gi wier.

Opgrond vun dësen Erklärungen an no enger éischter Analys vum ofgeännerten däitsche Projet huet Lëtzebuerg, grad esou wéi Tschechien, decidéiert, fir à ce stade keng Klo géint de Projet ze maachen.

Lëtzebuerg géif generell an dësem Dossier eng europäesch Léisung favoriséieren. Eng eege Maut an all Land huet wuel net méi vill mat dem europäesche Gedanken ze dinn a riskéiert, och insgesamt problematesch fir d'Kompetitivitéit vun Europa ze ginn. Aus gesote Grënn plangt Lëtzebuerg dofir am Moment och net, fir eng national PKW-Maut anzeféieren.

Et sief an deem Zesummenhang hei awer och nach erwähnt, datt et zu Lëtzebuerg säit 1994 e Peage fir Camionen iwwer zwielef Tonne gëtt, déi sougenannten Eurovignette.

Question 3430 (06.11.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **ponctualité des autobus en milieu rural:**

Le Gouvernement a, entre autres, accordé une priorité absolue à l'amélioration de l'offre dans le domaine des transports en commun. Dans les zones rurales, l'utilisateur doit souvent changer à plusieurs reprises de bus pour atteindre sa destination.

Il nous revient dans ce contexte que les utilisateurs sont de plus en plus nombreux à se plaindre de la ponctualité des bus et de l'inéquation conséquente des correspondances.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations et, le cas échéant, quelles sont les lignes d'autobus où la ponctualité n'est plus garantie?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Ne serait-il pas opportun de réévaluer la situation des lignes autobus en milieu rural et d'adapter les horaires aux réalités du trafic?

Par ailleurs, il nous revient que sur certaines lignes d'autobus, surtout empruntées par des étudiants, les bus sont temporairement bondés de manière à ce que les étudiants doivent rester debout pendant tout le trajet.

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations et le cas échéant une telle situation est-elle conforme aux consignes de sécurité?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il échet de préciser tout d'abord que mes services s'efforcent à améliorer constamment la ponctualité des lignes du RGTR. Cependant, à l'heure actuelle, il est difficile de désigner la ou les lignes où la ponctualité n'est pas garantie notamment au vu de la croissance permanente du trafic.

Tout d'abord, les horaires de toutes les lignes du RGTR ont été révisés au cours de cette année et adaptés à la situation constatée sur le terrain. Toutes les bases de données sur les arrêts et itinéraires ont été contrôlées et intégrées dans un nouvel outil de planification informatique. En outre, des temps de profils distincts ont été introduits afin de tenir compte des durées de trajets suivant l'heure de pointe («Hauptverkehrszeit») ou l'heure creuse («Nebenverkehrszeit»). Les lignes ont été adaptées progressivement au «temps réel» les 27 février, 19 juin, 15 septembre et 10 décembre 2017. Une dernière mise à jour sera réalisée en mars 2018 et complétera les quelque 340 lignes d'autobus du RGTR.

Ensuite, la stratégie de limiter l'accès et les trajets au sein de la capitale du pays et de marquer le terminus des lignes régionales aux pôles d'échange, stabilisera les horaires des autobus alors que le trafic rencontré sur le trajet effectué à travers la capitale ne se répercutera plus sur la région.

Le système de la télématique en «temps réel» permettra aussi à mes services de détecter plus efficacement les retards et ponctualités et de réagir au fur et à mesure. Ainsi, les horaires seront adaptés en fonction de ces constats. Ce système permettra également d'améliorer les correspondances entre deux moyens de transport.

Les informations sont également fournies au groupe de travail «couloir-bus» afin d'envisager des solutions éventuelles dans ce contexte.

Concernant plus concrètement la ponctualité des courses scolaires, mon département a dû faire des adaptations de l'horaire sur onze lignes scolaires au cours de l'année.

Au cours de l'année 2018, une réorganisation du réseau du RGTR sera entamée, prenant en compte les résultats de l'enquête mobilité Luxmobil, des workshops publics «Är Iddie fir de Bus vu muer» tenus fin 2017, des comptages effectués sur toutes les lignes d'autobus ainsi que l'évaluation des statistiques du système télématique du RGTR. Un bureau d'études spécialisé en mobilité assiste le Département des transports dans ces travaux de réorganisation.

Finalement, si mes services constatent que des autobus, scolaires ou non, sont très ou trop chargés, la nécessité d'un renfort est analysée. Les autobus du RGTR ont des places assises et debout et des parties de trajets sont parfois inévitables en étant debout sans pour autant enfreindre des consignes de sécurité ou les dispositions du Code de la route. De manière générale de telles situations sont examinées au cas par cas pour remédier avec des renforts ou adaptations de capacité sur les lignes de bus concernées.

Question 3433 (07.11.2017) de **MM. Lex Delles** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **gratuité des manuels scolaires obligatoires:**

À partir de la rentrée scolaire 2018-2019, les élèves de l'enseignement secondaire vont, à l'instar des élèves de l'enseignement fondamental, bénéficier de la gratuité des manuels scolaires obligatoires.

Par ailleurs, afin de préparer les élèves dès le plus jeune âge aux défis de l'ère numérique, le Budget 2018 prévoit aussi une enveloppe de 2,1 millions d'euros pour l'acquisition de tablettes tactiles à des fins éducatives.

Le Gouvernement poursuit donc ses efforts pour alléger la charge financière des familles avec enfants par des prestations en nature.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Est-ce que les élèves du Schengen-Lyzeum Perl, lycée avec lequel le Luxembourg a une coopération transfrontalière, pourront aussi bénéficier des mesures précitées?

- Bon nombre de livres scolaires disposent d'une version numérique, téléchargeable sur des tablettes ou d'autres appareils terminaux. Les versions numériques des livres scolaires obligatoires seront-elles aussi prises en charge?

- Dans l'affirmative, sous quelles conditions? Faut-il être inscrit dans une classe dite «iPad»? Est-ce que les élèves auront, dans la mesure du possible, le choix entre la version papier et la version numérique de ces livres scolaires?

Réponse (16.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Dans le cadre des efforts fournis par le Gouvernement pour soutenir financièrement les familles et dans l'optique de la gratuité de l'enseignement, mon ministère mettra en place la gratuité des manuels scolaires pour tous les lycéens à partir de la rentrée 2018. Cette mesure s'appliquera aux élèves des lycées publics, des classes européennes de l'École internationale de Differdange et d'Esch-sur-Alzette, ainsi que des filières européennes du Lycée Edward Steichen à Clervaux, du Lënster Lycée et du nouveau lycée à Mondorf, de l'International School Michel Lucius, des classes internationales (IB) du Lycée technique du Centre et de l'Athénée, de l'International School Michel Lucius et des écoles privées qui appliquent le programme de l'Éducation nationale.

Les élèves luxembourgeois qui fréquent le Schengen-Lyzeum Perl (SLP) bénéficient déjà à l'heure actuelle de la gratuité des manuels scolaires à certaines conditions inhérentes au fonctionnement du lycée. Étant donné que le SLP fait partie de l'offre scolaire luxembourgeoise, un groupe de travail composé de représentants de mon ministère et du SLP sont actuellement en train de mettre au point une démarche pour permettre à tous les élèves luxembourgeois de bénéficier de la gratuité des manuels scolaires.

En ce qui concerne le format des manuels scolaires, il est vrai que le développement des manuels numériques est en train de connaître un réel essor sur le marché du livre scolaire. Vu l'implémentation des tablettes ou autres outils électroniques dans les écoles, que ce soit au Luxembourg ou dans d'autres pays européens, les éditeurs de manuels scolaires investissent dans la conception et le développement de tels produits.

Je mesure l'importance de fournir aux élèves qui fréquentent des classes dites «tablet classes» du matériel digital de qualité qui apporte une réelle plus-value pédagogique et didactique. En effet, l'outil informatique permet des approches vivantes et interactives où l'élève peut prendre une part active dans son apprentissage, en individuel ou en réseau, ce qui ouvre de nouvelles perspectives pour l'enseignement.

Quant à la question de la gratuité, il est entendu que tous les manuels obligatoires seront gratuits pour les élèves, qu'il s'agisse de la version imprimée ou de la version digitale si celle-ci existe. J'ai chargé mes services compétents en la matière de répertorier et d'analyser la disponibilité de versions numériques relatives aux manuels obligatoires au programme et de mettre au point, en collaboration avec les éditeurs de manuels scolaires, une démarche pour faire bénéficier les élèves de la version digitale en sus de la version imprimée. Des négociations autour des droits d'utilisation moyennant un contrat de licence sont actuellement menées et les frais pour ces droits seront pris en charge par mon département.

Dans une première étape de la mise en œuvre de la gratuité des manuels scolaires, il est envisagé d'offrir aux élèves le manuel en papier ainsi que le manuel numérique si celui-ci est disponible, ceci d'autant plus que les contrats de licence pour les versions numériques sont limités dans le temps.

Les élèves qui sont inscrits dans des classes dites «tablet classes» pourront ainsi profiter de

la version digitale pendant l'année en cours, mais ils auront également le manuel imprimé à leur disposition qu'ils garderont par la suite ou pourront revendre au «Bichermaart», ou donner à leurs frères et sœurs.

La question du développement de matériel didactique de qualité me tient à cœur, je considère en effet le matériel didactique, qu'il s'agisse de manuels papier, de manuels numériques ou d'applications digitales, comme un levier important du développement de la qualité de l'enseignement et de la motivation d'apprendre. Je mise résolument sur le développement de matériel adapté au contexte luxembourgeois multilingue et aux besoins hétérogènes des élèves qui fréquentent nos écoles. Le développement de manuels numériques, plateformes d'apprentissage ou applications digitales répondant aux besoins de nos élèves est d'ailleurs une des priorités des services de mon ministère qui se consacrent à la question du digital.

Il est évident que dans les années à venir, le développement de manuels ou autres formats numériques, et partant le besoin et la demande des élèves, enseignants et lycées, iront croissants. Cette réalité doit être prise en compte dans les stratégies de développement de matériels didactiques et élaborées en collaboration avec les commissions nationales et équipes curriculaires.

Question 3440 (09.11.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**accessibilité des transports en commun:**

Le règlement grand-ducal du 28 septembre 2017 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 septembre 1980 ayant pour objet de régler la police et d'assurer la sécurité des services de transports publics prévoit qu'il est dorénavant défendu «d'entrer dans le moyen de transport public, en fauteuil roulant qui ne dispose pas d'un repose-tête».

Or, l'on se doit de constater que la très grande majorité des fauteuils roulants ne dispose pas d'un repose-tête, tout simplement parce que les utilisateurs n'en ont pas besoin. Seulement une minorité des fauteuils roulants seraient équipés d'un repose-tête, en relation avec la pathologie de l'utilisateur.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il conscient du problème décrit ci-dessus?

- Quelles ont été les raisons à la base de cette décision?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le règlement grand-ducal en question devrait être modifié au plus vite afin d'assurer que les personnes en fauteuil roulant puissent utiliser les transports publics en toute légalité?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

À noter tout d'abord que la réglementation visée s'était limitée aux transports publics en autobus ainsi qu'en tram, en excluant par conséquent les services ferroviaires.

Ainsi, les transports visés par le règlement grand-ducal du 28 septembre 2017 cité par l'honorable Député sont ceux décrits par la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics en visant tant les transports publics réguliers ordinaires que spécifiques, à savoir ceux qui sont effectués en faveur d'une catégorie déterminée de voyageurs moyennant des véhicules spécifiquement équipés.

Avant l'introduction de cette mesure, certaines structures ou ateliers pour personnes handicapées, de même que les transporteurs assurant les transports spécifiques, ont déploré le manque de mesures de sécurité en faveur de personnes se déplaçant en fauteuil roulant. Avaient toujours fait objet de discussions le défaut de réglementation concernant des repose-tête ainsi que les différents systèmes de fixations des fauteuils roulants dans les moyens de transport spécifiques. Pour les mesures de fixation, des dispositions contractuelles existent (contrats de concession pour les transports CAPABS et ADAPTO) mais elles se heurtent parfois à des incompatibilités entre le châssis du fauteuil roulant et le système de fixation.

La motivation à la base de la décision concernant l'utilisation d'un repose-tête sur les fauteuils roulants dans les moyens de transport public, y compris dans les transports spécifiques, fut évidemment la sécurité des utilisateurs. En aucun cas, l'intention n'était une discrimination quelconque.

Certes, les moyens de transport ordinaires ne disposent pas toujours de dossiers hauts pour les voyageurs ou de repose-tête. Or, les personnes en fauteuil roulant sont souvent particulièrement vulnérables de sorte que l'on a estimé nécessaire de les protéger davantage avec cette mesure.

Je tiens encore à préciser que les fauteuils roulants électriques disposent d'un repose-tête dans leur équipement standard. Étaient donc concernés les fauteuils roulants manuels.

À préciser encore dans ce contexte qu'il faut être conscient que le fauteuil roulant n'est pas per se un siège adéquat pour se faire transporter dans un véhicule, et en particulier s'il s'agit d'un fauteuil manuel de base. Ainsi, les constructeurs de fauteuils roulants recommandent en principe que la personne concernée se mette sur un siège fixe du véhicule. D'ailleurs, suivant les modèles et les indications sur le châssis du fauteuil roulant, l'on distingue si le fauteuil roulant est destiné à être utilisé en tant que siège pour se faire transporter ou non; en outre, selon les cas, des normes DIN ou ISO sont indiquées pour certifier si le fauteuil remplit certains critères en matière de sécurité. L'utilisation d'un repose-tête, avait donc été préconisée afin d'offrir une meilleure sécurité aux personnes qui se déplacent dans le fauteuil.

Enfin, l'on précise encore que même si peu de pays en font une obligation, des exemples aux Pays-Bas, en Allemagne ou en Grande-Bretagne existent qui recommandent l'utilisation d'un repose-tête pour le transport d'enfants en chaise roulante.

Quoi qu'il en soit et au vu des différentes interventions à ce sujet, je tiens à vous informer que le Gouvernement a décidé le 22 novembre dernier de retirer cette disposition du règlement grand-ducal du 28 septembre 2017 précité de sorte que l'abolition de cette mesure est déjà en vigueur.

Question 3445 (10.11.2017) de **MM. Marco Schank** et **Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**électromobilité:**

Jusqu'en 2020, il est prévu de mettre en place 800 bornes de charge publiques (bornes «Chargy») pour les voitures électriques et les voitures plug-in hybrides.

Le déploiement, l'exploitation et l'entretien de ces bornes sont assurés par les différents gestionnaires de réseau de distribution (Electris, la Ville d'Ettelbruck, Sudstroum, la Ville de Diekirch et Creos). Le financement est également assuré par les gestionnaires de réseau de distribution et leur coût sera pris en compte dans le calcul des tarifs d'utilisation des réseaux.

L'accès aux bornes «Chargy» se fera via une carte (à débit ou prépayée) qui sera combinée avec la «mKaart», offrant ainsi tous les services du Verkéiersverbond. Selon nos informations, les premières bornes de charge sont dès à présent opérationnelles, mais le système de facturation fait jusqu'à présent défaut. Il nous revient que l'électricité pour le client final serait pour l'instant gratuite et par conséquent les gestionnaires de réseau de distribution n'arriveraient pas à couvrir les frais encourus pour le déploiement des bornes de charge publiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Quand le système de paiement «mKaart» sera-t-il opérationnel sur les bornes «Chargy»?

- Comment les touristes respectivement les personnes qui n'ont pas souscrit un contrat avec un fournisseur de service de charge au Luxembourg, et qui veulent temporairement profiter de cette offre, peuvent-ils utiliser les bornes de charge publiques?

- Les bornes de charge privées (personnes privées, entreprises) peuvent-elles s'intégrer dans le réseau national public «Chargy» et, le cas échéant, sous quelles conditions?

Réponse (20.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Conformément à la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité et au règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique, les gestionnaires de réseau de distribution ont commencé, depuis fin 2016, à installer les premières des 800 bornes de charge faisant partie de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique afin de pouvoir recharger les voitures 100% électriques et les voitures plug-in hybrides dans les lieux publics. Cette infrastructure, dont les bornes de charge publiques, s'appelle «Chargy». En avril de cette année, les premières bornes «Chargy» ont été mises en service alors que le déploiement général des 800 bornes se poursuivra progressivement jusqu'en 2020. À la fin de l'année, le réseau comptera une centaine de bornes opérationnelles réparties sur tout le territoire du pays. Le système central commun du réseau de bornes de charge publiques, qui permet la communication des données entre les bornes de charge, les gestionnaires de réseau de distribution et les fournisseurs de service de charge, est également opérationnel depuis le premier semestre de cette année. Les gestionnaires de réseau de distribution facturent dès lors les frais d'utilisation de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique aux fournisseurs de service de charge. En effet, quelques-uns de ces fournisseurs de service de charge ont offert, dans un premier temps et suivant des réflexions commerciales, l'électricité gratuitement à leurs clients.

Les bornes de charge «Chargy» sont dotées d'un moyen d'identification uniforme moyennant la carte à puce multifonctionnelle «mKaart» du Verkéiersverbond qui porte également le logo «Chargy». Ce moyen d'identification uniforme est opérationnel.

Ainsi, aussi bien les résidents que les non-résidents peuvent, par le biais d'une carte à puce «mKaart», charger leur voiture électrique sur les bornes «Chargy» en souscrivant un contrat auprès d'un fournisseur de service de charge de leur choix qui offre un produit afférent. Les responsables du système «Chargy» sont actuellement en cours de négocier des accords avec des plateformes d'itinérance d'autres pays afin de permettre dans le futur aux touristes respectivement aux voitures de passage de pouvoir charger leur véhicule électrique également sur les bornes «Chargy». Des premiers accords sont attendus dans le premiers mois de l'année 2018. En outre, les responsables du système «Chargy» sont actuellement en train de développer un moyen de paiement «à l'acte» via un «web-shop» qui vise les utilisateurs qui n'ont pas encore conclu de contrat ou acheté un abonnement auprès d'un fournisseur de service de charge inscrit dans le système «Chargy».

Conçue pour intégrer toutes les autres bornes compatibles existantes au Luxembourg, l'infrastructure de charge publique est basée sur un système informatique central commun permettant la communication des données entre les bornes de charge, les gestionnaires de réseau de distribution et les fournisseurs de service de charge. Le règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique prévoit en effet que les gestionnaires de réseau de distribution doivent coopérer de manière non discriminatoire avec toute personne publique ou privée qui veut établir ou exploiter des bornes de charge sur des emplacements ouverts au public en vue d'intégrer ces bornes de charge dans le système central commun «Chargy». Ces bornes de charge doivent répondre à des caractéristiques fonctionnelles et techniques minimales qui sont également définies dans le même règlement grand-ducal et doivent être gérées par le même système central commun mis en place pour les bornes de charge publiques. Ces spécifications techniques et fonctionnelles ont notamment trait au type du connecteur de charge, le protocole de communication et le moyen d'identification de l'utilisateur. Ces bornes sont marquées par un logo «Chargy OK» et sont à disposition de tous les utilisateurs de la plateforme «Chargy» munis d'une «mKaart» compatible «Chargy».

Question 3449 (14.11.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **conséquences d'un éventuel Brexit dur:**

Dans une interview accordée au «Journal du dimanche», le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier, a évoqué la possibilité qu'aucun accord ne puisse être trouvé entre Bruxelles et Londres. Il ajoute que: «Chacun doit s'v préparer, États comme entreprises.» En effet, en cas d'échec les relations entre l'UE et le Royaume-Uni seront réglées par le droit commun de l'Organisation mondiale du commerce.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Le Gouvernement a-t-il déjà évoqué cette «possibilité»? Dans l'affirmative, quel pourrait être l'impact d'un «Hard Brexit» sur le Luxembourg et sa place économique et financière?

2. Le Luxembourg dispose-t-il d'une stratégie pour ce cas de figure?

Réponse commune (18.12.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1. Le Gouvernement évalue régulièrement les différentes possibilités relatives au Brexit qui constitue un dossier complexe dont l'issue précise est impossible à prédire à ce stade des négociations. Se pose aussi la question de la définition exacte d'un «Hard Brexit». Un «Hard Brexit» peut aller de l'absence générale d'accord jusqu'à un ou plusieurs accords partiels réglant de façon insuffisante divers domaines couverts aujourd'hui par l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne.

Un «Hard Brexit» dans le sens d'une absence d'accord sur le retrait et sur le cadre des futures relations entre l'Union européenne des 27 et le Royaume-Uni figure parmi les scénarios dont le Gouvernement luxembourgeois tient compte dans son appréciation générale de la situation. Un tel scénario risquerait effectivement d'avoir un impact non négligeable sur les places économiques et financières de l'ensemble des pays de l'UE27 et aussi sur le Royaume-Uni.

Par ailleurs, à partir du moment où le Royaume-Uni sera un pays tiers, ce seront les règles de l'OMC qui s'appliqueraient dans l'hypothèse de l'absence d'un accord sur le retrait et sur le cadre des futures relations.

Pour les flux de biens, ce serait l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui serait pertinent. En ce qui concerne les services, financiers notamment, ce seraient les dispositions de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS, ou GATS en anglais pour General Agreement on Trade in Services) qui s'appliqueraient.

Cet accord multilatéral vise notamment la libéralisation des échanges de services et contient des engagements spécifiques contractés par les différents pays en vue d'assurer l'accès à leur marché, y compris des indications relatives aux cas dans lesquels les pays renoncent provisoirement à l'application du principe de la non-discrimination que constitue la clause de la «nation la plus favorisée». À défaut de négociations multilatérales actives, les engagements existants sont ceux qui ont été pris dans le contexte du cycle dit d'Uruguay. Ainsi, en ce qui concerne les services financiers, ce sont les engagements en matière de services financiers pris respectivement par le Royaume-Uni et le Luxembourg qui vont donc réglementer le commerce bilatéral. Ces engagements contiennent un seuil légal obligatoire. Toutefois la libéralisation autonome ces dernières 20 années est allée bien plus loin.

Les engagements pris par le Royaume-Uni dans le cadre de l'AGCS, pour des raisons de forme, sont consolidés dans la liste des engagements spécifiques (schedule) de la Communauté européenne et de ses États membres. Pour tous les secteurs, à l'exception des services de télécommunication de base et les services financiers, ces engagements spécifiques figurent dans la liste EC12-1994. Les engagements relatifs aux services de télécommunication de base et aux services financiers figurent dans deux suppléments ultérieurs correspondant aux CE-15.

Le scénario d'une absence d'accord n'est donc pas celui auquel les parties en négociation, dont le Luxembourg, aspirent. À noter que l'absence d'accord aurait également des conséquences substantielles dans le domaine du droit des citoyens.

ad 2. Comme relevé dans la réponse précédente, l'objectif primaire du Gouvernement luxembourgeois, comme celui de tous les États membres de l'UE ainsi que de la Commission européenne, est d'éviter le scénario de l'absence d'accord.

Le Gouvernement a procédé à un exercice de screening interministériel sur les conséquences du Brexit. Le but est de minimiser l'impact négatif du retrait britannique de l'UE, quelle que soit la forme que prendra la relation future avec le Royaume-Uni.

Dans le cadre des négociations, le Luxembourg plaide pour une période de transition limitée dans le temps qui maintiendrait une sorte de statu quo règlementaire après le mois de mars 2019 afin de permettre aux acteurs économiques et aux citoyens de s'adapter au nouveau cadre relationnel entre l'UE et le Royaume-Uni.

Le Ministre des Affaires étrangères qui coordonne le travail interministériel relatif au Brexit reste, comme par le passé, à disposition de la Chambre des Députés pour s'entretenir sur les négociations en cours.

Question 3452 (14.11.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **heures d'ouverture des boulangeries-pâtisseries:**

Dans le cadre d'un litige opposant un boulanger-pâtissier au Ministre de l'Économie, le tribunal administratif vient par jugement du 18 octobre 2017 d'annuler la décision du ministre qui refusait de «faire bénéficier [le boulanger-pâtissier] d'une dérogation en matière d'ouverture de son magasin, en lui permettant d'ouvrir ses portes aux clients avant 06.00 heures du matin, à l'instar des concurrents voisins, stations de service».

Alors qu'en réponse à ma question parlementaire n°2928, Monsieur le Ministre avait indiqué vouloir «attendre le jugement du tribunal administratif pour ce qui est du cas d'espèce dont il est saisi afin de tirer tous les enseignements», y compris celui de décider s'il y a lieu d'interjeter appel ou non, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre entend-il interjeter appel contre le jugement du tribunal administratif précité?

- Ayant implicitement reconnu devoir réformer le régime des heures d'ouverture, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les modifications qu'il envisage et endéans quel délai?

- L'étude commanditée dans ce contexte auprès du LISER a-t-elle déjà été communiquée à Monsieur le Ministre? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes de réforme proposées par ledit institut? Dans la négative, quand cette étude sera-t-elle finalisée?

Réponse (05.01.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Tout d'abord je peux confirmer qu'appel a été interjeté. Cet appel est à mon avis amplement justifié par le fait que le Ministère de l'Économie n'a pris aucune décision de refus dans le cas d'espèce. Mes services ont seulement rappelé au requérant la situation légale, sans prendre de décision, étant donné que la législation ne prévoit pas la possibilité de pouvoir introduire à titre individuel une demande de dérogation aux heures d'ouverture auprès du ministère.

En effet, seule une demande de dérogation sectorielle, émise par le biais d'une organisation professionnelle représentative de la branche au niveau local, communal, régional ou national, respectivement via l'administration communale et s'appliquant donc, dans le cas d'espèce, à tous les boulangers-pâtissiers en vue d'ouvrir avant 06.00 heures le matin serait recevable.

Dans le cadre légal actuel il n'est donc pas possible de donner suite à la demande d'un boulanger individuel pour ouvrir avant 06.00 heures afin de ne pas subir de désavantage par rapport à une station-service proche.

À ce stade, il n'est pas prévu de procéder à une réforme complète de la législation en matière d'heures d'ouverture ni à une libéralisation complète des heures d'ouverture. Une fois le jugement de la Cour administrative rendu, il faudra nécessairement trouver une solution de compromis qui devra tenir pareillement compte de la protection de la vie de famille des salariés dans le commerce que des besoins des entreprises de s'adapter aux attentes des consommateurs et aux évolutions technologiques, mais également de la revendication du voisinage des commerces à une certaine tranquillité nocturne.

Concernant l'étude commanditée auprès du LISER, les services du ministère et le LISER ont tout d'abord dû définir une méthodologie de travail et un questionnaire pour l'enquête à réaliser. L'étude sera effectuée en tenant compte des remarques des partenaires sociaux, afin de s'assurer qu'elle puisse rencontrer l'acceptation mutuelle des parties concernées. Le lancement de l'enquête aura lieu début janvier 2018 et il est prévu de finaliser l'étude en juin 2018.

Question 3453 (15.11.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **trains de nuit:**

Depuis décembre 2016, les CFL offrent des trains de nuit sur les lignes Luxembourg - Ettelbruck et Luxembourg - Esch-sur-Alzette les vendredis, samedis et la veille de jours fériés. Selon les explications fournies par Monsieur le Ministre lors de l'introduction de cette offre très limitée, il s'agissait d'une phase pilote qui serait évaluée au bout d'une période déterminée.

En décembre 2017, il y aura un changement des horaires des trains. Or, il paraît que les trains de nuit continueront à circuler sur les lignes précitées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce qu'une évaluation de ces services de nuit a été réalisée après une année d'exploitation? Dans l'affirmative, quel est le résultat de cette évaluation?

- Au vu de ces résultats, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il serait opportun d'étendre l'offre des trains de nuit à d'autres lignes bien fréquentées?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le bilan sur l'occupation des trains nocturnes circulant sur les lignes 10 et 60 pendant les nuits de vendredi à samedi et de samedi à dimanche montre que sur un total de 738 trains saisis entre le 11 décembre 2016 et le 18 novembre 2017, 16.576 voyageurs ont profité de ce service. En considérant l'occupation de quatre trains partant chaque weekend vers le nord et le sud du pays, la moyenne se chiffre à 34 voyageurs par train en direction de Troisvierges et 50 voyageurs vers le sud du pays.

Pour les trains nocturnes du 23 juin vers Troisvierges et vers Rodange, un pic d'occupation de 709 respectivement 562 voyageurs a été constaté. Sur la ligne 10, le mois de juin a marqué un maximum de 1.130 voyageurs ayant utilisé le train nocturne. De même pour la ligne 60, qui a marqué un maximum de 1.488 voyageurs pour le mois de juillet.

L'extension de l'offre des trains de nuit à d'autres lignes n'est actuellement pas encore réalisable à cause des grands chantiers qui sont en cours en vue d'augmenter la capacité de l'infrastructure ferroviaire. La mise en place d'une offre complémentaire ne sera en principe pas réalisable avant l'année 2023.

Question 3455 (15.11.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **«démasculination» de la langue française:**

En France, plusieurs centaines de professeurs ont récemment décidé à ne plus faire apprendre la règle grammaticale, selon laquelle «le masculin l'emporte sur le féminin». En prétendant vouloir promouvoir l'écriture inclusive à l'école, ces professeurs préfèrent notamment faire appliquer la règle latine de «l'accord de proximité» qui consiste à accorder l'adjectif avec le plus proche des noms ou pronoms auquel il se rapporte.

Il s'ensuit que certains écoliers français écriront à l'avenir: «les hommes et les femmes sont belles» ou «les garçons et les filles sont contentes».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce mouvement vers une «démasculination» de la langue française?

- Dans l'affirmative, quelle est la position de Monsieur le Ministre? Partage-t-il l'avis de ces professeurs qui prétendent que les règles grammaticales actuelles induisent des représentations mentales, conduisant femmes et hommes à accepter la domination d'un sexe sur l'autre?

- L'application spontanée des règles d'une grammaire inclusive ne risque-t-elle pas de créer des confusions dans la pratique?

Réponse (16.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

J'ai bien pris connaissance d'un mouvement tendant à une «démasculinisation» de la langue française: dans une tribune publique, 314 professeurs et universitaires français ont en effet affirmé leur refus de perpétuer la règle qu'en matière d'accords, «le masculin l'emporte sur le féminin», ceci aux motifs que la règle serait récente dans l'histoire de la langue française, qu'elle ne serait «pas linguistique mais politique», et qu'elle serait propre à induire «des représentations mentales qui conduisent femmes et hommes à accepter la domination d'un sexe sur l'autre, de même que toutes les formes de minorisation sociale et politique des femmes».

Sans vouloir me prononcer sur le bien-fondé des arguments avancés, je note que ce mouvement, même s'il a réussi à capter l'attention des médias, est largement minoritaire au sein de la communauté des enseignants de français de l'Hexagone et - pour autant que je puisse en juger - inexistant au Luxembourg. Par ailleurs, à défaut d'une instance nationale en la matière, le Luxembourg a coutume de se rallier aux préceptes de l'Académie française dans toutes les questions ayant trait à la langue française. Or, dans une récente déclaration, l'Académie s'est prononcée à l'unanimité de ses membres contre «l'écriture dite inclusive», argumentant que «la démultiplication des marques orthographiques et syntaxiques qu'elle induit, aboutit à une langue désunie, disparate dans son expression, créant une confusion qui confine à l'illisibilité»[1]. Partant, je n'envisage pas l'introduction de nouvelles règles de grammaire au Luxembourg.

Question 3456 (15.11.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant l'**augmentation de la TVA et** les **répercussions sur les lois de financement:**

Le Gouvernement a décidé en 2014 d'augmenter le taux de la TVA à partir du 1er janvier 2015. La mesure fut concrétisée au niveau de la loi budgétaire de l'État 2015.

Pour le cas de figure de nouvelles constructions entre autres dans le domaine public, ce taux est alors passé de 15% à 17%.

De nombreux lois de financement et engagements financiers arrêtés avant la date-clé du 1er janvier 2015, dont entre autres ceux qui prévoient des aides étatiques pour le compte des communes ou syndicats de communes, retiennent un subventionnement se basant sur une estimation budgétaire avec un taux TVA de 15%, applicable à l'époque.

Il s'ensuit que les maîtres d'ouvrage seront pénalisés par une réduction des aides étatiques de 2%, si aucune adaptation n'est allouée.

Les lois de financement respectivement les engagements prévoient, du moins pour la plupart des cas, la promesse de tenir les maîtres de l'ouvrage indemnes d'une adaptation pareille en fixant les montants des aides «sans préjudice des hausses légales de prix pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que tous les engagements et lois de financement bénéficient d'une hausse des aides suite à l'augmentation de la TVA, vu qu'il s'agit d'une hausse légale au profit de la Trésorerie de l'État?

- Dans l'affirmative, quelle est la méthode d'adaptation des aides étatiques à la hausse de la TVA?

- Dans la négative respectivement pour les engagements pris sans promesse d'une prise en compte d'une hausse légale, quelles sont les protections alternatives pour les maîtres d'ouvrage communaux?

Réponse (12.12.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les engagements de l'État relatifs à des subsides pour des projets d'investissements de tiers ne bénéficient pas d'une hausse des aides suite à la modification de certains taux de la TVA à partir de l'année 2015.

En effet, la disposition standard reprise dans les lois autorisant la participation de l'État au financement d'infrastructures d'assainissement et de protection de l'eau, inspirée sur proposition du Conseil d'État, de la formulation appliquée au subventionnement des investissements hospitaliers ou destinés à la réalisation de centres intégrés pour personnes âgées, est formulée comme suit:

«Les dépenses engagées au titre du projet visé à l'article 1er ne peuvent pas dépasser le montant de … euros.

Ces montants correspondent à la valeur … de l'indice semestriel des prix de la construction au … . Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ces montants sont adaptés semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité[2]».

Les devis à la base des projets pour lesquels une intervention de l'État est sollicitée comprennent normalement une marge pour «divers et imprévus», sur laquelle le surcoût dû à des facteurs imprévus, comme donc aussi une augmentation de TVA, peut être imputé au maître d'ouvrage.

Des «protections alternatives» pour les maîtres d'ouvrage tiers, communaux ou autres, au-delà de cette marge, n'ont pas été envisagées et ne sont donc pas prévues par la législation.

Question 3457 (16.11.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **permissions de voirie:**

La loi du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un Fonds des routes détermine les cas où une permission de voirie doit être sollicitée par le porteur de projet.

Selon mes informations, le délai entre la demande d'une permission de voirie et l'octroi de celle-ci est très long, ce qui retarde la réalisation de projets.

Voilà pourquoi je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont en moyenne les délais de délivrance pour les permissions de voirie? Est-ce que les délais pour les projets d'envergure et les petites modifications souhaitées par une administration communale (signalisation, passage pour piétons, etc.) sont les mêmes?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que ces délais devraient-être raccourcis? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures qu'il entend mettre en œuvre afin d'améliorer la situation?

Réponse (09.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Sur les 5.639 demandes qui ont été présentées du 1er janvier jusqu'au 21 novembre 2017, 4.221 permissions de voirie (pdv) ont été accordées, dont 976 pdv ministérielles et 3.245 pdv directes. À noter que 1.086 dossiers sont en cours de traitement et que 332 dossiers ont été classés ou concernaient des avenants ou prorogations.

En 2017, les pdv directes ont été accordées en moyenne après 8,1 jours. Les pdv ministérielles, dont les dossiers étaient complets et conformes, ont été accordées en moyenne après 49,2 jours. Tandis que les dossiers non conformes (pièces manquantes, informations à fournir, projets à adapter, etc.), ont été autorisés en moyenne après 109,6 jours.

Les délais sont différents principalement en fonction du type de permission et non pas nécessairement en fonction de l'envergure des projets. En effet, les permissions de voirie directes sont normalement accordées dans des délais très courts par le service régional compétent de l'Administration des ponts et chaussées. Ce type de permission concerne principalement des travaux ou aménagements courants ou limités dans le temps (démolitions, échafaudages, conteneurs, branchements privés, panneaux publicitaires, etc.).

Les autres travaux ou aménagements ayant un impact durable sont traités par le biais d'une permission de voirie ministérielle (accès, maisons, résidences, lotissements, infrastructures, aménagements routiers, etc.).

Les pdv ministérielles ont des délais plus longs du fait d'une procédure différente qui débute par une première vérification du dossier et une visite des lieux effectuées par le service régional compétent des ponts et chaussées. Un projet de permission de voirie établi par ce dernier est ensuite examiné et, si nécessaire, modifié ou complété à différents niveaux de l'administration.

Le projet de permission de voirie est ensuite transmis au ministère où il est approuvé, après

[1] Déclaration de l'Académie française, séance du 26 octobre 2017 (http://www.academie-francaise.fr/actualites/declaration-de-lacademie-francaise-sur-lecriture-dite-inclusive)

[2] À titre d'exemple: Loi du 16 juin 2009 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure.

un dernier contrôle, sous forme d'une permission de voirie ministérielle.

Des délais plus longs résultent avant tout du fait que le demandeur d'une pdv tarde à présenter des documents manquants ou des adaptations de plans demandées.

Des efforts continus sont entrepris pour améliorer et écourter les procédures, que ce soit par exemple en offrant des formations spécifiques aux agents traitant les dossiers ou en restructurant ou simplifiant le «Guide d'application en matière d'établissement des permissions de voirie ministérielles».

Les chiffres démontrent que ces efforts portent leurs fruits. En effet, quoique le nombre de dossiers ne cesse d'augmenter, 25% de plus entre 2012 et 2016 (+ 46% pour les pdv ministérielles!), les délais de traitement ne cessent de se raccourcir, sans que les effectifs du personnel affectés à l'instruction des dossiers n'aient été augmentés.

Question 3458 (16.11.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **transport de voyageurs par route:**

Le règlement (CE) n°561/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 fixe actuellement les règles relatives aux durées de conduite, aux pauses et aux temps de repos qui doivent être observées par les conducteurs assurant le transport de voyageurs par route.

Même si les entreprises de transport luxembourgeoises respectent, pour autant que je le sache, en âme et conscience les règles applicables en la matière, elles sont exposées à une concurrence ardue et s'organisent de manière à offrir aux clients le meilleur prix possible.

Cela peut aboutir à la situation cocasse que deux bus, un véhicule transportant les voyageurs et conduit par un premier conducteur et un deuxième plus petit de type «minibus» conduit par un deuxième conducteur, se suivent sur le même trajet pendant plusieurs heures. À un moment donné, le premier conducteur prend le volant du «minibus», tandis que le deuxième chauffeur conduit les voyageurs à destination. Du fait que le temps passé dans le «minibus» n'est pas comptabilisé comme durée de conduite journalière, le deuxième chauffeur respecte, aussi bien les dispositions légales et conventionnelles luxembourgeoises que les règles européennes susmentionnées. De facto, ceci revient toutefois à une durée de conduite journalière, à mon sens, exagérée.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faille sensibiliser les services étatiques et communaux, y compris les lycées et écoles à ladite problématique et exiger que sur des trajets dépassant une certaine distance, il faille en tout temps avoir deux chauffeurs à bord d'un seul bus permettant constamment à un des chauffeurs de se reposer? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette façon de procéder n'augmente le bien-être des chauffeurs de bus de même que la sécurité des voyageurs, en ce y compris les écoliers et élèves de lycées?

- Monsieur le Ministre entend-il prendre une initiative au niveau européen afin d'améliorer les conditions de travail des conducteurs et la sécurité des voyageurs?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le cas décrit par l'honorable Députée vise probablement celui dont mon département avait été saisi à la fin de l'année scolaire 2016-2017 et qui concernait concrètement une excursion d'une classe scolaire du cycle 4.1 de Gonderange et de Bourglinster, suite à laquelle les parents d'une élève étaient intervenus auprès de notre département pour se renseigner sur les modalités des temps de conduite de l'entreprise d'autocars.

Je tiens à préciser préalablement dans ce contexte que cette entreprise avait été conforme aux réglementations en vigueur.

Cependant, je comprends les inquiétudes de l'honorable Députée quant à des durées de conduite effectuées à cheval tel que précisées dans l'exemple de l'honorable Députée.

Il est vrai que suivant l'article 9 paragraphe 2 du règlement (CE) n°561/2006 du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) n°3821/85 et (CE) n°2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) n°3820/85 du Conseil, «Tout temps passé par un conducteur pour se rendre sur le lieu de prise en charge d'un véhicule (...) ou en revenir, lorsque celui-ci ne se trouve ni au lieu de résidence du conducteur ni à l'établissement de l'employeur auquel le conducteur est normalement rattaché, n'est pas considéré comme repos ou pause.»

La problématique ne reste pas moins anodine au niveau de la sécurité évidemment, mais aussi longtemps que la réglementation et en particulier les amplitudes (stricto sensu) sont respectées, aucune sensibilisation ou intervention n'aura d'effets.

Au niveau européen, la Commission européenne a présenté le 31 mai 2017 la première partie de son «paquet mobilité», dont une des propositions est d'appliquer certaines règles et notamment la législation sociale aux véhicules commerciaux légers et ses conducteurs. La Présidence estonienne de l'Union européenne a travaillé dur sur les différents éléments du paquet mobilité et a présenté un rapport sur l'état d'avancement lors du Conseil «Transports» du 5 décembre 2017. La prochaine Présidence bulgare entend prendre la relève et prévoit d'aboutir à une approche générale pour le Conseil «Transports» de juin 2018.

Évidemment, le Luxembourg soutient l'approche d'appliquer la législation sociale aux conducteurs des véhicules commerciaux légers. Contrairement à d'autres éléments du paquet mobilité, ce point n'est pas beaucoup controversé et devrait bien aboutir.

Ainsi, le problème soulevé par l'honorable Députée sera résolu une fois les modifications de la législation européenne adoptées.

Question 3459 (16.11.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **campagne «Rethink your drink»:**

Le 7 novembre 2017, Restopolis a lancé la campagne «Rethink your drink» qui s'en prend aux boissons sucrées. Cet objectif mérite d'être soutenu, la campagne est sans doute utile dans un souci de santé publique.

Cependant, l'eau potable dans notre pays étant d'une très bonne qualité tant au niveau du goût que de la salubrité en raison des normes très strictes fixées par le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation, on peut se demander pourquoi cette campagne n'a pas profité de l'occasion de faire de la publicité pour le produit de nos robinets? Elle semble en effet soutenir surtout les eaux minérales en bouteilles PET.

Nous savons que les bouteilles PET constituent un problème dans le circuit des déchets, le plastique étant un fléau environnemental mondial.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Est-il envisagé de mettre à disposition des étudiants plus de gobelets recyclables, comme c'est déjà le cas dans certains établissements scolaires?

2) Quelles sont les mesures entreprises pour promouvoir la consommation de notre eau potable?

3) Quelles sont les mesures entreprises par le Département de l'environnement en vue d'une réduction des déchets plastiques dans les établissements scolaires?

Réponse commune (16.01.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Conformément à la hiérarchie dans la gestion des déchets, la priorité est toujours donnée à la prévention des déchets. Proposer des gobelets recyclables ne tient pas compte de la prévention, mais consiste toujours à favoriser des produits à usage unique. Par ailleurs, le fait de proposer des gobelets recyclables n'est pas une garantie que ces gobelets soient effectivement recyclés correctement. Pour ce faire, il faudrait mettre en place un tri correct à la source pour ce type de matériel ce qui pourtant est difficilement réalisable notamment sur des places publiques.

C'est dans ce contexte qu'actuellement Restopolis n'envisage plus de mettre à disposition de la communauté scolaire de gobelets recyclables car l'utilisation du verre est favorisée pour des raisons écologiques. La mise à disposition de verres pour la consommation de boissons s'est avérée comme la meilleure solution pour les convives. Il en est de même pour les consommateurs de café/thé qui se voient remettre des tasses en porcelaine, sauf pour les cafés/thés à emporter pour lesquels Restopolis propose des gobelets en carton recyclables en attendant une autre solution plus durable.

D'autre part, Restopolis est à la recherche de gobelets réutilisables conformes aux besoins des convives tout en continuant à privilégier l'utilisation des verres et tasses en porcelaine.

Actuellement une analyse de faisabilité est en cours visant à proposer des bouteilles en verre comme alternative aux bouteilles PET. Par ailleurs, Restopolis a déjà commencé à travailler sur la création d'affiches pour sensibiliser à l'utilisation du verre/de la porcelaine pour toute consommation «sur place».

ad 2) Entre 2009 et 2013 l'ALUSEAU a réalisé, en collaboration avec l'Administration de la gestion de l'eau et le Ministère de l'Intérieur (à l'époque le ministère ayant l'eau dans ses attributions) une vaste campagne d'information et de sensibilisation sur l'eau potable. Lors de cette campagne le site Internet www.drenkwaasser.lu a été développé, rassemblant toutes les informations utiles autour de l'eau potable au Luxembourg, et notamment une plateforme de publication des analyses de l'eau potable. En parallèle, une campagne d'affiches, de spots télévisés et radio, ainsi qu'un concours de philatélie menant à un timbre promouvant l'eau potable étaient lancés. L'élément central de la campagne était cependant le «Waasserbus» qui visitait les écoles et des manifestations pour informer et sensibiliser les enfants et le grand public aux sujets de l'eau potable et pour distribuer celle-ci. Le bus était également présent aux salons comme l'Oekofoire, tout comme l'Administration de la gestion de l'eau et le Département de l'environnement.

L'Administration de la gestion de l'eau a réalisé les brochures d'information «L'eau potable au Luxembourg» et «Eist Waasser» ainsi que du matériel de support pour les écoles, notamment un cahier d'énigmes, un jeu autour de l'eau et des affiches concernant le cycle de l'eau, la pollution de l'eau, la consommation de l'eau potable ainsi que sa réduction, le tout téléchargeable sur le site www.waasser.lu.

L'Administration de la gestion de l'eau a également déjà effectué des visites dans des écoles (Journée de l'eau dans les écoles primaires et présentations dans des lycées) afin d'informer et de sensibiliser le public déjà au plus jeune âge aux sujets de l'eau potable.

Le SEBES et le SES proposent l'installation de bornes de distribution d'eau potable (Tenqy et ISKABUR), installations en place dans certains lycées, installations sportives etc. afin de promouvoir la boisson d'eau potable.

S'il est vrai que Restopolis met en avant les eaux luxembourgeoises dans ses points de vente et vient de lancer sa campagne «Rethink your drink» afin de sensibiliser la population scolaire à consommer moins de boissons sucrées, il faut signaler que des cruches d'eau potable sont mises gratuitement à disposition des convives par Restopolis. L'eau du robinet étant de très bonne qualité, des cruches d'eau potable sont déposées sur les tables des restaurants scolaires. Restopolis ne soutient en aucun cas la distribution d'eau en bouteilles PET par rapport à l'eau du robinet, mais le message premier de la campagne «Rethink your drink» était de remplacer une bouteille de boisson sucrée par de l'eau (sous n'importe quelle forme), action par laquelle le consommateur, conscient des dégâts sur l'environnement de la production sucrière, fait un geste écologique.

Restopolis offrira bientôt à la vente des gourdes réutilisables qui peuvent être remplies avec de l'eau du robinet. Dans ce contexte, il est envisagé d'organiser une deuxième édition de la quinzaine «Rethink your drink», qui permettra non seulement de sensibiliser les consommateurs à utiliser ces gourdes réutilisables, mais aussi de promouvoir l'engagement «Anti-Gaspi».

ad 3) Le Ministère du Développement Durable et des Infrastructures, Département de l'environnement ensemble avec l'Administration de l'environnement ont toujours soutenu des initiatives de prévention de déchets plastiques telles que le projet pilote visant à remplacer lors de manifestations les gobelets à usage unique par des gobelets consignés réutilisables ou le projet d'un gobelet à usage multiple utilisé lors de marches populaires.

Un groupe de travail composé de représentants du Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse va être mis en place afin de dresser un état des lieux de la situation actuelle, de repérer les différentes sources de déchets plastiques et d'élaborer des pistes pour bannir à moyen terme les récipients et emballages en plastique des écoles et lycées. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation seront lancées prochainement dont le but est de mettre à disposition des récipients consignés, pouvant être utilisés par exemple dans la restauration pour emporter le surplus des plats ou encore dans la vente de repas préparés et de promouvoir l'utilisation de gobelets réutilisables destinés à la consommation d'eau potable du robinet, de café et de thé.

Toutes ces initiatives s'inscrivent dans les objectifs du nouveau Plan national de gestion des déchets et des ressources, actuellement dans la phase de consultation publique, qui vise entre autres à promouvoir l'utilisation des emballages à usage multiple, dont notamment les gobelets et de réduire les gobelets à usage unique.

Question 3460 (17.11.2017) de **MM. Léon Gloden** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant les **plans d'aménagement général:**

Dans une interview publiée au journal le Quotidien en date du 15 novembre 2017, Monsieur le Ministre dit au sujet des PAG: «Deux tiers des communes n'ont toujours pas envoyé le leur! Mais maintenant, il faut y aller: la date butoir a déjà été repoussée deux fois et ça suffit.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre confirme qu'il n'entend pas proroger la date butoir du 08.08.2018?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre préconise pour faire avancer les dossiers en cours sachant que les bureaux d'études n'arrivent pas à conclure la charge de travail résultant des travaux de refonte engagés relatifs au PAG endéans le délai précité?

Réponse (04.01.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En référence et en complément à mes réponses aux questions parlementaires n°s3040 et 3420 des honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth, je tiens tout d'abord à rappeler aux honorables Députés que la loi du 14 juin 2015 portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain a prorogé la date limite pour la refonte complète des plans et projets d'aménagement général des communes jusqu'au 8 août 2018. Il s'agissait en fait de la 3e prolongation du délai depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2004.

Par ailleurs, la loi du 14 juin 2015 a allégé l'ampleur de la sanction initiale qui frappait de caducité les plans d'aménagement général qui n'avaient pas fait l'objet d'une refonte endéans le délai prescrit antérieurement. Une commune qui n'arrive dès lors pas à respecter le délai du 8 août 2018 pourra cependant continuer à exécuter son plan d'aménagement général moyennant la délivrance d'autorisations de construire, mais sans pour autant pouvoir le modifier[1], ni engager de nouvelles procédures visant à faire adopter un plan d'aménagement particulier «nouveau quartier».

Il s'avère dès lors indispensable que les communes procèdent à la refonte de leurs plans d'aménagement général «mouture 1937» qui, de par leur rigidité, ne permettent pas un urbanisme adapté aux besoins actuels. Qui plus est, nombre de ces PAG ne sont plus en phase avec le principe de la sécurité juridique.

Comme je l'ai d'ailleurs déclaré lors de mon intervention devant la Chambre des Députés le 21 mai 2015 à l'occasion des débats en amont du vote de la loi précitée du 14 juin 2015, la refonte des PAG amène notamment une plus grande facilité et constitue de ce fait une simplification administrative importante, particulièrement au niveau des quartiers existants. En effet, la solution de facilité insinuée par les honorables Députés de proroger une nouvelle fois la date butoir est synonyme de prolongation inutile et considérable des procédures administratives pour la réalisation de projets de lotissement dans les quartiers existants dans les communes qui n'ont pas encore adopté un nouveau PAG, mouture 2004-2011. Il y a donc

[1] sauf pour procéder à la refonte

lieu de considérer qu'une simple prorogation de délai n'est évidemment pas en phase avec les efforts consentis par le Gouvernement et d'autres acteurs, dont la Chambre des Députés, à combattre activement et offensivement la pénurie de logements.

En outre, elle ne ferait que perdurer une situation défavorable d'insécurité juridique et de traitement inégalitaire d'une commune à l'autre.

De toute façon, et en admettant qu'il n'y a pas lieu d'exclure l'approche insinuée par les honorables Députés malgré les désavantages décrits ci-dessus, je reste persuadé qu'il n'est nullement indiqué de se prononcer à ce stade pour une prorogation du délai précité. Une telle avancée du Gouvernement risquerait d'être mal interprétée par les retardataires et de les encourager à continuer de faire traîner les choses. Un tel développement déplorable serait diamétralement opposé à la volonté du législateur, volonté partagée d'ailleurs par tous les groupes politiques. Il me tient donc à cœur d'inviter une nouvelle fois les responsables communaux concernés à se conformer à la loi dans les meilleurs délais, et de les rendre attentif au fait qu'au cas contraire, ils ne seraient pas à l'abri d'éventuelles demandes en réparation de la part de particuliers.

Ceci étant, je puis informer les honorables Députés que quelque 40 communes, dont la Ville de Luxembourg, ont finalisé la procédure d'adoption d'un nouveau PAG ou ont au moins entamé leur procédure d'adoption proprement dite (art. 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004). Il est donc de mise de constater que les délais impartis étaient raisonnables. Parmi les quelque 60 communes restantes, l'énorme majorité a finalisé la première phase de l'évaluation sur les incidences environnementales, dont la commune de Clervaux et depuis peu la Ville de Grevenmacher. Il me revient finalement que seul quatre communes n'ont pas encore atteint ce stade de la procédure.

Je me permets, par ailleurs, de rappeler que par le biais de ma circulaire n°3282 du 22 juin 2015 ayant trait à la prolongation de la date limite pour la refonte du PAG au 8 août 2018, j'avais vivement encouragé les communes «à maintenir, en collaboration avec leur bureau d'études, les efforts déjà entrepris pour mener à terme la refonte du PAG».

Compte tenu de ces développements, je ne peux que réitérer mes conclusions tirées dans ma réponse du 5 juillet 2017 à la question parlementaire n°3040, à savoir que l'échéance du 8 août 2018 pourra être tenue par les communes. Un bilan afférent sera effectué par le Gouvernement dans les prochains mois.

En ce qui concerne le deuxième volet de la question parlementaire, je donne à considérer que le Ministère de l'Intérieur a activement incité les acteurs communaux concernés à limiter au strict nécessaire les modifications ponctuelles de leurs anciens plans d'aménagement afin de ne pas aggraver davantage la surcharge de travail que connaissent actuellement les bureaux d'urbanisme agréés chargés de la refonte des prédits plans.

Dans ce sens, il va sans dire que les services du Ministère de l'Intérieur, et notamment la commission d'aménagement, se tiennent à l'entière disposition pour assister et accompagner tant les acteurs communaux que les différents bureaux d'urbanisme dans la finalisation des projets d'aménagement général.

Question 3461 (17.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**interprétation du droit pénal:**

Am 5. Rapport vun der ECRI (Commission européenne contre le racisme et l'intolérance vum Conseil de l'Europe) iwwer Lëtzebuerg, deen den 28. Februar 2017 publizéiert gouf, felicitéiert dee Gremium op e puer Plazen déi lëtzebuergesch Justiz fir eng wäit Interpretatioun (interprétation large) vum Strofrecht. Ech zitéieren dës Passagen:

«Les tribunaux interprètent les dispositions sur l'incitation à la haine d'une manière large et répriment ainsi également les injures et diffamations racistes.» (Säit 9)

«En même temps, l'ECRI constate avec satisfaction que les tribunaux interprètent les dispositions sur l'incitation à la haine d'une manière large.» (Säit 11)

Am „Point de vue du Gouvernement du Luxembourg sur le cinquième rapport de l'ECRI sur le Luxembourg", deen d'Regierung gefrot huet, fir un dee Rapport ze annexéieren, hélt si net zu deenen zitéierten Aussoe vun der ECRI Stellung.

Et ass e Grondprinzip am Rechtswiesen, datt de Principe de légalité en droit pénal bewierkt, datt een nëmme kann opgrond vun engem präzisen a kloren Text veruerteelt ginn. Dëst geet zréck op de Rechtsprinzip „Nullum crimen sine lege". Dës onverzichtbar Prezisioun gëtt dem Rechtswiesen eng gewësse Previsibilitéit an och eng Rechtssécherheet. Aus dëser Rechtsopfaassung ergi sech och d'Prinzipie vun der Netréckwierkung an der Noutwendegkeet vun enger enker Interpretatioun (interprétation stricte) vum Strofrecht. Am franséischen Droit heescht et dowéinst am Artikel 111-4 vum Code pénal: «La loi pénale est d'interprétation stricte.» Datselwecht ass och zu Lëtzebuerg en allgemeng unerkannte Prinzip, op dee sech jo och a wichtegen, internationale Konventioune referéiert gëtt.

Dowéinst wollt ech den Här Justizminister froen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Strofrecht op eng strikt Manéier ze interpretéieren ass?

2. Ass den Här Minister der Meenung, datt de Principe de légalité en droit pénal e wichtege Rechtsgrondsaz ass?

3. Wéi wëllt den Här Minister am Kader vu senge politesche Responsabilitéiten zu der Promotioun vun der Zouverlässegkeet, der Previsibilitéit an der Rechtssécherheet am Beräich vum Strofrecht bäidroen?

4. Wéi beuerteelt den Här Minister déi méi uewen zitéiert Aussoe vun der ECRI iwwert d'Praxis vun de Lëtzebuerger Geriichter, déi op eng wäit Interpretatioun vum Strofrecht hindeiten?

Réponse (22.12.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Den honorabelen Deputéierte kënnt a senger parlamentarescher Ufro nees op Froen zréck, déi kierzlech an der Chamber - an ëffentlecher Sëtzung, de 15. November vun dësem Joer - schonn ausféierlech debattéiert gi sinn.

Wat d'ECRI betrëfft, kann d'Regierung net aschätzen, wat dëst wichtegt Gremium dozou beweegt, dës oder déi Aschätzung ze maachen.

Zu Lëtzebuerg gëtt, an den honorabelen Deputéierte weess dat sécherlech, de Principe de légalité en droit pénal respektéiert.

Zu Lëtzebuerg huet och all Biergerin an all Bierger Rechter, déi hir an him et erlaben, Geriichtsdecisiounen ze kontestéieren, wa se als net richteg empfonnt ginn, an dat iwwer méi Instanzen.

Am héijen Interêt vum Justiziabel ass et eng permanent Suerg vun der Regierung, eis Justizautoritéiten mat den néidege personellen, infrastrukturellen, finanziellen a legale Moyenen ze versinn, fir konstant eng Justiz op héijem internationalen Niveau ze erméiglechen. Esou ass Lëtzebuerg 2017 vun der Europäescher Kommissioun am Beräich vun der Ziviljustiz opgefouert ginn als dat EU-Land, wou d'Prozesser am séierste ginn. Eng Auszeechnung, awer och eng Motivatioun, fir et nach besser ze maachen, do wou dat geet.

Dëst gesot, huet d'Regierung deem, wat se am Kader vun der uewe genannter parlamentarescher Debatt iwwert de Respekt vun der Gewaltentrennung gesot huet, näischt bäizefügen.

Question 3462 (17.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **vente de tickets à travers le site www.luxembourg-ticket.lu:**

Lëtzebuerg verfüügt iwwer vill Plaze wou kulturell Veranstaltungen opgeféiert ginn an iwwer e grousse Programm vun alle méigleche kulturellen Opféierungen. Fir et esouwuel dem interesséierte Publikum wéi den Organisateure méi liicht ze maachen, Reservatiounen ze maachen a Billjeeën ze kafe respektiv ze verkafen, gëtt et de Service „luxembourgticket". Dësen erlaabt et esouwuel iwwer Internet (www.luxembourgticket.lu) wéi an enger Rei Guichete Billjeeën ze kafen.

Leider ass et esou, datt eng Rei kulturell Institutiounen, dorënner d'Philhamonie an d'Abtei Neimënster, e groussen Deel vun hirem Programm net méi iwwert de Service luxembourgticket ubidden, esou datt d'Clienten hir Billjeeën direkt an dësen Haiser musse bestellen a kafen.

De Service luxembourgticket ass en Deel vun de Servicer, déi vun der Agence luxembourgeoise d'action culturelle de Lëtzebuerger Organisateuren zur Verfügung gestallt ginn. Dës Agence, déi als Asbl agedroen ass, gëtt vum Stat a vun der Stad Lëtzebuerg ënnerstëtzt. Och d'Philharmonie an d'Abtei Neimënster ginn zum gréissten Deel vun der ëffentlecher Hand finanzéiert.

Dowéinst wollt ech dem Här Kulturminister dës Froe stellen:

1) Ass dem Här Kulturminister d'Situatioun bekannt, datt eng Rei kulturell Institutiounen, wéi d'Philharmonie an d'Abtei Neimënster, net méi oder nëmmen nach zum Deel mam Service luxembourgticket kollaboréieren?

2) Wéi eng gréisser kulturell Institutiounen, déi vun der ëffentlecher Hand ënnerstëtzt ginn, bidde keng oder nëmme wéineg Veranstaltungen iwwert de Service luxembourgticket un?

3) Aus wéi enger Ursaach ginn eng Rei Billjeeën net méi iwwert de Service luxembourgticket ofgewéckelt? Ass dëst an der Haaptsaach eng finanziell Ugeleeënheet?

4) Ass den Här Kulturminister bereet, déi responsabel Mataarbechter vun de kulturellen Institutiounen - ëmsou méi se vun der ëffentlecher Hand ënnerstëtzt ginn - an der Agence luxembourgeoise d'action culturelle ronderëm en Dësch ze versammelen, fir de Problem ze léisen?

5) Ass d'Regierung bereet, de Budget vun der Agence luxembourgeoise d'action culturelle ze héijen, wann dëst d'Viraussetzung wär, fir datt nees all kulturell Manifestatioune kéinten iwwert de Service luxembourgticket ofgewéckelt ginn?

Réponse (25.01.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1) D'Situatioun, déi Dir beschreift, war ons schonns méi laang bekannt an dowéinst krut d'lescht Joer déi nei Direktioun an der Agence luxembourgeoise d'action culturelle (ALAC), déi „luxembourgticket" geréiert, als eng vun hiren Haaptmissiounen, de Service vun der Billetterie opzeschaffen an ze moderniséieren, fir nei a méi Clienten ze fannen.

ad 2) Et sinn haaptsächlech véier kulturell Institutiounen (d'Philharmonie, d'Rockhal, d'Kulturfabrik zu Esch-Uelzecht an d'Rotonden op der Gare), déi decidéiert haten, hir eege Billetterie opzemaachen.

ad 3) D'Haaptursaach war, dass si méi Fräiheet wollten, wat d'Entwécklung vun hirem hausinterne Marketing ugeet, fir den direkte Service un hire Clienten ze stäerken. Wichteg war hinnen, de Profill vun hirem Publikum ze erkennen an esou geziilt d'Vermaartung vun hire Manifestatiounen opzebauen.

Déi véier Haiser hunn hiren Ticketverkaf ouni eng direkt finanziell Ënnerstëtzung vum Kulturministère organiséiert. Den Opbau vun enger Billetterie ass en zolitte finanziellen Investissement an dofir ass net vun enger budgetärer Ugeleeënheet auszegoen.

ad 4) Déi nei Spëtzt vun der ALAC, déi säit Enn 2016 am Amt ass, huet bis haut keng Efforte gescheit, fir „luxembourgticket" nees méi attraktiv a konkurrenzfäeg ze maachen. Si hu sech d'lescht Joer mat bal alle kulturellen Institutiounen ausgetosch - och déi uewe genannten Haiser. Mam Resultat, dass, zum Beispill, Neimënster am November 2017 bereet war, „luxembourgticket" e Kontingent Billjeeën an de Verkaf an an d'Promotioun ze ginn. D'Rockhal mécht dëst säit laange Joren. An d'Philharmonie proposéiert säit dësem Joer d'Promotioun vun hire Manifestatiounen um Internetsite vun „luxembourgticket". D'kulturell Institutiounen an d'ALAC sëtzen also schonns erëm „um Dësch", fir Léisungen an nei Kooperatiounen ze fannen.

ad 5) De System vun engem nationale Billjeesverkaf wéi „luxembourgticket" ass komplex a muss och technesch permanent opgerüst a moderniséiert ginn, fir all dat ze bidden, wat de Client vun deem Service verlaangt. Am éischten Trimester vun dësem Joer ass virgesinn, dass - an dat zesumme mat eisem Partner, der Stad Lëtzebuerg - gepréift gëtt, wéi eng eventuell finanziell Hiewelen ugesat misste ginn, fir „luxembourgticket" zu enger nach besserer a virun allem zentraler Ulafstell ze maachen, wou de Client bequeem op enger Plaz säi Billjee kafe kann an och all d'Informatioune fënnt, déi e brauch.

Question 3463 (17.11.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **nouvelle loi russe désignant des médias comme «agents de l'étranger»:**

En effet, la Douma vient d'adopter mercredi - en urgence d'ailleurs - une loi qui permettra de qualifier des médias étrangers ou russes bénéficiant d'un financement international d'«agents de l'étranger». Pour la République de Russie, ladite loi est considérée comme étant une «riposte similaire» (Poutine) à l'enregistrement sous cette même qualification d'«agent de l'étranger» de la chaîne de télévision pro-Kremlin, RT (ex-«Russia Today») aux États-Unis. Même si la nouvelle loi russe doit encore être adoptée et validée formellement par le Conseil de la Fédération, avant d'être promulguée par le Président Vladimir Poutine, de nombreux observateurs étrangers parlent déjà d'une nouvelle «guerre de l'information».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la position du Gouvernement relative à cette nouvelle loi russe désignant des médias comme des «agents de l'étranger»? Quelles en sont les conséquences pour la liberté de presse en général et les médias étrangers en particulier en Russie? Le qualificatif «guerre de l'information» est-il, pour le reste, justifié?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur une éventuelle démarche politico-diplomatique bilatérale en réponse à la nouvelle loi de la Douma?

3. Monsieur le Ministre peut-il également me renseigner si le Gouvernement envisage d'aborder cette évolution pour le moins préoccupante au niveau du Conseil de l'Union européenne et aussi au sein du Conseil de l'Europe dont fait également partie la Russie?

Réponse (14.12.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le Luxembourg suit de près la mise en œuvre de la nouvelle législation russe désignant des médias comme «agents de l'étranger». Ce sujet est également analysé au Conseil de l'Europe, notamment par le Commissaire aux droits de l'homme. Dans ce contexte, une alerte a été publiée sur la plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes. La liberté des médias est une composante essentielle de toute démocratie et il est à craindre que la mise en œuvre de cette législation constitue une menace pour les médias libres et indépendants et pour l'accès à l'information en Russie.

ad 2. Ensemble avec les représentations diplomatiques des autres États membres de l'UE, notre ambassade à Moscou suit la situation, qui continue d'ailleurs à évoluer. Il est actuellement encore difficile à répondre aux maintes questions qui se posent suite aux derniers amendements de ce projet de loi.

ad 3. La porte-parole du Service extérieur de l'Union européenne a fait une déclaration en date du 26 novembre 2017 à laquelle le Luxembourg se rallie. Au Conseil de l'Europe, le sujet sera abordé au Comité des délégués, et le Commissaire aux droits de l'homme a fait une déclaration en date du 20 novembre 2017.

Question 3464 (20.11.2017) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant le **bus à haut niveau de service:**

Il ressort d'un article de presse récent que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures envisage l'aménagement sur l'autoroute A4 d'un couloir pour un bus à haut niveau de service (BHNS) entre Esch-Belval et le quartier de la Cloche d'Or à Luxembourg-ville. Cet article soulève également la question d'un prolongement de cette ligne jusqu'en France.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le projet élaboré par le ministère prévoit actuellement l'option d'un prolongement de la ligne BHNS entre la Cloche d'Or et Belval jusqu'en France?

- Dans quels délais les travaux pour la mise en œuvre de ce projet pourront débuter?

- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer approximativement le coût du réaménagement de l'autoroute A4, ainsi que le coût relatif à une extension du BHNS jusqu'en France?

- Au vu du nombre toujours croissant de personnes empruntant chaque jour l'autoroute A4, Monsieur le Ministre estime-t-il que l'aménagement d'une liaison par tram entre les deux destinations puisse constituer une alternative

envisageable au BHNS? Des parkings P&R proches de l'autoroute A4 pourraient-ils rendre une telle ligne de tram attrayante?

Réponse (09.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le couloir de l'autoroute A4 entre Esch-sur-Alzette et la ville de Luxembourg est un des axes qui connaît la plus forte demande en déplacements du Grand-Duché, avec comme conséquence la saturation de l'autoroute aux heures de pointe. Actuellement, une dizaine de lignes RGTR transportent quelque 1.300 passagers par période de pointe sur l'autoroute A4. Ceci correspond à un bus toutes les trois minutes en moyenne sur son tronçon central. Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et l'Administration des ponts et chaussées étudient actuellement plusieurs options pour renforcer l'offre des transports en commun, et d'ailleurs l'aménagement d'une liaison cyclable, sur ce corridor. L'objectif est de mettre en place des améliorations à court terme qui seront compatibles avec des améliorations plus conséquentes à moyen terme. Toutes les options en cours d'analyse considèrent évidemment aussi les besoins en mobilité transfrontalière. Les études en question fourniront des éléments de réponse plus concrets avant l'été 2018.

Le projet du réaménagement multimodal de l'autoroute A4 a été adopté par la Chambre des Députés lors du débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État en date du 6 décembre 2017. Dès lors, et sur base de l'étude de faisabilité approuvée en novembre 2017, l'Administration des ponts et chaussées alignera les études d'avant-projet avec l'étude analysant plusieurs options de transport en commun, et dont des résultats plus concrets sont attendus pour mi-2018. Comme les études détaillées ne sont pas encore finalisées, un planning de réalisation ne peut pas encore être avancé, et il est encore trop tôt pour se prononcer sur l'enveloppe des coûts, qui englobera non uniquement la voie pour bus, mais également le réaménagement indispensable des échangeurs de Lankelz, Lallange et Foetz.

Le projet des ponts et chaussées devra donc être compatible avec les futurs options et concepts d'exploitation élaborés à ce stade par mon ministère dans le but de garantir à moyen terme une offre de transports en commun suffisante permettant de satisfaire aux besoins de mobilité sur ce corridor très important.

Question 3465 (20.11.2017) de **MM. Yves Cruchten** et **Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **feux de circulation avec décompte:**

La signalisation routière évolue et on voit apparaître dans d'autres pays de plus en plus de modèles différents de feux de circulation. Si au Luxembourg les feux équipés d'un signal sonore pour malvoyants sont très répandus, il n'en est pas de même pour des feux qui indiquent d'une manière ou d'une autre la durée de la phase rouge ou verte. Ainsi, il existe des feux de circulation avec compte à rebours qui indiquent et aux voitures et aux piétons le temps d'attente.

Dès lors, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que ce type de feux de circulation (avec décompte) est conforme à la réglementation existante au Luxembourg?

- Sinon, Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'introduction de nouveaux modèles de feux de circulation pourrait améliorer la sécurité et le confort des usagers de la route?

Réponse (16.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le Code de la route s'exprime sur la signification en matière de priorité des signaux lumineux dont il est fait usage pour régler la circulation.

Les signaux colorés lumineux peuvent être de couleur verte, orange ou rouge. Les signaux blancs s'adressent aux conducteurs de véhicules du transport public.

Les installations avec affichage d'un compte à rebours affichent la durée restante de la phase actuelle (vert ou rouge) jusqu'au changement à la prochaine phase. Cet affichage peut s'adresser tant au trafic motorisé qu'aux piétons et cyclistes.

Lorsque l'affichage d'un compte à rebours n'altère pas le fonctionnement, ni la signification des feux lumineux utilisés pour régler la circulation, son emploi n'est pas contraire aux dispositions réglementaires.

Les incidences sur le comportement des usagers de la route lors de l'affichage du temps restant aux signaux lumineux furent examinées scientifiquement dans plusieurs études et les résultats sont plutôt mitigés. Généralement, les résultats pour un compteur à rebours s'adressant aux piétons étaient positifs et le nombre des infractions aux feux rouges baissait environ d'un tiers. Par contre, les investissements pour la mise en place de feux de circulation avec décompte s'adressant au trafic motorisé sont disproportionnés par rapport à leur utilité.

L'utilisation systématique de feux lumineux à décompte ne saurait donc être préconisée et l'utilité de tels signaux en rapport avec la sécurité routière devrait être vérifiée au cas par cas et peut varier en fonction du système de feux de signalisation automatisé et dynamique. D'ailleurs, il est déconseillé d'utiliser des feux avec indication de la durée restante en chiffres, mais d'avoir recours à un modèle d'indicateur qualitatif, tel qu'utilisé aux Pays-Bas, qui permet plus de souplesse au niveau de la programmation des installations de feux lumineux.

Question 3466 (20.11.2017) de **MM. Léon Gloden** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant le **calcul des contributions des communes:**

Concernant le calcul des contributions des communes, il y eu lieu de constater une différence entre les données établies par le Statec et celles du RNPP. Cependant, ces différences devraient appartenir au passé suite à l'introduction du RNPP et la synchronisation de registres communaux et nationaux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Comment de telles différences dans les données sont-elles possibles?

- Qu'entend faire Monsieur le Ministre afin de remédier à cette incohérence?

Réponse (04.01.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question des honorables Députés au sujet du calcul des contributions financières aux communes, j'aimerais tout d'abord référer les honorables Députés à ma réponse du 20 mars 2017 à la question parlementaire n°2773 de l'honorable Député Marc Lies au sujet du registre des personnes physiques.

Il s'avère en effet que le Statec, qui ne tombe, par ailleurs, pas sous la compétence du Ministre de l'Intérieur, a procédé jusqu'en 2016 à l'estimation de la population sur base du recensement général de la population, des mouvements naturels et des mouvements migratoires. Aussi, les chiffres de la population calculés par le Statec à l'époque pouvaient varier fortement avec ceux des registres de la population.

Or, suite à la synchronisation des registres communaux des personnes physiques avec le registre national des personnes physiques, qui constitue d'ailleurs un travail de coordination durable et permanent entre les secteurs étatique et communal, le Statec, en collaboration avec le CTIE, produit depuis le 1er janvier 2017 les chiffres de la population sur base du registre national des personnes physiques.

Question 3467 (20.11.2017) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **médicaments sans ordonnance:**

Une enquête sur l'automédication publiée par le magazine français «60 millions de consommateurs» dévoile une «liste noire» de produits pharmaceutiques, parmi ceux les plus vendus, et révèle que plus de la moitié des 62 médicaments vendus en libre accès en pharmacie pour soigner les petites pathologies hivernales est à proscrire.

Sur cette liste figurent des médicaments avec deux à trois composés actifs: un vasoconstricteur (nez bouché), un antihistaminique (nez qui coule) et du paracétamol ou de l'ibuprofène (mal de tête).

Selon «60 millions de consommateurs», ces médicaments «tout-en-un» cumulent des risques de surdosage et d'effets indésirables gravissimes (accidents cardiovasculaires, neurologiques, vertiges...).

En outre, des médicaments à base de pseudoéphédrine à administration par voie orale sont vendus sans ordonnance alors qu'ils délivrent jusqu'à 30 fois la dose de ceux qui s'administrent par voie nasale et qui sont accessibles seulement sur ordonnance. L'enquête s'attaque aussi aux sirops contre la toux.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Êtes-vous informée des résultats de cette enquête, et quelles suites y seront réservées?

2. Quel est le nombre de médicaments disponibles actuellement sans ordonnance dans les pharmacies au Grand-Duché pour soigner les «petites pathologies hivernales»? Quel est le nombre total de médicaments disponibles en vente libre?

3. Les médicaments incriminés par cette enquête sont-ils tous disponibles au Grand-Duché en vente par Internet? Y en a-t-il certains qui sont réservés à la vente au comptoir en pharmacie?

4. La publicité pour ces médicaments au Luxembourg est-elle réglementée? De quelle façon est-il envisagé de donner des informations complémentaires sur les risques de ces médicaments en vente libre?

Réponse (13.12.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les services du Ministère de la Santé sont au courant de l'article publié dans le numéro spécial du mois de décembre du magazine «60 millions de consommateurs». Aucun des médicaments y mentionnés ne fait à l'heure actuelle officiellement l'objet d'une éventuelle suspension par les autorités sanitaires nationales françaises ou de procédures d'arbitrage par l'Agence européenne des médicaments (EMA), tout en rappelant qu'une règlementation pharmaceutique efficace vise à assurer l'innocuité, l'efficacité et la qualité des médicaments.

Les médicaments autorisés, qui sont utilisés dans les indications concernant le traitement symptomatique des affections et troubles bénins comme la toux ou le rhume, sont repris dans la liste des médicaments commercialisés au Luxembourg. L'information fournie par cette liste est cependant limitée aux modalités de prescription et de remboursement et ne donne accès ni à leur composition ni à leur dosage en principes actifs. La consultation des banques de données administratives a permis aux services du Ministère de la Santé de recenser un nombre de 60 médicaments à prescription non obligatoire renfermant à divers dosages et à associations plus ou moins variées des principes actifs vasoconstricteurs, antihistaminiques ou autres, tels que des huiles essentielles, extraits de plantes ou des sels. Ces médicaments à prescription non obligatoire ne contiennent, pour la grande majorité, qu'une association de deux principes actifs. Ils sont proposés lors des demandes de conseil pour traiter le plus rapidement possible les affections courantes hivernales.

C'est justement dans le contexte de l'automédication que le pharmacien doit mettre le patient en garde contre une thérapeutique aléatoire. Il est du devoir du pharmacien d'informer et d'éclairer le patient sur le fait que la prise de médicaments à prescription non obligatoire doit être limitée à une courte période. Si au cours de cette période, qui ne doit pas dépasser cinq jours, les symptômes ne disparaissent pas ou s'aggravent, le patient doit consulter un médecin.

Force est de rappeler que le médicament n'est pas un produit de consommation comme un autre, et qu'il incombe au pharmacien d'informer et conseiller le patient pour que ce dernier décrypte les nombreuses informations transmises par les médias. La publicité au public concernant les médicaments sans prescription encadrée obligatoire et qui peuvent être mis en vente en ligne, est dans ce sens strictement règlementée et son contrôle incombe aux autorités sanitaires.

Question 3468 (20.11.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **arrêts de bus à Ingeldorf:**

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a fait aménager de nouveaux arrêts de bus le long de la N7 à Ingeldorf en attendant la réalisation future d'un boulevard urbain à travers cette localité. Cette décision est très louable étant donné qu'elle permet de rendre plus attractif le transport en commun entre Diekirch et Ettelbruck. Or, il s'avère que l'arrêt de bus près de la pharmacie «Nordstad» pose des problèmes de sécurité manifestes puisqu'il est situé à la fin d'une bande en béton asphaltique destinée à faciliter les sorties de véhicules en provenance du parking d'un supermarché.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant la sécurité des voyageurs de bus en cet endroit? Le ministère a-t-il fait élaborer une étude au préalable?

2. Comme l'arrêt de bus «Um Dräieck» est loin des quartiers d'habitation d'Ingeldorf, est-il possible d'assurer également que les lignes de bus 555 (Ettelbruck - Huldange) et 570 (Ettelbruck - Stolzembourg) puissent desservir les nouveaux arrêts près de la pharmacie «Nordstad» et du lieu-dit «Walebroch»?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En ce qui concerne l'arrêt de bus près de la pharmacie «Nordstad», je précise qu'il s'agit d'un arrêt de bus provisoire pour lequel aucune étude préalable n'a été effectuée. Il est actuellement desservi par la ligne RGTR 512 «Nordstadbus».

Par la suite, avec la réalisation du couloir multimodal entre Ettelbruck et Diekirch, l'arrêt de bus en question sera décalé d'environ 50 mètres le long de la future voie de bus. L'actuel arrêt de bus provisoire avait été aménagé pour offrir déjà maintenant une opportunité supplémentaire de monter dans le bus entre Ettelbruck et Diekirch.

Les lignes RGTR 555 et 570 pourront desservir l'arrêt «Ingeldorf-Walebroch» à partir du mois de mars 2018 tout en offrant à ce moment-là un affichage en «temps réel» à l'occasion de la prochaine phase d'adaptation du réseau RGTR.

Question 3471 (23.11.2017) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant les **accidents avec des animaux sauvages:**

Lors d'une récente conférence de presse, la Police grand-ducale a avancé que 1.200 accidents avec des animaux sauvages lui ont été notifiés. Ce chiffre ne représente qu'une partie du nombre total d'animaux sauvages tués annuellement sur nos routes. À ce chiffre il faudra ajouter les animaux ramassés par les agents des ponts et chaussées, ceux ramassés par les préposés forestiers, ceux ramassés par les propriétaires et locataires des lots de chasse respectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs les questions suivantes:

- Est-ce que le Gouvernement juge utile et nécessaire de centraliser les informations des différents acteurs cités et, le cas échéant, d'établir une carte nationale avec les accidents et zones à risque?

- Quelles mesures le Gouvernement entend-il envisager pour diminuer le nombre d'accidents avec des animaux sauvages?

Réponse (09.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En général, les accidents avec des animaux sauvages ne causent pas de dégâts aux dépendances de la voirie de l'État et vu qu'il s'agit majoritairement de cas de délit de fuite, les services de l'Administration des ponts et chaussées ne dressent pas de procès-verbaux. Ainsi, l'Administration des ponts et chaussées ne procède ni à un recensement du type d'animal, ni à une localisation de ce type d'accidents, mais évacue les animaux trépassés vers les centres de collecte officiels.

Rappelons que, suite à une collision avec un animal sauvage, la Police grand-ducale est à informer dans tous les cas.

Tout comme la Police grand-ducale, les préposés de l'Administration de la nature et des forêts sont de temps en temps appelés lors d'accidents routiers, surtout pour attester la collision avec un animal sauvage ou, le cas échéant, pour achever l'animal blessé. Les préposés de la nature et des forêts disposent d'un outil informatique pour saisir les animaux trouvés morts ou achevés. Pourtant, comme ils ne sont souvent pas contactés, la carte générée ne peut guère être représentative. Ces données sont transmises au Musée national d'histoire naturelle afin d'être intégrées dans la base de données nationale et ainsi rendues disponibles pour toute analyse y relative.

En ce qui concerne le réseau autoroutier, les services de l'Administration des ponts et chaussées procèdent annuellement au contrôle de la

clôture de l'enceinte des autoroutes et réparent, le cas échéant, le grillage abîmé suite à la croissance végétale des arbres et arbustes respectivement déchirés par les animaux. Pour le réseau routier secondaire, l'Administration des ponts et chaussées remplace les balises routières vétustes par des balises complétées par des réflecteurs antigibier, respectivement avertit les usagers de la route par des signaux A,14 «passage d'animaux» aux endroits de passage connus. Néanmoins toutes les zones d'approche et de traversée de forêt sont susceptibles d'avoir une présence d'animaux sauvages.

À ceci s'ajoutent des mises en place de passages pour les amphibiens sur le réseau secondaire ainsi que les projets de passages supérieurs de faune, notamment afin de faciliter et réinstaurer le passage du gibier bloqué par l'enceinte clôturée de la grande voirie.

Question 3472 (23.11.2017) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **améliorations au sein des services d'urgences des établissements hospitaliers:**

Dans le cadre de la dernière quadripartite, la Ministre de la Santé et le Ministre de la Sécurité sociale avaient annoncé des améliorations au sein des services d'urgence des établissements hospitaliers, sur base d'une analyse détaillée des flux existants et des processus en place.

Consciente du fait que les systèmes de prise en charge ne sont pas homogènes et que la gestion des services hospitaliers tombe sous la responsabilité des hôpitaux, je désire néanmoins poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Quels sont les processus qui sont actuellement analysés et qui est en charge de ces études?

2. Est-ce que les travaux en cours incluent l'analyse des flux des patients, des modalités d'accueil, de tri et de prise en charge, des ressources à disposition des équipes médico-soignantes et des délais d'attente pour les patients?

3. Est-ce qu'il est prévu de considérer également la prise en charge spécifique des enfants et des personnes âgées?

4. Quand est-ce que les deux ministres comptent tirer les conclusions des pourparlers et dans quel délai les différentes mesures pourraient-elles être mises en place?

Réponse commune (18.12.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les défis liés au fonctionnement des services d'urgence des établissements hospitaliers luxembourgeois ont été un sujet récurrent à l'ordre du jour des dernières réunions du comité quadripartite, animées par la volonté des autorités publiques et de tous les acteurs du terrain de trouver des réponses durables au phénomène dit «d'engorgement» des services d'urgence.

Face à l'ampleur de l'enjeu et aux risques posés par l'engorgement, notamment pour les patients, les établissements hospitaliers et les professionnels médico-soignants, il fut décidé en mars 2017, d'un commun accord par le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale, de compléter les réflexions par une analyse approfondie du fonctionnement des services d'urgence dans les différents sites des quatre centres hospitaliers. La réalisation d'une telle étude était considérée comme une étape essentielle pour une avancée objective dans ce dossier.

Les processus qui sont analysés dans le cadre de cette analyse, financée par les départements de la Santé et de la Sécurité sociale et la Caisse nationale de santé, couvrent l'ensemble des opérations ayant lieu au sein des services d'urgence, à partir de l'admission jusqu'à la sortie du patient, y compris la filière «patient debout», la filière «patient couché», la filière «SAMU», le circuit programmé et le circuit non programmé, ainsi que le flux en amont et en aval des patients.

La nature multifacette de la problématique explique que l'audit est divisé en deux volets.

Le premier volet de l'audit couvre les points suivants:

- Module 1: Fonctionnement actuel des services d'urgence

- Module 2: Systèmes d'information

- Module 3: Description de l'activité non programmée 2016

- Module 4: Évènements indésirables, plaintes et violences

- Module 5: Cas traceurs: processus de prise en charge

- Module 6: Pilotage des services d'urgence interne et externe

- Module 7: Ressources disponibles et détermination des allocations de ressources

- Module 8: Maison médicale pédiatrique

- Module 9: Financement - Budgétisation

Le deuxième volet consiste en l'analyse systématique du processing et de l'organisation technique et logistique des flux au sein des services d'urgence des quatre établissements hospitaliers.

Les deux volets combinés de l'audit visent à obtenir une connaissance approfondie et précise de la population accueillie aux services d'urgence, de l'activité réelle des services d'urgence par rapport à l'activité renseignée, de l'organisation de ces services, des ressources disponibles en personnel soignant et médicaux ainsi que des outils et des systèmes d'information en place, permettant ainsi la prise de décisions appropriées afin de désengorger de manière durable des urgences. L'état des lieux des différents éléments fut réalisé sur base de visites de chaque site d'accueil d'urgences et sur base des entretiens avec les acteurs concernés.

Les travaux réalisés en relation avec les différents volets ont été régulièrement présentés au Comité de pilotage regroupant les principales parties prenantes. Ce comité reçut la mission d'accompagner les travaux et d'adopter les rapports relatifs aux différents volets de l'audit. Les constats et solutions proposés en découlant ont également été discutés et approuvés dans le cadre d'une série d'ateliers thématiques, interdisciplinaires et intersectoriels, entre octobre et décembre 2017, dans le but de mettre en évidence certains thèmes pourvoyeurs d'engorgement et le développement des pistes d'amélioration.

Le périmètre de l'étude est très vaste et comprend l'ensemble des activités qui sont en relation avec le fonctionnement des services d'urgence et des facteurs qui y interviennent. L'ensemble du processus de prise en charge du patient est ainsi décortiqué et analysé:

- l'arrivée du patient aux urgences (incluant le mode d'arrivée, la raison du recours aux urgences),

- son séjour aux urgences: tri, prise en charge soignante, prise en charge médicale par les urgentistes, par les spécialistes,

- son départ des urgences: destination et mode de sortie.

Pour l'ensemble du processus, les délais d'attente disponibles ont été enregistrés.

Une étude de cas traceurs a été réalisée, notamment pour les cas d'accident vasculaire cérébral, d'infarctus du myocarde, pour les personnes de plus de 75 ans, etc.

Les ressources humaines des urgences ont elles aussi été analysées.

L'étude fournit par ailleurs une analyse des prises en charge alternatives aux urgences, comme le recours renforcé aux généralistes en journée ou encore aux maisons médicales de garde les soirs et les fins de semaine.

La question des délais d'attente est au centre de l'étude, car il s'agit d'un élément essentiel du droit de chacun d'accéder aux soins de santé requis par son état de santé au moment où il en a besoin. Les travaux ont permis de dresser un état des lieux des délais d'attente moyens et médians dans chaque établissement. L'étude a permis d'effectuer plusieurs exercices de simulation permettant d'apprécier l'impact de certaines mesures envisageables sur les temps d'attente.

L'étude adresse également la prise en charge pédiatrique. Plus précisément, l'analyse couvre les services d'urgence adultes et pédiatriques de tous les sites concernés en ce qui concerne notamment le nombre de passages, l'organisation médicale et soignante, l'orientation des enfants malades, les locaux de prise en charge, l'admission administrative et la sortie de ces patients ainsi que les délais. Un atelier de travail regroupant les différents intervenants, entre autres les pédiatres hospitaliers et de ville, a été spécifiquement consacré à la pédiatrie. Une attention particulière a été accordée à la Maison médicale pédiatrique de garde centralisée.

De même, l'analyse adresse en détail la prise en charge des personnes âgées au sein des services d'urgence des différents établissements. Les besoins spécifiques de cette catégorie de patients présentent en effet un véritable défi en termes d'organisation des services d'urgence. Un atelier spécifique a été consacré à la prise en charge des personnes âgées, intégrant les médecins des urgences, les cadres et personnels soignants, des représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, des gériatres et cadres de gériatrie.

Les deux ministres ont présenté ce 15 décembre 2017 les principaux constats découlant de l'étude et les mesures principales proposées pour y remédier de manière durable dans une perspective à court, moyen et long terme.

Finalement il y a lieu de rappeler que des efforts visant à désengorger les urgences ont déjà été réalisés, notamment par l'allocation d'un montant de deux millions d'euros qui fut intégré dans l'enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier pour les années 2017 et 2018, permettant ainsi d'engager du personnel supplémentaire destiné spécifiquement aux services d'urgence.

La mise en œuvre concrète de ces mesures sera entamée dès le début de l'année prochaine, en concertation étroite avec toutes les parties prenantes, y compris les partenaires sociaux - représentés au sein de la Caisse nationale de santé - ainsi que les autres ministères concernés. À cette fin, une plateforme regroupant aussi les acteurs du terrain sera mise en place afin d'assurer la mise en œuvre efficace des mesures et actions pendant les années à venir.

Question 3473 (23.11.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant **LuxTrust:**

Selon mes informations, LuxTrust connaît des problèmes suite à une mise à jour du programme MAC OS X 10.13 d'Apple. En effet, selon mes informations LuxTrust n'est pas en mesure actuellement d'offrir toute la gamme de ses services aux utilisateurs qui utilisent un «signing stick». Apparemment ce n'est pas la première fois qu'un tel incident se produise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel est le problème précis?

- Endéans quel délai le problème sera-t-il résolu et quelles mesures seront prises dans le futur pour éviter que de tels problèmes se reproduisent?

Réponse (22.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'honorable Député a soulevé une question concernant des problèmes que les utilisateurs de produits LuxTrust ont rencontrés lors de l'utilisation d'un ordinateur Apple via la version 10.13 du système d'exploitation Mac X, avec une clé de signature LuxTrust.

Suite aux informations obtenues de la part de LuxTrust, cette dernière a pu confirmer qu'il existe certaines incompatibilités entre le système d'exploitation Apple et le middleware fourni par LuxTrust par l'intermédiaire du fournisseur des produits à puces. LuxTrust a immédiatement fait remonter le problème au fournisseur en question. Cette incompatibilité est en cours d'analyse par la société. Selon leurs experts, il serait à ce stade spéculatif de déterminer l'origine exacte de l'incompatibilité.

Un correctif concernant ce problème a été testé et résout ce type d'incident. La mise en production de ce correctif sera disponible au plus tard le 29 décembre 2017.

Cet incident entraînera des améliorations supplémentaires des processus mis en place auprès de LuxTrust. Cependant, il faut rester conscient qu'à mesure où les logiciels complexes - tels que les systèmes d'exploitation - évoluent, il y a toujours un risque d'incompatibilité temporaire de certaines applications.

Question 3475 (24.11.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **modalités d'inscription aux cours dispensés en vue d'accéder à la nationalité luxembourgeoise:**

D'après les informations disponibles sur les sites Internet de l'Institut national des langues, de même que du Ministère de l'Éducation nationale, les inscriptions aux cours de langue luxembourgeoise respectivement du «Vivre ensemble», souvent indispensables pour l'accès à la nationalité luxembourgeoise, ne peuvent se faire qu'en ligne.

La pétition n°828 lancée par l'Union luxembourgeoise des consommateurs et récemment débattue à la Chambre des Députés a démontré à suffisance l'importance d'une alternative aux services en ligne, notamment pour les personnes âgées, mais aussi pour les personnes n'ayant pas accès à Internet pour diverses raisons.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres entendent-ils faire en sorte que les inscriptions puissent se faire non seulement via Internet, mais également «sur place»?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas utile de rectifier les informations publiées sur Internet? Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser les différentes options d'inscription aux cours susmentionnés?

Réponse (14.12.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Au niveau du Ministère de l'Éducation nationale, les cours sont dispensés par deux départements, à savoir l'Institut national des langues (INL) pour les de cours de langue luxembourgeoise et le Service de la formation des adultes (SFA) pour les cours de «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg».

INL - Cours de langue luxembourgeoise

Les inscriptions aux cours de langues à l'INL, indifféremment des cours liés à la nationalité luxembourgeoise, doivent se faire en ligne. Avec plus de 7.250 inscriptions par semestre et un choix de plus de 400 cours différents, une manipulation manuelle ne serait guère envisageable et requerrait des ressources humaines conséquentes. Cependant, toute personne qui ne dispose pas d'Internet peut se rendre au guichet d'accueil de l'INL, prendre rendez-vous auprès d'un conseiller pédagogique ou téléphoner pour obtenir toute l'assistance nécessaire pour s'inscrire aux différents cours.

Les inscriptions aux examens d'évaluation de la langue luxembourgeoise nécessaires pour l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise se font manuellement. Les formulaires d'inscription ne sont pas en ligne. Les candidats qui ont des difficultés pour s'inscrire peuvent avoir une assistance directe par un agent à l'INL. Ce dernier est en charge de toute l'organisation et de l'inscription des candidats (1.500 sur une année).

SFA - Cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg»

Les inscriptions aux cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» se font prioritairement - mais pas exclusivement en ligne.

Pendant quatre mois (mai-juin-juillet-septembre), 860 personnes se sont inscrites aux cours et examens «Vivre ensemble». Pour les cours, les candidats doivent choisir douze dates afin de couvrir les 24 heures de cours requises pour l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise. Ainsi y avait-il 7.460 inscriptions singulières à traiter et à gérer durant les quatre mois en question. Voilà pourquoi il a été décidé de diriger la majorité des personnes vers une inscription en ligne, surtout les personnes qui s'informent via Internet.

Les personnes qui ne disposent pas d'Internet ou qui ont rencontré des difficultés à s'inscrire, ont été prises en charge soit via la hotline téléphonique, soit sur place dans les bureaux du Service de la formation des adultes.

Question 3476 (24.11.2017) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **Plan d'action national de mise en œuvre de la Convention de l'ONU relative aux personnes handicapées:**

Selon le programme gouvernemental, «La politique en faveur des personnes handicapées est largement axée sur la mise en œuvre de la Convention de l'ONU relative aux personnes handicapées, ainsi que du Protocole facultatif à la convention, imposant aux États parties tout un ensemble d'obligations pour permettre aux personnes handicapées un exercice effectif de leurs droits. En collaboration étroite avec tous les acteurs concernés [...], le Gouvernement reverra et mettra en œuvre le plan d'action national.»

Alors qu'initialement ce dernier devait être présenté pour fin 2016, le Ministère de la Famille a annoncé dans un communiqué en date du 23 août 2017, qu'une révision du Plan d'action national de mise en œuvre de la convention est attendue pour la fin 2017.

Au vu de ces éléments, j'aimerais poser plusieurs questions à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région:

- Compte tenu des délais en cause, quand est-ce que Madame la Ministre envisage-t-elle de présenter le plan d'action national?

- Quand et sous quelle forme la «collaboration étroite avec tous les acteurs concernés» a-t-elle eu lieu? Les contributions et propositions de ces acteurs ont-elles été intégrées au plan d'action?

- Quelles sont les actions futures que le Gouvernement compte prévoir en matière de politique pour personnes handicapées?

- Selon les propos du Ministre des Finances lors du dépôt du projet de budget pour 2018, il est prévu de financer des infrastructures pour personnes handicapées à hauteur de 63 millions d'euros. Madame la Ministre peut-elle nous fournir des informations supplémentaires concernant ces investissements en infrastructures?

Réponse (20.12.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région:*

Le Comité des droits des personnes handicapées a examiné le rapport initial de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH) du Luxembourg les 22 et 23 août 2017 à Genève.

Les observations finales concernant ce même rapport ont été publiées le 10 octobre 2017.

Le bilan du plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH 2012-2017 a été présenté dans le cadre d'une soirée de discussion, le 4 décembre 2017, à laquelle environ 100 personnes ont participé, dont des représentants de la société civile, de l'État, des personnes en situation de handicap et de la Commission consultative des droits de l'homme.

En vue de la préparation du public à cette soirée, le plan d'action, les actions réalisées, les recommandations du Comité des droits des personnes handicapées ont été communiqués en formats accessibles à tous les invités. Le but de cette soirée était une discussion approfondie sur les actions réalisées et la préparation de la marche à suivre, ensemble avec les acteurs concernés, en vue de l'élaboration d'un éventuel nouveau Plan d'action national pour la continuation de la mise en œuvre de la CRDPH.

«La collaboration étroite avec tous les acteurs concernés» a lieu de façon continuelle depuis l'élaboration du plan d'action national en 2010.

Ainsi, pour la seule année 2017, ont eu lieu:

- des assemblées plénières du Conseil supérieur des personnes handicapées le 8 mars, le 15 juillet, le 10 octobre et le 5 décembre (chacune étant précédée par une réunion du Bureau exécutif);

- des réunions du Steering Group «Plan d'action» le 7 mars, le 7 juillet et le 13 octobre.

Le Conseil supérieur des personnes handicapées (CSPH), organe de consultation qui a sa base légale dans la loi du 12 septembre 2003, est composé majoritairement de personnes en situation de handicap et de représentants d'associations de personnes handicapées ou d'associations pour personnes handicapées. Il a, entre autres, pour mission d'aviser tout projet de loi touchant le domaine du handicap qui lui est soumis par le Gouvernement.

Par ailleurs, il étudie toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre ainsi que tous les sujets qu'il juge utiles.

Parmi les avis rédigés par le CSPH en 2016 figurent des avis sur le «handicap invisible», sur la «prise en charge précoce» et la «réforme de l'assurance dépendance».

En 2017, le CSPH a rédigé, entre autres, des avis sur les projets de loi relatifs au «revenu d'inclusion sociale» et au «Centre d'égalité pour le traitement».

À noter que le CSPH est aussi représenté dans un certain nombre de commissions, telles que la Commission consultative de sécurité sociale - Commission des aménagements raisonnables, la Commission spéciale de réexamen en matière de salariés handicapés et le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation.

Les travaux d'élaboration du plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH ont été suivis en permanence par un groupe de pilotage (Steering Group) fondé en octobre 2010.

Après la publication du plan d'action en 2012, les missions du Steering Group ont été reformulées: actuellement le Steering Group accompagne l'organisation et le suivi des travaux de la mise en œuvre du plan d'action et collabore à la détermination de la suite des travaux après 2017.

Le Steering Group se compose:

- de deux personnes handicapées élues par les personnes handicapées ayant collaboré aux travaux de rédaction du plan d'action national,

- d'un représentant du Conseil national des personnes handicapées,

- d'un représentant du Conseil supérieur des personnes handicapées,

- d'un représentant de la Plate-forme Handicap de l'Entente des gestionnaires des centres d'accueil (EGCA),

- de trois représentants du Ministère de la Famille.

Le Steering Group représente un autre moyen pour faire le lien entre les personnes concernées et les décideurs.

À noter que le Gouvernement a commandité une étude sur la mise en œuvre de l'article 19 de la CRDPH «Autonomie de vie et inclusion dans la société» et notamment sur la faisabilité de l'introduction d'un «Budget d'assistance personnelle» (BAP) et les implications au niveau du budget de l'État.

Le chiffre global des dépenses pour les investissements d'infrastructures pour personnes handicapées inscrit dans le programme des dépenses du Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales pour les années 2018 à 2021 est de 112.216.000 euros. Après déduction d'un taux correcteur de 35% pour 2018 et de 45% pour 2019 à 2021 pour moins-values pour des retards et aléas de chantier, des dépenses à hauteur de 63 millions d'euros sont prévues pour les infrastructures pour personnes handicapées.

Ce budget est destiné à des projets de construction, d'extension, de modernisation, d'aménagement et d'équipement d'infrastructures sociofamiliales de services pour personnes handicapées, gérés par des organismes conventionnés et/ou agréés par le Ministre de la Famille et de l'Intégration, conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Le montant de 63 millions d'euros englobe le budget destiné au paiement des factures de projets qui sont achevés et qui sont en phase de décompte, ainsi qu'à des projets en planification ou en construction.

Les principaux projets d'envergure concernant des infrastructures pour personnes handicapées, ayant reçu l'accord pour une participation financière par le biais du Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales, sont les suivants:

- construction d'un atelier protégé pour 200 personnes en situation de handicap mental à Limpach (phase 2),

- travaux d'extension et de rénovation de plusieurs bâtiments pour la création d'une structure d'hébergement et d'accueil de jour à Ettelbruck pour 100 personnes souffrant d'un handicap mental,

- création d'un centre d'accueil pour 34 personnes souffrant d'un handicap psychique à Useldange,

- construction d'un atelier protégé pour 42 personnes en situation de handicap mental à Olm,

- construction d'une structure d'hébergement pour 40 personnes en situation de handicap physique et d'une structure d'accueil de jour pour 20 personnes en situation de handicap à Heisdorf,

- construction d'un centre d'accueil pour huit personnes handicapées avec troubles du comportement à Betzdorf,

- rénovation d'une structure d'hébergement pour 18 personnes atteintes d'un handicap lourd ou polyhandicapées à Grevenmacher,

- construction et rénovation d'ateliers protégés pour 30 travailleurs handicapés à Wiltz,

- agrandissement d'un atelier protégé à Bettembourg,

- extension pour 24 personnes en situation de handicap lourd ou polyhandicapées d'une structure d'hébergement à Frisange,

- construction d'un centre d'hébergement pour 24 personnes handicapées vieillissantes à Esch-sur-Alzette,

- rénovation et mise en conformité d'une structure d'hébergement pour douze personnes souffrant d'un handicap physique à Dudelange,

- modernisation/transformation d'une structure d'hébergement pour neuf personnes souffrant d'un handicap physique à Esch-sur-Alzette.

Par ailleurs, il convient de noter que certains projets d'infrastructures pour personnes handicapées bénéficiant d'une participation de l'État par le biais du Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales ont ouvert leurs portes en 2017, à savoir:

- structure d'hébergement pour onze personnes atteintes de troubles du spectre d'autisme à Boxhorn,

- atelier protégé à Limpach pour personnes mentalement handicapées (phase 1),

- structure d'hébergement pour dix personnes en situation de handicap mental à Mertzig,

- transformation et extension d'une structure d'hébergement pour dix personnes en situation de handicap mental à Luxembourg-ville (transformation et extension),

- atelier protégé pour 50 personnes handicapées à Lullange,

- structure d'hébergement pour huit jeunes handicapés à Roodt-sur-Syre.

Question 3477 (24.11.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **covoiturage:**

Lors de l'Heure de questions au Gouvernement du 15 novembre 2016, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a annoncé la création d'une plateforme de services afin de promouvoir le covoiturage via une application à l'instar de la bien connue plateforme «Uber». Le lancement de la phase de test a été prévu pour juin 2017.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état actuel du développement de cette application?

- Est-ce que la phase de test a été lancée? Dans l'affirmative, quels sont les résultats?

- Quand, à l'avis de Monsieur le Ministre, cette application sera-t-elle opérationnelle?

Réponse (05.02.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En mars 2017 le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a lancé un appel européen pour la mise en service d'un portail de covoiturage pour le Grand-Duché de Luxembourg. Dans la première phase du marché, onze offres ont été soumises, dont trois ont été retenues pour la deuxième phase.

Fin juillet 2017 le marché a été attribué à une entreprise française appartenant à la SNCF. Depuis le mois de septembre 2017 la mise en œuvre de la version finale du portail de covoiturage ainsi que des applications mobiles (iOS et Android) est en cours de route.

Il est prévu de lancer au mois de février 2018 une phase de test avec plusieurs entreprises au Luxembourg.

Par la suite, il est prévu de lancer le nouveau portail de covoiturage, intitulé Copilote, au mois d'avril 2018.

Question 3478 (24.11.2017) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Marco Schank**, **Aly Kaes** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant le **nouvel horaire des CFL:**

Le nouvel horaire des CFL va entrer en vigueur le 10 décembre 2017. Nonobstant certaines améliorations, cet horaire va entraîner une détérioration du cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges, concept introduit seulement en décembre 2014 précisément pour satisfaire la demande croissante des voyageurs. À l'inverse un certain nombre de trains voyageurs ne vont plus dorénavant s'arrêter dans différentes gares de la voie du Nord notamment à Goebelsmühle et Michelau. Or, une telle programmation ne répond clairement pas aux besoins effectifs des usagers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les motivations de l'abolition de certains trains aux gares de Goebelsmühle et Michelau?

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas intervenir pour remédier à cette situation?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, la ponctualité des trains des CFL a diminué, notamment suite au nombre croissant permanent des voyageurs et de l'augmentation substantielle et concomitante de la circulation des trains sur le réseau ferroviaire national.

Suite aux retards fréquents sur certaines lignes du réseau ferré luxembourgeois dont aussi la ligne du Nord, une étude a été réalisée avec un bureau spécialisé suisse identifiant les causes des retards et proposant la mise en place de solutions visant l'amélioration de la situation, notamment par l'augmentation de la robustesse de l'horaire des trains tenant compte des goulots d'étranglement.

Il faut savoir que la mise en circulation des trains est conditionnée par de nombreux facteurs, dont en particulier le manque de capacité en gare de Luxembourg. Dans cet ordre d'idées je vais déposer en janvier 2018 un projet de loi à la Chambre des Députés visant l'augmentation substantielle de la capacité de la gare de Luxembourg qui constitue le nœud du réseau ferré luxembourgeois.

Pendant les heures de pointe les trains s'arrêtent encore aux deux gares de Goebelsmühle et Michelau.

Pour l'arrêt à Goebelsmühle:

- Arrêt supplémentaire du train 7608 le matin en direction de Luxembourg.

- Arrêt supplémentaire du train 119 le soir en direction de Troisvierges.

Pour l'arrêt à Michelau:

- Arrêt supplémentaire des trains 456 et 457 le matin en direction de Luxembourg.

- Arrêt supplémentaire du train 8641 le soir en direction de Troisvierges.

Pendant le reste de la journée, ces arrêts sont alternativement desservis et le bus 610 est adapté aux trains arrivant à ces arrêts.

Tout en comprenant les remarques des honorables Députés, il y a lieu d'analyser dans une première étape la situation quant aux retards des trains circulant sur la ligne du Nord après la mise en œuvre du nouvel horaire qui est entré en vigueur le 10 décembre 2017 avant de procéder, le cas échéant, à des adaptations.

Question 3479 (24.11.2017) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **parcs éoliens:**

Il me revient que différents projets de parcs éoliens seraient analysés et projetés dans le sud du pays.

Dans ce contexte, je voudrais savoir de Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce qu'elle peut fournir une liste détaillée des lieux envisagés respectivement des communes concernées?

- Est-ce qu'elle peut fournir pour chaque projet l'état des lieux des études, préparations ou procédures en cours?

Réponse (19.12.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Actuellement, cinq projets de parcs éoliens sont en cours d'élaboration dans le sud du pays.

Parc éolien Garnich

En date du 27 décembre 2016, l'Administration de l'environnement en tant qu'autorité compétente a émis son avis sur les informations fournies par le maître d'ouvrage dans le rapport sur les incidences environnementales. Un avis complémentaire est en cours d'élaboration pour le projet afférent. Le projet est situé sur le territoire de la commune de Garnich.

Parc éolien Differdange

En date du 29 juin 2017, l'Administration de l'environnement a émis son avis sur les informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le rapport sur les incidences environnementales («Scoping»). L'emplacement des éoliennes est projeté au sud du territoire de la commune de Differdange près de la frontière franco-luxembourgeoise.

Parc éolien Sudwand

En date du 6 décembre 2017, la ministre a émis son avis sur les informations à fournir par

le maître d'ouvrage dans le rapport sur les incidences environnementales («Scoping»). Une réunion de concertation à ce sujet a eu lieu le 11 décembre 2017 avec le maître d'ouvrage, les communes et les administrations concernées. Le projet du parc est prévu sur le territoire des communes de Sanem, Mondercange, Bettembourg, Dippach, Reckange-sur-Mess, Roeser et Weiler-la-Tour. À ce stade, l'emplacement définitif des éoliennes n'est pas encore connu.

Parc éolien Dahlheim

En date du 25 juin 2013, l'Administration de l'environnement a émis son avis sur les informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le rapport sur les incidences environnementales («Scoping»). À ce stade aucun rapport sur les incidences environnementales n'a été soumis pour avis aux autorités. Le parc est projeté sur le terrain de la commune de Dahlheim.

Parc éolien Kayl-Rumelange

En date du 24 mars 2009, l'Administration de l'environnement a émis son avis sur les informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le rapport sur les incidences environnementales («Scoping») et a demandé au maître d'ouvrage en date du 6 juillet 2017 de préciser si le projet sera finalisé ou abandonné. À ce stade aucune décision n'a été communiquée à l'administration. Le parc éolien Kayl-Rumelange projeté se situe en partie sur le territoire de la commune de Rumelange et en partie sur le territoire de la commune de Kayl.

Question 3480 (24.11.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **casque pour chiens intégrant une caméra à grand angle:**

Dans le cadre du salon «Milipol», rencontre mondiale dédiée aux technologies de sécurité intérieure qui a lieu du 21 au 24 novembre à Paris, un casque pour chiens intégrant une caméra grand angle a été présenté. Ainsi les policiers peuvent suivre le chien en temps réel et, grâce à une radio, donner des consignes à celui-ci.

Vu les avantages nombreux de cette technologie, notamment en ce qui concerne la sécurité physique des agents de police, lors des interventions des services de secours, ou encore en termes de recherche et sauvetage, il est à noter que des technologies semblables sont à l'heure actuelle déjà utilisées par des unités de police par exemple en Chine et en Grande-Bretagne.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres sont-ils au courant des développements technologiques dans ce domaine?

2. Messieurs les Ministres jugent-ils utile l'acquisition d'un tel matériel pour les forces de sécurité intérieure et/ou pour les services de secours?

Réponse commune (22.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

ad 1. La Police grand-ducale scrute en permanence le marché des équipements et de ce fait est au courant de l'offre d'un casque afférent pour chiens de police. De même, elle entretient des contacts réguliers avec les services cynophiles des pays limitrophes et les unités de police homologues, ce qui permet un retour d'expériences permanent sur la valeur ajoutée de nouveau matériel. Il en est de même de l'Administration des services de secours (ASS) et de son groupe cynotechnique.

Plus concrètement, en ce qui concerne le casque pour chiens intégrant une caméra grand angle, le groupe canin de l'Unité de garde et de réserve mobile (UGRM) a eu l'occasion de voir en action un chien de service de la Police fédérale belge initié à cet assistant de maître-chien.

ad 2. Pour des raisons tactiques et de sécurité individuelle des agents de police, il est peu judicieux de divulguer les équipements et techniques utilisés par la Police grand-ducale.

Cependant, force est de constater que l'approche de guider un chien par un casque et sur simple voix du maître-chien comporte deux inconvénients majeurs, à savoir:

- une formation de base intensive pour l'équipe cynophile d'une durée de deux ans au minimum;

- un rayon limité du champ d'intervention du chien de service.

Toutefois, le groupe canin de l'UGRM restera ouvert à tout projet novateur pour équiper les chiens de service, susceptible d'assister le maître-chien dans l'exécution de ses missions.

L'Administration des services de secours (ASS) n'envisage actuellement pas l'acquisition d'un tel équipement pour des chiens de sauvetage et ceci pour les raisons suivantes:

- la progression sous les décombres du chien de sauvetage équipé d'un tel dispositif augmente de façon considérable le risque pour l'animal de s'accrocher, respectivement de s'étrangler lorsqu'il se faufile ou rampe profondément en dessous des débris. C'est la raison pour laquelle les chiens de sauvetage du groupe cynotechnique de l'ASS travaillent sans aucun harnais ou collier afin d'éviter ce genre de problèmes;

- suivant la densité des décombres, les débris de béton risquent de bloquer le passage de l'émission ou la réception des images, limitant ainsi fortement l'usage d'un dispositif onéreux et intensif en termes de formation;

- pour les interventions de pistage, l'utilisation du dispositif n'est pas indiquée, étant donné que le maître suit son chien derrière la longe.

L'utilisation d'un casque pour chiens intégrant une caméra à grand angle pourrait éventuellement constituer une plus-value pour des interventions de questage. Toutefois, le groupe cynotechnique de l'ASS utilise actuellement déjà une technologie adaptée qui a fait ses preuves, à savoir les GPS à transmission directe au poste de commandement mobile.

Question 3481 (27.11.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **renard:**

Lors d'une conférence de presse le 22 janvier 2015, le secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures a présenté les principaux changements relatifs à la chasse au Luxembourg. Dans ce contexte, le secrétaire d'État et le responsable de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) ont assuré que: «C'est un fait qu'il y a bien moins de renards au Luxembourg qu'il y a quinze ans.» Or, lors d'un récent entretien dans l'hebdomadaire «Revue» au sujet du retour du loup au Luxembourg, le même responsable du Service chasse a rectifié cette position en notant que «…Dies wäre eine potenzielle Lösung der zu hohen Fuchsdichte in Luxemburg, …»

En réponse à la question parlementaire n°3035 du 30 mai 2017, Madame la Ministre a cité deux études concernant l'échinococcose alvéolaire, dont une qui a été menée sur plusieurs années aux alentours de la ville de Nancy, pour en conclure que le résultat de ces études semblerait être que «la chasse au renard aurait comme effet d'augmenter la prévalence du parasite et donc le risque pour la santé humaine». Or, il me revient que l'auteur des études en question ne partage pas la conclusion de Madame la Ministre. Il s'agirait «des erreurs de jugement de la part de certains qui en ont fait une interprétation abusive en prétendant que la chasse faisait augmenter la prévalence». De plus, l'auteur estime que «ne pas contenir les populations de renards en les laissant augmenter peut entraîner en quelques années des conséquences très lourdes en termes de santé humaine».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer que la densité des renards au Luxembourg a fortement augmenté depuis la conférence de presse d'il y a deux ans?

2. Pour quelles raisons le Gouvernement arrive-t-il à d'autres conclusions que l'auteur des études susmentionnées?

Réponse (11.01.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Non.

Néanmoins, la ministre souhaite attirer l'attention au fait que la fluctuation des densités des populations d'une espèce est un phénomène tout à fait naturel, qui dépend d'une multitude de facteurs dont la grande majorité est indépendante de l'homme. Ainsi, pour le renard, en analysant les graphiques des tableaux de chasse à long terme au Luxembourg (fig. 1a) et en Suisse (fig. 1b), comme réflexion de l'évolution des populations, on remarquera que les deux graphiques se ressemblent fortement, et ceci en dépit du fait que les méthodes et l'intensité de la chasse et surtout les périodes de fermeture de la chasse diffèrent largement entre les deux pays. On peut donc conclure que l'évolution des populations du renard à long terme ne semble pas liée à la pratique de la chasse.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

On remarquera également sur les graphiques que les populations de renards ont augmenté largement pendant les années 1980 et 1990, sans pour autant causer des problèmes majeurs dans les deux pays en ce qui concerne par exemple des dégâts.

Par conséquent, aucun agent de l'ANF n'a rectifié quoi que ce soit, ni aurait besoin de ce faire. Même si les tableaux des tirs ont fortement régressé entre 2000 et 2014, indiquant également une baisse de la population, cette dernière est certainement toujours plus élevée que dans une situation naturelle. Une situation naturelle impliquerait notamment la présence des ennemis naturels du renard, comme par exemple le virus de la rage sylvatique ainsi que des grands prédateurs tels que le loup et le lynx sur toute la surface. Des études montrent que la présence de grands prédateurs aurait un effet de réduction marqué sur les populations des prédateurs de taille moyenne tels que le renard, le chacal doré ou le chien viverrin.

ad 2. La Ministre de l'Environnement ignore comment l'honorable Députée est arrivée à la conclusion que le Gouvernement serait arrivé à d'autres conclusions que l'auteur des études en question. Réitérons donc le paragraphe de ladite réponse:

«…Or, les résultats d'une étude française, présentés à la conférence internationale „Echinococcus 2014" en Lituanie, me paraissent particulièrement préoccupants.

Les auteurs indiquent que: „Our results showed that fox culling over such a territory is highly demanding (time and money) and poorly efficient. Worse; it may favour the presence of the parasite within the fox population, thus increasing the risk to the human population." (Comte et al. 2014). Il semblerait donc que la chasse au renard aurait comme effet d'augmenter la prévalence du parasite et donc le risque pour la santé humaine.»

La Ministre de l'Environnement est convaincue que l'honorable Députée remarquera que la phrase qu'elle a présentée comme conclusion de la ministre n'est autre que la traduction de la conclusion des auteurs de l'étude.

Entre-temps, la même équipe d'auteurs a publié, en novembre 2017, l'article suivant:

Comte, S., Umhang, G., Raton, V., Raoul, F., Giraudoux, P., Combes, B. & Boué, F. (2017) Echinococcus multilocularis management by fox culling: An inappropriate paradigm. Preventive Veterinary Medicine 147: 178-185.

Alors que déjà le titre dudit article en dit long, voici un extrait du résumé, que la ministre s'abstient de traduire pour éviter tout risque de mauvaise interprétation de la traduction:

„Despite this consequent effort of culling, not only did night shooting of foxes fail to decrease the fox population, but it resulted in an increase in E. multilocularis prevalence from 40% to 55% while remaining stable in an adjacent control area (585 km^2). Though no significant change in age structure could be described, an increase in immigration and local recruitment is the best hypothesis for population resilience. The increase in prevalence is therefore considered to be linked to a higher rate of juvenile movement within the culled area shedding highly contaminated faeces. We therefore advocate managers to consider alternative methods such as anthelmintic baiting, which has been proven to be efficient elsewhere, to fight against alveolar echinococcosis."

Pour le point vétérinaire, une référence en termes de presse animale en France, l'étude est claire. Voici leur conclusion, publiée dans un article en date du 6 décembre 2017: «En fin de compte, les chercheurs concluent que l'abattage massif des renards dans la lutte contre l'échinococcose alvéolaire est non seulement inefficace, mais même contre-productif.»

Dans ce contexte, l'Administration de la nature et des forêts a organisé, en collaboration avec la Direction de la santé, l'Administration des services vétérinaires et le Musée national d'histoire naturelle, une conférence publique avec un des auteurs de l'étude, représentant de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), qui est le laboratoire de référence au niveau national en France en ce qui concerne l'échinococcose. La conférence aura lieu le lundi, 29 janvier 2018 à 19.30 heures au Musée national d'histoire naturelle, 25, rue Münster, L-2160 Luxembourg. Toute personne intéressée par une approche constructive, objective et basée sur les études scientifiques est bien évidemment invitée très cordialement à cette conférence.

Question 3482 (27.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **blocs de béton sécurité anti-intrusion:**

Leider heefe sech an deene leschte Méint terroristesch Attentater, déi mat engem „Rammgefier" (Auto, Camionnette, Camion) ausgefouert ginn, andeems d'Attentäter mat esou engem Gefier an e Grupp vu Leit fueren, fir méiglech vill Affer ze fuerderen. Och d'Chrëschtmäert stellen en Zil duer fir esou grujeleg Doten.

Och an der Stad sinn am Ableck sougenannten „Terrorspären", a Form vu Bëtonsbléck, op Afaarten an d'Foussgängerzonen opgestallt ginn. Dobäi sinn awer d'Ofstänn tëschent de Bléck esou grouss, datt weider Autoen an zum Deel och méi grouss Gefierer duerchkommen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1) Hunn de Ministère a seng Servicer, wéi zum Beispill d'Police, e Plang opgestallt, fir d'Chrëschtmäert am Land effizient géint Attentater mat Rammgefierer a géint aner Geforen ze schützen?

2) Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Terrorspären aus Bëtonsbléck, esou wéi se den Ament opgestallt sinn, eng reell Äntwert op Attentater mat Rammgefierer duerstellen? Wann neen, wéi eng zousätzlech Moossname plangt d'Regierung, fir d'Chrëschtmäert sënnvoll ze schützen?

3) Wéi eng Administratioun huet d'Pläng fir déi aktuell Spären opgestallt? Sinn dës Pläng op hir Effizienz ënnersicht ginn? Wat hunn dës Späre bis elo kascht?

Réponse (22.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Et muss ee fir d'Alleréischt ervirhiewen, datt Lëtzebuerg momentan mat engem Niveau de menace 2 konfrontéiert ass, wat bedeit, datt mer et, mat Bléck op d'Sécherheetssituatioun am internationale Kontext, mat enger reeller, mä abstrakter Menace ze dinn hunn, an deem Sënn, datt eis Sécherheetsservicer keng Informatiounen iwwert eng konkret Menace fir eng Cible op eisem Territoire hunn. Op dëser Basis steet d'Police an enkem Kontakt mat den Organisateure vu gréissere Manifestatiounen, an och Chrëschtmäert, fir ee beschtméigleche Schutz vun dëse Sitten ze assuréieren.

ad 2) Et ass an éischter Linn eng Responsabilitéit vun de Gemengenautoritéiten allgemeng am ëffentleche Raum a speziell vun den Organisateure vun de Chrëschtmäert, fir dës Sitten oder Plazen ofzesécheren. D'Opstelle vun dëse spezielle Spären um Terrain muss awer mat all den Akteuren, déi um Terrain aktiv sinn, koordinéiert ginn, sief et mat der Police, de Gemengeservicer oder och nach mat de Rettungsdéngschter. Zousätzlech zu de reng bauleche Moossnamen, déi individuell keng honnertprozenteg Sécherheet garantéieren, steet natierlech och d'Aarbecht vun der Police hei am Vierdergrond.

ad 3) D'Police bedeelegt sech op Ufro un der Ausaarbechtung vun de Positioune vun dëse Spären. D'Police iwwerhëlt hei awer net de Käschtepunkt vun dësem Sécherheetsdispositif a proposéiert och kee spezifesche Modell.

Question 3483 (27.11.2017) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**éducation plurilingue et encadrement de 20 heures hebdomadaires dans les crèches:**

Selon la loi du 29 août 2017, introduisant l'éducation plurilingue, chaque prestataire du chèque-service accueil devra adhérer à un nouveau système d'enregistrement des heures de présence des enfants à la crèche. Dans la réponse à notre question parlementaire n°3307, le ministre fait savoir qu'à partir du 3 janvier 2018, chaque enfant recevra par courrier la carte à puce «myCard fir Kanner» qui servira, via un système de badgeage, à enregistrer les heures d'arrivée et de départ de l'enfant à la crèche. Une communication aux gestionnaires sur les aspects techniques est prévue pour le mois de novembre.

Au vu de ces informations, nous aimerions poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre de l'Éducation, est-ce que les structures ont été informées sur les aspects techniques du système de badgeage?

2. Selon nos informations, le nouveau système de badgeage inquiète bon nombre de gestionnaires de crèches et de parents en ce qui concerne les implications possibles sur la santé des enfants.

Monsieur le Ministre dispose-t-il d'études ou d'analyses faisant état d'implications possibles des ondes électromagnétiques sur la santé des enfants, et en particulier pour les enfants en phase de croissance?

3. En tenant compte des inquiétudes levées, est-ce que toutes les crèches doivent adhérer au système du badgeage ou sont-elles habilitées à le refuser?

4. Selon l'article 28 de la loi du 29 août 2017: «Les prestations pour heures d'absence non justifiée dans le cadre du dispositif du chèque-service accueil ou dans le cadre du soutien à l'éducation plurilingue ne sont pas prises en charge par l'État.» Dans la réponse à la question parlementaire nº3307, Monsieur le Ministre souligne que «la notion d'absence non justifiée sera définie».

Monsieur le Ministre, est-ce que la notion d'«absence non justifiée» a été entre-temps définie? Dans l'affirmative, quelle est la définition précise?

5. La loi en question dispose en plus que l'aide maximale de l'État au titre du soutien à l'éducation plurilingue est fixée à un montant de 6,00 euros par heure pendant au maximum 20 heures par semaine pendant 46 semaines par année civile. Aucun supplément allant au-delà de 6,00 euros ne peut être facturé aux parents pendant ces heures.

Dans le cadre d'une amélioration de la qualité et de l'offre de l'encadrement, est-ce que les structures d'accueil sont habilitées à facturer d'autres prestations plus onéreuses (par exemple pour la préparation de repas avec des produits régionaux ou biologiques, pour différents projets pédagogiques tels que la visite d'une ferme, etc.) qui auront lieu pendant les 20 heures du programme du soutien à l'éducation plurilingue?

6. Selon nos informations, le nouveau système d'enregistrement des heures de présence pose encore un certain nombre de problèmes organisationnels. Ainsi, un certain nombre de parents reçoivent actuellement des factures provisoires.

Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information? Quelles en sont les raisons?

7. Comment le ministre envisage-t-il de remédier à ces problèmes?

8. Selon nos informations, la participation financière d'un certain nombre de parents s'avère plus élevée depuis l'introduction du nouveau système des chèques-services, et ceci malgré les 20 heures d'encadrement gratuit.

Le ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

Réponse (15.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. L'article 28 (2) de la loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse prévoit que chaque prestataire du chèque-service accueil adhère au système d'enregistrement des heures de présence des enfants à la crèche. Je tiens à rappeler que l'objectif visé par cette mesure est d'aboutir à une plus grande transparence des heures effectivement profitées à charge de l'État et des parents et d'améliorer la fonction de contrôle de l'administration en charge du paiement de la contribution de l'État à l'encadrement des enfants.

Toutes les parties prenantes au projet ont été régulièrement informées sur l'avancement des travaux concernant les différents aspects de la mise en œuvre des nouvelles dispositions de la loi jeunesse, dont entre autres le futur système d'enregistrement des heures d'arrivée et de départ des enfants à la crèche.

Le système de badgeage constitue une solution technique parmi d'autres pour enregistrer l'heure d'arrivée et de départ. Cette solution présente l'avantage d'être simple d'un point de vue manipulation et surtout efficace d'un point de vue simplification administrative. D'autres solutions d'enregistrement des heures de présence des enfants sont également étudiées.

ad 2. Si la solution d'un système de badgeage venait à être retenue, il est évident que le système choisi sera adapté à l'environnement de la crèche ou de la maison relais; il respectera impérativement les recommandations qu'il peut y avoir en matière de protection contre des effets nuisibles à la santé, aussi bien des enfants que des adultes.

ad 3. La loi prévoit l'adhésion à un système d'enregistrement des heures de présence des enfants. Le système sera choisi de telle manière à ce qu'il soit facile d'utilisation pour toutes les parties prenantes.

Le système qui sera mis en place devra être utilisé par les services d'éducation et d'accueil bénéficiant de la reconnaissance de prestataire du chèque-service accueil (CSA).

ad 4. Mes services ont suivi de près l'évolution du secteur de l'éducation non formelle. La notion d'«absence non justifiée» est une notion déjà établie dans le secteur des services d'éducation et d'accueil conventionnés. En ce qui concerne le secteur des prestataires non conventionnés, mes services ont observé une augmentation considérable du nombre d'heures de présence des enfants au cours des dernières années, nombre d'heures de présence largement supérieur à celui des enfants de la même tranche d'âge dans le secteur conventionné. Cette différence ne peut s'expliquer uniquement par une différence de comportement des parents en fonction des deux secteurs.

Des discussions ont été entamées avec les représentants du secteur non conventionné afin de déterminer un prix réel d'une heure d'encadrement d'un enfant, ceci afin d'arriver à une plus grande transparence.

C'est dans le cadre de ces échanges que la notion d'absence non justifiée sera définie. Il faudra pour ceci attendre la conclusion des discussions avec le secteur.

ad 5. Par cette mesure, le Gouvernement a voulu assurer à tous les enfants l'accès à un encadrement de qualité sans distinction de l'origine socio-économique des familles. Il était important que tous les enfants puissent accéder à un soutien de leur développement langagier afin de les préparer encore mieux à l'environnement multilingue de notre système scolaire. Bien que je tienne à l'aspect non formel de cette offre éducative, celle-ci est destinée à pallier aux écarts de développement qui peuvent déjà être significatifs à l'âge de trois ans et que l'école ne parviendra plus à compenser.

Le système scolaire est gratuit depuis le début du 20e siècle et nous avons voulu faire de même pour cette étape importante dans la biographie éducative d'un enfant.

ad 6. L'article 26 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse prévoit que l'État contribue à hauteur de 4,50 euros au prix d'un repas. Si ce prix, pour quelque raison que ce soit, se situe au-delà de ce montant, les parents doivent en être clairement informés.

Comme par le passé, un prestataire est habilité à demander un complément relatif à une prestation supplémentaire qui est liée à des activités qui dépassent le cadre de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. Ce complément ne peut pas concerner les heures d'encadrement des enfants, ni pendant les heures d'éducation plurilingue, qui sont gratuites, ni pendant les heures d'accueil relatives au CSA.

ad 7. et 8. Lors des dernières simulations de calcul de la participation des parents au titre du chèque-service accueil, il est apparu qu'en effet certaines constellations familiales étaient défavorisées par différents éléments du barème prévu par la loi modifiée du 4 juillet 2008 (texte du 29 août 2017). Afin d'éviter tout préjudice aux parents, j'ai décidé de procéder à des changements au niveau de ce barème.

Ce changement de barème a été anticipé afin que les familles qui avaient été identifiées comme étant défavorisées ne paient trop pendant les mois d'octobre à décembre 2017 et que l'État ne soit obligé de rembourser des montants substantiels aux parents au mois de janvier 2018. Les factures d'octobre à décembre 2017 ont dès lors un caractère provisoire et un décompte définitif sera réalisé au cours du mois de janvier 2018.

Les parents ont été informés de ces modifications par courrier daté au 10 novembre 2017.

Q88

Question 3484 (28.11.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **classement de constructions se trouvant en zone verte:**

En réponse à ma question parlementaire nº1256, Madame la Ministre de l'Environnement avait fait savoir qu'un agent du Département de l'environnement aurait, durant quatre mois, inventorié et documenté les constructions visées ci-dessus identifiables sur les cartes topographiques. Elle avait également indiqué qu'après l'inventaire, ces constructions feront l'objet d'une évaluation de leur importance culturelle par le Ministère de la Culture.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et Monsieur le Ministre de la Culture:

- Le Département de l'environnement a-t-il demandé l'accord des propriétaires, voire des auteurs des constructions visées ci-dessus avant de les inventorier et les documenter?

- Madame la Ministre peut-elle fournir les données cadastrales concernant ces constructions en spécifiant à chaque fois la destination de ces constructions (habitation, exploitation, type d'exploitation, etc.)?

- Monsieur le Ministre peut-il compléter ces informations en spécifiant à chaque fois si lesdites constructions (habitation seule ou habitation avec exploitation) ont été classées ou inscrites sur l'inventaire supplémentaire, voire méritent d'être classées ou inscrites sur l'inventaire supplémentaire?

Réponse commune (15.01.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Entre avril et juillet 2015, un inventaire des constructions existantes en zone verte a été élaboré par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux. Ce repérage a été réalisé notamment en vue de l'élaboration d'un projet de loi devant modifier la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ce projet de loi se trouve actuellement devant le Parlement.

Il est à noter que cet inventaire et la documentation y relative s'est limité en grande partie à une analyse de l'aspect extérieur des bâtisses visible à partir de l'espace public. Pour des cas isolés, une analyse plus fine a été faite avec l'accord préalable des propriétaires. Des fiches d'inventoriage, renseignant entre autres sur les numéros cadastraux, ont été réalisées à des fins purement internes de l'administration.

Cet inventaire n'avait pas pour objectif de lancer dans l'immédiat des procédures de protection nationale prévues par la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux par l'État. Il s'agissait entre autres de déterminer quels immeubles en zone verte sont dignes d'une protection au vu des dispositions à intégrer au projet de loi prémentionné, en confection à l'époque.

Question 3485 (28.11.2017) de **M. Léon Gloden** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **nouvel horaire de la ligne 30 entre Luxembourg et Wasserbillig:**

Selon les horaires de la ligne 30 Luxembourg - Wasserbillig, les départs des trains aux heures de pointe ont lieu avec un écart de seulement huit minutes, à savoir à 16h57, à 17h05, respectivement à 17h57 et 18h05 et encore à 18h57 et à 19h05.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons les départs ont-ils lieu dans un si petit laps de temps?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'une personne qui travaille jusqu'à 17h00 risque de rater les deux trains aux heures de pointe?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'objectif du nouveau concept horaire est de contrecarrer les retards actuels des trains et d'intégrer la desserte des futurs arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et de Howald dans l'offre. L'avantage de l'horaire qui est entré en vigueur le 10 décembre 2017 pour les clients utilisant la ligne de Luxembourg à Wasserbillig est que la majorité des trains sont prolongés en direction d'Esch-sur-Alzette afin de créer des trains directs desservant le pôle d'échange Howald sans changement de trains en gare de Luxembourg.

Afin de garantir la stabilité de ce concept, des modifications par rapport au schéma de desserte et à la planification des roulements du matériel roulant actuels étaient indispensables. Pour la ligne 30, cela signifie concrètement que depuis le 10 décembre 2017 les arrêts de Wecker et de Munsbach ne peuvent plus être desservis par les trains RE en provenance et à destination de Coblence, à l'exception des heures de pointe matinale.

En ce qui concerne la desserte des deux arrêts aux environs de 17h00 et 19h00 à partir de la gare de Luxembourg et l'intervalle rapproché des trains de respectivement 16h57 (départ précédent à 16h59), 17h05 (départ précédent à 17h10), 17h57 (départ précédent à 17h59), 18h05 (départ précédent à 18h10), 18h57 (départ précédent à 18h59) et 19h05 (départ précédent à 19h10), les CFL ont pris la décision au moment de la conception des nouveaux horaires de proposer également ces trains au-delà de la date du 10 décembre 2017, afin de répondre à la forte demande des clients à ces heures de la journée.

Toutefois, en raison du nouveau plan d'occupation des voies de la gare de Luxembourg, les CFL ont dû légèrement décaler les heures de départ de ces trains.

Un report des horaires des trains de 16h05, de 17h05 et de 18h05 n'est pas réalisable non plus, comme ces trains assurent des liaisons transversales directes mises en place à partir du changement d'horaire du 10 décembre 2017 entre les lignes 60 et 30 et vice versa afin de permettre aux voyageurs de se déplacer sur ces deux lignes sans devoir changer de train en gare de Luxembourg.

Comme la capacité de réception de la gare de Luxembourg est très limitée, surtout aux heures de pointe, un arrêt prolongé en gare de Luxembourg des trains en provenance de la ligne 60 à destination de la ligne 30 n'est pas possible.

L'achèvement des projets d'infrastructure actuels (mise à double voie de la ligne 30, viaduc Pulvermühle, construction de deux quais supplémentaires en gare de Luxembourg et transformation de la gare de Wasserbillig) ouvrira de nouvelles possibilités d'extension de l'offre sur la ligne 30.

Question 3486 (28.11.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**économie hydrogène:**

Récemment les ministères compétents du Benelux ont échangé leurs idées sur l'économie hydrogène. La transformation de l'énergie éolienne excédentaire en hydrogène au moyen de l'électrolyse pourrait bien changer la donne pour la production et la distribution d'énergie à l'heure actuelle. À ce niveau le Benelux pourrait jouer un rôle intéressant à l'avenir. Diverses recommandations ont été élaborées, telles qu'encourager la reconversion de pipeline, l'adaptation de la législation sur le gaz, ainsi que l'harmonisation des certificats d'origine pour l'hydrogène durable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis que cette forme de production d'énergie présente un potentiel à saisir?

- Quelles seraient les opportunités pour le marché d'énergie luxembourgeois?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est prêt à suivre les recommandations retenues par le Benelux?

Réponse (05.01.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Dans le contexte des discussions autour de l'«économie hydrogène», il y a lieu de préciser tout d'abord que le vecteur énergétique communément appelé «hydrogène» vise en principe le dihydrogène (H_2) qui n'est en général pas disponible à l'état naturel. Il doit généralement être produit à partir d'une source qui contient l'élément hydrogène, comme par exemple l'eau, le pétrole ou le gaz naturel. Ce processus de production du dihydrogène (H_2) nécessite un apport d'énergie, soit sous forme d'énergie renouvelable, soit sous forme d'énergie fossile. Les quantités de ressources consommées respectivement d'émissions générées dépendent du processus de production choisi.

La question d'un recours plus poussé à l'hydrogène a été thématisée dans le rapport sur l'étude stratégique de la Troisième révolution industrielle qui retient que l'hydrogène pourra certes contribuer à la transition énergétique et à la décarbonisation, à condition que ce carburant alternatif soit produit par le biais de la technologie de l'électrolyse à partir d'énergies d'origine renouvelable. Néanmoins, il y a lieu de constater que les procédés actuels de production du dihydrogène, comme par exemple

le processus de reformage à la vapeur, utilisent principalement comme source des hydrocarbures et notamment le gaz naturel. La production du dihydrogène par électrolyse à partir d'électricité renouvelable est actuellement peu utilisée et demeure en général non compétitive.

Il y a cependant lieu de considérer que dans le cadre de la transition énergétique, l'industrie de l'énergie est confrontée à un changement de paradigme historique en devant passer d'un système où la production est actuellement axée sur la consommation vers un nouveau système où la consommation sera axée sur la production. Dans ce contexte, l'hydrogène pourrait devenir une option de flexibilité, parmi d'autres, dans le marché de l'électricité pour aider à gérer d'une part une production (renouvelable) d'électricité de plus en plus volatile et d'autre part des profils de consommation en pleine mutation (électromobilité, tendances d'électrification dans le secteur du chauffage…).

En effet, il y a lieu de mettre en relation les effets d'un recours plus poussé à l'hydrogène avec les objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique à l'horizon 2020 et 2030.

Ainsi, une production d'hydrogène au niveau national utilisant comme source des hydrocarbures tels que le gaz naturel ou d'autres sources carbonées augmenterait potentiellement les émissions de gaz à effet de serre au niveau national et rendrait en outre plus difficile la réalisation des objectifs en matière d'efficacité énergétique, vu l'importation additionnelle de ressources carbonées comme le gaz naturel pour la production d'hydrogène. En contrepartie, la production d'hydrogène sur le territoire national à partir de l'électrolyse, utilisant de l'énergie électrique importée, n'affecterait pas le bilan des émissions des gaz à effet de serre national, mais uniquement la consommation d'énergie finale vu l'importation supplémentaire d'électricité. En général, le recours à l'hydrogène peut néanmoins contribuer à atteindre les objectifs en matière d'énergies renouvelables.

À noter aussi qu'une simple importation d'hydrogène à partir d'autres territoires, indépendamment de sa forme de production, n'affecterait pas le bilan des émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg, puisque les émissions sont comptabilisées dans le pays de production.

Considérant que les objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique à l'horizon 2030 sont actuellement en négociation au niveau européen, il est à ce stade prématuré d'identifier définitivement les opportunités potentielles pour le Luxembourg en matière de politique d'hydrogène.

Pour ce qui est du secteur des transports, la promotion des véhicules électriques à pile à combustible fonctionnant à base d'hydrogène est uniquement judicieuse à moyen et long terme si la consommation énergétique et le bilan des émissions du puits à la roue («well-to-wheel») sont au moins inférieurs ou égaux par rapport à l'utilisation directe des hydrocarbures en tant que carburant, respectivement par rapport à d'autres carburants alternatifs utilisés par exemple sous forme d'électricité dans les véhicules électriques à batterie. Actuellement, le bilan global de la consommation énergétique et des émissions du puits à la roue des véhicules électriques à pile à combustible recourant à l'hydrogène est dans la plupart des configurations possibles moins favorable que celui des véhicules électriques à batteries. À condition que ce bilan s'améliore et vu les avantages des véhicules électriques à pile à combustible, comme notamment zéro émission de roulement, la vitesse de ravitaillement en hydrogène et l'autonomie, ces types de véhicules pourront certes jouer un rôle important à l'avenir.

En ce qui concerne les travaux entrepris par le Benelux, il est prévu d'entreprendre en 2018 des analyses supplémentaires concernant les opportunités et les défis en matière d'hydrogène pour savoir si une coopération Benelux peut apporter une valeur ajoutée dans ce domaine.

Question 3487 (29.11.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **allocations familiales pour les frontaliers:**

La loi du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant limite le bénéfice des allocations familiales aux enfants biologiques et adoptifs du travailleur frontalier au Luxembourg.

Or, la semaine dernière le Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) a jugé que la Caisse pour l'avenir des enfants (CAE) devait payer des allocations familiales pour les enfants du conjoint vivant dans le ménage du travailleur frontalier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

1) Suite au jugement précité, la CAE informe sur son site Internet qu'elle fera appel à la décision du CASS et qu'en attendant, elle continuera à limiter le bénéfice des prestations familiales aux enfants biologiques et adoptifs des travailleurs frontaliers. Madame la Ministre peut-elle confirmer cet état des choses?

2) Tout en sachant que le jugement précité concerne un cas précis, Madame la Ministre a-t-elle connaissance du nombre de familles concernées par cette même problématique? Madame la Ministre peut-elle m'informer sur l'étendue de la problématique?

3) Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que la disposition de la loi précitée du 23 juillet 2016 passe à côté des réalités sociétales d'aujourd'hui en privant les enfants vivant dans des familles recomposées du droit aux allocations familiales?

Réponse (01.12.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) Je tiens à souligner que la Caisse pour l'avenir des enfants, tout en étant sous la tutelle du Ministère de la Famille, est un établissement public qui gère lui-même son contentieux.

ad 2) Non, il n'existe pas de chiffres précis quant aux familles concernées, mais selon les informations de la Caisse pour l'avenir des enfants, une soixantaine de travailleurs frontaliers a saisi le Conseil arbitral de la sécurité sociale pour réclamer le paiement de l'allocation familiale luxembourgeoise pour les enfants de leur conjoint ou pour les enfants placés dans leur ménage.

ad 3) Les réalités des familles d'aujourd'hui sont très diverses et j'estime que les réformes intervenues et à venir en tiennent compte. Je vous rappelle d'ailleurs que la loi de 2016 a introduit une définition du «membre de famille» d'un travailleur et a ainsi:

- aboli la discrimination entre enfants légitimes et enfants naturels de l'ancienne législation;

- renforcé les droits des travailleurs frontaliers pour leurs propres enfants en ce que - contrairement au règlement européen sur la coordination - un père ou une mère qui travaille au Luxembourg n'a plus à prouver, après séparation ou divorce, que son enfant reste bel et bien à sa charge, même s'il réside dans le ménage de l'autre parent;

- renforcé de ce fait le droit des enfants ayant subi la séparation de leurs parents à garder un lien avec chacun des deux et à être considérés comme membres de famille de leurs deux parents.

Question 3488 (29.11.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **nouvel horaire de la ligne 30 entre Luxembourg et Wasserbillig:**

Dans le cadre des nouveaux horaires des CFL, qui entreront en vigueur le 10 décembre 2017, il y a lieu de constater que pour la ligne 30 de Luxembourg à Trèves un bon nombre d'arrêts sont supprimés. Il en résulte que même pour les heures de pointe les passagers n'ont à leur disposition qu'un seul train par heure.

Dans les cas où il y en a deux par heure, l'écart entre les deux trains est si inopportun que le temps d'attente est également de presque 60 minutes. Ainsi, par exemple si l'on ratait un premier train partant à 17h05, on serait obligé d'attendre jusqu'à 17h57 pour prendre le suivant.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les raisons pour la suppression d'un si grand nombre d'arrêts entre Luxembourg et Wasserbillig? Ces suppressions ont-elles été justifiées par des comptages?

- Sont éventuellement d'autres moyens de transport mis à disposition pour les passagers concernés par les suppressions mentionnées?

- Monsieur le Ministre, juge-t-il acceptable un écart pareil entre deux trains? Dans la négative, serait-il incliné de revoir l'horaire avec les CFL?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Afin de réduire les retards sur les différentes lignes du réseau ferré national, les CFL ont effectué une étude avec un bureau spécialisé dont une des conclusions était de laisser circuler les trains RE de la relation Luxembourg - Trèves - Coblence sans arrêt entre Sandweiler-Contern et Wasserbillig.

Ces trains doivent traverser une série de goulots d'étranglement et doivent arriver à l'heure à Coblence où les clients ont des correspondances intéressantes vers Cologne et la région de la Ruhr, d'une part, et le sud de l'Allemagne comme Stuttgart ou Munich, d'autre part.

Le premier goulot d'étranglement constitue la gare de Luxembourg. Au courant des derniers mois, les anciens ateliers situés du côté de la Rocade de Bonnevoie ont été détruits pour libérer une surface suffisante permettant l'aménagement de deux quais supplémentaires. Les travaux sont en cours en vue de la mise à double voie de la ligne jusqu'à Sandweiler-Contern. Ensuite vient le tronçon de ligne à voie unique entre Sandweiler-Contern et Oetrange. Sur le réseau ferré allemand, la ligne est à voie unique jusqu'à Karthaus situé au sud de Trèves. Afin de réduire la distance à voie unique sur le réseau ferré allemand, l'État luxembourgeois a investi un montant de huit millions d'euros dans la mise à double voie du tronçon de ligne situé entre Igel et Igel-Ouest.

Dans une première étape, les mesures mises en œuvre depuis le 10 décembre 2017 seront analysées quant à leur efficacité et des adaptations éventuelles peuvent être réalisées, le cas échéant, par la suite.

Question 3489 (29.11.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **critères de reconnaissance comme formation continue par l'IFEN et insertion d'évènements dans le «Courrier de l'Éducation nationale»:**

En décembre 2016, l'Institut de formation de l'éducation nationale avait dans un premier temps accepté d'inscrire dans son catalogue de formation continue en ligne, la conférence-débat de l'historien israélien mondialement reconnu Ilan Pappé, conférence intitulée «L'art du marketing en politique - The Idea of Israel: a History of Power and Knowledge». (20.01.2017)

Alors que plusieurs enseignants s'étaient déjà inscrits sur le site de l'IFEN, le directeur est revenu sur sa décision antérieure et a retiré ladite conférence du catalogue, informant les organisateurs que: «À la relecture du descriptif de formation qui a été publié sur notre site, je dois vous annoncer que l'IFEN revient sur la décision de publier la conférence comme formation continue. En effet, il me semble que l'angle de vue est biaisé et qu'à ce titre nous n'intégrons pas la conférence dans notre offre de formation.»

En mars 2017, les organisateurs de la conférence «Quel développement durable pour la Palestine?» avaient également proposé à l'IFEN d'inscrire dans son catalogue cette conférence dans le cadre de l'éducation au développement durable (EDD). Il leur a été répondu par le directeur de l'IFEN: „Suite vun Ärer Demande wollt ech Iech matdeelen, datt mer d'Konferenz vum 16. Mee 2017 net an de Programm vun der Formation continue ophuelen. De Lien mat schouleschen Themen ass minimal, well d'Thema ganz spezifesch ass." (26.03.2017)

En octobre 2017, les organisateurs de l'exposition photos-vidéos «Photography as protest in Israel - Palestine» du collectif de photographes palestiniens et israéliens (11.11.-18.11.2017) se sont adressés au service communication du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse afin qu'une annonce sur l'exposition, qui s'adresse à un public à partir de 13 ans, soit insérée dans le «Courrier de l'Éducation nationale» à l'attention des enseignants du secondaire.

Cette exposition peut en effet être abordée sous de nombreux angles pédagogiques: l'histoire contemporaine, la citoyenneté, l'esprit critique, l'art photographique, l'éducation aux médias, le langage des médias, etc. L'insertion de l'annonce leur a été refusée avec l'explication suivante: «Je regrette de vous informer que nous ne pouvons pas donner suite à votre demande étant donné que l'annonce de l'évènement en question ne se prête à une publication dans le „Courrier de l'Éducation nationale".»

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Existe-t-il des critères objectifs déterminant la publication d'un évènement dans le «Courrier de l'Éducation nationale»?

2) Existe-t-il des critères conditionnant la reconnaissance d'une conférence dans le programme de formation continue de l'IFEN?

3) Dans l'affirmative, pouvez-vous nous énumérer ces critères pour les points 1) et 2) et nous indiquer comment ils ont été fixés, quand, par qui et où ils ont été consignés?

4) Dans la négative, quelle est la procédure en vigueur déterminant le choix du ministère de publier ou non un évènement dans le «Courrier de l'Éducation nationale», ainsi que de la reconnaissance d'une conférence dans le programme de formation continue de l'IFEN?

5) Concernant l'exposition susmentionnée, quelles sont les raisons précises qui ont motivé le ministère à refuser sa publication dans le «Courrier de l'Éducation nationale» et en quel sens celle-ci ne se conformerait-elle pas à d'éventuels critères?

Réponse (16.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Sont publiés dans le «Courrier de l'Éducation nationale» des évènements dont l'activité est adaptée aux enfants et aux jeunes et dont la vocation n'est pas commerciale.

ad 2) et 3) Les critères entrant en compte pour la définition de l'offre de formation continue de l'IFEN sont définis à deux niveaux:

a) la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, à l'article 92, impose les critères suivants:

- l'offre de formation continue est élaborée en tenant compte des directives des plans d'études;

- les cours de formation continue sont proposés dans les domaines du développement scolaire, du développement de l'enseignement et du développement professionnel personnel;

- les domaines prioritaires de la formation continue sont définis.

b) Les domaines prioritaires de la formation continue visent le développement des compétences professionnelles suivantes:

- priorité 1: l'enseignement et l'apprentissage dans le cadre d'une approche par compétences;

- priorité 2: l'enseignement et l'apprentissage des compétences linguistiques dans un contexte multilingue;

- priorité 3: les technologies de l'information et de la communication;

- priorité 4: le travail en équipe et la communication;

- priorité 5: le développement professionnel personnel;

- priorité 6: le développement scolaire;

- priorité 7: la gestion des établissements scolaires;

- priorité 8: le travail socio-éducatif.

Les domaines prioritaires actuellement en vigueur sont en phase avec les grands dossiers du ministère et les réformes en cours. Ces domaines ont été définis durant l'année scolaire 2014-2015 par le ministre après consultation du précédent Collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental et du Collège des directeurs de l'enseignement secondaire, sont publiés sur le site Internet de l'IFEN et sont recensés dans l'instruction ministérielle du 23 novembre 2016 concernant la formation continue des enseignants fonctionnaires et employés de l'enseignement secondaire.

Des évènements tels que des conférences, colloques, tables rondes ou autres, organisés par des institutions externes à l'IFEN, mais non conçus à la base comme formation continue, sont reconnus dans l'offre de formation continue de l'IFEN:

- s'ils sont en lien avec les directives des plans d'études

- et s'ils contribuent au développement des compétences professionnelles des personnels de l'éducation nationale dans au moins un des domaines prioritaires de la formation continue.

ad 4) Sans objet, car réponse affirmative.

ad 5) Force est de constater que le ministère est sollicité par beaucoup d'associations œuvrant dans le domaine culturel. C'est dans

ce contexte qu'il a été décidé de donner la priorité aux publications d'activités didactiques et pédagogiques. La publication de l'exposition photos-vidéos «Photography as protest in Israel - Palestine» dans le «Courrier de l'Éducation nationale» a été refusée pour ces raisons.

Question 3490 (30.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **distinctions honorifiques:**

All Joer gi fir Nationalfeierdag eng grouss Zuel u Matbierger fir hir Verdéngschter ausgezeechent. Dëse System war eng laangjäreg Traditioun, déi ville Leit Freed gemaach huet. Dëst Joer ass et zu verschiddenen Ännerunge komm. Et schéngt esou ze sinn, datt d'Zuel vun den Dekoratiounen erofgesat gouf an d'Kritären, fir esou eng Auszeechnung ze kréien, verännert goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Ännerunge goufen 2016 an 2017 bei den zivillen Uerde virgeholl an aus wéi enge Grënn?

2. Huet sech d'Zuel vun den Distinctiounen, déi accordéiert goufen, doduerch verännert?

3. Wa gewëssen Automatisme bei den Distinctiounen net méi solle gëllen, wéi gëtt séchergestallt, datt d'Meritte vun enger Persoun net no parteipolitesche Kritäre beuerteelt ginn?

4. Wéi wëllt d'Regierung bei deene Persounen, déi am ëffentlechen Déngscht sinn, op eng objektiv, onparteilech a gerecht Manéier d'Meritte bestëmmen (Art. 1 vum Arrêté grand-ducal vum 16. Juli 2016)? Wéi ass d'Prozedur, déi zu enger Recommandatioun vum „ministre du ressort" nom Artikel 4 vun deem Arrêté soll féieren?

5. D'Regierung beméit sech drëm, bei den Distinctioune keen Ënnerscheed tëschent dem ëffentlechen an dem private Sektor ze maachen. Wéi wëllt d'Regierung sécherstellen, datt si all déi Persounen, déi net beim Stat schaffen a Meritte fir d'Land hunn, kann erfaassen an éieren?

6. Mam Datum vum 5. Juni 2014 gouf eng Kommissioun aberuff, „qui a pour mission de définir et d'organiser l'attribution des distinctions honorifiques". Dräi vun de Membere missten dem Arrêté grand-ducal no „personnalités marquantes de la vie politique luxembourgeoise" sinn, also keng Beamten. No wéi enge Kritären a Qualifikatioune goufen déi dräi Perséinlechkeeten erausgesicht, déi aktuell an deem Gremium e Sëtz hunn an déi den 30. November 2014 genannt goufen?

7. Denkt d'Regierung drun, d'Méiglechkeet vu posthumen Distinctiounen anzeféieren?

8. Denkt d'Regierung drun, bei deenen Dekoratiounen, wou et dat nach net gëtt, och Bijoue fir d'Dammen anzeféieren?

Réponse (12.01.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

ad 1. De 5. Juni 2014, mam Akraafttriede vun dem entspriechenden Arrêté grand-ducal, gouf eng onofhängeg Kommissioun geschaf, fir objektiv Kritäre festzeleeën, wat d'Attributioun vun den Distinctions honorifiques betrëfft. Déi Kritären, déi d'Kommissioun virgeschloen huet, si vum Regierungsrot esou ugeholl ginn an am Arrêté grand-ducal vum 16. Juli 2016 verankert ginn. Dës Kritären déngen als Basis fir der Commission des distinctions honorifiques hir Aarbecht, wat d'Propose betrëfft, déi dës Kommissioun mécht.

ad 2. Am Kader vum Nationalfeierdag sinn 2017 am ganzen 2.929 Dekoratiounen iwwerreecht ginn, am Joer virdru waren et der 3060.

ad 3. Eng Persoun gëtt opgrond vun hire Meritte fir d'Land, d'Gesellschaft an d'Zesummeliewen dekoréiert. Eng Diskriminatioun opgrond vum Glawen oder der parteipolitescher Affiliatioun wier eng Violatioun vum Prinzip vun der Gläichstellung virum Gesetz.

ad 4. De privaten an den ëffentleche Secteur gi gläich behandelt. All Ressortminister ass zoustänneg fir d'Proposen aus deem Secteur, deen a sengen Attributioune läit. D'Viraussetzunge sinn déiselwecht fir all Persoun, déi a Fro kënnt. D'Commission des distinctions honorifiques deliberéiert iwwert d'Propose vum Ressortminister an de Statsminister hëlt déi definitiv Decisioun.

ad 5. Cf. 4.

ad 6. Déi dräi Persounen aus dem ëffentleche Liewen, déi nieft deene véier Fonctionnairen d'Kommissioun completéieren, bréngen aus hire jeeweilegen aktuellen a fréiere Fonctiounen déi noutwendeg Experienz mat.

ad 7. Déi Fro ass um Ordre du jour vun der Commission des distinctions honorifiques.

ad 8. Déi Fro ass um Ordre du jour vun der Commission des distinctions honorifiques.

Question 3491 (30.11.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réglementation sur les éoliennes:**

An Zesummenaarbecht mat engem private Promoteur ass d'Gemeng Déifferdeng amgaangen, e Wandmilleprojet ze plangen. Dëse soll zu Uewerkuer um Plateau realiséiert ginn, eng 550 Meter vun den éischte Wunnhaiser ewech a mat Wandmillen, déi eng Héicht ëm 200 Meter hunn. An enger Informatiounsversammlung goufen de Gemengenawunner d'Resultater vun den Etüden iwwert d'Ëmwelt an dësem Kontext presentéiert.

Déi obligatoresch Etüden iwwert d'Auswierkungen op d'Awunner beschränke sech op d'Analys vun dem Kaméidi, dem Schiet an der Gefor vum Äis op den Dréifligelen. Et ginn awer nach vill aner méiglech Auswierkungen a Gefore wéi Infraschall a Wellen an de Brandrisiko, wat alles net analyséiert gouf. An engem Interview op RTL-Radio huet de Statssekretär Camille Gira den 21. Oktober 2014 erkläert, datt mir an dësem Kader eng national Gesetzgebung fir de Kaméidi hunn, awer fir déi reschtlech Aspekter géingen déi däitsch Normen applizéiert ginn.

Wat de Brandrisiko vun engem Dréifligel ugeet, huet d'Federalunioun vun den däitsche Beruffspompjeeë recommandéiert, en Distanzminimum vu 500 Meter anzehalen an a Wandrichtung aus Virsiicht souguer 1.000 Meter. Am Fall vun Uewerkuer, wou d'Wunnhaiser sech a Wandrichtung befannen, géing dës Richtlinn also net berécksiichtegt ginn.

„Sollte es zu einem Feuer im oberen Teil der WEA gekommen sein [...]. Besonders wichtig ist in diesem Fall das Schaffen eines Sicherheitsbereichs durch äußerst weiträumiges Absperren. Bei dem Abbrennen ist von herabfallenden Teilen auszugehen (ein Zusammenfallen der gesamten Anlage hingegen ist unwahrscheinlich). Daher muss ein Radius von mindestens 500 Metern unzugänglich gemacht werden, bei markanten Winden ist in Windrichtung das Doppelte einzuplanen." - Deutscher Feuerwehrverband, Fachempfehlung (März 2008, überarbeitet Mai 2012).

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un d'Madamm Ëmweltminister an den Här Innenminister:

1. Huet Lëtzebuerg selwer en nationaalt Gesetz an dësem Sënn? Wann net, huet d'Regierung da virgesinn, esou eent ze schafen?

2. Falls keen eegent nationaalt Gesetz besteet, gouf hei dann déi däitsch Norm amplaz berécksiichtegt?

3. Wéini gëtt am Sënn vum beschriwwene Virsiichtsprinzip gehandelt? Am Hibléck op déi geplangten Distanz vu manner wéi 1.000 Meter, ass de Schutz vun den Awunner, deenen hir Wunnhaiser zu engem groussen Deel an der Wandrichtung (südwest) situéiert sinn, garantéiert? Firwat gëtt hei net am Sënn vum beschriwwene Virsiichtsprinzip gehandelt?

4. Wéi ass de Lëtzebuerger Beruffspompjeeën hir Positioun heizou?

5. Wie wier responsabel, wann et am Laf vun der Realisatioun vun esou engem Wandmilleprojet, no bei den Awunner, zu engem Brandfall kéim?

Réponse commune (15.01.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

An der Aleedung vun der Fro vum honorablen Deputéierte ginn Aussoe gemaach, déi ze präziséiere sinn:

De Projet „Wandpark Déifferdeng" war schonn Objet vun der Fro Nummer 3139, déi de 17 Juli 2017 gestallt gouf. Déi entspriechend Äntwert huet de legislative Kontext erkläert a Bezuch op konkret Ëmweltaspekter geholl. Ënner anerem gouf gesot, dass fir de Projet eng EIE (évaluation des incidences environnementales) op Basis vum groussherzogleche Reglement vum 7. Mäerz 2003 erstallt muss ginn. Dës läit den zoustännegen Autoritéiten nach net vir. Ausserdeem gëtt et bis ewell nach ëmmer keng Geneemegungsufro no dem Kommodo-Gesetz. Dofir kann een nach keng Ausso zu de Studie maachen. D'Aussoen iwwert d'Applikatioun vun däitschen Normen huet sech primär op d'Bewäertung vum Impakt vum Schiet op de Mënsch bezunn.

Wandmilleprojeten ënnerleien de normalen Autorisatioune wéi all aner Bauprojet och, dat heescht engersäits brauch de Bedreiwer eng Autorisation d'exploitation am Kader vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur an anererséits muss déi zoustänneg Gemeng eng Baugeneemegung ausstellen. Am Kader vun deene Prozeduren ass och de Brandrisiko ze betruechten. Natierlech ass eng eventuell Autorisatioun am Kader vum Waassergesetz ze berücksichtegen a meeschtens och eng Naturschutzgeneemegung obligatoresch.

Déi Ofstänn vu 500 Meter respektiv 1.000 Meter, op déi den honorabelen Deputéierte sech a senger Fro berifft, stinn an enger „Fachempfehlung" vum däitsche Pompjeesverband DFV (http://www.feuerwehrverband.de/fileadmin/Inhalt/FACHARBEIT/FB6_ELU/DFV-Fachempfehlung_Einsatz_Windenergieanlagen.pdf), déi och bei der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter a Lëtzebuerger Pompjeeskreesser bekannt ass.

Dës „Fachempfehlung" riicht sech un d'Rettungsdéngschter a gëtt Rotschléi, wéi d'Pompjeeën am Fall vun engem Asaz bei enger Wandmille solle virgoen. Si kann aus der Siicht vun de Pompjeeën als „Stand der Technik" ugesi ginn an domat sécherlech och hei am Land als Orientéierung bei Asätz mat Wandmillen ugewannt ginn. Wichteg ass awer, ze ënnersträichen, datt et sech hei ëm taktesch Rotschléi handelt fir den Asaz a net ëm eng verbindlech Norm fir de Bau vun esou Anlagen.

Et däerf en also hei net een taktesche Riichtwäert fir eng Spärzon oder eng Evakuatioun am Asaz (min. 500 Meter) mat enger baulecher Virgab am Kader vun enger Autorisatioun verwiesselen. Fir et mat engem anere Beispill ze illustréieren: Bei Brënn vun enger Azetylen-Fläsch gëtt bei Pompjeesasätz en Evakuatiounsrayon vun 300 Meter recommandéiert. Dat heescht awer net, dat an engem Atelier, an deem Azetylen benotzt gëtt, an engem Rayon vun 300 Meter net gebaut däerf ginn.

D'Beruffspompjeeën aus der Stad Lëtzebuerg goufe vun enger Biergerinitiativ mat deem vun lech zitéierte Projet vun Déifferdeng saiséiert. Vu datt si territorial gesinn net fir d'Stad Déifferdeng zoustänneg sinn, kënne si och offiziell näischt zu dem Projet soen.

Betreffend d'Responsabilitéit gëllen am Brandfall vun enger Wandmillen déi nämlecht Regele wéi bei allen anere Brënn och, déi vum Droit commun.

Ofschléissend kann een nach soen, datt et hei zu Lëtzebuerg bis elo nach keng gréisser Brënn mat Wandmillen ze notéiere gëtt.

Question 3492 (01.12.2017) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **contrôle de personnes à l'Aéroport de Luxembourg:**

Dans un article de presse, le président du conseil d'administration de Cargolux et de Luxair soulève un problème existant au niveau du contrôle de personnes entrant dans l'espace Schengen à l'Aéroport de Luxembourg-Findel. Selon cet article, le contrôle est effectué par deux membres de la Police grand-ducale, nombre clairement insuffisant lorsqu'un avion transportant plus de 300 passagers de pays tiers atterrit au Findel.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des passagers en provenance d'un pays tiers doivent parfois accepter des temps d'attente de plus d'une heure pour passer le contrôle des passeports à l'Aéroport international de Luxembourg-Findel?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il une augmentation des effectifs pour résoudre ce problème?

3. Dans quelle mesure l'utilisation de nouvelles technologies comme les documents de voyage électroniques pourraient contribuer à faciliter les contrôles aux frontières de l'espace Schengen en général et à l'aéroport en particulier?

Réponse (22.12.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Des temps d'attente de plus d'une demi-heure ont été enregistrés à plusieurs reprises au courant de 2017. Ces temps d'attente sont dus à une augmentation considérable du volume des passagers au cours des dernières années ainsi qu'au contrôle systématique des ressortissants européens dans les banques de données SIS et Interpol depuis avril 2017.

Des temps d'attente de plus d'une heure sont cependant très rares.

ad 2. Le Service de contrôle à l'aéroport - Section contrôle frontalier (SCA-SCF), suite à un manque de personnel constaté lors de l'évaluation «Schengen» effectuée par la Commission européenne en février 2016, a été renforcé de quatre fonctionnaires en 2016 et de trois fonctionnaires en 2017. Un renforcement supplémentaire de trois fonctionnaires est prévu pour 2018, portant l'effectif à 34 fonctionnaires.

ad 3. Actuellement l'Aéroport de Luxembourg dispose de trois guichets de contrôle frontalier à l'arrivée et de trois guichets au départ.

Un projet «Automated Border Control» est en cours de développement afin de doter l'Aéroport de Luxembourg d'un système de contrôle frontalier automatique identique à celui utilisé dans certains aéroports allemands. Ce système «ABC» est destiné à pouvoir être utilisé par tous les ressortissants majeurs européens et devrait permettre à réduire les files d'attente dès son entrée en service prévue au cours du 1er semestre 2018.

À partir de mi-2018, le nombre de guichets de contrôle frontalier va se présenter comme suit:

- au départ: trois guichets classiques et cinq guichets automatiques;

- à l'arrivée: quatre guichets classiques et cinq guichets automatiques.

Question 3493 (01.12.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **fermeture de certains bureaux de POST Luxembourg:**

Il me revient que le bureau de POST Luxembourg se situant à Bonnevoie devrait bientôt fermer ses portes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de fermer le bureau de POST dans le quartier le plus peuplé de la ville de Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont motivé cette décision?

Réponse (05.01.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Selon les informations obtenues par POST Luxembourg concernant la question de l'honorable Député au sujet de la fermeture du bureau de poste situé à Bonnevoie, je peux vous assurer qu'il n'existe aucune intention de la part de POST Luxembourg de fermer le bureau de poste en question. Cette information est donc à qualifier d'erronée.

Dans ce contexte, j'aimerais rappeler qu'il revient au conseil d'administration de POST Luxembourg d'approuver la stratégie du réseau de vente de POST et de contrôler son implémentation.

Question 3494 (01.12.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **tests de langue luxembourgeoise:**

L'Institut national des langues (INL) est actuellement chargé de l'organisation de l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise. Or, à en croire le site Internet de l'INL, les candidats à la nationalité luxembourgeoise devront patienter jusqu'en juillet 2018 pour pouvoir passer lesdits examens.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

2) Dans l'affirmative, quelle est la durée d'attente actuelle pour passer le test de langue luxembourgeoise pour accéder à la nationalité luxembourgeoise? Le temps d'attente s'est-il réduit au fil des années? Dans la négative, comment Messieurs les Ministres entendent-ils améliorer la situation?

3) Combien de sessions d'examen sont mensuellement organisées par l'INL? Combien de personnes sont admises par session d'examen? Messieurs les Ministres jugent-ils suffisant le nombre de places ouvertes aux différentes sessions d'examen? À défaut, comment entendent-ils améliorer la situation?

4) Combien de personnes sont actuellement en charge de l'organisation et de la tenue des sessions d'examen? Est-il envisagé de doter l'INL de plus de ressources humaines? Dans l'affirmative, combien de postes seront créés et suivant quel échéancier?

5) Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des informations sur le taux de réussite aux tests de langue?

6) Qu'en est-il des délais d'attente à l'examen relatif au «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg»?

Réponse (04.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Avant de répondre aux questions de l'honorable Député, je me permets de signaler que l'augmentation du nombre de candidats à l'obtention de la nationalité luxembourgeoise a engendré des conséquences sur les cours requis par la procédure, ce qui m'emmène à réorganiser et les offres et leur organisation.

ad 1) Les informations relatives aux examens publiées sur le site Internet de l'Institut national des langues (INL) sont correctes. Actuellement, toutes les sessions, à l'exception de celle du 6 juillet 2018, où il y a encore 30 places disponibles, sont complètes.

ad 2) Jusqu'en avril 2017, sous l'ancienne loi sur la nationalité luxembourgeoise, le temps d'attente pour obtenir une place était de trois à quatre semaines. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, les demandes d'inscription ont augmenté de manière exponentielle. Le temps d'attente entre la remise du dossier et le test peut aller jusqu'à six mois.

ad 3) Pendant l'année académique 2016-2017, l'INL a organisé 13 sessions d'examen pour 1.400 candidats.

Pour l'année académique 2017-2018, l'effectif des examinateurs a été augmenté pour pouvoir accueillir 1.616 candidats répartis sur une à deux sessions par mois.

Comme le nombre de demandes d'inscription a dépassé largement les prévisions, l'INL a prévu de former des examinateurs supplémentaires. Ainsi, quatre sessions additionnelles pourront être organisées après les congés de février 2018, ce qui permettra l'inscription de 512 candidats supplémentaires.

ad 4) Actuellement, l'équipe en charge de l'examen est composée de 16 enseignants (examinateurs/correcteurs), d'une responsable de la formation et de la coordination ainsi que d'un employé du bureau des examens. Toutes ces personnes sont des fonctionnaires ou des employés de l'INL, dont une partie de la tâche est consacrée aux travaux administratifs et/ou à l'organisation des épreuves.

Ceci correspond à un total de 38,5 heures par semaine, soit 1,75 tâche d'enseignement. L'employé administratif au bureau des examens consacre 75% de son travail à l'organisation, la gestion et le suivi des dossiers en relation avec les examens.

Au deuxième semestre 2017-2018, le nombre de leçons dédiées à l'examen passera à 54,5 par semaine pour faire face à la demande.

L'INL, qui réintégrera son siège initial au boulevard de la Foire au cours du deuxième semestre, disposera dès lors de locaux plus adaptés pour organiser les examens. Ceci permettra de passer les examens à un rythme plus soutenu. Une augmentation de l'effectif enseignant est prévue pour la rentrée 2018-2019. Le bureau des examens sera également renforcé par un employé administratif.

ad 5) En 2016, le taux de réussite aux tests de langue s'élevait à 62%. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le taux de réussite varie entre 72 et 87%.

ad 6) Je tiens à préciser que les personnes désirant acquérir la nationalité luxembourgeoise ont le choix de suivre des cours de 24 heures sans passer un examen ou de se soumettre à un examen sans devoir assister aux cours.

Les examens en vue de l'obtention du certificat «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» sont organisés à raison de deux sessions par mois pour +/- 100 candidats. Les participants ont le choix entre l'allemand, le français et l'anglais comme langue d'examen. L'examen est passé sur ordinateur et les candidats peuvent recevoir leur certificat à l'issue de l'examen.

Les délais d'attente sont en principe négligeables et s'élèvent au maximum à un mois. En cas de besoin le nombre de sessions offertes par mois peut être augmenté.

Question 3495 (01.12.2017) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **voiture de fonction:**

Les sociétés propriétaires de véhicules mis à la disposition de leurs salariés ont l'obligation de dénoncer le chauffeur en cas d'infraction constatée par un radar automatisé.

En cas d'accident, pas tous les frais ne sont couverts par la CNS ou l'assurance accident.

À l'heure actuelle, rien n'oblige l'employeur à souscrire une «assurance conducteur» de sorte qu'en cas de décès dans un accident sans qu'une autre personne ne soit reconnue responsable de l'accident, ou en cas de faute du chauffeur il n'y aura pas de réparation du préjudice moral subi par ses proches autres que celui prévu par le Code de la sécurité sociale.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Existe-t-il des chiffres au sujet du nombre et/ou du pourcentage des infractions constatées par radar automatisé commises par les chauffeurs de véhicules professionnels?

2. Existe-t-il des chiffres pour informer quel genre de véhicules professionnels sont le plus souvent impliqués dans ces excès de vitesse (voitures, camionnettes, poids lourds)?

3. Au vu des dangers auxquels font face les salariés qui conduisent dans le cadre de leur profession sur la route, n'est-il pas indiqué de rendre l'assurance décès du conducteur d'une voiture dans le cadre de sa fonction obligatoire pour les entreprises?

Réponse commune (22.01.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. + 2. La Police grand-ducale dispose de chiffres concernant les infractions constatées par le CSA et qui sont commises par des conducteurs professionnels. À ce but, le logiciel du CSA fait la distinction entre les véhicules dont le détenteur est une personne morale et ceux dont le détenteur est une personne physique.

Cette statistique se présente comme suit:

- Personnes morales - poids lourds: 30.708 véhicules flashés

- Personnes physiques - poids lourds: 2.060 véhicules flashés

- Personnes morales - véhicules «légers»: 126.143 véhicules flashés

- Personnes physiques - véhicules «légers»: 359.290 véhicules flashés

Le total des véhicules flashés détenus par des personnes morales est de 156.851.

Le total des véhicules flashés détenus par des personnes physiques est de 361.350.

Depuis mars 2016, le total des véhicules flashés s'élève partant à 518.201.

Les véhicules «légers» sont en principe tous les autres véhicules qui peuvent être flashés par le CSA et qui ne sont pas immatriculés comme poids lourd.

Parmi les véhicules détenus par les personnes morales, ceux flashés le plus souvent sont les véhicules «légers», mais il faut aussi tenir compte du fait que les poids lourds flashés sont principalement détenus par des personnes morales.

Enfin, le fait que le détenteur soit une personne morale ne signifie pas automatiquement que le conducteur du véhicule est un chauffeur professionnel, même si la probabilité est très grande.

ad 3. Actuellement, les accidents de mission en voiture de service sont traités comme les accidents du travail et en cas d'un accident mortel reconnu par l'Association d'assurance accidents (AAA), les ayants droit de l'assuré bénéficient des prestations de l'AAA en sus de la pension de survie de la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP).

Si la notion de faute lourde de l'article 93 du Code de la sécurité sociale ne s'applique qu'aux accidents de trajet et peut entraîner un refus de la part de l'AAA, cette notion n'existe tel quel ni pour les accidents du travail ni pour les accidents de mission. Cependant la jurisprudence connaît la notion de «risque dépassant de loin le risque assuré» qui permet à l'AAA de décliner un accident du travail. Or, la base de données juridique de l'AAA ne fait état que de deux affaires déclinées à cause d'un taux d'alcoolémie important.

Dans le cas d'un accident du travail non reconnu par l'AAA, les ayants droit ne peuvent effectivement bénéficier que des prestations de la CNAP. Or, une assurance privée appliquerait probablement le même principe de «risque dépassant de loin le risque assuré» ou même de faute lourde, de sorte qu'imposer une telle assurance risquerait fort de constituer un coût supplémentaire pour l'employeur sans pour autant ajouter une garantie supplémentaire de dédommagement pour les conducteurs en mission.

Question 3496 (04.12.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **réorganisation du Département de la sûreté de lux-Airport sa:**

Selon un communiqué de presse diffusé ce jeudi, 30 novembre 2017 par le syndicat OGB-L, la direction de lux-Airport sa, société de gestion de l'aérogare du Findel, aurait informé son personnel, par le biais d'une simple note de service, d'une réorganisation fondamentale de son département de la sûreté.

Ainsi, à partir du 1er décembre 2017, le contrôle des passagers n'est plus effectué par des agents de sécurité de lux-Airport, mais sous-traité à une société privée de gardiennage. Selon des affirmations du directeur de lux-Airport, cette décision aurait été imposée par le ministre de tutelle.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la décision de remplacer les agents de sécurité aux points de contrôle des passagers a été imposée à la direction de lux-Airport par le ministre de tutelle? Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons qui ont motivé cette décision?

2. Pourquoi les représentants du personnel de lux-Airport n'ont-ils pas été informés à un stade plus avancé de ce changement dans l'organisation du contrôle des passagers à l'aéroport?

3. La solution de sous-traitance n'a-t-elle qu'un caractère temporaire ou est-elle censée perdurer?

Réponse (15.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. Tenant compte de la situation de menace au niveau international et suite à une recommandation par les autorités compétentes, le ministre a demandé à la direction de lux-Airport de réintroduire avec effet immédiat des contrôles d'identité aux points d'accès aux zones de sûreté à accès réglementé dans le terminal de l'aéroport de Luxembourg. Afin d'éviter des files d'attente suite à cette exigence additionnelle de contrôler les cartes d'embarquement et les cartes d'identité, la direction de lux-Airport a décidé de renforcer les effectifs d'une vers deux personnes pour effectuer ce double contrôle. Il n'y a en conséquence ni question de «réorganisation fondamentale» du «Département de la sûreté», ni de remplacement d'agents, mais d'un renforcement des effectifs existants.

ad 2. Les représentants du personnel n'ont pas été informés puisqu'il s'agit d'une modification organisationnelle mineure et temporaire. Il s'agit d'un agencement opérationnel dicté par un changement à effet immédiat dans les contrôles de sûreté à effectuer qui n'affecte en rien les conditions de travail de l'ensemble du personnel de la sûreté.

ad 3. La solution de sous-traitance dans ce cas particulier a un caractère temporaire. lux-Airport, par contre, se sert de contrats de sous-traitance pour faire face aux périodes de vacances de ses collaborateurs ainsi que pendant les périodes de haute affluence. lux-Airport a aussi convenu avec les représentants du personnel de réduire la sous-traitance dans la mesure du possible et va procéder au recrutement de 40 agents de sûreté en 2018.

Question 3497 (04.12.2017) de **MM. Gusty Graas** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant les **appels à témoin publiés par la Police grand-ducale:**

Régulièrement des appels à témoin de la police sont publiés dans les journaux ou sur les sites Internet, souvent pour demander au grand public des informations sur l'identité d'individus ayant retiré de l'argent avec une carte de crédit volée. Or, même si la qualité des photos prises par les caméras de surveillance s'est nettement améliorée ces dernières années, il s'avère que les faits sur lesquels la police demande des renseignements remontent généralement à plusieurs mois.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Quelle est la raison pour laquelle ces appels à témoin sont publiés seulement des mois après les faits?

2) Quel est le pourcentage d'identification positive de ces individus?

3) Est-il possible de publier ces appels à témoin dans un délai plus rapproché des faits?

Réponse (02.01.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Plusieurs facteurs déterminent les délais plus ou moins longs relatifs à la publication des différents appels publics dans la presse et sur les réseaux sociaux de la Police grand-ducale.

Tout d'abord, la procédure ne commence à courir qu'à partir du moment où la personne concernée a effectivement produit une plainte auprès de la Police grand-ducale. Par la suite, l'agent dispose d'un délai de 40 jours pour faire parvenir le procès-verbal au parquet. Ce délai est mis à profit pour procéder aux premières vérifications d'enquête. Une enquête interne à la Police grand-ducale est donc réalisée en amont d'un éventuel appel public. La décision de saisir des images ou les enregistrements des caméras de surveillance appartient aux autorités judiciaires.

Il y a encore lieu de préciser que la Police grand-ducale n'a pas d'influence sur la qualité des images saisies.

ad 2) Les appels à témoin servent pour de nombreuses affaires à collecter des renseignements et indices permettant notamment aux enquêteurs d'identifier le ou les malfaiteurs. La Police grand-ducale n'établit pas de statistiques en la matière.

ad 3) L'opportunité d'une enquête publique, c'est-à-dire le moment et aussi le contenu, appartient aux autorités judiciaires.

Question 3498 (04.12.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **parcs éoliens en pleine forêt:**

Trouver des emplacements pour l'installation d'éoliennes disposant de vents réguliers et suffisamment forts tout en respectant une certaine distance vers les zones d'habitation devient de plus en plus difficile. Voilà pourquoi quatre Länder d'Allemagne (Hesse, Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat et Thuringe) ont commencé à installer des parcs éoliens en pleine forêt. Il est par exemple possible d'abattre des conifères et de les remplacer par des arbres d'une valeur écologique plus grande pour les forêts.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est l'opinion du Gouvernement concernant les parcs éoliens installés en forêt?

- Est-il envisageable d'installer des éoliennes dans les forêts luxembourgeoises?

- Dans l'affirmative, est-ce que des sites propices à l'installation de telles éoliennes ont déjà été identifiés?

- Est-ce que l'installation d'éoliennes dans nos forêts est prévue dans le futur Code forestier?

- Quand Madame la Ministre compte-t-elle déposer le projet de loi relatif au Code forestier?

Réponse commune (16.01.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Actuellement, il n'est pas prévu d'installer des parcs éoliens dans les forêts luxembourgeoises. Néanmoins, lors d'une extension ou lors d'une planification d'un nouveau parc éolien en zone verte, la situation peut se présenter où l'une ou l'autre éolienne pourrait être utilement placée en bord de forêt. Il est évident que les études d'impact à réaliser de toute façon dans le cadre de la planification de tout parc éolien doivent prouver dans un tel cas l'absence de tout impact négatif sur le biotope forêt concerné.

Le projet de loi relatif au Code forestier a été adopté lors du Gouvernement en conseil du vendredi, 12 janvier 2018. L'installation d'éoliennes dans nos forêts n'y est pas prévue.

Question 3500 (05.12.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**internat du Lycée Edward Steichen à Clervaux:**

Les travaux de construction du Lycée Edward Steichen à Clervaux avancent au rythme prévu

si bien que cet établissement scolaire ouvrira ses portes à la rentrée scolaire suivante. Le Gouvernement a également décidé de créer un internat à proximité de ce nouveau lycée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur les travaux de planification concernant la création de l'internat à proprement parler?

- Le Gouvernement a-t-il déjà retenu le site d'implantation du nouvel internat?

- Dans l'affirmative, pour quand au plus tard l'internat pourrait-il ouvrir ses portes?

Réponse (04.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En référence à la question parlementaire n°2675 du 13 janvier 2017, posée conjointement à l'adresse de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en relation avec l'état d'avancement général des travaux de construction du même Lycée Edward Steichen, la réponse commune confirmait effectivement qu'il était envisagé de pourvoir le lycée d'un internat.

Il y était précisé que cette création pourrait augmenter l'attrait du Lycée Edward Steichen en face d'une demande toujours croissante et que l'association du lycée à un internat pourrait s'avérer comme très utile du fait qu'il est le seul lycée au nord du pays du secteur des technologies de l'information et de la communication.

À l'heure actuelle, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est en train d'identifier et d'analyser la future population du lycée, et ceci non seulement du point de vue offre scolaire, mais également en tenant compte du profil socio-économique et sociologique de celle-ci. En effet, l'internat scolaire de demain va ajouter au système actuel une plus-value éducative en créant un contexte motivant, dans lequel les jeunes trouveront une aide personnalisée et des outils de formation complémentaires, qui sans lui demeureront éventuellement inaccessibles. Les internes pourront également y apprendre les règles de la vie en collectivité et prendre conscience de leur nécessité dans un État de droit.

Au vu de ce qui précède, il s'ensuit que les besoins en infrastructure pour l'internat du Lycée Edward Steichen se déclineront par la suite des conclusions de l'analyse relative à la population scolaire future.

Finalement, étant donné que les besoins en infrastructures seront déterminés ultérieurement, un site d'implantation n'a pas encore été retenu.

Question 3501 (05.12.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **personnes exclues de l'assurance maladie:**

Récemment, lors de certaines manifestations publiques, il a été question de 500 à 600 personnes au Luxembourg qui seraient exclues de l'assurance maladie et qui, pour avoir accès aux soins médicaux, s'adresseraient aux ONG telles Médecins du monde.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les questions suivantes:

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce phénomène et dispose-t-il de données chiffrées en la matière? Ces données correspondent-elles aux chiffres cités ci-avant?

2) Selon les informations propagées, ces personnes seraient exclues de l'assurance maladie parce qu'elles ne disposent pas d'adresse officielle. Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à cette information?

3) De quelle façon Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de réagir au problème de personnes non couvertes par l'assurance maladie?

Réponse commune (08.01.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) Dans son rapport d'activités de 2016, Médecins du monde fait état de 620 patients vus en une année; ces chiffres corroborent ceux avancés par l'honorable Députée.

Pour ce qui est de données chiffrées officielles, il y a lieu de préciser que ni le Ministère de la Sécurité sociale, ni le Centre commun de la sécurité sociale qui est en charge des affiliations à la sécurité sociale, ni le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne disposent d'informations concernant le nombre de personnes non affiliées.

ad 2) Depuis le 1er janvier 2008, le Centre commun de la sécurité sociale admet à l'assurance volontaire facultative de maladie tout demandeur déclarant une adresse luxembourgeoise pour une période initiale de six mois. À défaut de disposer d'une adresse enregistrée dans le Registre national des personnes physiques, le demandeur d'une assurance maladie peut apporter d'autres preuves de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg, tel que, par exemple, un contrat de bail, une déclaration d'hébergement, une déclaration d'une association reconnue en matière d'encadrement de nouveaux arrivants. Sur présentation de telles pièces et à condition de payer les cotisations afférentes, l'assurance volontaire facultative maladie sort ses effets après un stage de trois mois.

Le Centre commun vérifie tous les six mois que l'assuré continue à résider au Grand-Duché de Luxembourg et rapporte annuellement les noms et adresses des personnes concernées au Ministère de la Sécurité sociale.

Actuellement 355 assurés volontaires sans adresse légale sont enregistrés dans nos systèmes. La grande majorité de ceux-ci sont de nationalité portugaise (40%), luxembourgeoise (7%) ou des ressortissants d'un autre pays de l'Union européenne (18%). Quelque 125 ressortissants de pays tiers (hors le Brésil, le Cap-Vert et l'Angola) complètent la population d'assurés volontaires facultatifs sans adresse légale.

ad 3) Comme le Ministère de la Sécurité sociale ne sait pas quelles sont les raisons pour lesquelles des personnes qui séjournent au Luxembourg s'adressent à Médecins du monde, il lui est difficile de réagir de façon appropriée en vue de leur permettre de bénéficier de l'assurance maladie légale.

En effet, des dispositifs spécifiques ont été d'ores et déjà mis en place en vue de soutenir certaines franges de la population qui pourraient se trouver sans couverture d'assurance maladie.

Ainsi, un dispositif spécifique permet aux réfugiés, dès leur arrivée au Luxembourg et dès leur enregistrement, de bénéficier d'aides et de soins médicaux, avant que l'assurance volontaire contractée en leur faveur ne sorte ses effets.

Pour les personnes qui remplissent les conditions pour pouvoir bénéficier du droit à l'aide sociale, les offices sociaux ont la mission de veiller à la prise en charge des frais de santé des personnes en situation précaire.

En effet, l'article 7, alinéa 7 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale dispose:

«Si la personne dans le besoin n'est pas assurée autrement, l'office social prend en charge les risques de maladie, d'un handicap ou de sénescence, y compris l'aide médicale et l'hospitalisation.»

L'article 8 du règlement grand-ducal du 8 novembre 2010 dispose que les offices sociaux ont la mission de s'assurer de l'affiliation du demandeur à la sécurité sociale et, le cas échéant, de procéder à son affiliation.

Rappelons à titre subsidiaire que la Caisse nationale de santé a conclu en outre une convention avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration permettant aux offices sociaux d'attribuer aux personnes dans le besoin le tiers payant social (TPS). Ainsi les frais d'honoraires des médecins sont directement pris en charge par l'assurance maladie sur présentation d'une étiquette délivrée par l'office social compétent.

Ces deux dispositifs devraient donc permettre aux personnes disposant d'une autorisation de séjour de bénéficier de l'assurance maladie légale.

Par ailleurs le Ministère de la Santé est compétent pour l'accès aux soins médicaux; il dispose d'un budget pouvant prendre en charge les frais relatifs aux soins médicaux des personnes non assurées, des factures non payées et des frais d'hôpitaux.

Question 3502 (05.12.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **courrier d'information de la Direction de la santé:**

La Direction de la santé envoie régulièrement des courriers au corps médical afin de sensibiliser les médecins quant aux diverses journées mondiales ou européennes consacrées à telle ou telle maladie, etc.

Or, il me revient que récemment certains de ces courriers ont été adressés aux médecins après la date même de la journée. Ainsi, à titre d'exemple, les médecins ont été informés par courrier du 22 novembre 2017 sur la journée européenne d'information sur les antibiotiques du 18 novembre 2017. Un deuxième exemple est celui de la journée mondiale de l'AVC du 29 octobre 2017, au sujet de laquelle les médecins ont été informés par courrier du 13 novembre 2017.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces faits?

- Pour quelles raisons le flux d'information n'a-t-il pas lieu en temps utile?

Réponse (04.01.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Depuis bon nombre d'années, la Direction de la santé, Division de la médecine préventive, articule ses campagnes de sensibilisation et d'éducation à la santé autour des journées internationales ou européennes proclamées par l'Organisation mondiale de la santé, la Commission européenne ou d'autres institutions internationales expertes en santé publique. À ces occasions des actions de terrain et des campagnes médiatiques sont organisées pour rappeler l'importance de la prévention, de la promotion des modes de vie sains et de la réduction des risques, face à certaines maladies et priorités de santé publique. À cette fin, nous faisons généralement parvenir nos nouveaux matériels d'information et de sensibilisation au corps médical et aux partenaires jouant un rôle majeur dans la diffusion de nos messages de prévention.

Ce n'est pas nécessairement lors de ces journées commémoratives, mais à l'occasion de ces journées que nous lançons nos campagnes et éditons certains matériels, l'information et la sensibilisation à ces thématiques se faisant au cours de toute l'année. Rien ne nous oblige en effet de communiquer en amont, ce qui est généralement fait par un communiqué de presse ou une conférence de presse, suivi ensuite par nos campagnes respectives.

En effet, les médecins de première ligne ont un contact privilégié avec les patients et peuvent jouer un rôle capital dans la sensibilisation et la prévention. Il ne s'agit pas seulement de diffuser le matériel lors des journées, mais de contribuer aux efforts d'éducation à la santé, visant à terme des changements dans les comportements néfastes à la santé.

Question 3503 (06.12.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **réglementation de l'ostéopathie:**

Dans le chapitre du programme gouvernemental consacré aux médecines non conventionnelles, le Gouvernement déclare vouloir poursuivre ses travaux en vue de déposer un projet de loi portant réglementation de différentes formes de médecine complémentaire. Il déclare encore vouloir donner priorité à la réglementation de la profession d'ostéopathe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Dans quels délais Madame la Ministre entend-elle déposer un texte portant réglementation de la profession d'ostéopathe?

2. Madame la Ministre peut-elle d'ores et déjà m'informer sur les conditions de formation à remplir par les professionnels souhaitant exercer l'ostéopathie au Luxembourg?

3. Les traitements par ostéopathie seront-ils remboursables? Si tel est le cas, sous quelles conditions le remboursement pourra-t-il être accordé?

Réponse commune (05.01.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. En date du 6 décembre 2017, le Conseil de Gouvernement a approuvé un avant-projet de loi modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé afin de créer la profession d'ostéopathe. Les conditions de formation, les attributions ainsi que les règles d'exercice de la profession d'ostéopathe seront déterminées par règlement grand-ducal. Le projet de ce règlement d'exécution a également été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 6 décembre 2017.

Les ministres soussignés tiennent également à préciser que tant le projet de loi que le projet de règlement grand-ducal mentionnés ci-dessus seront prochainement soumis pour avis au Conseil d'État ainsi qu'aux organismes consultatifs concernés.

ad 2. L'exercice de la profession d'ostéopathe sera soumis à l'acquisition d'un titre de formation de niveau master en ostéopathie. La formation comportera un volet théorique et un volet clinique dont les contenus sont définis dans le projet de règlement grand-ducal mentionné ci-dessus. L'ostéopathe devra suivre annuellement une formation continue de 40 heures.

ad 3. Aussitôt que la profession de l'ostéopathe sera réglementée, le groupement représentatif des ostéopathes pourra contacter la CNS en vue d'entamer des négociations relatives à une convention sur les prestations à réaliser par les ostéopathes à l'intention des affiliés à la sécurité sociale. Si le comité directeur de la CNS y consent, il s'ensuit en général, à la fin des négociations ayant mené à la signature et à la publication d'une convention correspondante, la saisine de la Commission de nomenclature en vue de la détermination des actes et services à prendre en charge par l'assurance maladie et des conditions à la base du remboursement. Cette nomenclature sera arrêtée sous forme d'un règlement grand-ducal à soumettre au Grand-Duc.

Question 3504 (06.12.2017) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**«amnistie fiscale» votée en 2016:**

La loi budgétaire pour l'exercice 2016 introduit dans la loi générale des impôts un mécanisme temporaire de régularisation fiscale pour des personnes ayant leur résidence fiscale au Luxembourg. Les personnes concernées souhaitant bénéficier de cette mesure, et ainsi éviter les sanctions applicables en matière de fraude fiscale intentionnelle, d'escroquerie fiscale et de fraude fiscale involontaire, devront déposer une déclaration rectificative et ensuite s'acquitter du paiement intégral des impôts éludés en sus d'une majoration de 10% si la déclaration est déposée entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, voire de 20% si le dépôt aura lieu entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°2528 du 4 novembre 2016, Monsieur le Ministre avait fait savoir que l'Administration des contributions directes était en train d'analyser les déclarations rectificatives obtenues. Il est dès lors utile de tirer un premier bilan de l'«amnistie fiscale».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien de telles déclarations rectificatives ont été reçues par l'Administration des contributions directes (ACD) jusqu'au 30 décembre 2016?

- Combien de personnes au total ont souhaité régulariser leur situation?

- Combien de déclarations ont déjà été traitées par l'ACD?

- Combien de déclarations ont pu bénéficier du mécanisme de la régularisation fiscale?

- Combien de déclarations rectificatives ont été refusées? Pour quels motifs celles-ci ont été refusées? Quelles ont été les conséquences pour les contribuables concernés?

- Quel est le montant des impôts qui a ainsi pu être récupéré par l'administration fiscale (sans compter la majoration des 10%)?

- Combien de telles déclarations rectificatives ont été reçues par l'Administration des contributions directes (ACD) entre le 1er janvier 2017 et le 30 septembre 2017?

- Combien de personnes au total ont souhaité régulariser leur situation?

- Combien de déclarations ont déjà été traitées par l'ACD?

- Combien de déclarations ont pu bénéficier du mécanisme de la régularisation fiscale?

- Combien de déclarations rectificatives ont été refusées? Pour quels motifs celles-ci ont été refusées? Quelles ont été les conséquences pour les contribuables concernés?

- Quel est le montant des impôts qui a ainsi pu être récupéré par l'administration fiscale (sans compter la majoration des 20%)?

Réponse (08.01.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le nombre total des demandes de régularisations uniques introduites auprès de l'ACD sur base du paragraphe 489 AO pendant l'année 2016 s'élève à 221 unités dont la quasi-totalité

a été traitée et le nombre de celles introduites pendant la période du 1er janvier 2017 au 30 septembre 2017 s'élève à 68 unités dont la majorité des cas a également été traitée.

Quelques cas isolés ont été refusés sur base du paragraphe 489, alinéa 4, AO (procédure administrative ou judiciaire en cours avant la date de dépôt de la déclaration rectificative), de sorte que la majorité des contribuables concernés ont pu bénéficier du mécanisme de la régularisation. Les contribuables qui se sont vus refuser l'application du paragraphe 489 AO sont actuellement soumis, soit à un contrôle par la «division révisions» de l'ACD, soit par le bureau d'imposition compétent. Les conséquences pour les contribuables concernés dépendront du résultat de ces vérifications.

Le montant total des impôts éludés qui a pu être récupéré, à ce jour, s'élève à 30.636.499,70 euros (sans compter la majoration de 10%) en ce qui concerne les demandes reçues pendant l'année 2016 et s'élève à 5.691.418,70 euros (sans compter la majoration de 20%) en ce qui concerne les demandes reçues pendant les neuf premiers mois de l'année 2017.

Enfin, il convient de rappeler que contrairement à d'autres pays, le Luxembourg a adopté en la matière une approche prudente et n'avait pas budgétisé de recettes à percevoir dans le cadre du mécanisme de la régularisation fiscale.

Question 3505 (06.12.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **rulings:**

Fin 2014, Monsieur le Ministre des Finances avait indiqué vouloir faire payer notamment les entreprises pour les services fournis par l'administration fiscale dans le contexte plus particulièrement de la confection des rulings.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer quel tarif a été appliqué aux services fournis par l'administration fiscale dans le contexte susvisé?

- Combien de recettes ont pu être générées via ce mécanisme?

Réponse (08.01.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

S'agissant du tarif appliqué aux services fournis par l'administration fiscale dans le contexte susvisé, il y a lieu de renvoyer au chapitre 4 de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir et plus particulièrement à l'alinéa (4) du paragraphe 29a de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung») qui dit que:

«(4) Lorsque la demande de décision anticipée concerne la fiscalité des entreprises, une redevance est fixée par l'Administration des contributions directes pour couvrir les frais administratifs occasionnés à l'occasion du traitement de la demande. Cette redevance varie entre 3.000 et 10.000 euros suivant la complexité de la demande et le volume du travail.»

Pour ce qui est des recettes générées via ce mécanisme (applicable depuis 2015), il convient de relever qu'entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes ainsi générées est de 10.191.000 euros. Ces chiffres sont d'ailleurs publiés depuis 2015 dans le rapport d'activité de l'Administration des contributions directes.

Question 3506 (06.12.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **emballages des paquets de tabac:**

D'après la directive européenne 2014/40/UE, les emballages des produits de tabac en vente dans les pays européens contiennent des avertissements sanitaires combinés comprenant, entre autres un message d'avertissement et une photographie avec le but d'empêcher surtout les jeunes de consommer ces produits.

Conformément à l'article 10, paragraphe 3 de la directive précitée, il appartient à la Commission européenne de créer et d'adapter la bibliothèque d'images repris dans les avertissements sanitaires. Suivant règlement grand-ducal du 20 juin 2017 relatif à l'étiquetage et au conditionnement des produits du tabac, les images des avertissements figurant dans une bibliothèque électronique de documents sources sont disponibles auprès du Ministère de la Santé.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer qui a accès à cette base de données? À part les images, cette base de données contient-elle d'autres informations?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de l'origine et de l'identité des personnes dont l'image est reprise dans la bibliothèque d'images?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer si les personnes dont l'image est utilisée sur les emballages des produits de tabac ont donné leur accord à cet effet?

- Dans la négative, Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que l'absence de consentement risque de porter atteinte au droit à l'image, à la protection des données et au respect de la vie privée des personnes concernées?

Réponse (20.12.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Conformément à l'annexe 2 du règlement grand-ducal du 20 juin 2017[1], il n'existe aucune restriction à l'accessibilité aux images inscrite dans la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac. La demande d'accès à la base de données des bibliothèques d'images reprises dans les avertissements sanitaires doit être formulée par courrier à l'adresse postale du Ministère de la Santé, comme indiqué dans le règlement grand-ducal précité.

Ladite banque de données ne contient aucune information supplémentaire autre que les images d'avertissement sanitaire fournies par la Commission européenne. Les modifications auxquelles nous avons procédé sont prévues à l'article 3 du paragraphe 1 du règlement grand-ducal susmentionné.

Concernant la question de l'honorable Députée, à savoir si les services du Ministère de la Santé ont connaissance de l'origine et de l'identité des personnes figurant sur les images dans la bibliothèque d'images, il est à préciser que les images sont imposées à tous les États membres par la Commission européenne selon la directive déléguée 2014/109/UE de la Commission du 10 octobre 2014[2]. La Commission européenne seule connait l'identité des personnes dont les images apparaissent sur les photos. Elle ne communique pas les noms de ces personnes par souci de protection de leurs droits légaux.

Quant à la question de Madame la Députée sur l'accord donné par les personnes dont les photos figurent sur les produits du tabac, la Commission européenne déclare, dans un article consultable sur son portail Internet[3], avoir: «… consulté des juristes pour s'assurer que les déclarations de consentement et les autres documents juridiques lui donnaient l'intégralité des droits d'auteur».

Question 3507 (06.12.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **examens médicaux du salarié:**

Au cours de sa vie professionnelle, le salarié aura à faire à différents médecins lors de sa carrière professionnelle:

- à la médecine du travail au moment de l'embauche, pour des examens périodiques (notamment à l'expiration de la validité de la fiche d'examen médicale), en cas de reprise de son travail après six semaines d'arrêt maladie, voire dans le cadre du reclassement professionnel,

- au médecin de contrôle de la Caisse nationale de santé (CNS), par exemple sur demande de l'employeur,

- au médecin-conseil du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), notamment dans le contexte du déclenchement de la procédure de reclassement,

- au médecin-conseil de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) quand il s'agira de revoir les conditions du travail dans le contexte d'un reclassement interne,

- au médecin référent pour l'émission d'un certificat d'incapacité de travail.

Si ces avis s'inscrivent souvent dans des contextes différents, il se peut que les avis soient contradictoires. Ainsi, le certificat de maladie émis par le médecin référent peut se transformer en certificat de complaisance sur constatation du contrôle administratif de la CNS. De même, dans certains cas de figure, le médecin du travail constatant l'inaptitude du salarié d'occuper son dernier poste de travail peut, mais ne doit pas saisir la Commission mixte. S'il ne le fait pas, l'employeur ne pourra plus occuper le salarié audit poste et le salarié ne pourra prétendre à un reclassement faute de saisine de la Commission mixte. De même, si le médecin du travail est en principe amené à aviser la réduction du temps de travail dans le cadre d'un reclassement interne, le médecin-conseil de l'ADEM est appelé à intervenir s'il s'agit de réduire le temps de travail jusqu'à 75% du temps de travail initial.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement ne considère-t-il pas utile de mettre de l'ordre dans les missions des acteurs intervenant dans le contexte de la santé au travail?

- Le Gouvernement songe-t-il éventuellement à regrouper les différents services?

- À quel niveau le Gouvernement entend-il sinon procéder à des adaptations et suivant quel échéancier?

Réponse commune (08.01.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Luxembourg a introduit en 1994 dans la législation une médecine du travail, organisée d'une manière professionnelle, sous le contrôle du ministère et de la Direction de la santé. Le Code du travail concernant l'organisation de la santé au travail prévoit des examens d'embauche pour chaque salarié et des examens périodiques en cas de postes à risque.

Après un arrêt de travail pour maladie ou accident, le salarié est parfois amené à passer un examen médical auprès de différents médecins qui ont des domaines de compétences, de tâches et de responsabilités différents. Dans le cadre de la législation sur le reclassement professionnel, le salarié voit ainsi le médecin-conseil du Contrôle médical de la sécurité sociale, le médecin du travail compétent de son entreprise et dans certains cas le médecin du travail de l'Agence pour le développement de l'emploi.

Le rôle du médecin de contrôle, qui n'est pas médecin du travail et qui ne connaît pas l'entreprise, est de s'exprimer sur sa capacité/incapacité de travail, tandis que le rôle du médecin du travail consiste à évaluer son aptitude à un poste de travail spécifique et de proposer, en cas de besoin, des adaptations. Ces deux médecins ont donc des rôles tout à fait distincts, mais complémentaires, et sont amenés dans le cadre du reclassement professionnel à travailler étroitement ensemble.

Le Gouvernement est conscient que certains points du fonctionnement méritent réflexion au niveau opérationnel et a chargé un groupe de travail interministériel, composé des experts des trois ministères et administrations concernés, à savoir la santé, la sécurité sociale et le travail, de proposer des améliorations.

De manière générale, la Caisse nationale de santé est directement concernée à deux niveaux:

- d'une part par les certificats d'incapacité de travail établis par les médecins traitants pour compte des personnes protégées et

- d'autre part par les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale rendus en application des articles 418 et suivants du Code de la sécurité sociale.

Les certificats d'incapacité de travail sont établis par les médecins traitants pour compte des personnes protégées. Dans ce domaine comme dans maints autres, le corps médical luxembourgeois revendique une liberté thérapeutique absolue et n'apprécie guère que ses activités soient soumises à un quelconque contrôle. Or, le médecin, en formulant ses prescriptions, est tenu à respecter le cadre légal existant (notamment l'article 23 du Code de la sécurité sociale), la convention conclue entre la CNS et l'AMMD et le Code de déontologie médicale (notamment les articles 9, 16, 21, 34 et 35).

Le Contrôle médical de la sécurité sociale, administration de l'État régie par les articles 418 et suivants du Code de la sécurité sociale, intervient dans ce domaine pour évaluer et contrôler le bien-fondé médical des incapacités de travail indemnisées et convoque à cette fin les personnes qui se trouvent en incapacité de travail.

Quant à l'Agence pour le développement de l'emploi, un de ses médecins du travail intervient chaque fois qu'un reclassement interne est envisageable pour déterminer les capacités de travail résiduelles du salarié ainsi qu'en cas de demande d'une réduction du temps de travail supérieure à 50%. Cette intervention se justifie dans la mesure où les intéressés bénéficient par la suite d'une indemnité compensatoire à charge du Fonds pour l'emploi.

Question 3508 (06.12.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**échange automatique de rulings:**

Selon un article paru sur wort.lu, l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) reprocherait au Luxembourg des délais significatifs pour échanger les décisions fiscales anticipées octroyées entre janvier 2010 et mars 2016. L'OCDE recommanderait par ailleurs au Luxembourg de continuer à travailler à l'identification des nouveaux bénéficiaires du régime de propriété intellectuelle.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'échange des informations susmentionné pourra se faire d'ici la fin de l'année 2017, comme il s'y est engagé?

- À part les critiques au sujet de l'échange de rulings, l'OCDE fait état d'autres points sur lesquels des recommandations ont été émis, voire des évaluations programmées:

- En matière d'échange d'informations sur demande, le Luxembourg est listé comme largement conforme. Une nouvelle évaluation est toutefois programmée pour 2018. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Luxembourg ne risque pas de «downgrading»? À défaut, Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer d'où provient le risque d'un éventuel «downgrading» et comment Monsieur le Ministre entend-il anticiper d'éventuelles recommandations?

- En matière de prévention des abus de traités, Monsieur le Ministre considère-t-il que le Luxembourg s'expose à d'éventuelles critiques de la part de l'OCDE? Dans l'affirmative, à quels niveaux et comment Monsieur le Ministre entend-il y répondre?

- En matière de règlement des différends effectif, quelles sont les recommandations émises par l'OCDE à l'adresse du Luxembourg? Comment Monsieur le Ministre entend-il implémenter les recommandations de l'OCDE?

- Quelles sont plus précisément les critiques de l'OCDE en matière d'identification des nouveaux bénéficiaires du régime de propriété intellectuelle?

Réponse (08.01.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans son premier rapport annuel sur la conformité avec le cadre de transparence (Action 5 BEPS) couvrant les juridictions qui ont participé au projet BEPS avant la création du cadre inclusif, l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) recommande au Luxembourg de compléter la collecte d'informations sur les décisions passées ainsi que de continuer à veiller à ce que toutes les informations sur les décisions passées soient échangées avant la fin de l'année 2017. Toutes les informations sur les décisions fiscales anticipées accordées entre janvier 2010 et mars 2016 et rentrant dans le champ d'application ont bien été échangées avant la fin de l'année 2017.

En ce qui concerne la prochaine évaluation en matière d'échange d'informations sur demande il y a lieu de noter que, selon le calendrier des évaluations par le Forum mondial, celle-ci aura lieu au 1er semestre 2018. L'évaluation portera sur la période du 1er octobre 2014 au 30 septembre 2017. Contrairement au premier cycle d'examens, l'identification et la connaissance des bénéficiaires économiques sera une préoccupation primaire des assesseurs

---

[1] Règlement grand-ducal du 20 juin 2017 relatif:

- à l'étiquetage et au conditionnement des produits du tabac, des produits à fumer à base de plantes autres que le tabac, ainsi que des produits à fumer sans combustion;

- aux méthodes d'analyse des émissions des cigarettes;

- à l'étiquetage, au conditionnement et au mécanisme de remplissage des cigarettes électroniques et des flacons de recharge

[2] Directive déléguée 2014/109/UE de la Commission du 10 octobre 2014 modifiant l'annexe II de la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en vue d'y inclure la bibliothèque de mises en garde assorties d'images à appliquer sur les produits du tabac Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

[3] https://ec.europa.eu/health//sites/health/files/tobacco/docs/pictorialwarnings_tpd_fr.pdf

durant le nouveau cycle d'examens. Ce nouveau cycle d'évaluation ayant commencé en 2017, aucun enseignement empirique significatif sur la manière dont les ratings sont attribués n'a pu être dégagé à ce stade. Le Luxembourg est confiant que les évaluateurs tiendront dûment compte des réformes décidées et mises en œuvre au cours des dernières années.

Pour ce qui est de la prévention des abus de traités, il y a lieu de préciser que les conventions fiscales conclues par le Luxembourg et couvertes par l'instrument multilatéral («IM») pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS Action 15), signé à Paris en date du 7 juin 2017, seront mises à jour par l'inclusion de la norme minimale visant à assurer une protection contre le chalandage fiscal (Action 6 BEPS). Ceci se fera notamment par: i) l'insertion dans le préambule de chaque convention fiscale d'une déclaration explicite indiquant l'intention des États contractants d'éliminer la double imposition sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite résultant de comportements de fraude ou d'évasion fiscale, en particulier par le recours à des mécanismes de chalandage fiscal; et ii) l'insertion dans chaque convention fiscale d'une règle anti-abus de portée plus générale faisant référence aux objets principaux des montages ou transactions (critère des objets principaux ou «COP»). Cette règle anti-abus permet de dénier les avantages d'une convention fiscale si l'un des objectifs principaux de transactions ou de dispositifs est d'obtenir les avantages de celle-ci, à moins qu'il soit établi que leur octroi serait conforme à l'objet et à la finalité des dispositions de la convention. Les engagements pris par le Luxembourg dans le cadre du projet BEPS devraient le mettre à l'abri de toute critique de la part de l'OCDE.

En guise de réponse à la question par rapport à l'implémentation des recommandations de l'OCDE en matière de règlement de différends effectif (BEPS Action 14), il convient de relever que les différents rapports d'évaluation ont été publiés récemment. Dans la synthèse du rapport concernant le Luxembourg, il est précisé que dans l'ensemble le Luxembourg respecte quasiment tous les éléments de la norme minimale de l'Action 14. Les principales recommandations concernent l'insertion de certains paragraphes de l'article 25 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE dans les différentes conventions bilatérales.

Concernant la mise en œuvre des standards BEPS, il est à relever que dans toutes les conventions fiscales existantes non couvertes par l'IM, le Luxembourg demande d'inclure les normes minimales issues de l'Action 6 et 14 de BEPS lors de négociation/renégociation bilatérales.

En outre, en ligne avec la nouvelle politique de négociation conventionnelle luxembourgeoise, les conventions fiscales négociées contiendront désormais tous les standards BEPS pertinents, y compris les normes minimales issues de l'Action 6 et 14.

Finalement, en ce qui concerne les critiques de l'OCDE en matière d'identification des nouveaux bénéficiaires du régime de propriété intellectuelle, il est à relever que l'OCDE recommande au Luxembourg de continuer à identifier et échanger les informations sur l'identité des nouveaux adhérents bénéficiant des mesures transitoires du régime de propriété intellectuelle (art. 50bis L.I.R., abrogé à partir du 1er juillet 2016 par la loi du 18 décembre 2015).

À titre d'information, le terme de «nouveaux adhérents» englobe les contribuables rejoignant le régime de la propriété intellectuelle après le 6 février 2015 ainsi que les nouveaux actifs de propriété intellectuelle constitués ou acquis après le 6 février 2015 par des contribuables ayant joint le régime avant cette date. Les services d'exécution sont tenus de communiquer ces informations contenues dans les déclarations d'impôt à l'autorité compétente au plus tard six mois après le dépôt de la déclaration d'impôt. L'autorité compétente procède alors à l'échange des renseignements suivant la procédure normale d'échange spontané d'informations endéans le mois.

Actuellement, l'Administration des contributions directes a identifié 17 nouveaux adhérents pour lesquels les informations ont été échangées avec les autorités compétentes concernées. Il doit être présumé que la grande majorité des nouveaux adhérents a été identifiée à l'heure actuelle.

Q94

Question 3509 (07.12.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**auberge de jeunesse de Bourglinster:**

Selon nos informations, l'auberge de jeunesse de Bourglinster fermera ses portes au 31 décembre 2017 en raison d'une capacité d'accueil insuffisante et un faible standard des chambres et dortoirs.

Au vu de ces informations, j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons l'État, en tant que propriétaire du bâtiment, n'a pas davantage investi dans l'extension et la rénovation de l'auberge?

- Dans la mesure où le site de Bourglinster constitue un des sites principaux du Mullerthal, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la fermeture de l'auberge risque de priver une région entière d'une telle infrastructure, sachant que l'auberge la plus proche se trouve à Echternach?

- Est-ce que d'autres projets sont prévus pour le bâtiment concerné? Dans l'affirmative, lesquels?

Réponse (15.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les raisons invoquées par Madame la Députée Françoise Hetto au sujet de la fermeture de l'auberge de jeunesse de Bourglinster sont correctes. Il s'est avéré que le bâtiment présente des infrastructures d'accueil qui ne sont plus adaptées aux besoins actuels des usagers. Il fait face à un faible standard des chambres et dortoirs et ne remplit pas les conditions d'accès et d'infrastructure pour personnes à mobilité réduite.

L'État ne compte pas investir dans l'extension et la rénovation du bâtiment parce que des travaux d'adaptation ne sont que difficilement réalisables et nécessitent des investissements considérables. Le fait que l'immeuble est partiellement classifié et se trouve sous protection du Service des sites et monuments nationaux, limite les possibilités de rénovation de l'immeuble, comme par exemple l'installation d'un ascenseur afin de rendre le bâtiment accessible aux personnes à mobilité réduite. Par ailleurs, l'auberge n'est pas adaptée aux familles par un manque de répartition optimale des chambres.

Un recensement sur le nombre de nuitées montre une tendance décroissante depuis plusieurs années. Si le nombre de nuitées comptait 5.830 nuitées en 2012, le nombre a continué à diminuer jusqu'à 2.753 nuitées en 2017. La demande a baissé par le fait que de nouvelles infrastructures plus modernes ont ouvert leurs portes dans la région du Mullerthal à Echternach et à Beaufort. Le réseau des auberges de jeunesse continue à s'élargir au Luxembourg avec une nouvelle auberge de jeunesse récemment ouverte à Esch-sur-Alzette et le projet de relocalisation et d'élargissement de l'auberge de jeunesse à Vianden. Le nombre de lits total mis à disposition au niveau national, comparé à la surface du pays, connaît une très haute densité comparée à celle d'autres autres pays européens.

En ce qui concerne le risque de priver une région entière d'une telle infrastructure touristique, il faut souligner que l'auberge de jeunesse d'Echternach (118 lits) et l'auberge de jeunesse de Beaufort (62 lits) sont des nouvelles infrastructures qui permettront de bien couvrir la région du Mullerthal. À côté de l'auberge de jeunesse de Luxembourg-ville, l'auberge de jeunesse de Larochette (77 lits) se trouve également dans les alentours; pour celle-ci, un projet de rénovation est en cours. Ce sont les raisons pour lesquelles la Centrale des auberges de jeunesse a marqué son accord pour la mise à disposition du bâtiment abritant l'auberge de jeunesse de Bourglinster à l'État.

Mon département analyse actuellement les différentes options d'affectation parmi lesquelles figure le concept de logements pour jeunes.

Question 3511 (07.12.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **problème de la non-prise en compte des élèves sans matricule de sécurité sociale pour la fixation du contingent de leçons:**

Conformément à la convention relative aux droits de l'enfant, l'école luxembourgeoise respecte le droit de l'enfant à l'éducation. Ainsi, tout enfant en âge de scolarité obligatoire habitant le territoire luxembourgeois doit être inscrit à l'école indépendamment de sa nationalité ou de son statut.

Dans le but d'attribuer aux communes les ressources nécessaires pour assurer l'enseignement fondamental, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse détermine annuellement un contingent de leçons de base pour toute commune en tenant compte de l'indice socio-économique et socioculturel de la population scolaire y résidant. À cette fin, les communes sont appelées à communiquer au ministère le nombre d'élèves scolarisées dans leurs écoles au moyen de leur inscription dans le programme informatique «Scolaria», spécialement conçu à cet effet. L'inscription des élèves dans ce programme se fait par le matricule inscrit sur leur carte de sécurité sociale délivrée par le Centre commun de la sécurité sociale.

Or, il s'avère que dans certaines communes, la population scolaire comprend des élèves qui ne sont pas en possession d'un matricule du fait qu'ils ne sont pas affiliés à la sécurité sociale car les documents requis font défaut. La conséquence en est que le contingent de leçons attribué à ces communes ne peut pas tenir compte des élèves en question et que le nombre de leçons de base ne correspond donc pas au nombre réel d'élèves scolarisés.

Considérant que cette situation crée des problèmes au sein de l'organisation scolaire et qu'elle défavorise les communes concernées par rapport à celles dont tous les élèves sont recensés au «Scolaria», nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir des informations quant au nombre d'enfants scolarisés à l'école fondamentale du Grand-Duché de Luxembourg qui ne sont pas en possession d'un matricule de sécurité sociale et qui ne sont donc pas inscrits au programme «Scolaria»?

2. Quelles sont les communes concernées?

3. Par quels moyens Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à la situation afin que le contingent de leçons de base attribué aux communes puisse dans tous les cas tenir compte de l'intégralité de leur population scolaire?

4. Ne serait-il pas utile de créer un système d'affiliation intermédiaire à la sécurité sociale afin que tous les enfants résidant au Luxembourg puissent profiter d'une couverture sociale, jusqu'à l'établissement et la délivrance des documents requis?

Réponse commune (16.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

ad 1. En date du 2 janvier 2018, 44 enfants scolarisés dans les écoles fondamentales communales n'avaient pas encore de matricule de la sécurité sociale. Néanmoins tout enfant, qu'il possède un numéro d'identification nationale ou non, peut être inscrit dans le logiciel «Scolaria».

Si aucun numéro d'identification n'a encore été attribué à un élève, les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se chargent de son inscription dans sa classe en lui attribuant un matricule intermédiaire en attendant que le numéro d'identification définitif lui soit attribué. Ces inscriptions se font tout au long de l'année scolaire sur simple demande de la part du titulaire de classe de l'élève concerné. L'inscription de chaque élève qui arrive en cours d'année scolaire dans une classe est obligatoire et appartient à la tâche du titulaire de classe.

ad 2. Les communes concernées sont les suivantes avec indication du nombre d'enfants au 2 janvier 2018:

Bertrange	1
Bettembourg	1
Diekirch	1
Differdange	18
Dudelange	3
Echternach	5
Esch-sur-Alzette	5
Ettelbruck	1
Käerjeng	1
Mondorf-les-Bains	1
Rumelange	1
Sanem	2
Schieren	1
Schifflange	1
Strassen	1
Vianden	1

ad 3. Le mode de calcul actuel du contingent, en vigueur depuis juin 2017, permet également de prendre en compte, pour la publication de la deuxième liste des postes d'instituteur vacants, les enfants qui arrivent en cours de l'année scolaire après l'établissement initial du contingent.

ad 4. À l'enseignement secondaire, 200 élèves sont actuellement inscrits avec un matricule provisoire, qui leur est attribué soit par le lycée accueillant, soit par la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA).

De ce fait, les élèves qui ne sont pas en possession d'un numéro d'identification, sont pris en compte pour le calcul du contingent des différents lycées qui se fait vers la fin de la première moitié du trimestre. Le calcul ne prend pas en compte le fait que des élèves arrivent tout au long de l'année scolaire. Ces arrivées nécessitent, le cas échéant, la création de classes ad hoc.

Question 3513 (08.12.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **promotion d'informations touristiques:**

Wann auslännesch Gäscht, Touristen a Geschäftsleit an eisem Land ukommen, erliewe si hir éischt Impressioune vu Lëtzebuerg dacks op der Stater Gare oder um Findel. Et ass an anere Länner an an internationale Groussstied üüblech, datt dës Plazen och als positiv Visitte-kaarte fir dat jeeweilegt Land vermaart ginn, zum Beispill mat attraktive Fotoen an touristeschen Infoen. Zu Lëtzebuerg sicht een esou eng Vermaartung op der Gare an um Findel ëmsoss.

An deem Zesummenhang wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Wär et net sënnvoll, Tourismusbüroen op der Stater Gare an um Findel opzemaachen?

2. Wär et net sënnvoll, op der Stater Gare an um Findel grouss a flott Fotoe vun deene schéinsten natierlechen a kulturelle Sitten am Land opzehänken?

3. Wär et net sënnvoll, op deene genannte Sitten Infoen iwwer kulturell Evenementer public ze maachen?

4. Sollt, aus Grënn vum Nation Branding, d'Zuel vun de Reklamme mat finanzielle Contenue vläicht net e bëssche manner grouss sinn?

Réponse commune (16.01.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Souwuel zu Lëtzebuerg ewéi och am Ausland ass eng réckleefeg Tendenz bei der Frequentatiouun vun den Tourismusbüroe festzestellen. Dëst erkläert sech duerch e verännert Informatiounsverhale vun de Reesenden an Zäite vun den digitale Medien. Vill Visiteure consultéieren haut en temps réel déi aktuellsten touristesch Informatiounen op hire mobille Supporten (Smartphones, Tablets) a ginn ëmmer manner an eng „physesch" Tourist Info.

D'Promotiounsagence „Luxembourg for Tourism" (LFT) huet wärend ville Joren esou ee Büro an der Gare an um Fluchhafe bedriwwen an huet dësen aus den uewe genannte Grënn am Joer 2011 respektiv 2012 zougemaach. D'Erfahrung deemools huet och gewisen, datt d'Visiteuren ëmmer manner no reng touristeschen Informatiounen, mä éischter no Renseignementer zu Transportverbindungen (Bus, Taxi, etc.) gesicht hunn, wat u sech d'Aufgab vun engem allgemengen Informatiounsschalter an enger Gare oder op engem Fluchhafen ass. Et ass awer esou, datt d'Personal op dësen allgemengen Infopoints vun „Luxembourg for Tourism" forméiert gëtt an och bei Bedarf touristesch Dokumentatioun verdeelt.

Um Findel si momentan schonns zwou grouss Visuelle mat flotten touristesche Motiver en place, an zwar e Stadmotiv beim „baggage claim" an e VTT-Motiv bei der Arrivée um Niveau -1. Weiderhi wäert ab Mëtt vun dësem Joer eng nei Visuell mat der Stad Lëtzebuerg aus der neier LFT-Promotiounscampagne an der Zon Non-Schengen zum Asaz kommen, wouduerch d'Destinatioun Lëtzebuerg eng zousätzlech Visibilitéit wäert kréien. Well dës

Non-Schengen-Zon momentan am Ëmbau ass, gëtt ab Februar eng temporär Visuell op der Trennwand tëscht dem Chantier an dem Rescht vum Gebai wärend der Iwwergangsphas affichéiert.

Et ass virgesinn, datt „Luxembourg for Tourism" zesumme mat de staatleche Servicer an deene verschiddene Partner (Fluchhafen an CFL) d'Méiglechkeeten analyséiert, wéi een nieft der kommerzieller Publicitéit déi verschidden Attraktioune vu Lëtzebuerg, sief dat am touristeschen oder am kulturelle Beräich, op deenen zwee Sitte ka méi a Valeur setzen.

Eng Rei Aarbechte ginn an noer Zukunft an der Gare Lëtzebuerg an och ronderëm duerchgefouert, wéi zum Beispill d'Ëmbaue vun der Busgare, d'Konnexioun vun der Gare un den Tram, den Ëmbau vun der N3, de Bau vun enger neier Bréck „Jean-Pierre Bücheler" op der Diddenuewener Strooss, d'Bäifüge vun zwee zousätzleche Quaien an der Gare a schlussendlech verschidden Aarbechten um Gebai selwer.

All dës Arbechte wäerten en Impakt op d'Gare Lëtzebuerg hunn an et wäert alles gemaach ginn, fir de Service weider ze verbesseren, besonnesch wou d'Unzuel vu Reesende stänneg klëmmt. An dësem Zesummenhang sinn eng Rei Etüde gemaach ginn a ginn nach gemaach, fir en eenheetlecht Konzept opzestellen, an dat d'Gare Lëtzebuerg och integréiert ass.

Vu datt d'Plaz limitéiert ass, ass et den Ament net méiglech fir d'Amenagement vun groussen Affichen, déi d'Haaptattraktioune vum Land weise sollen. Mä dëst kann awer duerch Publicitéit um Site vun der Gare gemaach ginn. Eng Etüd betreffend d'Publicitéit an der Gare an op de Quaien ass grad fäerdeg ginn an iwwer eng ëffentlech Ausschreiwung ass en neie Concessionnaire erausgesicht ginn, deen am Laf vum éischten Trimester 2018 nei Panneauen, déi fir d'Publicitéit geduecht sinn, opstelle wäert. Et ass wichteg, datt déi richteg Informatioun mat der néideger Qualitéit an op der richteger Plaz gewise gëtt.

Schonn haut steet um Parvis virun der Gare ee Panneau, deen op déi kulturell Evenementer an der Stad Lëtzebuerg hiweist. An der Verrière vun der Gare stinn och Panneauen, déi fir kulturell Evenementer kënne genotzt ginn.

D'Finanzplaz huet e grousse Stellewäert an onser Wirtschaft, wat sech selbstverständlech och an de Reklammen op den üübleche Publicitéitsplazen am Land erëmspigelt, déi vu Gesellschaften am Finanzberäich finanzéiert ginn. Et ass awer och esou, dass de Stat iwwert d'Initiativ Nation Branding an duerch d'Promotionsagencen, un deenen de Stat bedeelegt ass, sech duerfir asetzt, dass déi aner Facettë vum Land och an ëffentleche Campagnen duergestallt ginn.

Question 3514 (08.12.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **dispositions légales relatives aux feux d'artifice:**

Den Artikel 553-1 vum Code pénal seet:

«Seront punis d'une amende de 25 euros à 250 euros: Ceux qui auront violé la défense de tirer, en certains lieux, des armes à feu ou des pièces d'artifice quelconques. (...)»

An enger Rei vu Gemengen ass et dowéinst och op Silvester net erlaabt, Freedefeieren ofzeschéissen oder Knupperten ze benotzen.

Dogéint kënnt et awer vir, datt e Gemengereglement déi Dispositioun vum Code pénal ëmgeet, wéi zum Beispill an der Gemeng Käerjeng. Den Artikel 32 vum Käerjenger Gemengereglement seet, datt de Buergermeeschter kéint esou eng Autorisatioun ginn, wa se ugefrot gëtt:

«Art. 32.- Sur le territoire de la commune de Käerjeng, il est défendu de faire usage de pétards et d'autres objets détonants à l'intérieur de l'agglomération ainsi qu'à une distance inférieure à 300 mètres. Cependant le bourgmestre peut autoriser ces activités sur demande à l'occasion de fêtes publiques.»

Den Artikel 42 vum selwechte Reglement seet:

«Art. 42.- Sans l'autorisation du bourgmestre, il est interdit d'organiser des jeux ou des concours sur la voie publique, d'y tirer des feux d'artifice, d'y faire des illuminations, d'y organiser des spectacles ou expositions ou d'y exercer la profession de chanteur ou de musicien ambulant.»

Fir méi legal Kloerheet ze kréien, wéilt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

1. Wéi interpretéiert den Här Minister den Artikel 553-1 vum Code pénal? Wéi eng Autoritéit - ausser dem Legislateur - kann esou e Verbuet oder esou eng Erlaabnis („tirer (...) des pièces d'artifice quelconques") ausschwätzen an déi betreffend Plazen („en certains lieux") festleeën an opgrond vu wéi enge legalen Dispositiounen?

2. Am Fall wou, an den Ae vum Här Minister, déi Autoritéit net sollt bei de Gemenge leien, wéi eng gesetzlech Basis géif et dann engem Buergermeeschter erlaben, eng Dispositioun vum Code pénal ze ëmgoen, doduerch datt hien eppes autoriséiert, wat d'Gesetz verbitt?

Réponse (10.01.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Den Artikel 553-1 vum Code pénal bestrooft déi Leit, déi sech net un ee Verbuet fir ee Freedefeier ofzeschéissen halen, mat enger Amende vu 25 bis 250 Euro. Dës Dispositioun beinhalt also net de Verbuet selwer, mä setzt viraus, dass de Verbuet vun enger anerer Norm virgesinn ass.

Op Basis vun den Dekreter vun 1789 a 1790[1] an den Artikelen 29, 58 a 67 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 kënnen d'Gemengenautoritéiten déi Mesuren huelen, déi fir d'ëffentlech Sécherheet an d'ëffentlech Rou noutwendeg sinn. Am Kader vun där Kompetenz kann d'Ofschéisse vu Freedefeieren op dem Territoire vun enger Gemeng geregelt ginn.

An deene Gemengen, déi esou ee Reglement hunn, ass d'Ofschéisse vun engem Freedefeier an deene meeschte Fäll verbueden a just ausnamsweis a verschiddenen Ëmstänn an ënner verschiddene Konditiounen erlaabt.

Question 3515 (11.12.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **recherche sur les Luxembourgeois enrôlés de force:**

Le quotidien Tageblatt a publié vendredi, 1er décembre 2017, une étude historique sur la compagnie des volontaires pendant l'occupation nazie. L'article de l'historien Mil Lorang s'occupe en particulier de 15 soldats luxembourgeois affectés au RPB 101 (Reserve-Polizei-Bataillon). Cette troupe a fait l'objet d'une recherche de l'historien Christopher Browning qui a publié en 1992 le livre «Ordinary Men: Reserve Police Battalion 101 and the Final solution in Poland», puis de l'historien luxembourgeois Paul Dostert, chargé en 1999-2000 d'une mission par le Ministre de la Justice du Grand-Duché et dont le travail a été publié dans la revue Hémecht en 2000.

- Face à la gravité des crimes dans lesquels semblent avoir été impliqués des soldats luxembourgeois, certes en très petit nombre, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la recherche sur les Luxembourgeois enrôlés de force dans l'armée nazie doit être approfondie?

- Dans l'affirmative, sont-ils d'avis que le C2DH, Institut d'histoire du temps présent auprès de l'Université du Luxembourg, dispose des ressources humaines et financières suffisantes à cette fin, en particulier en ce qui concerne l'inventorisation de toutes les archives existantes, l'acquisition de copies d'archives à l'étranger et la mise à disposition de celles-ci aux chercheurs?

Réponse commune (17.01.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'Etat,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

La contribution de Monsieur Mil Lorang, parue dans les colonnes du Tageblatt du 1er décembre 2017 sous le titre racoleur «Als die Luxemburger Armee das Land verlassen musste - Wie Luxemburger in Osteuropa zu Teilnehmern am Judenmord wurden» n'est pas une étude historique puisque cette présentation ne fait que résumer des faits et discussions autour du départ, le 4 décembre 1940, de la compagnie des volontaires luxembourgeois à Weimar (en lux. Fräiwëllegekompagnie) - qui n'était pas l'armée luxembourgeoise ni en droit, ni dans les faits. Le long article n'apporte rien de neuf par rapport aux publications de Browning, Goldhagen et Dostert des années 1980 à 2000, ni sur le sort peu enviable des plus de 400 soldats volontaires dont l'écrasante majorité ont connu les camps de concentration et les geôles nazis en raison de leur attitude patriotique et résistante, ni sur les crimes de l'unité de police 101 (Reserve-Polizei-Bataillon) dans laquelle avaient été affectés d'office 15 membres de l'ancienne compagnie des volontaires.

Nous tenons pour une évidence que la recherche scientifique doit continuer tant sur cette compagnie des volontaires, forte de 420 hommes, que sur les enrôlés forcés (plus de 12.000 garçons et filles luxembourgeois entre 1942 et 1944) et n'exclura bien sûr pas ceux qui s'étaient portés volontaires pour entrer dans la Wehrmacht ou même dans des compagnies SS. Nous ferons tout pour appuyer politiquement l'acquisition de copies d'archives y relatives et leur mise à disposition des chercheurs.

Nous tenons également à souligner que, selon l'article 1er de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, l'université jouit de l'autonomie scientifique. L'histoire contemporaine du Luxembourg est considérée comme un des trois domaines thématiques prioritaires du centre interdisciplinaire «Institut d'histoire du temps présent » (IHTP) auprès de l'Université du Luxembourg. L'IHTP dispose de moyens financiers substantiels de l'État, à savoir de 3,8 millions d'euros pour l'année 2017 et de plus de cinq millions d'euros par an pour les années 2018 à 2021 tel qu'arrêté dans le plan pluriannuel de l'université pour les années 2018 à 2021.

Question 3516 (11.12.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **ondes électromagnétiques:**

Etüden hu gewisen, dass elektromagnéitesch Stralungen niewent der thermescher Belaaschtung och biophysesch Wierkunge mat sech bréngen, déi sech duerch negativ Effekter op dat mënschlecht Nervesystem bemierkbar maachen. Duerch dës Mikrowellen erhéije sech net nëmmen d'Gesondheetsrisike fir d'Mënschen, mä och d'Biodiversitéit geréit weider a Gefor. Enger Publikatioun vun der Direction de la santé au travail vum Gesondheetsministère no ginn dem Secteur professionnel eng sëlleche Mesurë presentéiert, fir dës Stralungen ze reduzéieren. Nom Prinzip Alara („as low as reasonably achievable") gëtt hei beispillsweis probéiert, de Wäert vun 0,6 V/m (Bioinitativ) net ze iwwerschreiden. Och d'Wi-Fi „intelligents" droen zu enger Reduzéierung vun de Stralunge bäi. Ech begréissen dës Initiativen, allerdéngs missten op där anerer Säit och Informatiounen en vue vun enger Stralereduktioun an déi privat Haushalter verdeelt ginn. Datselwecht gëllt fir d'Schoulen, wou ëmmer méi informatescht Material mat Wi-Fi-Verbindungen agesat gëtt. Et ass wichteg, eis Kanner an d'Enseignantë virun deene beschriwwenen negativen Auswierkunge vun den elektromagnéitesche Stralungen ze protegéieren.

Weiderhi ginn a villen Haushalter zu Lëtzebuerg vill onnéideg Internet-Routeren agesat, well oft jidderee probéiert, dat stäerkste Wi-Fi-Netz ze hunn. Dëst féiert, mengen Informatiounen no, zu Interferenzen zwëschent den eenzele Kanäl. Aus dësem Grond ginn d'Stralungen an den Haushalter natierlech och drastesch an d'Luucht, an domat och d'Geforen. Eng besser Informatiounspolitik kéint och hei hëllefen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Minister fir Gesondheet an dem Här Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

- Envisagéiert d'Madamm Minister, d'Populatioun iwwert déi gesondheetlech Risiken opzeklären? Wa jo, wéi?

- Wéi gedenkt d'Madamm Minister, op déi ëmmer méi grouss Risiken duerch d'Stralungen an de Schoulen ze reagéieren? Wéi sollen eis Schüler protegéiert ginn?

- Firwat ginn et Recommandatioune fir de professionelle Secteur an net fir de private Beräich? Gedenken den Här Minister respektiv déi verschidden Telekommunikatiounsentreprisen, och do fir Opklärung ze suergen? Wéi gesäit et mat Wi-Fi „intelligents" fir privat Haushalter aus?

- Ginn et Interferenzproblemer bei de Routeren? Wa jo, wat gedenkt den Här Minister dogéint ze maachen?

- Ginn nei Technike fir d'Iwwerdroe vun Donnéeën „sans fil" gefërdert?

Réponse commune (16.01.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

De Service Environnement vun der Division de la santé au travail et de l'environnement (DSATE) vum Gesondheetsministère ass responsabel fir Miessungen a Berodung am Beräich elektromagnéitesch Stralung, souwuel am professionellen ewéi am private Secteur.

D'Miessunge vun nidderfrequenten an héichfrequenten elektromagnéitesche Felder ginn op Ufro hin duerchgeféiert. Des Weidere beréit de Service Environnement Servicer, Entreprisen a Privatleit iwwer Verhalen a Mëttel, fir d'Stralenexpositioun op ee Minimum ze reduzéieren. Am private Beräich gëllen dobäi déi selwecht Recommandatioune wéi am professionelle Secteur, näämlech de Precautiounswäert vun 0,6 V/m.

Zum Thema Wi-Fi huet d'DSATE e Flyer erausbruecht, deen op d'Charakteristike vum Wi-Fi, déi verbonne Gesondheetsaspekter an déi aktuell Grenz- a Precautionswäerter hiweist. Dëse Flyer gëtt op Ufro hin ënner anerem u Schoule verdeelt a steet der Ëffentlechkeet online ënner http://www.sante.public.lu/fr/publications/r/reseau-wifi/reseau-wifi.pdf zur Verfügung.

Des Weidere wëlle mer an dësem Kontext op d'Äntwert vum Educatiounsminister op d'parlamentaresch Ufro Nr. 3313 vum 21. September 2017 vun der Deputéierte Martine Hansen verweisen, wou et och ëm d'Thema Wi-Fi mat Schwéierpunkt Schoul geet.

D'Installatioun vu Routeren a Wi-Fi-Geräter berout op enger Entscheedung vun de Privatleit. Geräter, déi hei zu Lëtzebuerg agesat ginn, mussen CE-konform sinn. Et ass also wichteg, drop opzepassen, dass dës Geräter dat entspriechend CE-Zeechen hunn.

D'Wahrscheinlechkeet vun Interferenzen hëlt mat der Unzuel vun de Benotzungen (Unzuel vun Apparater) op klengem Raum zou. Prinzipiell ass et esou, dass de Wi-Fi a Frequenzberäicher fonctionnéiert, an deenen interferenzfräit Schaffen net ganz ka garantéiert ginn.

Dëst kënnt zu engem gudden Deel dohier, well jidderee sech esou en Apparat ka kafen an och selwer a Betrib kann huelen, ouni gréisser Fachkenntnesser missen ze hunn. An engem vun engem Operateur geplangte Reseau gëtt et déi Interferenzen net, oder zumindest manner, well do déi Interaktioun tëschent allen Apparater zentral vum Operateur ka koordinéiert ginn. Am Fall wou Installatioune vu Fachleit gemaach ginn, zum Beispill a gréissere Gebaier, kann de Fachmann dee Wi-Fi-Reseau och esou plangen, dass déi Interferenze méiglechst kleng gehale ginn.

D'Ausmooss vun esou Interferenzen hänkt och dervun of, wéi vill Donnéeën iwwerdroe ginn. Des Weidere sinn Interferenzen och ofhängeg vun der Quantitéit vu Frequenzen, déi genotzt kënne ginn. Aus deem Grond ass och d'Frequenzband, dat fir de Wi-Fi virgesinn ass, d'Band 2,4 GHz, duerch e weidert Frequenzband erweidert ginn, d'Band 5 GHz. Dës Frequenzbänner ginn op internationalem Niveau definéiert a Lëtzebuerg schléisst sech där Entwécklung un an iwwerhëlt dat Band a sengem nationale Frequenzplang (deen um Site vum ILR publizéiert ass). Wann nei Frequenzen dofir definéiert ginn, da wäerten déi och zu Lëtzebuerg benotzbar gemaach ginn.

Question 3518 (11.12.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**interdiction des smartphones dans les écoles:**

Le Ministre français de l'Éducation vient d'annoncer l'interdiction des smartphones dans les écoles primaires et les collèges à la rentrée scolaire 2018/2019. Selon les propos du ministre, pour les élèves équipés de smartphones de plus en plus jeunes, l'interdiction permettrait de leur imposer la modération et leur permettrait de prendre du recul sur leur usage parfois abusif des appareils mobiles.

Au vu de ces informations, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de suivre l'exemple français en interdisant l'usage des smartphones dans les écoles au Luxembourg?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (16.01.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Dans ma réponse à la question des honorables Députés, je dois distinguer entre la situation à l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire.

Pour ce qui est de l'enseignement fondamental, l'article 2 du règlement grand-ducal du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles stipule entre autres: «(…) L'enregistrement de sons et d'images est interdit dans l'enceinte de l'école, sauf à des fins pédagogiques. Pour tout autre enregistrement, l'autorisation préalable des parents des élèves et des autorités communales ou du ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, est requise.

Les téléphones portables des élèves sont éteints pendant le temps de classe, pendant les récréa-

[1] Décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités

Décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire

tions, et à l'intérieur des bâtiments scolaires. En dehors des restrictions énumérées ci-dessus, l'utilisation, de quelque fonction que ce soit, d'un téléphone portable ne peut se faire que dans le respect le plus strict vis-à-vis des autres membres de la communauté scolaire. L'utilisation d'un téléphone portable par les membres du personnel de l'école pendant leur temps de service est limitée au seul usage professionnel.»

Le même règlement grand-ducal prévoit en son article 6: «Le comité d'école ensemble avec les représentants des parents d'élèves peut en outre élaborer un règlement d'ordre intérieur complémentaire ayant notamment pour objet de fixer des règles spécifiques concernant le déroulement et la surveillance d'activités scolaires et périscolaires.

Chaque règlement d'ordre intérieur complémentaire est soumis à l'approbation du conseil communal ou du comité du syndicat scolaire après avis de la commission scolaire et de l'inspecteur d'arrondissement.»

Il est tout à fait possible qu'un tel texte précise par exemple l'utilisation des téléphones portables lors des excursions et colonies scolaires.

À l'enseignement secondaire, la modification du 29 août 2017 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques fournit des précisions en matières disciplinaires.

Ainsi, l'article 41 évoque, tout comme pour l'enseignement fondamental, un règlement grand-ducal déterminant les dispositions concernant les règles de conduite communes à tous les lycées, et pour chaque lycée la mise en œuvre des règles spécifiques complémentaires d'ordre intérieur. Sous peu, je proposerai un avant-projet de règlement grand-ducal y relatif au Conseil de Gouvernement.

J'aimerais profiter de l'occasion pour mentionner encore deux autres aspects importants en relation avec les smartphones dans les écoles:

- D'un côté, il existe des cas où les jeunes utilisent leurs smartphones de manière exagérée voire abusive, ou même en conflit avec les dispositions légales. Voilà pourquoi mes services et les écoles s'investissent avec beaucoup de zèle dans la prévention et l'information; notamment le Service national de la jeunesse (SNJ) et le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) offrent un grand nombre de projets et d'actions censés de sensibiliser nos jeunes aux risques découlant d'un emploi abusif du smartphone.

- D'un autre côté, on dispose avec le smartphone d'innombrables possibilités d'utilisation qui dépassent de loin les simples moyens d'un téléphone portable. Ainsi, le „smart" phone, le téléphone portable intelligent, saurait être utilisé à l'école comme outil pédagogique. Dans ce contexte, j'ai chargé des collaborateurs et des groupes de travail d'élucider les possibilités didactiques dont on dispose avec le smartphone dans les différentes disciplines scolaires.

- Grâce à l'application Restopolis, les convives ont la possibilité de consulter les menus de leur restaurant scolaire, de réserver des plats et de recharger leur compte numérique Restopolis par le biais du paiement Digicash. De cette manière, le smartphone constitue un outil utile dans la vie journalière de l'élève.

Question 3519 (12.12.2017) de **Mme Taina Bofferding** et **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant **Esch-sur-Alzette «Capitale européenne de la culture 2022»:**

Le 10 novembre 2017, la Ville d'Esch-sur-Alzette, ensemble avec les communes du sud du Luxembourg et la communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette, a été nommée capitale européenne de la culture 2022.

Or, depuis l'annonce de la proposition de nomination par le jury européen et la Commission européenne, les interrogations et polémiques se multiplient, notamment en ce qui concerne les futures structures organisationnelles d'«Esch 2022», l'implication des autres communes partenaires des deux côtés de la frontière, le financement de l'année culturelle, ainsi que le rôle du Ministère de la Culture en tant que principal bailleur de fonds publics.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Quand le Gouvernement procédera-t-il à la nomination officielle de la Ville d'Esch-sur-Alzette en tant que capitale européenne de la culture 2022?

2. Comment le Ministère de la Culture définit-il son propre rôle dans l'organisation de l'année culturelle 2022?

3. Pourquoi le contrat conclu en octobre 2016 avec le coordinateur général et la directrice artistique d'«Esch 2022» ne sera-t-il prolongé que pour six mois, alors que le dossier de candidature avec à la clef le concept «Remix Culture» a fait ses preuves devant le jury européen?

4. Quel rôle la halle des soufflantes à Esch-Belval, qui avait entre autres accueilli l'exposition «All we need» lors de l'année culturelle 2007, est-elle censée jouer dans le cadre d'«Esch 2022»? Sa rénovation est-elle acquise, tel que prévu par le «bid book»?

Réponse (15.01.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1. La décision n°445/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 instituant une action de l'Union en faveur des capitales européennes de la culture pour les années 2020 à 2033 stipule dans son article 11 qu'il appartient à l'État membre concerné de désigner une ville de son territoire pouvant prétendre au titre de capitale européenne de la culture et cela sur base des recommandations figurant dans le rapport de sélection finale du jury. Cette désignation par l'État membre se fait notamment par la notification officielle au Parlement européen, au Conseil, à la Commission et au Comité des régions, au plus tard quatre ans avant l'année pour laquelle le titre est décerné.

Les notifications de désignation ont été officiellement adressées par le Ministère de la Culture aux instances européennes concernées en date du 6 décembre 2017, avec copie à la Ville d'Esch-sur-Alzette.

ad 2. Comme il l'a fait dès la première heure, l'État continuera à soutenir la ville désignée et ses partenaires de son mieux dans la réalisation de ce projet plus que prestigieux. À ce sujet, une convention pluriannuelle entre l'État et l'organisateur d'«Esch 2022» relative au cofinancement de l'année culturelle en 2022 est en élaboration.

ad 3. Il s'agit en l'espèce d'une décision du conseil d'administration de l'asbl «Capitale européenne de la culture 2022», employeur des deux personnes en question, et non d'une décision du Ministère de la Culture.

ad 4. Aucune décision quant à l'affection de la halle des soufflantes n'a été prise jusqu'à présent.

Question 3520 (12.12.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**implantation de Google au Luxembourg:**

Dans un communiqué de presse, le géant américain de l'internet «Google» a annoncé avoir «bloqué» (secured) l'acquisition d'un terrain de 33,7 hectares dans la commune de Bissen pour la construction éventuelle d'un nouveau data center en Europe. Monsieur le Premier Ministre a affirmé que ces terrains avaient été achetés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

- S'agit-il d'une option d'achat ou d'un achat de terrains proprement dit?

- S'il s'agirait d'une option d'achat, quelle est la durée de l'option pour l'acquisition des terrains?

- Qui est actuellement le propriétaire de ces terrains? État, personnes physiques ou personnes morales? Dans quelle proportion?

- Quel sera le prix payé par l'investisseur pour les terrains susmentionnés et sous quelles conditions cette vente aura-t-elle lieu?

- Existe-t-il un délai pour viabiliser ces terrains?

- Que deviendront ces terrains en cas de renoncement de l'investisseur de viabiliser les terrains en question?

- L'État dispose-t-il d'un droit de préemption en cas de vente des terrains?

Réponse commune (12.01.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

À travers leur question parlementaire, les honorables Députés cherchent à obtenir une série d'informations supplémentaires au-delà de celles communiquées par Google dans leur communiqué de presse du 11 décembre 2017.

D'après les informations à la disposition du Gouvernement, il s'agit de 16 acquisitions de terrains de propriétaires privés/personnes physiques et non de simples options d'achat. Les terrains en question ont donc changé de propriétaire et c'est l'acquéreur actuel Google qui détient les titres de propriété.

Les prix librement négociés entre l'acheteur et les vendeurs et payés devant notaire relèvent de la sphère contractuelle privée et ne sauraient dès lors être révélés à travers la présente réponse. Comme les actes notariés sont déposés auprès du bureau des hypothèques de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, tout un chacun est autorisé à en prendre connaissance sur place.

En raison de l'absence d'un délai pour viabiliser un terrain, il y a lieu de suivre les délais de procédure prévus par les dispositions légales pour chaque étape.

Au moment où l'investisseur vient de lancer la première étape, il n'appartient pas au Gouvernement de spéculer sur l'avenir de ces terrains dans l'éventualité d'une non-réalisation d'un projet concret.

Question 3521 (12.12.2017) de **MM. Marc Spautz** et **Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **fédération UGDA:**

D'après nos informations, depuis quelques semaines déjà, l'Union Grand-Duc Adolphe (UGDA) ne transmet plus de certificats de déductibilité fiscale pour les dons reçus en faveur des activités de ses sociétés affiliées, seuls les certificats pour les dons que l'UGDA conserve dans ses comptes pour financer ses propres activités étant encore envoyés aux donateurs. En effet, la fédération aurait reçu une lettre de la part de l'Administration des contributions directes dans laquelle cette dernière demande à la fédération de «faire cesser une telle pratique». Une récente entrevue n'a apparemment pas abouti à une clarification de la situation.

La fédération UGDA a été reconnue d'utilité publique le 1er juin 1989 et figure par ailleurs sur la liste des organismes pouvant recevoir des dons fiscalement déductibles de l'Administration des contributions directes.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que l'Union Grand-Duc Adolphe a été invitée via courrier de la part de l'Administration des contributions directes à cesser la pratique relative à la transmission de certificats de déductibilité fiscale?

2. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous en expliquer les raisons?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire si cette consigne a également été envoyée à d'autres associations ou fédérations reconnues d'utilité publique?

Réponse commune (12.01.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

À l'occasion de l'exercice de sa mission légale, l'Administration des contributions directes (ci-après «ACD») a pris connaissance d'un courrier par une entité affiliée de l'association sans but lucratif Union Grand-Duc Adolphe (ci-après «UGDA») adressé à un donateur potentiel pour lui suggérer de faire transiter le don par l'UGDA afin de pouvoir, d'une part, bénéficier de la déductibilité fiscale et, d'autre part, soutenir financièrement exclusivement l'entité affiliée.

Suite à ces informations, l'ACD a adressé un courrier au mois d'octobre 2017 à l'UGDA l'informant de la non-déductibilité des dons versés à des entités affiliées, non reconnues d'utilité publique, et l'invitant à cesser cette intermédiation.

Il y a lieu de rappeler que l'attribution du statut d'utilité publique à une association permet à celle-ci de recevoir des dons fiscalement déductibles dans le chef du donateur au titre de dépense spéciale conformément à l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (ci-après «L.I.R.»).

L'exemption fiscale prévue par le législateur se limite ainsi exclusivement aux entités reconnues d'utilité publique qui doivent, en vertu des textes législatifs en vigueur, être bénéficiaires ultimes des dons effectués.

En effet, les dons versés directement ou indirectement, notamment par intermédiation, à des associations n'ayant pas été reconnues d'utilité publique ne remplissent pas les conditions de l'article 112 L.I.R. et ne bénéficient partant pas de la déductibilité fiscale.

En l'occurrence, l'UGDA a été contactée en raison d'un cas particulier porté à la connaissance de l'ACD. Le principe tel qu'énoncé ci-dessus s'applique cependant de manière générale.

En date du 11 janvier 2018, Monsieur le Secrétaire d'État Guy Arendt a rencontré une délégation de l'UGDA pour faire le point sur la situation. À cette occasion, il a notamment souligné que les activités culturelles, y compris musicales, peuvent faire l'objet d'un agrément en vue d'un don bénéficiant de la déductibilité fiscale.

Ainsi, en application du règlement grand-ducal du 4 juin 2004 fixant les conditions, critères et modalités d'agrément par le comité directeur du Fonds culturel national d'activités pour lesquelles il peut recevoir des dons en espèces, toute personne physique ou morale peut soutenir par un don fiscalement déductible une ou plusieurs activités culturelles agréées.

Dans ce cas de figure, dès réception du don, le fonds envoie un certificat de donation au donateur et transmet le don au destinataire final.

Depuis le 1er octobre 2015, 39 agréments correspondants ont été accordés par le fonds.

Question 3523 (13.12.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **cantines:**

Selon la loi en vigueur depuis l'année 2016 consistant à améliorer la qualité de l'encadrement des enfants dans les structures d'accueil (projet de loi n°6410), les enfants sont appelés à participer activement et de façon autodéterminée dans toutes les activités qui leur sont proposées. Il en est de même en ce qui concerne la prise de nourriture dans les cantines. En effet, selon mes informations, il n'appartiendrait pas au personnel éducatif ni d'encourager les enfants à goûter à toute sorte de nourriture, ni à leur expliquer les bienfaits d'une nourriture variée, négligeant de cette façon de propager une réelle culture alimentaire saine et équilibrée. Bien que les responsables des cantines préparent des menus variés et équilibrés, les enfants décident de façon autonome ce qu'ils désirent manger, sans se soucier des apports nutritionnels du contenu de leur assiette, contenu souvent très peu varié.

Selon mes informations certains enfants omettent tout simplement les repas de midi, décisions acceptées par les équipes pédagogiques, qui suivent rigoureusement les consignes ministérielles basées sur l'autodétermination.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Le Gouvernement peut-il confirmer les informations susmentionnées?

2. Le Gouvernement estime-t-il qu'un jeune enfant est capable de décider de façon autonome s'il veut prendre un repas ou non?

3. Dans un souci d'antigaspillage, cette approche n'entraîne-t-elle pas d'énormes quantités de nourriture gaspillées chaque jour?

4. De quelle façon ce surplus de nourriture pourra-t-il servir à d'autres fins?

5. Le Gouvernement n'estime-t-il pas que les maisons relais aient aussi une tâche éducative en ce qui concerne une certaine hygiène de vie à laquelle appartient certainement aussi une culture alimentaire?

6. En négligeant si gravement cette culture alimentaire saine et équilibrée, le Gouvernement n'estime-t-il pas que cette approche puisse entraîner des conséquences pour la santé des enfants à moyen et à long terme (obésité, carences, etc.)?

7. Le Gouvernement n'estime-t-il pas que dans un domaine aussi sensible que l'éducation de nos enfants, un concept cohérent, logique et sain s'impose? Le concept choisi n'est-il pas en contradiction avec le plan d'action national «Gesond Iessen, Méi Bewegen»?

Réponse commune (16.01.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Le Gouvernement n'est pas en mesure de confirmer les informations susmentionnées et ne peut que réitérer les explications fournies le

9 janvier 2017 en réponse à la question parlementaire nº2565 du 17 novembre 2016 (ad 3), qui posait exactement la même question en des termes un peu différents.

Les informations évoquées quant aux valeurs transversales du cadre de référence pour l'éducation non formelle introduit par la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, à savoir la participation active des enfants et l'autodétermination, sont tout à fait pertinentes.

L'interprétation des concepts d'une approche éducative basée sur l'autonomie, de la participation active des enfants et de l'autodétermination, qui est donnée dans le cadre de la question de l'honorable Députée, est cependant extrêmement «réductrice».

Les ministres soussignés se permettent d'attirer l'attention de l'honorable Députée sur la publication: «À Table», qui est un guide pédagogique pour la conception des situations de repas à l'intention des professionnels du secteur de l'éducation non formelle. Ce guide contient toutes les réflexions pédagogiques qui sont à la base de la formule du «Buffet». Cette publication fut distribuée en 2013, la préface étant signée par Monsieur Marc Spautz, à l'époque Ministre de la Famille et de l'Intégration, et, en cette qualité responsable du domaine de l'éducation non formelle qui résumait les avantages de ce concept de la façon suivante: «Parmi les solutions envisagées, le modèle du buffet [...] me semble intéressant à plusieurs points de vue. Il répond aux lignes directrices de la démarche qualité en voie législative dont notamment le cadre de référence national pour l'éducation non formelle et assure aux enfants une grande marge d'autonomie dans l'organisation de leur pause de midi. Ce sont en fait les enfants qui sont libres de gérer leur temps de midi selon leurs besoins et selon des règles à respecter en décidant quand ils vont manger endéans d'une période bien déterminée, avec qui ils vont manger et ce qu'ils vont manger.»

ad 2. Il serait bien entendu irresponsable de laisser aux enfants la liberté de prendre une telle décision. Affirmer que de telles pratiques existent sur le terrain consiste à mettre en cause la professionnalité du personnel encadrant. Il peut y avoir des circonstances exceptionnelles lors desquelles un adulte attentif permettra éventuellement à un enfant de sauter un repas s'il estime que c'est raisonnable.

L'approche éducative adoptée dans le domaine de l'apprentissage d'une alimentation saine illustre la transposition dans une situation bien concrète d'une approche basée sur la perspective de l'enfant compétent, coconstructeur de ses processus d'apprentissage, des exigences éducatives qui en découlent et du rôle de l'adulte.

L'objectif pour les services d'éducation et d'accueil n'est pas uniquement à ce que les enfants aient accès à une alimentation saine, mais qu'ils s'appliquent à manger sainement.

Cette adoption d'une attitude se fait dans la durée et n'est efficace et durable que si elle se fait de façon volontaire et de manière autonome, et si elle se base sur des expériences positives. L'intérêt des enfants pour la cuisine et l'alimentation peut être suscité d'une façon ludique et sans contraintes. Une éducation alimentaire contraignante risque de ne pas laisser de traces ou même, au contraire, d'avoir comme résultat un comportement alimentaire déséquilibré.

Comme chaque adulte, les enfants ont le droit de ne pas aimer certains aliments. Il peut être fait confiance à un enfant que, s'il aime certaines choses et n'en aime pas certaines autres, c'est pour la simple raison qu'il y a goûté et trouvé que «ce n'est pas bon». Les enfants ont le droit d'essayer et de découvrir de nouveaux aliments, mais ils ne seront pas contraints de goûter à tout, comme ceci fut trop souvent le cas par le passé. Il est prouvé que cette pratique n'a aucun effet positif sur l'adhésion à une alimentation saine, au contraire, cela embarrasse un enfant, met un enfant mal à l'aise, l'effraie et l'empêche d'apprécier ce qu'il mange.

Le rôle de l'adulte est d'encourager les enfants à faire de nouvelles découvertes, de respecter leur droit de refuser un aliment; il ne s'agit pas pour l'adulte de faire un choix pour les enfants, mais d'accompagner les enfants dans l'apprentissage de faire les bons choix par eux-mêmes.

Pour cela, il faut offrir un choix varié d'aliments et surtout, il faut que les enfants puissent prendre modèle sur les adultes.

Les enfants en bonne santé savent gérer leur appétit. Aucun enfant ne refuserait de s'alimenter s'il a faim. Dans les maisons relais et les restaurants scolaires, les enfants et jeunes trouvent une offre adéquate, accessible à tous. Les enfants sont également capables de décider des quantités qu'ils mangent. Cependant, l'appétit des jeunes, et surtout des enfants, peut varier d'un moment à l'autre; or l'équilibre alimentaire s'installe sur plusieurs jours. En principe un enfant mange jusqu'à ce qu'il n'ait plus faim ou inversement désire se resservir s'il a encore faim. C'est à travers l'expérience que l'enfant apprend à évaluer par soi-même les quantités adéquates et aucun enfant ne devrait être contraint de vider son assiette, ni se voir refuser de pouvoir se resservir.

Évidemment, des comportements extrêmes nécessitent une attention particulière.

ad 3. C'est le contraire qui nous est rapporté de la part des services d'éducation et d'accueil qui ont implémenté la formule du buffet.

Le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont édité fin 2017 un guide reprenant les conseils nutritionnels d'une alimentation saine pour les enfants de sept à douze ans. Dans ce guide, on retrouve également des indications sur les portions d'aliments à prévoir en fonction de l'âge des enfants, ainsi qu'un fréquentiel qui aidera à mieux équilibrer l'alimentation sur la semaine. Ce guide est un outil de travail pour la direction, le personnel éducatif et le cuisinier des maisons relais.

Pour éviter toute toxi-infection, la démarche HACCP, qui s'applique aux collectivités, prévoit que tout plat qui a quitté le local de production, en l'occurrence la cuisine, et qui n'a pas été consommé, ne peut plus être réintroduit dans la chaîne de distribution; et doit donc être éliminé. Par contre, si le plat reste stocké dans les conditions adéquates dans l'enceinte de production, il peut être resservi.

La réduction du gaspillage alimentaire est un des objectifs du Gouvernement. Afin de sensibiliser les citoyens et de favoriser le développement d'idées propres, le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (MAVPC) a proposé fin 2016 aux communes de se rallier à un pacte de solidarité dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. À l'heure actuelle, 63 communes, représentant quelque 70% de la population, ont adhéré à ce pacte et ont commencé à mettre en place des actions propres au niveau communal, dont notamment au niveau de la restauration scolaire. Le MAVPC met à disposition des communes-partenaires des brochures d'information, des autocollants, du matériel didactique et d'information ainsi qu'une exposition itinérante. Cette exposition s'adresse notamment aux cycles supérieurs de l'enseignement fondamental et peut se faire accompagner par différents work-shops autour du sujet du gaspillage alimentaire.

D'autre part, la thématique du gaspillage alimentaire a été intégrée dans les programmes de formation «gestion de déchets et consommation durable» de la SuperDrecksKëscht destinés aux entreprises et aux écoles.

ad 4. Le Gouvernement a très clairement reconnu le rôle important des services d'éducation et d'accueil dans le développement d'habitudes alimentaires saines des jeunes enfants, ceci se traduit par des initiatives précises.

Si la réduction du gaspillage alimentaire prime la réutilisation des surplus éventuels, il est à noter que les règles concernant la sécurité alimentaire priment également les règles de la réduction du gaspillage alimentaire. Une production calculée visant une minimisation des surplus est donc à préconiser.

Toutefois, les dons alimentaires constituent un outil important dans la réduction du gaspillage alimentaire. Ainsi, la Chambre des Métiers, en coopération avec l'Horesca, le Ministère de la Santé (MS), le MAVPC et avec l'appui de l'Administration de l'environnement, a préparé une fiche sur les aspects légaux en termes de donation de denrées alimentaires à des fins d'alimentation humaine. Cette fiche est mise à disposition des entreprises concernées dans le cadre du guide de bonnes pratiques d'hygiène. Dans ce cadre, des procédures facilitant le don alimentaire ont déjà été mises en place.

ad 5. Durant la Présidence luxembourgeoise en 2015, sous la régie du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, Monsieur Fernand Etgen, les programmes européens de distribution de lait, de fruits et de légumes auprès des écoles ont été fusionnés et dotés de moyens financiers supplémentaires (portés par le Ministère de l'Agriculture luxembourgeois et par l'Union européenne) afin d'accompagner cette distribution par un volet éducatif tel que la semaine du lait.

Les interactions directes entre producteurs et consommateurs de produits alimentaires étant devenues de plus en plus rares, les enfants ignorent souvent la provenance de leur nourriture. La distribution gratuite de fruits et légumes dans les écoles sera dorénavant également accompagnée de visites d'exploitations fruitières (en collaboration avec le Lëtzebuerger Uebstbauveräin) afin de faire découvrir aux élèves les modes de production locale des fruits.

En résumé, le programme européen a pour but:

- d'influencer positivement les habitudes alimentaires afin d'acquérir dès le plus jeune âge les bons réflexes d'une alimentation saine et variée;

- de donner envie aux enfants de consommer des fruits, des légumes et du lait;

- de relancer la consommation de ces produits;

- de transmettre les connaissances sur la provenance de la nourriture.

ad 6. Le règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 prévoit que l'offre d'une restauration équilibrée est obligatoire pour chaque service qui souhaite recevoir un agrément en tant que service d'éducation et d'accueil.

Le cadre de référence pour l'éducation non formelle donne des lignes directrices très précises sur la formation nutritionnelle (Ernährungsbildung). L'adaptation à une alimentation saine et équilibrée est un processus d'apprentissage important et elle est définie comme un des objectifs majeurs de la formation nutritionnelle.

L'équilibre alimentaire se fait sur plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Donc, si par exemple un enfant refuse de manger systématiquement un certain aliment au restaurant scolaire, ceci n'aura certainement pas des conséquences négatives sur son état de santé à moyen ou à long terme. Le repas servi au restaurant scolaire ne devrait pas être le seul repas de la journée de l'enfant, du jeune. Il prendra d'autres repas chez lui, chez des tiers. D'ailleurs nous ne mangeons pas des nutriments isolés, mais des aliments qui sont constitués d'une multitude de nutriments. Donc une alimentation variée, telle qu'elle est servie dans les restaurants scolaires, n'entraîne pas de carence.

Une obésité s'installe s'il y a un déséquilibre entre les apports et les dépenses quotidiens, et cela sur une période plus ou moins longue. Le plan national «Gesond Iessen, Méi Bewegen» (GIMB) vise cette problématique avec ces objectifs de prévention. Un point important dans la démarche GIMB est de permettre à chacun un accès à une alimentation saine. Les maisons relais et les restaurants scolaires proposent chaque jour un menu équilibré accessible à tous les élèves.

ad 7. C'est justement dans le cadre du plan d'action GIMB, et dans un souci de cohérence des approches, que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de la Santé ont publié cette année un guide appelé «Alimentation saine dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants». Celui-ci étaye l'approche préconisée par le cadre de référence. Ce guide, basé sur les principes fondamentaux de l'éducation non formelle, s'adresse aux professionnels pédagogiques et décrit les actions éducatives qui favorisent le développement d'un comportement sain et équilibré.

Question 3524 (13.12.2017) de **M. Léon Gloden, Mmes Octavie Modert** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **suppression de certains arrêts de train et de bus:**

Avec les nouveaux horaires du 10 décembre dernier, la société des CFL vient de supprimer certains arrêts de train des trains RE circulant entre Luxembourg et Trêves, notamment aux gares de Wecker et de Munsbach. À nos yeux, cette suppression constitue un désavantage sérieux pour les habitants des communes avoisinantes et met à néant en large partie le concept de la mobilité douce prôné par le Ministère du Développement durables et des Infrastructures.

En outre, sans être exhaustif, d'une part, plusieurs lignes de bus ont été réduites à partir de certains villages de l'est du pays. D'autre part, les connexions entre villages ou à partir de certains villages (par exemple commune de Flaxweiler) vers par exemple Junglinster ou Grevenmacher devraient être améliorées de façon générale.

En plus, il nous revient qu'en raison de la suppression ou de nouveaux tracés de certaines lignes de bus au plateau de Kirchberg, un grand nombre d'étudiants provenant de l'est du pays ne seraient plus en mesure d'arriver à temps dans leurs lycées.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Pour quelles raisons les arrêts en cause ont-ils été supprimés?

- Comment Messieurs les Ministres réagissent-ils aux critiques que suscite la suppression de certains arrêts de train à Wecker et à Munsbach? Entendent-ils révoquer la décision en vue de la promotion de la mobilité douce?

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer les problèmes résultant de la suppression, voire de la déviation de certaines lignes de bus à partir du plateau Kirchberg? Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres envisagent-ils de résoudre le problème?

Réponse (03.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Afin de réduire les retards sur les différentes lignes du réseau ferré national, les CFL ont effectué une étude avec un bureau spécialisé dont une des conclusions était de laisser circuler les trains RE de la relation Luxembourg - Trèves - Coblence sans arrêt entre Sandweiler-Contern et Wasserbillig.

Ces trains doivent traverser une série de goulots d'étranglement et doivent arriver à l'heure à Coblence où les clients ont des correspondances intéressantes vers Cologne et la région de la Ruhr, d'une part, et le Sud de l'Allemagne comme Stuttgart ou Munich, d'autre part.

Le premier goulot d'étranglement constitue la gare de Luxembourg. Au courant des derniers mois, les anciens ateliers situés du côté de la Rocade de Bonnevoie ont été détruits pour libérer une surface suffisante permettant l'aménagement de deux quais supplémentaires. Les travaux sont en cours en vue de la mise à double voie de la ligne jusqu'à Sandweiler-Contern. Ensuite vient le tronçon de ligne à voie unique entre Sandweiler-Contern et Oetrange. Sur le réseau ferré allemand, la ligne est à voie unique jusqu'à Karthaus situé au sud de Trèves. Afin de réduire la distance à voie unique sur le réseau ferré allemand, l'État luxembourgeois a investi un montant de huit millions d'euros dans la mise à double voie du tronçon de ligne situé entre Igel et Igel-Ouest.

Dans une première étape, les mesures mises en œuvre depuis le 10 décembre 2017 seront analysées quant à leur efficacité et des adaptations éventuelles peuvent être prises, le cas échéant, au courant de l'année 2018.

En ce qui concerne la réorganisation du réseau d'autobus du RGTR, certaines lignes marquent maintenant leur terminus au pôle d'échange Luxexpo alors que d'autres continuent vers le centre de la ville de Luxembourg via le Boulevard Konrad Adenauer.

En effet, avec la réalisation de la première partie de la ligne du tram entre Luxexpo et l'arrêt Pfaffenthal-Kirchberg, il est indispensable d'arrêter certains bus au pôle d'échange Luxexpo afin de décongestionner le centre de la ville des bus régionaux.

Cela ne constitue pas un problème mais une question d'habitudes; ces transbordements entre différents modes de transport sont d'ailleurs prévus par la stratégie MoDu et sont absolument indispensables pour améliorer la répartition des flux à l'entrée et à l'intérieur de la capitale.

Les changements seront vite adoptés par les usagers des transports publics d'autant plus que les horaires des autobus connaîtront ainsi une stabilité plus fiable sur les tronçons de ligne dans les régions. Des problèmes ponctuels peuvent évidemment être résolus en cas de besoin en adaptant, le cas échéant, les cadences et les capacités des autobus.

D'ailleurs, au cours de l'année 2018, la réorganisation du réseau du RGTR sera poursuivie en prenant en compte les résultats de l'enquête mobilité Luxmobil, des workshops publics «Är Iddie fir de Bus vu muer» tenus fin 2017, des comptages effectués sur toutes les lignes d'autobus ainsi que l'évaluation des statistiques du système télématique du RGTR.

Ainsi, un bureau d'études spécialiste en mobilité assiste le Département des transports dans ces travaux de réorganisation.

Question 3525 (13.12.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**initiative «Staark Kanner»:**

Le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Claude Meisch, vient de lancer l'initiative «Staark Kanner. D'Zukunft

fänkt éischter un». Selon les propos du ministre, la campagne vise à informer les parents au sujet de cet ensemble de mesures et à les sensibiliser aux enjeux de la petite enfance.

La campagne est accompagnée d'une publicité soutenue par des spots dans les médias audiovisuels, des flyers ou des affiches. Diffusées largement au sein de l'espace public, les affiches de l'initiative ne fournissent que très peu d'informations et font principalement référence à un site Internet www.staarkkanner.lu.

Au vu de ces informations, j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Dans la mesure où la teneur informative des affiches est très faible, Monsieur le Ministre peut-il préciser la plus-value de la campagne d'affichage?

2) Un appel public à la concurrence a-t-il été lancé pour l'élaboration de cette campagne?

3) Monsieur le Ministre, quels sont les coûts de l'ensemble de la campagne «Staark Kanner» en moyens publicitaires et logistiques?

Réponse (16.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) La campagne «Staark Kanner» est destinée à informer les parents sur des changements de paradigme importants dans le domaine des services d'éducation et d'accueil. La campagne est constituée de trois volets: l'élaboration d'un cadre de qualité dans le domaine de l'éducation non formelle, l'offre d'un contingent hebdomadaire de 20 heures gratuites dans le système «chèques-services» et l'introduction d'une éducation plurilingue pour les enfants d'un à quatre ans.

En outre, le Gouvernement entend renforcer le rôle des parents dans le domaine des SEA. Notamment à travers une information plus complète sur les critères de qualité que doivent assurer les prestataires et les contributions financières de l'État. Ceci afin de permettre aux parents d'assumer pleinement leur mission éducative.

Le seul moyen pour atteindre cet objectif est de passer par une information publique. Le fait d'avoir recours à une vaste campagne adressée au grand public pour l'informer de changements importants ayant un impact direct sur sa vie quotidienne n'est en soi rien d'extraordinaire. Le Gouvernement avait d'ailleurs eu lui-même recours à des brochures d'information et des réunions d'information lors de l'introduction du système «chèques-services» en 2009.

Cependant, l'envergure des informations à transmettre a été telle que de simples affiches n'auraient pu contenir l'abondance de texte qui aurait été nécessaire pour informer le public de façon exhaustive. C'est la raison pour laquelle nous avons opté pour une campagne d'affichage sobre, communiquant avant tout l'adresse du site Internet qui regroupe toutes les informations nécessaires sur ces changements.

ad 2 et 3) Il va de soi que les procédures d'engagement ont été respectées. L'envergure des différentes prestations n'ayant pas dépassé le seuil de 55.000 euros, il n'a pas été nécessaire d'avoir recours à un marché public. L'élaboration de la campagne par une agence s'est soldée à 22.055 euros, le montant de la campagne d'affichage a été de 46.000 euros.

Ceci correspond aux budgets utilisés par le passé pour des campagnes similaires comme celle qui a été organisée pour communiquer sur la «Réforme Lycée».

Question 3526 (13.12.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **réforme fiscale du Président des États-Unis d'Amérique:**

D'après un article paru sur paperjam.lu, les Ministres des Finances de cinq pays européens (France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne et Italie) ont soumis un courrier commun au secrétaire du Trésor américain mettant en évidence le risque de violation des règles internationales par la réforme fiscale envisagée outre-Atlantique.

Parmi les mesures visées, on peut citer celle visant à taxer les multinationales américaines sur leur revenu global qui violerait les règles de non-discrimination de l'Organisation mondiale du commerce, voire diverses conventions de non double imposition.

Autre point sujet à critique: l'instauration d'un droit d'accise de 20% sur les paiements entre une entité américaine et étrangère du même groupe, sauf à déclarer un établissement stable aux États-Unis soumis donc à l'impôt sur les sociétés américaines.

De même, la taxation des transactions financières intragroupe est perçue comme une discrimination en faveur des opérations intra-américaines.

Finalement, l'instauration d'un taux préférentiel de 12,5% sur les revenus tirés de la propriété intellectuelle à l'étranger reviendrait à subventionner les exportations par rapport à la production locale, donc équivaloir à une violation des lignes directrices de l'OCDE en matière de lutte contre l'évasion fiscale.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les inquiétudes exprimées par les cinq ministres des Finances européens dans leur lettre à l'attention du secrétaire d'État au Trésor américain? Comment se fait-il que ni le Luxembourg, ni les autres pays composant le Benelux n'aient été associés à la rédaction et la signature de cette lettre?

- Quelles ont été les conclusions du Conseil ECOFIN de la semaine dernière au sujet des propositions américaines?

- Quel pourrait être l'impact des propositions américaines sur la compétitivité des entreprises domiciliées au Luxembourg?

Réponse (03.01.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Par sa question parlementaire du 13 décembre 2017, l'honorable Député pose une série de questions sur les implications de la réforme fiscale qui entre en vigueur aux États-Unis en 2018. Le Sénat américain a approuvé le 2 décembre 2017 une première version du projet, qui a dû être harmonisé avec le texte voté le 17 novembre 2017 par la Chambre des Représentants. En date du 19 décembre 2017, le Sénat a adopté le texte final de la réforme fiscale, qui a ensuite été approuvé par la Chambre des Représentants le 20 décembre 2017.

L'honorable Député se réfère à un courrier envoyé le 11 décembre au secrétaire du Trésor américain, Steve Mnuchin, signé par les ministres des Finances de cinq États membres de l'Union européenne, à savoir l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne. Il n'appartient pas au Ministre des Finances du Luxembourg de spéculer sur les raisons qui ont pu amener ces ministres à ne pas également y associer leurs collègues d'autres États membres.

En effet, le sujet de la réforme fiscale américaine avait donné lieu à une discussion informelle lors de la dernière réunion du Conseil «Affaires économiques et financières», qui a eu lieu le 5 décembre 2017 à Bruxelles. À cette occasion, les Ministres des Finances des États membres de l'Union européenne, dont le Luxembourg, ont invité la Commission européenne à analyser les différentes propositions retenues dans les textes du Sénat et de la Chambre des Représentants et à élaborer une étude d'impact sur les effets économiques qu'une telle réforme fiscale pourrait avoir sur les États membres de l'Union européenne. Le Luxembourg est en attente des résultats de ces analyses à effectuer par la Commission européenne.

Il est également à noter qu'en complément de la lettre des cinq États membres, la Commission européenne a tenu à exprimer ses réserves quant au projet de réforme dans un courrier du 12 décembre 2017 à destination du secrétaire Mnuchin et signé par les commissaires Dombrovskis, Katainen, Malmström et Moscovici.

Les deux lettres insistent sur le respect du droit international et du principe de non-discrimination, ainsi que sur la nécessaire compatibilité des nouvelles règles américaines avec les règles de l'OMC et les conclusions BEPS de l'OCDE. En essence, ils réclament donc le respect du principe du «level playing field» au niveau international, ce qui correspond à la position régulièrement défendue par le Luxembourg.

Dans ce même sens, il est intéressant de noter que les deux lettres indiquent par ailleurs que l'OCDE représente l'enceinte de choix pour les discussions sur la fiscalité internationale, un argument déjà mis en avant par le Luxembourg dans le contexte d'autres initiatives dans le domaine fiscal.

Question 3528 (14.12.2017) de **MM. Léon Gloden** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant l'**arrêt de la Cour constitutionnelle n°00131 du 8 décembre 2017:**

Dans l'arrêt n°00131 du 8 décembre 2017, la Cour constitutionnelle a déclaré l'article 8, paragraphe 3 de la loi du 30 juin 1976 portant création d'un Fonds pour l'emploi, y introduit par l'article 14 de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) non conforme à l'article 107, paragraphe 1er de la Constitution. La disposition en question a privé via une contribution supplémentaire quelques communes des recettes d'un montant maximum de douze millions d'euros au profit du Fonds pour l'emploi.

Nous nous permettons de rappeler dans ce contexte que lors des débats à la Chambre des Députés ayant précédé le vote du projet de loi devenu la loi du 19 décembre 2014 précitée, nous avions demandé la suppression de l'article 14 susmentionné. Nous avions en effet critiqué l'absence dans le texte de loi des paramètres essentiels de la contribution communale, tels l'assiette et le taux, ou encore le plafonnement des montants à percevoir des communes. La Cour constitutionnelle a, dans l'arrêt susmentionné, mis en cause l'absence de précision du texte de loi.

Nous avons réitéré nos critiques lors des débats ayant abouti à la loi de réforme des finances communales. Notre porte-parole s'était en effet exprimé dans les termes suivants:

„D'CSV, an dat soe mer kloer an däitlech, ass géint dee komplizéierten a virun allem ontransparente Korrekturmechanismus, esou wéi en am Reformprojet virgesinn ass, dee letztendlech e puer Gemengen, an net déi gréisst um Niveau vun der Populatioun, hei iwwerméisseg finanziell bludden deet."

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Messieurs, les Ministres peuvent-ils nous informer si l'État risque de devoir rembourser aux communes concernées les recettes perçues au profit du Fonds pour l'emploi via la contribution supplémentaire d'un montant maximum de douze millions d'euros? Quelles sont ces communes et combien d'argent devra être remboursé auxdites communes pour les exercices budgétaires passés (par exercice budgétaire)? Suivant quel échéancier ce remboursement aura-t-il lieu?

- Plus précisément, appartiendra-t-il au Fonds pour l'emploi ayant, pour ainsi dire, perçu des recettes via une disposition dont la base légale a été mise en question de procéder au remboursement des recettes aux communes concernées? Dans l'affirmative, le Fonds pour l'emploi sera-t-il par la suite compensé via le budget de l'État?

- Dans l'arrêt sous rubrique, la Cour constitutionnelle a soulevé en filigrane la question de savoir si l'affectation par le législateur à une entité étatique d'une partie d'une ressource propre d'une commune dont elle peut disposer librement, i. e. l'impôt commercial communal, perçue dans l'intérêt d'une commune soit conforme aux principes de l'autonomie communale.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille procéder à une réforme de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant création d'un Fonds pour l'emploi en ce qui concerne les fonds perçus via l'impôt commercial communal?

Réponse commune (15.01.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

L'article 14 de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir a modifié l'article 8 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un Fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet en le complétant par un point 3 disposant que: «Une contribution supplémentaire d'un maximum de douze millions d'euros pour l'ensemble des communes est versée exclusivement par des communes déterminées au Fonds pour l'emploi qui perçoivent des montants d'impôt commercial dépassant proportionnellement de façon substantielle la moyenne du pays. Un règlement grand-ducal fixe les modalités de calcul de la contribution supplémentaire.»

Il y a lieu de préciser que la participation des communes au produit du Fonds pour l'emploi a été introduit en 1976, sous l'angle du principe de solidarité, par les dispositions combinées des articles 2, numéro 3, et 8, paragraphe 2, de la loi du 30 juin 1976 portant 1. création d'un Fonds pour l'emploi, 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet et ce par le biais d'une contribution au financement du Fonds pour l'emploi à concurrence de 2% du montant d'impôt commercial communal revenant à chaque commune d'après l'article 7, alinéa 2 du règlement grand-ducal précité du 20 avril 1962. Ce taux a d'ailleurs été modifié à plusieurs reprises par différentes lois et porté de nouveau de 0% à 2% par la loi du 21 décembre 2012 modifiant diverses lois en matière d'impôts directs ou indirects.

L'article 7 de la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes, qui a transposé la réforme des finances communales, fixe le taux de la contribution totale des communes au Fonds pour l'emploi à 2% du montant total des communes en impôt commercial tout en apportant, dans le texte de la loi, les précisions nécessaires en matière de participation de chaque commune par deux contributions différentes à travers ses recettes directes en impôt commercial communal et ses recettes non affectées de l'État provenant du Fonds de dotation globale des communes.

Alors que la mesure introduite par le paquet d'avenir a été maintenue dans le dispositif de la loi précitée du 14 décembre 2016 tout en l'adaptant à la nouvelle terminologie, il y a lieu d'informer les honorables Députés que du fait des nouveaux mécanismes introduits par la réforme des finances communales, la mesure afférente reste sans effet à partir du 1er janvier 2017.

Comme la Cour constitutionnelle a été saisie par le tribunal administratif de la question sous objet, le Gouvernement attendra le jugement du tribunal administratif à l'égard de la requête déposée par la commune de Leudelange au sujet de sa participation au produit de l'impôt commercial communal de l'exercice 2015, afin de disposer de tous les éléments nécessaires pour envisager les conclusions à en tirer le cas échéant.

Question 3529 (14.12.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **évaluations des compétences professionnelles:**

D'après la loi du 15 décembre 2016 et la réforme de la fonction publique, entrée en vigueur au 1er octobre 2015, un agent de l'éducation nationale est, au cours de sa carrière, sujet à deux procédures d'évaluation des compétences professionnelles, et ce après douze ans et 20 ans d'ancienneté respectivement. L'entretien d'appréciation des compétences professionnelles est précédé d'un entretien individuel.

Dans la mesure où les premières évaluations auront lieu en 2018, j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous donner des explications détaillées sur la méthode de calcul de l'ancienneté?

2) Dans la mesure où l'entretien d'appréciation est organisé au cours des trois derniers mois de la période de référence, les agents concernés ont-ils été informés sur la période de référence ainsi que sur les entretiens y relatifs? Dans l'affirmative, quand?

Dans la négative, pour quelles raisons? Quand le ministre envisage-t-il d'informer les agents concernés?

3) Combien d'agents de l'éducation nationale sont concernés par les entretiens d'appréciation pour l'année 2018?

4) Tout en tenant compte des spécificités qui sont propres à la fonction d'agent de l'éducation nationale, Monsieur le Ministre, sur quels critères s'appuie le système d'appréciation des performances professionnelles pour les agents de l'éducation nationale?

Réponse (29.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Début 2018, le Service ressources humaines du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (SRH du MENJE) et l'Administration du personnel de l'État (APE) vont se concerter une nouvelle fois, afin de définir les critères quant à la date de début de carrière à prendre en considération pour le calcul de l'ancienneté des agents du MENJE.

ad 2) Les responsables de service (directeurs, chefs d'administration) ont été informés. Dans les lycées, cette information a été transmise par le chef du Service du personnel en 2016, et au sein des administrations dépendantes du MENJE, deux hauts fonctionnaires ont donné cette information et les explications y relatives au cours de la période du mois de décembre 2016 au mois de mars 2017.

À quelques exceptions près, les entretiens individuels ont été clôturés en mars 2017.

ad 3) Le nombre exact d'agents n'est pas encore connu puisqu'il s'agit, d'une part, de définir avec l'APE en début d'année 2018 les critères quant à la date de début de carrière à prendre en considération pour le calcul de l'ancienneté et, d'autre part, de sélectionner les agents du MENJE appartenant à l'administration gouvernementale avec les outils mis à disposition par l'APE.

Les données précises seront recueillies au cours du premier semestre 2018.

ad 4) Étant donné que le système d'appréciation des performances professionnelles a été introduit par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative (MFPRA), ce sont les critères de ce dernier qui valent également pour les agents du MENJE, à savoir les critères basés sur la «gestion par objectifs» et le «plan de travail individuel».

Question 3530 (14.12.2017) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**offre éducative pour les jeunes ayant dépassé l'âge de l'obligation scolaire:**

Chaque année, un nombre important de personnes arrivent nouvellement au Luxembourg. Parmi elles, qu'elles soient migrants, demandeurs ou bénéficiaires de protection internationale, on compte aussi de nombreux jeunes ayant dépassé l'âge de l'obligation scolaire (16 ans) mais désirant terminer leur formation et s'insérer sur notre marché du travail. Selon mes informations, un très grand nombre de personnes ne trouverait pas de place au sein du système scolaire luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Combien de jeunes étaient dans ce cas de figure à la rentrée 2017, à la rentrée 2016 et à la rentrée 2015?

2. Quelles mesures ont été mises en place au sein du système éducatif luxembourgeois en faveur de ces jeunes?

3. Quels accès ont ces jeunes aux études et aux formations professionnelles?

4. Combien de places furent offertes respectivement en 2015, en 2016 et en 2017 dans les classes d'insertion pour jeunes adultes (et/ou autres)?

5. Combien de demandes ont été enregistrées cette année pour chacune des offres du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse?

6. Est-ce que tous les jeunes qui voulaient être scolarisés ou terminer leur formation ont trouvé une place parmi les offres du ministère? Dans la négative, combien de jeunes n'ont pas pu être accueillis?

7. Combien de ces jeunes ont rejoint le Luxembourg dans le cadre d'un regroupement familial ou étaient demandeurs et bénéficiaires de protection internationale?

8. Y a-t-il des offres particulières pour les jeunes réfugiés?

9. Devant parfois faire face à des élèves désorientés, voire fortement traumatisés, les enseignants qui interviennent dans ces classes ont-ils reçu des informations ou des formations qui les rendent sensibles à la problématique?

Réponse (16.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Le tableau suivant reprend le nombre de jeunes entre 16 et 24 ans qui se sont présentés auprès de la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA) du Service de la scolarisation des enfants étrangers ou du Service de la formation des adultes (SFA) au cours des trois dernières années scolaires (du 1er juillet au 30 juin de l'année subséquente). À noter que les primo-arrivants peuvent intégrer une classe du système scolaire luxembourgeois à tout moment de l'année scolaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

ad 2. Les différents services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ont mis en place diverses mesures au sein du système éducatif luxembourgeois permettant d'accueillir, d'informer et d'orienter les jeunes.

Dans cette optique, la CASNA accueille depuis 2016 également les jeunes âgés de 18 à 24 ans. Aussi, depuis janvier 2018, différents services du MENJE sont impliqués dans la mise en œuvre du parcours d'intégration accompagnée (PIA), mesure mise en place pour les demandeurs de protection internationale (DPI) et les bénéficiaires de protection internationale (BPI).

Après constitution d'un dossier incluant des tests écrits et oraux, la CASNA oriente les jeunes en fonction de leur niveau scolaire et linguistique vers l'une des classes suivantes:

a. Offre publique luxembourgeoise

Les classes régulières et les classes d'insertion

Le jeune orienté vers l'offre publique intègre en fonction de son niveau scolaire et linguistique soit une classe régulière de l'enseignement secondaire classique soit une classe de l'enseignement secondaire général [classe régulière ou alternativement, dans le cas où l'une ou les deux langues d'enseignement lui feraient défaut, une classe d'insertion ou d'accueil (classes inférieures 7e à 5e)].

Pour les jeunes souhaitant intégrer le cycle moyen ou supérieur, des classes à régime linguistique spécifique sont offertes à partir de la 4e de l'enseignement secondaire général. Ces classes permettent aux jeunes de poursuivre leurs études dans une autre langue d'enseignement que celle des classes régulières.

Les classes à régime linguistique spécifique (RLS) existent dans tous les régimes de formation de l'enseignement secondaire général, à savoir: le régime technique, le régime de la formation de technicien et le régime professionnel.

Les classes d'insertion jeunes adultes et jeunes adultes +

Les jeunes de 16 à 24 ans qui ont de faibles ou aucune connaissance des langues scolaires peuvent intégrer soit une classe d'insertion jeunes adultes (CLIJA: 16-17 ans), soit une classe d'insertion jeunes adultes + (CLIJA+: 18-24 ans). Ces classes CLIJA et CLIJA+, dont la langue vernaculaire est soit le français, soit l'allemand, donnent accès à un large éventail de formations professionnelles, voire à une classe de l'enseignement secondaire général.

Les cours d'instruction de base

Pour les personnes qui ont des difficultés d'écriture, de lecture ou de calcul ou qui ne connaissent pas l'alphabet latin, il existe des cours d'instruction de base. Pour les jeunes âgés de plus de 18 ans, ces cours fortement individualisés sont offerts par le Service de la formation des adultes sur sept différents sites. Une cinquantaine de jeunes adultes de 18 à 24 ans fréquentent annuellement ces cours.

Autres

Les jeunes nouvellement arrivés désirant poursuivre des études universitaires, mais ne pouvant obtenir ou présenter le diplôme de fin d'études secondaires requis ou dont le diplôme n'est pas reconnu, peuvent être admis dans une classe CLIJA+ qui prépare au diplôme d'accès aux études supérieures (DAES). Cette classe est notamment offerte à l'École de la 2e Chance.

b. Offre publique internationale

Pour faire face à l'hétérogénéité croissante de la population scolaire, le Gouvernement a étendu l'offre internationale avec davantage de filières linguistiques. Le MENJE propose ainsi une multitude d'offres diversifiées telles que le curriculum britannique au Lycée Michel Lucius, les conventions avec les écoles européennes du Kirchberg et de Mamer, les curricula européens tels qu'offerts à l'École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette. À partir de septembre 2018, il est prévu d'ouvrir des sections anglophones, francophones et/ou germanophones au Lënster Lycée de Junglinster, au Lycée international Edward Steichen de Clervaux et à Mondorf-les-Bains. D'autres lycées tels que l'Athénée de Luxembourg et le Lycée technique du Centre offrent par ailleurs aux élèves la possibilité d'obtenir le baccalauréat international anglophone respectivement francophone.

Toutes ces offres sont accessibles aux jeunes nouvellement arrivés au même titre qu'aux résidents en fonction du niveau d'études et des connaissances en anglais, français ou allemand. Tout jeune disposant des compétences langagières requises peut suivre un programme de l'offre internationale en fonction de son niveau scolaire. L'admission à ces offres peut se faire sur dossier.

c. Offre pour jeunes âgés de plus de 18 ans

Les personnes qui n'ont pas le niveau d'études ou le diplôme requis pour continuer leurs études, peuvent recourir à la deuxième voie de qualification, telle que proposée par le SFA en collaboration avec les établissements de l'enseignement secondaire. Le SFA propose différentes classes dans l'enseignement secondaire général permettant de rejoindre par la suite la formation professionnelle ou une classe supérieure de l'enseignement secondaire général. Les formations d'adultes au niveau secondaire supérieur (secondaire général ou secondaire classique) et le DAES donnent accès aux études universitaires.

Le SFA a par ailleurs élargi et adapté différentes mesures de la deuxième voie de qualification, de l'instruction de base et de la formation linguistique suite à l'afflux massif des DPI et BPI.

Depuis janvier 2016, le SFA offre des cours de 9e d'intégration pour primo-arrivants appelés 9e+i. Dans ces cours, l'accent est mis sur l'apprentissage accéléré du français. S'y ajoutent les mathématiques ainsi que l'anglais ou une initiation à la langue luxembourgeoise. Depuis février 2017, un cours de 9e d'intégration associant les programmes de 9e avec des travaux en atelier est offert grâce à la collaboration entre le SFA, la Ville de Luxembourg et l'association DELTA.

À la fin de ces cours, un bulletin et un avis d'orientation sont délivrés. Sont formés annuellement de cette manière entre 40 et 60 adultes âgés entre 18 et 30 ans pour la plupart.

L'Institut national des langues (INL) propose également des cours de langues de différents niveaux accessibles à tous les adultes Les personnes reconnues nécessiteuses par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) peuvent profiter d'une inscription à tarif réduit.

ad 3. Les jeunes primo-arrivants (migrants, DPI ou BPI) qui intègrent l'une des classes de l'enseignement secondaire classique ou général - classe d'accueil ou formation d'adultes - ont accès aux études et aux formations professionnelles au même titre que tout autre élève et selon les règlements grand-ducaux en vigueur déterminant ou portant sur l'évaluation et la promotion des élèves.

Les jeunes migrants, BPI ou DPI n'ayant pas de documents scolaires en leur possession, mais possédant les connaissances requises pour intégrer le régime professionnel (DAP/CCP) peuvent obtenir l'accès à ce régime, via un test DAP organisé par les différents services du MENJE.

Les jeunes primo-arrivants fréquentant les classes d'accueil apprennent une langue d'enseignement ainsi que la langue luxembourgeoise et se familiarisent avec le système éducatif luxembourgeois.

Conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 portant institution de classes d'accueil et de classes d'insertion dans le cycle inférieur et le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, le conseil de classe évalue les connaissances de l'élève, au moment où il le juge utile, et l'oriente:

- soit dans une classe usuelle de l'enseignement secondaire général ou classique;

- soit dans une classe à régime linguistique spécifique des classes supérieures;

- soit dans une classe d'insertion des classes inférieures.

Le conseil de classe, en collaboration avec le Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS), veille à trouver la meilleure solution d'orientation scolaire et professionnelle pour chaque jeune.

ad 4. Le tableau ci-après indique le nombre de classes d'insertion jeunes adultes (CLIJA/CLIJA+) pour les années scolaires 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Pour le moment, il n'y a pas de demandes en attente pour les jeunes de 16 à 17 ans.

Pour les classes CLIJA+, l'offre scolaire a été élargie au-delà de l'obligation scolaire depuis la rentrée 2016-2017. Les élèves primo-arrivants peuvent choisir soit le français, soit l'allemand comme première langue. L'ouverture de nouvelles classes CLIJA+ est prévue au 2e semestre 2017-2018.

ad 5. Comme indiqué dans la réponse à la question 2, un dossier incluant des tests écrits et oraux est ouvert à chaque demande à la CASNA, afin d'orienter le jeune en fonction de son niveau scolaire et langagier vers une des classes énumérées précédemment.

Le tableau suivant indique le nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire 2017-18:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

À noter que des jeunes ayant profité d'un rendez-vous auprès de la CASNA ne souhaitent pas nécessairement intégrer le système scolaire luxembourgeois; leur démarche implique souvent le souhait de s'informer en premier lieu. Une partie de ces jeunes fait notamment le choix d'intégrer un système scolaire à l'étranger.

Aussi convient-il de préciser que les élèves scolarisés dans ces classes ne sont pas tous passés par la CASNA:

- soit parce qu'ils sont arrivés au cours de l'année scolaire précédente et restent une année de plus dans la classe en question;

- soit parce qu'ils étaient déjà dans le système scolaire et que l'orientation a été prononcée par le conseil de classe.

ad 6. Tous les primo-arrivants de 16 à 17 ans, voulant être scolarisés, se sont vus proposer une intégration dans une classe, soit de l'enseignement secondaire classique, soit de l'enseignement secondaire général, soit de l'enseignement international.

En ce qui concerne les jeunes adultes de 18 à 24 ans, ils sont:

- soit pris en charge par le Service de la scolarisation des enfants étrangers (SECAM) et orientés vers une des classes offertes par le MENJE;

- soit pris en charge par le SFA;

- soit redirigés vers l'INL pour des cours de langues.

ad 7. Conformément à la loi sur les traitements des données à caractère personnel, le MENJE ne dispose pas de renseignements sur les jeunes provenant d'un regroupement familial. Tout en respectant ce même principe, le MENJE ne dispose pas de données concernant les jeunes scolarisés dans les établissements scolaires autres que ceux sous l'autorité du MENJE.

ad 8. Les différents services du MENJE accueillent, informent et orientent tous les jeunes primo-arrivants qui se présentent, indépendamment de leur statut. De même, l'offre scolaire ne fait pas de distinction concernant le statut des jeunes. Toutes les classes sont mixtes, c'est-à-dire qu'elles incluent tous les migrants, dont les DPI et BPI, afin de permettre une meilleure intégration et de favoriser l'utilisation du français / de l'allemand comme langue de communication entre eux.

Depuis janvier 2018, dans le cadre du PIA, le SFA et le SECAM organisent des cours obligatoires pour les DPI. En fonction des compétences linguistiques évaluées lors d'une séance de guidance et documentées dans un portfolio, les adultes sont guidés vers des cours de littératie en français ou vers des cours de français langue étrangère.

ad 9. En 2016-2017 et en 2017-2018, le SECAM a proposé, en collaboration avec l'Université du Luxembourg, un cours intitulé «Relations école-famille et médiations interculturelles» aux étudiants inscrits aux cours visant l'obtention d'un bachelor en Sciences de l'éducation.

L'un des objectifs de ce cours est de sensibiliser les futurs enseignants à l'enjeu éducatif de la collaboration entre école et famille, et plus particulièrement dans le contexte des familles d'origines étrangères et de la médiation interculturelle.

Un encadrement éducatif (informations sur le matériel didactique) et un soutien pédagogique sont offerts aux enseignants nouvellement recrutés (séances d'information régulières organisées par le MENJE, supervision et coaching sur demande). Le portail: https://portal.education.lu/secam/Secondaire/DPI/Infos-DPI fournit des informations supplémentaires.

Par ailleurs, les enseignants, les parents et les autorités scolaires peuvent recourir gratuitement aux services d'un médiateur interculturel. Les médiateurs peuvent assister les enseignants lors de l'accueil des élèves de langue étrangère et de leurs parents, traduire des informations sur la scolarité antérieure dans le pays d'origine, assurer des traductions orales ou écrites en relation avec l'école et aider occasionnellement en classe. Actuellement, le SECAM dispose de plus de 60 médiateurs maîtrisant l'albanais, l'arabe, les langues du Balkan (bosnien-croate-monténégrin-serbe), le bulgare, le chinois, le coréen, le créole capverdien, le créole guinéen, l'espagnol, le farsi, le filipino, le grec, le hongrois, l'italien, le kurde, le mancagne, le néerlandais, le népalais, le polonais, le portugais, le roumain, le russe, le slovaque, le tchèque, le thaïlandais, le tigrinya, le turc, l'ukrainien, le vietnamien et le wolof.

Différentes formations en lien avec l'éducation des DPI et BPI sont également proposées aux enseignants. Au cours de l'année scolaire 2016-2017, l'Institut de formation de l'éducation na-

tionale (IFEN) a notamment organisé les formations suivantes:

- Journée de l'accueil des classes ACCU/CLIJA de l'enseignement secondaire technique: accueil des élèves nouvellement arrivés au pays

- La communication non violente: médiation interculturelle, accompagnement des médiateurs

- Formation sur le thème de la radicalisation

- Ressourcenorientiertes Arbeiten mit Flüchtlingen in der Schule (Früherziehung, Vorschule, Grundschule)

- Jugendliche Flüchtlinge im schulischen Alltag - eine pädagogische Herausforderung für Lehrkräfte und Schulsozialarbeiter/-innen

- Flüchtlinge willkommen heißen: Forum zum Erfahrungsaustausch und zur Vernetzung an und mit Schulen, ein Gewinn für alle

- Flüchtlingsfamilien mit ihren Kindern: willkommen heißen und integrieren, aber wie?

Le Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) organise régulièrement des journées d'études qui s'adressent aux professionnels des champs psycho-socio-éducatifs, aux enseignants et à tout autre acteur professionnel concerné par l'adolescent, ainsi que des conférences à l'attention d'un public plus large. Lors de ces manifestations, les sujets de l'adolescence et de la migration sont aussi abordés.

Le Groupe de prévention et de sensibilisation à l'interculturalité (GPS Interculturalité) du CePAS, composé de professionnels psycho-éducatifs, a notamment pour mission de soutenir et accompagner les jeunes et leur famille venus d'«Ailleurs» ainsi que les membres de la communauté scolaire vers une «intégration créatrice».

Diverses mesures sont proposées aux enseignants et aux élèves concernés: intervisions pour enseignants, échanges de pratiques entre professionnels, formations, brochures et références bibliographiques ou encore interventions en classe.

Question 3531 (14.12.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **station-service Centre logistique Bettembourg/Dudelange:**

Pour éviter que les nombreux poids lourds, qui desservent déjà aujourd'hui et qui desserviront davantage encore à l'avenir la plate-forme multimodale de Bettembourg, n'aillent s'approvisionner en carburant aux stations-service se situant dans les alentours immédiats de cette dernière, et notamment le long de la route nationale N31 entre Bettembourg et Dudelange, la construction d'une station-service faisant partie intégrante du centre logistique fut prévue.

Dès lors, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à quel stade se trouve le projet de construction d'une station-service sur le site même du Centre de logistique de Bettembourg/Dudelange?

Réponse (16.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La construction d'une station-service sur l'emprise de l'ancien terminal intermodal à Bettembourg a été évoquée dans l'exposé des motifs de la première loi de financement des nouveaux terminaux intermodaux à Bettembourg/Dudelange. Cette station-service devra réduire le trafic de poids lourds dans les localités limitrophes, tout en offrant aux camionneurs la possibilité de s'approvisionner sur le site même de l'Eurohub Sud. Par ailleurs, l'accès à cette station-service est réservé aux clients des nouveaux terminaux intermodaux et du parc logistique afin de ne pas drainer des camions supplémentaires des autoroutes sur la N31 entre Bettembourg et Dudelange.

Les études du Centre routier sécurisé (CRS) et de sa station-service sont au stade d'un avant-projet détaillé (APD). Des demandes d'autorisation de construire pour l'ensemble du CRS et pour la station-service ont déjà été déposées auprès de la commune de Bettembourg en septembre 2017. Il est prévu de démarrer les travaux en 2018, sous condition d'obtenir les autorisations afférentes en temps utile. Le parking pour camions du CRS est déjà en service depuis septembre 2017.

Le CRS est financé par le Fonds du rail à l'exception de la station-service qui sera financée par l'exploitant qui conclura une convention avec l'État à cet effet.

Question 3532 (15.12.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **personnel de l'enseignement fondamental:**

Selon la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental «Les agents reclassés au grade E5, à l'échelon 16 (indice 480) [...] bénéficient d'un supplément de traitement pensionnable de 20 points indiciaires après deux ans de bons et loyaux services passés au grade E5, à l'échelon 16 (indice 480).» Selon la loi du 25 mars 2015 fixant le régime de traitement et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, ces mêmes fonctionnaires peuvent bénéficier d'une majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière à hauteur de 22 points.

Selon nos informations, les agents ayant un poste à responsabilité particulière et ayant bénéficié d'un supplément de traitement se voient retirer ce même supplément de 20 points et reçoivent en contrepartie une majoration d'échelon pour le poste à responsabilité particulière de 22 points [(480 indice + 20 points supplément de traitement) - 20 points supplément de traitement + 22 points majoration d'échelon pour poste à responsabilité particulière = 502 indice].

Ainsi, les agents qui ont passé deux ans à l'échelon 16, grade E5, reçoivent un supplément de traitement de seulement deux points pour occuper un poste à responsabilité particulière. À noter que dans ce contexte, les enseignants qui n'occupent pas un poste à responsabilité particulière bénéficient d'un indice de 500 points.

Au vu de ces informations, j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, sur quelle disposition législative se base ce mode de calcul?

- Les ministres ne jugent-ils pas que ce mode de calcul démotive les enseignants expérimentés d'occuper un poste à responsabilité particulière?

- Comment les ministres envisagent-ils d'éviter que les enseignants expérimentés seront démotivés d'occuper un poste à responsabilité particulière?

- Les ministres ne jugent-ils pas opportun de revoir le mode de calcul?

Réponse commune (31.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Les questions posées par l'honorable Députée ont trait aux agents bénéficiant d'un supplément de traitement de 20 points et qui suite à l'attribution d'un poste à responsabilité particulière se voient retirer ce même supplément et reçoivent en contrepartie une majoration d'échelon pour le poste à responsabilité particulière de 22 points [(480 points + 20 points supplément de traitement) - 20 points supplément de traitement + 22 points majoration d'échelon pour poste à responsabilité particulière = 502 points indiciaires].

Les informations auxquelles l'honorable Députée se réfère sont correctes.

Les instituteurs de l'enseignement fondamental engagés avant 2015 ayant atteint l'échelon 16 (480 p.i.) du grade E5 et qui bénéficient du supplément de traitement de 20 points indiciaires, prévu à l'article 51 h), i) et j) de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, se voient retirer ce supplément à partir du moment où la majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière leur est accordée.

Dans ce contexte, il importe de revenir tout d'abord sur les motifs à la base de l'introduction du supplément de traitement en 2009 lors du reclassement des instituteurs au grade E5. Ainsi, avant 2009, le nombre d'échelons des différentes carrières d'instituteurs classées à l'époque aux grades E3, E3ter et E4 comprenaient 18, 19, voire 20 échelons dans le barème des traitements. Or, le nouveau grade E5 dans lequel ces carrières ont toutes été reclassées ne comprend que 16 échelons. Soucieux de tempérer l'effet d'une perte d'ancienneté en échelons acquise dans les grades d'origine, le législateur a décidé d'introduire, non pas un échelon supplémentaire au grade E5, mais le supplément de traitement de 20 p.i. dont question ci-dessus.

L'article 51 précité de la loi de 2009 dispose cependant que «le supplément … n'est plus dû en cas de classement de l'agent à un échelon autre que l'échelon 16 (indice 480) du grade E5». En conséquence, chaque instituteur, dès son classement au grade de substitution de sa carrière, a perdu le bénéfice de son supplément de 20 p.i.

Il y a lieu de noter que la situation de carrière des instituteurs, telle que modifiée en profondeur par la réforme de 2009, n'a pas été remise en question par les réformes dans la fonction publique de 2015.

Étant donné que, parmi les agents confrontés à cette situation se trouvent les présidents des comités d'école, qui assurent, parmi tous les postes visés, ceux à la responsabilité la plus élevée, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse envisage des mesures ayant pour objectif de tenir compte de cette réalité sur le terrain et d'inciter des instituteurs expérimentés à assumer de telles responsabilités.

En effet, l'article 16 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État a instauré le mécanisme de la majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière. Le bénéfice de cet avantage en traitement est alloué, entre autres, aux présidents d'un comité d'école, sous forme d'une augmentation de 22 points indiciaires de leur échelon auquel ils sont classés au moment de l'attribution du poste à responsabilité particulière.

Ladite majoration est l'héritier du mécanisme du grade de substitution. Ainsi, les bénéficiaires du supplément de traitement pensionnable de 20 points indiciaires prévues à l'article 51 précité de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental se sont vu retirer le bénéfice de ce supplément au moment où la majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière leur a été accordée.

Les concernés ont donc uniquement profité de 2 points indiciaires supplémentaires. Afin de remédier à cette situation, il a été décidé d'introduire une disposition selon laquelle le président d'un comité d'école qui peut se prévaloir d'une ancienneté de service de douze ans à partir de la nomination à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental profitera d'une décharge supplémentaire créditée sous forme de leçon supplémentaire.

Il est dès lors envisagé de modifier le règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental et d'y insérer la disposition suivante à l'article 6: «(…) Le président d'un comité d'école qui peut se prévaloir d'une ancienneté de service de douze ans à partir de la nomination à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental, bénéficie d'une décharge supplémentaire de 1,5 leçons hebdomadaires créditée sous forme de leçon supplémentaire d'après les modalités définies à l'article 17. (…)»

Par le biais de cette disposition, le fait pour un agent de se porter volontaire pour occuper le poste à responsabilité particulière de président du comité d'école sera gratifié à une plus juste valeur.

Question 3533 (19.12.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **spécialistes en logopédie:**

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse engage régulièrement des spécialistes en logopédie pour répondre aux besoins spécifiques les plus divers.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quelle est l'évolution du nombre de logopèdes depuis 2010?

- Combien de logopèdes se sont présentés aux examens-concours de recrutement ces dernières années et combien ont réussi ces épreuves?

- Le MENEJ a-t-il déjà défini les besoins en logopèdes durant les années à venir? Dans l'affirmative, combien de spécialistes en la matière seront encore engagés d'ici l'an 2020?

Réponse (18.01.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En guise d'introduction, je voudrais préciser que selon la structure de la classification internationale type des professions, 2008 (CITP-08), la profession de logopède n'existe pas comme telle au Grand-Duché de Luxembourg.

Si Monsieur le Député vise les professeurs avec la spécialité logopédie, anciennement appelés professeurs d'enseignement logopédique, je peux lui fournir les réponses suivantes:

- en 2010, le Centre de logopédie comptait 32 professeurs contre 54 en 2017, professeurs-stagiaires compris;

- pendant les cinq dernières années, 26 candidats se sont présentés aux examens-concours, 24 candidats ont réussi les épreuves;

- selon les estimations actuelles, les besoins du Centre de logopédie durant les années à venir se chiffrent à 28 postes de professeurs pour les unités d'enseignement, de diagnostic, de conseil et de rééducation.

Question 3534 (20.12.2017) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **changement horaire des CFL:**

Suite au changement horaire des CFL depuis le 10 décembre, un grand nombre d'utilisateurs de la ligne 60 en provenance de Rumelange et de Kayl se plaignent d'une augmentation notable de trains en retard et de correspondances ratées.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les CFL évaluent de manière systématique le nombre de trains accusant des retards sur les différentes lignes? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la situation pour les usagers en provenance de Rumelange et de Kayl a empirée depuis le changement horaire?

- Qu'en est-il des retards enregistrés sur les autres lignes du réseau? Est-ce que l'objectif du changement horaire de résoudre un certain nombre de problèmes existants et de contribuer à une évolution positive en termes de qualité et de ponctualité tel qu'annoncé par les CFL a été atteint?

Une autre critique récurrente concerne le manque d'informations données aux passagers qui changent de train. Ainsi, il serait souvent difficile de savoir si le prochain train arrivant en gare est le train en retard prévu initialement ou le prochain train qui dessert la même ligne, mais qui ne s'arrête pas à toutes les gares.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est prévu de remédier à ces situations, afin d'assurer une desserte ferroviaire fiable et confortable, pour les habitants des communes de Rumelange et de Kayl/Tétange en particulier, mais dans l'intérêt de tous les usagers de trains en général?

Réponse (01.02.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans le cadre des démarches de qualité, les CFL assurent un suivi systématique de tous les retards des trains. Les causes des retards sont analysées en détail et prises en compte, le cas échéant, dans la conception de mesures et actions spécifiques visant à offrir une qualité de service répondant aux attentes des clients.

Le taux de ponctualité des trains sur la ligne 60 pour les semaines 50 et 51 de l'année 2017, période à laquelle se réfère Monsieur le Député Yves Cruchten, s'est élevé à respectivement 89,08% et 93,66%, comparé à 90,60% pour l'année entière.

Pour la semaine de travail du 11 décembre au 15 décembre 2017, il convient toutefois de mentionner qu'en raison de l'agression récente d'une contrôleuse de la SNCF dans un TER, une bonne partie des contrôleurs SNCF avaient fait valoir leur droit de retrait, de façon à ce que la circulation de certains trains transfrontaliers entre le Luxembourg et la France n'a pas pu être assurée.

De fortes perturbations dans l'ensemble du trafic ferroviaire sur les lignes 60 et 90 aux heures de pointe matinales et du soir, se traduisant par des annulations et des retards considérables des trains, en furent les conséquences.

Pour la semaine de travail du 18 au 22 décembre 2017, aucun incident majeur impactant la ponctualité des trains de façon significative n'a été signalé sur la ligne 60.

À l'heure actuelle, les CFL ne peuvent pas déjà tirer à ce stade des conclusions définitives sur les changements mis en place et la stabilité du nouveau concept horaire, étant donné qu'il ne vient d'être introduit qu'en date du 10 décembre 2017.

Il importe de signaler cependant que les CFL procéderont à un retour d'expérience au courant du 1er trimestre 2018 afin d'analyser la possibilité d'adaptations ponctuelles des horaires au courant de 2018 ou pour le changement horaire 2019.

En ce qui concerne le manque d'informations données aux passagers qui changent de train, les CFL travaillent actuellement sur le projet Auris. Le projet Auris est réalisé dans le cadre

des démarches d'amélioration de l'information dans les gares en situation perturbée et il consiste à équiper les gares luxembourgeoises de télé-afficheurs avec déclenchement d'annonces acoustiques, ce qui permettra désormais de mieux informer les clients en situation perturbée.

Afin d'optimiser davantage le flux d'information et le service au client, les contrôleurs des CFL seront très prochainement équipés de tablettes leur permettant, entre autres, de recevoir plus rapidement des informations en cas de perturbations dans le trafic ferroviaire et d'en aviser les clients à bord du train dans les plus brefs délais.

En outre, les CFL offrent la possibilité aux clients d'obtenir à tout moment des informations en temps réel sur la situation du trafic ferroviaire sur le réseau des CFL, par le biais de l'application «CFL mobile». Sur cette application les clients peuvent également s'abonner aux flux RSS par ligne de leur choix, pour recevoir des notifications en cas de perturbation. Ces mêmes informations peuvent également être consultées sur la page Twitter des CFL.

Question 3535 (20.12.2017) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **relogement des réfugiés du foyer d'accueil Héliar:**

Le foyer d'accueil pour réfugiés à Weilerbach, le Centre Héliar, vient d'être fermé respectivement le sera dans les prochains jours, pour cause de travaux de rénovation certes nécessaires, et les personnes et familles réfugiées y logées sont dès lors amenées à quitter ce lieu dans de brefs délais. D'après mes informations, elles seront relogées à travers plusieurs communes du pays.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Madame la Ministre peut-elle me confirmer l'information concernant la fermeture temporaire du Centre Héliar à Weilerbach? Quand est-ce qu'ont commencé les déménagements de familles y logées?

2) Est-ce que les autorités communales de la commune de Berdorf, sur le territoire de laquelle se trouve le centre, étaient informées? À quelle date furent-elles concrètement informées des plans précis ainsi que du timing définitif relatifs au déménagement?

3) Toujours dans l'affirmative, quant à la première question, Madame la Ministre peut-elle me dire quand et où les différents habitants du Centre Héliar seront relogés?

4) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les critères appliqués pour la répartition et la nouvelle installation dans d'autres logements ou centres d'accueil à travers le pays des actuels résidents du centre de Weilerbach?

5) Dans la mesure où les personnes ayant résidé au Centre Héliar sont relogées dans différentes localités et communes du pays, il est probable que les enfants en âge scolaire seront intégrés, en cours d'année scolaire, dans les écoles fondamentales des communes respectives, tandis qu'ils étaient jusqu'à présent scolarisés au Centre Héliar même. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils le confirmer?

6) En cas de réponse affirmative à la question précédente, les différentes écoles, autorités scolaires et autorités communales sont-elles informées de cet état des choses, et à quelle date en ont-elles été informées?

7) Est-ce que le personnel enseignant des classes au Centre Héliar a été mis au courant de la fermeture de ces classes, et quand? Quels seront les nouvelles affectations respectivement détachements du personnel enseignant, et quand est-ce que les personnes concernées en seront informées?

8) Quand est-ce que les travaux de rénovation du Centre Héliar vont débuter sur le terrain et quelle est la date prévue pour la fin des travaux? Est-il certain qu'il sera à nouveau affecté au logement de personnes réfugiées à la fin des travaux de réaménagement ainsi prévus?

Réponse commune (22.01.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Le Foyer Héliar a fermé ses portes le 31 décembre 2017 pour travaux de rénovation de grande envergure et planifiés de longue date.

Au cours de l'année 2017, l'OLAI a réduit progressivement le nombre de personnes y hébergées en laissant vacantes des chambres libérées suite à des départs et en effectuant une première série de relogements de familles demandeurs de protection internationale pendant les vacances scolaires d'été 2017.

Fin novembre 2017, les 61 personnes qui résidaient encore sur le site à ce moment-là ont été informées de la fermeture du foyer au 31 décembre 2017; les personnes concernées ont ensuite été relogées pendant les vacances scolaires de fin d'année.

Il convient de noter que chaque transfert de personnes d'une structure d'hébergement vers une autre implique des changements importants pour les familles et surtout pour leurs enfants. Sauf en cas de situations d'urgence, l'OLAI organise les relogements pendant les vacances scolaires (d'été ou trimestrielles) afin de faciliter aux enfants leur intégration dans un nouvel environnement scolaire.

ad 2) Au cours de l'année 2016, une première réunion a eu lieu entre le directeur de l'OLAI et le maire de la commune de Berdorf pour présenter le projet de rénovation du Foyer Héliar. Depuis cette première présentation du projet, un échange régulier a eu lieu entre l'OLAI et les autorités communales.

Initialement, l'ancien hôtel Schumacher situé à Weilerbach devait accueillir les personnes qui résidaient encore au Foyer Héliar à la fin du mois de décembre 2017. En raison de retards non prévisibles survenus lors des transformations nécessaires à l'accueil des personnes, la planification initiale n'a pas pu être respectée et l'OLAI a dû organiser les transferts de ces personnes vers d'autres structures.

ad 3) Les familles qui résidaient au Foyer Héliar ont été transférées dans onze autres structures d'hébergement.

ad 4) Les transferts ont été effectués en fonction des besoins des familles et des disponibilités existantes dans d'autres structures.

ad 5) Pour ce qui est du volet scolaire, les enfants sont intégrés en classe régulière dans les écoles fondamentales des communes respectives.

Les écoles respectives (président d'école, multiplicateur des cours d'accueil, directeur de région, administration communale) ont été informées par le responsable des classes d'accueil de l'État aussitôt que celui-ci avait reçu les données concernant les transferts de la part de l'OLAI (date limite de la communication des transferts/relogements de la part de l'OLAI, le 31.12.2017).

La stratégie d'information du responsable des classes d'accueil de l'État consistait dans:

- les informations et connexions dans les meilleurs délais des parties impliquées, à savoir:

- Commune, voire Service scolaire

- Président du comité d'école de la nouvelle école

- Multiplicateur pour le cours d'accueil

- Direction de l'enseignement fondamental

- Présidente des CSAE Weilerbach

(Personne de contact pour informations spécifiques relatives aux élèves en vue de connecter anciens et nouveaux titulaires, ceci notamment afin d'assurer un suivi adéquat des élèves et d'éviter dans la mesure du possible une rupture des apprentissages);

- les informations relatives à la date d'arrivée au pays, à la scolarisation au Grand-Duché et à la scolarisation antérieure.

ad 6) Comme évoqué plus haut, du point de vue scolaire, les parties impliquées ont été informées dans les meilleurs délais en fonction des décisions de transfert.

- Pour les enfants devant être scolarisés à l'école communale de Berdorf:

12.12.2017: information du bourgmestre/secrétaire communal via courriel par le responsable des classes d'accueil de l'État (scolarisation prévue d'élèves du foyer de Bollendorf-Pont à l'école fondamentale de Berdorf);

13.12.2017: courte entrevue avec une délégation d'enseignants, suivie d'une entrevue du responsable des classes d'accueil de l'État avec la présidente du comité d'école de Berdorf.

- Pour les enfants devant être scolarisés à l'école Soleuvre/Scheuerhof:

22.12.2017: communication des dates d'arrivée au Grand-Duché des enfants concernés par le responsable des classes d'accueil de l'État au président de l'école et aux titulaires du cours d'accueil.

- Pour les enfants devant être scolarisés aux écoles de Redange/Attert et Wahl:

29.12.2017: communication par le responsable des classes d'accueil de l'État des dates d'arrivée des enfants concernés à la multiplicatrice des cours d'accueil, ceci en vue de faciliter le dépistage dans les classes respectives de l'école fondamentale concernée.

- Pour tous les enfants, en récapitulatif, communication des cursus scolaires individuels des élèves le 02.01.2018 aux écoles et parties impliquées (pour Wahl, Hesperange, Differdange, Soleuvre/Scheuerhof et Redange. Ceci ne vaut pas pour Berdorf, vu que les enfants étaient déjà inscrits à l'école de Berdorf via l'application Scolaria).

Finalement, après l'information du 03.01.2018 de la part de l'OLAI sur le transfert des élèves restants vers Marienthal et Luxembourg, l'information a été transmise immédiatement (03.01.2018) aux écoles et parties impliquées à Tuntange et à Luxembourg.

Le 03.01.2018, envoi par courrier des bilans et documents disponibles des enfants vers les écoles concernées.

ad 7) Le personnel enseignant a été informé de la fermeture de ces classes en date du 16.11.2017, l'information de la fermeture du Foyer Héliar ayant été communiquée en date du 15.11.2017 au responsable des classes d'accueil de l'État.

Les enseignants sont actuellement déjà affectés, et ceci temporairement, à la Direction de l'enseignement fondamental, région Echternach.

Plusieurs échanges relatifs à une future affectation ont eu lieu entre le responsable des classes d'accueil de l'État, la présidente du comité d'école et les enseignants impliqués. Des échanges préalables ont eu lieu entre le directeur de la région Echternach et le responsable des classes d'accueil de l'État.

Finalement une concertation entre enseignants et directeur de la région Echternach a réglé le détail des affectations nouvelles. Il est à relever qu'une enseignante a été affectée à l'école de Berdorf en vue d'encadrer et d'intégrer les enfants y transférés et en vue de faciliter la passation des savoirs.

ad 8) Les travaux de rénovation du Foyer Héliar vont commencer au printemps 2018. La date d'achèvement des travaux est prévue pour fin 2020.

Après les travaux de rénovation, le Foyer Héliar sera à nouveau affecté à l'hébergement de demandeurs de protection internationale.

Question 3537 (22.12.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **qualité de l'eau de l'Alzette:**

La qualité de l'eau de l'Alzette entre Villerupt (F) à l'amont et Hesperange à l'aval est régulièrement évaluée sous l'angle de la pollution de type organique. De fortes dégradations sont souvent constatées dans la partie amont de cette rivière. Ainsi des analyses ciblées, effectuées sur demande du contrat de rivière du bassin supérieur de l'Alzette, ont révélé que les effluents du crassier de Mondercange, drainés par le «Kiemelbaach», seraient particulièrement chargés en nitrites.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer le résultat de ces analyses?

2. Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre entend-elle mettre en œuvre afin d'améliorer la qualité de l'Alzette dans son bassin supérieur?

3. Ne faudrait-il pas en général entreprendre des efforts supplémentaires dans l'assainissement de l'Alzette du côté luxembourgeois pour atteindre l'objectif de 2027 fixé par l'article 4 de la directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE?

Réponse (02.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Un document de préparation pour une réunion avec les partenaires du partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette comportant des résultats d'analyses d'eau du bassin versant de l'Alzette effectuées par le bureau d'études du partenariat de cours d'eau précité a été transmis à l'Administration de la gestion de l'eau en date du 8 janvier 2018. Cependant, en absence d'un rapport définitif, une prise de position détaillée sur ces analyses et leurs origines exactes s'avère impossible. L'Administration de la gestion de l'eau proposera une date de réunion avec le contrat de rivière du bassin supérieur de l'Alzette dans les meilleurs délais afin de définir les prochaines étapes.

Néanmoins, en 2016 l'Administration de la gestion de l'eau a effectué un monitoring dit «opérationnel» dans le cours d'eau «Kiemelbaach» conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface qui révèle que la qualité du cours d'eau est impactée par certains paramètres physico-chimiques qui dépassent les limites du bon état écologique. Il ne s'agit pas exclusivement des nitrites, mais aussi notamment de l'ammonium, du carbone organique total et du pH.

ad 2. Suite à la constatation du dépassement de certains paramètres physico-chimiques dans le «Kiemelbaach» lors du monitoring réalisé en 2016, l'Administration de la gestion de l'eau a pris contact avec le partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette et son bureau d'études afin de lancer une campagne de monitoring du réseau de canalisation, dont les rejets sont à l'origine de la dégradation par les nitrites du «Kiemelbaach». Cette canalisation évacue entre autres les eaux pluviales provenant du réseau autoroutier, d'une partie de la zone industrielle «Monkeler» et du crassier de Mondercange. Vu la complexité et la vétusté du réseau ainsi que la difficulté d'accès sur les différents sites, cette campagne de monitoring est toujours en cours et n'a pas encore pu aboutir à des conclusions fiables sur l'origine exacte de chaque paramètre polluant.

ad 3. Le programme de mesures faisant partie intégrante du plan de gestion pour les parties des districts hydrographiques internationaux Rhin et Meuse situées sur territoire luxembourgeois tel qu'adopté par le Gouvernement en conseil en date du 14 octobre 2016 prévoit une multitude de mesures visant à améliorer la qualité de l'Alzette. Au total, 2.173 mesures hydromorphologiques et mesures de gestion des eaux urbaines ont été identifiées dans le programme de mesures pour un investissement supérieur à 1,5 milliards d'euros. Ces mesures ont été discutées avec les communes concernées et ont été soumises à une consultation du public. Il est évident que toute autre mesure émergente due à de nouvelles connaissances sera également prise en considération (dont notamment les mesures investigatrices et les résultats de la campagne de monitoring mentionnée ci-dessus). Il est à noter que des projets transfrontaliers pour la protection des cours d'eau sont également en cours de réalisation, dont notamment le projet Interreg «A(l)qua - Alzette, objectif Qualité» débuté en 2016 et qui a comme but de réduire la charge polluante d'origine urbaine. Des contacts réguliers ont en outre lieu entre le Luxembourg et la France visant à résoudre le problème qualitatif de l'Alzette de façon transfrontalière, ce qui présente également un pilier fondamental de la directive-cadre sur l'eau.

Question 3538 (02.01.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **création d'un guichet unique «Convention bureau national»:**

Le Gouvernement souligne dans son Programme de coalition l'importance du tourisme d'affaires pour le Grand-Duché de Luxembourg et la nécessité de mettre en place une meilleure coordination et une meilleure visibilité vers l'extérieur.

Dans cette optique, il s'avère nécessaire de créer un guichet unique «Convention bureau national» qui servira d'interlocuteur privilégié pour un client potentiel (organisateur de congrès), qui le guide, l'informe et lui donne de façon neutre et transparente les contacts les plus pertinents auprès des professionnels (structures de congrès, de conférences et de réunions, hôtellerie, transports, visites, PCO locaux, organisateurs d'événements et de soirées événementielles, etc.). Le ministère souhaite assumer ainsi sa responsabilité pour la création d'un projet «Convention bureau national» qui est à considérer comme prioritaire pour l'année 2018.

Dans cette perspective, le ministère vise des partenariats, par exemple avec la Ville de Luxembourg, et envisage de créer un «National Luxembourg Convention Bureau» sous forme d'une nouvelle structure juridique (Budget de l'État, volume 1, page 47).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quels sont les opérateurs dans le tourisme d'affaires que le ministère a pris en considération pour formuler sa recommandation?

- Quelles sont les faiblesses constatées et sur base de quels critères ont-elles été relevées?

- Le Convention bureau de la Ville de Luxembourg, le Cluster MICE et Luxembourg for Tourism seront-ils représentés dans le «National Luxembourg Convention Bureau»?

- Quel serait le statut juridique valable pour un accueil et conseil «neutre et transparent»?

- Le GIE «Luxembourg for Tourism» continuera-t-il à assurer la mission de promotion du tourisme MICE?

- Qu'adviendra-t-il de son Cluster MICE et du personnel affecté à celui-ci?

- Pourquoi le Ministère de l'Économie souhaite-t-il créer une nouvelle structure au lieu de renforcer celles qui existent?

- Quels sont les critères qui font qu'un acteur touristique puisse être pris en compte comme partenaire par la nouvelle organisation à créer?

Réponse (01.02.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le tourisme de congrès est un secteur prometteur, à forte valeur ajoutée, qui possède un potentiel de croissance considérable et constitue un vecteur capital dans la politique de développement des secteurs économiques prioritaires. Également connu sous l'acronyme MICE (Meetings, Incentives, Conventions, Exhibitions), ce secteur génère des retombées économiques par nuitée enregistrée qui sont en moyenne trois fois plus élevées que pour les voyageurs de loisirs. La création d'un bureau des congrès, qui serait l'interlocuteur privilégié des organisateurs d'événements professionnels nationaux et internationaux, permettrait d'accélérer le développement du secteur MICE au Luxembourg et constituerait un maillon important dans la réorganisation ambitieuse et la professionnalisation du secteur du tourisme.

La Ville de Luxembourg, et le Luxembourg City Tourist Office (LCTO) en particulier, constitue à mes yeux le partenaire stratégique clé pour la réalisation de ce projet. En effet, le secteur des congrès et évènements professionnels est fortement ancré sur le territoire de la capitale et le département Luxembourg Convention Bureau du LCTO dispose d'une expérience de longue date et d'une expertise avérée dans le domaine en question.

À cet effet, la Secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, a prévu une entrevue avec les représentants de la Ville de Luxembourg pour discuter des principes du projet et entériner, le cas échéant, notre volonté commune pour procéder ensemble à sa réalisation. Les modalités du projet (statut juridique, stratégie, financement, partenaires, personnel, etc.) ne seront déterminées qu'ensuite, ensemble avec les représentants de la Ville de Luxembourg.

Question 3539 (03.01.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **bouteilles en plastique d'origine végétale:**

Une start-up française a réussi à fabriquer des bouteilles végétales et biodégradables à partir de déchets naturels dans son usine de Chaniers (Charente-Maritime). Pour se démarquer visuellement des bouteilles traditionnelles, des résidus naturels comme des noyaux d'olive sont incorporés dans ces bouteilles pour obtenir du beige ou des coquilles de moules pour du noir.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que Madame la Ministre est au courant de cette invention?

2. Dans l'affirmative, de telles bouteilles pourraient-elles réduire le problème massif des déchets en plastique?

3. De quelle manière la promotion de telles bouteilles sur le marché luxembourgeois pourrait-elle être envisagée?

Réponse (06.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Il existe un grand nombre d'initiatives qui se lancent dans la production et la promotion d'emballages biodégradables. Dans le cas mentionné par l'honorable, il s'agit de la gamme Veganbottle de la société Lyspackaging.

ad 2. La gamme de produits proposée consiste à remplacer des bouteilles à usage unique en plastique classique par des bouteilles à usage unique produits à partir d'autres matériaux qui sont réputés biodégradables. Dans cette approche subsiste le message de l'utilisation unique et de courte durée des matériaux tout en conférant aux utilisateurs une meilleure conscience en jetant ces produits après usage.

Le fait de promouvoir des emballages biodégradables risque même de produire des effets pervers. Jeter des bouteilles en matière biodégradable pourrait être conçu comme n'étant plus un problème environnemental car ces matières devraient bel et bien se décomposer. Or, leur visibilité par exemple le long des routes conduit à une image d'acceptation du littering attirant d'autres déchets constitués d'autres matériaux.

Il est également rappelé que les notions d'emballages biosourcés et biodégradables sont à considérer avec une certaine prudence. En effet, la norme EN 13432 à laquelle sont réputées satisfaire les bouteilles en question exige un taux de biodégradation d'au moins 90% après traitement biologique d'une durée de six mois. Or, les processus industriels de compostage ou de biométhanisation ont des durées de traitement de quelques semaines seulement. Une dégradation aux taux exigés par la norme ne peut donc pas être garantie. À ceci s'ajoute que lors du contrôle visuel des matières entrant dans les installations de compostage ou de biométhanisation, il n'est pas possible de faire la distinction entre les bouteilles en plastique sur base de pétrole et celles qui sont biosourcées. De ce fait, tous les emballages plastiques, quel que soit la nature du matériel, sont enlevés en amont du traitement et soumis à une opération d'incinération.

Certains plastiques biodégradables se décomposent en fragments très petits appelés microplastiques qui ne sont plus visibles à l'œil nu. La perception visuelle est donc la dégradation complète du matériel, la réalité en est que les microplastiques peuvent facilement transiter à travers les différents compartiments environnementaux pour atterrir finalement dans les organismes vivants pour ensuite se retrouver dans l'alimentation humaine. Un exemple récent est la découverte de microplastiques dans la fleur de sel.

Pour le citoyen, il est difficile voire impossible de faire la distinction entre des matières plastiques à base de pétrole et des matières plastiques biosourcées. Il ne peut donc pas être exclu que ces dernières se retrouvent dans les collectes séparées des déchets plastiques. Or, les matières plastiques biosourcées sont des facteurs dérangeant les processus de recyclage des matières plastiques classiques.

On peut donc conclure que la promotion de matières plastiques biodégradables ne permet pas de réduire la problématique des plastiques, mais risque de soulever de nouveaux problèmes.

ad 3. Au vu des réflexions qui précèdent, il n'y a pas lieu de promouvoir explicitement ni les bouteilles biosourcées auxquelles l'honorable Député se réfère, ni d'autres matières plastiques biosourcées. Il s'agit plutôt de prendre des mesures pour prévenir définitivement la production des déchets en promouvant des emballages réutilisables.

Question 3540 (03.01.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **conséquences de la fin de la guerre en Syrie:**

An de leschte Wochen hunn déi dräi Statspresidente vu Frankräich, Russland an den USA deklaréiert, datt de Krich géint den Islamesche Stat a Syrien eriwwer oder esou gutt wéi eriwwer ass. Duerfir géif ech den Här Bausseminister bieden, dës Froen iwwert d'Konsequenze vum Enn vum Krich a Syrien ze beäntweren:

1. Wéi wäit schafft d'international Gemeinschaft schonn u Pläng, fir d'Land nom Krich nees opzebauen?

2. Wéi wäit ass Lëtzebuerg hei engagéiert a gëtt et schonn éischt Schätzungen, wat fir en Deel vun de Käschte fir den Opbau vun deem fréiere Krichsland Lëtzebuerg soll matdroen?

3. Wat fir Konsequenzen huet d'Enn vum Krich a Syrien fir déi Leit, déi virum Krich fortgelaf sinn an déi elo beim Opbau vun hirem Land gebraucht ginn?

4. Wéi wëllt Lëtzebuerg syresche Flüchtlingen hëllefen, esou séier wéi méiglech an hir Heemecht zréckzegoen?

5. Bedeit d'Enn vum Krich e séieren an automatesche Retour vun alle Krichsflüchtlingen?

6. Bedeit d'Enn vum Krich eng nei Evaluatioun vun den Demandë vun den DPIen a BPIen?

7. Beaflosst d'Enn vum Krich a Syrien d'weidert Plange vun der Hëllef fir Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg, vun deenen e gudden Deel jo aus Syrien kënnt?

8. Amplaz hei zu Lëtzebuerg d'Zesummeféierung vu Familljen ze organiséieren, wär et net besser a méi wäitsiichteg, de Leit, déi virum Krich fortgelaf sinn, et ze erméiglechen, séier bei hir Familljen an hir Heemecht zréckzegoen?

Réponse (30.01.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Déi gemeinsam Linn vun der EU ass, fir beim Opbau vu Syrien eréischt ze hëllefen, wann e politeschen Accord fonnt ginn ass an eng kredibel politesch Transitioun a Syrien uleeft am Kader vun den Negociatiounen, déi vun der UNO facilitéiert ginn, esou wéi et d'Resolutioun 2254 vum UNO-Sécherheetsrot vum 18. Dezember 2015 virgesäit. Wat déi Negociatiounen ugeet, si mer nach wäit vun engem Accord: Déi aachte Verhandlungsronn zu Genève, organiséiert vum UNO-Gesandte Staffan de Mistura, ass am Dezember 2017 ouni Fortschrëtter fréizäiteg op en Enn gaangen, haaptsächlech well d'Delegatioun vun der syrescher Regierung sech onkooperativ gewisen huet. Dofir gëtt et vun EU-Säit nach keng Pläng, fir Syrien erëm opzebauen.

ad 2. Lëtzebuerg ass a bleift op der gemeinsamer Linn vun der EU, déi an der Äntwert op d'Fro 1 erläutert ass. Dofir gëtt et keng Schätzungen iwwer eng eventuell Bedeelegung vu Lëtzebuerg um Opbau vu Syrien.

ad 3.-8. De Krich a Syrien ass nach net eriwwer. D'Zuel vun den Doudesaffer gëtt eleng fir d'Joer 2017 op ongefeier 40.000 geschat. Eng stabill Situatioun, déi Retoure géif zouloossen, ass net an Aussiicht. Ënnert dëse Konditioune ginn et keng Iwwerleeungen, fir Retouren a Syrien ze ënnerstëtzen. Automatesch Retoure ginn et a kengem Fall. All Dossier gëtt enger individueller Analys ënnerzunn.

Op Basis vun dësen Elementer ännert sech näischt un der Planung fir Hëllef fir Leit, déi internationale Schutz zu Lëtzebuerg sichen. Un der Familljenzesummefëierung wäert sech an deem Sënn och näischt änneren.

Question 3541 (03.01.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **statut et** le **rôle de l'«Observatoire de l'islamophobie»:**

Aus de Medie gi mer gewuer, datt en Institut „IREDI" (Institut de recherche, d'éducation et de dialogue interculturel) zu Diddeleng en „Observatoire de l'islamophobie" gegrënnt huet. An der Dageszeitung „Journal" vum 3. Januar gi Vertrieder vun dësem Institut mat dësen Aussoen zitéiert:

«Mais l'Observatoire constate entre autres que des politiciens „notamment ceux des partis d'opposition, dépourvus d'idées nouvelles et progressistes, se voient opter pour un populisme futile pour ainsi gagner la faveur d'un certain nombre d'électeurs de droite". La loi sur une éventuelle interdiction du niqab est d'ailleurs qualifiée comme une tentative de restriction de libertés qui prendrait pour cible „des minorités au sein d'une minorité".»

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Statsminister gär folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Rechtsform huet den Institut IREDI respektiv den Observatoire de l'islamophobie?

2. Kréien den Institut oder den Observatoire staatlech Subventiounen?

3. Huet dësen Institut respektiv dee genannten Observatoire Kontakter zu staatlechen Organer? Wéi stellt sech d'Regierung zu der Méiglechkeet vu Kontakter tëschent deem Observatoire a staatlechen Organer, inklusiv dem Zentrum fir politesch Bildung?

4. War d'Regierung am Viraus informéiert iwwert d'Grënnung vun deem Observatoire?

5. Wéi beuerteelt d'Regierung dësen Observatoire a seng Intentiounen? Weess d'Regierung eventuell vu Kontakter tëschent dësem Observatoire oder senge Mataarbechter a radikal-islamisteschen Organisatiounen?

6. Gesäit d'Regierung duerch d'Aktivitéite vun deem Observatoire eng méiglech Gefor fir d'Meenungsfräiheet zu Lëtzebuerg?

7. Wëllt d'Regierung et deem Observatoire eventuell erlaben, Enquêten, Virträg, Ausstellungen oder aner Aktivitéiten a staatlechen Institutioune wéi zum Beispill Schoulen ze organisiéieren?

8. Ass d'Regierung mat där Beuerteelung averstanen, datt e Verbuet vum Niqab eng „tentative de restriction de libertés" wär, „qui prendrait pour cible «des minorités au sein d'une minorité»"?

Réponse (29.01.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

ad 1. Laut dem Handels- a Firmeregëster, deen ëffentlech zougänglech ass (Memorial C - n°1545 vum 28. Mee 2016, op Säit 74149), huet den IREDI, den Institut de recherche, d'éducation et de dialogue interculturel, d'Rechtsform vun enger Association sans but lucratif.

Laut de Statute vum IREDI, déi och ëffentlech zougänglech sinn, ass den Observatoire aktiv innerhalb vun där Asbl.

ad 2. Neen.

ad 3. Neen.

ad 4. Neen.

ad 5. Laut Statuten ass den Objet vun där Asbl den interkulturellen Dialog, d'Promotioun vum Fridden, d'géigesäitegt Verständnes, d'Bekämpfung vun all Dimensioun vu Reduktionismus an Extremismus an den Asaz fir Gerechtegkeet a sozial Kohäsioun.

Dësen Objet verstéisst net géint déi ëffentlech Uerdnung, am anere Fall wier d'Asbl och net enregistréiert ginn.

ad 6. Neen.

ad 7. Neen.

ad 8. D'Regierung huet e Projet de loi op den Instanzewee bruecht, deen den Artikel 563 vum Code pénal ergänzt an eng „infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics" schaaft.

Question 3543 (04.01.2018) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **Centre Héliar à Weilerbach:**

Selon un article paru dans le Luxemburger Wort, le Centre Héliar à Weilerbach aurait été fermé afin de pouvoir procéder à une rénovation complète.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Quel est le nombre d'habitants relogés? Est-ce que tous les habitants sont concernés par ce relogement? Vers quels sites les concernés ont-ils dû être relogés?

2) En ce qui concerne les enfants scolarisés, combien d'enfants de chaque cycle ont été redirigés vers des écoles d'autres communes? De quelles communes s'agit-il?

3) Est-ce que les membres du corps enseignant engagés à Weilerbach ont été transférés?

4) Quelle est la date d'achèvement des travaux prévue?

5) Combien de personnes (adultes et enfants) pourront être accueillies sur le site après les travaux de rénovation?

Réponse commune (26.01.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Au cours de l'année 2017, l'OLAI a réduit progressivement le nombre de personnes hébergées au Foyer Héliar en laissant vacantes des chambres libérées suite à des départs et en effectuant une première série de relogements de familles pendant les vacances scolaires d'été 2017.

Fin décembre 2017, 61 personnes résidaient encore au Foyer Héliar. Toutes ces personnes ont été relogées pendant les vacances scolaires de fin d'année dans onze autres structures d'hébergement.

ad 2) Sur les 21 enfants scolarisés dans les classes spécialisées de l'État (CSAE) à Weilerbach, sept enfants (un enfant de l'éducation précoce, un élève au cycle 1, deux élèves au cycle 2 et trois élèves au cycle 3) ont intégré l'école fondamentale de la commune de Berdorf.

Sur les 14 enfants restants ont été scolarisés:

- à Differdange, un enfant (cycle 3),

- à Echternach, un enfant (cycle 3),

- à Hesperange, un enfant (cycle 2),

- à Luxembourg-ville - CSAE, deux enfants (deux au cycle 2),

- à Redange-sur-Attert, un enfant (cycle 2),

- à Sanem/Soleuvre, cinq enfants (deux au cycle 1, un au cycle 2, un au cycle 3, un au cycle 4),

- à Tuntange/Marienthal, un enfant (cycle 3),

- à Wahl, deux enfants (un au cycle 2, un au cycle 3).

ad 3) Les enseignants de l'école Weilerbach ont été nouvellement affectés sur le territoire de la Direction de région de l'enseignement fondamental Echternach dès le 2 janvier 2018.

Un enseignant a sollicité un congé sans solde.

ad 4) La date d'achèvement des travaux est prévue pour fin 2020.

ad 5) Après les travaux de rénovation, 212 personnes pourront être hébergées sur le site.

Question 3544 (04.01.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **mouvement de contestation violent en République islamique d'Iran:**

En effet, après huit jours de violences dans le cadre d'un mouvement de contestation sans équivalent depuis 2009 en Iran - 21 personnes ont été tuées depuis le 28 décembre 2017; des centaines de personnes ont été arrêtées, selon les chiffres officiels -, l'Europe reste étonnamment silencieuse. Quant à Téhéran, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, vient d'accuser les «ennemis» de l'Iran de s'unir pour porter atteinte à son régime dictatorial.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que l'Union européenne doit montrer plus de détermination vis-à-vis du régime de Téhéran et plus d'unité dans sa critique des violations des droits de l'homme?

2. Monsieur le Ministre envisage-t-il de thématiser dans ce sens la question de l'Iran au niveau du Conseil de l'Union européenne dans un avenir proche? Quelles en sont les répercussions éventuelles sur l'accord nucléaire historique de 2015?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il développer dans ce contexte la position du Luxembourg?

Réponse (01.02.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le 2 janvier 2018, Madame Federica Mogherini, la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a fait la déclaration suivante sur la situation en Iran, au nom de l'Union européenne, c'est-à-dire à l'unanimité des 28 États membres de l'UE:

«L'Union européenne suit de près les manifestations en cours en Iran, l'augmentation de la violence et la perte inacceptable de vies humaines.

La question des droits de l'homme a toujours été au cœur de nos relations avec l'Iran. La manifestation pacifique et la liberté d'expression sont des droits fondamentaux qui s'appliquent à tous les pays, et l'Iran ne fait pas exception.

Ces derniers jours, nous avons été en contact avec les autorités iraniennes. Dans l'esprit de franchise et de respect qui est à la base de notre relation, et à la lumière des déclarations du Gouvernement iranien, nous attendons de toutes les parties concernées qu'elles s'abstiennent de toute violence et que le droit d'expression soit garanti.

L'Union européenne continuera de suivre l'évolution de la situation.»

L'Union européenne parle ainsi d'une seule voix et de façon déterminée quand il s'agit de la situation des droits de l'homme en Iran, notamment dans le contexte des récentes manifestations.

ad 2. + 3. J'évoque la question des droits de l'homme en Iran régulièrement, aux niveaux européen, onusien et bilatéral. Dans mes contacts bilatéraux avec le Gouvernement iranien, la question des droits de l'homme a toujours été mise à l'ordre du jour par le Luxembourg.

Les manifestations en Iran n'auront pas de répercussions sur l'accord nucléaire de 2015. Cet accord ne traite que du programme nucléaire de l'Iran. Les autres problèmes entre l'Iran et la communauté internationale, y compris ceux liés à la situation des droits de l'homme, ne font pas partie de cet accord et sont traités dans d'autres enceintes.

Étant donné que l'Agence internationale de l'énergie atomique a certifié à neuf reprises depuis la signature de l'accord nucléaire de 2015 que celui-ci est bien respecté par l'Iran, l'Union européenne continuera à mettre en œuvre les dispositions de l'accord nucléaire.

Je tiens enfin à souligner que, depuis 2011, l'Union européenne a adopté des mesures restrictives liées à des violations des droits de l'homme en Iran, notamment:

- un gel des avoirs et des interdictions de visa à l'encontre de personnes et d'entités responsables de graves violations des droits de l'homme (82 personnes et une entité à l'heure actuelle);
- l'interdiction des exportations vers l'Iran d'équipements qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne ainsi que d'équipements de surveillance des télécommunications.

Ces mesures restent en place et sont régulièrement mises à jour. La dernière mise à jour, en date du 11 avril 2017, a prorogé ces mesures jusqu'au 13 avril 2018.

Question 3545 (04.01.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **retards sur le réseau ferroviaire:**

An de leschte Jore si vill Efforten ënnerholl ginn, fir den ëffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen. Och den neien Horaire, deen zanter dem 10. Dezember spillt, soll zu Verbesserungen am Zuchreseau bäidroen.

Leider hëlt d'Onzefriddenheet vu ville Leit duerch d'alldeeglech Zuchverspéidunge respektiv duerch carrement d'Sträiche vun Zich ëmmer méi zou. Esou ginn et mengen Informatiounen no Zuchlinnen, déi ënner anerem bis zu zwielef Verspéidungen an engem Mount hunn.

Duerch dës Ëmstänn komme vill Leit net matzäit op hir Aarbecht a mussen dofir Iwwerstonne maachen, fir déi verlueren Aarbechtszäit erëm eranzehuelen. Anscheinend kréien an der Tëschenzäit vill Leit besonnesch am Privatsecteur un d'Häerz geluecht, erëm mam Auto schaffen ze kommen, oder huele selwer déi Decisioun, och well de Patron d'Excusen, déi d'CFL am Fall vun enger Verspéidung ausstellen, net méi kann oder wëllt alldeeglech unhuelen. Aner Leit kënne wéinst der Problematik vun der Onpünktlechkeet hir Doktesch-Rendez-vousen net wouerhuelen, wat mat Käschte verbonnen ass, well den Dokter säi Rendez-vous awer verrechent, ob een do war oder net.

An dësem Kontext wollt ech dem Nohaltegkeetsminister dës Froe stellen:

- Gëtt am Sënn vun der Transparenz driwwer nogeduecht, all Mount Statistiken iwwert d'Pünktlechkeet ze presentéieren, esou wéi déi belsch a franséisch Eisebunn dat all Mount maachen?

- Wéi vill Prozent vun den Zich am Mount hu schonns beim Depart eng Verspéidung?

- Wéi vill Zich gi pro Mount annuléiert a firwat?

- Wéi héich ass de Prozentsaz am Mount vun de richtegen Offaarts- an Ukommenszäiten?

- Ass schonns eng Kéier driwwer nogeduecht ginn, fir de geschiedegte Clientë bei Onpünktlechkeet eng Entschiedegung zoukommen ze loossen, an, wa jo, wéi kënt esou eng Entschiedegung ausgesinn?

Réponse (31.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans le cadre de leurs démarches de qualité, les CFL assurent un suivi systématique de tous les retards des trains au moyen de statistiques établies à des intervalles journaliers.

Ainsi, les CFL disposent de tous les éléments nécessaires permettant la publication des taux de ponctualité des trains par mois et par ligne.

La ponctualité moyenne des trains au départ s'est élevée à 94,09% en 2017. À l'arrivée, les trains ont affiché une ponctualité moyenne de 90,84%. La continuité de service a pu être assurée dans 97,5% des cas en 2017.

Il y a lieu de signaler qu'au cours des trois premières semaines de l'année 2018, la ponctualité moyenne des trains au départ et à l'arrivée s'est élevée à respectivement 95,51% et 92,48%. Pour cette même période, la continuité de service a affiché un taux moyen de 98,01%.

Il convient de relever dans ce contexte que les taux précités se conforment à la définition du retard, recommandée par la Commission européenne, qui retient un seuil de cinq minutes et 59 secondes pour le calcul des retards.

Finalement, en ce qui concerne l'éventuel octroi d'une indemnisation aux clients en cas de retard ou de suppression d'un train, je vous informe qu'en application du règlement ministériel du 14 juillet 2017 fixant les tarifs des transports publics, une telle indemnisation n'est pas prévue.

Question 3546 (05.01.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **travaux le long de l'antenne ferroviaire Diekirch-Ettelbruck:**

Je viens d'apprendre que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures se propose d'effectuer des travaux le long de l'antenne ferroviaire Diekirch-Ettelbruck durant l'année 2018.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant ces travaux? Quel en est le coût estimatif?

2. Est-il prévu d'aménager dans ce contexte l'un ou l'autre arrêt entre Diekirch et Ettelbruck?

3. Le ministère projette-t-il d'acquérir du matériel roulant nouveau au bénéfice de cette antenne?

4. Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques concernant le nombre journalier de voyageurs sur cette antenne en distinguant selon les heures de pointe et les heures dites «normales»?

Réponse (31.01.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les CFL prévoient en 2018 sur l'antenne Ettelbruck-Diekirch la reconstruction du pont rivière au point kilométrique 0,500 de la ligne Ettelbruck-Diekirch.

En considération du mauvais état général du pont et afin de pérenniser la situation, des travaux de reconstruction de l'ouvrage ont été entamés dans le courant de l'année 2017. Ces travaux permettront également d'améliorer la gestion de la Sûre, étant donné que le nouvel ouvrage ne présentera plus de pile intermédiaire dans le lit du cours d'eau. Les CFL profitent par ailleurs de cette opération pour supprimer le système de fixation directe de la voie et pour passer en voie ballastée, ainsi que pour optimiser le tracé de la ligne sur une longueur d'environ 400 mètres.

Le coût des travaux est estimé à 5,5 millions d'euros.

Afin de réduire au minimum le nombre de barrages de la ligne Ettelbruck-Diekirch, les travaux suivants auront lieu en parallèle:

- Les CFL réaliseront la première phase du projet «Nouveau pôle multimodal Ettelbruck». Ces interventions nécessiteront un grand nombre de barrages de la ligne du Nord et de la ligne Ettelbruck-Diekirch.

- Le Syndicat intercommunal des eaux du Nord (SIDEN) réalisera deux traversées à ciel ouvert pour les besoins de son réseau.

- L'Administration des ponts et chaussées réalisera une opération de dépollution du sol aux abords et sous le domaine ferroviaire; pollution provenant d'une ancienne fabrique de goudron. Cette opération va dépasser la durée des interceptions planifiées pour les chantiers CFL et nécessitera un barrage de ligne d'environ six semaines.

L'Administration des ponts et chaussées va également réaliser des travaux sur le tronçon parallèle à la ligne Ettelbruck-Diekirch le long de la route N7, mais sans impact sur l'exploitation ferroviaire.

Pour l'instant aucun arrêt supplémentaire n'est planifié sur l'antenne en question.

En 2017, les CFL ont lancé un appel d'offres en vue de l'acquisition de 34 nouvelles automotrices à deux niveaux, destinées à la fois au remplacement des automotrices de la série Z2000 et à l'extension du parc de matériel roulant existant. La livraison des nouvelles rames, dont une partie sera destinée à assurer la desserte de la ligne Diekirch-Ettelbruck-Luxembourg, aura lieu entre décembre 2021 et décembre 2024.

Le Service activité voyageurs des CFL procède de façon régulière à des comptages sur l'ensemble du réseau ferré. Le nombre journalier moyen de voyageurs s'élève à environ 1.500 personnes dont 875 de Diekirch vers Ettelbruck et 676 d'Ettelbruck vers Diekirch. Un pic de fréquentation existe entre 14.00 et 15.00 heures entre Diekirch et Ettelbruck (216 clients) et entre 07.00 et 08.00 heures entre Ettelbruck et Diekirch (150 clients).

Question 3547 (08.01.2018) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **fonctionnement du Conseil national pour étrangers:**

En ce 8 janvier 2018, six mois précisément se sont écoulés depuis l'élection du Conseil national des étrangers (CNE). Or, selon les informations dont je dispose, le CNE ne s'est pas encore réuni et aucune réunion n'aurait à l'heure actuelle été convoquée. Sachant qu'une convocation d'un organe comportant 34 membres devrait être lancée dans un délai raisonnable de quatre à six semaines et prenant en compte les vacances scolaires durant lesquelles une telle réunion ne peut avoir lieu, le risque est grand que le CNE mette quasiment une année pour se réunir depuis son élection, respectivement les nominations de ses membres. Ceci serait d'autant plus dommageable que le CNE serait dans l'incapacité de livrer un rapport sur l'intégration des citoyens étrangers avant les élections législatives d'octobre 2018.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intégration:

1) La longueur d'un tel processus est-elle normale?

2) Me référant à votre réponse à la question n°3312 de l'honorable Marc Angel, les nominations définitives n'étaient pas encore effectuées en date du 10 octobre 2017.

a) Ces nominations ont-elles été entre-temps effectuées? Le CNE est-il désormais au complet? Quand les organismes habilités à proposer des représentants ont-ils été contactés et quel est le laps de temps que vous considérez raisonnable pour attendre une réponse de leur part?

b) Selon mes informations, l'OLAI a envoyé un courrier électronique en date du 9 novembre 2017 aux élus, les avertissant qu'il les contacterait avant la fin de l'année. Cette prise de contact a-t-elle eu lieu?

c) Quelles démarches envisagez-vous dans l'éventualité où le CNE, toujours incomplet, mais néanmoins avec quorum, serait dans l'incapacité de se réunir?

3) Pour quand pensez-vous que les travaux du CNE pourront démarrer?

4) Toujours dans votre réponse à la question susmentionnée, vous avez affirmé envisager de vouloir saisir le CNE afin de mener un travail de réflexion sur d'éventuels changements à prévoir au niveau de la nomination et du fonctionnement du CNE. D'après mes informations, des suggestions de changements du fonctionnement du CNE vous ont été remises le 27 mars 2017. Quel était le contenu de ces suggestions et ont-elles été prises en considération?

5) Le 12 décembre dernier, les services de l'OLAI ont contacté les associations en les enjoignant à donner leur avis au sujet du Plan national d'intégration (PAN) au moyen d'un questionnaire en ligne. Madame la Ministre prévoit-elle d'entendre le CNE sur cette question ou se basera-t-elle sur l'avis publié par cet organisme le 29 septembre 2014, déjà vieux de trois ans?

Réponse (01.02.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les membres effectifs et suppléants du Conseil national pour étrangers (CNE) ont été nommés par arrêté ministériel du 18 janvier 2018.

Le CNE s'est réuni en séance constituante le mardi 23 janvier 2018. Monsieur Franco Avena, représentant des ressortissants italiens, a été élu président et Madame Claire Geier-Courquin, représentante des ressortissants français, a été élue vice-présidente.

La prochaine réunion du CNE aura lieu le mercredi 28 février 2018.

Le CNE sera mandaté, à brève échéance, de la rédaction d'un avis sur le nouveau Plan d'action national pluriannuel d'intégration (PAN) qui fait actuellement l'objet d'une vaste consultation de tous les acteurs concernés.

En outre, je saisirai le CNE d'une réflexion sur ses missions et sur son mode de fonctionnement; ce processus a été entamé en 2017 par le précédent CNE, qui a fait des propositions d'amélioration autour des domaines suivants: la composition, la base électorale, la méthode d'élection des président et vice-président, le remplacement des membres défaillants, les langues de travail, le budget et le mode de fonctionnement. À noter que pour 2018, le CNE a été doté d'un budget de fonctionnement et que les suggestions relatives à la méthode d'élection des président et vice-président ont été appliquées lors des élections du 23 janvier 2018.

Le CNE est un organe consultatif essentiel pour accompagner le Gouvernement dans ses réflexions et ses efforts pour se doter d'instruments afin de faciliter l'intégration des ressortissants étrangers dans la société luxembourgeoise et je suis confiante que le CNE nouvellement constitué sera à la hauteur de ses missions et de ses ambitions.

N°06
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°06 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Fonds de gestion des édifices religieux p. 195
Nouvel horaire des CFL p. 183
Lutte contre l'exploitation de la prostitution p. 218

Sommaire des séances publiques nos15 à 17 p. 230
Sommaire des questions parlementaires p. Q104

15e séance Mardi 16 janvier 2018
16e séance Mercredi 17 janvier 2018
17e séance Mardi 6 février 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Konferenzzyklus des Forschungslehrstuhls für parlamentarische Studien

Konferenz mit Professor Grimm: Gründe für das Demokratiedefizit in Europa

Der Verfassungsrechtler Dieter Grimm von der Humboldt-Universität zu Berlin war am 22. Februar 2018 für eine Konferenz zum Thema «Search of Acceptance. On the Legitimacy Deficit and the Legitimacy Resources of the European Union» in der Abgeordnetenkammer zu Gast.

Mit dieser Konferenz wurde eine Vortragsreihe des Lehrstuhls für parlamentarische Studien in Zusammenarbeit mit dem Fachbereich Rechtswissenschaften der Universität Luxemburg eingeläutet.

Die Ursachen des Demokratiedefizits in Europa, der zunehmende Euroskeptizismus als Hindernis für die europäische Integration, die Legitimität des Europaparlaments und der nationalen Parlamente sowie der Mehrwert transnationaler Listen bei den kommenden Europawahlen gehörten zu den Themen, die von dem deutschen Verfassungsrechtler angesprochen wurden.



Professor Dieter Grimm während seines Vortrages

Laut Professor Grimm ist das Demokratiedefizit der Europäischen Union hauptsächlich durch die Überkonstitutionalisierung zu erklären. Dieses Problem kann nur mit Hilfe einer Repolitisierung der wichtigsten Entscheidungen überwunden werden. Der deutsche Verfassungsrechtler war Rektor des Wissenschaftskollegs zu Berlin, dessen „permanent fellow" er heute ist. Ferner ist er Mitglied der Academia Europæa und der American Academy of Arts and Science. Von 1987 bis 1999 war er Richter am Bundesverfassungsgericht in Karlsruhe.

Assermentation d'un nouveau député

Le groupe politique DP compte un nouveau membre dans ses rangs: M. Frank Colabianchi a été assermenté en séance plénière le 6 février 2018.

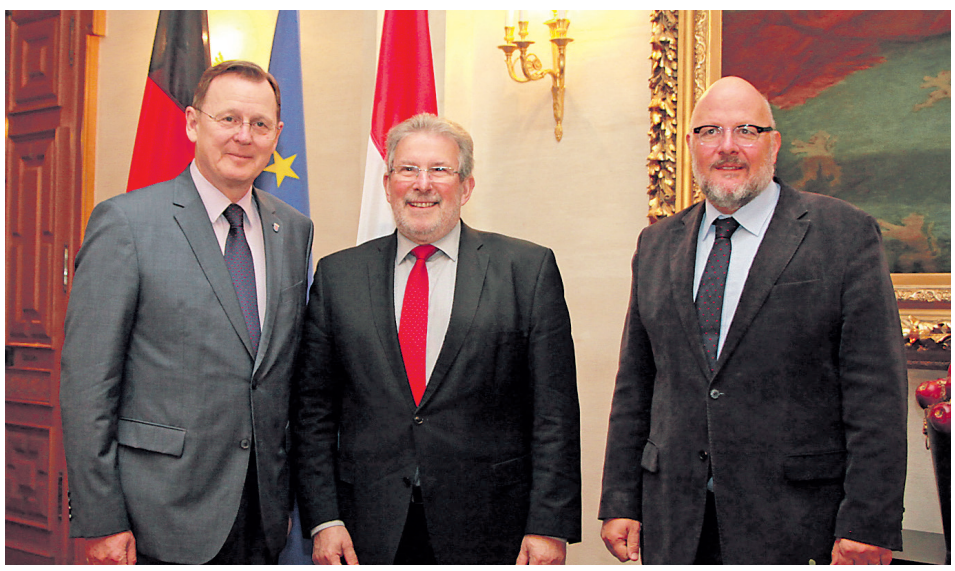
Il succède à Mme Anne Brasseur qui, après 42 ans de vie politique active, a mis fin à son mandat de député fin janvier. Le nouveau parlementaire du parti démocratique est bourgmestre de la commune de Bertrange depuis 2009. Instituteur de formation, M. Frank Colabianchi assure depuis 2010 la fonction de directeur adjoint du Lycée classique de Diekirch - Bâtiment de Mersch.

Au sein de la Chambre des Députés, il a intégré trois commissions parlementaires, à savoir la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace et la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.



Prestation de serment de M. Frank Colabianchi

Visite du Ministre-Président de Thuringe: priorité au social



L'importance d'un renforcement du domaine social était le message principal de l'entrevue du Ministre-Président de l'État libre de Thuringe, M. Bodo Ramelow, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Marc Angel, le 5 février 2018 au Parlement luxembourgeois.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a précisé que même lors de la crise financière, le système social luxembourgeois basé sur la solidarité n'a pas été affaibli ou remis en cause.

Restaurer la confiance des citoyens

Les causes pour lesquelles les citoyens se détournent de plus en plus des partis politiques traditionnels étaient un autre sujet évoqué lors de l'échange de vues. Les trois hommes politiques ont insisté sur la nécessité de regagner la confiance des citoyens dont certains se sentent abandonnés à cause des phénomènes de la mondialisation et du néolibéralisme en Europe. À leur avis, il est essentiel de comprendre les raisons à l'origine de ce sentiment de peur.

Les discussions ont également porté sur l'importance de l'intégration des réfugiés.

L'essor du Land de Thuringe

M. Bodo Ramelow a en outre informé ses interlocuteurs luxembourgeois sur le développement économique et surtout industriel qu'a connu le Land de Thuringe ces vingt dernières années. Le taux de chômage y avoisine les 5% - presque 25% de moins qu'il y a vingt ans. «Face à cet essor industriel et économique, le Land est confronté à une pénurie de professionnels qualifiés, d'où la nécessité d'attirer des travailleurs étrangers», a-t-il expliqué.

(de gauche à droite) M. Bodo Ramelow, M. Mars Di Bartolomeo et M. Marc Angel

Visite de la Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Parlement géorgien

La Géorgie, un pays orienté vers l'UE et l'OTAN



M. Marc Angel et Mme Sophie Katsarava

Renforcer les relations parlementaires entre le Grand-Duché et la Géorgie, c'était le message clé de la Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Parlement géorgien, Mme Sophie Katsarava, reçue à la Chambre des Députés par son homologue luxembourgeois, M. Marc Angel, le 7 février 2018.

La Géorgie mène une politique étrangère orientée vers l'Union européenne ainsi que l'OTAN, a expliqué la députée géorgienne. Dans ce contexte, M. Angel a salué la libéralisation du régime des visas en faveur de la Géorgie. «Elle constitue une étape importante pour les citoyens géorgiens car elle aura un effet positif sur le parcours pro-européen et euro-atlantique du pays», a souligné M. Angel.

Le développement économique, les investissements étrangers ainsi que des réformes au niveau de l'éducation nationale figurent parmi les principaux défis auxquels la Géorgie est confrontée, a expliqué Mme Sophie Katsarava.

Un échange de bonnes pratiques

La «success-story» des pétitions publiques, introduites au Parlement luxembourgeois en 2014 pour encourager la participation citoyenne, les lois concernant les disparités entre les sexes, l'introduction de quotas pour favoriser la participation des femmes à la vie politique ainsi que les relations avec la Russie ont fait partie des sujets abordés lors de l'échange de vues.

Plus généralement, les deux députés ont parlé du fonctionnement de leurs parlements respectifs en évoquant entre autres des pistes pour renforcer les relations parlementaires entre la Géorgie et le Luxembourg. Mme Katsarava a notamment exprimé le souhait de procéder à un échange de bonnes pratiques en matière de contrôle parlementaire.

Agenda européen pour la migration

Des parlementaires nationaux et européens se sont réunis le 24 janvier 2018 à Bruxelles pour débattre, en présence d'experts et de représentants de la société civile, des opportunités et défis liés à l'immigration. La Chambre des Députés était représentée par M. Marcel Oberweis.

Pour M. Dimítris Avramópoulos, Commissaire chargé de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté, l'immigration ne pourra être stoppée et il va falloir s'adapter à cette nouvelle réalité. «L'ère de la mobilité humaine que nous vivons aujourd'hui doit nous amener à réfléchir sur les moyens de gestion de cette mobilité et les programmes de réinstallation ad hoc doivent laisser place à une procédure unifiée dans le cadre de la réforme du système d'asile commun et à des règles harmonisées pour l'intégration économique des réfugiés», a-t-il souligné.

Le continent européen vieillissant a besoin d'attirer des migrants pour soutenir sa croissance et sa compétitivité à son avis. Voilà pourquoi la Commission avait proposé en 2016 d'améliorer le processus de la carte bleue européenne, sans pour autant vouloir prescrire aux États membres un nombre de travailleurs hautement qualifiés à accueillir.

Pour restreindre les voies migratoires irrégulières et périlleuses, la Commission privilégie ainsi l'ouverture de voies d'entrée sûres et légales. Pour M. Felipe González Morales, rapporteur spécial sur les droits des migrants, des programmes de visa contribueraient d'ailleurs à faciliter l'identification des migrants et réduiraient la part de marché des trafiquants.

Le débat a en outre été enrichi par la présentation de plusieurs expériences concrètes d'installation et d'accueil de migrants, comme celle de Gaziantep en Turquie, où différents programmes sociaux et d'intégration ont été mis en œuvre pour assurer un vivre ensemble harmonieux entre migrants et population locale.

Les représentants des parlements du groupe Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) ont défendu une ligne opposée à la politique européenne de migration et se sont montrés favorables à une «solidarité flexible» et la nécessité de distinguer entre réfugiés légaux et migrants économiques illégaux.

D'autres intervenants ont appelé à investir davantage dans les pays d'origine et de transition ainsi que dans des politiques d'intégration. Certains se sont exprimés en faveur de zones de transit afin d'avoir le temps et les moyens pour déterminer le statut véritable des demandeurs d'asile. Et le rejet de la demande de reconnaissance de statut de réfugié par un État membre devrait pouvoir, selon certains, être reconnu par tous les autres États de l'UE.



M. Marcel Oberweis

Débats sur les situations politiques au sein de l'espace francophone



Le Bureau de l'Assemblée parlementaire de la francophonie s'est réuni les 1er et 2 février 2018 à Paris à l'invitation de l'Assemblée nationale et du Sénat français.

Sous la présidence de M. Jacques Chagnon, Président de l'APF et de l'Assemblée nationale du Québec, cet événement a réuni une trentaine de parlementaires francophones issus des quatre continents, parmi lesquels M. Alex Bodry en sa qualité de Trésorier international de l'APF.

Après avoir entendu le Président de l'Assemblée nationale française, M. François de Rugy ainsi que l'Administrateur de l'Organisation internationale de la francophonie, M. Adama Ouane, le Bureau a nommé M. Jacques Krabal, député français, Secrétaire général parlementaire.

Le Bureau a également évoqué les situations politiques dans l'espace francophone. Ainsi, le Président Jacques Chagnon a présenté le rapport de la mission d'information et de contact qu'il a conduite au Burundi. Dans ce contexte, une déclaration sur le Burundi a été adoptée et l'évolution de la situation politique en République démocratique du Congo a fait l'objet d'un long débat.

Les membres du Bureau ont en outre auditionné le commandant de la Compagnie de gendarmerie départementale de Metz, M. Marc Léoutre, sur l'évolution de la menace terroriste.

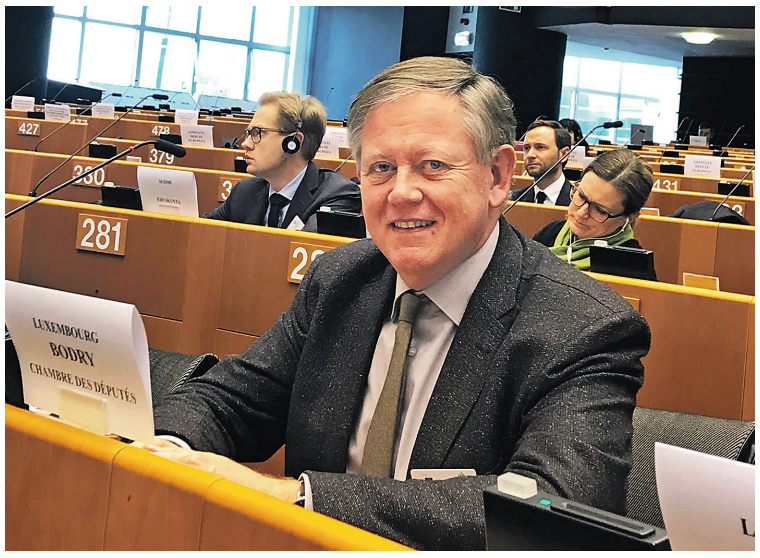
La demande d'adhésion à l'APF du Congrès de la Nouvelle-Calédonie a été accueillie favorablement par le Bureau et devra ensuite être approuvée par l'Assemblée plénière lors de la prochaine session annuelle qui se tiendra à Québec. Pour cette prochaine session, le Président de l'APF a proposé aux parlementaires comme thème du débat général «Les bonnes pratiques des parlements à l'ère du numérique».

Pour sa part, M. Alex Bodry a présenté un budget 2018 de l'APF en équilibre et a été nommé à la tête d'un groupe de travail ayant pour mission l'augmentation des recettes budgétaires de l'APF.

M. Alex Bodry (3e rangée au milieu) parmi les autres membres du Bureau de l'APF au Sénat français

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne

Justice sociale et croissance inclusive



M. Alex Bodry

Dans le cadre de la semaine parlementaire européenne, les députés nationaux des 28 États membres se sont rencontrés les 19 et 20 février 2018 à Bruxelles pour débattre ensemble avec les députés européens du semestre européen, de l'avenir de l'économie de l'UE, de la politique fiscale, de la numérisation et de l'avenir du travail.

Lors du premier jour, les débats se sont rapportés aux priorités du semestre européen 2018, à la fiscalité dans l'UE, aux inégalités dans les États membres ainsi qu'à la réforme des ressources propres de l'Union. La justice sociale et la croissance inclusive ont particulièrement été mises en lumière.

Mme Marianne Thyssen, Commissaire en charge de l'emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs, a déclaré qu'il faut surtout réduire les inégalités et ceci pour des raisons économiques, sociales et politiques. La Commissaire a rappelé qu'il s'agit du premier sommet social depuis 20 ans où les chefs d'État et de gouvernement ont mis en place un socle européen des droits sociaux. Ce socle, proclamé le 17 novembre 2017, comprend toute une série de mesures dont le but principal est de mettre fin aux inégalités. Le droit à un salaire équitable, le droit à la protection de la santé, la formation tout au long de la vie, un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que le revenu minimum en sont quelques revendications.

Dans son intervention, M. Alex Bodry a remarqué que la dimension sociale reste un corps étranger dans un système axé sur le budget et les finances. Il a posé les questions comment la Commission européenne entend mieux intégrer cette dimension sociale et surtout la rendre plus contraignante et comment ces mesures sociales peuvent être conciliées avec les règles d'équilibre budgétaire prévues par le pacte de stabilité et de croissance. Il a ajouté que jusqu'ici le Luxembourg était dénoncé dans les recommandations de la Commission européenne pour son système d'indexation des salaires alors que cette mesure permettait de maintenir le pouvoir d'achat des citoyens. M. Bodry a exprimé le souhait que la Commission européenne reconnaisse ce système à son juste titre.

Durant le deuxième jour de la conférence, les députés nationaux et européens ont eu un échange de vues avec le Commissaire Valdis Dombrovskis, Vice-Président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social, et M. Mário Centeno, Président de l'Eurogroup. Les débats ont porté entre autres sur le renforcement et l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, sur la création du Fonds monétaire européen et le prochain budget à long terme, ainsi que sur le cadre financier pluriannuel de l'UE pour l'après 2020, notamment suite au retrait du Royaume-Uni. En marge de la session plénière, des réunions de commissions interparlementaires ont été organisées par la Commission des affaires économiques et monétaires, la Commission de l'emploi et des affaires sociales et la Commission des budgets.

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Guerre en Syrie et élargissement aux Balkans occidentaux

Les parlementaires des Commissions des affaires étrangères et de la défense des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne (UE), des Balkans occidentaux et du Parlement européen se sont retrouvés du 15 au 17 février 2018 à Sofia pour discuter des dernières évolutions en matière de la PESC et la PSDC.

La Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, Mme Federica Mogherini, a présenté aux participants les priorités et les objectifs actuels de l'Union européenne. Mme Mogherini a déclaré que les récents évènements en Syrie démontrent que le conflit est bien loin d'être résolu. Elle a rappelé que l'Union européenne continue à soutenir une solution politique et qu'il n'existe pas d'alternative aux négociations à Genève sous l'égide des Nations Unies.

La Haute Représentante a également réaffirmé les principes énoncés dans la stratégie de l'UE sur les Balkans occidentaux, publiée il y a quelques jours, ouvrant une perspective européenne à cette région pour 2025. Elle a rappelé que l'élargissement au niveau des Balkans occidentaux revêt un intérêt stratégique pour l'UE, mais que la stratégie de l'UE prévoit une série de conditionnalités devant être remplies. La Ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, Mme Ekaterina Zaharieva, a exposé qu'un éventuel élargissement constitue une priorité majeure pour la présidence bulgare. Elle a ajouté que les Ministres des Affaires étrangères se sont mis d'accord que l'UE doit être prête à accepter les pays des Balkans occidentaux remplissant les critères d'adhésion.

Les députés ont également débattu de la mise en œuvre de la stratégie globale de l'UE et des mesures à mettre en place afin de faciliter le lancement de la coopération structurée permanente (CSP). En particulier, le renforcement des capacités de défense européennes, en évitant tout double emploi en matière de matériel militaire, et la mise en place d'un Fonds européen de défense et la mobilité militaire ont été mis en évidence. Mme Mogherini a également affirmé qu'il faut renforcer la capacité de l'UE pour les missions civiles, remémorant l'approche de l'UE de ne pas considérer uniquement des réponses militaires à une crise.

De nombreux intervenants ont souligné que l'UE devait se focaliser davantage sur un des domaines les plus importants de la défense, à savoir la cyberdéfense, et qu'il fallait y trouver une réponse stratégique. La cybermenace constitue en effet une menace hybride affectant de nombreux acteurs du secteur privé ou public.

L'ordre du jour de la conférence comprenait également un échange de vues sur la situation dans la région de la mer Noire, sur la connectivité stratégique de l'énergie et des transports dans les Balkans occidentaux, sur la stratégie du Danube ainsi que sur les relations UE-Chine.



M. Eugène Berger et Mme Claudia Dall'Agnol

17e session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Vienne

Augmenter la confiance par le dialogue politique



«Le dialogue et la confiance au sein de l'espace de l'OSCE se trouvent à un niveau historiquement bas», a constaté le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), M. George Tsereteli, dans son discours d'ouverture de la 17e session d'hiver de l'APOSCE qui s'est tenue les 22 et 23 février 2018 à Vienne.

«D'un côté, ce fait pourrait être perçu comme preuve de l'échec des organisations multilatérales comme l'OSCE, mais, de l'autre, ce constat peut aussi servir comme opportunité historique de faire revivre cette organisation», a ajouté le Président de l'Assemblée parlementaire.

Les sujets débattus pendant les deux jours de la conférence étaient multiples: crises et conflits au sein de l'espace de l'OSCE, égalité des chances, migration, «fake news», lutte contre le terrorisme, liberté des médias, contrôle des armes, droits des minorités nationales et effets du changement climatique n'en sont que quelques exemples.

Par ailleurs, les rapporteurs des trois commissions de l'APOSCE ont présenté les idées et lignes conductrices de leurs rapports qui seront discutés et adoptés lors de la session annuelle à Berlin en juillet 2018.

La longue liste des sujets à ajouter dans le rapport de la Commission générale des affaires politiques et de sécurité, proposée par les délégués, est révélatrice des soucis actuels. À côté du besoin pressant de trouver des solutions pour l'Ukraine, la Transnistrie, la Géorgie et le Haut-Karabakh se posent des questions sur l'avenir du «Good Friday Agreement» après le Brexit, sur le financement du terrorisme ou encore sur le droit des minorités nationales d'être enseignées dans leur langue maternelle.

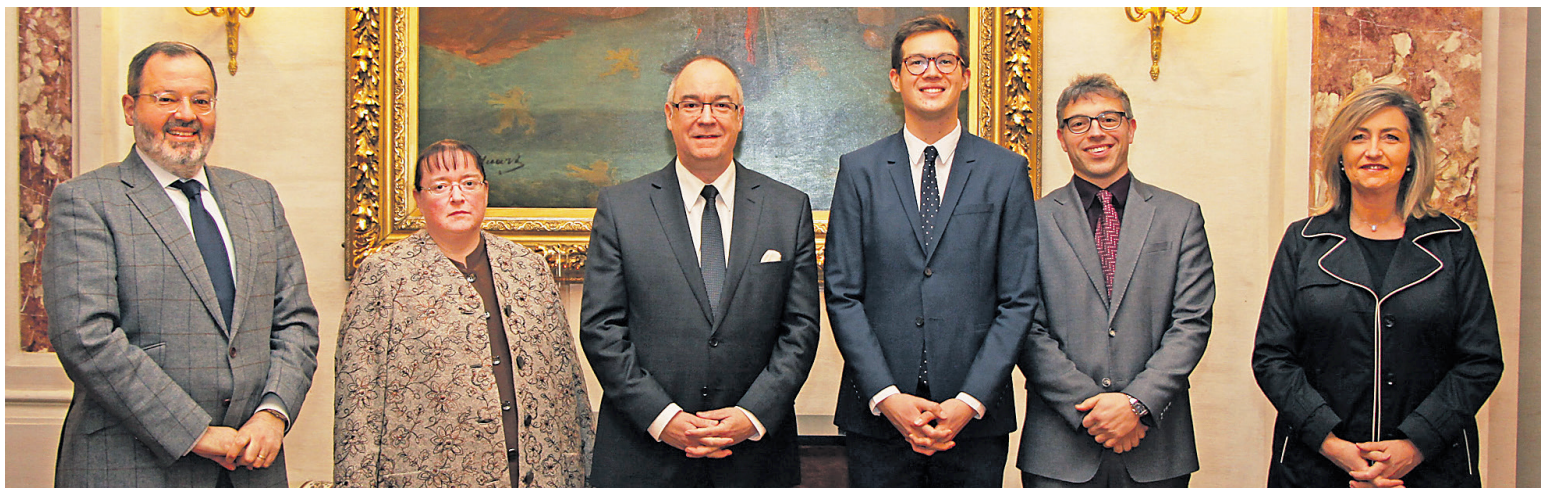
La délégation luxembourgeoise représentée par M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché et M. Jean-Marie Halsdorf.

Vältesdag an der Chamber



Bei Geleeënheet vum traditionelle Vältescortège, deen dëst Joer ënnert dem Motto „En halleft Joerhonnert Flowerpower" stoung, kruten de Chamberspresident Mars Di Bartolomeo (an der Mëtt), d'Membere vum Chambersbureau Claude Wiseler (lénks) an Eugène Berger (rechts vum President) souwéi de Generalsekretär Claude Frieseisen Blumme vun de Vertrieder vun der Fédération horticole iwwerreecht.

L'Administration parlementaire compte un nouveau fonctionnaire



Le 20 février 2018, le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (3e de gauche), a procédé à l'assermentation de M. Christophe Li (3e de droite), nommé aux fonctions d'attaché au Service des Commissions.

La procédure d'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra (1er et 2e de gauche), ainsi que des responsables du Service des Commissions, M. Laurent Besch, et du Service des Ressources humaines, Mme Manon Hoffmann (2e et 1re de droite).

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°06** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Bail commercial

6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil

L'initiative législative sous rubrique a pour objet de modifier le régime des baux commerciaux au Luxembourg. Adoptée, elle introduira tout un ensemble de règles nouvelles dans le Code civil.

Cette réforme vise à remédier à un certain nombre de dysfonctionnements constatés sur le marché de l'immobilier commercial. Le tableau qui suit met en évidence les principales modifications:

	Législation en vigueur	Nouveau projet de loi (amendé)
Champ d'application	peu clair: - immeubles destinés à l'exercice d'un commerce (art. 1762-3 du Code civil) - immeubles à destination commerciale (art. 1762-4)	les baux en rapport avec une activité commerciale, industrielle ou artisanale (incluant centres commerciaux, stations-service, horeca … mais pas: professions libérales, banques, bureaux, droit de superficie, emphytéoses …) exclus de la loi: baux à durée déterminée jusqu'à un an maximum
Durée	- pas défini légalement - usage: «3-6-9»	durée indéterminée, ou durée déterminée, sans minimum
Garantie locative	libre	limitée à six mois (durée d'usage, suggérée par CE et autorités judiciaires) garantie bancaire à première demande, ou souscription d'une assurance ou de toute autre garantie permettant de couvrir six mois de loyer
«Pas de porte» et autres commissions	pas d'interdiction	interdiction de tout supplément de loyer versé à la signature du contrat, ainsi que des clauses d'attribution de mandat exclusif
Résiliation anticipée en cas de situation financière désespérée	./.	./. (retiré suite à une opposition formelle du Conseil d'État et de nombreuses autres critiques)
Clauses compromissoires	pas d'interdiction	pas d'interdiction
Modifications du contrat	lors du renouvellement du bail ou bien d'un commun accord des parties ou alors suite à une offre supérieure formulée par un tiers	./. (retiré suite à une opposition formelle du Conseil d'État, alors que le droit commun permet aux parties de régler la question. Néanmoins, en cas de désaccord: intervention du juge de paix.)
Renouvellement	- le locataire depuis plus de trois ans a le droit d'obtenir le renouvellement de son contrat par préférence à toutes autres personnes, mais il ne pourra faire valoir ce droit au-delà de la quinzième année de la location; - pour l'évincer plus tôt de ce droit le propriétaire devra justifier d'une offre sincère et réelle supérieure; - si le propriétaire justifie d'une offre sincère et réelle faite par un tiers, le loyer sera alors déterminé à ce prix, à moins qu'eu égard au prix le preneur ne renonce à son droit de préférence.	- droit du locataire ou du sous-locataire d'obtenir le renouvellement du bail à durée déterminée, pendant neuf années; - la demande devra être formulée auprès du bailleur au moins six mois avant l'expiration du contrat de bail; - sinon, renouvellement du bail à durée déterminée également par tacite reconduction, sauf notification contraire (=résiliation) par le bailleur; - après neuf ans de bail, le bailleur peut refuser le renouvellement du bail à durée déterminée, ou résilier le bail à durée indéterminée mais est tenu de payer une indemnité d'éviction, qui peut aussi être réglée par le repreneur.

Motif de refus	- en cas de griefs légitimes à l'égard du preneur; - aux fins d'occupation personnelle par le propriétaire ou ses descendants; - en cas d'abandon de toute location aux fins de commerce semblable ou analogue; - en cas de reconstruction ou de transformation.	- si faute dans le chef du preneur ou de l'exploitant (qui peut aussi entraîner, avant terme, une action du bailleur en résiliation judiciaire du bail); - aux fins d'occupation personnelle par le propriétaire ou ses descendants; - si abandon de toute location aux fins d'activité semblable ou analogue; - si reconstruction ou transformation.
Sous-location	./.	le loyer de sous-location ne peut être supérieur au loyer de location; exception: si des investissements spécifiques à l'activité de sous-location sont réalisés par le locataire.
Délai de résiliation	six mois	au moins six mois, sauf faute du locataire qui peut aussi entraîner immédiatement une action du bailleur en résiliation judiciaire du bail;
Indemnité d'éviction	./.	le montant de l'indemnité d'éviction est déterminé par les parties (accord ad hoc ou clause fixant les critères) et, à défaut, par le juge de paix sur base de la valeur du fonds pour l'activité en question.
Sursis	sursis commercial: deux sursis successifs, chacun de six mois au maximum.	le tribunal peut accorder un sursis unique, de un à neuf mois sans prorogation ni appel possible, à l'exécution de l'ordonnance de déguerpissement; conditions: - tous les loyers et avances sur charges échus ont été réglés au jour de l'introduction de la demande; - le sursis est accordé dans le seul but de permettre au requérant de trouver un autre immeuble en vue de poursuivre son activité et de répondre à ses obligations légales procédant du droit du travail.
Droit de repentir du bailleur	./.	./. (prévu, puis retiré suite aux critiques du Conseil d'État car le droit commun permet de régler la situation.)
Droit de préemption	./.	droit de préemption pour le preneur de longue durée (au moins 18 ans) en cas de vente de l'immeuble dans lequel il exerce son activité.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 03.09.2015
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

20.10.2016	Présentation du projet de loi Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
10.11.2016	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
17.11.2016	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
08.12.2016	Adoption d'amendements parlementaires
01.06.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.09.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
05.10.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport
12.10.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire
07.12.2017	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'amendements parlementaires
11.01.2018	Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un deuxième projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 17.01.2018
Loi du 3 février 2018
Mémorial A: 2018, n°110, page 1

Échange de données policières

6976 - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:

1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;

2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière

L'objet principal du projet de loi sous examen est la transposition en droit national de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne. Il s'agit du premier texte de l'Union européenne en matière de justice et d'affaires intérieures pénales visant à mettre en œuvre le principe de disponibilité. Par ce principe, on entend l'obligation faite à tout service répressif d'un État membre de fournir à un agent d'un autre État membre toute information disponible susceptible de présenter un intérêt communautaire.

Le projet de loi sous rubrique propose également de mettre en œuvre certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière. Cette décision-cadre vise l'échange d'informations entre les autorités policières des États membres de l'Union européenne et des pays associés à l'Espace Schengen.

La structure du texte de loi proposé comporte deux chapitres, un premier chapitre régissant l'échange de données en matière policière sur le plan international et un deuxième chapitre régissant l'échange de données en matière policière sur le plan national. Cette deuxième partie s'avère nécessaire étant donné que la mise en œuvre du principe de disponibilité suppose logiquement un alignement des règles applicables aux échanges d'informations policières au niveau international à celles applicables au niveau national et que de telles dispositions n'existent pas encore en droit luxembourgeois.

La section 1re du premier chapitre de loi future transpose la décision-cadre 2006/960/JAI et constitue une nouveauté en ce qu'il confère la base légale autorisant la Police grand-ducale et, le cas échéant l'Administration des douanes et accises, à communiquer, en toute autonomie, à des homologues étrangers, énumérés de manière exhaustive, des données à caractère personnel et informations en matière policière sans autorisation préalable d'une autorisation judiciaire. La finalité est de faciliter l'échange de données aux fins de prévention, de la recherche, de la constatation et de la poursuite d'infractions pénales.

Constituent une exception les données à caractère personnel et informations provenant d'une enquête en cours ou d'une instruction préparatoire en cours. Pour cette catégorie de données, l'autorisation écrite préalable du procureur d'État respectivement du juge d'instruction compétent reste nécessaire.

Les informations transmises ne peuvent pas être utilisées comme éléments de preuve devant une autorité judiciaire sauf si l'autorité judiciaire luxembourgeoise compétente a autorisé un tel usage.

Le projet de loi définit encore les conditions dans lesquelles la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises peuvent refuser la transmission les données à caractère personnel et informations en matière policière directement disponibles, les délais de réponse à respecter ainsi que les canaux de communication entrant en ligne de compte.

La section 2 du premier chapitre transposant certaines dispositions particulières relatives à la décision 2008/615/JAI en droit national décline les dispositions de la section 1 pour les adapter à la transmission de données à caractère personnel et informations directement disponibles dans le cadre de la prévention des infractions pénales et du maintien de l'ordre et de la sécurité publics lors de manifestations de grande envergure à dimension transfrontalière, notamment dans le domaine sportif ou dans le cadre de réunions du Conseil européen.

Le deuxième chapitre traite des échanges de données à caractère personnel et d'informations en matière policière au niveau national.

La section 1re du deuxième chapitre concerne l'échange aux fins de prévention, de recherche et de répression d'infractions pénales et définit de manière exhaustive les acteurs et les catégories d'informations pouvant être échangés, sur demande ou de manière spontanée, si des raisons factuelles donnent lieu de croire que cet échange est utile à l'accomplissement des missions susmentionnées.

Parallèlement aux dispositions du chapitre 1er, la transmission de données à caractère personnel et informations provenant d'une enquête en cours ou d'une instruction préparatoire en cours reste soumise à l'autorisation écrite préalable du Procureur d'État respectivement du juge d'instruction compétent.

L'utilisation comme preuve des données et informations ainsi échangées est licite.

La section 2 du deuxième chapitre concerne l'échange de données à caractère personnel et d'informations à des fins administratives entre la Police grand-ducale et, le cas échéant, l'Administration des douanes et accises d'une part, et les autres administrations de l'État, d'autre part.

La transmission de données à caractère personnel et informations provenant d'une enquête en cours ou d'une instruction préparatoire en cours est soumise à l'autorisation écrite préalable du Procureur d'État, respectivement du juge d'instruction compétent.

La transmission ultérieure des données à une tierce personne requiert l'accord préalable écrit de la personne à l'origine de la transmission initiale.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 24.03.2016
Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

23.11.2016	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
29.11.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'amendements
03.01.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.01.2018

Encadrement de la prostitution

7008 - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code de procédure pénale

2) le Code pénal

Le projet de loi 7008 s'inscrit dans la stratégie gouvernementale en matière de l'encadrement de la prostitution au Luxembourg, présentée le 29 juin 2016. Il met en œuvre les mesures préconisées par le premier des cinq axes principaux du Plan d'action national «prostitution»: renforcer le cadre législatif afin d'intensifier le cadre législatif de la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles.

Le projet de loi propose l'institutionnalisation de la «plateforme prostitution» comme comité permanent. Ses missions consisteront à suivre le phénomène de la prostitution au Luxembourg et d'en analyser l'évolution et les conséquences. Il devra en outre suivre la mise en œuvre du PAN «prostitution». Le comité sera composé de représentants des instances publiques compétentes en matière de prostitution ainsi que de représentants du secteur social. Il travaillera en étroite collaboration avec le Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains.

Le projet de loi contient des mesures législatives préconisées par le Parquet général, la Police grand-ducale et le Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains.

Ainsi, l'article 11, paragraphe 4 du Code de procédure pénale sera modifié afin de permettre aux officiers de police judiciaire, avec l'autorisation préalable du procureur d'État, d'entrer dans les lieux au sein desquels il existe des indices certains, précis et concordants faisant présumer que des actes de proxénétisme y sont commis. De plus, les officiers de police judiciaire pourront également, avec l'autorisation préalable du procureur d'État, entrer dans les hôtels, pensions, débits de boissons, clubs, cercles, dancings, lieux de spectacle et leurs annexes, ainsi que tout autre lieu ouvert au public ou utilisé par le public lorsqu'il est constaté que des personnes se livrant à la prostitution y sont reçues habituellement.

L'article 71-2 du Code pénal est complété d'un alinéa 3. Les victimes d'exploitation de la prostitution, de proxénétisme ainsi que de la traite des êtres humains ne sont pas pénalement responsables d'une infraction de racolage.

Il est créé une nouvelle infraction au Livre II, titre III, chapitre IV du Code pénal concernant les pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité. Ainsi, la confiscation, destruction, etc. d'un document de voyage ou d'identité et la facilitation de l'usage frauduleux d'un tel document avec l'intention de commettre des infractions d'exploitation sexuelle, de proxénétisme, de traite des êtres humains ou de trafic illégal de migrants sera passible de peines de prison de trois à cinq ans et d'amendes à hauteur de 10.000 à 50.000 euros.

Finalement, le Code pénal est complété en son Livre II, titre VII par un chapitre VI-III concernant le recours à la prostitution. Ce nouveau chapitre entend introduire la pénalisation des clients d'un(e) prostitué(e) s'il s'avère qu'il s'agit d'une personne mineure, d'une personne particulièrement vulnérable ou d'une victime d'exploitation de la prostitution, du proxénétisme ou de la traite des êtres humains à des fins sexuelles. Ces infractions sont passibles d'une peine de prison d'un à cinq ans et d'une amende de 251 à 50.000 euros dans les deux premiers cas de figure (personne mineure ou particulièrement vulnérable) et d'une peine de prison de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 50.000 euros dans les autres cas.

L'action publique ne sera cependant pas exercée si les personnes ayant commis une de ces infractions acceptent de témoigner et révèlent aux autorités compétentes des faits qui sont en relation avec son propre recours à la prostitution d'autrui et susceptibles de constituer une infraction d'exploitation de la prostitution, de proxénétisme ou de traite des êtres humains.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.06.2016

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

04.05.2017	Échange de vues avec les membres de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
18.10.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et adoption de propositions d'amendement
08.11.2017	Adoption d'une lettre d'amendements
03.01.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.01.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

04.05.2017	Échange de vues avec les membres de la Commission juridique
18.10.2017	Présentation de propositions d'amendement

Vote en séance publique: 06.02.2018

Fonds de gestion des édifices religieux

7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et

3° abrogeant

a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,

b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,

c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,

d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises

Le projet de loi a pour objet la création d'un «Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique» qui remplacera les fabriques d'église, dont il reprendra les missions, ainsi que les droits et obligations qui s'y rattachent.

Le texte est subdivisé en cinq chapitres. Le premier chapitre est relatif à l'institution du fonds, lequel aura le statut d'une personne morale de droit public et dont la finalité sera de «pourvoir aux besoins matériels liés à l'exercice du culte catholique». Il sera placé sous le contrôle de l'archevêché.

L'article 6 dispose qu'un financement des activités du fonds par les communes est exclu, tout en permettant à celles-ci de subventionner les propriétaires d'édifices religieux en vue de la préservation et de l'embellissement de ces édifices érigés sur le territoire de la commune concernée.

Le deuxième chapitre traite de la suppression des fabriques d'église.

Le troisième chapitre concerne le statut de propriété des édifices religieux du culte catholique. Il comporte les règles d'établissement et de transfert de la propriété des édifices religieux relevant du culte catholique, notamment dans l'hypothèse où l'église est dégrevée de sa finalité cultuelle.

Le quatrième chapitre prévoit des dispositions générales sur la façon future de gérer le patrimoine ayant relevé des fabriques d'église.

Le dernier chapitre regroupe les dispositions modificatives et abrogatoires concernant d'autres textes légaux, la formule d'un intitulé abrégé de la loi en projet ainsi que la date de son entrée en vigueur.

Le dispositif est complété par trois annexes qui en font partie intégrante. La première énumère les biens immobiliers connus sous la dénomination domaniale de «biens de cure (proprement dits)». La deuxième comporte l'inventaire dressé à la suite des négociations menées au niveau local entre les communes et les fabriques d'église pour déterminer la propriété des différents édifices religieux pour lesquels, soit sur base d'actes légaux ou notariés, soit sur base d'un arrangement trouvé entre les deux parties, il y a accord sur l'identité du propriétaire, ou pour trancher la question de la propriété sur base des règles légales prévues à cet effet au cas où il n'existe pas de titre de propriété et où un arrangement n'a pas pu être trouvé.

La troisième annexe énumère les édifices religieux relevant de la propriété d'une commune, mais qui se révèlent indispensables pour la mission pastorale de l'Archevêché et pour lesquels une désaffectation à la simple demande de la commune s'avérerait dès lors problématique.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

12.09.2016	Présentation du projet de loi
19.07.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.07.2017	Échanges de vues avec des représentants du SYFEL et de l'archevêché
07.12.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.01.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.01.2018

Loi du 13 février 2018

Mémorial A: 2018, n°142, page 1

Accord de partenariat UE-Kazakhstan

7096 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015.

Comme indiqué à l'article 2 «Objectifs du présent accord», l'APCR vise à établir un partenariat impliquant une coopération renforcée entre les parties, sur la base de leur intérêt commun. Il est conçu pour développer les relations entre les deux parties dans tous les domaines de son application. Cette coopération est décrite comme un «processus entre les parties qui contribue à la paix et la stabilité aux niveaux international et régional ainsi qu'au développement économique et s'articule autour de principes que les parties réaffirment également par leurs engagements internationaux, notamment dans le cadre des Nations unies et de l'OSCE».

L'accord comprend les clauses politiques standard de l'UE sur les droits de l'homme, la Cour pénale internationale, les armes de destruction massive, les armes légères et de petit calibre et la lutte contre le terrorisme. Il contient aussi des dispositions relatives à la coopération dans les domaines de la santé, de l'environnement, du changement climatique, de l'énergie, de la fiscalité, de l'éducation et de la culture, de l'emploi et des affaires sociales, de la science et de la technologie, ainsi que des transports. Il couvre également la coopération judiciaire, l'État de droit, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la criminalité organisée et la corruption. Les dispositions relatives au commerce incluses dans l'APCR garantissent un meilleur environnement réglementaire pour les entreprises au Kazakhstan, et apportent d'importants avantages économiques pour les entreprises de l'UE.

Dès son entrée en vigueur, cet accord annule et remplace l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé le 23 janvier 1995.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.11.2016

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

13.11.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.01.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.01.2018

Loi du 3 février 2018

Mémorial A: 2018, n°130, page 1

Profession d'avocat

7100 - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles

L'objectif de ce projet de loi est la transposition de la directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance professionnelle qui modifie la directive 2005/36/CE pour la profession d'avocat.

Ce projet de loi est à mettre en relation avec le projet de loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (n°6893) déposé en date du 19 octobre 2015 par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Chaque État membre reste libre dans certaines limites de soumettre l'accès à une profession réglementée à la possession d'une qualification professionnelle délivrée en principe sur le territoire national. Ceci constitue cependant un obstacle à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union européenne et afin d'y remédier, la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance professionnelle ainsi que la directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 prévoient un corps de règles de reconnaissance mutuelle de ces qualifications professionnelles.

Les principaux objectifs de la directive 2013/55/UE sont de simplifier les systèmes pour accroître la mobilité professionnelle, de prendre en compte les dernières réformes éducatives ainsi que de renforcer la coopération administrative par le biais de la gouvernance électronique.

La profession d'avocat n'est pas visée par le système de reconnaissance automatique prévu pour un nombre limité de professions, qui se fonde sur l'harmonisation des exigences minimales de formation (professions dites sectorielles: médecin, infirmier, dentiste, vétérinaire, sage-femme, pharmacien et architecte) et non plus par une reconnaissance automatique sur base de l'expérience professionnelle pour toute une série d'activités listées dans l'annexe IV (activités industrielles, commerciales et artisanales).

Le demandeur de la reconnaissance des qualifications professionnelles qui est ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, et qui dispose d'un titre de formation dont il résulte qu'il remplit les conditions nécessaires d'exercer la profession d'avocat dans un autre État membre de l'Union européenne, est admis à exercer au Luxembourg la profession d'avocat à la Cour. Si la formation qu'il a reçue porte cependant sur des matières substantiellement

différentes de celles couvertes par la formation d'avocat à la Cour au Luxembourg, le demandeur ne peut être admis à exercer la profession d'avocat à la Cour au Luxembourg qu'après avoir réussi à une épreuve d'aptitude.

La directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 ne modifie cependant pas substantiellement le système prévu initialement par la directive 2005/36/CE pour la profession d'avocat et les objectifs sont restés les mêmes.

Il y a lieu de procéder seulement à des adaptations mineures voire terminologiques de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat et de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles ainsi qu'à l'extension du régime de langue dérogatoire prévu à l'article 6 (1) d) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.12.2016

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

22.03.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

03.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.01.2018

Loi du 14 février 2018

Mémorial A: 2018, n°139, page 1

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

7128 - Projet de loi portant

1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006;

3. modification de:

a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;

e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;

i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'apporter au cadre législatif luxembourgeois les adaptations nécessaires pour assurer d'une part la transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission (dénommée ci-après «directive (UE) 2015/849»), ainsi que d'autre part la mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006 (dénommé ci-après «règlement (UE) 2015/847»).

La directive (UE) 2015/849

Étant donné l'émergence de toujours nouvelles formes de menaces, la directive (UE) 2015/849 prévoit des mesures de prévention contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qui permettent au cadre réglementaire européen de rester en phase avec les règles de coordination et de coopération mises en place au niveau international - notamment les recommandations du Groupe d'action financière de 2012 - et de garantir son efficacité.

Les nouvelles normes, ayant trait aux obligations préventives des professionnels et au contrôle du respect de ces dernières par les autorités de contrôle et les organismes d'autorégulation, visent à assurer une meilleure compréhension des risques et vulnérabilités auxquels tous les acteurs, publics et privés, nationaux, européens et internationaux font face, notamment par une évaluation approfondie des risques. Le nouveau cadre réglementaire s'inscrit en effet dans une approche basée sur les risques. Les professionnels sont obligés de prendre des mesures appropriées pour identifier et évaluer les risques auxquels ils sont exposés et de prendre des mesures efficaces pour les atténuer. Afin de guider les professionnels dans leur évaluation, la directive (UE) 2015/849 comprend trois annexes énonçant différentes variables de risques et des facteurs qui peuvent aider à apprécier le degré de risque.

Dans la logique de l'approche basée sur les risques, la directive (UE) 2015/849 ne fournit plus une liste de situations et transactions permettant d'office de mettre en œuvre une vigilance simplifiée. Il revient en effet aux professionnels d'évaluer leurs risques et d'appliquer des mesures appropriées pour gérer et atténuer les risques identifiés. D'un autre côté la directive (UE) 2015/849 identifie un certain nombre de situations qui comportent un risque plus élevé et dans lesquelles les professionnels doivent obligatoirement mettre en œuvre des mesures de vigilance renforcées, telles que des relations d'affaires avec des clients établis dans des pays tiers identifiés comme étant à haut risque ou avec des personnes politiquement exposées, y compris nationales.

La directive (UE) 2015/849 prescrit également des dispositions relatives à l'organisation interne des professionnels afin que ces derniers soient dotés des politiques, procédures et contrôles leur permettant de mettre en œuvre leurs obligations de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme.

En ce qui concerne le contrôle du respect des obligations professionnelles la directive (UE) 2015/849 contient également des prescriptions détaillées quant au dispositif de surveillance que les États membres doivent mettre en place. Elle prévoit notamment un socle minimal de sanctions et d'autres mesures administratives qui doivent pouvoir être prononcées par les autorités de contrôle en cas de violation des obligations des professionnels. Elle prévoit également la publication des mesures prononcées, ainsi que la mise en place de mécanismes de signalement des violations de ces obligations professionnelles, tant au niveau des professionnels qu'au niveau des autorités de contrôle.

Le règlement (UE) 2015/847

Mettant en œuvre au niveau de l'Union européenne de façon uniforme les recommandations du Groupe d'action financière dans le domaine des transferts de fonds, le règlement (UE) 2015/847 établit un régime visant à assurer la traçabilité des transferts de fonds tout au long de la chaîne de paiement. Il impose aux prestataires de services de paiement l'obligation de veiller à ce que des informations complètes soient disponibles sur le donneur d'ordre et le bénéficiaire de transferts de fonds auxquels s'applique le règlement (UE) 2015/847 ainsi que, sous certaines conditions, de vérifier l'exactitude de ces informations.

Les États membres doivent mettre en place un dispositif de surveillance, calqué sur celui prévu par la directive (UE) 2015/849, avec désignation d'une autorité compétente chargée d'assurer un contrôle effectif du respect du règlement. Ce dispositif de surveillance doit lui aussi comprendre des sanctions et autres mesures administratives que les autorités compétentes peuvent prononcer en cas de violation des dispositions du règlement, des mécanismes de signalement des violations du règlement, en interne et aux autorités compétentes, et une publication des sanctions et autres mesures administratives prononcées par les autorités compétentes.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.04.2017

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017 Désignation d'un rapporteur
19.09.2017 Présentation du projet de loi
08.01.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
08.01.2018 Présentation et adoption d'amendements parlementaires
30.01.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.02.2018

Loi du 13 février 2018

Mémorial A: 2018, n°131, page 1

Coopération transfrontalière et interterritoriale

7141 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014.

Le règlement européen GECT a apporté des avantages et des désavantages par rapport à la convention Benelux de 1986. Pour cette raison, les pays du Benelux ont décidé de combiner les points avantageux de la convention Benelux de 1986 et du règlement GECT de 2006 dans l'élaboration d'une nouvelle convention Benelux.

Les points forts de la convention Benelux de 1986 qui sont conservés par la nouvelle convention sont les suivants:

- Les trois formes de coopération transfrontalière à différents degrés d'engagement juridique continuent d'exister. Tandis que la forme la moins poussée, l'accord administratif, et l'organe commun restent inchangés, la forme la plus poussée de coopération transfrontalière sera adaptée. L'organisme public transfrontalier (OPT) est renommé «Groupement Benelux de coopération territoriale» (GBCT) et incorporera certains avantages du règlement GECT.

- La mise en place flexible et facile des trois formes de coopération transfrontalière sans demande d'autorisation préalable reste en place.

- Les domaines envisageables pour une coopération transfrontalière ne sont pas définis de façon exhaustive et restent ainsi flexibles. Il n'y a pas de domaines qui sont formellement exclus.

- La gestion des moyens propres est garantie.

Les éléments novateurs inspirés de la réglementation européenne qui sont incorporés dans la nouvelle convention concernent:

- Le champ d'application des participants est élargi à toutes les autorités régionales, centrales et institutions publiques.

- Les trois pays limitrophes du Benelux, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auront la possibilité d'adhérer à la convention et de participer à la coopération transfrontalière pour autant qu'au moins un partenaire des pays du Benelux soit impliqué.

- Le GBCT sera plus flexible en ce qui concerne le choix du système de gestion (directeur ou conseil d'administration). Traditionnellement, les États membres du Benelux connaissent un système d'administration composé d'une assemblée générale et d'un conseil d'administration. Le modèle anglo-saxon compose l'administration plutôt d'une assemblée générale et d'un directeur. Étant donné que les deux modèles peuvent offrir des avantages, la nouvelle convention donne le choix aux participants d'un nouveau GBCT de choisir le mode d'administration qui leur convient.

- L'exigence de la convention Benelux de 1986 que les statuts d'un OPT doivent être conforme au droit interne de tous les pays participants a souvent posé problème en pratique et a été abandonnée dans la nouvelle convention. Celle-ci permet cependant au GBCT de créer plusieurs établissements. Ainsi, le personnel d'un GBCT peut travailler sous les conditions de travail de son État de résidence. Les règles des conventions préventives de la double imposition restent applicables.

- Finalement, la convention introduit la possibilité de transférer le siège d'un GBCT au-delà de la frontière sans dissolution, disposition qui est inspirée du droit européen.

Cette nouvelle convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale innove et renforce donc la convention Benelux de 1986, notamment avec de nouvelles possibilités de collaboration. Ces instruments permettent à la coopération transfrontalière et interterritoriale d'être plus flexible, plus adaptée à la réalité du terrain et plus proche du citoyen. La convention constitue un nouvel outil de travail pour les communes et les syndicats de communes, à côté de la possibilité de conclure des conventions spécifiques avec les collectivités locales d'autres États participants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 22.05.2017

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

13.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.01.2018
Loi du 14 février 2018
Mémorial A: 2018, n°142, page 1

Assemblée interparlementaire Benelux

7148 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015.

La convention change tout d'abord la dénomination officielle du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux en la remplaçant par une nouvelle appellation, Assemblée interparlementaire Benelux (l'Assemblée), plus conforme à la terminologie en usage aujourd'hui sur le plan international. En effet, l'actuelle dénomination officielle n'est déjà plus guère utilisée dans la pratique depuis plusieurs années.

Du point de vue des compétences, la convention vise à réorienter les travaux de l'institution. Les nouvelles dispositions comprennent la coopération transfrontalière à tous les niveaux, le maintien et développement d'une union économique en conformité avec les règles du marché unique de l'Union européenne, le développement durable, la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, la coopération externe de l'Union Benelux avec d'autres États et entités fédérées, et la coopération dans le domaine de la politique européenne. Par contre, la convention ne reprend plus l'objectif de l'unification du droit des trois États, ni celui du rapprochement culturel de la Convention de 1955.

Les possibilités d'agir sur ces sujets sont également renforcées. L'Assemblée peut non seulement adresser des avis au Comité de ministres et aux gouvernements, mais également leur poser des questions écrites sur ces matières et organiser des débats en plénière, auxquels des représentants des gouvernements concernés seront présents.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 06.06.2017
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
13.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.01.2018
Loi du 3 février 2018
Mémorial A: 2018, n°112, page 1

Accord politique UE-Cuba

7159 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016.

L'ADPC est essentiellement un accord politique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et Cuba, d'autre part, mais il comporte également une partie sur le commerce. L'accord vise à consolider et renforcer les relations existantes entre les parties, et à permettre un vaste échange de vues et d'informations entre les parties sur les positions respectives dans les enceintes internationales et de promouvoir la confiance mutuelle.

L'ADPC s'appuie sur une structure à cinq parties définissant les principes et objectifs généraux des relations entre l'Union européenne et ses États membres, et Cuba et crée une structure institutionnelle pour la gestion de l'accord.

1) La première partie (art. 1 et 2) contient les dispositions générales définissant les principes et les objectifs principaux de l'accord, dont des relations diplomatiques renforcées basées sur le respect mutuel, la promotion des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le développement durable, les relations économiques et le renforcement de la coopération régionale dans les Caraïbes et en Amérique latine. Cuba a notamment joué un rôle important en tant que médiateur et garant dans le processus de paix en Colombie, et l'UE souhaite promouvoir ces relations régionales.

2) La deuxième partie (art. 3 à 14) instaure un dialogue politique institutionnalisé afin de clarifier les intérêts et les positions des parties et de trouver un terrain d'entente en vue de mener des initiatives de coopération dans les domaines prévus par l'accord. Ces domaines sont les droits de l'homme, le commerce illicite d'armes et le désarmement, la lutte contre le terrorisme, les crimes graves de portée internationale, des mesures coercitives unilatérales, la lutte contre la traite des êtres humains, les drogues illicites et la discrimination, ainsi que le développement durable.

3) La troisième partie (art. 15 à 59) porte sur la coopération et le dialogue sur les politiques sectorielles, dont les droits de l'homme, la gouvernance, la justice, la société civile, le développement social et économique, l'environnement ainsi que la coopération régionale. À cette fin, une assistance technique et financière peut être offerte. De même, la participation de Cuba aux programmes de coopération régionale et thématique de l'UE et, en tant que partenaire associé, aux programmes-cadres de l'UE, est promue. L'UE fournira de l'aide humanitaire sur la base des besoins définis conjointement et en accord avec les principes humanitaires lors de la survenance de catastrophes naturelles ou autres.

4) La quatrième partie (art. 60 à 80) a pour objectif de renforcer les relations commerciales et économiques, de favoriser l'intégration de Cuba dans l'économie mondiale, de renforcer la contribution du commerce au développement durable, y compris à ses aspects environnementaux et sociaux, et de soutenir la diversification de l'économie cubaine. Afin d'y arriver, cette partie traite des principes généraux du commerce international et porte sur la coopération douanière, la facilitation des échanges, les règles et les normes techniques, le commerce et l'investissement durables. Cet accord ne contient pas de chapitre sur les préférences commerciales.

5) La cinquième partie (art. 81 à 89) contient les dispositions institutionnelles et finales. Cette partie institue un conseil conjoint au niveau ministériel et un comité mixte au niveau des hauts fonctionnaires chargés de la réalisation des objectifs de l'accord et de sa mise en œuvre générale. L'article 86 de l'accord dispose que l'Union européenne et Cuba peuvent appliquer l'accord à titre provisoire, en tout ou en partie, dans le respect de leurs procédures internes et de leur législation respective. L'accord est conclu pour une durée illimitée et il peut y être mis fin moyennant un préavis de six mois.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.07.2017
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
13.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.01.2018

Traitement TVA des bons

7166 - Projet de loi

1° portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;

2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, qui vise à harmoniser le régime du traitement TVA des bons.

L'utilisation de bons pour effectuer l'achat de biens et de services, sous différentes formes et de plus en plus dans un contexte transfrontalier, se trouve en progression constante. Dans la perspective de l'état, le fait que les bons ne constituent cependant pas en eux-mêmes l'objectif final d'une transaction, mais sont acquis dans l'intention de faciliter l'achat d'autres biens et services, la détermination du moment de perception de la TVA et de la base d'imposition pour définir le taux de la TVA s'avère difficile.

De plus, l'évolution des pratiques commerciales, l'utilisation de bons «électroniques» toujours plus répandue et l'existence de différents régimes d'application de la TVA dans les États membres de l'UE ont amené la commission à présenter des dispositions spécifiques quant au traitement TVA des bons. Les mesures adoptées consistent essentiellement dans la définition de la notion de «bon» pour les besoins de la TVA, dans la détermination du moment de la perception de la taxe ainsi que dans la détermination de la base d'imposition de la livraison de biens ou de la prestation de services effectuée en échange d'un bon.

La directive (UE) 2016/1065 n'est à transposer qu'avec effet au 1er janvier 2019. Comme les assujettis concernés devront éventuellement adapter leurs systèmes informatiques, il est tout de même recommandé de procéder à la transposition le plus rapidement possible. Puisqu'en outre les bons peuvent faire l'objet de transferts transfrontaliers, les auteurs du présent projet de loi proposent d'aligner les dispositions de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée strictement sur les dispositions correspondantes de la prédite directive, afin de garantir la sécurité juridique pour les assujettis nationaux et pour les assujettis ressortissants d'autres États membres de l'Union européenne.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.08.2017
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):
19.09.2017 Désignation d'un rapporteur
24.11.2017 Présentation du projet de loi
09.01.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.02.2018
Loi du 27 février 2018
Mémorial A: 2018, n°149, page 1

Organisation du Conseil d'État

7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, plusieurs articles du Règlement de la Chambre doivent être modifiés afin de tenir compte des nouvelles dispositions régissant le Conseil d'État. Certaines dispositions de la loi précitée ont aussi pour conséquence la création de nouvelles dispositions dans le Règlement.

Sont notamment concernés les chapitres relatifs aux commissions, aux propositions de loi, à la discussion des projets de loi et propositions de loi, à la procédure de l'établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État, ainsi que le chapitre relatif aux rapports de la Chambre avec le Grand-Duc, la Cour des comptes et le Conseil d'État.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Député, le 30.11.2017
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission du Règlement
(Président: M. Gast Gibéryen):
07.12.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017

SÉANCE 15

MARDI,
16 JANVIER 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Annonce de la démission de Mme Anne Brasseur

- *Mme Anne Brasseur*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Claude Wiseler*

5. Ordre du jour (suite)

- *M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°287 du 11 janvier 2018 de M. Gusty Graas relative à la peste porcine africaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°288 du 16 janvier 2018 de M. Gérard Anzia relative aux mesures prévues dans le cas éventuel d'une détection de la peste porcine africaine au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- *M. Gusty Graas - M. Gérard Anzia - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°289 du 16 janvier 2018 de M. Léon Gloden relative à la gestion des inondations récentes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures (également envoyée à Mme la Ministre de l'Environnement)

- *M. Léon Gloden - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°290 du 15 janvier 2018 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise effectués par les étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- *Mme Taina Bofferding - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n°291 du 16 janvier 2018 de M. Fernand Katheiser relative au musée de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Fernand Kartheiser - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure*

Question n°292 du 15 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'hôtellerie luxembourgeoise depuis 2013, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *M. André Bauler - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

Question n°293 du 16 janvier 2018 de M. Félix Eischen relative au plan sectoriel «zones d'activités économiques», adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

- *M. Félix Eischen - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

Question n°294 du 16 janvier 2018 de Mme Josée Lorsché relative à la loi du 15 décembre 2016 portant modification du Code du travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Question écrite n°3549 du 9 janvier 2018 de M. Yves Cruchten relative à l'égalité salariale, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- *Mme Josée Lorsché - M. Yves Cruchten - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n°295 du 16 janvier 2018 de M. Aly Kaes relative aux conditions d'admission dans les maisons de retraite, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Aly Kaes - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°296 du 15 janvier 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative à la signature du Luxembourg «Luxembourg - Let's make it happen», adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *Mme Joëlle Elvinger - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

Question n°297 du 16 janvier 2018 de M. Max Hahn relative à la mise en service de deux voitures électriques Tesla pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Max Hahn - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure*

Question n°298 du 16 janvier 2018 de M. Alexander Krieps relative à la multiplication des accidents impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question écrite n°3536 du 21 décembre 2017 de Mme Cécile Hemmen relative aux accidents de la route impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Alexander Krieps - Mme Cécile Hemmen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouvel horaire des CFL

- *Exposé: M. Marco Schank*
- *Débat: M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. David Wagner (intervention de Mme Viviane Loschetter)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

8. 6976 - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:

1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;

2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Gilles Roth)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7100 - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, Mme Simone Beissel, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Franz Fayot et Mme Simone Beissel)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. le Ministre Félix Braz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. Ordre du jour (suite)

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

11. 6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil

- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen den Här Premierminister, ob d'Regierung eng Matdeelung ze maachen huet.

(Négation)

Mir verstinn eis ewell ouni grouss Wierder. Et ass keng Kommunikatioun ze maachen.

2. Communications

Ech maachen da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber:

1) Wéi gewinnt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Chamber abruecht gi sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen.

3) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass ebenfalls un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergaangen.

4) Sou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen, wat d'Besetzung vun engem Posten am Statsrot ugeet:

De 15. Dezember 2017 huet de President vum Statsrot matgedeelt, dass e Poste vum Statsrot, Conseiller d'État, fräi gëtt, wann dem Vizepresident vun deemselwechte Conseil d'État, dem Här Albert Rodesch, säi Mandat den 13. Februar 2018 zu Enn geet.

Sou wéi et am Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot an an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement festgehalen ass, ass d'Chamber dozou opgeruff, e Kandidat fir de Poste vun engem Conseiller d'État ze decidéieren. Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens de 16. Februar 2018. Den Datum vum Poststempel zielt.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi bäizeleeë sinn, an d'Konditioune vum Gesetz mussen erfëllt ginn. Dat heescht, de Kandidat muss d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter sinn, hei zu Lëtzebuerg wunnen, den Alter vun 30 Joer erreecht hunn, an an dësem Fall muss et eng Fra sinn. D'Applikatioun vum Artikel 45 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot gesäit dat esou vir.

Sou wéi den Artikel 6 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot et virgesäit, huet eis de Statsrot folgend zwee Profiller matgedeelt, déi d'Chamber an hirem Choix leede sollen: Wa méiglech soll deen nächste Conseiller am Statsrot eng Formatioun als Jurist hu mat enger Spezialiséierung am Aarbechts- a Sozialrecht, bezéiungsweis eng Formatioun als Jurist mat enger Spezialiséierung am Zivill- an am Handelsrecht.

Et ass ze bemierken, dass den Artikel 7 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot virgesäit, dass beim Choix vum Kandidat an der ëffentlecher Sëtzung d'Chamber soll drop oppassen, dass d'Zesummesetzung vum Statsrot déi vun de Parteien an der Chamber soll erëmspigelen, ënnert der Konditioun, dass déi jeeweileg Parteie bei deene leschten zwou Legislativwahlen op d'mannst dräi Sëtz kritt hunn.

Ech erënneren Iech drun, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat noweise kann.

Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press a selbstverständlech um Site vun der Chamber veröffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 16 janvier 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7219** - Projet de loi 1) concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) 338/97 de la Commission du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce; 2) abrogeant les articles 2 à 12 de la loi modifiée du 19 février 1975 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 13.12.2017

***7220** - Projet de loi portant réforme du régime de confiscation et modification*

1. du Code pénal;

2. du Code de procédure pénale;

3. de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

4. de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

5. de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;

6. de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 14.12.2017

***7221** - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 18.12.2017

***7222** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 18.12.2017

***7223** - Projet de loi portant modification de la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 19.12.2017

***7224** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

***7225** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

***7226** - Projet de loi portant approbation de la «Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance», faite à Nicosie, le 8 mai 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

***7228** - Projet de loi portant modification*

1) de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales;

2) de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative; et

3) de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 22.12.2017

***7229** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 12 juillet 1995 relatif aux générateurs d'aérosols*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 27.12.2017

***7230** - Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant*

- la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.01.2018

***7231** - Projet de loi relatif à la promotion de la langue luxembourgeoise et portant modification*

1. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

2. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

3. de la loi du xx.xx.20xx concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et

4. de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 11.01.2018

***7232** - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.01.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***924** - Demande de pétition publique: Cours de luxembourgeois pour les apprentissages francophones*

Dépôt: M. Joscelino Silva dos Santos, le 15.12.2017

***925** - Demande de pétition publique: Rétablir la ligne de bus n°16 sur l'avenue J. F. Kennedy - direction aéroport Findel*

Dépôt: Mme Vera Dos Reis Semedo, le 18.12.2017

***926** - Demande de pétition publique: Ofschafe vum Freedefeier op Nationalfeierdag*

Dépôt: M. Mike Roderes, le 19.12.2017

***927** - Demande de pétition publique: Méi ambitiéis Klimaziler*

Dépôt: M. Mathieu Putz, le 20.12.2017

***928** - Demande de pétition publique: Droit de l'enfant de terminer sa scolarité dans l'école fondamentale attribuée dès le départ - Recht fir d'Kand, an där Primärschoul, wou et ageschoult ginn ass, bis zum Schluss ze bleiwen*

Dépôt: M. Claude Soricelli, le 26.12.2017

***929** - Demande de pétition publique: Pour l'obligation d'un accès handicapé dans tout commerce existant*

Dépôt: Mme Sandra Barreca, le 27.12.2017

***930** - Demande de pétition publique: Construction d'un métro reliant tous les réseaux existant au Luxembourg*

Dépôt: M. Miguel Martinho Rodrigues, le 27.12.2017

***931** - Demande de pétition publique: Gratuité des transports en commun pour les personnes touchant le RPGH (revenu pour personnes gravement handicapées)*

Dépôt: M. Philippe Claude, le 28.12.2017

***932** - Demande de pétition publique: D'Chamberblietchen digitaliséieren (digitalisation du Compte rendu de la Chambre des Députés)*

Dépôt: M. Guy Wolff, le 31.12.2017

***933** - Demande de pétition publique: Interdiction d'utilisation et de vente de pétards et de feux d'artifice pour le réveillon du Nouvel An*

Dépôt: Mme Beatrice Labalestra, le 01.01.2018

***934** - Demande de pétition publique: Poubelles en plastique*

Dépôt: M. Alain Klein, le 03.01.2018

***935** - Demande de pétition publique: Permettre sur le site des pétitions publiques d'instaurer un vote négatif qui vise à marquer sa désapprobation*

Dépôt: M. Damien Garot, le 03.01.2018

***936** - Demande de pétition publique: Pour la liberté de choix du nom de famille des époux en cas de mariage*

Dépôt: Mme Diana Tóth, le 05.01.2018

***937** - Demande de pétition publique: Transports AVL, CFL, LUXTRAM, TICE, RGTR*

Dépôt: Mme Simone Arlia, le 06.01.2018

***938** - Demande de pétition publique: Solutions visant à améliorer les passages pour piétons*

Dépôt: M. Jerry Le Vaillant, le 07.01.2018

***939** - Demande de pétition publique: Complément familial pour les familles recomposées frontalières*

Dépôt: M. Arnaud Royer, le 08.01.2018

***940** - Demande de pétition publique: Réforme du congé du secteur privé*

Dépôt: M. Alain Raas, le 08.01.2018

***941** - Demande de pétition publique: Fir eng Revisioun vun der Reform vun der Assurance dépendance - Pour une révision de la réforme de l'assurance dépendance*

Dépôt: Mme Isabelle Scholzen, le 08.01.2018

***942** - Demande de pétition publique: Die Erbschafts- und Schenkungssteuer abschaffen*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 08.01.2018

***943** - Demande de pétition publique: Contrôle biannuel obligatoire de la vision oculaire à déposer dans les papiers de la voiture*

Dépôt: M. Patrick Schumacher, le 10.01.2018

4) Par courrier du 15 décembre 2017, M. le Président du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés que le mandat de M. Albert Rodesch, Vice-Président du Conseil d'État, viendra à terme le 13 février 2018.

La loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et les dispositions des articles 115 à 117 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que la Chambre des Députés sera appelée à désigner un candidat pour le poste de conseiller d'État qui deviendra vacant.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 16 février 2018, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications et les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) résider au Grand-Duché de Luxembourg (certificat de résidence);

4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance);

5) être de sexe féminin - en application de l'article 45 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État - (copie de la carte d'identité).

Conformément à l'article 6 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, le Conseil d'État a proposé deux profils de candidats, destinés à guider la Chambre des Députés dans son choix. Ces profils se présentent comme suit:

1) une personne ayant une formation de juriste spécialisé en droit du travail et en droit social;

2) une personne ayant une formation de juriste spécialisé en droit civil et commercial.

Il y a lieu de noter que l'article 7 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État prévoit que lors de la désignation du candidat en séance publique la Chambre des Députés devra veiller à ce que la composition du Conseil d'État tienne compte des partis politiques représentés à la Chambre des Députés à condition d'avoir obtenu au moins trois sièges au cours de chacune des deux dernières élections législatives.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da wollt ech iwwergoen zum Ordre du jour vun der Chamber, sou wéi d'Presidentekonferenz der Chamber e virgeschloen huet.

Ier ech doriwwer ofstëmme loossen, gesinn ech eng Wuertmeldung vun eiser - däerf ech dat soen, Madamm Brasseur? -, vun eiser Doyenne, der Madamm Anne Brasseur. Madamm Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

4. Annonce de la démission de Mme Anne Brasseur

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President, dass Der mer erlaabt, hei d'Wuert ze huelen, well ech wëll eng perséinlech Deklaratioun maachen.

Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn no 42 Joer aktiver Politik decidéiert, net méi Kandidat ze si fir déi nächst Wahlen. An dofir wëll ech mäi Mandat als Deputéierten zur Verfügung stellen, an dat mat Effet op den 31. Januar. An ech wëll Iech och heimat meng Lettre de démission iwwerreechen.

(Mme Anne Brasseur dépose sa lettre de démission.)

Wann Der mer erlaabt, géif ech d'Geleeënheet elo notzen, fir e puer Wuert ze soen, net fir e Réckbléck iwwer meng Carrière ze maachen, well ech mengen, da kéimen d'Froen un d'Regierung duerno net méi drun. Mä ech wëll d'Wuert hei huelen, fir Merci ze soen:

Eng ganz Rei Mercien un Iech, Här President, souwéi un Är Virgänger, fir déi Aart a Weis, wéi Dir dës Chamber geleet hutt. Un Iech, léif Kolleegen a Kolleeginnen, fir déi Zesummenaarbecht mat deene viregten Deputéierten, mat deene jëtzegen, déi meeschtens gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten, an der Kollegialitéit trotz alle parteipolitesche Differenzen, mä am volle Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren.

Mäi Merci riicht sech och un Iech, Här Generalsekretär, an un Är zwee Virgänger souwéi un d'ganzt Personal vun der Chamber fir hir Kompetenz, hir Disponibilitéit an hir Gentillesse.

Mäi Merci geet selbstverständlech och un d'Regierung, un déi jëtzeg, mä och un déi vu virdrun. Well all Regierungsmember, och wa mer net ëmmer mateneen d'accord woren, huet sech enorm agesat am Interêt vun dësem Land.

E Merci awer och un d'Wieler, well d'Wieler hu mer säit menger éischter Wahl 1975 an de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg ëmmer erëm hir Konfienz ausgeschwat.

De Merci riicht sech u meng Partei, un d'DP, wéi och un d'Membere vun der Fraktioun, un all déi Memberen, mat deenen ech konnt zesummeschaffen.

An ech muss Iech soen: Ech hunn net nëmme Kolleegen an der Partei an an der Fraktioun fonnt, mä och Frënn. A wann een do esou enk Frëndschafte ka knäppen an enger Partei, gleeft mer, dat ass en Atout, deen een huet, fir déi Aarbecht gutt ze maachen!

An ech wëll do ernimmen: d'Colette Flesch, wat mech iwwerzeegt huet, fir dass ech mech sollt politesch engagéieren; d'Lydie Polfer, mat deem ech jorzéngtelaang zesummegeschafft hunn an der Gemeng, an der Regierung an hei an der Chamber; an och d'Frëndschaft vum Xavier Bettel.

Mäi Merci riicht sech och u meng Frënn, well déi hu mech ëmmer ënnerstëtzt. An ech mengen, et ass wichteg, dass een och ausserhalb vun der Politik gutt Frënn huet, déi een dobäi ënnerstëtzen an ee beroden.

Ech denken dann awer och u meng Famill, u meng Mamm, déi mer jorelaang de Réck fräigehalen huet, fir dass ech dat hei iwwerhaapt konnt maachen, an u meng Duechter fir hiert immens grousst Verständnis, well ech ganz oft net doheem wor.

Zum Schluss, Här President, wëll ech jiddwerengem wënschen, dass en déiselwecht Chance huet, déi ech hat. Ech wor ganz oft zur richteger Zäit op der richteger Plaz. An an all deene Joren hunn ech am Fong ëmmer probéiert, un engem Prinzip festzehalen: bei allen Decisiounen dee laangfristegen Intérêt général am A ze hunn, och wann dat net ëmmer populär wor, ob dat op lokalem, nationalem oder europäeschem Plang wor. Et wor net ëmmer einfach, dat ginn ech ganz gär zou, mä ech wor 42 Joer laang politesch aktiv, an dat mat Häerz a Séil.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll der Madamm Brasseur soen, dass d'Iwwerraschung gegléckt ass. Wéi ech de Moien informéiert gi sinn, dass se mer dee Bréif wéilt iwwerreechen, war ech gradesou iwwerrascht, wéi wéi ech d'Kolleegen informéiert hunn, dass Der wéilt zum Ordre du jour schwätze respektiv wéilt déi doten Decisioun ukënnegen.

Ech kennen Iech gutt genuch, fir ze wëssen, dass Der Iech dat ganz gutt iwwerluecht hutt.

An ech kann Iech och versécheren, dass Der an der ganzer Chamber Frënn a ganz gutt Kolleegen hutt an hat, wann ech fir déi schwätzen, déi haut net méi bei eis sëtzen. An Dir hutt de Respekt genoss vun de Kolleegen hei an der Chamber an an der Regierung, well jiddweree wousst, dass Dir en Deputéierten, e Politiker sidd, deen net de Mann, mä de Ball spillt, an een, dee weess, vu wat e schwätzt, well e fläisseg ass an ëmmer gutt preparéiert an d'Diskussiounen erageet, souwuel hei an der Chamber wéi och am Conseil de l'Europe, wou Der ganz vill Spore gewonnen hutt a vill Respekt an Unerkennung vun Äre Kolleegen aus deene ville Länner, mat deenen Der zesummegeschafft hutt, konnt gewannen.

Mir bleift just, Iech am Numm vun eis alleguer dat Allerbescht ze wënschen, Iech ze bieden, heiansdo un eis ze denken. An ech verloosse mech op Iech, dass Der, wann Der gutt Rotschléi hutt, déi och wäert un eis weiderginn, net nom Motto: „Duerno huet ee virdru schonn alles besser gewosst", wat ee leider ganz oft an der Politik erëmgesäit, mä an enger gudder Kollegialitéit.

An, wann ech eng Kéier dann dat Formellt däerf op der Säit loossen: Anne, et war eng Freed, mat Dir zesummenzeschaffen. Maach et gutt a vill Spaass an eng ganz zolidd Gesondheet an deene ville Joren, déi nach komme wäerten!

Merci.

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Statsminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech mengen, 42 Joer laang d'Vertraue vum Wieler geschenkt ze kréien, kënnt net vun näischt, dat kënnt vun engem Engagement, kënnt vun enger Iddi, kënnt vun enger Persoun, vun engem Charakter.

Ech muss Iech soen, am Numm vun der Regierung, Madamm Brasseur, wëlle mer Iech alleguerte Merci soe fir deen Engagement wärend 42 Joer, fir dat wat Der gemaach hutt an der Oppositioun, an der Majoritéit, an der Regierung, am Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg. An ech kann Iech nëmme soen, dass mir Iech wäerte vermëssen hei am Haus, net privat, well ech wäert Iech awer nach hoffentlech ganz oft gesinn, mä hei am Haus wäerte mer Iech vermëssen.

An erlaabt mer just, Iech och hei nach Merci ze soe fir deen Engagement, deen Der och hat an europäeschen Dossieren. Dir hutt am Conseil de l'Europe en Engagement gehat, dee wierklech remarkabel war. Dir hutt et fäerdegbruecht, dass Lëtzebuerg am Conseil de l'Europe eng gutt Reputatioun kritt huet a konstruktiv geschafft huet. An haut si scho ganz vill Leit, déi ëmmer froen: „Wéi geet et der Madamm Brasseur?", wann ee Leit begéint aus dem Conseil de l'Europe.

Merci fir Äert Engagement fir Är Haaptstad, fir Äert Land a fir Europa!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech sinn e wéineg iwwerrascht trotzdeem, Madamm Brasseur, dofir just e puer kuerz Wierder, fir och am Numm vun eiser Partei, eiser Fraktioun Iech Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi mer konnte mat Iech maachen a Majoritéits- an Oppositiounszäiten.

Ech wëll just soen, dat, wat ech ëmmer gemierkt hunn a wat ëmmer wichteg fir mech war, dat sinn déi Relatiounen, datt een iwwert d'Differenzen, déi een op den Iddien hat, iwwert d'Dossiere vläicht, wou een aner Positiounen hat, mat Iech op engem perséinleche Plang déi Diskussioune konnt féieren, datt deen Austausch, deen ee konnt hunn, wann d'Saachen e wéineg méi schwéier gi sinn, och ëmmer en Austausch war, dee wichteg war, fir dat, wat essenziell ass an der Politik, bäizebehalen: déi mënschlech Relatiounen, déi ee kann a soll och iwwert d'Parteien ewech hunn.

Ech soen Iech fir villes Merci, haaptsächlech awer och dowéinst. Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech mengen, deene Wierder schléisst jiddweree sech am Parlament un. An d'Anne ass net fort, si ass just niewendrun.

(Hilarité)

Voilà, Merci gesot. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung zum Ordre du jour. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

5. Ordre du jour (suite)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Et ass kloer, datt et elo net esou einfach ass, erëm op deen normalen Ordre du jour iwwerzegoen, ech mengen, andeems eis Kolleegin eis hei matgedeelt huet, datt se eis verléisst. Mä wéi d'Anne virdru gesot huet: Mir sinn net nëmme Kolleegen, mä och Frënn, an eng Frëndschaft, déi besteet och weider, och no eisem politesche Liewen, wat mer heibannen hunn. An duerfir, mengen ech, vläicht kann ee sech nëmme wéi eis Kolleegen alleguerten deene Wierder uschléissen, déi virdru geschwat si ginn.

Här President, ech hunn d'Wuert gefrot zum Ordre du jour, well ech den 28. Juli dëst Joer eng Question parlementaire un d'Regierung gestallt hunn am Zesummenhang mat enger eventueller Nidderloossung vu Google hei zu Lëtzebuerg. An et huet genau zwee Méint an néng Deeg gedauert, bis ech dunn eng Äntwert kritt hunn, wat awer eng generell Äntwert war a wou am Fong op keng vu menge Froen, déi ech gestallt hunn, geäntwert gi war.

Ech hat zum Beispill gefrot: Ass eng Impaktstudie gemaach ginn? Wat fir eng Konsequenzen huet dat op d'Emwelt, de Landverbrauch, den Energieverbrauch, de Waasserverbrauch, de Verkéier an esou weider? Ob d'ëffentlech Hand, de Stat oder d'Gemengen, sech missten do un Infrastrukture weider bedeelegen, wat et eventuell u Steierrecettë fir de Stat als Repercussioun hätt… An op all déi Froen hunn ech keng Äntwert kritt.

Ech hunn Iech dunn, Här President, deeselwechten Dag, wéi ech d'Äntwert kritt hunn, den 11., e Bréif geschriwwen, datt ech net averstane wier mat där Äntwert, an ech hätt gären Äntwerten op déi Froen, déi ech gestallt hunn. Dir hutt deeselwechten Dag, den 11. Oktober, dunn der Regierung e Bréif geschriwwen, wou Der ganz kloer dra geschriwwen hutt: «…afin qu'ils fournissent une réponse complète à la question parlementaire…».

Dat war, wéi gesot, den 11. Oktober. Haut hunn ech nach ëmmer keng Äntwert. Et sinn also am Fong elo véier Méint an 19 Deeg vergaangen, datt ech déi Froe gestallt hunn, an ech hunn nach keng Äntwert op meng Froe kritt.

Do dertëschent ass eng Fro gestallt ginn, ech menge vun de Kolleege vun der CSV, eng Detailfro, op déi awer geäntwert ginn ass, a wat dann och eng vu menge Froen ass. An ech mengen, de Statsminister an de Wirtschaftsminister hate souguer eng Pressekonferenz, fir och do op eng Fro ze äntwerten, näämlech datt Google den Terrain hei zu Lëtzebuerg kaaft huet. Mä ech hunn nach ëmmer keng Äntwert kritt!

Eist Reglement gesäit a sengem Artikel 80 vir, datt en Deputéierten, wann den Delai ofgelaf ass, wou och keng Verlängerung gefrot gi war, ka verlaangen, datt d'Regierung hei an der Chamber da mëndlech dorobber soll äntwerten.

Här President, ech wëll awer keng mëndlech Äntwert op meng Froen. Ech hätt gären eng schréftlech Äntwert op meng Froen. An duerfir hunn ech am Fong haut vun der Geleeënheet elo profitéiert, fir ze soen: Ech ginn och nach der Regierung gären eng Kéier véierzéng Deeg, bis déi nächst Woch, wou d'Chamber nees hei zesummekënnt. A wann ech bis dohinner keng Äntwert kritt hunn, Här President, dann deponéieren ech eng Motioun - dann deponéieren ech eng Motioun -, wou ech soen, d'Chamber soll d'Regierung opfuerderen, op déi Froen, déi d'Deputéiert gestallt hunn, eng Äntwert ze liwweren, an zwar op all Froen an an den Delaien.

Ech ginn dovun aus, datt keen Deputéierten heibannen ass, dee seet: „Ech stëmme géint esou eppes, ech wëll keng Äntwert vun der Regierung kréien."

An Däitschland ass elo kierzlech vum Bundesverfassungsgeriicht eng Decisioun geholl ginn, wou an Däitschland déi gréng Kolleegen och op Froe keng Äntwert kritt hunn, an d'Bundesverfassungsgeriicht huet decidéiert, datt eng Regierung muss op d'Froe vun den Deputéierten äntwerten, och wa se onbequeem sinn, an datt se sech net kann hanner Betribs- oder Steiergeheimnisser verstoppen, mä datt se muss äntwerten.

Dat ass eng elementar Regel an engem demokratesche Stat. An ech mengen, mir sinn iwwerzeegt, datt mer en demokratesche Stat hei sinn. Da muss och, mengen ech, jiddweree sech drun halen. An dat hei ass am Fong net dann zum Ordre du jour vun dëser Woch, mä schonn zum Ordre du jour fir a véierzéng Deeg geschwat, wann ech keng Äntwert bis dohinner kritt hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. De Statsminister kritt d'Wuert zu där doter Interventioun, an dann hunn ech och nach e Wuert ze soen. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Just, erlaabt mer an deem Kontext, awer ze soen: Ech mengen, den Här Gibéryen huet selwer schonn d'Äntwerten a senger Fro ginn!

Hie seet, ob eventuell Steiere bezuelt ginn, ob eventuell…, ob eventuell… Hei gëtt eng Fro gestallt iwwer Eventualitéiten. Huelt et net béis, Här President, mä mir kënnen als Regierung iwwer Eventualitéite keng Äntwerte ginn! Mir wäerte keng verschidden Hypotheesen oder verschidden Zeenarie kënnen opbauen, soulaang net genau gewosst ass, wat do ass.

Mir hunn eis engagéiert, de Wirtschaftsminister an ech selwer, dass, wa bis eppes Konkretes do ass, mir och déi Eischt sinn, déi bei Iech an d'Chamber kommen, fir Iech doriwwer ze informéieren. Dofir géif ech wierklech insistéieren: Wa méi do ass, kënne mer eppes äntwerten, wann net méi do ass, kënne mer net méi äntwerten. An ech wäert net op Spekulatiounen elo kënnen hei Äntwerte ginn, déi net machbar sinn.

Dowéinst, Här President, wéi gesot, mir hunn déi Äntwerte ginn. Ech kucken elo no bei eis am Sekretariat, ob nach méi Infoen do sinn. Mä verlaangt net, dass mir Spekulatiounen iwwer Spekulatiounen hei als Regierung engem Deputéierten äntwerten! Dat wier net respektvoll vis-à-vis vun enger Chamber.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gibéryen huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech ka mam Här Statsminister absolutt net d'accord sinn. Ech ginn hei net op Spekulatiounen. Mir haten hei virun zwee Joer an der Chamber eng Interpellatioun, déi ech gemaach hunn an deem Zesummenhang. Do huet den Här Wirtschaftsminister deemools gesot, an Zukunft géif d'Regierung bei groussen Investitiounen eng Impaktstudie maache loossen.

A wann ech hei froen: „Ass eng Impaktstudie gemaach ginn?", ass dat keng Spekulatioun! Do soll d'Regierung äntwerten: „Mir hunn eng gemaach", oder: „Mir hu keng gemaach". Dat ass dach keng Spekulatioun!

A wann ech froen: „Wivill ass dat u Landverbrauch?", oder: „Wat huet dat als Konsequenzen op d'Energie an op d'Emwelt an esou virun?", dann ass dat keng Spekulatioun. An ech mengen, et ass jo awer kloer: Wann eng Regierung eng Impaktstudie mécht, da ginn déi Froen dach do alleguer sécher analyséiert. Si geet jo wahrscheinlech net hin, datt se engem Betrib seet: „Jo, Dir kënnt heihinnerkommen", an datt duerno eng Impaktstudie gemaach gëtt. A mir mussen dach als Deputéiert, fir kënnen an deem Dossier matzeschwätzen, iwwert d'Fakte kënnen decidéieren. An et ass net méi an net manner! Et si keng Spekulatiounen, déi ech gefrot hunn, et si Fakten, déi ech gefrot hunn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, nach eng Kéier, d'Madamm Ministesch Dieschbourg seet mer et och nach eng Kéier: Soubal mer wëssen, wéi de Projet ausgesäit, kënne mer och iwwert d'Zuele schwätzen an iwwer Repercussiounen an doriwwer, wat fir Konsequenzen et sinn. Am Moment gëtt et kee Projet.

Dowéinst, ech weess net, wéi ech et soll dréien, ech kann Iech mam beschte Wëllen net verschidden Zeenarien opbauen. Ech sinn net de Maître d'ouvrage, ech sinn net deen, deen et baut. Dat heescht, soubal eppes do ass - an ech engagéiere mech nach eng Kéier dozou -, sinn de Wirtschaftsminister an ech selwer bereet, an d'Chamber ze kommen, fir se ze informéieren an dann och déi néideg Devoiren ze maachen. D'Emweltministesch kann elo mam beschte Wëllen Iech net soen, wéi den Elektreschverbrauch a wéi de Waasserverbrauch an déi Saache sinn, well mer net genau wëssen, wat soll gebaut ginn.

Soubal d'Konfirmatioun kënnt, dass Google hei eppes géif bauen, si mir déi Éischt, déi bei Iech kommen an Iech och déi Informatioune kënne ginn. Mä elo Kaffisazlieserei ze maachen an enger Question parlementaire, fir ze soen, dass et verschidden Zeenarie gëtt, ass Netrespekt vis-à-vis vun enger Chamber.

Dowéinst, ech insistéieren nach eng Kéier, ech kucken, wou se drun ass bei eis am Ministère. Wa méi Informatioune sinn, sinn ech bereet selbstverständlech, méi kënnen ze äntwerten. Mä wann et keng méi gëtt, kann ech och keng ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech wollt just zu där heiter Diskussioun präziséieren, dass, wann en Deputéierten eng Äntwert kritt, déi en net zefriddestellt, oder Froen do sinn, déi net beäntwert sinn, da mécht de Chamberspresident seng Aarbecht am Interêt vun der Institutioun a gëtt dat weider un d'Regierung. Wann déi zousätzlech Informatiounen huet, liwwert si se no.

An deem heite Fall ass keng Äntwert och op de Bréif vum Chamberspresident komm. Et ass also méi einfach, wann esou e Bréif kënnt, ze soen: „Hei, op déi an déi an déi Froen hu mer am Moment keng Äntwerten", da kann een dat regelen, och ausserhalb vun enger ëffentlecher Sëtzung. Mä ech mengen, et ass d'Aufgab, et sinn d'Prärogative vun engem Deputéierten, fir Froen ze stellen an och Äntwerten ze kréien. An ech muss soen, dass dat an der Regel exzellent klappt, dass d'Äntwerten zäitno op d'Froe kommen.

Mä an deem heite Fall, wa Schwieregkeeten do sinn, op déi Froen, déi ausstinn, eng Äntwert ze ginn, dann ass et gutt, wann d'Chamber déi Informatioune kritt an dem Deputéierte se ka weiderginn. Voilà!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech kucken dat nach haut de Mëtten no.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Super! Villmools Merci!

Da géif ech den Ordre du jour, sou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, zum Vott bréngen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Majo, da maache mer dat esou.

Éischte Punkt um Ordre du jour ass haut eng Froestonn un d'Regierung. D'Spillregele kennen d'Kolleegen: zwou Minutten, fir d'Fro virzedroen, a véier Minutte fir d'Regierung.

Déi éischt Fro kënnt vum Här Gusty Graas an déi gëtt zesumme behandelt mat der Fro N°288 vum Här Gérard Anzia un de Landwirtschaftsminister iwwert déi Afrikanesch Schwéngspescht. Den Här Graas huet d'Wuert.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°287 du 11 janvier 2018 de M. Gusty Graas relative à la peste porcine africaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- Question n°288 du 16 janvier 2018 de M. Gérard Anzia relative aux mesures prévues dans le cas éventuel d'une détection de la peste porcine africaine au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv huet déi Afrikanesch Schwéngspescht sech an deene leschte Woche méi staark ausgebreet. Et kann een och soen, datt se um Wee ass fir an de Weste vun Europa. An Osteuropa sinn u sech scho fënnef Länner dervun touchéiert, besonnesch Polen. An éischter Linn gëtt se iwwert d'Wëllschwäi weidergedroen. An Tschechien ass schonn d'Decisioun geholl ginn, datt d'Wëllschwäin elo solle vun enger Spezialpatrull vun der Polizei ofgeschoss ginn. An a Lettland an an Estland si ronn 95% vun de Wëllschwäi vun där Pescht do betraff.

Duerfir hätt ech an deem Sënn elo fënnef Froen un de Landwirtschaftsminister Fernand Etgen ze stellen.

Déi éischt ass: Gëtt et scho Fäll, déi bekannt sinn, vun der Afrikanescher Schwéngspescht hei zu Lëtzebuerg?

Zweetens: Wann net, ass de Landwirtschaftsministère awer preparéiert an der Hypothees, déi Seuch, déi Pescht kéim och hei op Lëtzebuerg?

Drëttens: Wat misst an deem Fall da konkret gemaach ginn?

Véiertens, an dat sinn elo méi Froen, wat elo Informatiounen ubelaangt iwwert déi Pescht u sech: Wéi verbreet dee Virus sech? An dann och, ob Präventiounsmesurë getraff ginn.

An dann och nach eng fënneft Fro, ech mengen, keng onwesentlech: ob dee Virus, déi Seuch do och gefäierlech ass fir de Mënsch.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Graas. D'Wuert huet den Här Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech kann et kuerz maachen. Mäi Virriedner huet jo schonn e bëssen d'Thema opgeworf vun der Afrikanescher Schwéngspescht.

Ech hunn awer en Artikel an der „Zeit" gelies elo vum Januar, wou awer driwwersteet: „Das ist irreführende Propaganda", wou et grad drëm geet ze soen, dass et net duergeet, Wëllschwäin ofzeschéissen, mä dass et u sech déi Reesender a virun allem déi Beruffscamionneure wären, déi duerch hiert Reesen ebe grad d'Schwéngspescht géifen heihinnerbréngen. Duerfir mengen ech, dass een elo net virschnell einfach Léisungen hei soll virschloen. A meng Froen dozou kommen awer elo och, wann ech gelift.

Also, den Haaptverursaacher, gëtt an deem Artikel eben da gesot, wier de Mënsch an net d'Wëllschwäin. Der Veterinärinspektioun no géif och bei der Schwéngspescht keng Gefor fir d'Gesondheet vum Mënsch bestoen, wann een dat Fleesch géif iessen, mä awer natierlech fir d'Schwäin an och insbesondere fir eis Hausschwäin, well de Virus ebe ganz schnell iwwerdroe gëtt duerch den direkte Kontakt zwëschen Déieren oder iwwert den indirekte Wee eben duerch den Transport vun dësen Déieren.

Duerfir d'Fro, ergänzend zu all deene ville Froe vu mengem Virriedner: Wat ass zu Lëtzebuerg vu Mesurë virgesinn, fir d'Ausbreedung anzedämmen, de Fall gesat, dass mer u sech d'Schwéngspescht hei an eenzelne Fäll op de Betriber géife virfannen?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Anzia. D'Wuert huet elo den Här Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virop wëll ech de Kolleege Gusty Graas a Gérard Anzia Merci soe fir dës Fro, déi jo wierklech d'actualité ass. An ech wëll och direkt kloerstellen, datt et nach kee Fall vun der Afrikanescher Schwéngspescht hei zu Lëtzebuerg gëtt. An ech hoffen, datt dat och esou bleift, wat awer net heescht, datt mer net musse virbereet sinn.

Dofir huet Lëtzebuerg, sou wéi déi europäesch Legislatioun dat virgesäit, en Noutplang fir déi verschidden Déiereseuchen, ënner anerem och fir déi Afrikanesch Schwéngspescht. D'Veterinäre vun der Veterinärverwaltung huelen och regelméisseg u Reuniounen zu Bréissel deel, fir um leschte Stand ze bleiwen. Mir handele proaktiv an dofir huet de Ministère elo decidéiert, eng Taskforce „Afrikanesch Schwéngspescht" op d'Been ze setzen, fir eis mat de concernéierte Leit vun deene verschiddene Secteuren ze konzertéieren.

Am Fall, wou de Virus an engem Schwéngsstall oder an der Wëllschwäipopulatioun detektéiert gëtt, gesäit déi europäesch Legislatioun näämlech eng ganz Rei vu Moossname vir, déi musse geholl ginn. Bei engem Fall an engem Schwéngsbetrib musse sämtlech Schwäin an deem Betrib souwéi och eventuell an de Betriber an engem enken Ëmkrees gekeult ginn an d'Kadavere fachgerecht entsuergt ginn. Ronderëm de Betrib gëtt dann eng Restriktiounszon vun 3 km respektiv eng Iwwerwaachungszon vun 10 km ageriicht, an deene regelméisseg Kontrollen duerchgefouert ginn, fir ze kucken, ob d'Krankheet sech net weider ausbreet.

Ënner anerem ginn dann och streng Regelen agefouert a puncto Transport an Handel vu liewege Schwäi wéi och vu Schwéngefleesch a Fleeschprodukter, wat natierlech e groussen ekonomeschen Impakt op de Schwéngssecteur huet.

Am Fall vun der Afrikanescher Schwéngspescht an der Wëllschwäipopulatioun sinn äänlech Moossnamen ze huelen, wou et virun allem drëm geet ze verhënneren, datt de Virus op d'Hausschwäin iwwergräift.

De Virus verbreet sech näämlech op direktem Wee duerch Kontakt tëschent den Hausschwäi respektiv Wëllschwäin. Hie ka sech awer och indirekt iwwert d'Material, de Mënsch, awer och iwwer infizéiert Fleesch oder Fleeschprodukter iwwerdroen.

Wat d'Iwwerdroung duerch de Mënsch oder d'Material betrëfft, ass et wichteg, datt déi Professionell, déi mam Schwéngssecteur a Kontakt sinn, iwwert déi néideg Biosécherheets- an Hygiènesmoossnamen informéiert sinn an déi och korrekt uwennen. Datselwecht gëllt fir déi Leit, déi iwwert de Beruff oder d'Juegd a Kontakt si mat de Wëllschwäin.

Mir versichen, regelméisseg a Reuniounen oder iwwert d'landwirtschaftlech Press heiriwwer ze informéieren an déi concernéiert Leit ze sensibiliséieren. Fir iwwert de Risiko vun enger Iwwerdroung duerch mam Virus infizéiert Fleesch oder Fleeschprodukter opmierksam ze maachen, ginn et Informatiounscampagnen op verschiddene strategesche Plazen, zum Beispill hänken um Fluchhafe Panneauen, fir d'Leit drop opmierksam ze maachen, datt déieresch Produkter aus anere Länner net solle mat op Lëtzebuerg bruecht ginn.

Hei ginn och Kontrolle vun der Douane duerchgefouert a gegebenenfalls Produkter confisquéiert. Mir sinn och dobäi, zesumme mat de Ponts et chaussées eng Informatiounscampagne op de Raststätten ze lancéieren, wou mer d'Leit a speziell d'Camionschauffeuren, déi aus deenen infizéierten osteuropäesche Länner kommen, sensibiliséieren, hir lessensreschter an de Poubellen ze entsuergen an net an d'Natur ze geheien, wou e Wëllschwäin dëst da kann ophuelen a sech iwwert dee Wee infizéieren.

Eng wichteg Präventioun vun der Ausbreedung vun der Krankheet an der Wëllschwäipopulatioun ass eng systematesch Reduktioun vun dëser Populatioun. An esou ass et wichteg, datt d'Juegd op d'Wëllschwäin dat ganzt Joer op ass. Wat d'Impfung ubelaangt, hu mer bei der Afrikanescher Schwéngspescht contrairement zur klassescher Schwéngspescht bis elo keen Impfstoff zur Verfügung.

Wichteg ass et, hei och ze ënnersträichen, datt de Virus net geféierlech fir de Mënsch ass. Souguer de Konsum vu mam Virus infizéiertem Fleesch oder gedréchente respektiv gereecherte Fleeschprodukter wéi zum Beispill Ham oder Zoossiss stellt kee Risiko fir de Mënsch duer, contrairement zu de Schwäin oder Wëllschwäin, déi sech iwwert dee Wee kënnen ustiechen.

Als Fazit kann ee festhalen, datt, obschonn de Moment kee gréissere Risiko besteet, datt de Virus iwwert den direkte Wee eis Schwéngsrespektiv Wëllschwäipopulatioun infizéiert, besteet awer ëmmer de Risiko, datt dëst iwwert den indirekte Wee geschitt. An dofir si mer, och wa mer dat Bescht hoffen, op de Worst Case preparéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi nächst Fro kënnt vum Här Léon Gloden, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an un, gegebenenfalls, d'Ëmweltministesch an dréit ronderëm déi rezent Iwwerschwemmungen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

- Question nº289 du 16 janvier 2018 de M. Léon Gloden relative à la gestion des inondations récentes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures (également envoyée à Mme la Ministre de l'Environnement)

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Viru knapps zwou Woche ware mer erëm mam Héichwaasser konfrontéiert, besonnesch op der Musel. Ech wëll fir d'Éischt op dëser Plaz alle Pompjeeën, fräiwëllege Rettungsdéngschter, der Police an de Gemengenaarbechter Merci soe fir hire groussen Asaz. Réimech war wéi esou oft am meeschte betraff, mä och Schengen, Éinen an zum Deel och Waasserbëlleg.

Am Oktober 2016 hu mer hei an der Chamber am Kader vun dem Debat zum Finanzement vun de grands Projets d'infrastructure eisen Accord de principe ginn iwwert de Fonds des routes, fir d'Esplanade vu Réimech ze reamenagéieren, inklusiv den Héichwaasserschutz. 16 Millioune soll de Projet kaschten.

Ech wéilt an dësem Kontext folgend Froen un d'Regierung stellen, Här President:

Wou ass de Projet Esplanade Réimech mat den Héichwaasserschutzmoossnamen drun? Wéi ass et mat Waasserbëlleg? Wat ass virgesinn tëschent Réimech a Schengen an och an der Gemeng Wuermer?

D'Gesetz vum 20. Juli 2017, dat Waasserkadergesetz vun 2008 ëmgeännert huet, gesäit och verschidde Mesuren am Beräich vum Héichwaasserschutz vir. Wéi wäit si mer do mat der Ëmsetzung? Well ech hunn nogekuckt, an ech hu just Reglementer vun 2015 fonnt. Ginn déi - wann dat richteg ass - opgeschafft? Ass do d'Regierung a Kontakt mat de betraffene Gemengen?

Souwäit ech dat och gesinn an och konnt héieren a liesen, an d'Kolleegin Octavie Modert huet och an deem Bezuch eng Question parlementaire gestallt, gouf et Problemer mat der Koordinatioun, besonnesch am Kader vum Bustransport, well do musse jo da kuerzfristeg d'Buslinnen ofgeännert ginn. Do gëtt et haut keng richteg Kommunikatioun doriwwer. D'Leit hunn dat missen iwwer Facebook liesen, wann dann eng Gemeng dat publizéiert huet.

Wat gedenkt de Stat do ze maachen, fir eng iwwergräifend Koordinatioun ze kréien? Gëtt sech do mat de Gemengen a Kontakt gesat, fir déi Gestioun sécher ze verbesseren?

An da meng lescht Fro: Wéi ass et mat de finanziellen Hëllefe fir déi Leit, déi e Schued hunn? Gedenkt de Stat do ze hëllefen?

Ech soe Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dovun aus, dass fir d'Éischt d'Madamm Ëmweltministesch an da gegebenenfalls den Här Nohaltegkeetsminister op een Deelaspekt wäert äntwerten.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Villmools Merci. Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Här Gloden fir déi pertinent Froen. Am September d'lescht Joer hate mer u sech eis Efforten, déi mer am Beräich Héichwaasserschutz a -präventioun maachen, virgestallt. Do gëtt et en neie Site „innondation.lu", soudass dës Kéier d'Leit och konnte wesentlech méi kucken, wat kënnt.

Mir mussen a Lëtzebuerg ënnerscheeden, wa mer iwwer Héichwaasser schwätzen: D'Sauer ass ganz anescht wéi d'Musel. Bei der Musel, do kënnt d'Héichwaasser aus de Vogesen an do ass och méi eng grouss Concertatioun néideg tëschent den Akteuren. An déi ass awer haut och scho geregelt.

Et ass esou: Mäi Service an d'Waasserverwaltung sinn zoustänneg fir d'Previsiounen. An da ginn déi Informatiounen, déi mer hunn, un déi lokal Akteuren, un d'ASS weidergeleet, déi dann u sech mat de concernéierte Gemengen a Servicer gutt schaffen. Och mengersäits all deenen, déi an dësem Fall gehollef hunn, e ganz grousse Merci!

Dir hat eng konkret Fro gestallt: Wou si mer mam Projet drun, iwwert deen am Oktober 2016 geschwat gouf? Deen ass duerch dee leschte Waasserfong als Gesamtprojet derduerchgaangen. Et sief gesot, et ass hei wierklech e grousse Projet. Et gouf elo zwee Joer laang koordinéiert, well et e Projet ass, wou och d'Esplanade nei geplangt gëtt, wat och mat Ponts et chaussées huet misse gekuckt ginn, mat allen Instanzen. An da wäert elo d'Detailetüd kommen, fir dass 2019, no alle Previsiounen, d'Aarbechte kënnen hei och ufänken.

Sollt elo e Koordinatiounsproblem sinn, an ech hunn och héieren, dass et do néideg ass nozehaken, wäert dat an der nächster Héichwaasserpartnerschaft, wou jo all Akteure mat um Dësch sëtzen, wou d'ailleurs och déi aner concernéiert Länner mat um Dësch sëtzen, nach eng Kéier mussen thematiséiert ginn.

Et wäert och nach, an dat kann ech Iech och hei soen, et wäert och nach eng Kéier den Tour gemaach ginn iwwert de Fonctionnement tëschent den eenzelnen Administratiounen, déi am Generelle gutt schaffen, wou et awer ka sinn, dass op iergendenger Plaz eng Informatioun net schnell genuch weider duerchgaangen ass. Mä wéi gesot, dofir gëtt et eng Héichwaasserpartnerschaft.

Zu de Reglementer: Mir hunn en neit Waassergesetz, an dës Regierung huet och am Februar 2015 déi sechs Reglementer iwwerschafft gehat. All sechs Joer ginn d'Héichwaasserkaarten aktualiséiert. Den nächste Jet, dee wäert kommen.

Et ass jo esou, mir entwéckelen eis als Land weider. Dofir muss ëmmer gekuckt ginn: Wat ass méi versigelt? Wou hu mer méi Geforepotenzial? Déi nächst Héichwaasserkaarte wäerten 2019 kommen. Dat heescht, do hu mer elo schonn ugefaangen, déi erëm no an no opzeschaffen, fir ëmmer um neiste Stand ze sinn, fir déi beschtméiglech Previsiounen och hei kënnen ze maachen.

Et sief nach gesot, dass mer duerch déi Reglementer och d'Bauen am Héichwaassergebitt engersäits geregelt hunn, deblockéiert hunn, wat wichteg ass, wa mer iwwer Wunnengsbau schwätzen. Op där anerer Säit si mer amgaangen, eng Broschür ze maachen, fir grad d'Leit op d'Geforen an awer och op d'Méiglechkeeten hinzeweisen, wéi da soll ënner ganz konkrete Konditioune gebaut ginn. Fir de Rescht sinn déi Reglementer also à jour, ginn awer all sechs Joer gemaach.

An dann d'finanziell Hëllefen, ben, do ass et esou, dass, wa mer iwwert d'Gemenge schwätzen, den Interieur Iech kann de ganze Fall opweisen, a wa mer iwwer Privatleit schwätzen, d'Familljeministesch d'Responsabilitéit huet.

An iwwert d'Aiden insgesamt kann ech vu menger Säit nach soen, dass mer am Kader vum neie Waassergesetz vum leschte Joer d'Gemengen, wat de präventive Volet vum Héichwaasserschutz ugeet - an dat ass dat, wat mer nach musse verstäerkt upaken, wou mer naturbaséiert Solutiounen hei zu Lëtzebuerg ewell förderen -, d'Gemengen also wesentlech méi ënnerstëtzen. Bis zu 90% kann ee gehollef kréien als Gemeng, fir präventiv Mesuren ze maachen. Dat ass och dat, wat mir wëllen deblockéieren. A wann een dat Ganzt mat enger Renaturéierung verbënnt, da ka souguer de Stat ganz asprangen.

Ech mengen, dat ass dat, wat mer musse maachen: eis künfteg op esou Situatiounen, déi mer haut wesentlech ëfter hunn, wesentlech besser virbereeden.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert zu engem Deelaspekt vun der Fro.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wollt just nach deen Aspekt vu Réimech soen, dee Réimecher Projet, fir d'Esplanade frëschzemaachen, inklusiv dann och déi ganz Problematik vum Héichwaasserschutz, fir do nach zousätzlech Verbesserungen ze maachen: Do si mer amgaangen, den APD auszeschaffen.

Ech mengen, wann d'Chamber, Dir wësst, eng Motioun hei stëmmt, wou déi grouss Projeten dra sinn, dat ass jo eréischt de Feu vert, fir datt mer iwwerhaapt kënnen Etüde maachen. Mä mir sinn amgaangen, um APD ze schaffen, an ech ginn dovun aus, datt deen am Laf vun dësem Joer och wäert fäerdeg ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënnt déi nächst Fro vun der Madamm Taina Bofferding. Déi riicht sech un den Aarbechtsminister a geet ëm déi legal Stagë vun de Studenten an de Betriber. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

- Question nº290 du 15 janvier 2018 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise effectués par les étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech war frou, wou ech héieren hunn, dass iwwer e Gesetzesprojet d'Stagë vu Studenten an den Entreprisen dann elo endlech och gesetzlech geregelt sollte ginn. Virun engem Joer hat ech schonn eng Kéier an enger Froestonn mech un den Aarbechtsminister geriicht, well et absolutt noutwendeg ass, fir esou e Kader ze schafen, mat der Garantie, dass d'Stagiairë qualitativ héichwäerteg Aarbechtserfahrunge kënne sammelen an och fair Aarbechtskonditioune kënne virfannen.

Et kann näämlech net sinn, dass mer weiderhin hei am Land Stagiairë beschäftegen, wou se weder eppes léieren nach eppes verdéngen, oder, fir et mat de Wierder vum President vun der ACEL an engem Interview auszedrécken: „Et muss verhënnert ginn, dass Studenten als wëlleg oder gratis Aarbechtskraaft méssbraucht ginn."

Dofir elo meng Froen un de sozialisteschen Aarbechtsminister:

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Éischtens, wéini kënnt dee Projet de loi?

Zweetens, d'ACEL war jo um Gesetzesprojet bedeelegt, wat ech iwwregens e ganz gudde Reflex fannen. Et géif mech awer interesséieren, ob nach weider Jugendorganisatiounen, ech denken do un d'Jugendparlament oder och un d'Jugendsektioune vun de Gewerkschaften oder vläicht d'UNEL, ob déi och konsultéiert gi sinn oder vläicht nach konsultéiert ginn. An ech hoffe jo och, dass déi gesetzlech Bestëmmunge sech net herno nëmmen exklusiv u Studente riichten, mä un all Jonken, deen hei am Land wëllt e Stage maachen.

Dann, drëttens géif mech interesséieren, ob och d'Iwwerleeunge vun der Europäescher Kommissioun mat an dee Gesetzesprojet afléissen. Déi hat jo viru véier Joer eng Recommandatioun ausgeschafft fir esou e Cadre de qualité.

An da véiertens: Vläicht kënnt Der eis jo och haut schonn e puer Detailer nennen? Zum Beispill: Ass virgesinn, dass d'Stagiairen an Zukunft eng finanziell Entschiedegung géife kréien?

Dëst gesot, soen ech Iech elo scho Merci fir d'Äntwerten op meng véier Froen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, Madamm Bofferding, ech soen Iech natierlech Merci fir déi Froen. Ech mengen, mir sinn ons all bewosst, datt d'Aarbechtswelt amgaangen ass, vill ze changéieren, a besonnesch fir jonk Leit, an datt vill vu jonke Leit och gefuerdert gëtt. An d'Preparatioun op d'Aarbechtswelt ass natierlech extrem wichteg, wann déi Transitioun tëschent Schoul an Aarbechtswelt soll fir déi jonk Leit gutt iwwert

d'Bün goen. An deem Kontext ass et effektiv ganz wichteg, datt déi jonk Leit emol fir d'Éischt Accès op e Stage kréien.

An iwwert déi do Saach hu mer d'lescht Joer am Kader vun enger Fro diskutéiert. Mir hunn och mat de Sozialpartner virun, ech mengen, zwee Joer diskutéiert am Kader vum CPTE. Mir hunn natierlech och dat, wat notamment d'Chambre des Salariés geschriwwen huet iwwert d'Stagen, mä awer och wat d'UEL dozou kontribuéiert huet, gekuckt.

D'ACEL ass u mech och direkt erugetruede bei enger Entrevue, déi se bei mir gefrot hat, fir datt mer elo effektiv géifen zu enger Konklusioun kommen an datt mer dee relative Vide, dee mer hunn hei zu Lëtzebuerg, wat d'Stagen ubelaangt, géife combléieren an datt mer do géifen eng Regelung fannen.

Elo muss ee soen: E komplette Vide hu mer net. Et ass net esou, datt an onsem Dispositif guer näischt vu Stagë steet. Mir hunn e Reglement vun 1982, wat eng Rei Dispositiounen enthält, déi kloer soen, wéi e Stage soll organiséiert sinn. Mir hunn och punktuell Dispositioune fir gewësse Stagiairen, zum Beispill Stagiairen aus der Hotelschoul, wou festgeluecht gëtt, wat déi zum Beispill als Indemnitéit musse kréien.

Mä ausser deem hu mer awer keng Präzisiounen, besonnesch dann, wann emol fir d'Éischt e Stagiaire, e Jonken aus enger Schoul kënnt - dat kann eng Post-Bac-Schoul sinn, dat kann awer och ënner engem Bac sinn -, deen a sengem Kursus e Stage muss gemaach hunn. Dat also, wat een en „stage conventionné" nennt, dat heescht, d'Schoul verlaangt, datt dee Jonken e Stage vun zwee, dräi, engem Mount mécht bei engem Patron. An dat ass natierlech extrem wichteg, datt mer och da genau soen, wéi dee Stage ofzelafen huet, wat d'Rechter an natierlech och d'Obligatioune vum Stagiaire sinn, mä wat awer och d'Rechter an d'Obligatioune vun der Entreprise sinn oder vun deem Porteur, wou dee Jonken da säi Stage mécht. Dat muss jo net onbedéngt eng Entreprise sinn.

Dat ass also en éischte wichtege Punkt, wou mer mat der ACEL driwwer diskutéiert hunn, fir e System ze hunn, deen einfach ass, dee kloer ass, wou d'Rechter an d'Flichte vun deenen zwou Parteie kloer fixéiert sinn, wou natierlech och d'Fro vun der Indemnitéit geregelt ass, wou awer opgrond vun der Demande vun deene Jonken do gesot ginn ass: „Et muss een oppassen, datt mer d'Lat net esou héich leeën, datt kee Jonke méi herno e Stage fënnt!"

Ech mengen, mir sinn absolutt d'accord, fir deene Jonke ganz vill Rechter an deem Kader ze ginn, y compris och eventuell, wat d'Bezuelen ubelaangt, mä wa mer natierlech déi Lat ganz héich leeën, bon, dann ass dobaussen, besonnesch bei den Entreprisen, net onbedéngt e ganz groussen Interêt, fir vill Stagiairen ze huelen. Deen Equiliber musse mer also an deem Dénge fannen.

Dat ass also deen éischte Punkt, dee soll regléiert ginn. Ech hat eng Sëtzung mat der ACEL, well si Demandeur war, wou mer ons eigentlech op déi Eckwäerter fir deen dote System vu Stage gëeenegt hunn. An ech ginn dovun aus, datt d'ACEL zwar net deen eenzege Porte-parole ass vun deene Jonken, mä awer besonnesch an där doter Rubrik, wat d'Studien ubelaangt, weess, wat och vun de Schoule gefuerdert ass a wéi d'Praxis am Ausland fonctionnéiert.

Ech mengen, mir kënne jo hei elo net e Système de stage en vase clos maachen. Mir mussen also och kucken, wéi d'Stagen notamment a Frankräich gehandhabt ginn - a Frankräich besteet e Gesetz, wat fir déi do Zort vu Stagë ganz kloer Linnen huet - a wéi se gehandhabt ginn an Däitschland, wou eigentlech kee Gesetz besteet, mä awer eng Rei Prinzipien, déi sollen applizéiert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir sidd bei véier Minutte fofzeg an Dir misst zur Konklusioun kommen, well mir hunn nach ganz vill Froen hannendrun.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Okay. Elo och nach den zweete Punkt vu Stagen, dat ass deen, deen hutt Der ugeschwat, wann e Jonken net onbedéngt am Kader vu sengem Kursus, mä ausserhalb wëllt sech eng Expérience professionnelle maachen, an do brauche mer och Regelen.

Wat ass dee Kontrakt, deen dee Jonke mat enger Entreprise oder der Organisatioun mécht, wou en dee Stage mécht? Wat ass d'Natur dovun? Wat sinn do d'Rechter? Ass do eng Indemnitéit ab welchem Mount virgesinn? A wat ass déi Indemnitéit?

Wou och nach derbäikënnt: Mir mussen dee Jonke jo ofsécheren, besonnesch wat Aarbechtsaccidenter ubelaangt. Ass deen assuréiert? Ass en et net? Wéi einfach kann déi Assurance bei der Assurance accident goen?

Ech mengen, dat sinn all déi Saachen, déi wäerten an dee Projet kommen. Och: E Stage kann net dräi Joer daueren. E Stage muss an der Zäit limitéiert ginn. Bon, de Maximum, deen een do a priori virgesäit, si sechs Méint.

A meng lescht Remarque ass: Et ka jo net sinn, datt nëmmen déi e Stage fannen, déi ee kennen, deen ee kennt. Et muss all Jonke Recht an Accès hunn op e Stage. An duerfir wëlle mer och eng Banque de données schafen, wou d'Entreprisen hir Stagë kënnen dropsetzen a wou déi Jonk kënne kucke goen, wat fir eng Stagen offréiert ginn a wéi se effektiv och un dee Stage kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Onsen Zäithorizont ass, datt den nächste Mount dee Projet de loi wäert hoffentlech duerch d'Regierung goen an datt en dann definitiv deposéiert gëtt.

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech wëll just drop hiweisen, dass mer an enger Froestonn sinn an dass d'Regele ganz kloer sinn, zwou Minutten a véier Minutten, soss komme mer net mat alle Froen duerch. Soss musse mer et op eemol maache wéi am franséische Parlament, wou no Oflaf vun der Zäit de Mikro aus ass. Merci!

(Brouhaha, interruption et hilarité)

Déi nächst Fro kënnt vum Här Kartheiser, riicht sech un - et ass gekläert - d'Statssekretärin fir d'bannenzeg Sécherheet an dréit ronderëm de Musée vun der Polizei. Et ass un Iech, Här Kartheiser.

- Question nº291 du 16 janvier 2018 de M. Fernand Katheiser relative au musée de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech hat eigentlech geduecht, den Här Bausch wär den zoustännege Minister, mä ech riichte mech awer do gären no Ärer Weisheet.

Et geet ëm de Policemusée. Mir hate schonn d'Geleeënheet hei an der Chamber…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Kartheiser, den Här Bausch ass net zoustänneg fir d'Police…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mä fir d'Gebai eventuell. An ech soen Iech och firwat, Här Bausch. Lauschtert gutt no, och wann Dir vläicht net dee sidd, deen op d'Fro äntwert, mä et ass awer vläicht fir Iech interessant!

Et ass näämlech esou, datt de Policemusée, dat wësse mer, an engem Gebai ass, dat historesch interessant ass, eenzegaarteg an der Groussregioun. An do waren eng Rei Diskussioune schonn iwwer e puer Joer: Ass dat Gebai baufälleg oder ass et net baufälleg?

De Musée disposéiert an der Tëschenzäit iwwer zwou Etüden, aus deene kloer erausgeet: En ass net baufälleg a mat klengen Amenagementer kéint en och weider a Betrib bleiwen. Do ass eng Heizung ze reparéieren. Et sinn e puer Trapen, fir eng Evakuatioun am Noutfall ze garantéieren, déi kéint een do nach oder misst ee souguer do ubréngen. Et si Klengegkeeten, et si Klengegkeeten do ze maachen.

A wat elo dat Wichtegt ass: Elo war am Mee 2017, dat ass elo schonn iwwer en halleft Joer hier, eng Reunioun, wou dann diskutéiert ginn ass iwwert de méiglechen zukünftege Site vum Policemusée, an den MDDI - Här Bausch, Äre Ministère - huet deen Ableck gesot, e géif alternativ Sitte proposéieren. Et ass awer bis haut nach näischt geschitt.

Duerfir ass meng Fro un d'Regierung, éischtens: Firwat, wann nëmme ganz kleng Amenagementer ze maache sinn, déi héchstens e puer Dausend Euro kaschten, firwat ginn déi net gemaach, déi et dem Policemusée géifen erlaben, virunzefonctionnéieren a weider eben en Accueil vun e puer Honnert Visiteuren am Joer ze assuréieren?

An zweetens: Den MDDI huet jo säit engem hallwe Joer versprach, alternativ Sitten ze proposéieren. Wéini kann de Policemusée déi Propositiounen héieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech äntwerten dann awer drop. Neen, mä ech mengen, dat hei ass esou en typesche Fall, an ech wëll vläicht eng Kéier emol dem Här Kartheiser dann erklären, wéi d'Kompetenzen opgedeelt sinn an der Regierung:

De Bauteminister ass zoustänneg, wann en anere Ressortminister freet, well en eng Schoul brauch oder e Musée brauch - wat weess ech -, fir dat ze kucken, wann ee seet: „Hei, ech wär nawell frou, wann dat an déi Géigend oder op déi Plaz kéim, wann s Du mir dat", wann e Gebai do steet, „kéints renovéieren oder installéieren oder bauen."

Mä de Bauteminister ass net zoustänneg, fir ze decidéieren, weder wou et soll sinn, nach scho guer net, wat soll drakommen. An an deem heite Fall ass et jo relativ kloer. De Policemusée huet näischt mam Bauteministère ze dinn, ganz kloer. Mä de Policemusée huet eigentlech emol net richteg eppes ze di mat der Sécurité intérieure. Dat ass am Fong jo op fräiwëlleger Basis entstanen, mä dat Ganzt gëtt awer natierlech vu Polizisten ënnerhalen an ass vun hinnen opgebaut ginn. Ech mengen, datt et awer éischter mat der Sécurité intérieure ze dinn huet. An dat ass net, well ech de Ball wollt eriwwerschiben, datt ech dat gemaach hunn.

Ech fannen et awer eng Umoossung, wann den Här Kartheiser einfach hei behaapt, wa meng Verwaltung, d'Bauteverwaltung, déi zoustänneg ass, fir d'Gebaier an d'Stabilitéit ze kucken, Sécherheetsfeststellunge mécht, datt hien einfach hei behaapt, do wieren iergendwelch Etüde gemaach gi vun aneren, déi géife behaapten, et wier iwwerhaapt näischt, et wiere just zwou, dräi kleng Saachen ze maachen, da géif dat duergoen, da wär dat schonn tipptopp, da kéint een dat esou loossen.

Dat ass net wouer! An dat ass och de Grond, firwat mäi Ministère dem Ministère vun der Sécurité intérieure e Bréif geschriwwen huet, wou mer gesot hunn, dat Gebai wär vetuste a mir wären der Meenung, datt dat Gebai an engem Zoustand wier, datt een et eigentlech misst ofrappen an datt een net sollt an dat dote Gebai Suen investéieren, elo onofhängeg vum Policemusée, deen do dran ass, mä generell och wéinst deem Gebai, an datt een dann en anere Site misst siche fir de Policemusée. Doropshin ass en Aarbechtsgrupp effektiv agesat ginn, an dee fonctionnéiert och, deen Aarbechtsgrupp. Mä et ass awer net esou einfach, fir fir esou eppes en Echange ze fannen.

Et ass och esou, datt de Minister vum Interieur och e Besoin huet fir de Pompjeesmusée an datt dunn de Ministère de l'Intérieur sech mam Ministère de la Force publique zesummegesat huet an do gekuckt gëtt, do gëtt et anscheinend iergendwou elo eng Hal, ob een déi net kéint reamenagéieren, fir dat ze maachen. Dat heescht, dat sinn d'Realitéiten, do ass och guer näischt Extraes dobäi.

Mä ech géif awer nach ëmmer dorëm bieden, éischtens, d'Froen un déi richteg Leit ze stellen. An iwwregens wëll ech och soen, déi heiten ass scho schrëftlech beäntwert ginn! Et ass iwwerhaapt keen een neie Moment tëschent deem, wat den Här Kartheiser hei gefrot huet, par rapport zu där schrëftlecher Äntwert, déi e kritt huet virun e puer Wochen; oder ech mengen, et war net hien, et war en aneren Deputéierten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Zousätzlech Präzisioune vun der Madamm Statssekretärin fir d'bannenzeg Sécherheet.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure.*- Här President, ech mengen, den Nohaltegkeetsminister huet quasi alles scho gesot. Et ass jo esou, dass mer wierklech eng grouss Léisung wëlle fannen, wou mer eben och dee Pompjeesmusée wëllen integréieren. Dat geet natierlech net vun haut op muer. Duerfir si mer amgaangen, no enger Tëscheléisung ze sichen. An deen Aarbechtsgrupp fonctionnéiert wéi gesot. A mir wäerten eis an den nächste Wochen nach eng Kéier erëm alleguerte mat der Asbl zesummesetzen, fir eng Léisung ze fannen.

Ech wëll och soen - an dann dinn ech eng aner Kap un -, dass et awer och aus touristescher Vue eng interessant Expositioun ka ginn, wa mer déi néideg Moyenen doranner investéieren, wa mer och mat Interaktivitéit schaffen, wa mer mat digitale Mëttele schaffen. Dat alles engendréiert natierlech e gewëssene Käschtepunkt. Mä mir sinn awer der Meenung, dass dat sech kéint rentéieren, dass dat eng flott Geschicht wier. Dat muss awer gutt geplangt sinn. An dat geet net vun haut op muer. Mä mir bleiwen um Ball.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer zur nächster Fro iwwergoen. Déi kënnt vum Här André Bauler, riicht sech dann och un d'Statssekretärin, dës Kéier am Wirtschaftsministère, an et geet ëm d'Evolutioun an der Hotellerie. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question nº292 du 15 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'hôtellerie luxembourgeoise depuis 2013, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Wéi gesot, ech wollt eng Fro iwwert d'Entwécklung an der Hotellerie stellen. 2016 gouf näämlech heizuland als e Rekordjoer an der Hotellerie bezeechent. Op der Foire „Vakanz" gouf déi Tendenz vun der Statssekretärin dann och bestätegt. D'Barre vun den dräi Milliounen Iwwernuechtunge wier depasséiert ginn. Et geet do allermeeschtens rieds vu Variatiounen a Prozenter, soudatt d'Base an absoluten Zuelen net kloer genannt gëtt.

Ech wollt dofir froen, wéi déi Zuelen eigentlech erfaasst a gerechent ginn, wien dat och mécht, wat fir eng Instanz dat mécht.

Wier dat de Statec net, huet déi Instanz da genuch Onofhängegkeet? Wat fir eng Methodologie gëtt an dësem Kontext applizéiert? A wien iwwerpréift d'Donnéeën?

Och wann d'Iwwernuechtungen eropginn, sou geet d'Zuel vun den Hoteller iwwer Land, awer och an der Stad bestänneg erof. An der Stad sinn 2017 iwwer 140 Zëmmer verschwonnen. An touristesche Stied iwwer Land hunn Hoteller bis zu 25 Zëmmer zougemaach. Bei méi Iwwernuechtungen a manner Capacitéiten ass et normal, datt d'Akommes pro Zëmmer klëmmt, den Taux d'occupation also an d'Luucht geet. Mä dës positiv Tendenz maskéiert mëttelfristeg eng lues Degringolade.

Dofir meng Froen: Wéi eng Moossname gesäit de Wirtschaftsministère, fir d'Reprise vun Hotelsbetriber ze förderen? Wat mécht de Ministère, fir Investisseuren a Chaînen aus der Hotellerie op Lëtzebuerg ze zéien? Wann esou Mesurë geholl ginn, gëtt do den Effet och gemooss? Wat kënnen d'Ursaache sinn, datt trotz boomenden Zuele sech net genuch Investisseure fannen? Goufen 2017 Autorisatioune fir nei Hotelsbetriber ausgestallt? Wéi gesäit d'Situatioun an de Lëtzebuerger Ardennen aus? Gëtt et Perspektiven, fir de Réidener Kanton a puncto Iwwernuechtungsméiglechkeete besser auszestafféieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dat war scho bal eng Interpellatioun.

(Hilarité)

Ech géif d'Wuert weiderginn un d'Statssekretärin am Tourismus. Et ass awer ëmmer déiselwecht. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Merci, Här President. Als Éischt wéilt ech dem Deputéierten André Bauler soen, dass d'Luuchten am Tourismus effektiv op gréng stinn. A wat ech op der Vakanzefoire gesot hunn, ass, dass mer 2017 fir d'éischte Kéier de Cap vun den dräi Milliounen Iwwernuechtungen depasséiert hunn. Dat stëmmt. Och wa mer bis elo eréischt e Resultat hunn iwwert déi zéng éischt Méint, en definitiivt Resultat, kann een awer wierklech dovunner ausgoen, well mer dee Cap am Fong schonn dat Joer virdrun depasséiert haten, wann een déi Lëtzebuerger Visiteuren och matarechent.

Et muss een awer och soen, bei deenen dräi Milliounen Nuitéeën, do sinn net nëmmen d'Hoteller dran. Do sinn och d'Campingen dran, d'Jugendherbergen an d'Gîtten. Ech mengen, dat muss ee soen. Nach ass et awer esou, dass an deene leschte Joren ëmmer erëm nei Rekordjore geschriwwe goufen an eben och 2017 sou eent wäert sinn, och an der Hotellerie, wou mer am Moment mat engem Plus vu 4% rechnen.

Déi Zuelen, déi op der Vakanzefoire zitéiert gi sinn, déi si vun „Luxembourg for Tourism" an déi ginn op Basis vun enger Enquête, vun engem Echantillon opgestallt. Déi erlaben eis ganz schnell, fir Tendenzen ze erkennen an déi och un de Secteur weiderzeginn. An dann ass et de Statec natierlech, deen eis e puer Méint duerno déi global Chifferen, déi global Zuele liwwert, an déi gi mat därselwechter Methodologie produzéiert, wéi dat och a ganz Europa gemaach gëtt, well déi Zuele jo dann och un Eurostat geliwwert ginn.

Här President, déi lescht Wochen huet sech vill gedoen am Tourismus. An déi lescht Woch hunn ech opgrond vun enger ganz staarker Zesummenaarbecht mat eise sämtlechen institutionelle Partner d'Strategie fir den Tourismus 2022 kënne virstellen. Dat Dokument definéiert déi grouss Linnen, déi grouss Orientatiounen, wéi sech de Secteur soll weiderhi positiv entwéckelen. Et stellt am Fong d'Weiche fir eng qualitativ an nohalteg Entwécklung vum Tourismus iwwert déi nächst fënnef Joer.

An ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass dës gemeinsam Ambitioun déi richteg Approche ass, fir den Tourismus zu Lëtzebuerg weider auszebauen.

Här President, eng Rei Hotellen, speziell iwwer Land, hunn effektiv an deene leschte Jorzéngten opgehalen, si verschwonnen. Dee Problem ass bekannt. Et ass iwwregens och en internationale Phenomeen, vun deem och vill aner Destinatioune betraff sinn. Nichtsdestotrotz hunn ech awer eng ganz Rei vun Aktiounen ënnerholl, fir deem géigenzesteieren.

E Beispill ass och de Projet RegiÔtels, e Projet vun engem privaten Entrepreneur, ee Projet, dee ganz gutt virukënnt, wou elo aacht Hotellen am Mëllerdall an ee vun der Musel matmaachen. Den Internetoptrëtt vun deene Betriber gouf komplett iwwerschafft, en ass moderniséiert ginn. An d'Sitten, déi an e puer Sprooche sinn, kënnen eben och den Onlinereservatiounssystem zerwéieren. Dat ass déi Digitaliséierung, déi mer brauchen, déi grad bei deene klengen Hotelle ganz dacks feelt a wou mir hei e Coup de pouce ginn, fir ebe via déi Firma den Hotellen eng Hand mat unzepaken.

An der Tëscht hunn och aner Hotellen aus anere Regiounen Interêt manifestéiert, notamment eben och aus dem Éislek. An zousätzlech dozou huet den ORT Mëllerdall eng Etüd maache gelooss, déi sech mat der Problematik vun der Successioun vun de Betriber beschäftegt, wann den aktuellen Exploitant an d'Pensioun geet oder ophält.

Ech si jiddefalls ganz zouversiichtlech, dass mer mat esou Aktiounen an och anere kënnen dozou bäidroen, dass manner Hotellen iwwer Land verschwannen, dass mer eng gesond Hotelstruktur weiderhin erhalen. Déi ass jo extrem wichteg fir den Tourismus.

Dann zu deenen 140 Zëmmeren, déi verschwonne sinn. Dat ass fir mech eigentlech och just temporaire, well dat si gréisstendeels déi Zëmmeren, déi beim Hotel Alfa op der Gare ewechgefall sinn. An ech kann lech och do soen, dass et nei Investisseure ginn, déi ganz interesséiert sinn, fir eben en Hotel an deem Gebai op där Plaz weiderhin ze bedreiwen.

Dir hutt d'Fro gestallt, wéi et insgesamt mat den Investisseuren am Beräich Hotellerie ausgesäit. An och do kann ech lech berouegen, well et gesäit eigentlech ganz gutt aus. Mir sinn am permanente Kontakt mat potenziellen Investisseuren. Mä déi Projete brauchen natierlech Zäit, bis se sech maachen. Am Moment sinn am Ganzen zéng Hotelsprojeten an der Maach. A wann déi sech alleguerte realiséieren, d'Halschent dovunner um Territoire vun der Stad, awer och d'Halschent dann eben iwwer Land, da kommen 1.500 Hotelszëmmeren an den nächste Joren derbäi, wat dann natierlech och e positiven Impakt huet op d'Präisser, op jidde Fall aus der Vue vum Client. Zum Beispill um Kierchbierg si jo zwee grouss Hotellen an der Maach. Zu Useldeng, wat Der och ugeschwat hutt, de Réidener Kanton, do ass e Projet mat deene sougenannten „Champignonshaisercher" a Gîtten am Bau. Dann zu Esch si Bamhaiser opgaangen, zu Bëttel sinn nei Chaleten entstanen an esou weider an esou virun.

Bref, wann een dat alles weess a sech virun Ae féiert, da kann een eigentlech ganz berouegt sinn, wat d'Zukunft vun eisen Hebergementsstrukturen a -capacitéiten ugeet. Vu dass mer ee Rekordjoer nom anere schreiwen, wäerten och an Zukunft d'Investisseure sech bei eis d'Klensch an d'Hand ginn, fir op eisem attraktive Standuert ze investéieren.

Ech sinn also wierklech vill manner pessimistesch wéi eisen honorabelen Deputéierten André Bauler. Au contraire! Ech mengen, dass mer d'Weiche fir d'Zukunft richteg gestallt hunn, dass een net ka vun enger „dégringolade" schwätzen an dass ee wuel net alles soll duerch de rosa Brëll kucken, mä dass et awer och dem Secteur net gedéngt ass, wann ee seng Attraktivitéit ëmmer nees a Fro stellt.

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Och hei e Bléck op d'Auer. Mä ech wëll awer och soen, dass et schwéier ass, fir an deene véier Minutten op zéng Froen ze äntwerten, soudass dat och en Appell vläicht un d'Kolleegen ass bei där heite Geleeënheet, méi succinct Froen ze stellen, soss musse mer d'Reglement änneren. A wa vill Froen ze stelle sinn, da bleift ëmmer nach d'Méiglechkeet vun enger Question élargie oder vun enger Interpellatioun. Merci fir d'Versteesdemech.

Ech géif dann direkt d'Wuert un den Här Félix Eischen ginn, dee selwer erkläert, ëm wat dass seng Fro geet.

- Question nº293 du 16 janvier 2018 de M. Félix Eischen relative au plan sectoriel «zones d'activités économiques», adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

M. Félix Eischen *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech kommen zréck op den Dossier Google. Google huet jo bekanntlecherweis an der Gemeng Biissen eng 30 ha Land en vue vum eventuelle Bau vun engem Datenzenter.

De Statssekretär am Ëmweltministère Camille Gira huet an engem RTL-Interview viru Kuerzem gesot, dass déi 30 ha do bannent deene 600 ha géife leien, déi fir déi nächst 15 Joer zu Lëtzebuerg sollen iwwert de Plan sectoriel d'activités ausgewise ginn.

Ech zitéiere ganz kuerz aus deem Interview. Den Här Gira sot: „Duerch déi do 30 ha gëtt de Landverbrauch hei am Land an deenen nächste 15 Joer net méi grouss, well do ginn och op anere Plazen Hektaren ewechgelooss." Also am Kloertext heescht dat doten, dass dës Terrainen op anere Plazen ewechgelooss ginn an de PMEen dann net méi zur Verfügung stinn. 30 ha, 5%!

Wann also am Virfeld vun där Google-Aktioun 600 ha ausgewisen a virgesi waren, an et elo heescht, dass déi 30 ha hei en Deel dovu sinn, heescht dat jo, dass se enzwousch anescht wäerte feelen.

An dësem Kontext wëll ech der Statssekretärin vun der Wirtschaft da folgend Froe stellen:

De Fait, dass déi 30 ha vu Google am Plan sectoriel matgezielt ginn, heescht dat effektiv, dass de PMEen elo manner Terrainen an den nächste 15 Joer wäerten zur Verfügung stoe wéi urspréinglech geplangt?

Wéi erkläert d'Regierung dës Decisioun, déi jo awer ganz kloer zum Nodeel vun de PMEen ass? Ass d'Regierung net der Meenung, dass et fir d'PMEen elo nach méi schwéier wäert ginn, un Terrainen ze kommen, fir sech da weider kënnen ze entwéckelen? Terrainen, déi wierklech, a mir hunn dat heibanne schonn dacks gesot, ganz, ganz néideg sinn!

A meng lescht Fro: Op wéi enge Plazen am Land sinn dann déi sougenannten oder déi gezielten 30 ha op der Säit gelooss ginn?

Merci am Viraus fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère, d'Madamm Closener.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Här President, et steet ausser Zweifel: De Problem vum Accès fir Terrainen ass e groussen, wann net dee gréisste Problem fir vill Betriber, déi zu Lëtzebuerg wëllen ausbauen oder investéieren. Dat gëllt effektiv besonnesch fir kleng a mëttelgrouss Betriber. An duerfir brauche mer jo ganz dréngend de sougenannte PSZAE, de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques», fir ebe 600 ha Terrainen ze reservéiere fir eis ekonomesch Entwécklung. Prioritéit hu grad Handwierksbetriber, Kleng- a Mëttelbetriber, fir hinnen nei Méiglechkeeten ze ginn, fir ze investéieren an auszebauen. An duerfir ass jo och de Fokus beim PSZAE grad op regional Syndikater geluecht ginn.

Fir dass dee Plan sectoriel kann a Kraaft trieden, muss jo fir d'Éischt bekanntlech dat neit Aménagement-du-territoires-Gesetz gestëmmt ginn, an da kënne mer zügeg an d'Prozedur goen.

Wat awer elo déi 600 ha ugeet: An de leschte Méint ass ganz vill geschafft ginn tëscht de Ministèren, mam Environnement, mam Nohaltegkeetsministère, fir ze decidéieren, wéi eng Zonen dann elo sollen ausgewise ginn an deem PSZAE. A mir hunn do als Ministère eng ganz Rei vu Propose gemaach. Mir hu ganz vill Terraine kucke gelooss, mä vun deene konnte se awer natierlech net alleguerten akzeptéiert ginn, well se net an eng Politik vum Aménagement du territoire passen.

Ech kann elo keng Detailer ginn, well dat soll public gemaach ginn, wann d'Prozedur bis leeft. Mä richteg ass awer, dass à ce stade vun eisen Diskussiounen den Terrain vun 30 ha zu Biissen effektiv een Deel vun deene 600 ha ass, déi am PSZAE drastinn. Awer ob mer elo 600 oder 630 ha an deem Plan sectoriel drastoen hunn, dat ass fir mech net dat Wichtegst, dat ass fir mech wierklech net de sprangende Punkt, well, éischtens, d'Gesetz virgesäit, dass dee Plan sectoriel regelméisseg iwwerpréift gëtt. Et gëtt jo e Comité de suivi agesat, deen de Suivi mécht, fir eben och de Pouvoir ze hunn, fir Modifikatioune vum Plang ze proposéieren. All dräi Joer gëtt e Rapport gemaach. Éischtens: Et ginn also och an Zukunft nach genuch Méiglechkeeten, fir nei Zonen auszeweisen, jee no Besoin.

Mä de Plan sectoriel ass awer och kee Wonnermëttel fir d'Betriber. E gesäit jo, wéi gesot, just vir, dass op deene reservéierten Terrainen näischt aneres ka gebaut ginn oder näischt aneres däerf hikomme wéi eben eng ekonomesch Aktivitéit. Mä wat vill méi wichteg ass fir d'Betriber, an dat ass a mengen Aen de sprangende Punkt, an do ass den Afloss vu mengem Ministère limitéiert, dat ass, dass d'Gemengen déi Zonen dann awer ganz schnell an hire PAGe mussen ëmsetzen, soss ka guer net gebaut ginn an deenen Zonen. De Plan sectoriel setzt de Kader an da sinn d'Gemenge gefuerdert.

Duerfir wëll ech vun dëser Plaz och heibannen en Appell lancéieren un all Gemengen, un d'Buergermeeschteren, d'Schäffen an d'Conseilleren, fir dass Dir dofir suergt, dass aus den Zonen am Plan sectoriel «Zones d'activités économiques» och wierklech richteg Plaze ginn, wou eis Handwierker, PMEen an aner Entreprisë kënnen hikommen, sech néierloossen. Dat ass dat, wat wichteg ass; et ass do, wou de sprangende Punkt läit.

Wann d'Gemengen net matmaachen, da kënne mir esou vill Pläng ausweisen, wéi mer wëllen am Kader vun engem PSZAE oder esou, da gëtt net gebaut. Duerfir wär ech frou, wa mer eis elo zesumme géifen druginn, fir déi Terrainen, déi mer erausgesicht hu fir d'PMEen, um Niveau vun de Gemengen och ëmzesetzen, an zwar net eréischt an e puer Joer, mä soubal et méiglech ass.

Mir hunn an deene leschte Méint ganz vill geschafft. Mir hunn och de Gemenge vill nogelauschtert a vill vun hiren Doleancen, bal alleguer, an de Kader vum PSZAE opgeholl. Et gëtt méi einfach, fir e regionale Syndikat op d'Been ze stellen. Si kréie vill méi Flexibilitéit am Choix vun de Betriber, d'Limitatioun vun deenen zwee Hektar fir kommunal Zonen hu mer fale gelooss. Also, mir hunn eis Hausaufgaben als Wirtschaftsministère gemaach. A mir hoffen elo wierklech op d'Gemengen, hir Pappen an hir Mammen, am Interessi vum Mëttelstand!

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Josée Lorsché an dréit ronderëm d'Gesetz vum 15. Dezember iwwer Loungläichheet fir Mann a Fra a riicht sech un den Aarbechtsminister.

- Question écrite nº3549 du 9 janvier 2018 de M. Yves Cruchten relative à l'égalité salariale, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ganz richteg, Här President. Här Minister, meng Fro betrëfft de Prinzip vum gläiche Loun fir gläich Aarbecht, dee mer mam Gesetz vum 15. Dezember 2016 am Code du travail verankert hunn. Als Gréng ware mir deemools der Meenung, datt méi Transparenz an d'Lounstrukture vun de Betriber muss kommen, fir datt net justifizéiert Ongläichheeten an de Léin d'office opgedeckt kënne ginn.

An Island beispillsweis, wou den „gender pay gap" bei 16% a méi läit, ginn d'Betriber mëttlerweil zu där Transparenz forcéiert a musse beweisen, datt fir déi gläich Aarbecht effektiv och deeselwechte Loun bezuelt gëtt.

Donieft ware mir eis an där Debatt eens, datt Ongläichheeten an de Salairen tëschent Fraen a Männer schwéier opzedecke sinn, wann déi Betraffe sech net selwer zu Wuert mellen.

A schlussendlech hutt Dir betount, Här Minister, datt d'Betriber mam gudde Beispill musse virgoen a selwer fir eng gerecht Lounpolitik an hirem Betrib solle suergen, well dat an hirem eegenen Interêt ass.

An deem Kontext hutt Dir deemools e Plan d'action ugekënnegt, deen Dir zesumme mam Chancëgläichheetsministère a mat aneren Akteuren aus der Wirtschaft wollt opstellen, mam Zil natierlech, méiglechst vill Betriber dozou ze kréien, d'Ecarte vun de Salairen op null ze setzen.

Laut Eurostat läit den Ecart zu Lëtzebuerg mëttlerweil nach just bei 5,6%, dee Lëtzebuerg par rapport zu anere Länner wierklech auszeechent an eis zum Spëtzereider an der Europäescher Unioun mécht. Dat heescht natierlech net, datt mer net méi sollen aktiv ginn, dofir d'Froen, déi ech un lech wollt stellen:

1) Kënnt Dir schonn e Bilan zéien iwwert d'Applikatioun vum Gesetz an iwwert d'Sanktiounen, déi am Kontext vun Inegalitéiten an de Salairen ausgeschwat gi sinn?

2) Wivill Dossiere sinn insgesamt opgrond vun enger Inégalité de traitement bei der ITM a beim CET eragereecht ginn, zanter datt d'Gesetz en vigueur ass?

3) Kënnt Dir eis Informatioune ginn zum Plan d'action, vun deem Dir deemools geschwat hutt an deen Dir zesumme mat den Akteure wollt op d'Bee stellen?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, entschëllegt, Här Minister! Ech sinn drop opmierksam gemaach ginn, dass zu deemselwechten Thema am Laf vun der Woch eng vergläichbar Fro gestallt ginn ass. A wann Der d'accord wäert an den Auteur vun där Fro d'accord ass, da kënne mer déi zesumme behandelen. Mir maachen dat ëmmer esou. An hei schéngt dat...

De Froesteller, ass deen d'accord, dass mer dat esou maachen?

(Assentiment)

Den Här Yves Cruchten huet dann d'Wuert an dann den Här Minister.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och, Madamm Lorsché, mir sinn emol allen zwee op därselwechter Schinn. Vun deene véier Froen, déi ech gestallt hunn, hutt Dir der elo dräi och gestallt.

Ech hat nach eng derbäigestallt, wou ech wollt froen: An Däitschland hu mer jo och elo gesinn, dass et ab dem 1. Januar e Gesetz gëtt, wat am Fong d'Méiglechkeet gëtt, dass een a sengem Betrib ka froen, wéi d'Situatioun am Betrib ass, wéi d'Loungläichheet oder wéi d'Léin a sengem eegene Betrib sinn. An ech wollt am Fong just nach derbäihänken a froen, ob d'Lëtzebuerger Regierung sech och do iwwer esou eng äänlech Initiativ scho Gedanke gemaach huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Aarbechtsminister d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Voilà. Très bien! Fir d'Éischt, ech mengen, mir deelen alleguerten d'Suerg, datt et soll eng perfekt Gläichheet zwësche Mann a Fra op der Aarbechtsplaz ginn. Ech mengen, dat ass jiddwerengem säi Souci. An duerfir ass dat Gesetz natierlech ganz wichteg.

Ech mengen, Dir hutt och widderholl elo, Lëtzebuerg steet eigentlech ganz gutt do. Mir gehéieren zu deene Länner, wou déi Ongläichheet kleng ass, mä awer nach ëmmer eng Ongläichheet do ass; ech mengen, et misst null sinn! Mä déi Ongläichheet ass 5,4%, 5,6%. D'OCDE seet souguer, Lëtzebuerg wier bei 4%. Wann een europäesch Duerchschnëtter kuckt, dann ass et 10,7%. Wann een d'OCDE kuckt, ass et souguer 15% an der Moyenne. Dat heescht, et leien eng Rei Länner driwwer. Dat ass also eng generell Remarque.

Déi zweet ass: Wivill Dossieren hu mer kritt? Ech kennen een. Een! Een Dossier ass bei der ITM Enn leschte Joers am Oktober gemellt ginn. An deen ass amgaang instruéiert ze ginn. Dir wësst, dat sinn ëmmer ganz komplizéiert Dossieren.

Interessant ass, an dat gëtt schonn e bëssen eng Äntwert och op déi zweet Fro, datt deen Dossier net vun där Persoun selwer abruecht ginn ass, mä vum Délégué à l'égalité. Dat heescht - dat, wat mir och wëllen -, et ass esou, datt den Délégué à l'égalité am Betrib e wichtege Rôle hei ze spillen huet.

Firwat? Well ganz oft d'Leit, déi concernéiert sinn, net selwer wëllen an d'éischt Rei goen, fir dat ze maachen. Dann ass et scho ganz gutt, datt den Délégué à l'égalité dat mécht. Dat heescht, och an Däitschland ass et jo esou, datt de Betriebsrat do e wichtege Rôle ze spillen huet.

Bon, een Dossier kenne mer, deen deposéiert ass a vun der ITM elo analyséiert gëtt. Ech kann lech net méi soen, bis elo ass do nach keen definitiivt Resultat do an ass also och nach keng Sanktioun ausgeschwat.

Wat elo d'Analys ubelaangt, bon, hu mer e Logiciel, deen haaptsächlech vum „Mega" promouvéiert gëtt, wou all Betrib ka kucken iwwert dee Logiciel, wéi et mat der Gläichheet a sengem Betrib steet. Mir versichen, dee Logiciel ze promouvéieren, fir datt all Betrib dee Logiciel huet, mat deem e kann analyséieren: Ass do eng Ongläichheet oder ass dat plus ou moins okay an deem Betrib?

Dir hutt och richteg gesot: Island huet méi eng héich Ongläichheet wéi mir. Island huet awer eng aner Approche. Et ass e Renversement de la charge de la preuve. Dat heescht, all Betrib muss weisen, datt e keng Ongläichheet huet. Mir hunn déi Saach jo ëmgedréit. Et muss een also beweisen, datt ee Victime ass vun enger Ongläichheet.

Wat de Plan d'action ass: Mir hunn eng Broschür gemaach, déi hu mer an enger breeder Diffusioun an d'Betriber, och bei d'Delegatioune bruecht, a mir wëllen elo an enger zweeter Phas mat deene verschiddenen Instanzen, souwuel de Gewerkschafte wéi och de Patronatsvertrieder, nach eemol en Ulaf huelen, fir dat Ganzt do nach méi staark ze thematiséieren. Mä et gëtt also eng Broschür, wou jiddwereen, all Salarié informéiert ass, wat seng Rechter sinn an och wat déi Demarchë kënne sinn, déi e ka maachen, wann en an esou enger Situatioun ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Mir kommen zu der nächster Fro. Den Här Aly Kaes ass schonn ënnerwee. D'Fro riicht sech un d'Familljeministesch an et geet ëm d'Conditions d'admission fir an d'Altersheim.

- Question nº295 du 16 janvier 2018 de M. Aly Kaes relative aux conditions d'admission dans les maisons de retraite, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an der Vergaangenheet si ganz vill Efforten ënnerholl ginn, fir datt eis eeler Matbierger d'Méiglechkeet hunn, u sech hire Liewensowend an engem Altersheem ze verbréngen.

Iwwert de Wee vun de Centres intégrés kënne se an dësen Haiser och da bleiwen, wa se eventuell fleegebedürfteg ginn. Elo ass et, mengen Informatiounen no, an den allermeeschten Haiser awer esou, datt een neierdéngs d'Konditioune vun der Fleegeversécherung muss erfëllen, fir nach iwwerhaapt eng Plaz an dësen Haiser ze fannen. Dat bedeit also, datt en eelere Mënsch, deen an en Altersheem wëllt goen, net méi ugeholl gëtt, wann en net fleegebedürfteg ass.

Duerfir wollt ech u sech dräi Froen un d'Madamm Minister stellen:

Sidd Dir iwwert dës Situatioun informéiert a kënnt Dir dat konfirméieren?

Zweetens: Wa jo, wéi kënnen eeler Leit, déi net ënnert d'Fleegeversécherung falen, haut nach an en Altersheem erakommen?

An drëttens: Hu mer net an engem gewëssene Sënn domadder dat klassescht Altersheem, wéi mer et ëmmer kannt hunn, ofgeschaaft?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet direkt d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Här President, a villmools Merci dem Här Kaes fir d'Fro. Ech mengen, dass et dräi ganz interessant Froe sinn, ganz sécherlech.

Et ass am Fong esou, dass natierlech och villes hei un der Fleegeversécherung läit. Wann eng Persoun ewechfält, déi e ganz héije Bedarf u Fleegeversécherung hat, dann ass d'Personal natierlech dann dee Moment do. Dat heescht, do ass et dann esou, dass, wann déi Persoun e ganz héije Fleegeplang hat, dann huet natierlech dat Haus och dat Personal, wat dat konnt dee Moment assuréieren. Dat ass en Deel vun der Gestioun vun engem Haus, dorobber hu mir alleguerten natierlech keen Afloss.

Mir stelle fest, dass d'Leit ëmmer méi spéit an en Haus ginn, ob dat e CIPA ass oder eng Maison de soins. Dat heescht, d'Leit bleiwen ëmmer méi laang doheem. Mä do ass et ganz ënnerschiddlech. Do gëtt et Waardelëschten. Et gëtt keng national Waardelëscht, mä all Haus huet Waardelëschten. Do si vill Leit, déi sech op Waardelëschten aschreiwen, obwuel se nach guer net wëllen an en Alters- oder Fleegeheim goen. Si schreiwe sech alt emol drop fir de Fall, wou se eng Kéier wéilte goen.

Mir héieren ëmmer nees vun Haiser, wann e Bett fräi gëtt, da ruffe se dacks op ganz, ganz vill Nummeren un, bis deen Éischte seet, e kéint eventuell envisagéiere wëllen, an en Haus ze goen. Dat heescht, et ass esou, dass d'Leit präventiv sech ganz, ganz dacks op Waardelëschte schreiwen. Mä wann ee wëllt an en Haus goen, och wann ee keng Fleeg brauch, da soll ee sech op eng Waardelëscht schreiwen. An dann ass et och iergendwann eng Kéier un engem. Dat dauert och net ze vill laang. Mä dann, jo, muss een natierlech dann dee Moment och goen, well da kéint et sinn, dass ee grad dee Moment awer fënnt, dass ee ganz gutt doheem ass, an den Dag duerno awer nees denkt: „Oh, vläicht wëll ech awer goen", mä dann ass den Tour vläicht dee Moment fort.

Et muss een och soen, et gëtt natierlech och Leit, déi ganz séier mussen ënnerdaach kommen, well se op eemol eng Urgence hunn, well se an der Klinik sinn, well se net méi kënnen heemgoen. Do ass et dann awer och wichteg, dass mer natierlech Plazen hunn, dass déi Leit och ganz séier kënnen aus der Klinik eraus an en Alters- oder Fleegeheim ebe kommen.

An dann ass et och wichteg ze kucken, wou een higeet. Dofir invitéieren ech d'Leit ëmmer ganz gären, emol kucken ze goen. Gitt op Porte-ouverten! Gitt, wann d'Associatioune Porte-ouvertë maachen oder aner Fester feieren, gitt déi Haiser eng Kéier kucken! Gitt kucken, wéi et wou ass, wat wou gebuede gëtt! Ech mengen, dass dat ganz, ganz wichteg ass, fir dass een och gesäit, wéi d'Ambiance an engem Haus ass. Ech mengen, dass dat net ganz onwichteg ass.

Ech profitéieren awer dovunner, dass ech nach e ganz e bëssen Zäit hunn, Här President, fir ze soen, dass mer och un enger Reform schaffe vum Volet Personnes âgées, am Beräich ASFT justement. Ech hunn en Aarbechtsgrupp agesat um Familljeministère. Et ass wichteg, dass mer méi Transparenz kréien am Secteur. An ech wëll eben, dass den eelere Leit an hire Familljе méi Protektioun och gi gëtt am Sënn vun der Protection du consommateur.

Een, deen an en Alters- oder Fleegeheim geet, dee bezilt e Präis. Mä dee sollt och wëssen, wat do an deem Präis dran ass a wat d'Supplemente sinn a wivill d'Supplemente kaschten. Do si mer am Moment amgaangen, drun ze schaffen, fir dass d'Leit och déi eenzel Haiser kënne vergläichen, well et wëllt jo net jiddwereen an all Haus vläicht goen, mä da kritt een awer och emol… Mir hätte gären, dass d'Leit gesot kréien, wat dann och effektiv do dee Moment ugebuede gëtt.

Dat zweet Zil vun där Reform ass et, fir d'Qualitéit vun de Servicer ganz héich ze halen. A mir wäerte geschwënn do och Consultatioune mam Secteur ufänken a mat deenen anere concernéierte Ministèren.

Mä neen, fir op Är Fro ganz konkret ze äntwerten, neen, et ass mir net bekannt, dass elo Leit, déi kee Fleegeplang hunn, net an en Alters- oder Fleegeheim erakommen. Si mussen op eng Liste d'attente natierlech an do geet et natierlech dann dee Moment der Rei no.

Voilà, ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Minister. Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Joëlle Elvinger a riicht sech erëm un d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère an dréit ronderëm de Projet „Luxembourg - Let's make it happen".

- Question nº296 du 15 janvier 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative à la signature du Luxembourg «Luxembourg - Let's make it happen», adressée à M. le Ministre de l'Économie

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci, Här President. 2016 huet Lëtzebuerg sech eng Signature ginn, fir eist Land besser no bausse visibel ze maachen an och op deene verschiddene Wirtschaftsmissiounen eenheetlech ze vermaarten.

D'DP begréisst dës nei Signature, déi jo och bei jiddwerengem, an de Käpp gutt ukomm ass an hiren Zweck och gutt erfëllt.

Ech wollt awer eng Fro stellen iwwert déi Partenariater, wat d'Signature „Luxembourg - Let's make it happen" ugeet, virun allem mat Sportler, awer och mat der Privatwirtschaft. Verschidden Nationalequippen, awer och individuell Sportler droe jo de Logo „Luxembourg - Let's make it happen" op hirer Uniform, wa si am Ausland op Kompetitiounen am Asaz sinn.

D'lescht Woch hunn ech awer net schlecht gestaunt, wéi ech dës Signature op engem Reklammeblietche vun enger grousser Lëtzebuerger Supermarchéschaîne gesinn hunn.

Dofir meng Froen: Déi Equippen a Sportler, déi de Logo „Luxembourg - Let's make it happen" op hirer Tenue droen, ginn déi dofir vum Ministère subventionéiert? A wa jo, wéi héich ass de Budget fir d'Sportler insgesamt?

A wéi gesäit et mat den Entreprisen, der Privatwirtschaft aus, wéi zum Beispill der genannter Supermarchéschaîne? Kréien déi och Suen, fir dëse Logo op hirem Reklammeblietchen ze drécken? A wa jo, wéi héich ass de Budget fir esou Partenariater mat der Privatwirtschaft?

A wat sinn d'Kritären, déi dës Entreprisë mussen erfëllen, fir dierfen de Logo vun „Luxembourg - Let's make it happen" ze benotzen? Muss een zum Beispill do Lëtzebuerger Produiten ubidden oder kéint och all aner Supermarchéschaîne, déi zu Lëtzebuerg aktiv ass, esou e Partenariat ufroen?

An da meng lescht Fro: Geet de Ministère proaktiv op esou Entreprisen duer oder sinn et si, déi op de Ministère zoukommen, fir unzefroen, fir kënnen déi Signature „Luxembourg - Let's make it happen" ze benotzen?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère, d'Madamm Closener.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Merci, Här President. Ech si frou, vun der Madamm Elvinger ze héieren, datt d'Efforten zugonschte vun der Reputatioun vu Lëtzebuerg, déi gemaach ginn, appreciéiert ginn.

Wat elo d'Fro ugeet, wien d'Signature, de Logo applizéiert an zu wéi enge Konditiounen, wëll ech als Éischt soen, datt, fir datt iwwerhaapt d'Ënnerschrëft vu Lëtzebuerg zum Droe kënnt, se jo och muss an d'Welt gedroe ginn, an zwar vun eise Partner, an dat sinn zu engem groussen Deel déi national Sportsfederatiounen, awer och eenzel Sportler, déi duerch hiren exzellenten Niveau an hirem jeeweilege Sport op internationalem Niveau ëmmer positiv opfalen. An déi sinn natierlech an dësem Kader immens wichteg Ambassadeuren. Ee gutt Beispill ass de Gilles Müller, wéi Der wësst, mä et gëtt natierlech awer och nach eng ganz Rei anerer. Si sinn déi sportlech Vertrieder vum Land a weisen, datt de Grand-Duché och sportlech vill ze bidden huet. A mir ënnerstëtze se an där Demarche a ginn hinnen d'Méiglechkeet, fir eist Land och eenheetlech ze representéieren.

An deem Sënn hu mer eng Rei vu Partenariater ausgeschafft, wou mer am Géigenzuch vun enger finanzieller Participatioun en Engagement vun hinne kréien, datt si eis Ënnerschrëft no baussen droen an och eis Wäerter vun Zouverlässegkeet, Oppenheet an Dynamik am Ausland vertrieden.

Esou e Partenariat muss eng international Ausriichtung hunn, dat ass wichteg, entweder eng Participatioun op engem internationale Sportsevent oder och den Accueil vun ausländneschen Delegatiounen zu Lëtzebuerg respektiv och eng grouss Mediepräsenz a Visibilitéit op den Televisiounschaînen, am Internet, am Livestream an esou weider.

An d'Partner engagéiere sech, fir déi Ënnerschrëft op hire Sportstenuen ze droen a se an hir international Kommunikatioun erafléissen ze loossen. Dat erlaabt eis, wéi gesot, en eenheetlecht a kohärent Bild vu Lëtzebuerg no baussen ze droen.

Mir evaluéieren op Basis vun de Kritären, déi mer opgestallt hunn, a kucken, wéi déi jeeweileg Federatioun déi Kritäre wëllt ëmsetzen. Do musse jo dann d'Sportstricoten nei bedréckt ginn, awer och d'Calicote fir d'Sportshalen zum Beispill gemaach ginn, Lettragë fir d'Autoen, d'Bussen an esou weider. Et ass esou, datt mir natierlech fir déi zousätzlech Fraisen am Kader vun dësem Partenariat opkommen.

De Gesamtbudget fir d'Partenariater am Sport mat am Ganze bis elo 19 Federatiounen a fënnef individuelle Sportler louch zejoert bei 190.000 Euro insgesamt.

Wéi gesäit et elo aus mat den Entreprisen an der Privatwirtschaft? Also, et ass esou, datt d'Regierung wuel d'Entreprisen encouragéiert, fir d'Signature unzewennen, wa se sech mam Land, mat de Valeuren identifizéieren. Mä do gëtt et absolutt kee Finanzement vum Stat. Et gëtt keng Konventioun an also och keng Subventioun.

D'Betriber mussen eng Demande maachen un de Ministère, deen hinnen d'Mark zur Verfügung stellt, ënnert der Konditioun, wéi gesot, datt hir Initiativ an och d'Applikatioun konform si mat de Valeuren, konform sinn zu deem, wat mir eis virstellen, an och natierlech zu der Promotioun am Ausland vu Lëtzebuerg bäidroen.

De Ministère mécht kee Lobbying bei de Betriber. Dat wëll ech ganz kloer soen, well dat riskéiert eriwwerzekommen, wéi wann ee sech misst un iergendeng Linn vun Nation Branding halen oder wéi wann ee géif eppes imposéiert kréien. Dat ass net eis Approche. Dat wär a mengen Aen och kontraproduktiv. Mä wann een interesséiert ass, da kann een déi Demande maachen, online, ganz onkomplizéiert, um Internetsite vun „Inspiring Luxembourg". Sou huet de Ministère dann och ëmmer den Iwwerbléck, wien iwwerhaapt déi Signature applizéiert a wou, a kéint och en eventuelle Mëssbrauch evitéieren. Bis elo gouf et dat awer net, bien au contraire.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Statssekretärin. Laut Reglement si mer elo um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Et ass eng Stonn eriwwer. Ech sinn awer selbstverständlech bereet, wann d'Chamber dat wëllt, fir déi zwou Froen, déi nach ausstinn, ze behandelen.

Wat ass d'Meenung vun der Chamber? Solle mer déi fäerdeg maachen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert an den Här Hahn däerf iwwert den Tesla seng Fro stellen.

- Question nº297 du 16 janvier 2018 de M. Max Hahn relative à la mise en service de deux voitures électriques Tesla pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Merci, léif Kolleegen, dass mer déi Froen hei och nach kënne mat duerchhuelen.

Rezent ass de Fuerpark vun der Police vergréissert ginn ëm zwee ganz besonnesch Gefierer: zwee Elektroautoe vum Typ Tesla, deemno emissiounsfräi Autoen, déi menges Wëssens geduecht sinn haaptsächlech fir den Asaz op den Autobunnen.

Net méi spéit wéi de Moien ass et eng gréisser Opreegung ginn an der Press, awer haaptsächlech och an de soziale Medien, well et geheescht huet, déi Gefierer kéinten net a Betrib goen, well se net duerch de Contrôle technique passéiere géifen, well et Problemer géif gi mat der Stroossekonformitéit, wat déi blo Luuchte respektiv d'Sirenen um Auto ugeet, an elo missten dann déi zwee Gefierer an d'Ausland goen, an Däitschland, fir dann an Däitschland den TÜV ze passéieren.

Et ginn awer och ganz kontradiktoresch Aussoen an deem heiten Dossier. An dofir wier ech frou, wann de Minister vläicht do e bësse Liicht kéint an deen Dossier erabréngen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wollt dem Här Hahn vläicht just soen,…

M. Max Hahn *(DP).*- Ech stelle just…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …Här President: En huet d'Fro un dee falsche Minister gestallt. Ech sinn net Policeminister, mä Nohaltegkeetsminister. Et ass eng Fro fir un de Minister vun der Sécurité intérieure, an et ass elo fir d'Madamm Closener.

M. Max Hahn *(DP).*- Ma wann Der mer d'Chance géift ginn, Här Minister, et ass jo d'Froestonn un d'Regierung, an Der loosst mech déi zwou Froe stellen, déi ech Iech wéilt stellen, da wär ech zumindest…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, d'Madamm Statssekretärin ass scho prett, fir dat ze maachen, an et ass effektiv…

(Interruption)

Et ass keng Äntwertstonn vun der Regierung, mä et ass eng Froestonn vum Parlament.

M. Max Hahn *(DP).*- Villmools Merci fir déi gewinnten Ënnerstëtzung, Här President. Ech mengen awer, dass och vläicht Dir zoustänneg sidd, mä dat gesi mer jo dann, wie wëllt äntwerten. D'Fro geet un d'Regierung. Bon!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

M. Max Hahn *(DP).*- Déi zwou Froen, déi ech dann am Kader vun der Froestonn un d'Regierung géif stellen, dat ass a) firwat vläicht dës Gefierer net, wéi déi meescht Gefierer, direkt och am Wierk equipéiert gi si mat deene Luuchten.

An déi zweet Fro, déi ech mer an deem heite Kontext stellen, dat ass: Firwat ginn déi Gefierer elo an Däitschland bei den TÜV? Firwat kënne mer dat net hei bei ons um Territoire maachen, hei zu Lëtzebuerg, notamment wann ee weess, dass ee vun deene gréissten TÜVen, Dekra, fir en net genannt ze hunn, jo och implantéiert ass hei zu Lëtzebuerg, zu Bartreng?

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Regierung äntwert.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à la Sécurité interieure.*- Här President,…

(Hilarité)

…leider muss ech jiddwereen enttäuschen, deen haut e wéineg „Police-Bashing" hei wollt maachen, well et jo zu engem neie Sport zu Lëtzebuerg schéngt auszeaarten!

Déi nei Elektroautoe vun der Police, déi kënne guer net vu Sandweiler refuséiert gi sinn, dat wëll ech hei ganz kloer soen, well et ass emol iwwerhaapt nach keng eigentlech Demande gemaach ginn op d'Zouloossung. Wat gemaach gouf, ass eppes ganz Normales an Alldeegleches: Well dat hei jo méi speziell Ween sinn, mat technesche Spezifissitéiten, huet d'Police sech bei deene kompetente Servicer

vun der SNCA renseignéiert iwwert d'Demarchen, fir eben déi Ween kënnen unzemellen. An am Kader vun hirer Missioun, vun hirer Mission d'assistance, huet d'SNCA hir Expertise zur Verfügung gestallt, huet d'Police beroden, fir datt se kann, le moment venu, e kompletten Dossier presentéieren, mat all deenen néidege Piècen, fir d'Autoen dann effektiv kënnen eng Kéier unzemellen.

Bis haut, an dat wëll ech och betounen, waren déi Autoen emol nach net zu Sandweiler iergendwann eng Kéier. Déi stinn an der Garage.

Am Kader vun der Prozedur huet d'Police Opnametester bei engem agreéierten technesche Service, dem TÜV, maache gelooss. Verschidden Tester gi vun deem Service am Ausland gemaach. Dat ass intern esou festgehalen. An een Test um Circuit, deen eigentlech am Dezember hätt solle gemaach ginn, deen huet misse verréckelt gi wéinst dem Wieder a gëtt elo Enn Januar gemaach.

Ech wëll hei ënnersträichen, datt déi Prozedur, déi hei gemaach gëtt, sech bei all Umeldung vun engem Gefier applizéiert, dat Ännerunge par rapport zu sengem État d'origine gemaach krut. Soubal déi néideg Elementer do sinn, wäert d'Police bei der SNCA d'Immatrikulatioun virhuelen.

Ech gi staark dovun aus, datt dat dann och jiddwerengem eng ganz grouss Nouvelle an eng Riseniwwerschréft wäert wäert sinn. Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Déi lescht Fro kënnt vum Här Alexander Krieps a betrëfft déi Accidenter, bei deene Foussgänger Affer gi sinn. Den Här Krieps huet d'Wuert.

- Question nº298 du 16 janvier 2018 de M. Alexander Krieps relative à la multiplication des accidents impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question écrite nº3536 du 21 décembre 2017 de Mme Cécile Hemmen relative aux accidents de la route impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Gudde Mëtteg, Här President, a Merci fir d'Wuert. E Merci un de Minister, dass e konnt bleiwen. Ech stellen him haut keng Fro iwwert den Irrgarten. Dat ass eng Entlaaschtung am Fong. Mä ech wollt Iech eng Fro stellen iwwert déi Multiplikatioun vun den Accidenter, déi Foussgänger implizéieren. Dir hat wuel am Hierscht vun zwee vu menge Kolleegen, den Hären Hahn a Lamberty, eng Fro kritt, eng schréftlech Fro doriwwer.

Mä rezent muss ee kucken, an Dir kënnt dat haut um Internetsite vun RTL liesen: haut de Moien zwee Foussgänger an der Stad Lëtzebuerg, gëschter Esch, virgëschter um Houwald, de Samschdeg zu Diddeleng, Nidderfeelen de Freideg, den Donneschdeg an der Stad, d'Woch virdrun erëm Nidderfeelen, Hiefenech, d'Stad, Schëffleng an esou virun. Am Mount Dezember 20 Accidenter mat Foussgänger! Dat steet alles um RTL-Site. Dofir. An de Moien hunn ech déi Fro gestallt, Här Minister, ouni ze wëssen, dass dat erëm haut um Site do wär.

Ech weess zwar, dass et eng schlecht Joreszäit ass. Et ass donkel, et reent schonn zwee Méint laang. Ech weess och, dass d'Gemengen an de Stat vill Efforte gemaach hunn, fir d'Foussgängersträifen, verschiddener, ze beliichten. Ech fueren all moies duerch d'Rue Pierre Krier, do sinn dräi grouss Foussgängersträifen, déi sinn net beliicht, net gutt beliicht. Si sinn en plus en face vu Busarrêten, wat och nach vill méi riskéiert ass fir d'Foussgänger.

An da kenne mer d'Habitude vun de jonke Leit haaptsächlech, den „Hoody", déi nei Moud. Ech hu menger Duechter esou eng Jackett kaaft virun e puer Deeg, mat enger grousser Kaputz. Dat nennt een en „Hoody" anscheinend, ech kennen näischt dovunner. Si hu Kopfhörer un, si kucken net, si kucken op den Handy, wa se iwwert de Foussgängersträife ginn, a sécher den Automobilist och, dee kuckt och op säin Handy.

(Hilarité)

An dann…, neen, dat muss een esou gesinn! An de Problem: Si lafen och iwwert d'Strooss net onbedéngt um Foussgängersträifen, obschonns de Code de la route seet: „Wann Der innerhalb vu 25 m sidd, sollt Der iwwert de Foussgängersträife goen." An da gi se och nach an der Faartrichtung schif eriwwer, mam Hoody op. Et freet sech…, e Kolleeg huet mer de Mëtteg gesot: „Am Ostblock, wann et nuets ass oder owes an däischter, sollt Der Reflecteuren um Arem hunn."

Ech wollt Iech just déi puer Froe stellen, wat ee ka maachen, fir d'Foussgänger besser ze schützen, an ob een net sollt d'Reglementer änneren, dass se mussen zwou Sekonne waarden, wéi dat am Code de la route fir e Stopp fir en Automobilist gëllt.

Ech soen Iech Merci, Här Minister.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Eng Sekonn, Här Minister, wann ech gelift! Här Nohaltegkeetsminister, just eng Sekonn! D'Madamm Hemmen huet eng äänlech schréftlech Fro un Iech gestallt an dat gëtt eis d'Geleeënheet, fir déi zwou mateneen ze behandelen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Effektiv, ech hunn Iech och esou eng Fro gestallt, direkt am Ufank, wou et scho lassgaangen ass eigentlech mat där traureger Serie vun Accidenter.

An ech hunn Iech an deene sëlleche Froen, wou ech mech dann och elo deem ralliéieren, wat den honorabelen Här Krieps hei gefrot huet, nach als Suggestioun bäigefléckt, ob een net vläicht sollt déi Campagnen, déi Der souwisou jo scho lafen hutt a wou d'Foussgänger drop opmierksam gemaach ginn, dass se sech méi visibel solle kleeden, ob een déi net wierklech nach sollt verstäerken an ob net grad an deene Perioden hei déi Campagnë vill méi intensiv nach sollte propagéiert ginn. A firwat net, och bei de Kanner, déi Reflektoren, dass een déi wierklech vläicht kéint zum Deel - an ech weess, dass dat ka komplizéiert sinn - vläicht emol obligatoresch maachen, oder wéi och ëmmer.

Op alle Fall, ech mengen, mir sinn eis eens, dass mer do vill méi staark musse virgoen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Elo huet den Här Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir all déi Froen. D'Verkéierssécherheet ass en Thema, wat sech net eegent, fir Witzer ze maachen, fannen ech. An ech fannen, et soll een dat ganz eescht diskutéieren. Dat wäert ech och maachen.

Et ass och esou, datt bei de Verkéiersteilnehmer, an dat si mer alleguerten, ob mer Foussgänger sinn, Vëlosfuerer, Autosfuerer oder Busfuerer oder wat och ëmmer, do gëtt et där enger an et gëtt där anerer. Et gëtt där enger, dat sinn där, déi hale sech un d'Regelen alleguerten, déi passen op an déi maachen de Maximum, datt hinnen näischt geschitt an deenen aneren och näischt geschitt. An et gëtt där anerer, déi fannen, datt d'Regelen, déi et gëtt, net fir si do sinn. Déi ginn iwwert d'Strooss, wou se wëllen a wéi se dat wëllen. An et gëtt och bei den Autosfuerer der, déi fannen, datt e Foussgängersträifen eigentlech just nëmmen esou iergendeppes um Buedem Gemooltes ass, mä net richteg do ass, fir si drop hinzeweisen, datt, wann e Foussgänger sech op e Foussgängersträifen engagéiert huet, dee Prioritéit huet a si gebiede sinn, stoen ze bleiwe respektiv hir Vitesse esou ze adaptéieren, wa se bei de Foussgängersträife kommen, datt se dann och un d'Hale kommen, wann een an d'Strooss geet.

Mir hunn an deem leschte Joer enorm vill Campagnë gemaach ronderëm dee ganzen Aspekt urban Mobilitéit, Foussgänger, Vëlo, Kanner, eeler Leit. Ech hu selwer en Tour duerch d'ganzt Land gemaach. Aacht, neen, néng Owesveranstaltungen hat ech kräiz a queesch duerch d'Land mat Virträg doriwwer, wat d'Gemenge kënne maachen, fir den Design vun de Stroossen ze verbesseren, fir datt eben d'Foussgängersträifen uerdentlech agezeechent ginn, wéi een d'Vitessë soll an de Gemengen amenagéieren, fir datt d'Foussgänger méiglechst gutt geschützt sinn.

Mir hunn där Campagnen „Gitt siichtbar!" méintelaang gemaach. Mir haten dat schonn dat Joer virdru gemaach an dëst Joer leeft dat scho vu September un. Vun de Supermarchéen iwwer allméiglech Plazen, wou mer waren, sinn där Brassarden zu Dausende verdeelt ginn, mat dem Depliant derbäi.

Also, méi ze maachen an der Sensibilisatioun - et kann een ëmmer nach méi maachen -, mä dat ass ganz schwiereg.

Et gëtt och, wat den Amenagement vun de Foussgängersträifen ubelaangt, kloer Richtlinne vu mengem Ministère. Et gëtt och eng Broschür, déi all Gemeng zur Verfügung gestallt kritt huet, wou kloer drageschriwwen ass, wéi e Foussgängersträife muss agezeechent sinn, wat d'Bedéngunge sinn, wéi e misst beliicht sinn, zum Beispill, datt et net ëmmer drop ukënnt, datt de Foussgängersträife beliicht ass, mä datt eben, wann den Auto kënnt, dee beliicht ass, deen driwwergeet virun allem, datt d'Luuchten esou geriicht sinn, datt se Sënn maachen.

Mir haten och - also meng Stroossebauverwaltung - vill Sträit mat de Gemengen, déi ëmmer erëm Foussgängersträifen ufroen, déi net esou beliicht sinn, déi da verworf ginn dowéinst, wa se op Statsstroosse sinn, op Gemengestroossen. D'Commission de circulation vum Stat, also vu mengem Ministère, och déi verwerft der vill dowéinst, an dowéinst ass vill Sträit.

Also mir sinn all, jiddwereen, gefuerdert matzehëllefen, datt am urbane Raum, wat eng spezifesch Situatioun ass, wou vill Verkéiersteilnehmer, schwaacher bis méi staarker, ganz staarker sech begéinen, d'Regele respektéiert ginn an d'Stroossekonditiounen esou sinn, datt keng Accidenter passéieren.

Elo hate mer effektiv déi lescht Woche vill Foussgängeraccidenter. Dat ass traureg, dat musse festzestellen. Ech muss awer allerdéngs och soen, datt déi lescht Wochen déi Foussgängeraccidenter - mä dat ass ëmmer e bëssen esou e Selbstläufer; mir maachen dat jo elo scho véier Joer an der Stroossesécherheet! - extra medial ervirgehuewe gi sinn! Well ech wëll lech awer soen, datt d'Joer 2017, wat d'Accidenter ubelaangt, haaptsächlech déi schwéier Accidenter mat de Foussgänger, manner schlëmm war wéi 2016! An 2016 zum Beispill, do sinn déi Accidenter vill manner beschriwwe ginn an der Press.

Also, et ass och eng Saach vu Wahrnehmung. Et ass natierlech schlëmm, all Accident ass schlëmm, wann e geschitt. An duerfir dierf een awer och elo net dramatiséieren a maachen, wéi wann zu Lëtzebuerg d'Situatioun esou wär, datt een hei quasi kee Fouss méi dierft op d'Strooss setzen, well alles onsécher wär. Esou ass et net!

Mir hunn e Problem, generell. Fir meng Begréffer kann et souwisou nëmmen eppes ginn: Dat ass d'„Vision Zéro", keng Verkéiersdoudeger a keng schwéier Verkéiersblesséierter. An duerfir maachen ech de Maximum, ech mengen, dat hutt Der jo an deene leschte Joren erlieft, inklusiv, wann et drëms geet, heiansdo onpopulär Moossnamen ze huelen.

An eis Zuelen, dat kann ech Iech och elo scho soen - ech hunn zwar am Moment nëmmen d'Bruttozuele vun 2017 -, dat ginn awer ganz sécher déi bescht zënter datt jeemools gemooss ginn ass. A wa se esou bleiwen, wéi ech se de Moment um Dësch leien hunn, gi se extrem gutt, haaptsächlech, wat d'Doudeger ubelaangt, souguer par rapport zum Joer virdrun, soudatt ee gesäit, datt déi Mesuren, déi mer ergraff hunn, iwwert déi jo och vill diskutéiert ginn ass, hir Wierkung weisen.

Dat stëmmt mech positiv, fir datt mer sollen op deem Wee weiderfueren. An dat heiten ass en Aspekt, deen natierlech ganz besonnesch wichteg ass, well et dréit sech ëm déi besonnesch Schwaach am Verkéier. An do sinn d'Gemengen, de Stat, de Minister, mä och all eenzelne Bierger gefuerdert matzehëllefen, datt mer déi Zuelen erofkréien!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Mir sinn dann elo um Enn vun eisen 80 Minutte Froestonn ukomm an ech géif dann zu deem nächste Punkt vun dem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass déi Aktualitéitsstonn, déi vun de Kolleege vun der CSV gefrot ginn ass, iwwert déi nei CFL-Zuchhorairen.

Dir kennt d'Spillregelen: zéng Minutte fir déi Kolleegen, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot hunn, a jeeweils fënnef Minutte fir d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten. D'Wuert huet elo den Här Marco Schank.

7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouvel horaire des CFL

Exposé

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem 10. Dezember fonctionnéiert deen neie Fahrplan vun der CFL. Deen huet de Motto „Good Morning Mobilitéit", dee jo en neien Depart an der Mobilitéit vu jiddwerengem am Alldag soll markéieren.

No fënnef Wochen däerf een, mengen ech, en alleréischte Bilan zéien, nodeems deen een oder anere Kolleeg/Kolleegin awer och hei aus dem Haus eng parlamentaresch Ufro zu deem Thema scho gestallt hunn.

Ech denken, datt et sënnvoll ass, e kuerzen Iwwerschlag ze maachen an ze kucken, wat fonctionnéiert respektiv wat net, wat eventuell besser gouf oder wou soll nogebessert ginn. Ech wëll och betounen, datt et onméiglech ass, an deenen zéng Minutten op all SMSen a Mailen anzegoen, déi ech virun der Heure d'actualité krut, oder op déi Gespréicher, déi een am Zuch féiert, wann ee mam Zuch schaffe fiert. An duerfir beschränken ech mech och op eng Auswiel vun den Aspekter a Kritikpunkten.

Ze begréissen ass, dat ass och am Virfeld ëmmer nees erausgestrach ginn, datt d'Leit aus dem Norde respektiv Süden, iwwerhaapt déi Leit, déi um Kierchbierg schaffen, elo direkt op de Pôle d'échange vun der Rouder Bréck kënne fueren, fir do mam Funiculaire an duerno mam Tram Richtung Kierchbierg bruecht ze ginn. Dat ass fir dës Leit e reellen Zäitgewënn. An ech mengen, datt dës Offer mam Tram och ganz gutt vum Public ugeholl gëtt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Beim neie Fahrplan gëtt et awer och eng Partie Problemer, besonnesch do, wou d'Situatioun natierlech par rapport zum fréiere Fahrplan geännert huet, dobäi grad dacks bei méi klengen Ännerungen, déi den Utilisateur awer um Terrain séier vill Zäit kaschten. Ech wollt der duerfir just e puer opzielen, well déi Oplëschtung sécher och net komplett awer ka sinn.

Villes, fir net ze soen alles, ass, denken ech, dem Minister bekannt, an ech ginn och dovunner aus, datt hien och nach ewell op aner Problemer higewise gouf am Land, déi mir elo net bekannt sinn.

Ech fänke mat der Nordstreck un. An de vergaangene Jore gouf hei en Hallefstonnentakt agefouert, wat eng reell Plus-value fir d'Leit aus dem Norde bedeit. Mam neie Plang fält den Hallefstonnentakt zu Méchela an op der Giewelsmillen ewech, ausser fir dräi Zich moies respektiv zwee Zich owes. Datt an de Spëtzenzäiten den Hallefstonnentakt bestoe bleift, ass gutt, begréissenswäert, wërft awer d'Fro op, firwat den Hallefstonnentakt net kann ausserhalb vun de Spëtzenzäite bäibehale ginn. Wann et an de Spëtzestonne geet, freet ee sech, firwat et an enger Zäit, wou manner Leit ënnerwee sinn, do net geet.

Op der Nordstreck fueren och vill Schüler mat. Sou konnten d'Schüler aus dem Norden, déi am Emile Metz, am Uelzecht Lycée, an de Lycéeën um Lampertsbierg an d'Schoul ginn, ëmmer vun Zich um Arrêt zu Dummeldeng profitéieren, déi hiren Depart an der Gare Lëtzebuerg haten. Dës Arrête sinn ewechgefall. Firwat ass dat esou? An ech froen: Wier et net noutwendeg, grad vläicht hei awer wéinstens de Schüler dës Arrêten erëm hierzestellen?

Nom Fahrplanwiessel beklot sech och eng grouss Zuel vun Utilisateuren op der Ligne 60 vu Rëmeleng a Käl, datt vill Zich Retard hätten an datt se géifen hir Korrespondenzen net kréien. Heizou huet de Kolleeg Yves Cruchten eng Fro gestallt, méiglecherweis geet en dann herno selwer dorop an.

Et ass just ee Saz, deen ech awer wollt eraussträichen: Do kann ee liesen, datt d'CFL-Clienten en „manque d'informations (…) aux passagers" kritiséieren, well een duerch de Retard vun den Zich eben dacks net wéisst, ob den nächsten Zuch, deen an d'Gare eraleeft, dee mam Retard ass respektiv ob deen dann och an all Gare duerno stallhält. Iwwregens och zum Sujet vun de Kommunikatioune wëll ech herno nach e puer Wuert soen.

Eng weider Kritik kënnt vun de Gemenge Biwer, Betzder, Manternach a Schëtter respektiv vun de Leit, déi d'Linn 30 Lëtzebuerg-Waasserbëlleg benotzen: Nom Fahrplanwiessel gi verschidden Arrête manner dacks respektiv vu verschiddene Schnellzich guer net méi bedéngt, och net wärend de Spëtzestonnen. Konkret geet et do och ëm d'Arrête Wecker a Mënsbech. Hei gëtt vun enger Verschlechterung vum Takt op dëser Streck geschwat. Innerhalb vun aacht Minutte fueren an der Stad zwee Zich fort, an dann no 52 Minutten eréischt deen nächsten. An och do schwätzen d'Clientë vun enger Verschlechterung vun der Offer respektiv vun engem reellen Zäitverloscht.

Da krut ech och nach geschriwwen, datt duerch d'Mise en circulation vum Tram déi Busser, déi virdrun iwwert d'Avenue John F. Kennedy gefuer sinn, deviéiert ginn, ënner anerem och an de Wunnquartier Domaine du Kiem. Déi passéieren do, wat, wéi et schéngt, zu engem spektakuläre Zouwuess vun Arrêten do gefouert huet. Ech kann déi Zuel net kontrolléieren. Do si Familljen, déi vu méi wéi 1.300 Arrête pro Dag schwätzen, a wou d'Leit, déi do wunnen, sech natierlech iwwer entspriechend Nuisancen da bekloen.

Ech mengen, datt de Minister eng Kéier do geäntwert hat, datt d'Situatioun sech géif verbesseren, wann all d'Tramaarbechten ofge-

schloss wieren. Mä dozou meng Fro: Wéi en Zäitpunkt ass hei gemengt, wann ee seet: „Ofschloss vun den Aarbechten"? An ass net noutwendeg, entre-temps awer eppes ze ënnerhuelen, fir déi Situatioun ze entlaaschten?

Dann hunn ech eng Fro, déi vu Leit gestallt gouf, déi den Tram regelméisseg huelen: Wat geschitt, wann en Tram eemol blockéiert ass, en Accident huet? Gëtt et e Plang B, esou wéi beim Zuch; e Plang B mat Busser? Oder sinn d'Leit gezwongen dann, ech soen emol, vun der Luxexpo erof op de Funiculaire ze goen? Ech mengen, esou e Fall gouf et eng Kéier an der Chrëschtvakanz, wéi en Auto ze vill no un den Tramsschinne geparkt hat.

Madamm Presidentin, deen neien Zuchplang war jo virun allem mam Objektiv ugekënnegt ginn, d'Pünktlechkeet um Reseau ze verbesseren. Meng Fro: Huet de Ministère respektiv d'CFL schonn dozou Donnéeë gesammelt? An: Si schonn Ännerungen um Zuchplang vum 10. Dezember fir d'Zukunft geplangt?

Ech hunn an der Syprolux-Zeitung „Transport" gelies, datt den CFL-Direkter am Bäirot vum 13. Dezember gesot huet, datt sech déi Pünktlechkeet op alle Linnen, ausser der Linn 50, verschlechtert hätt, also tëschent Januar an November. Dat war virun dem Fahrplanwiessel, wuel verstanen. A vill Ursaache wieren eng Uneneekettung vu Mëssstänn, steet an der Zeitung. Et sinn och vläicht nëmme Problemer gemengt, „Missstände" ass en anert Wuert, en anere Begréff. Den Direkter hätt weider gesot, hunn ech gelies, d'Zuel vun den ausgefallenen Zich wier och eropgaangen, an hien hätt an alle Fäll eng konkret Ursaachefuerschung gefrot, dëst en vue vu Verbesserunge fir 2018.

Meng Fro dozou, Här Minister: Gëtt et en Datum, wou d'Resultater vun dëser Ursaachefuerschung solle kënne virleien, respektiv wier et net sënnvoll, ebe genau dës Ursaache mat de Realitéiten nom 10. Dezember ofzegläichen?

En anere ganz wesentlechen Aspekt ass dee vun der Kommunikatioun, déi a mengen Aen awer nach ëmmer ze kuerz kënnt, obwuel et Verbesserunge gouf; dat ginn ech gären zou. Zum Beispill déi besteeënd App vu mobilitéit.lu mat Alarmfonctioun ass net schlecht, mä trotzdeem: Näischt ass méi lästeg, wéi wann den Zuch steet an et dauert a kee weess eppes Geneeës, fir de Patron oder aner Leit ze informéieren.

Insgesamt mengen ech, datt d'CFL-Responsabel solle manner crispéiert mam Thema Kommunikatioun ëmgoen. An ech denken och, datt et wichteg wier, wann d'Zuchbegleeder, déi jo ganz dacks och kee Bescheed kréien, da vun de Responsabelen aus de Leitzentralen direkt a korrekt méi séier au courrant géife gehale ginn.

Erlaabt mer eng Fro, déi ech méi dacks vu Leit gestallt kréien, wann ech mam Zuch ënnerwee sinn, näämlech déi, ob et net um besteeënde Reseau awer Gestiounsreserve gëtt - ech si keen Expert -, an deem Sënn, datt beispillsweis bei den Arrêten Zäit kéint agespuert ginn. Oder spillen do Sécherheetskritären? Dat mag jo sinn. Dacks gëtt gesot: Firwat kann een net e System hunn, dee méi no un d'S-Bunn erukënnt? Geet dat iwwerhaapt op eisem Reseau? Ech weess dat net. Ech froen dat.

Da wollt ech am Kontext Verspéidung awer kuerz op eng noamenswäert Initiativ vun der Deutschen Bahn hiweisen, näämlech de Projet, deen ech och zu Berlin eng Kéier konnt gesinn: en „PlanStart"-Team mat senge Coordinateuren, déi iwwer Wochen a Méint an enger Regioun um Terrain kucken an iwwerwaachen, an dat dagdeeglech, wéi eng Problemer et mat Verspéidunge ginn, Verspéidungen, déi ëmmer erëmkommen, déi sech widderhuelen, a wou da mat de gesammelten Donnéeë Léisunge gesicht ginn.

Eng lescht Fro nach zu den Zich, déi aus der Belsch kommen, vu Léck fort. Dovun ofgesinn, datt déi effektiv bal ëmmer Retard hunn, ass och den Equipement, speziell d'Sëtzer, definitiv keng Reklamm fir den ëffentlechen Transport. Ech mengen, et war eng Kéier gesot ginn, et wier awer mat de Belsch geschwat ginn. Déi hätte versprach, fir en anert Equipement do anzesetzen.

Ech kommen zum Schluss, Madamm Presidentin. Mir wëssen, datt et mat deene ville Leit, déi all Dag mat den Zich, mat de Busser fueren, net einfach ass, eise Reseau pünktlech ze bedéngen - d'Zuel hëlt zou -, an datt d'Mataarbechter vun der CFL a vum ëffentlechen Transport insgesamt all Dag hiert Bescht maachen, fir datt et rullt, an datt besonnesch d'Mataarbechter an den Zich déi sinn, déi de Frust vun de Clienten direkt matkréien, ouni datt se derfir kënnen. An de Moment ass eng Partie Onzefriddenheet an den Zich - ech mierken dat, well ech quasi all Dag dermat fueren -, mä an dësem konstruktive Sënn wollt ech awer meng Heure d'actualité vun haut de Mëtteg verstane wëssen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Schank. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Villmools Merci, Madamm Presidentin. An och Merci dem Kolleeg Marco Schank fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguer, datt d'Zuel vun de Voyageuren am Zuchverkéier an deene leschte Jore staark an d'Luucht gaangen ass. Besonnesch an den zéng Joer tëschent 2005 an 2015 sinn d'Voyageurszuele vu 14 Milliounen op 22,5 Milliounen eropgaangen. Dat sinn 8,5 Milliounen Passagéier hei am Land méi, wéi gesot, respektiv 60% méi an deenen zéng Joer.

Dat ass eng gutt Nouvelle, well mir wëlle jo, dass méiglechst vill Leit vum Individualverkéier op den ëffentlechen Transport ëmklammen. Mir wëssen awer och, dass d'Capacitéiten, déi mer um Zuchreseau hunn, net duerginn. Et gouf an et gëtt massiv an d'Schinnennetz investéiert.

An d'LSAP steet zu 100% zu där Politik. Mir sinn iwwerzeegt, dass eist Verkéiersnetz insgesamt weider staark muss ausgebaut ginn, wa mer net definitiv am Verkéierschaos wëllen ënnergoen.

Dat bréngt mat sech, dass zu engem Zäitpunkt, wou et eis wierklech u Capacitéite feelt, wou et en plus och nach Aschränkungen duerch Chantiere gëtt, besonnesch schwéier ass. D'Erausfuerderung ass deemno, den Trafic trotz deene Problemer esou gutt wéi méiglech ze geréieren.

Den 10. Dezember 2017, d'lescht Joer, hunn net nëmmen einfach d'Horairë vun den CFL changéiert, mä et war déi éischte Kéier, wou den Tram gefuer ass, wat eng super Saach ass, an ee konnt aus dem Pafendall mam Funiculaire erop op de Kierchbierg fueren. Dee gesamte Reseau vum ëffentlechen Transport huet deemno mussen un déi nei Situatioun ugepasst ginn. Well den Tram awer just eréischt op engem Deelsték, wéi mer alleguer wëssen, vun der virgesinnener Streck fiert, ass de Wee fir an de Stadzentrum fir eng Rei vu Leit doduerch nach net méi einfach ginn.

Mir gi jo och dervun aus, dass d'Situatioun sech bessert, wa bis all Projeten, dat souwuel um Eisebunnsreseau wéi och um Tramsreseau, ëmgesat ginn, mä an der Tëschenzäit musse sech natierlech vill Clientë vun der Schinn drop astellen, dass se manner Confort hu wéi virdrun. Dat ass eben och duerch déi Chantiere bedéngt.

Verbesserunge sollt dann och deen neie Fahrplan vun der CFL bréngen. Et gouf ugekënnegt, dass engersäits zwar souwuel op eenzelne Strecke manner Zich géife fueren, dass net onbedéngt all Haltestell esou oft géif desservéiert ginn, dass verschidden Direktverbindunge géifen ewechfalen, dass d'Zich awer doduerch géifen erëm méi pünktlech ginn.

An deem Kader hat och mäi Fraktiounskolleeg Yves Cruchten eng Fro gestallt iwwert d'Käldall-Retarden. An ech géif et awer dann, wéi mer de Mëtten hei héieren hunn, wierklech dem Minister iwwerloossen, dem Kolleeg Yves Cruchten schréftlech dorop eng Äntwert ze ginn. Dann huet dat och déi richteg Form, wéi dat soll sinn.

Zanterdeem deen neie Fahrplan applizéiert gëtt, gëtt et natierlech, dat hu mer elo héieren, nawell vill Kritik vu ville Säiten. Eenzelner vun deene Kriticken hunn ech och schonn a Question-parlementairen erëmfonnt. An dofir hu mer jo dann och de Mëtten déi Heure d'actualité.

Et gëtt awer och ganz sécher Leit, déi haut manner Zäit brauchen, fir op hir Aarbecht ze kommen, wéi nach am leschte Joer; mä dovunner héiert een natierlech manner respektiv näischt. Et wär dofir gutt, vum Här Minister ze héieren, wéi d'Situatioun op eisem Schinnennetz am Moment tatsächlech ausgesäit.

Gëtt et haut tatsächlech méi oder manner Verspéidunge wéi nach mat deem ale Fahrplan? Wivill Zich falen a Wierklechkeet aus? Wéi heefeg sinn d'Konnexiounsproblemer op deene Strecken, wou virdru méi Direktzich gefuer sinn? Gedenkt de Minister no den Erfahrungen aus deene leschte puer Wochen, de Fahrplan op eenzelne Punkten nozebesseren? Wa jo, wéini soll a kéint dat eventuell geschéien?

Vläicht nach just en anere Punkt, deen ech och alt wëll uschwätzen, well deen och heiansdo zu Onzefriddenheet féiert: Dat ass d'Kommunikatioun. Do goufe vill Fortschrëtter gemaach. Ech mengen, mäi Kolleeg, de Marco Schank, huet dat och scho gesot vun der CFL-App. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach, wou een an Echtzäit ka gesinn, wéi d'Verspéidunge vun den Zich sinn. Et klappt awer deelweis nach net ëmmer.

An do hu mer de Problem, wa Leit op enger Gare mat Verspéidung ukommen an eventuell de Bus mussen huelen, haaptsächlech de Privatbus, dass déi Privatbussen nach net mat deenen Digitalanzeigen do fonctionnéieren. An hei wollt ech och dann de Minister froen, ob een do vläicht am Sënn vun de Privatbussen déi Aktioun kéint weiderféieren a wéini déi fonctiounsfäeg wär, fir dass déi Kommunikatiounsproblemer an deem Sënn kéinte behuewe ginn.

An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Negri. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Josée Lorsché ageschriwwen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et muss een net Ingenieur oder Consultant sinn, fir ze wëssen, datt d'Problemer, inklusiv d'Verspéidungen op der Eisebunn, historesch gewuess sinn an datt vill Hiewelen a Bewegung musse gesat ginn, fir d'Zerwisser op der Eisebunn op deen Niveau ze bréngen, op dee se gehéieren.

Ee vun dësen Hiewelen, wann et och just e minimalen Hiewel ass, ass den neien Zuchhoraire, deen den 10. Dezember 2017 agefouert ginn ass, parallell zu der Mise en service vun der Gare Houwald, dem Arrêt Pont Rouge, dem Funiculaire an der éischter Phas vum Tram.

Op d'Demande vun de Kolleege vun der CSV geet et jo haut drëms, e Bilan iwwert dësen neien Horaire ze zéien an iwwer verschidden Ajustementer ze schwätzen. Ech ginn dervun aus, datt den Här Minister dat opgrond vu rezente Statistike wäert maachen.

Mir sinn awer der Meenung, datt zu dëser Diskussioun och aner Saache gehéieren, well et geet net eleng hei ëm Minutten, déi ee verléiert oder gewënnt, jee nodeems, op wéi enger Streck datt een ënnerwee ass.

Zu där Diskussioun gehéiert och eng ganz Panoplie vu Moossnamen, déi an enker Relatioun mam Horaire stinn an e groussen Afloss op d'Pünktlechkeet vun den Zich hunn. Et handelt sech ëm all déi Moossnamen a Projeten, déi schonn eleng um Niveau vun der Eisebunn ëmgesat ginn oder kuerz-, mëttel- a laangfristeg wäerten ëmgesat ginn, nodeems déi Lëtzebuerger Mobilitéitspolitik de Kapp jorelaang an de Sand gestach huet, wann et ëm den Ausbau an ëm d'Moderniséierung vun den Eisebunnsinfrastrukture gaangen ass.

Et muss ee wierklech wëssen, datt trotz dem Wuesstum vun der Populatioun a vun den Aarbechtsplazen, virun allem an der Stad, d'Investitiounen an den CFL-Reseau sech jorzéngtelaang op engem Minimum beweegt hunn. Derbäi kënnt, datt d'Zuel vun de Passagéier, esou wéi den Här Negri et scho gesot huet, innerhalb vun zéng Joer explosiounsaarteg an d'Luucht gaangen ass: vu 14 Milliounen am Joer 2005 op 22,5 Milliounen am Joer 2015. Déi Explosioun huet definitiv zu der kompletter Iwwerlaaschtung vun den Zich a vun den Infrastrukture gefouert, egal wéi d'Horairen ajustéiert ginn.

D'Konklusioun, déi mir als Gréng an deem Kontext mussen zéien, ass a bleift déiselwecht. Et ass déi, datt et carrement onméiglech ass, a kuerzer Zäit nozehuelen, wat wärend Jorzéngte verpasst ginn ass, an datt et nëmmen een eenzegt Mëttel gëtt, wat laangfristeg wierkt: Dat Mëttel nennt sech ganz einfach investéieren a schaffen. An et ass ganz genee dat, wat de Moment gemaach gëtt!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- D'Zuele soen alles. An de Joren 2013 bis 2023 fléissen 3,8 Milliarden Euro an d'Eisebunnsinfrastrukturen, géigeniwwer just 1,3 Milliarden an de Joren 2003 bis 2013. Dat ass eng Verdräifachung vum Budget, deen zur Verfügung gestallt gëtt fir den Ausbau an d'Moderniséierung vu verschiddene Linne vun der Stater Gare - Dir kennt déi Projeten -, och fir de Bau vun neie Pôles d'échange a fir d'Erneierung vum Zuchmaterial, wou deemnächst 400 Milliounen Euro wäerten drafléissen.

Woubäi ech wéilt ervirsträichen, datt den Ausbau vun der Stater Gare mat zwee neie Quaien och ëm zéng Joer virgezu gëtt, fir endlech déi néideg Plaz fir déi vill Zich ze schafen, déi do passéieren. An duerno kann een da wierklech vu Pünktlechkeet schwätzen.

Ëm zéng Joer virgezunn, dat wësst Der och, gëtt den Ausbau vum Tram a béid Richtungen, en Ausbau, deen doudsécher e positiven Afloss op de Fonctionnement an och op d'Pünktlechkeet vum Zuchtransport wäert hunn. Dat Ganzt hänkt jo, wéi Der wësst, zesummen. An et wier engstireg, sech just op déi nei Zuchhorairen an op déi vill CFL-Projeten ze fixéieren, ouni dem Gesamtkontext Rechnung ze droen, an deem mer eis hei bewegen.

D'Projeten, déi an deem Kontext nach ëmgesat ginn, wäerten den Drock haaptsächlech op d'Stater Gare, onofhängeg vun hirem Ausbau, reduzéieren an Enkpäss verhënneren, ganz einfach well net méi all Mënsch bis op d'Stater Gare muss fueren, wann en um Kierchbierg oder an der Géigend vun der Cloche d'Or schafft.

Donieft féieren all dës Moossnamen och zu engem massiven Zäitgewënn op deene betraffene Strecken; och doriwwer muss emol geschwat ginn. An dat huet sech zanter dem 10. Dezember schonn erausgestallt. Wéi gesot, et muss een och emol déi positiv Aspekter ervirhiewen, wa mer esou vill Kriticken héieren.

Donieft féieren dës Moossnamen och zu enger grousser Zefriddenheet, déi sech wahrscheinlech dann och vläicht eng Kéier a Lieserbréiwer kann ausdrécken, amplaz nëmmen d'Kriticken!

Madamm Presidentin, mir sinn eis jiddefalls eens: D'Aféierung vun engem neien Horaire huet net all d'Problemer geléist. Mir sinn eis awer gradesou eens, datt scho vill Fortschrëtter am Gesamtkontext vun der Mobilitéit gemaach gi sinn an datt weider massiv Verbesserunge virun der Dier stinn, ganz einfach, well dës Regierung de Kapp net an de Sand stécht, mä investéiert an handelt, och wa verschidden onbequeem Chantiere mat dëse Projete verbonne sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci der Madamm Lorsché. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Madamm Presidentin. Et ass de Mëtteg schonn e puermol hei gesot ginn: De leschten 10. Dezember war jo u sech en historeschen Dag fir den ëffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg, well no 53 Joer emol erëm eng Kéier en Tram hei gefuer ass. Et sinn och zwee nei Arrêten ageweit ginn. Ech wëll dat elo net méi am Detail hei nach eng Kéier ënnersträichen, mä virun allem, wéi gesot, ass och en neien CFL-Fahrplang a Kraaft getrueden. An et ass evident, wann eng Emännerung vu Fahrpläng kënnt, da gëtt et ëmmer Stëmmen, déi dat begréissen, an et gëtt natierlech och emol Stëmmen, déi dat manner gutt fannen. Et ass och evident, datt d'Leit mussen hir Gewunnechte vläicht emol upassen. An da bréngt dat och mat sech, datt do eng Rei vun Diskussiounen opkommen. Dofir ass et och gutt, datt d'Kolleege vun der CSV dat haut hei awer emol kuerz zur Sprooch bréngen.

Eppes ass ganz kloer: An deene leschte Joren ass enorm vill an den ëffentlechen Transport investéiert ginn, virun allem natierlech, wat d'Schinn ubelaangt. Eng Rei Gesetzer goufen hei gestëmmt. Et sinn der nach eng Rei an der Waardeschleef. An et kann ee soen, datt jo bis d'Joer 2023 praktesch 4 Milliarde wäerten investéiert ginn. Do dernieft sinn och vill zousätzlech Zich agesat ginn. Och dat gëtt vläicht munchmol hei vergiess ze soen: zum Beispill zwee Zich pro Stonn op der Linn 70 oder zwee Zich pro Stonn op der Linn 10, wéi jo och en Zuch an der Stonn fir op Koblenz.

Dann däerf een och net hei vergiessen, datt jo och neierdéngs Nuetszich agesat goufen. An ech beruffe mech hei op eng Äntwert op eng Question parlementaire vun der Kolleegin Claudia Dall'Agnol, wou eis da matgedeelt ginn ass, datt vum 11. Dezember 2016 bis zum 18. November 2017 ëmmerhi 738 Zich 16.576 Passagéier transportéiert hunn. An dat ass jo awer och e Chiffer, dee sech weise léisst.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, datt, wéi gesot, déi lescht Wochen hei eng Rei Reklamatioune virgeluecht goufen, ass verständlech. Et muss een dat vun deene Leit, déi betraff sinn, natierlech och novollzéie kënnen. Ech weess, datt zum Beispill natierlech virun allem och Leit, déi zu Diddeleng wunnen, net ganz frou sinn, datt do Zich suppriméiert goufen, déi direkt an d'Stad fueren. Dat huet jo als Reaktioun gehat, datt eng ganz Rei Kolleegen heibannen zu Recht och Question-parlementairen, net nëmmen zu deem Sujet, mä och zu anere Sujeten, gestallt hunn.

Dann ass engem awer och matgedeelt ginn, datt och Ännerunge komm sinn, fir ebe virun allem och d'Pünktlechkeet vun den Zich méi kënnen ze garantéieren. An da si mer direkt och bei engem ganz grousse Problem. An een, deen da regelméisseg mam Zuch fiert, dee kritt dat jo dann och ëmmer regelméisseg ze spieren. Dat ass den Enkpass, kann ee soen, an der Stad Lëtzebuerg, do wou d'Zich dann - loosse mer soen déi, déi vum Süde kommen - spéitstens nom Arrêt Houwald erëm eng Kéier mussen eng kleng Paus aleeën, bis datt u sech d'Signaler fräi sinn, datt ee kann an d'Gare erafueren.

Mä och do muss een awer hei ënnersträichen, datt sech jo elo immens vill do deet. De Bau vum neie Quai ass voll amgaang. An ech fannen, datt déi Aarbechten zügeg viruginn. Dowéinst ass et vläicht zu dësem Zäitpunkt och verfréit, fir schonn en definitive Bilan ze maachen iwwert déi Fahrplanëmstellung.

Op där anerer Säit sinn dann awer och zousätzlech Zich agesat ginn, dat hunn ech schonn hei gesot. Da missten awer och zum Beispill d'Streck Sandweiler-Contern, déi jo elo zweegleiseg gëtt, oder den Ausbau vun der Gare Waasserbëlleg nach Entlaaschtungen a Richtung Oste mat sech bréngen.

Ech hu bei deene ville Reklamatiounen och emol gelies, datt eenzel Leit sech - net zu Onrecht - opgereegt hunn, datt se elo deen Zuch net méi kréien, dee se ëmmer kruten, well deen eben elo zéng Minutten éischter fiert. D'Fro ass awer dann och ze stellen, ob net och kënnen emol d'Aarbechtszäite gegebenenfalls vläicht e bësse méi flexibel an deem Sënn gestaffelt ginn, datt een och vläicht emol eng Kéier ka fënnef, zéng Minutten éischter fortgoen. Oder ëmgedréit kéint dat jo och emol de Fall sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wéi gesot, nach eng Kéier: Déi Kriticken, déi hei geäussert gi sinn, si mat Sécherheet novollzéibar. Ech well awer dann nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt jo awer ganz villes bis elo gemaach ginn ass an datt mer sollen nach e bëssen ofwaarden, wéi sech déi ganz Investitiounen an Zukunft wäerten entwéckelen.

Mir als Demokratesch Partei jiddefalls begréissen awer déi Transportpolitik, déi an deene leschte Jore gemaach ginn ass. Mir wäerten dat och an Zukunft esou ënnerstëtzen. An ech sinn och iwwerzeegt, wa bis eng Kéier dee ganze Reseau reamenagéiert ass mat deenen Neierungen - ech denke virun allem natierlech un dee ganz grousse Projet vun der Stad op Beetebuerg, wann dee bis fäerdeg ass 2022-2023 -, da wäerte sech och nach zousätzlech Besserungen astellen.

Et däerf ee jo awer och net vergiessen: Mir lafen der Entwécklung ëmmer e bëssen hannendrun. Et ass méritoire, a virdru sinn hei Zuele genannt ginn, datt vill Leit ëmmer méi op den ëffentlechen Transport ëmklammen. Da muss natierlech och d'Ugebuet stëmmen. Mä dat ass awer och erëm en Zeechen, datt mer och weiderhin an enger Wuesstumsspiral sinn, datt vill méi Leit hei zu Lëtzebuerg wunnen, datt vill méi Leit mam ëffentlechen Transport fueren.

An datt da Problemer am Ufank vun esou Ëmstellunge kommen, ass ganz normal. Mir jiddefalls sinn awer do gudder Hoffnung, datt sech an deenen nächste Méint a Joren awer nach villes um Niveau vun dem Reseau vun der CFL wäert verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass scho gutt, datt mer driwwer diskutéieren an d'Initiativ vun der CSV a vum Kolleeg Marco Schank iwwert deen neien CFL-Fahrplan hei begréissen. Ech mengen, d'Kriticken no deem neie Fahrplan, déi si quasi aus allen Himmelsrichtunge komm, ob se vu Beetebuerg, vu Waasserbëlleg oder vun Ëlwen erof komm sinn. An duerfir, mengen ech, si jo eng Rei vu Questions parlementaires gestallt ginn. An, wéi gesot, haut hu mer eng Heure d'actualité.

Mä wa mer richteg kucken, dann ass dat eng Entwécklung, déi déi Konsequenzen einfach mat sech brengt. Mir hunn haut an der Mobilitéit, ob dat am ëffentlechen Transport ass oder ob dat op den Autoen ass, iwwerall Stau. An duerfir gëtt et am Fong, doriwwer ass net esou vill geschwat ginn... De Kolleeg Gusty Graas huet et elo kuerz awer ugeschnidden: Et ass am Fong eise Wuesstum.

Mir mussen eis bewosst sinn: Wa mer esou weiderwuessen, da wäerte mer och déi Problemer do net esou séier geléist kréien. An ech mengen, mir schwätze vill vun engem qualitative Wuesstum - wat dat och ëmmer anscheinend soll heeschen -, mä ech erënneren drun, datt de Finanzminister virun engem Mount hei op dëser Plaz stoung am Kader vun de Budgetsdebatte an en hat du jiddwerengem déi heiten Tabell ginn: 60.000 nei Aarbechtsplaze bannent fënnef Joer; 12.000 d'Joer. D'Regierung war also frou, houfreg, datt mer a fënnef Joer 60.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn.

60.000 nei Aarbechtsplazen, dat si 40.000 Frontalieren. A gläichzäiteg hu mer a fënnef Joer och nach 60.000 nei Residentë kritt, soudatt ee weess: An engem Zäitraum vu fënnef Joer hu mer 100.000 Leit weider hei am Land, déi sech Dag fir Dag entweder mat Autoen oder dem ëffentlechen Transport bewegen. Dat ass d'Realitéit an dat ass eise Problem.

A wa mer esou weiderwuessen... Et ass scho gutt, datt mer investéieren. Mir si jo derzou condamnéiert, ze investéieren. A wann d'Statsfinanzen ëmmer am Defizit sinn, dann huet dat eben domat ze dinn, datt d'Konsequenze vun deem stramme Wuesstum méi grouss sinn, wéi mer eis et normalerweis kéinte finanziell erlaben, a mer duerfir permanent am Defizit sinn an net méi nokomme mat investéieren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A wann elo zum Beispill hei och déi nei Zuchstreck vu Beetebuerg an d'Stad ugeschnidde gëtt, déi 2023-2024 soll fäerdeg sinn: Wa mir weider esou wuessen, wéi mer elo an deene leschte fënnef Joer gewuess sinn, dann hu mer bis dohinner schonn erëm 150.000 Leit weider hei am Land, Residenten a Frontalieren, déi sech hei am Land bewegen. Dat heescht, dee Plus, dee mer do kréien, dee gëtt quasi schonn erëm duerch d'Progressioun vun der Populatioun an de Frontalieren, déi kommen, opgefaangen.

An dann ass et nun eben normal, datt mer en Enkpass kréien. A wa mer investéieren, dann ass et och normal, datt et Schantercher gëtt, well wann een deen neie Plang kuckt, deen d'CFL elo iwwert d'Schantercher erausginn huet, an et kuckt een, wou op alle Strecken déi rout Plazen agezeechent sinn, wou iwwer Woche praktesch keng Zich kënne fueren, dann ass dat awer eng Normalitéit, wa mer investéieren. Mä Dir musst Iech awer virstellen, wat et dann e Chaos gëtt an deenen Zäiten, wann déi ganz Honnerten an Dausende Leit, déi mam Zuch fueren, dann zäitweileg mat de Busse gefouert ginn. Do gëtt de Kaméidi nach vill méi grouss, wéi en elo ass.

Duerfir musse mer eis bewosst sinn, wa mir mengen oder Leit hei am Land mengen, mir misste weider esou wuessen, da gëtt dee Chaos do komplett, an zwar esou komplett, datt et wierklech wäert décke Buttek hei am Land ginn! An duerfir, mengen ech, musse mer als Parteien de Courage hunn, fir doriwwer ze diskutéieren.

D'Madamm Lorsché huet gesot: „Et gëtt nëmmen ee Mëttel: Dat ass investéieren." Jo, mä virun deem Mëttel gëtt et nach en anert Mëttel: Mir mussen driwwer diskutéieren, wéi mer dee Wuesstum an de Grëff kréien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wa mer deen net an de Grëff kréien, da komme mer och mat deem Mëttel „hannendrun investéieren" ni méi no. An dat ass jo net nëmme beim ëffentlechen Transport, et ass net nëmmen an de Stroossen, dat ass an allen Infrastrukturen, déi mer hei am Land musse maachen, wou mer net méi nokommen!

Dat huet mat Personal beim Stat ze dinn. Ech brauch mech net ze widderhuelen. Ech hunn dat elo scho fënnef-, sechsmol hei op dëser Tribün bei Budgetsdebatten a bei der Lag vun der Natioun gesot.

Mir kommen net derlaanscht, doriwwer ze diskutéieren! An ech sinn iwwerzeegt, datt d'Leit dat och wëlle matdiskutéieren, well d'Leit gesi jo elo lues a lues, datt mer mat där Wuesstumspolitik do un eis Grenze stoussen. A wann dann och nach gesot gëtt: „Mir mussen d'Liewensqualitéit..." Ass dat eng Liewensqualitéit, wann d'Leit all Dag stonnelaang am Stau sinn, wann d'Leit mussen all Dag méi wäit wunne goen, wa se an d'Ausland musse wunne goen? Ass dat Liewensqualitéit, wann eis Familljen an zéng Joer mussen an Appartementshaiser um fënneften, sechte Stack an engem Appartement mat der Famill a Kanner a 40, 50, 60 m² wunnen? Ass dat déi Liewensqualitéit, déi mer ustriewen? Déi Froe musse mer eis stellen.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Gelift?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir sinn hei bei „nouvel horaire des CFL"!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, mä ganz genau! An ech si frou, deen Zwëscheruff do ze kréie vun der grénger Säit, well et gesäit een, datt déi gréng sech iwwerhaapt net bewosst sinn, wat d'Konsequenze vun deem Wuesstum do sinn.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach! Well Dir maacht blanne Wuesstum mat. An hei sinn d'Konsequenzen dovunner.

Une voix.- Also a Saachen Nohaltegkeet, do weess ech awer net…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hunn de grousse Privileeg, an der Stad ze liewen an ze schaffen. Dat heescht, den Zuch brauch ech ganz wéineg ze benotzen, am Alldag op jidde Fall, fir innerhalb vum Land ze reesen. Ech benotzen en zwar soss ganz gär, well et wierklech agreabel ass, mä anscheinend ass et awer tatsächlech net esou agreabel, wann ee gewësse Linne muss fueren.

An ech kréien dat permanent mat, wéi jiddweree vun Iech. An nach elo bis viru Kuerzem, e bëssen an der Virbereedung vun dëser Heure d'actualité, kritt een nach esou Geschichte mat, datt zum Beispill verschidde Waggonen, deemno wéi, zu Spëtzestonnen esou voll sinn, datt, wann d'Dieren erëm opginn, d'Leit quasiment erausfalen. Et huet ee bal japanesch Zoustänn, wéi an der Metro, wou och souguer Leit jo agestallt ginn, Dir wësst, fir d'Leit eranzedrécken. D'Japaner sinn dat gewinnt. Ech weess net, ob dat bei eis esou géif fonctionnéieren, mä et géif Aarbechtsplaze schafen. Jo, wahrscheinlech.

Ech mengen, mir hunn awer e seriöe Problem. Et gëtt vu Retarde geschwat. Mä mir hunn e Problem mat gréissere Retarden, justement bei den Investitiounen an d'Infrastrukture vun der Bunn. An ech mengen, et muss een awer soen, ech maachen dat net gär, mä éierlecherweis muss een awer soen: Et gëtt awer elo wéinstens eng Transportpolitik am ëffentlechen Transport an eng Zuchpolitik, déi bedriwwe gëtt, déi virdrun net bedriwwe gouf.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Firwat sot Der dat net gär?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Bon, dach, ech soen dat och gär a Wirklechkeet, well et stëmmt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir sollt et gär soen. Et geschitt emol endlech eppes!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et geschitt emol eppes. Et ass eng gewëssen Dynamik do. Ob et duergeet, ass eng aner Saach. Vun haut op muer geet et wahrscheinlech och net. Et ass komplex, mä et muss ee feststellen, datt iwwer Jorzéngten den Individualtransport ëmmer privilegéiert gouf an den ëffentlechen Transport net privilegéiert gouf.

Et ass eng Saach vun Investitiounen. An et muss ee weiderhin investéieren. Wahrscheinlech muss een eendeiteg méi investéieren. Dofir ass et och vläicht einfach gewiescht fir aner Regierungen, fir ze soen: „Hei, mir hu gesond Statsfinanzen." Wann ee wéineg investéiert an Infrastrukturen, dann ass et och einfach, sougenannten „gesond Statsfinanzen" ze hunn.

Ob dat eng gutt Saach ass, zemools vu politesche Kräften och heiansdo, déi der Meenung sinn, datt ee Steierdumping muss maachen, dat heescht, manner Recettë muss kréien, an duerch Steierdumping, fir datt zum Beispill Betriber manner Steiere bezuelen - ech kucken op meng riets Säit an och op mäi Virriedner, déi dat och, deemno wéi, ënnerstëtzen -, da mécht een och eng Politik, déi de Wuesstum, an den ongebremste Wuesstum unzitt.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An da soll een net heihinnerkommen a soen: „Et muss een oppasse mam Wuesstum"! Et muss een e bësse rationell sinn.

Bon, bei der Ëmstellung vun Horairen an der Aféierung vun neie Linne muss een ëmmer mat Retarden a Problemer rechnen. Ech mengen, den Haaptproblem, mat deem mer konfrontéiert sinn, ass deen, datt de Reseau einfach net méi nokënnt mat de Besoinen. E Reseau, deen och net richteg ausgebaut ass. Wann een eng Landkaart kuckt an esou weider, da gesäit een: Et gëtt jo awer immens vill grouss wäiss Flecken.

Et huet ee Retarden, et héiert ee Saache vu Leit, déi mussen 10, 20, 30 Minutten um Quai waarden. Heiansdo gëtt de Retard gemellt, heiansdo gëtt en net gemellt. An da weess een emol net, wat fir e Retard een huet. Dat heescht, et steet een do um Quai, et weess een net, ob een op eng Alternativ muss zréckgräifen, also ze Fouss muss weidergoen oder vläicht de Bus muss huelen. Bleift een do stoen, vläicht kënnt en. Ech mengen, dat ass net normal.

Anscheinend - ech mengen, dat si Froen, déi ech stellen - gëtt et och nach kee richtegen Accord innerhalb vun der CFL - ech si kee Spezialist dovunner -, fir ze wëssen, wat soll als Retard ugesi ginn: 10 Minutten, 15 Minutten? Dat ass eng Fro, déi ech hunn.

D'Informatiounspolitik ass natierlech bekanntlecherweis och net genial. Elo soll eng App kommen. Dat ass gutt, mä natierlech: Eng gutt Informatioun muss och déi sinn, déi een direkt gesäit, um Quai oder bannen an der Gare, wann een iwwerhaapt och eng Gare huet, déi iergendwéi e Bannen huet oder en Haischen huet. Well dat ass och eng Saach, déi mer hei zu Lëtzebuerg deelweis net hunn. Garen ouni Haisercher, oder mat ganz klengen. Mä souguer op der Gare bei de Busquaien huet ee kleng Bushaisercher, déi een och elo direkt kéint vergréisseren, well wann et reent, da gëtt et e bësse komplizéiert.

D'Fro stellt sech och bei der Upassung. Also, et ass eng Fro, déi ech mer stellen. Et huet een éischter den Androck, datt sech alles op d'Stad an op hir Peripherie fokusséiert, datt och net onbedéngt richteg ugepasst gëtt, also datt d'Bushorairen an d'Zuchhorairen zum Beispill am Süden, beim TICE an esou weider, net richteg ugepasst ginn, oder op anere Plaze vum Land.

Ob net d'Bushorairë sech missten un d'Zuchhorairen upassen an esou weider an esou virun, dat si Froen, déi sech stellen, oder déi ech stellen. Ech weess emol net, inwiefern et souwäit ass, mä et huet een heiansdo den Androck, datt et éischter esou ass, datt een do eng komplett Diskrepanz huet par rapport zum Bus oder den Zuchschinnen.

Voilà! Ech hu schonn e bëssen ze vill geschwat. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo d'Regierung: den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci allen Intervenantë fir déi Diskussioun de Mëtteg. Wéi ech mäin Amt am Dezember 2013 ugetratt sinn, wéi dës Regierung hiert Koalitiounsofkommes geschriwwen huet, du ware mer eis eens: Den ëffentlechen Transport a virun allem de Schinnentransport fonctionnéiert net esou, wéi e soll fonctionnéieren. A mir waren eis och dunn eens an duerfir hu mer dat am Koalitiounsofkommes festgehalen, datt massiv misst an dëser Legislaturperiod doran investéiert ginn. An dat hu mer och gemaach.

D'Zuele beleeën dat, sougutt d'Konte vun der Chamber (veuillez lire: vum Stat) vun deene leschte Joren, wéi awer och de Pluriannuel, dee mer virleien hunn, wat nach alles investéiert gëtt. D'Madamm Lorsché huet et opgezielt, 2013 bis 2023: 3,8 Milliarden Euro ginn an den Ausbau vun der Capacitéit vun eisem Schinnereseau investéiert.

Dir kënnt roueg versichen, dat mat iergendengem aneren europäesche Land ze vergläichen. Ech hat mer souguer eng Kéier d'Méi gemaach, et e bësse mat der Schwäiz ze vergläichen, déi modellhaft ass. Mir sinn um Niveau vun der Schwäiz elo, wat den Invest an de schinnegebonnenen Transport ubelaangt. An an der Schwäiz ass et quasi eng Obligatioun jee nodeem, wat een nei entwéckelt, nei usidelt, datt den Zuch automatesch muss dohinnergebaut ginn. Dat heescht, mir maache gewalteg Efforten - gewalteg Efforten! -, fir déi Enkpäss, déi do sinn, opzehiewen.

An ech hunn och scho virun enger Rei Méint gesot, schonn ier de Fahrplang a Betrib gaangen ass - well déi Froen, déi elo hei erëmkommen, si jo awer e bëssen déi nämlecht, zumindest zu engem Deel, déi och scho gestallt gi sinn, wéi erauskomm ass, wéi de Fahrplang géif ausgesinn -, dunn hunn ech gesot: „Den 10. Dezember maache mer en éischte Schratt, sougutt an den Infrastrukture wéi och beim Fahrplangwiessel, a Richtung vun enger anerer Eisebunn, vun engem aneren ëffentlechen Transport. Awer et ass nëmmen den éischte Schratt!"

An deen éischte Schratt, dee kann natierlech net all d'Problemer léisen, déi mer bis dohinner kannt hunn. Wann ech weess, datt eise Reseau... An duerfir kann ech direkt op déi Fro

äntwerten, déi vum Här Schank gestallt ginn ass, ob mer an der Gestioun nach Reseausreserven hätten. Déi hu mer wierklech net méi! Et ass just de Contraire. Mir sinn de Moment schonn op verschiddene Strecken op engem Punkt, datt mer eigentlech ze vill Zich fuere loosse par rapport zu deem, wat de Reseau hiergëtt. Dat ass jo eise grondleeënde Problem!

Wa mir d'Stad Lëtzebuerg haut wéilten esou bedéngen, mat där Capacitéit, déi se huet, fir datt an de Spëtzestonnen déi Zich och all kënnen normal an uerdentlech erakommen an ouni datt mer dann direkt bei allem Verspéidungen op de ganze Reseau kréien, dann dierfte mer haut schonn eng Rei Zich net méi fuere loossen.

Dat ass och precisement de Grond, firwat mer verschidden Adaptatiounen um Reseau gemaach hu mat Arrêten zum Beispill. Woubäi ech verstinn, datt deen Eenzelne seet: „Jo, firwat hält dann elo grad deen Zuch just net méi op menger Gare hei, wou en nach virdru gehalen huet?", well dee just seng Situatioun vu senger Gare gesäit, an natierlech net d'Gesamtminutte kuckt an dem Zesummespill vun deene puer Minutten, déi et fir seng Gare bedeit, fir de Gesamtreseau, wa mer e Reseau hunn, dee komplett saturéiert ass!

An ech weess, datt dat Geréngstent, wat passéiert, net nëmmen Implikatioune fir déi Streck huet, mä automatesch och fir all déi aner Reseauen, well et hänkt jo alles zesummen, vu datt alles, wéi et zu Recht vum Här Wagner gesot ginn ass, de Moment zimlech op d'Stad hei achséiert ass. An dovu wëlle mer jo ewechkommen, well et soll d'Zil sinn, datt mer dat Ganzt entflechten aus der Stad. Natierlech brauche mer héich Capacitéiten an d'Stad, mä mir mussen awer an der Organisatioun vum Reseau, vun den Horairen ewechkomme vun der Fixatioun op d'Stad.

Iwwregens, beim RGTR wëlle mer dat nämlecht maachen, bei där Reform, déi jo amgaang ass, geplangt ze ginn.

Mä wéi gesot, et huet awer ni ee behaapt, datt den 10. Dezember, wann dee Fahrplang géif a Kraaft trieden, auf wundersame Weise… Well dat wär jo net méiglech… Wann ech dat versprach hätt, dann hätt ech…

(Interruption par M. Marco Schank)

Neen, ech wëll just soen, well dat jo awer elo dobaussen, wann ech esou kucken, wéi d'Stëmmung plazeweis ass, dann duergestallt gëtt, wéi wann dee Fahrplang vum 10. Dezember elo alles dat, déi Problemer, déi Netzcapacitéitsproblemer hätt kënne léisen. Neen, dat konnt et natierlech net.

Allerdéngs hu sech Saachen duerch den 10. Dezember verbessert. Ech wëll Iech just soen: Ech hunn hei d'Tabell vun der Ponctualitéit, och wann een natierlech muss virsiichteg sinn, well ee Mount ass awer delikat, d'autant plus, wou och nach zum Deel Vakanz dra war, fir dat scho kënnen ze vergläichen.

An da kommen esou Saachen derbäi: Et waren ufanks Januar och nach Streiker; net op eisem Reseau, mä op engem Nopeschreseau. Dat huet direkt en Impakt op eise Reseau. Do kënne mer eis dréinen a kéieren, wéi mer wëllen. Et waren och nach Deeg derbäi, wou extrem schlecht Wieder war - dat wësse mer och -, wou déi ganz extrem Wiedersituatioune waren. Och dat huet um Eisebunnsreseau natierlech Konsequenzen, zwar vläicht manner dramatescher wéi op der Strooss, mä et huet awer Konsequenzen an der Pünktlechkeet.

Mä trotzdeem wëll ech Iech soen, datt mer op der Streck vun Thionville op Lëtzebuerg, der Linn 90, 2017 eng Ponctualitéit haten, dat ass elo iwwert d'ganzt Joer gekuckt, vun nëmme méi 85%. Dat ass eng Katastroph fir en Eisebunnsreseau. Do si mer awer elo erëm eropgaange vu 85% op 91,20%, dat heescht 6,20% Verbesserung an der Pünktlechkeet op där Streck.

Op der Linn 70, Rodange-Dippech-Lëtzebuerg, do hate mer virdrun eng Pünktlechkeet vun 91,26%. Do hu mer eis op 95,56% verbessert.

Op der Streck Rodange-Esch-Lëtzebuerg, der Linn 60, hate mer virdrun eng Pünktlechkeet vun 90,61%, elo hu mer 95,70%.

Op der Linn Klengbetten-Arel, der Linn 50, déi am schlechste war virdrun, si mer vun 88,36% eropgaangen op elo 97,23%, bal 10% Verbesserung vun der Pünktlechkeet op där Streck! Dat war déi, wou mer virdrun am schlechtsten dru waren.

An da kommen zwou Strecken, do huet et sech bei där enger liicht verschlechtert a bei där anerer e bësse méi verschlechtert. Dat eent ass d'Linn 30, Waasserbëlleg, do si mer vun 92,61% op haut 90,51% gaangen, also loosse mer soen, dat huet sech ëm ee gudde Prozent verschlechtert.

An da bei der Linn Ëlwen-Ettelbréck-Lëtzebuerg, der Linn 10, do hate mer virdru 94,38%. Do si mer ganz liicht erofgaangen op 93,3%, also quasi stabel bliwwen op engem schlechten Niveau, muss ee soen, op der Linn 10.

Also et sinn zwou Linnen, déi bis elo net dovu profitéiert hunn, véier aner Linnen, déi vill bis ganz vill profitéiert hu vum Fahrplang. Also kann ee schonn emol mindestens als Konklusioun zéien, datt net alles falsch war, wat hei gemaach ginn ass.

Et muss een och soen, wa gefrot gëtt: „Firwat hu mer net eng Gesamtrevisioun gemaach?", ma déi ass gemaach ginn! Et ass e Schwäizer Büro, deen huet e Joer un deem ganze Fahrplangwiessel geschafft. An et ass och esou, datt mer am Hierscht op enger Pressekonferenz eng ganz Rei Schwaachpunkten, déi detektéiert gi sinn, erausgestallt hunn. An déi Schrauwen, un déi mer dréie gaange sinn, dat sinn natierlech där Schwaachpunkten. An déi kommen dohier, well mer op deene Strecke Problemer hunn.

Firwat hu mer missen op der Waasserbëlleger Streck un de Schrauwen dréien? Mä well de Problem ass, datt mer haut nach ëmmer dee Problem hu fir an d'Gare eran. De Viaduc ass nach net fäerdeg, de Viaduc Polfermillen. Och d'Verduebelung vun der Sandweiler Streck ass nach net fäerdeg. Wann dat Enn 2019 fäerdeg ass - an da kënnt och nach en plus derbäi, datt bis Enn 2019, den Dezemberwiessel 2019, d'Weststrecke wäert opgoe vun Tréier, also déi nei Verbindung, déi da wäert derbäikommen -, da wäerte mer éischtens méi Capacitéit hu fir déi Streck an da komme ganz sécher erëm Zich och nach bäi op där Streck par rapport zu haut.

Et ass esou, datt mer natierlech och versicht hunn, méiglechst enger Rei Saache Rechnung ze droen. Dat hunn ech och a Question-parlementairë geäntwert. Et sinn an de Spëtzestonnen ëmmerhin awer nach dräi Zich d'Stonn do fir d'Leit. Natierlech, de Rescht vum Dag hu mer do - fir déi zwee Arrête wuelverstanen, also op der ganzer Streck ass et aneschters, do hu mer den Hallefstonnentakt -, mä fir déi zwee Arrêten, wou den Här Schank gefrot huet, do hu mer natierlech de Stonnentakt just fir de Rescht vun der Zäit.

Mä wéi gesot, wann 2019 déi Infrastrukturaarbechte fäerdeg sinn, de Viaduc Polfermillen, an da jo och nach am Dezember 2019 dee fënnefte Quai vun der Gare Lëtzebuerg fäerdeg gëtt, dann hu mer méi Capacitéit an der Gare Lëtzebuerg plus d'Weststrecke - dat hunn ech och ëmmer gesot, dat hunn ech och an den Äntwerte geschriwwen -, da wäerten op der Waasserbëlleger Streck ganz aner Méiglechkeeten nach kommen an d'Situatioun wäert sech verbessere par rapport zu haut.

Also mir hu missen hei e klengen, mini Réckschrëtt maachen, ganz kloer, fir datt mer dat kënne fäerdegbauen an datt mer da kënne besser Situatioune kréien.

Mir kucken awer och nach no, ob mer net deen een oder aneren Zuch vläicht zousätzlech kënnen asetzen, well mir hu jo déi Doleancen och alleguer kritt am Ministère an och bei der CFL. A mir huelen déi natierlech alleguerten eescht. Och d'Bréiwer hunn ech deene Gemenge beäntwert, déi mer ee Bréif geschriwwen hunn. An ech hu gesot, d'CFL kuckt awer nach no, ob se nach kann a Fonctioun vu verschiddenen Enregistrementer Saache maachen. Mä alles kënne mer am Moment bis 2019, bis mer déi Infrastrukture fäerdeg hunn, awer net maachen.

Dann zum Beispill op der Diddelenger Streck, do hu mer schonn Nobesserunge gemaach entre-temps, well mer do Reklamatioune kritt hu mat de Verbindunge vun Diddeleng op Beetebuerg, datt déi net gutt géife klappen. A virun allem hunn d'Leit sech beklot, datt se och nach elo keng gutt Verbindung hätten op deen Zuch, dee vun Esch kënnt an deen op d'Pafendaller Gare duerchfiert. Do hu mer mat de Leit zesumme gekuckt, d'CFL huet souguer eng Delegatioun empfaangen an der Direktioun a mir hunn den 2. Januar Ajustementer gemaach, soudatt elo d'Verbindungen an d'Korrespondenzen zu Beetebuerg vill besser sinn op déi Zich. An elo hu mer och dono dozou keng Reklamatioune méi kritt.

A wa geschwat gëtt vun der Gare Dummeldeng, vun dem Lycée vun Dummeldeng: Éischtens wëll ech soen, op d'Reklamatioun hi vum Lycée hu mer een Zuch bäibehalen, deen d'Schoul gefrot huet. An awer, dat muss een och soen, esou wéi et dann elo ass, hutt Der moies tëschent sechs an néng Auer do 13 Zich, déi zu Dummeldeng halen, déi aus dem Éislek erofkommen, dat heescht all 14 Minutten en Zuch. Ech mengen, do kann een awer net behaapten, datt dat awer elo eng ganz schlecht Verbindung wär, och wann natierlech ëmmer jiddweree frustréiert ass, wann e virdrun nach méi hat an eppes liicht verluer huet.

Mir hunn och op anere Strecke schonn Änneruge virgeholl, an do sinn zum Beispill och Remarquë komm zu der Capacitéit. Dat ass op der Streck Dikrech-Lëtzebuerg, do hu mer wéinst Materialmangel, deen d'CFL de Moment huet, a well effektiv d'Zich strubbelvoll sinn, mussen déi al Z2000 asetzen. Déi sinn natierlech net ideal, déi gi jo och ersat elo an deenen nächste Joren. Do gëtt awer elo gekuckt, fir vum Abrëll un och deelweis mindestens anert Material kënnen anzesetze vun Dikrech erof, fir deem entgéintzekommen.

Mir hunn op deene ganze Strecken, wéi gesot, alles gekuckt, an all déi Reklamatiounen, déi komm sinn - an déi dréie sech gréisstendeels ëm déi Saachen, ech mengen, déi den Här Schank och beschriwwen huet -, sinn, wéi gesot, eescht geholl ginn. Mir probéieren de part et d'autre nach Saachen ze verbesseren. Mä wierklech Verbesserunge kréie mer eréischt - an dat muss ech awer leider soen -, wa mer déi Infrastrukture bis all gebaut hunn.

Dann dierf een och net vergiessen, datt mer fir 400 Milliounen eng Ausschreiwung gemaach hunn, eng europäesch Ausschreiwung fir neit Zuchmaterial. D'Eisebunn wäert hir Sëtzplazcapacitéit bis d'Joer 2023 verduebele par rapport zu haut. Dat heescht, mir hunn engersäits d'Streck, déi mer massiv ausbauen, mä och nach verduebele mer d'Sëtzplazcapacitéit. Do wäerten déi éischt Liwwerunge vun deem Material 2020, 2021 ugoen an dann zitt dat sech bis 2023. An dat kënnt jo dann nach drop on the top zu deem, wat mer awer scho gemaach hunn. Ech wëll drun erënneren, datt an dëser Legislaturperiod am Total 17 KISS-Automotricë kaaft gi sinn an och entre-temps um Reseau fueren. Stellt Iech emol vir, mir hätten dat net gemaach, da wäre mer souwisou schonn um Enn mat deem Ganzen! Mä wéi gesot, mir schaffen intensiv dodrunner.

Dann zu den Informatiounen. Den Informatiounssystem, deen ass schlecht, dat ass ganz kloer. Deen ass einfach schlecht an deen dierf net esou sinn. Dat weess d'CFL och an ech hunn hinnen och scho méi wéi eng Kéier gesot: „Ech hätt gär, datt Der virumaacht, datt mer dee System verbesseren." Do ass jo och massiv investéiert ginn. Dat fänkt jo och lues a lues un, sichtbar ze ginn. Wann Der kuckt an der Gare Pafendall, wéi do d'Panneau-d'affichagë sinn, oder deen neien an der Gare Lëtzebuerg, dat ass eng aner Welt par rapport zu deem vu virdrun.

Elo hutt Der awer nach keng Echtzäit dodrobber. An dee System mat der Echtzäit, deen ass jo elo op der Péitenger Streck an der Pilotphas. D'Gare Beetebuerg wäert nach drukomme bis d'Fréijoer, dann d'Gare Lëtzebuerg an da bis Enn 2019 ass dee ganze Reseau esou equipéiert, datt Der op Ären Horairen, also op de Panneauen, Echtzäit hutt. Mä och op där App, déi elo nei wäert erauskommen, kënnt Der dann an Zukunft d'Echtzäit vun Ärem Zuch kucken.

Do kritt Der dann all Informatiounen dodrobber an da kommen och automatiséiert Informatiounen op de Quaien an an den Zich. Dat geet alles iwwer Computer, wou de Fahrplang dra gespeichert ass an deen och permanent vun de Leitstelle gefiddert gëtt, deen automatiséiert Informatioune gëtt. Dat heescht, d'Informatioun wäert sech wesentlech verbesseren.

Mir kréie jo och de Wi-Fi an de Garen. Bis Enn des Joers ass e fäerdeg an de Garen. An an den nächsten zwee Joer wäert en och a sämtlechen Zich sinn. Eng Rei KISSe si jo schonn equipéiert. Also do geschitt wierklech ganz vill. Beim RGTR ass et iwwregens d'nämlecht. Déi éischt Leitstelle wäerten elo installéiert ginn. Do ass d'Echtzäit ofgeschloss, also op de Panneauen an och op dem Handy kann een dat scho kucken. Elo kommen nach just do d'Leitstellen.

Dann déi Fro vum Kiem mat de Bussen. Bon, et ass richteg, datt duerch de Fait, datt d'Bussen net méi op de Boulevard John F. Kennedy, mä elo iwwert de Boulevard Konrad Adenauer fueren, do elo vill Busse fueren. Ech hunn déi Leit och gesinn entre-temps. An ech hunn deene Leit och gesot, datt déi Busse wäerte graduell ofhuelen. Dat heescht, wann den Tram elo bis op d'Stäreplaz fiert, da wäert erëm en Deel ewechgeholl ginn. A wann den Tram bis ganz fäerdeg ass… Also fir si ass et souguer schonn esou, wann den Tram bis op der Gare Centrale ass, an dat ass, géif ech soen, am Fréijoer 2020, esou wéi et de Moment ausgesäit, dann hu si iwwerhaapt keen een RGTR-Bus méi op deem Boulevard fueren.

Et ass och esou, datt mer hinnen awer elo gesot hunn, mir géifen eng Rei Saache wëlle kucken, well mir hunn eng Rei Schwieregkeeten och mat där neier Endstatioun, déi mer gemaach hu bei der Coque, well mer do Konflikter hu mat der Europaschoul. An do kommen Änneruungen. Et si vill Bussen näämlech, déi elo bei hinne laanschtfueren, déi fueren do op den Terminus. De Problem ass, déi Busse musse jo iergendwann um Terminus eng Paus maachen. A mir hunn och net 100.000 Plazen, wou mer dat kënne maachen. Mir hunn awer elo eng aner fonnt a mir huelen déi hei wahrscheinlech net méi bis dohinner, soudatt awer schonn e gudden Deel Bussen zousätzlech zu deenen, déi mer ofbanne wäerte mat der Stäreplaz, wann den Tram bis dohinnerfiert, do ewechkommen.

Ech muss awer allerdéngs och soen, déi dote Busse si virdrun op enger anerer Plaz laanschtgefuer, näämlech laanscht de Weimeschhaff. Also et ass net esou, wéi wann d'Nuisancë bei anere Leit net gewiescht wiere virdrun. Ech verstinn awer d'Leit, déi natierlech d'Flemm hunn, wa se se op eemol esou virun hirer Dier hunn. Mä wéi gesot, do komme schrëttweis Léisungen, bei engem gudden Deel scho bis Enn des Joers. An ech hunn de Leit och versprach, datt ech hinnen dat wëll schrëftlech elo ginn, wéi déi Etappe sinn, soudatt dat misst klappen.

Dann zu der Belscher Streck Léck-Lëtzebuerg. Dir wësst, datt déi Desiro-Zich sollen agesat ginn, déi nei vun der Belsch. Allerdéngs, an der Belsch muelen d'Mille lues. An déi mussen homologéiert ginn. An eis Administration des chemins de fer huet nach ëmmer keng Dossieren do virleien. An Dir wësst, dat dauert awer, d'Homologatioun. A soubal se homologéiert sinn, kënne se op der Streck fueren. Da misst dat besser ginn op där Streck.

Da war nach d'Fro komm vum Tram, wann e Problem ass, wa Schwieregkeete bestinn. Wa Schwieregkeete bestinn, ass virgesinn, datt natierlech den AVL-Busreseau asprëngt. Bon, deen Accident, deen elo war, éischtens war et deen éischten, an zweetens, dee war e bëssen onglécklech och gaangen. Et muss ee soen, datt den Tram emol quasi näischt gemierkt huet. Et war och esou, den Tram hat nëmmen eng Schréips. Den Auto hat méi eng déck Schréips. An deen ass awer du stoe bliwwen hannendrun. Mä et ass awer effektiv virgesinn, do gëtt et e Plang, wéi dat ofleeft an och wéi dat ofgeschwat gëtt mat der Stad Lëtzebuerg an deem dote Fall.

Dann hat ech nach ee Punkt… Ah, wat ech wollt soen zu der Wuesstumsdebatt an zu deem Ganzen: Natierlech ass et richteg, datt, wa mer einfach alles weider wëll wuesse loossen, Aarbechtsplazen, Awunner, wéi déi lescht 30 Joer, da lafe mer der Situatioun ëmmer hannendrun. An den Här Gibéryen huet do recht. Dat ass wierklech eng Evidenz.

An Dir wäert et och gesinn, Enn des Mounts kritt d'Chamber jo dat Dokument virgestallt mat den neie Strukturdaten iwwert d'Landesplanung. Dat ass jo am Fong geduecht, fir d'Debatt ze preparéieren, déi mer Enn Februar zesummen an der Chamber hunn. Do wäert Der gesinn, dat ass zimlech alarmant, wéi déi Zuele sech entwéckelen. An natierlech, an den Infrastrukturen, wa mer net verschidde Saachen iwwerdenken, wéi mer eis entwéckelen, da lafe mer gnadenlos éiweg hannendrun.

An ech wëll Iech just soen, den Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg zum Beispill, dee mer elo do maachen, wa mer dee fäerdeg hunn, da si mer um Maximum. Méi kënne mer d'Gare Lëtzebuerg net ausbauen. Also do geet dann net méi méi. Mir kréien zwar elo méi Sputt, mä mir sinn dann awer ganz kloer um Maximum. An duerfir ass et och wichteg effektiv, datt mer déi Diskussioun vum Wuesstum féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bleiwen dobäi, datt ech iwwerzeegt sinn, datt, wa mer all déi Infrastrukture weider an där Konsequenz an Dynamik bauen, wéi mer et déi lescht Jore gemaach hunn, da wäerten de schinnegebonnene Reseau an den ëffentlechen Transport an Zukunft aneschters ausgesinn.

Mir sinn op alle Fall gudde Wëllens, dat weiderzemaachen. D'Dynamik ass do. Mir mussen déi oprechterhalen, dat ginn ech net midd genuch ze soen. An ech wäert am Mee, Juni och do - a mir féiere jo och do nach eng Debatt virdrun hei - de MoDu 2.0 virstellen. Mir wäerten net dierfen ophalen 2023. Mir mussen duerno och nach weiderfueren. Wat mer do musse maachen, dat wäerte mer dann zesumme respektiv wäert ech Iech duerno virleeën. Mä déi nächst Legislaturperiod mussen do Neel mat Käpp gemaach ginn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6976, d'Transpositioun vun enger europäescher Decisioun, fir den Informatiounsaustausch tëschent de Polizeidéngschter an

deenen eenzelne Länner ze vereinfachen. An d'Wuert huet d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Viviane Loschetter.

8. 6976 - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:

1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;

2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Jo. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi 6976 ass deposéiert ginn de 24. Mäerz 2016. De Statsrot huet en éischten Avis ofginn de 15. November 2016. D'Commission juridique huet sech deem Projet dunn ugeholl an huet mech als Rapportrice den 23. November 2016 genannt. An d'Regierung huet eng Rei vun Amendements gouvernementaux den 1. August 2017 agereecht.

Doropshin huet de Statsrot säin éischten Avis complémentaire den 21. November 2017 ginn. Mir hunn an der Commission juridique nach en Amendement parlementaire nogereecht an de Statsrot huet säin zweeten Avis complémentaire de 15. Dezember 2017 ginn. De Rapport ass viru ronn 14 Deeg, den 3. Januar 2018 ugeholl ginn.

Ëm wat geet et an deem Projet de loi? Ma den Haaptobjektiv vun deem Projet de loi ass éischtens, eng Décision-cadre vum JAI-Conseil vum 18. Dezember 2006 ëmzesetzen. An zwar geet et do ëm eng Simplificatioun vun dem Austausch vun Informatiounen a vu Renseignementer tëschent de Services répressifs vun de verschiddene Länner aus der Europäescher Unioun. Ech wëll hei eng Kéier präziséieren, datt mir zu Lëtzebuerg ënner Services répressifs d'Police an ënner Ëmstänn och d'Douane gesinn.

Dëse Projet de loi huet awer och als Objet, fir verschidden Dispositioune vun der Decisioun vum JAI-Conseil vum 23. Juni 2008 ëmzesetzen. Dat heescht, aner Decisioun, aneren Datum, do geet et ëm d'Verdéiwung vun der Coopération transfrontalière, an zwar virun allem, fir géint den Terrorismus a géint d'Criminalité transfrontalière ze kämpfen. Dës Décision-cadre viséiert virun allem den Austausch och do erëm eng Kéier vun Informatiounen tëschent den Autorités policières vun den États membres a vun de Pays associés, déi am Espace Schengen virgesi sinn.

Also Dir verstitt, d'Haaptzil vun dësem Projet de loi ass eben den Echange vun den Donnéeën tëschent verschiddene Länner. An zwar, fir mech einfach ze faassen, datt deen Echange vun den Donnéeën eigentlech ee spontanen Donnéesechange ass oder Renseignementsechange ass, dat heescht, wou een net nach Recherchë muss maachen a wou ee keng Autorisatioun vun enger Instance judiciaire brauch.

Exceptioune ginn et an zwar, wou een eng Autorisatioun vun enger Instance judiciaire brauch. An zwar, wann eng Enquête en cours ass vum Procureur d'État oder wann eng Instruction préparatoire en cours ass, da vum Untersuchungsriichter.

An ech géif gären nach ënnersträichen, datt bei dësem Projet de loi selbstverständlech déi besteeënd Gesetzer, notamment d'Gesetz iwwert d'Entraide judiciaire internationale en matière pénale aus dem Joer 2000, an awer och de Projet de loi, deen nach net ofgeschloss ass, deen nach net hei ass, iwwert dat zukünftegt Gesetz vun der Protection des données berücksichtegt gi sinn an och konform si mat souwuel deem enge Gesetz a mat deem Projet de loi, deen elo de Moment beim Statsrot ass.

Fir kuerz iwwert d'Struktur vun deem Projet ze schwätzen. Dee Projet de loi huet u sech zwee Chapitren. Deen ee Chapitre definéiert sämtlech Dispositiounen um internationalen Niveau: wéini a wéi enger Zäitspann wéi eng Informatioune vu wiem bei wie kënne vermëttelt ginn an iwwer wéi eng Kanäl.

An deen zweete Chapitre, dee beschäftegt sech mat der Ëmsetzung vun dësem Projet de loi um nationalen Niveau. Wat eigentlech komesch ass, wa mer iwwer Échanges transfrontaliers schwätzen, mä notamment och, ouni do an den Detail ze goen, well um nationalen Niveau verschidden Dispositiounen nach net esou geholl waren a well et och wichteg ass, datt mer net um internationalen Niveau Saache festgehalen hunn, déi anescht geregelt wäre wéi bei ons doheem.

Fir de Rescht vun deene Präzisioune verweisen ech op de Commentaire des articles, deen och a mengem Rapport ass a wou Der all Detail erëmfannt.

Ech gi ganz kuerz nach an, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op déi verschidden Avisen. Dat ass notamment den Avis vum Parquet général, den Avis vun der Commission consultative des droits de l'homme an den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données, déi sech allen dräi haaptsächlech mat deemselwechten Thema beschäftegen, an dat ass, et wonnert een och net, d'Thema vun der Kontroll vun der gudder Applikatioun vun deene Prozedure vun deem Échange de données an Échange d'informations et de renseignements, wéi en an dësem Projet de loi beschriwwen ass.

A virun allem gëtt sech och méi no mat der Transmission des informations et des données beschäftegt, wa mer um nationale Plang bis bei d'Administration-publiquë kommen. Och do wëll ech net weider an den Detail goen. Och do verweisen ech op de schréftlechen Deel vu mengem Rapport.

Voilà. Dat do ass eng Direktiv oder e Projet de loi, dee mir an onsem Mond ëmmer als la suédoise bezeechent hunn a wou mer immens frou sinn, datt mer dat haut kënnen am Plenum stëmmen, well mer e gewëssene Retard oder e séchere Retard hu bei der Ëmsetzung an et dofir och ganz wichteg ass, datt dee Projet de loi elo am Januar 2018 ka gestëmmt ginn.

Dëst gesot, wëll ech och direkt nach soen, datt déi gréng Fraktioun dëse Projet de loi selbstverständlech wäert matstëmmen. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. An den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt der Rapportrice, der Madamm Loschetter, Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Bericht.

Dat hei ass alles aneschters wéi en technesche Projet de loi. Et ass e Projet de loi, dee politesch sensibel ass, an et ass e Projet de loi, deen net manner wéi 201 kleng gedréckte Säiten huet an den Documents parlementaires.

Et ass richteg, wat d'Rapportrice gesot huet, dass en éischte Volet den Austausch vu polizeilechen Informatioune mat den anere Polizeiautoritéite vun den EU-Memberstaten an och vun Drëttmemberstate betrëfft.

Et ass richteg, dass dat zréckgeet op eng Décision-cadre vun 2006 an 2008, wou also och déi fréier Regierung, dat muss ee soen, Zäit gehat hätt, fir dat zäitlech ëmzesetzen.

Et muss een awer hei wëssen, dass dat, wat ausgetosch gëtt, Informatioune sinn iwwert d'Bierger. Mir stinn als CSV zu dem éischte Volet vun dësem Projet de loi, näämlech dem Austausch vun de Polizeiinformatioune mat aneren EU-Memberstaten. A mir stinn och derzou, dass et en Austausch gëtt mat Drëttlänner, mä pourvu dass et Accorde gi mat deenen Drëttlänner.

Ech soen Iech och, firwat: Wa mer wëllen, dass mer an eisem europäesche Rechtsraum sinn, wa mer wëllen, dass d'Autoritéiten, sief et d'Polizei, sief et d'Justiz, déi Moossname kréien, fir déi organiséiert Kriminalitéit an aner Forme vu Kriminalitéit ze bekämpfen, jo, da musse mer och deenen Autoritéite grenziwwerschreidend Moyene ginn, fir dat kënnen ze maachen.

D'Madamm Loschetter huet mat Recht drop gepocht, dass se gesot huet, et ginn net déi Daten ausgetosch, déi sech am Kontext vun enger sougenannter Entraide judiciaire, dat heescht vun enger rechtlecher Amtshëllef bewegen. Déi sinn ausgeschloss. Do spillen alleguerten déi Rechtsintrumenter, déi do exklusiv virgi sinn. An déi heiten Décision-cadre respektiv dëse Projet de loi kann och net benotzt ginn, fir do Informatiounen ze contournéieren.

Den zweete Volet, an erlaabt mer awer trotzdeem, quitte dass mer e Modèle de base hunn, Här President, fir do méi am Detail op véier Punkten anzegoen. Deen zweete Volet ass deen, dass och hei en Austausch virgesinn ass tëschent Informatiounen, déi d'Police huet an déi un national Administratioune kënne weidergi ginn.

Elo sot Der: Wéini ass dat de Fall? Mä dat ass de Fall zum Beispill, wann an de Classes moyennes eng Enquête d'honorabilité gemaach gëtt iwwer eng Persoun, ob déi apte ass, fir dass se eng Handelsermächtegung ka kréien. Dat sinn awer sensibel Donnéeë vun de Bierger. An dat wou mir als CSV (veuillez lire: An dat ass do, wou mir als CSV ee Problem gesinn), ech soen dat riicht eraus, den Här Braz ass elo de Justizminister, deen de Projet verantwert, mä et concernéiert awer éischter de Minister oder de Ministère vun der Sécurité intérieure.

De Problem ass folgenden: Hei gëtt d'Polizei Donnéeë weider un national Administratiounen an déi Donnéeën, déi d'Polizei huet, déi si bei eis rechtlech net zur Genüge geregelt. An dat seet och an den Documents parlementaires d'Commission consultative des droits de l'homme, déi net nëmme seet, dass de System rechtlech net zur Genüge den Ufuerderunge vun dem Dateschutz entsprécht, mä souguer, dass déi rechtlech Virgaben, wéi se virgesi sinn zënter 1992, net agehale ginn.

An ech zitéieren Iech hei de Rapport vun 2013 vun der sougenannter Autorité de contrôle, déi schreift: «Le système de traitement envisagé dans le règlement» grand-ducal vun 1992 - et ass also deen, deen déi polizeilech Datebanke fir de Moment regelt -, «répond à la réalité du traitement des données opéré actuellement par la police grand-ducale.»

Do menge mir, dass dat net ka sinn. A mir hunn och zur Kenntnis geholl, dass, wéi bei de Wiesselen un der Spëtzt vun der Police judiciaire de Minister vun der Sécurité intérieure grad wéi de Minister Braz confirméiert hunn, dee betreffende Beamten exklusiv mat der Ausschaffung vun enger Reglementatioun fir den Dateschutz bei der Polizei sollt betraut sinn. Or, dat war am August 2016. Dat sinn elo annerhalleft Joer hier. An duerfir musse mer soen, dass mer et bedauerlech fannen, dass hei Date vun der Police ausgetosch ginn, wou avréiert ass, dass déi rechtlech Basis duerfir net do ass.

En zweete Punkt ass deen, mir hätte gär als CSV, dass séchergestallt ass, dass eng sougenannte Journalisatioun vun den Daten do ass. Dat heescht am Kloertext, dass, wann Date vun der Police un eng national Verwaltung ginn, festgestallt gëtt, wien zu wat fir engen Zwecker an zu wat fir engem Zäitpunkt wat fir eng Date weiderginn huet an och vu wat fir engem betreffende Beamten déi Daten an Empfang geholl gi sinn. Dat ass eng Flicht, déi ee vis-à-vis vun dem Bierger huet.

Den drëtte Punkt, dat ass dee vun de sougenannte Recoursen. Am Ufank hat de Projet de loi a senger initialer Versioun net virgesinn, dass de Bierger, deem seng Daten also vun der Police un eng aner Verwaltung ginn, e Recours hätt. Do stoung am Projet de loi dran: «Aucun recours contre cette décision n'est possible.» De Statsrot huet zu Recht och op deem dote Punkt eng Opposition formelle gemaach. Dunn ass dee Passus erausgeholl ginn, well gesot ginn ass: Dat verstéisst soss géint d'Precepter vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun.

De Punkt, deen awer nach net gekläert ass, an do hätte mer gären, dass de Justizminister haut eng verbindlech Ausso mécht, dat ass, dass zënter enger Rechtspriechung vun 2015 vun dem Europäesche Geriichtshaff hei um Kierchbierg een net nëmmen d'Méiglechkeet kann hunn, op d'Gesetz hin, fir e Recours ze maachen, mä et muss een och dee Recours kënnen effektiv ausüben. Wat heescht dat? Mä dat heescht am Konkreten...

(Interruption)

Dat heescht... Ech schwätzen elo, do kann ee mech ënnerbriechen, mä ech wëll dat hei, ech mengen, et ass wichteg genuch, dass mer dee Projet do,...

(Interruption)

Jo, jo, et ass wichteg genuch, dass dat hei op der Chamberstribün gesot gëtt, wann et net vun der Rapportrice selwer präziséiert gouf. Fakt ass, dass, wann ee wëllt e Recours exercéieren, jo, da muss een och wëssen, dass seng perséinlech Date vun der Police un déi betreffend Verwaltunge gaange sinn.

An hei ass et eng Jurisprudenz vun dem Europäesche Geriichtshaff vum Kierchbierg, déi ganz kloer seet: Mä da muss dee betreffende Bierger iwwert deen Datenaustausch och speziell an individuell informéiert ginn. A mir hätte gären eng verbindlech Ausso vun dem Justizminister op deem Punkt, wéi de Minister dat wëllt an der Praxis handhaben. Sachant bien, dass de Conseil d'État dat do och monéiert huet.

An e leschte Punkt, Här President, dat ass folgenden, dass mir och gären hätten, dass de Minister op der Chamberstribün präziséiert, wat fir eng Sanction-pénalle sech applizéieren, wann an engem Fall en Abus gemaach gëtt vun deem Austausch vun deenen Donnéeën, dat heescht souwuel op Polizeisäit wéi och um Niveau vun der Administratioun.

Dat gesot, Här President, wäert d'CSV sech bei dësem Gesetzesprojet enthalen. Mir sinn d'accord mat dem europäesche Volet. Mir sinn net d'accord mat der Ëmsetzung vun deenen nationalen Dispositiounen, esou wéi se elo an dem Gesetz virgesi sinn.

Ech entschëllege mech, dass ech iwwert d'Zäit war, mä ech mengen, dass dee Projet de loi hei sensibel genuch ass, fir dass ee 7 Minutten an 30 doriwwer ka schwätzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei net den Tounfall vum Procureur unhuelen, wéi de Virriedner dat hei gemaach huet. A wann ee sécherlech eng Rei vu Virwërf lancéiere kann un d'Exekutiv respektiv och un d'Parlament, déi eng Kontrollfunktioun hunn, dann ass den Adressat e bësse méi breet auszeriichte wéi den aktuelle Justizminister, da muss een do scho vill méi wäit goen. Et muss ee mindestens op d'Joer 2002 zréckgoen.

Well, wéi ganz richteg hei bemierkt ginn ass, huet d'Dateschutzkommissioun effektiv nach eng Kéier rappeléiert - an dat ass e Souci, deen dës Chamber och scho mat ausgedréckt huet -, dass nach wie vor eis Polizei e veraalt Reglement huet, wat d'Regelen ugeet, wéi mat Date soll verfuer ginn, an dass déi zoustänneg Ministeren et successiv - zumindest zënter 2002; ech hoffen, dass et net scho virdrun de Fall war - net fäerdegbruecht hunn, derfir ze suergen, dass esou e Reglement do ass.

Ech weess, dass scho Projeten ausgeschafft gi sinn, déi dann erëm eng Kéier ganz kritesch vum Statsrot zerpléckt gi sinn, dass jo och, an dat ass e bëssen de Problem, d'Gesetzlag andauernd amgaangen ass ze änneren. Et kommen och op europäeschem Plang ëmmer erëm eng Kéier nei Regelen, déi et noutwendeg maachen, och déi national Regelen erëm eng Kéier nei ze definéieren.

Nach wie vor si mir och als LSAP-Fraktioun der Meenung, dass deen Zoustand, wéi mer en elo hunn, dass mer eigentlech wëssentlech mat engem net an alle Punkte konforme Reglement, wat d'Polizeidaten ugeet, weiderfueren, net gutt ass. Déi sinn ëmmer vun de successive Ministeren... Et ware besonnesch d'CSV-Ministeren an der Vergaangenheet, déi ebe Responsabilitéit an deenen zwee Ressorten, vun der Polizei wéi och vun der Justiz, haten. Dat ännert näischt drun, dass dat eng ongutt Situatioun ass an dass et Zäit ass, dass mer do en zerguttstent Reglement kréien.

Dat gëllt iwwregens net nëmme fir d'Police. Ech däerf awer och soen, dass mer en äänleche Problem, net gradesou laang, awer bal esou laang, mam Service de renseignement hunn, wou och do e Règlement grand-ducal virgesinn ass, wat déi ganz Fro vun der Behandlung vun den Daten ugeet, dass et zwar selbstverständlech eng Rei vun interne Regele gëtt, déi och bekannt sinn, mä dass et net fäerdegbruecht ginn ass, dat an e wierklech verbindleche reglementareschen Text ze géissen, dat ass bedauerlech. An do musse mer alleguer e gemeinsamen Effort maachen, dass mer déi Lacunnen esou schnell wéi méiglech zougeschott kréien.

Deen heite Projet war net esou einfach, wéi en ausgesinn huet. Dat Éischt, wat ee muss feststellen, ass: Et sinn Texter vun 2006 a vun 2008. Déi hätte misse bannent dräi Joer transposéiert ginn. An et ass eréischt dës Regierung, déi déi Texter 2016 deponéiert huet, fir d'Transpositioun ze maachen. Dat hätt scho missen ënnert der viregter Regierung geschéien, ënnert de viregte Responsabele geschéien. Dat ass net geschitt. Dat muss een einfach feststellen.

Dat erklärt natierlech och, dass mer elo mat engem Avis motivé konfrontéiert sinn, zënter dem leschte Joer, an dass also eng absolutt Urgenz besteet, fir déi heiten Texter guttzeheeschen.

Ech wëll och soen: Déi heiten Texter sinn net vun dëser Regierung ënnerschriwwe ginn. Déi ginn op JAI-Conseilen aus der vir-viregter Regierungsperiod zréck. An déi Marge de manœuvre, déi d'Chamber huet, ass jo och net méi enorm, wat d'Ëmsetzung vun deenen heiten Texter ugeet.

Duerfir wonneren ech mech e bëssen iwwert déi ganz haart Haltung vun der CSV. Déi schéngt vergiess ze hunn, dass déi doten Accorde sengerzäit vun CSV-Ministeren op europäeschem Plang guttgeheescht si ginn an dass de Kader also europawäit gesat ginn ass an dass national och net méi all Méiglechkeete bestinn, fir alles op d'Kopp ze werfen, wat da gemeinsamt europäescht Recht ass.

Dat gesot, menge mir als LSAP, dass hei versicht ginn ass, och opgrond vun engem ganz kriteschen éischten Avis vum Statsrot, mat enger ganzer Kuerbelbootsch voll Oppositionformellen, fir iwwer Amendemente vu Regierungssäit e gudden Text ze kréien, e besseren Text ze kréien, deen, mengen ech, awer all deenen Haaptkriticke Rechnung dréit, déi hei formuléiert gi sinn, dee rechtsstaatlech an der Rei ass. Texter, déi och konform sinn zu de Grondprinzipien, wat den Dateschutz ugeet, déi jo och op internationalem Plang verankert gi sinn an déi och eng Rei vu Fräiheeten a Mënscherechter, déi notamment an der Europäescher Mënscherechtskonventioun festgehale sinn, voll a ganz respektéieren.

Et ass, mengen ech, wichteg, dass et fäerdegbruecht ginn ass, schlussendlech en Text hei an d'Chamber ze bréngen, dee mer haut diskutéieren, iwwert dee mer haut ofstëmmen, deen an deenen dote Punkte konform ass zu den internationalen Texter, wou mer och d'Suerg musse gemeinsam droen, dass déi och voll a ganz respektéiert bleiwen. Dat erkennt jo och de Statsrot a senge leschten Avise vollkommen un.

Zum Schluss wëll ech och rappeléieren, fir awer eng Nuance eranzebréngen an dat, wat den Här Roth virdru gesot huet. Ech mengen, en huet net 100%eg korrekt hei erëmginn, wat an deem Arrêt vun 2015 vun dem Europäesche Geriichtshaff hei zu Lëtzebuerg drasteet, a wou d'Regierung effektiv muss, dat gëtt net einfach, Suerg droen, net dass am Eenzelfall jiddwereen informéiert gëtt, ier d'Donnéeën transmettéiert ginn, mä dass déi Haaptinteressente musse virdrun iwwert d'Possibilitéit vun enger Transmissioun vun Donnéeën informéiert ginn. Dat sinn zwou verschidde Saachen.

Et muss also net am Eenzelfall all Kéiers gesot ginn: „Ma elo soll een eng Donnée weiderginn." Mä wat deen Arrêt hei seet, dat ass, dass se mussen am Virfeld iwwert d'Méiglechkeet vun esou enger Transmissioun vun Donnéeë vun där Verwaltung, informéiert ginn. Et ass do, wou d'Regierung also muss derfir suerge bei der praktescher Emsetzung, dass dat och korrekt geschitt, dass mer och an deem dote Sënn, no europäeschem Recht hei, wat och Mënscherecht ass, konform sinn.

An deem Sënn wäert d'LSAP-Fraktioun deen heiten Text stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wäert och direkt ufanks der Rapportrice Merci soe fir hire Rapport. Ech wéilt mech och op e puer Remarke beschränken.

Effektiv huet dee Projet de loi hei zwee Voleten. Et ass elo vill iwwert, ech soen emol, deen zweete Volet geschwat ginn. Ech wëll awer trotzdeem och nach eng Kéier kuerz rappeléieren, datt deen éischte Volet awer och net onwichteg ass; ech soen emol, den Echange op europäeschem Plang. Well mir wëssen alleguerten: Mir liewen an enger Zäit, wou awer d'Gefor vun terroristesche Gewaltakte weiderhin héich bleift, wou déi international Kriminalitéit eis och europawäit an doriwwer eraus ze schafe mécht.

An an esou Zäiten ass et einfach onabdingbar, datt déi zoustänneg Autoritéiten, d'Police an esou weider, séier an och onkomplizéiert kënnen iwwert d'Grenzen eraus mateneen zesummeschaffen. Dat ass wichteg. An dozou gehéieren dann eben och hei déi Dispositioune respektiv datt mer kucken, tëschent den europäesche Memberstaten ze harmoniséieren. Doduerch, datt een zum Beispill bei Kontrollen um Fluchhafen, soen ech, ka schnell op Donnéeë vun anere Länner, Banques de données, zréckgräifen, ass et och scho méi wéi eng Kéier méiglech gewiescht, datt een zum Beispill eng kriminell Persoun konnt festhuelen.

Bon, ech mengen, wat d'Prozeduren an d'Demarchë vu Police a Justiz, och méi spezifesch wat den Accès vun Donnéeën ubelaangt, ass dat jo a verschiddenen europäesche Länner ënnerschiddlech. Dat steet och am Rapport respektiv et ass kuerz illustréiert ginn. An ebe mat dëser Transpositioun vun der Décision-cadre soll also déi Prozedur iwwert d'Grenzen ewech harmoniséiert ginn, fir datt een also dann do méi schnell a vereinfacht kann agéieren. Ech mengen, dat ass wierklech e Punkt, wou ech och verstanen hunn, datt dat hei an der Chamber e Problem fir kee mécht, och fir déi gréisst Oppositiounspartei net, déi deem och kann zoustëmmen.

Jo, dann huet de Projet effektiv och en zweete Volet, méi en nationale Volet, wou et eben ëm den Accès an den Echange vun den Donnéeën hei zu Lëtzebuerg innerhalb vun der Polizei respektiv vun der Polizei mat der Douane, mat aneren Administratioune geet. Ech mengen, do ass et fir eis op alle Fall och ganz wichteg, datt beim Accès, beim schnellen Datenaustausch - deen heiansdo muss stattfannen, wéi gesot, net nëmmen iwwert d'Grenzen eraus, mä och zu Lëtzebuerg - de Schutz vun de perséinlechen Donnéeë muss garantéiert sinn.

Dat ass eppes, wat fir d'DP op alle Fall ëmmer ganz wichteg war an och ganz wichteg bleift. Emmer dann, wa perséinlech Donnéeë gesammelt, gespäichert, ausgetosch ginn, géllt et einfach opzepassen, datt dat net op d'Käschte vun de Rechter vun der Confidentialitéit vu perséinlechen Donnéeë geet. Well ëmsou méi, besonnesch beim Echange vun Donnéeën hei zu Lëtzebuerg - et war vun engem Virriedner illustréiert ginn -, geet et jo net ëmmer ëm Donnéeë vu soi-disant suspekten, kriminelle Persounen, mä einfach vu Bierger, wou dann eng aner Verwaltung wéinst iergendenger Prozedur wëllt op esou Donnéeën zréckgräifen.

Effektiv, dëse Projet de loi hat an engem éischte Worf vläicht déi eng oder aner kleng Schwächt. Et war zum Beispill keen direkte Renvoi op d'Dateschutzgesetz vun 2002 dran. Dat Dateschutzgesetz vun 2002 ass jo awer trotzdeem op eng gewëssen Aart a Weis, géif ech emol soen, de Wiechter vun dem Dateschutz hei zu Lëtzebuerg. Do ass an deem Punkt nogebessert ginn. Dat ass also eng gutt Saach.

Mir hunn also elo am Text ëmmer en direkte Renvoi op eist nationaalt Dateschutzgesetz. Dat ass am Text verankert. An et ass eben och präziséiert, datt d'CNPD déi zoustänneg Autorité de contrôle ass, déi also och ëmmer kontrolléiert, datt am Beräich vum Dateschutz do alles soll op déi richteg Aart a Weis dann och gemaach ginn.

An där Hisiicht ass dat also eng gewësse generell Garantie an eisen Aen, fir datt den Dateschutz awer hei zu Lëtzebuerg respektéiert gëtt. Et sief, datt een iwwert déi eng oder aner Punkte kann diskutéieren.

Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, datt dat Reglement mat den Donnéeë bei der Polizei an, wéi gesot, och beim Geheimdéngscht muss finaliséiert ginn. Och do kann ech nëmme mengem Virriedner zoustëmmen, datt dofir eigentlech effektiv scho ganz laang Zäit war. An ech mengen awer, datt mer do um gudde Wee sinn, datt et do jo awer och mëttlerweil schonn intern Dispositioune gëtt, fir dat ze regelen.

Ech ka mech erënneren, an der Kommissiounssëtzung hate mer och emol ënner anerem eng Diskussioun, wou et drëms gaangen ass, fir d'Zuel vun de Beamten, déi Accès op esou Donnéeën hunn, och nach vläicht méi kloer ze limitéieren, méi kloer ze präziséieren. Ech mengen, och dorunner kann ee vläicht an der Praxis nach schaffen.

Effektiv, et sollt esou sinn, datt eigentlech och wierklech nëmme Beamten, déi konkret an der Prozedur oder mat engem Fall befaasst sinn, sollen als Eenzeg Réckgréff op esou Donnéeë kënne maachen. Ech mengen, do ass et dann natierlech och gutt, wann déi concernéiert Beamten och eng spezifesch Formatioun an der Matière vum Dateschutz kréien, wa se dat bis elo nach net gemaach hunn.

Dat einfach, fir ze soen, datt sécherlech nach e puer Saachen an der Praxis musse verbessert ginn, datt dat Reglement och muss eng Kéier kommen. Mä generell ass dat heiten awer eppes, wou zousätzlech Garantië gi sinn, ënner anerem doduerjer, datt mer ëmmer e ganz enke Lien mat dem Dateschutzgesetz vun 2002 gemaach hunn, datt dat wierklech och hei u Ketten, géif ech bal soen, gebonnen ass.

Vläicht dann nach eng lescht Remark. Ech mengen, mir gesinn och, datt den Aarbechtsopwand vun der nationaler Dateschutzkommissioun net méi kleng gëtt. E gëtt all Dag méi grouss. Och mam Vott vun deem heite Gesetz wäerten d'Aarbechten nach weider zouhuelen. Duerfir musse mer vläicht och derfir Suerg droen, datt d'CNPD déi néideg Ressourcen zur Verfügung huet, fir all hire Missiounen dann och kënnen nozekommen.

Dat gesot, géif ech awer och hei den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll och ufänke mat engem Merci un d'Madamm Loschetter fir dee Rapport, dee si eis presentéiert huet.

Et ass eng laangjäreg ADR-Fuerderung gewiescht, datt mer dës Direktiv sollten ëmsetzen. Zënter datt ech hei an der Chamber sinn, kann ech mech u keng Ried iwwer Police, Justiz oder aner Froen erënneren, wou mer net dorobber insistéiert hätten. An datt mer dat elo mat esou engem spéiden Delai eréischt ëmsetzen, weist och u sech, wivill Resistenze géint dës Direktiv hei a verschiddene Verwaltungen existéiert hunn.

Et ass eng Direktiv, déi net gutt ëmgesat gëtt. A mir wäerten eis dowéinst och enthalen. Wa mer dat heite liesen, sinn eng Rei Interrogatiounen, déi och eis an de Sënn kommen, wou och scho Verschiddener vun de Virriedner hir Suergen haten.

Et sollt éischtens emol eng Vereinfachung si vum Echange vun Informatiounen tëschent deenen zoustännege Sécherheetsorganer - Police, Douane - an eisem Land an equivalenten Organer an anere Länner: méi séier, méi einfach, méi onbürokratesch. Dat ass hei net geschitt!

Et ass esou, datt nach ëmmer ganz vill iwwer eng Entraide judiciaire muss sinn, iwwer Commission rogatoire internationale, Entraide pénale, an datt eigentlech d'Zilsetzung vun der Direktiv, näämlech eng einfach, onbürokratesch, séier Zesummenaarbecht international tëschent verschiddene Policen, hei net richteg realiséiert gëtt.

Et ass och symbolesch, datt de Policeminister haut net do ass, datt de Justizminister do ass.

Une voix.- En ass verhënnert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn... Jo, dann hätt een den Datum missen esou festleeën, datt de Policeminister hätt kënnen do sinn! Et geet jo u sech ëm den Echange vun Informatiounen tëschent Polizeiforcen. Dat ass de But. An et wär och normal gewiescht, datt eigentlech de Policeminister da bei den Aarbechte matgemaach hätt, datt hien haut hei gewiescht wier, well et geet ëm seng Verwaltung an éischter Linn, accessoirement och ëm d'Douane; déi allerdéngs net esou repressiv Funktiounen huet, datt dat hei elo géif wierklech an d'Gewiicht falen.

Wat hei bliwwen ass, dat ass, datt dat meescht nach ëmmer iwwert d'Justiz leeft, nach ëmmer relativ bürokratesch ofleeft. An datt d'Police kann eng Rei vun Informatioune ginn, déi a verschiddene Fichiere stinn, dorobber kommen ech, dat ass net onproblematesch. Mä eigentlech deen operationelle Wäert vun deem Ganzen, deen ass a Fro gestallt duerch dat Resultat, wat hei erauskoum.

Eng zweet Bemierkung ass, datt et e Choix politique war, fir net nëmmen den EU-Memberstaten den Zougréff hei op dës Donnéeën ze erméiglechen, well et sollt jo u sech eng Préférence communautaire sinn an där schwedescher Initiativ. Et ass drëm gaangen, fir dat Vertrauensverhältnis, wat duerch d'JAI, duerch déi Zesummenaarbecht an der Europäescher Unioun existéiert, doduerch och ze dokumentéieren, datt méi Informatiounen am Polizeisecteur kënnen tëschent de Memberstaten ausgetosch ginn, inklusiv zum Beispill aus engem Fichier central de la police. Dat ass hei net gemaach ginn.

An et ass u sech och Interpol oder anere méiglech, Zougréff ze hunn. An och do si mir der Meenung, datt een dat hätt kënne mat State maachen, wou een e gewëssenen Accord huet, e gewëssenen Niveau un Zesummenaarbecht an u Vertrauen, äänlech wéi dat mat den EU-Staten existéiert, awer net eng allgemeng Generaliséierung.

Interpol, wéi dat hei ass, kann Donnéeë mat all Land op der Welt deelen, op Demande, ausser et opposéiert ee sech, inklusiv Diktaturen. An do ass d'Fro natierlech: Wat geschitt mat Donnéeën, déi mat esou Instanzen da gedeelt ginn?

(Interruption)

Dat ass net harmlos! Ech ginn hei just e puer Beispiller vu Fichieren, déi a Fro kommen, mat Donnéeë vu Bierger, déi kënne gedeelt ginn. Dat ass de Registre général des personnes physiques, de Fichier relatif aux affiliations des salariés, de Fichier des autorisations d'établissement, de Fichier des titulaires des permis de conduire, véhicules routiers, propriétaires de véhicules routiers, de Fichier des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée an esou weider.

Et sinn eng ganz Rei Fichieren, wou Donnéeën iwwer ganz normal Bierger, déi sech guer näischt zuschëlde komme gelooss hunn, awer kënnen einfach gedeelt ginn. An all déi Froen, déi opgeworf ginn iwwert d'Protection des données, sinn also méi wéi pertinent a mussen op jidde Fall nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Eng aner Iwwerleeung ass déi vun der Sprooch. Et wäert Iech net wonneren, datt ech als ADR-Vertrieder och dorobber aginn. Mir wëllen, an dat ass och de Wëlle vun der Regierung ewell zënter Kuerzem, dem Lëtzebuergesche méi en héije Statut géintiwwer den europäeschen Institutioune ginn. Dozou gehéieren natierlech och Europol an Eurojust.

Wann een also awer déi Sprooche kuckt, mat där de Sproocheverkéier tëschent Lëtzebuerger Verwaltungen an europäeschen Institutiounen hei soll gefouert ginn, feelt Lëtzebuergesch. Da stelle mir eis d'Fro vun der Seriositéit vun der Regierung, déi wëllt Lëtzebuergesch op europäeschem Plang aféieren, a bei Gesetzer, wou et dann ëm d'Emsetzung vun Direktive geet, dorobber net méi ageet.

Mäi leschte Punkt sinn eigentlech déi national Regelungen, déi agefouert gi sinn, fir soi-disant aus Equivalenzgrënn, wou dat allerdéngs muss hannerfrot ginn, och well nei Regele gëlle fir de Partage de données bannent Lëtzebuerger Verwaltunge respektiv tëschent Lëtzebuerger Verwaltungen.

Bis elo war et jo esou, datt, wann een Officier de police judiciaire war, d'Regel an de Verwaltungen ëmmer déi vum Secret partagé war, vum géigesäitege Vertrauen, och vum „need to know", ouni datt dat elo huet missen extra betount ginn. Ewell kréie mer dann och bannent der Police nei Regelen iwwert d'Deele vun Informatiounen, wou praktesch d'Autorisatioun vun der Justiz a verschiddene Fäll muss gefrot ginn, fir an enger Verwaltung och kënnen zesummenzeschaffen.

Dat ass eng iwwerflësseg Bürokratiséierung. Si entsprécht weder dem Intérêt du service nach iergendenger operationeller Plus-value. Dofir denke mer, datt dat iwwerflësseg ass.

Am Resumé: Mir si mat der Ëmsetzung vun där Direktiv méi wéi d'accord. Et war eng laangjäreg Fuerderung. Mä déi Manéier, wéi et ëmgesat ginn ass, erfëllt a kenger Hisiicht eis Erwaardungen. An dofir wäerte mir eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll als Éischt der Rapportrice, der Madamm Loschetter, Merci soe fir hire mëndlechen an och de schréftleche Rapport, wou se, mengen ech, am Detail d'Tenanten an d'Aboutissante vun dësem Projet de loi erkläert. Ech brauch dat dann net och nach eng Kéier ze maachen.

Et sinn eng Rei Froen a Remarke gemaach ginn, notamment och vum Här Kartheiser, déi am schréftleche Rapport hir Äntwert och fannen. Ech muss se duerfir net nach eng Kéier alleguer widderhuelen.

Ech wëll op d'Kritik vum Här Roth agoen, dee sech hei, mengen ech, verrannt huet. En huet sech verrannt am Adressat vu senger Kritik. En huet sech verrannt um Fong...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et ass soss keen hei.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Neen, neen, neen!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wäert dat schonn nach developpéieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Neen, neen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- En huet sech verrannt um Fong vun deem, wat e gesot huet, an zumindest och doduerch schlussendlech dann um Toun, deen en hei ugeschloen huet.

Firwat ass dat esou? Den Här Bodry huet et schonn deelweis gesot. Dir hutt Iech am Adressat verrannt, well déi Texter, déi sinn net vun dëser Regierung ausgehandelt ginn, mä vu Ministere vu virdrun, a menger Fonctioun, déi aus Ärer Partei koumen. Dat geet zréck op 2006; déi Ënnerschréften, déi fir Lëtzebuerg ënnert déi Texter gesat gi si bei Prüm, bei der Décision-cadre vun 2006, der sougenannter „Suédoise". Dat war den 18. Dezember 2006.

Elo kann een haut fannen, dass dat, wat drasteet, net esou hätt dierfen oder solle sinn. Mä dat musst Der da mengem Virgänger am Amt

aus Ären eegene Reie soe goen, deen deemools d'politesch Verantwortung derfir iwwerholl huet, fir dass dat zu Lëtzebuerg och e geltend Recht muss ginn, well all déi Texter si mat der Zoustëmmung vu Lëtzebuerg gemaach ginn. Dat ass déi eng Remark.

Déi zweet Remark, an do sidd Der och da falsch um Adressat: Wa mer no esou laanger Zäit eréischt dat heiten ëmsetzen, da kënnt Der dat zu 80% erëm eng Kéier Justizministeren imputéieren, déi aus Ären Reie kommen. An ech ka mech gutt erënneren, dass Äre Kolleeg Laurent Mosar, dee jo de Mëtteg...

Une voix.- En ass dës Woch erëmkomm.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* ...och bei eis ass, am Ufank vun dëser Legislatur net oft genuch drop hiweise konnt, wéi wichteg et wier, déi Décision-cadre „suédoise" esou séier wéi méiglech ëmzesetzen. En hat all déi Jore virdrun a sengen eegene Reie mat där Fuerderung keen Uklang fonnt, well dat ass jo net virugaangen. Do ass strictement näischt geschitt. Ech sinn also trotzdeem frou, haut meng Aarbecht gemaach ze hunn. An de Contenu, deen hutt Der jo deemools mat ënnerstëtzt, Här Mosar, soudass dat heite misst ganz séier geschéien.

Sou vill zu der Geschicht, wou dat doten hierkënnt, wien derfir d'Responsabilitéit dréit a wien déi Texter do och ze veräntwerten huet.

Dir hutt Iech am Fong verrannt, Här Roth, mat de Fuerderungen, déi Der do stellt, wann Der vun der Journalisatioun schwätzt, wann Der vun de Recourse schwätzt, wann Der vun de Sanction-pénalle schwätzt. Ech wëll Iech drop opmierksam maachen, dass an Ärer Commission juridique och e Projet ass, quitte dass mer deen an der Mediekommissioun wäerten diskutéieren, fir se zesummen ze behalen.

Do gëtt et e Projet de loi, deen d'Direktiv wäert ëmsetzen iwwert den Dateschutz am Beräich vun den Données policières et judiciaires. Dat ass d'Direktiv, déi zesumme mam Reglement den europäeschen Dateschutzpaquet ausmécht. En Dokument, zwee Dokumenter, déi jo ënner Lëtzebuerger Presidence 2015 ofschléissend negociéiert gi sinn. Dat ass jo eent vun de grousse Resultater vun eiser Presidence.

Dozou gehéiert eng Direktiv, déi justement am Beräich vun den Données policières et judiciaires d'Dateschutzregele festleet. Dir kënnt Iech och erënneren, dass dee Paquet politesch ganz breet gedroe war, en ass am Europaparlament vun der GUE bis eriwwer bei d'EVP eestëmmeg ugeholl ginn. Do gëtt et also eng grouss politesch Adhäsioun zu de Regele vun der Direktiv. An déi Direktiv, déi regelt all déi dote Froen.

E klenge Bléck an dee Projet de loi wier also duergaangen, Här Roth, fir erauszefannen, dass souwuel d'Fro vun der Journalisatioun wéi d'Fro vun de Recourse wéi och d'Fro vun de Sanctions pénales an deem Projet do wäerten diskutéiert ginn. An Dir wësst och, dass deen dote Projet de loi zesumme mam Reglement muss virun Enn Mee 2018 a Kraaft sinn. Esou verlaangt et den Datum, deen an deenen Dokumenter steet.

Dir hutt och geschwat vun deem Arrêt vun der Cour de justice, wou Der sot, dat hei wär da quasi de Contraire. Den Här Bodry huet Iech scho korrigéiert, well dat, wat den Här Bodry gesot huet, absolutt zoutrëfft. Et geet net drëms, au cas par cas de Leit dat ze soen, mä et geet drëms, d'Leit au départ ze informéieren, dass et potenziell kéint geschéien, dass déi Donnéeë géife weidergeleet ginn.

Dat ass de sougenannten „Bara-Arrêt", mat engem r, den Arrêt Bara, deen iwwregens, Här Roth, vu dass e vum Oktober 2015 staamt, an den europäeschen Dateschutzpaquet nach eragerutscht ass. Dat heescht, d'Direktiv ass konform zu deem Arrêt vum Oktober 2015, well de Schluss vun den Negociatiounen deemools an eiser Presidence war am Dezember 2015, soudass d'Dispositiounen, d'Exigenze vun der Cour op deem dote Punkt am europäeschen Dateschutzpaquet dra sinn.

An de Projet de loi 7168, dee mer virun Enn Mee och hei zu Lëtzebuerg mussen en vigueur hunn, huet all déi doten Elementer dran, y compris de Respekt vum Arrêt Bara vun der Cour de justice. Soudass also Är inhaltlech Kriticken alleguerten am Kader vum Projet 7168 wäerte beäntwert ginn, an dat muss een och zesumme liesen.

Haut gi jo och schonn d'Données policières ausgetosch op eng natierlech méi komplizéiert Aart a Weis. Dat soen ech dem Här Kartheiser, deen awer trotzdeem misst unerkennen, dass mat der Ëmsetzung heivun, par rapport zu der Ist-Situatioun - well mir si jo do net bei null, mir sinn haut jo och an enger Situatioun, wou d'Donnéeë kënnen echangéiert ginn -, dës Ëmsetzung eng däitlech Simplificatioun duerstellt. A si huet och d'Ënnerstëtzung souwuel vun der Polizei wéi vun de Justizautoritéiten, wat an deene Jore virdrun net ëmmer méiglech war, well do de Rôle vun der Regierung net zu engem Konsens tëschent béide gefouert huet. Ech si frou haut kënnen ze soen, dass souwuel d'Polizeiautoritéite wéi d'Justizautoritéiten hannert dësem Text stinn, dass mer do konnten en Accord fannen, deen et wäert erlaben, dass a ganz ville Fäll d'Police dat eleng ka maachen.

Natierlech, bei Donnéeën, déi nach an enger Enquête dra sinn, do muss selbstverständlech d'Justizautoritéit kënne weider e Wuert matschwätzen, well dat lafend Enquêtë sinn. An dass do d'Police net eleng doriwwer verfüügt, schéngt mer awer en elementaren an och richtege Prinzip, wou ech mengen, dass Dir deen net géift contestéieren. Dat zu deenen dote puer Punkten.

Eng lescht Remark. Do waart Der och mam Adressat net ganz richteg, mä ech kann Iech awer soen, dass den Här Schneider am Ausland ass, en huet also e ganz valabele Grond, deen och der Chamber bekannt ass. En ass am Moment a China, kann dofir haut net do sinn. Dat, wat den Här Roth bemängelt huet bei der Polizei, wat en net fir d'Éischt gemaach huet, ech mengen, dat ass jo net ganz falsch. Si schaffe jo och scho méi laang un esou enger Reglementatioun.

Allerdéngs, laut mengen Informatiounen ass och d'Police zur Konklusioun komm, dass mam Vott vum Projet de loi, deen d'Direktiv vum europäesche Paquet ëmsetzt, déi dote Froen eigentlech alleguerte beäntwert sinn. Soudass am Moment déi rechtlech Lag net inexistent ass, mä dat INGEPOL-Reglement wier nach eng Kéier verlängert gi bis den 1. Juni 2018, also eng Woch nodeems den europäeschen Dateschutzpaquet supposéiert ass a Kraaft ze trieden.

Dat ass de Stand vun de Reflexiounen. An domadder ass kloer, dass mer och déi dote Fro spéitstens Enn Mee 2018 wäerte beäntwert hunn. Soudass d'Police och en attente ass, net nëmme vun dësem Projet de loi, mä och vum Vott iwwert déi zwee Projet-de-loien, déi den europäeschen Dateschutzpaquet ëmsetzen.

Ech mengen also, dass dës Regierung hei hir Aarbecht anstänneg gemaach huet an dat och dofir duerch de Statsrot validéiert kritt huet. An all déi Froen, déi Dir gestallt hutt, hunn alleguerten eng Äntwert. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Minister, den Här Roth huet sech nach zu Wuert gemellt. Bleift vläicht hei, da kënnt Der direkt drop äntwerten!

Här Roth, wann ech gelift.

M. Gilles Roth *(CSV).-* Jo. Ech ka ganz kuerz sinn, Här President. Mir hunn eis net am Adressat geiert. De Punkt ass deen, dass d'CSV absolutt kee Problem huet, dass déi Décisionscadres ënner CSV-Justizministeren zu Bréissel ausgehandelt gi sinn; zu deene sti mir.

De Problem, dee mir hunn, an ech mengen, deen deelt Der vläicht méi nuancéiert, dat ass deen, dass hei op internem Plang d'Polizeidaten un d'Statsverwaltunge weidergi ginn, fir déi et keng rechtlech Basis à ce stade gëtt an déi och manipuléiert gi vun deenen zoustännegen Autoritéiten, déi emol net konform sinn - an dat bestätegt d'Dateschutzkommissioun grad wéi och d'Kommissioun vun de Mënscherechter zu Lëtzebuerg - zu deene Precepter, wéi se am Reglement vun 1992 sinn. Ech mengen, do si mer eis eens.

Déi eng hunn et méi direkt ausgedréckt, wat ech gemaach hunn, Dir méi nuancéiert, quitte dat muss ee verstoen. An de Rescht ass, dass mer haut e Gesetz stëmmen, wou alleguerten déi Garantië fir d'Bierger à ce stade nach net geltend Recht sinn. Dir hutt mat Recht op déi Direktiven higewisen, op dat europäescht Reglement, wat da soll Enn Mee ëmgesat ginn. A mir hoffen da staark, an do ënnerstëtze mer Iech och, dat soe mer haut als CSV, dass déi rechtlech Basissen da bis Enn Mee hei duerch d'Parlament wäerte kommen, fir dass d'Bierger dann och nodréiglech déi Rechter kréien, déi hinne mat dësem Gesetzesprojet nach net zougesot sinn.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Ech freeë mech elo scho fir all Ënnerstëtzung. Mä vu dass all déi oppe Froen, déi Iech derzou bréngen, Iech bei dësem Projet ze enthalen, all integral, millimetergenee do beäntwert sinn, duerch en Dokument, wat geltend Recht ab Enn Mee 2018 an der ganzer Europäescher Unioun ass, fannen ech Är Enthalung trotzdeem largement exzessiv. Et gëtt am Fong kee Grond derfir.

Ech soen Iech Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci.

Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. A mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6976 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6976 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 32-mol Jo, 28-mol Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel? Ass dat esou?

(Assentiment)

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Et seet kee Jo vun deenen, déi sech enthalen hunn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7100, och eng Transpositioun vun enger Direktiv. Mir héieren erëm eng Kéier déiselwecht Rapportrice, d'Madamm Viviane Loschetter. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

9. 7100 - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.-* Jo. Merci, Här President. Effektiv, de Projet 7100 ass de 6. Dezember 2016 deposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 24. Januar 2017 ginn. De Projet ass dunn an der Kommissioun diskutéiert ginn den 22. Mäerz 2017, do sinn ech och zu deemselwechten Datum als Rapportrice genannt ginn.

Mir hunn als Commission juridique, ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, e Communiqué zur Positioun vum Statsrot den 31. Mäerz gemaach. De Statsrot huet dëst och zur Kenntnis geholl, a mir hunn de Rapport, de schréftleche Rapport den 3. Januar, virun ongeféier zwou Wochen, guttgeheescht.

Ëm wat geet et an dësem Projet de loi?

Wéi Der et richteg gesot hutt, Här President, geet et ëm d'Transpositioun vun enger Direktiv. An zwar vun der Direktiv vum November 2013. An an där Direktiv, an notamment och dofir an dësem Projet de loi, geet et ëm d'Reconnaissance professionnelle vun der Profession d'avocat. Dir musst wëssen, datt all Memberstat a gewësse Limitte fräi ass, den Accès zu de Professiounen ze reglementéieren. Et geet awer drëms, ebe grad an dësem Projet de loi, an dëser Direktiv, fir de System, fir d'Mobilité professionnelle ze vereinfachen, an an dësem Fall hei d'Mobilitéit vun den Affekoten ze vereinfachen.

Elo ass et esou, datt en Demandeur vun enger Reconnaissance, dat heescht en Affekot, deen an engem anere Land deen Titel däerf droen, well en déi Ausbildung gemaach huet, och eng Reconnaissance ka froen. An et ass awer och esou, datt a gewëssene Fäll, wann d'Formatioun, fir Avocat à la Cour au Luxembourg ze sinn, net déi ass, déi där hei entsprécht, datt een dann - fir eben déi Admissioun ze kréien - d'Epreuve d'aptitude maache kann oder éischter gesot maache muss.

An dësem Projet de loi geet et eigentlech ëm, an do verweisen ech och op de Commentaire des articles, ganz minim Adaptatiounen, voire souguer éischter ëm Terminologië vun deem besteeënde Gesetz vun 1991 eben iwwert d'Profession d'avocat. Also et ass u sech keng grouss Erneierung oder keen Direktiounswiessel. An dofir wëll ech elo haut hei nach op eng eenzeg Saach agoen, déi och d'Attentioun vum Barreau hat, vum Ordre des avocats vum Barreau vu Lëtzebuerg, an an hiren zwee Avisen Thema war, an déi iwwregens och Thema war vun der Commission juridique.

Dat ass näämlech déi Diskussioun, déi mer och gefouert hu ronderëm den Accès partiel vun der Profession d'avocat. En Accès partiel, deen et och an aneren EU-Memberlänner gëtt, déi natierlech zum Deel anescht funktionéieren, wéi mir hei funktionéieren. An dat war och eng fir d'Commission juridique net ganz evident Kloerstellung vum Avis vum Statsrot, well mer an der Commission juridique à l'unanimité ons eens waren, datt et net ka sinn, datt mir zu Lëtzebuerg en Accès partiel à la profession d'avocat wëllen opmaachen.

An dat war och d'Thema vun deem Bréif, dee mer un de Statsrot geschéckt hunn, fir dem Statsrot och nach eng Kéier ganz kloer ze erklären, firwat mir vun deem Accès partiel hei zu Lëtzebuerg wëllen ewechbleiwen. An datt mir eben déi Direktiv esou verstinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg och déi Méiglechkeet hunn, fir deen Accès partiel eben net anzeféieren.

An de Statsrot huet ons geäntwert, datt en d'Positioun vun der Commission juridique och esou verstanen huet an eigentlech esou guttheescht. An du ware mer ons eens an der Commission juridique, fir déi Äntwert vum Statsrot och als Document officiel zu dësem Projet de loi ze maachen, fir datt iergendwann eng Kéier, spéiderhin, sollt et eng Diskussioun ginn, engersäits par rapport zu der Interpretatioun vun där Direktiv, déi mer an en nationaalt Gesetz ëmsetzen, par rapport zu deem Accès partiel à la profession mir eben net op dee Wee ginn. An datt et och kloer soll sinn, datt de Statsrot deem schlussendlech zougestëmmt huet. Well eben an där Direktiv déi aner Méiglechkeet ginn ass, well et an aneren EU-Memberlänner déi aner Méiglechkeet och gëtt.

A just fir ofzeschléissen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn a waren där Meenung, datt dat hei eben net ëmsetzbar ass. An dofir ass deen Accès partiel hei an deem Projet de loi net erëmzefannen. Mä gradesou wéi déi verschidden Avise sech och mat deem Accès partiel beschäftegt hunn, huet d'Commission juridique dann eben och kloergestallt, datt dat net de Fall wäert sinn.

Dëst gesot, verweisen ech fir de Rescht op de schréftleche Rapport. Ech wëll dovunner profitéieren, datt ech hei stinn, fir selbstverständlech och den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och der Madamm Rapportrice. An éischte Redner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).-* Merci, Här President. Fir d'Éischt der Rapportrice Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass gesot ginn, an et stoung och an dem Exposé des motifs, datt et sech am Fong ëm e Projet de loi anodin handele géif, well et gi just e puer kosmetesch Adaptatioune gemaach. Am Fong ass et awer e bësse méi, well et geet am Fong ëm d'Sproocheklausel.

Dir wësst, datt et hei um Barreau véier Lëschte gëtt: d'Lëscht 1, den Avocat à la Cour, d'Lëscht 2, den Avocat stagiaire, d'Lëscht 3, dat sinn d'Avocats honoraires, an d'Lëscht 4 sinn déi Affekoten, déi ënner hirem „home title" hei zu Lëtzebuerg exercéieren.

Déi ënnert der „Home-title-Direktiv" kommen op Lëtzebuerg, a wa se dann hei dräi Joer praktizéiert hunn a si kënne Franséisch, da kënne se op d'Lëscht 1 ageschriwwe ginn. Si se net per-

formant genuch am Franséischen, da musse se e klengen Exame maachen. Mä dann däerfe se awer just an de Matièrë schaffen, déi op Franséisch sinn. Dann däerfe se net a Matièrë schaffen, wou eben Däitsch, Lëtzebuergesch oder och, le cas échéant, Englesch d'féierend Sprooch ass, fir datt se hir Clienten natierlech no beschtem Wëssen a Gewësse kënne conseilléieren.

Déi Direktiv, ëm déi et hei geet, déi mer ëmsetzen, dat ass am Fong fir déi Affekoten, déi de sougenannten „Areler Wee" gewielt hunn. Wat heescht dat? Dat sinn Affekoten, déi am Ausland hir Formatioun gemaach hunn oder déi hei den Examen d'aptitude maachen an déi jo am Fong dann net iwwert deen „Home-title-Wee" kommen, mä déi wëllen direkt op d'Lëscht 1 ageschriwwe ginn.

An déi mussen dann elo, wéi d'Affekoten ënnert der „Home-title-Direktiv", genuch Franséischkenntnisser hunn. Dat heescht, hu se déi net, musse se och e klengen Exame maachen am Franséischen, fir ze beweisen, datt se déi Sprooch beherrschen. An da kënne se och just an deenen Domänen exercéieren, wou eben d'Franséisch federféierend ass.

Dat Zweet ass, an d'Rapportrice ass dorobber agaangen: Mir hunn déi Diskussioun gefouert iwwert den Accès partiel vun dem Beruff vum Affekot. Dir wësst, an anere Juridictiounen an der Europäescher Unioun gëtt et dat. Dir hutt zum Beispill an England den Ënnerscheed tëschent „solicitor" an „barrister". Mir waren eis do eens, an d'ailleurs d'Madamm Brasseur hat do och nach e Projet vun engem Rapport vum Conseil de l'Europe. Abee, ech weess net, ob en an Tëschenzäit gestëmmt ginn ass, wat och eng,...

Une voix.- D'nächst Woch.

M. Léon Gloden *(CSV).*- D'nächst Woch. ...wou dann dat do och e Sujet war a wou dann och gesot ginn ass, datt Lëtzebuerg sech agesat huet, fir am Fong de Beruff vum Affekot als eng Profession unie bäizebehalen.

Am Kader vun der Debatt iwwert d'Sproochen, Här Minister, wollt ech Iech nach eng Fro stellen. De leschte Samschdeg war en Artikel am „Monde", deen intituléiert war: «Brexit: Paris se bat aussi sur l'attractivité du droit». Do geet et dorëm: A Frankräich hutt Der en alen Dekret, en Arrêté royal vu 1539 vum François Ier, dee seet, datt d'Sprooch vun der Prozedur virum Geriicht Franséisch muss sinn. Mir wëssen, datt dat och hei zu Lëtzebuerg theoretesch de Fall ass. Dank der Flexibilitéit vu ganz ville Magistrate kann een awer Piècen op Englesch bréngen, le cas échéant och Temoignagen op Englesch, quitte datt se am Procèsverbal op Franséisch erëmgi ginn.

An a Frankräich ass eng Debatt lancéiert ginn am Kader vum Brexit, fir Frankräich attraktiv ze maachen, oder d'franséisch Geriichter attraktiv ze maachen, wou elo eng speziell Chamber constituéiert gëtt bei der Cour d'appel zu Paräis iwwer en Accord tëschent der Regierung, dem Barreau an der Magistratur, wou ausser der Assignatioun an dem Jugement alles op Englesch gefouert gëtt.

Firwat? Wann d'Engländer bis eraus sinn, da kënne se jo net méi vun den europäesche Regele vun der Exequatur profitéieren. Also seet Frankräich: Da probéiere mer souzesoen, dee Marché a Frankräich, an dësem Fall op Paräis ze kréie bei d'Juridictiounen, fir datt d'Accorde keng Clause d'attribution de juridiction française hunn, fir kënnen dann eben dee Litige, deen d'origine tëschent zum Beispill enger englescher Gesellschaft an enger däitscher Gesellschaft ass, do kënnen ze toiséieren. Wat de Virdeel huet, datt déi Décision judiciaire den EU-Regele vun der Exequatur ënnerläit.

Mir wëssen, an ech hunn et gesot an ech begréissen dat ausdrécklech, datt hei eng Flexibilitéit scho laang bei verschiddene Magistraten ass. Net bei jiddwerengem. Dofir meng Fro: Kennt Der déi Diskussioun a Frankräich? An zweet Fro: Géift Der dee Sujet och hei eng Kéier mam Barreau a mat der Magistratur uschwätzen?

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. E grousse Merci un d'Viviane Loschetter fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass, wéi de Léon Gloden elo just gesot huet, hei effektiv engersäits d'Institutionaliséierung vum „Areler Wee" mat enger Sprooocheklausel, an op där anerer Säit, wat vläicht nach méi interessant ass, de Refus vun deem Accès partiel, wat eng traditionell Lëtzebuerger Positioun ass, déi effektiv op der Suerg, fir d'Professioun eenheetlech ze gestalten a fir déi esou ze halen, berout.

Mat deenen zwou Saache kënne mir liewen. Dat ass effektiv eng traditionell Approche vun der Affekoterei hei zu Lëtzebuerg, soudass ech nach eng Kéier Merci soe fir de Rapport an den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech hänke mech och drun un d'Mercien un d'Madamm Loschetter fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass awer trotzdeem e sensibele Secteur, well et geet u sech drëm, fir d'Eischt d'Direktiv vun 2013 an den Ordre juridique interne luxembourgeois ëmzesetzen. Da komplettéiere mer och eng Direktiv vun 2005. A mir maachen Adaptatiounen um Basisgesetz vun der Profession d'avocat vum August 1991.

Wéi meng Virriedner et scho gesot hunn: An enger Hisiicht kann ee Lëtzebuerg mat näischt vergläichen, net nëmmen, well eise Barreau explodéiert ass mat der Zuel vun Affekoten. D'Lëscht 1, d'Lëscht 4, Areler Wee, do hu mer schonn dräi Manéieren, wéi een op de Barreau kënnt. Mir hu ganz vill Affekoten. Mä mir hunn eng Situation spécifique, well eis Basisregel ass nach ëmmer, dass Franséisch gebraucht gëtt fir d'Legislatioun, well eis Texter nach ëmmer op Franséisch sinn. D'Cabinets d'affaires schaffe momentan op Franséisch an op Englesch. Mä déi klassesch Etüden, déi awer och mat Prisonéier a mat Autosaccidenter an Divorcen ze dinn hunn, sinn awer gutt beroden, wa se Däitsch an och Lëtzebuergesch niewent Franséisch an Englesch kënnen.

Dofir, eleng mat dem Régime des langues musse mer ëmmer extrem oppassen, wann esou Direktiven, oder hei sinn et Reglementer, erakommen, well mer eben déi Texter ganz oft net eent zu eent kënnen ëmsetzen, well mir dann hei ëmmer extrem Problemer kréien.

Mat deene Limitten, déi mer hei gemaach hunn, hu mir jo haaptsächlech Adaptatioune gemaach un dem Basistext. Mä wat eis ganz vill um Häerz louch, dat ass ebe just, dass mer gesot hunn: Neen, mir fänken net un, en Accès partiel ze maachen, well da kommen déi ganz Problemer vun der Sproochekenntnis an iwwerhaapt vun der Kontroll, fir ze wëssen: Wie kënnt op de Barreau? A wat heescht dat genau, Accès partiel?, well se déi Regele ganz oft net kënnen erfëllen oder eis Konditiounen.

Dofir ass et ganz gutt, dass mer eise Konsens fonnt hunn an der Commission juridique, fir elo esou ze goen. A mir si frou, dass all Mënsch mat op dee Wee geet, fir eben den Text tel quel ze adaptéieren an nëmmen déi minim Saachen ze maachen. An dat do ass awer och an der Zukunft ganz genau am A ze behalen, well et ass ëmmer e Risiko, dass erëm gekuckt gëtt, fir alles ze liberaliséieren am Numm vun der Mobilitéit vun der Profession d'avocat. A vu dass Lëtzebuerg praktesch e Statut spécial huet, ass et wichteg, dass mer ëmmer oppassen.

Dat gesot, ginn ech awer gär den Accord vun der DP-Fraktioun. Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll och mat engem Merci un d'Madamm Loschetter ufänke fir hire Rapport. Et wor awer interessant, datt si an hirem Rapport déi Thematik vun der Sprooch net ugeschwat huet. Ech mengen, jiddwereen heibannen an all Partei ausser deene Grénge ass dorobber agaangen, fir ze soen: Et geet hei ënner anerem och ëm de Sproocheregimm an alles, wat domadder verbonnen ass.

D'Madamm Loschetter huet an hirem Rapport gesot, et wäre just minim Saachen, Terminologien, déi géifen ugepasst ginn, an et wär u sech eng Fro, déi ze diskutéiere wär, déi vum Accès partiel. Fir eis ass dat eng ganz aner Situatioun. An eisen Ae geet et drëm: Wéi e Justizsystem wëlle mir zu Lëtzebuerg? Wéi hätte mir gär, datt eis Bierger kënne virun de Juridictioune vertratt ginn? Wat ass d'Zukunft vun de Sproochen zu Lëtzebuerg, an engem vun deenen dräi Pouvoire vum Land op d'mannst? Mir huelen hei Decisiounen, déi d'Entwécklung vum Land op Jore mat beaflossen. Dofir ass dat fir eis keng minim Ännerung, wa mer de Sproocheregimm an iergendenger Form hei beréieren.

Et ass fir eis als ADR kloer, datt mer op déi dräi Sproochen halen. Mir hunn näischt géint Englesch, dat ka gär derbäikommen, mä déi dräi administrativ Sprooche vum Musse vun all Mënsch hei geschwat ginn, deen an de Juridictiounen aktiv ass. Mir kënnen net a mir wëllen net eng sproochlech Segregatioun bei den Affekoten, bei de Magistraten oder bei egal wiem. Mir halen op eis dräi administrativ Sproochen am Land.

Mir halen och fest, et ass politesch interessant, datt de Vertrieder vun der CSV sech wuel der Problematik bewosst ass - der Sproocheproblematik! - a se och hei korrekt presentéiert huet, an awer decidéiert d'CSV, dëst Gesetz ze stëmmen. Dat ass en Ënnerscheed. Mir stëmmen et net, well mir eben déi Betounung op Lëtzebuergesch och duerch konkret politesch Akte wëllen ënnersträichen. Mir sinn eis konsequent als ADR, mir stinn zu eiser Sprooch.

Och d'Vertriederin vun der DP ass op déi Problematik agaangen. Och si si sech bewosst als Partei, datt e Problem do besteet, an awer huet och d'DP gesot: „Mir stëmmen dat do." Idem d'LSAP.

Mä wat ass dat da fir eng politesch Astellung, wa Parteien heihinnerkommen, se wëssen ëm d'Problematik vun de Sproochen an eisem Justizsystem, si erkenne wahrscheinlech och d'Dimensioun laangfristeg a mëttelfristeg vun deem, wat dat heescht, an awer huele se eng aktiv Decisioun géint d'Däitsch a géint d'Lëtzebuergesch an engem vun deene wichtegste Secteure vun eisem effentleche staatleche Wiesen?

Entschëllegt, ech hat Iech vergiess, Här Fayot, selbstverständlech ass och d'LSAP sech der Saach bewosst. A selbstverständlech stëmmt och d'LSAP géint d'Lëtzebuergesch an d'Däitsch an dësem Beräich. Pardon, ech hoffen, ech hunn dat elo erëm gutt gemaach. Och Dir sidd géint eis Sprooch. Mir huelen Akt.

(Brouhaha)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Däerf ech dem Här Kartheiser eng Fro stellen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also,...

(Brouhaha)

...den Här Fayot wëllt dat vläicht nach eng Kéier betounen. Selbstverständlech.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ass den Här Kartheiser der Meenung, dass elo op de Lëtzebuerger Geriichter just nach op Lëtzebuergesch soll plädéiert ginn?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ass dat de Sënn vun Ärer...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Fayot, ech hat...

M. Franz Fayot *(LSAP).*- ...Demarche?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen Iech Merci fir Är Fro. Dat éiert mech ëmmer, wann Der Iech derfir interesséiert, wat ech hei soen. Ech hunn dat awer net gesot, wat Dir mengt.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech interesséiere mech just fir Är absurd Positiounen.

Une voix.- Haha.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Kuckt, Här Fayot, ech hunn an där kuerzer Interventiouun, déi ech gemaach hunn, vun der Dräisproochegkeet geschwat. Ech hu gesot: D'ADR hält op déi dräi Sproochen, inklusiv, am Justizwiesen hei am Land. Ech hunn ni gesot, mir sollen nëmme Franséisch, nëmme Lëtzebuergesch oder nëmmen Däitsch schwätzen. Et ass eng Traditioun vun eisem Land, eng Identitéit vun eisem Land, eng Plus-value, eng Valeur ajoutée, eppes, wou all Mënsch eis drëm beneit, datt mer déi dräi Sproochen hunn, datt mer se kënne benotzen, plus Englesch natierlech ëmmer méi, a mir wëllen dat net opginn. Et gehéiert zu eiser Identitéit, et gehéiert zu eisem Land. A mir stinn dozou.

Dat gesot, wäert d'ADR...

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dat steet hei guer net zur Debatt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...dëst Gesetz net stëmmen. Mir halen op d'Dräisproochegkeet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, ech hu just eng Fro un den Här Kartheiser, well ech mengen, en huet mer net nogelauschtert.

(Brouhaha)

Ech hu ganz kloer gesot, dass niewent de Cabinet-d'affairen all traditionell Etüden hei gutt berode wären, wa se géifen op Däitsch an op Lëtzebuergesch funktionéieren. Hutt Der dat net héieren?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo dach. An da froen ech Iech...

Mme Simone Beissel *(DP).*- Wou kënnt Der da soen, dass mer net géifen...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madamm Beissel...

Mme Simone Beissel *(DP).*- ...zu der Lëtzebuerger an der däitscher Sprooch halen? All d'Protokolle vun den...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

Mme Simone Beissel *(DP).*- ...Poliziste sinn andauernd op Däitsch.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madamm Beissel...

Mme Simone Beissel *(DP).*- Wéi fonctionnéiere mer dann, wa mer keen Däitsch a Lëtzebuergesch...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dofir...

Mme Simone Beissel *(DP).*- Ech mengen, Dir hutt eis verdréit an dat ass net fair, Här Kartheiser.

Une voix.- Wëssentlech…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madamm Beissel...

(Brouhaha)

Madamm Beissel, am Contraire hunn ech Iech dat Kompliment gemaach...

(Interruption)

Am Contraire hunn ech Iech dat Kompliment gemaach, datt Dir Iech jo bewosst gewisen hutt iwwert déi Problematik, datt eben déi aner Sproochen am juristesche Beräich hire Wäert hunn, hir Wichtegkeet. Dir hutt dat Beispill genannt vun der Praxis an den Etüden an der Praxis op de Geriichter. A grad dowéinst, well Der Iech der Problematik jo bewosst sidd, froe mir eis, wéi Der kënnt engem Gesetz zoustëmmen, wou zwou vun deenen dräi administrative Sprooche vum Land bewosst ausgeklamert ginn. An dat ënnerscheet Är Positioun vun eiser Positioun. Mir halen och op Lëtzebuergesch an Däitsch, net nëmmen op Franséisch. An Dir stëmmt engem Gesetz zou, wou zwou vun eisen dräi administrative Sprooche géintiwwer där drëtter benodeelegt ginn. Dat ass genau dee Vott, deen Dir elo wäert huelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, et ass...

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel *(DP).*- Sot!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass fäerdeg!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Dass Der dat einfach esou dréit, dat ass net richteg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet elo de Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech muss éierlech soen, ech hat elo e bësse Krämpes, fir dem Här Kartheiser nozekommen. Wann ech e richteg verstanen hunn, ass en nëmmen theoretesch derfir, dass déi dräi Sprooche mussen héichgehale ginn, well praktesch kéinte wéinst senger och all d'Affären op Englesch gehale ginn. Dat hunn ech elo net ganz verstanen, wou dann do déi Plus-value vun där Theorie besteet, wann een an der Praxis dann awer de Fait och an deenen anere Sprooche ka plädéieren.

Ech wëll och nach eng Kéier rappeléieren, dass dat heiten näischt Neies ass. Hei maache mer just eng Dispositiouun, déi mer schonn zënter 2013 hunn, dass et also e Wee gëtt, wou ee mat enger Sprooch, dem Franséischen, och en Accès ka kréien op d'Lëscht 1, hei mat deemselwechte Regimm iwwer en anere Wee och kann op d'Lëscht 1 kommen. Et ass also am Fong keng nei Dispositiouun, mä si gëtt just op ee weidere Cas de figure applizéiert. Et ass also näischt Neies.

Drëttens wonnert et mech, wann e seet, dass d'ADR hei dergéint stëmmt. Et ass geltend Recht, dass mer dat heite mussen ëmsetzen. Elo kann een net wëlle mat deem Vott haut hei an der Chamber réckwierkend déi europäesch Debatt féieren, déi 2013 zu där Direktiv gefouert huet. Dat ass en zimlech sënnlose Vott, wann ee géint geltend Recht stëmmt bei senger Ëmsetzung.

Dofir, mengen ech, sollte mer hei d'Saach net méi komplizéiert an duerjerneemaachen, wéi se ass. Eise Sproocheregimm bleift weiderhin iwwer verschidde Weeër deen, dee mer bis haut schonn haten, just mat der Applikatioun op ee weidere Cas de figure.

An all déi Leit, déi plädéiere kënnen hei zu Lëtzebuerg, déi elo nëmme Franséisch géife beherrschen, déi sinn domadder och net vollwäerteg asetzbar, zu hirem eegenen Nodeel. Si kënnen nëmmen déi Affären och plädéieren, wou se den Deontologieregele vum Affekot no och tatsächlech dee beschte Conseil fir hire Client kënne sinn. Et ass also fir déi Leit e klenge Lëtzebuerger Marché, wärend et fir déi, déi zwou oder déi dräi Sprooche kënnen oder souguer och dat Englescht, e komplette Marché ass, dee sech hinnen opmécht. An déi, déi nëmmen déi eng Sprooch géife beherrschen, déi hätte bien entendu um Marché selwer e kompetitiven Nodeel, well se nëmmen déi Affäre kënne plädéieren, wou se och tatsächlech kënnen en optimale Conseil fir hire Client sinn.

Dofir kommt, mir loossen dat hei net méi duerjerneen elo duerstellen, wéi et ass! D'Saach ass eigentlech ganz kloer. Si beinhalt näischt Neies. An zu Lëtzebuerg hu mer jo - dat hunn eenzel Virriedner scho gesot - eng Magistratur, déi ganz flexibel och mat där Situatioun do ëmgeet, notamment well mer Englesch méi oder wéineger ouni Problem och kënnen akzeptéieren. A mir kënnen eis et jo och guer net erlaben, anescht hei virzegoen. Eis Situatioun, eis Ekonomie verlaangt déi dote Flexibilitéit.

Wa mer wéilten zum Beispill d'Ekonomie vum Englesche maachen an dat ni géife wëlle berücksichtegen a mir géifen all maachen an der Magistratur, wéi wa se Englesch net géife beherrschen, da si mer dekaléiert mat der Realitéit vum Land. Déi Portioun Flexibilitéit, déi do gewise gëtt, ass e Corollaire nécessaire vun der Realitéit vun eisem Land, vun der Populatioun, awer och vun der Ekonomie. An dat funktionéiert eigentlech reibungslos a flexibel ganz gutt.

An ech mengen, dass mer en plus zënter der Ëmsetzung vun de sougenannten ABC-Direktive mat de Rechter fir d'Traductioun jo och do nach eng Kéier eng Schëpp dropgeluecht hunn an engem europäesche Kontext, ouni iergendwellech Konkurrenznodeeler, wou mer och hei zu Lëtzebuerg jiddwerengem kënne garantéieren, dass mer em an där Sprooch, där hie mächteg ass, kënnen noleeën, wat viru Geriicht amgaangen ass mat em ze geschéien. Och dat hu mer zu Lëtzebuerg ëmgesat. Dat kascht eis all Joers eng Rei vu Milliounen, mä och dat féiert zu enger gerechter an effikasser Justiz. A wa mer all déi Elementer do komputéieren, dann, mengen ech, beschreiwe mer reell, wat zu Lëtzebuerg lass ass, op eng flexibel an effikass Aart a Weis à la fois.

Zur Fro vum Här Gloden op dee ganz rezenten Artikel vum „Monde" hin: Dat ass eng Iddi, déi mir nei ass. Si ass nach net diskutéiert ginn. Ech sinn ëmmer bereet, nei Iddien ze diskutéiere mat de Barreauen, mat de Magistraten. Et schéngt mir allerdéngs eng Mesure ze sinn, déi zimlech ad hoc a kuerzfristeg nëmmen ausgeriicht ass op d'Brexit-Situatioun. Mir applizéieren hei jo schonn eng aner Flexibilitéit, déi deem awer wäitestgeeënd schonn entgéintkënnt. Dat ass a Frankräich net de Fall. Dofir hunn ech éischter d'Impressioun, dass se domadder amgaange sinn, e Retard op eis opzehuelen. Ech weess net, ob mir dat onbedéngt misste kopéieren, mä ech si gäre bereet, wéi ëmmer, all nei Iddi och mat Iech ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser freet d'Wuert, wahrscheinlech fir Parole après ministre.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools Merci, Här President. Ech hu just e puer Bemierkungen, déi ech hei nach wéilt ubréngen.

An engem Punkt ginn ech Iech ganz gär recht, Här Minister, dat ass: Déi Diskussioun ass vun 2013. Dat heescht, datt net Dir et sidd an och net déi aktuell Regierung, déi déi do Dispositiounen negociéiert huet. Et wor d'CSV, déi eng Dispositioun negociéiert huet, déi eis elo an eng Situatioun brëngt, wou mer ebe Lëtzebuergesch an Däitsch musse par rapport zum Franséischen hei benodeelegen. An dat ass e Punkt, deen ech Iech gär zegutthalen.

Déi zweet Bemierkung, déi ech wëll maachen: Ech hunn natierlech mat kengem Wuert... Ech erkennen un, datt och d'Iwwerdreiwung kann eng rhetoresch Form sinn, mä ech hunn natierlech net behaapt, et soll iergendee Prozess op Englesch hei gefouert ginn. Et ass awer eng Iddi, déi amüsant ka sinn.

An dat Drëtt, wat ech wëll soen, ass, an dat ass méi eng fundamental Bemierkung: Dir sot an Ärer Argumentatioun, datt mer jo praktesch forcéiert sinn, eng Direktiv ëmzesetzen an ze stëmmen, déi 2013 negociéiert an adaptéiert gouf. Dat ass eng Grondfro am europäesche Recht an dofir wëll ech dat hei just opwerfen. Well esou, wéi Europa sech entwéckelt, ass dat do eng Fro, déi ëmmer méi akut muss gestallt ginn: Wat geschitt, wann en nationaalt Parlament refuséiert, eng Direktiv ëmzesetzen?

Dat ass eng spannend Diskussioun an Europa, déi wäert op eis zoukommen. Déi wäert wahrscheinlech ëmmer méi aktuell ginn. An déi Iddi, fir ze soen: E Parlament, en nationaalt Parlament ass näischt anescht wéi e passiivt, exekutiivt Ratifizéierungsinstrument vun enger Decisioun, déi vum Conseil geholl gouf respektiv vum Conseil mam Europaparlament, ass wahrscheinlech eng, déi an der Entwécklung vun Europa net méi ganz laang wäert d'Schinn halen. Ech sinn Iech awer dankbar, datt Dir duerch Är Bemierkungen op déi Problematik och opmierksam gemaach hutt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Minister kritt d'Wuert nach eemol.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Just eng Remark, Här Kartheiser, well ech mat Ärer Duerstellung net d'accord sinn. Mir ginn hei net obligéiert. Dat, wat hei geschitt, ass en Engagement, wat Lëtzebuerg viru ganz laange Joren als Grënnungsmember vun der Unioun agaangen ass, dass mer eis bereet erklärt hunn, all zesummen no bestëmmte Regelen ze funktionéieren, déi zu eisem kollektive Gutt bannent de Memberlänner vun der Europäescher Unioun sinn. Et ass also eng Regel, déi mer eis selwer ginn hunn, där mer fräiwëlleg zougestëmmt hunn, well se Resultater produzéiert, déi fir eis alleguerten a fir eis Unioun vu Virdeel sinn.

Dir frot, wat géif geschéien, wann e Land dat net mécht. Majo, wann eng Direktiv vun engem Land net ëmgesat gëtt, kënne mer à la fois an eng Prozedur geroden oder si ass dann awer direkt ëmgesat an och vun de Leit - ënner Konditiounen - aklobar. Dofir, et gëtt en europäesche System, dee scho laang festläit. An ech gesinn dat net, wéi Dir dat sot, als eng Obligatioun an deem Sënn, mä als de Respekt vun deene juristesche Regelen, zu deene sech Lëtzebuerg selwer engagéiert huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir sinn um Enn vun der Diskussioun. A mir ginn zum Vott iwwert de Projet 7100 iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7100 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Froe mer d'Dispens vum zweete Vott? D'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

10. Ordre du jour (suite)

Vu dass mer net virgesinn haten, fir iwwer hallwer siwen erauszegoen an et awer éischter a Richtung hallwer aacht, aacht Auer geet, wollt ech Iech proposéieren, dass mer um Enn vum nächste Projet net ofstëmmen, mä d'Ofstëmmung muer de Mëtten direkt am Ufank maachen, wann d'Chamber do dermat d'accord ass. Ech sinn näämlech vun e puer Deputéierten ugeschwat ginn, déi en anere Planning fir den Owend haten.

Nëmmen, wann d'Chamber do dermat d'accord ass?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou. Gutt!

Da gi mer zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet de loi 6864 iwwert de Bail commercial. An do huet d'Rapportrice d'Wuert: d'Madamm Tess Burton.

11. 6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Häre, haut, no laangem Hin an Hier, kënne mer endlech de Projet de loi 6864 iwwert de Bail commercial heibanne stëmmen. D'Reform vum Bail commercial huet näämlech schonn eng laang Geschicht hannert sech. Ech wëll hei kuerz drun erënneren, dass et schonn en Text ënnert der viregter Regierung gouf, deen allerdéngs vun der jëtzeger Regierung zréckgezu gi war.

Am August 2015 ass en neien Text iwwert de Bail commercial vum Wirtschaftsminister deposéiert ginn. Uschléissend sinn e ganze Koup Avise vun de Beruffskummeren, den Autorités judiciaires, der Stater Union commerciale an dem Conseil de la concurrence zu dësem Projet de loi geschriwwe ginn.

Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet am Oktober 2016 mat hiren Aarbechten ugefaangen, nodeems d'Statssekretärin aus dem Wirtschaftsministère, d'Francine Closener, de Projet an der Wirtschaftskommissioun presentéiert hat.

Am Echange mam Statsrot hu mer zweemol Amendementer gemaach, zu deenen et och all Kéiers nei Avise vun deenen eenzelne Beruffskummeren an den Autorités judiciaires gouf. Nodeems mer den zweeten Avis complémentaire vum Statsrot kritt hunn an dësen all Oppositions formelles konnt fale loossen, hu mer an der Kommissioun de 5. Oktober de Rapport zu dësem Projet de loi ugeholl.

Nodeems de Rapport ugeholl war, hu mer nach gesinn, dass et nach zwee kleng Oublien am Text gouf an dass och nach en Term am Gesetz huet misse geännert ginn.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Zum enge war e Wuert vergiess ginn an zum anere war eng Inkohärenz stoe bliwwen, well vergiess gi war, en Delai unzepassen un eng Änderung, déi mer am Text gemaach haten. Niewent deenen zwee Oublie sollt och nach den Term „Logement" duerch „Locaux loués" ersat ginn. Mir hunn dem Statsrot e Bréif gemaach, fir en iwwert dës kleng Redressementer ze informéieren. Well mer de Rapport awer schonn ugeholl haten, hu mer den 12. Oktober e Rapport complémentaire ugeholl, fir dës kleng Änderungen ze dokumentéieren.

Allerdéngs huet de Statsrot eis dunn awer matgedeelt, dass en déi Redressementer, déi mer gemaach hunn, net als Erreur-matériellen, mä als Amendement géif ugesinn an huet eis an där Logik en drëtten Avis complémentaire dozou geschriwwen. Hien huet d'Änderunge sans observation akzeptéiert, soudass den Text coordonné onverännert bliwwen ass.

Entre-temps war d'Kommissioun awer nach op e Problem opmierksam gemaach ginn, dee sech duerch dëst Gesetz stellt. Et geet hei ëm d'Entrée en vigueur vun dësem Gesetz. Hei stellt sech e Problem bei de Kontrakter vun der Souslocatioun. Doweinst ass d'Kommissioun nach op de Wee gaangen, fir eng Transitiounsphas anzeféieren, an huet an hirer Sëtzung vum 7. Dezember nach en Amendement formuléiert. Ech wäert herno nach emol op den Amendement agoen.

Fir awer also all dës Redressementer an den Amendement an der Prozedur ze dokumentéieren, hu mer schlussendlech den 11. Januar en zweete Rapport complémentaire ugeholl.

Voilà! Dat zur Virgeschicht. Da géif ech elo op den Detail vu mengem Rapport agoen.

Här President, mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng ganz vereelzte Gesetzgebung iwwert de Bail commercial. Déi besteeënd Dispositioune fir de Bail commercial ginn zréck bis op d'Joer 1936. Dat si bal 80 Joer, an deene keng gréisser Upassungen un déi haiteg Zäit gemaach gi sinn. Mir wëssen allerdéngs, dass den Immobiliemarché haut net méi deen ass, wéi en dat virun 80 Joer war. An dofir ass et héich Zäit ginn, dass eis Gesetzgebung iwwert de Bail commercial reforméiert gëtt.

D'Zil vun dësem Gesetzestext ass et, fir verschidden Dysfonctionnementer ze verhënneren, déi sech iwwert déi lescht Joren um kommerziellen Immobiliemarché etabléiert hunn. A gläichzäiteg ass och Wäert drop geluecht ginn, dëse Gesetzesprojet ze notzen an e gewëssenen Equiliber zwëschent de Rechter an de Flichte vun de Locatairen an de Proprietairen ze schafen an esou deenen zwou Parteien eng besser Planungssécherheet ze ginn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Madamm Presidentin, ech wëll da kuerz déi wichtegst Artikelen, déi an dësem Gesetz stinn, ervirhiewen. Et solle mat dësem Gesetz eng Rei Onsécherheeten an Ongenauegkeeten aus dem Wee geschaaft ginn, déi bis haut déi aktuell Legislatioun opweist.

Eng vun deenen Ongenauegkeete betrëfft de Champ d'application, dat heescht, op wéi eng Gebaier sech de Bail commercial obligatoresch bezitt. Bei dësem Artikel hate mer laang Diskussiounen an der Kommissioun. An och de Statsrot hat hei eng Textpropos gemaach, fir d'Definitioun vum Champ d'application nach méi ze präziséieren, wéi et am ursprénglechen Text virgesi war.

Dat heescht, déi nei Gesetzgebung betrëfft Loyerskontrakter vu Gebaier, déi fir de kommerziellen, industriellen an handwierklechen Zweck genotzt ginn. Och betraff sinn domat d'Centre-commerciallen, d'Tankstellen an den Horeca-Beräich. Allerdéngs: D'Loyerskontrakter vu Gebaier, déi fir de fräiberufflechen Zweck genotzt ginn, oder Gebaier, déi Banken notzen, sinn hei net concernéiert.

Da gëtt an dësem Gesetzestext och d'Dauer vum Bail commercial definéiert. D'Gesetz hat ursprénglech virgesinn, dass de Bail obligatoresch à durée déterminée misst sinn. De Statsrot huet allerdéngs a sengem éischten Avis d'Fro opgeworf, wéisou net och Kontrakter, déi indéterminé sinn, mat an d'Gesetz opgeholl géife ginn. Dëser Remark ass d'Kommissioun nogaangen an huet dës Ergänzung an den Text opgeholl an iwwerléisst domat deenen zwou Parteien d'Decisioun vun der Durée vum Kontrakt. An Zukunft gëtt et also d'Méiglechkeet, e Bail commercial fir eng Durée déterminée oder indéterminée ofzeschléissen.

Allerdéngs applizéiere sech d'Dispositiounen aus dësem Gesetz net op Kontrakter, déi fir manner oder genau fir ee Joer ofgeschloss ginn. Dëst war eng Präzisioun, déi vun der Kommissioun gewënscht ginn ass, fir kloerzemaachen, dass Kontrakter, déi just fir eng kuerz Zäit ofgeschloss ginn, net an de Genoss komme vun den Dispositioune vun dësem Gesetz hei. Dëst am Hibléck, dass d'Proprietairen et de Commerçanten erméiglechen, just fir eng kuerz Zäit e Geschäft opzemaachen. En aktuellt Beispill sinn hei d'Pop-up-Storen, déi just fir eng ganz kuerz Zäit op enger Plaz hir Dieren opmaachen.

E weidere wichtegen Artikel, woumat eng grouss Neierung mat dësem Gesetz a Kraaft trëtt, ass den Artikel, deen déi sougenannten „Pas-de-porte" verhënnere soll. D'Regierung wëllt de Geschäftsmodell, dee sech iwwert déi lescht Joren ëmmer méi um kommerziellen Immobiliemarché etabléiert huet, mat dësem Gesetz hei verhënneren. De Pas-de-porte ass dee sougenannten „Entréesticket", deen haut oft vum Locataire un de Proprietaire muss bezuelt ginn, dass en iwwerhaapt an de Genoss kënnt vun engem Bail, anstatt dass un deen ale Locataire e legitimme Präis fir de Fonds de commerce bezuelt gëtt.

De Statsrot huet zu dësem Artikel eng duebel Opposition formelle formuléiert. Hie stellt net de Prinzip vum Verbuet vun all Supplement zum Loyer, dee bezuelt gëtt, a Fro, mä bemängelt, dass den Text méi präzis misst sinn a mécht hei eng Textpropos, déi vun der Kommissioun och esou iwwerholl ginn ass. Deen neien Text gesäit also elo vir, dass all Supplement, deen zum Loyer un de Proprietaire bezuelt gëtt, beim Ofschloss vum Kontrakt verbueden ass.

Des Weidere ginn an deemselwechten Artikel och Präzisiounen zu der Garantie locative gemaach, déi de Moment nach net gesetzlech geregelt war. D'Regierung hat hei dräi Méint proposéiert. Allerdéngs huet ënner anerem de Statsrot awer sechs Méint virgeschloen, well dëst méi dem Montant entsprécht, deen de Proprietaire brauch, fir sech ze schützen, an och éischter dem Usus an der Praxis entsprécht.

D'Garantie locative gëtt also op e Maximum vu sechs Méint limitéiert. Da gëtt och festgehalen, dass de Locataire dës Garantie sous forme vun

enger Bankgarantie oder enger Assurance, déi en ofschléisst, dem Proprietaire ka liwweren.

Voilà! An engem weideren Artikel gëtt an dësem Gesetz och d'Souslocatioun reglementéiert. Dësen Artikel ass och eent vun den neien Haaptelementer vun dësem Gesetz, well d'Souslocatioun war bis ewell a kengem Gesetzestext ernimmt an huet an der Praxis awer oft zu Abuse gefouert. All Souslocatioun, déi gemaach gëtt, muss dem Proprietaire gemellt ginn. An de Proprietaire huet dann 30 Deeg Zäit, fir säin Accord zu dëser Souslocatioun ze ginn. Gëtt hie keen Accord, dann huet den initiale Locataire aacht Deeg Zäit, fir de Riichter ze kontaktéieren an an Appell ze goen.

Ganz wichteg: Niewent dem Verbuet vum Pas-de-porte gëtt mat dësem Artikel och verbueden, dass de Locataire dem Souslocataire e Loyer freet, deen iwwert dem Loyer läit, deen de Locataire mam Proprietaire festgehalen huet. Eng Ausnam gëtt et awer, an zwar wann de Locataire spezifesch Investissementer getätegt huet, fir d'Gebai kënne weiderzevermieten. An deem Fall kann de Locataire, deen d'Gebai weidervermiet, méi en héije Loyer froen.

Am urspréngleche Text vun der Regierung gouf et allerdéngs nach eng weider Ausnam. An dat war déi, dass d'Tankstellen an d'Brauereien hei exclu wären. Dës Ausnam gouf awer vun den Autorités judiciaires an dem Statsrot a Fro gestallt, déi hei op den Egalitéitsprinzip verwisen hunn. Dofir huet d'Kommissioun op dësem Punkt den Text geännert an huet dës Ausnam aus dem Text erausgeholl.

Wéi ech ganz am Ufank schonn erwäänt hunn, hu mer allerdéngs hei nach nodréiglech en Amendement fir dësen Artikel agereecht, well et an der Praxis eng Rei esou Kontrakter gëtt, wou de Locataire dem Souslocataire e méi en héije Loyer freet, ouni awer Investissementer getätegt ze hunn. De Surplus vum Loyer gëtt vun de verschiddenen Akteuren um Terrain justifiéiert, well se hirem Souslocataire aner Servicer ubidden, wéi zum Beispill de Risque locatif, dee si géintiwwer vum Proprietaire iwwerhuelen, soudass de Souslocataire iwwerhaapt d'Gebai miete kann.

Allerdéngs si mir der Meenung, dass, wann de Locataire d'Gebai weidervermiet an dem Souslocataire nach aner Servicer ubitt, dës Servicer anescht geregelt musse ginn an net hir Plaz am Bail commercial sollen hunn.

Mä fir dëse Locatairen Zäit ze ginn, fir sech konform zum Gesetz ze setzen, huet d'Kommissioun eng Transitiounsphas vun zwielef Méint agefouert. Esou hunn déi Concernéiert nach Zäit, hir Kontrakter vun der Souslocatioun en règle ze setzen.

Da gëtt elo am Gesetz och den Delai vun der Kënnegung definéiert. Wéi am initialen Text goufen hei vun der Regierung och weiderhin déi sechs Méint zréckbehalen. Des Weidere gëtt festgehalen, dass, wa keng Kënnegung matgedeelt gëtt, de Kontrakt sech automatesch verlängert, an dat fir eng Durée indéterminée anstatt dräi Joer, wéi initialement virgesinn.

An da konnt bis elo den Tribunal dem Locataire erlaben, am Lokal ze bleiwen, nodeems de Kontrakt ofgelaf war. Sou e Sursis commercial konnt zweemol accordéiert gi fir jeeweils sechs Méint. An Zukunft gëtt et elo anstatt vum Sursis commercial e Sursis à déguerpissement. Dat heescht, den Tribunal kann e Sursis unique vun engem bis néng Méint accordéieren, dëst ouni Verlängerungsméiglechkeet oder Méiglechkeet, an Appell ze goen. Dëst ass awer och just méiglech, wann d'Loyeren an all aner Avancen, déi opstinn, den Dag vun der Demande fir e Sursis commercial bezuelt goufen.

Des Weidere gëtt de Sursis och just accordéiert, fir dem Requerant et ze erlaben, en neit Gebai ze fannen, fir seng Aktivitéite kënne weiderzeféieren a seng Aarbechtsrechtobligatiounen erfëllen ze kënnen.

Madamm Presidentin, bei Vertragserneierung ass et initial esou gewiescht, dass e Locataire, dee säit dräi Joer miet, d'Recht huet, fir e Renouvellement vu sengem Kontrakt virun engem aneren ze kréien. Mä dat ass e Recht, wat no 15 Joer Locatioun ewechfält. Elo kann de Locataire an och de Souslocataire de Renouvellement froen an huet en absolutt Recht, en ze kréien déi éischt néng Joer.

Dann huet de Proprietaire d'Méiglechkeet, de Kontrakt mam Locataire ze kënnegen, wann dee sengen Obligatiounen net nokënnt. An des Weidere kann de Proprietaire de Kontrakt kënnegen oder refuséieren, de Kontrakt ze verlängeren, aus verschiddene Grënn.

Zum engen ass dëst méiglech, wann de Proprietaire perséinlech d'Gebai wëllt benotze respektiv ee vu senge Kanner, oder wann de Proprietaire säi Gebai net méi fir déi nämlecht Aktivitéit verloune wëllt. An drëttens kann de Proprietaire de Kontrakt kënnegen oder d'Verlängerung refuséieren, wann d'Gebai ofgerappt gëtt oder renovéiert gëtt.

De Proprietaire kann awer och ouni Grënn, nodeems de Locataire néng Joer oder méi laang am Gebai war, de Kontrakt kënnegen oder refuséieren, de Bail ze verlängeren, wann de Proprietaire dem Locataire eng Indemnité d'éviction, souzesoen eng Entschiedegung, bezilt.

Dësen Artikel ass eent vun deenen neien Haaptelementer vun dësem Gesetz. De Montant vun där Indemnité d'éviction gëtt vun de concernéierte Parteie selwer festgeschriwwen, duerch en Accord ad hoc oder eng Clause. Wann dëst net gemaach gouf oder wann ee sech net konnt drop eenegen, gëtt de Montant vum Riichter fixéiert op Basis vun der Valeur vum Fonds de commerce.

Dann nach eng lescht grouss Neierung, déi mer mat dësem Gesetz aféieren: Dat ass den Droit de préemption, d'Virkafsrecht fir de Locataire, dat bis elo och net definéiert war an engem Locataire zousteet, wann hien op d'mannst wärend 18 Joer d'Gebai gelount huet.

Voilà, dëst ware kuerz déi Haaptelementer aus dem Gesetz. Dann ass nach ze soen, dass dëst Gesetz sech net op lafend Prozeduren applizéiert, mä awer op lafend Kontrakter. Dëst ass esou gewënscht, fir dass mat der neier Gesetzgebung vum Bail commercial esou schnell wéi méiglech Abuse verhënnert kënne ginn an dass och esou schnell wéi méiglech e Gläichgewiicht geschafe gëtt zwëschent de Rechter an de Flichte vun de Proprietairen an de Locatairen.

Madamm Presidentin, da ginn ech elo zum Schluss nach ganz kuerz op déi verschidden Avisen an, ugefaange bei der Chambre de Commerce, déi an hirem Avis begréisst, dass eng Rei vun hire Propositiounen, déi si schonn zum Text vun der viregter Regierung formuléiert hat, elo an deen neien Text vun där aktueller Regierung mat agefloss sinn.

Des Weidere gëtt d'Chambre de Commerce an hirem Avis ze bedenken, dass Commerçanten, déi sech nei um Marché wëllen installéieren, mat engem héijen Investissement konfrontéiert sinn. Oft mussen dës Commerçanten en héije Pas-de-porte, eng Garantie locative vun zwielef Méint an all Mount en héije Loyer plus Chargë bezuelen. Dofir begréisst d'Chambre de Commerce, dass mat dësem Gesetzestext eng Rei Verbesserunge kommen. Allerdéngs kritiséiert si, dass d'Gesetz sech op lafend Kontrakter applizéiert.

D'Chambre des Métiers begréisst an hirem Avis, dass mat dësem Projet de loi den aktuelle Gesetzestext iwwert de Bail commercial méi kloer gëtt, dass duerch de Verbuet vum Pas-deporte an d'Aféierung vun der reglementéierter Méiglechkeet vun der Souslocatioun spekulativ Praktiken um kommerzielle Marché ofgedämmt kënne ginn.

Eng Kritik, déi d'Chambre des Métiers an hirem Avis opwerft, ass déi vun der Roll vum Riichter, deen a verschiddene Fäll zum Asaz soll kommen, wa béid Parteie sech net eens ginn. Hei hätt d'Chambre des Métiers sech gewënscht, dass méi gesetzlech Dispositioune festgeluecht gi wäre respektiv der Mediatioun méi eng wichteg Roll zougesprach gi wär, anstatt dass de Riichter soll Decisiounen treffen.

D'Chambre des Salariés huet e ganz kriteschen Avis ofginn. Hinne geet den Text net wäit genuch. Si hätte sech gewënscht, dass och eng Reglementatioun fir d'Loyeren agefouert gi wär, fir esou d'Locataire méi ze schütze virun exorbitante Loyeren. D'Loyere wären näämlech oft e Grond, wéisou e Commerçant faillite geet. An am Fall vun enger Faillite sinn et virun allem d'Salariéen, déi déi Leidtragend sinn.

Des Weideren ass d'Chambre des Salariés der Meenung, dass d'Rechter vun de Salariéen am Fall vun enger Faillite missten onbedéngt gestäerkt ginn.

D'Union commerciale vun der Stad Lëtzebuerg huet och en Avis ofginn zu dësem Projet de loi. Si begréisst eng ganz Rei vun deenen neien Dispositiounen am Gesetz, mä bedauert awer och, dass net profitéiert ginn ass, fir am Kader vun dëser Reform och d'Geleeënheet ze notzen an e Mechanismus fir de Plafonnement vun de Loyeren anzeféieren. An d'Union commerciale bedauert, dass am Gesetzestext keng Präziséiounen zu de Charges locatives gemaach gi sinn.

De Conseil de la concurrence gesäit a sengem Avis de Projet de loi méi kritesch, well e senger Meenung no ze vill an d'Vertragsfräiheet agräift.

An da kommen ech nach eng Kéier kuerz op den Avis vum Statsrot zréck, well de Statsrot rappeléiert, dass all Reguléierung vun engem Bail commercial sech zwëschen zwee géigesäitege Prinzipie beweegt: engersäits dem Prinzip vun der kontraktueller Fräiheet, déi am Code civil steet, mat Referenz op de Prinzip vun der Liberté du commerce, deen an der Constitutioun steet, anerersäits ënnerläit esou eng Regulatioun awer och dem Contrôle vun den ëffentlechen Instanzen, mam But, fir kommerziell Locatairë géint Abusen oder Spekulatiounen ze schützen.

De Contrôle ass néideg, fir eng gesond Kompetitivitéit ze garantéieren an eng gewësse kommerziell Struktur oprechtzëerhalen, dëst virun allem an de Stied an natierlech och, fir d'Interête vun de Mataarbechter aus dësem Secteur ze protegéieren.

Madamm Presidentin, iwwert dës Gesetz, dat mir elo gläich hei ofstëmme wäerten, ass vill kontrovers diskutéiert ginn. Mä ech mengen awer, dass et eis hei gelongen ass, e Gesetzestext ze schafen, deen den haitegen Erausfuerderunge vum Marché gerecht gëtt. Mir passen eis vereelzte Gesetzgebung iwwert de Bail commercial un déi haiteg Zäit un. Mir schafen e besseren Equiliber zwëschent de Proprietairen an de Locatairen. An de Gesetzestext hëlleft eis, fir géint d'Spekulatioun an d'Abusen um kommerziellen Immobiliemarché virzegoen.

Voilà! Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci, Madamm Rapporteur Tess Burton, fir dee ganz breet gefächerte Rapport. Als éischte Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).-* Merci, Madamm Presidentin. Dee Projet de loi hei kéint een intituléieren: „Was lange weilt, wird endlich gut."

Dëse Projet geet zréck op en Avant-projet de loi vun der Madamm Françoise Hetto, déi deemools Mëttelstandsministerin war. Wéi Enn Summer, uganks Oktober 2013 op eemol esou dach - kann ee soen - Deus ex machina eng ganz Rei Geschäfter mat luxuriéise Marke Faillite gemaach hunn, huet deemools missen urgent gehandelt ginn, well et ass net nëmmen ëm den Erhalt vun deene Geschäfter gaangen, mä et ass och ëm den Erhalt gaange vun deenen Aarbechtsplazen, déi domadder verbonne sinn.

Haut muss ee feststellen, datt d'Zuel vun de Faillitten no de leschte Statistiken erofgeet, an dat ëm 5%. Am Commerce ass et e Réckgang vun 20,65% par rapport zu 2016, well 2017 waren nach 196 Entreprisen, déi am Commerce Faillite gemaach hunn. Dat sinn der natierlech nach ëmmer 196 ze vill.

Déi Problematik, déi dëse Projet de loi ugeet, ass natierlech och e Problem, dee méi prononcéiert ass an deene gréisseren Uertschafte wéi an deene klengen Uertschaften.

Ech erënneren och an dësem Kontext un d'Propositioun vum Kolleeg Serge Wilmes, fir en Droit de préemption vum Fonds de commerce au profit vun enger Gemeng ze schafen.

Dës Regierung huet, an d'Madamm Rapportrice huet et gesot, formell de Projet zréckgezunn an een neien deposéiert, mä um Fong, mengen ech, si mer eis eens, datt en iwwerschafft ginn ass, well d'Basisiddie vum Avantprojet de loi sinn och an dësem Projet de loi bliwwen.

Et ass, wéi esou oft am Liewen, fir ze kucken, en Equiliber tëschent deenen engen an deenen aneren ze fannen. Et geet op där enger Säit ëm d'Protektioun vum Locataire mat den Aarbechtsplazen, also vun der Liberté d'entreprendre an der Liberté de commerce, an op där anerer Säit ëm den Droit de propriété; Prinzipien, déi och bei eis an der Verfassung ageschriwwe sinn.

De Projet de loi baséiert um belsche Recht, deen dann och eng Rei Prinzipien ännert. D'Diskussiounen an der Kommissioun ware ganz sachlech a ganz technesch. An ech soen der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

D'Kolleegin Tess Burton ass hei op eng Rei Detailer agaangen. Ech wéilt e puer Punkten ervirsträichen.

Zum Champ d'application: E Bail commercial ass e Bail betreffend e Lokal, an deem eng kommerziell, industriell oder handwierklech Aktivitéit exercéiert gëtt. Soumat ass kloer, datt de Bail commercial sech net op Locatiounsverträg fir Büroen applizéiert, wat awer net heescht, datt d'Parteien net fräiwëlleg d'Dispositioune vum Bail commercial am Kontrakt wiele kënnen, fir hire Contrat de bail ze wielen. Wat och elo ganz kloer ass, wou virdru vill Diskussioune waren, och an der Jurisprudenz: Vun elo u wäert de Bail commercial sech och op d'Centres commerciaux applizéieren.

Zu der Durée dann. Et ass de Prinzip festgehalen, datt d'Parteie fräi sinn, entweder e Kontrakt fir eng onbegrenzt Zäit ofzeschléissen oder fir eng begrenzt Zäit. Am Projet de loi war nëmmen à durée déterminée virgesinn. Do waren eng Rei Chamberen an och de Statsrot a mir och an der Kommissioun der Meenung, datt dat am Fong géint de Principe vum Consensualisme contractuel géif goen. Et ass och drop hinzeweisen, datt e Kontrakt, dee fir net méi wéi ee Joer ofgeschloss gëtt, net an de Champ d'application vun dësem Gesetz fält. Dat sinn déi berüümte Pop-up-Storen, dat heescht, wann eng Mark wärend enger kuerzer Zäit geziilt e Produkt wëllt ervirsträichen. Dir hutt dat zum Beispill an der Autosbranche, wéi et och emol hei an der Stad schonn de Fall war, wou da wärend e puer Méint geziilt en Autosmodell exposéiert gëtt.

Wat och elo kloer hei am Gesetz geregelt gëtt, ass, datt dee sougenannte Pas-de-porte nul de plein droit ass. Dat war bis elo am Fong ganz oft ënnert dem Dësch, ënnert der Hand den Akafsticket, den Ticket d'entrée, fir am Fong e besteeënde Locataire erauszekréien. Do ass dann eppes bezuelt ginn, fir da kënnen en neie Bail ofzeschléissen. Déi sinn also elo nul de plein droit. A kënnt et eraus - well dat ass et, mir kënnen et am Gesetz verbidden, mä wann et net erauskënnt, da kënnt et net eraus -, kënnt et eraus, da muss de Proprietaire dee Pas-de-porte zréckbezuelen.

An dësem Kontext ass et awer wichteg, och ze ënnersträichen, datt, fir Rechtssécherheet ze hunn, d'Gesetz applikabel ass op déi besteeënd Kontrakter. Mä betreffend d'Nullitéit vum Pas-de-porte ass awer eng Exceptioun am Gesetz virgesinn. Dat heescht, all déi, déi dann dat do bezuelt hunn, brauchen näischt ze fäerten. Mä vun elo u mussen déi Leit sech waarm undinn, well kënnt et elo eraus, wann e Kontrakt ofgeschloss gëtt, nodeem d'Gesetz publizéiert ass, muss de Proprietaire dee Pas-de-porte zréckbezuelen.

Eng Nouveautéit gëtt et och bei der Garantie bancaire. Si däerf net méi héich si wéi sechs Méint. A wat och wichteg ass, an dat war eng Demande souwuel vun de Locatairë wéi och vum Assurancësecteur, ass, datt een amplaz vun enger Garantie bancaire, wéi dat haut de Fall ass, och eng Assurance kann ofschléissen, déi dann am Fong d'Garantie bancaire remplacéiert. Dat huet de Virdeel, datt am Fong de Locataire net muss sechs Méint bei der Bank blockéieren.

Wann de Locataire eng Souslocatioun mécht, däerf de Loyer net méi héich si wéi de Loyer, deen de Locataire un de Bailleur bezilt, ausser et géife spezifesch Investissementer gemaach ginn, fir datt d'Souslocatioun méiglech ass.

Betreffend dës Dispositioun hu mer nach zum Schluss eng Modifikatioun gemaach. D'Madamm Rapportrice ass dorobber agaangen.

De Preavis, fir e Kontrakt ze resiliéieren, muss op d'mannst sechs Méint sinn. De Locataire an de Souslocataire kënne sechs Méint virum Enn vum Bail de Renouvellement ufroen. De Bailleur muss dann innerhalb vun dräi Méint de Locataire informéieren, ob de Bail verlängert gëtt oder net.

Dann zu enger anerer wichteger Ännerung: Wéini kann de Kontrakt resiliéiert ginn oder renouvelléiert ginn? Beim engem Contrat à durée déterminée, also engem Kontrakt mat begrenzter Lafzäit, leeft de Kontrakt of, wann e säin Enn erreecht huet, ausser et kéim zu enger Reconduction tacite. Duerfir ass et wichteg, a mir hu laang doriwwer diskutéiert, an et steet och explizitt an de Commentaires d'article, datt, fir all Diskussioun ze evitéieren, een am Kader vun engem Contrat à durée déterminée besser huet, awer eng Notifikatioun ze maachen un de Locataire, fir deem ze rappeléieren, datt de Kontrakt zum Enn komm ass, fir datt en net déi Reconduction tacite ka spille loossen.

De Bailleur kann och de Kontrakt mat Effet immédiat kënnegen, wann de Preneur sengen Obligatiounen net nokënnt. Dat ass och haut schonn de Fall. Et steet elo explizitt am Gesetz.

Dann, bei engem Bail à durée indéterminée, do hu mer eis am Fong och ganz staark um Bail à loyer inspiréiert. Et steet och esou am belsche Gesetz. Dee kann een nëmme kënnegen a véier Fäll, wann de Kontrakt fir net méi laang wéi néng Joer ofgeschloss gëtt.

1) Den éischte Fall ass wéinst Occupation personnelle duerch de Proprietaire oder duerch ee vu sengen Nokommen, bis zum éischte Grad. Dat heescht, bei den Eltere sinn dat d'Kanner.

2) Wann en Abandon do ass. Den Text seet: „abandon de toute location aux fins d'activité identique".

3) Oder wann d'Gebai transforméiert gëtt.

4) Oder ofgerappt gëtt, fir erëm opgebaut ze ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

No néng Joer fënnt de Proprietaire eng gewësse Fräiheet zréck. Dat heescht, e kann de Kontrakt à tout moment mat engem Preavis vu sechs Méint resiliéieren, mä muss dann an deem Fall, well en déi gewësse Fräiheet huet, net méi un déi véier Konditioune virdru gebonn ass, eng sougenannten Indemnité d'éviction bezuelen.

Do stoung och am Projet de loi am Ufank de Montant dran. Do ass gesot ginn, dat wier net gutt. Mir waren och an der Kommissioun der Meenung, datt d'Parteie solle fräi sinn, dat kënnen ze stipuléieren. Entweder setzt een et elo an de Kontrakt oder, wann et esou wäit ass, ginn d'Parteie sech eens. Gi se sech net eens, kënne se dat iwwer en Expert oder beim Geriicht determinéiere loossen.

En anere Punkt ass, wann de Kontrakt op d'mannst 18 Joer gelaf ass. Dann huet de Locataire en Droit de préemption, fir den Objet ze kafen.

Dann eng aner, méi technesch Nouveautéit ass, datt ee vun engem Sursis commercial op e Sursis à déguerpissement iwwergeet. Ënnert deem alen oder elo nach aktuelle Gesetz, well mir stëmmen et jo elo eréischt muer, kann een zweemol e Sursis vu sechs Méint froen, fir de Kontrakt ze verlängeren. Elo gëtt de Sursis an e Sursis à déguerpissement ëmgeswitcht.

Wat heescht dat? Wann de Kontrakt bis resiliéiert ass, kann de Locataire keng Verlängerung vun der Lafzäit vum Kontrakt méi ufroen, mä e kann am Fong just nach e Sursis fir maximal eng Period vun néng Méint ufroen, fir net erausgehäit ze ginn.

Här President, dëse Projet de loi bréngt also eng Rei substanziell Veränneerungen am Bail commercial. An et ass och wichteg, datt dobaussen doriwwer communiquéiert gëtt, well ech mengen, datt vill Commerçanten a Proprietairë sech dësem Projet de loi net bewosst sinn. Et muss een och elo Erfahrungswäerter sammelen ënnert deem neie Gesetz a kucken, ob een d'Ziler à moyen terme erreecht, déi dëse Projet de loi ëmsetzen.

Et ass awer just e Mosaiksteen, dëse Projet de loi. Et ass net d'Allheelmëttel, fir géint d'Spekulatioun virzegoen. D'Responsabilitéit, Här President, läit och bei jiddwer Eenzelnem vun eis, also beim Consommateur.

Mir musse lokal kafen. Kafe mer net lokal, egal ob de Loyer héich oder niddreg ass, verschwannen d'Geschäfter. An als Buergermeeschter vun der Muselmetropol weess ech, vu wat ech schwätzen. Well et gi ganz vill Efforte gemaach an den Uertschaften, fir d'Geschäfter, an d'Madamm Rapportrice stëmmt mer deem sécherlech zou, ze erhalen.

All Produkt, wat ausserhalb vun enger Uertschaft hei zu Lëtzebuerg kaaft gëtt, all Produkt, wat um Internet kaaft gëtt, all Produkt, wat de Consommateur an d'Geschäft umoosse geet an dann awer iwwer Internetplattform keeft, ass e verluerene Revenu fir de Geschäftsmann an e verluerene Salaire vun dem Employé, deen am Geschäft schafft.

D'Regierung huet hei mat dem Pakt PRO Commerce ee weidere Mosaiksteen, e wichtege Mosaikstee geschafen. Eng ganz Rei Uertschaften, Stied a Gemenge maachen do mat, ënner anerem meng.

Et geet drëm, an éischter Linn dem Commerçant eng Hëllef ze ginn, fir datt e mat deem Medium Internetplattform eens gëtt, datt en epauléiert gëtt, well déi Leit hu ganz oft déi Zäit net, fir dat selwer ze maachen, ausser et ass e grousse Grupp, an zweetens fir, wann en dat da wëllt, och iwwert déi Internetplattform seng Produkter kënnen ze verkafen an dem Consommateur et esou erméiglechen ze kënnen, lokal Produkter iwwer eng global Internetplattform ze kafen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci gesot. Deen nächsten ageschriwwene Riedner, deen eng Riednerin ass, ass d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt och nach eng Kéier der Madamm Tess Burton en häerzleche Merci fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport zu engem Projet, wou wierklech vill dru geschafft ginn ass an deen e ganze Koup Schwieregkeete beinhalt huet, well et eben e wichtege Secteur ass a well mer wollten alleguerten zesummen e gudden Text maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguerten, dass d'Loyeren um fräie Maart hei zu Lëtzebuerg ganz héich sinn. Mir als DP fannen awer, dass et net um Legislateur ass, fir anzegräifen, fir eben d'Loyere festzesetzen oder e Stil Limitt anzeféieren, wéi et elo an Däitschland diskutéiert gëtt, mat enger Mietbrems, well mir fannen, dass de Loyer fräi festgeluecht soll ginn tëschent dem Proprietaire an dem Locataire oder dem Souslocataire an de Stat net agräife soll.

Wou awer de Legislateur agräife soll, dat si mer amgaangen, mat dësem Projet ze maachen, dat ass, fir de Kader ze setzen, un deen d'Akteure sech sollen halen, awer ëmmer oppassen, dass de Bailleur nach eng Liberté de manœuvre huet, fir de Loyer festzesetzen, fir deem Locataire, deen dee wëllt da bezuelen, dann d'Lokal kënnen ze ginn.

A mat dësem Gesetz setze mir dëse Kader, deen eben de Locataire besser schützt wéi an deem Gesetz, dat, et ass gesot ginn, e laange Baart huet: Et ass vun 1936. Et ass oft gesot ginn, et géif eppes dru geännert ginn, mä et ass eréischt elo, wou richteg den Text geännert gëtt.

Dat Éischt, wouduerch de Locataire besser geschützt gëtt, dat ass eng Saach vun der Durée vum Bail, well et war jo ëmmer u sech, oder oft eng Zitterpartie fir de Locataire, wa säi Bail à terme komm ass. Dir wësst, mir hu ganz laang Joren de System vun dräi/sechs/néng hei zu Lëtzebuerg gehat. Mä schonn no dräi Joren ass et da lassgaang. Wa wierklech de Proprietaire e vill méi héije Loyer gefrot huet an de Locataire net capabel war, fir deen ze bezuelen, da sinn d'Suerge lassgaang an et huet absolutt keng Planungssécherheet fir de Commerçant bestanen.

Dat wëlle mer hei mat dësem Text wierklech änneren, fir dass de Locataire sech ka vill besser arrangéieren, an deemno wat e selwer och investéiert an als Amortissement muss rechnen, muss en och wësse kënnen, op wat fir enger Durée en a sengem Lokal ka bleiwen.

Mir hu wierklech vill un dësem Projet geschafft. Mir hate jo och eng ganz Serie vun Opposition-formellë vum Statsrot. Mä et ass deenen elo Rechnung gedroe ginn. An ech mengen, an d'Madamm Burton huet et zu Recht gesot, dee Projet, deen elo erauskomm ass, dee ka sech weisen dobaussen. Domat, am Prinzip jiddefalls, kënne ganz vill Leit liewen.

Ech ginn net méi op d'Detailer alleguerten an. Meng Virriedner hunn dat schonn in extenso gemaach. Ech wëll just nach eng Kéier kuerz op sechs Punkten agoen, déi mer awer extrem wichteg sinn.

Dat Éischt ass d'Durée vun de Bailen. Wéi gesot, ech hat Iech gesot: Virdru war et ëmmer dräi/sechs/néng. Elo gëtt et eng Méiglechkeet, entweder e Bail à durée déterminée oder indéterminée ze maachen. An de Commerçant kann also kucken, wann eng Echeance kënnt an d'Limitt vum Loyer extrem an d'Luucht gesat gëtt, da muss en ebe just kucken: Kann ech mer dat leeschten oder kann ech mer dat net leeschten? Elo de Moment gëtt et jo verlängert. A mat deem System kritt e wierklech méi Sécherheet.

Et ass och scho gesot ginn: Et gëtt eppes Spezielles agefouert, mä dat ass och, well et sech terribel geännert huet. Dat sinn d'Bailen, déi manner wéi ee Joer sinn, déi ginn hei net erfaasst. Dat ass ebe fir déi berüümte Pop-up-Storen. Mir hunn där och an der Stad. Notamment, Dir kennt alleguerten hei derniewent déi al Maison Lassner, wou esou Pop-up-Storë sinn. Dat sinn ebe just ganz kuerz Kontrakter. Déi musse ganz flexibel sinn, well et geet ganz oft dorëm, fir eng Vitrinn just ze kréien, fir iergenden Objet do ze presentéieren. Et ass scho geschwat gi vun Autoen. Och aner Produkter kënnen do presentéiert ginn. Do muss Flexibilitéit sinn. Dofir huet de Legislateur zu Recht och decidéiert, dass e sech do net dran amëscht an do keng strikt Regele mécht.

D'Garantie locative war ëmmer de grousse Souci vun de Commerçanten, well mat Momenter bis zu zwielef Méint gefrot ginn ass. An dat war eng riseg Zomm Geld. A wann een am Ufank e Commerce ufänkt, da brauch ee Geld fir aner Saachen. An dofir war dat ëmmer eng Hürd. Well dann och d'Banke streng waren, fir ze kucken, fir eng normal Garantie bancaire à première demande ze ginn, huet awer de Commerçant missen e ganze Koup Garantië ginn, well d'Bank wollt sech do och ofsécheren.

Wat elo emol scho gutt ass, dat ass, dass et wierklech limitéiert ass op sechs Méint. Bon, deemno wéi héich de Loyer ass, kann dat natierlech nach eng grouss Zomm sinn. Mä wat och gutt ass, dat ass, dass eng aner Optioun méiglech ass. Niewent der Garantie à première demande, wéi dat schonn ugeklongen ass, ass et elo méiglech, eng Assurance ze souscriréieren. An d'Assurance deckt dee Moment de Loyer vun de sechs Méint of. An dee Moment huet och de Locataire e wéineg méi Marge de manœuvre, fir sech dat ze arrangéieren.

En anere wichtege Punkt, dat ass mäi Punkt 3, dat ass de Pas-de-porte, dee mat Momenter, an notamment an der Stad, well dat op eemol esou Usus ginn ass, d'Loyeren an d'Unermässlecht gedriwwen huet, dass deen elo an Zukunft verbuede ginn ass, well dat effektiv mat Momenter de Marché forcéiert huet, well nëmmen déi Leit, déi de Pas-de-porte konnte bezuelen, de Bail konnte kréien. Dat ass also verbueden. An ech mengen, do géif eng Regulatioun vum Marché kommen, déi ganz benefique ass an déi och de Principe d'égalité de traitement besser spille léisst.

Zu der Saach vum Renouvellement. Do ass ebe wéi gesot den dräi/sechs/néng, deen net nëmme méi spillt, mä et kann een elo Date-limitte kréien, 15 Joer war et ëmmer virdrun, mä elo gëtt et aner Méiglechkeeten, soudass och do de Locataire vill méi Choix huet, fir sech ze arrangéieren, fir ze kucken, wat fir eng Offeren en do ka suivéieren.

De Locataire konnt zwar ëmmer prioritär an dem Lokal bleiwen, mä ëmmer ënnert där trotzdeem ganz delikater Konditioun, dass e capabel war, fir de Loyer, dee gefrot ginn ass, wann den Term komm ass, ze bezuelen. Krut de Proprietaire bailleur eng Offer gemaach vun engem neie Locataire, dee vill méi gebueden huet, war den éischte Locataire ganz oft gebascht.

Elo gëtt zwar eng Indemnité d'éviction agefouert. Dat ass eng grouss Neierung. Bon, et kann ee soen: Indemnité d'éviction hin oder hier, wann en den neie Loyer net ka bezuelen, ass en nawell gebascht an e muss entweder sech en neit Lokal sichen oder awer e muss wierklech seng Aktivitéiten astellen.

Awer, ech muss Iech soen, momentan riskéiert en dat och, a schonn no dräi Joer, an do gëtt et keng Indemnité d'éviction. Et ass also trotzdeem eng grouss Plus-value mat deem neien Text, wou eben déi Indemnité d'éviction elo virgesinn ass. An dee Moment kann erëm eng Kéier de Locataire sech besser arrangéieren.

Ech wollt och nach e Wuert zu de Mesure-transitoirë soen. Ech wëll ofkierzen, well meng Virriedner wierklech all d'Detailer ganz gutt bruecht hunn. Bei de Mesure-transitoiren hate mer effektiv e Souci bei der Souslocatioun. Mir krute gesot, dass momentan ongeféier 800 Kontrakter géife lafen. A wann déi ganz Mesurë vun der Souslocatioun d'application immédiate géife gemaach ginn, da wär et wierklech problematesch. Dat géif dann a lafend Kontrakter agräifen an et wär e Risiko, dass géif Duerjerneen op de Marché kommen.

Dofir hu mer an der Kommissioun e Konsens fonnt - an ech soen och all Mënsch derfir Merci -, andeem mer eben an den Dispositioune vum Artikel 1762, de Punkt 6 an de véierten Alinea, elo en Ausstand gi vun zwielef Méint, bis déi spezifesch Dispositioun Applikatioun fënnt. Dann hunn all déi Leit, déi do betraff sinn, Wach, notamment am Secteur large vun der Horesca, fir ze kucken, wéi se déi Kontrakter an d'Rei kréien, ouni dass se sech direkt an Infraktioun versetzen.

De leschte Punkt betrëfft de Verkaf. Dat ass och schonn ugekënnegt. Dat ass eppes ganz Wichteges. Wann e Locataire 18 Joer an engem Lokal ass, dann huet en e Virkafsrecht. An dat gëtt em dann och d'Méiglechkeet, dass en de Choix huet, fir do kënnen dranzebleiwen, oder eng aner Méiglechkeet ze fannen, ouni dass en direkt forcéiert gëtt, fir opzehalen an direkt totale Stress kritt.

Alles an allem - ech hunn elo immens verkierzt - géif ech soen, dass mer et mat där grousser soignéierter Aarbecht, déi hei wärend Jore vun der Kommissioun gemaach ginn ass, wou mer versicht hunn, all déi Detailer ze regléieren, fäerdegbruecht hunn, e gudden Text ze maachen. Wéi gesot, et ass scho virdrun hei gesot ginn: Mir mussen elo Erfahrungswäerter sammelen, fir ze kucken, ob mer och alles richteg hei an d'A gefaasst hunn, fir deem ganze Secteur virunzehëllefen.

Mä et ass heiansdo... Et ass jo hei drëm gaangen, dass mer versicht hunn, Neel mat Käpp ze maachen, fir eben de Locataire opgrond vun och där wierklech grousser Serie vu Faillitten, déi mer ee Moment beieneen haten, wat Faillites en cascade ausgeléist huet a wou d'Locataire net geschützt waren, an dee Moment och net d'Salariéen, mat dësem neien Text besser ze schützen.

Dat gesot an opgrond vun deene puer Explikatiounen, déi ech nach wollt ginn, opgrond och vun all den Explikatioune vun de Virriedner ginn ech bien entendu den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och Iech. An den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci un d'Tess Burton fir säin net einfache Rapport, deen et gemaach huet, an och fir dee ganzen Detail, deen doranner erëmzefannen ass.

Dëse Projet de loi huet schonn e ganz laange parlamentaresche Wee hannert sech. An dee sollt jo och am Oktober 2017, wéi en hei um Ordre du jour war, gestëmmt ginn, wou en u sech scho prett war. Iwwer 30 Avisen a Pièce begleeden dëse Projet de loi a weisen, dass et keen einfacht Thema ass. An et ass och en Thema, wat verschidde Lobbyisten op de Plang geruff huet.

An ech verstinn net, dass dës Lobby-Initiativen esou spéit komm sinn. Souguer no dem Stëmme vum Rapport vum 5. Oktober vum leschte Joer sinn do verschidden Interessensvertriedungen elo eréischt erwächt. Ech géif hei zwee Zitater ginn, fir dat e bëssen ze illustréieren.

Dat éischt, wat ech wollt virliesen, dat ass en Auszuch aus dem Avis vun der Union des propriétaires: «Le texte [du projet de loi] mérite d'être reconsidéré au vu des 24 critiques juridiques développées ci-dessous.» An da kommen hannendru 24 Kriticken un deem Projet de loi. Déi krute mer gëschter zougestallt!

Dat zweet Zitat, wat ech wollt ginn, dat ass en Zitat, en Artikel aus dem „Legimag" - wat ass et? - aus der Nummer 19 vum Oktober 2017. Dat war de Schluss: «Pour conclure, nous relevons qu'en dépit du fait que les ambitions initiales du projet de loi, en termes de protection du commerçant preneur, ont été revues à la baisse, la réforme de la législation sur le bail commercial conserve toute sa pertinence.» A virdrun ass u sech developpéiert, wat dann an dësem Projet de loi geännert gëtt.

Wat hunn elo déi zwee Zitater mateneen ze dinn? Ma ganz einfach: Den Auteur respektiv de Coauteur ass ëmmer déiselwecht Persoun, an dach ass d'Liesensaart a -weis fir mech awer grondleeënd verschidden. Dat ass de Maître Krieger. Deeselwechte Maître Krieger formuléiert dat u sech a sengem Artikel am „Legimag". Do vergläicht en den Text initial mat deem Text vum Projet de loi, deen 2015 deposéiert ginn ass. Dat ass de Schatten-Auteur vun deem Projet de loi, dee sengerzäit vum Ministère oder vun der Ministesch vun de Classes moyennes an Optrag gi ginn ass, fir ze schreiwen; wann dat richteg ass, well esou stoung et emol am „Land" vum 1. Dezember.

An ëmsou méi verwonnert et mech dann, dass deeselwechten Auteur, deen also den initialen Text geschriwwen huet, deen duerno en Artikel am „Legimag" publizéiert huet, duerno - gëschter eben - en Avis eragëtt vun der Union des propriétaires, wou dëse Projet de loi dann op 24 Punkten zerrappt gëtt.

Och eng aner Interessensvertriedung - déi vum Secteur brassicole - huet eréischt spéit, an zwar de 15. November, bei verschiddene Parteien intervenéiert, fir eng extra Konditioun fir Brasseuren erëm an de Projet de loi ze kréien. Eng Konditioun, déi mer nom Avis vum Statsrot aus dem Text vum Projet de loi hu missen erausheulen. Och déi Interessensvertriedung huet ganz spéit intervenéiert. Wéi gesot: Dëse Projet de loi hätt jo scho sollen am Oktober 2017 gestëmmt ginn.

Ëm wat geet et do? Et geet ëm d'Souslocatioun. Et geet ëm de ganz logesche Prinzip, dass ee Locataire sengem Souslocataire net méi dierf froe wéi dat, wat en dem Proprietaire vum Gebai bezilt.

A firwat reagéiert dëse Secteur elo esou nervös op dës Änderung am Projet de loi? Ma ech mengen, well vill méi Suen ze verdénge si mat der Locatioun vum Café wéi mam Verkaf vum Béier. An déi zwou grouss Brasseriesfamilljen zu Lëtzebuerg hu sech jo och scho virun e puer Joer vun hirem Parc immobilier getrennt an an aner getrennt Gesellschaften iwwerfouert. An duerfir hu se u sech zwou Kapen op: déi vum Proprietaire an déi vum Locataire.

Wat d'Locatioun vu Caféen ugeet, och wann dat nëmmen indirekt duerch dëst Gesetz hei impaktéiert gëtt, géif ech nawell ganz gär op dëser Tribün nach eng Kéier eng Diskussioun iwwer Cafészëmmere féieren. Och mat Cafészëmmere-Verloune si méi Suen ze maache wéi mam Verkaf vum Béier. Laut RTL sinn et zirka 2% vun de Leit zu Lëtzebuerg, déi a

Cafészëmmere wunnen. An duerfir, mengen ech, sollte mir eng Kéier hei iwwert den Zoustand an iwwert d'Gréisst vun dësen Zëmmere schwätzen. Mir sollten eng Kéier iwwert den appropriéierte Loyer vun dëse Cafészëmmere schwätzen. A mir sollten och eng Kéier iwwert d'Kontroll vun de Reglementer zu de Cafészëmmeren eng Diskussioun féieren.

Mä elo erëm zréck zum eigentleche Projet de loi. Et ass jo kee Cafészëmmer-Gesetz.

Kuerz zum Sënn an Zweck vun dësem Projet de loi. An do kommen ech awer ganz gär op den Artikel an dem „Legimag" vum Maître Krieger zréck, wou en de Projet de loi erëm eng Kéier, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, op eng ganz gutt Aart a Weis analyséiert. D'Iwwerschaffe vum Code civil, betreffend eben de Bail commercial, war iwwerfälleg. Mir schwätzen hei vun Artikelen, déi 1936 iwwer en Arrêté grand-ducal agefouert si ginn.

Dertëscht huet sech vill geännert.

An zwar si vill nei Akteuren op de Maart komm a sinn um Maart aktiv ginn; ënner anerem d'Fonds d'investissement.

Zweetens sinn et eng Rei abusiv Praktiken, déi en och do opwerft. De Pas-de-porte ass virdru genannt ginn. Dat heescht jo soss näischt, wéi dass deen Neien, deen an d'Locatioun soll erakommen, eng Zomm un dee bezilt, deen d'Geschäft hat, fir deem u sech eng kleng Kompensatioun ze gi fir déi Renommee, déi en op där Plaz opgebaut huet, wou e war. An dat ass zu enger Zousazprimm verkomm, déi un de Locataire respektiv un d'Immobilienagence bezuelt ginn ass. Dat gëtt mat dësem Projet de loi elo verbueden.

Déi zweet Saach, eng zweet abusiv Praxis war déi vu Garantie locative excessive, wou et u sech verhënnert ginn ass, dass verschidde Commerçanten iwwerhaapt an de Genoss vun der Locatioun vu Raimlechkeete konnte kommen. Dat gëtt mat dësem Projet de loi, wéi virdru gesot, op sechs Méint limitéiert. An et ginn och verschidde Méiglechkeeten opgefouert, an doriwwer si mer als Gréng och ganz frou, wéi zum Beispill eng Assurance, fir d'Garantie locative ze iwwerhuelen, fir dass eben och d'Commerçanten, déi frësch wëlle starten - d'Startuppen an Äänlecher, PMEen -, d'Méiglechkeet kréien, och an de Genoss vun enger Locatioun vu Geschäftsraim ze kommen.

An net ze vergiessen: Den Ulass, fir dëse Projet de loi ze maachen, waren eben och déi sëlleche Faillitten 2012, ënner anerem hei an der Stad vum Commerce de détail. An dëse Projet de loi protegéiert de Commerçant, deen e Gebai en location huet, also elo besser.

D'Rapportrice huet d'Ännerunge vum Projet de loi am Detail virgestallt, déi an Zukunft am Bail commercial wäerte gëllen, wann dëse Projet de loi gestëmmt gëtt. An duerfir ginn ech hei elo net nach eng Kéier am Detail dorop an.

Ech kommen zum Schluss. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, natierlech ass et net einfach, fir esou géigesätzlech Interesse wéi déi vun de Proprietairen a Locatairen ënner een Hutt ze kréien. Mat dësem Projet de loi, mengen ech, gëtt awer probéiert, verschidden Abusen aus der Vergaangenheet aus de Féiss ze huelen an duerfir zu engem méi equilibréierte Verhältnis ze kommen, zu enger méi equilibréierter Situatioun fir d'Locatairen a fir d'Proprietairen ze kommen. An duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der gréinger Partei zu dësem Projet de loi.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dee leschten agedroene Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dëse Gesetzesprojet huet de Meritt, datt e sech mat der Wild-Wild-West-Realitéit vum Bail commercial zu Lëtzebuerg ausenanersetzt. An dat ass déi bal komplett onreguléiert Realitéit vu villen a besonnesch klenge Geschäfter a Caféë respektiv Geschäftsleit hei am Land. A wéi esou dacks, wann eppes net reguléiert ass, zéien déi Kleng de Kierzeren. An dat mierke mer an eise Stadkären, wou kleng Butteker a Caféë verschwannen an ëmmer méi dacks Plaz maache musse fir grouss multinational Chaînen, well dës Chaînen natierlech déi finanziell Mëttelen hunn an domadder dee Verdrängungsprozess weider undreiwen.

Dëst Gesetz hëlt de bescheidene Versuch engersäits vun engem Reequilibrage tëschent de Rechter a Flichte vun de Proprietairen an deene vun de Locatairen, an anerersäits gi minimal Regelen agefouert, fir verschidde krass Abusen ze verhënneren. Duerfir begréisse mir ausdrécklech de Verbuet vum Pas-de-porte gradesou wéi d'Aféierung vun enger Limitt vun der Garantie locative, déi bis elo guer net reglementéiert war. An och den Droit de préemption vum Locataire no 18 Joer gesi mer als eng Verbesserung.

D'Kärsteck vun dësem Text ass awer sécher d'Ënnerbannung vun der toxescher Praxis vun der lukrativer Souslocatioun vu Geschäftsflächen, déi an der Vergaangenheet vill Geschäfter un de Rand vun der Existenz gedriwwen huet. An den Här Anzia ass och grad drop agaangen: Wéi lukrativ dës Souslocatioun tatsächlech bis elo war, huet jo och d'Interventioun vun de Brauereie gewisen, déi bis elo wuel am stäerkste finanziell vun dëser Praxis profitéiert hunn, andeem si Bistroen uechtert d'Land u Locatairë weiderverlounen an domat e groussen Deel vun hirem Chiffre d'affaires erzilen.

A gradesou wéi den Här Anzia wéilt ech och drop opmierksam maachen, datt doran eng aner Problematik läit, déi privat Locatairë betrëfft, näämlech d'Problematik vun de Kaffiszëmmeren. Well analog dozou, datt d'Brasserien en Deel vun hirem Chiffre d'affaires iwwer Loyer maachen, ass et esou, datt déi kleng Cafetiere quasi ëmmer weider gedrängt ginn, ausserhalb vun hirem eigentleche Commerce, näämlech Gedrénks ze verkafen, och nach Kaffiszëmmeren ubidden ze mussen. Déi héich Loyeren, déi also do gefrot ginn, loosse ville quasi keng aner Wiel, fir sech eng aner Akommesquell, déi dacks fir déi Leit, déi do wunnen, ganz onangeneem ass, mussen ze beschafen.

Nieft all deene positiven Elementer, déi och scho virdrun e puermol hei ervirgestrach gi sinn, muss een awer soen, datt esou richteg Begeeschterung bei eis net opkënnt. Et ass zwar e klenge Schratt an déi richteg Richtung, mä mer vermëssen awer och wesentlech Elementer an dësem Gesetz, fir deenen exorbitante Präisser entgéintzewierken, déi déi kleng Commerçanten aus de Stadzentren erausdreiwen.

Den Text gesäit zum Beispill keng Plafonéierung vum Loyer vir. Dëst feelt an eisen Aen absolutt an dësem Gesetz. Et hätt ee sech kënne virstellen, eng äänlech Dispositioun ze fanne wéi bei de Loyere vu Wunnengen. Och wa mer wëssen, datt déi berüümt 5%-Regel an der Praxis dacks net ëmgesat gëtt, well d'Mietkommissiounen hir Aufgaben net esou erfëllen oder net esou funktionéieren, wéi se dat eigentlech missten, wier dat awer eng Méiglechkeet oder e Beispill gewiescht, wéi mer et och an aneren Texter hunn, un deem ee sech hätt kënnen orientéieren.

An dës Dispositioun hätt kënne klenge Commerçanten awer e minimale Schutz virum Mietwucher bidden. Mä, wéi gesot, dësen Text gesäit esou Mechanisme leider net vir.

De Stater Geschäftsverband huet sech decidéiert fir e strikten a geregelte Plaffong vu Baux commerciaux ausgeschwat. Deem dréit dëse Projet keng Rechnung, gradesou wéineg wéi dem Fait, datt d'Charges locatives méi kloer misste geregelt sinn. Dëst seet och d'Salariatskummer.

Här President, als Lénk ënnerstëtze mer och d'Fuerderung no engem Observatoire national du commerce urbain, deen eng äänlech Funktioun vum statisteschen Erfaasse vun Zuelematerial kéint hunn, wéi dat elo den Observatoire de l'habitat aktuell mécht. Well ee vun de Problemer ass, datt mer haut kaum Zuelematerial hunn iwwert d'Präisentwécklung an et doduerjer och immens schwéier gëtt, fir d'Wierksamkeet vun esou engem Projet wéi deem heiten och an Zukunft kënnen anzeschätzen an och an Zukunft eventuell kënne Verbesserungen dorunner virzehuelen.

Här President, et ass e Projet, wou ee sech froe kann, ob d'Glas hallef voll oder hallef eidel ass, well verschidde gutt a fortschrëttlech Initiativen an eng richteg Richtung weisen an anerer awer cruellement feelen, déi ee misst asetzen. Mir hunn eis déi Fro gestallt: Ass et hallef voll oder hallef eidel? A mir mengen, datt dat hallef vollt an dësem Fall iwwerweit, an duerfir wäerte mer dëse Projet och matstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet d'Madamm Statssekretärin am Wirtschaftsministère.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Merci, Här President. Als Éischt wollt ech emol den Deputéierten hei och e ganz grousse Merci soe fir Är Interventioune vun haut, mä awer och fir den Interessi, deen d'Chamber an d'Chamberskommissioun an deene leschte Méint a Joren, muss ee bal soen, deem Projet hei gewidmet huet, dem Interessi fir eisen Eenzelhandel, fir seng Defien. Et ass begréissenswäert, grad wann eis Volleksvertrieder sech deene Problemer bewosst sinn an no Léisungen hëllefe sichen.

Wat elo dëse Projet de loi vum Bail commercial ugeet, ass d'Viraarbecht, déi geleescht ginn ass, effektiv enorm. Mir hunn d'Consultatioune ganz breet opgemaach gehat, fir den Input vum Secteur ze kréien, fir d'Bedenken an d'Bemierkunge vun alle Säiten entgéintzehuelen. Och mam Conseil d'État hate mer konstruktiv Echangen. Mir si ville Froen op de Fong gaangen, fir sécherzestellen, dass d'Gesetz effektiv d'Strooss hält an och eng laangfristeg Verbesserung an der Matière vum Bail commercial bréngt.

Haut hu mer ee Gesetzestext, deen eisem Eenzelhandel, awer och dem Secteur Horeca an dem Handwierk zeguttkënnt, wou mer e richtegen Equiliber fonnt hunn tëschent de Rechter an de Flichte vun de Proprietairen an de Locatairen a wou der Spekulatioun, déi d'Präisser an d'Luucht gedriwwen huet, en Enn gemaach gëtt. Dat ass d'Zil vun dësem Gesetz. Dat erreeche mer heimadder an engem Text, deen net vu Lobbyiste geschriwwe ginn ass, weder vun där enger nach vun där anerer Säit.

Doriwwer eraus ass de Bail commercial ee ganz wichtegt Puzzlesteck oder e Mosaiksteen, wéi den Här Gloden gesot huet, an eisem ganze Package vu Mesuren, fir den Eenzelhandel ze stäerken an ze ënnerstëtzen. Et geet jo hei net nëmmen ëm déi Stater Groussgaass. Mir wëllen am ganze Land en dynamesche Commerce hu mat enger flotter, breet gefächerter Offer. A fir dat ze garantéieren, mussen eben och d'Dispositioune vum Bail commercial stëmmen.

Et gëtt eng ganz Rei Punkten, déi Dir alleguerte schonn opgezielt hutt, déi mir och wichteg schéngen.

Natierlech, fir d'Spekulatioun ze bremsen, gëtt d'Souslocatioun geregelt;

de Pas-de-porte gëtt verbueden;

d'Garantie locative gëtt maximal op sechs Méint festgeluecht. Wat jo wierklech och wichteg ass, dass mer eng Bankgarantie oder eng Assurance erabruecht hunn, eben am Interessi vum Locataire, dee grad an der Startphas jo säi Cash fir vill aner Fraise muss ausginn;

d'Protektioun vum Locataire wärend den éischten néng Joer, deen esou säi Fonds de commerce ka schützen a Planungssécherheet huet;

an och nach d'Indemnité d'éviction, wann de Locataire gekënnegt kritt.

Dat sinn déi wichtegst Punkte vum Bail commercial.

Wat stëmmt, dat ass, dass mer d'Loyeren net plafonnéiert hunn. Mir hunn eis bewosst do dergéint decidéiert, well heimadder déi néideg Moossname geholl ginn, fir eben eng iwwerdriwwe Spekulatioun mat de Loyeren ze verhënneren, well mer eben d'Souslocatioun jo kloer encadréieren an de Pas-de-porte ofschafen.

Ee Plafonnement wier e ganz groussen Agréff an de Marché gewiescht. Wuel ass et jo zwar esou, dass an e puer Stroossen hei an der Uewerstad ganz héich Loyeren Usus sinn. Dat ass esou, well mer eben och eng attraktiv europäesch Haaptstad sinn. An do sinn d'Loyeren nun emol méi héich wéi a klenge Stied. An awer si se vergläichbar mat anere Stied wéi Düsseldorf oder Prag, Athen, Kopenhagen. Déi si genee op deemselwechten Niveau.

An eis Loyeren an, wéi gesot, déi ganz héich Loyeren an der Groussgaass leien e gudde Strapp ënnert deene vu Paräis, London, Mailand oder München. Ausserdeem, an dat ass och, mengen ech, ganz wichteg, weist d'Experienz am Ausland: Ee Plafonnement incitéiert nei Pas-de-porten. Et bleift also trotzdeem bei enger héijer finanzieller Belaaschtung fir de Locataire an en plus dat nach an engem méi ontransparente System mat verschiddenen Indexen, mat villen Ausnamen, mat ville Fäll, wou e Riichter huet missen intervenéieren.

D'Experienz aus dem Ausland, och aus den Nopeschlänner, war net ganz gutt. Duerfir hu mer eis, wéi gesot, bewosst dergéint decidéiert. A mir hu jo net nëmmen d'Stad, mir hunn och vill aner Uertschaften. An déi hunn éischter Problemer, iwwerhaapt nach genuch Butteker ze hunn.

Mat eisem Text reequilibréiere mer, wéi gesot, d'Rechter vu Proprietaire a Locataire. Béid Säite profitéiere vun deenen neie Bestëmmungen a wësse ganz kloer, wat d'Konditioune vun der Stee sinn. Et si präzis Delaien an der Prozedur festgeluecht. An ech denken, dass mer hei wierklech d'Jalone fir eng gesond Entwécklung vun eiser Geschäftswelt setzen.

Mä et ass eben nëmmen een Aspekt, wann ee vum Eenzelhandel schwätzt. Mir mussen nach vill aner Puzzlestécker zesummebréngen. A mir sinn do an deene leschte Méint e ganz gutt Stéck weiderkomm.

E Secteur wéi de Commerce, dat däerf een net vergiessen, ass e groussen an e wichtege Secteur mat iwwer 3.000 Betriber an 23.000 Salariéen. An eigentlech geet et dem Secteur ganz gutt. Souguer wärend de Krisejoren tëschent 2009 a `14 sinn ëmmer nach Aarbechtsplaze geschaaft ginn, ëmmerhin 12% an där Zäit.

De Commerce ass och e ganz wichtege Formateur. A pro Joer, dat wësst Der sougutt wéi ech, wiisst déi Lëtzebuerger Populatioun ëm iwwer 10.000 Leit. Mir bidden als Land eng staark ekonomesch Stabilitéit. De Pouvoir d'achat vun de Leit ass mat der Steierreform vun dëser Regierung nach emol geklommen.

De Commerce de détail muss awer natierlech och um Quivive bleiwen a seng Offer upassen: un d'Demande vun de Clienten, un déi geografesch Verdeelung an un de Pouvoir d'achat. A genau an deem Sënn gëtt jo och investéiert. Zu Lëtzebuerg gëtt et am Commerce bal eng Millioun Metercarré Verkafs- a Betribsflächen. A bis 2022 missten nach 200.000 zousätzlech Metercarré derbäikommen, déi schonn autoriséiert sinn.

Wat do awer natierlech besonnesch wichteg ass, ass och nach eng Kéier en Equiliber, an zwar deen tëschent deene groussen Akafszentren op der grénger Wiss an der Geschäftswelt am Zentrum vun den Uertschaften. Ech sinn iwwerzeegt, dass hei eng Komplementaritéit besteet. Ee grousse Shoppingzenter an der Peripherie spillt gradesou eng wichteg Roll wéi een dynameschen Eenzelhandel an engem Stadkär. Fir béid ass eng Clientèle do. An et ass jo och dacks esou, dass déiselwecht Clientèle, jee no Besoin, Zäit a Loscht, op déi eng an op déi aner Plaz geet.

Ech sinn also wierklech zouversiichtlech, dass de Commerce och an Zukunft vill Erfolleg huet. Natierlech muss den Handel sech awer och den Defie stellen. An do ass de Wirtschaftsministère deen, dee ganz sécher déi néideg Ënnerstëtzung gëtt. Stéchwuert „Pakt PRO Commerce", dee mer mat der CLC, mat der Chambre de Commerce zesummen ausgeschafft hunn. An doranner si Moossname festgehalen, fir den Handel fit fir d'Zukunft ze maachen.

Dee gréissten Defi ass sonner Zweifel d'Digitaliséierung. Et ass effektiv esou, dass bal 80% vun de Lëtzebuerger iwwer Internet akafen, mä nëmmen 9% vun de Butteker zu Lëtzebuerg och iwwer Internet verkafen. Ëmmerhin: Tendenz steigend, mä nawell musse mer do e gudde Krack zouleeën, d'Geschäftsleit op d'Erausfuerderunge vum Internet sensibiliséieren.

Als Ministère hëllefe mer dem Secteur, fir online ze goen. Mir lancéieren eis national Internetshoppingplattform, de letzshop.lu, deemnächst. Ee Geschäft, wat net d'Méiglechkeet oder d'Moyenen huet, en eegenen Internetshop opzestellen, ze verwalten, ka sech dëser Plattform uschléissen, fir seng Produiten ze verkafen. De Client kënnt seng Commande dann entweder an de Buttek sichen oder kritt se heemgeliwwert.

An esou digital Maartplaze gëtt et schonn an aneren europäesche Stied. Mir hunn elo zesumme mat 13 Gemengen, et kommen der och gläich nach zwou derbäi, a mam Secteur e GIE gegrënnt, deen d'Trägerstruktur vun där Plattform ass. An d'Gemengen an hir Handelsverbänn sinn elo grad amgaangen, d'Commerçanten ze mobiliséieren, fir matzemaachen, fir vun där Geleeënheet ze profitéieren, déi se net vill kascht.

Mir ginn hinnen also d'Hand, fir an der digitaler Welt matzemaachen, fir sech do erëmzefannen. Nach ass et awer esou, dass d'Commerçanten och selwer de Wëlle mussen hunn, fir matzemaachen.

Eng aner wichteg Achs vum Pakt PRO Commerce ass déi vun der Servicequalitéit. Leider kënnt d'Qualitéit vum Service dacks nach ze kuerz. Et geet net duer mat engem professionellen Accueil. Et geet och net duer mat Personal, wat e puer Sprooche maîtriséiert. De Client fideliséieren ass näämlech nëmme méiglech, wann een em ëmmer erëm weist, dass hien am Mëttelpunkt steet an dass och seng eventuell Kriticken a Reklamatioune seriö geholl ginn.

Duerfir hu mer d'Initiativ Fit 4 Service lancéiert, déi den Ament nach an enger Pilotphas ass, déi awer gläich ofgeschloss ass. An domadder ofréiere mer dem Betrib, fir sech professionell beroden ze loossen, fir d'Qualitéit vu sengem Service analyséiert ze kréien a Verbesserungsvirschléi gemaach ze kréien. Do gëtt zum Beispill mat Mystery Shopping geschafft. D'Offer vun de Produiten an de Servicer gëtt awer och ganz genee ënnert d'Lupp geholl.

An déi Käschte fir déi Analys ginn integral vum Ministère iwwerholl. Mir sinn, wéi gesot, am-

gaangen, déi Pilotphas ofzeschléissen. A wann déi Analys positiv ass, da lancéiere mer déi Initiativ Fit 4 Service global fir Kleng- a Mëttelbetriber mat engem Voucher-System, fir och den administrativen Opwand esou kleng wéi méiglech ze halen.

Natierlech kréien d'PMEen a besonnesch d'Commercen, déi investéieren, och finanziell Bäihëllefen. 2016 hunn déi Hëllefe sech op 25 Milliounen Euro chiffréiert. Dir wësst, dass och hei en neie Projet de loi fir e PME-Bäihëllefegesetz um Instanzewee ass. Mir waarden do op dem Conseil d'État säin Avis. An ech denken, dass mer och do ganz flott nei Moossname kréien am Beräich vun der Risikofinanzéierung, nei Bäihëllefen och fir jonk Entrepreneuren, déi mat neie Konzepter wëlle schaffen.

Et gëtt also eng ganz Panoplie vun neie Moossnamen, fir eise Commerce ze ënnerstëtzen, fir dass e sech optimal ka positionéieren, och an der Groussregioun. All eenzel Mesure gräift aneneen iwwer, bilt zesummen eng iwwergräifend Strategie, fir dass de Commerçant alles fënnt, wat e brauch, fir säi Betrib nohalteg, dynamesch a rentabel opzestellen. De Bail commercial ass dobäi ee wichtege Bestanddeel vun där Strategie. An ech si frou, wann d'Chamber hiren Accord zu deem neie Gesetzestext wäert ginn.

Villmools Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Statssekretärin.

Domat wäre mer um Enn vun eisen Aarbechte vun den Owend, grad wéi mer d'Diskussioun elo ofgeschloss hunn. Muer bleift eis just nach ofzestëmmen.

Ech soen Iech Merci, a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.41 heures)

SÉANCE 16 MERCREDI, 17 JANVIER 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Changement de composition du comité de discipline
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Eugène Berger, M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et

3° abrogeant

a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,

b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,

c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,

d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Claude Haagen, Mme Lydie Polfer, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Michel Wolter (interventions de M. Claude Haagen) (dépôt d'un amendement), M. Alex Bodry, M. Michel Wolter (interventions de M. Alex Bodry et M. Claude Haagen), M. Alex Bodry*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (interventions de M. Alex Bodry, Mme Octavie Modert, M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth, M. Michel Wolter, Mme Nancy Arendt, Mme Viviane Loschetter et M. Gast Gibéryen)*
- *Parole après ministre: M. Michel Wolter (interventions de M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter et M. Gast Gibéryen)*
- *Amendement 1: M. Michel Wolter, M. Alex Bodry (interruption par M. Gast Gibéryen), M. Michel Wolter (interventions de M. Alex Bodry et M. Claude Haagen), M. Claude Haagen (interventions de M. Michel Wolter, M. Marc Spautz et M. Alex Bodry)*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7096 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Claude Adam, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7141 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7148 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Gusty Graas, M. Claude Adam*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7159 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. Changement de composition du comité de discipline (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a ginn dovun aus, dass d'Regierung eis zënter gëschter keng nei Matdeelungen ze maachen huet. Ass dat esou?

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Jo, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Innenminister.

2. Changement de composition du comité de discipline

Ech wollt da just der Chamber matdeelen, dass op Demande vun de Kolleege vun der DP-Fraktioun an der Zesummesetzung vun dem Comité de discipline folgend Ännerung wäert kommen: D'Madamm Anne Brasseur, där hir lescht Sëtzung et haut ass, gëtt duerch d'Madamm Simone Beissel ersat.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann direkt iwwergoen zur Presentatioun an Diskussioun vum Projet de loi 7037. Et ass dee Projet, deen zur Schafung vun engem Fong wäert féieren, deen déi aktuell Kierchefabricke wäert ersetzen. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur weider, den honorabelen Här Claude Haagen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo?

3. Ordre du jour

M. Eugène Berger *(DP)*.- Maache mer haut net...?

(M. Eugène Berger demande quand le vote sur le projet de loi n°6864 aura lieu.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dach, mir maachen en hannendrun, wann Der näischt dergéint hutt. Mir maachen e mat deem anere Vott zesummen.

(Brouhaha)

Kommt Dir, Här Haagen!

Ech gi jo dovun aus, dass jiddweree bei dëser Diskussioun bis zum Schluss wäert derbäi sinn, och bis zum Vott, an dass mer dann herno deen zweete Vott och kënne maachen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert. An den Här Haagen huet d'Wuert.

4. 7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et

3° abrogeant

a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,

b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,

c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,

d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, gouf den 29. August 2016 vum Innenminister Dan Kersch deposéiert. De Kontext an d'Virgeschicht vun dësem Projet de loi sinn eis alleguerte bekannt, dofir erlaben ech mer, hei just ganz kuerz op den Historique anzegoen. Deen ausféierleche Resumé vum Historique fannt Der am schréftleche Rapport vun der Kommissioun.

Här President, de Projet ass Deel vu méi enger grondleeënder Reform vun de Relatiounen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften zu Lëtzebuerg. Schonn an der viregter Regierung gouf et e breede Konsens, datt déi besteeënd Relatiounen an zum Deel och eis Gesetzgebung zu deem Sujet net ugepasst wieren un d'Realitéite vun eiser Gesellschaft.

En Expertegrupp hat 2012 d'Aufgab kritt, eng Analys vun der besteeënder Situatioun ze maachen an eng Reflexioun iwwer eng méiglech Neiuerdnung vun de Relatiounen tëschent dem Stat an de Cultен ze féieren. Dëse Grupp huet ënner anerem festgestallt, datt d'kathoulesch Kierch am Verglach zu anere konventionéierte Reliounsgemeinschaften op eng Manéier bevirdeelegt wier, déi historesch erklärbar wier, mä déi een haut als diskriminéierend misst ugesinn.

Den Dekret vun 1809, deen oft erwäänt ginn ass, gehéiert dem Expertegrupp no zu de Gesetzer, déi der kathoulescher Kierch eng Sonderstellung ginn, déi aner Culten hei am Land net hunn. Et sinn dofir eng Rei Propositioune gemaach ginn, fir den Dekret vun 1809 ze ersetzen. Genau dat huet dës Regierung sech dann och virgeholl, wéi si hire Regierungsprogramm festgeluecht huet.

Am Resultat gouf no Verhandlunge mam Bistum de 26. Januar 2015 eng Konventioun ënnerschriwwen, déi virgesäit, datt an enger éischter Etapp d'Gemenge géife vun der Obligatioun befreit ginn, fir den Defizit vun de Kierchefabricken ze decken a fir dem Paschtouer eng Wunneng zur Verfügung ze stellen.

Doriwwer eraus hält d'Konventioun fest, datt den Innenminister an den Äerzbëschof sech géife mat de Gemenge respektiv mat de Kierchefabricken a Verbindung setzen, fir datt si sollen hire Bäitrag leeschten, fir kënnen e kompletten Inventaire vun alle Kierchegebaier hei zu Lëtzebuerg ze maachen, déi de Gemenge gehéieren, de Kierche gehéieren oder vun de Kierchefabricken am grousse Ganze verwalt gi sinn.

D'Konventioun hält fest, datt d'Proprietéitsverhältnisser vun de Kierchegebaier misste gekläert ginn. Si gesäit schliisslech vir, datt en zentrale Kierchefong soll geschafe ginn, deen de Patrimoine an d'Aufgabe vun de Kierchefabricken iwwerhélt, déi domadder géifen ofgeschaaft ginn.

Déi éischt Etapp hu mir mam Gesetz vum 17. Mäerz 2016 iwwer eng Modifikatioun vum Dekret vun 1809 hei an der Chamber geholl. Mat deem Gesetz vun haut setze mer d'Konventioun iwwert d'Ofschafe vun de Kierchefabricken definitiv ëm.

Wat d'Gesetz selwer ugeet, esou gëtt e Kierchefong geschafen, deen de Patrimoine, d'Rechter an d'Flichte vun de Kierchefabricken iwwerhélt a grondsätzlech och déiselwecht Aufgaben huet. Et handelt sech bei deem Fong ëm eng Personne morale de droit public, déi ënnert dem Contrôle vum Äerzbistum steet.

Dëse Fong huet als Missioun, de Patrimoine, deen e vun de Kierchefabricken iwwerhélt oder spéider och derbäikritt, ze verwalten an derfir ze suergen, datt déi néideg Moyenen zur Verfügung sti fir d'Ausübe vum kathoulesche Glawen. De Fong muss an deem Kontext fir den Ënnerhalt vun de Kierchegebaier suergen, déi him och gehéieren.

D'Gesetz leet fest, wéi de Fong verwalt gëtt. Et gëtt e Verwaltungsrot vu mindestens dräi Membere vum Bistum genannt. Dëse stellt en internt Reglement op, dat d'Organisatioun an de Fonctionnement vum Fong bestëmmt. An deem Kontext ass virgesinn, datt de Verwaltungsrot dezentraliséiert Verwaltungsstrukture ka schafen, déi selwer keng Personnalité juridique hunn. De Verwaltungsrot bestëmmt selwer, wivill där dezentraler Verwaltungsstrukturen et gëtt a wéi se da solle fonctionnéieren.

D'Konte vun deem neie Kierchefong ginn no de Regele vun der Comptabilité commerciale opgestallt an eemol am Joer vun engem Réviseur d'entreprises kontrolléiert.

Wat d'Finanzéierung vum Fong ugeet, esou gëtt festgehalen, datt d'Gemengen d'Aktivitéite vum Fong ganz allgemeng net däerfe finanzéieren, mä datt si d'Recht hunn, Subsiden ze verginn, wann et konkret ëm den Ënnerhalt an d'Verschéinerung vun de Kierchen op hirem Territoire geet.

Dat neit Gesetz regelt och d'Besëtzverhältnisser. Et gëtt komplettéiert duerch dräi Annexen, déi am Detail d'Terrainen an d'Gebaier oplëschten, mat deem jeweilege Proprietaire.

An der Annex I ginn déi sougenannten „biens de cure" opgelëscht, déi all an de Fong iwwerginn.

An der Annex II fanne mer d'Kierchegebaier, déi entweder dem Fong oder der Gemeng gehéieren. Wie vun deene Gebaier Proprietaire ass, gouf entweder iwwer entspriechend Besëtzurkunden oder Akte festgeluecht oder, wann et där keng gëtt, opgrond vu Konventiounen, déi d'Gemenge mat de Kierchefabricke konnten ofschléissen. Am Zweifelsfall, wa keng Konventioun ënnerschriwwe gouf a keng Dokumenter Opschloss iwwert de Proprietaire ginn hunn, ass dat betreffend Gebai dem Fong zougeuerdnet ginn.

Et gëtt och nach eng Annex III vu Kierchegebaier, déi am Gemengebesëtz sinn, mä wou de Bistum e besonneschen Interêt drun huet, datt si weider kënne fir kierchlech Zwecker genotzt ginn.

Den Ënnerscheed tëschent den Annexen II an III kënnt zum Droen, wann eng Gemeng hir Kierch wëllt aneschters notzen an dofir entweie loossen. Am Fall vun enger Kierch an der Annex II, déi der Gemeng gehéiert, kann d'Gemeng eleng decidéieren, datt déi Kierch net méi fir reliéis Zwecker genotzt gëtt. Si kann d'Gebai fir eppes aneschters notzen, woubäi si awer d'Dignitéit vun deem Gebai respektéiere muss. De Bistum gëtt an deem Fall zwar ëm en Avis gefrot, huet awer doriwwer eraus keen Afloss op d'Decisioun.

Am Fall vun enger Kierch, déi an der Annex III opgelëscht ass, muss den Accord vum Bistum gefrot ginn, fir d'Kierch aneschters kënnen ze notzen. Wann de Bistum säin Accord net gëtt, da muss de Fong dat Gebai iwwerhuelen, woubäi en der Gemeng en Deel vun den Investissementer, déi dës fir den Ënnerhalt vum Gebai gemaach huet, muss bezuelen.

Et gëtt am Gesetz awer och Bestëmmungen, wat geschitt, wann de Fong d'Gebaier net méi wëllt fir kierchlech Zwecker notzen. Wann dat Gebai dem Fong net gehéiert, informéiert en doriwwer de Gemengerot, deen dat iwwer eng Deliberatioun zur Kenntnis hélt.

Wann d'Gebai dem Fong gehéiert an dësen et net méi brauch, geet et fir een Euro un d'Gemeng, a wann déi et net wëllt, weider un de Stat. A wann dat de Fall ass, datt déi zwee, d'Gemeng an de Stat, d'Gebai selwer net wëllen an op déi Acquisitioun vum Gebai verzichten, kann de Fong fräi doriwwer verfügen.

Bleift nach de Fall, wou de Fong eng Kierch wëllt notzen, déi der Gemeng gehéiert. Do leet d'Gesetz fest, datt d'Gemeng dem Fong d'Gebai zu engem Präis vun 1.000 bis maximal 2.500 Euro am Joer verlount.

Här President, zur legislativer Prozedur ass ze soen, datt den initiale Projet de loi e puermol iwwer Regierungsamendementer adaptéiert gouf. Zum Deel huet d'Regierung domat op Remarken an op Opposition-formellë vum Statsrot reagéiert, zum Deel goufen iwwert dës Amendementer déi verschidden Annexen, op déi ech elo grad ze schwätze koum, adaptéiert a komplettéiert.

Den 19. Juli 2017 sinn ech an der zoustänneger Interieurskommissioun als Rapporteur genannt ginn a mir hunn an där Kommissioun och den Avis vum Statsrot vum 14. Juli 2017 analyséiert. D'Kommissioun hat des Weideren den Avis vum Syvicol vum 14. November 2016 virleien an och analyséiert.

Vläicht als Éischt e kuerze Resumé vun den Haaptelementer vum Avis vum Syvicol, dee ganz fréi virlouch a sech deemno och op de Projet de loi initial baséiert huet a sech och dorobber bezitt.

Generell war de Syvicol scho laang Demandeur fir eng Reform vum Gesetz iwwert d'Kierchefabricken. Punktuell bréngt hien awer och Kritицken um Projet de loi vir.

Net zefridden ass de Syvicol mat dem Prinzip, datt de Bistum eng Aart Vetorecht huet, wann eng Kierch vun der Annex III op Wonsch vun der Gemeng soll fir e weltlechen Zweck genotzt ginn. Generell ass de Syvicol der Meenung, datt et besser gewiescht wier, wa Kierchegebaier souwuel fir kierchlech wéi fir weltlech Zwecker hätte kënne genotzt ginn an net exklusiv fir dat eent oder fir dat anert.

Kritiséiert gëtt awer och de Fakt, datt d'Gesetz virschreift, ënner wat fir enge Bedéngungen eng Gemeng hir Kierchegebaier un de Fong verlount.

Eng wesentlech Kritik betrëfft den urspréngleche Verbuet fir d'Gemengen, fir an iergendenger Form den Ënnerhalt vun de Kierche vum Fong finanziell kënnen ze ënnerstëtzen. Dëse Punkt gouf iwwer en Amendement ofgeännert, soudatt dës Kritik sech net méi op de finale Projet de loi bezitt, iwwert dee mer herno wäerten ofstëmmen.

Dëse Punkt hat och de Statsrot a sengem Avis vum 14. Juli opgegraff, op deen ech elo kuerz wéilt agoen. Ech picke just e puer Haaptpunkten eraus. Méi Detailer, wéi gesot, fannt Der a mengem schréftleche Rapport.

A sengen allgemenge Considératiounen huet de Statsrot eng Rei prinzipiell Remarke gemaach, wou en a gewëssenem Mooss op Diskussiounen agaangen ass, déi an der Éffentlechkeet och esou gefouert goufen. Sou hält e fest, datt d'Konventioun iwwert d'Ofschafe vun de Kierchefabricke vum 26. Januar 2015 eng Konventioun am Sënn vum Artikel 22 vun der Verfassung ass an datt den Dekret iwwert d'Kierchefabricke vun 1809 ka per Gesetz ofgeschaaft ginn, ouni datt den Artikel 119 vun der Verfassung domadder verletzt géif ginn.

De Statsrot ass och mat der Approche d'accord, fir d'Aktivitéiten an de Patrimoine vun de Kierchefabricken an engem zentraliséierte Fong zesummenzeleeën. Well de Fong, deen de Patrimoine vun de Kierchefabricken iwwerhélt, e vergläichbare Statut, déiselwecht Zilsetzung an Aufgaben huet wéi d'Kierchefabricken, ënnerstréicht de Statsrot, datt een hei net vun enger Expropriatioun schwätze kann.

D'Schafe vun engem zentrale Fong huet a sengen Aen dann de klore Virdeel vu méi enger grousser Transparenz, souwuel wat de Patrimoine, wéi och wat de Verwaltungsrot an déi domadder verbonnen Organisatioun ugeet.

Wat d'Proprietéitsverhältnisser ugeet, esou ass de Statsrot sech bewosst, datt d'Ausgangspositioun opgrond vun der historescher, der geschichtlecher Entwécklung ganz komplex ass. En akzeptéiert dofir grondsätzlech déi pragmatesch Approche vun den Auteure vum Gesetzesprojet.

Am Commentaire des articles huet de Statsrot awer eng ganz Rei Kriticken a Proposen ubruecht, déi vun der Regierung an hiren Amendementer berücksichtegt goufen, soudatt de Statsrot seng Opposition-formellë konnt ophiewen.

Et bleift awer ee Punkt, wou et divergent Meenungen am Statsrot gouf, an dee betrëfft d'Fro vum Transfer vum Patrimoine vun de Kierchefabricken un e Fong. Nieft dem eigentlechen Avis vum Statsrot gouf et de 14. Juli 2017 eng Opinion dissidente vun zwee Membere vum Statsrot. Si si wuel d'accord, datt de Stat d'Recht huet, de Patrimoine vun engem Établissement public an en aneren ze iwwerdroen, ouni domadder d'Eegentumsrecht ze verletzen. Si sinn awer der Meenung, datt deen neie Fong explizitt en ëffentlech-rechtleche Statut misst hunn an engem allgemengen Interessi dénge misst, fir datt de Statut vun der Domanialité publique oprechterhale bleiwe géif.

D'Majoritéit am Statsrot hat awer argumentéiert, datt am Lëtzebuerger Recht fir de Statut vun der Domanialité publique zwou Konditioune missten erfëllt sinn, deenen de Fong an hiren Ae gerecht gëtt: Zum enge muss d'ëffentlech Hand Proprietaire si vun dem Terrain oder der Immobilie, ëm déi et geet, zum anere mussen dës Immobilie oder dësen Terrain ëffentlech zougänglech sinn oder engem Service public déngen. Well d'Kierchen ëffentlech zougänglech sinn, brauche se, der Majoritéit am Statsrot no, net eng Missioun am allgemengen Interessi ze erfëllen, fir zum Domaine public gerechent ze ginn.

D'Regierung huet op déi Diskussioun och reagéiert, andeem se de Statut vum Fong als Personne morale de droit public präziséiert huet.

Här President, an der zoustänneger Interieurskommissioun hu mir awer net nëmmen d'Avise gekuckt an diskutéiert. Mir haten och Entrevuë mat Vertrieder vum SYFEL a vum Bistum. Dës Entrevuen, wéi Der wësst, waren de 24. Juli 2017 an der Interieurskommissioun d'Suite vun engem Débat public, deen iwwer eng Petitioun komm ass zum Thema „Erhalt und Modernisierung der Kirchenfabriken".

D'Vertrieder vum SYFEL zweifelen oder hunn an där Sitzung generell gezweifelt un der Legalitéit vun der Konventioun vum 26. Januar 2015 tëschent dem Bistum an der Regierung a leenen domadder de Gesetzesprojet insgesamt of. Si akzeptéieren net, datt de Bistum d'Kontroll iwwert de Fong an domadder iwwert de Patrimoine vun de Kierchefabricke soll kréien.

Ee weidere wichtege Kritikpunkt war dee vum Finanzement vum Fong. Si schléisse sech hei der Argumentatioun vum Statsrot un, deen - an ech betounen: um initiale Gesetzestext! - eng Opposition formelle ausgeschwat hat am Bezuch op en absolutte Verbuet fir d'Gemengen, fir Subsiden un de Fong ze ginn. Dëst war eng Kritik, déi och vun de Vertrieder vum Bistum gedeelt gouf, dee virun allem ënnerstrach huet, datt de Fong misst iwwert déi néideg finanziell Mëttele verfügen, fir seng Missioune kënnen ze erfëllen.

Kritesch gesäit de Bistum och de generelle Verbuet fir d'Gemengen, fir d'Reliounsgemeinschaften ze finanzéieren. Dat war urspréngleich net esou am Gesetz virgesinn a gouf eréischt opgrond vun enger Remark vum Statsrot esou festgehalen.

Am wichtegste war et fir de Bistum, datt garantéiert ka ginn, datt de Fong genuch Gebaier behält, fir datt d'kathoulesch Kierch hir pastoral Missioun kann erfëllen. D'Annex III bitt grondsätzlech dës Garantie. Allerdéngs bemängelt de Bistum, datt et am Gesetz keng wierklech Garantie gëtt, datt de Stat net enges Daags de Fong ënner staatlech Kontroll kéint setzen.

D'Bistumsvertrieder hunn an eiser Kommissioun awer confirméiert, datt d'Gesetz d'Konventioun vum 26. Januar 2015 korrekt ëmsetzt. Si hunn och ënnerstrach, datt de Fong d'Missioune vun de Kierchefabricke wäert weiderféieren an datt een dofir net vun enger Expropriatioun ka schwätzen.

Wat d'Aarbechten an der Kommissioun betrëfft, do wéilt ech awer och nach erwänen, datt mer an eiser Sitzung vum 11. Januar vun dësem Joer, wou mer de schréftleche Rapport ugeholl hunn, zwee Bréiwer virleien haten, déi sech op d'Annex II bezéien. Et ass hei ëm de Kierchebauveräin vu Beggen engersäits an d'Por vu Suessem anerersäits gaangen, déi contestéiert hunn, datt jeeweils eng Kierch an dëser Annex der Gemeng zougeschriwwe gëtt, woubäi si sech als legitimme Proprietaire ugesinn hunn. D'Kommissioun hat a béide Fäll Dokumenter virleien, déi beluecht hunn, datt déi jeeweileg Gemeng Proprietaire vun der Kierch ass, soudatt mir als Kommissioun kee Grond gesinn hunn, de Projet net an där virleiender Form unzehuelen.

Doriwwer eraus géif ech betounen, datt d'Kommissioun och net d'Moyenen an och net d'Aufgab huet, déi de Minister am Gesetzesprojet ageschriwwen huet, fir alleguerten d'Besëtzverhältnisser ze iwwerpréiwen an dee Moment och ze klären.

Ech géif och zum Schluss nach soen, datt zwou Erreur-materiellen am Gesetzestext waren, déi och ugeholl ginn, iwwer Courrier mam Statsrot. Et betrëfft dëst eng Kéier, wat an der Kommissioun och ernimmt ginn ass, datt am Gesetzestext bei der Kadasteropzielung ze liesen ass, net „section BC de Bastendorf-Est", mä „de Brandenbourg-Est". An dann ass nach all Kéiers bei der Gemeng, notamment bei der Gemeng Tandel, „Commune de Tandel", den „de" derbäikomm. Dat als Erreurs matérielles, fir datt den Dossier och komplett ass.

Aner Courrieren, déi un d'Kommissioun adresséiert gi sinn, si pour information weidergeleet ginn un d'Deputéiert vun där Kommissioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a mengem mëndleche Rapport hunn ech elo sécher deen een oder anere Punkt iwwergaangen, awer ech denken, datt et kloer ginn ass, datt dëse Gesetzesprojet eng komplex Matière betrëfft a ganz intensiv op deene verschiddenen Niveauen diskutéiert gouf.

Wann een den initialen Text vergläicht mat deem Projet, dee mer haut virleien hunn, da gesäit een, datt wesentlech Ännerungen agefloss a gemaach gi sinn. Mir proposéieren dann dofir opgrond vun deene Kriticken, deenen d'Kommissioun an och d'Regierung entgéintkomm sinn, d'Kommissioun also proposéiert natierlech der Chamber, fir dëse Gesetzesprojet 7037 unzehuelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Diane Adehm fir d'CSV.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (*CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass e vermeintlech groussen Dag fir d'Majoritéit. Fir de Mateneen am Land bedeit et awer e Réckschrëtt. Och mat der CSV wier et zu enger Reform vun de Kierchefabricke komm, awer am Dialog mateneen. Haut den Owend kann d'Majoritéit vu Blo-Rout-Gréng sech op d'Schëller klappen an aus hirer Siicht soen: „Mission accomplie!". D'Trennung vu Kierch a Stat gouf duerchgezunn.

Mä just aus der Siicht vun der Gambia-Ideologie ass d'Missioun „accomplie", well objektiv ass mat dëser sougenanntener „Trennung" virun allem d'Lëtzebuerger Gesellschaft auserneendividéiert ginn. An dat ouni Nout, well et hätt och kënne ganz aneschters goen, am Konsens an am Dialog mat alle Bedeelegten, an dat Ganzt ouni Kulturkampf vu virgëschter. Asoufern ass dës Reform kee gesellschaftleche Fortschrëtt, mä eendeiteg e gesellschaftleche Réckschrëtt an eng Zäit vum Géiteneen an net an eng Zäit vum Mateneen.

Dobäi wier alles esou einfach gewiescht! Mä fuere mer der Rei no!

Här President, éier ech op de virleienden Text ze schwätze kommen, wéilt ech kuerz e Resumé maachen, wéi dësen Text iwwerhaapt zustane komm ass. Dat ass net onwesentlech an dat weist, wéi dës Regierung schafft a wéi se mat de Leit ëmgaangen ass respektiv ëmgeet.

Alles huet ugefaange mat engem Referendum. Déi nei Regierung wollt domadder weisen, wéi vill besser si wier am Verglach zu der viregter Regierung. Si wollt punkten an huet sech eng bluddeg Nues gefaangen! Si huet, op gutt Lëtzebuergesch gesot, „eng Zolidd op den Hutt kritt". Si huet näämlech de Referendum haushéich verluer!

An dësem Referendum sollten eigentlech véier Froe gestallt ginn. Déi véiert Fro war déi iwwert de Finanzement vun de Kultusministeren. Déi gouf fale gelooss, nodeems d'Kierch hiren Accord zu de Konventioune ginn hat. All déi Zäit gouf dës Fro awer als Drockmëttel géint de Bistum verwennt. Dat hunn net nëmme mir esou empfonnt, mä och de Bistum huet dat kloer gesot. An ech zitéieren hei de Vicaire général, den Här Léo Wagener. Hie sot am RTL-„Background" vum 17. September 2016: „Et muss ee soen, dass déi «Verhandlungen» alles anescht wéi einfach waren. Et ass och do wierklech mat vill Drock geschafft ginn, fir dass et dohinner komm ass. Mä dat Wuert vun der Kierch muss verlässlech sinn, soss si mir net méi e seriöe Vis-à-vis vum Pouvoir politique an dëser Gesellschaft." Zitatenn.

Et sief dann awer och nach eng Kéier rappeléiert, dass déi Fro, déi d'Majoritéitsparteien dem Vollek eigentlech wollten ënnerbreeden, konträr zum éischte Protokoll vun der Mënscherechtskonventioun war. Souguer wann d'Leit mat Jo gestëmmt hätten, hätt déi Fro, esou wéi se am Ufank gestallt war, net kënnen an e geltend Gesetz ëmgewandelt ginn.

D'Regierung huet also vun Ufank u keen opriichtegen Dialog mam Bistum gefouert. Dës Virgoensaart a -weis sollt awer stellvertriedend si fir déi Diskussiounen, déi nach ustoungen.

D'Regierung huet am Dossier Kierchefabricken eenzeg an eleng mam Bistum geschwat a verhandelt. Nëmme mam Bistum a mat soss kengem aneren, obschonns do och aner Akteuren e Matsproocherecht gehat hätten! Mä en opriichtegen Dialog huet den Innenminister zu kengem Zäitpunkt mat de betraffene Parteie gesicht.

Net nëmmen huet den Innenminister keen Dialog gesicht, mä en huet bewosst den Dialog mat de betraffenen Akteure verweigert. De SYFEL, de Syndicat des fabriques d'église, gouf aus de Verhandlungen ausgeschloss. Den Innenminister huet sech geweigert, fir si ze empfänken an hinnen nozelauschteren. Fir den Innenminister war de Bistum deen eenzege Verhandlungspartner an dësem Dossier.

De Syvicol, e gewiichtegen Akteur an dësem Dossier, gouf net vum Innenminister konsultéiert. Normalerweis gëtt de Syvicol am Virfeld vum Depot vun all Gesetzesprojet am Regierungsrot konsultéiert, wann et ëm d'Gemenge geet. An dësem Fall huet de Syvicol de Gesetzesprojet eréischt pour avis kritt, nodeems en am Regierungsrot deposéiert war. De Syvicol als Syndikat vu sämtleche Lëtzebuerger Gemenge gouf am Virfeld einfach iwwergaangen.

De Kultusminister an der Persoun vum Statsminister Xavier Bettel huet een an dësem Dossier guer net héieren, soudass ee sech d'Fro stelle muss, ob hien iwwerhaapt am Virfeld konsultéiert oder zumindest informéiert gouf.

Och mir als CSV-Fraktioun haten den Innenminister an d'Interieurskommissioun convoquéiert, fir verschidde Punkten ze klären. Den Innenminister ass dëser Demande net nokomm.

Sou vill zur Bulldozerfassong, wéi dëse Gesetzesprojet op den Instanzewee komm ass!

Dir Dammen an Dir Hären, de Minister Kersch huet zu engem gewëssenen Zäitpunkt duerchblécke gelooss, dass, wann de Bistum an de SYFEL sech géifen eens ginn, dann hätt hien iwwerhaapt kee Problem domadder, fir dëst ze akzeptéieren an deem a sengem Gesetzesprojet Rechnung ze droen.

Den Här Kersch war de 24. Januar 2017 Invité vun der RTL-Redaktioun. An deem Kader sot hien, Zitat: „Mä ech soen et nach eng Kéier: Wa Bistum a SYFEL sech eens ginn, fir am Gesetz méi wäit ze goen, hunn ech iwwerhaapt kee Problem, fir dat esou an d'Gesetz ze schreiwen." Dir wësst jo, dass de Bistum an de SYFEL sech am Dossier Kierchefabricken net ëmmer gréng waren. No laange Gespréicher hunn de SYFEL an de Bistum dunn awer eng Léisung fonnt.

De 7. Mäerz 2017 hunn de Bistum an de SYFEL hir gemeinsam Erklärung public gemaach. An déi gesäit folgend Punkte vir: D'Gemenge mussen net méi den Defizit vun de Kierchefabricken droen, d'Proprietéitsverhältnisser vun de Kierchegebaier gi gekläert, d'Personnalité juridique vun de Kierchefabricke gëtt gekläert a si ginn och fusionéiert an et gëtt en neie Kierchefong ageriicht.

Leider haten de Bistum an de SYFEL awer d'Rechnung ouni de Wiert gemaach, an dësem Fall ouni de Minister Kersch! Och wann de Minister nach am Januar 2017 betount hat, dass hien en Accord tëschent dem Bistum an dem SYFEL géif akzeptéieren, esou huet de Minister direkt no der Ukënnegung vun enger Eenegung e Réckzéier gemaach a gesot, d'Kierchefabricke missten ofgeschaaft ginn an duerch en nationale Fong ersat ginn.

Hei huet de Minister Kersch kloer an däitlech gewisen, dass et him ni drëm gaangen ass, fir en Accord am Dialog mat alle Betraffenen ze fannen. Hei geet et kloer just ëm Ideologie an net drëm, fir déi bescht Léisung ze fannen, déi och um Terrain d'Strooss hält. Ideologie amplaz vu Pragmatismus!

Här President, wéi esou oft huet sech eise Statsminister - och nach Kultusminister - Xavier Bettel wäit ewech gehale vun dësem Dossier! Hie war de groussen Absent an dësem Dossier. Do soll awer zumindest d'Fro erlaabt sinn, ob et hei net um Statsminister gewiescht wier, fir geziilt den Dialog als Method an de Konsens als Zil ze sichen. Grad an esou engem delikate Sujet hätt de Premier missen aktiv ginn, mä dat ass hei net geschitt.

Fir d'CSV ass et onverständlech, dass grad an esou engem sensibelen Dossier hei den Innenminister sech eleng ëm den Dossier gekëmmert huet an de Kultusminister sech aus allem erausgehalen huet. D'Fro no der Sënnhaftegkeet vum Ressort vum Kultusminister däerf een an dësem Kontext duerchaus stellen.

Här President, den Dossier Kierchefabricken ass och doduerch gekennzeechent, dass den Här Minister Kersch, fréiere Syvicol-President, iwwer Circulairë regéiert huet, déi op kengem legale Fundament baséieren. Iwwert d'Circulairen huet den Här Kersch d'Gemengen opgefuerdert, sech konform zu engem Gesetz ze maachen, dat et nach net emol gouf an iwwert dat eréischt haut ofgestëmmt gëtt. Dat ass en eemolege Virgang!

De Minister wollt Fakte schafen ausserhalb vun engem gesetzleche Kader. Dat huet dozou gefouert, dass verschidden Delaien hu missen ugepasst ginn an och eigentlech de Prinzip vun der Konventioun tëschent de Gemengen a Kierchefabricken am Endeffekt iwwer Bord gehäit gouf.

De 24. Abrëll 2015 koum déi éischt Circulaire un d'Gemengen, an där se opgefuerdert goufen, d'Proprietéitsverhältnisser ze kläre respektiv sech mat de Kierchefabricken eens ze ginn. Hei gouf nach den Datum vum 1. Oktober 2016 genannt, bis zu deem d'Gemengen Zäit hätten.

An der Tëschenzäit huet de Minister awer agesinn, dass dësen Delai illusoresch wier, an d'Delaie goufe verlängert bis den 1. Oktober 2017.

De Problem ass awer, dass den 8. Oktober 2017 Gemengewahle waren an dass a verschiddene Gemengen d'Majoritéite geännert hunn. Doduerjer hunn och d'Vuë vun de Gemengeréit geännert op dat, wat soll mat de Kierchen an de respektive Gemenge geschéien.

D'Fro, déi sech stellt, ass folgend: Ass dës Majoritéit bereet, der Demande vun dëse Gemengen nozekommen? Wäert dës Majoritéit haut nach Amendementer zu dësem Gesetzesprojet abréngen? Hält de Minister sech u seng Virgaben, dass ënner anerem dem Wonsch vun de Gemengeréit a Kierchefabricke Rechnung gedroe gëtt?

Sollt dat net de Fall sinn, besteet op alle Fall de Risiko, dass déi eng oder aner Gemeng wäert kloen. Sollt dat esou sinn, dann ass dat eleng d'Verantwortung vun der Regierung an un éischter Stell vum Innenminister!

Mir hätten eis gewënscht, dass sech fir d'Éischt emol eng Base légale gi gi wier, ier ee Fakte schaaft. Mir hätten eis gewënscht, dass am Dialog Léisungen hätte kënne fonnt ginn. Mir hunn eis ëmmer fir Léisungen am Konsens ausgeschwat an net am Dissens. Mir hätten eis eng Reform vun de Kierchefabricke virgestallt ouni ideologesch A-priorien.

Just zur Erënnerung: Och mir haten eis am Wahlprogramm 2013 fir eng grondleeënd Reform vun de Kierchefabricken ausgeschwat. Mä anescht wéi dës Regierung hätte mir dës Reform am Dialog mat allen Akteuren an d'Weeër geleet. Mir haten eng Positioun a konkret Proposen. Déi wieren eigentlech konsensfäeg gewiescht, wéi sech am Mäerz 2017 erausgestallt huet.

Eis Alternativen zu dësem Gesetzesprojet ware folgend:

Mir wollten eng Reform vun de Kierchefabricken. Den Dekret, op deem se baséieren, staamt aus dem Joer 1809, a fir eis war et kloer, dass do eng Rei Dispositioune mussen un eis Zäit ugepasst ginn. Dat stoung iwwregens och esou an eisem Wahlprogramm 2013. Dësen Dekret einfach ofschafen, esou wéi dat mat deem haitege Gesetzesprojet virgesinn ass, dat ass fir eis keng Léisung.

D'CSV seet säit 2012 ëmmer erëm, dass mir eng gutt duerchduechte Reform vun de Kierchefabricke wëllen. Mir wëllen eng Reform, déi mat alle Betraffenen am Dialog gemaach gëtt. Fir eis gëllt nach ëmmer de Prinzip „eng Gemeng, eng Kierchefabrik". Falls eng Kierchefabrik sollt en Defizit maachen an dësen net decke kann, kann d'Gemeng am Sënn vun der kommunaler Autonomie asprangen. Sollt d'Gemeng dëst net wëllen oder net kënnen, da soll eng Mutuelle vun de Kierchefabricken asprangen, fir den Defizit ze decken.

Dës Mutuelle vun de Kierchefabricke géif iwwer Gesetz nei geschafe ginn a vun de Kierchefabricke selwer geréiert ginn. D'Mutuelle representéiert fir eis d'Solidaritéit tëschent de Kierchefabricken.

Dat war d'CSV-Propos. An ech si mer sécher, déi wier konsensfäeg gewiescht!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum Projet de loi selwer:

Wat den Inhalt vun der Konventioun ugeet respektiv deem doraus resultéierende Gesetzesprojet, esou gouf den Innenminister es net midd, an der Vergaangenheet ëmmer erëm ze betounen, dass hie just géif eng Motioun vun 2011 ëmsetzen an dass hien dat maache géif, wat d'Experten an hirem Rapport iwwert d'Glawensgemeinschaften aus dem Joer 2012 virgeschloen haten. Dat heescht, an deem Sënn, dass dëse Projet dann eigentlech d'Handschréft vum deemolege Minister François Biltgen droe géif.

Ech maachen e kuerzen Historique iwwert d'Debatt iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Gemengen engersäits an de Glawensgemeinschaften anerersäits. Dës Debatt war de 7. Juni 2011 an dësem Haus. Deemools gouf eng Motioun ugeholl, déi ënner anerem virgesinn huet, d'Legislatioun vun 1809 iwwert d'Kierchefabricken ze reforméieren, an net, d'Kierchefabricken ofzeschafen. Dës Motioun huet d'CSV matgestëmmt an un déi Virgab huet d'CSV sech och gehalen.

Wéi gesot, mir wollten deemools eng Reform. An dat ass och haut nach ëmmer eise Standpunkt, am Géigesaz zur LSAP, déi awer dës Motioun matgestëmmt hat an och mat ënnerschriwwen hat.

Den deemolege Kultusminister François Biltgen huet am Optrag vun der Chamber no dëser Debatt en Expertebericht an Optrag ginn, fir d'Relatiounen tëschent Stat a Glawensgemeinschaften ze beliichten. Dëse Rapport gouf am Oktober 2012 der Press an och allen aneren Akteure virgestallt. Iwwregens konnten och all déi aner Akteuren deemools scho Positioun zu dësem Rapport bezéien.

Falsch ass et awer ze behaapten, dëse Rapport géif eigentlech de Wee vun der Konventioun tëschent dem Stat an de Glawensgemeinschaften zeechnen. Wat d'Kierchefabricken ugeet, hunn d'Experten zwou Alternativen ugeduecht gehat. Keng vun dësen zwou Alternative gouf am initialen Text vun der Regierung zréckbehalen!

Dat widderleet eigentlech d'Ausso vum Minister Kersch, et wier alles op der CSV hirer Mëscht gewuess.

D'Regierung wëllt d'Kierchefabricken einfach ofschafen an en nationale Fong an d'Plaz setzen. Mä der Regierung hiren Text ass op wesentleche Punkten net dat, wat d'Experten eigentlech virgezeechent haten.

Éischtens, de Fong sollt am Minister senger Logik eigentlech e privatrechtleche Statut kréien. Den Artikel 1 vum initiale Projet sot kuerz a knapp, dass de Fong eng Personnalité juridique hätt. Den Artikel 8 huet drop higewisen, dass de Fong beim Registre de commerce et des sociétés no den Dispositioune vun der Fondatioun géif immatrikuléiert ginn.

An zweete Punkt: D'Gemenge sollten d'Aktivitéit vum Fong net méi kofinanzéiere kënnen an also och net méi fir den Ennerhalt vun de Kierchegebaier opkommen, falls d'Gemeng net Proprietaire vum Gebai ass.

Dës zwee Punkte ware fir d'Regierung an hiren Innenminister zwee wesentlech Punkten, op deene si sech vum Experterapport distinguéiert hunn.

Här President, wat de Statut vum Fong ugeet, esou hat d'Regierung an hirem initiale Gesetzesprojet virgesinn, dass de Fong sollt ënnert d'Gesetz vum 21. Abrëll 1928 iwwert d'Associations an d'Fondations sans but lucratif falen. Ausdrécklech gouf dat net geschriwwen. Et sollt sech awer esou aus dem Text erschléissen.

De Statsrot huet der Regierung, wat de Statut vum Fong ugeet, d'Rout Kaart gewisen. Hie sot kloer an däitlech, dass d'Kierchefabricken als Établissements publics ze betruechte wieren. Dëst hat de Statsrot och schonn a sengem Avis iwwert d'Ofännerung vun den Obligatioune vun de Gemenge géintiwwer de Kierchefabricken an de Paschtéier geschriwwen.

An därselwechter Iwwerleeung seet de Statsrot, dass den neie Fong, doduerjer dass en duerch e Gesetz geschafe gëtt an dass e sämtlech Biens mobiliers an immobiliers vun de Kierchefabricken iwwerhëlt, och en ëffentlech-rechtleche Statut kritt. Dass de Fong also elo eng Personne morale de droit public ass, esou wéi d'Experten dat virschloen, läit net um Innenminister, mä um Statsrot!

Här President, de Statut vum Fong ass awer net de gréisste Problem um Terrain! Fir dass d'Kierch hallefweegs intakt am Duerf bleift, ass déi finanziell Ënnerstëtzung duerch d'Gemenge vill méi wesentlech. Wat de Kofinanzement vun den Aktivitéite vum Fong duerch d'Gemengen ugeet, esou gëtt dësen an der Konventioun tëschent dem Stat an dem Bistum ausdrécklech verbueden. Dëse Verbuet steet am Artikel 7 vum Gesetzesprojet.

De Statsrot awer proposéiert fir d'Éischt, den Term „Kofinanzement" duerch „contribution au financement des activités du Fonds" ze ersetzen. Hei ass et äusserst interessant, op dem Statsrot seng Iwwerleeungen hinzeweisen. Laut dem Statsrot kréien d'Gemengen näämlech net am Gesetzesprojet verbueden, dem Fong seng Aktivitéiten ze finanzéieren, mä de Fong kritt verbueden, vun de Gemengen eng finanziell Kontributioun unzehuelen, wann et iwwert d'Bezuelung vu Gidder an Zerwisser erausgeet.

Mä de Statsrot erkläert awer och den Artikel 107 aus der Verfassung, dee Folgendes seet: «Les communes forment des collectivités autonomes, à base territoriale, possédant la personnalité juridique et gérant par leurs organes leur patrimoine et leurs intérêts propres.»

De Statsrot erkläert da seng Interpretatioun vun den „intérêts propres" vun de Gemengen, andeems e schreift, dass eng Gemeng sech ëmmer soll ëm den „interêt communal" beméien. De Gemengerot soll bei sengen Decisiounen ëmmer den „but d'intérêt public communal" am A hunn. Op der Basis vun dësen Iwwerleeunge kënnt de Statsrot zur Konklusioun, dass eng Gemeng kann en Interêt hunn, an ech zitéieren, un «la conservation et la préservation du bon entretien, et même l'embellissement des édifices religieux existant sur leurs territoires.»

Fir de Statsrot si religiéis Gebaier oft Bestanddeeler vum kulturellen a geschichtleche Patrimoine vun de Stied. An der Vergaangenheet hunn d'Gemengen oft fräiwëlleg zur Erhalung a Verschéinerung vun dëse Gebaier bäigedroen, an dat wäit iwwert dat eraus, wat den Dekret iwwert d'Kierchefabricken aus dem Joer 1809 verlaangt huet.

Fir de Statsrot verstéisst de Verbuet vun all Subventioun vu Gebaier, just well se fir d'Ausübe vun engem Culte benotzt ginn, géint de Gläichheetsprinzip vum Artikel 10bis aus der Verfassung. Aus deem Grond mécht de Statsrot hei och eng Opposition formelle; dat war dann déi zweet Rout Kaart fir den Innenminister!

Och wann den Innenminister haut näischt méi vu senger Intentioun vun engem strikte Verbuet méi wëllt wëssen a sech iwwert divers Weeër eng Sortie gesicht huet - ech erënneren zum Beispill un d'Fro vum Deputéierte Georges Engel -, fir eis ass dat eigentlech e Bewäis vum ideologesche Kampf, deen de Minister hei gefouert huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Zousätzlech mécht de Statsrot folgenden Textvirschlag: «Toutefois, peuvent être accordées et acceptées par le Fonds des subventions versées aux propriétaires d'édifices [religieux] érigés sur le territoire de la commune, en vue de la préservation ou de l'embellissement des édifices érigés sur le territoire communal.»

No längeren Diskussioune kënne mir eis dëser Propos uschléissen. Mir hunn eisen Amendement zréckgezunn, well den Text, esou wéi en elo virläit, de Gemengen eigentlech de Choix léisst, iwwer wéi e Wee se dëse Subventionnement wëllen duerchféieren, entweder iwwert de Wee vun engem Gemengereglement oder vun enger Konventioun.

De Minister konnt sech also och op dësem Punkt net duerchsetze mat sengem Verbuet vun engem Kofinanzement vun den Aktivitéite vum Fong duerch d'Gemengen.

Här President, komme mer op d'Fro vun der Legalitéit vun der Konventioun vum 26. Januar 2015 ze schwätzen!

D'CSV huet och schonns an der Vergaangenheet bedauert, dass dës Konventioun net dem Statsrot an hirer Integralitéit ënnerbreet ginn ass. Den Artikel 2 vun dëser Konventioun gesäit ausdrécklech vir, an ech zitéieren: «La présente convention (…) sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution (…).»

Den Artikel 22 vun eiser Verfassung regelt d'Bezéiungen tëschent dem Stat an de Glawensgemeinschaften. D'Konventiounen iwwert d'Finanzéierung vun de Glawensgemeinschafte goufen dem Statsrot an hirer Integralitéit ënnerbreet.

De Statsrot stellt einfach Folgendes fest an eisem Fall: «(…) les auteurs du projet de loi sous avis ne proposent pas l'approbation de la convention par le législateur, mais se limitent à mettre en place un dispositif qui est censé en traduire la substance.» Weider stellt de Statsrot fest, dass den Artikel 22 vun der Verfassung net verlaangt, dass d'ganz Konventioun muss vun der Chamber approuvéiert ginn, mä dass just déi Punkte mussen duerch d'Chamber goen, op deenen de Gesetzgeber gefuerdert ass.

Mir als CSV kënnen dës Argumentatioun nëmme schwéier novollzéien. An ech denken, dass d'Geriichter eis soe wäerten, wat schlussendlech Saach ass.

(Interruption)

Bis op Weideres bleift fir eis d'Fro vun der Legalitéit am Raum stoen.

Här President, komme mer op d'Expropriatioun ze schwätzen. Wat d'Expropriatioun vun de Kierchefabricken ugeet, esou huet de Minister Kersch ëmmer behaapt, mat sengem Gesetzesprojet géif keen enteegent ginn. Dat gesäit de Statsrot awer anescht!

Am Avis majoritaire setzt de Statsrot viraus, dass de Fong en ëffentlech-rechtleche Statut kritt, also dass de Fong en Établissement public gëtt. Am éischten Artikel vum Gesetzesprojet mécht de Statsrot awer eng Opposition formelle, well de Statut vum Fong eben net kloer ass, an e proposéiert dann de Statut vum Établissement public fir de Fong.

An an enger Opinion dissidente seet de Statsrot, dass den Artikel 16 vun der Verfassung mat dësem Gesetzesprojet net respektéiert gëtt. Den Artikel 16 vun der Verfassung seet: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

Hei gëtt gesot, dass et net duergeet, dem Fong en ëffentlech-rechtleche Statut ze ginn, mä dass de Fong och misst eng Mission d'intérêt général hunn. Och op dësem Punkt wäert an Zukunft mat Sécherheet nach munch Aarbecht op d'Geriichter zoukommen.

Zousätzlech ass och nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass d'Konventioun d'Verméige vun Drëttpersoune betrëfft, näämlech de Kierchefabricken. Déi souzen awer weder um Verhandlungsdësch nach hu si dës Konventioun mat ënnerschriwwen. Den Dossier ass also alles anescht wéi zou.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wéilt ech soen, dass dës Majoritéit haut e Projet stëmmt, deen ouni Dialog mat de Betraffenen zustane komm ass. Eng méiglech Konsensléisung gouf aus reng ideologesche Grënn verworf.

Och d'Fro vun der Legalitéit vun dësem Gesetzesprojet bleift am Raum stoen an d'Konsequenzen huet eleng dës Majoritéit ze veränt-werten. Mat der CSV wier et och eng Reform vun de Kierchefabricke ginn, mä eng Reform am Konsens, eng Reform, déi eis multikulturell a multikonfessionell Gesellschaft verbënnt.

De Projet hätt eng aner Nues kritt an et wier net zu deem Zerwürfnis komm, dat mir haut hunn. Mir wäerten duerfir géint dëse Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

D'autres voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo erëm den Här Claude Haagen, dës Kéier als Vertrieder vun der LSAP. Här Haagen!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Nodeem ech am Numm vun der Kommissioun de Rapportsbericht hei och presentéiert hunn, wollt ech e puer Wuert awer am Numm vun der LSAP zu dësem Gesetzesprojet soen.

Ech muss Iech soen, et wonnert mech schonn e bëssen, wann d'Vertriederin vun der CSV heihinnerkënnt a seet, mat deem heite Gesetzesprojet géife mer zréck an d'Vergaangenheet goen. Dat kann ee vläicht esou argumentéieren. Mä wann een iwwert deen Dekret vun 1809 schwätzt an et wëllt een den Dekret vun 1809 up-to-date maachen, da misst emol jiddweree liesen, wat am Dekret vun 1809 alles steet. A wann Der dat dann up-to-date maacht, da bleift vun deem Dekret vun 1809 - ech si fein - wahrscheinlech iwwerhaapt näischt iwwreg ausser vläicht dem Titel „Dekret vun 1809".

Dofir, denken ech, si mir als LSAP op jidde Fall derfir, datt, wa mer hei d'Trennung vu Kierch a Stat, wa mer eng Modernisatioun vun der Kierch wëlle mat Averständnis vum Bistum maachen, mir dat un eis modern Gesellschaft sollten upassen. Dat just als Virwuert.

Dëst Gesetz, soe mir, reit sech an an déi Suite vu Gesetzer, déi d'Regierung mam Koalitiounsaccord ofgemaach huet. A mir als LSAP soen, datt mer dës Virgeeënsweis begréissen, well se net ee géint deen anere gemaach ginn ass, mä well se consensuel gemaach ginn ass.

Hei ass eng Konventioun gemaach ginn, déi ass tëschent der Regierung an dem Bistum ënnerschriwwe ginn, wou de Bistum dat afléisse gelooss huet, wat senger Meenung no fir d'kathoulesch Kierch wichteg a vertrietbar ass, wat op deem anere Punkt d'Regierung och gemaach huet, esou wéi se et am Koalitiounsofkommes an esou wéi se et am Regierungsprogramm och definéiert huet.

Mir sinn also als LSAP zefridden, datt mer haut iwwerhaapt iwwer esou e Projet kënnen ofstëmmen. Et ass ee jo och verwonnert, wann d'CSV elo op eemol seet: „Mat eis wier dat och esou gaangen, ee Punkt nom anere Punkt." Dann, muss ech soen, hätte mer dat vläicht - ech weess net - an zwanzeg Joer gemaach, dann hätte mer déi Punkten alleguerte kënnen ofhaken, déi se elo gesot hunn.

(Interruption)

Mä ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck.

Dofir ass dee Projet de loi fir eis hei déi lescht Etapp an engem Dossier vun enger Modernisatioun vun der kathoulescher Kierch a vun de Reliounsgemeinschaften alleguerten, well mat deene Konventiounen, déi ënnerschriwwe gi sinn, gëtt souwuel festgehalen, wat hir Aufgabe sinn wéi wat hire Finanzement ass a wat hir Flichte sinn. Dofir ass dat fir eis wichteg an et huet au contraire net zu enger Spaltung an eiser Gesellschaft gefouert.

Mir begréissen also als LSAP, datt d'Regierung hei Neel mat Käpp gemaach huet an engem Dossier, an dat wësse mer alleguerten, deen extrem komplex ass a wou et beileiwen net ëmmer einfach war, Léisungen ze fannen.

D'Regierung iwwregens ass déi Verhandlungen direkt ugaange mat Vertrieder vun alle grousse Glawensgemeinschaften, ouni déi et net méiglech gewiescht wier, d'Relatioun tëschent dem Stat an de Culten iwwer Konventiounen, déi mer hei och an der Chamber haten, nei ze regelen. Et muss een unerkennen, datt et sécher keng einfach Verhandlunge waren. Dofir si mir als LSAP zefridden, mat deene Partner zesummegeschafft ze hunn, fir zu enger gemeinsamer - an ech betounen: „gemeinsamer"! - Léisung ze kommen. Fir eis als Partei war dat hei keen Dossier mat engem Géinteneen. Am Konträr! Et war en Dossier mat engem Mateneen.

Här President, no der Reform hëlt de Stat vis-à-vis vun de Reliounsgemeinschaften am grousse Ganzen eng méi neutral Positioun an, déi op gläicher Distanz zu allen - an ech betounen och hei: „zu allen" - Glawensrichtunge steet. Iwwert déi Konventioune gëtt et eng Unerkennung a finanziell Ënnerstëtzung vum Stat fir déi verschidde Reliounsgemeinschaften, déi hirersäits gewësse Verflichtunge vis-à-vis vum Stat aginn. Doriwwer eraus mëscht sech de Stat awer net méi an déi kierchenintern Froen an.

Am schwieregste waren déi Gespréicher, an dat mierke mer jo hei, an déi Froen ouni Zweifel fir déi kathoulesch Kierch, déi aus historesche Grënn - an dat ass och an der Kommissioun esou gesot ginn, dat hunn ech och a mengem Rapport gesot - eng privilegéiert Relatioun mam Stat a mat de Gemengen hat, déi engersäits Virdeeler bruecht huet, an anerendeels hate mer vereelste Strukturen, déi oprechterhale gi sinn, déi au contraire net méi zäitgemëiss sinn a waren.

Mat der Reform vun dëser Regierung ass d'Relatioun un d'Realitéite vun der haiteger moderner Gesellschaft ugepasst ginn, wou d'kathoulesch Kierch eng manner wichteg Roll spillt wéi virun 100 oder virun 200 Joer, a well och eng Gesellschaft, déi a wäiten Deeler sekulariséiert ass, méi wéi jeemools duerch Immigratioun an duerch aner Reliounsgemeinschaften u Bedeitung gewënnt.

Zu deene vereelste Strukture gehéieren ouni Zweifel d'Kierchefabricken, ëm déi et hei geet, déi am Gesetz am Wesentlechen haut nach dosti wéi virun iwwer 200 Joer. Dësen Anachronismus an deem Dekret vun 1809 huet awer an der Praxis zu enger Rei vu Problemer gefouert, déi d'Gesetz iwwert d'Schafung vun engem Kierchefong an eisen Ae léist.

D'LSAP, dat kënnt Der mer gleewen, wier déi Problemer scho gäre méi laang ugaangen an ass immens frou, datt dee Reformprozess elo kann ofgeschloss ginn. Et ass richteg, datt een an deem heiten Dossier ënnerschiddlech Optiounen hat, datt diskutéiert ginn ass, wat een hätt kënne maachen, wat ee misst maachen, wat dann déi richteg Léisung wier. Dëst ass a ville Gespréicher tëschent der Regierung an dem Bistum ausgehandelt ginn, a mir sinn zefridden domat. Wéi gesot, et bedeit eng neutral Positioun vum Stat, deen op gläicher Distanz zu sämtleche Glawensrichtungen ass.

Déi besonnesch Relatioun tëschent dem Stat an der kathoulescher Kierch gëtt un d'Realitéit vun der haiteger Gesellschaft ugepasst, soudatt eng Gläichbehandlung vun deene verschiddene Cultë wäert an Zukunft bestoen.

Wat d'Gesetz iwwert de Kierchefong betrëfft, esou léist et eng Rei vu Problemer, déi an eisen Aen hu missen och geléist ginn. Wat waren déi Problemer, déi mir als Partei schonn zanter Jorzéngte kritiséiert hunn?

Mir waren als Partei, als LSAP, net d'accord, datt d'Gemengen automatesch obligatoresch den Defizit vun de Kierchefabricke missten ausgläichen. Et war och fir eis en Anachronismus, datt de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch d'office am Kiercherot mat drasëtzt, virausgesat si oder hien ass kathoulesch. Mir waren och net d'accord, datt d'Gemeng dem Paschtouer eng Wunneng muss stellen, obwuel dësen eng Pai vum Stat kritt.

Et war eis deemno wichteg, d'Gemenge vun dësen Obligatiounen ze befreien. Dat ass, wéi schonn ugeschwat am Rapport, geschitt mam Gesetz, wat mer hei ofgestëmmt hunn, vum Mäerz 2016.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Här President, mat der Diskussioun iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat kruten d'LSAP an aner Regierungsparteie reprochéiert, si wiere géint d'Kierch! Ech muss Iech soen, dat ass awer beileiwen net de Fall! Mir wëllen iwwerhaapt net, wéi Verschiddener eis dat ënnerstellen, d'Kierch futtimaachen.

Einfach nëmmen déi finanziell Obligatioune fir d'Gemengen ewechzehuelen, hätt vill Kierchefabricke viru finanziell Schwieregkeete gestallt. Eenzel Kierchefabricke sti sech ganz gutt, aner Kierchefabricken hunn net vill Kapital, hunn net vill Suen. Et gëtt awer tëschent de Kierchefabricke kee Solidaritéitsmechanismus, deen dës Ënnerscheeder ausgläicht, dat heescht op Lëtzebuergesch: Eng Kierchefabrik kann där anerer net finanziell ënnert d'Äerm gräifen.

Wat d'Iddi vun der Mutuelle ubelaangt, déi d'Madamm Adehm hei ugeschwat huet: De Regruppement vum Patrimoine vun deene Kierchefabricken an engem Fong ass jo ganz genau esou eng Mutuelle, wou eben dee Solidaritéitsgedanke wäert matspillen. An ech muss lech soen, ech sinn e bëssen iwwerrascht, well déi Iddi vun engem Fong, fir déi Kreatioun vun deem Fong ze maachen, ass jo net vun der Regierung komm! Déi ass an der Ausaarbechtung a mam Dialog ebe vum Bistum komm, fir esou eng Kreatioun vun esou engem Fong ze maachen! Fir elo der Regierung ze ënnerstellen, si géif esou ee Fong kreéieren, ass schonn e bëssen absurd.

Mir hunn och ëmmer als Partei de Mangel un Transparenz beklot. Et war bis elo ëmmer immens schwéier, sech e Gesamtbild vun der Finanzsituatioun oder de Proprietéitsverhältnisser vun de Kierchefabricken ze maachen. Net zulescht gouf eng Reform erschwéiert doduerch, datt bei ville Kierchegebaier d'Proprietéitsverhältnisser net kloer waren.

Wann elo aner Decisioune kommen, wat d'Proprietéitsverhältnisser ubelaangt, d'accord, mä momentan waren déi Relatioun an déi Diskussioun tëschent de Gemengen an de Kierchefabricken, wa se da stattfonnt hunn, annerhalleft Joer declenchéiert. Dat heescht, souwuel d'Kierchefabricke wéi d'Gemengen haten annerhalleft Joer Zäit, fir ze kucken, op wat fir ee Wee datt se zesummen oder getrennt sollte goen. Ech denken, datt dat an där Zäit misst machbar sinn.

Dëst Gesetz schaaft domadder kloer Verhältnisser. Et enthält a sengen Annexen en Inventaire - an dat ass am Rapport ganz däitlech ginn an och am Projet de loi - vun alle Kierchen a Biens de cure, wou jeeweils de Proprietaire festgehale gëtt. Wa keng Dokumenter iwwert d'Proprietéit virlouchen, huet d'Regierung eng Decisioun getraff, allerdéngs no enger längerer Period, wou d'Gemengeresponsabel an d'Kierchefabricken zesumme konnten hir Preferenz zum Ausdrock bréngen. Am Zweifelsfall, do, wou et keen Accord gouf, ass d'Gebai dem Fong zougerechent ginn. Op dës Manéier an op deem Wee konnt séchergestallt ginn, datt d'Kierch a priori all d'Gebaier ka weider notzen, déi si bis elo och zur Verfügung hat.

Et ass natierlech och net ausgeschloss, datt den nei gegrënnte Fong, nodeem en eng komplett Evaluatioun vu sengen Immobilien a senger finanzieller Situatioun gemaach huet a gläichzäiteg sech en Iwwerbléck verschaaft huet, wat fir eng Gebaier dann tatsächlech genotzt ginn a wat fir eng net, eenzel Gebaier erëm ofgëtt. Am Géigesaz zu deene Kierchen, déi elo de Gemenge gehéieren, ass et awer de Fong selwer - de Fong selwer! -, deen doriwwer decidéiert, wat fir eng Gebaier eventuell net méi fir kierchlech Zwecker kënne genotzt ginn an deemno entweit kënne ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kierchefabricke ginn ofgeschaaft an dann ass et gutt ze verstoen - a mir verstinn dat och -, datt vill vun deenen aktuelle Membere vun de Kiercheréit am léifsten hätten, et géif alles esou bleiwen, wéi et an deene leschten 200 Joer war. Manner novollzéibar sinn eng Rei Kommentaren, déi den Androck vermëttelen, d'Kierch wier verluer, wann hir Gebailechkeeten an de Kierchefong kommen. Grad wéi wann dee Fong just als Zil hätt, Kierchen zouzemaachen oder se ze verkafen!

Éischtens kann de Fong seng Kierchegebaier net einfach esou verkafen an zu Geld maachen. An zweetens weisen esou Reaktiounen um Terrain, datt et mam Vertrauen an d'Féierung vun der kathoulescher Kierch net wäit hier ass.

Et ass och net esou, wéi wann alles elo an engem groussen Dëppen ouni Buedem géif verschwannen. An engem interne Reglement kann de Kierchefong selwer dezentral Gremie schafen, soudatt weiderhi Leit um lokale Plang sech kënne fir den Erhalt an d'Gestaltung vun hire Kierchegebailechkeeten asetzen.

Als LSAP fanne mer et awer richteg, datt et net de Stat ass, dee festleet, wéi dës lokal Unitéiten opgedeelt ginn, mä datt dat eng Fro ass, déi kierchenintern soll a muss geregelt ginn. Verschidde Leit, a besonnesch de SYFEL, haten drop higewisen, oder dee schéngt ze fäerten, datt et elo Benevolle géife ginn, déi sech net méi wéilte fir d'Kierch asetzen. Elo muss ech mech awer froen, firwat. Wann déi Responsabel vum Kierchefong net alles falsch maache beim Opstelle vum interne Reglement, wäert deen Engagement um lokale Plang nach genausou vill Sënn maache wéi virdrun.

Och d'Argument, den administrativen Opwand géif elo vill Leit iwwerfuerderen, well den zoustännege Kierchefong seng Kontabilitéit anescht muss maache wéi fréier, kann ee beileiwen net gëlle loossen. Vill Veräiner an

ONGen hunn dee Schrëtt scho laang gemaach oder souguer misse maachen. Déi Zäiten, wou e Veräin just eng Opstellung vu sengen Depensen a vu senge Recettë gemaach huet an iergendwou an enger Schongkëscht Boergeld hat, aus där déi lafend Ausgabe bezuelt gi sinn, déi sinn eriwwer. Et ass awer net esou, datt d'Veräiner un där Ëmstellung zugronn gaange wieren! Natierlech ass dat mat méi Opwand verbonnen, et kascht och méi Suen. Mä soubal een awer gréisser Zomme geréiert, soll dës Form vun Transparenz an Iwwerpréifbarkeet eng Selbstverständlechkeet ginn.

Här President, als LSAP gi mir dovun aus, datt mat der Ëmsetzung vun dëser Reform an och no Akraafttriede vun dësem Gesetz an der Praxis am Ufank dëse Projet de loi net bei jiddwerengem wäert op Akzeptanz stoussen, mä datt e mëttelfristeg souwuel fir d'Gemengen, mä haaptsächlech awer och fir d'Kierch eng positiv Veränneruing wäert duerstellen.

Fir d'Gemenge läit de Virdeel op der Hand, well se eng Obligatioun manner hunn, awer weiderhin iwwer Subside kënnen dozou bäidroen, datt de Patrimoine an hiren Uertschafte kann erhale ginn. Wat d'Kierch ugeet, esou ka si ouni weider Amëschung vu bausse sech nei strukturéieren an hir Moyene méi rationell geréiere wéi bis elo. Am Resultat gëtt et vläicht deemnächst, wann de Fong dat decidéiert, e puer Kierche manner, mä dofir gi méi Leit an d'Kierch.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Als LSAP si mir deemno der Meenung, datt dëse Gesetzesprojet ee wichtegen Deel vun enger Reform ass, deen net nëmmen noutwendeg ass, mä do och e positiven Impakt wäert hunn...

Här Wolter, Dir kënnt jo a verschidde Kierche goen, da gesitt Der, datt se ëmmer eidel stinn e groussen Deel vun der Zäit!

...mä och e positiven Impakt wäert hunn op d'Relatiounen tëschent dem Stat, de Gemengen an de Reliounsgemeinschaften.

Dëst Gesetz an domadder d'Trennung vu Kierch a Stat bedeit awer och an den Ae vun der LSAP eng Chance fir d'Kierch, eng Chance, fir sech intern ze moderniséieren, eng Chance, fir sech enger moderner Gesellschaft aus dem 21. Jorhonnert unzepassen. Et ass elo un der Kierch, fir dës Chance ze notzen. Dofir ass et gutt a richteg, datt d'Kierch elo bei d'Kierch kënnt.

An domadder ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Lydie Polfer fir d'DP.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen, mir stëmmen also elo haut of iwwert dee leschten Deel, mat deem d'Konventioun tëschent dem Stat an de Glawensgemeinschaften, an an dësem Fall mat der kathoulescher Kierch, definitiv ëmgesat gëtt.

Dës Konventioun, déi de 26. Januar 2015 vum Statsminister a vum Äerzbëschof ënnerschriwwe gouf, war d'Resultat vun Diskussiounen, jo, vu laangen Diskussiounen tëschent gläichberechtegte Verhandlungspartner. An d'Konventioun huet d'Fuerderunge vun deenen engen a vun deenen anere berücksichtegt, soudatt d'Regierung an d'kathoulesch Kierch deen Text, deen dobäi erauskomm ass, och duerno zesummen der Effentlechkeet konnte presentéieren.

An et héiert een ëmmer nees erëm, an och elo de Mëtten, datt d'Regierung mat dëser Konventioun géif d'Trennung vu Kierch a Stat wierklech wëlle forcéieren. An dobäi stellen d'Konventiounen alles aneschters wéi eng Trennung duer!

Dës Terminologie vun „Trennung vu Kierch a Stat" kënnt d'ailleurs och net an dem Regierungsaccord vun 2013 vir, well do heescht et, an ech liesen et vir: «Les réalités sociétales requièrent une remise en cause des relations actuelles entre l'État et les cultes. Les partis de la coalition gouvernementale affirment le principe du respect de la liberté de pensée, de la neutralité de l'État à l'égard de toutes les confessions religieuses ainsi que de l'autodétermination des citoyens.» A weider heescht et nach: «Le Gouvernement dénoncera les conventions existantes pour entamer des négociations avec les cultes, lancer une discussion sur leur financement et redéfinir les relations entre les communes et les cultes.»

Et sollt een also net vun enger „Trennung vu Kierch a Stat" schwätzen, mä vun enger „Neiregelung vum Verhältnis tëschent dem Stat an deenen eenzelnen unerkannte Glawensgemeinschaften hei zu Lëtzebuerg". An ech erënneren, an et ass de Mëtten och scho gesot ginn, och un déi sechs Projet-de-loien, déi mer hei am Juli 2016 gestëmmt hunn an déi d'Finanzéierung vun deenen unerkannte Culten zu Lëtzebuerg regelen. Nieft näämlech de Gehälter an de Pensioune vun deenen aktuelle Ministres des cultes vun der kathoulescher Kierch, déi de Stat viru weider bezilt, kréien d'Glawensgemeinschaften all Joers vum Stat nach eng finanziell Enveloppe, mat där si hir Aktivitéite finanzéiere kënnen. An déi ka bis maximal 6,75 Milliounen Euro d'Joer goe fir d'kathoulesch Kierch.

Eleng dëse Fait beweist, datt een net vun enger Trennung vu Kierch a Stat ka schwätzen!

Här President, ech wollt déi Präzisioune maachen, ier ech wierklech elo zu deem Projet de loi kommen, iwwert dee mer haut diskutéieren. Et geet, wéi scho gesot, bei dësem Projet virun allem iwwert d'Besëtzverhältnisser bei de Kierchen a Kapellen zu Lëtzebuerg.

Datt dës Fro sech gestallt huet, ass net nei, well - an och dorop ass jo schonn higewise ginn - schonn déi viregt Regierung huet an der Persoun vun dem deemolege Kultusminister, dem François Biltgen, en Expertegrupp domat chargéiert, Pisten ze zeechnen, fir déi zukünfteg Relatiounen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften ze iwwerdenken. An deen Expertegrupp huet am Oktober 2012 e Rapport mat enger ganzer Rei Konklusiounen a Propositioune virgeluecht; d'Madamm Adehm ass zum Deel schonn drop agaangen. Ech hunn op verschiddene Punkten eng aner Liesensaart a -weis, mä ech kommen dorop.

An deem Rapport gëtt kloer op déi awer ganz speziell Situatioun higewisen, datt d'Kierchefabricke fir den Entretien vun de Kierchen zoustänneg sinn, awer virun allem d'Gemengen dësen Entretien finanzéieren, entweder well se Proprietaire vun de Kierche sinn oder well d'Kierchefabricken net déi finanziell Moyenen hunn, fir dëst selwer ze maachen. Jo, bis haut sinn d'Gemengen obligéiert gewiescht, déi grouss Reparaturen un de Kierchen ze bezuelen, ob se Proprietaire waren oder och net!

Speziell ass och, datt et a ville Fäll guer net kloer war, wien iwwerhaapt Proprietaire vun enger Kierch war an ass! An datt et also iwwerfälleg war, dës Onkloerheeten aus der Welt ze schafen, doriwwer si mer eis alleguerten eens, souguer haut de Mëtten hei. Wéi een dat da mécht, do ginn dann d'Meenungen zum Deel auserneen. Mä dofir ass et ganz normal, datt sech an de Verhandlunge fir eng nei Konventioun och mat dëse Froe beschäftegt ginn ass.

An deen Expertegrupp do vun 2012, jo, deen huet op zwou Méiglechkeeten higewisen, zwou! An eng dovun - an eng dovun! - war d'Ofschafe vun de Kierchefabricken a fir hir Aufgab souwéi d'Proprietéit vun der kathoulescher Kierch iwwer en neit Organ ze regelen! D'Iddi also dovun, e Fong ze grënnen, en neie Fong ze grënnen, ass net nei! An et ass dofir och net verwonnerlech, datt sech 2015 an der Konventioun op dës Solutioun gëeenegt ginn ass. An ouni derbäi gewiescht ze sinn - mä et kennt ee jo awer emol deen een oder deen aneren, deen derbäi war -, mengen ech, kann ech roueg soen, datt dat net op absolutten Drock vun der Regierung geschitt ass!

Der Regierung ass et, wéi gesot, drëm gaangen, datt d'Besëtzverhältnisser bei de Kierchegebaier an natierlech d'finanziell Obligatioune vun de Gemenge gekläert ginn. A wat fir enger Form de Bistum sech duerno organiséiert an deem neie Fong, dat war him iwwerlooss, obschonn, an ech kommen herno och dorop zréck, dat awer net ouni Interêt ass och fir d'Gemengen, besonnesch déi, déi Proprietaire vun hire Kierche bleiwen, well dat ass jo dann hiren zukünftege Partner, mat deem se awer mussen iwwert déi Kierche schwätzen. Mä ech kommen nach dorop zréck, well den Artikel 4 vun dësem Gesetz mécht do munch Dieren op.

Ech wëll och dofir net méi weider elo op déi Froen agoen, ob elo d'Chamber d'Recht hat, d'Kierchefabricken ofzeschafe respektiv en neie Fong ze schafen, deen de Besëtz vun der kathoulescher Kierch geréiert. De Rapporteur huet dëst souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport ganz däitlech gemaach. An ech wëll him d'ailleurs fir déi zwee Rapporten e grousse Merci soen an och fir déi Manéier, wéi en eis Diskussiounen an der zoustänneger Kommissioun geféiert huet, well och do konnt ech an deenen Diskussiounen näischt vun engem Kulturkampf bei der Iwwerschaffung vun dësem Projet de loi spieren an héieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- D'Regierung an de Bistum hu sech also, wéi gesot, drop gëeenegt, d'Besëtzverhältnisser bei de Kierchegebaier endgülteg ze klären. An d'Approche, déi an der Konventioun festgehale ginn ass, war am Fong eng ganz einfach: D'Gemengen an d'Kierchefabricke sollten am Dialog matenee festhalen, ob eng Kierch sollt Besëtz vun der Gemeng bleiwen oder ginn oder ob se an deen neie Fong sollt iwwergoen. A wann dann d'Besëtzverhältnisser kloer waren, wéi dat awer - oft op alle Fall - de Fall war, an den aktuelle Besëtzer d'Kierch weiderhi sollt behalen, dann ass d'Saach och zimlech einfach gaangen. An ech erlabe mer herno - elo ganz geschwënn - méi präzis op dat anzegoen, wat hei an der Stad Lëtzebuerg geschitt ass; dat hu mir esou gemaach!

An anere Fäll ass heiansdo och e bësse méi laang diskutéiert ginn. Och där Situatiounen hate mer. An ech wäert da besonnesch op eng agoen, déi jo och hei schonn op der Tribün erwäänt ginn ass, an ech denken do u Beggen.

Et ass awer och festgehale ginn, datt fir d'Kathedral zum Beispill a fir d'Basilika vun Iechternach speziell Konventioune sollte gemaach ginn. Mir hunn dat a grousser Transparenz an op eng ganz flott an onkomplizéiert Aart a Weis fäerdegbruecht mat de Responsabele vum Bistum fir d'Kathedral an och mat der Regierung, wou mer den 22. Dezember 2016 ons Konventioun ënnerschriwwen hunn, an där virgesi gëtt, datt d'Stad Lëtzebuerg 125.000 Euro d'Joer bäisteiert fir den Ennerhalt vun der Kathedral. Déi nämlecht Zomm gëtt vun der Regierung bäigesteiert, ofgesi vun deene grousse Reparaturen, déi géifen néideg gi fir d'Kathedral, do misst et eng speziell Konventioun ginn an do géifen d'Stad an de Stat déi Käschten zu 50% jiddwereen droen.

Dat alles ass virgesinn. A wéi gesot, wann een dat am Dialog ka maachen, da geet dat och relativ gutt iwwert d'Bün. Wann ech dat hei nach eng Kéier ënnerstrach hunn, dann ass dat, well an enger viregter Ried gemaach ginn ass, wéi wann hei net mat de Leit geschwat gi wier oder wéi wann et onméiglech gewiescht wier, mat de Leit ze schwätzen. Deem ass op alle Fall net esou gewiescht!

Mir haten also den Optrag, ze schwätzen. Ech wéilt awer vläicht fir d'Alleréischt nach eppes eng Kéier kloer soen, obschonn et scho gesot ginn ass, a vläicht ganz am Detail: Mä dobausse gëtt net genuch verstanen, datt am Fong, och besonnesch, wa mir dat Gesetz haut elo stëmmen, dann dobaussen an eise Kierchen am ganze Land weiderhi ka Mass gehale ginn, wann dann de Fong dat wëllt!

Ech kann op alle Fall fir déi Gemeng soen, fir déi ech responsabel sinn - an ech kommen dann drop, andeem ech Iech e bëssen erzielen, datt dat net esou einfach war an datt do extrem vill Aarbecht hannendrusteet -, datt do näischt wäert ännneren, soulaang déi Leit, déi an d'Kierch ginn, och wëlle weiderhin an d'Mass goen a weiderhin hire Glawe wëllen ausüben! An dat ass fir all d'Kierchen an dësem Land dat nämlecht!

Et sinn nëmmen zwou - et sinn nëmmen zwou! - Méiglechkeeten, wou esou Situatioune kéinte geännert ginn: entweder, datt de Bistum, dat heescht de Bëschof selwer géif froen, aus Grënn, déi dee Moment hir sinn an déi se natierlech wäerten dee Moment och soen: „Mir wëlle fir den Ënnerhalt vun där dote Kierch net méi opkommen, datt do ka Mass gehale ginn." A wann déi Kierch dann enger Gemeng gehéiert, da kann déi Gemeng doriwwer fräi disposéieren. Wann déi Kierch dem Fong selwer gehéiert, ma dann hëlt de Fong, dat heescht de Bistum, ganz eleng déi Decisioun. Dat wier eng Méiglechkeet.

Oder, wann dann eng Kierch wier, déi enger Gemeng géif gehéieren, an d'Gemeng géif wëlle soen: „Ma mir gesinn net méi an, ob do wierklech nach en Zweck ass, fir do eng Kierch ze halen." Ier eng Gemeng, géif ech emol mengen, esou eng Decisioun géif huelen, misst schonn eng kloer Situatioun um Terrain sinn, datt effektiv kee méi an déi Kierch géif wëlle goen.

A wat kann d'Gemeng da maachen? Mä dann hänkt et dovun of, ob déi Kierch op der Annex II oder op der Annex III ass. Den Här Rapporteur huet et schonn eng Kéier gesot, mä ech soen et nach eng Kéier kuerz: Wann déi Kierch op der Annex II ass, da kann d'Gemeng effektiv dem Bëschof dat mellen, an da kann dat awer, andeem d'Dignitéit preservéiert gëtt, geschéien. Wann se op der Annex III ass, an dat sinn awer iwwer honnert Kierchen - dat sinn iwwer honnert Kierchen! - hei am Land, eleng hei an der Stad Lëtzebuerg der zwielef, kann d'Gemeng net eng Kierch entweien, wéi gesot; oder se kann de Bëschof froen, wa se da géif wëllen eng Kierch entweien. Mä do muss de Bëschof dermat d'accord sinn. A wann de Bëschof dann net dermat d'accord ass, fir déi ze entweien, da muss déi Kierch an de Fong iwwergoen.

D'Situatioun ass also ganz kloer an, géif ech soen, och einfach, überschaubar a gerecht geregelt. Mä muer wäert an där doter Hisiicht hei an dësem Land näischt ännneren, esou wéi ech dat op alle Fall fir d'Stad gesinn a vun deem, wat ech bis elo héieren hunn.

Mä komme mer dann zu deem soi-disant Manktum un Dialog.

Ech kann op alle Fall dat net bestätegen, ganz au contraire! Mir hunn hei an der Stad 21 Kierchefabricken - 21 Kierchefabricken! -, déi 23 Kierche verwalten. Wéi et kloer ginn ass, datt mer mat deem Projet de loi hei géife befaasst ginn, hunn ech déi 21 Kierchefabricken an de Sall vum Gemengerot invitéiert. Mir hunn dat zesummen duerchgekuckt. Zweemol si se alleguerte komm, an net nëmmen een, mä e puer vun all Kierchefabrik, a mir waren eis eens, datt mer eis d'Méiglechkeet elo géife ginn, an aller Transparenz - an aller Transparenz! - dat ze maachen, wat mer als Optrag kruten, d'Besëtzverhältnisser vun deene Kierchen ze definéieren.

An do muss ech wierklech, an ech erlabe mer, dat hei op der Tribün vun der Chamber ze soen, do muss ech dem Service des biens vun der Stad Lëtzebuerg a ganz besonnesch hirem Direkter, dem Här Breger, net nëmmen e grousse Merci, mä e grousst Kompliment maachen. Deen huet déi 21 Kierchefabricke méi wéi eng Kéier gesinn, an doraus ass, kann ee wierklech soen, eng Dokteraarbecht, eng Benediktineraarbecht geschitt, well déi Dokumenter, déi se do zesummegesicht hunn, déi gi bis an d'Jorhonnerten zréck, wou ganz kloer beluecht ginn ass, wiem wat gehéiert.

Fazit vun där Aarbecht, där wierklech extraordinärer Benediktineraarbecht, well dat hei ass nëmmen de Resumé dovun... Jiddweree kann och Ableck doran hunn. Dobäi si véier esou grouss Volumen, wou alles an dem Original derbäiläit. Doropshi war de Fazit, datt vun deenen 23 Kierchen der zwou sinn, déi der Kierchefabrik gehéiert hunn a wou mer mat der Kierchefabrik och ganz eens gi sinn: dat ass d'Glacis-Kapell an dat ass déi kleng Kapell uewen um Kierchbierg an der Rue des Maraîchers. An déi aner 21 Kierche gehéieren der Stad Lëtzebuerg, dorënner och d'Kathedral, ganz kloer mat Dokumenter beluecht!

Bei deenen allermeeschten, bei 14 Kierchefabricken ass dat och ënnerschriwwe ginn. Siwen hunn net mat ënnerschriwwen, net onbedéngt - net onbedéngt! -, well se d'Proprietéitsverhältnisser a Fro gestallt hunn, mä well se effektiv déi Manéier, wéi virgaange ginn ass eben iwwert de Projet de loi, a Fro gestallt hunn.

Eng Kierchefabrik, mä et war emol net d'Kierchefabrik, et war de Kierchebauveräin vu Beggen, huet do e puer Froen opgeworf, a fir ze soen, mä do kéint een awer soen, et géif dem Kierchebauveräin gehéieren.

Ech gi gären an den Detail dovun an, well et ass u sech interessant, well et weist wierklech och - an ech entschëllege mech elo bei de Kolleegen, déi net aus der Stad sinn -, mä et weist ganz gutt, wéi d'Entwécklung vun dëser Stad war, wat awer eis Haaptstad ass.

Mir hu Kierchen, déi ganz al sinn, déi bis an d'10. Jorhonnert zréckginn, d'14. Jorhonnert, d'16. Jorhonnert. A mir hunn eng ganz Rei Kierchen, déi eben aus den 30er Jore stamen, wéi d'Stad sech konnt ausdeenen, nodeem d'Festung eben ofgerappt gi war, wou an deene Quartieren, déi do gebaut gi sinn, Kierchen entstane sinn. An déi gi ganz oft - an dat wëll ech dofir ënnersträichen an och deene Leit hire Meritt wierklech unerkennen -, dat geet ganz oft op d'Initiativ vu Leit zréck, vun eenzelne Bierger, déi hir Kierch wollte maachen. Sou geschitt zum Beispill zu Beggen an och zu Gaasperech. An ech huelen déi zwee Beispiller, fir lech ze weisen, datt dat guer net esou einfach ass.

Ech huele Gaasperech vläicht vir. Gaasperech huet, well et e Quartier war, deen zur Paroisse Hollerech gehéiert huet, mä deen amgaange war sech auszebauen, 1932 op engem Terrain, deen hinne gehéiert huet, den Œuvres paroissiales, ugefaangen, eng Kierch ze bauen. Den Architekt war den Här Jean Mackel. A si hunn ugefaangen op hirem Terrain a mat Suen, déi aus der Paroisse koumen. D'30er Jore ware keng einfach Joren, d'30er Jore ware Krisejoren. Op eemol ass et vir an hannen net méi opgaangen an déi nämlecht Œuvres paroissiales sinn un d'Stad Lëtzebuerg erugetrueden a soten: „Wann ech gelift, wann ech gelift, kënne mer Iech den Terrain mat deem, wat dropsteet" - a wat natierlech nach net fäerdeg war -, „kënne mer Iech dat schenken? Kënne mer eng Donatioun maachen an Dir obligéiert Iech, déi Kierch weiderzebauen a se fäerdeg ze maachen?"

An dat ass dunn och esou iwwert d'Bün gaangen. Dat war 1938, du krute mir duerch Acte notarié, also krut d'Stad Lëtzebuerg d'Donatioun vun dem Terrain mat der net fäerdeger

Kierch, awer mat der Obligatioun, mir misste se fäerdeg maachen, wat d'Stad Lëtzebuerg och gemaach huet.

Firwat hunn ech dat do elo gesot? Mä waart, ech ginn elo zréck op Beggen! Do war et eng äänlech Situatioun. '31 war déi éischt Petitioun vun den Awunner vu Beggen, fir eng Kierch ze kréien. Bis dohinner hu se ofgehaange vu Weimeschkierch, si sinn d'ailleurs eréischt '49 eng eege Paroisse ginn. A si sinn un de Schäfferot erugetrueden, fir ze soen: „Mir géife gären eng Kierch bauen. Gitt ons en Terrain, mir bezuelen, mir siche Suen, mir gi Sue sichen, fir se ze bauen!"

De Schäfferot sot och Jo an de Schäfferot huet hinnen en Terrain zur Verfügung gestallt. Si hu Pläng maache gelooss vun dem Architekt Jentgen an, wéi esou oft, den éischten Devis war 395.000 - déizäit nach Frangen -, an och schonn déizäit sinn d'Devisen herno méi héich ausgefall: Herno waren et der 550.000.

Wuer si se d'Sue siche gaangen? Si hate selwer 44.000 Frang nach vun dem Kierchebauveräin. „An", sote se, „Mir kréien all Joers esou vill eran", a fir 300.000 Frang si se en Emprunt maache gaangen. Wien huet fir deen Emprunt d'Garantie ginn? D'Stad Lëtzebuerg! Mä, a ganz richteg, déi éischt Kierch - dat war nach e bësse méi eng kleng wéi elo -, déi éischt ass gebaut ginn duerch wierklech déi ganz generéis Hëllef vun de Leit! An dat muss een unerkennen!

D'Fro war, well an dem Akt steet, d'Stad géif hinnen deen Terrain „céder gratuitement". An, wahrscheinlech well se héieren hunn, wat zu Gaasperech geschitt war, hunn d'Œuvres, also de Kierchebauveräin vu Beggen, der Stad Lëtzebuerg '38 schnell e Bréif geschriwwen. An ech liesen Iech dee gäre vir, fir eben ze weisen, wéi mer an de Fong gaange sinn. Do schreiwe si selwer: «À ce sujet…», also am Accusé de réception steet: „Mir soe Jo, Dir kritt deen Terrain", «…on le cède gratuitement». Da soe si, je cite: «À ce sujet, nous croyons devoir vous faire remarquer que dans nos demandes et entrevues nous n'avons toujours que sollicité l'autorisation de pouvoir construire» - Baugeneemegung! - «sur ledit terrain, lequel resterait propriété de la commune.» Dat heescht, si selwer soten: „Ëm Gottes wëllen, mir wëllen den Terrain net, haalt deen Terrain! Mir bauen d'Kierch zwar, mä haalt Dir wann ech gelift den Terrain!"

Déi Kierch ass dunn och gebaut ginn. '49 ass Beggen eng eege Paroisse ginn. '60, an de 60er Jore war déi Kierch net méi grouss genuch, an dunn ass d'Kierch vergréissert ginn, esou wéi se haut ass. An deen Ausbau, och do war nees eng Kéier den éischten Devis, dee louch bei 5,5 Milliounen, neen, bei 6,4 Milliounen. A wivill huet et awer herno kascht? 7,1 Milliounen. An dovun huet d'Stad Lëtzebuerg 5 Milliounen eng éischte Kéier, a wéi et dunn nach méi deier ginn ass, nach eng Kéier d'Halschent, 500.000 Frang, bezuelt an all déi Joren alles dat gemaach, wat och der Gemeng hir Kompetenz war.

Ech wëll nëmmen dat hei als déi zwee Beispiller huelen. Mir hu wierklech keng Méi gescheit a keen Dialog gescheit, fir wierklech hei zu gerechten an überschaubare Léisungen ze kommen.

(Interruption)

Dofir, mä ech kommen elo dozou, mir hunn elo vill vun de Kierchefabricke geschwat, an ech kommen dozou.

Dat hei ass en Dossier, a jiddwereen ass sech däers bewosst, dat ass en Dossier, dee mat villen Emotioune verbonnen ass, well och am 21. Jorhonnert hunn d'Relioun an déi verschidde Reliounsgemeinschaften nach ëmmer hir Plaz zu Lëtzebuerg. A virun allem - awer net nëmmen - d'Unhänger vun der kathoulescher Kierch sinn zahlreich an alle Schichten - an alle Schichten! - vun eiser Gesellschaft vertrueden. Si liewen hire Glawen entweder passiv, ganz oft awer och aktiv, andeems se sech am Déngscht vun der Allgemengheet engagéieren.

An ech wëll dofir den Engagement vun deene ville Benevollen - well dat ass benevoll Aarbecht! -, ech wëll deen net nëmmen unerkennen, mä wierklech deenen e grousse Merci soen. Mir hunn an all deene Joren, wou ech d'Geleeënheet hat, mat hinnen ze schaffen, exzellent Aarbecht gemaach, wou am Fong och ni gréisser Problemer komm sinn. An ech wëll hinnen dofir mäi Respekt wierklech ausdrécken.

An dofir kann ech eben och gutt novollzéien, datt deen een oder deen aneren, dee sech zënter Joren eben engagéiert huet, mat gewëssenen Emotiounen an och Ängschten dee Projet de loi hei gesäit. Ech wëll awer an aller Däitlechkeet betounen an dat ganz kloerstellen, datt dëst Gesetz, dat zesumme mam Bistum ausgeschafft gouf, net géint dës Leit a géint hir Aarbecht gemaach ginn ass, ganz am Géigendeel! Ganz am Géigendeel! An ech hoffen, datt de Fong och all deene Leit d'Méiglechkeet wäert ginn an Zukunft, sech weider fir hir Kierch ze engagéieren.

An ech kommen op dat, wat ech virdrun ugedeit hunn: D'Gesetz mécht och do eng ganz kloer Dier op! An ech hoffen, datt eben och dovu profitéiert gëtt.

Am Artikel 4 vun dem Gesetz steet näämlech, bon, fir d'Éischt, datt de Conseil d'administration vun dem Fong also «peut déléguer les pouvoirs qu'il détermine à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou salariés du Fonds, pour l'administration courante du Fonds ou pour l'exécution de ses décisions». An da weider, an do gëtt et wierklech interessant an do kann een déi Iddien, déi och haut de Mëtten hei scho gesot gi sinn, iwwerhuelen, hei ginn et Méiglechkeeten, fir déi ze iwwerhuelen: «Le conseil d'administration peut créer des structures de gestion décentralisées du Fonds, sans personnalité juridique propre,» - jo, dat steet dran! - «dont il détermine le nombre, la dénomination, la composition, les missions et le fonctionnement au règlement interne.»

Wann dat do net eng Dier op ass, fir déi vill Asätz, déi vill Leit haten, an net nëmmen déi, déi am Kiercherot waren, mä och nach anerer, fir deenen hir Aarbecht hei ze würdegen! Ech mengen, dat schéngt mer ganz kloer an ech wënsche mer effektiv an ech wënschen dem Bistum hei eng ganz glécklech Hand, fir wéi gesot iwwert deen do Artikel den Asaz vun deene Leit ze würdegen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Den Debat ass näämlech natierlech mat Emotioune verbonnen, well d'Leit fäerten, hir Kierch géif hinnen elo geholl ginn. Neen, d'Kierch gëtt hinnen net geholl, ganz au contraire! Oder loosse mer soen, firwat hu mir ons an der Stad... An, Madamm Adehm, ech kann Iech nëmme soen, bei ons ass eis Meenung net geännert, weder virun de Wahlen nach no de Wahlen, well mir stoungen alleguerte wéi ee Mann oder eng Fra zu deenen Decisiounen, déi mer der Regierung och soumettéiert hunn!

Firwat hunn ech mech effektiv agesat, datt mir all eis Kierche solle behalen? Well ech effektiv der fester Iwwerzeegung sinn, datt dat déi beschte Léisung ass an déi gréisste Sécherheet bitt, fir datt do fir den Ënnerhalt vun deene Kierchen eben och nach, soulaang se dann effektiv fir d'Ausübung vum kathoulesche Glawe genotzt ginn, beschtméiglech gesuergt ka ginn. Dat war eis Motivatioun an déi ass, wéi gesot, zu enger ganz grousser Majoritéit och bei ons, souwuel virun de Wahle wéi no de Wahlen, gedroe ginn.

Deene Leit, an all deene Leit, déi sech net nëmmen elo engagéieren - an ech kommen elo net nëmme méi aus der Stad, mä am ganze Land ass dat wahrscheinlech wouer, an all Buergermeeschter heibanne kéint, mengen ech, där dote Geschichten erzielen -, deene Leit wëll ech soen, datt d'Demokratesch Partei d'Kierchegebaier als en Deel vum kulturellen Ierwe vun eisem Land unerkennt an net a Fro stellt. Wat wieren näämlech ons Stied an Dierfer ouni hir Kierchen, déi ganz oft d'Charakteristike vun hirem historesche Kär ausmaachen?

Ob een elo reliéis ass oder och net, jiddweree misst jo awer agesinn, datt d'Relioun an d'Kierchen zu eisem Land gehéieren an e groussen Deel vun eisem Patrimoine ausmaachen. An dofir ass et eben och wichteg gewiescht, datt mer, dat war op d'mannst mäin Empfannen, zesummen - zesummen! - an der Kommissioun a mat der Regierung eng Rei Ännerungen an deem Projet de loi abruecht hunn. Mir hunn déi zesummen abruecht, fir eben ze erlaben, datt d'Gemenge kënnen nees méi präsent sinn. Well et wier effektiv komesch gewiescht, datt een hätt kënnen en ale Bauerenhaff subventionéieren, fir renovéiert ze ginn, an d'Kierch am Duerf, am Kär vum Duerf net.

Dofir, mir begréissen déi punktuell Verbesserungen, déi gemaach gi sinn. Mir hunn dat zesumme gemaach an, nach eng Kéier, an enger ganz roueger a konstruktiver Aart a Weis. An ech wëll dofir all deenen, déi do matgehollef hunn, e grousse Merci soen, ganz besonnesch och natierlech dem Rapporteur, dem Minister an all de Kolleegen aus der Kommissioun, awer och de Vertrieder vum Bistum, déi duerch hir onopgereegten a konstruktiv Erugoensaart a -weis awer matgehollef hunn, datt mer zu deem heite Resultat komm sinn. An datt et besonnesch fir si - an datt et besonnesch fir si! - net ëmmer einfach war, ech mengen, dat huet jiddwereen an deene leschte Méint materlieft!

An ech muss soen, ech fannen et jo awer schonn e staarkt Stéck, wann de Mëtten hei op der Tribün gesot gëtt, datt de Bëschof oder de Bistum matgehollef hätten, hei e Projet de loi ze maachen, deen eis Gesellschaft géif auserneendrifte loossen! Dat war ganz bestëmmt keng Absicht, weder vun dem Bistum nach vun der Regierung nach vun all deenen, déi hei matgehollef hunn!

An ech kann nëmmen hoffen a wënschen, datt ganz schnell, wann dee Projet elo hei gestëmmt ass - an ech riichten dat besonnesch un déi Leit, déi wierklech echt an iwwerzeegt an och praktikant Katholicke sinn -, datt der vill an déi allermeescht a wa méiglech se alleguerte mathëllefen op eng konstruktiv Aart a Weis, datt dëse Projet de loi kann ëmgesat ginn. Well, an dann zitéieren ech awer och, wat nach haut, net méi spéit wéi haut de Léo Wagener am „Wort" an engem Artikel seet op déi Fro, ob déi Neiuerdnung e Virdeel oder en Nodeel fir d'Kierch wier, do seet e ganz kloer: „Langfristig wird die Reform für die Kirche von Vorteil sein. Kurzfristig stellt die Umsetzung allerdings eine große Herausforderung dar."

Dofir, ech hoffen, datt der vill mat guddem Wëlle mathëllefen, se konstruktiv ëmzesetzen. An dofir stëmme mir dëst Gesetz och mat. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci der Madamm Polfer fir déi ganz Explikatiounen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roberto Traversini. Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Merci, Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Merci och - meng éischt Remark - un de Claude Haagen fir dee flotten a gudde Rapport an och fir déi flott a fair Diskussiounen an der Kommissioun. Ech hunn e gutt Gefill gehat, datt jiddwereen do konnt dat soen, wat e wollt.

Dat Gesetz, dat mer haut zum Vott virleien hunn, ass e weidert wichtegt Puzzlestéck an de Beméiungen, d'Relatiounen tëschent dem Lëtzebuerger Stat an allen unerkannte Kierchen endlech an d'21. Jorhonnert eriwwerzehuelen, e weidert Puzzlestéck, fir eng total verstëbsten an och vun der Praxis schonn deelweis iwwerholle Legislatioun endlech op eng nei, propper, transparent a gerecht juristesch Basis ze stellen.

Och fir all Netexpert dierft kloer sinn, datt dës „grouss Botz" am däischteren a verstëbstene Keller vun de Relatiounen tëschent Stat a Kierche méi wéi iwwerfälleg ass. A wann een déi al Gesetzestexter kuckt, déi mat deem heite Projet de loi wäerten ännere, da mierkt een, datt do e groussen Ënnerscheed ass.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Do geet et zum Beispill ëm d'Gesetz vum 18. Germinal vum Joer 10, laut deem kuerzliewege Kalenner vun der Franséischer Revolutioun, oder anescht ausgedréckt den 8. Abrëll 1802. Et geet och ëm den Dekret vum 5. Mee 1806, en aneren Dekret vum 18. Mee vun deemselwechte Joer, en Dekret vum 30. September 1807 an natierlech den Dekret vum 30. Dezember 1809 iwwert d'Kierchefabricken. An dës Dekreter foussen zum Deel op deem ominéise Konkordat vum 15. Juli 1801 tëschent dem Napoleon an dem Poopst Pius VII. Dat si Saachen!

Dat sinn alles Texter, déi méi al si wéi eisen haitege Stat, eis Onofhängegkeet oder eis Verfassung.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Fir meng Partei ass dëse Projet deemno méi wéi iwwerfälleg an et muss ee sech scho wonneren, firwat dat esou laang gedauert huet, firwat dat esou laang blockéiert ginn ass. De Bistum selwer hat schonn 1978, also viru genee 40 Joer, an engem offiziellen Dokument festgehalen, datt de Fonctionnement vun de Kiercheréit net méi zäitgeméiss wier, just datt vusäite vun den deemolege Regierungen ni eng Reaktioun oder eng Verhandlungspropos komm ass. Dat si 40 Joer hier!

E bësse manner laang hier, virun 20 Joer, huet hei am Haus den haitegen Ausseminister, de Jean Asselborn, gemengt, an ech zitéieren e ganz gär: „Ech mengen, an zéng Joer freet keen eis méi, firwat mir eis et am Enn vum Jordausend nach esou schwéier gemaach hunn, fir anzegesinn, dass de Stat, an eleng de Stat, derfir do ass, déi demokratesch Wäerter vun der Res publica ze vertrieden, an dass d'Kierchen, an nëmmen d'Kierchen, derfir do sinn, fir déi reliéis Wäerter ze verteidegen. All Amëschung vun der Kierch an de Stat a vum Stat an d'Kierch féiert zu Verzerrungen, déi der Demokratie net dénglech sinn."

Dat ass e Saz, deen och fir eis Gréng deemools geneesou richteg war wéi haut. Allerdéngs sollt den demolegen Deputéierten Asselborn net recht behalen: Déi zéng Joer sinn, wéi mer all wëssen, leider och nach net duergaangen. Et huet nach eng Kéier bal 20 Joer an eng Regierung ouni d'CSV gebraucht, bis sech endlech eppes gedoen huet.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Den Zweck an de Verdéngscht vum haitege Gesetzesprojet si scho laang a breet vum Rapporteur a vun de Virriedner erkläert ginn. Trotzdeem ass et mir wichteg, och nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt et och fir déi gréng e ganz wichtege Schrëtt ass, dee mir haut mam Stëmme vun deem Gesetz maachen.

D'Haaptzil war et, fir endlech Transparenz a Kloerheet an iwwer 200 Joer gewuessene Wirrwarr bei de Besëtzverhältnisser vu bal 500 Kierchegebaier an eisen Dierfer a Stied ze kréien, genee wéi och Kloerheet an der Relatioun tëschent Stat, Culte, Gemenge bei der Fro, wie firwat responsabel ass a wie firwat finanziell muss opkommen.

Och do si mer eise Bierger, an zwar alle Bierger am Land, egal ob gleeweg oder net gleeweg, et schëlleg gewiescht, fir dës Relatioun ze entstëbsen an eng nei, kloer, gerecht Regelung zesummen auszeschaffen. An ech denken, dat ass och gelongen!

Ab elo ass d'kathoulesch Kierch fir den Ënnerhalt vun deene Kierchegebaier verantwortlech, déi se fir hir reliéis Servicer brauch. An d'Gemeng gëtt fir déi verantwortlech, déi d'Kierch net méi brauch oder net méi wëllt, a kann dann awer och aner Aktivitéiten do erlaben. An et gëtt och nach eng drëtt Kategorie, wou awer de Bistum muss averstane sinn, fir aner Aktivitéiten unzebidde respektiv dem Gebai eng aner Bestëmmung ze ginn.

Wéi grad gesot, den Objektiv ass erfëllt. Mir hunn do elo eng kloer an eng transparent Opdeelung vun de Gebaier an nei, propper Regelen a puncto Ënnerhalt um Dësch leien.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer dann och, kuerz als Buergermeeschter vun der Stad Déifferdeng awer e bësse vum lokalen Terrain ze erzielen.

Bei de Viraarbechten zu dësem Gesetz hunn esou munch Gemengemammen a Gemengepappen, esou munch Kiercheréit an och de Bistum selwer eréischt richteg gemierkt, wéi onkloer ganz dacks d'Besëtzverhältnisser vun de Kierchegebaier, de Paschtoueschhaiser an den Terraine waren, op deene se stinn. Fir etlech Objete gouf et guer keng Kadastereinträg, fir aner Objete gouf et onkloer Einträg. An et goufen der och erëmfonnt, déi de Géigendeel vun deem beluecht hunn, wouvun ee bis elo am Lokalen ausgaange war. Mam Vott an Akraafttriede vun dësem Gesetz wäert domadder Schluss sinn.

Als Buergermeeschter war a sinn ech och direkt betraff a war am direkte Kontakt mat alle Parteien. An ech muss hei ganz kloer soen, mir hate ganz pragmatesch a fair Gespréicher an eng gutt Zesummenaarbecht, wéi mengen ech an deene meeschte Gemengen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- D'Gemeng huet dobäi kengem eppes opgezwongen. Mir sinn higaangen an hunn d'Kiercheleit fir d'Éischt emol gefrot: „Wat sinn Är Besoinen? Wéi eng Kierch braucht Der respektiv wéi eng wëllt Der behalen?", an hunn du gekuckt, ob dat der Gemeng kéint passen. An dank dëser oppener a fairer Gespréichsapproche hu mer och schnell eng Léisung fonnt: eng Eenegung, déi mam Gesetz elo juristesch kloer ass, déi transparent ass an déi och gerecht ass par rapport zu allen Awunner, déi gleewen, déi net gleewen, déi Kierchegänger sinn an déi net Kierchegänger sinn.

An da geet et eis jo och ëm de kulturelle Wäert vun de Kierchegebaier, ëm de Patrimoine culturel, ëm de Patrimoine bâti. An och do gouf an deene leschte Jore ronderëm dës Diskussioun an d'Aarbechte vun dësem Gesetz wierklech e Réckstand opgeholl. Et si vill Gebaier geschützt ginn. Grad an de leschte puer Jore sinn elo vill Kierchen als wäertvoll a schützenswäert Gebaier klasséiert ginn. An dat ass och gutt esou! An onofhängeg vun der Fro vun der reliéiser oder zukünfteger och vläicht net reliéiser Notzung gehéieren dës Gebaier säit „éiweg", wéi een esou seet, zu eise Gemengen an zum jeeweilegen Duerf- oder Stadbild. An dat soll och esou bleiwen. Wa se net ofgerappt gi sinn - dat ass jo och alt virkomm.

(Hilarité)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll awer och nach e puer méi prinzipiell Iwwerleeunge lassginn.

Mir sinn der Meenung, datt d'Relioun an d'Kierchen e wichtege Bestanddeel vun eiser Geschicht, eiser Kultur sinn, datt haut awer Relioun a Glawe Privatsaache sinn. Mir liewen haut an enger anerer Gesellschaft wéi zur Zäit, wou d'Kierchefabricken agefouert goufen. Wärend Lëtzebuerg deemools relativ uniform kathoulesch war an d'Kierch e selbstverständleche Bestanddeel vu jiddwerengem sengem Liewen, esou ass dat haut net méi de Fall.

Haut liewe mer an enger pluralistescher Gesellschaft. Reliounsfräiheet ass an eisem Land verfassungsrechtlech garantéiert. An, an dat ass nach vill méi wichteg, et gëtt se och an der Praxis! Ech maachen dës Nuance, well dat leider net iwwerall op dëser Welt de Fall ass. De Stat muss an deem Sënn dann och de Garant vun der Fräiheet vum Eenzelne sinn a muss dofir un éischter Stell reliéis neutral agéieren.

Un zweeter Stell ass et awer geneesou wichteg, datt de Stat sech och net an d'Reliounsugeleeënheeten amëscht an d'Reliounsgemeinschafte sech och net an d'Stats- oder d'Gemengenugeleeënheeten amëschen.

Et kann och net méi sinn, datt de Stat oder d'Gemenge weiderhin déi ganz Infrastrukturen, déi der Ausübung vun der kathoulescher Relioun déngen, ouni ze hannerfroe finanziell droe mussen. Allerdéngs muss de Stat och a senger neutraler Roll sécherstellen, datt geméiss der Reliounsfräiheet d'Praktizéiere vun der Relioun, an eisem haitege Fall der kathoulescher Relioun, weiderhi méiglech bleift.

Wann ech soen, datt de Stat sech neutral vis-à-vis vun de Reliounen a vis-à-vis vun de Bierger hirem private Glawen ze behuelen huet a sech net soll an Interna amëschen, da gëllt dat natierlech nëmmen esou laang, wéi d'Reliounsgemeinschaften déi gesetzlech Regelen akzeptéieren a respektéieren. An och dofir ass et wichteg, datt mir dat heite Gesetz haut stëmmen. Et ass, wéi scho gesot, e weidere Schrëtt, fir d'Regelen zur Relatioun tëschent de Kierchen engersäits an dem Stat an de Gemengen anerersäits no 200 Joer endlech zäitgeméiss, transparent a gerecht ze definéieren.

Aus deemselwechte Grond vun der Neutralitéit vum Stat a vun der géigesäiteger Netamëschung ass et awer fir eis och kloer, datt déi aktuell Kontrovers ronderëm eng soi-disant Enteegnung vun de Kierchefabricke kee Sträit mam Innenminister Dan Kersch oder mat der Regierung ass. Un deem Sträit dobaussen ass net d'Regierung schold, och wann Eenzelner dat ëmmer nees behaapten!

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Dat ass en interne Sträit vun der kathoulescher Kierch, deen och do intern muss geléist ginn. Datt d'Kierchefabricke sollen opgeléist an d'Objeten all eenzel an den nationale Fong sollen iwwerfouert ginn, ass keng Iddi vun dëser Regierung. Neen, et ass eng Propos - an dat ass en essenzielle Punkt -, deen zukünftegen Immobiliefong ass eng Propos vun der kathoulescher Kierch selwer!

A fir nach eng Nuance méi ze maachen: Et ass eng Propos vum Bistum, dat heescht, der Chefetage vun der kathoulescher Kierch zu Lëtzebuerg, mat där awer manifestement net jiddwereen un der lokaler Kierchebasis d'accord ass.

Et geet also ëm intern Meenungsverschiddenheeten oder vläicht souguer ëm e Richtungssträit am Bezuch op déi zukünfteg intern Organisatioun vun der kathoulescher Kierch zu Lëtzebuerg. De Bistum a säin hierarchesche Chef, den Äerzbëschof, hu manifestement aner Iddien a Pläng wéi een Deel vun hirer Basis, wann et ëm d'Fro vum zukünftegen organisationellen Opbau vun der Kierch a speziell ëm d'Gestioun vum lokale Patrimoine vun de Pore geet.

De Stat huet sech un d'Regele gehalen a sech net an innerkierchlech Richtungsstreidereien agemëscht. De Stat huet sech fir seng Verhandlungen un déi kierchlech Hierarchie gehalen a mam Bistum, der offizieller kathoulescher Chefetage, verhandelt. An op Basis vun enger pragmatescher a flexibeler Approche op béide Säite konnt och e propperen Accord fonnt ginn.

D'Politik huet der Kierch och net gesot: „Mir huelen elo d'Kierchen ewech!", oder ëmgedréit. An därselwechter Logik, an dat ass och wichteg ze betounen, huet d'Regierung och d'Gemengen net forcéiert, all oder ebe guer keng Kierchegebaier ze iwwerhuelen. Dat ass eng Aufgab, déi de Stat ganz bewosst dem lokalen Niveau iwwerlooss huet, well d'Schäffen an d'Gemengeréit kenne jo am beschten déi lokal Befindlechkeeten, déi finanziell Méiglechkeeten an déi reliéis an zivill Besoinen.

Wat den Accord innerkierchlech als Konsequenzen huet, ob déi kierchlech Entscheedung vun der Reorganisatioun vun de Poren a vun der Verwaltung vun de Lännereien an Immobilie jiddwerengem innerhalb vun de Kierchestrukture gefält oder net, dat si Froen, an déi sech d'Regierung ganz berechtegterweis net amëscht. An eisen Aen ass et un der kierchlecher Hierarchie selwer, fir mat hire Strukturen a Memberen ze schwätzen an eens ze ginn. A wann de Bistum do ebe wéineg kompromëssbereet war an d'Kritiker op daf Ouere gefall sinn, da kann een dofir net dem Stat - wéi soll ech dat soen? - de Schwaarze Péiter ginn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, déi gréng schaffe scho laang um Dossier vun enger propperer Entflechtung vu Kierch a Stat. Dat weist sech och ënner anerem dorun, datt an den 80er an den 90er Jore vill Question-parlementairë gestallt gi sinn. Eng entscheedend Initiativ vun eisem Groupe parlementaire war d'Ufro bal genee viru siwe Joer, de 7. Januar 2011, fir en Débat d'orientation hei an der Chamber, deen dunn de 7. Juni stattfonnt huet.

De Kolleeg Claude Adam huet deemools eis Positioun zum Thema Trennung vu Kierch a Stat kloergemaach an dräi Motioune virgeschloen, eng zu Konventiounen tëschent Stat a Reliounsgemeinschaften, eng zur offizieller Zeremonie fir Nationalfeierdag an eng zum Wäerteunterrecht an de Schoulen. Eis Motioune sinn deemools zwar all ofgeleent ginn, mä et gouf awer eng alternativ Motioun vun den deemolege Regierungsparteien CSV an LSAP ugeholl, op déi sech den Innenminister Dan Kersch bei sengen Demarchen am Kader vun dësem Projet de loi konnt stäipen.

Réckbléckend muss ee soen, datt den Dossier dunn ab 2011 ëmmer méi eng staark Dynamik krut. Den deemolegen CSV-Kultusminister Biltgen huet en Expertegrupp agesat, fir iwwert déi Froen, iwwert déi mir haut schwätzen, Proposen ze maachen. An dee Groupe d'experts ass a sengem Rapport vum Oktober 2012 zu dräi Konklusioune komm, déi ebenfalls zur Grondlag fir d'Virgeeënsweis vun dëser Regierung gehéieren. Eis Gréng freet et natierlech besonnesch, datt den Inhalt vun deene grénge Motioune vun 2011 sech duerno am grénge Wahlprogramm vun 2013 erëmfonnt huet. A well dës Iddien a wäiten Deeler och vun de Kolleege vun der DP an LSAP gedeelt goufen, si se duerno och am Regierungsprogramm erëmfonnt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Ënnert där neier blo-rout-grénger Majoritéit sinn dunn och direkt konkret Demarchen ugelaf. Ech schwätzen hei vun der Aféierung vun enger neier weltlecher Feier zum Nationalfeierdag, dem neie Wäerteunterrecht am Secondaire an an de Grondschoulen an der éischter Änderung vum Dekret vun 1809, déi mir am Februar 2016 an der Chamber ugeholl hunn. Bei deem Gesetz goung et ëm zwee grouss Voleten: Den Defizit vun de Kierche muss zënterhier net méi vun de Gemengen iwwerholl ginn an d'Gemenge mussen och kee Paschtoueschhaus méi gratis zur Verfügung stellen. Dës wichteg Moderniséierunge goufen deemools mat 34 Stëmmen ugeholl. Just d'CSV an d'ADR hunn dergéint gestëmmt.

Haut steet also mat deem Projet, dee mer haut wäerte stëmmen, eng weider Änderung vum Dekret vun 1809 um Ordre du jour. D'Demarche vun der Regierung ass also eng konsequent Weiderentwécklung vun engem Prozess, dee mir scho laang ugestouss hunn.

Ech mengen, op deem Punkt ass all Mënsch d'accord, souwuel hei am Haus wéi och kierchenintern: Zënter enger Rëtsch Joren ass den Handlungsbedarf, fir déi al Regele vum 18. Jorhonnert endlech ze reforméieren an eng nei, modern a propper gesetzlech Basis ze schafen, ëmmer méi akut ginn. Dëse Konsens zum aktuellen Handlungsbedarf kann een, wéi schonn ugedeit, och zur Debatt 2011 am Chamberblietchen noliesen. Ech kann dofir meng Ried net ofschléissen, ouni nach e bëssen op dësen Débat d'orientation anzegoen, wou de Claude Adam 2011 geschwat huet.

Eng vun de Problematike war justement d'Fro vun de Besëtzverhältnisser, vun der Käschtenopdeelung tëschent de Gemengen a Kierchefabricken. A wéi grad gesot, do gouf et schonn en allgemenge Konsens zum Handlungsbedarf, och op CSV-Säit. Deen deemolegen CSV-Riedner, den Här Paul-Henri Meyers, huet zum Beispill gesot, an ech zitéieren e ganz gär souguer:...

Une voix.- Aah!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- ... „Eng drëtt Fro, déi gestallt ass, betrëfft d'Zuel vun de Kierchen, déi vun de Gemengen ënnerhale musse ginn. Dat ass eng wichteg Fro, déi en net onwesentleche Käschtepunkt duerstellt fir d'Gemengen. Gemengen, déi fusionéieren an déi 18 Kierchen oder Kapelle mussen ënnerhalen am ländleche Raum, dat ass schonn eng wichteg Fro an et kann een déi net einfach ignoréieren. Et muss ee sech där stellen an et muss ee kucken, wéi déi Problematik ka geléist ginn."

Haut läit eng Léisung um Dësch. Bis elo hunn d'Gemengen all d'Ënnerhaltskäschten an d'Defiziter vun de Kierchefabricke missen droen. An Zukunft dréit d'kathoulesch Kierch selwer e gudden Deel vun de Käschten.

An deem Kontext kann ech dann och net anescht wéi feststellen, datt dës Léisungspropos, op déi sech Politik a Bistum gëeenegt hunn, dach erstaunlech no un der grénger Propos vun 2011 läit. An ech zitéieren de Kolleeg Claude Adam: „Duerfir géif eis eng zweet Méiglechkeet vill besser gefalen: D'Gemengen trieden d'Kierchegebaier un d'kathoulesch Kierch of, an d'Kierch muss dann och selwer fir den Ënnerhalt vun hire Gebaier opkommen. D'kathoulesch Kierch kann da selwer entscheeden, wéi vill Gebaier se behale wëllt an ënnerhale kann. Déi Gebaier, déi se net brauch, ginn dann zréck un d'Gemengen a kënnen dann eng nei Destinatioun kréien."

(Interruptions)

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, zum Schluss nach eng Kéier déi gréng Positioun ze resuméieren. Mir stëmmen haut iwwer e Léisungsusaz of, deen no laangem Hin an Hier an no ganz villen Diskussiounen engersäits e gesonde Kompromëss duerstellt tëschent dem Bistum engersäits an anerersäits der ëffentlecher Hand. Et ass an der Logik awer och e Kompromëss am Sënn vun enger strikter Trennung vu Stat a Kierch. A mengen Aen, an den Ae vun der grénger Fraktioun ass dësen Text awer net just e Kompromëss, mä eng wierklech gutt Léisung. Et ass eng Léisung am Interêt vun der Saach a si ass och konform mat der Verfassung.

Mat den Zweifel un der Verfassungskonformitéit, déi nach ëmmer vusäite vun de lokale Kiercheréit kommen, hat sech de Statsrot laang beschäftegt an ass zum Schluss komm, datt dëst Gesetz eis Verfassungsregele respektéiert, all! Engersäits läit de Ball elo bei der Kierch, déi ab elo selwer bestëmme kann, wat hir Besoine sinn a wéi vill Responsabilitéit a Käschte si iwwerhuele wëllt. Anerersäits ass et och eng modern an zäitgeméiss Approche, vun där all Bierger profitéieren. D'Kierchegebaier, déi net méi gebraucht ginn, kënnen ëmfunktionaliséiert an doduerch weiderhi sënnvoll fir d'Allgemengheet genotzt ginn. Am Ausland ginn et scho ganz flott Beispiller, sief et fir Bibliothéiken, Centre-culturellen, sozial Wunnengen, Hoteller, Gastronomie an esou weider.

A wéi scho gesot, dës Approche erlaabt et och, datt déi historesch a kulturell wäertvoll Kierchegebaier onofhängeg vun hirer reliéiser oder ziviller Notzung als architektonesche Patrimoine erhale bleiwen. D'Kierch bleift also definitiv am Duerf!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, an och Merci dem Minister fir déi gutt a laang Aarbecht, déi Der geleescht hutt. An ech soe „mengem" Dan och Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit e Merci un de Rapporteur, de Claude Haagen, fir säi Rapport an och fir d'Aarbechten an der Kommissioun, wéi hien déi geleet huet an déi ganz fair an objektiv gelaf sinn, och wa mer net alleguerten déiselwecht Meenung haten.

D'Gesetz vun haut ass de Schluss vun enger Rei vu Gesetzer, déi an dëser Legislaturperiod am Zesummenhang mat der Trennung vu Kierch a Stat vun dësem Parlament gestëmmt gi sinn. E Réckbléck, wat schonns an dëser Legislaturperiod gemaach ginn ass, brauch ech net méi am Detail ze maachen, dat hu jo och scho meng Virriedner gemaach. Mä et muss een awer drop zréckgoen, wou den Ufank war!

An zwar war den Ufank vun deem ganze Prozess de Referendum vum 7. Juni 2015, wou véier Froe sollte gestallt ginn. An déi véiert Fro war, ob d'Gehälter an d'Pensioune vun de Paschtéier sollte vum Stat bezuelt ginn oder net. Duerch déi Fro ass de Bistum deemools erpresst ginn, fir ebe mat der Regierung an d'Diskussioun ze trieden, oder déi Fro géif am Referendum bestoe bleiwen. Net nëmmen de Bistum ass erpresst ginn, mä och d'CSV ass deemools erpresst ginn. An et huet misse kuerzfristeg en Accord fonnt ginn tëschent der CSV an de Majoritéitsparteien, ech menge bannent zwou Nuechten, fir do eng nei Formuléierung vun dem Artikel vun der Verfassung ze fannen, wat dunn och geschitt ass an hei an der Chamber an enger Motioun och deemools ugeholl ginn ass.

Et war also um Ufank vun der Prozedur, géif ech soen, e clevere Schachzuch vun dëser Regierung, fir eben de Bistum an d'CSV souzesoen ze erpressen, fir se op dee Wee hei ze kréien.

D'Ofschafung vum Reliounsunterrecht war eng weider Etapp an der Grondschoul. An am Secondaire ass en ersat ginn duerch de Wäerteunterrecht. Et ass eng Petitioun gemaach ginn, wou iwwer 25.000 Leit ënnerschriwwen hunn. Et war eng Protestmanifestatioun am Abrëll 2014 mat 2.500 Leit. Alles dat huet awer dës Regierung, déi jo ugetrueden ass, fir méi Transparenz, méi Demokratie, méi Matsproocherecht vun de Bierger ze garantéieren, net an hirem, ech soen et: „blannen Haass" géint d'kathoulesch Kierch gestéiert!

(Interruption)

D'ADR huet géint dëst Gesetz gestëmmt. Mir sinn a bleiwe fir de Choix. D'CSV huet och géint dëst Gesetz gestëmmt, huet awer, dat muss ee fairerweis soen, an hirem Wahlprogramm d'Ofschafung vum Reliounsunterrecht am Secondaire stoe gehat.

Och d'ADR ass fir eng Trennung vu Kierch a Stat - mir hunn déi schonn e puermol an eisem Wahlprogramm stoe gehat -, awer eng Trennung am Dialog mat de Kierchen an de Kierchefabricken an net mam Zil, d'kathoulesch Kierch wëlle futtizemaachen oder ze schwächen, mä am Respekt vun deem, wat d'Kierch an der Geschicht vun eisem Land geleescht huet an och an Zukunft nach leeschte wäert a leeschte muss.

Wann dëst Gesetz och muss ofgeleent ginn, esou huet et dach awer e positive Punkt, nämlech datt d'Proprietéitsrechter vun de Kierchen ee fir alle Mol gekläert ginn. Ech mengen, dat war eng Suerg, déi jiddwereen hat, well mer doriwwer ni kloer Verhältnisser haten. Kee wousst, virun allem net an de Gemengen: Wat gehéiert der Gemeng, wat gehéiert der Kierch? Leider sinn och hei nach verschidde Punkten, déi net kloer sinn, déi onkloer sinn.

D'Madamm Polfer huet haut de Mëtten de Standpunkt vun der Stad Lëtzebuerg hei vertrueden. A sécherlech wäert déi dote Fro och nach an deenen nächste Wochen a Méint fir Gespréich suergen an et wäert och nach net um Enn sinn, wat vläicht definitiv an alle Situatiounen d'Proprietéitsverhältnisser ubelaangt.

Da komme mer awer direkt op déi negativ Säit, d'Ofschafe vun de Kierchefabricken, déi iwwer 200 Joer al sinn hei am Land, wou Dausende vu Leit benevoll am Interessi vun der Kierch, eise Wäerter an eiser Kultur geschafft hunn. Déi 285 Kierchefabricke gi mat dësem Gesetz einfach ofgeschaaft! Et ass emol net mat hinne geschwat ginn! Jo, d'Regierung huet souguer refuséiert, mat der Vertriedung vun de Kierchefabricken, dem SYFEL, ze schwätzen an huet dem SYFEL emol keng Entrevue accordéiert.

D'Madamm Polfer huet mat Recht virdrun hei gesot, datt den Dialog stattfonnt huet, awer dat war um Niveau vun de Gemengen, tëschent Gemengen a Kierchefabricken. Awer um nationalen Niveau huet keen Dialog mat der Vertriedung vun de Kierchefabricke stattfonnt. D'Chamberskommissioun huet de 24. Juli d'lescht Joer de SYFEL empfaangen, a mir waren do bass iwwerrascht, wéi op eemol den Innenminister an der Kommissioun präsent war. Ech hu bei mir geduecht: „Dee Culot muss een hunn, de SYFEL als Minister an als Regierung net ze empfänken, ze refuséieren, a wann d'Chamber se dann invitéiert, da sech awer op eemol einfach mat un den Dësch ze setzen!"

Dat huet natierlech Protester vun eiser Säit erfuerdert, an de Minister hat dat och séier erkannt an agesinn, datt et besser wier, wann e sech géif aus der Kommissiounssëtzung zréckzéien. Wann de Minister wierklech gären de SYFEL gesinn a geschwat hätt, hätt hien e jo kënnen invitéieren, och nach duerno! An et soll een net eng Chamberskommissioun méssbrauche fir eppes, wat een als Minister net de Courage hat, fir selwer ze maachen.

(Interruptions)

Dëst Gesetz ass bewosst op d'Ofschafung vun de Kierchefabricken ausgeriicht. Dat war vun Ufank un d'Zil. Mëttel dozou war d'Argument, d'Gemengen aus der Obligatioun erauszehuelen, sech finanziell un den Depensë vun enger Par ze bedeelegen. Duerfir ass de Fong geschafe ginn. D'Iddi war, méiglechst vill Kierchegebaier an de Fong ze iwwerginn. D'Resultat wier gewiescht, wa ganz vill Kierchen an de Fong komm wieren, datt de Fong hoffnungslos iwwerbelaascht gi wier an hätt missen a Rekordzäit quasi Faillite erklären.

Doriwwer eraus hat de Projet de loi virgesinn, datt d'Gemengen dem Fong keng Subventiounen däerfte ginn, oder de Fong däerft keng Subventioune vun de Gemengen akzeptéieren. E schlaue Wee vun der Regierung, fir d'kathoulesch Kierch esou ze schwächen an zumindest ze versichen, se kleng ze maachen.

Dëst Attentat op d'Kierch ass awer Gott sei Dank ofgefiedert ginn, éischtens, well nëmmen 128 Kierchen an de Fong iwwergaange sinn an 355 Kierchen am Besëtz vun de Gemenge bliwwe sinn, wat 73% ausmécht. Et kann een also soen, opgerënnt ronn 25% sinn am Fong a 75% bleiwe bei de Gemengen. An zweetens, well de Statsrot eng Opposition formellle gemaach huet zur Regierungspropositioun, de Fong däerft keng Subside vun de Gemenge kréien an unhuelen.

Och de Gemengeverband Syvicol huet sech dergéint opposéiert, well d'Gemengenautonomie domadder géif ënnergruewe ginn. D'Regierung huet doropshi missen noginn, soudatt elo d'Gemenge sech iwwer e Subsid oder eng Konventioun un de Restauratiounsaarbechten u Kierche kënne finanziell bedeelegen.

D'CSV hat an der Kommissioun en Amendement erabruecht, deen och déi Subventioun virgesinn huet mat engem Maximum vu 75%, wat am Fong méi schlecht war, wéi dat elo zum Schluss am Gesetz festgehale ginn ass, well do war kee Plaffong virgesinn, wat d'CSV och dozou gefouert huet, datt se an der leschter Sëtzung hiren Amendement zréckgezunn huet, well et wier eng Verschlechterung vis-à-vis vum Gesetz gewiescht.

D'Kierchen an hirer Gesamtheet si bäi Wäitem dee gréisste Patrimoine culturel, dee mer hei am Land hunn. An et ass duerfir och nëmmen normal a wichteg, datt souwuel de Stat wéi och d'Gemengen niewent dem Proprietaire fir den Erhalt vun dësem Patrimoine suergen a mat responsabel sinn.

Ech mengen, et ass keen heibannen, an dat ass an den Diskussiounen erauskomm, deen dat a Fro stellt. Da musse mer och, wa mer dat éierlech mengen, responsabel derfir suergen, datt eis Kierchen a Kapelle queesch duerch d'Land, déi jo awer haut relativ alleguer an engem gudden Zoustand sinn, och fir déi kommend Generatiounen e Bild bleiwe vun enger schéiner Kultur, soudatt mer keen Interêt hunn... Ech war a Frankräich. Wann Der do d'Kierche kucke gitt, do ass och eng Trennung vu Kierch a Stat duerchgezu ginn, a wann een do vill Kierche kucke geet, wat och e formidabele Patrimoine culturel ass, wéi dee lues a lues futtigeet, dat ass einfach schued. An esou eppes däerf hei an deem Land net virkommen!

Zu de Kierchefabricken an dem Fong awer selwer: Hei ginn einfach iwwer Gesetz d'Kierchefabricken ofgeschaaft, e Fong gëtt geschaaft an d'Proprietéiten an de gesamte Patrimoine vun de Kierchefabricke ginn op de Fong iwwerschriwwen. D'Kierchefabricken hu schonns zënter 200 Joer, ier et e Lëtzebuerger Stat ginn ass, eegestänneg als Personnes morales fonctionnéiert a selbststänneg Akte gemaach an ënnerschriwwen. Datt si ënnert der Tutelle vum Bistum stoungen, beweist hir organesch Eegestännegkeet, soss hätten d'Vertrieder vum Bistum selwer déi Akten ënnerschriwwen.

Dës fir eis gesetzlech Expropriatioun ass duerfir verfassungswiddreg, well d'Kierchefabricke keng staatlech Etablissementer sinn, mä Organismes de droit privé. De Fong soll eng Personne morale de droit public ginn a gëtt «placé sous le contrôle de l'Archevêché».

D'Fro, déi ee sech hei muss stellen: Wien ass dann elo Proprietaire vum Fong? D'Kierchefabricke gëtt et net méi a si geheieren och net dem Bistum. Se si just ënnert der Kontroll vum Bëschof. Si sinn also selwer vu sech Proprietaire, awer et ass keng Kierchefabrik méi do an de Bistum ass och net Proprietaire. De Stat huet och vill Etablissementer a Fongen, mä do ass de Stat Proprietaire. Hei ass de Fong just ënnert der Kontroll vum Bëschof.

Normalerweis, wa Proprietéiten de Besëtzer wiesselen, ginn Akte gemaach an ënnerschriwwen. Hei ginn einfach per Gesetz d'Besëtzverhältnisser geännert. Et ass eng Expropriatioun, wou de Proprietaire, näämlech d'Kierchefabricken, zu kengem Moment, net mat engem Wuert oder engem Bréif kontaktéiert nach gefrot ginn ass, jo, wéi virdru scho gesot, net emol vun der Regierung oder dem Minister empfaange ginn ass!

Wat d'Proprietéite vun de Kierchefabricken ugeet, huet weder de Bistum nach de Stat ausser hirer Kontrollfonctioun eppes ze soen a schonns guer näischt ze decidéieren an ze ënnerschreiwen, genausou wéi dëst Gesetz sech op eng Konventioun baséiert, déi eiser Meenung no keng juristesch Basis huet. Weder de Bëschof nach den Innenminister oder soss e Regierungsmember waren a si kompetent, fir esou en Dokument ze ënnerschreiwen. D'Folleg vun dëser an eisen Aen illegaler, verfassungswiddreger Expropriatioun ass dann elo sécher, datt Prozesser bis zur Cour constitutionnelle a bis op Stroossbuerg wäerte féieren. Hei gëtt dann och iwwert déi Froen decidéiert, wou de Statsrot a sengem Gefällegkeetsavis stillschweigend driwwer ewechgaangen ass.

Dëst Virgoen ass kee Respekt, och wa Virriedner hei vum onheemleche Respekt virum Benevolat vun all deene Leit geschwat hunn, mä dës Virgoensweis ass kee Respekt vis-à-vis vun deenen Dausende vu Leit, déi an eiser Geschicht benevoll an de Kierchefabricken iwwer 200 Joer geschafft hunn, am Interessi vun der Kierch, eise Wäerter an eiser Kultur.

Dëst Gesetz gëtt elo mordicus duerchgebaatscht, amplaz datt dës an aner Froe virun allem an aller Rou geklärt gi wieren.

Nach ee Wuert zum Verhältnis vu Bistum a SYFEL. Datt et grouss Differenzen tëschent dem Bistum an de Kierchefabricke gi sinn an och nach ginn, huet natierlech d'Regierung arrangéiert. Esou hunn den Innenminister an de Statsminister dat och ëmmer genëisslech zum Ausdrock bruecht, andeems se soten, wann de Bistum an d'Kierchefabricke sech an engem Accord géifen eens ginn, hätt d'Regierung kee Problem, deen Accord am Gesetzestext ze iwerhuelen.

Op RTL sot den Här Innenminister: „Et ass e Problem tëschent dem Bistum an dem SYFEL. Wa si sech eens ginn, stinn ech net am Wee." D'Regierung hat sécherlech net mat engem Arrangement an engem Accord tëschent dem Bistum an dem SYFEL gerechent, well wéi deen Accord do war, wollten d'Regierung an den Innenminister näischt méi vun hiren Aussoen a Versprieche vu virdru wëssen.

A wann hei virdru gesot ginn ass vu Majoritéitsdeputéierten, datt et de Bistum gewiescht wier, deen dat proposéiert hätt, dann huet dat d'Regierung arrangéiert! Mä hei muss ee soen, hei hunn de Bistum an de SYFEL eng Léisung, en Accord presentéiert. Firwat huet d'Regierung dann deen Accord net ugeholl, deen tëschent dem Bistum an dem SYFEL war? Do gesäit ee ganz kloer, datt et net de Bistum an de SYFEL waren, déi d'Ursaach waren, mä d'Regierung wollt dee Fong do kréien a wollt och déi Expropriatiounen esou duerchzéien.

Madamm Presidentin, datt de Bistum sech beim Referendum erpresse gelooss huet, dat Spillchen och zum Deel matgemaach huet, ass fir vill Leit onverständlech. Et kann dach sécherlech net sinn, datt de Bistum nëmmen um Verméige vun de Kierchefabricken interesséiert wier an net um gudde Fonctionnement vun hire Paren! Dat gleewe mir net.

D'Kierchefabricke waren dach averstanen, tëschent de Kierchefabricken eng gewësse Solidaritéit spillen ze loossen, a wou méi räich Kierchefabricken een Deel vun hirem Patrimoine gäre mat anere Kierchefabricke gedeelt hätten. Haut ass gesot ginn, dat wier net méiglech gewiescht opgrond vum Gesetz. E Gesetz kann een änneren! Dee Beweis kréie mer haut hei. Wann dat also de Wonsch war vun de Kierchefabricken, hätte mer dat Gesetz jo kënnen deementspriechend änneren, wann et esou net hätt solle méiglech gewiescht sinn.

An eleng och elo duerch d'Tatsaach vun der interner Reorganisatioun vun de Paren, wou et méi grouss Pare ginn an doduerch Paren zesummegeluecht ginn, wier eng Solidaritéit tëschent de Kierchen entstanen, well eben do méi Kierchefabricken an enger Par zesumme sinn.

Madamm Presidentin, ech gesinn, meng Zäit ass schonn eng Minutt ofgelaf. Ech soen Iech Merci, Madamm Presidentin, datt ech déi Minutt da weider kréien.

Zum Schluss wëll ech soen, datt mat de Gesetzer, déi an dëser Legislaturperiod am Zesummenhang mat der Trennung vu Kierch a Stat gestëmmt gi sinn, a mat deem wat haut gestëmmt gëtt, d'Regierung, ënnert der Leedung vun enger lénker Regierung DP/LSAP/Gréng, ënnerstëtzt vun de lénke Kolleegen, et wierklech fäerdegbruecht huet, d'Basis ze leeën...

(Interruptions)

Une voix.- En marche!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- En marche, jo! ...d'Basis ze leeën, fir de Versuch ze maachen, d'kathoulesch Kierch mëttelfristeg futtizemaachen, wat hinnen net wäert gelengen, mä si wäerte se heiduerch staark kënne schwächen. A mat der Kierch gëtt dann och automatesch e Stéck vun eiser Geschicht, eise Wäerter, Traditiounen an e Stéck vun eiser Identitéit futtigemaach.

D'ADR wäert sech net dorunner bedeelegen a géint dëst Gesetz stëmmen. A mir verspriechen, datt, wann d'ADR an der nächster Regierung vertruede wier,...

(Brouhaha)

...dëst Gesetz géif ofgeännert ginn.

(Brouhaha et hilarité)

Dir hutt alleguer e gelungent Demokratieversteesdemech!

(Interruptions)

Mir hunn als ADR Vertrauen an d'Wieler. A mir verspriechen, datt, wann d'ADR an der nächster Regierung vertruede wier, géif dëst Gesetz ofgeännert ginn, fir datt d'Kierchefabricken erëm zu deem kommen, wat hinne gehéiert. Ob eng CSV bereet ass, mat op dee Wee ze goen...

(Interruption)

...an de Wielerwëllen ze respektéieren, dat gesi mer dann nom 14. Oktober. Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci, Här Gibéryen.

Une autre voix.- Dir sidd e Witzbold!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Madamm Presidentin. No där kabarettistescher Alag hei vu mengem Virriedner, deen dovunner dreemt, datt et hei zu Lëtzebuerg eng Lénksregierung géif gi mat der Ënnerstëtzung vun der Lénker, deem wéilt ech awer entgéinthalen, datt, wa mer iergendwann eng Kéier...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, neen, ech hat gesot, datt et géif e Gesetz gi vun enger Lénksregierung mat der Ënnerstëtzung vun der Lénker!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, ech géif dës Regierung net als „Lénksregierung" qualifizéieren. Mä mir kënnen eng Kéier de Bilan maachen, Här Gibéryen, wéi eng Fraktioun, d'ADR oder déi Lénk, méi Projete vun der aktueller Regierung mat ënnerstëtzt a mat votéiert huet. An ech mengen, datt Der dann esou Aussoe wéi déi dote relativiséiert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Madamm Presidentin, bis op eben elo just mäi Virriedner war et jo eigentlech eng ganz roueg Diskussioun, déi ganz sachlech an onpolemesch ofgelaf ass an déi och deem entgéintgesprach huet, wou et heiansdo dobausse gewierkt huet, wéi wann hei e Kulturkampf amgaange wier. Dat ass net de Fall. Hei verüübt och, mengen ech, keen en Attentat op iergenden aneren. Dat ass net de Fall. Ech hu virdrun der Madamm Polfer intensiv nogelauschtert an ech hunn ee Moment geduecht: „Wa se elo esou weiderfiert, da fänkt se geschwënn un den Te Deum unzestëmmen", esou solennel war d'Stëmmung an esou kollegial. An esou eng respektvoll Attitüd och par rapport zur kathoulescher Kierch als Ganzt, mengen ech, huet déi lescht dräi Joer oder déi lescht véier Joer markéiert.

Duerfir ass et och net richteg, wann d'Madamm Adehm an enger vun hiren éischten Ausféierunge gesot huet, datt d'Regierung elo kéint soen, et wier Mission accomplie, d'Trennung vu Kierch a Stat wier domadder quasi ofgeschloss. Well ech mengen, dat hei ass keng Trennung! Et ass eng Entflechtung vun de Relatiounen tëschent der ëffentlecher Hand an de Kierchen, an der Kierch, an dësem Fall der kathoulescher Kierch. Et ass eng Reform, déi an deene leschte véier Joer a verschiddenen Etappe virgeholl ginn ass: d'Ofschafe vum Reliounsunterrecht als Deel vun der ëffentlecher Schoul, déi ëffentlech Subventionéierung, also d'Konventioune si reforméiert ginn.

An elo kënnt den zweeten Akt vun der Reform vun de Kierchefabricken, wou mer virun zwee Joer schonn d'Obligatioun, fir d'Paschtoueschhaiser ze finanzéieren, vun de Gemengen ewechgeholl hunn, gradesou wéi den Defizit vun de Kierchefabricken, dee misst duerch d'Gemenge finanzéiert ginn.

An deenen dräi Haaptberäicher, iwwert déi mer elo schwätzen, kann ee sécher mat der Regierung iwwert d'Envergure diskutéieren, iwwert d'Vitesse, iwwert d'Ausmooss oder verschidde Modalitéiten, déi mir och eventuell anescht gesinn hätten. Mä op jidde Fall muss een awer der Regierung zougestoen, datt mer grondsätzlech an enger Approche eens sinn, näämlech datt d'Relioun an d'Reliounen als Glawensinhalt näischt mat der institutioneller Struktur vum Stat ze dinn hunn an datt ëmgekéiert och de Stat sech gefällegst erauszehalen huet aus der interner Organisatioun vun de Reliounsgemeinschaften.

An Entflechtung heescht am Géigesaz zur Trennung net, datt een näischt méi mateneen ze dinn huet, well och nom Akraafttriede vun deem heite Gesetz wäerten op kommunalem Plang déi eenzel reliéis Communautéiten nach mat der ëffentlecher Hand ze dinn hunn, an och deemno wéi souguer finanziell ze dinn hunn.

Déi kathoulesch Kierch huet bis viru Kuerzem, an do sinn och schonn eng ganz Rëtsch Virriedner drop agaangen, eng ganz Rëtsch Privileegie gehat, déi aus historesche Grënn gewuess sinn an déi eng reell Bevirdeelegung par rapport zu anere Glawensgemeinschaften oder och Netglawensgemeinschaften duergestallt hunn. Dës Privileegie waren u sech schonn en Anachronismus a si waren awer och virun allem net ugepasst un déi gesellschaftlech Realitéite vun haut.

D'Madamm Polfer an den Här Traversini hu virdrun e bëssen aus hire Gemengen erzielt. Ech wëll dat dann och maachen.

Wéi ech als jonke Gemengerot virun zéng Joer zu Esch an enger vu mengen éischte Sëtzunge konfrontéiert war mat engem Punkt um Ordre du jour, wou dropgestanen huet, datt d'Gemeng misst hiren Accord ginn, datt eng Kierchefabrik zu Esch kéint eng Successioun unhuelen - well eng Madamm gestuerwe war a si hat an hirem Testament festgehalen, datt dat der Kierchefabrik sollt zeguttkommen -, war ech bass erstaunt, datt mer net 1809, mä 2009 an der Situatioun waren, datt e Gemengerot doriwwer ofzestëmmen hat, wat mat dem Testament vun enger Fra geschitt, déi der kathoulescher Kierch, an dësem Fall an der Form vun der Kierchefabrik, wollt eppes vermaachen. Och dat loosse mer mat deem heite Gesetz sinn. Och déi Tutelle iwwert d'Kierch loosse mer sinn, d'kathoulesch Kierch an dësem Fall.

Wat bedeit dësen Text elo? Bon, eng 285 Kierchefabricke ginn elo am Fong zesummegefouert. Dëst ass geschitt am Accord mam Bistum, also am Accord mat der kathoulescher Kierch! Also, et kann een net soen, datt d'Kierch als Ganzt virun e Fait accompli gestallt gi wier oder iwwert den Dësch gezu gi wier, erpresst gi wier! Et ass eng Iddi, déi scho méi al ass wéi d'Fro nom Referendum. An d'Kierch war eigentlech Demandeur fir esou eng Reform a si war Initiateur vun enger Iddi, fir esou e Fong ze schafen.

Dës Zesummefaassung, dës Regruppéierung vun deene ville Kierchefabricken an am Fong elo enger grousser Kierchefabrik ass och parfaitement legal. Wann een eppes un de Kierchefabricken ännere wëllt - an ech mengen, do gëtt et awer vläicht bis op d'ADR e Konsens -, da muss een dat iwwer Gesetz maachen, well d'Kierchefabricke sinn och iwwer Gesetz geschafe ginn. Also kann een all Ännerung, déi mat hinnen an dorunner geschitt, och just iwwer Gesetz maachen.

An de Fong huet d'Form, d'juristesch Form vun der Personne morale de droit public, dee gëtt ugesi wéi en Établissement public, also och déi Form, wéi de Statsrot bis elo déi eenzel Kierchefabricken ugesinn huet. Duerfir kann een, mengen ech, beim allerbeschte Wëllen net vun Expropriatioun schwätzen.

A genee duerfir ass dat heiten och keng Trennung am strikte Sënn, well dësen Établissement public huet awer och eng ganz bestëmmte Kuriositéit: E steet näämlech net ënnert der Autoritéit vun engem Minister oder engem Ministère, mä e steet ënnert der Autoritéit vum Äerzbëschof, deen d'Membere vum Conseil d'administration nominéieren oder revoquéiere kann.

Dat ass definitiv keng Trennung vu Kierch a Stat, mä dat ass e Wee gesicht zu enger Entflechtung, e Wee, deen, wann ee sech d'Komplexitéit vum Dossier ukuckt, sech och eis awer als en net nëmme gangbaren, mä och sënnvolle Wee duerstellt. Och wann ee sécherlech hätt kënnen - net dovunner dreemen, mä awer - méi wäitsiichteg sinn a soen, déi Entflechtung hätt nach misse méi wäit goen. Mä ech mengen, datt an deenen heite Circonstancen an ouni wëllen e Kulturkampf lasszetrëppelen et eng sënnvoll Initiativ ass.

Den Text huet awer och virun allem de Virdeel, datt en Transparenz schaaft an och endlech d'Besëtzverhältnisser kläert, datt d'Tutelle vun der ëffentlecher Hand, déi bis elo bestanen huet, reduzéiert gëtt, datt d'ëffentlech Hand net méi an deem Conseil d'administration vertrueden ass an datt en toute autonomie de Bistum kann iwwer seng eege Proprietéit, am Kader vum Gesetz natierlech, decidéieren.

An ech mengen, et soll ee sech awer och näischt virmaachen! Dee Fong, dee Patrimoine vun deenen 285 Kierchefabricken, deen elo an ee Fong regruppéiert gëtt, dat wäert en zimlech enorme Patrimoine sinn, wahrscheinlech

ee vun deene gréissten Immobiliebesëtzer hei am Land. Well déi eenzel Kierchefabricken hunn deelweis och ganz vill Immobilie gehat, an et ass dovunner auszegoen, datt d'ekonomesch Aktivitéiten, déi dee Fong mécht an déi e rationell maache kann, datt en déi méi rationell vläicht maache kann, wéi wann en ënnert 285 opgedeelt ass, an datt dee sécherlech wäit dovunner ewech ass, fir ganz deemnächst wäerten a Faillite goen ze mussen.

An duerfir och den zweete grousse Punkt, d'Proprietéit, déi endlech gekläert ginn ass, engersäits deelweis an engem laange Prozess, wou ee probéiert huet, Akten ze retabléieren oder ze kucken, wiem wat gehéiert. Mä awer och d'Proprietéit am Sënn, datt souwuel d'Gemenge wéi och de Fong opgefuerdert gi sinn, eng Responsabilitéit ze iwwerhuele fir hir eege Proprietéit. Dat heescht, wann de Fong Besëtzer ass vun engem Édifice religieux, dann ass et och de Fong, dee fir d'Reparaturen, d'Fassadenaarbechten et cetera opkomme muss, esou wéi e Proprietaire dat jo eigentlech och sollt maachen.

Duerfir hu mir als Lénk d'Philosophie vum Gesetz och ganz interessant fonnt, fir ze soen, ma déi Entflechtung besteet doranner, datt de Proprietaire, dee jo och misst d'Jouissance eigentlech dovunner hunn - a ganz ville Fäll d'Gemengen -, datt et sënnvoll wier an an der Logik vum Gesetz, wann d'Gemenge géifen dohinnergoen an dem Fong déi Proprietéit och zoukomme loossen.

Ech gesinn awer, datt leider just e Véierels, ronn e Véierels vun de Gemengegebaier an deen dote Fong transferéiert gi sinn; well dat eigentlech déi logesch Suite vun deem Gesetz wier. A wann ee sech ukuckt, wéi eng Gemengen dat sinn, déi deelweis dorobber net zréckgegraff hunn, dann, mengen ech, kann ee sech awer zumindest eenzel Froe stellen: ob d'Majoritéit wierklech an alle Punkten d'Philosophie suivéiert huet oder eenzel Memberen aus der Majoritéit d'Philosophie suivéiert hunn, oder ob net vläicht den Zäitpunkt, wou déi Decisioun huet misse kommen, näämlech e puer Méint virun de Gemengewahlen, dozou gefouert huet, datt eng ganz Rëtsch Leit kal Féiss kritt hunn.

Madamm Presidentin, ech mengen, datt dat heiten, deen heiten Text e Schrëtt ass, e klengen awer wichtege Schrëtt net nëmmen zur Entflechtung, mä zu der Normaliséierung vun de Bezéiungen tëschent der ëffentlecher Hand an der Kierch. An dat ass och e Wäert! E Wäert, deen, mengen ech, bis elo nach net esou staark hei vun den eenzelne Riedner ugeschwat ginn ass.

Et ginn aner Beräicher, wou mer et mat Konfessiounen, mat reliéisen Akteuren ze dinn hunn, wou eng Trennung au sens strict scho wesentlech méi wäit ass a wou déi Leit awer nach ëmmer Akteuren an eiser Gesellschaft sinn. Ech denke just un Uerdensgemeinschaften, déi net mam Stat verflecht sinn an déi awer ekonomesch Aktivitéiten hunn, déi Spideeler bedreiwen, déi Schoule bedreiwen. An ech mengen, datt d'Aart a Weis, wéi d'ëffentlech Hand domadder ëmgeet an awer eng Relatioun trotzdeem nach ëmmer huet mat de Glawensgemeinschaften, datt dat och e Virbild ka si fir d'zukünfteg Entwécklungen an der Relatioun tëschent de Kierchen, de Reliounsgemeinschaften an dem Stat.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Beim Projet de loi 7037, dee mer elo zur Diskussioun hunn, geet et den Auteure vum Projet dorëms, wéi si soen, d'„Trennung" vu Kierch a Stat definitiv ze maachen, dat an der Suite vun aneren Aktiounen, déi an deene leschte Jore gemaach si ginn. Et ass interessant ze gesinn, dass et eleng schonn op deem Wuert eng ganz Rei vun Nuancen de Mëtten hei gi sinn, well ech tëschent der Wuertmeldung vum Här Haagen an der Wuertmeldung vun der Madamm Polfer méi wéi Nuancen erausgespuert hunn iwwert d'Portée vun deem, wat de Mëtten hei soll geschéien.

Ass et dann esou, dass d'Punkten alleguerte geregelt ginn, wéi dat hei vum Rapporteur behaapt ginn ass? Sinn déi richteg Optioune geholl ginn, fir zum Zil ze kommen? Oder riskéiert de Projet net villméi, an eng laangwiereg Verlängerung ze goen? Dat sinn déi Punkten, déi ech wëll elo an deenen nächste Minutte behandelen. Ech géif dat wëllen a siwe Kapitele maachen.

Éischtens, d'Basis schonn, d'Konventioun tëschent dem Innenminister an dem Äerzbëschof werft eng ganz Rei vu Froen op. War den Innenminister iwwerhaapt habilitéiert, d'Regierung eleng ze engagéieren? Ech mengen net. D'Kompetenz vun der Relatioun mat de reliéise Gemeinschaften a besonnesch d'Froen a Relatioun mam Artikel 22 vun eiser Verfassung stinn näämlech an der Organisatioun vun der Regierung net am Ministère de l'Intérieur, mä am Ministère des Cultes, am Kultusministère; Minister, dee mer an deene leschten dräi Joer an och de Mëtten hei awer net erbléckst hunn.

De Kultusminister hätt d'Regierung kënnen engagéieren, wahrscheinlech - no menger Analys - zesumme mam Innenminister, well den Innenminister eng Rei vu Kompetenzen huet.

Gëtt et, Dir Dammen an Dir Hären, keng Délégation de signature duerch de Regierungsrot virum 26. Januar 2015, da läit mat Sécherheet e Formfeeler vir, deen zur Nullitéit vun der Konventioun wäert féieren. Och de Pouvoir de signature vum Äerzbëschof gëtt viru Geriicht contestéiert. Dëse Sujet beweegt sech awer ausserhalb vu menger haiteger Interventioun an Analys, mä riskéiert ebenfalls zu Konsequenzen ze féieren.

En drëtte Partner, d'Gemenge souzen iwwerhaapt net mat um Dësch. De Minister huet sech fir si an an hirem Numm quasi engagéiert, wat a mengen Aen net geet. En huet keng Habilitatioun dozou gehat.

Zweetens, den Artikel 22 vun der Verfassung definéiert d'Relatiounen tëschent Kierch a Stat a seet ënner anerem: «(…) les rapports de l'Église avec l'État, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.»

Dëst war den Auteure bewosst, wéi se d'Konventioun ënnerschriwwen hunn, well si referéiere sech expressis verbis am Artikel 2 dorop. D'Approbatioun vun der Chamber ass a mengen Aen e Prealabel - d'Approbatioun vun der Chamber vun dëser Konventioun -, fir kënnen ze legiferéieren. Den Artikel 22 vun der Verfassung ass d'interprétation stricte, soss bräicht en net an der Verfassung ze stoen. Elo gëtt probéiert, dësen Artikel ze ëmgoen, andeem behaapt gëtt, d'Konventioun misst net der Chamber virgeluecht ginn, mä et géif duergoen, déi Deeler vun der Konventioun, déi d'Chamber betreffen, duerch Gesetz ëmzesetzen. Ech kann esou eng Analys net deelen.

All Konventiounen, esou gesäit d'Verfassung et vir, déi d'Interventioun vun der Chamber verlaangen, an dës Konventioun mécht dat, sinn der Chamber virzeleeë pour vote. «La convention est soumise», net «une partie de la convention est soumise». Eventuell Artikelen, an dat ass d'Restriktioun am Artikel 22 vun der Verfassung, eventuell Artikelen, déi keng Interventioun vun der Chamber no sech géifen zéien, well se näischt mat der Chamber ze dinn hätten, déi kéinten da beim Depot virun der Chamber ewechgelooss ginn.

Hinzegoen an eng Interpretatioun ze maachen, déi déi ass, déi d'Majoritéit hei mécht, dat ass a mengen Aen absolutt net konform zu der Verfassung. All aner Artikele sinn näämlech der Chamber virzeleeën. An an dëser spezifescher Konventioun geet et nëmmen ëm een eenzegen Artikel. Et ass een eenzegen Artikel, deen eng Multitude souwuel vu prozedurale wéi och legislativen Handlunge vun der Chamber no sech zitt.

Vu dass déi ganz Konventioun nëmmen een Artikel huet, ass et evident, dass d'Chamber se hätt misse ratifizéieren an den Datum festleeën, wou se a Kraaft trëtt. Gëtt dës Konventioun net vun der Chamber ratifizéiert, ass se a mengen Aen null an nichteg a kann och keng Gesetzer no sech zéien. Esou steet et an der Verfassung.

Dëst ass ganz wichteg, well haut net nëmmen net déi Ratifikatioun virgeholl gëtt, mä och Deeler vun der Konventioun net ëmgesat ginn. Ech ginn ee Beispill: Et steet an der Konventioun, dass am «cas de désaccord» tëschent de Gemengen an de Fabriques d'église «le législateur tranchera de l'affectation d'une église à la commune et au fonds, l'Archevêché entendu en son avis». (veuillez lire: «En cas de désaccord, le législateur tranchera, l'Archevêché étant entendu en son avis.»)

Dëst ass net geschitt. Et gëtt keen Document parlementaire dozou. Deemno ass eng essenziell Clause vun der Konventioun tëschent dem Innenminister an dem Bëschof net respektéiert, an déi en direkte Lien a Konditiounen och zu enger drëtter Partei, näämlech de Gemengen, huet.

Drëtten Deel, den Établissement public. Et gëtt e Fong geschaaft, deen zumindest zum Deel, wann net ganz de Statut vum Établissement public kritt. Erfëllt dëse Fong d'Kritäre vum Établissement public, esou wéi mer se haut gesinn? Ech mengen net. Nom Pierre Majerus an och no der Regierung selwer definéiert en Établissement public sech ënner enger Rei vu Konditiounen. E muss «un ou plusieurs services publics déterminés» geréieren an e muss dat maachen «sous le contrôle tutélaire de l'État».

Fir dem Reproche vun der Enteegnung vun de Kierchefabricken ze entgoen, well dorëms geet et jo eigentlech an där heiten Diskussioun, gëtt argumentéiert, bei de Kierchefabricken hätt et sech jo säit éiweg ëm Établissements publics sui generis gehandelt an déi géifen elo duerch en aneren Établissement public sui generis ersat ginn.

Dës Interpretatioun ass contestabel a si ass och contestéiert. De Fong, deen haut geschaaft gëtt, erfëllt mat Sécherheet d'Konditioune vun engem Établissement public anno 2018 net. Et ass interessant ze gesinn, dass de Kolleeg Baum, dee jo am Prinzip och ganz staark fir d'Trennung vu Kierch a Stat - op jidde Fall seng Partei - antrëtt, elo just hei op der Chamberstribün gesot huet: „Jo, mir sinn am Prinzip fir d'Trennung vu Kierch a Stat, mä do, wou et eis arrangéiert, do si mer awer d'accord, dass de Bistum awer eng Rei vun ëffentleche Kompetenze kritt."

(Interruption par M. Marc Baum)

An dat geschitt hei! Dat geschitt hei! De Bistum kritt per Gesetz fir en Deel vu sengen Aktivitéiten, «les besoins matériels liés à l'exercice du culte catholique», en ëffentleche Statut zougesprach, dee sech elo net méi kann op eng vétuste Legislatioun vun 1809 baséieren a referéieren, mä deen eigentlech d'Kritäre vun enger moderner Legislatioun hätt missen erfëllen.

Haut geschitt net d'Trennung vu Kierch a Stat op deem doten Domän, haut geschitt de Contraire! De Contraire! En Deel vum Bëschof sengen Aktivitéite kréien en definitiv ëffentlechrechtleche Statut zougesprach. Derniewent, an dat ass eng vun de Konklusiounen a vun de Konsequenzen, kritt all Decisioun vum Bëschof am Kader vun dësen Aktivitéiten de Statut vun enger Décision administrative, déi virum Verwaltungsgeriicht ugefecht ka ginn.

Véiertens, d'Plaz vun de Gemengen an der Relatioun mam Ministère de l'Intérieur. D'Gemenge spillen am politeschen a gesellschaftlechen, kulturellen a kultuelle Liewe vun eisem Land eng wichteg Roll. De Prinzip vun der Autonomie communale ass e Fundament, op deem sech dës Aktioun beweegt, an ass och an der Verfassung verankert. D'Tutelle vum Stat ass eng Tutelle légale, keng Tutelle d'opportunité. Et ass net um Minister, de Gemenge virzeschreiwen, wéi a wou a wéini an ënner wat fir enge Konditioune si hir Gemengen organiséieren, ausser si géife Gesetzer briechen oder si wären am Widdersproch zum Intérêt général. Sou gesäit et den Artikel 103 vum Gemengegesetz vir.

A wann een, Dir Dammen an Dir Hären, vun de Gemenge verlaangt, dass si sech un d'Gesetzer halen, da muss een datselwecht bei sech selwer maachen, soss verléiert een all Kredibilitéit. Or, an dësem Dossier ass kaum eng Aktioun vum Innenminister, déi legal d'Strooss hält. Et kann een iwwer villes diskutéieren, iwwert d'Aart a Weis, wéi een et mécht, mä d'Basis vun all politeschem Handelen ass ëmmer déi, dass et sech op e Gesetz, wat besteet, muss baséieren.

De Minister huet de Gemenge fënnefmol geschriwwen, dräimol iwwer Circulaire an zweemol iwwer simple Lettre. An dës Saachen, déi do geschriwwe si ginn, déi werfen eng ganz Rei vu Froen op. Ech hunn néng Froen oder néng Commentairen dozou, zu der Aktioun vum Minister.

Éischtens, de Minister referéiert sech a senger gesamter Korrespondenz mat de Gemenge quasi bis zum Schluss op d'Konventioun als Motiv vum Handelen, eng Konventioun, déi der Chamber net fir Ratifikatioun virgeluecht gëtt, esou wéi d'Konventioun et selwer an hirem Artikel 2 virgesinn huet.

Zweetens, et gëtt eng Multitude vun Uerteeler iwwert d'Legalitéit an d'Illegalitéit vu Circulairen. An déi Fro ass kloer tranchéiert, esou duerch den Tribunal administratif, deen den 31. Januar 2013 seet, dass eng Circulaire kee kann engagéiere wéi just deen, dee se geschriwwen huet, an och net zu Konsequenze ka féieren.

Or, en absence vun engem Gesetz an engem Moment, wou e Minister iwwer Circulaire sech un d'Gemenge wennt an eigentlech déi Gemengen opfuerdert, eng Illegalitéit ze maachen, kann ee vun engem Excès de pouvoir schwätzen.

D'Konventioun baséiert sech, drëttens, op en Accord tëschent Stat a Kierch. Si kann deemno nëmmen Engagementer huele fir déi zwee, déi sech kënnen engagéieren. Or, hei ginn nach zwou aner Parteie mat engagéiert: d'Gemengen an d'Kierchefabricken, d'Gemengen, déi net um Dësch souzen an och net agebonne ware bei der Ausschaffung vum Projet.

D'Gemenge ginn dann iwwer Circulaire opgefuerdert an enger éischter Phas, bis den 1. Oktober 2016 e legalen Text oder en notariellen Akt virzeleeën, dee beweist, dass d'Kierch X oder Y entweder der Gemeng gehéiert oder der Kierchefabrik. Et freet ee sech, wéi eng Gemeng esou eng Pièce kéint virleeën, déi eventuell Drëtter concernéiert an och Drëtte gehéiert, an déi net kënnen oder net wëllen dës Pièce virleeën.

Fënneftens, d'Attributioun vun der Proprietéit vun engem Gebai kann net sur base vun enger Circulaire fixéiert ginn, déi keng Base légale huet. Dat ass einfach net denkbar, dass e Minister enger Gemeng schreift, dass, wa si bis zu engem gewëssenen Dag keng Äntwert géif ginn, da géif dat Gebai ouni aner Forme de procédure engem anere Proprietaire zougedeelt ginn, an dësem Fall engem Fong, esou wéi dat geschitt ass an der Circulaire notamment vum 9. August 2016, engem Fong, deen et d'ailleurs zu deem Moment iwwerhaapt net ginn ass.

Mir sinn hei voll - an dat ass mäi sechste Punkt - am Beräich vun der Verfassung, vum Artikel 16 a vum Artikel 545 vum Code civil: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

Or, de Mëtten ass d'Diskussioun déi ganzen Zäit nëmmen ëm d'Kierchefabricke gaangen, ëm d'Kierchefabricken, wou iwwer e Stratagème probéiert gëtt ze explizéieren, dass dat, wat eigentlech virun 200 Joer decidéiert ginn ass, elo weidergeféiert gëtt. De Mëtten ass bis elo nach net iwwer en anere Partner diskutéiert ginn, näämlech iwwer eng Gemeng, déi riskéiert, duerch e Gesetz, wat haut gestëmmt gëtt, einfach esou ouni Forme de procédure expropriéiert ze ginn.

Siwentens, e Gesetz gëtt exekutéiert, wann et a Kraaft ass. All aner Initiativ ass an engem Rechtsstat net denkbar.

Aachtens, an enger zweeter Phas, nom Avis vum Statsrot vum 14. Juli 2017, ginn d'Gemengen dann den 11. August 2017 opgefuerdert, unilateral d'Besëtzverhältnisser ze kläre fir de Fall, wou keen Accord mat de Kierchefabricke géif virleien, an dëst alt nees - Oukase! - bis den 1. Oktober 2017.

En passant wëll ech soen, dass den 1. Oktober 2017 schonn deen drëtten Termin war, deen d'Gemengen ënner Undroung vu Strof matgedeelt kruten, näämlech dass se géifen expropriéiert ginn, well hir Gidder dann an de Fong géife goen. Fir d'Éischt war dat den 1. Oktober 2016, duerno war et den 1. Januar 2017 an en fin de compte den 1. Oktober 2017. Dat ass also schonn den drëtten Delai, deen de Minister iwwer Circulaire oder Bréif un d'Gemenge geschéckt huet.

An dësem leschte Bréif - an dat ass mäin néngte Punkt - gëtt net emol méi definéiert, wie kompetent ass um kommunalen Niveau, fir esou eng Decisioun ze huelen: de Buergermeeschter, de Schäfferot, de Gemengerot? Op Nofro am Ministère ass de Gemenge gesot ginn, dat wär egal. D'Haaptsaach wär, si géifen eng Äntwert virleeën.

Fënneftens, d'Plaz vun de Gemengen an der Relatioun mat der Chamber. Bewegung an den Dossier ass komm nom Avis vum Statsrot, an och e fundamentale Revirement, deen haut de Mëtten net diskutéiert ginn ass bis elo. De Statsrot seet an der Substanz: „Wann Der wëllt e Gesetz maachen, wou d'Annexe Parties intégrantes vum Gesetz sinn, dann ass d'Prozedur, wéi et zu den Annexe komm ass, aus dem Gesetz erauszehuelen." Ewech also den Titre de propriété, ewech d'Konventiounen, ewech d'Presomptioun, wiem wat gehéiert, ewech also déi ganz Prozedur, déi den Innenminister wärend zwee Joer de Gemenge wollt octroyéieren.

„Eenzeg an eleng", seet de Statsrot, „den Titre de propriété légal, deen haut duerch dës Chamber festgesat gëtt, tranchéiert, ersetzt alles, wat et virdru ginn ass, an tranchéiert souverän d'Besëtzfro." Nozeliesen am Commentaire des articles zum deemolegen Artikel 11, deen entre-temps den Artikel 10 ginn ass.

De Statsrot seet dann awer och, dass et en anere Wee géif ginn, näämlech deen, fir sech fir d'Éischt eng legal Basis ze ginn an duerno eréischt Lëschten op Basis vu präzise Kritären a Prozeduren opzestellen. Dëst gouf iwwregens vum Minister iterativ och a Korrespondenze mat de Gemenge falsch duergestallt.

Et soll kee soen, et wär net aneschters gaangen! Den Innenminister huet de Gemenge geschriwwen, de Statsrot hätt hie quasi forcéiert, fir zu enger Konklusioun ze kommen, wéi se am Bréif vum 11. August 2017 steet.

De Minister schreift näämlech an deem Bréif: «…sous peine d'opposition formelle dans son avis du 14 juillet [2017], il appartiendra au législateur de déterminer de cas en cas le propriétaire des édifices religieux concernés.»

Spéitstens nom Avis vum Statsrot, Här President, hätt d'Chamber am Respekt vun der Verfassung an de Gesetzer sech selwer missen eng Prozedur ginn, no där d'Aklasséierung vun de Kierchen op verschidde Lëschten hätt misse geschéien, well all aner Prozedur op Propositioun vum Statsrot annulléiert gouf. Mécht si dat net, si mer am Arbiträr. D'Chamber hätt misse Kritären ausschaffen, d'Chamber hätt missen Delaie setzen.

„Ass dat geschitt?", froen ech, „Huet d'Chamber Lëschten opgestallt?" D'Äntwert ass neen, well bis zum Schluss huet den Innenminister sech dorëms bekëmmert. An nach ëmmer nom Avis vum Statsrot an nodeem e selwer Amendementen eraginn huet an d'Chamber, ass en eigentlech mat der Prozedur, wéi e se déi Jore virdru gemaach huet, weidergefuer, andeem nees weider Delaie gesat gi sinn, bis wéini ee sech hätt misse mellen.

Zweetens: Huet d'Chamber sech d'Fro gestallt, oder d'Kommissioun - well wann ech Chamber soen, Här President, dann ass déi zoustänneg Kommissioun gemengt -, ob d'Opfuerderung par simple lettre vun engem Minister, ouni gesetzlech Basis an ënnert der Menace vun der Enteegnung, déi richteg Prozedur ass? Huet d'Chamber den Dossier vum Innenminister ugefrot, op deem d'Äntwerte vun de Gemenge consignéiert sinn? An ass d'Chamber am Besëtz vun dësen Äntwerten?

Huet d'Chamber kontrolléiert, wien am Numm vun de Gemenge geäntwert huet op dës divers Froen? Huet d'Chamber sech d'Fro gestallt an eng Äntwert dorobber formuléiert, ob dës Persounen oder Gremien iwwerhaapt habilitéiert waren, dëst ze maachen? Huet d'Chamber sech vergewëssert, dass all déi Lëschte bis hin zu de korrekte Kadasternummere korrekt opgestallt sinn an dass keng Expropriatiounen haut géife par le fait du prince geschwat ginn?

All dëst an nach e puer Saache méi hätte missen an engem Dossier, dee vun esou enger vitaler a wäitreechender verfassungsméisseger an zivillrechtlecher Relevanz ass, geschéien. Wann een Annexen als en Deel vun engem Gesetz definéiert, si mat dem Text vum Artikel also gläichstellt, dann ass et engem seng éischt Flicht, als Deputéierten an als Chamber derfir ze suergen, dass alles stëmmt, dass d'Prozedur konform a korrekt ofgelaf ass.

Net nëmmen ass dat net geschitt, mä de Rapporteur huet op Nofro déi lescht Woch an de Medie behaapt an och de Mëtteg nach eng Kéier hei confirméiert, et wär iwwerhaapt net un der Kommissioun, fir d'Fro vun den Akten, also d'Fro vun der Inskriptioun op d'Lëscht II oder op d'Lëscht III, ze klären.

Een, deen esou eppes seet, Här President, géif ech dem Här Rapporteur wëlle soen, dee verkennt total de législativen Optrag vun der Chamber! D'Majoritéit huet hir Aarbecht net gemaach, ureegen Aufgabe vum Parlament si wëssentlech an, wéi den Här Rapporteur et gesot huet, wëllentlech net gemaach ginn.

Här President, den Här Rapporteur Haagen huet an deemselwechten Interview den Donneschdeg enger Rei Gemengen Hoffnung gemaach, zum Beispill menger. Op d'Fro, wéi et dann elo am Fall Schëffleng stéing, wou jo bekanntlech d'Gemeng no de Wahle wëllt Proprietaire vun der Kierch ginn, also en Transfer vun deem, wat virdrun decidéiert ginn ass, maachen, sot den Här Haagen, dat géif hie ganz geloosse gesinn, d'Gesetz géif näämlech och an Zukunft Changementer virgesinn, ënnert der Konditioun, et léich en Akt vir, dat heescht en Titre de propriété.

Här President, erlaabt mer, dass ech den Här Haagen froen, a wat fir engem Artikel vum Projet de loi, dee mir haut ënnerschreiwen, dat steet, dass also en Transfert sans autre forme de procédure, sans désacralisation vun der Kierch…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Neen, neen, neen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …ka virgeholl ginn, just ënnert der Konditioun, dass en Akt géif virleien, dat heescht en Titre de propriété.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Neen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Esou hutt Der et gesot um Radio an esou sidd Der och zitéiert ginn.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Neen, ech hu gesot, Här Wolter, op d'Fro hin, ob dat ka gemaach ginn, dass et kloer ass, wann en Acte de propriété doläit, dee wëssentlech…, dee mer elo nach net hunn, da muss Der natierlech…, well jo dann eng Modifikatioun vum Projet de loi oder vum Gesetzestext muss gemaach ginn. Dat schéngt mer evident ze sinn, well et och doriwwer geregelt ginn ass.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann Der et esou gesot hutt, dann hunn ech net méi mat…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Neen, esou hunn ech et net gesot, esou krut ech d'Froe gestallt!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Okay!

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Et kann een elo alles aus dem Kontext zéien.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, neen. Ech wollt näämlech elo just soen, wann Der et esou gesot hutt oder gesot hätt,…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Jo?

M. Michel Wolter *(CSV).*- …dann hätt Der et richteg gesot!

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Dofir hunn ech et jo elo gesot.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Well näämlech iwwert de Prinzip vum Parallelismus, déi Form, et ganz kloer ass, dass no där Solutioun,…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Richteg!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …déi hei zréckbehale ginn ass, nëmmen eng Gesetzesännerung…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Richteg!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …kann nodréiglech nach eng Kéier…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- E Contraire!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, mä Dir gitt awer zitéiert an um Mikro sot Dir och de Leit am Land, et géif duergoen, et géif een e simple Titre de propriété virleeën, an da kéint et änneren.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Neen, neen, neen, Här Wolter! Esou war et net! Esou war et net!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wat d'ailleurs, Här Haagen, an enger viregter Versioun vum Projet de loi esou stoung,…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Richteg!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …an zum Schluss net méi.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Richteg! Do ginn ech lech recht. Dat ass zréckgezu ginn op Recommandatioun vum Statsrot, iwwert de Parallelismus, deen Der elo gesot hutt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Gutt. Dann ass dat gekläert.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Do si mer eis jo eens. Dat ass gekläert, awer doudsécher.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, neen. Mä wann den Här Rapporteur dat gesot huet, wat e jo manifestement gesot huet, well en huet jo gesot, en hätt et gesot, mä d'Fro wär falsch verstane gewiescht…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Neen, neen.

(Interruption)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, en huet gesot, en huet gesot:…

(Brouhaha)

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Dir kënnt elo d'Wierder verdréinen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …„D'Fro war falsch gestallt, dofir konnt ech dat net äntwerten."

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Här Wolter, Dir hutt mir hei eng Fro gestallt. Ech hunn lech drop geäntwert, sou wéi et ass.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Maja, dann ass déi Saach an der Rei.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- An ech mengen, mat där Äntwert sidd Der d'accord.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech sinn d'accord mat där Äntwert.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Voilà! Dann hu mer jo emol eng Eenegung op deem Dossier.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Voilà!

Une voix.- Dat ass nach laang net esou einfach.

M. Michel Wolter *(CSV).*- An e puer Minutten, Dir Dammen an Dir Häre, wäert d'Chamber d'Expropriatioun vu Kierchegebaier, déi manifestement enger Gemeng, zumindest enger Gemeng gehéieren, decidéieren. An aus deem Grond a fir dass dat net geschitt, deposéieren ech heimat en Amendement zu der Annex II vum Projet de loi.

Amendement 1

7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et

3° abrogeant

a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,

b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,

c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,

d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises

Exposé des motifs

De nos jours, personne ne conteste que l'institution des «fabriques d'église» doive être réformée pour l'adapter aux circonstances et exigences actuelles.

Nous aurions également modernisé cette institution, mais nous aurions élaboré notre réforme des «fabriques d'église» - non pas sous la menace - mais dans le dialogue avec les parties prenantes, i.e. l'Archevêché et les fabriques d'église, de même que les communes. Nous aurions opté pour le maintien du modèle des fabriques d'église qui a fait ses preuves depuis plus de 200 ans, tout en favorisant une réduction du nombre des fabriques d'église suivant le modèle: une fabrique d'église par commune. Nous aurions par ailleurs institué un fonds de soutien aux fabriques d'église ayant pour mission de subvenir aux besoins financiers de celles-ci. Ce faisant, nous aurions allégé la charge des communes voulant, sans y être tenues, soutenir financièrement les fabriques d'église et a fortiori, les édifices religieux situés sur leurs territoires. Notre réforme des fabriques d'église aurait finalement été largement en phase avec l'accord qui a été trouvé entre l'Archevêché et le syndicat des fabriques d'église (SYFEL) au mois de mars 2017.

Nous regrettons que le Gouvernement ait fait le choix de la suppression pure et simple des fabriques d'église, institution ayant existé depuis plus de 200 ans. Nous regrettons également que le Gouvernement ait refusé le dialogue avec une partie des acteurs concernés, notamment le secteur communal.

C'est donc de manière subsidiaire - nous maintenons en effet toujours notre position de principe - que nous souhaitons apporter une modification à l'annexe II.

Texte de l'amendement unique

L'annexe II du projet de loi n°7037 est modifié comme suit:

Commune de Käerjeng, section BA de Linger

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
43	410	Rue de la Libération	édifice religieux	1	44	la commune

Commune de Käerjeng, section BB de Hautcharage

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
256	3395	Rue de l'Église	édifice religieux	2	92	la commune

Commune de Käerjeng, section BC de Bascharage

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
61	7963	Rue de la Résistance	édifice religieux	7	42	la commune

Commune de Käerjeng, section CA de Clemency

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
377		Rue de l'Église	édifice religieux	3	80	la commune

Commune de Käerjeng, section CB des Moulins

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
678		Rue de la Gare	édifice religieux	0	78	la commune

Commune de Käerjeng, section CC de Fingig

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
44	1562	Rue Centrale	édifice religieux	3	90	la commune

Commentaire de l'amendement unique

Suivant le projet de loi dans sa teneur arrêtée par la Commission des Affaires intérieures en date du 11 janvier 2018[1], les édifices religieux situés sur le territoire de la Commune de Käerjeng seraient tous attribués au Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ci-après le «Fonds».

Or, la commune de Käerjeng a d'un commun accord avec les fabriques d'église établies sur son territoire décidé d'attribuer lesdits édifices à la commune de Käerjeng.

Il est dès lors proposé de tenir compte de ces accords et de modifier l'annexe II en conséquence.

(s.) Michel Wolter, Diane Adehm, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

[1] Projet de loi 1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes, 2° modifiant a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et 3° abrogeant a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes, b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres, d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales, e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, Rapport de la Commission des Affaires intérieures du 11 janvier 2018 (document parlementaire 7037/10)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass näämlech esou, dass nom Avis vum Statsrot an no deene substanziellen Ännerunge vum Text, déi aus dem Avis vum Juli decouléiert sinn, et a mengen Ae keen Delai méi ginn ass, deen de Minister och net konnt imposéieren. D'Gemeng Käerjeng - et ass vill elo vu Buergermeeschteren och emol iwwer hir Gemeng geschwat ginn - huet dem Innenminister mat zwee Bréiwer 2016 kloer an däitlech gesot, dass mir der Meenung wären, et misst ee sech fir d'Éischt eng Base légale ginn an duerno kéint een driwwer diskutéieren, a wat fir eng Richtung dass et geet.

D'Argumenter vum verpassten Delai sinn net méi aktuell. D'Chamber huet keen Delai gesat, fir eng Meenungsäusserung ze maachen. Deemno ass all Ännerung bis zum Schluss méiglech. De Schluss vun der Diskussioun, deen ass elo geschwënn.

De Projet de loi gesäit näämlech d'Aklasséiere vu véier vu fënnef Kierche vun der Gemeng Käerjeng an de Fong vir. Dëst opgrond vum Fait, dass d'Gemeng Käerjeng sech getraut huet, fir dem Minister keng Äntwert ze ginn an engem Delai, deen et eigentlech net méi gëtt. Mir stelle fest, dass dat eng flagrant Violatioun vum Eegentumsrecht vun der Gemeng ass, sou wéi se an der Verfassung verankert a virgesinn ass.

D'ailleurs, och nach eng Kéier am Widdersproch zu deem, wat gesot ginn ass, dass eigentlech dem Wëlle vun de Gemengen, wa se sech da géifen äusseren, géif dahingeeënd Rechnung gedroe ginn, an dass, wa se sech net géifen äusseren, alles géif an de Fong goen, hu mir à la surprise générale festgestallt, dass par le fait du prince, «on m'a signalé», steet am Bréif vum Innenminister- «on m'a signalé»! - eng vun deene fënnef Kierchen, déi zu der Gemeng gehéieren, der Gemeng attribuéiert gëtt, also net dem Fong attribuéiert gëtt.

Or, de deux choses l'une! Entweder et seet een zu de Gemengen: „Wann Der lech bis e gewës-

sene Moment net confortéiert, da ginn all Är Kierchen, da ginn déi an de Fong, an da gi se alleguerten an de Fong", oder et seet een dat net. Mä et kann een duerno net higoen a soen: „Elo huele mer eng Kierch eraus", «parce qu'on m'a signalé», wien och ëmmer, an déi aner véier, déi ginn awer an de Fong eran.

D'Gemeng Käerjeng huet den 3. Januar 2018 no laange Verhandlunge mat deene fënnef Kierchefabricke vun hirer Gemeng sech an enger Konventioun drop gëeenegt, dass, falls et da misst sinn, d'Kierche solle bei d'Gemeng kommen, aus exakt deenen Argumentatiounen, déi d'Madamm Polfer an hirer Ried och argumentéiert huet. Deen Accord war net einfach, well déi fënnef Kierchefabricke sinn alleguerte Member vum SYFEL a sinn alleguerten Deel vun där Plainte, déi deposéiert ginn ass. Et ass dann och nëmme sous réserve vun der Constitutionnalitéit vun der Demarche, wou et méiglech war, esou en Accord ze fannen.

Et ass kloer, dass, wann d'Chamber d'Gesetz a senger jëtzeger Form stëmmt, et zu enger Expropriation pure et simple vu Gemengegebaier wäert kommen. All Deputéierte soll sech däers bewosst sinn.

D'Gemeng Käerjeng huet dofir déi fënnef Konventiounen um Datum vum 10. Januar 2018 un de Chamberspresident geschéckt mat der Fro, si an déi legislativ Prozedur ze engagéieren. Mengen Informatiounen no huet de Chamberspresident den 12. Januar 2018 dës Konventiounen un déi zoustänneg Chamberskommissioun an un d'Conférence des Présidents weiderginn.

D'Chamberskommissioun, sécher well se gesot huet: „Eis Aarbecht ass elo ofgeschloss", huet sech net méi gesinn. De Kommissiounspresident, deen also Kenntnis hat spéitstens den 12. Januar 2018 vun där Demande vun der Gemeng Käerjeng, huet seng Kommissioun net zesummegeruff, fir driwwer ze befannen, ob déi Demande vun der Gemeng als recevabel, net recevabel, justifizéiert oder net justifizéiert unzegesinn ass.

D'Gemeng Käerjeng, Dir Dammen an Dir Hären, kann net responsabel gemaach gi fir eng manifest onzoulänglech legislativ Prozedur vusäite vum Minister vum Interieur an, wéi ech et elo developpéiert hunn, och vun der Chamber.

Sechstens, et ass probéiert ginn, an dësem Projet de Gemengen ze verbidden, hir Kierche weider ze ënnerstëtzen, falls se am Fong solle sinn. Firwat ass dat gemaach ginn? D'Äntwert ass kloer: aus enger reng ideologescher Aart a Weis, d'Welt ze gesinn! Et gëtt näämlech keen objektive Grond am Kader vum Prinzip vun der Gemengenautonomie a vun der Subsidiaritéit, déi d'Fundament si vum Fonctionnement vun de Gemengen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, fir de Gemenge per Gesetz wëllen ze verbidden, en Deel vun hirem méiglechen Aktiounsradius däerfen ze maachen.

Mir däerfe Kultur, mir däerfe Sport, mir däerfe Soziales, mir däerfen Drëtt Welt, mä mir däerfen de Kierchen net dat zoukomme loossen, wat mir mengen, hinnen am Kader vun eiser Autonomie zoukommen ze loossen, respektiv net zoukommen ze loossen, wann eng Majoritéit an engem Gemengerot der Meenung ass, dass se dat net wëllt maachen. Ech fannen dat, eigentlech deen doten Artikel, dee Gott sei Dank duerch d'Interventioun vu villen elo aneschters ass, symptomatesch fir d'Aart a Weis eigentlech, wéi contraire dat ass zu deem, wat gesot ginn ass vun deem wonnerbaren, tollen Dialog, dee stattfonnt hätt an deene leschte Joren!

Et huet vläicht en Dialog stattfonnt tëschent dem Innenminister an dem Bistum. Mä fir ze behaapten, et hätt en Dialog stattfonnt tëschent dem Innenminister a sengen eenzelne Gemengen, ech mengen, dass ee ganz wäit muss d'Hoer splécken, fir dozou kënnen ze kommen.

Wieren - an dat ass meng lescht Partie - aner Léisunge méiglech gewiescht? Aner Léisungen, besser Léisungen, déi et méiglech gemaach hätten, dass och d'CSV dee Projet de loi hätt kënne matstëmmen? Jo, si wäre méiglech gewiescht, an zwar am Accord mat deem, wat schonn den Expertegrupp 2012 gesot huet! Am Accord mat deem, wat eis Partei säit Jore seet zu deem dote Sujet an och an eisem Wahlprogramm 2013 festgehalen huet!

Et hätt een den Accord vum Bistum mam SYFEL kënnen als Basis huelen, den Accord vum 7. Mäerz 2017, mam Objektiv, fir d'Trennung vu Kierch a Stat oder d'Neigestaltung, wéi d'Madamm Polfer et gesot huet, vun de Relatioune vu Kierch a Stat aneschters a besser ze regelen.

D'Gemenge wären näämlech aus hirer Flicht, fir fir den Defizit vun de Kierchefabricken opzekommen, entlooss ginn, d'Proprietéitsverhältnisser vun de Kierchegebaier an de Besëtztümer wäre gekläert ginn, et wär zu enger Fusioun vun de Kierchefabricken an zu enger Ariichtung vun engem privatrechtleche Kierchefong ouni gréisser Problemer komm - Dir wäert gesinn, wat dat nach fir Problemer wäert bréngen, dass en en ëffentlech-rechtleche Statut krut -, am Respekt, am totale Respekt vun der interner Organisatioun vun der kathoulescher Kierch.

Zweetens, d'Chamber hätt sech kënnen eng legal Basis schafen. Si hätt kënnen, a mengen Ae souguer missen, Kritären a Prozeduren definéieren an dësem Gesetz, no deenen d'Affektatioun vun deenen eenzelne Kierchen duerno hätt kënne geschéien, am Respekt zu gewëssenen Delaien a Prozeduren.

Dëst hätt fir Rechtssécherheet gesuergt an d'Diskussiounen an d'Decisioune vun deenen eenzelnen Akteuren - Stat, Gemengen, Bistum, Kierchefabrik - geleet. De Statsrot huet expressis verbis dës Optioun och developpéiert. Hien huet a kengem Moment gesot, contrairement zu deem, wat de Minister de Gemenge geschriwwen huet, dass déi zréckbehale Solutioun déi eenzeg wär.

En huet just gesot: „Wann Dir dëse Wee wëllt goen als Majoritéit, da musst Dir d'Annexen op den Niveau vum Gesetz hiewen." En huet souguer nach drop opmierksam gemaach - dat gouf weder vum Rapporteur gesot nach soss an der Diskussioun de Mëtteg ervirgehuewen -, dass domadder, op déi doten Aart a Weis, déi d'CSV proposéiert, d'Rechter vun Drëtten, an dozou gehéieren d'Gemengen, besser gewaart gi wären, wéi dat duerch dëse Projet de loi geschitt.

Béid Optioune si leider net zréckbehale ginn. D'Majoritéit geet haut e schwieregen, e géfierleche Wee, dee vum Risk vu Prozesser, vun der Fro vun der Verfassungskonformitéit vum Text bis hin zum Risiko vun enger eventueller Annullatioun vun Deeler oder vum ganze Gesetz.

Et ass, Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Aen e juristesch a konstitutionell schlechten Dossier, deen net zu enger Entflechtung, zu enger Neiorganisatioun, mä in fine zu vill Sträit an deenen nächste Joren an dësem Land wäert féieren.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nächsten a virleefeg leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Géigesaz zu mengem Virriedner gesinn ech an dësem Gesetzesprojet de Versuch, aus engem Imbroglio juridique erauszekommen, deen elo méi wéi 200 Joer besteet, dee vill Leit arrangéiert huet, an duerfir ass déi Fro och ni ugepaakt ginn.

Et ass effektiv zënter Jorzéngte bekannt, dass eis aktuell Bestëmmungen iwwert d'Kierchefabricken, soufern se iwwerhaapt nach d'application hei zu Lëtzebuerg sinn, ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck, net konform sinn zu allgemenge Rechtsprinzipien. Also, wa se géifen ugewannt ginn a viru Geriicht géife kommen, misste se sanktionéiert gi vun eise Geriichter, well se gewësse Grondprinzipie vun eiser Verfassung a vun internationale Konventiounen net respektéieren, wéi de Gläichheetsprinzip, wéi den Netdiskriminéierungsprinzip an anerer méi. Dat hunn d'Experten - an dat war och scho virdru gewosst -, fir déi, déi et nach eng Kéier hu missen dann héieren, ganz kloer gesot an hirem Rapport vun 2012.

An et ginn e sëllechen, sëllechen Initiativen, et gi Motioune vun der Chamber, déi méi al sinn, déi der jeeweileger Regierung, wou ëmmer eng Partei responsabel war fir deen doten Dossier, kloer Opträg ginn hunn.

Notamment stoung an esou enger Motioun dran, et stoung och am Regierungsaccord dra vun 2009, dass d'Gesetz iwwert d'Kierchefabricke sollt moderniséiert ginn.

Wou sinn déi Texter? Gëtt et een Tirang, wou nëmmen en Avant-avant-projet vun esou engem Text besteet? Dee gëtt et net! An et ass dee Schlendrian do, dee gewollten, deen organiséierte Schlendrian do, dat Ëmmer-erëm-wëllen-Aussëtze vu Problemer, ëmmer op Zäit spillen, ëmmer erëm Zäit gewannen an nëmmen u méi kriddelech Dossieren erunzegoen, wann et net anescht geet, wat och schlussendlech dozou gefouert huet, dass dës Regierung an enger anerer Konstellatioun elo hei handelt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Zënter Jore war en héije Beamte chargéiert mat de Proprietéitsverhältnisser vun den eenzelne Kierchegebaier, wou mer alleguerte wëssen, dass do e fuerchtbaren Duerjerneen zënter éiweg besteet a kee genau ka soe bei ganz ville Gebaier, wiem et da schlussendlech gehéiert. Wiem gehéiert eng Kierch, wou deenen engen den Terrain gehéiert, deen aneren huet drop gebaut? Wie leet dat haut nach fest? An de Finanzement ass nach deelweis iwwer anerer gemaach ginn.

Dat ka jo praktesch nëmme konventionell festgeluecht ginn! Dat léisst sech jo net anescht regelen! Mä och do ass näischt geschitt. Et ass nogekuckt ginn! Nogekuckt ginn! Et huet déi direkt Concernéiert natierlech alleguerte bal honnertprozenteg arrangéiert, dass et esou weidergelaf ass, wéi et da weidergelaf ass. Abee neen!

(Interruption)

Mir waren der Meenung, dass elo d'Zäit komm wär, fir de Punkt ze setzen. Et ass eng schwiereg Situatioun, eppes rechtlech wëllen a richteg Bunnen ze kréien, wat eigentlech konfus um Terrain ass. Dat ass ganz schwéier, an ech verstoppen net, dass ee sécherlech deen een oder anere Punkt hei vun der Virgeeënsweis ka kritiséieren. Dat soen ech ganz kloer.

Ech mengen awer och, dass, wann een hei pingeleg genau op alle Punkte wëllt fueren, da si mer an zéng Joer effektiv nach esou wäit, wéi mer nach am haitege Moment sinn. Mir si jo net ee Schrëtt virukomm. Dat mag och erëm eng Kéier eng ganz Partie Leit arrangéieren an ass awer net déi Aart a Weis, wéi mir wëllen an deem heiten Dossier virgoen.

D'Trennung vu Kierch a Stat, dat Schlagwuert ass hei gefall. Mir hunn zu Lëtzebuerg d'Trennung vu Kierch a Stat. Et ass keng Ausso vu mir, et ass eng Ausso vum Äerzbëschof, an deem Sënn, dass de Stat sech net wëllt an d'Interna vun der Kierch amëschen an d'Kierch och elo seet: „Mir wëllen eis net an d'Interna vum Stat amëschen."

Et ass eng souple Trennung, déi mer hunn, déi awer um Kooperatiounsprinzip weider opgebaut bleift, och mat all deenen Texter, déi an dëser Period ënnerschriwwe gi sinn, an deene Gesetzer, déi hei gestëmmt si ginn. Well wann d'Kierch a Stat getrennt solle sinn, wëllt dat net heeschen, dass d'Kierch net e Bestanddeel vun der Gesellschaft wär. Stat a Gesellschaft sinn zwou verschidde Saachen. A selbstverständlech stellen d'Kierche wéi aner gesellschaftlech Bewegunge wichteg Akteuren duer an eisem Zesummeliewen, déi strukturéierend wierken, fir dat Zesummeliewen och mat hëllefen ze organiséieren.

Duerfir, et ass och an deem Sënn, dass jo och hei net an den Accorde festgehale ginn ass, dass vun haut op muer keng ëffentlech Gelder méi de Kierche géifen zoufléissen. Och an Zukunft wäerten d'Kierchen zu engem gudden Deel nach vun ëffentleche Gelder liewen. Mä dat gëtt op e verstännegt Mooss zréckgefouert an et gëtt zäitlech esou gemaach, dass d'Kierch sech och kann drop astellen, notamment och déi kathoulesch, mä dat gëllt och fir déi méi kleng Kierchen, déi oft finanziell vläicht souguer nach méi ofhängeg sinn, well se wéineg Leit hunn, déi an hirer Kierch sinn, wéi déi kathoulesch Kierch, déi awer nach kann op e gudde Stack vu Gleewegen zielen, also och do nach Ënnerstëtzung ka kréien an och selbstverständlech eng Rei vu Fongen zur Verfügung huet.

Et ass och an deem Sënn, dass mer deen heiten Text uginn, wat, ech betounen dat nach eng Kéier, a kengem Wahlprogramm esou ausformuléiert war, d'Ofschafung vun de Kierchefabricken, mä wou jiddwereen eng aner Organisatioun, méi eng transparent Organisatioun, eng rationell Organisatioun vun der Gestioun vum Patrimoine vun de Kierchen oder vun der kathoulescher Kierch wollt kréien.

Et ass eng Iddi, déi een erëmfënnt am Experterapport vun 2012, denken ech, och schonn deemools suggeréiert vun enger Delegatioun vun der kathoulescher Kierch, well jo och d'Kierchen empfaange gi sinn. An ech denken, dass schonn deemools déi Suggestioun gemaach ginn ass, wéi déi Konsultatioun mat den Experte stattfonnt huet. A se hunn déi jo als eng vun de méiglechen Optiounen, d'Ofschafung vun de Kierchefabricken, zréckbehalen.

An ech muss éierlech soen: Wann ech mer virstellen, wat mer virun engem Bierg vun Aufgabe gestanen hätten, fir deen uralen, verstëbstenen Text vun 1809 an e modernt Gewand ze kleeden, dat wier mat e puer Amendementen net duergaangen! Deen hätt ee misse ganz frësch schreiwen! An dann hätte mer weinst dem Gläichheetsprinzip net nëmmen eng Regelung misse fanne fir d'kathoulesch Kierch: „Mä och fir all déi aner unerkannte Kierchen", dat hu jo och d'Experte gesot, „musst Der dann och Äänleches wéi Kierchefabricke virgesinn." An engem äänleche Muster muss dat Ganzt fonctionnéiere fir sämtlech unerkannt Kierchen hei zu Lëtzebuerg. Ech soe mer: Och do wäre mer nach an x Joren net fäerdeg ginn.

An Hand op d'Häerz: Wa mer an där doter Fro, ouni elo d'Vergaangenheet an d'Traditiounen ze berücksichtegen, déi hir Wichtegkeet hunn, haut virun engem wäisse Blat misste stoen a mir dat do haut missten organiséieren, géif dach kee Mënsch méi drun denken, fir Institutiounen, lokal Institutioune wéi Kierchefabricken an en neie Gesetzestext fir d'Éischt anzeschreiwen! Dat géife mer sécherlech net maachen.

Duerfir géif ech soen, dass ouni Zwang an ouni Drock - hei hu mer et jo net mat enger Verfassungsbestëmmung ze dinn, déi hei spillt, d'Kierchefabricke sinn net an der Verfassung virgesinn -, ouni Zwang an ouni Drock hei gemeinsam decidéiert ginn ass, fir en neie System anzeféieren.

Ech zitéieren an deem doten Zesummenhang aus dem Här Erny Gillen sengem Bichelchen „Neue Verhältnisse in Luxemburg - zwischen Staat und Religionsgemeinschaften", wou en op der Säit 24 seet: „Der dritte Vertrag ist mehr als die beiden anderen eine Richtungsaussage, auf die sich die Vertragspartner verständigen konnten. Es werden, so könnte man sagen, zwei Ziele festgelegt: a) die heute 285 Kirchenfabriken sollen über ein zu erarbeitendes Gesetz in einem zu gründenden Fonds zusammengelegt werden; b) die Kirchengebäude, die der katholischen Kirche in der Zukunft für den Kultus zur Verfügung stehen, müssen von diesem Fonds eigenverantwortlich verwaltet werden." Da geet e weider: „Viele unterschiedliche Modelle wurden kontradiktorisch diskutiert und verworfen." A schlussendlech ass en Accord op engem Text fonnt ginn.

Ech mengen, d'Texter, d'Konventiounen, déi ofgeschloss gi sinn, musse respektéiert ginn. D'Regierung huet eng gewësse Flexibilitéit gewisen, wéi se gesot huet: Wann een aneren Accord am Kader vun deene Konventioune méiglech ass, dann huet d'Regierung näischt dergéint, fir dat ze akzeptéieren.

De Problem war, dass awer keen Accord komm ass tëschent deenen zwou Sträitparteien innerhalb vun der kathoulescher Kierch - wann ech dat däerf esou soen -, deen am Respekt gewiescht wär mat deem, wat eigentlech mat der Regierung ofgemaach war. Duerfir ass d'Regierung schlussendlech bei hirem Text bliwwen an opgrond vum Statsrot ass dat Ganzt jo och nach fundamental ëmgeännert ginn an eenzelne Punkten.

An all déi Kriticken, déi och hei zitéiert gi sinn, déi bezéie sech op deen éischten Text, déi hunn eigentlech näischt méi mat deem Text ze dinn, iwwert dee mer haut ofstëmmen. Eigentlech ass dat, mengen ech, e ganz wesentleche Punkt, deen ech awer vläicht nach eng Kéier däerft ervirhiewen.

Ech kommen zu e puer anere kritesche Bemierkungen, déi gemaach gi sinn, wat d'Verfassungsméissegkeet vun deenen Texter hei ugeet. Eent muss ech soen: Et ass déi éischte Kéier, wou iwwert d'Kierchefabricken eppes iwwer eng Konventioun festgeluecht gëtt. D'Regierung huet eng Referenz gemaach op den Artikel 22. Ech perséinlech si mer net esou sécher, ob dat 100%eg an den Artikel 22 fält. Et war sécherlech net am Ursprongsgedanke vum Artikel 22 dran, fir déi Fro vun de Kierchefabricken iwwert deen heite Wee ze léisen.

Soudass ech mengen, dass de toute façon - Konventioun oder net - d'Chamber net ageschränkt ass an hire Méiglechkeeten. D'Chamber ass Legislateur. A wann d'Chamber decidéiert, en Dekret, wat en Acte normatif ass vun 1809, ëmzeänneren, da mécht se dat, ob dat virdru konventionell mat iergendengem ofgeschwat ass oder net. D'Chamber ass menger Usiicht no hei net ageschränkt an hire Pouvoiren.

Och wann déi Konventioune géifen an iergendenger Form contestéiert ginn, bleift fir mech d'Souveränitéit vun der Chamber hei voll a ganz erhalen. Ech kennen eigentlech keng Dispositioun an eiser Verfassung, déi d'Chamber géif an deem Sënn anengen an ofhängeg maache vun engem Accord, deen Drëtter geholl hätten, ier si eigentlech däerf als Legislateur aktiv ginn. Ech menge schonn, dass mer also hei an engem Beräich sinn, wou d'Chamber hir voll Kompetenz kann ausüben, wann dat dann néideg ass.

Ech deelen d'Interpretatioun vum Här Wolter net, déi eigentlech och bis elo ni d'Interpretatioun vun dëser Chamber war, zumindest net vun der Commission des institutions, fir ze soen, dass déi Konventiounen, déi opgrond vum Artikel 22 geholl gi sinn, mussen als ganz Konventioun vun der Chamber guttgeheescht ginn.

Ech mengen, et muss een hei de Saz genau liesen. Et steet dodran: «doit être soumise à la Chambre» (veuillez lire: Constitution art. 22: «à soumettre à la Chambre») - déi Konventioune si jo bekannt, déi si jo der Chamber och zougestallt ginn, se sinn also der Chamber virgestallt ginn - «pour les dispositions qui nécessitent son intervention.» Et ass also nëmme fir déi Dispositioune vun der Konventioun, wou d'Interventioun vun der Chamber gefrot ass, dat heescht, wou et sech ëm eppes Normatives handelt, wou d'Chamber muss hei deenen Dispositiounen zoustëmmen. An dat ass elo genau dat, wat hei iwwert d'Gesetz ëmgesat gëtt. Esou ass et jo och an der Vergaangenheet geschitt.

Och an der Vergaangenheet ass et esou gewiescht, dass ëmmer déi verbindlech Saachen dann a Gesetzer ageschriwwe gi sinn - d'Schoulgesetz oder aner Gesetzer -, an déi Modifikatioune vun deene Gesetzer sinn dann och hei approuvéiert gi vun der Chamber. Op jidde Fall liesen ech net dat an deenen heiten Texter, wat den Här Wolter hei liest. Ech mengen, d'Konventioun ass bekannt, déi ass public.

An hei geet et drëm, dass also do, wou d'Chamber muss intervenéieren - dat heescht, wou besteeënd Gesetzer mussen ëmgeännert ginn oder ofgeschaaft ginn an deem heite Fall an duerch nei Texter ersat ginn -, dass an deem Moment, wou d'Chamber selbstverständlech dat muss maachen, dat net iwwert déi Konventioun geschéie kann. Wann do Elementer drastinn, déi direkt an d'Zoustännegkeet vun der Regierung falen, ass et selbstverständlech un der Regierung, hir Responsabilitéit ze huelen, wat d'Exekutioun vun deem Deel vun de Konventiounen ugeet. Et ass also just een aneren Deel, deen hei muss ëmgesat ginn a verbindlechen Texter. Dat ass jo mat deem heite Gesetzesprojet och geschitt.

Fir mech gëtt dat - ech hunn et virdru gesot - eng spannend Fro, déi mer tranchéiert kréien, wann et sollt weider zu Prozesser kommen. D'Fro ass, ob d'Konkordat nach hei zu Lëtzebuerg d'application ass. Dat ass eng Behaaptung, déi an deem Prozess, dee momentan unhängeg ass virum Zivillgeriicht, opgestallt gëtt vun dem SYFEL a vun den eenzelne Kierchefabricken, déi do geklot hunn. Si soen, d'Konkordat vun 1801 wär nach ëmmer d'application zu Lëtzebuerg. Ech wëll just soen, dass déi lescht Regierungen ënnert der Féierung vu chrëschtlech-soziale Premierministeren a Kultusministeren ëmmer hei d'Thees och an der Chamber vertratt hunn, dass d'Konkordat zu Lëtzebuerg net méi applikabel war.

Dat war iwwregens och am 19. Jorhonnert d'Thees vun der kathoulescher Kierch, wärend déi liberal Regierunge vun deemools, wann ech dat däerf esou nennen, déi ëmgedréit Positioun haten, wéi elo déi lescht Regierung op deem dote Punkt hat.

Wann dat näämlech de Fall wär, hätte menger Usiicht no scho misse Verhandlunge mam Saint-Siège stattfannen, well ech iwwerzeegt sinn, dass Deeler vun deene Konventiounen, déi mer iwwert déi lescht 20 Joer, 30 Joer hei guttgeheescht hunn, net 100%eg konkordéiere mam Konkordat. Also wären déi zumindest dann och schonn net méi konform zum Text. Mä komescherweis huet keen dat sengerzäit opgeworf. Deemools huet dat kee gestéiert an elo stéiert et verschidde Leit, déi eigentlech aus deemselwechte Beräich kommen.

Et gëtt eng - ech wëll dat nach eng Kéier hei soen, ech hunn et scho gesot -, et ass déi eenzeg rezent Etüd, déi ech zu deem Thema kennen, et gëtt eng Etüd vum Professor Dr. Jörg Gerkrath vun der Universitéit Lëtzebuerg iwwert de Régime concordataire, deen opgrond vun enger Analys vum Droit international a vum Droit national zur Konklusioun kënnt, dass d'Konkordat hei zu Lëtzebuerg net méi applikabel ass.

A wa seng Argumentatioun richteg ass, an dat kënne schlussendlech nëmmen d'Geriichter entscheeden, ass d'Fro, ob all déi aner Texter, déi hir Source an deem Konkordat huelen, an dozou gehéiert indirekt och den Dekret iwwert d'Kierchefabricken, net och da schonn net méi d'application sinn, spéitstens zënter déi éischt Konventioune mat der kathoulescher Kierch gemaach gi sinn opgrond vun dem Artikel 22.

Firwat? Well eisen Artikel 119 vun der Verfassung seet an den Dispositions transitoires, dass all déi Bestëmmungen, déi d'Cultë betreffen, déi en application waren dee Moment, wéi d'Verfassung agesat ginn ass - dat ass also scho laang hier -, dass all déi Bestëmmungen, do fält also och den Dekret vun 1809 drënner, nëmmen esou laang nach en vigueur sinn, bis déi Konventiounen opgrond vum Artikel 22 ofgeschloss gi sinn. Déi sinn ofgeschloss ginn. Et ass deemools, muss ech soen, verpasst ginn, eigentlech Rechtssécherheet ze bréngen an eventuell duerch en Akt vun der Legislativ derfir ze suergen, dass déi Texter, déi eigentlech dorunnerhoungen, och nach weider sollten en vigueur bleiwen.

Dat ass net gemaach ginn. Duerfir stellt sech d'Fro, ob net sengerzäit, wéi déi éischt Konventioune mat der kathoulescher Kierch opgrond vum Artikel 22 gemaach gi sinn, net eng implizitt Abrogatioun och vum Dekret iwwert d'Kierchefabricke geschitt ass. Et ass op jidde Fall eng juristesch Thees, déi sech verteidege léisst a wou mer da vläicht gesinn, wann déi Prozesser do weidergefouert ginn, ob a wat do eis Geriichter schlussendlech letztinstanzlech dann dozou wäerte soen.

En zweete Punkt, deen ech nach wollt soen a wou ech mengen, dass een dat net kann einfach esou hei stoe loossen, dat ass déi Thees, déi elo hei opgestallt gëtt, déi seet, d'Kierchefabricken, dat wär en Organisme de droit privé.

Ech muss soen, all déi Doktrinnen, déi ech driwwer gelies hunn - an do kann ee sech och esouguer op d'Musel an den Elsass bezéien a Frankräich, déi deeselwechte Prinzip hunn -, do ass dat bis elo ni esou interpretéiert ginn, dass dat en Organisme de droit privé wier. An och de Professer Delpérée, dee jo vum SYFEL chargéiert ginn ass, fir déi dote Fro juristesch ze kucken, kënnt eigentlech zu enger anerer Konklusioun, well e seet ganz zum Schluss bei senge Konklusiounen: «Dans la mesure où les biens d'institutions publiques - les fabriques d'église», also e bezeechent d'Fabriques d'église als Institution publique, net als Institution privée.

Also kann ee menger Usiicht no hei net e ganzen Developpement maachen, wat besonnesch beim Här Gibéryen de Fall war, deen d'Kierchefabricken als Organismes de droit privé bezeechent huet. Dat ass net déi gängeg Rechtsopfaassung an all déi Developpementer, déi Der doropshi gemaach hutt, sinn deemno och falsch.

(Interruption)

An déi däerf een also hei net zréckbehalen. Am Géigesaz ass jo ëmmer insistéiert ginn a schlussendlech ass jo och den Text an deem Sënn ofgeännert ginn, et ass jo gesot ginn: Passt op, do ass e Problem!

Dir hutt op där enger Säit eng Personne morale de droit public op lokalem Plang an Dir féiert dee Patrimoine iwwer bei eng aner Persoun. An et ass net kloer, wat dat eigentlech ass. Ass dat de droit privé? Ass dat de droit public? An et ass jo kloergestallt ginn, dat ass dann en Établissement national, eng Personne morale de droit public. Dat heescht, et geet vun enger Personne morale de droit public um Niveau local op eng Personne morale de droit public um Niveau national. An domadder géif ech och soen, dass déi ganz Fro vun der Expropriatioun sech ënner engem anere Gesiichtspunkt stellt.

Dat war eigentlech genau deen Developpement, deen de Professer Delpérée och gemaach huet. A sengem Avis vun eelef Säite geet e jo praktesch nëmmen op zwou Säiten op déi Fro vun de Kierchefabricken an. An do ass dat dote seng Haaptargumentatioun. E seet: Passt do op, do kann e besonnesche Problem entstoen, well Der do eigentlech enger privater Persoun, Personne morale, déi dote Gidder wëllt zouféieren. An do stellt sech e seriöe Problem vun (veuillez lire: wéinst der) Expropriatioun.

Dee Moment, wou den Text an deem Sënn ëmgeännert ginn ass, dass dat kloer ass, dass dee Fong praktesch een Établissement public oder zumindest eng Personne morale de droit public ass, mengen ech, stellt déi dote Fro sech och juristesch ganz anescht, wéi dat vläicht am Ufank de Fall war. Och do mengen ech, dass deen Text hei, iwwert dee mer haut ofstëmmen, zu enger Klarifikatioun gefouert huet.

Op deem heiten Text gëtt a gouf et een Accord mat der kathoulescher Kierch, mam Äerzbëschof, mat deene Leit, déi d'kathoulesch Kierch vertrieden. Do bestätegen ech och hei, dass d'Grondiddi vun deem heiten och aus der kathoulescher Kierch erauskënnt an net aus engem Wahlprogramm vun enger vun deene Parteien, déi hei an der Regierung vertratt sinn.

Mä et ass awer eng Iddi, déi u sech net falsch ass, dass, wann een also ofweit, wat fir ee Wee dass ee geet, dat dote scho Sënn mécht, fir do eng professionell Gestioun, eng rationell Gestioun vum Patrimoine vun der Kierch ze kréien. Dat ass natierlech am Interessi, mengen ech, vun der kathoulescher Kierch an et ass och am ëffentlechen Interessi, dass dat esou geschitt mat där néideger Transparenz, déi mer jo vun alle Säite wëllen an dat Finanzgebare vun de Kierchen och weider erabréngen. Dat ass, mengen ech, dee richtege Wee, dee mer hei gaange sinn, an et ass un der kathoulescher Kierch, derfir ze suergen, dass dee villen Engagement, dee se an hire Paren huet, net leit ënnert där eigentlech vun hir gewolltener Zentraliséierung vun der Finanzgestioun.

Perséinlech mengen ech, dass genuch Sputt besteet, sech intern esou ze organiséieren - an den Text selwer gëtt jo, wéi jo och richteg ervirgehuewe ginn ass, och d'Méiglechkeet, e mécht eng Dier op, fir dat doten ze maachen -, dass do u sech deen Engagement net verluer geet, dass dee ka weidergoen, just vläicht an enger anerer Struktur, an enger anerer Form, awer wa méiglech mat deeneselwechte Leit, mat därselwechter Begeeschterung, fir dat doten ze maachen.

An duerfir mengen ech, dass een also do awer och sollt e gewëssent Vertrauen hunn, well et och vun Ufank un ëmmer gesot ginn ass vum Äerzbistum: Mir wëllen dat esou organiséieren, dass dat awer dezentral och nach ka weider fonctionnéieren, dass dat doten eigentlech net zu engem Broch elo am Fonctionnement op lokalem Plang an eenzelne Pare féiert.

Ech mengen, wann de Wëllen do ass, fir eppes ze maachen, brénge mer dat och fäerdeg, vu dass ech hei muss feststellen, dass et elo manner, denken ech, eng Fro ass vu politeschen Divergenzen tëschent de Regierungsparteien an der kathoulescher Kierch, mä éischter eng Fro ass e bëssen och vu Muecht innerhalb vun der kathoulescher Kierch. Wien huet d'Soen iwwert d'Finanzen? Wien entscheet am Endeffekt, wann eng spezifesch Finanzdecisioun ze huelen ass? Et geet eigentlech dorëm, an ech mengen, dass et net un eis ass, dat doten ze tranchéieren, mä dass dat dote wa méiglech eng Fro ass, déi intern vun der Kierch muss geregelt ginn am Sënn vun enger gutt verstanener Trennung vu Kierch a Stat, well nëmmen esou kann dat Ganzt fonctionnéieren.

E leschte Punkt, deen ech wollt opwerfen, dat ass deen, deen e puermol elo ugedriwwe ginn ass, well jiddwereen héiert Prozess hei, Prozess do. Wat geschitt elo? Trëtt dat Gesetz iwwerhaapt a Kraaft? Bon, wann dës Chamber dat Gesetz stëmmt an d'Gesetz kritt d'Dispens vum zweete Vott duerch de Conseil d'État, da gëtt et veröffentlecht an et trëtt den 1. Dag vum drëtte Mount no senger Veröffentlechung a Kraaft. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg kee System, wou ee Geriicht eng Akraaftsetzung vun engem Gesetz ka verhënneren.

Wa Verfassungsfroen opgeworf ginn, da muss dat am Kader vun engem spezifesche Prozess, deen awer e konkreten Objet muss hunn, opgeworf (veuillez lire: ënnersicht) ginn. An ech schléissen effektiv net aus, do ginn ech mengem Virriedner sécherlech recht, dass op deem heite Punkt et an engem konkrete Fall, wann do Contestatioune sinn, d'Regularitéit an d'Konstitutionalitéit vun deem heiten Text opgeworf ka ginn, an dann ass et, wéi dat och bei aneren Texter de Fall ass, un eisem Verfassungsgeriicht am Endeffekt, dat dann ze tranchéieren. A mir hunn dann déi néideg Konklusiounen dorauser ze zéien.

Dat ass, mengen ech, awer an engem Rechtsstat eppes ganz Normales, dat dierf een eigentlech och net fäerten. Mä ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass an där schwiereger a komplexer Matière, wou et net einfach war, en einfachen Auswee ze fannen, well vill Zäit, Jorzéngten eigentlech verluer gaange sinn an deem heiten Dossier, mengen ech, dass dat heiten awer dee richtege Wee ass. E Wee, dee gemeinsam mam Äerzbistum gaange ginn ass a wou ech sécher sinn, dass mer schlussendlech awer herno eng besser Léisung hu wéi d'Weiderbestoe vun deem alen Text iwwert d'Fabriques d'église. Duerfir, eise Parteipresident huet dat scho gesot, wäert d'Sozialistesch Partei selbstverständlech deen heiten Text stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wolter freet d'Wuert. Ech ginn dovun aus, dass nach Riedezäit do ass.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Riedezäit ass do an den Här Bodry huet mech nommément och ernimmt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bon, et war kee Fait personnel.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hunn nach véier an eng hallef Minutten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, eben, Der braucht...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ass dat an der Rei?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass selbstverständlech an der Rei.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Da sinn ech frou.

Här Chamberspresident, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dann trotzdeem gären a kuerze Wierder op d'Interventioun vum Här Bodry hei agoen. Déi éischt Interventioun, déi den Ufank an de Schluss vu senger Ried markéiert huet, ass déi, fir ze soen, et wier eigentlech jorzéngtelaang näischt geschitt.

Deem huet en eigentlech an der Mëtt vu sengem Exposé widdersprach, wéi en iwwert den Expertebericht vum Joer 2012 geschwat huet. A wann e seet, et wären eidel Tiräng do gewiescht, da muss ech soen, 2013 louch en Expertebericht do mat konkrete Propositiounen, wéi een hätt kënne virgoen. Dertëschent si Wahle komm, 2013. Eis Partei huet hir Positioun an de Wahlprogramm geschriwwen. Et ass also net richteg, et ass einfach faktesch net richteg, fir ze maachen, wéi wann eréischt 2013 d'Fro vun de Kierchefabricken an d'zukünfteg Regel op d'Dagesuerdnung vun der politescher Debatt hei zu Lëtzebuerg komm wier.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...ech hu vun de Jore virdrun...

Dir hutt mer net nogelauschtert!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hunn Iech esouguer ganz gutt nogelauschtert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jore virdrun ass et op der Tapéit gewiescht. Et gi Motiounen, déi vill méi al si wéi deen Expertebericht do!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir sot, Här Bodry, et wéilt ee blockéieren. Ech hat net d'Impressioun an iergendenger vun de Passage vu menger Ried, dass ech op iergendengem Punkt gesot hätt, mir wéilte blockéieren. Mä mir wëllen et richteg maachen. Mir wëllen et richteg maachen am Respekt vun alle Partner an déi Partner sinn nun eben net nëmmen de Bistum an de Stat, mä och d'Kierchefabricken an de Stat. A mir wëllen et esou gestalten, dass keng Prozesser mussen driwwer befannen, ob dat Gesetz hei legal ass a bestoe bleift oder net.

Dir hutt gesot, mir hätten eis eigentlech nëmme mam éischten Text befaasst. Quod non! De Gros vun de Kriticken, déi ech geäussert hunn a menger Interventioun, bezitt sech expressis verbis op dat, wat geschitt ass nom Avis vum Statsrot...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt jo net eleng geschwat, Här Wolter! Et waren nach aner Leit hei, déi geschwat hunn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...vum 14. Juli aus dem Joer 2017. An ech hu mech souwuel ausenanergesat mat der Aart a Weis, wéi den Innenminister verfuer ass, an zwar net mat de Kierchefabricken, mä mat de Gemengen, déi a mengen Aen en Deel vun dësem Projet sinn, wéi eben och mat der Aart a Weis, wéi d'Chamber eigentlech hir legislativ Aarbecht - an do misste mir zwee eis zumindest eens sinn - net gemaach huet. Well wann een näämlech opgrond vum Avis vun engem Statsrot eng Annex eigentlech op de Rang vum Gesetz hieft, wat net üüblech ass, wat et awer scho ginn ass,...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dat ass et awer scho ginn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...dann ass et déi ureegenst Flicht vun der Chamber, fir an aller Sorgfalt derfir ze suergen, dass dat, wat an deenen Annexe geschitt, der Legalitéit an och dem Wëlle vun deenen, ëm déi et geet, entsprécht. An dat ass net gemaach ginn.

Fënneft Remark, Här Bodry: Dir sot, an zu Recht, d'Chamber ass net ageschränkt an hire Méiglechkeeten a Pouvoiren, an Dir bezitt Iech do op den Artikel 22, wou mer eng Divergence de vue hunn, déi mer héchstwahrscheinlech haut net wäerte klären.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen net.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Déi gi vun anere Leit gekläert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Vläicht.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mä d'Chamber an hir Souveränetéit spillt awer net am rechtsfräie Raum. Eng Chamber kann net maachen, wat se wëllt. Och eng Chamber muss kucken, ob déi Gesetzer, déi se stëmmt, de Gesetzer, déi bestinn, entspriechen a virun allem, ob se der Verfassung entspriechen.

(Interruption)

An dat, wat Der elo maacht, an dat ass meng grondleeënd Kritik un deem, wat Der amgaange sidd hei ze maachen - an ech gesi jo, dass Der dat absolutt wëllt maachen, dofir hätt ech just gären, dass Der wësst, wat Der amgaange sidd ze maachen -, dat ass, dass ech mech a mengem Räsonnement iwwerhaapt net am Kader vum Artikel 22 vun der Verfassung, mä am Kader vum Artikel 16 vun der Verfassung bewegen, näämlech deen, deen d'Expro-

priatioun an d'Konditioune vun der Expropriatioun regelt, an dass mäi Punkt och guer net deen ass, wéi d'Expropriatioun an d'Relatioun vu Fong zu Kierchefabrik geregelt ass, mä dass meng hefteg Kritik sech dorëms beweegt, dass hei Gemengen hir Proprietéit ewechgeholl kréie sans autres formes de procédure.

An dofir hunn ech en Amendement gemaach. An ech si ganz gespaant, wéi Der dorobber reagéiert. Well gleeft mer et, deen Deel, dee wäert zu ganz schwéierwigende Konsequenzen eventuell kënne féieren, och zu Rechtssträit an och bis zu ech weess net. Et ass e fundamentalen Ënnerscheed, ob Dir diskutéiert iwwert d'Gesetzesméissegkeet an d'Pouvoiren an d'Méiglechkeeten, déi d'Chamber huet. An Dir referéiert Iech op den Artikel 22 a menger Interventioun, déi sech haaptsächlech mat der Interpretatioun vum Artikel 16 ausenanergesat huet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Bodry kritt nach eemol d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, fir nach eng Kéier dat ze widderhuelen, wat ech gesot hunn, wat manifestement hei falsch verstane ginn ass. Meng Kritik, déi bezitt sech net op den Expertebericht, mä meng Kritik bezitt sech op déi Jore virdrun. Elo Hand op d'Häerz, Här Wolter, mir wëssen zënter laange Joren, wäit virum Expertebericht, dass d'Gesetzgebung iwwert d'Kierchefabricke contraire ass zu den allgemenge Rechtsprinzipien an zu eiser Verfassung. Do ginn et scho laang al Motiounen. An ech soen nach eng Kéier: Schonn 2009, virum Expertebericht, war en Accord do, dass mer géifen d'Moderniséierung maache vum Gesetz iwwert d'Kierchefabricken. Wéisou ass net emol een Avant-avant-projet ausgeschafft ginn zu deem dote Punkt vum zoustännege Minister?

Wat ass gemaach ginn? Fir Zäit ze gewannen, fir dat Ganzt erëm eng Kéier e puer Joer no hannen ze schuppen, fir nëmmen esou lues wéi méiglech virunzekommen, ass gesot ginn: Elo setze mer emol Experten an. Wat hunn déi Experten do eis da vill Neies matgedeelt? Si hunn eis dat matgedeelt, wat d'Kritikpunkten ugeet, wat mer alleguerte scho selwer woussten, op jidde Fall all déi, déi sech eng länger Zäit mat där doten Affär beschäftegt hunn.

Hei ass et esou gemaach ginn, wéi et sengerzäit bei der Aféierung vun der duebeler Nationalitéit gemaach ginn ass. Eigentlech ware mer eis alleguerte schonn eens, war eng Majoritéit zumindest an dëser Chamber derfir, fir ze soen: Mir si bereet, d'duebel Nationalitéit anzeféieren. Mä fir Zäit ze gewannen, mä fir awer nëmme keen ze brüskéieren, ass emol eng Etüd gemaach ginn. Et ass ee chargéiert ginn - war et net den Här Delpérée selwer erëm eng Kéier? Dës Kéier huet en da fir aner Leit an der Regierung geschafft, elo ass et fir de SYFEL -, fir déi dote Fro dann ze klären. Do sinn erëm eng Kéier fënnef Joer verluer gaangen, ier da schlussendlech mat grousser Majoritéit dat Gesetz gestëmmt gi war. Do huet sech an de Fakten näischt geännert wärend deenen zéng Joer.

Mir hunn an där dote Fro zéng Joer verluer. Dat hei ass en anert Beispill, wou déi Wartehaltung agesat ginn ass. Obwuel mer parfaitement woussten, dass deen Text vun 1809 net haltbar wier, ass awer ëmmer erëm duerch d'Fangere gekuckt a gesot ginn: Dat gëtt kriddelech, also pake mer et léiwer net un. Loosse mer eis duerch Leit vu bausse soen, dass mer eppes musse maachen, da kréie mer vläicht och bei eis an der Partei duerchgesat, dass mer eppes do musse maachen.

Dat ass déi Kritik, déi ech hunn. Also ech kritiséieren u sech net, wat elo kuerzzäiteg gemaach gouf, mä et ass scho länger Zäit gewosst gewiescht, wou d'Schwaachstelle sinn, dass de Gläichheetsprinzip tëschent de Reliounen net respektéiert gëtt, dass do Dispositiounen dra sinn, déi net méi haltbar sinn. Zum Beispill, dass ee muss eng gewësse Konfessioun hunn, fir däerfen an deem dote Rot ze sinn, an engem Établissement public local, dat ass onhaltbar hautdesdaags. Vläicht war dat haltbar am Ufank vum 19. Jorhonnert, mä haut ass dat net méi denkbar. All déi Saachen do ware bekannt, mä et wollt keen drugoen.

Bon, dës Regierung geet drun an ech mengen, et ass gutt, dass d'Regierung drugeet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Innenminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol eng Kéier e grousse Merci un de Rapporteur an un déi gesamt Chamberskommissioun. Och wann een Deputéierten hei gemengt huet, déi Chamberskommissioun hätt hir Aarbecht net gemaach, da gesinn ech dat aneschters. A wann den Här Bodry opgehalen huet mat deem Wuert: Et huet keen et ugepaakt an dës Regierung huet et ugepaakt, dann ass dat den Ufank, fir hei kënnen op dëser Tribün ze deklaréieren, dass dëse 17. Januar e geschichtsträchtegen Dag ass.

Mir schléisse fir eng länger Zäit, dovu sinn ech jiddefalls iwwerzeegt, en Dossier vun Trennung vu Kierch a Stat of, deen aus dräi Volete besteet: d'Neiuerdnung vun der finanzieller Ënnerstëtzung vum Stat vis-à-vis vum Culte catholique an deenen aneren unerkanntene Reliounsgemeinschaften, d'Ersetze vum Reliounsunterrecht duerch e Wäerteunterrecht, dee fir all d'Kanner, déi hei am Land an d'Schoul ginn, deen nämlechten ass an dat onofhängeg dovunner, ob d'Kanner respektiv hir Éltere gleeweg sinn oder net. An am Fall, wou se gleeweg sinn, onofhängeg dovunner, u wat respektiv u wie se gleewen. An drëttens, an doriwwer befanne mer haut, d'Klärung vun de Besëtzverhältnisser vun de Kirchegebaier an d'Ofschafe vum Dekret vun 1809 iwwert d'Kierchefabricken.

Et sinn dëst dräi Elementer vun engem Ganzen, déi de 26. Januar 2015 esou mam Äerzbistum ofgemaach gi sinn. An a mengen Aen läit do och déi historesch Dimensioun vun deem Ganzen, anerer schwätze souguer vun engem historesche Kompromëss, deen esou net onbedéngt virauszegesi war.

Op jidde Fall hunn déi mannste viru fënnef Joer dru gegleeft, dass mer am Beräich vun der Trennung vu Kierch a Stat esou wäit géife kommen. An dat ass ouni Zweifel e groussen Erfolleg fir dës Regierung, och wann anerer eis dat net wëlle gënnen. Et gouf eis e grousse Kulturkampf prophezeit, wa mir dat waarmt Eise géifen upaken. An Eenzelner hu sech schonn drop gefreet, wéi d'Regierung géif ausenanergedriwwe ginn. Abee, näischt vu béidem ass geschitt: Weder ass et zu engem Kulturkampf komm nach hu sech déi dräi Regierungsparteien ausenanerdreiwe gelooss. Am Géigendeel, dëse Projet huet eis nach méi no beieneréckele gelooss.

Firwat ass dat esou komm? Firwat hu sech déi béis Prophezeiungen net erginn? Dorops gëtt et eng relativ einfach Äntwert, an zwar déi, dass d'Regierung mat Fangerspëtzegefill un dës Fro erugaangen ass, net mam Briecheisen, net vun uewen erof, mä mat Dialogbereetschaft a Versteesdemech fir déi aner Säit am Interêt vu gemeinsam gedroene Léisungen.

Sécher, deem engen oder anere geet dat alles net wäit genuch an do wäre sech méi radikal Léisungen erwaart ginn. Mä genausou sécher geet dat Ganzt anere vill ze vill wäit a vill ze vill séier. Do ware sech aner oder souguer vläicht guer keng Verännerunge gewënscht ginn. Dëst illustréiert och, dass et sech bei deenen am Dialog ausgehandelte Léisungen ëm e wierkleche Kompromëss handelt. E Kompromëss mat deem eenzege Partner, deen duerfir a Fro komm ass, näämlech dem Bistum, representéiert duerch den Äerzbëschof a säi Generalvikar, déi als Eenzeg - an ech betounen: als Eenzeg! - d'kathoulesch Kierch zu Lëtzebuerg representéieren an engagéiere kënnen.

An dass et eis gelongen ass, zu Kompromësser ze kommen, dierft iwwerraschen an Eenzelner souguer enttäuschen. Ech muss soen, Här President, mech iwwerrascht et net. Éischtens, well ech d'Chance hat, wéinstens wat den drëtten Deel vum Dossier ugeet, dës Gespréicher am Numm vun der Regierung ze féieren. An zweetens, well ech weess, wéi déi Gespréicher verlaf sinn, wou zwar, an dat ass onëmstridden, heiansdo haart verhandelt gouf, awer ëmmer fair an am géigesäitege Respekt deen ee vis-à-vis vun deem aneren.

An ech ginn den Androck net lass, dass d'kathoulesch Kierch wesentlech méi pragmatesch a realitéitsbewosst ass wéi verschidde vun hire Kierchegänger, fir déi den „C" éischter fir politesche Muechterhalt wéi fir d'Vermëttlung vun der biblescher Botschaft ze stoe schéngt.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- D'CSV, Här President - an hir Vertrieder hunn et haut op dëser Tribün gesot -, hätt et anescht, si hätt et selbstverständlech besser gemaach. Dierf een d'CSV da froen, ob si net de Konsens mam Bistum gesicht hätt? Hätt si net an engem méintelaangen, permanenten Dialog ëmmer erëm nei Formuléierunge gesicht, déi deem engen an deem anere konnte Satisfaktioun ginn? Hätt d'CSV sech net un eng ënnerschriwwe Konventioun gehalen an domadder hiert Wuert gebrach? Ech froen: Pacta sunt servanda, ass dat net ee Prinzip, deen och fir d'CSV misst helleg sinn?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Si hu sech net dru gehalen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, ech mengen ze wëssen, wat d'CSV gemaach hätt. Si hätt dat gemaach, wat si och déi Jorzéngte virdru gemaach huet, näämlech glat a guer näischt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Si hätt eng Situatioun perduréiere gelooss, déi méi wéi ongesond war, wou ënner anerem de Conseil de l'Europe schonns drop higewisen huet, dass se intenabel wier. D'CSV hätt d'Proprietéitsverhältnisser vun de Kierchegebaier net gekläert an domadder d'Gemenge weider eleng um Problem sëtze gelooss.

Erlaabt mer, an deem Kontext och nach de Statsrot ze zitéieren, deen der Regierung an der Chamber net nëmme gréng Luucht gëtt, fir dës Proprietéitsverhältnisser ze klären, mä se duerfir ausdrécklech begléckwënscht. «Le projet de loi (…) a le mérite d'apporter des clarifications à cet égard.» Am Jargon vum Conseil d'État, Här President, a gleeft mer, ech weess, vu wat ech schwätzen, kënnt dës Formuléierung engem Ritterschlag gläich.

(Brouhaha)

D'CSV hätt déi ondemokratesch… D'CSV hätt déi…

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Legendebildung selwer maachen, wann déi aner et net maachen!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- D'CSV hätt déi ondemokratesch, ontransparent Kierchefabricke weider am Däischtere wierke gelooss, well et hir u politeschem Courage gefeelt hätt, an deem Krabbennascht fir Uerdnung ze suergen.

(Interruptions)

Jiddwereen heibanne weess et a jiddwereen heibannen erënnert sech och nach drun, wat fir ee legendäre Stëllstand mer erlieft hunn, nodeems den Här Biltgen 2012 säin Expertebericht presentéiert hat,…

Une voix.- Jo.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- …deen d'Drénglechkeet vum Handelen, an dat ass wouer, méi wéi kloer ervirgestallt huet. A fir dat Näischtmaache vun der CSV gëtt et och Grënn, déi am beschten illustréiert ginn duerch en „Lëtzebuerger Wort"-Leitartikel vum 22. Juli 2017.

A wa mer scho bei den Zitater sinn, dann erlaben ech mer, nach eng Kéier ze zitéieren, wat d'„Wort" gemengt huet: „Und die CSV? Die Christsozialen wollen sich zu dem Gutachten erst gar nicht äußern." Gemengt war den Avis vum Statsrot. „Überhaupt hielten sie sich in dem Dossier zuletzt auffallend zurück. Angesichts ihres Dauerabonnements auf das Innenministerium sind sie sich offensichtlich sehr wohl bewusst, dass sie die obsolete Gesetzgebung zu den Kirchenfabriken bereits vor Jahren nach eigenem Gusto hätten reformieren können, gar reformieren müssen." A weider: „Es geht im wahrsten Sinne des Wortes um Kirchturmpolitik und es geht um das von ihnen verwaltete Vermögen. Es geht um Geld." An dann: „Dass in den Kirchenräten viele CSV-nahe Mitglieder sitzen, macht die Sache nicht einfacher."

(Brouhaha)

Här President, dierf ech drun erënneren, dat war en „Wort"-Leitartikel. Et stoung net am „Journal", och net am „Tageblatt" an och net an der kommunistescher „Zeitung".

(Brouhaha)

An et ass esou wouer, et ass esou wouer, wéi seelen eppes wouer ass, wat an enger Zeitung steet! Et beschreift a kuerze Wierder dee ganzen Dilemma vun der CSV. An et liwwert esou ganz niewebäi eng weider Erklärung derfir, firwat et esou wichteg ass, dass déi Hären an Damme vun der CSV hei op menger rietser Säit sëtzen an net op de Regierungsbänken.

(Hilarité)

D'CSV hätt also…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also Här…

M. Gilles Roth *(CSV).*- Schwätzt Dir als Minister oder als Parteimann?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Als wat schwätzt Der hei?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat war elo awer déi lescht Remark, Här President!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Awer wierklech!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech hunn elo hei wärend gutt véier, fënnef Stonne gutt nogelauschtert…

M. Gilles Roth *(CSV).*- …als Minister geschwat géint d'CSV, jo.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech hunn elo hei wärend gutt véier, fënnef Stonnen nogelauschtert…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kënnt zu jidder Zäit herno reagéieren.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- … an ech hunn Iech net ënnerbrach. An ech géif lech bieden,…

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Bis elo huet och kee polemiséiert!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir haten eng Demande gemaach, fir déi aner Säit sëtzen ze kommen. Déi ass refuséiert ginn.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Aah! A wann Der esou weidermaacht, da geschitt Iech dat nach eng Kéier.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ah jo, well mir ass et egal, ob ech lénks oder riets sëtze vum Riednerpult.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- A wann Der esou weidermaacht, da geschitt Iech dat nach eng Kéier.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et hänkt just dovunner of, wien um Riednerpult steet!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, dierf ech weiderfueren?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Kolleegen, ech muss Iech soen, ech sëtze ganz gär an der Mëtt. Fuert virun, Här Minister!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- D'CSV, an dovu sinn ech fest iwwerzeegt, hätt an dësem Dossier weider Gottes Waasser iwwer Gottes Land lafe gelooss, wuel wëssend, dass de kritesche Pegelstand scho méi wéi erreecht war.

Ech erlabe mer och, den Här Wiseler als CSV-Spëtzekandidat ze zitéieren, deen an engem rezenten „Tageblatt"-Interview op d'Fro, ob et zu engem 180-Grad-Revirement an der Fro vun de Kierchefabricke géif kommen, wann hien un d'Rudder géif kommen, Folgendes gesot huet: „Ich glaube, dass die Wirklichkeit das gar nicht zulässt. Sogar wenn man es wollte. Bei der Frage der Kirchenfabriken haben ja auch die Kirche und das Bistum eine Position eingenommen, die klar ist." Den honorabelen Här Wiseler huet natierlech recht bei deem, wat hien do seet.

Une voix.- Aah!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- De ganze Rescht…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, wann Dir d'Saache bis futti gemaach hutt, dann ass et natierlech ganz schwéier, se erëm riichtzebéien. Dat ass absolutt richteg!

(Brouhaha)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Soll ech lech nach eng Kéier d'„Wort"-Leitartiklerin hei zitéieren, déi gesot huet, Dir hätt jo scho laang Zäit gehat, eppes ze maachen, mä hutt aus deene Grënn, déi mer virdru gesot hunn, näischt gemaach?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir zitéiert, wat Der wëllt. Et wär emol gutt, wann Der géift op den Text reagéieren an op all déi Froen, déi opgeworf gi sinn!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech fannen et ëmmer symptomatesch, wann een op seng eegen Zitater relativ ongedélleg reagéiert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fannen et gutt, wann Dir Erklärunge gitt, déi absolutt net déi sinn, déi u sech geduecht waren. Dofir hunn ech dat kloer an däitlech gesot, wat ech domat gemengt hunn, fir datt et kloer ass an däitlech.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Gutt. Ech sinn awer trotzdeem der Meenung, Här Wiseler, dass Der natierlech recht hat bei deem, wat Der do gesot hutt. An ech begrënnen och, firwat: Well Der mat deem, wat Der do gesot hutt, implizitt dat bestätegt hutt, wat déi vu mir zitéiert „Wort"-Leitartiklerin an deem Artikel vum 22. Juli 2017 gesot huet.

Leider hutt Der et net fäerdegbruecht, Här Wiseler, déi Wierklechkeet och da bis an d'CSV-Fraktioun eranzebréngen, soss hätte mer haut vun Äre Kolleegen hei vläicht aner Reaktioune kritt wéi déi, déi mer de Mëtteg kritt hunn.

Et ass scho frappant, d'Diskrepanz tëschent deem, wat Der engersäits am Beméie fir e statsmännesche Statement ofzeginn an engem „Tageblatt"-Artikel sot, an deem, wéi hei Är mandatéiert Spriecher optrieden.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et gëtt ëmmer besser.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Do soll jiddweree sech seng Gedanke selwer maachen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Et soll nach ee soen, dat hei wär keen ideologeschen Dossier!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, d'CSV huet Iech kloer an däitlech gesot, wat eis Positioun war a wat eis Propositioune wären. Ech géif Iech emol bieden, op all déi Froen a Problemer anzegoen, déi hei opgeworf gi sinn, anstatt just Polemik ze maachen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- En huet soss näischt gemaach.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech sinn amgaangen, Här Wiseler, hutt e bësse Gedold!

Här President...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fuert virun, Här Minister!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Hu mer en neie President an der Chamber?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, mä…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech war fein a wollt soen, datt Der nach 8 Minutten a 46 Sekonnen hutt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass nach näischt komm bis elo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech kontabiliséiere selbstverständlech d'Ënnerbriechungen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Här President, mam Risiko, mech ze widderhuelen, wëll ech nach eng Kéier mat aller Däitlechkeet soen, dass d'kathoulesch Kierch mat dëser Gesetzgebung näischt ewechgeholl kritt. Dorëms ass et och net gaangen. Et gëtt och net, wéi vu verschiddene Säite gesot ginn ass a monter och haut nach erëm weider behaapt ginn ass, iergendeen expropriéiert.

De Statsrot huet dat méi wéi kloergestallt. An ech zitéieren en nach eng Kéier: «Il ne saurait être question d'expropriation.» Am Géigendeel, de Bistum verfüügt vun elo un iwwer en Instrument, dat et erlaabt, mat der noutwendeger Transparenz fir d'Kierch an déi ganz Gesellschaft déi kierchlech Immobilien, no deenen an Zukunft den nationale Fong wäert kucken, méi rational kënnen ze verwalten. An dat ass selbstverständlech am Interêt vun der Kierch. Mä et ass awer och am Interêt vun eis all, well de Fong seng Sue muss gebrauchen, fir déi Kierchegebaier, déi him gehéieren, ze ënnerhalen an domat d'ëffentlech Finanzen ze entlaaschten.

Deene wéinegen a punktuelle verfassungsrechtleche Bedenken, déi de Statsrot bei e puer Artikele vum neie Gesetz geäussert huet, hu mer zu 100%, ech betounen, zu 100% Rechnung gedroen. Déi mandatéiert CSV-Spriecherin huet gemengt, de Statsrot hätt mir zweemol d'Rout Kaart gewisen. Normalerweis ass ee jo schonn no der éischter Rouder Kaart vum Terrain. Et sollt vläicht ee vun deene grousse Fussballfans aus der CSV-Fraktioun der Madamm Adehm dat eng Kéier erklären.

Mä et ware keng Rout Kaarten, et waren emol keng Giel Kaarten, well d'Regierung déi ugekënnegt Opposition-formellen ouni Problemer tel quel iwwerholl huet an zwar wuertwiertlech esou, wéi déi Textpropose vum Conseil d'État gemaach goufen. A si huet dat gemaach, well se d'Wiese vum Accord vun der Regierung mam Bistum a well se d'Wiese vum Gesetzesprojet net op d'Kopp gehäit huet.

Loosst mech nach ee Wuert soen iwwert d'Matsproocherechter vun de Gemengen!

Zanter dem 24. Abrëll 2015, an ech sinn dem Här Wolter dankbar, dass en in extenso alleguerte meng Bréiwer respektiv Circulairen erwäänt huet, also méi wéi zwee an en halleft Joer haten d'Gemengen all Méiglechkeeten, eis ze soen, wéi se gären d'Proprietéit vun hire Kierchegebaier geregelt hätten. Nach den 1. August 2017 ass den Delai, fir endgülteg Bescheed ze soen, nach eng Kéier ëm zwee Méint verlängert ginn, fir dass d'Chamber wéisst, wéi se sech sollt orientéieren.

(Interruption)

An dëst op d'Demande - huelt dat emol zur Kenntnis, wat ech elo soen! -, an dëst op Demande vum Bistum, dee wollt nach eng Kéier kënne mat deenen eenzelne Gemenge Gespréicher féieren!

D'Gemengen haten an dësem Dossier en exemplarescht Matsproocherecht, wéi si sech et vläicht a villen aneren Dossieren heiansdo géife wënschen.

Wat mir haut hei héieren hunn, fir dat futti ze rieden, war eng Mëschung vun aus dem Kontext gerapptenen Zitater vum Conseil d'État, gepaart mat abenteuerlechen Eegeninterpretatioune vun der Verfassung, déi vum Statsrot awer tel quel widderluecht gi sinn. Och dat sollt een eng Kéier soen.

An ech wëll dem Här Wolter soen, dass mer op Avis vum Statsrot och eng Bestëmmung, fir nodréiglech d'Proprietéit nach eng Kéier kënnen ze änneren, aus dem Text erausgeholl hunn, well mer mengen, dass mer mat där Iddi vum Statsrot wesentlech méi séier virukommen, wéi dat de Fall ass.

A wann elo op dee leschte Stëppel eenzel Gemengen heihinnerkommen,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- No Wahlen, demokratesche Wahlen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Wann elo op dee leschte Stëppel - da soen ech et méi konkret, da soen ech et e bësse méi konkret - dräi Proporzgemengen, vun der CSV gefèiert Proporzgemengen, elo hei wëllen Ännerungen hunn, da wëll ech just bemierken, dass all déi aktuell Buergermeeschtere vun deenen dräi Proporzgemengen, ëm déi et geet, scho virdrun an déi Decisioune mat implizéiert waren a se och tel quel ugeholl haten, sief et als Schäffen, sief et als Buergermeeschter oder sief et als aktive Member vun enger Kierchefabrik.

Wann also elo probéiert gëtt,…

(Interruption)

...wann also elo probéiert gëtt, op de leschte Stëppel alles aneschters ze maachen, wuel wëssend - wuel wëssend! -, an dat ass d'Absicht, déi jo hannendrusteet, dass de Projet dann erëm eng Kéier misst an d'Prozedur goen an e weidere Retard géif kréien, dann ass dat menger Meenung no wéineg sënnvoll.

(Interruption)

Här President, ech wëll awer dozou e seriöt Wuert soen. Et soll keen de Geck mat den Institutioune maachen! An et soll ee bei all Dissens…

(Interruption)

Et soll ee bei all Dissens d'Seriositéit vum politeschen Debat net wëllen ënnergruewen! Dat schuet net nëmmen der Politik an eis alleguerten als Politiker, mä et schuet eis all als Gesellschaft.

Et wäert mir ëmmer e Rätsel bleiwen, Här Wiseler, wéi een et fäerdegbréngt, sech selwer op de Kënn ze späizen, just fir en anere knaschteg ze maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat do riicht Der awer just un Iech. Ech fannen, datt Der déi perséinlech Saache roueg kënnt op der Säit loossen. Dat gehéiert net an d'Diskussioun hei.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat ass eng Beleidegung.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An et ass konstant datselwecht.

Une voix.- Dat huet awer mam Projet ze dinn.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat seet awer elo dee Richtegen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir misst elo esou lues intervenéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kritt direkt nom Innenminister selbstverständlech d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Loosse mer awer alleguerten déi Leit, déi sech elo esou opreegen, nach eng Kéier berouegen! Mat dësem Gesetzestext gëtt zwar d'Proprietéit vu 500 Kierchegebaier an eisem Land endlech ganz kloer gekläert. Proprietaire ass, et gëtt net vill Méiglechkeeten, entweder d'Gemeng oder de Fong. Mä genausou kloer ass, an huelt dat dach wann ech gelift zur Kenntnis: Dëst ass eng Momentopnam! Selbstverständlech kann och nom Akraafttriede vum Gesetz déi Proprietéit nom Prinzip vum Code civil an no de gesetzleche Virgaben änneren. Wat net ännert, ass de Prinzip: Deen, dee Proprietaire ass, ass och fir den Ënnerhalt verantwortlech. An en huet net nëmmen d'Fräiheet, mä souguer d'Obligatioun, fir d'Gebaier ze ënnerhalen.

Här President, et ass an dësem Dossier mat schwéierer Munitioun geschoss ginn an et geet jo riicht virun. Mir hu mat Engelsgedold ëmmer erëm probéiert, den Dossier ze versachlechen an eis Positioun ze erklären.

Une voix.- Dat hunn déi eischt zéng Minutten...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Trotzdeem waren d'Schléi ënnert d'Gürtellinn op der Dagesuerdnung a wéineg chrëschtlech,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir beweist et.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- ...a wéineg chrëschtlech, Här Wiseler, fir et emol esou…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir beweist et. Also, Dir braucht just Ärer Ried nozelauschteren.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Vum atheistesche Reliounshaasser zum kommunistesche Verfassungsvergewalteger bis bei de Kriminellen, dee soll an d'Häll kommen, et war vun allem derbäi, fir deen onbeléiften Innenminister ze diskreditéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Awer net hei.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech weess awer net, wou Der déi Zitater do hierhuelt.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Gitt mer eng Chance a lauschtert no, wat ech elo soen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hat Är Chance.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Haut ass dann och nach déi degueulasse Bemierkung derbäikomm, mäi Projet hätt Parallelle mat deem vum nazistesche Gauleiter Gustav Simon.

Här President, als Jong vun engem Resistenzler treffe mech esou Bemierkungen. Mä si geheie mech net ëm. Ech hu vu mengem Papp geléiert, dass ech net beim éischten…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Minister, ech wëll awer präziséieren, dass dat Wierder sinn, déi net an der Chamber hei gefall sinn.

Une voix.- Kee vun eis, kee vun eis huet dat gesot.

(Brouhaha)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, ech hunn dat och net behaapt.

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Bon, dat huet awer esou geklongen, d'Aart a Weis, wéi dat do ugeet.

Une voix.- D'Chamber awer net.

(Brouhaha)

Une autre voix.- Dat ass den absolutte Combel.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou kann et awer net goen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir sidd amgaangen, Äre richtege Charakter ze weisen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Gibéryen, däerf ech Iech dorobber äntwerten?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo. Roueg, roueg!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Et wär gutt gewiescht - et wär gutt gewiescht -, wa mer virun allem bei deem leschte Passage, deen haut de Moien an engem Lieserbréif stoung, ënnerschriwwe vum President a vum Vizepresident vum SYFEL, déi deen dote Verglach gemaach hunn, wann Der do vläicht mat e bësse méi Dignitéit op meng Reaktioun geäntwert hätt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- An ech halen drop, ech wëll net nëmmen iwwer mech hei schwätzen, Här Wiseler. D'Attacke géint de Bistum a seng héchste Vertrieder waren net manner onappetittlech an hunn an hirem Héichpunkt aus enger Assignatioun op d'Geriicht op den Dag vu Chrëschtdag bestanen an aus Denunziatioune vum Äerzbëschof zu Roum. D'Chamber…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Adresséiert Iech un d'Chamber!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech adresséiere mech un d'Chamber.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Majo dann…

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- D'Chamber gouf oppen attackéiert, well se sech getraut hat, an enger éischter Etapp schonns den Dekret vun 1809 partiell ofzeänneren. Och de Conseil d'État krut säi Fett ewech, well en de Culot hat, eng juristesch sachlech Positioun ze bezéien an net dat geschriwwen huet, wat anerer wollte vun him héieren a liesen. Ech kommen nach drop zréck. Dëser Deeg koum dann och nach den Ombudsmann...

(Brouhaha)

Et muss Iech vill stéieren, wat ech soen, hein?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech droe beim Här Minister, grad wéi bei all Deputéierten, deen ënnerbrach gëtt, den Ënnerbriechunge Rechnung. Den Här Minister huet nach genee zwou Minutten.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, ech wëll Iech just soen: Ech hat eng Ried preparéiert, déi genau 19 Minutten a 36 Sekonne gedauert huet. Wann ech hei hätt kënne fräi schwätzen, da wär dat och ouni Problem méiglech gewiescht. Mä ech wäert mech selbstverständlech Ärer Disziplinn ënnerwerfen.

Dëser Deeg koum och nach den Ombudsmann un d'Rei. Et war evident, dass hien an dëser Fro net kompetent wier, fir iwwerhaapt kënnen aktiv ze ginn. D'Gesetz erlaabt him et einfach net. An trotzdeem gouf e saiséiert a prompt attackéiert, well net dat gewënschte Resultat erauskomm ass.

Elo liese mer an der Zeitung, dass och onofhängeg dovunner, wat d'Chamber haut wäert decidéieren, d'Justiz viséiert bleift. Mä och wann den Adressat ännert, de Modus Operandi bleift deen nämlechten: Et gëtt ëffentlech Drock opgebaut, fir dass dat Resultat erauskënnt, wat ee sech erhofft. Ech maachen et dann e bësse méi kuerz. Keen Amtsdréier, sief et e weltlechen oder kierchlechen, keng Institutioun, kee Pouvoir am Stat, sief et deen éischten, deen zweeten oder deen drëtten, soll verschount bleiwe virun der geballtener Kraaft vun der Roserei vun de Contestatairen. Dat war d'Botschaft, déi sollt vermëttelt ginn. A si ass ukomm.

Här President, jiddweree sollt sech gutt iwwerleeën, ob e sech där Form vun der politescher Ausenanersetzung wëllt uschléissen oder net, an dat och hei am Haus!

Ech gi gären zou, dass ech mer déi innerkierchlech Oppositioun géint den Accord tëschent Regierung a Bistum net esou virulent konnt virstellen. Ech hat mer de Fonctionnement vun der Kierch vläicht méi hierarchesch strukturéiert virgestallt an net mat dëser regelrechter Front géint den Äerzbëschof gerechent. Mä schlussendlech war et genau déi Radikalitéit an déi fanatesch Arroganz vun dëser innerkierchlecher Oppositioun, déi derzou gefouert huet, dass d'Attacken am Sand verlaf sinn.

Et war einfach ze vill evident ginn, dass déi ëffentlech Strukture vun de Kierchefabricke sech verselbststännegt haten a wäit iwwer hiren eenzegen ëffentlechen Optrag, näämlech d'Kierchegebaier ze ënnerhalen, Afloss op d'Gesellschaft geholl haten an nach ëmmer wëllen huelen. Dat ass nieft dem Geld déi zweet Undriffsfieder, déi dës Leit dreift. Et kann ee scho bal vun onfräiwëlleger Autodenonciatioun schwätzen, wat hei gebuede gëtt.

Op jidde Fall ass et fir ëmmer méi Leit ëmmer méi kloer ginn, wéi noutwendeg et ass, fir dës Reform unzegoen. An och fir mech koum et net a Fro, fir zréckzegoen, och mam Risiko - wéi ee geschriwwen hat, an ech betounen dann, keen aus der Chamber -, dass et mech de Kapp géif kaschten.

Mä, Här President, Dir gesitt, de Kapp ass nach drun. An ech menge kënnen ze behaapten, dass d'Akzeptanz fir dës Reform dobausse bei de Leit, entgéint deem, wat behaapt ginn ass an deene leschte Wochen a Méint, drastesch eropgaangen ass.

Alles dat gesot, wat huet misse gesot ginn, mengen ech, dass d'Zäit komm ass, erëm openeen zouzegoen. D'Regierung huet dat schonn an engem Geste gemaach. Sou hunn ech duerch meng nodréiglech Autorisatioun de Kierchefabricken et iwwerhaapt erméiglecht, géint d'Konventioun tëschent Regierung a Bistum ze kloen, nodeems si dës gesetzlech virgeschriwwen Autorisatioun tout simplement ignoréiert haten.

An och heibannen, Här President, wär et vläicht net vu Muttwëll, wann Eenzelner sech géifen drun erënneren, wat si alles virum Avis vum Conseil d'État vu Positiounen ageholl hunn a sech op mech ageschoss haten. Nom Avis vun deemselwechte Conseil d'État, wou si carrement widderluecht gi sinn, ass et dunn e bësse méi roueg ginn.

Erlaabt mer just nach wéinst der historescher Wourecht e klenge Réckbléck op de Werdegang vun dësem Projet.

Nodeems sech d'Kierch an d'Regierung séier eens ware fir d'Faleloosse vun der Obligatioun vun de Gemengen, fir eng Paschtoueschwunneng mussen zur Verfügung ze stelle respektiv den Defizit vun de Kierchefabricke mussen ze decken, ass de gemeinsame Wonsch vu Regierung a Bistum kloer ginn, fir méi wäit ze goen. An ech betounen den „gemeinsame Wonsch".

D'Regierung hat virun allem de Wonsch, fir d'Proprietéitsverhältnisser vun de Kierchegebaier an d'Ënnerhaltsflicht no de Regele vum Code civil ze klären, wärend et dem Bistum, dee mat engem territorialen an organisatoresche Reformprozess beschäftegt war, drëms gaangen ass, d'Kräften ze bündelen, fir de pastoralen Optrag vun der kathoulescher Kierch ënner verännerte Bedéngunge weiderhin ze garantéieren.

Dat, an näischt aneres waren d'Beweeggrënn, fir den Dekret vun 1809 ofzeschafen. An dat ass och d'Basis vum Gesetz, dat haut hei zur Ofstëmmung kënnt. De Bistum, an dat ass awer och wierklech nozevollzéien, wollt net, wéi dat am Ufank geplangt war, d'Decisioun huelen, wéi eng Kierche bei deen nei ze schafenden nationale Kierchefong kommen a wéi eng Kierchegebaier bei d'Gemenge kommen. Iwwregens hätten domadder och vill Gemengen, wéi den Här Wolter richteg gesot huet, e Problem gehat.

Dunn ass d'Iddi opkomm, dass um lokale Plang Gemeng a Kierchefabrik zesummen déi Proprietéitsfro sollte klären. Leider ass och dës Iddi aus engem ganz bestëmmten Eck boykottéiert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir misst zur Konklusioun kommen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- De Statsrot huet du Kloertext geschwat a festgestallt, dass et méi einfach a méi kloer ass, wa just de Legislateur dëst sollt feststellen.

Ech wëll nach vläicht ee Wuert soen, wat dann…

(Brouhaha général)

Jo, dann halen ech op, Här President.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Maacht, Här Minister, Äre Saz fäerdeg, esou wéi ech dat och ëmmer bei anere Kolleege maachen, déi an engem Räsonnement sinn! Maacht Äre Saz fäerdeg an dann huet jiddwer Kolleeg och nach d'Geleeënheet, fir Parole après ministre ze froen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Eenzel Leit hu mat groussem Trommelwierbel probéiert, mat grousser medialer Opmierksamkeet och probéiert, fir dee gemeinsam ageschloene Wee tëschent Regierung a Bistum ze minéieren. Mä et ass hinnen net gelongen, fir en ze zerstéieren. D'Bréck, op deem dat gebaut war, d'Fundament vun deem Ganzen, dat war den Dialog an dat war d'Mateneendiskutéieren, huet gehalen. An doriwwer sinn ech frou.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wolter freet Parole après ministre.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass dat Geräisch, wat ech vun dëser Majoritéit am léifsten héieren: den Ooh!

(Hilarité)

Här President, ech sinn elo am 34. Joer an der Chamber an ech hu selten en Optrëtt vun engem Minister gesi wéi deen, dee mer elo déi lescht 25 Minutten iwwer eis hu missen ergoe loossen.

(Interruption)

Jo, ech gleewen, dass Dir der Meenung sidd, dass dat exzellent ass. De Minister huet dem Reglement vun der Chamber no zwanzeg Minutten, fir zum Projet de loi ze schwätzen, an ass gebieden, an deenen zwanzeg Minutten och zu de Virschléi, zu de Kriticke vun den Deputéierten, zu de Froen, déi vun den Deputéierte gestallt gi sinn, eng Äntwert ze huelen.

An d'CSV ass déi lescht Partei, déi ee Minister géif drun hënneren, fënnef Minutten an och nach zéng Minutte méi ze hunn, wann de Minister nëmmen tant soit peu den Effort gemaach hätt, fir zu deem, wat de Mëtten hei an der Chamber gesot ginn ass, Stellung ze huelen.

De Minister huet dat net gemaach! En huet et souguer selwer zouginn. En huet gesot, en hätt sech eng Ried vun 19 Minutten a 36 Sekonnen opgeschriwwen. Hien hat also, ier en an d'Chamber komm ass, schonn decidéiert - schonn decidéiert! -, datt en op keng eenzeg Remark vun engem Deputéierte géif äntwerten.

(Interruptions diverses)

Amplaz wärend zwanzeg Minutten op de Projet de loi ze äntwerten, sinn déi éischt zwielef Minutten emol CSV-Bashing hei gemaach ginn, wéi ee se vläicht op engem Kongress hätt kënne maachen, mä et ass bis zum Schluss eigentlech net probéiert ginn, et ass sech e Ritterschlag ausgestallt gi selwer, an et ass a kengem Moment probéiert ginn, op d'Riede vun den Deputéierten anzegoen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An d'Madamm Reding?

(Hilarité)

Déi huet sech fënnefmol de Ritterschlag ginn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Awer net hei an der Chamber!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wëll soen, dass ech Iech wierklech géif bieden, de Ministeren an der Regierung ze soen, dass eng vun hire wesentlechste Flichten doranner besteet, wa se sech virun der Chamber presentéieren, fir op dat anzegoen, wat an der Chamber gesot gëtt, an net wärend fofzéng vun zwanzeg Minutten iwwer all Méigleches, wat am „Wort", soss enzwousch an der Zeitung, am Radio, beim Patt an esou divulguéiert gëtt,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- A wat huet d'Madamm Adehm gemaach? Nëmmen zitéiert!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …ouni sech mat deem ausenanerzesetzen, wat hei gesot ginn ass. Dir hutt Iech Är…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, den Här Wolter huet d'Wuert an zwar ganz alleng!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, de Minister huet sech a kengem Moment un d'Chamber gewannt. Mir bedaueren dat wierklech ganz staark. En huet virun allem Saachen och nees behaapt, déi net richteg sinn. E behaapt nach wie vor, et géif keen expropriéiert ginn. Ech hunn a menger Interventioun kloer an däitlech gemaach, dass hei expropriéiert gëtt a par le fait du prince expropriéiert gëtt.

Hien huet op wesentlech Froe keng Äntwert ginn. Zum Beispill, Här Minister, hat Der eng Délégation de signature, wéi Der mam Äerzbistum ënnerschriwwen hutt? Hat Der eng? Da weist eis se, wann ech gelift!

Dir hutt Iech a kengem Moment als Minister, wat fir mech Är ureege Flicht gewiescht wär, zu deenen dach seriöe Froen, déi hei opgeworf gi sinn zu den Artikelen 22 a 16 vun der Verfassung, hei geäussert, wat a mengen Aen onerlässlech gewiescht wär, wann een e konstruktive Bäitrag zu dëser Diskussioun hätt wëlle liwweren.

Dir hutt a kengem Moment drop geäntwert, wou Der awer nëmmen tant soit peu eng Base légale fannt fir dat, wat Der déi lescht zwee an en halleft Joer mat de Gemenge gemaach hutt. Dir setzt déi Gemengen dohinner, déi Iech net à la lettre gefollegt hunn, quasi wéi Der déi - ech weess net wat - do wéilt organiséieren. Och à la base entbehrt Är Aktioun, an Är Aktioun an deem ganzen Dossier vu vir bis hannen jeglecher Base légale!

Deen Optrëtt, deen Dir elo hei produzéiert hutt, ass eigentlech eng drëtt Variant, wéi een d'Trennung vu Kierch a Stat ka gesinn. Si seet mir a si seet menger Partei, dass Dir, Här Minister, a kengem Moment wëlles hat, am Dialog konstruktiv a mat iergendengem dësen Dossier ze léisen. Iech ass et eleng an eenzeg nëmmen drëm gaangen, dat ze maachen, wat Der déi lescht zwanzeg Minutten hei op der Chamber produzéiert hutt.

Merci.

(Brouhaha général et interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass besser, et seet kee méi eppes.

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Amendement 1

Ier mer iwwert de Projet de loi 7037 ofstëmmen, si mer saiséiert mam Amendement, dee vum Här Wolter fir d'CSV abruecht ginn ass.

(Interruption)

Majo, ech hu gesot, dass mer domat saiséiert sinn. Selbstverständlech hätt ech dann d'Fro gestallt, wéi dat üüblech ass, ob dozou Wuertmeldunge sinn, well dat gesäit eist Reglement vir.

E bësse Gedold! Ech mengen, mir sollen erëm e bësse Rou doranner bréngen. An ech hunn eng éischt Wuertmeldung vum Auteur.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hunn e Point zum Ordre du jour, well ech hu genau déi Fro un d'Sekretariat vun der Chamber gestallt de Mëtteg, ob, wann een en Amendement deposéiert, een dann zousätzlech Minutte kritt, fir iwwert deen Amendement kënnen ze befannen. An d'Sekretariat vun der Chamber huet mer d'Reglement vun der Chamber virgelies, wat kloer an däitlech seet, dass d'Diskussioun iwwert d'Amendementen Deel si vun den Interventiounen. Dat zielt souwuel a mengen Ae fir den Auteur, fir d'Chamber wéi och fir d'Regierung.

An deem Sënn kann ech Iech an Ärer Argumentatioun, et deet mer leed, Här President, net follegen, an ech kommen op dat, wat ech virun enger Minutt gesot hunn: Et wär déi ureegenst Flicht gewiescht och vum Minister, a senger Riedezäit vun zwanzeg Minutten op den Amendement, deen d'Deputéiert vun der CSV eraginn hunn, eng Äntwert ze ginn, eng kloer an däitlech Äntwert ze ginn. Net emol dat - net emol dat! - huet de Minister a senger Ried gemaach.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech kann Iech zu deem dote Punkt nëmme recht ginn, well ech dat nogeschloen hunn elo am Reglement. Also stëmme mer iwwert d'Reglement of, mat deene Bemierkungen, déi Dir…

Plusieurs voix.- Amendement!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … iwwert den Amendement of, mat deene Bemierkungen, déi Dir gemaach hutt. Den Amendement 1, et ass d'Nummer 1 vun 1, dee gesäit vir, dass an der Annex d'Proprietéitsverhältnisser…

Entschëllegt! Jo, den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Souwäit ech weess, huet eis Fraktioun nach eng Riedezäit, da kënne mer nach e Wuert dozou soen. Ech wonnere mech hei, dass eng Fraktioun sech zum Porte-parole vun enger Gemeng mécht, an ech géif gären d'Deliberatioun vum Gemengerot vun der Gemeng Käerjeng gesinn, déi Proprietéitsverhältnisser festgeluecht huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass keng Riedezäit méi do, Här Bodry.

(Hilarité générale)

Une voix.- En huet elo grad gesot!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry hat nach e puer Sekonnen.

Une voix.- Weist mer se! Weist mer se!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry hat nach e puer Sekonnen.

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Debat ass ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Zweemol sidd Der iwwert d'Reglement ewechgaangen, andeem Der dem Här Bodry eng Riedezäit ginn hutt. Ech hätt gären net méi an net manner Rechter wéi d'Deputéierte vun der Majoritéit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä Dir hutt jo och elo Äert Wuert ergraff. Voilà!

Da stëmme mer elo iwwert den Amendement of.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, mä ech géif gären eng Äntwert ginn op dat, wat hei gesot ginn ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann den Här Bodry eng konkret Fro gestallt huet, dann äntwert Dir dorop.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, eng konkret Fro huet e gestallt. D'Äntwert, Här President, läit an deem, wat ech virdrun a menger Ried gesot hunn, näämlech dass d'Gemeng Käerjeng net tributaire ass vun der Aart a Weis, wéi d'Chamber nom Avis vum Statsrot hir Aarbecht eigentlech net esou strukturéiert huet, fir zu enger Konklusioun kënnen ze kommen.

Ech hu gesot, dass déi Konventiounen, déi d'Gemeng Käerjeng - an ech schwätzen net oft am Numm vu menger Gemeng, mä aner Leit hunn dat de Mëtteg awer och allègrement gemaach - mat deene fënnef Kierchefabricken den 3. Januar 2018 ënnerschriwwen huet, dës Konventioune wäerte selbstverständlech, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, där allernächster Gemengerotssitzung vun der Gemeng Käerjeng zum Vott virgeluecht ginn.

Dëse Vott, dat verspriechen ech Iech, wäert virun dem drëtten Dag nom drëtte Mount a virun dem Akraafttriede vum Gesetz feststoen.

Wann Der awer, Här Bodry,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat do geet net!

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Neen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass Är Meenung.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann Der awer der Meenung sidd, dass et de Gemengerot vun der Gemeng Käerjeng hätt misse sinn…

(Interruption)

Wann Der der Meenung sidd, dass et de Gemengerot vun der Gemeng Käerjeng hätt misse sinn, dee virun dësem Dag hätt missen déi Deliberatioun huelen, da kommen ech op meng Interventioun zréck, wou ech Iech d'Fro gestallt hunn: Läit am Dossier vun der Chamber d'Korrespondenz vun deenen 106 Gemengen?

Läit se am Dossier vun der Chamber, elo wou Dir par le fait du prince eng Decisioun huelt, déi bei 106 Gemenge kontrolléiert huet, ob an all Gemeng vun dësem Land de Gemengerot d'Decisioun geholl huet?

Dat ass déi Fro, Här Bodry, déi ech Iech op Är Fro zréckstellen. Hutt Der dat gemaach?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Hei geet et ëm den Amendement! Neen!

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo! Jo!

(Interruptions)

Den Här Bodry behaapt hei…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Seng Partei mécht sech awer och zum Porte-parole vun enger Gemeng,…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Här Wolter, ech kann Iech just soen, datt dat an der Kommissioun net gemaach ginn ass an datt Äre Courrier erakomm ass den 12. - dat hutt Der virdru gesot, Dir hutt se den 3. approuvéiert - den 12. Januar um 9.27 Auer.

Doropshin hutt Der mech jo drop ugeschwat, ech hätt missen d'Kommissioun nach eng Kéier zesummeruffen opgrond vun deem Dokument, dat do ass, dat awer nëmme vun engem Schäfferot eragaangen ass, dat menger Meenung no, souwäit ech awer d'Gemengegesetzgebung kennen, muss approuvéiert sinn iwwert de Gemengerot.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do sidd Der mat Schëffleng awer anescht verfuer; do gëtt et eng Decisioun vum Gemengerot.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Vu Schëffleng ass näischt erakomm. Vu Schëffleng ass näischt erakomm, vun anere Gemengen ass näischt erakomm. Hei ass eppes erakomm nom Vott, ech wëll nach eng Kéier soen, et ass net fir polemesch ze sinn, nom Vott, nom Vott an der Kommissioun, nom Vott an der Kommissioun, Här…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Se si mat anere méi pingeleg, wéi se mat sech selwer pingeleg sinn.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Jo, jo, nom Vott vun der Kommissioun, an ëmmer nëmmen decidéiert vun engem Schäfferot. Vun engem Schäfferot!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, ech mengen,…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Sou, Dir hätt jo kënnen Äre Gemengerot och virdrun zesummeruffen, well Dir wousst jo, wéini datt de Vott an der Chamber war.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …vu dass d'Diskussioun eriwwer ass,…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Esou einfach ass et och net. Dat wësst Der och!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … fäerten ech, dass mer eis heiriwwer net eens ginn. Ech wëll awer nach eng Kéier…

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Déi, déi ugräifen, mussen och kënnen astiechen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …eng kleng Interpretatioun an d'Enn vun der Debatt erabréngen.

(Interruptions)

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Sou einfach ass et.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An der Debatt steet, also am Reglement steet, dass d'Amendementen an der allgemenger Diskussioun…

(Interruptions)

Wann ech gelift! Wann ech gelift!!!

Une voix.- Jo.

(Hilarité)

Et ass dach wouer!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … dass d'Amendementen an der allgemenger Diskussioun inclus sinn. Wann also nach e Rescht ass vu Riedezäit, da kann déi gebraucht ginn, ier mer…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et kann ee sech net Porte-parole vun engem Schäfferot maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …d'Debatt ofgeschloss hu mat dem Lancement vum Vott.

Vote sur l'amendement 1

Also, d'Diskussioun ass eriwwer a mer stëmmen iwwert den Amendement of, dee vun der CSV abruecht ginn ass, an deen, mengen ech, largement vum Här Wolter och explizéiert ginn ass. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

Plusieurs voix.- Iwwer wat stëmme mer of?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Iwwert den Amendement!

(Interruptions)

An dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmungsresultat ass 34-mol Neen, 26-mol Jo. Domat ass den Amendement 1 net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7037 a sengem Ensembel iwwergoen. D'Ofstëmmung fänkt elo un.

(Concertation interne)

Jo, ech gi vum Generalsekretär drop opmierksam gemaach, ech soll drun erënneren, wat de Rapporteur gesot huet, wat déi Erreur-matériellen ugeet a wou mer och den Accord… Ech wëll duerfir nach eng Kéier dorop hiweisen, fir dass mer wëssen, iwwer wat mer ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7037 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo…

(Brouhaha général et hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et ass ee vu menge leschte Votten, mä anscheinend huet d'Maschinn mech hei schonn ofgeschriwwen. Ech sinn awer nach ëmmer do.

(Hilarité générale et interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et geet séier hei!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also 34-mol Jo a 26-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7037 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

5. 6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)

Mir géifen dann direkt de Vott huelen iwwert dee Projet, dee mer gëschter duerchdiskutéiert hunn, de Projet de loi 6864 iwwert de Bail commercial. Ech mengen, do ass alles gesot a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwergoen.

(Brouhaha général)

Also, et ass dat Gesetz, iwwert dat mer gëschter diskutéiert hunn, iwwert de Bail commercial.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6864 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

An ech gesinn, d'Madamm Brasseur huet mat ofgestëmmt. Den Apparat huet sech enges Bessere beléiere gelooss. 57-mol Jo, 3 Abstentiounen. Domat ass och de Projet 6864 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Sidd Der mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7096, e Kooperatiounsaccord tëschent den EU-Länner a Kasachstan, dee mer ratifizéieren. An et ass de Rapporteur, den Här Yves Cruchten, deen d'Wuert huet.

6. 7096 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, an ech kann lech verspriechen, dass mer bei deem heite Projet kee Sträit wäerte kréien iwwert d'Riedezäiten,…

(Hilarité)

…an ech mengen, och net vill um Fong.

Der Europäescher Unioun hir Relatioune mat der Republik vu Kasachstan baséieren de Moment op engem sougenannten APC, engem Accord de partenariat et de coopération, deen zanter dem Juni 1999 a Kraaft ass. Där Accorde ginn et der méi. Am Ganze ginn et der zéng.

D'Iddi derhannert ass, bei eise Partner d'Demokratie ze stäerken an och hir Wirtschaft ze entwéckelen. Et ass en Deel vun eiser Noperschaftspolitik. Dës Accorde stellen och den institutionelle Kader fir de politeschen Dialog. Wat déi wirtschaftlech Kooperatioun ugeet, sou kann ee soen, dass Kasachstan fir 24 Milliarden Euro Gidder an d'Europäesch Unioun exportéiert, a virun allem Pëtrol, an ëmgedréit d'Europäesch Unioun eng 7,5 Milliounen Euro a Kasachstan exportéiert, wat haaptsächlech am Beräich Maschinnebau oder vun Equipementer ze gesinn ass.

Am Joer 2011 krut d'Kommissioun dunn den Optrag, en Accord de partenariat et de coopération renforcé mat Kasachstan auszehandelen, dee mir haut mat dësem Gesetz wëllen unhuelen. Dësen neien Accord baséiert op deenen dräi bekannte Pilieren, éischtens dem politeschen Dialog, zweetens dem Commerce an drëttens an der Coopération sectorielle an den Domäner vum Développement durable, der Justiz oder nach der Sécherheet.

Ier ech elo den Accord vu menger Partei zu dësem Projet ginn, wéilt ech awer onbedéngt drop hiweisen, dass d'Europaparlament seng definitiv Zoustëmmung zu dem Accord mat Kasachstan u Konditioune geknäppt huet. Grad an de Froe vun de Mënscherechter, déi d'Parlament nach net erfëllt gesäit, mussen nach Verbesserunge kommen. Dëst huet d'Europaparlament a senger Resolutioun den 22. November 2012 ausgedréckt. Mir sollten also och nom Vott vun haut nach en A drop halen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat war kuerz a bündeg. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Merci fir d'Éischt dem Rapporteur fir säin exzellente mëndlechen awer och schréftleche Rapport. De Rapporteur huet op e Punkt opmierksam gemaach, deen eis och bien entendu um Mo läit, dat ass dee vum Respekt vun de Mënscherechter. Mir wëssen, datt Kasachstan leider Gottes am Moment nach kee Modell ass, wat de Respekt vun deene Mënscherechter ubelaangt.

Ech géif vläicht och nach direkt en anere Volet do mat eranhuelen. Dat ass dee vun der Good Governance. Och wat d'Regierung vu Kasachstan ugeet, si sécherlech nach eng Rei vun Efforten ze maachen. Mir wëllen duerfir och nach eng Kéier de Minister invitéieren, weider och ze versichen, dat Land an déi richteg Richtung ze kréien.

Dat gesot, bréngen ech awer hei den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Weider Wuertmeldungen? Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

(Interruption)

Entschëllegt, Här Kartheiser! Fir d'Éischt kënnt den Här Adam; ech hat den Här Adam net gesinn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wéi kann een deen net gesinn?

(Interruptions)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President, ech wëll et kuerz maachen. Ech wëll dem Yves Cruchten Merci soe fir all seng Ausféierungen, déi ech deelen. An ech wollt awer och heihinnerkommen, fir nach eng Kéier do nozedrécken, wat och den Här Cruchten ugedeit huet: Kasachstan ass schonn ee kriddeleche Partner.

Transparency International huet Kasachstan 2016 op déi 131. Plaz gesat. Dat heescht, datt et an 130 State vun deenen 176, déi am Ranking sinn, manner Korruptioun gëtt, an et sinn also just 34 Staten, déi méi Korruptioun kenne wéi Kasachstan. An et ass och esou, datt Amnesty International seet, datt 2016-2017 d'Grondrechter wéi Meenungsfräiheet a Versammlungsfräiheet a Kasachstan ageschränkt sinn.

Et gëtt och positiv Zeechen: Kasachstan léisst zënter 1999 international Wahlbeobachtunge vun der OECD zou. Déi kommen zwar allerdéngs regelméisseg zu därselwechter Konklusioun: datt déi Wahlvirgäng alles anescht wéi transparent sinn an och net den Ufuerderunge vun deene Wahlprozesser, wéi mir se an der westlecher Welt fuerderen, entgéintkommen. A wann eng Partei 82% vun de Stëmme kritt an e President mat 95,6% gewielt gëtt, dann ass een zu Recht mësstrauesch.

Duerfir si mer der Meenung, datt do nach vill ze maachen ass.

(Interruption)

Wa mer awer esou wäit ginn, dat Land ze kritiséieren, dann ënnerstëtze mer trotzdeem d'Zesummenaarbecht, déi mer hunn. A mer soen: Et ass wichteg, datt mer ebe keng Isolatiounspolitik maachen, mä ëmmer erëm déi Mënscherechtsfroe matdiskutéieren, an datt mer och Kasachstan hëllefen, sech wirtschaftlech weiderzëentwéckelen. An et muss een och derbäisoen: D'Europäesch Unioun ass och net ganz altruistesch bei deenen doten Hëllefen. Et ass natierlech och fir d'EU interessant, en Handelspartner an deem doten Deel vun der Welt ze hunn. An do ass Kasachstan net onwichteg.

Duerfir ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gusty Graas hat och d'Wuert gefrot. Hie kritt et selbstverständlech.

M. Gusty Graas *(DP).*- Och ganz kuerz, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv, wann een deen Accord do duerchliest, da kéint ee jo bal mengen, mir géifen hei mat Kasachstan eng nei Relatioun ustriewen. Dat wëlle mer och maachen. Mä et muss een awer natierlech ganz realistesch bleiwen. Mir wëssen, wat fir ee politesche Regimm an deem Land ass. D'Virriedner hei hu schonn drop higewisen.

Ech mengen, och fir eis ass natierlech den Aspekt virun allem vun de Mënscherechter ganz wichteg. Mir hoffen, datt et elo net nëmmen hei bei gudden Absichte bleift, mä datt deen Accord hei och dann eng gutt Basis wäert bidden, fir datt an Zukunft net nëmmen déi Relatioune mat deem Land, mä doriwwer eraus och an dem Land selwer d'Situatioun sech dach besonnesch op wesentleche rechtsstaatleche Punkte kënne verbesseren.

Ech wëll awer ofschléissend dem Yves Cruchten e Merci fir säi Rapport soen a brénge selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An elo huet d'Wuert den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech wéilt vläicht e puer Punkte maachen. Deen éischten, natierlech: dem Här Cruchten e grousse Merci fir dee Rapport, deen en eis presentéiert huet.

Kasachstan ass fir Lëtzebuerg e wichtege Partner, an ech schléisse mech och ganz gär all deene Kommentaren un, déi op d'Mënscherechtsproblemer an deem Land opmierksam gemaach hunn. Mir ginn och dervun aus, datt den Här Minister Asselborn an dem Dialog mat Kasachstan och déi Problemer uschwätzt an op Verbesserungen hiwierkt.

Interessant ass awer fir eis elo an dëser Debatt, datt mer deen Accord, wéi mer et och herno mat Kuba gesinn, als Lëtzebuerger Parlament integral virgeluecht kréien zur Ratifizéierung. Mir hate virdrun an där Debatt, déi mer gefouert hunn, gesinn, datt beim Artikel 22 eis Verfassung seet: Déi soll der Chamber virgeluecht ginn - dat ass jo hei esou presentéiert ginn -, an deene Punkten, déi se interesséiert. Dat wor zum Deel en Objet vun der Debatt.

Den Artikel 37 vun eiser Verfassung, deen iwwert d'Ratifikatioun vun den internationalen Traitéë schwätzt, gesäit eng Differenzéierung an deem Sënn net vir! Et ass also och am Verfassungsrechtlechen hei zu Lëtzebuerg eng Evidenz, datt en Traité, deen d'Chamber soll ratifizéieren, der Chamber a senger Ganzheet, a senger Totalitéit virgeluecht gëtt.

Firwat ënnersträichen ech dat hei? Ma genausou wéi am CETA mat Kanada gëtt et hei eng Partie, déi an der Kompetenz vun der Europäescher Unioun läit, an eng aner Kompetenz, notamment de politeschen Dialog, deen haaptsächlech d'Memberstate betrëfft. Et ass also e Caractère mixte, wéi mer et och an aneren Accorden hunn. An et ass eben hei fir eis interessant als ADR, fir ze ënnersträichen, datt mer souwuel mat Kasachstan wéi mat Kuba, zwee Dossieren, déi mer haut diskutéieren, als Chamber dee ganzen Traité virgeluecht kréien.

A fir eis ass et eng logesch Konsequenz, datt mer och aner international Accorden, déi zum Deel hei méi kontrovers diskutéiert ginn, wéi den CETA oder eventuell zukünfteg Accorden och mat den USA, mir wësse jo net, wéi sech dat weiderentwéckelt, och als Ganzt dem Lëtzebuerger Parlament virgeluecht kréien.

Et ënnerläit net Bréisseler Instanzen, wéi och ëmmer déi sech nennen oder wéi se zesummegesat sinn, fir engem Parlament Deeler vun Accorde virzëenthalen, déi et soll ratifizéieren.

Dat gesot, Här President, gi mir ganz gär eisen Accord fir d'Ratifizéierung vun dësem Accord.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet den Ausseminister, den Här Jean Asselborn, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, ech mengen, ech wëll och dem Här Cruchten Merci soe fir déi Aarbecht, déi en an der Kommissioun gemaach huet.

Jiddwereen, deen hei geschwat huet, huet och iwwert d'Mënscherechter geschwat selbstverständlech.

A Kasachstan ass eng Decisioun an deene leschten Deeg geholl ginn, fir d'kyrillesch Schréft bis d'Joer 2022 ze ersetzen duerch eist Alphabet, wat eng immens Erausfuerderung ass, wat awer och ee politescht Signal ass, wat ee méi dacks schonn elo gesäit an där Regioun, an ech hoffen, dass dat och mat an déi richteg Richtung geet.

Zu deem, wat den Här Kartheiser gesot huet: Also Dir kritt vun eis alles, wat mer hunn. A wa mer net alles hunn, da froe mer alles. Ech hu kee Problem, dass dee ganzen Accord, net nëmmen déi Partie dann, déi déi national Parlamenter solle ratifizéieren, mä och d'Partie européenne, virgeluecht gëtt. Also do gesinn ech keng Schwieregkeete vu menger Säit, fir Iech dat alles ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Kooperatiounsaccord mat Kasachstan iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7096 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Voilà! Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen, an d'Ofstëmmung ass schonn eriwwer. Unanimitéit, de Projet de loi 7096 ass ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da brauch ech wuel net d'Fro vun der Dispens ze stellen, déi kann ech als acquis ugesinn.

(Assentiment)

Merci.

Nächste Projet ass de Projet de loi 7141. D'Madamm Rapporteur steet scho prett. D'Claudia Dall'Agnol wäert eis och da soen, ëm wat et genee geet.

7. 7141 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Dat hunn ech staark wëlles.

Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de President sot et, d'Nummer vun dësem Projet de loi, den 7141 ass dat, deen huet zwar nëmmen een Artikel, mä deen een Artikel, deen huet et a sech. An zwar heesche mer mat dësem Projet de loi - wa mer en dann haut stëmmen, wouvunner ech ausginn, well mir hu jo haut scho méi kontrovers Projet-de-loien hei gestëmmt - deen neie Benelux-Accord gutt, deen déi grenziwwerschreidend an déi interterritorial Zesummenaarbecht méi, oder besser gesot nach méi einfach soll maachen.

Ënnerschriwwe gouf dësen Accord den 20. Februar 2014 zu Den Haag an Holland, an zwar vu folgende Vertragspartner: natierlech der Lëtzebuerger Regierung, soss stéing ech elo net hei, der hollännescher Regierung. Bei eise belschen Nopere waren dat e puer méi Signatairen, an zwar:

- natierlech och hir federal Regierung;

- dann awer och nach d'flammännesch Regierung;

- d'wallounesch Regierung, d'Regierung vun der Communauté française, déi vun der däitschsproocheger Communautéit. Dir gesitt, mir hunn et gutt, mir hunn nëmmen eng Regierung;

- an zu gudder Lescht och nach d'Regierung vun der Région Bruxelles-Capitale.

Wat gouf elo mat dëse villen Ënnerschréften also guttgeheescht? A wéisou war iwwerhaapt en neie Vertrag néideg? Alles dat probéieren ech Iech elo kuerz, well mir sinn haut scho laang amgaangen, awer verständlech ze erklären, ouni awer wéi ëmmer op all Detail anzegoen, well Dir fannt natierlech alles a mengem schréftleche Rapport erëm an natierlech och an der Konventioun selwer, déi beim Projet de loi derbäi war.

Dir wësst, datt d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht an de leschte Jorzéngten ëmmer méi staark ginn ass. Dës Evolutioun huet ugefaangen, nodeems den 21. Mee 1980 schonns zu Madrid eng Convention-cadre ënnerschriwwe gouf, déi dës grenziwwerschreidend an och interterritorial Zesummenaarbecht sollt regelen.

Schnell hunn awer d'Benelux-Länner gesinn, datt dës Konventioun net géif duergoen, fir deene spezifesche Besoine vun de Gemengen an och de Provënze gerecht ze ginn, fir ouni d'Interventioun vun der Autorité centrale kënnen ze kooperéieren. Dofir hu se dunn den 12. September 1986 eng éischt Konventioun ënnerschriwwen, déi dunn den 1. Abrëll - dat ass keen Abrëllsgeck - 1991 a Kraaft getrueden ass. An deemools sinn d'Benelux-Länner also schonns méi wäit gaange wéi déi europäesch Reglementatioun.

Déi nei Konventioun innovéiert elo, mä se verstäerkt och déi vun 1986, virun allem mat neien Zesummenaarbechtskeetsméiglechkeeten. Dës Instrumenter suergen derfir, datt d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbechte méi flexibel a méi adaptéiert fir d'Realitéiten um Terrain sinn, mä virun allem och méi no beim Bierger.

Duerch dës nei Konventioun kënnen zum Beispill grenziwwerschreidend Projet-pilotë realiséiert ginn, déi en Transfer vu Kompetenzen néideg maachen. Natierlech gouf d'Rad net nei erfonnt, well all d'Points forts aus där aler Konventioun bleiwe bestoen. Et kommen ebe just neier derbäi.

Wat och nach ze bemierken ass, dat wär, datt dës Konventioun sech net nëmmen dorops beschränkt, datt d'Benelux-Länner kënnen zesummeschaffen, mä laut Artikel 27 vun dësem neie Vertrag kënnen och Däitschland, Frankräich a Groussbritannien matschaffen.

Zu deem Punkt hate mer an der Kommissioun och d'Fro gestallt, ob de Brexit eng Auswierkung op d'Mataarbecht vu Groussbritannien an esou enger grenziwwerschreidender Kooperatioun kéint hunn. Den Artikel selwer vun der Konventioun bleift natierlech a Kraaft, mä ob Groussbritannien schlussendlech effektiv vun esou enger Kooperatioun wäert kënne profitéieren, hänkt natierlech vun de konkrete Bestëmmungen of, déi da wäerte gëllen. Dat wësse mer allerdéngs um Dag vun haut nach net.

Eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, huet dëse Projet de loi, mat deem mer dësen neie Vertrag dann elo gläich wäerte guttheesche kënnen, iwwregens den 22. Mee d'lescht Joer schonns deposéiert. De Statsrot huet säin Avis dozou de 24. Oktober 2017 ginn.

A mir hunn de Projet de loi genausou wéi hiren Avis an eiser Reunioun vun der aussepolitescher Kommissioun den 13. November analyséiert an natierlech och diskutéiert. Doropshin huet meng Aarbecht eréischt esou richteg ugefaangen. A mäi schréftleche Rapport gouf dunn den 8. Januar dëst Joer an der aussepolitescher Kommissioun zum Vott gestallt, wou en och ugeholl gouf. An haut kënne mer dann, wann d'Chamber d'accord ass, dëse Projet de loi elo stëmmen.

Ech soen Iech elo emol scho Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn dann och direkt d'Zoustëmmung vun der Sozialistescher Partei zu dësem Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet dann den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och der Madamm Rapportrice fir de mëndlechen a schréftleche Rapport, dee se hei virgeluecht huet. En effet, si huet alles gesot. Ech kann näischt bäiflécken. An ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir schwätze jo haut zweemol iwwert de Benelux. De Benelux, wat jo ouni Zweifel eng gewësse Success Story ass. Ech fannen, déi Konventioun, déi mer elo haut hei stëmmen, huet eng ganz grouss Wichtegkeet: déi Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an deenen dräi Länner, awer och mat de Regiounen.

Ech wollt just nach kuerz op ee Punkt zréckkommen. Dat ass eng Remark, déi de Statsrot gemaach huet, an zwar wou e gesot huet, wann et ëm e GBCT hei zu Lëtzebuerg geet, da wier u sech keng Tutelle do. Dat ass e juristeschen Aspekt. Ech weess net, ob mer dat nach mussen eng Kéier méi verdéiwen. Jiddefalls wier et awer net schlecht, wann ee sech eng Kéier géif doriwwer nach méi Gedanke maachen.

Onofhängeg dovunner ass dat hei awer eng gutt Konventioun. Et ass e gudde Projet de loi. Ech soen dem Claudia Dall'Agnol Merci fir säi Rapport a bréngen dann och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech soen der Madamm Dall'Agnol Merci fir hire Rapport. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools Merci, Här President. Och e grousse Merci fir de Rapport, dee mer héieren hunn.

Ech wollt just ganz kuerz dräi Punkten ernimmen.

Deen éischten ass: Mir hu mat Däitschland a Frankräich, wat jo fir eis als Lëtzebuerg besonnesch wichteg ass, elo nach net déi rechtlech Basis, fir kënnen esou eng Kooperatioun unzefänken, ebe just am Kader vun dësem Accord mat der Belsch. Et wier also wichteg gewiescht, datt mer do am Virfeld och Aarbechte geleescht hätten. Op jidde Fall ass et wichteg, datt mer mat deene Länner séier zu engem Ofschloss kommen.

Dat Zweet ass: Wann esou Gemengen oder territorial Entitéite mat Nopeschregiounen Accorden ofschléissen, da muss och ëmmer gekuckt ginn, ob déi Accorden am gesamtstaatlechen Interessi leien. Mir maachen dat jo och mat Firmen. Mir hunn zum Beispill eng Präsenz vum Ministère - vun Ärem Ministère, Här Minister - bei Firme wéi der SEO zum Beispill, déi jo och a Frankräich oder an Däitschland ekonomesch Exploitatiounen hunn.

Dat misst och bei de Gemenge garantéiert sinn. Dat heescht, et wär gutt, wann den Ausseministère speziell och géif déi Aktivitéite vun deene Gemenge suivéieren, fir ze kucken, ob de staatlechen Interessi net ka beréiert ginn. A wann, wat ee ka maachen, fir ze ënnerstëtzen oder ze guidéieren; wat ebe grad néideg ass.

An déi drëtt Bemierkung; do géif ech och den Här Graas ënnerstëtzen. Ech mengen, dat ass eng Saach vun der Virbereedung vun engem Gesetz, wann de Statsrot eis suggeréiert, datt mer mussen en Dispositif législatif hei hunn, fir dat kënne rechtlech ze encadréieren, wat hei an der Konventioun virgesinn ass. Do kéint ee souguer soen: Dat hätt kënnen zäitgläich gemaach ginn oder souguer am Viraus, fir datt déi Konventioun och ka raisonnablement verantwortungsvoll implementéiert ginn. Dat ass elo nach net de Fall.

Ech géif also gär den Accord hei vun der ADR ginn, allerdéngs géife mer Iech, Här Minister, och mat op de Wee ginn, datt mer dat och an deene Punkten, wou mer nach rechtlech Begleedungsmoossname mussen hunn, fir dat hei ëmzesetzen, sollte kuerzfristeg maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Ausseminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo. Här President, och villmools Merci der Madamm Dall'Agnol fir hir Aarbecht. An ech si mat allem d'accord, wat hei gesot ginn ass. An da ginn ech och den Accord vun der Regierung.

Merci.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. An da stëmme mer iwwert de Projet de loi 7141 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7141 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Da gi mer no der Verkündung vum Vott, dee mat 60 Jo-Stëmmen unanime ass,...

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

...wou mer jo dann d'Dispens och ufroen an, mengen ech, kréien... Ass dat de Fall?

(Assentiment)

Merci.

Da gi mer zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet de loi 7148. An d'Madamm Rapportrice ass prett.

8. 7148 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Jo, Här President. Ech si prett. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, Dir sidd och prett. Dofir probéieren ech, et och hei kuerz ze maachen. Mir bleiwen, wéi Der wësst, beim Benelux mam 7148. An och dëse Projet de loi huet nëmmen een Artikel. Mir heeschen domadder d'Konventioun tëschent Lëtzebuerg, der Belsch an Holland gutt, déi d'Assemblée parlementaire (veuillez lire: interparlementaire) vum Benelux concernéiert an déi den 20. Januar 2015 zu Den Haag, erëm eng Kéier, an Holland ënnerschriwwe gouf.

Wann ech vun der Assemblée interparlementaire schwätzen, dann huet heibanne jiddweree verstanen, datt et sech ëm d'Benelux-Parlament dréit, an deem ech selwer d'Chance hunn, niewent villen anere Kolleegen, als e Membre suppléant matzeschaffen.

Dat éischt Gremium, wou interparlementaire zesummegeschafft gouf am Benelux-Kader, koum no der Ënnerschréft vun enger Konventioun de 5. November 1955 zu Bréissel zustanen. An zwar hat et den Numm Conseil interparlementaire consultatif de Benelux.

Dëst Gremium hat als Optrag, ze diskutéieren an och Recommandatiounen erauszeginn un

d'Regierunge vun eben deenen dräi Benelux-Länner betreffend eng ekonomesch Unioun tëschent de Benelux-Länner, de kulturelle Rapprochement, d'Zesummenaarbecht och op aussepoliteschen Themen an och, wat d'Gesetzer ubelaangt, fir déi méi eenheetlech ze maachen an eisen dräi Länner. A wann déi dräi Regierungen d'accord waren, konnte se och aner Theme behandelen, déi vu gemeinschaftlechem Interessi waren.

E bësse méi wéi zwee Joer no der Konventioun vun 1955 gouf, erëm eng Kéier zu Den Haag, nach eng Konventioun ënnerschriwwen; den 3. Februar 1958. An hei goung et ëm eng ekonomesch Benelux-Unioun. Duerch dëse Vertrag gouf d'Benelux-Parlament, nieft dem Comité des ministres, eent vun deene Gremie vun der ekonomescher Benelux-Unioun.

2008 gouf dee Vertrag iwwerschafft. An doduerch gouf de Rôle vum Benelux-Parlament bäibehalen, ouni un d'Detailer, déi 1955 agefouert goufen, rüttelen ze goen. Dat heescht, wat d'Zesummestellung, d'Befugnisser oder och wat d'Aarbechtsweis ubelaangt, gouf hei näischt geännert.

Datt et awer héich Zäit gouf, datt d'Konventioun iwwerschafft gouf, weist zum Beispill d'Beispill vun der Belsch. Am Benelux-Parlament, do souze schonns jorelaang och Membere vun de Regionalparlamenter, déi awer an der urspréngleche Konventioun iwwerhaapt guer net virgesi waren. Eigentlech souzen déi Kolleeginnen a Kolleegen also ouni rechtlech Basis do. Dat als e klengt Beispill nëmmen, datt zënter 1955 vill Waasser d'Musel erofgelaf war an et also héich Zäit war, fir en neien, zäitgeméisse Vertrag fir de Benelux auszeschaffen.

Den 20. Januar 2015 gouf dunn also deen neie Vertrag, dee mir mat dësem Projet de loi dann elo herno solle guttheeschen, ënnerschriwwen. An domat gouf dann och endlech deen Numm „Benelux-Parlament" - dee mir heibanne schonns jorelaang gebrauchen an déi aner zwee Länner iwwregens och - festgeschriwwen, an zwar ënnert der Bezeechnung „Assemblée parlementaire (veuillez lire: interparlementaire) Benelux".

Dee Vertrag trëtt a Kraaft, wann déi dräi Länner souwéi d'Regionalparlamenter an der Belsch en all guttgeheescht hunn. A soubal en a Kraaft ass, ass deen ale Vertrag vun 1955 dann natierlech och hifälleg.

An Zukunft kann d'Benelux-Parlament dann och weider Felder besetzen, wéi zum Beispill d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op allen Niveauen: den Développement durable, d'Kooperatioun bei innepoliteschen Ugeleeënheeten an der Justiz, d'Kooperatioun mat anere Länner; fir der hei elo nëmmen e puer ze nennen.

D'Benelux-Parlament kann zu deene Sujete Recommandatiounen erausginn un de Benelux-Comité des ministres oder un d'Regierung vun deenen dräi Länner. Se kënnen och schréftlech un de Comité des ministres eruntrieden, natierlech och un d'Regierungen, fir Froen, déi si interesséieren, beäntwert ze kréien.

Wann zwee Drëttel vun de Memberen d'accord sinn, da kann d'Parlament och aner Sujeten, déi net explizitt an der Konventioun sinn, behandelen. A wat nach nei ass, ass, datt d'Secrétariat général vun elo un de Rapport annuel erausgëtt, datt si och fir d'Koordinatioun tëschent dem Parlament an dem Comité des ministres zoustänneg sinn.

Ausserdeem si vun elo un d'Reuniounen am Prinzip och public, ausser natierlech wann de President oder néng Memberen de Konträr géife froen. Och gi vun elo un d'Decisioune mat einfacher Majoritéit geholl. An d'Mandat vum President an dem Vizepresident ass vun elo un op zwee Joer limitéiert.

Voilà! Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu gesot, ech géif mech kuerzfaassen. Fir déi, déi am Benelux-Parlament sëtzen oder souzen, ass dës Konventioun souwisou näischt Neies, mä se ass awer fir eis alleguer ganz wichteg, fir datt mer weider kënnen effikass an nach besser wéi bis elo zesummeschaffen.

Den Ausseminister huet dofir och dëse Projet de loi de 6. Juni d'lescht Joer deposéiert. A mir hunn an eiser Reunioun vun der aussepolitescher Kommissioun den 13. November 2017 souwuel iwwert de Projet de loi diskutéiert wéi och iwwert dem Conseil d'État säin Avis vum 10. Oktober d'lescht Joer dozou. Duerno gouf dann, wéi gewinnt, e schréftleche Rapport presentéiert; den 8. Januar war dat. Dee gouf och ugeholl.

An am Numm vu menger Fraktioun ginn ech dann och elo den Accord zu dësem Projet de loi. An ech hoffen natierlech, datt déi aner Fraktioune sech wäerten alleguer uschléissen. Dëst am Sënn, datt Benelux nach besser an nach méi effikass wéi bis elo wäert kënne fonctionnéieren an datt mer alleguer zesumme wäerten eppes an deem Sënn bewegen.

An ech soen Iech da Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet erëm den Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President. Madamm Rapportrice, Merci och dës Kéier erëm eng Kéier fir de Mëndlechen a Schréftlechen.

Dir hutt eng Kéier ganz exemplaresch hei d'Geschicht noentwéckelt, iwwer bal 60 Joer, vun eisem Benelux-Parlament. Dir hutt vläicht ee Punkt vergiess gehat, deen ech gären héieren hätt: déi Liichttuermfunktioun, déi mir do dauernd ronderëmreechen. Dat ass ganz flott. Mir wierke ganz staark. An et ass souguer esou staark, dass wierklech déi an dem baltesche Raum quasiment eis Kooperatioun iwwerholl hunn an hirer Baltic Assembly a se bal no eisem System hei fonctionnéiere loossen.

Trotzdeem, dat gesot, den Accord vun der CSV-Fraktioun. A Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Marcel Oberweis elo richteg gesot huet, vu datt ech och Member vum Benelux-Parlament sinn, kann ech ganz gutt feststellen, datt dat Parlament sech an deenen, jo, leschte Jore ganz gutt entwéckelt huet. An et si virun allem déi international Relatiounen, déi eben elo ëmmer méi eng grouss Dimensioun kréien, virun allem mat de baltesche Staten. Doriwwer eraus si sech och schonn Iddie gemaach ginn, wéi een dann nach kéint d'Benelux-Iddien nach méi no bausse siichtbar maachen.

Ech fannen et gutt, datt hei elo eng nei Konventioun gemaach ginn ass, en neit Gesetz, wéi u sech da sollt d'Assemblée an Zukunft fonctionnéieren. Ech mengen, dat mannst, wat ee ka soen, ass, datt mir als Lëtzebuerger do ganz aktiv sinn. Mir sinn och frou, datt d'Hollänner, déi jo d'Entwécklung elo virun zwee, dräi Joer do e bësse méi reservéiert gesinn haten, sech awer elo erëm méi zum Benelux-Parlament bekennen.

Hei ass duerfir fir dat Parlament, fir déi „Assemblée parlementaire" (veuillez lire: „Assemblée interparlementaire") - fir et emol richteg ze soen -, e wichtegt Gesetz. Ech soen der Madamm Dall'Agnol och nach Merci fir hire Rapport a brénge selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der DP.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wa mer kee Benelux-Parlament hätten, da misste mer eent schafen. Mir hunn ee Benelux-Parlament. Da si mer frou, datt mer elo hei e Gesetz hunn, mat deem mer e bësse renovéieren, reforméieren, fir datt déi Aarbecht nach besser gëtt - et kann ee sech ëmmer verbesseren - an datt mer nach méi Afloss kréie mat deem Parlament an och méi wéi scho bis elo no baussen nach kënne weisen, wéi eng gutt Aarbecht datt do gemaach gëtt.

A selbstverständlech brénge ech den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. Wëllt soss kee méi d'Wuert?

(Négation)

Okay. Dann huet den Här Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- D'Regierung bedankt sech bei der Madamm Dall'Agnol a bei der Chamber.

Merci.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A mir bedanken eis beim Här Minister a ginn direkt zum Vott iwwert de Projet 7148 iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7148 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 60-mol Jo.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum leschte Projet fir den Owend iwwergoen. Dat ass de Projet 7159, den Accord tëschent der EU a Kuba. An eise Rapporteur, den Här Marc Angel, ass prett.

9. 7159 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et ass also, wéi Der gesot hutt, en Accord iwwert de politeschen Dialog an d'Zesummenaarbecht mat Kuba. An ech wollt awer drun erënneren, dass wärend 30 Joer, vun 1986 bis 2007 (veuillez lire: 2016), d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Kuba duerch eng sougenannt „Position commune" geregelt goufen, déi all wirtschaftlech a politesch Zesummenaarbecht un demokratesch Fortschrëtter a Kuba gebonnen hat an de facto derzou gefouert huet, dass et quasi keng Kooperatioun gouf.

Nodeems dunn 2008 de Pouvoir a Kuba vum Fidel Castro op de Raúl Castro iwwergaangen ass, ass eng politesch Ouverture signaliséiert ginn. An d'EU huet dunn decidéiert, dee politeschen Dialog mam Land erëm opzehuelen.

Vun 2014 bis 2016 gouf un dësem Ofkomme geschafft, fir eben deem politeschen a wirtschaftlechen Dialog an där Kooperatioun e juristesche Kader ze ginn. Kuba war iwwregens dat lescht Land an där Regioun, mat deem d'EU nach keen esou en Accord hat. An duerch d'Signature vun deem Accord ass och déi Position commune natierlech ofgeschaaft ginn.

Dësen Accord mécht de Wee op, éischtens, fir wirtschaftlech a sozial Moderniséierungen a Kuba ze ënnerstëtzen, zweetens, fir eng nohalteg Entwécklung, drëttens, fir d'Demokratie an d'Mënscherechter ze förderen an, véiertens, mécht dësen Accord de Wee op, fir gemeinsam Léisunge bei grousse globalen Erausfuerderungen ze fannen.

Den Accord erlaabt et der EU, sech aktiv fir d'Mënscherechter an demokratesch a rechtsstaatlech Prinzipien a Kuba anzesetzen, dat am Kader vun engem institutionaliséierten Dialog. Dat sinn déi Deeler 2 an 3, wou dat ganz am Detail festgehalen ass, a wou een iwwregens och vun deene Gespréicher a Publikatioune vum Europaparlament an och vun der Europäescher Kommissioun noliese kann, wat do geschwat ginn ass.

Eng Clause vum Accord erlaabt et och, am Fall, wou et zu enger Détérioration massive, wéi et am Text steet, vun der Situatioun vun de Mënscherechter kéim, dass deen Accord och suspendéiert ka ginn.

Am véierten Deel vum Accord geet et ëm d'Handelsbezéiunge mat Kuba, mat dem Zil, éischtens, den Zougang vu Kuba op de Weltmarché ze erméiglechen, zweetens, fir d'Diversifizéierung vun der kubanescher Ekonomie ze ënnerstëtzen, drëttens, fir den Handel y compris seng sozial- an ëmweltpolitesch Aspekter als Facteur vun der Entwécklung ze stäerken.

An hei geet et och ëm d'Coopération douanière, technesch Normen a Regelen, Investissementer. An am fënneften Deel geet et ëm déi institutionell Dispositiounen, dee Conseil conjoint um Niveau vun de Ministeren an de Comité mixte um Niveau vun den héije Beamten.

De Statsrot hat kee Problem heimadder. An der Kommissioun hu mer den 13. November dee Projet duerchgeholl.

Ech wëll drun erënneren, dass de Volet Handelspolitik eleng ënner EU-Kompetenz ass. An déi aner Voleten, wéi zum Beispill den Dialogue politique, hunn e Caractère mixte. An, den Här Kartheiser huet et gesot, un dësem Projet de loi, souwuel wéi och un deem vu Kasachstan, houng natierlech dee ganzen Accord drun. An en huet am Fong domadder oppen Dieren opgerass. An och bei Handelsaccorde wéi CETA, ech kann en drun erënneren, beim Handelsaccord mat Südkorea, beim Handelsaccord mat Peru a Kolumbien, dass ëmmer och, dat ware richteg Briquen, dat waren Honnerte vu Säiten, dee ganzen Accord ëmmer am Projet mat dran ass, wann d'Regierung dat hei deposéiert.

D'Europaparlament huet de 5. Juli säin Accord ginn. Säit dem 1. November 2017 ass den Accord och en partie a Kraaft, déi Deeler, fir déi Europa zoustänneg ass. An dat gesot, sinn ech och frou, dass duerch dësen Accord d'Zivillgesellschaft a Kuba gestäerkt gëtt, den Droit d'association gestäerkt gëtt. Ech mengen, dat si gutt Saachen.

Ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, och hei Merci, Här President. E ganz, ganz grousse Merci un eise Président-rapporteur, deen dat, wéi ëmmer, mat groussem Brio gemaach huet, souwuel säi mëndleche wéi säi schréftleche Rapport.

Mir bleift eigentlech net vill derbäizesoen. Ausser: Déi Remarken, déi fir Kasachstan richteg sinn, sinn och zu engem Deel fir Kuba richteg. De Marc Angel huet hei vun der Zivillgesellschaft geschwat, déi misst gestäerkt ginn. Ech deelen déi Appreciatioun. Och wat d'Meenungsfräiheet a Kuba ubelaangt, sinn nach vill Efforten ze maachen. Mä nach ass dat heiten e ganz, ganz positiven Accord.

Ech bréngen domadder och den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Dir kënnt Iech vläicht virstellen, datt ech mat groussem Interêt de Rapport gelies hunn. An ech wéilt och dem Marc Angel Merci soe fir deen interessante Rapport, besonnesch dee schréftlechen.

Mir begréissen och, datt do eng progressiv Ouverture ass. Sécherlech kann een nach Saache verbesseren. Ech mengen, mir sollen alleguerten da kucken, wou mer och do kënne vläicht en Deel derzou bäidroen.

Vläicht eppes, wat iwwert deen Accord hei erausgeet, vläicht zwou méi präzis Froen: Et war och emol an der Diskussioun, datt, ech mengen, méi spezifesch och Lëtzebuerg a Verhandlunge wier fir eventuell en Accord de non double imposition respektiv och Fluchrechter, fir datt een do eventuell am Tourismus oder op anere Pläng nach méi eng grouss Zesummenaarbecht kéint maachen. Wann een do kuerz vläicht wéisst, wou déi Diskussioun dru wier.

Mä dat gesot, gi mer natierlech den Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Deen Accord hei ass mer awer esou wichteg, datt ech mer wëll e puer Minutten huelen a kuerz eppes dozou soen.

Wat mer haut hei zu Lëtzebuerg ratifizéieren, ass am Fong geholl awer en historesche Moment. En historesche Moment, well, no jorzéngtelaangem wirtschaftlechem Boykott duerch d'USA an awer och duerch d'EU, duerch Europa elo eng éischte Kéier e seriöen Handelsaccord tëschent Kuba an der EU zustane komm ass. Natierlech ass deen Accord scho provisoresch zënter November 2017 a Kraaft. Dofir geet de wierklech historesche Moment zréck op den 11. Abrëll 2016, wéi deen Accord zu Havanna ofgeschloss ginn ass.

Kuba läit no bei den USA a wäit vun der EU. An nodeems d'USA a Kuba sech ënnert dem President Obama méi no komm sinn, huet zënter dem President Donald Trump dës Relatioun sech net méi positiv weiderentwéckelt an ass éischter erëm zréckgaangen.

Duerfir ass et fir Kuba ëmsou méi wichteg, datt déi gutt Relatioun mat der EU sech positiv weiderentwéckelt. Kuba war bis den November 2017, de Marc Angel hat et och gesot, dat eenzegt Land a Latäinamerika, dat keen Accord iwwer eng Zesummenaarbecht mat der EU hat. A mir wäerten de Besuch vun der Madamm Federica Mogherini Ufank 2018, also viru 14 Deeg, a Kuba als Zeechen, datt och d'EU Ambitiounen huet, dës Kooperatioun auszebauen.

Haut ass d'EU schonn dee gréissten Investisseur an deen zweetgréissten Handelspartner vu Kuba. Ronn een Drëttel vun den Touristen, déi Kuba besichen, kommen aus engem EU-Land.

Kuba ass natierlech e Land, wat och eng Rei demokratesch Defiziter huet. Ech wäert se just kuerz sträifen. Sympathesch mécht mir dat Land, well et en eegene Wee gaangen ass an och haut nach ëmmer geet. Kuba ass net just iergendeen anert aarmt Land wéi all déi aner, och wann d'ekonomesch Situatioun ganz schwiereg ass, ënner anerem och wéinst dem Boykott. Iwwer 50 Joer laang ass do eng Isolatiounspolitik bedriwwe ginn! Dann ass awer Kuba ee Land, wat sech decidéiert huet, fir all senge Kanner eng gratis Educatioun zouzegestoen an all sengen Awunner eng gratis medezinnesch Versuergung. Dat ass e groussen Ënnerscheed zu anere vergläichbare Länner mat äänlech groussen demokrateschen Defiziter.

Transparency International huet Kuba op déi 60. Plaz vun 176 gesat. Do ass natierlech nach vill Sputt no uewen. Mä wann ech nach un de Rang vu Kasachstan däerf erënneren, da steet also Kuba do scho besser. Kuba ass dat eenzegt Land a Latäinamerika, dat Amnesty International net eraléisst. Souwuel d'Meenungsfräiheet wéi d'Versammlungs- an d'Bewegungsfräiheet sinn net garantéiert. D'politesch Géigner vum Regimm gi schnell als konterrevolutionär tituléiert a riskéieren, harceléiert an zäitweis agespaart ze ginn.

Mir sinn also frou, datt et och bei dësem Accord fir e politeschen Dialog an Zesummenaarbecht dräi Kapitele gëtt, déi sech Hand an Hand sollen entwéckelen: d'Kooperatioun, de politeschen Dialog an d'wirtschaftlech Bezéiungen. Dat ass ee richtege Wee, dee mer hei aschloen. An duerfir ënnerstëtzt och déi gréng Fraktioun dësen Accord.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Fernand Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och e grousse Merci fir d'Éischt un den Här Angel fir dee Rapport, deen en eis presentéiert huet.

Dëst ass e ganz interessanten Accord, dee mer hei haut diskutéieren, well et e Präzedenzfall ass. D'Europäesch Unioun huet hei, souwäit ech weess, déi éischte Kéier en Accord de coopération politique an där Form mat engem Stat ofgeschloss.

Dat u sech ass schonn e ganz wichtegen Akt. Et weist vläicht och, mengen ech, déi gewësse Sympathie, déi mer och aus dem Här Adam sengen Ausféierungen elo héieren hunn. Mä ech mengen, mir musse Kuba, wéi all anere Stat, ganz nüchtern analyséieren. Mir mussen eis bewosst sinn, datt déi Mënscherechtsverletzungen, déi den Här Adam och opgezielt huet, ganz grausam si fir vill Leit op där Insel. A bei aller romantescher Approche oder Sympathie, déi déi eng oder déi aner politesch kënne fir dee Regimm hunn, mir hu se net, well mir soen eis: Mënscherechter si Mënscherechter. Mir mussen eis derfir asetzen, datt déi Leit op Kuba genau déiselwecht Fräiheete kënnen hu wéi mir hei.

Et ass och en Accord, deen d'Handschréft vu Kuba dréit. Ech hunn där Accorden a mengem Liewe relativ vill gelies. Ech hunn nach ni ee gelies wéi deen heiten. Zum Beispill am Kapitel vun de Mënscherechter gëtt extra drop higewisen, datt een eng equilibréiert Approche soll hunn tëschent deene politeschen an zivile Rechter an deene sozialen an den ekonomesche Rechter. Eng Approche, déi mer an där Form fir d'Lescht an den Dokumenter haten, déi mer mat Ostblockstate verhandelt hunn, viru villen, ville Joren.

Mir hunn och hei u sech Textpassagen, déi nëmmen drop hiweisen, datt d'Europäesch Unioun sech derzou verleede léisst, kubanesch Theesen an hirem Verhältnis zu den USA praktesch an engem Traité ze ënnerstëtzen.

Do froe mir eis: Ass dat wierklech den Objet vun eise Bezéiunge mat Kuba, wou mer gläichzäiteg awer interesséiert sinn u gudde Relatioune mat den USA, fir eis op esou Formuléierungen anzeloossen?

Ech hunn hei ee Beispill erausgeschriwwen, wat ech an där Form nach ni éierens gelies hunn. Mir géifen do kritiséieren: «mesures coercitives unilatérales assorties d'effets extraterritoriaux, contraires au droit international et aux principes du libre-échange», am Artikel 10. Esou eng Formuléierung, géif ech soen, schuet eise politeschen Interessien an ass kloer eng kubanesch Siicht vun de Relatiounen, déi si ebe mat verschiddene vun hiren Nopeschstaten hunn.

Ech mengen, et ass eng Chance, datt mer deen Accord hei hunn, an d'ADR wäert en och matstëmmen, well mer soen: Et ass einfach wichteg, datt mer mat Kuba en Dialog opbauen, mä deen Dialog solle mer notzen, fir wierklech och op d'Mënscherechter ze insistéieren. Mir sollen natierlech och kucken als Lëtzebuerger, datt mir eis Handelsbezéiungen an eis politesch Bezéiung zu deem Stat ausbauen.

Mir hunn eng Rei vun diplomatesche Vertriedungen an der Regioun. Mir sinn zu Managua, mir sinn am Salvador vertrueden, an et wär vläicht gutt, Här Minister, wann d'Regierung eis kéint soen, ob se net eng Koaccreditatioun eventuell zu Havanna vun enger vun eisen Ambassaden an där Regioun géif virgesinn, wat och e positive Geste wär.

Awer bei allem, wat mer, wéi gesot, un Interessien hunn, frëndschaftlechem Interessi fir dat Land, och virun allem fir seng Leit kënnen hunn, insistéiere mir op de Respekt vun de Mënscherechter an eise Relatioune mat deem Stat.

Mir soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Iwwer Kuba wéilt ech am léifste ganz laang schwätzen. Mä ech wäert mech op déi fënnef Minutte beschränken a keng fënnef Stonnen, wéi de Fidel Castro deemools geschwat huet. Dofir braucht Der keng Angscht ze hunn. Et ass gläich eriwwer. Ausser den Här President gëtt mir se. Mä ech mengen net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech huelen dat elo ganz genee mat der Auer.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat musst Der och.

(Hilarité)

Ech mengen, et sinn awer trotzdeem an där kuerzer Zäit eng Partie interessant Saache gesot ginn iwwer Kuba, iwwer eis Bezéiunge mat Kuba, déi een och als ganz nuancéiert muss gesinn. An d'Situatioun a Kuba muss een och nuancéiert gesinn. Ech maachen dat och selwer. Mir an der Lénker maachen dat och selwer.

Mä ech mengen, d'Geschicht tëschent der EU a Kuba reflektéiert e bëssen d'Geschicht iwwerhaapt tëschent der industrialiséierter Welt an den ënnerentwéckelte Länner, déi oft ehemoleg Kolonien och vun der industrialiséierter Welt waren. Dat heescht, dat charakteriséiert sech e bëssen doduerch, datt mir do waren, vun deene Länner och oft profitéiert hunn an déi Länner beaträchtegt hunn an hirer Entwécklung, duerno gaange sinn an duerno erkläert hunn, wéi se sech am beschte sollen entwéckelen. An zemools wa se hiren eegene Wee gaange sinn, dann hu mer hinnen net ëmmer onbedéngt gehollef. Dat gëllt net nëmme fir Kuba, mä fir ganz vill Länner op der Welt.

D'Geschicht vu Kuba ass eng mouvementéiert, et war eng Kolonie, eng spuenesch Kolonie bis 1898. Duerno ass et onofhängeg ginn, mat Hëllef vun den USA. An et ass eng Aart Protektorat gi vun den USA bis 1959, wou d'Revolutioun den Diktator Batista erausgepucht huet. An du koum et zu enger Situatioun, wou u sech eng Landreform huet misse gemaach ginn.

D'Amerikaner hu souguer eng Zäit de Fidel Castro als éischter positiv ugesinn, deemno wéi, et kéint ee mat him zesummeschaffen, mä wéi si dat eescht gemengt hu mat der Revolutioun, mat der Ëmverdeelung vum Land an esou weider, dunn hu se dat aneschters gesinn. Kuba ass bal gezwonge gi vun der Geschicht, an d'Äerm vun der Sowjetunioun ze geroden, wat och mat Problemer, och politescher Natur, verbonne war.

Ech fille mech awer net esou richteg beruff, vum kamoute Lëtzebuerg aus ëmmer systematesch engem Entwécklungsland Lektiounen ze erdeelen, zemools wa mer wëssen, datt esou kleng Länner, deemno wéi, mat risege Problemer ze dinn hunn a mat Feindschaften ze dinn hunn. Et muss ee sech virstellen, et ass scho gesot ginn, 80 km wäit ewech vu Kuba sinn d'USA, déi gréisste Weltmuecht, an déi hunn hinne kee Kaddo gemaach, guer kee Kaddo gemaach par rapport zu anere Länner an Zentralamerika oder der Karibik. Et muss ee sech e bësse virstellen, a wat fir enger Situatioun een do ass. An dann däerf et…, an et ass ëmmerhin en Entwécklungsland.

Mä, ech mengen och, d'Meenungsfräiheet a Kuba ass net absolutt! Dat wësse mer! A si ass och net komplett inexistent. Dat muss een awer och wëssen. Wann een do ass, wann een dohinnergeet, kann een tatsächlech… Also, ech war oft nach an Tunesien, aus verschiddene familiäre Grënn, ënnert dem Ben Ali, do kann ech Iech soen, do hues de net iwwer Politik geschwat! A Kuba ass et trotzdeem gaangen. Et mierkt een, datt d'Leit oppassen. D'Leit gleewen nach, ech mengen d'Majoritéit, un d'Idealer vun der Revolutioun, wat net onbedéngt heescht, datt een ëmmer mat der Regierung averstanen ass. Dat ass eng Distinctioun, déi ee muss maachen.

Mä elo lafen och vill Debatten. Dir kënnt Iech och abonnéieren iwwer Facebook, Dir kënnt och Debatte souguer an der Assemblée oder op anere Plazen a Kuba an esou weider a Kuba kucken, iwwert d'ekonomesch Ausriichtung, well do ass et och nach net ganz kloer, a wat fir eng Richtung et geet, méi Liberaliséierung oder net, ob dat iwwerhaapt gutt ass. Et si Leit, déi profitéiere vun der aktueller Situatioun a Kuba. Anerer manner. Zum Beispill d'Statsbeamten, do ass et ëmgedréit vläicht.

D'Diskussioun iwwert d'Verfassung, Diskussiounen och iwwert de Stellewäert vun der Armél, wat och net onproblematesch ass, de Stellewäert vun der Partei. Dat gëtt och diskutéiert. An d'Verhältnis zu den USA, wat och ganz kritesch gesi gëtt vun der Bevëlkerung an heiansdo méi kritesch wéi vun der Regierung selwer. Do gëtt et och ganz interessant Artikelen, déi ee kann doriwwer liesen.

Ech mengen, d'Kubaner wësse schonn, wéi ee sech entwéckelt. Si si mat grousse Problemer konfrontéiert vu baussen, och vu bannen, mä ech mengen net, datt een hinne Lektioune kann erdeelen. An ëmmerhin, nach eng Saach: Wann een den Entwécklungsindex kuckt, trotz alledeem läit awer den Entwécklungsindex vu Kuba op der 68. Plaz weltwäit, mir op der 20., a wann een awer Äppel mat Äppel vergläicht, dat heescht Kuba mat anere Länner aus Zentralamerika oder der Karibik, vun de latäinamerikanesche Länner ass Kuba op der 4. (veuillez lire 5. Plaz). Et sinn nëmme véier Länner viru Kuba: Argentinien, Uruguay, Costa Rica a Panama sinn nach viru Kuba. Déi aner hannendrun.

Et däerf een och net vergiessen, am Entwécklungsindex vun der UNO, dat sinn d'Zuele vun 2016, ech mengen, dat ass awer interessant: Wann ee vergläicht mat Haiti, der Domenikanescher Republik, Jamaika, Honduras, wou et och ganz problematesch ass, ech mengen, do kann een net behaapten, datt et an deene Länner de Leit besser geet. Ech géif souguer mengen, am Géigendeel!

Mir wäerte selbstverständlech dat heiten elo, deen Accord politique matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Ausseminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, Här President. Ech géif mengen, déi puer Wuert, déi mer hei echangéiert hunn, déi kann ee vergläiche mat der Debatt, déi kierzlech stattfonnt huet am Europäesche Parlament. Ech mengen, eng konstruktiv Approche, selbstverständlech mam Gewiicht op alles, wat den Dialog iwwert d'Droits de l'homme ugeet.

Ech hat virun e puer Méint, ech mengen, et war am Hierscht, d'Geleeënheet, a Kuba ze sinn an hunn iwwer zwou Stonne mam President Raúl Castro verbruecht a sengem Gaart do, an dat war an enger Phas no där grousser Hoffnung, déi jo ugesat huet 2015, Dezember 2015 duerch de President Obama, wou jo erëm d'Ambassad vun den Amerikaner opgemaach ginn ass, an och déi Roll, déi de Poopst gespillt huet. An ech kann Iech just als Anekdot soen, e sot: „Déi zwee wichtegst Länner, wichtegst Mënschen op der Welt, déi ech begéint hunn an déi och hei bei mer waren, waren engersäits de President Obama an zweetens de Poopst Franziskus."

Et muss ee wëssen, dass Kuba och an deene leschte Joren eng ganz grouss Roll gespillt huet a Kolumbien, am Dialog mat de FARC, dee jo menger Meenung no nach ëmmer op där richteger Pist ass, dass och Kuba mat den Dokteren a mat den Infirmièren, déi aus Kuba an d'Welt ginn, eng ganz grouss Aarbecht leescht. Rien n'empêche, dass ee muss, net nëmmen däerf, loosse mer soen, eng melancholesch Approche hunn zum Regimm. A Kuba gëtt et vill Mënschen, deene geet et net ganz gutt, net well se ënnerdréckt sinn, mä och aus wirtschaftlechen, aus soziale Grënn.

An duerfir géif ech mengen, dass dat, wat ech hei an der Chamber héieren hunn, mech eigentlech encouragéiert, dass mer praktesch alleguerte wëllen op dee Wee goen, fir eng Ouverture ze maachen. An ech géif och souguer soen, dass mir och hei kënne soen, wa Kuba no bei Amerika ass, no bei Europa ass, dann ass dat gutt fir d'Mënscherechter. Alles, wat an de Contraire geet, ass net gutt fir d'Mënscherechter a Kuba.

An duerfir, déi bilateral Relatiounen, den Här Berger huet dat ugeschnidden, mir hunn zënter Joren elo versicht, op zwee Niveaue bilateral Accorden ze kréien. Dat eent ass mat der Aviatioun, wat net onméiglech ass. Do gesi mer méi Fortschrëtt. An dat anert ass en Accord de non double imposition. Do kréie mer net Nee gesot, mä dat ass nach am Collimateur. Mä ech mengen, dass et méiglech ass, fir kënnen do weiderzekommen.

Eng Koaccreditatioun hänkt natierlech dervun of och, wéi mer dat gesamtpolitesch um amerikanesche Kontinent hikréien. Mä et ass eng Iwwerleeung wäert, wou een net sollt op jidde Fall a priori dergéint sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister.

Mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen, déi direkt ufänkt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7159 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

(Brouhaha général)

Kolleegen, wann Der just nach 30 Sekonne wéilt heibleiwen! D'Ofstëmmung ass eriwwer: 59-mol Jo, domat hu mer Unanimitéit. De Projet de loi 7159 ass domat ugeholl. Een huet net ofgestëmmt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der d'accord mat der Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

10. Changement de composition du comité de discipline (suite)

Ech wollt Iech just nach bieden, eng kleng Berichtegung ze maachen, wat d'Zesummesetzung vum Comité de discipline ugeet. Mir haten de Mëtteg d'Madamm Beissel nominéiert. D'Madamm Beissel ass Member vum Bureau a kann déi Aufgab leider net maachen, soudass mer den Här Gusty Graas géife proposéieren.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Da géif ech Iech Merci soen.

D'Sëtzung ass eriwwer. Kommt gutt heem, esou friddlech wéi méiglech!

(Fin de la séance publique à 19.13 heures)

SÉANCE 17

MARDI,
6 FÉVRIER 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Niki Bettendorf, député honoraire
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Frank Colabianchi
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *La séance publique est suspendue de 14.41 à 14.52 heures.*
- *M. Alex Bodry*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Eugène Berger*
- *Prestation de serment et discours de M. Frank Colabianchi*

6. Changements de composition de commissions parlementaires
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

8. Hommage à Mme Anne Brasseur
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

9. Octroi d'un titre honorifique à Mme Anne Brasseur
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

10. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar
- *M. Laurent Mosar*

11. Question élargie n°28 de M. André Bauler relative aux perspectives de développement du tourisme culturel
- *M. André Bauler - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

12. 7008 - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code de procédure pénale

2) le Code pénal
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Michel Wolter) (dépôt d'un amendement), Mme Taina Bofferding, Mme Lydie Polfer, M. Roy Reding, M. David Wagner, M. Franz Fayot*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Parole après ministre: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 7024 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;

5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;

8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. 7128 - Projet de loi portant

1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006;

3. modification de:

a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;

e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;

i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

15. 7166 - Projet de loi

1° portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;

2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler (intervention de M. Laurent Mosar)*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres; M. Guy Arendt et Mme Francine Closener, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.35 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Justizminister.

2. Hommage à la mémoire de M. Niki Bettendorf, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Enn Januar krute mer déi traureg Nouvelle, dass ee vun eise fréiere Kolleegen, den Éierendeputéierten a fréiere Vizepresident vun der Chamber, den Niki Bettendorf, Éierebuergermeeschter och vu Bartreng, am Alter vun 81 Joer gestuerwen ass.

Wéi beléift hie war, huet ee fir d'Lescht bei senger Bäisetzung de leschte Freideg gesinn. Den Niki war zu Bieles gebuer a vu kleng u war hien ënnert de Leit, well seng Mamm eng bekannt Wiertschaft hat. Hien ass zu Esch an de Jongelycée gaangen. Duerno huet hie Commerce geléiert an an enger Bank an duerno bei der Escher Brauerei geschafft. Seng Fra, d'Henriette, huet hien aus dem Minett op Bartreng bruecht, wou hie spéider als Fondé de pouvoir bei enger Uelechgesellschaft geschafft huet.

Den Niki Bettendorf war e begeeschterte Sportler, e gudden Turner an e bekannte Basketballspiller, duerno Trainer a schliisslech President vun der Bartrenger Sparta a Vizepresident vun der Basketfederatioun.

Iwwert de Sport an duerch den Emile Krieps ass hien an d'Politik komm. 1975 ass en der DP bäigetrueden a seng politesch Carrière huet en an den 80er Joren ugefaangen. 1981 ass hien déi éischte Kéier zu Bartreng mat an d'Gemengewahle gaangen. Säi Resultat huet hien direkt op de Buergermeeschterstull bruecht, deen hien 20 Joer laang, bis den 1. Januar 2002, sollt halen.

No sengem Succès an der Gemengepolitik ass den Niki Bettendorf 1984 och mat an d'Nationalwahle gaangen. Den 19. Juni 1990 ass hien als Deputéierten aus dem Zentrum an der Chamber vereedegt ginn. Bis den 10. Oktober 2006, also 16 Joer laang, war hie Member vun dësem Haus a vun 1999 bis 2006 och Vizepresident vun eiser Chamber.

Den Niki Bettendorf war e ganz aktiven Deputéierten. Vun 1999 bis 2004 war hie President vun der Santéskommissioun a vun der Spezialkommissioun „Drogen". Hie war och de Sprecher vun der DP-Fraktioun an de Beräicher Kommunal-, Gesondheets- a Sozialpolitik. A bei deem Leschte kann ech mech ganz gutt un dat eent oder anert méi animéiert Wuertgefecht tëschent eis zwee erënneren. Fir déi, déi méi laang hei derbäi sinn, déi kënne sech un eent besonnesch gutt erënneren!

Des Weidere war den Niki Bettendorf an de Kommissiounen Aarbecht a Beschäftegung, ëffentlech Bauten, ëffentlechen Déngscht, Gemengen a Wunnengsbau, an der Spezialkommissioun „PAN" an an der Spezialkommissioun „Genetik" aktiv, sief et als Vizepresident oder als Member. Aktiv huet hien och bei dem sougenannten „Rentendësch" matgeschafft.

Um internationale Plang war hie Member vun der Assemblée parlementaire vun der NATO. Zënter 2015 war den Niki Bettendorf och Vizepresident vum Comité vun der Associatioun vun de fréieren Deputéierten.

Den Niki war en oppenen, jovialen a fläissege Mënsch, mat deem och emol de Minettsdapp duerchgaangen ass. Hien huet als Buerger-

meeschter aus engem Duerf dat Bartreng vun haut gemaach.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber, vun eis alleguer, eist déift Matgefill, eise Respekt ausdrécken an eisem Deputéiertekolleeg soen, dass mer hien net wäerte vergiessen.

Ech géif Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Niki eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Chamber deponéiert goufen, an d'Lëscht vun de Propositions de loi, déi säitdeem vum Rôle des affaires zréckgezu goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergaangen. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 6 février 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7233** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2018

***7234** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2018

***7235** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.01.2018

***7236** - Projet de loi instituant un défenseur des droits de l'enfant, appelé «Ombudsman/fra fir Kanner a Jugendlecher» et portant modification 1. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 2. de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'Enfance et 3. de la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25.01.2018

***7237** - Projet de loi sur la protection des sols et la gestion des sites pollués et modifiant 1. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles, 3. la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, 4. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement et 5. loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 26.01.2018

***7238** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 29.01.2018

***7239** - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 29.01.2018

***7240** - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification 1. de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018, 2. de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange, 3. de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux et 4. de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 31.01.2018

***7241** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan et les Gouvernements des États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports de service, fait à Bruxelles, le 23 novembre 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.02.2018

***7242** - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.02.2018

Les propositions de loi suivantes ont été retirées du rôle des affaires:

***5857** - Proposition de loi sur la prostitution*

Dépôt: M. Marc Angel, M. John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Lydie Err

Retrait du rôle des affaires: 02.02.2018

***6863** - Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal*

Dépôt: M. Marc Angel, Mme Taina Bofferding, M. Franz Fayot

Retrait du rôle des affaires: 02.02.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***944** - Demande de pétition publique: L'obligation de marquer sur l'étiquette les pesticides utilisés*

Dépôt: M. Benoît Krier, le 12.01.2018

***945** - Demande de pétition publique: Introduction d'un modèle type de compromis de vente*

Dépôt: M. Ricky Wong, le16.01.2018

***946** - Demande de pétition publique: Diminution du taux général d'imposition pour les individus de la classe moyenne, qui contribuent le plus à l'économie du pays. Élimination de l'imposition à 50% de rémunération variable (bonus). Instaurer les vacances fiscales pour les expatriés qualifiés pendant les premières années de relocation professionnelle*

Dépôt: M. Volodymyr Andrianov, le 17.01.2018

***947** - Demande de pétition publique: Éischt Hëllef*

Dépôt: M. Kevin Krier, le 18.01.2018

***948** - Demande de pétition publique: Permettre aux employés d'État et aux fonctionnaires de prendre une pause plus courte le midi (actuellement une heure minimum obligatoire) comme il est possible dans certains secteurs privés avec horaire mobile*

Dépôt: M. Vincent Legeleux, le 18.01.2018

***949** - Demande de pétition publique: Hommage à feu François Dahm*

Dépôt: M. Jean Fleurot, le 18.01.2018

***950** - Demande de pétition publique: Interdiction des chiens de combat sans muselière en public*

Dépôt: M. Volodymyr Andrianov, le 19.01.2018

***951** - Demande de pétition publique: Vacances fiscales pour les professionnels immigrés (expatriés) pendant les cinq premières années de résidence*

Dépôt: M. Volodymyr Andrianov, le 19.01.2018

***952** - Demande de pétition publique: Construction d'une étoile de la mort - une base spatiale pour le Luxembourg*

Dépôt: M. Christian Kies, le 20.01.2018

***953** - Demande de pétition publique: Dépôt d'une plainte du Grand-Duché contre le projet de péage en Allemagne devant les juridictions compétentes*

Dépôt: M. Christian Kies, le 21.01.2018

***954** - Demande de pétition publique: Pour une prise en compte des familles monoparentales pour les «jours enfant malade» (congés pour raisons familiales)*

Dépôt: M. Miguel Dardenne, le 21.01.2018

***955** - Demande de pétition publique: Permis de conduire catégorie A2*

Dépôt: M. Dan Beelener, le 24.01.2018

***956** - Demande de pétition publique: Délai de réponse à un recours auprès du Conseil arbitral de la sécurité sociale*

Dépôt: M. André Schomer, le 26.01.2018

***957** - Demande de pétition publique: Congé collectif*

Dépôt: M. Ivo Filipe Nunes Carneiro, le 26.01.2018

***958** - Demande de pétition publique: Einführung von Wickeltischen auf öffentlichen und kommerziellen Toiletten für alle Geschlechter*

Dépôt: M. Yannick Meyer, le 30.01.2018

***959** - Demande de pétition publique: Réguler le flux de camions en transit dans le Grand-Duché de Luxembourg aux heures de pointe*

Dépôt: M. Andrea De Cillia, le 30.01.2018

***960** - Demande de pétition publique: Redressement de la marge de tolérance pour excès de vitesse des radars fixes*

Dépôt: M. Daniel Arens, le 31.01.2018

***961** - Demande de pétition publique: Récompenser l'automobiliste qui se tient au code de la route*

Dépôt: M. Tom Scheid, le 31.01.2018

***962** - Demande de pétition publique: Non à la fermeture du Waldhaff*

Dépôt: M. Pasquale Volza, le 02.02.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Dann zu eisem Ordre du jour: Déi lescht Presidentekonferenz vum Donneschdeg huet fir dës Woch den Ordre du jour virgeschloen, deen a liicht ofgeännerter Form mat Ärem Accord och un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt gouf.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

5. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Frank Colabianchi

Mir géifen dann elo en neie Member an der Chamber ophuelen. An hirem Bréif vum 16. Januar 2018 huet d'Madamm Anne Brasseur matgedeelt, dass si vum 31. Januar dëses Joers un op hiert Deputéiertemandat verzicht.

Am Artikel 3 Paragraf 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes ze liesen: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection. En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort. La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

(Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification)

Ech biede mech selwer dann elo,…

(Hilarité)

…d'Kommissioun mat Ärem Accord ze constituéieren. Ech géif dann elo als Éischten den Här Kaes…

Plusieurs voix.- Ah!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … proposéieren. Den Här Eugène Berger,…

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …d'Madamm Nancy Arendt, den Här Traversini, den Här Kox, den Här Bodry…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Jo, ech wousst, dass Dir esou frou mat der Prozedur sidd.

D'Madamm Dall'Agnol.

Une voix.- Si ass net do…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann d'Madamm Mergen.

Ech géif d'Kommissioun bieden, elo am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen, virun allem wat den Här Frank Colabianchi betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

Domat ass d'Sëtzung elo provisoresch ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.41 heures.)

***

(La séance publique est reprise à 14.52 heures.)

Eis Kommissioun huet hir Aarbechten ofgeschloss an domat kann ech d'Sëtzung erëm opmaachen. An d'Wuert huet de President vun der Kommissioun, den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi vum Artikel 3 vun eisem Reglement virgesinn ass, ass virdrun duerch Lous zesummegestallt ginn a setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: dem Här Aly Kaes, dem Här Eugène Berger, der Madamm Nancy Arendt, dem Här Roberto Traversini, dem Här Henri Kox, dem Här Alex Bodry an der Madamm Martine Mergen.

Den Här Eugène Berger ass vun eis eestëmmeg zum Rapporteur bestëmmt ginn…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …an ech selwer zum President vun der Kommissioun. An der Hoffnung, dass mer dës e bësse vereelzte Prozedur net nach eng Kéier mussen uwennen an dëser Mandatsperiod, géif ech Iech bieden, Här President, dem Här Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat maachen ech dann och direkt, Här President. An d'Wuert huet de Rapporteur vun der Kommissioun, den Här Eugène Berger.

Rapport de la Commission de vérification

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci deenen zwee Presidenten. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech elo eise Rapport virdroen. Ech sinn och ganz frou, datt ech ka kuerz virun der Vereedegung vun eisem zukünftege Kolleeg Frank Colabianchi hei an der Chamber dee Rapport virdroen.

An hirem Bréif vum 16. Abrëll 2018 huet d'Madamm Anne Brasseur de Chamberspresident doriwwer informéiert, datt si ab dem 31. Januar dëses Joers op hiert Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 16. Januar 2018 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un den Här Frank Colabianchi gewannt, deen als éischte Suppleant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat also d'Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen, wat mer och gemaach hunn. D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt den Här Frank Colabianchi, wunnhaft zu Bartreng, effektiv den éischte Suppleant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Zentrum ass an duerfir der Madamm Anne Brasseur hir Plaz unhuele kann.

A sengem Bréif vum 23. Januar 2018 huet den Här Frank Colabianchi eise Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vun der Madamm Anne Brasseur wéilt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Vereedegung vum Här Frank Colabianchi schwätzt, a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat.

Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Büro deponéiert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger, no deem sengem Rapport alles an der Rei ass. Ass d'Chamber mat deene Konklusiounen d'accord?

(Assentiment)

Merci. Da géif ech den Här Colabianchi elo erabieden. An en ass schonn ënnerwee.

Prestation de serment et discours de M. Frank Colabianchi

Häerzlech wëllkomm. Ech géif Iech dann elo bieden, Här Colabianchi, den Eed op eis Verfassung ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun därselwechter virgesinn ass, an no mir

herno ze schwieren op d'Verfassung nom Text: «Je jure fidélité au Grand-Duç, obéissance aux lois et à la Constitution de l'État». An Dir hutt et selwer berichtegt, et ass d'Constitutioun, déi fir d'Éischt kënnt, an dann d'Gesetzer.

An ech géif Iech elo bieden, mat mir déi riets Hand ze hiewen an ze schwiere mat engem: «Je le jure».

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Je le jure.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn Iech Akt vun Ärem Eed. An ab sofort, Här Frank Colabianchi, sidd Dir Member vun der Chamber an ech ginn Iech dann och direkt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Här President vun der Chamber, Dir Dammen an Häre Deputéiert, „Freed a Leed leien no beieneen", heescht et, a méi treffend kann ech wuel dëse feierlechen, virun allem awer emouvante Moment net resuméieren. Freed engersäits, well et déi éischte Kéier ass, wou ech hei an der Chamber däerf schwätzen, Leed anerersäits, well den Zoufall et wollt, dass just haut den Hommage un den Niki Bettendorf um Ordre du jour ass:

Den Niki, gouf éinescht gesot, dee 16 Joer hei an der Chamber war, deen och 20 Joer, vun 1982 bis 2002, Buergermeeschter vun der Gemeng Bartreng war, ee vu menge Virgänger also, mat deem ech d'Chance hat, ganz laang Joren am Bartrenger Gemengen- a Schäfferot ze schaffen.

Den Niki, duerch deen ech an d'Politik komm sinn, vun deem ech vill geléiert hunn an deen de Grondstee vun deem geluecht huet, wat d'Gemeng Bartreng haut ass. Hie war e gudde Frënd an ech wäert, esou wéi vill aner Leit, en oft vermëssen. Mir hu vill, oft a laang diskutéiert, bis zum Schluss. An ech weess och net, wien um Dag, wou bekannt gouf, dass ech an d'Chamber géif réckelen, sech méi gefreet huet, hien oder ech. Seng Freed wäert ech op alle Fall net vergiessen.

Merci fir alles, Niki.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz nei an dësem Gremium an u Motivatioun an Enthusiasmus feelt et mir net, fir dësen Challenge unzegoen.

Gebuer sinn ech 1962 a mäin Numm verréit, dass meng Famill keng Stacklëtzebuerger ass, an do sinn ech jo net deen Eenzegen heibannen.

(Hilarité)

Viru ronn 120 Joer aus Italien op Lëtzebuerg komm, hate mir bis 1990 eng Schräinerei an der Stad. Op Bartreng si meng Elteren 1973 geplënnert. Ech hu meng Lycéeszäit am Stater Kolléisch verbruecht. Duerno war ech um Institut pédagogique zu Walfer an hunn 1984 als Schoulmeeschter zu Miersch ugefaangen, an zwar an de sougenannten „classes complémentaires", de fréiere siwenten, aachten an néngte Schouljoren. Dës Klasse sinn 1994 duerch eng Reform aus dem deemolegen Enseignement primaire an de Lycée integréiert ginn.

De Mierscher Lycée technique ass dem LCD, dem Lycée classique de Diekirch, ënnerstallt ginn an ech krut dunn d'Aufgab an der Direktioun, fir d'Éischt als Chargé de direction an duerno als Directeur adjoint, d'Gestioun vun de sougenannte Klassen aus dem Régime préparatoire ze assuréieren, deem Ordre d'enseignement, wou et eng ganz breet Panoplie vu Schüler mat diverse Problemer gëtt, virun allem Jonker, déi et net esou einfach am Liewen hunn.

Ech si bestuet. Meng Fra ass an der Éducation différenciée täteg. Ech hunn zwee Bouwen, déi allen zwee am Stater Kolléisch sinn. A vu Sport ass virun allem de Fussball en Thema.

„Firwat setzt Dir Iech dann elo an?", dës Fro krut all Mënsch, deen an d'Chamber réckelt, e sëlleche Mol gestallt. Nun, et läit op der Hand, dass do d'Schoul, d'Jugend an de Sport bei mir noleien. Awer ech wëll direkt betounen, dass een dat net einfach esou restriktiv ka gesinn. Säit elo iwwer 28 Joer sinn ech zu Bartreng am Gemengerot, genee säit 1990. No de Wahlen am Oktober 1999 sinn ech du Schäffe ginn a säit 2009 Buergermeeschter. Ech sinn, an dat ganz gär, Lokalpolitiker, an dëst mat Leif a Séil. An och wann dat heiansdo belächelt gëtt, wann ee seet: „Lokalpolitiker", muss ech Iech éierlech soen: „Ech maachen dat ganz gär!"

A senger Uertschaft ass een no bei de Leit, et weess een, wat d'Leit appreciéieren, wat se beschäftegt a wat hinnen net gefält. Den Echange mat de Bierger ass direkt, onkomplizéiert an dëst ass a bleift mir ëmmer wichteg.

Op d'Chambersaarbecht, eng aner Säit vun der Politik, sinn ech gespaant an ech freeë mech op déi nächst Wochen a Méint, fir hei däerfe matzeschaffen. Ech brénge mäi Bagage aus der Gemengepolitik mat a sinn iwwerzeegt, dass dës Experienz bei enger Rei Themen en net negligeabelen Aspekt liwwere kann. Dat, wat hei am Haus ausgeschafft gëtt, regelt den Alldag dobaussen, setzt de Kader, an deem eis Gesellschaft fonctionnéiere soll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn houfreg, an enger Equipp matzeschaffen, déi esou munches an d'Rulle bruecht, villes erreecht an duerch eng flott, dynamesch an innovativ Politik Lëtzebuerg no vir bruecht huet. Et ass entstëbst ginn, vill sougenannt „politesch delikat" Dossiere sinn op de Leescht geholl ginn, de Kapp ass net an de Sand gestach ginn a keng Diskussioun ass evitéiert ginn, nëmme fir kengem op d'Kréienan ze trëppelen.

Dat ass eng Politik, déi kredibel an net vu Populismus gepräägt ass, eng Politik, déi ons weiderbréngt. D'Politik ass en Instrument, fir d'Gesellschaft op muer virzebereeden, fir eist Land fir muer fit ze maachen. Doduerch kommen heiansdo munch Gewunnechten an d'Wackelen, verschidden Traditioune ginn a Fro gestallt, awer dës Regierung huet den néidege Courage bewisen, fir op eng innovativ, dynamesch Aart a Weis eng modern Politik ze bedreiwen.

Här President, ech hu mat engem Merci ugefaangen an ech wëll mat engem Merci meng Ried schléissen. Dëse Merci soll där Damm zielen, déi queesch duerch d'politesch Landschaft bei sämtleche politesche Parteien unerkannt a respektéiert gëtt: dem Anne Brasseur. Anne, deng Nofolleg hei um Krautmaart unzetrieden, bedeit mir vill: fair a loyal sinn, tolerant, éierlech, objektiv, géint Populismus an all Zort vu Fanatismus, eng kloer Linn hunn an dach nolauschteren an zesummeschaffen, e proppere Konsens sichen an agoen. Esou hues du et an denger 42-järeger, exemplarescher politescher Carrière, wou s du alles erreecht hues, virgelieft. Du bass e Virbild. An d'Satisfaktioun, dass du mir d'Vertraue schenks, ass fir mech eng grouss Éier. Merci Ännchen!

Här President, Iech all, Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

6. Changements de composition de commissions parlementaires

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och eisem neie Member an der Chamber. An duerch de Wiessel op de liberale Bänken hu mer eng Rei vu Propose matgedeelt kritt fir déi verschidde Kommissiounen. Esou soll an der Landwirtschaftskommissioun den Här Frank Colabianchi den Här Claude Lamberty ersetzen. An der Kommissioun fir Héichschoul, Recherche a Medie soll den Här Frank Colabianchi den Här Lex Delles fir de Volet Enseignement supérieur a Recherche ersetzen. An der Budgetskontrollkommissioun soll den Här Colabianchi d'Madamm Anne Brasseur ersetzen. An der Kommissioun fir Aarbecht, Beschäftegung a sozial Sécherheet soll d'Madamm Joëlle Elvinger den Här Claude Lamberty ersetzen.

Ass d'Chamber mat deene Propositiounen d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

A wat d'Zesummesetzung vun den internationalen Delegatiounen ugeet, huet d'DP-Fraktioun proposéiert, dass den Här Eugène Berger d'Madamm Anne Brasseur an der Assemblée parlementaire de la francophonie als effektive Member soll ersetzen.

Ass d'Chamber och domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

8. Hommage à Mme Anne Brasseur

A mir hunn elo eng Rei vu flotten a verdéngte Wierder un eis fréier Kolleegin héieren an ech wéilt domat weiderfueren. Haut hu mer also en neien Deputéierte bei eis begréisst. An dat heescht jo bekanntlech - an dat wësse mer all -, dass mer engem vun eise Kolleegen, enger Kolleegin Äddi gesot hunn: der Madamm Anne Brasseur, déi op den 31. Januar 2018 aus der Chamber demissionéiert huet.

No 42 Joer huet d'Madamm Anne Brasseur e Stréch ënner hir kommunal, national an international politesch Carrière gezunn, och wann et bei deem internationalen nach esou e klengen Epilog gëtt. Wéi si selwer sot, mécht si elo e ganz déckt Buch zou an hëlt en anert Buch, mécht den Deckel op a weess nach net esou richteg, wat dora stoe kënnt oder dora steet.

An deem décke Buch, wou den Deckel elo zou ass, ass eng exemplaresch Carrière beschriwwen. Déi geléiert Psychologin Anne Brasseur ass 1975 Member vun der Demokratescher Partei ginn. Duerch déi deemoleg Stater Buergermeeschtesch Colette Flesch huet si sech fir d'Éischt an der Gemengepolitik engagéiert an ass och direkt mat 25 Joer an de Stater Gemengerot gewielt ginn. 1982 ass si Schäffen an der Stad ginn.

1979 ass d'Madamm Anne Brasseur eng éischte Kéier mat an d'Chamberwahle gaangen an direkt am Zentrum gewielt ginn. Zanterhier ass si mat enger Ënnerbriechung vun 1999 bis 2004, wou si Educatiounsministesch war, Member vun dësem Haus. Si hat siwe Mandater als Deputéiert.

An deenen iwwer 30 Joer an der Chamber huet si keng Erausfuerderung gescheit a sech ëmmer ganz gutt an hir Dossieren ageschafft. Si war Presidentin vun der Petitiounskommissioun, de Kommissioune fir Sport a Jugend, fir Kultur a vun der Budgetskontrollkommissioun. Si war e puermol Vizepresidentin vun der Educatiounskommissioun, der Kommissioun fir ëffentlech Bauten, fir Transport oder fir Logement. Si war och Rapporteur vun den Antikrisegesetzer vun 1983. Virun de leschte Chamberwahlen 2013 war d'Madamm Anne Brasseur och wärend dräi Woche Presidentin vun eiser Chamber.

D'Madamm Anne Brasseur war och laang Member an der parlamentarescher Assemblée vum Conseil de l'Europe a vun 2014 bis 2016 Presidentin vun där Assemblée, wou si eng bemierkenswäert a couragéiert Aarbecht geleescht huet a kee Blat virun de Mond geholl huet, wann et noutwendeg war.

D'Madamm Anne Brasseur huet hei an der Chamber, mä net nëmmen hei, Spuren hannerlooss. Si huet sech och vill fir d'Scouten engagéiert an eisen interparlamentaresche Scoutsgrupp presidéiert. Si hat an huet e gudden Drot zur Jugend an iwwerhaapt zu de Leit.

Ännchen, wann s du eis sollts nolauschteren - an dat méchs de definitiv -,...

(Hilarité)

...wëll ech dir an eiser aller Numm villmools Merci soe fir däin Asaz an der e ganz einfachen: „Maach et gutt!" mat op de Wee ginn.

Vill Freed bei den neien an alen Hobbyen a Merci fir alles!

(Applaudissement)

9. Octroi d'un titre honorifique à Mme Anne Brasseur

An un Ärem Applaus mierken ech, dass et ganz evident ass, wat de Bureau a senger Reunioun vum 30. Januar proposéiert huet, fir opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vum Chambersreglement der fréierer Deputéierter Anne Brasseur den Éierentitel vun hirer Funktioun zouzëerkennen.

Ech froen d'Chamber, ob si mat där Propos d'accord ass.

(Assentiment)

Domat ass d'Madamm Anne Brasseur Éierendeputéiert. Der neier Éierendeputéierter eis Felicitatiounen!

Voilà, dat gesot, géife mer elo zu den nächste Punkte vun eisem Ordre du jour iwwergoen. An ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Laurent Mosar fir den Depot vun enger Motioun.

Une voix.- Très bien!

10. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun iwwert d'Situatioun an Nordsyrien deposéieren. Ech mengen, ech brauch hei keng Detailer ze ginn. Dir wësst alleguerten, wat do an de leschten Deeg a Woche geschitt ass, wéi d'türkesch Arméi an Nordsyrien agefall ass, do e Krich géint d'YPG féiert, u sech eng kurdesch Unitéit, déi net nëmmen Alliéiert vun den Amerikaner, mä och vun der Europäescher Unioun ass.

Doniewent ass et esou, datt do och systematesch d'Zivillbevëlkerung bombardéiert gëtt, wou et elo och schonn zum Doud vu ganz ville Kanner komm ass. Déi humanitär Situatioun ass katastrophal. Et kënnt derbäi, datt d'türkesch Arméi an den türkesche Stat och guer keen Accès fir Organisation-humanitairen zouloossen, soudatt déi iwwerhaapt emol guer net dohinnerkommen, fir deene Leit an Nout ze hëllefen.

Et muss ee wëssen - an ech mengen, dat brauch ech hei net ze ënnersträichen -, datt d'Türkei nach ëmmer e Kandidat ass, fir an d'Europäesch Unioun ze kommen, an och NATO-Member ass. Fir eis ass et absolutt inakzeptabel, datt esou e Land hei refuséiert, datt humanitär Organisatiounen iwwerhaapt en Accès an déi Regioun vun Nordsyrien kréien.

Ech géif duerfir am Numm vun der CSV déi Motioun deposéieren. Ech géif awer jiddwereen invitéieren, dee sech wëllt där Motioun do uschléissen, déi matzedroen. An ech géif vläicht och mam Accord vum President vun der aussepolitescher Kommissioun proposéieren - esou wéi mer dat üüblecherweis maachen -, datt mer déi Motioun vläicht an déi zoustänneg Kommissioun verweisen a se dann déi nächst Woch am Februar, wou d'Chamber erëm zesummekënnt, vläicht och en séance plénière diskutéiere géifen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que, suite à la fermeture des accès de secours, la situation humanitaire se détériore et que les pertes civiles augmentent de jour en jour dans le cadre de l'offensive terrestre et aérienne - nommée opération «Rameau d'olivier» par Ankara - que la République de Turquie mène depuis le 20 janvier 2018 contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) en République arabe syrienne;

- considérant que, selon de nombreux observateurs, de nouveaux massacres des minorités syriennes en général et des Yézidis en particulier sont à craindre suite à l'offensive d'Ankara;

- considérant que les Kurdes en général et les Kurdes de Syrie en particulier constituent toujours un allié important de l'UE et de l'OTAN dans la lutte contre les djihadistes dudit «État islamique»;

- considérant que le Président turc a menacé d'élargir à d'autres villes du nord de la Syrie l'offensive turque en cours contre la région d'Afrin, «afin d'éliminer toute présence d'une milice kurde considérée comme terroriste»;

- considérant que M. Erdoğan a également annoncé de «nettoyer» Manbij et de ne laisser «aucun terroriste jusqu'à la frontière irakienne»;

- considérant que la guerre en Syrie est déjà à l'origine de plus de 340.000 morts et de millions de déplacés et réfugiés;

- considérant que la réunion de Sotchi, appelée «congrès de la paix» par Moscou, a été boycottée par l'opposition syrienne en général et par les Kurdes de Syrie en particulier;

- considérant la résolution 2254 du Conseil de Sécurité de 2015 prévoyant l'adoption d'une nouvelle constitution et l'organisation d'élections libres en Syrie;

invite le Gouvernement

- à lutter résolument contre la dégradation humanitaire dans la région suite à l'offensive turque;

- à exiger l'ouverture sans délai des accès humanitaires aux populations civiles;

- à afficher clairement la solidarité du Luxembourg avec les alliés kurdes de l'Union européenne en Syrie en particulier et au Moyen-Orient en général ainsi que avec les autres minorités de la région;

- à soulever le caractère problématique de l'offensive turque dans la région d'Afrin dans le cadre des relations bilatérales du Luxembourg avec la Turquie;

- à œuvrer tout autant au niveau de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'ONU pour maintenir la pression internationale sur Ankara.

(s.) Laurent Mosar.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ass d'Chamber mat där Propositioun d'accord, fir d'Motioun un d'aussepolitesch Kommissioun weiderzeginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass déi erweidert Fro vum Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vum Kulturtourismus a si riicht sech un d'Statssekretärin am Wirtschafts- an Tourismusdepartement. Den Här Bauler huet d'Wuert. Här Bauler, Dir wësst, dass Der fënnef Minutten hutt, an d'Regierung huet der zéng.

11. Question élargie nº28 de M. André Bauler relative aux perspectives de développement du tourisme culturel

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. De Kulturtourismus gehéiert sécherlech hei am Land zu deene wirtschaftleche Beräicher, déi nach e gewëssent Entwécklungspotenzial hunn an déi et duerfir am Sënn vun enger méi diversifizéierter Ekonomie ze förderen gëllt. Mir verfügen heiheem op engem klengen Territoire iwwer eng ofwiesslungsräich Kulturlandschaft an och iwwer en architektoneschen an immaterielle Patrimoine, dee sech weise léisst.

Natierlech kënne mer op touristeschem Plang net mat Länner mathale wéi Italien, Frankräich oder Däitschland, fir nëmmen déi ze nennen. Trotzdeem sollte mer eis net méi kleng maachen, wéi mer sinn, well d'Vestigë vun der Festung, eis Buergen a Schlässer, al industriell Sitten oder verschidde reliéis Bauwierker wéi d'Kathedral oder d'Basilika vun Iechternach zéien all Joer zeg Touristen un. Et ass schonn aussergewéinlech, dass esou e klengt Land wéi Lëtzebuerg gläich dräimol op der Unesco hire Weltlëschten agedroen ass.

2018 ass dat europäescht Joer vum Patrimoine. An dat schéngt mer e passende Moment ze sinn, fir de Kulturtourismus ze relancéiere respektiv nach méi geziilt ze förderen. Den Tourismus beschäftegt jo hei am Land, wann een dem World Travel & Tourism Council aus dem Joer 2016 gleeft, ronn 18.500 Leit an dréit zu iwwer 5% vum PIB bäi.

Dës Branche gräift op déi ënnerschiddlechst Beruffsprofiller zréck: vum Rezeptionist a Garçon oder der Serveuse iwwert de Guide oder den Eventmanager bis hin zum Chefkach a regionalen Tourismusanimateur.

Am Kulturtourismus kënne mer besonnesch vun eisem Unesco-geschützte Patrimoine profitéieren. D'Sprangpressessioun vun Iechternach an d'Family of Man zu Clierf gehéieren nieft de fréiere Festungswierker hei an der Stad zur kultureller Ierfschaft.

Duerfir wollt ech elo emol fir d'Éischt froen, ob de 25. Joresdag vun der Aschreiwung vun den ale Quartieren a Festungsbaute vun der Stad Lëtzebuerg op d'Lëscht vum Weltpatrimoine vun der Unesco net eng gutt Geleeënheet wier fir eng geziilte Publicitéit an dësem Kontext.

Eng zweet Fro betrëfft den immaterielle Patrimoine wéi zum Beispill d'Schueberfouer, d'Drauwefester oder d'Oktav an d'Sprangpressessioun: Sollt net op dës weltlech a reliéis Manifestatiounen an der Offer vun eise regionalen touristeschen Officen oder vum Luxembourg City Tourist Office verstäerkt opmierksam gemaach ginn? Wat fir konkret touristesch Projete lafen am Kader vum europäesche Joer vum Patrimoine hei zu Lëtzebuerg? Wat fir Appe ginn et mëttlerweil, déi et engem Tourist erlaben, fir mat sengem Handy en historeschen oder kulturelle Site ze entdecken? Kann ee schonn e Bilan vun der Initiativ Timetravel zéien? Wéi steet et ëm den Tourisme de mémoire? Offréiert Luxembourg for Tourism Itinerairen, déi openeen ofgestëmmt sinn an och schonn ausgeschafft sinn?

Wéi ass et ëm de Kongress- a Seminärtourismus an eise Schlässer bestallt? Gëtt et do konkret Perspektiven? Entspriechen d'Capacitéite vun deene Sitten de Bedierfnesser vun deene professionellen Organisateuren an der Stad an iwwer Land? Gëtt et interessant Apporten an Entwécklungen am Beräich vun der zäitgenëssescher Architektur? A wat fir engem Mooss ginn dës Gebailechkeeten an déi touristesch Offer integréiert?

Wat sinn d'Moossname vum Wirtschaftsministère, fir d'Promotioun vum EureWelcome-Label an eise Muséeën a Schlässer ze förderen? Wéi steet et ëm d'Zesummenaarbecht mat dem Institut fir kulturell Itinerairë vum Europarot?

De Ministère huet jo eng grouss Revisioun vun eisen touristesche Pied ugekënnegt, fir dee ganze Sentiersreseau ze reorganiséieren. Gouf et an deem Kontext an am Virfeld dovunner eng Analys? Wou sinn also dës Aarbechten drun?

Reng quantitativ Statistike ginn haut net méi duer, fir eng präzis Erfuerschung vum Tourismus ze erméiglechen. Ginn duerfir regelméisseg Enquêtë gemaach, fir de Clienten am Beräich vum Kulturtourismus e verbesserte Service unzebidden? Stëmmt de Wirtschaftsministère dës Enquêten och mat dem Kulturministère of?

Voilà. Dëst waren eng Rëtsch, vläicht eng Ribambelle vu Froen, déi ech am Zesummenhang vum Kulturtourismus wollt stellen. Ech soen op jidde Fall der Madamm Statssekretärin am Viraus villmools Merci fir hir Äntwerten an och hir Ureegungen.

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Statssekretärin, d'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Här President, e grousse Merci fir unzefänken emol dem Här André Bauler fir säin Interessi um Kulturtourismus. Déi kulturell Offer spillt effektiv eng zentral Roll an eiser Offer an och an der Promotioun vu Lëtzebuerg als Touristendestinatioun. Natur, Kultur a Gastronomie, dat sinn eis grouss Trëmp an do brauche mer eis par rapport zu anere Länner wierklech net ze verstoppen an och net kleng ze maachen. Do hutt Der ganz recht, Här Bauler. Mir hu souguer den Avantage, dass een hei bei eis alles a konzentréierter Form ka bannent e puer Deeg erliewen, ouni vill Kilometere mussen ze maachen.

Här President, dem Tourismus zu Lëtzebuerg, deem geet et gutt, an d'Weiche si gestallt, fir dass e sech ka weiderentwéckelen. Ufank Januar hunn ech de strategesche Kader presentéiert, dee fir déi nächst fënnef Joer eis Prioritéite festleet. An zu deene Prioritéite gehéiert d'Valoriséierung vun eisem Patrimoine. Et versteet sech natierlech vum selwen, dass eise Patrimoine besonnesch dëst Joer am Mëttelpunkt vun der Promotioun steet mat deem 25. Anniversaire vun der Alstad als Unesco-Site an dem europäesche Joer vum Patrimoine.

All Joer ginn 280.000 Visiteuren duerch eis Alstad - dat ass enorm vill - an dat och nëmmen eleng am Kader vun de Visites guidées, et kommen also nach vill anerer derbäi. D'Festung ass a bleift e Renner a si gëtt dëst Joer natierlech och besonnesch vum LFT bei der Vermaartung vun der Offer an de Vierdergrond gestallt an den internationale Publicitéitscampagnen, de klassesche Medien, mä virun allem och digital, awer och wa mer auslännesch Journalisten hei zu Lëtzebuerg empfänken. Pressereesen zum Thema Unesco ginn zum Beispill ëmmer ëm Päischten ugebueden, fir dass déi auslännesch Journalisten och d'Sprangpressessioun zu Iechternach kënne live materliewen.

À propos Unesco: D'Chancë sti ganz gutt, dass sech den Unesco-Label geschwënn och nach op anere Plazen erëmfënnt wéi op der Alstad, der Sprangpressessioun an der Family of Man, well intensiv un zwee Projete geschafft gëtt, bei deenen d'Thema Natur am Vierdergrond steet. D'Regioun Mëllerdall huet jo hir Kandidatur gestallt fir den Unesco-Geopark-Label an am Süde vum Land lafen d'Preparatiounen op Héichtoure fir eng Kandidatur an der Kategorie „Man and the Biosphere" als Biosphärreservat. Et ass eng international Modellregioun, déi sech fir eng nohalteg Entwécklung asetzt an den Equilliber sicht tëscht den Interessie vun der Ëmweltwirtschaft an dem Zesummeliewe vu Mënsch an Déier.

Mä natierlech - an och do hutt Der recht - ass och den immaterielle Patrimoine, eis Traditiounen, Fester a kulturell Manifestatiounen, Deel vun eiser Offer, déi mer den Touristen nobréngen, an dat iwwer zeg Promotiounskanäl: den Internetsite visitluxembourg, Publireportagen, Annoncen, Pressereesen oder och nach educativ Touren.

An et weist sech quasi all Dag, wéi wichteg an och iwwerfälleg et war, fir den ONT ze reforméieren an am neien LFT, am Luxembourg for Tourism, all déi regional Offices du tourisme plus den LCTO mat un den Dësch ze kréien, fir eben ze garantéieren, dass och d'Highlighten aus de Regiounen iwwer Land an déi professionell Promotioun matefléissen.

Dovunner ofgesinn huet jo och all ORT säin eegenen Agenda am Print an online, deen eemol an der Woch un d'Hotellen, un d'Campingen an aner Akteuren um Terrain geschéckt gëtt.

Iwwert déiselwecht Promotiounskanäl gëtt och d'Offer am Kader vum europäesche Joer vum kulturelle Patrimoine an d'Vitrinn gestallt. Wéi Der jo sonner Zweifel wësst, huet de Kulturministère an där Hisiicht de Lead, an et ass och hien, deen déi thematesch Achse fir d'Joer vum kulturelle Patrimoine zréckbehalen huet, a Verbindung jeeweils mat der Educatioun, mat den neien Technologien a mat nohalteger Entwécklung. Mëttlerweil si 66 Projete scho labelliséiert ginn. Hei geet et vun thematesche Visitten an Ausstellungen iwwer Filmprojektiounen, Konferenzen. Déi Projete kann een all um Internetsite „patrimoine2018.lu" gesinn. Zum Beispill kann ee sech mat engem 3D-Brëll eng Animatioun vum Veianer Schlass ukucken, wou een déi verschidde Bauphasen och ka gesinn. Dat ass just ee Beispill.

Et ass awer evident, dass den Trend souwisou a Richtung digital Supporten a Guidë geet, an et sinn eng ganz Rei vu Projeten an der Maach respektiv schonn um Marché.

De Projet Timetravel, deen Der ugeschwat hutt, Här Bauler, dee gëtt vun der Stad Lëtzebuerg gefouert an ass de Moment nach an enger Pilotphas, soudass een nach kee Bilan kann zéien. Wéi ech héieren hunn, ass en awer op engem ganz gudde Wee.

Dann ass et esou, dass d'ORTen aus de Regioune Mëllerdall, Musel a Guttland den Ament un engem grenziwwergräifende LEADER-Projet schaffen ënnert dem Numm „Antike Realität mobil erleben". Et geet drëm, fir galloréimesch Sitten zu Lëtzebuerg an an eisen Nopeschregioune mat Hëllef vun „Augmented Reality" nei ze erliewen. Dat fonctionnéiert och mat enger App via Smartphone. An de Projet soll d'nächst Joer ofgeschloss ginn.

LFT proposéiert schonn zënter engem Joer eng App fir d'Luxembourg Card. Hei kritt een als Tourist den Iwwerbléck, wat een alles ka mat der Luxembourg Card erliewen, an et kritt een natierlech och detailléiert Informatiounen zum ëffentlechen Transport, zu de Sitten, zu den Ouvertureszäiten an esou weider.

Doriwwer eraus schaffe mer zanter engem Joer mat den Entwéckler vun der App „Spotic" zesummen. Dat ass eng gratis App, mat där de User selwer sougenannten „Spots" vun enger flotter Plaz am Land ka maachen a se mat anere dann direkt kann deelen. Domadder kann een zum Beispill och thematesch Kaarten ausschaffen, zum Beispill mat all den Aussiichtspunkten.

Als touristesch Destinatioun hu mer eis der Innovatioun, der Qualitéit, der Nohaltegkeet verschriwwen, an dat soll sech och an eiser Offer erëmspigelen, ganz am Sënn vun eiser Strategie, duerfir: Digital ass ganz sécher dat, wou mer och an deenen nächste Joren drop setzen.

Dann zum Tourisme de mémoire: Do hu mer nach Potenzial. All Joer ginn 23.000 Visiteuren an de Militärmusée op Dikrech. Dat ass wierklech vill fir e Musée iwwer Land. A fir amerikanesch Touriste sinn dee Musée an och de Kierfecht zu Hamm d'Haaptattraktioun zu Lëtzebuerg. Do besteet wierklech eng ganz grouss Demande no méi. An LFT mécht zanter zwee Joer verstäerkt Campagnen zu deem Thema. Op visitluxembourg stinn alleguerten d'Sitten am Zesummenhang mam Tourisme de mémoire an enger Rubrik. Et ass einfach ze fannen. Do ginn och Toure proposéiert. Mä, an dat ass richteg, mir hunn nach Sputt.

Duerfir sinn ech och frou, dass am Kader vun engem Interreg-Projet um Schumanns Eck eng nei Informatiounsinfrastruktur geschafe gëtt, fir déi Plaz an alles, wat do geschitt ass, en valeur ze setzen an deene Jonken, och deene manner Jonken, d'Geschicht, déi sech hei ofgespillt huet, besser ze vermëttelen.

De Kongresstourismus dann oder de MICE, wéi dat an der Branche heescht: Een Drëttel vun alle MICE-Evenementer - Kongresser, Seminären, Banqueten an esou weider - sinn zu Lëtzebuerg a sougenannten „event locations", also a Schlässer, Muséeën, Theateren, Concertssäll; een Drëttel vun allen Evenementer, dat ass am internationale Verglach e ganz gudde Wäert. Verschiddener spille wéinst hirer Capacitéit, dem Kader oder wéinst dem Prestige eng ganz wichteg Roll, zum Beispill de Groussen Theater, d'Philharmonie, de Cercle City oder natierlech och d'Schlass vu Buerglënster.

Een anert Beispill ass d'Abtei Neimënster. Do waren zejoert 126 kommerziell Evenementer mat 13.000 Participanten. Eleng do an der Abtei ass dat, mengen ech, och e ganz gudde Wäert. Si gehéiert och zu engem internationale Reseau vun historesche Sitten, déi fir Konferenze genotzt ginn.

Vill Sitten a grad Schlässer sinn allerdéngs virun allem fir Receptiounen oder Galadinnere gëeegent, well se wéinst enger ganzer Rei vu Contrainten haaptsächlech raimlecher Natur eben net fir ganz grouss Seminären oder Kongresser a Fro kommen. Dacks ass et esou, dass d'Haaptmanifestatioun enzwousch anescht ass an dann eben d'Receptioun oder d'Soirée, de Galadinner dann am Schlass.

Eng vun de Schwieregkeeten hei ass natierlech och d'Zesummespill vu Kultur a Business. Natierlech hunn déi kulturell Manifestatiounen op de kulturelle Sitte Prioritéit. Dat ass kloer. An do ginn et dann Interferenzen an de Planungszyklen, well e Kulturprogramm meeschtens maximal ee Joer am Viraus festgeluecht gëtt, grouss Kongresser awer zwee bis dräi Joer am Viraus musse geplangt ginn. Do, wéi gesot, gëtt et dann heiansdo Interferenzen.

D'Architektur iwwer Land spillt eng ganz grouss Roll. Mir hunn iwwer 2.000 Visite-guidéeën, organiséiert vun den ORTen iwwer Land. An do sinn et ëmmer d'Architektur an d'Kultur, déi am Vierdergrond stinn. D'Promenade architecturale zu Esch zum Beispill ass e ganz grousse Succès. Et ginn och permanent nei Touren ausgeschafft vun engem Aarbechtsgrupp vun de Guiden. An dann huet den OAI jo och en neie Guide erausbruecht, den „Architectour".

Dir hutt den EureWelcome-Label ugeschwat. An Tëschenzäit hunn iwwer 140 Gemengen, Manifestatiounen an Attraktiounen dee Label vun der Accessibilitéit. Een Drëttel dovunner si Muséeën a kulturell Sitten. Bei de Schlässer ass et natierlech net ëmmer evident, fir se accessibel ze maachen, Denkmalschutz oblige. Mä d'Veianer Schlass huet entre-temps e Lift an d'Useldenger Schlass ass natierlech e perfekt anert Beispill fir d'Accessibilitéit fir Tourisme pour tous.

Mir schaffe fir dee Label enk mat Info-Handicap zesummen. An ech sinn och frou, dass den Aarbechtsgrupp „Tourisme pour tous", wou d'ORTen an déi professionell Akteuren dra sinn, d'Besoinen um Terrain ëmmer erëm analyséiert an eis och regelméisseg Verbesserungsvirschléi mécht.

Den Institut des itinéraires culturels vum Europarot, deen huet säi Sëtz zu Lëtzebuerg an der schonn ugeschwater Abtei Neimënster a seng Ausriichtung ass säit e puer Joer wierklech vill méi touristesch ginn, mécht sech also méi engem breede Public op. Konkret heescht dat, dass den Institut dëst Joer och matgeet op d'ITB op Berlin, also op déi gréissten Tourismusfoire weltwäit, an op eis Invitatioun hin och op eisem Stand vum Wirtschaftsministère präsent ass. Ech mengen, do kréien den Institut an och d'Offer vum Institut eng nei Visibilitéit.

Dann nach dee Punkt vu Lëtzebuerg als Wanderdestinatioun. Do si mer scho ganz gutt opgestallt. Mir hu jo schonn eng Partie international gelabelt Wanderweeër. Mä d'Ambitioun ass wierklech, fir eng Premiumdestinatioun ze ginn. An duerfir musse mer eise ganze Reseau vun den nationale Weeër komplett iwwerschaffen. Nodeems mer dat jo mat den CFL-Weeër, mat den Autopedestre gemaach hunn, maache mer dat och nach mat dem nationale Reseau, fir eng kohärent, zäitgeméiss Offer ze kréien. Duerfir schaffe mer mam däitsche Wanderverband zesummen. Déi Aarbecht huet ugefaangen. Bis 2020 steet eng professionell Beschëlderung vun allen Haaptachsen.

Mä wat mir awer och ganz wichteg ass, dat ass, dass mer d'Weeër esou leeën, dass se och un den ëffentlechen Transport ugebonne sinn an awer och laanscht d'Attraktioune féieren, d'Campingen, d'Jugendherbergen an esou weider. De Client wëllt säi Wanderwee à la carte zesummestellen entspriechend sengen Interessien, och senger Fitness, sengem Portmonni. An dat musse mer him offréieren.

Här President, ech hu virdru vun eiser Strategie geschwat, fir dass sech den...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Statssekretärin, Dir misst zur Konklusioun kommen.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Jo, a genau do sinn ech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn lech schonn eng Minutt geschenkt.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Dat ass léif.

Ech hunn lech vun eiser Strategie geschwat, fir dass sech den Tourismus zu Lëtzebuerg nohalteg kann entwéckelen. Am Mëttelpunkt dovunner steet de Client. Duerfir musse mer och wëssen, wat de Client wëllt a wéi en et hei zu Lëtzebuerg fënnt. Duerfir maache mer och dëst Joer nees eng Gästebefragung. Et ass déi éischt zanter 2013. An op Basis dovunner, mengen ech, kënne mer him genau dee Service à la carte bidden, deen e brauch.

Mir sinn op engem gudde Wee. D'lescht Joer hu mer déi Mark vun den dräi Milliounen Nuitéeën depasséiert. Mir setzen alles drun, fir dass mer eis weiderentwéckelen.

Mä wat natierlech grad de Kulturtourismus ugeet an déi kulturell Offer ugeet, do ass den Tourismus tributär vun aneren. Dat heescht, mir sinn dorobber ugewisen, dass anerer eng gutt kulturell Offer schafen, an da kënne mir derfir suergen, dass déi entdeckt an erlieft gëtt. Duerfir ass natierlech d'Zesummenaarbecht mam Kulturministère kruzial. An ech freeë mech iwwer all nei Initiativ, déi zu der Reputatioun vu Lëtzebuerg als Terre de rencontre bäidréit.

Villmools Merci, Här President.

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Statssekretärin, zéng Minutte sinn zéng Minutten an net zwielef an eng hallef. Wann ech gelift, sech dorun halen!

Den Här Bauler huet nach Recht op eng Zousazfro.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, dat ass net de Fall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. André Bauler *(DP).*- Ech wollt der Madamm Statssekretärin felicitéieren. Merci.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann hutt Dir dat elo recuperéiert an ech soen Iech Merci do derfir.

Mir ginn zum nächste Punkt iwwer, dem Projet de loi 7008, enger gesetzlecher Neiregelung vun der Prostitutioun.

Une voix.- Neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Modell 1 ass virgesi fir de Projet de loi. D'Wuert huet elo d'Madamm Lorsché, d'Rapportrice.

12. 7008 - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code de procédure pénale

2) le Code pénal

Rapport de la Commission juridique

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools Merci, Här President. Et ass am Fong keng gesetzlech Regelung vun der Prostitutioun, mä de Projet de loi, deen ech heimat virstellen, verstäerkt de Kampf géint d'Exploitatioun vun der Prostitutioun an de Kampf géint d'Zuhälterei an de Mënschenhandel zu sexuellen Zwecker. E modifizéiert de Code de procédure pénale an de Code pénal.

De Projet de loi gouf de 27. Juni 2016 vum Justizminister Félix Braz deposéiert a regelt de juristesche Volet vum Plan d'action national «Prostitution», zu deem ech e puer Erklärunge wëll ginn.

Dësen Aktiounsplang besteet aus fënnef Achsen a gouf den 29. Juni 2016 vum Justizminister Félix Braz a vun der Chancëgläichheetsministesch Lydia Mutsch virgestallt. D'Haaptzil vum sougenannten Plan «Prostitution» besteet doran, d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg méi streng ze encadréieren, d'Zuhälterei an de Mënschenhandel ze bekämpfen an de Betraffenen aus der Prostitutioun erauszehëllefen.

Wéi Dir wësst, ënnersteet d'Prostitutioun hautdesdaags engem Regimm, an deem déi Prostituéiert net bestrooft ginn, wa se sech u gewësse Regelen halen. Strofbar ass allerdéngs de Mënschenhandel, d'Zuhälterei an d'Bedreiwe vun enger Maison close, engem Bordell an anere Wierder. Dëse Regimm geet zréck op d'Gesetz vum 1. Abrëll 1968, mat deem Lëtzebuerg d'Konventioun vun New York aus dem Joer 1949 transposéiert huet.

An deem Kontext gouf d'Reglementatioun vun der Prostitutioun ofgeschaaft, wärend all Form vun Exploitatioun a vun Zuhälterei verbuede ginn ass. Dat huet dozou gefouert, datt d'Maisons closes mam Gesetz vum November 1970 zougemaach goufen. Zanterhier ass d'Prostitutioun strofbar, soubal wéi se sech am ëffentleche Raum manifestéiert an den Ordre public an iergendenger Form stéiert. Derbäi kënnt, datt d'Gemengen all Aktivitéiten op hirem Territoire verbidde kënnen, déi d'Sécherheet, d'Salubritéit an d'Rou an hirer Gemeng gefäerden.

An deem Sënn huet d'Stad Lëtzebuerg d'Prostitutioun am Joer 2001 op hirem Territoire verbueden, ausser an definéierte Stroossen zu definéierten Zäiten an ënnert der Konditioun, datt d'Gesetz vun 1968 respektéiert gëtt.

Op Basis vun där Situatioun huet d'Regierung, wéi ugangs scho gesot, en Aktiounsplang mat enger Rei Partner ausgeschafft. Dëse Plang begräift fënnef Pilieren, déi ech kuerz wéilt resuméieren:

Deen éischte besteet aus der Verschäerfung vum gesetzleche Kader, deen am Projet de loi vun haut definéiert gëtt.

Den zweete Pilier verstäerkt d'Aarbecht um Terrain mat Hëllef vu Streetworkers an duerch e konsequente sozialen a medezinneschen Encadrement vun de Prostituéierten. Dozou gehéiert d'Zesummenaarbecht mat der Gesondheetskeess a mam Centre commun de la sécurité sociale, fir de Prostituéierten eng Krankeversécherung ze erméiglechen.

Beim drëtte Pilier geet et ëm déi sougenannten EXIT-Strategie, déi zesumme mam Ministère de l'Égalité des chances, dem Service dropIn vun der Croix-Rouge an der ADEM ausgeschafft ginn ass. Dës Strategie ass geduecht, fir de Prostituéierten de Wee aus der Prostitutioun duerch eng individualiséiert Hëllefstellung ze vereinfachen an déi Betraffen op den Aarbechtsmaart ze orientéieren.

De véierte Pilier betrëfft d'Preventioun, d'Informatioun an d'Sensibilisatioun. Hei geet et méi speziell ëm de Kampf géint de Mënschenhandel an ëm d'Assistenz fir d'Affer, dëst an Zesummenaarbecht mat Femmes en détresse, mat der Police, dem Centre de rétention, dem OLAI a Vertrieder vun der Zivillgesellschaft.

An de fënnefte Pilier bezitt sech op d'Éducation sexuelle et affective, déi doraus besteet, d'Kanner zu verantwortleche Mënschen ze erzéien an zum Respekt virun der kierperlecher a psychescher Integritéit vun all Mënsch.

Souvill zu der Gesamtstrategie, an déi dëse Projet de loi sech aschreift. De Projet de loi selwer begräift fënnef Haaptdispositiounen, déi an Ofsprooch mam Parquet général, der Police an dem Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains definéiert gi sinn.

Éischtens kritt d'Plattform «Prostitution» als Comité permanent eng legal Basis ënnert dem Numm «Comité Prostitution». Momentan ass dës Plattform zesummegesat aus Vertrieder vum Ministère de l'Égalité des chances, vum Justizministère, vum Service dropIn an der Aidsberodung vun der Croix-Rouge, vum Service d'intervention sociale vun der Stad Lëtzebuerg, vum Parquet général a vun der Police.

Déi definitiv Zesummesetzung vum Comité permanent, dee jo an dësem Gesetz geregelt gëtt, wäert dann am Règlement grand-ducal méi genee definéiert ginn. Seng Missioun besteet doran, sech konkret um Terrain mam Problem vun der Prostitutioun, mat hirer Entwécklung, mat hirer Bekämpfung a mat hire Konsequenzen ze befaassen. Donieft ass de Comité gehalen, enk mam Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains zesummenzeschaffen, fir Delikter am Beräich vum Mënschenhandel opzedecken an hinnen déi néideg Suite ze ginn.

Eng zweet Dispositioun regelt d'Kontrollméiglechkeete vun der Police judiciaire, nees eemol mam Zil, dem Proxenetismus an dem Mënschenhandel op d'Spur ze kommen an déi néideg juristesch Schrëtt dergéint ze ënnerhuelen.

D'Kontrolle vun der Police judiciaire bezéie sech souwuel op Privatwunnenge wéi och op Raimlechkeeten, déi fräi fir de Public accessibel sinn oder gelount kënne ginn, wéi beispillsweis Hotellen, Baren, Caféen, Pensiounen, Chambres meublées an anerer. D'Kontrolle gi vun der Police judiciaire ausgefouert, allerdéngs muss a béide Fäll eng Autorisatioun vum Procureur d'État virleien.

En Ënnerscheed gëtt et allerdéngs bei de Konditiounen, déi et erlaben, eng Kontroll anzeleeden. A Privatwunnengen ass et esou, datt sécher, präzis an zesummenhängend Indizien, op Franséisch „des indices certains, précis et concordants", musse virleien, déi kloer op Proxenetismus schléisse loossen, respektiv op Mënschenhandel. Dee Moment kann d'Police judiciaire op Autorisatioun vum Procureur d'État hin d'Identitéit vun de Persounen an där Wunneng préiwen an detektéiert Problemer un de Parquet weiderginn.

Dobäi muss ee wëssen, datt de Parquet général e schrëftleche Rapport vun deem ganze Virgang muss verfaassen. Dëst erlaabt, datt eng Enquête vum Untersuchungsriichter kann ageleet ginn, mam Zil, kriminell Reseauen opzedecken an déi Betraffen aus dem Däiwelskrees vun der Prostitutioun erauszehuelen, am Fall wou se dozou forcéiert gi sinn, an eben och de Mënschenhandel op déi Manéier ze bekämpfen.

Bei ëffentlech zougängleche Raimlechkeete wéi deenen, déi ech virdrun opgezielt hunn, ass et esou, datt d'Police judiciaire mat der Autorisatioun vum Procureur d'État ebenfalls Kontrollen an de Banneraim ka virhuelen. An deem Fall ass d'Konditioun déi, datt regelméisseg Prostitutioun an deene Raim festgestallt muss ginn, ouni datt sécher, präzis a konkordant Indizie vu Proxenetismus a vu Mënschenhandel musse virleien.

Dës Dispositioun, déi an eisem Code de procédure pénale festgehale gëtt, entsprécht dem Wonsch vum Parquet général an inspiréiert sech um franséische Code de procédure pénale. Ech kommen drop zréck.

Eng drëtt Dispositioun betrëfft eise Code pénal, andeem festgehale gëtt, datt d'Affer vum Mënschenhandel net strofbar gemaach gi fir en Acte de racolage.

A bei der véierter Dispositioun geet et ëm d'Confisquéieren, d'Zerstéieren oder d'Fälsche vu Reesdokumenter oder Identitéitskaarte respektiv ëm d'Manipulatioun vun Dokumenter zu Zwecker vu sexueller Ausbeutung, vu Mënschenhandel, vun Zuhälterei oder vun illegalem Trafic vu Migranten. An deem Kontext ginn Amenden tëschent 10.000 a 50.000 Euro a Prisongsstrofe vun dräi bis fënnef Joer fir esou Akten am Code pénal festgehalen.

A schlussendlech féiert eng fënneft Dispositioun dozou, datt e Client vun enger mannerjäreger Prostituéierter mat enger Prisongsstrof tëschent engem a fënnef Joer an enger Amende tëschent 251 a 50.000 Euro penaliséiert gëtt.

Déiselwecht Strofe si virgesinn am Fall, wou e Client bewosst eng Prostituéiert ausnotzt, déi besonnesch vulnerabel ass, psychesch oder kierperlech krank ass, eng Defizienz huet oder schwanger ass.

Am Fall vun Zuhälterei a Mënschenhandel ginn d'Clientë mat aacht Deeg bis sechs Méint Prisongsstrof an enger Amende tëschent 251 a 50.000 Euro penaliséiert, natierlech wa se wëssen, datt et sech ëm Mënschenhandel handelt.

Sollt eng Persoun, déi eng vun dësen Infraktioune begaangen huet, sech bereet erklären, bei den zoustännegen Instanzen als Zeie vu Proxenetismus a Mënschenhandel auszesoen a mat der Justiz ze kollaboréieren, gëtt se vun der Amende entbonnen.

Souvill zu den Haaptpunkte vun dësem Projet de loi. Mir sinn eis eens, datt et weltwäit vill aner Regelungen an Iwwerzeegunge gëtt, fir d'Prostitutioun ze bekämpfen oder se an e legale Kader ze setzen. Dat ass vu Land zu Land verschidden.

A mengem schrëftleche Rapport sinn ech kuerz op déi véier grouss Modeller agaangen, déi et weltwäit ginn. Kee vun hinnen, dat wësst Der, konnt sech bis haut duerchsetzen, wat d'Saach natierlech net méi einfach mécht.

Donieft war et mir och wichteg, op de weltwäite Problem vum Mënschenhandel a vum Sextourismus hinzeweisen, déi allen zwee an enker Relatioun mat der Prostitutioun stinn. Mir ginn dovun aus, datt zu Lëtzebuerg 80% vun de Prostituéierten an engem Reseau vu Mënschenhandel sinn an alle béid op d'Ausbeutung vu Mënschen aus Drëttlänner erauslafen, wat weltwäit e Phenomeen ass, sief et, well dës Mënschen als Affer vun der Traite wéi Wueren a räich Länner exportéiert ginn an do ausgebeut ginn, sief et, well se an hiren eegene Länner Affer gi vum Sextourismus oder Prostitutiounstourismus, dee wäit verbreet ass an dozou féiert, datt Persounen aus räiche Länner an aarm Länner reesen, fir Einheemescher sexuell auszebeuten.

Besonnesch zanter der zweeter Halschent vum 20. Jorhonnert hunn dës Phenomeener massiv zougeholl, wat d'Noutwendegkeet vun der internationaler Kooperatioun a vun der Harmonisatioun vun de Gesetzgebungen ënnersträicht.

Här President, ech komme bei déi parlamentaresch Aarbechten a bei d'Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen. An enger éischter Etapp, den 29. Juni 2016, ass den Avant-projet de loi an enger Réunion jointe vun der Commission juridique an der Commission de l'Égalité des chances virgestallt an diskutéiert gi mat deenen zwee zoustännege Ministeren. De 4. Mee 2017 koumen déi zwou Kommissiounen nach eemol zesummen.

D'Commission juridique huet sech an zwou weidere Sëtzunge mam Avis vum Statsrot, mam Avis vum Parquet général a mat deementspriechenden Amendementer befaasst. Hei goung et an éischter Linn ëm d'Dispositioun, déi d'Kontrolle vun der Police judiciaire an de Privatwunnengen an an ëffentlech zougängleche Raimlechkeete sollt regelen.

E gréisseren Diskussiounspunkt war an deem Kontext den Term „maison meublée", deen zu enger Rei Interpretatiounsdivergenze gefouert huet. Fest steet jiddefalls: D'Maisons meublées sinn am Gesetzestext an der Kategorie vun den ëffentlech zougängleche Raim opgezielt a ginn och vum Parquet als solch interpretéiert.

Weider Avisen, déi ech aus Zäitgrënn net kann am Detail erklären, koume vu folgenden Institutiounen an Organisatiounen: dem Centre pour l'égalité de traitement, dem Conseil national des femmes, dem Centre d'information et de documentation femmes et genre, dem Cid-femmes, der Fondatioun Maison de la porte ouverte, dem Conseil supérieur des personnes handicapées, der Berodender Mënscherechtskommissioun, dem Parquet vun Dikrech, dem Tribunal d'arrondissement aus der Stad, dem Procureur d'État an dem Procureur général d'État. De Resumé vun all deenen Avise fannt Dir natierlech a mengem schrëftleche Rapport.

Ee Wuert nach zum Schluss zu der Commission de l'Égalité des chances, déi de Projet de loi wéi gesot an enger Réunion jointe mat der Commission juridique presentéiert kritt huet an en Austausch mat den zoustännege Ministeren hat. Den 9. Januar vun dësem Joer koum d'Chancëgläichheetskommissioun nach eemol zesummen an huet en éischte Bilan vum Plan d'action «Prostitution» virgestallt kritt. Donieft ass d'Chancëgläichheetskommissioun och iwwert d'Aarbechte vun der Commission juridique informéiert ginn. Fir komplett ze sinn an der Gesamtstrategie vun der Regierung Rechnung ze droen, hunn ech e Resumé vun där Sëtzung a Form vun engem Avis a mäi Rapport integréiert.

Domat hätt ech sämtlech Volete vun dësem wierklech ganz delikate Sujet ofgedeckt. An domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. Éischte Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: «On dit que l'esclavage a disparu de la civilisation européenne. C'est une erreur. Il existe toujours, mais il ne pèse plus que sur la femme, et il s'appelle prostitution.» Dat schreift de Victor Hugo a sengem Jorhonnertroman „Les misérables". De franséischen Nationaldichter beschreift hei leider net just eng Realitéit vum 19., mä och nach vum 21. Jorhonnert.

A wann ech soen „Realitéit", da mengen ech domadder och d'Grozonen, souwuel déi vum Droit wéi och déi vun eiser Gesellschaft. Well, fir et kloer ze soen: Natierlech hätt d'CSV, natierlech hätt ech, an ech mengen, mir alleguerten heibannen am léifsten eng Welt ouni Prostitutioun. Leider ass eis Welt awer net ideal. An duerfir kann een heiansdo an enger net idealer Welt och keng ideal Gesetzer stëmmen.

Prostitutioun ass mënschlech ee ganz sensibelt Thema mat ville Facetten. Trotzdeem musse mir hei am Spannungsfeld tëschent villen Aspekter vu Mënschewürd, vu Sittlechkeet, vu Wäerter an Droit haut Rechtsnorme virginn, déi duerno och an der Praxis souwuel fir eis Justiz, mä och fir eis Police d'Strooss halen.

Här President, dëst gesot, wëll ech virun allem a virop der Rapportrice, dem Josée Lorsché, e grousse Merci soe fir e sachleche Bericht, schrëftlechen a mëndlechen, an engem Sujet, deen net ganz einfach ass.

D'CSV begréisst jiddefalls kloer an däitlech, dass mat dësem Gesetzesprojet de Stat weider Mëttele kritt, fir géint d'Zuhälterei, well dëst ass absolutt intolerabel, an och d'Prostitutioun virzegoen. D'Prostitutioun ass näämlech net vereinbar mat der mënschlecher Dignitéit, wa se ënner Zwang ausgeüübt gëtt. Woubäi natierlech de Begréff „Zwang" wäit an deenbar ass. Mä dëst ass awer leider ze dacks de Fall.

D'Prostitutioun schreift sech leider dacks an d'Zuhälterei, jo ganz oft souguer, wéi virdru gesot ass ginn, an de Mënschenhandel an. A wa mer richtegerweis vu „Mënschen" schwätzen, sou muss een dach hei de Fakte kloer an d'A kucken a soen: D'Affer vun der Prostitutioun, dat ass meeschtens d'Fra!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well eppes ass evident: International Konventiounen, Rechtsvirschréfte vun der Europäescher Unioun verflichten eist Land, géint de Mënschenhandel an domat och géint eng vu sengen Ausdrocksformen, näämlech d'Prostitutioun, virzegoen. Mä grad dës Missioun am Equiliber mat de Prinzipie vun der Rechtsstaatlechkeet ze erfëllen, ass, wéi schonns gesot, een delikaten Exercice, dat besonnesch, well et och ëmmer ëm en Exercice vun der Fräiheet an absënns an dësem Fall der sexueller Fräiheet geet, déi jo meeschtens och nach oft, allze oft tabuiséiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV begréisst ausdrécklech, dass duerch dëse Gesetzesprojet dee sougenannte Comité Prostitution eng legal Basis kritt. D'CSV seet och Jo, kloer Jo, dass de Client, deen eng sexuell Relatioun mat enger Persoun ënner 18 Joer ageet, strofrechtlech belaangt gëtt.

Wëssentlech bezuelte sexuell Akter mat Mannerjäregen ze hunn, däerf eis Gesellschaft net toleréieren. Bis elo ware just bezuelten oder onbezuelten - an dat wousste vill Leit dobaussen net - sexuell Akter mat enger Persoun ënner 16 Joer a priori eng Strofdot.

D'CSV seet och zur neier Strofdot, näämlech dem Verbuet vu bezuelte sexuellen Akten am Kontext vun engem sougenannten Abus de faiblesse, ganz kloer jo, well hei geet et ëm déi physesch a psychesch Vulnerabilitéit; d'Gebriechlechkeet vun enger Persoun, déi ausgenotzt gëtt. An dat kann net sinn! Bezuelt sexuell Akter mat enger Persoun ze hunn, vun där de Client - wann ech dat däerf wäertneu-

tral esou soen - weess, dass se illegal am Land ass, vun där de Client weess, dass se krank ass, vun där de Client weess, dass se physesch oder psychesch behënnert ass, dat ass ganz einfach degoûtant. Esou ee Behuelen ass an eiser Gesellschaft net tolerabel a muss ergo och strofrechtlech Konsequenzen hunn.

D'Regierung huet also hei - a lauschtert gutt no! - richteg gehandelt. Et goufen an deene Froen eng Rei vu Lacunnen an dem Gesetz, déi dann och haut mat dësem Projet de loi behuewe ginn.

D'Fro stellt sech elo awer weider an deem Kontext: Ginn ech generell de Client, dee bezuelten Akter sicht an och vollzitt, strofrechtlech sanktionéieren? Ass net generell eng Persoun, meeschtens eng Fra, déi dat Nobelst, wat si als Mënsch huet, näämlech hire Kierper, an dacks oft genuch hir Dignitéit verkeeft, ëmmer an enger Situatioun vun Detresse, vu Faiblesse, vun Nout? Dacks genuch gëtt dobäi, och wann een dat dobaussen net esou gesäit, och hir Séil eigentlech net verkaaft, awer zumindest dach nohalteg verletzt.

Eng berechtegt Fro deemno, op déi et, soen ech ganz einfach, keng einfach Äntwert gëtt. Well déi mannste Persounen, déi der Prostitutioun noginn - déi Wierklechkeet muss een och emol gesinn - an hire Kierper fir dacks manner wéi fir eng Fläsch Wäin verkafen, maachen dat wuel aus Spaass un der Freed. An d'Wierklechkeet vun der Strooss, Dir Dammen an Dir Hären, an och vun den Appartementer, dat ass net déi wéi an „Pretty Woman". An net all Client huet esou vill Respekt wéi de Richard Gere. Ganz a guer net!

Dir Dammen an Dir Hären, et waren dat och d'Iwwerleeungen, déi d'CSV derzou gefouert haten, 2015 an der Consultatiounsdebatt iwwert d'Prostitutioun, sech fir déi generell Penalisatioun vun dem Client vun de Prostituéierten auszeschwätzen. Dës Approche ass allgemeng besser bekannt dobaussen als sougenannten „schwedesche Modell", quitte dass zanter 2016 och Frankräich eng äänlech Approche gewielt huet. Mä loosse mer da bei der Bezeechnung „schwedesche Modell" emol bleiwen!

A mir soen et och haut nach: Eng méi staark Responsabilisatioun vum Client ass a bleift aus all deene Grënn, déi ech grad developpéiert hunn, och haut nach d'Zilsetzung vun der CSV op deem Punkt.

Awer, Dir Dammen an Dir Hären, déi politesch Éierlechkeet an och déi intellektuell Redlechkeet verlaangen ze soen, dass dat praktesch a rechtlech net esou liicht ze bewerkstelligen ass, wéi mir eis dat virgestallt hunn a wéi mir eis dat, dovu ginn ech gären aus, alleguer heibannen och wënschen, souwuel d'Regierung wéi d'Chamber.

Meng Fraktiounskolleegin, d'Deputéiert Françoise Hetto, huet an hirer bewegender Ried vun 2015 als CSV-Spriecherin op dëser Plaz och drun erënnert, dass si als fréier Chancëgläichheetsministerin an der Period 2009 bis 2013 am Koalitiounsvertrag deemools net - ech widderhuelen „net" - den Optrag hat, de schwedesche Modell hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, mä no Alternativen zu der Penalisatioun vum Client ze sichen.

Et gëtt zu Lëtzebuerg näämlech zwou - dat muss een och esou soen - rechtlech Hürden - rechtlech Hürden, net moralescher, mä rechtlech Hürden -, déi ee géintiwwer vun dem schwedesche Modell muss iwwersprangen. Dat gëtt elo vläicht liicht méi technesch a juristesch, mä och den Droit, dat ass nun eemol esou, muss een a Betruecht zéie bei der Sich nom moindre Mal fir déi betraffe Fraen a fir eis oppen a fräi Gesellschaft als Ganzt.

Éischtens, an eiser Strofprozessuerdnung muss een Zeien net viru Geriicht aussoen, wann hie sech domadder selwer belaangt. Wann ee Client vun enger Prostituéiert also zum Beispill an engem Zouhälterprozess riskéiert, sech selwer duerch säin Temoignage strofrechtlech ze belaaschten, jo, da muss ech lech kee Bild molen, dann tendéiert seng Bereetschaft auszesoen, niewent all aner perséinlecher Pressioun, där hien an der Regel an esou Prozesser souwisou schonns ausgesat ass, definitiv géint null. An der Konsequenz bedeit dat also soss näischt, wéi datt den Zouhälter vun dëser Omertà ongestrooft dovukënnt. An ech mengen net, dass iergendeen heibannen dat wëllt.

Zweetens kann een net Abstraktioun maache vun enger dach elo konstanter Rechtssprechung vun de Riichtere vum Stroossbuerger Mënscherechtsgeriichtshaff. Wat soen déi? Ma dëst wegweisend europäescht Geriicht hält hei zréck, dass sexuell Relatiounen ënner all hire Formen, där gewolltener an där vläicht manner gewolltener, déi net ënner Zwang, mä am Averständnis vun alle Bedeelegten a souguer géint d'Bezuele stattfannen, net an de Beräich vun dem Strofrecht däerfe falen.

Dat gëtt vun de Riichteren näämlech als en Ausdrock vum Recht op Privatsphär an der fräier Selbstbestëmmung am Sënn vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun gesinn. Ob een dat gutt oder schlecht fënnt, dat steet eigentlech hei net zur Debatt. Mä et ass déi juristesch Realitéit, déi mir och mussen an eis legislativ Aarbecht afléisse loossen, wa mer wëlle wierklechkeetsno bleiwen.

Well och a Saache Prostitutioun, Dir Dammen an Dir Hären, bewege mir eis net an engem Vase clos a mir sinn och dofir scho guer keng Insel, ganz am Géigendeel, an dat a villen Hisiichten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou nobel de Kampf géint d'Prostitutioun och ethesch-moralesch si mag, de politeschen Zweck hellegt awer net all juristesch Mëttelen.

Här President, ech wëll dofir op e Knackpunkt vun dësem Gesetzesprojet ze schwätze kommen, dee fir d'CSV vun essenzieller Bedeitung ass, well hei dee verfassungsrechtleche Prinzip, den Artikel 15 vun eiser Konstitutioun, d'Inviolabilitéit vun dem Domicile, op eng Manéier ugegraff gëtt, mat där mir als CSV net kënnen d'accord sinn. Well fir et kloer ze soen: D'viischt Dier vun de Leit muss sécher bleiwen, an domadder hiert Doheem, hir Privatsphär an och hir Intimitéit.

Ech bezéie mech mat menger Kritik op déi Befugnisser, déi d'Polizei sollt duerch dëst Gesetz verankert kréien, fir d'Prostitutioun ënner anerem an Hotelszëmmeren a souguer a Privatwunnenge festzestellen. Laut dem Regierungstext kann d'Police, rechtlech verankert, ouni Ordonanz vun engem Untersuchungsriichter an dës Raimlechkeeten eragoen. An dat geet eis als CSV ze wäit, well d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg ass zwar net erwënscht - mä wou ass se dat schonn? -, mä si ass och dofir bei eis awer net strofbar. A fir en Akt ze constatéieren, dee keng Strofdot ass - dee keng Strofdot ass! -, kritt d'Police d'Befugnisser, déi se bei kenger anerer strofbarer Handlung huet.

Bei enger Virermëttlung, enger sougenannter „Enquête préliminaire", kann d'Police ouni schréftlech Erlaabnis vun dem Bewunner net an eng Privatwunneng eragoen. Dëst zielt awer net bei der Prostitutioun ouni Zwang. Et kéint ee sech hei awer bal vir wéi viru 50 Joer, wou den Adultère, also den Ehebruch - ouni dass ech dee wéilt mat Prostitutioun gläichstellen, mä et geet hei ëm de rechtleche Prinzip -, nach hei am Land als Strofdot gefouert gouf an d'Police an der Enquête kontrolléiert huet, ob „noch Bettwärme vorhanden war". An dëse Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, dréit elo d'Schréft vun engem grénge Justizminister.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei am Speziellen ëm eng Ofännerung vum Artikel 11 (4) vun eisem Code de procédure pénale. De Justizminister argumentéiert - an ech mengen, jiddweree respektéiert deem anere seng Meenung -, dass den Text, esou wéi en elo haut besteet a schonns vill Jore besteet, extrem kritikabel wier, mä awer ganz laang net kritiséiert ginn ass, wat hien dann elo géif ännere mat de Konditiounen, déi wesentlech méi streng wieren. Abee, der Rei no.

Haut seet den Text, esou wéi en elo am Code de procédure pénale steet: «Sans préjudice des prérogatives particulières qui leur sont attribuées par des lois spéciales, ils» - a gemengt sinn hei d'Officiers de police judiciaire - «peuvent entrer en tout [temps dans les] lieux livrés notoirement à la débauche». Kurz und bündig.

Den initiale Regierungstext vun dësem Projet de loi, wéi e vum Justizminister am Numm vun der Regierung deposéiert gouf, huet ganz einfach d'Wierder «notoirement à la débauche» ersat duerch «pour lesquels il existe des indices faisant présumer que des actes de débauche ou de prostitution y sont commis». Den urspréngleche Wëlle vum Justizminister war also, een Text, deen hie selwer als kritikabel beschriwwen huet, nach méi grouss opzemaachen an domadder nach méi kritikabel ze maachen, andeems d'Polizisten, déi mir pour le reste an hirer schwiereger Aufgab och ënnerstëtzen, kéinten net nëmme bei notoirer Debauche, mä och bei einfachen Indizien - ech widderhuelen „bei einfachen Indizien" - vu Prostitutioun a Privatwunnengen eragoen.

An de Commentaire des articles vun dem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, dee confirméiert dat och, ob Dir dat elo wëllt oder net, kloer an däitlech. An e schreift: «À défaut de refonte de l'article 11, paragraphe 4,» - vum Code d'instruction criminelle; dat ass deen, deen ech elo zitéiert hunn - «il sera très difficile d'effectuer des contrôles dans les cabarets,» - j'en veux bien - «bars striptease,» - an elo kënnt et - «appartements et autres établissements». Also «appartements et autres établissements» an der Ratio legis vun dem Projet de loi, deen am Numm vun dëser Regierung deposéiert gouf.

De Wëlle vun dem Justizminister war also ganz kloer, ob en dat elo wëllt oder net, fir d'Pouvoiren, déi d'Police hat an déi hie selwer als extrem kritikabel bezeechent huet, nach méi grouss ze maachen an och an Appartementer, Privatwunnengen a Privathaiser eranzegoen, fir niewent der Debauche och nach, wéi ech elo grad virgelies hunn, d'Prostitutioun ze kontrolléieren. Dat, wéi gesot, d'Meenung an den urspréngleche Text, deen deposéiert gouf.

Onofhängeg vun där feelender Kohärenz, muss ee sech awer hei froen: Ma wou si mer dann? A wéi ee Land soll dat sinn, wou ee souguer a sengem Doheem net méi sécher ass?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Duerfir ass d'Autorisatioun vun engem onofhängegen Untersuchungsriichter, wéi iwwregens bei all Strofdot, fir eis ee Schlëssel zur viischter Dier, dee mir net wëllen, mat allem Respekt, eleng an d'Hänn vun dem Parquet a vun der Police leeën. D'Grondprinzipie vun dem Lëtzebuerger Rechtsstat hunn do Virfaart.

Här President, nun huet awer, an dat à juste titre, de Statsrot där Demarche vum Justizminister e Rigel virgesat mat enger Opposition formelle. Firwat? Mä de Statrsot hält fest, dass souwuel d'Debauche - dat si sougenannten „ausschweifend Sexualpraktiken", wat een och ëmmer dorënner versteet - wéi d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg net strofbar sinn. An der Police fir net strofbar Handlungen een Droit d'entrée a Privatwunnechten ze ginn, géif dem Statsrot no, mat Recht, enger Violatioun vum Domicile, engem Hausfriddensbroch also, gläichkommen. Esou, wéi gesot, de Statsrot.

Doropshin huet de Justizminister sech beim Contrôle vun der Prostitutioun - beim Contrôle vun der Prostitutioun, net vum Proxenetismus! - inspiréiert un enger Bestëmmung vum Drogegesetz a folgenden Text zréckbehalen: «Ils» - dat heescht nach ëmmer „les officiers de police judiciaire" - «peuvent également, sur autorisation du procureur d'État, entrer en tout temps à l'intérieur de tout hôtel, maison meublée, pension, débit de boissons, club, cercle, dancing, lieu de spectacle et leurs annexes et en tout autre lieu ouvert au public ou utilisé par le public lorsqu'il est constaté que des personnes se livrant à la prostitution y sont reçues habituellement.»

Mä hei läit och d'Kromm an der juristescher Heck! Dat, wat de Justizminister awer net iwwerholl huet a wou e kee Wuert dervu gesot huet, ass een Zousaz, deen am Drogegesetz hannert deem Saz, deen ech Iech elo grad zitéiert hunn, steet a kloer eng Aschränkung ass vun dësem problemateschen Droit, notamment an Hotellen an a Maisons meubléeën. Well eng Maison meublée, dat ass net eng, déi oppen ass fir all Mënsch, mä eng Maison meublée, dat ass Är, dat ass meng, dat ass jiddwer Bierger seng. An dat kann een op 26 Aart-a-Weisen interpretéieren, mä eng Maison meublée ass per se net oppen!

An duerfir schreift, mat Recht, de Legislateur vun 1973 ënner engem liberale Justizminister, dem Eugène Schaus, mat Recht, an deen Text ass mat grousser Majoritéit an der Chamber verabschit ginn, mécht e grad déi Präzisioun, wou e schreift: «Les officiers de police judiciaire ne pourront effectuer ces visites,...» - also ënner anerem an d'Hotellen, well an engem Hotel, do ass d'Lobby vläicht ënnen oppen zougänglech, mä en Hotelszëmmer, Dir Dammen an Dir Hären, mat allem Respekt, wann Dir e Contrat d'hôtellerie maacht am Sënn vun 1952, Artikel aus dem Code civil, dann ass dat privatif fir Iech, an et ass net fir all Mënsch zougänglech - «...ces visites, perquisitions et saisies dans les maisons d'habitation ou appartements qu'en cas de flagrant délit ou sur mandat du juge d'instruction.»

An dat kënnt Der noliesen an dem Exposé des motifs vum 1973er Gesetz. Deen Zousaz ass genau komm, fir d'Distinctioun ze maachen zwëschen Hotellen, Maison-meubléeën, déi ëffentlech zougänglech sinn, an Haiser, déi als privat Maison d'habitation gesat ginn. Well wärend 50 Joer ass deen Text do net geännert ginn.

Also net d'Police, Dir Dammen an Dir Hären, oder de Parquet briechen d'viischt Dier fir d'CSV op, mä just e Juge d'instruction, a keen aneren!

Fir d'Onverhältnismëissegkeet vun dësem Gesetz nach méi ze veranschaulechen: Am Drogegesetz brauch d'Police also ausser engem flagrant Délit ëmmer ee Beschloss vun engem Untersuchungsriichter. An och de Commentaire des articles vun deemools seet kloer - dee gehéiert zu der Lektür vun deem Gesetz -: «L'alinéa 3 se rapporte aux visites à effectuer à des domiciles privés. Ces intrusions, qui sont des plus graves, ne peuvent, en principe, être effectuées que sur mandat du juge d'instruction.»

Duerfir déi weislech Differenz zwëschen eppes, wat ëffentlech zougänglech ass a wou ech kee Beschloss brauch vun engem Untersuchungsriichter, an eppes, wat net ëffentlech zougänglech ass a wou ech muss e Beschloss vum Untersuchungsriichter hunn, mat Ausnam vun engem flagrant Délit. A wéi kéint et och aneschters an engem Rechtsstat sinn?

An anere Wierder: Souguer d'Drogegesetz gesäit ausdrécklech eng Aschränkung fir Privatwunnenge vir, déi an dësem Gesetzesprojet fir d'Prostitutioun net iwwerholl gëtt. Firwat eigentlech net?, froe mir eis. An ech mengen domat net nëmmen d'CSV.

An der Justizkommissioun vum 23. Januar, wou de Minister da vun der CSV schréftlech convoquéiert war... Dir gesitt also, mir versichen zumindest als einfach Landdeputéierten...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ...net convoquéiert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...als einfach Landdeputéiert eis Kontrollaarbecht da vläicht awer méi eescht ze huele wéi eenzel Exponenten dat vun eiser Partei dann ëmmer mengen, huet de Minister gesot, an ech zitéieren hien elo...

(Interruption)

Här Braz, et muss heiansdo e bësse méi lëschteg sinn. Ech zitéieren...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ... net lëschteg.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech zitéieren Iech elo. Jo, Chef, ech fuere weider. Den Här Braz seet also: „Firwat iwwerhuele mir dat net vum 1973er Gesetz mam Juge d'instruction?" Seet den Här Braz! „Wann Der et genee gekuckt hutt, an ech gi jo dervun aus, dass Der dat gemaach hutt", seet den Här Braz, „gesitt Der, dass am 1973er Gesetz dräi Saache viséiert sinn: den Droit d'entrée, d'Visitt, awer och d'Perquisitioun, awer och d'Saisie."

An e bësse méi wäit kënnt de Minister dann zur Konklusioun: „Den Text, dee mir elo hei an der Prostitutioun" - net am Proxenetismus - „maachen, viséiert exklusiv den Droit d'entrée. Dofir menge mir, dass dat dofir och duergeet, wann de Procureur, contrairement zum aktuellen Text, an Zukunft eng Autorisation préalable muss ginn."

Am Resumé: D'Police kann ënner anerem an een Hotelszëmmer oder an eng Privatwunneng eragoen, fir vermeindlech Prostitutioun festzestellen. Si brauch duerfir kee Mandat vun engem Untersuchungsriichter. An dëse rechtlechen Anachronismus hale mir an engem Text haut am Joer 2018 fest. Deen eenzegen Zousaz zu dem aktuellen Text... An dat war och menger Ansicht no de Wëllen, well den urspréngleche Wëlle vun dem Justizminister war jo, fir datselwecht bestoen ze loosse wéi bis elo, just dass een amplaz «notoirement à la débauche» «indices à la débauche ou à la prostitution» sollt virgesinn.

An aus deem Grond, Här President, deposéiert d'CSV en Amendement zu dem Gesetzesprojet, dee ganz einfach ass. A mir hätte gär dat, wat an dem Drogegesetz als zousätzlechen Alinea ass, fir sécherzestellen, dass an eng Privatwunneng, eng privat genotzte Wunneng oder en Appartement, dass do nëmmen den Zoutrëtt, fir Prostitutioun ze kontrolléieren, ka geschéie mat enger Autorisatioun vun engem Untersuchungsriichter, mat Ausnam vun dem flagrant Délit.

Une voix.- Op d'mannst!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dofir deposéiere mir en Amendement, dee folgenden Text a Wuertlaut huet: «Ils ne pourront» - «ils», dat sinn d'Officiers de police judiciaire - «exercer ce droit d'entrer dans les maisons d'habitation ou appartements qu'en cas de flagrant délit ou sur mandat du juge d'instruction.»

Amendement

Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code de procédure pénale

2) le Code pénal

Amendement unique - modification de l'article 2 point 1 du projet de loi

Il est proposé de compléter le paragraphe 4 de l'article 11 du Code de procédure pénale en y ajoutant un nouvel alinéa 3:

«Ils ne pourront exercer ce droit d'entrer dans les maisons d'habitation ou appartements qu'en cas de flagrant délit ou sur mandat du juge d'instruction.»

Commentaire

Dans le cadre des travaux en commission, les auteurs du projet de loi ont indiqué que le nouveau paragraphe 4 de l'article 11 du Code de procédure pénale était en quelque sorte un copier-coller de dispositions analogues figurant d'ores et déjà à l'article 3 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

En rapprochant ces deux textes, des différences notables sautent cependant aux yeux:

1. à la différence de la législation sur les stupéfiants qui comporte des incriminations de faits précis en rapport avec les stupéfiants, le texte de loi en projet proposé par la majorité gouvernementale n'incrimine ni le fait de se livrer à la prostitution, ni celui de la «consommer»;

2. la législation sur les stupéfiants fait une distinction claire et nette entre, d'une part, les maisons d'habitation et appartements, et, d'autre part, les lieux ouverts au public. Pour des raisons ayant trait à la protection de la vie privée, les visites domiciliaires dans les domiciles privés sont entourées de plus de garanties procédurales, en ce sens qu'elles ne pourront avoir lieu que sur mandat du juge d'instruction.

Pour souligner cette différence de régime, nous proposons donc d'ajouter un alinéa supplémentaire à l'article 11, paragraphe 4 du Code de procédure pénale visant expressis verbis la situation des maisons d'habitation et appartements à la différence des lieux ouverts au public ou utilisés par le public.

(s.) Gilles Roth, Octavie Modert, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mä och, Dir Dammen an Dir Häre - an dat geet elo e bësse méi séier, well meng Riedezäit, déi geet virun -, schaffen...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Also, Är domm Commentairen, Madamm Loschetter, déi kënnt Der lech spueren!

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ma Är Falschaussoen och!

(Interruption)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Frot lech d'Wuert an da schwätzt Der herno!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mä och haut, Dir Dammen an Dir Häre, schaffen d'Polizisten an eisem Code de procédure pénale och net als fräischaffend Künstler. «Tous les officiers de police judiciaire (...) sont soumis à la surveillance du procureur général d'État», seet richtegerweis den Artikel 15 (2) vun eisem Code de procédure pénale.

D'Autorisation préalable vum Procureur, déi de Justizminister jo fir ausräichend hält, ka gegebenenfalls souguer nëmme mëndlech vun dem Substitut vum Déngscht gi ginn, ouni dass en do emol muss op der Plaz sinn.

Hei gëtt fir d'Prostitutioun eng onverständlech Ausnam zur normaler Strofprozedur fir eis gemaach. Fir eis ass dat jiddefalls ee gefäierleche Precedent. Well wéi wëllt Der dann, Här Minister, Dir Dammen an Häre vun der Majoritéit, an Zukunft bei anere Verbriechen - an dobäi ass d'Prostitutioun ouni Zwang kee Verbriechen zu Lëtzebuerg -, wéi wëllt Der dann net wëllen op déi heite Prozedur zréckgräifen?

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Autorisatioun vum Parquet ass net mat där vun engem Untersuchungsriichter gläichzestellen.

Éischtens: An eiser normaler Strofprozessuerdnung muss ëmmer eng Autorisatioun vun dem Juge d'instruction virleien, fir an eng Wunneng eranzegoen. Den Artikel 47 vun eisem Code de procédure pénale am Kader vun enger Virermëttlung, dee seet ganz kloer: «Les perquisitions, visites domiciliaires et saisies de pièces à conviction ne peuvent être effectuées sans l'assentiment exprès de la personne chez laquelle l'opération a lieu.» Dat heescht also, dass, wann ech meng viischt Dier net opmaachen, kënnt kee Polizist ouni e Beschloss vun engem Untersuchungsriichter bei d'Leit an d'Privatwunneng eran.

Zweetens: Den Untersuchungsriichter, deen huet de Statut vun enger onofhängeger Instanz, déi à charge an à décharge enquêtéiert, tëschent eben engersäits dem Parquet als Autorité poursuivante an anerersäits awer och de Rechter vun der Defense vun dem presuméierten Täter, an den Untersuchungsriichter muss dat ofweien a muss och do en Equiliber sichen.

Wann den Untersuchungsriichter en Duerchsuchungsbefeel erléisst, dann huet e sech och am Virfeld mam Dossier vum Parquet befaasst. An dat geschitt net an enger Nacht-und-Nebel-Aktioun ausserhalb vun eisem Rechtsstat a vun eiser Verfassung.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Drëttens: D'Argument, fir ze soen, de Wee iwwert den Untersuchungsriichter géif ze laang daueren an duerfir misst d'Autorisatioun vum Parquet duergoen, ass och net stéchhalteg. Soss misst et och gëllen a wesentlech méi urgenten Tatbestänn!

Doriwwer eraus relativéiert dësen onglécklecke Projet de loi d'Urgence iwwregens selwer. Den Text gesäit näämlech vir, dass de sougenannten Droit d'entrée an Hotellen, Privathaiser an esou conditionnéiert ass, „lorsqu'il est constaté que des personnes se livrant à la prostitution y sont reçues habituellement".

Mä „habituellement", Dir Dammen an Dir Häre, dat widdersprécht hei schonn der Notioun vun „Urgence"! Well wann de concernéierte Polizist, ier e kann anzwousch eragoen, muss dem Gesetz no festgestallt hunn, dass Prostituéiert do geméinlech zirkuléieren, „habituellement", jo, ech mengen, da brauch et jo souwisou eng gewëss Zäit an da kann een och e Beschloss bei dem Untersuchungsriichter no där normaler Prozedur froen.

Véiertens - an dat huet eis eigentlech erschreckt, muss ech soen -: D'Argument, dat och vum Parquet général an der Sitzung virbruecht gouf, fir ze soen, dass de Bierger, dee sech wëllt géint een onerlaabten Droit d'entrée vu Poliziste wieren, deen hätt jo d'Méiglechkeet, e Recours ze maachen.

Une voix.- Absolutt!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, dat léisst awer ze denken iwwreg!

De Parquet, Dir Dammen an Dir Häre, dee wäert an esou engem Fall dach wuel kaum géint de Polizist, géint sech selwer, géint de Substitut, géint e Procureur wéinst Hausfriddensbroch enquêtéieren. An dat bleift dann, an dat ass och esou confirméiert ginn - do waren 13 Leit Temoin -, dat ass och esou confirméiert ginn an der Justizkommissioun vum 23. Januar, da bleift also deem onschëllege Bierger just den Zivillprozess géint de Stat. Firwat? D'Base vum Gesetz vun 1988 wéinst Dysfonctionnement vun der Justiz a vun der Police.

Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, dat ass awer e schwaachen Trouscht fir de betraffene Bierger, deen ënner Ëmstänn dann ee jorelaange Prozess muss féieren, fir um Enn da vläicht 1.000 Euro moralesche Schuedensersatz ze kréien,...

(Interruption)

...dee gegebenenfalls seng Dier nach bezuelt kritt an, virun allem, seng Äffekotekäschten.

Fënneftens a leschtens: Schliisslech ass d'Argument, Dir Dammen an Dir Häre, dat de Minister zum Schluss da virbruecht huet, fir ze soen, näämlech, dass och haut aner Gesetzer wéi d'Inspection sanitaire, wéi d'Gewerbeinspektioun d'Pouvoire vun engem Droit de visite hätten, net stéchhalteg. Éischtens sollen do Strofdoten, gegebenenfalls, festgestallt ginn - d'Prostitutioun ass net strofbar -, an zweetens handelt et sech bei deene Visitte vun enger Kichen, vun engem Chantier ëm professionell Lokaler an net ëm Hotelszëmmer oder Maisons meublées.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen zum Schluss vun enger e bësse méi laanger Ried. An nach eemol: Am Fong wëllt jo keen d'Prostitutioun! An dach soen eis d'Geschicht an och d'Wierklechkeet vun haut, datt si en objektiv feststellbart Phenomeen och haut nach ass a méi wéi sécher, ob eis dat gefält oder net, och muer nach wäert bleiwen.

Well d'Prostitutioun ouni Zwang zu Lëtzebuerg net strofbar ass, ass se also net erlaabt (veuillez lire: ass se also erlaabt). An also gëtt se zumindest tacitement...

(Interruption)

Leider!

...leider och toleréiert. Dat heescht natierlech nach laang net, datt se domat sollt gefërdert ginn. An dat wëll jo och, mengen ech, keen heibannen. Mä wat ënner allen Ëmstänn muss verhënnert ginn, ass d'Prostitutioun mat Zwang, de Mënschenhandel an och virun allem d'Zuhälterei. Mä och hei dierfe mir net d'Kand mam Buedwaasser vun der Rechtsstaatlechkeet ausschëdden an och dëse berechtegten a gudde Kampf muss mat de Mëttel vum Rechtsstat, a mat kengen aneren, gefouert ginn.

Duerfir bleiwe mir der Opfaassung: De Leit hir viischt Dier muss fir Handlungen, déi keng Strofdote sinn, och an Zukunft sécher bleiwen. Dat ass dem Bierger seng Privatsphär. Wat dohannert geschitt, geet de Stat näischt un!

D'CSV steet zum Rechtsstat, zur Fräiheet vum Bierger, zur Sécherheet vum Doheem. An d'CSV wäert och dofir dëse Gesetzesprojet net stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding fir d'LSAP.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Prostituéiert, Houer, Klont, Pute oder ganz einfach Sexaarbechterin, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Fraen, awer och Männer, déi Sex géint Bezuelung offréieren, hu vill Nimm. Dach keen dovunner ass wierklech éierewäert!

D'Debatt ronderëm d'Prostitutioun gëtt ganz gären héich emotional an och ganz subjektiv gefouert. Et sti sech konträr Positioune géigeniwwer: Afferschutz a Sécherheet op där enger Säit a Fräiheet a Selbstbestëmmung op där anerer.

Fir déi eng si Prostituéiert Affer vun enger patriarchalescher Welt, Affer vu Mënschenhandel an Affer vun enger onauswäichlecher Aarmut. Fir déi aner sinn d'Prostituéiert selbstbewosst Déngschtleeschterinnen, déi aus hirem Kierper eng loschtvoll Geldquell maachen an déi nëmmen duerch déi gesellschaftlech Stigmatiséierung un de Rand gedrängt ginn.

Entspriechend schwéier ass et also, hei eng zefriddestellend juristesch Léisung ze fannen.

An ier ech et vergiessen, wëll ech awer nach gären der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen an och schréftleche Rapport, deen natierlech ganz sachlech ass.

Datt d'Thema schwéier ass, weist och de feministeschen Discours, wou et och ganz ënnerschiddlech Positioune ginn. Zum Beispill bezeechent déi däitsch Fraerechtlerin Alice Schwarzer d'Prostitutioun als „modern Sklaverei" an argumentéiert, datt d'Prostitutioun an éischter Linn Mëssbrauch vun der Muecht vu Männer iwwer Frae wär.

Aktivistinne vun deem däitschsproochege Blog „Mädchenmannschaft" gesinn dat anescht. Si stelle sech un d'Säit vun de Prostituéiert a fuerdere mat hinnen zesumme méi Rechter an.

Den CNFL, eisen nationale Fraerot, gesäit d'Prostitutioun als Gewalt vis-à-vis vun de Fraen. Et kéint ee fir seng sexuell Wënsch net aner Leit exploitéieren. Dat géif awer am prostitutionelle System geschéien.

Äänlech Téin komme vu Cid-femmes an och vun der Mënscherechtskommissioun, déi nach kierzlech virun der Prostitutioun gewarnt huet, fir se eben net ze banaliséieren.

Organisatioune wéi Amnesty International wëllen awer gären eng Legaliséierung vun der fräiwëlleger Prostitutioun. Deem schléisse sech och Organisatioune wéi Human Rights Watch oder UNAIDS un, déi soen, dass esou e Verbuet am Endeffekt méi schuet, wéi dass en eppes bréngt.

Entspriechend schwéier ass d'Thema och, well mer mat der Fro konfrontéiert sinn: Däerf e Mënsch selwer iwwer seng sexuell Orientéierung, selwer iwwer säi Kierper bestëmmen? Jo oder neen? Duerf en domadder maachen, wat e wëllt? Oder däerf eventuell de Stat bestëmmen, wat jiddwereen herno mat sengem Kierper duerf maachen?

Soubal eng Fra e konkrete Präis fir Sex nennt, gëtt se veruerteelt. Hir gëtt virgeworf, keeflech ze sinn an all déi aner Fraen ze verroden. D'Prostituéiert beweege sech ëmmer um Rand vun der Gesellschaft an et sinn net onbedéngt d'Clienten, déi als onmoralesch gëllen, mä ganz oft d'Prostituéiert.

„Wien déi grauenhaft Wierklechkeet vun de Frae kennt, ka Prostitutioun net ënnerstëtzen", heescht et oft. Dës Wierklechkeet fänkt fir e puer Fraen zum Beispill a Bulgarien, a Rumänien oder an der Ukrain un an endegt ënner anerem an engem däitsche Flatrate-Bordell oder souguer bei eis hei um Stroossestréch. Dat ass déi krass Variant vun der Prostitutioun.

Et gëtt se, déi Berichter vu Meedercher, déi mat virgehalener Waff oder mat falsche Verspriechen an Europa bruecht ginn, déi an engem donklen Zëmmer agespaart ginn an „ageridden" ginn, wéi et an der Zeen heescht, déi deeglaang an esou laang vergewaltegt ginn, bis se et fäerdegbréngen, hire Freier herno virzespillen, dass se da Spaass drun hätten.

Här President, e grousse Sträitpunkt an der Diskussioun ass d'Fräiwëllegkeet an den Zwang. D'Lager vum Prostitutiounsverbuet seet ganz kloer, dass keng Fra dëst fräiwëlleg mécht. Den nationale Fraerot kritiséiert, datt weiderhin, och elo an eiser Legislatioun, d'Differenz tëschent der fräiwëlleger an der forcéierter Prostitutioun bestoe bleift.

E Mënsch senger sexueller Selbstbestëmmung ze privéieren an zu eppes ze zwéngen, wat en net wëllt, ass e ganz fuerchtbaart Verbriechen. Mä besteet zwangsleefeg all Kéiers dat Verbriechen, wa Sex géint Suen agetosch gëtt?

Hei stellt sech d'Fro, ob et richteg ass, d'Diskussioune ronderëm d'Prostitutioun op den Zwang an an deen domadder verbonnene Mënschenhandel ze beschränken. Sinn d'Liewensrealitéite vun de Prostituéiert an hir Relatioun zu hirer Tätegkeet am Endeffekt net méi komplex wéi dat einfacht Täter-Affer-Narrativ?

Wat ass zum Beispill mat der Sexualbegleedung an der Assistenz fir Mënsche mat enger kierperlecher Behënnerung? En Thema, wou net gären driwwer geschwat gëtt, a mer alleguerte wëssen, dass awer op esou Assistenz zréckgegraff gëtt.

Et ass, wéi gesot, keen einfache Sujet. Kritik zu dësem Projet de loi gëtt et der genuch. Et muss een awer och soen, dass et op der ganzer Welt wuel kee Modell gëtt, deen all deene Kritikpunkte gerecht gëtt. Dat och, well déi Kritikpunkte selwer extrem kontradiktoresch sinn. Dat weist eis jo och déi gréissten Oppositiounspartei mat hire widdersprréchlechen Aussoen.

D'Memberen aus der Egalitéitskommissioun wëllen d'Prostituéiert prioritär schützen, dat an all Situatioun. Dogéint halen awer d'Memberen aus der Justizkommissioun, déi net prett sinn, der Police méi Befugnisser ze ginn, fir méi aktiv dogéint virzegoen.

Op dee juristeschen Aspekt wäert den zweete Fraktiounssprecher Franz Fayot nach spéider agoen.

D'LSAP huet sech kloer fir ee Modell decidéiert: de Lëtzebuerger Modell. Pragmatesch a realistesch orientéiert un de Besoine vun de Prostituéiert, amplaz sech eng besser Utopie auszemolen. Begréissenswäert ass dohier och, dass déi zwee Ministeren an d'Ausland gaange sinn, fir sech do déi verschidde Modeller unzekucken, fir e konkret Bild ze kréien, net einfach ee Modell ze kopéieren, mä fir eben herno eng eegestänneg Approche hei fir Lëtzebuerg ze entwéckelen.

D'LSAP ass och frou, dass d'UN-Konventioun vun 1983 net a Fro gestallt gëtt, wou mer eis jo géint de Mënschenhandel verflicht hunn, an och weider géint eng komplett reglementéiert Form vu Prostitutioun domadder ausschwätzen.

Europa ass e Mosaik, wat déi gesetzlech Regelunge vun der Prostitutioun betrëfft, variéiert vu strofrechtlecher Verfolgung bis hin zu enger vëlleger Legaliséierung. Dotëschent ginn et all méiglech Ofstufungen.

Am Fokus sti meeschtens ëmmer dat däitscht an dat schwedescht Prostitutiounsgesetz. Béid waren iwwregens Initiative vu Gréngen, vu Sozialdemokraten an och vu Lénken. Béid Gesetzer ware feministesch motivéiert an haten zum Zil, d'Situatioun vun de Prostituéiert ze verbesseren.

Kucke mer eis dofir mol kuerz d'Bilanz vun deenen zwee Modeller un, ugefaange mat der däitscher Legislatioun!

16 Joer no der Aféierung vum Prostitutiounsgesetz fält de Bilan éischter enttäuschend aus. Däitschland huet de Ruff kritt, zum gréisste Puff vu ganz Europa ze ginn. Der organiséierter Kriminalitéit gouf d'Dier ganz grouss opgemaach an de Mënschenhandel huet och leider zougeholl. Dëst Gesetz vun 2002 war vläicht a gudder Absicht, eben d'Situatioun vun de concernéierte Leit, déi sech prostituéieren, ze verbesseren, mä huet awer leider net déi erwënschte Wierkung bruecht.

Dat restriktiivt schwedescht Verbuetsmodell gëtt jo oft als positivt Beispill genannt. Perséinlech muss ech agestoen, dass e System, deen de Client penaliséiert, eigentlech ganz sympathesch ass. Dat war och Grond, firwat virun, ech mengen, zéng Joer véier LSAP-Deputéiert eng Proposition de loi agereecht haten, déi sech genau un dësem Modell inspiréiert huet.

Une voix.- Et ass kee Verbuet!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Mä huet dee berüümte schwedesche Modell dann am Endeffekt dat bruecht, wat e versprach huet?

No 14 Joer gouf eng Evaluatioun vun der nationaler Administratioun vun der Santé a Soziales gemaach, déi Folgendes festhält: De Gesamtandrock ass, dass de Stroossestréch wärend enger kuerzer Zäit direkt nom Gesetz praktesch verschwonne war. Lues a lues koum en awer zréck. An der Tëschenzäit sinn ongeféier zwee Drëttel vun de Prostituéiert nees do um Stroossestréch.

Hält d'Gesetz dann elo wéinstens d'Freier ewech? Och dat dierf bezweifelt ginn. An de Recherchë mat de Concernéierten, also mat de Freieren, an den Interviewen hunn déi gesot, dass d'Decisioun, fir fir Sex ze bezuelen, oder eben net, vun anere Facteuren ofhänkt wéi vun engem Verbuet. Een huet souguer de Kaf vu Sex mat Verkéierssënne verglach: „Et ass zwar verbueden, ze séier Auto ze fueren; et kann een dobäi erwëscht ginn oder Gléck hunn. Derwäert wär et dat allemol!"

Wëssenschaftler hu sech mat der Diskrepanz tëschent dem proklaméierten Erfolleg vun deem schwedesche Modell an de reell dokumentéierten Auswierkunge beschäftegt. D'Analyse maachen däitlech, datt weder e prostitutiounshemmenden Effekt vum Gesetz nach seng ofschreckend Wierkung bewise konnte ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, trotz Freierbestrofung konnt d'Nofro a Schweden net beseitegt ginn. An et huet souguer dozou gefouert, dass d'Prostitutioun an den illegale Beräich verlagert ginn ass...

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- ...an domadder Fraen däitlech manner geschützt sinn. Well: Wien illegal lieft, huet weider keng Rechter.

(Interruption)

Vill Hëllefsorganisatioune berichten, dass et hir Opklärungsaarbecht enorm erschwéiert huet, praktesch onméiglech ass, wéi och d'Kontrollen duerch d'Autoritéiten. Frankräich, wat jo och elo an eng äänlech Richtung gaangen ass, do huet souguer nach kierzlech Médecins du Monde gewarnt, dass hir Aarbecht fir déi medezinnesch Hëllef enorm erschwéiert ginn ass.

Wëlle mer dat? Steet dat am Endeffekt net am komplette Widdersproch zu deem, wat mer eigentlech wëllen erreechen - an zwar de Prostituéiert hëllefen? Mä wéi soll dat goen, wa si dach herno alleguerten am Ënnergrond, eben an der Illegalitéit verschwannen? Wann och vläicht op den éischte Bléck de schwedesche Modell ganz sympathesch ass, mä och mat dëser Fro mussen d'Verteideger vun dësem Modell sech auserneesetzen.

Well wa Fraen a Männer, déi uschafe ginn, vläicht elo net méi direkt um Stroosseneck ze gesi sinn, esou gëtt et se awer nach. Si an hir Problemer wäerten net einfach esou verschwannen.

A genau aus dësem Grond ass jo och d'Plattform, en Aarbechtsgrupp aus enger ganzer Rëtsch Experten, géint de schwedesche Modell an huet an hirem Rapport sech unanime dogéint ausgeschwat.

Elo läit de Ball bei eis Politiker. Mir kënnen eis natierlech doriwwer ewechsetzen an et einfach ignoréieren, oder mir dinn eisen ideologesche Brëll aus a lauschteren op dat, wat d'Experten, also déi Leit, déi all Dag mam Phenomeen vun der Prostitutioun konfrontéiert sinn an déi nu wierklech den Terrain kennen. Ech mengen, mir wäre besser als Politiker beroden, eis dorunner ze orientéieren an eben op d'Experten ze lauschteren. Et ass näämlech ganz genau dat, wat d'LSAP mécht.

Déi sozialistesch Chancëgläichheetsministesch huet et och treffend bei der Presentatioun vum nationalen Aktiounsplang formuléiert: Datt mer bei all Ideologie net de Pragmatismus duerfe vergiessen. Mir brauchen näämlech en ëmfaangend Konzept fir Prostitutioun, an dat kréie mer och elo hei duerch dëst Gesetz, zesumme mat deem nationalen Aktiounsprogramm.

D'LSAP ënnerstëtzt d'Regierung weiderhin, an Hëllefsprogrammer ze investéieren, a begréisst och d'Ausschaffung vun där sougenannter EXIT-Strategie, mat eben den Haaptelementer Logement, psychosozial Versuergung an d'Sich no der Aarbecht.

Fir eis ass den neutralen Encadrement ouni Jugement extrem wichteg, wéi och e multidisziplinaart Team, dat medezinnesch, materiell, psychologesch an och sozial Ënnerstëtzung ubitt. An ech verweisen och hei op déi wonnerbar Aarbecht, déi am dropIn geleescht gëtt.

Et ass wichteg, dass mer de Prostituéiert, déi wëllen aus dem Milieu erausklammen, Alternativen opweisen. An dofir brauche si ganz besonnesch eng Mise au travail. Mir begréissen dofir och d'Demarche vun der Regierung, hei eng verstäerkten Zesummenaarbecht mat der ADEM unzegoen. An dobäi ass och wichteg, dass déi Offeren attraktiv genuch sinn, fir dass sech dann och herno getraut gëtt, aus dem Milieu erauszeklammen.

Mir mussen eis awer och bewosst sinn, dass de Wiessel an esou e biergerleche Beruff net einfach ass. Et ass ni evident an erfuerdert dofir eng Approche, déi op verschiddenen Niveaue gräift. Virun allem brauch et awer och ganz vill Gedold, well esou Decisiounen oft mat ganz ville Réckschléi verbonne sinn. Trotzdeem soll dat eis net dovunner ofhalen, ebe weiderhin an déi Programmer ze investéieren an dofir ze suergen, dass se eng professionell a koordinéiert Hëllef kréien.

Ee Wuert awer nach zur Sexualerzéiung, well dat ass e Sujet, deen och eis Sozialiste ganz wichteg ass. A mir si frou, datt et e Bestanddeel vum nationalen Aktiounsprogramm ass.

D'Sexualeducatioun ass an eisen Aen e wichtege Bäitrag, fir eben eise Kanner eng regelrecht Sexualethik mat op de Wee ze ginn, déi op géigesäitegem Respekt a Responsabilitéit an der tëschemënschlecher Relatioun berout.

Mir sinn der Meenung - och wa mer wëssen, dass net jiddwereen heibannen déi Meenung deelt -, esou si mer awer der Meenung, dass déi Educatioun och scho ganz fréi, eben am jonken Alter soll ufänken, well mer denken, dass dat och eng ganz wichteg Aufgab ass, déi och an der Schoul muss offréiert ginn.

Här President, ofschléissend wëll ech ervirhiewen, dass mir Sozialisten eis engagéiere géint déi sexuell Ausbeutung, d'Zouhälterei an de Mënschenhandel, fir eng sozial, medezinnesch a psychosozial Versuergung vun de Prostituéiert a fir eng Reduktioun vun der Prostitutioun. Dës Ziler si fir eis zäitgläich ze erreechen an der Bekämpfung vun der Aarmut, der Gewalt an der Diskriminéierung; awer net, andeems mer d'Prostituéiert kriminaliséieren.

Mir schwätzen eis géint all Form vu Stigmatiséierung vun de Prostituéiert aus a mir engagéieren eis ganz kloer fir déi sëllech Hëllefskonzepter, fir déi ëmfaassend Versuergung, fir eben d'Situatioun vun de Prostituéierten ze verbesseren an dass se eben déi Hëllef kréien, déi hinnen och soll zoustoen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nächst Riednerin ass d'Madamm Lydie Polfer fir d'DP.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguer bewosst, datt deen Thema, iwwert dee mer elo de Mëtten hei schwätzen, ee ganz sensibelen ass, well en déi donkel Säit vun der mënschlecher Natur beréiert. Jo, d'Prostitutioun stellt eng déif gräifend Problematik duer, déi op villen Niveauen d'Liewe vu Mënsche beaflosst, an dëst net am Positiven. De Fait, datt sech Fraen a Männer prostituéieren, ass a ville Fäll d'Resultat vu mënschlechen Dramen, déi sech am Kader vun Drogemëssbrauch, finanzielle Suergen an an deene schlëmmste Fäll am Kader vu Mënschenhandel an Zwangsprostitutioun ofspillen.

D'Zwangsprostitutioun ass e Phenomeen, dee fir vill Leit hei ganz wäit ewech ass. Vläicht an Asien, Afrika, Südamerika a vläicht och nach an Osteuropa. Mä och bei ons gëtt et Fraen a Männer, déi an enger schwiereger Phas an hirem Liewe vu kriminelle Banden ausgenotzt an zur Prostitutioun gezwonge ginn.

Här President, ech wëll mat engem kuerzen Temoignage vun enger couragéierter Fra weisen, wéi et zu esou enge Situatioune ka kommen. An ech zitéieren: „Nodeems meng Firma Faillite gemaach huet, gouf ech vun enger Persoun ugeschwat, fir an enger Bar Schampes ze zerwéieren. Well ech finanziell um Enn war, keen Doheem méi hat an och u psychologesche Problemer gelidden hunn, hunn ech akzeptéiert. Kaum war ech an der Bar ukomm, gouf ech drogéiert, vun dräi Männer mëssbraucht an dobäi gefilmt. Si hu mer mäi Portmonni an Handy ewechgeholl a mech erpresst. Si hu mech agespaart a gezwongen, Onbeschreifleches ze maachen. Ech hat bis zu 16 Clienten an engem Dag. Ech hu mech knaschteg gefillt a mech geschummt."

Dësen Temoignage huet sech net an Asien, Afrika oder Osteuropa ofgespillt, mä bei eisem Noper an der Belsch. Dëst ass sécherlech en extreemt Beispill. An awer ass et och an onse Géigenden eng traureg Realitéit, datt Fraen an och Männer aus finanziellen Noutsituatiounen eraus uschafe ginn. Oft sinn et och drogenofhängeg Persounen, déi Affer vun hirer eegener Sucht an der finanzieller Ofhängegkeet ginn, déi si dann an d'Prostitutioun dreift. An dat ass e Phenomeen, dee mer heiheem kennen, jo, hei an der Stad.

En neit an erschreckend Phenomeen ass dat och vun deene sougenannte Loverboys. Et handelt sech ëm jonk Männer, déi geziilt ganz jonk Meedercher uschwätzen. An d'Virgeeënsweis ass ëmmer déi nämlecht: Si gaukelen de Meedercher vir, si hätte sech a se verléift, mat Komplimenter a Geschenker dreiwe se d'Meedercher no an no an eng emotionell Ofhängegkeet an no enger Zäit hu se hiert Affer esou wäit, datt dëst alles fir si géif maachen, jo, och souguer sech prostituéieren.

Ech wëll dat hei eng Kéier an aller Däitlechkeet gesot hunn. All Fra an all Mann, déi op iergendeng Aart a Weis gezwongen oder erpresst gëtt, fir sech ze prostituéieren, ass Affer vun engem vun deene perfidste Verbriechen, déi ee sech ka virstellen. A mir schwätzen hei iwwer organiséiert Banden, déi aus finanziellem Eegennotz de Misär vun enger Persoun ausnotzen an dës Persoun dozou bréngen, d'Intimitéit vum eegene Kierper op eng erniddregend Aart a Weis ze verkafen.

An ech mengen, mir sinn ons alleguerten eens, datt, wa mer iwwert d'Prostitutioun schwätzen, et virun allem dorëms geet, fir d'Affer vun dëse Banden ze schützen. An dofir steet d'DP och zur aktueller Legislatioun, déi net d'Prostitutioun u sech verbitt, mä de Racolage a virun allem de Proxenetissem an natierlech och de Mënschenhandel.

Mir sinn ons alleguerten eens, datt kee Mënsch kann a soll gezwonge ginn, säi Kierper ze verkafen. Et geet also an éischter Linn drëms, ze verhënneren, datt Mënschenhandel an Zwangsprostitutioun iwwerhaapt stattfanne kënnen. Mä hei sinn europäesch an international Efforte gefuerdert, well dëst natierlech e Problem ass, deen net en eenzelt Land kann eleng léisen.

Mir mussen awer och derfir suergen, datt d'Fäll vu Mënschenhandel a Proxenetissem, déi jo elo schonns zu Lëtzebuerg stattfannen, esou séier wéi méiglech opgedeckt ginn an datt déi schëlleg Persounen adequat bestroft ginn. An et ass genee op dësen zwee Punkten, wou dëse Projet de loi usetzt, iwwert dee mer haut hei diskutéieren.

Ech wëll als Éischt e puer Wierder soen zu deem Artikel, dee fir esou vill Opreegung a verschiddene Reie gesuergt huet, an och de Mëtten nees. Et geet ëm d'Fro, wéini an ënner wat fir Konditiounen d'Police judiciaire an e Gebai däerf goen, wou si dervun ausgeet, datt Akte vu Proxenetissem stattfannen, oder eben och bezueltene Sex mat Mannerjäregen.

Fir ze verstoen, firwat dëse Projet de loi eng Modifikatioun op dësem Punkt virgesäit, muss een als Éischt wëssen, wat ons Gesetzgebung, a méi präzis den Artikel 11 Paragraf 4 vum Code de procédure pénale, dëse Moment seet, well dat ass jo den Ausgangspunkt, dat, wat mer wëlle verbesseren. Ech mengen emol, datt jiddweree wëllt heibanne Saache verbesseren.

Wat seet deen Artikel also do? Dee seet de Moment: „(...) ils" - an den „ils" bezitt sech op „les officiers de police judiciaire" - „peuvent entrer en tout temps dans les lieux livrés notoirement à la débauche". En tout temps dans les lieux!

Et handelt sech hei ëm eng Formuléierung, déi virun allem wéinst de Begréffer „notoirement" an „débauche" fir Problemer gesuergt huet. Et sinn dës Begréffer, déi fir Problemer gesuergt hunn, well se juristesch net ganz präzis sinn. An et war och dofir eng Demande vun der Police a vum Parquet, fir hei fir méi Klorheet ze suergen.

Deen neien Text also, esou wéi dëse Projet de loi et proposéiert, ersetzt den Term „notoirement", wéi mer et jo och scho gehéiert hunn, duerch „indices certains, précis et concordants" an den Term „débauche" duerch „proxénétisme". Et ass also net esou, datt d'Police judiciaire einfach esou an eng Wunneng kéint stiermen, well et ass fir ons als DP wichteg, datt d'Privatsphär an deem eegenen Domicile muss geschützt ginn. Mä et ass awer genau esou selbstverständlech, datt mir mat alle Mëttelen de Proxenetissem an déi domat verbonnen Zwangsprostitutioun bekämpfen.

An dofir ënnerstëtzt d'DP och dës Modifikatioun, mat all hire Garde-fouen, déi d'Rapportrice jo och schonn an hirem Rapport ernimmt huet, an och nach eng Kéier an hirem schréftleche Rapport, fir déi ech hir ausdrécklech d'ailleurs wëll felicitéieren a Merci soen. An ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, datt deen neien Text duerch déi obligatoresch Autorisatioun vum Procureur d'État a senger Applikatioun méi prozedural Sécherheete fir déi betraffe Persoune mat sech bréngt, wéi dat beim aktuellen Text de Fall ass. Eng Verbesserung also. Prozedural Sécherheeten, déi näämlech am aktuellen Text net gi sinn, well dëse keng Autorisatioun vum Procureur virgesäit.

(Interruption)

An ech wëll an deem Kontext och de Statsrot zitéieren. Well jo vu verschiddene Leit esou gemaach gëtt, wéi wa mer hei en dramatesche Verstouss géint d'Mënscherechter géifen organiséieren an de Statsrot, net nëmmen also d'Vertrieder vum Parquet an der Kommissioun, mä de Statsrot seet a sengem Avis complémentaire Folgendes, an ech zitéieren: «Le droit d'entrée (...) est une mesure coercitive (...)» - jo! - «qui doit être entourée de garanties procédurales suffisantes au regard des dispositions de droit international et de droit national protégeant la vie privée. La nécessité d'une autorisation préalable du procureur d'État est une mesure suffisante à cette fin, puisqu'elle ouvre la possibilité pour les personnes concernées d'exercer les recours prévus au Code de procédure pénale.»

Loosst ons also ophalen, ze maachen, wéi wa mat dësem Gesetz mir wéilten der Police e Passepartout ginn, fir a Privatwunnengen ze goen, wéini si wëllen - esou ass et näämlech net!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Mä wann e Crime an enger Wunneng geschitt, an ech schwätzen elo hei net nëmme vu Proxenetissem an Zwangsprostitutioun, mä egal, wann e Crime an enger Wunneng geschitt, da muss, an dann hoffen ech, datt d'Police dierf kënnen do sinn, fir do ze hëllefen a Bäistand ze leeschten.

Déi zweet grouss Innovatioun vun dësem Projet de loi ass d'Penalisatioun vun de Clienten a verschiddene Fäll. Natierlech gëtt och an Zukunft net all Client vun enger Prostituéierter bestrooft, mä, wéi scho gesot, ass d'Prostitutioun jo hei zu Lëtzebuerg net verbueden. Dofir si vun dësem Projet de loi och just déi Clientë viséiert, déi bezuelt sexuell Relatioune mat Persounen hunn, déi mannerjäreg sinn a wou et kloer ass, datt dës Persounen ënner enger offensichtlecher Vulnerabilitéit leiden. Dat heescht, déi wierklech schutzbedürfteg sinn.

Ob een elo de Fait gutt fënnt oder net gutt fënnt, datt et d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg an op der Welt gëtt, mä d'Ausbeute vu Mannerjäregen a vulnerabele Mënsche kann een net guttheeschen. An déi kriminell Banden, déi op d'Käschte vun dëse Leit finanzielle Profitt maachen, sinn ze veruerteelen an ze bestrofen. An zu dësem Business, an dat muss een awer nun eemol soen, gehéieren och Clienten, déi op d'mannst a Kaf huelen, datt si fir hiren eegene Pleséier d'Liewe vu Mënschen zerstéieren, déi sech net wiere kënnen. A jo, och dës Leit gehéiere bestrooft!

Mä et geet awer virun allem drëm, dem Proxenetissem d'Handwierk ze leeën. An dofir gesäit de Projet de loi jo och vir, datt déi Clienten, déi sech laut deenen neien Dispositiounen am Fong strofbar gemaach hunn, net bestrooft ginn, wa si als Temoin hëllefen, Mënschenhandel a Proxenetissem opzedecken.

An en drëtte wichtege Volet vum Projet de loi, mä d'Madamm Rapporteur huet dat jo och scho gesot, ass d'Depenalisatioun vum Racolage, wann en dann ebe just vu Leit gemaach ginn ass, déi eben Affer selwer sinn.

Här President, ech hu bis elo virun allem iwwert d'Affer vu Mënschenhandel an Zwangsprostitutioun geschwat. Et gëtt awer natierlech och Fraen a Männer, déi net direkt vun enger drëtter Persoun zur Prostitutioun gezwonge gi sinn, mä déi sech aus verschiddenen Ursaachen, an déi och schonn ugeschwat gi sinn, op dës Aart a Weis Sue wëlle verdéngen. Et sinn dëst oft verzweifelt Mënschen, déi keen aneren Auswee méi gesinn. A si hunn oft hir regulär Aarbecht verluer, hu massiv Scholden oder hu keen Daach méi iwwert dem Kapp. An dat, wat een heiansdo a Filmer gesäit, wéi dat effektiv op eng versüüsslecht Aart a Weis heiansdo duergestallt gëtt, dat ass net d'Realitéit. Net déi wierklech Realitéit vu Leit, déi och, souguer wa se net gezwonge sinn, dat do maachen.

Zuelen aus dem Ausland soen ons, datt et virun allem jonk Frae sinn, déi hir Schoul ofgebrach hunn a vun doheem fortgelaf sinn, déi am meeschte vum Risiko betraff sinn, iergendwann an der Prostitutioun ze landen. Etüden hu gewisen, datt d'Prostitutioun fir dës Meedercher zu engem Däiwelskrees gëtt, aus deem et ganz schwéier ass, erauszekommen. Si geroden un déi falsch Persounen, déi een zwangsleefeg an dësem Milieu begéint. Si verfalen oft an d'Drogesucht. Si leiden u massive psychologesche Problemer an um Enn ganz oft ent dësen Däiwelskrees och mat engem verfréiten Dout.

Déijéineg awer, déi et packen, sech iergendwéi aus dësem Däiwelskrees ze befreien, zeechnen en däischtert Bild vun hirer Vergaangenheet. A souguer déi, déi viru laanger Zäit eng Kéier fräiwëlleg ugefaangen hunn, loosse keen Zweifel drun, datt de Mythos vun enger glécklecher Prostituéierter, déi Spaass an hirem „Beruff" hätt, wierklech e Mythos ass an allerhéchstens Realitéit am Kapp vu Clienten.

Här President, léif Kolleegen, dëst Gesetz ass e Schrëtt an déi richteg Richtung. Onst Zil ass et, datt kee Mënsch ka gezwonge ginn, sech ze prostituéieren. An dëst Zil kënne mer nëmme mat konsequenten, strofrechtlechen Instru-

menter maachen, déi mer ons mat dësem Gesetz ginn.

An op d'mannst genausou wichteg ewéi d'Modifikatioun vum Code pénal a vum Code de procédure pénale sinn awer och d'Volete vun der Präventioun a vun der Betreiung vun den Affer. Den Ausbau vum Reseau vun de Streetworker, déi ganz geziilt mat Prostituéierte schaffen, d'Ausschaffe vun enger Stratégie EXIT an d'Sensibiliséierung, déi an de Schoulen ufänkt, fannen déi voll Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei. An ech sinn dofir och frou, datt d'Plattform Prostitutioun mat dësem Projet de loi institutionaliséiert gëtt an déi néideg Aarbechte koordinéiere kann, an an där - an da schwätzen ech am Numm vun der Stad Lëtzebuerg och eng Realitéit un, déi d'Madamm Loschetter och gutt kennt -, an där mer ganz aktiv jo och matschaffen.

Oft gëtt gesot, d'Prostitutioun wier den eelste Beruff op der Welt. Ech fäerten, mer mussen esou realistesch sinn, datt trotz alle Mesuren d'Prostitutioun och an Zukunft e Sujet wäert sinn, deen ons nach oft wäert beschäftegen.

An der Stad Lëtzebuerg si mer besonnesch mat dësem Problem beschäftegt. Ech hunn et schonns am Debat virun dräi Joer op dëser Plaz gesot: D'Stroosseprostitutioun ass e Phenomeen, dee sech hei am Land bal ausschliisslech op ee Quartier vun onser Haaptstad limitéiert. An dëst huet sech an engem Moment esou staark entwéckelt, datt sech d'Prostitutioun souguer bis an d'Wunnquartieren ausgebreet hat.

Mir hunn doropshi ganz konkret Mesurë geholl, oft souguer einfach Mesuren, fir d'Zirkulatioun op eng Aart a Weis anzeschränken, datt eben de Verkéier vun de Freier net méi méiglech war. An dat huet ons - Dank och der Hëllef vun der Police an nach vu villen Akteuren aus dem soziale Feld – gehollef, déi Problematik, ech géif soen, besser am Griff ze halen. Mä et bleift awer nach ëmmer e Problem, dee mer fest am A mussen hunn. Datt et awer, wéi gesot, nach ëmmer Fraen a Männer gëtt, déi sech op onse Stroossen oder och soss enzwousch prostituéieren, kann ons net zefriddestellen.

An dofir wëll ech ofschléissend, Här President, nach eng Kéier d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn, deen also de Lëtzebuerger Modell ënnersträicht, an eisen Accord ginn, an och nach eng Kéier der Rapportrice an de Kolleegen aus der Kommissioun e grousse Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Alleréischt Merci soen dem Taina Bofferding. Ech hunn nach ni esou eng gutt a kloer a richteg a courageiert Analys héiere vun engem Mehrheetsdeputéierten zu engem Gesetz, wat mir net wäerte matstëmmen. Mä d'Analys, besonnesch och vum Echec vum schwedesche Modell - an ech kommen nach drop - ass richteg, an ech hätt mer gewënscht, et hätte méi Leit sech dat dote virun deem Text hei zu Häerz geholl.

Dësen Text ass „mutton dressed as lamb", et ass a gudder grénger Traditioun Etiketteschwindel. Et ass net, wéi d'Zeitungen titréiert hunn, en Text „entre deux genres". Et ass keen „mélange de différents modèles". Et ass keen Equiliber tëscht op där enger Säit enger legaler fräiwëlleger Prostitutioun, an op där anerer Säit engem verbuedene Proxenetismus am Kampf géint d'Traite des êtres humains, géint de Mënschenhandel. Et ass net, wéi de „Journal" haut esou schéin titréiert: „Das Zwischending". Et ass net: „Prostitution wird in Zukunft nicht richtig erlaubt, aber auch nicht richtig verboten sein." D'Wourecht ass dat net. Wier et och nëmmen usazweis esou, kéinte mir als ADR dermat d'accord sinn.

D'Rapportrice sot: „Hei gëtt d'Prostitutioun encadréiert." Neen, hei gëtt d'Prostitutioun guer net encadréiert. Hei gëtt eng eenzeg Saach gemaach, an dat ass eng nei Disposition pénale géint all Client, deen an Zukunft fënnef Joer Prisong riskéiert - dat ass net näischt! - a 50.000 Euro Geldstrof.

Wann ee Recours huet zu enger sexueller Déngschtleeschtung, duerch e Mann oder eng Fra, och wann déi nëmmen „de façon occasionnelle" schafft, an hie wousst oder hätt wësse missen, do ass d'Gesetz relativ flou, datt déi „particulièrement vulnérable" wier, datt se „en raison de sa situation administrative" - „Weis mer emol däi Pass! Hues de eng Openthaltsgeneemegung?" -, „sa situation administrative illégale ou précaire, sa situation sociale précaire, un état de grossesse" - „Sidd Der schwanger?" Bon, bei männleche Prostituéierten ass dat einfach, déi kënnen net schwanger sinn, mä bei aneren! -, „de sa maladie" - Wat fir een Certificat médical muss ee sech virweise loossen? -, „de son infirmité, de sa déficience physique ou mentale", also wann hien dat weess, oder hätt wësse missen, oder hätt wësse kënnen, kann hie vum Parquet poursuivéiert ginn a riskéiert fënnef Joer Prisong a 50.000 Euro Amende. Dat ass ganz einfach - a wann Der de Mutt gehat hätt, hätt Der dat gesot! - de schwedesche Modell, soss guer näischt. Et ass d'Interdiction pure et simple vun der Prostitutioun.

Well kee Client geet deen dote Risiko an oder en huet déi heite Ried net gelauschtert. Et ass also net eng Responsabiliséierung vum Client, wéi den Här Roth et ee Moment gemengt huet, neen, et ass de schwedesche Modell. Et ass eng Interdictioun, hien ass dem Parquet ausgeliwwert.

Wann Der dat also stëmmt, léif Kolleege vun der LSAP a vun der DP, nodeems Der d'Riede vum Taina Bofferding an och vum Lydie Polfer héieren hutt, da wësst Der, datt Der Iech hei op e schlecht gréngt Gesetz aloosst.

E schlecht Gesetz och, wat de Schutz, an do huet de Gilles Roth nodrécklech drop higewisen, vum Domicile a vun der Intimsphär ugeet. De Braz bretzt sech, dat Gesetz wier besser, et wier e Fortschrëtt par rapport zur Vergaangenheet.

(Interruption)

Den Här Braz! Mä et ass esou schéin, et ass esou poetesch: de Braz bretzt.

Den Här Braz bretzt sech, et wier besser, well dat Wuert „Débauche" géif elo ewechfalen an esou weider. Neen, dat ass et net. De Gilles Roth huet ganz richteg gesot, datt en Hotelszëmmer eng Verlängerung ass vum Domicile. En huet mat Recht drop higewisen, datt eng „maison meublée" net definéiert ass. Dat heescht, mir ginn hei dem Parquet d'Recht, ouni Kontroll an ouni Autorisatioun vum Untersuchungsriichter an en Domicile anzebriechen, vun deem hie mengt, do wier Prostitutioun, eppes, wat laut Ären Aussoen a priori duerch dat Gesetz hei net verbuede gëtt.

Dat ass dee falsche Wee. An op deem falsche Wee hutt Der den Avis gefrot vun enger Hällewull vun Organisatiounen, zum Beispill vum Komitee fir d'Droits de l'homme, dee seet: «La prostitution est une violation des droits humains.» E seet: «C'est une violence.» E seet: «C'est une atteinte à la dignité de la personne.» An: «C'est une exploitation des inégalités.»

Et hätt ee genausou gutt kënne vun uewen erof soen: „Et ass d'Fräiheet vum Mënsch, iwwer sech selwer an iwwer säi Kierper ze bestëmmen." Wéi oft héiert een: „Mäi Bauch gehéiert mir!" Mä och d'Entrée zu mengem Bauch gehéiert mir, an ech maachen dermat, wat ech wëll. Wien ass net gefrot ginn? Déi, déi net gefrot gi sinn, dat waren déi Betraffen.

Wéi et eng Kéier e Rapport gouf vun enger gewëssener Madamm Honeyball 2014 am Europäesche Parlament, hunn 1.013 professionell Organisatiounen e Bréif gemaach, wou se soten: «Le modèle suédois entraîne dans les faits la répression directe et indirecte de celles ou de ceux qu'il entend protéger. La volonté de pénaliser les clients des travailleurs sexuels», weiblech a männlech, «et le rapport de Madame Honeyball sont fondés non sur des faits, mais sur une idéologie.»

Wat een och feststellt an alle Rapporten, wann ee sech mat där Matière seriö beschäftegt, ass, datt ganz vill Organisatiounen drop hiweisen, datt de schwedesche Modell - déi héich Kriminalisatioun vum Client - derzou féiert, datt et bei manner Strofdoten zur Plainte kënnt, geschweige dann zur Opklärung. Firwat? Ma well ganz oft d'Clientë vu Sexaarbechter déi waren, déi op d'Méssstänn higewisen hunn op Hotlinë vun der Police an esou weider.

Schliisslech seet d'„Manifest der Sexarbeiter und Sexarbeiterinnen in Europa": „Wir fordern die vollständige Entkriminalisierung von Sexarbeit. Es gibt deutliche Belege dafür, dass das schwedische Modell und alle anderen Formen der Kriminalisierung von Sexarbeit Sexarbeiter*innen schaden. Das schwedische Modell drängt sie in die Armut, schwächt ihre Verhandlungsposition mit Kund*innen, bestraft sie, wenn sie zur eigenen Sicherheit zusammen arbeiten, vertreibt sie aus ihren Wohnungen und führt zu ihrer Abschiebung. Indem sie ihnen eine Organisation als Arbeiter*innen ermöglicht, reduziert eine Entkriminalisierung die Verletzlichkeit von Sexarbeiter*innen für ausbeuterische Arbeitspraktiken und Gewalt."

Dat ass dee Wee, dee mir als ADR gewielt hätten, e wierkleche Schutz vun deene Schwaachen, e wierkleche Schutz géint Ausbeutung, an e wierkleche Kampf géint kriminelle Mënschenhandel.

Dëst ass en onéierlecht Gesetz. Well, amplaz ze wielen - an et kann ee béides argumentéieren - tëscht engem Verbuet an enger erlaabter Prostitutioun mat Reglementatioun, gëtt hei ee Mi-mi-Wee geholl, dee kee Mi-mi-Wee ass, duerch déi Conditions pénales, déi ech virdru virgelies hunn. Et ass och e schlecht Gesetz, well hei rechtsstaatlech Prinzipie mat Féiss getrëppelt ginn. An dat heiten ass ganz bestëmmt eent vun deene Gesetzer, wat op d'Lëscht gehéiert vun deene Gambia-Legislatiounen, déi sollten a spéitstens engem Joer schnellstméiglech ofgeschaaft ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk. Här Wagner, wann ech gelift.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dëse Projet de loi, dee gehéiert zu där Kategorie vu Projet-de-loien, wou mir als Lénk eis et net ganz einfach gemaach hunn, fir eis Entscheedung ze treffen. Mir hunn intern driwwer diskutéiert, innerhalb vun eiser Aarbechtsgrupp Feminismus ass en haaptsächlech diskutéiert ginn. Dir wësst jo bestëmmt, datt net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä europawäit, fir net ze soe weltwäit, d'Froe vun der Prostitutioun bei méi lénke Bewegungen, bei Fraebewegungen, feministesche Bewegunge ganz kontrovers diskutéiert ginn, vun enger reglementarescher Approche bis zur abolitionistescher Approche. Mehrheetlech si mer als Lénk net der Meenung, datt déi abolitionistesch Approche déi richteg ass.

Mir hunn do mat engem sensibelen Thema ze dinn, dat ass scho gesot ginn. Ech mengen, et huet haaptsächlech och mat der Dignitéit vun de Betraffene selwer ze dinn. Virewech, et gëtt oft gesot, et wier deen eelste Beruff vun der Welt, ech mengen, dat ass eng anthropologesch Legend an domadder muss een opraumen. Wahrscheinlech ass dat net wouer, well fir iwwerhaapt e sexuelle Service ze verkafen, muss et e Client ginn, dee scho virdrun iwwer e gewëssene Kapital verfüügt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech mengen och net, datt et zur humaner Natur gehéiert, fir dat ze maachen. De Problem ass awer och deen, datt grad déi, déi am meeschten dervunner betraff sinn, och déi sinn, déi een am mannsten héiert an der Debatt, an dat sinn d'Prostituéiert oder d'Sexaarbechterinnen. Et héiert een oft Männer, déi u sech d'Recht vun de Frae verdeedege wëllen, fir iwwer hire Kierper ze verfügen, wéi wann d'Prostitutioun e grousse Liewenschoix wier. Oft sinn et déiselwecht, déi sech offusquéieren, wann eng Fra sech komplett verschleiere wëllt, well op eemol ass dat net méi d'fräi Verfügung iwwert den eegene Kierper. Dat ass schonn eng speziell Logik.

Et héiert een och Leit, oft aus guttbiergerlechem Haus, an déi et och sincèrement gutt mengen an de Prostituéierten hëllefe wëllen, a mengen, datt e Verbuet eppes géif bréngen. Ech wéilt just déi franséisch Feministin a Soziologin beim CNRS zitéieren, d'Christine Delphy, déi geschriwwen huet: «La prétention à sauver des femmes malgré elles et contre leur gré, sans reconnaître que la violence contre les enfants, les femmes, les colonisés, prend toujours pour excuse la débilité», am Sënn vun der Schwächt, «des victimes que le paternalisme a précédemment construite.»

Et gëtt natierlech och eng Spannung tëscht der Romantiséierung vun der Prostitutioun an enger Form vu Victimiséierung, déi keng Rücksicht hélt op strukturell, gesellschaftlech an ekonomesch Ongerechtegkeeten, déi esou al si wéi de Wuerefetischismus, wéi d'Geldwirtschaft, an där mer liewen, an déi a villen Deeler och keng selbstbestëmmte Sexualitéit erlaben. An dat ass dat, wat d'Zil misst sinn. Ech weess och net, ob d'Prostituéiert vill vun der Compassioun vun der Bourgeoisie halen, well dorëms geet et net. Et geet ëm Gerechtegkeet.

Zur konkreter Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass et schwéier Stellung ze huelen opgrond vun Daten oder vun Zuelen. Mä dat ass net nëmmen de Fall hei zu Lëtzebuerg. Dat huet schonn nëmmen domadder ze dinn, datt d'Prostitutioun an enger Zone d'ombre ofleeft. Dofir ass et net einfach, vu baussen doriwwer ze schwätzen. Mir versichen awer, wäit ewech vun abstrakte moralesche Viruerteeler, d'Situatioun opgrond vun ekonomeschen a soziale Gegebenheeten anzeschätzen.

Éischtens: D'Sexaarbechter, meeschtens Fraen natierlech, heiansdo Männer, awer och Transgender-Leit, stamen am Prinzip aus dem ënneschsten ekonomeschen Deel vun der Gesellschaft, et betrëfft also meeschtens Aarmer. Dat muss ee feststellen.

Zweetens: Hautzudaags besteet d'Majoritéit vun de Sexaarbechterinnen an Europa aus Fraen, déi aus Drëttstate kommen a keng regulär Situatioun hunn.

Drëttens: D'Subordinatioun vun de Fraen ass historesch, an d'Prostitutioun ass a groussen Deeler d'Konsequenz vun der Aarmut an der ekonomescher Prekaritéit, déi am Zesummenhang steet mat engem liberaliséierten Aarbechtsmaart. An dat gesäit een hautzudaags nach méi an enger Welt, wou de Kapitalismus globaliséiert ass a wou d'Prostitutioun haaptsächlech déi ärmste Populatiounen trëfft, déi duerch Misär a Krich an den Exil goe mussen.

An et gëtt och verschidde Profiller vu Sexaarbechterinnen. Et gëtt déi sougenannte Beschafungsprostitutioun, déi a Verbindung ass mat der Toxikomanie, wat eng Konsequenz ass vun enger repressiver Drogepolitik, déi iwwerall ëmmer scheitert, obwuel vill politesch Decideuren dat net wëllen agesinn.

Et gëtt Sexaarbechterinnen, déi tatsächlech vun der Prostitutioun liewen, well de Revenu méi interessant ass wéi eng regulär Aarbecht, wou de Revenu net duergeet, fir korrekt iwwert d'Ronnen ze kommen, zemools wann ee wéineg Ausbildung huet, aus aarme Verhältnisser staamt a vläicht och nach alleng fir e Kand muss opkommen. An Dir wësst jo: Mamme kënne ganz wäit goen an der Selbstopferung fir hir eege Kanner.

Zu Lëtzebuerg sinn eng grouss Partie vun de Sexaarbechterinnen Migrantinnen ouni regulär Situatioun. Si hu sech bei hire Passeure verschëllt an der Hoffnung, hei e bessert Liewe féieren ze kënnen, a si prostituéiere sech, fir hir Scholde méi séier zréckzebezuelen. Vu datt se keen Titre de séjour hunn, kënne se natierlech kenger regulärer Aarbecht nogoen. Si benefissséieren natierlech net vun der Blue Card, déi nëmmen déi Privilegéiert hunn, déi wéinstens 70.000 Euro am Joer verdénge kënnen an déi sech hei kënnen etabléieren.

Fir Aarmer ass et ëmmer méi schwéier, sech hei ze etabléieren. An oft bedeit dat, datt se weiderhin an der Aarmut bleiwen, an, deemno wéi, heescht dat bei Fraen Prostitutioun. Ech mengen, dat däerf een och net vergiessen.

Dofir ass et och kee Wonner, datt dës Frae ganz schnell an den Hänn vu Proxenètë landen, déi hinnen eng Wunneng an och eng Form vu Sécherheet vis-à-vis vum polizeileche Contrôle ubidden. Et ass also e Fantassem ze mengen, datt d'Prostitutioun eng Entscheedung aus fräie Stécker wier - am Kapitalismus ass d'Fräiheet de Privileeg vun de Räichen – oder, nach manner, en Divertissement, mä si entsteet aus enger Dynamik vu sozialer Detresse, déi engem et ëmmer méi schwéier mécht, fir erauszeklammen.

Mir hunn awer den Androck als Lénk, datt dëse Projet de loi iwwert déi Situatioun ewechgeet - och wann e sech an engem Plan d'action national abett, dee mer awer nach musse méi konkret kennen -, datt fir déi allermeescht Sexaarbechterinnen d'Prostitutioun hir Haaptrevenusquell ass, déi et hinnen erméiglecht, ze liewen oder ze iwwerliewen.

Andeems een ëmmer méi d'Clienten an d'Sexaarbechterinne penaliséiert - well iergendwéi hänkt dat mateneen zesummen -, huet ee strictement näischt un hirer ekonomescher a sozialer Situatioun geännert, geschweig se verbessert. An ech mengen, et besteet souguer d'Gefor - ech hoffen, datt et net de Fall wäert sinn, mä et besteet d'Gefor, wann dës Gesetzgebung géif ugeholl ginn -, datt d'Situatioun vun de Prostituéiert sech vläicht souguer nach verschlechtere kéint.

Well de Problem ass deen, datt déi verschidde Mesuren an dësem Projet de loi a Wierklechkeet e Modell duerstellen, dee weiderhin eng Form vu Repressioun vu Prostituéiert an hire Clientë verschäerft. De Racolage an de Recours à la prostitution bleiwen weiderhin en Delikt, mä et gëtt esou schwéier, fir et ze beweisen, an déi nei erweidert polizeilech Méiglechkeete riskéieren, entweder guer net stattzefannen, well net genuch Indices notoires do sinn, oder awer derzou ze féieren, datt d'Prostituéiert sech nach méi isoléieren.

Et ass net de schwedesche Modell, dat heiten, mä et kéint e bëssen drun erënneren an indirekt dozou féieren. An de Problem ass jo deen, datt grad d'Leit, déi an enger Situation de vulnérabilité sinn, jo net selwer och hir Vulnerabilitéit wäerte beim Client präisginn, well dat déi ganz Logik jo géif a Fro stellen. Déi Fraen a Männer musse jo leider dovunner liewen.

Fir derfir ze suergen, datt kee Mënsch sech méi gezwonge gesäit, sech ze prostituéieren, fir ze liewen oder ze iwwerliewen, well dorëms geet et jo, misst een a Wierklechkeet fir d'Éischt emol och eng ganz Rei Mesuren huelen, déi allgemeng d'Aarmut bekämpfen. Ech mengen, et ass eng gesellschaftlech Problematik, déi sech stellt.

A fir d'Aarmut ze bekämpfen, geet et zum Beispill dorëms, datt d'Léin esou héich sinn - eendeiteg méi héich -, datt eng Partie Fraen, déi an enger prekärer Situatioun sinn, net méi en Avantage gesinn, sech ze prostituéiere par rapport zu enger regulärer Aarbecht, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Do ass d'Fro vum Mindestloun, déi sech stellt. Do ass d'Fro, ee ganze Froekomplex, vum Logement, déi sech stellt. Do ass d'Fro vum Chômage, déi sech stellt.

Awer et däerf een net vergiessen, ech hu virdru geschwat vun de Fraen, déi an enger irregulärer Situatioun sinn: Et muss een och vun enger Regulariséierung vun de Leit diskutéieren, déi an enger irregulärer Situatioun sinn, well grad déi Situatioun verschäerft jo d'Situatioun vun de Fraen, déi keng Pabeieren hunn an ausgeliwwert sinn an och keng Aarbecht kënne fannen, wéi sech weiderhin ze prostituéieren.

Mir mengen, et muss een derfir suergen, d'Prostitutioun ganz einfach aus dem kriminelle Beräich erauszehuelen an och d'Fro vum Racolage erëm ofzeschafen, an dat esou reglementéieren, datt een d'Sécherheet an d'Ausübungsfräiheet vun de Prostituéierte ka garantéieren, nieft all deenen ekonomesche Mesuren an anere Mesurë géint de Proxenetismus, déi een och nach muss huelen.

Ech mengen, entweder ass een abolitionistesch, wourunner mir net gleewen, well et d'Situatioun vun de Prostituéiert net verbessert, a wat och vu ville Prostituéiert, déi sech am Ausland a Gewerkschaften organiséiert kréien, ofgeleent gëtt, oder et geet een a Richtung vun engem legale Statut, deen och en Accès un d'Sécurité sociale, wann een dat ausüübt, bitt a souguer d'Dier opmécht, fir sech och legal an deemno wéi gewerkschaftlech ze organiséieren.

Et gëtt nach vill aner Mesuren, déi ee muss huele géint de Mënschenhandel. Ech denken do un Tracfin wéi a Frankräich, also e Service de traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins. An et kéint ee sech jo och nach iwwerleeën, awéifern een d'Finanzfluxe kéint kontrolléieren, déi iwwert d'Grenze ginn. Dat betrëfft och d'Douanen, wou jo keng Kontroll besteet ënner 10.000 Euro. An oft ass et jo esou, datt déi Fluxe jo en espèces gemaach ginn an net elektronesch, well dat méi sécher ass fir d'Proxenèten, an datt do Wallissen, oder emol keng Wallissen, mä u sech datt 500-Euro-Schäiner esou transitéieren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Wagner, Dir sidd scho Minutten iwwer...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Oh jo, ech sinn e bëssen driwwer. Entschëllegt, Madamm Presidentin! Aus deenen Ursaachen hu mer beschloss als Lénk, datt mer dësem Projet de loi net eis Zoustëmmung wäerte ginn.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Wagner. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho vill gesot ginn zu dësem Projet de loi, mä op e komplexe Phenomeen wéi deem vun der Prostitutioun gëtt et keng einfach Solutioun. Dat weist de Rapport vum Josée Lorsché, e gudde Rapport vum Josée Lorsché. Dat weist d'Debatt haut an der Chamber. Dat weist och schonn eis Debatt vun 2015 an d'Konklusioune vun der Plateforme Prostitution.

Et weist sech och, dass mer schonn eleng nëmmen an eisen Nopeschlänner dräi verschidde Modeller hunn, op déi d'Madamm Lorsché och schonn agaangen ass. An dat weist, an et ass jiddwerengem, mengen ech, evident, dass mer an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg net kënnen Abstraktioun maache vun där Realitéit.

Ech mengen, dass dëse Projet de loi e gudden, differenzéierte Projet ass, deen eis Gesellschaft lues a lues preparéiert op en Objectif, wat mir och als LSAP wëllen, näämlech eng Gesellschaft ouni Prostitutioun, wou d'Leit, wou d'Fraen an d'Männer sech net méi musse prostituéieren. Mä dat ass e laange Prozess. A mir mengen, dass dëse Projet de loi dozou bäidréit.

Ee vun de Piliere vun dësem Gesetz, an dat ass deen, op deen ech gären hei wëll agoen, dat ass de Volet pénal, de Volet de procédure pénale, zu deem ech gäre géif eng Partie Saache soen an och vläicht op eng Partie Punkten agoen, déi haut an dëser Debatt abordéiert gi sinn.

Fir d'Éischt wëll ech soen, dass mer als LSAP d'Responsabiliséierung vum Client ausdrécklech begréissen. Deen Aspekt vum schwedesche Modell ass definitiv e Schrëtt an déi richteg Richtung. De Fait, dass d'Clienten haut net méi dierfe mat Prostituéiert sexuell Relatiounen hunn, déi entweder mineur sinn oder an engem Rapport vu Vulnerabilitéit stinn oder Victimme si vun der Traite, ass eng gutt Saach.

An all deene Leit, déi soen: „Mä wéi fannen ech dat dann eraus? Dat ass jo onméiglech!", deene sief gesot, an ech soen dat och als e Garer Jong, deen all Dag laanscht esou Leit geet, dass dat, mengen ech, net ëmmer esou schwéier ass erauszefannen. Wann ee laanscht déi Meedercher geet op der Hollerecher Strooss oder am Garer Quartier, dat si Leit, déi ganz offensichtlech Victimme si vun Traite, vu Mënschenhandel. An do brauch ee sech net ganz vill Froen ze stellen, fir esou eppes erauszefannen.

Fir all déi aner Fäll, Meedercher a Schampesbaren, och an Appartementer, mat deene Leit kann een och schwätzen an, jo, ech mengen, dat wär keng Zoumuddung, fir vläicht och emol heiansdo engem e Pass ze froen oder eng Carte d'identité, fir ze gesinn, ob et iwwerhaapt nach eng Pièce d'identité huet oder ob et déi och ofgeholl krut vu sengem Zuhälter.

Mir begréissen och d'Ausnam fir Clienten, fir dass se kënnen aussoe géint d'Zuhälter an dass se dofir net strofbar sinn. Den Här Roth huet vun enger Omertà geschwat, déi géif mat sech bréngen, dass kee géif aussoen an esou Prozeduren. Mä ech mengen, dat hei ass justement eng Dispositioun, mat där ee ka bewierken, dass justement Clienten, fir sech ze disculpéieren, emol kënnen aussoen an esou Prozedure géint Mënschenhändler, géint Proxenèten an eben dann doduerch net schëlleg gesprach ginn. Dat ass eng Aart Whistleblowing am Beräich vun der Prostitutioun, déi een op alle Fall muss begréissen.

Mir begréissen och déi Mesure, déi mat sech bréngt, dass d'Prostituéiert, déi Victime si vu Mënschenhandel, net méi mat Racolage kënne beschëllegt ginn. Dat heescht, dass déi Ordonnance-pénallen, déi déi Meedercher, déi op der Strooss sinn, haaptsächlech betreffen - dat heescht, déi Schwächsten an deem ganze Prostitutiounsbusiness -, dass déi dann net och nach musse riskéieren, wéinst Racolage eng Ordonnance pénale vu 500 Euro ze kréien. Dat ass och eng ganz gutt Saach.

Eis Proposition de loi, déi ech sengerzäit gemaach hat, zesumme mam Taina Bofferding, mam Marc Angel, wéi mer d'Debatt haten 2015, ass an dësem Projet de loi iwwerholl ginn. Dat ass déi nei Infraktioun am Code pénal, wa Fraen, Leit, de Pass ofgeholl kréien oder eng Pièce d'identité ofgeholl kréien. Dat ass, wéi mer all wëssen, e Bestanddeel vum Mënschenhandel. Dat ass iwwerholl ginn. Dat begréisse mer natierlech ausdrécklech. An ech mengen, dat wär och en interessant Instrument am Kampf géint de Mënschenhandel.

Bon, an da wollt ech nach e puer Saache soen, déi scho vun der Madamm Polfer och gesot gi sinn, en réponse zu deem, wat den CSV-Spriecher, de Gilles Roth, hei sot iwwert dee faméisen Droit d'entrée. Et ass esou, dass effektiv an deem aktuellen Text et jo esou ass, dass d'Police judiciaire u sech iwwerall ka goen. Dat heescht, si huet e generellen Droit d'entrée, wann et Indicë gëtt vun notoirer Debauche, wat e schwammege Begréff ass, wou mer recommandéiert krute vum Statsrot, mä och vun den Autorités judiciaires, dass mer e sollen eraushuelen aus dem Gesetz. Dat ass och geschitt.

An den Här Roth ass des Längeren agaangen op den initiale Projet de loi, den initialen Exposé des motifs an den initialen Text. Mä ech mengen, et hätt em gutt zu Gesiicht gestanen an et hätt och enger gewëssener intellektueller Éierlechkeet entsprach, wann en och op d'Travaux parlementaires agaange wär an op dat, wat duerno mat deem Text geschitt ass.

Mä mir maache jo haut...

(Interruptions)

...awer en Ënnerscheed tëschent deene Fäll, wou d'Police judiciaire an en Domicile privé kann eragoen, wou mussen Indices certains, précis et concordants virleie vu Proxenetismus, fir dass deen Droit d'entrée kann exercéiert ginn. Natierlech ëmmer mam Accord vum Procureur. An dat ass an eisen Ae genuch Gardefou, fir esou e Pouvoir kënnen ze exercéieren.

Deen zweete Cas de figure ass dee vun de Lieux publics, dat ass den zweeten Alinea vum Artikel 11, den zweeten Deel vum Artikel 11 Alinea 4, Code de procédure pénale, dat sinn déi Lieux publics, wou dann och déi faméis Maison-meubléeën derbäi sinn. An do dierf d'Police judiciaire eragoen, nach eng Kéier mam Accord vum Procureur général, wa se constatéiert, dass do „des personnes se livrant à la prostitution y sont reçues habituellement". Dat sinn zwee Cas-de-figuren. Déi Maisons meublées, krute mer gesot vum Parquet, si Lieux publics, dat si keng privat Zëmmeren. Dat sinn des Lieux ouverts au public. An ech mengen, och domadder wär do genuch Garde-fou agebaut.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Fayot, wann ech gelift, Dir musst e bësse schnell maachen!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo. Ech kommen zu engem Schluss. Ech géif just gär soen, dass mer hei awer constatéieren, an ech wëll elo net polemiséieren, dass an där Ried vum CSV-Spriecher engersäits eng Lanz gebrach gëtt fir de schwedesche Modell, fir d'Fraerechter, wou gesot gëtt: „Kommt, mir halen op mat der Prostitutioun, dat ass net gutt!", an dann an engem zweeten Deel vu senger Ried eng vill méi vibrant Lanz gebrach gëtt géint déi Mesure vum Droit d'entrée, déi jo eigentlech awer eng staark Mesure ass géint de Proxenetismus, déi et der Police erlaabt, fir géint de Proxenetismus virzegoen an déi, mengen ech, en Häerzsteck ass vun dësem Projet de loi.

An ech mengen, déi zwou Saache kritt een net richteg ënner en Hutt. Do kann een eng grouss Vollekspartei sinn, mat ville verschiddene Meenungen: Dee Spagat reusséiert och lech net. An dat versti mir op alle Fall net.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Fayot. Ech hunn elo kee Riedner méi ageschriwwen. Da géif ech elo dem Här Justizminister Félix Braz direkt d'Wuert ginn. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Madamm Presidentin. Merci als Éischt och un d'Rapportrice fir hire ganz komplette schréftlechen an och mëndleche Rapport. Merci och all deenen, déi sech de Mëtten an d'Diskussioun abruecht hunn, déi mat Ënnerstëtzung an déi mat manner Ënnerstëtzung.

D'Debatt hei am Land iwwert d'Prostitutioun ass net nei! An déi, déi scho méi laang d'Politik suivéieren oder Member si vun der Chamber, déi hu scho vill Debatten dobaussen iwwert d'Prostitutioun matgemaach, wéi een domadder soll ëmgoen. Et si Proposition-de-loie gemaach ginn, et si Rapporte gemaach ginn. Mä et ass ganz laang hier, dass iergendeen eppes geännert huet, ganz laang hier, dass mer driwwer schwätzen an näischt maachen!

Haut ass et fir d'Éischt, zënter ganz Laangem, dass eng Majoritéit an eng Regierung an dëser Matière eng Ännerung virbréngt. An all déi, déi sech beschwéiert hunn iwwert déi Ännerung, déi mer elo maachen, sinn der lauter, déi bei all deenen Debatte vu virdrun, déi schonn an der Chamber gefouert gi sinn, an déi zu där Zäit och nach vläicht an enger Partei waren, déi de Justizminister gestallt huet, all déi Rendezvouse verpasst hunn, fir zum Beispill am Code de procédure pénale, deemools nach CIC, eppes ze änneren.

Dat, mengen ech, muss een dierfe rappeléieren, fir dass et awer och e bëssen eng fair Debatt gëtt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat, wat mer haut diskutéieren an decidéieren, geet net zréck op eng Iddi nëmme vun enger Regierung, déi aus iergendwéi geaartete politesche Grënn probéiert, sech eppes do ze bastelen. Dat hei geet zréck op eng Initiativ, déi am Oktober 2012 geholl ginn ass, wou déi sougenannten national Plattform Prostitutioun agesat ginn ass, wou Ministèren dra vertruede sinn, de Parquet général, d'Polizei, awer och den dropIn an d'Aidsberodung vum Roude Kräiz an déi sozial Servicer vun der Stad Lëtzebuerg.

Déi hunn zesummen eng Analys gemaach vun der Lëtzebuerger Situatioun an eng Analys gemaach vun deene Modeller, déi et esou hei an Europa an och méi wäit ewech gëtt, awer Haaptsaach an Europa. An den Här Fayot huet ganz zu Recht drop higewisen, dass een net wäit brauch ze goen, fir direkt dräi verschidden Approchen zu dëser Fro ze fannen an eisen direkten Nopeschlänner, och wann am meeschten iwwer Schweden geschwat gëtt. Ronderëm sinn dräi Länner an dräi verschidden Approchen!

Opgrond vun deene Konklusiounen a vun deenen Analysen, déi do gemaach gi sinn, net vun enger Regierung, mä vun deene Leit, déi um Terrain domadder schaffen, an der Begleedung, an der Poursuite vun den Infraktiounen, ass d'Konklusioun gewiescht - an déi ass hei an der Chamber 2015 diskutéiert ginn -, dass et kee Modell gëtt, dee mer nëmme brauchen ofzeschreiwen. Et gëtt awer vill Plädoyere fir deen een oder aneren där Modeller.

Fir d'Regierung wär et einfach gewiescht an et hätt net vill Courage gebraucht, ee vun deenen ze iwwerhuelen, wa méiglech deen, deen an der ëffentlecher Debatt déi meeschten Zoustëmmung huet, dann hätt ee vläicht Applaus kritt. Mä opgrond vun den Analysen, déi gemaach gi sinn, si mer der éierlecher Iwwerzeegung, dass dat keng passend Äntwert op dat gëtt, wat Lëtzebuerg an dëser Fro, mat eise Spezifissitéiten, ausmécht.

Et geet ëm Resultater, net ëm Maache-wéi-wann. Dofir wëll ech och net, dass mer ze vill eng Debatt iwwer Moral heibannen op dëser Fro féieren, well mir si ganz séier bei der Debatt vun der Duebelmoral op dëser Fro. Eis als Regierung interesséiere Resultater, déi deenen hëllefen, déi d'Hëllef tatsächlech och brauchen.

Mir hunn dofir eis e puer Ziler ginn, déi mer mat dëser Demarche poursuivéieren:

- d'Reduktioun vu Gewalt géint männlech oder weiblech Prostituéiert,

- d'Protektioun vun de Mannerjäregen,

- eng besser Kollaboratioun tëschent den ëffentlechen Akteuren, y compris wat d'Zesummenaarbecht mam sougenannte Comité Traite betrëfft,

- d'Verbesserung vum Encadrement vun deene Leit, déi an der Prostitutioun sinn, Encadrement au profit vun der Santé, awer och vun hirer Sécherheet,

- d'Ausschaffe vun engem sougenannten EXIT-Konzept oder enger Exit Strategy,

- d'Verbesserung vum Streetworking, wou d'Stad Lëtzebuerg eng ganz wichteg Roll spillt. Ech wëll der Buergermeeschtesch och dofir elo schonn ausdrécklech fir hir ganz aktiv Roll an dësem Dossier, an déi ass net nei, Merci soen.

Dofir hu mer eis e Plang a fënnef Punkte ginn. Deen éischte Punkt ass deen iwwert de verbesserten Encadrement psychosocial vun de Prostituéierten, dat Zweet ass d'Exit Strategy, dat Drëtt ass d'Mise en œuvre vum Programm iwwert d'Éducation sexuelle et affective an dat Véiert de Renforcement vun der Kooperatioun vun den ëffentlechen Akteuren; an d'Madamm Mutsch wäert duerno am Detail, an där kuerzer Zäit, déi mer hunn, probéieren drop anzegoen.

Dee fënnefte Punkt, dat ass deen, dee mer haut diskutéieren - nëmmen dee fënneften, ee vu fënnef! -, wou mer och net, och wann dat natierlech dat permanent Stéchwuert ass, eigentlech direkt iwwert d'Prostitutioun schwätzen, haut, well d'Prostitutioun war a bleift zu Lëtzebuerg legal. Den Text, dee mer haut diskutéieren, mäi Rôle als Justizminister ass, iwwert dat ze diskutéieren, wat illegal ass, wat mer net wëllen akzeptéieren, wat mer net wëllen hunn a wéi mer eis prozedural dobäi uleeën.

Et ass also eng Debatt iwwer e Projet de loi, wou mer iwwert d'Zuhälterei a Mënschenhandel schwätzen, well mer dat net wëllen a well mer d'Lutte dergéint wëlle verbesseren, well mer der Meenung sinn, dass et do Spillraum fir Verbesserunge gëtt. Et geet net duer, driwwer ze schwätzen, et geet net duer, ze fannen, dass Mënschenhandel eng ganz besonnesch ruckelzeg Form vu Kriminalitéit ass, et geet net duer, ze soen, dass d'Zuhälterei eppes ass, wat mer net wëllen. Da muss een och reell an net nëmmen theoretesch, an da sinn ech schonn no beim Här Roth senger Interventioun, muss ee reell an net nëmmen theoretesch sech mat deenen dote Froen ofginn.

A mir wëssen, dass dat net einfach ass, wa mer och kucken, ONGen an international Associatiounen, déi sech mat där Fro hei och intensiv beschäftegt hunn, kommen aus deeneselwechte gutt gemengte Grënn zu ganz ënnerschiddleche Konklusiounen!

Kommt, mir huelen hei am Land d'CCDH, déi plädéiert fir de sougenannte schwedesche Modell! Op där anerer Säit hu mer Amnesty International, déi aus deeneselwechte gudden Intentiounen, déi een absolutt kann novollzéien, zu där diametral opposéierter Konklusioun kënnt a seet: „Neen, d'Léisung besteet doranner, alles ze erlaben. Domat entsteet total Transparenz. An da kann een och vill besser op alles awierken." Et ass also net esou einfach.

A wa mer alleguerten heibanne soen, wéi et an deenen eegene Reien op dëse Froen och zougeet, da gëtt et och do ënnerschiddlech Vuen, obwuel een eigentlech an der Finalitéit oft datselwecht wëllt! Dat ass och de Fall bei der CSV. Et ass virdru scho gesot ginn. An ënnerschiddleche Kommissioune gi ganz ënnerschiddlech Plädoyere gehalen. An den Här Roth huet hei mat engem Seeldanz probéiert, jiddwereen ze menagéieren, fir dass keen aus den eegene Reien opsteet a seet, dass et do an der CSV mindestens zwou verschidde Meenunge gëtt.

Ech géif Iech dat net reprochéieren. An ech maachen et och net, well et ass eng schwiereg Fro! An dass et do divergent a gutt gemengte

Meenunge gëtt, ass op dëser Fro net verwonnerlech.

Mech stéiert awer, Här President, wa probéiert gëtt..., obwuel een um Fong mat eigentlech allem d'accord ass, d'CSV huet dat och gesot, d'Modifikatioune vum Code pénal ginn all vum Här Roth a vun der CSV-Fraktioun ënnerstëtzt - déi éischt, déi mer zënter ganz laange Joren iwwerhaapt emol eng Kéier maachen, dass eng Regierung sech traut, eppes ze maachen -, déi ginn all ënnerstëtzt, net vun der ADR, awer wuel vun der CSV. Dat ass d'Substanz. An da gëtt hei eng riseg Debatt lassgekappt iwwert de Code de procédure pénale.

An do muss ech awer soen, dass de Kolleeg Roth awer eng zumindest lacunaire, fragmentéiert Duerstellung mécht, à la carte, esou wéi et en arrangéiert, an e kënnt haut och zu - fir hien! – Konklusiounen, ech kann Iech awer soen, dass an der ganzer Debatt an der Commission juridique dat awer, fir et fäin auszedrécken, eng Slalomfaart war vun der CSV-Fraktioun bei dësem Projet, bis se dann eng ofschléissend Positioun konnt anhuelen.

An ech wëll op e puer Punkten awer och agoen. D'Madamm Polfer an och den Här Fayot hu ganz zu Recht drop higewisen, wat d'Situatioun haut ass. Et ass also net wéi ëmmer nees probéiert gëtt duerzestellen, dass mer haut amgaange sinn, en Droit d'accès fir d'Police ze schafen, dass d'Polizei bei d'Leit einfach esou kann doheem eragoen.

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass dat, wat mer zënter Jorzéngte schonn hunn am Code de procédure pénale a wou ni een drugaangen ass, fir dat ze änneren! Dat hu mer haut. Haut kann an all Plaz, op de simple Verdacht vun Debauche hin, do intervenéiert ginn, nëmme vun der Polizei.

An Zukunft, nom Vott haut de Mëtteg vun dësem Text, ass dat eriwwer. An Zukunft hu mer e rechtsstaatlech korrekten Encadrement, deen den Här Roth probéiert, ganz negativ ze bewäerten, deen awer vum Statsrot och validéiert ginn ass. Nodeems genee deen dote Punkt laang an intensiv diskutéiert gi war, sot de Statsrot: „Dat do ass okay. Do ass keng Opposition formelle méi. Esou kann dat haut gestëmmt ginn."

An Zukunft maache mer en Ënnerscheed tëschent de Lieux ouverts au public an anere Plazen, wou och en Domicile kann drafalen. An de Parquet général ass an d'Juridique (veuillez lire: an d'Commission juridique) komm, Enn Januar, well och do Doutte soulevéiert gi sinn, fir déi all ze widderleeën, fir kloer ze soen: Et ass eendeiteg, dass deen Alinea mat de Lieux ouverts au public an alles, wat dosteet, franséischen Text, dass dat kloer à l'exclusion vun dem Domicile oder Äänlechem ass. Ganz eendeiteg! Do brauch een also net nach ze maachen, wéi wann do Doutte wieren. Déi sinn alleguerte levéiert ginn a bestätegt, net vum Ministère, mä vum Parquet général, dee kloer seng Interpretatioun dovunner ginn huet.

(Interruption)

Et ass de Parquet général. Deen huet seng Interpretatioun ginn.

Zweete Punkt, deen aneren Alinea, wou mer elo soen, do fält den Domicile mat drënner. Do däerf haut d'Polizei op de simple Verdacht vun Debauche hin eran. An Zukunft ass et net gedoe mat Debauche, an Zukunft geet et ëm Proxenetissem, also d'Infraktioun, well dat ass déi eenzeg Infraktioun, déi mer kennen, nieft der Zuhälterei. An Zukunft muss also Proxenetissem virleien an do muss et net nëmmen iergende vage Verdacht ginn, do mussen et „d'indices certains, précis et concordants" sinn. Och dat ass eng Verschäerfung par rapport zu haut.

Drëttens kënnt derbäi, dass och an Zukunft de Procureur eng Autorisatioun...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Wann Der erlaabt...?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wär frou, ech hu kee Problem, um Enn dem Här Roth ze äntwerten, ech maachen, genau wéi hien, mäin Developpement gäre fäerdeg.

An Zukunft muss och de Procureur au préalable eng Autorisatioun ginn. Dat ass also grad op deem dote Punkt eng drastesch Verbesserung, déi geschitt a wou deen Text, deen haut gestëmmt gëtt, deenen Usprëch do gerecht gëtt.

Op deem zweeten Alinea, wou also Lieux ouverts au public nëmme gemengt sinn, do gëtt eng Opzielung gemaach. Dir argumentéiert mat der Drogegesetzgebung. Ech wëll och dofir nach eng Kéier drop äntwerten an Iech rappeléieren, dass an der Drogegesetzgebung déi Dispositiounen net nëmmen do si fir en Droit d'entrée, mä och fir Perquisitioun a fir Saisie. Do ass dann den Untersuchungsriichter. An eisem Dispositif geet et nëmmen ëm en Droit d'entrée, wat mer a ganz ville Legislatioune kennen, wou an aller Regel emol net e Procureur d'Autorisatioun muss ginn.

Dat sinn och professionell Lokaler an der Restauratioun oder Kompetenze vun der Douane, do geet een och a Lieux ouverts au public, do ass emol net eng Autorisation préalable vum Procureur verlaangt. An dëser Gesetzgebung ass dat awer an Zukunft de Fall.

Dat si qualitativ Ënnerscheeder. An, Här Roth, deen Text, deen haut zur Ofstëmmung kënnt, dee gëtt et och a Frankräich! A Frankräich ass net nëmmen en Droit d'entrée do viséiert, mä och d'Saisie an och d'Perquisitioun. An a Frankräich ass emol net eng Autorisation préalable vum Procureur gefrot!

Dofir, déi Duerstellung, dass mer hei amgaange wieren, elo eppes besonnesch Grujeleges anzeféieren, ass faktesch einfach nëmme falsch. Mir maachen eng drastesch Verbesserung, grad aus rechtsstaatleche Bléckwénkel, op dëse Froen an hunn dat och dofir vum Statsrot validéiert kritt.

Ech wëll dofir soen, Här President, a menger Konklusioun, dass ech mengen, dass sech hei wierklech fir d'éischte Kéier zënter Laangem getraut gëtt, eppes ze maachen. Et ass och kee minimale Konsens, deen hei gemaach gëtt. Et ass en eegestännege Modell, wou et Courage brauch, deen dann och ze assuméieren, well et ass d'Resultat vun eiser eegener Demarche an eisen eegene Gedanken.

An deenen, déi den Text net stëmmen, wëll ech soen: Ech hu munches héieren, wat Iech net gefält, mä et huet keen, och nëmme mat engem Wuert, gesot, wéi een et anescht soll maachen!

Plusieurs voix.- Ooh!

D'autres voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth huet d'Wuert.

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, Här President, wann Der erlaabt,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, de Minister ka vu senger Plaz aus äntwerten.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo, Parole après ministre. Mir sinn duerchaus d'accord, an dat hu mer och begréisst, dass do weider Strofbestëmmunge komm sinn - ech mengen, dat stellt och hei, mat Ausnam vläicht vun der ADR, keen a Fro -, wat den Abus de faiblesse ubelaangt a wat sexuell Handlunge mat Mannerjäregen ubelaangt.

Mä grad déi Explikatiounen, déi de Minister elo zum Schluss ginn huet, déi soen eigentlech, dass guer keng Klorheet besteet. An ech ginn Iech och ganz einfach d'Beispill, dass dat esou ass.

De Minister mécht, mat Recht, eng Distinctioun tëschent deem, wat Proxenetismus ubelaangt. Dat ass en Alinea fir sech, wou de Statsrot selwer proposéiert huet a gesot huet: „Mir maache keng Opposition formelle" - mä Proxenetismus, hein! - „Mir maache keng Opposition formelle méi, wann do «indices certains, précis et concordants» sinn." Domat kënne mir liewen, well et ëm Proxenetismus geet, also eng grav Strofdot.

Do, wou Der eng schwammeg Ausso gemaach hutt a wou mir gäre Präzisiounen hätten, dat ass grad bei deem, wat Dir nennt „lieux ouverts au public". An Dir hutt an Ärer Argumentatioun elo just do vu Maisons meublées geschwat, wou Der gesot hutt, de Parquet, deen interpretéiert dat och esou.

Här Minister, mir sinn hei am Parlament! Mir sinn hei als Gesetzgeber zoustänneg, fir Texter ze maachen, déi de Parquet net ze interpretéieren huet, mä de Parquet ze applizéieren huet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An dat ass eng wesentlech Ëmännerung, wou d'Responsabilitéit vun dem Parlament ass!

A wann Dir sot, eng Maison meublée - hätt de Parquet interpretéiert -, déi wier ouvert au public: Mä eng Maison meublée, an Dir wësst dat ganz genee, dass den Droit pénal d'interprétation stricte ass, an eng Maison meublée, do steet net eng „maison meublée ouverte au public"!

An der Justizkommissioun ass d'Motivatioun komm a gesot ginn: „Majo, bei enger Maison meublée, do fält zum Beispill eppes drënner wéi eng Chambre d'hôtes." Mä dat steet net do!

An dat, wat Der wuel wëssend net gesot hutt, dat ass dat Exempel vun engem Hotel. Mä Dir maacht awer der Chamber an de Leit dobaussen, och als Justizminister an och mat enger Interpretatioun, déi de Parquet gesot huet, net vir, dass en Hotelszëmmer ouvert au public wier!

Firwat bezuelt Der dann, dass Der en Hotelszëmmer huelt? Da kéint Der och en Dortoir huelen, wou d'Leit higinn!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An da kommen ech op Äre Punkt. Dir hutt gesot, an Dir hutt iwwerholl, an dat ass aus..., Dir hutt gesot oder den Här Fayot, d'intellektuell Éierlechkeet géif verlaangen, dass een all Travaux parlementaires gekuckt hätt. Ech hunn déi all gekuckt, Här Fayot!

An notamment den Avis complémentaire vun dem Parquet général, wou ech muss soen, dass et awer schonn e bësse bizarre ass, dass en Document parlementaire kënnt, wou en Avocat oder e Premier avocat général enger Madame le Conseiller aus dem Justizministère schreift. An do ass... An ech maachen Iech perséinlech emol kee Feeler doraus, ech mengen, dass do éierlech gesot de Feeler ënnerlaf ass!

Wat mécht de Parquet général? Mä de Parquet général proposéiert deen Text „lieux ouverts au public". An e schreift och nach, dat wier, wéi Der mat Recht gesot hutt, iwwerholl ginn aus dem Code de procédure pénale français, en zitéiert den Artikel 706-35. An da schreift en nach a Klammeren: «Dans la rédaction et similaire à l'article 3 alinéa...», e vergësst, den Alinea unzeginn, «de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la (…) lutte contre la toxicomanie». An do läit d'Kromm an der Heck!

An ech liesen Iech, wat an den Travaux préparatoires steet. Och déi, Här Fayot, muss ee kucken, wann een eng Referenz mécht, fir en Text ze iwwerhuelen, op e Gesetz, wat besteeënd ass, wat dës Chamber gestëmmt huet, zwar eng fréier, mä déi Leit, déi waren och net, soen ech, onintelligent. An do steet ganz kloer dran: «Les deux alinéas suivants traitent des visites domiciliaires. Il y a en effet une distinction entre les visites à effectuer dans les établissements ouverts au public», dat ass richteg, dat ass den Alinea 2, «et les habitations privées.»

An da kënnt et! Da schreift de Legislateur vun 1973: «La loi française prévoit pour ce cas l'autorisation écrite du Procureur de la République», also fir a Privathaiser eranzegoen, fir d'Prostitutioun ze kontrolléieren. An da mécht en e Punkt an da schreiwe se: «Il a semblé plus conforme à nos principes de laisser ce droit à son détenteur légal, c'est-à-dire au juge d'instruction. L'exigence du mandat préalable n'est toutefois pas requise en cas de flagrant délit.»

An aus deem Grond steet am Drogegesetz ganz kloer dran, dass, wann een eng Visitt an enger Maison d'habitation privée mécht oder an engem Appartement, dofir muss d'Autorisation préalable vum Juge d'instruction virleien, ausser an engem flagrant Délit.

An et ass genau dat, wat mir an eisem Amendement wëlle proposéieren. An do steet: «Ils ne pourront exercer ce droit d'entrer dans les maisons d'habitation ou appartements qu'en cas de flagrant délit ou sur mandat du juge d'instruction.» Dann ass deen Text net méi ze interpretéiere vun engem Parquet, mä dann ass en ze applizéieren.

A wann et dann ass, dass et en Établissement ouvert au public ass - ech sinn direkt fäerdeg! -, da geet et duer, dass de Procureur d'Autorisation préalable gëtt. Mä wann et eng Maison d'habitation privée oder en Appartement ass, da muss eng Autorisatioun vun dem Untersuchungsriichter do sinn. Wann Der dat bäigeschriwwen hätt, da wier den Text kloer. Dat ass vläicht malencontreusement vergiess ginn. Mä esou ass den Text net kloer. An duerfir wäert d'CSV Äre Projet de loi net stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ier ech dem Här Minister d'Wuert ginn, huet den Här Fayot d'Wuert gefrot

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sécher och Parole après ministre?

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech wollt just dem Här Roth soen, ech war och an där Diskussioun an der Commission juridique derbäi, wou de Parquet den Esprit vum Text, vum franséischen Text explizéiert huet. Ech wëll Iech soen, dat war keng Interpretatioun, déi de Lëtzebuerger Parquet gemaach huet vun deem Text. De Lëtzebuerger Parquet huet just do d'Travaux parlementaires zitéiert vun deem franséischen Text. Dat heescht, dat ass en Travail parlementaire. Dat explizéiert d'Ratio legis vun deem Text. Dat huet näischt mat Interprétation stricte ze dinn, dat ass den Esprit de la loi.

A wann an deem franséischen Text, dee sur ce point identique ass zu eisem, dat als en „lieu ouvert au public" gëllt, dann, mengen ech, misst dat gutt genuch si fir eis. Eng Maison meublée am Kontext vun engem Apparthotel, vun engem Hotel oder wat een och ëmmer wëllt, ass en „lieu ouvert au public"! Dat kann ee lounen, dat ka jiddwereen am Public lounen.

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Fayot, en Hotelszëmmer, mat allem Respekt - mat allem Respekt, Här Fayot -, mä en Hotelszëmmer, wat Der lount, ce n'est pas ouvert au public!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Do kënnt keen eran, ouni Är Autorisatioun. Souguer de Proprietaire, souguer d'Femme de ménage oder de Personnel de ménage kënnt net eran, ouni Är Autorisatioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An elo huet de Minister d'Wuert nach eng Kéier, fir ze äntwerten.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Den Här Roth huet elo näischt extra Neies gesot. Et war nach eng Kéier eng Widderhuelung vu senger Argumentatioun vu virdrun, déi mer an der Kommissioun intensiv diskutéiert hunn a wou mer zur Konklusioun komm sinn, mam Statsrot, dass deen Text, dee mer maachen, dee richtegen ass a besonnesch par rapport zu deem, wat mer haut an zënter Jorzéngten hunn, endlech eng rechtsstaatlech Verbesserung duerstellt.

Wann den Här Roth mat Frankräich argumentéiert, da wëll ech en nach eng Kéier drop hiweisen, dass dësen Text a Frankräich och existéiert an dass a Frankräich net nëmmen den Droit d'entrée duerch deen Text geregelt gëtt, mä och d'Saisie an d'Perquisitioun! An dass a Frankräich haut, contrairement zu Lëtzebuerg, wa mer dësen Text gestëmmt hunn, keng, emol net eng Autorisation préalable vum Procureur gefrot ass.

Wann Der also mat Frankräich argumentéiert, da misst Der aus Grënn vun der intellektueller Éierlechkeet soen: Do si mir zu Lëtzebuerg méi virsiichteg, well mir si méi streng, well mer soen, och wann et nëmmen - entre guillemets - „des lieux ouverts au public" sinn, si mir méi restriktiv, aus genau där doter Argumentatioun.

Also och do keng falsch Duerstellungen! A mir hunn dat do intensiv diskutéiert.

Dat Eenzegt, wat ech awer muss dann hei elo Neies nach hannendrunhänken, doriwwer hu mer och mat de Parqueten am Ufank vum Text geschwat. Wa mer bei de Lieux ouverts au public... well d'Positioun vun der CSV, ech wëll se nach eng Kéier rappeléieren, war zum Schluss - net am Ufank, dat huet variéiert -, zum Schluss war d'Positioun vun der CSV, fir ze soen: Mir hätte gäre souwuel bei deem Alinea vum Paragraf 4, deen den Domicile matenglobéiert, wéi bei de Lieux ouverts au public a béide Fäll - a béide Fäll! - den Untersuchungsriichter an a kengem vu béide Fäll de Procureur.

Do sinn d'Leit vun de Parqueten ouni en Zweifel glaskloer: Wa mer dat maachen, dann ass de Gewënner vun dësem Text all Zuhälter am Land! Da gi mer bei der Lutte géint d'Zuhälterei an a fortiori géint de Mënschenhandel e Schratt zréck.

Mir si méi streng wéi a Frankräich mat deem Text, dee mer haut maachen, an eise Grondprinzipien. Mä wa mer hei den Untersuchungsriichter... Wann ee wëllt Bewäiser fir d'Zuhälterei, Bewäiser fir Mënschenhandel fannen, da muss een dohinner kënne kucke goen, wou d'Prostitutioun stattfënnt! Et gëtt kee Proxenetissem ouni Mënschenhandel! A wa mer net kënnen eragoen a Plazen, déi ouverts au public sinn, wou d'Prostitutioun, wat keng Infraktioun ass an net wäert ginn, stattfënnt, da kënne mer d'Bewäiser géint d'Zuhälter net fannen! Wa mer dat der prealabeler Autorisatioun vun engem Untersuchungsriichter ënnerwerfen, da kënnt keen Zuhälter zu Lëtzebuerg méi virun d'Geriicht! An dat ass eng Realitéit!

An do kënnt Der Iech net hannert techneschen a formellen Argumenter, déi dementéiert gi sinn a vum Statsrot widderluecht gi sinn, verstoppen! Och Dir musst decidéieren, wat Der wëllt. Wëllt Der géint d'Zuhälter virgoen a géint d'Mënschenhändler? Jo oder neen?

(Brouhaha général, exclamations et protestations)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat ass peinlech, dat do!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn nach d'Wuertmeldung vun der Chancëgläichheetsministesch, wëll allerdéngs drop hiweisen, dass d'Zäit wäitgeeëndst opgebraucht ass.

(Interruptions)

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Wat kréien ech dann nach vun Zäit, wann ech gelift?

Une voix.- Zwou Minutten.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Sinn zwou Minutten nach fräi?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, ech géif d'Chamber froen, ob d'Madamm Minister...

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wat frot Der?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Ech géif soen, dass d'Madamm Minister fënnef Minutten zur Verfügung huet. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Merci.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Ech soen Iech, Här President, an och Iech, Kolleeginnen a Kolleegen, wierklech Merci, dass ech nach e puer Wierder hei ka fannen, ouni elo déi Elementer ze widderhuelen, déi mäi Kolleeg hei am Virfeld gesot huet.

Ech mengen, Dir hutt gesinn un den Ausféierunge vun der Rapportrice an och vum Justizminister, dass sech d'Regierung et wierklech net einfach gemaach huet, fir an dësem sensibelen Dossier e Wee ze fannen, dee bei eist Land passt an deen deene Spezifissitéite vun eis ka Rechnung droen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass et wichteg war, dass sech déi zwee Ministeren, déi zwee Ministèren, Justice a Chancëgläichheet, an och déi zwou Chamberskommissioune mat dësem Sujet beschäftegt hunn, well d'Prostitutioun kann an dierf een net isoléiert aus enger reng juristescher oder aus enger reng sozialpolitescher Perspektiv betruechten. Dat geet einfach net! Mir hunn et fäerdegbruecht, béid Dimensiounen an Aklang ze brëngen, an ech si ganz stolz dorop, dat muss ech hei soen.

Déi Aspekter, déi mir am Fong haut e bësse kuerzkomm sinn, déi ginn iwwert de juristeschen Aspekt eraus an déi si Partie intégrante vun eiser Strategie, wéi et och d'éineschters hei gesot ginn ass. An déi Strategie, déi hu mer am Fong schonn deemools an eisem Consultatiounsdebat 2015 hei thematiséiert. Ech weess net, ob Der Iech dorunner kënnt erënneren, mä do war genee déi Strategie schonn en Thema, ronderëm d'Exit-Propositiounen, ronderëm de psychosozialen Encadrement, ronderëm d'Sexualerzéiung, ronderëm de Rôle vun der Plattform, ronderëm d'Formatioun, d'Informatioun, scho bei deene Jonken a virun allem bei de Kanner.

An do ware mer eis am Fong méi oder wéineger alleguerten eens. A mir waren eis eigentlech och eens, dass et dee perfekte Modell, deen een elo de Mount drop kéint eent zu eent fir Lëtzebuerg iwwerhuelen a bei eis aféieren, net gëtt. Mir brauche weder en däitschen nach en hollänneschen oder e schwedesche Modell. Mir brauchen e Modell, dee fir Lëtzebuerg déi richteg Jalone setzt, deen, jo, eng pragmatesch Approche huet, mä virun allem e Modell, deen op Präventioun an op Opklärung opbaut an deen Alternativen zur Prostitutioun opweist.

Déi Viraarbechten, déi ware gekoppelt och mat deenen Aarbechtsvisitten, déi mir konnte maachen, wou mer och mat ganz villen Akteuren a Betraffenen um Terrain geschwat hunn. An do ass den Aktiounsplang draus entstanen. An dee wëll ech hei ganz schnell resuméieren, Här President.

Éischtens: Mir hunn de Streetwork verstäerkt an domat dem dropIn, deen effektiv - ech weess net méi, wien et gesot huet, ech mengen d'Madamm Bofferding - eng formidabel Aarbecht um Terrain leescht, d'Méiglechkeet ginn, fir verstäerkt op déi Plazen ze goen, déi fir d'Sozialdéngschter méi schwéier ze erreeche sinn a wou ee muss higoen.

Zweetens: Zënter Oktober 2015 hu mer déi Exit Strategy, déi en place ass. Déi ass en place an den dropIn këmmert sech verstäerkt ëm déi Prostituéiert, déi de Courage hunn, dat kann een hei soen, eraus wëllen ze klammen aus der Prostitutioun. Si schaffe ganz enk mat der Croix-Rouge zesumme fir de Volet Logement, schaffe ganz enk mat der ADEM zesumme fir de Volet Aarbecht. An zënter Oktober 2015 hu sechs Prostituéiert den Ausstig aus der Prostitutioun fonnt.

A mech beandrockt déi doten Zuel, well am Verglach mam Ausland sti mir zu Lëtzebuerg ganz gutt do. Et muss ee sech näämlech driwwer am Klore sinn, dass dëst e ganz beschwéierleche Wee ass, dee Courage a Standhaftegkeet verlaangt, an e Wee, bei deem et ganz vill Réckschléi gëtt.

Drëttens: Um Niveau vun der Formatioun, der Informatioun an der Sensibiliséierung huet de Chancëgläichheetsministère intensiv geschafft a bitt Formatiounen um INAP u fir d'Police, fir d'Mataarbechter vun de Servicer fir d'Affer vun der Traite, doriwwer eraus och Formatioune fir d'Personal vun der Police judiciaire, der ITM, dem Centre de rétention, der Douane, dem dropIn. An déi Formatioune ginn och an Zukunft weider ugebueden.

Ech erënneren och un déi grouss ugeluechte Campagne - de Justizminister hat ganz kuerz drop higewisen - Stop Traite, déi sech un de grand Public riicht, awer och un déi Professionell vum Terrain.

A véiertens, Här President, also da sinn ech scho bal um Schluss ukomm, am Beräich vun der Sozialerzéiung, vun der Sexualerzéiung wëlle mer deen interdisziplinäre Wee weidergoen. Dat ass dee richtege Wee, dee musse mer goen. De Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle ass amgaangen, mat enger onheemlecher Dynamik mat alle relevanten Akteuren um Terrain Strategien a Programmer auszeschaffen, déi mer Iech an deenen nächste Méint presentéieren. Den interministerielle Grupp schafft elo scho ganz aktiv um zweeten nationalen Aktiounsplang. Work in progress, deemno.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sollten deem heite Gesetz eng Chance ginn, fir zesummen, mat deene juristesche Verbesserungen, déi hei zousätzlech nach derbäikomm sinn, an den Detailer an der Vernetzung vun deenen eenzelnen Elementer - dofir hu mir wierklech eng Chance - mam nei geschafene Comité, deen eng propper Grondlag elo kritt, all déi Mesuren um Terrain ëmzesetzen an d'Entwécklung vun der Prostitutioun bei eis am Land, an iwwert d'Grenzen ewech am A ze behalen an ze steieren. An och wa mer haut net alleguerten enger Meenung sinn, sinn ech awer ganz fest dovunner iwwerzeegt, dass dëst Gesetz am Kader vum nationalen Aktiounsplang eng substanziell Verbesserung fir déi Betraffen a fir d'Akteure brëngt, déi um Terrain schaffen.

Dat ass och dat, wat ouni Hypokrisie mam Lëtzebuerger Modell bezweckt gëtt. An ech soe Merci fir déi zousätzlech Minutten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Amendement 1

Vu dass mer mat engem Amendement saiséiert sinn, dee vun de Kolleege vun der CSV abruecht ginn ass an deen de Punkt 1 vum Artikel 2 betrëfft, wollt ech froen: Gi mer dovun aus, dass déi Diskussioun ofgeschloss ass?

Sou géif ech mengen. Da kéinte mer direkt zur Ofstëmmung iwwert den Amendement iwwergoen.

Vote sur l'amendement 1

Wie mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wien net mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Neen.

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratioune sinn och schonn ënnerwee.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 24-mol Jo, 32-mol Neen an 3 Abstentiounen. Domat ass den Amendement 1 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Gérard Anzia), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mme Françoise Hetto-Gaasch;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi 7008 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7008 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer: 32-mol Jo, 28-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7008 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 7024 iwwert déi Kommissiounen, déi gefrot gi beim Bezuele mat enger Kreditkaart. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Bauler.

13. 7024 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;

5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;

8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, ëm deen et hei geet, besteet aus zwee verschiddene Voleten: engem méi klengen an engem e bësse méi groussen.

Zum enge gëtt duerch dësen Text en europäescht Reglement iwwert d'Käschten, déi ufalen, wann ee mat enger Kaart bezilt, an eist nationaalt Recht ëmgesat. Zum aneren amendéiert de Projet de loi eng Rei aner Gesetzer am Beräich vum Finanzsecteur. Ech ginn am Folgende méi genee heirop an.

D'Reglement 2015/751 schreift sech an an d'Efforte vun der Europäescher Kommissioun, fir de Bannemaart weider ze verdéiwen an enger Fragmentéierung am Beräich vun de Commissions d'interchange duerch d'Schafe vun engem gesetzleche Kader entgéintzewierken.

Fir dat ze erreechen, féiert d'Reglement ënner anerem e maximalen Taux an, deen en Operateur froe kann, wann ee mat enger Kaart an der Europäescher Unioun bezilt. D'Reglement leet fir Kreditkaarten e Plaffong vun 0,3% vum Transaktiounswäert fest a fir Debitkaarten e Plaffong vun 0,2%. Fir Debitkaarten huet dernieft all Memberstat d'Méiglechkeet, e Wäert ënner 0,2% kënnen ze fixéieren, dee sech op Transaktioune bezitt, déi am jeeweilege Land selwer an net iwwert d'Grenzen eraus ofgewéckelt ginn.

Vun där nationaler Diskretioun mécht Lëtzebuerg effektiv och Gebrauch. An esou ass am Text vum Gesetzesprojet en Taux vun 0,12% festgehale ginn. Doduerch soll ongeféier deeselwechten Taux erreecht ginn, wéi e virum Aféiere vun dësem Reglement hei um Lëtzebuerger Marché Usus war.

Des Weidere gëtt nach d'CSSF als Kontrollorgan designéiert a seng Kompetenze gi festgeluecht.

Här President, ech kommen zum zweete Volet vum Gesetzestext. Dësen huet als Objet, wéi scho gesot, eng ganz Partie Gesetzer am Finanzberäich ze modifizéieren, fir verschidden Elementer ze präziséieren an eenzel Feeler ze verbesseren. Den zentralen Aspekt awer heivunner, deen dann och déi lescht Méint fir e bësse méi Opreegung gesuergt huet, ass dee vun der Externalisatioun, oder op Englesch vum Outsourcing vu Finanzdéngschtleeschtungen.

Well dës Dispositiounen am Gesetz effektiv dozou gefouert hunn, dass Stëmmen haart gi sinn, déi virum Verloscht vun Aarbechtsplazen op der Finanzplaz gewarnt hunn, wëll ech nach eng Kéier kuerz op d'Grënn an d'Motivatioun fir dës Ännerungen agoen.

Wéi de Finanzministère a sengem Exposé des motifs matdeelt, staamt d'Reglementatioun, déi d'Outsource vu Servicer encadréiert, aus enger Zäit, an där d'Digitalisatioun nach ganz um Ufank stoung. Och d'Astellung zum Bankgeheimnis war dee Moment nach eng aner a vun Transparenz ass och manner geschwat ginn.

Wann een awer haut mat Akteure vum Terrain schwätzt, da kritt een dacks ze héieren, dass déi lëtzebuergesch Gesetzgebung ze vill rigid an net méi un d'Zäitalter vun der Digitalisatioun ugepasst ass. Dat huet natierlech en Impakt op d'Unzéiungskraaft, op d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg a kann e Grond sinn, firwat verschidde Firme sech hei net néierloossen oder anerer carrement fortginn.

Et ass also evident, dass, wa mer attraktiv, wa mer kompetitiv wëlle bleiwen, et wichteg ass, an deem Beräich méi flexibel ze ginn.

En zweet Argument betrëfft d'Reduzéiere vun der Charge administrative. Souwuel an deene groussen internationale Gruppe wéi och an der Surveillance prudentielle ass scho méi laang de Schratt gemaach ginn, d'Aktivitéiten op eng zentraliséiert Aart a Weis ze geréiere respektiv ze kontrolléieren. Am Kader vun dëser konsolidéierter Approche ginn déi eenzel Aktivitéiten net no nationalen Entitéiten, mä no Beruffsgruppe gekuckt. E méi flexibelen Informatiounsfloss erliichtert deemno net nëmmen d'Gestioun vun deene Gruppen, mä och hir Iwwerwaachung, d'Identifikatioun an d'Kontroll vu Risiken, reduzéiert d'Käschten, erhéicht d'Qualitéit vun de Servicer um Client an erlaabt et, Exzellenzzentren ze schafen, an deene Kompetenz a Wësse konzentréiert ginn.

Besonnesch och am Kontext vun der Digitalisatioun vun der Wirtschaft an de Businessmodeller, déi an deem Kader entstinn - Beispiller, déi dacks genannt ginn, si Big Data a FinTech, Beräicher, an deene sech Lëtzebuerg jo als Virreider wëllt positionéieren -, ass et indispensabel, Barrièrë fir e flexibelen Informatiounsfloss ofzebauen an esou Perspektiven, Opportunitéiten ze schafen, fir nei Betriber unzezéien.

D'Bedenken, dass Aarbechtsplazen op dës Manéier verluer kënnen oder kéinte goen, déi sinn natierlech berechtegt. Allerdéngs schéngt et no de Consideratiounen, déi ech elo grad ernimmt

hunn, evident, dass, wa Lëtzebuerg sech an deem Beräich den internationalen Entwécklungen, déi déi allgemeng Digitalisatioun vun der Wirtschaft mat sech bréngt, net uschléisst, an deem Fall nach vill méi Aarbechtsplazen a Gefor sinn. Gläichzäiteg däerf een effektiv och net vergiessen, dass dës Ännerungen nei Plaze kënne schafen.

E weideren Aspekt, deen natierlech och immens wichteg ass an dëser Diskussioun, ass dee vum Dateschutz. D'Gesetz a senger endgülteger Form schaaft e präzise legale Kader, wat d'Externalisatioun, also d'Auslagerung vun Déngschtleeschtungen an Informatioune betrëfft.

Et ginn zwee Fäll envisagéiert. Zum engen eng Externalisatioun an eng aner Firma, déi och der Kontroll vun der CSSF, der EZB an och dem Commissariat aux assurances ënnerläit, an zum aneren eng Externalisatioun un all aner Firma. Domat gëtt déi urspréinglech dräifach Ënnerscheedung, déi nach tëschent de Begréffer „intra-" an „extra-group" ënnerscheet huet, opgehuewen.

All Auslagerung, all Externalisatioun muss de strenge Kritären, wéi se ënner anerem am Gesetz vum 2. August 2002 zum Dateschutz definéiert sinn, gerecht ginn an derfir suergen, dass d'Qualitéit vun de Servicer garantéiert ass. Zu deem Zweck gesäit de Gesetzesprojet och verschidden Dispositiounen zur interner Organisatioun vun deene Firme vir. De Client muss doriwwer eraus säin Accord zu der Sous-traitance ginn, dat ass ganz wichteg.

De Statsrot hat a sengem éischten Avis zwou Oppositions formelles artikuléiert. Dobäi goung et zum engen ëm de Champs d'application vum Reglement 2015/751 an d'Missioune vun der CSSF an dësem Kader. De Statsrot hat do suggeréiert, d'Opzielung vun de viséierten Entitéite falen ze loossen. Zum anere wollt de Statsrot weider Präzisiounen zu enger Formulatioun am Artikel 14, déi eventuell am Widdersproch zu dem Europäesche Reglement gestanen hätt. Do dernieft hat de Statsrot och nach verschidden aner Bemierkungen, Observatiounen ze maachen, virun allem zum Dateschutz. En huet festgestallt, dass verschidden Artikelen e bësse méi präzis kéinte sinn, fir ze verhënneren, dass et zu enger juristescher Onsécherheet kéim, an en huet insistéiert, dass sech all d'Akteuren un d'Gesetz vum 2. August 2002 missten halen.

D'Regierung ass deenen Opfuerderungen an hiren Amendementer nokomm. An esou konnt de Statsrot a sengem éischten Avis complémentaire och seng Oppositions formelles ophiewen. D'Finanzkommissioun huet op Ureegung vum Statsrot mat hire parlamentareschen Amendementer och nach eng Kéier nogebessert a verschidden Elementer ugepasst. Fir d'Detailer verweisen ech do op mäi schréftleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir Är Gedold an dësem techneschen Dossier. Erlaabt mer, alle Kommissiounsmemberen en Dank auszeschwätze fir hiert Matschaffen un dësem Text. E besonneschen Dank de Spezialisten aus dem Finanzministère souwéi dem Caroline Guezennec an dem Yan Sales.

Zum Schluss ginn ech dann och am Numm vu menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, den Accord fir dëse Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci fir d'Alleréischt dem Rapporteur, deen dat mat der gewinnter Akribie gemaach huet, fir eis am Detail an awer an enger klorer Sprooch déi oft schwéier verständlech technesch Detailer vun deem Projet elo nach eng Kéier duerzeleeën.

Ech soen direkt, datt mir dee Projet hei wäerte stëmmen, mä datt mer eis et awer net einfach gemaach hunn, Här Minister, well, an ech mengen, de Rapporteur huet dat och in extenso hei ausgeféiert, an dësem Projet de loi ass ee Volet, deen alleguerten de Kolleegen, och vun der Majoritéit, awer Suerge mécht. Dat ass dee vum Outsourcing vun enger Rei vu Bankservicer op där enger Säit, et ass awer op där anerer Säit och den Transfer vu Bankdaten.

An ech muss Iech och ganz kloer hei soen, wann de Projet esou, wéi en am Ufank vun der Regierung deposéiert gi war, haut zum Vott komm wär, hätte mir en net gestëmmt. Et ass awer esou, datt duerch déi exzellent Aarbecht vum Statsrot den Text wesentlech verbessert ginn ass an och e klore legale Kader geschaaft ginn ass, wat déi Externalisatioun vu Servicer an Daten ugeet.

Allerdéngs soen ech dann awer och nach eng Kéier hei, datt mir eigentlech e bësse regrettéieren, datt mir an engem Moment, wou - an dat begréisse mir - d'Regierung ganz vill Efforte mécht, fir hei den ICT-Standuert ze renforcéieren, fir och elo e groussen Datenzenter hei opzemaachen, et awer net fäerdegbréngen, d'Daten hei kënne selwer ze späicheren, datt do d'Banken elo obligéiert sinn, fir déi Daten an d'Ausland virunzeginn. Mir stellen eis och d'Fro: Wat sinn eigentlech d'Grënn? Ass et e Grond, datt mer net den Know-how hei zu Lëtzebuerg hunn? Si mer ze deier, fir deen Depot vun Daten ze maachen? Ech mengen, alles dat si Froen, déi ee sech awer trotzdeem berechtegterweis muss stellen.

Wat awer fir eis entscheedend ass fir eis Decisioun, ass, datt elo ganz kloer ass, datt, wann eng Bank Date vun engem Client wëllt un en Drëttstat ginn, dann en Accord vun deem Client muss virleien. A wann de Client domadder net d'accord ass, kann e säi Kont zoumaachen a mat senge Bankdaten enzwousch aneschters goen.

A wat fir eis gradesou wichteg ass: Wann en trotzdeem säin Accord gëtt, ass séchergestallt am Projet de loi - am Gesetz, wat mer haut stëmmen -, datt déi Garantien, déi jiddwereen hei zu Lëtzebuerg par rapport zum Dateschutz huet, och musse respektéiert ginn, wann déi Daten an d'Ausland an ausserhalb vun der EU ginn. Dat heescht, de Client huet deeselwechte Level vun Dateschutz wéi hei zu Lëtzebuerg. Et ass also eng Zort vun Obligation de résultat, déi do besteet.

Mir soen also, datt dee Projet hei wesentlech verbessert ginn ass, an duerfir wäerte mir och eisen Accord dozou ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Mat engem Merci un de Rapporteur fir säi gudden, ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport a mat all deenen Iwwerleeungen, déi scho gemaach gi sinn an de Kommissiounen zu deem heite Projet de loi, wou jo dorunner geschafft ginn ass, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kox, wann ech gelift.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Och ech wëll mech de Mercien un de Rapporteur fir säin ausféierleche Bericht uschléissen a gi gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner, wann ech gelift.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn, dëse Projet de loi, deen huet vill Suerge bereet, an zu Recht, notamment deene vun der Salariatskummer, well et ëm Outsourcing geet vun der Gestion administrative et informatique vun enger ganzer Rei vu Servicer. An ech mengen, dat geet zréck op eng Demande vu gréisseren Akteure vun der Place financière, well se esou eng ganz Rei vu Käschte kënnen drécken.

Elo besteet d'Gefor, datt immens vill Aarbechtsplaze verschwannen. Bis zu 13.000 Aarbechtsplaze kéinte verschwannen, dat ass och, wat d'Chambre des Salariés seet, reell Aarbechtsplazen op jidde Fall, déi elo existéieren, en attendant datt vläicht potenziell Aarbechtsplazen am Kader vun engem definitiven oder potenziellen oder wat fir engem Brexit och ëmmer sech kéinten hei nidderloossen.

Ech mengen, dëse Projet de loi illustréiert awer relativ gutt, a wat fir eng Zort vun Ofhängegkeet mer ëmmer méi gerode par rapport zur Finanzplaz. Dat heescht, datt mer an engem Drock sinn, fir op potenziell Aarbechtsplazen ze waarden, datt mer reell Aarbechtsplazen zerstéieren an datt u sech eng Plus-value, déi hei geschafe gëtt, externaliséiert gëtt.

Mir mengen, datt dëse Projet de loi net gutt ass. Mir wäerten deem net zoustëmmen, well mir sinn net der Meenung, datt et am Interessi vun de Salariéen hei zu Lëtzebuerg ass, dëse Projet de loi ze ënnerstëtzen, well eben all déi Servicer, déi si hei leeschten a weiderhi kënne leeschten, well déi Servicer aus anere Grënn, finanzielle Grënn, op anere Plaze wäerte geleescht ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An den Här Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech géif gär fir d'Éischt dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht Merci soen, dee ganz komplett war. Ech mengen, dass alles beliicht ginn ass. Bei de Kommentaren, déi gemaach gi sinn, freeën ech mech, dass mer awer eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber fanne fir dëse Projet de loi, dee ganz wichteg ass. En ass en fait net nëmmen technesch, en huet och ganz vill konkret Implikatiounen.

Ech géif och gären ënnersträichen, dass dat heiten a mengen Aen eng gutt Zesummenaarbecht war mat der Cofibu, mat der Kommissioun, déi dofir zoustänneg ass. An ech sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, dass mer den Text doduerch verbessert hunn. Dat ass jo eng gutt Noriicht an eng gutt Zesummenaarbecht, déi mer all hei kënne begréissen.

Ech géif gäre fir d'Éischt emol soen, dass deen een Aspekt, deen net kontroverséiert war - fir d'Kommissioun méi niddreg ze hale wéi dat, wat am Règlement communautaire virgesi war -, eng Mesure ass, déi dem Commerce zeguttkënnt. An ech mengen, grad an enger Zäit, wou de Commerce vill leit wéinst der Konkurrenz vum Commerce électronique, war dat eng wichteg Decisioun, dofir wëll ech dat hei ënnersträichen.

Den zweeten Aspekt, dee vum Changement vum Artikel 41, war natierlech e méi komplizéierten. An ech mengen, dass mer hei elo eng equilibréiert Léisung fonnt hunn, equilibréiert tëschent zwou Saachen, de Rechter vum Client an dem Dateschutz vum Client op där enger Säit, an zweetens, der indispensabeler Transformatioun, déi mer amgaange sinn ze maachen, wat de Secret professionnel zu Lëtzebuerg duerstellt.

An ech géif gären ënnersträichen, dass a mengen Aen déi Changementer, déi mer hei maachen, zur Attraktivitéit vun der Finanzplaz wäerte bäidroen a mat sech bréngen, dass mer eng ganz Rëtsch positiv Elementer wäerten hunn, déi eis an Zukunft wäerten hëllefen. Hätte mer näämlech de Secret professionnel hei net moderniséiert, géife mer zu Lëtzebuerg vill aner Aarbechtsplaze schafen (veuillez lire: net schafen) wéi déi, déi hei eventuell a Gefor sinn.

Ech erkläre mech: Mir sinn effektiv an enger Situatioun, wou d'Gruppe versichen, hir Coûten an de Gréff ze kréien. A si soen eis: „Fir dat ze maachen, misste mer eng Zentralisatioun vun den Date maachen." Dat geschitt net nëmmen zu Lëtzebuerg, dat kann zu Lëtzebuerg geschéien, et kann awer och am Ausland geschéien, an dat gëtt elo duerch dat heite Gesetz méiglech. Et gëtt méiglech, awer et si Garantien do fir d'Clienten, fir dass, en cascade, do den Dateschutz geséchert ass.

Mä doduerch, dass mer déi Méiglechkeet haut hunn, wäert et an Zukunft méiglech sinn, nei Gruppen hei op Lëtzebuerg ze kréien oder an existéierende Banke méi Substanz op Lëtzebuerg ze kréien. An anere Wierder: Doduerch, dass mer dat heite maachen, schafe mer méi héichwäerteg Valeur ajoutée op eiser Finanzplaz. Mir verléiere verschidde Plazen, déi net ganz qualifizéiert sinn oder net esou vill qualifizéiert sinn, a mir wäerte méi héichkaräteger op Lëtzebuerg kréien. Ech géif dat „qualitative Wuesstum" nennen. Dat ass dat, wat mer heimadder maachen.

An zum Schluss wëll ech soen: Dat, wat an de Raum gestallt gëtt - dass dat hypotheetesch wier, dass mer doduerch méi Investissementer op Lëtzebuerg kréien -, ass net richteg. Am Kontext Brexit, am Kontext vun de FinTech-Entreprisen, déi mer zu Lëtzebuerg schonn ugezunn hunn, kréie mer d'Confirmatioun, dass doduerch, dass mer dat heiten elo maachen, déi Moderniséierung vum Secret professionnel, dass se grad dofir op Lëtzebuerg kommen. An ech mengen, dat war wichteg, dass een dat nach eng Kéier hei gesot huet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir kënnen iwwert de Projet de loi 7024 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7024 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, zweemol Nee. Domat ass de Projet 7024 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, MM. Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir kommen zum Projet 7128, e Projet, deen zur Bekämpfung vum Blanchiment an dem Finanzement vum Terrorismus soll bäidroen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Eugène Berger.

14. 7128 - Projet de loi portant

1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006;

3. modification de:

a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;

e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;

i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President, effektiv, de Projet de loi 7128 huet als Objektiv eng Transpositioun vun der véierter Direktiv „antiblanchiment" an och d'Ëmsetzung vun dem Reglement 2015/847 betreffend d'Informatiounen am Kader vum Transfer vu Fongen. En héiert sech a priori technesch un, mä de Kontext vun deem Projet de loi ass awer e ganz wichtegen.

Wat ass dee Kontext? Mä dee Kontext, dat ass de Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen, méi speziell am Kader vun der Lutte géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit. Wann een Terrororganisatiounen de Krunn zoudréint, ass dat sécherlech e gudde Wee, fir se onschiedlech ze maachen. Wa sech Kriminalitéit net méi rentéiert, well een net méi mat onéierlechem Geld ka Business maachen, well een dat Geld net méi ka propper maachen, da kann een effektiv effikass géint d'Verbreedung vu kriminelle Banden, vu kriminellen Aktivitéite virgoen.

Wann ee wëllt terroristesch Attentater, Mënschen-, Drogen-, Waffenhandel effikass bekämpfen, dergéint virgoen, da muss een och ëmmer erëm resolutt géint all déi onéierlech Geldstréim virgoen, well och do ass et wéi esou oft: Mat de Sue steet a fält alles! Wann een also do kann den Hiewel usetzen, dann ass et do, wou een am beschte kann dergéint kämpfen.

Wat och wichteg ass an der Lutte géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit, dat ass, datt een eng gemeinschaftlech Approche huet, datt een do zesummeschafft. An an Europa versiche mer - net nëmmen „versiche mer", mä hu mer dat scho säit laange Jore gemaach -, do zesummenzeschaffen, zesumme rechtlech Kaderen op d'Been ze setzen, fir géint dës Ploe virzegoen.

Mir fänken hei och net bei null un. Et ginn europäesch Reglementatiounen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg och scho Gesetzer an der Matière, an der Lutte antiblanchiment. An et ass eigentlech esou, datt ëmmer erëm eng Emergenz ass vun neien, ech soen emol „techneschen" Méiglechkeeten, well nei Konstrukter entstinn, fir Geld ze wäschen a fir Geld weiderzeginn. Duerfir ass et wichteg, fir sech ëmmer erëm dorobber ze adaptéieren. Et ass heiansdo e bësse wéi eng Course, wou een dann hoffentlech net hannendruleeft, mä wou ee ka gradesou schnell lafen, fir kënnen déi legal Kaderen ze adaptéieren, fir kënnen effizient géint d'Geldwäscherei virzegoen.

Dëst ass déi véiert Direktiv an deem Domän, mä, wéi gesot, Adaptatioune sinn ëmmer noutwendeg, respektiv Verschäerfunge vu verschiddene Mesuren, déi mer schonn an der Vergaangenheet haten, ginn hei virgeholl.

Et ass och esou, datt eng fënneft europäesch Direktiv an der Maach ass. An et wäert dann och esou sinn, datt mer an net allze wäiter Zukunft vläicht dann erëm mat neien Texter wäerte kommen, fir dat dann erëm ze adaptéieren. Et kéint ee sech eigentlech froen: Firwat net direkt op déi nei Direktiv waarden? Et schéngt, wéi wann aner Länner déi Optioun an d'A gefaasst hätten oder hunn. Bon, et kann ee soen: „Bréissel drängt wéi ëmmer op d'Ëmsetzung vun där Direktiv." Dat hei ass eng wichteg Matière. Mir sinn net grad am Verzuch, mä et ass awer wichteg, datt mer dat elo wierklech ëmsetzen.

Mä ech mengen, virun allem Lëtzebuerg huet egal wéi all Interêt, dës Direktiv ëmzesetzen, well mer als grouss a wichteg international Finanzplaz eng besonnesch Responsabilitéit hunn. Hei solle mer keen Doute opkomme loossen un eiser Determinatioun, fir eisen Deel derzou bäizedroe géint d'Wäisswäsche vu Suen, am Kampf géint den Terrorismus an am Kampf géint d'organiséiert Kriminalitéit! Well mir hunn et jo fäerdegbruecht - ech géif soen trotz LuxLeaks -, mat engem Paradigmewiessel an eiser Politik fir Transparenz op der Finanzplaz vun alle groen a schwaarze Lëschten erofzekommen an erëm e gudden Image dobaussen an der Welt ze hunn. Duerfir ass et och wichteg, datt mer hei mat der Ëmsetzung vun där Direktiv am Moment eis Determinatioun ënnersträichen a resolutt op deem Wee weiderginn.

Dat vläicht als allgemeng Remark, fir awer de Kader ze setze vun deem, wéi gesot, méi technesche Projet, fir einfach ze ënnersträichen, datt mer hei wierklech e wichtegen Domän ofdecken an datt mer wierklech och mussen all Soin droen, fir datt mer hei weisen, datt eis dat ganz eescht ass an datt mer wierklech och wëllen eis Aufgaben optimal iwwerhuelen.

Ech wëll vläicht just e puer - mir si schonn zu fortgeschrattener Stonn - wichteg Elementer vum Gesetz skizzéieren. Ech ginn elo net an den Detail, ech wäert ganz schnell driwwerfléien.

Wéi gesot, de Projet de loi behandelt d'Ëmsetze vun der véierter Direktiv „antiblanchiment" an och dat Reglement, dat do an deem Kontext ze gesinn ass. Wat geschitt hei? Bon, ënner anerem gëtt de Champ d'application erweidert, präziséiert, d'Lëscht vun de viséierte professionellen Instituter gëtt adaptéiert. Zum Beispill nieft de Réviseurs d'entreprises, Experts-comptables, Notairen an esou weider falen och auslännesch Professioneller, déi en libre prestation de services schaffen, an de Champ d'application. Zum Beispill net nëmme lëtzebuergesch Kreditinstituter, mä och auslännescher, déi eng Agence zu Lëtzebuerg hunn, falen ënnert d'Direktiv respektiv dëse Projet de loi.

Da gëtt och déi Notioun vum „bénéficiaire effectif" präziséiert. Ech mengen, dat ass jo och e Kärelement an deene ganzen Dispositiounen. Et geet drëms, fir genau ze wëssen, wien herno um Enn vun de ganzen Transaktiounen de Beneficiaire ass, ob dat een ass, deen eventuell suspekt ass, ob dat e Problem kéint sinn, ob dat en Element ass, wou een direkt gesäit, datt do och Wäisswäsche vu Sue kéint am Spill sinn.

De Bénéficiaire effectif, dat kéint eng eenzel, eng individuell Persoun sinn, et kënnen awer och Gesellschaften, Fiduciairen oder verschidde Prestataires de services fir Gesellschafte sinn. An hei mam Projet de loi gëtt präziséiert, wien an enger Gesellschaft oder an enger Fiduciaire an esou weider stellvertriedend als Beneficiaire ze consideréieren ass an eventuell och muss grodstoen.

Da ginn och am Projet de loi - wéi gesot, ech fuere ganz schnell iwwer e puer Elementer - d'Obligations professionnelles vun den Instituter, vun deene verschiddene Professionellen, déi Transferts de fonds maachen, verschäerft: Wat fir eng Informatioune musse gesammelt ginn? Wat muss eventuell gemellt ginn? Wéi gëtt dat dann an deene verschiddenen Organismen oder wéi gëtt dat bei deene Professionelle gehandhabt? Also déi Obligatioune ginn och hei méi präziséiert.

Wat och hei ass: Ech géif elo emol soen, et kann een net méi nom Schema 08/15 verfueren, mä d'Risike mussen och opgrond vun där Direktiv a mat deem heite Projet de loi méi en profondeur evaluéiert ginn. Et ass eigentlech keng Situatioun méi, wou een d'office eng Vigilance simplifiée kann aleeden. Et muss een also kucken, an dat soll jo och sinn, fir méi präventiv ze sinn, datt ee cas par cas kuckt, méi detailléiert also kuckt, zum Beispill mat de Montanten, wat fir eng Montanten et sinn, firwat se gebraucht ginn an esou weider.

An d'Leit, déi am Finanzsecteur schaffen, déi sougenannte PSFen, mussen all Situatioun unhand vu verschiddene Variabelen individuell - also individuell! - aschätzen an d'Risike bestëmmen. Bon, et gëtt hinnen awer gehollef. Do ass eng Lëscht vu relevanten Informatiounen, Facteuren, Variabelen; Informatiounen also, déi de Risiko vum Client besser hëllefen anzeschätzen. Déi ginn dann och duerch verschidden Annexe mat Indicateuren do beschriwwen. Virun allem ass also d'Zil, fir kënne méi eng cibléiert Analys ze maache vun op där enger Säit dem Bénéficiaire effectif, awer och eventuell vun deenen eenzelnen Transaktiounen, déi gemaach ginn.

An dann och a verschiddene Situatiounen, do muss wierklech, géif ee bal soen, eng rout Luucht ugoen, wou ee wierklech dann eng Vigilance renforcée eigentlech soll un den Dag leeën. Dat sinn zum Beispill Geschäfter oder Transfere vu Sue mat Clienten aus Länner, déi e Risiko duerstellen. Wann een Transferen zum Beispill mécht, bon, ech wëll elo kee Land nennen, mä awer wou een, ech soen emol, an enger Krichsregioun wier, mussen do natierlech rout Luuchten ugoen.

A wat awer och ass, dat soll eis eigentlech och hei alleguerten interesséieren, dat sinn Transfere vu Suen un „personnes politiquement exposées". Dat ass also och eppes, wat hei an der Direktiv méi speziell erwäänt gëtt, well eben do och gesot gëtt, datt do jo awer och e Risiko kéint sinn, datt do vu Korruptioun bis aner Saache kéinten hannendrustoen.

E puer Präzisiounen: Am Gesetz gëtt och déi intern Organisatioun ugeschwat. Hei sinn eng Rei Indikatiounen, dat heescht, wou d'Gesetz Ufuerderunge stellt, wéi déi eenzel Firme sech dann och d'Moyenen, d'Kompetenze solle ginn, fir dës Kontrollen duerchzeféieren. Dat geet vu Personal informéiere bis formëieren. Och ginn am Text d'Organismen definéiert, déi d'Erfëlle vun deenen Obligations professionnelles iwwerwaache sollen. Hei ënnerscheet een tëschent den „autorités de contrôle" an den „organismes d'autorégulation".

Ech mengen, dat ass eng Ënnerscheedung, déi wäicht liicht of vun der Direktiv, wou vun „autorités compétentes" geschwat gëtt. Mir haten do e klengen Echange mat dem Statsrot, deen do à l'origine eng Opposition formelle hat. Dat hu mer awer du geregelt a präziséiert. Bon, d'Finanzkommissioun, déi huet an hiren Amendementer de Choix geholl, fir dës zwee Begréffer also ze benotzen, an eben och méi kloer d'Befugnisser definéiert. An de Statsrot konnt awer domadder d'accord sinn.

Mir hunn op där enger Säit d'Autorités de contrôle - d'CSSF, de Commissariat aux assurances, den Enregistrement -, op där anerer Säit d'Organismes d'autorégulation, dat sinn den Institut des réviseurs d'entreprises, den Ordre des experts-comptables, d'Chambre des notaires, den Ordre des avocats, d'Chambre des huissiers an esou weider. An dat heescht, souwuel d'Autorités de contrôle wéi awer och déi Organismes d'autorégulation sollen also ëmmer kucken, déi zwou Kategorië vu Kontrollorganisme solle kucken, an hirem Kompetenzberäich de Suivi effectif vun de Professionellen ze maachen. An am Projet de loi gëtt dann eben och de Pouvoir de surveillance vun der Autorité de contrôle an den Organismes d'autorégulation nach eng Kéier definéiert, souwäit dat net an anere Gesetzer scho gemaach gëtt.

Bon, am Gesetz gëtt och en Dispositif en place gesat, fir d'Transparenz an d'Traçabilitéit vun den Transferts de paiement iwwer hir ganz Kette kënnen ze garantéieren. Et ass jo net nëmmen, datt een eventuell e Virement huet vun der Persoun oder vun der Gesellschaft A op eng Persoun B, mä heiansdo hëlt dat ganz komplizéiert Weeër, soudatt een also och muss kucken, datt een déi verschidden Etappe bei Geldiwwerweisunge kann novollzéien an dat och iwwerall ka kontrolléieren.

Vläicht nach kuerz, fir net ze laang ze ginn: Et gëtt och nach vläicht ee Punkt, deen ee ka soen, datt et och Petitioune ginn huet, och zu den Amendes administratives, déi d'Autorités de contrôle - CSSF, Commissariat aux assurances an Enregistrement - kënnen ausschwätzen. Ech mengen, déi Kompetenzen an deem Beräich vun den Organismes d'autorégulation, déi si jo an anere Gesetzer, och schonn zum Deel an hire respektive Gesetzer, an hire Loi-organiquë festgeluecht. An dann, well mer hei jo och d'Reglement mat ëmsetzen am Projet de loi, do gëtt dann och nach präziséiert, datt d'CSSF do de Pouvoir de contrôle an der Enquête huet, wat d'Applikatioun vum Reglement ass.

Bon, ech sinn elo sécherlech net op all Elementer agaangen. Dir wäert mer dat verzeien. Ech hunn och elo net all d'Avisen en détail hei duerchgeholl. Dir kënnt dat a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Vläicht nach eng Remark zu enger Opposition formelle vum Statsrot, wou e puer Navettë gemaach gi waren. Dat war ënner anerem, wou et och ëm d'Amendë gaangen ass, wou de Statsrot ënner anerem an enger Variant proposéiert hat, fir déi ewechzeloossen. Mir hunn awer fonnt an der Cofibu, dat wier e schlecht Signal no bausse gewiescht, e schlecht Signal un de GAFI oder soss, soudatt mer gesot hunn: „Mir wëllen awer déi Variant hunn, wou weiderhin Amendë bestoe bleiwen", a wou mer dann dat esou formuléiert hunn, datt de Statsrot domadder ka liewen.

Bon, eng Fro hei - ech hunn dat elo net am Rapport -, an der Kommissioun, mengen ech, hate mer eng Kéier ganz kuerz gesot, et kéint ee sech natierlech déi Fro stellen: Mir liewen an enger Welt, wou déi elektronesch Wärung Bitcoin an aner Kryptowärungen - oder wéi ee se soll nennen - och ëmmer méi Zoufloss hunn oder ëmmer méi opkommen, dat ass schwéier erfaassbar. Mir wëssen och, datt iwwer Darknet Saachen, Fluxe geschéien, déi schwéier an de Grëff ze kréie sinn. Op alle Fall, hei kann een zu deem Moment, wou et aus - ech soen emol - dem Bitcoin a reell Wärung geet, spéitstens do oder fréiestens do op alle Fall och mat dësem Gesetz awer usetzen.

Voilà, dat waren a kuerze Wierder déi wichtegst Elementer. Mä fir et awer nach eng Kéier ze soen: Et ass eigentlech e ganz wichtege Projet, wou mer weisen, datt mer och ganz determinéiert sinn an der Lutte géint de Blanchiment vu Suen am Kader vum Terrorismus, am Kader vun der organiséierter Kriminalitéit. An ech mengen - wéi ech dat gesinn hunn an der Kommissioun -, datt mer hei e groussen Accord dozou kréien. Ech sinn och frou, datt mer dat haut da kënnen ofschléissen, well mer effektiv, bon, net a Verzuch sinn, mä well et awer héich Zäit ass, fir datt mer dann och dat kënnen op Bréissel schécken.

Dat gesot, wéilt ech och nach den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn a soen lech Merci fir Ar Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho virdrun ugeschnidde ginn: Dee Projet, dee mer haut de Mëtten hei diskutéieren, ass en extrem wichtege fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz, awer och fir d'Reputatioun vun eisem Land. An duerfir, muss ech Iech och soen, ass et ëmsou méi bedauerlech, datt mer - an ech fannen et flott, wéi de Rapporteur dat op eng ganz duuss Manéier ausgedréckt huet -: „liicht am Verzuch" sinn, wat d'Ëmsetzung betrëfft. Mir sinn hei awer ganz substanziell en retard!

An et ass net deen eenzegen an deen éischte Projet, wou mer dat sinn. Ech erënneren drun, datt een aneren, vläicht gradesou wichtege Projet och fir d'Banken an d'Finanzplaz - MiFID II - nach ëmmer net transposéiert ass. Och de PDS, de sougenanntene PDS-Projet ass net transposéiert. Ech muss Iech einfach soen, Här Minister, dat ass net glécklech! Dir maacht vill Efforten, déi mer begréissen, fir vu schwaarzen, groe Lëschten erofzekommen. A mir wëssen alleguerten, datt mir hei ganz speziell ëmmer am Viséier stinn. An duerfir ass et fir eis schwéier akzeptabel, datt mer bei esou wichtege Gesetzer et net fäerdegbréngen, déi am Delai ze transposéieren. Dat schuet der Reputatioun.

An ech wëll och hei eng Kéier ganz kloer betounen: Dat ass wierklech net d'Schold vun deenen exzellente Beamten, déi bei Iech am Finanzministère schaffen. Ech mengen, dat si Leit, déi wierklech extrem vill ze dinn hunn. Et ass och net, dat wëll ech eng Kéier soen, hei d'Schold vum Statsrot, wéi et oft duergestallt gëtt: de Statsrot hätt hei schrecklech laang gebraucht, fir seng Avisen dozou ze bréngen. Ech mengen, datt et einfach hei drëm geet, datt Äre Ministère net staark genuch um Niveau vun den Effektiven opgestallt ass. Dat hu mer schonn e puermol hei d'ailleurs gesot a mir gesinn et ëmmer erëm. Duerfir regrettéiere mer, datt mer et hei wéi bei anere Projeten einfach net fäerdegbréngen, déi Direktiven am Delai ëmzesetzen.

Dat gesot, wëll ech awer fir d'Alleréischt e ganz, ganz grousse Merci un de Rapporteur, den Eugène Berger, riichten, deen net nëmmen d'Debaten exzellent dirigéiert huet, mä och eis e ganz, ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport hei ofgeliwwert huet.

Ech wollt ganz kuerz fënnef Remarken zu fënnef ganz präzise Punkte maachen an duerno zum Schluss awer nach op eng Thematik

agoen, déi menger Fraktioun a mir ganz staark um Häerz läit.

Fir d'Alleréischt eng éischt Remark, an ech mengen, dat ass och diskutéiert ginn, et ass och an deene verschiddenen Avisen, ganz besonnesch an deem vum Statsrot, ëmmer erëm inkriminéiert ginn: Dat ass d'Fro vun de Sanktiounen. Mir hunn hei zwou Zorte vu Sanktiounen: Mir hunn administrativ Sanktiounen a mir hu penal Sanktiounen. Dat sinn Amenden, déi ee kennt, oder d'Juriste kennen alleguerten de Prinzip vum „non bis in idem". Hei gëtt also eng Infraktioun zweemol mat enger equivalenter Strof bestrooft. Dat ass eiser Meenung no net normal. Et ass opgeworf ginn, an ech géif och do wierklech en Appell un de Finanzminister maachen, datt mer am Kader vu méi enger grousser Reform wierklech eng Kéier deen dote Problem léisen.

Dat féiert mech dann och dozou, op en anere Punkt anzegoen, deen net nëmme mir um Häerz läit. Dat ass dee fundamentale Problem vun der CSSF, déi op där enger Säit Juge ass, op där anerer Säit awer och Partie ass oder Partie a Juge ass. Virun e puer Deeg hat zu Recht, fannen ech, de Kolleeg Franz Fayot déi Fro do opgeworf, well et eng Fro ass, déi ganz vill Leit sech an deem Land stellen. An ech hunn och wéi de Franz Fayot deen Interview gelies gehat vum Här Marx dozou, deen ugekënnegt huet, datt et do zu enger Reform géif kommen.

An ech wollt do wierklech nach eng Kéier op déi absolutt Necessitéit hiweisen an datt mer hei an enger Situatioun sinn, déi juristesch net gesond ass. Déi ass gläichzestelle mat der Situatioun vum deemolege Statsrot. Hei hu mer eng Institutioun, déi ass Partie, déi mécht awer och oder déi sprécht herno och Sanktiounen, dat ass net gutt. An ech soen Iech och, fréier oder spéider wäert dat do eis iergendwéi eng Kéier bei den Europäesche Geriichtshaff respektiv bei de Mënscherechtsgeriichtshaff op Stroossbuerg féieren.

Duerfir nach eng Kéier, Här Minister, ech wär frou, wa mer endlech déi Anormalitéit do eng Kéier géife geregelt kréien. A mir brauchen onbedéngt do zwou verschidden Institutiounen.

En zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, deen och schonn haut e puermol am Kontext vun anere Projet-de-loien zitéiert ginn ass, dat ass dee vum Dateschutz. Och am ganze Finanzsecteur gëtt den Dateschutz eng ëmmer méi wichteg Fro. A wa mer vun Dateschutz schwätzen, schwätze mer jo fir d'Alleréischt och vun deene sougenanntenen „fishing expeditions", déi mer net wëllen! Hei ginn an Zukunft an och elo schonn Daten echangéiert, mä déi Date solle fir eng präzis Demande, fir ee präzisen Dossier echangéiert ginn. An et kann net sinn, datt déi herno gebraucht gi fir aner Dossieren! Dat muss séchergestallt ginn.

An do stelle mir eis eng Rei vu Froen, a mir net eleng. An ech géif wierklech och do nach eng Kéier den Appell hei maachen och un den zoustännege Minister, datt mer wierklech, wat de Respekt vum Dateschutz betrëfft, ganz genau oppassen, u wien déi Daten och an Zukunft transmettéiert ginn.

En nächste Punkt ass och scho virdru vum Rapporteur ugeschwat ginn, dat ass deen, datt mer déi Notioun vun „bénéficiaire économique" jo u sech elo ëmänneren an eng Notioun vun „bénéficiaire effectif". Dat heescht, mir schwätzen elo net méi, wéi dat bis elo ëmmer üüblecherweis de Fall war, vun „bénéficiaire économique", mä et ass elo „bénéficiaire effectif". Dat fanne mir u sech och eng gutt Saach, et ass méi kloer, vun engem „bénéficiaire effectif" ze schwätzen. Allerdéngs hu mir nach eng ganz Rei vun Texter, Här Minister, wou am Moment nach „bénéficiaire économique" drasteet!

An ech hunn et d'lescht Kéier schonn eng Kéier an der Finanzkommissioun gesot, datt et absolument wichteg wär, datt mer och elo an deenen Texter an Zukunft, oder elo schonn, vun „bénéficiaire effectif" géife schwätzen, well et wär net gutt, wa mer an Zukunft zwou Notiounen hätten, déi vum „bénéficiaire économique" an déi vum „bénéficiaire effectif". Dat féiert zu enger juristescher Onsécherheet. An Dir wësst, datt dat Gëft ass generell am Recht, awer och ganz besonnesch hei am Finanzrecht.

Eng lescht Remark zu engem Punkt, deen och zu villen Diskussioune gefouert huet an och nach ëmmer féiert, dat ass d'Protektioun vum Secret professionnel. Ech mengen, och dat ass eppes, wat deene meeschte Kolleegen hei um Häerz läit. Ech fannen, datt mer an dësem Projet eng gutt Léisung fonnt hunn. Et ass hei kloer festgeluecht ginn, datt d'CSSF just kompetent ass fir déi Organismen, déi Associatiounen, déi ënner hirem Contrôle sinn. Wat awer all déi aner Professioune betrëfft, sinn et bien entendu déi verschidden Organismen, déi do zoustänneg sinn, ob dat fir d'Affekoten oder fir d'Reviseure gëllt. Ech mengen, datt dat wichteg ass, datt een hei awer nach kloer déi Distinctioun do respektéiert.

Mir wäerten also, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet stëmmen, well et fir eis effektiv en extrem wichtege Projet ass an deem Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen, e Kampf, mengen ech, deen eis alleguerten um Häerz läit.

Ech wëll awer zum Schluss op ee Punkt agoen, dee menger Fraktioun a mir ganz vill Kappzerbrieches mécht. An do geet et ëm d'Bekämpfe vun der Wirtschafts- an der Finanzkriminalitéit. Ech mengen, dat ass e Sujet, dee jiddwerengem wäert ganz staark um Häerz leien. A mir wëssen, Här Minister, datt do 2020 wäert e Rapport vum GAFI kommen. Dat heescht, mir hunn elo schonn ee Joer, dat heescht d'Joer 2017, wou mer Zäit haten, eis do ze conformëieren. Mir sinn elo 2018. Mir hunn dann nach d'Joer 2019. An da kënnt de Rapport.

An ech wëll awer hei fir déi Kolleegen, déi sech vläicht elo manner mat där Thematik beschäftegen - well ech weess, datt Dir dat natierlech wësst, Här Minister -, soen, datt et nei Regele gi beim GAFI an datt et haut net méi nëmmen duergeet, kënnen ze beweisen, datt een all Projeten an international Reglementatiounen transposéiert huet. Ech mengen, datt do keen eis kann e Virworf maachen. Och wa mer heiansdo e bëssen a Verspéidung sinn, hu mer do generell eis Hausaufgabe gemaach. De GAFI wäert awer an Zukunft och wat si nennen déi sougenannt „effectiveness" appreciéieren.

Wat ass dat? Mä dat ass d'Ëmsetzung vun de Gesetzer, déi mer stëmmen. An d'Ëmsetzung, dat ass natierlech och d'Poursuite vu Wirtschafts- a Finanzkriminalitéit. An do muss ech Iech soen, Här Minister, do sti fir 2017 am Moment null - null! - Affären, déi poursuivéiert gi sinn! Ech weess net, wéi et elo fir 2018 geet, ob der do e puer wäerten derbäikommen. Ech kann Iech just soen, wa mir um Enn vun 2019 och nach ëmmer null op eiser Zensur stoen hunn, da kréie mer e Rapport, dee sech wäert gewäsch hunn. An dee Rapport, dee wäert duerch d'ganz Weltëffentlechkeet goen.

An da loosst mech vläicht Folgendes soen: Ech hu mer emol ganz genau de Rapport ugekuckt vun der CSSF, déi iwwregens, well ech hei eng Kéier betounen, eng exzellent Aarbecht mécht. Déi CSSF huet am Joer 2017 ganz genau fënnef Sanktiounen ausgeschwat. Bei deene fënnef Sanktiounen ass eng derbäi - an Dir wësst dat, dat kënnt selte vir -, wou se souguer den Numm vun der Bank genannt hunn, déi do eng ganz Rei vun Irregularitéite begaangen huet. A si huet do, Här Minister, an Dir wësst dat, eng Amende vun néng Milliounen Euro prononcéiert, néng Milliounen Euro! Dat ass also net, well déi Bank net zur Zäit hire Bilan publizéiert huet. Déiselwecht Bank ass fir deelweis déiselwecht Faiten an enger ganzer Rei vu Länner poursuivéiert ginn, wou Dirigeantë vun der Bank entre-temps am Prisong sëtzen! Hei zu Lëtzebuerg ass nach näischt - nach näischt! - an deem Dossier do geschitt!

Ech nennen en aneren Dossier, wou et genau d'selwecht ass: Affär Havilland. Dir kennt dat, och eng Affär, déi duerch d'ganz international Medie gaangen ass, déi och eng Rei vu Repercussiounen hei zu Lëtzebuerg huet. Och do ass strictement näischt geschitt!

Abee, ech mengen, et läit eis alleguerten um Häerz, datt mer eng propper Finanzplaz hunn. Mä mir kënnen déi bescht Regele vun der Welt hunn, mir kënnen déi bescht Gesetzer hunn, nach mussen awer och déi Leit, déi sech do strofbar maachen... Kommt, maache mer eis do näischt vir, bei där enger Bank leie ganz, ganz schwéierwigend Infraktioune vir! Et kann awer net sinn, datt do näischt nokënnt!

An duerfir wär eise Wonsch, Här Minister, datt Dir dat awer kuckt, zesumme mat Äre Kolleegen, well Dir sidd duerfir net eleng zoustänneg, dat ass sécherlech de Justizminister, dat ass och zum Deel de Polizeiminister. Mä ech mengen, Dir sidd mat eis eens, datt dat do e reelle Problem ass an datt mer do ganz intensiv mussen dru schaffen, wa mer net wëllen en déckt Lach am Kapp hunn, spéitstens 2020.

Ech soen Iech Merci. Mir wäerten dëse Projet natierlech stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Jo, Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un de Rapporteur Eugène Berger fir säi gudde Rapport. Et ass richteg, dass dat heiten en extrem wichtegen Text ass fir Lëtzebuerg, well mir kennen alleguerten eis Virgeschicht mat Antiblanchimententexter. Mir wëssen och, dass dat am Fong de Grond war fir d'Problemer vun eiser Finanzplaz, firwat mer am Global Forum virun enger Partie Joren op eng schwaarz Lëscht geflu sinn ënnert deem viregte Finanzminister. Och deemools war schonn en „effectiveness"-Test an där Peer Review, och deemools ass schonn net nëmme gekuckt ginn, ob mer d'Texter ëmgesat hätten, mä ob mer effektiv géifen eis Hausaufgabe maachen an der Jurisprudenz, an der Aart a Weis, wéi déi Transparenz do géif exercéiert ginn.

An, bon, ech héiere mat enger gewëssener Satisfaktioun vum CSV-Spriecher, wivill him dat um Häerz läit. Dat ass dann e partagéierte Souci, dee mer alleguerten hunn. An ech mengen, et ass dëse Ministeren, och dëser Regierung héich unzerechnen, dass mer haut esou eng transparent Finanzplaz hunn an dass mer och déi Texter, wéi deen Antiblanchimentstext hei haut, dann esou ëmsetzen.

Déi véiert Direktiv „antiblanchiment" huet am Fong déi grouss Neiegkeet, dass mer wierklech an déi „risk-based approach" do eraginn. Dat wäert eng gewëssen Ëmstellung mat sech bréngen. Et ass och gesot gi vum Eugène Berger, dass elo schonn AMLD V ënnerwee ass. Mir wëssen och, dass mer déi zwee Texter hu mat de Registres des bénéficiaires effectifs, déi mer deemnächst mussen ëmsetzen hei bei eis zu Lëtzebuerg.

Dat heescht, am Antiblanchiment deet sech munches. Dat ass sécher mat enger Partie Oploe verbonnen, mä ass awer am grousse Ganzen eng gutt Saach fir d'Ethik vun der Finanzplaz. An aus deem Grond stëmme mir als LSAP-Fraktioun dësen Text och selbstverständlech mat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wëll mech hei den Ausféierunge vu mengem Virriedner uschléissen. En ass ganz kloer op de Punkt agaangen. An net ouni awer hei och dem Rapporteur e Merci ze soe fir säi schrëftleche Rapport an natierlech och seng mëndlech Ausféierungen, ginn ech dann den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëst Gesetz. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, Merci, Här President. De Kampf géint de Blanchiment vu kriminelle Gelder an och géint d'Finanzéierung vum Terrorismus ass extrem wichteg. Hei ass en Text an déi Richtung a mir droen e mat.

Nawell muss ech drop opmierksam maachen, datt an der Praxis Saache schiflafen. Et ass schonn drop opmierksam gemaach ginn: Ganz oft gëtt et Sanktiounen op administrativem Wee fir reng formell Feeler, déi geschitt sinn, mä et gëtt net déi entspriechend Poursuite vum Parquet bei Infraktiounen.

Ech hat perséinlech eng Affär, wou e Certificat de bénéficiaire économique gefälscht ginn ass. Déi Persoun, déi e falsche Bénéficiaire économique uginn huet, ass net zu enger Prisongsstrof veruerteelt ginn. Et ass e bësse wéi bei der Traite des êtres humains: Dat eent ass Text, wat een huet, an dat anert ass eng konkret Politique de poursuite, déi muss do sinn.

D'Traçabilitéit hu mer haut schonn, d'Traçabilitéit vu Flux financiers, mä dat däerf net derzou féieren, datt normal Mënschen an hirem normale Liewen - ech soen dat Wuert elo - emmerdéiert ginn! Wann eng Persoun A en Haus keeft an hir Bank iwwerweist déi Suen op de Kont vum Notaire, dee jo d'Missioun huet de par la loi, dat dann ze verdeelen un de Vendeur, eventuell d'Steieramt, da geet et d'Bank vum Notaire näischt un, fir deen Akt ze kréien. Dat ass dat, wat haut geschitt. A fir se ze nennen: Et ass d'Spuerkeess, déi systematesch nofreet, Akten ze gesinn, wou si weder de Banquier ass vun deem, dee keeft, nach vun deem, dee verkeeft. Dat huet näischt méi ze di mat Lutte géint kriminell Gelder. Dat ass eng Ingerence an eng Confidentialitéit vun de Leit. An dat ass net akzeptabel!

Et ass falsch, datt do an déi dote Richtung agéiert gëtt. Dat eent sinn Texter, mä dat anert ass, wéi se applizéiert ginn. An do kann ech nëmmen dozou opruffen, datt mer op där enger Säit richteg kriminell Akte richteg poursuivéieren, an op där anerer Säit, datt mer net déi normal Mënschen, ech soen et nach eng Kéier, emmerdéieren!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, ech wäert mech kuerzfaassen. Mir wäerten dës Transpositioun, also dëse Projet de loi selbstverständlech mat ënnerstëtzen, well en och eben dee Kader am Kampf géint de Blanchiment setzt. A mir wësse jo och, datt duerno nach weider Schrëtt wäerte missen ëmgesat ginn an datt do och d'Diskussioune wäerten nach méi spannend ginn. Mä op jidde Fall, eis Stëmmen huet dëse Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.



Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Merci fir déi gutt Diskussioun, déi mer elo hei haten. Ech freeë mech, dass all Parteien, vun der Majoritéit an och vun der Oppositioun, deen heite Projet wäerte kënnen droen.

Fir d'Éischt e grousse Merci un den Eugène Berger fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport op enger Matière, déi heiansdo komplizéiert och ass, mä, wéi all Mënsch richteg ënnerstrach huet, awer och eng Matière ass, déi extrem wichteg ass.

Transparenz an den Donnéeën, Transparenz, wat d'Taxatioun ubelaangt, Transparenz, wien d'Operatioune mécht, „know your customer"-Transparenz géint de Blanchiment an de Finanzement vum Terrorismus ginn haut ganz groussgeschriwwen a sinn haut vill méi wichteg wéi jee virdrun. Et ass och eng grouss Evolutioun an deem Domän, déi ganz séier geet, wat och erkläert, dass d'Texter ganz séier evoluéieren.

Dës Regierung huet sech d'Transparenz, géif ech soen, als eng vun de Prioritéite ginn. An dat maache mer mat deem heite Projet natierlech och.

Wéi vum Deputéierte Mosar richteg ënnerstrach ginn ass: Fir all déi Gesetzgebungen ëmzesetzen, muss net nëmmen d'Gesetz gestëmmt ginn. Herno muss dat gemonitort ginn, operationell ëmgesat ginn an natierlech kontrolléiert a poursuivéiert ginn.

Dofir, op eng generell Aart a Weis hunn ech mech agesat an deene leschte Joren, fir dass de Finanzministère gestäerkt gëtt. En huet haut méi Leit, mä nach ëmmer net genuch Leit, well wärend 15 bis 20 Joer am Finanzministère keng Leit agestallt gi sinn.

An der Steierverwaltung hu mer déi dräi lescht Joren all Kéiers 25 Leit agestallt an dëst Joer stelle mer der 100 an!

An der CSSF - ech hunn elo net déi allerlescht Zifferen - hate mer, wéi ech ugefaangen hunn Enn 2013, wahrscheinlech ronn 400 Leit, vläicht liicht driwwer. Mir hunn der haut bal 800. Dat heescht, d'Personal vun der CSSF ass verduebelt ginn.

Dir gesitt also, dass dat, wat Der richtegerweis sot, dass ee sech muss déi richteg Moyene ginn, dass dat hei gemaach gëtt. A mir wäerten och nach esou weiderfueren. Ech mengen, dass mer do also op enger Linn sinn.

Ech hat nach haut eng Reunioun mam Minister Braz, fir eis eng Feuille de route ze ginn, wéi mer op 2020 histeieren, wat de GAFI ubelaangt, well mer do analyséiert ginn an deem Joer. An ech kann Iech soen: Mir setzen och do déi néideg Ressourcë vu Leit drop, fir dass mer do prett sinn.

Dir hutt och richtegerweis ënnerstrach, dass dat net nëmmen d'Kompetenz ass vum Finanzminister. Do sinn och de Justizminister an och de Policeminister an d'Autorité-judiciairen implizéiert.

Wat elo dëse Projet ubelaangt: En ass de 24. Abrëll an dëser Chamber deposéiert ginn. Mir sinn elo Februar 2018. Dat ass net dat Allerrapiidst. Mir haten op d'Urgenz higewisen. Ech si frou, dass mer dat awer haut kënne maachen.

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass mer scho verschidden Deeler vun der Direktiv AMLD IV ëmgesat hunn. Fir d'Éischt emol hu mer an deem Gesetz, wou mer d'Réforme fiscale gestëmmt hunn am Dezember 2016, scho verschidden Aspekter vun dëser Gesetzgebung ëmgesat. Mir hunn och an engem Gesetz vun 2014 d'Initiativ geholl, wat d'Actions au porteur ubelaangt. An et ass esou, dass an deem heiten Domän en fait d'Aarbecht ni richteg fäerdeg ass. Et ass „work in process".

Mir wëssen elo, dass mer eng Direktiv AMLD V hunn, déi um Wee ass, déi am Europaparlament am Dezember 2017 ugeholl ginn ass, déi nach net definitiv duerch d'Prozedur vun de Juriste-linguistë gaangen ass, mä déi awer och gläich Realitéit gëtt an déi verschidde Saachen, déi mer elo haut stëmmen, wahrscheinlech erëm a Fro stellt oder op d'mannst exigéiere wäert, dass mer do nobesseren. A mir wäerten dat dann och maachen.

Zum Contenu vun dëser Transpositioun wéilt ech haaptsächlech ënnersträichen, dass mer d'Pouvoire vun den Organes de contrôle a vun den Organismes d'autorégulation net changéieren - déi bleiwen d'selwecht -, mä dass verschiddener vun hire Kompetenze méi staark ginn, dass ënner anerem d'Amende-administrativen an d'Luucht ginn, a fir déi, déi kënnen Amende-pénallen ausschwätzen, dass déi och an d'Luucht ginn, dass d'Couverture méi breet gëtt, dass ënner anerem d'Huissieren elo ënnert dës Reglementatioun falen an och déi, déi en libre prestation de services aktiv sinn an eisem Land, dorënner falen.

Mir hu profitéiert vun dëser Gesetzgebung, Transpositioun, fir dann och eng Harmonisatioun vu verschiddene Mesuren ze maachen an haaptsächlech all d'Organer méi effikass ze maachen. Ech mengen, dass mer hei eng gutt Transpositioun maachen, fir eis kredibel dobaussen ze presentéieren a fir och sécherzestellen, dass eis Reputatioun ëmmer besser gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister.

A mir géifen dann zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7128 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7128 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59-mol Jo, dat ass Unanimitéit vun deenen, déi um Vott deelgeholl hunn. Keng Géigestëmmen, keng Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Max Hahn), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzehuelen?

(Assentiment)

Merci villmools. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7166 iwwert d'Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'steierlech TVA-Behandlung vu Bongen - Akafsbongen, géif ech mengen. Mä den Här Bauler, de Rapporteur, seet eis elo genee, wat fir eng Bongen dass dat sinn.

15. 7166 - Projet de loi

1° portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;

2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir läit ganz richteg. Hei geet et ëm Akafsbongen. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass d'Zil vum Gesetzesprojet 7166, fir déi europäesch Direktiv zur TVA-Besteierung vun den Akafsbongen an der nationaler Legislatioun ze verankeren. Mat dëser Direktiv sollen déi eenzel Besteierungsregimmer an den EU-Memberstaten harmoniséiert ginn. Dës schreiwe sech an eng Rei vu verschiddenen Entwécklungen an deem Beräich an.

Am Kader vun enger allgemenger Entwécklung vun de kommerzielle Praktike ginn dës Bongen ëmmer méi doruechter benotzt, an zwar net nëmmen an hirer klassescher, physescher Form an de Butteker, mä och ëmmer méi ënner elektronescher Form a Geschäfter, a Restauranten, beim Onlineshopping, fir Télefonskreditter an esou virun an esou weider.

Donieft huet mat der Zäit awer och de Gebrauch vu Bongen iwwert déi national Grenzen eraus ëmmer méi staark zougeholl. Déi eenzel Staten hunn als Reaktioun op dës Entwécklung ënnerschiddlech Besteierungsregimmer entwéckelt, allerdéngs mat dem Resultat, dass et op europäeschem Niveau nëmme wéineg Kohärenz gëtt. Esou kann et effektiv zum Beispill zu Situatioune kommen, wou een duebel besteiert gëtt, wärend een an anere Fäll iwwerhaapt net besteiert gëtt.

Här President, de Problem vun der Besteierung vun de Bongen ass näämlech deen, dass een, fir dee richtegen Taux auszerechnen, wësse muss, wat engersäits d'Base d'imposition ass an anerersäits de Moment de perception. Vu dass d'Bonge jo net en Zweck u sech duerstellen, mä ëmmer als Tauschmëttel fir gewëssen Déngschtleeschtungen oder Wuere gëllen, hänkt d'Besteierung souwuel vum Produkt respektiv dem Service, fir deen de Bong steet, of, wéi och vun der Zort vu Bong selwer.

Nieft enger Definitioun vun deem, wat iwwerhaapt e Bong ass, leet de Gesetzesprojet doweinst fest, wéi dës zwou genannte Komponente berechent ginn. Dofir gëtt am Text den Ënnerscheed gemaach tëschent zwou Zorte vu Bongen: eemol de Bon à usage unique an eemol de Bon à usages multiples.

Beim éischten, dem Bon à usage unique, ass zum Zäitpunkt vun der Emissioun ganz genee gewosst, firwat e steet: e Bien oder Service X, deen op enger Plaz Y fir eng Valeur Z ageléist ka ginn. Dofir ass also vun Ufank u kloer, wat fir een TVA-Taux applizéiert gëtt. De Bong gëtt ugesinn als dat, fir dat e steet. D'TVA gëtt dee Moment, wou de Bong gedréckt oder emettéiert gëtt, applizéiert. Dat heescht, souguer wann en net ageléist géif ginn: De Stat kritt awer seng Suen, seng Steieren.

Beim Bon à usages multiples par contre weess een net, firwat genee de Bong steet. Als Beispill kann ee sech virstellen, eng Chaîne géif e Bong fir 100 Euro ausstellen. Mat deem Bong kann een da kafen, wat ee wëllt an och wou ee wëllt, wann déi Chaîne verschidde Geschäfter, verschidde Butteker huet, deemno wéi souguer och a verschiddene Länner. D'TVA gëtt doweinst eréischt dee Moment, wou de Bong ageléist gëtt, bezuelt. An anere Wierder: De Bong gëtt net als déi Déngschtleeschtung oder déi Wuer, fir déi e steet, consideréiert, wéi dat de Fall ass beim Bon à usage unique, mä e gëtt am Fong als eng Zort Sue gekuckt.

Här President, ech si frou, datt den Här Laurent Mosar mer e Lächeln hei schenkt. Hie gesäit, datt ech pädagogesch Efforte maachen.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et ass net einfach, Här Bauler!

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Heiansdo sinn déi einfachst Saache komplizéiert. Et kann een nach präziséieren, dass hei zu Lëtzebuerg mat Ofstand de Bon à usages multiples am meeschte benotzt gëtt, an domat deen Aspekt vum Gesetz am relevanteste fir eist Land ass.

D'Direktiv 2016/1065 brauch eréischt fir den 1. Januar 2019 ëmgesat ze sinn. Well awer d'Assujettien, déi betraff sinn, hir informatesch Systemer mussen upassen, gëtt awer recommandéiert, dës Transpositioun, dës Ëmsetzung an eist nationaalt Recht esou séier wéi méiglech duerchzezéien.

Doriwwer eraus ass och proposéiert ginn, fir d'Dispositioune vum modifizéierte Gesetz vum 12. Februar 1979 iwwert d'Taxe sur la valeur ajoutée den Dispositioune vun dëser Direktiv à la lettre, also strictement, unzepassen. Dëst, fir eben eng juristesch Sécherheet souwuel fir déi national Steierflichteg wéi och fir déi aus aneren EU-Staten ze garantéieren.

Fir aner Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Bericht, ech wëll awer nach drop hiweisen, datt de Statsrot a sengem Avis vum 15. Dezember 2017 keng Observatioun inhaltlecher Natur formuléiert hat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a ginn an engems den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert, wéi gewinnt, den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci dem Här Rapporteur, wéi ëmmer, fir säi ganz pädagogesche schréftlechen a ganz besonnesch mëndleche Rapport. An en huet eppes fäerdegbruecht: Ech mengen, hien ass ewell dee gréisste Spezialist, fir déi verschidden Zorte vu Bongen auserneenzehalen. Also ech muss soen, ech hu vill bäigeléiert an der Kommissioun, well ech weess elo entre-temps, wat fir eng Zorte vu Bongen datt et gëtt. Eleng doweinst gebüürt him grousse Respekt.

Mir sinn natierlech mat sengen Explikatioune ganz d'accord. An duerfir wäerte mir och mat Begeeschterung dee Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President, och ech géif dem Rapporteur gär Merci soe fir säi gudde Rapport a ginn d'Zoustëmmung vun der LSAP zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci. Ech schléisse mech menge Virriedner un, Merci dem Rapporteur, a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dervun aus, dass déi aner Kolleegen och dermat d'accord sinn, a ginn och dervun aus, dass de Finanzminister eis elo och net vill Revolutionäres iwwert d'Bonge wäert soen.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen, deen heite Projet, Här President…

(Brouhaha)

Här President, deen heite Projet wäert d'Welt net changéieren, mä haaptsächlech, an dat ass vläicht wichteg ze ënnersträichen, e changéiert fir d'Lëtzebuerger Commerçantë relativ wéineg, well mer zu Lëtzebuerg haaptsächlech Bons multiples hunn. An do bleift de System deeselwechten, wéi e war. Et ass nëmme fir d'Bons à usage unique, wou elo mat där heiter Direktiv eng Änderung ass. Ech freeë mech iwwert déi grouss Ënnerstëtzung fir d'Bongen. C'est de bon augure.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A mir freeën eis mat lech.

Mir géifen dann zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7166 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55-mol Jo. Keng Abstentiounen a keng Géigestëmmen. Domat ass de Projet 7166 mat der Unanimitéit vun deene Kolleegen, déi um Vott deelgeholl hunn, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Et bleift mer just nach ze froe fir d'Dispens.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Kommt gutt heem! Bis muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 19.11 heures)

Sommaire des séances publiques nos15, 16 et 17

15e séance

Ouverture de la séance publique p. 176

Communications p. 176-177

Ordre du jour p. 177

Annonce de la démission de Mme Anne Brasseur p. 177-178

Ordre du jour (suite) p. 178

Heure de questions au Gouvernement

- Question no287 du 11 janvier 2018 de M. Gusty Graas relative à la peste porcine africaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

et

- Question no288 du 16 janvier 2018 de M. Gérard Anzia relative aux mesures prévues dans le cas éventuel d'une détection de la peste porcine africaine au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 178-179

- Question no289 du 16 janvier 2018 de M. Léon Gloden relative à la gestion des inondations récentes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures (également envoyée à Mme la Ministre de l'Environnement) p. 179

- Question no290 du 15 janvier 2018 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise effectués par les étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 179-180

- Question no291 du 16 janvier 2018 de M. Fernand Katheiser relative au musée de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 180

- Question no292 du 15 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'hôtellerie luxembourgeoise depuis 2013, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 180-181

- Question no293 du 16 janvier 2018 de M. Félix Eischen relative au plan sectoriel «zones d'activités économiques», adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 181

- Question no294 du 16 janvier 2018 de Mme Josée Lorsché relative à la loi du 15 décembre 2016 portant modification du Code du travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

et

- Question écrite no3549 du 9 janvier 2018 de M. Yves Cruchten relative à l'égalité salariale, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 181-182

- Question no295 du 16 janvier 2018 de M. Aly Kaes relative aux conditions d'admission dans les maisons de retraite, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 182

- Question no296 du 15 janvier 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative à la signature du Luxembourg «Luxembourg - Let's make it happen», adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 182

- Question no297 du 16 janvier 2018 de M. Max Hahn relative à la mise en service de deux voitures électriques Tesla pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 182-183

- Question no298 du 16 janvier 2018 de M. Alexander Krieps relative à la multiplication des accidents impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

- Question écrite no3536 du 21 décembre 2017 de Mme Cécile Hemmen relative aux accidents de la route impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 183

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouvel horaire des CFL p. 183-186

6976 - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:

1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;

2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière p. 187-189

7100 - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles p. 189-191

Ordre du jour (suite) p. 191

6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil p. 191-195

16e séance

Ouverture de la séance publique p. 195

Changement de composition du comité de discipline p. 195

Ordre du jour p. 195

7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et

3° abrogeant

a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,

b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,

c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,

d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises p. 195-210

6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite) p. 210

7096 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015 p. 210-211

7141 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014 p. 211

7148 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015 p. 211-212

7159 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016 p. 212-213

Changement de composition du comité de discipline (suite) p. 212

17e séance

Ouverture de la séance publique p. 214

Hommage à la mémoire de M. Niki Bettendorf, député honoraire p. 214-215

Communications p. 215

Ordre du jour p. 215

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Frank Colabianchi p. 215-216

Changements de composition de commissions parlementaires p. 216

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 216

Hommage à Mme Anne Brasseur p. 216

Octroi d'un titre honorifique à Mme Anne Brasseur p. 216

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 216

Question élargie no28 de M. André Bauler relative aux perspectives de développement du tourisme culturel p. 217-218

7008 - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code de procédure pénale

2) le Code pénal p. 218-225

7024 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;

5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;

8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché p. 225-226

7128 - Projet de loi portant

1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) no648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) no1781/2006;

3. modification de:

a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;

e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;

i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit p. 226-229

7166 - Projet de loi

1° portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;

2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 229

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°06** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3512	Yves Cruchten	Nouvelle forme d'arnaque par téléphone (portable), appelée «ping-calls»
3561	Octavie Modert	Problèmes en relation avec la mobilité suite aux inondations le long de la Moselle
3588 cf. 3597	Gusty Graas	Ancienne affinerie d'aluminium de Dudelange
3597 cf. 3588	Marc Spautz	Ancienne affinerie d'aluminium de Dudelange

Question 3512 (08.12.2017) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **nouvelle forme d'arnaque par téléphone (portable), appelée «ping-calls»:**

Depuis un certain temps déjà, une nouvelle forme d'arnaque par téléphone (portable) a fait son apparition au Luxembourg. Dans cette forme d'escroquerie, appelée «ping» ou «ping-calls», la victime est appelée sur son téléphone (portable), mais l'appelant raccroche aussitôt afin d'animer la personne appelée à rappeler. Le numéro affiché est souvent un numéro «banalisé», affichant un indicatif ressemblant à celui du pays de l'appelé et cachant la véritable provenance de l'appel, souvent très lointaine. En cas de rappel, la victime compose, sans le savoir, un numéro surtaxé.

Suite au nombre apparemment croissant de cas, la Police grand-ducale a récemment multiplié les appels publics à la prudence. Les autorités recommandent notamment d'ignorer ces appels, de ne rappeler en aucun cas, de bloquer le numéro en question au niveau du téléphone, d'en avertir le fournisseur d'accès en cas d'appels à répétition ou encore de déposer plainte en cas de dommages, dommages que les victimes doivent cependant assumer personnellement.

Confrontée également au problème des «ping calls», la «Bundesnetzagentur» allemande, agence responsable notamment de la protection des droits des consommateurs dans le domaine des télécommunications, a récemment pris la décision d'obliger tous les opérateurs de réseaux et fournisseurs d'accès à faire précéder les appels vers certains pays, d'une bande-annonce indiquant les coûts élevés de la communication à établir. Aussi, la «Bundesnetzagentur» a établi une liste de numéros «ping» connus et publié celle-ci sur son site Internet. Pour ces numéros, la «Bundesnetzagentur» a émis un «Rechnungslegungs- und Inkassierungsverbot», c'est-à-dire une interdiction de facturation et d'encaissement des frais liés à ces numéros. Par conséquent, soit la victime ne devra pas payer pour l'appel en question, soit elle sera dédommagée par l'opérateur ayant omis de bloquer le numéro publié comme étant frauduleux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance du phénomène des «ping calls» et disposent-ils de données chiffrées en la matière? Combien de cas sont connus à ce jour, combien de plaintes en la matière ont été reçues jusqu'à présent, à combien s'élèvent les dommages totaux encourus par les victimes à ce jour?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la manière de procéder en la matière en Allemagne? Dans l'affirmative, quelle est leur position par rapport à cette procédure? Messieurs les Ministres envisagent-ils, dans le but d'une meilleure protection des consommateurs, de suivre l'exemple de la «Bundesnetzagentur»? Dans l'affirmative, dans quels délais et par quels moyens? Dans la négative, quelles en sont les raisons précises?

Réponse commune (08.02.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La Police grand-ducale a en effet connaissance du phénomène des «ping calls». Une série de tels appels a été enregistrée. Ainsi, au cours de l'année 2017, plusieurs centaines d'incidents pour conversations téléphoniques douteuses ont été ouverts. Cependant, aucune plainte officielle n'a été enregistrée respectivement aucune enquête judiciaire n'a été ouverte par la Police grand-ducale dans ce contexte spécifique.

De façon générale, l'on peut néanmoins constater une augmentation de ces arnaques portées à la connaissance de la Police grand-ducale.

L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a également connaissance du phénomène des «ping calls», sans pour autant avoir été saisi d'une demande de médiation concernant cette matière. De même, il n'a reçu aucun appel téléphonique, ni aucune réclamation écrite à ce sujet.

En Allemagne, la «Bundesnetzagentur» est expressément habilitée de par la loi à interdire aux opérateurs la facturation d'appels pour lesquels il existe la certitude d'une utilisation frauduleuse, tels que les «ping calls». Au Luxembourg une telle base légale n'existe pas, et par conséquent l'ILR ne peut pas intervenir de la même façon auprès des opérateurs de services de communication électroniques luxembourgeois.

La transposition du futur «Code européen des communications électroniques» ou de la nouvelle directive «ePrivacy» fournira l'occasion de renforcer les pouvoirs de l'ILR dans ce domaine. La proposition de directive européenne «ePrivacy» prévoit d'ailleurs une disposition allant dans ce sens.

Les personnes victimes d'une telle arnaque peuvent s'adresser à leur opérateur et, en cas de désaccord, faire appel au service de médiation de l'ILR.

Certains appareils affichent d'ailleurs, en fonction des options activées, le pays de l'appelant. Il est aussi possible de bloquer les numéros d'appelants suspects. Les opérateurs peuvent également bloquer les numéros suspects quand ils sont informés.

Les utilisateurs de téléphones mobiles devraient de leur côté redoubler de prudence et ne pas rappeler sans vérification préalable les appelants de l'étranger qui leur sont inconnus.

Question 3561 (16.01.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **problèmes en relation avec la mobilité suite aux inondations le long de la Moselle:**

Suite aux inondations récentes survenues le long de la Moselle, les horaires de certaines lignes de bus et du transport scolaire ont dû être adaptés, voire certaines courses supprimées temporairement. Or, la communication et les informations ne furent pas adéquates et les personnes concernées n'ont su s'informer sur les modifications intervenues. Par conséquent, beaucoup d'usagers n'ont pas eu accès à des informations à jour concernant le transport par autobus. Aussi une politique d'information et de communication plus directe et plus proche aux citoyens est-elle de mise.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Par quels moyens les modifications au niveau des horaires des transports publics ont-elles été portées à la connaissance du public?

- Le site mobilite.lu n'est-il pas un site qui se prête à retrouver ces informations urgentes?

- Est-ce que les communes concernées ont été informées des changements d'horaires et de trajets? Dans la négative, ne serait-il pas de mise afin que les autorités communales puissent informer les citoyens via les voies adaptées, tel que sms2citizen, Internet, etc.?

- Des communiqués à la presse ont-ils été diffusés, soit avec les informations détaillées, soit en renvoyant à un site Internet où les retrouver?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il informer le public sur des modifications à court terme au niveau des réseaux et horaires de transports publics suite à des urgences ou des cas de force majeure?

- Existe-t-il une stratégie de communication qui permettrait de mieux informer la population sur ces incidents et leurs conséquences? Les nouveaux médias font-ils partie intégrante d'une telle stratégie?

Réponse (01.02.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Actuellement toutes les informations et modifications concernant les transports publics sont évidemment disponibles sur le site mobiliteit.lu. Les cas de force majeure cependant dépendent de la vitesse des interventions et des communications entre tous les acteurs. Pour ce cas justement et à titre d'exemple, je tiens à vous faire savoir que l'information notamment qu'«à partir de 16.00 heures aujourd'hui, la N10 est barrée du croisement avec le CR152F à Schwebsange au croisement avec le CR149 à Stadtbredimus» avait été faite à 16.07 heures par l'Administration des ponts et chaussées par courriel aux concernés, dont ma cellule Bus RGTR.

Le Département des transports, ensemble avec la Communauté des transports appelée communément le Verkéiersverbond (responsable du site mobiliteit.lu et de l'information en général sur les transports publics) et le CTIE, est actuellement en train de mettre en place un projet «Alarm Tilt» en relation avec les transports publics. Cet outil permettra de mieux prendre connaissance de la situation sur le terrain en cas de force majeure, d'évaluer les répercussions sur l'exploitation des transports publics, de prendre les décisions adéquates et de transmettre les informations aux acteurs concernés ainsi qu'au public.

Les informations sur les perturbations sont actuellement disponibles via le site mobiliteit.lu, diffusées deux fois par jour par radio (RTL et 100,7), et les personnes intéressées peuvent s'abonner au système push de la Centrale de mobilité pour être informées électroniquement sur leur smartphone ou autre des modifications concernant leur ligne de bus.

Un vecteur de réaction aux changements urgents seront d'ailleurs dorénavant les postes de commande régionaux («Regionale Leitstellen») qui ont été mis en place et qui fonctionnent actuellement en phase de test pour tout le réseau du RGTR. Ces postes de commande sont également gérés par le Verkéiersverbond et ont comme mission la gestion du transport public en tant que superviseur en «temps réel», avec la possibilité d'intervenir sans délai en cas de nécessité.

Par conséquent, les nouveaux médias font déjà aujourd'hui partie intégrante d'une bonne communication avec les clients.

Question 3588 (29.01.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**ancienne affinerie d'aluminium de Dudelange:**

En réponse à la question parlementaire n°1642 du 16 décembre 2015 concernant les travaux d'assainissement sur le site contaminé de l'ancienne affinerie d'aluminium, Madame la Ministre avait informé que le site, appartenant depuis 2009 à l'État, est utilisé conjointement par l'Administration de la nature et des forêts et la commune de Dudelange pour des activités d'entrestockage de bois et de machines sylvicoles. En outre, Madame la Ministre avait précisé que l'affectation sera maintenue et pourra être développée à la suite de l'assainissement. Or, il résulte d'un article de presse (voir LW du 27/28 janvier dernier, page 36) que les anciens immeubles ont été détruits sans information préalable et sans l'autorisation nécessaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer les faits relatés dans l'article en question, notamment concernant le défaut d'une autorisation de démolition?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant justifié cette décision?

- Est-ce qu'une alternative de site est prévue dans la commune de Dudelange afin de pouvoir héberger un centre d'information relatif à la zone de protection de la nature «Haardt», annoncé en octobre 2007 par un ancien Ministre de l'Environnement?

Question 3597 (31.01.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**ancienne affinerie d'aluminium de Dudelange:**

Der geschriebenen Presse vom vergangenen Samstag war zu entnehmen, dass die ehemaligen Affilux-Gebäude in der Nähe des Naturparks „Haardt" in Düdelingen kürzlich ohne Vorwarnung abgerissen wurden, obwohl sie eigentlich künftig als Informationszentrum und für Naturklassen genutzt werden sollten. Im Januar 2016 hatte die Umweltministerin noch im Parlament erklärt die Gebäude seien in den staatlichen Sanierungsfonds aufgenommen worden und man habe 336.000 Euro für die Sanierung vorgesehen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen und an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

- Aus welchem Grund wurden besagte Gebäude abgerissen, wohlwissend dass es sich um eine historische Bausubstanz handelte welche die industrielle Vergangenheit der Ortschaft wiederspiegelte?

- Kann die Regierung bestätigen, dass die Abrissarbeiten ohne die notwendige vorherige Genehmigung seitens der Gemeinde Düdelingen stattgefunden haben?

- Wenn ja, aus welchen Gründen wurde besagte Genehmigung nicht im Vorfeld angefragt?

- Hat die Regierung Pläne bezüglich der zukünftigen Nutzung des Areals?

Réponse commune (07.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans le cadre de l'assainissement du site «Affilux» à Dudelange, les anciens immeubles présents sur le site ont dû être démolis. En effet, vu leur état de délabrement avancé et leur degré de contamination inquiétant, ces demeures constituaient un vrai risque pour la salubrité publique. Je tiens à préciser qu'aucun immeuble détruit ne constituait un patrimoine architectural industriel, contrairement aux affirmations dans le quotidien.

Je dois confirmer que le maître d'ouvrage, en l'occurrence l'Administration de la nature et des forêts, avait omis de demander au préalable un permis de démolition auprès de l'administration communale de Dudelange. Dès que cette omission a été remarquée, les travaux ont directement été suspendus suite à l'intervention de la Ministre de l'Environnement. Une demande en régularisation ex post a été introduite auprès de l'administration communale en date du 1er février 2018.

Concernant l'occupation future du site, je tiens à préciser que le concept de réaffectation initial, à savoir la réalisation d'un centre pédagogique «forêt et nature» dans l'intérêt de la zone protégée et du site Natura 2000 «Haardt», sera intégralement maintenu. Il importe de signaler que le concept d'assainissement est directement lié à la réaffectation sus-citée.

N°07
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°07 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Nouvelle loi hospitalière p. 231
Marchés publics p. 248
Défis du sport fédéré luxembourgeois p. 264
Sommaire des séances publiques nos18 à 20 p. 271
Sommaire des questions parlementaires p. Q105
18e séance Mercredi 7 février 2018
19e séance Jeudi 8 février 2018
20e séance Mardi 27 février 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Le Commissaire européen Maroš Šefčovič à la Chambre

Un échange sur les stratégies énergétiques

«La Commission européenne et le Luxembourg ont une vision commune et un objectif partagé: restaurer et maintenir la confiance des citoyens dans le projet commun européen.» C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le 12 mars 2018 le Vice-Président de la Commission européenne chargé de l'union de l'énergie, M. Maroš Šefčovič.

Dans le cadre de son tour de l'Union de l'énergie, le Commissaire européen a rencontré les députés membres de plusieurs commissions parlementaires (Environnement, Économie, Affaires étrangères et européennes) afin de discuter des objectifs énergétiques et climatiques de l'Union pour 2020 et 2030 ainsi que de la politique européenne en matière de mobilité et d'innovation.

Le devoir des États membres

M. Maroš Šefčovič a souligné que les États membres doivent «faire leurs devoirs» et élaborer des plans nationaux, notamment en matière d'énergies renouvelables ou de réduction des émissions de CO_2. Les députés luxembourgeois ont partagé le constat du Vice-Président de la Commission européenne selon lequel l'Union européenne peut apporter des solutions et des réponses dans beaucoup de domaines, mais que les États membres ont aussi une obligation de trouver des solutions au niveau national.

Dans ce même contexte, ils ont relevé que le Gouvernement luxembourgeois, soucieux d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris, annoncerait sous peu son plan climat visant les horizons 2030 et 2050.

L'électromobilité, le nucléaire et les mécanismes de coopération

Au cours des discussions avec le Commissaire européen, les députés se sont notamment demandé si les objectifs proposés par la Commission européenne dans son cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030 sont assez ambitieux pour être compatibles avec l'Accord de Paris.

Un autre thème abordé lors de l'échange de vues était celui des mécanismes de coopération entre les États membres de l'Union européenne. Début mars, la Chambre des Députés a ratifié deux accords avec respectivement la Lituanie et la Lettonie qui prévoient des transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources d'énergies renouvelables.

Les moyens d'accélérer le déploiement de l'électromobilité en Europe étaient également un sujet évoqué lors des discussions. Les députés luxembourgeois aimeraient voir augmenter le nombre de bornes de recharge pour voitures électriques en Europe. À leur avis, investir dans la recherche pour créer des batteries performantes et abordables pour les voitures électriques devrait également être une priorité de l'Union européenne et de ses États membres.



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Mars Di Bartolomeo, M. Maroš Šefčovič et Mme Yuriko Backes

L'énergie nucléaire était un autre thème discuté entre les parlementaires et le Commissaire européen, qui a insisté sur le fait que même si ce sujet suscite une vive controverse au sein des États membres, les normes de sûreté restent une priorité pour la Commission.

99 idées jeunes pour 2030

Comment les jeunes voient-ils l'avenir du Luxembourg à l'horizon 2030? Quelles solutions apporter aux défis qui attendent le pays? C'est pour présenter leurs réponses à ces questions qu'une délégation des jeunes ayant participé à l'atelier de travail 99ID («99 idées»), organisé en collaboration avec le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) et l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte en octobre 2017, est venue rencontrer les députés de plusieurs commissions parlementaires le 9 mars 2018 à la Chambre des Députés.



Les députés ont adopté des idées de leurs jeunes interlocuteurs.

Des idées et des origines diverses

L'atelier 99ID insiste sur la pluralité des opinions. Les jeunes âgés de 16 à 26 ans ayant participé se distinguent par leur diversité: issus des différentes régions du pays, étrangers ou luxembourgeois, réfugiés, certains présentant un handicap, d'âges et de niveaux d'éducation divers. Les idées développées lors de l'atelier sont issues exclusivement de la réflexion des jeunes.

Le fruit de cette réflexion est ancré dans un document et un ensemble de pistes et de propositions autour des thèmes suivants:

- éducation: pour un système plus inclusif et plus flexible,
- société: pour l'égalité des chances et une meilleure qualité de vie,
- culture: pour faciliter l'accès à l'art et à la culture,
- mobilité: pour un Luxembourg mieux connecté,
- utilisation des ressources: pour une économie et un système de consommation circulaires qui permettent une optimisation économique et écologique des ressources.

Un débat ouvert avec les députés

L'échange de vues entre les députés et les jeunes a pris la forme d'une discussion ouverte sur chaque thématique abordée. Certains députés ont ensuite «adopté» des idées qui se sont dégagées de la rencontre, représentées sous forme d'une carte sur laquelle ils ont écrit une pensée qui leur servira de point de repère et les guidera dans leurs travaux à la Chambre.

SAVE THE DATE

JOURNÉE PORTES OUVERTES DES INSTITUTIONS
21 AVRIL

La Chambre à la rencontre du Premier Ministre suédois:

«Nous devons rester unis et fermes»



Le Premier Ministre suédois, M. Stefan Löfven (5e de gauche), entouré du Président, M. Mars Di Bartolomeo, et de membres de la Chambre des Députés.

«Nous devons rester unis»: voilà les mots de bienvenue que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a prononcés à l'adresse du Premier Ministre suédois, M. Stefan Löfven, en visite le 9 mars 2018.

L'annonce officielle de l'imposition de 25% et 10% de taxes respectivement sur l'acier et l'aluminium importés aux États-Unis était au cœur des discussions entre les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes et le Premier Ministre suédois.

D'après M. Löfven, «l'UE doit rester ferme et éviter une guerre commerciale» - une position partagée et soutenue par les députés luxembourgeois. Au cours des discussions, les députés luxembourgeois ont voulu savoir quelle était la vision suédoise concernant l'avenir budgétaire de l'Union européenne.

Lors de la dernière réunion informelle des 27 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, la Suède avait prévenu qu'elle refuserait de contribuer plus au budget européen.

«La vision suédoise consiste à moderniser le budget européen sans nécessairement l'augmenter», a expliqué le Premier Ministre Stefan Löfven aux députés.

Au lendemain de la Journée internationale des femmes, les députés luxembourgeois et leur invité suédois ont discuté de la parité entre les sexes et de la représentation des femmes à des «postes de pouvoir». Le Premier Ministre suédois, entouré de 22 autres ministres dont douze femmes, s'est dit très fier de ce modèle de parité.

La parole aux jeunes





Les députés membres de la Conférence des Présidents et de plusieurs commissions parlementaires (Juridique, Environnement, Affaires étrangères, Enseignement supérieur, Agriculture, Économie, Éducation nationale) ont eu un échange de vues, le 2 mars 2018, avec une délégation composée d'une quarantaine de jeunes membres du Parlement des jeunes.

Ceux-ci ont présenté les résolutions qu'ils avaient adoptées lors de leur séance plénière en février et qui portent sur l'intelligence artificielle, l'indépendance de la Catalogne, la qualité de vie des animaux sauvages dégradée par l'homme au Luxembourg et la réinsertion des ex-détenus dans la société.

Offizieller Besuch in Rheinland-Pfalz

Verkehrssituation, Arbeitsmarkt und Berufsausbildung in der gemeinsamen Grenzregion

Die exzellenten bilateralen Beziehungen standen im Mittelpunkt des offiziellen Besuchs einer Delegation der Luxemburger Abgeordnetenkammer am 8. März 2018 im Landtag von Rheinland-Pfalz.

„Unsere freundschaftlichen Beziehungen beruhen auf Gegenseitigkeit", betonte der Präsident der Abgeordnetenkammer Mars Di Bartolomeo im Gespräch mit Landtagspräsident Hendrik Hering in Mainz. Die Verbindungen zwischen den beiden Nachbarregionen sind eng: Mehr als 7.800 Luxemburger leben in Rheinland-Pfalz; mehr als 32.000 Rheinland-Pfälzer arbeiten im Großherzogtum.

So beherrschten Themen wie der grenzüberschreitende Verkehr, die Berufsausbildung, der Arbeitsmarkt und die Wohnungsproblematik die Gespräche zwischen den beiden Parlamentspräsidenten sowie der Abgeordneten Claude Wiseler, Simone Beissel und Alex Bodry mit ihren deutschen Partnern.

Die Abgeordneten bedauerten, dass die gemeinsame Grenzregion weitgehend vom Fernverkehr der Deutschen Bahn abgekoppelt ist. Sie wollen sich gemeinsam dafür einsetzen, dass sich diese Situation verbessert. Ihr gemeinsames Engagement gilt auch der politischen Bildung von Jugendlichen.

„Wir gehören zu den Regionen, die am meisten von der Europäischen Union profitieren. Heute geht es darum, die europäische Einigung voranzutreiben; dieser Prozess scheint mir unumkehrbar", unterstrich Landtagspräsident Hendrik Hering.

Bei einem weiteren Gespräch der luxemburgischen Delegation mit der rheinland-pfälzischen Ministerpräsidentin Malu Dreyer stand die künftige Zusammenarbeit bei der Berufsausbildung im Mittelpunkt. Malu Dreyer bestätigte gegenüber den luxemburgischen Abgeordneten das Interesse ihres Landes an der Organisation des Projektes der europäischen Kulturhauptstadt 2022 in der Südregion Luxemburgs.



Die Delegation der Luxemburger Abgeordnetenkammer wurde vom rheinland-pfälzischen Landtagspräsident Hendrik Hering (Bildmitte) …



… sowie von Ministerpräsidentin Malu Dreyer (3. von rechts) empfangen.

Visite au Parlement suédois

Échange d'informations interparlementaire et sujets d'actualité de l'Union européenne

Comment améliorer la qualité des informations échangées entre les parlements nationaux par le biais du site www.ipex.eu? Tel était le sujet principal abordé par les utilisateurs du site lors d'une réunion organisée par le Parlement suédois le 2 mars 2018.

Le site ipex.eu sert de plateforme officielle pour l'échange d'informations sur l'Union européenne entre les Parlements nationaux ainsi qu'avec le Parlement européen.

Cet échange représente une condition importante pour la mise en œuvre des dispositions du Traité de Lisbonne et en particulier du protocole sur le respect du principe de subsidiarité.

www.ipex.eu: plateforme d'échange et d'information

M. Marc Angel est intervenu en tant qu'orateur principal à l'occasion de cette deuxième conférence des utilisateurs IPEX.

Dans son intervention, il a souligné le rôle central qui revient à la plateforme pour s'informer mutuellement des décisions prises par les chambres en matière de politique européenne tout en garantissant la transparence.

D'une part, les parlements utilisent le site pour publier les avis qu'ils ont adoptés soit dans le contexte de l'application du respect du principe de subsidiarité soit dans le cadre du dialogue politique avec la Commission européenne et, d'autre part, la plateforme héberge une grande partie des informations relatives à la coopération interparlementaire dans l'Union européenne. «Le site représente un outil essentiel pour suivre l'actualité des propositions législatives européennes et l'action des parlements nationaux sur chacune de ces propositions et permet aux députés de s'impliquer davantage dans les affaires européennes», a ajouté M. Angel.

Renforcer le rôle des parlements nationaux

En marge de la conférence IPEX, M. Marc Angel, en sa qualité de Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a rencontré Mme Ewa Thalén Finné, Vice-Présidente du *Riksdag* suédois, ainsi que M. Jonas Eriksson, Président de la Commission des Affaires européennes.

À l'ordre du jour figuraient des sujets d'actualité de l'Union européenne et le renforcement du rôle des parlements nationaux.

Les échanges ont porté en particulier sur les conclusions de la commission spéciale mise en place par le Parlement suédois pour améliorer la visibilité des dossiers européens et garantir un contrôle parlementaire plus efficace du Gouvernement.

Lors des entretiens, il a été souligné que le Parlement suédois compte parmi les parlements nationaux les plus actifs dans la rédaction d'avis touchant aux dossiers européens.

M. Marc Angel a rappelé quant à lui que la Chambre des Députés avait adopté l'été dernier une résolution visant à améliorer la procédure européenne notamment à travers une prise en considération plus large des dossiers européens aussi bien par les commissions parlementaires qu'en plénière ainsi que par le renforcement du rôle de la Chambre des Députés vis-à-vis du Gouvernement.

Dans ce contexte, M. Angel a insisté sur l'importance de la dimension européenne dans le travail des parlementaires nationaux.



M. Marc Angel lors de son discours



M. Jonas Eriksson et M. Marc Angel

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°07** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Paiement par carte: commissions d'interchange

7024 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;

5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;

8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché

Le projet de loi sous rubrique poursuit un double objectif:

1) il met en œuvre certaines dispositions du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte (ci-après, le «règlement (UE) 2015/751»), et

2) il procède à des ajustements dans plusieurs lois relatives au secteur financier.

1) Le règlement (UE) 2015/751

Le règlement (UE) 2015/751 établit des exigences techniques et commerciales uniformes pour les opérations de paiement liées à une carte au sein de l'Union européenne, notamment en plafonnant les commissions d'interchange qui peuvent être exigées par les prestataires de services de paiement à l'occasion d'une opération de paiement liée à une carte. Le projet de loi comporte des mesures d'application de ce règlement qui visent à assurer le respect dudit règlement, notamment par la désignation de la CSSF en tant qu'autorité compétente au Luxembourg qui sera investie des pouvoirs d'enquête et d'exécution nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

En second lieu, il est procédé à la mise en œuvre d'une discrétion nationale figurant à l'article 3, paragraphe 2, lettre a) du règlement (UE) 2015/751. Cette discrétion nationale offre la possibilité aux États membres d'introduire un plafond inférieur en pourcentage au plafond par défaut de 0,2% prévu par le règlement (UE) 2015/751 pour les commissions d'interchange appliquées aux opérations de paiement nationales liées à une carte de débit. Le projet de loi prévoit ainsi de plafonner le montant de la commission d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte de débit et qui sont effectuées au niveau national à 0,12% de la valeur de l'opération. Il s'agit d'assurer que le niveau des commissions d'interchange se rapproche, pour ce que l'on peut considérer être une opération moyenne, du niveau de la commission d'interchange appliqué antérieurement au règlement (UE) 2015/751.

2) Adaptations ponctuelles

Le projet de loi initial avait également pour objet de procéder à une série d'ajustements et de clarifications dans diverses lois relatives au secteur financier, telles que la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier, la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs, la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement. Ces ajustements visent à clarifier certaines dispositions des lois susmentionnées, voire à y corriger des erreurs matérielles. Les amendements gouvernementaux subséquents ont également introduit des modifications de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances et de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché.

En particulier, le projet de loi initial prévoyait de modifier l'article 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier concernant le secret professionnel afin de faciliter l'externalisation de services. Les nouvelles exceptions au secret professionnel sont destinées à faciliter la coopération intragroupe et la sous-traitance, cette dernière couvrant le cas de l'externalisation de services, encore appelée «outsourcing».

Les amendements gouvernementaux subséquents ont opéré des modifications substantielles à l'endroit des articles relatifs au secret professionnel. D'une part, ils ont étendu la modernisation des dispositions relatives au secret professionnel à la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement et à la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances. D'autre part, ils ont opéré des modifications supplémentaires à l'endroit de l'article 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ainsi, ils prévoient l'introduction de nouvelles exigences organisationnelles visant à encadrer l'externalisation de services et notamment à assurer le niveau et la qualité des services offerts à la clientèle, ainsi que la confidentialité des données concernées. Les amendements gouvernementaux abandonnent également la distinction faite entre la sous-traitance intra-groupe et extra-groupe. Ainsi, il y aura désormais lieu de distinguer uniquement en matière de sous-traitance entre d'une part la sous-traitance opérée par une entité luxembourgeoise vers une autre entité luxembourgeoise soumise à la surveillance prudentielle de la CSSF, de la BCE ou du CAA, et d'autre part tous les autres cas de sous-traitance.

Ensuite, le projet de loi opère une clarification du régime de la banque dépositaire applicable aux OPC de la Partie II suite à l'adoption de la loi du 10 mai 2016 portant transposition de la directive 2014/91/UE («UCITS V»).

Le projet de loi clarifie également la couverture des dépôts des clients-épargnants des fonds communs d'épargne par le système de garantie des dépôts luxembourgeois.

Finalement, les amendements gouvernementaux prévoient que le Commissariat aux assurances devienne un organe de règlement extrajudiciaire des litiges en matière d'assurance au sens de la loi du 17 février 2016 portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation.

Les amendements parlementaires du 8 janvier 2018 apportent quant à eux encore quelques précisions additionnelles notamment en ce qui concerne l'articulation entre les dispositions relatives au secret professionnel et la législation relative à la protection des données.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

18.10.2016 Désignation d'un rapporteur

	Présentation du projet de loi
08.01.2018	Présentation des amendements gouvernementaux
	Examen des avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
02.02.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.02.2018

Nouvelle loi hospitalière

7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi vise à garantir cette accessibilité universelle de tous les patients à des soins hospitaliers performants tout en effectuant les adaptations qui sont devenus nécessaires dans notre secteur hospitalier du fait de l'évolution démographique de notre société, de l'état de santé des citoyens et des progrès médicaux et scientifiques intervenus ces dernières années. Cette loi s'inscrit dans le cadre d'un système de santé social, solidaire et efficace - qui s'adapte aux nouveaux besoins des patients - tout en restant financièrement viable.

Ainsi, le patient est au centre des préoccupations des auteurs du projet de loi.

Le projet de loi a non seulement comme finalité d'intégrer dans un texte législatif les dispositions relatives au plan hospitalier, mais il reprend, tout en les précisant, de nombreuses dispositions de la loi modifiée du 28 août 1998.

Ainsi sont modifiées ou précisées:

- certaines définitions d'établissements hospitaliers;

- les procédures d'autorisation d'exploitation d'un établissement hospitalier et de services hospitaliers;

- les dispositions relatives au financement des projets de construction ou de modernisation des établissements hospitaliers par le biais du Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières;

- certaines compétences du commissaire du Gouvernement aux hôpitaux;

- certaines compétences de la Commission permanente pour le secteur hospitalier (CPH);

- les dispositions relatives à la gouvernance hospitalière et à l'organisation hospitalière;

- les dispositions relatives aux laboratoires hospitaliers.

Le présent projet de loi vise également à:

- promouvoir la prise en charge ambulatoire;

- mettre en place des réseaux de compétences;

- créer une nouvelle catégorie de lits d'hospitalisation de longue durée;

- augmenter le nombre de lits gériatriques de réhabilitation;

- assurer une couverture nationale de la prise en charge pédiatrique;

- améliorer la gouvernance des hôpitaux par une collaboration encore plus étroite entre les médecins-spécialistes, les directions et les conseils d'administration au sein des hôpitaux ainsi que par une détermination plus claire de leurs attributions.

En outre, le projet de loi instaure un service de documentation et d'information médicale dans chaque hôpital et un système de documentation hospitalière sera déterminé.

Le virage ambulatoire

Afin de permettre au patient de bénéficier de la meilleure prise en charge possible, la nouvelle loi hospitalière accentue le virage ambulatoire. Le recours accru à la chirurgie ambulatoire (entrée et sortie du patient le même jour) permet une meilleure qualité et sécurité des soins et constitue un gain de confort pour les patients.

La détermination des lits hospitaliers

Le présent projet de loi détermine le nombre maximal de lits par catégorie de lits qui pourra être autorisé durant les dix prochaines années. Or, le nombre exact de lits attribués à chaque établissement hospitalier ne sera pas déterminé dans la présente loi, mais dans l'autorisation d'exploitation de chaque établissement. Il pourra dès lors être adapté à la hausse dans l'autorisation d'exploitation d'un établissement hospitalier si l'évaluation des besoins sanitaires en démontre la nécessité.

Le présent projet de loi détermine également une fourchette respectivement un nombre maximum de lits par catégories d'établissements pouvant être autorisé.

La mise en place de réseaux de compétences: l'idée du «pas tout partout»

Le présent projet loi vise à mettre en place des réseaux de compétences dont l'objectif est de concentrer différentes compétences et différents services, toujours dans le but d'une amélioration de la qualité et de la continuité des soins. Il s'agit d'offrir aux patients une prise en charge médicale coordonnée, continue et multidisciplinaire.

L'Institut National de Chirurgie Cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle («INCCI») et le Centre François Baclesse («CFB»)

Dans la continuité du bon fonctionnement prouvé dans le passé et sur base de la bonne collaboration avec tous les autres acteurs spécialisés, l'INCCI et le CFB garderont leur indépendance administrative et leur propre statut juridique en tant qu'établissements hospitaliers spécialisés.

Définitions des services hospitaliers

Le présent projet de loi ne se limite pas à une simple énumération des différents services hospitaliers et de leur nombre maximal autorisable au niveau national, mais établit aussi des définitions des différents services hospitaliers. Ces définitions peuvent contenir certaines normes organisationnelles ou fonctionnelles auxquelles ces services devront obéir pour être autorisés.

La création de nouveaux services

Toujours dans un souci d'optimisation de la prise en charge des patients, la nouvelle loi hospitalière crée une offre plus large de services de base que les centres hospitaliers devront exploiter de même que de nouveaux services hospitaliers.

Comités d'éthique

Le présent projet de loi vise également à conforter l'existence et le rôle des comités d'éthique dans chaque établissement hospitalier.

Amélioration de la gouvernance hospitalière

La nouvelle loi hospitalière vise une amélioration de la gouvernance des hôpitaux par une collaboration encore plus étroite entre les médecins-spécialistes, les directions et les conseils d'administration au sein des hôpitaux afin d'optimiser leur fonctionnement et ceci dans l'intérêt du patient.

Les compétences des différents organismes gestionnaires ainsi que des directions hospitalières tout comme les relations entre ces directions et les médecins hospitaliers y attachés ont été précisées dans la loi, sans toucher à la liberté thérapeutique des médecins.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 07.09.2016

Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

17.01.2017	Échange de vues avec des représentants légaux de la Chambre des salariés, du Collège médical et du Conseil supérieur des professions de santé
31.01.2017	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
07.02.2017	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
14.02.2017	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
28.02.2017	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
07.03.2017	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
14.03.2017	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
21.03.2017	Information de Mme la Ministre de la Santé sur les entrevues récentes avec l'AMMD et le FHL
28.03.2017	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
04.04.2017	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
25.04.2017	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
02.05.2017	Continuation des travaux
09.05.2017	Continuation des travaux
16.05.2017	Continuation des travaux
23.05.2017	Continuation des travaux
30.05.2017	Continuation des travaux
13.06.2017	Examen et adoption d'un projet de lettre d'amendement
17.10.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.10.2017	Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.11.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
30.01.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2018

Observatoire de la qualité scolaire

7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la création d'un Observatoire national de la qualité scolaire, appelé ci-après «l'Observatoire».

L'Observatoire national de la qualité scolaire a deux missions principales:

Premièrement, l'Observatoire a un rôle d'expertise, en apportant une vision neutre sur l'état du système scolaire. Il est prévu que l'Observatoire analyse des études nationales et internationales afin de faire des constats sur les différentes dimensions de la qualité scolaire pour enfin donner des avis sur l'organisation et le fonctionnement des écoles.

Deuxièmement, il est prévu que l'Observatoire contribue à un débat serein et objectif sur la situation du système scolaire. Sa mission se limite donc à l'étude du système, d'une part, et à l'organisation et au fonctionnement des écoles et lycées, d'autre part. L'Observatoire n'est pas responsable de l'inspection des écoles ni de l'évaluation individuelle des enseignants. Il est appelé à rédiger deux rapports: un rapport national sur le système scolaire tous les trois ans et un rapport thématique sur un domaine prioritaire, présenté chaque année. Ces rapports seront ensuite rendus publics et communiqués au Gouvernement et à la Chambre des Députés. Le domaine prioritaire est arrêté annuellement, sur proposition de l'Observatoire, par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

L'Observatoire est composé de huit membres, nommés par le Grand-Duc pour un mandat renouvelable de sept ans, dont au moins trois femmes et trois hommes. Les observateurs sont issus du secteur public ou du secteur privé.

Finalement, l'Observatoire a la possibilité de rencontrer les représentations nationales des parents, des élèves, des étudiants, des enseignants et des communes ainsi que les chambres professionnelles, afin d'entendre leurs points de vue sur l'état actuel du système scolaire.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

21.06.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.06.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
08.11.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.11.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2018

Loi du 13 mars 2018

Mémorial A: 2018, no183, page 1

Conseil national des programmes

7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1° la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

2° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de Gestion Informatique de l'Éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique;

3° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la création du Conseil national des programmes et l'instauration de commissions nationales de l'enseignement fondamental, revendications qui ont été formulées dans le programme gouvernemental de la législature 2013-2018. Par ailleurs, le projet de loi confère une nouvelle base légale aux commissions nationales de l'enseignement secondaire. Les mesures proposées visent essentiellement à donner à chaque enfant ou jeune les moyens et les repères pour construire son avenir, en s'inscrivant dans la logique du développement curriculaire.

Force est de constater qu'actuellement, les programmes de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire sont caractérisés par une certaine disparité les uns par rapport aux autres en raison de l'absence d'un cadre conceptuel qui veille à la cohérence des programmes scolaires. Le Conseil national des programmes a comme mission d'adresser au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse des avis dans les questions en matière curriculaire. À cette fin, le Conseil national des programmes observe les nouvelles demandes qui émergent des mutations sociétales et évalue les répercussions possibles sur la conception du cadre curriculaire et des programmes d'études.

Le Conseil national des programmes émet des recommandations et des avis lorsqu'il le juge utile et les adresse au ministre qui décidera des suites à leur donner. Le ministre peut, quant à lui, demander des conseils en matière curriculaire au Conseil national des programmes. Sur base de ces avis, le conseil se prononce sur les conséquences possibles pour le système éducatif luxembourgeois. La cohérence entre les orientations générales et les objectifs des programmes et des plans d'études doit aussi être contrôlée par le conseil.

À l'image des commissions nationales de l'enseignement secondaire, les commissions nationales de l'enseignement fondamental ont la mission de conseiller le ministre dans les matières de développement curriculaire et d'élaborer des propositions afférentes. Différentes commissions se penchent sur différents domaines de développement: l'alphabétisation, les langues allemande, française et luxembourgeoise, les mathématiques, les sciences humaines et naturelles, l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports, la santé, les arts et la musique ainsi que la vie en commun et ses valeurs.

Le projet de loi sous rubrique confère une nouvelle base légale pour les commissions nationales de l'enseignement secondaire qui gèrent depuis longtemps les programmes des classes de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement secondaire général. À préciser que les programmes cadres de la formation professionnelle sont élaborés par des équipes curriculaires comprenant des représentants des chambres professionnelles, conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

18.10.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
25.10.2017	Continuation des travaux
10.01.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17.01.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2018

Loi du 13 mars 2018

Mémorial A: 2018, no183, page 1

Réglementation de la circulation

7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi vise à introduire des modifications de trois ordres dans la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Tout d'abord, il s'agit de sanctionner les constructeurs automobiles qui se seraient rendus coupables de manœuvres frauduleuses du type fausse déclaration, falsification des résultats, dissimulations d'informations et autres dans le cadre des procédures de réception ou de rappel.

Ensuite, le projet apporte des modifications d'ordre pratique. Ainsi, par exemple, l'article 1er vise à restreindre l'obligation d'agrément ministériel et de serment aux seuls examinateurs du permis de conduire et non plus à tous les agents de la Société nationale de circulation automobile. De même, il est prévu d'étendre la durée de validité du contrôle technique pour certains types de véhicules. Il est également proposé d'instaurer un système de certificat provisoire en cas de problèmes informatiques pour la délivrance des certificats de contrôle technique. Des aspects financiers sont également clarifiés, au niveau des frais d'introduction des demandes d'agrément et des jetons de présence à verser aux membres de la commission du contrôle technique. Par ailleurs, les cas d'exemption de l'interdiction judiciaire de conduire sont dorénavant limitativement énumérés.

Enfin, le projet de loi a pour objet de redresser certaines imperfections textuelles qui ont été relevées par la pratique, telles qu'une périodicité de contrôle technique plus adaptée pour les motor-homes dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3.500 kg, la possibilité de délivrer un contrôle technique provisoire de 28 jours pour répondre à des besoins d'ordre informatique, ou encore des précisions procédurales concernant les interdictions de conduire.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.12.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

18.01.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.02.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2018

Radars: adaptation du cadre légal

7111 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3° la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4° la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

5° la loi du 5-15 septembre 1807 relative au Mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police

Le projet de loi a pour objet d'adapter le cadre légal établi par la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés, sur différents points et ceci notamment aux fins de désengorgement des instances judiciaires et de simplification administrative. Les points principaux consistent dans une clarification du régime de condamnation de la personne pécuniairement redevable, l'introduction d'un mécanisme d'amende forfaitaire exécutée sur titre exécutoire du procureur général d'État, une réforme de la procédure de contestation, l'introduction de nouvelles obligations quant à la désignation du conducteur par le représentant légal d'une personne morale et l'introduction de nouvelles dispositions pénales en cas de fausse déclaration ou refus de coopération.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 23.01.2017

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

13.09.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.01.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01.02.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2018

Modification de la loi électorale

7118 - Projet de loi portant modification

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Le présent projet de loi vise à modifier la loi électorale modifiée du 18 février 2003, dénommée ci-après «loi électorale» et d'apporter parallèlement, pour des raisons de concordance, des modifications à la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national.

Les modifications proposées visent essentiellement à simplifier la procédure électorale en adaptant les dispositions relatives au vote par correspondance, aux voies de recours, à l'admission des électeurs au vote, aux listes électorales, aux bureaux de vote, au vote des électeurs déficients visuels ainsi qu'aux annexes de la loi électorale.

1. Vote par correspondance

Le présent projet de loi vise à conférer à tous les électeurs la possibilité de recourir au vote par correspondance sans devoir indiquer la moindre justification. Dorénavant, chaque électeur peut librement décider s'il préfère voter par correspondance ou se déplacer aux urnes le jour des élections.

Une deuxième innovation traduisant les efforts du Gouvernement en vue d'une simplification administrative par l'introduction des procédures «paperless», consiste dans la possibilité pour les électeurs de déposer leur demande de vote par correspondance sous forme électronique sur le portail «MyGuichet.lu».

Finalement, dans le but de réduire les frais et la charge de travail en relation avec le vote par correspondance, les bulletins ne seront plus envoyés avec accusé de réception et les enveloppes ne devront plus être apposées par le paraphe du président du bureau de vote principal de la commune.

2. Voies de recours

À l'heure actuelle, la loi électorale prévoit un double degré de juridiction pour les personnes désirant exercer un recours contre les décisions en relation avec les listes électorales ou contre les opérations électorales, avec le tribunal administratif en première instance et la Cour administrative comme instance d'appel. Le présent projet a pour objet d'alléger cette procédure par l'instauration d'un seul recours à exercer devant la Cour administrative.

3. Admission des électeurs au vote

Le projet de loi sous rubrique propose également une modification de la loi électorale afin de permettre aux électeurs de se présenter au bureau de vote seulement munis d'une pièce d'identité officielle. La seule lettre de convocation ne sera par contre plus acceptée comme preuve de qualité d'électeur.

4. Listes électorales

Actuellement, le jour de l'arrêt provisoire des listes électorales et le jour à partir duquel les listes sont soumises à l'inspection du public sont fixés tous les deux au quatre-vingt-sixième jour avant le jour du scrutin.

Afin d'assurer plus de convergence entre les communes qui ont interprété de manière différente le délai limite pour le dépôt des demandes d'inscription sur les listes électorales, l'arrêt provisoire des listes électorales sera avancé au quatre-vingt-septième jour avant le scrutin à dix-sept heures.

Une deuxième modification consiste dans le remplacement des références au «nom patronymique» par «nom» tout court, suite au réagencement du registre national des personnes physiques par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques.

Dans l'intention de promouvoir une plus grande participation aux élections communales des résidents ressortissant d'un autre État que le Luxembourg, le projet de loi sous rubrique apporte des précisions quant à la durée minimale de résidence au Luxembourg pour pouvoir s'inscrire sur les listes électorales ou déposer sa candidature pour le conseil communal. Ainsi les modifications apportées à la loi électorale disposent que le ressortissant d'un autre pays souhaitant participer aux élections communales de façon active ou passive doit avoir vécu seulement la dernière des cinq années de manière ininterrompue au Luxembourg.

Par analogie au mécanisme mis en place en matière de vote par correspondance, les résidents ressortissant d'un État étranger pourront désormais déposer leur demande d'inscription alternativement par voie électronique ou sur papier libre.

5. Bureaux de vote

Le bon déroulement des opérations électorales dépend en grande partie des membres des bureaux de vote. Afin d'éviter qu'un membre effectif d'un bureau de vote, autre que celui où il doit se rendre en sa qualité d'électeur, soit obligé de se déplacer, au cours des élections, le projet de loi instaure une règle spécifique qui permet que celui-ci peut voter dans le même bureau que celui auquel il est attribué en sa qualité de membre du bureau de vote. Cette règle ne bénéficie pas aux membres suppléants d'un bureau de vote.

À l'heure actuelle, un bureau de vote ne peut accueillir plus de 600 électeurs, respectivement 400 électeurs (en cas d'élections législatives ou européennes organisées simultanément avec une élection communale complémentaire ou un référendum communal). Le projet de loi dispose que ces limites pourront être dépassées de cinq pourcents. Cet assouplissement permettra de réduire tant les frais que la charge de travail en évitant notamment que les communes ne soient obligées de mettre en place un bureau de vote supplémentaire dans l'hypothèse où le nombre des électeurs ne dépasse que légèrement les 600 ou les 400 électeurs.

6. Introduction d'un système de vote tactile permettant aux électeurs déficients visuels de soumettre leur vote de façon autonome

Le projet de loi sous rubrique prévoit l'introduction de mesures visant à garantir la participation autonome aux élections des personnes à déficience visuelle. En effet, la loi électorale actuellement en vigueur permet dans son article 79 aux électeurs déficients visuels de se faire accompagner par une tierce personne, qui peut formuler le vote à sa place. Or, bien que cette disposition entende assurer le libre accès de tout citoyen au vote, elle s'avère discriminatoire en comparaison avec les autres électeurs en ce qu'elle porte atteinte à l'autonomie, au libre arbitre et au secret du vote de la personne affectée d'un handicap visuel.

Ainsi le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en collaboration avec l'Institut pour déficients visuels et après une large consultation des acteurs impliqués dans l'organisation des élections, a élaboré un système de vote tactile en braille («Wahlschablone»), applicable aussi bien le jour du vote dans la cabine de vote que lors du vote par correspondance, et ceci pour toutes les élections, que ce soient les élections nationales, communales, européennes ou en cas d'un référendum. Il est à noter que des systèmes de vote tactile pareils sont utilisés dans d'autres États membres de l'Union européenne déjà depuis un certain temps, à la satisfaction des personnes concernées.

La possibilité pour les électeurs à déficience visuelle d'être accompagnés par un guide est maintenue en tant qu'alternative au nouvel système.

7. Modification des annexes

Le projet de loi vise à rendre les instructions aux électeurs, jointes aux lettres de convocation, plus claires et compréhensibles en faisant abstraction des maints renvois aux dispositions de la loi électorale et en reprenant à chaque fois le texte de la disposition sur laquelle portait le renvoi.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.03.2017

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

25.10.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.11.2017	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
15.11.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.11.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
31.01.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.02.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 8 mars 2018

Mémorial A: 2018, n°178, page 1

Droits des peuples indigènes et tribaux

7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux, signée à Genève, le 27 juin 1989

Le présent projet de loi porte ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux (ci-après «la convention»), adoptée par la Conférence générale de l'organisation internationale du travail le 27 juin 1989 et entrée en vigueur le 5 septembre 1991.

La convention, qui comprend 44 articles, appelle à la protection des droits économiques, sociaux et culturels des peuples indigènes et tribaux et à la garantie du respect de leur intégrité. Selon les Nations Unies, 370 millions de membres de peuples indigènes et tribaux sont répartis dans plus de 70 pays au monde. Les peuples indigènes représentent souvent une population exploitée et discriminée dans les États dans lesquels ils résident. La convention entend contrecarrer ce phénomène en renforçant le rôle des peuples en question dans la société et leur garantit les mêmes droits qu'à toute la population.

Par ailleurs, la Convention a comme objet de sauvegarder les terres occupées par les peuples indigènes et tribaux. L'existence desdites collectivités est menacée par l'extraction des matières premières, le déboisement ou encore la construction de barrages. La Convention appelle à la reconnaissance des droits de propriété et de possession sur les terres. Ces droits comprennent pour les peuples celui de participer à l'utilisation, à la gestion et à la conservation de ces ressources.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.05.2017

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

01.02.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
21.02.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.02.2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf (interventions de M. Gast Gibéryen et Mme Josée Lorsché), M. Georges Engel (interventions de M. Marc Spautz, Mme Octavie Modert et M. Jean-Marie Halsdorf), M. Edy Mertens (interventions de M. Gast Gibéryen et Mme Viviane Loschetter), Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum, Mme Martine Mergen (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. André Bauler), M. Alexander Krieps (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Gast Gibéryen)*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé (question de M. Jean-Marie Halsdorf)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Adam (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Fernand Kartheiser), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de M. Claude Wiseler et M. Fernand Kartheiser)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1° la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

2° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique;

3° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (question de Mme Martine Hansen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! D'Sëtzung ass op.

Ech froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Vizepremier.

Da géife mer direkt zum Plat de résistance vun de Mëtteg iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7056, de sougenannte Spidolsplang oder dat neit Spidolsgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. D'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Cécile Hemmen. Si huet d'Wuert.

2. 7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Firwat eigentlech en neit Spidolsgesetz?

Et muss ee wëssen, dass mer e Spidolsgesetz hu vun 1998, wat deemno zwanzeg Joer al ass a wou bis dato haaptsächlech Modifikatioune virgeholl goufen: 2010 mat dem Gesetz iwwert d'Reform vum Gesondheetssystem, wou eng Partie Dispositioune vun der Sécurité sociale modifizéiert goufen, a mam Gesetz 2014 iwwert d'Patienterechter.

2015 huet de Statsrot e Projet vun engem groussherzogleche Reglement ënnerbreet kritt, deen den drëtte Spidolsplang sollt definéieren, esou wéi et schonn 2001 an och 2009 de Fall war.

A sengem Avis vum Mee 2015 ass dat Reglement och aviséiert ginn, mä de Statsrot huet eng Kritik geäussert, wat dëst juristescht Instrument ubelaangt, an huet drop higewisen, dass de Spidolsplang misst iwwer e Gesetz adoptéiert ginn. Allerdéngs ass et net esou einfach, fir d'Reglementatiounen eent zu eent an e Gesetz ze iwwerhuelen, well dëst awer eng Partie Ëmännerunge vu gesetzlechen Dispositioune mat sech bréngt. Och waren d'Akteuren um Terrain Demandeur, fir an dësem neie Gesetz e gutt Stéck méi wäit ze goe wéi dat, wat an dem groussherzogleche Reglement stoung.

Ee Joer drop, am Januar 2016, huet de Regierungsrot du säin Accord de principe gi fir den Avant-projet de loi iwwert de Spidolsplang an doropshi kruten dunn och direkt déi verschidde Gremien, Institutiounen a Beruffskummeren den Avant-projet fir Avis. An dat waren zu deem Zäitpunkt: de Collège médical, d'CNS, d'Chambre des Salariés, d'FHL, den OGB-L, d'AMMD an d'CPH, also d'Commission permanente pour le secteur hospitalier.

Den 13. Juli huet de Regierungsrot dunn den Avant-projet de loi ugeholl. De Gesetzesprojet gouf de 7. September 2016 an der Chamber deposéiert an dunn u verschidden Institutioune weidergereecht, fir aviséiert ze ginn. Dat waren de Statsrot, d'Chambres professionnelles, de Collège médical, de Conseil supérieur des professions de santé an d'Chambre des Salariés.

An der Kommissiounssëtzung vum 14. September 2016 gouf ech dunn als Rapportrice vun dësem Gesetz 7056 ernannt. De 17. Januar, gläich am Ufank vun den Aarbechten an esou wéi d'Procédure législative et virgesäit, huet d'Majoritéit vun de Membere vun der Kommissioun dunn och decidéiert, fir déi dräi an der Procédure législative virgesinnen Organer, dat heescht d'Vertrieder vum Collège médical, vum Conseil supérieur des professions de santé an der Chambre des Salariés, an d'Kommissioun ze invitéieren.

Mir hunn an iwwer 30 Sëtzungen un dësem Gesetz geschafft. Et sinn dräimol Amendementer un de Statsrot weidergereecht ginn. A fir ganz komplett ze sinn, kann ech Iech och nach soen, dass dëst Gesetz aus 60 Artikele besteet an aus dräi Annexen.

Wat ass dann elo d'Zil vun dësem Gesetz?

Abee, dëst Gesetz ass e Kadergesetz, fir eis Spideeler ofzesécheren a fir d'Zesummespill tëschent de Spideeler ze verbesseren, fir se gutt opzestelle fir d'Zukunft a fir dem Patient déi beschtméiglech Prise en charge ze garantéieren. Et ginn endlech iwwerfälleg Upassungen am Spidolswiese gemaach doduerch, dass d'Spidolslandschaft moderniséiert gëtt, andeems der demografescher Entwécklung vun eiser Gesellschaft an dem medezinnesche Fortschrëtt Rechnung gedroe ginn.

An den Avisen, déi opgrond vun der breeder Preconsultatioun tëschent de villen Akteuren erakomm sinn, ass gefuerdert ginn, dass awer net nëmmen um Niveau vun der Organisatioun tëschent de Spideeler sollt nogebessert ginn, mä och um Niveau vun der interner Organisatioun a vun der Gestioun vun de Spideeler. A grad am Punkt vun der Gouvernance sollt et dann awer am Laf vun der Zäit, wéi jiddweree vun Iech dat matkritt huet, zu gréisseren Ausenanersetzunge kommen, déi och zolidd iwwert d'Medien ausgedroe goufen.

Et muss een awer un dëser Plaz drun erënneren, dass, och wann d'Doktere sech vill zum Gesetzestext geäussert hunn, si, genee wéi vill aner Akteuren och, wuel e ganz wichtege Pilier si vun eisem Gesondheets- an och Spidolswiesen, mä si sinn awer net den eenzegen. Och all déi aner Akteure sinn um Wuel vum Patient interesséiert, dat ënnert dem Stréch ëmmer am Mëttelpunkt muss stoen.

Merci vun hei aus der Ministesch, dass si ëmmer eng oppen Dier hat an eis an der Kommissioun an aller Transparenz iwwert d'Gespréicher informéiert huet.

Ech kommen awer nach ganz kuerz op déi offiziell Avisen zréck, déi mer am Virfeld vun den Aarbechte kruten.

De Collège médical huet sech am Ufank éischter zu der Gouvernance geäussert an huet seng Ängschten ausgedréckt, dass d'Doktere mat dësem Gesetz géife riskéieren, hiert Matsproocherecht ze verléieren. Dëst Gesetz wär ze vill rigid, et géif de Spideeler et net erlaben, fir sech kuerzfristeg de Changementer an de Besoine vun der Bevëlkerung unzepassen.

D'Chambre des Salariés gesäit zum engen, dass d'Donnéeë vun der Carte sanitaire vläicht net esou fiabel wieren. Se gesäit et gradesou kritesch wéi hir Vertrieder, (veuillez lire: Gradesou kritesch sinn hir Vertrieder) wat elo de Virage ambulatoire ubelaangt. An des Weideren hu si och d'Plus-value vun de Kompetenzreseauen a Fro gestallt.

Dem Conseil supérieur des professions de santé louch et um Häerz, dass seng Delegéiert an och seng Leit natierlech aus de Spideeler an den Direktiounen an och soss an de Gremie misste vertruede sinn. D'Finanzéierung vun de medezinneschen Equipementer an ënner anerem och d'Froe ronderëm de Virage ambulatoire waren och weider Punkten a sengem Avis.

De Statsrot huet et begréisst, dass d'Dispositiounen zu der Publikatioun (veuillez lire: Planifikatioun) dem groussherzogleche Reglement och entspriechen, esou wéi et vun der héijer Kierperschaft jo och gefrot gouf. Et gëtt och ervirgestrach, dass, wat d'Finanzéierung ubelaangt, an dësem Gesetz quasi keng Modifikatiounen ufalen.

Ee weidere Punkt, deen de Statsrot ervirgehuewen huet, ass och de Virage ambulatoire, wou ugezweifelt gëtt, dass deen iwwert dëst Gesetz esou kann ëmgesat ginn. E mengt, dass iwwert d'CNS Kontrolle solle virgesi gi bei eventuell net berechtegte Klinikopenthalter.

Mä komme mer elo bei d'Gesetz u sech!

Véier grouss Kategorië vun Etablissementer ënnerleien dësem Gesetz: Fir d'Éischt emol d'Spideeler, an dorënner falen déi haiteg véier Centres hospitaliers, an och déi spezialiséiert Etablissementer wéi den CHNP, den INCCI, de Centre François Baclesse an d'Stengeforter Spidol, de Rehazenter an och Kolpech.

Déi zweet Kategorie ass d'Etablissement fir d'Personnes en fin de vie. Hei an dësem Fall ass dat d'Haus Omega. Et ass och d'Etablissement fir Thermalkuren zu Mondorf. An déi véiert Kategorie ass den Diagnostikzenter, eigentlech den LNS.

D'Terminologië wéi „Spidol", „Klinik" oder awer „Diagnostikzenter", déi stinn a Relatioun mat de reglementéierte Professiounen, déi do ausgeüübt ginn, a wäerten iwwert dëst Gesetz dann och geschützt ginn.

Fir déi national Besoine vun der Bevëlkerung a puncto Gesondheetswiesen - wéi elo d'Unzuel vun de Spideeler, de Kompetenzreseauen, de Spidolsservicer an d'Unzuel vun de Better - beschtméiglech ze definéieren, gëtt am Zweejoresrhythmus eng Evaluatioun opgestallt unhand vun der Carte sanitaire. Heifir ginn Donnéeë gesammelt, wéi zum Beispill déi demografesch Entwécklung vum Land, déi gekuckt gëtt, de globale Gesondheetszoustand an de Verglach mam Ausland.

Fir d'Auswäertung an d'Projektioun spillen awer nach vill aner Informatiounen och eng Roll, déi vun de Spideeler musse geliwwert ginn. An dat geet zum Beispill vun der Unzuel an de Motiver vun den Hospitalisatioune bis hi bei d'Waardezäiten oder awer den Inventar vun den Equipementer.

Déi ambulant Versuergung, de sougenannte Virage ambulatoire, ass e ganz wichtegt an och en neit Element vum Spidolsplang. Dofir ass iwwert dëst Gesetz virgesinn, dass all Spidol esou Dagesstrukture soll kréien, an déi si souwuel am chirurgesche Beräich wéi och an deenen anere Beräicher, wéi zum Beispill der Psychiatrie oder der Geriatrie, definéiert.

Komme mer elo bei d'Spidolsservicer!

Iwwert dëst Gesetz si bis elo véier Centres hospitaliers autoriséiert, déi op maximal dräi Sitte kënnen exploitéiert sinn, an an all Centre hospitalier muss sech mat engem Site un den Urgencë bedeelegt ginn. All Centre hospitalier muss ronn 19 Basisservicer garantéieren. Ech ziele kuerz déi eng oder aner op: wéi zum Beispill d'Kardiologie, wéi zum Beispill e Röntgeservice, wéi zum Beispill d'Pneumologie, wéi d'Urgencen, wéi d'Urologie, wéi d'Médecine interne an esou weider. An dat ass, fir dass all Bierger am Land, egal wou e wunnt, gerecht a qualitativ héichwäerteg ka behandelt ginn.

Ech invitéieren Iech hei, fir d'Annex 2 vum Gesetz am Detail ze kucken, wat souwuel d'Definitioune wéi och déi maximal autorisabel Servicer ugeet.

Do dernieft ginn et awer och Servicer, déi autoriséiert kënne ginn, mä net mussen autoriséiert ginn. An et gi Spezialisatiounen, déi just an engem eenzege Spidol kënne geneemegt ginn, déi sougenannten „Services nationaux".

Gäre wéilt ech heifir e puer relevant Beispiller ervirhiewen. Déi spezialiséiert Pädiatrie zum Beispill ass esou e Service national. Dat heescht, dass op enger eenzeger Plaz all déi noutwendeg a spezialiséiert Kompetenzen an Equipementer sinn, fir eng komplex a sécher Kannerbetreiung ze leeschte fir Kanner vun 0 bis 16, jee nodeems souguer bis 18 Joer.

Do dernieft soll awer iwwerall am Land d'Méiglechkeet bestoen, iwwer sougenannte Pédiatries de proximité an all Spidol ausserhalb vun der Stad och de Kanner vun 0 bis 16 respektiv jee nodeem och hei bis 18 Joer eng Prise en charge ze garantéiere mat engem Openthalt bis zu 48 Stonnen. De Pädiater ass disponibel an der Woch vu moies 8 bis owes 8 a jee no Organisatioun vum Spidol a vun der Disponibilitéit vun de Pädiatere kann de Service sech och un de Gardë bedeelegen.

Eng Konventioun mam Service national, also der Pédiatrie spécialisée, regelt, ënner wéi enge Konditiounen d'Kanner mat méi schlëmme Pathologië kënnen transferéiert ginn.

Zu de Spezialisatiounen, déi nëmmen an engem eenzege Spidol kënnen autoriséiert ginn, gehéiert och zum Beispill d'Nephrologie, och wann all Spidol e Basisservice vun der Dialys muss garantéieren. All Spidol kann och e Service neurovasculaire Niveau 1 oder, méi verständlech, eng Stroke Unit Niveau 1 assuréieren, fir déi ganz dréngend a wichteg Prise en charge bei engem Hireschlag ze garantéieren. Et ass awer just eng eenzeg an national Stroke Unit Niveau 2 autoriséiert mat bis zu zwielef Better. An déi muss esou equipéiert sinn, fir d'Prise en charge vu komplizéierte Fäll vun Hireschlag ronderëm d'Auer ze behandelen an och ze garantéieren.

Iwwert déi verschidden national Spidolsservicer eraus ginn den Häerzchirurgiezentrum, den Zenter fir Radiotherapie, de Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique, de Rehazenter an den Hôpital Intercommunal vu Stengefort, fir just déi ze nennen, an der Definitioun och un hir Missioun adaptéiert a si ginn als sougenannten Établissements hospitaliers spécialisés definéiert. De Centre de Convalescence Kolpech kritt och eng nei Missioun an der Réhabilitation physique a postoncologique.

Eng weider Neierung am Gesetz ass d'Aféierung vun de sougenannte Kompetenzreseauen. Hei geet et drëms, fir verschidde Kompetenzen a Servicen ze konzentréieren an der Optik vun „net alles iwwerall". Et läit awer un de Spideeler an un de spezialiséierten Etablissementer, fir d'Initiativ ze ergräifen, fir de Projet fir e Kompetenzreseau eranzereechen a fir ze decidéieren, wéi si sech wëllen zesummendinn. D'Lëscht vu méigleche Krankheetsbiller betrëfft ënner anerem de chronesche Schmäerz, d'Obesitéit, den Diabète bei Kanner an Erwuessenen zum Beispill.

Den Häerzzenter INCCI grad wéi de Radiotherapiezenter, de Centre François Baclesse, déi behalen opgrond vun där gudder Erfahrung, déi se matbruecht hunn, hiren autonome Statut.

Wat elo d'Unzuel vun de Better ugeet, do gouf sech op d'Donnéeë vun der Carte sanitaire vun 2015 an awer och op Previsioune vun der demografescher Entwécklung baséiert. Deemno ass d'Hypothees vu 650.000 Residentë bis 2025 zréckbehale gi fir de Spidolsplang. Wat d'Attributioun vun de Spidolsbetter ubelaangt, sou gëtt hei eng gewësse Flexibilitéit an d'A gefaasst an et geet am Gesetz och jeeweils rieds vun enger maximal méiglecher Unzuel vu Better pro Service a vun enger Gesamtunzuel pro Kategorie vun Etablissementer.

Alles an allem muss een awer wëssen, dass d'Unzuel vun de Better an d'Luucht geet. Et sinn der elo 3.107, déi virgesi sinn, wou déi meeschten Akutbetter dropfalen, mat 2.350 Stéck. Fir de moyen Séjour sinn et der 670. Dorënner falen och déi geriatresch Rehabilitatiounsbetter mat neierdéngs 310. An dann déi ganz nei Kategorie, d'Laangzäitbetter, déi Better, déi fir Patiente geduecht sinn, déi iwwer eng länger Zäit am Spidol musse behandelt ginn, duerfir gi 87 Stéck virgesinn.

Fir den Detail heivunner invitéieren ech Iech, d'Annex 1 vum Gesetz ze kucken. Déi exakt Zuel vu Better gëtt iwwregens fir all Spidol a senger Autorisation d'exploitation och festgehalen.

D'Gouvernance vun de Spideeler gouf jo vill diskutéiert an der Preparatiounsphas vun dësem Gesetz. D'Kompetenze vun den Direktiounen an hir Relatioun mat de Spidolsdoktere ginn an dësem Gesetz präziséiert, ouni - an ech betounen „ouni" - awer, dass eng Direktioun an dem Dokter seng therapeutesch Fräiheet agräife kann. En Organigramm, deen ech als Pièce bei mäi Rapport bäigefüügt hunn, weist en gros, wéi d'Organisatioun vun de Spideeler eigentlech ausgesäit: zum engen d'Zesummestellung vun der Direktioun vun de Spideeler, dann de Conseil médical an och de Modèle de gestion vun de Kompetenzreseauen.

Ech huelen awer gläich virewech, dass de Commissaire du Gouvernement aux hôpitaux iwwer dëst Gesetz weider Kompetenze kritt an doduerch an de Verwaltungsréit vun alle Spideeler soll derbäi sinn. Hien huet e suspensiivt Vetorecht, wann e Verwaltungsrot eng Entscheedung hëlt, déi d'Legalitéit net respektéiere géif.

E Spidol kann nëmme vun engem Gestionnaire exploitéiert ginn. Duerch dëst Gesetz ass de Conseil médical mat op d'mannst enger deliberativer an enger konsultativer Stëmm am Verwaltungsrot vertrueden. An datselwecht gëllt am selwechten Ausmooss fir d'Vertrieder vun der Personaldelegatioun.

De Generaldirekter gëtt vum Verwaltungsrot ernannt, soll eng Autorisatioun hunn, fir am medezinnesche Beräich ze schaffen, och soll en eng Formatioun hunn an der Gestion hospitalière an e soll och zwee Joer Experienz opweisen. Him ënnerstinn den Directeur des soins, den Directeur médical an den Directeur administratif et financier.

All Spidol huet och säi Conseil médical, deen d'Dokteren, d'Spidolsapdikter an d'Cheffe vun de Spidolslaboratoirë vertrëtt. Dëse Conseil huet vill Attributiounen an ass opgefuerdert, a ganz ville Beräicher säin Avis ofzeginn. Iwwert dëst Gesetz gëtt de Conseil nach verstäerkt a senger Kompetenz, andeems en en Avis renforcé kann ofginn, zum Beispill bei der Nominatioun vum medezinneschen Direkter. Sollt de Vott net zefriddestellend sinn, da kënnt et zu weidere Schrëtt: fir d'Éischt e Concertatiounsversuch mam Verwaltungsrot an duerno dann de Wee bei e Mediateur.

Wat d'Kompetenzreseauen ugeet, sou kommen déi nëmmen zustanen, wéi ech et scho gesot hunn, wann op d'mannst zwee Spideeler dee Projet ënnerbreeden, an e gëtt iwwer e Comité de gestion interhospitalière geleet. An deem Comité sinn nieft véier Memberen aus der Direktioun vun de Spideeler ënner anerem och zwee Vertrieder vun de Conseils médicaux an zwee vun de Gesondheetsberuffer. De Commissaire du Gouvernement aux hôpitaux hëlt als Observateur un dëse Reuniounen deel.

Wéi an der Vergaangenheet behält all Spidol säin Ethikscomité an d'Gesetz hält och fest, dass all Spidol e Spidolslaboratoire muss behalen.

Zu der Modifikatioun vum Gesetz iwwert d'Direktioun vun der Santé hiewen ech hei just dee Punkt eraus, dass den Direkter punktuell duerch säin Directeur adjoint kéint ersat ginn.

D'Analysen an der Anatomopathologie grad wéi an der Genetik bleiwen eng Exklusivitéit vun dem Diagnostikzenter, deemno dem Statslabo, dee jo duerch seng intern Reorganisatioun gutt Resultater opgewisen huet, wat de Volume an och den Delai vu sengen Aarbechten ugeet.

Domat hätt ech eigentlech elo schonn e graffen Iwwerschlag gemaach iwwer e Gesetz, wat d'Jalonen am Spidolswiese soll setze fir déi nächst zéng Joer. Am Resumé kann ee soen, dass d'Reform dra besteet, dass nei Servicer a méi Better geschaaft goufen an dass d'Spidolsdokteren e méi staarkt Matsproocherecht kritt hunn.

Vill Adaptatiounen an Neierungen hunn zum Zil, dass all Bierger Zougang huet zu der beschtméiglecher Gesondheetsversuergung, egal ob et e klenge Bobbo ass oder eng schwéier Krankheet, egal wou en am Land wunnt an egal aus wéi enger sozialer Schicht e kënnt.

Dëst Spidolsgesetz ass e wichtegt Gesetz fir eist Land, fir d'Patienten, fir d'Dokteren, fir d'Fleegepersonal a fir d'Spideeler. Dës Verbesserungen am Gesondheetswiese si mat Investitiounen an och mat Spuermesurë verbonnen. Méi Better, méi Personalkäschten, méi Servicer hunn hire Präis. Et gëtt deemno net gespuert, mä et gëtt am Interêt vun engem bessere Gesondheetssystem investéiert. An eis LSAP-Gesondheetsministesch hat de Courage, fir dësen ominéisen an net einfachen Dossier unzegoen.

Et bleiwe mer nach e puer Sekonnen, fir wichteg Mercie lasszeginn: Merci de Memberen aus der Santéskommissioun fir hir ugereegten Diskussiounen. An och wa se net ëmmer an déiselwecht Richtung gefouert hunn, esou ass awer ëmmer den néidegen Driff an och den néidege Respekt bestoe bliwwen. Merci duerfir.

An dann e globale Merci nominativ trotzdeem der Madamm Sonnetti, eiser Attachée, dem Här Zanotelli, dem Direkter Dokter Schmit, der Madamm Dokter Berthet fir hir wichteg Assistenz am Laf vun eise Kommissiounssëtzungen. Merci awer och der Press, dass si eis iwwert dat annerhalleft Joer gutt begleet huet a sech ganz dacks an déi wichteg an och ganz héich technesch Dossieren an och Artikelen huet missen eraschaffen.

An net zuallerlescht natierlech e ganz häerzleche Merci un eis Ministesch fir hir Präsenzen, hir Transparenz an hir Matdeelungen, déi se ëmmer no den Entrevuen un eis weidergereecht huet.

A vu mir perséinlech e grousse Respekt, Lydia, fir deng Ausdauer an deng Professionalitéit!

Et ass e bësse mat Emotioun verbonnen, well mir hunn esou laang dru geschafft an haut ass et gedoen! An ech hoffen, dass mer et mat engem groussen a schéine Vott eriwwerkréien. Pardon fir d'Emotiounen!

A well et e ganz soziaalt Gesetz ass, ginn ech selbstverständlech mat vill Freed den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Rapportrice. Den éischte Riedner, den Här Jean-Marie Halsdorf fir d'CSV, ass prett.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virewech wollt ech der Rapportrice Merci soen effektiv fir dee gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport.

D'Diskussiounen an der Kommissioun waren net ëmmer einfach an och alt emol kontrovers. Mä haut ass de Projet dann hei an der Plenière an esou steet dann haut deen drëtte Spidolsplang op der Basis vum Spidolsgesetz vun 1998 zum Vott.

Et ass deen éischte Spidolsplang als Gesetz, well déi zwee virdru ware jo op Basis vun engem Règlement grand-ducal geholl ginn. Domat kréie mer méi Rechtssécherheet an der Bedarfsplanung am Spidolswiesen. De Spidolssecteur kritt ee legale Kader, an deem d'Spideeler an d'Etablissementer, déi e regelt, op gesetzlecher Basis autoriséiert ginn, wat jo fir e Parlamentarier e wichtegen Aspekt ass.

Fir e Parlamentarier ass et awer och wichteg, ze kucke beim Stëmme vun engem Gesetz, wéi d'Qualitéit vun dësem ass, sprréch, awéifern d'Objektiver vum Gesetz erreecht gi respektiv wéi et sech mat der Praktikabilitéit, also der Uwendbarkeet an Uwendung an der Realitéit verhält.

Wat sinn dann elo d'Objektiver vun dësem Gesetz, wat jo net nëmmen en neie Spidolsplang ass, mä och en neit Spidolsgesetz?

D'Objektiver ergi sech aus den Eegeschafte vum Lëtzebuerger Gesondheetsmodell. Esou steet am Gesetz: „All Bierger huet Recht op een equitabelen, universellen Zougang zu medezinnesche Leeschtungen. Dëst Gesetz huet den Usproch, dat ze garantéieren. Duerfir si regelméisseg Upassungen néideg wéinst der demografescher Entwécklung, dem Gesondheetszoustand vun de Bierger an dem medezinneschen a wëssenschaftleche Fortschrëtt. Dëst Gesetz schreift sech an de Kader vun engem Gesondheetssystem, dee sozial, gerecht, solidaresch an effikass soll sinn, e System, dee sech un déi nei Bedierfnesser vun de Patienten upasst, awer finanziell viabel, also fonctiounsfäeg muss bleiwen. De Patient steet am Mëttelpunkt."

Esou also den Objet vum Gesetz. Déi zentral Fro ass: Gi mat dësem Gesetz dës Objektiver och erreecht?

Ech ënnerschreiwe mat zwou Hänn all dës Virsätz, mä ech stelle mer seriö Froen, ob mir dat hikréien. Mir leie sécherlech an enger Kontinuitéit, wat d'Objektiver ugeet, well mir applizéieren nach ëmmer déiselwecht Kritäre wéi viru 25 Joer.

Sou hunn ech an engem Reflexiounspabeier vum Mee 1993, also vu viru 25 Joer, gelies, zum Beispill ee Saz: «Une nouvelle politique hospitalière pour le Grand-Duché de Luxembourg», dat war also deemools och schonn eng nei. Oder: «Le plan gouvernemental de politique hospitalière», da stoung do, «Réforme du plan hospitalier national de 1976».

An enger Nott vum Ministère de la Santé vum 8. Mäerz 1993 hunn ech gelies: «Le plan hospitalier sera un plan de transition vers un paysage hospitalier remodelé dans le sens de structures plus grandes avec des staffs médicaux plus étoffés, des services complémentaires en nombre réduit, fonctionnant plus tard sous des critères précis dans un nombre réduit d'établissements plus petits.» Also eng kloer Vue.

Deemools huet d'Regierung och decidéiert, eng Enveloppe vu 15 Milliarde Lëtzebuerger Frang, dat sinn 375 Milliounen Euro, iwwer zwanzeg Joer an déi nei Spidolsinfrastrukturen ze stiechen.

An ech konnt och nach liesen, akut Better sollten erofgesat ginn an d'Lits de soins, also d'Behandlungsbetter, sollten eropgesat ginn. Synergië sollten entstoen tëschent deene fréieren Hôpitaux lourds, Spezialklinicke sollten entstoen, fir dass d'Lëtzebuerger Patienten net sollten an d'Ausland goen. An och deemools gouf scho vun „qualité des soins, réduire les coûts, urgences vitales, urgences non vitales, normes applicables aux différents services" geschwat an och geschriwwen.

An deem Kontext sollt ee vläicht och nach wëssen, dass déi Ëmverdeelung an de Bedarf u Behandlungs- an Akutbetter fir eist Land iwwer eng sougenannte SEMA-Etüd „Planification et financement des hôpitaux" vum Dezember 1990 festgeluecht gi war. An deemools gouf et, am Joer 1989, 2.644 Akutbetter an 18 Spideeler. An deemools ass ëmmer gesot ginn: «On hospitalise trop et trop longtemps.»

An d'Spideeler hunn deemools geheescht „Hôpital de pointe", „Hôpital général", „Hôpital long séjour". An och deemools ass et schonn e Manktum ginn u Laangzäitbetter.

Ech wollt einfach dëse klengen Exkurs maachen, dëse klenge Réckbléck, fir dass ee vläicht déi haiteg Diskussioun besser versteet a fir dass ee vläicht besser gesäit, wat sech verbessert huet, wat deemools thematiséiert gouf, wat realiséiert gouf a wat net realiséiert gouf.

Wat mat Sécherheet geschitt ass, oder wat ee mat Sécherheet gesäit, dat ass, dass déi aktuell Gesondheetsministesch nach ëmmer déiselwecht Sprooch schwätzt, deeselwechte Brëll undeet, fir de Secteur ze organiséieren, wéi deemools. An hei gesinn ech eben deen éischte Bemoll, wat dëst Gesetz an dëse Plan hospitalier betrëfft.

An den 90er Jore war de Gesondheetssecteur hei zu Lëtzebuerg eng national, eng lokal Ugeleeënheet, géif ech bal soen. D'Spidol stoung am Mëttelpunkt, et war den A an O an der Patientebehandlung. Et gouf deemools nach keng Gesetzgebung fir grenziwwerschreidend Behandlungen. Et gouf och nach keng Patienterechtergesetzgebung op EU-Niveau.

Ech widderhuele mech: Deen aktuelle Projet läit an der Kontinuitéit, ass eng Weiderentwécklung vun den deemolegen Iwwerleeungen a Feststellungen, et ass e Spigelbild vun der deemoleger Welt.

Tatsaach ass awer haut, dass d'medezinnesch Leeschtungen iwwer eis Landesgrenz eraus eng Normalitéit gi sinn. De Patient huet gesetzlech Rechter a Flichten. Hie steet doduerch och gesetzlech am Mëttelpunkt vun dem medezinneschen Handelen. De Patient informéiert sech, de Patient freet an de Patient erhieft Usprréch, wann et ëm seng Gesondheet geet.

Do dernieft entwéckele sech déi medezinnesch Behandlungsmethode rasant, an dat och am Spidol selwer, mä och besonnesch am Ambulatoire, also net méi am Spidol, wëssend och, dass e Spidol keng Entreprise ass, mä eng Servicegemeinschaft mam Patient am Mëttelpunkt.

All dësen neie Fakten, ech wéilt bal soen, dëser moderner Welt vun haut muss Rechnung gedroe ginn, wa mer weider eng héichwäerteg Medezinn hei zu Lëtzebuerg wëlle maachen; wa mer wëllen, dass de Lëtzebuerger Modell iwwerlieft. Well de Maart ass op a mir mussen attraktiv bleiwen, fir dass déi Patienten, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, och vun eisem Gesondheetssystem profitéieren.

A medezinnesch Leeschtunge kritt een net zum Nulltariff! Wat zielt, dat ass d'Qualitéit. A fir déi ze garantéieren, musse fir de Medezinner déi richteg Viraussetzungen erfëllt ginn. Genuch Patiente musse behandelt kënne ginn. An duerfir brauch een och nieft der néideger Apparatur, dat ass ganz wichteg, héich qualifizéiert Personal, an awer och virun allem e flexibelen a reaktive gesetzleche Kader.

Qualitéit heescht awer och déi beschtméiglech Behandlung fir all Patient, ob am Spidol oder ambulant. A grad dëse Volet bleift mat dësem Gesetz op der Streck. Jo, mir regelen de Spidolssecteur, mä mir iwwerloossen den Ambulatoire sech selwer. Mir setze kee Kader fir d'Basisversuergung an och d'Preventivmedezinn gëtt net vernetzt gekuckt. Mir brauchen ee globaalt an horizontaalt Konzept fir d'Santé hei zu Lëtzebuerg, well dat eent eben an dat anert iwwergeet. E Plan santé, deen och de Regioune Rechnung dréit, nom Prinzip: All Awunner zu Lëtzebuerg, egal wou hie wunnt, huet e Recht op déiselwecht medezinnesch Leeschtungen.

Dëse Plan santé, wéi mir eis e virstellen, huet dann och e puer Standbeen. Éischtens, dann eben de Spidolsplang, dee mer haut jo disku-

téieren, ee Basisversuergungsplang, dee mer net hunn, e Plang fir den ambulante Secteur, dee mer och net hunn, a schliisslech nach eng gesamt a vernetzt Approche fir d'Preventivmedezinn. An dës global Approche mécht eben dëst Gesetz net. Mir schafe vill méi Fakten duerch dëst Gesetz an engem Beräich, ouni déi aner Beräicher ze consideréieren, obwuel et ganz vill Iwwerschneidunge gëtt tëschent deene verschiddene Beräicher.

Ee Beispill, fir dat ze illustréieren, ass dat folgend. Ech hu mer d'Fro gestallt: Wéi kënne mer landesiwwergräifend eise Bierger ee performante Service zum Beispill am IRM-Beräich garantéieren? Nun, déi aktuell Demarche... Ech muss elo houschten, ech muss eppes drénken.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir musst an d'Spidol goen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ambulatoire.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Eng gutt Remark!

Ee Beispill: Also, déi aktuell Demarche, déi mécht, dass elo weider am Spidolssecteur opgerüst gëtt. Et komme weider IRMen an déi véier Haaptspideeler. Mir schafen domat eng Situation de fait. Mir wëssen net: Geet dat elo duer mat den IRMen am Spidolsberäich oder net? Eppes ass kloer: Och wann d'Zuelematerial, wat mer aktuell hunn am Spidolssecteur, relativ dürfteg ass, eng global Analys vum Santésberäich kéint a géif eis vläicht eng méi kloer Iddi gi vun deem reelle Bedarf, wat d'IRM-Bedierfnesser sinn, am Sënn ebe justement vun enger qualitativ héichwäerteger Medezinn.

Mir kéinten och op déi Fro: Brauche mer IRMen ausserhalb vum Spidol? Solle privat IRMen zougelooss ginn?, op dës Froe kéinte mer eng Äntwert kréien, wa mer eben ee Gesamtbild an ee Gesamtkonzept hätten. An dat hu mer leider net.

An et ass och schwéier, ze verstoen, mengen ech éierlech, firwat een am Gesondheetsministère net, wéi am Fong geholl d'Spidolsgesetz op de Leescht geholl ginn ass, déi global Richtung gekuckt huet an déi global Richtung beduecht huet, wéi ech lech se elo grad hei virstellen, dass also net gesot ginn ass: Kommt, wa mer schonn un d'Spidolsgesetz ginn, da kommt, mer kucken och, wat dat fir den Ambulatoire heescht a wat dat fir déi aner Beräicher heescht!

Ech hätt mer also virgestallt, dass mindestens een Timing opgestallt gi wär, wéi mer an Etappen eise Lëtzebuerger Gesondheetsmodell in globo attraktiv a virun allem fit maachen, fir den neien Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert gerecht ze ginn.

Ech kommen elo zum Projet selwer. Fir d'Éischt e puer Wierder zur Form, also am Fong geholl wéi dëst Gesetz entstanen ass. Hei stellt ee fest, dass ganz vill Avise virlouchen an zwar op Basis vun engem Avant-projet de loi. De Projet de loi, deen am Regierungsrot ugeholl gouf, war sensiblement anescht wéi den Avant-projet de loi. D'Avisen, déi virlouchen, konnten dësen Ännerungen net Rechnung droen, wat am Fong geholl zu vill Onmutt geféiert huet. Et koumen dunn e puer nei Avisen. Mir hunn an der Kommissioun de Collège médical, d'Chambre des Salariés an de Conseil supérieur de certaines professions de santé empfaangen.

Aner Akteure vum Terrain haten och gefrot, fir gehéiert ze ginn, wat mir och als CSV ënnerstëtzt hunn, wat awer net gemaach gouf. D'Relatioun tëschent der Madamm Ministesch an der AMMD ass mat dësem Gesetz net besser ginn, wat d'Fro och opwerft iwwert den Dialog mat de Leit um Terrain, wëssend, dass ee Gesetz nëmme gutt fonctionnéiert, wann et mam Terrain ofgeschwat ass.

Mäi Fazit, eise Fazit: D'Form, wéi d'Gesetz entstanen ass, war net virbildlech.

Zum Inhalt vum Gesetz: Wat gouf mat dësem Gesetz geännert? E puer Punkten:

Mir féieren eng Documentation hospitalière an. D'Spidolsgesetz regelt soumat endlech d'Aart a Weis, wéi d'Spideeler dat, wat se leeschten, erfaasse mussen. D'Documentation hospitalière no der international gülteger ICD-10-Klassifikatioun wäert dann dozou féieren, dass d'Qualitéit vun eise Gesondheetsdonnéeën a soumat d'Carte sanitaire an der Zukunft besser ginn a mir méi zouverlässeg Aussoen zu der Entwécklung vun der Spidolsmedezinn kënne maachen.

Mir kréie mat dësem Gesetz och verschidden Definitioune betreffend d'Spideeler. Wat d'Zuel vun de Spideeler betrëfft, si mer bei véier bliwwen: Déi véier grouss Spideeler, déi aus de Fusioune vum Ufank vun den 2000er Jore bis haut entstane sinn, kréie mam Gesetz also eng legal Basis. Hei gëtt et also eng Aart, géif ech et nennen, Status quo am Sënn vun enger Navigation à vue.

D'Fro, wéi vill grouss Spideeler d'Land an Zukunft iwwerhaapt brauch, gouf a gëtt net opgeworf. D'Plaz vun der Ausbildung an der Fuerschung an de Spideeler gouf net diskutéiert. Grad elo, wou d'Universitéit e Bachelor an der Medezinn, muer vläicht souguer e ganze Medezinnstudium ubitt, grad elo, wou mer a verschidde Spezialisatiounen ufänken, Medezinner fir d'Land am Land auszebilden, do hätt d'Iddi vun engem neien, groussen Universitéitsspidol, geografesch sënnvoll geleeën, op d'mannst missen ënnersicht ginn. Ganz besonnesch och an dëser Transitiounsphas vun eisem System. Ganz besonnesch elo, wou mer geschwënn erëm iwwer vill Sue mussen decidéieren, déi an nei Spidolsbauten investéiert solle ginn.

De Moment fonctionnéieren d'Servicer an de Spideeler ouni Autorisatioun. Mat dem Gesetz ginn d'Autorisatioune fir d'Spideeler an d'Servicer ageféiert. Dat heescht, mer kréien déi op Basis vu Kritären an Oplagen, déi ee muss erfëllen, fir eng Autorisatioun ze kréien.

Dat ass normal a richteg. Mä well et schwéier ass, den Duerchbléck ze kréien, wat, wéi a wou ënner wéi enge Konditiounen autoriséiert an net autoriséiert gëtt, ass de Risiko do, dass den zréckbehalene Modell kontraproduktiv ass an zu Blocagë féiere kann, och well e sech net genuch un der Realitéit vum Terrain orientéiert.

Aner Fakte sinn: De Minister ass effektiv den Haaptakteur bei dësem Gesetz. D'Fédération des hôpitaux an d'Commission permanente pour le secteur hospitalier bleiwe weider Standbeen an de Commissaire des hôpitaux kritt méi Moyenen, wat logesch ass a richteg ass, well jo Statsgelder am Spill sinn.

Mir begréissen och, dass déi medezinnesch Basisaktivitéiten an de véier grousse Spideeler ausgeweit goufen. Dat war jo eng kloer Fuerderung vun der Kommissioun.

Effektiv ass eng Pédiatrie de proximité op de véier Sitte méi no bei der Realitéit an et ass richteg, fir an der Kannerklinik déi national Kompetenz ze bündelen. Et ass also eng richteg Decisioun.

Mir gesinn awer d'Aféierung vun de sougenannte Kompetenznetzwierker ganz kritesch. Hei muss all Reseau vun engem Conseil scientifique begleet ginn an de Comité de gestion interhospitalière muss favorabel aviséieren, fir dass d'medezinnesch Kompetenz an engem Netzwierk ka gebündelt ginn. Den Initiator sinn also d'Spideeler. Et mussen der op d'mannst zwee sinn, déi sech zesummendinn. D'Spidol steet hei am Mëttelpunkt.

Mir hätte léiwer gehat, de Patient géif am Mëttelpunkt stoen, wéi dat zum Beispill de Fall ass beim Netzwierk, dat mer hei zu Lëtzebuerg hu betreffend d'Parkinson-Krankheeten. Hei decidéiert de Patient zesumme mat sengem Dokter, fir dësem Netzwierk bäizetrieden, a kann esou vun der ganzer Kompetenz vum Reseau profitéieren. Mat dem Modell aus dem Spidolsgesetz gëtt dat Baroniedenken am Spidolssecteur, wat mer haut nach hunn, éischter gestäerkt, wat sécher net am Sënn vum Patient ass.

Wann also de Patient bei engem Dokter ass, deen an engem Spidol ass, dat net an deem Reseau ass, dann ass de Patient och net am Reseau. An dat féiert an eisen Aen zu enger Zwouklassemedezinn, déi et awer laut der Regierung net däerf ginn.

Mir hätten also léiwer gehat, dass déi medezinnesch Aktivitéiten am Spidol no internationalen Normen akkreditéiert gi wären, also mat enger Akkreditatioun. Dat heescht, am Kader vun der Participatioun u Qualitéitsdemarchë mat internationalen, regelméisseg kontrolléierte Qualitéitsreferenze kéinten da Spezialitéiten an engem Haus, an engem Spidol ugebuede ginn an d'Haiser ënnereneen, wéi och mat dem Extrahospitalier, kéinte vernetzt ginn. Dat wär in globo e ganzt Konzept gewiescht.

An dës Approche, fir justement d'medezinnesch Kompetenz an Aktivitéit zu Lëtzebuerg ze regelen, wier méi einfach gewiescht, méi flexibel an däitlech méi no un der Realitéit vum Terrain.

Ech kommen zur Gouvernance vun de Spideeler, déi gëtt mat dësem Gesetz nei strukturéiert. De Verwaltungsrot gëtt méi responsabiliséiert, d'Zesummesetzung vum Conseil d'administration gouf och an déi richteg Richtung erweidert, well d'Leit vum Terrain Stëmmrecht kréien.

D'Ëmwelt vum Spidolsdokter a seng Relatioun mam Spidol ginn och nei geschriwwen. De Conseil médical kritt eng gesetzlech Basis a gëtt a senger Relatioun mam Spidol gestäerkt. Et gëtt och ee Contrat type ageféiert. Hei muss an der praktescher Ëmsetzung allerdéngs gutt, gutt opgepasst ginn, dass d'Liberté thérapeutique vum Medezinner net ageschränkt gëtt.

Mat dësem Gesetz kritt och de Statslabo, den LNS, ee Monopol am Beräich vun der Genetik an der Anapath, also der Anatomopathologie. D'Regierung wëllt den LNS mat Liewe fëllen, an dat och, well d'Reputatioun vun dësem Haus aus de leschte Joren net déi bescht ass. Dëst ass eng politesch Decisioun, déi mer novollzéie kënnen, déi mer esou awer net deelen. Et huet een dat am Fong geholl komme gesinn, also d'Iddi, fir d'Anapath monopolistesch ze maachen, well keng Nomenklatur fir d'Akten an deem Beräich agefouert gouf.

Fir verschidden Akten ze leeschten, brauch een natierlech eng Masse critique, also eng Zuel vun Analysen, déi grouss genuch ass, fir dass se sech justifiéieren. An dëst kann an ass och en Argument, fir se ze konzentréieren, an dësem Fall dann am Laboratoire national de santé.

Et muss een awer wëssen, dass de Käschtepunkt awer manifestement an d'Luucht geet duerch eng Monopoliséierung oder eng Monopolstellung. Well wann zu Lëtzebuerg 24 Millioune fir d'Joer 2018 budgetiséiert sinn, ass dat een enorme Chiffer, wann ee bedenkt, dass a ganz Frankräich nëmmen 240 Millioune fir déiselwecht Leeschtunge virgesi sinn. Dëse politesche Wee gëtt also däitlech méi deier, wéi wann eng Nomenklatur fir all Laboratoire ageféiert gi wär.

A wéi ass et dann elo mat der Qualitéit vun der Leeschtung? Bei engem Monopol gëtt et keng Vergläichsméiglechkeeten, well jo nëmmen een Akteur um Marché ass. Ee Critère de qualité kéint eng onofhängeg Akkreditéierung sinn. Mir brauche Kontroll vu baussen, wa mer éierlech vu Qualitéit wëlle schwätzen. Ee staatleche Monopol ass alles awer sécher kee Garant vun der Qualitéit.

Wann ech dann zum Beispill d'Anapath huelen, da kéint d'Zäit, déi ech op en zouverlässegt Resultat waarde muss, ee weidere Qualitéitskritär sinn. Wann ech zum Beispill Kriibs hunn, wëll ech als Patient gären esou séier wéi méiglech e Resultat vum Prelevement, dat geholl gouf.

Hei stellt sech dann och zum Beispill d'Fro: Wéi laang dauert et am Fong geholl am Labo selwer, wann en Echantillon erakënnt, bis de Beaarbechtungsprozess ufänkt? Eng Zertifizéierung, déi et gréisstendeels nach net am Laboratoire national de santé gëtt - hei bleift also nach villes ze maachen -, kéint am Fong geholl eng Garantie derfir sinn. Duerfir hate mir och an de Kommissiounsdiskussiounen, fir gewësse Qualitéitsgarantien ze kréien an dësem Beräich, proposéiert, eng Dispositioun an d'Gesetz ze schreiwen, déi e qualitative Charakter vun der Leeschtung géif garantéieren an am Noutfall een Zréckgräifen op een anere Partner géif erméiglechen.

De Monopol misst am Fong geholl ënner verschiddenen Ëmstänn op d'mannst bedéngt kënnen opgebrach ginn, dat ëmsou méi, well et de Monopol an deem Sënn net gëtt, dass ganz oft en zweeten Avis gefrot gëtt an dësen och an d'Ausland geschéckt gëtt. D'Madamm Minister wollt eis Propos awer net an d'Gesetz schreiwen.

An och am Genetikberäich ass d'Realitéit um Terrain déi, dass och méi wéi eng Kéier gefrot gëtt, fir zum Beispill eng Vaterschaftsanalys am Ausland ze maachen. Am Géigesaz zur Anapath gëtt et awer am Genetikberäich en Tariff, eng Nomenklatur. An trotzdeem gëtt de Monopol agefouert. Elo kucke mer emol am nächste Joer, wat do derbäi erauskënnt.

Zu der Form vum Gesetz selwer wollt ech hei och nach ënnersträichen - et ass am Fong geholl scho bal e Fong -, dass et och wichteg gewiescht wär, wann d'Chamber Kenntnis gehat hätt vun deene ville Règlement-grand-ducallen, déi dëst Gesetz ëmsetzen. Mir hu keng Kenntnis vun dësen, wat ee bedauere muss, well den Däiwel läit am Detail an dëse ka bewierken, dass eng gesetzlech Dispositioun fonctionnéiert oder och net.

Aus all dësen Iwwerleeungen eraus stellt sech d'Fro: Awéifern an ënner wéi enge Konditiounen ass mat dësem Gesetz de Gesondheetsmodell am 21. Jorhonnert, eise Gesondheetsmodell am 21. Jorhonnert nach haltbar?

(Interruption)

Ideal wär et, wann de Gesondheetsminister d'Spideeler an hirer Evolutioun géif begleeden. Mir brauchen onbedéngt Referenzsystemer, déi d'Qualitéit objektiv moosse loossen. Dat ass awer praktesch onméiglech bei Monopolpositioune wéi där vum LNS. Beim Opstelle vun engem Gesondheetsmodell fir d'Zukunft ass et wichteg, den Terrain ze kennen an deementspriechend ze organiséieren.

Nun, zu Lëtzebuerg hu 54% vun den Assuréen eng Zousazversécherung, ob dat elo d'Caisse médico-chirurgicale ass, d'DKV oder Medicis oder anerer, a 35% vun den Assuréë gi fir allerlee Behandlungen an d'Ausland, wat och een immens héije Chiffer ass. Aus deem Grond misst an engem Zukunftsmodell also och der Groussregioun Rechnung gedroe ginn, wat dëst Gesetz awer iwwerhaapt net mécht.

An an esou engem Modell, wéi mir eis e virstellen, ass och d'Akutbettenzuel net méi déi Haaptspillwiss, mä déi ambulant Behandlungen an den Extrahospitalier, déi ëmmer méi u Wichtegkeet an Terrain kréien, mussen onbedéngt consideréiert ginn. An en Zukunftsmodell bëtonéiert net méi déi aktuell (veuillez lire: strukturell) Errungenschaften aus den 90er Joren, mä all Akteure behalen déi néideg Dynamik a Flexibilitéit, fir déi medezinnesch Errungenschafte schnellstméiglech hei zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun anzeféieren.

Dëst Gesetz ass allerdéngs kee Gesetz vun der Zukunft. Et feelen de Wäitbléck an d'Visioun, fir eng modern Medezinn fir eis Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen.

Duerfir, Här President, dëst Gesetz ass fundamental an der Vergaangenheet verankert. Et reflektéiert ee Konzept vun der Medezinn aus den 90er Joren an et konsolidéiert eng Gesondheetspolitik aus dem leschte Jorhonnert.

Lëtzebuerg brauch net en neit Spidolsgesetz an en neie Spidolsplang, Lëtzebuerg brauch ee Gesondheetsplang. D'Medezinn an d'Fleeg gehéieren zu deenen dynameschsten Disziplinnen iwwerhaapt. D'Digitaliséierung an d'Vernetzung, nei Technologië wéi d'Robotik an d'kënschtlech Intelligenz dreiwen de medezinnesche Fortschrëtt ëmmer méi séier an ëmmer méi wäit.

Behandlungen, déi fréier nëmme mat vill Opwand an enger spezieller Spidolsstruktur gemaach konnte ginn, sinn haut ambulant an doheem méiglech. Diagnosen, déi fréier komplizéiert ze stelle waren an oft laang gedauert hunn, ginn haut séier a vill méi präzis gemaach. A wa mer gëschter u Better an de grousse Spideeler geduecht hunn, musse mer haut an och muer virun allem un Aktivitéit, Flexibilitéit an Accessibilitéit denken. D'Bedierfnesser vun eiser Bevëlkerung, déi séier wiisst, aktiv ass an och däitlech méi al gëtt, verännere sech bestänneg. Op dës Verännerungen ass ee rigid Gesetz mat Beschränkungen um Niveau vun de Better an der Offer keng Äntwert.

Der Realitéit vum Gesondheetsalldag kann net eng onvollstänneg, an de Stee gemeesselt Lëscht vu Servicer an de Spideeler entgéintgesat ginn. Dat geet net, well et feelen zum Beispill Servicer wéi d'Diabetologie, wéi d'Adiktologie, wéi d'Psychosomatik oder d'Psychogeriatrie. D'Begrëffer vun der ambulanter Chirurgie a Medezinn däerfen net weider als eidel Schlagwierder benotzt ginn, mä mussen endlech mat Liewe gefëllt ginn.

Lëtzebuerg brauch e Gesondheetsplang, deen allen Akteure vum Gesondheetssecteur Rechnung dréit, deen déi besteeënd Offer an Organisatioun als Ausgangsbasis hëlt, fir en neit, zukunftsfäegt an nohaltegt Konzept ze entwéckelen. E Konzept, an dat ass wichteg, dat déi schaarf Grenzen tëschent Spidol an ausserhalb dem Spidol ophieft an een natierlecht Gläichgewiicht entstoe léisst.

An dezentrale Behandlungs- an Diagnostikzentere kann ee groussen Deel vun der moderner Medezinn ugebuede ginn. Dat ass no bei de Leit. Dat mécht den Zougang och a villen Hisiichte méi liicht a ka gläichzäiteg een Deel vun eise chroneschen, selwer gemaachte Problemer bei der IRM-Diagnostik an och bei den Urgencen hëllefen ze léisen. An dat ass de Wee, op deem mer dee säit den 90er Joren ëmmer erëm zitéierte Virage ambulatoire maache kéinten.

De Spideeler hir Aufgab muss also folgend sinn: d'Versuergung vun Héichrisikopatienten an d'Duerchféierung vun deiere Behandlungen, déi en Asaz vun héich spezialiséierten Techniken an Technologië verlaangen. Hei schwätzt ee vun „high risk", „high costs" an „high tech". Ech kann et och anescht soen: D'Spideeler konzentréiere sech op hiren „core business"

A wann déi Spidolslandschaft vu Lëtzebuerg sech grondleeënd geännert huet säit Ufank vun den 2000er Joren, da muss ee soen: Déi grouss Spidolsfusioune sinn trotz an net dank de Spidolspläng vun 2001 an 2009 zustane komm. Dat ass och e klore Bewäis derfir, dass d'Gesondheetspolitik vun den 90er Joren net an der Wierklechkeet vun haut ukomm ass an ee vun därselwechter Philosophie gedroent Spidolsgesetz an ee Spidolsplang eist Gesondheetswiese viru Problemer stellt, déi mer net brauchen an déi eis och net weiderbréngen.

D'Lëtzebuerger Gesondheetswiese brauch net méi, mä manner Reglementéierung, wa se och kloer a präzis muss sinn. De Gesondheetssecteur brauch keng Bevormundung vu Ministèren, mä eng aktiv Begleedung vu senger Entwécklung duerch eng reaktiv a kompetent Re-

gierung mat hiren Direktiounen an Administratiounen.

D'Aart a Weis, wéi dëst Gesetz zustane komm ass, mat réckstännegen Iddien, ouni Zukunftskonzept an ouni eng grëndlech Consultatioun mat allen Akteure vum Terrain, wéi den iwwerflëssege Konflikt zum Beispill mat den Doktere bewisen huet, weist, dass dës Regierung och a Gesondheetssaache keng Inspiratioun méi huet. A well et héich Zäit ass, fir och am Gesondheetswiesen an an der Wierklechkeet vun der moderner Welt unzekommen, kann dëst Gesetz fir eis net ugeholl ginn. D'CSV stëmmt also dëse Spidolsplang, sprëch dëst Spidolsgesetz, net.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, firwat brauche mer en neit Gesetz? Mir hunn eng Gesellschaft, déi evoluéiert, an deene leschte méi wéi 20 Joer ëmsou méi. Mir hunn eng demografesch Entwécklung an eiser Gesellschaft, wou mer eng Populatioun hunn, déi ëmmer méi al gëtt. Mir hunn och eng Entwécklung um Niveau vun eisem Gesondheetszoustand am Allgemengen. An et gëtt och e Progrès médical an och um wëssenschaftlechen Niveau, deen dem Patient soll zeguttkomme gelooss ginn.

Mir brauchen also ee sozialen, solidaren an effikasse Gesondheetssystem, deen ugepasst ass un d'Besoine vun de Patienten. A wann dat an de leschten 20 Joer net geschitt ass, dann ass et héich Zäit ginn, datt et elo geschitt.

Et ass mer duerfir wichteg, nach eng Kéier op e puer Punkten anzegoen, nodeems d'Cécile Hemmen en exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport hei gemaach huet, awer och scho ganz vill Punkten hei opgezielt huet, déi wierklech derwäert waren, datt ee se enumeréiert huet an eng Kéier dorop agaangen ass.

Mat dësem Gesetz erhale mer eise Gesondheetssystem fir déi zukünfteg Generatiounen. Dat ass e ganz wichtege Constat, deen ee muss maachen an dee fir eis haut wichteg ass, mä awer och fir déi nächst Generatioune vu muer. Et ass ee System, deen op d'Solidaritéit opbaut, deen de beschtméiglechen Accès op d'Gesondheet fir jiddweree garantéiert. An och dat ass fir eis ganz wichteg als LSAP. E léisst keng Zwouklassemedezinn zou, anescht wéi elo virdru mäi Virriedner dat gesot huet.

D'Rechter an d'Erwaardunge vum Patient, déi änneren. An dat ass u sech de Paradigmewiessel vun dësem Gesetz. D'Rechter vum Patient gi gestäerkt duerch ee kloert Recht op Informatioun, duerch e klore Patientendossier an duerch méi komplett Dossieren.

Wat gëtt dann elo alles besser duerch dat Gesetz?

Bon, d'Spideeler, dat si modern an héich komplizéiert Entreprisen. Dozou gehéieren niewent der beschtméiglecher medezinnescher Versuergung och de verantwortungsvollen Ëmgang mam Patient. Et gehéiert awer och dozou, den Aarbechtsbedéngunge vun de Leit, déi do schaffen, Rechnung ze droen, gradesou wéi d'Qualitéitssécherung, a wat och ganz wichteg ass a wat och een Élément clé ass an dësem Spidolsplang, d'Zesummenaarbecht tëschent de verschiddenen Akteuren am Gesondheetswiesen.

D'Spideeler, dat si keng ëffentlech Betriber wéi déi aner, mä si brauchen awer och eng Managementstruktur, si brauchen och Gestiounsprinzipien. Dat gëtt mat dësem Gesetz agefouert oder verbessert.

D'Spideeler kënne mat dësem Gesetz besser zesummeschaffen, méi zesummeschaffen a sech spezialiséieren. Mir kréien eng besser Organisatioun vun de Spideeler an doduerch kréie mer och eng besser Zesummenaarbecht. Dat beschtméiglecht Material kënne mer eis uleeën, mir hu besser Konditioune beim Akaf, an d'Doktere mussen och mat der Direktioun zesummeschaffen. Well eng modern Medezinn, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, dat ass Equippenaarbecht. Dat ass net jiddweree fir sech, mä dat ass Zesummenaarbecht, dat ass an der Equipp zesumme kucken, wat dat Bescht fir de Patient ass.

Et sinn also d'Rechter an d'Flichte vun allen Akteuren am Spidolswiesen heimadder definéiert ginn oder besser definéiert ginn an net nëmmen déi vun den Dokteren. An dobäi ass déi therapeutesch Aarbecht a Fräiheet ni a Fro gestallt ginn, well dat kënne mer och guer net maachen, déi steet am Grondgesetz. An do kann een och an et wëllt een och näischt dorunner änneren.

Zur Unzuel vun de Better: Ech hunn nach haut de Mëtten op de soziale Reseauen e bësse gelies, wat déi eng oder aner esou vu sech ginn hunn, an do hu se oft geschriwwen, wat d'Betterzuel ugeet, datt dat eng Katastroph wär. Bon, hei hu mer eng méi héich Maximalzuel vun de Better festgehalen an doduerch hu mer méi Flexibilitéit a mir kënnen all zwee Joer och nobesseren.

D'Spideeler an déi spezialiséiert Haiser, déi kréien déi Better, déi se och brauchen. Dat ass ee Qualitéitssprong an et si Garantië fir de Patient. An ëm dee geet et eis jo awer och haaptsächlech. D'Zuel vun de Better, dat ass eng Ofsécherung vun eise Spideeler an alle Spidolsregiounen.

Bon, e puer Wierder och zu der Aarbecht an der Kommissioun an zu mengem Virriedner. Ech hunn heiansdo d'Impressioun gehat, datt d'CSV léiwer gehat hätt, mir hätten, wéi dat an esou villen Dossieren an deene leschte Jore war, déi d'CSV hat, näischt gemaach. Léiwer näischt maachen, wéi eppes falsch maachen.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- D'Santé hate mir net, Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Léiwer näischt maachen, wéi eppes falsch maachen.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech wëll Iech dat just soen.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Viru 50 Joer hate mer d'Santé fir d'Lescht.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An et wonnert mech och heiansdo, wéi eng Positioun datt d'CSV huet, well an der Kommissioun huet se sech enthalen, haut stëmmt se dergéint, an der Positioun huet se eng Kéier derfir geschwat, huet se eng Kéier dergéint geschwat. Si huet eng Kéier Froe gestallt.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Dat ass net wouer. Mir hunn eis ëmmer enthalen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Neen, Dir hutt och heiansdo dergéint gestëmmt.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Derfir gestëmmt.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat war ganz um Ufank. Dat ass scho laang hier.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Dir waart heiansdo net do, Dir hutt dat net matkritt.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mä ech weess, datt Der Iech och heiansdo dergéint ausgeschwat hat. Herno hutt Der gesot: Mir enthalen eis bei allem, souguer bei deene Punkten, wou mer derfir sinn. Dat ass eng ganz kloer Positioun. Eng typesch Taktik, vill Froe gestallt, eng Kéier derfir, eng Kéier dergéint, eng Kéier Froen, déi hätten assuméiere kënnen, datt se fir de Projet sinn, mä eng Kéier Froen, déi derzou gefouert hätten, datt ee gemengt hätt, si wären dergéint. An zum Schluss effektiv hu se sech…

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Et geet ëm de Fong an net ëm d'Form, Här Engel. Et geet ëm de Fong an net ëm d'Form!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- …an der Kommissioun enthalen. An haut hei am Plenum hu se dergéint gestëmmt. Si hunn awer eng kloer Ausso gemaach, an déi geet fir eis kloer an eng Richtung vun enger Zwouklassemedezinn: D'CSV fënnt näämlech d'Monopolstellung fir den LNS, wat d'Tester vun der Genetik a vun der Anapath ugeet, net gutt.

Ma ben, Dir fannt déi net gutt, mir fannen dat richteg. Mir fannen, datt dat gutt ass, datt mat deem neie Centre diagnostic vum LNS elo net méi déi Méiglechkeet ginn ass, fir op e Wee vun enger Zwouklassemedezinn ze goen. Dat éiert, mengen ech, d'Ministesch, datt se dat doten esou duerchgesat huet, wéi et ass.

Zur Positioun vun der AMMD: Bon, mir hate ganz gutt Gespréicher mat eenzelne Leit vun der AMMD, eenzelne Vertrieder, déi ganz konstruktiv waren, déi och verstanen hunn, wou datt et sollt higoen a wéi datt de Projet sollt agencéiert ginn. D'Kommunikatioun no bausse war awer net esou richteg kohärent. Haut soe se, d'Gesetz géif net wäit genuch goen, et wär u sech schonn iwwerlieft. Viru sechs Méint, quasi gëschter, war hinnen alles ze vill, wat am Gesetz stoung. Souguer déi ganz elementar Saachen, datt se missten als Equipp zum Wuel vum Patient zesummeschaffen, déi waren hinnen dee Moment schonn ze vill.

Wat ass dann elo richteg? Ech mengen, datt, wann een zum Wuel vum Patient soll, muss zesummeschaffen, dat ëmmer dee richtege Wee ass. Gradesou widderspréchlech war och hir Positioun zur Conférence nationale vun den Dokteren, déi jo aus dem Gesetz geholl ginn ass. Et kann ee sech d'Fro stellen: Wëllen d'Spidolsdokteren da méi Responsabilitéit oder wëlle se déi net?

Bon, ech sinn op alle Fall elo emol frou, datt se elo zefridde sinn an datt d'Matschaffe bei der Ëmsetzung vum Gesetz vun hinnen elo assuréiert ass. Dat ass gutt esou. Wa mer alleguer zesummen un engem Strang zéien, ass dat besser.

Fir dëst Gesetz ass vill consultéiert ginn, vill Avise sinn erageholl ginn. Niewent dem Avis vun der AMMD sinn d'Avise vun der CSL, dem Comité directeur vun der CNS, dem Collège médical, der Commission permanente pour le secteur hospitalier, der Fédération des hôpitaux, dem Syndicat santé vum OGB-L, der Patientevertriedung, all déi Avise sinn erageholl ginn. Also et ass net nëmmen e Gesetz, wou mer op d'Doktere gelauschtert hunn. Et ass also net en Dokteschgesetz, et ass awer och keen Antidokteschgesetz. Vill Erwaardungen hu missen an dësem Gesetz matenee vereinbart ginn. An et ass och net ëmmer deen, deen am häertste jäizt, deen am meeschten ze soen huet an deen am meeschte recht huet.

Dat hei ass e gutt Gesetz, fannen ech, an et ass eis och gutt gelongen, fir hei alleguer déi eenzel Erwaardungen an engem Text zesummenzefaassen, deen an d'Zukunft kuckt, an et ass ee Gesetz, wat fir d'Zukunft ass, wat fir déi nächst Generatiounen ass, wat sozial, solidar an effikass ass.

An duerfir kann ech d'Kommissioun an och d'Ministesch nëmme felicitéieren zu dësem Gesetz.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Edy Mertens fir d'DP.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, ier ech ufänken, wéilt ech zwar just heibanne soen, datt mer awer net esou ganz schlecht sinn, wéi virdru vläicht vum Här Halsdorf bericht gouf, well ech hat elo de Freideg virun enger Woch - also, dat ass ewell laang, iwwer eng Woch hier - dobannen an eisem Openthaltsraum den Här Professer vun Nanzeg um Tëlefon wéinst engem schwéier kranke Patient. Dee waart elo schonn zéng Deeg zu Nanzeg an der Uniklinik, wou de Patient och elo hospitaliséiert ass, op d'Resultat vu senger Biopsie.

Also, et ass och esou, wann een am Milieu hospitalier an universitaire ass, datt et sech awer kann erauszögeren, ier een eppes kritt; déi histochemesch Untersuchungen a wat nach alles ze maachen ass. Dat nëmmen zur Berouegung. Mir hunn eis jo awer gebessert. Dir hutt zwar och gesot, Här Halsdorf, datt do awer wierklech… Et ass net esou, datt alles bis elo hei schlecht ass oder datt an eise Spideeler eppes Schlechtes wier.

Ech fille mech zwar am Ableck hei no laangem Waarde wéi an enger Salle d'attente - dat hat ech mer hei geschriwwen -, datt ech elo all Moment erageruff ginn an den Dokter seet: „Komm eran!" Mä ech mengen, d'Salle d'attente ass hei awer éischter eng Salle d'attente vun enger Salle d'accouchement, wou ech da virun der Dier waarden a wou et heescht: „Elo ass d'Gebuert geschitt. D'Gesetz ass do a mir kënnen endlech hei an der Chamber driwwer debattéieren."

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat ass et ginn?

M. Edy Mertens *(DP)*.- Jo, dat kucke mer elo.

(Hilarité)

Wann ech esou zréckkucken, dann hate mer an deenen zwee leschte Joren also vill Reuniounen an der Santéskommissioun - dat gouf och gesot -, wou mer bei deene verschiddene Punkten dacks animéiert Diskussiounen haten; awer ëmmer fair, dat muss ee soen. An och ganz villes, wat mer do gesot hunn, gouf bis an de leschten Detail duerchdiskutéiert an iwwerluecht.

Et ass dofir och kee Geheimnis, wann ech elo virop soen, datt déi eng natierlech op verschiddene Punkte méi wäit gaange wieren, déi aner vläicht manner wäit. Dat ass awer och normal bei esou engem Text zu engem grousse Gesetz. Ëmmerhi gi mat dësem Gesetz de Fonctionnement, d'Gouvernance an d'Relatiounen tëschent deene verschiddenen Akteuren am Spidolswiese fir déi nächst Jore festgeluecht. Do si Spideeler derbäi, déi ëmmerhi knapp iwwer 2.000 Leit beschäftegen. Déi sollen op Basis vun dësem Gesetz jo mateneen an net géinteneen oder laanschtenee schaffen.

Eppes ass awer elo ewell sécher: De Rôle vun der Chamber gouf op jidde Fall mat deem Projet gestäerkt, well eleng déi ronn 40 Amendementer zum initialen Text beleeën dat. Mir hunn d'Gesetz an der Kommissioun op de Leescht geholl, konnten den Text op ville Punkten nobesseren. Ech kommen awer nach dorop zréck.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dobaussen hu sech d'Leit, wat jo och verständlech ass, fir de Spidolsplang interesséiert. De Spidolsplang gouf vill mediatiséiert, net och zulescht, well déi verschidden Associatioune sech mat vill Engagement fir hir Cause agesat hunn. Soulaang dobäi ëmmer de Ball gespillt gëtt, ass dat jo begréissenswäert a fërdert den demokratesche Prozess.

Här President, et si grouss Erwaardungen un den neie Spidolsplang geriicht ginn, an dat zu Recht. Dat lescht Spidolsgesetz - et gouf och erwäänt - ass bal 20 Joer hier, 2001 an 2009, op dat sech da baséiert gouf, mä de medezinnesche Fortschrëtt eleng mécht et ewell néideg, datt dat Gesetz hei esou séier wéi méiglech gestëmmt gëtt. Well wat viru Joren nach war an der Medezinn, ass elo iergendwéi aneschters ginn.

Dat heescht, bei ville Saache gouf eleng den Openthalt vum Patient - mir schwätze vu Mikrochirurgie, vu minimalinvasiven Agréffer -, wann ech dat bedenken, déi lescht 30 Joer oder 25 Joer vläicht vun nach dräi Woche bei enger Hernie hiatale op e puer Deeg erofgesat. Dat war näischt Seltenes. Ech hat ee Patient, dee war sechs Wochen do. Dat muss ee sech emol virstellen! Also, villes huet geännert. Mir schwätze vu Robotermedezinn, Telemedezinn an esou virun.

D'Medezinn an d'Fuerschung hunn eben e Quantesprong an deene leschte Jore gemaach, an deem muss onsen neie Spidolsplang Rechnung droen.

Do kommen dann nach d'Fusioune vun eise Spideeler, ëmmer méi spezifesch Fachrichtungen an net zulescht déi demografesch Entwécklung vun eisem Land derbäi. All dëst sinn Elementer, un déi sech eis Spideeler an domat och de Spidolsplang mussen upassen.

D'Demokratesch Partei fënnt et dofir, wéi gesot, och begréissenswäert, datt mer dës Kéier hei an der Chamber kënnen iwwert de Plan hospitalier debattéieren. De Statsrot hat jo ewell méi laang gefuerdert, fir den Text an e Gesetz fléissen ze loossen an dann hei an der Chamber ofzestëmmen.

Här President, ech wëll dann och nach hei der Rapportrice fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport felicitéieren, villmools Merci soen och fir déi vill Gedold, déi si muss mat eis hunn, an och der Ministesch Merci soen, déi praktesch an alle Reuniounen derbäi war.

Dat erlaabt mer vläicht, mech op dat ze konzentréieren, wat der Demokratescher Partei an dësem Projet besonnesch um Häerz louch an erwänenswäert ass. Duerno wäert mäi Kolleeg a Frënd, den Dokter Alexander Krieps, lech awer nach e puer méi generell Denkustéiss mat op de Wee ginn.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Edy Mertens *(DP)*.- D'Demokratesch Partei mécht keng…

(Hilarité)

Une voix.- Mir freeën eis.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Ech wëll awer hei betounen, datt d'Demokratesch Partei keng Gesondheetspolitik mécht fir oder géint d'Spidolsdokteren, fir oder géint d'Dokteren, mä eenzeg an eleng fir d'Wuel vum Patient. Et ass de Patient, deen am Mëttelpunkt vun dësem Spidolsplang soll stoen. An d'Ministesch huet dat och a villen Interviewe betount, an dat ass och esou.

Et ass wierklech net esou, wa gesot gëtt dobaussen: „Bei deem ganze Spidolsplang hat Der d'Doktere vergiess. Dir hat de Patient vergiess." Neen! A wann déi Revendicatioune gestallt goufe vun den Dokteren, da ware se jo awer schliisslech fir de Patient. Et geet näämlech drëms, fir him déi beschtméiglech Prise en charge iwwerall a ronderëm d'Auer kënnen ze garantéieren.

Ech wëll dofir als Éischt dann drop agoen, wat ech ewell virun dräi Joer hei gesot hunn, wéi mer och iwwert de Spidolsplang am Haus diskutéiert hunn. An deemools hat ech ënnerstrach, datt den Norden, den Osten, mä iwwerhaapt de ländleche Raum bei deem Spidolsplang net ze kuerz kommen däerf. Och do ginn d'Leit krank a si brauchen och eng gutt medezinnesch Versuergung.

An ech kann net méi wéi et widderhuelen: Et ass esou, datt et heiansdo ganz laang dauert, bis de Patient mat senger Pathologie an deem Spidol, wou en dann higefouert gëtt, lant. Dat bréngen d'Distanze mat sech.

A mir haten och an der Kommissioun gefrot oder drop higewisen: Et hätt ee gäre gesinn, wat hei och ewell erwäänt gouf, wat elo aussteet an deem nächste Samusgesetz, wéi dat da soll an Zukunft mam CGDIS goen. Ech mengen, do musse mer eis jo nach e bësse ge-

dëllegen, well ech krut esou mat, wéi wann an deem Gesetz awer virgesi wier, datt den Urgencendéngscht dann do och däitlech soll verbessert ginn.

Ech betounen awer hei, datt et net duergeet mat deem Déngscht, fir ze soen, datt a fënnef Minutten iergendee gerannt kënnt mat enger Posch, deem seng Aarbecht ech voll a ganz respektéieren. Ech hat och gëschter nach erlieft, wéi ech vun hei heemgefuer sinn: zwee Accidenter mat Frontalzesummestéiss beim Tipp zu Ierpeldeng an zu Maarnech zur selwechter Zäit praktesch do beim Cactus oder an där Géigend.

Da gesäit een, wéi séier... Wann elo nach en Häerzinfarkt derbäikënnt an et kënnt nach en Hireschlag oder soss eppes, da gitt Der mir hei net verzielen, datt ee Samu zu Ettelbréck, een Dokter dat soll maachen! An ech selwer kann aus Erfahrung soen, datt ech an enger Nuecht op fënnef Plaze war, mam Samu deelweis. Mir hunn eis et gedeelt. Dee leschten Asaz war ee ganz flotten, dat war zu Huldang. An do koum et zu enger Gebuert oder et sollt jiddefalls dozou kommen.

Also, ee Mann kann dat doten net maachen. An dofir ass et ganz wichteg... Oder mir hate gemengt, gewuer ze ginn: Wéi ass dat Gesetz? Wou sinn déi do drun an deem Noutdéngscht? Well dat muss hei dragräifen. Dat muss an d'Spidolsgesetz näämlech... Déi musse mateneen am Spidol schaffen.

Firwat soen ech dat? Ebe well et net duergeet, datt dann en Dokter schnell do ass - wéi dat geet, wësse mer jo nach net - an datt en op eng Plaz gefouert gëtt. Mä op där Plaz, wou e gefouert gëtt - an ech hat natierlech haaptsächlech fir mech un Ettelbréck geduecht, oder fir d'Land, an u Woltz, wann en dohinner gefouert gëtt -, muss natierlech eng gewësse medezinnesch Basisversuergung ze fanne sinn.

Dofir stoung fir d'Demokratesch Partei vun Ufank u fest, datt all Spidol, wat ronderëm d'Auer Garde huet, weiderhi muss déi Servicer ubidden, déi een ebe brauch, fir e schwéier kranke Patient ze behandelen, fir em d'Liewen ze retten. An net nëmmen dat, mä allgemeng sollt wierklech all Spidol déi Servicer ubidde kënnen, déi basismedezinnesch Versuergung maachen.

D'DP ass dofir frou, datt mir den Text nach eng Kéier opgemaach kruten, fir wichteg Servicer wéi zum Beispill d'Neurologie, d'Kardiologie, den ORL, d'Urologie an esou virun, d'Orthopädie, als Basisservicer festzeleeën. Dat gouf vun der Rapportrice hei virgedroen.

Et hätt een nach eventuell kënne schwätzen iwwer eng Neurochirurgie oder Ophtalmologie an eng Neurochirurgie de base, fir eventuell bei engem Polytrauma kënnen anzegräifen. Mä ech mengen, bis elo fonctionnéiert dat recht gutt, wann dann de Patient an dat nächst Spidol gefouert gëtt, wou esou ee Service ze fannen ass.

Da gëtt et jo och nach eng Lëscht mat Servicer, déi all Centre hospitalier net muss, mä kann ubidden. Op där Lëscht gouf ënner anerem eng Pédiatrie de proximité derbäigesat, wat natierlech och ganz sënnvoll ass fir eis kleng Patienten an och am ländleche Raum, wou et heiansdo ganz wäit ass bis an d'Kannerklinik an déi do total iwwerlaascht gëtt.

Ech muss soen, et ass och esou, datt d'Ministesch dauernd dorop gehalen huet. Si huet drop gepocht, datt dat wier. Meng Meenung war och e bëssen déi an der Kommissioun, datt d'Generaliste sech do sollte méi engagéieren. Ech sinn einfach där Meenung, dat ass ganz, ganz wäit.

Och wann ee Kand dann eng Kéier eppes méi Dramatesches erlieft mat der Famill wéi e Féiwerkrampf, dat gesäit zwar alles ganz dramatesch aus, ass an deene meeschte Fäll awer harmlos. Meeschtens ass et de Papp, dee schwaachfält, an d'Kand gëtt dann duerno am Spidol gekuckt. Mä et wier net schlecht, wann d'Kolleeginnen an d'Kolleege Generaliste vläicht och an engem anere Kontext, d'Ministesch hat ewell driwwer geschwat, wierklech erëm géifen e Service maachen, deen eis géif zefriddestellen.

Well et ass awer nach wäit, wann ee 45 Kilometer muss fueren, vill Leit sinn a Panik, fir dann do de Generalist ze consultéieren - zu Ettelbréck hu mer eis Maison médicale direkt niewent dem Spidol - oder dohinner geschéckt ze ginn, wou dann am Ableck alles strubbelvoll mat Leit sëtzt, wéi et elo eben ass.

Een anere wichtege Punkt war natierlech déi Geschicht mat der Bettenzuel, datt déi net erofgeschrauft gëtt. Dat huet sech erleedegt. Wann ee sech esou ukuckt, wéi eist klengt Land wiisst, all Joer 10.000 bis 12.000 Leit bäikommen, da mécht et a mengen Aen awer wierklech wéineg Sënn, fir do Better ze sträichen. An do wiere mir, wéi et am Ufank ausgesinn huet, am Norde méi schlecht ewechkomm.

Dat ass geännert ginn. Et bleift ee jo an engem gewëssene Mooss flexibel, well d'Gesetz engem eng maximal Forschett virgëtt. Esou kann een d'Bettenzuel vum Service da kuerzfristeg un d'Besoine vun de Patienten upassen. Ech hat gelies, zum Beispill hutt Der an der Urologie an deene véier Haiser e Service. Deen huet da véier, fënnef Better a kann awer eng maximal Bettenzuel, ech mengen, vun 80 hunn. Also, dat ass schonn eng relativ grouss Ausdeenung. Bei enger Populatioun, déi ëmmer weider wiisst an och méi al gëtt, ass dat sécherlech vun Notzen.

Här President, ech kommen dann zum Organisme gestionnaire, ee wichtegt Organ, wat am Fong d'Richtung vum Spidol virgëtt an deem wichteg Decisiounen ënnerleien, wéi zum Beispill d'Astellen oder d'Entloosse vum Directeur général oder d'Arrêtéiere vum Règlement général vum Spidol an esou virun.

Fir d'Demokratesch Partei konnt et einfach net méi sinn, datt d'Dokteren an engem gewëssene Mooss dobäi ausse vir géife bleiwen. Fir eis war et kloer, datt d'Dokteren an deenen Organismes de gestion ee Stëmmrecht misste kréien, an dat an alle Spideeler. Si gehéieren nun eemol zum Pilier. Si sinn e Pilier vun engem Spidol. Si gesinn dagdeeglech d'Erausfuerderunge vun an um Terrain selwer an droen niewebäi eng ganz grouss Verantwortung.

An an där Verantwortung läit et och mat dran, datt si ebe mussen d'Méiglechkeet hunn, dem Patient, deen ageliwwert gëtt, deen do behandelt gëtt, sief et ambulant oder stationär, dee leschte Stand vun der Medezinn kënnen unzebidden. Also, e muss en Optimum vun der Ausstattung zur Verfügung hunn.

Et ass an eisen Aen dofir nëmmen normal, datt ee si bei de strategeschen Decisiounen iwwert d'Ausriichtung an Zukunft vun engem Spidol mat un den Dësch hëlt, datt si hir Meenung net nëmme kënnen zum Ausdrock bréngen, mä datt hir Stëmm och zielt. Mat dësem Gesetz sëtzen an Zukunft zwee Vertrieder vum Conseil médical mat um Dësch: ee mat enger deliberativer Stëmm an ee mat enger consultativer Stëmm.

Mir hunn eis awer och agesat, datt nieft den Dokteren och d'Personaldelegatioun hir Stëmm kritt. Och si kréien eng deliberativ an eng consultativ Stëmm. Dat war ugangs net esou virgesinn, mä et steet awer elo schwaarz op wäiss esou am Text. Mat jeeweils zwee Vertrieder am Verwaltungsrot gëtt an Zukunft net méi einfach iwwer hire Kapp ewech decidéiert. Ech mengen, domat suerge mer fir den néidegen Equiliber an deem Gremium an honoréieren och de Medezinner an Netmedezinner hir jeeweileg Aufgab a virun allem och hiren Know-how.

Här President, och d'Schafe vun de Réseaux de compétences ass eng gutt Saach. Etablissementer solle méi zesummeschaffen, sech a Beräicher spezialiséieren an dem Patient eng interdisziplinar Prise en charge garantéieren. Esou geet d'Qualitéit sécherlech an Zukunft och an d'Luucht. Mir hunn dat jo ewell, wéi et elo leeft, am AVC, am Schlag, wou da wierklech kann och elo... Also, do hutt Der kee Problem, dat gëtt akut behandelt.

Zu Ettelbréck muss dann awer neurochirurgesch intervenéiert ginn. Da gëtt de Patient schnellstens op d'Neurochirurgie transferéiert. Et ça fonctionne jour et nuit. Do war ech e puermol derbäi. Dat klappt jiddefalls och an deem Spidol an, ech huelen un, an all deenen anere ganz gutt. Da kënnen d'Spideeler sech zesummendoe fir neurodegenerativ Erkrankungen - déi goufe genannt -, awer och Rheumatologie a Maladies psychosomatiques. Do waarde mer drop, datt d'Spideeler dann un de Ministère eruntrieden a sech och dozou entschléissen.

An der Kommissioun hu mer vill driwwer diskutéiert, wéi een de Kader misst definéieren, fir datt et fir de Patient am sënnvollste wier. Et schaaft een elo an engem éischte Schrëtt d'Méiglechkeet, fir datt d'Spideeler op deem Niveau awer kënnen zesummeschaffen.

Et hätt ee sech duerchaus och nach kënne virstellen, datt een d'Spideeler zwéngt - doriwwer hate mer souguer geschwat an der Kommissioun -, op d'mannst fir verschidde Krankheetsbiller, sech an e Réseau de compétences zesummenzedoen an dem Patient doduerch eng méi koordinéiert a multidisziplinaresch Prise en charge ze offréieren.

Do ass e bëssen d'Angscht opkomm, jee nodeem a wat fir e Spidol een da kann ageliwwert ginn, datt se do vläicht net op deem leschte Stand si wéi an engem anere Spidol. Ech gesinn dat awer ëmmer méi locker, well ech weess, wéi dat fonctionnéiert. Et gi Renseignementer ageholl, ee Kolleeg schwätzt mat deem aneren. A geméinlech fonctionnéiert dat awer gutt.

Och de Spidolsdirekter soll an Zukunft net nëmmen Dokter sinn, mä och nach eng Formatioun an der Gestion hospitalière hunn an eng gewëssen Experienz matbréngen. Dat ass begréissenswäert.

Här President, fir d'Demokratesch Partei sti weiderhi bei der zukünfteger Entwécklung vun eiser Spidolslandschaft niewent der Qualitéit an enger adequater Prise en charge vum Patient an alle Regioune vum Land zwou Saachen am Vierdergrond: méi Effizienz an eng besser Transparenz. Mir brauchen niewent moderne medezinneschen Apparater och ee modernen eenheetlechen Informatiksystem. Dat gouf hei och ewell erwäänt. Dat erméiglecht, spidoliwwergräifend ze schaffen. Et kann net sinn, datt all Spidol an deem Beräich do seng eegen Zëppche kacht an deen ee mat deem aneren net ka kommunizéieren.

D'Informatiksystemer aus deene verschiddene Spideeler mussen ënnerenee konnektéiert sinn a vläicht och konnektéiert si mat der Gesondheetskeess. Nëmmen esou kënne mer an Zukunft méi transparent an effizient schaffen.

Et muss an eisen Aen och zu engem Ëmdenken an zu engem Paradigmewiessel an der Spidolsfinanzéierung kommen. D'Demokratesch Partei ass nach ëmmer der Meenung, dass mer vum globale Budget ewechkomme mussen, vläicht de System op e Finanzement, deen op der Aktivitéit berout, ëmstellen: vun der Tarification à l'acte op d'Tarification à l'activité.

D'DP wäert sech an deene kommende Joren och weiderhi fir déi beschtméiglech Patienteversuergung asetzen, déi weder eist Gesondheetswiesen iwwerreguléiert nach déi therapeutesch Fräiheet vun den Dokteren aschränkt. Dat brauch et jo einfach net ze ginn. D'Wuel vum Patient, d'Offer vun enger héich qualifizéierter Medezinn an d'Zil, eist gutt Gesondheetswiesen nach besser ze maachen, bleiwen dobäi der DP hiert éischt Uleies.

An ech wëll soen: Ech géif mech ewell drop freeën, wat elo an Zukunft nach kënnt. Mir hunn hei e Spidolsplang. Et ass sécher näischt Perfektes, mä d'Dokteren an de Spideeler kënnen elo domat schaffen. Si kënnen eppes opbauen.

An ech wëll awer emol eng Kéier hei soen: Wann ee vun der Direktioun aus eppes organiséiere kann an do vläicht elo méi Méiglechkeeten huet, da fonctionnéiert et och besser, well et ka kee mir soen, datt, wann elo d'Urgence... also d'Ambulanz an engem Spidol total iwwerlaascht ass, datt dat all Dag esou ass, datt dat net fonctionnéiert. Da muss et méiglech sinn, datt d'Kolleegen an d'Kolleeginnen, déi do Déngscht maachen, dorop hiweisen, an datt dann och vun der Direktioun un de Ministère erugetruede gëtt, wann zum Beispill Raimlechkeeten eng Roll spillen, wann d'Personal eng Roll spillt. Ech ka mer net virstellen, datt dann de Minister seet: „Dat do kann net fonctionnéieren, dat geet net." Et ass jo och net ëmmer esou, mä leider ëmmer méi.

An dann dat Zweet, dee grousse Wonsch och vun der DP, dat wier: Mir musse kucken, datt mer nach eng Kéier d'Médecine générale op de Leescht huelen, datt mer nach eng Kéier do eraginn. Déi Geschicht mat de Maisons médicales gëtt mir jiddefalls als Dokter an DP-Member keng Zefriddenheet. Do misst et erëm méiglech sinn an de Géigenden a Gemeinschaftspraxen, datt mer eis andeelen, esou war et fréier, datt dat exzellent fonctionnéiert. Mir waren nëmme fir dee ganze Kanton zu véier oder fënnef a mir haten Dauerdéngscht „rund um die Uhr".

Ech verstinn och, datt dat haut einfach net méi geet. Mä mir hunn och nach Samu misse spillen. An et huet deemools fonctionnéiert. Da misst et awer och méiglech sinn, wa méi Doktere sech do an deene Géigenden néier géife loossen, mat hinnen ze schwätzen an eng Organisatioun ze fannen, fir näämlech dat Beschtméiglecht fir de Patient ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP op alle Fall zu dësem Gesetz. Also, nach eng Kéier Merci der Madamm Minister fir hir Ennerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Schwätzt d'DP nach?

(Interruption)

Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, eng Spidolslandschaft, déi vu vir bis hanne vum Stat finanzéiert gëtt, ka sech laangfristeg keng Konkurrenz tëschent de Spideeler leeschten. An esou engem System muss et drëms goen, zesummenzeschaffen an d'Geld, wat zur Verfügung steet, effizient anzesetzen.

Aus där Iwwerleeung eraus, Dir Dammen an Dir Häre, stoungen déi gréng nach ëmmer hannert der Iddi, d'Kompetenzen am Spidolssecteur ze bündelen, onnéideg Duebelstrukturen ze verhënneren an d'Investitiounen an d'Spideeler besser ze steieren. An deem Sënn hu mir dem neie Spidolsplang am Débat de consultation vum Juli 2013 eng glécklech Gebuert gewënscht an Iech, Här President, als deemolege Gesondheetsminister eng glécklech Hand bei der Ëmsetzung.

Mä duerfir war et ze fréi. Aus der glécklecher Gebuert ass eng schwéier Gebuert ginn, mä dat huet seng Grënn. Et si scho verschidde Riedner drop agaangen. D'Haaptursaach ass bekannt: Et ass déi, datt de Statsrot en zimlech radikalen, mä och net ganz onerwaartene Kurswiessel virgeholl huet an drop bestanen huet, de Spidolsplang net wéi an der Vergaangenheet iwwer Règlement grand-ducal ze regelen, mä an engem Gesetz, an dësem Fall d'Spidolsgesetz.

Domat war schonn e gewëssene Retard virprogramméiert, well eng ganz Rei Date sollten zesummefléissen. An déi gouf et zu deem Moment nach net. Se si vum LIH zesummegesat a geliwwert ginn.

En aneren net onwesentleche Grond, firwat dëse Projet de loi esou laang op sech waarde gelooss huet, läit awer och am System selwer. Et ass deen - an dat ass bekannt -, datt d'Verhandlungen am Spidolssecteur ëmmer e waarmt Eise sinn. D'Madamm Minister huet dat waarmt Eisen ugepaakt an huet sech d'Fangere bal verbrannt. Se huet se awer net verbrannt, well mir stinn haut hei a mer sinn um Enn ukomm. An d'Madamm Minister huet nach ëmmer glécklech gesond Hänn.

Besonnesch an dësem Secteur ass et näämlech ganz schwéier, jiddwerengem gerecht ze ginn, wann dat iwwerhaapt méiglech ass.

Op där enger Säit stinn d'Dokteren, déi hire Beruff als Vokatioun, als Heelkonscht a moralesch Identitéit erliewen an der Amëschung vum Stat generell ganz kritesch vis-à-vis stinn. Ganz nom Motto vum Aristoteles, dee behaapt huet, datt en Dokter schonn eleng duerch d'Ausübung vun den dokterlechen Tugenden e gudde Mënsch wier, dee seng medezinnesch Tätegkeeten och gutt ausféiert an dowéinst net muss bevormunt ginn.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Op där anerer Säit stinn d'Spidolsdirektiounen, déi ganz aner Tugende brauchen. Si mussen d'Gestioun vun hiren Haiser an de Grëff kréien, hire Budget verwalten a fir e gudde Budget kämpfen. Vun hinne gëtt manner oft geschwat.

An der Mëtt steet d'Politik, déi d'Kompetenze vun deenen engen an deenen anere méiglechst gutt openeen ofstëmme muss, an dat am Interessi vum Patient a vun der Allgemengheet, woumat och de Steierzueler gemengt ass.

Här President, mir mengen oder mir hoffen zumindest, datt dee Spagat mat dësem Projet de loi gelongen ass, och wann de Wee bis heihin zimlech holpreg war a munchmol un d'Iechternacher Sprangprozessioun erënnert huet. Mir zéien d'Konklusioun a mir sinn iwwerzeegt, datt dëse Spidolsplang en transparenten a gutt strukturéierte Kader schaaft, an deem de Secteur sech weiderentwéckele kann, ouni datt d'Therapiefräiheet vun den Dokteren a Gefor geréit. Dat war hir grouss Suerg.

Op d'Dokteren, déi an der ganzer Diskussioun net ze kuerz komm sinn, kommen ech nach zréck. Fir d'Éischt awer e Wuert zum Personal, ouni dat kee Spidol iwwerliewe kann.

Fir d'Qualitéit vun der Prise en charge ze sécheren, brauch e Spidol ganz sécher gutt Dokteren, mä net nëmmen. E Spidol brauch och gutt a virun allem genuch Fleegepersonal, fir den Usprëch vun enger patientenorientéierter Medezinn gerecht ze ginn. An deem Sënn ass et souwuel fir d'Patiente wéi och fir d'Aarbechtskonditioune vum Personal e grousse Gewënn, wann d'Personal net ze knapp bemooss ass an effikass agesat gëtt. Dëst ëmsou méi, well den Infirmiersberuff net méi deen ass vum 19. Jorhonnert, mä héich spezialiséiert Aktivitéite muss ausféieren, déi mat enger grousser Verantwortung verbonne sinn.

An deem Kontext woen ech ze bezweifelen, datt de Berechnungsschlëssel, deen de Personalbedarf an domat och d'Aarbechtsbelaaschtung vum Personal berechent, nach ëmmer ganz zäitgemëiss ass. Well spéitstens wann ee weess, datt Iwwerstonnen am Infirmiersberuff alles anescht si wéi eng Ausnam an datt verschidde spezialiséiert Servicer mat engem Minimum u Personal mussen auskommen, da

weess een och, datt et un der Zäit ass, de PRN ze iwwerschaffen. Quitte datt d'Berechnung vum Personal net direkt mat dësem Projet de loi ze dinn huet, esou spillt d'Personalausstattung vun de Spideeler awer eng wesentlech Roll bei der Emsetzung vun engem gudde Spidolsplang.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Direkt mat dësem Projet de loi verbonnen ass d'Spidolsdokumentatioun. Et ass e wichtegt Instrument, fir de Spidolsplang no alle Regele vun der Konscht ëmzesetzen. Och dat ass wichteg. Dozou gehéieren och d'Patientendossieren, déi net am Tirang däerfe leie bleiwen, mä regelméisseg à jour gesat musse ginn.

E weidert wichtegt Element, Dir Dammen an Dir Hären, wat nach muss ausgeschafft ginn, ass d'Nomenclature, déi der Realitéit vun der Behandlung muss entspriechen a mat där vum Ausland vergläichbar muss sinn. Ech erënneren un d'Patienterechter, déi och am Ausland gëllen.

Mir sinn eis eens: Et ass wichteg, kompetent Servicer a genuch Bettcapacitéite fir déi nächst zéng Joer ze schafen. Dat hu mer mat dësem Projet de loi probéiert. Mir mussen awer och adequat Instrumenter schafen, fir de Käschtepunkt vun där Entwécklung kënnen ze berechnen.

Mir musse wëssen, wéi laang eng bestëmmte Behandlung, jee no Krankheetsbild, jee no Alter, jee no Krankheetsverlaf, dauert a wat déi Behandlung ebe just kascht. A mir musse wëssen, wéi eng Zorte vun Dokteren un der Behandlung bedeelegt sinn an aus wéi engen Aktivitéiten déi ganz Behandlung besteet. Dat ass momentan nach zimlech nebulös. Se sinn net dokumentéiert, an dohier och den Numm Documentation hospitalière, deen nach feelt.

Onkloerheet besteet momentan och bei den Honorairë vun den Dokteren, déi awer nach eppes si wéi eng schwaarz Këscht, mat Ausnam vum CHL, wou d'Dokteren als Salarié ugestallt sinn, mat neierdéngs, mengen ech, engem Sputt, fir dach zousätzlech Aktivitéiten duerchzeféieren.

Weider Onkloerheet herrscht bei der Informatioun vun de Patienten, wat an eisen Ae ganz wichteg ass, datt mer do Verbesserunge virhuelen. No engem Spidolsopenthalt kritt e Patient eng Abberzuel vu Rechnungen ausgestallt, e gëtt awer net informéiert, wéi eng Behandlungen a Spidolsservicer e mat deene Rechnunge soll finanzéieren.

Dësen ongerechten an et kann ee scho bal soen zäitweis mëttelalterlechen Zoustand gëtt zum Gléck mat dësem Projet de loi bëendegt, an zwar doduerch, datt d'Spidolsdokumentatioun an d'Mise à jour vun de Patientendossieren obligatoresch ginn an datt Transparenz geschafe gëtt. Dat begréisse mir ausdrécklech.

Här President… Dir sidd erëm do. Ah, et ass een aneren.

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Et ass een aneren.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- En anere Punkt, deen enk mat der Spidolsplanung a virun allem mam Gesamtbudget vun de Spideeler a Verbindung steet, betrëfft d'Tarifikatioun vun deenen eenzelnen Akte respektiv d'Honorairen, déi vun de Patiente bezuelt an duerno vun der CNS rembourséiert ginn.

Hei muss ee feststellen, datt d'Honorairë vun den Doktere jee no Fachgebitt onverständlech Differenzen opweisen. Dat fanne mir net glécklech, well se stinn a kenger Relatioun mat der kierperlecher a geeschteger Belaaschtung vum Dokter oder mat der Verantwortung, déi den Dokter bei liewenswichtegen Akten iwwerhëlt.

Obwuel d'Patientegespréicher vill Zäit an Usproch huelen an e wesentlecht Element vun der Behandlung kënne sinn, gëtt och de Facteur Zäit net a Betruecht gezunn, ausser an der Psychiatrie, mä normalerweis net, fir d'Honorairë vun den Dokteren ze berechnen.

Mir sinn der Meenung, datt dee Volet ganz wichteg ass an der Schmäerztherapie, déi jo an engem Réseau de compétences soll fonctionnéieren. An et ass kontraproduktiv, wann een der Zäit net méi Gewiicht gëtt, well d'Patientegespréicher an d'Berodung vun de Patienten d'Basis vun der Algologie duerstellen an nun emol vill Zäit brauchen.

Här President, op där anerer Säit stellt ee fest, datt d'Honorairë vun den Dokteren, zesumme mat de fixen Depensë vun de Spideeler, e groussen Deel vum gesamte Santésbudget ausmaachen an deemno net als onwichteg Niewenerscheinung vum Spidolsplang oder vum Spidolsgesetz däerfen ugesi ginn.

Aus dem Rapport 2016 vun der IGSS geet beispillsweis ervir, datt d'Honorairë vun de Spidolsdokteren an hire Confrèren aus dem Secteur extrahospitalier - d'Zänndokteren net abegraff - an zwee Joer ëm bal 20 Milliounen eropgaange sinn: vun 343 Milliounen am Joer 2014 op 362 Milliounen am Joer 2016. Dat bedeit eng Steigerung vun iwwer 5%.

Aus deemselwechte Rapport geet ervir, datt déi fix Spidolskäschten ënnerhalb vun zwee Joer ëm 6,1% geklomme sinn, vun net grad 765 Milliounen am Joer 2014 op 809 Milliounen am Joer 2016. Dat bedeit, datt déi fix Fraise fir d'Spideeler momentan 47% vum gesamte Santésbudget ausmaachen, ouni d'Dokteschfraisen an d'Personalkäschten derbäizerechnen. Proportional gesi leie mir mat deem Taux wäit iwwert der europäescher an der internationaler Moyenne, déi sech ëm déi 35% usidelt. A mir liwweren domat de beschte Bewäis, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Spidolssecteur an eisem Land méi prioritär behandelt gëtt wéi an anere Länner. Dat soll keng Kritik sinn, mä et ass eng Tatsaach.

Ee Grond méi awer, fir dësem Zuelematerial Rechnung ze droen an derfir ze suergen, datt de Spidolssecteur sech och a wirtschaftlech méi schwieregen Zäiten, déi och nach wäerten eng Kéier kommen, iwwer Waasser hält, ouni datt en u Qualitéit muss abéissen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech kommen zu der Tarification à l'activité, déi jo virgesinn ass am Regierungsprogramm. Em Qualitéit geet et näämlech och bei der Tarification à l'activité, déi momentan nach do ass, pardon, ëm Qualitéit geet et och bei der Tarification à l'acte, déi d'Enveloppe globale vun de Spideeler soll ersetzen - ech hunn elo „acte" gesot, et ass „activité" -, wann déi néideg Spidolsdokumentatioun bis erstallt a gepréift ass.

An eisen Aen ass och dat e wichtege Schrëtt, fir de Budget vun de Spideeler ze steieren a fir net de Volumen, mä d'Qualitéit an de Mëttelpunkt ze stellen. Et ka jo net sinn, datt verschidden Akten, beispillsweis Operatiounen, aus reng finanziellen Iwwerleeungen eraus méi heefeg duerchgefouert ginn, nëmme well d'Zuel vun den Operatiounen d'Héicht vun der Enveloppe globale bestëmmt!

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- An deem Kontext misst emol eng Analys gemaach ginn, fir erauszefannen, wivill deier Réckenoperatioune beispillsweis an eisem Land iwwerflësseg sinn an ënnert dem Strëch méi Problemer schafen, wéi se der léisen. Heiansdo gëtt gefaart, datt déi Operatiounen ebe just duerchgefouert ginn, fir d'Enveloppe globale an d'Luucht ze setzen.

Op där anerer Säit däerf d'Tarification à l'activité, déi jo ugeduecht ass, kee Fräifaartsschäi ginn, fir e Surcodage ze bedreiwen, d'Openthalter vun enger Persoun am Spidol ze segmentéieren oder fir mat de Soine bei engem Patient ze iwwerdreiwen. Alles dat sinn Abusen, déi a Frankräich scho festgestallt gi sinn, nodeems d'Tarification à l'activité bei eise franséischen Noperen am Joer 2007 agefouert ginn ass. Esou Abuse musse vu virera verhënnert ginn. An dat sinn eiser Meenung no souguer „effets pervers" vun deem System.

Ech kommen zu der Organisatioun, der interner Organisatioun, déi d'Häerzsteck vun dësem Projet de loi natierlech duerstellt. Generell ass et fir eis begréissenswäert, datt d'Organisatioun vun de Spideeler an Zukunft eenheetlech strukturéiert gëtt mat Posten a Gremien, déi an all Spidol d'selwecht heeschen, déi an all Spidol d'selwecht funktionéieren, déiselwecht Missiounen erfëllen an d'selwecht zesummeschaffen. Dat ass virdrun och scho gesot ginn.

Kloer definéiert sinn och d'Kritären, déi de Finanzement vun neien Infrastrukturen, neie Projeten an neiem Material iwwert de Finanzfong vun de Spideeler erlaben, soudatt dee Fong net „à la tête du client" kann ugezaapt ginn. Och dat ass wichteg.

Dobäi ass et an eisen Aen e fundamentale Fortschrëtt, datt de Commissaire des hôpitaux, dee jo e Vertrieder vum Stat ass, an Zukunft souwuel an den ëffentleche wéi och an de private Spideeler un de Reunioune vun de Verwaltungsréit deelhëlt. Doriwwer eraus kritt en och sämtlech Dokumenter ausgehändegt a kann d'Decisioune vun de Gestionnairë suspendéieren, wa se géint d'Gesetz verstoussen. Mir sinn eis eens, dës Dispositioun ass längst iwwerfälleg a verlaangt kee grousse Kommentar.

Et ass ganz einfach evident, datt ee Stat, deen d'Spideeler finanzéiert, och an de Verwaltungsréit vun deene Spideeler muss vertruede sinn, wat bis haut a Privatspideeler net iwwerall de Fall war.

De Contrat type. Begréissenswäert ass fir eis, datt d'Dokteren duerch e Contrat type un d'Spideeler gebonne ginn, wat souwuel fir d'Doktere selwer, mä och fir d'Direktioune Kloerheet schaaft. Datt d'Conférence nationale des conseils médicaux - an anere Wierder, d'Vertriedung vun de Spidolsdokteren - der AMMD d'Kompetenz wollt iwwerloossen, fir d'Contrats types mat den Direktiounen auszehandelen, huet eis dach awer e wéineg iwwerrascht, ëmsou méi, well d'AMMD eng ganz Rei Doktere regruppéiert, déi guer net an engem Spidol aktiv sinn. Vläicht muss een Insider sinn, fir dee Choix ze verstoen. E féiert jiddefalls derzou, datt d'Conférence nationale des conseils médicaux heimat keng legal Basis kritt, op déi se sech an Zukunft awer hätt kënne beruffen. Wéi gesot, respektéiere mir dee Choix!

Här President, e Volet, deen net nei ass, mä an der Vergaangenheet net genuch zum Droe koum, betrëfft d'Zesummenaarbecht tëschent de Spideeler. Datt d'Spideeler sech schwéierdinn, wann et heescht zesummenzeschaffen, dierft jiddwerengem heibanne bekannt sinn. An dat mécht d'Saach natierlech net méi einfach.

Scho viru 66 Joer, am Joer 1952, huet déi deemoleg Santésdirektioun d'Spideeler opgeruff, zesummenzeschaffen an d'Kompetenzen ze bündelen, fir d'Geld besser kënnen anzesetzen. Richteg zustane koum déi Zesummenaarbecht awer ni, ganz einfach, well de Spidolssecteur sech zanter éiwegen Zäite vum Konkurrenzdenke leede gelooss huet an d'Solidaritéit tëschent deene privaten an deenen ëffentleche Spideeler op der Streck blouf.

Mat dësem Projet de loi sollen an där Fro endlech Neel mat Käpp gemaach ginn, nodeems d'Privatspideeler sech jo schonn am Virfeld eng gewësse Positioun erkämpft hunn doduerch, datt se de Groupe Robert Schuman mat iwwer 700 Better gegrënnt hunn.

Dëse Projet de loi ass allerdéngs net geduecht, fir weider grouss Fusiounen an d'Liewen ze ruffen. Dorëms geet et net. Et geet drëms, d'Kreatioun vu Réseaux de compétences ze förderen am Fall, wou op d'mannst zwee Spideeler op dee Wee wëlle goen. Fir d'Autorisatioun ze kréie vun der Madamm Minister, mussen déi zwee Spideeler eng entspriechend Demande de projet un de Comité de gestion interhospitalière erareechen. Dëse Comité leet d'Demande pour avis un d'Commission permanente du secteur hospitalier weider. An duerno ass et um zoustännege Minister, fir d'Demande unzehuelen oder ze verwerfen. Dat Ganzt ass gutt strukturéiert, vläicht och e bësselche schwéierfälleg.

Eng Suerg mécht eis dobäi d'Tatsaach, datt d'Entwécklung vun de Réseaux de compétences keng Obligatioun gëtt, mä datt déi nei Kompetenzreseauen exklusiv op fräiwëlleger Basis berouen. „Peuvent" steet am Gesetz, an et ass dat Wuert, wat mech e bëssen nodenken deet.

Et gëtt also kee Spidol forcéiert, sech um Opbau ze bedeelegen. Noutgedrongen ergëtt sech doraus d'Fro: Wat geschitt, wa kee Spidol sech derzou entscheet, un engem Réseau de compétences matzeschaffen a léiwer weiderhin a sengem eegenen Eck manövréiert? Mir fäerte ganz, datt de Risiko an eiser zimlech gespläcktener Spidolslandschaft net ausgeschloss ass, datt dat wäert passéieren an datt d'Réseaux de compétences an deem Fall net esou richteg zustane kommen. Mir hoffen natierlech, datt dat net wäert esou antrieden, wéi mir et fäerten.

Méi einfach ass et bei de Basisservicer, déi an all Spidol kënnen oder mussen assuréiert ginn a wou sech de Problem vun der Zesummenaarbecht net wäert stellen.

Méi einfach ass et och bei den héich spezialiséierten nationale Servicer, déi just op enger Plaz ausgewisen däerfe ginn, soudatt d'Zesummenaarbecht mat anere Spideeler sech hei och eriwwregt. Esou, wéi d'Spidolslandschaft sech am Laf vun de leschte Joren entwéckelt huet, sinn d'Weiche fir dës héich spezialiséiert national Zentren oder Servicer schonn zu engem gudden Deel geluecht. Dat heescht, déi meescht vun den nationale Servicer an Zentren hunn hir Heemecht scho fonnt a kréie mat dësem Projet de loi nach just déi néideg legal Basis.

Dozou gehéieren ënner anerem d'Kannerspidol mat der Intensivversuergung fir Kanner, den CHNP, de Rehazenter an anerer, mä och den INCCI an de Centre Baclesse, déi allen zwee en autonome Statut kréien, an aner méi kleng Servicer, wéi och dee vun der Ëmweltmedezinn, dee mer laang gefuerdert hunn. A mir si ganz frou, datt mer elo esou wäit sinn, datt mer eng Kéier mussen driwwer nodenken, ob deen net nach kéint ausgebaut ginn, wann d'Südspidol bis dosteet.

Alles dat schaaft keng gréisser Problemer, ganz am Contraire. Verschidden Ongereimtheeten an der Organisatioun ginn op dës Manéier geléist.

Ech kommen zum LNS, wou d'Diskussioun méi heikel ass. Méi heikel, well de Centre de diagnostic fir d'Anatomopathologie an d'Genetik ausgewise soll ginn a wou ëmmer driwwer diskutéiert gëtt, ob dat dann elo eng Monopolstellung soll sinn oder net. Schonn am Joer 2012 bei der Ëmwandlung vum Laboratoire national de santé, dee fréier eng Verwaltung war an an en Établissement public ëmgewandelt ginn ass, hu mir drop higewisen, datt et juristesch heikel wär, op dee Wee ze goen, well mer gefaart hunn, datt permanent Plaintë vum Privatsecteur géife kommen am Beräich vun de Laboen, well se eben eng staatlech finanzéiert Monopolstellung ufechten. An dat ass jo och agetrueden.

Vum politeschen a medezinnesche Standpunkt hier si mir awer ganz d'accord, datt d'Feingewebeanalysen, d'Anatomopathologie, mä och d'Genetik zwee ganz sensibel a liewenswichteg Zweiger vun der Santé publique musse sinn.

Éischtens geet et jo drëms, d'Qualitéit ze garantéieren, eng grouss Qualitéit, wat nëmme méiglech ass, wann déi néideg Masse critique erreecht ass.

Zweetens ass et awer och wichteg ze verhënneren, datt dës Aktivitéiten Ulass ginn zu Profitter op d'Käschte vun de Patienten, wat bei Privatlaboe jo net ganz ausgeschloss ass. Aus deem Grond ënnerstëtze mir d'Approche vun der Regierung, d'Anatomopathologie an d'Genetik méiglechst am LNS ze konzentréieren, ebe just fir déi néideg Masse critique an domat och d'Qualitéit sécherzestellen.

Eng absolutt Monopolstellung kritt den LNS awer net, well et weder vum juristeschen nach vum medezinnesche Standpunkt hier méiglech ass, Privatlaboe ganz auszeschléisse vun Ufank un.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir hoffen natierlech och, datt déi bekannte Problemer vum LNS a puncto iwwerméisseg Waardezäite séier behuewe ginn. D'Statistike loossen drop schléissen, datt mer um gudde Wee sinn. Verschidde Fäll, déi ee rapportéiert kritt, weise leider nach ëmmer de Contraire.

Une voix.- Genau!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- E ganz wichtegen nationale Service ass och déi geplangte Stroke Unit vum Typ 2, wou den Här Mertens och schonn drop agaangen ass. Se ass do fir d'Akutbehandlung vu Schlagpatienten, nodeems déi Leit an engem Spidol vun hirer Regioun eng éischt Basisversuergung kritt hunn, wat och ganz wichteg ass. Alles weist drop hin, datt dëse Service am CHL ugesidelt gëtt, well op deem Site schonn eng Rei Spezialisten an deem Beräich aktiv sinn.

Bekanntlech ass an dësem Service eng gutt vernetzt, interdisziplinär Zesummenaarbecht vun Neurologen, Neurokardiologen, Radiologen, Gefässchirurgen an anere ganz héichkarätege Medezinner verlaangt. An déi Equippe sinn net einfach ze fannen. Duerfir ass et utopesch ze mengen, et kéinte méi där Equippen am Land funktionéieren. Mir si frou, datt eng Equipp gutt opgestallt soll ginn an engem Spidol, déi 24 Stonnen op 24 a siwen, pardon, 24 Deeg op 24…

(Hilarité et interruption)

Jo, 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen aktiv ass. Esou kann een d'Zuelen duerjerneegeheien. Ech wäert jo net och nach Schlagpatient ginn!

Schonn eleng de Fait, datt een eenzege Service als zertifizéiert Stroke Unit soll ausgewise ginn, werft an eisen Aen awer Froen op. Éischtens déi, wéi eng Kritären - an dat ass eng Fro un lech, Madamm Minister - dee Service muss erfëllen, fir datt en den Numm „Stroke Unit" iwwerhaapt däerf droen an och als solchen zertifizéiert ka gi laut internationale Kritären.

Déi zweet Fro ass déi, wéi dem Personalmangel an deem Service entgéintgewierkt ka ginn, net nëmmen um Niveau vun deene ville Spezialisten, déi bei der éischter Prise en charge gebraucht ginn, mä och um Niveau vum Fleegepersonal, wuel wëssend, datt Schlagpatiente 24 Stonnen - richteg gesot - iwwerwaacht musse ginn. An dat ass wierklech eng intensiv Begleedung, déi do gebraucht gëtt. Menges Wëssens ass déi momentan nach net an deem Mooss garantéiert.

Eng weider Remark an deem Kontext betrëfft méi speziell d'Thrombectomie, dat heescht d'Opmaache vun Oderen, déi duerch Caillote verstoppt sinn an zum Doud vum Patient kënne féieren, wann déi Thrombectomie net a kuerzer Zäit erfollegt. Souwäit ech weess, sinn

d'Medezinner, déi d'Thrombectomie kompetent ausféieren, och ganz rar geséit, wat natierlech e Problem duerstellt.

Eng méiglech Léisung gesi mir doran, datt geziilt an déi Formatioun investéiert gëtt an datt eng Rei Fachmedezinner motivéiert ginn, dës Formatioun nach nozehuelen, fir am Noutfall anzesprangen. Dat ass eng Pist, déi um Terrain diskutéiert gëtt.

Eng lescht Iwwerleeung, déi ech am Kontext vun de Schlagpatienten nach wéilt ubréngen, betrëfft hir Noversuergung, dat heescht, net d'Noversuergung an der Reha, wou se gutt opgehuewe sinn, mä déi Zäit duerno. Well och nom Openthalt an der Reha sinn d'Problemer vu Schlagpatienten an hire Familljen net geléist, loin de là.

Kierperlech Aschränkungen, de Verloscht vun der Sprooch, d'Isolatioun an depressiv Stëmmunge bleiwen oft nach jorelaang erhalen a féiere gären derzou, datt déi Betraffen net méi richteg an d'Liewen an an d'Gesellschaft zréckfannen. Fir hinnen aus deem Däiwelskrees erauszehëllefen, plädéiere mir fir d'Schafung vun engem professionellen Noversuergungszentrum, esou wéi et der schonn am noen Ausland gëtt.

Eng Associatioun vu Benevollen, déi Dir bestëmmt schonn alleguer kennt, bekëmmert sech ganz gutt ëm Schlagpatienten a soll och weiderhin implizéiert ginn. Mir mengen awer, datt et do u Ressourcë feelt, u professionelle Ressourcen, fir déi vill Aarbecht ze leeschten, déi an dësem Fall muss geleescht ginn. Dobäi muss ee wëssen, datt all Dag véier Mënschen zu Lëtzebuerg e Schlagufall kréien. Dat sinn der wäit iwwer 1.000 am Joer.

Nach e Wuert zu der Pädiatrie, déi jo och an de leschte Jore vill fir Diskussioune gesuergt huet, mä et ass an der Lescht méi roueg ginn, an dat ass e gutt Zeechen. An eisen Aen ass et richteg, en héich spezialiséierte Service an der Kannerklinik auszeweisen. An et muss ee soen, datt dee Service haut ganz gutt fonctionnéiert, och dat gëtt een um Terrain gewuer.

Datselwecht zielt fir d'Maison médicale pédiatrique an der Kannerklinik an de Service vun der Neonatologie an der Maternité.

Am Beräich vun der Pädiatrie gesäit de Projet de loi jo och vir, datt Kanner mat der sougenannter „Bobbologie" oder mat méi klenge Problemer wéi Mandelentzündungen, wou d'Mandelen eventuell mussen erausgeholl ginn, och kënnen an der Pédiatrie de proximité opgeholl ginn. Dat ass eng gutt Saach, well och verschidde Familljen, Elengerzéiend haaptsächlech, déi méi Kanner hunn, manner mobill sinn an dann net onbedéngt wëllen oder kënne wäit fueren.

Mir sinn och der Meenung, datt een net muss Pädiater sinn, fir Kanner mat klenge Bobboe gutt ze behandelen. Generell si mer awer der Meenung, datt virun allem kleng Kanner besser an engem kandgerechte Spidolsëmfeld ënnerbruecht sinn an datt d'Prise en charge vun de Kanner an der Kannerklinik méi adaptéiert ass, och wann et sech ëm méi kleng Problemer handelt. Ech denken do un d'Röntgenopnamen. D'Kannerklinik ass einfach besser ausgestatt, fir Kanner ze röntgen, huet méi detailléiert Biller zur Verfügung. An do hu mer eis soe gelooss, datt et besser ass, bei Frakture beispillsweis an d'Kannerklinik ze fueren. An ech mengen, do misst och eng gewëssen Opklärung bedriwwe ginn.

Wichteg ass et och, d'Kanner vun der éischter Minutt un an de Spideeler net eleng ze loossen, well se Vertrauen an de Spidolssecteur mussen entwéckelen. Mir fannen dat eng ganz wichteg Saach, fir ze verhënneren, datt se herno als Erwuessener déi néideg Soinen net eescht huelen. Dozou gehéiert och Personal, wat hir Sprooch schwätzt a wat déi néideg Sensibilitéit huet, fir de Kanner hir Ängschten ze verstoen an dermat ëmzegoen.

Ech kommen nach zu enger vulnerabeler Grupp vu Patienten, dat sinn déi eeler an ofhängeg Leit. Och hei brauch ee besonnescht Fangerspëtzegefill, Gedold a Kompetenz bei der Prise en charge. Fir déi geriatresch Versuergung gesäit de Projet de loi eng ganz Rei Better vir, déi op Basis vun der Alterspyramid an der demografescher Entwécklung gebraucht ginn. Dat ass an der Rei. Verbesserungsbedarf, Madamm Minister, gesi mir net direkt an den interne Strukture vun deene Spideeler, wou déi Leit dann ënnerbruecht ginn, mä am Informatiounsfloss tëschent de Strukture vum Fleegesecteur an deene vum Spidolssecteur. Dat ass net Objet vun dësem Projet de loi, mä wa mer et ni soen, da gëtt et och ni gehéiert.

Well dës Secteure verschiddene Keesen ënnerstinn, hu se net direkt mateneen ze dinn, obwuel d'Patienten awer ganz oft déiselwecht sinn. An deem Kontext si mir der Meenung, datt d'Puzzlestécker vun der ganzer Versuergungskette vun eelere Leit - der „filière de soins" - besser mussen aneneegräifen an Zukunft an datt méi Synergien tëschent deene betraffene Secteure mussen entstoen, inklusiv dem Secteur vun der Famill. Esou Synergië spueren net nëmme Geld, se erhéijen och d'Qualitéit an d'Sécherheet beim Encadrement vun eelere Leit.

Zum Virage ambulatoire nach just e puer Wierder. Mir ënnerstëtzen déi Approche virun allem och, well se soll verhënneren, datt nosocomial Erkrankungen optrieden, an et ass ze förderen, datt déi Leit, déi éischter aus dem Spidol kommen, méi autonom bleiwen a sech eigentlech och selwer versuergen, op Däitsch seet een „zum Selbstversorger" ginn.

Mir fannen awer och essenziell, datt déi Betraffe sech no der Sortie aus dem Spidol net selwer iwwerlooss bleiwen an eng gutt Noversuergung kréien, falls de Besoin dozou besteet. An ech denken, och do misst méi kommunikéiert ginn, well vill Leit fäerten, se wären duerno mat sech eleng.

Ech kommen zu der Konklusioun, obschonn nach vill iwwert de Spidolsplang ze soen an ze froe wier. Haaptsächlech hu mer nach déi Fro um Häerz, wou d'Addiktologie ënnerbruecht gëtt. Mir schwätze vill vun Drogentherapie a mir wéilte wëssen, wou dëse Service dann elo wäert fonctionnéieren.

Dëst Gesetz schaaft an eisen Ae ganz vill Verbesserungen, mä et beäntwert net all Fro. Dat ass normal. Et ass awer e wichtege Bausteen, fir eist Spidolswiese méi transparent, méi demokratesch a méi effikass opzestellen. An natierlech schaaft et och d'Viraussetzung, datt et an enger nächster Etapp qualitativ weiderentwéckelt gëtt.

Haut brauch ech dem Spidolsplang keng glécklech Gebuert méi ze wënschen, well en ass esou gutt wéi op der Welt.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun mat bal enger Punktlandung a menge Minutten.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Gutt getimed!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, Merci. An d'Wuert huet den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus der Rapportrice, der Kolleegin Cécile Hemmen, Merci soe fir dëse Rapport, dee si souwuel schréftlech wéi mëndlech hei am Detail gutt virgedroen huet.

Et ass ëmmer e wichtegt Gesetz, mengen ech, wann et ëm d'medezinnesch Betreiung hei am Land geet. Et ass e Gesetz - wéi eng Rei vu Virriedner gesot hunn -, dat eng laang Geschicht huet. Et war en holprege Wee, ass de Mëtte gesot ginn, eng Schwéiergebuert, et war wéi d'Iechternacher Sprangprozessioun, et war e laange Wee. Bon, et waren iwwer 30 Kommissiounssëtzungen, et sinn dräimol Amendementer virgeluecht ginn. An ech mengen, dat beweist an engems, wéi komplizéiert déi ganz Gesetzgebung hei ass, an och, wivill Leit - wat och gutt ass - an dem Oflaf vun dem Zustanekomme vun esou engem Gesetz matdiskutéieren an och matdiskutéiere mussen.

Ech mengen, d'Gesondheetsversuergung vun enger Populatioun ass eng vun deene wichtegste Missiounen, déi e Stat huet, vläicht souguer déi wichtegst. A fir ee räiche Stat wéi Lëtzebuerg, do muss déi optimal medezinnesch Betreiung eng Normalitéit sinn. An ee Stat, deen esou räich ass wéi Lëtzebuerg - an ech soen dat net nëmmen an dësem Beräich, ech hunn dat och ëmmer gesot, wa mer iwwert d'Fleegeversécherung geschwat hunn -, dee muss bereet sinn, déi finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir eiser ganzer Populatioun eben déi medezinnesch Betreiung an och, am Alter, Fleegebetreiung zoukommen ze loossen, déi esou engem Stat gutt zu Gesiicht steet.

An dat muss och flächendeckend iwwert d'ganzt Land geschéien. An dach muss ee feststellen, datt dat net ëmmer de Fall ass. An d'Fro, déi ee sech muss stellen: Gëtt dëst Gesetz dann elo Äntwerten op déi Froen? Sinn déi berechtegt Suergen, déi awer eng Rei vu Leit hei am Land hunn, zoutreffend a kënnen déi Leit berouegt ginn?

Ech wëll net méi op déi ganz Strukturprobleemer agoen, déi d'Rapportrice an och meng Virriedner gesot hunn. Duerfir, a well och meng Zäit méi limitéiert ass, wëll ech eng Rei vu Punkten ervirhiewen. An ee vun de Punkten ass d'Zuel vun de Better.

Ech mengen, et ass ëmmer eng Diskussioun ginn hei am Land, ob d'Zuel vun de Better soll erofgoen oder eropgoen. Fir d'Éischt war geplangt, datt se soll erofgoen. Elo am Projet gëtt awer festgehalen, datt d'Zuel eropgeet vun 2.846 op 3.107. Dat ass e Plus vun 261 Better. An dat ass e Maximum, deen op zéng Joer festgesat ginn ass.

Mä et muss een awer och wëssen, datt Lëtzebuerg dat Land ass, wat am Verhältnis zu den Nopeschlänner déi gréissten Augmentatioun vun der Populatioun huet; et hunn och scho Virriedner dovunner geschwat. Mir ginn am Ableck vun 12.000 neie Residenten hei am Land pro Joer aus, a wa mer dat héichrechnen op zéng Joer - an dës Regierung huet jo awer an dëse fënnef Joer vun hirer Legislaturperiod op e Rekordwuesstum gesat, wat elo och nach wäert iwwer Joren unhalen -, da bedeit dat, datt mer an zéng Joer 120.000 Leit weider hei am Land hunn.

Gläichzäiteg schafe mer all Joers och 12.000 Aarbechtsplazen, déi vun 8.000 Frontalieren ausgeüübt ginn. Dat heescht, mir hunn an zéng Joer och 80.000 Frontaliere weider hei am Land schaffen. Also zesummen an zéng Joer 200.000 Leit weider, déi sech pro Dag hei am Land bewegen. A wann een dat dann a Relatioun stellt mat deenen 261 Better, déi iwwer zéng Joer solle bäikommen, da sinn dat Peanuts vis-à-vis vun där demografescher Entwécklung, déi mer hei am Land hunn.

Wa mer emol d'Bettenzuel pro 1.000 Awunner vergläiche mat eisen Nopeschlänner, da läit Lëtzebuerg do bei 4,77 Better pro 1.000 Awunner. Eis franséisch Nopere leie bei 6,13 Better pro 1.000 Awunner, eis belsch Nopere bei 6,14 an eis däitsch Nopere bei 8,13 Better pro 1.000 Awunner, also praktesch dat Duebelt, wéi mir et hei zu Lëtzebuerg hunn.

An da muss een nach bedenken, datt keent vun deene Länner esou eng staark Progressioun an der Populatioun huet wéi Lëtzebuerg an och keent vun deene Länner all Dag esou vill Frontalieren am Verhältnis zu senger Populatioun huet, déi an d'Land erakommen, déi jo awer och wäerten en Deel vun de Better gebrauchen, déi een am Secteur huet.

Et geet also eiser Meenung no guer net duer. A mir froen eis och, firwat datt een an e Gesetz e Maximum aschreift. Firwat schreift een an ee Gesetz an, et dierften nëmmen esou vill Better bäikommen. An et soll flächendeckend eng Garantie ginn, déi een also misst hei am Land garantéieren.

An da misst ee sech och d'Fro stellen iwwert d'Reserven. Et ka jo och emol eng Kéier eng Noutsituatioun, et kann eng Kéier eng Katastroph kommen: Wa mer wëssen, wéi mer haut alles beluecht hunn, dann hu mer an esou Situatioune grouss Problemer hei am Land. Also, mer mengen och, datt an Hisiicht vun enger Reserv onbedéngt hätt misse weidergeduecht ginn. Et gëtt een de Verdacht net lass, datt hei net déi optimal medezinnesch Betreiung am Vierdergrond steet, mä éischter ekonomesch Iwwerleeungen.

Datselwecht fanne mer bei den Urgencen. Wien huet net schonns selwer et erlieft oder dervun héieren, datt d'Leit musste stonnelaang waarden, fir an enger Urgence bäizekommen? Ech mengen, haut ass nach en Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vum Generaldirekter vum Hôpital Robert Schuman Kierchbierg. Hie seet, si wiere momentan bei enger Moyenne vun 2,5 Stonnen ukomm, wat d'Waardezäit an den Urgencen ubelaangt. Dat ass eng Moyenne, dat heescht, eng Moyenne, do sinn dann och Leit, déi nach méi laang musse waarden.

Ech ginn do de Spideeler net d'Schold. Mä et ass einfach eng Saach vun de Strukturen, vun de Moyenen, vun den Infrastrukturen, vun de Leit, déi do beschäftegt sinn, wat einfach net duergeet. Mä et muss ee wëssen, datt d'Leit dat net kënnen esou akzeptéieren. Heivun hunn ech net genuch héieren an dëser Debatt: Wat mer maachen, fir eben och déi Urgencë kënnen esou erofzesetzen, datt een zu enger vernünfteger Zäit bäikënnt. An datt och eng Selektioun muss kënne gemaach ginn, datt also Leit, déi net esou krank sinn, vläicht net esou séier bäikommen, a Leit, déi méi schwéier krank sinn, méi séier bäikommen.

Eng äänlech Situatioun hu mer bei de Maternitéen. Mir hate viru Joren dramatesch Situatiounen hei am Land, wou d'Maternitéen esou voll waren, datt mer zum Beispill e Fall haten, wou eng Fra, déi Zwillingen erwaart huet an déi dunn urgent huet missen ageliwwert ginn, hei am Land keng Plaz méi kritt huet. A si huet missen an d'Ausland transferéiert ginn. Leider huet déi Fra dunn am Ausland an engem Spidol e Virus opgeraf, wat zur Konsequenz hat, datt déi zwee Kanner ganz staark handicapéiert op d'Welt komm sinn. An der Tëschenzäit ass eent vun deene Kanner gestuerwen, dat anert Kand, ganz schwéier handicapéiert, lieft awer nach.

Ech hat deemools eng Question parlementaire gestallt, wéi dat méiglech wier, datt mir hei am Land keng Plaz hunn, wann esou Fäll virkommen, déi mer iwwerhaapt net kënnen ophuelen, an datt mer déi da mussen an d'Ausland schécken. Et ass schummeswäert fir e Land ewéi Lëtzebuerg, datt esou eppes nach hei an dësem Land virkënnt! D'Äntwert, déi ech vun der Madamm Ministesch deemools kritt hunn, ass: Si huet confirméiert, datt mer zäitweileg esou Situatiounen hunn, datt mer Leit mussen an d'Ausland schécken, well mer eben net genuch Better hunn.

An ech hat och gefrot, wou d'Ursaache sinn. An d'Ursaache sinn am Fong - ech wëll dat elo awer net negativ gesinn -, datt mer eng ganz Partie vu Fraen hunn, déi aus der Grenzregioun hei op Lëtzebuerg accouchéiere kommen. An et waren deemools tëschent de Joren 2010 an 2014, kann ee bal soen, 500 Accouchementer, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gi si vu Fraen, déi an der Grenzregioun wunnen.

D'Ursaach, firwat datt déi heihinner kommen, ass och beäntwert ginn, an zwar engersäits aus praktesche Grënn, wa se hei schaffen. Se si vläicht och gär méi no bei engem Dokter an alles. Dat ass alles verständlech. An déi zweet Ursaach, déi d'Madamm Minister awer geäntwert huet, ass, well an der Grenzregioun Maternitéen zougemaach si ginn. Dat heescht, déi hu genau dat gemaach, wat mir och zum Deel hei gemaach hunn, wann ech u Woltz douewen denken: Déi hunn zougemaach. An dann ass et fir déi Leit ebe méi bequem, op Lëtzebuerg ze kommen.

Duerfir mengen ech, wann een och Woltz kuckt, wat mer zougemaach hunn, wat e Spidol war, eng Maternité war, wou d'Leit awer méi wéi zefridde waren, do ass zougemaach ginn. An all déi Leit musse sech elo op Ettelbréck oder an d'Stad bewegen. A souguer sonndes, d'Weekender a wärend den Nuechte musse se an d'Urgencen an d'Stad fueren. A wann ee weess, wivill datt dat un Zäit bedeit, fir bis heihinner dann an d'Stad erofzekommen, a jiddweree weess, wéi wichteg, jee nodeem wat fir eng Krankheet et ass, den Zäitfaktor ass, dann ass dat och eng Situatioun, déi net kann toleréiert ginn.

Datselwecht ass bei de Maison-médicallen, mengen ech, wou een net däerf vergiessen - wat jo eng gutt Iddi war, wou een zwar och kann driwwer diskutéieren - a wou mer awer wëssen, datt zum Beispill e ganze Bezierk, den Osten, keng Maison médicale huet. Dat heescht, all déi Leit an deem Bezierk - deen zitt sech jo relativ vu Jonglënster, Iechernach, d'ganz Musel erop - mussen dorobber verzichten. An ech mengen, et ass awer eng vun de Verflichtunge vun engem Stat, fir derfir ze suergen, datt mer flächendeckend jiddwer Bierger déiselwecht Méiglechkeeten ubidden, fir ebe kënnen déiselwecht optimal medezinnesch Betreiung garantéiert ze kréien.

An deem Zesummenhang wollt ech och hei aklénken, wéi wichteg d'Sprooch am Gesondheetssecteur ass, datt d'Leit sech ënnerenee kënne verstoen a matenee schwätzen. Dat ass selbstverständlech d'Sprooch. Mir wëssen, datt mer hei am Land Gott sei Dank kënnen an d'Grenzregioun medezinnescht Personal siche goen, well ouni dat géif eise Gesondheetssecteur net méi fonctionnéieren. Déi kommen aus Däitschland, aus Frankräich oder aus der Belsch.

Mä mer wëssen awer och, datt dat mat Problemer ze dinn huet, wat d'Sprooch, wat d'Kommunikatioun ubelaangt. A mer wëssen awer och, wéi wichteg datt et ass, datt déi Leit matenee kënnen diskutéieren a sech verstinn. Dat hu mer engersäits beim Personal ënner sech, awer och beim Personal mat de Patienten. Et ass net all Mënsch hei am Land, deen engem direkt op Franséisch kann erklären, wou e wat wéini wéi huet. Dat ass, mengen ech, am normale Jargon vun de Leit derbäi.

An duerfir si mir der Meenung, datt et misst obligatoresch ginn, datt am Spidolssecteur déi Leit, déi hei an d'Land kommen an déi d'Sprooch och net schwätzen, bannent engem bestëmmten Zäitraum missten eis Sprooch kënne schwätzen, an datt een och misst geziilt asetzen, datt déi Leit hir Coursen obligatoresch wärend der Aarbechtszäit kréien, fir datt déi Kommunikatioun tëschent dem Personal an tëschent dem Personal an de Patiente ka besser an optimal fonctionnéieren.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- E Personal, wat sécherlech eng enorm wichteg Roll spillt. An ech mengen, keen heibanne gesäit déi ganz medezinnesch Betreiung am Gesondheetssecteur aneschters, wéi datt d'Leit do ganz vill gutt Aarbecht leeschten an datt déi Leit awer ganz vill ënner Drock stinn.

An ech mengen, ech hu virdrun iwwert d'Zëmmere geschwat, d'Bettenzuel, déi eiser Meenung no net genuch eropgesat gëtt, och am Verglach zu deenen anere Länner. Esou wësse mer awer och, datt d'Besetzung vum Personal, vun Infirmièren an esou weider, datt mer där net genuch hunn an datt déi Leit dann och ganz dacks ënner Drock stinn an net kënnen déi Fleeg zoukomme loossen, déi d'Patiente bräichten.

Een anere Punkt, wou d'Leit am Land och kee Versteesdemech hunn, dat ass den IRM, well mir wëssen, datt een hei am Land heiansdo muss méintelaang waarden, fir do bäizekommen, datt mer d'Leit da léiwer an d'Ausland transferéieren. Et ass zwar elo e weideren IRM an Aussiicht gestallt ginn, mä ass et net traureg, datt mer hei am Land net déi Infrastrukturen, wat d'IRMen ubelaangt, hunn, déi ee wierklech bräicht?

Et ass eis elo kuerz wierklech erëm e Fall zougedroe ginn, wou eng Persoun samschdes an d'Spidol ageliwwert ginn ass a gesot kritt huet, se géif awer net virun dënschdes beim IRM bäikommen. An iwwert de Weekend ass d'Fra gestuerwen. An d'Leit hunn duerfir kee Versteesdemech. A mat Recht hunn d'Leit duerfir kee Versteesdemech, datt mer déi Infrastrukturen net hunn!

Vill Leit soen haut, datt eise Statsminister an eise Wirtschaftsminister geschwënn an de Weltraum fléien, op de Mound fléien, mä mir hu kee Geld, fir déi IRMen hei ze bezuelen. An ech mengen, dat muss eng absolutt Prioritéit sinn. An d'Fro stellt sech och, firwat datt mer do net Privatinitiativen akzeptéieren. Et gëtt jo och Gruppe vun Dokteren, déi wëllen esou eppes uschafe loossen. Mir als ADR sinn der Meenung, datt een dat sollt ënnerstëtzen. Eng gesond Konkurrenz deet och engem Gesondheetssecteur gutt: engersäits de Spideeler, anerersäits den Dokteren, déi dat solle maachen. An et soll een déi d'selwecht behandelen, wéi dat soll sinn. Awer mir sinn do fir eng gesond Konkurrenz.

Dann ass ganz vill iwwert d'Diskussioune mat der Dokteschassociatioun, der AMMD, gesot ginn. An ech mengen, wann dat Gesetz haut aneschters ausgesäit, wéi et ausgesinn huet, wéi et deponéiert ginn ass - a mir erënneren un all déi Amendementer, déi gemaach gi sinn -, dann ass dat awer... Et muss een da fairerweis... Verschidde Riedner vun de Majoritéiten hunn haut hei am Fong op d'AMMD geklappt, mä ech géif mengen, se hätte besser, se hätten deenen haut Merci gesot, well vill vun deene Verbesserungen, déi haut an deem Gesetz bäikomm sinn, déi hutt Der deenen ze verdanken.

Well wann ech de Communiqué kucken, deen d'AMMD de 27. November d'lescht Joer erausginn huet, do schreiwe se am Fong, datt dat anert, wat am Fong als Projet de loi deponéiert ginn ass: «n'a été rien d'autre qu'une base de travail», schreiwe se am Fong. De Rescht ass am Fong en cours de route gemaach ginn, awer och datt versicht ginn ass, d'AMMD quasi an Zukunft auszeschléisse vun allen Diskussiounen, vun alle Verhandlungen, déi solle kommen.

A wann een alles kuckt, wat se an hirem Communiqué do geschriwwen hunn, dann ass dat wierklech eng ganz grav Accusatioun. An ech mengen, et huet och vläicht missen am November esou ee krassen a staarken... Ech hu selte vun enger gewerkschaftlecher Organisatioun esou e schaarfe Communiqué gelies wéi deen, deen d'AMMD do de 27.11. public gemaach huet.

An d'„Tageblatt" huet et am Fong gëschter gutt resuméiert, wou se soen, datt d'AMMD dee richtegen Drock zum richtegen Zäitpunkt ausgeüübt hätt an datt am Fong d'Gesondheetsministerin doropshin agelenkt huet an et an der Schlussphas geännert huet, fir datt eben do konnt eng gewëssen Entwarnung kommen.

Mir, Här President, sinn der Meenung, datt et net un der Politik ass, fir an d'medezinnestherapeutesch Behandlungen anzewierken. Dat ass e Recht, wat reng d'Medezinner hunn.

Mir hunn heiansdo de Verdacht, datt hei wierklech richteg vum Stat aus versicht gëtt, eng Muecht auszeüben, dee ganze Secteur ënner seng Fittichen ze kréien. Do si mir als ADR net dermat d'accord. Déi Leit musse fräi sinn, fir kënnen hir therapeutesch Betreiung esou anzesetzen, wéi et méiglech ass, fir déi beschtméiglech Medikamenter an Apparater anzesetzen, déi si fir richteg halen, an déi dat net däerfe vun engem anere vu bausse virgeschriwwe kréien.

D'ADR ass duerfir mat ville Punkten aus dësem Gesetz net averstanen. A mir wäerten duerfir dergéint stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An d'Wuert huet elo den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, d'Organisatioun vum Spidolswiesen ass ee vun deene groussen a wichtege Piliere vun eisem Gesondheetssystem. De Spidolssecteur gëtt bal ganz ëffentlech a solidaresch finanzéiert a berout um Prinzip vum universalen Zougang fir jiddwereen, onofhängeg vu senger finanzieller Situatioun.

Déi meescht vun eis kennen a gesinn d'Spideeler aus der Perspektiv vum Patient respektiv vun deem, deen e Patient besiche geet. A wann ee selwer Patient ass, ass et dacks eng onangeneem Situatioun, zumindest awer eng ganz sensibel, well se per Definitioun an déi intiimste Beräicher vun engem Mënsch agräift. Duerfir ass et eng absolutt Noutwendegkeet, datt am Spidolswiesen de Patient mat sengen individuelle Besoinen am Mëttelpunkt steet.

Mir mussen awer och feststellen, datt dat net ëmmer de Fall ass. Et ass schonn e puermol ugeklongen: D'Beispill vun der Organisatioun vun den Urgencen ass esou eent, wat bei ganz ville Leit zu hefteger a berechtegter Kritik gefouert huet an och am Moment nach amgaangen ass ze féieren.

Gläichzäiteg misst et den Usproch vun der Spidolsplanung sinn, souwuel op déi aktuell Problemer anzegoen doduerch, datt ee se erkannt huet, a Léisungen dozou ze proposéieren, wéi awer och de Kader ze schafen, fir zukünfteg Entwécklungen ze antizipéieren.

An déi Erausfuerderunge fir déi nächst Jore si komplex a villfälteg. D'Krankheetsbiller ännere sech. De medezinnesche Fortschrëtt muss am Interessi vum Patient encadréiert ginn. D'Altersstruktur vun der Populatioun, an domadder vu potenzielle Patienten, evoluéiert. A virun allem zu Lëtzebuerg: D'Populatioun wiisst, a se wiisst ganz schnell.

Grad zu Lëtzebuerg ass also d'Planung vun der Organisatioun vum Spidolswiesen essenziell an déi zentral Fro ass: Ass dëst Gesetz, dësen Text, dee mer elo hei virleien hunn, op der Héicht vun deenen Erausfuerderungen? Mir mengen, datt d'Äntwert mitigéiert ass.

Mir begréissen als Éischt, datt d'Planification hospitalière iwwer Gesetz geschitt an net iwwer Règlement grand-ducal. Well eréischt d'Obligatioun, e Gesetz ze maachen, huet et erméiglecht, datt hei an der Chamber intensiv konnt driwwer diskutéiert ginn. An doduerch ass et och zu enger ëffentlecher Debatt komm. Enger kontroverser, deels kontradiktorescher Debatt, déi och deementspriechend gefouert gouf, mä déi awer och gehollef huet, deen ursprëngleche Projet op verschiddene Punkten ze verbesseren. Mä punktuell Verbesserunge bedeiten net automatesch, datt et doduerjer och schonn e gudde Projet ass.

Fir dat ze verstoen, muss ee vläicht e bëssen an der Zäit zréckgoen a kucken, a wéi engem politesche Kontext en entstanen ass. Mir hate viru fënnef Joer, am Juli 2013, eng éischt Consultatiounsdebatt iwwert den zukünftege Spidolsplang. A wann een déi Debatten nach eng Kéier noliest, da stellt ee fest, datt do ganz vill vu ville Säite geschwat ginn ass iwwer Käschtereduzéierung a Käschteneffizienz.

Mir waren deemools, 2013, matzen an der Héichzäit vun der Austeritéitspolitik, an alle Beräicher, an iwwerall ass gekuckt ginn, fir an éischter Linn Ausgaben erofzesetzen. An an dësem Esprit ass eben och dëse Projet entstanen. An doranner besteet eis Haaptkritik.

Och haut mierkt een an dësem Text nach de Geescht vun enger Spuerpolitik, déi zwar am Verlaf vun den Aarbechten deelweis ofgeschwächt gouf, awer där hir Logik sech nach ëmmer duerch den Text zitt. An am offensichtlechsten ass dat fir eis um Fait vun der Begrenzung vun der Bettenzuel, op jidde Fall an am offensichtlechsten am Fall vun der Begrenzung vun den Akutbetter, déi den allergréissten Deel vun de Spidolsbetter duerstellen.

Well et ass schonns erstaunlech, datt een eng Spidolsplanung fir zéng Joer mécht an e ganz restriktive Maximum u Better definéiert, déi an de Spideeler zur Verfügung stinn. Mir mengen, datt een domadder d'Päerd vun hannen opzeimt. Et grenzt een nämlech de Spillraum fir zukünfteg Entwécklungen extrem an an et erhéicht een domadder den Drock op all d'Bedeelegt: op d'Spideeler, op d'Dokteren, op d'Fleegepersonal, méiglechst käschteneffikass ze schaffen.

Ech bezweifelen allerdéngs, datt dat an der Realitéit ëmmer am Interessi vum Patient ass, well d'Gefor besteet, datt hie mat sengen individuelle Besoine mat esou enger Approche ze kuerz kënnt.

Déi begrenzte Bettenzuel gëtt ënner anerem domadder begrënnt, datt et am Spidolssecteur drëms géif goen, de Virage ambulatoire virzehuelen, also datt d'Patienten eventuell moies en Agréff am Spidol gemaach kréien an owes erëm doheem kënne sinn, an datt duerch déi Entwécklung proportional manner Better an Zukunft gebraucht ginn.

Dee Virage ambulatoire ass awer eng zweeschneideg Geschicht. Engersäits ka sécherlech de medezinnesche Fortschrëtt derzou féieren, datt bestëmmt Agréffer fir de Patient manner belaaschtend sinn. Dat ass eng positiv Entwécklung, déi och schonn amgaangen ass. An natierlech ass jiddwer Patient frou doriwwer, esou séier et geet erëm op de Been ze sinn an doheem ze sinn. Mä wann e Virage ambulatoire net anstännesch encadréiert ass, da riskéiert en en Alibi ze sinn, fir Käschten erofzesetzen, ze spueren an domat de Patient ëmmer méi zum onangeneeme Käschtefaktor ze maachen.

An esou zimlech jiddem Avis, deen zu dësem Gesetzesprojet verfaasst gouf, steet, datt deen ominéise Virage ambulatoire awer justement net encadréiert wier. Dat soen d'Dokteren, dat seet d'Fleegepersonal, dat seet d'Salariatskummer, déi vun enger „Nébuleuse" schwätzt. An dat seet souguer de Statsrot.

Well déi ambulant Behandlung féiert zwar derzou, datt e Patient manner laang e Spidolsbett besetzt, mä se bräicht awer, wann ee se konsequent virundreiwe wëllt, e kloren Encadrement vir an nom Agréff, dat heescht och am ausserspidolesche Beräich. De Virage ambulatoire misst eigentlech eng Zort Jarnéier sinn tëschent Spidol a Fleeg doheem a bräicht och duerfir an eisen Aen en eegene Kader. Dovunner ass an dësem Text hei keng rieds. Wat bleift, ass den Drock, d'Bettenzuel proportional zur Populatiounsentwécklung ze reduzéieren.

Der Spidolsplanung zugronn läit d'Carte sanitaire, déi eng Zort Bestandsopnam ass vun der aktueller Situatioun an op där hirer Grondlag d'Projektiounen an d'Zukunft gemaach ginn.

Vu ville Säiten ass kritiséiert ginn, datt déi Zuelen aus der Carte sanitaire just schwéier novollzéibar sinn, an dowéinst gëtt souguer un der Fiabilitéit vun dësen Zuele gezweifelt. Virun allem awer ginn, an dat schéngt eis am bedenklechsten, d'Projektiounen un den zukünftege Besoinen a Fro gestallt. An effektiv: Zu Lëtzebuerg wäerte bei der aktueller Entwécklung an zéng Joer tëschent 100.000 an 150.000 Awunner méi liewen. Dat stellt eist Land viru grouss Erausfuerderungen, och a grad am Spidolssecteur.

An duerfir ass et fir eis net novollzéibar, datt bei esou enger staarker demografescher Entwécklung gläichzäiteg e ganz restriktiven Deckel op d'Bettenzuel geluecht gëtt. An dobäi ass och déi wuessend Zuel vu Frontalieren net mat agerechent, déi dagsiwwer hei am Land sinn an och medezinnesch Besoinen hunn. Iwwerhaapt bedauere mer, an och do si mer net eleng, datt bei dësem Projet net de Versuch ënnerholl ginn ass, iwwer eis Grenzen ewech ze denken a Partnerschaften oder Kooperatioune mat eisen Nopeschregiounen ze sichen.

Här President, wa mer an Europa ronderëm eis kucken, da si mer ganz besuergt iwwer neoliberal Tendenzen a villen europäesche Länner, déi drop ofzilen, d'Santé als Maart ze gesinn. E Maart, an deem gewënnorientéiert Entreprisë versichen, sech a virun allem hiren Aktionäre säfteg Profitter zoukommen ze loossen. A mir wieren eis vehement dergéint, datt d'Santé publique, d'Gesondheet vun de Leit, zu enger Wuer degradéiert gëtt!

Zu Lëtzebuerg hu mer an deene leschte Joren a Méint äänlech Tentativë gesinn, notamment vu verschiddene Multinationallen am Beräich vun de Laboratoiren. Doduerch ännert sech natierlech de Wäert vun enger Blutt- oder Urinprouf. Gëtt se an engem ëffentleche Labo gemaach, dann ass de Wäert vun esou enger Prouf demokratesch festgeluecht. Gëtt se dergéint vun engem Betrib definéiert, da geschitt dat an enger Profittlogik, da gi verschidde Prouwen ekonomesch méi rentabel wéi anerer.

An doduerch ginn Entwécklunge lassgetrueden, wéi mer se elo och schonn zu Lëtzebuerg gesinn hunn. Et entbrennt näämlech eng Kompetitioun ëm verschidden Aktivitéitsberäicher oder ëm Typpe vun Analysen, déi besonnesch lukrativ sinn. Déi vill Privatlaboen, déi mëttlerweil wéi Champignonen aus dem Buedem wuessen, maachen dës Entwécklung siichtbar.

Déi wuessend Rentabilitéit vun de Laboen zitt Investoren un, déi natierlech nach méi Rentabilitéit wëllen. Zu Lëtzebuerg ass dat ganz aktuell. Virun e puer Méint eréischt ass dee gréisste lëtzebuergesche Betrib an deem Beräich vun engem Schwäizer a kanadeschen Investmentfong opkaaft ginn, nodeems dee Betrib e puer Joer virdru schonns vun engem aneren Investmentfong opkaaft ginn ass. Dat ass also e ganz rentabele Business, wou riseg Margen erziilt ginn.

Dës verschidden Aspekter weisen, datt d'Privatiséierung vu verschiddenen essenzielle Servicer am Spidolswiesen zu perversen Entwécklunge féiere kann. An dat ass de Contraire vun där soi-disant gesonder Konkurrenz, vun där virdru mäi Virriedner geschwat huet.

Duerfir begréisse mer ausdrécklech, datt zumindest d'Prouwen, fir Anapath respektiv genetesch Dispositiounen ze diagnostizéieren, ausschliisslech vum LNS dierfe gemaach ginn an dës Beschränkung och eng gesetzlech Basis kritt. An dësem Punkt ënnerstëtze mer d'Regierung voll a ganz. Grad bei dëse Prouwen, deenen hiert Resultat oft iwwer Liewen an Doud entscheede kann, erschéngt et eis wichteg, datt se net enger privatwirtschaftlecher Logik sollen ënnerworf sinn.

Här President, et wäert wuel iwwerraschen, datt mir, bei engem Aspekt, deen elo nach relativ wéineg ugeschwat ginn ass, wat d'Beschäftegung vun den Dokteren ugeet, staark Sympathië fir de Modell vum Médecin salarié hunn; e Modell, deen et och schonn zu Lëtzebuerg gëtt an deen och seng Preuvë gemaach huet. Domadder wëlle mer natierlech net soen, datt dat d'Léisung vun alle Problemer wier, mä et entsprécht awer och enger reeller Demande vun enger Rëtsch Dokteren a grad jonken Dokteren.

Ech denken och net wéi anerer, datt dat zu engem massive Mangel un Doktere féiere géif, well och de Médecin salarié au besoin Iwwerstonne maache kann, esou wéi all Salarié am Kader vum Code du travail. An op där anerer Säit woen ech awer och ze bezweifelen, ob d'Qualitéit vun der medezinnescher Aarbecht onbedéngt an d'Luucht geet, wann ee bis 50, voire 60 Stonne geschafft huet. An dat ass onofhängeg vum aarbechtsrechtleche Statut.

A wann ee sécherlech laang a breet iwwer Virun Nodeeler vun deenen zwee Modeller diskutéiere kéint, fanne mer et awer schued, datt zumindest op eng Propos vum Conseil supérieur des professions de santé net zréckgegraff ginn ass. An dat ass d'Propos, datt een zumindest bei deene Medezinner, déi den allergréissten Deel vun hire medezinneschen Aktivitéiten am Spidol selwer maachen, mat Apparater, déi vun der ëffentlecher Hand finanzéiert sinn, seriöserweis iwwerleeë sollt, se als Salarié anzestellen.

Här President, d'Planung ass eppes Wichteges, wann een d'Zukunft preparéiere wëllt. An eist Land leit zanter Joren ënner enger mangelnder oder inkohärenter Planung, an dat a ganz ville Beräicher. Den Usaz vun der Gesondheetsministesch ass sécher richteg, net nëmme wëllen e Spidolsplang opzestellen, mä eng Planung, also en dynamesche Prozess, dee regelméisseg evaluéiert an au besoin kann ugepasst ginn.

Mä mer musse leider feststellen, datt dës Planung an engem ze vill enke Corselet stattfënnt an datt wichteg Elementer dovunner net konsequent duerchduecht sinn. Mir zweifelen och drun, datt aktuell Mëssstänn, wéi zum Beispill bei den Urgencen, duerch dësen Text kënne verbessert ginn. An dat misst awer d'Aufgab vun esou engem Projet wéi deem heiten zumindest och sinn.

Duerfir menge mer, datt trotz verschiddenen a punktuelle Verbesserunge par rapport zur aktueller Situatioun dësen Text net op der Héicht ass. An duerfir kënne mer em och net eis Zoustëmmung ginn. Mir wäerten eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Martine Mergen.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech géif mech enger Rei vu menge Virriedner uschléissen, fir souwuel der Madamm Minister wéi och hire Mataarbechter, no deene ville Stonnen, déi mer geschafft hunn an der Kommissioun, Merci ze soen. A vill Leit hunn et och scho gesot: Den Text ass an deenen 30 Sëtzungen, ob dat elo vu baussen oder ob dat duerch d'Aarbecht vun ons aneren aus der Kommissioun komm ass, verbessert ginn. Trotzdeem, wa mer en haut kucken, wa mer haut driwwer diskutéieren, et ass e bësse wéi den Anticlimax. Well mer esou laang driwwer geschwat hunn, ginn ech awer un dat Zitat vum Horaz erënnert: „Der Berg kreißte und gebar eine Maus."

Hei gi 15 Joer Gesondheetspolitik aus der Vergaangenheet, wann net 20 Joer bëtonéiert. Dat heescht, dëst Gesetz ass eigentlech d'Fortféierung vum fréiere Règlement grand-ducal iwwert d'Planifikatioun vun de Better, mat anere Moyene selbstverständlech. Ech soen, déi Moyenen, déi opgewannt gi sinn, déi ware beträchtlech. Mä ech sinn och der Meenung, dass de Secteur hospitalier mat enger Rüstung ëmklamert gëtt, an där e sech net oder nëmme ganz schwéier ka weiderentwéckelen.

Weiderhin hu mer an dësem Land eng spidolsorientéiert Gesondheetspolitik. An do menge mir och, dass dat net den Nec plus ultra ass. Ons feelt villméi, an den Här Halsdorf huet et scho gesot, eng Gesamtapproche vun der Offer am Secteur vun der Gesondheet.

Zwee Drëttel vun den Akten a Consultatioune ginn net an de Spideeler gemaach, mä am ambulante Beräich. Mir sinn der Meenung, dass et hei hätt misse parallell zu enger massiver Mobilisatioun vun de Kollaboratiounen tëschent dem Ambulanten an dem Secteur hospitalier kommen, well soss könne mer nach dräi Spideeler bäibauen, mä op d'Besoine vun onser Populatioun ass d'Spidolsentwécklung net eleng eng Äntwert.

Mir lafen hannendru mat Moossnamen, déi vläicht engem Istzoustand entspriechen, déi awer net genuch Flexibilitéit an Dynamik verspriechen, fir op d'Fortschrëtter vun der Medezinn an awer och vun der Technik - d'Roboter, d'robotiséiert Medezinn, och dat ass verschiddentlech ugeschwat ginn -, op d'Entwécklung vun onser Populatioun, mä awer och op eng méi grouss Mobilitéit vun engem groussen Deel vun onser Populatioun Rücksicht ze huelen.

Virprogramméiert ass domadder e Medezinntourismus an der Groussregioun, nonobstant zu deene Leit, déi heihinner kommen, fir hir Kanner op d'Welt ze setzen; wat ech begréissen, déi ugeschwat gi sinn. Mir sinn awer der Meenung, dass de Medezinntourismus leider nëmmen an eng Richtung geet, an zwar aus onsem Land eraus.

Den Här Halsdorf huet schonn ons global Approche virginn an och déi Avantagen, déi mir an dësem Gesetz awer fannen, erausgeschielt. Duerfir kann ech mer et erlaben, op déi puer Saachen hinzeweisen, mat deene mer net d'accord sinn. Ech géif och, wann nach ee sech kann erënneren, op meng Ried vun 2013 hiweisen, wou ech ganz am Detail op déi verschidde Spezialitéiten a Punkten agaange war.

De Virage ambulatoire, deen eigentlech „Virage vers l'ambulatoire" misst heeschen, wäert et an e puer Joer erméiglechen, datt zwee Drëttel vun den Agréffer a Behandlungen an engem Dag ofzewéckele sinn. Ob dat elo zwou Stonne sinn, véier Stonnen oder aacht Stonnen ass u sech onwesentlech, mä et ass: Entrée a Sortie vum Patient deeselwechten Dag.

Dat wäert klorerweis de Bettenbedarf relativ erofsetzen an de Spideeler. Awer doranner ass nach ganz vill Zäit an Entwécklung ze stiechen, bis et esou wäit ass. De Virage vers l'ambulatoire, dee wäert nëmmen da méiglech sinn, wann déi néiergeloossen Dokteren am Virfeld vun dësen Agréffer an och am Postoperatoire agebonne ginn.

Wann eng Operatiounswonn muss den Dag no der Operatioun gekuckt ginn, wann e Verband muss gemaach ginn, da kann et net sinn, dass de Patient sech muss Kilometeren a Kilometeren deplacéieren, fir fënnef Minutte vun engem gesinn ze ginn. Dat kann och säin Hausdokter maachen. Dat kann den Edy zum Beispill maachen an engem Patient erlaben, dass en net muss zweemol 30 Kilometer...

(Interruption)

Souguer an der Chamber.

(Hilarité)

Dat kann och en Dokter doheem maachen. Dat muss net onbedéngt an engem Spidol sinn.

Ech selwer hunn Erfahrungen, well ech an engem Domän sinn, deen net gradesou oppen ass wéi d'Spideeler, andeem ech Fotoe maache vun de Pathologien a se dann net an de Statslabo, mä awer weiderschécken un ee vu menge Spezialistekolleegen.

Ganz villes kann een iwwer Kommunikatioun an dësem Domän maachen. A mir mengen, dass de Virage vers l'ambulatoire nëmme kann dann optimal passéieren, wann den ambulante Secteur mat agebonnen ass.

Ech wëll och haut op dem Här Schummer säin Interview an enger... an onser Zeitung... an der Zeitung, pardon,...

Une voix.- „An onser Zeitung"!

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- ...am „Wort"...

(Brouhaha et hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- „An onser Zeitung"!

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Pardon, dat war e Lapsus. An „der Zeitung"!

M. André Bauler *(DP)*.- Am Bëschof senger Zeitung.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- An enger Dageszeitung, okay? Hale mer et esou fest.

(Interruption par M. Gast Gibéryen et hilarité)

...rappeléieren, wou den Dokter Schummer, deen ëmmer ganz fortschréttlech Iddien huet, vun engem Hotel bei hirem Spidol schwätzt. An ech fannen och déi Iddi net oninteressant.

Richteg wier et also deemno, d'Ëmfeld vum Patient ze berücksichtegen a vu virewech d'Generaliste mat anzebannen. Esou wéi dat elo virgesinn ass, packt de Spidolssecteur dat net.

A wann ech bei Entrée a Sortie an engem Dag sinn, da wëll ech och gär, wéi esou vill Virriedner, en Ofstiecher an d'Service-d'urgencë maachen. Dir wësst, dass ech deen éischten Dokter hei am Land war, dee spezifesch fir d'Urgencen an engem Spidol agestallt gouf. Ech hunn deemno materlieft, a wat fir engem Ausmooss dëse Secteur explodéiert ass. An dat ass net nëmmen op de Wuesstum vun der Populatioun zréckzeféieren, mä op eng déif verwuerzelt Opfaassung: „Urgence heescht, et muss schnell goen"; obwuel d'Medien ons Dag fir Dag de Contraire erzielen.

Mat der Schafung vun de Maison-médicallen ass versicht ginn, d'Urgencen ze desengorgéieren. Dat ass awer, wann een d'Kloen dobaussen héiert, wuel net gelongen. Onser Meenung no misst een den Accès zu den Urgencen anescht organiséieren.

E Patient misst zum Beispill kënnen op enger zentraler Télefonsnummer scho virorientéiert ginn. E muss gesot kréien: Wou hunn ech hei am beschten ze goen, fir dat, wat ech hunn? Wou kréien ech am séiersten an am beschten Hëllef? Dat kéint zum Beispill den 112 maachen, awer mat deem richtege Personal, oder awer eng aner Plaz, wou ee souguer vläicht géif Medezinner op den Télefon setzen, déi d'Leit kéinten do beroden.

Et kéint een och Incitante virgesinn - a wann ech Incitante soen, da mengen ech net nëmmen där moralescher, mä ech mengen och där finanzieller -, fir d'Generalisten, besonnesch déi, déi a Gemeinschaftspraxen organiséiert sinn, dozou ze incitéieren, fir hir Praxis méi laang opzeloossen. Well dee gréissten Undrang ass erfahrungsgeméiss an den Urgencen zu deenen Zäiten, wou d'Leit net méi kënne bei hiren Dokter oder bei en néiergeloossenen Dokter goen. Et ass meeschtens owes a méindes moies, well do sinn et der ze vill, déi wëlle bei den Dokter goen.

D'Service-d'urgencë verfügen iwwer Lit-porten. Si hunn d'Autorisatioun, déi ze féieren, mä d'Dokteren hu keen Tariff derfir. Dat heescht, si këmmere sech dee ganzen Dag ëm de Patient fir den Tariff vun enger Consultatioun. De Personalschlëssel vun den Infirmièrë geet net duer an de Polyklinicken an den Urgencen. A schliisslech fir déi Patienten, déi mussen herno dobleiwen, do mussen och genuch Better am Spidol zur Verfügung stoen.

Mir hunn effektiv eng Moyenne de séjour an de Spideeler, déi erofgeet. Dat ass och eng richteg Entwécklung, och da mam Virage vers l'ambulatoire. Allerdéngs ginn et ëmmer Stousszäiten, ginn et ëmmer Zäiten, wou méi Better gebraucht ginn. An dee Moment ass et awer da leider esou, dass der an engem Spidol net genuch zur Verfügung stinn.

An dofir menge mir, dass een hätt kënne mat enger gewëssener Flexibilitéit eng Aart Reservbetter virgesinn, wou e Spidol oder wou de ganze Secteur zesumme ka kuerzfristeg a fir eng kuerz Zäit Better mobiliséieren, déi soss net do sinn.

De System vun den Urgencë muss am Ganze reforméiert ginn, souwuel en aval wéi och en amont. D'Leit musse besser berode ginn an dat ass nëmme méiglech, wann Der déi néiergeloosse Generaliste mat an d'Boot huelt.

Kuckt emol an d'Urgencen! Déi Dokteren, déi do schaffen - an ech mengen, vill vun Iech hu Responsabilitéiten och am Spidolssecteur -, déi packen et meeschtens net méi wéi e puer Joer. An da sinn der vill, déi maachen nëmmen eng Garde am Mount oder zwou Garden am Mount. An ech kann Iech soen, et ass schrecklech frustrant, net nëmme fir e Patient, laang ze waarden, mä och fir d'Personal an den Urgencen, well se nëmme granzeg Patienten hunn, net well se schlecht pris en charge geholl gi sinn, mä well se esou laang hu misse waarden.

Wann ee vum Spidolsplang schwätzt - an dat hunn och schonn e puer vu menge Virriedner gemaach -, da muss een awer och kuerz iwwert d'Tariffer schwätzen, och wann dat an engem anere Ministère geschitt.

Mir hunn nach ëmmer nëmmen en Embryo vun enger Nomenklatur. Ech hu mer soe gelooss, dass mer amgaange sinn, eng spezifesch lëtzebuergesch Nomenklatur ze entwéckelen, wou ech mech zwar froen, ob mer wierklech keng am Ausland fonnt hätten, déi mer hätte kënnen hei am Land an enger adaptéierter Form iwwerhuelen. Mä mir sinn der Meenung, dass dat net séier genuch geet.

Mir hunn an der Vergaangenheet, enfin och elo nach, an engem System geschafft, wou d'Nomenklatur dauernd de medezinnesche Fortschrëtter an de Méiglechkeeten hannendrugelaf ass. Mir hunn eng Nomenklatur - an dat ass, mengen ech, vun der Madamm Lorsché gesot ginn -, déi dem Facteur Zäit an dem Acte intellectuel an der Responsabilitéit net genuch Rechnung dréit. Dofir sinn net arméiert Spezialitéite par rapport zu deenen anere Spezialitéite vill méi schlecht gestallt. An dorënner leit och net nëmmen den Dokter. Wann en Dokter muss oder wëllt vill schaffen, fir méiglechst vill Patienten ze gesinn, dann huet en natierlech net déiselwecht Zäit fir deen eenzelne Patient.

Mir mussen och an de Spideeler schwätzen... Et huet, mengen ech, och d'Madamm Lorsché vun der Tarification à l'activité geschwat. Mir mussen einfach kënnen an de Spideeler och eng Kéier chiffréieren: Wat kascht eppes a wat kritt e Spidol fir en Akt? Dofir si mir am Prinzip enger Tarification à l'activité géigeniwwer positiv agestallt. Et kann net sinn, dass e Spidol mat engem Passage moyen fir e Polytrauma deen nämlechten Tariff - et ass zwar net verdéngt, mä awer - zougesprach kritt wéi mat engem gebrachene Fanger.

Ech wollt e puer Beispiller nach opzielen, déi ons an dësem Spidolsplang feelen oder net an der richteger Form präsent sinn, ouni dass ech awer wëll den Usproch erhiewen, fir se all fonnt ze hunn.

Mir hunn an der Psychiatrie säit enger Rei Jore 45 Better, obwuel d'Populatiounszuelen ëm 50% eropgaange sinn an dee groussen Themekrees vun de psychiatreschen Erkrankunge sécher net zréckgaangen ass.

Mir sinn dofir och der Meenung, dass een am grousse Formekrees vun der Psychiatrie, wou awer och aner medezinnesch Spezialitéiten, mä och aner Akteuren implizéiert sinn, eng Rei spezialiséiert Servicer hätt misse virgesinn, fir op speziell Pathologien eng speziell oder spezialiséiert Äntwert ze ginn.

Mir sinn zum Beispill der Meenung, dass d'Psychogeriatrie e puer Better verdéngt hätt. Mir wëssen, dass mat der Alterung vun der Bevëlkerung déi Pathologien zouhuelen. An och wann de moyen Séjour an de long Séjour besser gestalt ginn an Zukunft, ass et awer sécher néideg, dass ëmmer erëm Patienten an eng Psychogeriatrie opgeholl ginn. Wa se mat deenen anere psychiatresche Fäll einfach vermëscht ginn, dann ass dat net déi richteg Aart a Weis. Mir wëssen, dass d'Geriatrie an d'Psychogeriatrie am Besonneschen eng aner Approche verdéngen.

Mir sinn der Meenung, dass een, amplaz vun engem Service de médecine environnementale ze schwätzen a souguer vun zwee Better - ech mengen, déi Diskussioun hate mer scho viru Joren, ech freeë mech och drop, dass mer se sécher nach eng Kéier wäerten erëmkréien -, hätt missen d'Psychosomatik als Service hei am Land verankeren. Patiente mat psychosomatesche Pathologië stinn ënner engem héije Leidensdrock a fille sech oft net seriö geholl, well se ëmmer erëm gesot kréien: „Dir hutt näischt Somatesches", mä se leiden awer drun.

Heirop huet eng modern Psychosomatik eng Äntwert. Patiente brauchen eng spezialiséiert Behandlung. An alle Länner ronderëm ons gëtt et psychosomatesch Klinicken oder Servicer an de Klinicken. Op menger Unisklinik zu Wien, do ass eng Psychosomatik agefouert ginn am Joer 1983; dat war dat Joer, wéi ech mäin Diplom krut, nëmme fir Iech ze soen. An ech kann Iech soen, dass déi Better net eidel stinn!

Fir beim Fach vun de groussen Deelberäicher an der Psychiatrie ze bleiwen, och dat ass schonn ugeschwat ginn, feelen ons nach d'Präzisiounen zu engem aneren Deelberäich, dat ass d'Addiktologie. Och hei ass eng pluridisziplinär Approche gefrot. Mir behandelen hei net nëmmen eng Sucht, mir behandelen haaptsächlech d'Suitte vun der Sucht an deem, wat sech allgemeng Addiktologie nennt. Dat kann eng gastroenterologesch Prise en charge sinn, wann een e Liewerproblem huet. Dat kann eng infektiologesch Prise en charge sinn, wann een eng ustiechend Krankheet huet.

An dofir si mir der Meenung, dass een do och hätt kënne Better vu virera virgesi respektiv e Service, well mer mussen domadder rechnen, dass et net einfach wäert sinn, an deene 45 psychiatresche Better, déi ech virdru genannt hunn, Better fräizemaachen. Da muss een an de Service des médecines internes goen an da sinn dat déi nämlecht Streidereien, déi ëmmer schonn an de Spideeler waren: „Ass dat e Patient fir dech? Neen, dat ass e Patient fir dech!" Dat sinn allgemeng Patienten, déi elo net d'Liiblingspatiente vun deene meeschte Spezialitéite sinn. An dofir si mir der Meenung, dass een hätt missen e Service d'addictologie virgesinn.

Och hei gëllt et, an engem Reseau d'Kollaboratioun mat dem ambulante Secteur ze erreechen. An ech hunn elo hei keng selte Pathologien opgezielt, fir déi ee schrecklech deier Apparater brauch. Ech hunn eigentlech vu Pathologië geschwat, déi zimlech heefeg sinn.

An ech wëll da profitéieren, fir der Madamm Minister nach eng Fro ze stellen, déi elo net nëmmen um Rand mat dësem Sujet ze dinn huet. Ech wollt d'Madamm Minister froen, Här President, wou dann eigentlech de sougenanntene PALMA drun ass, de Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool, dee schonn hätt sollen Enn 2016 presentéiert ginn. Duerno war vun Ufank 2017 rieds. Mä mir sinn awer elo 2018 a mir waarden nach ëmmer drop.

D'Madamm Minister an och d'Membere vun der Majoritéit hunn oft an onsen Aarbechten an der Kommissioun gesot, dass de Spidolsplang fir zéng Joer geduecht ass. Den Här Halsdorf huet scho gesot, firwat dass mir der Meenung sinn, dass en net flexibel genuch ass an dass en als Instrument net duergeet, fir d'Gesondheetspolitik déi nächst zéng Joer ze organiséieren, mä et wäert villméi weiderhi mam „good will" vun den Akteuren an de Spideeler gerechent ginn.

Verschidden Aufgabe wäerten och an Zukunft iergendwéi vun anere Reseauen, vun anere Servicer musse mat iwwerholl ginn, well et wäerten dauernd nei Besoine kreéiert ginn. Dat ass fir ons weder am Interêt vum Patient nach am Interêt vun der medezinnescher Innovatioun.

Mir musse weiderhin drop hoffen, dass mer deen een oder aneren Dokter aus dem Ausland kréien, fir hiert Wëssen an hiert Kënnen zur allgemenger Verfügung ze stellen. An dann hoffe mer, dass et net méi esou laang dauert, fir deenen neien Akten och eng Nomenklatur ze ginn, well dat gehéiert zesummen.

Ech wëll och nach eppes soen: Mir schwätze vum Spidolssecteur a vun der Tarifikatioun. Lëtzebuerg ass fir auslännesch Dokteren, déi héich spezialiséiert sinn, guer net esou interessant, fir heihinnerzekommen. An ech mengen, dat wëssen déi meescht Leit, déi mat Spideeler ze dinn hunn. Mir hunn ëmmer erëm an deene leschte Joren Doktere verluer, déi eng wäertvoll Aarbecht geleescht hunn an onsem Land an déi sech no enger gewëssener Zäit hei eppes aneschters erwaart haten an enttäuscht erëm an hiert Land oder enzwousch anescht higaange sinn.

D'AMMD huet an hirem Avis gesot, de Projet wier demotivant fir d'Spidolsdokteren. An ech wëll derbäisetzen, dass en och fir de Rescht vum Secteur vun den Dokteren net grad motivant ass. Wat ass zum Beispill, dat ass och eng Randbemierkung, mat dem Fonds d'indemnisation sans faute ginn? An der Vergaangenheet ass vill driwwer diskutéiert an driwwer geschriwwe ginn, wéi ee kéint deene Patienten hëllefen, déi ouni Feeler vum Dokter oder vun engem Spidol zu Schued kommen. Och dat ass en Dossier, deen een hei hätt kënnen onser Meenung no drunhänken, mä deen awer iergendwéi wahrscheinlech an engem Tirang verschwonnen ass.

A well et esou schéin ass a well ech schonn esou vill driwwer geschwat hunn, wëll ech och nach eemol kuerz op de Statslabo kommen. Mir stellen ons effektiv Froen iwwert deen elo bëtonéierte Monopol, ben, elo nach net, mä an enger Stënnchen, iwwert dee bëtonéierte Monopol an der Anapathologie (veuillez lire: Anatomopathologie). Et sinn immens Moyenen an dës Institutioun gefloss, den Här Halsdorf hat se genannt, een Zéngtel vun de Fraisen, déi a Frankräich budgetiséiert sinn.

Ech hunn, säit ech an der Chamber sinn, eng ganz Rei Question-parlementairen un divers Gesondheetsministere gestallt iwwert den Zoustand vum Statslabo. An ech kann awer bestätegen, wat d'Madamm Minister op meng lescht Fro geäntwert hat, an zwar dass d'Leeschtungen a leschter Zäit besser gi sinn. Et si ganz kloer Efforte gemaach ginn, mä d'Moyene ware jo och zur Verfügung gestallt ginn.

Trotzdeem gëtt et, an och dat ass scho gesot ginn, ëmmer nach an eenzelne Fäll vill ze vill laang Delaie fir e Patient, dee mat senger Angscht viru sengem Verdikt muss op eng Diagnos waarden.

Ech hu mer ausserdeem nach soe gelooss, dass säit Méint an de Spideeler Equipementer sti fir Telepathologie, matfinanzéiert vun ONGen. Dat sinn Apparater, fir wärend enger Operatioun Biopsies extemporanées, dat heescht, direkt kënnen d'Gewebe, wat entholl gëtt wärend därselwechter Narkos, ze ënnersichen. D'Telepathologie ass e moderne Moyen a verlaangt net, dass e Patholog op der Plaz ass. Dee Schnëtt gëtt direkt gemaach, e gëtt dann iwwer Tele, wéi den Numm et seet, an de Labo geschéckt an dann do ënnersicht.

An do froe mer ons awer, firwat dass dës deier, modern Equipementer, déi en plus net nëmme vun de Krankekeesen a vum Stat, mä och nach vun ONGe finanzéiert gi sinn, net schonn a Betrib sinn.

Staatlech Monopolen hannerloossen als Begréff iergendwéi e schlechten Arrière-goût. Ech weess vu kengem staatleche Monopolbetrib, dee sech mat der Zäit zu sengem Avantage entwéckelt hätt.

D'Madamm Minister huet an der Kommissioun gesot, si géife sech awer zoutrauen, de Statslabo am Sënn vu méi Qualitéit ze entwéckelen. We wish her luck. Ausserdeem hunn d'Geriichter, mengen ech, an deem Domän och nach net dat lescht Wuert geschwat.

Mir sinn also der Meenung, Här President, dass dëst Gesetz keng Äntwert gëtt fir eng zukünfteg Gesondheetsversuergung an onsem Land, oder net eleng eng Äntwert gëtt.

Den Här Engel huet virdrun déi albekannte Floskel vun der Zwouklassemedezinn erausgezunn, déi jo grad wéi de sougenannten Interêt vum Patient esou benotzt gëtt, wéi ee se grad brauch, déi vun alle Säiten a bei allen Diskussiounen an egal ob bei Géigner oder Frënn ëmmer erëm benotzt gëtt.

Mir bedauere jiddefalls, dass, obschonn haut schonn eng Partie Akten an Tariffer däerfe verrechent ginn, déi net virgesi sinn - dat ass notamment de Fall an der Zännmedezinn an an der ästhetescher Medezinn -, an obwuel, esou wéi den Här Halsdorf et och sot, vill Leit hei am Land eng Zousazversécherung hunn, all d'Parteien an der Majoritéit sech enger, sief et och enger klenger Ouverture an de Privatsecteur verschléissen an dëst erëm eng Kéier fir zéng Joer, am Numm vun der gëllener Kou vun der Zwouklassemedezinn!

Déi Privatmedezinn, déi ons Patiente gären hätten, déi gi se sech an d'Ausland sichen, an dat wësst Der, dat sinn der net wéineg. Viru Joren hat ee vun Äre Virgänger, Madamm Minister, e Livre blanc erausginn iwwert de Gesondheetszoustand vum Land. Ech mengen, et war de Carlo Wagner. Dat war mat de Moyene vun där Zäit e klengen Tour de force.

Säithier waarde mer dann net op eng Neioplag vun dësem Wierk, esou wéi dat deemools do war, mä mir waarden op eng transparent Bestandsopnam. Nëmme wie weess, wat e brauch, kann an déi richteg Richtung handelen. An nëmme wie sech genuch Flexibilitéit gëtt, fir op Entwécklunge kënne punktuell ze reagéieren, ka fir sech an Usproch huelen, d'Gesondheetspolitik fir d'Zukunft vun onsem Land ze gestalten.

Esou wéi den Här Halsdorf et scho sot, brauche mir dofir e Plan santé. Mir wënschen ons, dass déi nämlecht Moyene kënnen doranner erafléissen, wéi se an dëst Gesetz gefloss sinn. An esou wéi den Här Halsdorf et scho gesot huet, wäerte mir als CSV-Fraktioun dëst Gesetz net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Alexander Krieps.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt Iech fir d'Éischt froen, ob Dir eng Zousazversécherung hutt.

Wann Der en agerassenen Zéiwennol hutt an Dir dot moies d'Schong un, da kënnt Der och nach de Fliger op Roum huelen, fir Iech deen zéien ze loossen. Mä wann Der owes um hallwer zwielef en Hireschlag hutt oder en Häerzinfarkt, roden ech Iech, op Är Zousazversécherung ze verzichten an an den INCCI ze fueren. Dat ass méi no an dat ass méi gesond fir déi krank Leit. Déi richteg krank! Ech schwätzen net vun deenen, déi bei den Naturheilpraktiker ginn. Et hat ee mer dat virdru gesot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Op Är Fro, Här Krieps,...

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Op Är Fro, Här Krieps: Ech hu keng Zousazversécherung.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech och net, ech och net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech war dëst Joer wivillmol, neen... Chrëschtdag louch ech sechs Deeg am Spidol, well do hat ech e Mikrob opgeraaft an um Ufank war ech schlecht drun, well d'Kolleegen hate mer déi éischt zwee Deeg eng Schlofpëll ginn, wat ech net wosst.

(Hilarité et brouhaha)

Am Oktober hunn ech missen op de Kierchbierg goen, du war ech op meng Hëft gefall. An deen aneren Dag hat mäin Neveu Déngscht um Kierchbierg, sonndes, du sot d'Infirmière zu deem: „Sot, Äre Monni, ass dat en nervösen?" Well ech hat dem Meedche gesot: „Gitt mer den CD mat, ech kucken en doheem an da ruffen ech Iech un, ob ech eppes hunn."

(Hilarité)

Mä seriö, also nëmme fir Iech ze soen, ech hunn eng gutt Relatioun mat all de Spideeler. Dat Joer virdru koum ech vu Madrid erëm, op eemol hat ech e Bols vu 35. D'Kolleegen hunn dat an d'Rei bruecht. Meng Fra war schonn zu Eech. Wéi ech sollt d'Fédération des hôpitaux gesi bei ons an der Fraktioun, louch meng Fra zu Eech am Spidol. Mir waren och am CHEM zu Esch e puermol mat de Kanner a meng Fra erëm. Also, maacht Iech keng Suergen, ausser dem Edy säi Spidol zu Ettelbréck kennen ech se all!

Wat ech wollt soen, Här President, den 13. Dezember 1999 stoung ech fir d'Éischt hei wärend de Budgetsdebatten op dëser Tribün an hunn deemools gesot, wat ech haut widderhuelen, dass d'Educatioun an d'Gesondheetsversuergung missten eng primär Aufgab vum Stat sinn. An, wat ech och deemools gesot hunn: Dat soll kee parteipolitesche Spillball sinn! An do stinn ech nach haut derzou. Ech wëll net, dass an Zukunft ee säin Haus muss verkafen, wann en eng Häerzoperatioun huet oder fir 40.000 Dollar e Stent gesat kritt ambulant.

Dat gesot, an all déi, déi ech elo héieren hunn, et wär en ekonomeschen Interêt an dëser Reform, Madamm Minister, domadder sinn ech guer net d'accord, well mir sinn no den USA an der Schwäiz déi, déi am meeschte Suen ausgi fir d'Gesondheetsversuergung. Mä mam Ënnerscheed zu deenen aneren zwee Länner bezuelen hei quasi d'ëffentlech Hand an de Cotisant, de Steierzueler an de Cotisant 97% vun den Ausgaben. Dat ass an deenen aneren zwee Länner wäit manner. Et sollt kee kommen an hei vun ekonomeschen Interête schwätzen!

Vum Historique vun der Spidolsmedezinn - fir déi, déi interesséiert sinn, an dat sollt Der -, do gëtt et e Buch, dat 2013 a Frankräich erauskoum, wat regelméisseg erauskënnt, iwwert den „Hôpital", publizéiert vun der Inspection générale des affaires sociales. Ech hunn d'ailleurs de Privileeg, dass meng eelst Duechter elo do schafft, no hirem exzellente Resultat an der ENA.

Une voix.- Très bien!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Mä dat beschreift d'Spidolsevolutioun vum Mëttelalter u bis d'Franséisch Revolutioun an no der Franséischer Revolutioun. An do geet och rieds vun de Kongregatiounsspideeler, vun den ëffentleche Spideeler an hei an do. Dat ass extrem interessant ze liesen. Do stinn och d'Missioune vun de Spideeler dran.

Ech hunn e ganz gudde Souvenir vu Leit aus ëffentleche Spideeler. Ech war 1970 zu Ettelbréck am Stage - net als Patient, mä am Stage -, an do war den Dokter Mischo, en CSV-Member vum Ettelbrécker Gemengerot, dat war fir mech e Gott, dee Mann, well deen huet säi Beruff esou gäre gemaach. Ech hunn och nach aner Gestionnairë vu Spideeler kannt, wéi d'Schwëster Josepha Kayser an der Zitha, déi fir hiert Haus gelieft huet. An déi géif sech ëmdréien, wa se géif héieren, wéi d'CSV sech haut vun der Sozialmedezinn ofgewannt huet! Also, ech soen Iech dat just.

E Méindeg de Moien um 7.30 Auer hunn ech den „Quotidien" gelies, d'Säiten 2 an 3, an do hunn ech gemengt, ech hätt nach en décke Kapp vum Weekend oder ech hätt eng riicht op de Bak kritt. An dunn hunn ech dat mat mengem Kolleeg André Bauler hei diskutéiert. Do huet dee gesot: „Erënnert se un dat aacht vun den zéng Geboter: Du sollst kein falsches Zeugnis ablegen!" Ech kommen herno dorobber zréck.

Den Aarbechtsgrupp Santé vun der DP huet am Januar 2016 - nodeems d'Ministesch Lydia Mutsch den Avant-projet schonn duerch de Regierungsrot passéiere gelooss hat an ons Regierungsmemberen dat schéin duerchgewénkt haten - ugefaangen, dee Projet ze kucken. An do ware mer net ganz „amused" driwwer. Mir hunn am Fong dräi Projeten an der Kommissioun analyséiert: den Avant-projet, de Projet, dee se am September 2016 deponéiert huet, an den Avis vum Statsrot, wat och en Dokument war.

Deen heite Projet haut, deen ass zweemol ganz ëmgeschriwwe ginn; dat weess och jiddwereen, deen et wëllt wëssen. A mir hunn och intensiv an onser Partei dorunner geschafft. Mir hunn all méindes owes - an den Dokter Edy Mertens koum aus dem Éislek erof - dräi Stonne wärend Wochen a Méint un deene Projete geschafft. A mir haten eng ganz gutt Relatioun mat der Ministesch. Mir sinn déi e puermol besiche gaangen, entweder eleng oder mat hire Mataarbechter…

(Brouhaha)

Neen, a mengem Alter hält ee sech zréck. Also do…

(Hilarité générale)

Mir sinn dohigaangen an hunn och hir Mataarbechter gesinn, an dat war net tëschent zwou Dieren, mä dat war oft stonnelaang. Dat huet dofir och e puer Resultater bruecht, well am Ufank war jo effektiv rieds, fir d'Betterzuel ze reduzéieren, wat zweemol virdru geschitt war, an do waren och d'Populatiounsprojektioune ganz schlecht. Dir kënnt Iech jo erënneren, déi Jonk heibanne vun Iech, virun 30 Joer war de faméise Rapport Calot iwwert d'Demografie am Land. Wann dee gestëmmt hätt, wäre mer nach haut zu 230.000 Leit am Land. Mä ech mengen, et ass net gradesou gewiescht.

Wat ech nach wëll soen: An där Zeitung e Méindeg, am „Quotidien" - ech hunn dat och bei mir um Dësch éierens leien -, do stoung d'Ausso, d'Demografie wär guer net considéréiert ginn. Dat war dat Éischt, wat d'Ministesch geschriwwen huet an engem Bréif, dee mir kritt hunn, dass se dat géif considéréieren! Well deemools am Januar 2016 war schonn d'Bevëlkerungszuel am Norden ëm 12,5% an d'Luucht gaangen an zéng Joer an am Osten och. Dofir, et ass net fir ze soen, do wär näischt geschitt. Awer et ass virdrun ugeklongen: Mir si praktesch zu 600.000 Awunner an - den Här Gibéryen huet et gesot - bal 200.000 Frontalieren, déi musse mat versuergt ginn.

Wat sécher ass: Mir hunn déi Servicer an de Spideeler frësch opgelëscht en fonction vun dem Typ vu Spidol. Mir hunn d'fonctionnell Onofhängegkeet vum INCCI a vum Centre Baclesse affirméiert. Mir hunn eng ganz Rei Saachen agefouert an der Gouvernance des hôpitaux. Mir hunn eng vertikal Hierarchie agefouert a keng horizontal Hierarchie, esou e Poterklub, ech kommen herno dorobber zréck. Dat ass net gemaach ginn. Et ass eng vertikal Hierarchie, en Organisme gestionnaire, den Direkter a seng dräi Directeur-adjointen. Dat ass gutt gemaach ginn.

D'Demokratesch Partei huet suggeréiert, dass d'Dokteren an d'Conseile kéimen. An d'Personalvertrieder! Dat ass jo net ze gleewen! Et ass kee vun Iech, deen dat gleewe wëllt, dat war d'Demokratesch Partei!

An ech muss d'Ministesch luewen: Mir hunn 38 Verbesserungsvirschléi gemaach, ech hu se gezielt, a 35 sinn der am Gesetz festgehale ginn. Et sinn der zwee, dräi, déi net festgehale gi sinn, entre autres deen, dass d'Médecin-coordinateuren net vun hiren „Paire" bestëmmt ginn. Dat ass net gutt, déi ginn nach ëmmer vum Organisme gestionnaire bestëmmt. Wat och net festgehalen ass, dat ass, den Edy Mertens huet et scho gesot, d'Ophtalmologie de proximité. Elo ginn d'Katarakten an der Geriatrie operéiert an d'Hernie-discalle ginn net an enger Neurochirurgie de proximité operéiert, mä an engem Orthopädieservice. Dat ass den däitsche Modell.

Wat muss een dann nach hei soen? Den Duerchbroch war effektiv deen - an do kann ech mech guer net identifizéiere mat deem, wat ons Kolleege vun der Gewerkschaft ëmmer behaapt hunn, d'Doktere géifen ausgeschalt ginn -, dass d'Dokteren elo an de Spideeler esou vill ze soen hu wéi nach ni, wéi a kengem Gesetz virdrun. Dat ass eng gutt Saach, an do-duerch gi se responsabiliséiert. Et ass awer net fir ze soen: Et ass dem Josy oder dem Männi oder dem Jänni seng Schold.

De Statsrot hat och festgehalen, dass den Directeur général misst e Medezinner sinn. An de Statsrot wollt souguer d'Cour des comptes erabréngen an der Iwwerwaachung vun de Finanze vun de Spideeler. Mir sinn där Meenung och nach ëmmer, well wéi et momentan fonctionnéiert, dass d'Inspection générale vun der Sécurité sociale d'Konte vun der CNS iwwerwaacht an dat géigesäiteg, dat ass net gesond.

Vun der CNS soen ech Iech e puer Wuert herno, well déi brauchen en zolitten externen Audit an eng Reform. Hiren Direkter huet an deem Artikel virun dräi Wochen am „Lëtzebuerger Land" dat net esou empfonnt, mä ech wäert en nach e puermol drun erënneren.

An ech war virdrun hei net frou, wéi ech héieren hu vun der Kolleegin Martine Mergen, dass d'Offer misst akzentuéiert ginn. D'Offer muss der Demande ugepasst ginn an net d'Demande der Offer. Wa mir nach méi Offere bréngen - an der Fleegeversécherung hu mer dat jo gesinn -, da komme mer ni méi eraus. Da brauche mer 8.000 Better am Land an esou virun.

Ech si frou, dass deen hei Plang op zéng Joer ausgeluecht ginn ass. Et ass gesot ginn, d'Betterzuel wär duerch d'Gesetz limitéiert. Dat ass de Fall. Mä wat net limitéiert ass: Pro Service si flexibel Zuele méiglech. Wann e Besoin méi grouss ass fir dëse Problem oder dee Problem, ass dat och dran.

Mir hunn eng jonk Bevëlkerung am Land duerch d'Immigratioun, mä mir hunn eng eeler Bevëlkerung, déi ganz al ass. „The oldest old", dat ass dee Konzept. Ech hunn och nach néierens gelies, an dat freet de President Di Bartolomeo: D'Rente ginn net gekierzt, wéi dat am „Lëtzebuerger Wort" virun e puer Woche stoung. Ech hunn nach näischt héieren dovunner. Awer wat d'Ministesch gemaach huet: Mir hunn elo bal 400 Laangzäitbetter fir d'Réhabilitation gériatrique vun der eelerer Bevëlkerung.

Do hu mir natierlech als DP och nach eng Propositioun, déi mer schonn e puermol an der Kommissioun gemaach hunn: Mir musse par analogie zu der Infirmière pédiatrique och eng Infirmière gériatrique ausbilden. Dat ass schwéier noutwendeg, well dat gëtt e ganz spezifesche Boulot an enger méi aler Bevëlkerung an an engem Land, wou déi Eeler awer vill méi al ginn.Verhaalt déi Iddi, dat wär keng schlecht Saach, fir dat ze bréngen!

De Plang - esou ass kritiséiert ginn - baséiert op enger aktualiséierter Carte sanitaire. Déi Cartesanitairë sinn net perfekt, mir wëssen dat. An déi musse verfeinert ginn. Mir hu schonn an deem laang kritiséierte Rapport Lenz, deen deier war an an deem - do hätt ee kënnen de Portier vun engem Spidol froen, wat hien hält vun der Medezinn - deemools schon total farfelu Zuelen dra waren. An engem Spidol am Minett sinn 160 Speiseröhrekriibse gewiescht, mir hunn awer keng 30 oder 40 am Land. Dat ass onkontrolléiert publizéiert ginn. Mä de Minister - deemools Di Bartolomeo - war net dofir responsabel, hie konnt deem Artist seng Zuelen net kontrolléieren. Mir hu se awer kontrolléiert.

(Brouhaha)

Jo, mir hu se kontrolléiert. Well et ass ganz einfach: Frot am Statslabo no, da kritt Der d'Zuelen!

De Kritär vun der DMS - durée moyenne de séjour -, do ass jo gesot ginn: Dat ass e wichtege Kritär! Neen, dee mécht d'Spidolsmedezinn méi deier, well wat Der déi Durée moyenne de séjour méi erofdréckt, wat den „turnover" pro Bett méi deier gëtt, well déi kréie jo d'Basisënnersichunge gemaach. An do komme se am Ausland op den Taux de réadmission no 30 an 300 Deeg. Dat ass vill méi wichteg. Et ass zwar besser ginn, wat mer manner Spideeler hunn. Fréier ass d'Bomi vun engem Spidol an dat anert gaangen. An do musst Der dann d'Durée moyenne de séjour op ee Joer rechnen, net op fënnef Deeg.

Gutt berode wären d'Spideeler, wa se hir Conseils d'administration mat kompetente Leit besetze géifen, Ekonomisten, Juristen an esou weider. Ech soen do och d'ailleurs, all ons Spideeler hunn en anere juristesche Statut, dat ass och eng Saach, déi ee vläicht eng Kéier kéint harmoniséieren.

An der Kommissioun war d'Positioun vum Collège médical - ech sinn do e bësse bei Iech - déi ausgeglachenst. Ech deelen net d'Meenung vum Conseil supérieur des professions de santé, déi hu Standpunkte vertrueden aus dem 19. Jorhonnert. An ech sinn net der Meenung, dass dat ubruecht ass.

Ech hätt deenen d'ailleurs e Conseil gi fir en anert Buch, Kapitel 7 am Buch „The Youngest Science" vun engem Dokter Lewis Thomas, d'Kapitel 7, wat de Rôle beschreift vun den Infirmièren an de Spideeler. Dat sollt Der Iech op d'Long zéien, well dat ass ganz interessant an do gesitt Der, dass déi Relatioun Dokter-Infirmière-Patient onbedéngt erfuerdert ass. Mä kommt mer net mat enger Médecine fonctionarisée, dat kann net klappen!

D'Kolleege vun onser Gewerkschaft, ech hunn dat jo scho gesot, déi si lues a lues vun hire

Fuerderungen ofgeréckelt. Si waren am Ufank iwwerspëtzt. Si wollte méi ewéi 50% Dokteren an de Conseil-d'administratione sëtzen hunn, dat fannen ech e bësse vill. A si hunn dann e bësse Charabia gemaach iwwert d'Liberté thérapeutique an esou weider, mä et ass eng Gewerkschaft. Si si vläicht net esou gutt wéi den OGB-L oder den LCGB, mä se wëllen an déi nämlecht Kategorie aklasséiert ginn.

Ech kann Iech op alle Fall soen: D'Liberté thérapeutique bleift bestoen. An den Här Gibéryen huet onse Syndikat an engem Artikel vum November 2017 zitéiert. Mä ech wëll Iech soen: Mir hu laang virdrun ugefaangen, un deem Gesetz ze schaffen. An elo behaapte si, wéi e puer anerer - ech hat och Kolleegen a menger Partei, déi hu mer aus dem Éislek a lénks a riets ugeruff, Artikelen an d'Zeitung geschriwwe géint d'Ministesch -, et wär duerch si, dass dat Gesetz geännert gi wier. Mä déi haten dat Gesetz ni gelies, dat ass de Problem.

Also loosse mer elo net do Wonnen opräissen! Si hu sech natierlech e Méindeg parteipolitesch virspane gelooss, dat ass e schlecht Gefill fir eng Gewerkschaft. Si hätten och besser gehat, oder géife besser hunn, der Ministesch ze hëllefe bei der Ausaarbechtung vun de Règlements grand-ducaux, well hei feele jo nach eng Rei Règlements grand-ducaux.

Am Ufank war ech e bëssen ze haart a mengem Ziedel hei mat der Fédération des hôpitaux. Ech vermëssen et zwar. Mir haten eng Reunioun mat deenen, mä meng Fra war eben do zu Eech a si ass operéiert ginn, dat war mer méi wichteg. Déi Fédération des hôpitaux, fréier „Més"-Entente des hôpitaux, hunn ech ëmmer empfonnt als esou e Poterklub laut dem Lëtzebuerger Modell: „Mir een, dir een an heiansdo him e klengen."

(Hilarité)

Et ass awer esou. Et ass awer esou! An ech ka mech net erënneren, wat an de leschten dräsSeg Joer aus deem Gremium vun Impulser komm si fir d'Spidolsmedezinn. Et deet mer leed, ech muss dat soen. Si hunn net d'Informatik tëschent de Spideeler an der CNS mutualiséiert. Si hunn, dach, si hu vläicht d'Leit incitéiert, Kompressere vu fënnef op fënnef Zentimeter zesummen ze kafen, mä net déi deier Equipementer, d'IRMen, et ass jo hei ugeklongen, déi se missten zesumme kafen, well do kréich ee vläicht e bessere Präis. Si hunn d'Hygiène hospitalière net mutualiséiert. An dann hu se zougelooss, dass eng Inflatioun, eng intolerabel Inflatioun vun dem administrative Personal komm ass. Mir hunn an deene véier Spideelsgruppen 160 Informatiker! Mä waart nach zéng Joer, dann hu mer där méi ewéi Dokteren!

(Hilarité)

An esou geet et virun an de Kontabilitéiten. Dir laacht elo, Här Gibéryen, mä esou ass et.

(Hilarité)

An och do feelen extern Auditen an d'Cour des comptes. An dann d'Reform vun der CNS, hunn ech hei opgeschriwwen. Mä dat kréie mer net an dëser Legislatur gemaach. Dat wäert och nach 19 Joer daueren.

Déi national Servicer mussen och zouloossen, dass qualifizéiert Dokteren aus anere Spideeler do kënnen exercéieren.

Regreten hu mer e puer. D'DP huet e Regret, dass déi Réseaux de compétences net obligatoresch fir all Spideeler sinn. Dat hu mer och gesot. Mir hoffen, dass de Patient herno de Choix vu sech aus mécht, wou en higeet.

Ech hoffen och, dass d'Altersgrenz an dem pädiatresche Spidol, an der Kannerklinik, net nëmme bréngt - den Här Kox huet sech elo grad gehuewen -, dass nom Piccadilly nëmmen „binge drinker" do ageliwwert ginn tëschent 15 an 18 Joer. Ech mengen, do musse mer en A drop halen, well soss setze mer déi Alterslimitt e bësse méi erof.

Mir hunn och e klenge Regret, dass an deem ganze Projet de loi, an där nächster Gesetzgebung, kee Wuert iwwert d'Digitalisatioun steet, kee Wuert iwwer Cyber Security, net vill iwwert d'Protection des données. Mir hätte gäre gehat, wann dat do gestanen hätt.

Mir hunn aner kleng Detailer: D'Lit-porten an de Spideeler si fixéiert op zwielef Stonnen. Et si Kolleegen an deene Salle-d'urgencen, déi soen, dat misst op zwanzeg Stonne gehuewe ginn. Mir wären och frou, wann de Patient, deen entlooss gëtt an engem Spidol, eng Kopie vu senger Rechnung kréich, dass e weess, wat et kascht huet a wat gemaach ginn ass. Eng Kopie, an net, dass e se bezuele soll. Dat ass extrem dréngend.

Regrettéiert ass jo och ginn - an dat huet d'Ministesch selwer regrettéiert a si huet recht, dat war net ze maachen an esou enger kuerzer Zäit -, dass d'Normen „assurance qualité" an Normen am Allgemengen net méiglech waren ze maachen, speziell well an deem Exercice ons Kolleegen, déi an de Spideeler schaffen - déi eng kommen aus Frankräich, déi aner aus der Belsch, aus Däitschland, aus Groussbritannien -, aus aller Häre Länner hierkommen. Dat ass esou.

Mä wou d'Ministesch recht hat: Si huet déi ganz Prozedur derfir gesuergt, dass den Interêt général virum Interêt particulier kënnt. An dat ass eppes, wat een an der Gesondheetspolitik muss am A behalen. Wat ee sech och hätt kënne virstellen: Mir brauchen an de Spideeler eng kulturell Kompetenz, well d'Halschent vun onse Patiente sinn Auslänner. An do sinn der och, déi vu wäit hierkommen.

D'Madamm Mergen huet et scho gesot: D'Revisioun vun der Nomenclature, d'Tarification à l'activité ass extrem. D'Digitalisatioun, d'Salle d'urgence ass ugeschwat ginn. De Samu fält elo aus der Santé an den Intérieur. Dat muss een och verfollegen. Dir hutt geschwat vum Lien hospitalier an extra-hospitalier, Biomedezinn, dat ass en nächste Sujet.

An dann d'Kompassioun. Et gëtt keng Kompassioun méi an der Medezinn. Dat ass e grousse Manko, well haut si mer an enger Medezinn, déi am Fong eng Course géint d'Zäit ass.

An dann hätt ech och gären - dat fält elo net an der Ministesch Mutsch hir Kompetenz, mä an déi vun der reforméierter CNS -, dass all Dokter, deen hei an d'Land schaffe kënnt, e Kontrakt muss mat deenen ënnerschreiwen an d'Konditioune vu sengem Kontrakt hunn. Mir hu vill Vertrauen net nëmmen an d'Ministesch, mä och an ons Kolleegen, déi an de Spideeler schaffen.

E puer Wuert natierlech zu der Kontributioun, och an der Kommissioun, vun onser gréisster Oppositiounspartei. Ons Frënn vun der CSV hunn all Woch grouss Riede gehale virum Mikro vun RTL. Den Edy Mertens, de Gusty Graas an ech sinn ni eppes gefrot ginn. Mä an der Kommissioun hu se net vill gesot, do war esou e prozeduraalt Geplänkels.

Se haten e puer Propositioune gemaach, wéi e privaten Dialysezentrum zu Jonglënster. Dee Moment, wéi dat proposéiert ginn ass - dat ass och an hirem Pabeier hei vun dem Gesondheetsplang -, do hate mer ee Patient, deen am Land ambulant dialyséiert ginn ass, een eenzegen. An dann hu se e Privatspidol fir Privatpatiente proposéiert. Ech hunn näischt do dergéint, wa se dat selwer bezuele vu vir bis hannen, vun uewe bis ënnen. Da kann een dat envisagéieren.

An der virleschter Sëtzung hu se zwar en Amendement bruecht, dee mer ugeholl hunn no e puer Zaangegebuerten, iwwert de Contrat type, do hate se recht, dat soen ech hei.

Mä an dann…

(M. Alexander Krieps montre un document.)

Dat hei hunn ech just als Informatioun matbruecht, mä ech liesen Iech dat net vir; dat géif ze wäit goen…

(Hilarité)

…vun deenen 30 Sëtzungen.

Also d'Telemedezinn ass och hei ugeschwat ginn. An engem Land vun 80 op 40 km brauch een näischt esou eppes.

Beim Virage ambulatoire hu mer och 15 Joer Retard. Knéiprotheesen an Amerika ginn an de Praxen operéiert, wann et en Anästhesierisiko 1 an 2 ass, an do kann ee sech soen, mir hunn… D'Verstaatlechung vun der Medezinn, dat war alles Blödsinn, wat do gezielt ginn ass, well dat ass ni de Fall.

Ech hu jo scho gesot: Vum agerassenen Zéiwennol bleift d'Zéif jo hei. Ech hunn de Kolleeg Halsdorf héiere schwätzen iwwert d'Paternitéits-DNA-Tester. Ech hu gemengt, hei am Land hätte mir keng Kuckuckskanner. Also, ech gesinn net an, firwat mer Paternitéitstester géifen hei organiséieren.

International Normen, déi si schwéier ze erreechen. Nei Spideeler komme keng, an deenen éischten zéng Joer mindestens net. A mir gleewen net, dass d'IRM oder den Accès zu der IRM d'Medezinnsqualitéit hei am Land definéiert. Well wann d'Qualitéit besser wär, géife manner IRMe gemaach ginn. Dat ass ons Iwwerzeegung.

(Interruption)

Awer garantéiert!

An dann, wat hu mer nach hei ze soen? Den Här Gibéryen natierlech huet e puer Aussoe gemaach, do wëll ech en net a Bedrängnis bréngen. Hien huet eng Entschëllegung, hie war ni an der Kommissioun derbäi.

(Hilarité générale)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn net Member an der Kommissioun!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, neen, et ass an der Rei. Mä dofir soen ech Iech: Dir sidd entschëllegt.

An dann e puer lescht Punkte vläicht. Mir hu vun der Psychiatrie geschwat. Wéi wäit si mer mat der Forensic psychiatry, all déi schwéier Fäll, déi mer jo ënnerdeele mam Prisong an hei an do.

Ech soen op alle Fall all de Memberen, y compris dem Här Gibéryen, Merci fir hir Aarbecht an hire Support hei. Ech soe menge Leit awer och an der DP am Aarbechtsgrupp Merci an onse Fraktiounsmataarbechter, déi hei sech agesat hunn.

A mir soen haaptsächlech der Madamm Mutsch, Gesondheetsministesch, Merci, well se huet missen iwwert déi lescht zwee Joer, a wann et nëmme mat ons war, vill aushalen. A mir sinn och frou, dass Der kee Moschwier kritt hutt. An Ärem Mataarbechter, Haaptmataarbechter, deem soe mer och Merci, dem Här Zanotelli, dee sech hei de Benemerenti verdéngt huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet elo d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Ech hu mech an de leschten Deeg, Här President, an och haut beim Nolauschtere vu verschiddenen Interventioune gewonnert, dass de Krees vun deenen, déi sech selwer Meritte fir dëst Gesetz zouschreiwen, ëmmer méi grouss gëtt.

(Hilarité)

Ech kann domadder ganz gutt liewen, well, wat d'Zuel vun deenen, déi sech herno an deem heite Gesetz erëmfannen, méi grouss ass, wat et besser ass fir seng Exekutioun herno um Terrain.

Tatsächlech hunn ech an deene leschten zwielef Méint eng Onmass vu gutt a manner gutt gemengte Rotschléi, Avisen, Textpropositiounen, Ännerungsvirschléi, Suggestiounen a Reklamatioune kritt.

An, Här Krieps, Dir sidd e bëssen ze vill bescheiden, well et waren der iwwer 50, déi ech vun Iech ganz eleng scho kritt hunn.

Trotzdeem sinn d'Diskussioune ronderëm dëse Gesetzesprojet do gefouert ginn an d'Konklusiounen do gezu ginn, wou se higehéieren, näämlech an der zoustänneger Chamberskommissioun.

An dofir geet meng Unerkennung haut un alleréischter Plaz un d'Rapportrice a Presidentin vun der Kommissioun, net nëmme fir hire virbildleche Rapport, mä och fir hir Ausdauer an hir Kompetenz, mat där si d'Aarbechte ronderëm dëst Gesetz geleet huet, an deen aktive Rôle, dee si beim Ausschaffe vun de Verbesserungsvirschléi iwwerholl huet. Chapeau, Madamm Hemmen!

Jo, et gouf Turbulenzen, et gouf kriddelech Momenter, Virstéiss, déi net ëmmer ganz sachlech an och net ëmmer der Saach förderlech waren. Wéi oft huet de Patient missen hierhalen, fir vermeintlech Geforen ze verhënneren, wann et a Wierklechkeet ëm d'Ausbremse vu wichtegen Adaptatioune gaangen ass. Mä wahrscheinlech ass dat esou, wann een e Reformprozess entaméiert, e wichtegen, awer - wéi et hei ganz richteg vun e puer Riedner gesot ginn ass - nach laang net ofgeschlossene Reformprozess am Spidolswiese vum Land an och am Gesondheetswiese vum Land.

Dee vum Statsrot imposéierten, awer am Hannenno iwwerfällege Sprong vun engem Reglement fir e Fënnefjoresplang hin zu engem moderne Kadergesetz fir d'Spidolswiese vum 21. Jorhonnert war keen einfache Wee.

E Wee awer, deen am Regierungsprogramm ganz kloer virgezeechent war:

- d'Gestioun an d'Gouvernance vun de Spideeler verbesseren, wat geschitt ass;

- eng global Facturatioun en place setzen, wouvun déi am Gesetz verankert Codéierung vun den Akten eng éischt a wichteg Etapp ass;

- d'Kollaboratioun vun de Spideeler encouragéieren, dat ass en zentraalt Element vun dësem Gesetz;

- de Spidolsdirektiounen d'Instrumenter an d'Méiglechkeete ginn, fir d'Spidolsaktivitéiten ze steieren an ze surveilléieren, dat war eng zentral Fuerderung vun der Spidolsfederatioun an dat ass trotz zum Deel heftegem Widderstand an dëst Gesetz agefloss;

- de Rôle vum Spidolsdokter nei definéiere mat der Nuance, dass souwuel d'Rechter wéi och d'Obligatioune vun de liberale Spidolsdokteren ausgebaut an zum Deel och nei definéiert gi sinn.

Neen, mir sinn hei zu Lëtzebuerg net iwwerreglementéiert. Jo, et muss net alles vum Stat geregelt ginn. Awer et gi Saachen, déi musse geregelt ginn. An dat huet den Här Mertens hei ganz schéi gesot.

D'Liberté thérapeutique heescht net keng Regelen, scho guer net an engem Spidol. A wann ee wëllt matgestalten, da muss een eben domadder liewe kënnen, dass d'Rollen an d'Aufgaben opgedeelt an definéiert sinn an dass jiddwereen en Deel vum System ass, soss ass d'Zesummeschaffen am Interêt vum Patient näämlech eng Illusioun.

Ech hunn oft genuch héieren an de leschte Méint an ech stëmmen deem och zou, léif Kolleegen: Mir wëlle keng Eenheetsmedezinn hei zu Lëtzebuerg. Mir hu jo e System, ëm deen aner Länner eis beneiden, a wëllen dee gäre behalen an och an d'Zukunft eraprojezéieren, mat engem garantéierten Accès fir all Bierger zu beschtméigleche Soinen, dem libre Choix vum Dokter, dat ass e Grondprinzip vun dësem System. D'Medezinn dierf fräi exercéiert gi bei eis am Land, och an de Spideeler.

An nawell, Dir Dammen an Dir Hären, bleiwen ech derbäi, dass d'Qualitéitsstandarden an elementar Regele vun der Zesummenaarbecht an de Spideeler an och tëschent de Spideeler den A an O si fir eng beschtméiglech Prise en charge a Sécherheet fir de Patient. Dofir setzen ech mech an als Gesondheetsminister. An dorëms geet et mir och à la base an deem heite Gesetz.

An dass mer eise gudde System zu Lëtzebuerg och fir nofolgend Generatiounen erhalen a finanziell ofséchere wëllen, ass keng betribswirtschaftlech, mä eng politesch Ausso, zu där ech stinn.

Am Kloertext, wann een e Gesetz iwwerschafft, an dat ass jo hei de Fall, dat ëmmerhin zwanzeg Joer um Bockel huet, da geet et net duer, fir sech de Realitéiten unzepassen um Terrain an dobäi alle sensibelen Dossiere ronderëm Verbesserungen um Terrain an d'Exigenze fir d'Zukunft aus dem Wee ze goen. Spideeler sinn, souwuel wat d'Gestioun wéi och wat de Fonctionnement ugeet, modern ëffentlech Betriber - dat ass haut esou -, wann och keng wéi all déi aner. Well schliisslech geet et ëm d'Gesondheet vun der Populatioun an ëm de fräien, gläichberechtegten a garantéierten Zougang zu de beschtméigleche Soine fir all Bierger.

Ech wëll elo net erëm hei resuméieren, wat alles an deem dote Gesetz drasteet a wat sech elo ännert. Dat ass hei ausräichend gemaach ginn. Ech wëll awer e puer Elementer dovunner opgräifen, eleng schonn, well ech heiansdo den Androck hunn, dass mer bei deene ville Beem de Bësch net méi gesinn.

Zum Éischten, an dat ass awer en zentraalt Element, séchere mir eis Spideeler of. Mir séchere se of, andeems mir kloer definéieren, wéi eng Basisservicer all Spidol hei am Land muss an dierf ubidden a bedreiwen. Dat heescht, mir schafen hei richteg Acquisen, op déi déi Spideeler sech an der Zukunft kënne beruffen. Dat ass awer ganz wichteg! An dat war bis elo net de Fall. Keng Diskrepanz tëschent de Regiounen, kee Bradéiere vun den noutwendege Servicer, déi jiddwer Spidol zoustinn.

An hei wollt ech eng kleng Klammer opmaachen: Firwat net an d'Groussregioun? Firwat net Partnerschaften? Firwat keen neit Universitéitsspidol? Majo, ech soen Iech ganz einfach, firwat!

Éischtens, well déi Partnerschafte schonn existéieren. Eis Spideeler hu Partnerschaften a Synergië mat Spideeler an der Groussregioun, an zwar gewalteger an zahlreicher. An zweetens, all eis Spideeler, an zwar eis véier Spidolsgruppen, hunn de Potenzial, fir Universitéitskliniccken ze ginn an ze sinn an der Zukunft. An dofir ginn och d'Jalonen an deem heite Gesetz geluecht.

An dann ass hei ganz vill vun de Kompetenzreseaue geschwat ginn, déi mer jo fir besonnesch wichteg Pathologien oder och Pathologien, wou Nohuelbedarf am Land ass, schafen, sief et fir de Kriibs, Hireschlag, Diabète oder Schmäerzbehandlung. A fir do och déi kritesch Mass ze kréie bei der Prise en charge, dat ass ganz wichteg an engem Land wéi Lëtzebuerg.

An hei war vun der Stroke Unit geschwat ginn. Ech mengen, et war d'Madamm Lorsché. Déi Kritären an och déi Norme ronderëm d'Stroke Unit, déi ee muss erfëllen, déi hu mer an der Annex 2 festgeluecht. Mä, Dir hutt ganz recht,

iwwert d'Personal muss herno d'CNS befannen. An do trëfft et sech gutt, well dee Projet de service, deen herno agereecht gëtt fir eng Stroke Unit, dee kënnt jo an d'CPH pour avis an do ass d'CNS präsent. An da kënnen déi doten Elementer, déi Dir mat Recht hei als wichteg ausweist, och mat thematiséiert ginn.

Dann ass hei och gesot ginn - ech mengen, dat war den Här Halsdorf, deen dat gesot huet -, dass schonn an den 90er Jore Visiounen do waren, fir Kompetenzen ze bündelen a fir Visioune fir d'Zukunft ze entwéckelen an och d'Zesummewierke mat der Fuerschung unzedenken. Majo, ech wollt Iech dozou zwou Saache soen.

Zum Éischten, wann an den 90er Jore schonn esou Prealabelen do waren, dann huet et awer trotzdeem bis elo gedauert an dës Regierung huet et an e Gesetz ageschriwwen. Dat stellen ech ganz einfach fest.

An zum Zweeten, Dir iert, wann Der mengt, dass mer dat net ugeduecht hätten, déi Synergien tëschent Santé a Fuerschung ze maachen, well ech ginn Iech ee Beispill, an Dir hutt et selwer ugeduecht: Dee ParkinsonNet, deen ass Partie intégrante vun engem vun eise Réseaux de compétences, an zwar deem vun de Maladies neurodégénératives, an et ass ebe grad ugeduecht, dass an deene Reseaue souwuel Vertrieder aus dem Milieu de la santé wéi och aus dem Milieu de la recherche regruppéiert zesummeschaffen, fir gebündelt Kompetenze fir d'Land auszeweisen. An dat fannen ech immens wichteg. An ech mengen dofir, dass déi Suerg onbegrënnt ass.

Nei Servicer. Nei Servicer! Wann awer eppes zukunftsorientéiert ass, dann ass dat, wann ee seet: Déi Servicer, déi mir am Moment hei zu Lëtzebuerg an eise Spideeler hunn, déi si gutt, mä et mussen awer nach neier derbäikommen. An dat hu mer gemaach mat dësem Gesetz!

Ech wëll der hei just e puer nennen. Mir hunn e Kompetenzreseau geschaaft am Beräich vun der Schmäerzbehandlung. Ech si perséinlech der Meenung, dass et do nach Sputt no uewe gëtt hei zu Lëtzebuerg bei der Behandlung vu chronesche Schmäerzpatienten. An dofir hu mer ebe grad esou een nationale Reseau virgesinn.

Ech denken och un deen neien Diagnostikzenter fir Genetik a fir Anatomopathologie. Ma dat ass ganz wichteg, dass mer dat maachen, well do gëllt ebe grad - et ass fir mech keng Floskel, Madamm Mergen! - d'Entgéintwierke géint eng Zwouklassemedezinn. Et ka jo net sinn, dass just een, dee vill Suen huet, sech en neie geneteschen Test ka bezuelen, fir ze kucken, ob e predestinéiert ass, eng ierflech Virbelaaschtung huet, fir Broschtkriibs zum Beispill ze kréien.

An dofir fannen ech dat grad gutt, dass mer engem Etablissement, deen awer en ëffentleche Charakter huet, dat uvertrauen, well fir mech si mer hei mat deem neie Service an der Logik vun enger ëffentlecher Déngschtleeschtung, vun engem Service public. An et ass vun där Iddi, wou ech guidéiert sinn, fir dat der Chamberskommissioun ze proposéieren. An dofir fannen ech dat och esou gutt, dass dat ugeholl ginn ass.

Et war hei eng Fro iwwert d'Telepathologie gestallt ginn, wou déi drun ass. Majo, am CHEM an am CHL ass dat schonn en place. Ech mengen, et war den Här Gibéryen, deen déi Fro gestallt huet. Am Nordspidol ass et en processus de validation, an de Kierchbierg huet zougesot, dass dat dëst Joer nach en place ass. Also Dir gesitt, och déi Saache sinn am Verbond mam LNS op engem gudde Wee.

An déi Qualitéitspréiwung, déi ass jo elo schonn en place! Deen LNS fonctionnéiert jo a kompletter Transparenz. Et gëtt keng Informatiounen, guer keng, déi mir net kréien an déi net der zoustänneger Chamberskommissioun kënnen zougestallt ginn. Do ass eng permanent Qualitéitspréiwung, och iwwer ee spezielle Gremium, deen dofir do ass. An déi Informatioune si permanent do.

An dann ass hei och geschwat ginn iwwert d'Noutwendegkeet, de Patient méi staark ze maachen. D'Patientendossieren, ech mengen, dat war ee vun deenen Akzenter, déi d'Madamm Lorsché geluecht huet. Majo, dat fannen ech besonnesch wichteg, well et jo awer emol drëm geet, fir eis Spideeler och professionell opzestellen, wa se wëllen hir Aktivitéite steieren. En obligatoresche Service de documentation et d'information médicale, dat ass immens wichteg. An och déi multidisziplinär Approche vis-à-vis vun dem Patient, déi gëtt ageklot an dokumentéiert an dësem Gesetz.

A firwat ginn dann eng Rei vu Patiente verstäerkt an d'Ausland? Net well déi auslännesch Doktere besser si wéi déi Lëtzebuerger Dokteren, mä einfach, well et oft esou ass, dass a verschiddene Milieux hospitaliers déi Prise en charge pluridisciplinaire am Ausland scho méi developpéiert ass wéi hei zu Lëtzebuerg.

An dofir musse mer eis nach verstäerkt gutt opstellen, fir dass eben an Equippen zesummegeschafft gëtt, well dat brauch de Patient, dat verlaangt de Patient an dat huet de Patient och esou verdéngt. An deen, deen hei vun engem Paradigmewiessel geschwat huet am Zesummenhang mat de Rechter vum Patient, deen huet ganz recht, well dat ass ganz wichteg.

An dann déi berüümte Carte sanitaire.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Madamm Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Halsdorf?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Zwou kleng Froen. Ech ginn net am Detail op dat an, wat Der gesot hutt. Mä zwou Saache géife mech trotzdeem interesséieren. Dir hutt gesot: „Mir hunn, wat den LNS ugeet, Qualitéitselementer do."

Ech hätt da gär gewosst, well d'Zertifizéierung ass jo een Element vu Qualitéit: Wéi vill Prozedure sinn dann zertifiéiert am Laboratoire national de santé, wou ee weess hei, dass do déi Prozedur ugewannt gëtt vun deenen, déi mer elo brauchen am Beräich vun der Anatomopathologie zum Beispill an och am Beräich vun der Genetik? Dat géif ech gär wëssen. Wann Der et net haut kënnt soen, da sot eis dat eng Kéier, wéi vill et der sinn!

An déi zweet Fro, déi ech wollt stellen, dat ass, Dir hutt gesot, mir hätten dee Reseau vum Parkinson opgebaut, deen ech och wierklech gutt fannen. Ech fannen dat eng gutt Initiativ.

Firwat hutt Der deen opgebaut eben esou, dass de Patient am Mëttelpunkt do steet? Dat heescht, dass eng Persoun - ech kennen der elo wéi vill, déi hu Parkinson - bei hiren Dokter geet an zu hirem Dokter seet: „Lauschtert emol, ech hu Parkinson, do gëtt et e Reseau, kann ech mech do eraklicken, do mat erakommen, fir dann déi Donnéeën, déi do sinn, ze echangéieren a vun där Kompetenz, déi mer hunn, ze profitéieren?"

Firwat gëtt dat do gemaach, dass de Patient am Mëttelpunkt steet, d'Initiativ hëlt an erageet? Firwat maache mer dann en anere Modell am Spidolsplang, wou mer de Contraire maachen, wou mer soen, dass et zwee Spideeler sinn, déi déi Initiativ huelen an da versichen, ebe Kompetenzen ze bündelen? An dann ass de Patient, deen ebe krank ass, eng Krankheet huet, forcéiert, an déi Spideeler ze goen, wou esou ee Reseau ass, soss kann en net vun deem Reseau profitéieren.

Dat fannen ech net gutt. Ech soen et nach eng Kéier hei. Mä da sot mer elo, an dat ass meng Fro: Firwat hutt Der dat net gemaach, wéi Der et bei der Parkinsonkrankheet gemaach hutt, am Beräich ebe vum Plan hospitalier? Wann Der mer dat géift soen, da wär ech frou.

Also firwat hutt Der dee Reseau anescht opgestallt wéi dee Reseau virdrun?

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Neen, Här Halsdorf, Iech feelt leider d'Vertrauen an dat heite Gesetz, well soss géift Der net dovunner ausgoen, dass déi Reseauen, déi jo mat Experten a mat Leit vum Terrain mat Liewe gefëllt ginn, aneschters an net patientenorientéiert géife virgoen.

En anert Element, wat nieft dem ParkinsonNet afléisst an esou e Kompetenzreseau vun de Maladies neurogénératives, ass zum Beispill de PDP. Dat ass en Demenzpräventiounsprogramm, deen absolutt patientenorientéiert a patientefokusséiert ass.

An ech menge ganz einfach, dass dat e bësse schlechte Wëllen ass, firwat Dir mengt, dass déi Reseauen, déi mer hei ugeduecht hunn, net patientenorientéiert wieren, well an de Reseauen an och an dem Comité interhospitalier sinn och Representante vun de Patiente mat dran. An dofir mengen ech ganz einfach, dass mer Iech nach e bëssen iwwerzeege mussen an deenen nächste Méint, wa mer d'Emsetzungsmodalitéite kläre vun deene Reseauen.

An dat Zweet, do ginn ech eng Propositioun opgräifen, déi d'Presidentin virun zwou Woche gemaach huet, fir näämlech déi Responsabel vum LNS an d'Kommissioun ze ruffen, well ech weess, dass déi international Zertifikatioun notamment och am Zesummenhang mat der Genetik a mat der Anatomopathologie existent ass. Ob et elo méi wéi eng ass, kann ech Iech hei net soen. Mä ech géif da proposéieren, de Responsabele vum LNS déi dote Froen ze stellen a se och ze bieden, déi Elementer alleguerte matzebréngen.

An, Här President, Dir hutt mer dat doten elo vu menger Riedezäit ofgezunn, dat ass awer net an der Rei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kritt dat selbstverständlech ugeschriwwen.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Gutt.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Ech géif awer gär wëssen, wann ech elo, Madamm Minister,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, loosst d'Ministesch fäerdeg schwätzen! Wann Der dann nach eng Fro hutt, kënnt Der se stellen.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Da wier ech awer frou, well soss kréien ech meng Elementer, déi ech awer op d'Froe vun deenen eenzelnen Intervenantë mer nach notéiert hat, net méi alleguerten artikuléiert. Ech soen awer Merci fir déi dote Fro.

Ambulatoire, do ass jo eng latent Suerg do. Ech spieren dat. Ech spieren dat, well och vill Leit mer dat soen: „Elo wëllt Der, dass d'Leit net esou laang am Spidol bleiwen, wéi se misste bleiwen, aus Spuergrënn." Dat wier wierklech eng falsch Richtung, wa mer déi géifen aschloen!

Hei geet et drëm, dass déi Pathologien, ech denken u Varicen, ech denken u Katarakten, ech denken u Blutttransfusiounen, ech denken u Chemotherapien, dat si Saachen, déi kënnen ambulant, also dagsiwwer am Spidol gemaach ginn. An d'Zil ass einfach, dass déi Saachen, déi kënnen ambulant gemaach ginn, sollen ambulant gemaach ginn, an dass et kee Sënn mécht, aus ënnerschiddleche Grënn, aus Confortgrënn, aus Autonomiesgrënn, aus medezinnesche Grënn, et gëtt einfach kee Grond, fir Leit méi laang am Spidol ze halen, wéi se mussen.

A well mer do e Garde-fou brauchen, do hutt Der recht, gräife mir zréck op déi Prealabelen, déi vum Conseil scientifique de la santé geschaaft gi sinn, wou ganz kloer Richtlinne sinn, wou drasteet: Fir wéi eng Pathologië kënnt d'Médecine ambulatoire a Fro? A wat sinn d'Konditiounen, ënnert deenen d'Leit ambulant kënne behandelt ginn an net stationär musse behandelt ginn? An dat fannen ech ganz gutt.

An ech mengen och, dass mer e richtege Qualitéitssprong maachen, well wa mer déi Règles de bonnes pratiques do respektéieren, dann ass dat eng gutt Saach. An domadder wäerten d'Patienten och ganz zefridde sinn.

An och hei, well Iech nach e bëssen de Glawe feelt, dass dat an der Praxis awer ka fonctionnéieren, wëll ech Iech soen, dass dat an enger vernetzter Approche geduecht ass an dass mir am Contraire zu deem, wat Dir mengt, souwuel bei den ambulante Strukture wéi och bei de Kompetenzreseauen eng Zesummenaarbecht tëschent de Spideeler uviséieren an do awer och domadder rechnen, dass mer keen ausschléissen, deen do wëllt matmaachen.

Ech wëll nach eng Kéier op déi Fro vun de Better zréckkommen, well déi vun e puer Intervenanten opgestallt ginn ass. An zwee Intervenanten hu souguer hir ganz Ried dorobber opgebaut.

Wat richteg ass, dat ass, dass mir um Ufank nach am Zeenario ware vun engem Fënnefjoresspidolsplang. Mir hunn awer - an ech mengen, dat war effektiv den Här Krieps, deen déi Remark an der Kommissioun gemaach hat - deen Zeenario geholl fir eis Planung, deen eigentlech dovunner ausgeet, dass mer méi schnell wéi geplangt e Bevëlkerungsuwuess kréien.

An dofir hu mer eis ebe grad déi Flexibilitéit ginn, déi mer eis ginn hunn, fir eng grouss Zuel vu Better virzegesinn. Eleng bei der Zuel vun de Rehabilitatiounsbetter an der Geriatrie gi mer vun 150 op 300 Better an d'Luucht. An insgesamt gi mer vun 2.800 op 3.100 Spidolsbetter an d'Luucht. An dee Maximum, dee kënnt am Fong just dohier, well de Statsrot eis mam Hiweis op d'Constitutioun gesot huet, dass mer obligéiert wieren, an engem Gesetz, wou eng Planung vum Stat virläit, eng iewescht Limitt dranzesetzen. Déi hu mer awer esou generéis definéiert, dass an der Zukunft keng Enkpäss wäerte kommen.

Här President, well ech verhënnere wëll, dass Der mer sot, dass meng Riedezäit epuiséiert ass, wëll ech zum Schluss kommen. Ech denken, dass mer an deem heite Gesetz grondleeënd Verbesserunge bruecht hunn, déi alleguerten ënnersträichen, dass mer hei zu Lëtzebuerg keng Zwouklassemedezinn hunn an och keng wëllen.

Dëst Spidolsgesetz ass e Kadergesetz - et kann a wëllt een net alles doranner reglementéieren -, bei deem et eis virun allem drëm geet, fir d'Rechter vun de Patienten anzekloen. Am Interêt vum Patient ass et wichteg an noutwendeg, dass am Spidol jiddwereen um nämlechte Strang zitt, dass och tëschent de bedeelegten Dokteren Informatioune kënne vertraulech a fachiwwergräifend opbereet ginn, fir dass de Patient dovunner ka profitéieren.

Mir sinn haut elo um Enn vun enger legislativer Aarbecht ukomm. Mä mir sinn awer net um Enn vun eiser Aarbecht ukomm, well elo muss dat heite Gesetz ëmgesat ginn. Do sinn nach eng ganz Rëtsch vu reglementareschen Dispositioune virgesinn.

An do huet een hei ganz richteg gesot: Do brauche mer all Bedeelegt, déi eis mathëllefen, déi Reglementer esou opzebereeden, dass se an der Praxis och fonctionnéieren. Mir kënne wierklech houfreg sinn op dat, wat mer geschafft hunn.

Ech wëll ausdrécklech hei soen, dass ech frou sinn iwwert déi Aarbecht, déi mir an der Kommissioun konnten zesumme leeschten. Et war net ëmmer einfach, mä et war wichteg. An ech wéilt am Nachhinein op keng Ronn verzichten, déi mer zesumme gedréit hunn.

A wann ech nach ee lescht Wuert dierf soen, da wéilt ech awer och wierklech gären dem Dokter Schmit, dem Direkter vun der Direction de la santé, der Dokter Berthet, Chef vun der Médecine curative, an dem Spidolskommissär Laurent Zanotelli ee ganz grousse Merci soen, well - gleeft mer! - ouni si hätte mer all déi gutt Aarbecht net kënne leeschten. An och Merci fir déi gréisstendeels ganz, ganz beräichernd an interessant Debaten, déi mer haut konnten hunn. An all déi Froen, déi méi an den Débat général ginn, déi wäerte mer da bei anere Gesetzer a bei anere Geleeënheeten thematiséieren.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mer kënnen iwwert de Projet de loi 7056 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7056 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 32-mol Jo, 26-mol Neen, 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet 7056 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Ech soen Iech Merci.

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 7075 betreffend den nationalen Observatoire fir d'Qualitéit vun eisem Schoulsystem. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Claude Lamberty.

3. 7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no där laanger Debatt hu mer haut awer nach zwee ganz wichteg Educatiounsprojeten um Ordre du jour. Mat deem éischte schafe mer den Observatoire national de la

qualité scolaire a mat deem zweete gëtt den nationale Programmrot an d'Liewe geruff. Déi zwee Projete wäerten an Zukunft dozou bäidroen, eise Bildungssystem besser a méi kohärent ze maachen. - Mä elo emol eent nom aneren!

Virun net allze laanger Zäit hunn ech schonn eng Kéier hei am Haus iwwert d'Schoulentwécklung geschwat an ënnerstrach, wéi wichteg eng gutt Schoulentwécklung fir eis Kanner ass. Am Kader vun der Modernisatioun vum Lycée a beim Aféiere vun de regionalen Direktiounen an der Grondschoul gouf heibannen ënner anerem vill iwwert d'Plans de développement scolaire, déi sougenannte PDSen, geschwat. Nach eng Kéier kuerz zesummegefaasst: D'Plans de développement scolaire dokumentéieren am Fong déi individuell pädagogesch an organisationell Demarche vun den eenzelne Schoulen an droen der Spezifissitéit vun der lokaler Schülerpopulatioun Rechnung.

De Ministère setzt national Ziler fest, an et ass un der Schoul, sech e Wee mat eegene Prioritéiten ze sichen, fir déi Ziler dann och ze erfëllen. Dëst, wéi gesot, an enger Bottom-up-Approche, andeems ee säi PDS u seng eege Schoulpopulatioun adaptéiert, fir de lokale Spezifissitéite Rechnung kënnen ze droen.

De SCRIPT ënnerstëtzt d'Schoulen an där participativer Demarche souwuel mat engem wëssenschaftleche wéi och methodologeschen Apport.

Firwat rappeléieren ech dat? Mat dëse wichtegen Adaptatioune gouf op lokalem Niveau de Kader gesat, fir d'Qualitéit vun der Schoulentwécklung hei am Land ze verbesseren. Mam Schafe vum Observatoire gëtt dee Leetfuedem vun der Qualité scolaire elo op nationalem Niveau weidergezunn.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Den Observatoire gëtt eng extern, neutral an onofhängeg Struktur, déi e Bléck vu baussen op eise Schoulsystem wäert werfen, onofhängeg!

Onofhängeg ass hei e ganz wichtegt Stéchwuert! Onofhängeg, well den Observatoire seng Konklusiounen onofhängeg zum jeeweilege Minister kann a wäert zéien. Doduerch kann den Debat ronderëm d'Schoul an d'Entwécklung vun der Schoul wëssenschaftlech gefouert ginn an ass esou am Endeffekt e Garant zur regelméisseger Qualitéitssteigerung vun eisem Bildungssystem am Land. Firwat? Ma well dat Gremium ni e politescht Organ wäert sinn, mä e sachlecht an analyséierend Element, wat onofhängeg vum Minister Konklusiounen zitt an esou den Debat iwwert d'Schoulentwécklung op e ganz aneren Niveau, ewech vun dagespolitesche Stréimungen, wäert hiewen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Ech wëll hei och nach e weidere Punkt ënnersträichen, deen immens wichteg ass. Et geet net drëms, den Enseignantë permanent iwwert d'Schëller ze kucken a si ze kontrolléieren, mä et geet drëms, en objektive Constat iwwer eise gesamte Bildungssystem ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesäit d'Aarbecht vum Observatoire elo konkret aus?

Den Observatoire kritt, wéi gesot, d'Missioun, eng systematesch Evaluatioun vun der Qualitéit vum gesamten Enseignement ze maachen. Dëst betrëfft zum Beispill de gerechten Accès fir d'Schüler zur Educatioun, de Respekt vun hire perséinleche Rechter, d'Wëssensvermëttlung oder d'Fërdere vun hire perséinlechen, kulturellen oder och soziale Kompetenzen.

Nach eng Kéier: Wichteg ze betounen ass, dass den Observatoire do an aller Onofhängegkeet schafft, souwuel wat d'Evaluéieren, d'Constatéieren oder och d'Recommandéieren ugeet.

Nieft sengem Rapport d'activités wäert den Observatoire och all Joer op d'mannst een thematesche Rapport publizéieren, wou dann ebe seng Constaten a Recommandatiounen iwwer e bestëmmte Beräich wäerten drastoen. All dräi Joer kënnt dann nach en nationale Bildungsrapport derbäi, deen déi global Schoulsituatioun am Land an d'Bildungspolitik vum Ministère beschreift an op enger wëssenschaftlecher - an ech betounen nach eng Kéier: op enger wëssenschaftlecher! - Basis analyséiert.

Fir sech e Bild vun der Lag kënnen ze maachen, muss een natierlech och op den Terrain. Déi aacht Observateuren, aus deenen den Observatoire besteet, hunn d'Méiglechkeet, d'Schüler, d'Enseignanten, d'Elteren, d'Gemengen, d'Chambre-professionnellen an esou weider ze gesinn, fir mat hinnen iwwert d'Schoul ze schwätzen an esou hir Erfahrungswäerter och ze sammelen.

Och an der Schoul selwer stinn hinnen d'Dieren op, fir sech mat den Direkteren oder och Schoulcomitéen ze ënnerhalen oder awer och emol a Coursen an de Schoule kënnen eranzeluussen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Wéi gesot, dëst net, fir d'Enseignanten oder d'Schüler ze kontrolléieren, mä fir de Schoulsystem objektiv kënnen ze evaluéieren an dem Ministère dann och Recommandatioune mat op de Wee kënnen ze ginn.

Här President, nach e Wuert zu deenen aacht Observateuren. Dës kënne souwuel aus der Fonction publique wéi och aus dem Privatsecteur kommen. Si gi fir e Mandat vu siwe Joer genannt an dat kann erneiert ginn. Op Propositioun vum Observatoire selwer nennt de Minister och e President, deen de Chef hiérarchique vum Personal ass. Säi Mandat dauert dräi an en halleft Joer a kann och erneiert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech hunn den Tour gemaach. Den Observatoire gëtt eng extern, onofhängeg Struktur, déi eise Schoulsystem op Häerz an Niere préift, d'Mesurë vum Ministère ënnert d'Lupp hélt, fir duerno an engem konstruktive Geescht Recommandatioune fir eise Bildungssystem ze maachen, ëmmer mat engem Zil: eise Schoulsystem esou auszeriichten, dass e mat den Erausfuerderunge vun eiser schnellliweger Gesellschaft ka Schrëtt halen an eis Kanner beschtméiglech op d'Zukunft ka virbereeden.

Fir weider Detailer verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport. An ech ginn elo nach net den Accord vu menger Fraktioun, well den Här Delles, de President vun der Educatiounskommissioun, wäert och duerno nach d'Wuert ergräifen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Ech soen lech awer Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci dem Här Rapporteur. Als éischt ageschriwwe Riednerin ass d'honorabel Madamm Martine Hansen agedroen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Lamberty, fir säin ausféierleche Rapport. Mir hu wärend dëser Legislaturperiod schonns vill Poste ronderëm d'Schoul geschaaft a mir schafen der mat dësem Gesetz nach eemol op d'mannst aacht neier.

Prinzipiell ass et ze begréissen, datt d'Qualitéit am Enseignement lafend evaluéiert soll ginn. Bei dësem Projet de loi zum Observatoire de la qualité scolaire stelle sech fir eis awer folgend Froen: Kréie mer d'Qualitéit an de Schoulen, vum Schoulsystem mat dësem Observatoire de la qualité scolaire nohalteg verbessert?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An: Wär et net och ouni neit Gesetz, ouni nei Struktur gaangen, andeems datt een dat gestäerkt hätt, wat schonns do ass?

Den Observatoire wär laut Exposé des motifs, mir kruten et elo grad erkläert, eng „extern an neutral Struktur". Dat misst en och sinn, fir richteg kënnen ze schaffen. Ass dat awer esou, wann, wéi den Artikel 2 seet: «Il est créé auprès du ministre (...)» (veuillez lire: «Il est créé sous l'autorité du ministre (…)»)? Zumindest kann een dat hannerfroen.

Eng wesentlech Viraussetzung, fir datt een d'Qualitéit kann analyséieren, ass nieft der Definitioun vun der Qualitéit de wëssenschaftleche Background vun deenen aacht Leit, déi d'Poste solle besetzen. Mir kruten erkläert, et wären aacht Leit, well se sollten de Beräich vun der petite Enfance bis zur Erwuessenebildung ofdecken. Wat awer méi wichteg ass, dat sinn definitiv hir Kompetenzen am Beräich vun der wëssenschaftlecher Analys, vun der Evaluatioun vun den Daten, Etüden an esou weider. Op der Uni.lu hu mer esou Leit!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Weder am Projet de loi nach am Exposé des motifs gëtt awer d'Zesummenaarbecht mat der Uni erwäänt. Firwat net, amplaz nei Gremien ze schafen, dat stäerken, wat mer hunn? De LUCET, d'Uni, hätt sécherlech kënne mat der néideger Ënnerstëtzung eng Partie vun dësen Aufgaben iwwerhuelen, an dëst onofhängeg vum Ministère a mat engem ofgesécherte wëssenschaftleche Background. Dëst ass emol net analyséiert ginn!

Dësen Observatoire soll déi international Studien, PISA an esou weider, analyséieren. Genau dat mécht och d'Uni am Moment. Dësen Observatoire soll all dräi Joer en nationale Bericht iwwer eise Schoulsystem ofginn. Och d'Uni gëtt regelméisseg e Bildungsbericht of.

Den Observatoire kann awer elo, wann de Minister averstanen ass, onofhängeg Hëllef vun externen Experte kréien. Mir schafen also en neie Gremium, stellen aacht Leit an, fir datt dës Leit - ech iwwerdreiwe vläicht, vläicht e bëssen! - der Uni kënnen en Optrag ginn, fir datt déi dat weidermécht, wat se bis elo schonns gemaach huet!

Ass dat eng effizient Steigerung? An eisen Aen net! An duerfir wäerte mer dëse Projet de loi net matstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Lex Delles.

M. Lex Delles *(DP).*- Här President, mir schwätzen haut iwwer zwou nei Strukturen am Bildungswiesen, déi op den éischte Bléck net allze vill Gemeinsamkeete schénge mateneen ze hunn.

(Interruption)

Gelift? Si hunn ënnerschiddlech…

Une voix.- Et ass kee méi douewen.

M. Lex Delles *(DP).*- Ech hunn den Här Zeimet gekuckt gehat.

Si hunn ënnerschiddlech Missiounen, funktionéieren anescht, baséiere sech op ganz ënnerschiddlech Sourcen a lauschteren op verschidden Akteuren. Do bleift net vill iwwreg, ausser vläicht de Fait, dass se alle béid nei sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op den zweete Bléck awer ass d'Schafe vum neien Observatoire de la qualité scolaire an dem nationale Programmrot, iwwert dee mer elo geschwë wäerte schwätzen, nëmmen e weidert Puzzlesték vun engem grousse Ganzen, engem Striewen, fir alle Schülerinnen a Schüler d'Dieren zu beschtméiglechen Zukunftsperspektiven opzespären.

De Schlëssel läit fir d'DP duerfir net an engem parteipoliteschen Hin an Hier, mä an enger gemeinsamer Demarche vu verschiddenen Akteuren, déi all duerch hiren Know-how an hir Experienz op ënnerschiddlechen Niveauen hiren Deel kënnen a sollen dozou bäidroen, eis Schoule fir all Schüler regelméisseg de Realitéiten um Terrain unzepassen. D'Kontinuitéit a gréisstméigleche Konsens sollen dobäi am Mëttelpunkt stoen.

Dass dat net einfach gëtt, wéi elo grad d'Madamm Hansen scho gesot huet, ass ganz kloer!

D'Erausfuerderungen an der Schoul selwer si schonns grouss genuch. Ech denken un déi grouss Heterogenitéit vun eise Schüler, d'Sproochevillfalt, déi klammend Schülerzuelen an esou weider. Ech erënneren drun, dass 43% vun eise Schüler Netlëtzebuerger sinn an nëmmen nach 37% vun de Kanner am Fondamental Lëtzebuergesch als éischt Sprooch doheem schwätzen. Dat sinn alles Elementer, déi d'Situatioun zu Lëtzebuerg net méi einfach maachen, mä op déi awer muss eng Äntwert fonnt ginn.

Derbäi kommen dann nach d'Erausfuerderunge baussent der Schoul, déi gesellschaftlech, technologesch an ekonomesch Verännerungen an d'Evolutioun, déi de Rapporteur Claude Lamberty schonn ugeschwat huet. Déi mussen an dem Schoulsystem hiren Nidderschlag fannen. Mä grad well d'Erausfuerderungen an der Schoul esou grouss sinn, gëtt et Zäit, fir méi op d'Fakten ze lauschteren, d'Situatioun an eise Schoule wëssenschaftlech ze analyséieren, op d'Stëmm vun der Gesellschaft an der Recherche ze lauschteren, fir duerno an aller Kontinuitéit kënnen d'Defien een no deem aneren unzegoen.

Wann ech deen een oder anere Politiker vun der gréisster Oppositiounspartei héieren, dann hunn och si sech „Kontinuitéit" a „Rou" grouss op de Fändel geschriwwen. Dat freet mech! Da ka jo net alles schiflafen.

Mir brauchen an Zukunft eng méi kollektiv Reflexioun, déi en externen a konstruktive Bäitrag zu den Erausfuerderungen an de Schoule liwwert. Nëmmen esou bleift ee laangfristeg kompetitiv a kann een de Realitéiten um Terrain Rechnung droen. Déi zwou nei Strukture sinn an engem gewëssene Mooss exemplaresch derfir. Si sinn onofhängeg a liwweren en Expertebléck vu baussen. Et ass ee weidere Schrëtt a Richtung vun engem Lassléise vu politeschem Pouvoir, Stéchwuert: Entpolitisiéierung.

A loosst mech op dëser Plaz den honorabelen Här Alexander Krieps vun de Mëtten zitéieren: „D'Educatioun an d'Santé dierfen net zum politesche Spillball ginn!"

Une voix.- Très bien!

M. Lex Delles *(DP).*- Här President, ech sot „ee weidere Schrëtt"…

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, e Spillball! Ech schwätze vum Spillball hei.

(Brouhaha)

Ech sot „ee weidere Schrëtt", deen ech elo grad gesot hunn, well et ass net deen éischten, deen an déi richteg Richtung geet. Ech denken zum Beispill un d'Autonomie, déi d'Schoulen am Kader vun der Lycéesreform zougesprach kruten. Domat kënnen d'Schoule jo net nëmme besser op déi verschidden Talenter a Potenzialer, mä och op d'Besoine vun hire Schüler agoen an hir Konzepter a pädagogesch Approchen deementspriechend upassen. Dëst dréckt am Fong am beschten d'Vertrauen aus, wat de Bildungsminister de Schoulen an hiren Akteuren entgéintbréngt.

De Ministère leet kloer d'Ziler zu den eenzelne Beräicher fest, an d'Enseignanten, déi dagdeeglech mat hire Schüler ze dinn hunn, kréien d'Verantwortung an d'Fräiheet, mat hire Moyenen an eegenen Demarchen dës Ziler ze erreechen. Dat ass keng Politik vun uewen erof, mä eng vun ënnen erop!

Déi participativ Approche beim Ausschaffe vun de Plans de développement scolaire, d'Schafe vun der nationaler Elterekonferenz, d'Stäerke vun der nationaler Schülerkonferenz si weider kleng Schrëtt, déi d'Participatiounskultur an eise Schoule gefërdert hunn an déi d'Akteuren um Terrain abannen.

Här President, och dem Claude Meisch seng Iddi vum Lëtzebuerger Bildungsdësch schreift sech an de Kontext vun enger Entpolitiséierung vun der Schoul an. Dëst soll jo an Zukunft als Plattform genotzt ginn, bei där sech all d'Akteuren aus dem Schoulwiesen, wëssenschaftlech Experten a Vertrieder vun der Zivillgesellschaft iwwert d'Situatioun an der Educatioun oppen austauschen a Konklusiounen zéie kënnen.

Ech si frou ze héieren, dass den SNE an d'FEDUSE gewëllt sinn, mat op de Wee ze goen, fir den Debat iwwert d'Schoul an engem gewëssene Mooss ze versachlechen a legislaturiwwergräifend no konstruktive Léisungen ze sichen.

Fir ofzeschléisse wollt ech nach soen, dass d'DP voll a ganz hannert dëser Approche steet. D'Schoul däerf net weider zum Spillball vu parteipolitesche Consideratioune ginn. Mir mussen an Zukunft méi op d'Stëmm vun der Wëssenschaft an der Gesellschaft lauschteren an d'Participatiounskultur, déi elo agefouert gouf, weider héichhalen. Mir freeën eis jiddefalls op en objektiven a sachlechen Debat.

An ech maachen et esou, wéi den Här Rapporteur gesot huet: Ech ginn heimat och den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Noutwendegkeet vun enger Institutioun, déi op eng objektiv, neutral a kritesch Aart a Weis de Schoulsystem an d'Bildungspolitik evaluéiert, déi also e Bléck werft op de Fonctionnement vun eise Schoulen, ass ëmsou méi wichteg, well mer de Schoule jo méi Autonomie ginn.

Wéi gutt oder wéi schlecht fonctionnéiert eis Schoul? Dat ass natierlech eng essenziell Fro, op déi all d'Akteuren um Terrain eng Äntwert brauchen. Et ass delikat, déi Äntwert ze ginn, wann een net déi richteg Resultater, net deen néidege Recul huet an och net déi néideg konkret an objektiv Evaluatiounen.

Mir begréissen et duerfir, dass mer mat der Schafung vun engem Observatoire déi wichteg Debatt objektivéieren, an dat maache mer mat dësem Observatoire, mat der Kreatioun vun dësem Observatoire. Dat wäert eis et erméiglechen, méi a Rou déi Diskussioune ronderëm d'Qualitéit vun eiser Schoul ze féieren.

Här President, wéi de Rapporteur, deem ech wéilt vun dëser Säit aus e grousse Merci soen, et schonn ënnerstrach huet, geet et hei net drëm, dem eenzelnen Enseignant seng Aarbecht ze kontrolléieren. Et geet drëm, eng Analys an eng Evaluatioun vun der Situatioun vum Schoulsystem generell ze maachen an awer och vun der Schoulpolitik am grousse Ganzen, mam Zil, fir ze kucken, wou eise Schoulsystem histeiert a wat mer kënne maachen, fir en ze

verbesseren. Dësen Observatoire schafft duerfir och ganz onofhängeg vum Ministère an huet niewent der Evaluatioun vum Schoulsystem och nach d'Aufgab ze kucken, wéi déi verschidde Servicer vum Educatiounsministère schaffen.

D'Resultater vum Observatoire gi public a stinn da souwuel dem Minister wéi den Enseignanten, den Elteren an och de Schüler zur Verfügung.

D'Aarbechte vum Observatoire berouen op folgenden dräi Pilieren: dem Respekt vun den individuelle Rechter vun de Kanner an dem gläichen Accès fir all zur Bildung. An dat begréisse mir als LSAP. Fir eis war et wichteg ze ënnersträichen, dass de gudde Fonctionnement vun eisem System virun allem drun ze moossen ass, wéi wäit ee jidder eenzele Kand déi nämlecht Chancë garantéiert. Zweetens sinn et d'Aquisen, d'Kenntnisser an d'Kompetenze vun de Schüler, an drëttens och hir perséinlech, kulturell a gesellschaftlech Entwécklung.

An de Lex Delles huet et gesot, d'Zuel vun den Netlëtzebuerger an eise Schoulen ass enorm héich. Duerfir brauche mer och do konkret a richteg Zuelen. Dat si Pilieren, no deene mir kucken, ob eise Schoulsystem déi richteg Äntwerte liwwert oder net.

Domat kann, mengen ech - esou hunn ech op alle Fall bis viru Kuerzem geduecht -, keen e Problem hunn, wann et drëm geet ze kucken, wat eis Schoulen eise Kanner eigentlech brëngen an ob si se anstänneg op hir Zukunft virbereeden.

Här President, all Regierung mécht d'Erfahrung, dass et net einfach ass, eise Schoulsystem ze reforméieren. Dat hunn alleguer déi Ministere virdru misse konkret materliewen.

(Interruption par M. Claude Meisch)

D'Educatioun ass eng komplex Matière, déi vill a séier an enger digitaler Welt ännert. Déi richteg Äntwert fannen zu den Erausfuerderunge vun haut an den Ziler vu muer, fir déi ze definéieren, dat ass alles, mä net einfach. Mir mengen duerfir als LSAP, dass et gutt ass, eis mat dësem Observatoire weider Moyenen ze ginn, fir e klore Bléck op eise System werfen ze kënnen an esou och en connaissance de cause muer déi richteg Decisiounen ze huelen, fir eise Kanner dee beschtméigleche Schoulsystem ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mat dësem Gesetz schafe mer en nationalen Observatoire fir d'Schoulqualitéit. Déi éischt Fro, déi sech natierlech stellt, ass: Brauche mer esou eppes? D'Kolleege vun der Demokratescher Partei hu schonn eng éischte Kéier eng däitlech Äntwert ginn. Si hunn op déi gesellschaftlech Ufuerderungen, op d'Wëssenschaftlechkeet higewisen a kloer mat Jo geäntwert.

Mir mengen awer, datt déi Fro an eisen Ae berechtegt ass. Mir hu jo och net näischt haut schonn an eise Schoulen!

Mir hunn haut schonn e SCRIPT, also e Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques. De SCRIPT mat senge sechs Divisiounen, wou zum Beispill eng heescht Division du développement du curriculum an eng aner Division du développement des établissements scolaires, ass an eisen Aen e Poids lourd an eisem Educatiounssystem.

Ech hat schonn 2009, wéi mer hei d'Reformen Delvaux vun der Grondschoul diskutéiert haten, gesot, datt mer net eng Schoulreform mat dräi Schoulgesetzer hätten, mä mat véier, well mer och d'Reform vum SCRIPT deemools schonn als eng wichteg Reform betruecht hunn, déi och ganz groussen Afloss op eis Schoullandschaft wäert kréien. A mir sinn och der Meenung, wann een d'Entwécklung vum SCRIPT a wann een d'Entwécklung vun eiser Schoullandschaft kuckt, datt déi Ausso vun 2009 sech confirméiert huet.

An esou steet och zu Recht am Rapport vun dësem Gesetz - Merci dem Rapporteur fir seng exzellent Aarbecht -, datt de SCRIPT d'Lycéeën an d'Schoule methodologesch a wëssenschaftlech begleet.

Niewent dem SCRIPT hu mer awer och nach ee Service des statistiques vum Educatiounsministère a mir sinn der Meenung, datt eng grëndlech a kritesch Ausenanersetzung mam statistesche Material scho vill Aussoen iwwert d'Schoulentwécklung an iwwert d'Schoulqualitéit mécht.

Da gëtt et och nach e LUCET, e Luxembourg Centre for Educational Testing. Den engleschen Numm seet et schonn, ass en Hiweis, datt mer et hei mat engem Zenter vun der Uni ze dinn hunn. De LUCET koordinéiert d'Épreuves standardisées a suivéiert vill Aspekter vun eiser Schülerpopulatioun. Et geet ëm Kompetenz, Motivatioun an esou weider.

An et gëtt och nach e LuCS, e Luxembourg Centre for School-Development. De LuCS schafft mam SCRIPT zesummen, koordinéiert d'Fuerschungsprogrammer, ënnerstëtzt d'Programmkommissiounen a realiséiert all dräi Joer e Bildungsbericht.

Den SEW zielt an engem Communiqué, deen ech haut opgegraff hunn um 100,7 - ech hunn de Communiqué selwer awer net fonnt, ech hoffen alt, datt et keng Fake News ass -, schwätzt vu 15 Agencen, Kompetenzzentren, Kommissiounen an Observatoiren, déi mer hunn. An och den honorabele Rapporteur hat vun de PDSe geschwat, de Plans de développement scolaire. Dat ass jo och schonn eng wichteg Basis, déi mer hunn, fir d'Schoulqualitéit vun eiser Schoul ze suivéieren.

Bei esou vill Encadrement versti mer dann och, datt d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an hirem Avis vum 21. November 2016 schreift, an ech zitéieren (veuillez lire: an ech zitéieren aus dem Rapport): «La Chambre (…) souligne qu'il faut faire attention à ne pas trop bureaucratiser l'Éducation nationale.»

Déi Suerg, datt eis Schoul ze vill géif bürokratiséiert ginn, héiert een oft um Terrain. Vill Schoulmeeschteren a Léierinne mengen, si misste vill Zäit mam Redigéiere vu Rapporten an dem Ausfëlle vu Formulairë verbréngen, wouvun den Notzen eréischt op den zweeten oder den drëtte Bléck ze erkenne wier.

D'Fro, ob mer beim Iwwergang aus enger Zäit, un déi ech mech ganz gutt erënnere kann, wou mer an eise Schoule praktesch guer näischt schréftlech festgehalen hunn, elo vläicht an enger Iwwergangsphas e bësselche mat Rapporten iwwert d'Zil erausschéissen, mengen ech, däerf een ëmmer analyséieren, fir do zur Konklusioun ze kommen.

Wat dann elo den Observatoire betrëfft, dee mer de Mëtteg stëmmen, gëtt d'Chambre des Fonctionnaires Entwarnung. Dat muss jo eng gutt Saach sinn, si ass jo och schliisslech vum SNE ausgehandelt ginn an den SNE huet se och ofgeseent.

Wann een dann eng Kéier kuerz d'Avise vun de Kummere weider kuckt, do ass d'Fro gestallt, ob den Observatoire onofhängeg ka funktionéieren. Mir mengen, dat misst kënnen de Fall sinn. Am Artikel 2 gëtt déi Onofhängegkeet wuertwiertlech festgeschriwwen. D'Membere kënne souwuel Fonctionnairë si wéi aus der Privatwirtschaft kommen. Si gi fir siwe Joer nominéiert. Hiert Mandat ass also méi laang wéi eist hei oder wéi eisem Minister säint.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kënnen eis virstellen, datt esou en Observatoire national de la qualité scolaire eppes zu enger nohalteger, gudder Schoulpolitik ka bäidroen, a wäerten duerfir och dëse Projet de loi stëmmen.

Erlaabt mer just zum Ofschloss eng Fro: Wann ech festgestallt hu virdrun, datt de LuCS all dräi Joer e Bildungsbericht mécht, a wa mer am Artikel 4 soen, «L'Observatoire établit triannuellement un rapport national sur le système scolaire avec ses constats et ses recommandations, (…)», gesinn ech awer, datt dat sech e bëssëlchen iwwerschneit. Ech ginn dovun aus, datt mer do an der Praxis eng Léisung fannen, déi Sënn mécht.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Den Accord hunn ech jo scho ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den Här Fernand Kartheiser ass prett.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Häre, ech hat geduecht, mir wären an der Diskussioun ëm eng griichesch Juggurtsfabrik de Mëtten! Wann ech elo hei héieren, datt déi gréng praktesch eng Oppositiounsried hale géint e Projet, deen de bloe Minister hei virstellt, an dann awer herno nach derfir stëmmen, dann ass dat éischtens eng Logik, déi ee kann iwwerraschen dans le chef du parti vert écologique! A gläichzäiteg géif ech dem Här Minister vläicht mat op de Wee ginn, fir dem Här Bettel ze soen, e misst fir Disziplinn a senger Koalitioun suergen, well bis de 14. Oktober sinn et nach e puer Méint!

Dovunner ofgesi sinn déi Remarken, déi de grénge Kolleeg, den Här Adam, hei gemaach huet, absolutt justifiéiert! Ech mengen, et kann ee sech wierklech froen, ob dat hei net double, triple, quadruple oder quintuple - oder wéi dat och ëmmer heescht - Emploi mécht, wéi den SNE et gemaach huet. Well wat sinn d'Missiounen dann, wat sinn d'Missioune vun deem neie bürokrateschen Organ, wat do soll geschaaft ginn?

Rapporte schreiwen: Där hu mer vill! En „regard externe" op eise Schoulsystem: All Patron, deen ee soll engagéieren, dee mécht Iech dee Regard externe! All Korrekter vum Statsexamen, dee mécht Iech dee Rapport, deen Der gär hätt, wann Der wëllt wëssen, wat an de Schoulen haut nach geléiert gëtt! Dat ass eigentlech dee Regard externe, dee mer hunn. Mir wëssen, datt villes falsch ass. Mä d'Politik muss och do sinn, fir dat opzegräifen a fir sech kënnen éierlech an objektiv domadder auserneenzesetzen.

Well deen „débat serein", dee kënne mer hei och féieren! A wann ee seet, d'Politik, déi soll sech ëm d'Schoulpolitik këmmeren, dann ass eng Kritik net den „Spillball vun der Politik", gradesou wéi d'Spidolspolitik oder all anere Beräich. Et ass eis Aufgab als Parlament, deen „débat serein et objectif" ze féieren. Dofir si mir do, wéi och aner Akteuren an der Gesellschaft. A mir brauchen net nach en zousätzlechen Observatoire, fir eis dat ze erméiglechen.

Da soll deen Observatoire „domaines prioritaires" an der Politique éducative proposéieren. Ma firwat hu mer dann e Minister? Ass et dann net engem Schoulminister seng Aarbecht, fir ze soen: „Dat do ass meng Prioritéit", an da mat där Prioritéit hei an d'Parlament ze kommen an dofir riichtzestoen? Mir brauchen dat net ze delegéieren. De Minister soll seng Verantwortung huelen!

Et ass eng iwwerflësseg Institutioun, déi mer hei hunn. An et ass ee vun deene Grënn, firwat mer dergéint sinn. Mä och iwwerhaapt d'Notioun vun der Qualité scolaire: Wann een da kuckt, wéi déi iwwerhaapt definéiert gëtt! Et ass alles... Am Gesetz steet dann och, oder am Exposé des motifs, «la qualité scolaire s'exprime surtout», datt d'Schoul sech soll den «évolutions et des besoins de la société» upassen.

Mä dat ass net eleng den Objet vun der Schoul! D'Schoul ass och haaptsächlech emol do, fir dem eenzelne Kand, dem eenzelne Jonken eng Méiglechkeet ze ginn, fir sech selwer emol ze entfalen, fir sech ze bilden, fir och an der Kontradiktioun mat deem, wat en erlieft an der Gesellschaft, eens ze ginn a sech domadder ze formen.

Mä dee reng utilitaristeschen Usaz! Den Här Engel kënnt heihinner fir d'LSAP a seet: „Jo, mir hunn esou vill Auslänner an der Schoul." Wat ass dann déi Konklusioun, déi en zitt? Wat ass dann d'Bildungsideal vun enger Lëtzebuerger Schoul? Solle mer eis nëmmen duerno riichten oder no anere Saachen, déi hei genannt gi sinn, wéi Kompetenzen oder aner Saachen?

E Bildungsideal - e Bildungsideal! -, do musse mer emol erëm dru schaffen, fir iwwerhaapt emol ze wëssen, amplaz dauernd vu Bildung ze schwätzen: Wat verstitt Dir dann dorënner? Wat versteet dës Koalitioun ënnert der Bildung? Wéi gesäit se d'Entwécklung vum jonke Mënsch an deem Schoulsystem, dee mer am Abléck nach hunn?

Et ass och komesch, datt eng Demokratesch Partei heihinnerkënnt an iwwer all déi Joren, wou si elo d'Verantwortung an der Unterrechtspolitik huet, u sech de Prolongement vun deem sozialisteschen Usaz mécht vu virdrun. Eng Planwirtschaft! E Plang hei, e Plang do, e Plan de développement scolaire, fir d'Qualitéit ze assuréieren. Et ass ëmmer nëmmen dat!

E Plan de développement scolaire! Firwat muss alles geplangt ginn? Firwat muss alles bürokratiséiert ginn? Firwat muss alles, wat déi Schoulen dann an enger soi-disant Autonomie plangen, och nach vun engem SCRIPT kontrolléiert ginn? Ass dat net eng Pseudoautonomie? Wéi wäit wëllt Der da goen?

Dat ass dach alles huel u sech, wat Der do sot, genausou wéi et huel ass, datt Der sot, déi nei Institutioun wier „neutre et indépendante". Déi ass iwwerhaapt net „neutre et indépendante"! Den Domaine prioritaire, an deem se soll schaffen, gëtt vum Minister festgeluecht. D'Nominatioun vun de Membere gëtt vun der Regierung virgeholl.

Am Gesetz steet, den Observatoire steet „sous l'autorité du ministre". Wou kommen d'Beamten hier oder déi Membere vun der Kommissioun? Majo, zum Deel aus dem Enseignement an aus der Administration générale. Déi stinn awer per se ënnert dem Pouvoir exécutif. A wa se selektionéiert ginn, ass dat jo och keen neutrale Prozess. De President vun deem Gremium, dee gëtt zwar proposéiert vun de Membere vum Gremium, mä e gëtt vum Minister ernannt. Ass dat d'Definitioun vun neutral an onofhängeg?!

Wann Der déi do Kritäre géift an der Justiz oder an anere Beräicher vun der Gesellschaft applizéieren, déi Der eis hei proposéiert, da géif ech emol gär d'Reaktiounen héieren! Et ass keng Neutralitéit a keng Onofhängegkeet vun dësem Gremium garantéiert, no egal wéi enge richtege Standarden!

An dann hutt Der natierlech och eng Quoteregelung dran. D'DP, den Här Lamberty, mengen ech, hat vergiess, eis déi ze nennen, wahrscheinlech well d'DP virun dëser Legislaturperiod nach géint d'Quote war an an dëser Legislaturperiod och fir d'Quoten ass. Och dat ass eng interessant Entwécklung.

Abee, mir als ADR, mir waren ëmmer géint Quoten a mir bleiwe géint Quoten! An och dat ass e Grond, firwat mer dëst Gesetz net wäerte matstëmmen. Et ass iwwerflësseg an et bréngt eise Schoule guer näischt.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Adam, deen direkt ugeschwat ginn ass - just eng Sekonn -, deen eng Richtegstellung wëllt maachen, huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo, Här President, ech mengen, wann den Här Kartheiser meng Ried als Bäitrag, wéi wann e vun enger Oppositiounspartei wier, jugéiert, dann ass dat säi gutt Recht. Ech wëll am Fong geholl just dann a mengem Numm soen, datt ech selbstverständlech mer erlaben, eng Rei Froen ze stellen, déi gären als kritesch kënnen interpretéiert ginn, datt ech allerdéngs d'Linn vun dem Minister Meisch och hei matdroen an datt ech jo duerfir och den Accord vu menger Partei ginn.

An da wëll ech nach drunhänken, datt, wann ech d'Ausféierunge vum Här Kartheiser héieren, da gesinn ech, wou wierklech ganz grouss Differenze leien, souwuel am Weltbild, am Bild vun der Schoul. An duerfir, Här Kartheiser, d'Differenzen tëschent Ärer Positioun a menger si sechsmol méi grouss wéi déi tëschent dem Minister Meisch an der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gott sei Dank!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass nach vill méi grouss!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. No der CSV, no der ADR an no deene Grénge wäert ech mech och kritesch ausschwätzen zu dësem Projet de loi.

(Interruptions et hilarité)

Et wäert net einfach fir eis ginn.

Mir mussen dann haut iwwert dësen Observatoire de la qualité scolaire ofstëmmen, nodeems mer jo och schonn eng Agence pour le développement de la qualité scolaire hunn, e Centre de compétence de la didactique des disciplines, e Centre de compétences pour le développement curriculaire, e Centre de coordination des projets d'établissement, e Centre d'éducation à la citoyenneté, en Observatoire de matière scolaire an esou weider an esou virun. Nodeems mir all déi Saachen hunn, wäerte mer den Observatoire de la qualité scolaire haut unhuelen oder net.

Vläicht hu jo och déi eng oder déi aner Organer hir Nëtzlechkeet, mä vläicht och net. Ech mengen, bei dësem Gremium kann ee sech awer déi Fro definitiv stellen. An ech wollt awer och fir d'Alleréischt aus den Texter selwer zitéieren, aus de Considérations générales zitéiere vun den Texter, well heiansdo ass dat nach méi spannend, fir dat esou ze soen.

Ech zitéieren: «De nos jours, le système éducatif n'a pas seulement pour but la transmission du savoir et des connaissances du monde, mais un établissement scolaire doit aussi former des citoyens éclairés et responsables dans une société qui devient de plus en plus complexe.» Zënter 20, 30 Joer héiert een dat och ëmmer, déi Leier vun der Gesellschaft, déi ëmmer méi, ëmmer méi komplex gëtt! A Südfrankräich nennt een esou eppes „des paroles verbales", wësst Der. Et benotzt ee vill Wierder, mä et huet ee wéineg gesot an et weess een nach ëmmer net, wou een drun ass. Op Lëtzebuergesch nennt een dat vläicht och „Stammdësch".

Well datt d'Welt ëmmer méi komplex gëtt..., jo, vläicht, gewësse Saache gi méi komplex, aner Saache vereinfache sech. An duerno och déi Leier, fir permanent ze soen: „Et muss een

d'Leit virbereeden elo fir d'Entwécklunge vu spéider", déi ee par définition net ka kennen, dat sinn u sech nëmmen einfach esou Floskelen. Mä ech mengen net, datt dat iergendeppes mat Educatioun ze dinn huet. D'Schoul muss do sinn, fir Leit, Mënschen ze emanzipéieren an hinnen d'Méiglechkeeten ze ginn, fir sech ze emanzipéieren.

An dat mécht justement och déi Considération générale net. Well ech fuere weider, et ass en anere Saz, deen ass och net schlecht: «Afin que les élèves accèdent à une meilleure qualification pour un marché de travail», et ass „du travail", mä et steet „de travail" do, «qui est plus exigeant que jamais, il faut responsabiliser davantage les différents acteurs du système éducatif.»

Här President, an deem Saz ginn et dräi Notiounen: „meilleure qualification", „marché du travail plus exigeant que jamais", „responsabiliser davantage les différents acteurs". Dat si keng Notiounen, déi neutral sinn, och wa se vläicht kéinten deen Uschäin hunn! Well mir hunn et ganz kloer mat engem Educatiounsministère ze dinn, deen, éischtens, déi prekär an ongerecht Situatioun um Aarbechtsmarché a Kaf hélt an akzeptéiert a se och souguer quasi wéi en Naturgesetz unerkennt, deen och mengt, zweetens, et wier seng Flicht, Schüler fir dee wëllen Aarbechtsmarché ze formatéieren, an drëttens, och nach mengt, datt et géif klappen, wat eng Illusioun ass.

An engem Saz: Den Educatiounsministère gesäit seng Flicht doranner, entgéint alle schéine Wierder, aus de Schüler keng eclairéiert Bierger ze maachen, mä adaptabel Salariéen, déi - genausou wéi de Ministère - weder d'Gesellschaftsuerdnung nach den Aarbechtsmarché, esou wéi en ass, unhuelen a sech fügen (veuillez lire: d'Gesellschaftsuerdnung an den Aarbechtsmarché, esou wéi en ass, unhuelen a sech fügen). E wëllt Kopfnicker a Wierklechkeet hunn!

Ech maache mer awer net ze vill Suergen, well ech weess, datt d'Schüler d'Gesellschaft mat enger méi grousser Intelligenz a mat méi kriteschem Geescht wéi den Educatiounsministère kucken, well déi Ideologie, déi am Educatiounsministère herrscht, déi ass ganz al, aus dem 19. Jorhonnert u sech.

Et kéint ee behaapten, datt deen Observatoire, deen 1,4 Milliounen Euro d'Joer kaschte wäert, nëmmen do wier, fir Leit ze beschäftegen. Ech weess net, mä et freet ee sech awer, woumadder si sech beschäftege wäerten. Et soll jo drëms goen, nodeems déi sougenannten Autonomie d'Schoullandschaft opspléckt an de Wee fräi mécht fir d'Privatiséierung, nodeems dat agefouert gouf, datt elo deem ganze Chaos eng Aart Kohärenz soll gi ginn.

An ech mengen, am Ministère wësse se och net méi esou richteg, wou se dru sinn. An dat erkennt een dorunner, datt se nach ëmmer ganz komesch Saache schreiwen. Ech muss erëm eng Kéier zitéieren, wann ech gelift. Déi, déi eng gewësse Sensibilitéit hu fir déi franséisch Sprooch, déi e bësse frankophil oder frankofon sinn, lauschtert léiwer net no, parce que les oreilles vont saigner! Do ass e Saz: «On accorde donc une autonomie accrue aux écoles, qui, par cette référence nationale, deviennent des „établissements apprenants".» Des „établissements apprenants", weist mir dat, wann ech gelift!

(Interruption)

Ech weess net, wat dat ass. Kann een déi heemelen? Kann een déi fidderen?

(Hilarité)

Wat fir eng Sprooch ass et? Et ass kee Franséisch?

(Hilarité et interruptions)

Ech weess net, wouhier dat kënnt. An ech mengen, dat seet schonn e bëssen… Fréier gouf et déi Ideologie „back to basics", wou d'DP eng Kéier de Ministère hat. Elo ass et „back to nowhere".

An ech mengen, et däerf een awer och net vergiessen, et gi Leit, déi sech wierklech engagéieren, wat d'Educatioun ugeet, an déi observéieren, déi recherchéieren, doranner gëtt jo och investéiert. Déi sinn op der Uni. Dat ass scho gesot ginn. An deen Observatoire - désolé, désolé! -, deen ass superfetatoire! Gräift op déi Leit zréck vun der Uni! Dir kennt vläicht och den Héichschoulminister, ech kann lech seng E-Mail-Adress ginn. Deen ass ganz fein a ganz verstänneg, vläicht kann een do eppes maachen.

Mir wäerte selbstverständlech géint dëse Projet de loi stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An d'Wuert huet elo den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Alleréischt e grousse Merci un de Claude Lamberty, de Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet. D'Schafung vun engem Observatoire national de la qualité scolaire ass e wichtegen, jo, e wichtege Meilesteen an der Konstruktioun hin zu enger anerer bildungspolitescher Debatt hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll net op all Aspekt nach eng Kéier agoen. Mä de Rapporteur huet et gesot, aner Riedner och: Wa mer de Schoulen op där enger Säit méi Autonomie ginn, méi Fräiraum ginn, sech dem Besoin vun de Schüler an hire Schoule kënnen unzepassen, brauche mer op där anerer Säit och Strukturen, déi kucken, ob de Kader agehale gëtt, déi kucken, ob dat da wierklech och herno zilféierend war, ob mer wierklech e gesamte Bildungssystem hunn, deen de Besoine vun de Schülerinnen an de Schüler gerecht gëtt.

An deen, deen dat mécht, dee muss vu bausse kucken, dee muss mat engem neutrale Bléck kucken, e muss onofhängeg sinn an e muss eng onofhängeg Struktur eben och duerstellen. An dat ass den Observatoire national de la qualité scolaire, dee mer per Gesetz hei schafen.

Wa mer gären hätten, datt e vu bausse kuckt, wa mer gären hätten, datt en dat mat engem neutrale Bléck mécht an als onofhängeg Struktur kuckt, da brauche mer e Gesetz an da kann et net sinn, datt et iergendzwousch e Service vun engem vun deene besteeënden Departementer vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ass.

Den Observatoire de la qualité scolaire soll dann och d'Stëmm vun der Wëssenschaft duerstellen an der bildungspolitescher Debatt, déi däitlech méi haart, mengen ech, muss gehéiert ginn an Zukunft, well et aner Stëmme sinn, déi och de Mëtten hei an der Debatt ugeklonge sinn, an zum Deel folkloristesch, zum Deel populistesch ugeklonge sinn. Där brauche mer manner! Mä mir sollen der Wëssenschaft méi nolauschteren, wann et ëm Bildungspolitik geet. An och dat ass eng vun den Aufgabe vum Observatoire de la qualité scolaire.

E wäert do net bei null ufänken. Natierlech gëtt et anerer, déi och hei zu Lëtzebuerg iwwer Bildung fuerschen. Mir hunn e Luxembourg Centre for Educational Testing zanter enger ganzer Rei vu Joren, deen eis enorm vill Donnéeë sammelt iwwert d'Performance vun de Schüler an och d'Performance vun eise Schoulen. Et geet awer och dorëms, déi esou opzebereeden, datt se kënne genotzt ginn, gewënnbréngend genotzt ginn an der bildungspolitescher Debatt. Nëmme sammelen, sammelen a sammelen, dat hëlleft sécherlech näischt. Da muss och dat erauskondenséiert ginn, wat eis wierklech kann Orientatioun gi fir d'Weiderentwécklung vun eiser Bildungspolitik.

Duerfir ass et och esou, datt den Observatoire national de la qualité scolaire net dem Minister rapportéiert, mä virun allem der Chamber rapportéiert an domadder der breeder Éffentlechkeet rapportéiert. Hätt ech am Ministère een ugestallt, déi Aarbecht do ze maachen, e Service ministériel gegrënnt - dat hätt ech jo kënne maachen -, dann hätt de Minister, dësen an all déi nächst, nach all Kéiers kënne soen: „Dat doten ass e Rapport, deen arrangéiert mech, dee gi mer eraus, an dat doten ass e Rapport, deen arrangéiert mech elo manner, deen hale mer emol fir eis." An dat kann et jo net sinn!

Wa mer eng onofhängeg, neutral Instanz hunn, déi d'Qualitéit vum ganze Schoulsystem, y inclus de Servicer vum Ministère, y inclus de Servicer vum Ministère de l'Éducation nationale soll observéieren, da mussen all déi dote Rapporten och an d'éffentlech Debatt afléissen. An dat ass och hei virgesinn. An ech denken, datt dat e ganz, ganz grousse Schrëtt no vir ass.

Mir hunn eng ganz Rei vun Decisiounen, déi mer hei huelen, déi mer um Niveau vum Ministère respektiv der Regierung huelen, a mech interesséiert schonn, ob déi wierklech dann herno hir Friichten droen! Ech ginn emol Beispiller vu Froestellungen, deene sech den Observatoire national de la qualité scolaire kann déi nächst Zäit unhuelen.

Mir hu virun enger Rei vu Joren decidéiert, datt mer d'Schoul am Fondamental an Zyklen andeelen. Gëtt dat iwwerall gemaach? Dat ass emol eng éischt Fro. Ass et esou, datt et wierklech do gewënnbréngend ass fir d'Kanner? Dat ass eng aner Fro.

Mir decidéiere ganz oft, datt mer de Schoule Moyenen zur Verfügung stelle mat engem ganz kloren Zil. Ginn déi Moyenen herno och fir dat doten Zil no zwee Joer, no fënnef Joer, no zéng Joer nach ëmmer investéiert? Dat ass eng Fro, déi ech mer ganz oft stellen a wou ech mer géif wënschen, datt mer een hätten, deen dat dote vu bausse kuckt an och ganz kloer schwaarz op wäiss emol heiansdo schreift.

Mir mussen also och kucken, datt deem Esprit no, wou Gesetzer gestëmmt ginn, wou aner bildungspolitesch Decisioune geholl ginn, ob déi och tel quel ëmgesat sinn an ob se och wierklech dat bruecht hunn, wat mer eis dovunner versprach hunn.

An dann hu mer zanter ech géif bal soe Jorzéngten a gewëssener Regelméissegkeet de Constat geliwwert kritt, datt eise Schoulsystem et net fäerdegbréngt, sozial Ongläichheeten auszegläichen, datt Schüler aus ënnerschiddleche sozioekonomeschen Hannergrënn an ënnerschiddlech strukturéierte Familljen och ënnerschiddlech Chancen hunn, ze reusséieren an eisem Bildungssystem. Mir kréie mat därselwechter Regelméissegkeet ëmmer nees a Rapporte geschriwwen, datt Schüler mat Migratiounshannergrond manner Chancen hunn ze reusséiere wéi Schüler, déi, soe mer emol, Stacklëtzebuerger sinn. Jo, och dat ass dann eng Opreegung, déi ganz kuerzweileg ass dee Moment, wann dat dote bericht gëtt, an da fuere mer weider. An da fuere mer weider!

Mä dann, denken ech, kënne mer net bei deem Constat do stoe bleiwen! Well dee Constat, deen ass jo och relativ einfach ze maachen. Dee Constat géif och schonn duergoen, wa mer d'Aen opmaachen. Mä mech interesséiert: Wou musse mer da wierklech usetzen, fir datt mer déi Inegalitéiten do aus der Welt geschaaft kréien? Wat fir eng Politik wierkt da wierklech, fir datt mer Kanner aus sozioekonomesch méi schlecht gestalltene Familljen, Kanner mat Migratiounshannergrond fair Bildungschancë kënne ginn? Wat fir eng Mechanisme fonctionnéieren do? A wat fir eng Mechanisme fonctionnéiere momentan net a si responsabel fir déi dote Resultater, déi mer bei PISA all dräi Joer, beim Bildungsbericht all dräi Joer an ëmmer an ëmmer an ëmmer erëm zanter dem Enn vun de 60er Jore geliwwert kréien?

A mir hunn eigentlech eis net d'Moyene ginn, fir der Saach op de Fong ze goen. Och dat ass eng Aufgab an eng méiglech Froestellung vum Observatoire national de la qualité scolaire an e wäert sech där doter op jidde Fall mat grousser Prioritéit missen unhuelen.

An dann, denken ech, Dir Dammen an Dir Häre, brauche mer, wa mer gäre méi eng wëssenschaftlech Diskussioun hätten - a mir kommen herno jo och nach dozou am Kontext vum Conseil national des programmes -, datt mer och d'Gesellschaft iergendzwousch mussen an d'bildungspolitesch Debatt eranhuelen an d'Gesellschaft kënne formuléiere loossen, wat Schoul a wat Bildung da muss leeschten, wat d'Zil soll sinn, wat dee jonke Mënsch, deen aus der Schoul erauskënnt, da muss kënne fäeg sinn ze maachen, datt mer do Strukture schafen, déi déi bildungspolitesch Debatt scho kënne berouegen, eng gewësse Kontinuitéit kënnen drakréien, eng sachlech Diskussioun, op d'mannst d'Basis fir eng sachlech Diskussioun kënne leeschten.

An duerfir hunn ech, Här President, d'Propos gemaach, ob een net, opbauend op deenen heite Strukturen, déi mer haut de Mëtten hei hoffentlech schafen - en Observatoire national de la qualité scolaire, den nationale Programmrot -, awer och op eise Schouldirektiounen, der nationaler representativer Elterevertriedung, déi och an den nächste Wochen hei wäert zum Vott stoen, de Vertrieder vun den Enseignanten - an ech denken, do musse mer eis d'Fro stellen, awéiwäit mer och d'Politik do mat eranhuelen, fir eng Kontinuitéit och iwwer Legislaturperiode kënnen ze garantéieren -, op esou engem, wéi ech proposéiert hunn, nationalen „Lëtzebuerger Bildungsdësch" déi ronderëm ka rassembléieren a kucken, ob een dann net aus all deem, wat mer wëssen, aus all deem, wat mer ëmmer erëm festgestallt hunn, aus all deem, wat d'Wëssenschaft zu Lëtzebuerg och schonn zanter Laangem op den Dësch geluecht huet, eng Rei vu Konklusioune kann zéien, déi eis awer géifen eenegen, a kucken, datt mer dat zesumme géifen ëmsetzen.

Dës Regierung war d'accord, fir am Kontext vun der Schoulautonomie dann och Kompetenzen un d'Schoulen ofzetrieden. De Ministère decidéiert manner, d'Schoulen decidéiere méi. Mat esou engem Prozess vun engem Lëtzebuerger Bildungsdësch géife mer nach eemol Kompetenzen oftrieden, éischter a Richtung vun der Gesellschaft, och vu gesellschaftlech relevanten Akteuren, déi mat um Dësch sollte kucken an decidéieren an diskutéieren, wat dann déi grouss Ausriichtung vun der Bildungspolitik sollt sinn.

Här President, ech wëll duerfir, fir dat doten nach eng Kéier kënnen ze verdéiwen, hei am Haus eng Demande maache fir eng Consultatiounsdebatt ronderëm eng Propos vun engem Lëtzebuerger Bildungsdësch.

(M. Claude Meisch dépose une demande de débat de consultation.)

(Brouhaha)

Ech muss allerdéngs soen, Här President, datt d'Bäiträg vun de Mëtten, virun allem dann op enger Säit vum Sall, mer do net ganz vill Hoffnung gemaach hunn. Wa mer et net fäerdegbréngen, eis bei enger Instanz, déi sech ëm Schoulqualitéit soll këmmeren an déi als Stëmm vun der Wëssenschaft, Stëmm vun der Sachlechkeet soll hëllefen, e sachlechen Debat iwwer Bildungspolitik zu Lëtzebuerg kënnen ze förderen, eis do eens ze maachen, datt mer esou eppes brauchen, a wann et dann do einfach esou ass, datt d'Majoritéit Jo seet an d'Oppositioun einfach emol dat dote schlecht fënnt, dann, fannen ech awer, si mer nach e Stéck wäit vun deem ewech, wat mer zu Lëtzebuerg brauchen, fir…

(Interruptions)

Kontinuitéit…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Kommt, mir consultéieren nach eng Kéier!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Här President, dat doten, dat si kloer Aussoen! An ech géif mer wierklech wënschen, datt jiddweree sech nach eng Kéier mat der Fro géif beschäftegen. An am Kontext vun enger Consultatiounsdebatt kënne mer dat jo hei nach eng Kéier diskutéieren.

(Brouhaha)

Ech wëll ofschléissend natierlech nach eng Kéier hei op den Här Kartheiser an den Här Wagner agoen. Deen ee werft mer Planwirtschaft vir, deen anere Privatiséierung. Ech denken, si solle sech eens ginn, wat dann do elo stëmmt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- A wa mer eis net eens ginn?…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, Här Kartheiser, Dir hätt…

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech sot, wann den Här Minister wëllt, wann den Här Minister d'accord ass, géif ech em nach gär eng Fro stellen.

Jo, Här President, villmools Merci. Ech waarde just, bis den Här Minister erëm um Podium ass.

Den Här Minister huet elo gefrot, fir eng Consultatiounsdebatt iwwert d'Educatiounspolitik ze féieren. Mir sinn awer bal um Enn vun dëser Legislaturperiod ukomm. Eises Wëssens siegéiert dës Chamber bis Enn Juli. An am Oktober si Wahlen. Wa mer elo déi Consultatiounsdebatt um Enn vun der Legislaturperiod maachen, wou d'Regierung och anerer ugekënnegt huet, dann ass meng Fro un den Här Minister: Wéi eng Konklusioune wëllt en dann an a wéi engem Zäitraum aus där Consultatiounsdebatt ëmsetzen? Et géif eis interesséieren am Kader vun der Virbereedung vun där Debatt, fir e bëssen ze wëssen, wat dann d'Intentioune vun der Regierung mat där Debatt sinn.

Villmools Merci.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Ben, ech kann dorobber ganz kloer nach eng Kéier äntwerten. Ech hu keng Consultatiounsdebatt ugefrot genereller Natur iwwert d'Educatiounspolitik. Ech hunn eng ugefrot iwwert d'Ariichtung vun engem Lëtzebuerger Bildungsdësch an ob mer et géife fäerdegbréngen, en Accord ze kréien, en Appui ze kréien, fir un deem Bildungsdësch och hei d'Chamber, déi politesch Parteien, d'Representantë vum Vollek ze associéieren. Dat ass déi Fro, déi sollt, denken ech, do diskutéiert ginn, net méi an net manner. An ech sinn der Meenung, et ass derwäert, doriwwer ze schwätzen, haut an och ëmmer duerno.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

A mir si prett, fir ofzestëmmen iwwert den Ensembel vum Projet de loi 7075.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7075 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

31-mol Jo, 28-mol Neen. Domat ass den…

(Exclamations et brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir kënnen dat awer duerchaus verstoen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn lech just d'Wahlresultat.

Une voix.- Très juste! Très juste!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 31 zu 28 ass eng Majoritéit an de Projet ass domat ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7075 est adopté par 32 voix pour et 28 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Martine Mergen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'Dispens vum zweete Vott? Hunn ech do Jo héieren?

Plusieurs voix.- Jo!

D'autres voix.- Neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

(Hilarité)

Ah ben, mir kënnen awer och driwwer ofstëmmen.

(Négation)

Une voix.- Neen, neen, dat ass an der Rei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass dat an der Rei?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, de Projet 7076 betreffend d'Schafung vum nationale Programmrot. An de Rapporteur, den Här Claude Lamberty, ass prett.

4. 7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1° la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

2° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique;

3° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Här President, ech hunn et virdru bei mengem éischte Rapport schonn uklénge gelooss: Nieft dem Observatoire national de la qualité scolaire, also der Stëmm vun der Wëssenschaft, gëtt haut - ech wollt soen: „de Mëtteg", mä et ass schonn Owend -, nach eng zweet onofhängeg Struktur geschaaft, näämlech den nationale Programmrot.

Den nationale Programmrot gëtt d'Stëmm vun der Gesellschaft...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, wann ech gelift, de Rapporteur huet d'Wuert!

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Dat ass léif.

Den nationale Programmrot gëtt d'Stëmm vun der Gesellschaft a soll virun allem analyséieren, ob d'Matière, déi an de Schoulen enseignéiert gëtt, der Entwécklung vun eiser Gesellschaft a Beruffswelt och entsprécht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn an deene leschte Joren a Jorzéngten a ville Beräicher grouss Schrëtt no vir gemaach. Virun deene sozialen, ekonomeschen an technologesche Fortschrëtter an och Veränneerungen däerf natierlech och d'Schoul keen A zoumaachen.

Mir brauchen e Bildungssystem, deen no vir geriicht ass, op d'Zukunft virbereet an eise Schüler dat Wësse mat op de Wee gëtt, dat se duerno dann och brauchen, fir hiren eegene Wee an der Gesellschaft ze fannen an ze maachen. Eis Schoulprogrammer mussen dëst kloert Zil iwwert déi ganz Schoulzäit erëmspigelen, an zwar vun der fréierer Spillschoul bis hin zu engem Ofschlossdiplom.

Am Ausland ginn et Länner, déi sech dofir schonn e sougenannten „cadre curriculaire" zougeluecht hunn. Dozou gehéieren zum Beispill Länner wéi Finnland oder och Neuseeland.

De Cadre curriculaire ass am Fong d'Tramsschinn, un där sech déi verschidde Schoulprogrammer an Apprentissagë sollen a mussen orientéieren. Domadder suergt ee fir eng transversal Kohärenz vun de Schoulprogrammer a vun deene Saachen a Wäerter, déi een de Schüler am Laf vun hirer Schoulcarrière wëllt vermëttelen.

Den nationale Programmrot, dee mat dësem Projet de loi also geschaaft gëtt, kritt als Missioun, dem Bildungsminister a genau deene Froen zur Säit ze stoen, hien objektiv ze beroden an him och Recommandatioune mat op de Wee kënnen ze ginn. Hie suivéiert dofir déi gesellschaftlech, technologesch, kulturell, ekologesch a politesch Evolutiounen an analyséiert, ob d'Programmer deenen neien Exigenze gerecht ginn oder ob een net awer misst déi eng oder och aner Upassung virhuelen.

Fir dëst ze maachen an dann och wierklech d'Stëmm vun der Gesellschaft kënnen ze sinn, muss natierlech eng gewëssen Ouverture no baussen do sinn. Dofir kann den nationale Programmrot Administratiounen, Organisatiounen, Associatiounen oder soss Interlocuteuren aus der Zivillgesellschaft ëm e Feedback froen. E kann natierlech och op Experte vun enger bestëmmter Matière zréckgräifen, falls dat als néideg empfonnt gëtt.

Den Text, iwwert dee mer haut ofstëmmen, gesäit och vir, dass de Programmrot Foren organiséiert, wou verschidde Vertrieder aus der Zivillgesellschaft mateneen iwwer pertinent Sujeten diskutéieren. Dëst soll den Debat férderen a virun allem d'Schoul an d'Gesellschaft méi no beieneebréngen. De Programmrot kann zudeem souwuel op seng eegen Initiativ Avisen oder Recommandatiounen ausschaffe wéi och vum Minister fir bestëmmten Theme beoptragt ginn.

Nodeems ech elo erklärt hunn, wat e mécht, bleift natierlech d'Fro: Aus wiem setzt sech de Programmrot zesummen? D'nämlecht wéi beim Observatoire virdru besteet och de Programmrot aus aacht Leit. Dës kommen aus ënnerschiddleche Beräicher, wéi zum Beispill der Ekonomie, der Kultur, dem associative Beräich. Jee, och d'Kompositioun vum Programmrot soll an engem gewëssene Mooss d'Gesellschaft erëmspigelen. Si gi fir e Mandat vun dräi Joer genannt. Dat Mandat kann natierlech verlängert ginn.

Här President, en zweete Volet vun dësem Projet de loi betrëfft déi national Programmkommissiounen. Äänlech wéi de Secondaire kritt och elo de Fondamental eng gesetzlech festgeluechte Programmkommissioun, déi aus Enseignanten a Regionaldirektere besteet an déi de Minister soll a verschiddene Beräicher beroden oder eegen Avise schreiwen.

Dat sinn, wéi gesot, Leit vum Terrain, déi sech kënnen zu verschiddene Sujeten äusseren a Propositioune maachen. Dat geet an deenen ënnerschiddlechen Domäne vum Plan d'étude iwwer didaktescht Material am Fondamental bis hin zur Formation continue.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir weider Präzisiounen zum nationale Programmrot oder der nationaler Programmkommissioun verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport, ginn heimadder den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Rapporteur. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, an och e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Lamberty. Dir Dammen an Dir Häre, mat dësem Projet de loi ginn dräi Saache geregelt: Et gëtt e Conseil national des programmes agefouert, et gëtt eng nei Base légale geschaaft fir d'Programmkommissiounen am Secondaire an et gi Programmkommissiounen an der Grondschoul geschaaft.

Wann de Projet de loi just dësen drëtte Punkt hätt, da kéinte mir mat Freed den Accord ginn als CSV. An, wann ech der DP elo géif wëllen eng Freed maachen, da misst ech elo ophale mat schwätzen, well elo riskéieren ech jo ze politiséieren, well ech sinn net mat allem averstanen, wat bei deenen aneren zwee Punkten ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech fänke bei der Programmkommissioun am Secondaire un. An do hunn ech eng Fro zur Beruffsausbildung: Wou ass déi legal Basis fir d'Commissions nationales de l'enseignement général vun der Beruffsausbildung? Ech erkläre mech:

An der Beruffsausbildung ginn et zwou Commission-nationallen: Dat eent ass d'Commission nationale de formation - déi ass mam Gesetz vun der Beruffsausbildung ofgedeckt -, an et ginn d'Commissions nationales de l'enseignement général. An dësem Projet de loi gëtt awer elo just nach vum Enseignement secondaire classique a vum Enseignement secondaire général geschwat. An an deem alen Technique hu mer bei der Reform vum Secondaire am Summer, u sech bei deem neie Général, do hu mer d'Beruffsausbildung erausgeholl. Also, wou ass déi legal Basis fir dës Programmkommissioune vun der Beruffsausbildung?

Ech hat dat schonn an der Kommissioun gefrot. Ech krut keng Äntwert. Ech hoffen dann, datt ech haut eng Äntwert kréien, well dat mécht mer definitiv Suergen. Ass d'Beruffsausbildung an der Reform vläicht einfach vergiess ginn? Och scho vläicht am Summer einfach vergiess ginn?

Da kommen ech bei de Conseil national des programmes. Ech hunn de Regierungsprogramm gelies. «Un Conseil national des programmes sera instauré qui devra veiller à la cohérence des enseignements depuis l'école fondamentale jusqu'à la fin de la scolarité et qui sera chargé de vérifier la cohérence entre les programmes des différentes disciplines scolaires.»

Ben, ausser datt ech net onbedéngt averstane sinn, datt ee fir dës Aufgaben erëm en neit Gremium brauch, sou fannen ech d'Aufgaben dach sënnvoll. Fir d'Kohärenz vun de Programmer tëschent der Grondschoul an dem Secondaire, mä och tëschent den Disziplinnen ze suergen, dat wär wichteg an noutwendeg. Mä leider ass genau déi Aufgab net am Projet de loi als Missioun vum Conseil definéiert ginn. Schued!

An deen anere Punkt, deen am Regierungsprogramm steet, ass: «Il travaillera en étroite collaboration avec les commissions nationales de programmes.» Esou misst et sinn. Mä och dat ass net am Text dran. Au contraire! Mir kruten erklärt, datt keen direkte Lien vum gesellschaftleche Secteur vum Conseil national des programmes zu de Programmkommissioune soll bestoen.

An elo erënneren ech dann un dee Bildungsdësch, wou mer dann elo sollen um Enn vun der Legislaturperiod och nach consultéieren driwwer. Do soll alles un een Dësch kommen. Ben, ech wëll dem Här Minister da just soen, datt hei d'Dëscher awer nach ferm getrennt gi sinn! De Bildungsdësch, dat wäert sécher eréischt, déi Iddi wäert sécher eréischt duerno opkomm sinn.

Mir kruten awer erklärt, wéi d'Zesummenaarbecht dann elo soll lafen. De Conseil national des programmes, dee mécht dem Minister seng Propos. Falls deen d'Propos zréckbehält, da gëtt dee se un de SCRIPT; well do hu mer jo och nei Abteilunge geschaaft an do gëtt et och eng Abteilung fir den Développement curriculaire. Dee formuléiert dann doraus d'Missiounen, déi ginn dann erëm bei de Minister, an da beoptragt de Minister d'Programmkommissioun mat der Exekutioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Stéchwuert „KISS": „Keep it smart and simple." Dat schéngt op jidde Fall, ech hat dat schonn eemol hei gesot, net d'Devise ze si vum Här Minister. A wat nach zousätzlech problematesch ass, dat ass, datt d'Programmkommissioune riskéieren, an eng reng exekutiv Funktioun gedrängt ze ginn. Ech bezweifelen, datt dat motivéierend fir déi betraffe Leit ass.

Saache gi séier a gutt ëmgesat vun de Leit, wann déi Betraffen och kënne matdiskutéieren an -decidéieren, an net, wa se just eppes vun uewen erof zur Exekutioun matgedeelt kréien.

Firwat net déi Gremien, déi mer hunn, d'Programmkommissiounen, stäerken an anescht opstellen? Hei hätt zumindest missen analyséiert ginn, ob eng Reform vun de Programmkommissiounen net méi sënnvoll an effizient gewiescht wier. An ee gutt Beispill, datt d'Programmkommissiounen dat kënnen, krute mer souguer vum Ministère selwer gewisen, näämlech d'Informatik op der Sektioun B. Hei krute mer gesot, datt si et an engem Joer fäerdegbruecht hunn, dat ze maachen, wat si an zwielef Joer net gemaach hunn, an dat als Programmkommissioun, an dat ouni Conseil national des programmes! Et geet also!

Als CSV hu mer op jidde Fall keng Loscht, ëmmer erëm nei Gremien ze schafen, ouni datt kloer ass, datt iergendeppes um Terrain ukënnt. Well mer awer fannen, datt d'Programmkommissiounen an der Grondschoul wichteg sinn, wäerte mer net géint dëse Projet de loi stëmmen, mä mir wäerten eis enthalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Claude Haagen huet d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Zu der Schafung vun deem neie Programmrot an och der Iwwerschaffung vun der Base légale fir d'national Kommissiounen an eben de Verbindungen, déi do geschafe ginn, ginn ech mat engem Merci un de Rapporteur fir deen ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A vun engem Claude zum anere Claude, dës Kéier den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Et schéngt eis evident, datt et wichteg ass, fir e Cadre curriculaire fir eis Schoulen ze hunn, deen d'Strooss hält. Am Projet de loi gëtt den Term „curriculaire" oft gebraucht. Ech mengen däerfen ze soen, datt mer mam Hiweis op de Cadre curriculaire fir eis Schoule wëllen zum Ausdrock bréngen, datt mer net just Programmer a verschiddenen Disziplinne Joer fir Joer niewenteneestellen.

Et ass wichteg an et geet drëm, datt mer an der Schoul beim Enseignéieren e globale Projet hunn, wou d'Fächer aneneegräifen a sech méiglechst kontinuéierlech ubidden. Den Enseignant selwer soll sech a sengem Programmkader zurechtfannen a responsabel spieren. De Schüler soll kënnen op seng Erfahrungen opbauen an net duerch en ze vill abstrakten, linearen Opbau vum Unterrecht decouragéiert ginn.

Dat Gerüst, wat mer hei schafen, ass eigentlech näischt, wat mer ganz nei schafen. Mir ginn eis eng Struktur, mir ginn eis e gesetzleche Kader fir eppes, wat mer schonn haten. A mir mengen, datt mer mat der Schafung vun engem Conseil national des programmes, mat enger nationaler Programmkommissioun fir d'Grondschoul an enger zweeter fir de Secondaire e wichtegen a richtege Schrëtt a Richtung méi Kohärenz am Enseignement an eise verschiddene Schoule maachen.

Mir sinn och der Meenung, datt dëse Schrëtt wichteg ass, besonnesch an Zäiten, wou mer méi Autonomie fir d'Schoule froen an och de Schoule bereet sinn ze ginn, an datt et do ëmsou méi wichteg ass, datt mer eng Struktur, e Kader hunn, deen déi Schoulprogrammer och esou ausschafft, datt se d'Strooss eben halen.

An deem Sënn bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll och ufänke mat engem häerzleche Merci un den Här Lamberty fir en exzellente Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass wichteg.

An ech wollt eigentlech mech den Echo maache vun deenen Iwwerleeungen, déi och schonn anerer hei gesot hunn, datt mer hei erëm eng nei Institutioun schafen, vun där alles anescht wéi sécher ass, ob mer se iwwerhaapt brauchen. Eis Konklusioun ass net nëmmen, datt mer se net brauchen, mä datt se soguer gefäierlech ass! A si ass ongerecht! Si ass onge-

recht géintiwwer deenen Akteuren, déi sech bis elo haaptsächlech ëm d'Ausschaffung vun de Programmer gekëmmert hunn, näämlech de Professeren.

Mir hunn an dëse Jore jo ëmmer héieren, wéi wichteg d'Ausbildung vun de Professere wier. Si sinn d'Experten am Unterrechtswiesen. Et ass vill geschwat gi vu Pädagogik, vun Didaktik, déi muss ausgeschafft ginn, datt d'Didaktik méi wichteg soll ginn. An den Här Minister Meisch huet do eng ganz Rei Initiative geholl an deem Beräich.

A schlussendlech um Enn vun dëser Legislaturperiod ginn d'Experte praktesch entmuecht a si kréien eng Commission nationale des programmes virgesat. Dat ass net harmlos! Wéi Gespréicher waren, fir eng Kommissioun ze schafe fir d'Magistratur, fir der Magistratur virgesat ze ginn, hu sech zu Recht d'Magistraten dergéint gewiert. Si hunn d'Onofhängegkeet vun der Justiz a Gefor gesinn. Hei ginn d'Professeren eigentlech an hirem Domän entmuecht, well, wéi d'Madamm Hansen et och scho gesot huet, wann herno eng Propositioun vun där do Kommissioun vum Minister zréckbehale gëtt, da kréien d'Professeren dat just nach pour exécution. Si, eigentlech déi Haaptverantwortlech am Unterrechtswiesen, ginn hei zu Sous-fifres degradéiert.

Dat kann een an deem ganzen Newspeak an där Éducation nationale, wéi en an deene leschte Joren agezunn ass, an där „novlangue", wéi et op Franséisch heescht, alles probéieren ze justifiéiere mat schreckleche Sätz! Den Här Wagner hat virdrun e schreckleche Saz zitéiert. Ech wäert Iech och een zitéieren - Sätz, déi eigentlech nëmmen nach verstoppen, verniewelen a keng Ausso méi hunn, déi ee wierklech kéint direkt an iergendeng sproochlech Logik iwwersetzen: «(...) le cadre curriculaire vise à établir une cohérence verticale entre les différents niveaux conceptuels curriculaires et les enseignements pour devenir ainsi un garant de la cohérence transversale entre les différents programmes disciplinaires.»

Dat kléngt franséisch, dat ass awer net méi franséisch. Dat ass iwwerhaapt näischt! Dat ass Niwwel, Niwwel, Zesummesetzung vu Wierder, fir ze soen: „Mir hätte gär eng méi kloer politesch Kontroll iwwert den Inhalt vun der Schoul. An dofir brauche mer gesellschaftlech Akteuren, déi eigentlech zesummekommen an der Schoul hir Orientéierung solle ginn." An dat ass déi politesch Absicht hei hannendrun, niewent villen anere Reformen, déi an deemselwechte Sënn vun dëser Koalitioun gemaach goufen.

Et steet ëmmer erëm an den Texter, de Conseil national des programmes, deen ass do, fir «les nouvelles demandes qui émergent des mutations sociétales» ze observéieren. E soll sech un den „pays phares" orientéieren, déi dorëmmer sinn, an e soll eigentlech dat dann alles kucken, wat d'gesellschaftlech Entwécklunge sinn.

Mä wann een e Conseil national des programmes hätt wëlle kreéieren, deen den Numm verdéngt, dann hätt ee solle kucken, datt e soll de Kontakt halen zu der Welt vun der Wëssenschaft zum Beispill, zu der Welt vun der Literatur an der Konscht, zu der Welt vun der Beruffsausbildung, fir vläicht Impulser ze ginn, déi wierklech an e Curriculum gehéieren, fir eng Schoul ëmmer op engem héijen Niveau ze halen. Dat ass hei absolutt net d'Absicht! Hei geet et just ëm gesellschaftlech Veränneren, wat och ëmmer dat soll heeschen, déi an d'Schoul sollen erabruecht ginn.

D'Schoul ass och do, fir de Leit emol eppes bäizebréngen, fir hinnen, wéi gesot, e Wee an d'Liewen ze erméiglechen, amplaz fir gesellschaftspolitesch Konzepter hei ëmzesetzen. Ech erkennen Är Partei wierklech net méi erëm do, Här Minister!

Et ass och esou: Déi „pays phares", déi hei zitéiert ginn, wat hunn déi da selwer fir katastrophal Resultater an där Politik, déi se an deene leschte Joren applizéiert hunn? D'Reforme vum Lionel Jospin a Frankräich, déi mir hei als Delvaux-Reformen ëmgesat hu kuerz drop: Wat ass dann d'Resultat dovunner, wann net en Nivellement vers le bas an eise Schoulen? Wat ass dann déi Diskussioun an Däitschland, déi op ville Plaze gefëiert gëtt ëm d'Reduzéierung vun der Zuel vun de Schouljoren, wou mer elo erëm an déi aner Richtung ginn?

U wéi enge Länner solle mer eis dann inspiréieren un hiren negativen Erfahrungen, amplaz de Courage ze hunn, fir ze soen: Wat ass fir Lëtzebuerg dee richtege Wee? Wat ass fir eist Land dee richtege Wee? Wat brauche mir a wat maache mir, fir och eis Identitéit als Land an eis Konkurrenzfäegkeet als Land kënnen ze erhalen an deem Kontext, deen ech schonns skizzéiert hunn, näämlech de Kanner wierklech Bildungs- an Ausbildungschancen ze ginn?

D'Chambre des Fonctionnaires huet dee richtege Wee opgewisen. Wann et Iech wierklech drëm gaange wär, fir d'Kohärenz tëschent de Programmkommissiounen ze verbesseren, dat hätt ee kënne maachen ouni en neit politescht Organ. Et hätt ee wierklech kënne probéieren, déi Leit méi zesummenzebréngen, wann et iwwerhaapt néideg ass. Mä ech zweifelen net drun, datt déi Programmkommissiounen och elo schonn ofgestëmmt hunn, wat huet missen ofgestëmmt ginn, och wann nach Verbesserungspotenzial vläicht do wär, awer mat de Professeren zesummen an am Vertrauen zu de Professeren.

Ausserdeem wëll ech och net mëssen, Här President - an ech kommen zum Schluss -, ze soen, datt och an dësem Gesetz d'Demokratesch Partei eng Quoteregelung ageschriwwen huet, eppes, wat fir d'ADR net akzeptabel ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschte Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wäert mech e bësse méi kuerzfaasse wéi virdrun. Ech kann awer och scho matdeelen, datt mer dëse Gesetzesprojet och net wäerten ënnerstëtzen.

Selbstverständlech mécht et Sënn, esou eng Commission nationale des programmes op d'Been ze setzen, fir eng gewësse Kohärenz an dat Ganzt do eranzebréngen. Mä ausschlaggebend ass ëmmerhin d'Zesummesetzung vun dëser Commission nationale des programmes. An do hu mer erëm eng Kéier deeselwechte Problem wéi virdrun.

Amplaz datt een eng demokratesch Zesummesetzung vun dëser Commission nationale des programmes hätt mat Leit, déi wierklech eppes mat der Schoul direkt ze dinn hunn, oder Leit, déi sech och fir d'Schoul richteg interesséieren, datt een e Modus virgeséich, datt een e bësse méi Fantasie géif spille loossen, fir dat demokratesch zesummenzesetzen, hu mer eng autoritär, arbiträr Ernennungsprozedur, déi franchement net dem 21. Jorhonnert gewuess ass. Mä bon, dat schéngt de Problem vun der Regierung ze sinn.

Mir wëssen nach ëmmer net, wien déi Experte sinn. Ech kéint erëm op dat zréckkommen, wat ech virdru gesot hunn, och iwwer Newspeak, Novlangue ze schwätzen. Et misst een eng Consultatiounsdebatt doriwwer maache vläicht, dat wier och interessant.

Mä a Wierklechkeet, wie wäert do drasëtzen? Leit, also ech weess net, wat d'DP sech do virstellt: ee vun der Fedil, ee vun der UEL, ee vun der ABBL, ee vun der ALFI, vläicht ee vun der Chambre des Salariés pour faire bonne figure? Ech weess dat net. Ech iwwerdreiwe vläicht do e bëssen. Mä op jidde Fall si mer net ganz zefridden domadder.

An dann natierlech kann ee soen: „Oh, dann organiséiere mer Forumen!" «Cause toujours, tu m'intéresses.»

(Hilarité)

Wéi soll dat da fonctionnéieren? Well iergendeng Kéier... Mir si justement derfir, datt och e Maximum vu Leit kënne matdecidéieren. Mir sinn derfir, datt ee Budget-participatiffe mécht, datt een dat och kloer organiséiert, mat klore Regelen, an datt een och kloer seet, wie wat ze decidéieren huet. Dat doten ass relativ flou.

A wa mer scho bei «Cause toujours, tu m'intéresses» sinn, just eng kleng Saach: Ech hat net d'Geleeënheet, dat ze soen, well ech wousst et net, mä franchement, eng Consultatiounsdebatt ze organiséieren um Enn vun enger Legislaturperiod…

(Interruption)

...an dat einfach esou ze annoncéieren! Also, mir hu schonn eng iwwert den Aménagement du territoire, mir hunn eng iwwert d'Mobilitéit, mir hunn eng iwwert de Logement. Mir sinn um Enn vun dëser Legislatur an elo gëtt d'Chamber gefrot, ginn d'Deputéiert gefrot an d'Fraktioune gefrot, fir hir Meenung ze soen! Ech soupçonnéieren emol e bëssen, datt d'Regierung dat nach benotze wëllt, fir duerno um Enn vun dëser Legislaturperiod ze maachen, wéi wa se immens vill gemaach hätt an esou weider.

(Interruptions)

Ech fannen dat net seriö!

An et ass och net ganz respektvoll vis-à-vis vun der Chamber, fir dat e puer Méint virun de Wahlen ze maachen. Et wier besser gewiescht, mir hätten dat am Ufank gemaach. Da wier vläicht d'Regierung och e bësse méi inspiréiert gewiescht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och hei nach eng Kéier e grousse Merci un de Claude Lamberty als Rapporteur, deen eis an de Sënn an an de Fonctionnement vun engem nationale Programmrot agefouert huet.

Eng Äntwert fir d'Madamm Hansen: D'Formation générale an der Beruffsausbildung gëtt verankert an der Reform vun der Beruffsausbildung, déi deemnächst och wäert duerch de Regierungsrot goen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat heescht, déi huet elo keng Base légale?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, dann hat se scho länger keng! An da wäert och deementspriechend de Reglement iwwert d'Commission nationale des formations dat am Detail regelen.

Et gëtt, mengen ech, hei villes duerjerneegehäit. Et gëtt eng Kéier gesot, et géif en direkte Lien ginn tëschent dem nationale Programmrot an den nationale Programmkommissiounen. Op där anerer Säit gëtt dann awer gesot, de Minister géif dann de Programmkommissiounen e kloren Optrag ginn.

D'Programmkommissioune sinn op jidde Fall weider fir hir Aarbecht, wéi de Programm, de schoulesche Programm, wéi d'Didaktik, wéi d'Pädagogie, wéi déi Vernetzung an de Programmer tëschent deenen eenzelne Klassen, deenen eenzelne Regimmer, tëschent deenen eenzelnen Alterskategorien, alles dat, do sinn eenzeg an eleng d'Programmkommissiounen, esou wéi se dat bis elo haut gemaach hunn, zoustänneg, well si sinn déi Eenzeg, déi do Kompetenz hunn an d'Erfahrung hunn. An et denkt keen aneren drun, hinnen do iergendwéi eppes virzeschreiwen.

Ech denken awer, datt et net falsch ass, datt gesellschaftlech Akteure formuléieren, wat haut 2018 an duerno vun der Schoul erwaart gëtt, wat haut e jonke Mënsch muss kënnen, fir duerno eegestänneg kënnen duerch d'Liewen ze goen an där Welt, wéi se haut dann ass an an Zukunft ebe wäert sinn, wann dee jonke Mënsch och wëllt beruffstäteg ginn, wann e seng Verantwortung als Bierger wëllt huelen, wann e wëllt e kritesche Bierger och sinn an u gesellschaftlechen Diskussioune wëllt kënnen deelhuelen.

Alles dat, denken ech, muss och iergendzwousch eng Kéier diskutéiert a formuléiert ginn. An dat ass eben och den Optrag, deen esou en nationale Programmrot huet. An ech denken, datt dat schoulesch Akteuren net eleng kënne maachen. Jo, dat sinn d'Experten, fir ze kucken, wéi dat herno ganz konkret ëmgesat gëtt a Schoulprogrammer.

Hätte mer eppes wéi en nationale Programmrot scho gehat, denken ech, hätt et net bis d'Joer 2017 gedauert, bis mer eng Sektioun fir Informatik a Kommunikatioun am klassesche Lycée kritt hätten, hätt et net bis haut gedauert, datt mer eis op villen anere Contenuen eigentlech elo eréischt eens ginn, datt dat méi wichteg ass a méi staark muss kënne Gewiicht kréien. An duerfir brauche mer gesellschaftlech Akteuren an e kloer definéierte Prozess, wéi déi sech och dozou äusseren, déi net herno en Optrag formuléieren u Programmkommissiounen, mä déi éischter de Minister, d'Regierung consultéieren, a wou ganz kloer dann nach ëmmer de politesche Pouvoir seet, wat dann do ëmzesetzen ass a wat do net ëmzesetzen ass. Dat ass déi Konstruktioun, déi mer hei gewielt hunn.

Op jidde Fall hunn ech bis ewell vermësst, datt d'Schoule sech do - an dee ganze Bildungssystem - genuch opgemaach huet fir d'Gesellschaft, fir d'Usprëch vun der Gesellschaft un d'Schoul. An ech fannen, datt d'Schoul an dee ganze Bildungssystem sech e Stéck wäit ze vill op sech selwer konzentréiert hunn. An dat ass eigentlech net den Optrag, dee mer engem Bildungssystem musse mat op de Wee ginn. D'Schoul schafft net fir sech selwer. D'Schoul schafft fir d'Gesellschaft a muss sech där natierlech upassen a muss duerfir och en oppent Ouer hunn, wat d'Besoine vun der Gesellschaft, vun enger sech schnell wandelnder Gesellschaft sinn.

En anere grousse Pluspunkt ass, an ech mengen, datt do d'Unanimitéit e bësse méi grouss ass heibannen, datt mer och d'Programmkommissioun am Fondamental kréien, fir virun allem och do nach eng Kéier Kohärenz kënne sécherzestellen tëschent dem Fondamental an dem Secondaire, eng Thematik, déi iwwer Joren, denken ech, diskutéiert gouf. Hei gi mer eis och dat Instrument, fir dorobber kënnen anzewierken, datt den Ënnerscheed tëschent de Contenuen am Fondamental, zum Schluss vum Fondamental, an am Ufank vum Secondaire iwwerbréckt ka ginn an datt mer do méi enk dat zesummeknäppen, fir datt et méi reibungslos fir awer alleguerten eis Schüler geet, wa se vum Fondamental an de Secondaire wiesselen.

Ech wëll duerfir all deenen Deputéierten, déi un der Debatt deelgeholl hunn, besonnesch deenen, déi hei zoustëmmen, e ganz, ganz grousse Merci soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A mir sinn elo prett, fir iwwert de Projet de loi 7076 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7076 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

32-mol Jo, 5-mol Neen, 23 Enthalungen: Domadder ass de Projet de loi 7076 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par Mme Martine Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech ginn Iech Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer. Merci.

(Fin de la séance publique à 19.01 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 19

JEUDI,
8 FÉVRIER 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6982 - Projet de loi sur les marchés publics

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: M. Marco Schank (dépôt d'une motion), M. Georges Engel, M. Gusty Graas (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. David Wagner (question de M. le Ministre François Bausch et intervention de M. André Bauler)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion1 (adoptée)*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

3. 7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marc Lies, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7111 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3° la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4° la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

5° la loi du 5-15 septembre 1807 relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes (interventions de Mme Viviane Loschetter et Mme Josée Lorsché), M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (intervention de M. Aly Kaes)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. François Bausch.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Mir kënnen direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6982 iwwert déi ëffentlech Ausschreiwungen. D'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

2. 6982 - Projet de loi sur les marchés publics

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Et geet scho gutt un.

Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem laang erwaarte Projet de loi transposéiere mir en Deel vun der europäescher Direktiv iwwert d'Marchés publics an en Deel vun der europäescher Direktiv iwwert d'Marchéen an de Secteure vum Waasser, der Energie, dem Transport an de Postservicer.

Déi zwou Direktive ginn zréck op d'Joer 2014 a modifizéieren eis Gesetzgebung iwwert d'Marchés publics vum 25. Juni 2009, déi aus dräi Bicher besteet. De Livre I, wéi et gesot gëtt, enthält déi allgemeng Regelen, déi fir all ëffentlech Ausschreiwunge gëllen, a méi speziell de generelle Cahier des charges, dee vun all Pouvoir adjudicateur muss applizéiert ginn.

De Livre II betrëfft déi europäesch Marchéen, déi definéiert Seuilen iwwerschreiden an zousätzleche Regelen ënnerworf sinn. Dir wësst, datt d'Seuile vun deene Marchéen ënnerschiddlech sinn, jee no Secteur a jee no Natur vum Marché. An déi ginn och regelméisseg vun der Europäescher Kommissioun ugepasst, soudatt se net am Gesetz ageschriwwe ginn.

De Livre III bezitt sech ausschliisslech op déi international Mäert vum Waasser, der Energie, vum Transport an de Servicer vun der Post.

Mat dësem Projet de loi gëtt dat ganzt Gesetz vum 25. Juni 2009 ofgeschaaft, mat Ausnam vum Deel, deen d'Konzessiounsverträg regelt. Amplaz kommen dräi nei Bicher. Dat heescht, un der klassescher Struktur vun der Gesetzgebung ännert sech näischt, mä just un hirem Inhalt.

Dat gesot, kommen ech zu de wichtegsten Dispositiounen, déi geduecht si generell, fir déi ëffentlech Mäert méi sozial, méi nohalteg a méi gerecht ze gestalten, dëst opgrond vun der ekonomescher Entwécklung, mä och opgrond vun der europäescher Sozialpolitik an der europäescher Strategie „Europa 2020", déi den Ëmweltschutz, d'Innovatioun an de Kampf géint Interessekonflikter, géint Favoritismus a géint Korruptioun an de Mëttelpunkt stellt.

Well dës Strategie sech souwuel op déi europäesch wéi och op déi national Marchéé bezitt, ginn déi allgemeng gülteg Dispositiounen an Zukunft am Livre I verankert. Dëst Buch regelt an Zukunft also sämtlech Marchéen, onofhängeg vun hirer Envergure.

Ech kommen zu de wichtege Volete vun dësem Projet de loi. Den éischte Volet betrëfft d'Verbesserung vum Präis-Leeschtungs-Verhältnis a setzt d'Qualitéit an de Mëttelpunkt. Dank enger neier Formulatioun, déi sech op den aktuellen Attributiounskritär „l'offre la plus avantageuse" bezitt, gëtt et an Zukunft méiglech, de Marché op Basis vun der Qualitéit ze attribuéieren an net méi systematesch nom niddregste Präis. Qualitéit heescht an deem Fall, datt dem Liewenszyklus, der Laangliewegkeet an der Ëmweltfrëndlechkeet vun de Produkter Rechnung gedroe gëtt, beispillsweis bei Baumaterialien.

An deem Kontext kréien d'Pouvoirs adjudicateurs och d'Recht, gewësse Spezifikatiounen, unerkannt Labelen an Zertifikatioune vun den Ubidder ze verlaangen, fir sécherzestellen, datt héich Ëmwelt- a Sozialnorme respektéiert ginn.

Eng Fro, déi sech an deem Kontext an der Nohaltegkeetskommissioun gestallt huet an déi och vu verschiddenen ONGen opgeworf gëtt, dat hutt Der och elo virun der Chamber gesinn, ass déi, firwat verschidde Labelen net d'office an d'Gesetz kënnen ageschriwwe ginn. Hei geet et virun allem ëm Labelen, déi op eng nohalteg Entwécklung an op d'Solidaritéit mat den Entwécklungslänner ausgeriicht sinn.

Datt dës Labelen net an d'Gesetz ageschriwwe kënne ginn, kënnt dohier, datt esou eng Approche verfassungswiddreg wier. E Gesetz däerf näämlech keng Hiérarchie des normes opstellen an eenzel Labele par rapport zu anere bevirdeelegen. Aus deem Grond hu mer eis zesumme mat de Fraktiounen all zesummen drop gëeenegt, zwou Motiounen zu deenen Themen ze verfaassen. Mir kommen herno drop zréck, den Här Schank an ech selwer, zum Schluss vu menger Interventioun.

Dann, den zweete Volet bezitt sech op déi sozial Aspekter vun ëffentlechen Ausschreiwungen. Hei ass et wichteg ze soen, datt de Sozialdumping bekämpft soll ginn, andeems d'Pouvoirs adjudicateurs e Betrib ausschléisse mussen, wa Beweiser virleien, datt dee Betrib géint d'Aarbechtsrecht an aner sozial Gesetzgebunge verstouss huet.

An deem Geescht gëtt eng sougenannten „clause sociale horizontale" an d'Gesetz ageschriwwen. Dës Clause verlaangt explizitt, datt den Operateur sämtlech Regele muss respektéieren an ausgeschloss gëtt, wann dat net de Fall ass. Doriwwer eraus verstäerkt de Projet de loi déi besteeënd Moossname géint anormal niddreg Offeren, déi drop schléisse loossen, datt d'Aarbechtsrecht oder d'Ëmweltnormen net respektéiert ginn an datt ebe grad Sozialdumping bedriwwe gëtt.

Dat heescht, datt esou Soumissionnairen de Marché net zougedeelt kréien, op Basis vun der spezifescher Dispositioun am Gesetz, an och nach kënnen ausgeschloss ginn, wa se schonn amgaange sinn, de Marché ze exekutéieren.

Déi nei Regele sollen dann och zu méi Transparenz am Beräich vun der Sous-traitance féieren. An deem Kontext mussen d'Operateure scho beim Appel d'offres uginn, wéi een Deel vum Marché si net selwer ausféieren, wann d'Pouvoirs adjudicateurs déi Informatioune vun hinne wëlle kréien.

Donieft kënnen d'Pouvoir-adjudicateure verlaangen, datt e Sous-traitant ausgeschloss gëtt, wann e sech net un d'Regele vum Cahier des charges hält. Datselwecht zielt fir d'Sous-traitants vun de Sous-traitants. Där gëtt et der och.

Dann déi drëtt grouss Neierung, déi bezitt sech op déi kleng a mëttelgrouss Entreprisen, d'PMEen, déi méi en einfachen Accès zu de Marchés publics solle kréien. Bis elo haten déi kleng a mëttelgrouss Entreprisen et ëmmer schwéier deelzehuelen, wat natierlech Problemer gestallt huet.

Opgrond vun der Tatsaach, datt dës Entreprisen e grousst Potenzial un Aarbechtsplaze generéieren an ebe grad och zu der ekonomescher Entwécklung bäidroen an och meeschtens ganz innovativ sinn, sollen d'Marchés publics de sougenannte PMEen an Zukunft wierklech geziilt zeguttkommen.

Dat geet éischtens iwwert de Wee vu vereinfachten administrative Prozeduren, op déi ech zréckkommen. Zweetens kënnen d'PMEen och dovu profitéieren, datt d'Marchéen a verschidde Lousen opgedeelt ginn. An ech denken, dat ass ee vun deene wichtegste Piliere vun dësem Gesetz. Domat kann d'Aarbecht op verschidde méi kleng Entreprisë verdeelt ginn, amplaz, wéi an der Vergaangenheet, just enger grousser Entreprise dee ganze Marché zouzedeelen.

Wichteg ass dobäi ze soen, datt de verlaangten Niveau vum Chiffre d'affaires vun engem Betrib op e vernünftegt Mooss limitéiert gëtt. Dës Limitt läit an Zukunft nach just bei der duebeler Valeur vum Marché, soudatt déi kleng Betriber net méi esou séier ausgeschloss kënne ginn opgrond vun hirem Chiffre d'affaires.

De véierte Volet betrëfft d'Innovatioun, wou ëffentlech Commanden eng zentral Roll kënne spillen, fir d'Innovatioun ze förderen. Dës Dispositioun soll d'Entreprisen encouragéieren, innovativ Technologien, innovativ Methoden an innovativ Materialien anzesetzen, ënnert der Konditioun natierlech, datt se nohalteg a sozial Kritäre respektéieren.

An dësem Zesummenhang verweisen ech op d'Problematik vun de sougenannten „Konfliktmineralien", déi net nëmmen op EU-Niveau, mä och schonn zu Lëtzebuerg an der Lescht oft thematiséiert gi sinn.

Wat d'Innovatioun ugeet, soll e sougenannten „partenariat pour l'innovation" geschafe ginn. Dës Partnerschaft ass geduecht, fir kompetitiv Akteuren um Niveau vun der Innovatioun als prioritär unzegesinn an zesumme mat hinne Léisungen auszeschaffen, beispillsweis am Beräich vum Bau oder am Beräich vun der Energie allgemeng.

Déi fënneft grouss Neierung betrëfft d'Prozeduren. Éischtens kréien d'Pouvoirs adjudicateurs méi Méiglechkeeten, d'Konditioune vum Marché mat den Entreprisen ze verhandelen. Noverhandlunge sinn allerdéngs ausgeschloss, am Fall wou se geduecht sinn, fir de Marché ze veränneren, dat heescht, d'Natur vum Marché ze veränneren.

Zweetens gëtt den Oflaf vun de Prozedure vereinfacht, virun allem, well d'Marchéen an digitaliséierter Form kënnen oflafen, an deemnächst och mussen, mä och well d'Pouvoirs adjudicateurs d'Dossieren an där Reiefolleg kënne préiwen, wéi si sech dat wënschen. Bis haut war dat ëmmer ganz streng geregelt.

Dat heescht, si kënne fir d'Éischt préiwen, ob déi eenzel Offeren de Selektiounskritären entspriechen, an de Marché duerno un ee vun de Soumissionnairë verdeelen. Si kënne sech awer och direkt fir eng Offer entscheeden an eréischt duerno préiwen, ob dës Offer keng Exklusiounskritären enthält.

Fir gewësse sozial oder kulturell Servicer respektiv fir Servicer am Beräich vun der Santé, der Justiz, der Hotellerie, der Restauratioun an de Kantinne gëtt e vereinfachte Regimm agefouert, dëst am Fall, wou d'Héicht vum Marché méi wéi 750.000 Euro erreecht.

Zu manner Bürokratie féiert doriwwer eraus déi sougenannten „Auto-certification par le Document unique de marché européen", ofgekierzt DUME. Dobäi handelt et sech ëm en elektronescht Instrument, wat d'Prozeduren op EU-Niveau vereinfache soll, andeems d'Soumissionnairen hir Offer méi einfach, méi séier a mat manner Annexen erareeche kënnen. Just dee Soumissionnaire, deen de Marché dann zougesprach kritt, muss déi néideg zousätzlech Dokumenter liwweren.

Eng Vereinfachung entsteet och bei der Publikatioun vun den Avis de marché, well och hei méi op elektronesch Mëttelen zréckgegraff ka ginn, dëst iwwert de sougenannten „e-Certis". Hei muss ee wëssen, datt déi elektronesch Mëttelen de Benotzer schonn haut um Portail vun de Marchés publics zur Verfügung stinn an am Règlement grand-ducal vum 27. August 2013 geregelt gi sinn.

Dir Dammen an Dir Häre, wéi ufanks gesot, geet et bei den neien Dispositiounen och drëms, Interessekonflikter ze verhënneren. Dat ass de sechste grousse Volet vum Gesetz. An deem Kontext kënnt et bei der Virbereedung vun engem Marché public jo ëfters vir, datt déi ëffentlech Akteuren d'Entreprisen am Virfeld consultéieren a Gespréicher mat hinne féieren. Dat kann natierlech als Konsequenz hunn, datt dës Entreprisë bevirdeelegt ginn an datt Konflikter duerch dës sougenannten „consultations préalables" entstinn. Aus deem Grond gi spezifesch Dispositioune virgesinn, fir dës Consultatiounen ze regelen.

Méi Transparenz soll am Kader vun der Gouvernance geschafe ginn, an zwar doduerch, datt de Suivi vun den Dossiere verschäerft gëtt an datt e Rapport vum Oflaf vum Marché muss opgestallt ginn. Deem géintiwwer besteet awer eng streng Confidentialitéit bei sämtleche Renseignementer, déi den Operateur iwwer eng entspriechend Prozedur als „confidentiel" designéiert. Dat ass him selwer iwwerlooss. Dës Confidentialitéit ass net zäitlech limitéiert a bleift och no der Decisioun vun der Adjudicatioun erhalen, mat Ausnam vun deenen Ele-

menter, déi iwwert d'Direktiv oder dat nationaalt Recht mussen oppen, transparent duergeluecht ginn.

De siwente Volet dann, dee betrëfft d'Kooperatioun tëschent ëffentlechen Instanzen a soll dozou féieren, datt déi ëffentlech Akeef méi einfach regruppéiert kënne ginn. Dee Moment lafe se iwwer eng gemeinsam Akafszentral. Déi ëffentlech Akteure kënne sech awer och fir verschidde Marchéen zesummendinn an op gemeinsam Prozeduren zréckgräifen.

Den aachten a leschte grousse Volet vum Gesetz bezitt sech op d'Modifikatioune vum Kontrakt am Fall, wou dës Modifikatiounen d'Natur vum Marché respektéieren. Generell soll et deemno méiglech ginn, verschidde Modifikatiounen nom Ofschloss vum Marché virzehuelen, wat bis elo net de Fall war.

An domat wären déi wichtegst Volete scho beschriwwen. Dëst Gesetz huet e laange Wee hanner sech. Et gouf den 3. Mee 2016 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch deposéiert. Iwwer ee Joer duerno, den 23. Mee 2017, huet de Statsrot säin éischten Avis dozou ofginn. Den Avis complémentaire vum Statsrot koum de 14. Juli 2017, den zweeten Avis complémentaire den 28. November 2017 an en drëtten Avis complémentaire den 19. Januar 2018.

Weider Avise koumen era vun der Chambre des Salariés an der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, vum Conseil de la concurrence a vum Ordre des architectes et ingénieurs-conseils. D'Nohaltegkeetskommissioun huet sech a ganzer zéng Sëtzunge mam Projet de loi befaasst. Virun allem goung et drëms, deene véier Avise vum Statsrot Rechnung ze droen, deen eng Rei Oppositions formelles erhuewen huet, sief et wéinst verschiddene Formulatiounen, déi juristesch d'Strooss net gehalen hunn, oder wéinst der Inkompatibilitéit vun eenzelnen Dispositioune mat der Lëtzebuerger Gesetzgebung an äänleche Beräicher respektiv mat enger vun den Direktiven.

De Versuch, enger Rei Organisatiounen entgéintzekommen an hir Proposen an den Text afléissen ze loossen, ass gréisstendeels um negativen Avis vum Statsrot gescheitert.

Op déi eenzel Avise ginn ech net weider an a verweisen dofir op mäi schréftleche Rapport, do si se alleguer resuméiert.

An der Sëtzung vum 1. Februar 2017 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Dobäi wëll ech de Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun an dësem Dossier e grousse Merci ausdrécken, well et war wierklech eng kniwweleg Aarbecht, an och e Merci eiser Sekretärin Rachel Moris, grad wéi dem Här Pauly an der Madamm Wiot vun der nationaler Soumissiounskommissioun, déi eis wierklech gutt zur Säit stoungen.

Här President, erlaabt mer, zum Schluss nach eng Motioun ze deposéieren, déi vu sämtleche Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Eng aner kënnt nach no. Mir hunn eis d'Saach opgedeelt, well mer fannen, mir sollen an dëser Matière zesummeschaffen an d'Aarbecht och gerecht opdeelen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

saluant

- que le Grand-Duché de Luxembourg a entamé l'établissement d'un Plan d'action national (PAN) portant exécution des 31 «Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme» adoptés à l'unanimité le 17 juin 2011 par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies afin de concrétiser, à l'adresse des États membres de l'ONU et des entreprises privées, les orientations pour la mise en œuvre des obligations légales découlant du cadre de référence «Protéger, Respecter et Réparer» fixé en 2005;

- que le Grand-Duché de Luxembourg a établi un programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé «Transformer les vies tout en préservant la planète» et adopté par le Gouvernement en conseil en date du 12 mai 2017, visant la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au et par le Luxembourg;

- le règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'UE qui exploitent de l'étain, du tantale et du tungstène, des minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque,

considérant

- qu'en ce qui concerne l'objectif n°12 sur l'établissement des modes de consommation et de production durables, le programme de développement durable à l'horizon 2030 «Transformer les vies tout en préservant la planète» stipule qu'il faudra «promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales»;

- que le Programme gouvernemental 2013-2018 stipule notamment que «le Gouvernement fera établir les appels d'offre de façon à ce qu'ils correspondent au mieux aux critères du développement durable»;

- que la stratégie de l'UE en matière de commerce et d'investissement adoptée le 27 novembre 2015 par le Conseil des ministres sous présidence luxembourgeoise retient que «l'UE aidera les pays partenaires, et notamment les pays les moins développés, à tirer parti de chaînes de valeur mondiales responsables pour favoriser une croissance inclusive et durable»;

- que les métaux concernés - tantale, étain, tungstène et or - utilisés dans un grand nombre de produits quotidiens comme les ordinateurs et smartphones - proviennent de zones politiquement instables, qu'ils sont trop souvent obtenus par le recours au travail forcé afin de financer des groupes armés, que les violations des droits humains dans ce contexte sont nombreuses (coercition, violence sexuelle, travail d'enfants, etc.) et que les bénéfices ainsi générés maintiennent en activité des conflits dévastateurs,

et vu

- la réponse de M. le Ministre des Affaires étrangères à la question parlementaire n°3368 du 19 octobre 2017,

invite le Gouvernement

- à assurer que les achats publics intègrent à l'avenir le critère d'une diligence raisonnable au niveau des métaux concernés par le règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 (tantale, étain, tungstène, or).

(s.) Josée Lorsché, Claude Adam, Georges Engel, Gusty Graas, Martine Hansen, Fernand Kartheiser, Henri Kox, Marco Schank, Laurent Zeimet.

An eiser Motioun, an där éischter Motioun geet et ëm d'Problematik vun de Konfliktmineralie wéi Zënn, Tantal, Wolfram a Gold, déi a bedrote Länner ofgebaut ginn an a westleche Länner bei der Produktioun vun elektronesche Geräter a Schmuck agesat ginn. Den Ofbau vun dëse Mineralien ass meeschtens illegal, erfollegt ganz oft iwwer Zwangsaarbecht a féiert schlëmmstefalls souguer dozou, datt d'Recettë benotzt ginn, fir bewaffnet Opstänn ze ënnerstëtzen.

Fir deem entgéintzewierken, huet d'Europaparlament d'Memberstaten 2017 an engem Reglement opgefuerdert, déi verbindlech „Sorgfaltspflicht", wéi een dat op Däitsch seet, oder op Franséisch „diligence raisonnable", unzewenden an op den Asaz vu Konfliktmineralien ze verzichten, sou wäit wéi dat da méiglech ass, an eben och op de Kaf vun esou Geräter, déi domat hiergestallt sinn.

Här Minister, vu datt och de Regierungsprogramm op d'Ziler vun der Nohaltegkeet an op déi international Solidaritéit ausgeriicht ass, invitéiere mir d'Regierung mat dëser Motioun, der Problematik vun de Konfliktmineralie bei den ëffentlechen Ausschreiwunge Rechnung ze droen an domat als Lëtzebuerg e wichtegt Zeechen ze setzen.

Dat gesot, invitéieren ech Iech, dëse Projet de loi ze stëmmen, well en e grousse Fortschrëtt bedeit, souwuel am Beräich vun der Nohaltegkeet wéi och am Beräich vun de soziale Rechter an der internationaler Solidaritéit.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Rapportrice. D'Wuert huet elo den Här Marco Schank fir d'CSV.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ausschaffe vun dësem Marché-publics-Gesetz war net deen einfachsten Exercice. Et huet ee laangen Otem gebraucht. Et ass en enorm techneschen Dossier. Et huet missen akribesch geschafft, laang dru gefeilt ginn, well et geet ëm vill. Et geet virun allem och drëms, datt d'Ausschreiwungen an Zukunft no nohaltege Kritären, an ech mengen déi dräi Pilieren, gemaach ginn.

Dat ass sécher ee vun de Grënn, firwat et och dann e bësse méi laang gedauert huet, mat ëmmerhin dräi Avis complémentaires vum Statsrot, mat jeeweils engem Avis complémentaire vun der Chambre de l'Agriculture a vun der Chambre de Commerce, bis et souwäit war.

Mä als Éischt wollt ech der Kolleegin, der Madamm Lorsché, Merci soe fir déi exzellent Aarbecht, fir de mëndlechen a schréftleche Rapport an och fir hire laangen Otem.

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV)*.- Si ass als Rapportrice, mengen ech, op déi wesentlech inhaltlech Aspekter schonn agaangen, soudatt ech déi kann och op dëser Plaz evitéieren.

Just esou vill: datt mat deenen zwou Direktiven, déi mir mat dësem Gesetz jo ëmsetzen, d'Prozeduren an der Attributioun vun ëffentleche Marchéë méi transparent ginn - ech mengen, dat ass e wesentlechen Aspekt - an eben och d'Entreprisen d'Méiglechkeet kréien, fir Servicer a Produiten um ganzen Territoire vun der Europäescher Unioun unzebidden.

Et ass awer och besonnesch drëm gaangen, fir d'Moyenen ze fannen, fir déi ëffentlech Ausgabe méi effikass ze maachen - och dat ass e wesentlechen Aspekt -, fir e bessere Rapport Qualitéit/Präis ze erlaben a besonnesch den Akzent op Ëmwelt- a sozial Consideratiounen ze setzen an eben och, dat maachen d'Direktiven och däitlech, fir datt een d'Innovatioun an de Vierdergrond stellt.

Am Kloertext heescht dat, datt en ëffentlechen Acheteur engem Soumissionnaire ee Marché ka refuséieren, wann e sech net un déi Obligatiounen hält am Kontext vun der Ëmwelt, am Kontext vum Sozialen, wann en dat net respektéiert, och wann et dee bëllegsten ass.

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV)*.- En aneren Aspekt, deen eis wichteg schéngt, dat ass deen, datt och an de Leitlinne vun den Direktiven insgesamt - an dat mierkt een och herno, ech kommen nach dorop zréck bei den Avise vun de Beruffskummeren - ëmmer erëm iwwer Vereinfachung rieds geet an datt och eng Vereinfachung, mengen ech, hei erziilt gëtt.

A wa mir wëllen, datt och méi kleng national a regional Betriber bei Ausschreiwunge kënne matmaachen, dierf d'Prozedur net ze komplizéiert sinn, net schwéierfälleg sinn, well soss kann eng kleng Entreprise sech iwwerhaapt net erlaben, bei entspriechende Marchéë matzemaachen.

An heizou huet och de Minister an der Kommissioun an eisen Aen eng sënnvoll Initiativ proposéiert: Näämlech, wann ech richteg verstanen hunn, si seng Servicer schonn amgaang, un engem Internetsite ze schaffen, fir et virun allem deene klengen Adjudicatairen méi einfach ze maachen, bei Marchéë matzemaachen. Wéi gesot, dee Site soll an der Aarbecht sinn an ech wollt zwou Froen un de Minister stellen:

Éischtens: Wat gëtt eigentlech dann deenen Entreprisë gebueden, déi sech op deem Internetsite do däerfe schlaumaachen? Respektiv: Wéi wäit sinn d'Aarbechten avancéiert? A wéini gëtt de Site lancéiert?

Den ëffentlechen Akeefer kritt d'Méiglechkeet, d'Konditioune vum Marché mat den Entreprisen ze verhandelen, och e wichtegen Aspekt, wat mat sech soll bréngen, datt ee vill besser op déi jeeweileg Besoine vu Wueren, vu Servicer kann agoen. Donieft gëtt et och méi Flexibilitéit am Kader vum Oflaf vun de Prozeduren. Zum Beispill wäerten déi minimal Delaien an deem Kontext méi kuerz ginn.

Weider Aspekter, dat huet awer d'Rapportrice scho gesot, si manner Bürokratie, wéi gesot méi einfach Prozeduren an och eben déi entspriechend elektronesch Informatiouns- a Kommunikatiounsmëttel, déi d'Veröffentlechung vun de Marchéë méi einfach maachen an Zukunft. An d'Prozedure sollen erëm eng Kéier och do méi effikass an transparent ginn.

D'Adjudicatairë fannen also déi ganz Dokumentatioun eben dann och online, a mëttelfristeg, denken ech, wäerten iergendwann eng Kéier déi Dossieren nach just iwwert dee Wee eragereecht ginn.

All dës Vereinfachunge sinn ausdrécklech ze begréissen, well, ech soen et nach eemol, et virun allem méi klengen Entreprisë méi einfach gemaach gëtt, bei Marchés publics matzemaachen.

Här President, wann een déi verschidden Avise vun de Beruffskummeren duerchliest, da fält engem ëmmer eng an déiselwecht Suerg op, näämlech déi, datt d'PMEen den Zougang zu Marchés publics méi einfach solle gemaach kréien.

D'Chambre des Salariés huet an hirem Avis vum Juni 2016 nach eemol zu Recht extra op de Respekt, an dat, mengen ech, ass e ganz wichtege Beräich, op de Respekt vun den nationalen, europäeschen an internationale Regelen higewisen, wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt an och wat d'Sécurité sociale ubelaangt.

D'Chambre de Commerce huet zwee Avisen ofginn, eng Kéier am Oktober 2016, eemol am August 2017. An hei gouf virun allem drop higewisen, datt et de Wëlle vun den Direktiven ass, datt d'Memberlänner d'Marchés publics als strategescht Instrument notzen, notamment am Hibléck op „Europa 2020", fir eng intelligent, nohalteg an inklusiv Croissance. Also net nëmme just e blanne Wuesstum.

Fir drun ze erënneren: D'Strategie „Europa 2020" déngt jo bekanntlech als Referenzkader am Kontext vu Mesurë fir Beschäftegung, fir Wirtschaftsmoossnamen op EU-Niveau fir d'Länner, awer och fir d'Regiounen.

Kritesch Téin schléit d'Chambre de Commerce do un, wou se sech gewënscht hätt, datt nach méi Dispositiounen zu de Marchés de moindre envergure aus den Direktiven an den nationalen Text iwwerholl gi wieren, dëst mat der Fro, ob déi Mesuren, déi den Text elo virgesäit, sech als effikass genuch wäerten erausstellen, fir datt d'PMEen och wierklech den Accès méi einfach gemaach kréien.

An hiren Avise vum Februar an Oktober 2017 mécht d'Chambre des Métiers op d'Wichtegkeet vun der Opdeelung vun de Marchéen a Loten opmierksam, well dëst net onwesentlech ass fir e gudden Accès vun de klengen Entreprisen. An d'Chambre des Métiers an d'Fédération des artisans respektiv den OAI hunn och nach eng Kéier intervenéiert am Hierscht d'lescht Joer vis-à-vis vum zoustännege Minister mat enger Partie Doleancen. An een Deel vun deenen Doleancë sinn dann och am Kader vun zwou Kommissiounssëtzungen, déi mer haten, an Amendementer gemünt an hunn och hire Wee an d'Gesetz fonnt.

D'Handwierkerkummer huet och fir eng pragmatesch Approche am Beräich vu Labelen a Certificats plädéiert, huet awer och deelweis op Risiken higewisen. Si seet zum Beispill, d'Dokumenter vum Marché misste kloer an detailléiert Regele fir d'Vergi vum Marché uginn an dierfte keng subjektiv Kritäre virgesinn. Stéchwuert Transparenz a Gläichbehandlung vun alle Soumissionnairen.

A grad hei spiert een och am Avis vun der Chambre d'Agriculture vum September 2017, datt gefaart gëtt, datt et nach ëmmer schwéier gëtt, fir national Produiten ze favoriséieren. Als Éischt weist d'Landwirtschaftskummer an hirem Avis nach eemol op déi Petitioun hin, wou mer hei op dëser Plaz en Débat public haten, d'Petitioun fir Lëtzebuerger Produiten an der ëffentlecher Restauratioun. Dat heescht, wou et drëm geet, de Lëtzebuerger landwirtschaftleche Produiten an Iesswueren e privilegéierten Accès an de Kantinnen ze ginn.

Eng vun de Konklusioune vum ëffentlechen Debat vum 13. Januar 2017 an der Chamber war jo, datt eng Upassung vun den Ausschreiwungsregelen néideg wier, fir eben op déi noutwendeg Outilen zréckgräifen ze kënnen, fir d'Produits du terroir zum Beispill an d'Kantinnen eranzekréien.

D'Kummer war der Meenung, datt den Artikel 36 ze vag formuléiert wier an datt si Schwieregkeeten hätt, fir eben esou Hiewelen ze identifizéieren, déi och wierklech den Accès vu lokalen a regionale Produiten am Kader vun enger ëffentlecher Ausschreiwung favoriséieren.

Problematesch wier hei virun allem de Volet vun de Labelen. Duerfir widderhëlt d'Landwirtschaftskummer hir Fuerderung, datt d'Regierung Viraussetzunge schafe muss, datt, äänlech wéi an aneren europäesche Länner, déi national Produzenten a Weiderveraarbechter e privilegéierten Accès kréien an d'Kantinnen, déi vum Stat subventionéiert ginn, an dat eben och generell bei nationalen Ausschreiwungen.

Vu datt d'landwirtschaftlech Betriber héich Produktiounskäschten hunn, ass dës Fuerderung an den Ae vun der Landwirtschaftskummer berechtegt.

Da weist se zum Schluss och drop hin, datt eng ganz Rei vu landwirtschaftleche Produkter momentan guer net ënner e Label falen. Dat kenne mer. An d'Landwirtschaftskummer huet an deem Kontext och op den Text vum Artikel 43 vun der Direktiv 2014/24 higewisen. Do gëtt näämlech gefrot, datt, wann net all Exigenzen iwwert de Label erfëllt ginn, dës Exigenze vum Pouvoir adjudicateur kënnen entspriechend ugi ginn. An zu Recht, mengen ech, gouf vun de Responsabele vun der Kummer gemengt, datt dës Optioun besonnesch interessant këint sinn am Fall vu Produktiounen, déi méi eng kleng Envergure hunn an net iwwer en nationale Label couvréiert sinn.

Op eis Fro hin huet den zoustännege Minister confirméiert, datt dëse Passus wuel net am Projet figuréiert, awer am Règlement grand-ducal wäert figuréieren. An ech hoffen, datt en dann do och am richtege Sënn wäert gräifen.

Et ass fir d'CSV kloer, datt mir hei e Spagat maachen tëschent den internationalen Obliga-

tiounen, déi mer duerch d'Ëmsetzung vun den Direktiven nun eemol hunn, wärend mer awer gläichzäiteg och an der Flicht sinn, fir fair, nohalteg a sozial gepréägten Ausschreiwungen ze erméiglechen.

Här President, an deem Kontext wollt ech den Depôt vun enger Motioun maachen, enger Motioun, déi, wéi virdru scho gesot ginn ass, eng Koproduktioun ass a wou och all Fraktiounen a Sensibilitéiten ënnerschriwwen hunn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

saluant

- que le Grand-Duché de Luxembourg a établi un programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé «Transformer les vies tout en préservant la planète» et adopté par le Gouvernement en conseil en date du 12 mai 2017, visant la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au et par le Luxembourg,

considérant

- que le commerce équitable vise à atteindre plus d'équité dans le commerce international et qu'il a, en tant que stratégie de lutte contre la pauvreté, comme buts d'améliorer la situation des producteurs défavorisés dans les pays en voie de développement et de stabiliser, respectivement de renforcer l'économie nationale ainsi que les conditions économiques et sociales des producteurs dans les pays concernés;

- que tant le commerce équitable que le recours aux produits régionaux répondent aux enjeux du développement durable;

- qu'un recours accru aux produits régionaux contribue non seulement à préserver l'environnement en réduisant les distances parcourues en matière d'approvisionnement partant en réduisant la pollution, mais participe aussi au développement du secteur agricole ainsi que de l'artisanat et des entreprises de transformation nationales;

- que la société civile, et notamment le Cercle des ONG de développement, plaide pour des politiques plus cohérentes visant à un développement durable et équitable et que les achats régionaux et responsables y contribuent;

- que les citoyens exigent de plus en plus que les biens et produits achetés par les pouvoirs publics soient d'origine régionale, voire locale ou issus de conditions de travail équitables;

- que le commerce équitable et celui des produits régionaux nécessitent un soutien déterminé des pouvoirs publics;

- que le Programme gouvernemental 2013-2018 stipule notamment que «le Gouvernement fera établir les appels d'offre de façon à ce qu'ils correspondent au mieux aux critères du développement durable»;

- que la stratégie de l'UE en matière de commerce et d'investissement adoptée le 27 novembre 2015 par le Conseil des ministres sous présidence luxembourgeoise retient que «l'UE aidera les pays partenaires, et notamment les pays les moins développés, à tirer parti de chaînes de valeur mondiales responsables pour favoriser une croissance inclusive et durable»;

- qu'en ce qui concerne l'objectif n°12 sur l'établissement des modes de consommation et de production durables, le programme de développement durable à l'horizon 2030 «Transformer les vies tout en préservant la planète» stipule qu'il faudra «promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales»;

- que la directive 2014/24/UE sur la passation des marchés publics qui sera transposée en droit national par le présent projet de loi, mentionne explicitement dans son considérant 97 que les «critères et conditions concernant la commercialisation et ses conditions peuvent par exemple mentionner que le produit concerné est issu du commerce équitable, y compris l'obligation de payer aux producteurs un prix minimum et une majoration de prix.»,

invite le Gouvernement

- à favoriser et promouvoir une politique d'achats publics basée sur le développement durable;

- à privilégier dans la mesure du possible l'acquisition de produits issus du commerce équitable, voire l'achat de produits du terroir et de produits régionaux luxembourgeois dans les lycées, les services d'éducation et d'accueil et tout autre service et administration étatique;

- à réaliser une campagne de sensibilisation au sein des acteurs d'achats publics afin de promouvoir et d'encourager la politique d'achat susmentionnée.

(s.) Marco Schank, Claude Adam, Georges Engel, Gusty Graas, Martine Hansen, Fernand Kartheiser, Henri Kox, Josée Lorsché, David Wagner, Laurent Zeimet.

Mir wollten als Chamber kloermaachen, datt mir d'Regierung iwwert dee Wee invitéieren, alles ze maachen, fir eng Politique d'achat no nohaltege Kritären ze maachen am Kontext vun der ëffentlecher Restauratioun. A konkret geet et an där Motioun ëm d'Verwendung vu Produiten, zum Beispill am Kontext vum fairen Handel, zum Beispill vu regional, lokal gezillte Produiten, zum Beispill d'Produits du terroir, alles wat ënner: „Sou schmaacht Lëtzebuerg" fält, fir esou Produite verstäerkt an den ëffentleche Kantinnen erëmzefannen.

Donieft froe mer och eng Sensibiliséierungscampagne, fir bei den Akteuren, déi esou Akeef tätegen, aktiv ze ginn. Dat heescht, mat dëser Motioun wëlle mir eng nohalteg Politique d'achat favoriséieren an invitéieren d'Regierung, do eng Hand unzepaken.

Ech wollt, ier ech op de Schluss kommen, nach ee Wuert soen zu der Motioun vun de Konfliktmineralien, déi mir och wäerte matstëmmen. D'Kolleegin Josée Lorsché huet déi scho presentéiert. Effektiv, wann ech dat däerf soen, hat ech, wéi ech déi éischte Kéier de Begréff vum Space Mining héieren hunn, automatesch dru geduecht: Mä mir missten et dach emol fäerdegbréngen, wa mer seltene Erden a Mineralien aus dem Buedem huelen hei op der Äerd, fir ze kucken, datt mer dat op eng Manéier maachen, déi net mënscheveruechtend ass.

An deem Kontext ass et och ze begréissen, datt an deem europäesche Reglement fir déi Suergfaltsflicht fir d'Entreprisen aus der Europäesch Unioun, wat d'lescht Joer am Juni a Kraaft getrueden ass an op deem och dës Motioun baséiert, zumindest elo emol véier Rohstoffer mat dra sinn, och wann et nach Schlupflächer ginn.

D'Zivillgesellschaft huet och schonn an der Tëschenzäit awer reklaméiert, datt een och do muss nobesseren, well, wéi gesot, nëmme véier Rohstoffer, den Zënn, Tantal, Wolfram a Gold hei virgesi sinn an et awer nach ganz anerer ginn. Dat heescht, d'Reglement gräift eigentlech ze kuerz. Och dahingehend, datt et eng laang Iwwergangsphas gëtt, datt d'Entreprisen eréischt ab dem 1.1.2021 brauchen iwwer hir Suergfaltsflicht ze rapportéieren. Nach fanne mer, datt déi Motioun berechtegt ass, an duerfir stëmme mer se och.

An zum Schluss wollt ech soen, datt mir als Fraktioun och wäerten de Projet de loi iwwert d'Marchés publics stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wéilt ech der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierlechen a komplette Rapport.

Mat der Ëmsetzung vun dësen EU-Direktiven iwwert d'Marchés publics komme mer enger laangjäreger Demande vun der LSAP, awer besonnesch och vu ville Buergermeeschteren no, fir bei ëffentlechen Opträg net ëmmer nëmmen déi bëllegst Offer mussen unzehuelen. Vill ze laang ass de Präis als deen eenzegen objektiv novollzéibare Kritär ugesi ginn, fir ze verhënneren, dass ëffentlech Sue géife verschwent ginn opgrond vu Favoritismen oder och nach Korruptioun.

An der Praxis huet dat net sielen dozou gefouert, dass eng Gemeng bei der Vergab vun Opträg ageschränkt war, fir sozialpolitesch oder ëmweltpolitesch Akzenter ze setzen. Ier d'Direktiven, déi mer haut ëmsetzen, a Kraaft waren, huet et oft geheescht, dass et och ënnert der fréierer EU-Gesetzgebung méiglech wier, sozial an ökologesch Kritären an engem Cahier des charges anzeschreiwen.

Allerdéngs hunn d'Gemengen, déi oft nëmme begrenzt iwwer Fachpersonal verfügen, fir hir Cahiers des charges opzestellen, sech net wierklech getraut, esou Kritäre konsequent unzewenden. Et gouf eng gewësse Rechtsonsécherheet an de Risiko vun enger Plainte an eventuelle Verzögerunge bei der Realisatioun vun engem Projet huet ee misse matarechnen. An dat war villen dann awer ze riskant an déi Rechtsonsécherheet huet do awer dann éischter a Richtung Präis gespillt.

Mir waren zu Lëtzebuerg net déi Eenzeg, déi dëse Problem haten. An déi aktuell EU-Direktiven hunn hei elo méi Kloerheet geschaaft.

Dëse Sujet, deen huet mech nach ëmmer speziell interesséiert. An ech wëll just un eng Question parlementaire erënneren: Ganz um Ufank, wou ech Deputéierte war - dat ass nach net esou laang hier, dat si sechs Joer hier -, den 21. Juni 2012 hunn ech meng éischt Question parlementaire grad iwwert den Thema vun de Marché-publicke gestallt. Also ass et en Thema, wat mech wierklech vun Ufank un hei an dësem Haus interesséiert huet.

D'Gesetz ass elo ausdrécklech esou ausgeriicht, dass d'ëffentlech Hand iwwert déi Aart a Weis, wéi se Opträg vergëtt, hir politesch Ziler an de Beräicher Soziales, Ëmwelt an Innovatioun ënnerstëtze kann. Dat ass immens wichteg, well déi verschidden ëffentlech Akteuren zesummegeholl hunn e ganz grousst ekonomescht Gewiicht. Et ass jo absurd, dass andauernd Campagnë gemaach ginn, fir de Leit dobaussen ze erklären, wéi wichteg hire Choix als Konsument ass, an den ëffentlechen Institutiounen da virzeschreiwen, dass si ëmmer nëmmen dee bëllegste Fournisseur däerfen huelen. An heimadder gi mer eis elo besser Moyenen an déi Rechtsonsécherheet gëtt hei zum Deel awer attenuéiert, gëtt erofgesat.

D'Qualitéit vun engem Produit oder Service moosst sech näämlech net nëmmen um Endresultat, mä och um Niveau vun de Produktiounsprozesser respektiv un den Aarbechtskonditioune vun de Leit, déi e Service leeschten.

Ech hu viru Kuerzem e Reportage op der Tëlee gesinn iwwert d'T-Shirten, déi am Bangladesch produzéiert ginn ënner ganz schlëmme Konditiounen, wou Kanner vun zéng, eelef, zwielef, dräizéng Joer T-Shirte produzéiere wärend zwielef Stonnen am Dag, wou se net kënnen an d'Schoul goen, well d'Famillen op déi Suen ugewise sinn. An deen Hongerloun, deen déi Kanner do kréien, fir dass mir hei kënnen en T-Shirt kafen, deen zwee Euro da kascht, muss eis awer alleguerten ze denke ginn. A wa mer nëmmen heimadder, mat deem Gesetz, en Deel kënnen deene Leit erëmginn, déi dohannen an deenen, soe mer emol „aarme Länner" T-Shirte produzéieren, dann, mengen ech, hu mer hei scho wéinstens nëmmen e klengen Deel probéiert, dat e bësse besser ze maachen.

Doriwwer eraus gëtt et en allgemengen Interesse, och klengen a mëttleren Entreprisen eng fair Chance ze ginn, grad wann et och ëm méi grouss Opträg geet.

Labelen, déi dësen Typ vu Qualitéitskritären zertifiéieren, kréien dobäi en neit Gewiicht. Et ass zwar net méiglech, e präzise Label als Konditioun an e Cahier des charges ze schreiwen, et ass awer méiglech, Qualitéitskritären dranzesetzen, wou d'Produzente mat bestëmmten Zertifizéierungen e Virdeel hunn, wa se mat hirem Label kloer noweise kënnen, dass se dës Kritären och erfëllen.

An domadder wéilt ech och e klengt Wuert zu de Motioune soen, déi mer haut hei deposéiert kruten. Ech fannen, dass dat Motioune sinn, déi op de richtege Wee ginn, souwuel déi vun de Konfliktmineralie wéi och déi vun den nohaltege Kritären. A mir sinn hei richteg an der Cohérence des politiques, wa mer dës Motiounen hei dann och stëmmen.

Den Optraggeber kritt doriwwer eraus eng besser Kontroll, ob d'Kritäre reell agehale ginn. Hëllefräich sinn hei sécher déi nei Bestëmmungen zur Sous-traitance, wou vu vir eran ersiichtlech ass, wéi héich den Undeel u sous-traitéierten Aarbechten ass. An déi sous-traitéiert Firmen hunn déiselwecht Oplagen ze erfëlle wéi den Haaptfournisseur. An den Optraggeber kann effektiv dann drop awierken, wat dann do net geschitt oder wat dann do awer geschitt.

Als LSAP begréisse mir och, dass déi Echangen, déi de Minister mat der Kommissioun an och mat aneren Akteuren hat, dozou gefouert hunn, dass mir Derogatiounen am Gesetz gestrach hu vum Prinzip, dass eng Firma ausgeschloss gëtt, wa se hir Obligatiounen net all erfëllt. Do war e gewëssene Spillraum gelooss gi fir de Fall, wou eng Firma zum Beispill just mat enger gerénger Zomm am Réckstand wier mam Bezuele vun de Sozialversécherungen. Als LSAP deele mir awer d'Meenung vun der Chambre des Métiers a vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit, dass een hei keng Ausnamen zouloosse sollt. Zum enge wier et do zu engem gewëssenen Arbitraire komm an zum anere wier dat net fair vis-à-vis vun all deenen aneren Entreprisen, déi hir Verflichtung eescht huelen.

Positiv fanne mir et natierlech och, dass et eng gewësse Vereinfachung vu Prozedure gëtt an dass méi Flexibilitéit besteet, fir grouss Opträg a Loten opzedeelen, soudass och kleng a mëttelgrouss Firme besser Chancen hunn, fir sech un deene Marchéé kënnen ze bedeelegen.

Besonnesch freet et eis natierlech, dass et an Zukunft kloer unerkannt ass, dass een enger Entreprise de Virzuch ka ginn, déi Leit mat engem Handicap oder déi soss defavoriséiert sinn, beschäftegt. Um lokale Plang gi jo do vill Efforte gemaach, fir vu Gemengesäit aus sozial Entreprisen ze förderen, déi deene Leit eng Chance bidden a gläichzäiteg wichteg Servicer fir d'Bierger leeschten.

Et gëtt och méi einfach, fir lokal Initiativen a Schoulgäert, zum Beispill „urban gardening" an esou weider, u Kantinne fir Schoulkanner oder Crèchë liwweren ze loossen, wat iwwert d'Ernärung eraus e pädagogeschen Zweck dann och erfëllt.

An ech kennen déi Situatioun do ganz gutt. Niewent deene Schoulgäert hu mir an eiser Gemeng - an där Gemeng, déi ech och nach besser kennen - e Projet vun enger Epicerie lancéiert. An och wann et Problemer mat der Gouvernance vun der Epicerie gëtt, muss ee soen, dass d'Gemeng déi ëmmer ganz grousszügeg ënnerstëtzt huet an och weider wäert ënnerstëtzen. An ouni déi Ënnerstëtzung vun der Gemeng kéint se och net iwwerliewen. Et muss een awer soen, dass do eng ganz Rei vun Aarbechtsplaze geschafe ginn, dass do e sozialen Encadrement geschafe gëtt, dass eng sozial Responsabilitéit do iwwerholl gëtt, déi net esou selbstverständlech ass an déi d'Gemeng Suessem hei ganz kloer iwwerholl huet.

All dës Ännerunge bedeiten net, dass de Risiko vu Vetternwirtschaft a Korruptioun bei der Vergab vun Opträg méi grouss gëtt. Et gëtt kloer Spillregelen, déi sécherstellen, dass nei Kritäre bei der Auswiel net automatesch zur Willkür féieren. D'Bestëmmungen am Marché-publics-Gesetz bleiwen duerfir komplex.

Trotz de Vereinfachunge wäert et an Zukunft weider esou sinn, dass kleng Gemengen, déi net iwwert dat entspriechend Fachpersonal verfügen, sech zum Deel wäerte schwéier dinn, fir all Méiglechkeeten, déi d'Gesetz hinne bitt, ze notzen. Dat ass verständlech. An duerfir géife mir als LSAP et begréissen, wann den zoustännege Ministère géif eng Berodung fir d'Gemengen ubidden a si bei der Uwendung vun dësem Gesetz kéint ënnerstëtzen. Dat wär zum Virdeel vu jiddwerengem. A kleng Gemenge géife sécherlech gären dovunner och profitéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann et ee Beräich gëtt, dee soll streng reglementéiert ginn, dann ass et ouni Zweifel dee vun de Marchés publics. Hei geet et ëmmer ëm héich Zommen a schliisslech ginn och ëffentlech Gelder investéiert. Duerfir ass et och richteg, datt de Legislateur eng Rei vu Barrièrë virgesäit, datt keng Abusen do gemaach ginn.

Korruptioun, Bestiechung, dat sinn Termen, déi ëmmer am Kontext mat ëffentlechen Opträg matgenannt ginn. Dat ass engem Rechtsstat ouni Zweifel net würdeg an duerfir ass et och gutt, datt mer haut eng legislativ Basis schafen, déi dat nach eng Kéier zementéiert an déi am Fong geholl och do de Spillraum vun der Bestiechung, vun der Korruptioun ganz enk mécht, an datt och de Spillraum fir Tricksereien hei agëenkt gëtt.

Ech mengen, och hei zu Lëtzebuerg, obwuel mer jo -, Gott sei Dank, kann ee soen - net déi Problematik kenne wéi an anere Länner, soll een awer net esou naiv sinn ze denken, datt mir, wéi gesot, hei vun deene Saache verschount bleiwen. Leider wäert et och an Zukunft esou sinn, datt et ëmmer nach Eenzelner ginn, déi iwwer verschidde Weeër versichen, zu hirem Profitt ze kommen. An dat däerf natierlech op kee Fall sinn.

Dat ass ee vun deene wesentlechsten Aspekter vun dësem Gesetz, mä et gëtt awer och nach en anere wichtegen Aspekt, an dat ass dee vun der méi onkomplizéierter Ofwécklung vun den administrative Weeër. Ech mengen, mir kënnen houfreg sinn hei zu Lëtzebuerg, datt mer eng héich Diversitéit vu Betriber hunn. An dat wëllt och heeschen, datt mer als Politik mussen e Kader setzen, datt och déi Betriber, datt d'Ekonomie sech do gutt entwéckele kann. An dozou gehéiert ouni Zweifel och e Gesetz iwwert d'Marchés publics.

Dat aktuellt modifizéiert Gesetz vum 25. Juni 2009 hat ouni Zweifel schonn eng Rei Verbesserungen an d'Weeër geleet. Ech erënneren drun, datt zum Beispill Marchéë vu bis zu 55.000 Euro dunn ouni Ausschreiwung konnte gemaach ginn. Dat huet besonnesch - wann ech elo soen „eis", ass et, well jo awer eng Rei Kolleegen och heibanne sinn, déi Verantwortung an de Gemengen hunn - eis, wéi gesot, op deem Niveau ouni Zweifel villes méi einfach gemaach.

Et goufen zéng nei Kritären agefouert, ënner anerem, datt - och deemools ass dat scho gesot ginn - net nëmme soll de bëllegste Präis hei a Betruecht gezu ginn, well et muss ee jo wëssen: Déi bëllegst Offer ass mat Sécherheet net

ëmmer déi bescht. Mir waren natierlech och besonnesch frou deemools als DP a sinn et och nach wie vor haut nach, datt, wann e lokalen Ubidder e Präis mécht, deen net méi wéi 5% méi héich ass wéi, wéi gesot, dee bëllegsten, datt deen och ka considéréiert ginn. Och dat ass eng ganz gutt Saach an dat gëtt jo hei nach eng Kéier ganz kloer ënnerstrach.

Dat neit Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, ass natierlech an éischter Linn ganz kloer d'Transpositioun vun zwou EU-Direktiven. Iwwregens wëll ech nach eng Kéier hei drun erënneren, fir all déi, déi mengen, déi EU-Direktive géifen net séier genuch ëmgesat ginn: 2009 hat et fënnef Joer gedauert, bis datt déi deemoleg Direktiv ëmgesat gouf.

Mir liewen an enger gemeinsamer Europäescher Unioun. Mir si frou doriwwer. An datt och dat Gesetz hei de Geescht vun enger gemeinsamer Unioun reflektéiert, dat ass och eng gutt Saach, well et spiert ee jo awer ëmmer méi, datt et wichteg ass, datt och innerhalb vun der Unioun eng Rei gemeinsam Regele solle gëllen. Wat ganz positiv hei ass, ech mengen, et ass de Moment nach net hei ernimmt ginn, mä datt och d'Staten zesumme kënnen am Fong geholl Soumissioune maachen. Och dat ass en Novum, deen een hei nach eng Kéier soll ënnersträchen. Dat wier ebe besonnesch och fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg vu Virdeel, well doduerch och kënne gegebenenfalls besser Präisser erziilt ginn.

D'Gesetz vun 2003 - ech sprangen nach eng Kéier kuerz méi zréck - hat och deemools schonn eng Rei Defiziter. An et ass kloer, datt ëmmer erëm déi Haaptakteuren, ech denken hei un déi Kleng- a Mëttelbetriber an éischter Linn, ëmmer erëm Drock gemaach hunn, datt sollte Verbesserunge kommen. An dat ass dann och schlussendlech geschitt.

Wat awer positiv hei ass, och wann d'Gesetz vun 2009 elo ofgeschaaft gëtt, datt mer awer déiselwecht Liesstruktur bäibehalen, dat heescht déi vun deenen dräi Livren. Dat erlaabt et engem, déi Gesetzer dann och haut méi einfach ze analyséieren an och ze „duerchforsten", muss ee soen, och wann et natierlech e ganz komplext Gesetz ass an eng ganz Rei nei Termen optauchen, wou ee wierklech, do muss ee ganz éierlech sinn, Problemer huet vläicht, fir heiansdo richteg derduerchzegesinn.

Den Text baséiert jo op dräi Haaptprinzipien: Een dovun ass nun eben d'Flexibilitéit, wat ganz wichteg ass. Da gëtt natierlech och méi op d'Qualitéit hei gesat. An ech hunn et virdru jo schonn erwäänt, datt net déi bëllegst Offer déi ass, déi a priori muss considéréiert ginn. Well wa se net zefriddestellend ass, da kann ee se hannerfroen. A wat och wesentlech ass: Et geet jo net nëmmen duer, datt een eng bëlleg Offer kritt, mä et muss ee sech awer och Gedanke maachen, wéi zum Beispill de Service après-vente ass. Och dat ass eppes, wat oft ënnerschat gëtt. Wa mer e Fournisseur hunn, deen eis eng gutt Wuer liwwert an herno net à même ass, fir déi Wuer awer och an Zukunft gutt ze ënnerhalen, dann hu mer och net alles gewonnen.

D'Ugebuet vu Wueren an Déngschtleeschtungen ass jo, wéi gesot, nach ëmmer grouss an och diversifizéiert, besonnesch hei zu Lëtzebuerg. An datt do besonnesch d'Gemengen net ëmmer esou den Duerchbléck hunn, dat ass och ganz normal. Duerfir ass et och gutt, datt hei eng Vereinfachung vun enger Rei vu Prozedure kënnt. Datt zum Beispill kënnen am Virfeld Consultatioune mat potenzielle Fournisseure gemaach ginn, ass e gudde Schrëtt no vir. Et kann ee sech dann am Virfeld als Adjudicateur méi mat deem Produit, deen ee gär eng Kéier spéider wëllt hunn, familiariséieren. Natierlech si mer do erëm ganz no och un der Grenz vun der Begënschtegung vun den Abusen. Och do mussen awer kloer Grenzen dann dee Moment opgelëscht ginn.

Datselwecht gëllt zum Beispill och fir den „dialogue compétitif" - wéi gesot, dat sinn Termen, déi ee virdrun net kannt huet -, wou d'Offere kënne méi präziséiert ginn.

An da kann een natierlech bal soen, datt den Haaptakzent vun dem Gesetz hei, et ass scho virdru vun deenen eenzelne Riedner och ënnerstrach ginn, de Sozialdumping oder virun allem och d'Emweltkritäre sinn. Obwuel, et muss een ëmmer éierlech sinn, dat kléngt jo alles flott, wa mer déi Termen hei vun eis ginn, mä nach eng Kéier: D'Gefor, datt awer och d'Willkür hei eng Roll spillt, ass awer ni vun der Hand ze weisen. Duerfir ass et och elo gutt, datt eng Rei vu Labelen oder Zertifikater hei zréckbehale ginn, déi et u sech sollen dem Adjudicateur méi einfach maache beim Choix vu sengem Produit.

Ech mengen och hei, datt de Ministère an Zukunft eng wichteg Roll ze spillen huet, datt e virun allem d'Gemengen an natierlech och de Stat a parastaatlech Institutiounen, déi ënnert d'Marché-publics-Gesetz falen, awer och ëmmer betréit an se vum leschte Stand informéiert, wat eben d'Entwécklung vun deenen eenzelne Labelen an och Zertifikater ass, fir datt keng Onsécherheete sollen opkommen.

Och ech wëll nach eng Kéier drop zréckkommen, wat am Avis vun der Landwirtschaftskummer stoung. Och dat muss een natierlech hei nach eng Kéier ënnersträchen. Dat ass och nozevollzéien, datt do gewëssen, ech wëll net soen „Ängschten" waren, awer Iwwerleeunge gemaach goufen, well virun allem do läit jo awer ganz vill Potenzial och fir d'Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, mir hunn d'Chance, datt mer eng exzellent Landwirtschaft hunn, datt mer gutt Produiten hunn, déi hei bei eis produzéiert ginn.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt awer och haut scho Méiglechkeete bestinn, onofhängeg vun engem Gesetz, datt awer och kënne verstäerkt Produite vun eiser eegener Landwirtschaft consomméiert ginn. An et kann een net oft genuch drop hiweisen, datt och d'Gemengen déi Méiglechkeet hunn, och iwwert de Wee zum Beispill vu Crèchen, déi eng Asbl sinn, déi awer konventionéiert si mat enger Gemeng. Wann een an enger Gemeng och do e gewëssene finanziellen Effort mécht, da muss eng Crèche net onbedéngt an e bëllege Supermarché goen, fir do zweetrangeg Produiten ze kafen.

Also nach eng Kéier: Hei huet een haut scho Méiglechkeeten, fir déi Produite verstäerkt hei zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. An déi Aussoen, déi virdrun hei vum Marco Schank gemaach gi sinn, kann ech och nëmmen ënnersträchen. Mir musse kucken, datt mer de beschtméigleche Kader schafen, datt, wéi gesot, déi Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg hiergestallt ginn, och kënne verstäerkt am ëffentleche Raum benotzt ginn.

Da gëtt och ëmmer gären duergestallt, eis Gesellschaft géif nach just mat der Maximm bestoe vun der Profittmaximéierung. Mä ech mengen, grad dëst Gesetz beweist awer och zum Deel de Géigendeel, well et, wéi gesot, jo elo net méi exklusiv dee bëllegsten Ubidder ass, dee considéréiert gëtt, mä och aner Kritäre gëllen. An ech wëll och zum Beispill op de Volet vun dem Aarbechtsrecht hiweisen, wann dat violéiert gëtt, datt dat och eng Ursaach ass, fir e Produit net mussen ze huelen.

An ech denken hei natierlech an éischter Linn un d'Kanneraarbecht. Wa gewosst ass, datt e Produit a Länner hiergestallt gouf, wou d'Kanneraarbecht favoriséiert gëtt, kann deen natierlech dann ausgeschloss ginn. An dat ass net méi wéi richteg. Dat ass och gutt esou. An dat beweist jo awer, datt d'Geld Gott sei Dank net ëmmer nëmmen d'Haaptroll da spillt. Mir schwätzen also do vun der sougenannter „clause sociale horizontale", enger vun deene villen Neierungen an dësem Gesetz.

Och nach eppes, wat ech hei wëll besonnesch ënnersträchen, dat ass eben d'Méiglechkeet, Produiten ze kafen oder ze favoriséieren, déi vun Institutiounen hiergestallt ginn, vu Leit, déi e gewëssenen Handicap hunn. Da schwätze mer vun engem „marché réservé", wéi et am Artikel 15 steet.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Rei vu Strukturen, wou esou Aarbechte gemaach ginn, déi jo och dat um Marché ubidden, wat och u sech gutt ass. Natierlech muss een oppassen, datt een awer net ze vill eng gewësse Concurrence déloyale hei hierstellt. Mä eppes ass jo ganz kloer: D'Integratioun vu Mënschen, déi eng Defizienz, déi en Handicap hunn, ass mat Sécherheet dach ee vun deene schéinsten humane Schrëtt, déi ee ka maachen. An dat solle mer och an Zukunft verstäerkt ënnerstëtzen.

En anere Volet ass natierlech och dee vun de Sous-traitancen. Endlech gëtt deen och méi genee geregelt. Dat war jo och vum Milieu - ech schwätzen hei virun allem vun de PMEen - eng Suerg, well do awer och an der Vergaangenheet Saachen iwwert d'Bün gaange sinn, déi net ëmmer esou ganz korrekt waren, datt dat awer och elo hei méi kloer zréckbehale gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vun dem Marché-publics-Gesetz schwätzen, da si mer natierlech ganz séier bei der nationaler Ekonomie. Da si mer och ganz séier bei de Kleng- a Mëttelbetriber. Och wann dat heiansdo e bësse wéi eng Floskel eriwwerkënnt, mä et ass nun eben eng Tatsaach - et ass eng gutt Tatsaach -, datt dat awer nach ëmmer e wesentlecht Réckgrad vun eiser Ekonomie ass.

Ech wëll drun erënneren, datt mer zum Beispill Enn 2016 84.363 Leit haten, déi am Handwierk beschäftegt waren, dovun iwwregens nëmmen 12.032 Lëtzebuerger. Dat just vläicht als Erënnerung un déi Leit, déi heiansdo e bësse Problemer hunn, wa Leit bei eis an der Ekonomie beschäftegt sinn, déi net onbedéngt d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn oder déi net onbedéngt Resident hei zu Lëtzebuerg sinn. Well ouni si géif et hei an eisem Land ganz anescht a mat Sécherheet net méi positiv ausgesinn.

Wat och e gudden neie Schrëtt ass, dat ass d'Opdeelung vun engem Marché a Lousen. Dat favoriséiert virun allem och déi Kleng- a Mëttelbetriber. An nach eng Kéier: Da kann de Kuch, wéi gesot, ënner méi opgedeelt ginn.

Eng aner zousätzlech nei Moossnam, déi och am Interêt vun eise Betriber ass, dat ass, datt eben elo just de Chiffre d'affaires, fir kënnen un engem Marché vum Livre I deelzehuelen, op maximal zweemol déi geschätzte Valeur vum Kontrakt limitéiert ass. Dat bréngt natierlech virun allem, wéi gesot, Klengbetriber d'Méiglechkeet, och u méi Soumissiounen deelzehuelen.

Sécher gëtt et och eng Rei nei Mesuren, déi den Adjudicateur natierlech favoriséieren, wou vläicht dann de Soumissionnaire net esou ganz zefridden ass. Ech denken zum Beispill drun, datt den Adjudicateur d'Méiglechkeet kritt, sech och iwwert d'Konte vun engem Betrib ze informéieren. Dat ass natierlech deelweis en zweeschneidegt Schwäert. Dat kann een och e bëssen als Amëschung an d'Betribsinterna gesinn. Mä op där anerer Säit muss een awer och verstoen, datt een als Adjudicateur muss wëssen, mat wiem een e Marché och ofschléisst, well dat awer natierlech net onwesentlech ass.

Ech mengen, den ëffentleche Secteur bitt jo besonnesch eng gutt Plattform, fir innovativ virzegoen. An et ass den ëffentleche Secteur, deen och ka Marchéen ofschléisse fir Produiten - ech denken do virun allem un architektonesch Produiten, ech denken u baulech Moossnamen -, déi en eenzegaartege Charakter hunn. An dann ass et och wichteg, datt een do an Zukunft méi flexibel ka virgoen. An dat geschitt jo och iwwert de Wee vun dësem Gesetz. Dat heescht, den ëffentleche Secteur kann hei ouni Zweifel och nei Impulser ginn.

Am digitalen Zäitalter ass et och evident, datt de Wee vum Internet natierlech ëmmer méi muss mat considéréiert ginn. Elo zum Beispill, de Moment ass dat nach fakultativ, mä à terme soll jo dann och d'Areeche vun de Soumissiounen iwwert den elektronesche Wee geschéien. Och dat ass eng elementar Entwécklung. Och dat ass eng gutt Saach. Et gëtt net nëmme Pabeier gespuert, mä et kann een dat och vill méi um direkte Wee maachen an och vill méi séier maachen.

An deemselwechte Kader muss een och vum DUME schwätzen, dem „Document unique de marché européen", eng Saach, déi och ouni Zweifel ze begréissen ass.

Ech hat schonn am Ufank ëmmer erëm vun dem Volet Favoritismus/Korruptioun geschwat. Et kënnt een, wéi gesot, net derlaanscht, ëmmer erëm och dorobber nach eng Kéier hinzeweisen. Sécher wäert sech dëst Gesetz insgesamt favorabel fir eis Betriber auswierken, mä d'Dier fir de Favoritismus gëtt awer net onbedéngt méi kleng gemaach, well eben elo eng ganz Rei aner Moossname méiglech sinn, fir d'Marchéen am Virfeld ze negociéieren. An hei muss een och den Appell un déi Leit maachen, déi d'Responsabilitéit hunn, datt se, wéi gesot, net vun där privilegéierter Situatioun géife profitéieren.

Eng Rei Marchéé kënne jo, wéi gesot, iwwert de Wee vun der Procédure restreinte sans publication d'avis oder Procédure négociée ofgeschloss ginn. A grad an esou Fäll ass nun eben nach eng gewësse Begënschtegung net auszeschléissen. Mä et ass awer gutt, datt den Artikel 20 ganz kloer detailléiert oplëscht, wat fir eng Kritären dann awer musse respektéiert ginn, a virun allem, wéi gesot, datt och confidentiell Informatiounen op kee Fall däerfen dem Soumissionnaire matgedeelt ginn.

Ech wëll dann awer och nach drop hiweisen, datt och méi eng breet Autonomie fir déi ëffentlech Institutiounen hei kann entstoen, an deem Sënn, datt och gemeinsam Akeef kënne gemaach ginn. Ech denken, datt dat och fir d'Gemengen zum Beispill interessant ka sinn, datt méi Gemenge sech kënnen zesummeschléissen an dann och gemeinsam e Marché ofschléissen, wat sech ouni Zweifel och herno wäert favorabel op de Präis auswierken.

Wat d'Exklusioun vu Betriber ubelaangt, esou muss een natierlech oppassen, datt och do net erëm ze vill subjektiv Kritären d'Ursaach sinn. Mä och hei verweisen ech dann op den Artikel 29 vum Gesetz. Ëmmer erëm kënnt een awer net derlaanscht, deen Term „Subjektivitéit" ze gebrauchen. Et ass nun eben e wesentleche Facteur. Dat beschte Gesetz léisst natierlech awer ëmmer gewëssen Interpretatiounen zou. Och do kann een eben elo hoffen, datt déi nei Parameteren - d'Qualitéit, d'Emwelt- an d'Sozialkritären, déi ouni Zweifel hei gutt sinn an déi mir och ënnerstëtzen - awer net kënnen herno vun eenzelne Leit mëssbraucht ginn.

D'Erofsetze vun den Delaien, fir Soumissiounen eranzereechen: Jo, och dat ass erëm eppes, wat vun där enger Säit positiv gesi gëtt a vun där anerer Säit negativ. Ech weess, datt besonnesch am Milieu vun de Kleng- a Mëttelbetriber dat méi mat Reserve gesi ginn ass, wat een och verstoe muss:

Et soll ee sech emol an d'Haut versetze vun engem klenge Betrib. Ech nennen elo den Usträicher, ech nennen den Installateur, deen dräi, véier Leit beschäftegt an deen elo nach méi ënner Drock gesat gëtt, fir ebe säi Cahier des charges eranzereechen. An dann ass dat natierlech oft mat zousätzlechem administrativen Drock verbonnen, wat sech net onbedéngt ka positiv auswierken, wou et och gegebenenfalls kann derzou féieren, datt, wéi gesot, vläicht Cahiers des charges, Bordereauen erakommen, déi net ganz gutt ausgefëllt sinn. Mä, wéi gesot, de klenge Patron muss kucken, datt e sech där Situatioun eben elo adaptéiert. Awer ech verstinn, datt hei déi Saach mat zwee verschiddenen Ae muss gesi ginn.

Ech wëll och un den Avis vun der Chambre des Métiers hei erënneren, déi sech natierlech géint d'Erofsetze vun dem Delai do ausgeschwat huet.

Dann awer eng Remarque zum Artikel 49. Do muss ech éierlech soen: Perséinlech sinn ech do net esou ganz zefridden. Ech hat och do eng Propos an der Kommissioun gemaach. Déi ass net zréckbehale ginn. Bon, dat ass dann eben esou am Liewen. An do geet et ëm...

(Interruption)

Jo, et muss een dermat eens ginn.

(Interruption)

Jo, wat heescht hei Direktiv? Och eng Direktiv kann een nach upassen, wann...

(Interruption)

Neen, neen, dat ass keng Ursaach, fir dat net hätte kënnen zréckzebehalen!

Bon, et geet ëm d'Gemengen,...

(Interruptions)

...wou jo zréckbehale ginn ass, datt...

(Interruption)

Neen, et geet net eleng ëm d'Gemeng Beetebuerg, et gëtt der nach 102 oder 101 am Land, an et geet ëm d'Gemengesyndikater.

Den Term „Gemengesyndikat" ass jo am Gesetz net zréckbehale ginn. Do schwätze mer vun „entités assimilées". Wa mer also elo an der Situatioun sinn, datt eben eng Gemeng eng Ausschreiwung mécht an dann e lokalen Ubidder eng Offer virleet, déi dann net méi héich ass am Präis wéi 5% vun deem Bëllegsten (veuillez lire: déi dann net méi wéi 5% méi héich ass am Präis wéi déi vun deem Bëllegsten), da kann déi jo dann zréckbehale ginn.

Elo gesi mer dann d'Situatioun oder den Zeenario vum Gemengesyndikat an da steet am Gesetz just, datt am Fong geholl dann och nëmmen däerf deen zréckbehale ginn aus enger Gemeng, wou och, wéi gesot, den Ubidder net méi deier ass wéi 5% méi. Wéi verhält et sech dann an der Situatioun vun engem Gemengesyndikat? Do hu mer, loosse mer soen, fënnef, sechs Gemengen, mir hunn awer da vläicht zwee Ubidder. Oder wéi een huele mer, aus wéi enger Gemeng? Dat geet aus dem Gesetz elo net hei ervir.

Duerfir hätt ech léiwer gehat, mir hätte geschriwwen, oder et wier also besser, wa mer zréckbehalen hätten: «résidant dans la ou les communes». Dee Moment wier dat och kloer gewiescht am Fall vun de Gemengesyndikater. Menger bescheidener Interpretatioun vum Gesetz no ass dat elo net esou kloer. Ech hoffen awer, datt dat an der Praxis dann net wäert ze vill zu Problemer féieren.

Mä nach eng Kéier, et soll mer elo emol ee soen: Wann e Gemengesyndikat d'Méiglechkeet kritt, vun där Klausel, där 5%-Klausel Gebrauch ze maachen, wéi eng Gemeng, wéi ee Fournisseur gëtt dann zréckbehalen? Mä vläicht kann de Minister mer dovun dann herno nach eppes méi soen.

Dann zum Schluss awer och nach e Wuert iwwert d'Motiounen, déi jo och vun der DP matgedroe gi sinn, well se jo och vun hir ënnerschriwwe gi sinn. Ech mengen, mir haten déi Diskussioun iwwert d'Konfliktmineralien. Dat ass och keng nei Diskussioun. Och déi hu mer hei scho gefouert, wéi mer iwwert d'Entwécklungspolitik, d'Kooperatiounspolitik vun der Regierung geschwat haten. Mir wëssen, datt dat natierlech Mineralie sinn, déi a ville Produite mat verschafft ginn, déi mir alleguerten hei dagdeeglech gebrauchen, sief dat Smartphonen, Autoen oder PCen. An duerfir

ass et och wichteg, datt mer eis doriwwer Gedanke maachen.

Mir wësse jo och, wat fir negativ Konsequenze bei der Gewannung vun deene Mineralien entstoe kënnen. Ech soen d'Stéchwuert Kongo. Zum Beispill wësse mer, datt do gréisser Konflikter ausgebrach sinn, ënner anerem duerch déi dote Problematik. Duerfir fanne mer et och gutt, datt dat iwwert de Wee vun där Motioun hei nach eng Kéier thematiséiert gëtt. An och mir als Demokratesch Partei ënnerstëtze ganz kloer, fir dat op deem Gebitt dann ebe méi nach ze thematiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz ass ouni Zweifel ganz komplex, mat enger ganzer Rei vun Ausnamen, op déi een natierlech elo net hei am Detail kann agoen, well soss géife mer dee ganze Mëtten nach hei doriwwer schwätzen. Ech wëll awer och drop hiweisen, datt zum Beispill dee ganze Sécherheetsberäich net hei drënnerfält. Och dat ass eppes ganz Wesentleches. Ech denken un den Equipement fir d'Militär an esou weider. Et ass evident, datt do net kënnen onbedéngt grouss ëffentlech Ausschreiwunge gemaach ginn.

Mir mengen allerdéngs, datt dat Gesetz hei e gudden Equiliber duerstellt zwëschen engem Minimum un administrativen Hürden an och der Verhënnerung, wéi gesot, vun Abusen. Et misst och méi Sécherheet fir eis Betriber bréngen. Duerfir kënne mir eis och ganz kloer hannert deen Text hei stellen.

Natierlech geet et net nëmmen duer, e gudde Gesetzestext ze hunn. Mir brauchen och an Zukunft vläicht verstäerkt Kontrollen. Dat soll eent vu menge leschte Wierder sinn. Och do kréie mer aus dem Milieu ëmmer erëm gesot, datt jo awer e sougenannten Dumping social existéiert, datt eng Rei vu Betriber, déi net akkreditéiert sinn oder déi, wéi gesot, net hire Sëtz hei zu Lëtzebuerg hunn, awer hei ënner gewëssene Forme schaffen, déi net onbedéngt eiser Gesetzgebung entspriechen. Och do vläicht den Opruff - dat ass elo net un deen heite Minister geriicht, mä et ass éischter un dee Minister geriicht, deen zoustänneg ass fir d'ITM -, datt och an Zukunft do méi verstäerkt Kontrolle wäerte gemaach ginn.

An dann nach eng Kéier, wéi gesot: Well et eben esou e ganz komplext Gesetz ass, ass et wesentlech, ass et wichteg, datt, soubal et a Kraaft ass, eng geziilten Informatiounscampagne gemaach gëtt, fir datt virun allem déi Kleng- a Mëttelbetriber dermat familiariséiert ginn, well et si si awer déi Haaptakteuren, och hei. Et muss een hinnen de Wee souwäit wéi méiglech weisen, wou et higeet, well et kann ee vu kengem verlaangen - ech denke virun allem un déi kleng Betriber -, datt en esou Texter direkt aus dem Effeff kennt. An ech mengen och do, datt de Ministère sech däers bewosst ass an dann och an noer Zukunft déi Aufgab wäert iwwerhuelen.

An deem Sënn, wéi gesot, bréngen ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. An ech soen der Madamm Lorsché awer och Merci fir hire Rapport.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dee schréftlechen an dee mëndlechen. Déi zwee.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech hu keng Wuertmeldung, Här Kartheiser, vun Ärer Säit. Da wär et elo um Här David Wagner.

Une voix.- Wou ass hien dann?

Une autre voix.- En ass eraus virun d'Dier.

Une troisième voix.- E wollt eng fëmmen.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Do ass en! Do ass e jo!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, haut sinn ech e puermol a Verspéidung. Entschëllegt!

Här President, bon, et ass schonn e puermol hei gesot ginn: Deen neien europäesche Kader fir ëffentlech Ausschreiwungen, deen am Februar 2014 vun der EU ugeholl gouf, dee bréngt wesentlech Verbesserunge mat sech an enthält och vill Méiglechkeeten, fir eng sozial an ekologesch méi nohalteg Politik ze bedreiwen.

Net méi eleng deen niddregste Präis soll ausschlaggebend sinn, fir datt eng Entreprise en ëffentlechen Optrag erhält, mä och d'Considerationen iwwert d'Qualitéit vun der Aarbecht, déi sozial Responsabilitéit an den ekolgeschen Impakt solle bei der Entscheedung matafléissen.

Hei zu Lëtzebuerg maachen déi ëffentlech Investitiounen all Joer 3% bis 4% vum PIB aus. Dat heescht, et fléisse Milliarden Euro iwwert dee Wee an d'Wirtschaft. D'Hiewelwierkung, déi de Stat domat op d'Wirtschaft an d'Entwécklung vun der Gesellschaft huet, ass deementspriechend enorm. A grad an engem liberaliséierten an dereguléierte Wirtschaftssystem, wou d'Politik sech jo gréisstendeels selwer entmuecht huet, ass et ëmmerhi besser wéi näischt, mä net genügend, déi puer Instrumenter och ze notzen, déi hir nach zur Verfügung stinn.

Bei deenen zwou Direktiven hei gëtt den EU-Memberstaten eng relativ grouss Fräiheet gelooss, fir déi Bestëmmungen ze gestalten. Jo, d'EU-Länner gi vun dem europäesche Gesetzgeber direkt opgefuerdert an encouragéiert, och méi wäit ze goe wéi dat, wat d'Direktive virschreiwen, an all d'Méiglechkeete wouerzehuelen, fir eng nohalteg a sozial Politik aktiv ze promouvéieren. An d'Salariatskummer hat jo och schonn 2015 eng Rei Propose gemaach, déi weisen, wat alles méiglech gewiescht wier.

Aus dëser Siicht ass et natierlech och e bësse bedauerlech, datt mat dësem Projet de loi plus ou moins awer a minima dat ëmgesat gouf, wat vun europäescher Säit virgeschriwwe gouf. Et war och en Usaz do vun der Regierung, zum Beispill wat d'Responsabilitéit vun de Sous-traitanten ugeet, mä do hu wahrscheinlech och gewësse Secteure vun der Wirtschaft e gewëssenen Drock spille gelooss.

Et ass nach net evident anzeschätzen, inwiefern dat elo harmlos wäert sinn oder net, inwiefern do eng Gefor besteet, datt et méi oder manner sozial oder méi oder manner ekologesch wäert kënnen ëmgestalt ginn.

Här President, amplaz nach weider op déi vläicht verpasste Chance bei dësem Projet de loi anzegoen, géif ech nach gär méi strukturell Problemer uschwätzen, well déi zwou Direktiven hätte jo spéitstens am Abrëll 2016 missen ëmgesat ginn. Dëse Projet de loi gouf awer eréischt am Mee 2016 deposéiert. A mëttlerweil si mer Februar 2018, also véier Joer nodeems déi Direktiven zu Bréissel ugeholl goufen. Dat ass keen Eenzelfall hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn iwwregens och dat eenzegt EU-Land, dat se nach net transposéiert huet.

Ben, heiansdo ass et vläicht och net ëmmer schlecht, wann eng Direktiv net direkt ëmgesat gëtt, deemno wéi vläicht och guer net ëmgesat gëtt, well et ass och net ëmmer alles roseg, wat vu Bréissel kënnt. Mä d'Konsequenz ass dann awer och, datt d'Aarbechten an der Kommissioun net evident sinn. A wahrscheinlech si se och net evident fir d'Beamte selwer an de Ministèren, well se extrem technesch sinn, zemools bei deem Projet de loi hei extrem juristesch sinn, a si eng Onmass vu Pabeiere musse produzéieren, déi jo och an enger relativ schneller Zäit mussen analyséiert ginn, mat all deem Fachwëssen, dat een och net onbedéngt an där kuerzer Zäit huet.

Dat bréngt och da mat sech, datt oft aus Zäitdrock eng Minimalëmsetzung gewielt gëtt an datt esou den europäesche Minimalkonsens lues a lues zum Standard vun der Lëtzebuerger Gesetzgebung gëtt.

Ech weess net genau, wou do de Wuerm dran ass. Vläicht hu mer och an den Administratiounen net genuch Man- oder Womanpower, mä et misste sech vläicht emol seriö Gedanke gemaach ginn. Ech wëll kengem do eppes virwerfen, mä ech mengen, datt et heiansdo awer wierklech ustrengend ass - et huet vläicht mat der Gréisst vum Land ze dinn, mat eiser kritescher Mass ze dinn -, fir wierklech komplizéiert Saache kënnen ëmzesetzen a kierzter Zäit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wagner, wann Der erlaabt, den Här Minister wollt eng Präzisioun dozou ginn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Okay. Pardon, ech hat lech net gesinn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Den Här Wagner schwätzt hei vu verpasste Chancen - e geet zwar op keen Inhalt an, dat brauch en natierlech net -, vu verpasste Chancen a vu laangen Zäiten. Also Här Wagner, wat mengt Dir, wat mer déi lescht véier Joer gemaach hunn, wéi mer dat Ganzt hei gekuckt hunn? Mengt Der net, mir hätten déi Zäit genotzt, fir ze konsultéieren an ze kucken, mat allen Akteuren ze schwätzen an esou weider an esou virun? Oder wat mengt Der, wat mer déi véier Joer gemaach hätten? Mengt Der, mir hätten den Dossier mat an d'Bett geholl a mam Kapp drop geschlof?!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Oh, ech hoffen net, well dat ass relativ onkamoud. Nee, nee. Ech maachen lech jo och net... Ech hunn lech jo och elo net frontal attackéiert oder ech hunn och net gesot, datt Der wierklech...

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, eng verpasste Chance, well mer strukturell Problemer wahrscheinlech hei zu Lëtzebuerg hunn, och fir kënne relativ schnell op esou Saachen anzegoen, déi komplex sinn, mat deene mer konfrontéiert sinn. A vläicht kéint ee sech doriwwer Gedanke maachen. Dat huet näischt direkt mat enger Regierung ze dinn. Domadder ass all Regierung wahrscheinlech och konfrontéiert. Et ass u sech dat, wat ech domadder wollt soen.

Duerno denken ech och un d'Aarbecht vun den Deputéierte selwer. Also an der Kommissioun ass ganz propper geschafft ginn, dat ass net d'Fro. Mä et gëtt een...

(Interruption)

Nee. Nee, en plus, nee, dat... Also de Géigendeel. Ech war jo och dobäi. Nee, dat ass net d'Fro. Mä et gëtt een... Mä et hat näischt onbedéngt mat mir ze dinn,...

Une voix.- Nee.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ...mä et gëtt ee relativ schnell mat enger Onmass vu Saache konfrontéiert heiansdo, zemools wann et ëm d'Emsetzung vun Direktive geet. An et ass recht komplizéiert, fir recht schnell den Duerchbléck ze hunn an ëmmer wierklech kënnen ze wëssen, wat richteg ass oder net a wat ee kéint besser maachen. Dat ass dat, wat ech wollt grosso modo soen.

Wou war ech dann elo?

Une voix.- Dat ass eng gutt Fro.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo.

(Hilarité)

Une autre voix.- Säit 6.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà. D'Säit 4.

M. André Bauler *(DP).*- An der Chamber.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech wollt awer och nach eppes soen iwwert déi allgemeng Kohärenz. Mir hate jo och elo nach virdru virun der Chamber e Piquet vun ONGen, wat de fairen Handel ugeet. Bon, ech wollt awer och e klengt Wuert iwwert déi allgemeng Kohärenz verléieren, wou och elo net direkt dëse Ministère verantwortlech ass, mä et ass eng Problematik vum Commerce international a vun de sougenannte Fräihandelsaccorden, notamment mat den Entwécklungsländer. Produkter aus dem gerechten Handel si jo gutt, mä si soe jo och aus, datt et en ongerechten Handel gëtt. An deen ass bei Wäitem majoritär, fir net ze soen d'Regel! An oft ass et esou, datt dann eben dee fairen Handel als Feigenblatt dosteet. An dat spillt sech jo och op EU-Niveau of.

Ech ginn elo net weider am Detail op dës Fro an, mir hunn dat schonn oft gemaach an et ass jo och net d'Plaz hei. Mä d'State vun der EU an d'EU selwer solle sech net ëmmer bretzen, am internationalen Handel wiere se besser, zemools net, si wiere besser wéi d'USA, well dat si se och net.

Mir wäerten awer trotzdeem déi zwou Motiounen och ënnerstëtzen, déi iwwert de gerechten Handel an déi iwwert d'Konfliktmineralien. Mir hunn déi Froen och oft thematiséiert hei zu Lëtzebuerg. Déi zwou Motiounen, déi ënnerstëtze mer. Et ass zwar just eng, déi eis Ënnerschréft dréit. Dat hat domadder ze dinn, datt ech hei e bëssen ze spéit eragedrëpst komm sinn, fir déi aner ze ënnerschreiwen, mä mir ënnerstëtze se trotzdeem.

A mir hoffen, datt elo, vu datt déi Gesetzgebung elo haut transposéiert gëtt a wahrscheinlech vu jidderengem ënnerstëtzt gëtt, och duerno déi ëffentlech Administratiounen, bei deenen de Ball wäert leien, och kënnen déi Saach ëmsetzen, datt mer wéinstens iwwerall an de Gemengen a beim Stat, quitte datt d'Gemengen natierlech eng gewëssen Autonomie hunn, dat kënnen ëmsetzen.

Ech soen lech deementspriechend Merci a mir wäerten dat Gesetz matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'Éischt der Madamm Rapporteur Merci soe fir hire ganz gudde Rapport, dee se gemaach huet vun engem komplexen Dossier, a selbstverständlech och allen Deputéierte Merci soe fir hir Bäiträg, an der Chamber dann donc och schonn allgemeng Merci soe fir déi breet Zoustëmmung, wann ech dat richteg verstanen hunn. D'ADR hat näischt ze soen zu deem Gesetz hei. Ech hoffen alt, datt si och fir 60 Stëmme matstëmmen an datt mer dann eng Unanimitéit hei am Haus kréien duerfir.

Ech wollt vläicht e puer Remarken...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Ech weess net, Här Kartheiser, Dir hat...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Schwätzt virun, Här Minister! Wann ech lech eppes ze soen hunn, maachen ech dat.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, neen, ech wollt just froen... Ech sinn ëmmer frou, wann ech héieren, datt d'Chamber unanime stëmmt. Duerfir war ech net sécher, ob Dir géift matstëmmen oder net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Provozéiert net, Här Minister!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat maachen ech dach ni, Här President.

(Hilarité et brouhaha)

Ech freeë mech dann, wéi gesot, iwwert déi breet Zoustëmmung, déi mer hei kréie fir dat Gesetz, well et ass e wichtegt Gesetz. Ech mengen, et ass scho méi wéi eng Kéier hei ënnerstrach ginn.

Mir hunn effektiv laang dru geschafft, aus e puer Grënn: éischtens, well et eng ganz komplex Matière ass. Zweetens awer och, well dat Gesetz jo net en neit war, wat mer einfach konnten ofschreiwen oder ergänzend konnten interpretéieren zu deem, wat d'europäesch Direktiv virginn huet, mä mir hu fir d'Éischt missen eng al Gesetzgebung quasi komplett ersetzen duerch eng nei, déi hei kënnt duerch déi nei Direktiv.

Dat ass natierlech elo net 100%eg nei, mä et sinn awer vill Ännerungen hei erakomm, a virun allem déi, vun deenen déi eenzel Deputéiert och hei geschwat hunn, déi ganz wichteg sinn, déi et an Zukunft ebe sollen erlaben, bei den ëffentlechen Ausschreiwungen net méi esou op de Präis fixéiert ze sinn, mä éischter op d'Froe vun Innovatioun, Qualitéit, Nohaltegkeet, soziale Facteuren. Also alles dat, wat eis jo awer alleguerte wichteg ass oder hoffentlech wichteg ass, wann et drëms geet, ëffentlech Vergaben ze maachen, ëffentlech Opträg ze verginn.

Deementspriechend ass elo duerch deen Text, dee mer hei virleien hunn, d'Palett vun de Méiglechkeeten, déi en Adjudicateur public huet an Zukunft, méi kloer an och méi grouss ginn. Et sinn och an der Vergaangenheet scho Méiglechkeete ginn, fir Nohaltegkeetskritären zum Beispill anzebauen. Mä duerch dat heite Gesetz gëtt et nach méi präziséiert a gëtt et effektiv nach méi einfach méiglech gemaach. An et sinn och nei Elementer drakomm wéi zum Beispill d'Innovatioun, datt een och dat als Kritär kann notzen, wat wierklech wichteg ass bei enger ëffentlecher Ausschreiwung.

Natierlech, déi gesetzlech Basis ass ëmmer nëmmen esou gutt, wéi se herno och vun den Adjudicateure genotzt gëtt. An natierlech gëtt et och do Ënnerscheeder. Natierlech ass eng kleng Gemeng, déi keng Verwaltung huet, déi kee Service d'architecte huet an esou weider, vill méi schlecht drun, wa se dat heite wëllt voll ausschëpfen am Geescht, esou wéi d'Direktiv geduecht ass, wéi elo eng grouss Gemeng wéi Esch oder d'Stad Lëtzebuerg, déi e grousse Ver waltungsapparat hunn, e juristesche Service hunn, deen hei kann zur Säit stoen, fir esou e Cahier des charges zum Beispill opzestellen.

A well dat och vu bal allen Deputéierte gefrot ginn ass a beschriwwe ginn ass, vëlleg zu Recht, wëll ech och vläicht oplëschten, wat mer alles maachen, fir ze hëllefen, datt all d'Adjudicateur-publicken dat Gesetz méiglechst gutt a méiglechst maximal ausschëpfen. Dat Éischt ass déi sougenannten Internetsäit, wou den Här Schank dovu geschwat huet.

Et ass esou: Mir hu mam Ëmweltministère zesummen eng Initiativ geholl, fir alleguerten d'Akteure vun der Société civile, d'Gemengen, de Syvicol zesummenzeruffen, an et ass vill diskutéiert ginn iwwert dat Gesetz, wat dunn an der Ausaarbechtung war, a wat ee kéint maachen, fir ënnerstëtzend ze wierken. An du koum déi Iddi vun deem Internetsite. An deen Internetsite, dee soll am Fong zwou Saache maachen: Dat eent ass, esou e bësse Best Practices ze beschreiwen. An da soll en awer och esou Textbausteng liwweren, wéi een e Cahier des charges kéint opstellen.

Mir kënne jo net präzis Saachen do drasetzen, mä et ass einfach, et kann ee just Beispiller ginn, wéi ee sech soll uleeën, jee nodeem wat ee wëllt maachen. Dat ass an der Aarbecht de Moment a bis de Summer ass dat och fäerdeg. Dat leeft elo parallell zu de Règlement-granducallen, déi jo och nach net am Detail all fäer-

deg sinn. Ech mengen, d'Règlement-grand-ducalle si jo d'Exekutiounsbestëmmunge vun deem Gesetz hei. Mä parallell soll dat alles fäerdeggestallt ginn. A bis de Summer soll och deen Internetsite stoen, wou dann am Fong d'Adjudicateur-publicke sech kënnen inspiréieren.

Ech wëll awer och direkt soen: Deen Internetsite, dee betrëfft nëmme Marchéë vu Fournituren. Dat heescht zum Beispill: Wat fir eng Botzmëttelen - wann ech Botzmëttele wëll no ekologesche Kritären drasetzen - oder wat fir e Bürosmaterial, Aarbechtskleedung? Also alles, wat geliwwert gëtt, wat Fournituré sinn. An en adresséiert sech och virun allem, fir net ze soen ausschliisslech un d'Adjudicateur-publicke selwer, fir datt se sech do kënnen deementspriechend informéieren.

Mä et gëtt jo net nëmmen den Internetsite. Et gëtt doriwwer eraus och eng Rei Saachen, déi et haut scho gëtt, déi mer och wäerten à jour setze respektiv nach ausbauen. Dat eent ass den Internetportail vun de Marché-publicken. Do kënnt eng Mise au point, wou déi nei Legislatioun natierlech dropstoe kënnt, mä awer och erklärt gëtt, wat wierklech nei dorunner ass, wéi een dat kann asetzen.

Da gëtt et och d'Sekretariat vun der Commission des soumissions. Der Commission des soumissions hire Rôle gëtt jo och opgewäert duerch dat Gesetz hei. An et kann ee sech natierlech och beim Sekretariat mellen a sech do informéieren, wann een e Cahier des charges opstellt, als Gemeng zum Beispill, ob een dat kann esou oder esou maachen, ob dat richteg ass.

Dann ass de CRTI-B amgaangen, e Guide fir d'Notzung vun deem Gesetz hei haaptsächlech am Bausecteur, also Critères de sélection fir de Bausecteur, auszeschaffen. Och dat ass e wichtege Guide herno, dee ka benotzt ginn, wann een e Cahier des charges opstellt.

An ech mengen, et wär effektiv net schlecht, wa mer och géifen op de Wee goen, wann d'Gesetz elo gestëmmt a publizéiert ass, datt mer mat de Gemengen zesumme vläicht zwou, dräi Informatiounsversammlunge géife maache fir d'Gemengen, wou vläicht och meng Beamten zesumme mat vläicht aneren Akteuren dat kéinte kucken. Mir musse vläicht eng Kéier driwwer diskutéieren, wéi mer dat kéinten opbauen, datt mer esou wierklech eng Aart Formatioun maache fir d'Gemengen, wéi een heimadder kann ëmgoen. Also dat adresséiert sech hei och haaptsächlech u kleng Gemengen, géif ech da soen, déi eben net déi Moyenen hunn, wou ech virdru beschriwwen hunn.

Wat kann ee sech hei elo dovun erwaarden? Wat soll sech ännere vum Gesetz? Ech mengen awer, datt ee sech vill kann erwaarden. Well net nëmmen ass et jo esou, datt mer en neit Gesetz heimadder stëmmen, wou mer nei Méiglechkeete kréien oder méi kloer Méiglechkeete kréien, fir zum Beispill nohalteg a sozial Kritären ze schafen, mä mir ginn ons jo och e ganzen zousätzlechen Instrumentarium ronderëm, fir ze mobiliséieren, datt och d'Adjudicateur-publicken an déi heite Richtung ginn. Well dat hei ass jo extrem wichteg.

De Stat ass effektiv e groussen Auftraggeber an dréit vill dozou bäi, datt eis Ekonomie de Moment dréit. Wann ech eleng an der Baubranche kucken, wivill Projete mer de Moment hunn, dat ass enorm. An donc huet de Stat och hei eng Virreiderroll ze spillen, fir datt sozial an ekologesch Kritären an der Gesellschaft op engem héije qualitativen Niveau si respektiv och respektéiert ginn.

Also de Projet de loi ass net, wéi gesot ginn ass, minimalistesch ëmgesat ginn. Mir hunn en esou ëmgesat, mat alle Méiglechkeeten dran ausgeschëpft, wéi d'Direktiv eis et erlaabt. Ech mengen, et muss een ëmmer drun erënneren: Hei ass den Hannergrond eng europäesch Direktiv, do ass een awer am Spillraum agëengt. Ech wëll awer och derbäisoen, datt dat heiten awer eng Direktiv ass... Et gëtt ëmmer vill mam Fanger op Bréissel gewisen, op d'Kommissioun, wéi wann do des Teufels Werk géif dauernd ausgeschafft ginn. Dat ass net wouer. Et komme vill Direktive vu Bréissel, déi sinn effektiv positiv an déi brëngen eis oft méi séier weider a Sozialfroen an ekologesche Froen, wéi wa mer d'Nationalstaten eleng géife gewäerde loossen.

Well ech soen Iech, wann dat, wat elo hei drasteet, an deenen eenzelnen EU-Länner, mat deenen ënnerschiddleche Kulturen, déi do sinn, misst ausgeschafft ginn, da kéim net dat heite Resultat dobäi eraus! Do sinn ech awer fest dovun iwwerzeegt. An duerfir ass dat hei en Text, dee scho vun der Basis hier gutt ass. A mir hunn och versicht, wéi gesot, de Maximum draus ze maachen. An duerfir erwaarden ech mir och, datt mer duerch dat Gesetz hei d'ekologesch an d'sozial Standarde besser maachen zu Lëtzebuerg respektiv datt et och hëlleft, a verschiddene Branchen de Sozialdumping ze bekämpfen, och wann ech awer ëmmer erëm wëll betounen, datt dat Gesetz hei net um Terrain kann d'Aarbecht maachen.

Dat war jo d'Diskussioun, déi mer ee Moment an der Kommissioun haten, och well se deelweis aus dem Secteur komm ass, wou gesot ginn ass: „Dir musst am Text nach méi Barrièren abaue géint de Sozialdumping zum Beispill." De Sozialdumping musse mer bekämpfen och iwwer eben aner Méiglechkeeten, déi mer hunn. An dat sinn och déi richteg Méiglechkeeten, näämlech Kontrollen um Terrain iwwert d'Inspection du travail. Dat heescht, mir hu jo och Aarbechtsgesetzer, déi matspillen, d'Detachementsgesetz ass elo eréischt gestëmmt gi rezenterweis. Also alles dat si wichteg Elementer, déi heimadder zesumme selbstverständlech spillen. Mä ech mengen, et muss een alles op där Plaz kucken ze regelen an ze kontrolléieren, wou et Sënn mécht.

Ech mengen, datt mer hei an deem Sënn e gudden Text gemaach hunn. Mir wäerten et awer och ganz sécher bei esou engem wichtegen a komplizéierten Text wéi deem hei maache wéi ëmmer: Ech géif soen, no engem, zwee Joer maache mer eng Auswäertung dovunner. A ganz sécher wäerten iergendwann och eng Kéier hei Nobesserunge gemaach ginn. Dat ass och normal. Dat ass logesch, wann ee weess, wat fir eng Envergure hei hannendrun ass. An duerfir, wéi gesot, géif ech soen, no engem, zwee Joer muss een de Bilan maachen a kucken, wéi een den Text vläicht dann nach op verschiddene Punkten, wou Schwaachstelle sech erausgestallt hunn, verbessert.

Nach eng Kéier Merci, Här President, fir déi breet Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir kënnen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6982 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6982 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

A mir hunn d'Unanimitéit vun deenen 59 Deputéierten, déi um Vott deelgeholl hunn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Mergen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da froen ech d'Chamber nach, ob se d'accord ass, fir d'Dispens ze froen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

An da si mer mat deenen zwou Motioune saiséiert. Kann ech dovun ausgoen, dass se genügend diskutéiert sinn?

(Assentiment)

Kënne mer dann, vu dass se aus engem Konsens eraus entstane sinn, mat Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Fir d'Éischt déi éischt Motioun.

Vote sur la motion 1

Wien derfir ass, gëtt wann ech gelift en Handzeechen!

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Mir hunn Unanimitéit.

Dann d'Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

Wien derfir ass, gëtt och hei wann ech gelift en Handzeechen!

Wien ass dergéint?

Ginn et Enthalungen?

Och hei hu mer Unanimitéit. Also sinn déi zwou Motiounen ugeholl.

Voilà. Wann ech gelift. A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7111 betreffend déi fix Radaren oder vill méi hir Konsequenzen.

(Brouhaha et interruption)

Duerno? Oh, oh! Jo, déi Blieder sinn esou dënn, dass ech der zwee matenee geholl hunn. Ech entschëllege mech beim Här Rapporteur. Elo kënnt de Projet de loi 7101, d'Ofännerung vun der Verkéiersreglementatioun. An den Här Henri Kox, de Rapporteur, huet d'Wuert.

3. 7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Och dëst Gesetz ass zumindest ganz an der Aktualitéit, well et geet drëms, eis Strofen ze adaptéieren, insbesondere dann, wa Schmu gedriwwe gëtt.

Ëm wat geet et ganz genau hei?

Et geet drëms, eng Direktiv vun 2007 nach eng Kéier nozebesseren an d'Gesetz dozou unzepassen. Dat ass d'Gesetz vum 14. Februar 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Ëm wat geet et bei deem Gesetz?

Ma do geet et och ëm déi sougenannten Homologatioun vu Motoren, vun Autosmotoren. An, fir net den Numm ze soe vun engem bestëmmten Autosmotor, deen och hei a Lëtzebuerg homologéiert gëtt an och vun eisem Service zu Sandweiler homologéiert gouf an, wéi Der jo alleguerte wësst, bei deem ganz décke Schmu gedriwwe ginn ass.

Eist Gesetz selwer, well d'Direktiv dat virgesäit, soll natierlech Sanktioune virgesinn. An déi Sanktioune waren a Prozeduren iwwert déi lescht Joren awer duerch e Règlement grand-ducal ewechgefall, net méi richteg adaptéiert ginn an d'Gesetz.

Gläichzäiteg ginn nach aner Upassunge gemaach, also am Ganzen dräi an deem Gesetz. Dat Éischt ass d'Sanktiounen. Dat ass ganz wichteg, Sanktiounen, wann ebe Schmu gedriwwe gëtt bei dem Unerkenne vun engem Motor, vun enger Technik. De Constructeur gëtt dann zur Verantwortung gezunn.

Dat Zweet: Et gëtt awer och hei profitéiert dervun, dass alleguerten déi Leit, déi sech drëms këmmeren, fir déi Homologatioun ze maachen, natierlech vereedegt musse ginn. An et ass eng Simplification administrative u sech gemaach ginn, dass eben net ganz Sandweiler oder déi ganz administrativ Aarbechter, Beamte mat vereedegt ginn, mä just deejéinegen, dee sech ëm déi Technik do këmmert.

Gläichzäiteg sinn natierlech och nach Vereinfachunge gemaach ginn, Adaptatiounen, wéi zum Beispill e Motorhome, dee muss net onbedéngt all Joers dohinner kommen. Et sinn déi kleng technesch Adaptatiounen.

Firwat war déi Upassung néideg?

Ma déi Upassung war effektiv néideg, well déi Sanktiounen an engem Règlement grand-ducal stoungen. 2005 huet de Statsrot gemengt, dass dat natierlech net an de Règlement grand-ducal gehéiert, mä an d'Gesetz geschriwwe gehéiert. Leider war 2005 verpasst ginn, d'Gesetz deemools unzepassen, soudass mer haut gezwonge sinn, dat dann nozehuelen an entspriechend och mat deenen néidege Sanktiounen ze versinn.

Ech mengen, Dir kënnt Iech all erënneren, wéi déi ganz Affär un d'Rulle komm ass, du war Lëtzebuerg och e bëssen am Fokus. Ech muss awer soen, dass d'Regierung ganz séier do gehandelt huet. Ech mengen, Dir kënnt dat och nach nokucken.

De 6.2.2017 gouf eng Pressekonferenz gemaach, wat alles bei där Sanktioun duerchgezu ginn ass. Et ass näämlech eng Klo gemaach gi géint Onbekannt, ebe fir déi Leit dann zur Verantwortung ze zéien um Penalen, déi derzou gefouert hunn, dass effektiv Motoren op de Marché komm sinn, déi sech eben net un déi Normen halen, déi d'Direktiv u sech virschreift; de VW-Skandal, wéi en och gemengerhand genannt gëtt. An dofir ass et och wichteg, dass dee Prozess elo weidergefouert gëtt an et zu enger Sanktioun kënnt.

Wat ass dann elo d'Strof, déi agefouert ginn ass?

D'Strof ass am Artikel 4 nei definéiert ginn. Dat geet vun éischtens 8 Deeg bis 3 Joer, déi ee kann an de Prisong gesat ginn, respektiv enger Strof vun 251 bis 500.000 Euro. A virdrun huet e Kolleeg mech gefrot: Ass dat da fir all Auto, dee falsch ugemellt gouf, déi 500.000 Euro? Mä effektiv neen, dat ass ee Gesamt fir déi Responsabel, fir déi dann och zur Rechenschaft ze zéien.

Dat sinn déi Ännerungen, déi an dësem Gesetz agefloss sinn.

Vläicht nach zu den Eckdate vum Depôt vum Gesetz bis haut dann zur Stëmmung. Den 12. Dezember 2016, also relativ schnell nodeem et zu där Affär komm ass, huet de Minister d'Gesetz iwwerschafft an ass och den Depôt gemaach ginn. De Statsrot huet den 28. Mäerz 2017 säin Avis ginn. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hu respektiv Avisen zum Gesetz gemaach. Ech selwer gouf den 8. Januar 2018 nominéiert, fir de Rapport ze maachen. An den 1. Februar hu mer de Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl.

Ech wëll dann ofschléissen, ouni awer ze vergiessen, Merci ze soen. Merci fir déi gutt Informatiounen, déi ech nach zousätzlech kritt hunn, fir dee Rapport mëndlech hei virzedroen. A selbstverständlech och der Kommissioun Merci fir d'Zoustëmmung. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dëser Ännerung vum Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Marc Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéilt och vun dëser Plaz dem Henri Kox e ganz, ganz décke Merci soe fir dee komplette Rapport. En huet praktesch alles gesot zu deene ganzen Adaptatiounen, déi hei gemaach gi sinn. Ben, ech mengen, Dieselgate, wéi den Henri Kox scho gesot huet, ass iwwert déi lescht Méint a Joren in aller Munde. Duerfir ass et wichteg, datt och de Legislateur do effektiv e Rigel virschiibt, fir alleguerten deene Falsifikatiounen a Problemer, déi doduerch opgetruede sinn, entgéintzewierken.

Wat vläicht nach ze bemierken ass, dat ass, datt och eng Dispositioun bäigesat ginn ass mat de Motorhomen oder Mobilhomen, wéi ee se och ëmmer wëllt bezeechnen, ënner 3.500 Kilo, mengen ech, wat Ween sinn, déi net onbedéngt all Joers mussen dann an de Contrôle technique goen, datt déi no deeneselwechten Dispositioune wéi d'Klass M1 an Zukunft och kënne kontrolléiert ginn. An ech mengen, all de Rescht, dat huet den Henri Kox a sengem mëndlechen awer och schréftleche Rapport mentionnéiert. Duerfir, an deem Sënn wéilt ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech kann et och relativ kuerz maachen. Den Här Kox war ausféierlech, souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport. An e kritt och dofir d'Zoustëmmung zu deem Gesetz vun der sozialistescher Fraktioun.

Ech wéilt awer gären och vun der Geleeënheet profitéieren, zwee Wuert ze soen zu dem Haaptpunkt, dee mer an deem Gesetz do änneren, näämlech zu deem sougenannten Dieselskandal.

Ech mengen, et ass scho richteg, dass mer eis Gesetzer verschäerfen, wann Autosconstructeure fuddele bei den Tester respektiv bei den Homologatiounen. Ob elo déi 500.000 Euro Maximalstrof d'Constructeure wäerten impressionnéieren, dat sief dann dohigestallt. Mä grondleeënd ass et awer richteg, dass mer dëst Gesetz maachen.

Et ass awer och just en Deel vun enger Äntwert op dee sougenannten Dieselskandal. Mir brauchen näämlech - an ech sinn iwwerzeegt, dass den Här Minister mer do recht gëtt - standardiséiert Tester an der EU fir d'Moosse vun den Ofgasen an Emissiounen, déi engem nor-

male Fuere mam Auto méi no kommen. Mir brauchen näämlech Verbesserunge vun den Emissiounen op de Stroossen an net just um Pabeier.

A mir sollten eis onbedéngt iwwerleeën, Méiglechkeeten ze schafe fir d'Konsumenten, fir dass si sech besser wiere kënnen, zum Beispill iwwert de Wee vu Sammelkloen. Mir gesi jo, wéi zum Beispill an Amerika esou Sammelkloen eppes kënne bewierken. An den USA goufen déi geschiedegt Proprietairë vun dem Constructeur finanziell entschiedegt. A bei eis, do krute se en Update vun der Software gemaach.

Mä ech mengen, am grousse Ganzen ass dat Gesetz richteg an et verdéngt alleguerten eis Zoustëmmung.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Gusty Graas kritt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, u sech kann een e bësse weiderfueren no deenen Ausféierungen, déi een am Gesetz virdru gemaach huet, wou gesot ginn ass, datt et un der Politik ass, e gudde Ramen ze setzen, datt d'Ekonomie sech kann entwéckelen.

Op där anerer Säit huet d'Ekonomie allerdéngs awer och eng Verantwortung ze iwwerhuelen, an zwar net dee Ramen ze abuséieren. An dat ass awer leider hei a verschiddenen Domäne geschitt, besonnesch an der Automobillindustrie. Duerfir ass et gutt, datt mer eis haut och e legislative Kader ginn, fir datt déi Leit, déi mengen, si missten nach ëmmer d'Profittmaximéierung méi no uewe steieren, awer hir Grenze gesat kréien.

Duerfir ass dat hei, wéi gesot, e gudden Text, nieft deenen anere méi klengen Detailer, déi mer hei änneren, déi awer och net onwichteg sinn. An dowéinst kann ech, wéi gesot, dann och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Da wär et um Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Ech mengen, och dëst Gesetz wäert e Konsensus kréien. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un de Rapporteur. An ech mengen, et ass esou wäit alles gesot. Ech wëll et also net nach eng Kéier widderhuelen. Vun eiser Säit aus also och e positiven Avis.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun an den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an allen Deputéierten a Fraktioune fir déi breet Zoustëmmung.

Dat, wat mer haut hei ofstëmmen, mindestens e gudden Deel dovunner, dat ass een Deel vun den Äntwerten, déi mir ginn hunn am Ministère op de ganzen Dieselskandal an dat, wat alles do ronderëm hänkt. Dir kënnt Iech drun erënneren, mir hu jo eng ganz Rei Saache gemaach.

Mir hunn en Audit gemaach bei der SNCH, wou Konklusiounen erauskomm sinn. Déi wichtegst war natierlech déi, datt elo zu Lëtzebuerg, par rapport zu deem, wéi d'Autoen hei homologéiert gi sinn, strofrechtlech näischt Relevantes erauskomm ass an deem Audit an datt méi gesot ginn ass, datt ee misst kucken, wéi een d'SNCH strukturell nach besser opstellt, fir datt se an Zukunft an deem dote Beräich - wéi soll ech soen? - nach méi...

Alles kritt ee jo souwisou ni duerchkuckt, wat verschidde Leit maachen, d'autant plus wa se mat esou enger krimineller Energie fuddelen, wéi hei gefuddelt ginn ass an deem ganze Skandal. Mä awer sinn do eng ganz Rei Saachen erauskomm. An déi sinn an der Ëmsetzung, déi Saachen. Mir hu strukturell scho villes verännert, wat eis wäert an Zukunft hëllefen, datt mer do nach besser opgestallt sinn.

Dann hu mer och eng Plainte gemaach, dat wësst Der och. Et ass jo net, well mer dat hei net haten, déi Strofmesuren, déi mer elo haut hei stëmmen, datt mer keng Méiglechkeete gehat hätten, fir juristesch virzegoen. Mir hunn dat gemaach. Mir hunn e ganzen Dossier zesummegestallt a mir hunn dee beim Parquet deposéiert. An do leeft och de Moment eng Enquête. Dat ass elo bei der Justiz. Duerfir wëll ech mech och dozou net méi äusseren. An dat soll och heibanne kee maachen. Ech mengen, d'Justiz, déi mécht do hir Aarbecht.

An da sinn eng ganz Rei méi kleng Detailsaachen nach gemaach ginn an deem ganze Kontext, op déi ech awer elo hei de Moment net méi wëll agoen. Mä dat hei ass awer och ee wichtegen zousätzlechen Aspekt, och een, wou mer vu Bréissel am Kontext vun där ganzer Affär geschriwwe kritt haten, well mir keng spezifesch Sanktiounen an eiser Gesetzgebung hate bis elo. A mir sinn awer direkt, wéi dee ganze Skandal ausgebrach ass a mer dat alles gekuckt hunn a mer dat festgestallt hunn, op de Wee gaangen, fir déi Sanktiounen ze schafen iwwert dat Gesetz hei. Duerfir gëtt dat hei jo haut gestëmmt.

Ech wëll och soen, datt ee sech keng Illusioune soll maachen, datt esou Softwareupdaten a wat nach alles elo dobäi erauskomm ass bei eisen Nopeschlänner oder och bei Kloen, bei Sammelkloen, déi gemaach gi sinn op anere Plazen, datt dat elo géif villes um Fong vum Problem änneren. Well déi Softwareupdaten, wann een do e bëssen d'Fachliteratur liest, stellt een awer och do fest, datt dat - wéi soll ech soen? - méi e psychologeschen Effekt huet, wéi datt et reell eppes bréngt fir d'Loftqualitéit dobaussen oder par rapport zu den Emissioune vun den Autoen.

Ech bleiwe bei menger Meenung, dat ass, datt, wa mer gären hei de Problem grondsätzlech léisen, da musse mer alles drusetzen, datt mer ewechkomme vum Verbrennungsmotor. Dat ass déi eenzeg Léisung.

An egal wat lénks a riets gezielt gëtt, Dir gesitt dat jo och ëmmer, wéi dee Skandal nach duerno weider geschloen huet, wann Der elo matkritt hutt, wat geschitt ass an deene leschte Wochen, wou erauskomm ass, wat fir eng Tester do gemaach gi sinn, mat wat fir enger… - loosse mer soen -, mat wat fir enger…, also, ech fanne scho bal keng Wierder fir dat, wat do gemaach ginn ass, deelweis un Déieren oder souguer u Mënschen, fir am Endeffekt esou Tester maachen ze loosse vun Instituter, déi vu sech aus selwer, dat ass jo och entre-temps erauskomm, éischter Lobbye si vu verschiddene Leit. Also ech mengen, do gesäit een, wéi wäit datt dat Ganzt geet. An ech mengen, déi eenzeg richteg Solutioun ass: ewech vum Verbrennungsmotor! Ech bleiwe bei där Meenung.

Ech sinn awer natierlech och fir Sammelkloen. Dat ass zwar net meng Kompetenz, mä dat ass dem Wirtschaftsminister seng Kompetenz. Ech weess awer och, datt de Wirtschaftsminister un enger Ännerung an der Gesetzgebung schafft, fir datt ee Sammelkloe ka maachen. Well ech mengen, et ass méi wichteg, fir finanziell Entschiedegungen erauszeschloen, an déi wierken och méi als Drockmëttel wéi all méiglech anert technescht Gefummels, wat een nodréiglech mécht, wann en Auto op de Marché bruecht ginn ass, deen net de Standarden entsprécht, deenen e misst entspriechen.

Dann ass jo och déi nei Real-Driving-Emissions-Direktiv, déi elo a Kraaft ass. Do wäerten och eng Rei Ännerunge kommen um Niveau vun der Kategorie, an déi d'Autoen herno falen. Mir si jo amgaangen, dorun ze schaffen, wéi mer déi Transitiounsphas hikréien. An dann, ab engem gewëssene Stéchdatum wäerten dann natierlech Autoen, nei Autoen, déi verkaaft ginn, eben ënnert déi Kritäre falen.

An ech mengen, wat wichteg hei ass, dat ass, datt mer näischt Réckwierkendes maachen. Mir kënne jo net d'Consommateure strofe fir eppes, wat se net woussten, wéi se den Auto kaaft hunn, a woufir se elo géife réckwierkend bestrooft ginn. Dat ass meng Suerg ëmmer. Ech fannen, dat ass e falscht Signal. Wann een eppes, eng Reglementatioun ännert a verschäerft, da soll se verschäerft gi fir d'Zukunft. Also fir dat, wat een nei kann uschafen, datt een de Choix huet, wann een an e Geschäft geet, wann ee weess: Wann ech dat dote kafen, kascht dat mech esou vill oder huet dat déi Konsequenzen an dat doten huet vläicht aner Konsequenzen. An an deem Sënn wäerte mer och d'Reglementatioun an d'Iwwergangsbestëmmunge maachen.

Fir de Rescht nach eng Kéier Merci fir déi breet Zoustëmmung!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Mir kéinten dann iwwergoen zum Vott iwwert den Ensembel vum Projet de loi 7107.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7101 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: och hei Unanimitéit. De Projet de loi 7101 ass ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Mergen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Et bleift mer just nach d'Chamber ze froen, ob mer d'Dispens vum zweete Vott ufroen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An da komme mer zum Projet 7111. D'Rapportrice ass d'Madamm Josée Lorsché. Hei geet et ëm d'Zoustellung vun deem „Billet doux", wann ee vun de Radaren erwëscht gëtt.

4. 7111 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3° la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4° la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

5° la loi du 5-15 septembre 1807 relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi komme mer bei déi beléifte Radaren. Dozou, fir unzefänken, e puer Zuelen. Zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vum Juli 2015 sinn um Lëtzebuerger Stroossereseau am Ganzen 20 fix a 6 mobill Radaren a Betrib. Fir d'Joer 2018 si weider 4 fix Radare virgesinn, soudatt mir dann Enn 2018 op en Total vun 30 Radare wäerte kommen.

Ëm déi 500.000 Infraktiounen hu mëttlerweil zu engem Avertissement taxé gefouert. Net grad 140.000 vun de geblëtzten Autoe waren zu Lëtzebuerg immatrikuléiert an déi aner dann am Ausland. 83% vun de geblëtzte Chaufferen hunn hir Amende bezuelt, wärend 17% vun den Amenden net bezuelt gi sinn. Zueleméisseg komme mir domat op iwwer 42.000 onbezuelte Protokoller.

Dës Tatsaach werft natierlech d'Fro op, wéi de Stat déi feelend Gelder kann andreiwen, well et net akzeptabel ass, datt déi eng hire Protokoll bezuelen, wärend déi aner sech aus der Verantwortung schläichen an net mam Ouer geholl ginn. D'Äntwert liwwert dëse Projet de loi, deen d'Prozedure bei engem Avertissement taxé an deem Sënn modifizéiert, datt d'Luusserten net méi ongestrooft dervukommen.

An engems gëtt vun dësem Projet de loi och profitéiert, fir d'Prozeduren a gewëssene Punkten ze vereinfachen. Ech erkläre mech: Anescht wéi bis ewell soll den éischte Bréif mam Avertissement taxé aus enger Lettre simple bestoen an net méi aus enger Lettre recommandée, wéi mer dat am Gesetz festgehalen haten. Eréischt wann d'Amende no dësem éischte Bréif net bezuelt ginn ass, kënnt et zu enger Lettre recommandée.

D'Contestatioun, op déi eng Persoun sech ka beruffen, falls et sech ëm en Iertum handelt, läit an deenen zwee Fäll bei engem Delai vu 45 Deeg. Dat heescht, am Ganzen huet eng Persoun 90 Deeg Zäit, fir ze reklaméieren.

Dës Contestatioun kann um elektronesche Wee erfollegen. Dat heescht, et muss ee sech net extra deplacéieren. Dat leeft iwwert de MyGuichet.lu. Am Fall, wou d'Amende no deenen zwee Bréiwer mat engem Gesamtdelai vun 90 Deeg weder bezuelt nach contestéiert ass, kënnt et zu enger Amende forfaitaire, déi vun initialen 49 Euro op 98 Euro eropgesat gëtt. Dat heescht, d'Amende gëtt verduebelt a gëtt der betraffener Persoun iwwer Lettre recommandée zougestallt. Den Delai, fir ze bezuelen, läit an dësem Fall bei 30 Deeg. E Recours géint dës Decisioun ass an dësem Fall nach just nom Bezuele vun der Amende méiglech a leeft iwwert d'Geriicht.

Sollt et sech erausstellen, datt déi betraffe Persoun onschëlleg ass, kritt se dann den integrale Montant zréckerstatt. An deem Sënn handelt et sech bei dëser Prozedur, beim Bezuele vun der Amende forfaitaire, ëm eng Consignatioun, déi zréckbezuelt ka ginn, souzesoen ëm en Hannerleeë vu Geld.

Am Fall, wou d'Persoun nom Delai vun 30 Deeg weder bezuelt nach d'Decisioun contestéiert huet, kënnt den Enregistrement - mir schwätze vum Enregistrement zu Lëtzebuerg, dat ass d'Administration de l'enregistrement et des domaines -, da kënnt déi an d'Spill an zitt d'Amende a Form vun engem Recouvrement an. Dës Prozedur ënnersteet der Autorisatioun vum Procureur général d'État an ass am Code de procédure pénale definéiert.

Konkret leeft se iwwert de Centre commun de la sécurité sociale, deen dem Enregistrement déi néideg Donnéeë vun der Persoun iwwermëttelt. Dobäi ass ze soen, datt deen Transfer vun den Donnéeën ënner enger ganz securiséierter, limitéierter a kontrolléierter Form erfollegt, fir ze verhënneren, datt Abus bedriwwe gëtt.

Eng weider Neierung betrëfft déi Persounen, déi eng Amende zougestallt kréien, mä net de Chauffer waren. Am Fall, wou den Avertissement taxé net bezuelt gëtt, ginn déijéineg Persounen obligéiert, den Autoritéiten d'Identitéit vum Chauffer matzedeelen, fir datt dann och wierklech bezuelt ka ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn a kuerze Wierder d'Haaptpunkte vun dësem Projet de loi, deen den 23. Januar 2016 vum Minister François Bausch deposéiert ginn ass. Neen, 2017 ass en deposéiert ginn. Pardon!

A sengem Avis vum 27. Juni 2017 huet de Statsrot dräi Oppositions formelles erhuewen. Déi éischt hat domat ze dinn, datt d'Amende forfaitaire net an e Règlement grand-ducal, mä an d'Gesetz muss ageschriwwe ginn. Déi zweet huet sech op den Droit de recours géint d'Amende forfaitaire bezunn. An déi drëtt Oppositioun op de Principe vun der Non-rétroactivité des peines, dee seet, datt d'Amendes forfaitaires net retroaktiv kënnen agezu ginn.

Här President, d'Nohaltegkeetskommissioun huet dem Avis vum Statsrot Rechnung gedroen an den initialen Text an deem Sënn amendéiert. Weider Avise koume vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers an der nationaler Dateschutzkommissioun. D'Detailer dozou fannt Der och a mengem schréftleche Rapport. Den 1. Februar 2018 huet d'Nohaltegkeetskommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

A fir ofzeschléissen invitéieren ech Iech, dëse Projet de loi ze stëmmen, well en dozou féiert, datt jiddweree bei Radarkontrolle gläichbehandelt gëtt an datt kee sech aus der Verantwortung kann zéien. Mat engem Merci un d'Madamm Josiane Pauly an un den Här Guy Heintz, déi eis bei dësem kniwwelege Projet gehollef hunn.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech, fir dës Woch eng leschte Kéier, Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen de Mëtteg de Projet de loi 7111, deen de Kontrollsystem an de System vun den automatesche Sanktioune soll adaptéieren. Mä erlaabt mer fir d'Éischt natierlech, wéi dat sech gehéiert, der

Rapportrice, der honorabeler Madamm Josée Lorsché, villmools Merci ze soe fir hire ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, de virleienden Text huet als Zil, d'Prozeduren ze vereinfachen an d'Geriichter ze entlaaschten, an dëst am Kader vu Stroossendelikter. Jo, dat aktuellt Gesetz weist gewësse Schwächen op, déi u sech solle behuewe ginn. Esou gesäit de virleiende Gesetzestext eng nei Informatiounsprozedur vir.

Anstatt direkt en ageschriwwene Bréif ze kréien, kritt de kontrolléierten Automobilist an Zukunft als Alleréischt en einfache Bréif. Et ass just, wann d'Leit net op dësen éischte Bréif reagéieren, datt op e Recommandé zréckgegraff gëtt. Déi nei Informatiounsprozedur ass sécher am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung an ass am Interêt vun de Leit selwer, vu datt se net brauchen op d'Post ze goen. Dëst mécht de concernéierte Leit d'Liewe ganz sécher méi einfach.

Den Text, deen haut zur Ofstëmmung steet, dee gesäit niewent Ännerungen um Niveau vun der Informatiounsprozedur och Ännerungen um Niveau vun der Contestatiounsprozedur vir. Jo, déi concernéiert Leit kënnen hire Strofziedel, esou wéi dat scho virdru gesot ginn ass, den Avertissement taxé elo iwwert de Wee vu MyGuichet.lu contestéieren, wat nees am Sënn vun enger Simplification administrative wéi och am Interêt natierlech vun de Bierger ass.

Wa weder de Strofziedel bezuelt ginn ass nach den Avertissement taxé an engem Delai vu 45 Deeg contestéiert gouf, an et ginn och fir de betraffene Verkéiersdelikt keng Punkte vum Permis fort, da gëtt eng Amende forfaitaire, einfach eng pauschal Geldstrof gesprach, déi u sech déi duebel Héicht huet vun deem, wat den Automobilist ursprénglech hätt misse bezuelen. Hien huet also all Interêt, jo, net ze waarden an direkt der Opfuerderung nozekommen. Dës pauschal Geldstrof wäert derzou bäidroen, datt déi Leit, déi hir Strofen net bezuelen oder op Zäit spillen, méi staark sanktionéiert ginn.

Och wann de Gros vun de Leit, déi protokolléiert goufen, hiren Avertissement taxé bezuelen, sinn awer nach ëmmer eng ganz Rei Leit, déi dat net maachen an et ganz einfach drop ukomme loossen. Sou wéi et virdru scho gesot ginn ass, no deene leschten Zuelen, sinn nach ëmmer 42.000, zirka 42.000 Avertissements taxés, déi nach net bezuelt goufen. Déi Leit sollen, an dat ass ganz kloer, net gutt ewechkommen. Dat ass géint mäin an och géint eist Gläichheetsempfannen. Mir begréissen dowéinst de Prinzip - ech betounen: de Prinzip - vun esou enger Geldstrof, déi an engem Delai vun 30 Deeg bezuelt muss ginn. Wann dësen Delai erfall ass, da kann de Stat déi Geldstrof andreiwen.

Et gëtt wuel eng Reklamatiounsméiglechkeet géint dës pauschal Geldstrof, mä fir géint déi pauschal Amende kënnen ze reklaméieren, muss een als Alleréischt d'Amende bezuelen. Jo, fir komplett ze sinn, wëll ech och hei soen, datt den initialen Text iwwerhaapt keng Reklamatiounsméiglechkeet géint d'Amende forfaitaire virgesinn hat. De Statsrot huet mat Recht eng Opposition formelle formuléiert. D'Recoursméiglechkeet géint eng Decisioun oder hei géint eng Geldstrof wéi och den Zougank zu de Geriichter si wesentlech Pfeiler vun engem Rechtsstat.

Et ass bekanntlech no enger Léisung gesicht ginn, déi engersäits d'Rechter vun de Bierger, jo, net a Fro stellt an awer op där anerer Säit eis Geriichter sollt entlaaschte bezéiungsweis abusiv Recoursen evitéieren. An d'Léisung ass déi, déi zréckbehale gouf. An déi ass eben net honnertprozenteg zefriddestellend, och wann een u sech d'Grënn vun esou enger Léisung novollzéie kann.

Mir sinn och net, dat ass och richteg, dat eenzegt Land, wat am Kader vu Strooseninfraktiounen op de Wee gaangen ass, Recoursméiglechkeeten un d'Bezuele vun enger Amende ze bannen. An och wann de Prinzip vun enger Consignatioun am Kader vun enger Amende net prinzipiell géint den Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun verstéisst, sou kann een trotzdeem Bedenken hunn, wat dës Léisung ugeet.

Hei gëtt ëmmerhin e Recht duerch d'Bezuele vun enger Strof konditionéiert. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob ee mat dëser Léisung net awer indirekt den Exercice vum Reklamatiounsrecht beschneit. Wann een eppes muss bezuelen, ier ee sech verteidege kann, ier ee säi Recht geltend ka maachen, besteet do net d'Gefor, datt manner Leit reklaméiere wäerten, och wann d'Reklamatioun justifiéiert wier? Besteet do net de Risiko, jo, vun enger sougenannter Zwouklassegesellschaft?

Et kann ee sech froen, ob hei d'Aféierung vun der Amende forfaitaire, dat heescht deen duebele Betrag net…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kaes, Dir misst lues zur Konklusioun kommen.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

…net duer géif goen, fir géint abusiv Recourse virzegoen an d'Geriichter ze entlaaschten. D'Recoursméiglechkeet un de Paiement vun der Amende ze bannen, ass op jidde Fall eng Evolutioun, déi e battere Bäigeschmaach huet.

Ech hoffen op jidde Fall, Dir Dammen an Dir Hären, datt, wann d'Recourse justifiéiert sinn, déi Beträg, déi bezuelt goufen, dann och ganz schnell zréckbezuelt ginn.

Här President, obschonns u sech eng Rei Froe bei der Recoursprozedur bestinn, ass d'CSV mat der genereller Zilsetzung vum Gesetzestext d'accord a wäert och duerfir dëse Projet de loi trotzdeem stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Exzellent

(Interruptions)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Mir ginn op Ouschteren zou.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet elo den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President, an och e grousse Merci un d'Rapportrice Josée Lorsché fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Als LSAP begréisse mer ausdrécklech, dass an enger éischter Phas, wann ee geblëtzt gëtt, een do keen ageschriwwene Bréif méi kritt. An domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha général)

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann an deene leschte Joren immens Ustrengunge gemaach goufen, fir d'Zuel vun den Accidenter ze reduzéieren, esou hu mer leider nach ëmmer net eist ambitiéist Zil erreecht, fir datt keng Doudeger méi sollen op de Stroosse leie bleiwen. Mä trotzdeem, et muss een awer drop hiweisen, datt sech eng positiv Entwécklung gemaach huet. Ech erënneren drun, datt zum Beispill 1970 nach 132 Doudeger op eise Stroossen ze verzeechne waren. No 2016 waren et der „just" - tëschent Guillemeten - 32. Mä leider huet dëst Joer ganz schlecht ugefaangen, an et kann een nëmmen hoffen, datt déi Statistik, déi de Mount Januar opzeweisen huet, elo net weidergefouert gëtt an deenen nächste Méint.

Tatsaach ass, datt nach ëmmer ze vill Leit hiert Liewen op eise Stroosse verléieren. Et däerf een natierlech och net vergiessen, dat gëtt oft ënnerschat, d'Zuel vun deene Leit, déi schwéier verletzt sinn, déi fir hiert Liewen u sech Sequellen hunn an déi doduerch enorm Problemer och hunn. Dat ass, wéi gesot, en negativen Impakt, deen oft net genuch am Fokus steet.

Eppes ass sécher, an dat soll keng generell Accusatioun sinn: Et ass mat Sécherheet keen, dee sech perfekt am Strooseverkéier verhält, mä een, dee vill an d'Ausland mam Auto fiert, muss leider zur Konklusioun kommen, datt de Strooseverkéier hei zu Lëtzebuerg net onbedéngt deen disziplinéiertsten ass - fir net méi ze soen.

Wéi mer decidéiert hei haten, fir déi Radaren opzestellen, ech mengen, et sinn der entretemps 26, du waren natierlech net iwwerall d'Leit begeeschtert. Och haut gëtt et nach ëmmer Leit, déi mengen, datt d'Installatioun vun deene Radaren net onbedéngt eng Moossnam wier, fir de Verkéier besser an de Gréff ze kréien. Ech mengen awer trotzdeem, datt dat net onbedéngt richteg ass.

Dëst Gesetz soll jo elo eng Rei Vereinfachunge mat sech bréngen. Ech gi ganz gären zou: D'DP war, ënner anerem, Demandeur, datt soll deen éischte Bréif ageschriwwe sinn. Firwat? Ma well mer deemools gemengt hunn, datt och eng sécher Preuve géif virleien, datt eben den Avertissement taxé zougestallt ginn ass. Ech ginn awer gären zou, datt an der Praxis dat net onbedéngt förderlech ass an datt déi Prozedur, déi elo zréckbehale ginn ass, awer och eis Ënnerstëtzung fënnt.

Firwat maache mer déi Ännerungen haut? Mä eben, well mer feststellen, datt eng ganz Rei vu Leit mengen, si bräichten déi Avertissementtaxéen net ze bezuelen. An duerfir sinn ech awer elo liicht verwonnert iwwert d'Positioun vun der CSV an deem Dossier hei. Ech mengen, mir ginn deene Leit ganz vill Méiglechkeeten, am Endeffekt 90 Deeg, fir kënnen en Avertissement taxé vun 49 Euro ze bezuelen. An et huet een nun eben awer eng…, net eng Strofdot begaangen, mä et huet een nun eben eng Infraktioun gemaach. An dann ass dat an engem Rechtsstat esou, da soll een dat och bezuelen.

An ech mengen net, datt een onbedéngt soll hei eng gewësse Pitié fir déi Leit opbréngen, déi da laang Delaie versträiche loossen a mengen, si kéinte sech do derlaanschtzéien. Duerfir fanne mir déi Moossnam, déi hei getraff ginn ass, datt eben och elo déi Amende forfaitaire kënnt, gutt. An dann huet ee jo nach ëmmer d'Méiglechkeet, e Recours dergéint anzereechen, quitte datt, wann ee recht sollt kréien,… Ech si bal iwwerzeegt, datt een an deene wéinegste Fäll no esou engem laangen Delai iwwerhaapt nach recht kritt. Dowéinst, wéi gesot nach eng Kéier, ass awer déi Positioun vun der CSV do zumindest ze hannerfroen.

Et ass och nach en aneren Aspekt, deen hei och eng ganz staark repressiv Moossnam an deem Gesetz mat sech bréngt, dat heescht d'Immobilisatioun vum Auto an Zukunft. Bei deem, deen u sech dann net bezuelt huet, deen dann awer nach eng Kéier ugehale gëtt, kann et sinn, datt ebe wéi gesot dee muss säin Auto stoe loossen. Dat ass eng ganz staark, eng stramm Strof. Mä och dat soll awer en Zeeche sinn! Et kann dach awer net sinn, wann een eng, wéi gesot, Gesetziwwerschreidung mécht, dat gëllt net nëmme fir de Strooseverkéier, datt een awer da sech d'Recht eraushëlt a mengt, et kéint ee sech do derlaanschtzéien. Dat geet einfach net!

An dowéinst, esou schlëmm dat och eben ass, d'Politik muss och hei eben nach e bësse méi repressiv virgoen. Dat maache mer hei. A mir gesinn dat an deem Sënn och trotzdeem da positiv.

Vläicht eng lescht Remark nach, och wat elo de Problem mat de Firmenautoen ubelaangt. Och do ass et sécher, datt een elo d'Patronen an deem Sënn responsabiliséiert, datt se musse kloer matdeelen, wien dann elo schlussendlech hannert dem Steierrad souz, wann ebe wéi gesot ee geblëtzt gëtt, dee mat engem Auto ënnerwee ass, wat net säin eegenen ass, mä enger Firma gehéiert. Och hei kënnt da wéi gesot méi Transparenz eran.

Nach eng Kéier ofschléissend: Et ass een ni frou, wann een an der Politik muss zousätzlech Repressiounen decidéieren. Mä heiansdo muss een dann un dat däitscht Spréchwuert erënneren: „Wer nicht hören will, muss fühlen." An an deem Sënn, wéi gesot, gi mer dann och eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Madamm Lorsché. Si huet hei dee Projet, mengen ech, ganz gutt erkläert. An ech kann och am Numm vun der ADR eis Zoustëmmung ginn.

Ech wëll awer soen, datt eis Léift zu de Radaren net onkonditionéiert ass. Déi Radare sinn do, fir de Verkéier ze berouegen. Si sinn net do, fir fir de Stat eng zousätzlech Akommesquell duerzestellen. A wann een dat seet, da muss een och kloer wëssen, datt d'Opstelle vun de Radare muss u Konditioune gebonne sinn.

Éischtens mussen d'Plaze gutt gewielt sinn. Mir hunn net den Androck, datt d'Plaze fir déi Radaren, esou wéi mer se am Ableck kenne fir déi fix Radaren, ëmmer optimal ausgewielt sinn am Hibléck op eng Berouegung vum Verkéier.

Déi zweet Bemierkung ass, datt mir eis géife méi eng grouss Proportionalitéit wënschen tëschent der Héicht vun der Strof an där Vitesse, déi ee fiert. Wann een een oder zwee Kilometer iwwer eng Vitesse läit, nom Ajustement, da soll dat an eisen Ae manner héich bestrooft ginn, wéi wann een däitlech méi séier gefuer ass, fir do eng gewësse Proportionalitéit a méi Gerechtegkeet an de System eranzebréngen.

An dat Drëtt ass, nach eng Kéier, mir denken, datt d'Radaren do sinn, fir de Verkéier ze berouegen. An dofir géife mir och nach eng Kéier insistéieren, datt d'Radaren däitlech ugekënnegt sinn, a wa méiglech och mat dem Rappell vun där Vitesse, déi op där Plaz muss gefuer ginn, maximal. Mir hu vill Plazen, wou ee sech freet, wann e Radar kënnt: Ass et dann elo hei 90, 80, 70? Wat ass dann elo hei genau d'Vitesse? A wann d'Zil eben ass, fir d'Leit derzou ze bréngen, méi lues, méi verantwortlech, méi sécher ze fueren, da soll dat awer op deene Plazen nach eng Kéier ganz kloer gemaach ginn: Hei ass e Radar, an dat do ass déi maximal Vitesse, déi op dëser Plaz däerf gefuer ginn.

Wann déi Konditiounen erfëllt sinn, mengen ech, dann ass d'Zilsetzung vun de Radaren och méi däitlech ënnerstrach an domadder och gläichzäiteg d'Akzeptanz bei de Leit. Dat gesot, géife mer awer gär den Accord gi fir dës Léisung, well se eng administrativ Vereinfachung fir vill vun eise Matbierger duerstellt.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci un d'Rapportrice fir de mëndlechen a schréftleche Rapport an och alle Riedner fir hir Bäiträg a fir déi breet Zoustëmmung.

Ech hunn de Mëtteg d'Chance, datt ech hei dräimol mat 60 Stëmmen ewechkommen.

(Hilarité)

Do ass een natierlech frou driwwer.

(Interruptions)

Also wann esou wichteg Projete wéi déi, déi mer de Mëtteg gestëmmt hunn, vun der Chamber unanime gestëmmt ginn, dann ass dat e ganz gutt Zeeche fir d'Emsetzung vun deene Projeten, well mir maachen d'Gesetzer jo net, well mer hei eis wëllen ameséieren, mä well mer gären dobaussen an der Gesellschaft Verännerungen hätten. An ech mengen, dat ass e gutt Zeechen, wann d'Chamber unanime hanner esou Gesetzer steet.

Zwee Objektiver huet dat Gesetz hei: Dat éischt ass eng Entlaaschtung vun de Geriichter an dat zweet ass Gerechtegkeet a Gläichbehandlung. Wann 83% vun de Bierger dobausse sech korrekt verhalen, sech verhalen, wéi et normal an eiser Gesellschaft üüblech ass, mat deem gewëssenen zivillrechtleche Verständnis, dann ass dat eigentlech eng ganz gutt Nott fir Lëtzebuerg, dat heescht, well 83%, dat ass jo eng ecrasant grouss Majoritéit, déi sech total korrekt verhält.

An dann ass et desto méi wichteg, datt de Legislateur derfir suergt, datt déi 17%, wat eng krass Minoritéit ass, déi mengen, d'Gesetzer wäre fir si net do, datt déi zur Rechenschaft gezu ginn a se gesot kréien: „Dat kann net sinn." Déi 17% do mussen net mengen, si kéinten derlaanschtkommen, wann de Rescht sech normal verhält. Well déi Mesuren, déi mer ergräifen, maache mer jo net, well mer d'Leit wëlle péngegen oder well mer gären hätten, datt d'Leit d'Freed geholl kréien um Fueren oder um Liewen, wat weess ech, mä et geet hei ëm Stroosséchecherheet.

A wann ee sech d'Fro stellt, elo grad ass se erëm gestallt ginn, wat et bréngt an net kéint bréngen, ob se richteg oder falsch géife stoen; wann ee sech d'Fro stellt, ob se eppes bréngen, an effektiv ass dat jo vill diskutéiert ginn an erëm hei ronderëm, dann ass et am beschten, et hëlt een d'Zuelen, fir ze kucken, ob et eppes bruecht huet oder net.

Tëschent 2014 an 2017 sinn d'Verkéiersdoudeger - ech hunn elo déi lescht Zuele fir 2017 definitiv arrêtéiert, dat sinn déi definitiv Ziffere vun de Verkéiersdoudeger, dat heescht, dat sinn nëmmen d'Verkéiersdoudeger - erofgaange vu 45 Doudeger op elo 25. Dat ass 40% manner. 40% manner! 40% Liewen hu mer gerett duerch déi Mesuren, duerch deen Aktiounsprogramm, dee mer gemaach hunn. An duerfir, fir mech schwätzen déi Zuele fir sech a beleeën, datt déi Mesuren, déi mer ergraff hunn - dat hei ass eng dovunner an awer net déi onwichtegst, géif ech soen -, datt déi eppes bruecht hunn.

An et ass och net esou, oder et geet jo hei net nëmmen ëm déi fix, mä et geet och ëm déi mobill Radaren, Här Kartheiser. D'Police huet jo och sechs mobill Radare kritt. Déi ginn net ugekënnegt, souwisou net. An déi wandere jo lénks a riets. An dat soll jo och d'Zil sinn dovunner: Datt mer net nëmmen déi Plazen ofsécheren, wou mer stroossebautechnesch näischt anescht kënne maachen an duerfir fixer hisetzen, déi souwisou och gutt gezeechent sinn, an dann duerfir gär hätten, datt d'Leit do besonnesch oppassen. Mä et geet drëms, datt déi mobill Radaren zu engem Gesamtverhale bäidroen, datt mir alleguerten, wéi mer heibanne sëtzen an dobausse sëtzen a fueren, eis un déi virgeschriwwe Vitesse sollen halen.

Well ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: Wann op engem Panneau d'Maximalgeschwin-

degkeet 70 oder 90 steet, dann ass dat net eppes, wat mer dohinner schreiwen, well eis soss näischt Besseres afält, mä dat ass e Gesetz. Dat steet am Code de la route. A wann ee sech net dorunner hält, ass dat e gesetzleche Verstouss. A mir setzen déi Geschwindegkeetsbegrenzunge fest, well mer gär hätten, datt mer all zesummen eis kënnen a Sécherheet op der Strooss bewegen, datt dee Misär vu schwéier Blesséierter an Doudeger op de Stroossen eng Kéier en Enn kritt.

D'lescht Joer hu bal 26.000 Leit an Europa, eleng an der Europäescher Unioun, hiert Liewe verluer op der Strooss. Dat ass eng eenzeg Katastroph, an dat kënne mer net hinhuelen! Bei all aner Krankheet, déi sech géif ukënnegen, wou mer prognostizéiert géife kréien, datt an engem Joer esou vill Doudeger kéinten ustoen, da géif d'Welt um Kapp stoen. An hei huele mer dat einfach un! Mir huelen dat als eng Selbstverständlechkeet un. An et ass just nëmmen een eenzege Misär.

Dat hei ass ee Volet, deen derzou bäidréit, niewent villen aneren, datt et besser gëtt. D'Zuele sinn nach ëmmer net, wéi se solle sinn, mä mir sinn awer mindestens um gudde Wee. Si si besser ginn, wéi se waren. An duerfir encouragéiert dat mech, an deem Sënn weiderzefueren.

Just nach zwee Sätz zu där Fro vum Här Kaes, ob dat gerecht ass, wann ee bei dem drëtte Rappell da muss bezuelen, ier een de Recours ka maachen, oder net. Éischtens ass et net richteg, Här Kaes, datt mir dat eenzegt Land sinn, wat dat huet.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ech hunn dat jo gesot.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Dir hutt gesot, mir wären dat eenzegt, wat et hätt.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Net!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Aah! Well a Frankräich, wësst Der, wéi et do ass? Do musst Der direkt bezuelen. Do musst Der scho beim éischte Rappell direkt bezuelen, och wann Der wëllt e Recours maachen. Do musst Der d'office bezuelen, egal ob et beim éischten ass oder beim zweeten.

Hei hu mir dräi Phasen agebaut. Déi éischt mat 45 Deeg, wou Der normal avertéiert gitt, also ouni Recommandé. Da kritt Der deen éischte Recommandé geschéckt. Dat ass dann deen zweeten Ziedel, deen Der heemkritt, dat ass dann e Recommandé. Da kritt Der nach eng Kéier 45 Deeg, wou Der kënnt e Recours maachen, ouni datt Der musst bezuelen. Dat heescht, 90 Deeg hutt Der schonns Zäit, wou Der kënnt e Recours maachen, ouni datt Der musst ee Centime bezuelen.

An da kënnt deen drëtte Recommandé. An Dir musst Iech scho virstellen, wat dat alles bedeit vun administrativem Opwand. Well och wa mer dat elo vun de Geriichter ewechhuelen - wat jo eng gutt Saach ass -, da bleift jo nach ëmmer den Enregistrement, deen d'Aarbecht behält herno. An do ass jo e Käschtepunkt dermat verbonnen, wa mer mussen andauernd Rappeller schécken, Beamte beschäftegen, fir esou eppes ze maachen. Da fannen ech et awer wierklech absolutt normal - wann ee sech 90 Deeg Zäit geholl huet, fir dat ze maachen -, datt mer dann dee Wee ginn, fir ze soen, datt en dann och direkt muss bezuelen, ier e säi Recours mécht.

Well ech sinn der Meenung wéi den Här Graas: Een, deen esou laang waart, deen huet e ganz schlecht Gewëssen. An deem geet et net drëms, datt e fënnt, datt en ongerecht behandelt gouf, mä deem geet et drëms, fir ze soen: „Dir kënnt mech emol. Ech bezuelen einfach net!" Wann een 90 Deeg Zäit huet! Op alle Fall, wann ech géif e Protokoll kréien an ech wär pertinemment der Iwwerzeegung, datt ech deen zu Onrecht kritt hätt, well ech géif fannen, aus iergendengem Grond, ech wär net ze séier gefuer, et wär falsch gemooss ginn - wat weess ech? - iergendeppes, ech mengen, da maachen ech dat souwisou direkt, da waarden ech net 90 Deeg, ier ech dat maachen. An duerfir, wéi gesot, hei hunn ech déi 90 Deeg. An et ass absolutt berechtegt. Well et geet hei drëms, datt mer net kënnen toleréieren, datt eng extrem Minoritéit vu Leit de Geck mat der Allgemengheet an och mam Stat mécht.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7111 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7111 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung huet ugefaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, et geet net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir berichtegen dat dann. Dat ass kee Problem.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: Och hei hu mer mat 59 Jo-Stëmmen eng Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Laurent Mosar), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst ëffentlech Sëtzunge sinn an der Woch vum 27. Februar. En attendant ginn d'Aarbechten an de Kommissioune monter weider.

Ech soen Iech Merci. An d'Sëtzung ass elo ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 16.19 heures)

SÉANCE 20

MARDI, 27 FÉVRIER 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Carlo Meintz, Député honoraire

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 7247 - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale

- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°299 du 26 février 2018 de M. Gilles Baum relative à la construction d'un nouveau hall sportif pour le Lycée classique d'Echternach (LCE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Gilles Baum - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°300 du 27 février 2018 de M. Marc Spautz relative à la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

Question n°301 du 26 février 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la mise en œuvre de la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Marc Spautz - Mme Taina Bofferding - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°302 du 27 février 2018 de Mme Cécile Hemmen relative à la pose de la fibre optique sur le territoire national, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *Mme Cécile Hemmen - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

Question n°303 du 27 février 2018 de M. Gast Gibéryen relative à la réaction de la société lux-Airport suite à la récente annonce de Ryanair, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Gast Gibéryen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°304 du 27 février 2018 de M. Henri Kox relative au rapport biannuel de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) sur le système d'étiquetage de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *M. Henri Kox - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Henri Kox et M. Roberto Traversini)*

Question n°305 du 27 février 2018 de Mme Martine Hansen relative aux nouvelles procédures de recrutement de nouveau personnel, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°306 du 26 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'impact du Brexit sur l'industrie manufacturière luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *M. André Bauler - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (intervention de M. Alex Bodry)*

Question n°307 du 27 février 2018 de M. Marco Schank relative aux agressions contre les agents des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°308 du 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la réalisation éventuelle d'un projet immobilier sur le site actuel de la halle des soufflantes à Esch-Belval, adressée à M. le Ministre du Logement

- *Mme Taina Bofferding - M. Marc Hansen, Ministre du Logement*

Question n°309 du 26 février 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative au détachement des travailleurs, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale

- *Mme Joëlle Elvinger - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

7. Ordre du jour (suite)

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

8. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président - M. Alex Bodry*
- *Vote pour le poste d'un conseiller d'État*
- *La séance publique est suspendue de 15.57 à 16.01 heures.*

9. 7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (dépôt d'une motion)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Marc Baum, M. Georges Engel (renvoi de la motion en commission)*

10. Interpellation de M. Claude Lamberty sur les défis du sport fédéré luxembourgeois

- *Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry*
- *Exposé: M. Claude Lamberty (dépôt d'une motion)*
- *Débat: Mme Nancy Arendt (question de M. le Ministre Romain Schneider), Mme Cécile Hemmen, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre des Sports (question de Mme Nancy Arendt)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat eis Sëtzung op.

Ech froen direkt d'Regierung, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da soen ech Iech Merci.

2. Hommage à la mémoire de M. Carlo Meintz, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut virun enger Woch hu mir Ofschid geholl vum Éierendeputéierten, laangjäregen Deputéierten a Vizepresident vun der Chamber, fréiere Buergermeeschter an Éierebuergermeeschter vu Walfer, dem Kolleeg Carlo Meintz. Hien ass de 15. Februar am Alter vu 84 Joer gestuerwen.

De Carlo Meintz war e ganz beléiften, fläissegen an e faire Kolleeg. De Carlo war zu Lëntgen gebuer, huet seng Kandheet zu Ettelbréck verbruecht a war am Dikrecher Kolléisch. Duerno huet hien de Cours supérieur suivéiert an ass dunn op Paräis a München gaangen, wou hie Sproochen, Philosophie a Psychologie studéiert huet, fir duerno Professer ze gi respektiv am Educatiounsministère de Service d'orientation scolaire an de Service national de la jeunesse opzebauen.

Dem Carlo Meintz seng politesch Carrière war am Fong geholl net geplangt. Zwee Joer, nodeem hien op Walfer geplënnert war, ass hien 1967 mat an d'Gemengewahle gaangen an ass op de Buergermeeschterstull gewielt ginn, deemools mat 34 Joer als jéngste Buergermeeschter vum Land.

35 Joer laang war hien am Walfer Gemengerot, dovun 22 Joer als Buergermeeschter. An där Zäit huet hie wichteg Akzenter fir d'Entwécklung vun dëser Gemeng gesat. Et si Projete wéi de Kulturzenter, den Ausbau vun der Gemeng, d'Schwämm an d'Sportshal realiséiert ginn.

Am Juni 1974 ass de Carlo Meintz fir d'DP an d'Chamber komm, parallell war hien och vun 1974 bis 1979 am Europaparlament, wou hien zwee Joer laang Vizepresident war. Déi Zäit ass de Carlo Meintz tëschent Chamber, Walfer Gemeng an Europaparlament hin- an hiergependelt, wat sécher net einfach war a wat haut och net méi méiglech wär.

An d'Chamber ass de Carlo Meintz am Ganze fënnefmol gewielt ginn. Hie war bal 24 Joer am Parlament vun 1974 bis 1998. Vun 1984 bis 1998 war de Carlo Meintz Vizepresident vun der Chamber. Hien huet senger politescher Carrière an der Chamber en Enn gesat, wéi hien am Februar 1998 an de Statsrot genannt gouf.

An der laanger Zäit, wou de Carlo Meintz an der Chamber war, huet hien de Lëtzebuerger Parlamentarismus matgeprägt an a ville Beräicher eng wichteg Roll gespillt. Duerch säi Beruff war de Carlo Meintz e Mënsch, deen duerch säi Wëssen a seng Grëndlechkeet iwwerzeegt huet. Et konnt ee sech op hie verloossen. Wann hien als Vizepresident op dëser Plaz souz, war hie streng, mä gerecht an ëmmer frëndlech. Als Member vun dësem Haus waren d'Aussepolitik, d'Educatioun, d'Gemengen, d'Kultur an de Sport him un d'Häerz gewuess.

Mä virun allem déi franséisch Sprooch huet hie passionnéiert. 30 Joer laang war hien an der Lëtzebuerger Delegatioun vun der Assemblée internationale des parlementaires de langue française, déi haiteg APF.

Privat war de Carlo Meintz a ville Veräiner aktiv. Zum Beispill huet hien d'Lëtzebuerger Basketfederatioun oder de Basketball Club Résidence Walfer presidéiert. Mä de Carlo Meintz war och e Familljemënsch a senge Kanner an Enkelen e Virbild. Dat war hien och fir vill vun eis.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken an hir garantéieren, dass mir eisen Deputéiertekolleeg net wäerte vergiessen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech bieden, Iech ze erhiewen, fir engem léiwe Kolleeg ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Communications

Ech hunn Iech da folgend Kommunikatiounen ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an eiser Administratioun agaange sinn, an d'Lëscht vun de Projeten, déi säitdeem vum Rôle zréckgezu goufen, sinn un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn, grad wéi d'Lëscht mat de Petitiounen, déi mer zënter der leschter Sëtzung guttgeheescht hunn.

Communications du Président - Séance publique du 27 février 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7243** - Projet de loi*

a) fixant les prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure; et

b) modifiant la loi du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.02.2018

***7244** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2018

***7245** - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 12.02.2018

***7246** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 14.02.2018

***7247** - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale*

Dépôt: M. Fernand Kartheiser, Député, le 20.02.2018

***7248** - Projet de loi relative au financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois et portant modification de la loi du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 23.02.2018

***7249** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article premier de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 23.02.2018

***7250** - Projet de loi portant exécution, en matière fiscale, des dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE et portant modification:*

1) de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

2) de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal;

3) de la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD);

4) de la loi du 24 juillet 2015 relative à FATCA

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 23.02.2018

***7251** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 26.02.2018

***7252** - Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 26.02.2018

***7253** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie*

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 26.02.2018

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires:

***6573** - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 14.05.2013

Retrait du rôle des affaires le 09.02.2018

4) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***963** - Demande de pétition publique: Pétition pour un encadrement légal des jeux de hasard dans les établissements de l'Horesca*

Dépôt: M. Vitor Diogo Da Silva Faria, le 06.02.2018

***964** - Demande de pétition publique: Adaptation des toilettes publiques aux besoins des personnes portant des couches*

Dépôt: M. Fernand Boria, le 08.02.2018

***965** - Demande de pétition publique: Conservation de l'heure d'été au Luxembourg*

Dépôt: M. Pierre Bodak, le 09.02.2018

***966** - Demande de pétition publique: Abolition de la liste des chiens dits susceptibles d'être dangereux dans la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens.*

Dépôt: Mme Fabienne Matagne, le 10.02.2018

***967** - Demande de pétition publique: Mettre un terme au changement d'heure deux fois par an, sous condition de garder l'heure d'été tout au long de l'année!*

Dépôt: M. Chris Antony, le 13.02.2018

***968** - Demande de pétition publique: Fir den Erhalt vun den Beem an der Neier Avenue*

Dépôt: Mme Myriam Olinger, le 14.02.2018

***969** - Demande de pétition publique: Contre l'abattage des arbres de l'avenue de la Liberté - Nei Avenue*

Dépôt: M. Steven Curfs, le 14.02.2018

***970** - Demande de pétition publique: Gratuité du transport public au Luxembourg*

Dépôt: M. Pasquale Volz, le 02.02.2018

***971** - Demande de pétition publique: Sauvegarde des arbres de l'Avenue de la Liberté*

Dépôt: M. Nico Konsbruck, le 15.02.2018

***972** - Demande de pétition publique: Eintragungsgebühr unverändert seit 2002*

Dépôt: M. Daniel Schummer, le 16.02.2018

***973** - Demande de pétition publique: Pour que les ventes de terrains constructibles soient mieux régulées*

Dépôt: M. Vincenzo Cirilli, le 22.02.2018

***974** - Demande de pétition publique: Interdiction de tout site gratuit à caractère pornographique!*

Dépôt: M. Jean Pierre Vecchiola, le 26.02.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. 7247 - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale

Déclaration de recevabilité

Da wollt ech d'Chamber informéieren, dass an hirer Reunioun vum 22. Februar d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat huet. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7247, eng Ofännerung vum Code de la sécurité sociale, déi den 20. Februar vum Här Fernand Kartheiser deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz, wat d'Recevabilitéit ugeet, un?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

(La proposition de loi est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.)

5. Ordre du jour

Ech ginn dovunner aus, dass jiddwereen de laangen Ordre du jour vun dëser Woch zougestallt krut.

Ech wollt d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour, wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, d'accord ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

6. Heure de questions au Gouvernement

Mir géifen dann eis Sëtzung mat enger Froestonn ufänken. Vu dass mer eelef Froen um Programm hunn, géif ech d'Kolleegen alleguer invitéieren, sech un d'Riedezäit vun zwou Minutten ze halen, an och d'Regierung invitéieren, hir Riedezäit vu véier Minutten anzehalen.

Ech wollt awer nach eng Kéier drop insistéieren, dass, wann an enger mëndlecher Fro fënnef, zéng oder méi Froe gestallt ginn, et dann der Regierung och ganz schwéier ass, fir an där Zäit, déi se huet, dorop ze äntwerten. Ech géif mengen, dass een dann och an deene mëndleche Froen de Sujet soll esou cernéieren, dass een och an där gesatener Zäit kann drop äntwerte respektiv se och esou ka presentéieren.

Dat gesot, géif ech zu der éischter Fro iwwergoen. Se kënnt vum Här Gilles Baum a betrëfft d'Konstruktioun vun enger Sportshal bei dem Lycée classique vun Iechternach. Den Här Baum huet d'Wuert.

- Question n°299 du 26 février 2018 de M. Gilles Baum relative à la construction d'un nouveau hall sportif pour le Lycée classique d'Echternach (LCE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Gudde Mëtteg, Kolleeginnen a Kolleegen! Dass Sport a Bewegung wichteg sinn, dat ass eis alleguer kloer, an dat an all Alter. Ech sinn immens frou, dass den Här Sportsminister Romain Schneider eis virun enger Woch och an der Sportskommissioun presentéiert huet, dass d'Salles de motricité elo wäerten, wa se an de Schoulen an an de Maison-relaise gebaut ginn, finanziell ënnerstëtzt ginn.

Wa mer nei Lycéeë bauen, da kucke mer natierlech och ëmmer, dass déi sportlech Infrastrukturen um Topniveau sinn. Ech denken un d'Lycéeën zu Clierf, zu Réiden, zu Jonglënster, déi niewent enger Sportshal och eng Piscine hunn.

Ee Lycée, dat ass en Dauerbrenner awer an de leschte Jore gewiescht, dee verfüügt nach ëmmer net iwwer seng eege Sportshal, an och d'Piscine ass an engem net ganz gudden Zoustand, an dat, obschonns scho säit Joren aacht Milliounen am Statsbudget virgesi sinn, fir eng Sportshal fir den Iechternacher Lycée ze bauen.

Dofir géif ech gär dem Här Minister folgend Froe stellen:

Si mer eis elo eens mat der Iechternacher Gemeng an och mam Lycée iwwer en definitive Site, wou déi Sportshal soll hikommen? Dee leschte Site, deen an d'A gefaasst gi war, dat war de Site op der Gare. Mir ass awer elo zu Ouere komm, dass och de Site „Op Kack", wou de grousse Parking drop ass, elo erëm en Thema wär, fir déi Sportshal ze bauen.

Wat gëtt dat fir eng Sportshal? Gëtt dat eng Sportshal mat engem Sall? Mat zwee Säll? Kënnt do eventuell och eng Piscine eran?

An dann, vu wat fir engem Zäitplang musse mer dann elo awer schwätzen, fir dass mer mat deem Projet vun enger Sportshal vum Iechternacher Lycée wierklech kënnen ufänken?

An déi lescht Fro, Här Minister, déi ech Iech wéilt an deem Kontext och stellen: Déi aktuell Sportshal vun der Gemeng Iechternach mat der Piscine ass an engem Zoustand, dee wierklech net méi ganz, ganz gutt ass. Ech géif souguer soen, „vétuste" wier dat richtegt Wuert, fir ze benotzen. Wann den Här Minister mer och wéilt drop äntwerten, ob eppes virgesinn ass, fir do entweder déi Sportshal an d'Rei ze setzen oder eng nei Sportshal op där doter Plaz ze bauen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci dem Här Baum fir seng Froen. En huet recht, et ass eng leideg Geschicht, fir déi nei Sportshal do ze baue mat der Schwämm. Ech muss awer soen: Datt se nach net gebaut ass oder nach net am Bau ass, huet näischt mat der Regierung ze dinn. Mä dat huet domat ze dinn, datt all Propositiounen, déi ëmmer erëm eng Kéier um Dësch waren, a wou a mengem Service ugefaange ginn ass, drun ze plangen, ëmmer erëm op en Neits a Fro gestallt gi sinn, an zwar vun deene verschiddene Gemengeresponsabelen.

Ënner anerem - mä net nëmmen - war et eng Rei Schwieregkeete ginn, well mer an engem sensibelen Deel sinn, wou Sites et monuments natierlech berechtegterweis matzeschwätzen huet. Mä de Site ass awer elo definitiv festgehalen. Et ass den Emplacement hannert der „Orangerie", niewent der aktueller Gemengeschoul vun der Gemeng Iechternach, der Fondamentalsschoul.

An et gëtt eng nei Sportshal mat enger Schwämm gebaut, natierlech mat Vestiairen, mat allem, wat derzou gehéiert. An den Accord ass och do vu Sites et monuments, also vun der Kommissioun vum Service des sites et monuments, fir do kënnen ze bauen. An d'Gemeng Iechternach huet och erklärt, d'accord domadder ze sinn. A si huet och dat Ganzt ageplangt an hirem „Masterplang Gare", wéi en esou schéin heescht, fir datt dat do geschitt.

De Reklassement vun den Terrainen ass amgaangen. Et muss eng Modifikatioun gemaach gi vum PAG. D'Gemeng ass amgaangen, dat ze maachen. Dat wäert elo och relativ séier an der nächster Zäit an de Gemengerot bruecht gi vun dem Schäfferot.

Da muss nach en Échange de terrains gemaach ginn. De 16. Februar 2016 hat meng Verwaltung schonn ugefrot duerfir. Dat ass awer och elo am Lafen, d'Prozeduren, fir datt deen Echange tëschent dem Stat an der Iechternacher Gemeng ka gemaach ginn.

Dann ass et esou, datt mer um Avant-projet définitif schaffen. Wann alles normal klappt, da misst deen am Mee dëst Joer färdeg sinn. Mir mussen nach just eng Autorisatioun kréie vun der Waasserverwaltung, also dem Waasserwirtschaftsamt. Mä dat misst awer och klappen, soudatt mer de Mee dann awer de Projet definitif färdeg hunn.

Da kënnt natierlech an där Hypothees de Projet d'exécution. Deen ass virgesi fir den Hierscht dëst Joer. An dann, wann alles normal klappt, da kënnen d'Aarbechten am Fréijoer 2019 ugoen. Et sinn 18 bis 20 Méint Bauzäit virgesinn, dat heescht - wann ech da rechnen -, loosse mer soen, vum Fréijoer 2019 u bis Enn 2020, Ufank 2021. Dorëmmer misst dat Ganzt da färdeg sinn.

Et läit och schonn en Devis estimatif vir - dat ass awer nach eng Schätzung, et ass nach keen APD -, dee läit bei 7,5 Milliounen Euro an dee gëtt iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires finanzéiert.

An zu Ärer Fro mat där aler Sportshal respektiv Schwämm, déi dosteet: Mir krute vun der ITM d'Autorisatioun, fir déi iergendwéi an der Rei ze halen, datt se nach kann esou laang funktionéieren, bis déi nei gebaut ass. A selbstverständlech, déi ass komplett „vétuste". Duerno musse mer da kucken, ob se an d'Rei gesat gëtt oder ob eppes aneres do gemaach gëtt. Ech mengen, dat gëtt festgeluecht, soubal et esou wäit ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Mir kommen dann zu de Froen 300 an 301 vun dem Här Spautz an der Madamm Bofferding un den Här Sozialminister betreffend d'Reform vun der Assurance dépendance. Mir huelen d'Reiefolleg, wéi d'Froen eragaange sinn. Den Här Spautz huet d'Wuert.

- Question n°300 du 27 février 2018 de M. Marc Spautz relative à la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Question n°301 du 26 février 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la mise en œuvre de la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Mir haten d'lescht Woch an Ärer Präsenz eng Sozialkommissioun, wou mer och scho mam Sécurité-sociales-Minister iwwert d'Fleegeversécherung geschwat hunn, wou mer notamment iwwer zwee Punkte geschwat hunn: Dat war de Statut vun der Infirmière indépendante, deen awer onofhängeg ass vun der Fleegeversécherung, well dat op eng aner Dispositioun zréckgeet, mä och iwwert de Problem vun der Course sortie, wou och d'Kolleege vun der ADR eng Propositioun gemaach hunn, a wou mir och der Meenung sinn, dass et gutt wier, wann dat endlech géif gekläert ginn, déi verschidden Interpretatiounsméiglechkeeten. Ech weess, de Minister seet, fir hie géif et keng Interpretatiounsschwieregkeeten. Mä mir wëssen awer, dass et do um Terrain ganz vill Problemer ginn.

Ech wëll awer doriwwer erausgoen, dass et am Kader vun der Fleegeversécherung nach aner Problemer gëtt, déi och de leschte Freideg vun der COPAS nach eng Kéier ervirgehuewe gi sinn. Do ass et virun allem drëms gaangen, dass elo an de Maisons de soins an der Moyenne 30% vun de verschiddenen Aktivitéiten net méi kéinten esou gemaach ginn, wéi dat virdrun de Fall war. Deeselwechte Problem géif sech stellen am Secteur Handicap. A wann dat alles géif esou ëmgesat ginn, wéi et de Moment soll sinn, dat och derzou kéint féieren, dass dann souguer e Personaliwwerschoss bei deene jeeweilege stationäre Bedreiwer wier.

Dofir meng Fro un de Minister: Ass dat mat him esou diskutéiert ginn? Ass dee Problem bekannt? Wuel wëssend, dass bei engem Gesetz ëmmer, wann Adaptatioune kommen, an déi eng Richtung Verbesserungen - et sinn och Verbesserungen, déi de Projet vun der Fleegeversécherung mat sech bruecht huet -, mä an dësem konkrete Fall, bei deene Beispiller, déi ech elo opgezielt hunn, Verschlechterungen dra sinn.

An da wollt ech och d'Fro stellen, Här Minister, wéi dat weidergeet mat der Evaluatioun an der Reevaluatioun vun deene jeeweilege Leit, déi elo an der Fleegeversécherung sinn, an ob do scho Chiffere bekannt sinn, wat dat nach doriwwer eraus géif bedeiten, dass verschidde Leit aneschters behandelt ginn, wéi dat bis elo de Fall war.

An e leschte Punkt ass deen: Et ass eng Konfusioun tëschent 20 Milliounen an 30 Millioune mam Crédit tampon. Beim Crédit tampon hu mer ëmmer geschwat vun 30 Milliounen, et ass de leschte Freideg gesot ginn 20 Milliounen. Si schonn 10 Milliounen ausbezuelt, an dofir bleiwen der 20 iwwreg? Oder kommen der nach eng Kéier 20 derbäi?

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dann huet d'Madamm Taina Bofferding d'Wuert.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Merci, Här President. Och ech hunn de Communiqué vun der COPAS gelies a war erstaunt, dass dann anscheinend déi nei Reform de Leit manner Leeschtunge géif bréngen, notamment de Beneficiairen an deene jeeweilege Fleegeheemer an Altersheemer.

D'COPAS schwätzt vu massiven Abousse bei den Activités de soutien. Duerfir och meng Fro un de Sozialminister, ob Dir doriwwer Kenntnis hutt. Bei der Beaarbechtung vun der Reform war jo ëmmer gesot ginn, a mir hunn eis ëmmer dorëm beméit, dass mer eben am Endeffekt eng besser Fleegeversécherung kriten, dëst ouni Abousse bei de Leeschtungen an och ouni Personalofbau. Ëmsou méi erstaunt war ech ze héieren, dass awer elo wéinst der Reform Personal soll entlooss ginn. Konkret gouf e Fall u mech erugedroe vun enger jonker Fra, déi an engem Fleegeheem am Süde geschafft huet, déi elo wéinst wirtschaftleche Grënn, opgrond ebe vun der Reform, entlooss ginn ass. Anscheinend soll si och net déi Eenzeg sinn.

Duerfir hei meng zweet Fro un de Sozialminister: Wësst Dir vläicht och heiriwwer Bescheed? Virun allem, wéi kann dat iwwerhaapt sinn? Well de Memberen an der zoustänneger Kommissioun huet ëmmer ganz vill dru geleeën, dass et eben net zu Personalofbau sollt kommen. Duerfir hat jo och de Minister Gespréicher gefouert, fir d'Personal herno kënnen ze reaffektéieren, sief et hinne Formatiounen ze ginn oder sief et si am Kader zum Beispill vun der Aféierung vun der Garde de nuit weider kënnen ze beschäftegen.

Hei stellt sech awer och nach d'Fro, firwat et eigentlech net zu enger Garantie d'emploi komm ass. Firwat konnte sech hei zum Beispill d'Sozialpartner net drop eenegen, fir esou eng Beschäftegungsgarantie ze ginn?

Net frou, an dat ass dee leschte Punkt, war ech och, wéi ech héieren hunn, dass fleegebedierfteg Leit net ëmmer déi Prestatioune kréien, déi hinnen am Endeffekt laut hirem Fleegeplang zoustinn. Konkret schwätzen ech hei vun de Course-sortien. Do ass et elo esou, wéi ech vun engem Fall gezielt kritt hunn, dass e Reseau verlaangt, bei enger Persoun carrement fir d'Beschafung vun engem Pond Botter 30 Euro ze froen, an dass déi Persoun déi selwer muss aus hirer Täsch bezuelen, obwuel se eigentlech déi Course-sortien zegutt hätt.

Duerfir och hei da meng lescht Fro un de Sozialminister: Kënnt Dir wann ech gelift nach eng Kéier bestätegen, dass déi Stonne fir akafen ze goen, déi d'Leit zegutt hunn, och mat der neier Reform hinne weiderhi garantéiert sinn? A wa sech effektiv e konkrete Fall stellt, wou se déi net kréien, wéi kënnen déi concernéiert Leit sech wiere respektiv wou kënne se sech mellen?

Merci. Entschëllegt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegung ugeholl.

(Hilarité)

Den Här Schneider, de Sozialminister huet d'Wuert. Ech wëll awer nach eng Kéier insistéieren, dass Entschëllegung net heescht, dass een…

(Interruption)

Voilà! Ech hunn dat schonn héieren, also vergiesst dat! Et geet eng Kéier.

(Hilarité)

Une voix.- Bei jiddwerengem?

(Brouhaha et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech mengen, et huet scho bal jiddwereen dervu profitéiert. Also de Compteur gëtt op null gestallt an de Sozialminister huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Éier de Compteur op null gesat gëtt, wollt ech froen: Hunn ech elo eemol véier Minutten oder zweemol véier Minutten, fir ze äntwerten? Ech ginn dervun aus, eemol véier Minutten. Ass dat esou, Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech ginn emol dervun aus, dass, wann Dir wëllt op déi sämtlech Froen äntwerten, mer lech déi néideg Zäit ginn, fir dorop ze äntwerten.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Très bien! Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Häre, fir op d'Froen anzegoe vum Här Spautz a vum Taina Bofferding: Ech mengen, dat ass hei eigentlech eng Suite - an den Här Spautz huet et gesot - vun der Reunioun, déi mer an der Kommissioun vun der Sécurité sociale haten, a wou ech op eng Rei Froe geäntwert hunn. Ech mengen, et ass gutt, vläicht nach eng Kéier méi kloer ze soen, wat domadder gemengt ass.

Ech hat am Virfeld - well ech jo beim Ausschaffe vun der Fleegereform vill Wäert drop geluecht hunn, mat alle Partner zesummen des Fleegereform ze maachen a souwuel mat der Chamber wéi mat alle Partner, der COPAS an de Gerwerkschaften, dacks zesummesouz -, éier des Reform den 1. Januar a Kraaft getrueden ass, am Dezember eng Reunioun mat hinne gehat, fir effektiv genau dat doten auszemaachen: datt mer géifen no enger gewëssener Zäit e Bilan maachen, fir ze kucken, wat gutt leeft a wat net gutt leeft. An ech hat mech och bereet erkläert, datt mer géifen déi Änneerunge maachen, déi ze maache wären, respektiv déi Informatiounen op deenen eenzelne Punkten ze maachen, déi gefrot wären.

Et ass do leider net zu engem Accord komm, well mer eis ebe just gestouss hunn un där Garantie d'emploi, déi säitens de Vertrieder vun dem Daachverband vun de Prestatairen net konnt matgedroe ginn. Dat ass schued, dat ass net gutt esou. Mä nichtsdestotrotz ass et awer an deem Sënn vum Zesummeschaffen, wou ech mäi Wuert halen an alle Bedeelegten an och de Prestatairen an de Gewerkschaften ugebueden hunn, datt mer awer géifen eng Analys vun dem Impakt vun der neier Fleegeversécherung maachen, an dat kuerz virun oder no Ouschteren, wou mer effektiv fiabel Zuelen hunn an mer net op Moyennen oder Estimatiounen hi schaffen.

Ech ginn elo net op de Communiqué vun der COPAS an, well do effektiv och heiansdo Äppel mat Bire vermëscht ginn. Mä ech ka just nach eng Kéier hei bestätegen, datt d'Reform selbstverständlech eng Rei Emschichtunge vun de Leeschtunge mat sech bréngt an datt drop opgepasst gëtt, scho wärend der Ausschaffung vun der Reform, datt et keng negativ Impakter huet.

Eppes ass awer och kloer: datt nach ëmmer garantéiert ass, datt all d'Aarbechtsplazen an den Altersheemer an an de Fleegeheemer garantéiert sinn a finanziell ofgesécher sinn. Dëst gëllt gradesou fir d'Leeschtungen, déi accordéiert goufen.

An dat, wat Dir ugeschwat hutt vun deem Crédit tampon, dee sech op 30 Millioune belaf hat, deen hate mer effektiv am Ufank agesat am Kader vun enger Rei vu Moossnamen, déi am Zukunftspak waren, fir déi opzefänken. An do hu mer effektiv 10 Millioune gebraucht, fir eppes auszeschaffe mat den Etablissementer, wou effektiv negativ Zuele waren, déi eben ze dinn hate mam Personal, a wat konnt vermidde ginn opgrond vun deenen 10 Milliounen, déi vun der CNS agesat gi sinn. Déi 20 Milliounen, déi bleiwen, sinn der, déi elo nach kënne benotzt ginn.

Firwat ass dat esou, datt ech éischtens soen, d'Leeschtunge bleiwen, an zweetens, all Aarbechtsplaz ass och an Zukunft garantéiert?

Ech hu gesot, iwwert déi nächst dräi Joer kënne mer dat direkt maachen. Et ass ganz kloer, datt et zu Verschibunge gefouert huet bei net direkt un déi néideg Fleeg ugebonne Prestatiounen. Do sinn d'AiVen, d'Essentiels de vie op där enger Säit, op där anerer Säit sinn d'Activités d'appui à l'indépendance. An datt effektiv fir déi Prestatiounen, déi sougenannten AEen, also d'Activités d'accompagnement en établissement, datt hei d'Haiser eigentlech eng Zort vu Flexibilitéit kruten, mat och engem Montant drop, soudatt do all Aktivitéite kënne gemaach ginn, déi virdrun a verschiddenen anere Gruppe gemaach goufen. Déi goufen an eng regruppéiert, soudatt och do all déi Leeschtunge kënne virun erfëllt ginn, wéi et virdrun de Fall war.

Am Beräich vum Handicap ass et effektiv esou, datt do net alles der Fleegeversécherung ënnerläit. Och do sinn aner Leeschtungen, déi net ofgedeckt gi vun der Fleegeversécherung. Do ass et kloer, datt och nach muss zesumme gekuckt ginn, fir do an Zukunft dës Leeschtungen unzepassen un déi nei Fleegeversécherung.

Wat dann awer d'Course sortie betrëfft, ass et kloer, an ech hunn et relativ kloer gesot: An der Kommissioun vun der Sécurité sociale ass et esou, datt och an Zukunft dës Courses sortie, wéi mer se nennen - obwuel et dee falschen Ausdrock ass, well et drëm geet, datt d'Leit individuell kënnen akafe goen, an d'Apdikt, op de Kierfecht, op de Bëschkierfecht oder op d'Bank goen -, kënne realiséiert ginn. An an deem Kontext wäert d'CNS an deenen nächsten Deeg un d'COPAS eng Nott maachen - déi et da soll viruginn un hir Prestatairen -, wéi an Zukunft dës Rekonversioun ze gesinn ass, dës Règle de substitution, déi virdrun och bestanen huet, déi ugewannt gouf vun de Prestatairen an déi elo op eemol net méi ugewannt gëtt. Déi ass an Zukunft och esou unzewenden, soudatt mer vun deene 40 Stonne pro Woch en groupe kënnen „ëmswitchen" op individuell Stonnen, wat e Maximum vun zéng individuelle Stonnen ass.

Dat wäert an deenen nächsten Deeg kloergestallt gi säitens der CNS direkt un d'COPAS. An ech mengen, dann ass deen dote Problem fir mech kloer. Dann ass et fir mech och kloer,

datt mer eis awer wäerte gesinn a kucken, wou mer bei der Fleegeversécherung dann eventuell net richteg louchen oder vläicht och Saache falsch berechent - oder zu deem Moment falsch berechent - goufen. Zum Beispill denken ech do un déi AEen an Etablissementer, wou mer eis baséiert hunn op Bilane vun 2015 an dorop eng Valeur gesat hunn. Déi muss ee selbstverständlech elo adaptéieren op 2016, op 2017. A wann déi mussen ugepasst ginn, da gi se ugepasst.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier soen, an d'Taina Bofferding huet et och gesot, datt der Kommissioun an dem Parlament ganz vill dru louch, datt mer och an Zukunft déi beschte Fleegeversécherung op der Welt hunn, déi, déi den héchste Standard un Ofsécherung vu Leeschtunge fir d'Leit bréngt. Hei huet och an där neier Fleegeversécherung näischt geännert. Dës Fleegeversécherung ass kee Spuerpak, et si keng Verschlechterungen an de Leeschtungen an et ass och kee Personalofbau.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Cécile Hemmen, riicht sech un de Wirtschaftsminister an dréit ëm d'Verleeë vu Fibres optiques zu Lëtzebuerg.

- Question nº302 du 27 février 2018 de Mme Cécile Hemmen relative à la pose de la fibre optique sur le territoire national, adressée à M. le Ministre de l'Économie

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, POST Technologies informéiert d'Bierger iwwer hiren Internetsite vun de Virdeeler vu Glasfaser. Heirobber kommen ech och op dëser Plaz net zréck, déi si bekannt. An am digitalen Zäitalter kann een och mat Recht ongedélleg sinn, fir heivunner ze profitéieren.

Et ass och esou ugeduecht, dass de Glasfaserkabel am ganze Land soll verluecht ginn, a wéi et an der Publicitéit esou schéin annoncéiert ass, och a menger Strooss. Da liesen ech weider, dass POST Technologies d'Käschte vum Verleeë vun der Glasfaser a menger Strooss iwwerhëlt an dass dës Aarbechte mech näischt kaschten.

Dass dat Ganzt etappeweis soll geschéien, ass verständlech, well ech jo och dervun ausginn, dass hei jeeweils gréisser Chantieren ufalen. An dach, Dir erlaabt, dass ech Spriecherin si vu ganz ville Bierger, an dat net nëmmen aus menger Gemeng, déi mat Ongedold drop waarden, dass sech méi séier eppes deet.

Dofir meng Froen: Ginn et Kritären, wou d'Gemengen oder d'Dierfer méi oder manner prioritär un d'Rei kommen?

D'Installatioun vu Glasfaserkabel hätt mengen Informatiounen no e gewëssene Coût och fir d'Gemengen, also géif jo awer net alles vu POST Technologies iwwerholl ginn. Dofir och Merci fir dës Präzisioun, Här Minister.

A schlussendlech, wat ass den Delai, deen Der lech ginn hutt, bis - wéi et an der Publicitéit heescht - d'ganzt Land un de Glasfaser ugeschloss ass, a meng Strooss och?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Hemmen. An de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider, huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Voilà! Här President, ech soen der Madamm Hemmen Merci fir déi Fro. Vläicht als alleréischt Äntwert déi, dass mer op den Datum vun haut ronn zwee Drëttel vun alle Stéit hei zu Lëtzebuerg um Glasfasernetz hänken hunn. Domat ass Lëtzebuerg ee vun de Virreider an der Europäescher Unioun: zwee Drëttel vun de Leit, déi Accès un d'Glasfasernetz hunn!

An der EU hu mer en Taux vu ronn 25% vu Stéit, déi ugebonne sinn. A wann ech e bësse méi no kucken, näämlech eis Nopeschlänner, da sinn et a Frankräich eppes méi wéi 20%, an Däitschland manner wéi 10% an an der Belsch nach e gudde Krack manner wéi dat.

Dat heescht, mat engem Taux vun zwee Drëttel Uschlëss un d'Glasfasernetz si mer zu Lëtzebuerg ganz gutt opgestallt, wat awer net heescht, dass mer net weiderfueren. Well fir direkt op eng vun Äre Froen nach ze äntwerten: Natierlech ass et esou, dass d'Lëtzebuerger Post den Optrag huet, fir all Stéit hei am Land un dat schnellt Netz unzeschléissen.

Dir hutt mech gefrot, wivill Gemengen 100% Couverture hunn. Dat ass relativ schwiereg, well et eben och Gemenge gëtt, déi duerch Morcellementer - duerch kleng isoléiert Haiser, déi nach riets oder lénks an der Gewan stinn - net direkt ugeschloss ginn. Well mer probéieren emol fir d'Éischt do, wou vill Leit wunnen a wou et wirtschaftlech och machbar ass, déi fir d'Éischt unzeschléissen. Et ass esou, dass vun alle 544 Uertschaften, déi mer am Land hunn, ronn ee Véierel dovun eng Couverture hu vun 90 bis 100%, mä wéi gesot, et ass schwéier ze soen, wivill Gemengen. Dat wären insgesamt aacht Gemengen, wou den Taux duerch d'Bank tëschent 80 an 90% läit. Mä wéi ech lech den Taux virdru gesot hunn - zwee Drëttel vun de Leit, vun de Stéit, hunn den Uschloss -, domat leie mer ganz, ganz gutt.

Firwat huet dat Contrainten? Firwat sinn Contraintë bei deem Ausbau? Mä ganz einfach, well deen deiersten Invest vun deem Ausbau ass dee vum Grief maachen. Well fir déi Leitunge musse jo d'Stroossen opgerappt ginn, d'Trottoiren opgerappt ginn a Grief gemaach ginn. Dat mécht zwee Drëttel vum Coût aus, fir dat Glasfasernetz ze deployéieren. An dofir probéiert d'Post ebe ganz oft, zesumme mat anere Reseausoperateuren - wéi de Gas, d'Elektresch, d'Gemengen - do Glasfaser ze leeën, wou souwisou d'Infrastrukture mussen erneiert ginn, wat dann natierlech de Käschtepunkt erofsetzt.

Et ass och, fir op eng aner vun Äre Froen ze äntwerten, esou, dass d'Post deen Invest selwer iwwerhëlt. Dat heescht, dass de Privatclient dat net muss bezuelen. Da vläicht nach eng aner wichteg Informatioun: Dee Reseau, dee vun der Post verluecht gëtt, deen ass och op fir all aneren Akteur, fir all aneren Operateur. Et ass net nëmmen e Reseau, deen herno der Post zur Verfügung steet, mä och allen aneren Operateuren, déi dat wëllen, an dat och diskriminéierungsfräi. De Moment ginn et aacht verschidden Operateuren hei zu Lëtzebuerg, déi Accès op dee Reseau hunn.

Ech wëll an deem Kontext och just kuerz drun erënneren, dass d'Lëtzebuerger Post sech jo och engagéiert huet, fir de 5G esou schnell ewéi méiglech auszebauen hei zu Lëtzebuerg. Mir wëllen och do als Lëtzebuerger Land, als Lëtzebuerger Ekonomie ee vun de Virreider sinn, fir de 5G ze deployéieren hei zu Lëtzebuerg. Éischt Tester wäerte schonn dëst Joer ulafen an den Deployement wäert am Joer 2020 ufänken, wat da bedeit, dass an deem Reseau de Client en Accès huet op ee Gigabit pro Sekonn, wat enorm ass. Mä en attendant ass et awer och esou, dass mer schonn de 4G+ op verschiddene Plazen ubidden. An deen huet haut schonn eng Performance vun 300 Megabit pro Sekonn.

Wéi gesot, och do schaffe mer massiv drun, fir dee Reseau esou schnell wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg ze installéieren.

An da vläicht en allerlescht Wuert: Dir wësst, dass mer viru Kuerzem och vun der Europäescher Kommissioun den Zouschlag kritt hunn, fir de Lead ze hunn an deem groussen europäeschen „high performance computing", wou Milliardenzomme wäerten europawäit investéiert ginn, fir eis där Supercomputeren ze ginn, déi Infrastruktur ze ginn. Och do ass Lëtzebuerg Virreider a wäert de Lead hunn, fir dat ze developpéieren, wat natierlech extrem wichteg ass, och am Kader vun der Industrie 4.0 vun der Etüd Rifkin, wou mer eis Ekonomie wëllen am Beräich vun de moderne Kommunikatiounsmëttele weider ausbauen.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Gast Gibéryen an dréit ronderëm d'Aktivitéit vu Ryanair um Findel.

- Question nº303 du 27 février 2018 de M. Gast Gibéryen relative à la réaction de la société lux-Airport suite à la récente annonce de Ryanair, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Nodeems d'Fluchgesellschaft Ryanair zwee nei Vollen um Findel ugekënnegt huet - vum 2. Juni un op Palma a vum 28. Oktober un op Dublin -, huet sech d'Bedreiwergesellschaft vum Findel, d'lux-Airport ëffentlech driwwer gewonnert, datt si näischt vun deene Pläng do matkritt hunn.

Duerfir meng Froen, déi ech un den Här Minister hunn, dat ass am Fong: Wat fir eng Prozedur ass déi offiziell Prozedur, wann e Bedreiwer, eng Fluchgesellschaft wëllt nei Linnen um Findel ufléien?

An déi zweet Fro, déi ech wëll stellen, dat ass, wann dat eventuell international Konventioune sinn oder Méiglechkeete sinn, fir sech anzeschreiwen, wéi dann eben d'Bedreiwergesellschaft vun engem Fluchhafen, an dësem Fall d'lux-Airport, missten informéiert ginn, datt se wéissten, wéi an Zukunft de Findel ugeflu gëtt respektiv fortgeflu gëtt, ob do misst am Virfeld gefrot ginn oder ob do misst eng automatesch Informatioun an enger zweeter Phas hannendrugehaange ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wëll dem Här Gibéryen Merci soe fir déi Fro, well dat erlaabt mer et vläicht och, e puer Saache richtegzestellen, déi verschidde Medie rapportéiert hunn, déi sech gewonnert hunn iwwert den Tweet, dee lux-Airport gemaach huet, datt se bis elo nach näischt wéissten dovunner, datt Ryanair wëlles hätt, am Summer respektiv am Hierscht hiert Angebot ze erweideren.

Dat ass u sech näischt Aussergewéinleches. Mir sinn an Europa an engem Kontext vun engem „open sky". Dat heescht, et ass e ganz liberaliséierte Marché op de Fluchhäfen. An all d'Fluchhäfen an Europa mussen och publizéieren, wat fir eng Slotte se fräi hunn, wou d'Fluchgesellschafte kënne starten a landen.

Wat heescht dat, „Slotten"? Ma dat heescht am Fong näischt aneschters wéi en „créneau horaire", dat heescht eng gewëssen Zäit, wou nach fräi ass. Bon, elo gëtt et, dat wësst Der, an Europa Fluchhäfen, ech soen elo emol Frankfurt oder esou, do kritt Der ganz schwéier nach e Slot, oder zum Beispill wann Der zu London-Heathrow wëllt e Slot kréien, dat ass relativ komplizéiert, well déi esou iwwerlaascht sinn, datt do näischt méi fräi ass. Mä de Lëtzebuerger Fluchhafen huet nach vill fräi. D'Spëtzestonne ginn zwar ëmmer méi besat an do ass och schonn net méi vill Sputt dran, mä am Laf vum Dag ass awer nach vill fräi.

An d'Ryanair, wann Der emol kuckt, wat fir eng Fluchzäiten datt déi meeschtens fléien, dat sinn der meeschtens net an de Spëtzestonnen. An duerfir, déi kucke sech dat un op de Fluchhäfen, zum Beispill dann och zu Lëtzebuerg: Aha, gesi se, do ass nach fräi, an da soe se: Ma mir peilen un, do e Vol ze placéieren, zum Beispill da Lëtzebuerg-Palma wéi deen, deen elo ugekënnegt ginn ass, ech mengen zweemol d'Woch an der Summersaison.

Dann huet de Fluchhafen awer och guer keng Chance. Dat heescht, wann do wierklech fräi ass. Déi mussen dat natierlech zu engem gewëssene Moment ufroen, fir en och da wierklech ze besetzen. Si hunn och eng Verflichtung, fir dat, wat se uginn, wou se en ugefrot hunn - hei ass elo nëmmen an der Summerzäit, also zweemol d'Woch -, musse se herno och noweisen, datt se iwwer 80%, ech mengen, et si 85%, wärend där Zäit och wierklech geflu sinn, soss kënne se en och erëm ewechgeholl kréien. Mä wa se dee bis eng Kéier hunn, dann hu se en.

An et gëtt an Europa esouguer e Marché fir d'Verkafe vu Slotten, Horairen. Ech wëll lech just e Beispill ginn: D'Luxair selwer hat fréier zu Heathrow Slotten, fir ze landen. Dat war awer fir d'Luxair net méi interessant, well d'Luxair natierlech am internationale Konnexiounsverkéier op London guer näischt huet, well se keng Alliance hu mat iergendenger British Airways oder eppes. Dat heescht, datt se éischter „point to point" fléien. Du si se eriwwergeswitched op de London-City, wat fir d'Luxair ganz interessant natierlech ass. Dat ass och eng Destinatioun, déi ganz gutt geet. Dunn hu se déi Slotten zu Heathrow verkaaft, fir relativ vill Geld.

Do gëtt et e richtege Marché. Dat ass och erlaabt, dat ass legal. Dat ass elo näischt Verbuedenes. Dat war eng Zäit eng déck Diskussioun an Europa, ob een dat misst ënnerbannen oder net, mä et ass awer decidéiert ginn an der Kommissioun, ech mengen 2012 war et, datt dat awer legal wier.

Also an deem heite Fall sinn dat jo elo Destinatiounen, déi si jo net fir muer, dat ass eréischt fir de Summer an den Hierscht. Déi gesinn, déi wëssen, datt do fräi ass. Déi kënnegen dat un. Da maache se hiren Ticketverkaf scho gär relativ fréi. Dat ass jo och d'Strategie vun der Ryanair, fir mat Iwwerraschungscoupen ze fueren. An da lancéiere se d'Vente dovunner, a selbstverständlech parallell, wa se dat bis lancéiert hunn, komme se da bei de Fluchhafen a soen: Voilà, mir hu wëlles, do déi an déi Slotten ze besetzen. A wa se da fräi sinn, musse se se och kréien.

Duerfir, do huet de Fluchhafe wéineg Handhab. Et gëtt ëmmer gefrot: Kënnt Dir net engem verbidden, hei ze starten oder ze landen? Dat geet net am Kader vum „open sky". Wann de Slot fräi ass, musse mer dat autoriséieren. Duerfir bezuele se natierlech herno och hir Taxen, déi se musse bezuelen, d'Passagéiertax an esou weider, wéi dat sech gehéiert.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Henri Kox a riicht sech un de Wirtschaftsminister. An en ass schonn hei, also brauch ech net méi ze soen.

- Question nº304 du 27 février 2018 de M. Henri Kox relative au rapport biannuel de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) sur le système d'étiquetage de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Wéi all zwee Joer presentéiert den ILR, also den Institut luxembourgeois de régulation, e Bericht iwwert de Stroummix hei am Land. Dat ass u sech d'Zesummesetzung vum Stroumverbrauch, wivill eenzel Stéit an zu wéi enger Quantitéit verbraucht hunn. De Mix national gesäit esou aus, dass mer 2016 nach 10,5% Atomstroum och hei zu Lëtzebuerg verbraucht hunn. Et muss ee soen, dass mer deen Undeel an de leschte Joren erofkritt hunn. Ech mengen, 2011 hate mer 24,4%. Dat heescht, hei zu Lëtzebuerg gëtt ëmmer manner Atomstroum verbraucht.

De gréisste Fournisseur ass d'Enovos, wou de Lëtzebuerger Stat jo och deels mat bedeelegt ass, deen huet nach en Undeel; 2015 waren et 10,1% an 2016 8,3%. Vläicht ee vun deene gréissten Industrieproduzenten oder Industriellen erausgezunn, dat ass d'ArcelorMittal, déi sinn nach bei 37% Atomstroum a leider nach ëmmer bei kengem Verbrauch vun erneierbaren Energien. Wëssend, dat ass Liberaliséierung, dat däerf e Betrib maachen, wéi e wëllt. Vläicht nach eng Zuel zu Électrabel, dat ass jo och e Fournisseur vu Lëtzebuerg. Deen huet 66% Atomstroum respektiv awer 15% erneierbar Energien.

Zu menger Fro: Dir wësst, dass eng Statsvisitt a Frankräich uläit, déi an zwou Wochen ass, mengen ech, den 19., 20. an 21. Mäerz. Do wäert sécherlech d'Atomenergie och erëm zur Sprooch kommen. Sécherlech wäert och do d'Lëtzebuerger Delegatioun déi eng oder déi aner Fro dozou stellen.

Meng Fro un de Wirtschaftsminister ass et, wëssend, dass Enovos jo e Betrib ass fir sech selwer, deen an engem liberaliséierte Marché awer och funktionéiert, se awer vläicht unzehalen, d'Politik mat ze beaflossen, fir ëmmer méi a Richtung vun erneierbaren Energien ze goen, och aus deem Grond, dass d'Wirtschaftlechkeet vu grousse Fotovoltaiksanlagen, zum Beispill esou wéi bei der Ausschreiwung des Lescht an Däitschland, mëttlerweil bei Kilowattstonnepräisser vu 4 Cent pro Kilowatt d'Stonn kommen, soudass mer dat dann do kënne beaflossen.

Ech hunn e bëssen iwwerzunn, soen awer Merci un de Wirtschaftsminister.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, Dir hutt Ären Joker elo gezunn.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An d'Wuert huet elo den Här Wirtschaftsminister, deen och Energieminister ass.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Mä ech hunn en technesche Problem, Här Kox, ech hu keng Fro héiere vun lech! Dir hutt villes erklläert...

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah neen, Der hutt Ären Joker scho gebraucht.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Dir hutt lech eigentlech selwer Är Äntwert ginn.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Däerf ech, Här President?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Elo hunn ech e Problem, lech ze äntwerten.

(Brouhaha)

Also ech kann lech awer trotzdeem…

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- ...eng Äntwert ginn.

(Hilarité)

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- D'Politik beaflossen, d'Politik vun Enovos beaflossen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Jo, okay. Also wéi gesot, hei zu Lëtzebuerg ass et kloer esou, dass all Client fräi ass, sech säi Stroumfournisseur ze sichen, an och natierlech fräi ass, sech dee Produit ze sichen, deen e gären hätt.

Et ass awer och esou, an dorop huet d'Lëtzebuerger Regierung ëmmer ganz staark gedréckt, dass entre-temps zu Lëtzebuerg all Haushalt zu 100% mat gréngem Stroum versuergt gëtt. Ob en et wëllt oder net, jiddwereen hei zu Lëtzebuerg kritt a säi Stot 100% gréng Energie geliwwert.

De Stroummix, wéi en nach zu Lëtzebuerg ausgesäit, hutt Der virdru genannt. Mir si schonn op engem ganz héijen Undeel vu Renouvelabelen; ronn 55% vun dem ganze Stroum, deen hei verkaaft gëtt, ass schonn aus erneierbaren Energien. D'Nonrenouvelabele maachen nach 34% aus an den Nukleär mécht ronn 10% aus, esou wéi Der dat richteg gesot hutt. A mir hunn, an ech mengen, dat ass dee wichtegen Deel: Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass mer den Nukleär wëllen erofdrécke respektiv komplett lassginn. Mä nach eng Kéier: All Client ass fräi, dat ze kafen, wat e wëllt.

D'Privatclienten, déi kafen deen net, well se kréien dee guer net. Mä et ass esou, dass industriell Clientë sech natierlech kënnen iwwert d'Grenzen eraus dee Stroum do kafen, wou se e gären hätten. A meeschtens maache se dat dann och do, wou en am bëllegsten ass. Dat féiert dozou, dass mer nach ëmmer 10% Nukleär hunn. Mä wann een awer kuckt, vu wou mer kommen: 2011 hate mer nach ee Véierels vun eisem gesamte Stroumverbrauch, deen nukleär war! Mir hunn dat also schonn dramatesch erofgedréckt kritt. A mir wäerten och weider an déi dote Richtung goen.

An och wat déi Firma ugeet, an där de Lëtzebuerger Stat jo awer elo entre-temps dräi Véierels vun de Parten direkt an indirekt hält, näämlech Enovos-Creos, wat dann d'Mammegesellschaft Encevo ass, do huele mir natierlech all deen Afloss, dee mer hunn, fir ebe just den Ausbau vun den erneierbaren Energië weiderzedreiwen. An dofir ass och viru Kuerzem eben déi Kooperatioun entstanen tëschent der Enovos an der SEO, der Société électrique de l'Our, fir eng ganz Rei Projeten am Beräich vun dem Ausbau vun den erneierbaren Energien zesummen ze maachen, fir méi schnell virunzekommen a fir och eis Ziler, déi mer hu fir 2020 vun den erneierbaren Energien, kënnen ze erreechen. An och vläicht do dann, ouni dass Der mech et gefrot hutt, als Äntwert sinn ech iwwerzeegt, dass mer och dat Zil wäerten erreechen.

Ech soen Iech Merci, Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Service!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot.

An déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Martine Hansen, riicht sech un den Educatiounsminister an dréit ëm déi nei Rekrutéierungsprozedure fir d'Personal am Fondamental.

- Question nº305 du 27 février 2018 de Mme Martine Hansen relative aux nouvelles procédures de recrutement de nouveau personnel, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. De Minister vun der Educatioun huet annoncéiert, fir d'Konditioune vum Rekrutement bei den Enseignantë vun der Grondschoul méi labber ze maachen. Ënner anerem huet hien annoncéiert, datt d'Studente vun der Uni.lu, déi jo véier Joer Studium hunn, de Stage ëm ee Joer gekierzt kréien. Dëst applizéiert sech och op déi Enseignanten, déi am zweete Joer an domadder neierdéngs am leschte Joer Stage sinn.

Ech kommen dann zu menger éischter Fro. Wann ech dovunner ausginn, datt net nëmmen d'Dauer vum Stage wichteg ass, mä och dat, wat do geléiert gëtt, wollt ech gär vum Här Minister wëssen: Wéi eng konkret Programmpunkte gi gekierzt respektiv ewechgelooss? Oder mussen d'Studenten dat, wat si bis elo an dräi Joer gemaach hunn, elo ganz einfach an zwee Joer maachen?

De Minister wëllt och dann de Stage opmaache fir déi Leit, déi e Bachelor am Zesummenhang mam Schoulhalen oder mat engem Fach aus der Grondschoul hunn. Déi kréien dann en CDI vun engem Joer an 240 Stonne Formatioun a ginn dann zum Concours zougelooss. (veuillez lire: Déi kréien dann en CDI, maachen an hirem éischte Joer eng Formatioun vun 240 Stonnen a ginn duerno zum Concours zougelooss.)

Meng zweet Fro an deem Zesummenhang: Am Zesummenhang mam Ofschafe vum Reliounsunterrecht - dat ass jo nach net esou laang hier - hat de Minister d'Uni beoptragt, fir e Bachelor en sciences de l'éducation, dee sougenannten Track 2, ze organiséieren, een zwee Joer On-the-Job-Studium. Dës Formatioun maachen och Leit, déi schonns ee Bachelor hunn.

Meng zweet Fro also: Ginn dës Leit mat Bachelor elo och zur vereinfachter, neier Prozedur vum Minister zougelooss? Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen? A wann neen, firwat net?

Eng drëtt a lescht Fro: D'Studente mat dräi Joer Studium, notamment aus der Belsch, kënnen och an de Concours kommen. Déi kommen also direkt an de bezueltene Stage. Eis Studente vun der Uni.lu hu véier Joer net bezuelte Studium, duerno - zwar - just nach zwee Joer Stage. Dat mécht awer ee Joer Pai manner an dat zielt an deem Alter.

Duerfir meng Fro un de Minister: Riskéiert dës Decisioun net, een negativen Effekt op d'Attraktivitéit vun eiser Ausbildung hei zu Lëtzebuerg ze hunn, wou mer jo awer dovunner ausginn, datt se gutt ass?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Just drop higewisen, dass zu engem äänleche Sujet eng Demande d'interpellation vun dem Kolleeg Claude Adam virläit. Mä esou Iwwerschneidunge si leider an eisem Reglement net virgesinn. An duerfir ginn ech direkt dem Educatiounsminister d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass esou, datt de Stage sech jo esou opbaut, datt virun allem am éischte Joer eng Rei vun theoretesche Formatioune gemaach ginn, déi och duerno mat enger Evaluatioun op en Enn kommen. Am zweete Joer ass et virun allem ee Memoire an am drëtte Joer ass et nach eng Kéier eng praktesch Stonn.

Elo ass et esou virgesinn, datt fir déi Kandidatinnen a Kandidaten, déi Stagiairinnen a Stagiairen, déi am zweete Joer sinn, déi praktesch Stonn virgezu gëtt. Dat stellt eigentlech kee gréissere Problem. An déi concernéiert Leit sinn och schonn alleguerte vum IFEN doriwwer informéiert ginn, fir datt dat doten esou gemaach gëtt tëschent deem Moment, wou hei d'Gesetz an der Chamber hoffentlech da gestëmmt gëtt an d'Rekrutéierungsprozedur fir dat nächst Schouljoer uleeft, fir datt och déi dote scho kënnen op deene jeeweilege Lëschte fir d'Schouljoer 2018-2019 rekrutéiert ginn.

Bei der zweeter Fro muss ech soen, datt ech se net ganz verstanen hunn. Well selbstverständlech, wa Kandidaten do sinn, déi elo Chargé-de-coursë sinn, déi am Track 2 an der Formatioun op der Uni sinn, déi e Bachelor hunn - net jiddwereen, deen am Track 2 op der Uni ass, muss e Bachelor hunn, mä et gëtt där -, dann hunn déi natierlech e Bachelor a kënnen natierlech och eng Kandidatur stellen, am Fall wou mer iwwert deen dote Wee och géife fir d'nächst Joer Leit rekrutéieren.

Dir wësst awer och, datt et do keen Automatismus gëtt. Et gëtt fir d'Alleréischt gekuckt, datt mer déi mam Bachelor en sciences de l'éducation rekrutéieren. Wann do eng Differenz bleift zu deene Posten, déi mer musse besetzen, dann huele mer der eréischt mat engem anere Bachelor an e CDI eran a se maachen déi zousätzlech Formatioun do.

Déi 240 Stonne Formatioun, déi do virgesi sinn, dat entsprécht ongefeier där pädagogescher Formatioun, déi och en Enseignant am Secondaire am Laf vu sengem Stage mécht. Dat ass dat Duebelt vu pädagogescher Formatioun, déi bei enger äänlecher Mesure eng Kéier am Laf vun den 90er Joren och geholl gouf. Also denken ech schonn, datt mer hei eppes maachen, wat wierklech d'Qualitéit och an Zukunft garantéiert vun der Prise en charge vun de Kanner am Fondamental. Mä et ass hei esou, datt déi jo fräi sinn, sech do ze mellen oder och iwwert dee Wee weiderzefueren, dee se do maachen.

Dann déi Fro, firwat mer opgemaach hunn an ob dat richteg war, fir erëm zréckzegoen, datt een net dat véiert Joer muss gemaach hunn op der Héichschoul an der Belsch, fir sech iwwerhaapt kënnen dem Concours ze stellen. Et ass esou, d'Héichschoulen an der Belsch bidde momentan nach eng Formatioun un, déi entweder exklusiv op de Cycle 1 preparéiert oder op de Cycle 2 bis 4. A wann een déi véier Cyclë wëllt kënnen enseignéieren, muss een e véiert Joer dann och maachen.

Mir hu bis elo als Konditioun gestallt, dat véiert Joer mussen ze hunn, fir iwwerhaapt zum Concours kënnen zougelooss ze ginn, obschonn ee vläicht awer nëmmen an en C1 wëllt oder nëmmen an den C2 bis C4 wëllt. Dat huet dozou gefouert, datt awer ee ganze Joergang eigentlech, dee mer aus der Belsch hätte kënne rekrutéieren, do net konnt rekrutéiert ginn. An dat ass och eng vun den Ursaache vun där Penurie, déi mer um Terrain momentan spieren. An duerfir hu mer gesot: Dat dote mécht wéineg Sënn. A mir loossen och déi elo erëm mat enger dräijäreger Formatioun aus der Belsch zou zum Concours a bidden herno awer och en cours d'emploi eng Passerelle un. Wann een emol eng Kéier de Cycle wëllt wiesselen, da kann een dat en cours de route nach ëmmer maachen.

D'Iddi do derbäi ass, datt d'Basisausbildung an de Stage zesummen herno net méi awer och net manner ewéi sechs Joer sollen hunn. Mir gi jo hin a mir soen, datt déi, déi véier Joer op der Uni Lëtzebuerg oder enzwousch aneschters studéiert hunn an deementspriechend vill evaluéiert a begleete Stagen och derbäi hunn, eng Reduktioun vun engem Joer, vun dräi op zwee Joer, vum Stage kënne kréien. Dann hu se véier Joer studéiert plus zwee Joer Stage. Wann ech dräi Joer an der Belsch war, da bleift et bei dräi Joer Stage, soudatt ech eréischt no sechs Joer gradesou wéi déi vun der Uni.lu och fest am Beruff als Fonctionnaire ukomm sinn.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här André Bauler, riicht sech un de Wirtschaftsminister a betrëfft d'Konsequenze vum Brexit fir eis Industrie. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question nº306 du 26 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'impact du Brexit sur l'industrie manufacturière luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den Här Wirtschaftsminister stellen. De Brexit wäert d'Handelsbezéiunge mat Groussbritannien ouni Weideres beaflossen. Elo scho suergt dat bëllegt Pond derfir, dass déi brittesch Exportindustrie relancéiert gëtt. Hir Opträg huelen effektiv däitlech zou, zumindest à court terme. En revanche gi fir d'Britten d'Importer aus den Eurolandstate méi deier. Eenzel brittesch Betriber mussen hir Präisser an d'Luucht setzen, well fir si d'Matière-premières-Präisser, déi weltwäit klammen, duerch den niddrege Kurs vum Pond nach e Krack méi deier ginn.

Duerfir wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Kann den Här Minister mer Geneeës iwwer eis Handelsbezéiunge mat Groussbritannien am industrielle Beräich soen? Wéi huet sech eis Balance commerciale mat Groussbritannien an dësem Kontext an de leschte Joren entwéckelt? A wat kënne mer fir déi no Zukunft schlussfolgeren?

Wat fir Lëtzebuerger Industriebetriber riskéieren, an de kommende Jore manner a Groussbritannien ze exportéieren? Gëtt et do schonn e méi präzise Feedback vun eiser Industrie? A fir wat fir eng Betriber wäert de Schued sech éischter a Grenzen halen, well si ebe Produkter hierstellen, déi sech net einfach duerch anerer ersetze loossen? Kéint Der do vläicht e puer Beispiller nennen?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den Här Wirtschaftsminister muss an déi nächst Ronn. Här Etienne Schneider!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Fir d'Alleréischt géif ech soen, dass et relativ schwéier ass, eng kloer Äntwert op déi Fro vum Här Bauler ze ginn, aus deem einfache Grond, well mer nach net am Detail...

(Interruption)

Gelift?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir sidd awer ni zefridde mat eis!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Neen, neen, neen, déi Kéier huet et näischt mam Froesteller ze dinn! Déi Kéier huet et näischt mam Froesteller ze dinn, mä domadder, dass mer jo nach net wëssen, wéi de Brexit dann definitiv ausgesäit, falls et en da sollt ginn, wou ech - Klammer op - nach ëmmer meng Zweifel hunn, dass et jee wäert dozou kommen. Mä vu dass mer jo nach net wëssen, wéi herno den Accès vu Groussbritannien zum Marché unique geregelt gëtt, ass et ebe schwéier ze soen, wat d'Auswierkunge wäerte sinn.

Wat ech Iech awer ka soen, dat ass, dass eis wirtschaftlech Kooperatioun mat England, oder mat Groussbritannien sech eben haaptsächlech op de Beräich vun de Servicer am Kader vun eiser Finanzplaz konzentréiert. London ass deen Haaptpartner vun der Lëtzebuerg Finanzplaz.

Wat awer elo d'Industrieaktivitéiten ugeet, déi mer mat Groussbritannien hunn, do ass et esou, dass déi relativ, neen, dass se souguer ganz staark limitéiert sinn. Esou ginn zum Beispill nëmme 4% vun eisen Industrieexporter a Richtung Groussbritannien an nëmmen 1,5% vun eisen Industrieimporter kommen aus Groussbritannien. Dat si 65 Millioune respektiv 213 Milliounen, wann ech vun den Exporter schwätzen.

Ergo gesäit et vun den Zuelen hier esou aus, wéi wann de Brexit kee groussen Drama wäert gi fir eis Industrie a fir Lëtzebuerg als Industriestanduert. A wann Der mech gefrot hätt, Här Bauler, dann hätt ech Iech éischter gesot, dass den aktuelle Wahlkampf mer méi Suerge mécht an all déi Aussoen zur Industriepolitik an zur Industrie zu Lëtzebuerg, dass déi mer méi Suerge géife maachen ewéi elo de Brexit. Mä och do...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mä och do... Ech hu jo net gesot...

(Brouhaha)

Ech hu jo net gesot, wien...

(Hilarité et interruptions)

Ech soen Iech just viraus, wéini dat erëm eriwwer ass, dee Spuk, näämlech nom 14. Oktober.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi nächst Fro kënnt vum Här Marco Schank, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister a geet ëm d'Aggressioune géint d'CFL-Mataarbechter.

- Question nº307 du 27 février 2018 de M. Marco Schank relative aux agressions contre les agents des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch si mer iwwert d'Medie gewuer ginn, datt d'Aggressioune géint d'CFL-Mataarbechterinnen a -Mataarbechter 2017 zougeholl hätte par rapport zu deem Joer virdrun, mat net manner wéi 222 Aggressiounen, dat wieren dann 39% weider wéi 2016. Dovunner ënner anerem 87 verbal Menacen a bal 50 physesch Aggressiounen.

Net méi spéit wéi leschte Samschdeg gouf et iwwregens och erëm een Incident op der Beetebuerger Gare, wou ee Sécherheetsbeamte mat der Fauscht an d'Gesiicht geschloe gouf. Vun der Eisebunnergewerkschaft Syprolux hunn ech mer soe gelooss, datt de Comité de pilotage vun der Sécurité dans les transports publics zënter Januar 2017 net méi beienee gewiescht wier. Syprolux seet iwwregens och, datt si déi Zuelen iwwert d'Aggressiounen, grad wéi mir och, iwwert d'Zeitung gewuer gi sinn an net vun der CFL. Zum Beispill wier de Comité mixte jo eng gutt Plaz gewiescht, fir dat ze maachen.

Eng éischt Fro un den Här Minister: Wat sinn déi exakt Zuele fir 2017 par rapport zu deem Joer virdrun? Respektiv wéi reagéieren déi Responsabel vun den CFL dorobber? Wat hu se wëlles ze maachen, fir d'Sécherheet vun hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter ze verbesseren?

An eng lescht Fro, Här Minister: Wär et net Ärer Meenung no awer sënnvoll a wichteg, d'Schafe vun enger Police fir den ëffentlechen Transport um Beispill vun der Belsch ze maachen? Wéi ech dës Fro virun zwee Joer gestallt hunn op dëser Plaz, huet den zoustännege Minister - e sëtzt nach hei -, den Etienne Schneider gesot, et kéint een net mat all Bus ee Polizist fuere loossen. Dat, mengen ech, ass och net de Sujet. De Sujet ass, datt een d'Sécherheetsgefill vun de Leit, déi mam Zuch fueren, géif méi grouss maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci dem Här Schank och fir déi Froen.

D'Sécherheet am ëffentlechen Transport huele mer ganz eescht a virun allem bei der CFL ass an deene leschte Jore ganz vill gemaach ginn, fir d'Sécherheet ze verbesseren. An et ass och esou, datt mer, wa mer eis vergläiche mat Nopeschreseauen, zu Lëtzebuerg awer - ech wëll net soen, datt mer elo näischt hunn, ech wäert Iech och duerno eppes deposéieren, eng ganz Statistik - relativ gutt dostinn. Also et soll een net d'Gefill vermëttelen, wéi wa bei eis am Zuch - wéi soll ech soen? - quasi Zoustänn wäre wéi iergendwou an enger Banlieue. Ech wëll elo keng nennen, fir kengem ze no ze trieden, mä Dir wësst, vu wat ech schwätzen.

Mir hunn natierlech och Problemer, mä déi hale sech awer a Grenzen. Mä nach bleift, datt et fir d'Beamten, wa se an esou enger Situatioun sinn, penibel ass, wa se agresséiert ginn, an datt dat natierlech net flott ass.

Wat geschitt, wat ass am Lafen? Mä et ass villes scho geschitt an et ass villes nach am Lafen. Dir wësst, datt mer an den Zich Kameraen installéiert hunn. D'Garë ginn no an no och, ech weess net, op wivill Prozent mer entre-temps sinn, mä mir hu gläich um ganze Reseau Kameraiwwerwaachung an de Garen. Also et gëtt ganz, ganz vill gemaach, och um Niveau Präventioun, Betreiung, Ausbildung an esou weider an esou fort.

An et ass natierlech esou, datt mer och eng Kéier mussen driwwer diskutéieren, och wéinst dem internationale Kontext a wéinst Risike vun - loosse mer soen - méi schlëmmen Aggressiounen - loosse mer et emol esou ausdrécken -, datt mer am internationale Kontext och eng Kéier gefuerdert sinn, fir vläicht an d'Richtung ze goen, fir méi eng grouss Präsenz ze hu vun de Forces de l'ordre an dem ëffentlechen Transport. Net an all Bus oder an all Zuch e Polizist, ech mengen, dat packe mer net. Do ginn ech dem Minister vun der Sécurité intérieure och recht. An dat wär jo och net sënnvoll. Mä iergendwéi ze kucken, wéi mer dat hikréien, datt mer an den Zich awer eng Präsenz kréien.

Bon, mir wëssen awer och all: Dat hänkt mat den Effektiver zesumme bei der Police. Mir hu Schwieregkeeten, Leit ze rekrutéieren. Et ass net, datt kee Wëllen do ass, ze rekrutéieren, mä fir se ze fannen, dat ass d'Schwieregkeet.

Här President, well ech éischtens net d'Zäit dozou hunn, mä ech Iech awer elo och net wëll bombardéiere mat Zuelen, duerfir hunn ech Iech hei d'Statistiken zesummestelle gelooss an ech iwwerreechen Iech se heimadder, da kann all Deputéierte se kréien.

(M. François Bausch dépose une documentation.)

Do hutt Der alles dran, sougutt vum Joer 2017 wéi och vun deene Jore virdrun. An do gesitt Der och, datt e ganz genaue Monitoring gemaach gëtt bei den CFL, wat déi ganz Incidenten ubelaangt.

Ech muss och soen, deen Incident, deen elo kierzlech war, dat war ee vun der Kategorie: „Verrécktener gëtt et iwwerall." Ech mengen, Dir wësst jo, wat do ofgelaf ass. Ech brauch et jo net nach eng Kéier hei ze widderhuelen. Dat kréiche mer och net an de Grëff, wa mer souguer eng Police hätten am Zuch, well där dote Verrécktener, där begéint een eben ëmmer an eiser Gesellschaft heiansdo erëm. Et muss ee kucken, datt ee mat deenen eens gëtt.

Mä, wéi gesot, et leeft ganz vill. An Dir wäert och un der Statistik gesinn, op wat mer eis musse konzentréieren an der Zukunft. An ech hunn och elo veranlasst, datt dee Comité vun der Securitéit eng Kéier erëm zesummegeruff gëtt, fir iwwert déi Statistiken och ze diskutéieren. Wann deen nach net zesumme war, wëllt dat awer net heeschen, datt um Terrain an am Betrib näischt leeft. Au contraire, do gëtt vun deem Mesurëkatalog, deen och festgehalen ass, e permanente Suivi gemaach an och gekuckt, ob deen ëmgesat gëtt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Taina Bofferding un de Logementsminister an dréit ëm en eventuelle Bauprojet um Site vun der Halle des soufflantes zu Belval.

- Question nº308 du 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la réalisation éventuelle d'un projet immobilier sur le site actuel de la halle des soufflantes à Esch-Belval, adressée à M. le Ministre du Logement

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Här President, d'Halle des soufflantes um Belval, dëst historescht Industriebauwierk, suergt ëmmer erëm fir vill Diskussiounen, well eben nach net ganz kloer ass, wat domadder soll geschéien. 1911 gebaut, ass d'Gebléishal säit 2008 amgaangen ze vergammelen. Dobäi handelt et sech ëm eenzegaarteg Fachwierkarchitektur, wéi ee keng aner am Ëmkrees vun 100 km, emol net zu Völklingen, fënnt. An ech mengen, och genau dowéinst engagéiere sech ganz vill Bierger a Veräiner, fir eben dëst Bauwierk ze erhalen.

Preetuden, Pläng vun engem Architektebüro ware schonn ugeduecht ginn, vereenzelt Projeten, net zulescht och elo am Kader vun Esch 2022. Ech hat och nach mam Kolleeg Franz Fayot eng Question parlementaire gestallt, wou mer och ënner anerem dozou eng Fro gestallt haten.

Elo kënnt awer nees en neit Element mat an d'Diskussioun, well an engem Zeitungsartikel am „Tageblatt" vu leschter Woch war eben ze liesen, dass anscheinend de Logementsminister beim neien Escher Schäfferot kierzlech e Projet presentéiert hätt.

Et ass och gewosst, dass scho beim viregte Schäfferot esou e Logementsprojet an der Diskussioun war, deen deemools, mengen ech, net ganz favorabel war. Sou schéngt awer vu staatlecher Säit en Interessi do ze sinn, fir un deem Projet festzehalen.

Dofir wenden ech mech hei un de Logementsminister, fir eben ze wëssen: Ëm wéi ee Projet handelt et sech hei eigentlech ganz genau? Firwat kënnt dee Projet ëmmer erëm an der Diskussioun op? Ass et iwwerhapt deeselwechte Projet?

Geet et hei eleng ëm Logementer? Wa jo, ass geduecht, fir mat engem staatleche Bauträger ze schaffen oder soll dat herno un e Privatpromoteur iwwergoen? A firwat och grad op dëser Plaz, wou jo d'Gebléishal am Moment nach steet an och d'Dynamozentral?

Natierlech wësse mer, dass mer bezuelbare Wunnraum brauchen. Mä firwat grad op dëser Plaz, wou jo awer esou vill Leit sech engagéieren, fir dës historesch Zäitzeien ze erhalen?

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

An ech huele meng Excuse zréck, well ech war elo ganz kloer an hu meng Zäit kompenséiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat geet net. Net ugeholl!

(Hilarité)

An de Wunnengsbauminister huet elo d'Wuert.

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Här President, ech géif der Madamm Deputéiert Merci soe fir déi dote Fro, fir eng Kéier Iech e puer Informatiounen ze ginn, wat an deem Kontext dann elo geschitt ass a wat net.

Den Ufank Februar 2017, also scho viru méi wéi engem Joer, waren deemools de Kulturminister, de Kulturstatssekretär an ech selwer bei den deemolege Schäfferot vun der LSAP an déi gréng, fir iwwert d'Entwécklung Belval ënner anerem ze schwätzen.

Wat d'Gebléishal oder déi All-we-need-Hal, mengen ech, ugeet, well och vill Leit et ënnert deem dote Begréff kennen dobaussen, ass just gesot ginn an deem Kontext, dass, wann eng Kéier d'Hypothees oder d'Decisioun géif falen, fir eppes ofzerappen, een dann eventuell och kéint iwwer e Logementsprojet diskutéieren, deen een dann hannendru géif maachen.

Dat heescht, deen zoustännege Responsabelen, wat den Ofrëss ugeet, dat ass jo net de Logementsminister. Dir wësst, ech si just ëmmer Abnehmer dorëmmer vun Terrainen, an ech mengen, mir mussen natierlech och kucken, fir eventuell Plaz ze fannen, fir ze bauen.

An där Diskussioun, an där Reunioun war dann och e Vertrieder mat derbäi vu Sites et monuments, dee seng Bedenke geäussert huet iwwert de schlechten Zoustand vun der Hal. Et gouf dee Moment mam Schäfferot geschwat, fir ebe bei der Hypothees an engem eventuelle Projet hannendrun dee Moment ze gesinn, wéi dat dann och d'Gemeng géif gesinn.

Well, ech géif op dëser Plaz drun erënneren, dass et an der Partie écrite vun dem Règlement spécial Belval-Ouest iwwert déi doten Zon d'Ausso gëtt, dass den Habitat do iwwerhaapt net erlaabt wier. Dir wësst, niewendru gëtt et nach Industrie, déi funktionéiert, an dass et natierlech wéinst den Emissions vun der Industrie lourde net méiglech ass souwisou, am Moment Habitat ze entwéckelen.

Dee Moment gouf just oppen diskutéiert an et gouf en Dokument op den Dësch geluecht, wat kee Projet, kee fäerdege Projet ass, mä dat ass en Dokument vun e puer Säiten, wat e Mataarbechter aus dem Logementsministère zesummegestallt huet mat der aktueller Situatioun, wéi d'Zone sinn, mat e puer Croquisen, mat faarwege Biller, déi en dorobber gemaach huet, fir ze weisen, wat eventuell kéint geschéien.

An déi Iwwerleeung, déi do dra war, dat war, fir e Projet ze maachen, wou Logement dra wär, haaptsächlech och Logements étudiants, Logements fir eeler Leit, Logementer fir Chercheuren a Proffen, an natierlech och, well ech déi Kap hu vun dem Héichschoulministère, fir eben ze kucken, och an deem dote Kontext, wann do nach Besoine wären, fir eben nach déi eng oder déi aner Infrastruktur, wat fir d'Recherche an den Enseignement supérieur wär, och op där Plaz kënnen doranner ze integréieren.

Dat war en Dokument, wat mer do haten, a mir haten e ganz gutt Gespréich deemools mat der Gemeng, wou mer gesot hunn, dass dat elo keen „Forcing" wär oder mir d'office schonn eng Decisioun geholl hätten, mä wann esou eng Decisioun eng Kéier géif falen, wat hannendru kéint eng Hypothees sinn. Well ech mengen, wa jo iwwert d'Ofrappen oder d'Netofrappe geschwat gëtt, ass et jo awer och net schlecht, fir ze soen, wann et géif geschéien, wat dann eng Hypothees kéint sinn.

An ech mengen, et ass dat Allernormaalst vun der Welt, dass eng Regierung dee Moment bis bei d'Gemeng geet, fir mat deenen iwwer esou Saachen ze schwätzen, fir ze kucken, wat méiglech ass a wat net méiglech ass, an och wat der Gemeng hir Iwwerleeung dozou ass. Dat hu mer gemaach.

Et gouf dee Moment net direkt eng Äntwert vum Schäfferot. Mir hunn nach deen een oder anere Schäffe begéint och duerno, wou et ni eng kloer Ausso dozou gouf. A genee dat Gespréich, dat ass schonn iwwer ee Joer hier, dat doten, just fir ze soen, dass do einfach iwwer Aarbechtsiwwerleeunge geschwat ginn ass.

De Januar vun dësem Joer hu mer déiselwecht Entrevue gehat, praktesch déiselwecht mat dem neie Schäfferot, wou mer datselwecht Dokument op den Dësch geluecht hunn, wat schonn iwwer ee Joer an der Gemeng war, wou konnt driwwer gekuckt ginn. Mir hunn deem neie Schäfferot eng Kéier eis Iwwerleeunge matgedeelt, an dee Moment hu mer hinnen d'Fro gestallt, wat dann hir Meenung doriwwer wär a wéi si dat géife gesinn.

Ech hu bis haut nach vun der Gemeng keng offiziell Äntwert, ob dat, wat mer do gefrot hunn,… Et war och keen offizielle Projet, dee mer eraginn hunn.

Ech hunn déi éischt Äntwert vun der Gemeng gelies an dem „Tageblatt"-Interview, deen Der elo ugeschwat hutt, wou mer awer nach ni en direkten Echange haten, wat dann hir Positioun wär. Dat ass kee fäerdegen Immobilieprojet. An dat ass scho guer kee Projet, fir domadder Suen ze verdéngen. Dat ass e Projet, deen am Logementsministère ausgeschafft ginn ass, fir och duerno déi ëffentlech Akteuren dropzesetzen, fir do ze bauen, fir do Logement ze schafen. Mir hunn an e puer Deeg hei d'Diskussioun ronderëm de Wunnraum, an et ass meng Flicht, fir ze kucken, wou mer kënnen eventuell Plazen entdecken, fir eppes ze bauen, an ech mengen, och der Regierung hir Flicht, fir ze kucken, wat eventuell dorëmmer geet oder net geet.

Mä dat doten ass den aktuelle Stand, an och, wat deen Immobilieprojet ugeet, dat ass keng fäerdeg Etüd. Et ass e Projet, dee bei mir am Haus gemoolt ginn ass mat Croquisen an e puer Iwwerleeungen a Pisten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. An och do den Hiweis, dass véier Minutte keng fënnef Minutte sinn.

Déi lescht Fro kënnt vun der Madamm Joëlle Elvinger a riicht sech un den Aarbechtsminister. An Dir sot et selwer, ëm wat se dréit.

- Question nº309 du 26 février 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative au détachement des travailleurs, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Iwwert den Detachement.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Bon, Merci, Här President. Effektiv, ech géif dem Aarbechtsminister gären eng Fro zum Detachement stellen. Ech wëll awer direkt am Ufank hei schonn nach eng Kéier betounen, dass mir als DP fir eng gutt funktionéierend Reglementatioun a streng Kontrollen am Detachement sinn, well souwuel eis Betriber wéi och d'Salariéen ënnert den Abusen an dem Dumping social leiden, wann Aarbechter sozial ausgebeut ginn. Dat wëlle mir hei net. An dogéint soll ee mat aller Kraaft virgoen.

Ech begréissen et dofir och, dass d'ITM vu Regierungssäit zousätzlech ënnerstëtzt gëtt, wéi dat jo ganz rezent ugekënnegt ginn ass.

Elo zu menger Fro: Et ass mer zu Ouere komm, dass eng Partie Betriber Problemer mat der aktueller Gesetzgebung am Detachement hunn, zum Beispill a Fäll, wou si Maschinnen aus dem Ausland geliwwert kréien. Si mussen näämlech ganz oft extern Experten aus dem Ausland op Lëtzebuerg ruffen, fir dës Maschinnen ze installéieren, ze reparéieren oder Formatiounen zu dëse Maschinnen unzebidden, soudass d'Personal zu Lëtzebuerg dës Maschinne bedénge kann. Datselwecht gëllt fir aner Servicer, fir déi eis Betriber sech mussen un auslännesch Spezialiste wenden, well dës Servicer zu Lëtzebuerg net ugebuede ginn.

Et schéngt elo esou ze sinn, dass d'Käschte fir dës Experten onverhältnisméisseg héich sinn, well d'Prozeduren einfach extrem laangwiereg wieren, obwuel dës Leit just fir e puer Deeg oder heiansdo souguer just fir e puer Stonnen op Lëtzebuerg kommen. D'Zäit, déi duerch dës Prozedure verluer geet, gëtt natierlech integral de Lëtzebuerger Betriber herno verrechent, oder dës Experte refuséiere souguer einfach, fir fir Lëtzebuerger Betriber schaffen ze kommen. Derbäi kënnt bei dréngende Reparaturaarbechten de Risiko vu Produktiounsausfäll, bis déi laangwiereg Prozeduren erfëllt sinn.

Dofir wollt ech de Minister froen, ob him esou Fäll bekannt sinn an ob hien et fir méiglech hält, hei Vereinfachungen an der Reglementatioun virzehuelen, besonnesch well déi Experten hei jo elo net zu deene Persoune gehéieren, déi riskéieren, am Kader vum Detachement ausgebeut ze ginn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, ech begréisse fir d'Éischt emol, datt effektiv kloergestallt ginn ass, datt all Abus am Beräich vum Detachement muss energesch bekämpft ginn.

Fir just ganz kuerz e puer Zuelen ze nennen: Mir haten 2017 43.257 Detachementen, an et ware bal 120.000 Leit, déi dovu concernéiert waren. Dat waren 82% méi wéi zwee Joer virdrun, 2015. Den Detachement ass also eppes, wat sech extrem developpéiert.

Dat concernéiert haaptsächlech natierlech d'Konstruktioun. An duerfir si mer natierlech och besonnesch achséiert, fir an deem Secteur Kontrollen duerchzeféieren. 2017 huet d'ITM 1.689 Kontrolle gemaach. Wann een dee ganzen Detachement kuckt, da sinn dat nëmme 4%. An ech ginn lech recht, do musse mer nach d'ITM verstäerken, och wann dat net esou einfach ass, fir méi Kontrollen ze maachen. Mä eleng déi Kontrollen hunn ons erlaabt, 1,7 Milliounen (veuillez lire: fir 1,7 Milliounen Euro) Amenden auszeschwätzen, wat jo och net negligeabel ass.

Nu muss ech och derbäisoen, datt mer de System an d'Prozedure vum Detachement simplifiéiert hunn iwwert den e-Detachement, dat heescht, et kann een dat alles, déi Prozeduren elektronesch iwwer eng elektronesch Plattform vollzéien. Mä et ass scho richteg, datt a verschiddene Fäll déi Prozeduren net effektiv korrespondéiere mat där Zäit, déi eng Persoun op enger gewëssener Aktivitéit verbréngt.

An duerfir, no enger Reunioun, déi ech mat der Fedil virun e puer Méint hat, hu mer decidéiert, fir a gewëssene Fäll, déi Dir jo elo ugeschwat hutt, vu qualifizéierte Salariéen, vu spezialiséierte Salariéen, déi haaptsächlech domat beschäftegt sinn, Maschinnen ze installéieren, ze reparéieren, den Entretien dervun ze maachen, d'Maintenance dovun ze maachen, datt, wann déi net méi laang wéi fënnef Deeg an engem Mount op enger Plaz verbréngen, an enger anerer Firma verbréngen, se dann eng Dispens hunn, fir eng Deklaratioun ze maachen. Ech mengen, dat géif jo da largement där Demande do Rechnung droen.

Mir hu just och do ee Secteur erausgeholl, an dat ass dee vun der Konstruktioun, well besonnesch d'Konstruktioun ëmmer am meeschten affektéiert ass, och vun den Abusen. Och all Entreprisen, déi Leit invitéieren a Reuniounen, Formatiounen oder Seminairen, brauchen, wann et sech net ëm eng richteg Prestation de service handelt, keng Deklaratioun méi ze maachen.

Ech mengen, dat musse mer elo an e Gesetz, en Amendement an engem Gesetz maachen, deen hoffentlech nach kann an dëser Legislatur gestëmmt ginn. Da komme mer also den Entreprisen do entgéint.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

7. Ordre du jour (suite)

Mir géifen dann nom Enn vun eiser Froestonn zur Designatioun vun engem zukünftege Conseiller d'État iwwergoen. Sou wéi d'Gesetz vum 16. Juni 2017…

Entschëllegt, ech wollt Iech just nach matdeelen, dass, an Iwwereneestëmmung vun de verschiddene Fraktiounen, mer eng kleng Ännerung am Ordre du jour maachen. Ech hätt dat elo bal vergiess.

Mir zéien dee klenge Projet 7129 - Basismodell - vir an diskutéiere virun der Interpellatioun iwwert de Sport doriwwer, wann d'Chamber do dermat d'accord ass. Dat geschitt an Ofsprooch mat de Fraktiounspresidenten.

Ass dat am Sënn vun der Chamber?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou.

8. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État

Mir géifen elo zur Designatioun vun engem Conseiller d'État iwwergoen. Sou wéi d'Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot an d'Artikelen 115 bis 125 vum Chambersreglement et virgesinn, designéiere mer haut e Kandidat fir dee fräie Poste vum Conseiller d'État beim Statsrot.

No den Dispositioune vun den Artikelen 118 an 119 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Reuniouun vum 22. Februar eng Kandidatur validéiert. Et ass déi vun der Madamm Véronique Stoffel. Si ass Affekot an entsprécht den Ausschreiwungskonditiounen.

Well mer mat enger Kandidatur fir ee Poste konfrontéiert sinn, gëtt den Artikel 123 vun eisem Reglement ugewannt. Deemno kënne mer den Artikel 4(5) uwenden, wa kee Vott gefrot gëtt. Wann e Vott gefrot gëtt vun engem Deputéierten oder enger Fraktioun, musse mer zu enger geheimer Ofstëmmung iwwergoen.

Gëtt et dozou Wuertmeldungen? Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, opgrond vum Artikel 123 éischten Alinea vun eisem Reglement froen ech hei de Vote secret.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Vu dass de Vote secret gefrot ginn ass, gi mer zum Vote secret iwwer.

D'Chambersreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deposéiert Kandidatur si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolutt Majoritéit, woubäi déi blank an ongëlteg Wahlziedelen net consideréiert ginn.

Ech géif dann eis Mataarbechter bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen, a géif duerno den Appel nominal maache fir d'Asammele vun de Wahlziedelen.

Vote pour le poste d'un conseiller d'État

Hu mer alleguer ofgestëmmt? Wien huet nach net ofgestëmmt? Da kënne mer d'Wahlziedelen asammelen nom Appel nominal.

Appel nominal

Merci. Domat hu mer d'Wahlziedelen alleguer agesammelt. Ech géif d'Sëtzung kuerz ënnerbrieche fir d'Auszielung vun de Wahlziedelen.

(La séance publique est suspendue à 15.57 heures.)

***

(La séance publique est reprise à 16.01 heures.)

Ech géif d'Sëtzung erëm opmaachen.

Déi geheim Ofstëmmung huet folgend Resultat ginn: Mir hate 54 Kolleegen, déi sech un der Ofstëmmung bedeelegt hunn. Déi absolutt Majoritéit wär 27 gewiescht. Mir haten 53 gëlteg Wahlziedelen an ee Blanc. D'Resultat ass 39-mol Jo, 6-mol Neen an 8 Abstentiounen.

Domat ass déi noutwendeg Majoritéit däitlech erreecht an d'Madamm Véronique Stoffel géif dee Moment als nei Statsrätin proposéiert ginn.

Gesinn ech dat richteg? Dann ass dat esou decidéiert.

Da géife mer, wéi mer dat virdrun ofgemaach hunn, zu dem Projet de loi 7129 iwwergoen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Georges Engel!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir waart esou vertieft, Här Rapporteur.

9. 7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- 7129?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 7129, jo, et ass dee richtege Rapporteur an et ass dee richtege Projet.

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Objet vun dësem Projet de loi ass d'Ratifikatioun vun der Konventioun 169 vun der Organisation internationale du travail. Et geet iwwert d'Peuples indigènes et tribaux. Déi Konventioun ass vum 27. Juni 1989 an déi gouf zu Genève dee Moment ënnerschriwwen. An et geet heibäi ëm de Schutz vun den ekonomeschen, sozialen a kulturelle Rechter vun dëse Peuples indigènes. A betraff sinn, laut der UNO, awer ëmmerhin 370 Millioune Mënschen a méi wéi 70 Länner. An et ass net oft, wou mer hei an dësem Haus Gesetzer maachen, déi méi Leit betreffen.

Oft gi si ausgebeut oder diskriminéiert. Hir Liewensgrondlag ass a Gefor duerch den Ofbau vu Matières premières, duerch Ofholzung oder duerch d'Erriichte vu Staudämm. Déi 44 Artikele vun dëser Konventioun sollen dat verhënneren, andeems dës Populatiounen an hir Rechter geschützt ginn. Bis ewell hunn, no Informatiounen um Internetsite vun der OIT, 22 Staten d'Konventioun ratifizéiert, an an Europa sinn et der just e puer, nääмlech Holland, Spuenien, Dänemark an Norwegen. An ech hoffen, dass dann haut ee Land derbäikënnt.

Effektiv ass et jo esou, dass Europa jo eigentlech net vun dëser Problematik direkt betraff ass. D'Ratifizéierung ass an deem Sënn e symbolesche Geste. Mat der Ratifizéierung vun der Konventioun 169 hëlt Lëtzebuerg offiziell Stellung fir de konsequente Schutz vun de Peuples indigènes et tribaux.

Dëse Projet de loi gouf deposéiert vum Aarbechts-, Emplois- an Économie-solidaires-Minister den 3. Mee 2017. Den Avis vun der CSL ass de 16. Mee erakomm. Et war eng eenzeg Remark dran, déi d'CSL gemaach huet, an déi huet gesot, dass et dann eng Rei vun anere wichtege Konventiounen am Aarbechtsrecht ze ratifizéiere ginn an déi sollte mer dann och ratifizéieren. Keng Observatioune gouf et vun der Chambre de Commerce an och vun dem Statsrot. An de Rapport ass den 21. Februar à l'unanimité ugeholl ginn. An ech géif dann och hoffen, dass dat haut de Fall wäert sinn.

Ech ginn heimadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Erlaabt mer, dem Rapporteur villmools Merci ze soe fir dee komplette Rapport! Ech mengen, mir haten an der Kommissioun, esou wéi et gesot ginn ass, keng Diskussiounen. Mir wëssen all ëm d'Wichtegkeet vun deem Projet. Et ass virun allem och eng Solidaritéit, hien huet et gesot, et ass eng Solidaritéit, déi mir natierlech als CSV-Fraktioun ganz gären ënnerstëtzen.

Duerfir géif ech och den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ënnerschréft ënner enger Konventioun ass ëmmer nëmmen esou vill wäert wéi de Wëllen, déi Konventioun och ze ratifizéieren an hiren Inhalt an nationaalt Recht ze transposéieren.

D'Konventioun Nummer 169 vun der Internationaler Organisatioun vun der Aarbecht iwwert déi indigène Vëlker ass heifir e gutt Beispill. Obwuel dës Konventioun schonn 1989 adoptéiert an 1991 a Kraaft getrueden ass, ass Lëtzebuerg mam Dag vun haut eréischt dat 23. Land, dat d'Ratifizéierung ofschléisst. Ronn 5.000 indigène Vëlker verdeele sech op 90 Staten a maache 5% vun eiser Weltbevëlkerung aus. Et handelt sech hei ëm eng absolutt Minoritéit, déi leider och allze dacks als dat behandelt gëtt.

Quasi all Member vun engem indigènë Vollek lieft an Aarmut. Obwuel si wéi gesot just ronn 5% vun der Weltbevëlkerung ausmaachen, stelle si awer 15% vun de Mënschen duer, déi wäit ënnert der Aarmutsgrenz liewen. Dës Aarmut ass net nëmmen op hire gewielte Liewensstil zréckzefëieren, mä virun allem och op hir wirtschaftlech Ausbeutung duerch grouss Organisatiounen an de Länner, an deene si wunnen.

D'Mënschen, vun deene mer haut schwätzen, identifizéiere sech virun allem duerch hir enk Bezéiung zur Natur. Si liewen an, mat a vun deem, wat d'Natur hinne bitt. Genau déi Natur kréie si awer futti gemaach vun deenen, déi just gedriwwe si vum pure Profittdenken, ouni Rücksicht op Verloschter a virun allem ouni Rücksicht op déi einheimesch Vëlker.

Et ass dëst ee vun de wichtegste Punkte vun der Konventioun, déi mer haut ratifizéieren. Et geet drëm, dat Land ze schützen, an deem einheimesch Vëlker liewen, op d'Juegd ginn an uplanzen, andeems si Proprietéitsrechter zougesprach kréien. Et geet och drëm, d'Biodiversitéit ze erhalen, fir dass d'Déieren an d'Planzen an de Gebidder, wou einheimesch Vëlker wunnen, iwwerliewen.

Här President, Lëtzebuerg wäert natierlech keng Virdeeler aus dëser Ratifizéierung zéien. Et däerf och bezweifelt ginn, dass Lëtzebuerg eleng de Problem vun der Diskriminéierung vun den indigènë Vëlker léise wäert. An awer fannen ech et méi wéi bemierkenswäert, dass mir als eent vun den éischte Länner virun allem aus der Europäescher Unioun eis Verantwortung hei op dësem Feld iwwerhuelen. Dat steet eis gutt zu Gesiicht.

Dat gesot, soen ech dem Rapporteur Merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Zum Schluss ginn ech natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konventioun 169 vun der Organisation internationale du travail - Ofkierzung: OIT; ech wäert zwar mat der Lëtzebuerger Aussprooch déi englesch Ofkierzung weider benotzen: d'ILO - betrëfft Lëtzebuerg eigentlech net direkt.

Mat dëser Konventioun ginn d'Grondrechter vun de sougenannte Peuples indigènes geschützt, also den Urawunner, deene Mënschen, déi an engem Land, an enger Géigend gewunnt hunn, ier Leit aus enger anerer Géigend, engem anere Kontinent komm sinn an dës Urawunner a Minoritéit gesat hunn. An och wa Lëtzebuerg net direkt betraff ass, dann ass et an eisen Aen awer wichteg a richteg, datt mer dës ILO-Konventioun elo ratifizéieren.

De Rapporteur, deem ech wëll Merci soe fir seng ausféierlech mëndlech a schréftlech Rapporten, huet och gesot oder am Schréftlechen ugedeit, datt zu Lëtzebuerg och vill ONGe sech agesat hunn, fir dës Konventioun ëmzesetzen. De Schutz vun den indigènë Vëlker geet Hand an Hand mat dem Klimaschutz. An esou ass dës ILO-Konventioun net nëmme wichteg fir d'Action Solidarité Tiers Monde, „Bridderlech deelen" an d'Caritas, mä och fir all déi Gemengen, déi am Klimabündnis dra sinn. Dat sinn der jo zurzäit 37.

Weltwäit sinn, dat huet de Rapporteur och gesot, eng ronn 350 Millioune Mënschen an Entwécklungs- an a Schwellelänner vun der ILO-Konventioun betraff. A wa mir als Land dës Konventioun ratifizéieren, da stäerke mer domat dës Konventioun als Rechtsinstrument.

Dat ass och vläicht d'Haaptursaach, firwat datt bis haut nach nëmmen insgesamt 22 Länner d'Konventioun ratifizéiert hunn. Och europäesch Länner doe sech schwéier mat enger Ratifizéierung. No Dänemark, Holland an Norwegen huet 2007 Spuenien als lescht EU-Land dës Konventioun ratifizéiert. An elo, eelef Joer duerno, kënnt da Lëtzebuerg als fënneft EU-Land derbäi.

Och bei eisen däitschen Nopere stoung dëse Sujet scho méi wéi eng Kéier um Ordre du jour vun hirem Parlament, vun hirem Bundestag; menges Wëssens eng leschte Kéier am Joer 2012. Dunn haten déi zwou Regierungsparteien FDP an CDU/CSU eng Ufro vun der Oppositioun ofgeleent.

Interessant war virun allem d'Argumentatioun vun de Konservativen. Si hunn d'Konventioun ofgeleent, well domat méiglecherweis däitsch Entreprisen engem méiglechen Haftungs- oder Prozessrisiko ausgesat wieren. An dat kéint sech negativ op d'Investitiounen an Entwécklungslänner auswierken. Fir d'Anhale vun de Rechter vun den indigènë Vëlker, esou war d'Argumentatioun, wiere jo schliisslech net d'Investoren, mä un éischter Stell hir State selwer verantwortlech.

Mir Gréng gesinn dat anescht. An ech si frou, datt och all meng Virriedner dat bis elo anescht gesinn hunn. D'Verantwortung vun den Investoren an Entwécklungslänner kann net einfach op eventuell och nach korrupt oder intransparent Regierungen an Entwécklungslänner ofgeluecht ginn! A mir fillen eis an eiser Vue bestäerkt; ënner anerem duerch d'Festhale vun den nohaltegen Entwécklungsziler, déi 2015 um UN-Sommet festgehale gi sinn, an och duerch d'Ziler vun der COP21.

An duerfir, Här President, soen ech allen involvéierte Parteie Merci, datt mer d'ILO-Konventioun 169 haut kënne ratifizéieren. Mir encouragéieren eise Minister och, international Reklamm ze maache fir eise Vott vun haut, mat deem mer e wichtegt Zeeche géint eng Entsolidariséierung an eng Deresponsabilitéit vun der Politik setzen.

An natierlech bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Georges Engel, deen eis dee Projet hei gutt presentéiert huet.

Et ass keen einfache Projet. Et ass och net direkt anzegesinn, wéi mir concernéiert sinn. D'Virriedner hunn dat och gesot. Et ass e bëssen e Projet, dee symptomatesch ass fir dat schlecht Gewësse vum wäisse Mann, deen hei ewell vläicht e puer Saache wëllt korrigéieren, wat an der Vergaangenheet net gutt gelaf ass.

Mä et ass keen einfache Projet aus enger ganzer Rei vun Ursaachen.

Déi éischt ass: Et schéngt och esou ze sinn, datt bannent der Lëtzebuerger Verwaltung zwee Joer laang intensiv huet missen a verschiddenen Administratiounen driwwer geschwat ginn, wat dann d'Konsequenze sinn: an der Baussepolitik an dem Émweltschutz, vläicht och nach an anere Beräicher, fir wierklech festzestellen, awéiwäit eis Interessen do kéinten tangéiert sinn.

Et sinn och Prinzipiefroe betraff. Déi Konventioun ass net direkt am Aklang mat eisem klassesche Mënscherechtsverständnis. Hei gi kollektiv Rechter iwwer individuell Rechter gestallt. Mir hunn normalerweis an eisem Land, an der ganzer westlecher Kultur d'Prädominanz vum individuell verstanene Mënscherecht, woubäi kollektiv Rechter, notamment am Aarbechtsrecht an esou weider, och bestinn; Sozialrechter, UN-Konventioun iwwer sozial Rechter.

Awer hei hu mer eng Prädominanz vu kollektive Rechter iwwer individuelle Rechter, wat och a Frankräich ënner anerem derzou gefouert huet, datt Frankräich déi heite Konventioun ganz laang net ratifizéiert huet, aus verfassungsrechtlechen Ursaachen eben, déi genau dorobber baséieren. Et ass also och rechtlech net onbedéngt einfach, elo ze soen, dat do wär e ganz gutt oder e ganz einfacht Instrument.

Och ass net kloer, wéi d'Konsequenzen op eis Entreprisë sinn. Eben e Virriedner hat gesot „Haftungsgrënn". Dat ass eng Consideratioun. Et kann een natierlech och soen: D'Entreprisen, duerch hir Responsabilité sociale, wären do elo an enger besonnescher Verantwortung. Da bleift nach festzestellen: awéiwäit? Ass dat aklobar? Alles dat si Froen, déi hei duerch dës Konventioun opgeworf sinn a wou et interessant wär, vun der Regierung gewuer ze ginn, ob dorobber Äntwerten existéieren, ob do eng Linn definéiert ginn ass, ier mer dat heiten elo ratifizéieren.

Och ass et u sech interessant, fir ze gesinn, datt mer an dëser Konventioun ouni Problemer - och d'Gambia-Parteien, d'Regierungsparteien - hei zougestinn, datt déi Länner, déi Vëlker, déi hei concernéiert sinn, e Recht hunn op hir eegen Identitéit a Sprooch a Relioun. Eppes, wat hei am Land ganz anescht diskutéiert gëtt, wa mer hei am Land iwwert déi Saache schwätzen, wou mer bei Sprooch, Identitéit a Kultur awer a Spannungsverhältnisser an an e Genre Diskussiounen erageroden, dee mer hei selbstverständlech anescht uginn. Ech wëll et just ënnersträichen.

Da musse mer och gesinn oder eis op jidde Fall d'Fro stellen, wéi dann d'Konsequenze vun esou enger Konventioun op d'Entwécklungshëllef sinn, well d'Konventioun bréngt eis eng Obligatioun mat, fir verschidde Konsequenze vun der Entwécklungshëllef ze examinéieren, ze analyséieren, ier mer Aktiounen definéieren. Dat heescht, et gëtt u sech eng nei bürokratesch Tëschenetapp agefouert.

Elo si mir och do manner betraff wéi aner Länner, well eis Entwécklungshëllef normalerweis heivunner net direkt betraff ass. Eis Zillänner sinn net déi, eis Zilgruppe sinn net déi, déi hei betraff sinn. Et wëllt awer net ausschléissen... Mir sinn och a State wéi dem Nicaragua aktiv, am El Salvador, am Ecuador, wou sech eventuell esou Situatioune kéinte stellen.

Dofir ass d'Fro och, an dat steet elo net am Rapport: Awéiwäit ass déi Lëtzebuerger Kooperatioun eventuell betraff vun deenen zousätzleche bürokratesche Mesuren, déi mer mussen afëieren, fir kënnen dann d'Entwécklungshëllef an deene Regioune korrekt ofzewéckelen?

Dat alles, wéi gesot, fir ze ënnersträichen, datt weder juristesch, wéinst dem Mënscherechtsbegréff, nach ekonomesch, nach op anere Pläng, dat heiten en einfachen, anodine Projet ass, deen een einfach esou kann akzeptéieren. Mir kënnen dermat liewen, mir stëmmen et

och mat, mä et ass awer wierklech e Projet, deen eis vläicht an der Zukunft nach mat Froe konfrontéiert, déi mer vläicht elo net genuch explizéiert kruten oder ofgekläert hunn, ier mer zu dësem Schrëtt vun der Ratifikatioun geschratt sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'ILO-Konventioun 169 ass eng ganz erfollegräich Initiativ, déi zemools am latäinamerikanesche Raum ganz wichteg Repercussiounen huet. De Bäitrag, dee se do fir d'Unerkennung a fir de Schutz vun indigènë Communautéite geleescht huet, kann een net genuch ervirsträichen. Virun allem d'Consultation préalable, déi an der ILO-Konventioun virgesinn ass, ass mëttlerweil zu engem zentralen Instrument gi fir d'Emanzipatioun vun deene Communautéiten a fir de Schutz viru Staten, awer och virun allem viru multinationalen Entreprisen.

Dat heescht awer natierlech net, datt an där Hisiicht all Problem geléist ass. Och an deene Länner, déi d'ILO-Konventioun 169 bis elo ratifizéiert hunn - a mir hunn héieren, et sinn der nach net allze vill - a wou déi Konventioun an der nationaler Legislatioun verankert ass, gëtt et nach ëmmer ganz vill Mëssstänn. A virun allem awer kënnt se an net genuch Länner zur Uwendung. Zum Beispill wier et wichteg, datt se och an Asien oder an Afrika méi Gewiicht géif kréien an net nëmme wéi am Moment virun allem a Latäinamerika.

Aus deem Grond ass et dann och wichteg, datt Lëtzebuerg dëser Konventioun bäitrëtt. All Land, wat derbäikënnt, mécht d'Konventioun méi staark an hëlleft derbäi, hir Prinzipien zu engem globale Standard ze maachen.

Här President, ronn 350 Millioune Mënsche weltwäit, esou gëtt geschat, falen ënnert d'Definitioun vun indigènë Communautéiten. Si liewe gréisstendeels am Aklang mat hirer Ëmwelt a bilden domadder e flagrante Géigenentworf zum westleche Kapitalismus, dee jo op hemmungslos Ausbeutung vu Mënsch a vun Natur opbaut. Dat gëtt hinnen dann och ganz oft zum Verhängnis, wa sech op hirem Land bestëmmte Ressourcë befannen, déi vun Entreprisë convoitéiert ginn.

Genau duerfir musse mir déi Problematik och hei an Europa an zu Lëtzebuerg eescht huelen, well et si meeschtens nordamerikanesch an europäesch Multinationallen, déi Indigener vun hirem Land verdreiwen, fir kënne Ressourcen auszebeuten, déi dann och vun eis hei zum Deel verbraucht ginn.

Dës Ratifikatioun däerf duerfir och net einfach just e symboleschen Akt bleiwen. Se muss eis engersäits zum Nodenke bréngen iwwert den Impakt, dee mir op déi Communautéiten hunn, an anerersäits och op déi konkret Auswierkungen op eis eege Politik. Dat betrëfft natierlech an éischter Linn d'Aussen- an d'Kooperatiounspolitik, awer natierlech och eis Wirtschaftspolitik. Ech denken do zum Beispill un de Fonds de compensation, dee keng Firmen däerf ënnerstëtzen, déi d'Rechter vun indigènë Bevëlkerunge mat Féiss trëppelen, soubal dës Konventioun dann hei, esou wéi sech dat jo unhéiert, unanime ugeholl gëtt.

An et ass net esou, wéi mäi Virriedner gesot huet, datt et d'schlecht Gewësse vum wäisse Mann fir d'Feeler vun der Vergaangenheet ass. Et ass dat, wat haut an der Aktualitéit geschitt, wat duerch dës Konventioun soll verännert oder verbessert ginn.

E puer ONGen hunn am Mäerz 2017 dës Broschür publizéiert: „Swept away" (veuillez lire: „Swept aside") heescht se. An do geet et ëm eng Communautéit: déi vun de Quilombola a Brasilien. An dee Bericht beschreift Mënscherechtsverletzunge vun enger kanadescher Biergbaufirma. Kinross heescht se.

A wann een da kuckt, da stellt een am Rapport annuel vum Fonds de compensation fest, datt mir méi wéi eng hallef Millioun an dës kanadesch Biergbaufirma investéiert hunn! Mam Unhuele vun dëser ILO-Konventioun wäert dat hoffentlech net méi méiglech sinn. An domadder hu mer eppes fir d'Géigewaart gemaach, an net fir d'Vergaangenheet.

Datt mer haut iwwerhaapt iwwert dës Konventioun ofstëmmen - an dat ass virdrun och schonn e puermol gesot ginn -, dat ass virun allem de Verdéngscht vun eiser Zivillgesellschaft, déi wärend ganz ville Joren an och deelweis géint vill Widderstänn op dëst Zil higeschafft huet. Ervirhiewe soll een hei d'ASTM, awer och d'Klimabündnis an aner ONGe wéi zum Beispill „Bridderlech deelen" oder d'Caritas.

Ech wëll awer an deem Zesummenhang och drun erënneren, esou wéi dat och d'Salariatskummer an hirem Avis gemaach huet, datt mer ganz vill aner ILO-Konventiounen nach ëmmer net ratifizéiert hunn. Dorunner virun allem d'Konventiounen 122 an 144, déi Konventiounen „de gouvernance" sinn, dat heescht, déi e ganz héije Stellewäert hunn. Mir sinn domadder an Europa quasi déi Eenzeg, déi déi nach net ratifizéiert hunn. A mer gesinn dëse Vott och als Opfuerderung un d'Regierung, fir dëst schnellstméiglech nozehuelen.

An deem Sënn deposéiere mer eng Motioun, déi ech dem Här President dann elo iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg

considérant

- que le Luxembourg est membre de l'Organisation internationale du travail (OIT) depuis 1920;

- que l'OIT joue un rôle primordial sur le plan mondial pour promouvoir les droits au travail, encourager la création d'emplois décents, développer la protection sociale et renforcer le dialogue social dans le domaine du travail;

- que le Luxembourg a adopté les huit conventions fondamentales de l'OIT ainsi qu'un nombre important de conventions techniques;

- que le Luxembourg n'a cependant toujours pas adopté la convention C122 de 1964 sur la politique de l'emploi, ainsi que la convention C144 de 1976 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail;

- que les conventions C122 et C144 font partie des quatre conventions de gouvernance, qualifiées prioritaires en raison de leur importance pour le fonctionnement du système de normes internationales du travail;

- qu'une majorité écrasante des pays qui composent la Région Europe et Asie Centrale de l'OIT ont déjà adopté les conventions C122 et C144;

invite le Gouvernement

- à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'adoption dans les meilleurs délais des conventions C122 et C144 de l'OIT par le Luxembourg.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dës huet zum Inhalt, fir d'Regierung eben opzefuerderen, an deene schnellstméiglechen Delaien ze kucken, fir d'Ratifizéierung vun deene Konventiounen och virzehuelen, datt mer net an Europa eent vun deene ganz wéinege Länner sinn, wat dat bis elo nach net gemaach huet.

Ech soen Iech Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, ech wëll emol fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. An ech wëll och enger Rei vu Spriecher hei Merci soe fir hir Commentairen an hir Ennerstëtzung.

Et ass richteg, datt et iwwert déi Konventioun e gewëssenen Hin an Hier ginn ass, éischtens, wat d'Kompetenz ubelaangt tëschent den Affaires étrangères an och dem Travail, vu datt den Travail zoustänneg ass fir d'OIT. An ech muss soen, nodeem ech eng Rei Kéiere mat ONGen diskutéiert hat, déi mer och ëmmer erëm nogeluecht hunn, wéi wichteg et wier fir Lëtzebuerg, déi heite Konventioun ze ratifizéieren, hunn ech decidéiert, datt fir mech d'Kompetenzfro déi onwichtegst wier an datt et am wichtegste wier, effektiv vu Lëtzebuerger Säit hei e kloren Akt ze setzen an déi Konventioun ze ratifizéieren.

Ech hat d'Geleeënheet, mat engem Representant vun engem vun deene bedrote Vëlker - aus Brasilien, wann ech mech gutt erënnere kann - zesummenzekommen, iwwer eng ONG, déi bei mir virstelleg ginn ass, fir mat deem Här ze diskutéieren, wat d'Realitéit um Terrain ass. An déi Realitéit ass erschreckend! Bleift erschreckend! An duerfir ass dat heiten natierlech emol fir d'Éischt e politescht Signal vun engem Land, wat a priori näischt direkt domat ze dinn huet, mä op där anerer Säit e Signal un d'international Communautéit, datt dat heiten och e reelle Problem an eng reell Aggressioun géint d'Mënscherechter ass, wann d'Rechter vun deene Vëlker bedrot sinn.

Et ass virdru gesot ginn: „Jo, d'Wirtschaftsinteresse gi ganz oft virun allen anere Considératiounen." An et muss ee sech also virstellen, a wat fir enge Situatiounen déi Leit sinn, déi Mënschen, déi eigentlech en Deel vun eisem Mënschlechen, vun der Humanitéit, vun der Mënschheet, vun dem Patrimoine vun der Mënschheet sinn, wéi déi menacéiert ginn, mä net nëmme menacéiert ginn, och massakréiert ginn, wéi dat virun e puer Joer a Brasilien war, wou e ganzt Vollek eigentlech eliminéiert ginn ass, just aus engem Interêt, fir do Mais oder - ech weess net - Soja unzebauen! An dat ass eigentlech de Message, deen éischte Message, dee mer heimadder ginn.

Sécher ass och, datt, andeem mer déi Rechter vun deene Leit verteidegen, mer och ons eege Liewensgrondlag verteidegen, well ons eege Liewensgrondlag, déi besteet dodran, datt mer net den Amazonas an aner Bëscher total raséieren, well da geet et nach méi schnell mam Klimawandel a mam CO_2.

An dat ass also och e Message. Mir sinn „One world", wéi dat emol an engem schéine Rapport vun den Nations Unies geheescht huet. Eng Welt! An och deen, deen iergendwou an dem Amazonas lieft, huet eppes gemeinsam mat eis. A seng Interête si gemeinsam mat eisen.

Elo fannen ech et net d'un très bon goût, wann een hei déi Vëlker, ob se elo an Asien sinn, am Amazonas a Latäinamerika sinn, op eemol gebraucht, mëssbraucht, fir hei zu Lëtzebuerg ganz, ganz bëlleg Polemik ze maachen! Just entre parenthèses. Méi soen ech net dozou.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Wichteg ass effektiv, datt mer musse wëssen, zu wat mer ons hei engagéieren. Et ass net nëmme Symbolik. Richteg!

Ech wëll keng Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik - a mäi Kolleeg, de Kooperatiounsminister, ass doudsécher do mat mer d'accord -, déi ënner anerem d'Rechter vun deenen dote Mënschen iergendwéi beaträchtegt! An dat ass net eng bürokratesch, administrativ supplementär Aarbecht fir d'Kooperatioun! Et ass eng Evidenz, datt dat, wat mer an der Kooperatioun maachen, net kann op d'Käschte vun deenen Allerschwächste vun de Leit an deene Länner goen.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Firwat also do e Problem sichen, wou kee Problem dierft sinn?

Wat déi rechtlech Froen ubelaangt, sinn ech och ganz kloer: Natierlech huet dat heiten am Extremfall och rechtlech Konsequenzen. An déi musse mer a wëlle mer assuméieren. Ech wëll net, datt vu Lëtzebuerg eng Lëtzebuerger Entreprise un Zorte vun Aktioune vun ekonomeschen Operatiounen deelhëlt, déi ganz no beim Crime contre l'humanité sinn. Dat ass net akzeptabel! A wann dat de Fall wier, da mussen och rechtlech Schrëtt méiglech sinn, fir géint esou eng Entreprise hei zu Lëtzebuerg virzegoen. Dat gehéiert och zum Ruff vu Lëtzebuerg an zu enger Politik, déi mer wëlle konsequent vertrieden.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien! Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister.

A mir kéinten dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7129 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7129 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung...

(Interruption)

Ech waarden nach e puer Sekonnen. Mir korrigéieren dat selbstverständlech, wann d'Votten net geklappt hunn.

Voilà! Ech mengen, elo si mer um Enn vun der Ofstëmmung ukomm: 58-mol Jo, keng Enthalungen a keng Géigestëmmen. Ech géif da bal dervun ausgoen, dass mer bei Unanimitéit och vun de 60 Stëmme wäerte landen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7129 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Dann hu mer eng Motioun virleien. Gëtt et dozou Wuertmeldungen?

(Interruption)

Jo, vum Minister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Kann ech dozou eppes soen? Also, ech hunn absolutt kee Problem am Prinzip, fir och souguer déi Motioun do unzehuele fir déi Konventiounen, déi Lëtzebuerg effektiv net ratifizéiert huet.

Et muss ee just wëssen, datt déi Konventioun 122 vun 1964 ass. An dat, wat an där Konventioun do drasteet, muss ech éierlech soen, ass vu kenger Bedeitung méi fir d'haiteg Zäit, wat Emploispolitik ubelaangt. Elo kënne mer symbolesch soen: Okay... Wie war deemools 1964 Aarbechtsminister? Dat kann den Här Biever gewiescht sinn, deen huet dat verpasst; an duerno den Här Krier a wien nach do als Aarbechtsminister oder Ausseminister, well dat jo net ëmmer sécher ass, komm ass. Ech gesinn et awer net als primordial Wichtegkeet, fir elo déi Konventiounen ze ratifizéieren.

Et gëtt awer en revanche nach e puer anerer, déi méi spéit komm sinn. An do engagéieren ech mech absolutt, datt mer déi esou schnell wéi méiglech kënne ratifizéieren. Hei ass d'politesch Utilitéit oder déi reell Utilitéit fir Lëtzebuerg oder d'Sozialpolitik nach ginn.

Dat nämlecht gëllt fir déi Konventioun 144 iwwert den tripartitten Dialog. Ech mengen, deen hate mer, ouni déi Konventioun ratifizéiert ze hunn. Mä sécher ass, datt mer vläicht net méi 30 Joer oder 40 oder 50 Joer waarden, ier mer esou eng Konventioun ratifizéieren. Dat dierf ons an der Zukunft net méi geschéien.

Ech gesinn also net elo onbedéngt den Interêt vun där Motioun hei un.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Baum, den Auteur vun der Motioun, huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Den Här Minister huet recht, wann e seet, et sinn zwou Konventiounen, déi eist Land relativ wéineg kaschte géifen, fir se ze ratifizéieren, well ganz vill vun deem scho laang an der nationaler Gesetzgebung ëmgesat ass.

Wat awer d'Wichtegkeet, mengen ech, duerchaus géif ausmaachen, dat ass: Et gëtt am Moment... Et gëtt net am Moment, et gëtt aacht fundamental OIT-Konventiounen. An et gëtt dorënner, den Niveau drënner, véier Konventiounen, „de gouvernance" heeschen déi, déi och vun der ILO als symbolesch, certes, mä vun enger ganz grousser Wichtegkeet unerkannt ginn.

A virun allem: Lëtzebuerg ass eent vun deene wéinege Länner, déi déi nach net ratifizéiert hunn. Soudatt ech mengen, datt et der Chamber an eisem Land gutt géif zu Gesiicht stoen, wa mer do net méi e wäisse Fleck op der Landkaart wieren, an och an Europa, mä wa mer déi Konventioune géifen unhuelen. An ech mengen, wéi gesot, d'Repercussiounen op d'Nationalpolitik si kleng, mä déi symbolesch Politik, och an der Duerstellung no baussen, ass, mengen ech, grouss. An et ass och eng Demande vun der Salariatskummer. Ech mengen, datt et e sënnvolle Wee wier, fir dat heiten unzehuelen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Se geet dann an d'Kommissioun. A mir kucken effektiv, fir et eventuell nozehuelen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An der Rei.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- 50 Joer oder 60 Joer duerno.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Rapporteur a Kommissiounspresident huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt och elo proposéieren, dass mer déi zwou Konventiounen dann an der Kommissioun eng Kéier géife beschwätzen.

Ech weess elo net, ob heibanne jiddwereen a Kenntnis ass, wat an de Konventiounen 144 an 122 steet. Ech weess et net am Detail. Vläicht weess heibannen awer jiddwereen...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Da kann ech ganz gär beléiert ginn. Mä op alle Fall wär ech frou, wa mer dat da géifen an der Kommissioun eng Kéier méi genau kucken an dann duerno déi néideg Decisiounen huelen. Jo?

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sidd Der alleguer d'accord, fir dat esou ze maachen?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou. Merci.

(La motion 1 de M. Marc Baum est renvoyée en Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.)

Da géife mer zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, d'Interpellatioun vum Kolleeg Claude Lamberty iwwert d'Erausfuerderung vum federéierte Sport. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An den Här Claude Lamberty huet d'Wuert. Här Lamberty!

10. Interpellation de M. Claude Lamberty sur les défis du sport fédéré luxembourgeois

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- D'CSV ass net fir de Sport, Här President. Si gi fort.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Si maache Sport.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et sinn der awer nach ëmmer vill hei.

Exposé

M. Claude Lamberty *(DP), interpellateur.*- Jo. Mir maachen dat elo ganz sportlech hei.

Une voix.- Si sinn zu vill.

(Hilarité)

Une autre voix.- Vill ze vill!

M. Claude Lamberty *(DP), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

(Brouhaha)

Also, d'Euphorie op de Gradinen ass jo op jidde Fall schonn emol do. Dat héieren ech. Dat ass gutt. Op de Gradinen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gilles Müller spillt zu Wimbledon géint de Rafael Nadal an d'ganzt Land ass am Sportféiwer. Et erlieft een eng Natioun, déi sech nomëttes op Public-viewinge queesch duerch d'Land trëfft an dem roude Léiw op der Televisioun d'Daumen dréckt.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Claude Lamberty *(DP), interpellateur.*- Ah jo, esou war dat.

Äänlech Begeeschterung, wann ech d'lescht Joer eng Cyclo-cross-WM zu Bieles als Beispill huelen,...

Une voix.- Bravo! Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP), interpellateur.*- ...wou e ganzt Land hannert dem Christine Majerus stoung, oder wann ech kucken, wéi euphoresch mer sinn, wann eis rout Léiwen am Futtball enger Sportsnatioun wéi de Fransousen zum Beispill en 0:0 ofknäppen.

Une voix.- Aah!

M. Claude Lamberty *(DP), interpellateur.*- Mir sinn eis eens: Déi Sportshighlighte maachen eis ëmmer nees frou an houfreg, egal wéi eng Sportaart oder wéi een Athlet et ass. Mir stinn als Land hannert eise rout-wäiss-bloen Athleten a genéissen déi Euphorie an déi Emotiounen, déi de Sport wéi kaum soss eppes op der Welt och zu Lëtzebuerg ënnert de Leit ausléist a se matenee verbënnt.

Net zulescht huet d'Regierung mam Nation Branding a mam „Let's make it happen" déi emotional Komponent, déi de Sport als positiven Ambassadeur fir eist Land no baussen dréit, jo och kloer erkannt a promouvéiert se offensiv am Inland an am Ausland. Duerch déi sëllech Kompetitiounen an d'Participatioun vun eisen Team-Lëtzebuerg-Athleten heiheem oder iwwert déi fënnef Kontinenter verdeelt, ass de Sport ee Schlësselelement vun der Campagne „Let's make it happen".

Här President, et gëtt awer net just e Gilles Müller, e Christine Majerus, e Raphaël Stacchiotti oder e Jenny Warling, fir elo emol véier COSL-Elittenathlete vun deenen insgesamt 37, déi am Kader sinn, stellvertriedend hei fir all déi Spëtzenathleten ze nennen.

De Weekend hunn näämlech och d'Marie géint d'Emma gespillt. Allen zwee si se zéng Joer al a si hunn eng immens Freed um Dëschtennis. De Misch an de Charel hunn am Basket mat hire Kolleegen aus de Reservenequippe vu Bartreng géint Hesper gespillt. An d'Lea an d'Lori si mat hirer Volleyballsequipp vun de Minimen op en Tournoi op Tréier gefuer. Um Tennistournoi am Süde vum Land huet den eelefjäregen Tim gespillt an e wëllt onbedéngt eppes ginn, an zwar dat nämlecht wéi säi Virbild, de Gilles Muller: Tennisprofi.

Fir d'Marie, d'Emma, d'Lori, d'Lea, den Tim, de Misch an de Charel war de Weekend einfach just eppes: E war immens flott. Fir eis Nowuesstalenter an eis aktiv Memberen am Breedesport war den „Let's make it happen" dëse Weekend d'Freed, d'Freed un hirem Sport, d'Begéine vu Kolleegen a Frënn, d'Erfahrungen um an nieft dem Terrain. Et kann ee soen: Spaass ze hu mat hire Kolleegen an d'Freed un der Bewegung u sech. An och grad deen Deel vum „Let's make it happen" ass e wichtegen Deel, well de Breedesport ass, wéi den Numm et seet, immens breet opgestallt a queesch duerch déi verschidden Alterskategorien a Sportaarten am Land verdeelt.

De Breedesport ass d'Basis, d'Fundament vun all Sportaart. Aus dësem Fundament entwéckele sech Talenter: Se gi gefuerdert, se spille Kompetitiounen, bis hin zu Optrëtter an eiser Nationalequipp, wou se d'Faarwe vun eisem Land kënne vertrieden.

Dat dierf een net vergiessen, wa mer vum Sport am Land schwätzen. Ouni eng breet Basis feelt et all Sportaart un Nowuess, un Unerkennung, u Méiglechkeeten, fir sech un der Spëtzt herno beschtméiglech kënnen ze developpéieren. De Wee un d'Spëtzt vun all Sportaart ass laang. An et kritt een näischt geschenkt, wann ee sech muss national géint Konkurrenten duerchsetzen an da bei internationalen Optrëtter säi Mann oder seng Fra stoen.

Mir hunn aktuell 37 Spëtzenathleten am COSL-Elittekader a weider 42 am Promotiounskader vum olympesche Comité. Dat sinn déi, déi bereet sinn, de Wee ze goen an de Sport als méi wéi just eng flott a gesond Fräizäitbeschäftegung unzegesinn: eben eis Topathleten an den individuelle Sportaarten, déi eis Faarwen um héchsten Niveau, och international, vertriede kënnen.

De Sprong an de professionelle Beräich ass e Wee mat villen Inconnuen. En ass gezeechent vu ville Froen, wann net souguer heiansdo vun Zweifel, engem gudden Encadrement, vill Fläiss, vill Aarbecht an engem Kierper, dee muss matspillen. Ech soen do d'Stéchwuert Gesondheet an déi richteg medezinnesch Betreiung.

Et sinn awer och grad déi Froen, déi e jonken Athlet sech muss stellen: Wat a wou maachen ech elo? Mäin Training? Meng Studien? Meng Schoul? Meng Ausbildung? Woen ech de Sprong elo direkt an de Profisport, ouni ze wëssen, ouni d'Garantie ze hunn, dass dat eppes gëtt? Wéi kréien ech eng sozial Ofsécherung? Oder kréien ech vläicht eng Struktur gebueden, wou ech béides ka kombinéieren, en optimalen Training inklusiv vun enger Ausbildung?

Déi Froe vun deene jonken Talenter si reell. A mat der „dual career in sports"-Struktur si mer, mengen ech, do jo och um richtege Wee. De Laurent Carnol als ehemolege Spëtzenathlet ass do dee richtege Mann, fir jonken Talenter en adequaten Uspriechpartner ze sinn an hinnen dann och berodend zur Säit ze stoen.

Wëlle mir, dass méi Talenter dee Wee ginn, da musse mir weider investéieren an d'Opklärung, d'Berodung a konkret Hëllefen, fir all Sportstalent seng Perspektive kënnen opzeweisen.

Als Land - a wa mer gär eng Sportsnatioun sinn - profitéiere mir dovun, wa vill Talenter de Wee ginn, Sport op héijem Niveau auszeüben an de rout-wäiss-bloe Fändel dann och duerch d'Welt ze droen. Nation Branding par excellence, esou wéi mir et eigentlech wëllen.

Ergo ass et awer och um Land, fir seng Verantwortung ze iwwerhuelen an déi Talenter op hirem Wee zum professionelle Sportler ze ënnerstëtzen an ze förderen, andeems déi Struktur ausgebaut ka ginn. D'Zil soll a muss et sinn, dass kee Leeschtungssportler no senger aktiver Carrière ouni Ofschloss an ouni Ausbildung dosteet an dann net weess, wéi et weidergoe kann.

Et dierf een näämlech net aus den Ae verléieren, dass déi wéinegst Sportler - an dat net just zu Lëtzebuerg -, déi eng professionell Carrière hannert sech hunn, a souguer wa se eng Zäit laang an de Medie präsent waren an op Podiume vu Kompetitiounen erëmzefanne waren, no hirer Carrière och ausgesuergt hunn. Dofir gëllt et, fréizäiteg déi néideg Weichen ze stellen, déi richteg Äntwerten ze fannen op e Liewen no enger professioneller Carrière.

Ech denken op dëser Plaz, dass och de Wee via d'Elittesektioun vun der Arméi ëmmer nees e Wee ass, dee fir verschidden Athleten een absolutt richtegen a wichtegen a positive Wee duerstellt, fir kënnen de Sport an de Mëttelpunkt vun den dagdeeglechen Aktivitéite vun deem jeeweilege Sportler ze stellen.

Et kann ee sech awer och d'Fro stellen, ob een net kéint méi flexibel Carrièren oder Kritäre via de Wee Härebierg opmaachen. Ech denken, do ass nach vill Potenzial, wat ee kéint aktivéieren. An et sollt een eng Kéier eng Debatt iwwert d'Ausriichtung an och eng méiglech Reform fir déi optimal Förderung vun eise Sportler via d'Arméi heibanne féieren.

Här President, mir hunn nieft eise ronn 100 Spëtzesportler insgesamt nach e bësse méi wéi 120.000 Sportler, dovu knapp 90.000 sougenannte Competiteuren a ronn 30.000 Loisirslizenzen an eisem Breedesport. 120.000 Leit, déi also regelméisseg Sport maachen, hire Sport, hir Passioun, hir Loscht u Bewegung mat Kolleegen a Frënn deelen. Dat geet vu ganz kleng bis hin an den héijen Alter.

Déi Zuel muss ee sech eng Kéier ganz genau op der Zong zergoe loossen: 120.000 Leit hei am Land sinn aktiv an enger oder méi Sportaarten, opgedeelt op ronn 1.400 Veräiner! Dat eleng beweist d'Verwuerzelung, déi de Sport an eiser Gesellschaft hei am Land huet. Elo musse mir eis natierlech d'Fro stellen, wat mir mam Potenzial vun deenen 120.000 Sportler vun allem Alter am Land maache wëllen, maache kënnen a wéi mir garantéieren, dass déi Zuel, dass déi Sportler och an Zukunft hire Sport kënnen ausüben.

Huele mer e Bild: Beim Héichsprong kënnt et net nëmmen drop un, ob d'Lat leie bleift oder net, mä natierlech och, wéi héich ee sech déi Lat iwwerhaapt leet. Wat d'Lat méi niddreg läit, wat ee manner Schwieregkeeten huet, fir driwwer ze kommen. Et ass also net nëmmen eng Fro vum Resultat, mä eben och vun den Erwaardungen, jo, vun der Ambitioun!

Haut wëll ech a menger Interpellatioun op e puer Punkten agoen, fir ze hannerfroen, op wéi enger Héicht dann déi Lëtzebuerger Lat läit, wann et ëm de Sport hei bei eis am Land geet. Erfëlle mer schonn eis Erwaardungen oder wëlle mer och vläicht eventuell méi héich sprangen? A wa jo, wéi stelle mer eis op, fir dann och kënne méi héich ze sprangen? Ech si jiddefalls frou, dass mir säit laanger Zäit emol erëm eng Kéier hei am Haus intensiv iwwert de Sport zu Lëtzebuerg debattéieren, iwwer säi Stellewäert, iwwer seng Zukunft. Dëst zesumme mam Här Sportsminister Romain Schneider, deem ech op dëser Plaz e grousse Merci wollt soen, dass déi Debatt de Mëtte ka stattfannen.

Am Virfeld vun dëser Interpellatioun hunn ech en Tour duerch d'Lëtzebuerger Sportswelt gedréit. Ech war bei méi groussen a och bei méi klenge Federatiounen op Besuch. Ech hu mech mat Vertrieder vum COSL iwwert de Leeschtungssport ënnerhalen, ech hu mat Sportsdokteren d'Situatioun op Häerz an Niere gepréift, ech war mer d'Coque als eng vun deene gréisste Sportsinfrastrukturen ukucken an hu mech mat ville Benevollen ënnerhalen, déi mat Häerz a Séil hannert hirem Veräin stinn a sech an deem engagéieren. An deene Gespréicher hu sech dann och eenzel Themen erauskristalliséiert, déi ech dann de Mëtte wéilt thematiséieren.

Et sinn dëst d'Professionaliséierung vun de Sportsfederatiounen, d'Benevolat, d'Förderе vum Héichleeschtungssport zu Lëtzebuerg, de Schoulsport an d'Bewegungserzéiung an de Stellewäert insgesamt vum Sport an eiser Gesellschaft.

Fänke mer vläicht vir un: de Schoulsport an d'Bewegungserzéiung. De Sport als kierperlech Aktivitéit ass e wichtegen Deel vun enger equilibréierter Erzéiung. Mir wëssen alleguer aus eegener Erfahrung aus der Schoul, dass de Sport d'Perséinlechkeet, d'Responsabilitéit an den Teamgeescht fördert. Zesumme mat de Kulturfächer ass de Sport och fir d'Kreativitéit, d'Selbstvertrauen an déi sozial Bindung fir d'Kanner vun immens grousser Bedeitung.

Net ze schwätze vun de positiven Auswierkungen op d'Gesondheet. D'Problematik vum lwwergewiicht ass an onser Gesellschaft duerchaus reell, erschreckenderweis och bei Kanner a Jugendlechen. Dëst stellt de Schoulsport virun eng grouss Responsabilitéit. Woubäi mir musse froen, wéi mir et fäerdegbréngen, déi beschtméiglech Bewegungserzéiung fir eis Kanner ze garantéieren, an der Schoul an och an de Strukturen, déi nieft der Schoul ugebuede ginn.

D'Zesummeschaffe vu Maison-relaisen, Schoulen a Veräiner an de Gemengen ass menger Meenung no eng ideal Plattform, wou all Akteuren dovu profitéiere kënnen: d'Kanner, well se a flotte Projeten encadréiert ginn, déi lokal Veräiner, well se dovu profitéieren, hire Sport am Duerf kënne virzestellen, an d'Strukturen, well se a Kombinatioun mat de Klibb ofwiesslungsräich an op d'Interesse vum Kand ofgestëmmte Projete presentéiere kënnen. Ech ginn do d'Beispill, well ech dat och am beschte kennen, vun „Hesper beweegt sech" an ech mengen, wann ech do den Hesper Buergermeeschter kucken, dee ka mer do nëmmen zoustëmmen.

Da wëll ech awer och drop agoen, dass et säit 2016 e Gesetz gëtt, wat e Bildungsrahmenplan ass, wou sech d'Crèchen zum Beispill musse ganz kloer Kritäre ginn, wéi se wëllen d'Motorik förderen, eppes, wat enorm wichteg fir d'Entwécklung vun de Kanner ass. Ech wëll och drop agoen, dass et bei der Ausbildung duerchaus eng Fro ass: Wéi ee Personal mat wéi enger Qualifikatioun hunn ech a menge Strukture schaffen, a menge Maison-relaisen zum Beispill schaffen, fir d'Qualitéit insgesamt ze erhéijen a fir d'Motorik vun de Kanner ze schäerfen? D'Zesummeschaffe vun ausgebilten Trainer, vu gutt forméiertem Personal mat Erfahrung am Sportsberäich an de Maison-relaisen an dem Léierpersonal bréngt déi richteg Mëschung, fir dem Sport dee richtege Stellewäert ze ginn.

Déi Iddi vun der „bewegte Schule", also d'Abaue vu méiglechst vill Bewegung an den normale Schoulprogramm, mä eben net exklusiv an der Sportsstonn, ass e weidere flotte Projet, deen ee menger Meenung no verdéiwen an ausbaue muss.

Och hei e Stéchwuert: „clever move". Säit leschtem Summer gëtt dee Label verdeelt. Dat ass fir d'Schoulen an d'Maison-relaisen, déi sech kloer Kritäre musse stellen, déi sech bewosst sinn, dass d'Bewegung enorm wichteg ass, an déi dann dee Label och kréien, wa se déi Kritären erfëllen. Dat sinn zum Beispill an der Schoul mindestens 20 Minutte Sport oder Bewegung all Dag respektiv an de Maison-relaisen, wann een do muss Aktivitéite maachen, dass mindestens een Drëttel vun den Aktivitéite mussen aus der Bewegungserzéiung kommen.

D'Zil ass et insgesamt, Raim ze schafen, wou sech d'Kanner beschtméiglech a méiglechst oft bewege kënnen - emol fir e puer Minutten, emol e bësse méi laang -, mä haaptsächlech esou oft wéi méiglech. D'Virdeeler vu méiglechst vill Bewegung si bekannt a mussen och konsequent weiderentwéckelt ginn, zesumme mat den Akteuren um Terrain.

Wann ech u meng Zäit an der Formatioun als Schoulmeeschter zréckdenken, war d'Bewegungserzéiung een immens wichtegt Element an der Ausbildung um ehemolegen ISERP. Ech denken, dass et wichteg ass, den Accent och an Zukunft verstäerkt op d'Informatioun, d'Opklärung an d'Promotioun vum Sech-vill-Bewegen am Raum vun der Schoul ze leeën: zum Wuel vun eise Kanner an der Gesellschaft insgesamt.

D'Ausbildung an d'Weiderbildung vun den Akteuren, déi mat - besonnesch klenge - Kanner schaffen, mussen ëmmer nees iwwerschafft ginn, fir eis Kanner an der haiteger Gesellschaft fit ze halen: fit net an enger bestëmmtener Sportaart, mä fit an der allgemenger Bewegungserzéiung. Dat kléngt elo vläicht komesch, mä et geet u mat engem richtege Kopplabunz, mat sprangen, mat klammen oder mat ofrullen. Et ass e bëssen eppes wéi d'ABC vun der Sportswelt.

Ze begréissen ass an deem Kontext, dass via deen neie Fënnefjoresplang finanziell Moyene virgesi sinn, fir sougenannten „Zones de motricité" ze förderen. Dat heescht, dass investéiert gëtt an déi richteg Bewegungsausbildung vun eise Kanner, dass regelrecht Bewegungsraim kreéiert kënne ginn, wou déi Kleng eben dësen ABC vun der Bewegungserzéiung kënne kandgerecht an op eng flott Aart a Weis erliewen.

Ech hunn am Ufank vun der Basis geschwat, déi de Sport leet fir d'Gesondheet vun der Gesellschaft. Et gëtt kloer Erkenntnisser, dass sportlech Aktivitéiten déi mental a kierperlech Santé ënnerstëtzen a präventiv géint wäitverbreete Krankheeten am Beräich vun Häerzkreeslaf, vun der Zockerkrankheet, vun Diabetes oder souguer och Kriibs hëllefen. International Etüde schwätze jee nodeem vu Käschtereduktiounen an der Santé duerch de Sport vu bis zu 16%.

Gëtt Sport also scho vu Klengem un als eppes Positives vermëttelt, de Kanner d'Freed un der Bewegung méi no bruecht, da profitéiert d'Gesellschaft insgesamt laangfristeg ganz kloer dovun. All Euro, deen an de Sport investéiert gëtt, dréit zur Gesondheet vun der Gesamtpopulatioun an der Gesamtgesellschaft bäi.

Här President, komme mer zréck bei d'Organisatioun vum Sport! Et gëtt an der Lescht vill hei am Land iwwert Tandeme geschwat. Ech muss Iech éierlech soen, dass fir mech d'Zesummespill vun de Federatiounen an de Veräiner e richteg gudden Tandem ass.

Mir hu Federatioune vun alle Gréissten hei am Land, vu ganz klenge bis hin zu ganz groussen. D'Erausfuerderunge si fir se alleguerte relativ héich: Wéi kréien ech meng Sportaart esou organiséiert, dass vu mengem klengsten Talent bis zu menger eelster Seniorsequipp och eng Kompetitioun ka stattfannen?

D'Gestioun vum nationale Sport, d'Organisatioun vun den Nationalequippen, d'Erfëlle vun immens héijen internationalen Normen, wann Optrëtter hei am Land stattfannen, kombinéiert mat ëmmer méi Problemer, fir Benevoller ze fannen, d'Vermaarte vun der Sportaart a Medien a bei Sponsoren an nach villes méi: Dat ass den Alldag vun eise Verbänn! Dat ass den Alldag vu motivéierten, ganz oft klengen Equippen an de Federatiounen, déi gréisstendeels am totale Benevolat, also ouni professionell Struktur ronderëm si mussen auskommen.

Wat um Terrain an an der Kompetitioun oft net virstellbar ass, näämlech, dass een niewent där ganz normaler 40-Stonnen-Aarbechtswoch, déi een huet, beschtméiglech muss fonctionnéieren, also quasi no sechs Auer owes eng optimal Virbereedung op e Wettkampf muss maachen, ass an der Organisatioun vun de Verbänn, also an der Administratioun, quasi normal. Do gëtt et, bis op Ausnamen, näämlech just dat doten: niewebäi alles geréieren.

Den Haaptecho, deen een héiert, wann ee mat de Leit um Terrain schwätzt, ass da besonnesch dat, wat vun internationale Verbänn verlaangt gëtt, wa Lëtzebuerger Nationalequippen zum Beispill un de Kompetitiounen deelhuelen; deen Echo, deen een also vun de Verbänn kritt, ass, dass déi national administrativ Strukture ganz oft am Benevolatsberäich hänke bleiwen an et dofir ëmmer méi schwéier gëtt, alles ze meeschteren an alles ënner een Hutt ze kréien.

Et muss ee sech ëmmer virun Aen halen, dass déi meescht Verbänn hei am Land eben ofhängeg si vu Leit, déi nieft hirer ganz normaler Aarbecht och nach d'Gestioun vun der Sportaart assuréieren. Wann ech duerch de Sall hei kucken, ech mengen, et gëtt jo ganz vill ehemoleg an och aktuell Leit, CAe respektiv Presidente vu CAen, déi an de Sportsverbänn täteg sinn, déi dat ganz sécher och kënne bestätegen.

Et ass op jidde Fall eng formidabel Leeschtung! A vun dëser Plaz e grousse Merci un déi vill Fräiwëlleg an de Federatiounen an natierlech och an de Veräiner, ouni déi et haut schonn absolutt net géif goen. An trotzdeem musse mir eis d'Fro heibanne stellen: Musse mir als Politik net e Schratt méi wäit goen an eis Verantwortung iwwerhuelen, fir ze garantéieren, dass d'Struktur vun all Sportaart am Land net exklusiv um Benevolat kann hänken? Ech soen: Dach, dat musse mer!

Wa mir als Land also op sportlechem Plang eppes fäerdegbréngen, näämlech dass via de Stat, via d'Subventiounen, d'Federatioune gutt ausgebilten Trainer kënnen astellen, musse mir dat och onbedéngt um administrative Plang esou hikréien. D'Professionaliséierung vu jiddwer eenzelner Struktur am administrative Beräich assuréiert am Endeffekt, ob eng Sportaart eng Zukunft kann hunn oder net. Fir et méi kloer ze soen: Wann et kee méi gëtt an den CAen, deen e Spillplang ausschafft, da wäert et och kee Junior- a kee Seniormatch méi egal a wéi engem Championnat ginn. An egal wéi eng Sportaart ass dovu betraff.

Fir genau dat ze verhënneren, dass dat ni wäert antrieden, muss all Verband mëttelfristeg vum Stat eng Subventioun kréien, fir, ech nennen et elo emol en „Manager", en „Gestionnaire", also e Kapp, deen d'Sportaart administrativ a strukturell opstelle kann, anzestellen. Dat ass fir mech e Punkt, wou ech soen: Do muss de Stat seng Verantwortung iwwerhuelen, fir am Endeffekt deenen 120.000 Sportler hir Sportaart an d'Zukunft vun der Sportaart ze garantéieren.

Wichteg Partner beim Sujet Benevolat sinn natierlech och d'Gemengen. Zesumme mat de lokale Veräiner muss gekuckt ginn, wéi de Benevolat ka lokal gefërdert ginn. Ouni Benevolle gëtt weekends net een Terrain gezeechent, net ee Match ugepaff an net eng Buvette opgespaart. Da schwätzen ech nach guer net vun den Trainingen, der Jugendaarbecht, der Betreiung vun de Kanner a Jugendlechen, vum Transport op d'Matcher an esou weider.

Ech wëll sécherlech hei net den Däiwel un d'Mauer molen an awer sinn ech mer sécher, dass mer mussen hei an Zukunft méi Akzenter setzen. Fräiwëlleg Aarbecht, sech an den Déngscht vun anere stellen, muss och um Niveau Sport méi Unerkennung kréien. Hei gëtt et a mengen Ae keng Zauberformel, mat där ee vun haut op muer alles kéint zum Gudden dréien. Et wäert wuel e laange Prozess ginn, en Zesummespill vun eenzelnen Akteuren, mat ville Puzzlestécker, fir deen Trend dann och ëmzedréien.

Een Usazpunkt ass sécherlech d'Ukënnegung, dass am öffentlechen Transport wäerten Upassunge kommen, fir de Benevollen hiert Engagement ze honoréieren.

Sécherlech och immens gutt an immens positiv war d'Aféiere vum „Qualité+". Dat hëlleft de Veräiner, an hirem Alldag besonnesch och finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen a ganz besonnesch an der Kombinatioun vun dem Invest an d'Qualitéit am Veräin. Et ass en éischte Schrëtt, op deen ee muss opbauen, mä et musse weider - an ech mengen, dat ass dat Entscheedend - vill kleng Schrëtt kommen, dass een aus där Problematik do eraus ka kommen an dass d'Veräiner, d'Verbänn, d'Sportler alleguerten dovu kënne profitéieren.

Den Ament hu mer zu Lëtzebuerg e Congé sportif fir Sportler, Dirigenten an och fir Arbitteren. Ech denken, dass dee Congé sportif eng ganz wichteg Komponent ass, och fir de Stellewäert vum Sport ze festegen. Ech denken awer och, dass een als Gesellschaft an als Politik muss bereet sinn, op dee Congé sportif anzegoen, en ze reforméieren an en auszedeenen. De Congé sportif näämlech, deen hëlleft dem Athlet, mä och ville Leit ronderëm déi jeeweileg Sportaart, fir kënne sportlech Aktivitéiten am Land oder och am Ausland ze organiséieren oder Lëtzebuerg zum Beispill op internationalem Parquet als Arbitter ze vertrieden.

Am Joer 2016 huet de Sportsministère a sengem Aktivitéitsrapport festgehalen, dass 852 Deeg vun esou engem Congé sportif u Kollektivsportaarte gaange sinn an 1.210 Deeg un Eenzelsportler. Och do, denken ech, misst een eng Kéier zesumme mat de Verbänn diskutéieren an definéieren, wéi een dee Congé sportif kéint intelligent am Sënn vum Sport weider ausbauen.

Et ass op alle Fall evident, dass de Sport zu Lëtzebuerg zesumme géif briechen, wa mer net méi kënnten op de Benevolat zréckgräifen. Et muss ee sech jo emol bewosst sinn, wat all Dag am Sport hei am Land Organisatoresches geleescht gëtt, obwuel souzesoen, wéi mer et virdrun och gesot hunn, alles am fräiwëllegen Nieweberuff gemaach gëtt.

Här President, nodeems ech iwwert d'Bewegungserzéiung geschwat hunn, iwwert den organiséierte Sport, d'Opstelle fir d'Zukunft vun de Federatiounen, d'Problematik vum Benevolat ëmrass hunn, loosse mer nach insgesamt zum Schluss op de Stellewäert vum Sport kommen!

Ganz am Ufank hunn ech haut vum Gilles Müller sengem Match géint de Rafael Nadal d'lescht Joer geschwat a wéi frou mir all sinn, wa Lëtzebuerger eist Land op der sportlecher Weltbün esou exzellent vertrieden, ob dat fréier e Charly Gaul war, d'Gebridder Schleck, elo e Gilles Müller oder soss iergende rout-wäissbloen Topathlet.

Mir mussen als Gesellschaft bereet sinn, fir ze wëllen, dass d'Chance op esou Ausnameathleten och méi grouss gëtt. Den „Let's make it happen" ass net eng Einbanstrooss, wou mir just frou sinn, wann den Topsportler bis um Podium steet. Fir mech heescht dat näischt anescht, wéi d'Strukture weider ze professionaliséieren an auszebauen, och am Spëtzesport, fir méiglechst vill Topathlete ganz no uewen ze kréien.

Lëtzebuerg ass eng Sportsnatioun. Ech widderhuelen: 120.000 Leit maachen aktiv Sport! Dat ass fir mech eng Sportsnatioun. Loosse mer also dee Wee weidergoen an investéieren och an de Sport! Den „Luxembourg Institute for High Performance in Sports", also de Projet vum Héichleeschtungstrainingszentrum mat Schwéierpunkt Spëtzesport, ass do.

Déi Fro, déi sech am Kader vum Olympiastëtzpunkt mëttelfristeg stellt: D'Struktur „Sportslycée" ass eng immens richteg a wichteg Struktur, wou talentéiert Nowuesssportler kënne geziilt a systematesch gefërdert ginn a wou gläichzäiteg dat schoulescht Element net aus den Ae verluer gëtt. Ass de Sportslycée awer grouss genuch fir d'Zukunft? Dat ass déi entscheedend Fro. Eischter net!

Zweet Fro: Wéi kritt een et hin, dat berüümtent Internat ze integréieren? En Internat, wat mer brauchen, wa mer och do an der Qualitéit vun der Ausbildung am Sport wëlle weiderkommen. Muss een net, op déi nächst Jore gekuckt, probéieren - an ech maachen elo eng laangfristeg Vue -, eng Plaz ze fannen, wou een d'Federatiounen, de COSL, de Sportslycée an en Internat zesummeleet op eng Plaz, déi optimal un den öffentlechen Transport ugebonnen ass an iwwer eng grouss Sportsinfrastruktur verfüügt?

Ech weess, dat ass elo ambitiéis, mä wär d'Plaz ronderëm d'Coque net optimal, laangfristeg gekuckt, fir dat doten op där Plaz kënnen ze regruppéieren? Ech denken, et misst een op d'mannst eng Kéier driwwer diskutéieren.

Här President, fir de Stellewäert vum Sport an der Gesellschaft weider ze förderen, fir d'Émsetzung vu professionaliséierte Strukturen ëmzesetzen, muss een als Gesellschaft dann och bereet sinn, de Budget am Sport, dat Stéck Kuch vum Statsbudget, an den nächste Jore schrëttweis ze erhéijen. A firwat net dat Zil vun 1 Prozent vum Statsbudget am Beräich Sport ustriewen? De COSL, d'Verbänn, am Endeffekt d'Veräiner an d'Sportler alleguer sollten eis dat wäert sinn. Fir mech ass dat op alle Fall net ze vill ambitiéis.

120.000 Leit am Land, déi Sport maachen, all eis Kanner, déi vun enger gudder Bewegungserzéiung bis spéit an hirem Liewe profitéieren, déi Zéngdausende Leit, déi Woch fir Woch hire Sport wëllen assuréiert hunn, an am Endeffekt d'Chance als klengt Land, och weider op internationalem Plang kënne matzehalen, Lëtzebuerg als kleng Sportsnatioun ze promouvéieren, wou mir alleguerten houfreg drop sinn: Fir mech ass dat en Zil, wat mir als Gesellschaft verdéngt hunn a wat eis d'Gesondheet vun de Leit och soll wäert sinn. Ech widderhuelen et gär: All Euro, dee mir an de Sport stiechen, investéiere mer an d'Gesondheet vun eiser Gesellschaft.

Här President, wéinst all deenen Ursaachen, dem Stellewäert vum Sport an der Gesellschaft, den Erausfuerderunge vun de Federatiounen op sportlechem an administrativem Plang, wéilt ech gäre vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Motioun hei am Haus ze deposéieren. Wann ech gelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les bienfaits du sport sur la santé physique et mentale;

- considérant que le sport véhicule des valeurs éducatives et sociales qui favorisent le vivre ensemble, l'intégration et la cohésion sociale;

- saluant les initiatives du Gouvernement et du Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL) qui visent à favoriser une participation maximale de la population de tout âge à des activités sportives;

- considérant que les fédérations sportives organisent hebdomadairement plusieurs centaines de compétitions dans les disciplines les plus diverses et qu'elles contribuent ainsi de manière exemplaire au développement du mouvement sportif luxembourgeois;

- considérant que les fédérations sportives sont contraintes de recourir de plus en plus à du personnel administratif qualifié pour répondre aux exigences et défis au niveau administratif et organisationnel;

- notant qu'en 2017 le Ministère des Sports a subventionné l'équivalent de 5,35 tâches de gestionnaires et 8,75 tâches de directeurs techniques nationaux;

- notant que l'enveloppe budgétaire 2018 du Ministère des Sports s'élève à 0,1% du PIB, respectivement à 0,39% du budget de l'État;

invite le Gouvernement

- à valoriser davantage l'importance du sport dans la société;

- à soutenir le processus de professionnalisation des structures fédérales;

- à augmenter de manière conséquente les crédits alloués aux fédérations sportives dans les domaines administratif et sportif;

- à poursuivre la mise en œuvre du «Concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg».

(s.) Claude Lamberty, Nancy Arendt, Marc Baum, Eugène Berger, Cécile Hemmen, Roy Reding.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Claude Lamberty *(DP), interpellateur.*- Et geet drëms, déi ugesprache Lat vum Lëtzebuerger Sport en Tick méi héich ze leeën an de Stellewäert vum Sport an der Gesellschaft am Land ze erhéijen. Dat geet a mengen Aen awer nëmmen, wann een an Zukunft och gewëllt ass, méi Suen an de Sport ze investéieren.

Ech hunn och d'Defie vun de Federatiounen op sportlechem Plang an op administrativem Plang beliicht. Och dat fënnt sécher an der Motioun jiddwereen erëm.

Zum Schluss wëll ech awer nach soen, dass ech immens frou sinn, dass mer hei bei där Motioun e parteiiwwergräifende Konsens hunn, dass all Fraktioun, all Partei, déi am Parlament vertrueden ass, déi Motioun ënnerschriwwen huet. Ech mengen, et ass e wichtegt Signal, dass mer de Sport eescht huelen, dass mer d'Entwécklung vun der Bewegungserzéiung, vum Spëtzesport, vum Breedesport, vum Schoulsport eescht huelen an dass mer gewëllt sinn, zesummen als Gesellschaft am Sport virunzekommen.

Ech soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren. Ech freeë mech op Är Interventiounen. An zum Schluss: Let's make it happen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Interpellateur. An déi éischt Riednerin ass d'Madamm Nancy Arendt fir d'CSV.

Débat

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, ech soen dem Här Lamberty villmools Merci fir seng Interpellatioun. Dir wësst, wivill mir de Sport um Häerz läit. An ech sinn ëmmer frou, wann ech d'Iddie vun der CSV, wat de Sport ubelaangt, kann hei an der Chamber mat abréngen.

Ech erlabe mer just ze soen, datt ech et awer wierklech enttäuschend fonnt hunn, wéi laang et gedauert huet, bis datt mer dës Interpellatioun op den Ordre du jour geholl hunn. Ech mengen, si ass den 22. Mäerz 2017 agereecht ginn. Mir waarden also bal e Joer dorobber.

Virun allem, well mer schonn eng Heure d'actualité iwwert de Sport am Januar 2015 hei an der Chamber haten, déi d'CSV ugefrot hat, well eis d'Noutwendegkeet vun esou enger Gesamtdebatt iwwert de Sport mat all senge Facettë bewosst ginn ass, virun allem vum Sport am Kontext vun der präventiver Medezinn an dem Schoulsport.

Mir sinn do an der Kommissioun vum Minister a sengem éischte Conseiller op de Januar 2016 vertréischt ginn, fir dann elo nach ëmmer net esou eng Gesamtdebatt ze hunn. Mä wéinstens hu mer eng iwwert de Sport fédéré. An ech mengen, hei ass awer och vum Här Lamberty e bëssen dat anert mat eragefloss, well et einfach e Gesamtkonzept ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Här President, mir bréngen et jo och fäerdeg, eemol am Joer eng Debatt iwwert d'Entwécklungspolitik ze féieren an de Minister heibannen ze hunn, fir ze wëssen, wéi eis Politik sech an deem Beräich entwéckelt a wat nach ze verbesseren ass an ob se kohärent ass mat deenen anere Ministèren, ob se zesummeschafft mat deenen anere Ministèren. Firwat also bréngt mer dat net fir de Sport fäerdeg?

Et sinn ëmmerhin - den Här Lamberty huet et scho gesot - 130.000 Leit hei am Land fir de Sport engagéiert. A wann een dem Sport déi néideg Wichtegkeet wëllt zougestoen, dann, denke mer, misst de Mentalitéitswiessel heibannen an der Chamber ufänken, ier mer e vun de Leit dobausse verlaangen.

Mir verstinn och ganz gutt, firwat den Här Lamberty just de Volet vum Sport fédéré erausgepickt huet, well et deen ass, deen an eisen Aen hei am Land am beschte fonctionnéiert. Mir ginn op alle Fall net midd, den Här Minister ze froen, wat fir eng nei Initiativen e wëlles huet ze lancéieren, déi dach de bedenklechen Entwécklunge géife Rechnung droe vun eisen iwwergewiichtege Kanner an ëmmer méi Erwuessenen, wou mer hei am Land zu Lëtzebuerg am Spëtzepeloton leien, grad wéi am stonnelaange Sëtzen.

Et geet net duer, ze probéieren, eis ze iwwerzeege mat enger Etüd, och wa se vum Luxembourg Institute of Health gemaach ginn ass, déi nëmmen an engem eenzege Lycée duerchgefouert ginn ass, also net representativ war, mat Resultater, déi keng Gesamtspigelung vun eiser Gesellschaft erëmginn hunn an déi der Realitéit um Terrain net entspriechen, amplaz eis zu enger aktiver a fitter Gesellschaft ze entwéckelen, mat Gesamtkonzepter an Iddien, fir d'Kanner an d'Leit ze motivéieren, de Recommandatioune vun der WHO nozekommen, jo, a se ze iwwerzeegen, firwat et esou wichteg war, sech zu enger méi dynamescher, sportlecher a gesonder Gesellschaft ze entwéckelen, mat enger Zukunftsvisioun vun enger Gesondheetspolitik, déi präventiv an nohalteg sollt gestalt ginn, an net eréischt reagéiert, wann et ze spéit ass an d'Leit bis krank sinn.

Déi zënter zéng Joer laang Campagne, fir méi gesond z'iessen a sech méi ze bewegen, ass

méi wéi ausgelaatscht an huet - dat muss een dach awer einfach zouginn - net de gewënschtene Mentalitéitswiessel mat sech bruecht. Et feelt eis un enger transversaler Gesamtstrategie tëschent de Ministèren, wou Lëtzebuerger begeeschtert ginn, fir de Sport am alldeegleche Liewe matanzebannen, a firwat et net nëmme just zu hirem eegene Benefiss ass, mä och deem vun de Patronen, dem Stat an eiser gesamter Gesellschaft am Allgemengen déngt, wa mer regelméisseg sportlech Aktivitéiten énnerstëtzen, wa mer wierklech gär e gesonde Mentalitéitswiessel an eisem Land hätten.

De Sport muss a kann nëmmen als Gesamtprojet ugepaakt ginn, esou wéi en am Dokument vum Sport intégré vum Comité olympique schonn 2013 ausgeschafft gouf, wou d'Fanger op ville Plazen an d'Wonn geluecht goufen. Fréier hunn d'Kanner all permanent dobausse fräi an der Natur oder an der Strooss gespillt, sinn am Bësch an am Bulli ronderëmgeknëschelt, ob waarm oder kal, an dobaussen ofgehäert ginn. Mä elo, an eiser ëmmer méi digitaliséierter Welt, gëtt ee vu klengstem Alter u verfouert mat ëmmer manner physescher Aktivitéit, mat fatale Konsequenzen, déi eise Gesondheetssystem nach laang wäerte belaaschten.

Wa soss all Kand nach de Kopplabunz konnt, wann et fënnef Joer al war, muss haut an de Veräiner vill méi oft mat Basics ugefaang ginn, well och elo scho kleng Kanner sech vill manner bewegen, wéi dat soss de Fall war. Aus de Lycéeë kritt een Hiobsbotschafte vun de Sportsproffen, wat déi kierperlech a motoresch Qualitéite vun de Septimaner ugeet. Vill kënnen der net schwammen, kee Ball opfänken, am Seel sprange respektiv nach um Vëlo fueren. Dat ass d'Konsequenz vun engem Gesellschaftswandel, wou eis Regierung muss Initiativen ergräifen tëscht deene verschiddene Ministèren, fir deem entgéintzewierken.

Mir liewen an enger ëmmer méi promouvéierter digitaliséierter Welt, déi vill op där enger Säit vereinfacht an eis global connectéiert, déi awer och gesondheetlech Nofolgen op där anerer Säit mat sech bréngt, virun allem déi vun der Sedentaritéit. Eng Situatioun, déi bis haut nach net eng Kéier vun eiser Regierung ernimmt ginn ass, woubäi awer all d'Schinne schonn a Richtung digital Revolutioun geluecht gi sinn, ouni mat der geréngster Wäitsiicht, op déi enorm Folgekäschte fir eise Gesondheetssystem hinzeweisen, déi dëst ganz sécherlech wäert mat sech bréngen.

Här President, d'Erausfuerderungen an d'Perspektive vum Sport fédéré hei zu Lëtzebuerg: Et ass evident, datt dat sech net just op d'Federatioune bezitt, mä erof deklinéiert och op eis Veräiner. Et gëtt eng Rei vun Defien, déi de Sportsministère muss léisen, fir datt ebe grad de Veräiner, de Federatiounen an domadder schlussendlech de Sportler kënne gutt Perspektiven an Aussiicht gestallt ginn.

Hei si selbstverständlech gutt fonctionnéierend Infrastrukturen indispensabel, mä Infrastrukture sinn net alles. Aner Dossieren, wéi d'Chèques-services, d'Benevolat, de Sportslycée, d'Formatioun vun den Trainer, d'Sportsinternat, den neien Olympiastützpunkt, d'Förderung vun der „dual career", eng besser Ofsécherung vum Athlet, si gradesou wichteg an hu vill méi ee groussen Afloss op den Alldag vum Sportler.

Fir d'CSV ass et wichteg, datt bei den Infrastrukturen op d'Funktionalitéit opgepasst gëtt, well déi schéinsten Hal notzt näischt, wann ee se net gutt kann énnerdeelen, fir Trainingen ze halen oder, wéi dat jo am Passé virkomm ass um INS an enger Hal, wann d'Moossen net stëmmen.

Eng Mesure, déi mir als CSV begréissen, an déi sënnvoll ass, ass, datt mer am zéngte Fënnefjoresplang festgehalen hunn, fir eng Base de données ze schafen, wou mer all Infrastrukturen oplëschten, wat mer nach an Zukunft brauchen.

Mir brauchen awer och e Gesamtkonzept fir eis bescht Sportler a méiglechst no beieneen, ouni dass se duerch laang Weeër am Trafic wäertvoll Zäit verléieren, déi se bräichten, fir ze trainéieren, z'iessen, ze recuperéieren oder och ze léieren.

Mir hunn eng Sportsschoul, wou d'Entwécklungspotenzial duerch de Site einfach immens limitéiert ass. Mir plangen e Velodrom op Munneref. Eis Fussballsschoul, déi ass zu Monnerech. An en Deel vum Olympiastützpunkt mat Trainingsfacilitéiten am a mam Health Spa a Recovery Center ass an der Coque. An deen aneren Deel, d'Recherche, déi soll zu Déifferdeng sinn.

Mir wënschen eisen Athleten an hiren Eltere vill Gedold a Rou, fir am Auto tëschent deene verschiddenen Infrastrukturen hin- an hierzependelen. Ech hat eng Kéier en Trainer, dee mer gesot huet, wann den Training bis fäerdeg war: „In der Ruhe liegt die Kraft." Ech fäerten, datt hei éischter deem engen oder anere Sportler oder Elterendeel, dem Papp oder der Mamm, de Kolli platzt, fir datt en no deem ganzen Hin an Hier tëschent dem Heem, der Schoul, der Trainingsplaz an allem aneren, wat do nach soll drugehaange ginn, ouni Stress erëm heemkënnt, fir prett ze sinn, fir deen nächsten Dag erëm ze attackéieren.

Mir vermëssen einfach hei eng Gesamtapproche, déi bis zum Schluss och an der Praxis duerchduecht ass, fir esou vill wéi méiglech no beieneen ze leeën an ze zentraliséieren, fir kuerz Weeër ze hunn an d'Kaderathleten an d'Elteren zumindest deplacementsméisseg ze entlaaschten.

Här President, et muss een, wann een dës Debatt iwwert de Sport hei féiert, einfach emol feststellen, datt doduerch, datt eis Gesellschaft sech däermoossen an deene leschte Jore geännert huet, och d'Erausfuerderunge sech fir de Sport, fir d'Klibb an haaptsächlech fir d'Eltere geännert hunn, an datt et bei villem net méi einfach ginn ass, wann ee gär senge Kanner d'Perspektiv vum Sportler, jo, vläicht souguer vum Héichleeschtungssportler wëllt ginn.

Wann zu menger Zäit nach ganz oft eng Mamm doheem war, fir d'Kanner riets a lénks op den Training ze féieren, hu mer elo eng Zäit, wou d'Koppele meeschtens zu zwee schaffe ginn, ob Kanner do sinn oder net. An am nämlechten Otemzuch fanne mer et flott, mat anere Länner am Sport matzehalen, wou se awer op komplett nei Weeër, aner Weeër wéi mir ageschloen hunn, déi mir elo zënter 25 Joer hei hunn.

Et kënnt näischt vun näischt, a scho guer net am Sport! A wat et fir d'Eltere bedeit, wann een en Héichleeschtungssportler doheem am Haus huet, wësse meeschtens just déi, déi selwer implizéiert sinn. Et geet net duer, just de Weekend op der Tribün ze sëtzen, nozekucken an unzefeieren.

An da kuckt een natierlech an d'Ausland. An da gesäit een déi féierend Natiounen am Sport, déi, déi am Medailespigel op der Olympiad vir sinn: an Europa ganz oft Groussbritannien, méi wäit natierlech d'Amerikaner un éischter Plaz, asiatesch Länner, dicht hannendrun Australien mat just 20 Milliounen Awunner. Ech mengen, dat ass wéi Holland ganz mat virop.

Alles Länner, déi sech op en angelsächsege System baséieren a wou d'Konzept vu Sport a Schoul integréiert ass. Eng Gesamtschoul, wou och de Volet vum Veräinssport mat ofgedeckt gëtt, wou d'Trainer an d'Schoule kommen, fir do op der Plaz no oder virun de Schoulstonnen ze trainéieren. Schoulen, déi komplett anescht opgebaut gi si wéi bei eis, wou vill Plaz a Sportsterraine ronderëm leien a wou professionell Trainer an enker Zesummenaarbecht mat de Proffen, mat den Direktere Schoul a Sport ofstëmmen, a wou de Sport an der Schoul virun allem en anere Stellewäert huet wéi bei eis.

Vill Famillje sinn der Belaaschtung vum Schaffen an der Kannerbetreiung an der Erzéiung net méi gewuess. An eis Strukturen, déi si wäit ewech, fir dës Erausfuerderungen unzehuelen, oder iwwerhaapt emol net richteg opgestallt, fir dës Defien ze meeschteren.

Ech woen, heibannen ze behaapten, datt de Succès vun engem Athlet hautdesdaags vun dräi Saachen ofhänkt: selbstverständlech dem Sportler selwer, dee sech all Dag net däerf ginn, seng Leeschtung all Sekonn ze bréngen; zweetens, der Präsenz vun engem gudden Trainer, deen u säi Sportler gleeft an deen et fäerdegbréngt, de Maximum aus em erauszequetschen; an drëttens, vun omnipräsenten an disponibelen Elteren, déi zesumme just am Interêt vun dësem sougenannten talentéierte Kand schaffen an déi dat Ganzt ronderëm garantéieren. An dëst huet sech an deene leschten 20 Joer net geännert, ausser datt d'Deplacementer méi komplizéiert a méi laang gi sinn.

Mir hu säit Joren eng Sportspolitik, déi keen däitlecht Zeeche setzt, déi zwar schéi Gebaier aweit, Héichleeschtungszentre mat fantasteschen engleschen Nimm, wou all Konzept nach feelt, ouni Erfahrungswäerter. Jo, mir bréngen et och fäerdeg, grouss international Evenementer an d'Land ze bréngen, wat och ënnerhalsam ass - dat wëll ech net ofstreiden -, mä wou awer näischt un der Basis geschitt, fir dem eigentleche Problem hei am Land am Sportsmilieu en Drift ze ginn, näämlech dem Sport an der Schoul en anere Stellewäert ze ginn.

Virun allem brénge mer et net fäerdeg, d'Bewegung do ze promouvéieren, an deene Joren, wou et fir d'Kanner esou schrecklech wichteg ass, näämlech ier se an de Secondaire ginn, wann d'Kanner doheem an dann ëmmer méi elo an de Crèchen oder an der Maison relais sinn a wou eng dréngend Noutwendegkeet besteet, fir sportlech Aktivitéite vu klengstem Alter un unzebidden, virun allem zënterdeem mer wëssen, wéi enorm wichteg et fir d'motoresch an d'kognitiv Entwécklungen ass, wa se virum sechste Liewensjoer gefërdert ginn.

Da geet et net duer, fir ze hoffen, datt elo déi staatlech Betreiungsinfrastrukture Bewegungszone sollen aféieren, déi elo op eis Interventioun hin zumindest zu 35% subventionéiert solle ginn, a se als déi Léisung duerstellen, wéi wann dëst de richtege Wëlle géif determinéieren, d'Wichtegkeet vun der Bewegung am alldeeglechen Oflaf vun de klenge Kanner ze promouvéieren. Dat ass e ganz klengt Puzzlesték, wou den Usaz elo emol realiséiert gëtt, mä et geet bei Wäitem net duer.

De Stat huet d'Kannererzéiung jo regelrecht u sech gerappt a gëtt awer deenen enormen Erausfuerderungen net gerecht, dat Spilleresch an Erfinderesch dobaussen ze ënnerstëtzen. All Papp, all Mamm, Bomi a Bopi, Pätter a Giedel, all Gemeng, all Betreiungsinfrastruktur, all Schoul a virun allem all Politiker ass gefuerdert, fir datt eis Kanner Sport däerfe maachen a sech dobaussen an der Natur däerfe fräi entfalen. Mir sinn hinnen et schëlleg fir hir ganz Entwécklung duerno.

An enger rezenter Etüd, déi am Rame vun der Unicef-Tagung am Weiderbildungszentrum vun der Universitéit St. Gallen thematiséiert gouf, huet de renoméierte Gehirfuerscher an Direkter vun der psychiatrescher Universitéitsklinik vun Ulm, de Manfred Spitzer, behaapt, de Sport an d'Konscht wären déi wichtegst Fächer an der Schoul. An net déi onwichtegst wéi bei eis. „Willenskraft und Selbstkontrolle sind lernbar und das Wichtigste im Leben", seet de weltbekannte Gehirfuerscher.

An engem Artikel erkläert hien, firwat et esou wichteg ass, datt grad déi klengste Kanner dee Fräiraum onbedéngt brauchen, fir sech sportlech ze bewegen an ze spillen, fir e gesonden Erwuessenen ze ginn. Den Här Spitzer huet eng Etüd gemaach, an där e beluecht huet: „Je grüner gestaltet eine Wohnumgebung ist, desto weniger Kinder leiden dort unter Aufmerksamkeitsstörungen ADHS, der Blutdruck der Kinder ist tiefer wie auch der Cortisolspiegel im Blut. Kinder müssen sich draussen bewegen. Viele unterschätzen die positive Wirkung der Naturberührung. Im Freien, nicht digital."

Hei ass et wichteg ze bemierken, datt een och d'Kanner net ze vill fréi just an eng Sportaart orientéieren a spezialiséiere soll. D'Kanner an deem Alter mussen e villsäitegen Input vu Bewegungsofleef kréien an net schonn ze vill fréi an eng Sportaart gedréckt ginn, fir meilleur Performancen ze knacke mat eelef, zwielef, dräizéng Joer, fir heiansdo egozentreschen Traineren oder och Eltere Satisfaktioun ze ginn. Hei ass d'Formatioun vun den Trainer, dem Schoulpersonal, dem Betreiungsencadrement vun de Kanner am Grondschoulalter extrem wichteg.

Et soll een net mengen, datt, wann ee gären zum Beispill - ech huelen dat elo aus menger Praxis - e gudde Schwëmmer kritt, et just d'Längten am Baseng sinn, déi zielen, mä och sprangen, lafen, Ball spillen, Vëlo fueren an Turne brénge positiv Entwécklunge mat sech. Et sinn dës villsäiteg Erausfuerderungen, déi déi beschte Viraussetzung brénge fir d'Gesamtentwécklung vum Kand.

Wa mer et net fäerdegbréngen, besser a méi Sport an de Schoulen ze erméiglechen, musse mer eng besser Koordinatioun mat de Sportsveräiner aus de jeeweilege Gemenge garantéieren, fir sécherzestellen, wéi d'Kanner sech austobe kënnen an op hir Aktivitéite kommen. Hei wär et wënschenswäert, datt d'Gemengen an d'Sportsveräiner eng Zesummenaarbecht fannen, fir den Transport ze erméiglechen, wann d'Sportsinfrastrukturen ieren net no un de Betreiungsinfrastrukturen oder de Schoule leien.

Madamm Presidentin, d'Richtung vum Subside qualité+ ass selbstverständlech och an den CSV-Aen e ganz gutt Instrument, fir d'Veräiner dozou ze kréien, gutt a virun allem qualifizéiert Trainer ze engagéieren, fir d'Kanner ze begeeschteren. Mä et ass e Faass ouni Buedem. Dat hunn déi lescht Zuele jo ganz däitlech bewisen, wou de virgesinnene Budget vum Minister sech verzéngfacht huet.

Wär et net awer ubruecht, en onugemellte Kontrollsystem anzesetzen, fir datt et net zu Abuse kënnt, ouni awer déi Veräiner, déi alles a bonne et due forme maachen, ze schikanéieren? Et muss garantéiert sinn, datt och qualifizéiert Trainer do sinn an datt och déi Unzuel vu Kanner do ass, wéi de Veräin se ugëtt.

Dofir meng Fro un de Minister, ob esou e Kontrollsystem, deen onugemellt ass, an de Klibb gemaach gëtt, wou och d'Präsenzlëscht vun den Trainer an de Kanner ofgeglach gëtt mat deem, wat herno opgeschriwwe gëtt. Oder ginn déi Suen och einfach ausgeschott?

Här Minister?

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Dierf ech der Riednerin eng Fro stellen?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Wann Der erlaabt? Entschëllegt, wann ech Iech ënnerbriechen. Schwätzt Der elo vun de Chèques-services oder schwätzt Der vun dem Subside qualité+?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Subside qualité+.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Voilà. Da kënnt Der also net vergläichen 300.000 mat 3 Milliounen.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo. Ben, et ass e Gesamtpak. An ech wollt dee vun… Jo, Dir hutt recht, Här Minister. Bei de Chèques-services. Ech hat och d'Chèques-services am Ufank gesot.

Op alle Fall vun 300.000 op 3 Milliounen, dat ass verzéngfacht.

Madamm Presidentin, ech kommen zum nächsten Challenge, deem vum Benevolat am Sport. Et ass gewosst, datt et d'Réckemuerch vum Sport, vun der Base ass, datt d'Kanner Sport kënne maachen. Vill vun eis heibanne wëssen, wat et heescht, Responsabilitéit an engem Veräin oder an enger Federatioun ze iwwerhuelen, an engem Comité matzeschaffen, Offiziellen ze sinn, Juge, a meeschtendeels fënnt een nach um Terrain déi Leit erëm, déi scho viru 40 Joer do stoungen oder et sinn déi engagéiert Elteren, wou d'Kanner selwer Sport maachen a wou et ëmmer méi schwéier gëtt, Leit ze fannen, déi nach bereet sinn, dës benevoll Aarbechten ze maachen.

Wann ee bedenkt, wivill déi Leit aus Idealismus an de Veräinsverbänn schaffe fir de sozialen Zesummenhalt, d'Gesondheet, d'Integratioun an domadder e risegen Déngscht maache fir d'Gesellschaft, ass et einfach net méi normal, wéi wéineg dëst unerkannt gëtt. A mir mengen och, datt d'Ernennung vum Benevoll vum Joer dem droenden Zesummefall net entgéintwierkt, och wann et eng flott Iddi ass.

Dëst ass an den Ae vun der CSV ee vun deene gréissten Defie fir d'Zukunft vun de Sportsveräiner. D'Politik muss hei Virschléi maachen, wéi de Benevolat ka geziilt gestäerkt ginn, datt mir erëm Leit hei fannen, déi bereet sinn, sech an hirer Fräizäit an den Déngscht vun engem Veräin oder der Federatioun ze stellen.

Et ass jo ganz kloer eng positiv Entwécklung, wat déi finanziell Énnerstëtzung ugeet fir déi administrativ Aarbechten an deene verschiddene Federatiounen. Ech mengen, et sinn der 26, déi Subside kréien, fir Sekretärs- oder Gestionnairesposten ze garantéieren. Mä dat léist awer nach ëmmer net de Problem un der Base bei de Veräiner bei stänneg wuessenden administrative Chargen.

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- De Subside qualité+ ass eng gutt Saach. Elo sinn ech beim Subside qualité+. Ech hat mech virdrun effektiv… Jo.

De Subside qualité+ ass eng gutt Saach. Awer fir d'Veräiner ass et och e Plus un Aarbecht, wou Leit sech an hirer Fräizäit mussen eraschaffen, den Elteren nolafen, fir Pabeieren ausgefëllt ze kréien. Hei mussen definitiv aner Léisungen op den Dësch. An et muss ee kucken, wat fir ee staatlechen Incentive ee kann aféieren, fir dës weiderzefëieren.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech kommen elo bei en aneren Deel vum Verbandssport, mä een, dee mir ganz besonnesch um Häerz läit. Och wann et nëmmen e klengen Deel vun eiser Populatioun dobausse betrëfft, ass et awer deen, deen am meeschten diskutéiert gëtt: näämlech den Héichleeschtungssport.

Wann aus jonken Talenter dann eventuell richteg gutt Athlete solle ginn, dann ass et wichteg, datt mir hinnen déi néideg Perspektive bidden an datt se net aus Grënn vu finanzieller Onsécherheet hir Sportscarrière afferen oder awer hir komplett educativ Ofsécherung an domadder hir Zukunft a Fro stellen, just well se vläicht immens talentéiert am Sport sinn.

Aus dësem Grond hunn ech d'lescht Joer am Juli hei an der Chamber eng Proposition de loi sportive d'élite deposéiert. Hei just zwou Iddien, déi ech erausgepickt hunn, déi d'„dual career" betreffen. Och wann d'Elittesektioun vun der Arméi fir verschidde Sportler e grousse Plus a puncto Ofsécherung bedeit, dann ass et awer nach laang net ëmmer déi eenzeg richteg Léisung. Virun allem wann et Athlete sinn, déi och studéiere wëllen an och kënnen.

An dowéinst proposéiere mir aner Pisten an der Propositioun:

- d'Méiglechkeet, eng Konventioun mam Comité olympique ze maachen iwwer maximal véier Joer fir Sportler vu Weltniveau, déi e Revenu garantéiert, och wann ee studéiert, fir datt se eben net grad hir educativ Carrière opginn, fir an d'Elittesektioun ze kommen, well se do verdéngen an doduerch de Choix vun hirer Zukunft immens limitéieren

- d'Schafe vun engem Service de guidance fir jonk Sportler, fir se administrativ ze énnerstëtze beim Choix vun de Schoulen a vun der Unerkennung vun den Diplomer.

An hei hoffe mer, datt de Responsabele vun der „dual career" sech mat dëser Thematik befaasst an deenen Athleten, eisen olympeschen Hoffnungsträger vun eisem Land, wéinstens dës Garantie an der Zukunft ka ginn, wa se déi bescht op der Welt opsichen, fir eist Land op internationalem Niveau ze vertrieden, an net mat eidelen Hänn dostinn, wa se erëm heemkommen. Well soss wonnert et mech guer net, firwat all Sportler a virun allem seng Eltere sech honnertmol iwwerleeën, dëse Risiko anzegoen, deen eben oft muss geholl ginn am Sport, fir weiderzekommen.

Dir sidd zwar der Iddi nokomm, fir esou e Posten ze schafen, mä bis elo hu mer weder héieren nach gesinn, wat fir eng Kritären en Athlet muss erfëllen, fir dëse Service an Usproch ze huelen. Et muss jo sécherlech awer esou sinn, datt hei eng sportlech Héichleeschtungsperspektiv hannendrustécht an net just wann ee Loscht huet, e bësse Sport mat Schoul ze kombinéieren.

An ech wéisst och gäre vum Här Minister, wivill vun eise villverspriechenden Athleten an dësem Service da betreit ginn, wou se hinorientéiert ginn a wie se sinn.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt mer do dee richtege Mann op der Plaz hunn. Mä wéi erweidert dee seng Experienz mat den auslänneschen Unien a Schoule fir déi verschidde Sportaarten ausser senger perséinlecher Erfahrung? Well mir wësse jo all, datt een an dësem Milieu d'Athlete just op déi wierklech gutt Plazen ënnerdaach kritt, wann ee Relatiounen huet.

Ass den Här Carnol schonn op déi verschidden Unien, Trainingszentre kucke gaangen, déi eventuell fir eis Athleten a Fro kommen, fir sech Erfahrungswäerter a Relatiounen opzebauen? Wat gedenkt de Minister mat menger Proposition de loi ze maachen?

Mir kréie jo ëmmer virgehäit, mir hätte keng Iddien an der CSV. Mä hei hu mer konkret Propositioune virgedroen a bis haut nach net déi geréngste Reaktioun.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, elo huet d'Regierung jo d'Schafe vun engem neien Olympiastützpunkt mat groussen Tamtam, dem LIHPS an dem High Performance Training & Recovery Center**,** ugekënnegt. Ech wéilt hei gären an dësem Kontext vum Sportsminister wëssen, wéi dat doten an der Praxis soll ausgesinn.

Wat bréngt dëse Stëtzpunkt méi fir de Lëtzebuerger Héichleeschtungssportler wéi dat, wat mer scho bis elo hunn a wat fonctionnéiert? Wat sinn déi nei Elementer ganz genau? Well ech weess vum Schwammen hier, datt elo net vill Neits derbäikomm ass. An dat ass jo eng vun deenen zwou zentrale Sportaarten, déi hei viséiert sinn an déi dovunner profitéiere sollen.

D'Kameraiwwerwaachung ënner Waasser ass et schonns ginn. Genausou wéi d'Recuperatiounsmoossnamen. An et wäert jo elo awer net esou sinn, datt mer all déi Nimm hu missen erfannen, fir datt d'Coque en Äisbad kritt an eng Géigestroumanlag an eis Athleten elo mat Musek recuperéiere kënnen.

Mir hänkt Der jo net op, datt eis Schwëmmer elo op eemol eemol an der Woch eng Technikanalys musse maachen. Wat bréngt esou eng deier Anlag vu Plus-value, wann eis Athlete bis elo zu Hamburg déi Analyse konnte maachen? An ech kennen der vill, déi eng Medail op der Olympiad mat heembruecht hunn an deem dote Beräich, déi nach ni esou eng Anlag gesinn hunn.

Ouni elo emol d'Personal, d'Technik an alleguer déi Folgekäschten ze erwänen amplaz Synergië mam erfuerenen Ausland ze maachen, wéi dat bis elo de Fall war. Wéinstens wësse mer bei der Coque nach eenegermoossen, wat geplangt ass. Och wann dat fir eis wierklech en „nice to have" ass an net onbedéngt en „must".

Mä wat de LIHPS ubelaangt an d'Recherche ubelaangt, Här Minister, do waart, mengen ech, awer wierklech eng Virwëtztut op eis. Wéi soll déi Struktur do fonctionnéieren op dräi verschiddene Plazen, wou aner Länner dat Ganzt éischter op enger Plaz konzentréiere wéi den INSEP zu Paräis oder de Leistungszentrum zu Magglingen an der Schwäiz. Ass d'Gefor net immens grouss, datt dës Struktur aus dräi Deeler eis vill kascht, Poste vu Koordinateuren an Direkteren erschaaft an awer e grousst Fragezeiche mat sech bréngt a kee konkret Konzept hannendrustécht?

Et kléngt op alle Fall emol super professionell mat deenen engleschen Nimm. Mä an der Recherche, do hunn, wa meng Informatioune richteg sinn, mer nach ëmmer kee Partner an och net vill Erfahrung op deem dote Gebitt. Do muss ee jo wëssen, datt virun allem an der Biomechanik d'Recherchen u Kadavere gemaach ginn. Dat ass jo awer eng Méiglechkeet, déi mir net hei zu Lëtzebuerg hunn. Misste mer do net mat enger Faculté de médecine zesummeschaffen?

Wéi ass et ze erklären, datt d'Personal, dat um Ufank vun dësem Projet stoung, wat de Forschungszentrum ubelaangt, scho ganz demissionéiert huet a sech zréckgezunn huet? Ech mengen, et ass verréckt, fir an engem klenge Land fir déi puer „few", déi wierklech gutt sinn, esou eppes Sophistiquéiertes eréischt opzebauen a mat deem Opwand ze bedreiwen, wou mer eis all froen: Wou huele mer déi Wëssenschaftler hier aus deene spezifesche Beräicher, ouni déi néideg Masse critique vun Athleten ze hunn?

Wéi wäit déi schonn am Ausland sinn an op welch jorelaang Erfahrung déi scho kënnen zréckkucken! Et dauert mindestens 20 Joer, bis mir do kënne mathalen. An da sinn déi och schonn erëm méi wäit. Si mer do net amgaangen, vill wäertvoll Suen ze verpolveren, wou ee besser hätt, sech amplaz op d'Resultater am Ausland ze beruffen a méi a konkret Projete fir d'Jugend hei am Land ze investéieren?

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Ech mengen, datt eng Rei Saachen nach kënne virun allem an der Coque oder am Sportslycée ausgebaut gi wéi Ernährungshëllef, mentalen Training, Rascht- oder Schlofplazen, fir tëschent den Trainingen ze recuperéieren. Mä ech froe mech, ob d'Coque awer net besser hätt, sech erëm op dat ze konzentréieren, firwat se eigentlech gebaut ginn ass, näämlech en Trainingszentrum fir d'Athleten, d'Méiglechkeet, fir datt se dat ganzt Joer banne kënnen trainéieren, an net, fir Concerten, Galaen oder Wäinausstellungen ze organiséieren, fir sech ze rentabiliséieren, an datt d'Arena grad am Wanter beispillsweis fir d'Liichtathleten an anere Sportler besat ass, ouni - an ech kommen awer nach eng Kéier drop zréck - d'Parkgebühren nach eng Kéier am Detail unzeschwätzen, déi ee muss bezuelen, wann ee säi Kand gär dohinnerféiert, fir datt et Sport ka maachen.

Madamm Presidentin, eppes wäert hei am Land ëmmer feelen, an dat ass déi néideg Konkurrenz am alldeeglechen Training, wann eis Athlete bis wierklech gutt sinn. Ech bleiwen der Meenung, datt d'sportlech Leeschtungen am alldeeglechen Training um Terrain virbereet ginn an net am Labo, och wann et emol kann hëllefräich sinn, fir den Training ze orientéieren.

Wéi soll de Sportler da méi wäit a seng Péngzon kënne goen, wann e selwer ëmmer dee Beschten ass an net de Konkurrent niewent sech huet, deen een um Weltniveau schloe soll? „Nur die Harten kommen in den Garten." Esou ass d'Devis bei deenen, déi d'Medaile vun den olympesche Spiller ëmhänken hunn. An déi, déi all Dag de Schweess op der Stir stoen hunn, an net déi, déi aus dem Wohlfühlbereich an dem Sang- a Klangbad kommen.

Mir musse versichen, eis Spëtzesportler bei déi beschtméiglech Konkurrenz ze kréien - an dat ass noutgedrongen am Ausland, mat Kontakter, déi verlässlech sinn - a se erëm opzefänken, wa se heemkommen. Am Jugendberäich, mengen ech, kréie mer dat nach eenegermoossen hi mat der Konkurrenzfäegkeet. Mä um Topniveau gëtt dat hei am Land mat Sécherheet ganz schwéier.

Kuckt emol kleng Länner, déi äänlech Awunnerzuelen hu wéi hei Lëtzebuerg! Island huet sech mat als Gruppenéischten am Fussball fir d'WM 2018 qualifizéiert mat 22 Punkten an zéng Matcher. Déi allermeescht Spiller sinn net am islännesche Championnat. Slowenien ass dëst Joer Europameeschter ginn am Basket. Dat ass och e klengt Land. Wou spillt hiren Haaptmann, de Goran Dragić? Fir d'Éischt a Slowenien als Profi, duerno mat 20 Joer a Spuenien a mat 22 Joer ass en an d'NBA gedraft ginn.

Här President, ech kommen op e weidere Punkt, deen een oft aus de Sportskreesser héiert an deen d'Relatioun tëschent de Veräiner an de Federatioune beréiert, déi, ech mengen, net ëmmer optimal ass. Oft schéngt et hei Rivalitéiten tëschent de Federatiounen a Veräinstrainer ze ginn. Hei ass et wichteg, datt e Mateneen am Interessi vun alle Kanner a Jugendleche stattfënnt.

Et héiert ee vu Kanner, déi gemobbt gi vun de Klubtraineren, wa se wëllen an de Sportslycée goen an do d'Chance kréien, mat den nationalen Trainer ze trainéieren. Et ass e Skandal, wat do ofleeft. An datt d'Kanner, déi all Energie brauchen, fir Schoul an Héichleeschtungssport ze kombinéieren, elo nach tëschent zwee Still permanent gesat ginn, falls se et iere woen, op de Federatiounstraining ze goen an net bei hiren eegene Klub, mat der Konsequenz souguer, vu Kompetitiounen oder Trainingslager gestrach ze ginn. Esou eppes kann net sinn.

Et gëtt een einfach d'Impressioun net lass, datt Dir, Här Minister, Iech do gären hannert dem Argument verstoppt, datt de Sport Privatsaach wär an dat misst een awer selwer regelen. A mir mengen awer, wann et ëm den Interêt vun de Sportler geet an engem nationale Projet, datt de Minister muss kënnen agräifen, well et fléisse jo awer trotzdeem vill Steiersuen an dëse Modell, deen de Sportsminister mam Comité olympique, mat de Federatiounen an dem Sportslycée opgebaut huet an deen immens un Effikassitéit verléiere kann duerch egozentresch Iwwerleeungen.

Alles bleift oft hei um Federatiounspresident a senger Equipp hänken. A wann déi dann um nationale Modell festhalen an duerchgräifen, da lafe se de Risiko, datt se vun de Klibb net méi erëmgewielt ginn an d'Hänn sinn hinne gebonnen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn eng Rei vu Problemer hei opgezielt, déi eise Veräins- a Federatiounssport säit Joren, wann net Jorzéngten, ploen. Et geet net duer, nei Stadionen anzeweien a grouss Coursen an d'Land ze huelen, déi vill kaschten an déi vill Energie ewechhuele vun de Benevollen, déi se da vläicht manner hu fir den dagdeegleche sportlechen Encadrement fir eis Kanner an de Lëtzebuerger Veräiner.

Et gëtt Zäit, eng verantwortungsvoll Sportspolitik ze maachen, wou een zesumme mam Familljen-, Gesondheets- an Educatiounsministère eng Strategie entwéckelt, fir e gesonde Mënsch, Kierper a Geescht ze promouvéieren. An dat geet nëmmen, wann een dem Sport e bessere Stellewäert an eiser Gesellschaft gëtt. Eng Unerkennung, wéi mir fannen, déi en eigentlech scho laang verdéngt hätt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci, Madamm Arendt. Als nächst Riednerin...

(Brouhaha)

...hunn ech d'Madamm Cécile Hemmen ageschriwwen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Madamm Presidentin. Eng Interpellatioun iwwert d'Erausfuerderungen an d'Perspektiven am Sportsberäich ass och eng gutt Geleeënheet, fir emol e Réckbléck ze maachen, en État des lieux, wéi et eigentlech haut ausgesäit.

Am Regierungsprogramm huet de Sport seng fest Plaz. An ech wéilt do just e puer Punkten ervirhiewen. Et geet vum Kompetitiounssport mat der Kreatioun an der Ausaarbechtung vun engem Olympiastützpunkt iwwert de Fräizäitsport, mat ënner anerem dem nationale Plang „Gesond iessen - méi bewegen". Etüde waren ugeduecht ginn, fir erauszefannen, firwat déi Jonk net méi Sport maachen, d'Formatioun vun de professionellen an den ausserschoulesche Strukturen. Den Akzent ass och op d'Auswäertung vun de Pilotprojete geluecht gi bei de sougenannten Activités motrices op lokalem Niveau fir all Alter an all Niveau.

De Sport an der Schoul hat och seng fest Plaz am Regierungsprogramm. De Stonneplang sollt am Sënn vu méi regulärem Sport verbessert ginn. De Sportslycée sollt besser equipéiert ginn. An och den Term vun „dual career", vun där mer jo de Mëtteg schonn héieren hunn, gouf gebraucht, fir dem Spëtzesportler eng Hëllefstellung ze bidden, fir d'Studien an och de Beruff mam Sport ze verbannen. Do dernieft Sport a Gesondheet, Sport an Handicap, déi sportlech Infrastrukturen, de Rôle vun der Coque an an an.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, trotz munneche Kriticken, déi mer jo schonn de Mëtteg héieren hunn, an och Fuerderungen, muss een awer éierlech genuch sinn a sech agestoen, dass de Sport bäi Wäitem kee Stéifkand ass an der politescher Landschaft zu Lëtzebuerg.

An et ass och méi wéi berechtegt, dass och fir d'Zukunft en autonome Sportsministère déi vill Aufgaben ënner engem Daach geréiere muss. A wéi gutt eisen LSAP-Sportsminister dat mécht, weisen net zulescht déi Auszeechnungen, déi de Romain Schneider kritt huet, iwwregens och elo kierzlech schonn déi zweete Kéier, als déi Perséinlechkeet, déi dee gréissten Afloss op de Sport huet. Felicitatiounen derfir, Här Minister!

Mä e Regierungsprogramm ass jo och net alles. Et geet drëms, wat ëmgesat gëtt a wéi flexibel och d'Politik ass, fir den Ufuerderungen nozekommen, déi sech am Laf vun der Zäit stellen.

Wou sti mer haut? Ganz geschwë wäert ech d'Éier hunn, fir op dëser Plaz den eelefte Fënnefjoresplang ze presentéieren, wou ech dann och am Detail op eng nei Infrastruktur wäert ze schwätze kommen. Vläicht mécht de Minister dat och schonn am Virfeld haut de Mëtteg: déi nei Infrastruktur, déi fir d'Kanner geduecht ass an dorop ziilt, fir iwwer sougenannte Salles de motricité d'Bewegung an all méiglech Aktivitéiten ze férdere vu Klengem un.

A genee do läit de Punkt! Sport kann eng Passioun ginn, wann ee richteg op de Goût kënnt. An där Optik mécht d'LASEP eng exzellent Aarbecht. An ech erlabe mer hei, déi Responsabel vun der LASEP fir hiren onermiddlechen Asaz ze felicitéieren. Fir ganz vill Kanner, déi d'Chance hunn, an hire Gemengen u LASEP-Aktivitéiten deelzehuelen, ass dat en éischte Kontakt mat Sportaarten, wou si ganz villes kënne probéieren a wou si sech dann och kënne wuelfillen an hir Kompetenze kënnen asetzen.

Duerno féiert dann de Wee bei de Sportsklub, wou d'Loscht um sportlechen Engagement soll weidergoen, wat desto méi einfach ass, wann den Encadrement och stëmmt. Hei kommen awer nach ganz vill aner Elementer derbäi: Contrainten, Reglementer, Pénktlechkeet, Teamgeescht. Et heescht, sech an e System vu Rechter a Flichten anzereien, ouni awer de Spaass un der Freed um Sport ze vergiessen.

E Sportsklub ass och hierarchiséiert, wat heescht, dass an der Praxis déi demokratesch Regelen ze respektéiere sinn. Alles an allem kann ee vun engem Integratiounswee schwätze vum Eenzelnen an e sozialpolitesche System.

Dëse klengen Exkurs, dee war elo geduecht, fir drop hinzeweisen, dass grad déi Leit, déi den Encadrement assuréieren, eng ganz grouss Responsabilitéit hunn. Zum enge wat sech op administrativem Plang deet - do muss jo schliisslech och alles seng Richtegkeet hunn -, mä doriwwer eraus geet et drëms, fir moralesch Wäerter ze vermëttelen: Dat ass Respekt, dat ass Fairplay, Teamgeescht, „self control" an esou weider, jee, fir dës Schoul vum Liewe beschtméiglech ze leeden.

An dëser Schoul ginn d'Weiche gestallt fir d'Suite vum sportleche Parcours. A wa mer vu Sportsklibb schwätzen, dann ass de Benevolat do enk dermat verbonnen. Och wann d'Professionaliséierung vun de Féierungskräften net nëmmen ugestrieft gëtt, well méi a méi Qualifikatiounen erfuerdert sinn, déi sech un d'Besoine vun der Zäit upasse mussen.

Wat elo d'Énnerstëtzung vum Benevolat ugeet, esou wéilt ech op dëser Plaz un dat Reglement erënneren, wat zanter engem Joer a Kraaft ass, wat déi Subside betrëfft, fir d'Sportsklibb an hirer gudder Aarbecht ze énnerstëtzen. Zum engen de Subside de base, an dann awer och - wat mer och schonn de Mëtteg héieren hunn - de Subside qualité+, deen nach méi drop beduecht ass, fir den Encadrement vun de jonken, lizenzéierte Sportler bis 15 Joer ze promouvéieren.

Dëst ass nëmmen ee vun deene grousse Punkten, déi kierzlech ëmgesat goufen. Eng aner politesch Prioritéit war d'Émsetzung vum mëttlerweil sougenannten LIHPS, dem Luxembourg Institute for High Performance in Sports. En ass mëttlerweil op de Schinnen, dee Projet, deen an enker Zesummenaarbecht mam Sportsministère, mam COSL an der SLMS funktionéiert, an dann natierlech och als eminenten a ganz wichtege Partner d'Coque.

Et ass eng autonom Struktur, déi d'Elittesportler encadréiert an hinnen déi bescht Konditioune soll offréieren, souwuel an der Sportsmedezinn, der Physiotherapie, der Wëssenschaft, bei den Trainingsméiglechkeeten, der Psychologie, der Ernärung an der professioneller Orientatioun. Et ass ganz kloer e Projet, wou de Spëtzesport net nëmmen haut, mä och muer eppes dervun huet.

Elo, Enn 2018, misst et esou wäit sinn, dass eis Spëtzesportler optimal an op eng professionell a modern Aart a Weis encadréiert ginn, fir a puncto Leeschtungsverbesserung ze schaffen, wou d'Leeschtungsdiagnostik zum Beispill iwwer Videoanalys an och soss méiglech ass. De medezinnesche Volet ass scho méi laang prett an huet seng Preuvë gemaach. An och de Coordinateur vum Projet, an der Persoun vum Laurent Carnol, huet säi Poste schonn ugeholl.

Den LIHPS ass jo drop beduecht, fir de Leeschtungsniveau méi a méi un dee vun der

weltwäiter Weltspëtzt erunzeféieren, a mat enger Infrastruktur wéi déi vun der Coque sinn eigentlech schonn déi ideal Konditioune fir d'Trainingsaarbechte geschaaft. Hei spillt sech a mengen Aen och mat dee wichtegsten Deel vum ganzen Encadrementsprozess of. Eng Plaz, déi eisen nationale Sportler jo als lëtzebuergesche Sportstempel net onbekannt ass, well d'Missioune vun der Coque, déi gi jo och an den Domän vum Federal- an och vum Schoulsport.

Eng komplett Offer a puncto Training a Regeneratioun gëtt hei ugebueden, déi den héchste Qualitéitsufuerderunge gerecht gëtt an zugläich och op den neisten Entwécklunge vun de Sportswëssenschafte soll baséieren.

D'Trainingsdiagnostik mat Labotester an och Videoanalyse liwweren iwwregens wichteg Informatiounen iwwert d'Potenzial vum Sportler am Hibléck op nach méi grouss Fortschrëtt an der Leeschtung. Am Domän vun der Entspanung an der Regeneratioun kann een zum Beispill de Kryotherapieraum ervirhiewen an och d'Ausweitung vun der Offer un de Sportsmassagen. Onnëtz ervirzehiewen ass, dass dat professionellt Team vun der Coque nach mat spezialiséierte Fachkräften aus dem Sportsberäich grad wéi mat spezialiséierten Therapeute muss verstäerkt ginn.

Am Hibléck op déi olympesch Spiller zu Tokio 2020 kënnen eis Sportler op optimal Virbereedungsméiglechkeeten zréckgräifen an et steet och ausser Zweifel, dass dëse Projet de Spëtzesport zu Lëtzebuerg nei beliewe wäert an dass ee sech bedeitend Auswierkungen op de lëtzebuergesche Sport am Allgemengen erwaarde kann.

Wat de finanzielle Volet ugeet, esou wéilt ech awer och gäre vum Minister wëssen, wéi eigentlech de Pluriannuel vun dësem Projet ausgesäit. D'Coque huet wuel eng éischt Finanzsprëtz kritt, soll awer och op eege Mëttel zréckgräifen. Ass och virauszegesinn, wat nach un Depensen erwaart gëtt, och am Domän vun der Recherche, déi jo eigentlech eréischt ulafe kann, wann éischt Resultater virleie vun den Trainingsdiagnostiken? De Laurent Carnol wäert jo bestëmmt an Zukunft och op e Staff mussen zréckgräifen; ass do scho gewosst, a wéi eng Richtung dass dat personalméisseg kéint goen?

Alles an allem kann ee soen, dass de Bilan vun den Aarbechten am Sportsberäich sech weise loosse kann. Ech sinn hei net op déi grouss Infrastrukturprojeten agaangen, sprëch den nationale Fussballs- a Rugbysterrain oder de Velodrom, dee jo elo lues awer sécher an d'Planung kënnt am zukünftege Lycée vu Mondorf. Ronn 5,5 Milliounen Euro, dat ass de globale Montant, deen als finanziell Hëllef a Subside fir d'Federatiounen a soss Sportsklibb 2017 ausgi gouf. De Minister huet heizou Detailer ginn am Kader vu senger Äntwert op eng spezifesch Question parlementaire.

Iwwer 5 Milliounen: Dat ass vill fir déi eng, mä natierlech nach laang net genuch fir déi aner. Wichteg ass allemol, dass mer an déi richteg Richtung denken. Jiddweree soll d'Méiglechkeet kréien, eng sportlech Aktivitéit auszeüben. Déi lokal a regional Infrastrukture ginn an dësem Sënn och subventionéiert.

Soll een elo méi spezialiséiert regionaliséieren? Jo, dat kann eng interessant Fro sinn. Da spillen natierlech d'Facteure Mobilitéit, Zäit, Responsabilitéit vun den Encadranten, déi bei den Deplacementer sollen derbäi sinn, awer och an deem Fall eng Roll.

D'Loscht um Sport kritt ee vu gudde Virbiller. Hinne gëllt deemno d'Opmierksamkeet am Inland awer och am Ausland, den Hären, mä awer gradesou den Dammen. Et mussen Efforte gemaach ginn, fir de Fraen deeselwechte Stellewäert am Sport ze gi wéi hire männleche Kolleegen, Visibilitéit an Unerkennung vun hire Leeschtungen. Dëst wier heimat ee ganz waarmen Appell un d'Sponsoren an duerno awer och direkt un d'Medien, déi hei e wichtege Part kéinten derzou bäidroen.

Gutt a performant Sportler kritt een iwwer e professionellen Encadrement op all Niveau. Duerfir gehéieren op d'Dirigeantsposten ëmmer méi Leit, déi de Metier och gutt kennen. Deemno déi Leit, déi vläicht selwer aus dem Sportsberäich kommen, Männer a Fraen.

Erlaabt mer awer elo vläicht ganz zum Schluss an och just um Rand vum Sujet vun haut, eis alleguerten heibannen e bëssen an d'Gewëssen ze rieden!

D'Weltgesondheetsorganisatioun recommandéiert den Erwuessene vun 18 bis 65 Joer, op d'mannst 30 Minutte pro Dag enger moderater sportlecher Aktivitéit nozegoen, an dat fënnefmol pro Woch, an dräimol d'Woch méi intensiv Sport ze maache wärend just nëmmen 20 Minutten. An dat natierlech fir de gesondheetleche Benefiss. À bon entendeur, salut!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Hemmen. Dir motivéiert eis all maximal fir déi nächst Deeg.

Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Lorsché. Et ass Dammentour de Mëtten; no dem Här Lamberty. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci, Madamm Presidentin.

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ah, den Här Reding kënnt nach. Et gëtt erëm Equiliber.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och mir Gréng sinn natierlech frou, datt den Thema Sport de Wee an d'Chamber fonnt huet. An duerfir och e grousse Merci un de Claude Lamberty, deen d'Interpellatioun ugefrot huet, mam Bléck op de federéierte Sport, dee jo e ganz wichtege Pilier vun der Lëtzebuerger Sportswelt duerstellt.

De Kapp vum federéierte Sport sinn natierlech d'Federatiounen, déi zu engem gudden Deel vum Stat subventionéiert ginn. Am Joer 2017 sinn eleng 2,9 Milliounen Euro aus dem Statsbudget fir d'Personal an d'Trainer vun de Federatiounen investéiert ginn. A fir d'Joer 2018 sinn et nach 150.000 Euro méi. Dat ass jo emol schonn net esou schlecht.

De Gesamtbudget, deen un d'Federatioune mat all hiren Aktivitéite fléisst, läit dëst Joer bei 5,5 Milliounen Euro. Derbäi kommen nach héich Zommen, déi fir aner Sportsberäicher destinéiert sinn, mat engem Gesamtchiffer vun net grad 58 Milliounen Euro. Ech géif mengen, dat si keng Grimmelen, mä Chifferen, vun deenen déi afrikanesch Weltklasseleefer nëmme kënnen dreemen. An net nëmme si!

Natierlech ass et wichteg a luewenswäert, datt d'Cause vum Sport verdeedegt gëtt an datt vum Stat gefuerdert gëtt, eng Rei vu Verbandsdirekteren zu Gestiounszwecker ze finanzéieren. Dat ass legitimm. An et ass och wichteg, datt generell vill Geld fir de Sport zur Verfügung gestallt gëtt, fir déi 120.000 Sportler, déi mer am Land hunn, konsequent ze ënnerstëtzen. Se sinn eis et wäert.

Op d'mannst esou wichteg, Här Minister, ass et, awer och ze iwwerleeën, op wéi eng Manéier d'Veräiner sech finanziell iwwer Waasser kënnen halen, dann awer och, wéi hire Fonctionnement kann optimiséiert ginn a wéi eng Pisten et gëtt, fir déi wichteg Missioune vun de Veräiner an eiser Gesellschaft opzewäerten. Ëmmerhi stellen déi 1.400 Veräiner d'Basis vum federéierte Sport duer. Se kënnen awer just am Kanner- a Jugendberäich vu staatleche Recettë profitéieren. Mä ëmmerhin: An där Hisiicht ass scho vill geschitt. Ech wëll dat elo net klengrieden.

Trotzdeem muss een awer wëssen, datt dës Recetten, zesumme mat deene vun de Cotisatiounen, den Entréesbilljeeë bei Evenementer an och emol duerch Spenden, meeschtens net duerginn, fir d'Veräiner finanziell ofzesécheren, wa se wierklech Qualitéit wëlle bidden. Ëmsou méi schwiereg ass dës Situatioun natierlech, déi ass bekannt, well d'Veräiner ënnert dem Réckgang vu Benevoller leiden. Wou ech awer net wëll soen, datt et keng Benevoller gëtt. Si sinn nach ëmmer ganz aktiv a se hunn och wierklech Respekt verdéngt.

Mir mengen, datt et interessant wär, eng Kéier d'Thema Benevolat an dëser Chamber ze diskutéieren an net op Nieweschauplätz, well et ass et wäert. Duerch de Mangel u Benevolle si vill Veräiner forcéiert, Trainer, Trainingsstonnen, och eenzel, an Déngschtleeschtunge souzesoen ze kafen, fir datt de Veräin optimal funktionéiere kann. Doséinst féiert eiser Meenung no kee Wee laanscht nei Finanzéierungsquellen, fir datt d'Veräiner souwuel am Breedesport wéi och am Kompetitiounssport aktiv an attraktiv bleiwen.

Dir wësst, wat aktiv sinn als Sportsveräin heescht. Et heescht, Talenter rekrutéieren a jorelaang forméieren, ier iwwerhaapt emol vum Wee an en National- oder Elittekader ka geschwat ginn. Et heescht och, Honnerte vu Memberen am Breedesport zesummenzebréngen an hiren Interesse gerecht ze ginn. An et heescht, sech ëm d'Organisatioun an ëm de reibungslosen Oflaf vu Kompetitiounen ze bekëmmeren, och wann déi jeeweileg Federatioun dobäi e Wiertche matzeschwätzen huet a vun Zäit zu Zäit och emol eng Hand matupeekt.

Här Minister, eng interessant Pist, fir nei Finanzéierungsquellen zu all deenen Zwecker ze mobiliséieren, gesi mir am sougenannte Crowdfunding. E Modell, deen am Ausland scho Schoul gemaach huet. De Prinzip ass einfach: Am Géigesaz zu wéineg Sponsoren, déi grouss Zommen un d'Veräiner bezuelen, geet et beim Crowdfunding drëms, vill kleng Ennerstëtzer ze fannen, déi alleguer bescheiden Zommen zur Verfügung stellen an eng grouss Zomm zesummebréngen. Duerfir kréie se dann eng Géigeleeschtung oder eng Unerkennung vum Veräin.

Dee Modell huet sech am Ausland bewäert. A mir géife mengen, datt en net nëmmen an der Kultur, an der Konscht an an der Wirtschaft Sënn mécht, mä ebe grad am Sport. Nach méi effikass gëtt dee Modell, wann en iwwer e gemeinsame Portal organiséiert gëtt, fir deene klengste Veräiner och d'Méiglechkeet ze schafen, drun ze participéieren, ouni datt se e groussen Opwand derfir musse bedreiwen.

Duerfir wollte mer Iech froen, Här Minister, ob Der net drun denkt, d'Veräiner an deem Beräich ze sensibiliséieren a se bei der Entwécklung vun esou Projeten ze ënnerstëtzen.

Datselwecht zielt och fir d'Promotioun vun de Veräiner no baussen an hire Gemengen an an hire Regiounen. Esou keck wéi de Slogan „Let's make it happen", dee jo scho genannt ginn ass, am Kader vum Nation Branding och ass, fir de sportlechen, kulturellen an den touristeschen Image vu Lëtzebuerg am Ausland opzepoléieren, esou wichteg wier et och, den Image vun de Sportsveräiner, och deene klengen, mat originelle Methoden an eisem Land opzewäerten.

Eng positiv Initiativ ass an deem Kontext beispillsweis d'Nuit du sport, déi vu ville Gemenge mat der Ënnerstëtzung vum Stat, vum Ministère, organiséiert gëtt an de Veräiner vill Opportunitéite bitt, fir sech bekannt ze maachen a Memberen ze rekrutéieren. Mir mengen, datt esou Initiativen ausgebaut solle ginn an och diversifizéiert solle ginn, fir datt méi Leit de Wee um Terrain zum Sport fannen. Dat muss net ëmmer Leeschtungssport sinn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Geld ass, wéi gesot, vill am Sport, mä Geld ass nach laang net alles; och an zemools net am Sport, well soss hätt de Josy Barthel 1952 zu Helsinki keng olympesch Goldmedail gewonnen. Säin eenzegen Trainingsstudio war e Bësch mat ville Penten, déi näischt kascht hunn.

Quitte datt d'Trainingsmethoden evoluéiert hunn an haut mat méi groussen Investissementer musse liewen, esou sinn d'Erausfuerderungen am federéierte Sport awer net just finanzieller Natur. Se betreffen och de Fonctionnement an d'Organisatioun vun de Veräiner an de Federatiounen, déi e gewëssent Verbesserungspotenzial hunn. Global Léisunge gëtt et eiser Meenung no net, well et keng Erfollegsrezepter fir d'Veräiner gëtt. D'Situatioun ass jo jee no Sportaart, Regioun, Veräinsgréisst an och jee no Zuel vu Benevoller, déi am Veräin eng Hand upaken, ganz ënnerschiddlech, soudatt déi Analys ganz differenzéiert muss gemaach ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Fir deem Rechnung ze droen, kéinte mer beispillsweis op en äänleche Wee goe wéi d'Schwäiz, wou e Monitoring vun de Veräiner op fräiwëlleger Basis duerchgefouert ginn ass. D'Zil war et, d'Veräiner op hir Stäerkten a Schwächten hin ze analyséieren an déi néideg Moossnamen doraus ofzeleeden, mat engem ganze Moossnameprogramm. Esou en Exercice ass natierlech opwendeg, Här Minister, mä d'Resultat wier den Opwand bestëmmt wäert, net nëmmen an der Schwäiz, mä och zu Lëtzebuerg, a géif sech ganz bestëmmt och fir d'Federatioune lounen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng weider Erausfuerderung gesi mer am Rekrutement vun neie Memberen, déi ëmmerhin d'Basis vum federéierte Sport duerstellen. Ouni Membere gëtt et kee Veräin an et gëtt och keng Federatioun. Ugefaange bei de Kanner, wou trotz der Konkurrenz vum kommerzialiséierte Sport a villen anere Fräizäitofferen an trotz der rasanter Entwécklung vun de Betreiungsstrukturen, wou d'Kanner vill Zäit verbréngen, traditionell Veräiner wéi Fussball-, Turn-, Liichtathletik-, Basket- an Handballklibb nach oft vum Nowuess iwwerrannt ginn. Dat ass e gutt Zeechen.

Laut der Längsschnëtt-Etüd vun 2011 si gutt d'Halschent vun de Schoulkanner ëmmerhin an engem Sportsveräin aktiv. Natierlech kéinten et der méi sinn, an dat wär och eise Wonsch.

Den Hoke bei der Saach ass awer deen, datt vill Kanner de Veräin nees séier verloossen, entweder fir engem anere Veräin bäizetrieden an eng aner Sportaart auszeprobéieren oder dem Sport leider de Réck ze dréien. Dat féiert derzou, datt d'Veräiner direkt mat zwee Defie konfrontéiert sinn: Engersäits stellt sech de Problem vum Trainermangel, wann den Nowuess boomt, anerersäits mussen d'Veräiner dermat eens ginn, datt vill Kanner net laang bleiwen.

Fir eis als Gréng ass dësen Trend net negativ, soulaang wéi d'Kanner sech an engem anere Sport wuelfillen. D'Madamm Arendt huet et och gesot: Et soll een d'Kanner net ze fréi op ee Sport trimmen, well dat éischter schiedlech ass fir hir Entwécklung wéi nëtzlech. Aus deem Grond ass et eben duerchaus sënnvoll, d'Kanner souzesoe polysportlech ze förderen an net ze fréi op Leeschtung ze trimmen.

Fir datt deen Trend awer net zum Nodeel vun de Veräiner gëtt, wieren d'Veräiner gutt beroden, konsequent zesummenzeschaffen a méi Synergien ënnereneen opzebauen, dëst beispillsweis iwwert de Wee vu kooperativen Netzwierker, an deenen d'Veräiner sech kéinten zesummeschléissen an eng breet gefächert Sportsoffer fir d'Kanner ubidden.

Mir mengen, datt d'LASEP hei eng flott a konstruktiv Roll kéint spillen, well: wat d'Kanner méi erreecht ginn, wat se méi Veräiner kenneléieren, wat d'Chance méi grouss gëtt, datt se sech zu Sportler entwéckelen a bei enger Sportaart am Erwuessenenalter bleiwen.

En anere wichtege Pilier ass natierlech dee vun der Zesummenaarbecht tëschent Schoulen a Sportsveräiner, och de Betreiungsstrukturen - dovun ass scho vill geschwat ginn -, wou ech nëmme ka soen, aus menger Erfahrung als Schoulschäffin, mä och Presidentin vun engem Liichtathletikklub, datt déi Zesummenaarbecht fir béid Säite ganz gewënnbréngend ass an datt se sech och positiv op de Rekrutement auswierkt.

Gewënnbréngend ass dës Zesummenaarbecht och an deem Sënn, datt d'Veräiner an de Schoul- a Betreiungsstrukturen op Zilgruppen treffen, déi se ausserhalb vum Schoulsystem net esou einfach erreechen; zum Beispill Kanner vu Migranten, déi et besonnesch am Ufank vun hirer Aschoulung méi schwéier hunn, den Uschloss un d'Sportsliewen an der Gemeng ze fannen.

E flotte Projet, deen am Kontext vun där Zesummenaarbecht tëschent Schoulen a Veräiner an Däitschland realiséiert gouf, wéilt ech nach kuerz nennen. En ass aus der Perspektiv vun der Genderpolitik ze betruechten an nennt sech „Kicking Girls". Hei goung et drëms, de Meedercher en Abléck a Fussballsveräiner ze verschafen, och am Kontext vun der Schoul a vun der Betreiung, an déi klassesch Jongeveräiner op déi Manéier attraktiv ze maachen an engem Milieu, wou d'Kanner sech souwisou befannen, an dat mat engem erstaunleche Succès.

Ech kommen zum Schluss nach kuerz bei de Leeschtungssport, wou natierlech aner Regele gëllen. Mä och an dësem Domän mussen d'Sportler vun de Veräiner fideliséiert ginn, éier se iwwerhaapt emol um Niveau vum Élittesport ukomme kënnen an aner Konditiounen, mä och aner Méiglechkeete gebuede kréien.

D'Viraussetzung derfir ass déi, datt d'Sportler och schonn an de Veräiner adequat Infrastrukturen zur Verfügung hunn a kontinuéierlech vu kompetenten Traineren encadréiert ginn. Wann all Veräin an deem Domän seng eegen Zopp kacht, da brécht dëse System séier zesummen. Et feelt ganz einfach un den néidege Ressourcen.

Mir géifen et als besser ugesinn, wann d'Veräiner do hir Kompetenze bündelen an zesummeschaffen. Dat heescht net, datt d'Veräiner masseweis solle fusionéieren, wa se dat net wëllen. Et heescht awer, datt souwuel d'Veräinsféierunge wéi och d'Sportler an d'Trainer vum Silodenke musse lasskommen an déi sportlech Solidaritéit amplaz solle setze vun der Konkurrenz.

An deem Kontext wier et och net vu Muttwëll ze analyséieren, ob d'Investissementer a gutt bezuelten Nationaltrainer ëmmer a Relatioun sti mat der Zuel vu Sportler, déi dës Trainer betreien, respektiv mat de Resultater, déi se erreechen. Ech stellen domat kengem Trainer säi Meritt a Fro, wëll awer trotzdeem drop hiweisen, datt d'Gelder am Sport wéi an alle Beräicher sollen effikass agesat ginn.

E weideren Defi, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deen ech am Numm vun der grénger Fraktioun ganz gär wëll opwerfen, betrëfft déi sozial an integrativ Funktioun vum federéierte Sport. D'Sportsveräiner sinn haut vill méi wéi en Zesummeschloss vu Mënschen, déi an engem Veräin trainéieren, déi wëlle fit bleiwen an déi hir Talenter wëllen entwéckelen. A se sinn och vill méi wéi d'Aushängeschëld vum héich geschätzte gesellschaftlechen a sportlechen Engagement.

Gemeinsam Sport dreiwen, heescht och, sozial Kontakter hierstellen. Net nëmmen am sportleche Sënn, mä och am gesellschaftspolitesche

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Sënn leeschte Sportsveräiner ganz vill. Se sti fir Respekt, Toleranz, Fairness, Teamgeescht a Solidaritéit. All dës Wäerter kann e Sportsveräin vermëttelen an e suergt domat fir de sozialen Zesummenhalt an eiser Gesellschaft.

Här Minister, datt d'Sportsveräiner an domat och d'Sportsfederatiounen zu Lëtzebuerg keen Auslafmodell sinn, dat freet eis. Se si mat verschiddene Problemer konfrontéiert, mä bis haut hu se se nach ëmmer gemeeschtert, an dat schonn 10 bis 20 Joer. Dat ass e gutt Zeechen an et weist hir Motivatioun.

Dat verdéngt natierlech Ënnerstëtzung, an duerfir ënnerstëtze mir och d'Motioun vum Här Lamberty. Den nächste Fënnefjoresplang steet virun der Dier a bitt eis d'Geleeënheet natierlech, nach eng Kéier op d'Thema Sport zréckzekommen, op eng Thematik, déi ganz wichteg a villfälteg ass. An duerfir soe mer Iech elo scho Merci, datt och dee Fënnefjoresplang positiv Zeeche setzt.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Lorsché. An den nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt dem Interpellant vu ganzem Häerze Merci soen, datt en esou e wichtege Sujet hei op d'Dagesuerdnung bruecht huet, an och all menge Virriedner.

Dat Positivt un esou senger Interpellatioun ass jo, datt een och Medieninterêt kritt. Mir hunn d'Chance, haut am „Tageblatt" eng ganz Säit ze hunn iwwert déi Interpellatioun. An et ass immens flott, datt och dobaussen dann iwwert dës Themen diskutéiert gëtt.

Jo, mir stoussen, wéi et och am „Tageblatt" richteg heescht, un d'Grenze vum Benevolat. Dat ass eng Realitéit, net nëmme fir Sportsveräiner, och fir aner Veräiner: fir Kulturveräiner, fir Museken an esou weider. An do musse mer eppes maachen.

Mir brauchen, wéi de Kolleeg Lamberty ganz richteg gesot huet, haaptbeamtlech Mataarbechter an de Federatiounen. Mir brauchen der awer och an de Veräiner. Et gëtt Veräiner hei am Land, déi méi grouss si wéi verschidde Federatiounen. A jiddwereen, deen emol eng Kéier ze dinn hat mat deem ganzen administrativen Opwand vu Lizenzen an esou weider, vu sportsmedezinneschen Untersuchungen, vu Rendez-vousen, déi musse gemaach ginn, vun der Gestioun vun Trainingen, vun der Gestioun vun der Penurie vun Terrainen, weess, wéi schwéier datt dat ass. Do brauche mer eng Professionaliséierung.

Et ass vun der Kolleegin Lorsché ganz richteg gesot ginn: Mir hunn en Trainermangel a mir hunn en Nowuessboom. Och dat ass e Problem. An deen däerf een net blauäugeg ugoen. Ech mengen, de Sport berout op Kompetitioun, net op Kooperatioun tëschent Veräiner. Veräiner sinn an enger Kompetitioun, an enger Konkurrenz. Dat ass d'Quintessenz vum Sport.

An do muss natierlech derfir gesuergt ginn, datt an de Sportsveräiner genuch an eduquéiert Traineren zur Verfügung stinn, déi natierlech hautdesdaags och alleguerte wëlle bezuelt ginn a sief et och nëmme fir hir Onkäschte remuneréiert ginn. Dat ass eng Realitéit. Där musse mer entgéintkucken.

Sport ass wichteg, well Sport ass vill méi wéi nëmme Bewegung a Gesondheet. Sport ass, an et gouf scho gesot, och Erzéiung, Teamgeescht, Kollegialitéit, Fairplay, Disziplinn léieren, Pünktlechkeet, schaffe fir den Erfolleg, jee dat, wat d'Kolleegin Cécile Hemmen d'„Schoul vum Liewen" genannt huet. Déi Schoul, déi haut ganz oft eise Jonke feelt.

A grad do - et deet mer leed, mä ech muss dat emol eng Kéier ganz kloer konstatéieren! - verseet eis Politik am Alldag. Et feelen Infrastrukturen a ville Gemengen. Wivill Halen hunn net déi richteg Moossen, fir kënne Kompetitiounen ofzehalen? Wivill Hale musse gedeelt ginn tëschent verschiddene Veräiner, souguer aus verschiddenen Dierfer oder verschiddene Gemengen, vun deene verschiddenste Sportaarten? An et kënnt een net méi no. Eis Bevëlkerung huet esou staark zougeholl, datt et un Infrastrukture vir an hanne feelt.

Et geet esou wäit, datt d'Hale ganz einfach inexistent sinn. Virun annerhallwem Joer war et nach eng Fro, ob zum Beispill de Futsal hei an der Stad kéint eng Hal kréien. Haut ass déi Equipp - déi da Gott sei Dank konnt in extremis, 24 Stonnen éier den Ultimatum vun der Federatioun ofgelaf ass, eng Hal kréien - an der Coupe-Finall an Uwäerter op de Championstitel. Mä dat war a Fro gestallt duerch e Mangel un Infrastrukturen, an dat däerf net sinn.

Mir geréieren eng Penurie, well net genuch virausgesi ginn ass an deenen eenzelne Gemengen. Ech wëll elo guer net eng eenzel Gemeng ervirsträichen, oder wivill Leit bäikommen a wivill Infrastrukture benotzt ginn. Do ass e groussen, e ganz groussen Effort néideg.

Ech hunn dann haut am „Tageblatt" gelies, datt mer als Stat 58 Milliounen am Joer ausgi fir de Sport. Ech wollt dat einfach emol an d'Relatioun setze mat deenen 52,5 Milliounen, déi mer den nächsten Donneschdeg hei stëmmen, fir statistesch Klimaziler ze erreechen, en Transfer, dee mer maachen an d'baltesch Staten. Ech denken, do wier nach Sputt, fir ganz seriö eppes ze ënnerhuelen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- An deemselwechten „Tageblatt"-Artikel geet dann och rieds iwwert déi ganz luewenswäert Initiativ vun deem fréieren LSAP-Gemengeconseiller Armand Drews, deen an der Stad Lëtzebuerg derfir gesuergt huet, datt eng Aarbechtsgrupp agesat gouf, „um ein Konzept auszuarbeiten, wie man Vereine in Zukunft entlasten kann". Dat ass ganz luewenswäert, dat ass ganz gutt. Ech si frou, datt et déi Aarbechtsgrupp gëtt. Mä eng Aarbechtsgrupp ass keng Aktioun. A virun allem geet et hei jo ëm déi betraffe Leit. An do ass e Mëssverständnis. Ech hu virun zwee Joer eng Aktioun gestart, fir ze hëllefen, datt sozial schwaach Leit ënnert d'Äerm gegraff kréien, zum Beispill hir Equipementer bezuelt kréien, emol net vun der Stad Lëtzebuerg, mä vun enger ONG, déi sech géif derfir asetzen.

Wa mer wëssen - ech schwätzen elo vun enger Sportaart, wou ech mech e bësse méi auskennen -, datt e Sportsequipement tëschent 180 an 250 Euro kascht, dann ass dat vill Geld fir eng sozial schwaach Famill. An et kann dach net sinn, datt mer hei an engem Land liewen, wou d'Leit hirem Sport net kënnen nogoen, wou d'Veräiner déi Leit net kënne vun der Strooss huelen, well hinnen 150, 180, 200 oder 250 Euro feelen! An et ass kee Mënsch, deen do eppes ënnerhélt. A wann d'Gemeng et net kann oder net wëllt maachen, datt da keng ONG kann opgedriwwe ginn, déi do aktiv gëtt. An ech mengen, dat ass dat, wat hei d'Quintessenz ass.

Wat mir brauchen, si konkret Aktiounen. Konkret Aktiounen, wéi mer déi Trainere kënnen ausbilden, wéi mer déi kënne remuneréieren, wéi mer kënnen hallefamtlech oder haaptamtlech Leit an de Veräiner an an de Federatioune bezuelen. Et ass dorobber, wou et ukënnt, an net op Gespréicher an Diskussiounen, mä ganz konkret an direkt, well déi nächst Saison fänkt elo un, an elo si Leit, déi wëlle Sport maachen.

An nach eng Kéier: Kee Sport kënnen ze maache wéinst menger sozialer Stellung an der Gesellschaft, dat ass fir d'ADR definitiv keng Alternativ!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäre mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet de Sportsminister, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Ech hat mech a mengem Timing verrechent, well ech gemengt hat, et wier nach eng Fraktioun, déi géif eppes zum Volet soen. Mä ech mengen, déi Meenung kréie mer och all Kéiers an der zoustänneger Kommissioun matgedeelt, an do matschaffen ass och ganz effizient.

Bon, fir d'Éischt emol wëll ech drop agoen, datt ech selwer frou sinn, datt mer haut d'Méiglechkeet hunn, an enger Interpellatioun iwwert den Thema Sport hei an dësem Gremium ze diskutéieren. Et ass dat, wat zënter enger Zäit gefrot gëtt, wat mer haut maachen. An et ass eigentlech haut richtegerweis bei alle Riedner méi wäit gaange wéi dat, datt mer nëmmen iwwert de Sport fédéré schwätzen, mä méi generell - an dat fannen ech eigentlech gutt - iwwert dee ganze Volet. Dofir wäert meng Ausféierung och éischter dohigoen: Wat sinn dann déi strategesch Orientatiounen? Wat ass den Encadrement vun de Sportler à haut niveau? Wat ass d'Profilisatioun vun de Federatiounen? Awer och, wéi gesäit et dann aus mam Soutien vum Benevolat?, wat jo och hei ugeschwat ginn ass.

Ech wëll awer soen: Jiddwereen, dee wëllt d'Wuert ergräifen iwwert de Sport, huet eigentlech zwou grouss Geleeënheeten, dat ze maachen, an de Minister ass all Kéiers präsent, wann dës Exercicen duerchgefouert ginn. Dat ass all Joer beim Débat sur l'état de la nation, do ass all Kéiers d'Méiglechkeet, datt een zu all Thema kann d'Wuert ergräifen a sech selbstverständlech och iwwert de Sport ausdrécken. De Statsminister huet och dës Kéier e ganz groussen Artikel, Passage dra gehat iwwert de Sport, wéi och déi Jore virdrun. Dat huet e bësse geännert, dat stëmmt. Mä et ass awer elo all Kéiers en Impakt dran, soudatt ee ka seng Meenung soen zur Ausriichtung vum Sport an dem Etat vun der Natioun, zum Beräich Sport souwéi och zu anere Beräicher wéi der Kultur.

An dann eben och am Budget, grad am Budget. De Budget ass eng Plattform, wou een zu all Volet kann eppes soen. Ech sinn all Kéiers präsent, souwuel am État de la nation wéi och beim Budget, fir engersäits op Froen an Äntwerten anzegoen an niewendrun och den Debat matzeféieren.

Ech mengen, d'Madamm Arendt huet eng Fro u mech, déi ech selbstverständlech gär entgéinthuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, dass Dir direkt dorop reagéiert.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Pardon, Här President. Pardon!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen, dat ass ganz gutt.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech wollt just soen: No där Heure d'actualité hate mer an der Kommissioun eng Diskussioun dodriwwer, wou Dir selwer agesinn hutt, Dir an Ären éischte Conseiller, datt eng schrecklech Noutwendegkeet géif bestoen, fir esou eng Gesamtdebatt iwwert de Sport ze féieren.

D'Madamm Lorsché huet och nach intervenéiert, datt mer dat sollte maachen. Do ass eis gesot ginn: „Frot se wann ech gelift net elo un, well mir wëllen 2016 am Januar bei Iech kommen." An et huet esou geklongen, wéi wann Der extrem wichteg Noriichten do ze vermëttelen hätt. An doduerch huet eigentlech kee vun eiser Säit nach eng Kéier op de Wäert an op d'Noutwendegkeet vun esou enger Gesamtdebatt gepocht, well mer der Meenung waren, Dir géift eis en Zeeche ginn, wat vun Ukënnegunge sollte kommen. Ech waarden nach haut drop!

An dofir hunn ech och d'Bemierkung gemaach, datt mer haut frou sinn, datt mer elo wéinstens d'Interpellatioun um Ordre du jour hunn, well mir hätte jo och genuch Deeg an der Chamber gehat, déi mer ofgesot hunn, well mer näischt um Ordre du jour haten a wou een déi dote Sportsdebatt längst hätt kënnen op den Ordre du jour huelen.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Also et ass esou, datt ech jo regelméisseg, wann Dir rufft, wann d'Chamberskommissioun rifft, an d'Chamber kommen, fir zu all Moment eng Debatt iwwert de Sport ze féieren. Ech muss iwwregens soen, datt an där Sportskommissioun mer ëmmer ganz flott Diskussiounen hunn an eigentlech eis Decisioune bal ëmmer unanime sinn.

An ech sinn eigentlech de Mëtteg e bëssen iwwerrascht. Ech soen éischtens emol Merci fir déi positiv Reaktiounen, déi ech vun enger Rei Fraktiounen hei kritt hunn. Ech sinn iwwerrascht, wéi hei eigentlech op eemol d'Positioun vun enger Fraktioun eriwwerkënnt, déi ech eigentlech ëmmer nëmmen am Positive gesinn, dann, wa mer an der Chamberskommissioun sinn. Ass dat vläicht d'Visibilitéit, Här President, vun dësem Gremium, vun der Plenière? Ech weess et net.

(Brouhaha)

Op jidde Fall hunn ech de Mëtteg eng gewëssen Onzefriddenheet, jo souguer Uklo gespuert, där ech awer gär ganz roueg entgéintkommen. An ech komme bei deenen eenzelne Punkte vläicht och dorop, sinn awer selbstverständlech wéi ëmmer ganz diplomatesch an deenen Aussoen, déi ech maachen.

Bon, fir d'Éischt also nach eng Kéier Merci, datt mer kënnen de Sport hei debattéieren. Et ass wichteg an et ass och parteiiwwergräifend. An ech mengen, do wäre mer eis eigentlech eens, datt de Sport wichteg ass fir jiddwereen. An hei geet et net nëmmen ëm d'Resultater vun eisen Elittesportler. Hei geet et ganz einfach ëm d'Gesellschaft. Hei geet et effektiv dorëm, vun ënnen erop eng Promotioun vum Sport ze maachen, net nëmme fir d'Gesondheet, ee wichtege Facteur selbstverständlech, mä derniewent och all déi Wäerter, déi um Sport hänken, wéi déi: kënnen ze gewannen, kënnen ze verléieren, Hygien, Fairplay, Disziplinn. Alles dat si Wäerter, déi een am Sport kritt, déi een am Privatliewen an och am Beruffsliewe brauch.

An ech hunn eigentlech d'Chance gehat, datt ech a mengem Liewen - ech war zwar keen esou een Héichleeschtungssportler wéi anerer, wéi Dir ënner anerem, Madamm Arendt, an och anerer mat sécher enger Rei vu ganz héije Leeschtungen - ëmmer probéiert hunn, op engem gewëssenen Niveau Sport ze maachen. Ech war awer net nëmme Sportler, mä ech hat och d'Chance, datt ech Jugendtrainer war, President vun enger Jugendkommissioun, Trainer vun enger Seniorsequipp a President vun engem Veräin. Ech hunn also all déi Problemer, déi de Mëtteg hei genannt goufen, an der Praxis erlieft, och selwer eng Hand mat ugepaakt. An ech weess och, do hutt Der recht, wéi schwéier et ass, grad an eiser Gesellschaft, déi sech entwéckelt huet, dës Defier unzegoen. An do musse mer reagéieren. Do ginn ech Iech alleguerte recht, datt mer am Kader vun dem Benevolat schaffen.

Ech kommen dofir op eng Rei Zuelen, déi ech hei ka gesinn a wou een d'Entwécklung gesäit an deene leschte 15 Joer. Et gouf hei zu Recht gesot vun deenen Dausenden, Zigdausende Lizenzen, déi mer hunn. Mir hunn effektiv an der Tëschenzäit, an deene leschte 15 Joer, 15.000 Lizenze méi am Kompetitiounssport. Mir hunn 12.500 Lizenzen am Sport loisir. Mir hu 5.000 Jugendlizenze méi wéi viru 15 Joer. Mä mir hu par contre awer och 2.400 Dirigeantë manner. Mir hu 400 Jugë manner a mir hunn 150 Trainere manner. An et ass an deenen do dräi Beräicher, wou mer mussen aktiv ginn, fir d'Struktur vun dem Fonctionnement vum Sport, vun de Sportsveräiner, awer och vun de Federatiounen ze garantéieren.

Wann ech eng Kéier kuerz derduerch ginn, et gouf scho vill hei diskutéiert iwwert d'Orientatioun vum Sport an deene leschte Joren. Ech hunn d'Chance, zënter 2009 Sportsminister ze sinn. Ech hunn do eigentlech ëmmer en exzellente Kontakt, net nëmme mat dem COSL, mä och mat deenen eenzelne Federatiounen, well ech se selwer empfänken, well ech selwer op Evenementer ginn - an dat sinn net ëmmer Top-Evenementer, dat sinn och klenger -, fir mat hinnen ze schwätzen iwwer Problemer, déi se hunn. An ech mengen, mir fannen och ëmmer en Drot a mir kucken ëmmer, Léisungen ze fannen, Léisungen, déi net spezifesch fir eng Federatioun, mä generell fir dee ganze Sport sinn. Sécher gëtt et Saachen ze verbesseren. Mir sinn ëmmer an engem Zyklus, wou mer Verbesserunge kënne maachen. Mä ech mengen, datt zënter 2009 an dësem Beräich ganz vill geschitt ass.

A virun allem de Stellewäert vum Sport: De Sport huet eleng an dëser Regierung am Wahlprogramm, awer och am Fonctionnement do-

vun, e wierkleche Stellewäert kritt, e Sprong no uewe gemaach, andeem e selwer e Ministère ginn ass.

Dat gesäit op den éischte Bléck vläicht esou aus, wéi wann dat kee groussen Ënnerscheed wär, mä et ass e risegroussen Ënnerscheed, ob een e Ministère oder en Departement dovun ass, well dann ass een ëmmer ofhängeg vun engem Ministère. D'Informatiounen an d'Visibilitéit sinn direkt do, d'Präsenz am Préconseil ass et virdrun net ginn an de Kontakt zu anere Ministèren ass och ee ganz aneren. Dat war ee Meilesprong, deen hei realiséiert gouf. An ech si frou, datt dee Ministère do ass. An ech géif där nächster Regierung och proposéieren, wa se d'Ministerë festleet a wa se se verdeelt, datt dee Ministère des Sports bleift. Et ass eng immens Wichtegkeet, datt de Sport wierklech seng Sprooch huet, seng Plattform huet, fir kënnen ze reagéieren an zesummen ze schaffen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- D'Entwécklung, déi hei vill ugeschwat gouf, ass déi am Beräich vum Sport de compétition, ee Volet, dee mir probéiert hunn ze pushen.

An ech mengen, et wier vläicht wichteg, op dëser Plaz eng Kéier ze erklären, wat den LIHPS dann elo ass. Den Numm hätt fir mech och kënnen en anere sinn, mä hätt och net „Olympiastützpunkt" kënne sinn, well ech deen och net gutt fannen. Et hätt vläicht iergendeen anere Lëtzebuerger Numm kënne sinn. Mä de Luxembourg Institute for High Performance in Sports ass eng Asbl, déi do ass, fir Synergien ze siche mat verschiddene Partner, déi mer hunn.

Den LIHPS gouf gegrënnt als Asbl tëschent dem COSL, dem Sportministère an der Federatioun vun den Dokteren. Dat ass d'Basis dovunner, an déi sinn do, fir d'Missiounen ze definéieren, wat déi eenzel Akteure vum LIHPS maachen. D'Akteuren, déi si si selwer. An där Struktur LIHPS gëtt zum Beispill ee Koordinator ugesidelt - dee gesicht gëtt -, deen dat Ganzt koordinéiert, déi eenzel Aktiounen. Do ass de Moment „dual career" mat dem Laurent Carnol ugesidelt, dee virdrun als Independant geschafft huet bei eis am Ministère, deen also iwwer ee Joer dës Aarbecht fir „dual career" gemaach huet an elo wierklech konkret fir den LIHPS schafft. Do dernieft sinn awer och all déi aner Saachen, déi mussen ofgedeckt ginn: d'Koordinatioun tëschent de Federatiounen, d'Koordinatioun och tëschent den Traineren an den Athleten. Dat ass e wichtege Gremium, fir do eben eng Verbindung ze maachen.

Derniewent hu mer awer och an deem dote Kader déi zwee aner Playeren. Dat ass engersäits d'Coque mam High Performance Center, deen eng Rei technesch Instrumenter wäert duerstellen, an op där anerer Säit dann de Volet vun der Recherche, de Rechercheberäich, deen zu Déifferdeng wäert entstoen. Mir hu Synergië gesicht, fir einfach Geld ze spueren a fir ze kucken, wéi ee kéint déi Suen optimal, effikass investéieren, déi mer hei virgesinn hunn.

A wat de Projet betrëfft vum High Performance Center: Hei war eng Fro gewiescht, wéi dee Pluriannuel virgesinn ass finanzéiert ze ginn. Ech mengen, do ass et esou, datt mer e Businessplang hunn, fir ze kucken, wéi dat heite ka gemaach ginn. An do ass et esou, datt an deem Businessplang virgesinn ass, datt de Stat duerch deen Invest, dee mer maachen, 70% vun de Capacitéiten akeeft. Déi aner 30% gi benotzt, fir datt effektiv och aner Leit a Federatioune kënnen erakommen, fir dee Modell ze stäipen an och fir eben dës Infrastrukturen net eidel stoen ze loossen, mä optimal ze notzen. Mä Prioritéit hunn eis Héichleeschtungssportler, eis Sportler aus de Förderungsprogrammen, aus de Promotiounskadere vum COSL. A wien doranner kënnt, gëtt definéiert vun der Asbl LIHPS, déi selwer déi Organer huet, an Zesummenaarbecht mam Koordinator, deen do fonctionnéiert.

Dat hei ass also ganz kloer ee grousse Schrëtt no vir, fir den Elittesport ze ënnerstëtzen. Virun allem de Volet vun der „dual career", deen hei ugeschwat gouf, ass fir mech een immens wichtegen. An Dir hutt recht, wann Der d'Fro stellt, och wann et vläicht dee beschte Mann op der „dual career" ass, dat muss sech weisen, et ass eng exzellent Aarbecht, déi bis elo realiséiert gouf: Hie kann dat net eleng maachen. Hie muss selbstverständlech vernetzt sinn. An dofir ass de Laurent Carnol EU-wäit vernetzt un all déi aner Akteuren, déi am Beräich „dual career" europawäit schaffen. An dat ass dat éischt Sprangbriet.

Eent vun den éischte konkrete Beispiller vun enger Success Story „dual career" ass de Mathieu Osch. Hie konnt op d'Olympiad goen, andeem näämlech eng Plaz gesicht gouf zu Schladming, wou hie konnt d'Studie verbanne mat sengem Sport. Doduerch huet hien e Sprong no uewe gemaach, fir déi néideg FIS-Punkten ze kréien an eist Land op der Olympiad ze vertrieden.

An der Tëschenzäit huet de Laurent Carnol, wéi ech auswenneg weess, eng 23 Sportlerinnen a Sportler beroden an deenen eenzelne Beräicher, fir ze kucken: Wou kann ee Studie verbanne mat Sport? Wou kann een awer och kucken, aner Méiglechkeeten ze ginn? An hei ass wierklech e flotten Elan komm, dee mer och mussen an Zukunft viru pousséieren. Et ass ee wichtege Facteur, well dorunner hänke jo och eng ganz Rei vun anere Saachen.

Et gouf hei och dee ganze Volet vun der Bewegung ugeschwat, eigentlech d'Bewegung vun der Gesellschaft. An déi geet fir mech ganz kloer ënnen un. Déi geet bei null Joer un. An do muss ech soen, datt mer an deene leschte Joren eng ganz exzellent Kollaboratioun mam Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse gemaach hunn, wou mer wierklech konkret Aktioune gemaach hunn. A mir wäerten Enn Mäerz zesummen déi ganz Palett vu Mesuren, déi geholl goufen, eng Kéier presentéieren, fir ze weisen, wéi mer do Hand an Hand geschafft hunn.

A grad wärend eiser Presidence hate mir als Thema den Haaptfokus geluecht op d'„early childhood". Genau dat ass et. Wéi kréie mer d'Kanner vun ënnen erop zu méi Bewegung verleet? Wéi kënne mer fir déi elementar Saachen, déi soss och esou gemaach goufen, d'Méiglechkeet ginn, Raim ginn, mä och qualifizéiert Personal ginn, fir datt se vu Klengem un déi richteg Saache léieren? Et goufen hei eng Rei Prinzipie festgehalen, et goufe Bewegungstheme festgehalen ewéi balancéieren, kloteren, schaukelen, sprangen, rutschen, eppes, wat generell iwwerall ka genotzt ginn. A mir haten et an där leschter Kommissiounssitzung - wou Dir leider verhënnert waart - presentéiert, dee ganze Katalog, dee mer do wëlle bréngen, virun allem grad déi ugeschwate Salles de motricité, déi mer elo matfinanzéieren.

Doriwwer eraus ass et och wichteg ze soen, datt zënter 2016 scho säitens dem Educatiounsministère am non-formale Beräich, dat heescht Crèchen a Maison-relaisen, duerch de Cadre national de référence d'Bewegung geziilt gefërdert a kontrolléiert gëtt. An déi musse mer eben elo zesummebrénge mat deenen Aktiounspläng, déi mir maachen. Dat si mer amgaangen ze maachen an Echangen an Aarbechtsgruppen. An hei wäerte mer lech och an den nächste Woche konkret soen, wéi dat leeft a wéi dat da stattfënnt.

Mä wichteg dobäi ass och, datt mer am eelefte Fënnefjoresplang déi Salles de motricité do förderen. Ech si frou, datt all d'Fraktiounen op dee Wee gaange sinn, fir dat positiv ze begleeden.

D'Infrastrukturen u sech, do sinn ech 100% dermat d'accord, Infrastrukture musse fonctionnel sinn. Zënter 2009, wéi ech ugefaangen hunn, hunn ech, och zesumme mam Kommissär a mat all deenen, déi an de Beräicher Infrastrukture schaffen, drop gehalen, datt an de Sportinfrastrukture virun allem Wäert geluecht gëtt op alles, wat d'Sportsfläche betrëfft, an datt een alles ronderëm soll elementar maachen, datt et de Sécherheetsbestëmmungen entsprécht, mä datt mer virun allem förderen, datt d'Sportsfläch optimal gemaach gëtt.

An dat maache mer op jidde Fall och an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, wou ech nach eng Kéier e grousse Merci muss soen un déi Partner, well wa mer déi Partner net hätten an den Infrastrukturen, da kéinte mer all déi Suen, déi mir iwwert d'Fënnefjorespläng lancéieren, net héichrechnen. Ech huelen hei d'Beispill vun deenen 120 Milliounen, déi mer um eelefte Fënnefjoresplang hunn, dat wäerten herno ongeféier eng 700 bis 800 Millioune sinn, déi investéiert ginn an d'Sportinfrastrukturen hei zu Lëtzebuerg.

Ee Problem awer bleift, an dee musse mer nach léisen. Do si mer amgaangen drun ze schaffen. Dat ass d'Accessibilitéit op déi Infrastrukturen, virun allem déi Indoor, an do sti verschidden Halen, verschidden Infrastrukturen zu munchen Zäiten eidel. Dat kann et net sinn! Si mussen optimal genotzt ginn: Si musse kënne genotzt gi vu Sportsveräiner, si musse kënne genotzt gi vum Public, si musse kënne vu jiddwerengem benotzt ginn. An do musse mer virun allem Weeër sichen, an ech sinn do zesumme mam Aarbechtsminister amgaangen, fir och eng Léisung ze fannen, wéi mer effektiv kënnen de Volet vum Personal erhéijen, fir datt effektiv och déi Infrastrukture kënnen ofgedeckt ginn a méi op sinn.

Wat de Volet vun der Formatioun vun den Trainere betrëfft, wat ganz vill hei zitéiert gouf, do hu mer - an Dir gesitt, datt mer manner Traineren hunn an deene leschte 15 Joer - grad iwwert de Subside qualité+, dee jo de Chèqueservice ersetzt, effektiv eng mierklech Hausse fir d'Sportsveräiner.

Dee kënnt vun de Chèques-services, wou mer dunn erofgaange ware bis op 300.000 Euro, well do jo d'Paie gekuckt goufe vun den Elteren. A grad dofir ass d'Qualité+ och e soziale Volet, deen ebe just fir déi Kanner spillt, déi aus sozial schwaache Famillje kommen, mä net nëmmen déi. Si ass eng Gläichstellung eigentlech tëschent jiddwerengem a wou déi Suen un d'Veräiner ginn, déi qualifizéiert Personal astellen an deenen eenzelne Beräicher.

An hei spillt an Zukunft natierlech och d'ENEPS eng ganz wichteg Roll. A mir sinn och amgaangen, d'ENEPS ze reforméieren, der ENEPS nei Missiounen ze ginn. An ech gesinn éischter, datt d'ENEPS och an deenen nächste Joren en Institut gëtt, fir d'Formatioun ze maachen, net nëmmen am Beräich Sport direkt, mä och am Beräich Schoulsport, wou effektiv zesummen iwwert den IFEN kann eng Kollaboratioun kommen als Serviceprovider, wou eben och Leit kënnen ausgebilt ginn, fir mat de Kanner ze schaffen, virun allem am klenge Beräich an doriwwer eraus dann a Qualifikatiounen.

Net ze vergiessen, datt d'ENEPS och an deenen nächste Joren de Beräich vun de Métiers du sport muss regelen, well och dat ass ee wichtege Facteur. Och do kann ech net einfach e Sport maachen, an e Fitnesszenter goen an einfach esou mäi Sport maachen. Ech muss ugeléiert ginn, fir dat ze maachen. An hei solle mer och wierklech schaffen, datt mer e Label entwéckelen, datt mer och wierklech gesinn: Do si Pisten, déi ee kann eriwwerhuelen.

D'ENEPS ass also ee wichtegen Akteur an deenen nächste Joren, fir zesummen am Beräich vun der Qualitéit virunzekommen. Dann ass sécher eng wichteg Basis kreéiert gi vum COSL iwwert d'Concept intégré pour le sport, wou mer och probéiert hunn, eng Rei Aktiounen elo schonn ze maachen.

Ech widderhuele se net all, well et ass d'Concept intégré, dat jo och eng Kéier an der Chamberskommissioun vum COSL presentéiert gouf an deemools ganz positiv aviséiert gouf vun dëser Kommissioun. Ech war net derbäi, mä wou e flott Gespréich war, wou et iwwert d'Infrastrukture goung, wou et virun allem awer och iwwert déi eenzel Rolle vun enger Stäerkung vun de Sportsmouvementer goung, dat, wat mer de Mëtteg zum Deel hei ugeschwat hunn, wou et iwwer qualifizéiert Trainere goung, also de Subside qualité+, wou et ëm den Encadrement goung vun de Sportifs de haut niveau, wou de Benevolat ugeschwat gouf. Ech kommen herno nach eng Kéier op de Benevolat zréck. An all déi Ressourcen, all déi Punkten aus dem Concept intégré musse mer no an no opschaffen, verschaffen. Mä ech mengen, et ass eng gutt Basis, fir komplementar zu der Sportspolitik, déi besteet, dat och eben ze maachen.

Da gouf ugeschwat, datt ee vun de wichtegsten Toolen, dee mer hunn an der Förderung vum Elittesport an Talenterförderung, de Sportlycée ass. Dat ass och esou, dat ass richteg esou. Mir gesinn, datt effektiv do och wierklech flott Talenter erauskommen, eng gutt Aarbecht gemaach gëtt, och all Kéiers mat enger gudder Begleedung. Mir gesinn och - an dat hunn ech och gesot op Plazen -, datt de Moment de Sportlycée u seng Grenze stéisst, souwuel wat de schouleschen, sportlechen Infrastrukturberäich an Internatberäich betrëfft.

Ech hunn awer gemengt, datt, bis mer eng nei Léisung hunn, mer solle kucken, dat Optimaalt erauszeklappen. Datt mer dofir verschidden Infrastrukturen do maachen, datt mer Zwëscheléisunge fonnt hu bei eis am INS selwer, datt mer amgaange sinn ze kucken, vläicht och nach eng Zwëscheléisung am Beräich vum INS ze fannen, mä datt mëttelfristeg - an et gouf hei eng Kéier gesot, ech mengen, et war vum Claude Lamberty oder vun Iech, ech weess et net méi, mä et gouf vun engem heibanne gesot -, datt et effektiv mëttelfristeg - en huet vu laangfristeg geschwat, ech gesinn et emol mëttelfristeg - natierlech muss eng Kéier sinn, datt de Sportlycée en neie Site kritt mat neien Infrastrukturen, déi derbäi sinn, mat engem Internat, deen adaptéiert ass. Wou dat elo ass, ob dat elo op der Coque ass, dat bezweifelen ech wéinst den Terrainen, déi disponibel si vläicht. Mä dat muss ee kucken.

Ech sinn op jidde Fall en faveur dovunner, datt een esou ee Wee geet an datt ee mëttelfristeg - kuerzfristeg kréie mer dat net realiséiert - och wierklech op deen dote Wee geet, fir och wierklech nach dësen Tool, dee mer hei hunn, viru kënnen ze elaboréieren.

Mir schwätzen an deem ganze Beräich och, se gouf ugeschwat, vun Ärer wohlwollender Initiativ vun der Proposition de loi. D'Proposition de loi, déi am Oktober 2016 gemaach gouf. Bon ech muss soen, datt mir net bis 2016 gewaart hunn an och net bis haut, fir eng Rei Mesuren aus där Proposition de loi schonn ëmzesetzen, dee ganze Volet vun der Sécurité sociale. Ech denken hei un Athleten, déi mer ofgedeckt hunn, wéi de Romain Fiegen (veuillez lire: den David Fiegen), wéi d'Liz May, wéi d'Fleur Maxwell, dat waren der nëmmen e puer, fir se ze zitéieren, déi goufe sozial ofgeséchert iwwert deen Tool, dee mer eis ginn haten.

Mir hunn derniewent och gekuckt, eben eenzel Mesuren un d'Luucht ze bréngen, iwwert den LIHPS, iwwert de Sportlycée sinn eng Rei Saachen, déi een do konnt erëmfannen, respektiv aner Saachen iwwert d'Concept intégré.

Mä aner Saachen hat Der mech gefrot: Wat maache mer elo mat der Proposition de loi? Déi Fro hunn ech mer och gestallt, nodeem ech näämlech den Avis vum Conseil d'État gelies hunn. Ech huelen un, Dir hutt deen och gesinn. Wann net, zitéieren ech zwee Passagen dorauser. Iwwregens, d'Proposition de loi ass bei eis duerch de Conseil supérieur des sports gaange mat och engem relativ, plus ou moins, negativen Avis. Mä virun allem den Avis vum Statsrot bréngt mir awer d'Fro, ob mer hei richteg leien derbäi.

De Statsrot seet op der Säit 2, an ech hunn et net geschriwwen, et steet hei: «Le texte sous

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

avis s'apparente dès lors, dans une large mesure, plutôt à une proposition de modification des statuts du COSL qu'à une véritable proposition de loi.» An ënnendrënner steet hei: «(…) la proposition de loi est largement insuffisante et devra être révisée en profondeur. Ce n'est que sur l'arrière-fond de ces considérations (...)», datt de Conseil d'État iwwerhaapt Remarken heizou mécht.

Ech géif proposéieren: Kommt, mir sëtzen eis zesummen! Ech mengen, ech erkennen Iech un, datt eng Proposition de loi gemaach gouf. Kommt, mir kucken, déi Elementer, déi elo nach dra sinn, déi Iddien, déi mir net elo scho verschafft hunn, an Zukunft nach eng Kéier mat ze verschaffen! An da kucke mer, wéi mer aktuell an der Praxis kënne virgoen. Mä ech mengen, soss ass mat där Proposition de loi net ganz vill ze maachen, wann ech effektiv den Avis vum Statsrot, deen eigentlech nidderschmetternd ass, esou liesen.

Doriwwer eraus mengen ech, ass et awer och wichteg ze soen, datt grad jo ee vun den Themen de Mëtteg de federale Sport war. De federale Sport, deen eis jo seet, datt mer méi Gelder sollen an de Sport erakréien, an d'Federatiounen, an déi eenzel Beräicher, souwuel an d'Trainere wéi an den administrative Beräich. An ech mengen, hei gouf en éischten Effort gemaach, dee luewenswäert ass, wou effektiv méi Gelder 2018 konnten erakommen a wou mer effektiv eng mierklech Hausse haten, souwuel am Beräich vun de Federatioune wéi och am Encadrement vum COSL.

Dat ass evident, datt dat och an deenen nächste Jore muss virugoen. A grad d'Motioun, déi, wéi ech héieren hunn, vu sämtleche Parteien hei gedroe gëtt, kann ech als Sportsminister natierlech nëmme begréissen. Déi ass jo och, ginn ech dovun aus, vum Finanzminister ofgeseent. Dat waren op jidde Fall meng Gespréicher, déi ech mat him gefouert hu wärend de Budgetsdebatten, wou mer eis festgeluecht hunn, datt 2018 en éischte Volet wier. Mä och fir 2019 an 2020 missten Haussë virgesi sinn, fir deem entgéintzekommen, wat de Claude Lamberty zu Recht gesot huet, wat d'Federatiounen eis soen, wa mer se gesinn.

An Dir hutt och ganz recht, et geet net einfach drëm, Gelder ze verdeelen u Federatiounen. Mir musse kucken, wou se ukommen an datt se och richteg affektéiert sinn. Et geet net drëm, enger Federatioun zwee Traineren ze ginn oder dräi Sekretären, wa se effektiv nëmmen zwee Sportler huet; ech iwwerdreiwen elo. Mir musse geziilt kucken, datt mer grad och iwwert d'Konzepter, déi jo analyséiert gi vum Conseil supérieur, kucken, wou déi néideg Leit gebraucht ginn, fir dann och kënnen ze investéieren. Ech mengen, hei si mer op deem richtege Wee.

Dann zum Schluss vläicht, oder net ganz zum Schluss, mä ee vun deene wichtege Facteuren, dee mir och um Häerz läit, ass dee vum Benevolat. De Benevolat, wat een Term ass, deen och ëmmer esou e bëssen negativ kléngt. Ech war déi leschte Kéier bei enger Associatioun gewiescht, déi sech am Beräich vu schwéier kranke Kanner benevoll engagéiert - ech nennen d'Wuert selwer -, mä déi e ganz flott Wuert fonnt hunn, d'Wuert vum „Zeitschenker". Jo, et ass effektiv d'Zäit, déi mir an eiser hektescher Welt, an eiser hektescher Gesellschaft ginn, fir ze hëllefen, fir datt mer verschidden Aktivitéiten an de Sportsveräiner, an de Federatioune kënne realiséieren.

An ech fannen, datt dat ee ganz nobelen, datt dat ee ganz wichtege Facteur ass, dee mer all solle maachen. Ech hat d'Chance, et kënnen ze maachen. Ech sinn och frou, datt eng Rei fréier Sportlerinnen a Sportler et och maachen. Mä et wieren eigentlech och déi, un déi den Appell geet - dat maachen ech ganz dacks -, och benevoll ze ginn, well se dat, wat se erlieft hunn, wat se geschenkt krute vun engem aneren, eigentlech selwer sollten erëmginn. Dat ass emol deen éischte Message.

An ech fannen och, datt, wa mer vu benevoll schwätzen, wa mer vun „Zeitschenker" schwätzen, da fillt en „Zeitschenker" sech natierlech och dann am wuelsten, wann en net nëmme gesot kritt: „Du muss um néng Auer do sinn! Du muss um dräi Auer déi doten aféieren! Du muss dat an dat maachen!", mä wann iergendwann och eng Kéier als Famill fonctionnéiert gëtt a wann ee sech emol eng Kéier zesummen trëfft, fir an deem Moment eng Grillade ze organiséieren, zesummen eppes ze ënnerhuelen. Dat ass de Fonctionnement vun de Veräiner, dee mer mussen erëmfannen. An esou fanne mer och déi Leit, déi „Zeitschenker" sinn, déi sech wuelfillen dodran.

Mir kënnen awer net dobäi stoe bleiwen, bei deene Wierder. Mir mussen och konkret Aktiounen hannendru maachen. Mir hunn eng Rei, soen ech éierlech, méi symbolescher gemaach: De Bénévole de l'année ass eng Saach, déi ech ëmmer als ganz symbolesch gesinn, mä déi awer wierklech unerkennend vun alle Federatiounen a virun allem och deene Leit, déi geéiert ginn, gesi gëtt, wou ech all Kéiers eng ganz positiv Réckmeldung kréien. Dat ass e flotten Tool, dee mer och wäerte viruféieren.

Mir hunn d'Couverture vun de Casco-Assurancë gemaach fir d'Federatiounen. Dat ass e wichtege Facteur. Well och wann ech ëmmer soen, „Zeitschenker" ass gutt, mä du dierfs awer net benodeelegt ginn zu deem, deen et net mécht. Wéinstens eng Egalitéit muss do sinn. Dofir ass déi ganz Casco-Versécherung ee wichtege Facteur, dee vun eis aus un d'Federatioune virugeet, soudatt och dat ka fir hir Dirigeantë gemaach ginn.

An de Subsiden hu mer probéiert, duerch de Subside qualité+ virun allem Gelder ze ginn, datt d'Veräiner eben engersäits qualifizéiert Traineren, mä virun allem och Suen an de Keesen hunn, fir dat doten ze maachen, an derniewent vläicht net mussen 3.000 bis 4.000 oder 5.000 Mettwurschte grillen, fir déi Suen eranzekréien, mä sech op aner Saache kënne konzentréieren. An déi 300.000 ze erhéijen op 2,3, op 2,5 Milliounen, ass ee richtege Wee, fir och grad hei de Benevolat mat ze ënnerstëtzen, esou wéi mer iwwregens och de Subside ordinaire an d'Luucht gesat hunn a grad och hei Wäert op de Benevolat an op d'Jugend geluecht hunn, fir deen ze verdeelen.

Et bleift awer och déi Fro, déi richtegerweis gestallt gëtt, mam Congé sportif. De Congé sportif gesinn ech och, an ech soen d'Zuelen eng Kéier hei: Mir hunn an deem leschte Joer 2.400 bis 2.800 Deeg u Congé sportif verdeelt. Dat ass gutt, dat ass vill. Mä wann een do eng Kéier kuckt, wéi vill Prozent op Dirigeanten an Arbittere falen, dat sinn 12%. Kommt, mir deelen et duerch 2, dat si 6%. Et ass evident, datt mer och an deem dote Beräich mussen een Effort maachen, fir och grad hei vläicht méi Congé sportif de Benevollen, den Dirigeanten an den Arbitteren zur Verfügung ze stellen. An hei kéint een effektiv och op eng Regelung am Reglement kucken.

Do, mengen ech, ass ee Wee, deen ech ganz gäre matginn, fir och dat ze erweideren. Ech hunn dat eng Kéier ausgerechent: Wann een dat kuckt, wéi dat och beim Congé sportif ass, esou géif dat, wann een eng Kéier queesch derduerchrechent, ee Coût vu plus ou moins 350.000 Euro pro Joer awer bedeiten.

Mä ech mengen, dat wier derwäert, fir och do nach eng Kéier den Dirigeanten a virun allem den Arbitteren entgéintzekommen an hei nach eng Kéier ee positivt Zeechen no baussen ze setzen, mä net nëmmen no baussen, virun allem och fir d'Stäerkung vum Benevolat ze setzen.

Voilà! Ech mengen, mir hätten esou wäit den Tour gemaach och iwwert d'Froen, déi hei gestallt gi sinn. Ech soe vun dëser Plaz aus Merci fir all déi Iddien, all déi Apporten, déi koumen. Merci och un d'Ënnerstëtzungen a verschiddene Beräicher, déi ech kritt hunn. Op där anerer Säit, mengen ech, sinn Ouvertüre gemaach ginn, datt mer och an Zukunft de Sport sollen als ee wichtegen Deel vun eiser Gesellschaft gesinn, als Nation Branding selbstverständlech, mä virun allem awer och fir eis Gesellschaft no vir ze bréngen, fir datt effektiv deen een Euro, deen an de Sport investéiert gëtt, och ukënnt. Deen ass fir eis Gesondheet, ass awer net nëmme fir eis Gesondheet, ass och fir de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft a virun allem vu jiddwerengem gutt ugeluecht.

An an deem Sënn mengen ech, géif ech ofschléissen, andeems ech géif soen: Kommt, mir gi virun! Kommt, mir ënnerstëtzen de Sport hei zu Lëtzebuerg an am Héichleeschtungssport virun allem d'Team Lëtzebuerg, déi an deene leschte Joren exzellent Resultater realiséiert hunn!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Interpellatioun ukomm.

Motion 1

Et bleift eng Motioun, déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitéiten an der Chamber gedeelt ass, soudass ech kann dovun ausgoen, dass mer heiriwwer kënne mat Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden, en Zeechen ze maachen.

Wien ass dergéint?

Ginn et Enthalungen?

D'Motioun 1 ass unanime ugeholl.

Sommaire des séances publiques nos 18, 19 et 20

18e séance

Ouverture de la séance publique p. 231

7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 231-242

7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire p. 242-246

7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1° la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

2° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique;

3° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental p. 246-247

19e séance

Ouverture de la séance publique p. 248

6982 - Projet de loi sur les marchés publics p. 248-253

7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 253-254

7111 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3° la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4° la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

5° la loi du 5-15 septembre 1807 relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police p. 254-256

20e séance

Ouverture de la séance publique p. 257

Hommage à la mémoire de M. Carlo Meintz, Député honoraire p. 257

Communications p. 257

7247 - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale p. 257

Ordre du jour p. 257

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°299 du 26 février 2018 de M. Gilles Baum relative à la construction d'un nouveau hall sportif pour le Lycée classique d'Echternach (LCE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 257-258

- Question n°300 du 27 février 2018 de M. Marc Spautz relative à la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

- Question n°301 du 26 février 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la mise en œuvre de la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 258-259

- Question n°302 du 27 février 2018 de Mme Cécile Hemmen relative à la pose de la fibre optique sur le territoire national, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 259

- Question n°303 du 27 février 2018 de M. Gast Gibéryen relative à la réaction de la société lux-Airport suite à la récente annonce de Ryanair, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 259

- Question n°304 du 27 février 2018 de M. Henri Kox relative au rapport biannuel de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) sur le système d'étiquetage de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 259-260

- Question n°305 du 27 février 2018 de Mme Martine Hansen relative aux nouvelles procédures de recrutement de nouveau personnel, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 260

- Question n°306 du 26 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'impact du Brexit sur l'industrie manufacturière luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 260

- Question n°307 du 27 février 2018 de M. Marco Schank relative aux agressions contre les agents des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 260-261

- Question n°308 du 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la réalisation éventuelle d'un projet immobilier sur le site actuel de la halle des soufflantes à Esch-Belval, adressée à M. le Ministre du Logement p. 261

- Question n°309 du 26 février 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative au détachement des travailleurs, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale p. 261

Ordre du jour (suite) p. 261

Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État p. 262

7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux p. 262-264

Interpellation de M. Claude Lamberty sur les défis du sport fédéré luxembourgeois p. 264-271

Merci. Méi schéi kann eng Sëtzung net zu Enn goen. Domat si mer um Schluss vun der Sëtzung ukomm. A Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 18.47 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°07** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017	
3174	Gast Gibéryen	Conséquences d'une éventuelle implantation de Google au Luxembourg
	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018	
3517	Fernand Kartheiser	«International school»
3527	Marcel Oberweis	Viabilité du marché financier
3536	Cécile Hemmen	Accidents de la route impliquant des piétons
3548	Claude Adam	Recrutement de nouveau personnel par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
3549	Yves Cruchten	Égalité salariale
3550	Fernand Kartheiser	Stationnement gênant d'autobus
3551	Fernand Kartheiser	Réforme de l'assurance dépendance
3553	Max Hahn, Claude Lamberty	Sacs verts Valorlux
3554	Claude Lamberty, Max Hahn	Caméras dans les forêts
3555	Gusty Graas, Alexander Krieps, Edy Mertens	PET-scan
3557	Marc Lies	Futur rond-point à Roost
3558	Gusty Graas	Pollution lumineuse
3559	Léon Gloden, Laurent Mosar	Voitures électriques pour la Police grand-ducale
3562	Lex Delles	Parc thermal de Mondorf-les-Bains
3563	Martine Hansen	Mesures agri-environnementales
3565	Martine Hansen	Classement de constructions se trouvant en zone verte
3566	Gusty Graas, Edy Mertens, Alexander Krieps	Rupture de stock de certains médicaments
3567	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Position luxembourgeoise relative à la reconnaissance d'un État palestinien souverain
3568	Max Hahn, Claude Lamberty	Accès à des connexions de très haut débit fixe et ultra-haut débit mobile
3569	Gilles Baum	Supplément accordé aux jeunes agriculteurs
3570	Claude Adam	Centralisation des offres d'emplois étatiques sur un seul site Internet
3571	Laurent Mosar	Entrée de la Bulgarie dans la zone euro et Schengen
3572	Laurent Mosar	Monnaies virtuelles
3573	Martine Hansen	Personnel enseignant à l'enseignement fondamental
3574	Max Hahn, Claude Lamberty	Gestion des déchets
3575	Claude Lamberty, Max Hahn	Subsides pour l'occupation du personnel technique et administratif des fédérations
3576	André Bauler	Évolution de la population scolaire
3577	Laurent Mosar	Offensive de la Turquie en Syrie
3578	Aly Kaes	Budget agricole de l'Union européenne
3581	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme des congés
3582	Diane Adehm, Gilles Roth	Titres de transport gratuits
3583	Laurent Mosar	Siège du EuroHPC au Luxembourg
3585	André Bauler	Lac de la Haute-Sûre
3586	Diane Adehm, Gilles Roth	Amendes prononcées par la CSSF
3587	Marc Angel, Franz Fayot	Vols de nuit
3589	André Bauler	Problèmes d'embouteillage aux heures de pointe à Ettelbruck
3590	Marcel Oberweis	Optimisation des transports des jeunes dans l'Union Benelux
3592	Diane Adehm, Gilles Roth	Participations financières de POST Luxembourg dans d'autres sociétés
3593	Claude Adam, Josée Lorsché	Concours «Déi beschte Schoulklass 2018»
3594	David Wagner, Marc Baum	Intervention militaire turque en Syrie
3595	Diane Adehm, Gilles Roth	Comptes annuels de POST Luxembourg
3596	Marc Lies	Fonds du logement
3598	Octavie Modert	Relogement des réfugiés du Centre Héliar
3599	Max Hahn, Claude Lamberty	Assainissement énergétique
3601	Marc Baum	Commande d'un satellite militaire et de communication par la société LuxGovSat auprès du constructeur américain Orbital ATK
3602	Gast Gibéryen	Hausse des prix des parkings des hôpitaux
3603	Sylvie Andrich-Duval	Terminal CFL intermodal Bettembourg-Dudelange
3604	Laurent Mosar	«Groupement autonome de personnes»
3605	Franz Fayot	«Fonds vautours»
3611	Laurent Mosar	Arrestation du secrétaire général de la Fédération autrichienne des Alévis à Istanbul
3612	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Politique industrielle du pays
3618	Laurent Mosar, Gilles Roth	Construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Rumelange et d'une maison de soins à Differdange
3685 urgente	Octavie Modert	Répercussions pour le Luxembourg de la fermeture d'un abattoir à Bastogne
3699 urgente	Fernand Kartheiser	Scandale dans un abattoir à Bastogne
3705 urgente	Martine Hansen, Octavie Modert	Abattage à l'étranger d'animaux d'origine luxembourgeoise bénéficiant du label «Naturschutz Fleesch»

Question 3174 (28.07.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **conséquences d'une éventuelle implantation de Google au Luxembourg:**

Am Kader vun den Diskussiounen ëm d'Zukunft vu Lëtzebuerg an de stramme Wuesstum wëllt Lëtzebuerg op de qualitative Wuesstum opbauen. An deem Zesummenhang huet den Här Wirtschaftsminister an der Chamber gesot, datt am Virfeld vu gréissere Projeten an Investitiounen an Zukunft ëmmer eng Impaktstudie gemaach géif ginn.

Aktuell gi Verhandlunge gefouert, fir datt déi amerikanesch Firma Google zu Lëtzebuerg ee gréisseren Datenzentrum ka bauen.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1) Ass eng Impaktstudie gemaach ginn oder gëtt se am Ablëck duerchgefouert?

2) Wéi en Impakt hätt d'Implantatioun vun esou engem groussen Datenzentrum op d'Ëmwelt, op de Landverbrauch, op den Energieverbrauch, op de Waasserverbrauch, op de Verkéier an op de Wunnengsmaart vun der Géigend, wou dësen Datenzentrum soll gebaut ginn?

3) Wéi eng finanziell Hëllefe si vun ëffentlecher Hand geplangt (Stat, Gemeng), z. B. bei den Infrastrukturen oder fir de Kaf vum Terrain, a wat ass hei de Käschtepunkt?

4) Wéi wäit bedeelegt Google sech bei de Käschte fir d'Infrastrukturen an den Terrain?

5) Wéi en Impakt hätt dës Implantatioun op d'Steierrecetten (Kierperschaftssteier, Vermëigenssteier an TVA)?

6) Ass an de Verhandlunge Google e Steierruling proposéiert ginn?

Réponse complémentaire (26.02.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1) De potenzielle Standuert fir Google ass haut nach als „zone verte" klasséiert a muss, wéi all aneren Industriestanduert och, als Industrieterrain ëmklasséiert ginn. An deem Kontext gëtt och eng Impaktstudie gemaach, fir esou d'Auswierkunge vun esou engem Reklassement op d'Flora an d'Fauna ze analyséieren. Déi Impaktstudie ass amgaang, ausgeschafft ze ginn.

ad 2) Stand haut ass, datt Google d'Terrainen zu Biissen kaaft huet, mä awer nach keng Decisioun iwwer e konkreten Investissementsprojet geholl huet. An deem Sënn ass et dofir och net méiglech, fir Informatiounen iwwert den Impakt vum Bau vun engem Datenzenter ze ginn.

ad 3) Et ass keng finanziell Hëllef vun der ëffentlecher Hand ugeduecht.

ad 4) Google ass de Besëtzer vun den Terrainen. Am Fall wou an en Datenzenter investéiert géif ginn, muss de Bauhär d'Infrastrukturkäschten, déi op sengen Terrainen erstinn, selwer droen.

ad 5) Zu dësem Zäitpunkt ass et net méiglech, fir eng Ausso iwwer Steierrecetten ze maachen.

ad 6) Dëst ass net de Fall.

Question 3517 (11.12.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**«International school»:**

Den Educatiounsministère ass op de Wee gaangen, fir an ëffentleche Schoulen de Cursus vum „baccalauréat européen" anzeféieren. Nieft der neier „École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette" huet de bestoende Lycée Michel Lucius dëse System agefouert, mam Resultat, datt den anglofonen Unterrecht haut een Drëttel vun de Klassen duerstellt. Zanter der Rentrée bitt dëse Lycée och Klassen an der Grondschoul un.

Zu dëser Offer kann een och, ëmmer nach am Beräich ëffentlech Schoul, de „baccalauréat international" op Franséisch an Englesch am Lycée technique du Centre an am Atheneum opzielen.

Den Här Minister huet ugekënnegt, datt d'Offer elo weider ausgedeent gëtt op de Lënster Lycée zu Jonglënster, de Lycée Edward Steichen zu Clierf an den zukünftege Lycée vu Munneref.

Dowéinst wéilt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1) Wéi vill Schüler a Studente pro Niveau (Cycle vun der Grondschoul, 7e bis 1re...) sinn op den 1. Dezember 2018 an de Coursë fir de Baccalauréat international respektiv de Baccalauréat européen ageschriwwen?

2) Zanter der Aféierung vun dëse Coursen, wéi vill vun dëse Schüler hu vun enger klassescher Lëtzebuerger Schoul an déi „international" ëffentlech Schoule gewiesselt?

3) Gëtt et eng Etüd iwwert d'Ursaachen, déi dës Schüler respektiv hir Eltere beweegt hunn, dëse Wiessel virzehuelen? Wa jo, wat sinn d'Erkenntnesser aus dëser Etüd?

4) Op wéi enge Klassen an dëse Schoulen a Lycéeë gëtt Lëtzebuergesch enseignéiert? Wéi vill Stonne pro Woch a pro Klass? Wat ass als Pro-

gramm respektiv als Léierzil virgesinn? Kann den Här Minister der Chamber déi entspriechend Dokumenter zoustellen, wou dës Programmer an Ziler definéiert an opgelëscht sinn?

5) Gëtt, esouwuel an de Klassen aus der Grondschoul wéi am Secondaire, och Wäert op d'Lëtzebuerger Geschicht, Geografie, Literatur a Kultur geluecht? Si fir dës Coursë Programmer a Léierziler festgeluecht ginn? Wa jo, kann den Här Minister der Chamber déi entspriechend Dokumenter zoustellen, wou dës Programmer an Ziler opgelëscht an definéiert sinn?

6) Gëtt et eng Etüd, wéi vill Kanner aus dëse Coursë Lëtzebuergesch als Mammesprooch hu respektiv Lëtzebuergesch regelméisseg schwätzen?

7) Gëtt an deene Schoulen a Lycéeë Lëtzebuergesch als Ëmgangssprooch benotzt? Gëtt et dozou Observatiounen an/oder Etüden? Gëtt et dozou eng reglementaresch Basis? Wa jo, kann den Här Minister der Chamber dës Reglementer matdeelen? Wéi gëtt an de Schoulen de Gebrauch vun der oder den Ëmgangssprooche geregelt a kontrolléiert?

8) No wéi enge Kritären ass d'Personal fir déi nei Strukturen agestallt ginn? Wéi eng Diplomer mussen déi Persoune virweisen? Gëtt et do eng Equivalenz mat den Diplomer, déi d'Lëtzebuerger Enseignantë mussen hunn? Wéi vill a wéi eng Sprooche mussen déi nei Enseignantë beherrschen?

9) Ginn Enseignanten, déi als „native speakers" agestallt sinn, Coursen an der Lëtzebuerger Sprooch recommandéiert oder op d'mannst ugebueden? Wéi a wéini ginn d'Sproochekenntnesser vun deenen auslänneschen Enseignantë kontrolléiert? Ass dru geduecht, d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch fir auslännesch Enseignanten, déi eis Nationalsprooch nach net kënnen, obligatoresch virzeschreiwen?

10) Wéi ass fir d'École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette de Ratio tëschent lëtzebuergeschen an auslänneschen Enseignanten?

11) Musse Lëtzebuerger Enseignanten aus de bestoende Strukturen, déi „international" Programmer opgeholl hunn, Coursen op Englesch ofhalen? Wa jo, wéi vill Enseignantë sinn dovunner betraff? Ass dëst exklusiv op fräiwëlleger Basis geschitt? Hunn dës Enseignanten eng Zousazformatioun ugebuede kritt?

12) Kann den Här Minister bestätegen, datt d'Coursen - besonnesch op den „sections anglophones" - bei enger englescher Gesellschaft akaaft ginn? Stëmmt et, datt schréftlech Prüfungen op 3e a 1re an England geschéckt ginn, fir do - géint Bezuelung - verbessert an evaluéiert ze ginn? Gi mëndlech Prüfunge gefilmt, fir dann och an England verbessert an evaluéiert ze ginn?

13) Kann den Här Minister bestätegen, datt d'Ufuerderungen an den zweeten an drëtte Sprooche pro Sektioun, also zum Beispill Franséisch an Däitsch op der „section anglophone", méi niddereg leien ewéi déi op vergläichbare Sektiounen am „traditionelle" Lëtzebuerger Unterrecht?

Réponse (20.02.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Déi sëlleche Froen, déi den honorablen Deputéierte mir stellt, betreffen déi folgend international Beschoulungsméiglechkeeten, déi den Ament de Lëtzebuerger Stat an ëffentleche Schoulen ubitt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Munnech Froe bezéie sech just op ee Lycée, anerer allgemeng op se alleguer an nach anerer op e puer vun deene Schoulen.

ad 1) D'Schülerzuele verdeele sech folgendermoossen op déi verschidden Offeren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Vun engem richtege Wiessel aus enger „klassescher" Lëtzebuerger Schoul an déi international ëffentlech Schoule kann een nëmmen am LML an an der EIDE schwätzen:

- LML: Grondschoulklassen: 82 Schülerinnen a Schüler,

Enseignement secondaire: 189 Schülerinnen a Schüler;

- EIDE: Grondschoulklassen: 90 Schülerinnen a Schüler,

Enseignement secondaire: 140 Schülerinnen a Schüler.

Beim AL goufe bis elo déi international Offere just vu 4e un ugebueden, deemno sinn alleguer d'Schülerinnen a Schüler entweder scho virdrun am AL gewiescht oder et ware Schülerinnen a Schüler, déi bis elo net zu Lëtzebuerg gewunnt hunn. Eréischt zanter dësem Joer bitt de Kolléisch eng international Offer och op deenen ënneschte Klassen un.

D'Situatioun am LTC ass an deem Sënn spezifesch, well dës Klasse gréisstendeels Schülerinnen a Schüler ophuelen, déi virdrun Insertiounsklasse besicht hunn.

ad 3) Et ass wuel beschwéierlech, an esou engem fréie Stadium (deelweis am zweete Joer) vun der staatlecher internationaler Offer schonns eng seriö Etüd ze maachen. Nawell ginn d'Eltere bei der Aschreiwung vun hire Kanner no hire Beweggrënn gefrot. De Leit hir Argumenter sinn immens ënnerschiddlech, ma et kann een zwou Tendenze festhalen:

- fir d'Lëtzebuerger, e verdéift a méi fréit Léiere vum Franséischen oder dem Engleschen, well dat da vun Ufank un d'Schoulsprooche sinn, an

- fir d'Auslänner, d'Integratioun an d'Lëtzebuerger Gesellschaft vu Kanner, déi nei an d'Land kommen, well et sech ëm staatlech Schoulen handelt mat engem gemëschte Public.

ad 4) Ech wéilt bei dëser Deelfro vum honorablen Deputéierten als Beispill d'École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE) ernimmen. Hei gëtt a Saache Lëtzebuergeschunterrecht scho curriculär gekuckt, fir e passende Programm vum Cycle 2 bis an de Secondaire erop ze denken. An da gëtt um Niveau Secondaire tëscht dräi Niveauen d'Klass opgedeelt (Ufänger - Fortgeschrattener - Mammesproochler). An de Basiscoursë gëtt mam Material „Wat gelift?" geschafft, déi Fortgeschratte kréien éischter Kommunikatiounscoursë mat mëndlechen Übungen ugebueden a bei den Experte gëtt vill mat Literatur geschafft.

Et läit eng Ufro vun der EIDE vir, fir e Projet ze lancéieren, wou e ganze curriculäre Programm mat Léierziler, Programmer a Material soll ausgeschafft ginn. Och an deenen anere Schoule gëtt Lëtzebuergesch ugebueden oder wäert et ginn. Eng däraarteg Ufro koum zudeem vu verschiddenen englesch- a franséischsproochege Privatschoulen. Iwwerhaapt gëtt an enger Revisioun vum Privatschoulgesetz gekuckt, d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch als normaalt Schoulfach an deemno och als Facteur vun der sozialer Kohäsioun ze verankeren.

ad 5) Déi offiziell Liesbicher „Lies a fléi 1 an 2" am Fondamental a „Lies de bal" am Secondaire kënnen als Textanthologië selbstverständlech och an den internationale Schoule benotzt ginn. Unzemierken ass, datt de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) momentan fir den Enseignement fondamental eng App ausschafft, déi Lëtzebuerger Landeskunde (Geschicht, Geografie a Kultur) opbereet. Do dernieft wäert och eng App zur Verfügung stoen, mat där Kanner a Jugendlecher hir eege Gemeng kënnen erkundschaften an historesch opschaffen. Dës Appe wäerte fir déi nächst Rentrée prett sinn.

Um Niveau vum Secondaire schafft de SCRIPT un engem neien E-Book „Lëtzebuerger Kulturgeschicht" mat Kapitelen iwwer Literatur, Theater, Musek, Sproochgeschicht, Migratiounsgeschicht a Medien.

ad 6) Bei der jäerlecher Aschreiwung gëtt bei jidder Kand d'„langue parlée à domicile" erhuewen. An den internationalen Offere goufen dëst Joer 21 Kanner am Fondamental Lëtzebuergesch als hir Mammesprooch un, am Secondaire waren et hirer 89.

ad 7) An dëse Klassen, wéi iwwregens an all Lëtzebuerger Schoul ausser am Cycle 1, ass d'Lëtzebuergescht ni d'Ëmgangssprooch an den netsproochleche Fächer. Esou ass et fir d'Grondschoul am Plan d'études a fir de Secondaire am Horaires et programmes virgesinn.

Wat d'Lëtzebuergesch als Schoulfach ugeet, esou verweisen ech op de Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et portant modification

1. de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018,

2. de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange,

3. de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux et

4. de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster.

Mat dësem Gesetz géif d'Lëtzebuergesch an allen agreéierten europäesche Schoulen hei am Land zu engem Schoulfach ginn.

Wa mat Ëmgangssprooch déi Sprooch gemengt ass, déi ausserhalb vum Klassesall geschwat gëtt, da sinn ech der Meenung, dass een de Gebrauch vun enger Ëmgangssprooch net ka regelen oder kontrolléieren. D'Schülerinnen an d'Schüler gebrauche jeeweils déi Ëmgangssprooch, an där d'Kommunikatioun déi meeschte Chance huet ze geléngen, d'Schoul encouragéiert awer hir Schüler, et emol op Lëtzebuergesch ze probéieren. Deemno gëtt Lëtzebuergesch sécher och am Alldag als Ëmgangssprooch benotzt. Den LML huet esouguer en internt Reglement, dat virgesäit, datt déi Jonk eng Sprooch musse schwätzen, déi jidderee versteet. Dëst ass wichteg, fir datt keen duerch eng Sprooch ausgeschloss ka ginn.

ad 8) Déi meescht international Offere gi mat Lëtzebuerger Enseignanten ofgedeckt, woubäi awer kee soll forcéiert ginn, op Englesch ze ënnerrichten.

An der EIDE sinn d'Enseignanten no den Dispositiounen aus dem Gesetz vum 26. Februar 2016 recrutéiert ginn. Dëst gesäit am Artikel 6 folgend Dispositiounen vir:

«Art. 6.

(1) Le cadre du personnel de l'École comprend des fonctionnaires des différentes catégories de traitement tels que prévus par la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État sur la base des emplois prévus par la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et par la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

(2) L'enseignement peut être assuré par des enseignants d'autres établissements détachés à l'École.

(3) Le cadre prévu au paragraphe 1er peut être complété par des employés enseignants suivant les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires, sous les conditions suivantes:

a) avoir eu accès à la fonction enseignante dans un pays membre de l'Union européenne;

b) se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins dix ans dans la fonction enseignante;

c) prouver par des certificats qu'ils ont atteint le niveau B2 du cadre européen commun de référence des langues dans au moins une des langues administratives définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Pour bénéficier d'un classement dans la catégorie A, groupe d'indemnité A1, sous-groupe de l'enseignement tel que prévu à l'article 43, paragraphe 4 de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, l'employé doit remplir les conditions de diplôme pour l'admission au concours de recrutement pour une fonction enseignante du groupe de traitement correspondant du régime de traitement des fonctionnaires de l'État ou pour l'admission au stage de cette fonction.

Pour bénéficier d'un classement dans la catégorie A, groupe d'indemnité A2, sous-groupe de l'enseignement tel que prévu à l'article 44, paragraphe 3 de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, l'employé doit soit être détenteur du diplôme du bachelor, soit présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes correspondant à la formation exigée pour la vacance de poste sollicitée.»

Zirka d'Halschent vum Personal fält ënnert d'Dispositioune vum Punkt 1; si beherrschen alleguer Däitsch, Franséisch a Lëtzebuergesch; vill och nach Englesch oder Portugisesch oder Spuenesch. Déi aner Halschent fält ënnert d'Dispositioune vum Punkt 2; si beherrschen d'Sprooch vun der Sektioun, op där si ënnerriichten, an op d'mannst eng vun den offiziellen administrative Sprooche vu Lëtzebuerg.

Eng äänlech legal Basis gesäit d'Astelle vum Personal am LML vir, dëst am Artikel 8 vum Gesetz vum 23. Dezember 2016 „concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination".

ad 9) Den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) bitt regelméisseg Formatioune fir Lëtzebuergesch ze schreiwen un, sou och am lafende Schouljoer: „Orthographie vun der Lëtzebuerger Sprooch" (Code: D1-a-45).

Donieft kënnen d'Enseignantë sech an all aner Coursë fir Lëtzebuerger Sprooch aschreiwen.

ad 10) Vun am Ganzen 59 Enseignanten an der EIDE hunn der 33 déi Lëtzebuerger Nationalitéit, dat entsprécht engem Taux vu 56%.

ad 11) An de bestoende Lycéeën, wou et mëttlerweil och eng international Offer gëtt, muss kee Lëtzebuerger Enseignant Coursen op Englesch ofhalen. Eis Enseignantë kënnen ëmmer fir dat folgend Joer hir Desiderata a Saache Klassewiel ofginn an déi gi beuecht, wann et ëm d'Besetze vun de Klasse geet, wou Englesch als Schoulsprooch gëllt. Bei der Ausschreiwung vun den neie Poste gëtt och erkenntlech gemaach, wann et sech ëm esou e spezifesche Posten handelt, woufir sech dann och déi Enseignantë kënne mellen, déi sech amstand spieren, op Englesch ze enseignéieren, wat jo net onbedéngt vu jidderengem verlaangt ka ginn.

Et kann een awer mat Freed feststellen, datt vill Leit an deene betraffene Lycéeën oder aus anere Gebaier sech gären dëser Erausfuerderung stellen. Selbstverständlech kréien dës Enseignantë Weiderbildungen ugebueden, an zwar individualiséiert Zousazformatiounen esouwuel heiheem zu Lëtzebuerg ewéi am Ausland an de Beräicher:

- Kommunikatioun op Englesch, mëndlech a schréftlech,

- Englesch als Fachsprooch an och als Zilsprooch an

- Didaktik, Methodik an Evaluatioun vum entspriechende Fach an deem jeeweilegen internationale Schoulsystem.

Dës Zousazformatiounen, zesumme mat regelméissege Recyclagen, gi vun de betraffene Schoulen zesummen mat den internationalen Trägerorganisatiounen an dem IFEN ugebueden. Op Demande vun de concernéierte Schoule ginn an Zesummenaarbecht mam IFEN schoulintern Formatiounen organiséiert iwwert de Curriculum, d'Evaluatiounsmethoden an den Ëmgang mat Diversitéit.

ad 12) Bei der anglofoner Offer weder beim Baccalauréat international nach bei den A-Levels, gi Coursen akaaft. Fir d'alleréischt muss déi jeeweileg Schoul sech ëm den Agrement beméien andeems si international festgeluechte Standarden (Ausbildung vun den Enseignanten, Infrastrukturen, Encadrement vun de Schüler...) muss erfëllen. Et gëtt dann eng Lizenz kaf, déi der Schoul d'Benotze vum international festgeluechte Curriculum erlaabt. Dat bedeit, datt Lernziler feststinn, ma net Methoden. Et bleift selbstverständlech dem Enseignant als Professionelle vun der Wëssensvermëttlung iwwerlooss, wéi hie säin Unterrecht ofhält, wéi eng Reiefolleg vu Schrëtt hie virgesäit a wat fir eng Medien hien am Cours asetzt.

Den Oflaf vun den Examen ass ganz genee festgeluecht. D'Evaluatiounen iwwert d'Joer maachen eis Enseignanten. Datselwecht gëllt fir d'Benoutung vun den Travaux pratiques an de wëssenschaftleche Fächer. Hei handelt et sech ëm sougenannten „moderéiert" Evaluatiounen. Eis Enseignantë ginn an hirem Rôle als Evaluateur begleet, wat natierlech och nees eng Zort vu Formation continue duerstellt.

Vu mëndlechen Exame ginn Audioopname gemaach, keng Filmopnamen. Dës an déi schréftlech Ofschlossexame ginn ageschéckt (bei den A-Levels an England) a vu speziell forméierten Enseignanten ausgewäert. Och Lëtzebuerger Enseignanten hunn d'Méiglechkeet, sech als Evaluateur ze bewerben an un deene Formatiounen deelzehuelen. Et sief bemierkt, datt hei dann op weltwäitem Niveau op eng standardiséiert Aart a Weis no de Prinzipie vun der Reliabilitéit, der Objektivitéit a vun der Validitéit verbessert gëtt, esou wéi mir dat heiheem mat der méifacher Korrektur maachen. Iwwregens kënnen déi Lëtzebuerger Enseignantë sech och beim Ausschaffe vun den Epreuven implizéieren.

ad 13) Prinzipiell sief bemierkt, datt d'Ufuerderungen an der Schoul ni mat de Leeschtunge vun de Schülerinnen a Schüler gläichzesetze sinn. Munnech Kanner erreechen den Niveau leider net, ma fir déi allermeescht sinn d'Ufuerderunge just e Minimum, dee si da bei Wäitem depasséieren.

Wat d'Ufuerderungen an den zweeten an drëtte Sproochen an de staatlech organiséierten, internationale Schoulen ugeet, esou sinn se schwéier mat de Lëtzebuerger Curricula am Ament ze vergläichen, well nämlech de System, à la base, ënnerschiddlech ass. An den internationale Systemer kënnen d'Schülerinnen an d'Schüler hir Schwéierpunkten autonom setzen, dat esouwuel an de Sprooche wéi och an de wëssenschaftlechen Disziplinnen. Deemno sinn an esou engem flexibele System d'Parcourse vun den Elèvë ganz ënnerschiddlech an et ass duerchaus och méiglech, datt Schülerinnen a Schüler hir Schwéierpunkten op d'Sprooche leeën an do e ganz héijen Niveau erreechen. An deem Zesummenhang sief dann nach eemol drun erënnert, datt jidder Kand an den internationalen Offeren vum Lëtzebuerger Stat Lëtzebuergesch léiert an zudeem, an der

Q106

Rumm vum Méiglechen, a senger Mammesprooch gefërdert gëtt. Och wa Franséisch oder Englesch d'Schoulsprooche sinn, si se fir portugisesch oder indesch Kanner zum Beispill net hir Mammesprooch.

Question 3527 (14.12.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **viabilité du marché financier:**

Laut einem kürzlich erschienenen Artikel in der luxemburgischen Presse beanstandet das „Votum Klima" die erheblichen Diskrepanzen zwischen Anspruch und Wirklichkeit in Sachen nachhaltiger Finanzpolitik der Regierung.

Es wird einerseits die eigene, angeblich nachhaltige Finanzpolitik von der Regierung immer wieder hervorgehoben, andererseits ist laut dem „Votum Klima" deutlich zu erkennen, dass die Finanzprodukte allen voran auf finanzielle Rendite setzen, so beispielsweise die beiden größten nationalen Fonds, der Pensionsfonds und der Zukunftsfonds. Beide würden nach dem „Prinzip der maximalen Risikostreuung" geführt werden und mit nahezu allem spekulieren, was an den Märkten gehandelt werde. Diese Politik geht zu Lasten der nachhaltigen Entwicklung des Landes.

Norwegen und die Schweiz dagegen zeigen die Möglichkeit einer nachhaltigen Finanzpolitik ohne den Handel mit Produkten wie Erdöl auf. „Votum Klima" hebt hervor, dass Luxemburg dem Vorgehen dieser Länder folgen soll.

Aufgrund dieser widersprüchlichen Aussagen möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

- Wie bewertet die Frau Ministerin die Analysen des „Votum Klima"?

- Wie gestaltet sich die nachhaltige Entwicklung der Finanzpolitik in Luxemburg wirklich?

- Welche Maßnahmen gedenkt die Frau Ministerin zu ergreifen, um die Finanzpolitik des Pensionsfonds und des Zukunftsfonds nachhaltiger zu gestalten?

- Ist die Errichtung eines Ethikrates eine angedachte Möglichkeit, den Pensionsfonds und den Zukunftsfonds des Landes nachhaltiger zu gestalten?

Réponse commune (27.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

In der Einleitung zu seiner parlamentarischen Anfrage verweist der Abgeordnete Marcel Oberweis auf einen Artikel von „Votum Klima", in welchem angegeben wird, dass sowohl der Kompensationsfonds der Pensionskasse (FDC) als auch der Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (im Nachstehenden „Zukunftsfonds") nach dem Prinzip der maximalen Risikostreuung geführt würden und „mit nahezu allem spekulieren, was an den Märkten gehandelt werde".

Einführend sei zu erwähnen, dass die Regierung im Bereich der nachhaltigen Entwicklung der Finanzpolitik in Luxemburg in den letzten Jahren verschiedene Initiativen ergriffen hat, dies im Allgemeinen im Bereich der grünen und nachhaltigen Finanzen als auch spezifischer im Bereich der internationalen Klimafinanzierung.

Im Bereich der nachhaltigen Finanzpolitik wird beispielsweise im Rahmen der Rifkin-Strategie zur dritten industriellen Revolution an der Aufstellung der „Luxembourg Sustainable Development Finance Platform" (LSDFP) gearbeitet. Da über 50% der weltweiten grünen Obligationen an der Luxemburger Börse herausgegeben werden, hat letztere im Herbst 2016 den Luxembourg Green Exchange eingerichtet.

Im Bereich der internationalen Klimafinanzierung sei zunächst die Bereitstellung von 120 Millionen Euro seitens des Fonds Klima & Energie im Zeitraum 2014-2020 erwähnt, welche in verschiedene Instrumente und Projekte der internationalen Klimafinanzierung investiert werden. Zusätzlich wurde die Climate Finance Taskforce (CFTF) gemeinsam vom Finanzminister und der Umweltministerin eingerichtet; es wurde eine Plattform mit der Europäischen Investitionsbank (EIB) aufgestellt, um private Investoren anzuziehen mit dem Ziel, Klimaprojekte in Entwicklungsländern zu fördern, und es wurde der Forestry and Climate Change Fund (FCCF) aufgelegt. Unlängst hat der neu gegründete luxemburgische „International Climate Finance Accelerator" (ICFA) eine Ausschreibung für unterstützenswerte innovative Fondsmanager/-innen veröffentlicht.

Die erwähnten Initiativen haben dazu geführt, dass Luxemburg Ende letzten Jahres Gründungsmitglied der Initiative der Vereinten Nationen „Network of Financial Centres for Sustainability" wurde.

Mit dem Ziel, Wertaussagen über oben genannte und andere Initiativen sowie neue Denkanstöße zu erhalten, haben der Finanzminister und die Umweltministerin kürzlich die Finanzinitiative des Umweltprogramms der Vereinten Nationen (UNEP FI) mit einer Studie beauftragt, Luxemburgs Finanzpolitik auf ihre Nachhaltigkeit zu prüfen. Erste Resultate der Studie werden Anfang Herbst dieses Jahres erwartet.

Die nachhaltige Finanzpolitik der Regierung betrifft allerdings nicht nur Produkte und Dienstleistungen des Finanzsektors. Die Haushaltsausgaben im Bereich der Infrastrukturen wurden von der Regierung in den letzten Jahren im Bereich Umwelt und öffentlicher Verkehr stark angehoben.

Betreffend die Investitionspolitik der beiden staatlichen Fonds, FDC und Zukunftsfonds, sei Folgendes zu erwähnen:

Sowohl der FDC als auch der Zukunftsfonds verfolgen eine zukunftsorientierte Langzeitstrategie, für welche das Prinzip der maximalen Risikostreuung unabdingbar ist.

So wurde der FDC ins Leben gerufen, um die Reserven des öffentlichen Pensionsregimes zu verwalten und einen reellen Gewinn zu erwirtschaften bei Diversifizierung des Risikos.

Dem Zukunftsfonds obliegt es wiederum, laut Gesetz, Sparrücklagen für die kommenden Generationen zu erwirtschaften.

Das Prinzip der maximalen Risikostreuung dient der Minimierung der Risiken und ist eine unerlässliche Voraussetzung für eine vorsichtige und nachhaltige Vermögensverwaltung. Es gilt, den negativen Effekt eines oder mehrerer Unternehmen oder gar eines ganzen Unternehmenszweiges auf das investierte Vermögen weitestgehend abzufedern.

Der FDC investiert hierbei nach einem sehr klassischen Schema in Standardprodukte. So ist seine Investitionsstrategie auf Aktien, Obligationen, Liquiditäten, Immobilien und andere Wertpapiere beschränkt, welche in internationalen Benchmarks aufgeführt werden. In ähnlich konservativer Art und Weise beschränkt sich die Investitionsstrategie des Zukunftsfonds auf Investitionen in „Exchange-Traded Funds" (ETF) sowie gegebenenfalls ähnlich gelagerte UCITS-Fonds.

Als die initiale Investitionsstrategie des FDC festgelegt wurde, wurden die oben genannten Kriterien in besonderem Maße berücksichtigt. Beschränkungen, welche nicht aus der gesetzlichen Aufgabe des FDC abzuleiten waren, wurden nicht in Betracht gezogen. Seit 2010 hat der FDC jedoch Überlegungen angestellt, in welcher Form im aktuellen gesetzlichen Rahmen eine sozialverantwortliche Investitionspolitik in seine Investitionsstrategie aufgenommen werden könnte.

So wurde auf der Basis der von Luxemburg unterzeichneten internationalen Abkommen ab 2011 entschieden, eine diesen entsprechende Ausschlussliste aufzustellen und anzuwenden. Zusätzlich wurde festgelegt, dass bei zukünftigen Ausschreibungen des FDC Kriterien der Nachhaltigkeit und des sozialverantwortlichen Investierens berücksichtigt werden sollen. Dieser Anspruch wurde regelmäßig hinterfragt und so wurde im Jahr 2016 beschlossen, ab 2017 die sozialverantwortliche Komponente der Investitionspolitik des FDC zu verstärken.

So wurden insbesondere die von Luxemburg im Rahmen der Ratifizierung des Pariser Klimaabkommens eingegangenen Verpflichtungen, die Finanzmittelflüsse in Einklang zu bringen mit einem Weg hin zu einer hinsichtlich der Treibhausgase emissionsarmen und gegenüber Klimaänderungen widerstandsfähigen Entwicklung. Daneben stehen die 17 Ziele der Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung der Vereinten Nationen neu im Fokus der Investitionspolitik und außerdem wird die Schaffung neuer Teilfonds mit positivem Effekt analysiert. Diese sozialverantwortliche Investitionspolitik wurde in der Richtlinie des FDC von Januar 2018 verankert, Richtlinie, welche am 20. November 2017 vom Minister für soziale Sicherheit gutgeheißen wurde und seit dem 1. Januar 2018 Anwendung findet.

Die aktuelle, sozialverantwortliche und nachhaltige Investitionspolitik des FDC kann man wie folgt zusammenfassen:

a) Ausschlussliste des FDC

Seit 2011 garantiert der FDC, dass die Investitionen durch die SICAV-FIS konform zu den von Luxemburg unterzeichneten, internationalen Vereinbarungen sind. Zu diesem Zweck wurde festgelegt, dass Unternehmen und Gesellschaften, welche die internationalen, von Luxemburg unterzeichneten Vereinbarungen, die den Umweltbereich, die soziale und solidarische Verantwortung oder die institutionelle Verantwortung betreffen, nicht respektieren, von Investitionen ausgeschlossen sind.

Im Jahr 2011 wurde die skandinavische Gesellschaft GES vom Verwaltungsrat des FDC damit beauftragt, den Investitionsspielraum der SICAV-FIS des FDC zu analysieren, um jene Unternehmen und Gesellschaften zu identifizieren, welche die oben genannten Konventionen nicht respektieren.

Der skandinavische Dienstleister GES ist spezialisiert im Screening von Portfolios und Indizes, seit 1992 aktiv im Bereich der sozialverantwortlichen Investitionen und ein weltweites Referenzunternehmen. Er ist Teil eines weltweiten Netzwerkes internationaler Organisationen und hat Partnerschaften mit anderen im Bereich des sozialverantwortlichen Investments tätigen Unternehmen. 2015 wurde GES zum „Best Engagement Service Provider" im Rahmen der alljährlichen Umfrage IRRI der Plattform SRI-CONNECT gewählt.

GES liefert dem FDC halbjährlich einen aktualisierten Bericht über jene Gesellschaften, welche die oben genannten Vereinbarungen nicht einhalten und keine Anzeichen dafür zeigen, dass sie ihre Politik und ihr Geschäftsgebaren ändern wollen. Demzufolge werden besagte Gesellschaften vom Verwaltungsrat des FDC aus dem erlaubten Investitionsrahmen der SICAV ausgeschlossen. Zurzeit befinden sich 68 Gesellschaften auf dieser Ausschlussliste.

Vergleicht man die Ausschlussliste des FDC von 68 Unternehmen - ohne thematische Ausschlüsse zu berücksichtigen - mit jenen der Pensionsfonds anderer Länder, so stellt man fest, dass die luxemburgische Liste zu den umfassendsten gehört:

- Schwedischer Fonds AP4: 14 Unternehmen;

- Schwedischer Fonds AP7: 71 Unternehmen;

- Französischer Rentenreservefonds: 20 Unternehmen;

- Schweizer Fonds Publica: 15 Unternehmen;

- Holländischer Fonds PGGM: 113 Unternehmen, davon 47 Unternehmen außerhalb des Bereichs Tabak;

- Holländischer Fonds ABP: 22 Unternehmen;

- Norwegischer Government Pension Fund Global: 145 Unternehmen, davon 56 Unternehmen außerhalb der Bereiche Tabak und Kohle.

b) Berücksichtigung von Nachhaltigkeitskriterien und Kriterien für sozialverantwortliche Investitionen

Seit 2011 beinhalten alle Fragebögen des FDC bezüglich der Ausschreibung zur Auswahl von Portfolioverwaltern für die SICAV-FIS Fragen zu den Themenkreisen der sozialverantwortlichen Investitionspolitik oder zur nachhaltigen Entwicklung, um zu klären, inwieweit diese von den Submissionsbewerbern verfolgt werden.

Die 2017 überarbeitete Investitionsstrategie des FDC hat die Berücksichtigung von Nachhaltigkeitskriterien oder solchen des sozialverantwortlichen Investments verstärkt, sodass Ausschreibungsbewerber beweisen müssen, dass sie eine diesen Kriterien entsprechende Herangehensweise haben.

Unter diesem Gesichtspunkt wurden auch im Laufe von 2017 vier neue Verwalter für fünf Teilfonds der SICAV ausgewählt. Diese Teilfonds stellen ein Gesamtvolumen von 3.120 Millionen Euro dar. Mit den bereits existierenden Teilfonds zusammen werden so über 50% der Aktiva der SICAV in Zukunft unter Berücksichtigung von Nachhaltigkeitskriterien oder solchen des sozialverantwortlichen Investments verwaltet.

c) Die Schaffung eines Teilfonds mit „positivem Effekt"

Die 2017 überarbeitete Investitionsstrategie des FDC sieht ebenfalls die Schaffung neuer Teilfonds im Bereich der Aktivaklassen der Aktien und Obligationen der SICAV-FIS vor, welche Investitionen mit „positivem Effekt" zum Ziel haben. So ist vorgesehen, im Laufe des Jahres einen Teilfonds zu schaffen, der ausschließlich in „grüne" Obligationen investiert („green bonds"), sowie einen Teilfonds, der nur in Gesellschaften investiert, welche neben einem finanziellen Gewinn auch einen Mehrwert im Sozial- oder Umweltbereich generieren („impact investing"). Diese Investitionen betreffen sowohl die Objektive der Agenda 2030 der Vereinten Nationen als auch die des Pariser Klimaabkommens von 2015.

Die Bemühungen der letzten Jahre in puncto soziale Verantwortung und Nachhaltigkeit werden auch weiterhin fortgeführt, ohne den Investitionsrahmen substanziell einzuschränken, da dies konträr zur primären Mission des FDC wäre, nämlich eine bestimmte Gewinnmarge zu erwirtschaften, um zur finanziellen Absicherung des Rentensystems beizutragen.

Auch der Zukunftsfonds prüft neue Wege, um Nachhaltigkeits- und ESG-Kriterien (ESG = environment, social und governance) in seine Investitionspolitik zu integrieren. Hierbei wird dem Umstand Rechnung getragen, dass der Zukunftsfonds einen wesentlich kleineren Vermögensumfang aufweist.

Aufgrund der erwähnten Initiativen und der laufenden Entwicklungen im Bereich der grünen und nachhaltigen Finanzen hält die Regierung es derzeit nicht für erforderlich, einen Ethikrat für den FDC oder den Zukunftsfonds einzurichten.

Question 3536 (21.12.2017) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **accidents de la route impliquant des piétons:**

Au mois de septembre, suite au décès d'une piétonne sur le boulevard Royal à Luxembourg, l'asbl Sécurité routière avait demandé que les passages pour piétons soient inspectés, et que les passages dangereux soient sécurisés.

Dernièrement encore plusieurs piétons ont été percutés par un véhicule.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Combien de piétons ont été impliqués dans des accidents corporels de la circulation en 2017 et au cours des dernières années? Ce chiffre est-il en augmentation?

2. Combien de piétons ont trouvé la mort dans un accident de la route, combien ont été gravement blessés, et combien ont subi des blessures légères?

3. Quelle est la proportion de ces accidents impliquant des piétons qui ont eu lieu en milieu urbain? Combien de ces piétons ont été tués ou blessés sur un passage à piétons?

4. Quel est l'âge de ces victimes?

5. Est-ce que les causes de ces accidents ont été identifiées? Quels sont les facteurs accidentogènes?

6. Une inspection des passages pour piétons a-t-elle été effectuée? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cet audit technique?

7. Quelles mesures autres que des campagnes de sensibilisation sont en place ou sont prévues pour lutter contre ce fléau?

8. Ne faudrait-il pas intensifier la campagne actuelle, en augmenter la fréquence de diffusion des messages et prévoir l'élaboration et la distribution d'accessoires réfléchissants pour adultes?

Réponse (09.02.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En référence à la question parlementaire similaire n°3395 du 26 octobre 2017 de Messieurs les Députés Claude Lamberty et Max Hahn, il y a lieu de renvoyer aux réponses y fournies, tout en répétant que les données définitives sur les collisions qui se sont produites en 2017 ne seront disponibles qu'en mars 2018. Les compléments d'information ci-après peuvent encore être fournis à ce stade.

En analysant les collisions survenues entre 2012 et 2016, il ressort que 87% des accidents ont eu lieu sur une route en milieu urbain, 7% sur une place publique ou un parking et 6% en dehors des agglomérations.

Sur base des chiffres des années 2012 à 2016, on constate que la majorité des victimes décédées étaient âgées de plus de 55 ans. En ce qui concerne les blessés graves, aucune classe d'âge n'a été surreprésentée, tandis que la plupart des victimes légèrement blessées étaient âgées de moins de 44 ans.

Pour ce qui est des facteurs accidentogènes, il y a lieu de garder à l'esprit que plusieurs causes peuvent être à l'origine de la même collision, notamment un comportement fautif partagé ou un cumul de plusieurs facteurs. Les chiffres des années 2013[1] à 2016 montrent que 58% des piétons ont été à l'origine ou ont participé à la genèse de la collision. On peut encore constater que le conducteur responsable de la collision a conduit à une vitesse excessive dans un cas sur deux, alors que le piéton fautif a traversé imprudemment dans un cas sur deux.

À relever qu'en vue de la permission de voirie,

[1] Les chiffres de 2012 ne sont pas disponibles.

les passages pour piétons doivent respecter les recommandations pour l'aménagement et la sécurisation des passages piétons en agglomération prévues dans la brochure afférente, élaborée par la Commission de circulation de l'État, en étroite collaboration avec les différents acteurs concernés.

Ensuite le message de la campagne de sensibilisation actuelle «Gitt siichtbar/Réfléchissez», véhiculé sur les réseaux sociaux et dans les médias, est également apposé sur les autobus RGTR ainsi que sur 45 panneaux routiers. À côté des flyers, des brassards réfléchissants sont également distribués aux adultes et aux enfants.

De plus, il convient de souligner que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures soutient la réalisation de zones à trafic apaisé qui visent entre autres à lutter contre l'insécurité routière sur le plan local. Ainsi l'abaissement de la limitation de vitesse de 50 km/h à 30 km/h ou à 20 km/h permet de réduire sensiblement la distance d'arrêt des véhicules en cas de freinage d'urgence ainsi que les conséquences en cas de collision.

Finalement, outre les mesures préventives décrites ci-dessus, un avertissement taxé de 145 € et une réduction de deux points sur le permis de conduire sont prévus à l'encontre du conducteur qui omet de s'arrêter devant un passage pour piétons lorsqu'un piéton marque son intention de s'y engager ou qu'il y est déjà engagé.

Question 3548 (09.01.2018) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **recrutement de nouveau personnel par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:**

Les établissements et services de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse nécessitent un personnel nombreux et, par conséquent, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) recrute régulièrement bon nombre de nouveaux effectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Existe-t-il des procédures standardisées suivies par l'ensemble des établissements et services du MENJE en ce qui concerne la gestion des dossiers de candidature pour des postes vacants? Dans l'affirmative, quelles sont ces procédures?

2) Est-ce que les candidats sont informés dans le cas où leurs dossiers sont incomplets et, le cas échéant, est-ce qu'ils ont la possibilité de compléter leurs dossiers de candidature? Dans la négative, est-ce qu'un dossier incomplet est d'office considéré irrecevable?

3) Selon mes informations, les candidats dont la candidature n'est pas retenue, ne reçoivent pas toujours de retour par le MENJE. Cette information est-elle correcte? Dans la négative, dans quel délai le MENJE informe-t-il les candidats sur le rejet de leurs candidatures? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre partage notre avis, qu'il serait important d'informer les candidats dans les meilleurs délais si leurs candidatures ne sont pas retenues?

4) Quel est le traitement réservé aux candidatures spontanées?

Réponse (20.02.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Actuellement il n'existe pas de procédure standardisée appliquée par les différents services de mon département au niveau de la gestion des candidatures reçues pour des postes vacants.

Dans ce contexte, il y a eu une restructuration ainsi qu'une centralisation au niveau du Service des ressources humaines. Une des missions de ce service consiste à élaborer des lignes de conduite, afin d'aboutir, à moyen terme, à une procédure standardisée pour le recrutement des postes vacants au sein du MENJE.

ad 2) En règle générale, les candidats sont informés dans le cas où leur dossier est incomplet et ils ont la possibilité de le compléter avant une date butoir qui leur est communiquée, ce délai passé tout dossier resté incomplet est considéré comme irrecevable.

ad 3) La réponse à cette question doit à nouveau être nuancée, dans la mesure où le traitement en matière de rejet de demandes de candidatures varie d'une administration ou d'un service à l'autre. Je tiens toutefois à préciser que je partage l'avis de l'honorable Député qu'il est important d'informer les candidats dans les meilleurs délais si leur candidature n'est pas retenue. Suite à la centralisation des recrutements de nouveau personnel par mon ministère, une telle information fera partie de la procédure standardisée introduite par le Service ressources humaines.

ad 4) Suite à la centralisation des recrutements de nouveau personnel par mon ministère, une procédure standardisée concernant les candidatures spontanées sera également mise en place dans les meilleurs délais. Il est envisagé que les candidatures spontanées seront transmises au Service ressources humaines et qu'un accusé de réception sera envoyé aux postulants. En l'absence de vacance poste, cette candidature est et sera classée en vue d'éventuels besoins futurs de recrutement de nouveau personnel par mon ministère.

Étant donné que le recrutement des fonctionnaires et employés de l'État est désormais centralisé, soit auprès du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, soit auprès du MENJE, il est toutefois nécessaire que les postulants réintroduisent une demande en bonne et due forme en vue d'une nouvelle candidature.

Question 3549 (09.01.2018) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**égalité salariale:**

Depuis le début de l'année la presse internationale et les réseaux sociaux louent le vote en Islande d'une loi sur l'égalité salariale, de sorte que ce pays serait le premier à combattre les inégalités salariales entre les hommes et les femmes dans les entreprises avec plus de 25 salariés.

Or, le Luxembourg dispose d'une loi sur l'égalité salariale depuis décembre 2016 qui non seulement a inscrit l'interdiction dans la loi et dans le Code du travail mais élève aussi l'inégalité salariale au rang d'infraction, passible d'une amende. Ce principe vaut pour tous les employeurs, sans restriction par rapport au nombre de salariés.

Ainsi, il est interdit à tout employeur de se fonder sur d'autres critères que ceux des connaissances, de l'expérience et des responsabilités pour déterminer la rémunération d'un salarié. Aussi, le modèle luxembourgeois va dans le sens à la fois d'un accompagnement et d'un encouragement des entreprises avec le logiciel Logib-Lux et la participation au programme des actions positives.

En Allemagne, une loi entrée en vigueur en 2017 interdit non seulement l'inégalité salariale entre les sexes, mais a également instauré avec effet à partir de cette année et sous certaines conditions (taille de l'entreprise, nombre de salariés dans une même catégorie d'emplois, etc.) un droit à l'information des salariés sur les rémunérations payées dans leur entreprise respective.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

1. Quel est le taux actuel d'écart de salaire au Luxembourg entre femmes et hommes?

2. Existe-t-il des chiffres pour les entreprises qui ne font pas usage du logiciel Logib-Lux?

3. De quelle façon les entreprises et les salariés sont-ils sensibilisés et encouragés à appliquer l'égalité salariale? Par quels moyens les employeurs et les salariés sont-ils informés de l'existence de cette loi?

4. Depuis l'entrée en vigueur de la loi y a-t-il eu des plaintes de la part de salariés, des poursuites engagées ou des sanctions prononcées?

5. De quelle façon est-il envisagé de faire des contrôles de l'application de la loi?

6. Le Gouvernement envisage-t-il dans un deuxième temps d'instaurer un droit à l'information salariale à l'instar de celui introduit par la loi allemande depuis le 6 janvier de cette année?

Réponse commune (21.02.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Concernant le taux actuel d'écart de salaire, il y a lieu de noter que d'après les dernières statistiques d'Eurostat, le taux d'écart de salaire au Luxembourg est passé de 8,6% en 2015 à 5,5% en 2018, étant ainsi largement inférieur au taux d'écart de salaire européen qui est de 16,3%.

En ce qui concerne le nombre d'entreprises qui n'utilisent pas le logiciel Logib-Lux, il y a lieu de préciser qu'il n'existe pas de chiffres quant au nombre d'entreprises qui font ou qui ne font pas usage du logiciel Logib-Lux. Ceci tient au fait que l'utilisation du logiciel, qui répond à une autoévaluation, est anonyme.

Néanmoins, les entreprises qui participent au programme des actions positives du Ministère de l'Égalité des chances ont l'obligation d'utiliser le logiciel dans le cadre de l'enquête de satisfaction menée au sein de leur structure. Dès lors il est établi que depuis l'instauration du logiciel, plus de 70 entreprises se sont soumises officiellement à l'application de cet outil.

En réponse à la question 3 précitée, il convient de rappeler que la Ministre de l'Égalité des chances ainsi que le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ont de concert présenté lors de la conférence de presse du 10 mai 2017 une brochure qui renseigne les salariés et les entreprises sur les nouvelles dispositions de la loi du 15 décembre 2016. Cette brochure sert de guide à tous les acteurs concernés (employeurs, partenaires sociaux et salariés), en fournissant une série d'informations sur les mesures qui sont déjà en place à l'heure actuelle et en indiquant une liste des instances de contact auxquelles les personnes concernées peuvent se référer en cas de besoin.

Dans ce contexte, les entreprises sont régulièrement sensibilisées et encouragées à appliquer l'égalité salariale, à travers le programme des actions positives du Ministère de l'Égalité des chances.

La participation au programme des actions positives sert également de prémisse à la mise en place de l'égalité de traitement entre hommes et femmes au sein de l'entreprise. Le contrôle de l'égalité salariale se fait à l'aide du logiciel Logib-Lux, qui est d'ailleurs un critère d'éligibilité pour l'obtention d'un agrément ministériel par l'entreprise participante.

Le logiciel Logib-Lux permet à toute entreprise intéressée d'acquérir, au vu d'un rapport étoffé, des connaissances quant à sa structure salariale actuelle et d'identifier les causes d'éventuelles inégalités salariales. Les données concernant le salaire, la qualification et le poste de travail des salariés servent de base au calcul. Le programme des actions positives sert à soutenir efficacement les entreprises dans la mise en place de règles de travail égalitaires au sein de leur structure.

Logib-Lux permet à l'entreprise de faire un état des lieux de sa situation en termes d'égalité, à savoir l'égalité de traitement entre hommes et femmes, l'égalité entre hommes et femmes dans la prise de décision et l'égalité entre hommes et femmes dans la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée.

L'entreprise peut ainsi remédier à une éventuelle situation déficitaire ou même repositionner l'entreprise en prenant toute une série de mesures appropriées pour combattre d'éventuelles situations discriminatoires dans un plan d'actions que l'entreprise participante devra établir.

Le Ministère de l'Égalité des chances propose également, en collaboration avec l'École supérieure du travail, des formations dans le cadre de l'égalité entre hommes et femmes, destinées aux délégués à l'égalité des entreprises.

En réponse à la question 4, il y a lieu de noter que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 15 décembre 2016 précitée, une seule plainte en matière d'égalité salariale a été introduite auprès de l'Inspection du travail et des mines (ITM) qui est actuellement en cours de traitement et aucune poursuite en matière d'égalité salariale n'a pour l'instant été engagée à l'encontre d'un employeur.

Concernant la question 5 portant sur les moyens de contrôle de l'application de la loi, l'ITM est chargée de veiller à ce que les dispositions relatives à l'égalité salariale soient respectées par les employeurs qui sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes.

Sont considérés comme ayant une valeur égale, les travaux qui exigent des salariés un ensemble comparable de connaissances professionnelles consacrées par un titre, un diplôme ou une pratique professionnelle, de capacités découlant de l'expérience acquise, de responsabilités et de charge physique ou nerveuse.

Les différents éléments composant le salaire sont établis selon des normes identiques pour les hommes et les femmes. Les catégories et les critères de classification et de promotion professionnelle ainsi que toutes les autres bases de calcul du salaire, notamment les modes d'évaluation des emplois, doivent être communs aux salariés des deux sexes.

Ainsi, par comparaison des différents critères qui sont portés à la connaissance des inspecteurs du travail lors des contrôles en entreprise, l'ITM procède au contrôle de l'application des nouvelles dispositions relatives à l'égalité salariale.

Par ailleurs, toute disposition figurant notamment dans un contrat de travail, une convention collective de travail ou un règlement intérieur d'entreprise et qui comporte pour un ou des salariés de l'un des deux sexes un salaire inférieur à celui de salariés de l'autre sexe pour un même travail ou un travail de valeur égale, est nulle de plein droit et le salaire plus élevé dont bénéficient ces derniers salariés est substitué de plein droit à celui que comportait la disposition entachée de nullité.

À défaut de régularisation de ces dispositions par les employeurs suite à une injonction de la part de l'ITM, les employeurs sont passibles d'une amende administrative et un procès-verbal reprenant les infractions en matière d'égalité salariale peut être déposé entre les mains du procureur d'État en vue d'éventuelles poursuites pénales.

À noter que les employeurs sont passibles d'une amende pénale de 251 à 25.000 euros en cas de non-respect des dispositions relatives à l'égalité salariale.

En ce qui concerne la question 6, il faut noter que l'article L.414-15 du Code du travail dispose que toute entreprise occupant plus de 15 salariés doit établir une délégation du personnel et que toute délégation doit désigner un délégué à l'égalité qui a pour mission de défendre l'égalité de traitement en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, ainsi que la rémunération et les conditions de travail.

Par ailleurs l'article L.414-4 du même code oblige le chef d'entreprise d'informer et de consulter la délégation du personnel et le délégué à l'égalité sur la situation, la structure et l'évolution probable de l'emploi au sein de l'entreprise et de l'établissement ainsi que sur les éventuelles mesures d'anticipation envisagées, notamment en cas de menace sur l'emploi. Le chef d'entreprise doit notamment fournir à cette fin semestriellement à la délégation du personnel et au délégué à l'égalité des statistiques ventilées par sexe sur les recrutements, les promotions, les mutations, les licenciements, les rémunérations et les formations de membres du personnel salarié de l'entreprise.

Finalement, il y a lieu de soulever que chaque convention collective de travail doit obligatoirement prévoir les modalités d'application du principe de l'égalité de salaire entre hommes et femmes.

Force est donc de constater que notre législation nationale prévoit déjà un contrôle renforcé des dispositions légales en matière d'égalité de salaire.

Question 3550 (10.01.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **stationnement gênant d'autobus:**

Mat der Aféierung vum neie Fuerplang an der Emleedung vun enger Rei Buslinnen um Kierchberg ass de Boulevard Pierre Frieden zu engem regelrechte Parking fir RGTR-Busse ginn, wou bis zu iwwer enger Dose Busse laanscht dës Strooss stinn. Och Remorquë fir Passagéier ginn iwwer länger Zäitraim do ofgestallt. Dëst bedéngt ënner anerem, datt d'Foussgängerpassagen net méi iwwersiichtlech sinn, dëst an direkter Noperschaft vun enger Schoul an engem Foyer scolaire.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Däerfe Linnebussen, ënner anerem, fir hir obligatoresch Pausen anzehalen, laanscht eng Strooss an enger Uertschaft parken, och wann esou eng Parkméiglechkeet net spezifesch ausgewisen ass?

2. Sinn, bei der Reorganisatioun vum Busreseau bei der Aféierung vum Tram, Zäiten a regulär Plaze virgesinn, wou d'Busse kënnen halen, virun hirer nächster Faart respektiv wa si déi obligatoresch Rouzäite fir d'Chauffere musse respektéieren?

3. Ass de Minister bereet, mat de betraffene Firmen a Servicer eng schnell Léisung ze fannen, fir datt d'Bussen net méi laanscht de Boulevard Pierre Frieden parken?

Réponse (07.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. Laut dem Code de la route dierfe Busse laanscht eng Strooss stationnéiren. Wa soss näischt ugewisen ass, si se als normalen „véhicule“ ze bezeechnen, souwéi zum Beispill Autoen och. Fir de Rescht musse se sech natierlech un d'Conditiounen hale vum Code de la route (Art. 165 an 166). Opgrond vum Feele vun ausgewisene Parkplaze fir Bussen, ass et leider am Moment net anescht ze organiséieren.

ad 2. Mir stinn a Gespréicher mat der Stad Lëtzebuerg, fir hei weider Plazen ze fanne wou et méiglech ass, dass d'Bussen hir Waardezäiten ofhale kënnen. Am Kader vum Bau vun de Pôle-d'échangë sinn esou Parkplaze geplangt. De PE Luxexpo huet der och am Endausbau.

ad 3. Mir si schonn zanter laangem op der Sich no Waardeplaze fir d'RGTR-Bussen. Och d'Glacisfeld an d'Plaze beim Rehazenter sinn iwwerfëllt. Duerch d'Ofbanne vun de regionale Bussen um Rand vun der Stad ass déi Problematik zanter dem leschten 10. Dezember nach verstäerkt ginn. Dat Ofbanne war awer néideg, fir eng Entlaaschtung vum Verkéier an der Stad ze kréien an den Horaire vun de Buslinnen ze stabiliséieren, well et an der Stad zu ze vill Retarde komm ass. Aus eiser Siicht ass laanscht de Boulevard Pierre Frieden nach eng vun de beschte Plazen, eng besser Alternativ gëtt et net. Mir wäerten awer dofir suergen, dass den Deel bei RTL an der Schoul evitéiert gëtt.

Doriwwer eraus si meng Servicer, déi sech ëm d'Planung vun den RGTR-Linne këmmeren, den Ament amgaangen, eng Analys ze maachen, wéi eng Linne kéinten en aneren Trajet um Kierchberg benotzen. Dëst ass och am Sënn, fir der Onzefriddenheet vun den Anrainer vum Circuit de la Foire entgéintzekommen.

Effektiv ginn et nach eng Rei Buslinne vum RGTR, wéi och nach verschiddener vun den AVL, déi iwwert de Boulevard Konrad Adenauer an de Circuit de la Foire fueren, vu dass den Tram den Ament just d'Partie vum Kierchbierg bedéngt. En Deel vun den RGTR-Linne fiert nach bis op de Pôle d'échange „Europe“ nieft der Coque, wou dann hiren Terminus ass, en aneren Deel fiert nach iwwert d'Rout Bréck, fir nach eng Verbindung an d'Stad, op d'Gare an a Richtung Stroossen ze assuréieren, soulaang den Tram dës Aufgaben nach net kann iwwerhuelen.

Ech kann Iech hei drënner konkret verschidde Mesurë matdeelen, déi et erlaben, de Bustrafic um Boulevard Konrad Adenauer an um Circuit de la Foire ze entlaaschten. Am Juni 2018 kann d'Unzuel vun de Bussen, déi doriwwer zirkuléieren, domat vun 1.900 op 1.340 erofgesat ginn. Mir rechnen domat, dass 2019 ongefëier 1.100 Busfaarten do Rescht bleiwen.

Et si folgend Léisunge geplangt:

…/…

Abrëll 2018:

- Mat der Mise en service vun engem éischten Deel vun der Gare routière Luxexpo ginn et +- 100 Bussen/Dag manner.

Juni 2018:

- Mat der Verlängerung vum Tram bis d'Stäreplaz (17.06.2018) kënnen eng Partie vun den RGTR-Bussen, déi aus dem Osten an d'Stad kommen, do Terminus maachen: e Minus vun 285 Faarten/Dag.

- D'Linnen 144 an 194 kréichen en aneren Itinéraire: minus 175 Faarten/Dag.

- Am Juni wier den RGTR-Bustrafic domat ëm ronn 30% erofgaang.

2019:

- D'Mise en service vun der ganzer Gare routière Luxexpo kann erëm +- 200 Faarten/Dag aspueren.

Februar 2021:

- D'Verlängerung vum Tram bis op d'Gare brëngt mat sech, dass de Rescht vun den RGTR-Linnen um Plateau vum Kierchbierg en neien Itinéraire kënne benotzen.

Doriwwer eraus kruten d'Busbetriber d'Instruktioun, mat deene Bussen, déi eidel fueren, dat heescht net am Service sinn, esou mann wéi méiglech iwwert de Boulevard Konrad Adenauer ze fueren.

Question 3551 (10.01.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réforme de l'assurance dépendance:**

Vum 1. Januar un ass d'Reform vun der Fleegeversécherung a Kraaft. Dëst brëngt eng Rei Nodeeler mat, esouwuel fir déi Persounen, déi op déi Versécherung mussen zréckgräifen, wéi och fir dat betraffend Personal.

Ganz besonnesch fält de Betraffenen op, datt d'Hëllef beim Akafen a fir administrativ Demarchen nëmme méi an engem ganz reduzéierte Mooss vun der Fleegeversécherung geleescht gëtt. Fir vill Leit ass awer „dat Akafen a frëndlecher Begleedung de Liichtbléck an hirer Woch“, wéi et an engem Lieserbréif ausgedréckt gëtt.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1) Ass dem Här Minister bewosst, datt fir vill Leit, déi op d'Hëllef vun der Fleegeversécherung ugewise sinn, de Service vum Akafen an d'Hëllef bei administrativen Demarchen e wichtegen Deel vun der Fleeg duerstellen, dëst och fir hir Moral ze hiewen?

2) Ass den Här Minister bereet, dës Servicer weider iwwert d'Fleegeversécherung ze assuréieren, dëst op d'mannst bis esou Leeschtunge vun anere Servicer, an ouni Käschte fir déi betraffe Leit, kéinten iwwerholl ginn?

3) Denkt de Ministère fir sozial Sécherheet drun, fir déi uewe genannten Déngschter an enger anerer Form unzebidden?

4) Wéi vill Poste falen ewech bei de Servicer, déi dës Déngschter ugebueden hunn? Wat geschitt mat dësem Personal? Kënnt et duerch Mesuren eventuell zu Entloossungen oder zu enger Reduzéierung vun Astellungen?

Réponse (12.02.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Eng vun de Prioritéite vun der Fleegeversécherung ass, deene fleegebedierftege Matbierger d'Méiglechkeet ze ginn, soulaang et physesch a psychesch méiglech ass, an hirem gewinnten Emfeld ze bleiwen. Hei gouf mat der Reform den Akzent op d'Verstäerkung vun der sozialer Inklusioun geluecht, och fir dem Risiko vun der sozialer Ofgrenzung entgéint ze wierken.

Aus dëser Iwwerleeung eraus gouf déi eenzel Aktivitéit vum Akafen an administrativen Demarchen, an ee kohärente Kader aus engem Mix vun Aktivitéiten an der Grupp integréiert, déi, ofhängeg vun de Besoinen an de Kompetenze vun der fleegebedierfteger Persoun, och Aktivitéiten dobaussen beinhalte kënnen. An dësem Kader besteet och d'Méiglechkeet en individuellen Encadrement ze organiséieren. Dës Aktivitéite gi vun der Fleegeversécherung iwwerholl.

D'Beneficiaire vun der Fleegeversécherung, déi doheem wunnen, an déi bis den 31. Dezember 2017 an hirem Fleegeplang den Akt vum Akafen a vun administrativen Demarchen haten, kruten op den 1. Januar 2018 Urecht op dës uewegenannten Aktivitéiten. An dësem Kontext ass och ervirzehiewen, dass den Encadrement duerch qualifizéiert Personal vun dësen Aktivitéite mat der Reform substanziell an d'Luucht gesat ginn ass.

Am Kader vun der Reform ass d'Hëllef am Stot vun 2,5 Stonnen pro Woch op dräi Stonne pro Woch erop gehuewe ginn. Déi dräi Stonne kënne benotzt ginn, fir hauswirtschaftlech Hëllef oder fir néideg Akeef ze maachen. Dës Leeschtungsverbesserung brëngt mat sech, dass d'Nofro u manner qualifizéiertem Personal an dësem Beräich an d'Luucht geet. Och si spezifesch Formatioune méiglech, fir dem Personal déi néideg Qualifikatiounen ze ginn, fir dass si och aner, qualitativ méi héichwäerteg, Aufgabe kënnen erleedegen. Zousätzlech zu dëse verschiddenen Initiativen, huet d'Regierung nach e spezifesche Kreditt virgesinn, fir de Fall wou dës Dispositiounen net gräife sollten.

Question 3553 (11.01.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **sacs verts Valorlux:**

Depuis peu, les sacs bleus Valorlux ont été remplacés par des sacs verts dans 21 communes du pays. Le sac vert peut accueillir les mêmes déchets que le sac bleu mais également des sacs en plastique ainsi que des films en plastique. Valorlux a également mis en place 15 stations de collecte «RE-box» dans lesquels le consommateur peut déposer, entre autres, des pots de yaourt, gobelets ainsi que des barquettes et blisters.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Combien de communes proposent le système de collecte du sac bleu (ou vert) à leurs habitants?

2) Est-ce que le nouveau système des sacs verts sera également proposé aux autres communes du pays?

3) Dans l'affirmative, à quelle échéance cette mise en place est-elle prévue?

4) Pour quelle raison les pots de yaourt, gobelets ainsi que les barquettes et blisters ne sont-ils pas collectés également via le nouveau système de collecte du sac vert? Est-il prévu que ce système puisse également collecter ces déchets à l'avenir?

Réponse (12.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) En date du 1er janvier 2018 le sac bleu de Valorlux est proposé dans toutes les communes du Luxembourg, exception faite de la commune de Schifflange qui propose son propre système. Le sac vert est actuellement proposé par 20 communes, dont douze communes du syndicat intercommunal SIGRE et les huit communes du syndicat intercommunal SICA.

ad 2) Valorlux envisage d'étendre le nouveau système des sacs verts aux autres communes du pays.

ad 3) La capacité de tri de l'installation actuellement en place ne permet pas d'étendre à l'immédiat la collecte des sacs verts à d'autres communes. Des planifications sont en cours pour remplacer l'installation de tri par une nouvelle installation plus performante. Dès mise en service de cette nouvelle installation de tri, la collecte des sacs verts pourra être étendue aux autres communes suivant un plan de travail à définir.

ad 4) L'installation de tri actuellement en place ne permet pas d'effectuer un tri automatique de ces fractions supplémentaires.

Néanmoins, chaque citoyen peut actuellement déjà profiter de plusieurs systèmes de collecte sélective pour les pots de yaourt, gobelets, barquettes et blisters. Ainsi, tous les centres de recyclage fixes ou mobiles et le centre de recyclage de type «drive-in» à Howald acceptent ces fractions d'emballages. De plus, Valorlux a mis en place sur 15 parkings de super/hypermarchés des stations de collecte dites «RE-box» dans lesquelles le consommateur peut déposer ces types d'emballage.

Conformément à l'agrément de l'asbl Valorlux, une extension de la gamme des déchets d'emballages ne peut se faire que sur base d'un avis positif de l'Administration de l'environnement et après réalisation d'une phase pilote. En effet, il s'agit d'éviter que la qualité des matériaux collectés soit dégradée par une extension trop importante de différentes fractions acceptées rendant ainsi de plus en plus difficile le recyclage des matériaux.

Question 3554 (11.01.2018) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **caméras dans les forêts:**

Il m'a été rapporté que l'Administration de la nature et des forêts (ANF) a installé des caméras dans nos forêts.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Combien de caméras ont été installées en tout?

2) Est-ce que ces caméras ont été installées uniquement dans des forêts appartenant à l'État ou également dans des forêts appartenant à des particuliers?

3) Dans le deuxième cas, les propriétaires de ces forêts ont-ils dû approuver l'installation de ces caméras?

4) Est-ce que les locataires de chasse ont été informés de l'existence de ces caméras?

5) Quelle est la finalité des images collectées par ces caméras?

6) Est-ce que l'installation de ces caméras nécessite une autorisation de la Commission nationale de la protection des données?

Réponse (26.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) L'ANF dispose d'une quinzaine de caméras dont la plupart ne sont pas utilisées en permanence.

ad 2) S'il y a lieu d'en installer, préférence est donnée aux terrains appartenant aux instances publiques. Pourtant, en fonction de l'espèce à suivre et de sa répartition, il peut s'avérer nécessaire d'en installer sur un terrain privé.

ad 3) Oui.

ad 4) Non. Par la location d'un lot de chasse ils acquièrent uniquement le droit d'y chasser. Il faut noter que les locataires de chasse sont certainement parmi les plus grands utilisateurs de telles caméras, surtout sur les emplacements d'appâtage.

ad 5) Les images collectées servent à des fins scientifiques et de gestion, notamment au suivi d'espèces de la faune sauvage.

ad 6) Cette question a été posée par l'ANF à la CNPD fin 2017. Depuis, des informations sont échangées entre la CNPD et l'ANF en vue d'une clarification de l'application des dispositions règlementaires en vigueur.

Question 3555 (16.01.2018) de **MM. Gusty Graas**, **Alexander Krieps** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **PET-scan:**

Il nous revient que de plus en plus de patients sont obligés de se rendre hors frontières pour les examens de PET-scan (Positron Emission Tomography). Ceci risque de devenir de plus en plus fréquent vu notre population vieillissante, la progression des maladies cancéreuses et le recours de plus en plus fréquent et de plus en plus précoce à cette technique d'imagerie médicale.

Voilà pourquoi nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Est-ce que les ministres ne jugent pas opportun d'envisager dès maintenant l'implantation d'un deuxième PET-scan, afin d'éviter la récurrence de délais d'accès démesurés, tel que c'est le cas actuellement pour les examens IRM?

Réponse commune (26.02.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le Centre national PET (Positron Emission Tomography) est installé au Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) depuis 2003. Il s'agit d'une unité fonctionnelle interhospitalière qui permet de détecter une tumeur cancéreuse et/ou des métastases et de surveiller leur évolution. Le Centre national est ouvert aux médecins nucléaristes du Grand-Duché de Luxembourg et de la Grande Région.

Le Luxembourg dispose actuellement de 1,7 PET-scan par million d'habitants, ce qui le situe dans la moyenne européenne et est très comparable à la densité des PET-scans chez ses voisins: 1,7 en Allemagne, 2,14 en France et 1,15 en Belgique.

Au cours des dernières années dans notre pays, le taux d'utilisation du PET a augmenté en moyenne de 5% par an. En 2016, le taux d'occupation de notre équipement national était de 85%, pour un horaire d'exploitation allant de 07h00 à 18h00 en semaine.

De 2010 à 2016, le nombre d'unités d'œuvre PET décomptés entre le CHL et la CNS évolue comme suit:

Année	Assurés affiliés à l'étranger	Assurés affiliés au Luxembourg
2010	167	1.959
2011	204	2.096
2012	211	2.199
2013	215	2.269
2014	218	2.355
2015	226	2.434
2016	234	2.628

En 2016, afin de répondre aux mises à jour technologiques et d'anticiper tout engorgement, le remplacement de l'équipement PET existant par un PET-scan disposant d'une technique de pointe a été autorisé pour le Centre national PET; dans l'attente de la livraison de l'équipement choisi, un PET-scan temporaire disposant des techniques de pointe a été installé en mars 2017.

Avec l'équipement actuellement en place, 18 patients par jour peuvent être scannés. Avec le nouvel appareillage, cette disponibilité augmentera à au moins 24 patients par jour, permettant également d'adapter l'organisation des plages horaires de fonctionnement du service en fonction des besoins.

Les délais pour l'obtention d'un rendez-vous au Centre national PET sont à ce jour d'environ cinq à dix jours calendrier et sont réduits en cas d'urgence médicale. Ceux-ci devraient encore diminuer avec la nouvelle caméra PET-CT digitale.

Au Centre national PET, la totalité des examens est actuellement réalisée après injection de FDG (18-Fluorodéoxyglucose). Les examens réalisés avec d'autres médicaments radiopharmaceutiques, notamment les examens réalisés au 68Ga-PSMA (cancers prostatiques) et au 68Ga-DOTA-TOC (tumeurs neuroendocrines), ne sont actuellement pas encore disponibles au Grand-Duché de Luxembourg, faute d'une ra-

diopharmacie au sein du Centre national PET permettant, entre autres, la synthèse de médicaments radiopharmaceutiques PET marqués au Gallium 68. Les patients dont l'état de santé nécessite un examen PET scan «non FDG» doivent donc actuellement être transférés à l'étranger.

À partir des données et informations disponibles, l'acquisition d'un appareil PET-scan supplémentaire n'est, à ce stade, pas justifiée, car il est estimé que, pour les trois à cinq années à venir au moins, les délais d'accès au PET-scan n'auront pas de répercussions négatives sur la prise en charge de la population.

À moyen terme, en raison de l'évolution des modalités de prise en charge de certaines affections oncologiques, et des développements de nouvelles possibilités ciblées de diagnostic et de traitement, il n'est pas pour autant exclu qu'une extension de l'offre PET-scan puisse être justifiée à l'avenir, selon les dispositions relatives à la planification nationale de tels équipements.

Question 3557 (16.01.2018) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **futur rond-point à Roost:**

En raison des activités commerciales dans la ZAC «Klengbousbierg», le croisement de la route nationale N7 avec le chemin repris CR115 à Roost est particulièrement surchargé et engendre des bouchons considérables sur les routes environnantes durant les heures de pointes.

Durant l'été 2018, le centre logistique de POST Luxembourg sera mis en service dans la ZAC «Klengbousbierg», tandis que le bâtiment administratif et les laboratoires de la société «IEE» y ouvriront leurs portes au printemps 2019. À une date ultérieure, d'autres infrastructures s'y implanteront pour créer un grand pôle d'innovation, pouvant héberger à terme plus de 4.000 personnes supplémentaires.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'études et de planification du futur rond-point à l'intersection de la N7 avec le CR115 à Roost?

- Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, m'indiquer les délais pour le début et la finalisation des travaux de construction du rond-point en question?

Réponse (21.02.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'aménagement d'un rond-point à l'intersection formée par la route N7 et le chemin CR115 à Roost s'inscrit dans un programme développé lors de l'étude d'un plan directeur et d'un concept de mobilité dans la ZA «Um Rouscht» à Bissen.

Le dossier d'avant-projet sommaire du réaménagement de la voirie étatique (N7/CR115/CR306) dans la ZA «Um Rouscht», basé sur l'étude mentionnée ci-dessus, est au point d'être finalisé et sera présenté sous peu pour approbation.

Dans la suite, il est prévu de réaliser l'étude du projet en plusieurs lots, dont le premier lot comportera les études détaillées pour l'aménagement d'un rond-point sur l'intersection N7/CR115 à Roost. Ce dossier pourra être réalisé fin 2018.

La présentation du dossier de soumission est actuellement programmée pour 2019 suivie de l'appel d'offres public. La durée des travaux d'aménagement de l'intersection à Roost est à présent estimée à une année.

Question 3558 (16.01.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution lumineuse:**

Il est connu que la lumière artificielle a un impact négatif aussi bien sur les animaux nocturnes que sur la santé des hommes. Or, depuis 2017 le site du nouveau terminal CFL intermodal Bettembourg-Dudelange dispose d'un éclairage visible depuis des kilomètres et dont la densité et intensité lumineuse semblent excessives.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre connaît-elle l'intensité lumineuse (candela) de l'éclairage du site du terminal intermodal?

- Existe-t-il des normes maximales à respecter concernant l'intensité lumineuse d'un éclairage?

- Est-ce que pour des raisons de sécurité un tel éclairage est justifié ou est-ce que Madame la Ministre partage l'avis du Mouvement écologique que l'éclairage du site du terminal intermodal constitue une pollution lumineuse excessive?

- Sachant que la pollution lumineuse est un sujet qui préoccupe le Ministère de l'Environnement, Madame la Ministre compte-t-elle intervenir concernant l'éclairage du terminal intermodal?

- Dans l'affirmative, quelles seraient les mesures à mettre en œuvre pour pallier à cette situation?

Réponse (05.03.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

L'intensité lumineuse émanant d'un établissement ne fait l'objet ni des études d'évaluation des incidences sur l'environnement, ni des éléments à fournir dans le cadre des dossiers de demande d'autorisation en vertu de la législation relative aux établissements classés. Dans ce contexte, il y a lieu de souligner que l'arrêté n°CD79010 délivré en date du 13 mai 2014 et imposant les conditions d'aménagement et d'exploitation du site du terminal intermodal afin de limiter les incidences sur l'environnement à un minimum, ne contient actuellement aucune disposition relative à l'éclairage du site. Dès lors, l'intensité lumineuse de l'éclairage du site du terminal intermodal n'est pas connue. D'autant plus, l'article 14 de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires dispose que les projets autorisés sur base de la présente loi sont dispensés des autorisations exigées par la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, la loi communale du 13 décembre 1988, la loi du 29 juillet 1930 concernant l'étatisation de la police locale et la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Des normes maximales à respecter concernant l'intensité lumineuse n'existent pas au Luxembourg.

Vu la nature du site du terminal intermodal en tant que plateforme de travail et lieu de manipulation et de stockage de produits à caractère souvent sensible et/ou dangereux, l'emploi d'un éclairage d'une intensité déterminée semble nécessaire afin de garantir la sécurité et la protection des ouvriers et/ou de prévenir d'éventuelles activités illicites par des tiers sur le terrain.

Il s'agira pourtant de trouver le bon équilibre entre les enjeux environnementaux et les questions de sécurité qui s'imposent à l'éclairage du site.

J'ai déjà entamé plusieurs mesures visant à adresser la pollution lumineuse et à limiter les impacts sur l'environnement humain et naturel, notamment par la réalisation d'une étude en 2016 qui a permis de dresser un état des lieux de la pollution lumineuse et dont les conclusions ont permis de cadrer l'étendue au niveau national et d'élaborer un premier catalogue de mesures.

Actuellement, un guide pour un meilleur éclairage extérieur est en cours d'élaboration par le Département de l'environnement. Ce guide fournira des recommandations concrètes pour différents domaines d'application (y compris les zones d'activité et industrielles) ainsi que des exemples dits «best practice». Ce guide est destiné aux administrations étatiques concernées (bâtiments publics, ponts et chaussées, CFL) ainsi qu'aux communes pour leur servir comme instrument de support dans la planification de leur éclairage sans pour autant exclure la possibilité d'une utilisation par d'autres entités (entreprises, experts, particuliers…), cet emploi étant même fortement encouragé.

Je compte poursuivre mes ambitions dans la réduction de la pollution lumineuse et je suis actuellement en pourparlers avec la société d'exploitation afin de trouver des solutions communes pour remédier à la situation existante au site du terminal intermodal tout en incitant les échanges entre cette dernière et l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Question 3559 (16.01.2018) de **MM. Léon Gloden** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **voitures électriques pour la Police grand-ducale:**

Dans le cadre de la décision du Conseil de Gouvernement du 17 février 2017 concernant les nouvelles acquisitions de véhicules destinées à la flotte automobile de l'État, parmi lesquelles 10% devront être des véhicules plug-in hybrides ou électriques, la police avait confirmé via presse en août 2017 que deux véhicules électriques de la marque «Tesla» seront mis en service au profit de la police de la route à partir de l'automne 2017, pour un tarif s'élevant à 100.000 euros par pièce.

Selon un reportage publié aujourd'hui sur rtl.lu, la Société nationale de circulation automobile (SNCA) n'a pas pu délivrer les attestations de conformité nécessaires en raison des gyrophares spéciaux. Les véhicules devront être soumis à des tests supplémentaires pour pouvoir obtenir une attestation de conformité en Allemagne.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer pourquoi les véhicules en question ne sont pas conformes aux normes exigées par la SNCA?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que l'attestation sera désormais délivrée par un organisme allemand et nous en expliquer les raisons?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous chiffrer le montant final des voitures électriques de la marque Tesla, tests et pièces accessoires compris?

Réponse (20.02.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. La SNCA n'a pas encore pu constater une quelconque non-conformité étant donné que les véhicules ne lui ont pas encore été présentés. Actuellement, la Police grand-ducale attend le rapport de l'expertise technique du TüV afin de pouvoir présenter un dossier technique complet à la SNCA. Ce rapport est attendu pour la fin du mois de février.

ad 2. L'attestation à délivrer par un organisme allemand fait partie intégrante du dossier technique qui sera déposé à la SNCA pour servir de documentation technique en vue de l'immatriculation du véhicule de service complètement équipé.

ad 3. Voici un tableau récapitulatif reprenant les frais engendrés par le projet en question:

Projet électromobilité - véhicules rapides	Désignation	Budget PGD	Budget Fonds Kyoto
Projet Tesla	Acquisition des véhicules	/ /	107.540,00 € 107.540,00 €
	Acquisition des accessoires	10.790,00 €	/
	Implémentation des équipements policiers	4.650,00 €	/
	Essais sur route et frais accessoires	12.234,00 €	/
	Immatriculation	126,00 €	/
	Total:	27.800,00 €	215.080,00 €

Le prix d'acquisition des véhicules concerne les deux véhicules tels qu'ils ont été acquis du revendeur Tesla au Luxembourg. Il s'agit de deux véhicules de base, tels qu'ils sont vendus sur le marché privé. Ces frais ont été couverts par le Fonds Climat et énergie (anciennement Fonds Kyoto).

L'acquisition de tous les équipements spécifiques policiers (radio, barre omnidirectionnelle, etc.) ainsi que tous les frais accessoires aux transformations des véhicules et à leur homologation ont été couverts par les crédits ordinaires du budget de la PGD.

Question 3562 (17.01.2018) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant le **parc thermal de Mondorf-les-Bains:**

Le parc communal de Mondorf-les-Bains est un site unique du tourisme thermal luxembourgeois. Actuellement, deux immeubles nuisent malheureusement à l'attractivité de ce site à cause de leur état délabré, voire même dangereux. Il s'agit notamment de la Villa Guersing, non exploitée depuis déjà plus de 20 ans et faisant partie des «immeubles et objets classés monuments nationaux» et d'un local de restauration connu sous le nom «La Roseraie». Concernant celle-ci, Messieurs les Ministres m'avaient informé dans leur réponse à la question parlementaire n°2682 du 18 janvier 2017 que des travaux de transformation et d'extension d'envergure y étaient projetés.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des précisions concernant les travaux de transformation et d'extension d'envergure projetés pour «La Roseraie»?

- Une réouverture pour la saison touristique de 2018 est-elle envisageable?

- Existe-t-il un projet concret pour réaménager la Villa Guersing? Dans la négative, est-ce que des travaux de sécurisation sont prévus pour éviter l'effondrement du bâtiment?

Réponse commune (26.02.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le Domaine thermal projette la mise en place d'un restaurant type «brasserie» et «salon de thé» dans l'enceinte du bâtiment «La Roseraie», ainsi que l'exploitation de la terrasse en période estivale.

Vu qu'il incombe à l'État de prendre en charge l'entretien de l'enveloppe extérieure de l'immeuble, il est prévu de réaliser une nouvelle couverture avec isolation thermique. Les travaux de toiture, retardés suite aux conditions météorologiques défavorables, sont actuellement en cours d'exécution.

En outre, des études ont été lancées pour l'installation d'un pavillon en annexe regroupant les sanitaires et locaux annexes tels qu'un local poubelle.

Les travaux programmés sur l'enveloppe extérieure n'empêchent pas l'exploitation des locaux concernés pour la saison touristique. À noter qu'il appartient au Domaine thermal de réaliser les travaux d'aménagement intérieur.

En ce qui concerne la Villa Guersing, des levées et des études ont été lancées afin d'analyser la possibilité d'y installer des services administratifs du Domaine thermal. Il s'avère qu'une annexe devra être construite afin que le bâtiment devienne exploitable.

Étant donné que le bâtiment est classé monument national, ces études se feront en étroite collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux.

À noter qu'actuellement, il n'existe aucun risque d'effondrement du bâtiment. Toutefois, afin de sécuriser le site, mon administration installera une clôture. Par ailleurs, divers travaux provisoires ont déjà été réalisés afin de conserver le bâtiment.

Question 3563 (17.01.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **mesures agri-environnementales:**

An der Froestonn un d'Regierung vum 28. November, iwwert d'Ausbezuele vun de Bäihëllefe fir d'Agrarëmweltprogrammer vun de Kulturjoren 2014-2017, huet den Här Landwirtschaftsminister präziséiert wéini wei eng Baihëllefe vun den Agrarëmweltprogrammer sollen ausbezuelt ginn.

Sou sollt zum Beispill de Gülleausbréngprogramm am Dezember 2017 ausbezuelt gi fir d'Joren 2015-2016, soudass d'Suen am Januar bei de Bauere géifen ukommen. Laut mengen Informatioune sinn des Baihëllefen nach ëmmer net ausbezuelt ginn. Bei anere Baihëllefe krute Bauere mol nach kee Formulaire, fir ze ënnerschreiwen, datt den Dossier ugefaange gëtt fir auszebezuelen.

Dofir wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Firwat si Bäihëllefe fir d'Agrarëmweltprogrammer vun de leschten dräi Joer nach ëmmer net ausbezuelt?

2. Wéini gi se ausbezuelt?

3. Firwat sinn net zumindest Avancen ausbezuelt ginn, sou wei dat bei der Bioprimm fir d'Joer 2015-2016 geschitt ass, wou 85% Avancen de Baueren ausbezuelt gi sinn?

4. Wei kënnen an Zukunft esou Retarde verhënnert ginn?

Réponse (14.02.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Nom Artikel 64 (1) vum „règlement grand-ducal du 24 mai 2017 instituant des régimes d'aide en faveur de méthodes de production agricole repectueuses de l'environnement", mussen d'Demandë fir déi fräiwëlleg Agrarëmweltklimaprogrammer bis den 1. August „précédant la première année culturale de l'engagement" erageréecht ginn. Duerch d'Retroaktivitéit vum Reglement ginn et op dësem Punkt Ausname fir d'Kulturjoren 2014-2015 an 2015-2016: d'Demanden, déi sech op déi Jore bezéien, konnten erageréecht gi bis dräi Méint nom Akraafttriede vum groussherzogleche Reglement, dat heescht bis de 6. September 2017.

Eng Partie Betriber haten hir Demandë fréizäiteg erageschéckt, vill Betriber haten awer dermat bis kuerz virum Delai gewaart, nach anerer hu Bäimeldunge gemaach, soudatt den zoustännege Service eréischt ab September 2017 e vollstännegen Iwwerbléck iwwert den Ensembel vun den Dossieren hat. D'Verwaltungsaarbechte sinn awer au fur et à mesure, wéi d'Anträg agereecht goufen, gelaf. Vun deenen 13 Programmer, déi am Reglement virgesi sinn, ginn der siwen an der „Commission écologique" aviséiert.

Opgrond vun der zäitlech spéider Publikatioun vum Reglement a senger Retroaktivitéit zréck op d'Kulturjoren 2014-2015 an 2015-2016, falen an deem zoustännege Service deemno Aarbechten un, déi sech an der Regel iwwert dräi Joer erstreckt hätten. Dofir ass et net méiglech, all dëst innerhalb vun e puer Méint ze bewältegen.

ad 2. Am Dezember 2017 sinn déi éischt Bäihëllefen un d'Betriber ausbezuelt ginn, déi an de Programmer „Biolandwirtschaft" an „buedemno Ausbréngung" matmaachen. Fir de Programm „buedemno Gülleausbréngung" ass ee weidere Bezuelungsdossier fir d'Joren 2015 an 2016 esouwäit fäerdeg. Do si Betriber dran, deenen hir Demande komplett an ouni Problemer war. All déi aner Betriber kommen an engem spéideren Dossier no.

Fir déi aner Programmer sinn déi zoustänneg Servicer beim Envoi vun de Bréiwer, dass d'Betriber ugeholl sinn, fir bei deene respektive Programmer kënne matzemaachen.

ad 3. Fir fir d'Bioprimm kënnen eligibel ze sinn, muss e Betrib nom EU-Reglement 834/2007 als Biobetrib zertifiéiert sinn. Am Géigesaz zu allen aneren Agrarëmweltklimaprogrammer, wou et ëm d'Erfëlle vun enger eenzeger Moossnam geet, ass bei dëser Primm de ganze Betrib concernéiert. Dat heescht, datt normalerweis bei der Demande all d'Kritären erfëllt sinn (doduerch, datt de Betrib schonn als Biobetrib zertifiéiert ass) an dohier beim Bezuele vun enger Avance kaum Risike vu méigleche Recouvrementer bestinn.

Bei de spezifeschen Agrarëmweltprogrammer ass dat anescht. Duerch dat spéit Areeche vun den Demandë respektiv duerch Nomeldungen, ass et schwiereg, Avancë virzegesinn. Donieft mussen eng Rei Eligibilitéitskritäre souwuel fir d'Fläche wéi och fir de Betrib gekuckt ginn. All dës Contraintë rechtfäerdegen a sech keng Avancen, déi riskéieren, d'Gestioun méi komplizéiert ze maachen a weider Retarden ze generéieren.

ad 4. D'Ursaache fir d'Retarden an der Ausbezuelung leien net an der administrativer Gestioun vun den Aiden, mä haaptsächlech an dem verspéiten Akraafttriede vun der Reglementatioun. Nodeem de PDR (Programme de développement rural) 2015 fir Lëtzebuerg Enn Mee 2015 vun der EU-Kommissioun approuvéiert gouf, an d'Agrargesetz am Juni 2016 vottéiert gouf, wat d'Basis ass fir d'groussherzoglecht Reglement iwwert d'Agrarëmweltprogrammer vum 24. Mee 2017, konnt d'Reglement eréischt den 2. Juni 2017 am Memorial publizéiert ginn. Et gëllt deemno an Zukunft no Léisungen ze sichen, fir dee legislative Prozess ze beschleunegen. Sou hate meng Servicer schonn eng éischt Aarbechtsreunioun mat der Chamber, wou verschidde Pisten diskutéiert gi sinn.

Question 3565 (18.01.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **classement de constructions se trouvant en zone verte:**

Madame la Ministre de l'Environnement avait, en réponse à ma question parlementaire n°1256, fait savoir qu'un agent du Département de l'environnement aurait, durant quatre mois, inventorié et documenté les constructions visées ci-dessus identifiables sur les cartes topographiques. Elle avait également indiqué qu'après l'inventaire, ces constructions feront l'objet d'une évaluation de leur importance culturelle par le Ministère de la Culture.

Le 28 novembre 2017, j'ai voulu avoir des précisions à ce sujet. Dans leur réponse du 15 janvier 2018, Madame et Monsieur les Ministres répondent ce qui suit:

«Il est à noter que cet inventaire et la documentation y relative s'est limité en grande partie à une analyse de l'aspect extérieur des bâtisses visible à partir de l'espace public. Pour des cas isolés, une analyse plus fine a été faite avec l'accord préalable des propriétaires. Des fiches d'inventoriage, renseignant entre autres sur les numéros cadastraux, ont été réalisées à des fins purement internes de l'administration.

Cet inventaire n'avait pas pour objectif de lancer dans l'immédiat des procédures de protection nationale prévues par la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux par l'État. Il s'agissait entre autres de déterminer quels immeubles en zone verte sont dignes d'une protection au vu des dispositions à intégrer au projet de loi prémentionné, en confection à l'époque.»

Suite à cette réponse, j'aimerais obtenir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Culture et de Madame la Ministre de l'Environnement:

- Combien d'immeubles ont ainsi pu être relevés en zone verte (par type de construction et numéro cadastral)?

- Combien de ces constructions sont dignes d'une protection?

Réponse commune (22.02.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à votre question, 1.186 immeubles ont été relevés en zone verte, dont 304 sont dignes d'une protection.

Cet inventaire a été réalisé à des fins purement internes de l'administration et le degré de protection (communale et/ou nationale) reste à définir avant que les propriétaires respectifs ne soient saisis, le cas échéant, des intentions de l'État ou des communes.

Question 3566 (19.01.2018) de **MM. Gusty Graas**, **Edy Mertens** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant la **rupture de stock de certains médicaments:**

Il nous revient que dans les trois derniers mois, il y avait de plus en plus de médicaments en rupture de stock. Certains de ces médicaments sont à visée cardiovasculaire, notamment pour le traitement de l'hypertension artérielle, troubles du rythme cardiaque, etc.

Même en cas de disponibilité de produits génériques, tout changement (couleur de la boîte, forme du comprimé, etc.) occasionne un risque de confusion, surtout chez les personnes âgées.

À ce sujet nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre peut nous renseigner sur les causes de ces ruptures de stock, qui mettent en danger la vie de certains patients?

- Ces ruptures de stock sont-elles dues au système des quotas des médicaments importés de Belgique? Dans ce cas, ne serait-il pas temps de dénoncer les relations pharmaceutiques belgo-luxembourgeoises et de s'approvisionner directement dans les pays producteurs?

- Quels sont les moyens, y compris coercitifs, de Madame la Ministre de mettre sous pression l'industrie pharmaceutique afin d'éviter ces situations dans le futur?

Réponse (20.02.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le problème des ruptures de stock de médicaments est international et affecte, le cas échéant, directement le patient mais également le travail des différents acteurs de la chaîne de distribution (grossistes et pharmaciens).

Les ruptures de stock sont souvent dues à des défauts de qualité qui apparaissent lors de la production. Les lots produits ne remplissent pas les standards fixés et ne sont pas libérés sur le marché.

D'autre part, une matière première peut faire défaut sur le marché mondial.

Il se peut que les ruptures de stock de médicaments soient liées entre elles: une rupture de stock d'un médicament va ainsi augmenter les besoins pour le médicament de substitution, qui risquerait exceptionnellement de tomber lui aussi en rupture.

Les médicaments disponibles au Luxembourg doivent disposer d'une autorisation de mise sur le marché, qui est accordée par le Ministère de la Santé.

Au Luxembourg, environ 90% des demandes d'autorisation de mise sur le marché concernent un médicament destiné au marché belgo-luxembourgeois.

La plupart des sociétés ont une gestion commune de la Belgique et du Luxembourg, la taille de notre marché étant petite.

Les firmes pharmaceutiques appliquent des quotas pour certains médicaments afin de garantir une répartition équitable de leur production. La fixation de ces quotas est une pratique internationale.

Les quotas attribués au Luxembourg sont souvent proportionnellement plus élevés suite à une politique de remboursement plus étendue.

La législation prévoit des sanctions en cas de rupture d'approvisionnement des médicaments de la part des fournisseurs. En cas de rupture d'un médicament enregistré au Luxembourg, la législation autorise également la prescription d'un médicament autorisé dans un autre pays.

Pour beaucoup des produits, les firmes pharmaceutiques ont des stocks de réserve qui sont prioritairement mis à disposition des établissements hospitaliers.

Comme l'indique un rapport de l'Organisation mondiale de la santé datant de 2016, les ruptures de stock de médicaments sont un problème mondial, ayant des conséquences pour la santé publique mais aussi une répercussion économique. Il ne s'agit donc pas d'un problème impactant uniquement le Luxembourg.

Afin que toutes les parties prenantes (industrie, corps médical et pharmaceutique) soient correctement préparées à une telle éventualité, l'Agence européenne du médicament et la Commission européenne sont en train d'évaluer de nouvelles stratégies.

Question 3567 (19.01.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **position luxembourgeoise relative à la reconnaissance d'un État palestinien souverain:**

En effet, dans un article dans le «Süddeutsche Zeitung» du 17 janvier 2018, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes vient de déclarer: «Wenn Frankreich mit der Anerkennung Palästinas voran gehen würde, würden weitere Staaten folgen, auch Luxemburg.» Or, la Chambre des Députés a clairement, dans une motion du 17 décembre 2014, invité le Gouvernement «à reconnaître en principe l'État palestinien et à appuyer la solution fondée sur les deux États, et à estimer que celles-ci devraient aller de pair avec le processus des pourparlers de paix, qui devrait être mis en marche». Une autre motion votée également le 17 décembre 2014 a, quant à elle, invité le Gouvernement à procéder à la précitée reconnaissance «au moment qui sera jugé le plus opportun».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que la précitée déclaration du Ministre des Affaires étrangères et européennes dans un journal allemand correspond à la position officielle du Gouvernement relative à la reconnaissance d'un État palestinien souverain? Pensent-ils vraiment qu'une reconnaissance dans le climat actuel des négociations va «de pair avec le processus des pourparlers de paix» et constitue dès lors le «moment (...) le plus opportun» pour une décision d'une telle portée?

2. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire quelles seraient les conséquences politiques et diplomatiques d'une telle reconnaissance d'une minorité d'États membres de l'Union européenne. Ne serait-il pas plus judicieux de respecter et de chercher l'unité européenne dans un dossier si sensible?

3. Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous éclairer sur la position exacte du Gouvernement en la matière?

Réponse commune (20.02.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. La position du Gouvernement relative à la reconnaissance de l'État de Palestine est claire. Le Luxembourg souhaite voir un État de Palestine souverain, indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, coexistant dans la paix et la sécurité avec l'État d'Israël. C'est une position commune de longue date de l'Union européenne, dans laquelle le Luxembourg se reconnaît pleinement. Seule une solution fondée sur la coexistence de deux États pourra répondre aux besoins de sécurité israéliens et palestiniens et aux aspirations des Palestiniens à un État et à la souveraineté.

Cependant, la décision de reconnaître l'État de Palestine, pour qu'elle ait toute sa portée politique et favorise la concrétisation de la solution à deux États, doit être prise en tenant compte du contexte politique international prévalant au moment de la reconnaissance. Le Gouvernement reste donc convaincu qu'il faut choisir le moment le plus opportun sur le plan politique pour procéder à la reconnaissance de l'État de Palestine. La prise de décision prendra aussi en compte les positions des autres États membres de l'Union européenne partageant les mêmes points de vue et qui n'ont pas encore reconnu l'État de Palestine, dont évidemment la France, qui a une responsabilité particulière en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies.

ad 2. L'unité européenne est certes souhaitable, mais vu que neuf États membres de l'UE ont déjà reconnu la Palestine, elle ne saurait être une condition préalable à la reconnaissance, comme la reconnaissance de la Palestine en tant qu'État est une décision souveraine qui appartient à chaque État. Cela étant, une coordination entre États membres de l'Union européenne partageant les mêmes points de vue sera utile pour maximiser l'impact politique de la reconnaissance de l'État palestinien et s'assurer qu'elle favorise la concrétisation de la solution à deux États.

Question 3568 (19.01.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**accès à des connexions de très haut débit fixe et ultra-haut débit mobile:**

Vu les évolutions permanentes dans le domaine des télécommunications et des nouvelles technologies, l'accès à des connexions de très haut débit fixe (fibre optique) et ultra-haut débit mobile (5G) - considérées comme «technologies clés» - est de plus en plus indispensable pour faire face à l'augmentation considérable des besoins de connectivité. L'internet des choses, le «Machine to Machine» et le «cloud computing» ne sont que quelques exemples dans ce contexte.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est l'extension du réseau à fibre optique de POST Luxembourg à l'heure actuelle? Combien de ménages y sont déjà connectés?

- Quel est le délai prévu pour réaliser une connexion de tous les ménages au réseau à fibre optique?

- POST Luxembourg considère-t-elle de mettre en œuvre un réseau mobile 5G? Dans l'affirmative, quels seraient les délais prévus pour la réalisation de celui-ci?

Réponse (26.02.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Dans le contexte de la société numérique et conformément aux termes de la stratégie ultra-haut débit du Gouvernement, POST Luxembourg a investi plusieurs centaines de millions d'euros dans le déploiement du réseau à fibre optique au courant des dernières années. Fin 2015, une couverture du réseau à fibre optique de 50% des ménages a été atteinte. En 2016 et 2017, le déploiement de la fibre optique a été accéléré pour atteindre une couverture de 61,8% des ménages début 2018. D'après les enquêtes réalisées par la Commission euro-

péenne[1], le Luxembourg possède l'une des meilleures infrastructures de communications électroniques au monde. Cet univers interconnecté repose sur des réseaux hautement performants accessibles à toute heure.

En ce qui concerne la stratégie future, le conseil d'administration de POST a arrêté fin 2016 un plan de déploiement de la fibre qui se veut plus ciblé pour l'avenir et qui en substance table sur des économies d'échelle par le biais d'une plus grande coordination avec les autres fournisseurs d'infrastructures réseau. Dans un souci d'efficience, le déploiement se fera avant tout en fonction des opportunités qui se présentent pour mutualiser les coûts de génie civil qui représentent plus des deux tiers des coûts d'accès aux réseaux.

POST Luxembourg développe en permanence son réseau mobile à haut débit, son offre de produits ainsi que le nombre de ses sites d'antennes. L'évolution de la 4G vers la 5G constitue la prochaine étape majeure dans le développement de la téléphonie mobile et de l'internet des objets connectés.

À l'heure actuelle, la technologie 4G+ (LTE Advanced) permet déjà de disposer des bandes passantes de plus de 300 Mbit/s pour l'internet mobile.

La technologie 5G, qui permet le transfert de données à un débit de plus de 1 Gbit/s, permettra de fournir des services de communications encore mieux adaptés à la transformation digitale, et joue un rôle majeur dans la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude stratégique de troisième révolution industrielle pour le Luxembourg.

Les évolutions de la 5G sont activement suivies et par POST Luxembourg qui se prépare à son introduction au Luxembourg pour rester à la pointe de la technologie. À ce titre, des «field trial» sont prévus courant 2018 et dans ce contexte, une coordination étroite est en cours entre les différents acteurs et les autorités en vue de la mise à disposition du spectre.

En Europe, la Commission européenne coordonne l'introduction de la 5G via son plan stratégique «5G for Europe Action Plan», qui inclut notamment un calendrier d'orientation aux différents acteurs.

Dans un souci d'offrir aux clients des services innovants reposant sur un réseau performant et des technologies innovantes, POST prévoit l'introduction progressive de la 5G à partir de 2020 dans les zones urbaines où le trafic est particulièrement dense. Dans les années suivantes, la 5G sera ensuite progressivement étendue, tout ceci sous réserve que les obstacles à un développement rapide de la 5G soient adressés.

Question 3569 (19.01.2018) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **supplément accordé aux jeunes agriculteurs:**

La nouvelle loi agraire votée le 12 mai 2016 a mis à pied d'égalité le taux d'investissement octroyé aux agriculteurs et viticulteurs en leur accordant un subside de 40% des investissements en bâtiments et équipements. En effet, les dispositions de l'ancienne loi agraire octroyaient une subvention de 35% aux investissements des agriculteurs tandis que les viticulteurs bénéficiaient d'un subside de 25%. Un supplément de dix points de pourcentage était également accordé aux agriculteurs et viticulteurs exploitant des surfaces en zone défavorisée.

La nouvelle loi agraire accorde aux jeunes agriculteurs et viticulteurs un taux d'aide harmonisé de 40% pour les investissements liés à la production agricole primaire et un «supplément jeune» de 15 points de pourcentage. Or, les investissements liés à la transformation et la commercialisation ne sont cependant pas éligibles à ce «supplément jeune».

Vu que les caves viticoles et l'ensemble des équipements viticoles sont considérés comme de tels investissements, ils ne sont actuellement pas éligibles à ce top-up de 15 points de pourcentage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Pourquoi le «supplément jeune» de 15 points de pourcentage au bénéfice des investissements de transformation et de commercialisation n'a pas été intégré dans la loi agraire de 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre compte remédier à cette discrimination des jeunes viticulteurs?

- Dans ce cas, est-ce que Monsieur le Ministre est disposé à modifier l'actuelle loi agraire dans ce sens?

- Dans l'affirmative, pour quels investissements ce top-up pourrait être octroyé aux jeunes viticulteurs?

Réponse (20.02.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

La loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, communément appelée loi agraire, prévoit un taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs de 15 points de pourcentage pour les investissements agricoles liés à la production primaire. Ce taux supplémentaire ne s'applique néanmoins pas aux investissements liés à la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Cette situation résulte de la base légale du règlement (UE) n°1305/2013, qui prévoit de considérer les investissements dans la transformation et commercialisation sous le paragraphe 1, point b) de l'article 17 et non pas sous le paragraphe 1, point a) qui se limite aux investissements de la production primaire. L'annexe II du même règlement européen fixe les taux d'aide pour les différentes mesures d'aide. Cette annexe limite l'application du taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs aux investissements de la production primaire. À l'origine, les projets de transformation et de commercialisation n'étaient pas considérés comme investissements agricoles.

Lors de l'élaboration du programme de développement rural 2014-2020, la Commission européenne n'a pas accepté d'intégrer les projets de transformation et de commercialisation sous la mesure liée au paragraphe 1, point a) de l'article 17 du règlement (UE) n°1305/2013 afin qu'ils puissent être considérés comme des investissements agricoles et bénéficier ainsi du taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs. La Commission européenne avait effectivement insisté que soit programmée une mesure sous le paragraphe 1, point b) de l'article 17 du règlement, dédiée aux investissements de transformation et de commercialisation.

Depuis le mois d'octobre 2016, et sur demande d'un certain nombre d'États membres, la Commission européenne a quelque peu modifié son interprétation de l'article 17 du règlement et permet désormais, sous certaines conditions, l'éligibilité des investissements de transformation et de commercialisation sous le paragraphe 1, point a) de l'article 17. Ainsi, les investissements doivent contribuer à l'amélioration de la performance globale de l'exploitation et être liés à la transformation sur place de produits agricoles de l'exploitation.

Cette nouvelle interprétation de la Commission européenne permet donc de rendre éligibles les investissements de transformation et de commercialisation au régime d'aide du secteur agricole et partant au taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs.

De ce fait, une modification du programme de développement rural et de la loi agraire est envisagée afin de rendre éligible au taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs, les investissements de transformation et de commercialisation visant les produits de la ferme.

Cependant, les aides aux investissements sous la loi agraire sont couvertes par deux régimes d'aide différents soumis à des règlements européens différents. Dans le cadre du programme de développement rural, sont cofinancés par le FEADER les seuls projets d'un montant d'investissement supérieur à 150.000 euros. Les projets d'investissement ne dépassant pas 150.000 euros sont régis par un régime d'aide d'État sur la base du règlement (UE) n°702/2014. L'interprétation de la Commission européenne en ce qui concerne ce règlement n'a cependant pas changé. Les investissements de transformation et de commercialisation inférieurs ou égaux à 150.000 euros ne peuvent donc pas bénéficier du taux supplémentaire pour jeunes agriculteurs. En conclusion, le taux d'aide supplémentaire pourra s'appliquer uniquement aux investissements supérieurs à 150.000 euros, réalisés dans le but de transformer les produits de l'exploitation en vue d'améliorer les performances globales de l'exploitation agricole ou viticole.

Dans le cas précis des viticulteurs, la cave viticole avec l'ensemble des équipements nécessaires à la transformation et la commercialisation du vin pourront être éligibles au taux d'aide supplémentaire pour jeunes agriculteurs à condition que les investissements soient supérieurs à 150.000 euros et visent la transformation des raisins produits sur l'exploitation.

Question 3570 (19.01.2018) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **centralisation des offres d'emplois étatiques sur un seul site Internet:**

En avril 2017, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a lancé le portail GovJobs dédié exclusivement au recrutement dans la fonction publique. Ce site permet de s'inscrire aux examens-concours de la fonction publique et propose une base de données avec les offres d'emplois des différents ministères, administrations et services publics avec la possibilité de postuler directement pour un des postes vacants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Sous la rubrique «Ils recrutent aussi» du portail GovJobs, il est précisé que l'offre proposée par ce site n'est pas exhaustive et il est renvoyé aux sites Internet d'autres organismes proposant des carrières au sein de la fonction publique.

- Est-ce qu'il ne serait pas utile de centraliser tous les postes vacants des différents ministères, administrations et services publics sur le portail GovJobs? Dans l'affirmative, quelles sont les démarches prévues par le ministre? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (09.02.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse aux questions ci-dessus, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que depuis sa mise en ligne en avril 2017, le portail GovJobs propose aux administrations et services de l'État la publication des vacances de postes suivantes:

1. Postes pour fonctionnaires dans le cadre du recrutement sur examen-concours

2. Postes dans le cadre du recrutement centralisé des employés de l'État

3. Postes à pourvoir par le biais d'un recrutement interne, soit par un changement d'administration, soit par la procédure de la carrière ouverte

4. Postes pour salariés

5. Postes à pourvoir dans le cadre du recrutement décentralisé (employés et fonctionnaires).

En ce qui concerne les points 1 à 3, les publications sur GovJobs sont obligatoires.

Quant aux points 4 et 5, il convient de préciser que l'Administration du personnel de l'État offre aux départements ministériels et aux administrations qui le souhaitent, la possibilité de publier leurs postes vacants relevant du recrutement décentralisé sur GovJobs. Par recrutement décentralisé il y a lieu d'entendre les postes pour professions médicales, paramédicales, sociales, éducatives et de l'enseignement, de même que les postes de fonctions dirigeantes et les postes pour salariés. Force est de constater que suite à des actions de promotion interne, de plus en plus d'administrations profitent de cette offre.

Par ailleurs, depuis la mise en ligne de GovJobs, les démarches de candidature pouvant être effectuées sur le portail ont progressivement été dématérialisées et simplifiées. Ainsi, entre avril et octobre 2017 la gestion sur support papier a progressivement été abandonnée pour les démarches suivantes: le recrutement centralisé des employés de l'État, l'inscription aux examens-concours, le changement d'administration ainsi que les candidatures pour postes de fonctionnaires.

Il est également envisagé d'élargir les fonctionnalités de GovJobs en permettant aux candidats de s'abonner à des alertes. Toute personne intéressée peut, à partir de mi-février 2018, s'abonner à une newsletter qui lui propose régulièrement par courriel des postes vacants selon ses critères prédéfinis.

L'objectif initial était donc de mettre en ligne prioritairement les démarches de recrutement dont l'APE est en charge, d'en dématérialiser les procédures et de consolider ensuite les nouvelles fonctionnalités. Parallèlement, des efforts de promotion de la plateforme ont été menés au cours de l'année 2017 en renforçant la présence de l'équipe GovJobs aux foires de recrutement ou encore à des évènements s'adressant aux lycéens ou aux étudiants universitaires.

Dans une 2e étape, il est envisagé d'étendre l'offre de services de GovJobs. À moyen terme, il est prévu de proposer au citoyen une bourse d'emploi centrale pour tout le secteur public. De premiers échanges avec certaines administrations concernées ont déjà eu lieu et l'APE poursuivra ses efforts en 2018 afin d'intégrer au fur et à mesure sur GovJobs la publication des démarches de recrutement de toute administration intéressée.

Question 3571 (22.01.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**entrée de la Bulgarie dans la zone euro et Schengen:**

Déjà en juin 2017, le nouveau président de la République française, Emmanuel Macron, a annoncé soutenir la Bulgarie pour son entrée dans la zone euro et Schengen. Ce mouvement a pris de l'ampleur récemment.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Messieurs les Ministres soutiennent-ils une entrée de la Bulgarie dans la zone euro, respectivement dans l'espace Schengen?

2. Endéans quels délais l'adhésion à l'espace Schengen, voire l'entrée dans la zone euro, peut-elle se faire?

Réponse commune (20.02.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Les traités de l'UE prévoient que tout État membre doit adhérer à la zone euro et à l'espace Schengen, pour autant que l'État ne dispose pas d'une dérogation ou d'une clause de non-participation. Le Gouvernement soutient le principe d'une adhésion éventuelle de la Bulgarie à la zone euro ainsi qu'à l'espace Schengen en conformité avec les traités, si toutes les conditions requises sont remplies.

ad 2. Une fois toutes les conditions remplies.

Question 3572 (22.01.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **monnaies virtuelles:**

Les monnaies virtuelles sont régulièrement au centre des débats. Il y a quelques jours, les bitcoins ont perdu 50% de leur valeur.

Souvent associé au blanchiment d'argent, voire au financement du terrorisme, celles-ci devraient prochainement faire l'objet d'une réglementation au niveau européen. En effet, les responsables politiques allemand et français ont récemment annoncé vouloir prendre une initiative commune visant à réguler plus strictement lesdites monnaies virtuelles.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement a-t-il déjà mis en place une task force pour suivre le développement des monnaies virtuelles?

- Quels changements législatifs et réglementaires Monsieur le Ministre juge-t-il indispensables?

- Monsieur le Ministre entend-il soutenir l'initiative franco-allemande?

Réponse (21.02.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Des banques centrales et des régulateurs ont attiré ces derniers mois l'attention des investisseurs sur les risques liés aux monnaies virtuelles et sur des acteurs peu scrupuleux actifs sur ce créneau. Les autorités luxembourgeoises suivent de près les développements dans le domaine des monnaies virtuelles.

Le sujet des monnaies virtuelles est à l'étude dans diverses enceintes internationales et européennes de sorte que la création d'une task force au plan national ne s'impose pas. Une action concertée au niveau du Groupe des vingt et/ou de l'Union européenne apportera en effet une plus grande valeur ajoutée que des actions nationales ad hoc. L'initiative franco-allemande ne manquera pas de nourrir les réflexions en cours notamment dans le Groupe des vingt ou encore au GAFI. Le Luxembourg adaptera sa législation au vu des résultats des travaux en cours à l'échelle internationale et européenne.

Question 3573 (22.01.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **personnel enseignant à l'enseignement fondamental:**

Selon les propos du SEW (Syndikat Erziehung und Wissenschaft) et selon les informations de

[1] Broadband Coverage in Europe 2016: mapping progress towards the coverage objectives of the Digital Agenda

la presse, en date du 19 janvier 2018, les enseignants ont été demandés par écrit de ne pas répondre à des questions éventuelles posées par les journalistes dans le contexte du manque de personnel à l'enseignement fondamental. Dans un communiqué publié par le SEW, celui-ci cite un extrait de la lettre envoyée aux enseignants: «Dans certains cas, les journalistes essayent d'obtenir des informations de la part des enseignants, des équipes pédagogiques ou des comités d'école. Ceux-ci sont priés de ne pas répondre à de telles demandes et d'inviter les journalistes de contacter la direction régionale.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Sur quelle base légale Monsieur le Ministre se fonde-t-il pour entamer cette démarche envers les enseignants?

Réponse (20.02.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je ne me vois pas en mesure de confirmer les propos diffusés par le SEW-OGBL dans son communiqué du 18 janvier 2018. Le syndicat cite un extrait d'un rapport de réunion qu'il a sorti de son contexte. Dans son contexte original, les propos cités n'avaient guère de lien avec la pénurie des enseignants à l'enseignement fondamental.

En fait, le ministère n'a pris aucune initiative pour «museler» les enseignants en leur interdisant de s'exprimer devant la presse. Toujours est-il que le devoir de réserve et de discrétion est un principe général qui s'impose dans toute relation de travail, un principe partagé par la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans cet esprit, la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose en son article 11:

«1. Il est interdit au fonctionnaire de révéler les faits dont il a obtenu connaissance en raison de ses fonctions et qui auraient un caractère secret de par leur nature ou de par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques, à moins d'en être dispensé par le ministre du ressort.

Ces dispositions s'appliquent également au fonctionnaire qui a cessé ses fonctions.

2. Tout détournement, toute communication contraire aux lois et règlements de pièces ou documents de service à des tiers sont interdits.»

Il est par conséquent tout à fait normal que l'autorisation de l'autorité supérieure soit requise préalablement à toute déclaration vis-à-vis de la presse, et le corps enseignant ne saurait y faire exception.

Question 3574 (22.01.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **gestion des déchets:**

La Chine avait été pendant longtemps un des plus grands importateurs de déchets au monde permettant à un grand nombre de pays occidentaux de se débarrasser aisément de leurs déchets. Or, la Chine avait annoncé en juillet 2017 devant l'OMC de vouloir réduire massivement, voire interdire l'importation de certains déchets pour la fin de l'année 2017.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Est-ce que le Luxembourg exporte des déchets nationaux? Dans l'affirmative, quels types de déchets (papier, plastique, etc.) sont exportés dans des pays tiers et quel en est le volume?

2) Y a-t-il des déchets dangereux ou toxiques parmi les déchets exportés?

3) Le Luxembourg est-il importateur de déchets? Dans l'affirmative, Madame la Ministre a-t-elle des informations précises sur le genre d'importations, les quantités et la manière de traitement de ces déchets?

4) Le Luxembourg est-il affecté par le changement de politique chinois? Dans l'affirmative, quelle est la stratégie du ministère afin de s'adapter aux nouvelles circonstances?

5) De quelle manière les déchets en plastique non recyclés sont-ils éliminés au Luxembourg? Madame la Ministre a-t-elle des statistiques à ce sujet?

Réponse (19.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) En 2015 le Luxembourg a exporté 1.970.746 tonnes de déchets destinés à être valorisés dans les pays destinataires et 230.479 tonnes de déchets destinés à être éliminés dans les pays destinataires. 97% des déchets ont été exportés vers la Belgique, la France et l'Allemagne et le restant vers d'autres pays de l'Europe.

La catégorie des déchets inertes (en grande partie des pierres et cailloux) constitue de loin la plus grande partie des déchets exportés. En 2015 le Luxembourg a ainsi exporté 1.553.625 tonnes de déchets inertes. Cette fraction fluctue fortement d'année en année. Des facteurs comme la fermeture de la décharge de Mondercange et la réalisation de grands chantiers (e. g. Ban de Gasperich) ont conduit à ce qu'en 2015 cette fraction était deux fois plus élevée que la moyenne des cinq années précédentes.

Les autres fractions exportées contiennent entre autres les déchets d'origine ménagère triés au Luxembourg. Ainsi, en 2015, le Luxembourg a exporté 91.672 tonnes de papier/carton, 53.473 tonnes de verre, 21.550 tonnes de plastique et 34.898 tonnes de bois. À part les déchets d'origine ménagère, une grande partie des déchets exportés provient de l'industrie luxembourgeoise.

ad 2) Le Luxembourg a exporté 267.330 tonnes de déchets qualifiés de dangereux en 2015. Sous la définition de déchets dangereux sont également repris les déchets inertes contaminés. Cette fraction constitue 167.606 tonnes des déchets dangereux exportés et est destinée à être mise en décharge. Le Luxembourg ne dispose actuellement pas de décharges pour déchets dangereux. Les déchets dangereux destinés à une élimination, par mise en décharge, sont exportés vers des décharges étrangères, particulièrement en Allemagne et dans une moindre mesure en Belgique, en France et aux Pays-Bas.

La fraction restante des déchets dangereux (donc hors déchets inertes) est à 89% revalorisée dans les pays destinataires et provient en grande partie de l'industrie (déchets provenant de l'épuration des fumées, émulsions, boues, etc.), mais elle contient également du bois contaminé (9.239 tonnes) et des véhicules hors usage (2.966 tonnes).

ad 3) En 2015 le Luxembourg a importé 2.779.410 tonnes de déchets dont:

- 2.398.593 tonnes de métaux ferreux (recyclés dans l'industrie sidérurgique);

- 137.131 tonnes de déchets laitiers de hauts fourneaux et d'aciéries (recyclés dans l'industrie du ciment);

- 119.239 tonnes de déchets d'autres métaux (recyclés dans l'industrie de l'aluminium);

- 19.438 tonnes de matières plastiques (recyclées dans la production de sols en vinyle et utilisées comme combustible dans l'industrie du ciment);

- 18.826 tonnes de déchets combustibles (utilisés dans l'industrie de ciment);

- 16.156 tonnes de déchets d'aluminium (recyclés dans l'industrie d'aluminium);

- 12.233 tonnes de déchets végétaux de la préparation de produits alimentaires (utilisés comme matières premières dans les installations de biogaz);

- 11.199 tonnes de déchets de pneus hors usage (utilisés comme combustible dans l'industrie du ciment et dans l'industrie sidérurgique);

- 8.490 tonnes de déchets de cuivre (recyclés dans la production de feuilles en cuivre);

- 5.148 tonnes de déchets de verre (recyclés dans l'industrie du verre);

- diverses autres fractions de moindre importance.

ad 4) Non, le Luxembourg n'est pas directement affecté par le changement de la politique chinoise. En effet, au Luxembourg, les différents types de plastiques sont bien séparés afin de faciliter leur recyclage. (Ceci est d'ailleurs la raison pour laquelle pas tous les types de plastiques sont admis dans les sacs bleu - contrairement aux sacs jaunes utilisés en Allemagne.) Les entreprises européennes n'acceptent en général que les déchets en plastique de bonne qualité alors que les déchets de moindre qualité, comportant un mélange important de différents types de plastiques, sont exportés en Chine pour triage.

Les déchets en plastique collectés au Luxembourg sont ainsi directement recyclés dans les pays limitrophes. Une grande partie des bouteilles PET, par exemple, sont déchiquetées en France et reviennent au Luxembourg où elles sont utilisées par l'entreprise Plastipak/LuxPET à Bascharage pour la production de préformes nécessaires à la production de nouvelles bouteilles PET.

Même si le Luxembourg n'exporte pas directement ses déchets vers la Chine, il n'est cependant pas totalement à exclure que les déchets exportés vers les pays voisins n'aboutissent pas en Chine. En effet, il n'est pas possible de tracer les flux de déchets une fois qu'ils ont quitté le pays.

ad 5) Les déchets en plastique non recyclés aboutissent dans les poubelles grises des communes des syndicats SIGRE, SIDEC ou SIDOR. Les déchets résiduels (poubelles grises) des syndicats SIGRE et SIDOR sont intégralement incinérés dans la centrale d'incinération à Leudelange (+/- 144.000 tonnes/année). La fraction de plastique représente +/- 18% du poids de ces déchets résiduels. Dans les communes du syndicat SIDEC une grande partie des déchets résiduels en plastique est extraite dans la phase mécanique de l'installation mécano-biologique se trouvant à Fridhaff. Cette fraction calorifique (+/- 16.000 tonnes/année) est ensuite cheminée vers l'installation d'incinération de Leudelange. Après traitement mécanique les déchets restants subissent un traitement biologique pour ensuite être enfouis dans la décharge du Muertendall (+/- 15.000 tonnes/année). Le pourcentage en matière plastique qui se trouve dans cette fraction restante n'est pas connu avec certitude.

Question 3575 (22.01.2018) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **subsides pour l'occupation du personnel technique et administratif des fédérations:**

Pierre angulaire du mouvement sportif luxembourgeois, les fédérations sportives organisent non seulement les compétitions nationales, mais gèrent également les licences, procèdent aux sélections correspondantes, tout en s'occupant simultanément de la promotion et du développement de la discipline sportive.

Afin d'honorer cet engagement qui repose largement sur le bénévolat, le Ministère des Sports accorde, sous certaines conditions, des subsides pour l'occupation du personnel technique et administratif des fédérations.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Combien de fédérations sportives bénéficient actuellement d'une aide étatique pour l'occupation d'un secrétaire administratif, d'un directeur technique fédéral, respectivement d'un gestionnaire fédéral?

- De combien de tâches subsidiées s'agit-il effectivement?

- À combien s'élève le total des subsides accordés? Est-ce que les postes budgétaires afférents ont été chaque année épuisés complètement?

- Quelle est l'évolution des subsides accordés au cours des derniers trois ans?

- Combien de fédérations se partagent, sur base conventionnelle, un secrétaire administratif?

Réponse (22.02.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Messieurs les Députés a trait aux subsides accordés par le Ministère des Sports aux fédérations sportives agréées pour le renforcement des structures fédérales, notamment en soutenant financièrement l'engagement de personnel administratif et technique.

Il est un fait que depuis des années, les exigences administratives des fédérations importantes ne peuvent plus être maîtrisées par des seuls bénévoles. Avec l'effritement du bénévolat, le recours à du personnel administratif qualifié, engagé à temps plein ou à temps partiel, devient indispensable pour la survie et la bonne gestion des fédérations. De ce fait, les contributions étatiques doivent intervenir à quatre niveaux, à savoir au niveau des secrétaires administratifs, des gestionnaires administratifs, des directeurs techniques nationaux et des entraîneurs nationaux.

En détail pour l'année 2017:

- 34 fédérations ont bénéficié d'une aide financière pour un ou plusieurs postes d'entraîneur;

- 26 de ces fédérations ont en plus bénéficié d'une aide financière du Ministère des Sports pour un ou plusieurs postes de secrétariat;

- sept de ces fédérations ont encore obtenu un subside en relation avec l'engagement d'un gestionnaire administratif et

- neuf de ces fédérations ont encore bénéficié d'une participation financière pour un directeur technique national.

En termes de postes, le Ministère des Sports a subventionné en 2017 l'équivalent de:

- 24,40 tâches au niveau secrétariat;

- 8,75 tâches de directeurs techniques nationaux et

- 5,35 tâches de gestionnaires.

En ce qui concerne les entraîneurs, il faut faire la différence entre les entraîneurs nationaux professionnels, engagés avec contrat de travail, et les entraîneurs indemnisés, dont seules les heures d'entraînement réellement prestées sont facturées aux fédérations. En 2017, le Ministère des Sports a ainsi subventionné 25,15 tâches d'entraîneurs nationaux professionnels et a contribué aux frais des entraîneurs indemnisés de 20 autres fédérations.

Le total des subsides accordés en 2017 pour les cadres administratifs (secrétaires et gestionnaires administratifs) et l'entraînement fédéral (directeurs techniques nationaux et entraîneurs) s'élève à 2.898.574 €, soit le montant total de l'article budgétaire afférent dont les crédits ont été intégralement épuisés, tout comme les années précédentes.

Ce total se répartit à un montant de 718.007 € pour les cadres administratifs et à un montant de 2.180.567 € pour le volet entraînement fédéral.

Il faut savoir que le taux de subsidiation pour les secrétaires administratifs est fixé à 45%, celui des gestionnaires à 80% et pour les directeurs techniques nationaux, ce taux correspond à 90%, à chaque fois dans les limites des maximas arrêtés annuellement par le Conseil supérieur des sports. Pour les entraîneurs nationaux professionnels, ce taux varie de 90 à 100% selon les disponibilités budgétaires et également dans les prédites limites. Pour les entraîneurs nationaux indemnisés, les fédérations bénéficient d'un taux de subsidiation variant selon les disponibilités budgétaires.

Pour le budget de l'exercice 2018, un montant total de 3.048.574 € a été accordé au Ministère des Sports pour ce même article budgétaire, ce qui correspond à une augmentation de 150.000 € par rapport à l'année précédente, ceci afin de pouvoir répondre aux demandes supplémentaires déjà introduites par plusieurs fédérations.

L'évolution du montant de l'article budgétaire relatif à la participation à l'indemnisation des cadres administratifs et des entraîneurs nationaux se présente dès lors comme suit:

2015	2.588.051 €
2016	2.654.951 €
2017	2.898.574 €
2018	3.048.574 €

Dans les années à venir, cette évolution devra trouver son prolongement dans le budget pluriannuel de l'État pour parer au renforcement indispensable des structures fédérales afin d'optimiser et de professionnaliser davantage le fonctionnement des fédérations et contribuer ainsi indirectement aux résultats obtenus par nos sportifs.

Enfin, à ma connaissance, seules deux fédérations se partagent actuellement une secrétaire administrative sur base conventionnelle et à hauteur d'une tâche égale à 16 heures par semaine.

Question 3576 (22.01.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution de la population scolaire:**

Il va sans dire que la population du Grand-Duché a sensiblement augmenté ces dernières années, le cap des 600.000 habitants étant atteint sous peu.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quelle a été l'évolution de la population scolaire depuis 2010?

2) Monsieur le Ministre peut-il retracer cette évolution en distinguant selon les différents ordres d'enseignement?

3) Comment la population scolaire a-t-elle évolué dans le canton de Mersch et dans les cantons des circonscriptions Est et Nord du pays? Comment cette évolution se situe-t-elle par rapport à la tendance nationale?

4) Est-il possible d'anticiper la population scolaire du futur Lycée Edward Steichen à Clervaux durant l'intervalle de temps 2019-2023?

Réponse (20.02.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) L'évolution de la population scolaire depuis 2010 peut être résumée comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

ad 2) Les chiffres repris ci-dessus décomposés selon les différents ordres d'enseignement:

Évolution du nombre d'élèves dans l'enseignement postprimaire luxembourgeois:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

ad 3) Évolution du nombre d'élèves dans l'enseignement postprimaire luxembourgeois du canton de Mersch:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

Évolution du nombre d'élèves dans l'enseignement postprimaire luxembourgeois des cantons du Nord (Clervaux, Diekirch, Redange/Attert, Vianden et Wiltz) et de l'Est (Echternach et Grevenmacher):

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

Les chiffres repris sous ad 1) - ad 3) se réfèrent au nombre d'élèves à la rentrée scolaire de l'année en question et représentent les enseignements postprimaires publics et privés qui suivent les programmes officiels.

ad 4) La création du Lycée Edward Steichen se fonde sur l'organisation scolaire telle qu'elle a été définie dans le plan directeur sectoriel «Lycées». Les élèves des communes suivantes sont visés prioritairement pour s'inscrire au Lycée Edward Steichen à Clervaux: les communes de Clervaux, du Parc Hosingen, de Troisvierges, de Weiswampach et de Wincrange ainsi que la commune du Kiischpelt du canton de Wiltz.

Tout en sachant qu'il s'avère difficile de fournir des chiffres corrects, étant donné que le Lycée Edward Steichen va seulement ouvrir ses portes en septembre 2018; il est estimé que pour la rentrée scolaire 2018-2019 environ 200 élèves vont s'inscrire en première année d'études postfondamentale (enseignement secondaire classique, enseignement secondaire général, enseignement européen) et en 3e CI (section informatique et communication). Pour les années consécutives, la population scolaire du lycée va s'agrandir au fur et à mesure, c'est-à-dire que les différentes classes suivront leur parcours scolaire et en même temps la population des classes de 7e sera renouvelée. Ci-dessous le tableau récapitulatif:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question).

Afin d'être complet, il m'importe de préciser qu'un parcours scolaire normal dure sept ans, ce qui revient à dire que pour l'année scolaire 2024-2025, la communauté scolaire du Lycée Edward Steichen comptera probablement 1.070 inscriptions.

Question 3577 (23.01.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**offensive de la Turquie en Syrie:**

En effet, Ankara a lancé samedi une offensive militaire sur l'enclave kurde syrienne d'Afrin contre des positions de l'YPG, lesdites «Unités de protection du peuple». Par la suite, les Kurdes de Syrie ont appelé lundi la coalition internationale anti-EI à «prendre ses responsabilités». Selon un communiqué des Forces démocratiques syriennes, une alliance de combattants kurdes et arabes engagés dans la guerre contre les djihadistes depuis 2015, «la coalition internationale, notre partenaire dans la lutte contre le terrorisme (...) est appelée à prendre ses responsabilités vis-à-vis de nos forces et de notre peuple à Afrin». Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a rappelé, quant à lui, que la Turquie ne fera «pas marche arrière», ajoutant que l'opération était menée «en accord» avec Moscou. Enfin, Washington a réitéré son appel à la «retenue» de «toutes les parties», tout en reconnaissant «le droit légitime de la Turquie» à se «protéger».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la position du Gouvernement relative à la récente offensive de la Turquie en Syrie?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Luxembourg et l'Union européenne comptent rester solidaires avec les Kurdes de Syrie même après la chute de l'«État islamique»?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les différentes pistes diplomatiques que le Luxembourg envisage d'emprunter dans ce dossier au niveau de l'Union européenne et de l'OTAN?

Réponse (20.02.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. J'ai déjà pu exprimer mes vives inquiétudes quant à cette opération militaire.

Nous comprenons les préoccupations de la Turquie à propos de la situation difficile à ses frontières. La Turquie a parfaitement le droit d'assurer la sûreté et la sécurité des citoyens turcs vivant près de la frontière avec la Syrie. Nous sommes néanmoins profondément inquiets du nouveau front ouvert dans le nord de la Syrie, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, pour des raisons humanitaires. Les nouveaux affrontements ont déjà causé la mort de civils, alors que des milliers de personnes ont été déplacées. L'ONU a lancé un avertissement sur la régression de la situation humanitaire dans toute la Syrie. L'accès à l'aide humanitaire doit être garanti à toute la population qui en a besoin. Les Syriens n'ont pas besoin d'un nouveau front, ni d'une nouvelle crise.

Au-delà de la tragédie humanitaire, l'offensive contre Afrin pourrait aussi avoir des conséquences politiques néfastes, à la fois sur les équilibres internes de la future Syrie et la région, mais également sur les futures négociations politiques, En effet, toute nouvelle escalade de la violence peut repousser les chances d'une solution politique au conflit. La vraie sécurité ne peut résulter que d'une solution politique négociée au conflit. Toutes les parties devraient dès lors concentrer leurs efforts sur la conclusion des négociations menées par l'ONU à Genève. C'est dans ce cadre précis que toutes les préoccupations devraient être soulevées et traitées.

ad 2. La priorité doit rester le combat contre Daech, qui n'est pas terminé. Les Kurdes de Syrie sont une composante essentielle du front commun contre le terrorisme en Syrie. Nous restons solidaires avec les Kurdes de Syrie, dans le respect de la diversité ethnique et religieuse du pays, de son intégrité territoriale, ainsi que dans la perspective d'inclusion et de reconnaissance de cette diversité.

ad 3. Nous restons attachés à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie, principes que nous continuons de défendre dans toutes les enceintes internationales.

La paix en Syrie exige une contribution d'un certain nombre d'acteurs, et plus particulièrement de la Turquie. En tant que l'un des garants du processus d'Astana, la Turquie a une responsabilité particulière et un rôle essentiel à jouer. Dans le cadre du processus d'Astana, l'accord conclu sur les zones de désescalade doit être mis en œuvre, y compris dans le nord de la Syrie.

Aux acteurs de ce conflit qui n'a que trop duré, il faut répéter qu'il n'y a pas de solution militaire. Seul un processus politique mené par les Syriens conduisant à une transition pacifique et inclusive, conformément aux dispositions de la résolution 2254 du Conseil de sécurité, du 18 décembre 2015, et fondée sur les principes du communiqué de Genève du 30 juin 2012, permettra de retrouver la stabilité en Syrie. C'est la seule façon de sortir du conflit de manière durable.

Question 3578 (23.01.2018) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **budget agricole de l'Union européenne:**

Opgrond vum bevirstoende Brexit an dem Fait, dass Groussbritannien de véiertgréissten Nettozueler am EU-Budget duerstellt, wäerten der EU an Zukunft wuel manner finanziell Mëttel zur Verfügung stoen. Dëse Fait riskéiert, och Repercussiounen op d'EU-Agrarpolitik respektiv op déi europäesch Subside fir Landwirtschaft ze hunn.

An dësem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

- Riskéiert den EU-Agrarbudget duerch de Brexit gekierzt ze ginn?

- Wa jo, wéi eng Repercussiounen hätt esou eng Kierzung op d'Lëtzebuerger Landwirtschaft?

- Wann den EU-Agrarbudget gekierzt sollt ginn, wéi kéint de méigleche Réckgang un europäesche Subside fir Landwirtschaft op nationalem Niveau opgefaange ginn?

- Ass an dësem Kontext eng national Kofinanzéierung vun de Subside fir den éischte Pilier denkbar an och ëmsetzbar?

Réponse (27.02.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Duerch de Brexit, dee virun der Dier steet, ginn effektiv am europäesche Budget tëschent 12 a 15 Milliarden Euro verluer. Dernieft ginn et nei Erausfuerderunge wéi d'Migratiounsproblematik an d'Verteidegungspolitik, deene sech d'Unioun muss stellen a fir déi wahrscheinlech nei finanziell Moyene mussen zur Verfügung gestallt ginn.

Dëst ass den Hannergrond, virun deem Diskussiounen iwwert den zukünftegen europäesche Finanzkader no 2020 elo ugelaf sinn. Do ass natierlech och e Risiko, dass den EU-Agrarbudget ënner Drock kënnt an eventuell Kierzungen am Raum stinn, besonnesch wann déi 27 Memberstaten net bereet sinn, fir am Verglach zu elo méi an den europäesche Budget anzebezuelen.

Direktzuelunge vum éischte Pilier sinn 100% EU-Gelder an eng Kierzung op EU-Niveau géif eng deementspriechend Kierzung zu Lëtzebuerg mat sech bréngen.

Am zweete Pilier gëtt et eng national Kofinanzéierung an d'Lëtzebuerger Regierung leet bei all Euro vu Bréissel ronn 4 Euro derbäi. Hei wiere wahrscheinlech d'Konsequenze vun enger Kierzung fir de Bauer net direkt ze spieren.

Eng national Kofinanzéierung vun de Bäihëllefen am éischte Pilier ass am Moment an der PAC net virgesinn a gëtt vun enger ganzer Rei Memberstate vehement ofgeleent.

Ech hu mech awer um Agrarministerrot vum 19. Februar fir eng zukünfteg Méiglechkeet vun engem nationale Kofinanzement vum éischte Pilier agesat, am Fall wou et zu Kierzunge vum Budget vum éischte Pilier sollt kommen.

Question 3581 (23.01.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réforme des congés:**

Dans le cadre de son avis sur la loi du 15 décembre 2017 modifiant entre autres le congé de paternité et généralisant l'ancien congé-allaitement pour les salariés du secteur privé, le Conseil d'État avait soulevé des questions concernant la mise en œuvre pratique des dispositions concernant le congé pour raisons familiales et notamment celle de savoir comment le nouvel employeur sera informé du nombre de jours de congé pour raisons familiales déjà pris par le salarié.

Dans ce contexte, il a été expliqué aux membres de la commission que «suite à une réunion de concertation des représentants du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire avec des représentants de la Caisse nationale de santé (CNS) et du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), qui actuellement gèrent déjà ce dossier, il a été constaté qu'une vaste base de données existe dès à présent qui permet de déterminer le nombre de jours de congé pour raisons familiales qui ont déjà été pris par le salarié et de communiquer toute information y relative aux employeurs tout en respectant les dispositions légales en matière de protection des données individuelles».

D'après nos informations, les employeurs peinent actuellement à obtenir ces informations.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Les ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Comment le Gouvernement entend-il mettre à disposition des employeurs les informations relatives au congé pour raisons familiales de leurs nouveaux salariés afin de leur permettre une gestion correcte du personnel?

Réponse (05.03.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire confirme que l'employeur ne peut pas, de façon prophylactique, demander des renseignements sur la consommation de jours de congé pour raisons familiales de chacun de ses salariés, et ce pour des raisons de protection des données prévues dans la nouvelle législation européenne.

Par contre, l'employeur pourra demander à son salarié de produire cette information.

Pour répondre à cette sollicitation et justifier sa demande de congé, le salarié peut s'informer sur l'état de son congé pour raisons familiales auprès de la Caisse nationale de santé respectivement sur myguichet.lu.

Le salarié reçoit sans problème ces renseignements alors qu'il s'agit de ses données personnelles.

Question 3582 (23.01.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **titres de transport gratuits:**

De plus en plus d'employeurs offrent à leurs salariés des titres de transport gratuits. Il s'agit d'éviter, autant que possible, les effets néfastes induits par l'utilisation des moyens de transport individuels.

Les salariés qui acceptent l'offre de leurs employeurs se voient en quelque sorte «pénalisés», alors que la mise à disposition d'un titre de transport à titre gratuit ou à prix réduit, tel le mPass, est considérée par l'Administration des contributions directes comme avantage en nature au sens de l'article 95 de la loi relative à l'impôt sur le revenu.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il ce point de vue?

- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer les recettes fiscales perçues via l'imposition de ces avantages en nature ces dernières années?

- Monsieur le Ministre entend-il modifier le traitement fiscal de cet avantage en nature? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le maintien de l'imposition des titres de transport est en contradiction avec la politique gouvernementale qui entend promouvoir les transports en commun, y compris les transports professionnels au sens large du terme et ce notamment à des fins écologiques?

Réponse (22.02.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'imposition des avantages obtenus en vertu d'une occupation dépendante est un principe général du droit fiscal. Ainsi, la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu dispose que les avantages obtenus en vertu d'une occupation dépendante sont à considérer comme faisant partie des revenus en cause.

Il s'ensuit que tous les avantages en nature recensés par l'Administration des contributions directes sont imposés selon les susdites règles, y compris les titres de transport mis à disposition gratuitement ou à prix réduit par un employeur.

Selon la circulaire du directeur des contributions L.I.R. nº115/6 du 7 mai 2003, la «participation aux frais de déplacement du salarié par l'employeur, faisant double emploi avec la modération d'impôt prévue par l'article 105bis L.I.R., constitue un supplément de rémunération au sens de l'article 95 L.I.R. Il est sans importance que cette participation se fasse de façon forfaitaire (versement d'un montant fixe) ou qu'elle consiste dans un remboursement de frais effectivement exposés (remboursement du coût du billet ou de l'abonnement des moyens de transports publics).»

Les recettes fiscales relatives à l'imposition des avantages liés à la prise en charge, intégrale ou partielle, du coût d'un titre de transport du salarié par l'employeur sont de l'ordre de 1,5 millions d'euros par an.

D'une manière générale, toute personne profitant d'un tel avantage bénéficie, même après imposition, d'une prestation économique à laquelle elle n'aurait pas eu accès en l'absence de l'octroi de cet avantage par l'employeur. L'effet incitatif quant à l'usage des transports en commun reste donc acquis en tout état de cause.

Question 3583 (25.01.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **siège du EuroHPC au Luxembourg:**

En effet, selon un communiqué du Gouvernement, la Commission européenne viendrait de proposer d'établir le siège de l'entre-

prise commune EuroHPC («high performance computing») au Luxembourg. Selon le Gouvernement, l'EuroHPC serait «une nouvelle structure juridique et financière» qui «va acquérir, mettre en place et déployer dans toute l'Europe une infrastructure paneuropéenne intégrée de supercalculateurs». L'établissement de l'EuroHPC serait prévu «au cours du deuxième semestre 2018». Pour Monsieur le Premier Ministre, le Luxembourg serait «prêt à jouer un rôle précurseur» dans le cadre de la stratégie numérique pour l'Europe. Pour Monsieur le Ministre de l'Économie, la nouvelle structure informatique permettra «à tous les acteurs économiques au Grand-Duché (...) d'accéder à une importante puissance de calcul». Le HPC serait de surcroît également un «outil indispensable» dans le cadre de la «stratégie Rifkin».

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me préciser la nature exacte de la précitée «nouvelle structure juridique et financière» de l'EuroHPC? Peuvent-ils me préciser également la date d'établissement?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si l'installation de «l'entreprise EuroHPC» nécessitera une nouvelle administration? Dans la négative, qui en sera l'administration de tutelle?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer par la suite sur les emplois créés au Luxembourg dans le cadre de l'EuroHPC?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me chiffrer la hauteur de l'investissement EuroHPC au Luxembourg ainsi que l'impact budgétaire de l'opération au niveau national?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer comment l'État entend permettre à «tous les acteurs économiques au Grand-Duché» d'accéder concrètement à la puissance de calcul de l'EuroHPC?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils, enfin, développer en quoi l'EuroHPC constituera pratiquement un «outil indispensable» de la «stratégie Rifkin»?

Réponse commune (26.02.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

EuroHPC est une initiative européenne visant à établir des capacités de supercalculateurs en Europe. L'initiative a vu le jour en mars 2017 par la signature conjointe d'une convention entre sept pays, à savoir le Luxembourg, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et les Pays-Bas. Aujourd'hui, 15 pays sont signataires de cette convention.

Afin de pouvoir mettre en œuvre cette initiative, la Commission européenne vient de proposer d'établir une entreprise commune et a proposé d'établir le siège de cette entreprise commune au Luxembourg. Le fait d'établir le siège de EuroHPC au Luxembourg confère une grande visibilité au Luxembourg dans ce domaine. La construction des supercalculateurs et le démarrage des activités va s'effectuer dans plusieurs États membres et est prévue pour 2022-2023.

La création de l'entité légale au Luxembourg est prévue pour le deuxième semestre 2018.

Il est envisagé de former et de mettre en place au Luxembourg, pour la première phase 2018-2023, une équipe de dix à 15 personnes.

L'accès du Luxembourg à des capacités de HPC s'inscrit dans le processus de la «Troisième Révolution Industrielle», impulsé par la théorie de Jeremy Rifkin, qui vise à définir un nouveau modèle économique sur le long terme, et s'appuie notamment sur la convergence des technologies de l'information et de la communication, de l'énergie et des transports au sein d'un réseau intelligent. Ce plan d'action se décline en neuf axes principaux et inclut la réalisation de plusieurs projets-phare. Un de ces projets phare est l'installation d'une infrastructure nationale de calcul haute performance. Utilisés pour traiter des volumes de données toujours plus importants, les superordinateurs sont nécessaires pour relever les défis scientifiques et sociétaux, notamment dans le domaine des soins de santé, des énergies renouvelables, de la sécurité automobile, de l'industrie, de la finance ou de la cybersécurité.

Cependant, on constate que les entités scientifiques et les entreprises européennes effectuent de plus en plus le traitement de leurs données en dehors de l'UE, car la puissance de calcul disponible dans l'UE ne suffit plus à leurs besoins. Ce manque d'indépendance constitue une menace pour la protection des données personnelles, les secrets commerciaux et la propriété des données, notamment pour les applications sensibles comme par exemple la médecine personnalisée.

Le HPC représente ainsi un outil essentiel pour la compétitivité et l'indépendance d'un pays dans l'économie numérique fondée sur le traitement et la valorisation des données.

EuroHPC va acquérir, mettre en place et déployer une infrastructure paneuropéenne intégrée de supercalculateurs niveau pre-exascale et exascale. Ce réseau d'ordinateurs HPC fournira à terme les capacités de calcul nécessaires aux entreprises, aux centres de recherche et aux universités pour assurer la compétitivité de l'UE dans le cadre du développement de l'économie numérique en Europe.

Au Luxembourg, les données sont distribuées sur plusieurs centres de données dispersés géographiquement dans le pays. Afin de pouvoir traiter les données sur le HPC, respectivement de mettre la puissance de calcul à la disposition des acteurs luxembourgeois, il est envisagé de mettre en place un réseau d'accès au centre HPC national. Ce réseau d'accès sera construit de fibres optiques déjà installées par les opérateurs de télécommunications et sera connecté au HPC national qui servira comme porte d'entrée dans le réseau HPC européen.

La nature exacte de la nouvelle structure juridique et financière EuroHPC est définie par l'article 187 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne[1].

L'article en question stipule que l'Union européenne (UE) peut créer des entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de projets de démonstration.

Les programmes-cadres de l'UE pour la recherche et le développement technologique, comme par exemple le programme Horizon 2020, se fondent également sur l'article 187 du TFUE et permettent explicitement la création d'organes de partenariat public-privé avec l'objectif d'intégrer la recherche industrielle dans la stratégie d'innovation de l'UE.

Les entreprises communes sont créées pour mettre en œuvre des actions européennes ayant un caractère industriel plus large, en comparaison avec celles ayant une orientation principalement dédiée à la recherche scientifique et académique.

Il ne sera pas nécessaire de créer au Luxembourg une nouvelle administration ni de désigner une administration de tutelle.

Les entreprises communes (en anglais Joint Undertakings: JUs) sont des entités juridiques indépendantes. Les JUs établissent leur propre agenda en matière de recherche et accordent des financements sur la base d'appels d'offres, supervisent les procédures de sélection de projets et gèrent les contrats conclus avec les fournisseurs.

Les membres (actionnaires) des entreprises communes sont généralement l'Union européenne (représentée par la Commission européenne), des États membres de l'UE, des associations du secteur privé, des entreprises privées ou d'autres partenaires.

Un JU est gouverné par un comité de pilotage (governing board) dont fait partie la Commission européenne, des représentants désignés par les États membres et, le cas échéant, des représentants d'entreprises ou entités privées qui ont investi du capital. La gestion opérationnelle est assurée par un directeur exécutif qui rapporte au comité de pilotage. La mise en place d'un conseil scientifique est également prévue.

L'investissement dans EuroHPC dépendra des besoins réels en capacité de calcul exprimés par les acteurs luxembourgeois. EuroHPC fournira aux pays membres, en contrepartie de l'investissement réalisé, un accès à une capacité de calcul pré-exascale et exascale[2] destinée à des activités de recherche et d'innovation.

Le règlement élaboré pour EuroHPC permet aux États membres de décider librement le niveau de leur contribution, le moment quand ils souhaitent se joindre au JU et de fixer la durée de leur engagement.

Question 3585 (26.01.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **lac de la Haute-Sûre:**

Depuis 1961, le lac de la Haute-Sûre constitue le plus grand réservoir d'eau potable au Luxembourg. Il est également producteur en électricité et constitue durant la saison touristique un domaine de loisirs apprécié par des milliers de visiteurs. L'hiver 2016-2017 figurait parmi les plus secs depuis 1950 si bien que le niveau du lac se situait à des cotes historiquement basses. L'hiver 2017-2018 a connu par contre de fortes précipitations de sorte que le niveau du lac a pu augmenter.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des cotes du lac depuis janvier 2015? Quelle est la cote maximale qui peut être atteinte? Et quelle est la cote actuelle?

2. Le ministère fait-il effectuer des contrôles réguliers concernant la sécurité et la stabilité du mur du barrage? Est-il prévu d'effectuer des travaux d'assainissement durant les années à venir?

3. Le ministère a-t-il déjà fait élaborer un concept détaillé en vue de l'amélioration, voire de la modernisation des infrastructures facilitant l'accès aux bords du lac par les baigneurs, les pêcheurs et les sportifs les plus divers?

4. L'accès au «Solarboot» s'étant révélé particulièrement difficile (risque de blessures), est-il également prévu de créer à cet effet un accès sûr et commode aux endroits concernés?

Réponse commune (27.02.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Les cotes d'exploitation du plan d'eau du barrage d'Esch-sur-Sûre sont définies dans la convention qui a été signée entre l'État luxembourgeois et l'exploitant de la centrale hydroélectrique le 3 avril 2003. Ainsi, la cote maximale du lac dépend du mode opératoire du barrage. Durant la période hivernale (qui s'étend du 1er novembre au 31 mars), le barrage se trouve dans le mode «protection contre les inondations» avec la cote maximale de 317 m tandis que durant la période estivale (qui s'étend du 1er avril au 31 octobre), le barrage prend le rôle de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et la cote maximale est alors 320 m. La cote actuelle du barrage (au 9 février 2018) est de 315,63 m et se trouve bien dans la fourchette habituelle de la période hivernale. Cette gestion du niveau du barrage est nécessaire pour garantir les différentes fonctions du lac de la Haute-Sûre à savoir, la production d'eau potable, la production hydroélectrique et la protection contre les inondations tout en laissant un débit suffisant pour la Sûre en aval du barrage.

Dans le graphique annexé, l'évolution de la cote durant l'hiver 2017-2018 montre bien qu'elle peut remonter rapidement de plusieurs mètres lors d'averses un peu plus intenses. La cote du barrage est mesurée avec une fréquence de 15 minutes. La valeur actuelle ainsi que l'évolution sur les derniers jours est accessible au grand public en temps réel sur le site www.inondations.lu.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Dans la période du 1er janvier 2015 au 31 janvier 2018, la cote maximale atteinte dans la retenue du barrage d'Esch-sur-Sûre était de 319,71 et la cote minimale se situait au niveau 312,87. Le niveau du plan d'eau en date du 31 janvier 2018 était de 315,14, comme illustré par le graphique suivant:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).

ad 2. Le barrage d'Esch-sur-Sûre, y compris le mur du barrage, est sujet à une multitude de contrôles à des fréquences diverses.

Une première série de contrôles est constituée par un suivi permanent automatique et journalier, qui a été instauré en 1989. Ainsi, le barrage dispose depuis cette année d'une surveillance permanente automatique informatisée. Le système d'auscultation automatique qui a été actualisé depuis son installation initiale mesure les dispositifs d'auscultations (pendules, distofores, thermomètres [air, eau et béton], cales sur les tirants de 90 tonnes et de 400 tonnes).

Des contrôles périodiques, servant à contrôler le suivi automatique, sont effectués de manière hebdomadaire (mesure du clinomètre, des débits des drains, des totalisateurs de fuites, des manomètres, des piézomètres, de la cote du plan d'eau et de la température de l'air) et mensuelle (lecture manuelle des pendules) par les agents compétents de la Division des ouvrages d'art de l'Administration des ponts et chaussées (APC).

Aux contrôles réalisés par les agents de l'APC viennent s'ajouter un levé topographique du mur du barrage, réalisé par un géomètre deux fois par an, et une inspection annuelle effectuée par l'APC en étroite collaboration avec un bureau expert en la matière. L'inspection annuelle est réalisée en présence de l'ensemble des intervenants actifs sur le site et comprend l'inspection visuelle des infrastructures du barrage, de l'usine et des différents appareils d'auscultation.

De plus, à la suite des travaux de renforcement réalisés dans les années 1990, une inspection de grande envergure du mur et des nouvelles installations réalisées à l'époque, est réalisée tous les dix ans (inspection décennale). Cette inspection est entre autres constituée d'une analyse subaquatique de l'ensemble du mur du barrage. La prochaine inspection décennale est programmée pour l'année 2023 et sera organisée sur base du suivi continu du comportement du mur et de l'ensemble des informations recueillies d'ici là.

Des travaux de maintenance et d'entretien des installations sont réalisés périodiquement. Ceci dit, aucun projet d'assainissement du barrage proprement dit n'est actuellement en cours; néanmoins, il est à noter que le projet d'envergure de la réalisation d'un évacuateur de crues complémentaire pour le barrage d'Esch-sur-Sûre est en cours d'élaboration et sera réalisé dans les années à venir.

ad 3. Des études de faisabilité pour le réaménagement des accès respectivement des berges pour les activités de loisirs sont en cours d'élaboration.

ad 4. Les études actuellement en cours pour le réaménagement des berges intègrent les réflexions visant à créer un accès sécurisé et confortable pour le «Solarboot».

Question 3586 (29.01.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **amendes prononcées par la CSSF:**

En 2017, la CSSF a prononcé des amendes à l'encontre des établissements financiers sous sa surveillance de l'ordre de 11 millions d'euros.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le chiffre exact?

- Combien de prononcés d'amendes ont fait l'objet d'un recours devant le juge administratif? Dans combien de cas, ces amendes ont été réformées, voire annulées par le juge administratif?

- Les amendes prononcées par la CSSF seront-elles versées à la Trésorerie de l'État? Dans l'affirmative, sur quelle base légale ou réglementaire? Dans la négative, qu'advient-il de ces sommes et sur quelle base?

- Quid des amendes prononcées par le Commissariat aux assurances?

Réponse (06.03.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La CSSF consacre dans son rapport d'activités annuel une section à part aux décisions en matière de sanctions et de police administratives prises au cours de l'exercice concerné. Les informations relatives à l'exercice 2016 sont disponibles aux pages 143 et suivantes du rapport d'activités 2016 de la CSSF. De même, le rapport d'activités du CAA contient des informations sur les sanctions prononcées par le CAA au cours de l'exercice concerné. Les informations relatives à l'exercice 2017 seront présentées dans les rapports d'activités 2017, qui seront publiés dans les prochains mois.

La loi ne prévoit pas de versement à la Trésorerie de l'État des amendes prononcées par la CSSF. La CSSF utilise une partie non négligeable des sommes ainsi perçues pour financer les instructions spécifiques menant à ces mêmes amendes. Ces instructions spécifiques (en dehors et en plus de la surveillance continue), qui occupent souvent des dizaines d'agents pendant des mois ou qui nécessitent parfois le recours à des spécialistes externes, sont coûteuses. Dans la mesure où la CSSF finance son activité par le prélèvement de taxes auprès des entités surveillées, cette manière de procéder a le mérite de faire payer le coût des instructions par ceux qui en font l'objet, plutôt que par les entités surveillées qui se conforment scrupuleusement à la régulation financière en vigueur au Luxembourg et dans l'Union européenne.

[1] Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE): Article 187 - Création d'entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche

[2] Exascale = 1018 opérations de calcul par seconde

Question 3587 (29.01.2018) de **MM. Marc Angel** et **Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **vols de nuit:**

L'année 2017 fut une nouvelle année record pour l'Aéroport de Luxembourg: alors que le nombre de passagers a connu une croissance de près de 20% pour passer de 3 millions en 2016 à 3,6 millions en 2017, le volume de fret traité a atteint environ 938.000 t, soit une croissance de presque 17% en une année.

Cette croissance effrénée des activités aéroportuaires va de pair avec une croissance très conséquente du nombre de vols de nuit (mouvements d'avions entre 23h01 et 05h59). En effet, le nombre de vols de nuit a connu une croissance de 11,8% en 2017 (+49% depuis 2013) pour atteindre un nouveau record de 2.226 mouvements en 2017, selon les chiffres publiés par l'Administration de la navigation aérienne. (https://ana.public.lu/fr/statistiques/vols-de-nuit/index.html)

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le bruit représente la deuxième cause de problèmes de santé liés à l'environnement, immédiatement après la pollution de l'air. Deux études menées en Angleterre et aux États-Unis montrent que les personnes vivant à proximité des aéroports dans des zones exposées au bruit des avions avaient des risques accrus d'accidents cardio-vasculaires.

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons de cette croissance importante du nombre de vols de nuit observée depuis quelques années, et notamment au cours de l'année écoulée?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il réagir à cette évolution préoccupante afin de faire respecter le principe de la fermeture nocturne de l'aéroport, et ce dans l'intérêt de la qualité de vie et surtout de la santé des riverains de l'aéroport?

Réponse (09.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le tableau ci-dessous reprend les chiffres publiés par l'ANA relatifs aux vols de nuit en 2017 par rapport à ceux de l'année 2016:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

L'augmentation du nombre des vols de nuit est en relation avec l'évolution générale de l'activité aéroportuaire. Ainsi, les mouvements commerciaux ont augmenté entre 2016 et 2017 de 62.534 à 67.927 soit une augmentation de l'ordre de 8,6%, avec en parallèle une année record pour le nombre de passagers de 3,6 millions, soit de 19% supérieure à l'année 2016.

Par conséquent, les vols de nuit ont augmenté le plus pour les vols passagers comme le montre le tableau ci-dessus (+130 vols passagers de nuit sur un total de 235 vols de nuit supplémentaires entre 2016 et 2017).

En vue de réduire l'augmentation des vols de nuit, des échanges vont s'intensifier en collaboration de l'ANA avec les compagnies aériennes pour leur rappeler le caractère dûment justifié des vols de nuit:

- par une analyse plus accrue des justificatifs de dérogations permanentes;

- par des entrevues avec les compagnies aériennes pour justifier ces dérogations permanentes;

- par l'application encore plus stricte des dérogations exceptionnelles en tenant compte des plages horaires.

Par ailleurs et afin de mieux renseigner les citoyens, l'ANA va développer sur son site Internet un point info citoyen sur la thématique environnementale liée au trafic aérien. À côté des informations disponibles sur le site web de l'ANA, les citoyens auront la possibilité de contacter l'administration par téléphone (helpline) ou par courriel.

En outre, une éventuelle adaptation du régime des redevances aéroportuaires est actuellement discutée. Le calcul des TNC (Terminal Navigation Charges), prélevées par l'ANA, pourrait être revu en pénalisant plus particulièrement le bruit émis par les aéronefs et l'horaire des vols. Des redevances aéroportuaires modulables pénalisant les vols nocturnes pourraient aussi être introduites par la société de l'Aéroport de Luxembourg.

Finalement, le modèle de la charte entre l'ANA et Cargolux pourrait être étendu à d'autres compagnies aériennes opérant à l'Aéroport de Luxembourg, et notamment à Luxair, afin de limiter au maximum les exemptions au principe du couvre-feu nocturne.

Question 3589 (29.01.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **problèmes d'embouteillage aux heures de pointe à Ettelbruck:**

La ville d'Ettelbruck souffre depuis des années de problèmes d'embouteillage aux heures de pointe, notamment aux environs du giratoire situé près du «Deich». En effet, le nombre de poids lourds qui affluent par la N15 et la N21 est considérable.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant l'évolution du trafic sur la N15 entre Niederfeulen et Ettelbruck?

2. Les statistiques distinguent-elles entre voitures automobiles, poids lourds et autres véhicules?

3. Monsieur le Ministre peut-il informer sur les travaux de planification d'un éventuel contournement du côté ouest de la ville d'Ettelbruck? Quel pourrait être le meilleur tracé de ce contournement en vue de délester également le village de Feulen? Dans quel laps de temps un tel projet pourrait-il se concrétiser?

4. Monsieur le Ministre peut-il dire s'il y a eu des pourparlers à ce sujet avec les autorités communales d'Ettelbruck et de Feulen?

Réponse (12.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En tant que Ministre du Développement durable et des Infrastructures, c'est avec intérêt que j'ai pris connaissance de la question parlementaire n°3589 du 29 janvier 2018 de l'honorable Député Monsieur André Bauler relative au problème d'embouteillage aux heures de pointe à Ettelbruck.

Entre les années 2011 et 2015, le volume de trafic sur la route N15 entre Niederfeulen et Ettelbruck est resté constant et ceci dans les deux sens de circulation. En effet, la N15 est équipée sur ce tronçon d'un compteur permanent et automatique qui permet de faire la distinction entre voitures et véhicules utilitaires. Les relevés montrent une moyenne journalière de 5.433 voitures qui circulent de Feulen vers Ettelbruck; dans le sens inverse, une moyenne journalière de 5.257 véhicules peut être constatée, ce qui correspond à un total de 10.690 véhicules par jour en moyenne.

La moyenne journalière des véhicules utilitaires compris dans les chiffres mentionnés ci-dessus est de 154 (en baisse par rapport aux années précédentes) de Feulen en direction d'Ettelbruck et de 241 (stable) dans le sens inverse.

Depuis le début des années 2000, les contournements de la N15 de Feulen et d'Ettelbruck sont considérés comme des axes importants pour la restructuration du réseau routier primaire dans le cadre du développement de la Nordstad, et faisaient ainsi partie des concepts successifs de développement et de mobilité.

Actuellement, le contournement d'Ettelbruck, priorisé en phase 2 dans le concept de stratégie globale pour une mobilité durable (MoDu, présenté en avril 2012), fait toujours partie des projets prioritaires de la version préliminaire du Plan directeur sectoriel «transports» (PST). Toutefois, pour des raisons de cohérence du réseau routier, sa réalisation est programmée après le projet de sécurisation de la B7 entre Colmar-Berg et l'échangeur d'Ettelbruck, dont les études d'avant-projet détaillé sont actuellement en cours.

Vu le développement de la Nordstad, et les multiples projets déjà initiés, le contournement d'Ettelbruck sera complémentaire au projet du Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck.

Toutefois, vu que les études ne sont pas encore terminées, il n'est ni possible de se prononcer sur le meilleur tracé de ce contournement, ni de fournir un planning exact de réalisation de ce projet.

Il n'y a pas eu de pourparlers récents avec les autorités communales d'Ettelbruck et de Feulen à ce sujet, qui n'ont d'ailleurs pas non plus formulé une telle demande.

Question 3590 (29.01.2018) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**optimisation des transports des jeunes dans l'Union Benelux:**

La Belgique vient de prendre la Présidence tournante de l'Union Benelux. Dans ce contexte, les trois pays envisagent une amélioration de la mobilité professionnelle des jeunes. Selon les informations diffusées par l'agence de presse belge «Belga» en janvier 2018, les ministres des transports des trois pays de l'Union Benelux lanceront le 5 mars prochain un projet pilote d'optimisation des transports entre le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du

Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelles sont les mesures envisagées par le ministère au niveau national afin d'optimiser les transports publics entre le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas?

Réponse (09.02.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En matière d'optimisation des transports il s'agit du lancement d'un projet pilote en matière de numérisation des lettres de voiture. Ce projet pilote transfrontalier se base sur la «Décision du Comité de Ministres Benelux relative à un projet pilote intra-Benelux portant sur la lettre de voiture électronique M (2017) 12» signée le 7 septembre 2017 à La Haye. Son objectif est de vérifier si la lettre de voiture électronique, en tant qu'instrument de contrôle, présente au moins la même fiabilité et sécurité que sa version papier. Le remplacement de la lettre de voiture sur papier par une version électronique engendre des économies considérables tout en assurant un transport plus rapide, plus sûr et plus propre. Cet essai ne concerne néanmoins que le transport de fret intra-Benelux et s'étend sur une durée de trois ans.

Quant à la mobilité, il s'agit de la mobilité professionnelle des jeunes qui sera facilitée grâce à la reconnaissance mutuelle automatique du niveau des grades de l'enseignement supérieur. La «Décision du Comité de Ministres Benelux complétant la décision M (2015) 3 relative à la reconnaissance mutuelle automatique générique de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur M (2018) 1» signée le 25 janvier 2018 à Bruxelles, offre dès lors à chaque personne ayant obtenu un titre de formation dans un État du Benelux la sécurité d'une reconnaissance automatique dans les autres pays du Benelux. Ainsi, l'obligation pour les jeunes d'entamer une procédure de reconnaissance a été supprimée, s'inscrivant non seulement dans l'idée de simplification administrative, mais facilitant surtout la mobilité transfrontalière des étudiants et travailleurs.

Question 3592 (30.01.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **participations financières de POST Luxembourg dans d'autres sociétés:**

Il nous revient que l'Entreprise des postes et télécommunications aurait réalisé une vente à la bourse de sa participation au premier opérateur de satellites en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette vente à la bourse?

- Quelles sont les raisons de cette vente?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le montant de cette transaction?

- Comment ces recettes sont-elles utilisées au sein de l'Entreprise des postes et télécommunications?

Réponse (08.03.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La participation financière détenue par POST Luxembourg dans Eutelsat a été vendue en bourse fin 2017.

À l'origine, l'actionnariat d'Eutelsat était composé exclusivement d'opérateurs télécom historiques européens et de l'agence spatiale européenne. Les opérateurs télécom utilisaient les satellites d'Eutelsat pour les transmissions de communications vocales, puis de plus en plus pour des transmissions TV et radio. Depuis un certain temps, POST a constaté que cette participation n'était plus un investissement stratégique pour le groupe. Ses activités dans le domaine des transmissions satellites se sont réduites au cours des dernières années au profit des réseaux mobile et terrestre avec notamment le déploiement de la fibre optique et enfin des services dans le domaine de l'ICT. Depuis la transformation d'Eutelsat en entreprise privée en 2001, les autres opérateurs télécom européens ont également, dans cette même optique, vendu peu à peu leurs parts qu'ils détenaient historiquement dans Eutelsat.

Un des principaux leviers de la stratégie de développement et de diversification des activités du groupe POST est sa politique de croissance externe qui se traduit par des investissements ou encore des désinvestissements dans des entreprises externes. Ainsi, la vente des titres d'Eutelsat tout comme le rachat récent des 4,71% du capital qu'Engie détenait dans le groupe Encevo SA, la société mère de Creos et d'Enovos, font partie intégrante de cette stratégie. Le rapprochement de POST avec le groupe Encevo SA est considéré comme stratégique sachant que cette prise de participation s'inscrit dans le cadre de l'évolution à venir des secteurs de l'énergie et des télécommunications.

Question 3593 (30.01.2018) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **concours «Déi beschte Schoulklass 2018»:**

«Déi beschte Schoulklass 2018» est une compétition organisée par RTL Radio Luxembourg pour les classes du cycle 4.1, qui peuvent gagner un voyage dans un parc d'attraction. Cette initiative est soutenue par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et est cofinancée par deux entités privées, notamment une librairie luxembourgeoise et une chaîne de restauration rapide internationale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelle est la nature de la coopération entre RTL et le MENJE dans ce contexte?

2. Comment est-ce que le soutien du concours par une chaîne de restauration rapide est-il compatible avec l'initiative «Gesond Iessen, Méi Bewegen» qui est organisée pour la dixième fois par un comité interministériel?

3. D'une manière plus générale, quels sont les critères du Gouvernement en ce qui concerne la publicité des sociétés privées dans l'enseignement fondamental?

Réponse commune (28.02.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ne collabore pas au déroulement du concours proprement dit, mais appuie la communication y relative en diffusant l'invitation à participer au concours à tous les enseignants des classes du cycle 4.1. Il offre également des bons d'achat de livres aux classes finalistes. Il échet de préciser que RTL n'avait pas informé le MENJE qu'une chaîne de restauration rapide figurait parmi les partenaires de l'édition 2018 du concours.

Le soutien du concours par ladite chaîne de restauration n'est en effet pas compatible avec le plan d'action «Gesond Iessen, Méi Bewegen» (GIMB). Membre du Comité interministériel GIMB dès la première heure, le MENJE continue de se rallier entièrement aux objectifs de cette initiative.

Tout comme les ministres de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et des Sports, les ministres de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de la Santé, se sont engagés fin 2016 au renouvellement de la politique GIMB suite à l'évaluation du Plan d'action national (PAN) GIMB à l'occasion du 10e anniversaire du PAN. La future réédition du PAN GIMB devrait notamment prévoir un renforcement du poids du Comité interministériel dans le but d'une meilleure gouvernance et d'une approche intersectorielle coordonnée.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse lance d'ailleurs régulièrement des actions pour sensibiliser les élèves à l'importance d'une alimentation saine et équilibrée, notamment à travers les restaurants scolaires de l'enseignement fondamental et Restopolis, le service de la restauration scolaire. Le Ministère de la Santé assure quant à lui la promotion des messages clés du programme

GIMB à l'occasion de chaque rentrée scolaire par des activités de sensibilisation spécifiques. L'action «rentrée scolaire GIMB» 2017-2018 mettait ainsi l'accent sur l'importance de l'activité physique régulière chez les enfants en les encourageant à parcourir le trajet de l'école à pied, en bicyclette ou encore en trottinette.

Concernant les critères requis pour autoriser une société privée à intervenir dans une école, deux cas de figure sont à distinguer. Lorsqu'une société propose une action (concours, visite…) à une école en particulier, il appartient au comité d'école d'en apprécier la plus-value pédagogique pour les élèves et de décider de l'opportunité d'y participer. Au cas où une société entend proposer une action au niveau national, à l'attention de toutes les classes d'un cycle ou de toutes les écoles, elle est obligée de demander l'autorisation préalable du ministère.

Question 3594 (30.01.2018) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**intervention militaire turque en Syrie:**

La Turquie mène depuis le 20 janvier une nouvelle offensive militaire en territoire syrien. L'opération viserait la prise de contrôle du district d'Afrin, situé dans le nord-ouest de la Syrie directement à la frontière turque, afin d'y établir un corridor de sécurité de 30 kilomètres. Le territoire en question contrôlé par le Parti de l'union démocratique (PYD) et les milices armées YPG («Unités de protection du peuple») est depuis quelques jours la cible d'attaques d'artillerie de l'aviation turque, ce qui a déjà causé la mort de combattants et de civils kurdes.

Or, les forces kurdes qui sont la cible de ces attaques aériennes turques constituent un pilier important de la lutte contre l'État islamique et ont mené de nombreuses offensives militaires, notamment celle qui a abouti à la reprise de Raqqa. Lors de ces opérations, les Kurdes étaient appuyés par les forces militaires des États-Unis et de la France notamment, tous deux membres de l'OTAN.

La Turquie, qui est également membre de l'OTAN, mène ainsi une offensive militaire contre le partenaire d'alliés au sein de l'alliance atlantique. Et, à en croire les annonces du Président de la République turque Recep Tayyip Erdoğan, la Turquie ne s'arrêtera pas là et s'attaquera ensuite à d'autres régions syriennes.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Monsieur le Ministre de la Défense:

1. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à propos de l'intervention militaire turque en Syrie?

2. Le Gouvernement envisage-t-il d'intervenir auprès du Gouvernement turc pour demander la fin de l'intervention militaire?

3. Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations de l'implication directe ou indirecte de capacités militaires de l'OTAN dans ce conflit?

4. Monsieur le Ministre peut-il nous assurer que les avions de surveillance AWACS immatriculés au Luxembourg ne sont pas impliqués dans cette offensive du côté turc?

5. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous assurer ensuite que les images radar fournies par ces mêmes avions AWACS ne servent pas à bombarder les positions tenues par l'YPG?

Réponse commune (01.03.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

ad 1. La Turquie a parfaitement le droit d'assurer la sûreté et la sécurité des citoyens turcs vivant près de la frontière avec la Syrie. Si nous comprenons les préoccupations de la Turquie à propos de la situation difficile à sa frontière avec la Syrie, nous sommes néanmoins profondément inquiets du nouveau front ouvert dans le nord de la Syrie, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, pour des raisons humanitaires. Les nouveaux affrontements ont déjà causé la mort de civils, alors que des milliers de personnes ont été déplacées. L'ONU a lancé un avertissement sur la régression de la situation humanitaire dans toute la Syrie. L'accès à l'aide humanitaire doit être garanti à toute la population qui en a besoin. Les Syriens n'ont pas besoin d'un nouveau front, ni d'une nouvelle crise.

Au-delà de la tragédie humanitaire, l'offensive contre Afrin pourrait aussi avoir des conséquences politiques néfastes, à la fois sur les équilibres internes de la future Syrie et la région, mais également sur les futures négociations politiques. En effet, toute nouvelle escalade de la violence peut repousser les chances d'une solution politique au conflit. La vraie sécurité ne peut résulter que d'une solution politique négociée au conflit. Toutes les parties devraient dès lors concentrer leurs efforts sur la conclusion des négociations menées par l'ONU à Genève. C'est dans ce cadre précis que toutes les préoccupations devraient être soulevées et traitées.

ad 2. J'ai pu exprimer la position du Gouvernement luxembourgeois décrite dans la réponse précédente lors d'échanges avec mon homologue turc, M. Çavuşoğlu, en marge de la réunion ministérielle de la Coalition mondiale contre Daech et de la Conférence internationale sur la reconstruction de l'Irak, qui ont eu lieu au Koweït les 13 et 14 février derniers.

Les contacts ont également eu lieu au niveau des hauts fonctionnaires. L'ambassadeur de la Turquie à Luxembourg, S.E. M. Ilıcak a ainsi été reçu au Ministère des Affaires étrangères et européennes le 1er février dernier. Les mêmes messages ont été transmis à cette occasion.

ad 3. L'OTAN est membre de la Coalition mondiale contre Daech, mais l'alliance atlantique n'est pas impliquée dans les combats sur le terrain et n'est pas présente en Syrie. Par conséquent, l'OTAN n'est pas présente dans la région visée par l'opération turque. Suite à deux attaques de l'armée syrienne visant la Turquie en 2012 et une demande d'assistance de cet allié sur base de l'article 4 du Traité de Washington, l'OTAN a augmenté les défenses aériennes turques par le biais de contributions bilatérales d'autres alliés envers la Turquie, afin de prévenir des attaques avec des missiles balistiques en provenance de la Syrie. Ces mesures de l'OTAN visent à protéger le territoire de l'alliance. Selon nos informations, ces capacités défensives ne sont pas impliquées, ni directement, ni indirectement, dans l'opération turque en cours.

ad 4. Les avions AWACS sont utilisés par l'OTAN dans le cadre de son soutien à la Coalition mondiale contre Daech, afin d'améliorer la surveillance et la gestion de l'espace aérien et ainsi augmenter la sécurité des opérations menées par la Coalition contre Daech. Les avions AWACS ne sont donc pas impliqués dans l'opération turque à la frontière syrienne.

ad 5. Par conséquent, les informations recueillies par les avions AWACS de l'OTAN ne sont pas utilisées à des fins d'identification de cibles pouvant appartenir aux YPG.

Question 3595 (31.01.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **comptes annuels de POST Luxembourg:**

L'article 45, paragraphe 4, alinéa 1er de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des postes et télécommunications prévoit que: «Pour le 30 avril au plus tard, le conseil soumet les comptes annuels statutaires et les comptes annuels consolidés de l'entreprise, ainsi que sa proposition d'affectation du bénéfice, à l'approbation du Gouvernement en conseil qui les transmet à la Chambre des Députés et les fait publier au Mémorial.» Selon nos informations les comptes annuels n'ont, du moins ces dernières années, pas été transmis à la Chambre des Députés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les informations susmentionnées?

- Pour quelles raisons ni les comptes annuels statutaires, ni les comptes annuels consolidés de l'Entreprise des postes et télécommunications n'ont été transmis à la Chambre des Députés?

Réponse (13.03.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Tout d'abord je tiens à souligner que les comptes annuels de POST ont chaque année été publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg comme prévu par l'article 45, paragraphe 4, alinéa 1er de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des postes et télécommunications. Les comptes annuels de POST étaient donc à disposition de chaque intéressé.

Effectivement les comptes annuels de POST Luxembourg n'ont pas été transmis ces dernières années directement à la Chambre des Députés tel que prévu par l'article 45, paragraphe 4, alinéa 1er de la loi modifiée du 10 août 1992 précitée.

À l'avenir, mon département veillera à transmettre les comptes annuels de POST Luxembourg par voie directe à la Chambre des Députés comme prévu par la loi.

Question 3596 (31.01.2018) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Fonds du logement:**

Vendredi, le 26 janvier 2018, un feu faisait rage dans l'immeuble du Fonds du logement sis au coin rue du Fort Neipperg et rue de Bonnevoie. Le 30 janvier 2018 un appel a été lancé sur Facebook pour collecter de l'argent en faveur d'un locataire de l'immeuble sinistré, en raison du fait que celui-ci ne dispose pas d'une assurance incendie.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Le contrat de bail du Fonds du logement dispose-t-il toujours l'obligation du locataire de contracter une assurance couvrant les risques locatifs?

- Le Fonds du logement contrôle-t-il toujours et régulièrement auprès de ses locataires l'existence d'un tel contrat d'assurance?

- Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il cette situation intenable?

Réponse (28.02.2018) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

La législation actuellement en vigueur ne peut pas forcer un locataire de souscrire à un contrat d'assurance en vue de se couvrir contre d'éventuels risques, tel que l'incendie. Les propriétaires d'immeubles, dont le Fonds du logement, prévoient toutefois une clause spécifique dans leurs baux d'habitation qui obligent leurs locataires de faire assurer les risques locatifs incluant l'incendie, en combinaison avec une assurance responsabilité civile, et de maintenir ces contrats pendant toute la durée du bail.

Le Fonds du logement - étant propriétaire de quelque 1.900 appartements en location - contrôle en effet l'existence d'un contrat d'assurance lors de la remise des clés et le locataire doit par la suite documenter le paiement régulier des primes y afférentes, notamment lors de l'adaptation annuelle du loyer.

Il convient toutefois de noter qu'il n'est pas à exclure que sur ces 1.900 dossiers, un locataire puisse, pour une raison ou une autre, résilier son contrat d'assurance entre deux contrôles voire perdre sa protection en omettant volontairement ou non le paiement de la prime annuelle, et qu'en plus, cette fin de contrat ne soit pas détectée lors du contrôle annuel par l'Administration du fonds.

Question 3598 (31.01.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **relogement des réfugiés du Centre Héliar:**

Dans ma question parlementaire n°3535 du 20 décembre 2017, j'ai souhaité avoir des renseignements de la part des ministres mentionnés ci-dessous en relation avec la fermeture temporaire du Centre Héliar à Weilerbach qui s'impose en raison de la rénovation nécessaire de ce lieu.

L'association «Konterbont asbl» vient de critiquer durement la réponse que les ministres ont fournie à ma question parlementaire. En effet, selon l'asbl, les affirmations des ministres ne reflètent aucunement, voire contredisent la situation réelle vécue sur le terrain.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Est-ce que le nouveau lieu d'hébergement des familles logées au foyer à Weilerbach n'a été communiqué que très tardivement par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)? Madame la Ministre n'estime-t-elle pas tardive la communication du nouveau lieu de résidence le 19 décembre aux personnes concernées, d'autant plus que la période des vacances ne facilite pas l'organisation d'un déménagement?

2) Pourquoi les personnes logées au Foyer Héliar n'ont-elles pu profiter d'aucune aide logistique et matérielle au déménagement de la part de l'OLAI?

3) Est-ce qu'un responsable de l'OLAI a été présent sur place lors des déménagements?

Dans la négative, pourquoi? Quel fut l'encadrement sur place des opérations de déménagement?

4) Est-ce que les enfants en âge scolaire ont eu la possibilité de visiter leur nouvelle école avant la reprise des cours en janvier?

Si non, pour quelles raisons? Les ministres jugent-ils cela adéquat?

5) Est-il correct qu'un enfant n'a pu intégrer l'éducation précoce parce que l'OLAI n'a pas été en mesure d'organiser le transport scolaire de cet enfant?

Alors, qu'une offre d'organiser ou payer ce transport a été émise par l'association Konterbont, pourquoi une réaction ou réponse y afférente n'est-elle pas encore intervenue?

Les ministres ne jugent-ils pas essentiel que les enfants en bas âge doivent rejoindre le plus vite possible le système d'éducation du pays d'accueil et participer ainsi à la vie publique?

6) Est-il exact qu'une famille de huit personnes, six adolescents et leurs parents, a été logée dans seulement deux, puis trois pièces, alors que d'autres pièces semblent être à disposition pour le moment dans le nouveau foyer, évitant ainsi des conditions de vie et d'hygiène indignes et inappropriées?

7) Considérant que nous sommes en présence d'êtres humains ayant dû vivre des événements dangereux, traumatisants et inhumains qui les ont contraints à quitter leur terre natale, quelles mesures le Gouvernement entend-il entreprendre pour remédier aux situations décrites, voire pour améliorer le traitement de ces situations à l'avenir?

Réponse commune (27.02.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Au cours de l'année 2017, l'OLAI a réduit progressivement le nombre de personnes hébergées au Foyer Héliar en laissant vacantes des chambres libérées suite à des départs. Parallèlement, une première série de relogements de familles a été effectuée pendant les vacances scolaires d'été 2017 afin de faciliter aux enfants leur intégration dans un nouvel environnement scolaire.

En novembre 2017, les personnes qui résidaient encore sur le site à ce moment-là ont été informées que la date de fermeture serait le 31 décembre 2017. Au cours de ce même mois, l'OLAI a également effectué un bilan de toutes les personnes/familles concernées afin d'identifier les besoins spécifiques.

Initialement, l'ancien hôtel Schumacher situé à Weilerbach devait accueillir les personnes qui résidaient encore au Foyer Héliar à la fin du mois de décembre 2017. En raison de retards non prévisibles survenus lors des transformations nécessaires à l'accueil des personnes, la planification initiale n'a pas pu être respectée et l'OLAI a dû organiser les transferts de ces personnes vers d'autres structures. Leur nouveau lieu de résidence leur a été communiqué dès détermination de ce dernier et les personnes concernées ont été relogées pendant les vacances scolaires de fin d'année.

ad 2) De manière générale, l'OLAI ne fournit pas d'aide logistique ou matérielle lors de transferts d'une structure d'hébergement vers une autre. Cette aide n'est généralement pas nécessaire, étant donné que le déménagement se limite aux effets personnels (tous les foyers étant meublés avec la mise à disposition de tous les équipements nécessaires) et que toutes les personnes demandeurs de protection internationale bénéficient d'un titre de transport gratuit et valable sur tout le territoire national.

Néanmoins, l'OLAI met à disposition une aide logistique et matérielle sur demande aux personnes vulnérables et à besoins spécifiques ou si la nouvelle structure d'hébergement n'est pas, voire mal desservie par les transports en commun.

ad 3) Si, de manière générale, l'OLAI n'accompagne pas les personnes lors des déménagements d'une structure vers une autre, un agent de l'OLAI (ou d'un des partenaires gestionnaires) est présent lors de leur arrivée au nouveau foyer pour les accueillir, assurer la remise des clés et leur fournir toutes les informations nécessaires. Ceci était le cas lors des déménagements en question.

ad 4) En principe, un élève qui déménage à l'intérieur du pays ne visite pas sa nouvelle école avant de la fréquenter. Ceci nécessiterait une dispense scolaire à l'école d'origine.

Comme de telles visites préalables ne sont pas prévues pour l'ensemble de nos élèves, il ne

nous semblait guère opportun d'en organiser pour les enfants du Foyer Héliar. Toutefois, dans la mesure du possible et généralement pour ce qui est des élèves à besoins, les enseignants du Foyer Héliar ont pris contact avec les écoles censées accueillir ces enfants pour préparer leur scolarisation.

ad 5) Le fonctionnement d'un enseignement précoce aux classes spécialisées d'accueil de l'État (CSAE) Weilerbach illustre depuis de nombreuses années l'importance que le MENJE accorde à l'accueil des enfants en bas âge.

Suite à la scolarisation de certains enfants des CSAE Weilerbach à l'école fondamentale de Berdorf, une réorganisation du transport scolaire est devenue inévitable.

Quant au problème du transport scolaire, il y a lieu de prévoir une solution locale et flexible ainsi qu'une communication en aval entre la commune et les responsables du foyer de Bollendorf. Il est recommandé que la commune contacte le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en vue de la prise en charge éventuelle des frais de transport occasionnés.

ad 6) De par la loi, l'OLAI garantit un accueil digne à chaque demandeur de protection internationale tout au long de sa procédure.

Dans le cas mentionné, les conditions de vie et d'hygiène n'étaient ni indignes, ni inappropriées.

La répartition des personnes DPI dans les structures d'hébergement se fait en fonction des besoins spécifiques, avec une attention particulière portée aux personnes vulnérables, et en fonction des disponibilités existantes.

Il convient de noter que l'OLAI fait face à une sollicitation continue de ses structures d'hébergement (le nombre de nouvelles arrivées demeure élevé avec en moyenne 250 nouvelles arrivées dans le réseau d'hébergement de l'OLAI par mois en 2017) et doit avoir à disposition des chambres vacantes pour les nouveaux arrivants.

ad 7) La loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire a transposé la directive 2013/33/UE relative à la refonte des conditions d'accueil en droit national.

Cette loi veille à ce que chaque demandeur de protection internationale (DPI) ait droit à un accueil digne tout au long de sa procédure. Dès présentation de la demande de protection internationale, tout DPI bénéficie des conditions matérielles d'accueil et d'un suivi social assuré par l'OLAI et ses partenaires. La loi porte en outre une attention particulière à la prise en compte des besoins particuliers des personnes vulnérables et plus particulièrement des mineurs non accompagnés.

Depuis 2015, le Gouvernement s'est doté de moyens supplémentaires nécessaires afin de faire face à l'afflux élevé de demandeurs de protection internationale et d'assurer la continuité de son système d'accueil et de prise en charge des DPI (politique de recrutement conséquente de personnel supplémentaire compétent et spécialisé au sein de l'OLAI, mobilisation de ressources via une collaboration accrue avec les ONG, renforcement de la coopération de l'OLAI avec les ministères partenaires et de sa collaboration avec le niveau local).

Question 3599 (31.01.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**assainissement énergétique:**

Dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'augmentation de l'efficacité énergétique représente une des principales pistes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ainsi l'assainissement énergétique du parc immobilier de l'État a été identifié comme représentant un grand potentiel dans ce sens, ce qui a conduit à l'élaboration en 2014 d'une «stratégie d'assainissement énergétique du patrimoine de l'État».

Notons également que la directive 2012/27/UE prescrit aux États membres d'atteindre un taux minimal de 3% par an en l'assainissement énergétique des bâtiments publics.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Une évaluation de la mise en œuvre de la stratégie précitée a-t-elle été faite?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations précises sur le nombre de bâtiments qui ont déjà été assainis, qui sont en train de l'être, et dont l'assainissement reste encore à réaliser?

- Quel a été le coût total des travaux d'assainissement réalisés jusqu'à présent?

- Est-ce que les gains en efficacité énergétique pour les bâtiments assainis sont égaux à ceux projetés en avance?

- Quel est le taux de réduction en consommation énergétique des bâtiments après l'assainissement?

- Lors des travaux d'assainissement, du polystyrène a-t-il été utilisé en tant que matériel d'isolation? Dans l'affirmative, dans combien de bâtiments et en quelles quantités ce matériel aux effets néfastes environnementaux et redouté d'être cancérogène pour l'homme a-t-il été utilisé?

- Le Luxembourg respecte-t-il le taux d'assainissement prescrit par la directive susmentionnée?

Réponse (12.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La stratégie mise en œuvre par l'Administration des bâtiments publics (ABP) se base sur deux approches différentes, à savoir une démarche active et une démarche réactive.

La démarche active vise à identifier, en amont, les bâtiments dont la performance énergétique n'atteint pas les standards requis par la législation en vigueur, respectivement dont la consommation énergétique est très élevée.

La démarche réactive, quant à elle, vise à incorporer des mesures d'assainissement énergétique dans le cadre de travaux d'envergure à effectuer lors d'une rénovation et/ou transformation d'un bâtiment, suite à une demande de l'utilisateur ou bien pour raison d'un degré de vétusté avancée.

Le document «Stratégie d'assainissement du patrimoine de l'État», présenté à la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés, prévoyait des dépenses annuelles moyennes de 90.000.000 euros pour les projets de rénovation et d'assainissement, alors que les mesures d'assainissement énergétique proprement dites étaient estimées à 12.600.000 euros par an. Ces montants étaient calculés sur base des plans budgétaires pluriannuels de l'année 2014 à 2018.

Comme expliqué dans le document précité, les dépenses pour les mesures d'assainissement elles-mêmes sont établies moyennant un taux spécifique du coût total des dépenses: une analyse de quelques projets de rénovation réalisés a montré qu'en moyenne 12% des dépenses d'un projet d'envergure peuvent être escomptés pour des mesures d'amélioration de la performance énergétique. Ce taux est plus important, à savoir 25%, pour les projets plus ciblés à l'assainissement énergétique financés par le Fonds d'entretien et de rénovation (FER), et de 75% pour les petites interventions d'assainissement du FER.

Vu le nombre élevé de projets issus de demandes de modifications, de changements de fonction et d'extensions ainsi que le besoin de rénover les bâtiments ayant atteint un degré de vétusté élevé, la stratégie de combiner chaque projet avec des mesures d'assainissement énergétique s'est avérée comme méthode efficace et efficiente. Le patrimoine de l'État géré par les services de l'Administration des bâtiments publics continuera donc à bénéficier de cette démarche.

Le document «Stratégie d'assainissement du patrimoine de l'État» énumère 21 bâtiments comme étant déjà été assainis avant 2014, étant donné que depuis de nombreuses années déjà tout projet de transformation et de rénovation a été accompagné de mesures d'assainissement énergétique.

Depuis 2014 s'y ajoute une trentaine de bâtiments dont l'assainissement est entre-temps achevé.

31 bâtiments sont actuellement en phase d'exécution (7) et en phase d'études (24).

Le potentiel actuel des bâtiments d'envergure énumérés dans le document précité et à assainir au futur, représente quelque 40 bâtiments. Ce chiffre ne peut pas être considéré comme absolu et définitif, mais évoluera dans les années à venir, dû à des changements éventuels du patrimoine d'une part (acquisitions ou ventes) et à une éventuelle évolution des exigences des performances énergétiques respectivement des réglementations afférentes d'autre part.

En ce qui concerne les exigences de la directive 2012/27/UE, le Luxembourg respecte les dispositions dans leur intégralité et les délais revendiqués. Jusqu'à la fin de l'année 2017, 12.180 m² de surface nette des bâtiments sur l'inventaire concerné ont été assainis, alors que quelque 10.800 m² sont actuellement en chantier. La surface totale assainie à la fin de l'année 2020 va donc dépasser de 7.400 m² les 15.600 m² demandés par la directive pour le Grand-Duché de Luxembourg.

Vu que des projets supplémentaires se sont inscrits dans les pluriannuels après 2014, les liquidations des projets incluant un assainissement énergétique actuellement budgétisés s'accumulent à quelque 300.000.000 euros, alors que le coût spécifique des mesures d'assainissement énergétique peut être évalué à 38.500.000 euros. Des mesures isolées d'assainissement énergétique, comme par exemple l'isolation d'une toiture ou le remplacement de fenêtres, ont produit des dépenses totales de 21.675.000 euros dont la partie strictement liée à l'amélioration de la performance énergétique compte pour 13.400.000 euros.

Une évaluation des dépenses réelles a donc montré une dépense moyenne annuelle de 80.000.000 euros pour les projets d'assainissement, au lieu des 90.000.000 euros estimés en 2014. Les mesures d'assainissement énergétique, estimées à 12.600.000 euros en 2014, se chiffrent pourtant à 13.200.000 euros par an en appliquant les taux spécifiques expliqués plus haut.

La différence des dépenses réelles par rapport aux prévisions susmentionnées est due à divers retardements des projets qui peuvent survenir par exemple lors de la planification, des procédures d'autorisation, de soumission ou encore de facturation. Il importe pourtant de noter qu'aucun projet d'assainissement prévu dans le planning pluriannuel, mentionné dans le document de la stratégie d'assainissement de 2014, n'a été abandonné.

Par contre, les mesures d'assainissement énergétique proprement dites sont même plus élevées étant donné que les liquidations totales se rapportent à des projets plus ciblés en termes d'assainissement énergétique que prévu.

Vu la complexité de la plupart des projets d'assainissement et le manque d'informations détaillées sur la consommation des bâtiments, il est difficile d'établir systématiquement un comparatif par rapport à la projection des économies, surtout compte tenu que les projets d'assainissement sont souvent combinés à un changement de fonction des surfaces ou encore à une extension.

À noter que les services de l'Administration des bâtiments publics viennent d'entamer en outre le projet d'un monitoring et management détaillé des consommations des bâtiments d'envergure. Cette mesure va faciliter, parmi d'autres avantages, l'évaluation des mesures d'assainissement énergétique et les rendre plus précises.

Parmi les projets d'envergure des dernières années, je me permets par ailleurs de citer l'exemple de l'Athénée de Luxembourg, qui a consommé 75,5 kWh/m²a de chaleur en 2017, ce qui représente une économie de 51% pour la première année de service après la rénovation complète, en ligne avec les projections.

Question 3601 (01.02.2018) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **commande d'un satellite militaire et de communication par la société LuxGovSat auprès du constructeur américain Orbital ATK:**

En date du 31 janvier 2018, la société LuxGovSat, créée le 12 février 2015 conformément à la loi du 19 décembre 2014, a mis en orbite le premier satellite militaire et de communication luxembourgeois. La société luxembourgeoise est une joint-venture entre l'État luxembourgeois et la Société européenne des satellites (SES), dont l'État détient la moitié des parts.

LuxGovSat a confié la production du satellite à Orbital ATK, une entreprise qui figure sur la liste d'exclusion du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC).

Sur le site du FDC, il est expliqué que la mise en pratique de cette liste se fait «par le biais d'une exclusion normative portant sur des entreprises et sociétés ne respectant pas les conventions internationales ratifiées par le Grand-Duché de Luxembourg et couvrant les domaines de l'environnement, de la responsabilité sociale et solidaire ainsi que de la responsabilité institutionnelle laquelle porte notamment sur les droits de l'homme et le droit du travail». Concernant Orbital ATK, la société est exclue du FDC à cause de ses activités dans le domaine de l'armement nucléaire au service de l'armée américaine.

Ces faits soulèvent des questions concernant la politique générale du Gouvernement luxembourgeois:

1. Monsieur le Ministre de la Défense peut-il m'informer sur le coût du premier satellite militaire et de communication luxembourgeois construit par Orbital OTK et commandité par LuxGovSat?

2. Monsieur le Ministre ne voit-il pas d'incohérence politique entre d'un côté l'exclusion formelle d'investissements de la part du FDC dans une entreprise à cause de ses agissements contrevenants aux conventions internationales ratifiées par le Luxembourg et la commande (et l'achat) de produits auprès de cette même entreprise pour des activités militaires du Luxembourg?

3. Le Ministère de la Défense entretient-il directement ou indirectement d'autres relations économiques avec des entreprises figurant sur la liste d'exclusion du FDC? Si oui, lesquelles?

4. L'achat de produits ou services en relation avec les activités et obligations militaires du Luxembourg est-il soumis à des critères? Dans l'affirmative, lesquels? Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (02.03.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Conformément aux «Lignes directrices de la défense luxembourgeoise 2025+», le projet d'un satellite de communication gouvernemental s'inscrit dans le cadre des efforts de modernisation de la défense grand-ducale en préconisant le développement de capacités dont la mise en œuvre tient compte de la base technologique et industrielle existante nationale. En l'occurrence, il s'agissait de favoriser le développement de compétences spécifiques dans le domaine satellitaire pour lequel le Luxembourg jouit déjà d'une renommée globale. Consolidant ainsi l'existence d'un savoir-faire technologique dans ce domaine au Luxembourg, LuxGovSat SA est un partenariat public-privé entre le Gouvernement luxembourgeois et SES, le premier opérateur satellitaire à l'échelle mondiale basé à Betzdorf.

Conformément à la loi du 19 décembre 2014 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires, les besoins financiers de LuxGovSat SA sont couverts par un apport en capital de 50.000.000 euros par chacun des deux partenaires, ainsi que par un emprunt de 125.000.000 euros réalisé par la joint-venture. La mission de LuxGovSat SA est de fournir des services de communication satellitaire gouvernementale sécurisés, fiables et accessibles afin de répondre aux besoins liés aux applications de défense et sécurité institutionnelle. GovSat-1, le premier satellite de la société, est un satellite multi-missions qui utilisera des fréquences en bande X et en bande Ka militaire, et comporte des faisceaux à haute puissance et entièrement orientables afin de subvenir aux besoins de multiples opérations.

Mis sur orbite le 31 janvier 2018, GovSat-1 a été commandé auprès du constructeur américain Orbital ATK. Comme détaillé dans la réponse à la question parlementaire n°1085 du 27 avril 2015, les décisions relatives à la construction du satellite ont été prises par LuxGovSat SA à l'issue d'un processus d'appel d'offres. Une négociation avec toutes les entreprises ayant répondu à l'appel d'offres a permis d'identifier l'offre économiquement la plus avantageuse, remplissant tous les critères d'ordre technologique. Orbital ATK figure sur la liste d'exclusion du FDC en raison de sa branche portant sur les programmes d'armement nucléaire, et non pour ses activités dans le domaine aérospatial auprès duquel le satellite GovSat-1 a été commandé. En outre, la commande d'un satellite ne rentre pas dans une stratégie d'investissement avec un objectif de rendement comme celle pratiquée par le FDC et soumise à un cadre d'investissements socialement responsables. La même logique s'applique à d'autres entreprises figurant sur la liste d'exclusion du FDC. En règle générale, l'achat de produits ou services ainsi que l'ensemble des approvisionnements réalisés par la défense luxembourgeoise respecte les critères fixés dans la législation applicable en matière de marchés publics.

Question 3602 (05.02.2018) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **hausse des prix des parkings des hôpitaux:**

An enger Pressematdeelung vum 5. Februar 2018 kritiséiert de Lëtzebuerger Konsumenteschutz (ULC), datt eng Rei Spideeler hir Parkingstaxen drastesch erhéicht hunn. Krank Mënschen oder Familljememberen, déi regelméisseg a fir laang Zäit an der Klinik musse sinn, ginn deemno mat héijen Zomme konfrontéiert. Och Leit, déi mat laange Waardezäiten an den Urgencë rechne mussen, si betraff.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1) Ass d'Regierung iwwert dës Präiserhéijunge bei de Parkinge vu verschiddene Spideeler informéiert?

2) Ass d'Regierung net der Meenung, datt een eng Uewergrenz fir d'Parkingstaxen an de Spideeler festleeë misst?

3) Ass d'Regierung gewëllt, dëse Problem am Interessi vun de betraffene Leit ze léisen?

Réponse commune (07.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Mir soen dem honorabelen Deputéierte Merci fir seng Fro, déi eng Problematik opwerft, där mir eis am Gesondheetsministère an am Sozialministère wuel bewosst sinn.

Et muss een als éischt drop hiweisen, dass d'Parkingsbauten net wéi „klassesch" Spidolsbaute vum Stat iwwert den „Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières" (Spidolsfong) an d'Gesondheetskeess finanzéiert ginn.

Baukäschte fir Parkhaiser oder Parkingsfläche gi vun de Spideeler duerch hir eege Finanzmëttele bezuelt. De Gesondheetsministère, deem d'Spideeler ënnerstinn, gëtt dofir och net automatesch iwwert déi verschidde Parktariffer an de Spideeler informéiert.

Der Meenung vum Gesondheetsministère a vum Sozialministère no sollten d'Spideeler eng „gesond" Präispolitik opstellen, déi et Patienten an hire Familljememberen a Visiteuren erméigleche géif, zu engem räsonabele Präis an engem Parking ze stationnéieren.

Op eis Nofro hin hunn d'Spideeler eis matgedeelt, dass si bis elo keng uniform Regelung hunn, déi et beispillsweis géif erlaben, dass Patienten, déi eng repetitiv Prise en charge am Spidol kréien (wéi Dialyspatienten oder Persounen, déi an d'Chemotherapie ginn), zu engem Forfaitstariff kënne parken oder Familljemembere respektiv Visiteure gegebenenfalls e méi favorabele Präis accordéiert kréichen, wa si Patiente besiche ginn. Villméi applizéiert all Spidol seng eegen tarifär Regelungen.

Aus all deene Grënn huet de Gesondheetsministère sech un d'Spidolsfederatioun (FHL) adresséiert, fir dass eis Spideeler zesumme präislech adequat Parkingstariffer an, esou wäit ewéi méiglech, uniform Parkingsregelungen ausschaffen, déi et de Patienten an hire Famillje respektiv de Visiteuren erméiglechen, zu engem adequate Präis an de Parkhaiser vun de Spideeler ze parken.

Question 3603 (05.02.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **terminal CFL intermodal Bettembourg-Dudelange:**

Pendant la phase construction du terminal intermodal Bettembourg-Dudelange et des infrastructures connexes, les citoyens ont dû et doivent toujours faire face à de nombreux inconvénients qui ont un impact direct sur leur qualité de vie. Après la mise en service du terminal fin 2017, les citoyens sont confrontés à un éclairage intense qui, pour des raisons de sécurité, illumine le site en question pendant toute la nuit. L'initiative «biireng21» ainsi que le Mouvement écologique ont récemment critiqué cet éclairage excessif et rappelé que la pollution lumineuse peut avoir un impact négatif non négligeable sur la faune et la flore ainsi que sur la santé des hommes.

Le Secrétaire d'État à l'Environnement considère que cette critique est justifiée, mais a rappelé que ce chantier a été autorisé en 2014 alors que personne n'avait encore évoqué ce problème. En 2016, le Ministère de l'Environnement avait commandité une étude sur la problématique pour dégager des pistes en vue de la réduction de la pollution lumineuse. Cette étude avait esquissé quelques pistes de réduction qui cependant n'ont pas été appliquées sur le terminal intermodal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre à court terme afin de diminuer l'intensité de l'éclairage sur le site du terminal intermodal et ainsi améliorer la qualité de vie des citoyens?

- À défaut de base légale, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire de légiférer en la matière?

Réponse (05.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Au sujet de l'éclairage des différentes zones du nouveau terminal, il y a lieu de rappeler que l'éclairage des lieux de travail doit être adapté au travail à effectuer. Il est soumis à de nombreuses réglementations et recommandations, imposant des valeurs limites minimales à respecter. En respectant ces réglementations, l'employeur garantit la sécurité et la santé des salariés.

L'éclairage du site a été étudié suivant les normes européennes en vigueur. Il respecte la norme européenne EN 12464-2 spécifiant les tâches à réaliser sur les lieux de travail extérieurs et la lumière maximale admissible pour les installations d'éclairage extérieures. L'éclairage est conçu en conformité avec les prescriptions et classes environnementales (classe E2) de la norme européenne EN 12464-2. Les classes environnementales sont définies comme suit:

- E1 correspond aux zones intrinsèquement sombres comme les parcs nationaux ou les sites protégés;

- E2 correspond aux zones de faible luminosité comme certaines zones rurales, résidentielles ou industrielles;

- E3 correspond aux zones de luminosité moyenne comme les banlieues résidentielles ou industrielles;

- E4 correspond aux zones de forte luminosité comme les centres des grandes villes et les zones commerciales.

Le système d'éclairage installé au site des nouveaux terminaux intermodaux rail/route à Bettembourg-Dudelange permet une gradation de l'éclairage afin de pouvoir s'adapter au mieux aux exigences formulées dans les normes et prescriptions en vigueur.

Lors du mois de janvier 2018, il a été procédé à une optimisation du flux lumineux de la zone parking en y réduisant l'intensité lumineuse de l'ordre de 15% à 20% tout en respectant l'intensité lumineuse minimale prescrite de 20 lux.

Pour les zones du terminal à conteneurs et de l'autoroute ferroviaire, le niveau d'éclairage mesuré correspond déjà au niveau réglementaire prescrit et il n'existe donc pas de marge de manœuvre pour y réduire la puissance de l'éclairage.

Les CFL sont en train d'optimiser, en concertation avec le fabricant des luminaires, l'interaction entre l'angle d'inclinaison et la puissance (gradation) des luminaires. Cette optimisation prend en compte les aspects environnementaux ainsi que la sécurité et la santé des salariés.

Un groupe de travail composé des membres du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et des membres des CFL a été récemment lancé afin d'analyser la situation actuelle.

En outre, le Département de l'environnement est en train de travailler sur un concept concernant une illumination adéquate, sûre et respectueuse de l'environnement quant à ce type de sites.

Question 3604 (06.02.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«groupement autonome de personnes»:**

Déjà, en décembre 2016, notre groupe politique avait invité Monsieur le Ministre à étudier la mise en place d'un régime d'unité TVA sur l'échange de services intragroupe.

La pertinence de notre demande a été corroborée par un arrêt du 4 mai 2017 (affaire C-274/15) de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), lequel a mis en cause le système du groupement autonome de personnes en vigueur au Luxembourg.

Dans la foulée de cet arrêt, Monsieur le Ministre a, en réponse à ma question parlementaire n°2962 du 5 mai 2017, répondu que «les modifications réglementaires ou législatives à entreprendre sont à l'étude». Or, le seul acte positif que nous avons relevé consiste dans l'abrogation pure et simple du règlement grand-ducal concerné, i. e. le règlement grand-ducal modifié du 21 janvier 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des prestations de services fournis à leurs membres par des groupements autonomes de personnes.

Or, l'abrogation pure et simple dudit régime est facteur d'insécurité juridique et financière pour les acteurs concernés, de même qu'il représente un coût net significatif, notamment pour le secteur financier. À cet égard, il suffit de se reporter à la circulaire n°783 du 7 décembre 2017 de la Direction de l'enregistrement et des domaines qui invite les opérateurs concernés de se mettre en conformité avec la nouvelle situation pour le 1er janvier 2018 au plus tard.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il notre avis que l'abrogation pure et simple du régime du groupement autonome de personnes, sans solution de rechange, est source d'insécurité juridique et financière pour les entreprises concernées?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il y ait une urgence certaine pour «légiférer» en la matière? Endéans quels délais Monsieur le Ministre entend-il lancer la procédure législative et réglementaire?

- Quelles sont les alternatives retenues par Monsieur le Ministre: un régime d'un système aménagement du groupement autonome de personnes et/ou un régime d'unité TVA?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà saisi le Comité consultatif de la taxe sur la valeur ajoutée conformément à l'article 11 de la directive 2006/112/CE? Quand cette demande a-t-elle été effectuée?

Réponse (07.03.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Afin de se conformer au jugement de la Cour de justice de l'Union européenne (C-274/15 du 4 mai 2017 Commission européenne contre Grand-Duché de Luxembourg), le Luxembourg a abrogé le règlement grand-ducal modifié du 21 janvier 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des prestations de services fournies à leurs membres par des groupements autonomes de personnes. Pour autant, l'article 44 1. y) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, qui prévoit l'exonération de la TVA pour les prestations de services effectuées par des groupements autonomes de personnes, est resté en vigueur.

Dans ses arrêts C-326/15 DNB Banka et C-605/15 Aviva la Cour de justice de l'Union européenne a conclu que le secteur financier et d'assurance ne peut pas bénéficier de l'exonération prévue à l'article 44 1. y) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la TVA. Afin de ne pas mettre le secteur financier et d'assurance dans une situation concurrentielle désavantageuse, un régime de l'unité TVA, compatible avec le droit européen, sera introduit dans la législation luxembourgeoise.

Le texte d'un projet de loi instituant le régime d'unité ou groupe TVA dans la législation nationale est en phase finale d'élaboration. Il est prévu de déposer ledit projet au plus tard au mois d'avril auprès de la Chambre des Députés. Le Comité consultatif de la taxe sur la valeur ajoutée de la Commission européenne sera saisi dès que le projet de loi sera finalisé.

Question 3605 (06.02.2018) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **«fonds vautours»:**

Les «fonds vautours» sont des sociétés privées qui rachètent des dettes publiques d'États en difficulté et engagent par la suite des procédures judiciaires contre ces États dans l'objectif d'obtenir le paiement de la valeur d'origine de la dette majorée d'intérêts, de pénalités et d'éventuels frais de justice. Selon le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, les profits ainsi engrangés représentent entre trois à vingt fois l'investissement initial.

Le 12 juillet 2015, le Parlement fédéral belge a voté une loi relative à la lutte contre les activités de tels fonds. Cette loi restreint les demandes de paiement pouvant être portées devant la justice belge à l'encontre d'États débiteurs. Cette loi est un pas très important contre la spéculation financière indécente en ce qu'elle limite la possibilité pour les créanciers spéculateurs de demander devant la justice belge le paiement de montants manifestement disproportionnés par rapport à ce qu'ils ont payé.

La loi belge met en œuvre une recommandation du Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui engage les États à envisager la mise en place de cadres juridiques restreignant ces pratiques illégitimes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de «fonds vautours» actifs sur le territoire national?

- Des procédures judiciaires contre des États débiteurs ont-elles été engagées depuis le Luxembourg par de tels fonds?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de restreindre, à l'instar de la Belgique, les demandes en justice manifestement disproportionnées à l'encontre d'États débiteurs? En cas de réponse négative, comment le Luxembourg compte-t-il mettre en œuvre la recommandation précitée du Conseil des droits de l'homme de l'ONU?

Réponse commune (07.03.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement n'a pas connaissance de «fonds vautours» actifs sur le territoire national. Selon les informations disponibles, la CSSF n'a pas agréé des OPC ou autres fonds d'investissements alternatifs, qui ont pour objet l'acquisition de titres avec une forte décote, avec la volonté d'engager par la suite des procédures judiciaires afin de recouvrir la valeur nominale des titres majorée d'intérêts. Le Gouvernement n'a en outre pas connaissance de procédures judiciaires engagées depuis le Luxembourg par de tels fonds.

Au vu de ce qui précède, il ne semble pas urgent d'envisager la mise en place d'un cadre juridique plus contraignant, tel que l'envisage la recommandation du Conseil des droits de l'homme à laquelle fait référence l'honorable Député.

Question 3611 (07.02.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**arrestation du secrétaire général de la Fédération autrichienne des Alévis à Istanbul:**

En effet, selon la presse internationale et les réseaux sociaux, Monsieur Selçuk Duman, secrétaire général de la Fédération autrichienne des Alévis, aurait été arrêté le 6 février 2018 à Istanbul lors de son entrée en Turquie en raison de son discours contre l'offensive d'Ankara sur Afrin dans le cadre d'une manifestation le 3 février 2018 devant le Parlement européen à Strasbourg.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la précitée arrestation de Monsieur Selçuk Duman le 6 février à Istanbul?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les éventuelles réactions du Gouvernement face à cette politique d'intimidation d'Ankara?

3. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le temps est venu d'afficher une attitude plus déterminée de l'Union européenne vis-à-vis de la Turquie?

Réponse (23.02.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Nous n'avons pas connaissance d'une arrestation de Monsieur Selçuk Duman. À son arrivée à l'Aéroport d'Istanbul le 6 février, l'entrée sur le territoire turc lui a été refusée, de sorte qu'il est retourné à Vienne.

ad 2. Sans objet.

ad 3. Le Luxembourg reste préoccupé quant à la détérioration des libertés fondamentales et de l'état de droit en Turquie. En tant que pays candidat à l'Union européenne, la Turquie a souscrit à un certain nombre d'obligations, dont le strict respect des critères de Copenhague. Comme ces obligations ne sont à ce stade pas satisfaites, des avancées dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE ne sont actuellement pas possibles.

Question 3612 (08.02.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **politique industrielle du pays:**

Dans une interview accordée le 3 janvier 2018 à la radio 100,7, Monsieur le Ministre de l'Économie a défendu l'implantation au Luxembourg d'une société active dans la production de laine de roche. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait préalablement déclaré que cette société ne serait pas compatible avec le paysage économique luxembourgeois.

Hier, les députés-maires des communes de Sanem et de Differdange ont réitéré leur opposition quant à l'installation de l'entreprise concernée sur le territoire de leurs communes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quels sont les engagements pris par un ou plusieurs membres du Gouvernement vis-à-vis de cette société?

- Le(s) ministre(s) a-t/ont-il(s) aidé l'entreprise à trouver un terrain adéquat sur le sol luxembourgeois? Des pourparlers avec les communes concernées ont-ils eu lieu à ce moment?

• Dans l'affirmative, quelle a été la réaction desdites communes quant au projet en question?

• Dans la négative, le Gouvernement ne considère-t-il pas que l'absence de consultation des communes concernées et les discussions actuellement menées sur la place publique ne nuisent au Luxembourg comme hub éventuel d'entreprises industrielles?

- D'après le Gouvernement, l'implantation de l'entreprise visée supra est-elle conforme à la législation luxembourgeoise?

• Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il passer outre l'avis des décideurs politiques locaux?

• Dans la négative, quels sont les obstacles légaux et/ou réglementaires s'opposant à l'implantation de l'entreprise sur le territoire de la commune concernée?

- À quel stade de la procédure se trouve actuellement ledit dossier?

Le 27 janvier 2018, à l'issue d'une réunion du Gouvernement en conseil, Madame la Ministre de l'Environnement a déclaré qu'elle était d'accord avec Monsieur le Ministre de l'Économie: «datt an Zukunft d'Firmen, déi op Lëtzebuerg kommen, konform mat der Rifkin-Etüd musse sinn».

- Le Gouvernement peut-il nous informer quels seront dorénavant les critères définissant «la conformité Rifkin» d'une entreprise?

- Quels sont les critères légaux ou réglementaires permettant de juger qu'une entreprise répond à ce nouveau type de conformité?

- L'entreprise mentionnée supra répond-elle à ces critères?

- Le Gouvernement entend-il modifier dans ce contexte les textes légaux ou réglementaires et de quelle façon?

- Le Gouvernement entend-il informer les entreprises de ce nouveau type de critères?

Réponse commune (13.03.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

L'entreprise Knauf Insulation a pris l'initiative en août 2016 de contacter le Ministère de l'Économie afin de présenter un projet d'implantation d'une usine de laine de roche au Luxembourg. À la suite des premières réunions, le Ministère de l'Économie a fait valoir la disponibilité d'un terrain dans une zone d'activités économiques nationale. Le concept des zones d'activités économiques nationales a été créé dans les années 80 pour accueillir de nouvelles activités industrielles afin de pallier le repli des activités sidérurgiques en termes de création de valeur ajoutée et d'emplois.

Le Ministère de l'Économie accompagne, pour autant que de besoin, l'entreprise dans ses démarches administratives pour obtenir les autorisations et permis nécessaires. C'est ainsi que dès novembre 2016, le Ministère de l'Économie a mis l'entreprise en contact avec les administrations compétentes pour obtenir les autorisations nécessaires.

L'entreprise Knauf Insulation a introduit un dossier dans le cadre de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE). La première demande dite de «scoping» a été introduite le 22 juin 2017. Le projet de rapport EIE a été présenté le 27 octobre 2017. Cette procédure, qui est située en amont de la procédure d'autorisation proprement dite, est réglée par le règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Elle associe les autorités communales et étatiques concernées par le projet.

Une fois que cette procédure aura été achevée, ce qui se fait sous la forme d'une constatation par l'administration compétente que le dossier est réputé être complet, commencera la procédure d'autorisation telle que prévue par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Le dossier complet du projet, incluant le rapport environnemental EIE ainsi que les avis des différentes autorités étatiques et communales, sera mis à disposition du public dans le cadre de l'enquête publique prévue à l'article 10 de la loi précitée.

Parallèlement à la procédure d'autorisation «commodo-incommodo» l'entreprise pourra introduire les demandes d'autorisation en matière de gestion de l'eau respectivement en matière de protection de la nature.

Outre cela l'entreprise nécessitera évidemment l'autorisation de construire de la part du bourgmestre qui examinera si le projet de construction est conforme aux dispositions du Plan d'aménagement général et, le cas échéant, du Plan d'aménagement particulier réglant cette zone en matière d'urbanisme.

Ce n'est qu'à la lumière des résultats de toutes les procédures d'autorisations que l'on pourra conclure si oui ou non l'usine en question est conforme à la législation luxembourgeoise.

Il n'existe pas de critères légaux ou réglementaires en rapport direct avec l'étude Rifkin.

L'étude Rifkin ambitionne à «développer la vision, le scénario et le plan de jeu pour entamer une société numérique intelligente et durable, ouvrant la voie au déploiement d'une transition vers la Troisième révolution industrielle». Il s'agit donc d'une feuille de route née d'une approche pluridisciplinaire inspirée par Jeremy Rifkin qui est appelée à servir de fil conducteur à l'action gouvernementale pour «préparer l'économie à la numérisation, l'automation, la décarbonisation et l'utilisation efficace des ressources - tout autant qu'aux nouveaux modèles économiques, y inclus l'économie circulaire et l'économie de partage». Il est clair que l'étude Rifkin et les pistes et orientations y renseignées seront prises en considération dans le cadre de la politique de développement et de diversification industrielle.

Q120

Question 3618 (09.02.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Rumelange et d'une maison de soins à Differdange:**

Un reportage diffusé aujourd'hui sur les ondes de RTL Radio Lëtzebuerg fait état de retards substantiels dans la construction des deux centres susmentionnés. En effet, les études en relation avec la construction des projets en question remontent aux débuts des années 2000. À ce moment-là, leur financement était assuré via le Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux et le suivi assuré par l'Administration des bâtiments publics. En 2007, la gestion des dossiers est reprise par l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées» (Servior) et leur financement semble désormais transiter par le Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales.

Quelque dix ans plus tard, les projets de construction susmentionnés ne sont toujours pas réalisés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations?

2. Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il nous expliquer les retards dans la réalisation desdits projets?

3. Le Gouvernement peut-il confirmer que l'avant-projet détaillé pour la construction de la maison de soins à Differdange a été achevé fin 2016 et que les travaux ont entre-temps débuté, conformément à la réponse fournie par Madame la Ministre de la Famille et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à la question parlementaire n°2524 du 3 novembre 2016 de Monsieur le Député Marc Spautz?

Réponse commune (12.03.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1. Nous confirmons que, depuis janvier 2006, les projets de Rumelange et de Differdange sont passés du Fonds d'investissements sanitaires et sociaux de l'État au Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales.

De ce fait, la gestion des projets de Rumelange et de Differdange a été reprise par l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées», ci-après dénommé Servior.

ad 2. et 3. Les cheminements des historiques des deux projets, s'inscrivant dans l'article 17 de la loi de création de l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées» et garantissant que l'établissement puisse rénover, moderniser, reconstruire voire remplacer les anciennes constructions reçues de la part de l'État, sont similaires depuis 2001 jusqu'à 2010.

- Période 2001 à 2010

- Année 2001

Les projets de Rumelange et de Differdange ont été lancés en 2001 avec pour maître d'ouvrage l'Administration des bâtiments publics (ABP). Les budgets pour les projets en question étaient prévus par le Fonds d'investissements sanitaires et sociaux de l'État.

Dans le cadre de la complexité des projets, il est à souligner qu'il était prévu de réaliser les projets sur des sites sur lesquels des CIPA voire des maisons de soins étaient déjà implantés entraînant une construction en phases du fait que le site devra rester opérationnel. De plus, sur le site de Differdange, une partie des immeubles sont classés et ceux-ci étaient à intégrer dans le projet de construction.

Les programmes prévoyaient une capacité:

- de 120 lits pour Rumelange;

- de 150 lits pour Differdange.

- Année 2005

En mai 2005, il était prévu de présenter les dossiers respectifs à la Commission d'analyse critique (CAC).

Les budgets se chiffraient à l'époque à:

	indice de construction de 10/2004	indice de construction de 10/2017
pour Rumelange	53.700.000,00 €	69.691.675,54 €
pour Differdange	58.800.000,00 €	76.310.438,02 €

Pour des raisons de comparabilité, les montants ont été ramenés à l'indice de ce jour.

- Année 2006

Avec le passage en 2006, des projets de Rumelange et de Differdange du Fonds d'investissements sanitaires et sociaux de l'État au Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales, Servior en est devenu le maître d'ouvrage.

Le transfert des projets avait par ailleurs pour impact une revue importante des budgets. En effet, les budgets des projets éligibles au financement par le ministère furent calculés sur la base d'un prix par lit se chiffrant à 210.000 euros/lit (indice à la construction 552,23 de 2001).

De ce fait, les budgets pour les projets ont été ramenés à:

	indice de construction de 10/2004	indice de construction de 10/2017
pour Rumelange	28.226.391,18 €	35.590.214,22 €
pour Differdange	31.754.690,07 €	40.038.991,00 €

Pour des raisons de comparabilité, les montants ont été ramenés à l'indice de ce jour.

Les nouveaux budgets alloués ont fait en sorte que les projets existants ont dû être abandonnés.

- Année 2010

Lors de la remise des plans du projet Rumelange au stade APS en 2010 en vue d'une approbation par le Ministère de la Famille, Servior a été informé en juin 2010 que, suite à une décision du Conseil de Gouvernement dans le cadre des discussions concernant les investissements indirects de l'État, le projet avait été retardé au programme pluriannuel des dépenses du Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales.

Un courrier identique parvenait simultanément à Servior pour le projet de Differdange.

- Période 2010 à 2014

Voilà pourquoi Servior a, sans toutefois négliger les projets de Rumelange et de Differdange, poursuivi les projets en cours d'élaboration et de construction suivants:

- Centre du Rham

La phase de construction de 2007 à 2013-2014 a mené à la création d'une capacité de 221 lits de type CIPA sur un site historique tout en nécessitant un relogement de 135 clients en 2007 et une réaffectation de quelque 150 collaborateurs.

- Diekirch

La construction qui a été achevée en 2013 a mené à la création d'une capacité de 110 lits de type maison de soins. Dans le même cadre, la décision fut prise en 2012 de fermer le CIPA de Mertzig et de transférer les clients et le personnel. En parallèle, Servior a convenu avec la commune de Diekirch d'une reprise du personnel et des clients du CIPA sous gestion communale, a mis en place une collaboration avec la précitée et assisté la commune lors de la fermeture du CIPA communal.

- Vianden

La construction, en remplacement du CIPA de Vianden, jusqu'alors hébergé au couvent de Vianden, a été achevée en 2013 et a mené à la création d'une capacité de 72 lits de type maison de soins.

Dans ce contexte, il est important de faire référence à l'historique du projet Vianden, montrant des parallèles aux dossiers de Differdange et de Rumelange, et donc à la durée de réalisation.

En effet, ce dossier a été lancé en 2000 dans le cadre de la loi à l'origine de la création de Servior sur demande de Servior avec pour maître d'ouvrage l'ABP et était donc financièrement repris dans le Fonds d'investissements sanitaires et sociaux de l'État. Le projet initial prévoyait la création de chambres modernes moyennant extension et transformation du site où le CIPA fut localisé à l'époque, à savoir du couvent.

Lors de la remise du dossier complet en avril 2004 aux instances officielles en vue des accords de la future construction, le dossier a été refusé et abandonné au motif de «bâtiment classé» concernant le centre en question.

Fin 2004, début 2005, la commune a proposé un nouveau site à Servior pour la construction d'une structure pour personnes âgées.

- Période 2014 à 2018

- Rumelange

En référence à l'historique du dossier de Rumelange évoqué dans la question parlementaire no2067 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Monsieur le Député Marc Spautz, Servior a poursuivi les travaux jusqu'en 2015 sur le dossier marqué entre autres en 2013 par la signature d'une convention entre l'État et Servior réglant le financement du projet et par la communication de l'autorisation d'exploitation en février 2014 par l'Administration de l'environnement ou encore par l'accord de la part du Ministère de l'Intérieur quant au dossier Plan d'aménagement particulier (PAP).

C'est en 2015 que des divergences avec l'architecte ont commencé, portant sur la maîtrise budgétaire et technique et aboutissant à un litige duquel le bourgmestre a été informé en février 2016.

Actuellement, le litige perdure, malgré des efforts fournis par Servior pour trouver une solution.

- Differdange

Dans le cadre du dossier Differdange, il est rappelé que Servior a été informé en mars 2011 que la commune n'attribuera pas d'autorisation de construction sur le site choisi à ce moment-là et que la commune envisage de proposer à Servior un nouveau site.

En juillet 2012, la commune a présenté à Servior le terrain situé à Differdange-Fousbann dont certaines parties restaient à acquérir par la commune. Aussitôt, Servior a repris les planifications sur le nouveau site en vue d'une capacité de 140 lits. En octobre 2016, la commune et le Ministère des Finances ont convenu des modalités afin de disposer des terrains pour la construction.

Compte tenu du besoin en lits, Servior a décidé en 2016, avec le soutien de son ministère de tutelle, d'augmenter la capacité de l'ordre de 60 lits en passant ainsi de 140 à 200 lits.

Comme indiqué lors de la réponse dans la question parlementaire n°2524 du 3 novembre 2016, Servior avait l'intention de finaliser l'avant-projet détaillé (APD) du projet Differdange pour fin 2016 pour débuter ensuite les phases d'exécution.

Dans le seul but de garantir une parfaite maîtrise technique et budgétaire de ce projet d'envergure, il a été décidé, lors de la finalisation de l'APD, de charger un consultant externe de l'analyse du dossier.

Le conseil d'administration de Servior vient de nous informer de la validation du dossier, qui sera soumis à l'avis de la Commission d'analyse des projets d'investissements dans les domaines social, familial et thérapeutique le 16 mars 2018, avant d'être soumis pour approbation au Conseil de Gouvernement. De plus et en référence à la réponse à la question parlementaire no2067, et plus précisément la volonté du conseil d'administration de Servior de

travailler activement sur l'élaboration d'une stratégie de construction globale ayant pour but de remplacer le plus rapidement possible les anciennes structures affectées par l'État dans le cadre de la loi par des centres modernes répondant aux normes actuellement en vigueur ainsi qu'aux attentes des clients futurs, Servior a poursuivi d'autres dossiers dont:

- Bascharage

Une maison de soins de 200 lits est prévue d'être réalisée à Bascharage. Le projet se trouve en phase finale d'APD; il sera soumis à l'avis de la Commission d'analyse critique le 13 mars 2018.

- Projets futurs

- Mondorf

Dans un souci de créer des capacités supplémentaires, la demande de Servior pour un nouveau projet de construction a été avisée favorablement par le ministre de tutelle. Les démarches en vue d'un reclassement du terrain sont en cours.

- Bofferdange

Dans un souci de moderniser les capacités actuelles et de créer de nouvelles capacités, Servior est en train de procéder à une analyse du site actuel, en vue d'y créer une nouvelle structure portant le nombre de lits disponibles à environ 200 unités.

Question urgente 3685 (09.03.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **répercussions pour le Luxembourg de la fermeture d'un abattoir à Bastogne:**

Plusieurs infractions ont été constatées lors d'une perquisition menée dans un abattoir situé à Bastogne, suite à des problèmes de sécurité alimentaire. L'Agence fédérale belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) et le Ministre fédéral de l'Agriculture ont décidé de retirer avec effet immédiat les agréments et les permis d'exploitation à l'abattoir de Bastogne.

Des produits de Veviba ont été vendus dans certains magasins établis au Luxembourg. Les produits concernés ont entre-temps été retirés des rayons luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Le Gouvernement peut-il me renseigner dans quelle mesure le Luxembourg est touché par ce scandale sanitaire et alimentaire?

2. Le système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) a-t-il bien fonctionné?

3. Existe-t-il un risque de santé pour le consommateur luxembourgeois?

4. Quelles mesures ont été prises par notre Gouvernement afin d'assurer, le cas échéant, que tous les produits soient retirés de la vente dans les commerces luxembourgeois?

5. Comment et par quels biais les consommateurs au Luxembourg ont-ils été informés?

6. Est-ce que du bétail d'origine luxembourgeoise a été abattu à Bastogne?

7. Quelles peuvent être les répercussions de la fermeture des abattoirs à Bastogne sur le secteur luxembourgeois?

Réponse commune (13.03.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. Jusqu'ici très peu puisque le scandale ne touche que quelques produits spécifiques. D'après les informations reçues des autorités belges uniquement des queues de bovins et certaines viandes hachées sont touchées par la fraude. Quelques queues de bovins ont été commercialisées sur notre territoire.

ad 2. Les faits en question ont été évoqués dans la presse luxembourgeoise dans le courant de la journée du 8 mars 2018, suite à la décision de certaines chaînes de supermarchés de retirer de la vente, sur base volontaire et par mesure de précaution, des viandes en provenance de l'établissement belge mis en cause à partir du 8 mars à midi. Ce n'est qu'au soir du 8 mars qu'une alerte RASFF a été publiée en relation avec des produits commercialisés aux Pays-Bas.

L'information de la distribution des queues de bovins commercialisées au Luxembourg a été reçue le vendredi 9 mars 2018 à 12h25 par le point de contact national, à savoir la Division de la sécurité alimentaire de la Direction de la santé.

Après analyse de l'alerte, l'Administration des services vétérinaires (ASV) a été informée à 12h34. L'ASV a ensuite contacté les boucheries concernées pour vérifier la distribution des produits en question.

Outre les informations reçues par la Commission européenne via le système RASFF, les autorités luxembourgeoises ont été régulièrement tenues au courant de l'évolution de l'incident depuis le 8 mars par leurs homologues belges.

ad 3. Selon les autorités belges, un risque potentiel pour la santé ne peut être exclu pour deux produits, à savoir la viande hachée et les queues de bovins. Parmi ces deux produits, celui qui représente le risque le plus élevé est la viande hachée.

Or, ce produit n'a pas été distribué au Luxembourg. Seules des queues de bovins ont été distribuées au Luxembourg, mais en très faible quantité.

Ainsi, au vu des quantités très limitées de produits concernés importés au Luxembourg, il n'y a, à l'heure actuelle, pas de risque identifié pour la santé des consommateurs luxembourgeois.

ad 4. Les firmes ayant reçu des queues de bovins ont été contactées par les agents de contrôle. Après vérification des bons de livraison, les pièces encore disponibles dans les rayons ont été bloquées en attendant de savoir si le fournisseur allait les reprendre ou s'il fallait les détruire.

ad 5. Un communiqué de presse commun a été émis le 9 mars 2018 par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et le Ministère de la Santé.

ad 6. Durant l'année 2017, quelque 1.400 bovins ont été envoyés à l'abattoir de Bastogne par des opérateurs luxembourgeois.

ad 7. Tout d'abord il faut souligner que l'agrément de l'abattoir n'a pas été retiré et que ce dernier continue à fonctionner. Uniquement les agréments de la salle de découpe et de l'unité de production ont été retirés; ces établissements sont situés sur le site de l'abattoir. En cas de fermeture de l'abattoir, les bovins d'origine luxembourgeoise abattus actuellement à Bastogne devraient être acheminés dans d'autres abattoirs agréés situés au Luxembourg ou dans d'autres États membres.

Question urgente 3699 (14.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **scandale dans un abattoir à Bastogne:**

De Skandal vum Baaschtnecher Schluechthaus huet europawäit fir Opreegung gesuergt. Wéineg gewosst ass, datt dat Schluechthaus och d'Fleesch vum Lëtzebuerger Label „Naturschutz Fleesch" verschafft, deen der Lëtzebuerger Émweltverwaltung gehéiert. An deem Kontext wéilt ech der Madamm Émweltminister, der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Minister fir Landwirtschaft a Konsumenteschutz eng Rëtsch Froe stellen:

1. Ass et richteg, datt d'„Naturschutz Fleesch", ënnert dem Label vun der Lëtzebuerger Émweltverwaltung, zu Baaschtnech am Schluechthaus geschluecht ginn ass?

2. Ass dat de Grond, firwat beim „Naturschutz Fleesch" e relativ laangen Transport vun 90 Minutte bis bei d'Schluechthaus virgesinn ass?

3. Ass d'Wiel vum Baaschtnecher Schluechthaus haaptsächlech aus Käschtegrënn geschitt?

4. Wat fir aner Grënn gouf et, datt d'Fleesch mat engem Lëtzebuerger Label net an engem Lëtzebuerger Schluechthaus geschluecht ginn ass?

5. Wat fir konkret Grënn hu géint d'Wiel vun engem Lëtzebuerger Schluechthaus geschwat?

6. Am Laaschtenheft fir de Label „Naturschutz Fleesch" ginn op 24 Säiten, plus Annexen, genee d'Kontrollen an Oplage beschriwwen, fir datt ee kann de Label „Naturschutz Fleesch" kréien. Kënnen déi Dammen an Häre Ministeren eis eng genee Oplëschtung vun de Kontrolle maachen, déi am Kader vu Labelaktivitéiten zu Baaschtnech gemaach gi sinn?

7. Wéi ass ze erklären, datt bei deenen ausféierleche Kontrollen, déi am Laaschtenheft festgeluecht sinn, keng Onregelméissegkeete vun de Lëtzebuerger oder vun der Lëtzebuerger Émweltverwaltung ugestallte Kontrollere konnte festgestallt ginn?

8. Wéi en „neutraalt agreéiert Organ" war fir déi Kontrollen zoustännech?

9. Wat bedeit „neutral" an dësem Kontext? Muss et sech ëm en net staatleche Labo handelen?

10. Ass de Verkaf vum „Naturschutz Fleesch" duerch dëse Skandal a Fro gestallt oder sinn an nächster Zäit Liwwerschwieregkeeten ze erwaarden?

11. Wéi vill Fleesch vu Produzente vum Naturschutzlabel war zu Baaschtnech am Schluechthaus, fir geschluecht ze ginn oder scho geschluecht, wéi de Skandal public ginn ass?

12. Wat geschitt mat deem Fleesch, wat zu Baaschtnech geschluecht ginn ass a wat entweder schonn zu Lëtzebuerg am Verkaf ass oder nach zu Baaschtnech an de Killraim houng?

13. Wat bedeit d'Associatioun vun den Nimm vum Schluechthaus vu Baaschtnech an „Naturschutz Fleesch" u Schued fir de Lëtzebuerger Label?

14. Denkt d'Madamm Minister drun, fir d'Lëtzebuerger Produzenten ze entschiedege fir den eventuelle Schued, deen duerch d'Wiel vun engem Partner am Kader vum Label „Naturschutz Fleesch" entstanen ass?

Réponse commune (15.03.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Vir ewech e puer Informatiounen zum Label „Naturschutz Fleesch": De Label gehéiert net der Natur- a Forstverwaltung (déi vum honorabelen Deputéierte fälschlecherweis als Émweltverwaltung bezeechent gëtt), mä enger Produktiounsgenossenschaft (Erzeugergenossenschaft Label „Naturschutz Fleesch"). D'Äntwerten op d'Froe vum honorabelen Deputéierte baséieren also op Informatioune vun dëser Genossenschaft.

ad 1. De Label „Naturschutz Fleesch" gouf den 8. Februar 2018 der Produktiounsgenossenschaft „Naturschutz Fleesch Sc" iwwerginn a gehéiert net der Natur- a Forstverwaltung.

Et ass richteg, dass Ranner vum Label „Naturschutz Fleesch" souwéi och anert Lëtzebuerger Véi am Schluechthaus zu Baaschtnech geschluecht gouf. Am Ganze goufen am Verlaf vun 2017 1.400 Ranner vu Lëtzebuerger Betriber zu Baaschtnech geschluecht (dovun 230 ënnert dem Label „Naturschutz Fleesch").

ad 2. 90 Minutten Transportzäit ass e realistesche Wäert. D'Schluechthaus zu Baaschtnech ass, fir vill Lëtzebuerger Baueren, net méi wäit fort wéi aner Standuerter zu Lëtzebuerg.

ad 3. Neen.

ad 4. + 5. An der Opbauphas vum Label „Naturschutz Fleesch" gouf des Éfteren an noweislech mat gëeegente Lëtzebuerger Schluechthaiser verhandelt. Mat kengem Lëtzebuerger Schluechthaus konnt eng Léisung fonnt ginn, d'„Naturschutz Fleesch" komplett ze verschaffen. Et gouf just d'Verschaffe vun den Edelstécker ugebueden.

An der Ufangszäit (2013-2014) gouf d'Fleesch a Lëtzebuerg geschluecht an och verschafft. Opgrond vu Qualitéits-, Capacitéits- a Liwwerproblemer gouf dunn, ab Mäerz 2015, d'Schluechten an d'Verschaffen op Baaschtnech verluecht.

ad 6. D'Kontrollen, déi vum Laaschtenheft vum Label virgesi sinn, goufen alleguer duerchgefouert. Wat aner Labelaktivitéiten zu Baaschtnech betrëfft, hu mir keng Informatiounen.

ad 7. Nom aktuelle Wëssensstand vun der Genossenschaft ass de Label „Naturschutz Fleesch" net betraff. All d'Aktivitéiten an d'Produkter am Kader vum Label sinn an der Rei.

ad 8. D'Kontrolle gi vum dofir zougeloossene Kontrollorganismus CERTIPAQ - Organisme certificateur associatif (F-75015 Paris - 11, Villa Thoreton) duerchgefouert. Dësen Organismus kontrolléiert och aner Lëtzebuerger Produkter a Labelen.

ad 9. Neutral bedeit an dësem Zesummenhang, datt et sech ëm ee Kontrollorganismus handelt, deen a kenger Verbindung zum Label steet an dohier d'Kontrollen also onofhängeg ka maachen. Et ass normal, fir een unerkannten an onofhängege Kontrollorganismus mat esou Kontrollen ze beoptragen.

ad 10. Generell ass de Verkaf vum „Naturschutz Fleesch" net a Fro gestallt. Well awer den Atelier de découpe vum Schluechthaus säin Agrement entzu krut, gouf direkt no der Publikatioun vum Skandal d'„Naturschutz Fleesch" aus de Rayone geholl.

Aktuell verhandelt d'Genossenschaft vum „Naturschutz Fleesch" mat anere Betriber. Bis eng Léisung fonnt ginn ass, gëtt de Verkaf weiderhin ausgesat.

ad 11. Vu dass d'Ofhänke beim „Naturschutz Fleesch" vergläichbar laang ass (zwou bis dräi Wochen), woren zum Zäitpunkt vun der Publikatioun vum Skandal fënnef bis sechs Béischten aus dem Label „Naturschutz Fleesch" zu Baaschtnech.

ad 12. All d'„Naturschutz Fleesch" war direkt nom Skandal reng präventiv aus de Regaler geholl ginn.

ad 13. E Feeler vusäite vun de Verantwortleche vum Label läit net vir. Domat kann dem Label och näischt ugelaascht ginn.

Generell ass an dësem Kontext ze soen, datt d'Regierung den Asaz vu mobille Schluechthaiser préift, déi grad fir d'Schluechte vu Ranner ënnert dem Label „Naturschutz Fleesch" kéinte genotzt ginn, déi jo am Kader vu Ganzjoresbeweedungsprojeten agesat ginn. Dës bedeite manner Stress fir d'Déieren a bidden dem Konsument eng besser Fleeschqualitéit.

ad 14. Neen, dës Fro stellt sech net.

Question urgente 3705 (16.03.2018) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**abattage à l'étranger d'animaux d'origine luxembourgeoise bénéficiant du label «Naturschutz Fleesch»:**

D'après le quotidien Luxemburger Wort, Madame la Ministre a fait savoir que le transfert des abattages d'animaux (concernés par le label «Naturschutz Fleesch») vers une exploitation à Bastogne serait dû à des problèmes «de qualité, de capacité et de livraisons» dans les abattoirs sur le territoire luxembourgeois. Or, il nous revient que les raisons de ce transfert seraient plutôt dues à d'autres circonstances que celles indiquées par Madame la Ministre. Les responsables des exploitations luxembourgeoises tendent même jusqu'à nier les propos de Madame la Ministre.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Sur quelles informations Madame la Ministre se base-t-elle dans ses déclarations?

- Madame la Ministre s'est-elle informée auprès des abattoirs luxembourgeois et auprès de l'inspection vétérinaire avant de tirer les conclusions susmentionnées?

- Les propos de Madame la Ministre risquant de nuire à la réputation de ces entreprises luxembourgeoises, Madame la Ministre entend-elle relativiser ses déclarations?

Réponse (20.03.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Les honorables Députées se réfèrent à un article de presse paru dans le Luxemburger Wort du 16 mars 2018.

Il me semble judicieux et plus approprié que les honorables Députées prennent comme référence la réponse officielle au lieu de se baser sur un article de presse qui relate ma réponse à la question parlementaire n°3699 de façon imprécise et l'imbrique dans des informations et réflexions étrangères à l'objet de la question parlementaire.

Je tiens à soulever que ni ma réponse ni l'article de presse ne lient les abattoirs luxembourgeois aux problèmes de qualité cités dans un autre alinéa de ma réponse.

Pour mémoire, la réponse aux sous-questions n^{os}4 et 5 de la question parlementaire n°3699 dit (en deux paragraphes séparés): «An der Opbauphas vum Label „Naturschutz Fleesch" gouf des Éfteren an noweislech mat gëeegente Lëtzebuerger Schluechthaiser verhandelt. Mat kengem Lëtzebuerger Schluechthaus konnt eng Léisung fonnt ginn, d'„Naturschutz Fleesch" komplett ze verschaffen. Et gouf just d'Verschaffe vun den Edelstécker ugebueden.

An der Ufangszäit (2013-2014) gouf d'Fleesch a Lëtzebuerg geschluecht an och verschafft. Opgrond vu Qualitéits-, Capacitéits- a Liwwerproblemer gouf dunn, ab Mäerz 2015, d'Schluechten an d'Verschaffen op Baaschtnech verluecht.»

La réponse ne fait donc nullement état de problèmes de qualité en rapport avec le fonctionnement des abattoirs luxembourgeois, mais uniquement avec un manque de capacité, ou de volonté, aux seins de ces abattoirs pour transformer l'ensemble du bœuf abattu.

Pour revenir au cœur de la question no3705, une lecture exhaustive du deuxième paragraphe fait apparaître que les honorables Députées ont rajouté à la citation «(…) serait dû à des problèmes „de qualité, de capacité et de livraisons"» le bout de phrase «dans les abattoirs sur le territoire luxembourgeois». Ce complément dénature profondément le texte de la réponse officielle précitée et ne reflète aucunement mes propos.

Étant donné que leurs deuxième et troisième questions se basent dès lors sur une fausse citation, il n'y a pas lieu d'y répondre. Seule la première question mérite une réponse par le renvoi au premier alinéa de la réponse à la question parlementaire n°3699: «(…) D'Äntwerten op d'Froe vum honorabelen Deputéierte baséieren also op Informatioune vun dëser Genossenschaft.»

N°08
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°08 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Déclaration sur la politique européenne et étrangère	p. 305	Sommaire des séances publiques nos21 à 23	p. 315	21e séance	Mercredi 28 février 2018
Débat de consultation sur le logement	p. 288	Sommaire des questions parlementaires	p. Q122	22e séance	Jeudi 1er mars 2018
Modification de la loi électorale	p. 272			23e séance	Mardi 13 mars 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Les institutions vous ouvrent leurs portes

Venez visiter la Chambre des Députés ce samedi, 21 avril!



Le programme de la Journée portes ouvertes des institutions présenté par le Président de la Chambre et les représentants des différentes institutions.



Ce samedi, 21 avril de 10.00 à 18.00 heures, le Président de la Chambre des Députés, les députés et les membres de l'Administration parlementaire vous donnent rendez-vous pour découvrir le fonctionnement, l'histoire et les locaux du Parlement luxembourgeois.

Journée portes ouvertes des institutions

Cette initiative fait partie du cadre plus large de la Journée portes ouvertes des institutions, à laquelle participeront d'autres acteurs comme le Ministère d'État, où se trouve le bureau du Premier Ministre, ou encore la Ville de Luxembourg qui ouvrira les portes de l'Hôtel de Ville.

Pour le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, «c'est une occasion importante dans les deux sens: pour les citoyens afin de découvrir leurs institutions, pour les membres des institutions afin de rencontrer les gens».

Le programme à la Chambre des Députés

Deux options sont disponibles pour votre visite à la Chambre:

- une visite guidée dans une des langues proposées (LU - FR - DE - EN): votre groupe sera pris en charge soit par un député, soit par un membre de l'Administration parlementaire qui vous accompagnera tout en répondant à vos questions;

- une visite autonome: le parcours sera indiqué et nous vous remettrons un flyer sur lequel figurent quelques notions clés ainsi que les endroits et les objets marquants à découvrir.

Stands des partenaires: approfondissez vos connaissances politiques!

L'éducation politique des citoyens est une des ambitions de la Chambre en tant qu'institution. Celle-ci s'est associée au *Zentrum fir politesch Bildung* (ZpB) et à la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg afin de proposer des contenus et des formations pour tous les âges.

Découvrez ces initiatives en vous informant auprès de leurs stands respectifs!

Vous pourrez également visionner en avant-première une série de courts-métrages animés, fruits d'une collaboration entre la Chambre, le ZpB et le Service documentation et production audiovisuelle (DPAV) du SCRIPT, expliquant le fonctionnement et les enjeux de la démocratie, le rôle de la Chambre des Députés ou encore de l'Union européenne.

Exposition: différentes visions pour le siège du Parlement luxembourgeois

La Chambre des Députés est étroitement liée à son emplacement sur le «Krautmaart» à côté du Palais grand-ducal.

Pourtant, le siège du Parlement national a failli être installé à un autre endroit.

Des projets ont été élaborés pour le Plateau du Saint-Esprit, le «Rousegäertchen» ou encore la Place d'Armes.

Une exposition documente cette recherche de l'endroit idéal.

Informations pratiques

Les institutions ouvrent leurs portes de 10.00 à 18.00 heures.

L'entrée est libre, aucune inscription n'est nécessaire pour effectuer une visite.

Munissez-vous simplement de votre pièce d'identité.

L'accès se fera via la rue de l'Eau à l'arrière du bâtiment de la Chambre des Députés.



M. Claude Adam et M. Roger Negri (à droite)

MM. Claude Adam et Roger Negri quittent le Parlement

À la fin de la séance publique du 22 mars 2018, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo a rendu hommage à M. Roger Negri (LSAP) et M. Claude Adam (déi gréng). Les deux parlementaires ont pris la décision de remettre leurs mandats de député le 1er respectivement le 16 avril.

M. Roger Negri est remplacé par Mme Simone Asselborn-Bintz et Mme Sam Tanson succède à M. Claude Adam.

M. Mars Di Bartolomeo en visite au Lycée Nic-Biever



Le 23 mars 2018, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a visité le Lycée Nic-Biever à Dudelange où il fut accueilli par le directeur, M. Roger Roth, les directeurs adjoints, Mme Christiane Sunnen et M. Romain Fogen, ainsi que par les attachés à la direction, Mme Jessica David et M. Yves Schmartz.

Suivait un échange de vues de deux heures avec environ 150 élèves de 3e classique et général.

Après avoir présenté le fonctionnement et les missions de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo a répondu aux questions des élèves.

Les sujets abordés concernaient entre autres les pétitions, l'engagement politique, les différentes structures participatives, ainsi que des sujets de l'actualité politique communale, nationale et internationale.

Alexia Lentz et Jérôme Romoli lors d'une interview avec le Président de la Chambre des Députés

COSAC - Réunion du groupe de travail sur la subsidiarité

Améliorer le contrôle de la subsidiarité et renforcer le dialogue politique avec la Commission européenne

Le 14 novembre 2017, le Président de la Commission européenne a institué une task force sur la subsidiarité, la proportionnalité et le «faire moins mais de manière plus efficace». Trois membres de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) en font partie. Pour préparer leurs travaux, la COSAC a créé, pour sa part, un groupe de travail se composant de délégués de chaque parlement national. Lors de la première réunion de ce groupe de travail le 26 mars 2018 à Bruxelles, la Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC.

Quels sont les domaines politiques pouvant être délégués à nouveau à la compétence nationale? Cette question, se basant sur un des scénarios présentés dans le rapport des cinq présidents des institutions européennes en 2015, n'a pas suscité d'enthousiasme parmi les délégués. Plusieurs d'entre eux se sont plutôt prononcés pour un autre scénario: celui d'une Europe plus forte.

Quant à la question de savoir comment renforcer l'impact des parlements nationaux dans la prise de décision européenne, les délégués étaient unanimes dans l'analyse que seules des mesures ne nécessitant aucun changement de traité auront la possibilité d'aboutir. La procédure de contrôle du principe de subsidiarité peut être améliorée sur certains points pour permettre aux parlements nationaux de mieux assumer leur tâche. Par ailleurs, le dialogue politique avec la Commission européenne peut être renforcé.

La task force discutera sur tous ces points avant de rendre son rapport d'ici le 15 juillet 2018.



M. Marc Angel, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC

Réunion de la Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme de l'AP-UpM

Situation politique en Méditerranée et perspectives pour 2018



L'analyse de la situation politique actuelle en Méditerranée ainsi que les perspectives pour 2018 ont été à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme de l'AP-UpM, le 7 février 2018, au Parlement européen à Strasbourg.

Lors de son intervention, le membre du Parlement de la Palestine a accusé les représentants d'Israël (Knesset) du crime d'occupation des territoires d'un peuple chassé de ses terres. Il a également reproché au Gouvernement des États-Unis, aux représentants de l'Union européenne et surtout à ceux de la Grande-Bretagne d'avoir laissé le Président américain Donald Trump reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et y déplacer l'ambassade américaine.

Le représentant de la Turquie a essayé de justifier l'attaque turque dans le Nord de la Syrie, mais, en dépit de ses déclarations ferventes, il n'a trouvé que très peu d'assentiment respectivement d'écho positif parmi les membres présents de la Commission.

Suivait un exposé du représentant de l'Égypte, pays membre assurant actuellement la présidence de l'AP-UpM, sur les grandes lignes d'un document politique de travail, expliquant la vision de l'Égypte «en matière de lutte contre le terrorisme et le rôle des parlements à cet égard».

L'Égypte se dit fortement menacée depuis plusieurs années en ce qui concerne ses efforts de développement économique. Ceci est dû aux attaques terroristes incessantes; c'est pourquoi l'Égypte a mis le combat général du terrorisme en tête de ses priorités politiques.

Il a été souligné que sans coopération régionale renforcée des pays du pourtour de la Méditerranée, respectivement sans coopération internationale régulière, ce combat ne peut pas être gagné.

L'Égypte a également lancé un appel pressant à tous les parlementaires membres de l'AP-UpM d'élaborer, à leur propre niveau national, toutes les dispositions législatives nécessaires «contraignantes et concordantes» pour éliminer les diverses sources de financement du terrorisme afin de pouvoir le combattre efficacement.

Une vive discussion a suivi cette présentation, notamment à cause des tensions incessantes entre les représentants palestiniens et israéliens présents.

Il faut s'attendre à ce que les prochaines réunions de la Commission des Affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme, tout comme l'Assemblée plénière qui aura lieu au Caire les 28 et 29 avril 2018, seront également axées sur un combat à large spectre du terrorisme régional et international.

Mme Simone Beissel a représenté le Parlement luxembourgeois à Strasbourg.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°08** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Organisation des services de secours (CGDIS)

6861 - Projet de loi

portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant

1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne;

8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Le projet de loi a pour objet l'organisation de la sécurité civile et la création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) sous la forme d'un établissement public à caractère administratif. Le CGIDS sera l'organe fédérateur des services de secours luxembourgeois.

L'exposé des motifs du texte déposé énumère comme raisons plaidant en faveur de la création d'une structure unique les suivantes:

- seule une structure unique permet une gestion intégrée, efficace et efficiente de tous les aspects concernant l'organisation des services de secours (opérationnels, techniques, administratifs et financiers);

- la nouvelle structure permettra d'arriver à une organisation des services de secours où chaque acteur sait à chaque instant et pour chaque situation quel est son rôle et sa responsabilité dans le dispositif. Ceci s'applique aussi bien aux décideurs politiques qu'aux intervenants sur le terrain;

- tout le personnel, qu'il soit professionnel ou volontaire, sera soumis aux mêmes règles de fonctionnement. À cet effet, il pourra exercer ses attributions dans le cadre d'une hiérarchie claire et précise où le supérieur hiérarchique doit avoir une mainmise sur l'ensemble du personnel (professionnel et volontaire);

- les synergies permettant d'éviter des doubles emplois ne peuvent être réellement réalisées que dans le cadre d'une structure unique qui permet de dépasser l'actuelle distinction entre protection civile et services d'incendie et de sauvetage communaux;

- la nouvelle structure permettra un meilleur service dans des domaines dans lesquels il existe actuellement des déficits et qui sont de la compétence conjointe de l'État et des communes (p.ex. prévention, prévision et formation);

- la structure unique permet un financement plus équitable des services de secours où les coûts de services de secours seront répartis entre les différents acteurs en tenant compte des besoins réels et des priorités fixées par la politique.

Le CGDIS sera géré par un conseil d'administration qui se compose paritairement de représentants de l'État et des communes. La politique générale et les orientations du CGDIS seront proposées par un comité directeur.

Une place importante est accordée par le projet de loi à l'engagement des pompiers volontaires, puisque le texte repose sur la complémentarité entre volontaires et professionnels. Dans ce contexte, la formation des membres des secours constitue un élément clé de la réforme.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 18.08.2015

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

07.10.2015	Présentation du projet de loi
26.05.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation d'amendements gouvernementaux
02.02.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.02.2017	Continuation des travaux
14.02.2017	
02.03.2017	
09.03.2017	
16.03.2017	
21.03.2017	
23.03.2017	
28.03.2017	
30.03.2017	
24.04.2017	
18.05.2017	Présentation d'une proposition d'amendement
22.11.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.11.2017	Continuation des travaux
27.02.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2018	Continuation des travaux
15.03.2018	Continuation des travaux
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2018

Loi du 27 mars 2018

Mémorial A: 2018, n°221, page 1

Marchés publics

6982 - Projet de loi sur les marchés publics

Le projet de loi règle les procédures des marchés publics et l'exécution des marchés publics quelle que soit l'envergure des marchés. Ses principaux objectifs sont les suivants:

1. Permettre aux marchés publics de devenir un instrument de stratégie politique

Un meilleur rapport qualité-prix

Grâce à une nouvelle formulation des dispositions en lien avec le critère de «l'offre économiquement la plus avantageuse» dans la procédure d'attribution, le projet de loi a pour objectif de permettre aux acheteurs publics de mettre davantage l'accent sur les aspects qualitatifs, tout en tenant compte du prix et des coûts du cycle de vie de l'offre. Sont précisées les conditions et caractéristiques des spécifications, labels, certifications et autres moyens de preuve spécifiques que les acheteurs publics peuvent exiger, afin de prouver que les travaux, services ou fournitures respectent les normes environnementales, sociales ou autres prévues dans le cadre du marché. La qualité constitue un aspect central, afin que les achats publics ne soient plus systématiquement basés sur le prix le plus bas.

Les aspects sociaux et environnementaux

Le projet de loi contient les dispositions nécessaires pour endiguer les abus qui conduisent à des pratiques de dumping social et environnemental, faussant le bon fonctionnement du marché intérieur. Une attention particulière a été accordée à la question du respect des droits des travailleurs opérant dans le cadre des marchés publics et au respect des obligations en matière d'environnement. Ainsi le projet de loi prévoit une disposition qui corrobore le respect obligatoire de ces obligations (clause sociale horizontale) et qui conduit à l'exclusion des opérateurs économiques qui ne se conforment pas à ces exigences. Le projet de loi renforce les mesures déjà existantes contre les offres anormalement basses du fait du non-respect du droit social, du droit du travail et de la législation environnementale. Les acheteurs publics sont obligés de ne pas attribuer un marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse lorsqu'ils ont établi que cette offre ne respecte pas les obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail. Les nouvelles règles permettent également plus de transparence en matière de sous-traitance. Au stade de l'appel d'offres, les acheteurs publics pourront exiger de la part des opérateurs économiques qu'ils précisent la part du marché qu'ils n'ont pas l'intention d'exécuter eux-mêmes mais entendent confier à des tiers. Le pouvoir adjudicateur pourra également vérifier l'existence de motifs d'exclusion dans le chef des sous-traitants et exiger leur remplacement. Après l'attribution du marché, les acheteurs publics pourront exiger de l'entreprise chargée de l'exécuter qu'elle communique les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels elle entend recourir. Cette obligation de transparence pourra s'appliquer également aux sous-traitants des sous-traitants. Les nouvelles dispositions visent encore à favoriser l'insertion sociale de personnes handicapées ou défavorisées en permettant de réserver des marchés à des structures spécifiques. Finalement les acheteurs publics peuvent prévoir des conditions d'exécution particulières portant sur l'exécution du marché, qui peuvent prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social ou à l'emploi.

Un accès plus facile pour les petites entreprises

Un des objectifs affirmés des directives que le projet de loi transpose en droit national est de permettre aux petites et moyennes entreprises, qui ont un potentiel considérable de création d'emplois, de croissance et d'innovation, d'accéder plus facilement aux marchés publics. Outre les mesures visant à l'allègement des charges administratives, est encouragée la division des contrats en lots. L'allotissement constitue le mode de passation des marchés publics qui préfère l'octroi de plusieurs contrats à différentes petites entreprises, plutôt que de donner un seul contrat à une grande entreprise. Par ailleurs, le niveau du chiffre d'affaires qui peut être exigé pour participer à un marché public sera limité à, au maximum, deux fois la valeur estimée du contrat. Il s'agit d'éviter que des PME soient exclues de la participation à un marché du fait que le cahier des charges requiert un chiffre d'affaires minimal disproportionné par rapport à l'envergure du marché.

Mesures visant à favoriser l'innovation

La commande publique joue un rôle prépondérant pour l'innovation dans les domaines qui sont majoritairement ou exclusivement réservés au secteur public. La qualité de la commande publique détermine celle de l'objet du marché, ainsi que son caractère innovant. La valeur de l'innovation se mesure aux résultats obtenus (amélioration de la qualité et/ou prix plus compétitif). Elle permet d'optimiser le fonctionnement du service public en intégrant de nouveaux processus, technologies ou matières. Les nouvelles règles, tout en maintenant les instruments actuellement disponibles devraient permettre aux acheteurs publics d'encourager les entreprises à développer leur capacité d'innovation.

2. Mesures de simplification

Plus de flexibilité dans le choix du type de procédure pour les marchés d'envergure

À travers les nouvelles règles, les acheteurs publics auront plus de possibilités de négocier les conditions du marché avec les entreprises dans le cadre des marchés conclus en application du livre II de la loi, ce qui leur permettra d'obtenir des acquisitions ou services mieux adapté à leurs besoins.

Plus de souplesse dans le cadre du déroulement des procédures

En ce qui concerne le déroulement des procédures en elles-mêmes, les délais minimaux sont plus courts. Par ailleurs, dans le cadre des procédures ouvertes, les acheteurs publics sont libres de décider de l'ordre dans lequel ils souhaitent procéder en vue de la vérification des dossiers. Ils peuvent suivre l'ordre classique en se prononçant tout d'abord sur l'admission des soumissionnaires, puis en évaluant les offres et en décidant de l'attribution. Dans les cas qui s'y prêtent, ils peuvent aussi inverser cet ordre et examiner en premier lieu les offres avant de vérifier l'absence de critères d'exclusion et le respect des critères de sélection. Pour certains services sociaux, culturels, de santé et quelques autres services énumérés dans les directives, tels que les services juridiques, hôteliers, de restauration et de cantine, un nouveau régime simplifié, qui vaut pour des marchés d'un montant supérieur à 750.000 euros trouve à s'appliquer.

Moins de bureaucratie

Grâce à l'auto-certification par le Document unique de marché européen (DUME) et grâce à l'utilisation accrue de l'instrument électronique, les nouvelles règles ont pour objectif de réduire les formalités administratives et d'alléger la procédure au niveau européen. Le but du DUME est de permettre aux opérateurs économiques d'introduire plus facilement et plus rapidement une offre, étant donné qu'il aura moins d'annexes à fournir au moment où l'appel d'offres est engagé. Seul le soumissionnaire qui remporte le marché devra fournir les documents originaux prouvant qu'il remplit les conditions requises pour le marché en question. Ce système devrait permettre de réduire les formalités administratives et le volume des documents déposés pour la sélection des entreprises pour chaque procédure de marché.

Dématérialisation des procédures

Les moyens électroniques d'information et de communication permettent de simplifier considérablement la publicité des marchés publics et de rendre les procédures de passation de marché plus efficaces et transparentes. Les procédures électroniques de passation de marchés publics comprennent notamment la publication en ligne des avis de marché (avis électroniques), l'accès en ligne à tous les documents relatifs aux appels d'offres et la remise électronique des offres aux pouvoirs adjudicateurs/acheteurs publics. À terme, les soumissions en elles-mêmes se feront obligatoirement par voie électronique, et non plus sur dossier matériel. Un certain nombre d'outils à composantes électroniques sont introduits par les directives, la base de données en ligne e-Certis et l'utilisation du document unique de marché européen, en abrégé «DUME». Les moyens électroniques requis sont déjà à la disposition des utilisateurs par le biais du Portail des marchés publics et réglés par le règlement grand-ducal du 27 août 2013 relatif à l'utilisation des moyens électroniques dans les procédures des marchés publics.

3. Prévention des conflits d'intérêt, du favoritisme et de la corruption

De nouvelles dispositions relatives aux «conflits d'intérêts», sur la base d'une définition claire, sont à présent fournies.

Dans le cadre de la préparation d'un appel d'offres, les acheteurs publics peuvent être amenés à consulter d'abord des entreprises. De telles consultations préalables peuvent conduire à des situations favorisant les entreprises impliquées et créer de ce fait des distorsions de concurrence, raison pour laquelle des dispositions spécifiques ont été prévues pour mieux encadrer ces consultations. L'exclusion de l'entreprise concernée ne sera toutefois possible qu'en dernier ressort et en cas d'impossibilité de garantir par d'autres moyens l'égalité de traitement entre les entreprises participantes.

De nouvelles dispositions sont introduites afin de renforcer les règles relatives aux motifs d'exclusion, qui sont étendus par rapport à la règlementation antérieure. À noter que, dans certains cas et sous certaines conditions, la possibilité est donnée à un soumissionnaire de démontrer sa fiabilité en apportant la preuve des mesures qu'il a prises pour corriger le problème ou réparer le dommage causé.

La transparence est renforcée dans le cadre des mesures de «gouvernance» des marchés publics, que les nouvelles directives introduisent. Dans le chef des États membres, ces règles introduisent un certain nombre d'obligations de suivi et de rapport. Dans le chef des acheteurs publics, des obligations de transparence, qui existaient déjà sous la règlementation antérieure, ont été étendues.

4. Clarification de certaines règles

Principe de la libre administration et coopération entre entités publiques

Le projet de loi reprend les dispositions des nouvelles directives énonçant le principe de la libre administration des collectivités publiques, à tous les niveaux. Concrètement, il appartient aux autorités publiques de décider comment et dans quelle mesure seront effectuées des tâches d'intérêt public, et ce en coopération avec d'autres autorités publiques.

En vertu des nouvelles règles, les acheteurs publics peuvent plus facilement regrouper leurs achats, en recourant à des procédures conjointes de passation des marchés, ou en achetant par l'intermédiaire d'une centrale d'achat.

Modification des contrats en cours et résiliation

Les conditions dans lesquelles des modifications apportées à un marché en cours d'exécution imposent une nouvelle procédure de passation de marché, en tenant compte de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne en la matière, sont clarifiées.

Ainsi, en règle générale les modifications apportées au contrat qui ne rendent pas celui-ci sensiblement différent par nature de celui conclu au départ, sont permises.

Par ailleurs, les dispositions prévues par les nouvelles directives et celles prévues par la législation/réglementation actuellement en vigueur relatives à la résiliation et à la modification des contrats sont regroupées dans le projet de loi.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.05.2016

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

03.05.2016	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
01.06.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.06.2017	Continuation des travaux
19.06.2017	
22.06.2017	
18.07.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.10.2017	Explications de M. le Ministre suite à des entrevues avec la Chambre des Métiers, la Fédération des artisans et l'OAI
19.10.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements
04.01.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
25.01.2018	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
01.02.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport
13.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 08.02.2018

Tatouage, perçage, branding, cutting et bronzage UV

7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

Le présent projet de loi a pour objet d'encadrer les activités de tatouage, de perçage, de branding et de cutting.

D'autre part, le projet de loi vise à encadrer la vente et la mise à disposition d'appareils de bronzage UV.

Plus particulièrement, le projet de loi tend à protéger les mineurs.

La nécessité d'une réglementation dans ces domaines s'explique par le fait que ces activités impliquent des gestes, des actes et des techniques qui comportent certains risques pour la santé si elles ne sont pas réalisées selon les règles de l'art.

Des risques d'effets nocifs peuvent varier de simples infections jusqu'au risque de transmission d'une maladie virale comme le sida ou l'hépatite.

L'obligation de notification de ces activités est nécessaire lorsqu'il s'agit d'informer les tatoueurs d'une mise en garde RAPEX (système d'échange d'informations au niveau européen concernant les produits pouvant mettre en danger la santé et la sécurité des personnes).

Désormais, le professionnel devra suivre préalablement à sa déclaration d'activité une formation spécifique au sujet des règles en matière d'hygiène et de salubrité permettant d'éviter une infection à l'occasion de l'exercice des activités de tatouage, de perçage, de branding et de cutting.

Les conditions auxquelles doivent répondre les encres de tatouage ainsi que les tiges employées lors d'un perçage sont également fixées.

À noter que pour l'usage du pistolet perce-oreille pour le lobule de l'oreille par les bijoutiers-orfèvres, ces derniers n'ont pas besoin de suivre la formation relative aux conditions d'hygiène et de salubrité.

Les personnes qui mettent à disposition du public des appareils de bronzage UV doivent également avoir suivi une formation d'au moins huit heures aux conditions d'hygiène et de protection contre les rayonnements ultraviolets.

Considérant qu'une telle modification corporelle n'est que difficilement réversible, le texte prévoit également l'obligation d'un entretien préalable sur les risques et conséquences de ces techniques, dont l'objectif est d'informer le client qu'il ne s'agit aucunement d'un acte anodin.

Parallèlement, la pratique du branding et du cutting sur des personnes mineures sera interdite.

Finalement, la Commission de la Santé a choisi de fixer l'âge légal pour se faire tatouer ou percer (à l'exception du perçage du lobule de l'oreille) à seize ans.

Au-delà de seize ans et jusqu'à l'âge de dix-huit ans, une autorisation parentale est nécessaire pour se faire faire un tatouage ou un perçage.

Par ailleurs pour ce qui est du bronzage UV cancérogène, le Luxembourg entend interdire la mise à disposition et la vente d'appareils de bronzage UV à des mineurs. Une telle interdiction est actuellement déjà en place dans divers pays de l'Union européenne, tandis que d'autres États sont en train de finaliser une telle interdiction.

Par ailleurs, le texte proposé introduit toute une série de règles pour entourer l'utilisation et la mise à disposition d'appareils de bronzage UV pour les clients adultes.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 30.05.2016

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen) :

13.06.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.06.2017	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.09.2017	Continuation des travaux
10.10.2017	
16.01.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.02.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.03.2018

Aménagement du territoire

7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Le projet de loi a pour objet de procéder à une refonte globale de la législation sur l'aménagement du territoire. Les points saillants de la future loi sont les suivants:

Le Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT)

Le CSAT est désormais le seul organe d'aménagement. La loi modifiée du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire fait en effet mention d'«organes d'aménagement» alors qu'elle ne règlemente en fin de compte que le CSAT. Le projet de loi n°7065 rectifie ce point, établissant ainsi clairement que le CSAT est le seul «organe d'aménagement» encore actif, exclusion faite du CIAT (Comité interministériel de l'aménagement du territoire).

La précision des objectifs de la loi

La loi détermine les principes et points essentiels selon lesquels les PDS et les POS, qui sont par nature des textes réglementaires, peuvent restreindre les droits, libertés et principes constitutionnellement protégés, parmi lesquels figurent le droit de propriété, la liberté du commerce et de l'industrie ainsi que le principe de l'autonomie communale. Seuls des éléments de nature plus technique, non créateurs de nouveaux effets juridiques, peuvent être détaillés par les textes réglementaires.

En raison de la technicité et de l'impact politique de l'aménagement du territoire, les auteurs du projet de loi ont décidé de procéder à une énumération précise des cas dans lesquels les plans directeurs sectoriels (PDS) et les plans d'occupation du sol (POS) peuvent intervenir ainsi qu'à une énumération précise des conditions auxquelles lesdits plans sont soumis.

La politique de l'aménagement du territoire est désormais endiguée aux seuls cas visés par les objectifs de l'article 1er du projet de loi. Alors qu'il revenait jusqu'à présent au PDAT de préciser les objectifs de la loi, le projet de loi a désormais doté la politique de l'aménagement du territoire d'objectifs «autonomes», confiant au PDAT le soin d'énumérer des recommandations d'intérêt général permettant d'organiser les différents besoins en espace aux endroits les plus appropriés du territoire national.

Le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT)

Le dernier programme directeur, qui avait été approuvé par le Conseil de Gouvernement du 27 mars 2003, sur base de la loi précitée du 21 mai 1999 est désormais à nouveau «en vigueur». En effet, dans le cadre de son arrêt du 13 juillet 2017 concernant le Plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Fischbach, la Cour administrative, a soulevé les points suivants:

1° Il n'existe pas de PDAT déclaré obligatoire en vertu de la loi du 30 juillet 2013 ou se trouvant à l'état de projet soumis à l'avis des communes. Le Ministre de l'Intérieur ne peut donc invoquer le PDAT de 2003 dans le cadre de l'article 18, alinéa 2 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain tel qu'introduit par la loi précitée du 30 juillet 2013.

2° Le PDAT, au vu de la procédure qui est prévue dans le cadre de la loi précitée du 30 juillet 2013 pour son élaboration, ne peut revêtir un caractère contraignant et ne peut donc constituer une norme réglementaire.

3° Le PDAT pourrait revêtir le cas échéant un caractère obsolète.

Si ce dernier point est une question d'interprétation politique, le projet de loi n°7065 introduit quant à lui diverses dispositions modifiant les articles ayant trait à la conformité et à la compatibilité des projets d'aménagement général et des projets d'aménagement particulier au PDAT et prévoyant le maintien en «vigueur» du PDAT de 2003 jusqu'à ce qu'un nouveau PDAT soit arrêté par le Conseil de Gouvernement.

Modification et précision des plans directeurs sectoriels (PDS) et des plans d'occupation du sol (POS)

a) Le PDS n'est plus comme sous l'empire de la loi modifiée du 30 juillet 2013 un instrument induisant une mise en œuvre aussi fastidieuse pour les communes; au contraire, les auteurs du projet de loi ont veillé à faciliter la mise en œuvre des PDS en question.

Par conséquent, la distinction entre recommandations et prescriptions est abolie. En effet, les recommandations étaient des dispositions que les communes devaient prendre en considération lors de l'élaboration ou de la modification des plans d'aménagement communaux (PAG et PAP) tout en ayant la faculté de s'en écarter de manière motivée. À présent, seules les prescriptions qui sont des dispositions obligatoires, sont maintenues dans le projet de loi.

La mise en œuvre de certaines prescriptions des PDS n'est plus soumise à un délai de transposition, du fait que les communes ne disposent pas forcément toutes des ressources techniques, juridiques et financières nécessaires pour procéder par exemple à la mise en œuvre d'une zone d'habitation de quelques dizaines d'hectares dans un délai de six ans. Les PDS réservent donc des terrains pour des besoins en espace spécifiques comme par exemple le logement ou les infrastructures de transport sans pour autant forcer leur exécution à une date précise largement tributaire d'autres variables.

Les prescriptions des PDS, ne concernent, à une exception près, que les PAG, à l'exclusion des PAP, ces derniers exécutant et précisant par ailleurs le zonage prévu dans le cadre du PAG.

La partie graphique du PDS est définie à l'échelle 1:2.500, les communes n'ayant par conséquent plus à endosser la responsabilité relative au classement de certaines parcelles en fonction des prescriptions du PDS comme ce

fut le cas en 2014 lorsque la partie graphique des PDS était définie à échelle plus grande.

b) Le POS n'est plus comme sous l'empire de la loi modifiée du 30 juillet 2013 un instrument au contenu rigide, mais peut être «modulé» selon les objectifs à atteindre et la réalité des terrains sous-jacents. À ce titre, le POS doit au minimum changer le mode d'utilisation du sol du PAG mais peut aller jusqu'à contenir l'ensemble des règles d'urbanisme prévues dans le cadre d'un PAP «nouveau quartier».

En fonction du degré de précision du POS, la modification de plein droit concerne nécessairement le projet ou plan d'aménagement général PAG et peut concerner les projets ou plans d'aménagement particulier.

Les POS sont d'autant plus appelés à déroger aux projets et plans d'aménagement communaux existants ou à venir selon le cas de figure, que les dispositions et prescriptions urbanistiques quant au mode d'utilisation du sol et le cas échéant à celles relatives au degré d'utilisation du sol sont plus détaillées.

Seule subsistera la faculté de procéder à l'établissement d'un PAP lorsque le POS y réserve clairement la possibilité.

Remplacement des servitudes «standstill» des PDS et POS par des servitudes provisoires

Les effets dits «standstill» avaient pour vocation première d'éviter toute initiative sur le terrain qui serait contraire aux objectifs poursuivis par un PDS ou un POS. Compte tenu des problèmes juridiques en résultant, les auteurs du projet de loi ont dû trouver une alternative. C'est ce que les servitudes provisoires se proposent de faire en prévoyant que le ministre peut prendre une décision permettant l'instauration de servitudes applicables dès le début des études et des travaux tendant à établir, modifier ou compléter un plan d'aménagement, sous réserve qu'il s'agit d'un acte individuel et non d'un acte règlementaire.

En effet, selon la jurisprudence, un «acte qui touche non pas la seule situation d'un individu, mais qui touche aux intérêts de plusieurs personnes, n'est pas, de ce seul fait, un acte échappant à la qualification d'acte individuel en ce qui concerne toutes ses dispositions. Il conserve cette qualification dans la mesure où il contient une ou plusieurs décisions à portée individuelle dans ce sens qu'il considère chaque situation isolément et non en fonction d'un mobile général susceptible de s'appliquer, a priori, de manière indifférente à une globalité de personnes se trouvant dans la même situation. En revanche, une décision administrative qui vise à régir une problématique de manière impersonnelle et qui produit ses effets à l'égard d'une pluralité de personnes se trouvant, par rapport à cette décision, dans la même situation, n'est pas à qualifier de décision individuelle au sens de l'article 31 de la loi modifiée du 8 février 1961 - TA 15-7-97 (9436); TA 15-7-97 (9603); TA 23-7-97 (9658)2; TA 7-10-97 (9585)».

Le projet de loi peut ainsi empêcher que des constructions puissent être réalisées et mettre en échec la réalisation de ou des objectifs visés par le PDS ou le POS.

Hiérarchie des instruments

Le projet de loi prévoit que le POS n'est plus forcément un instrument d'exécution des PDS. C'est la consécration des POS dit «autonomes». Cependant ces POS dits «autonomes» ne peuvent intervenir que dans les cas expressément énoncés comme pouvant être réalisés par le bais du seul POS, sans que l'élaboration d'un PDS ne s'avère être nécessaire au préalable (cf. article 1er, paragraphe 3 du projet de loi pour les cas en question). Dans les autres cas de figure (cf. paragraphe 2 du projet de loi), le POS doit se conformer aux prescriptions du PDS (cf. art. 16, paragraphe 2 du projet de loi: «Le plan d'occupation du sol peut toujours mettre en œuvre un plan directeur sectoriel. Il doit alors être conforme aux prescriptions du plan directeur sectoriel.»

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.09.2016

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

29.06.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
06.07.2017	Continuation des travaux
17.07.2017	
18.07.2017	
09.11.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.11.2017	Continuation des travaux
22.02.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
15.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2018

Adaptations du Code du travail

7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Le présent projet de loi regroupe un certain nombre de dispositions qui complètent, précisent ou modifient des articles du Code du travail. Le projet de loi vise à mieux protéger les droits des salariés, à améliorer l'efficacité des mesures pour l'emploi en favorisant l'insertion sur le marché du travail notamment des catégories de chômeurs les plus vulnérables, ainsi qu'à assurer une meilleure connaissance de l'évolution du marché du travail permettant ainsi la mise en œuvre de politiques mieux ciblées.

La première disposition du projet de loi concerne le «maintien intégral» du salaire en cas d'incapacité de travailler pour cause de maladie, connu également sous le terme de «Lohnfortzahlung». Le texte proposé énonce avec précision les règles applicables dans les différents cas de figure pour ainsi mettre fin à l'insécurité juridique ayant mené à des interprétations divergentes et à une application non homogène des textes en question. Ainsi, le projet de loi distingue entre le salarié qui disposait de son horaire de travail au moment de la survenance de la maladie et celui qui n'en disposait pas. Alors que la première catégorie est payée comme si elle avait travaillé suivant le plan préétabli pendant les jours de maladie, la deuxième se voit verser une indemnité journalière correspondant au salaire journalier moyen des six derniers mois. Le texte prévoit de même une solution particulière pour les salariés payés à la tâche et pour ceux dont l'ancienneté est inférieure à six voire douze mois. Finalement il est précisé qu'il n'est pas tenu compte des avantages non périodiques, dont les frais accessoires occasionnés par le travail et les heures supplémentaires.

Ensuite, le projet de loi augmente la durée hebdomadaire de travail que les étudiants sont autorisés à travailler dans le cadre d'un contrat à durée déterminée d'une durée maximale de cinq ans en dehors des vacances scolaires de dix à 15 heures.

Le projet de loi adapte par ailleurs le Code du travail pour tenir compte de deux arrêts de la Cour constitutionnelle en matière de démission du salarié pour faute grave de l'employeur. En effet, il résulte de ces arrêts que les dispositions des articles L.124-6 et L.124-7 du Code du travail, en ce qu'elles n'accordent pas au salarié qui a résilié son contrat de travail avec effet immédiat pour faute grave de l'employeur et dont la résiliation est déclarée justifiée par la juridiction du travail, le bénéfice des indemnités de préavis et de départ qui reviennent de plein droit au salarié dont le licenciement avec effet immédiat par l'employeur est déclaré abusif et instituent de ce fait, entre ces deux catégories de salariés se trouvant dans des situations comparables, une différence de traitement qui ne procède pas de disparités objectives et qui n'est pas rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but. Le présent projet de loi vise donc à abolir cette différence de traitement.

De même, le Code du travail est complété en précisant que si la démission du salarié résulte d'une faute grave de l'employeur, comme le non-paiement du salaire, ce dernier devra rembourser au Fonds pour l'emploi les indemnités de chômage versées au salarié pour la ou les périodes couvertes par les salaires ou indemnités que l'employeur est tenu de verser en application du jugement ou de l'arrêt. Ainsi, la situation de l'employeur dont le salarié est démissionnaire à cause d'une faute grave de l'employeur est assimilée à celle de l'employeur d'un salarié qui a démissionné à cause d'un acte de harcèlement sexuel.

Le projet vise également une adaptation de certaines mesures en faveur de l'emploi, à savoir l'aide au réemploi et différentes autres aides favorisant l'insertion et la réinsertion des demandeurs d'emploi.

Si de nombreuses personnes ont pu bénéficier au fil des années de l'aide au réemploi de sorte que les conséquences de l'acceptation d'un nouvel emploi moins bien rémunéré ont pu être atténuées, elle a été dans de nombreux cas détournée de ses fins initiales pour prendre la forme d'une subvention de salaire. Surtout en ce qui concerne les demandeurs d'emploi qualifiés et bien rémunérés, l'aide au réemploi versée mensuellement dépasse souvent le niveau du salaire social minimum, voire le niveau du nouveau salaire payé par l'employeur. La conséquence directe est qu'après l'expiration de la période de paiement de l'aide au réemploi, le salaire effectivement payé par l'employeur est toujours loin d'atteindre un salaire adapté aux qualifications et compétences du salarié.

Afin d'éviter de telles situations, il convient d'amener l'employeur à payer un salaire «réaliste» qui, s'il est inférieur au salaire gagné précédemment, doit néanmoins prendre en compte l'expérience et les compétences du salarié bénéficiaire de l'aide au réemploi dont l'objectif est d'atténuer la différence qui peut exister entre les rémunérations en question. Comme l'aide est accordée pendant 48 mois, ce laps de temps doit permettre de rapprocher le nouveau salaire payé par l'employeur de l'ancien salaire perçu.

À cette fin, le projet de loi prévoit que le salaire plus l'aide au réemploi doivent garantir 90 pour cent du salaire précédent, respectivement le montant résultant du plafond de 3,5 fois le salaire social minimum, mais que l'aide au réemploi ne pourra dépasser 50 pour cent du salaire payé par l'employeur.

Par ailleurs, il a été constaté qu'au courant des dernières années de nombreuses personnes ont profité de l'aide au réemploi tout en créant leur propre entreprise par l'intermédiaire soit de leur conjoint ou d'un proche parent, soit par personne interposée et en simulant l'existence d'un lien de subordination. Pour éviter ce genre d'abus, les conditions d'attribution ont été précisées.

En ce qui concerne la notion d'«emploi approprié» que le bénéficiaire de l'indemnité de chômage doit être prêt à accepter, le projet de loi tient compte de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle indiquant que l'essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi. Il est donc proposé d'ajouter les critères permettant de définir l'emploi approprié dans le Code du travail et de régler le détail au niveau d'un règlement grand-ducal.

Le projet de loi revoit également les obligations des demandeurs d'emploi qui veulent créer leur entreprise ou reprendre une entreprise existante. Les nouvelles dispositions permettent au chômeur indemnisé de continuer à toucher des indemnités de chômage tout en ne devant pas accepter tout emploi approprié pendant une durée maximale de six mois dans le but de mettre en place les structures de sa nouvelle entreprise. Cette exception est limitée dans le temps et n'est accordée que sur demande.

Le projet de loi adapte également les mesures en faveur de l'emploi des jeunes, notamment en ajoutant à la condition d'avoir été inscrit à l'ADEM pendant trois mois pour pouvoir bénéficier d'un contrat d'initiation à l'emploi (CIE), que les jeunes aient été sans emploi durant ces trois mois.

Le projet de loi introduit également une aide à la formation de 41,67 euros indice 100 pour tous les demandeurs d'emploi non indemnisés qui participent régulièrement à une mesure de formation proposée par l'ADEM.

Par ailleurs, les employeurs pourront désormais accepter des demandeurs d'emploi en stage qui sont couverts par l'assurance accident. En effet, la modification proposée permet l'application du régime spécial en matière d'assurance accident de sorte que si un participant subit un accident du travail, l'État prend en charge les frais.

Enfin le projet de loi donne une base légale au Réseau d'études sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL) qui associe un certain nombre d'acteurs pour améliorer la collecte de données sur le marché du travail, faciliter les évaluations des politiques de l'emploi qui doivent être fondées sur une meilleure prise en compte des évolutions du marché du travail. Le RETEL remplace l'observatoire national des relations du travail et de l'emploi.

Finalement, pour assurer un meilleur suivi des chômeurs qui peuvent relever d'administrations différentes, le projet de loi propose d'introduire la possibilité d'un échange de données tout en garantissant la protection de celles-ci conformément à la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.10.2016

Rapportrice: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

16.10.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
25.10.2017	Continuation des travaux
06.11.2017	
13.11.2017	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
01.02.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.02.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.03.2018

Accès aux qualifications scolaires et professionnelles

7155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Le présent projet de loi a pour objet de compléter l'article 5 de la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles.

L'insertion d'un nouveau point 12 à l'article 5 précité offre à la Commission des aménagements raisonnables la possibilité de remplacer une partie de l'épreuve d'évaluation, de l'épreuve de l'examen de fin d'études ou de fin d'apprentissage ou du projet intégré que l'élève à besoins particuliers est incapable de résoudre, suite à sa déficience ou incapacité

particulière, par une partie qui tient compte de la déficience ou de l'incapacité particulière de l'élève.

En effet, la loi actuellement en vigueur dispose que le conseil de classe ne peut accorder une dispense que pour une partie des épreuves prévues pour un trimestre ou semestre, mais pas leur remplacement. De plus, les examens de fin d'études ou de fin d'apprentissage ou le projet intégré ne sont jusqu'à présent pas concernés par cette possibilité.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30.06.2017

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

14.06.2017	Présentation du projet de loi
07.02.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.02.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.03.2018

Réorganisation de la Chambre de Commerce

7161 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'apporter certaines modifications ponctuelles à la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce.

Ces modifications visent notamment à simplifier la procédure électorale de la Chambre de Commerce. Ainsi, la réception des propositions des candidatures est dès maintenant assurée par le bureau de vote et non plus par le juge de paix directeur de Luxembourg.

Par ailleurs, afin de simplifier, d'une part, le remplacement d'un membre qui ne pourrait pas participer à une réunion de l'assemblée plénière de sorte à assurer une meilleure représentativité du groupe électoral visé et, d'autre part, se prémunir contre une éventuelle insuffisance de quorum, le projet de loi précise que «l'assemblée plénière» de la Chambre de Commerce se compose de membres effectifs et/ou suppléants.

Toujours dans un souci de représentativité démocratique, il est prévu qu'au cas où un groupe électoral ne serait plus représenté dès lors qu'il n'y aurait plus de membre effectif ni de membre suppléant il serait procédé à des nouvelles élections, mais uniquement dans ce groupe, afin de déterminer les nouveaux membres effectifs et suppléants de ce groupe électoral.

Il est encore prévu que dans l'hypothèse où pour un groupe électoral aucune liste, voire une ou des liste(s) ne contenant aucun candidat serai(en)t présentée(s), il serait procédé à de nouvelles élections, mais uniquement dans ce groupe, et ce après constitution de l'assemblée plénière et dans un délai maximal de six mois.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 25.07.2017

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

01.02.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.02.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 9 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°181, page 1

Régime fiscal de la propriété intellectuelle

7163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne le régime fiscal de la propriété intellectuelle, et modifiant la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz»)

Le présent projet de loi a pour objet d'introduire un régime fiscal en faveur de la propriété intellectuelle conforme à l'approche du lien modifiée. Suite à l'abrogation du régime de propriété intellectuelle ancré à l'article 50bis de ladite loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) par la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016, le présent projet de loi insère un nouvel article 50ter dans la prédite loi modifiée du 4 décembre 1967. De plus, un nouvel article 60ter est inséré dans la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs afin de prévoir l'exonération fiscale des actifs de propriété intellectuelle éligibles en matière de l'impôt sur la fortune.

La loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016 a aboli le régime de propriété intellectuelle ancré à l'article 50bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) et a prévu une période transitoire de cinq ans, pendant laquelle seulement les droits de propriété intellectuelle acquis avant le 1er juillet 2016 continuent à bénéficier d'un traitement préférentiel.

Les secteurs innovants ayant un taux élevé d'activités de recherche et de développement sont généralement reconnus comme représentant un facteur important dans la croissance économique. Ces secteurs innovants favorisent une croissance intelligente et représentent un élément majeur dans la diversification économique et la transition vers une économie fondée sur la connaissance et l'innovation. Pour ces raisons, la Commission européenne leur accorde une grande importance dans sa «Stratégie Europe 2020».

En ce qui concerne le Luxembourg en particulier, l'OCDE de même que la Commission européenne recommandent de faire du renforcement de l'innovation un objectif prioritaire pour assurer une croissance économique durable.

Par conséquent, une politique incitative en faveur de l'innovation et de la recherche et le développement par un traitement favorable de la propriété intellectuelle s'avère indispensable afin de consolider et diversifier l'économie luxembourgeoise. Le régime de traitement fiscal de la propriété intellectuelle tel que proposé par le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans le cadre décrit ci-dessus.

Le présent projet de loi vise à encourager les entreprises à se livrer à des activités de recherche et développement tout en maintenant un environnement fiscal visant à garantir la compétitivité du Luxembourg et en respectant les nouveaux principes internationaux et européens en matière fiscale.

Afin de stimuler l'investissement des entreprises dans la recherche et le développement, le régime de propriété intellectuelle prévu par le présent projet de loi vise à exonérer de l'impôt sur le revenu 80% du montant du revenu net éligible ajusté et compensé. En ce qui concerne les différences par rapport au régime de l'article 50bis, il y a notamment trois éléments à soulever.

En premier lieu, le champ d'application des actifs éligibles est réduit par rapport à l'article 50bis L.I.R.. Tandis que sous l'ancien régime les droits d'auteur sur des logiciels informatiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce d'un nom de domaine, d'un dessin ou d'un modèle représentaient des actifs éligibles, sous le nouveau régime sont éligibles surtout les brevets au sens large ainsi que les logiciels informatiques.

En outre, pour que le contribuable puisse bénéficier de l'exonération fiscale partielle, l'approche du lien modifiée exige, d'une part, une activité substantielle et, d'autre part, qu'il ait lui-même supporté les dépenses de recherche et de développement. De cette façon, les bénéfices sont imposés dans le pays où la création de valeur a eu lieu et ne peuvent pas être transférés artificiellement dans d'autres pays.

Enfin, l'article 50ter permet aux entreprises ayant leur siège social au Luxembourg d'effectuer leur recherche et développement dans un établissement stable situé dans un autre pays de l'espace économique européen sous réserve des conditions prévues à cet effet dans le projet de loi, à savoir notamment que les dépenses de recherche et de développement soient attribuées au contribuable en vertu d'une convention préventive de double imposition.

L'existence d'une activité substantielle est déterminée par la présence de dépenses éligibles, qui sont en relation directe avec des revenus issus de droits de propriété intellectuelle. Par conséquent, seuls les revenus résultant d'investissements préalables dans la recherche et le développement sont éligibles pour l'exonération partielle de l'impôt sur le revenu.

La hauteur du montant pouvant être exonéré partiellement est déterminée par le ratio du lien en fonction de la hauteur des dépenses éligibles effectuées. L'octroi de l'avantage fiscal dont peut bénéficier une entreprise dépend de l'importance des activités de recherche et développement auxquelles se livre cette entreprise.

Les revenus qui peuvent bénéficier d'une exonération partielle de 80% sont les revenus qui proviennent de l'usage ou de la concession de l'usage d'un actif éligible, les revenus ayant un rapport direct avec l'actif éligible qui sont incorporés dans le prix de vente d'un produit ou service, les revenus perçus sur la cession d'un actif éligible et les indemnités obtenues dans le cadre d'une procédure judiciaire portant sur un actif éligible.

Les dépenses éligibles se composent d'un côté des dépenses effectuées pour la constitution, le développement ou l'amélioration d'un actif éligible dans le cadre d'activités de recherche et développement. D'un autre côté, ils comprennent les paiements faits par le contribuable à une «entité autre qu'une entreprise liée au titre d'activités de recherche et développement en rapport direct avec la constitution, le développement ou l'amélioration d'un actif éligible effectuées par cette entité au profit du contribuable».

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 04.08.2017

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017	Désignation d'un rapporteur
19.01.2018	Présentation du projet de loi
	Présentation de l'amendement gouvernemental
12.03.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2018

Indices de référence

7164 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014, et portant:

1. modification du Code de la consommation;

2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; et

4. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

La présente loi en projet a pour but de mettre en œuvre en droit national le règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et le règlement (UE) n°596/2014 (ci-après le «règlement (UE) 2016/1011»).

Étant donné qu'ils servent à déterminer le prix de nombreux instruments et contrats financiers, les indices de référence jouent un rôle central pour les marchés financiers. Comme il y a eu des cas de manipulation de certains de ces indices de référence par exemple dans le cas du LIBOR (London Interbank Offered Rate) en 2012, et comme ces derniers peuvent faire l'objet de conflits d'intérêts, il est évident que la solidité et l'exactitude des indices de référence ainsi que l'intégrité et la transparence de leur processus de détermination sont indispensables afin de garantir la confiance et la stabilité des marchés et le bon fonctionnement du marché unique. Ainsi le règlement (UE) 2016/1011 vise à mettre en place les dispositions nécessaires pour assurer l'intégrité des indices de référence et pour harmoniser leur détermination dans les différents États membres de l'Union européenne.

Le projet de loi sous rubrique désigne la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) comme autorité compétente par défaut pour les entités surveillées relevant du règlement (UE) 2016/1011. Le Commissariat aux assurances (CAA), quant à lui, est désigné comme autorité compétente pour les entités surveillées relevant de sa surveillance. Dotées des pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires pour l'exercice de leurs missions, les autorités compétentes sont également investies du pouvoir d'infliger des sanctions administratives et d'autres mesures administratives aux entités surveillées dans le cas du non-respect des dispositions prévues par le règlement (UE) 2016/1011.

Finalement, pour tenir compte des modifications que réalise le règlement (UE) 2016/1011 dans les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE, le Code de la consommation est modifié ponctuellement à trois endroits. La loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ainsi que la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances sont également adaptées afin de tenir compte du présent projet de loi.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 04.08.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
09.02.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
15.03.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2018

Défense aérienne commune

7178 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017.

À l'instar de l'accord Benelux, le présent accord vise à mettre en place une coopération transfrontalière entre les pays du Benelux et la France afin d'améliorer les capacités d'intervention des parties et de faciliter l'échange d'informations, ceci dans le but de répondre aux menaces aériennes non militaires.

Le présent accord de coopération autorise ainsi les parties, dans le cadre d'une suspicion de menace aérienne, à traverser la frontière pour entrer dans l'espace aérien des autres parties et à y exercer les actions tactiques prévues dans l'accord et clairement définies dans le texte, sur autorisation expresse de la partie dans l'espace aérien de laquelle se trouve l'avion suspect.

Concrètement, l'accord permet à un aéronef français d'entrer dans l'espace aérien belge ou luxembourgeois en cas de poursuite d'un avion civil suspect et vice versa. En absence de frontières communes, les Pays-Bas n'ont pas souhaité qu'un aéronef français entre dans leur espace aérien. Cette possibilité ne figure donc pas dans l'accord.

Toute décision concernant l'aéronef suspect revient aux autorités nationales compétentes pour l'espace aérien dans lequel l'aéronef en question se trouve. L'accord Benelux a instauré un système de riposte selon lequel l'espace aérien du Benelux est considéré comme espace commun dont la surveillance revient en alternance aux autorités belges et néerlandaises. En cas d'incident, l'aviation militaire belge ou néerlandaise, en fonction de la rotation, est appelée à intervenir dans l'espace aérien luxembourgeois.

Le contenu du présent accord est similaire à celui de l'accord Benelux, la plupart des différences se situent au niveau de la formulation et résultent de divergences au niveau de la terminologie ou de la pratique.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.01.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.01.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 15 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°190, page 1

Accord UE-Afghanistan

7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017.

Cet accord est la confirmation d'un engagement politique et économique renforcé et durable de l'UE et de ses États membres en Afghanistan et d'un soutien au processus de paix et à la sécurité du pays ainsi qu'à la stabilité de la région, affectée par de longues années de conflit.

L'accord reflète les principes et les conditions sur lesquels le partenariat sera fondé. Il met l'accent sur un dialogue politique régulier, y compris sur les questions relatives aux droits de l'homme, en particulier les droits des femmes et des enfants, mis à mal durant les années de conflit et sous le règne des talibans.

Il prévoit le développement de relations mutuellement bénéfiques dans un éventail de plus en plus large de domaines économiques et politiques, tels que l'État de droit, la santé, le développement rural, l'éducation, les sciences et les technologies, ainsi que des mesures visant à lutter contre la corruption, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants. Rappelons à cet égard que l'opium en provenance de l'Afghanistan représente 90 pour cent de la production mondiale et est un des facteurs principaux empêchant le développement de l'économie légale du pays.

L'accord de coopération permettra en outre à l'UE et à l'Afghanistan de s'employer ensemble à relever conjointement les défis mondiaux que constituent par exemple la sécurité nucléaire, la non-prolifération et la lutte contre le changement climatique.

L'accord contient également une partie sur le commerce extérieur. Majoritairement agricole, l'économie afghane reste encore largement sous-développée, bien qu'elle ait connu une croissance forte entre 2003 et 2012, avec un taux de croissance moyen de 9,4 pour cent. Les taux de chômage et de pauvreté ont par ailleurs augmenté plus récemment et sont tous les deux estimés autour de 40 pour cent. Les procédures douanières et commerciales seront facilitées par cet accord, ce qui permettra de réduire les coûts éventuels afférents et d'intensifier les échanges commerciaux. D'une perspective luxembourgeoise, il est à noter que les relations commerciales sont peu développées et les exportations de biens et de services ont atteint un volume de 25 millions d'euros en 2016. Les importations d'Afghanistan au Luxembourg sont par contre inexistantes jusqu'à présent.

Finalement, un volet important de l'accord concerne la coopération dans le domaine des migrations, fondée sur l'action conjointe pour le futur sur les questions migratoires et adoptée par l'UE et l'Afghanistan le 2 octobre 2016.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.01.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.01.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 13 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°187, page 1

Accord UE-ALC

7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016.

L'accord a pour objet d'établir la fondation internationale UE-ALC comme organisation internationale de nature intergouvernementale, relevant du droit international public, qui a pour mission de renforcer le partenariat bi-régional entre l'Union européenne et ses États membres et la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes. L'accord définit la nature de la nouvelle fondation, sa structure ainsi que différents aspects relatifs à son fonctionnement.

Selon l'accord et à l'instar de la fondation transitoire, la fondation UE-ALC est composée d'un conseil des gouverneurs, d'un président et d'un directeur exécutif. Le Luxembourg est représenté au conseil des gouverneurs soit par le Ministre des Affaires étrangères et européennes (lors des réunions au niveau ministériel), soit par le directeur politique ou son représentant (lors des réunions au niveau des hauts fonctionnaires). Les fonctions de président et de directeur exécutif de la fondation sont occupées en alternance par un ressortissant d'un État membre de l'UE et par un ressortissant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes. Si le président désigné vient d'un État membre de l'UE, le directeur exécutif vient d'un État membre de la CELAC, et vice versa.

La fondation est financée essentiellement par ses membres qui effectuent leurs contributions sur base volontaire. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes peut allouer à la fondation des fonds provenant du budget pour subventions à des institutions et organisations internationales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.01.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.01.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 13 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°186, page 1

Juridiction unifiée du brevet

7197 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016.

Ce protocole constitue le dernier élément de la mise en place d'une juridiction unifiée du brevet.

La juridiction unifiée du brevet a besoin de bénéficier des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Une approche commune des questions de privilèges et d'immunités est essentielle compte tenu des besoins tant de la juridiction que des États membres contractants. Pour cette raison, les statuts de la juridiction unifiée du brevet prévoient, en leur article 8, que le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne est applicable aux juges de la juridiction unifiée du brevet.

Le présent protocole vise à régler notamment l'inviolabilité des locaux, archives et documents de la juridiction, l'immunité de ses biens et avoirs, les exonérations et dispositions fiscales et il étend les privilèges et immunités accordés par l'article 8 des statuts au greffier de la juridiction.

Le protocole permet aussi la conclusion d'accords de siège bilatéraux supplémentaires entre la juridiction unifiée du brevet et les États membres contractants accueillant la division centrale du tribunal de première instance ou l'une de ses sections, une division locale ou régionale du tribunal de première instance ou la Cour d'appel de la juridiction unifiée du brevet.

Le comité administratif est compétent pour instaurer un impôt interne et un régime de sécurité sociale, en vertu des pouvoirs d'administration qui lui sont conférés par l'accord relatif à la juridiction unifiée du brevet.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.10.2017

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

29.01.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 13 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°185, page 1

Produits d'investissement packagés de détail

7199 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (ci-après, le «règlement (UE) 1286/2014»).

Le règlement (UE) 1286/2014 établit l'obligation pour les établissements financiers de fournir aux investisseurs de détail un document d'informations clés pour les produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance («PRIIP»). Les produits d'investissement packagés de détail sont définis de la façon suivante par le règlement (UE) 1286/2014: un investissement pour lequel le montant remboursable à l'investisseur de détail est soumis à des fluctuations parce qu'il dépend de valeurs de référence ou des performances d'un ou de plusieurs actifs que l'investisseur de détail n'achète pas directement.

Par produit d'investissement fondé sur l'assurance, on entend «un produit d'assurance comportant une durée de vie ou une valeur de rachat qui est totalement ou partiellement exposée, de manière directe ou indirecte, aux fluctuations du marché». À titre d'exemple de PRIIP, l'on peut citer les fonds d'investissement, les polices d'assurance-vie présentant un élément d'investissement, les produits structurés et les instruments financiers émis par des véhicules de titrisation, s'ils tombent sous la définition de PRIIP. Ne sont pas visés entre autres les actifs détenus directement, les produits d'assurance sans possibilité d'investissement et les dépôts exposés uniquement à des taux d'intérêt.

Le document d'informations clés, dont la mise à disposition est imposée par le règlement (UE) 1286/2014, donne à l'investisseur de détail des renseignements quant à la nature et aux caractéristiques du produit, au risque éventuel de perte de capital, au profil de coût et de risque, des scénarios de performance appropriés ainsi que les hypothèses formulées pour établir ces derniers. Les investisseurs de détail recevront ce document des personnes qui fournissent des conseils au sujet des PRIIP ou qui les vendent bien avant la conclusion d'une quelconque transaction afin d'être en position de pouvoir prendre une décision de manière informée et éclairée. Le règlement (UE) 1286/2014 vise de cette façon à renforcer la transparence et la comparabilité des différents PRIIP sur le marché européen et à améliorer la compréhension des risques et coûts des PRIIP par les investisseurs de détail.

Le projet de loi sous rubrique désigne la Commission de surveillance du secteur financier («CSSF») et le Commissariat aux assurances («CAA») comme autorités compétentes. Il leur incombe de veiller au respect du règlement (UE) 1286/2014 et, s'ils constatent dans l'exercice de leurs pouvoirs de contrôle et d'enquête une infraction à celui-ci ou à la loi en projet, de prononcer des sanctions et autres mesures administratives comme par exemple la suspension de la commercialisation d'un PRIIP ou des amendes administratives.

De plus, le projet de loi introduit une disposition pour autoriser les SICAR et les fonds d'investissement autres que les OPCVM (organisme de placement collectif en valeurs immobilières) à établir un document d'informations clés de type OPCVM au lieu d'un document d'informations clés de type PRIIP.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 25.10.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

17.11.2017 Désignation d'un rapporteur
19.01.2018 Présentation du projet de loi
09.02.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'amendements parlementaires
15.03.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2018

Données personnelles des élèves

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

L'article 6, alinéa 1er, de loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves autorise le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions à communiquer des données personnelles des élèves à certains organismes, dont notamment d'autres ministères, certains établissements publics, ou encore la Fondation Restena.

Suite au chevauchement de deux lois entrées en vigueur dans un délai rapproché, la liste exhaustive de l'article 6, alinéa 1er, de la loi précitée a fait l'objet de deux modifications. En effet, les deux lois ont inséré chacune un point 14 à la prédite liste. Cette modification a eu comme conséquence que le point 14, tel qu'introduit par la loi du 22 juin 2017 relative à l'intégration des services de l'Action locale pour jeunes au Service national de la jeunesse, a été supprimé.

Or, il n'était guère dans l'intention du législateur de procéder au remplacement du point 14 tel qu'inséré par la prédite loi du 22 juin 2017. Le projet sous rubrique a donc comme objet de redresser cette erreur matérielle, tout en ajoutant, à la liste contenue à l'article 6 de la loi précitée du 18 mars 2013, un point 15 prévoyant la communication des données personnelles des élèves au Service national de la jeunesse.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 18.12.2017

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

07.03.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.03.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2018

Transferts d'énergie renouvelable

7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

Ce projet de loi vise à approuver un accord signé à Vilnius, le 26 octobre 2017, entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie. L'accord prévoit des transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables afin de permettre au Luxembourg de respecter ses objectifs en matière d'énergie renouvelable, prévus par la directive 2009/28/CE.

La directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables prévoit pour le Luxembourg un objectif de 11% d'énergie renouvelable de sa consommation finale d'énergie en 2020, et un objectif de 20% pour toute l'Union européenne.

Cette directive impose aux États membres de présenter un plan d'action national en matière d'énergies renouvelables (ci-après le «Plan»), plan qui a été approuvé par le Conseil de gouvernement le 23 juillet 2010.

Une des trois mesures prévues par le Plan pour atteindre ledit objectif est le recours à des mesures de coopération, et plus précisément à des transferts statistiques, ceci à hauteur de 2% sur le total des 11% à atteindre.

L'accord prévoit le transfert statistique d'une quantité minimale d'énergie de 700 GWh pour un prix de 10,5 millions d'euros. Le traité de coopération couvre la période 2018 à 2020. Le Luxembourg pourra décider combien de GWh de cette quantité minimale seront à transférer en quelle année.

L'accord prévoit la possibilité pour le Luxembourg de transférer plus de quantités en cas de nécessité. La quantité maximale prévue est de 5.500 GWh, dont la quantité de 4.800 GWh ne constitue qu'une option, pas une obligation. Le financement des mécanismes de coopération est assuré par le Fonds climat et énergie.

Les quantités transférées par la Lituanie, qui a déjà dépassé son propre objectif national fixé pour l'année 2020, seront en premier lieu constituées par de l'énergie éolienne, solaire et géothermale, puis par de la biomasse obtenue grâce à une gestion durable des forêts.

En signant cet accord, la Lituanie s'est engagée à affecter les moyens financiers de la coopération à de nouveaux projets et/ou à la recherche scientifique dans le domaine des sources d'énergie renouvelables dans le pays.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

08.02.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 15 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°191, page 1

Accord de non double imposition

7226 - Projet de loi portant approbation de la «Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance», faite à Nicosie, le 8 mai 2017

L'objet du projet de loi sous rubrique consiste en la ratification de la «Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance», conclue le 8 mai 2017 à Nicosie. Afin de garantir le bon développement des relations économiques à travers l'échange de biens et de services ainsi que le mouvement de capitaux, de technologies et de personnes, une convention fiscale pour éviter la double imposition des acteurs économiques, est inéluctable.

De plus, avec cet accord, dont les travaux ont débuté en 2007, le Luxembourg dispose désormais de conventions avec tous les États membres de l'Union européenne qui intègrent dans une large partie des dispositions du modèle de convention de l'OCDE. La convention avec la Chypre n'en fait pas exception. Dès lors, d'un point de vue de normes internationales, il convient de souligner que, bien que la Chypre ne soit pas membre de l'OCDE, la convention précitée prend entièrement en compte les travaux réalisés dans le cadre du projet BEPS («base erosion and profit shifting») de l'OCDE.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

12.03.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
15.03.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2018

SÉANCE 21

MERCREDI,
28 FÉVRIER 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7118 - Projet de loi portant modification

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler), M. Claude Adam (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Nancy Arendt et Mme Octavie Modert), M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Nancy Arendt), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Nancy Arendt), M. Claude Wiseler (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Marc Angel), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7197 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. le Ministre Etienne Schneider, M. Claude Haagen), M. Eugène Berger (interventions de M. Laurent Mosar et M. Gusty Graas), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7178 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. le Ministre Etienne Schneider*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7161 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, M. Gérard Anzia*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

9. 7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

et

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017

- *Rapports de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Romain Schneider et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Gudde Mëtteg, Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen heimat eis Sëtzung op. Mir hunn eis verstanen: Am Moment huet d'Regierung keng Kommunikatioun ze maachen, mä dat wäert sech da beim nächste Punkt vum Ordre du jour änneren. Merci dem Här Premierminister.

Da géife mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar zum Projet 7118, eng Ofännerung vum Wahlgesetz a méi präzis d'Vereinfachung och vun der Bréifwahl. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Eugène Berger.

2. 7118 - Projet de loi portant modification

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, den Zougang fir de Bierger zu de Wahlen esou einfach wéi nëmme méiglech ze maachen, ech mengen, esou kéint een dee Projet de loi e bësse resuméieren, deen ech Iech haut de Mëtten da wäert presentéieren a wou et och méi besonnesch a méi spezifesch ëm d'Bréifwahl geet.

Mir huelen haut och eng zweete Kéier an deene leschte Méint, wann ech zréckkucken, eng Ännerung um Wahlgesetz vir. Virun e puer Méint war et drëms gaangen - Dir kënnt Iech vläicht erënneren -, fir d'Verfassungskonformitéit vun eisem Wahlgesetz nach eng Kéier nei ze schreiwen. No de Wahlen 2013 hu mer jo missen déi Dispositiounen nei präziséieren, fir datt all fënnef Joer Wahle si respektiv wéini déi al Chamber ophält an déi nei ufänkt.

Déi Modifikatiounen, déi ech Iech elo haut wäert presentéieren, si manner juristescher Natur, vläicht kéint ee soen, méi praktescher Natur. Awer am Endeffekt, géif ech soen, och op eng gewëssen Aart a Weis politescher Natur, well déi Modifikatioune reie sech awer a mengen Aen an d'Philosophie vun anere wichtege Reforme vun eisem Wahlgesetz an. Well genausou wéi beim Aféiere vum Suffrage universel, dem Aféiere vum Fraewahlrecht, dem Erofsetze vum aktiven a passive Wahlalter op 18 Joer, geet et och bei dësem Gesetz drëm, am Sënn vun der demokratescher Participatioun d'Wahle fir d'Bierger esou accessibel wéi nëmme méiglech ze maachen an ze kucken, datt och wierklech praktesch keen eng Excuse huet, fir net kënne wielen ze goen.

Et muss ee soen, och wann dëst Gesetz net per se d'Wahlrecht méi grouss opmécht, erliichtert et awer de Wahlberechtegten, hir Stëmm och effektiv ofzeginn, besonnesch wa se deen Dag net am Land sinn oder wa se deen Dag aus iergendenger Ursaach net kënnen an d'Wahlkabinn goen.

Et sinn awer nach e puer aner Dispositiounen, déi och hei ëmgeännert ginn. Also et si siwe Punkte grosso modo, déi ech hei wäert kuerz skizzéieren: also d'Bréifwahl, wéi do den Accès geännert gëtt, dann och d'Zouloossen zum Vott an der Kabinn, d'Recoursméiglechkeeten, d'Wielerlëschten, d'Wahlbüroen an dann och eppes Neies, dat ass de Vott vun de Persoune mat enger Déficience visuelle. An d'Annexe vum Wahlgesetz ginn eben dann och geännert.

Dës Modifikatiounen, déi mer hei virhuele wäerten, déi ginn och parallell am Gesetz iwwert den nationale Referendum geännert, well jo do eigentlech och déiselwecht Logik ass wéi bei dem Wahlgesetz.

Bon, ech kommen dann zu deem éischten, awer och deem wichtegste Punkt bei den Ëmännerungen, déi mer hei iwwert dee Projet de loi maachen, dat ass dee vun der Bréifwahl. De Moment ass et esou, datt ee kann d'Bréifwahl ufroen, entweder wann ee Wieler ass, dee méi al wéi 75 Joer ass, Wieler, deen um Wahldag onméiglech an de Wahlbüro ka goen, well e krank oder soss eppes ass, oder och Wieler, déi deen Dag am Ausland wunnen oder schaffen.

Mir hu jo och do déi Situatiounen, datt d'Studenten, déi am Ausland studéieren, jo ganz oft an där Situatioun sinn, wat natierlech och oft awer mat, ech soen emol, Paperassë verbonnen ass, datt se eventuell souguer mussen am Virfeld zréck heemkommen, fir do dann och op d'Post hiren Ziedel sichen ze goen.

Mir stellen awer och fest: Mir liewen an enger Zäit, wou och vill Leit berufflech heiansdo kuerzfristeg an d'Ausland musse goen. An dat ass dann natierlech och méi ëmständlech oder stresseg, oder et geet vläicht dann heiansdo och net duer, fir dann nach kënnen unzefroen, fir d'Bréifwahl ze maachen, fir eventuell en Zertifikat ze hunn an esou weider.

Et kann een och feststellen, wann een d'Zuele kuckt, d'Statistike kuckt: D'Zuel un Demandë fir d'Bréifwahl hëlt konstant zou. 2009 hate mer 5,5% vun de Wieler, déi dat ugefrot haten, 2013 hate mer der scho 7,65% a beim Referendum, fir dat dann och als Referenz ze huelen, haten 18.837 Persounen d'Bréifwahl ugefrot, dat sinn ëmmerhin 8,76% vum ganzen Elektorat.

Also, d'Statistik weist och - dat ass en aneren Aspekt, do hunn ech hei elo net d'Zuelen derbäi - eng Tendenz, datt leider ëmmer méi Bierger net an der Wahlkabinn optauchen, obwuel se missten hirer Wahlflicht nokommen. Mir wëssen och, datt do gewéinlech keng Poursuitte sinn. Mä mir haten awer och eng Diskussioun an der Chamberskommissioun, fir ze kucken, datt een dat eng Kéier genau misst analyséieren, dee Phenomeen. Mä et erhofft ee sech natierlech och doduerjer, datt d'Bréifwahl vereinfacht gëtt, datt een eigentlech dann där Tendenz kéint entgéintwierken.

Also wat op alle Fall hei ass: Mat dësem Gesetz kënnt awer eng grouss Neierung, well bei der Bréifwahl, do gëtt d'Prozedur vereinfacht, verallgemengert. Dat heescht, an Zukunft muss ee keng Begrënnung méi uginn. Et muss een net eventuell en Zertifikat als Student oder datt een am Ausland schafft vum Patron oder wann ee krank ass en Zertifikat oder iergendeen Ziedel derbäileeën, fir unzeginn, firwat ee wëllt d'Bréifwahl maachen. Also et ass einfach ouni Begrënnung.

An Zukunft muss ee sech dann och net méi speziell deplacéiere fir d'Bréifwahl a fir seng Demande ze maachen, fir d'Bréifwahl unzefroen, op d'Gemeng goen. Dat kann een elo iwwer myguichet.lu ufroen. Ech mengen, dat ass och am Sënn vun der Strategie vun der Regierung vum paperless an et vereinfacht natierlech och de Leit, de Bierger d'Liewen, wa se administrativ Akte musse maachen.

An da schliisslech gëtt déi Prozedur och vereinfacht, andeem d'Wahlziedele bei der Bréifwahl net méi mat Accusé de réception verschéckt ginn. Fréier huet een da missen op d'Post goen, do huet ee sech missen Zäit huelen. Dat war eventuell de Student, deen awer net zréckkomme konnt. Dann huet e misse kucken, datt de Papp oder d'Mamm dat konnt siche goen. Also dat fält och ewech. Den Accusé de réception ass net méi noutwendeg, et kritt een et direkt heemgeschéckt. An dann och, dat arrangéiert vläicht de President vum Haaptwahlbüro, dat mécht him et och méi einfach: D'Enveloppë mussen och net méi vun deem paraphéiert ginn.

Bon, de Statsrot, deen huet a sengem Avis, an och eng gréisser Fraktioun oder déi gréisst Fraktioun an der Kommissioun, Bedenken iwwert deen, soe mer emol, Manipulatiounsrisiko geäussert, dee kéint bei der Bréifwahl kommen.

Dozou awer vläicht e puer Remarke vu mir als Rapporteur. Ech mengen, domadder, datt een déi Bedenken huet, stellt ee jo eigentlech dee ganze Prinzip vun der Bréifwahl insgesamt a Fro. Mir hunn awer mëttlerweil schonn - ech hat et virdru gesot - 18.800 Leit, déi dat gemaach hunn. Ech mengen, da géif een dat jo prinzipiell a Fro stellen, well wann et bei engem méiglech ass, dann ass et jo och bei 18.000 a méi oder 20.000 a méi méiglech.

Ech stellen och einfach fest, datt de Statsrot deemools, wéi d'Bréifwahl fir déi iwwer 75-Järeg opgemaach ginn ass, déi Bedenken net hat. Wann een also haut vläicht Bedenken huet a fäert, eng streng Mamm oder e strenge Papp géife fir déi jonk Studente vun 20, 22, 25 Joer, wat weess ech, den Ziedel ausfëllen, da kéint een natierlech och soen, dann hätt een och fréier missen déi Bedenken hu bei eelere Leit, déi vläicht am Altersheim sinn, ob déi dann och selwer do hiren Ziedel ausgefëllt hätten.

An ech mengen, d'Konklusioun war op alle Fall déi, datt d'Kommissioun, déi och doriwwer diskutéiert huet, dem Statsrot seng Suergen - et war och keng Opposition formelle - net gedeelt huet. A wéi gesot, ech hunn hei och versicht, eng Rei Argumenter duerzestellen, firwat datt sech eigentlech do awer net déi Suergen ze maache sinn.

Bon, mir ginn natierlech och dovunner aus, datt awer duerch déi Vereinfachung, déi Verallgemengerung - kéint ee scho bal soen - vun der Bréifwahl d'Zuel vun de Leit, déi wäerten op d'Bréifwahl zréckgräifen, nach eng Kéier wäert an d'Luucht goen. An duerfir hu mer och gekuckt, datt awer dat alles, wat do hannendrunhänkt vun Delaien, dann och uerdentlech agencéiert ass, fir datt een och do dem administrative Personal d'Liewen erliichtert an datt een also och kuckt, datt dat dann herno awer genau klappt. Duerfir mussen dann och genau déi Delaien drageschriwwe sinn, ab wéini ee kann ufroen a bis wéini ee muss säin Ziedel zréckgeschéckt hunn.

Bon, bis elo war et esou, datt een d'Bréifwahl konnt fréiestens zéng Wochen a spéitstens 30 Deeg virum Wahlsonndeg ufroen, wann een hei zu Lëtzebuerg gelieft huet oder hei seng Adress huet. An an Zukunft ass et esou, datt ee schonn zwielef Woche virdrun, also datt ee méi fréi scho kann ufroen. Dat gëtt also op zwielef Woche gesat. An dann ass et esou, datt déi Wieler, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, och d'Méiglechkeet hunn - dat ass also och geännert -, net 30 Deeg virun de Wahlen, mä bis 25 Deeg virun de Wahlen dat dann unzefroen.

Ech muss soen, Här President, als Rapporteur war et mir perséinlech wichteg, datt een deen Delai do nach méi no un d'Wahle géif eruréckelen. Firwat? Bon, et gesäit een einfach, datt heiansdo d'Leit, natierlech déi, déi da wëllen d'Bréifwahl maachen, mä och anerer, net ëmmer direkt matkréien, datt deemnächst Wahle sinn. A wann da bis d'Wahlcampagne lassgeet - dat ass da geméinlech esou e gudde Mount virdrun -, dann op eemol soen: „Aah jo, ech wëll och d'Bréifwahl maachen!" A bei 30 Deeg wier do vläicht schonn, oder ass et heiansdo virkomm, datt een dann deen Delai verpasst hat.

Voilà, also hu mer duerfir och an déi Richtung gekuckt, fir dat, esou wäit et méiglech war, méi no bei d'Wahlen ze réckelen. Och do konnte mer awer elo net onbegrenzt fueren. Mir hunn do gekuckt mat den Delaien: Et kritt ee jo de Bréif geschéckt, et brauch Zäit, fir en auszefëllen an eben zréckzeschécken, datt en awer virum Wahlsonndeg zréck ass, do fale jo nach d'Weekender dran. Do hu mer mat de Leit aus dem Ministère dunn awer eis konnte festleeën op 25 Deeg.

Wat dann och ass: Wann een am Ausland wunnt, da muss een dat awer 40 Deeg virdru froen, well dat natierlech aner Delaie sinn. Do muss ee 40 Deeg virdru seng Demande gemaach hunn. Firwat am Ausland aner Delaien? Well do jo d'Weeër vun der Post an och verschidde Prozeduren awer nach weiderhin aneschters sinn.

Voilà! Dat sinn also eng ganz Rei Elementer vun der Bréifwahl, wou se vereinfacht gëtt, wou also wierklech soll de Bierger incitéiert ginn - wann en am Ausland ass oder wann e soss net Zäit huet, fir kënnen an d'Wahlkabinn ze goen -, datt en awer dann trotzdeem dorobber zréckgräift.

Den zweete Punkt, dee geännert gëtt am Wahlgesetz, dat ass d'Zouloossung zum Vott an der Wahlkabinn. Et ass esou: An Zukunft geet et duer, oder ech géif et éischter aneschters formuléieren, et muss een en Auswäisdokument hunn. Wat heescht dat? Eng Carte d'identité oder e Pass, fir sech auszeweisen. Et muss een net onbedéngt dann nach deen Ziedel hunn, deen ee geschéckt kritt, mat deem ee geméinlech an de Wahlbüro geet. Dee brauch een net, mä et kann een deen och mathuelen. Mä ech mengen, et ass wichteg, datt d'Leit dann an Zukunft, den nächste 14. Oktober, hir Carte d'identité oder hire Pass derbäi hunn.

Firwat? Dat ass eben, wann ee gréisser Wahlbüroen huet - wann een an enger klenger Gemeng ass, kennt jiddweree jiddwereen, fir et emol esou ze soen, an da gëtt et do kee Problem -, datt do net ee vläicht de Wahlziedel vun dem Noper oder vu soss engem mathëlt an da fir een anere kéint wielen. Dat ass also, fir op eng gewëssen Aart a Weis eng Wahlmanipulatioun - zwar e ganz klenge Risiko, mä trotzdeem! - ze verhënneren.

Da sinn nach verschidden aner Dispositioune geännert ginn, déi ech awer kuerz wäert erwänen. Et ass jo awer wichteg, datt ee bei Ëmännerunge vum Wahlgesetz och als Rapporteur vläicht net einfach op de schréftleche Rapport verweist, mä awer e puer Remarken all Kéier mécht oder kuerz erwäänt.

D'Recoursméiglechkeeten: Wann een de Moment wëllt e Recours maache géint d'Zesummestelle vun de Wielerlëschten oder géint eng Wahloperatioun, muss ee bis elo fir d'Éischt virun den Tribunal administratif als éischt Instanz goen, an da kënnt d'Cour administrative, déi ass d'Instance d'appel. Dat gëtt och vereinfacht. Elo ass et esou, datt an Zukunft nach just d'Cour administrative als zoustännegt Geriicht iwwer e Recours jugéiert.

D'Wielerlëschten: Do waren an der Vergaangenheet heiansdo Interpretatiounsschwieregkeeten, wéi een dat esou schéin nennt. Et ass esou, datt de provisoreschen Arrêt vun de Wielerlëschten an d'Opmaache vun de Wielerlëschte fir d'Inspektioun vum Public allen zwee op de 86. Dag virun de Wahle fixéiert sinn. Wéi gesot, do waren an der Vergaangenheet heiansdo e puer Schwieregkeeten, fir dat an alle Gemenge genau d'selwecht ze artikuléieren. An duerfir ass dat elo op de 87. Dag fixéiert ginn. Et weess also an Zukunft all Bierger, egal a wat fir enger Gemeng hie wunnt, bis wéini hie sech kann op d'Wielerlëschten androe goen. Ech mengen, dat hänkt jo heimadder zesummen.

Dann ass eng aner Onsécherheet am aktuelle Gesetz, déi dann och hei kloergestallt gëtt, dat ass déi: Wéi laang muss een hannereneen zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, fir bei Gemengewahle kënnen ze wielen oder ze kandidéieren? Do gëtt et och de Moment zwou verschidden Interpretatioune vun eigentlech genau deem gläichen Text. Déi eng soen: „Et muss ee fënnef Joer laang en continu hei gelieft hunn." Déi aner soen: „Et geet duer, wann een dat lescht Joer virun der Inscriptioun vun deene fënnef Joer en continu hei zu Lëtzebuerg gelieft huet." An d'Regierung, déi huet sech fir déi zweet Interpretatioun entscheet, also déi manner restriktiv. Am neien Text geet dat och kloer ervir, datt ee muss fënnef Joer virdrun hei gelieft hunn, mä op alle Fall dat lescht Joer en continu.

Dann eng lescht Ännerung bei de Wielerlëschten, dat ass dann d'Ersetze vun der Referenz op den „nom patronymique" duerch einfach „nom" tout court. Ech mengen, do kucke mer, datt mer konform sinn zum ëmgeännerten 2013er Gesetz iwwert d'Identifikatioun vun de Personnes physiques.

D'Wahlbüroen: Jo, bei de Wahlbüroen, do kann et de Moment och zu Problemer kommen, wann ee Member ass vun engem Wahlbüro an awer - dat gëtt et jo - muss an engem anere Wahlbüro wiele goen. Fir dann eben do d'Saach e bësse méi einfach ze maachen, kënnen déi Leit dann an deem Wahlbüro wielen, wou se och Member sinn. Dat gëllt awer da just fir d'Membres effectifs, net fir d'Membres suppléants.

En zweete Problem gouf et bei der Gréisst vun de Wahlbüroen. De Moment däerf ee Wahlbüro maximal 600 Wieler zielen, oder ophuelen, wéi een dat wëllt dréien. An am Fall vu gläichzäiteg ofgehalene Legislativ-, Europawahlen oder mat engem Referendum - dat kéint ee sech jo theoretesch virstellen - war dës Zuel op 400 limitéiert. An do kënnt een da vläicht a Situatiounen, wou da 601 Wieler oder 402 Wieler do wieren. Fir dann do net direkt mussen en zweete Büro ze organiséieren, ass eng gewësse Flexibilitéit ageschriwwe gi vu 5%, soudatt een also dann, wa 410 Wieler do wieren - wéi an deem zweete Fall -, awer ka bei engem Büro bleiwen.

Dann eppes, wat awer och ganz wichteg ass am Sënn vun eise Matbierger, déi eng Déficience visuelle hunn, déi also net gutt gesinn oder vläicht näischt gesinn. De Moment ass et esou, datt eng Persoun mat enger Déficience visuelle just wiele ka goen, andeems se sech da vun enger Persoun an eng Kabinn begleede léisst, déi dann eigentlech an hirem Numm dat do ausfëllt, awer dann och net ka kontrolléieren, wat deen, dee mat hir geet, do als Kräizer mécht. Dat ass eigentlech op eng gewëssen Aart a Weis eng Diskriminatioun fir deen, dee blann ass an zum Beispill wëllt wiele goen.

A bei dësem Projet de loi féiere mer eppes ganz, ech soen emol, Flottes, Innovatives an, et gëtt et awer och schonn an anere Länner: esou Wahlschablounen, déi vum Educatiounsministère zesumme mam Institut pour déficients visuels ausgeschafft goufen. An déi Wahlschablounen, déi kënnen dann benotzt ginn, fir bei der Bréifwahl matzemaachen.

Gutt, Här President, ech gesinn, ech kommen esou lues zum Schluss mat der Zäit. Bon, d'Annexen, déi ginn natierlech och ëmgeännert, wou da genau steet, wéi dann all déi Prozedure sinn.

En allerlescht Wuert zur Fro vun eventuell enger genereller Méiglechkeet, fir elektronesch, digital wielen ze kënnen, dat ass jo am Ausland heiansdo e Sujet. Mir haten och an der Kommissioun kuerz doriwwer en Echange. Mir waren awer zur Konklusioun komm - ob dat elo eng App wier oder an der Kabinn -, datt mer nach net wéilten op dee Wee goen, well awer d'Gefor vun digitaler Manipulatioun, vun Hacking an esou weider dach grouss ass oder op alle Fall besteet.

Här President, ech kommen dann zu menger Konklusioun. Dëst si wichteg Neierungen an eisem Wahlrecht, mat deene mer den Accès méi vereinfachen a méi kammoud maachen, fir datt och jiddweree vu senger Wahlflicht Gebrauch ka maachen. Ech hoffen duerfir, datt mer op eng grouss Zoustëmmung fir dee Projet de loi hei kommen.

Ech mengen awer, fir ganz vill Bierger ass et nach ëmmer eppes ganz Spezielles, eppes Besonnesches, ee wichtege Moment, fir sonndes - ech hat engem Journalist gesot: „schick gekleet" - kënnen an d'Wahlkabinn ze goen. Dat ass och gutt, datt dat esou ass. Dat weist, datt d'Leit hei zu Lëtzebuerg awer insgesamt dat ganz eescht huelen. An ech wëll och betounen, datt dat net ofgeschaaft gëtt mat dësem Projet de loi, datt et also och an Zukunft weiderhi méiglech ass, datt een an d'Kabinn geet an do ka wielen. An ech géif dovunner ausgoen, datt dat awer nach ëmmer de Gros vun de Leit hei zu Lëtzebuerg wäert maachen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci an ech hoffen, wéi gesot, op eng grouss Zoustëmmung zu dëser Ëmännerung vum Wahlgesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. D'Demokratie, esou wéi se an deenen eenzelne Länner gelieft gëtt, berout ganz oft op dem historesche Vertrauen, dat d'Wieler an de System hunn, an deem gewielt gëtt. D'Wieler mussen d'Gefill hunn, an der Fräiheet kënnen dat auszedrécken, wat se wierklech mengen, op där enger Säit, an awer och d'Gefill hunn, datt alles gemaach gëtt, fir datt se d'Méiglechkeet hunn, fir bei der Wahl ze participéieren.

D'Akzeptatioun vun de Resultater kënnt och duerch dat Gefill, datt de System, esou wéi en ass, gerecht ass an net deen een oder deen aneren avantagéiert. Wann een e wéineg kuckt, wéi et am Ausland ass, da gesäit een - wéi zum Beispill an de Vereenegte Staten -, datt an enger Rei Systemer gewielt gëtt, notamment an de Presidentiellwahlen, déi deelweis scho méi wéi honnert Joer al sinn a vereelzt sinn. D'Wahlmänner mussen zesummekommen, fir dat definitivt Resultat festzemaachen. Mä et ass awer och esou, datt mer an de Vereenegte State feststellen, datt ganz oft - bon, déi eng oder aner Kéier, op jidde Fall déi, déi populär waren! - mat de Stëmmen, déi d'Kandidate kruten, net ëmmer dee President ginn ass, deen am Ganzen am meeschte Stëmme krut, mä heiansdo duerch de Wahlsystem bedéngt et ëmgedréit war.

An trotzdeem - an trotzdeem! - ass et net a Fro gestallt ginn, weder an deene leschte Wahlen, d'Madamm Clinton géint den Här Trump, nach an deene Wahlen, wou den Här Gore géint den Här Bush ugetrueden ass a wou dat de Fall war. D'Legitimitéit ass net a Fro gestallt ginn, well de System säit Joren, säit Jorzéngten, säit méi wéi engem Jorhonnert am Fong akzeptéiert ass a jiddwereen en dréit.

An England ass et datselwecht, wou mer e Majoritéitssystem hunn, wou u sech en enormen Avantage deene Parteien zoukënnt, déi an deem Moment staark sinn, déi manner staark Parteien e wesentlech méi groussen Desavantage hunn a kleng Parteie quasiment iwwerhaapt net an d'brittescht Parlament kommen. Och dat gëtt net contestéiert, well de System kloer ass, vu jiddwerengem akzeptéiert gëtt.

Mir hunn en anert Beispill, wa mer a Frankräich kucke mat allen Découpages électoraux, déi an deene leschte Jorzéngte scho geschitt sinn. Do huet ganz oft de Wieler d'Impressioun, datt déi jeeweileg Majoritéit vun deem Moment den Decoupage vun de Circonscriptiounen esou mécht, datt se deen een oder deen anere bevirdeelegen an domat e Mësstrauen an de System opkomme loossen.

An zu Lëtzebuerg stellen ech fest, datt mer e System hunn, dee sech och bewäert huet, wou, och wann eng Koalitioun oder eng Majoritéit an der Chamber eng Majoritéit vun Deputéierten huet, ouni eng Majoritéit vu Stëmmen ze hunn - also eng Minoritéit vu Stëmmen huet -, dat awer net an eisem System d'Legitimitéit vun de Wahlen a Fro stellt an och vu jiddwerengem akzeptéiert ass, ganz einfach, well de System scho säit Joren esou leeft a well déi Spillregele vu jiddwerengem virdru kannt, gedroen an och akzeptéiert goufen. An ech fannen dat och richteg esou.

An heiansdo hu mer jo och an der leschter Zäit Debatten iwwer eise Wahlsystem gehat, wou een ëmmer muss, ech wëll net soen, virsiichteg, mä mat ganz vill Rücksicht op eis Geschicht an eis Prinzipien drugoen. Zum Beispill, wa mer déi Diskussioun iwwer een oder véier Wahlbezierker féiere mat dem Wëssen, datt et wichteg ass, datt jiddwereen aus jiddwer Géigend vum Land sech och vertruede spiert. Wa mer iwwert de Panachage schwätzen, wou déi perséinlech Relatioun vun dem Wieler mat sengen Deputéierten ëmmer eppes ass, wat an der Lëtzebuerger Traditioun e grousst Gewiicht huet an och vun de Leit als eppes Wichteges empfonnt gëtt. Oder wa mer vun de Lëschtestëmme schwätzen, wou de Wieler zu Lëtzebuerg d'Impressioun huet - duerch déi ganz Geschicht, déi mer hannert eis hunn -, datt et un him perséinlech ass an net un de Parteien, ze decidéieren, wien dann elo individuell gewielt gëtt.

An datselwecht beim Vote obligatoire, wou mer eng laang Traditioun hunn, déi fir eis net onwichteg ass, well deen eis awer garantéiert, datt d'Representativitéit vun de Wahle méi grouss ass.

An e puer Prinzipie sinn an eisen Ae fundamental, wann een déi Diskussiounen iwwert d'Wahlsystemer ugeet. Dat Éischt, dat ass de Prinzip vun dem Suffrage universel, op deen ee muss kucken. Jiddweree soll kënnen esou wäit wéi méiglech u Wahle participéieren. Do ginn et Konditiounen, Alters-, Nationalitéits-, Residenzkonditiounen, och eng Rei Exklusiounen, mä à condition, datt se proportionell si par rapport zu deem, wat d'Konditioune vum Wieler sinn.

Et gëtt awer och dee ganze Prinzip vum Suffrage libre. „Libre" heescht hei, datt jiddwereen och fräi ass, fir d'Formatioun vun der Volontéit vun deem, wat e wëllt wielen, fräi ze maachen, an op där anerer Säit fräi ass, fir dat och auszedrécken, wat e politesch als richteg fënnt. An dat Ganzt gëtt vun engem anere Prinzip ënnerstëtzt, dat ass dee vun dem Suffrage secret, deen am Fong d'Basis vun där Fräiheet ass.

Dëst Gesetz, wat mer haut diskutéieren, ännert d'Wahlgesetz a schléit eng ganz Rei Vereinfachungen op där enger Säit vir an Upassungen un d'Realitéit op där anerer Säit.

Un d'Realitéit ugepasst gëtt d'Recoursméiglechkeet vun zwee Degréen op een Degré zréck; d'Admission au vote, wou ee just eng Pièce d'identité muss weisen an net méi d'Convocatioun muss presentéieren, wat an der Realitéit effektiv ëmmer zu Quiproquoë gefouert huet an zu Diskussiounen; all Wahlbüro gëtt méi einfach gemaach; fir d'Listes électorales gëtt präziséiert, op wat fir en Dag se definitiv arrêtéiert sinn; den „nom patronymique" gëtt an den Numm changéiert; d'Membere vum Bureau de vote kënnen an deem Bureau de vote wielen, wou se selwer operéieren, a mir hunn och eng Vereinfachung vun der Zuel vun de Wieler pro Büro, wa sech géife Froe stellen.

Alles dat sinn an eisen Ae Vereinfachungen, wou mer explizitt soen, datt mer domat d'accord sinn, datt mer déi ënnerstëtzen, datt mer se matdroen an datt mer och gehollef hunn, se am Gesetz esou ze formuléieren, datt se och richteg passen.

Datselwecht gëllt fir eng ganz Rei Vereinfachungen, déi an dësem Gesetz stinn, wéi de Prinzip vun der Universalitéit vun de Wahlen - dat heescht, esou vill wéi méiglech Wieler erlaben, un de Wahlen deelzehuelen -, déi an dësem Gesetz vereinfacht gëtt, déi mer och kloer an däitlech matdroen. Zum Beispill och, wann den Datum beim Vote par correspondance, bei der Bréifwahl geännert gëtt vun zéng Woche virdrun op zwielef Wochen, respektiv vun 30

Deeg virun de Wahlen op 25 Deeg erof virun de Wahlen. Dat ënnerstëtze mer selbstverständlech, obwuel mer eis heiansdo d'Fro stellen, ob de Fait, datt mer elo déi Delaien anescht maache fir Leit, déi am Land wunnen, wéi fir Leit, déi am Ausland wunnen, wat zwar rationell logesch ass, mä am Verständnis respektiv an der Explikatioun net heiansdo kann zu Confusioune féieren. Dat ass nach e Fragezeichen, dat ass nach eng Fro. Mä vum Prinzip hier droe mer och déi do Ännerung mat.

Mir droen och d'Ännerung mat, datt ee selbstverständlech d'Ufro vun der Bréifwahl iwwer „Guichet.lu" ka maachen, datt och „sans accusé de réception et sans paraphe" déi Bréiwer an Zukunft kënnen zougestallt ginn. A mir droe selbstverständlech och mat, datt an de Gemengewahlen d'Durée de résidence just ee Joer en continu virun de Wahle muss sinn an de Rescht mat Interruptioune ka gemaach ginn. Alles dat, soe mer, dat sinn expressement Vereinfachungen, mat deene mer d'accord sinn, well se als Zil hunn, esou vill wéi méiglech Leit kënne vun der Universalitéit vum Droit de vote profitéieren ze loossen.

Déi eenzeg wierklech Fro, déi sech dann an eisen Ae stellt an déi méi kontroverséiert ass, dat ass déi vun der Suppressioun vun der Justifikatioun fir d'Bréifwahl. Bis elo ass d'Wahl an der Wahlkabinn dat Klassesecht, dat Normaalt gewiescht, an d'Bréifwahl war u sech en Zousaz, deen nëmme fir déi Leit a Fro komm ass, déi an den normale Wahlen duerch iergendee kloer definéierte Grond - am Gesetz definéierte Grond! - net konnten deelhuelen, ob se elo am Ausland residéieren oder ob se eng Onméiglechkeet hunn, fir sech den Dag selwer an de Wahlbüro ze deplacéieren. Elo gëtt dat op deeselwechten Niveau gesat.

An den Ae vun der CSV ass hei eng Diskussioun, déi mer hätte missen, menge mir, anescht féieren, tëschent dem Prinzip vun der Universalitéit vum Wahlrecht op där enger Säit, hannert där mer stinn, an op där anerer Säit dem Secret, dem Geheimnis vun de Wahlen, deen eis awer eng ganz Rei Garantië gëtt. Fir eis ass de Secret vum Vott eng vun de Basiskonditioune vun der Demokratie, well en d'Fräiheet vun der Wahl garantéiert, well en de Wieler schützt virun dem externen Drock a well en d'Garantië gëtt, datt jiddwereen dat kann ausdrécken, wat e wierklech mengt, ouni datt en am Moment, wou e säi Kräiz op den Ziedel mécht, iergendenger Pressioun kann ausgesat ginn.

Wann ech d'Literatur kucke vum Conseil de l'Europe, da kann ech do liesen, datt och fir de Conseil de l'Europe respektiv d'Commission de Venise dat eng wichteg Konditioun ass: «Le secret de vote est non seulement un droit, mais aussi une obligation pour l'électeur qui doit être sanctionnée par la nullité des bulletins dont le contenu a été révélé.»

Och d'Lëtzebuerger Gesetzgebung, déi d'Bréifwahl 1982 agefouert huet, huet an aller Däitlechkeet - an aller Däitlechkeet! - gesot: «Le vote par correspondance doit cependant demeurer une procédure exceptionnelle dont ne peuvent bénéficier les seuls intéressés limitativement prévus» an dësem Fall «par la loi». An de Souci sengerzäit war, fir u sech de Secret de vote esou wäit wéi méiglech bäizebehalen an en nëmmen ze diluéieren duerch d'Bréifwahl an deene Fäll, wou et net anescht geet respektiv wou de Prinzip vun der Universalitéit da prevaléiert an dësem Kontext.

Haut proposéiert d'Majoritéit, d'Bréifwahl an d'klassesch Wahl an der Kabinn op deeselwechten Niveau ze setzen. Si argumentéiert dat an dem Exposé des motifs just mat engem eenzegen Argument, an dat ass «que c'est une condition qui n'est plus adaptée à notre temps». An och am Rapport hunn ech u sech keng Diskussioun iwwert déi Argumentatioun vun de Prinzipien tel quel erëmfonnt.

Ech ka mer jo elo duerchaus eng Diskussioun virstellen tëschent dem Prinzip vun der Universalitéit an deem vun dem Secret vum Vott. Mä just als Argument a just als Explikatioun am Exposé des motifs ze schreiwen, datt et net méi adaptéiert ass zu eiser Zäit, datt et u sech net méi modern ass, dat fannen ech eng Justifikatioun, déi weist heiansdo, mat wat fir enger Einfachheet, mat wat fir enger Iwwerflächlechkeet, a vläicht och am Onbewosstsäin vun all deene Prinzipien, déi jo hannendrustinn, hei eng Rei Saachen op d'Kopp gehäit ginn.

Ech froe mech: Wat ass dann net méi adaptéiert a wat heescht dann „et ass net méi modern"? Wat ass net méi modern? An ech erwaarde mer do zumindest, datt mer déi Diskussioun an déi Argumentatioun op de Prinzipie kënne féieren. Oder ass et vläicht hei modern, déi Diskussiounen an der Politik net méi ze féieren, mä emol einfach dat ze maachen, wat een am Bauch esou spiert?!

E puer Wuert iwwert d'Notioun vum Secret du vote. Éischtens ginn et jo beim Secret du vote zwee Typpe vu Secret. Deen éischten, dat ass de Secret, dee mer mussen de Leit ofgarantéiere par rapport zu den Autoritéiten, wann da gewielt gëtt, wa se an d'Wahlkabinn ginn, datt se sécher sinn, datt déi Wahlen, déi se an d'Urn geheien, och net duerno kënnen identifizéiert ginn. Duerfir zum Beispill de Prinzip vun der Enveloppe oder de Prinzip vun der Urn oder de Prinzip, datt s de u sech kanns eng Operatioun erleedegen, wou kee Mënsch ka gesinn, wat s de da wiels.

An deen zweeten, dat ass dee Prinzip, dee Secret, deen s de hues par rapport zu deene Leit, déi ronderëm dech sinn, dat heescht net den Autoritéiten, mä vun deene Leit, déi ronderëm dech sinn, denge Familljen, dengem Entourage, dengem Patron, fir am Fong jiddwereen eenzel an notamment déi Schwaach ofzesécheren, datt se net ënnert d'Pressioun geroden. An duerfir sinn u sech och esou Saache wéi den Isoloir erfonnt ginn, wou s de eleng bass, wou s de dostees a wou s de mat dir selwer muss eens ginn, wat s de stëmms, ouni iergendeng Pressioun op dech ze kréien.

An dat ass d'ailleurs och eng Diskussioun, déi scho säit enger ganz laanger Zäit leeft, am Fong méi wéi 200 Joer. Ech hunn e wéineg nogebliedert, wat se schonn an Zäite vun der Franséischer Revolutioun iwwert de Secret du vote gesot hunn, a fir de Condorcet, wat ee vun deene groussen Theoretiker vun der Demokratie sengerzäit war, ee Mann, dee schonn am 18. Jorhonnert d'Wahlrecht vun de Frae promouvéiert huet, fir deen ass de Secret du vote eng vun de Basisse vum Exercice de la démocratie, well en ebe garantéiert, datt och déi Schwaach kënne fräi ausdrécken, wat se wëllen.

An et ass am Fong lëschteg, fir ze kucken, wéi de Prinzip vun dem Secret op där enger Säit a vun der Publicitéit an der Transparenz vum Vott op där anerer Säit an der Geschicht evoluéiert hunn.

Wa mer gesi bei de Réimer a bei de Griichen an och bis an d'18. Jorhonnert era gëtt et eng ganz Rei Philosophe vun der Demokratie, déi soen, datt de Vott u sech, ëmmer wann een en ausdréckt, soll transparent sinn, datt jiddweree muss kënne wëssen, wat deen anere wielt, a jiddwereen och d'Responsabilitéit vu sengem Vott huet an e muss public sinn.

Dat ännert lues a lues an der Geschicht. An dee Moment, wou d'Universalitéit vum Wahlrecht kënnt, dat heescht, wou méi Leit wielen a wou duerno alleguer d'Leit wielen an d'Wahlrecht kréien, ännert dee Prinzip vun der Transparenz, wou et Leit sinn, e puer Elitteleit, déi decidéieren, ännert de Prinzip, wa méi Leit decidéieren, och de Secret vum Vott, well dann och Leit, déi méi schwaach sinn an der Gesellschaft, musse geschützt ginn, fir hire fräie Wëllen auszedrécken.

A säit 1820 ass dee Prinzip vum Secret och notamment a Frankräich an de Loi-électorallen ëmmer präsent gewiescht. An de franséische Conseil constitutionnel schreift a sengen Analysen, notamment 2003 a senge Publikatiounen, ech liesen dat vir: «À titre individuel, l'électeur doit pouvoir exprimer son choix en toute liberté. (...) La seule garantie de cette exigence est donc le caractère secret du vote qui permet d'en assurer la liberté.» An e wéineg weider an der Analys seet en: «Le secret du vote qui, comme on le voit, est non seulement un droit de l'électeur mais aussi - et peut être surtout - une obligation qui s'impose à lui et à laquelle il ne peut pas déroger, semble depuis quelque temps négligé, toutes les formalités qu'il impose (isoloir, enveloppes, bulletins...) semblant trop lourdes et inutiles.

Pourtant, plus que jamais, il faut donner vie à ce principe et en souligner la très grande importance (…).»

Datselwecht kann een an de Pabeiere vum Conseil de l'Europe an deene leschte Jore liesen, wou esou eng Resolutioun existéiert, wou d'État-membren invitéiert ginn, fir: „de garantir le secret du vote pour tous les citoyens, y compris les populations les plus fragiles comme les personnes âgées, handicapées, illettrées" an esou weider.

An elo kléngt dat do jo alles ganz philosophesch an dat kléngt alles ganz abstrakt. Mä och an der Realitéit vum Wahlgeschehen ass dat awer net esou. Ech erënnere just un déi Diskussioun - ob elo eppes hannendrustécht oder net, wëll ech emol guer net insinuéieren -, déi mer hate bei alleguer deene leschte Wahlen, wou Diskussiounen an Altersheimer da waren, ob do Bréifwahlziedele gesammelt gi sinn oder net gesammelt gi sinn. Ech wëll net soen, wat richteg oder wat falsch ass. Ech wëll just soen, datt och zu Lëtzebuerg esou Diskussiounen absolutt zu enger Realitéit kënne gehéieren, op déi ee ganz einfach muss oppassen, wann een hei sech eng Rei Froe stellt.

An de Rapporteur huet gesot: „Heescht dat do dann elo, datt een d'Bréifwahl am Allgemengen a Fro stellt?"

Selbstverständlech iwwerhaapt net! Mir hunn d'Bréifwahl '82 agefouert mat an der Majoritéit vun där Zäit. Mir hunn och déi dräi, véier lescht Gesetzer, do ware mer bereet, se och ze vereinfachen. Mir sinn och elo nach bereet, wesentlech Punkten doranner ze vereinfachen, mä mir sinn och d'accord, datt de Prinzip vun der Universalitéit iwwert dem Prinzip vum Secret steet, an deene Fäll, wou mer limitativ dann opzielen, wou et fir wien onméiglech ass, fir un de Wahlen deelzehuelen, a mer limitativ soen, mä deene Leit offréiere mer dann d'Bréifwahl.

An déi Analys, déi ech elo maachen, dat ass eng Analys, déi och tel quel vum Lëtzebuerger Conseil d'État, op Basis vun dësem Gesetz, gedeelt gëtt. An ech wëll Iech do déi zwee wichtegst Passagë vum Lëtzebuerger Statsrot virliesen, dee seet: «[...] le vote par correspondance doit rester un mode exceptionnel d'expression du suffrage. Il ne peut pas être généralisé ni banalisé. Les risques d'abus qui l'entourent, qu'il ne s'agit pas de dramatiser, mais qui sont pourtant réels, sont un argument suffisant pour freiner l'accès trop facile au vote par correspondance.»

An dann, fueren ech weider, seet de Conseil d'État, andeem en dat Ganzt och mam Abandon vun dem Accusé de réception zesummebënnt: «En banalisant et en généralisant en même temps le vote par correspondance, le projet de loi sous avis» - dat heescht deen heite Projet de loi - «risque de mettre en péril le déroulement correct des opérations électorales, ce qui pourrait, le cas échéant, ébranler la confiance des électeurs dans le processus électoral.» - Net ech soen dat, dat seet de Conseil d'État op Basis vu sengem Avis zu dësem Gesetz!

Och dat däitscht Bundesverfassungsgericht huet 2013 e Jugement erausginn, wou et sech iwwert d'Bréifwahl äussert a wou et u sech seet, datt et wesentlech ass, datt d'Libertéit duerch de Secret soll garantéiert bleiwen. An et huet u sech och an Däitschland d'Bréifwahl nëmmen duerch de Fait akzeptéiert, well et zum Prinzip vun der Universalitéit bäidréit. Woubäi den Ënnerscheed awer tëschent Däitschland an eis deen ass, datt mir en obligatorescht Wahlrecht hunn; fir och d'Universalitéit nach op e ganz aneren Niveau ze stellen, wéi dat an Däitschland de Fall ass.

An da fannen ech et e besonnesche Fait, datt mer de Secret du vote haut an der Lëtzebuerger Constitutioun net stoen haten. Mir hu jo elo laang Aarbechten an der Institutiounskommissioun gefouert iwwer eng nei Verfassung. An de Conseil d'État huet d'Institutiounskommissioun respektiv d'Chamber dorop opmierksam gemaach an huet proposéiert, datt mer an déi nei Constitutioun de Secret du vote sollen aschreiwen.

A mir hunn dat och als Institutiounskommissioun akzeptéiert. Mir hunn elo en Text proposéiert, den Artikel 62.(3) (veuillez lire: den Artikel 65.(3)) vun der aktueller Propositioun vun der Verfassung, dee seet: «L'élection est directe. Elle a lieu sur la base du suffrage universel, par vote secret, au scrutin de liste (…).» an esou weider. Dat heescht, mir hunn déi Notioun op Basis vun deem, wat de Conseil d'État proposéiert huet, nei an d'Constitutiounspropositioun eragesat. Dat heescht, haut gi mer dohinner a mer verstäerken de Prinzip an der Constitutioun op där enger Säit an op där anerer Säit weeche mer en awer ganz staark op an deem Gesetz, wat mer haut zur Ofstëmmung virleien hunn.

Ech wëll zum Schluss nach soen, aus deeneselwechte Räsonnementer, déi ech elo opgefouert hunn, hu mir och als CSV eng ganz Rei Schwieregkeete mat Diskussiounen zum Beispill iwwer en eventuelle Vote par procuration, wann deen da géif kommen, well deen och géint de Prinzip vum Secret du vote géif agéieren.

A mir stellen eis och eng ganz Rei Froen an där ganzer Diskussioun iwwert de Vote électronique. Notamment wann de Vote électronique géif heeschen, datt en à domicile géif gemaach ginn iwwer Internet, hätte mer eng ganz Rei Bedenken domat. Dat huet elo näischt mat deem Gesetzestext ze dinn, mä d'Räsonnement, duerfir soen ech et, ass u sech genau datselwecht an dat stellt sech an d'droite Ligne vun deem Räsonnement, wat ech elo gemaach hunn.

Par contre si mer favorabel, wann dat da méiglech ass an, wéi de Rapporteur et richteg gesot huet, wann d'Gefore vum Hacking gebannt sinn duerch d'Sécherheet, déi d'Elektronik eis u sech haut gëtt, natierlech fir en elektronesche Vott, wann en am Isoloir gemaach gëtt, wou e sämtlech Garantië vum Secret mat sech bréngt. Dat ass eppes, wat mer evidenterweis technesch géifen ënnerstëtzen, wann et dann esou wäit wär a wann de System an d'Method déi wären, déi mer géife brauchen.

Här President, als Konklusioun géif ech soen, datt dëse Gesetzesprojet vill positiv Aspekter huet, eng Vereinfachung vum Wahlrecht bréngt an och vum Bréifwahlrecht bréngt, déi mer selbstverständlech ënnerstëtzen. Mä mir hunn awer e Problem mat der kompletter Gläichstellung vu Bréifwahl op där enger Säit a klasseschem Wahlrecht an der Kabinn op där anerer Säit, well d'Bréifwahl, also allgemeng, wéi et hei formuléiert ass, eis net déiselwecht Garantië gëtt vum Secret an domat vun enger ganzer a kompletter Wahlfräiheet, vun där mer mengen, datt mer se awer onbedéngt brauchen, déi op jidde Fall an eisen Aen enorm wichteg ass.

An duerfir kann d'CSV-Fraktioun dësen Text net stëmmen. Mir wäerten also dergéint stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Rapporteur freet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt vläicht just eng kuerz Remark maachen, wann Der erlaabt, well ech awer iergendwéi indirekt ugeschwat gi war an der Ried vum Här Claude Wiseler, wou gesot ginn ass, et wieren eigentlech keng Argumenter gewiescht, weder am Projet de loi nach am Rapport oder esou. Ech wëll awer präziséieren, datt souwuel am schréftleche Rapport, an ech hunn och versicht, mer besonnesch Méi ze ginn a mengem mëndleche Rapport, fir eng ganz Rei Argumenter, ech mengen, et waren der mindestens véier oder fënnef, opzezielen, firwat...

Éischtens, déi Tendenz, déi mer feststellen. Ech hat d'Zuele genannt. Dat huet domadder ze dinn, datt och zum Beispill méi Studenten am Ausland sinn, déi awer wëllen d'Bréifwahl maachen an esou weider. Och déi Tendenz, datt manner Leit iwwerhaapt hir Wahlflicht erfëllen, fir och domat deem kënnen entgéintzewierken.

Ech ziele se elo net méi alleguerten op. Ech wëll einfach nëmme präziséieren, datt dat awer souwuel am schréftleche wéi och am mëndleche Rapport eng ganz Rei Argumentatioune waren.

Ech bedaueren dat dofir och. Et ass awer einfach: Ech stellen eng Tendenz fest, där och muss Rechnung gedroe ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. D'Wuert huet elo deen nächste Riedner: den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi de Rapporteur mat Recht ervirgehuewen huet, an ech géif em och Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, ass et dës Kéier déi zweete Kéier, wou mer eis an dëser Mandatsperiod mat enger net onwesentlecher Reform vun eisem Wahlgesetz beschäftegen.

Mir hunn dat virun e puer Méint gemaach, andeem mer diskutéiert hunn iwwert d'Festleeung vun de Wahlterminer, vun den Datumer vun de Chamberwahlen, an d'Verlängerung vun der Mandatsdauer vun der Chamber bis iwwert d'Wahlen eraus, den drëtten Dënschden no deem Wahltermin. Eng wichteg Reform.

An dës Kéier ass et en aneren zentrale Punkt bei dëser Reform, deen an d'A sprengt. Et ass d'Bréifwahl, déi verallgemengert gëtt an déi also vun enger extraordinärer Form, fir säi Wahlrecht auszeüben, zu enger ordinärer Form gëtt, fir säi Wahlrecht auszeüben, gläichberechtegt mat dem Gang an de Wahlbüro. Bréifwahl a Bulletin am Wahlbüro sinn, wann dat Gesetz hei gestëmmt ass, gläichberechtegt.

Dat ass an den Ae vun der LSAP en Akt vun Demokratiséierung vun eisem Wahlrecht. Et ass och e wichtegen Akt, fir de Leit och voll d'Méiglechkeet ze ginn, hirer Wahlflicht nozekommen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg net nëmmen e Wahlrecht, e Recht, fir wielen ze goen, mä mir hunn och hei zu Lëtzebuerg eng Wahlflicht. A wann een eng Wahlflicht virgesäit, da muss een deem Bierger och all d'Méiglechkeeten zur Verfügung stellen, fir där Wahlflicht och kënnen tatsächlech nozegoen.

An eisen Aen ass also och deen heiten Text kengeswees eng Gefor oder e Risiko fir eis Demokratie. Et ass éischter eng Chance fir eng zousätzlech Attraktivitéit vun eisem demokratesche System vu Wahlen a vu Referenden.

De Bierger kritt also duerch deen heiten Text d'Wiele méi einfach gemaach. An dat kann an eisen Ae kee Feeler sinn. Et ass gutt esou, dass dat geschitt. Lëtzebuerg mécht entgéint deem,

wat een hätt vläicht kënne mengen, wann een dem Virriedner hei nogelauschtert huet, hei och net eppes Exzeptionelles, wat et net och géif an aneren demokratesche Länner, besonnesch hei an Europa, ginn.

An Däitschland ass d'Bréifwahl an de 50er Joren agefouert ginn. Se ass méi spéit an enger zweeter Etapp verallgemengert ginn, net méi u Konditioune gebonne ginn. A bei de leschte Bundestagswahlen hunn ëmmerhi knapp 29% vun de Wieler an Däitschland vun der Bréifwahl profitéiert.

Datselwecht gëllt fir Éisträich, wou déi Bréifwahl och an zwou Etappe verallgemengert ginn ass. Genau dat, wat mir mat deem heiten Text hei ustriewen, dat gëtt et an der Schwäiz, wou sämtlech Wahlen entre-temps, dat alles huet sech och do progressiv gemaach, opgemaach gi si fir d'Bréifwahl.

An och Länner wéi England, wéi Spuenien a wéi Irland - wat jo bestëmmt gutt fonctionnéierend parlamentaresch Demokratië sinn; England ëmmer nach als Urzell eigentlech vum Parlamentarismus ugesi gëtt - kennen d'allgemengt Bréifwahlrecht. Genau dat, wat mer hei maachen.

Ech kann also wierklech net déi Argumentatioun novollzéien, déi den Här Wiseler am Numm vu senger Fraktioun hei virbruecht huet, well déi eenzeg logesch Konsequenz vun deem Räsonnement wär eigentlech, dass ee misst an alle Fäll géint d'Bréifwahl sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Well wat ass dann dee System, dee mer haut hunn?

(Brouhaha)

Wat ass dee System, dee mer haut hunn?

(Interruptions diverses)

Jo. Ech mengen,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann Dir sot, wat ech hätt misse soen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Hei huet jiddwereen d'Geleeënheet, fir seng Argumenter auszedrécken.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et war elo eng Argumentatioun, wou Der sot, wat ech hätt misse soen, wat ech awer net gesot hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wann een déi Argumentatioun vun der CSV hei bis un d'Enn féiert, da sinn et alles Argumenter, déi géint de Prinzip…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Här Bodry, ech hu se bis un d'Enn gefouert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...vun dem Bréifwahlrecht sinn, well se de Prinzip selwer a Fro stellt. Duerch d'Argumentatioun...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen. Ech hu gesot, mir hätten zwee Prinzipien, déi sech géintenee géifen ausspillen. Ech géif meng Argumentatioun... Wann Der se féiert, da sollt Der se och richteg féieren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll lech elo…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Am Moment huet just den Här Bodry d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Géigeried ass jo wichteg an dem Parlamentarismus, an da loosse mer déi och hei féieren.

Wat sinn näämlech d'Argumenter? D'Argumenter sinn.... Dat Haaptargument, wat een och an der Doktrinn an an allen Diskussiounen, och am Ausland, liest, ass de Risiko, dass effektiv notamment de Secret net géif respektéiert ginn, de Risiko vu Mëssbräich.

Bon, da soen ech, dat hunn ech och scho bei aneren Decisiounen an Diskussiounen hei gesot: Wann een e Gesetz op Angscht opbaut, seng Positioun op Angscht viru Risiken oder vu Mëssbräich opbaut, da maache mer gläich keng Gesetzer méi, well ëmmer e Reschtrisiko besteet, dass deen een oder aneren Text emol ka mëssbräichlech agesat ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass d'Protektioun vum Schwaachen, de Prinzip.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat hu mer 1984 gemaach an an deene Reformen duerno? Et ass jo eng lues Entwécklung gewiescht, wou d'CSV bis elo nach ëmmer bei allen Etappe mat derbäi war. An elo an der leschter Etapp verléisst se eis op deem dote Wee.

Well et ass jo 1984 ugaange mat engem ganz restriktiven Text. An d'LSAP-Fraktioun huet deemools zu de kriteschste Begleeder vun deem Ganze gehéiert, well effektiv och deemools gesot ginn ass: Mir mussen oppassen. Wann eeler Leit dat dote kréien - dat ass de Problem vun den Altersheimer -, gëtt do net versicht, dann Afloss ze huelen? An esou virun an esou weider. Et heescht, an eisem Wahlgesetz hu mer... D'Wahlgesetz ass jo an zwou Etappen eng Kéier reforméiert ginn.

Eng Kéier ass opgemaach ginn nach eng Kéier fir déi Leit ab 75 Joer. Wéi d'Wahlflicht eropgesat ginn ass vu 70 op 75, ass gesot ginn: Mä da musse mer awer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, fir dann och kënne wielen ze goen.

A wéi mer dat besteeënd Wahlgesetz gemaach hunn, ass och nach eng Kéier un de Bedéngunge gefréckelt ginn. An et ass eng Ouverture gemaach ginn un de Bedéngungen, fir kënnen op d'Bréifwahl zréckzegräifen, notamment fir déi Leit, déi an d'Vakanz ginn. Déi waren näämlech bis elo ausgeschloss gewiescht.

Et waren eigentlech just, géif ech soen, déi vulnerabelst Deeler vun der Populatioun, déi d'Recht haten, op d'Bréifwahl zréckzegräifen. Et waren déi eeler Leit, déi krank Leit an déi ganz jonk Leit. Dat waren déi, déi vun Ufank un d'Wahlrecht haten. Dat sinn déi, well se vulnerabel sinn, wou a priori de Risiko, dass eng Aflossnam vu bausse kënnt, dass Mëssbräich geschéien, am gréissten ass.

Une voix.- Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Elo, wou mer dohinnerginn a mir demokratiséieren dat Bréifwahlrecht, dat heescht, mir gi jiddwerengem déi dote Chance, also och Leit, déi net al sinn, déi net ganz jonk sinn, déi am Beruffsliewe stinn, déi Experienz hunn, mir ginn deenen déi dote Méiglechkeet, fir op d'Bréifwahl zréckzegräifen, elo gesäit d'CSV op eemol e grousse Problem, fir deen dote leschte Schrack ze maachen!

All hir Argumenter sinn opgebaut op Mëssbräich, déi besonnesch bei vulnerabele Populatioune géife gëllen. Dat hätt also missen derzou féieren, dass dann d'Bréifwahl hei zu Lëtzebuerg éiweg vun hinnen ofgeleent gi wier. Se hunn awer all déi Reforme bis elo ëmmer matgestëmmt an zum Deel souguer iwwer hir Ministere mat initiéiert. Duerfir kann ech hire Gedankegang eigentlech net novollzéien, well dat net a Konkordanz steet zu deenen Haltungen, déi se bis elo ëmmer an där doter Fro haten.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass deeselwechte wéi dee vum Conseil d'État, wëll ech just soen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et muss een och éierlech soen…

Jo, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, wat fir eng Approche ee kann zu Gesetzer an zum Wahlrecht hunn an zur gesellschaftlecher Entwécklung. Do gëtt et zwou Approchen. Mir schéngen net déiselwecht Approchen ze hunn, wéi een un déi Saachen erugeet. Mä dat soen ech zum Schluss vu menger Interventioun.

Also, da wëll ech nach eng Kéier soen, dass mer hei an enger internationaler Bewegung dra sinn, déi tendenziell d'Bréifwahl méi grouss opmécht. Et gëtt och Länner, déi et praktesch nach net kennen. Et gëtt Länner, déi se nëmme virgesi fir Leit, déi am Ausland wunnen, an et sinn, wéi gesot, Länner wéi Lëtzebuerg, déi se relativ breet opgemaach hunn.

Dat geschitt nach eng Kéier, nodeem jo awer Erfahrung gesammelt ginn ass. Et ass jo net, wéi wann tëschent 1984 an 2018 keng Zäit vergaange wier. Dat si 34 Joer. A 34 Joer, mengen ech, huet ee gesinn, dass awer, mat alle Kriticken op deem engen oder deem anere Punkt, mat där enger oder anerer Contestatioun, déi emol konnt lokal gemaach ginn, de System fonctionnéiert, dass een also net ka soen, dass zu Lëtzebuerg elo e Mëssbrauch gemaach ginn ass mat deem dote Bréifwahlrecht.

Dat ass am Gros gutt agesat ginn. An et huet ëmmer méi Succès kritt, well et gesäit ee jo an den Zuelen - d'Zuel vun deenen, déi matgemaach hunn; déi héchsten Zuel hu mer beim Referendum vun 2015 erziilt mat ronn 9% vun de Stëmmen, déi iwwert deen dote Wee ofgi gi sinn -, dass sech also do eng Entwécklung gemaach huet, déi positiv ass.

An ech mengen, déi positiv Erfahrung, déi mécht et jo méiglech, dass mer elo deen heiten, dee leschte Schrëtt wëlle maachen a jiddwerengem de fräien Zougang zu der Bréifwahl ginn, an dat fir all Urnegäng, ob dat elo lokaler sinn, ob dat nationaler sinn, ob dat d'Europawahl oder de Referendum ass.

An ech mengen, dass dat e richtege Schratt ass, dee mer also net à la va-vite maachen, oniwwerluecht, mä opgrond vun där praktescher Erfahrung, déi mer a méi wéi dräi Jorzéngten hei op där doter Fro gemaach hunn. Eng Erfahrung, déi insgesamt positiv ass. Bei deene vulnerabelste Populatiounen, wou wierklech de Risiko am gréissten ass, dass ee kéint manipuléieren, huet ee gesinn, dass dat awer u sech Ängschte waren, déi sech eigentlech net bestätegt hunn.

An duerfir, mengen ech, sollt een de Courage hunn, fir do e Schratt weiderzegoen a jiddwerengem déi dote Méiglechkeet ze ginn. Ech mengen, dass et eng ganz richteg Entscheedung ass, fir deen dote Wee ze goen.

Dat féiert derzou, dass déi Prozedur och ka vereinfacht ginn. Et brauch een net méi Justificatiffen anzereechen. Et brauch een net méi Attestatiounen ze liwweren, wou dat och nach vu Gemeng zu Gemeng anescht interpretéiert ginn ass. Déi eng hu Schrëftstécker verlaangt, wann d'Leit an d'Vakanz gefuer sinn. Déi aner waren zefridden, wann d'Leit gesot hunn: „Mir ginn an d'Vakanz."

Also, et hat een och nach eng ongläich Applikatioun vum aktuelle Wahlgesetz iwwert d'Land. Doduerjer, dass mer déi Bedéngungen hei eigentlech ofschafen, gëtt dat alles vill méi einfach. Et geet duer, dass een natierlech dat aktiivt Wahlrecht huet. An et muss een d'Demande an den Delaie stellen.

D'Delaie stellen e Problem duer, well mer hei beim Prinzip vun der Bréifwahl bleiwen an net an e System ginn, deen et an anere Länner och gëtt, vun enger virgezunnener Wahl. Et gëtt Länner, déi, nieft der Bréifwahl oder als Remplacement vun der Bréifwahl, och de Wieler d'Méiglechkeet ginn, schonn an deene Woche virun de Wahlen hir Wahlstëmm ofzeginn, wou also net alles iwwert d'Post leeft - bei eis fuere mer jo exklusiv hei iwwert d'Post -, mä wou se d'Méiglechkeet hunn, dat dann a spezifesche Wahllokaler ofzeginn, déi da pro Gemeng ageriicht sinn, fir och engem Maximum vun de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, sech un deene Wahlen ze bedeelegen.

Och dat ass eppes, wat ee kann an d'A faassen. Dat kann ee komplementär gesinn, muss een awer net gesinn. Fir einfach nëmmen ze soen, dass et an där heiter Fro eng Multitude vu Systemer gëtt, déi historesch gewuess sinn. An eise System hei ass och zënter den 80er Joren historesch gewuess a mécht déi Entwécklung mat, déi an alle Länner geschitt ass, déi eigentlech dat dote Bréifwahlrecht agefouert hunn.

Dat geet a Richtung hin zu enger Extensioun vun de Méiglechketen, fir vun deem Bréifwahlrecht Gebrauch ze maachen. An ech mengen, besonnesch an engem Land, wou eng Wahlflicht besteet, ass dat doten e wichtegen Akzent, deen ee setzt am Interessi vum Bierger, ouni dass domadder eis demokratesch Gepflogenheete géifen a Gefor gesat ginn.

Et ass gesot ginn, dass déi heite Reform net nëmmen d'Bréifwahl betrëfft, mä och nach aner Punkte betrëfft, déi net onwesentlech sinn. E puer sinn der méi technescher Natur, mä eppes, wat all Wieler muss wëssen, dat ass: Wéi weist e sech aus, wann en an de Wahlbüro geet? Dat ass net esou evident. An do ass et oft esou, dass d'Leit heiansdo nëmmen hir Convocatioun bei sech hunn, heiansdo nëmmen eng Pièce d'identité bei sech hunn an hir Convocatioun awer doheem leie gelooss hunn. Alles dat féiert zu Problemer. Elo ass et hei kloer.

D'Convocatioun selwer ass net méi obligatoresch, fir se virzeweisen. Et muss een eng Pièce d'identité hunn. Et muss een also e Pass oder eng Carte d'identité hunn, fir sech auszeweisen. Et ass wichteg, dass dat dote gewosst ass, fir dass d'Leit net onnéideg herno geplot sinn, wa se den Dag wëllen an de Wahlbüro goe mat Hin an Hier, ier se dann a Conformitéit sinn zu deem neie Text.

Spezifesch Dispositioune si virgesi fir déi Leit, déi blann sinn oder déi ganz schlecht gesinn. Ech mengen, och dat ass e Schrëtt a Richtung Demokratiséierung vun eisem Wahlrecht an der Méiglechkeet fir jiddwereen, fir och sengem Recht an der Wahlflicht gläichzäiteg nozekommen.

Eng Fro, déi ech nach stelle muss - an duerfir plädéieren ech weiderhin, dass mer och eis Wahlgesetzer nach eng Kéier insgesamt op de Leescht huelen, well et ass eng gewëssen Inkohärenz an deem Text dran, well et oftmols ëmgeännert ginn ass, an da klappt et net méi 100%eg mat der Terminologie a mat den Delaien iwwereneen -, dat sinn d'Strofbestëmmunge vun eisem Wahlgesetz. Och déi sinn zwar, optesch gesinn, an engem relativ rezenten Text, dem aktuelle Wahlgesetz, mä déi sinn awer oft onverännert iwwerholl ginn „aus alten Zeiten". An do stinn Dispositiounen dran, iwwert déi mer mussen diskutéieren, ob déi eigentlech nach zäitgeméiss sinn. Ech denken do un eng.

Dat ass de leschten Alinea vum Artikel 95 vun eisem aktuelle Wahlgesetz, dee seet: «Est (...) puni (...) quiconque, en tout temps et dans un but électoral, a visité ou fait visiter (...) plusieurs électeurs.» Dat mécht et zum Beispill zu Lëtzebuerg onméiglech, bei ee schellen ze goen, him eppes ze ginn, wat zum Beispill an England an an anere Länner Praxis ass, oder wou d'Leit Appartementsreunioune maachen, wou se hir Noperen invitéieren, fir eng politesch Diskussioun ze féieren.

Dat ass eigentlech mat eisem Text onméiglech. Et ass strofbar. Et si relativ héich Geldstrofe virgesinn. Dat war, géif ech soen, bei der Aféierung vun eisem allgemenge Wahlrecht hei zu Lëtzebuerg vläicht ubruecht. Ech muss awer éierlech soen: Et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat haut am 21. Jorhonnert nach ubruecht ass. An ech sinn do vläicht enger anerer Meenung wéi den Här Wiseler. Traditioune sinn eppes Wichteges, mä d'Zäit geet awer och virun! An et kann een net ëmmer nëmmen no hanne kucken. An et muss een also kucken...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ah, wann Der et esou ausdréckt, sinn ech zwar och där Meenung.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat richteg war virun 100 Joer, ass sécherlech och am Wahlgesetz net méi onbedéngt haut richteg. Et muss een also bereet sinn, déi dote Saachen a Fro ze stellen. An do ass dat doten eng Fro, déi ee sollt kucken.

Gläichzäiteg kann een och kucken, wann ee sollt feststellen, dass elo mat deem neien Text vun dem Bréifwahlrecht tatsächlech géife méi Problemer entstoen, wéi mer der bis elo haten - wouvun ech eigentlech net ausginn, mä et kann ee jo näischt ausschléissen -, ob een net do och misst eist Wahlgesetz komplettéiere mat Strofbestëmmunge fir Leit, déi u sech am Numm vun aneren, ouni beoptragt ze sinn, esou Wahlziedelen ausfëllen.

Dat ass bis elo ausdrécklech net ënner Strof gestallt bei eis. Do muss ee schonn erfinderesch sinn, fir Artikelen ze fannen, am Code pénal vläicht, fir dat doten ënner Strof ze stellen. An déi Däitsch hu jo eppes Äänleches gemaach - ob dat vill bréngt, ass eng aner Fro -, wou d'Leit musse selwer mat hirer Ënnerschrëft deklaréieren, dass si dat ausgefëllt hunn an dass se dat aus fräie Stécker gemaach hunn.

Et kann een also drun denken, wa Problemer géife kommen, fir op esou e Wee ze goen. Ob dat an der Praxis vill ännert, ass eng aner Fro, mä et hätt een zumindest awer och eng strofrechtlech Handhab, fir vläicht dergéint virzegoen, wann et da wierklech néideg géif ginn. Also, do ass nach, géif ech soen, Matière do, fir ze diskutéieren. Mä u sech ass awer keen zwéngende Grond, fir déi dote Reformen elo gläichzäiteg mat deem heiten Text ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Hei ass ganz einfach fir mech och d'Fro vum Choix; en Term, dee jo aner Parteie ganz gären hei an aneren Dossieren héichhalen, dee fir eis als Sozialisten och wichteg ass. Mir wëllen de Wieler hei e Choix ginn! E Choix, hiert Wahlrecht auszeüben, sief et andeems se sech um Dag vun de Wahlen an de Wahlbüro deplacéieren oder andeems se d'Bréifwahl benotzen. De libre Choix, jo, fir d'Wieler, fir hiert Wahlrecht an hir Wahlflicht auszeüben.

An ech mengen, och hei wier et wichteg bei dëser Diskussioun, dass och de Wieler vläicht politesch e Choix huet. E Choix huet tëschent Parteien, politesche Kräften, déi keng statesch Vue hu vun der Entwécklung vun der Gesellschaft, mä déi fir eng dynamesch Entwécklung vun enger Gesellschaft sinn an déi gesellschaftlech Entwécklunge wëlle begleeden, och juristesch, och wat eise Rechtssystem ugeet, déi der Meenung sinn, dass een d'Ausübung vun engem Wahlrecht an d'Participation démocratique haut anescht muss gesi wéi nach virun 100 Joer, dass een also och muss haut bereet sinn, aner Forme vu Participatioun, och wat d'Ausübung vum Wahlrecht ugeet, ze gesinn, wéi dat virun 100 Joer nach de Fall war.

An et schéngt zumindest eng Partei hei ze sinn, déi nach ëmmer ausschliisslech un den Traditiounen hänkt an net bereet ass, am demokratesche Prozess och nei Weeër ze goen an nei Forme vun Ausübung vum Wahlrecht ze berücksichtegen. Dee Choix gëtt och bei dëser Diskussioun ganz kloer. Et ass um Wieler, déi richteg Konklusiounen doraus ze zéien.

Mir wäerten als LSAP déi heite Reform stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Deen nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech fänken dann direkt do un, wou mäi Virriedner opgehalen huet. Ech kann och nëmme seng Analys deelen. Engersäits seet d'CSV, se wier net géint d'Bréifwahlrecht, an anerersäits ass se géint eng Verallgemengerung, wat awer heescht, datt se zouléisst, datt déi vulnerabel Gruppen däerfe per Bréifwahl wielen, déi aner Leit alleguer net.

Fir eis als Gréng ass et ganz evident kloer, datt de Secret vum Vott eppes ganz, ganz Wichteges ass. An dat huet och näischt mat engem Massephenomeen ze dinn. De Secret de vote vum Eenzelnen ass genausou wichteg wéi dee vun zwee, dräi an 100 Leit. An duerfir ass och fir mech dee Gedankegang vun der CSV net nozevollzéien. Dat als Introduktioun. An ech...

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Wann Dir dat net verstanen hutt, Här Wiseler, ech si jo eréischt am Ufank. Ech hunn nach elo hei 15 Minutten. A wann Der dann net verstanen hutt, wat ech wëll soen, da freeën ech mech drop, datt Der mech dann nach eng Kéier frot.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn elo deen éischte Saz net verstanen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mat dem Gesetzesprojet…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Normalerweis verstinn ech zwar d'Saachen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- ...ännere mer verschidde Punkte vun eisem Wahlgesetz. All Ännerungen, déi mer haut decidéieren, hunn hir Wichtegkeet, mä, ech mengen, mir hunn et gemierkt: Souwuel an der Institutiounskommissioun wéi och hei an der Chambersdebatt war de Fokus op déi Ännerunge geriicht, déi de Vote par correspondance betreffen.

Mat dësem Gesetz maache mer et ganz einfach, fir de Vote par correspondance unzefroen. Mir generaliséieren de Vote par correspondance. An dat gefält net just der CSV net, dat ass scho gesot ginn, dat huet och dem Statsrot net gefall. Schonn 2002 hat de Statsrot an engem Avis festgehalen, datt de Vote par correspondance weder generaliséiert nach banaliséiert sollt ginn. Mä genee dat maache mir haut, wa mer dëst Gesetz stëmmen.

De Statsrot ass also net frou mat dëser Ouverture an argumentéiert, datt et sech beim Wahlvirgang ëm ee kruziale Moment vun dem demokratesche Liewen an eisem Land handelt an datt mer mussen assuréieren, datt de Wahlvirgang sekuriséiert bleift an de Seriö vun der Wahlprozedur net däerf a Fro gestallt ginn.

An op deene Punkte gi mer alleguer dem Statsrot recht. A wa mir Gréng haut de Projet de loi wäerte stëmmen, dann, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt mer mat dëser Reform de Wahlprozess net a Gefor bréngen, mä dem Wieler a Bierger entgéintkommen an d'Méiglechkeet, säi Wëlle bei der Wahl auszedrécken, méi einfach maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- De Statsrot zitt awer aner Konklusiounen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech wëll dann och nach eng Kéier déi Argumenter ufëieren, déi eiser Meenung no derfir schwätzen, dem Wieler an der Wielerin de fräie Choix ze ginn, ob hien oder si wëllt um Wahlsonndeg an e Wahlbüro goen, oder tëschent 12 Wochen a 25 Deeg, wann hien oder si zu Lëtzebuerg wunnt, oder tëschent 12 Wochen a 40 Deeg, wann hien oder si am Ausland wunnt, virum Wahlsonndeg säi Wielerwëllen iwwer eng Bréifwahl ausdrécken.

Och wa mer d'accord sinn, datt de Wahlprozess ee ganz wichtegen ass, da solle mer dem Wieler et awer méiglechst einfach maachen, un der Wahl deelzehuelen. Vill Leit zu Lëtzebuerg sinn zimlech vill an oft am Ausland ënnerwee. Wann ee seng Vakanz plangt, ouni de Wahltermin ze berücksichtegen, dat ass déi eng Saach. Heiansdo huet een awer net onbedéngt de Choix, souguer wann ee seng Vakanz plangt. Heiansdo komme berufflech Engagementer derzou. De Rapporteur huet och scho vun de Studenten am Ausland geschwat, déi och net alleguer an den Nopeschstied sinn.

Mir sinn eent vun deene ganz wéinege Länner, déi eng Wahlflicht hunn. Mir verflichten also eis Bierger, fir u Wahlen deelzehuelen. A wa se dat net maachen, da riskéiere se, zumindest theoretesch, bestrooft ze ginn. Duerfir si mer och zu Lëtzebuerg derzou opgefuerdert, eise Matbierger entgéintzekommen an aus der Flicht an der Verflichtung keng Corvée ze maachen.

E weidert Argument, fir déi Regelung, wéi mer se bis elo haten, falen ze loossen, ass d'Gerechtegkeet an d'Gläichbehandlung vun de Leit. Et ass net logesch, datt de Lëtzebuerger vu Pärel oder Arel automatesch däerf mat Bréifwahl wielen an de Lëtzebuerger vu Schengen oder Habscht net. Den eelere Mënsch vu 75 Joer kann automatesch op d'Bréifwahl zréckgräifen, dee vu 74 net.

An derbäi kënnt, an dat ass an eisen Aen och wichteg, datt ee bis elo huet missen e Grond uginn, wann ee senger Flicht als Bierger net konnt perséinlech a sengem Wahlbüro nogoen: «les électeurs qui, pour des raisons professionnelles ou personnelles dûment justifiées, se trouvent dans l'impossibilité de se présenter en personne devant le bureau de vote (...)», déi hu kënnen d'Wahl iwwer Bréif ufroen.

Mir wëssen awer och alleguer, datt dat zwar am Text steet, mä kee Mënsch dat kontrolléiert huet. Et pour cause! Wie soll da wann ech gelift op wéi eng Aart a Weis kontrolléieren, ob e Wieler oder eng Wielerin berufflech oder perséinlech Grënn huet, déi „dûment justifiées" sinn, fir d'Bréifwahl unzefroen oder net?

A wa mer eppes an engem Gesetz stoen hunn, wou sech souwisou kee muss drun halen, da mécht et an eisen Aen och Sënn, da misst déi éischt Fro sinn: Brauche mer dat am Gesetz? A wann d'Äntwert Jo ass, da musse mer eis d'Méiglechkeet ginn, fir dat ze kontrolléieren. An duerfir si mer frou, datt mer an dësem Fall mat enger Neen-Äntwert zefridde sinn.

Mir sinn der Meenung, datt et bei der Wahl drëm geet, méiglechst vill Bierger participéieren ze loossen, an net un éischter Stell ëm d'Ritual ronderëm de Wahlsonndeg, och wann ech dat Ritual perséinlech ze schätze weess a ganz sympathesch fannen.

Nach eng Kéier, wann den Här Wiseler mech déi éischte Kéier net verstanen huet: D'CSV stellt jo net d'Bréifwahl u sech a Fro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Richteg!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- A wann ech mer den Exposé vum Här Wiseler duerch de Kapp goe loossen, da fannen ech et awer erëm eng Kéier komesch, well de Secret de vote, dee misst fir eis genausou wichteg si wéi fir déi Leit, déi iwwer 75 Joer al sinn, fir déi Leit, déi bis elo zougestane kritt hunn, mat Bréifwahl ze wielen. Et ka jo net sinn, datt d'CSV vläicht der Generatioun vun den iwwer 75-Järege méi an deem Sënn traut wéi deene Jonken. Ech gesi wierklech déi Logik net. Entweder ass d'Bréifwahl esou ze organiséieren…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat do ass awer elo... Dat do ass awer elo eng peinlech Ënnerstellung, déi...

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat ass eng Ënnerstellung. Dat ass eng Ënnerstellung!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Entweder, Här Wiseler, ass d'Bréifwahl esou ze organiséieren, datt de Vote secret garantéiert ass, oder si ass et net. A wa se et net ass, da gëllt dat fir jiddwereen. A wa se et ass, soll et och fir jiddweree gëllen. Dat ass op alle Fall eis Positioun.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Firwat hutt Der dann net de Vote digital par correspondance zougelooss?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech maachen och nach eng kleng Klammer op. Mir hunn nääämlech nach eppes am Wahlgesetz stoen, wat keen esou richteg kontrolléiert: d'Wahlflicht.

An och hei hu mer eis als Partei d'Fro gestallt: Brauche mer dat oder net? A mir hunn eis esouguer als Partei erlaabt, eis Meenung ze änneren. Viru Joren hu mer nach gemengt, et sollt een d'Wahlflicht ofschafen. Haut si mer, ech menge wéi all déi aner Parteien heibannen, der Meenung, datt mer sollen d'Wahlflicht bäibehalen. Ech ginn net op den Detail an. Mä am Resumé si mer der Meenung, datt mer eis et net erlabe kënnen, an engem Land, wou just 50% vun de Residenten däerfe wiele goen, och nach eng Abstentioun vu ronn 50% ze kréien. Dat ass den Taux a munche vun eisen Nopeschlänner, an eigentlech besteet keng Ursaach, unzehuelen, mir géifen anescht funktionéiere wéi eis Noperen.

Well mer also hei op d'Fro: „Brauche mer eng Wahlflicht am Wahlgesetz?" mat Jo äntwerten, musse mer eis och eng Kéier mat de Konsequenze befaassen, wat d'Leit betrëfft, déi d'Gesetz net anhalen. Mir mengen net, datt mer mussen drastesch Strofen definéieren. D'Sanktiounen, wéi se am Gesetz stinn - iwwert déi ee gären eng Kéier kann diskutéieren, wéi den Här Bodry et ugedeit huet -, déi si largement héich genuch. Et ass och net schwéier, festzestellen, wie géint d'Gesetz verstéisst. Mir mussen eis just ee Moyen ginn, fir deene Leit awer méiglechst onbürokratesch ze soen, si missten eng gewësse Strof bezuelen, well déi Leit, déi sech un d'Gesetz halen, sollen net d'Gefill kréien, si géife fir domm verkaaft ginn.

Et däerf een an enger Demokratie verlaangen, datt de Bierger vu sengem Wahlrecht Gebrauch mécht, och wann dee Saz eleng schonn eng Häresie ass. A wann een dann u sengem Schreifdësch sëtzt a mengt, vun alle Kandidate wier guer keen drënner, deen ee kéint wielen, da soll ee säin Ziedel eidel an d'Enveloppe stiechen. Et däerf ee souguer eng Dommheet oder eng Frechheet op den Ziedel schreiwen, och dat ass erlaabt. An da kann een den Ziedel ofschécken.

Ech géif et natierlech vill méi richteg fannen, wann ee wierklech kee fënnt, deen ee kéint wielen, datt ee sech da géif selwer engagéieren. Der Politik ginn all Joers ganz vill Capacitéite verluer vu Leit, déi ganz vill wëssen, awer net bereet sinn, sech fir en Engagement fir d'Gesellschaft hierzeginn.

Natierlech stellt sech d'Fro, ob d'Bréifwahl sécher ass. Mir gi gären zou, datt d'Méiglechkeete fir eng Fraude hei méi grouss si wéi bei dem klasseschen Urnegang. Mir mengen, et soll een op kee Fall noléisseg sinn. Mir mengen, datt och d'Aufgab vum President an de Membere vun engem Wahlbüro eng ganz wichteg ass an datt déi Leit vill Verantwortung droen. Ech froe mech souguer, ob d'Wahlgesetz streng genuch ass mat de Kritäre fir de President vun engem Wahlbüro. Ech fannen et zumindest fragwürdeg, wann de President vun enger politescher Partei och President vun engem Wahlbüro ass, och wann en dat däerf sinn.

Mir mengen, datt och mat den Erliichterungen, déi mer haut debattéieren an hoffentlech och stëmmen, d'Bréifwahl sécher genuch ass. Dat, wat ewechfält, den ageschriwwene Bréif an d'Ënnerschréft vum President vum Wahlbüro op der Enveloppe, ware kee Garant fir méi Sécherheet.

Ech hat oft d'Geleeënheet, als Wahlbeobachter an deene jonken osteuropäeschen Demokratien, sief et an Albanien, Georgien, der Ukrain an äänleche Länner, e Wahlprozess ze suivéieren. Mir sinn ëmmer gebrieft ginn, fir no méiglechen Unzeeche vu Stëmmekaf, vu Family Voting, also wou de Patriarch vun der Famill seng Fra a Kanner beim Wiele bis an d'Wahlkabinn begleet huet, ze kucken. Esou Praktike ginn duerch d'Bréifwahl méi einfach. Mä éischtens dierfte mer dann, an dat hunn ech scho gesot, och net d'Bréifwahl fir déi iwwer 75-Järeg erlaben. An zweetens, an do zitéieren ech de Schwäizer Politolog aus dem „Wort" vu gëschter: Da musse mer awer scho vill Mësstraue vis-à-vis vun eise Lëtzebuerger Wieler am 21. Jorhonnert hunn!

Mir si jo iwwregens och net dat éischt Land, dat dem Wieler de fräie Choix zougesteet, wéi hie wiele wëllt. An Däitschland, och den Här Bodry hat dat schonn ugefouert, do ass d'Begrënnung, fir dierfe per Bréif ze wielen, 2008 ofgeschaaft ginn. Dat war ënner enger GroKo. D'Zuele vun de Leit, déi dovu Gebrauch gemaach hunn, si steteg an d'Luucht gaangen a louchen 2017 bei 28,6% vun der Wielerschaft. An och bei eis ginn d'Zuele vun de Bréifwieler schonn an d'Luucht. An et ass och domat ze rechnen, datt déi Zuelen elo nach vill méi héich ginn.

Déi däitsch Konservativ - dat ass mäi Resumé - hunn also méi Vertrauen an den däitsche Wieler wéi déi Lëtzebuerger Konservativ an de Lëtzebuerger Wieler.

Une voix.- Voilà!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Liest d'Räsonnementer vum Bundesverfassungsgeriicht!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech hunn och déi gelies an och déi zur Kenntnis geholl. Mä dann huelt Dir, Här Wiseler, och zur Kenntnis, datt mer an eisem Nopeschland mëttlerweil 28,6% vun der Wielerschaft hunn, déi vun der Bréifwahl profitéieren. An och d'Geriicht an Däitschland huet d'Bréifwahl net verbueden.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä liest vläicht d'Argumentatioun nach eng Kéier an den Ënnerscheed, deen tëschent Lëtzebuerg an Däitschland ass, éier Der dat do sot!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir déi Lektioun, Här Wiseler, dann huelen ech mer déi och nach zu Gemitt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si schwätzt…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A vu Lektiounen ausdeelen, där hunn ech der awer elo an deene leschte Minutte vill héiere vun Iech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann Der gär d'Wuert hätt, Här Wiseler, da frot Der Iech et.

Une voix.- Richteg!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mä wann d'Zuel vun de Bréifwieler zu Lëtzebuerg eropgeet, da kritt dat selbstverständlech och Auswierkungen zum Beispill op d'Wahlcampagne. Wa mer eis eens waren d'lescht Kéier, déi offiziell Wahlcampagne eréischt ee Mount virun de Wahlen ze starten, da wësse mer, datt een ëmmer méi groussen Undeel vun de Wieler da schonn hire Wahlziedel ofginn huet.

Wat mer net an der Institutiounskommissioun am Fong diskutéiert hunn a wat och net Sujet vun dësem Gesetz ass, mä wat ech awer wëll uschwätzen, dat ass den E-Voting oder den Electronic Voting, also déi elektronesch Form vun enger Wahl oder engem Referendum iwwer Internet. Hei leien d'Avantagen eigentlech och kloer op der Hand. D'Wiele gëtt nach méi einfach an attraktiv gemaach. D'Auswäertung gëtt méi séier gemaach. A wann de System bis installéiert ass, da ginn d'Wahlen och nach eventuell méi bëlleg.

D'Nodeeler vum E-Voting sinn awer och bekannt. Hei ass d'Gefor, datt d'Wahle gefälscht ginn, nach däitlech méi grouss. D'Méiglechkeet, de Wahlprozess duerch Cyberattacken ze sabotéieren, ass eng reell Gefor. A virun allem si mir och der Meenung, datt bei dem E-Voting d'Anhale vum Wahlgeheimnis déi gréisst Erausfuerderung ass, an déi ass am Moment an eisen Aen nach net genügend geléist. An trotzdeem gi mer haut op eng Schinn, wou mer all méiglech an onméiglech Geschäfter iwwer Internet ofwéckelen.

Mir hunn E-Banking, d'Simplification administrative, de Scolaria an de Schoulen, d'Integrated BioBank of Luxembourg, de Waasser- a Stroumverbrauch gëtt digital ofgelies. Mir mudden eis an eise Bierger villes zou am digitalen Zäitalter. A vläicht sollte mer emol bei eis Partner an Estland kucke goen, déi net nëmmen déi éischt virtuell Ambassad zu Lëtzebuerg opgemaach hunn, mä déi och Virreider beim E-Voting sinn. Do hunn 2015 schonn 19,6% vun de Wieler hir Stëmm iwwert den E-Voting ofginn.

Ech bedaueren net, datt mer mat dësem Gesetz den E-Voting nach net agefouert hunn. Ech maache just ee Plädoyer, fir sech intensiv mat de Problemer vun esou enge Méiglechkeeten auserneenzesetzen an och drun ze schaffen, dës Problemer ze léisen.

Haut scho sammele mer vill sensibel Daten. Mir verschlëssele se a verschaffe se. An déi Entwécklung wäert sech zum Beispill dank der personaliséierter Medezinn éischter nach beschleunege wéi ofhuelen. Et misst dach och méiglech sinn, deen awer vill manner komplizéierte Wahlprozess och eng Kéier sécher kënnen digital ze organiséieren. An och, wa mer haut nach net esou wäit sinn an haut net derfir plädéieren, sinn ech awer der Meenung, datt mer hei nach net um Enn ukomm sinn, wat d'Erneierung vun der Wahlprozedur betrëfft.

Här President, ech kommen zum Schluss. Déi aner Ännerunge wéi zum Beispill d'Vereinfachung vun de Recoursë ronderëm de Wahlprozess, de Fait, datt ee sech mat senger Identitéitskaart an net mat der Convocatioun muss ausweisen, kënne mer ënnerstëtzen, gradesou wéi eng gewësse Flexibilitéit, wat d'Zuel vun de Wieler pro Wahlbüro ugeet, an och déi aner Ännerungen, déi mer mat dësem Gesetz stëmmen.

Dem Rapporteur, dee jo op alleguerten déi Änerungen agaangen ass, soen ech Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An deen nächste Riedner ass den Här Gaston Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëll dem Kolleeg Eugène Berger Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem fir eis awer dach wichtege Gesetz, wouran am Fong déi Haaptneierung d'Liberaliséierung vun der Bréifwahl ass.

Et ass hei gesot ginn, datt 2009 5,5% vun de Leit scho vun der Bréifwahl profitéiert hunn. 2013 ass et op 7,65% eropgaangen. Beim Referendum 2015 souguer op 8,76%, wat ech awer elo vläicht net géif als eng normal Progressioun gesinn, well menges Wëssens awer beim Referendum och vill Leit iwwer 75 Joer gewielt hunn, déi bei de Chamberwahlen normalerweis net wielen. Dat huet och vläicht een Deel vun där Progressioun ausgemaach.

Ech mengen, bis elo war et esou, datt een nëmme konnt vun der Bréifwahl profitéieren, wann ee méi wéi 75 Joer al war oder déi ënner 75-Järeg, wa se krank waren oder an der Vakanz.

An Zukunft gëtt et keng Konditioune méi. Jiddweree kann déi Bréifwahl ufroen. Mir als ADR fannen dat eng positiv Entwécklung. D'Fro vun der Manipulatioun, déi do diskutéiert gëtt, ob déi sech stellt, do si mir der Meenung: generell net. Soss hätte mer och déi Manipulatioun elo bei der Bréifwahl bei deenen iwwer 75 Joer.

A wann ech soen: „Soss hätte mer se", kéint een och soen: „Well mer hu se zum Deel bei deenen iwwer 75-Järegen." Well jiddweree kennt Fäll, wou mer héieren hunn, wou an Alters- oder Fleegeheimer dann op eemol relativ vill Demanden eragaange sinn, fir ze wielen. A wann déi Leit, déi do Patient an deenen Haiser sinn, déi Demanden net gemaach hunn, da

kann ee sech d'Fro stellen, ob se dann och gewielt hunn an deenen Haiser, déi gemengt sinn.

Also wann eng Manipulatioun méiglech ass, dann ass se am aktuelle System méiglech bei den iwwer 75-Järegen. An d'Fro stellt sech hei, Här President, ob et net vläicht ubruecht wier - ech weess och net, ob d'Gesetz dat géif erlaben -, datt een emol géif Stéchprouwe maachen, datt ee seet: „Hei, do sinn an engem Fleegeheim oder an engem Altersheim relativ vill Demanden erakomm, fir d'Bréifwahl ze maachen", datt een emol géif bei déi Leit kucke goen, ob déi dann och effektiv eng Bréifwahl ugefrot hätten.

Da géif dat vläicht souguer… Wann ee géif soen, et géif een esou Stéchprouwe maachen, dat wier vläicht eng gutt präventiv Wierkung, fir déi Leit ofzehalen, déi d'Absicht hunn, fir dann eben esou e Wahlresultat ze beaflossen a virun allem déi eeler Leit, déi do sinn, esou ze mëssbrauchen an esou eng Manipulatioun duerchzeféieren.

Duerfir, wann déi Manipulatioun méiglech ass, dann ass se am Ableck do. Wa mer elo déi nei Formuléierung kucken, wou mer am Fong soen: „Ma mer ginn och elo deene vun 18 bis 75, déi net krank sinn, net an der Vakanz sinn, d'Méiglechkeet, fir kënnen iwwert d'Bréifwahl ze wielen", da gesi mir do de Risiko vun der Manipulatioun awer esou minimal, datt et net derwäert ass, driwwer ze schwätzen.

Well éischtens mussen déi Leit jo d'Bréifwahl ufroen. Wann also ee vu 25 Joer eng Bréifwahl ufreet, dann ass dat jo säi Wonsch, d'Bréifwahl ze maachen, an da kann ech mer net virstellen, datt e se ufreet an da seet zum Papp oder zu der Mamm oder Gott weess zu wiem: „Hei, fëll du mer se aus an da schécke mer se erëm an." Also, ech mengen, do hu mer net vill Vertrauen an eis Bierger, wa mer déi Argumenter ervirbréngen. Ech sinn der Meenung, datt awer jiddwereen haut grouss an al genuch ass. A wann e fäert, e géif doheem ënner Drock gesat ginn, ma da brauch e se emol guer net unzefroen, da seet en: „Ech ginn a meng Wahlkabinn wielen, da kann ech maachen, wéi ech wëll."

Also de Risiko, datt duerch déi Neierung, déi hei agefouert gëtt, d'Manipulatioun méi grouss gëtt, ass fir eis net reell. Wann eng Manipulatioun do ass, da besteet se am aktuelle System. A wéi gesot, duerch eng präventiv Moossnam wéi eng Kontroll kéint een dat eventuell och limitéiert kréien.

Ee Problem, wou eiser Meenung no natierlech eng Manipulatioun kann erakommen, awer eng aner Manipulatioun, dat ass doduerch, datt mer d'Bréifwahl net méi aschreiwen. Ech weess, datt dat net esou einfach ass, ageschriwwe Bréiwer. De Bréifdréier geet bei d'Leit heem, d'Leit schaffen, et ass keen do, e geheit en Ticket an, se mussen iergendwéi op d'Post e siche goen, da verlafen d'Delaien, dat ass komplizéiert.

Mä wa mer elo higinn a mer schreiwe se net méi an, an deejéinegen, dee gestëmmt huet, brauch seng Enveloppe och net méi ze paraphéieren, wann e se zréckschéckt, do kéint - do kéint! - theoretesch eng Manipulatioun stattfannen. Well um Wee vun der Gemeng oder vum President vum Wahlbüro bis bei de Wieler kéint dee Bréif jo verluer goen. Gären oder net gären, mat Absicht oder ouni Absicht. Da kann een en opmaachen, e fëllt en aus an e geheit en erëm an, dann ass en zréck. Dann huet am Fong eng Persoun gewielt, ouni datt se iwwerhaapt weess, datt se gewielt huet.

E kann héchstens herno reklaméieren a soen: „Ech hu kee Stëmmziedel kritt." An da kann herno gesot ginn: „Ma du hues awer gewielt." Do kéint natierlech déi Manipulatioun méiglech ginn - ech soen awer „kéint", well do muss schonn eng gewësse Fantasie matspillen, fir dat ze maachen -, wann een dee Bréif um Circuit vun A op B géif eraushuelen a géif soen, ma ech fëllen en aus an ech schécken en zréck, datt een en iwwerhaapt net kritt.

Duerfir hätte mir gäre gesinn (veuillez lire: Duerfir hätte mir gäre gesinn, datt dat géif bleiwen), an et ass argumentéiert ginn am Exposé des motifs, datt dat am Fong wéinst enger Spuermoossnam wier. Et wier en deiere Facteur an duerfir géif een dorobber verzichten. Ech mengen, d'Demokratie an d'Wahlgeheimnis hunn eben ee Präis. An als Käschtefacteur kënne mer et net gëlle loossen. Wa gesot gëtt, et ass aus praktesche Grënn net méiglech… (veuillez lire: Wa gesot géif ginn, et wier aus praktesche Grënn net méiglech, da wier dat eng aner Saach.) An den Här Minister, deen och fir d'Post zoustänneg ass hei, dee wier jo bestëmmt net rosen iwwert déi zousätzlech Recette, déi d'Post do och nach géif kréien.

Mä wéi gesot, dat ass deen eenzege Punkt, wou mer an dësem Gesetz e bëssen eise Problem domat hunn, well en net méi ageschriwwe gëtt, well keng Kontroll do ass, ob deen e kritt huet an ob deen en och herno zréckgeschéckt huet.

Positiv ass, dat ass nach dee Punkt, deen ech awer och wëll ernimmen, datt mer hei eng Bestëmmung aféiere fir déi Leit, déi schlecht oder guer net méi gesinn. Déi Leit konnte sech bis elo begleede loossen. Dat war eng gewëssen Diskriminatioun, well - et ass jo virdru gesot ginn - déi wousste jo awer net, wa se dat gesot hunn, wat deen aneren ausgefëllt huet. Déi Méiglechkeet bleift wuel elo nach bestoen. Mä et gëtt awer och d'Méiglechkeet, datt déi Leit esou eng gewësse Wahlschabloun - ech weess och net, wéi esou eppes ausgesäit, mä dat gëtt et jo awer - kënne kréien, wou se da wierklech kënnen och hire Stëmmziedel ausfëllen.

Här President, ech géif dem Här Statsminister vläicht d'Fro stellen, datt en eis géif soen, wat ech bis elo net erausfonnt hunn, wou déi Wahlschabloun läit. Läit déi an all Wahlbüro aus an da geet een dohinner an da seet een: „Hei, ech gesinn net gutt", an da kritt e se? Mä wéi fonctionnéiert et bei de Leit mat der Bréifwahl?, well de Rapporteur huet och gesot, et wier bei der Bréifwahl méiglech. Mussen déi déi dann am Viraus ufroen? Well ech ka mer net virstellen, datt an all Bréif esou eng läit. Vläicht kéint den Här Statsminister eis do eng Informatioun ginn, wéi dat an der Praxis ausgesäit.

Da sinn ech och der Meenung, wann déi Bestëmmungen hei a Kraaft trieden, datt vu Regierungssäit och muss eng Informatiounscampagne gemaach ginn, sief et iwwert d'Press oder iwwer eng Broschür, wou d'Leit och matzäit kloer informéiert ginn, wat fir eng Méiglechkeeten elo am Gesetz sinn an och wéi déi nei Delaie sinn, déi elo am Gesetz sinn, wou jo Verschiddenes verréckelt ginn ass, wat ee kann éischter schonn ufroen a wou ee méi spéit och nach kann eng Demande eraschécken, fir un der Bréifwahl deelzehuelen.

Här President, dat hei ass fir eis e fortschrëttlecht Gesetz, wat eis d'Méiglechkeet gëtt, datt méi Leit kënnen un de Wahlen deelhuelen. Mir wëssen, datt de Prozentsaz vun de Leit, déi net méi un de Wahlen deelhuelen, vu Wahl zu Wahl erofgeet (veuillez lire: eropgeet). A mir wëssen awer och, datt mer eis net konsequent hei am Land sinn. Mir hu Strofbestëmmunge fir Leit, déi net wiele ginn, déi mer dann awer net applizéieren. Et ass ze hoffen, datt duerch dëst Gesetz méi Leit vläicht dovu profitéieren, fir erëm un de Wahlen deelzehuelen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg d'Wahlflicht. Mir fannen dat gutt, dat gehéiert zu eiser Traditioun. Mir sollen dat och bäibehalen.

Mir ginn also hei de Leit de Choix, wéi virdru gesot ginn ass, fir ebe kënnen ze wielen, ob se iwwer Bréifwahl wielen oder ob se wëllen un d'Urn wiele goen. De Kolleeg Bodry huet virdru gesot, si wieren hei fir de Choix. Mir als ADR sinn ëmmer fir de Choix. Mir si fir de Choix bei dem Reliounsunterrecht oder Moralsunterrecht. Mir si fir de Choix an der Familljepolitik. An duerfir si mer och selbstverständlech hei fir de Choix, datt d'Leit kënne wielen, ob se d'Bréifwahl huelen oder ob se un d'Wahlurn ginn. Dat heescht, mir hunn also eng Linn an eiser Definitioun vum Choix, souwuel fir déi eng…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Dir sidd eng Kéier fir de Choix, Här Bodry, d'CSV ass déi aner Kéier fir de Choix, a mir sinn ëmmer fir de Choix. An duerfir stëmme mir dësem Gesetz och zou.

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Bei der Euthanasie och net.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Leschten agedroene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, mat dësem Gesetzesprojet huele mer eng Rëtsch Ännerungen um aktuelle Wahlgesetz vir. Nieft der Vereinfachung oder Veränneru vu verschiddenen Delaie bei der Bréifwahl, verschiddene Präzisiounen, wat d'Residenzdauer vun Netlëtzebuerger bei de Gemengewahlen ugeet, der Méiglechkeet fir sehbehënnert Mënschen, méi autonom kënnen ze wielen, an nieft enger Rëtsch administrative Vereinfachungen a Kloerstellungen ass et virun allem d'Vereinfachung an d'Verallgemengerung vun der Bréifwahl, déi hei an d'A stécht an déi eigentlech d'Kärsteck vun dësem Projet ausmécht. Ech wëll mech duerfir och als Alleréischt domadder befaassen.

Mir hunn - a vill Riedner hunn et virdrun och schonn ugeschwat - hei zu Lëtzebuerg d'Wahlflicht. An dat ass och gutt esou. Esou wéi mer d'Steierflicht kennen, esou wéi mer d'Schoulflicht kennen, menge mer och, datt et zu de Flichte vun engem Bierger gehéiert, wielen ze goen a mat sengem Vott iwwert d'Zesummesetzung vu senge Vertrieder an deene verschiddenen Instanzen, sief et am Parlament, am Europaparlament oder an de Gemengeréit, matzebestëmmen. Souguer dann, wann, wéi bei eis aktuell, dës Flicht an der Praxis net onbedéngt direkt mat enger Sanktioun verbonnen ass.

Mir mengen, datt, wann de Gesetzgeber, also d'Chamber, d'Bierger an d'Flicht hëlt, wielen ze goen, da muss an eisen Aen de Stat awer och alles derfir maachen, datt d'Bierger déi Flicht och wouerhuele kënnen an den Zougang zu de Wahlen esou einfach an esou barrierëfräi wéi méiglech gestalt gëtt.

Dat mécht dëse Projet, zumindest a groussen Deeler, andeems d'Leit an Zukunft net méi musse begrënnen, firwat si gäre per Bréif wielen. An dat ass och näischt fundamental Neits, well vill vun deene Leit, déi haut wielen, si schonns vum Zwang vun der Begrënnung enthuewen: Leit, déi iwwer 75 Joer al sinn, a Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen.

An den Undeel vu Leit, déi op d'Bréifwahl zréckgräifen, ass an deene leschte Joren ëmmer méi grouss ginn, vu 5,5% 2009 op 7,6% 2013 a beim Referendum 8,7%. An dat ass net nëmmen, well d'Bréifwahl u sech esou vill méi sexy ass, mä et huet och domadder ze dinn, wéi Lëtzebuerg sech entwéckelt huet. Well engersäits sinn ëmmer méi Lëtzebuerger an dat not Grenzgebitt wunne gaangen, an et ginn anerersäits duerch déi klammend Liewenserwaardung och ëmmer méi Leit, déi iwwer 75 Joer al sinn an déi doduerch vum Zwang vun der Begrënnung och entbonne sinn an déi awer glécklecherweis nach ëmmer wëlle wiele goen.

An duerfir brauch ee kee Kaffisazlieser ze sinn, fir ze soen, datt och ouni dëst Gesetz den Undeel vun deene Leit, déi géife per Bréif wielen, méi héich wäert sinn an e puer Méint, wéi mer dat nach bei deene leschte Wahle gesinn hunn. An dat huet einfach mat der Entwécklung vun eisem Land ze dinn a virun allem mat der Entwécklung vu senger Populatioun.

Dat heescht, datt ee bei deenen Argumenter, déi virdru vum Här Wiseler vun der CSV hei benotzt gi sinn, awer soe muss, datt elo schonns en ëmmer méi groussen Deel vun de Lëtzebuerger, déi par correspondance wielen, dat net extra begrënne mussen.

An dëse Projet setzt där Ongläichbehandlung en Enn an e verallgemengert a vereinfacht d'Recht, per Bréif ze wielen. Well et kann ee sech zu Recht froen, firwat dann eng mat Rheuma geplote Fra vun 62 extra bei den Dokter lafe muss, fir sech e Certificat médical sichen ze goen, dee se dann un de Schäfferot vun hirer Gemeng schéckt, deen dann doriwwer decidéiert, en unzehuelen oder net, och wann et an der Praxis normalerweis gängeg ass, datt en ugeholl gëtt. Respektiv firwat muss en 32-järege Mann, dee gär um Wahldag op d'Hochzäit vu sengem beschte Kolleeg an Däitschland geet, dëst mat Dokumenter beweisen an alt nees hoffen, datt dat dann erëm vum jeeweilege Schäfferot vu senger Gemeng unerkannt gëtt?

Neen, wa mer schonns d'Wahlflicht hunn, da musse mer et de Leit och esou einfach wéi méiglech maachen, fir dës Flicht och erfëllen ze kënnen, ouni sech duerfir musse plakeg auszedoe virun dësem oder deem Schäfferot, deen dann eng arbiträr Decisioun huele kann. Domadder héiere mer elo op heimadder. An dat ass och gutt esou.

Här President, eent vun deenen Argumenter, wat vun de Kritiker vun der Vereinfachung hei ëmmer nees benotzt ginn ass, ass dat vum Wahlgeheimnis. E Wahlgeheimnis, wat heimadder géif ënnerhielecht ginn. An et muss een zouginn, et ass op éischt Vue wierklech och e relativ staarkt Argument, well et zum Wiese vun enger anstänneger Demokratie gehéiert, datt d'Wahle geheim sinn. Duerfir hu mer Wahlkabinnen, duerfir hu mer Wahlurnen, fir de Secret vun där Wahl ze garantéieren. An dëst ass sécherlech net an deem Mooss sécher-gestallt, wann ee säin Ziedel doheem um Kichendësch ausfëllt.

Dat ass alles net falsch, mä et muss een awer och soen, datt de Prinzip vum Secret awer eréischt spillt, wann iwwerhaapt eng Participatioun vun de Leit do ass.

Dat heescht, de Prinzip vum Secret muss gëllen, wann d'Leit wielen, an en däerf net als Argument benotzt ginn, fir eng Demokratiséierung vun deem Wahlrecht, wat zu Lëtzebuerg eng Wahlflicht ass, ze erweideren (veuillez lire: net ze erweideren).

Ech mengen, datt éischtens datselwecht Argument elo scho misst gëlle bei eiser aktueller Regelung vun der Bréifwahl, wou sech bis elo awer kaum een dru gestéiert huet.

An zweetens gëllt och haut, no dësem Gesetz, wann dat heite Gesetz votéiert ass, bei der Bréifwahl natierlech nach de Secret, an d'Aflossnam ass strikt ënnersot.

An drëttens menge mer, datt een effektiv ofweie muss tëschent zwee demokratesche Prinzipien, näämlech engersäits deem vum Secret vun der Wahl, dee jo och hei nach ëmmer bestoe bleift, an zweetens dem Prinzip vun der Allgemengheet an der Universalitéit vun der Wahl, also dem Prinzip, méiglechst ville Leit et ze erméiglechen, dëst Recht och an Usproch ze huelen.

Mir mengen, datt an dësem Fall de Prinzip vun der Universalitéit iwwerweit. A mir si mat där doter Aschätzung och net ganz eleng, well - den Här Wiseler huet et virdrun zitéiert, awer och just een Deel dovunner - dat däitscht Bundesverfassungsgeriicht huet sech an der rezenter Vergaangenheet e puermol mat där doter Problematik befaasst an ass och zu äänleche Konklusioune komm, datt d'Participatioun u Wahlen an d'Accessibilitéit zu de Wahlen iwwerweie virun den hypothetesche Geforen duerch d'Ofschwächung vun der geheimer Wahl.

A wann dat däitscht Bundesverfassungsgeriicht eng Situatioun hätt wéi zu Lëtzebuerg, näämlech datt et eng Wahlflicht géif ginn, da sinn ech iwwerzeegt, datt se an hirer Argumentatioun wahrscheinlech souguer nach vill méi sec gewiescht wieren, wéi se dat an hire Konklusiounen elo sinn.

An Däitschland, wou mer jo dann och déi Bréifwahl hunn, gesi mer, datt 28% 2017 esou wiele gaange sinn, a verschiddene Regiounen, notamment a Bayern, souguer iwwer 40%, soudatt dat eppes ass, wou ganz vill Bierger an Däitschland drop zréckgräifen an och glécklecherweis drop zréckgräifen.

Här President, dëst gesot, ënnerstëtze mer déi heite wesentlech Veränneru, och wa mer eis bewosst sinn, datt, wa vill Leit per Bréif wielen, dat Repercussiounen op de Wahlkampf huet, well de Moment vun der definitiver Wahlentscheedung fir Leit, déi per Bréif wielen, e puer Wochen éischter ka sinn, wéi bei Wieler, déi un d'Urn ginn.

Duerfir denke mer, datt d'Regierung och gutt berode wier, souwuel dës wéi och déi nächst, fir deen dote Phenomeen méi genau ze analyséieren an der Chamber an deenen nächsten een, zwee Joer, och vläicht no den Europawahlen, wou dat hei jo och gëllt, eng Evaluatioun vun deem heite Gesetz ze ënnerbreeden, well mer hunn och an den Diskussioune festgestallt, datt eis bei verschiddene Punkten och nach ëmmer Chiffere feelen.

Här President, nieft der vereinfachter Participatioun u Wahle geet et hei awer och drëms, barrierëfräi a méiglechst autonom u Wahlen deelhuelen ze kënnen. Duerfir ënnerstëtze mer och d'Dispositioun am Gesetz, déi et blannen oder sehdefiziente Leit erméiglecht, mat Hëllef vu Wahlschablounen hire Vott selbstständneg, autonom maachen ze kënnen un der Urn, also an engem méi grousse Secret, wéi dat bis elo de Fall war, wou d'Leit d'Méiglechkeet haten oder eigentlech just d'Méiglechkeet haten, datt ee Begleeder konnt mat hinnen an d'Wahlkabinn goen. Mat deem heiten Instrument ass et méiglech, datt déi Leit dat elo selbstständneg an autonom maache kënnen, also eng Erweiderung vum Secret an der Garantie vum Secret.

Bei den Delaien, fir d'Bréifwahl unzefroen, ginn et kleng Veränneru. Wann een zu Lëtzebuerg wunnt, kann een elo tëschent 12 Wochen a 25 Deeg virun der Wahl d'Bréifwahl ufroen, a fir Leit am Ausland tëschent 12 Wochen a 40 Deeg. Hei am Land kréien d'Leit da spéitstens 20 Deeg virun de Wahlen hir Ënnerlagen, am Ausland spéitstens 30 Deeg, wat besonnesch fir Leit, déi ausserhalb vun Europa wunnen, zum Deel et iwwerhaapt eréischt erméiglecht, wiele kënnen ze goen, well den aktuellen Delai vun 20 Deeg net kompatibel war oder der Erfahrung no net kompatibel war mat de Postdelaie vu verschiddene Länner.

Eng lescht Ännerung, déi eis wichteg erschéngt, ass d'Kloerstellung, datt bei de Gemengewahlen d'Residenzdauer vun Netlëtzebuerger zwar bei fënnef Joer bleift - leider -, awer dovunner just dat lescht Joer onënnerbrach muss sinn. Mir hunn an der Vergaangenheet dacks Fäll gehat, wou Leit, déi deelweis zanter Jorzéngten zu Lëtzebuerg gelieft hunn, an awer an deene leschte fënnef Joer, aus wéi enge Grënn och ëmmer - en CDD oder e kuerze Studienopenthalt am Ausland -, kuerzfristeg net méi hei zu Lëtzebuerg ugemellt waren, domadder hiert aktivt a passivt Wahlrecht um Gemengenniveau verluer hunn. Domadder ass heimadder zumindest Schluss, och wann een eng Diskussioun iwwert d'Residenzdauer souwisou, mengen ech, am Wahlkampf an och

no de Wahle wierklech awer nach eng Kéier seriö misst féieren.

Här President, mir stëmmen dat heite Gesetz mat. Et féiert zu enger Demokratiséierung vun der Wahl, vun de Wahlen, a mer fannen et schonn och e bësse bizarre, datt et just eng Partei gëtt, an dobäi ass et déi gréissten a statsdroendst, zumindest an der Vergaangenheet, déi dat heiten net matdréit an déi sech domadder leider an onnéidegerweis isoléiert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et kënnt mer jo net all Dag vir, dass ech dem Här Baum recht ginn, mä ech muss Iech awer soen, dass et tatsächlech schued ass - schued ass! -, dass een, wann een un enger Modernisatioun vun onsen Institutiounen zesumme wëllt schaffen, vun där gréisster Partei an dësem Parlament mierkt, dass do kee Wëllen ass, fir d'Institutiounen ze moderniséieren. Ech fannen et schued!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Setzt lech mat eisen Argumenter auserneen, awer net mat pauschalen Aussoen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech ginn och op d'Argumenter an, déi den Här Wiseler hei zitéiert huet.

Fait ass, Här President, dass et net fir d'Éischt ass, wou mer d'Wahlgesetz hei änneren. Et ass fir d'Zweet bannent e puer Méint. Deemools och schonn e Refus vun der gréisster Oppositiounspartei, mat der Argumentatioun, dass d'Mandater vun de Gemengevertrieder manner laang wieren, obwuel den Text jo scho bekannt war; hei nach eng Kéier e Refus, fir dësen Text ze maachen!

Fir eis ass et wichteg, e ganz wichtegen Text, well et geet drëms, eng séllechen Erneierungen an och Vereinfachungen am Fong an onsem Wahlgesetz kënnen ëmzesetzen. D'Wahlgesetz muss, an dat ass och ganz wichteg, all Detail, all Fro vum Oflaf vun onse Wahlen och beinhalten. Dat geet mat der Beschreiwung un, wéi eise Wahlsystem fonctionnéiert, mat all senge Prinzipien. Et fixéiert d'Etappen, wéi d'Wahlen am Virfeld preparéiert ginn. Et setzt fest, wie bei eis am Land dierf wiele goen, däerf gewielt ginn, wien am Endeffekt och gewielt ass, mä virun allem och, wéi gewielt gëtt, wat jo awer ganz wichteg ass.

An dass an engem Land d'Wahlen transparent, fair a virun allem demokratesch oflafen, ass vun enger essenzieller Wichtegkeet, ass d'Basis vun enger Demokratie, an d'Rechtssécherheet suergt och fir d'Vertraue vum Wieler an engem System, an dat ass och hei ganz wichteg.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä e Wahlgesetz muss sech och kënnen adaptéieren an enger Entwécklung am Fong vu senger Gesellschaft och suivéieren. D'Méiglechkeet, fir an Zukunft de Vote par correspondance am Fong emol schonn iwwer eng sekuriséiert Internetsäit „myguichet.lu" kënnen och unzefroen, ass schonn eng Vereinfachung iwwerhaapt, fir kënnen de Vott och unzefroen.

Am Moment ass et och wichteg, dass mer mat deenen neien Technologië schaffen an dass mer och déi Méiglechkeet ginn, dass een et esou kann ufroen, an och fir ënnert Lëtzebuerger, déi bei Europa fir den europäesche Resident oder bei Gemengewahle matwielen, dat dann esou ze maachen.

Direkt an deem Kontext wëll ech op déi fënnef Joer och agoen. Mir hunn eis einfach adaptéiert zum Nationalitéitegesetz, dat och déi doten Dispositioun virgesäit. A fir eis wor et och wichteg, well et wor eng Fro an där enger oder anerer Gemeng, wéi et misst interpretéiert ginn, ob ee se kéint zouloossen oder net. A fir eis ass et dofir wichteg, dass och fir d'Gemengeresponsabel Kloerheet geschafe gëtt.

Mir erweideren de Vote par correspondance. Am Moment huet een eng Rëtsch, an Dir wësst, an de Gemengen huet ee missen d'Delaie kucken, wivill Deeg virdrun dass een d'Lëscht kritt huet, d'Demandë kritt huet. D'Leit hu misse justifiéieren, firwat se dann e Vote par correspondance géife froen. An dann ass de Reesticket geschéckt ginn, d'Invitatioun, fir iergendzwousch am Ausland ze sinn, oder et huet ee missen e Krankeschäi schécken. Dat heescht, et huet ee sech missen excuséieren, well een deen Dag net konnt normal wiele goen an de Vote par correspondance gefrot huet.

Mä et soll een och net vergiessen, a mir gesinn et och bei deene leschten Europawahlen, dass bal 15% vun de Leit iwwerhaapt net wiele ginn, weder par correspondance nach an de Wahlbüro ginn.

Mir sinn der Meenung, dass dat heiten elo net d'Solutioun ass, wou ee seet, elo wäerten déi 15%, déi iwwerhaapt net wiele gaange sinn, muer wiele goen. Dat wier eng Utopie. Mä mir sinn der Meenung, dass hautdesdaags 2018 een awer muss d'Méiglechkeet hunn, kënnen e Vote par correspondance ze froen, ouni musse bei den Dokter ze goen, eng Reesrechnung, en Ticket mussen eranzeschécken, fir kënnen ze wielen.

Hei héieren ech dann de Reproche: Jo, mä dann um Kichendësch wäert de Papp de Kanner an der Fra soen, wat se ze wielen hunn!

(Brouhaha général)

Här President, ech muss Iech soen, dat ass net de Modell vun enger Famill, esou wéi ech mir en hei zu Lëtzebuerg virstellen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou hunn ech et sécher net beschriwwen, Här Bettel!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn net där Meenung, dass dat esou ass, dass dann op eng Kéier een duerch Drock géif gesot kréien, wat een ze stëmmen huet, virun allem, wou een hei da franséisch Philosophen zitéiert an a Frankräich carrement d'Procuratioun gëtt, wou ech engem ka soen: „Du kanns a mengem Numm stëmme goen an ech vertrauen dir, dass du am Fong dat stëmms, wat ech gären hätt, mä ech weess et awer net, well ech selwer net sur place sinn."

Dat heescht, mir zitéiere Frankräich, mir zitéiere franséisch Philosophen, mä a Frankräich selwer kann ech am Fong mäi Wahlrecht engem Frieme ginn. An ech muss do just beweise kënnen, dass ech deen Dag einfach schreiwen, „sur l'honneur", dass ech deen Dag net an der Gemeng sinn, wou ech wunnen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bettel, setzt Iech och elo mat den Argumenter vum Conseil d'État auserneen, dee genau datselwecht seet! Maacht dat wann ech gelift a setzt Iech mat den Argumenter auserneen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A wa mer dat heite maachen, Här President, ass et ganz einfach, dass mer der Meenung sinn, dass e Wahl...

Mir sinn einfach der Meenung, Här President, dass hei eng Modernisatioun ass vun engem Wahlgesetz.

(Coups de cloche de la présidence)

Mir sinn der Meenung, dass ee sech hei un d'Realitéiten upasst. Et ass net un eis, ze wëssen, firwat deen een oder deen anere sech kann deplacéieren oder net wëllt deplacéieren oder eppes virgesinn huet deen Dag. Fir eis ass et wichteg, dass de Wieler ka wielen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass d'Haaptbegrënnung.

An dowéinst, d'Méiglechkeet, fir d'Bréifwahl méi ze generaliséieren, dat heescht, méi einfach opzemaachen, ass fir eis e richtege Schratt an dës Richtung.

A wéi gesot, ech brauch net méi op den Argumentaire, dee vum Här Bodry gemaach ginn ass, vum Här Baum gemaach ginn ass an och vum Här Gibéryen gemaach ginn ass, an och vum Här Berger gemaach ginn ass, dat heescht, vu jiddwerengem, an deen, mengen ech, och vum Här Adam, fir ze soen, et kann een awer net soen, dass déi iwwer 75 Joer guer net influencéiert géife ginn. Ech mengen, den Här Adam hat dat och gesot, guer net influencéiert ginn an dann déi aner influencéiert ginn.

(Brouhaha)

Hei gëtt nees probéiert, Här President, an dat ass dat, wat mer e bësse Suerge mécht, déi lescht Méint, Tendenz Ängscht, Ängschten de Leit ze ginn, dass mat deene Saachen d'Leit Ängschte kréien.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Här Bettel, ech…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wier och frou gewiescht, wann iwwert d'Déficients visuels...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bettel, ech akzeptéieren déi Aart a Weis net, wéi hei diskutéiert gëtt! Ech hätt gär, datt Dir géift op d'Argumenter agoen, wat net nëmme meng sinn, wat och aner Leit gesot hunn, wat de Conseil d'État gesot huet, anstatt déi Ënnerstellungen do ze maachen, déi inakzeptabel sinn, Här Bettel!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei ass, ech sinn och ganz frou,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass den Niveau vum Debat, deen Dir hei féiert!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...dass hei et awer och endlech fäerdegbruecht ginn ass - wann ee sech Suerge mécht ëm d'Bierger an Ängschten huet, dass d'Liberté d'expression, dass de Secret net méi garantéiert ginn ass -, dass endlech Leit mat Déficience visuelle och fräi kënne stëmmen. Dat huet jo kee genéiert, hat ech d'Gefill virdrun, dass ee matgaangen ass. Haut hu mer duerch d'Schabloun och d'Méiglechkeet, dass déi Leit kënnen hire Choix selwer treffen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat huet jo och kee Mënsch contestéiert, Här Bettel.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat droe mir jo och mat.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An den Här Gibéryen huet eng Fro gestallt, Här President. Jo, déi Schablounen, dat gëtt zesumme mat der Ediff iwwert den Education-nationales-Ministère gemaach an zesumme mam Institut pour déficients visuels, wou eng Campagne och wäert lancéiert ginn. Et gëtt gerechent, dass ongeféier eng 200 Leit concernéiert sinn, déi Leit d'Schabloun heemgeschéckt kréien, mä och all Büro wäert eng Schabloun hunn, à la disposition hunn, au cas où, wann de Malvoyant sech presentéiert an déi Schabloun vergiess hätt.

Dat ass eng grouss Evolutioun. Mir wëllen e Land hunn, dat barrierëfräi ass. An d'Demokratie virun allem, Här President, muss barrierëfräi sinn. A mir maachen hei eng Evolutioun an déi richteg Richtung. An duerfir sinn ech frou iwwert déi grouss Majoritéit, déi an dëser Chamber och wëllen Institutioune moderniséieren a virun allem och eng Demokratie hunn, déi fir jiddwereen op ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, parole après ministre.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo. Ech wëll awer just soen, datt ech mech wonneren iwwert d'Argumentatioun, well ech stellen nach ëmmer fest, datt och de Statsminister op déi Argumentatioun vum Conseil d'État, déi genau déiselwecht ass wéi déi, déi mir hei gefouert hunn, nach ëmmer keng Äntwerte ginn huet an net hei an deem, wat e gesot huet, deenen Argumentatiounen eppes entgéintgesat huet. An ech wiere mech och géint déi Aart a Weis, wéi hei eng politesch Debatt op engem Sujet gefouert gëtt, deen awer essenziell ass, an zwar d'Aart a Weis, wéi mer an der nächster Zäit wiele ginn.

Ech fannen d'Aart a Weis, wéi d'politesch Debatte gefouert ginn, ass am Fong net esou, wéi dat misst sinn. Hei ass e seriöe Sujet an e soll och seriö debattéiert ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7118 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7118 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 37-mol Jo an 23-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7118 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mer kënnen direkt zum nächste Projet de loi iwwergoen, de Projet de loi 7191, e Kooperatiounsaccord tëschent der EU an Afghanistan. De Rapporteur, den Här Marc Angel, huet d'Wuert.

3. 7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, mat dësem Accord, dee mer mat Afghanistan ofschléissen, gëtt déi besteeënd Zesummenaarbecht tëschent der Europäescher Unioun, hire Memberlänner an Afghanistan formaliséiert. An dësen Accord, dat ass och eng Confirmatioun vun engem verstäerkten, vun engem nohaltege politeschen an och ekonomeschen Engagement vun der Europäescher Uniouan hire Memberstate vis-à-vis vun Afghanistan, fir eben do an Afghanistan de Friddensprozess, d'Sécherheet vum Land an och d'Stabilitéit vun der Regioun, déi jo oft vu schlëmme Krise betraff war a vu Kricher betraff war, ze verstäerken an ze stabiliséieren.

Bei der Zesummenaarbecht mat Afghanistan gëtt den Accent op e regelméissegen Dialog geluecht. En Dialog, wou den Accent besonnesch och op Froe vu Fraen- a Kannerrechter geluecht gëtt. D'Mënscherechter an Afghanistan, dat wësst Der, hunn iwwert déi lescht Jorzéngte staark gelidden. An dofir, mengen ech, ass dee Punkt hei ganz wichteg.

Den Accord iwwerhëlt och déi standardpolitesch Klausele vun der Europäescher Unioun, wat d'Massevernichtungswaffen ubelaangt, vun der CPI, d'Cour pénale internationale. An den Accord promouvéiert och déi bilateral, regional an awer och international Zesummenaarbecht.

Aner Domäner, wou d'Relatioune solle verstäerkt ginn, sinn niewent enger verstäerkter wirtschaftlecher Kooperatioun, déi natierlech ganz uewe steet, och besonnesch d'Rechtsstaatlechkeet, d'Gesondheet, den Développement rural, d'Educatioun, d'Wëssenschaft an d'Technologie. Wichteg, wann ee mat Afghanistan en Accord mécht, sinn awer natierlech och all déi Moossname fir de Kampf géint d'Korruptioun, de Blanchiment, de Finanzement vum Terrorismus, déi organiséiert Kriminalitéit a besonnesch den Drogenhandel. Déi Froe mussen natierlech och behandelt ginn, wëssend besonnesch beim Drogenhandel, dass 90% vun der Produktioun vun Opium aus Afghanistan kënnt an dass dat och eng vun den Ursaachen ass, déi am Fong déi legal ekonomesch Entwécklung an deem Land staark verhënnert.

Als Rappell: d'Europaparlament - eng kleng Remark: Et gëtt och en Artikel, ech mengen, et ass den Artikel 28, wou et ëm Migratiounsfroe geet; ech kommen herno drop zréck. Dofir wollt ech awer ënnersträichen, dass d'Europaparlament den 2. Oktober 2016 nach eng Kéier reaffirméiert huet, dass duerch dësen Accord an, wéi gesot, genau den Artikel 28, d'Recht fir all afghanesch Demandeurs d'asile, fir hei an Europa eng Demande fir hir Protection internationale ze stellen, an engem Memberstat net touchéiert ass duerch dësen Accord.

Mir hunn iwwregens och nogefrot, Afghanistan steet hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net op der Lëscht vun de Pays d'origine sûrs a wäert och net an der nächster Zukunft do dropkommen.

Déi wirtschaftlech Situatioun an Afghanistan ass trotz engem duerchschnëttleche Wuesstum

vun 9,4% tëschent 2003 an 2014 alles, mä net gutt. Dee Wuesstum war duerch déi international Präsenz bedéngt. Déi ass jo staark zréckgeschrauft gi säit 2014. An dofir hänkt déi Croissance och elo nëmme méi bei engem Prozent. Et gëtt e Chômagetaux vu 40%. An Dir wësst, et ginn nach ganz Géigenden, souguer Provënzen, wou de Sécherheetsproblem nach ganz grouss ass. An dat war näämlech och d'Ursaach, dass aus deem Land eleng 2015 267.000 Refugiéen an Europa komm sinn an hei opgeholl gi sinn.

Dësen Accord, Här President, léif Kolleegen, formaliséiert also alles, wat an deene leschte Jore schonn tëschent der EU an Afghanistan geschitt ass. D'Europäesch Unioun ass de véierte Bailleur de fonds an Afghanistan. Säit 2002 huet d'Europäesch Unioun 3,66 Milliarden Euro fir Entwécklung an humanitär Hëllef an Afghanistan ausginn. Afghanistan ass also den Haaptbeneficiaire vun der europäescher Entwécklungszesummenaarbecht an der Hëllef an deem Kontext.

Dësen Accord ass en Accord mixte. D'Europaparlament huet den Accord ratifizéiert an en ass also och provisoresch säit dem 1. Dezember 2017 a Kraaft. An déi provisoresch Applikatioun concernéiert virun allem de Volet vum politeschen Dialog, d'Mënscherechter, d'Égalité Homme-Femme, d'Coopération développement an och d'Coopératioun an Handelsfroen.

Duerch dësen Accord gëtt och e Comité mixte agesat, dee chargéiert ass, fir de gudde Fonctionnement vun dësem Accord ze assuréieren. An ech hat mer als Rapporteur d'Méi gemaach, e puermol um Internet nozekucken um Site vum Europaparlament. Do gesäit een och all Kéiers, wann eng Reunioun vun deem Accord (veuillez lire: Comité) mixte war, wat do geschwat ginn ass a wat do festgehale ginn ass. Dat gëtt ganz transparent gefëiert. An ech mengen, et ass interessant, dat och hei eng Kéier ze ernimmen.

Den Accord ass ofgeschloss fir eng initial Period vun zéng Joer. E kann automatesch verlängert gi fir successiv Perioden all Kéiers vu fënnef Joer. Mir hunn den Accord en long et en large de 15. Januar an der Kommissioun mat de Beamte vum Ministère duerchdiskutéiert. De Statsrot huet näischt ze beanstande gehat.

Dofir ginn ech och heimadder elo den Accord vun der LSAP-Bänk an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet, wann de Rapporteur fäerdeg ass, d'Madamm Nancy Arendt.

Discussion générale

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech selbstverständlech dem Rapporteur Marc Angel villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a säi gudde mëndleche Rapport, esou wéi mer dat vun him ëmmer gewinnt sinn.

D'Geschicht vun Afghanistan ass eng tragesch Geschicht mat vill Leed, grad am mënschleche Beräich. Dat gëllt net nëmmen, mä virun allem fir Fraen a Kanner, déi dacks dat schwaachst Glidd sinn an dësem eigentlech schéine Land.

Mat dësem Accord tëschent der Europäescher Unioun an Afghanistan gi mer elo eigentlech nei Weeër, déi vun enger méi enker Partnerschaft an Entwécklungskooperatioun. An dat, an dat ass och fir d'CSV besonnesch wichteg, op Aenhéicht mat den Afghane selwer. Grad dat huet och déi europäesch Héichkommissärin Federica Mogherini bei der Signature vun dëser éischter Vertragspartnerschaft mat Afghanistan richtegerweis ënnerstrach.

Kaum eng Populatioun wéi d'Männer, d'Fraen a virun allem d'Kanner aus Afghanistan hunn et méi verdéngt, fir no méi wéi 30 Joer Krich, dat ass méi wéi eng Generatioun, endlech erëm e bësse méi Rou, Sécherheet a vläicht eng Hoffnung op eng fräi Zukunft an hirem Land ze hunn. An dat ass iwwregens och am Interessi vun der Europäescher Unioun.

Mat dësem Accord, deen den afghanesche Finanzminister Eklil Ahmad Hakimi als een „vitalen, neie Kader vun enger neier Partnerschaft" mat sengem Land bezeechent huet, gi mir eis effektiv eng Agenda bis 2024, fir konkret a virun allem nohalteg Resultater um schwéieren Terrain dohannen ze erreechen. D'Situatioun ass nach ëmmer séier wackleg an allen Hisiichten, an dat obschonns d'Europäesch Unioun haut schonns am Joer méi wéi eng Milliard Euro an Afghanistan investéiert huet. Kabul ass domadder de gréissten Eenzelempfänger vun der europäescher Entwécklungshëllef.

Mä, Här President, et geet net ëm Kabul, et geet ëm d'Mënschen a virun allem ëm Dausende vu Kanner a Fraen, grad am Zesummenhang vum Respekt vun de Mënscherechter - den Här Angel huet dat scho gesot -, déi jo och, an dat gëtt dohannen dacks vergiess, Kanner- a Fraerechter sinn.

Grad d'Schoule fir d'Jongen an d'Meedercher, déi jo ënnert den Taliban keng Selbstverständlechkeet sinn, ginn heimadder geziilt gefërdert, gradesou wéi d'Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra, déi fest an dësem Accord verankert sinn.

Weider Elementer vum Accord sinn d'Terrorbekämpfung, d'Lutte géint d'Korruptioun, d'organiséiert Kriminalitéit, d'Wäisswäsche vu Suen, den Drogenhandel an d'Drogeproduktioun, awer och d'Hëllef beim Opbau vu rechtsstaatleche Strukturen an och eng gewësse Kooperatioun bei der Flüchtlingsthematik.

Fir eis ass et jo kloer, datt kee Flüchtling kann enzwousch zréckgeschéckt ginn, wou et onsécher ass. Mä et muss natierlech och méiglech sinn, fir déi Leit erëm heemzeschécken, wann hiert Land erëm sécher ass. An op déi Sécherheet hoffe mer alleguer, och wann et fir Afghanistan nach e wäite Wee ass.

Och a Saache Klimaschutz, Agrikultur, Gesondheet, Kultur an atomarer Sécherheet an Ofrüstung schaffe mir mat dësem Ofkommes méi enk zesummen. Bilateral gesi gëtt et - an dat ass net dat mannst, wat ee ka soen - nach Sputt no uewen, fir eis Relatioune mat Afghanistan auszebauen, well déi politesch Perspektive sinn dacks ganz enk vernetzt mat deene wirtschaftlechen. An dofir fanne mir, datt Europa, awer eben och Lëtzebuerg seng wirtschaftlech Zesummenaarbecht mat Kabul do och verdéiwe kann.

Wann et de Leit näämlech gutt geet, wann et méi nohaltege Wuesstum a méiglechst keng Aarmut méi gëtt - ëmmerhi gëllen 39% vun den Afghanen nach ëmmer als aarm -, da si se vill manner empfänglech fir den Extremismus vun den Taliban, vun IS oder vu wiem och ëmmer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus all deene Grënn stëmmt d'CSV-Fraktioun fir dësen Accord an dës nei Approche am Ëmgang mat Afghanistan, an der Hoffnung, datt et grad mat dëser neier Approche vun engem regelméissegen Dialog dësem Land a virun allem senge Leit och wierklech besser geet. A mir leeën domadder de Grondsteen fir eng nei, nohalteg Frëndschaft, wéi den Här Hakimi et gesot huet. Dorop kënne mer alleguer opbauen.

An ech gi selbstverständlech dann och haut hei den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt wahrscheinlech kaum e Land, wat esou vill Problemer huet wéi Afghanistan. Och no dem Coup d'État vun 1973, wéi Afghanistan jo eng islamesch Republik ginn ass, ass et net méi roueg ginn. Du koum och déi sowjetesch Okkupatioun, un déi ee sech jo och nach ganz gutt kann erënneren, an de Regimm vun den Taliban, deen hei schonn ugesprach ginn ass.

Ech mengen, wéinst all deem Leed, wat iwwert dat Vollek do komm ass, ass et och gutt, datt d'Europäesch Unioun sech mat deem Land méi am Detail auserneesetzt.

Ech mengen, och haut si leider nach ëmmer Konflikter un der Dagesuerdnung. Besonnesch déi lescht Zäit hu mer ganz vill vun Attentater héieren. Ech erënneren un den 20. Januar, wou en Attentat op den Hotel Intercontinental war. Ech erënneren och drun, datt elo och nach kierzlech en Attentat war mat iwwer 103 Mënschen (veuillez lire: Affer). An net méi spéit wéi virgëschter huet erëm eng Bomm ganz vill mënschlecht Leed mat sech bruecht. Dat beweist also, datt eng ganz grouss Instabilitéit an deem Land ass.

Ech mengen, et ass evident, datt d'Europäesch Unioun, déi och eng aktiv Aussepolitik muss maachen, och grad an deem dote Beräich muss handelen, virun allem och an där Regioun. Duerfir begréisse mir deen Accord, deen hei ënnerschriwwe gëtt, virun allem well eben den Akzent op d'Mënscherechter gesat gëtt, awer och op vill aner wichteg Domäner vun der Politik, wat ouni Zweifel eng gutt Saach ass. D'Situatioun vun der Fra ass hei schonn ugeschnidde ginn. Och do gëtt et ganz groussen Nohuelbedarf an och do, mengen ech, kënne mir awer als Beispill déngen.

Ech wëll virun allem och nach op de Volet Migratioun hiweisen. De Marc Angel, deem ech Merci soe fir säi Rapport, dee schrëftlechen a mëndlechen, ass och schonn drop agaangen. Och Lëtzebuerg ass jo vun der Problematik vun der Migratioun aus Afghanistan betraff. Ech erënneren drun, datt mer zum Beispill 2015 hei 218 Demandë vun Afghane kruten. An 2017 waren et der zwar „nëmmen" - zwësche Guillemeten - 34. Mä dat beweist awer, datt och eng gewëssen Demande aus deem Land do ass, fir hei op Lëtzebuerg ze kommen.

Et soll ee sech allerdéngs natierlech kengen Illusiounen higinn. Mir wëssen, datt déi ganz grouss Konflikter, déi an deem Land do sinn, mat Sécherheet vun haut op muer net wäerte kënne geléist ginn, mä et ass awer wichteg, wéi gesot nach eng Kéier, datt d'Europäesch Unioun do ganz aktiv ass. Virun allem: Et ass e Land mat enger räicher Kultur, mat enger flotter Landschaft. An et wier schued, wann d'Land keng Zukunft hätt.

An an deem Sënn wäert d'Demokratesch Partei selbstverständlech dësem Gesetz zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Grad wéi meng Virriedner och begréisse mir et prinzipiell, datt et zu engem Partnerschafts- an Handelsaccord mat Afghanistan koum, dee jo och schonn zanter dem 1. Dezember 2017 provisoresch applizéiert gëtt.

Dësen Accord bréngt zumindest den Uschäin, wéi wa mer et mat engem Land ze dinn hätten, wou eng gewëssen Normalitéit den Alldag géif bestëmmen. Et liest sech gutt, datt mer niewent der Kooperatioun, wat den Handel an d'Investissementer betrëfft, den Dialog iwwert d'Servicer, der Zirkulatioun vum Kapital, och e regelméissege politeschen Dialog féieren iwwert d'Mënscherechter, iwwert d'Gläichberechtegung vun de Geschlechter, iwwert d'Erhale vum Fridden an iwwert d'Zesummeschaffe géint den Terrorismus.

Dat léisst e bësse vergiessen, datt mer et mat engem Land ze dinn hunn, wat praktesch zënter 1978, also menger Rechnung no scho 40 Joer, am Krichszoustand ass. Dat léisst vergiessen, datt et haut guer net méi evident ass, ëm wat et iwwerhaapt nach geet beim Krich an Afghanistan an datt mer haut genausou wäit ewech vun engem Friddenszoustand si wéi zéng Joer virdrun. All Efforten, fir dat Land wirtschaftlech opzebauen, ginn ëmmer erëm duerch Attentater, Korruptioun, Terror an Aarmut ënnergruewen.

Ech wëll hei net op d'Diskussioun agoen, wéi sécher déi sougenannte relativ sécher Zonen an Afghanistan sinn. Ech wëll och net weider betounen, datt praktesch all Versich, den Drogenhandel an den Ubau vum Opium endlech do an de Grëff ze kréien, gescheitert sinn, well och haut nach gëtt 80% vum Opium, dee weltwäit ugebaut gëtt, an Afghanistan ugebaut. An domat gëtt den Terror vun den Taliban finanzéiert, awer och d'Iwwerliewe vun esou munche Bauere garantéiert.

Aus Mangel u konstruktiven Alternativen, awer och aus der Erkenntnis, datt et kee Wee gëtt, dee laanscht eng politesch an ekonomesch Kooperatioun geet, datt et schlussendlech just kann iwwert d'Entwécklung vum Handel an der Wirtschaft zu engem friddlechen Zesummeliewe kommen, wëll ech dem Rapporteur Merci soen an den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Här Angel e grousse Merci. Ech wëll vläicht zwou Iwwerleeungen zu dësem Accord maachen. Déi éischt ass, ech mengen, d'Virriedner hunn d'Situatioun an Afghanistan beschriwwen. Do ass net vill derbäizesoen. Et ass keen Accord, dee fir eis vun enger grousser ekonomescher Wichtegkeet ass. Mir si schonn hei zimlech wäit am Beräich vun der Symbolpolitik. Déi Aspekter, déi fir eis wichteg sinn, dat ass wahrscheinlech Drogen an illegal Immigratioun; do, wou Lëtzebuerg méi direkt betraff ass.

Mä mir kënnen dat matstëmmen. Et ass elo net, well mer wëssen, wéi schwiereg d'Situatioun an Afghanistan ass, datt u sech déi Regierung praktesch kee Pouvoir huet, datt d'Sécherheet net garantéiert ass. Et sinn net déi Iwwerleeungen, déi awer alleguer realistesch a richteg sinn, déi eis sollten dervun ofhalen, fir awer dee Geste hei ze maachen.

Ech wëll awer vun deem Accord profitéieren, dee mer haut hei diskutéieren, fir eng aner Fro ze stellen iwwert den Handelsvertrag allgemeng. Hei diskutéiere mer iwwer e Vertrag, deen, wéi gesot, fir eis elo net primordial wichteg ass, wou d'Europäesch Kommissioun dann och d'Compétence mixte zréckbehalen huet. Dat ass net ëmmer de Fall.

An ech wëll vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir d'Fro iwwert den CETA ze stellen. Déi Diskussioun ass e bëssen am Sand verlaf. Natierlech, mir sinn elo an enger Virwahlkampfzäit, mä d'Fro ass gestallt: Kréie mer als Lëtzebuerger Parlament nach iergendeng Kéier d'Geleeënheet, fir iwwert den CETA-Vertrag ze diskutéieren?

Deen Dag nom Brexit huet d'Europäesch Kommissioun gesot: „Dat ass eng Compétence exclusive vun der Europäescher Unioun." Fënnef Länner vun deenen 28, wann ech mech gutt erënneren - no Kroatien an Eenzelner, Malta an Zypern -, déi hunn e ratifizéiert. All déi aner net! Kritt d'Lëtzebuerger Parlament nach eng Kéier d'Geleeënheet virun de Wahlen, iwwert den CETA-Accord ze diskutéieren, eventuell ze ratifizéieren, oder net? Well dat ass en Accord, dee fir eis wierklech wichteg ass.

(Interruption)

Jo, ech stelle meng Froen an da kënne mer ganz gär do an d'Diskussioun eragoen.

D'Gefill, wat een huet duerch déi europäesch Politik bei deenen doten Accorden, ass, datt d'Nationalstaten dann entmuecht ginn an och déi national Parlamenter dann entmuecht ginn, wann ebe mat politeschem Widderstand muss gerechent ginn. Dohier jo och déi Interpretatioun vun der Compétence exclusive.

An ech wëll och vläicht nach eng zweet Bemierkung hei maachen. Ech hunn an deene leschten Deeg a Woche vill héieren, datt gesot ginn ass, de Reproche gemaach ginn ass, dës Regierung géif sech net genuch fir Lëtzebuerger Interesse bei Europa asetzen. Dir hutt wéi ech dee Reproche héieren, dee vun enger Europaparlamentarierin formuléiert gouf.

Mä ech trauen och, muss ech soen, der CSV an dëser Debatt net, well déiselwecht Europadeputéiert, déi huet, wéi d'Wallounen - dat sinn 3,5 Milliounen - sech géint CETA opposéiert haten, gesot: „Et ass bal net ze gleewen, 3,5 Milliboune Wallounen decidéieren den Ament iwwert d'Schicksal vu 500 Milliounen Europäer an der Handelspolitik. Dat ass esou, wéi wann de Gemengerot vun Esch kéint e Veto aleeë géint e Gesetz, wat d'Regierung op den Dësch geluecht hätt."

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech mengen, och der CSV kann een dann net trauen. Ech gleewen net, datt d'CSV sech géif méi asetze fir Lëtzebuerger national Interesse géintiwwer den europäeschen Institutiounen, wann een dat dote gesäit. D'Fro ass also gestallt. An ech wär frou, fir eng Äntwert vun der Regierung ze kréien.

Villmools Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

(Interruption par M. Marc Angel)

Jo? Här Angel.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat ass iwwer en Accord iwwer Afghanistan!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech wollt den Här Kartheiser just drun erënneren - hien huet jo elo hei iwwer vill Ëmweeër de CETA an d'Gespréich bruecht -, dass mer als Chamber hei eng Motioun gestëmmt hunn iwwert de CETA, wou mer gesot hunn, mer géifen all déi Clarifications juridiques ofwaarden. Dat wallounescht Parlament huet jo nach Konditioune gesat, wou och d'Cour européenne de justice elo nach muss Avisen ofginn.

A mir waarden of als Lëtzebuerger Parlament, bis all déi Avisen do sinn. An da si mer nees prett, déi Diskussioun weiderzeféieren. Mir hunn dat hei en long et en large diskutéiert.

An ech froen den Här Kartheiser och, ob e sech drun erënnert, dass mer eis hei unanime, egal vu wéi enge Bänke mer waren, ëmmer staarkgemaach hunn, an d'Regierung eis och doranner ënnerstëtzt huet, dass mer gesot hunn: „Wann Handelsaccorde gemaach ginn, dann hätte mer gär, dass et Accord-mixtë sinn, dass déi national Parlamenter kënne matbestëmmen." Mir haten d'Madamm Malmström hei a mir hunn dat ëmmer ënnerstrach.

Ech wollt Iech just... Ech hoffen, dass Der Iech dorunner erënnert. Ech si bal sécher.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ganz kuerz, well den Här Angel mer eng Fro gestallt huet. Ech leiden net un Amnesie. Ech weess dat. Mä meng Fro un d'Re-

gierung ass: Wëllt d'Regierung d'Chamber nach virun de Wahle mat engem Projet de loi iwwert den CETA saiséieren? Dat ass, mengen ech, eng einfach Fro. An ech mengen, d'Regierung sollt dozou Stellung kënnen huelen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, an de Missioune vum Chamberspresident ass de Recentrage vun den Debatten, ëm wat et eigentlech geet. An hei geet et eigentlech ëm en Accord mat Afghanistan.

(Brouhaha)

Voilà! Dir hutt all Méiglechkeeten, fir dat an engem anere Beräich opzewerfen.

Dann huet den Här David Wagner d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Mir musse soen, datt mer awer relativ skeptesch sinn, wat deen Accord tëschent der EU an Afghanistan ugeet. A mir wäerten eis och enthalen. An ech wollt awer heimadder och eis Enthalung e bësse begrënnen.

Et sinn zwar e puer gutt Saachen dra mentionnéiert, wat d'Zivillgesellschaft ugeet, wat d'Fraerechter ugeet, wat eng ganz Rei vu Mënscherechter ugeet innerhalb vun dësem Accord, déi een natierlech nëmme ka begréissen, well et ass jiddweree fir Fraerechter, et ass jiddweree fir Mënscherechter. An ech mengen, dat ass jo och net de Problem, dee mir mat dësem Accord hunn, quitte datt ee sech d'Fro muss stellen, awéifern en d'grausam Realitéit um Terrain kann erëmspigelen, déi sech jo duerch Biergerkrich, fir net ze soe Krich zënter Joren auszeechent. Mä dat soll emol net onbedéngt dee gréissere Problem sinn.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob déi Elementer innerhalb vum Accord net als eng Aart Feigenblatt sollen déngen, fir aner Elementer innerhalb vum Accord kënnen ze justifiéieren. Also, mir gehéieren net zu deenen, déi esou naiv sinn, ze mengen, datt, wann d'EU oder aner westlech Entitéite behaapten, si wéilten erëm eng Kéier mat gewëssene Länner Kooperatiounsaccorde maachen oder e schéinen Handelsaccord maache mat Länner, déi äusserst ënnerentwéckelt sinn oder am Krich sinn, datt dat ëmmer, esou wéi d'Amerikaner behaapten, fir „Freedom" an „Democracy" wier, mä datt heiansdo aner Interessen derhannertstiechen. Ech mengen, et muss een net ëmmer esou naiv sinn.

D'Fro stellt sech jo och nach bei der Situatioun, wéi se zurzäit ass, awéifern och d'Regierung zu Kabul iwwerhaapt nach iergendeng Form vu Legitimitéit huet oder Unerkennung huet innerhalb vun der Bevëlkerung. Do muss ee wierklech laang driwwer diskutéieren. Eng Regierung, déi ongefëier d'Halschent vum Land kontrolléiert an u sech nach ëmmer manner kontrolléiert a wou déi lescht Parlamentswahlen, mengen ech, 2010 stattfonnt hunn.

An ob och net Géigner... Also, ech positionéiere mech elo net fir oder als Pro- oder Anti-Kabul - dat ass elo eng ganz komplizéiert Fro -, mä ob innerhalb vun deem Konflikt och net d'Regierung nach u sech ka virgeworf kréien, well et ass e geopolitesche Konflikt, mir wëssen dat, méi prowestlech ze sinn, wat anerer kann zu Fudder déngen, fir weider Attacken ze maachen.

Bon, ob dat net u sech nach méi Problemer kéint schafen, dat si Froen, déi mir och opwerfen. Mir wëssen net onbedéngt, ob dat net weider Problemer kéint an dëser Situatioun opwerfen.

Mä ech hat vun Deelaspekter vum Accord geschwat, wou mer méi Problemer hunn. An do wollt ech awer och zum Beispill dovunner schwätzen an aus dem Artikel 37 zitéieren, wou awer drasteet: «(...) les parties coopèrent en vue de créer un environnement transparent propice aux investissements directs étrangers, en particulier dans le secteur minier.» An et geet och weider: «À la demande de l'une des parties, toute question concernant le commerce des ressources naturelles peut être posée et examinée au cours des réunions du comité mixte», vun deem och de Rapporteur geschwat huet.

Ech mengen, et gëtt och esou Aspekter, wirtschaftlech Aspekter, an och Aspekter, déi awer trotzdeem - ech weess net, wat den ekonomesche Point ass, mä trotzdeem - kënne vläicht iwwerweie par rapport zu deene schéine Parolen iwwert Demokratie a Mënscherechter. Dofir si mir relativ skeptesch.

An ech wollt awer weiderhin zur Situatioun an Afghanistan schwätzen. Et ass schonn e bësse gesot ginn. Also, mir hunn elo eng Situatioun zënter 17 Joer, déi katastrophal ass. An ech mengen, et kann ee weiderhi soen, datt den Agréff vun Amerikaner, d'NATO an déi ganz Operatioun an Afghanistan en Echec sinn an u sech d'Situatioun nach nëmme verschäerfen. Et ka kee mir soen... Also, d'Leit, déi deemools gebuer si ginn, wéi et no 2001 ugefaangen huet, déi sinn elo gläich volljäreg. Déi hu soss näischt matkritt.

Ech mengen, mir haten 3.900 Doudeger an iwwer 7.000 Blesséierter laut UNO. An déi Zuele si bestëmmt nach méi héich, well d'UNO-Observateuren net iwwerall hikommen. 42% dovunner Fraen a Kanner. An dat sinn och Leit, déi stierwen, nodeems och d'Amerikaner oder d'NATO bombardéiert hunn. An ech weess net, ob si dat als Dommage collatéral ugesinn, mä, ech mengen, d'Zivillbevëlkerung gesäit dat och als terroristesch Attacken. Ech mengen, «ils sont entre le marteau et l'enclume». An dat ass e reelle Problem, mat deem mer do konfrontéiert sinn.

Ech wollt nach ofschléisse mat engem Diplomat, deen zu Kabul ass, an deen zitéieren: «Les États-Unis utilisent pour leurs attaques aériennes leurs plus grands bombardiers, les B52, et les talibans remplissent des ambulances avec des explosifs. Si ça continue, nous atteindrons de nouveaux records en 2018 en termes de victimes parmi la population civile.» Bon, ech mengen, et däerf een net vergiessen, datt déi ganz Operatioun bis elo u sech gescheitert ass.

An dofir wäerte mir eis och enthalen, well mer net mengen, datt deen heiten Accord wierklech deenen Objektiver vu Mënscherechter gerecht gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Kooperatiounsminister a Vertriedung vum zoustännegen Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Ech géif och vun dëser Plaz fir d'Éischt den Ausseminister entschëllegen, dee leider duerch eng Auslandsrees net kann de Mëtteg hei sinn. En huet mech gebieden, dëse Projet an déi zwee nächst Projete mat ze begleeden.

Ech wëll dofir dem Rapporteur am Numm vun der Regierung hei Merci soe fir dee flotte Rapport. En huet eigentlech de ganzen Accord erkläert an och gesot, wat d'Schwéierpunkter doraus sinn. Ech mengen, d'Wichtegkeet, d'Situatioun vun Afghanistan, déi sech zwar verbessert huet, mä natierlech nach ëmmer schlecht ass, haut nach eng Kéier ze rappeléieren, ass aus deenen eenzelne Rieden och ganz kloer hei ervirgaangen.

Merci och der Kommissioun, déi ganz effikass an dësem Beräich geschafft huet. An ech mengen, wéi scho gesot, dësen Accord gëtt effektiv en éischte legale Kader, fir all dat, wat virgesinn ass, och kënnen tëschent der EU an de Memberstaten zesumme mat Afghanistan ze formaliséieren.

Et ass awer och wichteg, mengen ech, ze soen, datt et awer och en dauerhaften Engagement vun der EU ass, deen d'EU jo grad och bei der Konferenz zu Bréissel am Oktober 2016 ofgeschloss huet, do, wou se sech dauerhaft engagéiert huet, fir iwwert déi nächst Jore virun allem och Afghanistan ze ënnerstëtzen.

An ech mengen, virun allem och déi laang Lëscht vun Detailer, déi mer hei erëmfannen, virun allem an deene ganze Beräicher vun deenen eenzelnen Domäner - an ech mengen, et goufen der eng Rei hei zitéiert: d'Consolidatioun vum Rechtsstat souwéi d'Beräicher Développement, Handel, Investissementer, Justiz, Fräiheet a Sécherheet -, si wichteg Facteuren heiranner. An dee ganzen Accord deckt jo och eben de Beräich vun der Migratioun op der Basis vum Migratiounsaccord of. An och dat, mengen ech, ass ee gudde Fait, datt mer dat an dësem Accord kënnen eriwwerginn.

Dann, Här President, hunn ech awer och d'Chance, als Kooperatiounsminister vläicht e puer Wierder hei ze soen, well grad an dësem Beräich an Afghanistan d'Kooperatiouns- an d'Entwécklungspolitik eng ganz Rei vu wichtegen Efforte gemaach huet zënter 2001. An ech hu mer eng Kéier séier erausschreiwe gelooss, datt vun 2001 bis 2017 42,6 Milliounen Euro un Entwécklungs- an humanitär Hëllef an Afghanistan gaange sinn.

Dat sinn eng Kéier e bësse méi wéi 19 Milliounen, déi an déi ganz Protektioun an den Accueil vun deplacéierte Persoune goungen, 7,2 Milliounen a ganz wichteg Santésprojeten. Derniewent och 7,8 Milliounen nach an d'Rekonstruktioun, och dat ass e wichtege Facteur, an iwwer 3 Milliounen a Projete vun der Landwirtschaft, niewent 5 Milliounen, déi an de Beräich vun der grenziwwerschreidender Entwécklung ginn.

Dir gesitt also, Lëtzebuerg huet zënter 2001 och Efforte gemaach, fir Afghanistan ze hëllefen. An dësen Accord gëtt der EU an hire Memberstaten d'Méiglechkeet, dat och dauerhaft kënnen ëmzesetzen. An deem Sënn soen ech Merci fir dee breeden Accord an der Chamber hei fir dëse Gesetzesprojet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir géifen dann zum Vott iwwert de Projet de loi 7191 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7191 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounsstëmmen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 58-mol Jo, 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7191 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Eugène Berger), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Jo, soss ginn ech mer d'Äntwert selwer. Merci villmools.

(Brouhaha et hilarité)

Domat kënne mer zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 7193. A wéi mer dat de Mëtten nach e puermol wäerte gesinn, ass de Rapporteur den honorabelen Här Marc Angel. An e seet eis, ëm wat et geet.

4. 7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, et geet ëm en Accord fir d'Ariichte vun enger internationaler Fondatioun tëschent der Europäescher Unioun an der ALC. D'ALC, dat sinn d'Länner aus Latäinamerika an der Karibik. Duerch déi historesch staark Relatiounen um kulturellen, sozialen, mënschlechen awer och um ekonomesche Plang ënnerhalen d'Europäesch Unioun an hir Memberlänner säit ganz Laangem mat de Länner aus Latäinamerika an aus der Karibik privilegéiert Relatiounen, déi zum Gléck hautdesdaags op géigesäitegt Vertrauen opgebaut sinn. An um internationale Plang schaffe mer och vill mat deene Länner zesummen.

Säit 1999 sinn d'Partner duerch e Partenariat stratégique birégional matenee verbonnen, e Partenariat, dat am Laf vun de Joren ëmmer verstäerkt gouf. E wichtege Moment war dunn d'Joer 2010, wou d'CELAC kreéiert ginn ass. Dat ass d'Communauté d'États latino-américains et des Caraïbes, eng regional politesch Plattform, déi 33 State regruppéiert an, ech mengen, iwwer 600 Millioune Mënsche representéiert.

D'CELAC gouf also dunn déi offiziell Contrepartie vun der Europäescher Unioun. An an dësem biregionale Partenariat ass d'CELAC haut en indispensabele Partner vun der Europäescher Unioun am Kader vun der europäescher Aussen-, awer och am Kader vun der europäescher Sécherheetspolitik. 2010, ulässlech vun dem 6. Sommet UE-ALC zu Madrid, ass decidéiert ginn, eng Fondatioun ze grënne mam Zil, d'Partenariat an de politeschen Dialog nach ze verstäerken.

Um Rand vun dësem Sommet hunn d'Ministeren dunn och e Mandat ugeholl, dass eng Fondatioun soll op d'Bee gestallt ginn, déi am Fong eng international Organisatioun soll ginn an déi um intergouvernementalen Niveau schaffe soll.

2011 gouf dann esou eng provisoresch Fondation UE-ALC gegrënnt mat Sëtz zu Hamburg an déi transitoire Fondatioun gëtt och natierlech automatesch elo, wann déi nei Fondatioun bis do ass, opgeléist.

Den Accord, iwwert dee mer haut ofstëmmen, seet, dass déi Fondatioun aus engem Conseil des gouverneurs, aus engem President an aus engem Directeur exécutif besteet. Am Conseil des gouverneurs gëtt Lëtzebuerg duerch säin Ausseminister op deene ministerielle Reunioune vertratt a vum Directeur politique oder engem anere Beamten um Niveau vun de Reuniounen um Beamtenniveau.

D'Fondatioun gëtt duerch hir Membere finanzéiert op volontairer Basis. De ganzen Accord besteet aus 30 Artikelen. Mir kruten deen Accord en long et en large de 15. Januar 2015 an der Kommissioun virgestallt. D'Fondatioun, déi soll am Fong déi Prioritéiten transposéieren, déi all zwee Joer op engem Gipfeltreffe vun der Europäescher Unioun mat der CELAC festgehale ginn. A se soll déi Prioritéiten a konkret Projeten transposéieren.

An der Kommissioun vum 15. Januar hu mer, wéi gesot, déi 30 Artikele gekuckt, mer hunn awer och iwwert d'Participation financière diskutéiert. Do si mer du gewuer ginn, dass Lëtzebuerg 2012 e Bäitrag vu 15.000 Euro an déi Fondatioun geschéckt huet. A wann een d'Fiche financière gesäit, da gesäit een och, dass Lëtzebuerg do ka bäileeën, mä dat si keng héich Montanten.

Déi däitsch Regierung investéiert vill an déi Fondatioun. De Siège bleift och zu Hamburg. Si huet d'ganz Lokalitéiten, iwwerhëlt do ganz vill Fraisen, ass ee vun den Haaptgeldgeber vun där Fondatioun.

Ech mengen, ech hätt elo genuch dozou gesot. D'Detailer kënnt Der nach am schréftleche Rapport noliesen. Op jidde Fall kann ech hei ofschléissen, andeems ech den Accord vu menger Fraktioun ginn.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet d'Madamm Nancy Arendt.

Discussion générale

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Dës Fondatioun, den Här Angel huet et scho gesot, vereent d'Länner aus der Europäescher Unioun, déi aus Südamerika an déi aus der Karibik. An et soll hei zu enger méi enker Partnerschaft kommen, zu enger méi grousser Visibilitéit, regionale Programmer, besseren Echangen, an dat zesumme mat net staatlechen Akteuren aus der Zivillgesellschaft.

Dat Ganzt, esou heescht et, resultatorientéiert. An ech mengen, dat ass eppes, wat fir d'CSV extrem wichteg ass, well esou eng Stëftung däerf eigentlech ni e politeschen Alibi sinn, mä villméi en Instrument fir den Austausch an de Beräicher vun der Wirtschaft, vun der Fuerschung a virun allem vu Best Practices.

Aus all deene Grënn stëmmt d'CSV fir dësen Accord. An ech wéilt dem Här Angel awer nach villmools Merci soen - erëm -, fir säin exzellente Rapport, wéi en dat ëmmer mécht.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Gusty Graas kritt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, hei ass erëm e wesentlecht Stéck europäesch Aussepolitik. Ech mengen, mir hu ganz gutt Relatioune mat de latäinamerikanesche Länner, och mat de Länner aus der Karibik.

Ech maachen et elo net wéi den Här Kartheiser virdrun. Ech stellen elo keng Fro iwwert de Mercosur, well dat géif natierlech d'Lëtzebuerger Landwirtschaft besonnesch interesséieren. Dat ass en äänlechen Accord, deen och an der Ausaarbechtung ass, mä dat gehéiert net direkt zu dësem Projet, duerfir wäert ech och weider net méi dorobber agoen. Ech versichen nach eng Kéier kuerz dann op de Projet hei zréckzekommen.

Et ass gewosst, datt natierlech besonnesch um Niveau vu Latäinamerika an och an deenen anere Länner ganz grouss Problemer bestinn. A mir si jo awer och als Lëtzebuerger Land do ganz aktiv. Mir hunn nach een Zilland a Mëttelamerika, dat ass Nicaragua. Mir hate bis viru Kuerzem nach den El Salvador als Zilland. An do bestinn och weiderhin nach gutt Relatiounen.

Et sinn och vill ONGen - an déi gi jo och besonnesch an deem Accord hei matconsidéréiert, wat mer nëmme kënnen ënnerstäichen, well där gëtt et jo eng Rei -, déi, wéi gesot, um Niveau vu Latäinamerika, an ech denke besonnesch u Südamerika, ganz aktiv sinn, sief dat am Chile, sief dat a Bolivien oder Peru an esou weider, soudatt dat heiten u sech e Wee ass, wéi een déi Zesummenaarbecht nach ka mat deene Länner verbesseren iwwert de Wee dann och, wéi gesot, vun enger Fondatioun, wat mer och nëmme kënne begréissen.

An deem Sënn ginn ech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei a soen dem Marc Angel natierlech awer och nach e grousse Merci fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Dann ass et um Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech soen dem Här Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Als Nächsten ass den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools Merci, Här President. An och e Merci un den Här Angel fir säin Exposé. Ech mengen, ech wéilt just eng Bemierkung maachen. Mir sinn eis eens, datt dat do e sënnvollen Accord ass an d'ADR dréit en och gär mat.

Mä déi Bemierkung, déi ech wéilt maachen, déi geet zréck op e Räsonnement, dat den Här Angel och a sengem Rapport gemaach huet, wou en eigentlech d'Geschicht retracéiert huet bis 1999. An dat mécht een opmierksam op dat, wat virdru war, an datt mir als Lëtzebuerg eigentlech net genuch Memoire vun eiser eegener Diplomatie opzeechnen.

Well mir hunn als Lëtzebuerg an de Presidencen an den 80er Joren, Ufank vun den 90er Joren eng Rei vun Initiative geholl mat Latäinamerika, mat Afrika, déizäit, um Ufank vun der Coopération politique européenne eigentlech, wou mer vun Ufank un als Lëtzebuerg wichteg Initiative geholl hunn, och hei an dëser Regioun.

A wann een déi dote Rapporten héiert, da mierkt een, datt déi Memoire net do ass. An ech mengen, d'Konklusioun, déi ee sollt dorauser zéien, ass eppes, wat ech gären den Häre Ministere mat op de Wee ginn: Dat ass einfach, datt mer emol ufänken, seriö och d'Geschicht vun der Lëtzebuerger Diplomatie am Kader vun der europäescher politescher Zesummenaarbecht ze retracéieren an ze dokumentéieren. Well an e puer Joer ass dat alles vergiess a verluer.

An ech mengen, et wier wierklech schued, wa mer net kéinte mat engem objektiven a méiglechst komplette Bléck zréckkucken op dat, wat Lëtzebuerg selwer als klengt Land an dësem diplomateschen Effort geleescht huet a wéi mir dozou bäigedroen hunn, datt haut esou Accorde wéi deen heiten iwwerhaapt kënnen entstoen.

(Interruption par M. Eugène Berger)

Entschëllegt, wat sot Der, Här Berger?

M. Eugène Berger *(DP)*.- Näischt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ah, gutt. Ech mengen, dat gesot, Här President, géif ech gären den Accord vun der ADR ginn.

(Brouhaha)

Oder den Här Berger huet nach vläicht eng Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ass den Här Berger ageschriwwen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Berger ass och net ageschriwwen. An d'Regierung huet elo d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci, Här President. Och hei Merci un de Rapporteur a virun allem och un d'Kommissioun fir d'Ofwécklung vun dësem wichtege Projet.

Ech mengen, wat mir virun allem un dësem Projet gefält, ass de Renforcement an d'Participatioun vun der Zivillgesellschaft, déi hei mat erakënnt, awer och vun all deenen anere sozialen Akteuren. Dir wësst, datt bei all anere Kooperatiounsprojeten, déi mir och maachen, dat eng vun eise Schinnen ass: d'Stäerkung vun der Zivillgesellschaft an deenen eenzelne Länner.

Den Här Graas huet Nicaragua ugeschwat, datselwecht ass am El Salvador, wat jo och Länner sinn, déi an der Géigend do leien a wou ee mierkt, datt et äänlech Problematike ginn. An ech mengen, dat ass e wichtege Facteur, deen ee grad och hei erëmfënnt.

An deem Sënn soen ech Merci fir dës Ënnerstëtzung vun dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7193 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7193 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott huet ugefaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo - kënnt kee méi eran? - ...

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- D'Dier ass zou!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...ofgeschloss.

De Projet de loi 7193 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Marcel Oberweis), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Da ka kee méi erakommen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, mä Procuratiounen.

(Brouhaha et hilarité)

Jo, ech mengen, do brauche mer e wëssenschaftlechen Disput.

Ech brauch Iech d'Fro jo da bal net ze stellen, ob Der bereet sidd, d'Dispens ze ginn.

(Brouhaha et assentiment)

Bal, hat ech gesot.

Also mir froen d'Dispens dann un.

An d'Wuert huet zum nächste Projet, dem Projet de loi 7197, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

5. 7197 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Jo, Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären alleguerten, de Protokoll iwwert d'Virrechter an d'Immunitéite vum eenheetleche Patentgeriicht a senge Mataarbechter vum 29. Juni 2016 ass u sech d'Ergänzung zu deenen zwee Gesetzer, déi mer iwwert d'EU-Patent hei an der Chamber scho gestëmmt hunn.

An zwar hu mer den 18. Mäerz 2015 hei am Haus e Gesetz gestëmmt, wat eng eenheetlech Juridictioun fir d'Brevete betrëfft. Den Accord, fir dass de Projet de loi zustane koum, ass den 19. Februar 2013 zu Bréissel ënnerschriwwe ginn, an zwar vu 25 Länner.

A bal genau ee Joer méi spéit, am Abrëll 2016, hu mer dunn de Protokoll guttgeheescht, deen eng provisoresch Applikatioun garantéiere soll vun eben deem Accord.

An haut ass et dann, wéi gesot, um drëtte Projet de loi, deen domadder zesummenhänkt. Vläicht eng kleng Erklärung fir déi, déi sech net méi esou genau drun erënnere kënnen, ëm wat et iwwerhaapt bei deenen zwee Gesetzer gaangen ass, déi mer scho gestëmmt hunn. Déi dräi Gesetzer, déi sinn am Zesummenhang ze gesi mat de laangjärege Beméiungen an der Europäescher Unioun, fir e Brevet communautaire ze schafen, deen nieft deem klasseschen europäesche Brevet op Basis vun der Münchener Konventioun sur le Brevet européen vun 1973 bestoe sollt.

Et ass drëms gaangen, fir e Brevet ze schafen, deen net d'Nodeeler vun dem klassesche Brevet européen huet. Dee klassesche Brevet kann een zwar zentral fir verschidde Länner beim Europäesche Patentamt ufroen, mä en entsprécht am Endeffekt nëmmen engem Ensembel vun nationale Breveten.

D'Prozedur, déi ass och relativ deier an och relativ opwenneg, notamment duerch déi gefuerdert Iwwersetzungen. An am Fall wou an e puer Länner géint de Brevet verstouss gëtt, musse juristesch Schrëtt an all deene betraffene Länner geholl ginn, wat och erëm eng Kéier mat vill Opwand verbonnen ass an domadder natierlech och erëm eng Kéier vill méi deier gëtt.

D'Aarbechten um Brevet communautaire, deen déi grad beschriwwen Nodeeler behiewe soll, si Jorzéngte gelaf, bis dunn eben endlech en Duerchbroch gelongen ass an iwwert de Wee vun der Coopération renforcée de Brevet unitaire endlech konnt geschafe ginn.

An et louch dunn op der Hand, dass, wa mer e Brevet à effet unitaire hunn, deen a 26 Länner wierksam ass, da brauch een och eng eenheetlech Geriichtbarkeet derfir. Esou kënnen da Verstéiss géint dee Brevet an enger eenzeger Geriichtsprozedur behandelt ginn an d'Decisioune vun der Juridictioun, déi sinn dann direkt och wierksam an alle concernéierte Länner.

Dës Juridictioun wäert an Zukunft souwuel zoustänneg si fir Litigë betreffend de Brevet européen à effet unitaire wéi och fir déi klassesch europäesch Breveten. D'Juridictioun besteet aus engem Tribunal de première instance an enger Cour d'appel an engem Greffe, déi hei zu Lëtzebuerg implantéiert wäerte sinn.

Den Tribunal de première instance besteet dann erëm aus enger zentraler Divisioun mat Sëtz zu Paräis a Sektiounen dann och zu München a London an aus regionalen oder lokalen Divisiounen. Lokal oder regional Divisioune ginn op Demande vun de State gegrënnt.

Lëtzebuerg huet net vir, eng lokal Divisioun ze schafen, well et hei praktesch keng Litigen am Zesummenhang mat Brevete gëtt. Dat bedeit konkret, dass am Fall vu Lëtzebuerg dann déi zentral Divisioun an éischter Instanz zoustänneg ass.

An dass dës Geriichtbarkeete kënnen uerdentlech an och mat den néidege Garantië fonctionnéieren, dofir suergt de Projet de loi dann, dee mer no mengem Rapport an der Diskussioun dozou natierlech wäerte stëmmen. An zwar suerge mer derfir, dass d'Geriicht seng Aufgabe kann onofhängeg leeschten, esou wéi dat de rechtsstaatlechen Normen entsprécht, an zwar andeems mer Suerg droen, dass d'Inviolabilitéit vun hire Raimlechkeeten, hiren Archiven an och hiren Dokumenter garantéiert gëtt.

Datselwecht gëllt och fir hir Avoiren, hir Bienen an hir Gelder. A mir garantéieren natierlech och de Memberen Immunitéit wärend der Ausübung vun hiren Tätegkeeten, zum Beispill an de Reunioune vun de Kommissiounen, mä awer och, wa se sech mëndlech oder schréftlech an hirer Tâche äusseren.

D'Geriicht, hir Avoiren an hir Biene sinn och vun allen direkte Steieren entbonnen a se kréien och d'Fräiheet vu Währungsbeschränkungen, déi erfuerderlech si fir hir Tätegkeet.

Wat d'Jugen an de Greffier ubelaangt, esou sinn déi Virrechter an Immunitéite schonn am Protokoll iwwert d'EU-Privilegien an -Immunitéite geregelt, an zwar gëtt dorops am Artikel 8 eng Referenz gemaach. Den Artikel 10 kläert dës Fro fir de Rescht vum Personal an am Artikel 13 steet dann och nach, a wéi enge Fäll dës Virrechter an Immunitéiten net spillen a wéi se och kënnen opgehuewe ginn.

Dëse Protokoll trëtt a Kraaft 30 Deeg nodeems déi lescht vun de véier Parteien - Däitschland, Frankräich, Lëtzebuerg an d'Vereenegt Kinnekräich - hir Ratifikatiouns-, Akzeptatiouns-, Approbatiouns- oder Bäitrëttsurkund deposéiert hunn.

Den Depot vum Projet de loi huet iwwregens den 18.10.2017 eisen Ausseminister gemaach. D'aussepolitesch Kommissioun huet mech dunn als Rapportrice genannt. An eis Aarbechten hunn den 29. Januar an de 5. Februar dozou gefouert, dass mer iwwert de Projet diskutéiert hunn, dass mer natierlech den Avis vum Statsrot gekuckt hunn an dass mer mäi schréftleche Rapport dunn ugeholl hunn.

Op ee Punkt wëll ech nach extra agoen, an dat ass dee vum Vereenegte Kinnekräich. Groussbritannien ass och amgaangen, dësen Accord ze ratifizéieren, a bis op Weideres si se dann och Member vun deem Accord. Allerdéngs huet den Europäesche Geriichtshaff am Mäerz 2011 an engem Avis iwwert d'Kompat..., d'Kompat... Een, zwee, dräi...!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Kompatibilitéit.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Voilà! Den Här Gibéryen huet mer et virgesot.

...vum Accord mat den europäeschen Traitéë scho gesot, dass just d'EU-Memberstaten dësem Accord wäerte kënne bäitrieden. An doweinst ass d'Adhesioun vu Groussbritannien mam Brexit natierlech och nees a Fro gestallt. An dës Fro wäert nieft esou villen aneren am Kader vun deene Verhandlunge mussen nei tranchéiert ginn.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech hunn elo wäit genuch ausgeholl. A vu dass de Conseil d'État a sengem Avis vum 7. November d'lescht Joer keng Objektioune gemaach huet, géif ech Iech alleguerte Merci soe fir d'Opmierksamkeet. Merci dem Här Gibéryen, dass e mer gehollef huet bei mengem klengen Tuddeler. An ech géif dann natierlech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dëse Projet ginn.

An ech géif Iech nach eng Kéier alleguerte Merci soe fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Rapportrice. An éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci der Rapportrice, déi dat esou exzellent an detailléiert erklärt huet, datt mir eigentlech kee Wuert méi zousätzlech dozou afält. Ech géif hir duerfir och e grousse Merci soen. Ech bréngen bien entendu den Accord vu menger Fraktioun.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, och wéinst der Präsenz vum Wirtschaftsminister: Mir schwätzen hei iwwer Breveten. Mir haten elo, Här Wirtschaftsminister, virun enger Rei vun Deeg an der Finanzkommissioun eng gréisser Diskussioun iwwert d'IP-Box. Dir kennt sécherlech de Projet. An déi Froen, déi sech do gestallt hunn, sinn déi vun enger Neischafung vun enger drëtter Kategorie vu sougenannten Droit-intellectuellen, déi d'europäesch Direktiv virgesäit, déi wichteg ass, well Dir wësst dat, et ginn net nëmme Breveten, et ginn och ganz vill Inventiounen, déi net zu engem Depot vun engem Brevet féieren, déi awer eng gewësse Valeur duerstellen, notamment fir kleng Start-uppen, déi sech hei zu Lëtzebuerg wëllen niderloossen.

De Problem, dee mer dunn erkläert kritt hunn, ass deen, datt mer awer keng Autorité de certification an och keng Prozedur fir déi dote Kategorie vun Droit-intellectuellen hunn. An duerfir meng Fro, Här Wirtschaftsminister: Sidd Dir derfir, datt an deenen nächste Méint esou eng Autorité de certification bei Iech am Ministère de l'Économie geschafe gëtt an och Prozedure gemaach ginn? Well et wär schued, wa mir als EU-Memberland net vun där Direktiv kéinte profitéieren an net déi drëtt Kategorie vun Droit-intellectuelle schafen, well déi notamment ganz wichteg si fir Start-uppen.

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Ech hätt och nach eng Fro!

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Da stellt se!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Eng Question au Gouvernement.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Fir de Mister Spock.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also wann Der mer den Optrag gitt, all Kéiers ze intervenéieren, wann et zu Deviatioune kënnt, ech si ganz gär do dermat d'accord.

(Brouhaha)

Jo?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat si keng Deviatiounen! Ech muss wierklech hei soen: Mir hunn hei eng Diskussioun iwwer Breveten. Ech hunn hei de Minister gefrot: Gouf et eng nei Kategorie vu Breveten? Ech mengen, dat ass awer d'Recht vun engem Deputéierten, vun esou enger Debatt ze profitéieren, fir déi dote Fro ze stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi hunn ech net contestéiert, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Da sinn ech berouegt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

(Interruption)

An den nächste Riedner ass den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt och fir d'Éischt der Rapportrice Merci soe fir hire ganz ausféierleche Rapport. Et ass och gutt, datt se nach eng Kéier de Rappell vum ganze Kontext gemaach huet. Et ass jo deen drëtte Projet eigentlech am Beräich vun de Brevets communautaires an do ass weider eigentlech guer näischt derzou ze soen.

Mir kënnen dee Rapport an och de Projet de loi natierlech zu 100% ënnerstëtzen. Ech wëll awer och effektiv soen, datt dat, wat den Här Mosar gefrot huet, net ganz aus der Welt läit zu dësem Sujet.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat muss een agestoen. Ech wëll awer op där anerer Säit och soen als President vun der Cofibu, datt mer iwwert dee Sujet awer en long et en large geschwat hunn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Awer net mam Här Wirtschaftsminister!

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- An anscheinend...

M. Gusty Graas *(DP).*- Mam Innenminister och net!

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, den Här Mosar weess awer och, datt mir alleguerte wëssen, datt dat och an der Ekonomieskommissioun, dat kann den Här Fayot bestätegen, thematiséiert ginn ass an datt do awer eigentlech d'Äntwerte geliwwert gi sinn, datt een dat do net an a puer Wochen aus dem Stee kéint schloen. Dat muss eppes ganz Seriöes sinn an et ass kloer, datt een natierlech vläicht spéider eng Kéier kann un esou eppes denken.

Ech wëll net am Numm vum Wirtschaftsminister äntwerten, mä dat nëmme fir ze soen, datt awer déi Froen do behandelt gi si mat deenen Äntwerten, déi eben dat erklären hunn, firwat dat net kann direkt sinn.

Dat gesot, kommen ech awer erëm zréck bei d'Madamm Dall'Agnol an hire Projet, deem mer also kënne vollkommen zoustëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Claude Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt der Madamm Dall'Agnol Merci soe fir hiren ausféierleche mëndleche Rapport a fir hire schréftleche Rapport. An ech hu weder eng Fro un den Här Wirtschaftsminister nach un den Här Vizepremier nach un den Här Sozialminister an un de Kooperatiounsminister. An ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass et um Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un d'Madamm Dall'Agnol. Well et elo hei an dësem Gesetz just ëm Privilegien an Immunitéite geet, gi mir gär eisen Accord.

Et kann een net genuch betounen, wéi wichteg déi Privilegien an Immunitéite sinn, datt gewësse Kategorië vu Leit kënnen an Onofhängegkeet an an Objektivitéit hir Aarbecht erfëllen, ob dat am Kader vun internationale Juridictiounen ass oder och zum Beispill am Kader vu Parlamenter, wou d'Deputéiert jo och mussen an aller Onofhängegkeet a Fräiheet kënnen hir Aarbecht maachen. Dofir och vun eiser Säit aus ganz gär den Accord.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, Merci, Här President, fir kënnen och op dëse Projet anzegoen. Fir d'Éischt och vu menger Säit e Merci un d'Rapportrice, souwuel fir dee schréftlechen, mä virun allem dee mëndleche Rapport, wou ech immens impressionnéiert war iwwert déi fachmännesch Kompetenz hei, déi se an dësem Sujet eriwwerbruecht huet, dee se och ganz einfach erklärt huet. Dat ass schonn impressionnant. Dofir: Felicitatioune fir dëse flotte Rapport!

An ech mengen, et ass richteg, datt grad an dësem Rapport hei, et geet iwwer Privilegien, iwwer Immunitéiten, wat e ganz wichtegt an noutwendegt Element ass am onofhängege Fonctionnement ganz einfach vun dëser neier Institutioun.

Op där anerer Säit, mengen ech, ass et jo esou, datt dat heiten e Protokoll ass, dee ganz en ligne ass mat existéierende Protokolle fir international Organisatiounen, soudatt mer also och hei en ligne sinn. An et ass gutt a wichteg, datt zu dësem Moment, wou jo och de Statsrot den Accord ginn huet, derniewent och all d'Consultatiounen, d'Administration de l'enregistrement hiren Accord dozou ginn huet, dëse Projet de Mëtteg gestëmmt gëtt. Dofir Merci fir den Appui vun der Rapportrice, awer och vun där ganzer Kommissioun, ier ech dann d'Wuert un de Wirtschaftsminister ginn - wann ech dat däerf, Här President? -,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ...fir iwwer eben dee ganze Volet vun der IP-Box ze schwätzen. Wann et elo ëm Brevets sportifs gaange wier, dann hätt ech als Sportsminister geäntwert, mä ech hu gemierkt, et geet ëm aner Breveten.

Här Mosar, dofir ginn ech d'Wuert da virun un de Wirtschaftsminister, deen op d'IP-Box kann äntwerten. Här Wirtschaftsminister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wirtschaftsminister!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Fir dem Här Mosar dann op seng Fro ze äntwerten: Ech mengen, dass dat schonn eng interessant Saach wär, dass mer dat dote sollte maachen. Et ass awer och esou, wéi den Här Eugène Berger gesot huet, dass een esou eng Autoritéit net vun haut op muer aus dem Stee klappt, dass dat also elo enk gëtt, fir dat nach hei virun de Wahlen ze maachen.

Ech wäert him awer verspriechen, dass ech dat an der nächster Legislaturperiod da wäert ëmsetzen.

(Hilarité)

A falls éieren de Wieler mer déi Chance net sollt ginn, da wäert ech Iech drun erënneren, et da selwer ze maachen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7197 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7197 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mir hunn Unanimitéit: De Projet de loi 7197 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens unzefroen?

(Assentiment)

Jo? Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 7178, en Accord tëschent der Belsch, Frankräich, Holland a Lëtzebuerg iwwer eng Kooperatioun am Beräich vun der Loftverdeedegung géint net militäresch Menacen. A wéi mer dat schonn de Mëtteg gewinnt sinn, ass de Rapporteur den Här Marc Angel.

6. 7178 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, de Schutz vum Loftraum vun onsem Land besteet aus zwee Voleten: éischtens, de Schutz am Fall vun enger militärescher Menace, an zweetens, de Schutz am Fall vun enger Attack vun engem zivile Fliger oder Fluchkierper, an domadder sinn d'Dronen och abegraff.

Mir befannen eis also hei bei dësem Accord tëschent den dräi Beneluxlänner a Frankräich am Kader vun der Verteidegung géint déi asymmetresch Menacen.

Ech mengen, ech huelen eng Schlupp Waasser, da geet et besser.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wat déi militäresch Menacen ubelaangt an de Schutz vun eisem Loftraum an deem Kader, wäert sech guer näischt änneren; dat hu mer als Lëtzebuerg der NATO delegéiert an et sinn och do an deem Kader ons belsch Noperen, déi d'Integritéit vun onsem Loftraum sécheren. Allerdéngs, Incidenten, déi en zivile Fliger concernéieren, zum Beispill bei enger feindlecher Iwwernam vun engem zivile Fliger, fir eng Attack ze perpetréieren, déi si vun där Kooperatioun net betraff. An am Fall vun esou enger Entféierung zum Beispill vun engem zivile Fliger läit all Decisioun betreffend dëse Fliger bei den nationalen Autoritéiten, déi responsabel si fir hire Loftraum.

A vu dass mir hei am Land keng Air Force hunn, ass et wichteg, eng Äntwert op esou Menacen ze hunn, andeems mer mat de Partnerlänner zesummeschaffen. Den 12. Juli 2016 hate mer en äänlechen Accord hei an der Chamber, dat war de Projet de loi Renegade, dat war dat nämlecht am Kader mat eisen zwee Beneluxpartner.

Haut ass et en Accord zu véier mat Frankräich, an et ass och schonn en aneren an der Ausaarbechtung: ee Benelux mat Däitschland. A genau wéi beim Accord Benelux-Renegade geet et hei also drëm, fir d'Interventiounscapacitéiten ze verbesseren a fir och den Echange vun den Informatiounen ze facilitéieren.

Dësen Accord erlaabt et also de Partner am Kader vun enger Suspicioun vun enger Menace aérienne, fir an de Loftraum vun deem anere Partner eranzefléien, fir déi taktesch Aktiounen, déi am Accord awer genau deklinéiert sinn, auszeüben. Ganz konkret: Dësen Accord erlaabt et zum Beispill engem franséische Fliger, an de belschen oder an de lëtzebuergesche Loftraum am Fall vun enger Verfolgung eranzekommen. An dat gëllt och ëmgedréit. Vu dass Holland keng gemeinsam Grenz mat Frankräich huet, däerfen déi franséisch Fligeren am Fall vun engem Renegade net an den holländesche Loftraum eran.

Et ginn also zwee Ënnerscheeder zu deem Accord Renegade:

Éischtens, den Term „Renegade" gëtt vun de Fransousen net benotzt. Si huelen do d'franséischt Wuert „menace aérienne non militaire", an déi Expressioun, dat inkluéiert expressement och d'Dronen. Am Accord Benelux sinn déi implizitt beinhaltet, well do iwwer „civil air platform" geschwat gëtt.

Eng zweet awer méi grouss Differenz ass, wat d'Panoplie vun den taktesche Moossnamen ugeet, déi ee kann huele fir esou e Fliger, wann e géif en entféierte Fliger warnen, dass e verfollegt gëtt. Dir wësst jo, a béiden Accorden däerf zu Lëtzebuerg déi sougenannte Force létale net gebraucht ginn, well dat géint eis Verfassung géif verstoussen. An den Accord Benelux mat Frankräich, dee geet nach doriwwer eraus an och déi „tirs de semonce en rafale avec le canon mitrailleur", wéi dee Renegade-Accord et virgesäit, déi sinn an dësem Accord net erlaabt. Do däerf ee just „tirs de semonce au moyen de leurres infrarouges".

Dir entschëllegt mech, wann ech déi technesch Ausdréck do net op Lëtzebuergesch iwwersat hunn, dat wär praktesch onméiglech gewiescht.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 21. November 2017 datselwecht rappeléiert, wéi scho beim Projet de loi Renegade a bei engem anere Projet de loi, wou mer en Accord de coopération am militäreschen Domän tëschent Lëtzebuerg an der Belsch ofgeschloss hunn. Déi Accorden, déi hunn och all, genau wéi dësen, virgesinn, dass mer Arrangement-techniquë maachen. An do seet de Statsrot, dass déi technesch Arrangementer missten am Journal officiel publizéiert ginn, esou wéi den Artikel 37 vun eiser Verfassung dat virgesi géif.

Déi Exigenz stellt fir eis awer e Problem duer, well et ka jo sinn, et ginn esou technesch Arrangementer, déi och e confidentielle Charakter kéinten hunn. Mir hunn déi Fro 2016 wierklech en long et en large am Kader vun deenen zwee viregte Projeten diskutéiert a mir haten als Kommissioun, als Chamber och en Avis juridique ugefrot, dee mer och kritt hunn. An déi Äntwert vun deem Juridique huet eis eng Äntwert ginn op déi Suerge vum Statsrot.

A mengem schréftleche Bericht kënnt Der op der Säit 5 eng ganz Säit iwwert déi doten Ausféierungen noliesen, wann dat Iech interesséiert. Ech wëll Iech elo dat alles hei erspueren a ginn domadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Marc Angel. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Fir d'Alleréischt dem Marc Angel e Merci fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass net vill ze soen. D'Renegade-Gesetz, dat mer virun e puer Méint hei gestëmmt hunn, huet der Tatsaach, dass mer e gemeinsame Loftraum hunn am Benelux, e Cadre juridique ginn ebe fir net militäresch Ugréff.

Deemools hu mer d'Fro opgeworf, wat geschitt, wann ee Fliger aus Frankräich kënnt respektiv aus Däitschland. Haut kréie mer d'Äntwert, wéi mer zesummeschaffen, wann esou eng Menace aus Frankräich kënnt. An ech huelen un, an den nächste Méint wäerte mer och d'Äntwert dorobber kréien, wat geschitt, wann déi aus Däitschland eriwwerkënnt, well dat Ganzt mécht nëmmen e Sënn, wa se all am Boot sëtzen, an dat kréie mer jo lues a lues.

Duerfir kann et net anescht sinn, wéi dass d'CSV dëse Projet de loi wäert stëmmen. Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Halsdorf. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. U sech féiere mer jo haut eng Fortsetzung vun der Diskussioun, déi mer den 12. Juli 2016 iwwert de Renegade haten, obwuel mer deen Numm jo an dësem Projet de loi net méi solle gebrauchen. Mä u sech geet et awer ëm deeselwechte Prinzip.

Et erkennt een awer och hei direkt erëm, datt et wichteg ass, datt esou e klengt Land wéi Lëtzebuerg gutt international Verbindungen huet. Ech mengen, mir hunn, wéi virdru scho richteg hei gesot ginn ass, net d'Méiglechkeet, eise Loftraum selwer ze schützen, duerfir si mer op d'Ënnerstëtzung vun anere gréissere Länner

ugewisen. An et soll een net esou naiv sinn a mengen, datt net och emol e Fliger kéint d'Zilscheif vun enger terroristescher Attack gi respektiv datt e selwer als Instrument kéint gebraucht ginn.

Eng vun de kruziaalste Froen, déi sech natierlech och elo erëm hei an dësem Dossier stellt, dat ass natierlech déi vun der Force létale, ob se kann ugewannt ginn oder net. Ech mengen, d'Lëtzebuerger Regierung huet jo do eng kloer Positioun. Mir soen Neen dozou, dat aus moraleschen, etheschen Ursaachen an éischter Linn. Et däerf ee jo och net vergiessen, wann ee misst esou eng Decisioun huelen, wat d'Konsequenze sinn. An deen, dee misst eng Decisioun huelen, fir e Fliger erofzeschéissen, dee misst natierlech och mat de Konsequenze liewen. Duerfir ass dat och nozevollzéien, datt een iwwert dee Punkt do awer net einfach esou ka mat Jo a mat Neen äntwerten.

Een anere wesentleche Punkt ass natierlech dee vun den Arrangements techniques, awéifern déi solle bekannt ginn. De Statsrot huet jo gesot, datt dat soll am Journal offiziel publizéiert ginn. Mir als Chamber ginn u sech do net esou direkt agebonnen. Dat ass zum Deel verständlech, well dat hei och ëm héich confidentiel Informatioune geet. Wat awer wichteg ass, dat soll och fir d'Zukunft gëllen, ass, datt d'Chamber awer ëmmer informéiert gëtt iwwert de Wee vum Minister an der Kommissioun, wat sech op deem Niveau amgaangen ass ze entwéckelen. Mä, wéi gesot, mir hunn awer Verständnis, datt et hei awer ëm eng extrem héich Confidentialitéit geet. An doweinst muss een natierlech och ganz virsiichteg domat ëmgoen.

Datt d'Fransousen elo net kënnen an den hollännesche Loftraum fueren, bon, dat ass natierlech eng aner Diskussioun, déi een net soll hei verdéiwen. Wa mer vläicht emol eng Kéier kënne méi a Richtung goe vun enger vereenegter europäescher Verteidigungspolitik, kéint sech dat jo och vläicht emol eng Kéier änneren.

Vläicht e leschte Punkt nach: Dat ass awer interessant, datt mer elo a Pourparlers si mat Däitschland, datt och Däitschland elo gewëllt ass, u sech deem System hei bäizetrieden, wat eis als Lëtzebuerg nëmme kann arrangéieren.

An deem Sënn Merci awer och nach eng Kéier dem Marc Angel fir säin ausféierleche Rapport. An ech gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Am Fall vun enger militäresch Menace aérienne musse mer jo kënnen op d'Spillregelen, déi innerhalb vun der NATO gëllen, zréckgräifen. An ech hoffen, datt mer ni dovunner musse Gebrauch maachen, datt mer net an esou ee Fall kommen.

Am Fall vun enger Menace aérienne non militaire musse mer - ben, ech hoffen och do, datt mer net eng Kéier mussen dorobber zréckgräifen -, do musse mer jo dann eis kënnen op eis Nopeschlänner verloossen. Duerfir hate mer schonn 2015 en Accord mam Benelux fonnt, dee mer 2016 hei an der Chamber debattéiert haten en long et en large an och votéiert haten.

An elo dann ebe passe mer dat un, datt mer deen Accord erweideren doduerch, datt Frankräich bäikënnt, wat an eisen Aen absolutt Sënn mécht. Mir wëssen och, datt en äänleche Kontrakt amgaangen ass diskutéiert ze gi mat eisem Noperland Däitschland.

Ech soen dem Rapporteur Marc Angel Merci, dee gutt situéiert huet, wat mer haut de Mëtteg votéieren. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zum Projet de loi 7178.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als nächste kënnt den Här Fernand Kartheiser. En ass am Anmarsch. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm President. Dir Dammen an Dir Häre, ech soen och dem Här Angel Merci fir déi Presentatioun, déi e gemaach huet.

Ech mengen, dat heiten ass e Projet de loi, deen een net däerf op déi liicht Schëller huelen, well mir schwätzen hei iwwer eng Menace, déi kann entstoen, wann e Fliger entféiert gëtt, deen an der Hand vun Terroristen ass, oder wann e klenge Fliger voll Explosiffen zum Beispill geluede gëtt an op en Zil zougesteiert gëtt, oder wann eng Dron ënnerwee ass op en Zil.

An déi Ziler, déi kënnen zum Beispill sinn: Kettenuewen, wann do en Accident geschitt duerch e Fliger, kann dat natierlech dramatesch Konsequenzen hunn; oder eng Staumauer oder e voll besatene Futtballstadion, wou mer also an enger ganz schwiereger moralescher Dilemmasituatioun sinn: Si mer bereet ëmzebréngen, fir aner Liewen ze retten?

Et ass eng ganz schwiereg Decisioun. A mir als Lëtzebuerger hunn e bëssen, op jidde Fall ass dat d'Haltung vun der Regierung an och déi vun der CSV, déi Optioun geholl: „Mir schéissen net of." Dat ass awer e bëssen de wäisse Fleck do an Europa. An Däitschland ass dat eng aner Situatioun, well an Däitschland d'Bundeswehr net däerf bannent dem Land agesat ginn, mä an der Belsch schéissen d'Belsch esou ee Fliger of, an Holland schéissen d'Hollänner esou e Fliger of.

Hei huet d'Lëtzebuerger Regierung decidéiert, dat net ze maachen. A si seet, dat wär aus verfassungsrechtleche Grënn esou net zoulässeg, wat awer eng ganz wackeleg Argumentatioun ass. Mir haten déi schonn hei déi leschte Kéier, wou mer iwwer Renegade diskutéiert hunn, auserneegeholl. A mir schléissen eis als ADR deem Räsonnement och net un.

Et gëtt sech éischter refugiéiert hannert deem Argument, fir eben ze soen: „Mir huelen déi Decisioun, fir ofzeschéissen, hei net." Mä ass dat richteg? Gi mer dann net hei den Androck ebe vum wäisse Fleck, vum schwaache Punkt an der Architektur, do wou ee kann esou een Ugréff maachen a wou eben d'Instrument vum Loftugréff zum Beispill duerch en entféierte Fliger vun Terroristen eben hei dann interessant gëtt?

Et ass eng schwéier Decisioun. Mä ech wëll drun erënneren - dat war en Zoufall -, kuerz nodeem mer déi Renegade-Diskussioun déi leschte Kéier hei haten, war op der däitscher Televisioun eng Verfilmung gewise gi vun engem Theatersték vum Ferdinand von Schirach. „Terror" huet et geheescht. An et ass genau ëm den Zeenario gaangen, wou en Offizéier vun der Luftwaffe viru Geriicht koum, well en e Fliger ofgeschoss huet, deen amgaange war, op e voll besatene Futtballstadion zouzefléien.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Deen Offizéier huet decidéiert ze schéissen, en ass viru Geriicht komm. A wat interessant war - dat ass natierlech e ganz spannenden Zeenario, moralesch, juristesch -, mä wat och interessant war, dat war, datt d'Leit herno an Däitschland, an Éisträich an an der Schwäiz konnte Stellung huelen an ofstëmmen. An d'Leit hunn an deenen dräi Länner zu iwwer 80% ofgestëmmt, datt dee Rechtsstat…, datt deen Offizéier richteg gehandelt huet doduerch, datt en zwar e Fliger ofgeschoss huet, wat den Doud vu ville Leit verursaacht huet, mä wouduerch op där anerer Säit nach vill méi e grousse Schued konnt evitéiert ginn.

Ech mengen, mir sollten hei als Politik zu Lëtzebuerg och eis der Verantwortung stellen, eis net hanner ganz wackelegen Argumenter verstoppen, mä dat maachen, wat och an anere Länner gemaach gëtt, wa mer an esou enger Situatioun sinn, nämlech méi Onheel verhënneren doduerch, datt mer d'Autorisatioun vun der Force ginn.

Ech géif gär emol gesinn, wéi dann d'Politik sech stellt, wann e klenge Fliger mat Explosiffen eng Staumauer hei géif zerstéieren oder wann ee Fliger géif op Kettenuewe gesteiert ginn, wat fir grouss Deeler vum Land kéint dramatesch Konsequenzen hunn, ob dann déi Diskussioun nach géif d'selwecht geféiert ginn, wéi se haut hei geféiert gëtt.

Mir als ADR, mir drécken eis do net virun där Verantwortung. Mir soen, datt de Gebrauch vun der Force muss méiglech sinn. Dat heescht jo nach net, datt se agesat gëtt, mä datt se wéinstens muss méiglech sinn, soudatt de Pilot, dee konfrontéiert ass mat där Situatioun, eng kredibel Menace ka géintiwwer engem Fliger ausschwätzen duerch Tirs de semonce an och eventuell duerch den Asaz vu schaarfer Munitioun. Fir dat a priori schonn auszeschléissen, reduzéiert de Sécherheetsniveau, op dee mer hei am Land awer, mengen ech, genausou e Recht hunn, wéi an anere Länner eis belsch an eis hollännesch Noperen a vill anerer och.

Dat gesot, wäert d'ADR dëst Gesetz also net matstëmmen. Mir wëllen de Gebrauch vun där Méiglechkeet net ausschléissen, well ech mengen, datt dat déi verantwortungsvoll Approche ass, fir un esou eng Situatioun erunzegoen.

Villmools Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hunn, äänlech wéi den Här Kartheiser, och dat Basistheatersték vum von Schirach oder dat Theaterexperiment gesinn, wat jo och herno verfilmt ginn ass. An ech muss soen, ech war asouwäit e bësse schockéiert, well ee vun de Grondsätz vum Rechtsstat ausser Kraaft gesat ginn ass an deem Experiment, nämlech datt d'Leit selwer zum Riichter gemaach ginn an domadder d'Onofhängegkeet vun der Justiz quasi de facto ausser Kraaft gestallt ginn ass.

D'Justitia war net méi blann, mä war geleet vun Emotiounen, vu Biller, vun Impressiounen, wat alles kéint geschéien, wann en entféierte Fliger an e Fussballstadion, dat war jo d'Suppositioun, sollt erafléien. An ech sinn awer och do éischter e ganz kloren Unhänger vun de Verfassungsprinzipien, datt et e Stat net erlaabt, onschëlleg Zivilisten einfach esou ëmzebréngen, och souguer virum Hannergrond, datt doduerjer eventuell e gréissert Verbrieche kéint verhënnert ginn.

Bon, dëst gesot, muss ee soen, an dësem Text hei geet et awer net dorëms, well grad bei de Fransousen d'Force létale jo net Deel ass vun deem heiten Accord.

Déi Fro, déi mir eis awer stellen, ass, mir hunn aus engem tripartitte Benelux-Accord elo quasi e quadripartitten Accord gemaach, wou nieft verschiddene Begréffsverschibungen - Renegade gëtt net méi explizitt genannt, duerfir awer Dronen - déi lescht Etapp, d'Force létale, am Accord mat de Fransousen net méi explizitt ernimmt an doduerch erméiglecht gëtt; d'Fro ass, wéi sech dat dann herno an der Praxis wäert ëmsetzen, well et huet ee jo dann eng Zort Fléckenteppech, wou een op där enger Säit een Accord huet mat engem, deen d'Force létale net erméiglecht, en aneren, zwee aner Partner, déi se erméiglechen. Ee selwer seet - zu Recht d'ailleurs -, datt zumindest iwwert dem Territoire vu Lëtzebuerg dat net däerf geschéien.

Mir sichen elo e weideren Accord mat Däitschland, wat jo och Sënn mécht, a wou an Däitschland relativ kloer ass, datt d'Force létale net däerf agesat ginn, op jidde Fall nom leschten Uerteel vum Bundesverfassungsgeriicht, wat seet, et däerft just agesat ginn an extreme Fäll an och just dann, wann et honnertprozenteg sécher ass, datt just Terroristen dee Moment an esou engem Fliger sinn.

A wann ee sech da freet, wéi dat konkret ausgesäit, da kënnt een op een anere wichtege Punkt, firwat mer eis och déi leschte Kéier enthalen hunn an och dës Kéier weider wäerten enthalen, nämlech déi Fro vun der technescher Emsetzung. An där technescher Ëmsetzung, wann do eng ganz Rëtsch Gardefouen dra sinn, wat d'Ketten ugeet, wéi d'Decisioune geholl ginn, da kann dat duerchaus sënnvoll sinn, mä ganz vill vun deenen technesche Arrangementer sinn net public a mir kënne se net aschätzen.

An duerfir wäerte mer d'selwecht wéi 2016 dësem Projet eisen Accord net kënne ginn a mir wäerten eis entspriechend enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. D'Wuert huet den zoustännege Minister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. Och dem honorabelen Här Angel Merci fir säin exzellente Rapport. Vläicht just zwou Äntwerten op dat, wat den Här Kartheiser gesot huet. Mir hunn d'Méiglechkeet net iwwer eis Verfassung, fir an deem heite Fall kënnen e Fliger erofzeschéissen. Dat erlaabt eis Verfassung net, Artikel 11 an der aler Verfassung an Artikel 12 an der neier Versioun.

Dovun ofgesi wëll ech awer och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass all Experten lech soen, dass ee Linnefliger net iwwer engem Stadion op eemol einfach am Stuerzfluch kann eroffléien, fir dranzefléien, respektiv an eng Staumauer respektiv op Kettenuewen. Wann ee Linnefliger dat wëllt maachen, da muss e relativ fréi seng Positioun, also seng Héicht verloossen, fir lues a lues op dat Zil erofzefléien. An dee Moment gëtt e jo direkt detektéiert. E gëtt jo direkt detektéiert, wann e seng Héicht, seng Fluchhéicht verléisst a gëtt vun deem Moment un natierlech vun den Autoritéiten drop opmierksam gemaach, dass e seng Fluchhéicht verléisst an dass en erëm muss zréck op déi goen. A wann en dat net mécht, da ginn natierlech direkt scho Géigemoossname geholl. An dat ass wäit, ier en iwwerhaapt op Lëtzebuerger Territoire kënnt.

Erënnert lech selwer, wann Der mam Fliger flitt, wéi fréi dass Der Äre Rimm erëm musst uleeën, well de Pilot duerchseet, dass en elo zur Landung usetzt. Meeschtens dauert dat eng hallef Stonn, bis esou ee Fliger ënnen ass. Dir kënnt also net iwwer Cattenom fléie mat esou engem Boeing an dann einfach am Stuerzfluch riicht eroffléien. Dat geet technesch iwwerhaapt net. A wann een dat wëlles huet, dee fänkt schonn zu Frankfurt quasi un, e Landemanöver anzeleeden, fir dat dote kënnen ze maachen, an dann ass e wäit virdru schonn detektéiert a wäit virdru ginn déi éischt Mesurë geholl, fir dat doten ze evitéieren, soudass ech mengen, dass déi Gefor awer relativ kleng ass, déi Der elo hei erwäänt hutt.

Mä wéi gesot, nach eng Kéier, och wa mer et wéilte maachen: Eis Verfassung léisst dat net zou. An ech mengen, dass dat Gesetz, wat mer elo hei stëmme mat enger larger Majoritéit, dass dat deem Rechnung dréit, wat mer wierklech hei zu Lëtzebuerg brauchen.

Ech hoffe wéi gesot och, dass dat doten en Text ass, dee mer haut stëmmen an dee mer ni wäerte mussen applizéieren. Ech soen Iech Merci fir dee positive Vott.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Also ech wëll elo net polemiséieren iwwert d'Verfassung. Mir hunn do eng aner Meenung, Här Minister. Ech wollt Iech just äntwerten op dat Argument vum Fliger, dee lues a lues muss erofgoen.

Dat ass richteg, wann ee wëllt landen iergendwou a sech un d'Regelen halen. Et ass nun awer esou, datt, wann e Fliger ënnert der Kontroll vun Terroristen ass, wëllt deen normalerweis net eng regulär Landung maachen, mä eng Attack. An dofir brauch e sech weder un e Fluchplang ze halen nach un eng lues Descente, mä en huet sech nëmmen nach un d'Aerodynamik ze halen. Dat ass dat eenzegt Gesetz, un dat sech dee Fliger muss halen, fir kënnen eng Attack auszeféieren.

Dat heescht, e kann a ganz séiere Wénkel, ganz séiere Falvitessen operéiert ginn. Dat ass bei deene grousse Fliger, a bei deene klengen, déi ee ka voll Explosiffe lueden, nach vill méi, soudatt eigentlech Är Logik wuel déi ass vun engem Här, dee vill an hoffentlech bequem reest, awer mat der Realitéit vun enger terroristescher Attack näischt ze dinn huet.

Merci.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Also, ech reesen op alle Fall léiwer mat deem Gesetz, wat mir hei stëmmen, wéi mat deem, wat Dir proposéiert ze stëmmen. Mä nach eng Kéier: Bei deene klenge Fligeren, bei deene klenge Sportsfligeren hutt Der natierlech recht, dass déi vill méi maniabel sinn an esou engem Fall. Mä déi déck Linnefligere kritt Der net vun enger Minutt op déi aner op esou en Zil gesteiert. Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm a mer stëmmen elo iwwert de Projet 7178 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7178 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 55-mol Jo, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7178 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Marcel Oberweis), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar), Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Jo, dann ass dat esou decidéiert.

A mer ginn zum nächste Projet de loi iwwer. Dat ass de Projet de loi 7161 iwwert d'Reorganisatioun vun der Chambre de Commerce. An d'Wuert huet d'Madamm Rapportrice Tess Burton.

7. 7161 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Voilà! Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi mat der Nummer 7161, deen ech lech elo hei presentéieren, ass de 25. Juli 2017 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider deposéiert ginn. D'Zil vun dësem Gesetzestext an dem groussherzogleche Reglement, deen dozou gehéiert, ass et, punktuell Ännerungen am Kadergesetz vun der Chambre de Commerce ze maachen, wéi och Ännerungen am groussherzogleche Reglement iwwert d'Organisatioun vun de Wahlen a vun der Wahlprozedur fir d'Chambre de Commerce ze maachen.

Mat dësem Gesetzesprojet kënnt et zu enger Vereinfachung vun der Wahlprozedur vun der Chambre de Commerce. An domadder ass dësen Text Deel vun der Initiativ „Einfach Lëtzebuerg". Déi nei Dispositioune goufen entwéckelt, fir d'Wahlprozedur vun der Handelskummer ze optimiséieren, besonnesch wat verschidde praktesch Aspekter ubelaangt, déi sech bei de leschte Wahlen erauskristalliséiert hunn an déi duerch déi nei Adaptatiounen eng gewësse Wichtegkeet souwuel fir déi ëffentlech Akteuren, awer och fir d'Handelskummer selwer duerstellen.

An deem Sënn ass et dann och esou, datt de Friddensriichter, deen de Moment oft an d'Wahlprozedur intervenéiert, all seng Missiounen, déi e juristesche Pouvoir erfuerderen, behält, allerdéngs elo eng Rei administrativ Aufgabe vum Wahlbüro duerchgefouert ginn. De Wahlbüro gëtt also elo méi implizéiert a kritt vun elo u Kandidatevirschléi an arrêtéiert d'Lëscht vun de Memberen, soubal eng Lëscht deposéiert ass. An de Büro leet ausdrécklech fest, wien déi effektiv Membere sinn a wéi eng d'Membres suppléants sinn.

An dësem Fall ass et dann och de Büro, deen déi gewielte Membere proklaméiert. Esou ass also de Wahlbüro och zoustänneg fir d'Opnam vun de Kandidatepropositiounen. An d'Leit, déi hir Kandidatur wëllen deposéieren, brauchen an Zukunft keng Attestatioun méi, datt se op de Wielerlëschten an hirer Gemengageschriwwe sinn.

Am Sënn vun enger Moderniséierung, a besonnesch am digitalen Zäitalter, ass virgesinn, datt an Zukunft all d'Formulairen, déi fir d'Kandidaturproposen néideg sinn, deenen Interesséierte souwuel op Pabeier wéi och elektronesch zur Verfügung gestallt ginn. An domat gëtt dann d'Gestioun an d'Ausfëlle vun deenen néidegen Dokumenter och méi einfach.

Här President, dann ass et och esou, datt d'Plenarversammlung, wat jo d'souverän Organ vun der Chambre de Commerce ass, souwuel aus éischtgewielte wéi och aus zweetgewielte Membere besteet. Dës Ännerung erhéicht d'Representativitéit vun de Wahlgruppen an och den demokratesche Charakter. Dat heescht, soubal en éischtgewielte Member verhënnert ass, fir un der Assemblée plénière deelzehuelen, kann op Basis vun der Ranguerdnung den zweetgewielte Member ersetze goen.

Dëst implizéiert eng aktiv Matbedeelegung vun deene verschiddene Memberen. Dat heescht domadder dann, datt de Suppléant, wann et noutwendeg ass, éischter oder méi oft convoquéiert gëtt.

En anere Virdeel ass deen, datt een de Risiko vun engem ze klenge Quorum domadder reduzéiert. Och am Sënn vun enger demokratescher Representativitéit ass envisagéiert, datt am Fall, wou eng Wielergrupp net méi representéiert ass, soubal keen éischt- an zweetgewielte Member méi do ass, datt et an esou engem Fall zu Neiwahle géif kommen, awer nëmme fir dëse Grupp, fir nei Effectiffen a Suppléanten ze bestëmmen.

Et ass och virgesinn: Am Fall, wou eng Wahlgrupp keng Lëscht oder souguer eng oder méi Lëschte kee Kandidat presentéieren, kënnt et zu Neiwahlen, awer just fir dee concernéierte Grupp, an dëst innerhalb vu maximal sechs Méint.

Schlussendlech goufen nach e puer Präzisioune vun Datumen an Delaien an d'Gesetz ageschriwwen, sief dat fir d'Areeche vun de Kandidatepropositiounen oder d'Frist, fir d'Stëmmziedelen ofzeginn. Dës Dispositioune sollen och zur Vereinfachung an zur Flexibilitéit vun där ganzer Prozedur bäidroen.

Här President, ech kommen nach kuerz zu den Avisen. D'Handelskummer huet aktiv un der Ausaarbechtung vun dësem Gesetz an dem Règlement grand-ducal matgeschafft a begréisst an hirem Avis vum 22. August 2017, datt déi nei Dispositiounen zu enger administrativer Vereinfachung bäidroen an datt een eng méi héich demokratesch Representatioun vun hire gewieltene Memberen doduerch erreecht.

De Statsrot huet a sengem Avis den 30. Januar 2018 eng Rei vu Präzisioune gefrot, besonnesch wat d'Modalitéite fir den Ad-hoc-Remplacement vun engem Membre effectif duerch e Suppléant ugeet, an huet och eng Rei legistesch Remarke gemaach, awer keng Opposition formelle, soudatt ech mäi Rapport den 8. Februar an der zoustänneger Kommissioun presentéiere konnt.

Voilà! Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. An den Här Gloden huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen der Madamm Rapportrice Merci fir den ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot ginn. Et ass eng Vereinfachung vun der Wahlprozedur. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, dat heiten ass e pertinent Beispill vun administrativer Vereinfachung. Engersäits gëtt, wéi d'Rapportrice et scho gesot huet, d'Wahlprozedur vun der Handelskummer simplifiéiert, anerersäits gëtt awer och den administrativen Opwand ofgebaut, reduzéiert.

Mir begréissen als Demokratesch Partei och, datt déi demokratesch Representativitéit innerhalb vun der Handelskummer mat dësem Projet verstäerkt gëtt.

Dëst gesot, wëll ech am Numm vu menger Fraktioun der Rapportrice en häerzleche Merci soe fir hire Bericht a géif dann och den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech géif dem Tess Burton Merci soe fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi erabréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat hätt d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, ech soen der honorabeler Madamm Burton Merci fir hiren exzellente Rapport, soen der Chamber Merci fir d'Zoustëmmung zu deem heite Projet.

Ech mengen, dass et eng Ännerung ass, eng Vereinfachung ass, déi scho laang batternéideg war an déi domadder dann elo och haut gemaach ginn ass.

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7161 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7161 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruption)

Elo ass d'Ofstëmmung dann eriwwer.

A mir hu mat 60 Jo-Stëmmen eng Unanimitéit fir de Projet de loi 7161.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

8. Ordre du jour

A mer géifen dann zu deenen nächste Projeten iwwergoen: d'Projets de loi 7224 an 7225, déi mer wëllen an enger Diskussioun traitéieren. Dat heescht, d'Madamm Rapportrice mécht déi zwee Rapporten iwwer Accorden tëschent Lëtzebuerg a Litauen, wat d'statistesch Transfere vun erneierbaren Energien ugeet. An d'Madamm Rapportrice huet d'Wuert.

9. 7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017

Rapports de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi grad gesot: Ech wäert lech elo de Rapport vun deenen zwee Projet-de-loie mat den Nummeren 7224 an 7225 zesumme maachen, well et sech hei ëm zwee bal identesch Accorden handelt, déi mat zwee baltesche Länner ënnerschriwwe gi sinn, eemol mat Litauen an eemol mat Estland.

Déi zwee Projet-de-loie sinn den 20. Dezember 2017 vun der Regierung deposéiert ginn.

Et geet bei dësen zwee Accorden ëm eng Direktiv, déi 2009 ënnerschriwwe ginn ass, an där d'Ziler op europäeschem Niveau fir all EU-Memberstat festgehale gi sinn, wat d'erneierbar Energie betrëfft. All Memberstat krut en Zil, fir am Joer 2020 e gewëssenen Ertrag vu senger Energieversuergung erneierbar ze hunn.

Mir hunn do als Zil fir Lëtzebuerg 11% kritt an d'Obligatioun, e Plang opzestellen, wéi mer déi 11% erreeche wëllen. Am Joer 2010 huet d'Regierung dee Plang approuvéiert, dee festhält, wéi ee soll bis 2020 virgoen, fir dëst Zil ze erreechen.

An deem Plang sinn dräi Voleten definéiert ginn.

Een Deel vun deenen 11% si 4%, déi heiheem gemaach solle ginn duerch national Mesuren.

Den zweete Volet ass obligatoresch am Transportberäich ze maachen. Dat si 5% vun deenen 11%.

An am Plang ass och festgehalen, datt déi feelend 2%, fir op déi 11% ze kommen, net am Land kënnen oder solle bis 2020 gemaach ginn, mä datt déi iwwer en Accord de coopération mat anere Länner gemaach solle ginn.

De Ministère huet 2010 direkt mat alle potenzielle Länner Kontakt opgeholl. An iwwert déi fënnef Joer huet sech dunn erauskristalliséiert, datt Lëtzebuerg déi meescht Méiglechkeete mat Estland a Litauen hätt, an dofir huet eist Land dunn och déi Verhandlungen intensivéiert a koum dunn eben op dës zwee Accorden hei.

Déi zwee Accorden hunn de Charakter vun engem Traité. An deenen zwee Accorde stinn ongefëier déiselwecht Dispositiounen dran. De Ministère huet näämlech drop gehalen, fir mat deenen zwee Länner eng gewësse Balance ze halen, well déi zwee Länner sech jo och matenee vergläichen, wie wéi vill kritt a gëtt an zu wéi enge Konditiounen. Am Resumé: Et gëtt also pro Accord eng minimal Quantitéit vum sougenannten Transfert statistique garantéiert, géint ee gewëssene monetäre Wäert.

A gläichzäiteg hu mer dann och d'Méiglechkeet - jee nodeems, wéi vill mer brauche bis 2020, well een dat net genau ka viraussoen, well dat vu ganz ville Parameteren ofhänkt -, gewëssen zousätzlech Quantitéiten ze kafen.

Et ass dann och esou, datt d'Fro opkomm ass, aus wéi enger Energie déi zwee Länner, Estland a Litauen, hire grénge Stroum maachen. An do ass och an deenen Accorde festgehale ginn, datt mir als Lëtzebuerg d'Statistiken an d'Quantitéite vun deenen Energië kréien, déi si am meeschten notzen oder entwéckele wëllen. Dat ass d'Sonnenenergie, d'Wandenergie an dann och d'Äerdwäermt, also d'Geothermie, a subsidiär hannendru kënnt d'Energie aus Biomass, déi kann ugerechent ginn.

Nach kuerz zu de Finanzen. Déi zwee Traitée couvréieren d'Period vun 2018 bis 2020. An deene jeeweilegen Accorden ass fir déi Period en Transfert statistique vu 700 Gigawatt d'Stonn virgesinn zu engem Präis vun 10,5 Milliounen Euro. Den Transfert gëtt mat béide Länner an zwou Etappe gemaach. Dëst Joer wäert Lëtzebuerg jeeweils 300 Gigawatt d'Stonn fir 4,5 Milliounen Euro kafen an 2020 déi reschtlech 400 Gigawatt d'Stonn fir 6 Milliounen.

De Statsrot huet den 30. Januar dëst Joer säi Feu vert zu dësen zwee Projete ginn.

Voilà! An dëst gesot, ginn ech och de Feu vert vun der sozialistescher Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dann huet den Här Mosar d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci och hei der Rapportrice fir hir zwee exzellent Rapporten. Mir bleift weider soss näischt ze soen, wéi den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, dass Lëtzebuerg wäert erneierbar Energien aus Estland a Litauen akafen, ass fir d'Demokratesch Partei dee richtege Wee. Ech soen lech, firwat. Mat sengen 2.586 km² huet Lëtzebuerg eng begrenzte Fläch zur Verfügung, fir erneierbar Energien anzesetzen. A wéi mä Kolleeg, den André Bauler, kierzlech ganz treffend gesot huet: Dëst si geografesch Contrainten, déi evident sinn.

Här President, Lëtzebuerg läit net um Mier, wat eng Rei Zorte Stroumerzeugung aus erneierbaren Energien onméiglech mécht. Och eist Waasserkraaftpotenzial ass quasi komplett ausgenotzt. Och wann een aktuell vill vun de potenziell méigleche Wandmillen am Süde vum Land héiert, ass och d'Wandkraaftpotenzial begrenzt. Awer ënner anerem am Beräich vun der Fotovoltaik läit nach vill Potenzial.

Här President, de Kampf géint de Klimawandel ass kee Kampf, dee Lëtzebuerg eleng ka gewannen. Do brauche mer kollektiv Efforten an do brauche mer eng gewësse Flexibilitéit, fir dass déi ambitiéis Ziler, déi Europa sech an dësem Beräich ginn huet, och kënnen erreecht ginn.

Och wa Lëtzebuerg sech elo erneierbar Energie aus de baltesche Länner wäert bäikafen, fir säin nationaalt Zil ze erreechen, esou heescht dat awer net, dass mir heiheem keng Efforte mussen oder wëlle maachen. Ganz am Géigendeel!

Déi lescht Jore gouf enorm vill a Solar- a Wandenergie investéiert. Och beim Bau gëtt exklusiv nom héchsten Energiestandard gebaut. An och de Rifkin-Rapport weist nei Pisten op, wéi nach méi op erneierbar Energië gesat ka ginn.

Mä, Dir Dammen, Dir Hären, all déi Efforten hunn och eng Limitt. An dofir ass et noutwendeg, dass mer och Energie bäikafen, wou der méi produzéiert ka ginn. Estland a Litauen leien um Mier. Béid Länner hunn hir national Ziler

schonn erreecht, soudass si eis hëllefe kënnen, eis national Ziler ëmzesetzen. Genausou stellen ech mer en integréierten europäesche Bannemaart vir, dee fonctionnéiert.

D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass déi national Efforten, zesumme mat den erneierbaren Energien aus de baltesche Länner, duer wäerte goen, fir eisen Obligatioune bis 2020 nozekommen. Mir plädéieren awer derfir, dass déi Ziler, déi mer eis an Zukunft wäerte setzen, net nëmmen ambitiéis musse sinn, mä och realistesch musse bleiwen.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Fir eist Zil vun 11% erneierbar Energië bis d'Joer 2020 ze realiséieren, wäerte mer also 2% Stroum am Ausland bäikafen an 9% ginn duerch eis national Efforten erreecht.

Här President, mir gräifen also net op erneierbare Stroum aus Estland a Litauen zréck, well Lëtzebuerg bei sengen Efforte versot huet, mä well Europa als e Ganzt fonctionnéiert, fir zesummen ee gemeinsamt Zil ze erreechen. Momentan bleift och nach zu Lëtzebuerg Sputt no uewen, mä wa mer enges Daags keng Plaz méi hunn, fir weider Wandrieder oder nei Solaranlagen ze bauen, da wäert déi eenzeg Léisung fir Lëtzebuerg sinn, fir op deene Plazen an Europa erneierbar Energie anzesetzen, wou nach Potenzial ass.

Dëst gesot, géif ech der Rapportrice, dem Tess Burton, Merci soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn natierlech den Accord vun der Demokratescher Partei.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet als Nächsten den Här Gérard Anzia d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci un d'Tess Burton fir den ausféierleche Rapport zu dësen zwee Accorden, déi mer ausgeschafft hunn. Dat sinn zwee gutt Accorden. Dat sinn Accorde mat Modellcharakter fir Europa.

Firwat sinn et gutt Accorden? Well gutt Projeten dermat ënnerstëtzt ginn am Beräich vun erneierbaren Energien, an dat a Litauen an an Estland.

Ech wollt dräi Froen opwerfen: Sinn et dann elo wierklech gutt Accorden? Firwat sinn dës Accorden iwwerhaapt méiglech? An: Musse mer net méi zu Lëtzebuerg maachen, wat d'erneierbar Energien ugeet?

Et sinn eiser Meenung no gutt Accorden, well kloer Bedéngungen an den Accorden drastinn a well dës Suen, déi heimat investéiert ginn, an de Bau vun neien Anlage wäerten investéiert ginn, nei Anlagen am Beräich vun der Solarenergie, der Wandenergie, der Geothermie. An et gëtt zwou kleng Nuancen: Wat Litauen ugeet, do kënnen déi Gelder och benotzt ginn, fir d'Fuerschung am Beräich vun den erneierbaren Energië weiderzedreiwen, an an Estland fir d'Efficacité énergétique weiderzedreiwen.

Zum Zweeten: Firwat war dësen Accord iwwerhaapt méiglech? Ma d'EU-Direktiv vun 2009 ass ugeholl ginn, wou fir all d'Länner vun der Europäescher Unioun en Zil vun 20% bis 2020 am Beräich vun den erneierbaren Energien drasteet. Dunn ass déi Laascht, déi do ze droen ass, op déi 28 Länner verschidden opgedeelt ginn an entspriechend de Méiglechkeeten.

An d'Regierung huet 2010 deem Zil vun 11% erneierbaren Energien zougestëmmt. A mir hunn dat ugeholl. An do hänken dräi Moossnamen drun. Et hänkt en nationale Plang drun, wéi déi 11% erneierbar Energië sollen erreecht ginn. An dat war 2010 schonn esou festgeluecht ginn.

Den éischte Volet ass d'national Produktioun mat 4% erneierbaren Energien. Wa meng Informatiounen net falsch sinn, da sti mer am Moment bei 5,44% erneierbar Energien, wat den Endenergieverbrauch ugeet.

Dann hu mer den Transportberäich, dee mat 5% sollt bäidroen, fir dat Zil ze erreechen. Dir musst awer wëssen, dass dat genau de Knackpunkt ass zu Lëtzebuerg, well dora bal 60% vun dem Endenergieverbrauch verbraucht gëtt, genotzt gëtt. Do war ugeduecht, dëst Zil iwwert d'Bäimëschung vu Biofuels, also vu Biokraaftstoffer, an d'Mobilité électrique ze erreechen. An do hu mer bei der Bäimëschung am Moment e Prozentsaz vu 5,92%. Do ass also nach e ganze Volet am Transportberäich ze maachen.

An zum Drëtte war 2010 scho festgeluecht ginn, dass 2% kënnen iwwer Mesures de coopération festgeluecht ginn. Awer net egal wat fir Kooperatiounen, mä nëmme mat deene Länner, déi ganz kloer hir Ziler, déi si 2010 festgeluecht hunn, iwwerschratt hunn, dat heescht, déi méi wäit gaange si wéi dat, wat se sech zesummen als 28 europäesch Länner virgeholl hunn. An dat sinn 11 vun 28 Länner. An ënner anerem si Litauen an Estland dodrënner.

Dat ass, firwat dësen Accord iwwerhaapt méiglech ass.

Mä musse mer net elo zu Lëtzebuerg méi maachen? Ma natierlech musse mir dat ganzt Potenzial zu Lëtzebuerg ofruffen, wat mer hunn am Wand-, am Solar- an am Beräich vun der Biomass.

Wat d'Wandenergie ugeet, do si mer op engem ganz gudde Wee. 2016 an 2017 si méi Anlagen, méi Leeschtung un d'Netz gaange wéi an deenen 20 Joer virdrun. An et sinn nach eng ganz Partie Projeten an der Planung. An der Fotovoltaik, wann een do de Bilan mécht - an dat ass rezent gemaach ginn an enger Pressekonferenz d'lescht Joer - tëschent 2014 an 2017, sinn 1.700 nei Anlagen un d'Netz gaangen. Do si mer also an engem Wandel vun der Mentalitéit vun dem Konsument zum Produzent. Deen ass amgaangen.

An eng Eckbedéngung, déi do matspillt, ass sécherlech déi gesetzgeberesch Méiglechkeet, déi mer do hunn, fir déi kooperativ Anlagen op méi grouss Flächen auszedeene bis 200 kWp, wou Leit also gemeinsam kënnen op Flächen, déi do sinn, déi Anlage bauen. A mir sinn der Meenung als déi gréng, dass ee sech soll gutt iwwerleeën, ob een net déi maximal Leeschtung vun dësen Anlagen, déi u sech a Biergerbedeelegung, a Kooperatioun bedriwwe sollen oder kënne ginn, op 500 kWp sollt erweideren, well do ass e grousst Potenzial u besteeënden an elo scho versigelte Flächen an Diecher.

An zum Leschten, do ass de Stat och deen, dee mat guddem Beispill virgeet. An e muss och mat guddem Beispill virgoen a senge Verflichtungen nokommen, fir déi Ziler, déi mer u sech gemellt hunn, ze erreechen, an dat op den ëffentleche Gebaier. En Artikel, deen elo am Januar komm war, dee mécht mer extra vill Freed, do steet dann: „Solarenergie macht Schule". Et ass eng Schoul, déi mer um Häerz läit. Et ass den Atert-Lycée, dee gemengt ass, wou de Stat op deem Gebai 1 MWp Fotovoltaik installéiert huet. An dat ass genau dee richtege Wee.

Ee lescht Wuert zu den erneierbaren Energien. Et ass ëmmer gesot ginn: D'erneierbar Energien, wa se an d'Netz erakommen, da verursaache se Problemer, wat d'Stabilitéit ugeet. Wann ech elo de Bericht, d'Statistike kucke vum ILR vun 2016, wou mer e gewëssenen Zousaz vu Fotovoltaik an Eoliennen haten, da muss ee soen, dass 2016 manner Interruptiounen am Netz ware wéi d'Joer virdrun. An déi Interruptiounen, déi do waren, déi net geplangt waren, hunn och nach manner laang gedauert, soudass een net ka soen, dass d'Stabilitéit vum Netz ënnert dem Zouwuess vun den erneierbaren Energië gelidden hätt.

Ech kommen zum Schluss. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dësen Accord ass e gudden Accord, well et en Accord ass mat Substanz. Dësen Accord ass keen Ablasshandel vu Lëtzebuerg, mä e Modell vu Solidaritéit tëschent europäesche Länner aus der EU. Mir mussen awer sécherlech eng aner Strategie fannen, wat den Transportsecteur ugeet, eng Exitstrategie aus de fossillen Energieträger, well dat ass de Knackpunkt, fir op deen Taux vun erneierbar Energien am Netz ze kommen, dee mer wëllen erreechen zu Lëtzebuerg.

An dann zum Schluss, fir déi gréng gëllt, wat d'erneierbar Energien ugeet zu Lëtzebuerg, ganz kloer de Motto: „Luxembourg first". Mir musse fir d'Éischt d'erneierbar Energien zu Lëtzebuerg opbauen. An do ënnerstëtze mer d'Regierung an de Wirtschaftsministère an de Beméiungen, déi se maachen, fir do mat Subsiden a reglementaresch anzegräifen, fir dass mer entspriechend méi erneierbar Energien an d'Netz kréien.

An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu deenen zwee Projet-de-loien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt och e Merci un d'Madamm Burton fir dee Rapport, dee se eis hei presentéiert huet.

Ech wëll vläicht fir unzefänke soen, datt dat heiten e ganz deieren Accord ass. Bei deenen zwee Accorden, déi mer hei hunn, do gi mer dovun aus, datt op d'mannst - op d'mannst! - all Accord 10,5 Milliounen Euro kascht, dat heescht, 21 Milliounen Euro ass de Minimum an dat kann eropgoe bis zu 52,5 Milliounen Euro.

Wann een dat vergläicht mat anere Projeten, déi mer an der leschter Zäit diskutéiert hunn, Aspuerungen, mat deene mer konfrontéiert waren am soziale Beräich an an anere Beräicher, mengen ech, musse mer eis bewosst sinn, datt mer hei iwwer eng substanziell Depense schwätzen. An ëmsou méi justifiéiert ass et dann, datt mer eis d'Fro stellen: Ass dat richteg, wat mer hei maachen? Wat maache mer hei iwwerhaapt? Ass dat opportun?

Déi éischt Consideratioun, déi een, fir déi Fro ze beäntwerten, ka ginn, ass, datt Lëtzebuerg sech vläicht ze vill ambitiéis Ziler setzt an deem do Beräich, well eben den Territoire keng grouss Méiglechkeeten hiergëtt am Beräich vun den alternativen Energien. Well och d'Biocarburanten am Beräich vum Transport eng Rei vu Problemer mat sech bréngen. Vläicht net méi esou schlëmm, wéi et war, mä och do gëtt et ethesch Problemer, wa mer Biocarburanten asetzen. Dat ass keng einfach Decisioun, fir dat ze maachen.

A mir mussen eis och virun allem d'Fro stellen: Déi héich Ziler, déi mer geholl hunn, ginn déi net nach méi onrealistesch duerch déi Industrieprojeten, déi elo nach all geplangt sinn, oder grouss Stroumproduzenten (veuillez lire: Stroumkonsumenten)? Wa Google sech effektiv hei géif nidderloossen, da muss ee sech jo och d'Fro stellen: Wéi gesäit et dann aus mat der Energiebilanz, mat erneierbaren Energien an esou weider an esou virun?

Ech weess net, ob d'Regierung déi Donnéeë schonn huet oder se scho matgedeelt huet. Mä ech mengen, wat mer kënne mat Sécherheet soen, ass, datt dee Wuesstum, sief et bevëlkerungsméisseg, wirtschaftsméisseg, Industrien an esou weider, eis ëmmer méi an eng Situatioun dreift, wou mer déi Ziler, déi héichgestachen Ziler, déi mer eis do setzen, wahrscheinlech net kënnen erreechen.

Loosse mer dann emol kucken, firwat mer déi tëschent 21 an 52 Milliounen Euro dann ausginn!

Den Här Hahn hat gesot: Mir kafen erneierbar Energien an Estland an a Litauen. Dat maache mer net. Mir kafen null erneierbar Energie am Ausland, mir maache just en Transfert statistique, näischt anescht. Mir soen einfach: Mir kënnen eis eppes statistesch guttschreiwen. Déi Suen, déi mer ginn, dat ass keen Transfert statistique, dat ass en Transfert réel, mä déi Energie, déi mer soi-disant kréien, dat ass näischt anescht wéi Statistik. Et gëtt keng Stroumleitung tëschent de baltesche Staten a Lëtzebuerg, wou deen neie grénge Stroum op eemol géif heihikommen. Dat gëtt et net. Neen, si maachen e Stroumnetz mat Polen a mat Schweden probéiere se e Stroumnetz opzebauen, awer net direkt op Lëtzebuerg.

Hei geet et ëm eppes anescht. De Stroummix zu Lëtzebuerg, deen hei am Stecker ass, dee gëtt null betraff vun deem Accord. Wann ech hei de Stecker astiechen, dann hunn ech nach deeselwechte Mix vun Atomenergie, Kuel, Gas an erneierbarer Energie mat oder ouni deen Accord.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir hutt just gréng Energie, wann Dir Äre Stecker iergendzwousch astiecht. Hei zu Lëtzebuerg gëtt 100% gréng Energie geliwwert un all Stot am Land.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mä awer net zum Beispill un all Industrie am Land.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat ass richteg.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà! Gesitt Der emol, Här Minister!

(Brouhaha)

Also, well ech mengen… Ma neen! Mir musse wëssen, wouriwwer mer schwätzen. Eis Betriber si grouss Konsumenten.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Jo. An et ass net esou, datt de Stroummix hei am Land sech géif änneren duerch en Transfert statistique mat de baltesche Staten, dee mer awer deier bezuelen. Mir kafen also keng erneierbar Energie, mir kafen eng Statistik.

Dat Zweet ass, mir ginn dann déi 50 Milliounen Euro an et ass natierlech wouer, datt déi State sech do och engagéieren, fir do och Energie renouvelable domat ze developpéieren. Mä och do gëllt de Principe d'unicité vun de Recetten am Budget. Dat heescht, dat ass eng politesch Absichtserklärung. Mä dee gréissten Energieprojet vun de baltesche Staten an Zesummenaarbecht mat e puer aneren an der Géigend, dat ass eng Atomzentral a Litauen, dat ass Visaginas!

Dee Projet ass scho relativ al, en ass heiansdo op d'Säit geluecht ginn, mä mat de Spannunge mat Russland ass en erëm ausgepaakt ginn. An dee gréissten Energieentwécklungsprojet an deene Staten ass wéi gesot d'Atomenergie.

Elo froen ech mech - ech kann et net beweisen, mä vu datt de Budget do opgestallt gëtt, wéi en hei opgestallt gëtt -, ob et sécher ass, wa mer Energie subventionéieren, datt mer alternativ Energië subventionéieren.

Mir hunn als ADR ëmmer gesot - a fréier, virun der Gambia-Regierung, huet d'DP hei och derfir plädéiert -, datt, wa mer wëllen eppes maache géint den CO_2-Ausstouss, mer dat sollten hei am Land maachen, well et dem Klima jo - dat ass déi Formel, déi mer deemools gebraucht haten an och d'DP gebraucht huet - schlussendlech egal ass, wou mer d'CO_2-Reduktiounen erreechen. An dunn hu mer gesot: Kommt, mir maachen et hei am Land! Mir maachen eppes fir d'Handwierk hei am Land! Mir maachen eppes fir d'Isolatioun vu Gebaier oder d'Renovatioun hei am Land, dann hu mer eppes gemaach! Mir bleiwen och bei där Positioun.

Wa mer wëlle wierklech higoen a probéieren, Aspuerungen ze maache fir manner CO_2-Emissiounen, dann, denke mir, sollte mer déi Suen hei investéieren, amplaz en Transfert statistique ze maachen, deen ënnert dem Strëch d'Stroumzesummesetzung hei net ännert, eng reng ideologesch Approche ass, déi schrecklech vill Sue kascht a vun deem mer net wëssen, wéi dee reellen Transfert financier, dee mir an déi State maachen, wéi déi Sue schlussendlech gebraucht ginn.

Dat gesot, kann d'ADR dës Projeten net matstëmmen an ech soen lech villmools Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. An deene leschte Woche gouf ganz vill innerhalb vun der Regierung iwwert d'ekonomesch Entwécklung an d'Usiidlung vun neie Betriber gestridden. Wat ass nohalteg? Wat ass Rifkin-konform? Wat bréngt eis Aarbechtsplazen? A wie soll déi Aarbechtsplaze besetzen?

Gréng Ministeren hu sech Wuertgefechter mam LSAP-Wirtschaftsminister geliwwert. An d'Fro muss erlaabt sinn a se ass och gestallt ginn: Ass dat wierklech eescht gemengt, déi Ausenanersetzung? Oder ass et schonn Deel vun engem Wahlkampf? Spéitstens nom Interview vum leschte Freideg wësse mer, datt et Wahlkampf ass. Mir mengen och, datt et eng Scheindebatt ass an datt sech dës zwee Projete ganz gutt duerfir eegenen, fir dee Charakter vun der Scheindebatt ervirzehiewen, well iwwert dës zwee Projeten an der Éffentlechkeet ganz wéineg gestridde ginn ass.

Här President, all wirtschaftlech Aktivitéit brauch Energie. Wann d'Energie net aus erneierbaren Energiequelle kënnt, ass dës Energie net nohalteg an dann ass domadder och déi ekonomesch Aktivitéit net mënschlech a virun allem net ëmweltpolitesch nohalteg.

Mat deenen zwee Accorden, déi Lëtzebuerg elo mat Litauen an Estland ofschléisst, keeft d'Regierung sech deelweis vun hiren Obligatiounen an der Klimapolitik fräi. Dat kenne mer jo schonn. Dat ass och an deene vergaangene Jore scho geschitt. Et handelt sech dës Kéier effektiv just ëm e reng statisteschen Transfert. Lëtzebuerg keeft also Zuelen aus dem litaueschen an estneschen Energiebilan. Wat bedeit dat?

Litauen an Estland, déi méi erneierbar Energie produzéieren, wéi se dat opgrond vun den EU-Obligatioune maache missten, ginn den Iwwerschoss an esou mat hire Bäitrag zum Klimaschutz u Lëtzebuerg of, fir datt mir manner eegene Bäitrag zum Klimaschutz leeschte mussen, wéi vun der EU virgesinn.

Eraus kënnt den absolutte Minimum. An dobäi sinn déi EU-Obligatiounen och nach wäit hannert deem zréck, wat néideg wier, fir de Klimawandel effektiv a wierklech ze bekämpfen. An duerfir hunn ech och kee Versteesdemech derfir, wann den Här Hahn Aussoe gemaach huet, datt Lëtzebuerg net eleng de Klimawandel bekämpfe kéint, wat sécher als absolutte Saz richteg ass, mä wou et dann a Wierklechkeet esou ausgesäit, datt mer nach ëmmer europawäit zimlech hanne sinn an d'Schlussliicht duerstellen.

Här President, d'Regierung mécht mat dësen zwee Projeten de Klimaschutz zu engem Statistikexercice, wou et virun allem ëm d'Käschtenoptiméierung geet. Déi erneierbar Energië sollen deementspriechend näämlech do produzéiert ginn, wou se am bëllegste sinn. Dorop baséiert zumindest de ganzen EU-Energiemarché. An et ass déiselwecht Logik, déi och zur Delokaliséierung vu Betriber féiert.

An déi Rechnung ass an eisen Ae falsch. Onofhängeg dovunner, datt de Klimaschutz engem reng ekonomesche Käschtecalcul ëmmer iwwergeuerdnet misst sinn, bitt den Ausbau vun erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg virun allem och Chancen. Et géifen nei ekonomesch Aktivitéiten entstoen, nei Aarbechtsplazen, an et besteet virun allem eng Sensibilitéit fir ekologesch Froen an der Populatioun. Wann een déi Entwécklunge géif mat berücksichtegen, da géif den ekonomesche Calcul scho ganz anescht ausgesinn. An esou gesi bremst d'Regierung do d'Entstoe vun esou enger nohaltiger Wirtschaft, obwuel se eigentlech dee ganzen Dag dovunner schwätzt.

Well wann een d'Efforte bedenkt, déi vu Fuerscher an Ëmweltorganisatiounen am Kader vum Klimaschutz gefuerdert ginn, da sinn déi 5% erneierbar Energien, déi Lëtzebuerg aktuell virzeweisen huet, net terribel dichteg, am Géigendeel souguer wierklech traureg. Well Lëtzebuerg hätt näämlech méi Méiglechkeeten, selwer erneierbar Energien anzesetzen, dat seet eis d'Fraunhofer Institut am Rapport vun 2016. Dat seet eis awer och dee vill zitéierte Rifkin-Rapport.

De Problem bei deene 5% aktuell an deem 11%-Zil bis 2020 ass awer, datt dat eng relativ Gréisst ass. Wat dat un absoluttem Energieverbrauch bedeit, huet eppes domadder ze dinn, wéi vill Energie insgesamt zu Lëtzebuerg verbraucht gëtt. An dat ass der ganz vill.

Natierlech ass ee grousse Verbrauch bei de Betriber ze sichen. An duerfir, mä net nëmmen duerfir, ass et och richteg, besonnesch d'Usiidlung vun engem Google-Datazenter a Fro ze stellen, deen de Verbrauch zu Lëtzebuerg quasi iwwer Nuecht méi séier géif beschleunegen, wéi d'SpaceX-Rakéit de Militärsatelitt an de Weltraum geschoss huet.

Den Haaptverbrauch vun Energie ass a bleift awer am Transportsecteur. An den Här Anzia huet virdrun och schonn drop higewisen. An hei ass virun allem den Tanktourismus ze nennen. Et ass och dëse Beräich, deen de Gros vun eisen CO_2-Emissiounen ausmécht. An den Tanktourismus ass eng Steiernisch. An dës Steiernisch ass en ultimative Klimakiller.

Doriwwer schwätze mer awer net, obwuel mer virun engem Joer eng Etüd presentéiert kritt hunn iwwert d'Konsequenzen dovunner, déi awer bis elo zumindest an den Tiräng verschwonnen ass. Mir hunn am Dezember versprach kritt vum Nohaltegkeetsminister, uganks des Joers géif d'Regierung do mat Pisten a Propositioune kommen. Muer si mer Mäerz, mir hu bis elo op jidde Fall nach näischt héieren, mä mir mengen, datt dat och grad virun de Wahlen dréngend noutwendeg wier.

Här President, fir et einfach zesummenzefaassen: Eegen ambitiéis Investitiounen an d'erneierbar Energien zu Lëtzebuerg an eng zolidd Reduktioun vum Tanktourismus, domat hätte mer emol eng Kéier e reelle Bäitrag zum Klimaschutz geleescht. A Statistiken aus de baltesche Länner misste mer dann och net méi kafen.

Här President, dat hei ass an eisen Ae keen nohaltege Projet an et ass kee Projet, deen de Wee zu der Energieautonomie vu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore kéint opzeechnen, et ass de Géigendeel dovunner.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Energieminister, den Här Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Fir d'Alleréischt dann och nach eng Kéier der honorabeler Madamm Burton e grousse Merci fir deen exzellente Rapport.

Ech wëll och hei nach eng Kéier rappeléieren, dass dat heiten ee Gesetz ass, dat mer stëmmen op Basis vun enger EU-Direktiv, der Direktiv 2009/29/CE, also eng Direktiv, déi bal zéng Joer al ass, a mir elo als Lëtzebuerg an der Europäescher Kommissioun a vun der Europäescher Kommissioun héich gelueft ginn, dass mer dat éischt Land sinn, wat elo op dee Kompensatiounsmechanismus hei zréckgräift.

Firwat gi mer gelueft? Mä well et sënnvoll ass. Well et sënnvoll ass, well d'Europäesch Unioun, d'Europäesch Kommissioun an all d'Memberlänner sech jo eigentlech elo entre-temps drop gëeenegt hunn, dass mer eis Klimaziler, eis erneierbar Energieziler mussen europäesch realiséieren an dass et méi Sënn mécht, se do ze realiséieren, wou se am realisabelste sinn.

Mat deem, wat mir hei maachen, an do wëll ech vläicht direkt dem Här Kartheiser äntwerten. Dir sot: Dat hei gëtt en deieren Accord. Dat hei gëtt déi bëllegst Form, wann ech et reng vum Käschtepunkt kucken, déi bëllegst Form vun erneierbaren Energien, déi mer an eisem gesamte Mix vun erneierbaren Energien hunn! Mä dorëms geet et emol net, Här Kartheiser. Et geet dorëms, dass mer déi Moyenen, déi mer an der Europäescher Unioun hunn, fir erneierbar Energien ze produzéieren, do asetzen, wou mer am meeschten erneierbar Energië fir am mannste Suen och kënne kréien. An dat geschitt och iwwert deen heiten Accord. An do si mer dann och a Contradictioun zu der Argumentatioun vum Här Baum.

Dat hei ass eppes, wat sënnvoll ass, well mer wierklech probéieren, e Maximum vun erneierbaren Energië kënnen ze produzéieren an der Europäescher Unioun. An ech mengen, et ass dat, wat zielt fir de Klima an Europa. Et ass vill manner wichteg, dass all Land a sengem Eck ka soen: Mir hunn elo esou vill Prozent. Well dat, wat wichteg ass, ass: Wivill erneierbar Energië ginn insgesamt an der Europäescher Unioun produzéiert?

An ech mengen, do hëllefe mer wierklech, fir eppes Sënnvolles ze maachen. Dat hei ass also ee ganz wichtegen Accord an och en Accord, wou mer zu deenen zwee Länner soen: Majo, mir kafen Iech Är Iwwerschossenergie of zu engem gënschtege Präis, mä mir obligéieren Iech och nach, dass Der déi Suen erëm weider investéiert a weider Recherche, a weider Investitiounen an d'erneierbar Energien. An ech mengen, dat ass jo een Deel vun eiser erneierbarer Energiestrategie, déi 2% vun deem 11%-Zil, dat mer hunn.

D'ailleurs, 11% waren d'Zil, dat mer eis deemools ginn hunn, wou d'Kommissioun selwer sot: Dat kënnt Dir duerch Är geografesch Situatioun, duerch de Fait, dass Der net genuch Wand hutt, duerch de Fait, dass Der net genuch Waasser hutt, duerch de Fait, dass Der e klengt Land sidd a relativ schwéier d'Méiglechkeet hutt, iwwerall Wandmillen ze stellen zum Beispill, guer net selwer erreechen. Mä dofir hu mir jo gesot: Mir hunn e Mix an dat heiten ass een Deel dovun, dat heite sinn 2% vun deenen 11%, déi mer wäerten iwwert deen dote Wee erreechen.

Ech kann Iech op alle Fall haut hei versprieche, dass Lëtzebuerg säin Zil, dat et sech ginn huet, fir 2020 op en Taux vun 11% erneierbar Energien ze kommen, wäert anhale kënnen. An ech wëll an deem Kontext, wann Der erlaabt, Här President, och e Merci ausspriechen. E Merci dem fréieren Ëmweltminister, dem Marco Schank, well ech mat him eng ganz Rei Projete konnt ustoussen an deem Beräich, fir ebe just eis eege Responsabilitéit hei am Land ze huelen.

An de Marco Schank weess, wéi schwéier déi Diskussiounen, déi mer haten, oft waren. Net well mir zwee net wollten, mä well et eng ganz Rei Oplage gëtt, well mer eis ganz oft heurtéiert hunn un Noperen, un Interête vun anere Communautéiten, déi eben net wollten eng Wandmillen hunn, oder aneren Interêten, wat den Ëmweltschutz ugeet, wat den Déiereschutz ugeet, wou mer Problemer haten. Mä mir hu ganz vill Projeten zesummen ugestouss, déi haut rullen, déi haut Energie produzéieren. A mir hunn dat an dëser Regierung mam Camille Gira a mam Carole Dieschbourg zesumme massiv weider ausgebaut.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dofir och hinnen zwee vun dëser Plaz e ganz grousse Merci fir déi wierklech fantastesch Kooperatioun, déi mer an deem doten Domän haten.

(Brouhaha)

Voilà! Dat gesot, soen ech Iech alleguerten e grousse Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An da géife mer fir d'Éischt iwwert de Projet de loi 7224 ofstëmmen, dat heescht, den Accord mat Litauen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7224 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

55-mol Jo, 5-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7224 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marcel Oberweis), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An dann deen nächste Projet. Dat ass den Accord mat Estland, de Projet de loi 7225.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7225 et dispense du second vote constitutionnel

Och do fänkt d'Ofstëmmung elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo direkt eriwwer.

55-mol Jo, 5-mol Neen. Domat ass och dee Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer fir den Debat iwwert de Logement. Merci gesot a schéinen Owend nach.

(Fin de la séance publique à 17.55 heures)

SÉANCE 22 JEUDI, 1ER MARS 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Question élargie n°27 de M. Fernand Kartheiser au sujet du passage de l'Enseignement secondaire à l'Enseignement supérieur
- *M. Fernand Kartheiser - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

3. 7155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Débat de consultation sur la problématique du logement
- *Exposé: M. Marc Hansen, Ministre du Logement*
- *Débat: M. Marc Lies (intervention de M. le Ministre Dan Kersch), M. Max Hahn (dépôt d'une motion), M. Yves Cruchten (intervention de M. Henri Kox), M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner (dépôt de quatre motions)*

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner
- *M. David Wagner*

6. Débat de consultation sur la problématique du logement (suite)

- *Débat (suite): M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre du Logement*
- *Motion 1: M. Marc Lies*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Votes sur les motions 2 à 4 (rejetées)*
- *Motion 5: M. Yves Cruchten (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Alex Bodry), M. Eugène Berger, M. David Wagner, M. Alex Bodry (intervention de M. Claude Haagen) (renvoi de la motion en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Dan Kersch, M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op an ech stellen déi klassesch Fro, ob d'Regierung eng Matdeelung ze maachen huet.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer zu dem normalen Ordre du jour iwwergoen. A mer fänken u mat der erweiderter Fro N°27 vum Här Fernand Kartheiser iwwert den Iwwer- an den Zougang vum Secondaire zum Enseignement supérieur. De Froesteller huet d'Wuert. Hien huet fënnef Minutten Zäit, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

2. Question élargie n°27 de M. Fernand Kartheiser au sujet du passage de l'Enseignement secondaire à l'Enseignement supérieur

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et gouf jo an deene leschte Jore vill Reformen am Lycée. Mä déi Fro vun haut dréit sech eben drëm: Wat geschitt nom Lycée? Wéi sinn déi jonk Leit drop virbereet, fir op d'Universitéit ze goen? Wéi en Diplom hu se? Wat steet op deem Diplom? Wéi sinn hir Kenntnisser zertifizéiert? Si se prozedural och drop virbereet, fir sech deenen Admissiounsformalitéiten an deene beschtméiglechen Emstänn kënnen ze stellen? A wann dat net de Fall ass, wat kann een eventuell verbesseren, fir deen Iwwergang vum Enseignement secondaire an den Enseignement supérieur ze verbesseren?

Do sinn natierlech eng Rei Aspekter wéi d'Orientéierung, d'Informatioun an d'Preparatioun. A mir hunn eis hei geduecht, mir stellen elo emol e puer Froen, fir eng Diskussioun an deem Zesummenhang unzefänken, well vun elo u bis zum Juli hu mer jo eventuell och nach Méiglechkeeten, déi eng oder aner Moossnam ze treffen, fir den Iwwergang gutt ze gestalten.

Dat Éischt ass d'Organisatioun vun den Noexamen. Mir hunn de Problem, datt déi Noexamen dacks ganz spéit gemaach ginn am Hierscht. Bis dann d'Resultater virleien, féiert dat dozou, datt verschidde Prozeduren einfach zäitlech net méi kënnen agehale ginn. An déi éischt Fro, déi mer der Regierung wéilte stellen: Ass et ebe méiglech, déi Noexamen zäitlech méi no bei den Exame selwer ze leeën, quitte datt Leit musse kompenséiert gi fir Aarbecht an de Vakanzen, mä op jidde Fall esou, datt den Delai tëschent Examen an Noexamen esou kuerz wéi méiglech ka gehale ginn?

Dat Zweet ass dat, wat um Ofschlossdiplom steet respektiv wat d'Schüler zertifizéiert kréien, wa se aus dem Lycée erausginn. Am Premièresexamen, bon, do stinn natierlech déi Fächer mat den Notten drop. Elo muss och gekuckt ginn, wat vun den Deuxièmesfächer op den Diplom stoe kënnt. An et misst net nëmmen dropstoen, wéi eng Fächer op Première an Deuxième gemaach gi si respektiv mat wéi engen Notten, mä eben och all Kéiers eng Beschreiwung vun deem, wat wierklech vun de Schüler gefrot ginn ass, fir datt een op den Universitéiten esou genau wéi méiglech kann novollzéien, wat déi Schüler op wéi engem Niveau gemaach hunn. Wann esou eppes kéint an engem klenge Supplement erkläert ginn, mengen ech, wär dat och ganz hëllefräich. Wann dat scho virgesinn ass, ëmsou besser, wann net, da sollt een dat awer maachen.

Mir denken och - dat ass ADR, mengen ech -, datt mer den Diplom hei am Land souwisou och sollten op Lëtzebuergesch verdeelen. Mä dat nëmmen niewelaanscht bemierkt.

D'Qualifikatioun misst esou gutt wéi méiglech sinn. Dofir, mengen ech, wär et och vläicht sënnvoll, datt fir d'Schüler am Lycée an de Schlussklassen - niewent deem, wat virgesinn ass op deenen normale Sektiounen; dat ass jo och elo viru Kuerzem erëm iwwerschafft ginn - optional och ëmmer sollten Zousazcourse méiglech sinn, fir de Leeschtungsniveau an engem Fach nach weider ze erhéijen, wann een dat wëllt, respektiv fir och Fächer ze maachen, déi op enger Sektioun net vermëttelt ginn oder net op héijem Niveau vermëttelt ginn.

E klassescht Beispill wären ëmmer fräiwëlleg zousätzlech Mathematikstonnen op enger Sproochesektioun zum Beispill oder fräiwëlleg zousätzlech Sproochequalifikatioun op enger Wëssenschaftssektioun. Et ass jo elo am Stonneplang och no där leschter Lycéesreform do eng gewësse Flexibilitéit virgesinn. Mä hei ass d'Iddi, fir de Leit fräiwëlleg, optional niewent der Schoul ze erlaben, do zousätzlech Qualifikatiounen nach derbäi kënnen ze maachen.

D'Sproochekompetenze muss een och kënnen zertifizéieren. Et ass jo esou, datt d'Lëtzebuerger Professeren net ëmmer d'Erlaabnis hunn, fir auslännesch Sproochentester kënnen ze maachen: den TOEFL am Engleschen, oder am Franséischen, Däitschen, Italieneschen; wat eben un internationale Sproochenexame virgesinn ass. Do misst een drop hischaffen, datt wa méiglech Lëtzebuerger Professeren och déi Autorisatioun hunn, dat ze maachen, sief et am Institut national des langues oder soss an de Lycéeën, fir kënnen déi Zertifikatiounen auszestellen.

Net nëmmen déi Grandes Écoles hunn esou Concoursen - an et ass jo wierklech begréissenswäert, datt am lechternacher Lycée elo extra Virbereedungscoursë fir déi Grandes Écoles ugebuede ginn -, mä och ëmmer méi Universitéite maache Concoursen, fir Leit ze rekrutéieren.

An et sollt ee sech iwwerleeën, ob een deen lechternacher Wee net och kéint e bëssen ausbauen, fir och Opnameconcoursë vun aneren Universitéite mat e bëssen engem anere Curriculum virzebereeden, datt een d'Leit och op esou Concoursë ka virbereeden, an ob een dat Angebot net nach kéint ëm aner Fächer doweinst erweideren. Ech denken do zum Beispill un e Latinum, well vill Leit, déi op eemol Geschicht studéieren, mierken, datt se musse Latäin nohuelen. Just als ee Beispill. Et wär doweinst vläicht gutt, wann dat op der Basis vun deem lechternacher Modell nach kéint erweidert ginn.

Dann d'Orientation postsecondaire. Och do hunn d'Lycéeë jo eng eegen Aufgab kritt. An do stellt sech d'Fro vun der Ausbildung vun den Orientateuren, well do ass den CDS net mat bedeelegt. Et ass just den IFEN. D'Fro stellt sech: Sollt den CDS net och do mat bedeelegt ginn, fir do eng beschtméiglech Koordinatioun a Virbereedung vun där Orientatioun ze erméiglechen? A sollt den CDS net selwer och personell opgestockt ginn, fir do och déi Defiziter, déi mer an deene leschte Joren haten, besser opzefänken?

Villmools Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och dem Fernand Kartheiser fir déi Fro, déi natierlech eis grouss Opmierksamkeet huet. Net nëmmen zanterdeem se gestallt ginn ass, mä eigentlech déi ganz Legislaturperiod hu mer eis mat Froe vun Orientatioun befaasst. Mir hunn e Gesetz iwwert d'Maison de l'orientation hei an der Chamber gestëmmt, wat och elo a Kraaft getrueden ass. Eng Maison de l'orientation, déi ganz vill Servicer, déi an der Orientatioun täteg sinn, déi zum Deel dem Bildungsministère ënnerstallt sinn, zum Deel dem Ministère du Travail et de l'Emploi ënnerstallt sinn, zesummefaasst, fir eng kohärent Demarche an eng kohärent Offer, Informatiounsoffer u Schüler, awer och un Erwuessener kënnen ze ginn.

An deem Gesetz war och scho verankert, datt all Schoul d'Obligatioun huet, sech eng Démarche d'orientation ze ginn. Well Orientatioun ass jo näischt, wat een an engem Nomëtteg an der Maison de l'orientation mécht. Orientatioun ass och näischt, wat een emol eng Kéier wärend engem Stage vun zwou oder dräi Woche mécht. Orientatioun ass e Prozess, wou e jonke Mënsch sech selwer kenneléiert, seng Interessensgebidder detektéiert, seng Talenter entdeckt a sech och selwer domadder ausenanersetzt: Wat wëll ech mat mengem Liewe maachen a wou gesinn ech mech, wou gesinn ech mäi Rôle dranner a wat ka mer eng Satisfaktioun ginn am Liewen? An dat ass eppes, wat Zäit brauch a wou de Schüler muss dra begleet ginn.

Duerfir hu mer decidéiert, datt an all Schoul eng Cellule d'orientation soll gegrënnt ginn, vu Leit, déi enseignéieren, also Professeren, vu Leit aus der Équipe socio-éducative, déi d'Schüler op aner Manéiere kenneléieren a ganz konkret Offertë maachen an net nëmme kuerz virun enger Phas, wou orientéiert gëtt, virun der Quatrième a virun der Troisième oder dann duerno virun der Première, mä eigentlech iwwert dee ganze Schoulparcours ewech Offertë maachen, wou dee Jonke sech ka selwer entdecken. An dat ass eppes, wat och scho virdru ganz vill Schoule gemaach hunn an elo nach eng Kéier duerch déi gesetzlech Obligatioun, déi mer am Gesetz verankert hunn, iwwerall muss gemaach ginn.

Mir hu jo am Kontext vun der Reform vum Lycée och de Premièresexame reforméiert fir deen Examen, deen elo fir d'éischte Kéier am Enseignement classique usteet. Fir dat Joer drop dann ass och d'Reform um Wee fir am Enseignement général, deen nom selwechte Schema herno wäert oflafen. A mir hunn dat virun allem gemaach, fir deene jonke Primaner hei aus dem Land besser Chancen ze ginn, op den Universitéiten unzekommen.

Mir hunn d'Zuel vun de Fächer, wou eng schréftlech Epreuve am Exame gemaach gëtt, op sechs reduzéiert, fir iergendwéi komparabel ze si mat deem, wat aner Länner hunn. Mir leien nach ëmmer iergendzwousch un der Spëtzt vum Peloton mat sechs Fächer, déi schréftlech musse beluecht ginn an engem Ofschlossexamen. Mä wa mer een herno op aacht, op zéng oder heiansdo souguer zwielef Fächer schréftlech préiwen an engem Premièresexamen, wësse mer, datt e sech vläicht op déi eenzel Epreuven net an deem Mooss ka virbereeden a vläicht liicht ënnert deem läit, wat Kolleegen, déi net besser sinn, an engem anere Land, wou se nëmme sechs Epreuvë musse maachen an enger kuerzer Zäit, da kënnen erreechen.

A wa mer wëssen, datt awer d'Mentioun herno, also deen Nottenduerchschnëtt, deen een am Premièresexame kritt respektiv am ganze Joer herno zertifiéiert kritt, kann ausschlaggebend sinn, ob een op enger Universitéit erakënnt oder net, op där enger oder op där anerer, oder an deem Fach oder an deem anere Fach kann ugeholl ginn, ass dat awer eppes, wou eng gewëssen Inegalitéit bestanen huet. Déi hu mer aus der Welt geschaaft an dat wäert da fir dëse Joergang scho gëllen.

Mir hu gläichzäiteg och e Complément au diplôme geschaaft, well haut wësse mer, datt ganz vill Universitéiten eben net nëmme méi op den Diplom kucken, net nëmme méi just eng Mentioun kucken, egal wéi gutt datt se ass, mä datt se sech de ganze Student ukucke bis hin zu Virstellungsgespréicher quasi, déi ee muss absolvéieren, éier een op der Uni kann ageschriwwe ginn, datt och en Dossier muss hannerluecht ginn.

An duerfir ass dat, wat Dir hei gefrot hutt, fir dëst Joer scho Realitéit, fir d'éischte Kéier am Enseignement secondaire classique an och dat Joer drop am Enseignement secondaire général, datt mer d'Fächer dokumentéieren, net nëmmen déi vun der Première, mä och vun der Deuxième, well et zum Beispill wichteg ass, wann ech e Fach op der Première net méi hat, awer ze weisen, datt ech dat op der Deuxième hat an och beschreiwen, wat d'Contenue sinn an deem Fach, wat op där Klass enseignéiert gouf, an och d'Finalitéit vun der Sektioun ze beschreiwen, well mer net kënnen dovunner ausgoen, datt iergendzwousch jiddweree weess, wat eng B-Sektioun oder eng D-Sektioun dann ausmécht. Mir Lëtzebuerger, mir wëssen et, mä an den auslänneschen Universitéiten ass dat natierlech nach eppes aneschters.

A bei deem Complément au diplôme gi mer och eng Méiglechkeet, fir datt d'Schoul oder och de Schüler selwer ka festhalen, wat en och nach ausserschoulesch alles gemaach huet. D'Schoul kann zum Beispill festhalen, wann ech am Schülercomité war, wann ech en Éischt-Hëllefs-Cours gemaach hunn, bis hi vläicht souguer Virstufe vun engem Fluchschäin gemaach hunn. Wann dat iwwer e schoulesche Programm gelaf ass, kënnt dat automatesch herno op dee Complement stoen.

An de Schüler gëtt och nach incitéiert, datt alles dat, wat vill méi wäit ewech vun der Schoul ass - wann e Moniteur an de Scoute war, wat och ëmmer -, och ka mat afléissen, well och dat sinn Informatiounen, denken ech, déi herno, net nëmme wann ech mech bei de Patron virstelle gi mat mengem Diplom, mä och, wann ech op eng Universitéit wëll goen an op engem spezifesche Studiegang wëll erakommen, extrem, extrem wichteg kënne sinn. Duerfir maache mer och genau dat doten.

Mir denken och, datt ee jo d'Schoullandschaft muss méi ënnerschiddlech opstellen a méi den eenzelne Besoine vun de jeeweilege Schüler muss entgéintkommen, virun allem och Schüler, déi Talenter hunn an déi déi nach ganz besonnesch wëllen ervirsträichen. Duerfir hu mer jo de Schoulen d'Fräiheet ginn, hir Sektiounen am Enseignement secondaire classique méi eegestänneg kënnen ze gestalten, Fächer kënnen auszetauschen, Schwéierpunkter nach liicht aneschters kënnen ze setzen an och iwwer Optiounsfächer natierlech eng zousätzlech Offerte kënnen ze maachen.

Mir hunn e Kader derfir geschaaft, well et muss natierlech ëmmer iergendzwousch organiséiert ginn, et muss an engem Stonneplang dann och méiglech sinn. Wann all Schüler op enger Première, wann dat der 20 sinn, herno nach eng aner Optioun wëllt maachen, da geet dat herno och iergendzwousch net méi. Mä déi Fräiheet do hunn d'Schoulen.

A mer hunn hinne se ginn, fir wierklech herno ënnerschiddlech Offertë kënnen ze maachen, datt op engem Campus wéi hei an der Stad um Lampertsbierg oder um Geesseknäppchen oder ronderëm d'Nordstad oder ronderëm Esch herno ënnerschiddlech Offerten och um Niveau vun enger Troisième, enger Deuxième an enger Première entstinn, an dann och de Schüler do wierklech sengen Interessen, sengen Talenter kann nogoen an do nach e Stéck méi ka maachen, och virun der Première schonn, wéi dat eigentlech bis elo de Fall war, an datt dat natierlech och herno certifiéiert gëtt an datt et och op den Diplom dropstoe kënnt, well et kann extrem wichteg sinn, fir op där enger oder anerer Héichschoul oder Universitéit kënnen eranzekommen.

Mir hunn och d'Méiglechkeet geschaaft, datt ee Schüler, deen dat wënscht, och seng Sproochekompetenzen nach eng Kéier zousätzlech kann teste loossen am europäesche Referenzkader, well och dat oft e Critère d'admission bei Universitéiten a bei Héichschoulen am Ausland ass. A wa mer soen, mir dokumentéieren eis Fächer, och eis Sproochefächer, da soe mer natierlech schonn, wat fir en Niveau mer op enger Première an där enger oder an där anerer Sprooch och ustriewen, woubäi natierlech nach heiansdo en Ënnerscheed ass, ob ech do eng 60 am Exame schreiwen oder eng 30 am Exame schreiwen. An duerfir gëtt natierlech nach heiansdo zousätzlech e Certificat do gefrot. Mä dat ass eng Offer, déi mer de Schüler an de Primaner maachen.

Mir hunn eng Experienz gemaach, déi ass virun enger Rei vu Joren ugaang, déi Preparatioun fir d'Opnameexamen op d'Grandes Écoles. Ech muss soen, datt et ganz positiv op där enger Säit ass an awer och net esou positiv op där anerer Säit. Ganz positiv, well all déi Jonk, déi dee Wee do am lechternacher Lycée gaang sinn, herno op enger Grande École ukomm sinn. Dat weist, datt dat sécherlech e Sprangbriet ka si fir deen een oder deen aneren. Mä wat negativ ass: Et sinn der ganz, ganz wéineg, déi et maachen, soudatt mer net onbedéngt e Modell schéngen ze sinn, wat en Erfollegsmodell ass oder wou eng extrem grouss Demande do ass.

Mir hunn och elo schonn e puermol analyséiert, wat een nach kann zousätzlech ubidden. Kucken, datt een dat, wat een do mécht, op anere Plaze vläicht bei der Uni Lëtzebuerg kann

ugerechent kréien, ass vläicht eng vun de Pisten. Et war bis elo, datt et éischter an de Beräich vun der Gestioun gaang ass, déi Formatioun, déi do gemaach ginn ass. Et kann een och éischter an e wëssenschaftlechen, technesche Beräich eragoen, fir do vläicht nach eng Kéier méi Jonker unzezéien, déi aner Interessensgebidder hunn.

Mä ech géif opgrond vun där doter Experienz op jidde Fall elo net onbedéngt spieren, datt ganz vill aner Demanden och do wäre fir d'Preparatioun op aner Héichschoulen, spezifesch Héichschoulen, wou wierklech en Examen d'admission noutwendeg ass, deen een normalerweis als Primaner net einfach mat lénks mécht, mä wou ee sech nach eng Kéier intensiv muss drop preparéieren. Do hu mer net gemierkt, datt dat wierklech Demande wär.

Themen, wéi de Latinum zum Beispill, wësse mer awer och, datt déi och op villen Universitéiten ugebuede ginn. Wann een dat brauch, da kann een och do op d'Universitéit goen, dat beleeën. A wann ech dat dann hunn, kommen ech an e Studiegang eran. Do hu mer och net onbedéngt bis ewell gesinn, datt et eis Obligatioun, datt et eis Noutwendegkeet wär, fir dat de Studenten hei am Land unzebidden, well et aner Akteure gëtt, déi dat dote maachen a wou se dat fannen.

Villmools Merci, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, wann ech nach eng Kéier däerf nofroen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt Är Zäit opgebraucht. Dir waart scho bei fënnef an eng hallef Minutten. Also ass d'Zäit fir d'Zousazfro déi nächste Kéier.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass an der Rei.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. De Rapporteur, den Här Lex Delles, ass scho prett. Et geet ëm d'Ëmännerung vum Gesetz iwwert den Accès zu schouleschen a beruffleche Qualifikatioune vu Schüler mat spezifesche Besoinen. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

3. 7155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst ass ee klenge Projet de loi, deen awer vun enger enormer Wichtegkeet fir déi betraffe Schüler ass. Et geet ëm déi sougenannten Aménagements raisonnables, déi et de Schüler mat enger Beanträchtegung sollen erlaben, den normale Cours ze suivéieren a Prüfungen och matzemaachen.

Bis elo konnt de Conseil de classe näämlech nëmmen iwwer eng Dispens vun enger Partie vun Epreuvë fir e Semester oder en Trimester decidéieren, mä eben net iwwer ee Remplacement vun Epreuven, déi de Spezifissitéite vun der Beanträchtegung Rechnung droen.

Och waren d'Ofschlossaarbechten, d'Examen am Secondaire, d'Apprentissagesexamen an d'Projet-intégréen net vun deenen Aménagements raisonnables betraff.

Zudeem huet d'Gesetz iwwert den Accès zu de schouleschen a professionelle Qualifikatioune keng Aménagements raisonnables virgesi fir d'Schüler, déi wéinst hirer Beanträchtegung verschidden Deeler, eenzel Komponente vun de Prüfungen net konnte léisen.

Am Exposé des motifs gouf d'Beispill vu Schüler ginn, déi wéinst enger Déficience visuelle an engem Sproochentest zum Beispill keng Fotoe kënnen interpretéieren oder e Grafique an engem Mathestest.

Här President, mat dësem Projet de loi gëtt dat elo geännert. Den Artikel 5 vum Gesetz, deen déi verschidden Amenagementer virgesäit, gëtt modifizéiert. An Zukunft kann d'Commission des aménagements raisonnables dann eben och de Remplacement vun enger Partie Froe virgesinn, déi der individueller Beanträchtegung vu Schüler Rechnung droen. Dës kënnen dann och d'Ofschlossexamen am Secondaire, d'Épreuves de fin d'apprentissage an de Projet intégré betreffen.

Här President, et ass einfach eng Fro vu Gerechtegkeet. Fir de Rescht vun dësem klengen, mä wichtege Projet de loi verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen natierlech den Accord vun der DP-Fraktioun fir dee virleiende Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert huet d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Och ee grousse Merci un de Rapporteur, den Här Lex Delles. Als CSV ënnerstëtze mer all d'Efforten, fir datt Schüler mat spezifesche Besoine kënnen een Diplom kréien. An duerfir ginn ech och den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci un den Här Delles fir säi Rapport, mëndlech a schréftlech. Och vun eiser Säit aus géife mer den Accord zu dësem Projet ginn. Alles, wat a Richtung Inklusioun geet, alles, wat a Richtung vun enger gudder Participatioun vun deene Kanner geet, déi à besoins spécifiques sinn a wat et deenen och erméiglecht, en Diplom ze kréien, wëlle mir heimadder ënnerstëtzen.

An domadder ginn ech dann och den Accord vun der LSAP.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet dann den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Den Här Delles huet et gesot: Et ass ee klenge Projet de loi, deen awer ganz wichteg ass fir déi betraffe Leit. Ech bréngen och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet. Ech hunn awer och nach eng Kéier déi Debatt, déi mer 2011 haten, wéi mer dat Gesetz an der Originalversioun gestëmmt hunn, gelies. An duerfir wollt ech mer dann och d'Fräiheet huelen, nach zwee Gedanken an zwou Froen an de Raum ze stellen.

Déi éischt: Mir hunn et hei mat engem Gesetz fir Enfants à besoins particuliers ze dinn. Mir wëssen awer och, datt mer nach en anere Begréff hunn: Enfants à besoins spécifiques. Ech hunn 2011 gesot, et wier net ganz glécklech, datt mer déi zwee Begréffer hätten, déi och an eisen Ae ganz schwéier trennbar sinn. Mir hunn do eng Reform vun der Éducation différenciée, déi viraussetzt... Ech hat dat 2011 gefrot a gemengt, et wier keng Bereetschaft, an déi Richtung ze goen, déi zwee Begréffer zesummenzehuelen. Ech mengen awer, elo wiere mer um Punkt, an déi Richtung ze goen. An ech wollt de Minister froen, ob en dat kéint bestätegen.

A mir haten och ëmmer eng Debatt iwwert d'Zertifikatioun. Mir soen, mir sinn eis alleguerten eens: Jiddwereen, deen duerch eng Hëllef kann eng Schoul bestoe respektiv en Exame maachen, déi en ouni déi Hëllef net kéint bestoen, dat ass eng ganz gutt Saach.

Mir mengen awer, datt och deemjéinegen net gehollef ass, wann net iergendwou eng Trace vun där Hëllef optaucht, sief dat an enger Zensur, an engem Examen. Wann ech d'Gesetz richteg an Erënnerung hunn, da soll dat an enger Ajoute sinn, awer net um Certificat selwer. Do ass meng Fro: Ass um Certificat awer e Vermierk, datt et esou eng Hëllef ginn ass, oder net?

An dann - dat gëtt dann awer dräi Froen -, ech hat deemools schonn d'Fro gestallt: Wéi gi mer an de Privatschoulen domadder ëm? Duerfir och elo hei: Wéi sinn d'Erfahrungen? Déi heite Mesuren, dat si jo eigentlech Hëllefen, déi misste jo duerch d'Bank an den ëffentleche Schoulen an an de Privatschoule gëllen. Ech weess, datt et zum Beispill deemools, wéi et nach e SREA ginn ass, ëmmer schwiereg war, fir déi Hëllefen an enger Privatschoul ze kréien. Hei schéngt et jo eng aner Saach ze sinn. Mä vläicht weess de Minister, ob et och Erfahrungen an de Privatschoule gëtt, ob dat genausou gutt an onkomplizéiert ugewannt gëtt wéi bei eis.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren an ech wier frou, wann ech e puer Äntwerte kréich. An ech bréngen den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Delles. Mir schléissen eis deem un, wat d'Virriedner gesot hunn. A mir ginn och selbstverständlech gär den Accord vun der ADR.

Villmools Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet den Educatiounsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, Merci, Här President. E grousse Merci och un de Lex Delles als Rapporteur an och fir déi breet Zoustëmmung.

De Claude Adam huet nach eng Rei vu Froen opgeworf. Ech hat an der Kommissioun jo scho gesot, datt een effektiv nach eng Kéier misst eng Diskussioun driwwer féieren, well ech selwer net ganz eens mat mir selwer sinn, ob de Fait, datt ee vun engem Aménagement raisonnable Gebrauch gemaach huet oder net, herno soll vermierkt sinn op engem Diplom, op engem Certificat, oder net.

Mir wëssen, datt dat heite jo eng punktuell Mesure ass, datt mer souwisou nach eng Kéier un d'Gesetz vun der Commission des aménagements raisonnables wäerte goen. An an deem Kontext soll een déi Diskussioun do nach eng Kéier féieren. Ech denken, et soll een awer och vläicht Leit nach eng Kéier héieren do derzou, well et gëtt och ënnerschiddlech Point-devuen am Land do derzou. An et gëtt gutt Argumenter, fir dat eent a fir dat anert ze maachen. Duerfir solle mer net iwwerstierzt handelen, mä mer sollen et awer analyséieren an diskutéieren.

D'Definitioun vun „Enfants à besoins spécifiques" an „Enfants à besoins particuliers": Jo, ech deelen eigentlech Är Approche, datt mer net ganz glécklech dru si mat där ganz präziser Definitioun, well herno och d'Impressioun kann opkommen, dat eent Kand hätt eng aner oder méi Hëllef zegutt wéi dat anert. A fir dat ze evitéieren, wäert ech mech och engem Amendement um Gesetzesprojet, deen elo an der Chamber ass iwwert d'Centres de compétences, net an de Wee stellen, fir dat doten zesummenzeféieren an einfach just Enfants à besoins herno ze definéieren an déi doten Ënnerdeelung an zwou Kategorien eigentlech erëm ofzeschafen.

Wat den Accès vu Schüler aus Privatschoulen zur Commission des aménagements raisonnables oder iwwerhaapt zu engem Aménagement raisonnable betrëfft, do ass et menger Erkenntnis no net, datt dat gréisser Problemer géif maachen. Déi hunn déiselwecht Rechter do an, souwäit ech op jidde Fall weess, souwäit ech och vu Fäll héieren hunn, dat gëtt och do applizéiert, soudatt ech net Kenntnis hunn, datt dat besonnesch schwiereg wär am Fall vun enger Privatschoul.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. A mer kéinten dann zum Vott iwwert de Projet de loi 7155 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7155 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

Une voix.- Dem Här Haagen seng Maschinn geet net.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Haagen mécht dat och ouni Maschinn.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Dat sot Dir elo, Här President!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Den Här Haagen stëmmt mat Jo!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, da schléisse mer elo de Vott of. An déi, déi nach feelen, déi melle sech. Mir huele se mat.

57-mol Jo, keng Géigestëmmen, keng Abstentiounen: Domat ass de Projet de loi 7155 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7155 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Max Hahn), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen dann zum Haaptpunkt vun de Mëtten iwwergoen: d'Consultatiounsdebatt iwwert d'Problematik vum Wunnengsbau. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Dir kennt de Modell. A vu dass et eng Consultatiounsdebatt ass, huet den zoustännege Minister, de Wunnengsbauminister, den Här Marc Hansen, elo d'Wuert. Dann uschléissend hunn déi verschidde Riedner vun de Fraktiounen d'Wuert. Här Hansen!

4. Débat de consultation sur la problématique du logement

Exposé

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Här President, léif Memberen aus der Chamber, haut ass dann déi grouss Logementsdebatt, déi iwwert déi lescht Méint preparéiert gouf an déi, mengen ech, fir eist Land vu grousser Wichtegkeet ass.

Et lount sech dann och, wann een an deene leschte Méint an de Chamberskommissioune war a wann ee gemierkt huet, dass een emol eng Kéier e bëssen Zäit hat, fir den Dossier, deen immens komplex ass, vun all senge Facetten hier ze beliichten a fir emol heiansdo kënnen iwwer Nuancen ze schwätzen, déi ee vläicht net méi ëmmer an eise schnellliewegen Diskussiounen ënnerdaach kritt, well d'Wunnengsproblematik, déi kritt een net erkläert an 30 Sekonnen. Et kritt ee se och net an 30 Sekonne geléist an et kritt ee se och net mat engem Tweet erkläert oder geléist.

Ech mengen, d'Bild muss ech Iech heibannen net méi molen. Dat kennt Der. Am Moment kritt Lëtzebuerg ronn 13.000 Awunner pro Joer bäi. An nieft der Suerg, fir déi Leit ënnerdaach ze kréien, geet et jo och drëm, fir den historesche Retard opzeschaffen an natierlech parallell ze kucken, fir eben déi nei Awunner ënnerdaach ze kréien.

13.000 Awunner an engem Joer, dat ass ongeféier, wéi wann een eng Gemeng géif bäikréien, déi vun der Gréisst hier esou tëschent Beetebuerg an Hesper géif leien. Här Buergermeeschter, Dir leit bei 11.000, Dir bei 14.000. Dat heescht, do an der Mëtt géife mer eng Gemeng am Joer bäikréien, an där doter Gréisstenuerdnung. An dat ass natierlech relativ substanziell fir e Land mat 550.000 Awunner.

Dat weist op där enger Säit natierlech och, dass mer attraktiv sinn a bleiwen an dass een d'Diskussioun vum a ronderëm de Logement net ka lassgeléist gesi vun den Diskussioune ronderëm de Wuesstum. D'Entwécklung vu Lëtzebuerg an eis Zukunft gehéieren zu deem grousse Kader, an deem Landesplanung, Mobilitéit, Nohaltegkeet, Liewensqualitéit, Aarbechtsplazen an eben de Logement déi grouss Theme sinn. Op all deenen doten Themefelder gëtt vun der Regierung a vun der Chamber geschafft. Et gëtt u ville Schrauwe gedréit. A mir géifen eis haut de Mëtteg, mengen ech, op d'Themefeld vum Logement konzentréieren, well an deenen nächste Woche jo och déi aner Themen hei an der Chamber oder soss am Land diskutéiert an debattéiert ginn.

Am Kader vun dem leschten État de la nation goufe vun e puer Riedner heibannen esou Sujete wéi d'Expropriatioun oder d'Mietpreisbrems erëm thematiséiert an et koum zu enger gewëssener Dynamik, fir d'Logementsproblematik unzegoen a fir déi och eventuell mat méi radikale Mesuren ze bekämpfen.

Fir deen neien Elan, deen do entstane war, ze kanaliséieren, hat ech der Chamber en Débat de consultation proposéiert. D'Chamber huet deen och akzeptéiert. Ech hat och mat deene verschiddene Riedner doriwwer rieds. An ech mengen, d'Chamber huet dann och hir Aar-

bechte ganz seriö gemaach an der Logementskommissioun, vill Leit gelauschtert an och intensiv iwwert de Sujet nach eng Kéier geschwat.

D'Logementsproblematik gëtt ganz dacks ëmmer erëm diskutéiert, wann nei Zuelen dobausse presentéiert ginn, déi d'Verkafspräisser vun Immobilien oder vun Terrainen zum Sujet hunn. Vläicht awer e puer Wierder, wa mer schonn haut de Mëtteg Zäit hunn, iwwert déi Zuelen an déi vill Etüden, déi do presentéiert ginn.

Et muss een näämlech natierlech och wëssen, dass dat Zuelematerial bei deene ville verschiddenen Etüde vu verschiddene Leit kënnt, déi och professionell Interêt hunn, fir doriwwer ze schwätzen. A vill vun deenen Etüde sinn natierlech och kommerziell gesteiert an déi sinn net ëmmer mat där néideger Neutralitéit verfaasst.

Dass d'Präisser awer an d'Luucht ginn, dat ass reell. D'Zuele vum Observatoire de l'habitat sinn déi, mengen ech, déi mer alleguerte sollen ëmmer op de Leescht huelen an déi awer och analyséieren, net nëmme mat engem Prozentsaz mat deene verschiddene Segmenter, déi et an deenen Etüde gëtt, awer och eng Kéier den Detail kucken.

Et ass näämlech och keen neie Phenomeen, dass d'Präisser vun Immobilien an d'Luucht ginn. Duerfir, mengen ech, ass et och vläicht net ëmmer ganz richteg, fir ze soen, d'Logementspolitik, déi wär an där haiteger Zäit just un d'Präispolitik gekoppelt, an dass ee kéint soen, well d'Präisser elo an d'Luucht ginn, hätte se elo an der Logementspolitik versot, well mir hate schonn aner Zäiten an der Vergaangenheet. An et steet jo och an deem Dokument, wat ech Iech mat op de Wee ginn hunn, dass an deene leschte 40 Joer déi Präisser ganz dacks substanziell an d'Luucht gaange sinn. Tëschent 1994 an 1992 (veuillez lire: Tëschent 1984 an 1992) gouf et eng Moyenne vu 7,4% Augmentatioun an tëschent 1998 an 2007 waren et 6,9% pro Joer, dat natierlech ëmmer an der Moyenne.

An dann nach e Wuert iwwert déi Zuelen, wat awer och net onwichteg ass, well wann een de Logementsproblem eleng un der Präisaugmentatioun pro Joer festmécht, da muss een natierlech och soen, dass hei am Land ronn 75% vun deenen, déi hei wunnen, Proprietairë sinn. A bei deenen dote Proprietairë muss een awer nach eng Remark maachen: Ronn een Drëttel vun deene Leit, déi hei am Land Resident sinn, hunn och nach méi wéi eng Wunneng! Dat heescht, déi hu keng Suerg mam Logement, wann d'Präisser an d'Luucht ginn. Se hunn a) e Logement, a ganz dacks, dat wësst Dir och, sinn déi Leit natierlech och, wa se déi Zuelen do kucken, net onzefridden, wann d'Präisser an d'Luucht ginn, well och ganz dacks do Iwwerleeunge gefouert ginn, haaptsächlech wa se en Appartement hunn, dass se, mat deene Präisser, déi an d'Luucht ginn, vläicht duerno eng Acquisitioun vun engem Haus kënne maachen, wa se dann eng Famill hunn, déi méi grouss gëtt. Déi Zuele soll een, mengen ech, haut den Nomëtteg och eng Kéier e bëssen op déi doten Aart a Weis nuancéieren.

D'Diskussioun ass och net lassgeléist ze féieren nëmme vun dem Lëtzebuerger Kontext, well mir maache jo och ganz dacks an deem heite Problem esou, wéi wa mir een hätten, deen op anere Plazen op der Welt net deeselwechte wär. Duerfir awer och eng Kéier e puer international Zuelen, fir dat heiten och an deem Kontext eng Kéier op d'mannst ze nuancéieren.

Wann een näämlech an Däitschland - a mir vergläichen eis jo ganz dacks an deem engen oder anere Sujet mat Däitschland -, wann een do déi siwen dynameschst Stied kuckt, Berlin, Düsseldorf, Frankfurt, Hamburg, Köln, München a Stuttgart, da gëtt et do tëschent 2009 an 2016 an der Moyenne fir bestoend Appartementer, déi verkaaft ginn, eng Präisaugmentatioun vun 8,6%. A wann een dann an deene Länner oder an deene Stied och nach kuckt, wéi et och do mat de Präissteigerunge vun den Terrainen ass, wann déi verkaaft ginn, da sinn déi heiansdo nach méi substanziell, wéi dat hei am Land ass, och wa mer dat bal net kënne gleewen.

Ech kéint deen Tour duerch Europa nach weiderféieren, andeem ech och emol Länner géif erauspicken, déi ganz dacks als Modell opgefouert ginn, och wat de soziale Logement ugeet. An an esou grousse Stied, wann een dann och do de Präis kuckt, souwuel bei der Vente wéi bei der Locatioun vu Wunnengen, déi um fräie Marché sinn, dann ass deen och nach ëmmer héich, obwuel se vläicht Modellcharakter hunn, wat d'Sozialwunnengen ugeet.

Net oninteressant ass et, wa mer dann och déi däitsch Press liesen, fir all déi Artikelen ze liesen, déi och do op hir nei Mesuren hiweisen, déi an de leschte Joren agefouert gi sinn, an och eng Kéier d'Effikassitéit vun deene Moyene vläicht a Fro stellen.

Net oninteressant ass et och vläicht, wann een elo eng Kéier nuets, wann een Zäit huet, deen neien däitsche Koalitiounsaccord liest an och do e bëssen tëschent den Zeile liest.

(Interruptions)

Well grad an deene Kapitelen, wou et ëm Bauen a Wunne geet, mierkt ee jo och, dass verschiddene vun deene Mesuren, déi do an deene leschte Joren agefouert goufen an och hei an déi Debatt elo ëmmer kommen als nei Mesuren, awer elo tëschent den Zeilen erëm a Fro gestallt sinn an dass ee se méi kuerzfristeg muss op hir Effikassitéit préiwen. An dat ass jo och en interessanten Effort, deen een eng Kéier ka maachen, fir sech déi Situatioun unzekucken.

Natierlech ass d'Augmentatioun vun de Präisser de Problem, well un deem Problem hänken am Fong alleguerten déi aner drun, déi ech elo nach wëll ernimmen an déi een awer och an der Logementsproblematik eng Kéier soll an d'Vitrinn stellen.

Eng vun deenen Zuelen ass zum Beispill déi - déi ass natierlech d'Resultat vun deem éischte Problem -, dass natierlech vill Leit Hëllef siche bei professionellen Akteuren, bei sozialen Ariichtungen, bei karikativen Ariichtungen. Dass mer nach ëmmer net eng zentraliséiert Lëscht hunn, wou mer all déi Demandë kënnen op enger Lëscht féieren, dat ass awer haaptsächlech e Problem aus Dateschutzgrënn. Mä wann ech elo emol eng Kéier d'Liste d'attente huele vun dem Fonds du logement, well dat awer mat eng vun deene gréissten ass a wou och ganz dacks d'Leit drop opgefouert ginn, dann hu mer 2.500 Dossieren, déi op der Lëscht d'attente sinn, fir eng Locatiounswunneng beim Fonds du logement ze kréien.

Fir een esou en Dossier, wann een d'Moyenne vun 2,1 Persoune pro Dossier hëlt, huet een da ronn 5.000 Leit, vun deenen ee schwätzt. An dat ass dann 1% vun der Populatioun, déi gär eng Wunneng hei am Land hätten, fir ze lounen. Et ass dann och net esou, dass déi Leit am Moment keng Wunneng hunn, mä et kann een dovunner ausgoen, dass se am Moment vläicht net ënner gudde Konditioune wunnen oder dass se esou eng Wunneng wëlle kréien, wou se de Loyer social bezuelen, natierlech domadder d'Käschte fir de Logement erofgedréckt kréien, fir eben esou besser an hirem Liewen eens ze ginn.

Deen 1%, deen op där Liste d'attente do steet, ass natierlech an dem europäesche Verglach och net ganz vill. Do sinn déi Liste-d'attentë ganz dacks méi héich.

Ech hunn och d'lescht Joer en Tour gemaach duerch d'Land, fir mat de Bierger iwwert de Logement ze schwätzen. An do hunn ech och ganz vill Leit begéint, déi op deene Lëschte vum Fonds du logement stinn. An ech sinn och emol mat deenen an d'Gespréich komm, firwat se op där Lëscht do stinn oder wou se dann am Moment sinn oder wat hire grousse Problem ass.

An do gëtt et natierlech déi zwee grouss Fäll, déi ee kann ënnerscheeden. Do ginn et der, déi eng reell Urgence hunn, wou e Problem ass, déi anzwousch wierklech ënnerdaach sinn, wou d'Famill méi grouss ass, wou et wierklech e ganz zolitten, urgente Problem gëtt. An et gëtt der awer och, déi Iech da soen, ma se géifen elo och gär a Kaf huelen, dass se eng laang Zäitchen, och vläicht dräi, véier Joer, op där Lëscht sinn, an der Hoffnung, dass se iergendeng Kéier esou eng Wunneng kënne kréien, fir da manner Loyer ze bezuelen. Se géifen elo mat hirer Situatioun eens ginn, mä dat anert géif se natierlech besser arrangéieren.

Nieft der Zuel vun deenen, déi op der Liste d'attente sinn, muss ee soen, dass natierlech och Honnerte Leit schonn a Wunnenge sinn, sief et vum Fonds du logement, sief et vun de Gemengen, sief et vun aneren Asblen, oder dass se sech guer net manifestéieren a guer net an deenen Zuelen optauchen, well se sech net wëlle manifestéieren an iergendwéi awer frou sinn, dass se anzwousch ënnerdaach sinn.

Ee Wuert awer dann och nach iwwert d'Loyeren, well mir schwätze jo ganz dacks dovunner. A beim Logement ass et jo e bëssen esou wéi an der Educatioun: Jiddwereen huet eppes héieren, jiddweree schwätzt och gär mat. Mä et muss ee sech awer heiansdo och op d'Zuele berouen, déi mer kréien, déi awer heiansdo wëssenschaftlech natierlech och iwwerpréift sinn, déi awer grad an dëser Debatt ganz wichteg sinn.

D'lescht Joer am Juni huet den Observatoire de l'habitat e spezielle Fokus erausginn a senger Nott iwwert de Loyerspräis hei am Land. A se hunn d'Moyennë geholl, déi ee fir e Loyer hei am Land fir en Appartement vun 80 m², zwou Schlofkummeren, géif bezuelen. An der Moyenne bezilt een am Land duerfir 960 Euro, am Zentrum 1.150 Euro, am Norden 760, am Oste leie mer, mengen ech, bei 820 Euro dorëmmer fir eben esou eng Moyenneswunneng. Fir en Haus mat 166 m² bezilt een - an dat sinn natierlech déi Moyennen, op déi mer eis berouen - ronn 1.450 Euro an der Moyenne.

Elo kann een dann och nach dovunner ausgoen, wann esou eng Persoun, déi an der Moyenne esou ee Loyer géif maachen - an ech si mer bewosst, wat eng Moyenne heescht, do gëtt et natierlech déi Extremitéiten op deenen zwou Säiten -, mä wann esou eng Persoun dann och nach eng Subvention loyer do an der Moyenne kritt vun tëschent 120 an 150 Euro an et géif een eng Wunneng hunn am Norde bei 760 Euro, da géif do e Loyer ufale vu 600 Euro.

Elo kann een natierlech soen: „Jo, Dir schwätzt vun de Moyennen. Dat ass awer bei mir am Quartier esou, bei deem doten ass et esou, an ech hunn héieren, dass...", mä dat hei sinn awer Fakten, op déi ee sech awer och muss berouen!

Natierlech sinn déi 760 Euro dann am Norden ze bezuelen. An da muss een och vläicht a Kaf huelen, dass een dann och mat dem Zuch vun Ëlwen, wou een natierlech flott ka wunnen, an d'Stad kënnt. An enger Stonn an e bësse méi ass een an der Stad.

An da muss een erëm eng Kéier den internationale Kontext awer kucken. Et wunnt och net zu Paräis jiddwereen op der viischter Dier vum Eiffeltuerm, zu München wunnt net jiddwereen um Marienplatz an zu Bréissel net jiddwereen op der Grand-Place. An och do mussen natierlech d'Loyere gekuckt ginn op der Distanz zu der Aarbechtsplaz, well et ass och dat, wat d'Präisser natierlech herno anescht ausgesi léisst.

Wa mer e puer Zuele méi an déi nuancéiert Debatt hei eraginn, muss een awer och soen, dass, wann Der haut de Mëtteg op den Internetsite gitt vun der Société nationale des habitations à bon marché a wann Der eligibel sidd, fir kënnen an de Genoss ze kommen, fir eng Wunneng do ze kafen, dann ass haut de Mëtteg nach eng Wunneng ze kréien zu Lamadelaine, en Appartement vu ronn 90 m² fir 270.000 Euro. Déi ass fräi, déi Wunneng. An och do wunnt een, Här Halsdorf, bestëmmt ganz schéin.

Déi Wunnengen, déi gëtt et schonn zanter enger laanger Zäitchen. Déi verkafe sech och net vun engem Dag op deen aneren. An da gëtt natierlech parallell dozou gesot: „Wéinst deenen deiere Präisser muss een an d'Ausland zéien!" Där Leit gëtt et och, mä souwäit ech awer och weess, Här Halsdorf, ass Lamadelaine och net wäit ewech vun der Grenz. An och do kann een awer fir déi dote Präisser bei der SNHBM eng Wunneng kréien.

(Interruption)

Wann ee sech awer bei der SNHBM mellt, fir eng Wunneng um Kierchbierg ze kréien, da sinn Honnerte Leit, déi sech natierlech derfir mellen an dorobber Interêt manifestéieren. An dann ass et dacks fir déi dote Leit jo och net onbedéngt de Problem, dass se e Logement direkt anzwousch brauchen, mä och do geet et drëm, fir vläicht méi no bei der Stad a bei der Aarbechtsplaz ze sëtzen. An da si mer erëm an där Diskussioun, déi ech haut elo heiansdo wäert sträifen, dat ass eben eis ganz Diskussioun ronderëm d'Landesplanung, ronderëm de Wuesstum, wou eis Aarbechtsplazen, eis Fräizäitméiglechkeeten an eis Wunngeleeënheeten dann ebe sinn.

Mir hunn an dësem Land och Leit, déi iwwerhaapt kee Problem hu mam Logement. Et gëtt Leit ënnert deenen 13.000, déi an d'Land kommen, déi kréie scho mat dem Aarbechtskontrakt direkt eng Wunneng matgeliwwert. Et gëtt och Leit, déi kënne sech eng Wunneng leeschten, an dat soll elo net eis grouss Suerg sinn. An dofir stinn d'Mataarbechter an dem Ministère an ech selwer - ech mengen, Dir och an Ären Gemengen, wann Der do Responsabilitéiten hutt, oder hei an Ärer politescher Aarbecht -, dofir sti mer net all Dag op, fir dee Problem ze léisen. Mir sinn ebe fir alleguerten déi do, wou d'Moyenen net duerginn oder déi Suergen hu mat dem Logement a mat dem Loyer oder mat de Méiglechkeeten, fir an de Genoss vun enger Proprietéit ze kommen.

Dat heiten ass dann - wann ech soen, dass hautzudaags 75% vun de Residente Proprietairë sinn an also kee Problem direkt mam Logement hunn, wann de Präis an d'Luucht geet - och eng Diskussioun fir d'Zukunft, fir déi nächst Generatiounen, déi mer mat deem néidege Seriö musse féieren. Well wann och déi Leit, déi hautzudaags hei wunnen, kee Problem hunn, ass dat awer natierlech séier amgaangen, erëm een ze gi fir déi nächst Generatiounen, wann déi eng Kéier wëlle wunne goen oder och nach Proprietaire ginn.

Woubäi een awer och iwwert d'Proprietéitsproportioune muss soen: Mat deene 75% hei am Land si mer extrem héich par rapport zum Ausland. Do leie mer bei ganz anere Prozentsätz. An Däitschland leie mer ëm déi 50% vu Leit, déi Proprietaire respektiv Locataire sinn.

Mir mussen déi Logementsproblematik mat ganz vill Energie ugoen, well et ass eppes, wéi ech jo ëmmer soen, wéi ee Puzzle, ee Koup vu Puzzlestécker, dee virun eis läit mat dausend Stécker. Éischtens muss een déi kleng Stécker all fannen, an da muss een duerno de Puzzle leeën, fir herno dat grousst Bild ze kréien.

Fir dohinner ze kommen, muss een immens vill kleng Weeërcher trëppelen. Dat gëtt vläicht heiansdo belächelt, wann een hei oder do zéng Unitéite fënnt. Mä all déi Weeër muss ee mat Motivatioun an Energie ugoen. An ech mengen, dat ass virausgesat an och heibanne bei kengem a Fro gestallt. Dat musse mer esou ugoen, well et ass ëmmer d'Resultat, wat zielt, och wann de Wee dohinner schwéier ass.

Vläicht awer e puer Punkten erausgegraff vun deem, wat an deene leschte Jore gemaach ginn ass, wat nach ze maache bleift a wou och vläicht gréisser Projeten attackéiert goufen, fir deem Problem do entgéintzewierken. Well eng vun deene grousse Problematiken ass natierlech, fir Bauland ze kréien, fir zukünfteg Projeten drop ze bauen, an natierlech fir dann ze bauen a séier ze bauen, fir dass déi Wo vun Offer an Demande an den Equiliber ka kommen.

Déi heite Regierung huet virun zwee Joer en Accord mat ArcelorMittal fonnt, fir déi grouss Frichen ze kréien. Dat si 60 Hektar am ganze Land, wou do endlech Projete konnten deblockéiert ginn. Dat si Friche-industriellë gewiescht am Süde vum Land, Diddeleng, oder am Norde vum Land. Do geet et virun. Virun e puer Deeg gouf en innovative Projet a Saache Geothermie presentéiert. Hei gëtt konkret geschafft, an d'Finalisatioun vun de PAPen ass amgaangen, gemaach ze ginn, fir do dausend Wunnunitéiten ze schafen.

„Wunne mat der Wooltz": 60 Leit aus 20 Administratiounen, déi mam Fonds du logement fir en innovative Quartier mat Aarbechtsplazen, Fräizäitméiglechkeeten a Wunnengen intensiv geschafft hunn - zesumme mat der Gemeng Woltz - un innovative Konzepter a Saachen Energieversuergung an Économie circulaire fir ronn dausend Wunnengen.

De leschte Freideg - an ech kucken op de Buergermeeschter -, dat kann ech Iech mat als Informatioun ginn, goufen déi éischt zwee PAPen op der Wëltzer Gemeng endlech deposéiert. Dee Projet ass amgaangen, richteg konkret ze ginn. No dem duerchduechte Masterplang, Informatiounsversammlunge mat de Leit, déi dat doten alleguerten appreciéiert hunn, geet et elo reell an d'konkret Phas. An dat ass och erëm fir den Norden op där doter Plaz, wéi op där anerer Säit fir Diddeleng am Süden, eng richteg Avancée.

De Projet Olm, ee vun deene grousse Projeten: Do sinn déi éischt PAPen autoriséiert; eng Informatioun, déi Dir dann haut mat op de Wee kritt. D'Soumissioune fir d'Stroossen- an d'Infrastrukturaarbechten, déi gi muer eraus, soudass dee Projet elo och amgaangen ass, richteg konkret ze ginn. Hei ginn 800 Wunnenge geschaaft.

De Programm vun de Constructions d'ensemble: Dir wësst et, dat sinn déi Projeten, déi vum Ministère du logement subsidiéiert ginn, déi do dragesat ginn. Do stinn den Ament ronn 11.500 Wunnengen dran. D'Proportioun - an dat war eis jo alleguer wichteg, well et och am Regierungsaccord steet - vun de Locatiounswunnengen an deem Programm vun de Constructions d'ensemble geet an d'Luucht, haaptsächlech mat deenen Aktualisatiounen zanter 2014, wou mer d'Proportioun gedréit hu vun deenen, déi herno verkaaft ginn, an deenen, déi an de Locatif kommen. Virdru war et een Drëttel Locatioun, zwee Drëttel Vente. Dat ass amgaang, mat deenen heiten Aktualisatioune gedréit ze ginn.

Nach e puer Projeten erausgegraff, déi mer an deene leschte Jore presentéiert hunn. An haut hunn ech de Virdeel, dass ech och mat ville Buergermeeschteren eng Kéier en Echange hei kann hunn, fir déi Projeten eng Kéier ze kucken, well dat si Projeten, déi an deene leschte Méint erauskoumen: Dikrech, d'Cité militaire, dee jo, mengen ech, an deene leschte Joren och vun der Gemeng Dikrech appreciéiert gouf. Am Ufank waren eng 80 Wunnengen do geplangt. Am Moment gesäit et aus, Här Buergermeeschter, wéi wa mer bei 150 kéinte landen, mat enger Crèche, mat Proximitéitscommerce, mat Parkingsméiglechkeeten, déi och dem Stadkär kënnen hëllefen.

Et gëtt dann och hautzudaags systematesch bei Statsterraine vum Finanzministère, deen déi jo geréiert, gekuckt, ob se net kënnen dem Logement affektéiert ginn. Dat ass e Paradigmewiessel bannent där heiter Regierung gewiescht. An deene leschten zwee Joer sinn et 9 Hektar, déi an där doter Aart a Weis un de Logement affektéiert goufen, déi dann de Logement kann an der Emphyteose weiderreechen un d'Promoteur-publicken. Dat gouf an der Zäit net esou gemaach.

Ech kéint deen een oder anere Projet hei erausgräifen. Zu Märel, do leeft en interministeriellen Aarbechtsgrupp fir zwee nei Projeten: eemol 280 nei Wunnengen an eemol 180. Dee vun 180 Wunnengen ass, mengen ech, vis-à-vis vum Kolléisch. Do läit méi e groussen Terrain brooch. An och do kann een eppes maachen.

An e puer Woche wäert ech zesumme mat dem Kolleeg François Bausch, mat der Stater Buergermeeschtesch a mat dem FUAK dann deen neie grousse Projet um Kierchbierg bei dem RTL-Gebai kënne presentéieren, wou ganz vill ëffentlech Infrastrukturen an awer och ganz vill Logementer fir Dausende Leit kënnen an den nächste Jore gebaut ginn.

Da gouf et awer nach e Paradigmewiessel, wa mer schonn um Kierchbierg sinn. An der Zäit goufen déi Terrainen, déi do waren, vun dem Stat un dee Promoteur ginn, deen am meeschte gebueden huet. De meeschtbiddende Promoteur krut also déi Terrainen, fir dorobber ze bauen. Et gouf e Paradigmewiessel, an déi éischt Wunnengen, déi och u Privatpromoteure mat engem spezielle Cahier des charges gaange sinn, konnte schonn op där leschter Semaine nationale du logement ugebuede ginn. Do läit de Präis just nach bei 3.000 Euro de Meter carré. Ech mengen, Dir wësst alleguerten heibannen, dass dat e ganz anere Präis ass, wéi en um fräie Marché um Kierchbierg ugebuede gëtt.

E grousse Problem war an der Zäit och, dass alleguerten déi Wunnengen, déi déi ëffentlech Akteuren oder d'ëffentlech Hand subventionéiert haten, no enger gewëssener Zäit vun deene Proprietairë mat Plus-valuen op dem fräie Marché veräussert gi sinn. Ech brauch just de Kiem oder de Kierchbierg ze ernimmen. Déi Bierger waren natierlech dem Gesetz no an der Rei. Déi hunn no zéng, zwielef Joer déi Wunnenge verkaaft, mä mat enorme Plusvaluen; subventionéierte Plus-valuen, kann ee jo soen.

An et muss een natierlech feststellen, dass domadder den Immobiliepark vun der ëffentlecher Hand vill méi kleng ginn ass. All déi Wunnengen, déi deemools mat där Plus-value op de fräie Marché erausgaange sinn, hat de Stat net méi zur Verfügung, fir déi an iergendenger Form un nei Locatairë weiderzeginn. Do gouf et e Paradigmewiessel. Et ass vun elo un - natierlech vun eisen ëffentlechen Akteuren - esou, dass Droits de préemption dorobber sinn an dass déi se ënner verschiddene virausgesatene Konditiounen och kënnen zréckkréien.

E Wuert dann nach iwwert dat, wat an der Pipeline ass a wat mer viru Kuerzem zesumme mam Innenminister an dem Monitoring iwwert de Pacte Logement an och hei an der Chamberskommissioun presentéiert hunn, à court an à moyen terme, den Informatioune vun de Gemengen no.

À court terme heescht, dass déi bannent deenen nächsten zwee Joer fäerdeg ginn, well de Monitoring, dee leeft no 2016, also 2017, 2018 an 2019. Do sinn 20.000 Wunnenge reell an der Konstruktioun. Wann een dat duerch dräi Joer deelt, si mer bei ëm déi 6.000 a souguer méi Wunnengen. Dat ass eng substanziell Augmentatioun par rapport zu deem, wat an de Joren 2007, 2008 virun der Kris als Pic erreecht war. Do louche mer vill drënner. Dat heiten ass bal dat Duebelt.

A wat an der Pipeline ass bei de Gemengen am long Terme, do schwätze mer dann insgesamt, mat deenen heiten, vu 45.000 Wunnengen.

Iwwert d'Promoteur-publicke wéilt ech awer och zwee Wierder héi verléieren. D'Société nationale des habitations à bon marché: Virun zwee Joer war déi bei 80 Logementer pro Joer. Se huet dat Resultat verdräifacht, wat natierlech relativ impressionnant ass. Wann dat am Privatsecteur geschitt, wann enzwousch d'Zuel verdräifacht gëtt vun engem Produit, da gëtt dat natierlech an deem Betrib gefeiert. An et kann ee bei der SNHBM soen, dass si immens Efforte gemaach huet, fir dohinner ze kommen. Si ass den Ament bei 250 Wunnenge pro Joer a wäert d'nächst Joer op 300 Unitéiten an d'Luucht goen.

Ee Wuert awer och nach - ouni der ze vill doriwwer ze verléieren - iwwert de Fonds du logement, dee restrukturéiert ginn ass. An och do vläicht eng Kéier d'Zuelen hei virun lech, wou Der och d'Informatiounen aus Äre Gemengen hutt, fir och d'Saach nach eng Kéier do an dat richtegt Liicht ze setzen.

2016 war de Realisé, den Achevé - déi Zuel vun deenen, déi do fäerdeg gi sinn - effektiv déi Zuel vun 19. Dat ass awer par rapport zu der SNHBM net korrekt, fir dat ze kucken, well déi Zuele vun der SNHBM, déi ech do ernimmt hunn a vun deene mer ëmmer schwätzen, dat sinn der och, déi d'SNHBM dat Joer ufänkt, fir se méi spéit eng Kéier auszeliwweren. Abee, 2016 sinn der bei dem Fonds du logement 19 realiséiert ginn, also fäerdeg ginn, mä ugefaange mat der Konstruktioun waren der 292. Dat ass e Plus vun neie Projete vun 212%.

A wann der 2016 19 fäerdeg gi sinn, da muss ech heibannen - ouni jo elo op den Detail anzegoen, well Dir dat als Planer och wësst - net froen: Haiser, déi 2016 ausgeliwwert ginn, wéini sinn déi da geplangt ginn?

A wann 2016 der 292 ugefaange goufe mat bauen, dann ass dat natierlech, well déi matzen an der Restrukturatioun un esou engem Projet wéi „Wunne mat der Wooltz" parallell och nach intensiv geschafft hunn. D'Leit sinn an d'Luucht gaangen. Dëst Joer... also pardon, 2017 sinn der schonn 130 fäerdeg ginn. Dat ass e Resultat, wat de Fong net méi zanter 2009 hat. 2018 ginn et der 180, a bis 2020, also déi, déi elo an der Pipeline sinn a fäerdeg gi bis 2020, dat sinn der 300 d'Joer. Dat heescht, do ass awer an der Effizienz vill geschitt, och wann et natierlech nach ëmmer déi eng oder aner Suerg gëtt. An dat wäert vläicht och nach net esou séier fäerdeg sinn. Do ass en intensive Restrukturatiounsprozess amgaangen.

Elo kann een an der Logementsproblematik awer vill iwwer Zuelen a Quantitéit schwätzen, et soll een awer net vergiessen - och wa mer dat als Politiker gär maachen -, fir dat Wuert „Qualitéit" vläicht eng Kéier amplaz vun dem Wuert „Quantitéit" ze setzen. Mir musse kucken, dass Qualitéit geschaaft gëtt. An dat hu mer och probéiert ze maachen duerch e Baulückeprogramm. Déi ëffentlech Terrainen hu mer wëlle bebauen. Mir sinn dat amgaangen an hunn dofir och en Architekteconcours lancéiert. Fir grad iwwert d'Qualitéit ze schwätzen: Eng Parzell zu Diddeleng, déi wäert dëst Joer eng Baugeneemegung kréien an do ass grad mat den Architekten iwwert d'Qualitéit beim soziale Wunnengsbau geschwat ginn a geschafft ginn, wat ganz wichteg ass.

Mir sollten och net vergiessen: Wa mir haut och vill iwwert den ëffentlechen Akteur schwätzen a wat een do ka maachen, soll een awer och net vergiessen, dass et e Promoteur privé gëtt, mat deem mir mussen zesummeschaffen. Well mat all deenen Zuele vun eisen ëffentlechen Akteuren, déi ech elo ernimmt hunn, och wa mer déi zesummenzielen, geet et natierlech net duer. A mir mussen do Weeër a Modeller schafen, erfannen an nei denken, fir mat de Privaten zesummenzeschaffen.

An da wëll ech awer eng Kéier hei begréissen, dass et der an dem Logementssecteur ganz vill am sozialen a karitative Beräich gëtt, déi och heiansdo als Benevolle schaffen, déi mat ganz innovative Modeller kommen. An déi däerfe mer och net vergiessen. Déi huelen eis vill vun deem Problem of. Do kënne mer ganz flott Saache mat deene maachen. An dat ass interessant, fir do mat der Société civile a mat aneren Akteuren ze schwätzen, déi vläicht ganz dacks vun eisem Radar verschwannen, wa mer iwwert de Logementsproblem schwätzen.

Déi eidel stoend Wunnengen: Dat ass e ganz grousse Sujet, wou een natierlech kann iwwer Taxe fueren, wéi dat dorëmmer gemaach gëtt. Ech kommen herno nach dozou.

E Wuert vläicht iwwert d'Gestion locative sociale, fir och déi Zuelen nach eng Kéier hei richteg ze presentéieren. D'Gestion locative sociale, Dir wësst, wéi dat fonctionnéiert: Ee Proprietaire ass prett, fir 30% bis 40% ënnert dem Loyerspräis vum Marché ze verlounen, a gëtt et dofir enger AIS, zum Beispill enger Gemeng, engem Gemengesyndikat. Déi maachen eng Mise à disposition fir een hannendrun. Et gëtt no der Wunneng gekuckt. Et gëtt e Projet social fir de Locataire. A mir hunn d'lescht Joer d'Steierincentive mat derbäigesat, déi virgesäit, dass 50% vun deem Loyer, deen dee Proprietaire erakritt, exoneréiert ginn.

2016, virun där doter Mesure, hate mer an der Gestion sociale locative ronn 350 Wunnengen. Zanter der Steiermesure, also bis den Dag vun e Méindeg, war et hei e Plus vun 42% vun eidel stoende Wunnengen, déi iwwert deen dote Wee konnte mobiliséiert ginn. Dat ass e Plus vun 42%, a reelle Chiffere gi se erop vun 350 op 550. An och dat ass e weidere Puzzleelement. Dat ass e weidert Stéck, fir virunzekommen an eiser Diskussioun.

Et gouf déi ominéis Plus-value immobilière, déi nach eng Kéier e Joer verlängert ginn ass, déi op der Säit vun den Terrainen an den Immobilieventë gewisen huet, dass dat fonctionnéiert, dass déi op de Marché koumen.

Bei den Aide-logementë gouf eng Subvention loyer agefouert an nach eng Kéier verbessert. Elo kënne mat där neier Mesure ronn zwee Drëttel vun de Locatairen um Marché dovunner profitéieren, wat e substanziellen Deel ass vun deene Leit, déi Loyer musse ginn, en attendant, well et net genuch Sozialwunnenge gëtt.

D'lescht Woch hunn ech eng Kéier kuerz presentéiert, dass de Regierungsrot och elo eng Garantie locative erweidert huet an dass do vill méi Leit kënnen an de Profitt dovunner kommen. Déi Garantie locative wäert et méi einfach maachen, wann zum Beispill vu fënnef Loyeren - vun deene jo ëmmer geschwat gëtt, wann e Locataire an eng Wunneng kënnt - der dräi jo gebraucht ginn, fir déi Kautioun vum Proprietaire ze bezuelen. Mat där neier Garantie locative falen déi dräi ewech. Wann e Locataire déi wëllt kréien, da kann e se an Zukunft, wann dat bis a Kraaft ass, dann och kréien.

Ee Wuert dann och nach, well dat ee vun de Sujeten haut soll sinn, iwwert de wichtege Partner Gemengen. An dem Programm vun de Constructions d'ensemble, laut leschten Aktualisatiounen, ass d'Zuel vun de Gemengen intensiv an d'Luucht gaang. Ronn 60% vun den neie Projete kommen aus de Gemengen. Déi sinn amgaangen, sech hirer Responsabilitéit bewosst ze ginn op ville Plazen, an hunn dann och vill Projeten. Et gëtt natierlech och Gemengen, déi hunn dat nach guer net op dem Radar, déi sinn nach net an deem Programm. An eng vun de Froen, déi och herno soll vun lech debattéiert ginn, ass jo och, wéi mer d'Gemenge vläicht nach méi dozou bruecht kréien.

Den Ament sinn ech dann och erëm amgaangen - an do sinn ech net deen Eenzegen, deen dat mécht, ech hunn dat am Fong ofgekuckt bei engem vu menge Virgänger, dem Minister Schank, haut hei Deputéierten am Haus, deen och den Tour duerch d'Gemenge gemaach hat -, fir ebe grad d'Gemengen ze sensibiliséieren an ze informéieren. Dat ass ee vun deene wichtegsten Outilen. Ech hunn dat elo eng zweete Kéier virgëschter ugefaangen, well elo déi nei Eluen an „Amt und Würden" sinn, fir elo ebe mat deenen ze kucken, am Ufank vun hirer Legislaturperiod, fir se ze mobiliséieren, dass si sech hirer Responsabilitéit do bewosst ginn.

Do koume ganz vill interessant Froen op. Et ass natierlech esou, dass e Gemengepolitiker immens vill ronderëm d'Oueren huet. An dat do hëlleft vill, well all Kéiers no esou Reuniounen hu mir duerno an de Ministèren intensiv Gespréicher mat deene Gemengen, fir virunzekommen, a fir do Logementer ze schafen, wat sech dann och an dem Programm vun de Constructions d'ensemble weist.

Ee vun deenen Outilen nach eng Kéier hei erausgegraff: Déi 75%, déi eng Gemeng kritt, wa se locatif baut, dat ass substanziell. An dat ass en Argument fir all Gemeng, fir mat op dee Wee ze kommen.

Et gëtt natierlech och bei de Gemengen e puer Problemer, déi fannt Der an Ärem Aarbechtsdokument. Déi sollen haut vläicht diskutéiert ginn. De Logement social gëtt awer nach, an dat mierkt een op deem Tour op ville Plazen, e bësse mat engem klenge Prejugé oder engem Klischee gekuckt.

Do si vill Leit an de Gemengen, déi sech Suerge maachen: Wat heescht dat, soziale Wunnengsbau? Vill Leit, déi am soziale Logement ënnerdaach kommen, déi hu soss keng Suergen an hirem Liewe wéi de Logement. Dat heescht, mir sollen do net maachen, wéi wann dat Leit wieren, déi eng ganz speziell Zort sinn. Heiansdo an deene Reunioune mierkt een dat eraus. Géint déi Prejugéë musse mer virgoen. An och dat „Mixité sociale"-Wuert, wat wuel wichteg ass, mä wou sech heiansdo hannendru verstoppt gëtt, fir ze soen: Ma wann de Fong oder den SNHBM kënnt, da wëlle mer just een Drëttel vun deene Wunnenge locatif maachen.

Ech wëll Iech ze bedenke ginn, dass, wann e Privatpromoteur bei Iech als Gemengeresponsabele kënnt, Der deen net laang frot, wivill Locatif oder Vente dass dee mécht. Deem autoriséiert Der, wann dat klappt, wahrscheinlech säi Projet. A wann deen och an d'Vente geet, da gëtt e vläicht hannendrun awer weider verlount, an da sinn erëm vill Locatairen, déi do drakommen, soudass mer déi Diskussioun awer eng Kéier mussen hunn, an aller Oppenheet, wéi d'Gemengen da reagéieren. An dat ass jo och eng vun deene Froen, déi am Dokument hei stinn.

Vill Wierder kéint een iwwert d'administrativ Prozeduren hei verléieren. Ech mengen, Dir hat och den Interieursminister an d'Environnementsministesch mat an d'Diskussioun abezunn, wat jo och richteg ass. D'administrativ Prozedur ass eppes, wou mer nach mussen dru schaffen, mä wou awer scho vill geschafft ginn ass. Bei der Presentatioun vun dem Monitoring vum Pacte Logement huet den Innenminister eng Kéier opgewisen, dass d'Zuel vun de PAPen, déi pro Joer autoriséiert ginn, massiv an d'Luucht geet - dat weist sech jo un deenen, déi ech éinescht genannt hunn -, dass mer méi am Joer bauen an dass och d'Delaie vun deene PAPen erofginn, wat jo och louabel ass.

Eng Pist, déi ee mat an d'Diskussioun do kéint huelen, dat ass natierlech, fir ze soen: Wann de Logement d'Prioritéit vun de Prioritéiten ass, ma da muss ee vläicht och dem Logementsminister d'Kompetenze matgi vum Environnementsminister a vum Interieursminister. Dat muss eng Kéier a Koalitiounsgespréicher vun enger nächster Regierung a vun deene Parteien thematiséiert ginn. Ech maachen Iech dat un engem Beispill fest.

(Brouhaha)

Virun zwee, dräi Joer gouf et eng Kéier d'Diskussioun - wou et och Question-parlementairen hei gouf, an ech mengen, de Syvicol huet sech och Suerge gemaach -, wou et Problemer op PAPen hei am Land gouf mat dem Ofwaasser, mat Kläranlagen. Dat war e Problem, deen opgetaucht war, an do hu mer eis zu dräi Ministeren - obwuel de Logementsminister, dat wësst Der, kee regulatoreschen Agréff huet - zesummegesat.

Mir hunn iwwert dee Problem geschwat a mir hu pragmatesch Léisunge fonnt, fir déi Kläranlagsproblematik do op de PAPen ze léisen. Et goufen dee Moment ganz vill PAPen deblockéiert mat pragmatesche Léisungen, well déi dräi Ministeren zesummesouzen. Mir sinn eis och do eens ginn, mä Dir wësst gradesou gutt wéi ech: Dat waren dräi Ministeren. Wann een déi Kompetenzen ënner engem Hutt huet...

Et ass ëmmer am Liewe méi einfach, mat sech selwer eens ze gi wéi mat aneren.

(Hilarité)

Obwuel een der och kennt…

(Hilarité)

Ech kennen der och e puer, déi all Dag mat sech selwer Sträit hunn. Mä dat ass eng aner Diskussioun! Dat bleift net aus.

(Brouhaha)

Mä ech mengen einfach: Politesch soll een déi doten Iwwerleeung eng Kéier féieren, egal wien dat ass, egal vu wou dat kënnt. Et ass einfach mat deem dote Beispill eng Kéier gewisen, dass een da vläicht méi séier virukënnt. An dat soll een an den nächsten Debatten eng Kéier zréckhalen.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement*.- Ee Wuert nach iwwert déi vill Dossieren och vläicht an déi Leit, déi eng Wunneng sichen, fir och do vläicht iwwer nei Pisten emol eng Kéier ze diskutéieren.

Bis elo hu mer jo an eiser Mentalitéit och hei am Land, wa mer iwwer Promoteur-publicke schwätzen, d'Bild, dass de Promoteur public baut - Fonds du logement zum Beispill oder anerer -, fir duerno ze verlounen. Elo hu mer 2.500 Dossiere bei dem Fonds du logement.

Eng vun den Iwwerleeungen, déi een och eng Kéier kéint féieren, wär jo, well dat kéint zum Beispill dem Gesetz no och geschéien, mat deenen 2.500 Dossiere géif de Fonds du logement e Service kreéieren, fir fir déi 2.500 Leit op de Marché lounen ze goen.

Ech maachen Iech eng Kéier déi Rechnung, déi do hannendrusteet. 2.500 Dossieren. De Loyer moyen social vun engem, dee beim Fonds du logement lount, ass ëm déi 300 bis 350 Euro. D'Moyenne vum Loyer um Marché ass 950 Euro. Dat ass en Ënnerscheed vu 600 Euro. Ganz einfach gerechent, ouni dass dat elo vill Substanz hannendrun huet: 2.500 x 600 x 12 Méint, da si mer am Joer bei tëschent 15 an 20 Milliounen Euro.

Wann de Fonds du logement fir déi Leit eng Wunneng géif op de Privatmarché siche goen, dat hätt de Virdeel, dass déi dat professionell géife maachen, dass déi dat kéinte maachen. Dat wär vläicht eng Approche, déi ee sech sollt iwwerleeën.

Deen anere Wee wär jo, fir ze soen, et géif een d'Subvention loyer eng Kéier an d'Luucht setzen, op d'Héicht vun engem Loyer social erofrechnen, an dass dann een, deen am Moment muss eraus loune goen, dee jo schonn eng Subvention loyer kritt, dat mat engem Certificat kéint maachen. Ech géif awer do d'Pist besser fannen, dass een dat dann engem Professionelle géif ginn, fir och do Abusen ze verhënneren.

Ech mengen, et soll een all déi dote Saachen diskutéieren, och wéi ee mat Subsiden ëmgeet

fir de Privatsecteur, wéi ee méi Logement ka bauen, wéi ee kann an deem doten an der privater Hand virukommen. Do muss een iwwer Modeller diskutéieren, fir dass et awer och gerecht hiergeet an dass net deen ee par rapport zu deem anere besser do steet. An awer och haaptsächlech, wann ee Subsiden an de Privatsecteur gëtt, dass déi iwwer e long Terme gehale ginn als Logementen, déi sozial sinn, an dass se net mat Plus-valuen - datselwecht wéi beim Private vun éinescht - op de private Marché da kommen.

Terraine musse mer kréien, Baulandverträg sinn an der Prozedur. Dat ass ee vun deene Punkten. Mir kënnen iwwert d'Densificatioun an d'Héicht schwätzen, fir méi héich ze bauen. Mä wa mer iwwert d'Verdichtung no uewe bauen, da musse mer awer datselwecht diskutéieren, wéi mer et maachen, wa mer d'Bauperimeteren opmaachen.

Da musse mer eis jo och iwwerleeën: Wann haut een en Terrain huet, da kann deen den Ament, engem Bautereglement no, zéng Stäck an d'Luucht bauen, mat 80 Wunnengen insgesamt. An deem gi mer elo e bëssen d'Méiglechkeet, fir nach véier Stäck dropzesetze mat méi Appartementer. Da kann et jo net sinn, dass dann déi iewescht Appartementer och nach grad déi deierst ginn. An da musse mer also och do Weeër fannen, fir wann et do eng Ouverture gëtt fir Densificatiounen. Dass dann op eemol de Marché erëm dohinner fortleeft, dat ass jo déiselwecht Diskussioun, déi mer hunn, wann duerch administrativ Decisiounen erëm op eemol Benefisser generéiert ginn amplaz abordabele Wunnengsraum.

Ech géif zum Schluss vu menger Introduktioun hei eng Kéier op dat Dokument ze schwätze kommen, wat Der virun e puer Méint vu mir iwwerreecht kritt hutt. Do waren nääмlech ganz konkret Froen dran. An ech erwaarde mer jo haut, well dat ass jo am Fong d'Aufgab gewiescht, déi mer eis e bëssen zesumme ginn hunn, andeem Dir consultéiert hutt, matenee geschwat hutt... Do si jo ganz präzis Froen och dra gewiescht: Wat sinn déi nei Prozeduren, déi d'Parteie vläicht gesinn? Wou kann ee präzis u Prozedure schaffen, fir se méi einfach ze maachen? Wat sinn nei Propositiounen, fir géint d'Spekulatioun virzegoen? Wat si vläicht Är Propositiounen?, well dat jo Terme waren, déi an d'Gespréich koumen, wann iwwer Expropriatioun geschwat ginn ass.

Well ech mengen, wat mer eis jo net kënnen erlaben, dat ass, dass herno elo ee seet: „Jo, mat Expropriatioune sinn ech - oder meng Partei - ënner verschiddene Konditiounen d'accord!" Well dat „ënner verschiddene Konditiounen", dat muss awer dann ee mer e bësse méi präzis soen, well dat sinn déi Sonndesfloskelen. Well wann ee seet „ënner verschiddene Konditiounen" - fir de Jong däerf een en Terrain halen, mä fir den Neveu net; an „wann ech et awer un e gutt Wierk wëll ginn, wann ech mäi Liewe laang derfir geschafft hunn!" -, da musst Der mer dat awer definéieren! Well deen üübleche Saz „ënner verschiddene Konditioune si mer domadder d'accord", dee bréngt eis definitiv net weider. Dorënner kann ee sech näischt virstellen.

Dat zu de präzisen Informatiounen, déi gefrot sinn - an ech erwaarde mer dat jo haut vun der Debatt -, well se jo och esou virun e puer Méint schonn ausgedeelt goufen.

Wéi ass et mat neie Strukturen, neie Promoteur-publicken, neie Fongen, fir eventuell virzegoen? Alles an der Rei, mä déi zentral Fro, déi sech jo do hannendrustellt - an déi steet am Dokument -: Mir kënnen och nach fënnef Promoteur-publicke mat derbäigrënnen, mä et geet awer drëm, dass mer de Foncier kréien, dass mer Terraine kréien, fir dass mer déi kënne bebauen. Well hannendru kann een iwwer nei Finanzéierungsmodeller schwätzen.

An ech sinn net op de Modell agaangen, dee mer elo mat dem Pensiounsfong amgaange sinn, op d'Been ze setzen. Dat si jo alles Saachen, déi ee ka maachen. Mä d'Fro ass och - wann ee méi Promoteur-publicke schaaft oder seet: „Mir leeën déi alleguerten an eent" oder „d'Gemenge mussen ënnerstëtzt ginn" -, et geet drëm: Wéi kënne mer u Land kommen, fir dass déi dann och baue kommen?

Solle mer d'Perimeteren opmaachen?, ass eng vun de Froen. Wat fir eng präzis Prozedure solle mer verbesseren?, präzis Fro. Ech hoffen op präzis Äntwerten, déi mer haut de Mëtteg hei kënnen héieren an och diskutéieren. An dann natierlech och eng vun deene leschte Froen: Ass de Logement social een Zil u sech? Geet et drëms, dass ee fir 40 Joer doranner kann oder soll wunnen?

Ech hunn emol anekdotenhaft matgedeelt kritt, dass e Minister eng Kéier bei ee vun de Promoteur-publicken, engem, dee 40 Joer dra war, e Kaddo iwwerreeche gaangen ass! Gutt, dat ass jo eng Pist vläicht, wann deen e Blummebuttek kritt... e Blummebouquet, kee Buttek!

(Hilarité)

Ass dat d'Zil oder ass et eng Iwwergangsperiod, fir et herno erëm op e Marché ze kréien, deen à coût modéré ass, oder e fräie Marché? Wat ass do d'Zil hannendrun? A wouhinner wëlle mer goen?

Mir hunn e ganze Koup un Outilen, déi et den Ament gëtt. Déi kënne gezu ginn. Et si ganz vill präzis Froe gestallt an dem Dokument. Et goufe vill Initiativen an deene leschte Joren. Et ka just zesumme goen, soen ech jo ëmmer, iwwer Parteien ewech, iwwer Stat, national- a lokalpolitesch Gegebenheeten eraus. An ech mengen, dat wëlle mer jo haut de Mëtteg alles eng Kéier diskutéieren.

Mä ech erënneren drun, dass et eng Consultatiounsdebatt ass, déi d'Regierung jo och bei der Chamber ugefrot huet. Ech si sécher, Dir hutt och nach déi eng oder aner Remark oder Fro un de Minister, mä d'Haaptfroe sinn un d'Chamber an un d'Parteie gestallt. Ech sëtze mech dann dohinner, ech notéieren alles an ech freeë mech op e ganz interessanten Echange mat vläicht dann och deene konkreten Äntwerten op déi dote Froen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Marc Lies fir d'CSV.

Débat

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ma ech mengen, datt haut de Mëtten eng ganz, ganz wichteg Debatt ass. Dat dierft alleguerten de Leit hei am Haus kloer sinn.

Ech mengen, de Minister huet elo zum Schluss gesot, en erwaart sech Äntwerten op dat Dokument, wat virun e puer Méint ausgedeelt ginn ass. Ech wëll hei just eng Kéier rappeléieren, datt mer och schonn am Joer 2015 eng Debatt hei iwwert de Logement haten, wou och vusäite vun der CSV-Fraktioun eng ganz Partie Propose komm sinn. An ech mengen, mir hunn eis an deene leschte Wochen a Méint nach eng Kéier domat ausenanergesat, och mat deene Propositioune vun 2015, an déi vläicht och méi ausgedäitscht, fir pragmatesch Pisten ze fannen, a wat fir eng Richtung datt et hei am Land, wat de Logement ugeet, dann an Zukunft ka goen.

Ech mengen, et ass eis alleguerte bewosst, datt d'Problematik ronderëm de Logement een Dauerbrenner ass, an dat zanter Joren, jo souguer zanter Jorzéngten! An de vergaangene Jore goufen och vill Akzenter respektiv Hëllefen en place gesat vun deene jeeweilege Regierungen. Leider sollten dës Mesuren ëmmer nees verpuffen an hunn net dozou gefouert, datt d'Präisser agedämpt konnte ginn. D'Präisser gi monter weider an d'Luucht a bewege sech zurzäit a schwindelerreegenden Héichten, déi et ville Leit praktesch onméiglech maachen, sech um fräie Maart nach eng Wunneng kënnen ze kafen.

Beim Verkaf vun Haiser an Appartementer sinn d'Präisser zanter Enn 2013 bis dat zweet Trimester 2017 ëm 20% an d'Luucht gaangen. D'Locatiounspräisser sinn am selwechten Zäitraum bei den Appartementer ëm 22% a bei den Haiser ëm 20,5% an d'Luucht gaangen.

Dës Regierung ass virun enger Rei vu Joren net midd ginn ze behaapten, datt de Logement eng absolutt Prioritéit genéisst. Am État de la nation 2014 seet de Premier Bettel: „Esou wäert de Stat an deenen nächste Joren am Ganzen iwwer 10.000 Wunnenge bauen oder zum Deel finanzéieren, woubäi ee groussen Deel fir de Locatif reservéiert ass." Zéie mir Bilan, da wäerten an dëser Legislaturperiod ëm 2.000 Wunnenge mat Hëllef vum Stat iwwert d'Aide au logement gebaut gi sinn, dovu 735 Studentewunnengen a 572 sozial Mietwunnengen.

De Fonds du logement huet zanter 2014 bis 2016 inclus 225 Wunnenge gebaut. Minusrekord stellt d'Joer 2016 mat 19 fäerdeggestallte Wunnengen duer. 292 Wunnenge sinn zanter 2017 am Bau, dovu ginn 59 Mietwunnenge gebaut a 55 Studentewunnengen, an 178 Wunnenge sinn dovu fir d'Vente. Dat mécht een Taux vu 64% fir d'Vente aus. Rechent een dat zesummen, huet de Fonds du logement zanter 2013 bis 2018 inclus am Ganze 517 Wunnenge gebaut.

Vun der ugekënnegter Offensiv beim Bau vu soziale Mietwunnengen ass heibäi net allze vill ze gesinn! D'SNHBM huet hir Efforten iwwert déi lescht Jore gesteigert a wäert Enn vun dëser Legislaturperiod op ëm 770 Wunnenge kommen, déi tëschent 2014 an 2018 gebaut gi sinn.

Wann een all dës Zuelen nüchtern analyséiert, da si mir wäit vun deenen 10.000 Wunnenge fort, déi de Statsminister ëmmer nees vollmundeg annoncéiert huet. Fakt ass, datt dës Regierung Feeler bei der Ëmstrukturéirung vum Fonds du logement gemaach huet. Fakt ass, datt allgemeng mat groussspuregen Annoncë keng Ännerungen oder Verbesserunge kommen.

(Interruption)

E bësse manner Gepolters a méi Bescheidenheet wier bei dësem wichtege Sujet ubruecht gewiescht.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV).*- De Logementsproblem ass net op een einfache Knappdrock ze léisen. Dëst ass ee Constat, an ech mengen, mir sinn eis alleguer an dësem héijen Haus eens, datt op der Säit vun der Offer, dat heescht souwuel op der Säit vun der privater Offer wéi och op der Säit vun der ëffentlecher Offer, méi muss geschéien.

Et stellt ee fest, datt an deene leschte Joren nom Peak aus dem Joer 2008 mat 4.444 fäerdeggestallte Wunnengen an dem Ofrutsche vum Bau vu Wunnenge wärend der Finanz-, Wirtschafts- a Scholdekris nees méi Baugeneemegungen ausgestallt ginn an datt och nees méi Wunnenge fäerdeggestallt ginn.

Dëst huet awer net dozou gefouert, datt d'Präisser sech stabiliséiert hätten. Bien au contraire! Opgrond vun der grousser Nofro si Präisser vun 8.000 Euro de Meter carré an deelweis Präisser, déi wäit doriwwer erausginn, keng Ausnam méi.

Un den Hëllefen, déi de Stat Joer fir Joer zur Verfügung stellt respektiv ausbezuelt, dierft et och net leien. Mat ronn enger hallwer Milliard, déi de Stat Joer fir Joer bäisteiert, misst jo eppes um Marché ze maache sinn. Dës Hëllefe misste vläicht méi konzentréiert ginn a spezifesch a verstäerkt a verschiddene Beräicher wéi der Acquisitioun vun Terrainen an der Schafung vu subventionéierte Wunnengen oder dem Bau vu soziale Mietwunnengen agesat ginn.

Ech wëll elo net méi spezifesch op d'Situatioun hei am Land, wat eis Croissance vun der Populatioun an eis dach enorm Wirtschaftsleeschtung ugeet, agoen.

Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt a mengem Exposé, wéi ech et virdru scho gesot hunn, verschidde pragmatesch Pisten opzeechnen, déi ech Iech hei am Numm vun der CSV-Fraktioun wéilt virdroen. Schwéierpunkt wär et hei, sech op ee Wunnengsbauprogramm an eise Gemengen ze konzentréieren.

Wat wär dat als éischte Punkt? Ganz kloer - an ech mengen, dat ass den Haaptproblem, dee mer hunn - d'Terrainen, d'Acquisitioun vun den Terrainen, duerno Planifikatioun a Viabilisatioun vun dësen Terrainen an drëttens Exploitatioun a Gestioun vun de Wunnengen, déi gebaut sinn.

Ech hat am Numm vun der CSV-Fraktioun an der Debatt iwwert de Logement am Juni 2015 schonn 13 verschidde Pisten opgezeechent, deenen ee konsequent misst nogoen.

Ech wéilt dësen Exercice nach méi kloer ëmräissen a pragmatesch Pisten opzeechnen, wéi dëse soi-disant Masterplan ze erstellen an och ëmzesetze wier.

Et gëtt vusäite vum Logementsministère, souwuel vun dësem Logementsminister wéi och vun de viregte Logementsministeren, ëmmer nees drop verwisen, datt bei de Gemengen dat gréisste Potenzial läit, fir aktiven ëffentleche Wunnengsbau ze bedreiwen. De Stat legiferéiert an an de Gemenge spillt d'Musek, esou kéint een de Constat maachen.

Eis Gemengen hunn eng grouss Autonomie, wat d'Entwécklung vun hirer Gemeng ugeet. Dëst ass och gutt esou a mécht d'Gemengen nieft dem Stat zu enger zweeter wichteger Instanz an eisem Land. Elo ass et awer leider esou, datt opgrond vun der Gemengelandschaft an der Gréisst vun deene jeeweilege Gemengen net all Gemeng déiselwecht Méiglechkeeten huet, wat beispillsweis d'Finanzkraaft oder awer och d'Personalkraaft ugeet. Aus dësem Grond ass et wichteg, datt sech d'Gemengen zesummendinn, fir eben dës Masse critique ze schafen, wou si Méiglechkeete kréien, deem dach groussen Aufgabeberäich, deen u si gestallt gëtt, nozekommen.

D'Territorialreform oder d'Landesplanung spillen heibäi eng wichteg Roll, wéi mir eis weiderentwéckele wëllen oder sollen. Datt d'Ëmsetzung heivun net esou einfach ass, dat dierft zwëschenzäitlech jiddwerengem heibanne kloer sinn.

Ech wéilt zréck op de Wunnengsbauprogramm an de Gemenge kommen, wou et drëm geet, Step by Step déi jeeweileg Moossnamen ze ergräifen, fir an Zukunft méi Offer an all Beräich vum Wunnengsmaart ze schafen. Datt sech dëst net mat engem einfachen Handschlag realiséiere léisst, dierft och kloer sinn. Et geet awer elo drëm, fir alleguer déi rechtlech a gesetzlech Dispositiounen, déi et ginn, ze bündelen an eng uniform a kohärent Struktur ze géissen, fir dem Challenge Wunnengsbau a Wunnengsmaart entgéintzewierken.

Mat dem éischte Step, dem Opkafe vun Terrainen, geet et natierlech bei all Projet un. De Stat oder d'Gemengen hunn net genuch Baulandreserven: Dat ass deen éischte Constat, deen ze maachen ass. Datt an de kommende Joren, Jorzéngte verschidden Industriebroochen, déi zwëschenzäitlech am Besëtz vum Stat, de Gemengen oder verschiddene Promoteurs publics sinn, valoriséiert a bebaut ginn, ass natierlech ze begréissen. Oppasse muss ee bei dëse Projeten awer, datt déi sozial Mixitéit net verluer geet! Ee gesonde Mix tëschent Commerce, ëffentlechen Ariichtungen, Gréngflächen, subventionéiertem Wunnengsbau, sozialem Mietwunnengsbau an awer och private Wunnenge wär dréngend urotsam, soudatt eng Ghettoiséierung ausgeschloss ka ginn.

An der Regel sollt an eise Gemengen eng kohärent a konsequent Duerchmëschung vun alle Populatiounsschichten ugestrieft ginn. Dat suergt fir eng sozial Kohäsioun an och fir déi néideg Integratioun.

Beim Erstelle vun neie PAPe sollt déi ëffentlech Hand konsequent derfir suergen, datt dësem soziale Mix och Rechnung gedroe gëtt. Mat der Applikatioun vun 10% Bruttogeschossfläch fir Logement à coût modéré bei PAPen iwwer 25 Wunnenge kann ech, éierlech gesot, net vill ufänken. Firwat gi mir net méi wäit a soe beispillsweis, datt dës 10% Bruttogeschossfläch un d'Gemeng, de Stat oder ee Promoteur public mussen zu engem adequate Präis verkaaft ginn? Wann ee kuckt, datt zanter Oktober 2008 eng 88 Konventiounen ofgeschloss gi sinn an datt hei eng 830 Wunnenge konnte gebaut ginn, dann ass dat sécher schéin a gutt. Wat heescht dat dann awer an der Praxis?

Ech kann Iech et soen! Dës 830 Wunnenge goufen an der Moyenne 20% ënnert dem Maartpräis vum fräie Maart ouni Bail emphytéotique verkaaft. Hei ass net nohalteg agéiert ginn. Hei hunn 830 Acquereuren amplaz vun haut beispillsweis 8.000 Euro de Meter carré just 6.000 Euro de Meter carré bezuelt. Meng Fro un d'Chamber: Ass dat sozial an ass dat nohalteg?

Här Minister, ech ginn Iech e Beispill vun enger Gemeng, déi ech besser kennen, wou genau dës 10% vun de Proprietairen am Kader vun engem Remembrement urbain opkaaft gi sinn, fir heimat 85 Wunnengen ze bauen. 56 Wunnenge ginn iwwer Bail emphytéotique zu engem Prix moyen vun ëm 3.000 Euro de Meter carré verkaaft. D'Gemeng bleift bei dëser Applikatioun ëmmer Proprietaire vum Terrain a kann esou derfir suergen, datt no e puer Generatiounen dës Terrainen nees nei valoriséiert kënne ginn. D'Virkafsrecht vun de Wunnenge leeft genausou laang wéi de Bail emphytéotique op 99 Joer. Déi reschtlech Wunnenge ginn als sozial Mietwunnenge gebaut. All dës Wunnenge verstreeë sech iwwert dee ganze PAP, wou am Ganze knapps 400 Wunnenge solle gebaut ginn. De soziale Mix ass soumat assuréiert.

Ech wéilt a mengem Exposé och verstäerkt op de Remembrement urbain agoen, well dës Form vun Ëmsetzung vun neie PAPen ënnert der Leedung vun der Gemeng - wuelverstanen: ënnert der Leedung vun der Gemeng! - derfir suergt, datt de soziale Mix, wéi elo just beschriwwen, realiséiert ka ginn. Am Kader vum Projet de loi 7139, wou et ëm d'Modifikatioun vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain geet, ass vläicht constatéiert ginn, datt net genuch op dëse Remembrement urbain zréckgegraff ginn ass. Datt nei Piste mussen ugaange ginn, fir deem verstäerkt Rechnung ze droen, ass fir mech déi richteg Iwwerleeung.

Fir d'Gemenge verstäerkt mat an d'Boot vun esou enger Demarche ze kréien, ass et wichteg, datt déi richteg an déi néideg Uspriechpartner derfir do sinn. Aus eegener Erfahrung kann ech lech soen, datt et eng Herkulesaufgab ass, Dosende vu verschiddene Proprietairë vun dëser Approche ze iwwerzeegen. Et geet drëm, d'Leit mat an d'Boot ze huelen a Confiance opzebauen, fir e kohärenten an duerchmëschte Städtebau ze assuréieren.

Den Opbau vu Vertrauen an déi konsequent Applikatioun vun der Regel, datt jiddwereen déiselwecht Rechter, duerfir awer och déiselwecht Flichten huet, ass den A an den O vun dëser Aarbecht. Wann ech virdru vun unifor-

men a kohärente Strukture geschwat hunn, da wéilt ech heimat am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Propos maachen, wéi esou eng Struktur kéint ausgesinn.

Mat dem Projet de loi iwwer eng national Wunnengsbaugesellschaft, d'SNDU, hat de Marco Schank als deemolege Wunnengsbauminister Enn 2012 schonn dee richtegen Usaz. Dës Struktur kéint een an dräi verschidde Cellulen ënnerglidderen, déi entweder iwwert de Stat, also iwwert de Ministère du Logement, en place gesat kéinte ginn oder awer iwwer eng Gesellschaft de droit privé, wou de Stat an aner ëffentlech Instanze wéi beispillsweis och de Pensiounsfong Aktionär kéinte ginn.

Déi zweet Approche wier heibäi sécherlech déi sënnvollsten an och effikasste Form, fir mam Tempo um Immobiliemaart kënne Schrëtt ze halen. Leider gouf et bei der Reform vum Fonds du logement verpasst, nei a vill méi konsequent Weeër ze goen, fir spezifesch de Gemengen eng Logistik zur Verfügung ze stellen, fir de subventionéierten a soziale Wunnengsbau an de jeeweilege Gemengen unzekuerbelen. Dëst stoung ënner anerem och am Koalitiounsaccord vun dëser Regierung.

Wéi kéint dës Struktur ausgesinn? Wéi bei all Betrib muss natierlech eng hierarchesch Struktur opgebaut ginn, wou et awer ze vermeide gëllt, ee Waasserkapp ze schafen. Pragmatismus an Emsetzungswëlle mussen d'Schlagwierder sinn, fir zesumme mat de Gemengen, dem Stat, de private Proprietairen, den ëffentlechen a private Bauträger zu engem Weiderdenken an zu enger verstäerkter Emsetzung vun ëffentleche Bauprojeten ze féieren. D'Käraufgabe léiche bei:

éischtens, enger Cellule d'acquisition, déi sech ëm den Opkaf vun Terraine këmmert;

zweetens, enger Cellule d'urbanisation et de réalisation de projets;

drëttens, enger Cellule administrative et de gestion des biens immobiliers.

Mir brauche méi ëffentlech Akteuren um Immobiliemaart. Dëst ass ee Fakt. Datt zurzäit d'SNHBM ganz aktiv beim Bau vu Wunnengen ass, ass extrem erfreelech. Bedauerlech ass leider, datt deen anere groussen Akteur, de Fonds du logement, an deene leschte Méint méi negativ Schlagzeile geschriwwen huet, wéi datt e Wunnenge gebaut huet.

Mir sollten awer no vir kucken an eis iwwerleeën: Wéi kënne mir d'Schiflag, wat de Wunnengsbau ugeet, contrecarréieren? Firwat net de Fonds du logement spezifesch mam Bau vu soziale Mietwunnenge betrauen? Heimat wier den „core business" vum Fonds du logement kloer ëmrass mam Bau an der Gestioun vu soziale Mietwunnengen. Wunnengen, déi dach esou drénglech gebraucht ginn, wann een d'Statistike kuckt, wéi vill Prozent vun de Menagen iwwer eng sozial Mietwunneng an eisem Land verfügen.

D'SNHBM kéint sech beispillsweis just ëm de Bau vu subventionéierte Wunnenge këmmeren, déi fir de Verkaf sinn. Och hei sollt awer méi nohalteg agéiert ginn, wat wëllt heeschen, datt nieft dem Bail emphytéotique op 99 Joer och d'Virkafsrecht vum Promoteur public soulaang wéi nëmme méiglech soll lafen, am Idealfall natierlech och op 99 Joer.

Esou ass nohalteg assuréiert, datt dës Wunnengen ëmmer nees un de Promoteur public zréckverkaaft ginn an nees aner Leit, déi ënnert d'Aide au logement falen, vun dëser Wunneng kënne Gebrauch maachen.

Bei de grousse Projeten zu Woltz oder zu Diddeleng kéinten de Fonds du logement, d'SNHBM an d'Privatwirtschaft fir ee soziale Mix suergen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës nei complementaire Struktur wier als Bindeglied tëschent ëffentlechen a private Bauträger souwéi tëschent dem Stat an de Gemengen ze gesinn. Et geet drëm, d'Beméiunge beim Bau vu subventionéierten a sozial Mietwunneng besser ze koordinéieren an d'Emsetzung heivun ze beschleunegen an natierlech méi Offer ze schafen.

Firwat sech net een Zil fir déi nächst Jore setzen, wou beispillsweis iwwer 20% vun all de Wunnengen, déi jäerlech op eisem Maart fäerdeggestallt ginn, aus dem soziale Beräich kommen, a beispillsweis eng Proportionalitéit vu 50% fir d'Vente iwwert de Bail emphytéotique an och 50% fir sozial Mietwunnengen ustriewen?

Et muss fir eis Gemengen natierlech een zousätzlechen Incentive geschaaft ginn, fir dës Ziler kënnen ze erreechen. Bei der Reform vum Pacte Logement kéint zum Beispill dës Applikatioun geltend gemaach ginn, wann et ëm d'Ausbezuele vun de staatlechen Zouwendunge geet. Dës Klausel kéint och beim Fonds de dotation globale des communes, dem FDGC, verstäerkt ugewannt ginn.

Déi allgemeng Prozedure maachen eis extrem Suergen. Mat dem aktuellen Text iwwert d'Naturschutzgesetz gi verschidden administrativ Vereinfachungen erreecht. Et mussen awer nach zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir méi schnell beim Baurecht virunzekommen.

D'CSV steet zum Prinzip vun der Kompenséierung iwwert de Wee vun den Ökopunkten an och den Ökokonten. Allerdéngs sollt innerhalb vum Perimeter keng allgemeng Flicht fir d'Kompenséiere bestoen. D'Bauschuttdeponië maachen eis zurzäit och vill Suergen, well einfach net genuch Capacitéiten do sinn. Doduerch, datt an d'Ausland transportéiert muss ginn, ginn d'Präisser och alt nees eng Kéier an d'Luucht.

Een anere Problem, deen heibäi unzeschwätzen ass, ass dann awer och d'Gier bei de Promoteuren, där keng Grenze gesat sinn. Aus eegener Erfahrung kann ech Iech soen, datt eng Abberzuel vun Demanden, fir ze bauen, op der Gemeng regelrecht an d'Poubelle wanderen, well d'Promoteure respektiv dann d'Architekte sech einfach emol keng Méi méi maachen, ze kucken, wat da reellement och am Bautereglement vun der Gemeng steet.

An duerfir: Et geet just ëm d'Profittmaximéierung! Et geet drëm, esou vill wéi méiglech Meter carré ze erreechen. An ech mengen, do geet et och drëm, kloer Linnen ze zéien an den Architekte respektiv de Proprietairen oder Promoteure kloer ze soen: Et geet bis dohin a fäerdeg!

Elo awer zréck zum Essenziellen an zu eise Proposen. Fir ee Projet awer kënnen ze realiséieren, musse mir ganz vir ufänken, an dat ass beim Uschafe vun den Terrainen. D'Gemengen di sech oft schwéier, fir dëse Wee konsequent ze goen, an dat aus verschiddene Grënn. De finanzielle Volet ass sécherlech ee Grond. D'Weiderféierung vun engem Projet no enger Acquisitioun ass een anere Problem, well vill Gemengen déi néideg personell a logistesch Méiglechkeeten einfach net hunn, fir esou ee Projet vu vir bis hanne kënnen auszeschaffen.

D'Cellule des constructions d'ensembles am Logementsministère geet heifir net duer. Dës Cellule huet eng méi administrativ Tâche, fir d'Projeten ze erfaassen an déi jeeweileg Konventioune mam Stat ze erstellen. Datselwecht gëllt fir d'Cellule de coordination, wou all staatlech Instanzen hiren Avis zu engem Bebauungsplang ginn.

Datt net genuch am Beräich vun de Gemengen ëmgesat ginn ass, leeën d'Chifferen an awer och d'Statistiken aus de vergaangene Joren duer. 56 Gemengen, also knapps d'Halschent, hu bei de Constructions d'ensembles Projeten eragereecht. Iwwer sechs ganzer Jore sinn 83,83 Milliounen iwwert d'Konventiounen ausbezuelt ginn. Dat geet einfach net duer!

Den Immobiliemaart an notamment d'Acquisitioun vun Terrainen ass knallhaart. Et streide sech vill Akteuren ëm dat dach zwëschenzäitlech extrem wäertvollt Gutt Terrain oder Bauland. An esou enger Cellule d'acquisition musse Profien zu Wierk goen. Leit, déi de Maart genau kennen an déi genau wëssen, wéi een dee jeeweilege Proprietaire vun engem Verkaf vu sengem Terrain kann iwwerzeegen. De Stat oder eng Gemeng kann hei op ganz aner Argumenter zréckgräifen, wéi dat am Fall vun engem private Promoteur de Fall ass.

Dës Persoun muss Kenntnisser iwwert de Wunnengsmaart am Allgemengen hunn, muss awer och d'Strategie vun der Gemeng iwwer hir Weiderentwécklung kennen a sollt am Steierrechtlechen och déi néideg Sachkenntnis matbréngen.

Dës Aufgabe sinn haut engem Buergermeeschter, engem Schäffen oder eventuell nach engem Gemengesekretär oder Techniker virbehalen. Datt dat op Dauer an iwwerhaapt an der Regel net ka klappen, schéngt evident. Mat der Schafung vun esou enger neier Struktur kéint mat de Gemengen zesummen ee Masterplan iwwert d'Emsetzung vun ëffentleche Bauprojeten erstallt ginn. Dës Struktur kéint och a regionalen Ulafstelle jee no Bedarf ënnergliddert ginn. Mä et sollt een einfach emol méi kleng ufänken.

Een anere Wee, fir u Baulandreserve fir d'ëffentlech Hand ze kommen, ass d'Ausweisung vu prioritären Entwécklungsgebidder iwwert de Plan sectoriel «Logement». Bei der Ausweisung vun dësen Zonen, déi bis dato nach als Zone verte klasséiert sinn, muss de Prozentsaz iwwert de gängegen 10% fir Logement à coût modéré leien, déi zurzäit am Pacte Logement stinn.

Och sollt d'Gesetz hei ugepasst ginn an d'Cessioun vun dësen Terrainen un de Stat oder un d'Gemeng iwwer ee Prix du marché virum Ëmklasséiere festgeluecht ginn. D'Applikatioun vun enger Konventioun iwwert de Logement à coût modéré hëlleft der Allgemengheet nohalteg net virun.

Wat déi zukünfteg Ëmsetzung vu Baulandverträg ugeet, woen ech ze bezweifelen, datt dëst an der Realitéit wäert fonctionnéieren, wann et ëm Lotissementspläng geet, wou méi Proprietairë mat am Spill sinn. Handelt et sech ëm een eenzege Proprietaire, dann ass dat eppes anescht. Wann een awer ee kohärenten Urbanismus an eng kohärent Siidlungspolitik wëllt bedreiwen, da sinn oft vill méi ënnerschiddlech Proprietairë mat am Spill.

Hei wéilt ech de Remembrement urbain a senger jëtzeger Form dann och mat an d'Spill bréngen, souwuel wat d'Baulandreserve fir d'ëffentlech Hand ugeet, a wéi eng Gemeng am Zesummespill mat der Propos vun engem zousätzlechen ëffentlechen Akteur, dee fir eng verbessert Koordinatioun a Kommunikatioun soll suergen, kéint ausgesinn. Am Erstelle vun engem gemeinschaftleche Masterplan fir den ëffentleche Wunnengsbau an der jeeweileger Gemeng kéint op allen Niveauen zesummegeschafft ginn. Eng soi-disant Taskforce kéint méi Informatioun, Kommunikatioun an Transparenz an dësen dach wichtege Beräich vum Wunnengsbau bréngen.

Ech wéilt dem Minister am Fall vum Remembrement urbain, wat eng komplex a sécherlech och laangwiereg Prozedur ass, gär mat op de Wee ginn, datt dëst awer méiglech ass. De Minister Hansen war Enn September 2017 um éischte Spuetestéch an der Gemeng Hesper, wou genau esou ee Remembrement urbain, dee vun der Gemeng initiéiert ginn ass an elo ënnert der Federführung vun der Gemeng och ëmgesat gëtt, realiséiert gëtt. An den nächste Jore ginn esou iwwer 400 Wunnengen op enger Fläch vu bal 11 Hektar gebaut. Ënn vun dësem Joer geet et mam Bau vu 85 Wunnengen am subventionéierten a soziale Beräich lass.

Et hätt déi Gemengeresponsabel gefreet, wann de Minister sech op dësem Dag méi mat dësem Projet a mam Remembrement urbain en tant que tel ausenanergesat hätt, well menges Wëssens schaffen nach aner Gemengen och un esou engem äänleche Projet. Ech kucken hei op de Kolleeg Kox, deen als fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Réimech wärend Joren och un esou engem Remembrement urbain geschafft huet, an awer och eng aner Gemeng, wou ech weess, datt zum Beispill zu Nidderaanwen ganz aktiv un esou engem Remembrement urbain geschafft gëtt an dee scho relativ wäit fortgeschratt ass.

Am Projet de loi 7139 soll de Remembrement urbain oder de Remembrement à l'amiable duerch ee Remembrement ministériel ergänzt ginn.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Lies? Pardon, Här President, däerf ech den Här Lies eppes froen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, wann den Här Lies domat d'accord ass.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech wollt dat jiddefalls hei ausdrécklech begréissen, dass d'Gemengen dat Instrument vum Remembrement urbain notzen. An ech wëll hei awer och kloer soen, dass dat och an Zukunft méiglech ass. De Remembrement urbain à l'amiable gëtt net ofgeschaaft. Et ass keen, deen dorun denkt.

M. Marc Lies *(CSV).*- Dat hunn ech och guer net gesot.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Mä gutt! Mä ëmsou besser.

M. Marc Lies *(CSV).*- Dir musst mer nolauschteren, Här Kersch!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Mä ech hu jo nogelauschtert!

M. Marc Lies *(CSV).*- Lauschtert! Dir ënnerbriecht mech! Dir stellt gär eng Fro!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Neen, ech wollt Iech begléckwënsche fir déi Initiativ, déi Der geholl hutt, an och alleguerten déi aner Gemengen.

M. Marc Lies *(CSV).*- Mä, Här Kersch, wann Der nogelauschtert hätt, genau deen nächste Saz, deen elo kënnt, begléckwënscht Iech, datt e Remembrement ministériel soll op de Wee bruecht ginn. Duerfir - wéi gesot, Dir hutt mech ënnerbrach -, hätt Der ee Moment méi laang gewaart, dann hätt Der dat och matkritt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- E konnt et net erwaarden.

M. Marc Lies *(CSV).*- E konnt et net erwaarden.

(Interruption)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Oh, ech hunn där, ech hunn där!

M. Marc Lies *(CSV).*- Voilà! Am Projet de loi 7139, wéi ech elo just gesot hunn, ass de Remembrement à l'amiable duerch ee Remembrement ministériel ergänzt ginn. D'Iwwerleeung ass sécher richteg, am Fall, wou et op friddlechem Wee net virugeet, eng Schëpp vusäite vum Stat unzeleeën. An éischter Instanz sollt awer mat all de Proprietairen am Beräich vum zukünftege Lotissementsplang gekuckt ginn, fir eng Léisung ze fannen.

Dëst kéint an Zukunft am Zesummespill mat der Gemeng, der Cellule d'urbanisation et de réalisation de projets vun der neier, nach ze schafender Struktur, engem Geometer an engem Bureau d'urbanisation iwwer Workshoppe mat de Proprietairen op Initiativ vun der jeeweileger Gemeng gemaach ginn.

Sollt sech erausstellen, datt mat deem engen oder anere Proprietaire keen Accord iwwer eng Convention de remembrement ze fannen ass, da muss de Minister tranchéieren. Datt jiddwer Proprietaire op senger initialer Parzell herno baue kann, dat dierft an der Praxis sécherlech schwéier ginn. D'Iddi, fir am Kader vum Remembrement eng zentral geleeë Parzell, wou de Proprietaire net wëllt matmaachen, op de Rand vum neie Lotissement ze leeën, ass eng begréissenswäert Approche. Vläicht kéint och souguer de Bail emphytéotique an dësem Fall mat an d'Spill bruecht ginn.

Beim Remembrement ass de Grondsteen vum Geléngen, Vertraue schafen, de Solidaritéitsprinzip an d'Gläichbehandlung, onbedéngt wichteg. Wéi virdru scho bemierkt, geet et och beim Remembrement urbain drëm, ee kohärenten Urbanismus mat engem soziale Mix, engem Mix un Aktivitéiten, ëffentlechem Raum an enger héijer Liewensqualitéit ëmzesetzen. D'Duerchmëschung mat privaten an ëffentleche Bauträger deet esou engem Lotissement gutt a grenzt keen aus.

Virun deenen éischten Demarchë muss déi jeeweileg Gemeng sech zesumme mat hiren Urbanisten a Geometeren eens ginn iwwert d'Areal, wat lotisséiert soll ginn, a wat fir eng Baudicht pro Hektar soll applizéiert ginn. Mat enger Levée cadastrale an topographique kann deen éischte Croquis, wéi de Projet urbanistesch kéint ausgesinn, erstallt ginn. Iwwer esou ee Masterplan kéint dann och d'Cellule d'urbanisation vun der neier Struktur mat agebonne ginn an déi jeeweileg Demarchen an Ofstëmmung mat der Gemeng, den Urbanisten an de Geometere bei de Proprietairë maachen. Mat Vertrauensbildung an dem Matabanne vun de Proprietairen iwwer eventuell Workshoppe ka vun Ufank un och Damp aus dem Kessel geholl ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Struktur an d'Zentralitéit vun deene jeeweilege Gemengen an Uertschafte muss vun de Gemengen am Kader vun der Refonte vum PAG an eventuell duerno iwwer punktuell Modifikatiounen op landesplanerescher Basis ëmgesat ginn.

An zentraler Lag mat enger gudder Ubannung un den ëffentlechen Transport muss natierlech méi dense gebaut ginn. Hei ass et och wichteg, datt méi kleng a méi adequat Wunnformen, déi deenen haitege Gegebenheeten entspriechen, realiséiert ginn. Um Immobiliemarché ass eng grouss Demande fir kleng Strukturen, beispillsweis ëm 40 Meter carré, wou dee kompletten Equipement virzefannen ass mat Sanitäranlagen, Kichen, Living a separatem Schlofberäich.

Wann dëser Wunnformen a gréisser Komplexer entstinn, da gëtt och Drock op de Beräich vun de Chambres meublés oder Kaffiszëmmere gemaach, déi dach des Éfteren extrem schlecht equipéiert sinn an oft net méi de sanitären, hygieneschen a sécherheetstechneschen Oplagen entspriechen, net ze sprieche vun enger deelweiser Ausbeutung vun deene schwächste Leit an eiser Gesellschaft.

Ech si frou doriwwer, datt de Logementsminister dësem Malaise wëllt iwwer eng Responsabiliséierung vun de Proprietairen entgéintwierken. Ech hat och genau dës Virstellung schonn an deem leschten Debat Logement 2015, wou et drëm gaangen ass, fir d'Proprietairë méi ze responsabiliséieren. Wann eben déi sanitär respektiv hygienesch oder Sécherheetsoplagen net méi erfëllt sinn, datt de Proprietaire dann och muss derfir opkommen, wann d'Leit ebe musse relogéiert ginn.

Dem Beräich vun der Colocatioun a Souslocatioun kéint een heimat och entgéintwierken, steet dës Form vun Exploitatioun vu Wunnengen dach op ganz wackelege Féiss. Eng Upassung vum Gesetz wier hei dréngend urotsam. An dësem Kader muss d'Politik och Äntwerte ginn op d'Wunnengsnout bei deene Jugendlechen. Eng ganz Rëtsch Jugendlecher sinn op Hëllef ugewisen, well se duerch deen een oder

anere Grond hiert Elterenhaus wëllen oder musse verloossen. Et feelt notamment awer och an dësem Beräich un den néidegen Infrastrukturen. Haiser vu betreitem Wunnen, wou de Jugendlechen Hëllef fënnt, mussen an den nächste Jore verstäerkt ëmgesat ginn. Hei ginn et och Beispiller vu Gemengen, déi schonn op dee Wee gaange sinn.

Nei Wunnforme wéi de kooperative Wunnengsbau oder dat intergenerationellt Wunne mussen an de kommende Joren och méi an d'A gefaasst ginn. Et feelt eis leider och u soziale Strukturen, fir déi Leit ze hebergéieren, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn. Ech mengen, dat gesäit een elo dëser Deeg dobausse mat där fuerchtbarer Keelt, wou nawell verschidde Leit op der Strooss wunnen. Do missten an Zukunft nach méi Strukturen an déi Richtung geschaaft ginn. Hei leeschte verschidde sozial Akteure wéi d'Caritas, d'Croix-Rouge oder d'Stëmm vun der Strooss an awer och anerer eng ganz wäertvoll Aarbecht um Terrain.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Problem ass sécherlech deen, datt vill ze vill Parzellen an eise Lotissementer net bebaut sinn. Heifir ginn et eng sëllechen Ursaachen a Grënn, déi een ëmmer nees vusäite vun de Proprietairen héiert, firwat si hir Bauplaz net wëlle valoriséieren. Eng vun den Äntwerten ass ëmmer déi: Ech brauch d'Suen net, op der Bank kritt een näischt fir seng Suen. Eng aner Äntwert ass déi: Ech halen dës Terraine fir meng Kanner oder meng Enkelkanner. Dës Grënn sinn och verständlech an och novollzéibar.

Mam Baulückeprogramm ass ee Constat vun der Situatioun gemaach ginn, wat sécherlech sënnvoll war. Heimat eleng kommen dës Terrainen awer net op de Maart. Wat fir Bewegung gesuergt huet, ass d'Applikatioun vun der Halbéierung vun der Plus-value, déi och nach eng Kéier bis 2018 verlängert ginn ass.

Kuckt een iwwert d'ganzt Land, wat d'Berechnung vun der Grondsteier, de B6 „Terrains à bâtir à des fins d'habitation", ugeet, dann ass dat schonn ee relativ desastréist Bild, wat een hei virfënnt. Mat engem niddregsten Taux vun 235 an engem Héchstwäert vun 1.500 fënnt een dës Applikatioun an de Gemengen zréck. De Pacte Logement gesäit vir, datt d'Terraine separat kënnen taxéiert ginn. Hei mussen an de kommende Joren nei Akzenter gesat ginn.

D'CSV plädéiert hei fir eng national harmoniséiert Besteierung vun den Terrainen, déi net bebaut sinn. Wéi sech eng Gemeng wëllt weiderentwéckelen, steet ënnert der Verantwortung vun deem jeeweilege Gemengerot. Mat dem Turbowuesstum, dee mir zurzäit kennen, stellt sech natierlech d'Fro: Wéi sollen oder wéi kënne mir eise Wuesstum an eise Gemengen an Zukunft kontrolléieren oder besser steieren? Dat ass eng Gretchefro, op déi et schwéier ass, eng Äntwert ze ginn oder ze fannen.

Fakt ass, datt mir viru wuesse mussen, fir eise soziale System kënnen ze erhalen an och ze finanzéieren. Eis Gemenge mussen awer Äntwerten op hir Weiderentwécklung, op hir Gestaltung an hire soziale Mix ginn. An Zäiten, wou d'Verkéiersopkommen an d'Mobilitéitsproblemer eis all Dag virun Ae gefouert ginn, huet dës Weiderentwécklung mat engem richtege Spagat ze dinn.

Wéi ech virdru schonn erläutert hunn, brauche mir een Zesummespill tëscht ëffentlechen a privaten Akteuren. Stat, Gemengen, ëffentlech a privat Promoteuren a Constructeure musse méi enk zesummeschaffen. Mir musse couragéiert un engem Paradigmewiessel, wat den ëffentleche Wunnengsbau an eise Gemengen ugeet, schaffen. Mir brauchen ee Masterplan mat all den Akteuren, déi dësen Challenge uginn.

Wa mir vu soziale Mietwunnenge schwätzen, da musse mer eis bewosst sinn, datt hei eng Hällewull un Aarbecht dohannertstécht. Et geet net eleng duer, dës Wunnengen ze bauen: Si mussen duerno och mat Liewe gefëllt ginn a musse geréiert an ënnerhale ginn.

Déi éischt Propos, déi ech am Numm vun der CSV-Fraktioun wéilt maachen, ass déi, datt den Taux d'effort vum Stat, wat de Bau vu soziale Mietwunnengen ugeet, an d'Luucht soll gesat ginn. Ze begréisse wier, wann an Zukunft ee ganz konkrete Bordereau vusäite vum Logementsministère erstallt géif ginn, wéi eng sozial Mietwunneng ausgestatt muss sinn. Heiduerch léisst sech relativ séier ee mëttlere Präis berechnen, mat wéi vill ee Meter carré Wunnfläch bei soziale Mietwunnengen zu Buch soll schloen. Am Géigenzuch kéint d'Dauer, wou de soziale Loyer vun der Wunneng iwwert d'Berechnungsbasis vum Règlement grand-ducal vun 1998 ermëttelt gëtt, och an d'Luucht gesat ginn. De Règlement grand-ducal vun 1998 misst deementspriechend och eng Kéier iwwerschafft ginn.

Am Debat iwwert de Logement 2015 hat ech scho monéiert, datt mir zurzäit dräi verschidde Locatiounsmarchéen hunn: de private Maart, de soziale Maart iwwert d'Applikatioun vum Règlement grand-ducal vun 1998 an dann ee Maart dotëschent, wou d'Agence immobilière sociale agéiert.

Déi zweet Propos wier déi, datt de Stat beim Bau vu Wunnengen dëse Parameter gesetzlech opgräift a Wunnengen ënnert der Applikatioun vu Location/Vente vun de Gemengen, ëffentlechen an eventuell och private Promoteure baue léisst.

Neie Beruffstätege kéint dës Form vu Wunnengsbau zeguttkommen, wa si e Loyer tëscht privatem a sozialem Maart géife bezuelen, beispillsweis de Loyer vun der AIS, an d'Differenz vum soziale Maart hinne fir d'Uschafung vun därselwechter Wunneng géif ugerechent ginn. No fënnef bis zéng Joer uspueren, kéinte si dann déiselwecht Wunneng iwwer e Bail emphytéotique beim Promoteur kafen.

Déi drëtt Propos ass déi vun enger effizienter Gestioun vun dëse Mietwunnengen. D'Baue vun enger Wunneng ass deen ee Volet, d'Gestioun ënnert der Applikatioun vu soziale Berechnungskritären an ee Suivi social ze assuréieren, ass deen anere Volet.

Datt bis elo kee private Promoteur sozial Mietwunnenge gebaut huet an duerno och geréiert huet, läit fir mech op der Hand. Wat fir ee private Promoteur oder wat fir eng Agence immobilière geet an Zukunft dohin a stellt sozial Mataarbechter an, fir ee Suivi social ze maachen, soudatt och déi richteg Leit an de Genoss vun dëse Sozialmietwunnenge kënne kommen?

Wa souguer de Fonds du logement als ëffentleche Promoteur sech nëmmen drop beschränkt, just ufanks den Dossier vum potenzielle Locataire ze analyséieren, an duerno just nach Stéchprouwe mécht, ob de soziale Fridden an de Wunnengen assuréiert ass, dann dierft dat an der Privatwirtschaft wuel nach méi komplizéiert ginn.

Mir mussen derfir suergen, datt dës sozial Mietwunnenge méi nohalteg genotzt ginn. Ech mengen domat, datt ee Roulement an dës Wunnenge muss kommen. Aus dësem Grond ass et wichteg, datt deen adequate Suivi social mat de Leit gemaach gëtt. Wann dës Leit dann an Zukunft hir finanziell Situatioun an de Fonctionnement vun hirem Menage nees am Gréff hunn, da muss dës Wunneng och nees op de Sozialmaart kënne kommen. Dëst klappt sécherlech net an all Fall. Et sollt een awer aktiv un esou enger Léisung an un esou engem Fonctionnement schaffen.

Bei enger eventueller Upassung vum Règlement grand-ducal vun 1998, wat d'Berechnung vun de Loyeren ugeet, kéinte beim Bezuele vum Loyer zum Beispill och Récklage mat an d'Spill bruecht ginn. Mat dëse Récklage kéint de Menage sech op eng Zukunft ausserhalb vun enger sozialer Mietwunneng preparéieren.

Am Mietgesetz sollt sech och eng Kéier Gedanken iwwert d'Bezuele vun de Kommissiounen un d'Immobilienagencë gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen op dat drëtte Glidd vun der nei ze schafender Struktur zréck, wat dann d'Cellule administrative et de gestion des biens immobiliers wier. Eng Gemeng deet sech schwéier domat, fir nieft hirer gängeger Aarbecht och nach d'Gestioun vu soziale Mietwunnengen ze maachen.

Wat fält alles bei dëser Aarbecht un? Et muss emol fir d'Eischt ermëttelt ginn, wat fir eng Persoun oder ee Menage prioritär eligibel ass, fir eng sozial Gemengewunneng ze kréien. Dës Aarbecht kann eigentlech just iwwert de lokalen oder regionalen Office social gemaach ginn.

Déi finanziell Donnéeë mussen ermëttelt ginn, fir den Ist-Zustand vum Menage ze maachen a fir mat dësen Informatiounen och de soziale Loyer iwwert de Règlement grand-ducal vun 1998 kënnen ze berechnen. Dee jeeweilege Contrat de bail muss erstallt ginn an de Gemengenautoritéite pour approbation virgeluecht ginn. En État des lieux muss mat den neien an ale Locatairë gemaach ginn. Regelméisseg mussen och Entretiene vun de Wunnenge gemaach ginn. D'Berechnung an den Dekont vun den Niewekäschte sinn och all Joer ze maachen. All dës Aarbechte sinn extrem zäitintensiv an et rëselt ee se net einfach aus dem Äermel.

Eng separat Struktur kéint all dës administrativ, logistesch an technesch Aarbechten am Numm vun der Gemeng maachen. Den Office social local oder régional wier den Haaptakteur, wat d'Ermëttele vun de bedierftege Leit ugeet. D'Gemeng als Proprietaire vun der Wunneng an de Logistiker vun der neier Struktur sinn an direktem Kontakt mat dem Office social, woubäi een adequaten Informatiounsfloss natierlech extrem wichteg ass.

Ënnert dëser Applikatioun kéint jiddweree sech zréckfannen: den Office social a senger sozialer Aarbecht an d'Gemeng, déi bei der Locatioun an dem Entretien iwwer ee Logistiker ënnert d'Äerm gegraff kritt, an Notznéisser vun dëser Aarbecht sinn natierlech déi bedierfteg Leit.

Ech hunn an deene leschte Minutte vill vun engem Wunnengsbauprogramm an eise Gemenge geschwat. Menger Meenung no muss bei de Mietwunnengen och d'Agence immobilière sociale an dëse Masterplan matabezu ginn. Et ginn esou vill Wunnengen an eise Gemengen, déi leider eidel stinn. Mam Abanne vu verschiddenen Akteuren, déi am Sozialberäich schaffen, kann een dëse Leerstand vu Wunnengen andämmen, deen oft duerch Onwëssenheet iwwert de Locatiounsmaart oder aus Angscht virun enger Degradatioun vun der Wunneng kënnt. De Leerstand vun enger Wunneng dréit och sécher net zu enger Wäertsteigerung bäi. Et dierft éischter de Contraire sinn.

D'Agence immobilière sociale geréiert zurzäit wäit iwwer 400 Wunnengen. De mëttlere Präis vun enger Iwwernuechtung läit zurzäit bei 4,90 Euro an der Nuecht. Dëse Präis ass net ze schloen. Aus dësem Grond muss dës Kollaboratioun tëscht Stat, Gemengen an der AIS an Zukunft weider ausgebaut ginn, mat natierlech och deenen néidege finanzielle Moyenen.

Esou wéi a mengem Exposé ervirgehuewen, kéint esou eng nei ze schafend Struktur zousätzlech Bewegung an den ëffentleche Wunnengsbau an awer och an d'Gestioun - an Zesummespill mat den Offices sociaux - vun de soziale Mietwunnenge bréngen. Eng aktiv Zesummenaarbecht mat den ëffentleche Promoteuren an de private Constructeure kann d'Offer vu subventionéierte Wunnengen a soziale Mietwunnengen an de kommende Jore stramm an d'Luucht setzen, wat souwuel am Beräich vum Bau an awer och a villen anere Beräicher nei an zousätzlech Aarbechtsplazen dierft schafen.

Et stellt sech natierlech d'Fro vun der Wirtschaftlechkeet an der Finanzéierung vun esou enger neier Struktur, déi beispillsweis ënnert der Form vun enger SA kéint fonctionnéieren. D'Missioun soll wesentlech divergéieren zum Fonctionnement vun den zwee ëffentleche Promoteuren: dem Fonds du logement an der SNHBM. Dëst neit Etablissement soll éischter als iwwergeuerdnete Consultant a Gestionnaire wierken, wou d'Vokatioun ganz kloer ass, de Gemengen um logistesche Plang ënnert d'Äerm ze gräifen. Dës Struktur soll vun der Acquisitioun iwwert d'Planifikatioun, der Ëmsetzung, dem Bau, dem Verkaf iwwer Bail emphytéotique oder der Gestioun vu soziale Mietwunnengen de Gemenge vun A bis Z zur Säit stoen.

Finanzéiert gëtt de Bau vun de Wunnengen natierlech iwwer Konventioun mam Stat, wou d'Gemengen natierlech ee Prefinanzement maachen an duerno vum Stat jee no Konventioun rembourséiert ginn. Wichteg ass, datt nieft dem ëffentleche Promoteur och de private Constructeur ënner spezifesch definéierte Bordereauen um Bau an enger Entreprise générale, déi Clé en main baut, bedeelegt gëtt. Méi Akteure schafen och méi Offer am ëffentleche Wunnengsbau.

De Fonctionnement an d'Finanzéierung vum neien Etablissement kéint iwwert d'Verrechnung vun Honorairen un dee jeeweilege Mandant gemaach ginn. Notznéisser wieren natierlech d'Gemengen. Iwwer eng separat Konventioun mam Stat kéinten dës Honorairen och zum groussen Deel vum Stat iwwerholl ginn. Bei der Missioun vun dëser neier Struktur handelt et sech ëm eng nobel Missioun, déi dann heescht, méi Offer um ëffentleche Wunnengsmaart hei am Land schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech hätt hei am Numm vun der CSV-Fraktioun déi wesentlech Punkte vum Wunnengsbau hei am Land beliicht an och eng kohärent Propos gemaach, ënner wat fir enger Form datt de Gemengen an Zukunft verstäerkt bei der Planung, dem Bau an der Gestioun vu subventionéierten a soziale Wunnenge kéint ënnert d'Äerm gegraff ginn. D'Efforte mussen an de kommende Joren a genau dëse Beräicher vum Wunnengsbau stramm an d'Luucht gedriwwe ginn, fir d'Präisser net komplett dem fräie Maart ze iwwerloossen.

De private Wunnengsbau an Immobiliemaart bleiwen och an Zukunft d'Zuchpäerd am Beräich vum Logement. Et sollt ee sech an Zukunft awer och verstäerkt Gedanken iwwert d'Vermaartung vun de Wunnenge maachen. E bësse méi Transparenz bei den Offere vun deene jeeweilegen Objeten iwwert déi verschidden Immobilieportaler géif d'Präisspiral no uewen zu engem gewëssenen Deel vläicht kënnen andämmen.

Ech erkläre mech. Ass et normal, datt eng an déiselwecht Wunneng ënner aneren Indikatiounen, wat d'Gréisst vun der Wunneng oder nach d'Zuel vun de Stellplazen ugeet, op dem Marché verschiddentlech vun där enger oder anerer Agence ugebuede gëtt?

Mat enger uniformiséierter Plattform, wat d'Immobilienannoncen ugeet, kéint dësem Spuk een Enn gesat ginn. D'Parametere vun enger Wunneng, déi iwwert de Cadastre vertical festgehale gi sinn, mussen eent zu eent annoncéiert ginn. Déi lescht Ventë vun deemselwechten Objet, déi iwwer en Notaire realiséiert gi sinn, sollten aus Transparenzgrënn och an all Annonce drastoen. Esou huet de Keefer eng allgemeng Iwwersiicht iwwert deen Objet, fir deen hie sech interesséiert. Och soll d'Verrechne vun der TVA klipp a kloer an den Annoncë stoen, wat den Taux d'application ass a wat de Keefer herno genau ze bezuelen huet.

An anere Länner gëtt dës Transparenz schonn zanter ville Jore groussgeschriwwen. Firwat kann eisen Immobiliemaart net och no deemselwechte Prinzip funktionéieren?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn um Schluss vu mengen Ausféierungen ukomm a soen lech alleguerte Merci fir Äert gedëllegt Nolauschteren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, d'Fro, wéi d'Logementssituatioun hei am Land ka verbessert ginn, ass eng Fro, op déi et eigentlech scho ganz vill Äntwerte gëtt. A bei dësen Äntwerte sinn och eng ganz Rei richteg effikass Léisungen derbäi. Dofir ass et haut de Mëtten net nëmmen d'Fro, wat eis Moyene sinn, fir méi Logement ze schafen, mä d'Fro ass och, wat fir e Präis mir als Land an als Gesellschaft bereet sinn ze bezuelen, fir méi Wunnengsbau ze schafen, an dat net nëmmen an der Theorie, mä och an der Praxis.

Si mir prett, op enger Rei Plazen och richteg an d'Héicht ze bauen? Akzeptéiere mir, dass d'Baulücken hannert eisem Haus zougebaut ginn a mir vläicht och net méi grad déi Vue op déi schéi gréng Wiss hannert dem Haus hunn? Loosse mir zou, dass och verstäerkt méi kleng Unitéiten an engem Wunnblock gebaut ginn? Ënnerstëtze mir grouss Wunnprojete bei eis ëm den Eck? Si mir prett, eis Prozeduren esou an de Gréff ze kréien, dass och wierklech gebaut gëtt an net nëmmen Dossier iwwer Dossier zesummegestallt gëtt? Loosse mir et weider zou, dass all Fliedermaus e gudde Virwand ass, eng Bauprozedur ze stoppen? Si mir prett fir eng systematesch Erweiderung vum Bauperimeter?

Jo, villes ass méiglech fir méi Logementer, mä net alles ass wënschenswäert! Esou éierlech musse mir mat eis selwer sinn!

An da ginn et awer och nach Léisungen, déi keng wierklech Léisunge sinn, mä awer no bausse ganz gutt kléngen. D'Enteegnung ass zum Beispill esou eng Schäinléisung, déi net hält, wat se versprécht. Ech komme méi spéit am Detail dorop zréck.

Ech wëll awer elo scho soen: Mat der DP wäert et keng Logementspolitik ginn, wou Elteren a Grousseltere musse fäerten, hiren Terrain ewechgeholl ze kréien, dee si gehalen hunn, fir dass hir Kanner an Enkele sech iergendwann en Eegenheem drop opriichte kënnen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, och wann et heiansdo ganz einfach ausgesäit, fir e Problem ze léisen, ass d'Logementspolitik awer e bësse méi komplex. Dat huet och deen deemolege Premier Jean-Claude Juncker am Oktober 2015 (veuillez lire: 2005) misse feststellen, wéi hien op dëser Tribün de Logement als grousse perséinlechen Echec beschriwwen huet. Ech zitéieren: „Ech muss éierlech zouginn, dass ech mat enger gewëssener Gêne iwwert de Logement schwätzen. Zanter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddwereen hei am Land erschwénglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert."

Här President, d'Problematik vum Logement ass also net nei. Zanter de 70er Jore gëtt hei an der Chamber iwwert d'Wunndeierecht debattéiert. Et sinn zanterhier vill Mesuren decidéiert ginn, déi och punktuell Verbesserunge mat sech bruecht hunn, an awer: Den Trend vun ze wéinegem an ze deierem Wunnraum ass net gestoppt ginn!

Dëst ass och dorop zréckzeféieren - an et gehéiert och zur politescher Éierlechkeet dozou, sech dat anzegestoen! -, dass déi

jeeweileg Regierungen an deene leschte 35 Joer net genuch gemaach hunn, fir der Logementsproblematik virzebeugen. Haut lafe mir de politesche Versäumnisser aus de leschte Jorzéngten hannendrun. Ech schwätze vum sougenanntene Retard historique cumulé bei Wunnengen, déi mir eigentlech déi lescht Jorzéngten hätte misse bauen, fir dem Bevëlkerungszouwuess Rechnung ze droen, mä net gebaut hunn.

Tëschent 1985 an 2014 hate mir en Defizit vu ronn 32.000 Wunnunitéiten. Dat heescht, dass an dëser Period all Joers an der Moyenne 1.000 Wunnengen ze wéineg gebaut gi sinn. Et brauch een elo kee Wunnbauexpert ze sinn, fir ze erkennen, dass een dëse Retard net an enger eenzeger Legislaturperiod ophuele kann, besonnesch well d'Populatioun an domat d'Demande un neie Wunnenge jo ëmmer weider an d'Luucht geet.

Déi aktuell Regierung huet eng Hällewull u Mesuren ëmgesat, déi et ville Leit zu Lëtzebuerg méi liicht mécht, eng bezuelbar Wunneng ze fannen. Ech betounen dat, well ëmmer erëm vun deem engen oder deem anere probéiert gëtt, esou ze maachen, wéi wann dës Regierung am Logement näischt Opweises hätt. Genau de Contraire ass de Fall! Et ass op ganz villen Niveauen agéiert ginn, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi erschwénglech ze maachen. A wann déi Mesurë vun haut virun 30 Joer geholl gi wieren, hätte mir haut vill Problemer manner. Ech denken zum Beispill un de Baulandvertrag, eng laangjäreg Fuerderung vun der DP, mat deem d'Spekulatioun op net bebautem Terrain an d'Entstoe vu Baulücke vu muer komplett verschwanne wäert.

Ech kommen duerno bei deenen eenzelne Punkten op verschidden aner Mesurë vun dëser Regierung zréck, déi scho vill méi laang hätte misse geholl ginn.

Här President, ech kommen dann elo zu deene konkrete Froen, déi de Logementsminister Marc Hansen eis gestallt huet.

Déi éischt Fro ass direkt déi wichtegst: Wat sinn nei Pisten, fir géint d'Penurie u bezuelbarem Wunnraum virzegoen? D'Problematik vum Logement ass am Fong relativ einfach ze beschreiwen. Et ass d'Spill vun der Offer an der Demande - dat kenne mir alleguer aus der Schoul -: Wa méi Leit eng Wunneng wëlle kafen, wéi dass Wunnengen um Maart sinn, da ginn d'Präisser an d'Luucht!

D'Zuele si kloer: Mir misste ronn 6.500 Wunnunitéiten d'Joer bauen, fir der Demande Rechnung ze droen. Tëschent 2000 an 2014 hu mir awer just ronn 2.600 Wunnengen an der Moyenne gebaut. Et gëtt elo also zwou Méiglechkeeten: Entweder mir limitéieren de Wuesstum vun eiser Populatioun a bremse soumat d'Demande, oder mir erhéijen d'Offer u Wunnengen.

Iwwert de Wuesstum wäerte mir jo nach zu engem spéideren Zäitpunkt hei an der Chamber am Detail schwätzen. Ouni deem Debat awer elo wëlle virzegräifen, mengen ech awer, dass eng Konklusioun wäert sinn, dass mir och an Zukunft musse Wunnenge bauen, fir der Demande gerecht ze ginn, well och, wa mir manner séier wëlle wuessen an op den oft genannte qualitative Wuesstum setzen, si mir och an Zukunft op héich qualifizéiert Personal ugewisen, wat mir zum Deel och mussen aus dem Ausland unzéien.

Mir hunn och en Interêt drun, dass déi Leit, déi bei eis schaffe kommen, och hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng fannen. Déi negativ Auswierkunge vun ze wäite Schaffweeër op eis Verkéierssituatioun brauch ech jo, mengen ech, kengem méi heibannen ze erklären. Eist Zil muss also sinn, dass de Wunnuert, d'Aarbechtsplaz an d'Fräizäitaktivitéite fir all Mënsch esou no wéi méiglech beienee sinn.

D'Regierung huet mat der Steierreform zousätzlech Ureizer geschaaft, fir dass méi Leit sech d'Kafe vun engem Eegenheem leeschte kënnen. Nieft de generelle Steiererliichterungen, vun deene besonnesch d'Mëttelschichte profitéieren, si fir Leit ënner 40 Joer och d'Plaffongen an d'Luucht gesat ginn, déi ee beim Bauspuervertrag a bei den Zënsen op engem Immobilieprêt ka steierlech ofsetzen.

Et ass virun allem op der Säit vun der Offer, wou d'Logementspolitik muss usetzen. Dëse Constat ass alles anescht wéi nei. An all Debat iwwert de Logement an dësem Haus war den Appell un déi jeeweileg Regierungen, d'Offer drastesch an d'Luucht ze setzen. D'Regierungen hunn hei eng Partie Efforte gemaach.

Dës Regierung huet eng Rei Efforte gemaach. Zwou Mesurë vun der Steierreform wierke sech noweislech positiv op d'Offer aus:

éischtens, d'Revenuen aus der Locatioun iwwert d'Gestion locative sociale, déi just nach zur Halschent besteiert ginn;

zweetens gëtt d'Plus-value op dem Verkaf vun Terrainen a Wunnunitéite bis den 31. Dezember 2018 just hallef esou héich besteiert mam Quart vum Taux global. Mir hunn hei nach keng genau Zuelen, well dat jo eréischt Enn des Joers ofleeft, mä d'Akteure vum Terrain hunn eis ëmmer erëm gesot, dass een duerch dës Mesurë massiv Bauland mobiliséiere kann.

Mir hu mat esou enger Mesure jo och scho gutt Erfahrungen an der Vergaangenheet gemaach. Nodeems 2007 déi lescht Period ausgelaf ass, wou een op der Plus-value schonn deemools de Quart vum Taux huet musse bezuelen, sinn 2008 4.300 Logementer gebaut ginn, am Verglach zu enger Joresmoyenne, déi ee bis dohinner kannt huet vu soss 2.600 Logementer.

Här President, och bei den zwee ëffentleche Bauträger, der SNHBM an dem Fonds du logement, huet sech vill gedoen.

Ugefaange mat der SNHBM. D'SNHBM huet hir Produktioun u Logementer pro Joer verdräifacht a wäert 2018 an 2019 ronn 300 Wunnenge fäerdegstelle kënnen.

Mä och beim Fonds du logement hunn d'Ustrengungen aus de vergaangene Jore sech gelount. Déi vill diskutéiert Reform dréit also hir Friichten. Och de Fong wäert seng Produktivitéit verdräifache kënnen a wäert ab dem Joer 2020 och bei ronn 300 Wunnenge pro Joer leien.

Ech wëll dat hei awer nach eng Kéier gesot hunn: Wann ee Privatbetrib seng Produktivitéit innerhalb vun esou enger kuerzer Zäit verdräifache géif, wéi d'SNHBM dat ewell fäerdegbruecht huet, an de Fong um gudde Wee dohinner ass, da wieren d'Aktionäre vun deem Betrib zu Recht méi wéi begeeschtert.

Déi viregt Regierunge musse sech also hei wierklech de Reproche gefale loossen, firwat se deen doten Dossier net och éischter ugaange sinn.

Här President, e grousse Succès ass och, dass de Stat ronn 60 Hektar fréier Industriefrichen iwwerhuele konnt, wou zu Diddeleng, Woltz, Péiteng a Bieles ënner anerem 1.500 Wunnunitéite fir ronn 3.500 Awunner entstoe wäerten. Aner grouss Projeten, déi de Moment realiséiert ginn, sinn d'Projeten „Elmen" zu Olm an d'Projeten „Réimerwee" an „Boulevard J. F. Kennedy" an der Stad. De Stat ass also amgaangen, seng Hausaufgaben am Beräich vun der Offer u Logement ze maachen.

Une voix.- D'Gemengen och!

M. Max Hahn *(DP)*.- D'Gemengen och. Ech kommen nach drop zréck.

(Interruption)

Wouriwwer sech an der Vergaangenheet awer éischter manner Gedanke gemaach ginn ass, war d'Fro, wat fir eng Zort Offer u Logementer mir iwwerhaapt brauchen. Zu Lëtzebuerg hu mir eng aussergewéinlech héich Zuel u Proprietairë par rapport zu Leit, déi lounen. Ronn 71% vun de Residentë wunnen an hirem Eegenheem. Mir sinn och bekannt derfir, dass gären an d'Breet gebaut gëtt, mat engem grousse Gaart a genuch Plaz fir eis Autoen.

Verstitt mech net falsch! Mir als DP wëlle sécherlech kengem verbidden, och an Zukunft grouss Haiser ze bauen. Allerdéngs ass et e Fakt, dass d'Demande an d'Usprëch vu ville Leit haut anerer sinn, wéi dat nach virun 30 Joer de Fall war.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Fir d'DP ass et also eng Prioritéit, ze identifizéieren, wéi d'Demande fir Logementer zu Lëtzebuerg konkret ausgesäit a wat d'Besoine vun de Leit sinn, déi op der Sich no enger Wunneng sinn. Nëmmen esou kann een eng geziilte Politik maachen, déi och wierklech dëse Besoine Rechnung dréit.

Jonk Leit wunnen hautdesdaags vill méi laang eleng a grënnen eréischt zu engem méi spéiden Zäitpunkt eng Famill. Si brauchen also net direkt en Eefamilljenhaus mat dräi oder méi Schlofkummeren. Dat nämlecht gëllt fir déi vill Leit, déi bei eis schaffe kommen a sech net direkt kënnen oder wëllen en deiert Haus leeschten.

Mir héieren ëmmer erëm Kloen aus all méigleche Secteuren, déi op héich qualifizéiert Personal aus dem Ausland ugewise sinn. Dass et awer net einfach ass mat eisen Immobiliepräisser, dës Leit op Lëtzebuerg ze lackelen, brauch ech, mengen ech, kengem ze erklären. Dës Leit wëlle virun allem Appartementer lounen, déi net ze grouss sinn an awer méi Confort bidden, wéi déi berüümt berüchtegt Kaffiszëmmeren. Leider kréien d'Promoteure grad bei dëse klengen Unitéiten awer oft Steng an d'Weeër geluecht.

Vill Gemengen imposéieren an hire PAGen eng Minimalgréisst fir Wunnengen, déi oft bei 50 oder souguer 60 m² läit. Dëst bréngt mat sech, dass d'Promoteure bei de Residenze virun allem grouss Unitéite baue mussen, obwuel d'Demande fir méi kleng Appartementer permanent um Klammen ass.

Hei muss eiser Meenung no eppes geschéien, fir dass mer net genau déi Logementer verhënneren, déi mer eigentlech am meeschte brauchen.

Madamm Presidentin, fir d'Offer vu bebaubaren Terrainen erhéijen ze kënnen, an engem Land, wou den Terrain u sech e seltent Gutt ass, dat bréngt mat sech, dass ee sech ganz gutt iwwerleeë muss, wou a virun allem wéi ee baut.

Ech hunn et scho gesot: Mir Lëtzebuerger ware bis elo virun allem bekannt, an d'Breet amplaz an d'Héicht ze bauen. Et ass dann och en natierleche Reflex, dass een a senger Noperschaft léiwer gréng Wise wéi Bëton huet. Ech kann dat och ganz gutt novollzéien. Ech si mir awer sécher, dass a jiddwerengem vun eis en heemlechen NIMBY - Not In My BackYard - stécht.

Et mécht net iwwerall Sënn, méi dense a méi héich ze bauen. Héichhaiser um Duerf si mat der DP net ze maachen. Firwat awer net do an d'Luucht bauen, wou et a priori kee stéiert, zum Beispill an den neie Quartieren, déi op den alen Industriefrichen entstinn? Wie vun Iech bewonnert net d'Skyline vu grousse Stied wéi New York, London a Co.? Firwat baue mer net eis eege Skyline? Zum Beispill um Kierchberg. Op deene richtege Plaze stellen Héichhaiser näämlech just Virdeeler duer. Si verbrauche manner Plaz, sinn am Quadratmeterpräis méi bëlleg an entlaaschten duerch eng gutt Mixitéit vu Commerce a Logementer onnéidege Verkéier.

Och op den alen Industriefrichë wier et zum Beispill méiglech gewiescht, nach méi an d'Luucht ze bauen, well een hei kee konkret gestéiert hätt, well d'Héichiewen zu Diddeleng, déi ware jo och net grad kleng. Och déi ëffentlech Bauträger hu bei hire grousse Projeten nach Potenzial, fir an dësem Beräich nach besser ze ginn. Ech muss Iech gestoen, dass ech e bëssen enttäuscht war, wéi ech d'Pläng fir de Projet zu Diddeleng gesinn hunn. Ech mengen, do wier nach e bësse méi Héicht dra gewiescht.

D'Mixitéit an neie Quartieren am Allgemengen ass awer e ganz wichtege Sujet, op deen ech op dëser Plaz ganz kuerz wëll agoen. Mir brauche souwuel eng gutt Mixitéit vu Logementer, Commerce, Bürosraim a Gréngfläche wéi och eng Mixitéit vun Haiser an Appartementer wéi och eng Mixitéit u Locatioun an u Venten.

Wa mir vun der Offer um Wunnengsmarché schwätzen, komme mer net laanscht d'Opmaache vun de Bauperimeteren. Dëse Punkt däerf een awer net getrennt diskutéiere vun deene villen Terrainen, déi elo schonn am Bauperimeter sinn an net bebaut ginn. 2013 waren dëst 2.719 Hektar Land. Fir dass Der Iech dat vläicht besser virstelle kënnt: Dat si ronn 3.600 Fussballsterrainen.

Ronn 92% heivu gehéiere private Proprietairen a just 8% sinn an der ëffentlecher Hand. Et geet also virun allem drëm, déi Terrainen ze mobiliséieren, déi sech a privater Hand befannen. Wéi een dat mécht, ass ee vun deene Punkten, wou d'politesch Meenunge staark auserneeginn. Et ginn der, an dat ass net d'DP, déi setzen op eng repressiv Politik, déi doranner besteet, net bebaut Terrainen an eidel stoend Wunnenge mat Taxen ze beleeën a souguer ze enteegnen.

Madamm Presidentin, wie mengt, dass ee mat der Expropriatioun de Logementsproblem léist, ass um Holzwee. D'Recht op Eegentum ass an eiser Verfassung aus guddem Grond geschützt. D'Expropriatioun ass vu strenge Prozeduren encadréiert an nëmmen am Fall vun enger Utilité publique méiglech, also wann et ëm den Intérêt général geet. Dëst ass zum Beispill de Fall, wa Stroosse gebaut ginn, op deene mir alleguerte fueren.

D'Demokratesch Partei ass a Fäll vun Utilité publique net géint d'Enteegnung, mä mir warnen awer do virdrun, dëst Instrument ze banaliséieren an ze generaliséieren. Et gëtt elo Leit, déi behaapten, dass de Logement och eng Utilité publique ass. An ech ginn deene Leit och iwwerhaapt net onrecht, dass et an eisem allgemengen Interêt ass, dass all Bierger en Daach iwwert dem Kapp huet.

Et gëtt awer och nach e kloren Ënnerscheed tëscht engem Stéck Land, wat enteegent gëtt, well et gebraucht gëtt, fir eng Strooss drop ze bauen, an engem Terrain, deen de Stat enger Privatpersoun ewechhëlt, fir dass eng aner Privatpersoun op dësem baue kann.

Ech wëll dofir op dëser Plaz nach eng Kéier soen: Mat der DP an der Regierung wäert et keng Logementspolitik ginn, déi de Grousselteren en Terrain ewechhëlt, deen dofir geduecht ass, dass d'Enkelkanner kënnen en Haus drop bauen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Déijéineg, déi fir d'Expropriatioun antrieden, wäerten elo soen, dass si och der Bomi an dem Bopi den Terrain net ewechhuele wëllen an och net der Famill, déi hir Suen an en Terrain investéiert hunn, well hiert Gespuertes op der Bank vun der Inflatioun opgefriess gëtt. Si wäerte soen, dass si virun allem d'Promoteuren an d'Groussgrondbesëtzer uviséiere mat hiren Taxen an deem Drockmëttel vun der Enteegnung.

Ma da misst ee mir emol erklären, wéi si den Terrain, deen der Bomi gehéiert, ënnerscheede wëlle vun deem vum Groussgrondbesëtzer. Si wësse genausou gutt wéi ech, dass dat net geet an dass eng Ongläichbehandlung vun zwou Kategorië vu Proprietairë souguer verfassungswiddreg wier.

Här President, wann een d'Expropriatioun als Wonnermëttel géint Logementspolitik no bausse verkeeft, da muss een och éierlech mat de Leit sinn. Et muss een esou éierlech sinn, dass een de Leit seet an hinnen erkläert, dass mat esou enger Politik all d'Terrainen, déi am Perimeter leien an net bebaut ginn, viséiert kënne ginn, fir enteegent ze ginn, egal ob dësen Terrain enger Famill zanter Generatioune gehéiert oder als Spekulatiounsobjet kaaft ginn ass.

Mir sinn eis alleguer eens, dass d'Bauterrainen och bebaut musse ginn. Mä da loosst eis dat maache mat den Instrumenter, déi mir elo schonn hunn! D'Expropriatioun gëtt et elo schonn am Kader vu PAPen. Keng schwaarz, blo, gréng an och keng rout gefouert Gemeng huet jee e PAP realiséiert, wou e Proprietaire enteegent gouf.

Firwat ass dat esou?, froen ech Iech. Firwat fuerdere verschidde Parteien um Landesniveau méi Expropriatioun, wa selwer op Gemengenniveau awer dat Instrument net genotzt gëtt?

Madamm Presidentin, d'DP ka mat der Expropriatioun als lescht Mëttel am Kader vun engem PAP duerchaus liewen, wann dëst dozou déngt, e PAP ze realiséieren, dee soss blockéiert wier. Déi éischt Etapp ass jo déi, dass eng sougenannten Obligation de construire vum Gemengerot decidéiert gëtt. De Proprietaire huet also d'Méiglechkeet, säin Terrain selwer ze bebauen. An hie weess dee Moment, wat d'Konsequenze sinn, wann hien dat net mécht, näämlech d'potenziell Enteegnung, fir dass d'Gemeng den Terrain da bebaut.

Dës Approche fanne mir méi gerecht wéi déi aner, wann een engem den Terrain ouni Virwarnung ewechhëlt, fir dass dann en aneren engem en Haus drop baut.

Loosst mech dat kuerz erklären! Am Kader vun engem PAP sinn oft méi Proprietairen involvéiert. Idealerweis gi sech alleguerten d'Proprietairen op d'Ausschaffe vun engem PAP eens, soudass d'Entwécklung an de Bau vun engem Lotissement esou harmonesch wéi méiglech oflafen. Dat ass awer leider net ëmmer de Fall. Heiansdo kënnt et souguer vir, dass ee Proprietaire alleguerten déi aner blockéiert.

An esou engem Fall ass et duerchaus nozevollzéien, wann d'Gemeng d'Fiedem an de Grapp hëlt, fir e PAP als Éischt mat enger Obligation de construire an noutfalls och mat enger Enteegnung duerchzezéien. De Proprietaire huet hei virun der Enteegnung e puermol d'Méiglechkeet, säin Terrain awer ze bebauen.

E gutt Beispill ass hei de Kolleeg Lex Delles, deen amgaangen ass, zu Munneref genau esou virzegoen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Hei huet d'Gemeng decidéiert, de PAP selwer ze realiséieren. Op eemol waren d'Proprietairë bereet matzemaachen. Do gesäit een, dass am Dialog villes méiglech ass.

(Interruption et hilarité)

Madamm Presidentin, e bësse manner radikal wéi d'Expropriatioun sinn d'Taxen, déi verschidde Gemengen op eidel stoende Wunnengen an net bebauten Terrainen erhiewen. Mä och hei huet d'DP staark Bedenken aus deenen nämlechten Ursaachen. Et si Groussgrondbesëtzer a Spekulante viséiert, mä et kritt een net verhënnert, dass och hei alt erëm zum Beispill d'Grousseltere mat bestrooft ginn, déi en Terrain hale fir hir Enkelkanner.

En zweete Problem ass deen, dass déi Taxen, wéi et schéngt, net héich genuch sinn, fir dass si de Spekulante wierklech wéidinn. Elo soen d'Verfechter vun esou Taxen, dass een dës

eben an d'Luucht misst setzen, fir dass et richteg wéideet. E konkrete Montant huet awer bis elo nach kee genannt.

Ech si mer awer sécher, dat interesséiert net nëmme mech, mä och zum Beispill Leit, déi eng Zweetwunneng fir eegen Zwecker hunn. Eng Wunneng, déi logescherweis offiziell eidel steet, also nach ënnert d'Tax géif falen. A souguer wann een elo d'Taxe massiv an d'Luucht setze geet, wäert dat zu soss näischt féieren, wéi dass d'Verkafspräisser nach méi staark an d'Luucht ginn, well de Montant vun der Tax einfach beim Verkaf drop gerechent gëtt.

E weideren Denkfeeler bei der Expropriatioun an der Tax ass deen, dass ee mengt, dass duerch dës Mesurë méi séier duerch d'Promoteure gebaut géif ginn. Grad d'Promoteure sinn näämlech déi, déi am séiersten hir Terraine bebauen, well si an der Regel keen Interêt drun hunn, hiren Terrain broochleien ze loossen. Si liewen näämlech vum séiere Verkaf vu schlësselfäerdege Wunnunitéiten.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Max Hahn *(DP)*.- Aus all de genannte Grënn, déi géint déi kommunal Tax schwätzen, si mir da logescherweis géint d'Aféiere vun enger nationaler Tax.

Mir wieren awer bereet, op en anere Wee matzegoen, näämlech dee vun der Erhéijung vun der Grondsteier, wou mer e breede politesche Konsens hunn. Amplaz eidel stoend Terrainen an Immobilien zousätzlech ze besteieren, kéint jo am Kader vun enger allgemenger Grondsteierreform en Abattement geschaaft gi fir Leit, déi an hirem Eegenheem wunnen.

D'Demokratesch Partei ass net frou, dass wäertvollt Bauland als Spekulatiounsobjet mëssbraucht gëtt, wärend vill Famillje Krämpes hunn, eng bezuelbar Wunneng ze fannen. Hei wëll ech awer och nach eng Kéier gesot hunn, dass et dës Regierung war, déi derfir gesuergt huet, dass dat onsäglecht Spekuléiere mat Immobilie vun ëffentleche Bauträger ophält. Duerch d'Zréckgräifen op de Bail emphytéotique an duerch dat konsequent Notze vum Virkafsrecht zu engem vernünftegen an am Viraus festgesate Präis ass et näämlech elo net méi méiglech, dass sech Leit am Ufank vun hirer Wunncarrière en Haus vum Fonds du logement oder der SNHBM, subventionéiert duerch de Steierzueler, kafen, fir et duerno mat enger Risen-Plus-value ze verkafen.

Natierlech sinn och mir net frou driwwer, dass esou vill Bauland de Moment broochläit. Besonnesch déi sougenannte Baulücken, also déi Terrainen, déi matzen am Duerf leien, mussen esou séier wéi méiglech viabiliséiert ginn.

Mir als DP wielen awer léiwer d'Approche vun der Muert wéi déi vum Bängel. Dass dës Approche wierkt, huet d'Steierreform gewise mam Quart du taux op der Plus-value, awer och mat der Steierbefreiung op der Locatioun mat agreéierten Akteuren an der Gestion locative sociale.

Et sinn awer natierlech och nach zousätzlech Efforten néideg. Ech hat kierzlech e Gespréich mat engem Proprietaire vun engem Bauterrain, deen den Terrain gär hält fir seng Kanner, deen ech gefrot hunn: „Firwat verkeefs De Däin Terrain net?" En huet mer geäntwert, dass en d'Erfahrung gemaach hätt, dass e mat sengem Geld op d'Bank géif goen an e géif da soen: „Sou, léif Bank, wat maachen ech da mat deem Geld?" Do hätt d'Bank gesot: „Ma, am beschten investéiers de dat a Bauland oder an Immobilien." Ma Bauland hat e jo virdrun!

Elo kommen ech op eng Pist, déi, mengen ech, awer interessant wier, fir vläicht méi déif gräifend analyséiert ze ginn. Et kéint ee sech jo virstellen, déi Leit, déi Terrainen hunn, besonnesch déi, déi am Bauperimeter sinn, motivéiert ze kréien, fir hiert Bauland un eng staatlech Institutioun, zum Beispill de Fonds du logement, ze verlounen, op eng Period beispillsweis vun 30 Joer, wou dann déi staatlech Institutioun géif eng Wunnunitéit do dropsetzen, dem Proprietaire vum Terrain géif e Loyer dovu bezuelen an déi Wunnunitéit géif verlounen.

Jee no Konventioun kéint dann no deenen 30 Joer entweder den Terrain erëm a säin Urzoustand zréckgesat ginn, d'Konventioun kéint verlängert ginn oder d'Immobilie kéint un de Grondstéckbesëtzer iwwergoen.

Bei der Realisatioun vun dëser Iddi kann ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi de Stat un déi néideg finanziell Mëttele kënnt. Hei kéinte mir eis e Fong virstellen, deen net aus dem Statsbudget finanzéiert gëtt, mä an dee Privatleit kéinten investéieren. Mat de Suen, déi esou zesummekommen, baut oder lount de Stat respektiv de Fonds du logement Immobilien, an d'Recettë gi mat de Privatinvestisseure gedeelt. Dës Approche hätt net nëmmen zum Virdeel, dass de Stat u Sue kënnt, mä géif och Leit um Immobiliemarché sech bedeelege loossen, déi net genuch Suen hunn, fir sech direkt e ganzen Terrain oder en Haus als Investitioun ze kafen.

Genausou wichteg wéi dat aktuellt Bauland ze mobiliséieren, ass et, derfir ze suergen, dass esou eng Situatioun wéi haut, wou vill Terraine broochleien, an Zukunft net méi méiglech ass. D'Zauberformel heescht hei ganz kloer: Baulandvertrag.

D'DP hat dës Iddi als éischt Partei zu Lëtzebuerg an hirem Wahlprogramm. Ech sinn iwwerzeegt dervun: De Baulandvertrag ass mëttel- a laangfristeg d'Léisung fir vill vun eisen aktuelle Problemer am Logement. A wann de Baulandvertrag virun 30 Joer agefouert gi wier, hätte mer haut ganz vill Problemer net méi.

An Zukunft hunn d'Gemenge mam Baulandvertrag en Instrument, dat et hinnen erlaabt, just nach Perimetererweiderungen ze maache mat der Garantie, dass dat Bauland ënnerhalb vu kuerzer Zäit bebaut gëtt. Dëst mécht d'Spekulatioun op nei Bauterrainen oninteressant.

Mam Baulandvertrag wier et dann och méiglech, d'Bauperimetere genausou grouss opzemaachen, wéi d'Demande et dee Moment erfuerdert. Et ass eng gewësse Planungssécherheet do am Géigesaz zu haut, wou een och bei grousse PAG-Ëmännerungen zugonschte vu méi Bauland net weess, wéi vill Proprietairë bereet sinn, kuerz-, awer och mëttelfristeg ze bauen.

Fir d'DP ass de Baulandvertrag am Géigesaz zur Expropriatioun fair an och gerecht. All Proprietaire vun engem Terrain, deen ënnert der Konditioun vun engem Baulandvertrag an de Bauperimeter erakënnt, weess, wou en drun ass. E verléiert also keen Droit acquis, wann nom Netbebaue säin Terrain erëm aus dem Bauperimeter erausfält.

Madamm Presidentin, mir mussen an dësem Debat awer och e Wuert iwwert d'Prozedure verléieren. Et kann an däerf net sinn, dass Proprietairen, déi wëlle bauen, duerch laangwiereg Prozeduren ausgebremst ginn, déi bei PAPen och schonn emol siwe Joer dauere kënnen. D'Ursaache fir esou Delaie sinn oft déi nämlecht. Natierlech si schonn eng Partie Mesurë geholl ginn, fir dës Delaien ze kierzen. Ech denke virun allem un d'Omnibusgesetz an d'Erhéijung vun der Beamtenunzuel, déi d'Dossieren traitéieren.

Och dat neit Naturschutzgesetz, dat mir nach dës Legislaturperiod stëmme wäerten, wäert mat sengem Flächepool villes vereinfachen. Ech sinn awer och hei formell an ech wäert dat och am Kader vum Vott vum Gesetz nach eng Kéier soen: Falls sech an der Praxis sollt erausstellen, dass dat neit Naturschutzgesetz d'Prozeduren deels zousätzlech verkomplizéiert, muss een och de Courage hunn, dat nach eemol ganz schnell unzepassen.

Trotz all dëse Beméiungen, déi schonn ënnerholl goufen, gesi mir als DP awer nach ganz vill Spillraum fir zousätzlech Verbesserungen. De Moment ass dee gréisste Problem deen, dass bei deene meeschte PAPen zwee Ministèrë mat direkt e puer vun hiren Administratiounen involvéiert sinn, mä kee vun deene Ministèren huet de Logement als Kompetenz. Et sinn dëst den Interieur an den Environnement.

Et ass schonn erstaunlech an dobaussen och kaum nozevollzéien, dass mir e Logementsministère hunn, deen an där normaler Prozedur quasi null Afloss op d'Kreatioun vu Wunnengen huet. Derbäi kënnt, dass déi involvéiert Ministèren oft ganz contraire Objektiver hunn. Dat mierkt ee leider ganz oft bei Geneemegungsprozeduren a wärend Diskussiounen iwwer e PAP op der interministerieller Plattform.

D'Schafe vun dëser Plattform war sécher ganz positiv, mä als Schäffen hunn ech och mussen d'Erfahrung maachen, dass d'Beamten aus deenen eenzelne Verwaltunge sech awer heiansdo net ganz eens sinn.

Mir als DP sinn der Meenung, dass et héich Zäit ass, dass all déi staatlech Akteuren, déi am Logement involvéiert sinn, sech eng gemeinsam Strategie ginn. Eng Strategie mat kloren Objektiver a Prioritéiten am Beräich Logement a mat klore Richtlinnen, wéi een dohinnerkënnt. Mir gi souguer esou wäit, dass an enger nächster Regierung de Logementsminister alleguer d'Kompetenze vum Wunnraum misst zougesprach kréien. Dës Synergie géif zu däitlech méi Effizienz a manner laangwierege Prozedure féieren.

Verstitt mech net falsch: Et ass wichteg, dass mir streng Prozeduren hunn, déi derfir Suerg droen, dass all gebaute Wunnunitéit am Aklang mam Naturschutzgesetz, der Landespolitik an dem Allgemengwuel steet. Mir wëllen dës Prozeduren och net ofschafen. Et geet eis just drëm, dass déi Prozeduren esou mann wéi méiglech Wunnengsbau erauszögeren oder souguer verhënneren. Dofir fuerdere mir och e permanente Monitoring vun de legislativen a reglementären Dispositiounen an hiren Auswierkungen an der Praxis. Hei muss permanent gekuckt ginn, wat fir eng Prozedure fir Problemer suergen a wéi dës kënnen erliichtert ginn.

Fir eis muss bei all Dispositioun de Prinzip vun der Proportionalitéit gëllen. Wëllt heeschen: Wat ass déi am mannsten intrusiv Moossnam, fir en Zil ze erreechen? Mir wëllen och endlech e richtege Code de la construction, deen alleguerten d'Texter regroupéiert a verständlech fir all Bierger erëmgëtt. Et kann net sinn, dass souguer Architekten an Etüdbüroen net ouni héichspezialiséiert Juristen auskommen, fir alleguerten d'Texter erëmzefannen, déi se respektéiere mussen.

Eng weider positiv Mesure wier d'Digitaliséierung vun alle Prozeduren. Pabeier ass net nëmmen ëmweltschiedlech, mä kascht och Zäit a Suen. Mir ënnerstëtzen dofir d'Stategie „Paperless" vun der Regierung an hoffen, dass dës Strategie am ganze Statsapparat fir all Prozedur esou séier wéi méiglech ëmgesat gëtt.

E wichtege Punkt bei de Prozedure sinn eiser Meenung no och d'Modifications ponctuelles vun engem PAP oder PAG, déi de Moment deenen nämlechten Oplagen ënnerleie wéi d'Ausschaffe vum initiale Projet. Dat ass eiser Meenung no net acceptabel an hält Bauprojete just onnéideg laang op. Dofir wëlle mir hei eng Procédure allégée schafen.

Mä och bei den allgemenge PAG-Ëmännerungen ass gewalteg den Hick dran. Et ass wierklech net normal, dass verschidde Gemenge säit 15 Joer vill Zäit a Suen an hir nei PAGe stiechen an nach ëmmer kee konkret Resultat ervirbruecht hunn. Permanent sinn d'Gemenge mat neie Gesetzesupassungen an neie Virschléi ausgebremst ginn, soudass si erëm hu musse vu vir ufänken.

Dofir si mir der Meenung, dass domat elo soll Schluss sinn. Dofir wäert et mat der DP an der nächster Regierung och wärend der ganzer Legislaturperiod e Moratoire op Verschäerfunge vun de PAG-Prozedure ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här President, nieft dem Privatsecteur an dem Stat sinn d'Gemengen den drëtte wichtegen Akteur am Wunnengsbau. Si spillen net nëmmen eng wichteg Roll an der Landesplanung a Geneemegungsprozedur, mä kënnen och selwer aktiv ginn, fir Wunnunitéiten ze bauen. Et ass awer och e Fakt, dass de Logement net zu den obligatoresche Missioune vun de Gemenge gehéiert. Virun allem déi kleng a mëttelgrouss Gemengen doe sech oft schwéier dermat, fir sech am Wunnengsbau ze engagéieren. Dat erkläert dann och, dass de Moment just 60 vun 102 Gemenge subventionéiert Bauprojeten um Lafen hunn, obwuel si hei bis zu 75% vum Invest vum Stat erëm zréckkréie kënnen.

Kleng a mëttelgrouss Gemenge sinn hei oft einfach iwwerfuerdert. Hiert Personal an hire Budget si limitéiert a si si frou, wa si hir legal Obligatioune wéi de Stroossebau, d'Waasserversuergung oder d'Kannerbetreiung gestëmmt kréien. Si kommen dofir och iwwerhaapt net op d'Iddi, vun hirem Virkafsrecht Gebrauch ze maachen, fir Terrainen ze kafen a selwer Wunnunitéiten ze schafen.

D'Gemenge sinn awer, wéi gesot, e wichtegen Akteur an et ass wichteg, dass all Gemeng sech un der Bewältegung vun der Mammutaufgab Logement bedeelegt.

Dofir wëllt d'DP d'Gemengen zousätzlech encadréieren an hinnen déi néideg Hëllefsstellung ginn, fir selwer kënnen am Logement aktiv ze ginn. Ech denken hei un de Pacte Logement 2.0, wou all Gemeng e Logementsberoder, äänlech wéi de Klimaberoder am Pacte Climat, zur Säit gestallt kritt. Duerch d'Best Practices soll eng Gemeng vun där anerer kënne léieren. An unhand vun engem Moossnamekatalog solle Gemengen unhand vun hiren Engagementer am Logementsberäich bewäert kënne ginn, fir dass eng Gemeng sech op eng flott Aart a Weis mat där anerer moosse kann.

Här President, déi ëffentlech Bauträger hunn eis zougedroen, dass si oft Problemer hunn, déi kommunal Mandatsträger dervun ze iwwerzeegen, fir Sozialwunnengen op hirem Territoire ze bauen. D'Suerg vu ville Lokalpolitiker ass déi, dass Gettoen an hire Gemengen entstinn. Mir sinn eis alleguerten eens, dass mir däitlech méi Efforten am Locatif musse maachen, net nëmme well vill vun eisen eegenen Awunner sech keng eege Wunneng kënne leeschten, mä och well eisen Aarbechtsmaart op héich qualifizéiert Leit aus dem Ausland ugewisen ass, déi Lëtzebuerg mat aneren attraktive Standuerter vergläiche kënnen.

Eise Wunnengsmarché ass hei oft den ausschlaggebende Punkt, fir net op Lëtzebuerg ze kommen, a schuet domat konkret eiser Wirtschaft an eisem Wuelstand. Mir schwätzen hei also net vu Sozialfäll. Neen, mir schwätze vu Leit, op déi mer ugewise sinn, wa mer de Modell vum qualitative Wuesstum wëllen erreechen, dee mir alleguerten ustriewen.

Mir als DP sinn op alle Fall der Meenung, dass virun allem bei de grousse Projeten op eng gewësse sozial Mixitéit sollt opgepasst ginn. Wëllt heeschen, dass souwuel Locatif wéi Vente mat Bail emphytéotique ugestrieft a souwuel Haiser wéi och Appartementer gebaut solle ginn. Mir sinn op alle Fall der Meenung, dass dat déi eenzeg sënnvoll landesplaneresch Erugoensweis ass.

Här President, ech hunn et scho gesot: D'Stäerke vum Marché locatif ass eng vun de groussen Erausfuerderungen an der Logementspolitik. Dass, wéi scho gesot, d'Akteure wéi d'AIS méi Wunnenge vu Proprietairë fir d'Locatioun kréien, well hei just nach d'Halschent fir de Proprietaire besteiert gëtt, huet konkret eppes bruecht fir d'Leit mat begrenztem Revenu, déi op bëlleg Mietwunnengen ugewise sinn. D'Proprietairen, déi un d'AIS verlounen, kréien zwar net grad dee Loyer wéi um private Marché, mä hu soss just Virdeeler. Si si sécher, dass si ëmmer hir Sue pünktlech bezuelt kréien an hunn eng Garantie, dass si zu all Moment no dräi Méint hiert Appartement am selwechten Zoustand kënnen zréckkréien, wéi si et ofginn hunn.

Fir de Service vun der AIS nach méi effikass ze maachen, musse mir onbedéngt déi sozial Betreiung vun de Locatairë weider ausbauen. Dat féiert derzou, dass d'Locatairë vun der AIS esou séier wéi méiglech eppes um private Marché kënne lounen a kafen. Fir Locatairen um Privatmarché hu mir dat sougenannte Wunngeld agefouert. Virun e puer Méint hu mir nach eng Kéier däitlech nogebessert, soudass ronn zwee Drëttel vun de Locatairen zu Lëtzebuerg vum Wunngeld profitéiere kënnen. An awer stellt ee fest, dass d'Locatioun um Privatmarché nach laang net fir jiddwereen ze bezuelen ass.

An deem Kontext gëtt dann oft vun enger Mietpreisbremse geschwat. Mir hunn elo schonn esou eppes Äänleches wéi eng Mietpreisbremse. De Loyer pro Mount däerf näämlech net méi wéi 5% vum investéierte Kapital gedeelt duerch zwielef ausmaachen. Bei ale Wunnenge gräift dëse Mechanismus relativ gutt, well an der Vergaangenheet d'Baue manner deier war wéi haut. Bei Neiwunnenge sinn déi 5% awer extrem héich gegraff. Huele mer d'Beispill vun enger 50 m² Wunneng, déi dat lescht Joer zu engem Quadratmeterpräis vun 10.000 Euro, also am Ganze fir 500.000 Euro gebaut gouf. Dat ass an der Stad Lëtzebuerg e realistesche Präis. Hei dierf de Proprietaire sengem Locataire 2.080 Euro froen, an zwar kal.

Mir sinn dofir op, fir iwwert d'5%-Limitt bei Neiwunnengen ze diskutéieren. Et kéint een zum Beispill ee gestaffelte Prozentsaz festleeën, jee no Alter vun der Wunneng. Mir mussen awer och oppassen, dass d'Locatioun sech duerno iwwerhaapt nach fir d'Proprietairë lount, well wa säi Rendement mat der Locatioun net méi lukrativ genuch ass, riskéiere mer, dass manner Locatif ugebuede gëtt, wat contraire zu eisem Zil ass.

Mir wëssen awer och, dass d'Kontroll vun esou Limitatioune vum Loyer immens schwéier ass. E Locataire, dee sech bei der Loyerskommissioun mellt, fir en Abus ze mellen, riskéiert, vum Proprietaire virun d'Dier gesat ze ginn. Esou gesäit leider d'Realitéit aus. Déi eenzeg Léisung, déi hei kéint hëllefen, ass en drastescht Eropsetze vun de Strofe beim Verstouss géint d'Gesetz an d'Aféierung vu Stéchprouwen. Eleng dës zwou Saache wäerten derzou féieren, dass sech un déi maximal zoulässeg Loyere gehale gëtt.

Grad fir deene Jonken entgéintzekommen, fuerdert d'DP och eng méi staark Förderung vu WGen. Dofir wëlle mir d'Colocatioun an d'Souslocatioun zu Lëtzebuerg vereinfachen. Hei muss zesumme mat de Gemenge gekuckt ginn, wéi mer dat am Beschte reglementéieren.

Här President, ech hunn elo den Tour ronderëm vill Aspekter vun der Logementsthematik gemaach an hu probéiert, op all d'Froen anzegoen, déi de Minister der Chamber gestallt huet. Ech wëll nach eng Kéier op mäi Constat vum Ufank vu menger Ried zréckkommen: D'Wunnpolitik ass komplex an et gëtt net ee Wonnermëttel, dat ee blannemännerches uwende kéint, fir all eis Problemer ze léisen.

Ech wëll dem Minister op dëser Plaz ausdrécklech Merci soen, dass hien dësen Débat de consultation ugefrot huet, fir vun der Chamber hir Vuen op d'Logementsproblematik gewuer ze ginn. Et ass einfach, eppes ze kritiséieren. Bal genausou einfach ass et, simplistesch Iddie fir komplex Problemer ze lancéieren.

Dësen Debat gëtt jiddwerengem d'Méiglechkeet, seng Iddien ze verdeedegen an ze erklären, wéi dës Iddien an der Praxis kënnen ëmgesat ginn.

Här President, well zur Politik ëmmer Theorie a Praxis gehéieren, huet d'Logementskommissioun decidéiert, am Virfeld vun dësem Debat d'Akteure vum Terrain ze gesinn, fir esou ganz konkret gewuer ze ginn, wat d'Suerge sinn, déi dës Akteuren an hirem Alldag erliewen, a wat muss verbessert ginn, fir dass si nach méi effikass schaffen an esou mathëllefe kënnen, fir de Logementsproblem ze behiewen. An am Ganzen eelef Entrevuë krute mir vill nëtzlech Informatiounen.

Ech wëll dofir all eisen Diskussiounspartner e grousse Merci soe fir hir Zäit an d'Aarbecht, déi si investéiert hunn, fir eis op deen neiste Stand vun hirer Aarbecht a vun hiren Erausfuerderungen ze setzen.

Här President, d'politesch Iwwerzeegungen an dësem Debat, an dat wäert eis den Nomëtteg weisen, ginn op verschiddene Punkten auserneen. Op engem Punkt si mir eis awer alleguerten eens: de Constat, dass mir alles mussen derfir maachen, dass zu Lëtzebuerg jiddwereen en Daach iwwert dem Kapp huet. Déi eenzel Akteuren hunn eis eng Partie Saache mat op de Wee ginn, déi eis hëllefen, dësem Zil op d'mannst e Stéckche méi no ze kommen.

Ech erlabe mir dofir, eng Motioun eranzereechen, an där eng sëlleche Propositiounen iwwerholl gi sinn, déi d'Akteuren eis am Kader vun den Entrevuë mat op de Wee ginn hunn. Dës Positioun ass gedroe vun der grénger Fraktioun, vun der LSAP an natierlech och vun der DP an ass natierlech nach op, fir och vun anere Fraktioune mat ënnerschriwwen ze ginn.

Här President, ech géif Iech déi dann heimat iwwerginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant qu'un débat de consultation sur la problématique du logement a eu lieu le 1er mars 2018;

- rappelant les efforts réalisés par le Gouvernement actuel ainsi que par les gouvernements précédents en matière de logement;

- considérant que malgré ces efforts, la situation du marché immobilier de par ses multiples facettes reste précaire à cause de l'évolution des prix et de la pénurie de logements à prix abordables;

- convaincue que les priorités futures en matière de politique du logement doivent se concentrer sur la lutte contre la rétention et la spéculation foncières, la stabilisation des prix et des loyers, ainsi que la création d'une offre nettement plus large de logements, et notamment de logements à coût modéré et de logements locatifs sociaux;

- estimant que le plan sectoriel «Logement» constitue un des éléments clés de la politique nationale du logement pour les années à venir;

- considérant l'envergure de la problématique en matière du logement, dépassant largement les seules compétences du Ministère du Logement et que le sujet englobe des éléments fiscaux, budgétaires, d'urbanisation, d'aménagement du territoire, d'environnement ainsi que des aspects de politique familiale et sociale;

- considérant que seule une collaboration de tous les acteurs et notamment de l'État, des communes et des administrations concernées pourra conduire à une action ciblée dans la politique du logement;

- rappelant que la Commission du Logement a organisé une série d'entrevues avec les partenaires sociaux, ainsi que d'autres interlocuteurs (Caritas Luxembourg, le Fonds du logement, la Société nationale des habitations à bon marché, l'Agence immobilière sociale, la Conférence générale de la jeunesse et le Syvicol) et que ceux-ci ont émis une série de propositions au sujet de la problématique du logement;

- vu la perspective d'accroissement sensible de la population et partant l'accroissement de la demande pour des logements à prix et à loyers abordables;

- vu que les estimations des besoins en logements varient substantiellement selon les différents acteurs;

- considérant l'évolution dynamique du nombre de ménages en raison de l'installation de cellules familiales réduites et une augmentation corrélative des besoins de logements;

- considérant que les promoteurs publics et partiellement les promoteurs privés jouent un rôle important dans la création de logements abordables;

- vu que la création de logements n'est qu'une mission facultative des communes et que la mise en œuvre des mesures existantes entraîne une charge administrative importante, ce qui pose problème surtout dans les petites communes;

- considérant que les communes sont souvent réticentes pour s'engager dans le logement social;

- considérant que la lourdeur des procédures administratives cause toujours des retards entre la planification et la réalisation de logements;

- considérant que la viabilisation de quelque 975 ha de terrains immédiatement constructibles dans les PAG des communes se fait attendre;

- considérant que la base d'assiette pour le calcul de l'impôt foncier date de l'année 1940;

invite le Gouvernement

- d'une manière générale, à axer sa politique du logement sur la maîtrise du foncier, l'augmentation de l'offre de logements, la simplification et l'accélération des procédures administratives, ainsi que le renforcement de la coopération avec le secteur communal;

- à orienter sa politique du logement également suivant les critères de l'aménagement du territoire afin d'augmenter notamment la mixité des fonctions logement-travail-loisirs;

- et à augmenter l'offre de logements disponibles sur le marché luxembourgeois en

• examinant la possibilité d'augmenter la densité résidentielle du bâti en construisant en hauteur et en augmentant les coefficients d'utilisation maximale du sol, dans les quartiers où cela s'avère approprié, ce qui aura pour double avantage de réduire l'incidence des terrains à bâtir dans le coût du logement afin de freiner la hausse des prix immobiliers et de mieux tenir compte des impératifs du développement durable en réduisant la consommation de sols par logement, tout en respectant les principes de l'architecture et de l'urbanisme en milieu rural;

• mobilisant davantage les «Baulücken» en incitant et accompagnant les propriétaires privés des «Baulücken» à viabiliser leurs terrains, étant donné que pour celles-ci les infrastructures essentielles sont déjà en place;

- à étudier la possibilité de créer un fonds spécial d'investissement pour le logement, permettant aux autorités publiques d'acquérir les terrains nécessaires pour de futures constructions;

- à évaluer les instruments actuellement en place destinés à combattre la spéculation foncière et à étudier la possibilité d'introduire de nouvelles mesures contre la rétention foncière;

- à installer un guichet unique pour accueillir les demandeurs recherchant un logement social qui dressera une liste unique des personnes qui recherchent un logement social au Luxembourg et qui constituera une simplification administrative substantielle pour les administrés concernés;

- à inciter le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché ainsi que les communes à construire davantage de logements locatifs en réformant le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et en ajustant les subventions étatiques dont les promoteurs publics peuvent profiter;

- à veiller toutefois à garantir une mixité entre locataires et propriétaires ainsi qu'une mixité sociale au niveau des grands projets de construction des promoteurs publics;

- à revoir les différentes aides individuelles au logement, y compris la garantie de l'État pour l'acquisition d'un logement destinées aux particuliers;

- à réformer le fonctionnement des commissions des loyers communales et à effectuer des contrôles par sondage du respect du seuil maximal du loyer mensuel;

- à modifier l'article 28 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation en vue de rendre obligatoire l'établissement d'un cadastre des loyers par les communes;

- à clarifier la situation de la sous-location et la colocation en adaptant la législation sur les baux à loyer;

- à promouvoir davantage la gestion locative sociale et à renforcer l'accompagnement social qui est le principal facteur de réussite des projets d'inclusion sociale;

- à dynamiser la création de logements sociaux notamment en encourageant les communes de prendre des engagements plus fermes et conséquents dans ce domaine;

- à renforcer le conseil et le soutien des communes dans la promotion immobilière sociale par le biais d'une nouvelle structure à créer dans le cadre d'un «pacte logement 2.0»;

- à mettre à disposition des communes un règlement type portant sur les modalités concernant la part obligatoire de logements à coût modéré dans certains plans d'aménagement particuliers;

- à étudier la possibilité, dans le cadre d'un «pacte logement 2.0», de réserver dans les grands projets de logement une part obligatoire au logement locatif social;

- à introduire le plan sectoriel «Logement» dans la procédure réglementaire dès que la réforme de la loi sur l'aménagement du territoire est entrée en vigueur;

- à réduire les lourdeurs administratives pour raccourcir le temps entre la planification et la réalisation de logements en

• mettant en place une stratégie coordonnée en matière de la politique du logement au niveau national, à travers une clarification et une harmonisation des objectifs et des procédures entre les différents ministères impliqués;

• instaurant un «monitoring» systématique et permanent du dispositif légal et réglementaire, avec le concours des acteurs sur le terrain pour assurer l'efficacité et surtout l'utilité des procédures en place;

• instaurant un code de la construction, assurant la cohérence et la lisibilité de tous les textes légaux en la matière;

• promouvant davantage la stratégie «Paperless» en matière des procédures d'autorisation mis déjà en place pour d'autres actes administratifs;

• renforçant le rôle et les moyens de la plateforme de concertation PAP;

• introduisant une procédure allégée pour toute modification ponctuelle du PAP et du PAG;

- à créer un Haut comité de concertation composé du Ministre du Logement, les ministres ayant l'Intérieur, l'Aménagement du territoire et l'Environnement dans leurs attributions, le Syvicol, ainsi que des délégués du secteur privé, qui aura pour mission la concertation et l'élaboration concrète de propositions réalistes et durables à mettre en œuvre pour accélérer les procédures d'autorisation et l'étude et l'évaluation des différents programmes de la politique du logement en vue de leur adaptation aux besoins détectés et de faire des propositions d'amélioration;

- à mener une étude se basant sur une approche scientifique pour évaluer les besoins réels en logements en différenciant les différents types de logements;

- à étudier les besoins quantitatifs et qualitatifs des ménages à la recherche d'un logement au Luxembourg pour établir par la suite un état des lieux plus précis sur la demande de logements et pour développer une action politique plus ciblée;

- à élaborer une proposition de réforme de l'impôt foncier afin de mieux prendre en considération la valeur réelle des différents terrains en question;

- à renforcer la sensibilisation au niveau national sur les instruments en place pour améliorer l'efficacité des mesures destinées au grand public;

- à informer davantage aussi bien les ménages que les entreprises sur les subventions étatiques existantes en matière de rénovation énergétique.

(s.) Max Hahn, Yves Cruchten, Henri Kox, Marc Lies, Marco Schank.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, de Logement ass e Sujet, deen eis och nach an Zukunft wäert beschäftegen. Och wann nach vill ze maache bleift, huet d'Regierung d'Zigel an d'Hand geholl an ass amgaangen, déi néideg Mesuren ëmzesetzen, nodeems jorzéngtelaang net genuch gemaach ginn ass, fir den Däiwelskrees ze stoppen, an deem mir eis haut befannen.

Ech sinn zouversiichtlech, dass dës Mesuren derzou féiere wäerten, dass d'Situatioun sech zu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore verbessere wäert.

Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

M. Max Hahn *(DP).*- Erlaabt mer ganz um Schluss…

(Hilarité)

Une voix.- En ass net do!

Une autre voix.- En ass do.

M. Max Hahn *(DP).*- En ass do. Jo, e lauschtert no.

Här President, erlaabt mer, zum Schluss nach eng Kéier ganz kuerz op d'Motioun ze schwätzen ze kommen. Wa mir dës Motioun unhuelen, géif d'Chamber d'Regierung invitéieren, eng ganz Partie Iddien a Propositiounen ëmzesetze respektiv ze préiwen, déi d'Akteuren eis an de villen Entrevuen, déi mer mat hinnen haten, mat op de Wee ginn hunn.

Ech mengen, behaapten ze kënnen, dass et sech heibäi ëm eng vun de komplettste Motiounen handelt, déi d'Chamber jee am Beräich vum Logement gestëmmt huet. Déi verschidde Punkte gi vu Proposen, wéi een d'Offer vu Wunnenge kann an d'Luucht setzen, Bauland ka mobiliséieren, déi éffentlech Bauträger kann an hirer Aarbecht zousätzlech ënnerstëtzen, der Loyersproblematik, Prozedurvereinfachunge bis zu de Gemengen, déi verstäerkt hire Rôle am Logement ze spillen hunn.

D'Riedezäit léisst et leider net zou, dass ech op all Punkt am Detail kann agoen. Loosst mech dofir e puer Punkten erauspicken.

Mir wëssen, dass eng vun den Haaptaufgaben am Logement déi ass, d'Offer an d'Luucht ze schrauwen. D'Motioun proposéiert, dëst ze maachen, andeems op dofir gëeegente Plaze méi dense a méi héich gebaut ka ginn an zousätzlech Efforte bei der Bebauung vu Baulücke gemaach ginn. Déi éffentlech Bauträger sollen am Beräich vum Locatif méi aktiv ginn, ouni awer eng gesond Mixitéit bei hire grousse Projeten ze vernoléissegen. Et gëtt och proposéiert, eng eenzeg Waardelëscht ze schafe fir d'Leit, déi op der Sich no enger Sozialwunneng sinn.

D'Maximalhéicht vun de Loyeren ass eigentlech per Gesetz festgeluecht. Fir Abusen ze verhënneren, fuerdert d'Motioun d'Aféiere vu Stéchprouwen an eng Reform vun de Loyerskommissiounen. Am Kader vum Pacte Logement 2.0 sollen d'Gemengen zousätzlech Ënnerstëtzunge kréien a Form vun engem Logementsberoder respektiv enger Struktur, déi de benéidegten Know-how huet.

D'Motioun geet och op d'Prozeduren an an op d'Wichtegkeet, dass eise gesetzlechen a reglementäre Kader permanent op seng Auswierkung an der Praxis iwwerpréift gëtt. Ausserdeem gëtt eng méi koordinéiert Strategie tëschent all den implizéierte Ministèrë gefuerdert.

Här President, wéi gesot: Et gëtt elo nach Punkten an der Motioun, op déi ech net konnt agoen, déi et awer derwäert sinn, gelies ze ginn. Ech hoffen dann och, dass d'Motioun eng breet Majoritéit hei wäert fannen, well et wierklech drëms geet, d'Soucien aus der Praxis ze berücksichtegen an net fir politesch-ideologesch Grabenkämpf doriwwer ze féieren.

Dëst gesot, Här President, soen ech der Regierung nach eng Kéier Merci fir dës Debatt lancéiert ze hunn, de Kolleegen aus der Kommissioun Merci fir déi, denken ech, ganz flott a produktiv Zesummenaarbecht, den Akteure vum Terrain, déi mer gesinn hunn an eisen insgesamt eelef Sitzungen, Merci fir hir Aarbecht, déi si geleescht hunn, eise Fraktiounsmataarbechter e grousse Merci fir d'Ausschaffe vun där ganzer Aarbecht, wat mäin Discours hei ugeet. An ech wëll awer och zu gudder Lescht net d'Madamm Francine Cocard hei aus dem Haus vergiessen,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Très bien! Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- …déi ganz äerdeg war, wat d'Ausschaffen och vun de Procès-verballen ugaangen ass. Dëst gesot, Här President, géif ech mech dann hei vum Riednerpult verabschiden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Äddi!

Une voix.- Dann ass dee verabschid!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Här President, mir hunn haut jo deen x-ten Débat de consultation respectivement d'orientation zum Thema Wunnengsbau. Eigentlech misste mer éischter vu Wunnengsnout schwätzen, well d'Zuel vun deenen, déi ënnert dem Manktem un disponibelen a bezuelbare Wunnenge leiden, schéngt mer wesentlech méi héich ze si wéi d'Zuel vun neie Logementer, déi mer bauen.

Et ass jo och näischt Neies, wa mer haut alt erëm feststellen, dass d'Zuel vun neie Wunnengen, déi all Joers frësch op de Marché kommen, net duergeet, fir d'Besoine vun eiser Bevëlkerung ze decken. D'Konsequenzen dovunner sinn natierlech e permanent Klamme vun de Präisser, esou wéi dat eben an enger kapitalistescher Welt ass mat allem, wat rar awer begiert ass. An natierlech och, dass déi Schwächst aus dem Maart erausgedréckt ginn, eventuell an eist not Ausland.

D'Problematik ass, wéi gesot, net nei an d'Chamber befaasst sech a regelméissegen Ofstänn mat dësem Thema. Ech hunn elo emol hei en Dossier matbruecht, do si ganzer 44 Motiounen zum Thema Logement dran, déi d'Chamber an de Joren 2001 bis 2017 geholl huet. Haut kënnt dann nach eng 45. derbäi.

Ech mengen, dat ënnersträicht, wéi dacks dass dat Thema hei schonn op d'Tapéit komm ass!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, do kennen ech der e puer.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, Här President, wann ech doranner bliederen, da mierken ech, dass Dir an Ärer Zäit als Deputéierten ee vun de fläissegste Motiouneschreiwerte waart. Mä...

(Hilarité et interruptions)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Et sinn der och e puer vu mir!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Et sinn der och e puer vun Iech derbäi, Här Kox. Dat ass och gutt esou, well an den Ae vun eis Sozialisten, awer net nëmme vun eis, sinn d'Wunnengsproblematik an d'Präisexplosioun vun de Wunnengspräisser dee gréisste soziale Chantier, dee mir an eisem Land hunn. Virun allem déi Leit, déi riskéieren, an d'Aarmut ofzerutschen, leide besonnesch ënnert der Wunnengsnout. Awer net nëmme si. Och Stéit a Famillje mat engem - loosse mer emol soen - normalen Akommes riskéieren ënnert d'Rieder ze kommen, wann d'Loyere weider klammen.

Ech widderhuelen dofir nach eemol dat, wat ech och scho virun zwee Joer hei op der Tribün gesot hunn: Mir liewen an engem räiche Land, mä meeschtens sinn et net eis Paien, déi ze niddreg sinn, et sinn och net eis Sozialhëllefen, déi net duerginn. Wat de Bierger an eisem Land e Lach an de Portmonni frësst, dat sinn d'Käschte vum Wunnen.

Am Joer 1964 huet en Duerchschnëttsstot eng 18,7% vu sengem Akommes fir d'Wunnen ausginn. Am Joer 2009 waren et dem Statec no scho 34,4%. A mir mussen dovunner ausgoen, dass dësen Taux an de leschten néng Joer nach an d'Luucht gaangen ass. De Problem betrëfft also net nëmmen déi sozial Schwaach an eiser Gesellschaft, mä och déi sougenannte Mëttelschicht leit ënnert de Wunnengspräisser.

A wa mir hei iwwert de Logement schwätzen, da vergiesse mer och allze dacks déi, déi iwwerhaapt keen Daach iwwert dem Kapp hunn. Si sinn elo schonns vun eiser Gesellschaft ausgeschloss a mussen dacks, wann iwwerhaapt, ënner erbäermleche Konditiounen, heiansdo och zu iwwerdriwwenen Tariffer, zum Beispill an deene sougenannte Cafészëmmeren - ech soen elo emol - hausen.

E Règlement grand-ducal, wat dës Zort vu Wunnengen ugeet, ass viru Kuerzem op den Instanzewee gaangen. Hei ginn d'Responsabilitéite vum Proprietaire an och vun der Gemeng gekläert, mä d'Problematik selwer, déi bleift awer, ob fir Sans-abrien oder och Refugiéen oder ganz einfach Leit, déi wéineg hunn, fir ze liewen. Natierlech sprengt déi doten Diskussioun de Kader vun dëser Debatt, mä et sollt awer erwäänt ginn.

Fir déi éischt Nout ze bekämpfen, hu mer virun dräi Joer eng Loyerssubventioun geschaaft, déi mer antëschent souguer nach verbessert hunn, fir dass méi Leit kënne gehollef kréien.

De Minister kann eis vläicht herno nach soen, ob si schonn haut feststelle kënnen, ob mat deenen neie Konditiounen ewell de Cercle oder de Krees vun de Beneficiairë méi grouss ginn ass. Och aner Initiative vun der Regierung ginn an déi richteg Richtung, wéi de Baulückeprogramm, d'Reform vum Fonds du logement. Grouss Projete wéi déi zu Woltz oder nach zu Diddeleng mat iwwer 1.700 Wunnenge sinn an der Programmatioun, fir nëmmen déi ze nennen.

De Baulandvertrag soll kommen. D'Prozedure goufe vereinfacht a méi séier gemaach, och wann do nach Sputt no uewen ass. D'Gemengefinanzreform belount déi Gemengen, déi sozial Wunnraum schafen. De Pensiounsfong lancéiert e Pilotprojet am soziale Wunnengsbau. A mat dëse séllechen Initiative reit sech dës Regierung eigentlech an d'Initiativen, déi och vu viregte Regierunge geholl gi sinn, an. An et kann een net soen, dass dës Regierung näischt ënnerholl hätt! E wierklecht Patentrezept ass awer nach net fonnt ginn. Mä et ass och nach net alles probéiert ginn! Mir musse bei den Ursaachen usetzen a méi geziilt virgoe bei eiser Politik.

Mir hunn zu Lëtzebuerg d'Chance, dass vill vun eisen Awunner Proprietaire vun hirer eegener Wunneng sinn. Dat ass och gutt esou, well et ass de Wonsch respektiv e Liewenszil vu ganz ville vun eis, iergendwann eng Kéier a sengen eegene véier Maueren ze liewen. An der Vergaangenheet goufe verschidden Instrumenter geschaaft, fir den Zougang zum Eegenheem ze erliichteren. Dës Instrumenter si gutt a gehéieren och ugepasst. Déi aktuell Wunnengsbauhëllefe sollten dofir alleguerten op de Leescht geholl ginn. Esou missten zum Beispill an eisen Aen onbedéngt déi fiskalesch Hëllefe wéi de bëllegen Akt oder den Taux super-réduit bei der TVA un d'Situatioun vun haut ugepasst ginn.

Mir proposéieren dofir, dës Hëllefen, déi nach zum Deel aus dem Joer 2002 stamen, an d'Luucht ze schrauwen, woubäi ee besonnesch sollt Famillje mat Kanner begënschtegen. Esou kéint een dee berüümte Géisskaneprinzip och aschränken, deen heiansdo bewierkt huet, dass d'Präisser duerno ugezunn hunn.

Eng konkret Propos wier zum Beispill de bëllegen Akt, deen e Crédit d'impôt vun 20.000 Euro ausmécht, ëm 10.000 Euro ze erhéije pro Kand, wat am Stot lieft. De Crédit d'impôt huet, wéi e geschaaft gouf, de Wäert vun engem Immobilienobjet gehat vun 285.700 Euro. Haut, 16 Joer méi spéit, läit den Duerchschnëttspräis vun engem Appartement mat zwou Schlofkummere bei 487.442 Euro an dee vun engem Haus mat dräi Schlofkummere bei 709.958 Euro. En äänleche Betrag pro Kand kéint een dofir och virgesi bei der Faveur fiscale vun der TVA, déi doduerch, dass déi generell TVA vu 15% op 17% eropgaangen ass, haut manner ausmécht wéi déi Jore virdrun.

Eleng d'Evolutioun vun de Wunnengspräisser rechtfertegt, dass op der Säit vun de fiskaleschen Hëllefen nogebessert gëtt. En anert Instrument, wat lues awer sécher amgaangen ass seng Wierkung ze verléieren, ass déi staatlech Garantie beim Uschafe vun engem éischten eegene Logement. Hei iwwerhëlt de Stat eng Garantie bis zu 141.618 Euro. Dat mag och virun e puer Joer nach duergaange sinn, mä haut kritt een an der Stad knapps nach eng Garage fir dee Präis.

Ech hat de Minister Hansen an enger Question parlementaire gefrot, wéi dacks dass bis ewell déi Statsgarantie gespillt huet. A seng Äntwert war kloer: „Nach ni." De Stat geet also wéineg, wann iwwerhaapt e Risiko an. An dofir sollte mer net zécken, souwuel d'Konditioune fir d'Statsgarantie ze erliichteren, nach fir de Montant, fir deen de Stat géif biergen, ze verduebelen oder souguer ze verdräifachen. Dat géif sécher méi Leit hëllefen, op hirer Bank en Immobilieprêt ze kréien a sech den Dram vun enger eegener Wunneng ze erfëllen.

Dem Minister géife mer och gäre mat op de Wee ginn, fir iwwer Mietkaufmodeller nozedenken. Esou Modeller gëtt et am Ausland an erlaben de Stéit mat geréngem Akommes, wärend enger gewëssener Zäit dat Kapital unzespueren, fir iergendwann hir Wunneng, déi se lounen, och ze kafen.

Den Här Meyers hat eis an der Kommissioun gesot, dass et esou e Pilotprojet zu Lëtzebuerg scho viru laanger Zäit emol ginn hätt. Mir mengen, et wier derwäert, fir esou ee Projet ze relancéieren.

Zur ganzer Wourecht gehéiert awer och, dass vill Leit lounen. A si goufen dacks vergiess, wa mer iwwert d'Wunnengsproblematik geschwat hunn. An niewent der Loyerssubventioun, déi mer geschaaft hunn, ginn et nach vill aner Pisten, déi mer kéinten exploitéieren. Ugefaange bei de Kommissioune vun den Agencen, déi den Ament eleng vum Locataire gedroe ginn. Dat fanne mir net fair. Et ass net ëmmer, mä an den allermeeschte Fäll de Proprietaire, deen eng Agence beoptragt, e Locataire ze sichen. An dofir sollt hien och un de Käschte participéieren, déi do fir d'Agence entstinn.

D'Iddi, wéi et se an anere Länner gëtt, dass d'Käschte sollten opgedeelt ginn tëscht dem Proprietaire a sengem Locataire, fanne mir sympathesch. An eisem Nopeschland Däitschland gouf viru Kuerzem decidéiert, dass deen, deen der Agence den Optrag gëtt, déi Käschten eleng ze iwwerhuelen huet. Eng äänlech Proposition de loi hunn d'Kolleege vun déi Lénk och hei an der Chamber deposéiert. Mir sollte kucken, wéi de Bilan an Däitschland ausgesäit, well do schéngt relativ vill Schmu gedriwwen ze ginn, fir dass am Endeffekt awer erëm de Locataire eleng op deene Käschte sëtze bleift. Dofir sollte mer d'Konklusioune vun eisen däitschen Noperen ofwaarden an dat genee kucken.

Eis Gesetzgebung iwwert d'Colocatioun an iwwert d'Souslocatioun muss onbedéngt verbessert ginn. Mir gesinn, dass et haut nei Forme vum Wunnen a Liewe gëtt, zum Beispill Wunngemeinschafte vu jonke Leit oder vu Studenten. Och gouf et Problemer, wann eng Famill sech zum Beispill bereet erkläert huet, e Refugié bei sech opzehuelen. Et ass dermat ze rechnen, dass et an Zukunft ëmmer méi esou Forme vun Zesummen- oder Mateneeliewe gëtt, an eis Gesetzgebung vun haut dréit deem kaum bis guer net Rechnung.

An dësem Deel vu menger Ried géif ech och gäre vun där Mietpreisbremse schwätzen, esou wéi se och an Däitschland agefouert gouf, wou se an de Grousstied mat deeneselwechte Problemer ze kämpfen hu wéi mir.

D'LSAP wëllt eng Mietpreisbremse aféieren. Allerdéngs feelt et eis zu Lëtzebuerg einfach un den néidegen Instrumenter, fir esou richteg doriwwer ze schwätzen. Mir hu kee Mietspigel, deen eis et géif erméiglechen erauszefannen, wéi den Duerchschnëttsloyer op där enger oder anerer Plaz am Land ass. Mir ginn net midd, zënter Joren esou eng detailléiert Erhiewung vun de Loyeren ze froen. Am Gesetz vum 21. September 2006 iwwert de Bail à usage d'habitation kruten d'Gemengen d'Méiglechkeet, esou ee Loyerskadaster ze erstellen. Allerdéngs war dat fakultativ a menges Wëssens no gëtt dat awer den Ament net gemaach, op d'mannst net systematesch.

Mir missten dofir den Artikel 28 vum Gesetz änneren an dëse Kadaster obligatoresch maachen. U sech hu mir awer - an dat huet de Kolleeg Max Hahn och scho gesot - hei zu Lëtzebuerg eng Zort Mietpreisbremse, an zwar déi, dass de Joresloyer net méi héich däerf si wéi 5% vum Wäert vun der Wunneng. Et ass sech awer ze froen, wéi d'Situatioun an der Realitéit ass an ob dës 5% haut bei deem Ertrag, deen een zurzäit mat sengen Immobilie mécht, nach Sënn mécht, oder ob een dee Prozentsaz net op d'mannst sollt upassen. Hei muss virun allem d'Fro opgeworf ginn, ob de Locataire den Terrain zum selwechten Taux matbezuele muss wéi d'Gebai selwer.

Eng wierklech gutt Initiativ aus de vergaangene Joren ass déi vun den Agences immobilières sociales. Dës Initiative si weider ze entwéckelen, och op kommunalem Plang. An der Kommissioun hunn eis déi Responsabel vun der AIS opmierksam gemaach op d'Problematik vun de maximalen 10 Euro de Meter carré, déi de Loyer hei dierft ausmaachen. Dat bréngt awer mat sech, dass zwar fir e Kolonienhaus am Süde vum Land mat 100 m² dee Loyer vun 1.000 Euro nach iergendwéi akzeptabel wär, awer fir en aalt Haus um Land mat 250 m² de Loyer schonn 2.500 Euro géif ausmaachen. Hei muss nogebessert ginn an déi strikt Regelung vun deenen 10 Euro de Meter carré muss iwwerduecht ginn.

Och koum vusäite vun der AIS d'Fuerderung, méi sozialen Accompagnement ze garantéieren. Dës Fuerderung ass bei eis Sozialisten net op daf Ouere gestouss a mir wëllen, dass souwuel d'AISe wéi och eis Office-sociallen an de Gemengen dat néidegt Personal kréien, dat si brauchen, fir dëse Suivi ze assuréieren.

Mir sinn eis alleguerten eens heibannen, dass mer net genuch sozial Mietwunnengen hunn an och d'Zuel vu sougenannten erschwénglecheWunnenge geet net duer. Dofir gi vusäite vun de Gemengen, awer och vum Wunnengsfong an der nationaler Wunnengsbaugesellschaft, grouss Efforte gemaach, fir an Zukunft méi ze bauen, sief et fir ze lounen oder fir ze kafen.

De Stat léisst sech dat jo och eppes kaschten a leet bäi. Esou kritt eng Gemeng, déi e Logement social locatif baut, der dräi gratis vum Stat derbäi. An dach ginn all dës Efforten net duer, weder fir de Retard opzehuelen, dee mer an de leschte Jorzéngte geschaaft hunn, nach fir dem Besoin vun haut a vu muer entgéintzekommen. Dofir misste mer eng 6.500 Wunnengen all Joers nei op de Marché kréien, awer mir bleiwe leider wäit ewech vun deem Zil, och wann de Fong an d'SNHBM, wéi ugekënnegt, hir Efforte verduebele respektiv verdräifachen an den nächste Joren.

Ee Problem deele sech näämlech d'Gemengen an déi zwou Wunnengsbaugesellschaften. Si komme selwer net un d'Terrainen, déi se bräichten, fir méi a méi séier Wunnengen ze schafen. An der Vergaangenheet hu mer zu Lëtzebuerg de cocassë Phenomeen gehat, dass mer Joer fir Joer Wunnengen, déi zum soziale Wunnengsbau gehéieren, verluer hunn. Et muss definitiv ophéieren, an zum Deel geschitt dat jo och schonns, dass déi vun ëffentlecher Hand matfinanzéiert Wunnengen no zéng oder zwielef Joer weiderverkaaft ginn an a Privathand iwwerginn! Déi Wunnenge sinn dann definitiv verluer fir de soziale Wunnengsbau.

De Stat an d'Gemenge mussen hire Parc immobilier esou gutt wéi méiglech behalen a substanziell ausbauen, fir kënnen Afloss op de Marché an op d'Präisser ze huelen.

Mir soen och ëmmer gär, dass mir e klengt Land si mat wéineg Surface, a well mer net kéinte wuessen, de Präis vun den Terrainen automatesch klëmmt. Wa mir awer haut eis Stied an eis Gemenge kucken, da gesi mer awer nach vill Sputt fir Verdichtung. Hei läit nach Potenzial, fir Wunnraum ze schafen, ouni mussen eis Landschaft ze zersidelen.

Mir brauchen natierlech séier de Plan sectoriel «Logement», nodeems mer eist neit Landesplanungsgesetz hunn, grad wéi déi nei PAGen an de Gemengen, déi déi laang Prozeduren, fir ze bauen, déi mer haut kennen, wesentlech wäerten acceleréieren. Dat gesi mer schonn haut an deene Gemengen, déi hir nei PAGen ënnerdaach hunn. Mam Omnibusgesetz goufen do scho Verbesserungen erreecht. An dat ass och net vu Muttwëll!

An der Chamberskommissioun huet d'Beruffskummer eis virgerechent, dass déi duerchschnëttlech Prozedurdauer bei engem Neibau bei iwwer siwe Joer läit, an dat ouni de Bau selwer. Mir sinn eis alleguerten eens, dass dat ze vill ass an dass mer do musse Remedur schafen.

Eis Grondsteier, an doriwwer hu mer jo och schonn zerguttst hei an der Chamber geschwat, gehéiert reforméiert. Mir berechnen déi haut nach no de Kritäre vum Oberfinanzamt Köln mat enger Valeur théorique aus dem Joer 1941. Kierzlech huet dat däitscht Bundesverfassungsgeriicht dës Eenheetswäerter a Fro gestallt. Déi Argumentatioun vum ieweschten däitsche Geriicht kéint ee bestëmmt och zu Lëtzebuerg iwwerhuelen. Et ass natierlech schwéier a komplex. Dat soll eis awer net dervun ofhalen, déi Reform unzegoen an technesch virzebereeden, dat heescht d'Bewäertung vun de Grondstécker a Gebaier op de Stand vun haut ze bréngen. D'Grondsteier muss e Lenkungseffekt hunn op eng optimal Bebauung vun de Grondstécker.

Ech hu virdrun, grad wéi meng Virriedner, eng séllechen Iddien op den Dësch geluecht, wou mir als Politik kënnen aktiv ginn, fir géint déi iwwerdriwwe Wunnengspräisser an hir Konsequenze virzegoen. Allerdéngs reie sech déi Iddien alleguerten an zu den Initiativen an Iddien, déi schonns an der Vergaangenheet geholl goufen. Et sinn eenzel Riedercher, un déi mer dréie ginn, an och zu Recht, well op där enger oder anerer Plaz besteet effektiv Nohuelbedarf. Vill vun dësen Iddie förderen d'Demande an net d'Offer. Awer all dës gutt an och gutt gemengten Initiative ginn net eleng duer, fir de generelle Problem vun de Wunnengspräisser hei am Land an de Gréff ze kréien.

Iwwer all dëse Froen, wéi déi staatlech Subside fir d'Eegenheem oder d'Hëllefe fir d'Locatairen, do schwieft zanter Joren eng Fro, déi a mengen Ae kapital ass a virun där mer eis an de leschte Jorzéngten ëmmer erëm gedréckt hunn. An dat ass d'Fro: Wéi komme mer un dat néidegt Bauland, fir déi Zuel vu Wunnengen ze schafen, déi mer brauchen?

Eis Wunnengspolitik muss prioritär bei der Verbreedung vun der Offer usetzen. Nëmmen esou kënnen d'Präisser stabiliséiert ginn. Wa mer iwwer Logement schwätzen, da schwätze mer vun de Wunnengspräisser. Allerdéngs misste mer do e bëssen nuancéieren, well eigentlech sinn zanter 1980 d'Präisser vun der Konstruktioun relativ no un der genereller Präisevolutioun bliwwen, wärend d'Präisser vun denTerrainen eleng regelrecht explodéiert sinn.

Et kann een also soen, dass d'Bauen haut net wesentlech méi deier ginn ass, mä dass et d'Terrainspräisser sinn, déi un der Verdeierung vum Wunne schold sinn. An et schéngt och esou ze sinn, dass vill Terrainen, déi eigentlech direkt kéinte bebaut ginn, einfach net op de Marché kommen. Mir hunn haut eng 2.700 Hektar Terrainen, déi kuerzfristeg kéinte bebaut ginn. Allerdéngs sinn dovunner 92% a privater Hand. An d'Fro muss erlaabt sinn, firwat déi Terrainen net bebaut ginn.

Et ass haut net onbedéngt am Interessi vun engem Proprietaire, fir säin Terrain ze verkafen, wann ee gesäit, dass de Rendement op broochleienden Terraine bei 5% a méi läit. Et ass also attraktiv, fir ze spekuléieren, dass dës Präisser éischter zouleeën, wéi ofhuelen. Op de Finanzmäert muss ee scho gutt sichen, fir Investissementer ze fannen, déi esou e Rendement garantéieren.

Kéinte mer déi 2.700 Hektar elo mobiliséieren, fir ze bauen, da géif dat enge 55.000 Wunnengen entspriechen. Wa mer awer dovunner ausginn, dass mer all Joer sollte 6.500 nei Wunnenge bauen, da wären dat bis d'Joer 2030, also an zwielef Joer, schonns 78.000 Wunnengen. Dat, wat also elo direkt disponibel ass, geet deemno emol net duer, fir mëttelfristeg eis Besoinen ofzedecken.

Fir d'Wunnengspräisser ze stabiliséieren, brauche mer eng regelrecht Wunnengsbauoffensiv, déi derfir suergt, dass méi Wunnengen insgesamt a virun allem och méi erschwénglech Wunnengen a méi sozial Mietwunnenge geschaaft ginn. Dofir brauche mir awer Terrainen, fir all dës Wunnengen ze bauen. A mir brauchen Terrainen op de richtege Plazen, esou wéi dat eng kohärent Landesplanung virschreift.

Mir mussen och géint d'Spekulatioun virgoen, well se schuet der Allgemengheet. Fir dës Wunnengsbauoffensiv ëmzesetzen, schloe mir en Zéngpunkteprogramm vir:

1. Mir brauchen en neit Buedemrecht. Dat neit Landesplanungsgesetz mat dem sektorielle Logementsplang gëtt eis d'Grondlag dofir.

2. Mir mussen eis d'Moyene ginn, fir massiv Bauland an zukünftegt Bauland opzekafen. Dofir proposéiere mir d'Schafe vun engem staatleche Fong, deen - mat genuch budgetäre Mëttelen equipéiert a gespeist, ënner anerem vun Antispekulatiounssteieren - zesumme mat de Gemengen zu engem richtegen Akteur gëtt um Immobiliemarché.

3. E Versuch fir esou eng Antispekulatiounssteier gouf et scho mam Pacte Logement. Allerdéngs gouf dëst op de Gemengenniveau erofgeholl mat der Konsequenz, dass nëmme wéineg Gemengen esou eng Steier agefouert hunn a se och plazeweis op wackelege juristesche Bee steet.

Wa mir also mierken, dass dëst Instrument op lokalem Plang net gräift, da kommt, mer hunn de Courage a mir huelen dëst op nationalen Niveau erop! An Zukunft muss fir muttwëlleg eidel stoe geloosse Wunnengen an direkt bebaubar Terrainen, bei deenen et kloer ass, dass se zu Spekulatiounszwecker broochleie gelooss ginn, eng Steier agefouert ginn, déi de Proprietaire derzou verleet, seng Wunneng ze verlounen oder säin Terrain ze bebaue respektiv ze verkafen.

4. Och muss iwwer eng Wäertschëpfungsabgab nogeduecht ginn. Engersäits soll et steierlech Virdeeler ginn, wann ee bereet ass, seng Terrainen dem Stat oder der Gemeng ze verkafen, mä et muss op där anerer Säit awer och kloer sinn, dass wann ee seng Terrainen zréckbehält an erhofft, ëmmer méi drop ze verdéngen, och d'Allgemengheet muss iergendwann eppes dovunner hunn.

Mir sollten hei net vergiessen, dass dacks doduerch, dass en Terrain ëmklasséiert gëtt, zum Beispill fir de Logement, dëse vun haut op muer säi Wäert ver-x-facht. Do schéngt et mir normal ze sinn, dass un dëser Plus-value och d'Allgemengheet muss bedeelegt ginn.

5. De Pacte Logement war eigentlech e gutt Instrument. Nach muss ee réckbléckend feststellen, dass en net ganz ambitiéis war. Déi allermeeschte Gemengen haten näämlech kaum Problemer, fir déi Ziler un neie Logementer aus dem Pacte Logement ze erfëllen. En zukünftege Pacte Logement 2.0 muss do méi ambitiéis Ziler setzen an an eisen Aen och konkret Virgabe maachen, zum Beispill, wat den Undeel vu sozialem an erschwénglechem Wunnraum ugeet.

De Pacte Logement vun haut mécht do keng Differenz, ob een déi 15% Zouwuess vu Wunnenge mat Villaen oder Loften erreecht, oder duerch zum Beispill soziale Mietwunnengsbau. Dat muss ënneren. Hei brauche mer kloer a couragéiert Ziler.

6. An deemselwechte Kader sollte mer och iwwert déi 10% vu Logementer schwätzen, déi bei engem Lotissement vun iwwer engem Hektar oder 25 Logementer de Kritäre vum Logement à coût modéré entsprieche mussen.

Hei muss d'Gesetz méi kloer festleeën, wat de Logement abordable respektiv à coût modéré ass, well mer feststelle mussen, dass dacks déi Wunnengen, déi do entstinn, nawell net onbedéngt zu moderéierte Präisser verkaaft ginn. Jo, do ass et eng Iwwerleeung wäert, ob déi Surface net besser an der ëffentlecher Hand wär, fir ze bebauen.

Mir kéinten eis virstellen, do dernieft déi 10% souguer ze erhéijen. Hei sollen déi staatlech Wunnengsbaugesellschaften an d'Gemengen zesumme mat der Privatwirtschaft wierklech erschwénglech Wunnraum schafen, an net just an der Theorie.

7. E Problem, besonnesch fir déi méi kleng Gemengen, ass, dass se dacks iwwerfuerdert sinn an net déi néideg Ressourcen an Expertisen hunn, fir grouss aktiv ze ginn op hirem lokale Wunnengsmaart. Dofir sinn all Initiativen, déi mer kënnen huelen, wëllkomm, fir de Gemengen dobäi ze hëllefen; net nëmme finanziell, mä och mat Berodung. Dofir soll mat engem neie Pacte Logement eng permanent Berodungsstruktur geschaaft ginn, déi d'Gemenge beréit an techneschen an och a juristesche Froen.

8. Bei deem Pacte Logement soll eng wierklech Partnerschaft entstoen tëschent dem Stat, de Gemengen an den ëffentleche Bauträger.

9. Mir brauchen awer och méi konsequent Outilen, déi et der ëffentlecher Hand erméiglechen, un déi néideg Terrainen ze kommen. Esou proposéiere mer, d'Virkafsrecht vum Stat an de Gemengen ze stäerken. Wuel gëtt et dëst Virkafsrecht schonn haut, mä et huet net dacks genuch gegraff an der Vergaangenheet, an dat ganz dacks aus engem Grond: Dat aktuellt Virkafsrecht obligéiert de Stat an d'Gemengen, deen Tariff ze bezuelen, deen de Proprietaire gär hätt fir säin Terrain oder säi Gebai.

Mir wëssen, dass weder Stat nach Gemeng wierklech gënschteg un Terraine kommen an dacks iwwerdriwwe Präisser musse bezuelen. Duerfir misst et méiglech sinn, dass, wa sech d'Gemeng oder de Stat net mam Proprietaire eens ginn, eng onofhängeg Expertise gemaach gëtt, déi déi reell Valeur vum Objet ka festhalen.

10. An ech weess, dass mer heibannen net alleguerten eens sinn iwwert d'Méiglechkeet, an extreme Fäll och eng Expropriatioun an d'Spill ze bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Wann et ëm en Dreckstipp, eng Kläranlag oder eng nei Strooss geet, do si mer bal alleguerten d'accord, fir iwwer eng Expropriatioun, bei enger gerechter Entlounung natierlech, ze diskutéieren. D'Argument, wat virausgeschéckt gëtt, ass do natierlech d'Utilité publique, also d'Wichtegkeet par rapport zur Allgemengheet.

Mä och de Wunnengsbau ass hautdesdaags eng Utilité publique. Ech erënneren drun, dass mer e breede Konsens hunn, fir an eis nei Verfassung ze schreiwen: «L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié.» Domat schafe mer net nëmmen e Recht fir eis Bierger, mä och a virun allem eng Obligatioun fir de Stat.

Une voix.- Richteg!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- An duerfir si mir der Meenung, dass an extremen eenzelne Fäll och eng Expropriatioun net däerf vu vireran ausgeschloss ginn, wann e Proprietaire e wichtegen an dréngende Projet blockéiert. Et ass schonn eleng wichteg, dat Instrument ze hunn, och wann et seele géif ugewannt ginn.

Den Här Hahn huet virdru laang iwwert d'Expropriatioun geschwat an hien huet aus där Expropriatioun en Instrument gemaach, wat et net ass. Ech wéilt hien duerfir gär drun erënneren, dass d'Landesplanungsgesetz d'Méiglechkeet vun der Expropriatioun ausdrécklech virgesäit. Et soll och kloer sinn: Et geet net drëms - wann een am äusserste Fall misst drop zréckgräifen -, de klenge Proprietaire ze expropriéieren, mä et geet drëms, de Problem ze léisen, wann ee Private mat sengem absolutte Refus d'Entwécklung vun enger Uertschaft oder enger Gemeng komplett blockéiere wéilt. Hei muss dann den Intérêt public iwwert de perséinlechen Interessi vun deem Eenzelne stoen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Um Enn vu menger Ried wéilt ech dann nach emol rappeléieren, dass all déi Iddien an Initiativen, déi haut vu verschiddene Säite proposéiert ginn - an ech hunn der jo selwer eng Partie gemaach - wëllkomm sinn.

Jo, d'Subsiden an d'staatlech Hëllefe sollen op de Leescht geholl ginn. D'Prozedure solle vereinfacht ginn. D'Gemenge sollen ënnert d'Äerm gegraff kréien, wa se sech am Logement engagéieren a se sollen och dozou ermontert ginn.

Sozialinitiative gehéieren ënnerstëtzt an ausgebaut! Mä alles dat ass a bleift eng Plooschter op engem amputéierte Been, wa mer net de Courage hunn, net just eleng d'Demande ze stimuléieren, mä donieft och d'Offer an d'Luucht setzen, andeems mer neit Bauland ausweisen, d'Spekulatioun konsequent bekämpfen an de Stat an d'Gemenge massiv intervenéieren um Wunnengsmaart, andeems se zesumme mat der Privatwirtschaft bauen, bauen a bauen.

D'Ongläichheeten an eiser Gesellschaft sinn amgaangen grad an dëser Fro, an där vum Wunnen, ëmmer méi grouss ze ginn. Et ass deemno am Endeffekt eng Fro vum sozialen Zesummenhalt, déi sech hei stellt. An duerfir musse mer de Courage hunn, fir méi konsequent ze sinn an eisem Handelen. Am anere Fall wäerte mer weiderhin all zwee bis dräi Joer hei eng Debatt ofhalen, an d'„Lëtzebuerger Wort" géif dann um Enn recht behale mat senger Iwwerschrëft vu virgëschter, wéi et vun „Sondesrieden" geschwat huet.

Ech wéilt awer net ophalen, ouni op déi gutt a vill Diskussiounen hinzeweisen, déi mer an der Virbereedung vun dëser Debatt an der Chamberskommissioun haten. All deenen, déi mer do empfaangen hunn, gehéiert en uerdentleche Merci gesot, well et ware ganz interessant an och ganz nëtzlech Echangen, déi mer do haten.

Mir si jo haut och konfrontéiert mat enger Motioun. An ech wéilt gär drop hiweisen, dass et natierlech tëschent de Parteien, déi déi Motioun ënnerstëtzen, verschidden Approchë gëtt a verschidde Meenungen. Dat héiere mer jo un deenen eenzelne Sprecher haut de Mëtteg. Dat war esou, dat ass esou an dat bleift och esou! Mä dës Motioun ass de Konsens, dee mir zesumme fonnt hunn. An als Sozialiste fanne mir eis, op d'mannst mat eenzelne vun eisen Iddien, erëm an där Motioun. An duerfir verdéngt se och eis Ënnerstëtzung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Henri Kox fir déi gréng.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech huele fir d'Äischt eppes fir ze drénken.

Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Effektiv, et ass schonn e puermol virdru gesot ginn, et ass eng Regelméissegkeet hei an der Chamber: Zweemol, dräimol an enger Legislatur schwätze mer iwwert de Logement. Virdrun ass et och scho gesot ginn: Mir haten 2015 en Débat d'orientation - dat war vun der CSV ugefrot -, wou mer och schonn eng ganz Rei där Proposen haten.

Ech selwer sinn elo 14 Joer hei an der Chamber an ech hunn och, ech mengen, dräi oder véier där Debatten iwwert de Logement initiéiert an ech hunn och ëmmer eng Rei Motiounen hei deposéiert. Déi lescht Debatt, déi ech hat, déi ech initiéiert hat, war 2012. Vun deene véier Motioune gouf eng ugeholl, ënner anerem iwwert d'Preemptioun, fir dat méi ze stäerke vun der ëffentlecher Hand. Dat ass mëttlerweilen ëmgesat ginn. Et huet e bësse gedauert, mä wann ee waart, da kënnt dat.

An dofir géif ech awer och direkt déi Propos vun de Sozialiste virdrun, fir där Preemptioun e bessere Charakter do ze ginn, datt een och déi néideg Terrainen zu engem richtege Präis kritt, ënnerstëtzen, well soss bleift dat awer Lettre morte, wa mer um private Marché als ëffentlech Hand do mussen awierken.

D'Resultater vun dësen Debatten, dat ass och scho gesot ginn, sinn heiansdo leider ernüchternd. Ech mengen awer, datt an de leschten zwee Joer, an dat muss een awer schonn unerkennen, méi Bewegung an den Dossier vum Logement komm ass. Et si riets a lénks ganz gutt Initiativen, déi och ganz kloer eis Ënnerstëtzung fannen. An de Minister huet a senger Einleitung hei och eng ganz Rei vu Piste gesot, déi mer duerchaus kënnen ënnerstëtzen.

Déi lescht Konsequenz awer, déi erhoffen ech mer hei aus dëser Debatt, dat ass, dass mer endlech den ëffentleche Wunnengsbau stäerken. De Maart kann et eleng näämlech net riichten an dofir mussen de Stat an d'Gemengen zesumme méi Wunnengsbau maachen. An dofir hunn ech meng Ried a fënnef Punkten agedeelt:

éischtens, eng konsequent Neiausriichtung vun der ëffentlecher Wunnengsbaupolitik mat kloren Zilvirgaben;

zweetens, de Wunnengsbau an d'Verfassung aschreiwen, ech kommen dorop zréck, an de Wunnengsbau als kommunal Aufgab definéieren, wou vläicht mir als Gréng déi Eenzeg hei wäerte sinn, fir dat méi staark ze maachen;

eng nei Allianz - dat ass den drëtte Punkt - tëschent Stat a Gemengen, well vun deenen 102 Gemengen hu mer 102 ëffentlech Wunnengsbauinitiativen, wa mer se stäerken, fir dat ëmzesetzen;

de véierte Punkt, landesplaneresch Elementer am Wunnengsbau eescht huelen, fir eben aner Problemer ze vermeiden;

an de fënnefte Punkt ass natierlech d'Banneverdichtung forcéieren, et ass scho virdru gesot ginn, éier een an eng gréisser Baulanderweiterung geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier ech op déi eenzel Punkte vu menger Ausféierung kommen, wéilt ech awer fir d'Äischt dem Minister och Merci soen, déi Debatt initiéiert ze hunn, awer och un déi 14 Froekomplexer kommen, déi e gestallt huet an där Dokumentatioun, déi mer an der Logementskommissioun kritt hunn, déi eng ganz gutt Analys am Viraus ass an och, mengen ech, déi richteg Froe stellt.

Ech wëll awer och hei dem President vun der Logementskommissioun an all de Membere Merci soen. Och wa mer, wéi virdru vu mengem Virriedner gesot, deels ënnerschiddlecher Meenung sinn, esou hate mer awer iwwert déi lescht zwee, dräi Méint ganz flott Interviewe mat de Partner dobaussen. An och deenen e Merci dofir, dass si sech d'Méi ginn hunn, eis ëmmer erëm eng ausféierlech Dokumentatioun zoukommen ze loossen, fir sech domadder ausenanerzesetzen.

Ech mengen awer, an dat ier ech op déi fënnef Punkte kommen, datt een Aspekt och vläicht an der Froestellung vum Minister feelt. Ech komme gläich dorop zréck. Ech mengen, d'Stoussrichtung vun de Politicken am Logement sinn deels contraire gewiescht, sinn eng Kéier no riets gaangen, eng Kéier no lénks gaangen. Et war keng ganz kloer Definitioun, wat mer u sech am Wunnengsbau wëllen hunn.

A wa mer iwwer Wunnengsproblematik hei am Land schwätzen, géif ech gär fir d'Äischt eng Kéier de Wunnengsbau a verschidde Kategorien andeelen, fir ze wëssen, iwwer wat mer schwätzen. An ech géif fir d'Äischt soen, den éischte Beräich wär de soziale Wunnengsbau, den zweete Beräich wär den erschwénglechen Wunnengsraum, an den drëtten de privaten oder de fräie Wunnengsmarché, dee mer haut hei och schonn e puermol erwäänt kruten.

Et muss ee sech emol fir d'Äischt kloermaachen, a wéi engem Beräich mer Handlungsbedarf hunn, a wéi engem vun deenen dräi. An dofir e Versuch fir d'Äischt vun enger Definitioun, déi ech elo hei einfach esou wëll maachen.

De soziale Wunnengsbau, ech mengen, do ass eis kloer, wat mer e bëssen dorënner verstinn. Et si vill Leit, déi sech net direkt kënnen eng Wunneng leeschten. Et ass awer e Grondrecht, mengen ech, dass jiddwereen en Daach iwwert dem Kapp huet, sief et och, fir zesumme mat senger Famill ënner engem Daach sécher ze sinn.

An deem Beräich ass d'ëffentlech Hand gefuerdert, si mir heibanne gefuerdert, mat de Gemengen zesumme besteet och Handlungsbedarf, eppes ze maachen, a besonnesch an deem Beräich, wou mer näämlech och e ganz groussen Defizit hunn, net nëmmen an de Wunnengen am Allgemengen, mä insbesondere am Locatiounsberäich. An deem Beräich musse mer Efforte maachen.

En zweete Beräich ass den erschwénglechen Wunnengsraum. Do ass d'Grenz net ganz esou kloer. Dat ass deen tëschent dem sozialen an, soe mer, dem fräie Marché. Ech géif e gär emol esou definéieren, dass et dee Wunnengsberäich ass, wou ee baut, wou de Particulier baut op engem Terrain, vun deem en net onbedéngt Proprietaire ass an deen de Stat an d'Gemengen eben zur Verfügung stellen.

A wann een där Ausféierung vu virdru vu menge Kolleegen hei nogelauschtert huet, dann ass et grad do, wou mer kënnen en Effort maachen an de Wunnengspräis drécken. Näämlech e Wunnengsbau, wou den Terrain neutraliséiert ass, ass e Wunnengsbau, dee bal ëm 50% méi bëlleg ass, wéi dat momentan um private Marché hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

An dësem Beräich huet fir déi gréng d'ëffentlech Hand näämlech versot. Mir hu Baulanderschléissung eleng der privater Initiativ iwwerlooss. D'ëffentlech Hand huet et leider verpasst gehat an der Vergaangenheet, besonnesch bei der Vergréisserung vun de Perimeteren, selwer Bauterrain ze kafen an och ze erschléissen, fir dës Terrainen dann iwwert de Bail emphytéotique oder d'Erbpachtrecht, wéi en och nach genannt gëtt, de Biergerinnen an de Bierger zur Verfügung ze stellen.

An ech mengen, et ass och do, wou virdrun de Minister gesot huet, wou e Paradigmewiessel vun dëser Regierung komm ass, näämlech fir déi Terrainen net méi um private Marché ze veräusseren an, wéi am Beispill um Kierchbierg, wat virdru genannt ginn ass, déi Terrainen ze huelen an näämlech ze neutraliséieren. An et ass do, wou mer dann de Wunnengspräis kënnen drécken an da kréie mer Präisser, déi genannt gi sinn, 3.000 Euro de Meter carré, déi mer an där Gréisstenuerdung kënne maachen. An ech mengen, déi Richtung kënne mer nëmmen ënnerstëtzen.

Ech denken, déi erschwénglech Wunneng ass awer net nëmmen de Wunnengsbau - a virdrun ass schonn e puermol driwwer geschwat ginn -, et sinn och déi ënnerschiddlech Wunnformen, déi nei Wunnformen, déi do derbäikommen. Dat sinn d'Wunngemeinschaften, d'Kooperativen. Fir all dat ass et relativ schwéier, wann een emol Verantwortleche vun enger Gemeng war, fir e legale Kader ze ginn, fir dass keng Abuse geschéien.

An et ass virdru vun deene Chambres à café geschwat ginn, wou dann horrend Präisser gefrot gi fir kleng Zëmmeren. Also, do si mer eis wierklech eens, dass mer do e legale Kader musse schafen, fir och dat ze erlaben, wou ee seet: Wat ass e Stot? Wivill däerfen der an engem Stot sinn? Dierf een eng Souslocatioun maachen? Ënner wéi enge Bedéngunge kann den ëffentlechen Transport oder säin individuellen Transport, den Auto, ofgestallt ginn - well dat kënnt jo och derbäi?

Wa mer dat alles regelen, mengen ech, wäre mer gutt opgestallt, fir dass mer do an Zukunft och déi nei Wunnforme besser kéinte begleeden.

An en drëtte Beräich, dat ass, wéi virdru gesot, de privaten, de fräie Marché, wou, ech mengen, mir als Stat oder als Gemengen net

onbedéngt esou groussaarteg mussen awierken, et sief natierlech, fir de steierleche Kader ze ginn, an all dat, wat ronderëm ass. Vläicht misste mer awer och vill méi do awierken an e bësse méi reglementéieren a kontrolléieren. Ech mengen, wa mer de Coiffer kucken, deen ass méi reglementéiert wéi deels d'Promotioun vun den Immobilien. A wat sech jo do heiansdo ofspillt, ass net ëmmer ganz koscher. Dofir, mengen ech, ass et och do wichteg anzewierken.

An de leschte Joren hu mer haaptsächlech awer am drëtte Beräich geschafft. Mir hunn eng Hällewull vu Stimulatioune gemaach, fir dass mer op deem Wunnengsmarché eropgaange sinn. Mä un der Penurie um Wunnengsmarché selwer, näämlech vum sozialen a vum erschwéngleche Wunnengsraum, hu mer praktesch näischt geännert. Se ass nach ëmmer haut esou dramatesch wéi virdrun. An dofir menge mir aus grénger Siicht, dass mer dee Paradigmewiessel brauchen, ewech vun der Illusioun, dass een duerch eng Steigerung vun der genereller Demande, an dat ass scho virdru gesot ginn, d'Präisser an alle Beräicher um Logement an de Grëff ka kréien.

D'Prioritéit aus eiser Siicht ass ganz kloer: Stat a Gemenge musse selwer sozialen an erschwéngleche Wunnraum schafen. Also, et ass, fir un der Offer ze schaffen. Et ass virdru schonn zwee-, dräimol gesot ginn. An do musse mer haaptsächlech drop kommen.

Elo kommen ech zu deene fënnef Punkten an dat sinn och gläichzäiteg d'Äntwerten op déi 14 Froen, e bësse verklausuléiert, awer mir kommen do op déi eenzel Punkten.

Dat Éischt ass d'Ausriichtung vun der ëffentlecher Wunnengspolitik. Ech mengen, och wann een et kritiséiert - virdrun huet de Marc Lies et hei kritiséiert -, sinn d'ëffentlech Wunnengsbaugesellschaften an deene leschte Jore gestäerkt ginn. Si si mat Personal an d'Luucht gaangen, si hu sech nei orientéiert. An ech géif awer mengen, dass se dee richtege Wee ageschloen hunn an dass mer duerchaus kënne stolz sinn, dass se an der Vergaangenheet awer och scho munches gemaach hunn.

An dee Paradigmewiessel, dee se jo och selwer gemaach hunn - net méi dee soziale Wunnengsmarché, deen awer ëmmer virdru gemaach ginn ass, ze verkafen oder iwwer Privat ze privatiséieren -, ze halen an e Virkafsrecht anzeschreiwen, souwuel déi eng ëffentlech Wunnengsbaugesellschaft wéi déi aner, mengen ech, ass dee richtege Wee. (veuillez lire: An dee Paradigmewiessel - näämlech net méi déi sozial Wunnengen, wat awer ëmmer virdru gemaach ginn ass, ze verkafen oder iwwer Proprietairen ze privatiséieren, mä se zréckzekafen an e Virkafsrecht anzeschreiwen, souwuel maachen dat haut déi eng ëffentlech Wunnengsbaugesellschaft, d'SNHBM, wéi déi aner, de Fonds de logement -, mengen ech, ass dee richtege Wee.) An dat kënne mer nëmmen ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Och déi Projeten - an déi si virdru genannt ginn -, mengen ech, weisen d'Zukunft op a wat alles méiglech ass. Dee Projet „Wunne mat der Wooltz" zu Woltz - et ass virdru schonn erkläert ginn - fannen ech en immens spannende Projet, an ech géif em wierklech wënschen, dass en deen Erfolleg huet, fir och als Vorzeigeprojet duerch d'Land kënne gewisen ze ginn.

Och den „Elmen", dat ass e weidere Projet, deen ass da vun der Société nationale des habitations à bon marché, deen och an déi Richtung geet, fir nohalteg Bautechnologien anzesetzen, dat heescht d'Stadentwécklung mat nohaltegem Baue mateneen ze verbannen, kann nëmmen ënnerstëtzt ginn.

Wichtig Partner an deenen zwee Projeten ass awer ëmmer d'Gemeng. Ouni d'Gemeng kënnen déi ëffentlech Träger dat net maachen. An dat ass eis Approche. Et kann awer net nëmmen un deenen eenzelnen zwou Gemengen hänken. An dofir si mer derfir, fir generell méi Flicht a Verantwortung ze huelen, fir dass d'Gemengen dat och als Obligatioun kréien. Ech komme gläich dorop zréck.

Ech hunn déi Erfahrung jo selwer iwwer aacht Joer gemaach, wou ech konnt Buergermeeschter vun der Stad Réimech sinn, mat enger ganzer Rei vu Projeten, engem Projet vun 22 Hektar, wou 110 Proprietairë sinn. An der Indivisioun hunn ech probéiert ze federéieren. Et ass méiglech mat neie Formen, neien Iwwerleeungen. D'Gemeng spillt Facilitateur, d'Gemeng spillt de Federateur, et ass virdru scho gesot ginn, an da kënne mer munches erreechen.

Ech wëll awer och hei déi staatlech Instanzen an deem Beräich erwänen. Wou ech och déi Ufro gemaach hunn, hunn ech déi Hëllef kritt. Dat heescht, déi ass schonn do.

Et gëtt zum Beispill am Ministère de la Fonction publique dee Groupe de facilitateurs, deen all Kéiers bei deenen ëffentleche Versammlungen, déi ech mat de Biergerinnen a Bierger gemaach hunn, präsent war fir Hëllefstellung, fir eben d'Konnexioun tëschent deenen ënnerschiddleche Verwaltungen ze maachen. Ech mengen, dat geet an déi richteg Richtung. Nach eng Kéier: Et kann awer net sinn, dass et nëmmen eenzel Gemenge sinn, déi dat iwwerhuelen. Dofir si mer fir e generellt An-d'Flicht-Huele vu sämtleche Gemengen hei am Land.

An dofir kommen ech op den zweete Punkt vu menger Ausféierung, firwat mer dat als Flicht gesinn. Well mir sinn eis all eens, dass de Wunnengsbau an déi nächst Verfassung gehéiert. Den Artikel ass virdru vu mengem Kolleeg hei genannt ginn. An der iwwerparteilecher Verfassungsreform schreiwe mer alleguerten zesummen am Artikel 41: «L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié.» Do si mir eis eens, dass dat an d'Verfassung gehéiert.

Wann et awer net nëmme soll e Saz op engem Pabeier sinn, da musse mer awer och doraus an der Praxis, mengen ech, eng Obligation de résultat maachen. An et ass eng staatlech Verflichtung, dat och kënnen ëmzesetzen, awer net eleng eng staatlech. An dofir muss d'Viraussetzung geschafe ginn, dass d'Obligation de résultat zesumme mat de Gemenge muss ëmgesat ginn.

An dofir musse mer eng Diskussioun doriwwer féieren, ob et net awer muss am Allgemenge fir d'Gemengen eng Flicht sinn, ënner verschiddene Konditiounen, op déi ech nach zréckkommen, dat eent oder dat anert am Wunnengsbau ze maachen, an net eleng fir eenzel Gemengen. An heibanne sinn der e puer, déi ganz vill hei an deem Beräich scho gemaach hunn. Ech brauch se net ze ernimmen. Ech mengen, déi wëssen, wat alles an deem Beräich scho gemaach gouf.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Den drëtte Punkt, dat ass: Fir dat awer kënnen ëmzesetzen, brauche mer eng nei Allianz tëschent de Gemengen an dem Stat. Soss geet dat net. Ech mengen, de Virriedner vun der CSV huet déi Allianz och ewell gemaach. Ech gesinn déi anescht op engem klenge Punkt, mä mir sinn eis do, mengen ech, eens.

Mir hunn esou eng Allianz, déi nennt sech Pacte Logement. Et muss een awer soen, an d'Kolleege vun der CSV, déi haten dat proposéiert an der Zäit, do ware mir dergéint, well se net déi richteg wunnengstechnesch Analysen haten an och déi Resultater net bruecht hunn. Well et sinn 380 Milliounen Euro u staatlechen Hëllefen un d'Gemenge gaangen, vun 2008 bis 2012, an 2,27% si bis haut an de Wunnengsbau gaangen.

Sécherlech, am Pacte Logement waren déi Kritären net virgesinn. Dann hätte mer en net sollen „Pacte Logement" nennen, mä éischter „Pacte d'infrastructures", well et sinn Infrastrukture gebaut ginn. Mä dofir ginn et aner Gesetzer. Do sinn aner Reglementatiounen do. An do hätt ee kënnen eppes aneres virgesinn, fir dat kënnen ze maachen. Mä jiddefalls, et war net dat richtegt Resultat, wat erauskomm ass. Et huet vill Geld kascht, d'Gemengen hunn et och gebraucht, dat ginn ech och zou, awer mir hätten aner Instrumenter kënne maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Dofir muss eng grondleeënd nei Ausriichtung am Pacte Logement 2.0 kommen, an dat wësst Der, an dat hunn ech schonn e puermol hei gesot, och an deenen ënnerschiddleche Gremien, am léifsten no enger Orientatioun, wéi mer dat beim Klimapakt gemaach hunn.

Ech hat d'Chance, als Buergermeeschter a sëlleche Reuniounen derbäi ze sinn, wou eben iwwert de Pacte Logement 2.0 diskutéiert gouf. An do si mer eis e bëssen eens, dass mer an déi Richtung sollte goen. De Stat an d'Gemenge mussen Hand an Hand an deem Beräich goen a mat engem festgeluechte Katalog vu Moossnamen, vu landesplaneresche Moossnamen a wunnengspolitesche Moossname wierklech de Wunnengsbau an de Gemenge jeeweils acceleréieren.

Et geet awer net duer mat just deem Moossnamekatalog. An dann huelen ech erëm d'Beispill vum Klimapakt, näämlech déi insbesonnesch technesch logistesch Hëllefstellung, woumat - et ass virdru gesot ginn - kleng Gemengen, mëttelgrouss Gemengen, sech schwéierdinn, well mer keng Geschicht oder keng Vergaangenheet am Wunnengsbau hunn. An dofir ass et ganz wichteg, dass déi Hëllefstellung vum Stat kënnt.

An do kann ech erëm op e Beispill vum Klimapakt hiweisen. Do gëtt et den „myenergy", wou vill Akteure mathëllefen, fir am Klima beräich eppes ze erreechen. Ech hunn et hei fir de Logement „myhousing" da genannt. Do kann ee sech eens ginn, wéi déi Hëllefstruktur ausgesi kann. Awer déi Struktur, déi muss natierlech mat Beroder ausgestatt sinn, esou wéi dat am Pacte Climat ass, déi dann op d'Gemenge ginn, d'Gemenge mat un d'Hand huelen, d'Gemenge mat an d'Verantwortung huelen, wou ee ka Best Practices austauschen, fir dat kënnen innerhalb vun der Gemeng ëmzesetzen.

De véierte Punkt, een, deen erschreckend awer hei a Lëtzebuerg ëmgesat ass, dat sinn d'landesplaneresch Elementer. Déi hate mer bis haut net am Wunnengsberäich. Déi hate mer net am Pacte Logement. Mir hunn duerch d'ganzt Land queesch gebaut, wéi mer wollten. Dat war jo och deemools de Wonsch. Mir hu souguer réckwierkend nach Gemenge bevirdeelegt, déi schonn iergendwann eng Kéier Wunnengsbau gemaach haten, awer konkret hate se näischt gemaach, mä am Pacte Logement hu mer hinnen also och nach Suen zur Verfügung gestallt. Ech mengen, dat war eng falsch Politik an dat däerfe mer net méi widderhuelen.

Also, mir brauchen onbedéngt landesplaneresch Elementer. An ech mengen, déi kréie mer jo elo! Mir hunn eng zweet Debatt oder eng drëtt Debatt, déi gëtt och an der MDDIs-Kommissioun preparéiert, wou mer d'landesplaneresch Elementer sollen analyséieren. An och do muss e Katalog erauskommen: Wéi eng Gemenge kënne mer wéi ënnerstëtzen a wéi eng Gemenge manner an deem Beräich?

Da musse se awer op där anerer Säit eng Aart Kompensatioun kréien. An do, mengen ech, misste mer eis eens kënne ginn, fir dass déi landesplaneresch Elementer och mussen am Wunnengsbau berücksichtegt ginn. Well wa mer se net berücksichtegen, wat mer an der Vergaangenheet gemaach hunn, hu mer Problemer an engem anere Punkt, näämlech am Transport, an der Mobilitéit. Mir hunn eng Entflechtung gemaach tëschent Wunnen, Aarbecht a Fräizäit. Dat heescht, et ass näischt méi zesumme komm. Also musse mer eis do eens ginn, fir dat ze maachen.

Da wëll ech awer och nach op ee Punkt agoen. Et ass virdru vun de Baugeneemegungen oder Baulücke geschwat ginn; ech kommen och nach méi spéit dorop zréck. Ech hunn awer e bëssen am Statec nogekuckt. Et ass net onbedéngt déi Längt, bis de PAG fäerdeg ass, déi beim Wunnengsbau zur Verzögerung gefouert huet. Mir stellen haut, wou fäerdeg Autorisatioune vun de Gemengen ausgestallt ginn, 10% bis 20% méi där Autorisatiounen aus, wéi effektiv gebaut gëtt.

De Gap, deen iwwreg bleift, dat ass déi stänneg Zounam vu Baulücken, déi eben net direkt bebaut ginn. Et ass keng Obligatioun do, fir direkt ze bauen. Dat heescht, wann e Lotissement gemaach gëtt, ginn dräi Véierels vun de Baugeneemegungen ausgefouert an e gudde Véierel bleift iwwreg. An dee Véierel huet dozou gefouert, dass mer zu enger iwwerdriwwener Baulückeproblematik komm sinn - et ass virdru scho gesot ginn - vun 2.700 Hektar an e bësse méi, respektiv déi, déi direkt kënnen erschloss ginn.

Et ass virdru vun der Mobilisatioun geschwat ginn. An de fënnefte Punkt vu menger Ausféierung, dat ass eben déi Banneverdichtung. Eng Banneverdichtung, déi mer onbedéngt mussen ausféieren, ier mer an d'Ausweidung vu weidere Perimetere kommen, et sief, mir regelen eis. Mir sinn eis jo eens, dass an de Plan-sectoriellen eng ganz Rei vun Terrainen identifizéiert sinn. Ech mengen, et sinn och déi, déi da prioritär sollten erschloss ginn.

Et ass u sech eng Baulandmobiliséierung, déi mer onbedéngt innerhalb vum Perimeter musse maachen. An do si mer eis, mengen ech, awer haut net esou ganz eens. Et sinn erëm déi üüblech Gemengen, déi et maachen. Et sinn der véier, fënnef, déi et duerch eng Tax probéieren, sief et op Bauland oder de B6; et ass virdru gesot ginn. Dat ass eben e bëssen technesch an eiser Grondsteier, fir dann den Taux an d'Luucht ze setzen, fir dass do méi eng héich Steier drop fält.

Mir mussen awer alleguerte soen: Déi ass marginal. Dat heescht, och do sinn déi gréng ganz kloer derfir, dass mer déi Diskussioun iwwert d'Grondsteier säit 20 Joer endlech awer dann elo eng Kéier seriö mussen duerchféieren.

Ech mengen, an Däitschland wäerte Koalitiounsverhandlunge stattfannen. De Minister huet et selwer gesot: Et ass ganz vill iwwert de Wunnengsbau geschwat ginn. Och do ass de Constat deeselwechten. De Stat an d'Gemengen hate sech an den 80er an 90er Joren aus der Verantwortung gemaach a si kommen haut erëm zréck, dass se vill méi aktiv mussen do erakommen. A si diskutéieren eben iwwert déi Grondsteier. Also, mir sinn Demandeur, fir dat schnellstméiglech an de Grëff ze huelen.

Da kréie mer awer vläicht och Moyenen! Et ass virdru vun eise sozialistesche Kolleege vun enger Steier geschwat ginn. Ech mengen, mir brauche Moyenen. Wa mer am Wunnengsbau eng Offer musse maachen, da musse mer de Gemengen och den néidege Spillraum ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Wann ech mech perséinlech kucken: Ech wunne matzen an der Stad Réimech. Ech bezuelen - wéi vill ass et? -, ech mengen, 53 Euro Grondsteier.

(Interruption)

Ech mengen, ech hätt kee Problem, fir op deem Punkt matzemaachen.

Da wëll ech nach zum Schluss op eng weider Problematik agoen. Dat sinn näämlech déi eidel stoend Haiser. Déi eidel stoend Haiser sinn och eng ganz grouss Problematik! Ech hu se zu Réimech erlieft. Ech hunn, zesumme mat de Kolleegen am Gemengerot, fënnef Haiser kaaft, mä mir kënnen awer net d'ganz Gemeng kafen! Dat geet net op! Mir hu souguer och dat aalt Notaireshaus kaaft, fir keng Situatioun ze kréie wéi zu Iechternach mat der Marquise. Dat sinn awer Moyenen, déi mussen opbruecht ginn. An dofir ass et wichteg, dass mer eis awer och Gedanke maachen, en Instrument kreéieren, wéi mer déi mëttelgrouss Stied, dat sinn déi CDAen, Centres de développement et d'attraction, wéi mer déi kënne stäerken.

An een Instrument huet mer gutt gefall, dat ass dat vun dem Fonds de rénovation de la Vieille Ville de Luxembourg. Déi hunn elo opgehalen. Déi soen, déi hunn hiert Zil erreecht. Ech géif mer virstellen, dass mer esou e Fong kreéieren, e Fong an d'Liewe ruffen, fir grad de Gemengen ze hëllefen, fir eng Beliewung innerhalb vun hiren Uertschaften, innerhalb vun hiren eidel stoende Wunnenge kënnen ze kréien, fir dass mer och an deem Beräich weiderginn.

De Projet vum AIS ass och genannt ginn. Ech mengen, an deem Katalog, dee mer do zur Verfügung fir d'Gemenge stellen, als Flicht, muss den AIS och do derbäi sinn. Mä dat ass nëmmen e klenge Bestanddeel vu Moyenen, déi mer maachen. Ech mengen, flächendeckend kënnt en esou lues eran. Kleng Gemengen doe sech zesumme mam Office social, fir do kënnen ervirzegoen. Dofir, mengen ech, ass dat och wichteg.

Da wëll ech zum Schluss awer och nach eppes ganz Wichteges aus grénger Siicht bäifügen. Et ass dervu geschwat ginn: Wéi kënnt d'ëffentlech Hand u Bauland? Ech denken, dass mer beim Gesetz iwwert d'Baulandverträg nach vläicht mussen e bëssen driwwer diskutéieren. Ech si ganz kloer iwwert d'Ausriichtung: Wa mer eng Perimetererweiderung maachen, soll e Kritär do erakommen - dofir ass jo och de Remembrement ministériel do -, wann e Blocage do ass, dass awer véier, fënnef, sechs Proprietairen oder iwwert d'Halschent vun de Proprietairë kënne fortfueren, dass dat kann ëmgesat ginn.

Wat mir awer feelt an deem Gesetz, dat ass, dass mer keng Bauflicht drageschriwwen hunn. Mir hunn drageschriwwen, dass mer „lotisséieren". Wa mir „lotisséieren", dann heescht dat net, dass muer gebaut gëtt! A wa mer net d'Bauflicht an dat Gesetz mat erafügen, da sinn dat d'Baulücke vu muer! An dofir, mengen ech, solle mer do nach eng Kéier driwwer diskutéieren, wat et heescht, fir d'Éischt: „Du ‚lotisséiers' an da kriss de e Gap vun Zäit, an dat muss een diskutéieren, da méchs de och eng Bauflicht." Dat ass déi éischt Propos, déi mer hätten.

Eng zweet Propos ass gradesou wichteg, ech mengen, nach méi wichteg. Et ass gesot ginn: Wou komme mer u Bauterrain? Mir brauchen net wäit ze lafen! Wa mer op déi aner Säit ginn, op Pirel, wann déi eng Baulanderschléissung maachen, da kënnt sämtlechen Terrain an d'ëffentlech Hand! Hei gi mer bal alles an d'privat Hand! Mir wären derfir, ze diskutéieren, dass en Undeel un deem Terrain, deen nei an de Perimeter kënnt, zu engem Prix juste a prealabel, esou wéi dat och bei der Expropriatioun an der Verfassung steet, zu der ëffentlecher Hand kënnt.

Mir brauchen dee Wunnraum, fir ebe genau déi Emphytéose ze maachen, fir deen erschwéngleche Wunnraum kënnen ze maachen. Dat heescht, wann eng Baulanderweiderung ass, muss en Deel, wat à discuter ass, och un d'ëffentlech Hand goen. Well deen Terrain, deen haut - ech soen elo - 300 oder bis 500 Euro den Ar ass, ass der muer 50.000, 60.000, 70.000 Euro den Ar wäert. Ech mengen, de Privatproprietaire vun deem Terrain huet do seng Plus-value méi wéi genuch. An d'ëffentlech Hand, wat eng Solidaritéit ass fir d'Allgemeng-

heet, kënnt och zu deem néidege Bauland, fir déi Emphytéose kënnen ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat sinn déi Punkten, déi ech wollt hei erläuteren. Ech géif dann och zum Schluss vu menger Ausféierung kommen. Fir mech ass et kloer, fir eis ass et kloer, dass d'Offer muss gestäerkt ginn. An déi Offer muss ganz kloer iwwert déi ëffentlech Bauträger goen, sief et déi zwou staatlech an déi kommunal an all Gemeng. Et ass net esou, wéi kierzlech de Wirtschaftsminister gemengt hat an engem Interview ze soen, déi Privat géifen dat all maachen.

(Interruption)

Well wa mer esou weiderfueren, ass dat, mengen ech, eng Fortschreitung vun enger Feelentwécklung vun de leschte Jorzéngten. Stat a Gemenge mussen net manner, mä méi Initiativen ënnerhuelen, fir méi sozialen an erschwéngleche Wunnraum bereetzestellen.

Esou wäit zu mengen Ausféierungen.

Ech wëll dann och ganz kuerz op déi Motioun agoen. An déi Motioun hu mer sécherlech wierklech alles probéiert eranzekréien. Et ass wierklech, wéi virdrun och vu mengem Kolleeg vun der sozialistescher Partei gesot, e Kompromiss, dee mer gesicht hunn. Mir hunn ënnerschiddlech Vuen, mä ech mengen awer, dass de Constat kloer ginn ass. Mir sinn eis eens, dass mer méi aktiv musse ginn. A mir plädéiere ganz kloer fir d'ëffentlech Hand.

An dofir soen ech lech nach eng Kéier Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner hunn ech den Här Roy Reding ageschriwwen. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Hu mer een Débat de consultation oder een Débat électoral? Eng Regierung freet esou en Débat de consultation, wa se wëllt diskutéieren, sech berode loossen, wat se dann an iergendenger Matière soll maachen, wat soll ënnerholl ginn.

Mä elo, en fin de règne, esou een Debat unzefroen, ass an eisen Aen natierlech eng Aewëscherei, well dës Regierung ka bei allen zum Deel extrem luewenswäerte Pisten, déi hei genannt goufen oder hei genannt ginn, an deene puer Méint, déi hir nach bleiwen, dovunner häerzlech wéineg ëmsetzen.

An eisen Aen ass dat heiten also een Débat électoral, wou all Partei sech soll positionéiere par rapport zu de Wieler. An och mir als ADR refuséieren eis deem Exercice selbstverständlech net. Mir wäerten an eisem Wahlprogramm vill méi detailléiert Stellung bezéien. Hei hunn ech nëmme 15 Minutten, an duerfir probéieren ech, a grousse Linne ganz klipp a kloer Positioun ze bezéien, fir datt d'Wieler, déi e Recht hunn, ze wëssen, woufir mir stinn an dëser Thematik, gutt informéiert an d'Wahlkabinn ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- D'ADR steet ganz fest zu Eegentumsrechter, zum Schafe vu méi a bezuelbarem Wunnraum, zu vereinfachte Prozeduren an och zu enger Adequatioun vum Wuesstumsmodell.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wéi ech haut d'„Tageblatt" gelies hunn, ech hat och dem Här Montebrusco en Interview ginn, war ech ganz erschreckt, wéi ech d'Propositioune vun der LSAP gelies hunn.

(Interruptions)

Majo, hei soll elo e Proprietaire der Gemeng musse verkafen, an zwar net zu deem Präis, deen iergendeen anere Client him ubitt, mä zu iergendengem Präis, dee geschat gëtt. Firwat datt déi Schätzung soll ënnert dem Maartpräis sinn, erschléisst sech mir net. A wann een éieren d'Frechheet huet, der Gemeng net wëllen ze verkafen, da gëtt säin Terrain mat engem Verkafsverbuet beluecht.

Dat ass an eisen Aen näischt aneres wéi eng kal Expropriatioun iwwer Ëmweeër, eppes woumadder mir als ADR nimools wäerten averstane sinn.

A wa mir soen „Eegentumsrechter", da menge mir net nëmmen de Schutz virun dësen Enteegnungen oder virun engem Mëssbrauch vu Virkafsrechter, wéi en och haut scho stattfënnt - an, Här Minister, ech hunn haut deenen zwee Ministeren zwou Questions parlementaires zu dëser Thematik virgeluecht -, mä mir schwätzen och vum Recht op Eegentumsbildung. No der Gesondheet gehéiert den Erwerb vum Eegentum zu deene wichtegste Saachen am Mënsch sengem Liewen an en dréit och nach zur Altersversuergung bäi, wéi keen anere System.

Wéi vill eeler Leit ziere vum Verkafspräis vun hirem Eegenheem, fir am Alter besser iwwert d'Ronnen ze kommen? Wéi vill jonk Leit kënne sech haut en Eegenheem leeschten, well hir Elteren an hir Grousselteren hinne kënnen ënnert d'Äerm gräifen? Dat Recht op Eegentumsbildung hëlleft och Leit aus einfache Verhältnisser, fir sech am Liewen eppes kënnen opzebauen. A gleeft mer, ech weess, wouvun ech schwätzen!

D'Plus-value immobilière, dat, wat eng Immobilie u Wäert zouhëlt, ass wesentlech fir Eegentumsbildung, fir sozialen Opstig a fir Altersversuergung, alles licite an novollzéibar Virstellungen an Dreem vun all Mënsch. Mä genau dat Zil, deen Dram kréien d'Leit futtigemaach, wa se no deem aktuelle System op Bail emphytéotique kafen a gläichzäiteg e Virkafsrecht ageraumt gëtt fir d'Gemeng oder de Fong oder wat fir een Akteur och ëmmer.

Datt se de Baugrond net kënne kafen, mä nëmme kënne lounen, dat wier jo nach ze verquëssen. Wann dat Erbbaurecht, wann dee Bail emphytéotique laang dauert - kommt, mir soen emol 99 Joer! - a wann et kee Virkafsrecht gëtt, nëmmen da kann e Mënsch hoffen, säin Haus oder seng Wunneng mat enger Plus-value ze verkafen, déi him hëlleft säin neit Haus, säi méi grousst Haus, seng aner Wunneng ze bezuelen, oder wat eben am Alter d'Méiglechkeet gëtt, besser ze liewen oder senge Kanner a Kandskanner ënnert d'Äerm ze gräifen. Mä vu datt et e Virkafsrecht gëtt zu dem virdru festgeluechte Präis kann en déi Plus-value net erzilen.

Nach vill besser wéi e Bail emphytéotique ouni Virkafsrecht - dat ass deen eenzegen, dee mer befürworten - wier natierlech dat, wat d'ADR säit Joer an Dag fuerdert, näämlech de Portage foncier, dee genau ëmgedréit fonctionnéiert, wou de Keefer, nodeem säin Haus bezuelt ass, och d'Optioun huet, Proprietaire vu sengem Terrain ze ginn zu engem virdru fixéierte Präis.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Firwat soll ech nach kafe mat engem System vu Bail emphytéotique mat Virkafsrecht? Et mécht kee Sënn. Ech kréie just meng Suen zréck, beschtefalls Bauindex, dat heescht inflatiounsberengegt, mä méi awer och net!

Dobäi hätt awer och de Stat all Interêt un Eegentumsbildung! Rentner, déi am Eegentum wunnen, komme besser iwwert d'Ronnen. D'Leit fale vill manner séier an Aarmut. Leit, déi Eegentum hunn, si manner ofhängeg, an dat generatiounsiwwergräifend, wéi scho gesot.

Wann ech Proprietaire sinn, sinn ech mäin eegene Locataire. Amplaz Loyer bezuelen ech mäi Kreditt zréck a gi schlussendlech all Mount e bësse méi räich, anstatt e bësselche méi aarm.

Natierlech ass et illusoresch ze mengen, all Mënsch kéint Eegentümer ginn. Mä och déi Leit, deenen dat verwiert bleift - leider verwiert bleift! -, musse kënnen op bezuelbare Wunnraum zréckgräifen. An do hëlleft nëmmen - an do sinn ech op enger Linn mat deene Lénken, wat rar virkënnt - de Bau vu soziale Mietwunnenge mat bezuelbarem Loyer, sief et duerch d'ëffentlech Hand, mä awer och duerch privat Investisseuren!

Hei huet d'Chambre immobilière virgerechent, datt d'privat Träger zu deeneselwechte vergënschtegte Loyere kënne verloune wéi staatlech Institutiounen oder Akteuren, just natierlech méi séier a wahrscheinlech och besser. A se huet souguer e Modell ausgeschafft, wou d'Locatairen à terme Proprietaire ginn, genee dat, wat mir als ADR natierlech besonnesch begréissen, wéi ech dat virdrun erläutert hunn.

Wa mer vu bezuelbarem Wunnraum schwätzen, da musse mer natierlech och vun der Héicht vum Loyer schwätzen. An hei war et awer - et deet mer leed, dat musse fir déi x-te Kéier ze widderhuelen - keen anere wéi dës Regierung, déi als alleréischt Amtshandlung via d'TVA Mietwunnenge vun 3% op 17%, dat heescht 14% méi deier gemaach huet. An ech versti jo, datt vläicht Grénger oder Rouder dat doten net kënnen oder net wëlle verstoen, mä eng Demokratesch Partei, déi awer ekonomesch denke kann, weess jo awer, datt esou eng Erhéijung en direkten Afloss op Mietpräisser huet.

A wann dann de Kolleeg Max Hahn vu fiskalen Incentivë schwätzt: Jo, déi sinn do, do gouf et Mesuren. Déi si ganz, ganz gutt, mä do gëtt éi eng Hand, wat déi aner geholl huet, a soss guer näischt.

Wa mer statistesch vun 2005 bis 2013 eng relativ Stabilitéit vun de Mietpräisser gesinn, da klammen d'Loyeren ab 2013, dat heescht mat dëser Regierung, ëm ronn 5% pro Joer. Dat ass natierlech engersäits an Adequatioun zum Ustig vun de Präisser, mä anerersäits awer och eng direkt Folleg vun deem 14%ege Präisustig vu Mietwunnengen duerch d'TVA-Erhéijung.

Eise Virschlag als ADR ass am Contraire eng drastesch Reduktioun vun där TVA, an zwar op all Wunnengen, ob de Proprietaire selwer dra wunnt oder ob e verlount, beim Bau wéi bei der Renovatioun, an dat ouni Plaffong, ouni Limitatioun an ouni Pabeierkrich.

Eis belsch Noperen hunn esou e System. Bei hinne sinn et 6%, déi d'office erhuewe ginn, wann een deklaréiert, datt et sech ëm Wunnraum handelt. Dee System fonctionnéiert ganz gutt an dee sollte mer och bei eis aféieren zu deem klengstméigleche Saz.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- D'Prozedurvereinfachung. Ech hunn hei keng Zuele widderholl, well mir hunn ad nauseam Zuelen héieren. Mä wann 30.000 Wunnenge feelen an der 30.000 an der Pipeline sinn, wéi gesot gëtt, an der Prozedur sinn, da wësse mer, wéi een dee momentane Bedarf beschleunegt erfëlle kéint.

Ech muss allerdéngs warnen: Et gëtt vill Dossiere vu PAPen, déi zwar an der Prozedur sinn, déi awer keng Chance hunn, jeemools Realitéit ze ginn, well déi zoustänneg Gemenge maueren, well oft en Abus de pouvoir an en Détournement de pouvoir stattfannen. Heiansdo huet een d'Impressioun, datt alles gesicht gëtt, fir datt net ka gebaut ginn.

Deen Eenzegen, deen awer do bestrooft gëtt, ass net de Proprietaire oder de Promoteur. Deem säin Terrain hëlt jo, wéi mer gesinn hunn, u Wäert zou. Mä wie bestrooft gëtt, dat ass de Mënsch, dat ass déi jonk oder déi manner jonk Koppel, déi hiren Dram vum Eegenheem hätt kënne realiséieren.

Ech hunn hei schonn eng Kéier ee Beispill genannt an ech nennen et nees, well et fir mech



déi ganz Absurditéit vun eisem aktuelle System symboliséiert.

Firwat muss een eng PAP-Prozedur maachen, wann ee matzen an engem Duerf eng besteeënd Scheier op enger Haaptstrooss wëllt ofrappen an duerch dräi Jumeléeën ersetzen, deenen hir Fassad, deenen hir Architektur, en plus, obwuel déi Scheier net klasséiert ass, vu Sites et monuments guttgeheescht gouf? Wat soll dat?

Éier ech zu mengem leschte Punkt, der Adequatioun zum Wuesstumsmodell, kommen, nach ee Wuert zum Kolleeg Max Hahn sengen Ausféierunge souwuel op RTL, mä ech mengen, en huet se och hei genausou widderholl. Mir si ganz d'accord mam Constat, datt net ëmmer dat gebaut gëtt, wat gefrot gëtt.

Recht huet den honorabelen DP-Deputéierten, wann e seet, d'Gemengereglementer géifen oft virschreiwen, datt ee misst 10 Wunnengen à 120 m² bauen, wann een der och kéint 20 à 60 m² bauen. An hei muss eppes geschéien, net fir dem Promoteur eng Gewënnmaximiéierung ze ginn - déi kritt en och, mä dat ass net d'Zil -, mä d'Zil ass an deen eigentleche Gewënner ass alt nees eng Kéier de Bierger, deen zu Eegentum kënnt.

Eppes, wat mer Angscht mécht, ass déi stänneg Widderhuelung vun der Notioun, an och dat huet de Max Hahn haut de Moie gesot: „Leit pro Unitéit". Et géifen haut 2,3 amplaz 2,8 Leit an enger Unitéit liewen. An enger anerer Debatt hate mer schonn d'Notioun vun „Wunnraum", vun „Meter carré pro Persoun".

Dat mécht mir Angscht, well ech net an engem System iergendwann eng Kéier wëll liewen, wou eng staatlech Stell mir seet, mäin Haus oder mäin Appartement wier ze grouss. A beschtefalls ginn ech steierlech bestrooft, a schlëmmstefalls, wa Grénger oder Rouder d'Soe kréien, enteegent.

Ofschléissend wollt ech eng fundamental Bedeitung vum Wuesstumsmodell an d'Feld féieren. Natierlech ass déi Situatioun, an déi mir hei am Land gerode sinn, näämlech datt ëmmer méi Lëtzebuerger zu Frontaliere ginn am eegene Land an och datt ëmmer manner Frontalieren et sech kënne leeschten, do ze wunnen, wou se schaffen, aus deem Wuesstumswahn vu successive Regierungen entstanen. Dee strammen an ongebremste Wuesstum hëlleft eis zwar, d'Rentefro no hannen ze verréckelen an e gudde Budget ze hunn, mat deem mer kënne gracieusement Sue verdeelen, mä soss awer och guer näischt!

Wa mer iergendwann 2060 oder iergendwann eng Kéier annerhallef Millioun Aktiver mussen hunn, fir da 500.000 oder 600.000 Rentner kënnen ze bezuelen, spéitstens da kréien eis Kanner a Kandskanner déi gesalze Rechnung fir dës falsch Politik presentéiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Mir als ADR soe ganz kloer Neen zu deem Wuesstumsmodell! Och mat engem Ëmdenken doranner kann de Logementsproblem geléist ginn. Manner Nofro bei aktuell awer héijer Offer féiert zwangsleefeg zu enger Präisstabiliséierung, zu manner Landverbrauch a mécht Usätz vu Landenteegnung an anere kommunisteschen Tendenze genausou onnéideg wéi iwwerflësseg.

Eng ganz gutt Iddi ass fir eis, de Proprietairen, déi an engem PAP leien, déi net verkafe wëllen, via de Remembrement Bauplazen zouzeweisen, déi si dann net musse verkafen, mä fir sech oder hir Kanner oder Kandskanner kënne behalen.

Net averstane si mir ganz kloer - hei ass oft geschwat gi vun engem Konsens an där Fro, dat ass net wouer -, ganz kloer si mir géint all Taxen an Taxenerhéijung, géint all nei Taxen a géint Taxenerhéijungen. Mir sinn och net mat der Erhéijung vun der Grondsteier averstanen, well mer insgesamt fannen, datt d'Leit hei am Land scho vill ze vill Steieren an Taxe bezuelen, an nei Taxen oder Taxenerhéijungen nëmmen dann a Fro kommen, wann de Stat seriö Efforte mécht, fir emol ze spueren.

Hei däerf net aus enger Nout - der Logementssituatioun - Kapital geschloe gi fir méi eng héich Steierbelaaschtung!

Et deet mer leed, den Här Kox ass elo am Moment net do, mä wann hie fënnt, datt déi 60 Euro net vill Geld sinn: Jo, fir hien ass et net vill Geld, mä et gëtt Leit, déi musse mat 100 Euro am Mount um Enn vum Mount nach auskommen. A fir déi si 60 Euro verdammt vill Geld! Net all Mënsch hei am Land gehéiert zu den „Koxen" vun dëser Welt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ier ech ufänken, wollt ech awer trotzdeem nach all deenen och Merci soen, déi an där Logementskommissioun matgemaach hunn. Et ass e bësse spéit, muss ee soen, geschitt, mä et war spannend. Dat muss een awer och soen. An et ass och ganz gutt a fair geleet gi vum President vun der Logementskommissioun. Dat wollt ech awer och nach eng Kéier lassginn.

Här President, a wa mer scho bei der Logementskommissioun sinn: Um Rand vun enger Kommissiounssëtzung am Kader justement vun dëser Debatt hat Dir mer virgeschloen, d'Interpellatiounsdebatt ze liesen, déi Dir jo selwer am Joer 2001 ugefrot hat. An ech hunn déi och nogelies. Dat war och en interessanten Tipp, well ech selwer déi Debatt deemools net matkritt hunn als Student. Ech hat aner Suergen a respektiv souguer och manner Suerge wéi haut. Mä à propos Suergen: Viru 17 Joer hate mer schonn, wat de Logement ugeet, quasi déiselwecht. An dat ass eng laang Zäit, well déi, déi deemools op d'Welt komm sinn, déi sinn elo geschwë groussjäreg a wäerten och deemnächst mat deem Problem konfrontéiert ginn.

Mir waren dann ebe mat deeneselwechte Problemer konfrontéiert, mä haut hu se sech verschäerft. Ech zitéieren aus Ärer Ried: „Am Süden huet ee virun zéng Joer" - also 1991 dann - „den Ar nach fir ronn 400.000 Frang fonnt," - also fir 10.000 Euro - „haut ginn an eenzelne Gemengen iwwer eng Millioun Frang" - also 25.000 Euro - „den Ar bezuelt."

Hautzudaags, mengen ech, huet sech dat Ganzt verduebelt, 17 Joer drop. Mä et sinn aner Zuelen, déi alarméierend sinn. Iwwert d'Period tëscht 1985 an 2016 feelen, laut den Zuele vum Observatoire de l'habitat, ronn 32.000 Wunnengen. Laut engem Avis vum Conseil économique et social aus dem Joer 2013 missten 129.000 nei Wunnengen entstoen am Zäitraum tëschent 2010 an 2030, dat heescht ongefréier 6.500 pro Joer, woubäi den Observatoire de l'habitat dës Zuel elo och, deemno wéi, op 7.500 bis 8.000 eropevaluéiert, am Fall vun engem Bevëlkerungswuesstum vun 2% pro Joer.

Wat de Verkafspräis vun de Wunnengen ugeet, esou ass deen tëscht 2008 an 2017 ëm 47% geklommen. Weider Zuelen, déi fir sech schwätzen: Déi ugekënnegt Loyeren tëscht 2005 an 2017 si fir d'Haiser ëm 33% geklommen a fir d'Appartementer ëm 46%.

Déi verschidde Mesuren, déi geholl gi sinn, do muss ee sech d'Fro stellen, ob déi an der Tëschenzäit och all gegraff hunn. An ech mengen, do muss een einfach Nee soen! Déi eenzeg Politik am Logement, déi funktionéiert, ass déi, wou souguer Leit mat klengstem Loun sech eng confortabel an dezent Wunneng kënne leeschten, ouni finanziell an d'Labränten ze kommen.

An ech mengen och net, datt een d'Fro vum Logement op eng karitativ Aart a Weis ka léisen. Am Prinzip dierf dat Karikativt guer net an d'Spill kommen, well jiddwereen - jiddwereen, och déi Ärmst! - misst e Logement hunn, ouni iwwer karikativ Mesuren ze fueren.

Datselwecht gëllt jo och fir d'Educatioun. Et wier jo och komesch, wann ee géif soen, et huet een engersäits eng normal Educatioun, an anererséits e Plang fir déi méi Aarm, eng karitativ Educatioun. Mir si weiderhin der Meenung, datt de Logement eng Fro ass vu Service public, dee jiddweree muss absolutt garantéiert kréien.

Här President, ech mengen, d'Ursaache si bekannt vum Problem. Déi jorzéngtelaang Laisser-faire-Politik vum Maart, deen anscheinend alles soll regelen, huet gewisen, datt se gescheitert ass an Zéngdausende vu Leit hei am Land viru ganz seriö finanziell Problemer stellt. Et ginn d'ailleurs awer och ëmmer manner Leit an och ëmmer manner politesch Parteien, bis vläicht op d'DP, déi nach un de Maart gleewen an déi Problemer vum 21. Jorhonnert wëlle mat de Feeler vum 20. Jorhonnert léisen.

Grouss Gewënner vun dësem Spill waren a si weiderhi grouss Promoteuren, d'Immobiliebourgeoisie, och Härebaueren. An dobäi däerf een och net en aneren Akteur vergiessen, näämlech dee vun de Fongen, vun den Investitiounsgesellschaften, déi net nëmmen a Büroen investéieren, mä och a Wunnengen, zemools zanter der Finanzkris vun 2008, wou se och e bëssen ewech vun Aktien oder vun Obligatioune komm sinn, fir sech och nach méi intensiv an Immobilien ze investéieren.

Grouss Verléierer ware bis elo d'Geréngverdénger an déi aus den ënneschte Mëttelschichten, déi sech keng kleng Ierfschaft oder Hëllefen aus dem Elterenhaus erwaarde konnten. Ech sot „bis elo", well de Phenomeen ëmmer méi ëm sech gräift a sech net nëmmen op déi Kategorië vu Leit beschränkt

Well d'Mär, datt privat Promoteure méi ënnerstëtzt solle ginn, sinn Iddien, vun deenen ëmmer méi Leit agesinn, datt se der Vergaangenheet ugehéieren. Dat huet natierlech derzou gefouert, a féiert nach ëmmer derzou, datt wéineg ëffentlech gebaut gëtt, an anererséits datt den Undeel u soziale Wunnenge lamentabel déif ass, dat heescht bei 2% läit.

Leider gëtt awer och, an dat ass en anere Volet, net genuch iwwert d'Locatairë geschwat. D'Politik, déi bis elo bedriwwe gouf, fir der Wunnengsnout entgéintzekommen, huet entweder a klengen oder a falsche Mesurë bestanen oder Mesuren, déi schwéier ëmsetzbar sinn, zum Beispill wat d'Subventionéierung vun de Wunnengen ugeet fir d'Gemengen, wou de Stat bis 75% kann iwwerhuelen.

Ech hat do eng Question parlementaire gestallt un de Logementsminister, fir ze wëssen, wéi vill esou Wunnenge realiséiert goufen zanter 2011. An am Zäitraum 2011 bis 2016, esou krut ech och d'Äntwert vum Minister, sinn am Ganze 422 Wunnengen achevéiert ginn. Et sinn natierlech vill Wunnengen, déi et gemaach hunn, mä an engem klenge Mooss. Dofir ginn et verschidden Erklärungen, vläicht och Excusen, well gewësse Gemenge mengen, et wier trotz de Subventiounen ze deier. Op Nofro krut ech gesot, datt vläicht gewëssen, wahrscheinlech méi kleng Gemengen och e Problem hätten, fir de Suivi ze finanzéieren. An dat kann och duerchaus de Fall sinn an dat misst deementspriechend gesetzlech geregelt ginn.

Mä et gi jo och Gemengen, déi déi Finanzlaascht wahrscheinlech och droe kéinten. An do muss ee sech d'Fro stellen, firwat trotzdeem näischt geschitt. Ech mengen, do muss een och éierlech sinn: Et si wahrscheinlech och Gemengen, déi et net onbedéngt als ubruecht fannen oder ugesinn, fir sougenannte Sozialwunnengen ze bauen an eng gewësse Clientèle unzezéien.

An do läit wahrscheinlech den Haaptproblem, an dorunner ännert wahrscheinlech och näischt, wann d'Subventioun op 100% eropgeschrauft gëtt, quitte datt mer dat natierlech och begréissen.

Eng aner Mesure, déi problematesch ass, dat ass eben d'Taxatioun vun den eidel stoende Wunnengen. D'Gesetz gesäit dat vir, mä d'Modalitéite sinn net festgeluecht ginn. Wat geschitt? Et sinn nëmmen e Grapp voll Gemengen, déi dat maachen, versichen, zemools wa se kleng an iwwersiichtlech sinn, wéi zum Beispill zu Biekerech.

Da ginn et natierlech och Gemengen, wou de Wëlle besteet, mä wou se Angscht hu viru juristesche Prozeduren. An da ginn et Gemengen, wou de politesche Wëlle souwisou net ganz grouss ass oder nëmmen deelweis do ass a wou och op déi éischtbescht Excuse zréckgegraff gëtt, fir et net duerchzezéien. Duerfir menge mir och, datt d'Gesetz de Gemengen ënnert d'Äerm misst gräife respektiv hinnen och kee Fräiraum méi misst loosse fir esou Excusen.

Et ginn nach aner Problemer, wéi zum Beispill och déi 10% Logements à coût modéré, wou ee sech och misst d'Fro stellen, wat dat wäert ass, ob een dat souwisou net muss eropsetzen, an iwwerhaapt, datt dee Coût modéré net onbedéngt moderéiert ass, a bei deenen 10% Coût modéré, ob dat och Locatif ass, Vente ass an inwiefern och d'Qualitéit vun deene Wunnengen net ënnerschiddlech ass a méi schlecht ass.

Et ginn natierlech och gutt Projeten, gréisser Projeten, déi de Fonds du logement mécht - dat ass scho genannt ginn -, zu Diddeleng, zu Woltz. An déi sinn och ganz gutt a ganz spannend, déi muss ee begréissen, mä mir wëssen, datt dat och nëmmen Drëpsen op engem waarme Stee sinn.

Ech mengen, Här President, d'Zäiten, wou ee konnt zécken, wou ee konnt soen: „Mir diskutéieren elo, mir analyséieren, mir probéieren e bëssen hei, e bëssen do", déi Zäite sinn esou lues eriwwer. Well dat waren näämlech och d'Äntwerte vum Här Boden deemools 2001 bei der Interpellatioun, dat war haaptsächlech: „Kommt, mir kucken, mir analyséieren!" An esou weider.

Ech mengen, et muss ee scho fundamental a radikal Mesuren huelen, déi d'Problemer un der Wuerzel paken, well soss renne mer och iergendeng Kéier an eng Logementsmauer. Well de Problem war nach net esou akut, well et u sech nach eng Generatioun gëtt, déi d'Kanner vun dem Babyboom sinn, souzesoen, déi Generatioun, zu där ech och gehéieren, vu Leit, déi souguer aus éischter modeste Verhältnisser trotzdeem sech konnten en Objet erhoffen, eng kleng Ierfschaft erhoffen an esou weider, wat d'Situatioun natierlech verbessert. Mä fir déi nächst Generatiounen, mengen ech, gëtt dat eendeiteg méi komplizéiert.

An natierlech huet dat och e makroekonomeschen Impakt, well deemno wéi, et däerf ee jo net vergiessen: Mir kënne mat enger Finanzkris erëm eng Kéier konfrontéiert sinn. Ech mengen, dat gëtt net oft gesot. An an deem Kontext plus mat der Situatioun, déi mer elo hu vum Logement, a mat deem makroekonomeschen Impakt, deen et kéint hunn op de Konsum an op d'Kafkraaft vun de Leit, da kéinte mer mat engem Duebel-GAU konfrontéiert sinn: engem Recettenabroch engersäits an anererséits der Verschëlldung vun de Leit. An do muss een och nach kucken, wat den Taux fixe, wat den Taux variable ass. An zemools beim Taux variable kann et och nach e bësse méi komplizéiert ginn.

Här President, wat muss ee maachen? Mir behaapten net, datt de Problem innerhalb vun e puer Méint ka geléist ginn. Mir hunn och Verständnis, wann eng nei Regierung kënnt an och vläicht da seet: „Hei, mir huelen eis ee Joer, fir wierklech eng ambitiéis Strategie auszeschaffen, well esou einfach ass et net." Mä ech mengen, mir mussen eng Politik maachen, wou konsequent géint d'Spekulatioun an eidele Wunnraum virgaange gëtt a wou souwuel Stat a Gemeng sech déi finanziell, materiell a gesetzlech Mëttele ginn a sech net hanner Excusë verstoppen.

Zurzäit ginn et ongefréier wahrscheinlech tëschent 10.000 an 20.000 Wunnengen, déi eidel stinn. Bon, et ass schonn emol net normal, et kann een net richteg aschätzen, well mir wësse jo net, ob een dat richteg aschätze kann. Dat ass esou eng Estimatioun. A wéi mer wëssen, kéint jo eng Tax op déi eidel stoend Wunnengen erhuewe ginn. Mä d'Gesetz seet grosso modo de Gemengen: „Dir kënnt et maachen, mä kuckt, datt Der eens gitt!"

Mir mengen awer och, datt een e Schrëtt méi wäit muss goen. Zum Beispill kéint ee sech virstellen, datt eng Wunneng, déi zum Beispill iwwer e Joer net besat gouf a wou de Proprietaire och kee valabele Grond natierlech virweise kann, firwat déi Wunneng eidel ass, datt do och fir d'Éischt emol muss mam Proprietaire gekuckt ginn, aus wat fir engem Grond esou eng Wunneng eidel steet. Vläicht gëtt et jo och eng valabel Ursaach, dat ass net de Problem, an deemno wéi misst een dem Proprietaire souguer eng Hëllef ubidden, fir säi Bien ze verlounen. Dat ass och eng Tâche, déi och eng ëffentlech Immobilienagence kéint iwwerhuelen. Dorobber kommen ech nach herno zréck.

Mä mir sinn och der Meenung, datt een dat misst taxéieren nom Escher Modell. 150 Euro pro Quadratmeter no 12 Méint, 300 duerno no 24 Méint, 600 no 36 Méint. An duerno kéint ee sech och iwwerleeën, ob een net eng temporär Enteegnung géif maachen. An do géif och déi ëffentlech Immobilienagence agräifen, déi da géif soen: „Okay, den Objet wëllt Der net weider verlounen ouni gudde Grond. Mir sichen Iech e Locataire an duerno kritt Der deen Objet erëm zréck mat engem Locataire dran." Also, et wär just temporär.

Mä et muss een och soen, wann een iwwert d'Spekulatioun a Spekulante schwätzt, datt dat haaptsächlech vu gréissere Promoteuren oder Societéite bedriwwe gëtt. Et geet eis drëms, datt bebaubar Terrainen net permanent weiderverkaaft ginn, fir eng ëmmer méi héich Plus-value erauszeschloen.

Am Ausland, wéi zum Beispill an der Schwäiz, do ginn et Mesuren, déi scho geholl goufen, fir dergéintzegoen. An do gëtt zum Beispill um Weiderverkaf vun engem Terrain, op deem gebaut kéint ginn, mä deen aus Spekulatiounsgrënn weiderverkaaft gëtt, eng Steier erhuewen, déi relativ wäit ka goen, 50%, 60%, 70%, 80%, deemno wéi, jee no Kanton, op der Plus-value.

Mir kéinten eis virstellen, datt een och zu Lëtzebuerg esou eng Steier kéint ophiewen, fir endlech emol där Baulandspekulatioun, vun där nëmmen eng Minoritéit profitéiert, en Enn ze setzen.

An an deem Sënn, Här President, géif ech och hei eng Motioun deposéieren. Wann ech gelift! Voilà!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la volonté de réduire le coût du foncier ainsi que la viabilisation de terrains à bâtir via des instruments spécifiques instaurés par la loi modifiée dite «Pacte logement» du 22 octobre 2008;

- considérant l'impact ainsi que l'usage limités apparents desdits instruments spécifiques en termes du nombre de hectares viabilisés depuis l'entrée en vigueur du «Pacte logement»;

- considérant que le taux de croissance démographique est proche de 2,5% par an;

- considérant, selon une étude réalisée par l'Observatoire de l'habitat en 2013, qu'environ 2.700 hectares de terrains constructibles sont disponibles à travers le pays à court et à moyen terme, dont 91,8% sont détenus par des personnes physiques et morales;

- vu la non-application des mesures contraignantes, voire coercitives actuellement en vigueur en vue de la mobilisation de terrains viabilisés;

- vu le projet de loi n°7139 visant à accélérer la viabilisation de terrains constructibles détenus par des personnes privées via la conclusion obligatoire d'un contrat d'aménagement (Baulandvertrag) entre la commune et le propriétaire au moment d'un classement de terrains en zones réservées prioritairement à des projets d'habitation;

- considérant que ni un délai maximal ni une taxation obligatoire en cas de non-viabilisation ne sont prévus dans ce même projet de loi et que les terrains constructibles déjà viabilisés ne sont pas concernés;

- vu l'absence d'une taxation sur la plus-value lors d'un classement de terrains en zones réservées prioritairement à des projets d'habitation, lequel a un impact considérable sur la valeur des terrains;

- considérant les modèles de taxation sur la plus-value susmentionnés pratiqués en Suisse qui représentent une source financière non négligeable permettant aux communes de jouer un rôle plus actif dans la politique du logement au niveau communal;

invite le Gouvernement

- à modifier la loi modifiée dite «Pacte logement» du 22 octobre 2008 afin de rendre obligatoire les taxes communales de non-affectation à la construction de terrains viabilisés après un délai de trois ans passés;

- à étudier la possibilité, à l'instar des modèles suisses susmentionnés, d'introduire une taxation sur la plus-value réalisée lors d'un classement de terrains en zones réservées prioritairement à des projets d'habitation dans le cadre d'une modification du plan d'aménagement général (PAG) par une commune.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- En anere Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dat ass d'Schwieregkeet, déi de Stat oder d'Gemengen hunn, fir privat Bauland zum Wunnengsbau ze mobiliséieren. A mir kennen d'Hürden, ënner anerem och déi fir eng Expropriation fir d'Utilité publique, déi et e bësse méi schwéier maachen, mam Resultat, dat mer kennen. An ech mengen, dat bescht Beispill, och wann een net Stater ass, jiddwereen aus dësem Raum muss heihinnerkommen, wéinstens d'Beispill Stäreplaz, wou zënter Jorzéngten elo eng Plaz vergammele gelooss gëtt, well do e puer Spekulante sech net wëlle ginn. Dat ass einfach net akzeptabel!

Dofir deposéiere mir erëm eng Kéier och eng Motioun, déi d'Regierung aluet, all déi gesetzlech, voire verfassungsrechtlech Mesuren ze huelen. Do muss d'Oppositioun matspillen. Mir spillen do gäre mat, fir eben derfir ze suergen, datt privat Bauland net blockéiert gëtt, ënner anerem och aus spekulative Grënn. Voilà, wann ech gelift!

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que les besoins en logements nécessitent la disponibilité à court terme d'importantes surfaces à bâtir;

- considérant que, selon une étude réalisée par l'Observatoire de l'habitat, 91,2% des terrains à bâtir disponibles en 2013 étaient détenus par des personnes physiques et morales;

- considérant que les autorités publiques ne disposent pas des réserves foncières nécessaires pour augmenter sensiblement la construction de logements publics;

- considérant que de nombreux acteurs politiques et dans le domaine du logement se sont prononcés en faveur d'un débat sur l'outil de l'expropriation afin de mobiliser des terrains à bâtir;

- vu l'article 16 de la Constitution qui stipule qu'une expropriation pour utilité publique est légale moyennant juste indemnité;

- vu la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique qui stipule qu'une expropriation pour utilité publique peut être poursuivie à la demande de l'État, des communes ou d'établissements publics ou d'utilité publique ou de particuliers;

- vu l'article 31 de la loi du 22 octobre 2008 concernant le «Pacte logement» qui prévoit l'expropriation pour utilité publique à la demande des communes dans le cadre des sections sur les réserves foncières et sur l'obligation de construire;

- considérant que l'expropriation pour utilité publique dans les deux cas de figure cités ci-dessus n'est que très rarement appliquée par les autorités publiques;

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés un rapport détaillé sur l'application de l'article 31 de la loi modifiée du 22 octobre 2008 dite «Pacte logement» depuis son entrée en vigueur;

- à prendre les mesures nécessaires pour rendre plus efficace l'instrument de l'expropriation en vue d'accélérer la viabilisation de terrains à bâtir.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, d'Leit hunn oft Angscht, wa se dat Wuert „Enteegnung" héieren, an dat kann een och verstoen. Heibäi muss een awer och soen, datt et jo net drëms geet, dem Stat d'Mëttelen ze ginn, fir einfach esou egal wien ze enteegnen, wéi dat virdrun esou duergestallt gouf.

D'Enteegnung, an do hat den Här Hahn scho virgegraff, betrëfft tatsächlech grouss Spekulanten an net kleng Proprietairen, déi dans les règles de l'art hire Bien weiderverlounen. An dofir misst een ophale mat dëse Fake News, wou ëmmer d'Bomi mat an d'Spill kënnt. Loosst déi Bomi a Rou!

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dir hutt recht. Dir hutt recht!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech kenne bal keng Bomi, déi spekuléiert, déi Baulandspekulatioun bedreift.

Meng Bomi hat och e klenge Bien a si huet net domadder spekuléiert. Do si Leit dra wunne gaangen an duerno eis eege Famill selwer. Dat ass eng Fake News, déi u sech aus gewëssene Kreesser kënnt, fir ebe klenge Leit Angscht ze maachen, fir d'Interesse vu grousse Proprietairen esou kënne besser ze verteidegen. Dorëms geet et! An dat ass déi Fake News, déi och vun der DP ebe permanent esou propagéiert gëtt. Et ass keen hei, dee wëllt der Bomi hiren Terrain ewechhuelen! Mir wëlle wierklech déi grouss Proprietairen attackéieren.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- D'ëffentlech Hand: Also, mir mussen natierlech och eng Politik bedreiwen…

Also, ech huelen, Här President, och meng Zäit a vun de Motiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dervun aus, dass Der déi eenzel Motioune presentéiert?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da kommt Der herno net méi drop zréck?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen, neen. Ech kommen net méi drop zréck. Merci.

D'ëffentlech Hand, dat ass natierlech de Stat, d'Gemengen an d'Établissement-publicke wéi de Fonds du logement zum Beispill. Mir mengen awer, datt mer e weideren Akteur brauchen, esou wéi och aner Leit hei dat virschloen. Mir schloen d'Grënnung vun enger nationaler Wunnengsbaugesellschaft vir, déi d'Finanzéierung, d'Planung an de Bau vu Wunnenge selwer an d'Hand hëlt.

An deem Sënn deposéieren ech déi drëtt Motioun; déi virlescht, keng Angscht.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant l'offre insuffisante de logements sur le marché privé pour répondre à la demande;

- considérant la forte différence entre les besoins en nouvelles unités de logement par an, chiffrés à 7.500-8.000 par l'Observatoire de l'habitat, et la construction effective de nouvelles unités de logement dont le nombre s'élève approximativement à 3.500 unités par an;

- considérant l'augmentation annuelle moyenne des prix du logement qui s'élève environ à 4,5%;

- considérant que les projets en cours et planifiés du Fonds du logement et de la SNHBM ne sont pas suffisants pour combler le retard historique accumulé dans la construction de logements;

- considérant que la construction de logements par les autorités communales est largement insuffisante pour satisfaire à la demande de logements à prix abordables;

- considérant le besoin croissant en logements pour des personnes qui présentent des particularités d'accès au logement privé;

- considérant les difficultés que rencontrent les petites et moyennes communes dans le préfinancement, la mise en œuvre et la gestion de projets de construction de logements publics;

- considérant les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre d'une augmentation substantielle de la construction de logements publics tant au niveau national qu'au niveau communal;

invite le Gouvernement

- à créer un nouvel acteur public dans le domaine du logement chargé

• de la mise en œuvre et la coordination d'une politique ambitieuse de construction de logements publics;

• du rassemblement et de la gestion de moyens financiers publics nécessaires pour répondre aux besoins en logements;

• du soutien aux autorités communales lors de la mise en œuvre de leurs projets de construction de logements.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

Am selwechten Esprit plädéiere mir och fir d'Schafung vun enger ëffentlecher Immobilienagence, wéi virdrun erwäänt ginn ass. An déi géif dann och eng Partie Saachen iwwerhuelen.

Fir d'Éischt wier se derfir responsabel, de Bestand vun den eidel stoende Wunnenge festzeleeën. Dat géif dann och d'Gemengen entlaaschten, well iergendwann hätte mer och all déi Donnéeën. Si géif dann natierlech och fir déi temporär Enteegnung, wéi ech virdru gesot hunn, suergen. Si wär awer och derfir zoustänneg, déi nei Wunnengen ze verlounen, an dat natierlech och ouni iergendeng Käschte fir de Locataire. Si géif sech also no de Besoine vun de Locataire riichten, an net no hirer Kafkraaft. A si kéint sech och no de Besoine vu gewëssene Gruppen orientéieren, wéi Studenten, jonk Beruffsufänger oder sozial méi schwaachgestallte Leit oder Familljen.

Wat awer och wichteg ass a wierklech net ze ënnerschätzen, ass de Rôle, deen aner Bauträger, aner Forme vu Bauträger spille kënnen; zum Beispill dee vun de Baugenossenschaften, vun de Wunnengskooperativen, déi sech och ganz gutt kënne verbanne loosse mam Kampf géint d'Baulandspekulatioun. An dat ass d'Énnerstëtzung vun deene Promoteuren, wéi zum Beispill eben déi Wunnkooperativen oder d'Baugemeinschaften.

Ech wéilt dat och duerch e Beispill illustréieren. Wa mer zum Beispill e Betrib huelen, dee mécht zou a wëllt delokaliséieren - dat geschitt jo heiansdo. Dee ganzen Terrain läit dann do brooch an natierlech kéint de Proprietaire, also de Betrib, en zu engem Grondpräis verkafen un e Promoteur oder un iergendeen aneren, nodeems en natierlech als Bauland vun der Gemeng ëmklasséiert gouf.

Elo géif een dat allerdéngs aneschters ugouen. Soulaang de Betrib den Terrain net un d'Gemeng verkafe wëllt, klasséiert d'Gemeng deen och net ëm. D'Gemeng keeft den Terrain, deen nach ëmmer eng Industriebrooch ass, klasséiert en dann als Bauland ëm - et muss een och nach iwwert d'Desintoxikatioun vum Terrain diskutéieren, dat ass nach en anere Volet - an d'Gemeng iwwergëtt en als Emphyteose zum Beispill un esou eng Wunnkooperativ. Net nëmmen deen Terrain kann och un aner Leit goen, mä e kann och un esou eng Societéit goen. An dat gëtt eben och zu Tübingen zum Beispill praktizéiert - wéi vill Lei hei och wëssen - mat Erfolleg a quasi exklusiv.

Mir sinn der Meenung, datt d'Gemengen an de Stat deene Forme vu Bauträger wéinstens genausou vill Poids musse gi wéi de klassesche Promoteuren. An zu Lëtzebuerg ginn et esou alternativ Bauprompteuren. Den Här Minister kennt se jo och gutt, wéi zum Beispill eben d'Wunnengskooperativ Adhoc.

Mir sinn der Meenung, datt een esou Initiative muss ënnerstëtzen an datt se och musse Klenger maachen. Ee Wee an dës Richtung wier et och, fir d'Steiergesetzgebung esou ze änneren, datt all Form vu Société à but non lucratif dans la création de logements sociaux oder de logements à vocation non lucratives an de Benefiss vum Taux super-réduit vun 3% kéint kommen. An deem Sënn wollt ech dann eis lescht Motioun deposéieren.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- vu le programme de coalition du Gouvernement qui indique la volonté de dynamiser la création de logements abordables par les acteurs publics en impliquant l'initiative privée;

- considérant qu'il existe au Luxembourg un certain nombre d'acteurs (dont notamment des associations sans but lucratif ou des coopératives) qui construisent ou rénovent des logements en vue de les proposer en tant que logements sociaux et/ou à vocation non lucrative;

- considérant que les acteurs susmentionnés sont considérés comme personnes morales de droit privé par la loi et que par conséquent ils sont contraints à payer un taux de TVA de 17% sur les frais de construction au lieu du taux super-réduit de 3% réservé aux particuliers;

invite le Gouvernement

- à modifier la loi réglant les impôts directs pour faire bénéficier toute société ou association active dans la création de logements sociaux, respectivement de logements à vocation non lucrative, du taux super-réduit de 3% sur les frais de construction.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir wëllen awer och nach schlussendlech eng Politik, wou de Locataire hir Rechter gestäerkt ginn. Als Locataire huet een et oft net einfach hei zu Lëtzebuerg. D'Locataire hunn zu Lëtzebuerg oft dee Kierzere gezunn an zéien dee weider. An dat huet och domadder ze dinn, datt se u sech nëmme 25% oder 20% vun de Wieler duerstellen.

Dobäi hunn d'Locatairë scho Rechter. Meeschtens kenne si se net onbedéngt all. Dofir hate mir och als Lénk scho virun e puer Joer ugefaangen, eng Informatiounscampagne mat eise Mëttelen ze maachen, eng Broschür ze maachen, en Internetsite ze maachen, wou mer iwwerhaapt d'Locataire iwwer hir aktuell Rechter opgekläert hunn. Am Prinzip misst d'ëffentlech Hand dat iwwerhuelen.

Mä och wann d'Locatairë Rechter hunn, si mer der Meenung, datt déi Rechter méi wäit musse goen. Mir hate schonn, Här President, virun iwwer engem Joer, 15 Méint wahrscheinlech, déi Proposition de loi deposéiert, déi festleeë soll, datt de Commanditaire, wat meeschtens de Proprietaire ass, vun enger Annonce bei enger Agence dee soll sinn, deen och d'Kommissiounsfraise soll iwwerhuelen. Dat ass net esou vill fir e Proprietaire. Dat kann awer immens vill ausmaache fir e Locataire. An och, datt d'Garantie locative op ee Mount Loyer soll beschränkt ginn. Dat ass och net esou vill. A souwisou, wa vill Schmu an engem Appartement gedriwwe gëtt - souwisou gëtt et e Bail, deen dat regelt -, da kënnt deen ee Mount Garantie locative net dofir op.

Et sinn och eng Partie Avise komm. D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre d'Agriculture souguer och. Déi eng sinn derfir, wéi d'Chambre des Salariés. Déi proposéiert souguer... déi mécht souguer nach interessant Virschléi, fir nach méi wäit ze goen, déi mer och gäre géifen iwwerhuelen.

De Statsrot huet och säin Avis ginn, certes, och mat enger Opposition formelle dran. Et ass ëmmer esou e bësse wéi eng Medail. Mä d'Regierung weess jo, wéi dat ass mat den Oppositionformellen. Dat ka ganz schnell goen. An ech mengen awer, et wier elo esou lues interessant, fir dat awer an der Kommissioun kënnen ze diskutéieren an no Léisungen ze sichen.

Här President, ech wëll meng Zäit awer och net ze vill iwwerstrapazéieren. Eng Kritik kann een natierlech och un déi Proposition de loi adresséieren. Et gouf och gemaach, si ass och nozevollzéien, an dat ass, datt se derzou kéint bäidroen, datt d'Proprietairen déi Mesurë géife kompenséieren, andeems se d'Loyeren erhéije géifen. Ech gleewen zwar net richteg un dës Kritik, mä bon. Soit! Et kann een driwwer diskutéieren.

An dofir, an dat ass och haut e puermol gesot ginn, misst een d'Hausse vun de Loyeren aschränken. Dat ass jo och zurzäit de Fall. Et gëtt jo eng Aart Brems, déi faméis Limitt vu 5% vum Capital investi, vun där jo och jiddwereen hei geschwat huet, mä wou mer och wëssen, datt déi Limitt net méi gräift, zemools bei den Neibauten. Dofir si mer der Meenung, datt ee per Gesetz muss festleeën, datt d'Loyere moderat bleiwen.

A mir haten der Ëffentlechkeet jo och am Ufank vun dëser Woch eng Proposition de loi presentéiert. An ech wollt se och hei am Numm vun déi Lénk dann eben deposéieren.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner

7257 *- Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil*

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

6. Débat de consultation sur la problématique du logement (suite)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech freeë mech och iwwert d'Debatt, wa mer nach eng kréien an deenen nächste Méint an dëser Legislaturperiod. A grosso modo - ech ginn emol net méi op d'Detailer an, dat kann een och nach op eisem Internetsite fannen an an der Press stoung dat och - ass et eng Proposition de loi, déi d'Mietgesetz ebe soll reforméieren an deem Sënn, datt d'Flambée vun de Loyere soll gebremst ginn unhand vun enger Berechnungsmethod, déi als Referenzperiod 1995 hëlt. Dat ass grad dat Joer, wou d'Wunnengspräisser sech komplett ofgekoppelt hu par rapport zum Coût de la vie.

De Prinzip ass deen, datt de Loyer dem Proprietaire natierlech weiderhin erlaabt, e Rendement ze hunn, awer an deem Mooss, datt de Loyer fir den Normalstierflechen accessibel gëtt oder bleift. Dat heescht, datt dee reelle Wäert vun der Präissurchauffe wäert berengegt ginn.

Et gi vill eenzel Proprietairen, déi weiderhi korrekt Loyere froen. Ech war souguer och selwer eng Kéier an deem glëckleche Fall, mä ech kann Iech soen, dat war eng Ausnam op dem Site athome.lu. Mä et ginn der awer och vill, an éischter grouss Proprietairen an eben och Fongen, déi e Business dorauser maachen. An dat si grad déi, déi am meeschte vun eiser Proposition de loi wäerte betraff sinn.

En anere Volet vun eiser Proposition de loi ass awer och d'Schafung vun enger nationaler Mietkommissioun, déi och op Gemengenniveau da ramifizéiert ass. Also, et besti jo schonn op Gemengenniveau Kommissiounen, déi plus ou moins funktionéieren. An déi wäert dann och derfir zoustänneg sinn, fir unhand vun deene verschiddene Kritären a Berechnungen, déi am Contrat de bail obligatoresch och wäerte stoen, e bëssen esou wéi an engem Aarbechtsvertrag, ze iwwerwaachen, ob de Loyer och dem Gesetz entsprécht.De Locataire wäert an deem Sënn de Choix hunn, bei eng lokal Mietkommissioun ze goen, déi dann an deem Sënn och gestäerkt gëtt, oder awer direkt bei déi national. An dat wäert och den Avantage hunn, datt mer iwwer besser Statistiken iwwert de Bestand wäerte verfüge wéi bis elo, well all Contrat de bail muss obligatoresch un dës national Mietkommissioun goen.

Här President, ech kommen dann elo zum Schluss. Mir si wierklech gespaant als Lénk, ze gesinn, wat den Output vun dëser Diskussioun wäert sinn. Et ass vill diskutéiert ginn. Et ass interessant diskutéiert ginn. Et sinn interessant Propose komm vun alle Säiten, muss ech och soen, mä ech hoffen awer, an ech denken erëm un d'Interpellatiounsdebatt vu viru 17 Joer, datt a 17 Joer net erëm eng Kéier déi heite Chamber eis aktuell Debatt wäert zitéieren, fir festzestellen, datt sech net vill geännert huet. Well, ech mengen, a 17 Joer wäert et definitiv ze spéit sinn!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An esou wéi dat bei dem Débat de consultation virgesinn ass, huet d'Regierung, de Wunnengsbauminister, den Här Marc Hansen, elo d'Wuert. Ech weess net, ob d'Regierung sech opgedeelt huet oder ob den Här Hansen fir d'Regierung eleng schwätzt. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Här President, léif Memberen hei vun der Chamber, ech wollt op dëser Plaz emol Merci soe fir déi Debatt vun haut, an net nëmme fir d'Debatt vun haut, mä iwwerhaapt fir déi Aarbechten, déi Der an deene leschte Méint gemaach hutt. Et si ganz vill Leit bei Iech defiléiert, déi Iech och ganz vill Suerge matgedeelt hunn, an heiansdo waren dat jo och méi kleng oder technesch Suergen, wou et och Detailer waren, déi mer scho vläicht no deene Sitzunge konnten direkt behiewen.

Ee vun deene Punkte wëll ech op dëser Plaz eng Kéier kuerz ernimmen. Dir hat notamment déi Akteuren aus dem karitativen a soziale Secteur bei Iech, fir iwwert déi 10 Euro de Meter carré ze schwätzen, mat enger Suerg domadder verbonnen, dass dat komplizéiert wär bei klenge Wunnengen.

Dat war eppes, wat mer relativ séier konnte regelen, wéi dat mer och an der Logementskommissioun eng Kéier matgedeelt ginn ass, a wou mer och direkt ajustéiert hunn an deene Konventiounen, déi da fir d'Joer 2018 gëllen. Do gëtt et och nach ëmmer déi 10 Euro de Meter carré - wat jo och indirekt eng Mietpreisbremse ass, wëll ech awer eng Kéier op dëser Plaz soen -, mä wou mer awer eng Kéier konnten ajustéieren, och op Är Interventioun hin an och op déi vun deene Leit, déi defiléiert waren. An dat do ass just ee Beispill vu méi klenge Suergen, deene mer direkt konnten entgéintwierken, fir do eppes ze maachen.

Deen zweete grousse Merci, dee gëllt awer och fir déi sachlech a fachlech Diskussiounen, déi de Mëtteg hei gefouert goufen. Ech mengen, et war kee vun den Orateuren heibannen, deen en anere wollt a Bedrängnis bréngen oder wou et haart heibannen hiergaangen ass. Et hat jiddweree seng Vuen an aller Rou kënne presentéieren. An ech mengen, mir hunn eis dat jo och haut de Mëtteg alles gutt mat opgeschriwwen, fir et an der nächster Zukunft ze verschaffen.

Ech géif op deen een oder anere Punkt ganz séier agoen, wat awer just Detailsaache sinn. Well ech och vläicht e puer Remarken ze maachen hunn. Ech hunn am Fong eng Fro erausdetektéiert. Dat war am Fong eng Fro vun dem Här Cruchten. Den Här Cruchten, deen huet d'Fro gestallt, ob et schonn e Bilan gëtt iwwert déi Adaptatioune vun der Subvention loyer.

Dat leeft natierlech elo eréischt déi zwee éischt Méint. An ech kann Iech just dobäi soen, well dat jo och deemools bei den Adaptatiounen de Wonsch vun der Chamber war, fir eng breet ugeluechte Campagne ze maachen. Déi hu mer gemaach. Do si mer amgaangen, net nëmmen op deene klassesche Medien. Mir haten och schonn eng éischt Sitzung do mat den Assistant-sociallen, mat den Office-sociallen, déi ganz gutt besicht waren, wou mer och deenen eng Kéier d'Adaptatioune presentéiert hunn.

An no deenen éischten zwee Méint, déi emol nach net ganz ofgeschloss sinn, mierkt een, dass et liicht an d'Luucht geet. Mä et ass definitiv ze fréi, fir do ze soen, wéi et mat den Demanden ass, an ech hunn do och net ganz aktuell Chifferen, well mer jo elo eréischt den 1. Mäerz sinn.

Iwwert déi verschidde Proposen, mengen ech, wäerte mer eis och nach eng Kéier Gedanke maachen. Well et wär och e bësse fréi, fir vu mir op dëser Plaz dorobber ze reagéieren.

Vläicht deen een oder anere Punkt och. Et gouf de Mëtteg och iwwert déi nei grouss Societéit geschwat, déi mer solle grënnen.

De Projet, deen den Här Schank deemools deposéiert hat iwwert déi ganz grouss Societéit, ech mengen, do muss een awer och vläicht derbäi soen, dass et och do deemools awer schonn en Avis vum Statsrot gouf. An deen Avis vum Statsrot, dee muss ech Iech jo elo net nach eng Kéier hei virliesen. Well deen hat jo och eng ganz Rei vu Suergen domadder, fir net ze soen, dass en d'Artikele guer net kommentéiert huet, well e prinzipiell Froen dozou gestallt huet. Ech mengen, et muss een och fairerweis awer einfach soen, dass et déi Avisen och do gouf.

Da gouf zu engem gewëssene Moment an der Diskussioun gesot: Jo, dat sinn awer da just Studentewunnengen, déi kreéiert ginn, oder aner Wunnengen. Och Studentewunnenge sinn a) locatif Wunnengen. A wa Leit a Studentewunnenge sinn, da gi se vläicht aus anere Wunnengen eraus, déi da fir de Loyersmarché dobaussen erëm opginn. Soudass een net sollt ufänken, eng Differenciatioun ze maachen, ob déi ass fir al Leit oder fir jonk Leit, fir Studenten oder anerer. Doduerjer ginn och aner Wunnengen erëm fräi. An dat soll een awer och eng Kéier hei bemierkt hunn.

Alles an allem soen ech, wat d'Froen, déi ech gestallt hunn, ugeet: Et muss ee soen, dass vill Äntwerten och dorobber koumen, mä vläicht net ëmmer an deem Präzisiounsgrad, wou ee sech et hätt kënnen erwaarden. Dat verstinn ech jo an enger politescher Debatt, mä et ass awer dat eent oder anert Thema, dat jo och aus politesche Grënn vläicht éischter just um Bord touchéiert gouf a wou et net vu jiddwerengem ganz kloer Aussoe gouf, och iwwert d'Expropriatioun oder méi kriddelech Sujeten.

An dass et awer och schwéier ass, fir einfach vun dohannen ze kommentéieren, wa gesot gëtt „an extreme Fäll", wat ganz seelen ugewannt gëtt. Do si jo schonn erëm vill Précaution-oratoirë mat derbäi, wat ech jo och kann novollzéien, mä et gouf elo net iwwerall eng kloer Ausso vun all Partei heibannen. Déi eng ware méi kloer, déi aner ware manner kloer. Mä ech gi jo dann dovunner aus, dass dat an deenen nächste Méint vun deenen nach eng Kéier wäert präziséiert ginn.

Nach vläicht ee Supplement fir den Här Kox, deen déi Fro gestallt huet mat de Baulandverträg a fir do ze kucken, net dass do eppes drasteet an der Konventioun mat dem Proprietär. Mä d'Fro war jo: Musse mer och kucken, fir eng Bauflicht draus ze maachen? Déi steet am Moment net am Baulandvertrag. An ech schwätzen ënnert der Opsiicht vum Här Innenminister, well dat am Fong a sengem Ressort do ass. Mä d'Obligation de construire, déi gëtt et jo schonn. An déi kéint an de Baulandverträg och zur Geltung kommen.

Mä ech mengen, wann de Projet bis an d'Chamber kënnt, an dat hunn ech och mam Kolleeg Kersch geschwat, solle mer och nach eng Kéier diskutéieren, wéi een dat nach vläicht do affinéiere kann. Mä et ass aus deem dote Grond, wou et net op där doter Plaz dran ass oder präziséiert ass. Ech mengen, de Projet kënnt jo elo eng Kéier zréck vum Statsrot an da solle mer dat och an aller Rou nach eng Kéier op deen dote Punkt hin diskutéieren.

De reelle Virdeel vun der Emphyteose wëll ech awer nach eng Kéier hei op dëser Plaz ervirsträichen, well deen ass awer ganz kloer fir déi Leit, déi an déi Wunnenge kommen. Déi mussen dee Moment manner bezuelen. Et ass ganz einfach. An dat ass awer e reelle Virdeel fir déi Leit, déi dovunner kënne profitéieren. Da komme se vläicht an eng Wunneng mat enger Emphyteose op 99 Joer. Da si se an der Wunneng. Da kënne se drakommen a se kommen net an aner Situatiounen, déi da vläicht méi prekär erëm géife ginn, wéi wa se doranner kënne kommen.

Ech mengen, dat ass awer en Outil, deen et jo net nëmmen hei am Land gëtt. An och an anere grousse Stied vun der Finanzwelt ass dat deen eenzegen Outil, deen et nach gëtt. Wa mer zu London kucken, ass dat eppes, wat natierlech ganz vill praktizéiert gëtt. Ech mengen, mir sollen elo net méi an den Detail goen, mä ech soen: Dat gëtt et bei eis op 99 Joer. Am Moment gëtt dat esou ugewannt. An dann ass dat fir déi Leit awer wichteg, déi dovunner kënne profitéieren.

Well dat ernimmt ginn ass, awer och vläicht ee Wuert iwwert déi Proposition de loi. Den Här Wagner huet gesot, et war eng Kéier eng Proposition de loi, déi si jo och deposéiert haten, wat d'Agencen, d'Kommissioun ugeet an d'Kautioun, déi een dem Proprietaire gëtt. An ech hu jo awer am Ufank och gesot: Par rapport zu deene fënnef Méint, wou jo ëmmer dovunner geschwat ginn ass, hu mer d'Garantie locative elo d'lescht Woch am Fong reforméiert, wou schonn déi dräi Méint ewechfalen. Dat heescht, dat ass schonn e ganz substanziellen Agréff.

A wat Är Proposition de loi ugeet, do gëtt et och eng Opposition formelle drop. Dat wësst Der. An dat muss een natierlech eng Kéier kucken, och Dir, wat Dir och dee Moment zu der Opposition formelle op Ärer Proposition de loi musst soen, well do gëtt et awer en Agréff an d'Liberté contractuelle. An ech mengen, do sinn awer nach e puer juristesch Froen op, déi doranner ze kläre sinn.

Fir de Rescht géif ech soen, dass natierlech och Ären Opruff ass, eiser aller Opruff, dass mer dat, wat mer hei och soen an eng Kéier festgestallt hunn, och Constat ass, dass mer dat awer och ëmmer nach verstäerkt elo mat de Gemengen an deene Responsabelen natierlech dann och uginn. Well soss hu mer à la fin du compte net ganz vill geschafft.

Herno muss dat, wat mir jo gesot hunn, wat mer nach eng Kéier alleguer ënnerstrach hunn, dass d'Gemengen och méi musse maachen - am Moment sëtze jo nach vill Schäffen a Buergermeeschteren a Conseilleren hei am Haus -, wat mer dann hei soen, dat muss dann och op lokalpoliteschem Terrain geschéien. Mä ech sinn awer och do ganz positiv gestëmmt, wann ech elo ugefaangen hunn, mäin Tour ze maachen. Do sinn awer och erëm ganz vill Interêten a Leit, déi dat dote wëllen ugoen.

Dofir zum Schluss nach eng Kéier e grousse Merci fir Är Proposen, déi mer dann och nach eng Kéier wäerten analyséieren. A mer géifen och nach eng Kéier mat där Analys vläicht an enger Chamberskommissioun, Här President, Dir Häre Presidenten, nodeem dat heite gemaach ginn ass, alles zesummesetzen, wat u Propositiounen do zesummekënnt an dat och nach eng Kéier, no dëser Debatt, awer och an der Chamberskommissioun thematiséieren; mat engem Tableau, dee mer Iech nach eng Kéier kënne preparéieren, wou déi Saachen hei nach eng Kéier erausgegraff ginn, wou mer dru sinn a wou mer vläicht net dru sinn.

Ech mengen, dat wär et vu menger Säit aus gewiescht.

Wat d'Motiounen ugeet, Här President, wann Der erlaabt, géif ech vläicht e Wuert dozou soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo!

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Wat déi Motioun, déi ganz grouss mat deene ville Punkten, ugeet, kann ech dat alles matdroen. Et ass ganz interessant, wat doranner-steet. Dat ass jo och d'Zesummefaassung vu ville Meenungen. Do muss een natierlech och d'Remark dozou maachen, dass och vill Saache schonn ugelaf sinn, dat hu mer de Mëtteg och gesot. Do si jo vill Punkten, déi an de Projete sinn, déi an der Ëmsetzung sinn, soudass ech domadder absolutt kee Problem hunn. Ech fannen déi souguer ganz interessant.

Déi véier Motiounen, déi vläicht vun de Kolleege vun déi Lénk nach presentéiert goufen.

Zu der Motioun 1. Do steet dran, dass mir hei an der Chamber... oder d'Regierung géif invitéiert ginn, fir „rendre obligatoire les taxes communales". Ech mengen, dat kënne mir jo guer net als Regierung. Dat ass jo och eng Kompetenz, déi bei de Gemenge läit, soudass mir net vun hei als Regierung kënnen de Gemengen eppes imposéieren. Dat geet natierlech net.

Zu der zweeter Motioun wëll ech soen: De Rapport détaillé iwwert de Pacte Logement, do ware mer an der Chamberskommissioun. Mir hunn dee ganze Pacte-Logements-Monitoring presentéiert. Dee war an der Chamberskommissioun presentéiert ginn, deen ass op enger Pressekonferenz presentéiert ginn. Ech mengen, dat ass gemaach.

A wann ech deen zweete Punkt do gesinn, wann dat Wuert jo „Expropriatioun" hei optaucht an déi divergent Meenungen de Mëtteg awer heizou ze héiere waren, géif ech mengen, dass mer déi zweet Motioun och net kënnen esou guttheeschen.

Da muss ech soen, dat ass awer och e bëssen e Punkt, fir elo nach een neien Akteur ze kreéieren. Do fannen ech, dass dat och net onbedéngt de Fall muss sinn.

An déi drëtt, mat der TVA géif ech och mengen, dass een déi vu Regierungssäit net kéint guttheeschen.

Souwäit zu mir, vu menger Säit. Ech soen Iech alleguerte Merci fir deen interessanten Debat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da kéinte mer zur Diskussioun respektiv zur Ofstëmmung iwwert déi verschidde Motiounen iwwergoen.

Motion 1

D'Motioun Nummer 1. Ass do de Wonsch, fir derzou Stellung ze bezéien?

Den Här Lies huet d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Ech mengen, wat dës Motioun hei ugeet, do ass et jo haaptsächlech drëm gaang, datt, ech mengen, e breede Konsens soll getraff gi vun deene jeeweilege Fraktiounen, déi dat och an deene leschte Wochen a Méint - ech kucken de President vun der Logementskommissioun - effektiv ganz virbildhaft ëmmer no vir gedriwwen hunn, datt déi eenzel Akteuren och an d'Chamber komm sinn, fir dann effektiv hire Point de vue, wat d'Situatioun um Logementsmarché ugeet, ze presentéieren an awer och Pisten opzezeechnen.

An ech mengen, mir alleguerten, mir hunn eis dovun „bestäuben" gelooss,…

(Hilarité et brouhaha)

…wat dann effektiv déi eenzel Akteuren…

Huelt dat elo net ze vill sinnbildlech! Mä awer trotzdeem, ech mengen, mir alleguerten, mir hunn eppes ewechgedroen, fir dat dann e bëssen…

(Brouhaha général)

...méi neutral ze halen. Mir hunn eis dovun inspiréiere gelooss, wat déi eenzel Akteuren eis wärend deene leschte Méint mat op de Wee ginn hunn.

Ech mengen, do sinn, wéi de Minister och gesot huet, natierlech schonn eng ganz Partie Pisten iwwert déi lescht Joren entaméiert ginn. Ech mengen, et ass wichteg, datt ee breede Konsens heiriwwer besteet. Et solle keng politesch-ideologesch Gruewekämpf hei gefouert ginn. Ech mengen, dat absolutt guer net!

Duerfir begréisse mer och déi Motioun, och wa se elo effektiv e bësse spéit komm ass. Dat hätt een am Viraus och nach eng Kéier kënnen ënner Fraktiounen diskutéieren, eventuell och an enger Logementskommissioun déi eenzel Punkten eng Kéier abordéieren a vläicht och verdéiwen.

Duerfir hu mer eis och erlaabt, als CSV-Fraktioun verschidde Punkten nach eng Kéier unzepassen, a wou mer ganz frou doriwwer sinn, datt déi aner Kolleegen dat dann och matgedroen hunn. Duerfir kënne mer déi Motioun hei matdroen, well effektiv eng Panoplie u Mesuren dee Moment hei drastinn. Et hätt ee sou-

guer nach deen een oder deen anere Punkt weider kënnen draschreiwen, mä, wéi gesot, ech mengen, et sinn elo scho fënnef Säiten, déi hei zesummegefaasst gi sinn. Et hätt een der och kënne sechs oder siwen draus maachen. Duerfir wär et dach méiglech gewiescht, fir déi eng oder déi aner Propos och zousätzlech derbäizesetzen.

Ech wéilt awer och explizitt deenen Akteuren, déi effektiv iwwert déi lescht Méint hei an der Chamber defiléiert sinn, Merci soe fir eben déi Inspiratioun, déi mer och doraus konnten zéien, fir hir Vuen da matzekréien. Duerfir hinnen och ee ganz, ganz décke Merci fir dës wäertvoll Informatiounen, déi mer mat op de Wee kritt hunn.

Ben, ech mengen, am Kader vum Débat Logement virun zwee Joer hat och d'CSV-Fraktioun schonn eng ganz Partie Propose gemaach gehat.

Vläicht eng Fro, déi nach opsteet, dat ass déi, wat de Plan sectoriel «Logement» ugeet, och wat virdru monéiert ginn ass, wéi dann effektiv d'Utilisatioun vun deene jeeweilegen Terraine sollt ausgesinn iwwert d'Zukunft, ob een do net weider an d'Luucht geet.

Awer och vläicht d'Fro un de Minister, wat d'Plan-sectoriellen ugeet, wat an deene leschte Wochen elo net duerchgedrongen ass: Wou ass de Plan sectoriel «Logement» drun? Wéi gesäit dat aus? A wat fir eng Richtung dat geet, ech mengen, dat sinn op jidde Fall déi Saachen, déi eis als Fraktioun och géifen interesséieren, well notamment de Plan sectoriel «Logement» awer ee ganz, ganz wichtegt Element ass vun deem, wéi an Zukunft viru lotisséiert gëtt, wéi effektiv dann dat Bild hei am Land, wat d'Weiderentwécklung ugeet, soll ausgesinn.

Dat, mengen ech, dat wäre wichteg Punkten. Mais pour le reste nach eng Kéier alleguerten deene Leit, déi heidru matgeschafft hunn, ee ganz, ganz décke Merci. An dat heiten, dat soll wierklech dann iwwerparteilech consideréiert ginn, well, ech mengen, de Logement ass ee Sujet, deen iwwerparteilech muss ugaange ginn an och iwwerparteilech geléist ginn.

Duerfir géif ech an deem Sënn den Accord zu dëser Motioun ginn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Weider Wuertmeldungen?

(Interruptions)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

(Interruptions et brouhaha)

Motion 1

Okay, ass de Vote électronique gefrot?

(Interruptions)

Deen ass gefrot, da maache mer de Vote électronique.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

55 Jo-Stëmmen, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass déi éischt Motioun adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par Mme Joëlle Elvinger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Une voix.- Ooh!

Motion 2

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da komme mer zu der Motioun 2, déi vun de Kolleege vun der Lénker abruecht ginn ass. Déi Motioun ass virgestallt ginn.

Sinn dozou Wuertmeldungen?

Une voix.- Et ass alles gesot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen och. D'Regierung huet dozou Stellung geholl. Da géife mer zur Ofstëmmung komme vun der Motioun 2, déi awer déi éischt Motioun ass vun dem Här Wagner. Mir géifen doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

2-mol Jo an 58-mol Neen. Domat ass d'Motioun 2 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Claude Lamberty), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par Mme Joëlle Elvinger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 3

Mir géifen an där doter Serie zu der zweeter Motioun vun déi Lénk iwwergoen, d'Motioun 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

60 Kolleegen hunn un der Ofstëmmung deelgeholl. 58-mol Neen, 2-mol Jo. Domat ass d'Motioun 3 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 4

Mir géifen zu der drëtter Motioun vun déi Lénk iwwergoen. Dat ass d'Motioun 4.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

2-mol Jo, 57-mol Neen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 4 est rejetée par 2 voix pour et 58 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par Mme Joëlle Elvinger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 5

Une voix.- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hat et net fonctionnéiert? Ah, Dir frot d'Wuert zu der véierter Motioun vun déi Lénk, der Motioun 5? Selbstverständlech!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Et ass elo alles e bësse séier gaang. Ech wollt zu der véierter Motioun vun déi Lénk soen, dass ech d'Iddi sympathesch fannen, soudass et awer menger Meenung no interessant wär, eng Kéier an der Kommissioun iwwert déi Iddi do ze schwätzen, quitte dass ech fannen, dass den Text net gutt, net richteg formuléiert ass, an ech do net richteg weess, wien alles domadder gemengt ass.

Mä d'Haaptiddi, déi do derhannertstécht, fannen ech awer interessant. An ech géif vläicht froen, ob mer dat Thema net awer sollten eng Kéier an der Kommissioun uschwätzen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An d'Kommissioun! Dann hunn déi och nach e bëssen Aarbecht.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass eng Propositiouun vun der Chamber un d'Chamber.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wa keen dergéint ass…

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wa keen do dergéint ass, da géife mer net iwwert déi Motioun hei ofstëmmen, mä se an d'Kommissioun verweisen.

(Brouhaha général)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Hu mer elo richteg verstanen, datt eng Kéier do diskutéiert gëtt iwwert dee Sujet, mä datt mer awer elo d'Motioun ofstëmmen?

Une voix.- Neen!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Dir hutt zwou Méiglechkeeten: Dir hutt d'Méiglechkeet, fir ze soen: „Deen Text vun der Motioun gefält eis oder gefält eis net." Da gëtt driwwer ofgestëmmt an da gëtt se entweder ugeholl oder verworf. Oder Dir hutt d'Méiglechkeet, fir ze soen: „De Sujet gëtt an der Kommissioun behandelt."

D'Chamber soll mir soen, ob mer elo sollen iwwert d'Motioun ofstëmmen a souguer, wa se gegebenenfalls ofgeleent géif ginn, géife mer trotzdeem iwwert de Sujet schwätzen.

Sot mir: Stëmme mer of?

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, also, einfach nëmmen, fir ze soen: Ech hat verstanen, mir géifen driwwer ofstëmmen, mä datt mer awer och, egal wéi, géifen iwwert de Sujet schwätzen.

Plusieurs voix.- Neen! Neen!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci. Also, mir freeën eis iwwert d'Propositiouun vum Här Cruchten. Natierlech besti mir net drop, datt elo iwwert déi Motioun ofgestëmmt gëtt, soudatt mer an der Logementskommissioun, wahrscheinlech och an enger Réunion jointe mat der Finanzkommissioun, ech weess et net, doriwwer eng Kéier diskutéieren.

Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et ass éischter eigentlech eng Kéier eng Affär fir d'Finanzkommissioun. Et ass manner eng Fro vu Logementspolitik, et ass eng Fro, wéi s de dat dote juristesch formuléiert kriss. Dat ass net esou evident, schéngt et mer.

D'Iddi ass sympathesch, well jo och aner Akteuren, ëffentlech Akteuren, déi fale jo ënnert dee vergënschtegten Taux. An eigentlech, wann ech richteg verstinn, eng Rei vu Privatakteuren, déi äänlech Aktivitéiten hunn, déi falen net drënner. Et muss ee just kucken, wéi een dat formuléiert kritt. Dat schéngt mer net evident ze sinn, soen ech awer ganz éierlech. Mä ech mengen, et soll een eng Kéier driwwerkucken a sech dann e Bild driwwer maachen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Renvoi an d'Kommissioun!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Renvoi vun der Motioun 5 an d'Kommissioun?

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Da brauche mer elo hei net ofzestëmmen.

(La motion 5 de M. David Wagner est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Mir sinn um Enn vun eisen Diskussioune vun de Mëtten ukomm. Ech soen Iech Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.47 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 23

MARDI,
13 MARS 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. 7257 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

6. 7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Nicolas Schmit et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a begréissen d'Vertrieder vun eise verschiddene befrënnte Länner op der Tribün. Bienvenue! Welcome!

Ech wollt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

2. Communications

Dann hunn ech Iech folgend Kommunikatiounen ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten an d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert gi sinn, leien um Büro vun der Chamber respektiv sinn un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verdeelt ginn; idem wat d'Petitiounen ugeet.

Communications du Président - séance publique du 13 mars 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7254** - Projet de loi portant transposition de la directive 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire; et abrogeant*

1. la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

2. la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation; et

3. la loi du 3 août 2010 relative à la régulation du marché ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.02.2018

***7255** - Projet de loi sur les forêts*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 28.02.2018

***7256** - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 01.03.2018

***7258** - Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, 2) de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, et 3) de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 07.03.2018

***7259** - Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale en ce qui concerne la fouille de personnes; et modifiant la loi sur la Police grand-ducale*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 13.03.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***975** - Demande de pétition publique: D'Stoppschëld bei der Tankstell beim Cactus Angelduerf ewech*

Dépôt: Mme Mandy Graff-Michels, le 01.03.2018

***976** - Demande de pétition publique: Remboursement des frais du traitement de l'impuissance sexuelle*

Dépôt: M. Georges Jacobs, le 04.03.2018

***977** - Demande de pétition publique: Organisation des épreuves d'ajournement des classes terminales de la formation professionnelle*

Dépôt: Mme Korinna Lucas, le 06.03.2018

***978** - Demande de pétition publique: Ofschafe vu Schantercher op den Autobunne wärend dem Dag*

Dépôt: M. Steve Kientz, le 09.03.2018

***979** - Demande de pétition publique: Reclassement interne*

Dépôt: M. João Monteiro Dias, le 09.03.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7257 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Déclaration de recevabilité

Da wollt ech Iech informéieren, dass an hirer Reunioun vum 7. Mäerz d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat huet. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7257, eng Ofännerung vum Bail à usage d'habitation, déi den 1. Mäerz vum Här Marc Baum a vum Här David Wagner deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech der Propositioun vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

(La proposition de loi est renvoyée à la Commission du Logement.)

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, deen de Fraktiounen a Sensibilitéiten iwwermëttelt ginn ass, ass dee fir d'Chamber an der Rei?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat och esou decidéiert.

Mir héieren dann elo direkt de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister, dem Jean Asselborn, iwwert d'Aussepolitik an d'Europapolitik vun dëser Regierung. Här Asselborn, Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

5. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a menger éischter Deklaratioun zur Aussepolitik hei an der Chamber am November 2005 hat ech ënnerstrach, dass en effikasse Multilateralismus fir eis Lëtzebuerger méi wéi nëmmen e Schlagwuert ass; et ass villméi eng Noutwendegkeet, fir Fridden a Sécherheet zu Lëtzebuerg an op der Welt ze garantéieren.

An der Deklaratioun vum November 2014, opgrond och vun der Erfahrung vun eisem éischte Mandat am UNO-Weltsécherheetsrot, hat ech de Multilateralismus als eng Konstruktioun beschriwwen, an där d'State souzesoen d'Zille sinn. A wann déi Zillen zerbriechlech ginn, a virun allem, wann den Zement, deen déi Zillen zesummenhält, also d'Vertrauen an déi aner Akteuren an an de System selwer, bréckelt, dann ass déi ganz Konstruktioun a Gefor a riskéiert, an de Koup ze falen.

Dës Gefor ass haut akut. De Paräisser Klimaaccord, d'Handelsnegociatiounen, den nuklearen Accord mam Iran, de Friddensprozess am Noen Osten, d'Verhandlungen an der UNO iwwert dee globale Pakt fir Migratioun, dat humanitäert Vëlkerrecht: Déi multilateral Accorden a Regelwierker stinn ëmmer méi ënner Beschoss.

Wat gëschter internationale Konsens war, ech denken zum Beispill un d'Zweestateléisung fir Israel a Palästina, gëtt haut a Fro gestallt, ëmmer méi dacks an och ënnert dem Afloss vun der jëtzeger amerikanescher Regierung. Den Trend zum Unilateralismus ass kloer, gradesou wéi d'Tendenz, d'Mënscherechter an de Rechtsstat ze ënnergruewen.

Nom Zweete Weltkrich ass mat de Vereenten Natiounen d'Fundament vun enger internationaler Uerdnung geluecht ginn, déi een neie Krich sollt verhënneren an déi d'mënschlech Würd sollt héichhalen.

Dëst Joer feiere mer de 70. Anniversaire vun der Allgemenger Erklärung vun de Mënscherechter. Mä a ville Länner ginn all Dag d'Mënscherechter mat de Féiss getrëppelt. Och an Europa ginn et leider Länner, wou de Rechtsstat a Gefor ass; Länner, wou een autoritäre Populismus sech breetmécht a sech net scheit, Journalisten oder liberal Politiker als Feinde vum „Vollek" ofzestempelen, Minoritéiten an aner vulnerabel Gruppen als „anescht" an „onerwënscht" ze designéieren; Länner, wou Migranten a Refugiéen als existenziell Gefor beschriwwe ginn.

Mir Lëtzebuerger mussen eis weiderhi mat eise Partner an der Europäescher Unioun, an doriwwer eraus, géint dës rassistesch, autoritär, populistesch Weltanschauung wieren an eis fir d'Mënscherechter an de Rechtsstat asetzen. Mir gleewen un d'Grondrechter vum Mënsch, un d'Dignitéit an un de Wäert vum Mënsch, un d'Gläichberechtegung vu Mann a Fra souwéi vun allen Natiounen, ob grouss oder kleng, wéi dat och an der Charta vun den Nations Unies verankert ass.

Mir gleewen drun, dass all Mënsch déi nämlecht Rechter huet, onofhängeg vun der Hierkonft, vun der Hautfaarf, vun der Ethnie, der Relioun, der sexueller Orientéierung oder der Geschlechtsidentitéit, de soziale Verhältnisser oder de politeschen Iwwerzeegungen, déi ee Mënsch kann hunn. A mir wëssen, wouhin et féiert, wann een d'Würd vum Mënsch net méi als zentrale Prinzip unerkennt.

Ech kréien heiansdo d'Fro gestallt, ob et net ze vill deprimant ass a frustrant ass, Ausseminister ze sinn an enger Zäit, wou d'Welt ëmmer méi op der Kopp ze si schéngt. Ech mudden Iech elo selbstverständlech keen Exposé hei iwwer mäi Séilenzoustand zou, mä ech sinn awer der fermer Iwwerzeegung, dass grad an esou enger schwiereger Zäit den diplomateschen Asaz an den Engagement och vun eisem Land, vu Lëtzebuerg, méi wéi jee gefuerdert ass.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Een Engagement fir de Multilateralismus, fir d'Grondfräiheeten an eis Wäerter, fir d'Mënscherechter an de Rechtsstat am Kader vun enger staarker Europäescher Unioun, well dat och an eisem ureegenen Interesse ass. A fir sech verständlech ze maachen, geet et net ëmmer duer, d'Wourecht mat diplomatescher Héiflechkeet ze heemelen, mä et ass heiansdo schonn ubruecht, dem Bauchgefill fräie Laf ze loossen.

Et geet hei net drëm, a Schwaarzmolerei ze verfalen oder den Däiwel un d'Wand ze molen, esou wéi d'Populisten dat all Dag gäre maachen. De globalen Trend, an deem sech d'Mënschheet weiderentwéckelt, ass ee positiven Trend. Dat beleet zum Beispill de Steven Pinker, e renoméierte Psychologieprofesser vun Harvard, unhand vu konkrete Statistiken, wéi dem Réckgang vun der Aarmut um Planéit, dem Fortschrëtt an der Erzéiung an an der Medezinn oder där steigender Unzuel vun Demokratien an der Welt. Et goufen der 52 am Ufank vun den 90er Joren, et ginn der elo 103.

Wann den Alldag haaptsächlech, dee vun engem Ausseminister noutgedrongen, vu Krisen a vun Urgencen diktéiert ass, esou soll een d'Gesamtbild, de long Terme net aus den Ae verléieren. Dat Gesamtbild léisst hoffen, dass eiser aller Asaz net ëmsoss ass.

Fir d'Éischt wëll ech Iech mat e puer Beispiller weisen, wéi mer als Lëtzebuerger Diplomatie eis konkret fir d'Valeuren a fir de Multilateralismus asetzen. En éischt Beispill ass d'Drama vun de Rohingya-Flüchtlingen aus dem Myanmar. Dat, wat sech zënter dem 25. August vum leschte Joer am Stat Rakhine am Myanmar ofspillt, ass ausféierlech scho beschriwwe ginn. Bis elo hu méi wéi 700.000 Rohingyae missen an de Bangladesch flüchten. Déi birmanesch Arméi schwätzt vun „Opraumoperatiounen" oder vun „Terrorbekämpfung".

Den Héije Kommissär vun der UNO fir d'Mënscherechter huet schonn am September gewarnt, dass am Myanmar eng regelrecht ethnesch Säuberung stattfënnt an en huet d'lescht Woch erëm d'Wuert „Genocide" gebraucht. Mir wëssen op Basis vu fiabele Rapporte vun der UNO, vun internationalen Observateuren, vun der Press a vun der Zivillgesellschaft, dass systematesch a generaliséiert Attacke géint d'Zivillpopulatioun hei duerchgefouert ginn. Ënnert dem Artikel 7 vum Statut de Rome vum Internationale Strofgeriichtshaff sinn dat Verbrieche géint d'Mënschheet.

A mengem Verständnis vun der Situatioun, déi wuel komplex ass, gëtt et hei keen Zweifel. Mam Appui vu Lëtzebuerg huet d'Europäesch Unioun cibléiert Sanktioune géint d'militäresch Verantwortlech am Myanmar ugeholl. Mir hunn och d'Regierung vum Myanmar opgefuerdert, déi Verbrieche vun der Cour pénale internationale ënnersichen ze loossen.

Wann dat net geschitt, an dat ass probabel, da muss d'international Communautéit hir Responsabilitéit huelen. Entweder muss de Welt-

sécherheetsrot d'Cour pénale internationale mat der Situatioun am Stat Rakhine befaassen oder et muss een extra Mechanismus op d'Bee gestallt ginn, esou wéi dat fir Syrien 2016 gemaach gouf.

Ech hunn am November d'lescht Joer zu Naypyidaw, dat ass d'Haaptstad vum Myanmar, d'Madamm Aung San Suu Kyi gesinn, um Rand vun engem Asien-Europa-Ausseministertreffen. Dobäi konnt ech hir och perséinlech soen, dass mir ganz besuergt sinn iwwert d'Situatioun vun der moslemescher Minoritéit Rohingya an deem Stat am Weste vun hirem Land op der Grenz zum Bangladesch.

Mäin Opruff war kloer. D'Gewalt géint d'Rohingyae muss direkt ophéieren. Den Accès fir humanitär Hëllef muss garantéiert ginn, och fir d'UNO a fir d'ONGen. Am Kader vun engem bilateralen Accord mam Bangladesch muss de fräiwëllegen, sécheren a wierdege Retour vun de Refugiéen erméiglecht ginn.

An der Tëschenzäit, wéi mer wëssen, gouf esou ee bilateralen Accord ënnerschriwwen. Dee muss och elo ëmgesat ginn. Et muss ee sech awer och bewosst sinn, dass de Retour vun de Rohingya-Flüchtlingen, och wann en uleeft, eng zéng Joer wäert daueren. Eis Erwaardunge géigeniwwer der Friddensnobelpräisträgerin an der demokratescher Transitioun am Myanmar ware vläicht ze grouss.

D'Aung San Suu Kyi kann net alles bewegen, dat ass kloer, an engem System, wou d'Arméi zu engem groussen Deel nach d'Soen huet. Mä grad wéinst hirem Statut als Friddensnobelpräisträgerin dréit si entscheedend awer d'politesch Verantwortung.

Méi no bäi hu mer eis weiderhin agesat och fir de Respekt vun eise Wäerter am Kontext vun der Tierkei, ee wichtegt Nopeschland vun der Europäescher Unioun, dat de Statut vum EU-Bäitrëttskandidat huet zënter 1999 a wou d'Verhandlungen 2005, wéi mer wëssen, ugaange sinn.

An der Tierkei gëtt den Drock op all demokratesch, rechtsstaatlech an zivill gesellschaftlech Akteuren ëmmer méi grouss. En hëlt net of. De versichte Coup d'État am Juli 2016, dee glécklecherweis konnt ofgewiert ginn, huet leider ëmmer méi drastesch Moossnamen op de Plang geruff. Honnertdausende Mënschen - Riichter, Magistraten, Journalisten, Beamten, Enseignanten, Offizéier - goufen ënner Generalverdacht gestallt, suspendéiert, viru Geriicht gestallt. Déi tierkesch Justiz kann hir Aarbecht net méi onofhängeg maachen. D'Zivillgesellschaft ass ënner gréisstem Drock. D'Press gëtt vun alle Säiten an deem Land attackéiert.

Wat bleift, ass ee Klima vun Angscht a vun Hoffnungslosegkeet. Déi vill Mënschen an der Tierkei, déi hir Zukunft an engem demokratesche Rechtsstat an an der Europäescher Unioun gesinn haten, fäerten elo berechtegt, dass déiselwecht Europäesch Unioun se géif eleng loossen. Dat däerf net geschéien. Mir mussen eis vill méi systematesch asetze fir de Respekt vun de Mënscherechter an de fundamentale Fräiheeten an deem groussen a wichtege Land.

Et ass net ze spéit, fir nach eng Kéier d'Kéier ze kréien. Duerfir maachen ech haut erëm een Appell, een Opruff, fir dass den Taner Kılıç, de President vun Amnesty International Tierkei, an all aner Mënscherechtsverdedeger, d'Journalisten, d'Magistraten, d'Beamten, déi wéinst hiren Iwwerzeegungen an der Tierkei agespaart sinn, alleguerte bedéngungslos an direkt fräigelooss ginn.

Am Kontext vun der Tierkei wëll ech och op d'Bedeitung vum Europarot hiweisen. De Conseil de l'Europe als multilateral Institutioun vu 47 Länner mat 820 Millioune Bierger ass immens wichteg, fir d'Rechter vun dëse Bierger héichzehalen. Lëtzebuerg steet ëmsou méi voll a ganz hannert dem Europarot, wou jo d'Madamm Anne Brasseur eng wonnerbar Aarbecht gemaach huet an deene leschte Joren. An och elo, ee Joer viru sengem 70. Gebuertsdag, ass dëse Conseil de l'Europe an enger déiwer Kris, déi vläicht souguer, wann alles schifgeet, seng Existenz kann a Fro stellen.

Dës Kris ass ausgeléist ginn duerch eng ganz Rei Premièren an der Geschicht vum Europarot souwéi duerch d'Aktivatioun vum Artikel 7, dat wësse mer, an der Europäescher Unioun, wourobber ech nach ze sprieche kommen.

Et ass déi éischte Kéier, dass den Artikel 46 (4) vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun applizéiert gi muss, well e Member - Aserbaidschan - eng Entscheedung vum Europäesche Mënscherechtshaff vu Stroossbuerg net respektéiert huet. Et ass och déi éischte Kéier, dass e President vun der parlamentarescher Assemblée huet missen zrécktriede wéinst Verdacht op Bestiechlechkeet.

Et ass och nach déi éischte Kéier, dass e Member - Russland - sech weigert, säi Bäitrag zum Budget vum Europarot ze bezuelen, well en an der Assemblée zu Recht - zu Recht! - seng Stëmmrechter ofgeholl kritt huet. An et ass schlussendlech déi éischte Kéier, dass ee Member, deen ee vun den Haaptbezueler ass, d'Tierkei, sech no engem Joer zréckzitt, well hie mat enger Entscheedung vun der Assemblée net averstanen ass. Fir d'éischte Kéier a senger Geschicht ass den Europarot mam méiglechen Austriede vu verschiddene Membere konfrontéiert.

D'Legitimitéit vum Europarot a sengen Organer gëtt systematesch hannerfrot, an dat net nëmme vun Net-EU-Memberen. Mëttel, déi dem Europarot et erlaben, seng Aarbecht ze maachen, ginn op erpresseresch Aart a Weis zréckbehalen. Esou kann et net weidergoen.

D'Mënscherechter, déi nom Zweete Weltkrich an der Europäescher Mënscherechtskonventioun niddergeschriwwe gi sinn, sinn net verhandelbar. Dat wäert och den Tenor vu menger Ried sinn, déi ech de 25. Abrëll zu Stroossbuerg virun der parlamentarescher Assemblée vum Europarot hale wäert.

En anert Beispill vun Engagement fir Multilateralismus a Mënscherechter, dat mir besonnesch um Häerz läit, ass den Asaz fir d'Recht vun de Palästinenser an den Israelien, a Fridden a Sécherheet an Dignitéit als Noperen am Noen Osten ze liewen.

Iwwer 100 Joer no der Balfour-Deklaratioun, 50 Joer nom Ufank vun der israelescher Besatzung vun Ostjerusalem, dem Westjordanland a Gaza, huet den israelesch-palästinensesche Konflikt näischt vu senger politescher, senger strategescher, senger emotionaler Zentralitéit verluer. Aner Konflikter an der Regioun dierfen net als Virwand benotzt ginn, fir déi politesch Rechter vun de Palästinenser a Fro ze stellen.

Ee Friddensaccord tëschent Israel a Palästina géif vill dozou bäidroen, fir d'Spannungen an der arabescher Welt an tëscht der islamescher Welt an dem Westen ze berouegen. Wann de Konflikt net geléist gëtt, bleift e weider en Närbuedem fir Frustratioun, fir Haass, fir Radikalismus.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech bleiwen och dovun iwwerzeegt, dass de Respekt vum internationale Recht d'Basis muss si fir de Fridden am Noen Osten. Et dierfe keng Zweifel ginn iwwert d'Existenzrecht vun Israel, selbstverständlech, an och net iwwert d'Recht vun de Palästinenser op hiren eegene Stat. Mir musse weider betounen, dass de Prinzip „Land fir Fridden" gülteg bleift, grad wéi d'EU-Parametere fir eng Zweestateléisung, déi op de Grenze vun 1967 baséiert.

De Stat Israel feiert de 14. Mee 2018 säi 70. Gebuertsdag. D'Administratioun Trump huet ugekënnegt, dass deeselwechten Dag och d'Aweiung vun der amerikanescher Ambassad zu Jerusalem soll stattfannen, nodeem de President de 6. Dezember Jerusalem als Haaptstad vun Israel unerkennt huet.

De Choix vun deem Datum ass eng total iwwerflësseg Provokatioun fir d'Palästinenser an déi arabesch d'Welt och, déi de 14. Mee mat der „Nakba" associéieren, der Katastroph also vun der massiver Verdreiwung vun de Palästinenser am Joer 1948.

Déi unilateral Decisioun iwwer Jerusalem brécht mam internationale Konsens a verstéisst och géint eng Rei vun UNO-Resolutiounen, eng Resolutioun 478 vum Sécherheetsrot aus dem Joer 1980 virun allem. Déi Resolutioune gesi vir, dass duerch Negociatioun - Negociatioun! - een Accord iwwert de Statut vu Jerusalem muss fonnt ginn, deen d'Rechter an d'Aspiratioune vu béide Parteie muss respektéieren.

De Statut vu Jerusalem ass net nëmmen eng heikel politesch a juristesch Fro, mä och e reliéisen a symboleschen Enjeu fir d'Israelien, fir d'Palästinenser a fir iwwer 400 Milliounen Araber a fir Milliarde Moslemen a Chrëschten uechtert d'Welt.

Déi amerikanesch Decisioun erschwéiert d'Ëmsetze vun enger Zweestateléisung, déi de Pilier bleift vum europäeschen a vum internationale Bestriewen no enger Léisung an dësem Konflikt. Ouni Jerusalem als Haaptstad vun Israel a vu Palästina, déi niewenteneen a Fridden an a Sécherheet liewen, kann et keng Zweestateléisung ginn. Déi Zweestateléisung ass déi eenzeg gerecht an dauerhaft Léisung. D'Palästinenser hunn e Recht op hire Stat, an d'Schafe vun dësem Stat ass och am vitalen Interessi am Fong vun Israel, fir seng demokratesch an och demographesch Zukunft ofzesécheren.

D'Jerusalem-Decisioun schëtt net nëmme Waasser op d'Mille vun de Radikalen, mä si diskreditéiert och Amerika als neutrale Vermëttler am Friddensprozess. Duerfir gehéiere mir zu deenen, déi sech fir een neie multilaterale Format fir Verhandlungen asetzen, an deem d'Europäesch Unioun, d'Arabesch Liga, d'europäesch an d'arabesch Länner méi agebonne ginn.

Amerika kann an huet och net méi de Monopol vun der Mediatioun hei. Mä et ass natierlech kloer, dass eng Léisung net kann ouni Amerika fonnt ginn. Ech hoffen op den Dag, wou d'Vereenegt Staten erëm hire vollen Appui fir eng Zweestateléisung wäerte ginn.

An der Tëschenzäit musse mer d'europäesch Unitéit nees hierstellen an dëser Fro an Episode verhënneren, wéi déi vum 21. Dezember 2017, d'lescht Joer also, op der UNO-Generalversammlung, wou sechs EU-Länner sech bei engem Vott iwwer Jerusalem enthalen hunn, nodeems e puer Deeg virdrun de Conseil européen den Appui vun der EU fir d'Zweestateléisung bekräftegt hat, mat der Präzisioun, dass an dësem Kontext de Standpunkt vun der EU zu Jerusalem onverännert wär.

Lëtzebuerg wäert sech jiddefalls weiderhi fir eng gemeinsam a kohärent EU-Positioun asetzen.

Dat gëllt och fir d'Unerkennung vu Palästina. Lëtzebuerg wëllt selbstverständlech esou séier wéi méiglech e viabelen an onofhängege palästinensesche Stat gesinn. D'Palästinenser hunn ee Recht op Selbstbestëmmung an op hiren eegene Stat. 136 Länner hunn dëse Stat scho bilateral unerkannt.

Mir mengen, dass eng kritesch Mass vun EU-Memberstaten néideg ass, fir gemeinsam Palästina unzëerkennen. Fir dass dës Unerkennung den erwënschten Effekt och huet an dem Friddensprozess déngt, kann ee se net onofhängeg vum internationale Kontext natierlech decidéieren.

Eng enk Koordinatioun mat deene Länner, déi äänlech gesinnt si wéi mir, ass also néideg, fir de richtegen Zäitpunkt ze wielen an den Impakt vun enger gemeinsamer Unerkennung ze maximéieren.

D'Positioun vu Frankräich ass heibäi ganz wichteg. Lëtzebuerg stoung 2014 am Sécherheetsrot op der Säit vu Frankräich, grad wéi bei der internationaler Konferenz zu Paräis am Januar d'lescht Joer, déi den internationale Konsens fir eng Zweestateléisung ënnerstrach hat. Frankräich huet och eng besonnesch Responsabilitéit als EU-Land mat engem permanente Sëtz, wéi mer wëssen, am Sécherheetsrot.

D'Situatioun um Terrain verschlëmmert sech ëmmer méi, sief dat duerch de Bau vun israelesche Siidlungen an deene besate Gebidder, och zu Ostjerusalem, oder duerch d'Zerstéierunge vu palästinenseschen Haiser, Schoulen, Infrastrukturen. Wéinst der Zerstéierung vum humanitäre Projet fir vulnerabel palästinensesch Communautéiten huet Lëtzebuerg de leschten Oktober an och uganks vun dësem Mount u gemeinsamen Demarchen deelgeholl, zesumme mat der Belsch, mat Dänemark, mat Frankräich, Irland, Italien, Schweden, Spuenien an der Europäescher Kommissioun, fir entweder de Retour vu confisquéierten Equipementer oder ee Remboursement vun de Käschten ze fuerderen, an dat am Aklang mat de Wäerter vun der Konventioun vu Genève.

D'Resolutioun 2334 vum Sécherheetsrot vum 23. Dezember 2016 fuerdert ganz kloer een totalen an direkte Stopp vun der Kolonisatioun an de besate Gebidder. Trotzdeem sinn am Joer 2017 bal 7.000 nei Wunnengen an de Kolonien accordéiert ginn. Leider muss ee feststellen, dass Israel esou mécht, wéi wann déi Resolutioun an dat internationaalt Recht net géife bestoen. Doduerch gëtt d'Schafe vun engem palästinensesche Stat all Dag och physesch vill méi schwéier.

Zënter Oslo, also wärend de leschte 25 Joer, huet sech d'Unzuel vun de Siidler op ronn 600.000 verduebelt. Dovunner sinn der ronn 200.000 zu Ostjerusalem. Israel muss sech entscheeden: entweder fir d'Zweestateléisung oder fir d'Siidlungspolitik, déi amgaangen ass, zu enger Eestaterealitéit ze féieren, mat dem Risiko, dass Israel sech zu engem Apartheidsstat entwéckelt.

Wéi wann d'Lag net schonns schwéier genuch wier, hunn d'Vereenegt State vun Amerika och elo nach hire Bäitrag un d'UNO-Agence UNRWA, déi de palästinensesche Refugiéen zur Säit steet, staark gekierzt: vun 360 Milliounen op 60 Milliounen. Dobäi sinn d'Aktivitéite vun der UNRWA, haaptsächlech an der Educatioun an an der Gesondheet, ee wichtege Facteur fir d'Stabilitéit vu Gaza an och vun der ganzer Regioun.

Duerfir ënnerstëtzt Lëtzebuerg och dës Agence. Et wier a kengem sengem Interêt, wann op eemol méi wéi 260.000 Kanner zu Gaza net méi kéinten an d'Schoul goen. 80% vun den zwou Milliounen Awunner vu Gaza hänke vun humanitärer Hëllef of. Eng weider Verschlechterung vun hirer Situatioun entsteet doduerch.

Eng politesch Instrumentaliséierung vun der Hëllef fir Palästinenser ass einfach inakzeptabel. Iwwermuer reesen ech op Roum, wou eng aussergewéinlech Ministerkonferenz vu menge Kolleegen, den Ausseministere vu Jordanien, Schweden an Ägypten, aberuff ginn ass, fir Léisunge fir déi prekär finanziell Situatioun vun der UNRWA ze fannen an de Fonctionnement vun de Servicer ze garantéieren. Hei ass erëm ee multilateralen Effort gefrot, an deem sech och déi arabesch State selbstverständlech aus dem Golf musse verstäerkt abréngen.

Ee Wuert nach zu der Blockad vu Gaza, déi säit iwwer zéng Joer besteet. Si muss a mengen Aen endlech opgehuewe ginn, fir eng fundamental Verbesserung vun de Liewenskonditiounen ze erméiglechen. Duerch eng interpalästinensesch Reconciliatioun an ee Retour a Gaza vun der palästinensescher Autoritéit kéint dat vill méi einfach gemaach ginn.

Jo, et gëtt Gewalt a Gaza an et gëtt Gewalt aus Gaza eraus. D'Hamas operéiert dacks mat kriminelle Methoden. An et geet hei net drëm, der Hamas hiert Virgoen ze verteidegen. Mä Gaza muss ee gesinn hunn, fir ze verstoen, dass een zwou Millioune Leit net zesummeperche kann op engem Raum, deen ee Siwentel vun eisem Territoire duerstellt, a fuerderen, dass déi Leit sech dann normal oder wéi normal Mënsche solle kënne behuelen. Gaza ass dem 21. Jorhonnert an eiser ziviliséierter Welt onwierdeg.

Dat nächst Beispill, dat ech ufëiere wëll, ass eisen Engagement mam Iran. Den nuklearen Accord mam Iran, deen 2016 a Kraaft getrueden ass, huet gewisen, dass multilateral Diplomatie funktionéiert, och wann ee muss vill Ausdauer hunn. Dat Ganzt huet 13 Joer gedauert.

D'lescht Joer hunn ech den Accord als Liichtbléck bezeechent, an ech mengen, Dir alleguerte mat, an där Meenung sinn ech haut och nach ëmmer. Den Accord, dee sécherstellt, dass den iraneschen Nuklearprogramm nëmme fir zivill Zwecker benotzt gëtt, dee muss weiderhi voll a ganz ëmgesat gi vun alle Parteien an an alle Komponenten.

Den Iran setzt bis elo à la lettre dat ëm, wat vun him gefrot ginn ass am nuklearen Ofkommes. Dat huet d'AIEA, dat ass d'Agence zu Wien, elo schonn eng zéngte Kéier bestätegt.

Leider awer geréit dëse wichtegen Accord ëmmer méi ënner Drock duerch d'US-Administratioun. De President Trump dréit jo domadder, unilateral aus dem Accord erauszeklammen, wann e bis de Mee net grondleeënd géif verännert ginn a verschäerft ginn. Dozou wëll ech just bemierken, dass den Accord mam Iran an enger Resolutioun vum UNO-Sécherheetsrot verankert ass. E kann duerfir net unilateral denoncéiert ginn. Lëtzebuerg wäert sech weiderhi mat sengen EU-Partner fir den Accord engagéieren.

Bilateral hu mer am Kader vun der Ëmsetzung vum nuklearen Accord eis Relatioune mam Iran normaliséiert. Dat heescht net, dass mer d'Bedenke vun eisen amerikanesche Partner net deelen, wann et ëm aner Aspekter vun der iranescher Politik geet: d'Mënscherechtssituatioun am Land, dem Iran seng regional Politik an och säi Rakéiteprogramm. Déi Bedenken deele mer och den iraneschen Autoritéite mat. Den Iran huet eng kloer Verantwortung fir Fridden a fir Stabilitéit an där Regioun.

Mir gleewe weiderhin un den Engagement an un den Dialog mam Iran. D'Politik vum President Rohani, deen d'lescht Joer erëmgewielt ginn ass, bleift déi bescht Chance op Reformen. Een Enn vum nuklearen Accord géif virun allem d'Hardliner an deem Land stäerken.

Den Asaz fir Multilateralismus, internationaalt Recht a Mënscherechter ass néierens esou akut wéi natierlech a Krichssituatiounen, besonnesch haut a Syrien an och am Jemen. De Krich a Syrien huet déi gréisst humanitär Kris zënter dem Zweete Weltkrich provozéiert. En huet iwwer 340.000 Mënschen d'Liewe kascht. D'Halschent vun der Populatioun ass entweder deplacéiert a Syrien oder an d'Ausland geflücht. Zéngdausende sinn a Folterprisonge verschwonnen.

Firwat? Well en Diktator, den Assad, mat alle Mëttele wëllt un der Muecht bleiwen! Säi Regimm zéckt net, mat brutaalster Gewalt, souguer mat Gëftgas géint säin eegent Vollek virzegoen. D'Biller vun Ost-Ghuta sinn eigentlech net méi ze erdroen. D'Géigend gëtt belagert, aushéngere gelooss, bombardéiert wéi am déifste Mëttelalter. Et ass d'Häll op der Äerd, fir

d'Wierder vum António Guterres ze gebrauchen.

D'Situatioun um Terrain ass extrem komplex a geféierlech. Et si Kricher am Krich mat net staatlechen, nationalen, regionalen, internationalen Akteuren. Virun engem Joer hätt een eigentlech net geduecht, dass d'Situatioun nach schlëmmer kéint ginn. Duerch de gemeinsame Kampf géint Daesh ware momentan Zweckallianzen entstanen. Mä elo besteet de Risiko vun enger Ausdeenung vum Konflikt mat direkter Konfrontatioun tëschent regionalen an internationale Pouvoiren.

Am Februar zum Beispill gouf et déi schlëmmsten Eskalatioun tëschent Israel a Syrien zënter Jorzéngten. Domat ass och de Risiko vun enger direkter Ausenanersetzung tëschent Israel an dem Iran an der Hisbollah geklommen.

Zënter dem 20. Januar huet d'Tierkei hir Militäroperatioun „Olivenzweig" a Syrien lancéiert. Si riicht sech virun allem géint d'kurdesch Miliz YPG, déi vun den Amerikaner awer ënnerstëtzt gëtt beim Kampf géint Daesh an och bei deem Kampf eng wichteg Roll spillt - denke mer u Raqqa! Mat de Syrian Democratic Forces huet déi Miliz d'Stad Raqqa vun Daesh befreit.

Virun e puer Woche si Pro-Assad-Milizen an de Kanton Afrin amarschéiert, wat de Risiko vun direkten Ausenanersetzungen tëschent Syrien an der Tierkei erhéicht. Et besteet och d'Gefor vun enger indirekter Konfrontatioun tëschent zwee Nato-Partner, der Tierkei an de Vereenegte Staten. Déi tierkesch Offensiv riskéiert, Daesh indirekt erëm ze stäerken, an engem Moment, wou se nëmmen nach dräi Gebidder eigentlech a Syrien kontrolléiert. Iwwer 98% vun de Gebidder sinn ënner Kontroll a si befreit ginn.

Et ass inakzeptabel, dass d'Tierkei mat der Hëllef vu méi oder manner extremistesche Milizen d'Zivillbevëlkerung, besonnesch an der Stad Afrin, a Gefor brëngt, ënnert dem Virwand vum Recht op Selbstverteidegung. Duerfir mäin Opruff, dass d'Militäroperatioun direkt ophéiert an op kee Fall ausgedeent gëtt, fir en humanitäert Drama ze verhënneren.

D'Bombardementer an d'Kämpf zu Idlib a besonnesch an der Ost-Ghuta hunn och de leschte Mount staark zougeholl an d'Leed vun der ziviller Populatioun ass onerdréiglech. An der Ost-Ghuta sinn elo méi wéi dausend Zivilisten der Regimmoffensiv vun de leschte Wochen zum Affer gefall. Alles erënnert un den Zeenario vun der Kapitulatioun vun Ost-Aleppo am Dezember 2016.

D'Ost-Ghuta an der Peripherie vun Damaskus ass symbolesch fir de Krich a Syrien. Et ass eng vun den éischte Géigenden, déi sech der Oppositioun ugeschloss huet. Et ass do, wou déi schlëmmste Gëftgasattack vum Regimm am August 2013 ageschloen huet. An et ass och do, wou rezent erëm Gëftgas agesat ginn ass. Et ass wierklech net ze verstoen, dass am Sécherheetsrot Länner sinn, déi e Veto géint eng onofhängeg Enquête aleeën, déi dozou bäidroe kéint, dass déi Verantwortlech fir déi sëllech Gëftgasattacke wéi an der Ost-Ghuta oder am Abrëll d'lescht Joer zu Khan Shaykhun endlech zur Rechenschaft gezu ginn.

De Sécherheetsrot ass zënter 2011, wann et ëm Syrien goung, dacks duerch de Gebrauch vum Veto paralyséiert ginn. Duerfir hunn ech déi unanime Adoptioun vun der Resolutioun 2401 vum 24. Februar op Initiativ vu Schweden a vum Kuwait och ausdrécklech begréisst, esou wéi Dir alleguer. Et ass ee klengen Hoffnungsschimmer gewiescht.

Dës Decisioun fuerdert, dass d'Kämpf direkt mussen ophalen an eng humanitär Paus vu mindestens 30 Deeg a ganz Syrien misst antrieden, fir dass d'Hëllef duerchkomme kann an déi schwéier krank an uerg verletzte Leit kënnen evakuéiert ginn. Mä och dës Resolutioun gëtt leider gréisstendeels ignoréiert. D'Tierkei, Russland an den Iran, d'Garante vum Astana-Prozess, déi sougenannt Deseskalatiounszone wéi an der Ost-Ghuta an ëm Idlib decidéiert hunn, déi mussen hir Verantwortung iwwerhuelen an dem syresche Regimm, mä och sech selwer ee vollstännege Stopp vun de Militäroperatiounen imposéieren.

De Risiko besteet, dass d'Attack vum Regimm a sengen Alliéierten an och vun der Tierkei am Kanton vun Afrin weidergefouert gëtt ënnert dem Deckmantel vum Kampf géint den Terrorismus. D'Bombardementer an der Ost-Ghuta, zu Idlib an an der Regioun vun Afrin sollen direkt, missten direkt, mussen direkt ophalen an d'Resolutioun 2401 misst respektéiert an ëmgesat ginn. Dëst ass de kloren Opruff vun der Europäescher Unioun, fir deen ech perséinlech am leschte Conseil Affaires étrangères natierlech och matgehollef hunn, eis staarkzemaachen.

D'EU ass dee gréissten Donateur vun humanitärer Hëllef fir Syrien a fir d'Nopeschlänner, déi am meeschten d'Konsequenze vun dësem Konflikt spieren: d'Tierkei, de Libanon, den Irak, Jordanien, Ägypten hu ronn 5,5 Milliounen Syrer opgeholl bis dato. An et ass wichteg, dass mer och dës Länner ënnerstëtzen.

Lëtzebuerg dréit säin Deel bäi. Eis Hëllef beleeft sech pro Joer op 7,5 Milliounen Euro a kënnt och de syresche Kanner zegutt, fir dass se weider an d'Schoul kënne goen, och wa se op der Flucht sinn.

Mä eis Positioun vis-à-vis vu Syrien ass kloer: Keng Hëllef fir den Opbau, ouni dass e politesche Prozess agelaut gëtt. Et gëtt keng militäresch Léisung fir de Krich a Syrien. Nëmmen eng politesch Léisung kann nohaltege Fridden a Stabilitéit brëngen.

Et gëtt duerfir keng Alternativ fir eis, wéi den Envoyé spécial vun der UNO, de Staffan de Mistura weider ze ënnerstëtzen. Et geet drëms, op der Basis vum Communiqué vu Genf vum 30. Juni 2012 a vun der Sécherheetsrotsresolutioun 2254 vum 18. Dezember 2015 eng politesch Transitioun méiglech ze maachen, an där déi syresch Populatioun an hirer ganzer reliéiser an och ethnescher Diversitéit vertrueden ass.

Och wann ee politesche Prozess un d'Goe kéim, d'Atrocitéite vun deene leschte Jore kënnen net ënnert den Teppech gekiert ginn. D'Bombardementer vu Klinicken, et goufen der ronn 500 säit 2011, a vun Zivilisten a Gëftgasattacken, dat si Krichsverbrieche laut dem internationale Recht.

Et däerf keng Impunitéit fir déi Verbrieche ginn. Duerfir hu mir ons och agesat, wéi mer am Sécherheetsrot waren. An duerfir ënnerstëtzt Lëtzebuerg och den onofhängege Mechanismus, dee Beweismaterial sammelt, fir dass an Zukunft déi Schëlleg kënnen zur Rechenschaft gezu ginn.

D'militäresch Léisung an d'Impunitéit sinn och am Jemen-Krich keng Optiounen. D'UNO-Mediatioun tëscht de verschiddene Konfliktparteien ass festgefruer. An de Krich ass an de leschte Méint ëmmer méi grausam ginn am Jemen. Ronn 80% vun der Populatioun brauch haut humanitär Hëllef do. D'Blockad ass total. 17,8 Millioune vu 27 Millioune Jemenitte sti virun der schlëmmster Hongersnout säit Jorzéngten. Wéi a Syrien gëtt am Jemen den Honger als Krichswaff agesat. Et kënnt nach eng massiv Choleraepidemie derbäi.

Zu Genève huet Lëtzebuerg eng hollännesch Initiativ ënnerstëtzt, fir d'Krichsverbriechen am Jemen opzedecken, an der Hoffnung, dass dat eng ofschreckend Wierkung huet. Mir setzen eis jo och an am Jemen fir humanitär Hëllef. Fir dem Chaos am Jemen een Enn ze setzen, vun deem nëmmen d'Terroriste profitéieren, gëllt et, déi politesch Negociatioun esou séier wéi méiglech erëm unzefänken an den Accès fir humanitär Hëllef erëm ze erméiglechen.

D'Kricher a Syrien an am Jemen brénge mech zu der zentraler Erausfuerderung vun onser Zäit, mengen ech, och an Europa: d'Migratioun an d'Kris vun de Refugiéen. Am Moment si 5,6 Millioune Refugiéen aus Syrien vum UNO-Flüchtlingswierk, der UNHCR, an den Nopeschlänner enregistréiert ginn. Am Jemen sinn zwou Millioune Leit op der Flucht an hirem eegene Land a méi wéi 190.000 Leit sinn an d'Nopeschlänner scho geflücht. De Jemen hat selwer an der Vergaangenheet vill Flüchtlingen opgeholl an huet als eenzegt Land vun der Arabescher Hallefinsel a vum ganzen Noen Osten d'Genfer Flüchtlingskonventioun ënnerschriwwen.

Duerch de Konflikt ass et dem Land awer net méi méiglech, de Flüchtlingen eng adequat Protektioun ze garantéieren, wat ee versteet. D'Situatioun vun de ronn 280.000 Flüchtlingen am Jemen, an der Majoritéit Somalier, gëtt ëmmer méi dramatesch.

D'Migratioun an d'Kris vun de Refugiéen ass näischt Abstraktes. Ech konnt mir selwer e Bild maache vun der Realitéit an Transit- an och an Hierkonftslänner. Wärend eiser Presidence 2015 war ech an Italien an a Griichenland zu Lampedusa an zu Lesbos. Am Dezember d'lescht Joer hunn ech zwee Refugiéscampen zu Athen besicht. An am Februar dëst Joer konnt ech déi ganz schwiereg Lag gesinn a Libyen an och am Niger, zwou Zwëschestatiounen um Wee, dee vill Leit iwwert déi lescht Joren a Richtung Mëttelmier an Europa geholl hunn.

D'Situatioun a Libyen bleift vun enormer Bedeitung fir Europa. D'OIM, d'International Organisatioun fir Migratioun, schätzt, dass sech a Libyen tëschent 700.000 an eng Millioun Migranten ophalen. Déi befanne sech deelweis scho säit Joren a Libyen an der Hoffnung op e bessert Liewen oder dorop, an Europa ze kommen.

D'lescht Joer sinn aus Libyen 119.000 Migranten an Italien ukomm. Dobäi hu leider op tragesch Manéier 2.833 Mënschen hiert Liewen am Mëttelmier verluer, um Wee fir an Italien. Eist Land ënnerstëtzt d'Efforten, fir de Mënscheschmuggel ze ënnerbannen. Zwee vu véier Iwwerwaachungsfligere vun der EU-Operatioun SOPHIA am Mëttelmier gi vu Lëtzebuerg zur Verfügung gestallt a mir contribuéieren och finanziell fir d'Ausbildung vun der libescher Küstenwache.

Eng dauerhaft Léisung kann awer net fonnt ginn, soulaang a Libyen Chaos herrscht a keng eenheetlech a stabill Regierung um Rudder ass. D'Land brauch legitimm Institutiounen, déi fonctionnéieren. Déi politesch Stabilitéit muss gefërdert ginn.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt an deem Sënn d'Beméiunge vum Ghassan Salamé, dem Vertrieder vum UNO-Generalsekretär, fir all Akteuren a Libyen zesummenzebréngen a mat hinnen op dräi Schinne weiderzekommen: déi national Reconciliatioun - vläicht déi schwéierst, mä och déi wichtegst -, eng nei Verfassung an da kredibel Wahlen, méiglechst nach um Enn vun dësem Joer.

Zu Tripolis hunn ech dann do och ee Centre de détention, Tarek Al Matar, besicht, dee vun der Regierung gefouert gëtt a wou d'UNHCR an déi international Organisatioun fir Migratioun Accès hunn. D'Bedéngungen, ënnert deenen d'Migranten do musse liewen, si schrecklech. Honnerte vu jonke Männer, déi meescht aus Afrika, stoungen do zesummegedréckt. Mä et waren och Mammen do mat Kanner.

A Libyen gëtt et eng Rei vun anere Prisongen, mir wëssen dat, déi vu private Milize gefouert ginn a wou d'UNO keen Zoutrëtt huet. Do sinn d'Liewenskonditioune vill, vill, vill méi onmënschlech nach. Glécklecherweis sinn déi libesch Autoritéiten awer elo voll amgaangen, all déi Lageren zouzemaachen, wou se Violatioune gemellt kritt hunn. Et mussen onbedéngt Alternativen zur Detentioun fonnt ginn. Ech hu bei de libesche Regierungsvertrieder derfir plädéiert, dass Strukture geschafe gi fir den UNHCR an d'OIM, wou déi Leit, déi fräiwëlleg an hir Heemescht zréckwëllen, dezent opgeholl kënne ginn. Esou wéi am Niger sollen dann och a Libyen d'Migranten net kriminaliséiert an agespaart ginn, mä a mënschewierdege Konditiounen ënnerbruecht ginn.

Deene Persounen, déi besonnesch Schutz brauchen, solle mer d'Méiglechkeet ginn, am Kader vun enger legaler Migratioun wéi der Reinstallatioun an engem europäesche Land een neit Liewe kënnen unzefänken. D'Europäesch Unioun ass bereet, an de kommenden zwee Joer 50.000 Migrante legal opzehuelen. Dës Leit sollen iwwert den Niger an d'Europäesch Unioun kommen. Lëtzebuerg plangt dobäi, 200 Leit bis Enn 2019 opzehuelen.

Zu Tripolis hunn ech drop higewisen, dass den Accord tëschent Libyen an dem UNHCR wichteg wier, fir déi Aart a Weis, wéi d'Migrante behandelt ginn, ze verbesseren. Lëtzebuerg huet d'lescht Joer eng Millioun Euro a Libyen mobiliséiert, fir dass den UNHCR a Libyen déi Leit, déi um Mier gerett ginn, besser och schütze kann. Et ass indispensabel, dass déi international Communautéit dem UNHCR déi néideg Mëttel zur Verfügung stellt.

Wärend menger Visitt hunn ech och nach een Evakuatiounszenter um Fluchhafe vun Tripolis besicht. Deen Dag si Leit zréckgeflu ginn an de Senegal an an de Kamerun. Dëst Joer solle mat Hëllef vun der OIM 30.000 Migranten duerch fräiwëlleg Retouren heemgeschéckt kënne ginn. Den UNHCR op senger Säit rechent fir 2018 domadder, dass ronn 8.000 Refugiéë kënnen direkt oder via Niger reinstalléiert ginn.

D'Violatioune vun de Mënscherechter vun de Migranten a Refugiéë musse strengstens verueerteelt ginn. Den éischten Objektiv vun der Europäescher Unioun muss et sinn, fir d'Rechter vun de Migranten hëllefen ze schützen a weider Doudeger am Mëttelmier ze verhënneren. Duerfir begréisse mer ausdrécklech d'Efforte vun den afrikanesche Länner, fir hir Bierger ze rapatriéieren.

Ech wëll hei déi positiv Roll wierklech vum Niger ervirhiewen, engem vun den äermste Länner iwwregens vun der Welt. Bei engem Besuch an dësem Partnerland vu Lëtzebuerg vum 6. bis den 8. Februar, besonnesch bei der Visitt am Centre de transit vun der OIM zu Agadez, ass mer opgefall, dass do d'Migrante wesentlech besser wéi déi a Libyen behandelt ginn.

Ënnert dem Impuls vum Innenminister gëtt den Trafic vu Migranten och ënnerbonnen. An deene Leit, déi a Richtung Libyen wëllen zéien, gëtt versicht, dovunner ofzeroden, fir hinnen ze erspueren, dass se sech do, wéi vill vun hire Virgänger, an onméigleche Konditiounen an der Wüst erëmfannen.

Ech kann hei net all déi perséinlech Andréck natierlech erëmginn, déi ech vun dëser Visitt mat heembruecht hunn. Et ass op jidde Fall eng wichteg Erfahrung, déi erëm eng Kéier weist, dass sech hannert den Zuelen, hannert de Statistike Schicksaler vu Persounen a vu Famillje verstoppen, déi mat vill Leed, mat vill Desillusioun verbonne sinn. Dës Schicksaler sollen eis dozou motivéieren, och op EU-Niveau no Léisungen ze sichen, déi d'Dignitéit vun dëse Mënschen, vun de Refugiéen a vun de Migrante respektéiert; Léisungen, déi Rigueur a Solidaritéit, Recht a Mënschlechkeet am Fong matenaner verbannen.

Wat soen d'Statistiken? 2017 huet den UNHCR weltwäit knapp 66 Millioune Leit gezielt, déi op der Flucht waren, sief et ausserhalb vun hirem Heemechtsland oder awer am Heemechtsland selwer. An Europa huet de Migratiounsdrock 2017 awer insgesamt staark ofgeholl. Ongeféier 707.000 Leit hunn an der EU eng Demande op Asyl gestallt. Dat sinn der 43% manner wéi 2016. Mä et sinn der nach ëmmer vill méi wéi virun der Kris von 2015.

70% vun deenen Demandë sinn an Däitschland, an Italien, a Frankräich, a Griichenland an a Groussbritannien deposéiert ginn. An déi meescht Demandeure koumen aus Syrien, Afghanistan an dem Irak. Och wann d'Zuelen däitlech zréckginn, esou huet 2017 awer erëm grouss Efforten am Beräich Asyl uechter Europa verlaangt.

Et sinn eng 980.000 Decisiounen op EU-Niveau geholl ginn, dovunner sinn der ronn 40% positiv ausgefall, dat heescht, d'Leit hunn eng international Protektioun kritt. D'Syrer hunn 2017 an der Europäescher Unioun ronn 100.000 Demandë gestallt an a 94% vun de Fäll hu se eng Protektioun accordéiert kritt. De Retard vun 2015 gëtt lues awer sécher an der EU opgeschafft. Haut waarden nach eng 460.000 Leit op eng Decisioun.

Iwwert déi gesamt Mëttelmierroute si ronn 171.000 Migranten an Europa ukomm, déi meescht dovunner, knapps 162.000, sinn iwwert déi östlech an iwwert déi zentral Mëttelmierroute komm. 2016 waren dat der nach 362.000. Leider erdrénken awer nach ëmmer vill ze vill Leit am Mëttelmier. Et gëtt geschat, dass 3.100 Leit 2017 um Wee an Europa ëmkomm sinn.

Déi eenzeg Route, wou d'Zuelen effektiv zougeholl hunn, ass déi am westleche Mëttelmier. A Spuenien huet d'Zuel vun de Migrante sech verduebelt, vu 14.000 op 28.000, mat enger weiderer Tendenz no uewen. D'Spuenier soe sech awer zouversiichtlech, dass se déi Situatioun virun allem mat der Hëllef vu Marokko a vum Senegal kéinten an de Griff kréien.

Bei d'Zuel vu 707.000 Migranten, déi 2017 eng Demande op Asyl an der EU gestallt hunn, muss een och déi Leit derbäirechnen, déi aus engem Visa-befreite Land agereest sinn, wéi zum Beispill dem Westbalkan a Georgien. Dobäi kommen och nach déi, déi reinstalléiert gi sinn an déi an e puer Länner eng Demande gestallt hunn, déi sougenannten „Dubliner".

Ass Europa fit fir eng nächst Kris, wann déi géif kommen? Meng Äntwert ass: Nee! D'legislativ Agenda ass nach weider immens chargéiert. Leider ass d'Klima net favorabel, fir dass mer grouss Efforte kéinte maachen. No der Kris vun 2015 war et kloer, dass mer net méi kéinte mat enger Scheiwiederpolitik…, Schéiwiederpolitik - pardon! - weiderfueren.

(Hilarité)

Dee ganze System, sief et Asyl, Grenzen, Retour, Kooperatioun mat Drëttstaten, Finanzen oder Solidaritéitsmoossnamen, huet eng generell Revisioun gebraucht. Déi legislativ Schantercher sinn nach bei Wäitem net ofgeschloss.

Mir hunn nach ëmmer staark Tensiounen tëschent den eenzelne Memberstaten iwwert den Accueil, d'Asylprozeduren an d'Verdeelung vun den Asylbewerber. Dräi successiv Presidencen an der Europäescher Unioun hu sech d'Zänn un der Reform vum Dublin-Reglement ausgebass. Dobäi stinn nach d'Wahlen an Ungarn un, wéi mer wëssen, a mir mussen och gesinn, wéi déi zukünfteg éisträichesch Presidence dësen Dossier wäert ugoen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Wahlen an Italien de 4. Mäerz hu gewisen, dass de Mangel un europäescher Solidaritéit bei der Gestioun vun der Migratioun souwuel d'Europäesch Unioun wéi déi proeuropäesch politesch Parteie fir de Wieler an e schlecht Liicht réckelt. A mengen Aen huet dat ganz kloer zum Opdriff vun de Rietsextremen an de

Populisten an Italien bäigedroen, mam Resultat, dass et net méi einfach wäert ginn, europäesch Léisunge fir d'Migratiounspolitik auszeschaffen.

Déi bulgaresch EU-Presidence mécht elo vill Efforten, fir en equilibréierte Pak bis Juni ze ficeléieren. Et geet drëms, dass d'Memberstaten op de Baussegrenzen an d'Asylbewerber sech strikt un d'Regelen halen an domat sougenannte Mouvements secondaires ënnerbonne ginn, fir dass Länner wéi Italien a Griichenland awer déi Laascht packen. Schliisslech garantéieren hir Efforten, dass de Schengen-Raum nach ëmmer fonctionnéiert. Mir mussen hinnen ënnert d'Äerm gräifen, fir dass se Hëllef kréien.

Et ass eng Aarmut, ech soen dat, dass mer iwwerhaapt mussen iwwer eng „zwéngend" Solidaritéit schwätzen. Solidaritéit ass ee wichtege Pilier vun Europa. Leider interpretéiere verschidde Länner dat als e Sens unique. Responsabilitéit a Solidaritéit solle gefërdert ginn duerch Finanzsprëtzen aus dem EU-Budget, duerch Experte vun den EU-Agencë Frontex an EASO, duerch Reinstallatioun souwéi duerch eng automatesch Relokalisatioun innerhalb vun de Memberstaten.

D'Europäesch Unioun besteet glécklecherweis nach ëmmer aus enger Majoritéit vu Memberstaten, déi de Refugiéen eng Protektioun garantéiere wëllen. Et kann net sinn, dass Länner, déi just wéinst der Hautfaarf oder der Relioun net hëllefe wëllen, hir Positioun anere Memberstaten och nach imposéieren.

D'Europäesch Unioun fonctionnéiert no demokratesche Prinzipien, wéi e Rechtsstat. Uerteeler vun der Cour de justice mussen ëmgesat ginn, ob se engem gefalen oder net.

Et féiert och kee Wee derlaanscht, mir brauchen endlech eng richteg europäesch Migratiouns- a Flüchtlingspolitik, esou wéi d'Traitéen dat och virgesinn. D'Kontroll iwwert d'Migratioun kënne mer nëmmen hunn, wann d'Definitioun vum Refugié, d'Dauer vun de Prozeduren, d'Konditioune vum Accueil mat besonnesch de Sozialleeschtungen an den Taux vun der Unerkennung déiselwecht sinn uechter Europa. Duerfir brauche mer och e Reseau vun europäesche Geriichter, wéi beim europäesche Brevet, déi derfir suergen, dass den Taux vun der Unerkennung fir déi verschidden Nationalitéiten och convergéiert. Soulaang dat net de Fall ass, wëllen déi Leit dohin, wou se méi Chancen hu mat hirer Asyldemande oder wou se besser behandelt ginn.

D'Léisung ass net, dass mer eng Course an Europa hunn, wéi ee Land am mannsten attraktiv gëtt. Europa ass a muss Terre d'asile bleiwe fir déi Leit, déi Schutz viru Verfolgung sichen. Ech hunn et och gesot an ech widderhuelen et nach eng Kéier: D'Laascht vun de Flüchtlinge muss méi gerecht verdeelt ginn. Eng Gemeinschaft wéi d'Europäesch Unioun muss op Solidaritéit an op Fairplay opgebaut sinn. Dofir schaffe mer och esou intensiv un enger Reform vum Dublin-Reglement, dat Kritäre setzt, wat fir e Land fir den Traitement vun enger Asyldemande zoustänneg ass.

Et gëtt keng Alternativ zu méi Solidaritéit. Wann d'Antrëttslänner et an enger Kris net packen, da ginn et massiv Mouvements secondaires. Als Reaktioun féieren aner Memberstaten da Bannegrenzkontrollen an a Schengen kënnt a Gefor.

Duerfir plädéieren ech déi lescht Jore konstant fir eng gerecht Verdeelung vun den Asylbewerber innerhalb vun Europa, zu gudder Lescht fir Schengen net kapottzemaachen.

D'Europäesch Unioun muss een awer och ënner enger erweiderter Perspektiv gesinn. Verschidde Partnerstaten, déi wuel net Member vun der Europäescher Unioun sinn, kënnen eis vill bréngen. Ech denken do zum Beispill un déi associéiert Staten: un d'Schwäiz, un Island, un Norwegen, u Liechtenstein, déi Solidaritéit an der Migratiounskris gewisen hunn, obwuel se juristesch jo zu guer näischt obligéiert waren. Si hunn an de leschte Joren der Europäescher Unioun gehollef, méi wéi 7.000 Persounen ze reinstalléieren oder ze relokaliséieren. Dat war ee resolutt an ee solidarescht Handelen. Dovunner kéinte sech eng Rei Memberstaten aus der Europäescher Unioun emol eng Nues voll huelen.

Iwwert d'EU eraus ass den internationale Kader och ganz wichteg. D'UNO soll bis Enn 2018 e globale Pakt fir Flüchtlingen an e globale Pakt fir sécher, geuerdent a regular Migratioun unhuelen. Obwuel d'Amerikaner sech jo zréckgezunn hunn an obwuel et fir d'EU schwiereg wäert ginn, eenheetlech opzetrieden, hoffen ech, dass d'Diskussioun an der UNO ee positiven Impuls bréngt fir eng global Gestioun vun der Migratioun, och am europäesche Kontext.

Mam Thema Migratioun wäerte mer eis an den nächste Joren nach vill beschäftegen, souwuel op europäeschem wéi op weltpoliteschem Niveau. D'Problemer wäerten net manner ginn, mä et wäert sech erausstellen, ob mer aus der Kris gestäerkt als Europäesch Unioun erauskommen a fir an Zukunft besser opgestallt sinn. Et bleift nach vill ze maachen an et wäert nach vill Iwwerzeegungsaarbecht musse geleescht ginn, fir dass mer all un engem Strang zéien an dass eis gemeinsam europäesch Asylpolitik och op d'Bee kënnt. Nëmme mat enger staarker Europäescher Unioun kënne mer dës Erausfuerderungen an de Grëff kréien.

D'Aart a Weis, Madamm Presidentin, wéi mer mat der Migratiounsfro ëmginn, seet ganz vill iwwert de Gesondheetszoustand vun Europa aus an iwwer eis Motivatioun, fir déi schwiereg Erausfuerderung zesummen unzegoen a se och am Sënn vun der Solidaritéit ze léisen. Riichte mer elo eise Bléck op d'wirtschaftlech Lag vun der Europäescher Unioun. Mir sinn haut an enger besserer Situatioun wéi nach virun engem Joer. D'Vertraue vun de Bierger an d'europäesch Wirtschaft ass esou héich wéi scho laang net méi. D'Wuesstumszuelen hu sech gutt entwéckelt, och an der Eurozon.

Dës positiv Tendenz ass och bei der Entwécklung vun den Aarbechtslosenzuelen ze bemierken. Bannent engem Joer, vun 2016 op 2017, ass laut Eurostat d'Zuel vun deenen, déi eng Aarbecht sichen, ëm iwwer 1,5 Milliounen erofgaangen. Dat ass ze begréissen, mä mir däerfe keng Entwarnung ginn. Et gi weiderhi grouss Ënnerscheeder tëschent de Memberstaten an déi héich Aarbechtslosegkeet bei deene Jonken ass eng Zäitbomm, och well nationalistesch a populistesch Bewegungen, ob vum rietsen oder lénke Bord, dorauser politescht Kapital schloen.

No der Ried zur Lag vun der Unioun vum europäesche Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker an der europapolitescher Grondsazried vum franséische President Macron op der Sorbonne ass an d'Debatt iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun erëm neie Schwong erakomm.

Bis zu den Europawahlen 2019 wäert am Conseil an am Europäesche Parlament d'Zukunft vun der Europäescher Unioun an all senge Facetten och diskutéiert ginn. Awer och d'Bierger wäerten zu Wuert kommen. De franséische President huet jo proposéiert, fir iwwerall an der Europäescher Unioun Biergerconsultatiounen ze organiséieren. Praktesch all Memberstat bedeelegt sech. A bei dëser Initiativ geet et jo drëms, de Leit d'Geleeënheet ze ginn, hir Erwaardungen, hir Wënsch, hir Virschléi an och hir Suerge mat an d'Diskussioun iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun eranzebréngen.

Mir wäerten och hei zu Lëtzebuerg tëschent Mee, mengen ech, a Juni eng Rëtsch Diskussioune féieren an den Ofschloss hu mer scho fixéiert op den 2. Juli a Präsenz vum Vizepresident vun der Kommissioun, dem Här Timmermans.

Ier ech elo op e puer Schantercher vun der Europäescher Unioun aginn, erlaabt mer, e puer Wuert ze soen iwwert den däitsch-franséische Motor, deen - esou hoffen ech - geschwënn erëm usprëngt. Den Opruff vum Här Macron zu enger Erneierung vun der Europäescher Unioun ass am Koalitiounsprogramm vun der neier däitscher Regierung jo opgegraff ginn. Frankräich an Däitschland wëllen, grad wéi mir och, der Europäescher Unioun en neien Impuls ginn a méi enk op groussen europäesche Froen zesummeschaffen. Déi verstäerkten Zesummenaarbecht op europäeschem Plang soll och an den neien Élysée-Vertrag tëschent Däitschland a Frankräich ageschriwwe ginn.

Fir d'Europäesch Unioun bedeit dëst en neien Opschwong a Richtung vun engem méi onofhängegen a méi handlungsfäegen Europa. Handlungsfäeg ass d'Europäesch Unioun just, wann hir Institutiounen och kënne schaffen. Duerfir ass et net verwonnerlech engersäits, dass och schonn erëm eng séllechen institutionell Reformvirschléi debattéiert ginn. Ech sinn awer wierklech net dovunner iwwerzeegt, dass mer vill kuerzfristeg Ännerunge brauchen, wou mer dach am Moment esou vill aner dréngend a substanziell Erausfuerderungen an der Europäescher Unioun unzegoen hunn.

D'Europäescht Parlament huet sech jo am Februar kloer fir d'Bäibehale vum Konzept vun de Spëtzekandidate fir d'Europawahlen ausgeschwat. Dat ass ze begréissen, well et dozou bäidréit, fir dem Bierger d'Europäesch Unioun méi no ze bréngen. Dëst war och eng vun de Prioritéiten, wann Der Iech kënnt erënneren, vun eiser Presidence 2015. Eng endgülteg Léisung soll fonnt ginn am Kader vum Dialog tëschent dem Europäesche Rot an dem Europäesche Parlament. Duerfir duerf et awer net zu enger Frontalkollisioun kommen tëschent de Kompetenze vum Europäesche Parlament an dem Rot mat der Konsequenz, dass keng Decisioun géif geholl ginn. Ech mengen, de Kommissiounspresident sollt als entscheedende Kritär gedroe gi vun enger ganz breeder Majoritéit am Europaparlament.

Wat d'Aféiere vu sougenannten transnationale Lëschten ubelaangt, esou ass dat eng interessant Iddi, déi och zu eisem Land passt, well mer jo ëmmer fir e Maximum vun europäescher Integratioun stoungen a weiderhin och duerfir stinn. Dës Iddi ass allerdéngs fir 2019 net méi aktuell.

Eng aner institutionell Fro, déi debattéiert gëtt, ass déi vun der Ëmstrukturéierung vum Europaparlament, nodeems d'Vereenegt Kinnekräich vum Abrëll 2019 u kee Member méi ass vun der Europäescher Unioun, wéi mer dat wëssen. De Virschlag, deen um Dësch läit, gesäit ënner anerem vir, d'Zuel vun de Parlamentarier vu 751 op 705 ze reduzéieren a 27 vun den 73 britesche Sëtz op 14 Memberstaten ze verdeelen. Mir wäerten dësem Virschlag am Rot vum Juni zoustëmmen, well mer der Meenung sinn, dass déi sougenannten degressiv Proportionalitéit doduerch garantéiert gëtt an déi lëtzebuergesch Sëtz net u Bedeitung verléieren.

Aner Reformiddie wéi zum Beispill de Virschlag, d'Zuel vun de Kommissären ze reduzéieren, wat mer schonn x-mol haten, oder de Virschlag, d'Funktioun vum Europäesche Kommissiounspresident mat där vum President vum Europäesche Rot ze fusionéieren, riskéiere selbstverständlech, den aktuellen institutionelle Kader vun der Unioun staark ze veränneren. Mir mussen oppassen, dass mer déi interinstitutionell Balance, déi mer elo hunn, net duerchenaner bréngen. Doriwwer eraus ass de Wëlle vu ville Memberstaten, fir a Richtung vun enger Verännerung vun de Verträg ze goen, net iwwerméisseg grouss.

Gläichzäiteg brauche mer awer eng oppen, eng éierlech Diskussioun iwwert dës Virschléi, bei deenen et ëm déi laangfristeg Perspektiv vun der Unioun geet. An duerfir wäerte mer eis als Lëtzebuerg un der Debatt och konstruktiv bedeelegen. A Saache Wirtschafts- a Finanzfroe si mer elo aus de Krisenzäiten eraus. An déi aktuell positiv Wiederlag erlaabt et eis, no vir ze kucken a Forme fir d'Eurozon an d'A ze faassen, déi déi gemeinsam Wärung, déi mer jo hunn an déi immens wichteg ass fir eis, an Zukunft och kënnen ofsécheren.

D'Diskussioun iwwert d'Verdéiwung vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun ass net nei. Si gëtt schonn zënter hirer Aféierung eigentlech gefuerdert, emol méi, emol manner. D'Dynamik, déi 2015 mat der Publikatioun vum Rapport vun de fënnef Presidente lancéiert gouf, huet an der Lescht nach ee Krack zougeluecht.

No hirem Reflexiounspabeier vum leschte Mee huet d'Kommissioun näämlech zejoert am Dezember op Kleeserchersdag hir nei Propositiounen op den Dësch geluecht. Verschidden Iddien dovunner si fir elo gläich, anerer kommen eréischt méi spéit a Fro. Parallell dozou lafen och intensiv Gespréicher, fir d'Bankenunioun ze vervollstännegen, fir d'Risiken am europäesche Bankesecteur weider ze kierzen a fir méi Solidaritéit kënne spillen ze loossen. An dat ass am Interesse vum Bierger, well d'Iddi déi ass, dass no enger Bankefaillite net de Steierzueler de Kapp duerhale muss. Donieft gëtt och iwwerluecht, fir den Europäesche Stabilitéitsmechanissem, den ESM, dee jo, wéi mer wëssen, säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg huet, weider ze stäerken an an en Europäesche Wärungsfonds auszebauen.

Hei si mer der Meenung, dass et wichteg ass, dass e System, deen elo fonctionnéiert, de Regling-System, net kuerzfristeg kann iwwer Bord gehäit ginn, bis mer een aneren hunn, deen och vun alle gedroe gëtt. Dat heescht ënner anerem, dass mer weider um intergouvernementale Wee viruschaffen, och wa mer eis awer sollte bewosst sinn, zemools hei an der Chamber, dass dëst am Fong géint de Geescht vum Vertrag vu Lissabon geet, wou déi communautaire Approche misst d'Regel sinn an déi intergouvernemental d'Ausnam.

Wat d'Budgetsfroen ugeet, si mer der Meenung, dass et net néideg ass, fir deen neie Budget just fir d'Eurozon ze schafen. Déi beschte Léisung wier an eisen Aen déi, déi de Kommissiounspresident virgeschloen huet: eng spezifesch Budgetslinn am EU-Budget virzegesinn, iwwert déi mer an der Europäescher Unioun d'Investitiounen an Zukunft kéinte verstäerken.

De Moment soll ee kënne festhalen, dass all wichteg Froen, déi sech op Reformiddien an der Europäescher Unioun bezéien, nach zimlech iwwerflächlech an abstrakt diskutéiert ginn. Dëst kéint sech awer kuerzfristeg vu muer un änneren, wann déi Däitsch eng nei Regierung hunn. Dobäi wëlle mer als Lëtzebuerger Regierung hëllefen, dass an der Debatt eenzeg an eleng d'Wuel vun der Europäescher Unioun taktesch wéi strategesch iwwerweit a soss näischt.

Och an der europäescher Steierpolitik sinn an de leschte Méint verschidden Iddien no vir bruecht ginn. Do wier jo ënner anerem de Virschlag ze ernimmen, fir um europäesche Plang eng gemeinsam Reguléierung vun de Steiertauxe vun de Betriber virzehuelen. Et muss een hei vläicht kloer soen, dass Lëtzebuerg natierlech net fir Steierdumping ass an och net fir eng Course no ënnen duerch iwwerdriwwen niddreg Steiertauxen. An deem selwechte Sënn huet dës Regierung och Schrëtt ënnerstëtzt, déi et wäerten erlaben, fir géint aggressiv Steierplanung virzegoen.

Ech verweisen hei op déi sougenannten Direktiv ATAD, d'Anti-Tax Avoidance Directive, déi Lëtzebuerg an deenen nächste Méint an nationaalt Recht wäert ëmsetzen. A well d'Regierung an de leschte Joren eigentlech grouss Ustrengungen op deem Plang gemaach huet, misst et jo awer och méiglech sinn, e rouegen a konstruktiven Dialog mat der Europäescher Kommissioun a mam Här Moscovici iwwert de Sujet ze féieren.

Op där anerer Säit wär eng Koordinatioun oder souguer eng Harmoniséierung vun de Steiertauxe vun de Betriber eng wäitreechend Entwécklung, déi e substanziellen Impakt op d'Souveränitéit vun de Memberstate géif hunn, well d'Steierregelungen an all Memberstat spezifesch gepräägt sinn. Déi eng hunn héich direkt Steieren an niddreg indirekt Steieren, wéi zum Beispill mir, anerer just de Géigendeel.

Bei dëser Debatt soll een och net vergiessen, dass d'Fro vun enger Harmoniséierung vun de Steiertauxen net isoléiert ka betruecht ginn. Et ass eng Fro, déi sech an där méi globaler Debatt vun enger Steierharmoniséierung innerhalb vun Europa beweegt. Et ass drop hinzeweisen, dass d'Europäesch Kommissioun schonns 2016 wäitgoend Pläng virgeluecht huet, fir eng Harmoniséierung vun der Bemiessungsgrondlag vun de Betriber ze verwierklechen. Dës Diskussioune sinn nach amgaangen a Lëtzebuerg mécht do konstruktiv mat. An d'Regierung wäert an dësem Kontext och den Dialog mat der Chamber hei weiderféieren.

Virum Hannergrond, dass d'Virschléi vun der Kommissioun iwwert d'Harmoniséierung vun der Bemiessungsgrondlag ënnert där Prämiss gemaach goufen, dass d'Kompetenz vun de Memberstate fir hir Besteierungstauxe festzeleeën dovunner net beréiert géife ginn, ass d'Iddi vun enger Koordinatioun an Harmoniséierung vun de Steiertauxen eng ganz nei Entwécklung. D'Regierung ass virsiichteg, fir an dës Richtung ze goen, zemools am Kontext vun der Diskussioun iwwer eng eventuell Harmoniséierung vun der Bemiessungsgrondlag. Lëtzebuerg ass fir eng fair a fir eng kohärent Besteierung vun internationale Betriber an huet dat och an de leschte Jore gewisen. Zum Beispill am Kader vun de Gespréicher iwwert de BEPS.

Wat méi spezifesch elo d'Besteierung vun digitalen Aktivitéiten ugeet, esou ass Lëtzebuerg averstanen, dass déi aktuell Regelen net ëmmer un d'Realitéit vum Internet ugepasst sinn. Lëtzebuerg huet sech an deem Kontext fir eng kohärent Approche a fir fair a gläich Konditiounen agesat. Duerfir striewe mer eng Léisung um Niveau vun der OECD un. Esou eng Léisung soll eis et erlaben, net nëmmen EU-Länner, mä och aner grouss industriell Natioune wéi Japan an d'USA matanzebannen. Dëst entsprécht den Ustrengungen, déi an de leschte Joren op internationalem Niveau op anere Gebidder gefouert goufen, an et ass virun allem am Sënn vun der Wettbewerbsfäegkeet vun der europäescher Wirtschaft.

Ee Schantjen, op deem besonnesch vill Fortschrëtter op europäeschem Niveau an de leschte Méint gemaach goufen, ass dee vum sozialen Europa. D'Kommissioun huet sech jo zu Recht den Ausbau vun der sozialer Dimensioun vum Bannemaart op de Fändel geschriwwen a si huet zesumme mam Rot a mam Europaparlament geliwwert. Lëtzebuerg setzt sech ganz staark fir den Ausbau vun der sozialer Dimensioun an.

D'fräi Bewegung vu Persounen, Wueren, Déngschtleeschtungen a Kapital gehéiere jo zu de Fundamenter vun der Europäescher Unioun. An ech brauch Iech jo sécher net drun ze erënneren, dass d'Lëtzebuerger Wirtschaft déi wier, déi als Éischt an am meeschten drënner leide géif, wann dës véier Fräiheete protektionistesche Reflexer géifen zum Affer falen a se just nach um Pabeier géifen existéieren.

Fir dass de Bannemaart Wuesstem bréngt, an eng gréisser Auswiel u Wuere fir de Konsument, ouni sozialen Dumping, brauche mer sozial Mindeststandarden, gekoppelt un d'Kontrollméiglechkeet duerch déi national Autoritéiten.

Ee Beispill fir déi intensiv legislativ Aarbecht ass d'Tatsaach, dass ee sech bei der Ännerung vun der Direktiv Detachement vun den Aarbechter eens ginn ass. Lëtzebuerg huet sech mat vill Energie derfir agesat, dass d'Léisung ambitiéis an ëmsetzbar ass. Dësen Accord gesäit virun allem vir, dass een detachéierte Salarié deeselwechte Loun mat Primmen an Dispositiounen aus dem Kollektivvertrag kritt wéi ee Salarié, deen déiselwecht Aarbecht mécht, mä an deem Land wunnt, an deem déi Aarbecht gemaach gëtt.

Fir den Transportsecteur, dee jo par définition mobill ass, gëtt am Moment nach eng spezifesch Léisung gesicht. Och hei setzt Lëtzebuerg sech a fir e sozial ambitiéisen Accord a leet den Akzent virun allem op d'Kontrollméiglechkeeten, fir Gefuddels a fir Beducksen a Mëssbrauch ze verhënneren.

Enn d'lescht Joer hunn de Rot, d'Parlament an d'Kommissioun dann och dee sougenannten „Pilier vun de soziale Rechter" adaptéiert, deen eng Rei vu Rechter a Prinzipie festleet, déi EU-wäit gëllen, vun Aarbechtskonditiounen iwwer sozial Sécherheet a Pensioune bis hin zur Ausbildung an zur Chancëgläichheet. Elo gëllt et natierlech, déi Prinzipien an d'Praxis ëmzesetzen. An do erwaarde mer eis déi néideg legislativ an net legislativ Impulser vun dëser Kommissioun an och vun där nächster.

Ee Wuert nach vläicht zur Revisioun vum Reglement iwwert d'Koordinatioun vun de soziale Versécherungssystemer: Hei gesäit de Virschlag vun der Kommissioun ee Paradigmewiessel vir, wat d'Indemnitéite vum Aarbechtslosegeld fir Frontalieren ubelaangt. D'Iddi, dass d'Grenzgänger zukünfteg vun der ADEM sollen ofhänken, wa se an de Chômage sollte kommen, ass besonnesch an deem Sënn problematesch, dass d'ADEM keng Méiglechkeet huet, ze kontrolléieren, ob dës Netresidenten iwwert d'Period vun hirer Aarbechtslosegkeet d'Bedéngungen erfëllen, déi gëllen, fir d'Lëtzebuerger Indemnitéiten ze kréien. Dat, wat d'Kommissioun hei proposéiert, ass einfach net ëmzesetzen. An dës Regierung huet intensiv geschafft a wäert och weiderschaffen, fir dass hei eng aner Léisung fonnt gëtt, déi och an der Praxis ëmsetzbar ass.

Zu den Erausfuerderungen, virun deenen d'Europäesch Unioun steet, gehéieren awer och d'Verhandlungen iwwert de Finanzkader fir d'Zäit no 2010 (veuillez lire: 2020). Wéinst dem Brexit geet de Bäitrag vum Vereenegte Kinnekräich jo verluer - dat waren 2016 méi wéi 12 Milliarden Euro -, an dat zu engem Moment, wou d'Europäesch Unioun viru groussen Aufgabe steet: d'Digitaliséierung, d'Migratioun, d'Verdeedegung, d'Sécherheet, fir just e puer Beräicher ze nennen.

Ouni déi néideg Mëttel kann d'Europäesch Unioun hir Ziler net erreechen. Duerfir musse mer eis ëm en zukunftsfäegen an effiziente Finanzkader beméien. All Memberstat muss do seng Responsabilitéiten eescht huelen an eng Hand mat upaken. Dat heescht, dass och d'Lëtzebuerger Regierung bereet ass, fir méi an d'Dëppen anzebezuelen, wa mer iwwerzeegt sinn, dass déi Erhéijung vum europäesche Budget dem europäeschen Interêt och déngt.

Momentan gëtt och vill doriwwer diskutéiert, fir den Zougang zu EU-Fongen u gewësse Konditiounen ze knäppen. Zu dësen Iddie gehéiert, dass den Zougang op Kohäsiounsfongen un de Respekt vun de Prinzipie vum Rechtsstat gebonne solle ginn. Eng aner Iddi ass déi, op de Wee vun enger positiver Konditionalitéit ze goen an deene Memberstaten ze hëllefen, déi beispillsweis méi Flüchtlingen ophuele wéi anerer.

Et muss verhënnert ginn, dass den eigentleche Sënn vun der europäescher Kohäsiounspolitik ënnergruewe gëtt. Zil vun der Kohäsiounspolitik ass et nämlech, d'Memberstaten zesummenzeféieren, dat gëtt jo am EU-Jargon „Konvergenz" genannt, an déi wirtschaftlech Ënnerscheeder ze reduzéieren. An dat Instrument, mengen ech, muss bestoe bleiwen. Wa mir de Benefiss vu Struktur- a Kohäsiounsfongen un d'Rechtsstaatlechkeet knäppen, da schloe mer vläicht e falsche Wee an a mir bestrofen eigentlech déi Falsch.

Nokucken, wa Memberstaten déi elementaarste Prinzipie vun der Solidaritéit mat Féiss rennen, geet awer allerdéngs och guer net. Mir brauchen also eng Léisung, déi ganz am Sënn vum Prinzip vun der Solidaritéit ass, ouni déi eis Unioun net ka fonctionnéieren.

Ech hunn et schonn e puermol gesot: D'Solidaritéit muss erëm zum Haaptbestriewe vun der Unioun ginn. Dass d'Memberstate sech der europäescher Solidaritéit entzéien, fir bannepolitesch kuerzfristeg Gewënn ze maachen, féiert an déi komplett falsch Richtung. Mat engem Mechanismus vu positiver Solidaritéit fir déi Länner, déi sech an der Flüchtlingspolitik abréngen, a mat drasteschen - ech muss soen: drasteschen! - Strofen, wéi de Geriichtshaff dat jo och virzeechent, fir déi, déi sech foutéieren, géif richteg agéiert ginn.

Net manner wichteg wéi d'Solidaritéit sinn eis gemeinsam Grondwäerter a Prinzipie vum Rechtsstat, esou wéi den Artikel 2 vum EU-Vertrag se definéiert. Ouni de Respekt vun de Grondwäerter kënne mir d'Europäesch Unioun net als eng Unioun vun de Wäerter verstoen.

An engem Rechtsstat ouni Ofstréch profitéiert all Bierger. An eenzelne Memberstate stinn d'Prinzipie vun der Rechtsstaatlechkeet säit enger Zäit bedauerlecherweis erëm am Zweifel. Et gëtt do erëm Memberstaten, déi sech net un d'Kritäre vu Kopenhagen vun 1973 (veuillez lire: 1993) halen, deenen hire 25. Anniversaire mer dëst Joer feieren.

Als Reaktioun op Problemer, wat d'Situatioun vun der Rechtsstaatlechkeet zum Beispill a Polen betrëfft, huet d'Europäesch Kommissioun am Dezember vum leschte Joer d'Artikel 7-Prozedur ageleet.

D'Kommissioun huet bis ewell am ganze véier Recommandatioune publizéiert, déi detailléiert beleeën, dass a Polen eng eendeiteg Gefor vun enger schwéierer Verletzung vun der Rechtsstaatlechkeet besteet. An d'Venedeger Kommissioun vum Europarot, déi, wéi Der wësst, sech aus eminente Juristen zesummesetzt, huet déiselwecht Konklusioun gezunn.

Zesumme mat den anere Länner, déi zum Grupp vun de Frënn vum Rechtsstat gehéieren, ënnerstëtze mir d'Kommissioun an hiren Aktiounen a setze weiderhin op een Dialog mat Polen, an der Hoffnung, dass déi polnesch Regierung hire Kurs korrigéiert an d'Onofhängegkeet vun der Justiz erëm hierstellt. Sollt dëst net de Fall sinn, an am polnesche Parlament ass an der leschter Woch déi kontestéiert Justizreform duerchgewénkt ginn, dann ass de Mechanismus vum Artikel 7 unzewenden.

Ech begréissen, dass et erëm een Dialog tëschent Polen an der Kommissioun zënter e puer Deeg gëtt, wat méintelaang absolutt net de Fall war. Mä wat d'Substanz ubelaangt, gesinn ech net, dass mer weiderkommen. Dorunner ännert och dat Wäissbuch näischt, dat déi polnesch Regierung d'lescht Woch iwwer hir Justizreforme geliwwert huet.

A wat an Ungarn lass ass, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dat huet keen Numm! Organisatiounen, déi Refugiéen hëllefen, gi kriminaliséiert. Och Ungarn beweegt sech leider ganz rapid a Richtung Artikel 7.

An der EU muss all Bierger d'Garantie hunn, an enger Demokratie ze liewen, wou jiddweree seng Meenung soe kann, wou ee Recht huet op fräi Medien, op onofhängeg Riichteren, wou d'Séparation des pouvoirs respektéiert gëtt a wou alles, wat sech ëm fundamental Mënscherechter handelt, honnert Prozent konform ass mat den EU-Traitéen an och mat dem internationale Recht.

Dëst ass den Zement vun der Europäesch Unioun als Friddensprojet, deen däerf net bréckelen!

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Madamm Presidentin, et ass elo bal ee Joer hier, dass déi brittesch Regierung beschloss huet, d'Europäesch Unioun ze verloossen. Et ass kloer, dass mam Brexit kee wënnt! Mir sinn do an enger sougenannter „Lose-lose-Situatioun".

D'Zukunft vun der Europäesch Unioun wäerte mer also leider mussen ouni d'Britte gestalten, d'Zukunft vun Europa hoffentlech net. Dat ass jo dat, wat d'Britte soen. Et ass ze wënschen, dass och nom Austrëtt d'Vereenegt Kinnekräich ee wichtege Partner bleift.

Säit viregter Woch läit d'Austrëttsofkommes um Dësch, an dat d'Resultater vun der éischter Phas vun den Austrëttsverhandlungen iwwert d'Rechter vun de Bierger, Irland a Finanzen agefloss sinn. Dësen Text soll am Hierscht ënnerschriwwe ginn an duerno vum britteschen a vum Europäesche Parlament ratifizéiert ginn. Keng liicht Epreuve!

En enthält och d'Regelung vun der Iwwergangsphas, déi vum 30. Mäerz 2019 bis den 31. Dezember 2020 jo dauere soll. A wärend där Zäit géif d'Vereenegt Kinnekräich Deel vum Bannemaart bleiwen, déiselwecht Verflichtungen hu wéi all EU-Member, awer net méi an den Institutioune vertruede sinn. Dat nennt een am EU-Jargon „everything but institutions".

D'Austrëttsofkommes regelt d'Rechter vun de Bierger, déi hiert Recht op fräi Circulatioun virum Enn vun der Transitiounsphas ausgeübt hunn. Do ass gutt geschafft ginn, mä et bleiwen nach wichteg Elementer ze klären. Esou, wéi et bis elo am Text steet, géife brittesch Bierger, déi op Lëtzebuerg kommen, déi bis zum Enn vun der Transitiounsphas op Lëtzebuerg kommen, no der Transitiounsphas hiert Recht verléieren, an engem aneren EU-Land ze schaffen, a mir wëssen, dass dat gang und gäbe hei ass, oder Déngschtleeschtunge vu Lëtzebuerg aus engem aneren EU-Land unzebidden. Hir fräi Bewegung wär eenzeg an eleng op Lëtzebuerg beschränkt. Besonnesch am Fall vu Lëtzebuerg, vun eisem Land, mécht dat net vill Sënn. Déi Fro ass also nach ze klären.

Wat d'Froe vun der irescher Grenz ugeet, sinn d'EU-27 mat de Britten eens ginn, dass eng haart Grenz op der irescher Insel ze vermeiden ass an The Good Friday Agreement oprechterhale muss ginn.

An Irland ass och e Friddensprozess. Zur éischter Versioun vum Austrëttsofkommes gehéiert ee Protokoll, deen eng Léisung an der Nordirlandfro virgesäit. Dës Léisung seet, dass Nordirland europäesch Regelen iwwert d'Gebidder applizéiere muss. Dës Léisung gräift awer nëmmen dann, wann déi iresch Fro net iwwer eis zukünfteg Bezéiung mat dem Vereenegte Kinnekräich oder duerch spezifesch Léisunge gekläert ka ginn.

D'EU-27 si prett, mir si prett, déi brittesch Virschléi fir spezifesch Léisungen nozelauschteren. All Virschléi mussen awer kompatibel si mat der Integritéit vum Bannemaart an och vun der Zollunioun.

Wat déi künfteg Partnerschaft mam Vereenegte Kinnekräich ubelaangt, do ass nach vill Aarbecht ze leeschten. Déi grouss Linnen an den Inhalt vum neien Ofkommes sollen niddergeschriwwe ginn an enger Deklaratioun an un d'Oftrëttsofkommes drugehaange ginn. An d'Basis dozou liwweren d'Schlussfolgerunge vun de Stats- a Regierungscheffen vun den EU-27 dëse Mount.

De President Tusk huet d'lescht Woch zu Lëtzebuerg säi Virschlag iwwert déi zukünfteg Bezéiung mam Vereenegte Kinnekräich duergeluecht. Hie schléit eng Zesummenaarbecht vir am Kampf géint den internationalen Terrorismus an d'international Kriminalitéit; een Ofkommes, dat sécherstellt, dass de Fluchverkéier net zesummebrécht, an och den Zougang zu den EU-Programmen am Beräich vun der Recherche, der Innovatioun, der Educatioun an der Kultur.

Wat déi zukünfteg Wirtschaftsbezéiungen ubelaangt, proposéiert de President vum Conseil européen, een „free trade agreement", ee Fräihandelsofkommes, an een Zollofkommes ofzeschléissen. Ech mengen, mer sinn do och op der Linn mat de Wënsch vun de Britten.

Dës envisagéiert Zukunftsgestaltung um Wirtschaftsplang ergëtt sech deelweis aus deem, wat déi brittesch Regierung a leschter Zäit gesot huet iwwert dat, wat se wëllt, an dat, wat se net wëllt, an aus dem Wëlle vun den EU-27, derfir ze suergen, dass e Land nom Austrëtt aus dem Bannemaart an aus der Zollunioun net besser dosteet wéi ee Member. Wichteg Saach!

D'Britte wëllen eng autonom Handels- a Reguléierungspolitik féieren. Si wëllen nees d'Kontroll iwwer hir Grenzen an den Zoufloss vu Persounen hunn. Virun allem awer wëlle se sech wäit ewechhale vum Europäesche Geriichtshaff.

D'Lëtzebuerger Positioun ass déi heiten: Jo, mir wëllen enk Bezéiunge mam Vereenegte Kinnekräich behalen. Wichteg ass allerdéngs och d'Preservatioun vun der Integritéit vum Bannemaart a vun der europäescher an der Lëtzebuerger Wettbewerbsfäegkeet, besonnesch där vun der Finanzplaz. Duerfir si mer géint all Zorte vu Kiischtepickereien, „cherry picking", wéi se do soen. Zougang op de Bannemaart ass just méiglech, wann den Drëttstat kloer Verflichtungen ageet, besonnesch um Plang vun der Reguléierung, an deemno och d'Autoritéit vum Europäesche Geriichtshaff unerkennt.

Ee Kiischteplécken, wéi ech gesot hunn, däerf et och net ginn op der Säit vun den EU-27. All Memberstat huet deen een oder anere Beräich, dee fir hie méi wichteg ass wéi een aneren. Hei muss de Prinzip vun der Solidaritéit tëschent de 27 gëllen. Am zukünftegen Ofkommes mat de Britte muss de spezifesche Suerge vun all Memberstat Rechnung gedroe ginn. Am Fall vu Lëtzebuerg gehéieren dozou jo virun allem d'Finanzdéngschtleeschtungen.

Jo, de Brexit ass eng Erausfuerderung an d'Zäit leeft eis e bësse fort. D'Betriber an och d'Bierger an d'Verwaltunge musse sech op all méiglechen Zeenario virbereeden. Een „no-deal-Zeenario" ass nach net vum Dësch. Trotz allem sinn ech awer zouversiichtlech, dass mer eng gemeinsam Léisung fanne wäerten.

Déi eng wëllen eraus, déi aner wëllen eran. D'Bäitrëttsverhandlunge gi mat dräi vu fënnef Bäitrëttskandidate gefouert: mat Serbien, mat Montenegro an - um Pabeier nach, zënter 2005 - mat der Tierkei. Am Abrëll wäert d'Kommissioun am Kader vun der Publikatioun vum Erweiderungspaquet soen, ob déi zwee aner Kandidatelänner, d'fréier jugoslawesch Republik Mazedonien an Albanien, d'Konditioune fir Verhandlungen erfëllen. All Land vum Balkan brauch eng glafwierdeg Erweiderungsperspektiv, och Bosnien an de Kosovo. Et ass awer ganz kloer, dass de Bäitrëttsprozess een individualiséierte Prozess ass an dass de Respekt vun de Bäitrëttsbedéngungen ausschlaggebend ass.

Ech hunn d'lescht Joer bal all Land vum Westbalkan besicht a mer eng Iddi konnte maachen iwwert de Stand vun de Reformen. Am Februar huet d'Europäesch Kommissioun hir nei Strategie fir d'Regioune proposéiert. No der Publikatioun vum Erweiderungspaquet am Abrëll wäert de Sommet vu Sofia am Mee de Startschoss gi fir d'Ëmsetzung vun där Strategie.

Wat d'Tierkei ubelaangt, ass näischt ze berichten iwwer e Bäitrëtt. Am Moment gëtt net verhandelt, kee Komma, kee Punkt. Ech hu gesot firwat. De 26. Mäerz fënnt zu Varna a Bulgarien e Spëtzentreffen EU-Tierkei statt. Wann dat Gespréich d'Äis kéint briechen, tant mieux. Mä den tierkesche President muss aus senge Versprieche konkret Fortschrëtter um Plang vun de Mënscherechter maachen. Op Lëtzebuergesch gesot: D'Diere vun de Prisonge mussen opgemaach ginn an d'Diere vum Onrechtsstat mussen zougemaach ginn,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- ...soss komme mer kee Millimeter virun. Fir eng formell Suspendéierung vum Bäitrëttsprozess trëtt Lëtzebuerg, wéi 95% vun de Memberlänner, grad wéi d'Kommissioun net an, well et wichteg ass, der Zivillgesellschaft an deem Land d'Dieren net zouzeklaken.

Nodeem 2016 ganz am Zeeche stoung vun der Ënnerschrëft vum CETA, war 2017 ee rouegt Joer, wat d'Handelspolitik ugeet. Dir wësst, dass d'belsch Regierung dem Europäesche Geriichtshaff d'Fro gestallt huet, ob den ICS - den Investment Court System - kompatibel ass mam Vertrag vu Lissabon.

Ier mer kënnen d'Ratifikatioun vum CETA an d'Weeër leeden, ass op d'Äntwert vum Geriichtshaff ze waarden. D'Fro vum Investitiounsschutz hat 2017 och méi breet juristesch Konsequenzen, wat d'Europäesch Handelspolitik ugeet. Am Mee 2017 huet nämlech den Europäesche Geriichtshaff zu Lëtzebuerg entscheet, dass d'Handelsofkommes mat Singapur eng gemeinsam Kompetenz vun der Unioun a vun de Memberstaten ass, ebe wéinst dem Investitiounsschutz a gewësse Forme vun indirekten Investissementer, déi am Ofkommes virgesi sinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Doropshin huet d'Kommissioun virgeschloen, dass an Zukunft d'Handelsofkommesse solle gespléckt ginn: op där enger Säit een Handelsofkommes, dat nëmme vum Europäesche Parlament soll ratifizéiert ginn, an op där anerer Säit een Ofkommes iwwer Investissementer, dat vum Europaparlament a vun de regionalen an nationale Parlamenter soll ratifizéiert ginn. Dës nei Approche vun der Kommissioun ass nach net formell vun alle Memberstaten akzeptéiert ginn. Déi meesch erkennen awer un, dass d'Europäesch Unioun verantwortlech ass fir d'europäesch Handelspolitik, an dass d'Virschléi vun der Kommissioun an deem Sënn de Geescht vun den EU-Verträg an d'demokratesch Legitimitéit vum Europaparlament respektéieren.

Dat soll awer net heeschen, dass déi national Parlamenter net méi implizéiert solle ginn. D'Kommissioun huet sech nämlech engagéiert, déi national a regional Parlamenter „parfaitement" - dat ass d'Wuert vum Jean-Claude Juncker, dat Wuert, wat hie benotzt huet - ze informéieren iwwert d'Verhandlunge vu bilateralen Ofkommessen. Wa mir dann tatsächlech op de Wee vu gespléckten Ofkommesse ginn, da musse mer derfir suergen, dass d'Kooperatioun mat de Parlamentarier vun de Memberstaten och wierklech ëmgesat gëtt. Doriwwer eraus huet d'Kommissioun entscheet, dass endlech all Projete vu Mandater ze

publizéiere sinn an de Rot opgefuerdert - zu Recht, well et war de Rot, dee blockéiert huet, et war net d'Kommissioun -, déi Mandater ze publizéieren, déi en ugeholl huet.

D'Publikatioun vun de Mandater - och déi, déi vum Rot approuvéiert gi sinn - ass eppes, wat ech säit Laangem gefrot hunn. Mir brauchen onbedéngt eng nei Transparenz an eiser Handelspolitik. An ech si frou, dass d'Kommissioun endlech dëse Wee ageschloen huet. Op dëser Plaz wëll ech hei d'Aarbecht an den Engagement vun der Kommissärin Malmström begréissen, déi sech perséinlech fir déi néideg Transparenz an de Kontakter an de regionalen an nationale Parlamenter agesat huet. Am Fong géif ech gären iwwert d'Erfolleger vun enger multilateraler Handelspolitik schwätzen, déi fir jiddwereen do ass a virun allem fir déi Äermst ënnert de Länner. Mä do fält de Bilan leider extrem erniichternd aus.

Bei der ministerieller Reunioun vun der Welthandelsorganisatioun am Dezember zu Buenos Aires ass net vill erauskomm. An dozou kann ee leider just soen, dass et eng verpasste Geleeënheet war, fir de Welthandel erëm opliewen ze loossen a méi konstruktiv a méi inklusiv ze maachen. Bis op e puer kleng Entscheedunge si sech d'Memberstaten zu Buenos Aires net eens ginn, wéi et an Zukunft an der Weltorganisatioun soll virugoen.

Eng Welthandelsorganisatioun brauche mer awer méi wéi jee. De Welthandel muss onbedéngt an engem multilaterale Kader reguléiert ginn. D'Alternativ ass Chaos an d'Recht vum Staarken, seng Handelspolitik deem Klengen ze imposéieren. D'USA blockéieren am Moment d'Nominatioun vun neie Riichter. Wann dat esou weidergeet, kann d'Geriicht vun der Welthandelsorganisatioun net méi schaffen.

D'Tendenz vun der amerikanescher Regierung, fir d'Saache wëllen unilateral ze regelen, ouni Dialog an ouni op Frënn an Alliéierter opzepassen, huet sech an de leschten Deeg, wéi mer dat wëssen, dramatesch verschäerft. Et ass kengem entgaangen, dass de President Trump schaarf Moossnamen an de Secteure vum Stol a vum Aluminium net nëmmen ugekënnegt, mä och de leschten Donneschden ëmgesat huet.

D'Europäesch Unioun huet sech bereet erkläert, determinéiert a mesuréiert ze reagéieren, a vollem Aklang mat de Regele vun der Welthandelsorganisatioun. Mir däerfen eis net onnéideg provozéieren an a Richtung Handelsgeriicht dreiwe loossen, mä anerersäits musse mer awer eis Interesse verteidegen. An dësem Kontext huet d'Kommissioun dräi Optiounen identifizéiert, déi mer deelen.

Fir d'Éischt emol ass et ganz wichteg, dass mer bei der OMC kloen, mam Zil, dass déi amerikanesch Moossnamen als inkompatibel mam Handelsrecht erkläert ginn. Mä dat wäert daueren, Jore vläicht!

Duerfir gesäit déi zweet Optioun vir, de Milliardeschued fir eis Industrie an den nächste Méint ze neutraliséieren, andeems mer, wann et muss sinn, selwer Moossname géint amerikanesch Importer - am volle Respekt vum Recht vun der Prozedur vun der OMC - den Amerikaner operleeë mussen. Dës Moossnamen, wéi d'Kommissioun et ausgeschafft huet, wäerten de Stol betreffen a verschidden emblematesch Industrie- an Agrarprodukter.

An drëttens musse mer derfir suergen, dass den europäesche Maart net iwwerschwemmt gëtt mat Produkter, déi net méi an Amerika verkaaft kënne ginn. Dat geet iwwert d'Ëmsetze vu provisoresche Mesures de sauvegarde op Stol an Aluminium.

D'Lëtzebuerger Stolindustrie ass, wéi Der wësst, betraff an Héicht vun 10% vun hire Stolexporter. Duerfir hoffe mer nach ëmmer, dass d'amerikanesch Regierung agesäit, dass Europa als laangjärege Partner objektiv gesinn net nëmme keng Gefor duerstellt, mä och hëllefe kann, besonnesch bei der Sich no Léisungen, fir de Problem vun den Iwwercapacitéiten, déi bestinn, ze regelen. Een éischt Gespréich de leschte Samschden zu Bréissel huet net vill Friichte gedroen, an den amerikanesche President schéngt jo elo eng Ännerung vun den EU-Importrechter erzwéngen ze wëllen.

Dat kënne mer esou net akzeptéieren. Wann déi amerikanesch Regierung eng Ausnam fir Europa weiderhin ausschléisst, wäerte mer geschlossen hannert der Kommissioun stoen, fir d'Interesse vu Lëtzebuerg a vun Europa ze garantéieren. Mir däerfen net vergiessen, wéi Protektionismus an Handelskricher der Welt geschuet hunn an der Vergaangenheet a ganz oft Konflikter ausgeléist hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- A wa mer vu Konflikter schwätzen, da kucke mer leider och op d'Noperschaft vun der Europäescher Unioun, an zwar no Osten, a Richtung Ukrain a Russland. Méi wéi 10.000 Leit sinn zënter 2014 bei Kämpf am Oste vun der Ukrain ëm d'Liewe komm, a méi wéi 23.000 goufe blesséiert. Mir sinn immens besuergt a beonrouegt iwwert d'Ausmooss vun der Gewalt, déi an där Géigend zu engem dagdeegleche Begleeder ginn ass.

Virun engem Joer konnt ech mer selwer e Bild maache vun der Lag am Donbass. Et ass natierlech d'Zivillbevëlkerung, déi op béide Säite vun der Kontaktlinn am meeschten dorënner leit. Déi regelméisseg Zerstéierung vu liewenswichtegen zivillen Infrastrukturen, Bombardementer vu Wunnengen, dat alles ass inakzeptabel. An der Ostukrain wiisst eng ganz Generatioun op, déi de Krich als Alldag erlieft a fir déi d'Gewalt een normaalt Element vum Liewen ass.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt selbstverständlech d'territorial Integritéit vun der Ukrain innerhalb vun hiren international unerkannte Grenzen, hir Souveränitéit, hir Unitéit. A mir ënnerstëtzen all Ustrengungen, virun allem am Normandie-Format an an der trilateraler Kontaktgrupp vun der OSZE, fir dass sech d'Situatioun an déi richteg Richtung entwéckelt. An der Ëmsetzung vun de Minsker Ofkommesse mussen natierlech och weider Fortschrëtter gemaach ginn.

Wat d'Hëllef vu Lëtzebuerg ugeet, huet eis Regierung zënter dem Ufank vum Konflikt iwwer 1,7 Milliounen Euro fir humanitär Projeten an der Ukrain ginn, virun allem fir sanitär Infrastrukturen a Projeten, déi och Kanner zegutt kommen. D'OSZE-Missioun wäerte mer och weider ënnerstëtzen.

2017 war e wichtegt Joer fir d'Verdéiwung vun der Bezéiung tëscht der Ukrain an der Europäescher Unioun. Den Assoziatiounsvertrag an d'Fräihandelsofkommes sinn offiziell a Kraaft getrueden. D'Visaflicht fir d'Ukrainer ass ofgeschaaft ginn; esou huet d'Unioun de Reformen an der Ukrain Rechnung gedroen. Mä eis ukrainesch Noperen hunn nach e ganz, ganz laange Wee viru sech. A Saache Bekämpfung vu Korruptioun an a Saache Reform vun der Justiz ass nach villes ze maachen.

Et spiert een e bëssen, dass den Enthusiasmus fir Reformen e wéineg zréckgeet, sech e bësse getässelt huet. Dat erkläert sech deelweis doduerch, dass d'nächst Joer Wahlen an der Ukrain sinn. An dach muss d'ukrainesch Regierung hir Responsabilitéiten huelen. An ech géif der ukrainescher Regierung vun hei aus un d'Häerz leeën, d'Recommandatioune vun der Commission de Venise vum Europarot iwwert dat neit Educatiounsgesetz och ëmzesetzen.

Wat d'Bezéiung zu Russland ugeet, do géif ech mat eise bilaterale Bezéiungen ufänken, déi geschwënn 127 Joer al sinn. Eis Zesummenaarbecht mat Russland betrëfft eng ganz Rei vu Beräicher: vun der kultureller akademescher Zesummenaarbecht iwwert d'Industrie bis hin zu den neien Technologien. Mir hunn et och fäerdegbruecht, an engem méi donkele Kapitel vun eiser Geschicht zesummenzeschaffen. Am Summer kréien eis Nationalarchiven déi digitaliséiert Dossieren iwwert d'Lëtzebuerger Zwangsrekrutéiert vun Tambow, a Russland huet eis d'lescht Joer d'Archiven zum Anniversaire vum Londoner Vertrag iwwerreecht.

Um europäesche Plang huet sech näischt gedoen. D'Sanktiounen, déi d'EU géint 150 Leit an 38 Entitéiten no der illegaler Annexioun vun der Krim duerch Russland ugeholl huet, si gëschter verlängert ginn. D'Wirtschaftssanktioune lafen Enn Juli viraussiichtlech aus. Am Juni wäert den Europäesche Rot d'Verlängerung diskutéieren. Ech kann deem net virgräifen, mä ech stelle fest, dass leider kee positiivt Element ze verbuchen ass.

Russland ass ee ganz wichtege Partner vun der Europäescher Unioun, ee wichtegt europäescht Land, Member vum Europarot, vun der OSZE. Mä och Russland huet sech natierlech un d'Spillregelen an un d'internationaalt Recht ze halen. Et mécht engem Suergen, dass d'USA a Russland - zwee entscheedend Länner fir de Fridden an der Welt - sech net un d'Regelen halen, mä sech driwwer ewechsetzen an ëmmer méi ausenanerdriften. Dat kann net gutt sinn, weder fir d'Welt nach fir Europa.

Siwe Joer, nodeems de Ben Ali aus Tunesien geflücht ass an dat sougenannten „Arabescht Fréijoer" ausgeruff gouf, ass d'Situatioun an der Regioun beonrouegend wéi seele virdrun.

Ech war ufanks Februar op Besuch an Tunesien, wou déi demokratesch Transitioun erfollegt ass. Mä d'Demokratie steet esou laang op wackelege Been, wéi d'Ekonomie sech net verbessert an deem Land. Mir wëllen duerfir eis Kooperatioun mat Tunesien verdéiwen. Vill Länner am Noen an am Mëttleren Osten - Syrien, Irak, Jemen, Libanon, Katar, fir nëmmen déi ze nennen - sinn direkt affektéiert vun der jorzéngtenaler Rivalitéit tëschent Saudi-Arabien an dem Iran.

Déi Rivalitéit ass leider amgaangen, sech gefäierlech ze verschäerfen. Hei geet et drëms, wien d'Iwwerhand an der Regioun huet. Ass et ee politesche Konflikt? Et ass ee politesche Konflikt, net ee religiéisen, tëschent de Sunniten an de Schiiten, woubäi d'Relioun natierlech ëmmer ka fir politesch Zwecker mëssbraucht ginn. Ech hoffen, dass d'Mediatioun, notamment vum Kuwait a vum Oman, ka gräifen, fir d'Tensiounen erofzeschrauwen.

De Fridden an d'Sécherheet vun der Europäescher Unioun hänke staark vun den Entwécklungen an dëser Regioun of. Mir musse mat eise Partner kooperéieren, fir déi gemeinsam Menace Meeschter ze ginn. Duerfir muss de Kampf géint den Terrorismus zesumme gefouert ginn, mat aller Determinatioun, ouni ons Wäerter an de Rechtsstat op d'Spill ze setzen.

Virun dräi Méint huet de Premier vum Irak annoncéiert, dass säi Land no enger dräijäreger Campagne komplett vun Daesh befreit wier. An deenen dräi Joer hunn iwwer 18.000 Iraker hiert Liewe verluer a wäit Deeler vum Irak sinn zerstéiert ginn. Obwuel den Irak vun der globaler Koalitioun ënnerstëtzt ginn ass, zu där mir jo och gehéieren, hunn d'Iraker déi meeschte Sacrificë gemaach fir hiert Land, mä vläicht och fir e groussen Deel vun eis all.

Fir eis Solidaritéit mam Irak an am Kampf géint den Terrorismus ze ënnerstäichen, war ech am Februar op zwou Konferenzen am Kuwait: d'Reunioun vun der globaler Koalitioun, wou mer iwwert d'Fortschrëtter am Kampf géint Daesh geschwat hunn, an an d'Konferenz fir d'Rekonstruktioun vum Irak. Lëtzebuerg setzt sech an duerch humanitär Hëllef an duerch Deminage, an Zesummenaarbecht mat eisen UNO-Partner, fir eng gutt Grondlag fir d'Rekonstruktioun am Irak ze schafen. D'Rekonstruktioun huet och eng politesch a sozioekonomesch Dimensioun. Den irakesche Premier huet annoncéiert, dass déi nächst grouss Erausfuerderung de Kampf géint d'Korruptioun ass.

Wann ee wëllt dem Terrorismus am Irak den Närbuedem entzéien, da muss et Fortschrëtter ginn a puncto national Reconciliatioun a politesche Reformen. Nodeem de kurdeschen Onofhängegkeetsreferendum eigentlech vill politesche Schued ugeriicht huet, musse Bagdad an Erbil een Accord fannen. Béid Parteie kënnen opbauen op déi gutt Zesummenaarbecht tëschent de kurdesche Peshmerga an den irakeschen Truppen, déi decisiv fir d'Defaite vun Daesh zu Mossul responsabel war.

Eis Noperschaft, dat ass natierlech och Afrika. A senger Dynamik, a senger Villfalt ass den afrikanesche Kontinent en extrem wichtege Partner fir Europa an och fir Lëtzebuerg. Eis Sécherheet a Wuelbefannen hänken enk matenaner zesummen. Wann haut 1,2 Milliarde Leit an Afrika liewen, wäerten et der 2050 2,5 Milliarde sinn. D'Halschent vun der afrikanescher Bevëlkerung huet haut manner wéi 18 Joer, d'Halschent! 2030 wäerten et zwee Drëttel sinn. Dësen Trend brëngt vill Potenzial a vill Erausfuerderunge mat sech.

De fënnefte Sommet tëschent der Europäescher Unioun an der Afrikanescher Unioun am November d'lescht Joer zu Abidjan huet zu Recht d'Jugend an de Mëttelpunkt gesat. Do sinn eng Rei Prioritéite festgehale ginn, wou mir an den nächste Jore méi enk zesummeschaffe wëllen, fir der afrikanescher Jugend besser Perspektiven ze ginn. Nieft Friddenssécherung, Gouvernance, Mobilitéit sinn dat d'Investissementer, d'Educatioun, d'Wëssenschaft an den technologesche Fortschrëtt. Hei huet Lëtzebuerg villes ze bidden.

En nohaltege Fridden a Prosperitéit sinn nëmme méiglech, wann et mam Rechtsstat klappt an d'Mënscherechter respektéiert ginn. D'Jugend a villen afrikanesche Länner verlaangt jo, zu Recht, ëmmer méi vun der politescher Klass.

Et gi vill Krisen an Afrika, an et muss alles dru gesat ginn, fir dass se geléist ginn a keng neier entstinn. D'Präventioun ass wichteg. An deem Kontext si mer zum Beispill besuergt iwwert Diskussiounen, déi a Südafrika opkomm sinn iwwert d'Expropriatioun vun de Baueren, ouni dass finanziell Entschiedegunge solle gemaach ginn. Wuer dat hiféiert, huet jo een Nopeschland vu Südafrika gewisen.

Anerersäits mécht et Hoffnung, ze gesinn, dass déi kontinental an déi regional Institutiounen - vun der Afrikanescher Unioun bis zu de regionalen Organisatiounen - aktiv un der Präventioun an der Resolutioun vu Konflikter schaffen. De G5 Sahel ass e ganz gutt Beispill duerfir. Déi fënnef Länner aus der Regioun vum Sahel - Mauretanien, Mali, Burkina Faso, Niger an Tschad - hu sech zesummegedoen, fir eng gemeinsam Erausfuerderung unzepaken. An de 6. Februar konnt ech selwer zu Niamey am Niger um Sommet vum G5 deelhuelen. Ech war wierklech beandrockt vun der Determinatioun vu mengen afrikanesche Kolleegen, fir d'Sécherheet an der Regioun an de Grëff ze kréien.

A manner wéi engem Joer hu se et och fäerdegbruecht, eng Force conjointe op d'Been ze stellen an déi éischt Operatiounen op der Grenz tëschent dem Mali an dem Niger an dem Burkina Faso duerchzeféieren. Dës Force conjointe soll, wa se bis komplett operationell ass, d'Grenzen tëschent de fënnef Länner besser kontrolléieren an esou hëllefen, den Terrorismus, déi organiséiert Kriminalitéit an de Schmuggel ze bekämpfen. Wéi akut d'Gefor och vum Terrorismus ass, huet d'Attack, déi den 2. Mäerz den Zentrum vun Ouagadougou betraff huet, jo leider och gewisen.

Lëtzebuerg, zesumme mat der UNO, der Europäescher Unioun an aneren internationale Partner, ënnerstëtzt de G5 Sahel, a mir wenden do eis bewäerten Approche vun den „3D" un: d'Mëttel vun der Diplomatie, vum Developpement a vun der Defense gi komplementar agesat. Eleng d'lescht Joer war dat en Effort vu ronn 100 Milliounen Euro.

Nieft onsem laangjäregen Engagement am Sahel an der Entwécklungszesummenaarbecht si mir och aktiv am Kader vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik a mir hunn decidéiert, d'Force conjointe G5 Sahel mat medezinneschem Equipement a mat Formatioun an Héicht vun 1,1 Milliounen Euro ze ënnerstëtzen. Well mer iwwerzeegt sinn, dass de Mali eng zentral Roll an der Regioun spillt, ënnerstëtze mer och spezifesch de Friddensprozess an deem Land.

D'Relatioune mam asiatesche Kontinent sinn och ganz wichteg fir d'Europäesch Unioun a fir eis. Duerfir si mer an Tëschenzäit mat fënnef Ambassaden an Asien vertrueden. Eis Ambassaden decken am Ganze 15 Staten, also 15 Länner an Asien of an och d'Sekretariat vun der ASEAN, der Associatioun vun de südostasiateschen Natiounen, dat zu Jakarta an Indonesien baséiert ass.

De leschten November hate mer eng Statsvisitt, wéi Der wësst, a Japan am Kader vum 90. Anniversaire vun eisen diplomatesche Bezéiungen. Dëst war am Fong eng grouss Éier fir Lëtzebuerg, well et eng vun de leschte Statsvisitte war, déi de japanesche Keeser Akihito empfaangen huet, ier den Troun elo am Abrëll 2019 sengem Nofolger iwwerlooss gëtt.

Eis Relatioune mat China, deem gréisste Wirtschaftspartner vu Lëtzebuerg an Asien, hu sech weider entwéckelt, dëst och am Kader vum 45. Anniversaire vun eisen diplomatesche Bezéiungen, dee mir d'lescht Joer jo gefeiert hunn.

Eis Kontakter mat China sinn extrem villfälteg a betreffen ëmmer méi verschidde Ressorten. Eng ganz Rei vun héije Visitten d'lescht Joer, mä och schonn am Ufank vun dësem Joer hunn dat gewisen, an ech hu selwer de chineesechen Ausseminister Wang Yi am November am Myanmar gesinn, fir mat him de Point ze maachen iwwer eis bilateral Bezéiungen.

Zur Villsäitegkeet vun eise Relatioune gehéiert och, dass mer als Member vun der Europäescher Unioun an am Kader vun de Vereenten Natiounen zesumme mat China iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter a China schwätzen. Den Dialog ass wichteg an d'Lëtzebuerger Diplomatie wäert sech weiderhin drëm beméien, déi politesch, ekonomesch, kulturell Bezéiunge mat China ze verstäerken.

Am asiatesche Raum däerfe mer natierlech eis wichteg politesch a wirtschaftlech Relatioune mat Indien net vergiessen. Et ass keen Zweifel, dass mir och eis Zesummenaarbecht mat Länner wéi Indonesien, Malaysien, Singapur, Thailand wäerte verstäerken.

Eng grouss Gefor fir d'Regioun an doriwwer eraus fir de Fridden an d'Stabilitéit op der ganzer Welt bleift jo Nordkorea ënnert dem Regimm vum Kim Jong-un. Et geet drëm, mat de Sanktioune weiderhin Drock op Nordkorea ze maachen, mä awer och eng Dier fir den Dialog opzeloossen, fir eng friddlech Léisung ze fannen.

Wärend den olympesche Wanterspiller zu Pjöngjang ass et zu engem Rapprochement, wéi Der wësst, tëschent Süd- an Nordkorea komm. Elo ass de Sommet tëschent dem südkoreanesche President an dem nordkoreanesche Leader fir Enn Abrëll ugesot. Bei aller néideger Virsiicht wier et natierlech ze begréissen, wann dësen interkoreanesche Sommet, den drëtten zënter dem Koreakrich, géif stattfannen. Dat gëllt natierlech och fir de Sommet tëscht Trump a Kim Jong-un, dee fir Mee soll an Aussiicht gestallt sinn. Et bleift ze hoffen,

dass dat zu engem multilateralen Dialog ka féieren an dass et op deem Wee zu enger kompletter nuklearer Ofrëschtung vun Nordkorea komme kann. D'Awierke vu China a vun Amerika wäert hei eng kruzial Roll spillen.

Et huet sech leider och iwwert déi lescht Méint bestätegt, wat vill vun eis gefaart hunn: Amerika ass amgaangen, sech lues a lues aus de multilateralen Enceinten zréckzezéien, wat dramatesch ass.

Elo huet déi amerikanesch Regierung ugekënnegt, sech wëllen aus dem Paräisser Klimaaccord zréckzezéien. D'Amerikaner huelen och net méi deel un de Verhandlungen um Niveau vun der UNO fir e globale Pakt fir sécher, fir geuerdnet a fir regulär Migratioun.

Dës Administratioun interesséiert sech wéineg fir d'Definitioun an d'Verdeedegung vun de multilaterale Regelen, déi mir zesummen awer säit dem Zweete Weltkrich ausgeschafft hunn an déi notamment am Kader vum Fräihandelsofkommes fir all Parteien am Respekt vu gemeinsame Wäerter Benefisser solle schafen. Äm Géigendeel, de President Trump a seng Regierung fuere ganz einfach nëmmen op der Schinn vun „America first".

Dëst stellt déi transatlantesch Partnerschaft, zu där mir weiderhin zu honnert Prozent stinn, virun nei Erausfuerderungen. Trotz dëse Schwieregkeete geet et méi wéi jee drëm, den Dialog proaktiv ze sichen.

Um amerikanesche Kontinent wëll ech awer och eis Partnerschafte mat Länner aus Latäinamerika, besonnesch Mexiko a Chile, an dem Mercosur ervirsträichen. D'Europäesch Unioun wëllt dës strategesch Partnerschafte verdéiwen duerch nei politesch an ekonomesch Accorden, déi eis demokratesch a sozial Valeuren um internationalen Niveau verankeren.

Den Accord iwwert de politeschen Dialog an d'Kooperatioun tëschent der Europäesch Unioun a Kuba ass jo säit dem leschte Joer a Kraaft. D'Chamber huet am Januar dëst Joer den Accord ratifizéiert an den Accord mécht en neit Kapitel an der Relatioun tëschent der Europäescher Unioun a Kuba op, andeems en et erméiglecht, dass duerch de politeschen Dialog an déi sektoriell Kooperatioun op wichtegen Dossieren, wéi d'Mënscherechter oder d'ekonomesche Reformen, zesummegeschafft gëtt.

Dat ass ëmsou méi wichteg an enger Zäit, wou den Zesummenhalt op Basis vu gemeinsame Wäerter och a Latäinamerika gelidden huet, opgrond vun der Situatioun am Venezuela. Dëst Land entwéckelt sech ëmmer méi zu engem autokratesche Regimm ënnert dem Maduro, dee säit dem August vum leschte Joer déi dräi Pouvoire kontrolléiert.

Déi humanitär Situatioun, an dat ass dat Schlëmmst, gëtt ëmmer méi prekär. D'EU ënnerstëtzt d'Initiativen, fir en Dialog tëscht der Regierung an der Oppositioun hierzestellen, a mécht gläichzäiteg mat Sanktiounen Drock. Hei ass et wichteg, dass mer eis geschlossen als Europäesch Unioun fir eng demokratesch Entwécklung am Venezuela asetzen.

Et ginn awer och nach méi positiv Entwécklungen a Latäinamerika. Heizou gehéiert zweifellos de Friddensprozess a Kolumbien, deen trotz enger Rei Hürde virukënnt. Mir mussen an den nächste Méint virun allem d'Presidentschaftswahlen am A behalen. Si wäerten ee kritesche Moment duerstellen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt de Friddensprozess och dëst Joer mat enger Kontributioun un ee Projet, deen d'Justiz an der Iwwergangszäit a Kolumbien stäipt. Mir bedeelegen eis weider um EU-Fong fir Kolumbien.

Mat der Ouverture vun eiser Ambassad zu Brasilia, eiser éischter Ambassad um südamerikanesche Kontinent, wëllt Lëtzebuerg da seng politesch a seng ekonomesch Bezéiunge mat Brasilien a mat där ganzer Regioun verdéiwen. Dir wësst, Brasilien ass grouss wéi e Kontinent. Et ass eng Regioun, déi fir eis Entreprisen ëmmer méi wichteg gëtt a mat där mer och historesch enk verwuerzelt sinn duerch eis Geschicht, duerch d'Geschicht vun der Stolindustrie.

Et gëtt haut eng grouss Unzuel vu Brasilianer mat Lëtzebuerger Ofstamung, déi ech och do begéint hunn, déi stolz op hir Wuerzele sinn a sech aktiv dorunner bedeelegen, fir där Bezéiung mat Lëtzebuerg en neien Impuls och ze ginn. Bei der Aweiung vun eiser Ambassad den 1. Mäerz dëst Joer konnt ech selwer dës Dynamik gesinn a mer e Bild maache vum Räichtum vun deene Liene mat Brasilien.

Fir déi transatlantesch Partnerschaft a fir eis Sécherheet spillt natierlech d'NATO eng zentral Roll. D'Sommete vu Wales a vu Warschau 2016 hunn déi prinzipiell Richtung virginn. Lëtzebuerg dréit säin Deel zur kollektiver Verdeedegung bäi - ech soen: kollektiver Verdeedegung, näischt aneres. Mir hunn aktiv bei der Réckversécherung matgemaach, notamment mat der Stationéierung vun engem Lëtzebuerger Kontingent a Litauen, a mir wäerten dat och weider maachen.

An der Europäescher Unioun ass Enn d'lescht Joer ee wichtege Schrëtt no vir gemaach ginn. Lëtzebuerg huet déi stänneg strukturéiert Zesummenaarbecht, déi mer jo PESCO nennen, matlancéiert. Mir gehéieren domadder zu deene Länner, déi eng méi enk Kooperatioun an der europäescher Defense ustriewen. Dee Schrëtt war néideg, fir eis Investissementer, eis Recherchen, eis Capacitéiten als Europäer méi koordinéiert an effikass virunzedreiwen. Fir Lëtzebuerg ass et och ganz kloer: Eng staark EU-Defense stäerkt och d'NATO.

Ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, dass ee sech net op d'Fro vun den 2% dierf fokusséiere fir d'NATO. Sécherheet ass net nëmmen Affär vun Defense. Wa Lëtzebuerg 1% vu sengem RNB an d'Entwécklungshëllef an an d'humanitär Hëllef investéiert, dann dréit dat och zur Sécherheet bäi. A wa vill Länner dat géife maachen, wiere vill manner Konflikter op der Welt.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Am Sënn vun der „3D"-Approche bedeelege mir eis weider un zivillen a militäresche Missiounen. Sief dat en Demineur an Afghanistan, e Polizist am Niger, e Patrullefliger iwwert dem Mëttelmier, wéi ech gesot hunn, en Ënneroffizéier an der EU-Trainingsmissioun am Mali oder d'Capacitéite fir d'Satellittekommunikatioun: Lëtzebuerg péckt un a gëtt vu senge Partner och als responsabelen an als solidareschen Akteur ugesinn.

Responsabel sinn, heescht och, sech fir eng méi sécher Welt mat manner Waffen asetzen. Mir maachen dat!

An den nächste Méint wäert een neit Gesetz a Kraaft trieden, dat eisen nationale Kader fir d'Exportkontroll vu sensibele Gidder moderniséiert. Deemno wäert eng gemeinsam Entscheedung vum Wirtschaftsminister a vum Ausseminister néideg sinn, fir sécherzestellen, dass militäresch Equipementer oder aner sensibel Wueren net iwwer Lëtzebuerg op Plazen transportéiert ginn, wou de Risiko besteet, dass se géife fir Violatioune vum internationale Recht gebraucht ginn.

Dat entsprécht eisen Obligatiounen ënnert dem ATT, dem internationale Vertrag, deen de Waffenhandel reguléiert.

Handel, Export, Transit: Trotz eiser globaliséierter Welt bleiwen déi bilateral Bezéiunge mat eisen Nopeschlänner ganz wichteg. Dir wësst, dass d'Benelux-Unioun dëst Joer hir 60 Joer feiert. Hei kucke mer, dass ons dräi Länner d'Kooperatioun op déi Secteure konzentréieren, déi de Bierger konkret eppes bréngen.

Mir beméien eis an deem Kader, zesumme mam Wirtschaftsministère, géint zum Beispill territorial Restriktioune virzegoen, déi eis Eenzelhändler zu Lëtzebuerg um internationale Plang benodeelegen. Gemeinsam Benelux-Visitten a -Stellungname weise ganz kloer, dass mer zesumme méi Afloss hunn a méi bewege kënnen. De Benelux soll weider hirer Roll als europäesche Laboratoire gerecht ginn.

Wësse musse mer allerdéngs, Här President, dass et ënner anerem Froe gëtt a Saachen EU-Reformen, wou et Divergenze ginn tëschent de Benelux-Länner, zum Beispill déi hollännesch Positioun a Saache Finanzmëttele vun der EU no 2020. Lëtzebuerg deelt déi Positioun net.

Am 60. Joer vun der Benelux-Unioun huet Lëtzebuerg fir d'éischte Kéier eng gemeinsam Institutioun kënnen empfänken: de Benelux-Geriichtshaff. Dëst ass kohärent mat der Entwécklung vun engem internationale Kompetenzzenter am Justizberäich zu Lëtzebuerg a spigelt och déi wuessend Bedeitung vun deem Geriicht erëm. Mat senger Politique du siège schafft Lëtzebuerg weiderhin drun, fir d'Präsenz vun den europäeschen an den internationalen Institutiounen, déi hire Sëtz hei am Grand-Duché hunn, ze konsolidéieren an och weider ze entwéckelen.

Mat der Europäescher Kommissioun gi mir eis drun, fir den Accord ëmzesetzen, wat jo net esou einfach ass, deen ech 2015 mat der Kommissärin Kristalina Georgieva ofgeschloss hunn. An deem Accord hate mer jo ënner anerem festgehalen, dass d'Kommissioun hir Präsenz an dräi Beräicher géif ausbauen: am finanziellen, juristeschen an digitale Beräich. Den Accord ass wichteg fir Lëtzebuerg a mir gesinn do vill Komplementaritéit mat der Entwécklung vun eiser Wirtschaft a vum Standuert Lëtzebuerg. D'Adoptioun vum Reglement d'lescht Joer iwwert d'Schafe vum europäesche Parquet, an deem Lëtzebuerg als Siège confirméiert gëtt, ass och eng gutt Nouvelle fir eist Land. Nieft der Europäescher Cour de justice an dem Tribunal gëtt esou de juristesche Pôle hei zu Lëtzebuerg verstäerkt.

2018 ass och ee wichtegt Joer fir d'NSPA, fréier hu mer dat NAMSA genannt, d'NATO-Agence, déi hire Sëtz zu Capellen huet. Si feiert dëst Joer de 60. Anniversaire vun hirem Bestoen an de 50. Anniversaire vun hirer Präsenz hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn houfreg, dass mer si hei hunn. Et ass eng Agence mat weiderhi vill Potenzial an eis Zesummenaarbecht ass ausgezeechent.

D'Lëtzebuerger Diplomatie steet am Déngscht vum Land selbstverständlech, vun de Bierger an och vun de Betriber. Si leescht esou hire Bäitrag zur Entwécklung vun eiser Wirtschaft.

Am Sënn vun enger dynamescher Diplomatie économique geréiere mer och eise Reseau vun Ambassaden, Konsulater, Handels- an Investmentbüroen, den LTIOen, déi vum Wirtschaftsministère ofhänken. Mir sinn elo an 32 Länner mat bilateralen Ambassade präsent, dobäi kommen nach eis stänneg Vertriedunge bei de multilateralen Organisatiounen, d'Koakkreditatioune vun eisen Ambassaden, eis net resident Ambassadeuren, eis Generalkonsulater, eis Honorarkonsulater, eis Aussewirtschaftsberoder. Ech wëll op dëser Plaz soen, dass am ganze Reseau eis Mataarbechter mat vill Asaz schaffen.

Eis Wirtschaftsdiplomatie verfollegt ganz konkret Ziler. Am Kontext vu menger Visitt zu Lima zum Beispill Enn 2017 hunn d'Autoritéite vum Peru hiren Accord ginn, fir Lëtzebuerg vun hirer schwaarzer Lëscht ze sträichen, wat am Januar dëst Joer dann och geschitt ass. Äänlech positiv Resultater gouf et mat Armenien. Esou Demarchë si wichteg fir den internationalen Image vu Lëtzebuerg an hunn en Afloss op d'Konditiounen, ënnert deenen eis Betriber am Ausland operéiere kënnen. Den Ausseministère wäert sech och an Zukunft fir esou Ziler asetzen.

Entgéint deem, Här President, wat oft gemengt gëtt, ass d'Diplomatie net d'Konscht, fir ronderëm de Bräi ze schwätzen. Ee gudden Diplomat ass net deen, deen zweemol nodenkt, fir näischt ze soen, wéi e fréiere Premier aus Groussbritannien dat emol gesot huet.

D'Diplomatie brauch Éierlechkeet an eng gesond Dosis Franc-parler. Dialog, an dat ass jo d'Häerzstéck vun der Diplomatie a vun der Aussepolitik, kann nëmme klappen, wann een och bereet ass, Tacheles ze schwätzen, also eng kloer Sprooch ze schwätzen an heiansdo och onbequeem Wourechten ze soen. Dobäi muss een natierlech selwer och kënne Kritik astiechen. Dat gëllt och fir Lëtzebuerg.

Virun zwee Méint war ech zu Genf, fir am Mënscherechtsrot eisen nationale Rapport vun dem Examen périodique universel virzestellen. Do hu vill Länner d'Wuert ergraff, ech mengen iwwer 80, fir déi Fortschrëtter, déi eis Regierung an déi zoustänneg Verwaltunge gemaach hunn, ze luewen. Et sinn der awer och eng Rëtsch, déi konstruktiv Recommandatioune gemaach hunn, wéi mer eise Politicke fir de Respekt an d'Förderung vun de Mënscherechter zu Lëtzebuerg nach kéinte verbesseren. Dës Rotschléi wäerte mer opgräifen, fir virunzekommen an dësem ganz wichtege Beräich.

Lëtzebuerg lieft vun engem multilaterale System, deen no der Regel vum Recht funktionéiert. A mir wëllen an Zukunft weiderhin eis Verantwortung an deem System iwwerhuelen, am Asaz fir eis Wäerter a fir d'Mënscherechter.

Dëse Mount gëtt Lëtzebuerg op Aluedung vu Chile a vu Kanada Member vun der Equal Rights Coalition, engem Grupp vu Länner, déi sech fir d'Rechter vun den LGBTI-Persoune staarkmaachen. Domadder gëtt eisen Engagement an deem Domän international och unerkannt.

Dëst Joer plange mir och, een internationalen Aktiounsplang unzehuelen, fir d'UNO-Richtlinne fir d'Entreprisen an d'Mënscherechter ëmzesetzen.

Vu Mäerz 2019 bis Mäerz 2020 huet Lëtzebuerg d'Presidence vun der internationaler Allianz fir d'Erënnerung un den Holocaust. Eis Presidence gëtt ënner anerem markéiert vun der Commemoratioun vum 75. Anniversaire vun der Befreiung vun Auschwitz. An enger Zäit, wou déi lescht Iwwerliewend vum Zweete Weltkrich eis verloossen, wëlle mer hëllefen, dass d'Memoire an d'Lektioune vun der Schoah weiderliewen.

Dir wësst, dass Lëtzebuerg seng Kandidatur gestallt huet, fir an de Joren 2022 bis 2024 als Vollmember fir déi éischte Kéier an eiser Geschicht Verantwortung am UNO-Mënscherechtsrot ze iwwerhuelen. Mir wëllen e fiabelen, en engagéierten a couragéierte Member vum héchste Gremium vun der UNO fir d'Mënscherechter ginn.

Et ass och no eiser positiver Erfahrung, mengen ech, am UNO-Sécherheetsrot 2013-14, dass mer eis Gedanke gemaach hunn, an et ass déi Erfahrung vun 2013-14, déi eis dozou bruecht huet, eng nei Kandidatur fir de Sécherheetsrot ze stelle fir d'Joren 2031-32.

Dir gesitt, d'Lëtzebuerger Diplomatie huet net nëmmen d'Krise vun haut, mä och de long Terme am Bléck.

(Interruption)

Ech hunn dorobber gewaart!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech sinn hannerun Iech.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Wat d'Stäerkt vun eiser Aussepolitik ausmécht, ass a mengen Aen d'Kontinuitéit an der Saach, d'Kontinuitéit am Engagement.

Dozou dréit d'Chamber, Här President, hiren Deel bäi, am Sënn vun der parlamentarescher Diplomatie. Dofir wëll ech Iech och Merci soen.

Am Summer dëst Joer hätt den Nelson Mandela seng 100 Joer gefeiert. Den „Madiba" huet inspiréiert duerch säi Courage an d'Dignitéit, mat där hien den Apartheidregimm a Südafrika bekämpft huet an iwwerwonnen huet. Folgend Devise gëtt oft am Zesummenhang mam Nelson Mandela bruecht a se passt och op säi Liewenswierk: „It always seems impossible until it's done."

Et bleift nach vill ze maachen, Här President, fir dass d'Welt esou dréit, wéi se misst, mä mat der richteger Astellung ass nach villes méiglech.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Ausseminister. Ech ginn Iech Akt vun der Deklaratioun. A mer wäerte muer de Mëtten eis Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik féieren. Rendez-vous also muer de Mëtten.

Mir ginn dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer. Et geet ëm de Projet de loi 7086 betreffend eng Rei vu Mesuren am Aarbechtsrecht. An d'Rapportrice, d'Madamm Taina Bofferding, ass prett. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

6. 7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Mme Taina Bofferding *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz hei regruppéiert eng ganz Panoplie u Changementer, déi eben eist Aarbechtsrecht wäerten ergänzen a präziséieren.

Dës goufen am Kader vum CPTE diskutéiert a verhandelt, an Aarbechtsgruppen oder och tëschent der Regierung an de Sozialpartner. Dräi grouss Objektiver ginn hei suivéiert: Éischtens, e bessere Schutz fir d'Salariéë mat hire Rechter. Zweetens, d'Verbesserung vun de Mesurë fir d'Integratioun vun de Chômeuren an den Aarbechtsmarché, notamment fir déi méi vulnerabel. An drëttens, besser Connaissance iwwert d'Evolutioun vum Aarbechtsmarché, fir eben esou nach méi eng cibléiert Politik kënnen ze maachen.

D'Changementer, mat deene mer an Zukunft ebe fir Verbesserunge wäerte suergen, awer och fir juristesch Kloerheet, sinn zum Beispill d'Lohnfortzahlung am Krankheetsfall, d'Demissioun vum Salarié am Fall vun enger Faute grave vum Employeur, Ännerunge bei der Aide au réemploi, d'Erhéijung vun der Aarbechtszäit fir Studenten oder och d'Aféierung vun enger Aide à la formation, fir nëmmen dës ze nennen.

Alleguerten déi eenzel Changementer kënnt Der a mengem schréftleche Rapport noliese mat den néidegen Explikatiounen. A mengem mëndleche Rapport wäert ech elo haaptsächlech op déi Punkten agoen, iwwert déi mer an der Kommissioun méi ausféierlech diskutéiert hunn an déi mer och deelweis amendéiert hunn.

Den éischte Volet, fir d'Rechter vun de Salariéë besser ze schützen, dat maache mer, wéi gesot, elo an Zukunft bei der Lohnfortzahlung, also beim Krankegeld wärend dem Congé de maladie. A betraff si Leit, déi weekends, sonndes oder owes schaffen. Säit der Aféierung vum Eenheetsstatut vun 2009 ginn et hei ganz vill Onkloerheeten, wat zu ville Recourse viru Geriicht gefouert huet. D'Fro dobäi war ëmmer, wat als Assiette, also als Grondlag fir d'Berechnung vum Krankegeld geholl soll ginn. D'Uerteeler hu gréisstendeels eng ganz breet Berechnungsgrondlag zréckbehalen. D'Bestëmmungen, déi elo hei am Projet de loi proposéiert ginn, sinn d'Resultat vu ganz laange Verhandlungen, wéi gesot, am CPTE an och an Aarbechtsgruppen.

Elo gëtt präziséiert, wéi d'Assiette jee no Situatioun berechent soll ginn. Bei engem Salarié, dee regelméisseg weekends, sonndes oder owes schafft, ass elo garantéiert, dass d'Moyenne vu senge Revenue geholl gëtt, fir eben d'Krankegeld ze berechnen.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers kritiséieren an hirem Avis elo d'Modalitéite vun der Lohnfortzahlung, obwuel si dës allerdéngs selwer matverhandelt haten.

Wichteg fir eis, mengen ech, soll awer sinn, dass mer mat dëse Gesetzesännerungen d'Lohnfortzahlung eben am Krankheetsfall nees wäerten aféieren, zwar differenzéiert, mä dass mer se awer trotzdeem wäerte garantéieren.

E weidere Punkt fir d'Stäerkung vun de Rechter vun de Salariéen ass virgesi bei der Demissioun vum Salarié am Fall vun enger Faute grave vum Employeur, zum Beispill wann dësen d'Pai net bezilt. No zwee Uerteeler vun der Cour constitutionnelle ass et wichteg, dass mer Ännerungen an eisem Aarbechtsrecht virhuelen. Deemno hunn an Zukunft d'Salariéen, déi wéinst eben enger Faute grave vun hirem Patron kënnegen, déiselwecht Rechter wéi bei enger sexueller Belästegung, wa se kënnegen. Dat heescht, wann hir Demissioun als berechtegt ugesi gëtt, hu si Urecht op déi normal Indemnité de préavis et de départ.

Weider schafe mer och Kloerheet, dass e Patron eventuell Chômageindemnitéiten un de Fonds pour l'emploi muss zréckbezuelen, eben am Fall vun enger Kënnegung pour faute grave, wann dës ebe vum Salarié justifiéiert ass, wat eigentlech och net méi wéi richteg däerft sinn.

E weidere wichtege Punkt, wou mer d'Rechter, besonnesch déi vun deene Jonken, wäerte stäerken, ass d'Eropsetze vun der wöchentlecher Aarbechtszäit fir Studenten, déi elo vun zéng op maximal 15 Stonnen d'Woch ebe geet. Domadder wäert eng laangjäreg Fuerderung vun de Studentenorganisatiounen ëmgesat ginn. Fir vill Studenten, ech rappeléieren, ass et wichteg, wärend dem Studium schaffen ze goen, fir sech esou finanziell iwwer Waasser kënnen ze halen. Zéng Stonne sinn do zimlech wéineg, wat oft Studenten dozou bruecht huet, dass si ouni Kontrakt schaffen, dat mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt.

Niewent der Concertatioun ad hoc mat de Servicer vum Ministère zur Iwwerpréifung vun den Anticumulbestëmmungen am Gesetz vun der Studentebourse wéinst dem Seuil vun de Revenuen, déi eben e Student däerf hunn, hate mer an der Kommissioun nach weider Diskussiounen. Ee Punkt, deen och d'CSL an hirem Avis opgeworf huet, ass, ob e Student wärend deene maximum fënnef Joer, wou en däerf schaffe goen, an d'Pensiounskeess muss abezuelen an ob d'Schaffstonnen net nach weider erhéicht solle ginn. Dat géif allerdéngs eng ganz Partie aner Changementer mat sech bréngen an da wäre mer an engem aneren Zeenario an net méi an deem vun engem Studentekontrakt.

Zum Volet vun der Stäerkung vun de Rechter vun de Salariéë gehéieren och nach d'Modifikatiounen am Fall vun enger Faillite betreffend d'Indemnité de préavis an d'Adaptatioune bei der Opdeelung vum legale Congé, déi der aktueller Organisatioun vun der Aarbechtszäit domadder och wäerte besser Rechnung droen.

Am zweete Volet vum Projet de loi verbessere mer d'Effikassitéit vun de Beschäftegungsmesuren, andeems mer besonnesch d'Integratioun an den Aarbechtsmarché vun deene méi vulnerabele Chômeure favoriséieren, ugefaange mat der Ännerung bei der Aide au réemploi. Dat ass wuel dee Punkt, wou d'Fraktioune sech alleguerten eens sinn, dass eppes muss änneren, mä awer och d'Meenunge ganz kloer auserneeginn, wat sech dann hei soll änneren.

Als Éischt awer vläicht nach kuerz zur Erklärung, wat mat der Aide au réemploi iwwerhaapt gemengt ass. Hei spréngt den nationale Beschäftegungsfong an, wann ee Patron engem Chômeur en Job gëtt, wou en awer manner verdéngt wéi bei sengem viregten Job. De Sënn vun dëser Aide, déi urspréinglech agefouert ginn ass fir dat fréiert Personal an der Siderurgie, war et eben, d'Differenz tëschent der aler an der neier Pai auszegläichen. Déi genau Detailer vum Historique kënnt Der dozou och a mengem schréftleche Rapport noliesen.

De Sënn vun der Aide au réemploi ass allerdéngs net, dass zum Beispill eng Persoun, déi vun der Bank kënnt mat enger gewëssener Qualifikatioun a 7.000 Euro verdéngt huet, op där neier Plaz just fir de Mindestloun agestallt gëtt an de Stat dann d'Differenz däerf bezuelen. Et ass näämlech esou, dass d'Salariéen op där neier Plaz oft just um Minimum bezuelt ginn an d'Aide au réemploi awer méi héich ass wéi de Mindestloun a munchmol souguer méi héich wéi déi nei Pai selwer.

Um Enn vun der Aide au réemploi, déi op véier Joer gelaf ass, souz de Salarié da mat enger extrem niddreger Pai do, déi senge Kompetenzen a senger Erfahrung am Endeffekt guer net Rechnung gedroen huet. D'Ausgangsiddi vun dëser Aide war an ass nach ëmmer gutt, mä mir musse leider unerkennen, dass mer eng pervers Entwécklung vun enger Paiesubventioun hunn, déi de System eigentlech absurd mécht.

Dat muss sech eben änneren. An dofir gouf och schonn den 28. November 2014 am Accord tëschent der Regierung an de Gewerkschaften de Prinzip vun dësen Ännerunge festgehalen.

Déi nei Regelung gesäit elo vir, dass e Patron méi realistesch Salairë bezuele soll. Dat heescht, déi nei Pai an d'Aide au réemploi mussen zesummen 90% vun der aler Pai ausmaache respektiv de Maximum, deen no Applikatioun vum Plaffong vun 3,5-mol dem Mindestloun erauskënnt. Dobäi dierf d'Aide au réemploi net méi wéi 50% vun der neier Pai ausmaachen. Och bei der Konditioun, fir dës Aide iwwerhaapt ze kréien, sinn nei Bedéngunge virgesinn, fir verschidde Mëssbräich esou ze evitéieren. Mat der Konditioun, dass de Salarié wärend iwwer 24 Méint ee CDI muss gehat hunn, fir an de Genoss vun esou enger Aide ze kommen, war de Statsrot net averstanen an huet eng Opposition formelle dropgesat. Well dat géif näämlech géint den Egalitéitsprinzip goen an de Statsrot gesäit hei och keng Noutwendegkeet vun engem CDI vir.

Dës Konditioun gouf fale gelooss, esou dass e Salarié am Kader vun engem Aarbechtskontrakt vu 24 Méint muss geschafft hunn, wann hien d'Entreprise verléisst, fir kënne vun enger Aide au réemploi ze profitéieren. Elo ginn haaptsächlech Leit iwwer 45 Joer viséiert an déi, déi duerch kollektiv Kënnegung, Faillite oder duerch e Plan de maintien dans l'emploi eng nei Aarbechtsplaz sichen. Och wëll ech nach gären drop hiweisen, dass fir d'Aide au réemploi elo eng legal Basis geschafe gëtt, well déi bis haut ëmmer iwwer Règlement-grand-ducalle geregelt war.

Weider suerge mer mat dësem Projet de loi fir Verbesserunge fir d'Demandeurs d'emploi, déi sech wëlle selbstständeg maachen. Aktuell ass et esou, dass e Chômeur säi Chômagegeld gestrach kritt, soubal e sech als Independant versécher. D'Verbesserung besteet elo doranner, dass en Demandeur d'emploi, dee sech ebe wëllt selbstständeg maachen, dee sech nei orientéiert an eben eng eegen Entreprise wëllt grënnen oder eng existéierend Entreprise wëllt iwwerhuelen, dass dee weiderhi ka Chômagegeld bezéien.

Sënn mécht et och, dass déi betraffe Persoun fir dës Period, maximum sechs Méint, an Zukunft dovunner befreit wäert ginn, dass se sech bei d'ADEM muss virstelle goen an och deemno muss en Emploi approprié akzeptéieren.

Den Emploi approprié ass dann dat nächst Stéchwuert hei am Projet de loi. Dës Notioun wäerte mer elo och dann an de Code du travail verankeren. Kuerz zur Erënnerung: Et ginn am Ganze siwe verschidde Kritären, déi den Emploi approprié definéieren. Et sinn dat den Niveau vun der Remuneratioun, eventuell zesumme mat der Aide au réemploi, déi professionell Fäegkeet an déi psychesch wéi och déi physesch. Den deeglechen Trajet, d'Familljesituatioun, de Regime de travail, d'Astellungsverspriechen an d'Aarbechtskonditiounen.

Dës ware bis elo iwwer Règlement grand-ducal geregelt. Si bleiwen och déiselwecht. Et mécht awer Sënn, dës elo an d'Aarbechtsrecht niderzeschreiwen, well dës limitéiert Opzielung schützt virun allem d'Chômeure virun der Willkür vun der ADEM, där et net erlaabt ass, nach zousätzlech Kritäre bäizesetzen. Oder fir et méi einfach ze formuléieren: Hei wäerte mer an Zukunft och fir méi Transparenz suergen.

Kleng Adaptatioune sinn dann nach bei de Mesurë fir jonk Chômeure virgesinn. Zum Beispill fir e Contrat d'initiation à l'emploi kënnen ze kréien, gëtt elo d'Konditioun bäigesat, dass e Jonken ënner 30 Joer mindestens dräi Méint bei der ADEM muss ageschriwwe sinn. Also dräi Méint dierf dee kenger Aarbecht nogoen, fir kënne vun dësem Kontrakt ze profitéieren.

Weider wäerte mer och eng Aide à la formation aféieren, déi allen Demandeurs d'emploi zousteet, déi regelméisseg u Formatioune wäerten deelhuelen, awer kee Chômagegeld kréien. Heimadder verbessere mer sécherlech d'Situatioun vun all deene Jonken, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, eben eng Formatioun maachen, fir kënnen esou besser an den Aarbechtsmarché integréiert ze ginn, an awer iwwer keng eege Ressourcë verfügen.

Iwwer Amendement wollt d'Kommissioun aféieren, dass dës Indemnitéit vu Steieren a soziale Cotisatioune befreit soll ginn. Dat war gutt gemengt, mä de Statsrot huet hei erëm eng Opposition formelle dropgesat, wat d'Steierfräiheet vu verschiddene Suppleantë betrëfft. Och dëst géif hei géint de Gläichheetsprinzip verstoussen, soudass mer déi eigentlech gutt gemengten Initiativ erëm fale gelooss hunn.

En drëtte Volet vun dësem Projet de loi viséiert eben eng besser Connaissance iwwert d'Evolutioun vum Aarbechtsmarché, fir esou eng méi zilgeriichte Politik ze maachen. De RETEL, de Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi, kritt eng legal Basis. Dee fonctionnéiert jo schonn aktuell op Base ad hoc, ersetzt awer domadder den Observatoire national du travail et de l'emploi. D'Notze vu Statistiken, Analysen an Etüden erlaabt eis et esou, eng méi cibléiert Politik an dësem Beräich ze maachen.

Zum Echange an der Interkonnexioun vun den Donnéeë gouf et och hei vum Conseil d'État eng Opposition formelle. Déi konnte mer awer behiewen, andeems mer hei vereenzelt Punkte präziséiert hunn an hire Bedenken domadder konnte Rechnung droen.

Här President, dëst zu de wichtegste Changementer, déi mer mat dësem Gesetz maachen, ebe fir e bessere Schutz fir d'Rechter vun de Leit, déi schaffen, a fir eng besser Integratioun vun de Chômeuren an den Aarbechtsmarché. Alles wichteg Aufgaben, déi mer als Politiker ze bewältegen hunn. An dofir hoffen ech hei op eng breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi, zu dëse Gesetzesännerungen a ginn domadder natierlech dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen nach jidderengem Merci, dee mer gehollef huet, fir dëse Rapport da kënnen ze schreiwen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz. Dir hutt d'Wuert, Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Bofferding, fir hiren ausféierlechen an detailléierte Bericht. An ech wëll och Merci soe fir déi konstruktiv Diskussioun, och wa mer eis net an alle Punkten ëmmer eens waren, esou war et dach awer konstruktiv an och ganz interessant, déi Debatten an deenen eenzelne Voleten ze féieren.

Ech mengen, dee Volet vun de Studenten, dat ass eppes, wat mir als CSV ausdrécklech begréissen. Dat ass och de Fall bei den anere Geschichte mat der Lounfortzahlung a mat der Faute grave. Wou mir e bësse méi Problemer haten - soe mer, Problemer ass och e schlecht Wuert, well mer eis selbstverständlech nach un eis Engagementer vun 2012 kënnen erënneren, wou mer schonn 2012 gesot hunn an der viregter Koalitioun, dass een dat mam Reemploi eng Kéier misst iwwerkucken, well mer do festgestallt hunn, dass do heiansdo dat Ganzt aus dem Rudder gelaf ass. D'Madamm Bofferding hat an deem Zesummenhang och scho verschidde Modeller genannt. Dofir war et fir eis selbstverständlech, dass een do iwwert dee ganze Punkt géif diskutéieren an dass een do och géif driwwer nodenken, fir aner Weeër ze fannen.

Dat war schonn esou 2012. Duerno ass dat nach eng Kéier ofgemaach ginn, den 28. November 2014 sinn Accorde fonnt ginn tëschent der Regierung an den nationalen, representative Gewerkschaften, wou dat do och e Bestanddeel dovu war. Et war zwar net e fäerdege Package dran, mä et ass festgehale ginn, dass ee géif kucken, fir nei Weeër ze fanne wat d'Aide au réemploi, d'Préretraite partielle an esou weider géif ubelaangen.

Wa mer scho bei deem Accord sinn, erlaabt mer ze bemierken, och wann den Här Minister dofir net zoustänneg ass, do si jo verschidde Saache schonn ëmgesat ginn, verschidde Saachen nach net. An eppes, wat eis wierklech e bëssen ënnert de Fanger brennt, dat ass dat mat den Allocations familiales, well do läit säit dem 27. Oktober 2016 den Avis vum Statsrot vir, mä et ass awer nach ëmmer näischt geschitt.

Här President, ech hat eng Question parlementaire gestallt. Dir hat se refuséiert, well am Reglement steet: Et däerf ee keng Question parlementaire stellen zu enger Prozedur, wou d'Gesetz am Lafen ass. Mä wat ech net verstinn: De 27. Oktober 2016 koum den Avis vum Statsrot. Entweder soll ee soen, et stëmmt een dat Gesetz, oder et soll ee soen, mir zéien et zréck. Mä et soll een awer net weiderfueren. Do erëm d'Klammer zou. Och dat war e Bestanddeel vum Accord vum 28. November 2014.

Beim Reemploi ass d'Madamm Bofferding agaangen op déi Positioun an déi Propositioun, déi gemaach gi war an der Kommissioun vum Minister, déi och zréckbehale ginn ass. Mir haten eng aner op den Dësch geluecht, wou dat e bësse méi mam Alter gestaffelt war, wou mer gesot hunn, mir hätten eis och kënne virstellen, dass dat altersméisseg gestaffelt wär. Dass een do hätt kënne méi laang fueren, dem Alter no. Dofir hu mer och - den Här President ass haut entschëllegt - bei verschiddenen Amendementer net dergéint gestëmmt, mä mir hunn eis enthalen, well mer eis do awer och aner Moossnamen hätte kënne virstellen, wéi een d'Aide au réemploi hätt kënnen organiséieren.

Mir sinn awer elo an der Zwëschenzäit der Meenung, dass mir och dësem Gesetz hei kënnen d'Zoustëmmung ginn. Och wa mer nach wie vor der Meenung sinn, dass een de Reemploi och hätt kënnen aneschters staffelen, näämlech dem Alter no, andeems ee gesot hätt, deemno wat fir een Alter een huet, hätt een da kéinte méi laang oder manner laang vun där Staffelung profitéieren.

Mä et ass awer wichteg, dass een och no baussen dee Message gëtt, dass d'Aide au réemploi awer och net dofir do ass - an d'Madamm Bofferding huet verschidde Beispiller erklärt -, dass do kéint Profitt dermat gemaach ginn. Dass Leit wärend véier Joer op de Mindestloun bezuelt gi vum Patron, si kréien de Complement vum Stat a wann déi véier Joer ëm sinn, da war keng Plaz méi oder et sinn aner Problemer am Betrib gewiescht. Dat war jo och eppes, wat mer 2012 schonn opgefouert hunn, an dofir wäerte mer dem Gesetz och d'Zoustëmmung ginn.

Ech wëll awer och soen, dass et wichteg ass, an dat hunn zwee Arrête vun der Cour constitu-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

tionnelle mat sech bruecht, déi d'lescht Woch respektiv viru 14 Deeg geholl gi sinn - zu deene meng Kolleege Laurent Mosar a Gilles Roth och schonn eng Question parlementaire gestallt hunn -, wou näämlech verschidde Saachen a Fro gestallt gi sinn, well Saachen am Reglement stoungen an net am Gesetz.

Wa mir dat Gesetz haut stëmmen, ass dee Problem geléist a mir sinn domadder fir d'Zukunft deem ganze Punkt och nokomm, well mer et elo an d'Gesetz aschreiwen. An dat ass och ee vun deene Punkten, firwat mer gesot hunn, dass mer deem Gesetz hei wäerten eis Zoustëmmung ginn.

Netdestotrotz, Här Minister - ech hat elo virdrun dat Beispill gi vun der Prestation familiale -, géif et eis awer och interesséieren: Wat den Accord vum 28. November 2014 ubelaangt, do sinn awer och nach aner Projeten, déi scho laang missten oder sollten do sinn, wou Dir - an och aner Kolleege vun lech - amgaange sidd, Verhandlungen ze féieren. Do geet et ëm d'Préretraite partielle, do geet et ëm d'Regelung vun den 52 an 104 Wochen.

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Dir kënnt jo herno op all déi Punkten agoen. Et geet ëm de Reklassement, et geet ëm d'Diskussioun vum Congé linguistique an et geet ëm d'Gesetz vum Harcèlement moral. An et géif eis awer dann trotzdeem interesséieren, wéi et géif virugoen, wou ee mat all deene Projeten, déi jo deeselwechten Dag d'Zoustëmmung fonnt hunn tëschent de Gewerkschaften an der Regierung, drun ass.

Wéi ee vun deene Projeten nach d'Chance huet, ze kommen, a bei wéi engem et dann och méiglech ass - dat leeft säit November 2014! -, dass mer et dann awer véier Joer duerno géife fäerdegbréngen, dass déi Accorden, déi deemools fonnt gi sinn, awer och kéinten ëmgesat ginn oder op alle Fall an d'Prozedur kommen, fir dass och do aner Diskussioune kënne gefouert ginn. Wéi geet et do virun?

Ech weess, dass do Verhandlungen am CPTE lafen. Ech weess, dass do och bilateral Verhandlunge lafen tëschent der Regierung an de Patrone respektiv der Regierung an de Gewerkschaften. Mä et wier wichteg, dass mer och an deenen Dossiere géife Léisunge fannen. Ech weess, Här Minister, dat sinn net nëmmen Dossieren, déi lech uginn, mä och Är Confrèren, de Sozialminister respektiv d'Familljeministesch. Mä et wier och fir eis wichteg, dass mer net nëmmen an dësem Problem eng Léisung oder eng Deelléisung fannen, well et jo ëmmer muss méiglech sinn, eng Kéier dat Ganzt ze adaptéieren. Wa mer feststellen, dass dat beim Reemploi och nach net definitiv de gëllene Wee war an dass een och nach aner Moyene ka fannen, dass mer dann op de Wee ginn, fir kënnen ze kucken, dann och déi Adaptatiounen ze maachen.

An dann hoffen ech, dass net nëmmen deen heite Projet, dee festgehale gi war, an der Chamber duerchkënnt, mä dass mer och nach déi aner Projeten op den Ordre du jour kréien, fir déi en connaissance de cause kënnen ze maachen, an dat och am Hibléck a konform mam Accord, deen Der am November 2014 mat de Gewerkschafte fonnt hat.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, wann een als Student eng Aarbecht fir d'Uni schreift oder eng Presentatioun hält, kritt een dacks gesot, datt ee probéiere soll, fir d'Quintessenz vun deem ze behandelnde Sujet esou kuerz wéi méiglech ze formuléieren, am beschte souguer just an engem Saz, soudatt jiddereen direkt weess - Gesondheet, Madamm Dall'Agnol -, ëm wat et geet.

Wann ech elo d'Quintessenz vun dësem Projet de loi soll an engem Saz resuméieren, da fält dat net ganz einfach, well mir haut iwwer eng Partie zum Deel dach ganz ënnerschiddlech aarbechtspolitesch Mesuren ofstëmmen. Ech wëll dofir emol direkt der Rapportrice, der Madamm Taina Bofferding, Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Et gouf kee wichtegen Detail vergiess an dofir wëll ech elo och net méi op all eenzelne Punkt agoen a just e puer Bemierkunge maachen, déi eis als Demokratesch Partei wichteg sinn.

Här President, ech bleiwen direkt bei de Studenten. Déi däerfe mam Akraafttriede vun dësem Gesetz an Zukunft méi Stonnen nieft hirem Studium schaffe goen. Déi maximal Stonnen, et ass gesot ginn, déi si elo ausserhalb vun de Schoulvakanzen am Kader vun engem CDD kënne schaffen, gi vun zéng op 15 Stonne geheicht. Mir kommen heimat enger ausdrécklecher Fuerderung vu ville Studenten no, déi sech entweder en Täschegeld wëlle verdéngen oder méi onofhängeg nach vun hiren Eltere wëlle ginn a just mat hirer Bourse an hirem Niewenjob hire Studium wëlle finanzéieren.

Mir begréissen als Demokratesch Partei dës Upassung ausdrécklech am Interessi vun deene jonke Leit, déi dacks de Weekend an owes bereet sinn, op Plazen anzesprangen, wann aner Leit raschte wëllen oder Momenter mat hirer Famill wëlle verbréngen.

Eng zweet wichteg Ännerung, déi dëse Projet de loi proposéiert, betrëfft déi sougenannten Aide au réemploi. Dës Hëllef fir Leit, déi an de Chômage gefall sinn an op enger neier Plaz eventuell zolidd Gehaltsaboussen hu missen hinhuelen, soll net a Fro gestallt ginn. Allerdéngs huet den aktuelle System leider jorelaang zu Mëssbräich gefouert.

Et koum deelweis zu regelrechte Konstrukter mat Firmegrënnungen - d'Rapportrice huet dat och an hirem Rapport relevéiert -, fir datt Leit mat alt bis zu 10.000 Euro Salaire hir fréier Pai konnten 48 Méint bäibehalen. Do ware sécherlech eng Rëtsch Fäll drënner, wou et ouni Zweifel och ouni Aide au réemploi gaange wier.

Ausdrécklech hat d'Commission du Travail et de l'Emploi et scho viru Joren am Kader vun der Virbereedung vun eisem groussen Débat d'orientatioun iwwert d'Beschäftegungspolitik begréisst, dass d'Aide au réemploi soll reforméiert ginn. Dës Moossnam ass jo am Laf vun de Joren éischter zu enger verstoppter Subventioun mutéiert an hat, wéi eise Rechnungshaff, d'Cour des comptes, dat virun etleche Joren an hirem Spezialrapport festgehalen hat, grouss Potenzialer fir Mëssbräich.

Am Rapport vun der Petitiounskommissioun am Kontext vum Débat d'orientation iwwert den Aktivitéitsrapport vum Ombudsmann iwwert d'Joer 2010-2011 stoung scho Folgendes zum Thema ze liesen. Ech zitéieren: «La Commission du Travail et de l'Emploi rappelle que l'aide au réemploi a été créée dans l'intérêt du salarié et est précisément destinée à faciliter un nouvel engagement à la suite d'un licenciement pour motifs économiques. Il n'est dès lors pas acceptable que l'employeur embauchant le salarié bénéficiaire de l'aide au réemploi conçoive en fait cette dernière comme une subvention dans son propre intérêt et rémunère de ce fait le salarié à un niveau ne correspondant ni à sa qualification ni à la rémunération qui devrait lui revenir dans la grille de salaires normalement applicable dans son entreprise.»

D'Commission du Travail et de l'Emploi huet deemools, also 2012, schonn d'Meenung gedeelt, datt den Aarbechtsminister dëser Praxis endlech en Enn soll setzen an datt d'Bedéngungen, fir an de Genoss vun dëser Hëllef, also der Aide au réemploi ze kommen, misste redefinéiert ginn, fir datt dëst Instrument vun der Beschäftegungspolitik seng urspréinglech Raison d'être soll fannen.

An zum Thema Aide au réemploi stoung am Rapport vun eisem Rechnungshaff ze liesen: «…la cour constate qu'au fil des années, la mesure a conduit à certaines dérives…». Esou huet d'Cour des comptes festgestallt, dass a munche Fäll d'Aide au réemploi méi héich war - an d'Rapportrice huet dat och nach eng Kéier widderholl - wéi de Salaire, dee vum Patron réellement ausbezuelt ginn ass.

D'Cour des comptes koum an hirem Spezialrapport zur Schlussfolgerung: «En effet, selon la cour, il s'avère important de pouvoir évaluer une mesure au bout d'un certain temps afin d'apporter des corrections nécessaires ou de l'abandonner tout simplement si elle n'a pas apporté les résultats escomptés.»

An eise Rechnungshaff hat deemools gefuerdert, dass d'ADEM sech e Bewäertungssystem vun deene verschiddene Mesurë gëtt. Elo, siwe Joer méi spéit, huele mer dat am Kontext Aide au réemploi mat eppes Verspéidung no. Mä besser elo, wéi wa mer et net géife maachen.

D'Rapportrice Taina Bofferding schreift dann och zu Recht an hirem Bericht, datt d'Aide au réemploi, ech zitéieren: «…a été dans de nombreux cas détournée de ses fins initiales pour prendre la forme d'une subvention de salaire. Surtout en ce qui concerne les demandeurs d'emploi qualifiés et bien rémunérés, l'aide au réemploi versée mensuellement dépasse souvent le niveau du salaire social minimum, voire le niveau du nouveau salaire payé par l'employeur.»

Ech wëll awer hei an haut ausdrécklech déi Lëtzebuerger Betriber luewen, déi sech dëser Praxis net verschriwwen hunn, déi also direkt e fairen an ugepasste Loun bezuelt hunn. Et soll an et däerf een dës Betriber net mat deenen an een Dëppe geheien, déi systematesch op d'Aide au réemploi zréckgegraff hunn, fir hir Käschten op Käschte vun der Allgemengheet, sprëch dem Statsbeidel, ze reduzéieren.

Här President, mir begréissen och d'Aféierung vun enger Aide à la formation, fir all Chômeur, dee keng Indemnitéit kritt, finanziell ze hëllefen, wann dësen un enger Weiderbildung deelhëlt. Hei geet et jo drëms, alles ze ënnerhuelen, fir d'Employabilitéit vu Leit ouni Aarbecht ze stäerken. Dat ass fir d'DP den absolutt richtege Wee a fënnt evidenterweis eis Ënnerstëtzung.

An deem Kontext si mer och als Demokratesch Partei zefridden, dass d'ëffentlech Hand an Zukunft och d'Méiglechkeet wäert ënnerstëtzen, fir d'Demandeurs d'emploi an d'Situatioun ze bréngen, wou si e klenge Betrib kéinten iwwerhuelen, a wärend der Virbereedungszäit souwuel hir Indemnitéit weider ausbezuelt kréie wéi och net obligéiert gezwonge sinn, all Emploi approprié, wéi d'ADEM dat virschreift, mussen unzehuelen.

D'DP ënnerstëtzt all Reflex, all Initiativ, fir Leit an d'Selbststännegkeet ze bréngen a fir d'Selbststännegkeet fit ze maachen. Si huet grousse Respekt virun deene Leit, déi mat hirem Wëllen an hirer Kreativitéit derfir suergen, datt net nëmme si, mä och aner Leit eng Aarbecht fannen.

D'Zil vun all Aarbechtsmaartpolitik an all wirtschaftspolitesche Beméiunge muss d'Stäerkung vum éischten Aarbechtsmaart sinn. Beschäftegungsinitiative bidden eng Plaz, wou forméiert an encadréiert soll ginn. Den éischten Aarbechtsmaart schaaft dogéint déi Aarbechtsplazen, déi sech all Dag an der fräier Maartwirtschaft behaapte mussen an déi net géifen entstoen, wann et net ëmmer nees couragéiert Mënsche géif ginn, déi de Risiko oder d'Erausfuerderung vun der Independance, der wirtschaftlecher Selbststännegkeet op sech huelen.

Mir fannen et des Weideren och richteg, dass mir dem RETEL endlech eng gesetzlech Basis ginn, déi dëse verdéngt, well et ass wichteg, dass mer eng Plattform hunn, déi et erlaabt, fir Entwécklungen um Aarbechtsmaart ze suivéieren an d'Aarbechtsmaartpolitik zu gegebener Zäit en temps utile ze ajustéieren. Ouni esou en Instrument kann een haut net méi déi Analysen duerchféieren, déi ee brauch, fir en âme et conscience, géif ech soen, ze handelen.

Här President, all d'Moossnamen, iwwert déi mer haut schwätzen, goufen op déi eng oder aner Manéier mat de Sozialpartner diskutéiert. Wéi et esou dacks geet, ass net jiddwereen zu honnert Prozent mat allem zefridden, wat mir haut entscheeden a stëmme wäerten. Ouni elo wëllen op déi eenzel Kriticken anzegoen, déi entweder d'Patronat oder d'Gewerkschaften zu deem engen oder anere Punkt ervirbruecht hunn, wëll ech awer widderhuelen, wat mir als DP zu villen aarbechtsmaartpolitesche Projete soen. Mir mussen ëmmer am A behalen, wat fir Auswierkungen, Konsequenzen eis Gesetzer um Terrain hunn, an eis froen: Ginn d'Objektiver erfëllt, déi mer eis gesat hunn?

Profitéieren d'Leit vun de Moossnamen? Falls dat net de Fall wier, u wat géif et da leien? Hunn d'Akteuren administrativ Problemer, fir dës Moossnamen ëmzesetzen? Ginn et eventuell och Auswierkungen um Terrain oder Mëssbräich, déi esou net vum Gesetzgeber, also vun eis, vum Parlament, gewollt waren?

Et ass also vun eiser Säit aus den Appell un déi Verantwortlech, fir e regelméissege Bilan iwwert den Erfolleg vun de Moossnamen och vun dësem Gesetzesprojet opzestellen, eventuell Upassunge virzehuelen, wann eppes net esou fonctionnéiert, wéi dat awer am Ufank ugeduecht war.

Här President, wann ech dann elo zum Schluss awer soll dëse Gesetzesprojet an engem Saz resuméieren, da wëll ech soen, dass all dës Moossnamen, iwwert déi mer elo de Mëtteg schwätzen a geschwat hunn, eist Aarbechtsrecht op d'mannst um Pabeier méi gerecht a méi wierksam solle maachen. D'Auswierkungen an der Praxis wäerte mer da genee verfollege mussen.

Ofschléissend ginn ech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir Är Gedold an Äert attentiivt Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och Iech. Nächst ageschriwwe Riednerin ass, wann ech dat hei richteg gesinn, d'Madamm Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll net am Numm vu mengem Kolleeg Gérard Anzia schwätzen, deen haut net kann hei sinn. Hien huet an der Chamberskommissioun jo mat un deem Projet geschafft.

Der Rapportrice wëll ech Merci soen. Ech mengen, si huet déi verschidde Punkten, déi do an deem Projet de loi do erëmzefanne sinn, gutt explizéiert. Mir géife gären als gréng Fraktioun just nach e grousse Merci ausdrécken un all déi, déi bedeelegt waren un deene verschiddenaartegen Negociatiounen. Dat ware Gespréicher, déi net ëmmer einfach waren, wou een natierlech ni zu honnert Prozent e Konsens fënnt. Mä mir begréisse wierklech ausdrécklech d'Resultat, wat dobäi erauskomm ass, an déi Verbesserungen, déi mer awer musse feststellen, an déi Verbesserung, déi mer an dësem Projet de loi erëmfannen, an dofir och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus wëll ech Merci der Kolleegin Taina Bofferding soe fir hire gudde schréftlechen an och mëndleche Bericht, wou se wierklech alles am Detail gutt erkläert huet.

An dëser Legislaturperiod, Här President, hu mer schonn eng Rei vu Gesetzer gestëmmt, déi den Droit du travail, déi awer och virun allem eng Rei vu Bestëmmungen, wat d'ADEM ubelaangt huet, nei geregelt hunn. Mir hunn als ADR praktesch alleguer déi Gesetzer matgestëmmt.

Virun allem bei deem, wat de Chômage ubelaangt, wësse mer, datt et kee Patentrezept gëtt, wou ee ka per Gesetz decidéieren, wéi een de Chômage géif erofsetzen. Mä et gëtt eng ganz Rei vu Moossnamen, déi heiansdo nëmme punktuell wierken, wou nëmmen e puer Leit dovu betraff ginn, mä, an ech hunn dat schonn op dëser Plaz gesot, all Moossnam, egal op wéi wéineg Leit se och zoutrëfft, ass wichteg, well mer doduerch de Chômage erofkréien a Leit an den éischten Aarbechtsmaart oder a Beschäftegungsinitiativen, wat jo och de Fall ass, kréien. Mä eist Zil muss et sinn, d'Leit alleguer an den éischten Aarbechtsmaart eranzekréien.

Dat heite Gesetz gesi mer aus deemselwechte Bléckwénkel. Et sinn zwar net nëmmen an dësem Gesetz Moossnamen, déi d'Chômeuren ubelaangen, mä et sinn och Moossnamen, déi d'Aarbechtsrecht betreffen; et si Moossname fir Leit, déi krank ginn, mat dra virgesinn.

An dofir, mengen ech, kann een all d'Bestëmmungen, déi an dësem Gesetz sinn, unisono vun eiser Säit aus guttheeschen. An dofir ass et och kloer, datt mir wäerten dëst Gesetz stëmmen.

Mä, ech mengen, mir waren eis alleguerten eens - ech huele just e puer Punkten eraus, op déi ech wëll agoen -: Bei der Lounfortzahlung, dem Krankegeld, wéi mir et hei zu Lëtzebuerg an der Regel nennen, sinn et eng Rei vu Betriber ginn, déi an de Kollektivverträg intern schonn och Bestëmmungen haten, wéi d'Krankegeld bei hinne géif berechent ginn.

Mir wëssen awer, datt dat ëmmer zu Konfusioune gefouert huet. An duerfir, mengen ech, ass dat heite Gesetz an deem Sënn äusserst positiv, well et eben elo ganz kloer festleet, wéi d'Krankegeld geregelt gëtt, an et mécht am Prinzip dräi Kategorien, mä zwou wesentlecher, dat ass, et seet am Fong: An deene Betriber, wou den Aarbechtsplang festlouch, ier ee krank ginn ass, gëtt bezuelt, esou wéi den Aarbechtsplang dat virgesinn huet. Wann also do Sonndesaarbecht, Nuetsaarbecht oder eppes ageplangt war, gëtt dat bezuelt.

An an deene Betriber, wou keen Aarbechtsplang festlouch, ier dee Betreffende krank ginn ass, do gëtt einfach d'Moyenne geholl vun deene leschte sechs Méint. Ech fannen dat eng gutt Regelung, wou keen Abus ka gemaach ginn a wou, mengen ech, awer jiddweree kann zu sengem Recht kommen. D'Gesetz leet also an enger ëmstriddener Fro, déi an der Vergaangenheet vill zu Diskussiounen an zu Prozesser gefouert huet, hei kloer Bestëmmunge fest.

Datt d'Studenten och elo kënnen niewent hirem Studium tëschent zéng a 15 Stonnen d'Woch schaffen, wat jo och eng Fuerderung vun de Studentenorganisatiounen ass, begréisse mer och, obschonn een hei muss un eppes awer denken, ob et net méi richteg wier, datt am Fong all Student kéint seng Studie maachen, ouni datt e misst doniewent schaffe goen, fir seng Studien ze finanzéieren. Well d'Studie si jo esou ausgerechent, datt een esou vill Stonne soll studéieren, an dat anert ass, fir eben doniewent ze schaffen, fir seng Studie kënnen uerdentlech duerchzezéien.

A wa mer awer elo Studenten hunn, déi am Fong musse schaffe goen, fir hir Studien ze finanzéieren, hu se am Fong net déi fräi Zäit, wou ee kéint soen, déi se bräichten, fir hir Studien uerdentlech ze maachen. Sécherlech hu mer hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei vu Moossnamen an Ënnerstëtzungen, déi de Studenten hëllefen, fir kënnen iwwert de Wee vun de Bourssen hir Studien ze finanzéieren. Mä op där anerer Säit wësse mer och, datt vill anerer heihinnerkommen, déi déi Méiglechkeeten net hunn.

Mir si mat där Moossnam och averstanen, mä mir ginn awer ze bedenken, datt et am Fong traureg ass, datt Studente musse schaffe goen niewelaanscht, fir hir Studie kënnen ze finanzéieren. Et ass e Wonsch vun de Studenten, fir dat kënnen ze maachen. Mä insgesamt, mengen ech, wier et besser, wa se dat och kéinten anescht maachen.

Et kann een natierlech soen: Déi maachen dat gären, si maachen en Zousaz. Hei ass jo elo nach d'Vakanzenaarbecht net matberücksichtegt. Et kann een och nach an der Vakanz schaffe goen. Mä insgesamt, mengen ech, sollt een awer dat méi kritesch kucken. Mä mir sinn awer domat averstanen.

Ee weidere Punkt, deen de Mëtten hei ganz vill diskutéiert ginn ass, dat ass d'Aide au réemploi. Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, datt an der Vergaangenheet mat der aktueller Bestëmmung e gewëssenen Abus do entstanen ass. Et war am Fong deelweis eng Subventioun u Betriber fir e gewëssene Mëssbrauch, deen net am Sënn vun dem geduechtene Gesetz war, andeem datt se higaange sinn, hir Leit minimal bezuelt hunn, an de Stat huet iwwert de Wee vun der Aide au réemploi am Fong e groussen Deel da bei dat Gehalt bäigeluecht, fir datt déi Leit eben op déi 90% vum leschte Gehalt komm sinn.

Dat war net de Gedanken, deen deemools am Gesetz war. Wann dat haut korrigéiert gëtt, dann ass dat richteg. Ech mengen, meng Virriedner hu gesot, datt déi Bestëmmung hei zwou wesentlech Saachen huet. Et ass net nëmmen, datt mer keen Abus méi oder den Abus net méi kann ze grouss sinn, well eben elo och déi 90% bestoe bleiwen, mä datt den Zouschoss, deen de Stat derbäigëtt, net méi wéi 50% ka si vun deem, wat de Betrib selwer bezilt. A well eben awer festgehale gëtt, datt et mussen 90% sinn, muss de Betrib ebe säin Deel unhéijen, fir un déi 90% erunzekommen.

Mir kréien also deen Abus ausgeraimt, an op där anerer Säit ass et awer och fir de Salarié wichteg, datt e vun Ufank u méi en héicht Gehalt huet. Well wann en theoretesch just um Mindestloun bezuelt gëtt an de Gros vu sengem Gehalt besteet aus enger Subventioun, an déi fält no véier Joer ewech, da steet dee Salarié am Fong do mat engem Gehalt vum Mindestloun, wat eng grouss Differenz ass vis-à-vis vun deenen 90%, déi e virdru kritt huet. An duerch dës Bestëmmung gëtt am Fong seng Aarbecht, seng Qualifikatioun, seng Responsabilitéit vun Ufank u vum Betrib och méi héich ageschätzt a bewäert duerch de System. An duerfir ass dat heiten och eng gutt Regelung.

Ech ginn dervun aus, Här Minister, Här President, datt déi Bestëmmung hei sech nëmmen op nei Verträg auswierkt an datt déi aktuell Verträg wäerten auslafen.

Déi aner Moossnamen, sief dat den Emploi approprié, sief dat ee Chômeur, dee wëllt e Betrib iwwerhuelen oder nei grënnen, oder all déi aner Moossnamen, op déi wëll ech net weider agoen, si si gutt hei vu menge Virriedner erklärt ginn. Alleguer déi Moossname fanne mir positiv, wéi gesot, souwéi och dat ganzt Gesetz.

Duerfir bréngen ech och d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Leschten agedroene Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wann een dee Projet hei liest, dann huet ee ganz staark den Androck, et huet een et e bësse mat engem Fléckenteppech ze dinn. Et ginn nämlech op deenen ënnerschiddlechste Plazen am Code du travail Ännerungen an Ergänzunge virgeholl, emol zum Gudden, emol awer och, wéi mir mengen, zum manner Gudden oder zumindest zum Problemateschen.

Mä ech mengen, datt et ganz schwéier ass, an den Här Bauler huet dat virdrun och scho gesot, d'Kärphilosophie an engem Saz ze resuméieren oder d'Quintessenz wierklech op de Punkt zréckzeféieren.

An, ech mengen, dat huet och domadder ze dinn, datt an deenen iwwer 30 Artikelen a Paragrafe vum Gesetz déi Ännerungen och ënnerschiddlech Urspréng hunn. Verschiddener ginn zréck op Decisioune vun der Cour constitutionnelle, déi verschidden Ännerunge verlaangt hunn oder zumindest implizitt verlaangt hunn. Anerer ginn zréck op Accorde mat de Sozialpartner. An nach anerer hunn ze di mat enger Zort Toilettage vun aktuellen Dispositiounen.

Eng ganz Rëtsch vu menge Virriedner si schonn op déi verschidde positiv Verännerungen agaangen, zum Beispill d'Berechnung vum Krankegeld, déi präziséiert gëtt, datt d'Notioun vum Emploi approprié präziséiert gëtt oder datt et och eng liicht Verännerung an der Opdeelung vun de Congésdeeg gëtt. Et gëtt och weiderhin d'Méiglechkeet fir en Demandeur d'emploi agefouert, eng Dispens unzefroen, sech um Arbeitsamt presentéieren ze mussen, gradesou wéi fir deen Demandeur, deen amgaangen ass, seng eegen Entreprise op d'Been ze stellen.

Et gëtt eng Indemnité de formation agefouert fir den Demandeur d'emploi, deen net indemniséiert ass. Dat ass sécherlech positiv ze bewäerten. An och gëtt mat dësem Text kloergestallt, datt den Employeur dem Fonds pour l'emploi d'Chômagegeld vum Salarié muss zréckbezuelen, wann dee wéinst enger Faute grave vum Patron demissionéiert huet.

Mir begréissen och ausdrécklech d'Schafung vun enger Base légale fir de RETEL, de Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi, an erwaarden eis och dovunner méi en déif gräifend Verständnis vum Fonctionnement vum Aarbechtsmaart an och vun der Aarbechtswelt a virun allem och de Verännerungen, déi an hir stattfannen.

Duerfir erlaabt mer, Här President, vläicht op déi Punkten anzegoen, déi mir méi kritesch gesinn, respektiv bei deene mer fannen, datt d'Regierung um hallwe Wee stoe bliwwen ass, oder déi awer zumindest och zweeschneideg Auswierkungen hunn.

Dat Éischt ass d'Dispositioun, déi seet, datt et de Studenten elo méiglech ass, 15 Stonnen amplaz vun zéng Stonne wärend hire Studienzäiten ze schaffen. Dat entsprécht an eisen Aen op jidde Fall engem reale Besoin, net nëmme fir d'Studium ze finanzéieren, mä och, mengen ech, fir sech säi Liewe kënnen als Student ze finanzéieren. A mir mengen, datt dat och eng richteg Mesure ass.

Mä mer mengen oder mer bedaueren awer, datt dee Seuil op 15 Stonne reduzéiert ass an net op 16 Stonnen d'Woch respektiv 64 Stonnen de Mount an d'Luucht gehuewe ginn ass, soudatt och déi Leit d'Aarbechtszäiten, déi se geschafft hunn, ganz unerkannt kréie bei der spéiderer Berechnung vun hirer Pensiounscarrière.

An ech mengen, datt déi Fro ëmsou méi wichteg ass, well mer jo och wëssen, datt an deenen nächste Méint, huelen ech emol un, mer erëm wäerte befaasst si mat Diskussioune ronderëm eise Pensiounssystem. A grad do ass et, mengen ech, wichteg och op d'Studenten anzegoen, an och grad virun deem Hannergrond, datt eng ganz Rëtsch Akteure jo fuerderen, datt ee méi laang schaffe misst, eppes, wat mir net mengen. Mä grad déi misste sech jo dann awer bewosst sinn, datt d'Studienzäiten, zumindest déi Aarbecht, déi do geleescht ginn ass, och misst unerkannt ginn.

Also, et hätt ee kënnen engersäits de Seuil an dësem Gesetz eropsetzen op 16 Stonnen, well dat ass deen, bei deem et dann ufänkt, unerkannt ze ginn, oder et hätt ee kënne kucken, am Code de la sécurité sociale Dispositiounen anzeféieren, déi speziell op d'Studente gemënzt wieren. Dat ass an eisen Aen eng verpasste Chance a mer bedaueren dat och.

Viru knapp zwee Joer huet d'Verfassungsgeriicht geuerteelt, datt e Salarié, dee gekënnegt huet wéinst enger Faute grave vu sengem Patron, déiselwecht Usprëch op Entschiedegung huet wéi e Salarié, deen ongerechtfertegt entlooss ginn ass.

Mat dësem Projet ginn déi zwee Fäll alignéiert, wat d'Rechter vum Salarié op eng Indemnité de préavis ugeet. Och dat begréisse mer natierlech. Mä mer mengen awer och an dësem Fall, zesumme mat der Salariatskummer, datt et wichteg wier, datt vun där Indemnitéit och Sozialversécherungscotisatiounen erhuewe ginn, well jee no Preavis, deen een zegutt huet, dat scho fir déi Persoun, déi betraffe Persoun, tëschent zwee a sechs Méint Pensiounscarrière kann ausmaachen.

Am problemateschste gesi mir awer, an et ass virdrun och vun de Riedner ugeschwat ginn, déi nei Modalitéite fir d'Aide au réemploi. Mir hu kee Problem domat, datt, wa gesot gëtt, déi Abusen, déi bis elo stattfonnt hunn, déi zu enger Subventionéierung eigentlech vum Employeur gefouert hunn, d'Madamm Bofferding huet et pervers genannt, déi zumindest fortement indécent war, datt dogéint virgaange gëtt.

Dat heescht, och déi Dispositioun, datt ee seet, datt d'Aide au réemploi net méi wéi 50% vum Salaire ka sinn, deen de Patron gëtt, ënnerstëtze mer. Mä mer hunn awer Problemer mat deenen neie Restriktiounen, déi agefouert ginn, notamment datt ee muss zwee Joer virdrun an engem lëtzebuergesche Betrib geschafft hunn an datt zweetens eng Ënnerscheedung gemaach gëtt tëschent deene Salariéen, déi iwwer 45 Joer hunn an am Chômage sinn, an deene Leit ënner 45 Joer, déi doduerch per se net wéi déi aner en Urecht op déi Aide kréien.

Mir fannen et och problematesch, datt déi Aide au réemploi ka véier Joer ausbezuelt ginn, ofhängeg dovunner, wéi laang de Salarié virdrun an deem Betrib geschafft huet. Dat heescht, wann d'Konditioun elo ass, datt e muss virdrun zwee Joer geschafft hunn, huet en d'Méiglechkeet, zwee Joer déi Aide au réemploi ze kréien, wann e véier Joer virdrun do geschafft huet, geet dat véier Joer. Dat ass eng Proratiséierung, mengen ech, déi net zilfürend ass am Sënn, fir de Leit wierklech entgéintzekommen, an et schaaft souguer éischter nach eng weider Ongläichbehandlung.

Den Här Spautz ass virdrun agaangen op dee rezenten Arrêt vun der Cour constitutionnelle, wat den Artikel 631-2 ugeet, wou d'Cour gesot huet, datt den Delai, wéini een déi Demande ka maachen, muss am Gesetz stoen an net méi däerf iwwer Règlement grand-ducal definéiert ginn. Dat gëtt mat dësem Text gemaach. Nawell bleift de 631-2 bestoen a mer musse sécherlech och un deen erugoen, well soss komme mer iwwer kuerz oder laang an e Widersproch.

Här President, mir wënschen eis och fir d'Zukunft, wa mer iwwer all déi verschidde Beschäftegungsmoossnamen oder -initiative schwätzen, datt mer vläicht op méi engem präzisen Zuelematerial schaffe kéinten iwwert d'Wierksamkeet vun deenen eenzelne Mesuren, fir erauszefannen, wat wierklech zilführend ass a respektiv wou ee Veränneruge muss virhuelen. A mer mengen och, datt et néideg a wichteg wier, d'Verbesserungen am Schutz vun de Salariéen am Fall vu Faillitte weiderzedreiwen.

Här President, wann ech am Ufank gesot hunn, datt dëse Projet engem e bësse virkéim wéi e Fléckenteppech, mengen ech, datt een awer och soe kéint, et kënnt ee sech e bësse vir wéi bei der Iechternacher Sprangpressessioun: dräi Schrëtt no vir, zwee zréck. Verschidde ganz positiv Verbesseruge stinn awer punktuelle Verschlechteruge géigeniwwer. Mä bon, vläicht ass de Minister Schmit jo och duerfir Spëtzekandidat vun der LSAP am Osten.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. E grousse Merci fir d'Éischt un d'Rapportrice fir de Rapport an och fir eng ganz Rei vun Interventiounen, och déi méi humoristesch Interventiounen. Ech mengen, dat muss och erlaabt sinn.

Deen heite Projet ass ee Projet, deen effektiv eng ganz Rei vun Aspekter touchéiert. An elo hätt ech Iech och kënne sechs oder siwe Projete separat presentéieren. Dann hätt Der zu all Projet eenzel d'Wuert geholl, an da weess ech net, ob mer méi séier virukomm wiere wéi elo.

Hei hu mer effektiv eng Rei vu Reformen zesummegedoen an engem Projet, deen effektiv verschidden Aspekter vun onsem Droit du travail, vum Code du travail verännert, changéiert, verbessert. Ech mengen, dat ass einfach pragmatesch virgoen. A mir wëssen alleguerten, datt onsen Droit du travail sech permanent muss upassen, datt mer bei de Mesuren, déi mer hunn, fir géint de Chômage virzegoen, ëmmer erëm Upassunge musse virhuelen.

An de Chômage ass jo op där richteger Pente, dat heescht der Pente descendante, 5,6. An ech hoffen, datt mer och nach weider kënnen erofgoen duerch dat geziilt Asetzen op där enger Säit vun der Beschäftegungspolitik, op där anerer Säit natierlech och duerch eng gutt Konjunktur.

Wéi gesot, mir hätten elo ee Gesetz fir d'Aide au réemploi, ee Gesetz fir d'Lohnfortzahlung, ee Gesetz fir d'Studentenaarbecht kënne maachen. Ech weess net, ob dann d'Chamber méi effikass hätt kënnen an deem Kader schaffen. Duerfir, wann ech gelift, e bësse pragmatesch dat Ganzt kucken an och kucken, wéi een am séiersten an am beschte virukënnt!

Dat Zweet, dat ass, datt dat Gesetz hei eng Rei vu Sécherheeten an onst Aarbechtsrecht bréngt, do, wou keng waren. An deen éischte Punkt ass natierlech d'Lohnfortzahlung. An ech weess, datt de President do ganz sensibel ass, well et ass ee vu senge Meeschterwierker als Sozialminister: de Statut unique. Dat, wat awer ganz oft och déi heite Chamber beschäftegt huet, war d'Fro: Wéi ass et mat der Lohnfortzahlung an dem Statut unique?

d'Chamber online op
www.chd.lu

Déi eng hu gesot: „Ma, d'Lohnfortzahlung, esou wéi se virdrun existéiert huet, dat heescht, wann een zum Beispill sonndes schafft an et gëtt ee krank, da kritt een de vollen Ausgläich, esou war dat net ofgemaach!" An déi aner hu gesot: „Dach, dat war esou ofgemaach!"

An ech weess, datt ech selwer op eng oder déi aner Question parlementaire geäntwert hunn. An ech hu mech ëmmer inspiréiert u mengem Virgänger, dem Här Biltgen, deen zesummen dat mam President gemaach huet. An och den Här Biltgen huet do e bësse sibyllinisch geäntwert, wou en hätt kënne soen: „Jo, d'Lohnfortzahlung geet weider." Mä ganz kloer war et net.

An dat huet mat sech bruecht, datt an enger Rei vun Entreprisen d'Lohnfortzahlung applizéiert ginn ass, esou wéi virdrun - dat heescht, d'Leit hunn dee vollen Ausgläich kritt, wa se krank waren -, an an aneren Entreprisen dat net de Fall war. Déi, déi d'Interpretatioun haten, déi natierlech vum Patronat verteidegt ginn ass, an déi gesot hunn, dat wier esou an deenen Negociatiounen ofgemaach ginn, hu se net applizéiert.

Elo kënne mer jo net indefiniment akzeptéieren, datt eng Regel do gëllt an do net gëllt. Ech mengen, do musse mer ganz einfach eng Sécurité juridique hunn, an déi hu mer elo. Déi wäerte mer elo kréien, wann dee Projet hei gestëmmt ass. A jiddwereen, jiddwer Salarié soll gläichwäerteg behandelt ginn.

An ech kann Iech soen, dat war eng laang, laang Diskussioun an Negociatioun, well wann natierlech déi verschidde Parteie vu ganz verschiddene Point-de-vuen ausginn, dann ass et kloer, datt et net einfach ass, se iergendwéi op een Nenner ze bréngen. Mir hunn dat gemaach mam plus ou moins Accord vum Patronat, dat sech elo natierlech erëm e bëssen dovun distanzéiert huet.

Mä ech mengen, datt déi Léisung hei gutt ass, well déi Leit, déi wierklech no Schichte schaffen, regelméisseg, déi kréien dat, wat se eigentlech och an der Vergaangenheet kritt hätten, esou wéi de System vun der Lohnfortzahlung fonctionnéiert huet. An déi, déi ganz episodesch emol heiansdo Schichte schaffen oder sonndes schaffen, déi kréien dat gerechent op eng Period vu sechs Méint. Dat heescht, wa se ni virdru geschafft hunn, dann ass d'Differenz ganz kleng an dann huet dat och wéineg Incidence fir den Employeur.

Duerfir mengen ech: Déi Sécurité juridique ass extrem wichteg an deem doten Dossier. Zéng Joer Statut unique, zéng Joer, mir hunn d'Lohnfortzahlung geklärt a mer hu se preservéiert. Ech mengen, dat kënne mer zesummen unerkennen.

Déi zweet Sécurité juridique, dat ass déi, déi vu verschiddenen Intervenanten hei genannt ginn ass, datt mer an der Vergaangenheet Saache geregelt hunn iwwer Reglementer, déi (veuillez lire: déi an ee Gesetz gehéieren), seet zumindest d'Cour constitutionnelle. An dat wat d'Cour constitutionnelle seet, dat musse mer tel quel esou unhuelen, well soss bräichte mer keng Cour constitutionnelle. An duerfir hu mer e Problem gehat bei der Aide au réemploi a bei dem Emploi approprié, déi zwou Mesuren, déi iwwer Reglementer definéiert waren a wou d'Cour constitutionnelle ons ganz kloer gesot huet: Dat geet net, dat muss an engem Gesetz definéiert sinn. An duerfir hu mer dat elo gemaach.

Dat heescht, dee Projet bréngt hei och eng Sécurité juridique, déi mer virdrun net haten.

Ech wëll elo net op déi verschidden Aspekter nach eemol agoen, zum Beispill d'Fro vun de Studenten, wou gesot ginn ass: Et ass schonn esou, datt mer dat op 15 Stonne limitéiert hunn. Hei geet et jo net nëmmen ëm Lëtzebuerger, hei geet et net nëmmen ëm Residenten. Hei geet et och ëm eng ganz Rei vun anere Studenten, déi op Lëtzebuerg kommen, déi da géifen hei kotiséieren, Rechter op eemol kreéieren, wou mer herno grouss Problemer hätten, wéi déi Rechter sech konkretiséiere géifen.

Elo weess ech awer och, datt hei zu Lëtzebuerg jo d'Zäiten zumindest ugerechent ginn, wann ee studéiert. Déi kritt een ugerechent. Also ass, mengen ech, déi Problematik vum Kotiséieren (veuillez lire: net ginn), well de Student verdéngt jo elo net esou héich Montanten. Hei geet et elo ëm Studentenaarbecht, dat heescht net ëm Salairen, déi esou héich sinn, datt dat herno eng gréisser Incidence op den Niveau vu senger Pensioun hätt. An duerfir ze mengen, wa mer dat elo op 18 Stonne geséicht hätten, dann hätte mer domat iergendwéi e gréissere Schratt gemaach am Regimm vun onse Pensiounen. Dat, mengen ech, ass e bëssen oder schonn e bësse vill iwwerdriwwen.

Iwwert den Emploi approprié wëll ech och ee Wuert soen. Dee war an engem Reglement geschriwwen. Mir hunn dat also an ee Gesetz gesat an e bëssen amenagéiert. Et ass also net 100%eg dat nämlecht. Ech géif net soen, datt dat elo d'Willkür vun der ADEM géif anenken. D'ADEM huet keng Willkür. Dat wëll ech hei ganz kloer soen. An de Punkt ass deen, datt muss kloer festgestallt ginn: Wat ass en Emploi approprié? Dat heescht, wann eng Persoun, déi am Chômage ass, en Emploi offréiert kritt, wéini ass deen Emploi „zumutbar", wéi dat op Däitsch heescht, a wéini net? An duerfir brauche mer kloer Kritären. D'Cour constitutionnelle huet gesot: Déi musse mer an e Gesetz aschreiwen. An da mussen déi och applizéiert ginn.

Et kann net sinn, datt all Efforte gemaach gi fir Leit an Aarbecht ze bréngen an ëmmer erëm en Debat kënnt: Nee, deen doten Job, dee gefält mer net, deen doten ass net hei oder deen doten ass net do. Hei ass einfach eng kloer Linn ze fueren, fir ze soen: Dat doten ass en Job, dee passt vum Salaire, vun der Qualifikatioun, vun de Konditiounen, vun der Familljesituatioun, vun der Distanz hier an esou weider. Hei brauche mer kloer Kritären. Déi hu mer elo per Gesetz an déi musse mer och esou applizéieren.

Mäi leschte Punkt ass, fir just deen ze huelen, effektiv d'Aide au réemploi. Do muss ech zwar dem Här Spautz - bei deem ech ganz appreciéieren, wat en hei gesot huet - soen, datt mer hei mot à mot dat suivéiert hunn, wat mat de Sozialpartner ofgemaach ass. Dir musst elo net nach deen Accord - deen ass scho laang hier, 2014; do gesitt Der, wéi laang Zäit mer gebraucht hunn -, ech wëll Iech deen elo net virliesen, mä ech kann Iech en herno ginn. Do steet genau dat dran, wat elo am Gesetz steet.

Déi 50%, déi véier Joer, alles dat, déi 90% vum Salaire vu virdrun, de Plaffong vun 3,5, genau dat steet an deem Accord, wat mer elo hei ëmgesat hunn. Et ass also net eppes, wou mer en Accord gemaach hunn an dann e bësse gefuscht hu lénks a riets. Dat ass genau d'Applikatioun vun dem Accord. 50% ass de Maximum vun deem, wat de Stat ka gi par rapport zum Salaire, deen den Employeur bezilt. Wat gesot ass, an dat ass och esou verstanen, dat ass: Wann e Salarié mat der Aide au réemploi net dee Seuil erreecht, deen als Emploi approprié definéiert ass, wat säi Salaire ubelaangt, dann ass et keen Emploi approprié an e muss deen Job och net unhuelen.

Dat ass e Lien dee gemaach gëtt tëschent der Aide au réemploi, op där enger Säit, déi Definitioun, déi vun de Gewerkschaften esou akzeptéiert ginn ass, an dem Emploi approprié. Dat heescht, wann dee Salaire, deen de Patron bezilt, plus d'Aide au réemploi, net dat representéiert, wat als Salaire an der Definitioun vum Emploi approprié definéiert ass, da muss en deen Job net unhuelen. Dat ass also och do eng Souplesse an eng Korrektioun an eng besser Präzisioun, géif ech soen, déi mer hei virgeholl hunn.

Just ee Wuert, well dat elo ugeschwat ginn ass, 2016 hate mer 3.000 Dossiere fir Aide au réemploi an dovu waren der 946, wou d'Aide au réemploi méi héich war wéi de Salaire, deen den Employeur bezuelt huet. An dat ass einfach net normal. Esou wéi et net normal ass, datt, egal wat fir eng Qualifikatioun se hunn., d'Leit per Definitioun agestallt gi si mam Mindestloun an de Stat huet dann x-mol de Mindestloun bis praktesch iwwer zweemol de Mindestloun dropgeluecht, fir dann de Maximum ze erreechen, op deen déi Persoun eventuell da Recht hat.

Dat hu mer korrigéiert. Firwat hu mer dat korrigéiert? Well dat natierlech Distorsiounen um Aarbechtsmaart schaaft. Well natierlech dann deen, deen eng Aide au réemploi zegutt huet, par rapport zu allen anere Leit, déi och en Job gär hätten, sech besser positionéiert wéi all déi aner. D'Fro: Firwat hu mer déi Leit ënner 45 mat Ausnam vun deenen, déi aus engem Licenciement kommen, mat Ausnam vun deenen, déi aus engem Plan social kommen, mat Ausnam vun deenen, déi aus engem Plan de maintien kommen - firwat hu mer déi erausgeholl? Fir d'Generaliséierung. All Chômeur huet e Recht op Aide au réemploi.

Et ass ganz einfach. Wann Der jiddwerengem déi nämlecht Mesure gitt, da gitt Der kengem eng. Dat heescht, da cibléiert Der net déi Leit, déi besonnesch eng Aide mussen hunn. A wie brauch dann déi meeschten Aiden, fir erëm Fouss ze faassen um Aarbechtsmaart? Ben, dat sinn déi, déi e bësse manner jonk sinn. Dat sinn déi Leit, déi en plus eng gewësse Carrière hunn, e gewëssenen Niveau hu vun hirem Revenu an déi fannen net de Revenu an donieft fanne se och méi schwiereg en Job. An duerfir ass dat hei scho kohärent, compte tenu och vun deenen Experienzen, déi mer gemaach hunn.

Mäi leschte Punkt ass, Dir hutt gesot, den Accord, iwwert d'Kannergeld wëll ech elo näischt soen, dat ass net mäi Ressort. Mir hunn zwee Punkten, déi effektiv net vollkommen erfëllt sinn. Dat ass déi Combinaisoun Retraite partielle, Travail partiel. Do ass awer en Avant-projet do. Mä dat ass och eng Joint Venture mat dem Minister vun der Sécurité sociale. Mä mir kënnen dee Projet nach deposéieren a relativ kuerzer Zäit.

An dee leschte Punkt ass e Punkt, dee mer besonnesch um Häerz läit, deen awer och net integral a meng Kompetenz fält, dat ass dee vun der 52. Woch. An do ware vill Diskussiounen an der CNS, an ech bedauere ganz staark, datt et net méiglech war, bis elo eng Léisung an der CNS - an d'CNS ass net nëmmen d'Regierung, dat sinn och d'Sozialpartner - eng valabel Léisung am Kader vun deem Problem vun der 52. Woch ze fannen. Ech hoffen, datt dat nach an enger ganzer noer Zukunft méiglech wäert sinn, well dat huet natierlech e Lien mam Reklassement. A mir kucken och, wat de Reklassement ubelaangt, ob mer do net nach e puer Korrekturen un dem aktuelle Gesetz kënnen ubréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Wann ech dat richteg gesinn, si mer prett, fir ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7086 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo an zwou Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7086 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Claude Adam), Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen? Ass dat esou?

(Assentiment)

Ma dann ass dat esou decidéiert an ech soen Iech Merci. Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir den Debat iwwert d'Aussen- an d'Europapolitik.

Merci. An d'Sëtzung ass elo eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.45 heures)

Sommaire des séances publiques nos21, 22 et 23

21e séance

Ouverture de la séance publique p. 272

7118 - Projet de loi portant modification

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national p. 272-278

7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017 p. 278-280

7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016 p. 280-281

7197 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016 p. 281-282

7178 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017 p. 282-284

7161 - Projet de loi portan t modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce p. 284

Ordre du jour p. 284

7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

et

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017 p. 284-286

22e séance

Ouverture de la séance publique p. 287

Question élargie n°27 de M. Fernand Kartheiser au sujet du passage de l'Enseignement secondaire à l'Enseignement supérieur p. 287-288

7155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers p. 288

Débat de consultation sur la problématique du logement p. 288-304

Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner p. 302-303

23e séance

Ouverture de la séance publique p. 305

Communications p. 305

7257 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil p. 305

Ordre du jour p. 305

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère p. 305-311

7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées p. 311-315

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°08** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018		
3542	Taina Bofferding	Mesures afin de promouvoir les informations fiables et vérifiées
3556	Martine Hansen	Atert-Lycée Redange
3560	Eugène Berger, Lex Delles	Application d'apprentissage «GraphoLearn»
3564	Martine Hansen	Étude PISA
3579	Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Agrément des structures d'accueil pour enfants
3580	Martine Hansen	Lycée technique agricole
3591	Aly Kaes	Lycée technique d'Ettelbruck
3600	Gusty Graas	Pompes à chaleur aérothermique
3607	Léon Gloden	Intervention de policiers pour régler les problèmes de circulation sur nos routes
3608	Marcel Oberweis	Taxes pour l'environnement
3609	Lex Delles	Dispersion des cendres
3614	Martine Hansen	Volet «Academic Resilience» de l'étude PISA
3615	André Bauler, Joëlle Elvinger	Voitures sans assurance
3617	Claude Lamberty	Durée d'évacuation des accidents de la route
3619	Fernand Kartheiser	Avion militaire A400M
3621	Claude Wiseler	Secteur financier
3622	Max Hahn, Claude Lamberty	Problème des particules de plastique microscopiques
3623	Fernand Kartheiser	Implantation d'une usine de production de laine de roche au lieu-dit «Gadderscheier»
3624	Fernand Kartheiser	Implantation d'une usine de médicaments dans la zone industrielle «Bommelscheier»:
3625	Marc Spautz	Réduction de stage
3626	Sylvie Andrich-Duval	Exercice de la profession de médecin et de médecin-dentiste
3627	André Bauler	Dumping social
3628	Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Aide de l'État pour les structures d'accueil de taille moyenne
3629	Lex Delles, Gusty Graas	Places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite
3630	Sylvie Andrich-Duval	Personnes ne tombant pas sous le champ d'application de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux
3631	Marc Spautz	Accompagnement social des locataires d'un logement loué par le biais d'une agence immobilière sociale
3632	Marc Spautz	Infrastructures sociofamiliales
3633	Franz Fayot	Trafic de drogue
3634	Nancy Arendt	Exploitations sexuelles liées à des organisations engagées dans la coopération et l'aide humanitaire
3635	André Bauler	Ancienne maison de retraite de Vianden
3636	Taina Bofferding	Politique nationale d'accès libre
3640	André Bauler, Edy Mertens	Fusion du Centre Hospitalier du Nord et du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique

Question 3542 (04.01.2018) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **mesures afin de promouvoir les informations fiables et vérifiées:**

Le Service des médias et des communications et la représentation de la Commission européenne au Luxembourg ont récemment lancé un appel aux citoyens et aux professionnels des médias à participer à une consultation publique, visant à recueillir les avis sur les mesures à prendre au niveau européen afin de promouvoir les informations fiables et vérifiées.

En date du 8 juin 2010, la Chambre des Députés a quant à elle adoptée une motion dans laquelle elle invite le Gouvernement à étendre l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire ainsi qu'à l'accueil éducatif des enfants et des jeunes dans les maisons relais et les maisons des jeunes, à inscrire l'éducation aux médias dans les différents plans éducatifs et à définir des compétences minimales à acquérir aux différentes étapes du parcours scolaire, à encourager l'intégration de l'éducation aux médias à la formation initiale et continue de tous les professionnels du secteur éducatif et socio-éducatif et à promouvoir l'information et la formation des parents et des représentants légaux en matière d'éducation aux médias.

En France, le Président de la République a annoncé vouloir renforcer le cadre juridique pour lutter contre les fausses informations diffusées sur Internet en période électorale et imposer plus de transparence aux plates-formes diffusant des contenus sponsorisés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Quelles sont à ce jour les mesures prises pour transposer la motion adoptée par la Chambre des Députés en 2010?

- Comment l'éducation aux médias est-elle aujourd'hui enseignée au fondamental respectivement au secondaire? Monsieur le Ministre peut-il indiquer une liste du matériel didactique utilisé à cet effet?

- Qu'en est-il de la formation des enseignants?

- Quelles mesures supplémentaires le Gouvernement envisage-t-il éventuellement de prendre à l'avenir dans le domaine de l'éducation aux médias?

- Un renforcement du cadre juridique relatif aux «fake news», à l'instar de la France, est-il à l'étude?

Réponse (15.03.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire, l'éducation aux médias fait partie des compétences transversales. Pour l'enseignement fondamental, celles-ci ont été décrites dans le Plan d'études paru en 2011. Ainsi, il est prévu qu'à la fin de son parcours scolaire fondamental, l'élève doit être à même de:

a) Sélectionner et utiliser judicieusement les offres des médias

À titre d'exemple, le Plan d'études prévoit sous ce point que l'élève est amené à:

- exploiter des sources d'informations de façon appropriée, réfléchie et autodéterminée;

- en extraire des informations de façon ciblée et sélective;

- documenter et structurer ces informations;

- les évaluer, analyser et juger; les traiter; publier et communiquer les propres productions.

b) Concevoir et diffuser ses propres médias

c) Comprendre et évaluer les conceptions des médias

Sous ce point, le Plan d'études prévoit que l'élève soit capable de:

- classer les déclarations transmises par les médias;

- comprendre que les contenus peuvent avoir des formes de présentation différentes et que cela va de pair avec une réduction de la réalité;

- évaluer des médias de plus en plus divers à l'aide de critères différenciateurs;

- différencier et évaluer différentes formes de conception et de transmission médiatiques.

d) Reconnaître et faire un travail de réflexion sur les influences des médias

- l'élève reconnait que certains sentiments, idées et orientations au niveau comportemental naissent sous l'influence des médias et comprend les possibilités d'une manipulation par les médias pour obtenir l'effet escompté;

- il reconnaît et sait discuter l'importance du rôle des médias dans l'apparition de tendances de la mode et dans le battage publicitaire;

- il reconnaît et sait discuter l'importance des médias dans la création de modèles (stéréotypes et rôles clichés) et d'idoles (par exemple dans le monde de la culture pop et des sports);

- il sait analyser les chances et les possibilités (exemple: accès aux études) ainsi que les risques et les dangers (exemple: problèmes sociaux tels la violence, la dépendance, l'isolation, le manque d'activités physiques…; risques liés aux activités en ligne tels virus, vers informatiques… communication de fausses identités…) liés à l'utilisation des médias et se comporter en connaissance de cause.

e) Détecter et évaluer les conditions de production et de diffusion des médias

L'élève sait évaluer les offres des médias quant à leur indépendance, objectivité, crédibilité, pluralisme des opinions, manipulation, etc. et développe une compréhension élémentaire pour le rôle des médias dans la configuration de la vie individuelle et sociale.

Dans le souci de créer un cadre général pour l'éducation aux médias et par les médias, un document de référence a été rédigé: «Medienerziehung und Medienbildung in der Schule». Il aborde les thèmes suivants:

- les objectifs de l'éducation aux médias et par les médias;

- le paysage médiatique et l'omniprésence des médias;

- le développement de compétences pour une communication responsable et critique, enjeu majeur pour l'école.

Par ailleurs, un des six grands domaines thématiques du nouveau cours commun d'éducation aux valeurs «Vie et société» traite de la culture et communication. Ces domaines sont développés tout au long de la scolarité de l'élève et sont adaptés en fonction de son âge et de son développement. Ainsi, le programme directeur (Rahmenlehrplan), élaboré en 2015, précise: «Gesellschaftliches Zusammenleben ist maßgeblich geprägt durch die Kommunikationsmittel der modernen Massenmedien. Medien beeinflussen das Denken und Handeln in einem bisher nicht gekannten Ausmaß, was eine informierte kritische Auseinandersetzung mit dem Phänomen auch in der Schule impliziert. Kommunikation als ethischer Diskurs, politische Debatte, freie Meinungsäußerung sind wichtige Grundpfeiler einer demokratischen Gesellschaft und demnach auch für eine luxemburgische oder europäische Kultur identitätsstiftend - eine Kultur, der in unterschiedlichsten Formen, durch Symbole, Zeichen und Kunst Ausdruck verliehen wird und deren Verständnis auch zum interkulturellen Dialog beitragen kann.»

À partir de ces fondements, des supports et des matériels didactiques ont été élaborés par le SCRIPT, le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Des formations spécifiques sont proposées aux enseignants par l'IFEN, l'Institut de formation de l'éducation nationale.

Au niveau de l'éducation non formelle, l'éducation aux médias est un des piliers décrit par le «Bildungsrahmenplan». En effet, ce cadre de référence national de l'«Éducation non formelle des enfants et des jeunes[1]», dont l'application est obligatoire selon la loi modifiée de la jeunesse du 4 juillet 2008, contient un champ d'action «Langue, communication, médias». Le cadre précise que: «Les offres d'éducation en médias sont vues comme une méthode intégrative du travail en milieu ouvert avec les jeunes (…) et ont pour objectif de doter ces derniers des compétences, connaissances, capacités, aptitudes, d'un discernement critique et de critères d'évaluation, afin qu'ils apprennent à utiliser les offres et contenus médiatiques de manière autonome et avec un esprit critique (…). En plus d'assimiler des compétences relevant de l'utilisation des médias, ils doivent également être en mesure d'évaluer les contenus médiatiques[2].»

Le cadre de référence prévoit une approche pédagogique très pratique partant de la réalité des jeunes. Les éducateurs des maisons des jeunes établissent ce lien direct avec la vie quotidienne de jeunes, notamment par une réflexion sur leurs propres publications digitales sous forme d'images ou de postage de rumeurs ou de nouvelles non vérifiées.

En 2010, les efforts au niveau de la sensibilisation aux risques liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ont été regroupés sous le nom BEE SECURE. Cette initiative est le fruit d'une coopération entre le Service national de la jeunesse (SNJ), le Kanner-Jugendtelefon et le groupement «Security made in Lëtzebuerg GIE». Dans ce contexte, les enfants et les jeunes sont aussi amenés à développer une approche critique et avertie par rapport aux contenus véhiculés par Internet.

Dans la pratique, l'éducation aux médias se traduit par l'organisation d'une multitude d'actions:

- Une formation de sensibilisation, obligatoire pour les classes de septième depuis 2008,

[1] Règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant établissement du cadre de référence national «Éducation non formelle des enfants et des jeunes»

[2] Cadre de référence national «Éducation non formelle des enfants et des jeunes», p. 98

connaît une croissance constante. Les formations ont augmenté de 300 formations par an (en 2009-2010) à 900 par an (2016-2017). Les établissements de l'enseignement secondaire demandent également des formations pour les classes supérieures. La moitié des formations est entretemps organisée à la demande de maisons relais ou d'écoles fondamentales.

- Depuis trois ans, le SNJ organise un rallye pour enfants des maisons relais et ceci deux fois par an. Environ 200 enfants sont sensibilisés chaque année.

- BEE SECURE offre aussi des formations pour parents et représentants légaux. Une cinquantaine de formations de type «soirée pour parents» sont organisées annuellement.

- BEE SECURE intervient aussi lors d'une dizaine de formations pour enseignants ou éducateurs par an.

- Les enfants, les jeunes ainsi que le grand public ont été informés sur les fausses informations sur Internet dans le cadre de la campagne «Share respect», qui a été menée de septembre 2016 jusqu'en août 2017. Un des dossiers de cette campagne a abordé en détail les fausses informations. Le dossier est toujours en ligne et continue à être promu: https://www.bee-secure.lu/fr/campagnes/share-respect/quest-ce-que-le-hate-speech/fausses-informations-sur-internet

- Dans divers autres dossiers disponibles sur le site Internet de BEE SECURE, le sujet des fausses informations est traité:

- des informations fausses de même nature qui se concentrent au niveau des résultats de recherche avec l'aide d'algorithmes qui décident sur ce qui est affiché en ligne: https://www.bee-secure.lu/sites/default/files/publications/BEE%20-SECURE%20%20SHARE%20RESPECT%20-%20Filterblasen.pdf

- les «social bots» qui peuvent aussi nous donner une fausse impression du monde qui nous entoure: https://www.bee-secure.lu/sites/default/files/publications/BEE%20SECURE%20%20SHARE%20RESPECT%20-%20SOCIAL%20BOTS-DE.pdf

Le SNJ organise également des stages et formations dans le domaine de l'éducation aux médias au centre Marienthal:

- des ateliers pratiques où les participants sont familiarisés avec les médias dans le but de pouvoir produire leurs propres projets;

- des concours où les jeunes sont incités à créer leurs propres contenus: le concours «Créajeune» dans la Grande Région et le concours «Crème fraîche»

- des stages qui permettent de développer une approche critique des médias;

- des modules de formation continue pour enseignants et personnel éducatif.

Au niveau du l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), les formations continues liées à l'éducation avec les médias et par les médias ont connu un essor remarquable. Ainsi, en 2017, le sous-domaine de l'éducation aux médias a totalisé 77 formations pour 1.304 inscriptions.

Ci-après quelques exemples d'offres de formations continues à l'IFEN:

- Mit dem Kopf in der «Cloud», mit den Füßen auf dem Boden - verantwortungsbewusst online;

- Sensibilisierung für eine sichere Internetnutzung - Tools und Methoden für vier- bis sechsjährige Kinder;

- Media Literacy in a time of fake news - séminaire de contact eTwinning;

- Prévenir et lutter contre le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement.

Parmi la multitude de formations continues organisées par l'IFEN en matière d'éducation aux médias, la «Journée eduSphere» est un événement annuel phare qui propose une cinquantaine d'ateliers pratiques sur l'utilisation des médias et des technologies dans les cours. De (bonnes) pratiques sont échangées entre les participants, notamment des enseignants luxembourgeois, mais aussi des experts professionnels du Luxembourg et de l'étranger.

La bibliothèque de l'IFEN dispose en outre d'une bibliographie regroupant des ouvrages spécialement consacrés à ces sujets. Dans le cadre de la préparation du cours Vie et société, les enseignants ont aussi la possibilité d'emprunter des mallettes thématiques avec du matériel didactique, dont la mallette «Cultures et communications».

Au niveau de la formation de futurs enseignants, l'Université du Luxembourg a recours au support de formation «Pädagogischer Leitfaden zur Informationssicherheit», édité par BEE SECURE, depuis 2012.

Lors de chaque formation BEE SECURE, les enseignants ou éducateurs en charge d'un groupe d'enfants ou de jeunes sont présents et donc sensibilisés au même titre que les jeunes. Ils reçoivent par ailleurs les publications spécialement développées pour éducateurs et enseignants.

Afin de soutenir le développement des compétences, l'offre de formation continue du SNJ comprend des formations s'adressant spécifiquement aux travailleurs de jeunesse sur le sujet de l'information jeunesse.

Au niveau des lycées, certains établissements ont choisi d'offrir des formations spécifiques en la matière. Ainsi, le Lycée classique de Diekirch propose aux élèves le BTS «Écritures appliquées».

Il est construit autour de trois grands axes de formation:

- La pratique et les techniques de deux langues dont une au choix (anglais et français, ou allemand). La formation offre à l'étudiant la possibilité de se mettre à niveau et de se perfectionner progressivement au cours de trois semestres dans deux langues à l'écrit et à l'oral. L'enseignement des langues se fait par une approche pratique autour des techniques du storytelling, du creative writing, de la traduction et de la transcription, des techniques d'écriture journalistique, etc.

- Les ateliers de communication et de médias. Après un semestre d'initiation à différentes techniques audio, audiovisuelles, graphiques et web, l'étudiant se spécialise à partir du troisième semestre en techniques d'écritures appliquées aux différents médias, notamment grâce à des interventions ciblées d'acteurs du monde professionnel.

- La culture et les sciences de médias. Des cours magistraux, des workshops, des ateliers de réflexion permettent aux étudiants de réfléchir et d'acquérir des outils de décryptage du monde contemporain et de ses représentations. Ils sont aussi initiés à l'économie, à la gestion et au marketing.

À cela s'ajoutent les stages professionnels et le projet (finalisé par un travail de fin d'études), les nombreuses visites d'entreprises et les projets en situation réelle.

Un exemple de projet pédagogique a été lancé au Lycée de Garçons Luxembourg qui a conçu, en concertation avec le SCRIPT un projet d'éducation aux médias qui puise dans le concept d'élèves médiateurs. Le projet, en collaboration avec le «Kreismedienzentrum Landkreis Biberach», vise à former des multiplicateurs parmi les enseignants qui encadrent des élèves du cycle supérieur pour qu'ils puissent atteindre les compétences nécessaires pour répondre aux questions d'élèves plus jeunes.

Aussi, le SCRIPT élabore-t-il actuellement un cadre de référence visant à garantir que chaque élève puisse acquérir des compétences nécessaires sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et puisse ainsi prendre conscience des dangers et risques liés à l'utilisation de celles-ci. Le sujet de la manipulation par les médias ou les «fake news» ne sont que quelques exemples parmi d'autres. Ce cadre de compétence entrera en phase pilote dès septembre 2018 et sera soutenu par un nombre de partenaires externes, experts dans le domaine.

De plus, les écoles Future Hub, lycées qui se destinent à la promotion de l'utilisation transdisciplinaire des outils informatiques, promeuvent le discours autour de l'éducation aux médias dans les cours des sciences humaines.

Parmi les écoles participantes au projet «one2one», les lycées développent des stratégies adaptées à leurs publics cibles afin de les sensibiliser à la véracité des informations que les élèves rencontrent lors de leurs recherches. Cet aspect fait partie intégrante de l'enseignement des différentes branches et se traite de manière adaptée aux critères d'authenticité spécifiques à chaque domaine.

Les lycées travaillent en réseaux (environ cinq lycées par cellule d'échange) afin de puiser dans leurs expériences respectives et de partager et consolider les exemples de bonne pratique.

En outre, le MENJE organise annuellement des «Journées médias», qui s'adressent aussi bien aux enseignants des écoles fondamentales que des lycées. La «Semaine de la presse» et le «Concours jeune journaliste» sont organisés par le Conseil de presse avec le soutien du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ces activités pédagogiques aident les élèves à comprendre le fonctionnement des médias imprimés et à découvrir les différentes facettes du journalisme et de l'information.

Par rapport à la question de savoir si le Gouvernement envisage de créer un cadre réglementaire concernant les «fake news» à l'instar de la France, il convient de souligner que le Service des médias et des communications (SMC) suit de près l'évolution du cadre juridique en France et dans d'autres pays pour compte du Gouvernement. Il est important de considérer toute intervention législative éventuelle à une échelle européenne ou même au-delà. Les résidents luxembourgeois sont des consommateurs de contenus et de médias en provenance de différents pays. C'est pourquoi ce problème ne peut être adressé de manière efficace par une initiative purement nationale, mais plutôt en agissant de manière concertée et en collaborant à travers les frontières. C'est pourquoi le SMC, ensemble avec la représentation de la Commission européenne au Luxembourg, avait invité les citoyens et professionnels des médias à participer à une consultation publique européenne sur la thématique. Les résultats de cette consultation seront désormais pris en considération par la commission pour évaluer la nécessité d'adopter des mesures au niveau européen afin de promouvoir les informations fiables et vérifiées.

Finalement, il convient de souligner l'importance de respecter la liberté d'expression et le pluralisme des opinions. Dans cette optique, l'éducation aux médias et le soutien au journalisme de qualité sont aussi des moyens efficaces pour lutter contre les «fausses informations».

Question 3556 (15.01.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**Atert-Lycée Redange:**

L'Atert-Lycée Redange offre des cycles d'études complets dans les deux ordres de renseignement. Or, il est à constater qu'en ce qui concerne l'enseignement secondaire classique, le lycée offre les sections B, C, D et G mais pas la section A, langues vivantes, ni les sections E et F.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre, pour quelles raisons l'Atert-Lycée n'offre-t-il pas la section A?

- Monsieur le Ministre, n'y a-t-il pas de demande en faveur d'une section A?

- Quel effectif de classe faut-il remplir pour pouvoir offrir une section?

- Dans la mesure où le nombre de lycées est fort limité dans certaines régions du Luxembourg, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'autoriser ces lycées à offrir des classes avec des effectifs plus faibles en vue de favoriser une égalité des chances dans l'ensemble du pays?

Réponse (15.03.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, je tiens à signaler que la section A n'est pas offerte actuellement à l'Atert-Lycée Redange en raison de la faible demande y relative.

Le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre d'élèves des classes de 4e de l'ALR qui auraient souhaité s'inscrire en section A et qui ont quitté le lycée pour s'inscrire dans un autre établissement.

Année scolaire	Demandes section A	Nombre total d'élèves
2014-2015	2	50
2015-2016	1	63
2016-2017	1	54

Je précise encore qu'en raison des spécificités de la section A, les élèves de cette section ne peuvent que rarement être regroupés en auditoires avec des élèves d'autres sections.

L'organisation des classes et des auditoires d'un lycée est soumise aux dispositions de l'instruction ministérielle concernant l'organisation scolaire des lycées qui indique que l'effectif minimal des classes supérieures de l'enseignement secondaire classique est fixé à 18 élèves tout en précisant que des «classes et auditoires à effectifs inférieurs aux minima (…) sont soumis à l'autorisation préalable du ministre».

L'autorisation de classes ne répondant pas aux critères de l'instruction ministérielle fait l'objet d'une étude approfondie par mes services. Comme le suggère l'honorable Députée, il est veillé, dans toute la mesure du possible, à ce qu'une offre scolaire complète soit garantie dans tous les pôles d'enseignement du pays; à cet effet, une dérogation aux dispositions de l'instruction ministérielle précitée est régulièrement accordée. Toutefois, l'organisation d'une section A à l'Atert-Lycée n'est envisageable qu'à la suite d'une demande sensiblement accrue de la part des élèves.

Question 3560 (16.01.2018) de **MM. Eugène Berger** et **Lex Delles** *(DP)* concernant l'**application d'apprentissage «GraphoLearn»:**

Les outils d'apprentissage classiques dans les écoles luxembourgeoises sont de plus en plus complémentés par des outils informatiques. En France, certaines écoles sont en train de tester le jeu d'aide à l'apprentissage de la lecture «GraphoLearn». Il s'agit d'une application d'apprentissage sur tablette développée en Finlande et adaptée aux spécificités de la langue française.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les applications d'apprentissage qui sont actuellement testées et/ou utilisées dans des écoles luxembourgeoises?

2) Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de prendre contact avec les développeurs de «GraphoLearn» afin d'analyser la possibilité d'implémenter l'application dans l'enseignement de la langue française dans les écoles luxembourgeoises?

Réponse (16.03.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) a) Actuellement, de nombreuses applications d'apprentissage sont testées dans les écoles luxembourgeoises:

Dans le cadre de la promotion et du développement des compétences en expression écrite, une application de type «Creative Writing Web Application», appelée «Fieder» en luxembourgeois, est en cours d'élaboration par la société luxembourgeoise «EduTec». Cette application sera mise à disposition du personnel enseignant des écoles fondamentales et des professeurs de langues de l'enseignement secondaire.

L'application permet aux enseignants de générer en quelques secondes des devoirs du domaine de la production écrite, adaptés aux besoins individuels de chaque élève et tenant compte de ses compétences langagières. L'enseignant y inclut des documents audiovisuels et des consignes, ce qui permet ensuite à l'élève de traiter les tâches de façon autonome, que ce soit en ligne ou à l'aide d'une fiche de travail imprimée, en classe ou à la maison.

La phase pilote de l'implémentation est actuellement en cours et se termine vers la fin du deuxième trimestre 2017-2018. La mise en œuvre généralisée se fera à partir du troisième trimestre de l'année scolaire en cours.

Le projet «CrossCult», outil informatique développé au Luxembourg par le LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology), est une application qui fonctionne sur le téléphone portable et qui vise à encourager le partage de narrations historiques et culturelles. Des hotspots peuvent être définis, par leur lieu géographique, qui s'activent dès qu'on s'approche de ces endroits, tout en les visualisant par le moyen d'une carte des alentours. L'utilisateur pourra donc accéder à des informations historiques et culturelles de cet endroit, accéder à des ressources multimédia (vidéo, narration, …) et y ajouter même un commentaire personnel.

L'éditeur suisse «profax» offre toute une série d'applications d'apprentissage dans le domaine de l'orthographe et de la grammaire allemande dont certaines sont actuellement testées à plus large échelle dans nos écoles: «Wortgrammatik Verben», «Wortgrammatik Nomen», «Wortstämme», «Katze mit tz».

D'autres applications comme «Scratch», «micro:bit coding» ou «RST Creator», sont testées de manière ponctuelle à l'enseignement fondamental, de même que «Swift Playgrounds», avec laquelle le Lycée Aline Mayrisch entend devenir une «Apple Coding School».

Les enseignants de la nouvelle section d'architecture A3D au Lycée Josy Barthel à Mamer se familiarisent actuellement avec les applications

«AutoCAD» et «Tinkercad» en vue de leur utilisation à partir de la prochaine rentrée. Citons encore «Adobe Sketch» et «Adobe Creative Cloud», destinées entres autres aux élèves de la section E et des classes iPad.

Des logiciels comme «Adobe Spark Video» et «iMovie» permettent par exemple de documenter les compétences à l'oral des élèves, tandis que «Explain Everything» est particulièrement adapté à la production de tutoriels ou à la documentation de productions des élèves.

L'Institut national des langues est en train de tester la version LL7 de l'application «Languages of Luxembourg». Il s'agit d'un outil d'apprentissage des langues basé sur le Web qui permet d'apprendre simultanément cinq ou sept langues (luxembourgeois, français, allemand, portugais, anglais, arabe et persan). Avec cet outil les apprenants sauront étudier au moment de leur choix, à l'endroit de leur choix et utiliseront du matériel audio et vidéo téléchargeable gratuitement disponible sur le site Web ou des applications téléchargeables gratuites pour téléphones mobiles.

b) En ce qui concerne les applications qui sont actuellement utilisées dans nos écoles, il est impossible de les citer toutes, car les enseignants jouissent d'une certaine liberté quant aux moyens qu'ils mettent à disposition des élèves dans un souci de différenciation. Il convient pourtant de mentionner plusieurs applications qui sont utilisées à plus grande échelle:

«Babbelbubbel», «MathemaTIC.lu», «Projet Voltaire», «iTEO», «Blitzrechnen», «oli.lu», «Office 365», «Photomath», «GeoGebra», «Calibri», «WolframAlpha» (Mathematica), «König der Mathematik» (calcul mental), etc.

ad 2) L'application «GraphoLearn» est une aide au développement chez l'enfant du décodage graphophonologique lors de la première phase de l'alphabétisation, comme il en existe une multitude. Puisque dans nos écoles fondamentales, l'alphabétisation se fait en langue allemande, une utilisation de cet outil nécessiterait d'abord une adaptation à cette langue, ce qui constituerait un travail de grande envergure. En outre, la méthodologie employée diffère de celle utilisée dans nos écoles. Néanmoins, il serait certainement intéressant d'entrer en contact avec les développeurs de cette application qui pourrait être utile notamment dans des écoles internationales.

Question 3564 (17.01.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**étude PISA:**

Depuis la première édition qui a eu lieu en 2000, le Luxembourg participe à l'étude PISA de l'OCDE. En raison de à situation linguistique et migratoire particulière, il s'avère difficile de comparer le système scolaire luxembourgeois aux autres pays participants. Or, l'étude PISA est un instrument important qui fournit un état des lieux des performances et capacités des élèves.

L'étude PISA est aussi un programme à long terme qui a pour objectif d'observer le développement d'un système d'éducation dans le temps, et ce aussi bien dans le contexte national que dans le cadre d'une comparaison internationale.

Suite à l'étude PISA 2015, le Ministre de l'Éducation nationale a remis en question la pertinence de la participation du Luxembourg à ce test de l'OCDE. Selon les propos d'un article du Luxemburger Wort en date du 23 novembre 2017, le Ministère de l'Éducation nationale aurait annoncé à l'OCDE de ne participer que tous les six ans au test.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, le ministre peut-il nous fournir une explication sur les raisons de cette décision?

- Dans le cadre de cette décision. Monsieur le Ministre a-t-il pris en considération le fait que l'étude PISA est une étude cyclique qui met, tous les trois ans, l'accent sur un des trois domaines (sciences, mathématiques ou compréhension de l'écrit)?

- Dans l'affirmative, pour quelle raison le Ministère a-t-il décidé de ne pas participer, en 2021, au cycle d'enquête portant sur les compétences en mathématiques?

- De quelle manière le ministre envisage-t-il comparer à l'avenir le système d'éducation luxembourgeois sur le plan international?

- L'étude PISA fournit non seulement des informations sur les compétences des élèves, mais également d'importantes informations sur le milieu scolaire et social des élèves ainsi que sur les méthodes d'apprentissage et de travail. Dans la mesure où ces données sont mises à dispositions des lycées et essentielles au niveau du Plan de développement scolaire, comment le ministre veut-il à l'avenir assurer aux lycées l'accès à de telles données?

- Au niveau du Plan national, le Ministère de l'Éducation national publie à intervalles réguliers le «Bildungsbericht» pour fournir un aperçu plus détaillé sur le développement et la situation scolaire du pays. Quand le ministre envisage-t-il de publier l'édition 2018 du «Bildungsbericht»?

Réponse (16.03.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Suite à des réflexions internes et des pourparlers avec l'OCDE, j'ai en effet décidé que le Luxembourg ne participera que tous les deux cycles à l'étude PISA. Cette décision se base sur le constat que l'étude ne prend pas assez en compte les spécificités de l'école luxembourgeoise. Il est à noter que depuis la première participation du Luxembourg en 2000, tous les trois ans, les résultats montrent que les élèves de l'école luxembourgeoise obtiennent des scores légèrement en dessous de la moyenne de l'OCDE, dans les trois domaines de compétences évalués (sciences naturelles, compréhension de l'écrit, mathématiques). Les éditions suivantes n'ont fait que confirmer ce constat, sans vraiment nous livrer de nouveaux éléments. Cependant, je pense que nous ne pouvons pas réellement parler de comparabilité internationale si nous considérons les contextes scolaires nationaux très différents dans lesquels les élèves sont scolarisés. La position du Luxembourg est difficilement interprétable, car c'est un des rares pays à avoir testé ses élèves dans une langue qui n'est pas leur langue maternelle, le seul à avoir un taux au-delà des 50% d'élèves de 15 ans avec un arrière-fond migratoire et à confronter ses élèves dès le début de leur scolarité à un trilinguisme scolaire particulièrement exigeant.

Par ailleurs, le Luxembourg a milité plusieurs fois, aux côtés d'autres pays, pour allonger la durée du cycle à quatre ou cinq ans, sans avoir été entendu par l'OCDE. En effet, une période de trois ans est bien trop courte pour pouvoir juger convenablement de l'évolution des performances globales d'un système scolaire au niveau national, au regard de politiques éducatives qui s'inscrivent le plus souvent dans la durée. En outre, la durée d'un cycle de trois ans impose un rythme très soutenu qui ne permet de conduire les analyses approfondies qui s'imposeraient: un cycle démarre alors que le précédent n'est pas terminé. À ce titre, des comparaisons à six ans d'intervalle semblent tout à fait adaptées.

S'y ajoute que le Luxembourg a également discuté de la possibilité d'inclure le multilinguisme en tant qu'indicateur PISA. Toutefois, cette option, bien qu'elle ait été proposée au comité directeur de PISA, ne sera pas poursuivie en raison du faible intérêt des autres pays participants.

Tous les trois ans, l'étude PISA met l'accent sur un des trois domaines de compétences: sciences, mathématiques et compréhension de l'écrit. Néanmoins, le passage au numérique du test PISA depuis 2015 permet à l'avenir de dépasser les limitations des comparaisons, liées à l'alternance de domaines mineurs et de domaines majeurs. En effet, libérés de la contrainte de l'impression de cahiers, les concepteurs ont créé un «design» de rotation des blocs qui permet d'attribuer aux élèves des modules numériques contenant des items des trois domaines.

La décision de ne participer que tous les six ans implique en effet une prolongation du cycle tout en gardant la comparabilité avec les autres pays, comme l'illustre le tableau ci-après. Les pays qui participent à l'étude tous les trois ans se retrouvent avec le même domaine tous les neuf ans, alors que pour le Luxembourg, la même situation se présentera tous les 18 ans.

Année	Domaine de compétences	Participation du Luxembourg
2018	Compréhension de l'écrit	oui
2021	Mathématiques	non
2024	Sciences naturelles	oui
2027	Compréhension de l'écrit	non
2030	Mathématiques	oui
2033	Sciences naturelles	non
2036	Compréhension de l'écrit	oui
2039	Mathématiques	non
2042	Sciences naturelles	oui

PISA reste bien évidemment un élément clé de comparaison internationale des résultats de notre système scolaire. Je rappelle que le Luxembourg est aussi engagé dans l'enquête ICILS (International Computer and Information Literacy Study) de l'IEA (International Association for the Evaluation of Educational Achievement) ainsi que dans l'enquête HBSC (Health Behaviour in School-aged Children).

À l'avenir, le Luxembourg a l'intention de collaborer avec des pays ou des villes «similaires» (en termes de taille, de milieu socio-économique, d'immigrants, de langues) pour échanger des expériences et partager les meilleures politiques et pratiques.

Au cours des dernières années, le ministère et l'Université du Luxembourg ont développé une véritable expertise nationale dans la mise en place d'instruments de mesure fiables et d'infrastructures nécessaires pour évaluer les performances de l'école luxembourgeoise et identifier les leviers susceptibles d'améliorer la qualité scolaire. Avec le LUCET (Luxembourg Center for Educational Testing), le Luxembourg dispose aujourd'hui d'un institut reconnu au niveau international pour le monitoring du système éducatif moyennant les épreuves standardisées (ÉpStan). Le programme PISA intègre aussi des tests standardisés, mais un cadre conceptuel international y est utilisé pour définir les compétences scolaires, alors que les compétences évaluées par les épreuves standardisées nationales font référence aux socles de compétence et aux standards de l'enseignement au Luxembourg. Cela nous permet d'accompagner les réformes et innovations de manière ciblée et scientifique, d'évaluer les réussites et de prendre des décisions fondées en matière de politique éducative.

Les épreuves standardisées constituent des instruments de développement et de garantie de la qualité scolaire. Les résultats des élèves sont collectés au début de la 9e année d'études pour l'allemand, le français et les mathématiques. Ils sont mis en relation notamment avec des informations sur le climat scolaire et sur le statut socio-économique. Ils transmettent des impulsions pédagogiques permettant d'amorcer des processus d'évolution au sein du lycée et de renforcer la coopération entre enseignants, leur offrent la possibilité de déterminer autrement les critères internes à l'établissement en matière d'évaluation des performances scolaires, et permettent de conseiller les élèves et leurs parents. Les résultats des élèves aux tests de compétence peuvent aider les enseignants et les écoles à déterminer les besoins individuels des élèves respectivement de leur population scolaire. Les directeurs des lycées ont la possibilité de situer les performances de leurs classes en les comparant avec des normes nationales. Les classes peuvent non seulement être comparées avec la moyenne nationale, mais aussi avec un groupe de classes dont le profil en termes de composition scolaire est similaire. Enfin, la comparaison de classes parallèles au sein d'un même lycée permet d'identifier les forces et faiblesses relatives de chacune et d'en analyser les causes.

Les résultats PISA ne sont rendus publics qu'un an plus tard. En revanche, tous les élèves des cycles 2.1, 3.1 et 4.1 de l'école fondamentale ainsi que tous ceux du secondaire en 7e et Ve/9e prennent part, chaque automne, aux ÉpStan. Les résultats sont transmis peu après, au cours de la même année scolaire. Par ailleurs, avec les ÉpStan, les résultats des élèves peuvent être comparés d'une année à l'autre, permettant de mettre en évidence les évolutions.

Les ÉpStan sont donc étroitement liées aux spécificités des standards d'enseignement luxembourgeois. Elles font l'inventaire plus fréquemment et de manière plus précise que PISA. Elles englobent les élèves de l'enseignement fondamental et du secondaire et analysent rapidement les résultats à l'échelle des élèves, des classes et des écoles. Comparées à PISA, les ÉpStan sont plus à même d'initier une aide individualisée et un développement de l'enseignement et des écoles.

Le prochain «Bildungsbericht» sera publié en décembre 2018.

Question 3579 (23.01.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**agrément des structures d'accueil pour enfants:**

Les crèches proposent des services de garde d'enfants allant de deux mois à quatre ans. Selon nos informations, plusieurs crèches ne se voient plus prolonger leur agrément du fait qu'elles n'offrent pas un service de garde cinq jours par semaine du lundi au vendredi à plein temps.

Dans la mesure où il existe déjà une pénurie de place dans les structures d'accueil, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Combien de crèches sont concernées par une fermeture?

Réponse (15.03.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 2001 portant exécution des articles 1er et 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement pour enfants définit la garderie en tant que «service qui a pour objectif l'accueil spontané et l'encadrement sans hébergement d'enfants âgés de moins de huit ans dans des infrastructures professionnelles et ce pendant moins que 16 heures par semaine par enfant». Le nombre de garderies agréées au sens du règlement susmentionné s'élève actuellement à sept.

Le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants remplace le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 2001 à l'expiration de la phase transitoire fixée au 15 juillet 2018. S'il est vrai que le règlement grand-ducal modifié de 2013 prévoit l'encadrement journalier des enfants pendant 46 semaines au moins par année civile, des efforts ont été entamés afin de permettre notamment aux garderies agréées de rester en place après l'expiration de la phase transitoire.

Ainsi, le projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants prévoit à l'article 23 des dérogations spécifiques pour les garderies agréées au niveau des heures d'ouverture (art. 3), de la clé de personnel (art. 10), de la surface nette des locaux de séjour (art. 13) et de l'infrastructure (art. 15-19). Ces dérogations devraient permettre aux garderies agréées de rester en place au moment de l'expiration de la période transitoire prévue par le projet de règlement grand-ducal précité. Grâce à ces dérogations aucune des anciennes garderies ne sera obligée à fermer ses portes suite à la mise en vigueur de la nouvelle réglementation.

Question 3580 (23.01.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Lycée technique agricole:**

D'Ackerbauschoul ass déi eelste Beruffsschoul, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt. Si besteet zënter 1883 zu Ettelbréck. Beim 125-järegе Jubiläum 2008 wéi och 2017 wärend der Ausstellung „85 Joer an der Kinnekswiss" konnt een Deel vun dem historesche Material, dat d'Schoul besëtzt, dem Public gewise ginn.

Zu dëser Kollektioun gehéiere vill onrestauréiert an e puer restauréiert al landwirtschaftlech Maschinnen, Dokumenter, Kaarten, d'Ariichtung vun der Kapell, Panneauen, ganz vill Fotoen, Biller a Portraiten aus dem 19. bis 21. Jorhonnert, e puer 1.000 Bicher vum 18. Jorhonnert bis haut, Déierepräparater aus dem 19. Jorhonnert, wouzou och de leschten Adler vu Lëtzebuerg gehéiert, Miwwele vun 1932 bis haut an nach villes méi....

Et ass evident, datt d'Geschicht vun dëser Schoul ee wichtegen Deel vun der Geschicht vum Lëtzebuerger Land duerstellt.

Déi nei Ackerbauschoul wäert den Aussoe vum Minister Bausch no 2020 zu Gilsdref kënnen opgoen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister folgend Froe stellen:

- Wou kann an Zukunft dëst geschichtlech wäertvollt Material konservéiert ginn?

- Soll d'Geschicht vun der Ackerbauschoul respektiv dat geschichtlecht Material dem Public a Form vun enger permanenter Ausstellung kënnen zougänglech gemaach ginn?

- Wa jo, wou wär dofir Plaz?

- Wat geschitt mat dem Gebai vun der aktueller Ackerbauschoul, dem Internat an dem Gebai vum Laboratoire vun der ASTA? Ginn dës Gebaier integral fir de Lycée technique vun Ettelbréck gebraucht oder bleift hei nach Raum fräi? Zu wéi enge konkreten Zwecker sollen dës Gebaier an Zukunft genotzt ginn?

- Mengen Informatiounen no ass eng Ufro do, fir dat 85 Joer aalt Gebai vun der Ackerbauschoul zu Ettelbréck klasséieren ze loossen. Kann de Minister mer dëst bestätegen?

- Wa jo, bis wéini kann decidéiert ginn, ob d'Gebai klasséiert soll ginn?

- Wat geschitt mat der Kapell an de Mosaikfënstere vum lëtzebuergesche Kënschtler Gustave Zanter vun 1957, déi dréngend restauréiert misste ginn?

Réponse (19.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

An hirer parlamentarescher Ufro stellt déi honorabel Deputéiert Madamm Martine Hansen e puer Froen zur Ackerbauschoul zu Gilsdref.

Nodeems an Zesummenaarbecht mat de verantwortleche Leit vun der Ackerbauschoul den aktuelle Stand vun hire Kollektiounen an hir zukünfteg Aart a Weis, se ze erhalen, analyséiert gouf, kann een Deel vun den alen Objeten, esou wéi Biller, Fotoen, Kaarten a Bicher am Agangsberäich vum neie Gebai zu Gilsdref, eventuell och an der Direktioun oder an der Proffekonferenz ausgestallt ginn.

Déi genee Detailer dovu wäerten awer nach tëschent der Direktioun vun der Ackerbauschoul an dem Educatiounsministère festgeluecht ginn.

Déi zukünfteg Entwécklung vum Lycée technique vun Ettelbréck gesäit eng Erweiderung vun hire Raimlechkeete vir, andeem een de fréiere Site vun der Ackerbauschoul, vum fréiere Pensionat Saint-Joseph souwéi vun de Laboratoirë vun der ASTA mat bäihëlt, nodeems déi Servicer an hir nei Gebailechkeete geplënnert sinn.

Ausser den Zären an de Maschinnenhale ginn déi bestoend Infrastrukture fir dës Zwecker ëmgebaut a renovéiert. D'Renovatioun vun den historeschen Elementer, wéi an dësem Fall bei de Mosaikfënsteren, gëtt mat der néideger Suergfalt gemaach, fir de Patrimoine vum Stat ze valoriséieren, an dat an Zesummenaarbecht mam Service vun der nationaler Denkmalfleeg. Eng zukünfteg Benotzung vun der Kapell als Bibliothéik wier zum Beispill sécherlech denkbar. Eng Demande fir eng national Protektioun vum Gebai, wou aktuell d'Ackerbauschoul dran ass, ass am Dezember 2017 eragereecht ginn.

Den Dossier ass vum Service des sites et monuments examinéiert ginn a gëtt deemnächst an der Commission des sites et monuments nationaux virgedroen. Duerno kann dann eng Decisioun fir eng national Protektioun geholl ginn.

Question 3591 (29.01.2018) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **Lycée technique d'Ettelbruck:**

Depuis octobre 2017, les élèves du Lycée technique Ettelbruck peuvent profiter de nouvelles infrastructures dans le complexe sportif entièrement rénové. Il me revient dans ce contexte que le nettoyage des infrastructures (la piscine, le hall ainsi que des salles pour faire de la musculation, du fitness et de la gymnastique) n'est plus assuré par le personnel du lycée mais a été confié à une société de nettoyage externe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

2) Pour quelles raisons le ministère a-t-il décidé de déléguer ce type de prestation auprès d'une entreprise spécialisée?

3) Est-ce que cette façon de procéder est conforme à l'article 63 de la Convention collective des salariés de l'État signée en date du 19 décembre 2016 entre le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, d'une part, et les représentants des syndicats contractants OGBL et LCGB, d'autre part?

4) Le Gouvernement peut-il m'informer si d'autres externalisations de services publics sont envisagées et le cas échant lesquelles et dans quels bâtiments publics?

5) Quelle est en général la politique du Gouvernement en matière d'externalisation de services publics?

Réponse (15.03.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) à 3) Je peux effectivement confirmer qu'une partie du nettoyage des infrastructures du Lycée technique d'Ettelbruck (LTETT) est assurée par une entreprise privée de nettoyage.

Actuellement, les travaux de nettoyage sont effectués par 18 agents (cinq agents de plus de 60 ans, cinq âgés de 50 à 60 ans, cinq âgés de 40 à 50 ans et trois âgés entre 30 et 40 ans). Dix de ces agents ont été engagés avant l'année 2000.

Suite à l'achèvement de divers travaux au LTETT, 14 salles de classe supplémentaires ont été installées et le complexe sportif a été agrandi, force était de constater que les effectifs des équipes de nettoyage en place ne suffisaient plus afin de garantir un nettoyage approprié de toutes les infrastructures.

Même s'il s'avère que, par rapport aux normes fixées par la Commission d'économies et de rationalisation en ce qui concerne le calcul du nombre d'agents de nettoyage par rapport à la surface totale à couvrir, le LTETT disposerait du personnel nécessaire pour assurer les tâches de nettoyage; plusieurs congés de maladie de longue date de certains agents de nettoyage ont contraint la direction du lycée à agir dans l'urgence.

De ce fait, une entreprise de nettoyage privée a été engagée afin de renforcer, de façon transitoire, l'équipe en place. Cette façon de procéder devra être poursuivie dans des cas similaires pendant l'année 2018 sans pour autant mettre en question la visée à moyen terme de la convention collective. L'honorable Député conviendra que de tels changements au niveau de la politique en matière du personnel nécessitent des temps de latence et d'adaptation. Ainsi, les numerus clausus des années à venir devront le, cas échéant, tenir compte de ce changement de paradigme au niveau de toutes les administrations étatiques.

ad 4) Je ne suis pas en mesure de me prononcer sur des externalisations éventuelles envisagées par le Gouvernement.

ad 5) Les différents départements ministériels devraient se concerter en la matière, afin de convenir d'une procédure commune applicable à toutes les administrations étatiques.

Question 3600 (01.02.2018) de **M. Gusty Graas** concernant les **pompes à chaleur aérothermique:**

Dans un article paru dans le «Tageblatt» le 30 janvier 2018, il est question de pompes à chaleur aérothermique. Selon l'auteur de l'article ces pompes seraient la source de nuisances sonores qui auraient des répercussions négatives sur la santé des riverains.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que les pompes à chaleur sont des sources de nuisances sonores ayant un impact sur la santé humaine?

2) Est-ce que le bruit émanant des pompes à chaleur a été thématisé lors des travaux d'élaboration du dernier Plan d'action de lutte contre le bruit?

3) Est-ce que les pompes à chaleur sont contrôlées avant leur mise en service par rapport au bruit ambiant et des fréquences basses qu'elles émanent?

4) Existe-t-il des distances minimales à respecter entre les pompes à chaleur et les habitations avoisinantes? Existe-t-il des exigences concernant l'isolation acoustique des pompes à chaleur? Dans la négative, Madame la Ministre juge-t-elle utile de légiférer en la matière?

Réponse commune (30.03.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

ad 1) Les pompes à chaleur sont une technologie qui connaît depuis quelques années un certain essor, vu qu'elles s'apprêtent à être intégrées dans un concept énergétique de bâtiments à performance énergétique élevée et que les pompes à chaleur sont subventionnées par l'État dans le cadre des aides étatiques PRIMe House.

Au niveau de l'acoustique du bâtiment et l'ambiance sonore dans les alentours de celui-ci, les pompes à chaleur sont à considérer comme des équipements techniques, c'est-à-dire des sources de bruit fixes. Ces équipements génèrent en effet un certain niveau acoustique qui peut être gênant selon les circonstances aussi bien à l'intérieur du bâtiment que dans son voisinage.

En ce qui concerne la sécurité et la santé des salariés, l'Inspection du travail et des mines est compétente pour l'application des dispositions du règlement grand-ducal du 6 février 2007 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruits).

Le règlement grand-ducal précité fixe les valeurs limites d'exposition comme suit:

Valeurs limites d'exposition:

$L_{EX,8h}$ = 87 dB(A)

Valeurs d'exposition supérieures déclenchant l'action:

$L_{EX,8h}$ = 85 dB(A)

Valeurs d'exposition inférieures déclenchant l'action:

$L_{EX,8h}$ = 80 dB(A)

Au cas où ces limites seraient atteintes, des mesures pour réduire le risque doivent être prises ou une protection individuelle dans le cadre des dispositions du règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de protection individuelle et de l'article L.313-1(2) point 2) du Code du travail doit être mise à disposition des salariés.

Au cas où le bruit d'une telle installation dépasserait les valeurs limites indiquées dans le règlement grand-ducal du 6 février 2007 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruits), l'employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour réduire ces valeurs pour ne pas exposer ses salariés à des niveaux de bruits trop élevés.

Toutefois, dans la pratique et selon les données techniques des fournisseurs, les valeurs ne dépassent en général pas le seuil de 80 dB(A).

Si les valeurs indiquées dans le cadre du règlement grand-ducal précité ne sont pas dépassées, l'Inspection du travail et des mines considère qu'il n'existe pas d'impact sur la santé du salarié.

ad 2) Au niveau des plans d'action il convient de préciser que selon la directive européenne 2002/49/CE seulement le bruit routier, ferroviaire et aéroportuaire est pris en compte tant au niveau de la cartographie du bruit qu'au niveau des plans d'action.

ad 3) et 4) S'il est vrai qu'il n'existe pas de réglementation nationale spécifique aux pompes à chaleur, certains textes réglementaires existants peuvent fournir une base pour une gestion du bruit des pompes à chaleur.

En effet, lorsqu'il s'agit d'un établissement, les valeurs limites prévues par le règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers sont d'application, même si ces valeurs limites ne sont pas spécifiques aux installations fixes. À cela s'ajoute que les autorisations concernant les établissements classés établies dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés peuvent prévoir des valeurs limites spécifiques pour les sources fixes.

Comme les pompes à chaleur peuvent servir pour la production de froid et la production de chaleur, elles relèvent de deux points différents de la nomenclature des établissements classés.

En matière de production de froid, le numéro de nomenclature 070209 est applicable:

Production de froid:

- lorsque la puissance frigorifique totale est supérieure à 20 kW et inférieure ou égale à 50 kW et fonctionnant au dioxyde de carbone, à l'ammoniac, au butane ou propane ainsi que leurs mélanges -> classe 3A

- lorsque la puissance frigorifique totale est supérieure à 50 kW et inférieure à 300 kW et si la quantité en fluide réfrigérant est inférieure à 100 kg -> classe 3

- lorsque la puissance frigorifique totale est supérieure ou égale à 300 kW ou si la quantité en fluide réfrigérant est supérieure ou égale à 100 kg -> classe 1

En dessous de 50 kW, une autorisation de la part du Ministre de l'Environnement n'est pas requise. Ceci constitue déjà une puissance élevée pour des pompes à chaleur.

Souvent des pompes à chaleur sont utilisées dans le cadre de piscines pour la déshumidification de l'air. Leur puissance «froid» ne dépasse pas le seuil de 50 kW dans les dossiers instruits jusqu'à présent.

Pour ce qui est de la production de chaleur, le numéro de nomenclature 070203 est applicable:

Chaufferies:

- destinées à la production d'eau chaude avec une puissance thermique nominale totale installée supérieure à 3 MW et inférieure à 50 MW -> classe 3

- d'une puissance thermique nominale de combustion supérieure à 1 MW alimentées en bois -> classe 1

- destinées à la production de vapeur ou au chauffage de fluides caloriporteurs autres que l'eau

- d'une puissance thermique nominale inférieure à 1 MW -> classe 3

- d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW -> classe 1

Le seuil inférieur de 3 MW ne sera pas atteint par une pompe à chaleur.

Il faut rappeler que, conformément à l'article 38 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, «chaque commune est tenue d'édicter un règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites». Le contenu de ce règlement porte, conformément à l'article 39 de la loi précitée du 19 juillet 2004 sur «la solidité, la sécurité, la salubrité ainsi que la durabilité et la commodité du domaine public, des sites, des constructions, bâtiments et installations ainsi que de leurs abords respectifs».

Dans le cas de figure d'un bâtiment d'habitation, les contraintes à respecter découlent généralement de la réglementation nationale en matière d'aménagement communal et des règlements communaux, notamment du règlement des bâtisses et des autorisations de bâtir.

Ainsi, la législation[1] en matière d'aménagement communal dispose qu'«en ce qui concerne les constructions, bâtiments et installations, il (le règlement sur les bâtisses) contient au moins des prescriptions relatives au dimensionnement, à l'affectation et à l'aménagement des locaux et ouvrages, à l'éclairage naturel et aux vues directes, à la ventilation et à l'aération, au chauffage, aux installations sanitaires et électriques, à la protection contre l'incendie et le bruit, à l'efficience énergétique, à la résistance des matériaux et la stabilité des structures, aux matériaux de construction et à l'accessibilité pour personnes à mobilité réduite».

À ce sujet il convient de renvoyer au «Règlement type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites» publié par le Ministère de l'Intérieur qui propose des valeurs limites de bruit:

«[…] Les fenêtres doivent avoir un niveau d'isolation Rw' minimal de 32 dB.

Les équipements techniques fixes se trouvant à l'extérieur des bâtiments, tels que les conditionnements d'air, les systèmes de ventilation et les pompes à chaleur, seront choisis et installés de façon à ce que le fonctionnement ne puisse générer des nuisances sonores ou des vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne anormale pour sa tranquillité.

Le niveau de bruit causé au point d'incidence sur la propriété avoisinante par les équipe-

[1] loi du 28 juillet 2011 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant:

a. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

b. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

c. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

d. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ments techniques fixes ne doit pas dépasser de façon permanente ou régulière le niveau de bruit LAeqm,1h de 40 dB(A).

Dans le cas où le spectre de bruit est dominé par une tonalité précise perceptible au point d'incidence, le niveau de bruit déterminé au point d'incidence est à majorer de 5 dB(A). Il en est de même si des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A). […]»

Il est encore précisé au commentaire de l'article 39 de la loi précitée du 19 juillet 2004 que «le respect des valeurs limites y fixées constitue une obligation de moyen pour le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage est par conséquent tenu, lors de l'introduction de la demande d'autorisation de construire, de verser des pièces attestant l'emploi de matériaux en mesure d'assurer les valeurs fixées au présent article».

Conformément au principe de l'autonomie communale, il est important de rappeler que le règlement type peut uniquement servir de modèle aux communes et n'a pas de caractère réglementaire. Ce règlement type a encore connu une révision au mois de février 2018. En conséquence, il appartient à chaque commune de déterminer le contenu de son règlement sur les bâtisses en fonction de ses caractéristiques territoriales ou encore de sa volonté politique.

Qui plus est, il est certes plus opportun de permettre aux communes de définir des règles en la matière qui tiennent compte des spécificités du territoire communal. En effet, les solutions apportées en milieu urbain, caractérisé généralement par un niveau de bruit de base plus élevé ainsi que par des distances réduites entre habitations et équipement techniques, sont plus complexes et se distinguent sensiblement de celles qui peuvent être apportées en milieu rural.

Au niveau européen les dispositifs de chauffage des locaux par pompe à chaleur tombent sous le règlement (UE) n°813/2013 de la Commission du 2 août 2013 portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux dispositifs de chauffage des locaux et aux dispositifs de chauffage mixtes. Ce règlement impose des valeurs limites concernant le niveau de puissance acoustique de ces installations en dépendance de leur puissance thermique nominale. La loi du 15 décembre 2010 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie qui transpose la directive 2009/125/CE, prévoit des dispositions concernant la mise sur le marché et la mise en service de ces dispositifs de chauffage.

Au vu de ces considérations, il n'est actuellement pas envisagé de légiférer en la matière.

Question 3607 (07.02.2018) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**intervention de policiers pour régler les problèmes de circulation sur nos routes**

Nos autoroutes connaissent régulièrement des problèmes d'embouteillage liés notamment à des pannes ou encore à des accidents, ce phénomène pouvant encore être accru en période hivernale.

Cette situation amène de nombreux conducteurs à emprunter des routes secondaires et à provoquer ainsi des problèmes de circulation à différents endroits du pays et en particulier à des carrefours stratégiques à certains endroits.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Le Gouvernement ne devrait-il pas envisager de manière systématique la possibilité que des policiers règlent le trafic aux carrefours stratégiques des routes secondaires lors d'embouteillages importants sur nos autoroutes afin d'assurer au mieux la fluidité du trafic?

Réponse commune (19.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure*

Q126

Les plans de gestion du trafic actuellement en vigueur et élaborés conjointement entre la Police grand-ducale et les services de l'Administration des ponts et chaussées prévoient, en cas de fermeture temporaire d'un tronçon d'autoroute à cause d'un accident, le balisage de l'itinéraire de déviation et le contrôle des carrefours stratégiques de la déviation par des patrouilles de police, afin de maintenir une circulation aussi fluide que possible. Ces plans d'intervention d'urgence ont été réalisés afin de garantir aux usagers bloqués par l'accident de retrouver l'autoroute sur le chemin le plus direct avec le moins de perturbations possibles et ceci conformément aux prescriptions du Code de la route autorisant l'intervention des agents de police sur le fonctionnement des feux tricolores installés aux carrefours. Reste à noter qu'à l'exception des fermetures d'autoroute à cause d'un accident, ni le CITA, ni l'ACL ne communiquent des itinéraires de déviation via la voirie secondaire et que tous les intervenants (Police grand-ducale, Administration des services de secours et Administration des ponts et chaussées) se concentrent sur le rétablissement de la situation afin de libérer les capacités de l'autoroute supérieures à celle d'une route nationale.

Le cas décrit par l'honorable Député ne peut d'un autre côté pas être repris par une intervention des membres de la Police grand-ducale, comme, au vu du grand nombre de carrefours équipés de feux tricolores sur la voirie secondaire, une intervention coordonnée d'une telle ampleur est difficilement réalisable. En effet la situation décrite par Monsieur le Député ne saurait être gérable par l'intervention humaine, comme celle-ci ne peut à aucun moment être proprement coordonnée. Ainsi, par exemple, une intervention humaine sur une demi-douzaine de carrefours en milieu urbain engendrerait davantage de perturbations, encore plus graves, sur le reste du réseau. Au vu de la complexité du réseau, notamment avec l'ajout du tramway, de telles situations ne sont gérables qu'à base de plans de phasage adaptés des feux tricolores et d'un système centralisé de gestion de feux tricolores.

Question 3608 (07.02.2018) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **taxes pour l'environnement:**

La part des taxes environnementales dans le total des impôts varie considérablement d'un pays à l'autre. Selon les chiffres d'Eurostat, le Luxembourg est le pays de l'Union européenne où la part des taxes environnementales dans les recettes publiques est la moins élevée. Elle s'élève à 4,6% du total des recettes, contre une moyenne de 6,3% relevée dans l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Pour quelles raisons la part des taxes environnementales dans le total des recettes du Luxembourg se trouve-t-elle en dessous de la moyenne de l'Union européenne?

- Quelle a été l'évolution du fonds climat et énergie depuis 2013 au niveau des recettes?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les dépenses du Fonds climat et énergie depuis 2013 et sur la manière dont ces dépenses ont été utilisées concrètement?

Réponse commune (14.03.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député se réfère à un rapport d'Eurostat publié le 31 janvier 2018 concernant la part des taxes environnementales dans les recettes publiques des différents États membres de l'Union européenne. Même si dans le rapport précité le Luxembourg figure avec 4,6% en tant qu'État membre avec la plus faible part, cette proportion se situe dans le même ordre de grandeur que celle de ses États voisins, en l'occurrence l'Allemagne (4,8%), la Belgique (5,0%) et la France (4,9%).

D'autre part, dans la statistique relevant les recettes de taxes environnementales par habitant, le Luxembourg figure à la deuxième place.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour le Luxembourg, Eurostat identifie les taxes suivantes comme taxes environnementales: droits d'accises autonomes sur certaines huiles minérales; droits d'accises sur les huiles minérales; taxe complémentaire prélevée sur les carburants; redevance de contrôle sur le fuel domestique; droits d'accises sur les gaz liquéfiés; droits d'accises sur les benzols; droits d'accises «Kyoto»; taxe sur les transports; taxe supplémentaire sur l'électricité; taxe sur la distribution d'électricité; taxe sur la production d'électricité; taxe de consommation sur le gaz naturel; taxe de prélèvement sur l'eau; taxe sur véhicules automoteurs à charge des entreprises; taxe d'immatriculation des navires; taxe sur véhicules automoteurs à charge des ménages; taxe bateaux ou navires de plaisance.

S'y ajoute la taxe de rejet des eaux usées qui a été introduite avec la taxe de prélèvement d'eau par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Pour la période budgétaire de 2011 à 2016, la recette des taxes de prélèvement d'eau et de la taxe de rejet des eaux usées s'élève au total à 60 millions d'euros.

Le droit d'accise autonome additionnel prélevé sur les carburants pétroliers destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules routiers (dénommé contribution changement climatique ou «Kyoto-Cent»), a été introduit par la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Le montant du «Kyoto-Cent» s'élève actuellement à deux centimes d'euro pour l'essence et à 2,5 centimes d'euro pour le diesel. Les recettes du «Kyoto-Cent» ainsi que de 40% du produit de la taxe sur les véhicules routiers sont portées directement en recette du Fonds climat et énergie.

Pour la période budgétaire de 2013 jusqu'à 2016, les recettes du Fonds climat et énergie ont évolué comme suit:

2013: 92.262.219,60 €

2014: 93.356.977,49 €

2015: 85.460.270,14 €

2016: 82.686.983,29 €

Le décompte pour l'année 2017 sera présenté dans le cadre du projet de loi portant règlement du compte général de 2017.

Étant donné que le Luxembourg respecte depuis l'année 2014 ses engagements en terme de réduction des gaz à effet de serre, les dépenses du Fonds climat et énergie dans le domaine de l'échange de droits d'émission ou de mise en œuvre de projets visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans un contexte bilatéral avec des pays tiers, de mises en œuvre conjointes (MOC) réalisées dans les pays membres de l'OCDE et les pays à économie de transition ou de projets de mécanisme de développement propre (MDP) dans des pays en développement ont diminué de façon significative. En juin 2015, suite à la décision du Gouvernement en conseil d'investir 120 millions d'euros entre 2014 et 2020 dans le financement climatique international, les dépenses du Fonds climat et énergie ont évolué vers la participation à des fonds multilatéraux gérés par des organismes internationaux ou régionaux qui ont pour mission notamment d'appuyer financièrement lesdits activités et projets communs ainsi que pour le financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement.

Les dépenses du Fonds climat et énergie depuis 2013 ont évolué tel que décrit dans le tableau ci-dessous:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

1), 2) et 3) Achat de crédits carbone: compte tenu de son objectif de réduction des émissions de gaz à effet et serre de 28% par rapport aux niveaux de 1990 au cours de la période 2008-2012 (dans le cadre du protocole de Kyoto), le Luxembourg se retrouve avec un déficit à combler de 14,2 millions de tCO_2e. Les dépenses du programme d'acquisition de crédits carbone pour la période en question, qui a débuté déjà en 2005, se sont répartis jusqu'en 2015 environ. Les dépenses pour les années 2015, 2016 et 2017 sont liées soit à l'achat de crédits pour la période 2013-2020, dont les projections de gaz à effet de serre affichaient un déficit vers la fin de la période, soit à la continuation de certains fonds carbone, dont les contrats étaient conclus en 2005.

1) «Assigned Amount Unit» (AAU) désigne les droits d'émission dans le cadre de l'échange de droits d'émission entre pays industrialisés, en principe combiné à un GIS - Green Investment Scheme - dans le cadre duquel les recettes que le pays vendeur obtient grâce à la transaction sont investies dans des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (par exemple: assainissement énergétique de bâtiments). Le Luxembourg a conclu deux GIS avec l'Estonie en 2010 et la Lituanie en 2011. Les dépenses se sont réparties jusqu'en 2013.

2) «Clean Development Mecanism» (CDM) désigne des activités de projets entre pays industrialisés et pays en développement. Ces projets permettent d'acquérir des «unités de réduction certifiées d'émission» (CER en anglais) libellés en tonnes de gaz à effet de serre. Depuis 2014, uniquement des crédits de haute qualité - genre «Gold Standard CERs» - ont été acquis. Étant donné que pour la période 2013-2020, le Luxembourg n'aura probablement pas besoin de recourir à l'utilisation de «mécanismes de développement propres», le programme d'acquisition de crédits CERs a été stoppé en 2016. Les dépenses en 2017 sont reliées à des contrats signés en 2016.

3) À côté des transactions CDM et les deux transactions GIS avec l'Estonie et la Lituanie, le Luxembourg participe depuis 2005 dans les fonds carbone suivants: Community Development Carbon Fund (WB), Biocarbon Fund (WB), Multilateral Carbon Credit Fund (EBRD), Asia Pacific Carbon Fund (ABD), Carbon Fund for Europe (EIB/WB). À ce jour, deux de ces fonds sont encore actifs et génèrent un faible volume de crédits carbone.

4) Au cours des dernières décennies, le Grand-Duché de Luxembourg a livré une assistance financière et technique considérable pour soutenir les activités liées à la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, avec un accent particulier sur les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement (engagement de neuf millions d'euros dans le cadre du «Fast Start» pour les années 2010-2012). En amont de la COP21, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg s'est engagé à continuer de soutenir l'action climatique dans les pays en développement par l'intermédiaire d'une contribution de 120 millions d'euros entre 2014 et 2020 (= Financement climatique international [FCI]). Ce montant inclut une contribution annuelle de cinq millions d'euros au Fonds vert pour le climat («Green Climate Fund [GCF]»), représentant une contribution d'environ dix euros/capita/an et un total de 35 millions d'euros. Ces fonds sont nouveaux et additionnels à l'aide publique au développement (APD). La liquidation des fonds de cette enveloppe a débuté en 2015. À ce stade, presque 100 millions d'euros ont déjà été promis ou engagés. Une enveloppe budgétaire annuelle de trois millions d'euros est réservée pour les projets introduits par les ONG luxembourgeoises.

5) Le Fonds climat et énergie participe par ailleurs à de nombreux programmes et projets nationaux notamment: conventions diverses (CELL, myenergy, Neobuild, IFSB, Convis, IBLA, etc.), campagnes publicitaires et de sensibilisation, promotion de la mobilité douce et véhicules électriques (prime CAR-e), conseils et études (3e Plan d'action climat, projections GES, stratégie d'adaptation, etc.), promotion des énergies renouvelables (installations photovoltaïques). À considérer que les dépenses élevées en 2013 tiennent compte d'environ 5,36 millions d'euros dédiés à la liquidation de la prime CAR-e.

À noter également que des engagements à hauteur de 13,2 millions d'euros ont été pris en 2017, dont environ 7,6 millions d'euros en faveur de la mise en place d'installations photovoltaïques.

6) Participation aux coûts nets du mécanisme de compensation (Ministère de l'Économie).

Question 3609 (07.02.2018) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant la **dispersion des cendres:**

De nos jours, la crémation est reconnue comme un mode funéraire qui respecte les convictions de chacun. C'est ainsi qu'en 30 ans, la crémation est devenue de plus en plus courante et les cendres sont généralement déposées avec une urne dans un columbarium ou dispersées sur des pelouses ou dans des forêts destinées à cet effet. Cependant, au Luxembourg, les cendres ne peuvent être gardées à la maison.

Nombreuses sont les personnes qui souhaitent que leurs cendres soient dispersées soit en mer soit dans un cours d'eau. À ce sujet, l'article 3 du règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres dispose que: «(...) le bourgmestre peut autoriser selon le vœu du défunt la dispersion des cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit». De plus, la Fédération des entreprises des pompes funèbres et de crémation du Grand-Duché de Luxembourg (FPF) précise que les cendres peuvent être dispersées en mer du Nord, mer Méditerranée ou Atlantique de l'Est.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Pour quelle raison les cendres ne peuvent être gardées à la maison?

- Est-ce que le bourgmestre peut, conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal relatif à la dispersion des cendres, autoriser la dispersion des cendres dans un cours d'eau (ruisseau ou fleuve)?

- Dans l'affirmative, est-ce que ce cours d'eau doit traverser le territoire de la commune du défunt dont est compétent le bourgmestre? Qu'en est-il de la Moselle? Est-ce qu'un bourgmestre peut autoriser la dispersion de cendres dans la Moselle?

- En général, les ministres ne jugent-ils pas que le terme «à tout autre endroit» manque de précision? Dans l'affirmative, les ministres ne jugent-ils pas opportun de préciser l'article 3 du règlement existant?

Réponse commune (14.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Suivant la loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles, les cendres peuvent être déposées dans un columbarium. D´autres modes de sépulture, notamment la dispersion des cendres sur une parcelle spécialement réservée à cet effet, pourront être réglés par règlement grand-ducal.

Le règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres, auquel se réfère l'honorable Député, dispose que la dispersion des cendres peut se faire sur une parcelle de terrain située dans l'enceinte d'un cimetière communal, respectivement sur une parcelle de terrain aménagée et gérée à cet effet par un syndicat de communes.

Par dérogation à ce principe, l'article 3 du règlement grand-ducal précité dispose que le bourgmestre peut autoriser, selon le vœu du défunt, la dispersion des cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit. Le commentaire de l'article afférent du projet de règlement grand-ducal de l'époque a décrit cet endroit comme: «au pied d'un arbre ou d'un buisson situés dans la propriété du défunt ou bien le long d'une promenade qu'il affectionnait particulièrement».

Dans cet ordre d'idées, il y a lieu d'ajouter que la mise en place, ces dernières années, de cimetières forestiers constitue une alternative pour l'épandage des cendres notamment sur une clairière forestière ou concentré au pied d'un arbre commémoratif. Rappelons que l'aménagement d'un cimetière forestier est régi par les lignes directrices de l'Administration de la nature et des forêts.

Il n'est cependant pas prévu que les particuliers puissent conserver les cendres à leur domicile. Les cendres en elles-mêmes ne représentent pas un problème de santé publique, puisque celles-ci ont été rendues stériles par la chaleur et ne présentent dès lors pas le moindre danger pour la santé. Cependant, il échet de garantir le droit de tous les membres d'une famille de se recueillir devant une urne, dont la conservation ne saurait par conséquent pas revenir exclusivement à un membre de la famille.

Aux termes de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, tout déversement direct ou indirect de substances solides ou gazeuses dans les eaux de surface et les eaux souterraines est soumis à autorisation du Ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions.

Pour ce qui est de la Moselle, rivière frontalière avec l'Allemagne, une telle autorisation ministérielle est de rigueur tout comme le respect de la législation allemande fédérale et fédérée, le cas échéant.

D'une manière générale, il y a lieu de préciser qu'une adaptation de la législation sur les inhumations et l'incinération des dépouilles mortelles à l'évolution de la société pourrait s'imposer prochainement.

Question 3614 (08.02.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **volet «Academic Resilience» de l'étude PISA:**

Laut der PISA Sonderauswertung „Academic Resilience" liegt der Anteil sogenannter resilienter Schüler, sprich Schüler, die trotz ihrer sozialen Benachteiligung gut in der Schule abschneiden, in Luxemburg bei lediglich 17% (OECD-Länderschnitt 29,2%). Zwischen 2006 und 2015 stieg der Anteil resilienter Schüler in Luxemburg um gerade mal 0,6 Prozentpunkte.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend richten:

1) Herr Minister, welche Fakten haben laut OECD-Studie einen Einfluss auf den Anteil resilienter Schüler in Luxemburg?

2) Erhielten die einzelnen Schulen ihre spezifischen Auswertungsdaten, um diese in ihren Schulentwicklungsplan mit einbinden zu können?

3) Gibt es zwischen den Schulen große Unterschiede, was den Anteil resilienter Schüler anbelangt?

4) Mit welchen Maßnahmen gedenkt der Minister, den Anteil resilienter Schüler zu erhöhen?

Réponse (22.03.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Die OECD untersucht im Rahmen ihrer Studie[1] die Rolle der Länder und Schulen in Bezug auf die Resilienz von Schülern. Dabei werden solche Schüler als resilient bezeichnet, die sozial benachteiligt sind und bei PISA trotzdem gut abschneiden, d. h. mindestens Kompetenzstufe 3 in Lesen, Mathematik und Naturwissenschaften erreichen. In die Auswertung wurden Merkmale des sozioökonomischen Hintergrunds, des Lernklimas (Disziplin im Klassensaal und Abwesenheitsrate von Schülern) und der Schulressourcen (Klassengröße, Verhältnis Schüler/Computer und Anzahl an außerschulischen Aktivitäten) von Schulen einbezogen.

In Luxemburg wie auch in den anderen Ländern weist der sozioökonomische Hintergrund von Schulen den stärksten Zusammenhang zur Resilienz von Schülern auf. Laut OECD steht in Luxemburg allein ein Merkmal in positivem Zusammenhang zur Resilienz, nämlich die Ausstattung der Schüler mit digitalen Medien (Computer oder Tablets). Alle übrigen untersuchten Merkmale weisen laut OECD-Bericht keinen signifikanten Zusammenhang auf.

ad 2) Bei PISA erhalten alle teilnehmenden Schulen eine spezifische Auswertung der Ergebnisse, die im Rahmen der Ausarbeitung des Schulentwicklungsplans (PDS) genutzt werden kann. In dem schulspezifischen Datensatz sind allerdings keine spezifischen Auswertungsdaten zum Anteil an resilienten Schülern enthalten. Die Schülerzahlen an Luxemburger Schulen sind zu niedrig, um aussagekräftige Ergebnisse zur Resilienz hervorbringen zu können.

ad 3) Zwischen den Schulen sind die Unterschiede in Bezug auf den Anteil an resilienten Schülern relativ klein, wenn man die verschiedenen Schulformen (ESC und ESG), in denen sich die Schulen befinden, berücksichtigt.

ad 4) Laut OECD sollten Länder Maßnahmen in Betracht ziehen, die auf Aspekte der Qualität (Lernbedingungen verbessern) und der Equity (also Unterschiede zwischen sozioökonomisch begünstigten und benachteiligten Schülern verringern) abzielen. In Luxemburg wurden in den letzten Jahren viele Maßnahmen ergriffen, um die Lernbedingungen und Chancen aller Schülerinnen und Schüler zu verbessern, und so auch den Anteil resilienter Schüler zu erhöhen. Dazu zählen unter anderem Maßnahmen wie die Einführung des Schulentwicklungsplans, die Erweiterung und Diversifizierung des Schulangebotes mit international ausgerichteten Schulformen und neuen Sektionen in den Sekundarschulen, das Schaffen von Kompetenzzentren für Schüler mit besonderen Bedürfnissen sowie zahlreiche Innovationsprojekte auch im digitalen Bereich.

Question 3615 (08.02.2018) de **M. André Bauler** et **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant les **voitures sans assurance**

Il nous revient qu'en France le pourcentage de la non-assurance en assurance responsabilité civile auto obligatoire est estimé à 1% en Belgique alors qu'en France il s'élève à environ 2%. Au vu de ces chiffres, l'on pourrait conclure que le nombre de voitures automobiles non assurées varie au Luxembourg entre 5.000 et 10.000 unités.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà fait examiner ce phénomène au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette analyse?

- Monsieur le Ministre pourrait-il nous indiquer les mesures qu'il aurait déjà entreprises afin de remédier à ce problème?

[1] Agasisti, T. et al. (2018), "Academic resilience: What schools and countries do to help disadvantaged students succeed in PISA", OECD Education Working Papers, No. 167, OECD Publishing, Paris.
http://dx.doi.org/10.1787/e22490ac-en

- Dans la négative, quelles sont les mesures de lutte concrètes que Monsieur le Ministre entend mettre en œuvre en la matière?

Réponse (26.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, conformément à la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, la mise en circulation ou le fait de tolérer, comme propriétaire ou détenteur, la mise en circulation d'un véhicule automoteur ou d'une remorque, sans que la responsabilité civile à laquelle ce véhicule peut donner lieu soit couverte, est à considérer comme une infraction grave qui donne lieu à un emprisonnement de huit jours à trois ans et/ou à une amende de 500 à 10.000 € tout comme un retrait de quatre points du capital de points dont est doté le permis à points.

En 2016, 399 personnes ont été verbalisées pour défaut d'assurance valable. En 2017, le nombre de personnes verbalisées est de 276.

Outre les contrôles opérés par la Police grand-ducale qui, selon nos informations, procède à des contrôles renforcés des documents de bord des véhicules, il convient de relever qu'une attestation d'une assurance RC valable est à présenter en vue de voir immatriculer un véhicule, de même que lors chaque passage au contrôle technique.

Question 3617 (09.02.2018) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **durée d'évacuation des accidents de la route:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2636 du Député André Bauler, Monsieur le Ministre de l'Économie chiffre le coût économique des embouteillages sur nos routes à 392 millions par an pour l'économie luxembourgeoise.

Parallèlement, force est de constater que beaucoup d'embouteillages sont causés par des accidents routiers et les longues durées d'évacuation de l'accident.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les processus d'évacuation qui se déclenchent lorsqu'il y a un accident sans blessés?

- L'efficacité et la vitesse de ces processus ainsi que des services impliqués dans l'évacuation d'un accident sont-elles évaluées régulièrement?

- Concernant les accidents sans blessés, existe-t-il une stratégie pour réduire la durée d'évacuation des accidents?

- Quelles sont les pistes à poursuivre afin d'optimiser les processus mentionnés et de minimiser les répercussions de tels accidents sur le flux de circulation?

Réponse (19.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En cas d'accident sans blessés sur les autoroutes, il y a lieu d'évacuer au plus vite la zone concernée afin de limiter au mieux l'incidence sur le trafic.

Le cas échéant, le rôle de la Police grand-ducale consiste à convoquer la dépanneuse, à régler le trafic et à dresser procès-verbal de l'accident.

Il revient aux équipes de l'Administration des ponts et chaussées de sécuriser le lieu de l'accident pour en permettre le dégagement et l'intervention des dépanneuses, d'informer les usagers de la route et de nettoyer la chaussée, ainsi que d'éliminer les dégâts et de rétablir les infrastructures. Le cas échéant, il y a un affichage sur les panneaux du CITA.

L'ampleur du dispositif activé par l'Administration des ponts et chaussées dépend en outre de l'espace de circulation affecté (véhicule accidenté se trouvant sur les voies carrossables ou sur la bande d'arrêt d'urgence), du moment de la journée et de la disposition du personnel (en cas de plusieurs accidents ou d'actions de salage/déverglaçage, etc.). Par ailleurs, les équipes de l'Administration des ponts et chaussées sécurisent (en cas de besoin) les lieux de l'accident avec les atténuateurs de choc mobiles (prévention de suraccident) et informent les usagers bloqués par l'accident moyennant une signalisation montée sur les véhicules.

L'efficacité de l'intervention de l'Administration des ponts et chaussées n'est pas évaluée systématiquement, mais en cas de problèmes ou de défauts quant aux exigences du service il est d'usage de revoir le processus et d'y apporter des actions correctives.

En général, l'efficacité dépend de la vitesse du déploiement des engins de l'Administration des ponts et chaussées et des dépanneuses sur les lieux de l'accident. Comme le service des engins d'intervention n'est pas caractérisé comme urgent, ces engins ne sont pas équipés de feux bleus clignotants, et la vitesse du déploiement dépend fortement des gênes engendrées par le trafic et du comportement des utilisateurs bloqués (création d'un couloir de secours ou non).

Quant aux accidents sans blessés, des stratégies pour réduire la durée d'évacuation des accidents sont en étude.

En vue de minimiser les répercussions de tels accidents sur le flux de circulation, il faudrait d'abord sensibiliser les usagers des autoroutes au sujet des éléments suivants:

- Une conduite moins agressive de certains usagers aiderait à minimiser le nombre d'accidents et par conséquent aussi le nombre d'embouteillages causés par ces accidents.

- Si les véhicules se trouvent encore en état de marche, un dégagement rapide des véhicules impliqués des voies de circulation vers la bande d'arrêt d'urgence ou la prochaine sortie par les usagers eux-mêmes est conseillé.

- Après la prise de quelques photos sur les lieux même de l'accident, le constat à l'amiable peut aisément être rempli sur la bande d'arrêt d'urgence ou sur la voirie secondaire.

- La création systématique et permanent d'un couloir de secours dès les premiers signes de ralentissement de la circulation aiderait considérablement à réduire la durée d'évacuation des accidents. Les véhicules de secours et de dépannage arriveraient plus vite sur les lieux de l'accident et les blessés seraient pris en charge plus rapidement. Les opérations de déblaiement pourraient démarrer plus tôt et les bouchons se résorberaient plus facilement.

Ensuite, il faudrait évaluer d'autres pistes comme:

- Le positionnement stratégique de dépanneuses le long de nos autoroutes aux heures de pointe matinales.

- Une harmonisation transfrontalière du couloir de secours.

Question 3619 (09.02.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**avion militaire A400M:**

D'Problemer ronderëm de Militärfliger A400M gi weider. Et ass gewosst, datt Lëtzebuerg och esou e Fliger bestallt huet.

Fachzäitschréfte mellen, datt Airbus en „Schema" ausgeschafft hätt, fir mat de Clienten - also och mat Lëtzebuerg - en Accord ze fannen. Dowéinst wär et och e Méindeg, de 5. Februar, zu London zu enger Reunioun komm.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. War Lëtzebuerg op der Reunioun zu London vertrueden? Wa jo, mat wéi engem Verhandlungszil? Wann neen, wisou net?

2. Wéi eng finanziell Konsequenzen huet den „schéma d'accord" op Lëtzebuerg? Gëtt de Fliger doduerch méi deier?

3. Kann den Här Minister de Präis, dee Lëtzebuerg muss fir den A400M an der aktueller Konfiguratioun bezuelen, inklusiv der TVA, matdeelen?

4. Beim Accord goufen nei Termäiner fir d'Ausliwwerung vum Fliger verhandelt. Gëtt et elo en definitiven Termäin, wéini dësen A400M u Lëtzebuerg geliwwert gëtt?

5. Et si schonns eng Rei Militär fir den Asaz op dësem Fliger ausgebilt ginn. Wéi eng Missiounen erfëllen dës Leit aktuell? Huet d'Verspéidung vun der Ausliwwerung Konsequenze fir dës Persounen?

Réponse (09.03.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

ad 1. Lëtzebuerg war op der Reunioun zu London de 5. Februar 2018 vertrueden. Op der Dagesuerdnung vun der Reunioun stoung eng aktuell Bestandsopnam vum Programm, déi re-

gelméisseg stattfënnt. Ech verweisen op meng Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nummer 2883, fir drun ze erënneren, dass net direkt tëschent Airbus an de Länner vum Programm verhandelt gëtt, mä dass d'Verhandlungen tëschent der Agence OCCAR, am Numm vun de Länner, an Airbus verlafen.

An der Kontinuitéit vun den Diskussioune vun de viregte Reunioune gouf de 5. Februar eng Absichtserklärung („declaration of intent") vun de siwe Keeferländer mat Airbus ënnerschriwwen. Dës Erklärung leet d'Prinzipie fest, no deenen den urspréngleche Kontrakt geännert gëtt, fir d'Fortsetzung vum Programm ze erliichteren. Domadder ginn d'kontraktuell Rechter vun de Länner garantéiert a gläichzäiteg d'Risike fir Airbus bei der Duerchféierung vum Programm begrenzt.

ad 2. De Präis fir de Lëtzebuerger Fliger bleift onverännert.

ad 3. De Präis beleeft sech op 168.660.702 Euro, plus 28.672.319 Euro TVA (17%). D'TVA gëtt zu Lëtzebuerg un den Enregistrement bezuelt.

ad 4. D'Liwwerung vum Lëtzebuerger Fliger gouf op Ufank 2020 verluecht, dëst och no Koordinatioun mat eisem belsche Partner, fir d'Opstelle vun der binationaler A400M-Flott net ze perturbéieren.

ad 5. D'Lëtzebuerger Fluchpersonal ass am „15e Wing" integréiert, enger Lofttransporteenheet vun der belscher Arméi, déi um Militärfluchhafen zu Melsbroek bei Bréissel stationéiert ass. D'Lëtzebuerger Fluchpersonal féiert am Optrag vun de Memberstate vum „European Air Transport Command" (EATC) Lofttransportmissiounen op belschen C130H-Fligeren aus. D'Verspéidung vun der Ausliwwerung huet keng Konsequenze fir dës Persounen.

Question 3621 (12.02.2018) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **secteur financier:**

Il me revient qu'il y a environ deux ans, une étude d'impact relative à l'importance du secteur financier pour notre économie avait été commanditée par Monsieur le Ministre des Finances. Or, celle-ci n'a jamais été publiée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles ont été les raisons ayant amené Monsieur le Ministre à ne pas publier l'étude d'impact susmentionnée?

- Monsieur le Ministre peut-il mettre à disposition de la Chambre des Députés ladite étude d'impact?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il d'ores et déjà me communiquer les principales conclusions de ladite étude?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il cette posture de refus?

Réponse (15.03.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement commandite régulièrement des études sur différents sujets, qui sont soit publiées en l'état, soit servent de document interne préparatoire dans un contexte plus large. Actuellement, une étude sur l'impact du secteur financier sur l'économie luxembourgeoise est effectivement en cours d'élaboration et sera publiée dès qu'elle sera finalisée. La dernière étude publiée sur ce sujet a été commanditée par Luxembourg for Finance et le Haut comité de la place financière. Elle remonte à janvier 2012 et peut être consultée sur le site Internet de Luxembourg for Finance. Plus récemment, en juin 2017, une autre étude a été publiée sur l'impact de la place financière du Luxembourg sur l'économie européenne dans son ensemble.

En attendant la finalisation de l'étude actuellement en cours, les chiffres suivants peuvent être mis en avant:

Selon les derniers chiffres disponibles pour l'année 2016, les activités financières et d'assurance (code NACE «K») ont contribué à hauteur de 27,3% de la valeur ajoutée brute (VAB) et à hauteur de 11% de l'emploi total du pays, soit environ 46.000 personnes.

Selon les données plus récentes publiées par la CSSF dans sa newsletter de février 2018, l'emploi à la fin de l'année 2017 s'est élevé à 26.111 personnes auprès des banques, à 4.344 personnes auprès des sociétés de gestion, à 2.271 personnes auprès des entreprises d'investissement, à 4.008 personnes auprès des PSF spécialisés et à 9.656 personnes auprès des PSF de support, soit au total 46.390 personnes.

Le secteur financier représente donc un exemple phare d'un secteur générant de la croissance qualitative.

Question 3622 (12.02.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **problème des particules de plastique microscopiques:**

Dans une note du 3 décembre 2014, les délégations belge, néerlandaise, suédoise et autrichienne, soutenues par la délégation luxembourgeoise, ont informé le Conseil européen du besoin urgent d'adresser le problème des particules de plastique microscopiques («microplastiques»), et en ont demandé la prohibition dans les articles d'hygiène et de cosmétique.

Entre-temps de nombreux pays ont procédé à une interdiction de ces microplastiques dans les produits hygiéniques et cosmétiques, comme par exemple les États-Unis, la Suède et la Belgique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre est-elle au courant des développements dans les pays mentionnés?

2) Madame la Ministre est-elle favorable à une telle interdiction? Dans l'affirmative, existe-t-il actuellement des démarches au sein du Ministère de l'Environnement pour élaborer un projet de loi à cet effet?

3) Dans le cas d'une interdiction, combien de produits actuellement en vente sur le marché luxembourgeois seraient concernés? Quelle est la taille de la part de marché de ces produits?

4) Des évaluations quant à l'impact sur l'industrie et quant aux coûts associés à une interdiction ont-elles été conduites?

5) Existent-ils des entreprises luxembourgeoises impliquées dans la production de ces produits? Dans l'affirmative, quel est leur nombre et leur taille?

6) Au-delà des produits hygiéniques et cosmétiques, dans quels autres produits se trouvent des microplastiques?

7) Serait-il judicieux d'interdire les microplastiques en général et non uniquement en relation avec des produits définis?

Réponse (13.03.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Des initiatives concernant l'interdiction existent dans divers pays tels que la Suède, les États-Unis ou le Canada. Dans d'autres pays, des accords de branche tendent à limiter ou éviter l'utilisation des microplastiques dans les produits cosmétiques. Ceci est par exemple le cas en Suisse et en Autriche.

En ce qui concerne nos voisins directs, la France a interdit la mise sur le marché des produits cosmétiques rincés à usage d'exfoliation ou de nettoyage comportant des particules plastiques solides moyennant le décret n°2017-291 du 6 mars 2017.

En Belgique, une initiative législative pour l'interdiction de produits cosmétiques contenant des microplastiques n'a pas eu lieu. Toutefois, l'État fédéral vient de conclure un accord sectoriel avec l'Association belgo-luxembourgeoise des producteurs et des distributeurs de cosmétiques, détergents, produits d'entretien, colles et mastics, biocides et aérosols (DETIC) visant à substituer les microplastiques dans les produits cosmétiques à rincer, y inclus les dentifrices, pour fin 2019.

En Allemagne, il existe un engagement volontaire de l'industrie pour réduire les microplastiques dans les produits cosmétiques. Le Gouvernement allemand vise par ailleurs une interdiction formelle de ces substances au niveau européen.

ad 2) D'une façon générale, une interdiction de l'utilisation des microplastiques dans les produits cosmétiques est à voir favorablement. Toutefois, étant donné que ces produits sont soumis à la libre circulation au sein de l'Europe, il serait judicieux qu'une telle interdiction se fasse au niveau communautaire pour qu'elle soit efficace.

ad 3) et 4) L'Administration de l'environnement ne dispose pas d'informations relatives à une enquête sur le nombre de produits qui pourraient être concernés par une telle interdiction. Dès lors, leur part de marché n'est pas connue. En ce qui concerne plus spécifiquement le Luxembourg, il faut s'attendre à ce que la composition des produits en question est en train de varier, ceci au vu que la majorité des produits cosmétiques provient de nos pays voisins qui soit ont déjà introduit une interdiction (France), soit ont des accords avec la branche pour réduire les particules de microplastiques dans les produits cosmétiques (Belgique, Allemagne).

ad 5) L'Administration de l'environnement ne dispose pas d'informations sur la formulation exacte des produits cosmétiques fabriqués au Luxembourg.

ad 6) Il faut distinguer entre les microplastiques primaires et les microplastiques secondaires.

Les microplastiques primaires sont ceux qui entrent dans la formulation d'un produit pour y remplir une certaine fonctionnalité. Les microplastiques secondaires résultent de la dégradation ou de la fragmentation de matières plastiques et synthétiques.

Une étude effectuée en 2015 pour le compte du Umweltbundesamt de la République fédérale d'Allemagne a permis d'estimer les quantités de microplastiques primaires et secondaires en Allemagne.

Le tableau suivant reprend le résumé des résultats:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 7) Une interdiction générale de l'utilisation de microplastiques dans des produits peut contribuer à atténuer les problèmes qui y sont liés.

Toutefois, au vu de ce qui précède, une telle interdiction ne permet pas de résoudre l'entièreté de la problématique. Il faut dès lors agir non seulement au niveau de l'interdiction de produits contenant ces particules, ce qui devrait se faire raisonnablement au niveau européen pour être efficace. Il faut aussi agir au niveau national pour réduire les sources de microplastiques secondaires.

Les actions actuelles du Gouvernement visent principalement la lutte contre le littering et la prévention de déchets plastiques notamment par la réduction de produits plastiques à usage unique (sacs d'achat à usage unique, gobelets consignés, barquettes pour aliments, etc.).

D'un autre côté, il faut également agir au niveau du traitement des eaux usées par la mise en place des infrastructures nécessaires pour filtrer les microplastiques des effluents aqueux.

Question 3623 (12.02.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**implantation d'une usine de production de laine de roche au lieu-dit «Gadderscheier»:**

An enger Stellungnam geet de Wirtschaftsministère op d'Pläng vun enger däitscher Firma an, fir an der Industriezon „Gadderscheier" eng Steewollproduktioun opzeriichten. Dëse Projet, esou steet et do, wär schonn am Summer 2016 zu Lëtzebuerg bekannt ginn. De Betrib waart op d'Geneemegung vum Kommodo-Inkommodo, mat där d'Emweltverwaltung befaasst ass. An all Betrib, deen d'Konditiounen erfëllt an d'Geneemegungen huet, ka sech zu Lëtzebuerg néierloossen, heescht et do weider.

An deem Kontext wéilt ech dës Froen un déi betraffe Ministèrë stellen:

1. Ass d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur fir dee Betrib, deen op der „Gadderscheier" wëllt Steewoll produzéieren, schonn ugelaf?

2. Gëtt esou eng Decisioun fir e Kommodo-Inkommodo just op Basis vun de potenziell mënschen- an émweltschiedegende Wierkunge geholl an dorop, wéi dës gesetzeskonform kënne verhënnert ginn, oder ass esou eng Decisioun och aneren Iwwerleeungen ënnerworf? Ugeholl, de Betrib erfëllt all Emwelt- an och all aner reglementär oder gesetzlech Oplagen, hunn d'Regierung an d'Gemeng dann nach eng Handhab, fir esou e Betrib eventuell net zouzeloossen?

3. Fir wéini ass aus dëser Optik mat enger Entscheedung ze rechnen a wat ass de leschten Delai fir d'Decisioun, gerechent vun deem Dag un, wou den Dossier bei der zoustänneger Verwaltung eragaangen ass?

4. Virausgesat de Betrib kritt déi néideg Autorisatiounen, wéi schätzt d'Regierung d'Bedeitung vun der Néierloossung vun esou engem Betrib fir eis Ekonomie an?

5. Wéi kann d'Regierung drop hiwierken, datt prioritär Lëtzebuerger Residenten a Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, bei esou engem Betrib agestallt ginn?

Réponse commune (13.03.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. Eng Demande fir eng Geneemegung nom Kommodosgesetz (loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés) gouf de 27. Dezember 2017 eragereecht. Dës Demande ass awer eréischt komplett, wann déi virgelagert Émweltverträglechkeetspréifung (Évaluation des incidences sur l'environnement - EIE) ofgeschloss ass. Soubal all d'Etüde virleien, gëtt den EIE-Dossier als komplett deklaréiert an d'Kommodosprozedur kann offiziell ulafen. Et ass och an der Kommodosprozedur virgesinn, datt all Etüden an Zuelen zu den Emissiounen dem grousse Public presentéiert ginn.

ad 2. Zweck vum Kommodo-Inkommodo-Gesetz ass:

- déi potenziell Pollutiounen duerch Betriber ze verhënneren oder ze reduzéieren;

- d'Sécherheet, de Bien-être an d'Gesondheet vun de Leit an de Beschäftegte wéi och d'Émwelt ze schützen;

- d'nohalteg Entwécklung an eisem Land virunzebréngen.

An enger Kommodosautorisatioun kréie Betriber verschidde Grenzwäerter an Norme virgeschriwwen, déi si mussen anhalen. Dës Grenzwäerter an Norme si gréisstendeels op europäeschem oder internationalem Niveau definéiert. Falls sech erausstellt, datt e Betrib, och wann en d'Grenzwäerter, déi sech aus den „meilleures techniques disponibles" erginn, anhält, trotzdeem een nationalen Impakt huet, sief et duerch seng Gréisst oder duerch speziell Emissiounen, kann den Émweltminister fuerderen, datt den Impakt duerch eng Upassung vum Projet reduzéiert gëtt, soudass e fir d'Land an d'Allgemengheet tragbar ass. Dëst gëllt besonnesch och am Kontext vun der sougenannter NEC-Direktiv iwwert d'Reduktioun vun den nationalen Emissioune vu bestëmmte Loftschuedstoffer.

D'Gemenge ginn an dësem Fall keng Autorisatiounen op Basis vum Kommodosgesetz; si iwwerpréiwen, ob e bestëmmte Betrib de Kader vum Gemengebebauungsplang (PAG) respektéiert an de Buergermeeschter eng Baugeneemegung ka ginn.

ad 3. D'Kommodosgesetz gesäit fir sämtlech Etappen Delaie vir. Eng Ausso, wéini eng Decisioun fält, kann een zu dësem Zäitpunkt net maachen, well dat dovun ofhänkt, wéini d'EIE ofgeschloss ass a wéi d'Instruktioun vun der Demande verleeft.

Et muss een och wëssen, datt un där Prozedur méi Akteure bedeelegt sinn: den Émweltminister/d'Émweltverwaltung, den Aarbechtsminister/d'Gewerbeinspektion, d'Gemengen an de Bedreiwer.

ad 4. De Projet Knauf hätt en Invest vun iwwer 100 Milliounen Euro bei 100 Aarbechtsplazen. De Gros vun der Produktioun geet an dat not Ausland, ass also gutt fir eis Aussenhandelsbilanz. Doriwwer eraus ginn Aarbechtsplaze geschaaft, besteierbare Profitt an och Gewerbesteier fir d'Gemeng sinn ze erwaarden.

Op där anerer Säit kéint eng Usiidlung vun der Steewollfabrik an dëser Gréisst dozou féieren, datt eist Land e Problem um Niveau vun de verbindlechen europäesche Loftqualitéitsziler géif kréien, virun allem am Beräich vun de Schwiefeloxider (SO_x) an dem Ammoniak (NH_3).

Och den CO_2-Ausstouss vun der Steewollfabrik ass problematesch ze gesinn, well en op dem Verbrenne vu Steekuel (ënnert der Form vu Koks) baséiert an domadder contraire ass zu de Regierungsengagementer am Kader vum Paräisser Klimaofkommes.

ad 5. D'Regierung verflicht systematesch nei Betriber dozou, enk mat dem Aarbechtsamt zesummenzeschaffen a prioritär Residenten anzestellen. Déi Zesummenaarbecht fonctionnéiert och an der Praxis ganz gutt.

Question 3624 (12.02.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**implantation d'une usine de médicaments dans la zone industrielle «Bommelscheier»:**

Enn 2017 ass bekannt ginn, datt sech e japanesche Pharmabetrib wëll zu Käerjeng néierloossen. Do sollen an Zukunft biomedezinnesch Substanzen hirgestallt ginn. Op der Websäit vun der Firma ass ze liesen, datt si an der Fuerschung iwwert Tissuen a Stammzellen aktiv ass. Wéineg bekannt ass awer doriwwer, wat fir Aktivitéite genee fir de Site zu Käerjeng geplangt

sinn a wat d'Konsequenze vun esou enger Néierloossung an der Industriezon „Bommelscheier" fir Käerjeng kéinte sinn. Duerfir wollt ech der Madamm Gesondheetsminister, der Madamm Emweltminister, dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an dem Här Héichschoul- a Fuerschungsminister dës Froe stellen:

1. Mat wat fir Ëmweltaflëss ass bei der Produktioun vu biomedezinesche Substanzen zu Käerjeng ze rechnen?

2. Wéi vill Leit kéinten an esou engem Betrib eng Aarbecht fannen? Wat sinn déi gefuerdert Qualifikatiounen? Entspriechen d'Ufuerderungen deem, wat een an enger Lëtzebuerger Schoul léiert, a wa jo, wéi engem Diplom/wéi enger Filière? Wéi kann d'Regierung drop awierken, datt virun allem Lëtzebuerger Residentë respektiv Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, vun där Firma engagéiert ginn?

3. Ass um Standuert Lëtzebuerg och Fuerschung geplangt?

4. Ass déi Firma a Beräicher aktiv, fir déi sech bioethesch Froe stellen, wéi zum Beispill der Fuerschung mat embryonale Stammzellen oder der Verwäertung vun der Fuerschung mat embryonale Stammzellen, déi op anere Plazen vun där Firma gemaach ginn?

5. Gëtt et méiglech Synergië mat der Uni Lëtzebuerg oder anere Lëtzebuerger Fuerschungszentren?

Réponse commune (15.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

De Pharmabetrib JCR Pharmaceuticals gesäit vir seng innovativ biotechnologesch Plattform, déi de Besoine vu Patiente mat seelene Krankheeten entsprécht, zu Lëtzebuerg ze installéieren. Déi éischt Applikatioun betrëfft d'Hunter Krankheet. Et ass eng seelen, degenerativ Krankheet vu genetescher Natur, déi duerch ee spezifeschen Enzymdefizit provozéiert gëtt an dacks um Doud vu Jongen ëm zwielef Joer ka Schold sinn. All liewesnoutwenneg Organer (Häerz, Longen, Liewer, Gehir...) si betraff. Den Traitement besteet aus enger enzymatescher Substitutioun (regelméisseg Injektioune vun engem spezifesch feelenden Enzym dee vu biotechnologeschen Technike produzéiert gëtt). Bis elo konnt deen eenzegen disponibelen Traitement d'Gehir awer net erreechen. D'Innovatioun vum japanesche Betrib erméiglecht, datt hiren Enzym esouwuel d'Vitalorganer (Häerz, Longen, ...) ewéi och d'Gehir erreeche kann (wéi an enger klinescher Etüd a Japan observéiert gouf).

De Betrib gesäit och, fir dës Plattform vir aner seele Krankheeten ze applizéieren. Esou kéint an Zukunft duerch biomedezinesch Substanzen „made in Luxembourg", d'Liewensqualitéit an d'Liewenserwaardung vu Patiente mat seelene Krankheete verbessert ginn. D'Aktivitéite vu JCR Pharmaceuticals zu Lëtzebuerg passen och an de Kader vum Plang vun de seelene Krankheeten, dee momentan vum Gesondheetsministère preparéiert a rezent vum Regierungsrot approuvéiert gouf.

Ronn 50 Aarbechtsplaze sinn am Betrib virgesinn. Gefrote Qualifikatioune sinn zum Beispill: Techniker, Apdikter oder Wëssenschaftler mat enger Spezialisatioun an der Biotechnologie, Biochimie oder Biologie fir Produktioun, Purifikatioun oder Qualitéitskontroll ze maachen. Dës Experte kënnen zum Deel an eise Fuerschungszentre fonnt ginn. An der aktueller Situatioun ginn et vill Spezialisten, déi an den Atomfuerschungszentre forméiert ginn, an no fënnef Joer d'Land verloossen, well hiren Aarbechtskontrakt eriwwer ass. D'Präsenz vun esou engem Betrib ass eng gutt Geleeënheet, fir d'Experten am Land ze halen. Bürosaarbechte wäerten och ufalen. Dofir kéinten och Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, engagéiert ginn. All Aarbechtsplaz muss souwisou bei der ADEM gemellt ginn. Een indirekten Impakt op d'Aarbechtsplaze gëtt och am Logistikfeld erwaart, well déi biomedezinesch Substanzen, déi zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, musse vun hei an d'Ausland verdeelt ginn.

Bis elo ass keng Fuerschung zu Lëtzebuerg virgesinn. D'Prioritéit vum Betrib ass fir d'éischt mol d'Fabricksgebai ze bauen an dann do déi biomedezinesch Substanzen ze produzéieren. Synergië mat der Uni Lëtzebuerg an dem Fuerschungszenter „Luxembourg Institute of Health" goufen awer identifizéiert fir an Zukunft Fuerschungskollaboratiounen ze developpéieren.

De Betrib gesäit net vir, hei zu Lëtzebuerg Fuerschung mat Stammzellen ze maachen oder d'Fuerschung, déi a Japan mat Stammzelle gemaach gëtt, zu Lëtzebuerg ze exploitéieren. Et ass och wichteg hei ze präziséieren, datt d'Stammzellen, déi vu JCR Pharmaceuticals benotzt ginn, net een embryonalen Ursprong hunn, mä aus der Muerch vun de Schanken erausgeholl ginn.

D'Ëmweltaflëss, déi d'Produktioun vu biomedezinesche Substanze vum japanesche Pharmabetrib JCR Pharmaceuticals kéint opweisen, sinn op Basis vun der Infrastrukturscapacitéit vum industrielle Site zu Käerjeng analyséiert ginn. Ouni konkret Indikatiounen iwwert déi geplangten Hierstellungsprozesser a benotzte Substanzen, ass et schwéier eng Ausso iwwert déi méiglech Impakter vun engem Betrib ze maachen. Am Kader vun de Geneemegungsprozeduren, déi d'Ëmweltgesetzgebung virgesäit, ginn opgrond vun Informatiounen, déi vum Exploitant ze liwwere sinn, déi méiglech Ëmweltimpakter analyséiert.

Bei enger maximaler Produktioun kéinte folgend Previsiounen erwaart ginn:

- Waasserverbrauch: een Zéngtel vun der méiglecher Capacitéit;

- Ofwaasser: d'Halschent vun der méiglecher Capacitéit;

- Gas: een Zéngtel vun der méiglecher Capacitéit;

- Elektrizitéit: ee Fënneftel vun der méiglecher Capacitéit.

D'Produktioun baséiert op engem biotechnologesche Prozess. Chemesch Offäll a gëftegen Damp ginn also net erwaart. No der Produktiounsphas ginn d'Zellen duerch „Autoklaven" inaktivéiert an als biologesch Offäll evakuéiert. Dat ass deeselwechte Prozess, wéi fir Spidolsoffäll oder biologesch Offäll déi bei Fuerschungszentren ufalen. De Betrib bereet sech elo vir, fir säi Kommodo-Inkommodo-Dossier der Ëmweltverwaltung an der ITM ze presentéieren.

Question 3625 (13.02.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réduction de stage:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°3044 du 1er juin 2017 relative à la réduction de stage pour les fonctionnaires de l'État ayant travaillé auparavant à temps partiel, Monsieur le Ministre a acquiescé que la disposition du règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 déterminant pour les fonctionnaires et employés de l'État les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage (...), et qui prévoit que seules les expériences professionnelles à plein temps sont prises en compte pour pouvoir bénéficier d'une réduction de stage, était trop stricte. Toujours dans sa réponse précitée, Monsieur le Ministre a signalé vouloir «soumettre dans les meilleurs délais au Conseil de Gouvernement une modification du texte en question». Or, il semblerait que le projet de modification dudit règlement n'a pas encore été soumis au Conseil de Gouvernement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le projet de modification n'a effectivement pas encore été soumis au Conseil de Gouvernement et m'en expliquer les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, me fournir de plus amples détails notamment concernant la suite de ce dossier?

Réponse (08.03.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°3625, l'honorable Député Marc Spautz souhaite avoir des informations quant à l'état d'avancement des modifications prévues au règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 déterminant pour les fonctionnaires et employés de l'État les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage (...), et concernant un assouplissement des conditions pour bénéficier d'une réduction de stage. En effet, selon les dispositions actuelles il est uniquement tenu compte des seules expériences professionnelles à plein temps pour pouvoir bénéficier d'une réduction de stage.

En réponse à sa question, je peux informer l'honorable Député que le Gouvernement en conseil dans sa séance du 2 mars dernier a marqué son accord à un avant-projet de règlement grand-ducal modifiant entre autres le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 précité. Dorénavant, les activités professionnelles antérieures exercées à temps partiel ne seront plus exclues pour l'obtention d'une réduction de stage.

Dans ce contexte, il convient de préciser que l'avant-projet de règlement grand-ducal modifie, respectivement abroge au total sept règlements grand-ducaux.

Il modifie ainsi les règlements suivants:

1. le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 1988 déterminant les conditions et les modalités d'attribution de l'allocation de famille aux fonctionnaires, employés et ouvriers de l'État;

2. le règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires ainsi que leur astreinte à domicile;

3. le règlement grand-ducal modifié du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'État et

4. le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 déterminant pour les fonctionnaires et employés de l'État I. les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage, II. la bonification d'ancienneté de service pour la fixation du traitement initial, III. la procédure d'attribution d'une prime pour les détenteurs d'un doctorat;

et il abroge:

1. le règlement grand-ducal modifié du 27 juillet 1992 déterminant les conditions et les modalités d'attribution de l'allocation de repas aux fonctionnaires de l'État;

2. le règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 2011 portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les administrations de l'État et

3. le règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 déterminant les modalités d'attribution de l'allocation de famille aux fonctionnaires, employés et salariés de l'État prévus par l'article 18 de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Ces modifications font partie d'un ensemble de mesures liées principalement aux amendements gouvernementaux apportés au projet de loi n°7171 sur le «compte épargne-temps» retenus en février 2018 suite à l'avis du Conseil d'État et aux négociations avec la CGFP. Par ailleurs, l'avant-projet de règlement grand-ducal transpose entre autres encore deux points de l'accord salarial qui sont la suppression de la limite de paiement des heures supplémentaires et l'ajout de précisions quant au congé pour raisons de santé et au congé à temps partiel. Dans la mesure où ces adaptations font partie d'un paquet de textes, une introduction antérieure du texte dans la procédure législative n'a pas été possible.

Question 3626 (13.02.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**exercice de la profession de médecin et de médecin-dentiste:**

Dans une lettre de lecteur du 3 février 2018, un médecin-dentiste retraité s'est montré inquiet de la possible venue au Luxembourg de sociétés ou de consortiums se pressant sur le «marché» luxembourgeois. Il craint pour l'indépendance du médecin employé par de tels groupes. Il se dit également préoccupé pour le patient qui aura à faire à l'avenir non plus à son médecin de confiance, mais à un médecin lambda employé par la société en question. Opérant sous la pression du groupe, lequel ne visera qu'à maximiser son profit, le patient risquera par ailleurs de ne plus obtenir la meilleure prise en charge, mais celle qui sera la plus rentable. Il lance enfin un appel au Ministère de la Santé, au Collège médical et à la Caisse nationale de santé de se donner les moyens pour être à la hauteur des défis que poseront ces nouvelles structures.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur les Ministres ont-ils connaissance de projets de consortiums ou de groupes de sociétés voulant s'installer au Luxembourg?

- Ces consortiums ou groupes devront-ils obtenir un agrément de Madame le Ministre?

- Madame et Monsieur les Ministres partagent-ils les craintes de l'auteur de l'article en question, notamment en ce qui concerne la sécurité et la santé du patient?

- Les administrations et services soumis à la tutelle de Madame et Monsieur les Ministres sont-ils suffisamment outillés pour faire face à cette nouvelle donne?

Réponse commune (14.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Tout prestataire de soins de santé autorisé à exercer sa profession au Luxembourg, établi au Luxembourg et y délivrant des actes prévus par la nomenclature à des assurés de l'assurance maladie luxembourgeoise, est obligatoirement conventionné avec l'assurance maladie en application de l'article 70 du Code de la sécurité sociale qui prévoit que «les conventions (…) sont applicables non seulement aux prestataires exerçant pour leur propre compte, mais également aux médecins et médecins-dentistes exerçant sous tout autre régime (…)».

La convention conclue entre la Caisse nationale de santé (CNS) et l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) actuellement en vigueur stipule que tout médecin doit disposer d'un code prestataire individuel qui lui est accordé par la CNS sur base d'une demande. D'un autre côté, la médecine s'exerce de nos jours généralement en groupe et, en ce qui concerne leurs relations avec la CNS, les médecins qui travaillent en association demandent parallèlement un code association qu'ils utilisent pour décompter les prestations délivrées dans le cadre d'une association de médecins. Toutefois, les actes facturés sous les codes association ne sont pas identifiables par rapport à leur exécutant et la CNS doit connaître pour chaque acte le prestataire qui a exécuté l'acte visé, notamment par une nécessité de transparence. Or, jusqu'à présent il n'a pas été possible de dégager une solution avec l'AMMD pour modifier la convention aux fins d'y insérer l'obligation pour chaque prestataire de s'identifier par rapport aux actes qu'il a prestés dans le cadre d'un cabinet de groupe.

En ce qui concerne les sociétés ou entreprises venant s'installer au Luxembourg, ni la CNS, ni le Ministère de la Santé, ni le Ministère de la Sécurité sociale n'ont de données ou informations tangibles quant à ce phénomène. Aussi, la CNS est dans l'impossibilité d'agir à l'encontre de tels phénomènes, à moins qu'une violation des textes légaux, règlementaires ou conventionnels soit avérée ou du moins suspectée.

La législation en vigueur ne prévoit pas d'agrément de la part du Ministre de la Santé pour des sociétés employant pour l'exercice de la médecine dentaire des médecins-dentistes dûment autorisés par le Ministre de la Santé à exercer leur profession.

La question parlementaire de l'honorable Députée fait effectivement état du risque d'un traitement inadéquat des patients par des médecins travaillant pour des donneurs d'ordre laissant prévaloir des intérêts financiers.

Par contre, il est important de noter que l'exercice de la profession est soumis aux règles du Code de déontologie médicale, qu'il s'agisse d'un médecin travaillant en indépendant ou sous une forme différente. C'est ainsi que des obligations déontologies fortes garantissent au patient «l'indépendance professionnelle et la liberté de prescription» comme précisés dans le Code de déontologie médicale en ses articles:

7: «L'exercice de la médecine est personnel; chaque médecin est responsable de ses décisions et de ses actes.»

8: «Le médecin ne peut aliéner son indépendance professionnelle sous quelque forme que ce soit.»

et 9: «Le médecin est libre de ses prescriptions, qui seront celles qu'il estime les plus appropriées en la circonstance. Il doit, sans négliger son devoir d'assistance morale, limiter ses prescriptions et ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins.»

Et repris ainsi en conclusion du Code de déontologie médicale:

«L'ensemble des articles du code des devoirs et des droits des médecins peut se résumer en une formule: "Un patient libre face à un médecin". L'indépendance du malade est totale vis-à-vis du médecin et l'indépendance du médecin total vis-à-vis du malade.»

Il s'ensuit que le principe du libre choix permet à tout patient de choisir son médecin traitant et de changer de médecin si les traitements proposés ou dispensés ne lui semblent pas adaptés. En ce qui concerne le risque d'une maximisation des profits pouvant impacter la prise en charge médicale du patient, il convient

de noter que chaque médecin établi au Luxembourg a sa liberté thérapeutique et engage sa responsabilité professionnelle si les traitements dispensés ne sont pas adaptés.

Ainsi afin de protéger le patient, le contrat de travail signé entre une société et un médecin devra veiller à respecter comme mentionné dans le Code de déontologie médicale, l'indépendance professionnelle et la liberté de prescription du praticien.

Question 3627 (13.02.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **dumping social:**

La lutte contre le dumping social, notamment dans le domaine des transports et de la construction, figure parmi les préoccupations majeures du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant l'organisation des contrôles par l'Inspection du travail et des mines?

2) Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien de contrôles ont été réalisés ces derniers temps sous l'égide de l'Inspection du travail et des mines?

3) Dans quelle mesure l'ITM est-elle soutenue par la Police grand-ducale et par l'Administration des douanes et accises afin d'assurer une lutte efficace contre le dumping social?

4) Quel est le nombre de policiers et de douaniers qui participent régulièrement à ces contrôles? Est-il prévu de renforcer l'effectif du personnel engagé dans ce domaine?

5) Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails concernant les formations spécifiques des agents chargés de la lutte contre le dumping social?

Réponse (15.03.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) En réponse à la question 1, il y a lieu de noter qu'il n'existe pas de définition universellement reconnue ou bien de définition légale ou réglementaire du terme «dumping social».

On peut toutefois partir du principe que le dumping social concerne un large éventail de pratiques abusives et que ces pratiques consistent à contourner les dispositions légales, rendant ainsi possible la concurrence déloyale en dépréciant de façon illégale le coût du travail et les coûts de fonctionnement y relatifs.

Par conséquent, les pratiques en matière de dumping social résultent dès lors d'une violation des dispositions légales en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, de sécurité sociale et de fiscalité ainsi que d'une exploitation des salariés.

Pour combattre de façon effective et efficiente ce phénomène du dumping social, il importe dès lors en premier lieu de conférer une assise légale permettant l'échange de données entre les différentes autorités de contrôle compétentes et de permettre ensuite à ces autorités de contrôle de pouvoir lutter efficacement et fermement, chacune dans les domaines qui la concerne, contre de telles pratiques abusives moyennant des sanctions dissuasives.

En ce qui concerne les contrôles de l'Inspection du travail et des mines (ci-après l'ITM), qui consistent à veiller et à faire veiller à l'application de la législation en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et santé au travail et à mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions y relatives, l'ITM a décidé depuis le début de l'année 2015, pour se donner une meilleure qualité d'inspection, d'adopter un modèle d'inspection, de conseil et de contrôle en collaboration avec les autres autorités et services gouvernementaux.

À titre d'exemple, depuis le début de l'année 2016, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles, notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

Suite à une formation en matière de détachement de salariés qui a été dispensée au cours du mois de juillet 2016 par des membres de l'inspectorat du travail en faveur des agents de terrain de l'Administration des douanes et accises et de l'ITM, cette coopération en matière de contrôle des entreprises détachantes et des salariés détachés a été entamée à partir du 1er août 2016.

Ces collaborations structurées, organisées et ciblées permettent d'engendrer une plus-value à moyen et à long terme, notamment en ce qui concerne le marché de l'emploi et l'économie nationale en stimulant toutes les synergies possibles entre les administrations concernées.

À l'instar de la coopération avec l'Administration des douanes et accises, l'ITM envisage de continuer à développer ces coopérations avec d'autres administrations et dans d'autres matières de contrôle.

Au niveau opérationnel interne à l'ITM, la nouvelle direction a depuis le début de l'année 2015, notamment mis en place le service «Inspections, contrôles et enquêtes (ICE)», dont l'objectif est de pouvoir passer, dès la mise à disposition à l'ITM d'un nombre suffisant en effectifs, du système d'inspection réactif actuel à un système d'inspection proactif moderne permettant d'assurer le facteur qualité, d'orienter l'ITM vers une philosophie d'obligations de résultats et de contribuer ainsi, finalement à un développement durable de l'administration.

Suite aux contrôles qui sont effectués par les inspecteurs du travail du service «Inspections, contrôles et enquêtes (ICE)» et pour les cas où les employeurs ou les salariés ne sont pas disposés à se conformer aux dispositions précitées, ces derniers sont passibles d'une amende administrative, respectivement ces mêmes inspecteurs du travail peuvent constater les infractions dans les domaines relevant de leur compétence et en aviser, le cas échéant, le procureur d'État aux fins de poursuites pénales.

En ce qui concerne les actions à court terme, les inspecteurs du travail effectuent actuellement des contrôles et enquêtes définies en fonction des informations et des réclamations qui ont été communiquées par les agents du service «Help center HCC».

Actuellement, les inspecteurs du travail agissent au sein d'un «pool» selon le système «FIFO» (First In First Out) du fait qu'à ce stade l'ITM n'a pas atteint le niveau suffisant d'inspecteurs à cause de difficultés de recrutement.

En ce qui concerne les actions à moyen terme, il est envisagé de mettre en place des actions ciblées, structurées et préparées à l'avance, alimentées de la part du service «Help center HCC» après une évaluation globale de tous les éléments factuels. En ce qui concerne les actions à long terme, des contrôles réguliers et un développement de stratégies par secteurs économiques pourront être organisés à condition de pouvoir disposer des effectifs nécessaires pour ce faire.

À noter que les inspecteurs du travail du service «Accidents, enquêtes et contrôles (AEC)» effectuent des contrôles en matière d'accidents du travail ainsi qu'en matière de dangers imminents en vue d'assurer la sécurité et la santé des salariés et en vue de faire respecter aux employeurs les dispositions légales y relatives.

Les inspecteurs du travail du service «Help center (HCC) équipe détachement» et les agents de l'Administration des douanes et accises effectuent des contrôles en matière de détachement de salariés. Par ailleurs, les inspecteurs du travail du service «Help center (HCC) équipe détachement» effectuent des contrôles en matière de travail clandestin et en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, soit seuls ou bien de concert avec les agents de l'Administration des douanes et accises ou de la Police grand-ducale.

Les inspecteurs du travail du service «Établissements soumis à autorisations (ESA)» effectuent des contrôles en matière d'établissements classés.

À noter également que la lutte contre le dumping social s'étend également au-delà des frontières du Grand-Duché de Luxembourg.

En effet, dans le cadre de la coopération Benelux, la Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg se sont accordés lors du Sommet des Premiers ministres du Benelux en 2014 sur une coopération plus étroite dans la lutte contre la fraude sociale transfrontalière en prévoyant notamment des inspections communes en vue de pouvoir combattre ledumping social» et les sociétés fictives.

Ainsi, dans le cadre de cette coopération Benelux, différents services d'inspection belges ainsi que l'ITM et le Centre commun de la sécurité sociale ont effectué des contrôles communs tant en Belgique qu'au Luxembourg au cours du mois d'octobre 2017.

Dans le cadre de cette action, 24 entreprises actives dans l'industrie de la viande ont été contrôlées par six services d'inspection belges, dont le Service public fédéral emploi, travail et concertation sociale, l'Inspection de l'office national de sécurité sociale, l'Inspection de l'office national de l'emploi, l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, ainsi que par deux autorités de contrôle luxembourgeoises, dont l'ITM et le Centre commun de la sécurité sociale.

À noter également que la décision (UE) 2016/344 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 établissant une plateforme européenne afin de renforcer la coopération dans la lutte contre le travail non déclaré vise à:

- renforcer la coopération entre les autorités compétentes des États membres;

- lutter de manière plus efficace et efficiente contre le travail non déclaré;

- échanger des informations et des connaissances (via IMI ou EESSI);

- développer les mesures de dissuasion (sanctions plus sévères, contrôles plus efficaces);

- développer les mesures préventives (incitations fiscales, actions de sensibilisation);

- intégrer les travailleurs non déclarés sur le marché de l'emploi et

- à contribuer à une concurrence loyale.

À noter qu'à l'instar de la définition du terme «dumping social», il n'existe pas non plus de définition universellement reconnue ou bien de définition légale ou réglementaire du terme «travail non déclaré».

On peut toutefois partir du principe que le travail non déclaré tout comme le dumping social concerne également un large éventail de pratiques abusives et que ces pratiques consistent à contourner les dispositions légales, rendant ainsi possible la concurrence déloyale en dépréciant de façon illégale le coût du travail et les coûts de fonctionnement y relatifs en ce que le travail n'est pas du tout ou seulement partiellement déclaré auprès des autorités fiscales et sociales.

À noter que dans le cadre du travail non déclaré, deux réunions ont jusqu'à présent été organisées entre différentes autorités nationales compétentes qui ont toutes affirmés être d'accord pour combattre le phénomène du travail non déclaré, mais qui par contre se heurtent pour la plupart d'entre elles à vouloir s'échanger des données pertinentes en vue de pouvoir combattre plus efficacement ce phénomène du travail non déclaré en raison notamment du défaut de textes légaux leur permettant cet échange de données.

Les différentes administrations se sont pour l'instant accordées à vouloir faire analyser le phénomène du travail non déclaré ainsi que ses répercussions au Grand-Duché de Luxembourg avant de continuer la poursuite de la lutte contre le travail non déclaré.

L'ITM s'est portée garante pour réaliser cette étude du travail non déclaré qu'elle va faire établir par l'intermédiaire du Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER).

ad 2) En réponse à la question 2 concernant le nombre de contrôles qui ont été effectués ces derniers temps par l'ITM, il y a lieu de noter qu'au courant de l'année 2017, les contrôles suivants, qui permettent de combattre le phénomène du dumping social par le fait de faire respecter la législation en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, ont été effectués par les différents services de l'ITM et permettent ainsi d'engendrer une plus-value à moyen et à long terme, notamment en ce qui concerne le marché de l'emploi et l'économie nationale:

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Inspections, contrôles et enquêtes (ICE)» en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Accidents, enquêtes et contrôles (AEC)» en matière d'accidents du travail et en matière de dangers imminents:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Help center (HCC) équipe détachement» et par l'Administration des douanes et accises en matière de détachement de salariés:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Help center (HCC) équipe détachement» en matière de travail clandestin et suite à des requêtes qui ont été formulées par les autorités compétentes des autres États membres via le système «Internal Market Information System (IMI)» en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Help center (HCC) équipe détachement» en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (travail illégal):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Établissements soumis à autorisations (ESA)» en matière d'établissements classés:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) En réponse à la question 3 concernant le soutien de l'ITM par la Police grand-ducale et par l'Administration des douanes et accises afin d'assurer une lutte efficace contre le dumping social, il y a lieu de souligner que depuis le début de l'année 2016, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles, notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

À l'instar de la coopération avec l'Administration des douanes et accises, l'ITM envisage de continuer à développer ces coopérations avec d'autres administrations, dont notamment avec la Police grand-ducale, ainsi que dans d'autres matières de contrôle.

À noter également qu'en ce qui concerne la Police grand-ducale, des contrôles communs sont régulièrement effectués en matière notamment de proxénétisme dans le secteur du cabaretage (compétence exclusive de la Police grand-ducale) ainsi qu'en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier et de conditions de travail dans tous les secteurs économiques confondus, soit sur demande de la Police grand-ducale, de l'ITM, du Ministère des Affaires étrangères ou bien sur demande du ministère public.

Par conséquent, des contrôles communs avec les agents de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises sont régulièrement effectués pour lutter continuellement contre différentes formes de dumping social.

ad 4) Concernant la question 4 et le nombre des effectifs de la Police grand-ducale qui participent régulièrement à ces contrôles, il est utile de préciser que le nombre des agents qui participent à ces contrôles varie en fonction de la nature du contrôle à effectuer et que leur nombre n'est pas spécifiquement déterminé en ce qui concerne la lutte contre le phénomène du dumping social.

En ce qui concerne le nombre des effectifs de l'Administration des douanes et accises, 17 agents de cette administration plus des agents de l'ITM participent régulièrement aux contrôles en matière de détachement.

À noter toutefois, que les 17 agents de l'Administration des douanes et accises sont également tenus d'effectuer des contrôles dans d'autres matières qui relèvent de la compétence de l'Administration des douanes et accises et qu'ils ne sont dès lors pas affectés aux seuls contrôles en matière de détachement de salariés.

ad 5) En ce qui concerne la question 5 et les formations spécifiques des agents chargés de la lutte contre le dumping social, il n'existe pas de formation spécifique en matière de dumping social étant donné que le phénomène du dumping social concerne les différentes matières du droit du travail, de la sécurité sociale et de la fiscalité, et que ces matières relèvent des compétences de différentes autorités de contrôle.

Par conséquent, on ne saurait pouvoir organiser une formation spécifique pour l'ensemble de ces agents de contrôle étant donné que ces derniers ne sauraient pouvoir effectuer des contrôles en des matières pour lesquelles ils n'ont pas de compétences, à moins qu'il ne s'agisse de matières pour lesquelles il existe des compétences partagées telle que celle du détachement de salariés.

Ainsi, depuis que l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées début de l'année 2016 à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles, notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés, une formation en matière de détachement de salariés a été dispensée au cours du mois de juillet 2016 par des membres de l'inspectorat du travail en faveur des agents de l'Administration des douanes et accises et de l'ITM en vue de pouvoir entamer cette coopération des deux administrations concernées en cette matière de contrôle.

À noter que les inspecteurs du travail de l'ITM participent régulièrement à des formations continues internes et externes, principalement en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail et que le nombre des heures de formations auxquelles ont participé les agents de l'ITM s'élève en 2017 à 10.264 heures de formation, alors qu'en 2014 seulement 1.164 heures de formation avaient été organisées en faveur des inspecteurs du travail, ce qui représente une augmentation de 882% pour l'année 2017 en heures de formation par rapport à l'année 2014.

Question 3628 (13.02.2018) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**aide de l'État pour les structures d'accueil de taille moyenne:**

La loi du 29 août 2017 fixe l'aide maximale de l'État au titre du soutien à l'éducation plurilingue à un montant de 6 € par heure pendant 20 heures par semaine et 46 semaines par année civile au maximum. Aucun supplément allant au-delà de cette somme ne peut être facturé aux parents pendant ces heures.

Or, avec ce plafonnement, les structures d'accueil de taille moyenne offrant l'éducation plurilingue et devant par conséquent accomplir une série d'obligations et respecter de nombreux critères (le ratio d'encadrement ajusté, la formation du personnel, le développement du concept pédagogique, la coordination du plan d'action, la désignation d'un référent pédagogique, etc.) n'ont pas forcément les moyens de s'y conformer si elles veulent rester financièrement profitables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ce régime puisse privilégier les structures d'accueil conventionnées et/ou de grande taille aux dépens des structures privées et/ou plus petites?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que les structures d'accueil privées et/ou de taille moyenne se voient mises à l'écart face au concept de l'éducation plurilingue et de toutes les obligations qui s'y rattachent?

Réponse (29.03.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le soutien du développement langagier des enfants par le biais du programme d'éducation plurilingue constitue un volet important de la loi modifiée sur la jeunesse. Le programme a pour objectif de familiariser les enfants, dès leur plus jeune âge, à deux des langues officielles du pays, qui leur seront utiles à la fois pour leur insertion dans la société multiculturelle que constitue le Luxembourg, et pour mettre toutes les chances de leur côté pour réussir à l'école. Le rôle des services d'éducation et d'accueil est primordial dans la mise en place de cette mesure et, dans une perspective d'équité, ils doivent tous offrir ce programme et remplir les mêmes conditions.

La loi prévoyant que chaque enfant éligible a droit à 20 heures gratuites par semaine, il est exact qu'aucun supplément ne peut être facturé aux parents pendant ces 20 heures. Ces 20 heures sont intégralement prises en charge par l'État jusqu'à un montant de 6,00 € par heure. Chaque structure reçoit de surcroît 0,71 € par heure pour chaque heure où l'enfant est encadré dans la structure pour faire face aux obligations liées à la mise en place de l'éducation plurilingue.

Que ce soit du point de vue des normes structurelles ou des normes pédagogiques à observer, l'État ne peut pas faire de différence selon qu'il s'agit d'une petite ou d'une grande structure ou qu'elle est conventionnée ou commerciale. Dans un souci d'équité et afin que tous les enfants puissent bénéficier d'une offre équivalente, les critères pour l'obtention de l'aide étatique sont identiques pour chaque acteur du secteur de l'éducation et de l'accueil, indépendamment de sa taille ou de son appartenance.

Pour fixer le montant du supplément de l'aide maximale de l'État, qui doit couvrir l'entièreté des coûts supplémentaires imposés aux structures du fait de l'implémentation de l'éducation plurilingue, mon département s'est basé non pas sur le montant officiel de l'aide de l'État (6,00 €), mais sur le tarif horaire moyen observé dans le secteur des SEA non conventionnés (6,30 €).

Dès lors, sont couverts tous les coûts supplémentaires liés à la mise en place de l'éducation plurilingue pour les structures facturant un coût horaire inférieur ou égal à 6,30 € par heure.

Question 3629 (14.02.2018) de **MM. Lex Delles** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite:**

Ces dernières années, l'inclusion des personnes à mobilité réduite dans notre société a été constamment améliorée, notamment par la valorisation de l'accessibilité et de l'aménagement des espaces publics.

Le montant de l'avertissement taxé émis pour un stationnement ou parcage sur un emplacement réservé aux véhicules servant au transport de personnes handicapées, prévu par l'article I du règlement grand-ducal du 4 mai 2016 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993, a également été augmenté de 49 à 145 euros, sanctionnant ainsi davantage les contrevenants qui ne se conforment pas aux dispositions en vigueur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'une statistique reprenant le nombre exact des places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite disponibles au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelle est l'évolution de ce nombre au cours des dernières cinq années? Messieurs les Ministres jugent-ils les emplacements en question en nombre suffisant?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer le nombre d'avertissements taxés émis pour le non-respect de cette disposition depuis la modification du règlement précité? Messieurs les Ministres constatent-ils éventuellement une tendance à la baisse des avertissements taxés?

Réponse commune (26.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ne dispose pas de statistiques concernant le nombre d'emplacements de stationnement réservés aux personnes à mobilité réduite.

Jusqu'au 14 mai 2016, le code d'infraction 166-03 regroupait sans distinction tous les stationnements sur des places réservées («Stationnement sur une partie de la voie publique réservée aux piétons ou à d'autres usagers»).

Le stationnement illicite sur des places réservées aux personnes à mobilité réduite devait être spécifiquement mentionné.

Du 1er janvier 2016 au 14 mai 2016, le nombre d'infractions s'élevait à 1.348.

Du 15 mai 2016, date d'introduction du code d'infraction A107-35 (145 €), au 31 décembre 2016, le nombre d'avertissements taxés s'élevait à 2.436, soit à un total de 3.784 pour l'année 2016.

Pour 2017, 3.879 infractions de ce type ont été constatées.

Il y a partant une très légère hausse des constats d'infractions de stationnement illicite sur des places réservées aux personnes à mobilité réduite.

Question 3630 (14.02.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **personnes ne tombant pas sous le champ d'application de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux:**

L'application de mesures de contention sur des personnes ne tombant pas sous le champ d'application de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, constitue un sujet largement tabou. Ce cas de figure risque de se présenter par rapport à des personnes accueillies dans les institutions pour personnes âgées, respectivement pour personnes handicapées, mais également dans les services de gériatrie hospitaliers.

À ce titre, le groupe de travail «Les droits et protection des personne atteintes de la maladie», instauré dans le cadre du comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan d'action national «maladies démentielles», conclut, sur base de cas concrets discutés, à «la nécessité d'un cadre formel pour la prise de décision et la mise en œuvre de moyens de contention dans les institutions pour personnes âgées au Luxembourg. Le groupe s'exprime positivement sur le modèle autrichien qui garantit les droits de la défense du concerné, établit une flexibilité pour les professionnels pour le choix du moyen le plus adéquat et instaure un contrôle systématique par des pairs» (cf. annexe 6 du rapport final de mai 2013).

Dans ce contexte, le groupe de travail avait demandé à Madame la Ministre de la Famille de bien vouloir transmettre cette prise de position à Monsieur le Ministre de la Justice en vue d'une éventuelle révision des dispositions du Code civil concernant la protection des personnes majeures.

Comme le sujet en question touche les droits fondamentaux des personnes risquant de subir de telles mesures, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Quelles sont les suites que Monsieur le Ministre de la Justice a réservées à la demande de Madame la Ministre de la Famille?

2) Monsieur le Ministre de la Justice partage-t-il l'avis en la matière du groupe de travail cité?

3) Mesdames les Ministres de la Famille et de la Santé sont-elles au courant comment des situations risquant l'application de mesures de contention sur les personnes en cause sont gérées actuellement?

4) Dans l'affirmative, quelles sont les procédures établies? Ces procédures se rapprochent-elles de l'avis exprimé par le groupe de travail?

5) Dans la négative, que compte faire le Gouvernement afin de prévenir l'application de mesures de contention réputées largement traumatisantes et de garantir la préservation des droits des personnes concernées ainsi que le respect de leur dignité?

Réponse commune (29.03.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1) Le Ministère de la Justice travaille à une réforme en profondeur du droit des majeurs qui sont protégés par la loi et dans ce cadre il intègre les recommandations du groupe de travail «droits et protection de la personne», créé dans le cadre du comité de pilotage en vue de l'établissement du Plan d'action national «maladies démentielles». La question de savoir si ces recommandations doivent trouver leur répercussion au Code civil ou dans un autre texte législatif, le cas échéant mieux adapté, est encore à l'étude.

ad 2) Face au vide juridique quant aux moyens de contention sur des personnes ne tombant pas sous le champ d'application de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, le Ministre de la Justice estime également qu'il convient de légiférer en la matière.

Le Ministre de la Justice peut souscrire aux lignes directrices données par le groupe de travail en question, à savoir la garantie des droits de la défense des personnes sujettes à des mesures de contention, une flexibilité pour les professionnels quant au choix du moyen le plus adéquat et un contrôle systématique par des pairs.

ad 3), 4) et 5) Lors de l'élaboration du Plan d'action national «maladies démentielles», le groupe de travail «Les droits et la protection des personnes atteintes de la maladie», après avoir fait l'inventaire de la législation nationale et du droit international, avait conclu que toutes ces discussions s'articulaient autour d'une seule problématique, à savoir, celle de trouver le juste équilibre entre les mesures de protection de la personne et les mesures garantissant les libertés individuelles à la personne. L'analyse des cas particuliers a montré que cet équilibre restait singulier, tributaire de la situation concrète et des priorités voire des préoccupations de l'ensemble des acteurs impliqués: la personne elle-même, sa famille, les professionnels et les autres encadrants.

Les services compétents du Ministère de la Famille travaillent sur deux axes afin de donner des outils de réflexion et de décision aux différents acteurs:

- Sensibilisation et information aussi bien de la personne elle-même que de sa famille

- Élaboration de formations spécifiques continues pour le personnel soignant, travaillant avec des personnes atteintes d'une démence et de leurs proches.

Pour ce qui est de la sensibilisation et de l'information, le Ministère de la Famille a lancé l'Info-Zenter Demenz qui poursuit les objectifs suivants:

- informer les personnes concernées et le grand public, afin de sensibiliser pour mieux faire connaître les différentes formes de démences et pour permettre de pouvoir agir de façon appropriée;

- renseigner sur les prestations des différents acteurs du pays qui visent l'amélioration de la qualité de vie des personnes concernées;

- écouter de façon inconditionnelle afin d'éviter l'épuisement des aidants.

Pour ce qui est des formations continues, le Ministère de la Famille s'est engagé dans l'élaboration et la promotion d'une formation professionnelle continue en psychogériatrie «Weiterbildung Psychogeriatrie (WPG)». 170 personnes ont déjà pu profiter de cette formation. Depuis 2016, quatre vidéos traitant les comportements provoquants sont mis à disposition des formateurs en psychogériatrie. En 2017, a été conçue une affiche didactique pour la formation continue en psychogériatrie qui traite des connaissances de base en cas de prise en charge d'une personne démente. Parmi ces points figure évidemment le point «mesures de prévention: autant de liberté que possible, autant de protection que nécessaire».

En ce qui concerne le Ministère de la Santé, relevons le travail exhaustif fourni par le groupe de travail DIK (Demenz im Krankenhaus - démence à l'hôpital), se composant de représentants de différentes structures hospitalières et des représentants du Ministère de la Santé. Ce groupe a réalisé un inventaire des modèles existants à l'étranger et a élaboré, sous forme d'une brochure, des propositions pour l'optimisation de la prise en charge des personnes atteintes d'une démence dans les établissements hospitaliers. La prévention et la gestion des contentions en fait partie. Ladite brochure est en voie de diffusion aux établissements hospitaliers.

Dans les établissements hospitaliers, la qualité des prestations est régulièrement évaluée et les patients à risque (risque de chute, de fugue, etc.) sont identifiés à l'admission, ainsi qu'au cours de leur séjour. Dans le cadre de cette évaluation, l'indication médicale d'un éventuel recours à la contention est précisée et, le cas échéant, le nombre d'heures de contention est relevé et inscrit au dossier du patient.

Question 3631 (15.02.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**accompagnement social des locataires d'un logement loué par le biais d'une agence immobilière sociale:**

Afin de pouvoir louer un bien immobilier par le biais d'une agence immobilière sociale, le bénéficiaire doit s'engager d'avance à faire l'objet d'un suivi social. Un projet est alors élaboré de concert entre le bénéficiaire, l'agence immobilière sociale et un service social, lequel se charge d'accompagner le bénéficiaire pendant la période de location. Dans le cas de l'établissement d'utilité publique, conventionné avec le Ministère du Logement, la Fondation pour l'accès au logement et son service Agence immobilière sociale (AIS), un autre organisme

conventionné, la Ligue médico-sociale s'engage lors de l'introduction de la demande à assurer cet accompagnement social une fois que les locataires emménagent dans un bien immobilier de l'AIS.

Selon des témoignages rapportés par des intervenants sociaux, la Ligue médico-sociale refuserait toutefois actuellement l'ouverture de nouveaux accompagnements sociaux. Par conséquent, des logements sociaux éventuellement disponibles ne pourraient pas être loués à des locataires, parce qu'aucun service social serait compétent et disponible à assurer l'accompagnement social.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer que la Ligue médicosociale n'est plus prête à entamer des accompagnements sociaux dans le cadre de la location d'un bien immobilier par le biais de l'AIS?

- Est-il vrai que des demandeurs de logements sociaux se voient refuser l'accès à de tels logements parce qu'aucun autre service social est compétent et disponible à assurer cet accompagnement social?

- Est-il vrai que des logements sociaux inoccupés ne peuvent être loués parce qu'aucun autre service social est compétent et disponible à assurer cet accompagnement social des locataires éventuels?

- Dans l'affirmative, de combien de logements sociaux inoccupés pour les raisons susmentionnées parle-t-on?

- Quelles sont les mesures que le Ministère de la Famille et de l'Intégration envisage d'entamer pour remédier à la situation et garantir que chaque éventuel locataire d'un bien immobilier loué par le biais de l'AIS puisse bénéficier d'un accompagnement social?

Réponse commune (14.03.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

L'Agence immobilière sociale (AIS) collabore actuellement avec 51 services sociaux différents, dont la Ligue médico-sociale, qui assurent l'accompagnement social des ménages.

Rappelons que l'AIS est une mesure d'inclusion sociale. Elle met non seulement des logements à disposition de personnes en situation de détresse de logement, mais elle élabore aussi, avec les bénéficiaires, des projets d'inclusion sociale afin de les soutenir et de développer leur autonomie, notamment pour qu'ils soient en mesure de se reloger par leurs propres moyens à la fin du contrat avec l'AIS. Il s'agit donc d'une forme d'aide sociale dont le dispositif central est le projet d'inclusion sociale par le logement.

En vue de la planification des politiques en matière de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a effectué des recensements semestriels sur le nombre de personnes hébergées auprès de 19 gestionnaires de structures d'hébergement pour adultes du 15 octobre 2012 au 15 mars 2017[1].

De 302 personnes hébergées par l'AIS au 15.10.2012, le nombre est passé à 1.425 personnes hébergées par l'AIS au 15.03.2017, ce qui représente une hausse de 1.123 personnes, soit de 372%.

Cette augmentation importante du nombre de personnes hébergées dans des logements gérés par l'AIS a eu comme conséquence que l'accompagnement social effectué par le Service d'accompagnement social de la Ligue médico-sociale dans certains secteurs géographiques a atteint ses limites. Il est entendu que l'accord-cadre qui régit la collaboration entre l'AIS et la ligue reste en vigueur.

L'absence d'un service accompagnateur peut être une composante en défaveur d'une sélection pour qu'un demandeur puisse devenir candidat pour un logement libre. Celui-ci n'est pour autant refusé par l'AIS, mais reste toujours sur la liste d'attente tant que les critères d'admission sont respectés.

Actuellement, aucun vide locatif n'est à déplorer au sein de l'AIS pour faute d'un accompagnement social.

Les seuls rares logements qui sont momentanément inoccupés le sont pendant la durée d'éventuels travaux du service technique ou d'un autre intervenant technique. Ces travaux sont normalement réalisés au préalable d'une première attribution ou lors d'un changement de bénéficiaire et sont habituellement de courte durée.

[1] http://www.gouvernement.lu/7499409/recensement-structures-hebergement-20170315.pdf

Q132

Question 3632 (16.02.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **infrastructures sociofamiliales:**

Pour la période 2018-2021, le Gouvernement prévoit de financer des infrastructures pour personnes âgées à hauteur de 70 millions d'euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur le programme de construction, de rénovation et de transformation dans le domaine des centres intégrés pour personnes âgées et des maisons de soins?

- Madame la Ministre peut-elle fournir pour les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins un tableau détaillé par gestionnaire?

- Madame la Ministre peut-elle me préciser les capacités d'accueil (nombre de lits) pour chaque centre intégré pour personnes âgées respectivement maison de soins?

- Quelle a été l'évolution au niveau de la capacité d'accueil totale pour les périodes 2004-2009, 2009-2013 et 2013-2017?

Réponse (13.03.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le chiffre global des dépenses pour les investissements d'infrastructures pour personnes âgées inscrit dans le programme des dépenses du fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales pour les années 2018 à 2021 est de 125.152.344 euros, dont 119.137.845 euros pour des maisons de soins et centres intégrés et 6.014.500 euros pour des clubs senior, centres psychogériatriques et des services pour personnes âgées. Après déduction d'un taux correcteur de 35% pour 2018 et de 45% pour 2019 à 2021 pour moins-values pour des retards et aléas de chantier, des dépenses à hauteur de 70.111,30 millions d'euros sont prévues pour les infrastructures pour services pour personnes âgées.

Le montant de 70.111,30 millions d'euros englobe le budget destiné au paiement des factures de projets qui sont achevés et qui sont en phase de décompte, ainsi qu'à des projets en planification ou en construction.

Les principaux projets d'envergure, prévus dans la programmation pluriannuelle 2018 à 2021 du fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales, bénéficiant d'un accord pour une participation financière par le biais du fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales, sont les suivants:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Aux projets ci-dessus s'ajoute le projet de construction d'une maison de soins à Bascharage de 201 lits qui sera réalisé par le biais du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La capacité d'accueil du projet de construction de la maison de soins à Bascharage est passée de 140 à 201 lits en 2015, celle du projet de construction pour la maison de soins à Differdange est passée de 140 à 200 lits en 2016.

Dans le cadre de l'hébergement en institution, 29 centres intégrés pour personnes âgées et 22 maisons de soins sont agréés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Les 29 centres intégrés pour personnes âgées sont gérés par 15 gestionnaires et disposent d'une capacité d'accueil totale de 3.871 lits. (cf. annexe 1: tableau centres intégrés pour personnes âgées)

Les 22 maisons de soins sont gérées par 14 gestionnaires et disposent d'une capacité d'accueil totale de 2.376 lits. (cf. annexe 2: tableau maisons de soins)

Concernant l'évolution de la capacité d'accueil totale, on constate:

- pour la période 2004-2009 une augmentation de 338 lits, ce qui représente un plus de 7,41%;

- pour la période 2009-2013 une augmentation de 747 lits, correspondant à +15,24%;

- pour la période 2013-2017 une augmentation de 600 lits, correspondant à +10,63%.

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution de la capacité d'accueil totale:

	2004	2009	2013	2017
CIPA			3.570	3.871
MS			2.077	2.376
CIPA + MS	4.562	4.900	5.647	6.247
		+7,41%	+15,24%	+10,63%

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

Question 3633 (16.02.2018) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **trafic de drogue:**

Le 7 février 2018 s'est déroulé devant la chambre criminelle de la Cour d'appel le procès en appel contre 21 prévenus dans l'affaire du réseau de trafiquants de drogue nigérian actif dans le quartier de la gare à Luxembourg-ville et appréhendé il y a quelques années à Wasserbillig.

Les pratiques des vendeurs de drogue rapportées dans le compte rendu publié dans le «Luxemburger Wort» du 7 février sont décrites comme suit: «Im Prozess beschrieben Ermittler zudem im Detail, dass die Bande wie eine regelrechte Miliz vorging, um den Handel auf den Straßen abzusichern: Spähposten an den Straßenecken, Patrouillen im Viertel, Einschüchterung von Unbeteiligten und Verschleierungstaktiken beim Verkauf, die es Beobachtern erschweren sollten, zu erkennen, wer tatsächlich die Drogen hatte, wer das Geld bekam und wer als Aufpasser eingeteilt war.»

Or, ce sont toujours les mêmes comportements qu'on peut observer une fois la nuit tombée dans le secteur entre la Place de Strasbourg et l'Avenue de la Gare: présence massive de trafiquants, comportement agressif envers des personnes externes regardant dans leur direction, patrouilles dans le quartier. On ne peut qu'en conclure que, malgré l'appréhension de deux bandes (celle de Wasserbillig et celle de Longwy), une ou plusieurs nouvelles bandes sont désormais à l'œuvre dans le quartier de la gare.

Il en résulte toujours un sentiment d'insécurité et un malaise pour les habitants du quartier de la gare, malgré le renforcement temporaire de la présence policière et la réimplantation du commissariat de proximité de la rue Glesener, qui ferme cependant ses portes à 19h00.

1) Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et Monsieur le Ministre de la Justice ont-ils envisagé l'installation de caméras de surveillance dans le quartier de la gare afin d'améliorer les moyens de surveillance des trafiquants de drogue et, accessoirement, de dissuader de la vente de drogue au cœur d'un quartier d'habitation?

2) Messieurs les Ministres ont-ils considéré l'opportunité d'augmenter la fréquence des patrouilles policières dans le quartier, surtout après la tombée de la nuit?

3) Quel bilan Messieurs les Ministres tirent-ils des mesures prises il y a deux ans - ouverture du commissariat de proximité de la rue Glesener et renforcement des effectives dans le commissariat de la gare?

Réponse (09.03.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Depuis le début de l'année 2017, le commissariat de proximité (CP) Gare-Hollerich est ouvert tous les jours ouvrables de 07h00 à 21h00, ce qui permet à la Police grand-ducale de proposer des horaires confortables aux citoyens qui veulent se rendre au commissariat (quelque 350 personnes par mois). L'effectif du CP Gare-Hollerich vient d'être augmenté à 14 agents, auquel s'ajoutent les 30 policiers qui travaillent à la gare centrale et qui sont responsables pour les deux quartiers gare et Hollerich durant la nuit. Depuis deux ans, la Police grand-ducale fait donc un maximum pour gérer la situation.

ad 1) Le Ministère de la Sécurité intérieure, la Police grand-ducale et la Ville de Luxembourg sont en train de finaliser un concept actualisé de vidéosurveillance entre autres pour le quartier de la gare.

ad 2) et 3) La Police grand-ducale garantit une présence permanente dans le quartier de la gare et réalise beaucoup d'arrestations en flagrant délit. Cependant, une criminalité zéro ne peut pas être garantie.

En 2016, l'unité LIMA a, à elle seule, procédé à 160 arrestations de trafiquants ouest-africains. Depuis, la situation s'est largement calmée avec 55 arrestations de trafiquants en 2017. Depuis le 1er janvier 2018, nous comptons 17 arrestations.

La présence renforcée de la Police grand-ducale dans le quartier de la gare a cependant donné lieu au phénomène du déplacement des toxicomanes et de certains revendeurs de drogues vers d'autres quartiers.

Question 3634 (16.02.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **exploitations sexuelles liées à des organisations engagées dans la coopération et l'aide humanitaire:**

La presse internationale vient de relater des cas d'abus sexuels par des personnes engagées au sein des organisations internationales «Oxfam» et «Médecins Sans Frontières». Des femmes en détresse recevaient de l'aide en contrepartie de faveurs sexuelles. Ces pratiques, qui se sont déroulées notamment en Haïti, au Tchad, aux Philippines, au Bangladesh et au Népal, ne seraient pas des cas isolés ni récents. De nombreux sponsors privés se seraient déjà retirés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Luxembourg est impliqué dans des projets gérés par les organisations accusées par ce scandale?

2) Monsieur le Ministre peut-il me dire si d'autres organisations internationales, ayant un lien avec notre pays, sont visées par cette polémique?

3) Quelles conclusions Monsieur le Ministre envisage-t-il d'en tirer, le cas échéant?

Réponse (15.03.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

ad 1) La Coopération luxembourgeoise maintient une politique de «zéro tolérance» relative aux harcèlements et à l'exploitation sexuelle.

Le Luxembourg n'est pas directement impliqué dans des projets gérés par des organisations - telles que Oxfam-UK - dont des collaborateurs individuels ont commis des harcèlements et des exploitations sexuelles sans que des suites disciplinaires et judicaires adéquates aient été entreprises par l'organisation non gouvernementale (ONG) en question.

Toutefois, le Luxembourg soutient depuis 2015 au Nicaragua, pays partenaire de la Coopération luxembourgeoise, un projet d'appui à la société civile qui est géré par Oxfam-Intermón. Oxfam-Intermón est juridiquement distinct de Oxfam-UK et opère de manière tout à fait autonome de celle-ci, même si les deux ONG font partie de la fédération internationale Oxfam International.

Alors qu'aucune des révélations en matière de harcèlement et d'exploitation sexuelle ne visent Oxfam-Intermón au Nicaragua et que celle-ci ne peut en aucun cas être mise en relation avec les abus commis en Haïti en 2010, l'Ambassade luxembourgeoise à Managua s'est réunie avec l'ONG concernée dès la publication des accusations visant Oxfam-UK. Ceci avec l'objectif de s'assurer des différentes mesures qui ont été et qui seront mises en place par Oxfam afin d'éviter des abus (comme à Haïti en 2010) dans le futur. Le Luxembourg a pu être rassuré à cette occasion et Oxfam-Intermón veille au renforcement des procédures et protocoles pour leurs employés.

ad 2) Toutes les organisations internationales se sentent concernées par cette problématique et ont mis en place des mesures préventives en la matière. Il s'agit notamment des agences avec lesquels la Coopération luxembourgeoise travaille: l'Organisation des Nations Unies pour le syndrome d'immunodéficience acquise (ONU-SIDA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial

(PAM), le Bureau international du travail (BIT), l'agence des Nations Unies pour les réfugié (UNHCR), et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)). Elles ont toutes réagi publiquement à la suite des révélations Oxfam-UK pour informer sur leur politique en matière de prévention, de détection et de réponse aux harcèlements et abus sexuels.

L'OMS, l'ONUSIDA, l'UNHCR, le PAM et le BIT sont des agences internationales avec lesquelles le Luxembourg travaille: sur des projets spécifiques comme au Laos, au Kosovo ou encore au Mali; sur différents sujets comme par exemple les maladies transmissibles, la promotion de la santé et la coalition globale pour les femmes; et à travers un soutien financier sans affection ni à un projet, ni à un sujet spécifique. Ces organisations ont contacté les bailleurs gouvernementaux comme le Luxembourg afin de les informer sur le dispositif en place pour empêcher les abus ainsi que les procédures de dénonciation, sachant que ce dispositif devra être continuellement mis à jour.

ad 3) Le Gouvernement luxembourgeois maintient une politique de «zéro tolérance» par rapport aux harcèlements et à l'exploitation sexuelle et condamne dans les termes les plus forts le comportement indigne et inadmissible des personnes qui ont participé à ces harcèlements.

Il faut cependant éviter de faire un amalgame entre ces scandales et la coopération au développement et l'assistance humanitaire au sens large. Il est important de rappeler qu'il s'agit d'actions d'individus et qu'il faut tout mettre en œuvre pour que ces actions ne puissent plus se reproduire.

Ainsi, le ministère demande désormais à toutes les organisations recevant des fonds d'aide publique au développement de revoir et de renforcer, le cas échéant, les mesures/procédures actuelles en matière de prévention et de lutte contre le harcèlement et l'exploitation sexuelle. Des discussions dans ce sens sont menées par le ministère notamment dans les enceintes décisionnelles de LuxDev et du Cercle des ONG. Par ailleurs, pour ce qui est des fonctionnaires luxembourgeois au Luxembourg et à l'étranger, ceux-ci sont liés par l'article 10 du Code administratif de la fonction publique.

Des premières conséquences ont également été tirées au niveau européen où le sujet a été abordé à la réunion informelle des ministres en charge de la coopération au développement du 20 février dernier. Le Conseil a confirmé sa politique de «zéro tolérance» et condamne également dans les termes les plus forts le comportement indigne et inadmissible des personnes qui ont participé à ces harcèlements. Dans ce cadre, la Commission européenne a demandé à plus de 200 organisations, qui reçoivent des fonds de la Direction générale de coopération internationale et développement international (DEVCO) et la Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO), d'expliquer leurs mesures et politiques de prévention, de détection, de réponse aux allégations de méconduite, de codes de conduite et de mesures disciplinaires. Les mesures concrètes au niveau européen sont encore en train d'être analysées.

Question 3635 (19.02.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**ancienne maison de retraite de Vianden:**

Il me revient que l'État se propose d'aménager dans les locaux historiques de l'ancienne maison de retraite de Vianden, tout près de l'église des Trinitaires, une auberge de jeunesse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant les travaux de rénovation, voire de restauration à effectuer dans le cadre de l'ancienne maison de retraite de Vianden?

- Quel est le coût estimatif de ces travaux?

- Quelle sera la capacité de la nouvelle auberge de jeunesse en matière d'hébergement et de restauration?

- Selon quel calendrier les travaux en question peuvent-ils être réalisés?

Réponse (12.03.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En 2013, le Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) a déménagé dans son nouvel établissement «Schlassbléck» à Vianden. En 2015, à la suite d'une étude comparative incluant les aspects financiers et de délais, la décision a été prise d'y aménager une nouvelle auberge de jeunesse. Les études de planification ont débuté en juin 2016, en étroite collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux du Ministère de la Culture au vu du caractère historique des bâtiments ainsi qu'avec les représentants de la Centrale des auberges de jeunesse luxembourgeoises et de la Direction du tourisme du Ministère de l'Économie pour le volet de l'auberge de jeunesse. Les travaux de restauration mettront en valeur les diverses parties du bâtiment tout en respectant l'aspect historique des différentes phases de construction datant du 16e siècle jusqu'aux années '50 du siècle dernier (transformation en Centre intégré pour personnes âgées). Ils comprennent également un assainissement énergétique, une réorganisation spatiale ainsi qu'une adaptation des installations techniques.

Le coût de l'aménagement de l'auberge de jeunesse dans l'ancienne maison de retraite est estimé à ce stade à environ 13.500.000 euros TTC et sera imputé sur les Fonds d'investissements publics administratifs.

L'auberge de jeunesse aura une capacité de 100 lits et sera équipée d'un réfectoire pour 75 personnes avec cuisine professionnelle ainsi que d'une cafétéria, de salles de réunion avec les locaux annexes.

L'avant-projet détaillé sera finalisé pour mi-2018, la phase des études d'exécution ainsi que des demandes d'autorisation pourront débuter à la suite, de sorte qu'un démarrage des travaux sur site semble réaliste pour mi-2019. À noter que des interventions mineures (désamiantage, fouilles archéologiques…) ont déjà été réalisées. En comptant un délai de trois ans pour ces travaux, la date d'achèvement est prévue pour début 2022.

Question 3636 (19.02.2018) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **politique nationale d'accès libre:**

Dans le contrat d'établissement entre l'État et l'Université du Luxembourg cette dernière s'engage, selon l'article 6, e. a. à contribuer «à la mise en œuvre de la politique nationale d'accès libre». Selon l'annexe 2 du même contrat, les performances des chercheurs sont calculées notamment sur base du nombre de leurs articles scientifiques publiés dans des revues qui appartiennent au top 10% ou premier quartile Q1 (= top 25%) selon les listes Journal Metrics (Scopus) ou Web of Science (Thomson).

Or, la nature commerciale de ces deux listes semble en contradiction directe avec la politique nationale d'accès libre. En effet, Scopus est établi par l'entreprise Elsevier, opposée à l'accès libre et pratiquant une politique de prix exorbitante, qui fait que nombre de bibliothèques publiques doivent renoncer à leurs publications. Pour le Web of Science de Thomson rien que l'accès à la liste des revues référencées est déjà payant.

C'est pour briser le monopole de telles entreprises que de nombreuses universités, dont celle du Luxembourg, ont créé des plateformes de publications en ligne comme ORBIlu où tous les membres de l'Université du Luxembourg sont obligés de déposer leurs publications et qui jouit d'un grand succès, malgré les réticences des maisons d'édition commerciales qui y voient une concurrence déloyale et interdisent parfois aux auteurs de publier leur livre ou article parallèlement sur ORBIlu qui est d'accès libre.

Par ailleurs on observe dans ces bases de données commerciales une surreprésentation des revues anglophones, au détriment des revues scientifiques du continent européen. Dans la liste Scopus manquent p. ex. de prestigieuses revues françaises et allemandes du domaine des sciences humaines.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre a conscience de la problématique évoquée ci-dessus, à savoir que les obligations découlant du contrat d'établissement contribuent à renforcer le quasi-monopole des publications anglophones au détriment des revues scientifiques de l'Europe continentale?

2) Pourquoi le Gouvernement n'accepte-t-il pas le classement ERIH (European Reference Index for the Humanities) établi par un organisme non commercial, à savoir la European Science Foundation (www.esf.org), portée par plusieurs organismes européens de recherche scientifique tel que le FNRS de Belgique, aux services de laquelle plusieurs entités de l'Université du Luxembourg recourent e. a. pour leurs évaluations internes et le «peer review» de leurs projets et publications et pour laquelle des chercheurs de l'Université du Luxembourg servent comme évaluateurs?

3) Pourquoi le Fonds national de la recherche (FNR) luxembourgeois n'est-il pas membre de l'ESF?

Réponse (05.03.2018) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Je rappelle à l'honorable Députée que le contrat d'établissement avec l'Université du Luxembourg tout comme les conventions pluriannuelles avec les centres de recherche publics, documents publiquement disponibles sur les sites Internet du ministère et des institutions, font appel à des indicateurs et objectifs relatifs à la production scientifique qui couvrent deux aspects, à savoir la quantité de la production scientifique, d'une part, et la qualité de celle-ci, d'autre part.

Pour ce qui est de la quantité de la production scientifique, traduit par l'objectif de l'intensité de publication dans le contrat d'établissement, il convient de noter que toute publication scientifique y sera comptabilisée, sous condition qu'elle soit publiée dans «une revue à comité de lecture scientifique externe („externally scientifically peer reviewed publications"). Les chapitres de livre et les livres sont également à prendre en considération, sous condition de comité de lecture scientifique externe.» [Extrait du contrat d'établissement]. C'est dans ce cadre qu'interviennent les répertoires du type ORBIlu et les listes ERIH et bien d'autres, indépendamment de la langue de publication.

En ce qui concerne la qualité de la production scientifique, la grande innovation consiste dans le fait que le présent contrat fait abstraction du facteur d'impact proprement dit qui se trouve abandonné au profit du nombre de publications publiées dans des journaux scientifiques qui font partie du premier quartile respectivement du premier décile des journaux scientifiques du domaine. En effet, en faisant appel à cette approche, les différentes traditions de citation qui sont à la base du calcul du facteur d'impact normalisé par champ, traditions différant selon les domaines, sont correctement prises en considération. La normalisation du facteur d'impact par domaine permet un traitement plus juste et plus équitable des différents domaines de recherche, et notamment des sciences humaines et sociales, par rapport à l'approche retenue pour les contrats précédents, qui ne considérait que la valeur absolue des facteurs d'impact. Ces indicateurs sont mondialement utilisés en bibliométrie et internationalement reconnus par le monde scientifique. Or, les listes comme ORBIlu ou ERIH auxquelles l'honorable Députée fait référence sont de simples «répositoires» (repository) ou listes de référence et ne permettent pas de calculer le facteur d'impact normalisé par domaine et donc de la classification des journaux scientifiques par quartiles et déciles, le recours aux banques de données telles que Journal Metrics ou Web of Science est à ce jour indispensable. J'attire pourtant l'attention de l'honorable Députée sur le fait que le contrat stipule que «l'Université développera jusqu'au 1er octobre 2019 en coopération et en collaboration avec les centres de recherche publics une méthodologie permettant la classification en quartiles et déciles pour les revues scientifiques référencées dans Google Scholar», Google Scholar étant entièrement libre d'accès.

Finalement, contrairement à ce que prétend l'honorable Députée dans sa question, ni le contrat d'établissement ni les conventions pluriannuelles ne servent à mesurer les performances des chercheurs, mais constituent un instrument de gouvernance permettant de fixer des objectifs à atteindre au niveau de l'institution.

Le Fonds national de la recherche (FNR) a été membre de la Fondation européenne de la science (ESF) depuis 2002 et a contribué à l'établissement de la liste ERIH. Or, en raison d'une restructuration complète de l'ESF, le FNR, tout comme la plupart des agences de financement des autres pays européens, n'est plus membre de l'ESF. Ces agences se trouvent maintenant regroupées au sein de Science Europe, dont le secrétaire général du FNR est actuellement le président.

Question 3640 (22.02.2018) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant la **fusion du Centre Hospitalier du Nord et du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique:**

Début avril 2014, le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) et le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) avaient annoncé leur intention de fusionner en un seul centre hospitalier régional avec un pôle de compétence en psychiatrie et en médecine psychosomatique. À noter dans ce contexte que la nouvelle loi hospitalière a prévu l'indépendance fonctionnelle de l'INCCI par rapport au CHL et du Centre François Baclesse par rapport au CHEM.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle exposer les raisons qui ont amené les responsables des deux centres à vouloir fusionner en un centre hospitalier régional avec un pôle de compétence en psychiatrie et en médecine psychosomatique?

- En quoi résiderait finalement la plus-value réelle d'une telle opération vu le caractère national du CHNP en tant qu'institution spécialisée?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'une telle décision risquerait d'être à l'origine de problèmes de gestion et de mettre en question le profil classique du CHdN comme hôpital à vocation régionale chargé déjà actuellement de missions les plus diverses?

- Est-il prévu de planifier, à côté de l'actuel bâtiment du CHdN, une extension réservée principalement aux interventions ambulatoires?

Réponse (23.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

En 2014, au cours d'une conférence de presse en présence de la Ministre de la Santé, le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) et le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) avaient manifesté leur intention de fusionner en un centre hospitalier régional avec un pôle de compétence en psychiatrie et en médecine psychosomatique.

Dans une lettre d'intention présentée à cette même occasion, les deux établissements publics avaient motivé leur stratégie de collaboration en vue de pouvoir «assurer la pérennité d'une prise en charge médicale intégrée et complète, prestée dans le cadre d'infrastructures optimales, dans la région hospitalière Nord», et de permettre aux deux partenaires de «devenir un acteur majeur et particulièrement performant dans le secteur et d'offrir des soins globaux et intégrés dans les domaines ambulatoire, de réhabilitation (notamment psychiatrique), de soins (moyen et long séjour) dans cette région».

Toujours selon les responsables des deux établissements hospitaliers, le processus de rapprochement devait encore contribuer au développement d'une filière de compétence exemplaire nationale dans le domaine de la psychiatrie.

Le ministère partage toujours l'approche qu'une fusion entre le CHdN et le CHNP permettrait d'optimiser la mise en œuvre de prises en charge centrées sur les besoins des patients. En effet, dans le domaine de la psychiatrie, des liens étroits entre les structures aiguës et de moyen séjour facilitent la coordination des soins, tout en limitant le stress ainsi que les risques de rupture préjudiciables à cette population particulièrement vulnérable. En outre, un tel rapprochement pourrait accompagner la mise en œuvre de soins intégrés et permettrait également une optimisation de la mutualisation des moyens.

Enfin, dans la perspective des futurs réseaux de compétences, et en particulier pour ce qui relève des maladies psychosomatiques, la fusion de partenaires complémentaires en matière de soins aigus et de soins de réhabilitation psychiatrique permettrait de surcroît d'assurer plus aisément la prise en charge interdisciplinaire des patients atteints de ces maladies.

Le ministère soutient l'approche que la région du Nord doit disposer d'une offre médicale, sociale et de soins globale pour couvrir de manière coordonnée et intégrée les besoins de sa population.

Toujours est-il qu'une telle fusion entraînerait des changements majeurs, tant sur le plan organisationnel que sur le plan «culturel», et devrait être accompagnée de mesures de soutien de la part des deux organismes gestionnaires afin d'en mitiger les risques.

Selon les informations dont dispose le Ministère de la Santé, l'extension évoquée par les honorables Députés constitue une des éventualités à l'étude actuellement par le CHdN, afin d'améliorer le flux et la sécurité des patients ambulatoires. À ce jour, il n'existe cependant aucun plan ayant été soumis à Madame la Ministre, ni de surcroît de déclaration commune des deux acteurs hospitaliers de la région du Nord pour concrétiser les projets de fusion.

N°09
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°09 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 316
Plan d'action pluriannuel d'intégration p. 334
Réforme des services de secours p. 342

Sommaire des séances publiques nos24 à 26 p. 352
Sommaire des questions parlementaires p. Q134

24e séance Mercredi 14 mars 2018
25e séance Jeudi 15 mars 2018
26e séance Mardi 20 mars 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

E grousse Succès fir d'Journée portes ouvertes









Den Undrang war grouss op der Journée portes ouvertes vun den Institutiounen den 21. Abrëll 2018: 2.436 Visiteuren hu vun der Geleeënheet profitéiert, fir d'Lëtzebuerger Parlament ze entdecken.

Leit vun heiheem an aus dem Ausland

Déi vill Visite-guidéeën a verschiddene Sproochen hunn esouwuel Leit vun heiheem wéi aus dem Ausland et erlaabt, e Bléck hannert d'Kulisse vun der Chamber ze geheien.

Sou goufe si am Haaptgebai vum Plenarsall, wou déi ëffentlech Sëtzungen ofgehale ginn, iwwert d'Visiteurstribün bis an d'Regie vu Chamber TV gefouert.

Iwwert d'Passerelle goung et eriwwer an d'Richard-Prëntz-Gebai, wou e Kommissiounssall souwéi eng Ausstellung iwwert d'Geschicht vum Parlamentsgebai konnte besichtegt ginn.

Vill Deputéiert präsent

Vill vun deene 60 Deputéierte ware präsent, fir mat de Gäscht ze diskutéieren an hir sëlleche Froen ze beäntwerten.

Fir de Fonctionnement vum Parlament ze illustréieren, huet de Chamberspresident e puermol eng ëffentlech Sëtzung mat de Visiteure simuléiert.

Als Partner vun der Chamber haten den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) an d'Chaire de recherche en études parlementaires vun der Uni Lëtzebuerg och jeeweils e Stand, wou d'Visiteure sech konnten informéieren.

Assermentation de deux nouvelles députées



Mme Simone Asselborn-Bintz



Mme Sam Tanson

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a assermenté Mmes Simone Asselborn-Bintz et Sam Tanson en séance plénière du 17 avril 2018. Leur entrée à la Chambre porte le nombre des élues à 18 sur 60. La nouvelle députée du parti socialiste, Mme Simone Asselborn-Bintz, est également échevine à Sanem. Elle a pris la relève de M. Roger Negri.

La conseillère communale de la Ville de Luxembourg, Mme Sam Tanson, a succédé à M. Claude Adam (déi gréng). Elle a quitté son poste de conseillère d'État pour entrer à la Chambre des Députés.

Renforcement du contrôle parlementaire de la coopération policière en Europe

Depuis la création de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol), les compétences de cette dernière ont été étendues à trois reprises, la plus récente datant de 2016, afin de faire face notamment à la criminalité transfrontalière à l'échelle de l'UE. La dernière extension des compétences d'Europol a eu pour objectif de renforcer non seulement son efficacité mais également sa redevabilité en y ajoutant un contrôle politique exercé conjointement par le Parlement européen et les parlements nationaux.

Ce contrôle politique est une particularité d'Europol et n'existe pas pour les autres agences de l'Union européenne.

Afin de répondre à cette exigence de contrôle politique prévu par le traité de Lisbonne, un groupe de contrôle parlementaire conjoint a été créé et, à l'occasion de leur réunion à Sofia qui s'est tenue les 18 et 19 mars 2018, les membres du Parlement européen et des parlements nationaux se sont mis d'accord sur un règlement intérieur définissant le mode opératoire de ce groupe. Il a été arrêté que le groupe de contrôle parlementaire conjoint assure le contrôle politique des activités d'Europol dans l'accomplissement de sa mission, y compris en ce qui concerne leur incidence sur les libertés et les droits fondamentaux des personnes physiques.

Durant la réunion les députés membres du groupe parlementaire conjoint ont eu un échange de vues sur la programmation pluriannuelle d'Europol 2019-2021 avec le Directeur exécutif, M. Rob Wainwright, et sur la stratégie extérieure de l'agence avec le Président du Conseil d'administration, M. Priit Pärkna.

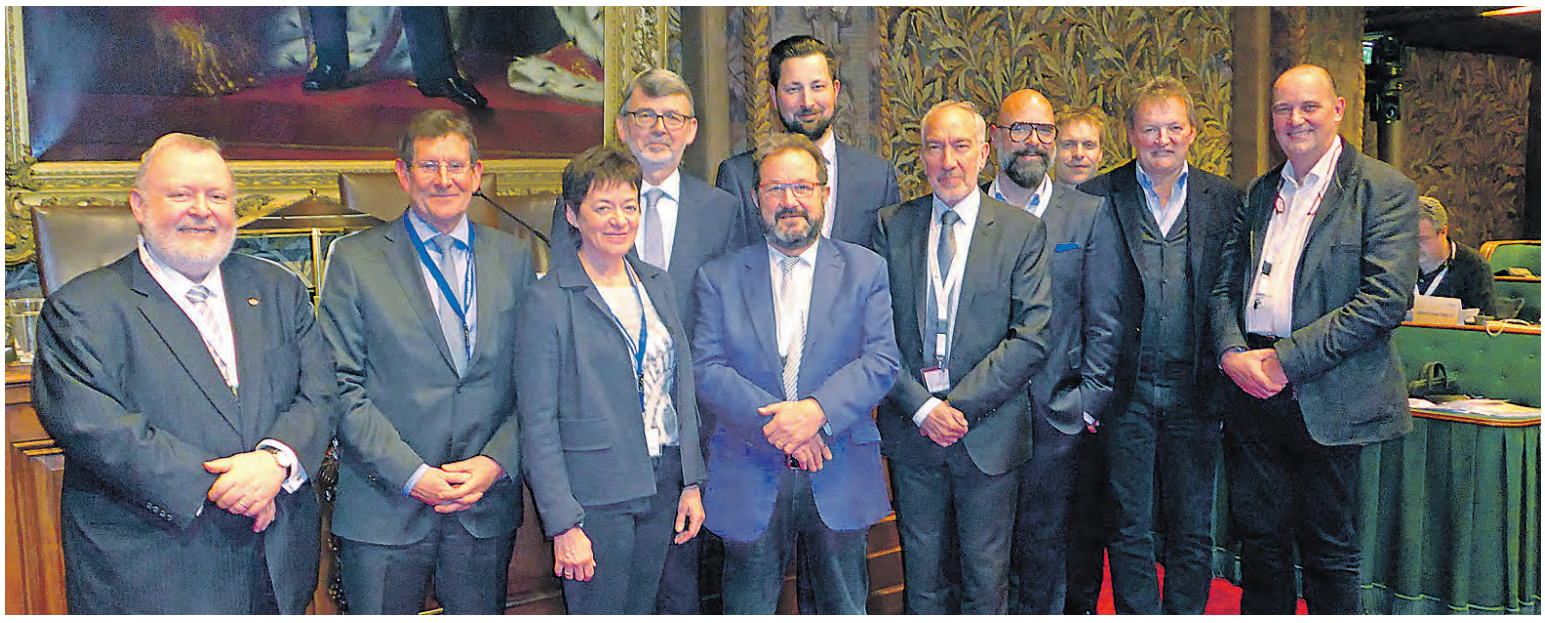
La Présidence bulgare de l'UE a porté une attention particulière sur la coopération d'Europol avec les pays des Balkans occidentaux. Le Commissaire européen responsable de l'Union de la sécurité, Sir Julian King, s'est entretenu avec les députés sur la contribution d'Europol à la lutte contre le terrorisme et la prévention du crime organisé.



M. Marc Angel a représenté la Chambre des Députés.

Séance plénière du Parlement Benelux à La Haye

L'économie circulaire est un impératif économique



Les membres luxembourgeois du Parlement Benelux en présence de l'Ambassadeur luxembourgeois à La Haye, M. Jean-Marc Hoscheit, du Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Alain de Muyser, ainsi que du Dr Christian Tock du Ministère de l'Économie et de M. Romain Poulles, administrateur délégué de PROgroup.

La session de printemps du Parlement Benelux, à laquelle ont pris part MM. et Mme les Députés Roger Negri, Marcel Oberweis, Frank Arndt, Gast Gibéryen, Gusty Graas et Josée Lorsché, était placée sous le signe de l'économie circulaire.

Celle-ci constitue un enjeu transversal permettant d'assurer le développement durable de nos sociétés. Face au constat que les ressources de la planète sont limitées, la transformation de modes de production, de gestion des ressources et de consommation la plupart du temps linéaires en modes circulaires ne se réalisera pas sans nouveaux cadres politiques législatifs et campagnes de sensibilisation ciblées. Force est en effet de constater que tant au niveau de la législation existante qu'au niveau des pratiques industrielles et des habitudes de consommation, l'économie circulaire est un concept certes prometteur, mais dont la mise en œuvre n'en est qu'à ses débuts.

Réunis à La Haye les 23 et 24 mars 2018, les membres du Parlement Benelux avaient invité à cette séance plénière des experts pour donner leur soutien à cette dynamique ainsi que pour identifier les principaux défis et enjeux de l'économie circulaire dans une logique transnationale.

Pour passer de la vision à la réalisation et induire un changement de mentalité au sein de nos sociétés, il est indispensable d'impliquer davantage toutes les parties prenantes, des pouvoirs publics aux citoyens, en passant par la société civile et l'industrie. Selon la Secrétaire d'État néerlandaise à l'Infrastructure et à la Gestion de l'eau, Mme Stientje van Veldhoven, il est indispensable de passer de la réflexion aux actes, par exemple en tenant compte des effets sociaux et environnementaux positifs que peut induire l'économie circulaire.

Le Dr Christian Tock du Ministère luxembourgeois de l'Économie a confirmé la nécessité d'appréhender l'économie circulaire sous l'angle économique.

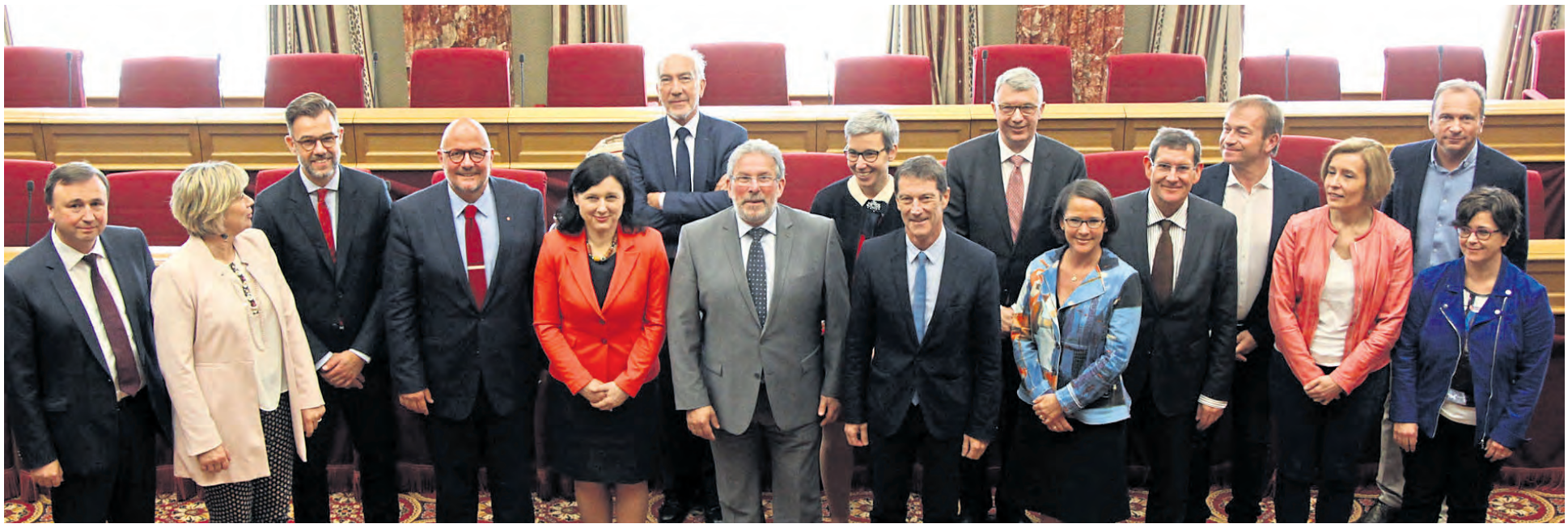
Pour sa part, M. Romain Poulles, administrateur délégué de PROgroup et «Circular Economy Officer» a présenté plusieurs projets concrets au Luxembourg, tout en insistant sur l'importance de ne pas confondre l'économie circulaire avec le simple recyclage ou la réduire à une manière sophistiquée de gestion de déchets.

Fondée sur le principe qu'un produit n'a plus vraiment de fin de vie, mais peut en théorie être retransformé éternellement, l'économie circulaire permet de réduire considérablement le gaspillage et les déchets au niveau des entreprises et des ménages avec, à la clé, des gains de productivité et l'émergence progressive d'un nouveau modèle économique permettant de générer des services, des emplois, des bénéfices, une croissance durable et responsable en harmonie avec l'obligation de protéger l'environnement.

À côté de la discussion sur cette problématique menée sous l'égide de M. Gusty Graas, Président de la Commission de l'Économie, de l'Agriculture et de l'Énergie du Parlement Benelux, et de Mme Josée Lorsché, corapportrice en matière d'économie circulaire, les membres du Parlement Benelux ont également adopté une recommandation sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le Benelux et ont évoqué les conséquences du Brexit sur le Benelux, dossier qui sera traité plus en profondeur lors de la séance plénière de juin par Mme Diane Adehm, nommée corapportrice sur la problématique de la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

La Commissaire européenne Věra Jourová à la Chambre

Échange de vues sur les droits des citoyens



La Commissaire européenne Věra Jourová entourée du Président et de membres de la Chambre des Députés.

La protection des lanceurs d'alerte, les droits des utilisateurs de Facebook à la protection de leurs données personnelles ou encore les raisons pour lesquelles les femmes ne s'engagent pas davantage en politique – voici quelques-uns des sujets abordés au cours d'un échange de vues, le 27 avril 2018 à la Chambre des Députés, entre Mme Věra Jourová, Commissaire en charge de la Justice, des Consommateurs et de l'Égalité des genres, et les députés membres de plusieurs commissions parlementaires concernées.

Offrir une meilleure protection aux lanceurs d'alerte

Les députés se sont renseignés sur de nouvelles règles que la Commission européenne a proposées récemment afin de mieux protéger les lanceurs d'alerte contre, par exemple, le licenciement, la rétrogradation et d'autres formes de représailles. Selon la Commissaire, l'élaboration de ces règles a été régie par la question complexe de savoir «comment faire la différence entre un criminel et un héros quand il s'agit d'identifier un lanceur d'alerte». La proposition prévoit ainsi l'instauration de canaux sûrs permettant les signalements tant au sein d'une organisation qu'auprès des pouvoirs publics. Ces différentes échelles doivent également permettre de vérifier si le lanceur d'alerte agit dans l'intérêt public ou par revanche personnelle ou pour des motifs «paranoïaques», a précisé la Commissaire. La publication par des médias n'est prévue qu'en troisième étape.

Protéger les données personnelles et prévenir leur utilisation abusive

À la lumière des scandales récents impliquant Cambridge Analytica et Facebook, de nombreuses questions des députés ont porté sur la protection des données personnelles. «Tout le monde doit pouvoir contrôler son identité», a expliqué Mme Věra Jourová. À ses yeux, le respect du règlement général sur la protection des données (RGPD), qui posera un nouveau cadre pour la protection des données personnelles dès le 25 mai 2018 dans toute l'Europe, mettra les citoyens à l'abri de toute utilisation abusive de leurs données.

«Ces garanties doivent également s'appliquer dans davantage de pays hors Europe», a estimé la Commissaire. Des accords dans ce sens sont en train d'être négociés. La Commissaire voit également une responsabilité des pouvoirs publics de «mieux préparer les gens pour qu'ils soient conscients de leurs droits comme le droit à l'oubli sur Internet qui sera également garanti après le 25 mai».

Par ailleurs, les députés luxembourgeois travaillent actuellement sur deux projets de loi afin de mettre en œuvre ce règlement européen.

Les quotas luxembourgeois pour les listes électorales, «un modèle pour l'Europe»

La représentation des femmes dans la politique était également un sujet des discussions, l'égalité des chances entre hommes et femmes figurant parmi les différentes attributions de la Commissaire européenne. Mme Věra Jourová a salué l'approche luxembourgeoise des quotas pour les listes électorales comme étant un «modèle pour toute l'Europe»: «Je souhaiterais que tous les pays européens s'inspirent de votre législation», a-t-elle dit face aux députés. Afin d'améliorer la parité politique au niveau national, un quota de 40% pour les listes des élections législatives et européennes a été introduite fin 2016. La loi introduit des sanctions financières pour les partis qui ne respecteraient pas ce quota. Actuellement, 18 des 60 députés luxembourgeois sont des femmes.

Finalement, les députés se sont également renseignés sur les perspectives d'évolution du parquet européen, qui aura son siège au Luxembourg, ou encore le rôle des droits des consommateurs, «toujours une priorité» dans les négociations des accords de libre-échange.

Un échange régulier entre Commission européenne et Chambre des Députés

La visite de la Commissaire Věra Jourová illustre une fois de plus la volonté de la Commission européenne, présidée par le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, de soigner le contact avec les parlements nationaux. En effet, plusieurs commissaires européens ont été accueillis ces derniers mois pour un échange avec les députés, comme par exemple M. Maroš Šefčovič (Énergie), Mme Violeta Bulc (Transports), Mme Marianne Thyssen (Emploi, Affaires sociales, Compétences et Mobilité des travailleurs), Mme Cecilia Malmström (Commerce), M. Carlos Moedas (Recherche, Science et Innovation), M. Günther Oettinger (Budget et Ressources humaines), M. Andrus Ansip (Marché unique numérique) et M. Frans Timmermans (Premier Vice-Président).

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Rôle de l'Europe dans le processus de paix en Syrie et lutte contre la corruption



La délégation luxembourgeoise à l'APCE

Lors de la deuxième partie de la session ordinaire de 2018, qui s'est tenue du 23 au 27 avril 2018 à Strasbourg, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a souhaité réagir face à la situation en Syrie et sur le rôle de l'Europe dans le processus de paix. Elle a également eu un échange de vues sur les perspectives et le rôle du Conseil de l'Europe dans la création de structures étatiques unifiées en Libye.

L'Assemblée a tenu des débats d'urgence sur le «Suivi du rapport du groupe d'enquête indépendant sur les allégations de corruption au sein de l'Assemblée parlementaire» et sur la «Déclaration de Copenhague, évaluation et suivi». Le premier débat s'est référé à un rapport sur les allégations de corruption au sein de l'APCE préparé par un groupe de juges. La constitution d'un groupe d'enquête indépendant répond à une demande formulée par plusieurs délégations nationales, dont celle du Luxembourg. À la suite du débat, l'APCE a réitéré son message de tolérance zéro à l'égard de la corruption en son sein et signalé qu'elle entendait tirer pleinement les conséquences, à tous les niveaux, des conclusions du rapport au sein de l'APCE.

L'APCE a énoncé une série de mesures visant à protéger l'intégrité rédactionnelle des journalistes et à promouvoir des normes professionnelles élevées. Elle a notamment exhorté les États à mettre en place des observatoires nationaux pour détecter la désinformation, la propagande et les «fausses informations».

M. Nikola Dimitrov, Ministre des Affaires étrangères de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, s'est exprimé lors de cette deuxième partie de session.

Un rapport sur les besoins humanitaires des personnes déplacées dans leur propre pays a également figuré à l'ordre du jour, tout comme un rapport sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

L'Assemblée s'est penchée sur l'état d'urgence et les dérogations à la Convention européenne des droits de l'homme, sur la lutte contre le crime organisé par la confiscation d'avoirs illicites, le financement du groupe terroriste Daech ainsi que la guerre hybride et les défis qu'elle pose en matière de droit et de droits de l'homme.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Anne Brasseur, M. Yves Cruchten, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Claude Adam et Mme Martine Mergen.

Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne à Tallinn

Débats sur l'avenir de l'UE et la défense



Les Présidents des Parlements de l'Union européenne réunis

Lors de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne qui s'est déroulée les 23 et 24 avril 2018 à Tallinn (Estonie), les participants ont focalisé leurs travaux sur l'avenir de l'Union européenne et sur la politique de sécurité et de défense commune. La Chambre des Députés y était représentée par son Président, M. Mars Di Bartolomeo, et la Secrétaire générale adjointe, Mme Isabelle Barra.

«Nous devons accorder nos violons»

Lors de leurs discussions, les Présidents des Parlements ont retenu que «nous devons nous concentrer sur la gestion des causes de la migration sur leur lieu même, en particulier en Afrique, en nous appuyant sur un plan européen pour ce continent».

Dans son intervention, le Président du Parlement luxembourgeois s'est dit très satisfait que tous aient évoqué les valeurs européennes sur lesquelles devrait s'appuyer l'action politique pour faire face aux grands défis, tout en insistant sur le fait que selon toute évidence tous n'aient pas parlé des mêmes valeurs. «Or, si nous ne voulons pas devenir un ensemble dysharmonique ou même chaotique, nous devons accorder nos violons», a-t-il précisé.

À propos de la sécurité et de la défense, les Présidents des Parlements ont reconnu que les dimensions extérieure et intérieure de la sécurité sont interconnectées. «Le spectre des menaces dans le monde d'aujourd'hui est large et varié, nécessitant un équilibre délicat mutuellement bénéfique entre, d'une part, la garantie de la sécurité et, d'autre part, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales», ont-ils conclu.

Qu'est-ce que la Conférence des Présidents?

La dimension parlementaire fait partie intégrante de la Présidence du Conseil de l'Union européenne. La Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne réunit les Présidents des Parlements nationaux et le Président du Parlement européen. L'objectif de la rencontre est d'améliorer la coopération interparlementaire.

Un pays des Balkans à l'honneur

«Nous avons l'intention de faire avancer rapidement notre pays sur le chemin de l'intégration européenne, même s'il reste beaucoup de travail à faire», a affirmé le Ministre des Affaires étrangères de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, M. Nikola Dimitrov, en visite à la Chambre des Députés le 20 avril 2018.

Après les perturbations politiques internes de ces dernières années, le Gouvernement macédonien a entrepris de larges réformes institutionnelles et judiciaires, a expliqué M. Dimitrov aux élus luxembourgeois. Ces progrès ont également été salués par la Commission européenne qui a proposé d'ouvrir des négociations d'adhésion avec Skopje. En juin, les États membres devront trancher sur cette proposition.

De meilleures relations avec les Balkans

Au cours des discussions, les députés ont félicité le Ministre des Affaires étrangères macédonien pour les progrès réalisés dans son pays et ont souligné l'importance de l'avenir de cette région pour l'Union européenne. «Il est d'autant plus nécessaire de résoudre le conflit avec la Grèce en ce qui concerne le nom officiel du pays», ont-ils également ajouté. Le chef de la diplomatie macédonienne a expliqué que les deux pays ont récemment repris le dialogue avec une volonté affichée de trouver un accord. D'après lui, la question du nom ne devrait pas être un obstacle à l'adhésion de son pays aux institutions européennes. Le but est d'établir une relation de confiance entre Athènes et Skopje ainsi qu'avec les autres pays de la région.



M. Nikola Dimitrov entouré de la délégation luxembourgeoise.



„E Buch am Zuch“ fir de Chamberspresident

All Joer den 23. Abrëll gëtt d'Journée mondiale du livre et des droits d'auteur zelebréiert, wou d'Unesco sech beméit, fir d'Liesen ze förderen, d'Verlagswiesen ze ënnerstëtzen an déi intellektuell Proprietéit ze schützen.

An deem Kader hunn d'Initiativ Freed um Liesen an de Centre national de littérature (CNL) - Lëtzebuerger Literaturarchiv dem Chamberspresident Mars Di Bartolomeo e Band vun „E Buch am Zuch“ iwwerreecht.

Dëst Joer ass d'Buch fir déi 20. Kéier erauskomm an ass dem Thema Politik gewidmet.

AP-UpM: 5e Sommet des Présidents de Parlement et 14e Session plénière

Lutte contre le terrorisme dans la région euro-méditerranéenne

Le 5e Sommet des Présidents de Parlement et la 14e Session plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), qui se sont tenus les 28 et 29 avril 2018 au Caire dans l'hémicycle du Parlement égyptien, ont été dédiés à «La lutte contre le terrorisme dans la région euro-méditerranéenne». La Chambre des Députés y a été représentée par Mme Simone Beissel, Vice-Présidente.

Le Dr Ali Abdel Aal Sayed Ahmed, Président de la Chambre des Représentants d'Égypte, a ouvert le Sommet des Présidents en évoquant le rôle joué par l'Égypte dans un contexte visionnaire de paix et de sécurité pour la région euro-méditerranéenne. Le pays hôte mène une «guerre féroce» à l'encontre du phénomène terroriste, comme le démontre l'opération militaire globale «Sinaï 2018».

M. Magdy al-Agaty, Ministre des Relations avec le Parlement, s'est ensuite adressé aux parties internationales présentes en promouvant les avancées de son pays en matière culturelle et éducationnelle, ainsi qu'en mettant l'accent sur la coexistence pacifique des pays membres de l'Union pour la Méditerranée.

Dans son intervention, M. David Maria Sassoli, Vice-Président du Parlement européen, a préconisé une meilleure coopération au niveau parlementaire afin d'aboutir à «un résultat concret, tangible et visible». Pour que les libertés religieuses, culturelles et démocratiques soient garanties, les différends au sein de la région méditerranéenne doivent, selon lui, être écartés au profit d'une mise en exergue des multiples valeurs communes.

Mme Simone Beissel a, lors de son intervention, mis en valeur le rôle d'Europol dans l'établissement d'accords ayant pour but de faciliter l'échange d'informations et de données pour lutter contre le terrorisme. Elle a en outre précisé que la «nature polymorphe et la capacité d'adaptation des groupes terroristes rendent nécessaire une stratégie globale agile et innovante pour lutter contre ce fléau».

Une déclaration de projets et d'initiatives conjoints censés renforcer davantage la coopération pour une lutte commune à l'encontre du terrorisme et de l'extrémisme conduisant au terrorisme a été adoptée à l'unanimité. Elle est destinée au Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, organe exécutif de l'organisation.

Ont eu lieu en parallèle différentes réunions des commissions, du Bureau et du Bureau élargi de l'AP-UpM.

Le second jour a été exclusivement consacré à la session plénière de l'AP-UpM au cours de laquelle les projets de recommandations issus du travail préalable des différentes commissions ont été présentés et adoptés. L'Assemblée a été clôturée par la passation de la présidence au Parlement européen.

En marge de la session, Mme Simone Beissel a obtenu une entrevue avec le Président du Parlement égyptien.



Mme Simone Beissel lors de son discours

Sensibiliser sur la discrimination à l'embauche

Remise du rapport 2017 du Centre de l'égalité de traitement

Encadrer les victimes et témoins de discrimination, informer et sensibiliser chacun sur ses droits et obligations en matière d'égalité de traitement, tels sont les objectifs du Centre de l'égalité de traitement (CET) créé par la loi du 28 novembre 2006.

128 nouveaux cas de discrimination

Lors de la remise officielle du rapport de l'année 2017 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, les responsables du CET ont notamment présenté des statistiques.

En 2017, le CET a été saisi de 115 nouveaux cas. S'y ajoutent un dossier non clôturé de 2015 et 11 dossiers non clôturés de 2016. Parmi les motifs de discrimination, le handicap arrive en premier lieu, le sexe et l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnie figurent au deuxième respectivement au troisième rang. Suivent ensuite la religion ou les convictions, l'âge, l'orientation sexuelle et la discrimination multiple. Les demandes sont majoritairement introduites par des hommes, la plupart des dossiers provenant de Luxembourgeois.

Parmi les différentes activités du CET sur le plan national, il y a lieu de relever notamment la sensibilisation sur la discrimination à l'embauche. Dans ce contexte, le Centre a publié une brochure «Recrutement sans discrimination - petit guide pratique pour salarié».



Les responsables du CET ont remis leur rapport de 2017 au Président de la Chambre.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°09** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Transferts d'énergie renouvelable

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017

L'article unique du projet de loi sous rubrique porte approbation d'un accord signé à Tallinn, le 7 novembre 2017, entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie.

L'accord est similaire à celui signé avec la République de Lituanie, le 26 octobre 2017 et dont l'approbation est prévue par le projet de loi n°7224. Il se distingue cependant par le calendrier prévu des transferts statistiques et la quantité supplémentaire optionnelle maximale prévue.

L'accord prévoit également le transfert statistique d'une quantité minimale d'énergie de 700 GWh pour un prix de 10,5 millions d'euros, mais prévoit que 300 GWh de cette quantité minimale est déjà à transférer, pour un prix de 4,5 millions d'euros, en 2018, tandis que les 400 GWh restantes sont transférées en 2020, pour un prix de 6 millions d'euros.

La quantité supplémentaire maximale prévue à transférer pour le Luxembourg en cas de besoin est de 1.800 GWh.

Le recours effectif aux quantités supplémentaires garanties par les deux républiques baltes dépend de la consommation énergétique finale du Luxembourg et de l'énergie renouvelable produite entre 2018 et 2020 par le Luxembourg.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

08.02.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 15 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°192, page 1

SÉANCE 24

MERCREDI,
14 MARS 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

- *Débat: M. Laurent Mosar (intervention de Mme Nancy Arendt) (dépôt d'une motion et d'une demande d'heure d'actualité), M. Marc Angel, M. Gusty Graas (intervention de M. Alexander Krieps), M. Claude Adam (intervention de M. Claude Haagen), M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn et M. Gast Gibéryen) (dépôt d'un document), M. David Wagner, Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Laurent Mosar (parole après ministre), M. le Ministre Jean Asselborn (intervention de Mme Viviane Loschetter)*
- *Motion 1: M. le Ministre Jean Asselborn, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

3. 6982 - Projet de loi sur les marchés publics

- *Rapport complémentaire de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (intervention de Mme Viviane Loschetter)*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn et M. François Bausch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.09 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Wéi Der wësst, steet haut als Haaptpunkt d'aussepolitesch an europapolitesch Debatt um Ordre du jour, no der Deklaratioun vun eisem Ausseminister.

Den éischte Riedner ass prett: de Laurent Mosar fir d'CSV. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, genau virun honnert Joer, näämlech 1918, ass den Éischte Weltkrich op en Enn gaangen. E gëtt dacks als d'Urkatastroph vum 20. Jorhonnert beschriwwen. Haut, honnert Joer méi spéit, an engem Moment, wou och d'Zuel vun den Zäitzeie vum Zweete Weltkrich ëmmer méi kleng gëtt, musse mir eis alleguerte froen: Hu mer aus der Geschicht wierklech eppes geléiert oder net?

Leider, Här President, mengen ech, datt éischter dat Zweet wouer ass an datt mir méi wäit ewech si vum „éiwege Fridden" oder vum „Enn vun der Geschicht". De Mënsch ass nun emol esou, wéi en ass. An duerfir wäert et och ni esou sinn, datt Fridden a Fräiheet, Gerechtegkeet a Wuelstand den Naturzoustand op eiser Äerd wäerte sinn. Am Géigendeel: Si musse vun all Generatioun ëmmer erëm nei politesch erronge ginn.

Här President, e bekannten, leider verstuerwenen däitschen Televisiounsjournalist, den Här Scholl-Latour, huet emol eng Kéier gesot: „Die Welt ist aus den Fugen." Ech hu mech un dat Zitat erënnert, wéi ech dem zukünftegen däitschen Ex-Ausseminister Sigmar Gabriel seng iwwregens exzellent Ried, an et kënnt mer selte vir, datt ech e sozialistesche Politiker esou muss luewen, nogelauschtert hunn, déi en op der Sécherheetskonferenz zu München gehalen huet a wou hie vun enger, an ech zitéieren, „Welt am Abgrund" geschwat huet. Och eisen Ausseminister huet virun e puer Deeg am Kontext vum bluddege Biergerkrich a Syrien vun engem neie Mëttelalter geschwat.

Här President, steet also dës Welt wierklech virum Ofgrond? An ass se esou zersplittert, wéi vill Observateuren, ob elo zu Davos oder op anere Plazen, eis dat wëlle gleewe loossen?

Ass dat aussepolitescht Glas hallef eidel oder awer hallef voll? A wat ass d'Roll vun Europa an dëser ëmmer méi opgewulltener Welt? A wat fir eng Roll kann e Land wéi Lëtzebuerg op der europäescher, awer och op der Weltbün do iwwerhaapt nach spillen? Op dës komplex Froe wäert ech versichen, an deenen nächste Minutten eng Äntwert ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Deeg sinn d'Olympesch Wanterspiller a Südkorea op en Enn gaangen an domadder och dee sougenannten olympesche Fridden, deen zumindest wärend deene puer Deeg déi brandgefëierlech Eskalatioun ëm d'nordkoreanesch Atomrüstung gebremst huet. Ech begréissen iwwregens an deem Kontext, datt och den diplomatesche Wanter tëschent Pjöngjang a Seoul op en Enn ze goe schéngt. Zumindest ass d'Äis amgaangen ze schmëlzen, wat am Géigesaz zum Klimawandel hei eng gutt Saach ass.

Nach muss een awer hei ganz virsiichteg sinn, wann een déi zwee Haaptpersonnagë vun dësem Konflikt kuckt: déi Häre Kim an Trump. Mä loosse mir eis emol net bekloen! Hei schéngt et zumindest zu enger temporärer Berouegung vum Konflikt ze kommen.

Vu Berouegung an Deeskalatioun keng Spur gëtt et dergéint am Noen Osten, well souwuel de Syrien-Konflikt wéi och dee bluddege Krich am Jemen ginn all Dag ongebremst virun. An ech wäert an deenen nächste Minutten och nach hei drop ze schwätze kommen.

Och déi ëmmer méi grouss Féierungsusprech vu China, Muechtusprech vu Russland, eng Renaissance vun Nationalismus a Protektionismus, all dës Phenomeene sinn amgaangen, eis Weltuerdnung gehéiereg duerchzerëselen, mat Konsequenzen, déi am Moment net ofschätzbar sinn.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguer eeneg, datt mer eis an dësen Zäiten an enger schicksalhafter Entwécklung befannen, déi eis méi wéi jee och ganz besonnesch als Europäer mat enormen Erausfuerderunge wäert konfrontéieren, fir déi grouss geopolitesch Wäiche vum 21. Jorhonnert richteg, also - Här President! - multilateral ze stellen.

Op där anerer Säit soll een awer net verstoppen, datt et och an der Aussepolitik an de leschte Joren dach eng ganz Rei vu positiven Entwécklunge ginn huet. Sou huet déi international Gemeinschaft zesummen eng multilateral Äntwert op déi international Finanzkris vun 2007 respektiv 2008 ginn.

An da solle mir net vergiessen, an den Ausseminister huet et gëschter nach eng Kéier ënnerstrach, datt et zu engem Atomofkomme mam Iran komm ass, wat sécherlech net perfekt ass, mä wat trotzdeem derzou féiert, datt d'Situatioun e bësse manner geféierlech ass, wéi dat nach de Fall war virun enger Rei vu Joren. Mä d'Perfektioun gëtt et net an dëser Welt a scho guer net an der Aussepolitik.

A schlussendlech loosse mer eis och nach eng Kéier drun erënneren, datt et zu Paräis zu engem historeschen Accord iwwer Klimaschutz komm ass, aus deem d'Vereenegt State vun Amerika leider erëm wëllen erausklammen!

Här President, bei all deem stelle mir awer erëm e Retour en force vun nationalen Egoisme fest. Mir gesinn och, datt de Populismus a ganz ville Länner an der Welt, awer och ronderëm fulgurant Succèse feiert. Ech denken hei natierlech direkt un déi rezent Wahlen an Italien, op déi ech herno nach wäert kuerz agoen.

Mir gesinn, datt et ëmmer a méi Länner eng Atmosphär vu Polarisatioun gëtt, déi einfach schlecht fir dat gesellschaftlecht Mateneen ass. Dëst féiert derzou, datt vill Mënschen haut total veronséchert sinn an duerfir d'Gefor méi grouss ass, datt se all méigleche Mënschefänkerten a Populisten op de Läim ginn.

Ech sinn allerdéngs, Här President, ëmmer méi dervun iwwerzeegt, datt all dës extrem Erausfuerderungen, déi sech aus der Globaliséierung erginn, an dozou gehéiert natierlech an éischter Linn déi vun der Migratioun, nëmme kënne gemeinsam an der Zukunft geléist ginn. D'Geschicht, säit dem Réimesche Räich an dem Bau vun der Chineesescher Mauer, huet eis geléiert, datt eng reng Ofschottungspolitik net hëlleft, d'Grenzen ze schützen.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wat schonns an der Antik an am Mëttelalter richteg war, ass et an enger transnationaler Welt vun haut a vu muer nach vill méi.

Mir brauchen duerfir vill méi e gutt Matenee mat eisen Noperen. Mir brauche wa méiglech multilateral Ofkommen. A wann dat net méiglech ass, zumindest bilateraler. An ech gleewen, datt bei allen Erausfuerderungen, déi sech eis stellen, de Protektionismus sécherlech déi falschsten Äntwert ass, déi mer kënne ginn. Ganz einfach, well dat net méi fonctionnéiert!

An ech sinn och der Iwwerzeegung, datt mer ëmmer erëm virun allem op multilateral an net unilateral Léisungsweeër solle setzen, well déi unilateral schlussendlech just an dat politescht an an dat wirtschaftlecht Abseits féieren.

„Creating a Shared Future in a Fractured World" war dëst Joer de Motto vum World Economic Forum zu Davos. Dëse Motto gefält mir eigentlech extrem gutt, well en en Akzent op dat Wuert „shared" setzt, also „deelen", eng gedeelten Zukunft an enger Welt, déi ëmmer méi zersplittert ass. A fir dës gedeelten Zukunft hu mir och alleguerten eng gedeelte Verantwortung.

A well ech eigentlech vun Natur aus, Här President, éischter en optimistesche Mënsch sinn, wëll ech eigentlech ewechkomme vun deenen dach méi pessimistesche Signaler, déi eis an deene leschte Wochen, notamment vun der Münchener Sécherheetskonferenz, entgéintkomm sinn, an d'Tonalitéit éischter wiesselen a Richtung vun deene méi optimisteschen Téin, déi mer aus de Wirtschafts-, awer och aus de politeschen a wëssenschaftleche Kreesser vum Schwäizer Davos héieren hunn.

Här President, mä well d'Weltpolitik leider kee Wonschconcert ass, bleiwen ech awer bei allem Optimismus Realist genuch, fir der geopolitescher Wierklechkeet direkt an d'A ze kucken, well nëmmen esou kann ee richteg beschreiwen, an domadder och laangfristeg zum Gudden dréien.

Ech wëll mech näämlech an deenen nächste Minutte virun allem mat där internationaler Situatioun beschäftegen, esou wéi se haut um Terrain ass, ganz besonnesch mat där op engem ganz schwieregen Terrain: dem Noen Osten. Da wëll ech mech awer och mat eenzelnen anere Kriseregioune beschäftegen, ouni awer déi fir mech wichtegst Erausfuerderungen, näämlech déi vun der Migratioun, awer och déi vum Terrorismus, ganz besonnesch deem, deen aus dem radikalislameschen Eck kënnt, ze vergiessen.

Schlussendlech wëll ech mech dann awer och nach mat der Zukunft vun Europa an der Europäescher Unioun beschäftegen.

Ier ech awer zu deenen eenzelne Punkten iwwerginn, wollt ech dem Ausseminister Merci soe fir seng Deklaratioun vu gëschter, déi eigentlech en äusserst komplett Bild vun der geopolitescher Situatioun op eisem Planéit gezeechent huet. Dat erlaabt mir dann och, méi geziilt meng Schwéierpunkten ze setzen.

Vu datt et awer och déi lescht aussepolitesch Erklärung an dëser Legislaturperiod vum Ausseminister ass, wëll ech him dann awer och e ganz grousse Merci am Numm vun eiser Fraktioun soe fir säin Asaz an Engagement am Interessi vun der lëtzebuergescher Aussen- an Europapolitik.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Och wa mir net ëmmer mam Ausseminister op enger Linn louchen a leien, sou erkenne mir dach säin onermiddlechen Asaz fir déi europa- an aussepolitesch Saach un. Hien ass net nëmme fit um Vëlo, mä och um Büro, am Fliger oder um Verhandlungsdësch.

D'Differenzen, déi mir mam Ausseminister hunn, sinn dann och manner där vum Fong wéi villméi där vun der Form, well mir et net ëmmer glécklech fannen a fonnt hunn, wéi den Här Ausseminister iwwer Politiker vu befrënnte Staten an diverse Medie geschwat huet. Hei wär eiser Meenung no heiansdo manner méi gewiescht. Och divers Optrëtter an däitschen Talkshowe ware fir eis net ëmmer zilféierend.

Här Ausseminister, Dir hutt gëschter vun Ärem Bauch geschwat, deen Iech heiansdo obligéiert, verschidde Saachen ze soen. Mir mengen, et wier vläicht gutt, heiansdo e bësselche manner Bauchgefill, awer duerfir e bësselche méi Kappgefill ze weisen. Ganz besonnesch an der Diplomatie kënnt et näämlech net op Schlagwierder un, mä op Substanz an op Fangerspëtzegefill.

Här President, erlaabt mir doriwwer eraus am Ufank e generelle Constat! Déi Welt, an där mer haut liewen, ass net méi vergläichbar mat där vum Kale Krich, well se vill méi komplex ginn ass a well et eigentlech keng wierklech Weltmuechten oder Weltpoliziste méi ginn. Ech hat iwwregens och a menger Interventioun d'lescht Joer schonn heiriwwer geschwat. Dat huet dann och zur Konsequenz, datt mer dëser komplexer Wierklechkeet och musse mat komplexe politeschen Äntwerte begéinen, och wann dës Nuancëpolitik méi schwéier wéi schwaarz-wäisse Populismus ass.

Wat mer haut ëmmer erëm musse feststellen, ass, datt et u sech ëm eng Konkurrenz tëschent zwee Systemkomplexer geet, näämlech op där enger Säit déi entwéckelt Demokratien an op där anerer Säit d'Autokratien. Als iwwerzeegten Demokrat gleewen ech nach ëmmer, datt à la longue déi liberal Demokratië sech wäerten als iwwerleeën erweisen, ganz einfach well et an der Natur vum Mënsch läit, datt e wëllt fräi sinn, an nëmmen d'Fräiheet him déi noutwendeg Kräfte gëtt, fir de Fortschrëtt ze entfalen.

Et wäert haut an an Zukunft also virun allem ëm d'Fro vun der Stellung vun der Fräiheet an der Demokratie an der Konkurrenz mat autokratesche Regierunge goen.

Fir mech perséinlech ass et awer evident, datt mer all Dag erëm fir eise System vun enger liberaler Demokratie musse kämpfen an haaptsächlech och de Bierger dobaussen iwwerzeegen, datt dëst fir hien a seng Fräiheet déi beschte Form ass, ouni awer duerfir an déi geféierlech Logik vum Kale Krich zréckzefalen.

Et mécht mer doriwwer eraus Angscht, wann ech Emfroe liesen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou an europäesche Grënnungslänner eng Majoritéit vu Befrotenen hir Bewonnerung ausdrécke par rapport zu engem Vladimir Putin an dësen do méi populär ass wéi vill vun de Féierungsperséinlechkeeten an der Europäescher Unioun.

Dëst soll eis ze denke ginn, och ganz besonnesch aus den Erfahrunge vun der Geschicht, déi eis weist, datt eng liberal Demokratie keen Droit acquis ass! Beispiller ginn et och an der rezenter Geschicht méi wéi genuch. Vläicht ass d'Lektioun heirauser jo déi, fir och als Demokrate méi positiv populär ze sinn, fir aus där „Politiker-Bubbel" eraus op den Terrain bei d'Leit ze goen, ouni duerfir awer an dat Negativ-Populistescht ofzedriften.

Eng zweet méi generell Remark, déi ech wollt maachen, ass déi, datt déi nei Rohstoffer an Zukunft net méi de Pëtrol, de Gas oder d'Eise wäerte sinn, mä d'Date wäerten de Rohstoff vum 21. Jorhonnert ginn. An ech sinn dovun iwwerzeegt, datt an Zukunft déi Fro, wiem d'Daten dann in fine gehéieren, schlussendlech wäert doriwwer entscheeden, ob d'Demokratie, d'Participatioun, d'Souveränitéit an digitalen a wirtschaftlechen Erfolleg zesummeginn. Well wien haut Date kontrolléiert, kontrolléiert och soss extrêmement vill!

Mir hunn haut an hei an Europa nach eis net definitiv entscheet, wéi mir mat Date sollen ëmgoen. An duerfir ass d'Gefor grouss, datt

mer alt erëm eng Kéier riskéieren, den Uschloss un den Datenzuch ze verpassen. Mir mussen hei akzeptéieren, datt dës Daten d'Rohstoffer vun eisem Jorhonnert sinn an datt mer dës Daten op kee Fall eenzelne grousse Multinationalle kënnen iwwerloossen. An dat soen ech onofhängeg vum ablëckleche Chamber-Leaks, Här President.

Ech wëll da meng geopolitesch Rees an där leider nach ëmmer gréisster Kriseregioun, näämlech am Noen Osten ufänken.

Wéi mer d'lescht Joer d'aussepolitesch Debatt hei haten, war ganz besonnesch d'Situatioun vun Aleppo a Syrien e Sujet. Och haut bleift Syrien leider nach ëmmer d'Haaptsuergekand am Noen Osten. Momentan ginn et zwee absolutt Krisegebidder an dësem Land, dat ass op där enger Säit am Ost-Ghuta, dat heescht paradoxerweis iwwregens „Oas" op Arabesch, an op där anerer Säit d'Regioun vun Afrin an Nordsyrien. Och hei muss een erëm feststellen, datt et den Afloss vun auslännesche Muechten ass, dee mécht, datt d'Situatioun sech zouspëtzt. Als Beispill wëll ech do den Ugréff vun der Türkei op d'YPG huelen. Mä ech kéint och hei russesch Beispiller nennen.

Et géif eis haut an hei ze wäit féieren, op den Ursprong vun dësem Konflikt anzegoen. Ech wëll duerfir just dräi generell Observatioune maachen.

Éischtens ass d'YPG mat den Amerikaner an anere westlechen Alliéierte virbäi gewiescht am Kampf géint den Islamesche Stat. A wann haut den Islamesche Stat an deene Regiounen zimlech zréckgedréckt ginn ass, ass dat virun allem e ganz grousse Meritt vun der YPG.

Et ass duerfir fir meng Fraktioun a fir mech total inakzeptabel, an dat soen ech hei ganz haart, datt déi YPG einfach kalbliddeg fale gelooss gëtt vun der gesamter westlecher Welt a vun engem NATO-Partner, Dir Dammen an Dir Hären, en l'occurrence vun der Türkei, souguer ugegraff gëtt! Ech vergiessen net, a meng Fraktioun vergësst op jidde Fall net, datt dës YPG eis sougenannten „boots on the ground" waren a fir eis net just hir „boots", mä och, Dir Dammen an Dir Hären, hire Kapp duergehalen hunn!

Ech hunn net méi spéit…, an Dir hutt vläicht och déi Reportagë gesinn, wat am Moment an där Provënz Afrin do geschitt. Et leeft Iech kal de Réck erof. Do ass näämlech am Moment déi türkesch Arméi amgaangen, mat verschiddenen islamisteschen Associatiounen, wat zum Deel och erëm e Regruppement vum IS ass, déi sinn do amgaangen, absolutten Terror an där Regioun auszeüben, déi gi géint d'Minoritéiten. Ech hunn do gesinn, wéi si d'Jeside behandelen.

Dat ass, soen ech Iech, ënner aller Klarinett! A wann dat vun engem NATO-Partner an aktuellen EU-Bäitrëttskandidat kënnt, muss ech Iech soen: Dat ass net ze akzeptéieren!

(Interruption)

Zweete Constat a Remark: Onofhängeg vun der Justifikatioun vun dësem Ugréff, et ass nach méi inakzeptabel, datt hei vun der Türkei den Accès fir humanitär Organisatiounen net méi garantéiert ass an datt haaptsächlech vusäite vun der Türkei alles gemaach gëtt, fir keng humanitär Hëllefsorganisatiounen eranzeloossen!

Drëtt a lescht Remark heizou, déi eis manner betrëfft, déi awer net onwichteg ass: Et ass fir meng Fraktioun a fir mech och schwéier ze akzeptéieren, datt déi Ugréffer zu engem groussen Deel mat däitsche Panzere gemaach ginn. An ech mengen, datt mir eis och eng Kéier ganz seriö mussen an der Europäescher Unioun driwwer eens ginn, wéi eis europäesch Partner an Zukunft mat dëse Waffeliwwerungen ëmginn. Datselwecht gëllt och a fortiori fir den Émgang mat Waffeliwwerungen innerhalb vun der NATO.

De kruziale Punkt ass, datt an där Regioun no bei Damaskus, also Ost-Ghuta, d'Situatioun am Moment extrem oniwwersiichtlech ass. An den Ausseminister huet dat och gëschter jo kloer gesot.

Dat, wat een am Moment gesäit, ass, datt déi syresch Arméi mat Ënnerstëtzung vun där russescher versicht, an dësem Deel vum Land déi oppositionell Gruppen, déi sech hei verschanzt hunn, ze verdreiwen. Hei gëtt déiselwecht, muss ech soen, zynesch Strategie benotzt wéi zu Aleppo, andeem déi Deeler vun der Stad, wou dës Kräfte sech befannen, geziilt bombardéiert ginn. An et schwätzt leider villes derfir, datt dat net just mat konventionelle Bommen, mä och mat Gëftgas geschitt.

Op där anerer Säit schéngt et dann och esou ze sinn, datt dës oppositionell Kräften d'Zivillbevëlkerung an dobäi dacks och Kanner als Schutzschëlder benotzen, fir op Ugréffer ze reagéieren. An och d'Zivillbevëlkerung kritt et extrêmement schwéier gemaach, dës Quartieren ze verloossen.

Déi nächst humanitär Katastroph, Dir Dammen an Dir Hären, steet also hei erëm virun der Dier, wat awer all déi concernéiert Parteie vun dësem Konflikt leider net ofhält, fir op d'Käschte vun der Zivillbevëlkerung hire knaschtege Krich virunzefëieren.

Leider, muss ech Iech soen, gesinn ech hei net vill Hoffnung, wat eng Verbesserung vun der Situatioun ubelaangt, well et jo virun allem hei ëm e Stellvertriederkrich tëschent den Amerikaner an de Saudie mat hiren Alliéierte géint de President Assad a seng Alliéierten, Russland an Iran, geet.

Wann een also hei wierklech wëllt weiderkommen, da muss een, ob dat engem gefält oder net, direkt mat Moskau an Teheran schwätzen, gradesou wéi mat Washington a Riad, an iwwregens och mat Damaskus an dem Här Assad. Dat däerf een näämlech net der AfD an aneren Hasardeuren iwwerloossen.

Well mir sinn eis eens: Den Assad ass e brutalen Diktator mat engem autokratesche Regimm. Mä dat sinn och anerer an dëser Regioun!

A wa mir an der Aussepolitik just nach mat luperengen Demokrate schwätzen, dann, Här President, stousse mir souguer an Europa séier un eis realpolitesch Grenzen.

Ech géif hei eng Motioun wëllen deposéieren am Numm vu véier Fraktiounen, déi d'Regierung opfuerdert, alles ze maachen, fir den Zougang vun humanitären Organisatiounen an deene Krichsgebidder a Syrien ze erméiglechen an och selwer um Niveau vun der Entwécklungspolitik ze hëllefen.

Ech wëll och e ganz, ganz décke Merci hei dem President vun der aussepolitescher Kommissioun soen, deen, wéi ëmmer, bereet war, an enger ganz konsensueller Aart a Weis ze kucken, hei méiglechst vill Fraktiounen zesummenzekréien. Déi Kéier hu mer der véier, Här President vun der aussepolitescher Kommissioun, zesummekritt, déi also bereet sinn, dës Motioun ze stëmmen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que malgré l'adoption unanime de la résolution 2401 du Conseil de sécurité du 24 février 2018 exigeant que toutes les parties cessent sans délai les hostilités pendant au moins 30 jours consécutifs sur l'ensemble du territoire syrien pour permettre au personnel humanitaire d'évacuer les blessés et d'accéder aux populations, les combats continuent, en particulier dans la Ghouta orientale, faisant des centaines de victimes civiles ces dernières semaines;

- considérant que des convois humanitaires, en particulier ceux transportant du matériel médical, sont systématiquement bloqués;

- considérant que la Ghouta orientale est assiégée depuis 2013 et que l'accès humanitaire y est extrêmement réduit;

- considérant les attaques régulières et répétées contre des installations médicales et des infrastructures civiles et les bombardements indiscriminés sur des zones civiles;

- considérant l'utilisation continue d'armes chimiques en Syrie;

- considérant que, suite à la fermeture des accès de secours, la situation humanitaire se détériore et que les pertes civiles augmentent de jour en jour dans le cadre de l'offensive terrestre et aérienne - nommée opération «Rameau d'olivier» par Ankara - que la République de Turquie mène depuis le 20 janvier 2018 contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) en Syrie;

- considérant que, selon de nombreux observateurs, de nouveaux massacres des minorités syriennes en général et des Yézides en particulier sont à craindre suite à l'offensive d'Ankara;

- considérant que les combattants kurdes en Syrie et en Irak constituent toujours un allié important de la Coalition mondiale contre Daech;

- considérant que les milices kurdes syriennes au sein des Forces démocratiques syriennes ont largement contribué à la défaite de Daech à Raqqa en octobre 2017;

- considérant que la guerre contre Daech n'est pas encore terminée et que des poches de territoire sont encore tenues par des organisations djihadistes en Syrie;

- considérant que le Président turc a menacé d'élargir à d'autres villes du nord de la Syrie l'offensive turque en cours dans le canton d'Afrin, «afin d'éliminer toute présence d'une milice kurde considérée comme terroriste»;

- considérant que M. Erdoğan a également annoncé son intention de «nettoyer» Manbij et de ne laisser «aucun terroriste jusqu'à la frontière irakienne»;

- considérant que des milices pro-régime Assad sont entrées dans le canton d'Afrin et ont repris des positions kurdes, ce qui accroît les tensions et le risque de nouveaux affrontements;

- considérant que la guerre en Syrie est déjà à l'origine de plus de 340.000 morts et de millions de déplacés et réfugiés;

- considérant les décisions prises à Astana et sachant que la Russie, la Turquie et l'Iran sont les garants du processus d'Astana qui a comme objectif la désescalade militaire en Syrie;

- considérant que la réunion de Sotchi, appelée «congrès de la paix» par Moscou, a été boycottée par l'opposition syrienne en général et par les partis kurdes de Syrie en particulier;

- considérant la résolution 2254 du Conseil de sécurité du 18 décembre 2015 prévoyant la mise en place d'«une gouvernance crédible, inclusive et non sectaire», l'adoption d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'élections libres en Syrie,

invite le Gouvernement

- à exiger des garants du processus d'Astana (Russie, Turquie et Iran) de mettre immédiatement un terme, directement ou indirectement, aux bombardements de populations civiles sur l'ensemble du territoire syrien;

- à appuyer les efforts de l'Union européenne pour exiger de toutes les parties au conflit qu'elles coordonnent les efforts visant à surveiller la cessation des hostilités prévue par la résolution 2401 du Conseil de sécurité;

- à s'engager résolument contre la dégradation humanitaire sur l'ensemble du territoire syrien;

- à exiger l'accès humanitaire immédiat aux populations civiles;

- à afficher clairement la solidarité du Luxembourg avec les alliés kurdes de la Coalition mondiale contre Daech en Syrie et en Irak ainsi qu'avec les autres minorités ethniques et religieuses au Moyen-Orient;

- à soulever le caractère problématique de l'offensive turque dans le canton d'Afrin dans le cadre des relations bilatérales du Luxembourg avec la Turquie;

- à œuvrer tout autant au niveau de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'ONU pour maintenir la pression internationale sur Damas, Moscou, Téhéran et Ankara;

- à s'engager contre l'impunité des personnes responsables des atrocités commises contre les populations civiles en Syrie, en violation flagrante du droit international et du droit international humanitaire.

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Gusty Graas, Claude Wiseler.

Ech wëll d'ailleurs - well ech virdru gesot hunn: Et ass déi lescht aussepolitesch Ried an dëser Legislaturperiod - awer och e ganz, ganz grousse Merci dem President vun där Kommissioun ausdrécken, well ech eigentlech fannen, datt hien op eng virbildhaft Aart a Weis ëmmer déi Reuniounen dirigéiert huet, dat net op eng partisan Aart a Weis gemaach huet an ëmmer en Ouer hat an huet och fir d'Oppositioun.

Ech wéilt dat haut emol eng Kéier soen, well dat ass leider, Här President, net an alle Kommissiounen de Fall.

Une voix.- Oh!

Une autre voix.- Olala!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, deeselwechte Stellvertriederkrich fanne mir och iwwregens an engem anere Land erëm, vun deem fir mäin Empfanne vill ze vill wéineg an den internationale Medien an an der Politik geschwat gëtt. Ech schwätzen hei vum Jemen, wou et am Wesentlechen zwar ëm e Konflikt tëschent Sunnitten a Schiitte geet, mä awer fanne mer hei deeselwechte Stellvertriederkrich tëschent Saudi-Arabien an dem Iran erëm.

Ech muss Iech soen, datt dëse Krich ganz besonnesch brutal ass. Gëschter war nach ze héieren, datt do 200.000 Jemenitten op der Flucht an hirem eegene Land sinn, an och d'humanitär Situatioun ass hei ënner aller Klarinett. D'UNO seet, si hätt selten esou eng katastrophal humanitär Situatioun gesi wéi am Jemen.

Nach eng Kéier: Ech sinn ëmmer erëm verwonnert, datt esou wéineg vun dësem Konflikt geschwat gëtt, wat wahrscheinlech niewent Syrien ee vun deene mäerdereschsten ass, déi mer leider am Moment musse matkréien.

Wat awer nach derbäikënnt, ass, datt et sech hei beim Jemen u sech ëm en extrem aarmt Land handelt, dat keng wichteg Rohstoffer huet, soudatt den Interessi vun anere Groussmuechten, spréch d'Amerikaner, d'Russen, sech eigentlech hei an iwwerschaubare Grenzen hält. Dës bewosst zynesch Formuléierung entsprécht eigentlech där net manner zynescher Grondhaltung vun dëse genannte Groussmuechten.

Well och am Jemen gëtt de Krich, Här President, mat westleche Waffe gefëiert! A gradesou wéi a Syrien ass och hei keen Enn vum Krichsdreiwen ze gesinn.

Dat drëtt Land, wou d'Situatioun sech leider och net verbessert huet, ass Afghanistan, wou d'Onsécherheet zouhëlt a wou d'Talibanen erëm amgaange sinn, ëmmer méi e groussen Deel vum Land ënner hir Kontroll ze brengen.

Eng kleng Hoffnung gëtt et dann awer vläicht, well anscheinend hu jo den aktuelle President a seng Regierung wëlles, d'Talibanen als e politeschen Akteur unzëerkennen an dann hoffentlech mat un de Verhandlungsdësch ze huelen. Duerfir bleift och generell fir eis d'Präsenz vun der UNO a vum Westen um Hindukusch mëttelfristeg onverzichtbar.

Dat eenzegt Land an dëser Regioun, wou sech am Moment d'Situatioun e bësse berouegt an och stabiliséiert huet, ass den Irak, och wann d'Sécherheet an enger ganzer Rei vu Regiounen nach net garantéiert ass, mä et ass ëmmerhin en Hoffnungsschimmer, op deen een an enger opgewullener Regioun kann e bëssel chen opbauen.

Här President, wann ee vum Noen Oste schwätzt, kënnt een natierlech och net derlaanscht, de Konflikt tëschent Israel a Palästina ze thematiséieren, wou duerch déi unilateral Unerkennung vum Här Trump a senger Administratioun vu Jerusalem als Haaptstad vun Israel dëse Konflikt erëm eng nei Tournure geholl huet.

Den Här Ausseminister huet och gëschter erëm seng aussepolitesch Ried mat Palästina ugefaangen. A bei allem Versteesdemech fir d'Sensibilitéit, déi den Här Ausseminister fir dës Regioun huet - an ech mengen, mir sinn, wat d'Analys ubelaangt, genau op därselwechter Linn -, muss een dach awer unerkennen, datt am Moment dëse Konflikt net wierklech dee gréisste Brennpunkt vun der Weltpolitik an der haiteger Zäit ass.

Här Ausseminister, Dir kritiséiert zu Recht déi elo grad genannten unilateral Decisioun vum US-President Trump a Saache Jerusalem. A mir maachen dat och! Mä eiser Meenung no sidd Dir ze eesäiteg an dësem Konflikt. Dir hutt gëschter zwar kuerz vum Existenzrecht vun Israel geschwat, Dir hutt och kuerz d'Hamas kritiséiert an direkt dorop schonn erëm entschëllegt a relativiséiert, an da praktesch nëmmen Israel kritiséiert a kee Wuert vu Kritik a Richtung Palästinenser gesot, zum Beispill wat d'Tatsaach ugeet, datt den Här Abbas nach ni, säit en un der Muecht ass, eng Wahl bestanen oder organiséiert huet.

Dëst ass, Här Ausseminister, net zilféierend. Datselwecht, an dat ass fir eis awer komplett inakzeptabel, ass dat Wuert „Apartheid", wat Dir a Relatioun hei mam Stat Israel gebraucht hutt.

Ech wëll Iech soen: Dëst Wuert ass faktesch falsch, well an der Knesset, Dir Dammen an Dir Hären, ass déi drëttwichtegst Partei d'Partei vun den Araber! D'Partei vun den Araber! An Israel selwer ginn d'Araber iwwerhaapt net diskriminéiert par rapport zu der jiddescher Bevëlkerung, iwwerhaapt net, wat een net ka vu villen arabesche Länner soe par rapport zu hire Minoritéiten!

Ech géif Iech also bieden, Här Ausseminister, an Dir sidd mer jo soss e ganz sympathesche Mënsch, awer an Zukunft mat deem historesch virbelaaschtenem Wuert „Apartheid" méi virsiichteg ëmzegoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Net zilféierend ass dann och, Här President, eng unilateral Unerkennung vu Palästina an dësem Moment, iwwregens aus deeneselwechten Ursaachen, wéinst deenen Dir gëschter selwer d'Decisioun vum Här Trump an der Jerusalem-Fro kritiséiert hutt.

Ech hunn an dësem Kontext, muss ech Iech éierlech soen, an de ganze leschte Wochen net een héichkarätege Politiker an Europa oder soss weltwäit héieren, deen am Moment esou eng eesäiteg Unerkennung gefuerdert hätt.

Bref, eesäitegen Israel-Bashing ass fir eis net zilféierend a féiert sécherlech net zu enger Zweestateléisung, déi par ailleurs och fir eis déi eenzeg realistesch Optioun fir Fridden an dëser Regioun ass.

Här President, eng zweet Remark betrëfft déi generell Situatioun am Noen Osten. Den Israel-Palästina-Konflikt, ee vun deenen eelsten a längste Konflikter an dëser Welt oder Regioun, gëtt oft vu Politiker als déi sougenannten „Mamm vun alle Konflikter" an dëser Regioun

vun der Welt duergestallt. An eng Léisung vun dësem Konflikt gëtt dann och ëmmer duergestallt als eng Befriddung vum gesamten Noen Osten. Och Dir, Här Ausseminister, hutt dat erëm e bësse gëschter an Ärer Ried duerchklénge gelooss.

Dës Feststellung, déi vläicht viru 15 oder 20 Joer eng gewësse Richtegkeet hat, ass awer leider haut vun der Realitéit iwwerholl. Ech géif näämlech behaapten, datt, souguer - a mir wären déi Éischt, mengen ech, déi sech mat Iech doriwwer géife freeën - wann et wierklech zu enger definitiver Friddensléisung tëschent Israel a Palästina géif kommen, domadder leider Gottes déi aner Krisen an dëser Regioun net onbedéngt géifen entschäerft ginn. An ech denken hei natierlech an éischter Linn u Syrien, awer och un de Jemen.

Wat ech domadder wëll soen, ass, datt haut déi Situatioun am Noen Oste vill méi oniwwersiichtlech a komplex ginn ass, wéi dat nach virun enger Rei vu Joren de Fall war, well och ëmmer nei Akteuren hei wëllen eng geopolitesch Roll spillen. An hei denken ech natierlech an éischter Linn u Russland, den Iran, awer och d'Türkei. Grad deen iwwerbewäerten Israel-Palästina-Konflikt muss also vill méi nuancéiert gekuckt ginn.

Mir si jiddefalls der Meenung, datt grad den Noost-Konflikt e Paradebeispill ass, wou Europa muss mat enger Stëmm schwätzen. An och do huet een an de leschte Woche vill ze vill oft verschidde Stëmmen zu dësem Sujet héieren. Dat ass fir eis keng global a kohärent Strategie.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hu scho virdru vun der Türkei geschwat. An ech wëll och elo zumindest rhetoresch op de Bosporus zréckkommen. Well och wann déi tierkesch Regierung den däitsch-tierkesche Journalist Deniz Yücel elo kierzlech no engem Joer ouni konkret Uklo endlech fräigelooss an ausreese gelooss huet, soll ee sech dach kengen Illusiounen higinn, wat d'Situatioun generell vun de Mënscherechter, awer och besonnesch d'Situatioun vun der Meenungs- a Pressefräiheet an deem Land ugeet.

D'Erdoğan-Türkei ass weider amgaangen, mat Riseschrëtt an eng Autokratie ze steieren an domadder ëmmer méi wäit ewech vun enger Memberschaft an der Europäescher Unioun. Derbäi kënnt, datt d'Islamiséierungspolitik vum President Erdoğan konsequent fortgeféiert gëtt an och op dësem Punkt d'Türkei sech ëmmer méi wäit vun engem laizistesche Stat ewechentwéckelt, deen u sech de Statsgrënner Atatürk ageféiert hat.

Ech mengen, datt entre-temps kee sech méi an der gesamter Europäescher Unioun iergendwéi déi geréngsten Illusioune mécht, datt kuerz- oder mëttelfristeg iergendwéi eng Chance besteet, datt dëst Land ee vollwäertege Member an der Europäescher Unioun kann a wäert ginn. Nach, an ech mengen, do si mir eis alleguerten iwwer all Parteigrenzen eraus eens, muss den Dialog natierlech weider mat der Türkei oprechterhale ginn, ganz besonnesch wéinst deene ville Mënschen, déi net op der Linn vum President Erdoğan a senger AKP leien.

Mä Dialog, Här President, kann awer net Schmusekurs mam Här Erdoğan heeschen! Hei brauche mir sécherlech eng wesentlech méi ferm Approche vun der Europäescher Unioun. Mir mengen och, datt a Saachen Türkei definitiv d'Zäit vun den Appellen an den Opriff eriwwer ass. Et ka jo net sinn, an ech kommen do nach eng Kéier op d'Bäitrëttsverhandlunge mat Ankara zréck, datt hei zumindest nach ëmmer den Uschäi vu Verhandlungen oprechterhale gëtt, wann ee gesäit, datt d'Türkei sech real- a wäertepolitesch ëmmer méi wäit vun enger Europäescher Unioun ewechbeweegt.

Ech hunn et virdru gesot: Och wann ech d'Situatioun am Noen Osten, am Norde vu Syrien kucken, wat d'Türkei sech einfach do erlaabt, ech soen, ech géif mech schummen an enger Europäescher Unioun, wann esou e Land do muer géif Member ginn!

Här President, ech géif da vun der Türkei e bëssel che méi eriwwer a Saudi-Arabien goen, fir mech e bësselche méi mat deem Land ze beschäftegen, dat duerch de groussen Afloss vum Wahhabismus, der Statsreliun, amgaangen ass, ëmmer méi e groussen Afloss a villen aneren arabeschen an net nëmmen arabesche Länner auszeüben.

Ech hunn haut d'Zäit elo net, op dës Entwécklung an deene leschte Jorzéngten anzegoen. Ech géif Iech just vläicht emol eng Kéier invitéieren, déi Leit, déi dat interesséiert - ech hunn dat selwer elo eng Kéier gemaach -, fir Fotoen ze kucke vun Ägypten, vum Iran an haaptsächlech vum Libanon an de Joren 1960. Dat ware formidabel Länner. Do hutt Der weder eng Fra mat enger Burka nach mat engem Voile gesinn.

A lauschtert emol eng Kéier d'Ried vum fréiere President Nasser. Deen huet op der Tahir-Plaz eng Kéier eng Ried gehale viru 500.000 Leit. Do huet en eppes gesot - do gesitt Der natierlech vill Männer, awer och vill Fraen, keng mat engem Voile -, an du sot en ee Moment: „Stellt Iech vir, mir hunn hei am Land esou eng geckeg Organisatioun, d'Muslimesch Brüderschaft, déi wëllt eise Fraen de Voile undoen!" 500.000 Leit hu gelaacht - hu gelaacht! - op der Tahir-Plaz. Haut, Dir Dammen an Dir Häre, laache se net méi!

Wat ech domadder wëll soen, ass, datt d'Islamiséierung am arabesche Raum leider keen Halt mécht, mä virun an den asiatesche Raum geet. An do denken ech fir d'Alleréischt natierlech u Pakistan, iwwregens eng Atommuecht, an Indonesien.

An ech muss wierklech eppes iwwer Indonesien soen, well et e Land ass, wat ech eigentlech e super schéint, flott Land fannen. Dëst Land ass iwwer Joren als Modellland vum Islam dohinnergestallt ginn, wat en oppent, liberaalt Land war, wou och d'Minoritéiten ouni Problem konnte liewen. Abee, ech muss Iech soen, déi Nouvellen, déi an deene leschte Wochen aus dësem Land kommen, déi loossen et engem kal de Réck eroflafen. Wann een héiert - lauschtert gutt no! -, datt do Fraen, an dat sinn ëmmer erëm déi alleréischt Affer vum Islamismus, déi sech net 100%eg reliounskonform verhalen, op ëffentleche Plazen ausgepeitscht ginn. Op ëffentleche Plazen ausgepeitscht ginn!

Dat indonesescht Parlament ass am Moment saiséiert mat enger Demande, fir d'Homosexualitéit an dësem Land ënnert d'Doudesstrof ze setzen, ënnert d'Doudesstrof! Hei si mer net méi, Dir Dammen an Dir Häre, am 21. Jorhonnert, mä mir sinn am 11. Jorhonnert. Äänlech Téin kommen aus Pakistan, ech hunn et scho gesot.

Da wollt ech ee Wuert soen iwwert de Bangladesch, e Land, wat vill vun Iech gutt kennen, well mer extrem vill Entwécklungshëllef do maachen. Ech weess net, ob Der dat matkritt hutt, do ass elo e Gesetz gestëmmt ginn, dat huet d'Alterslimitt fir de Mariage op null erofgesat. Dat heescht, do kënne muer Bëbeeë bestuet ginn!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo, eng Katastroph. Eng Katastroph!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Bëbeeë kënne bestuet ginn. Ech muss Iech einfach soen, ech weess net, wéi et Iech geet, ech fannen dat äusserst bedenklech, a wat fir eng Richtung datt do gewësse Staten, ganz besonnesch an Asien, amgaange sinn, hinzesteieren.

Alles dat, Här President, sinn Tendenzen, déi mat eise Wäerter vu Fräiheet, Gläichheet vu Mann a Fra, Respekt vu Minoritéiten a vun anere Reliounen näischt méi ze dinn hunn. D'Gefor vun enger Islamiséierung am Sënn vun engem radikalen Islam, deem säin Aflossgebitt ëmmer méi grouss gëtt, ass also net ze ënnerschätzen.

A virun allem ass et emol eng Gefor fir déi ganz vill, an ech géif soen déi iwwergrouss Majoritéit vu moderéierten a liberale Muslimen, déi eigentlech näischt mat deenen extremisteschen Tendenzen do um Hutt hunn an déi d'ailleurs déi éischt Affer vun där doter Islamiséierungswell sinn. Fir hei net falsch verstanen ze ginn: Mir geet et net ëm eng generell Kritik um Islam u sech. Mir geet et hei ëm den totalitären a fundamentalisteschen Islam, dee sougenannte politeschen Islam, dee sech eigentlech säit dem fréie Mëttelalter leider Gottes net weiderentwéckelt huet.

Ech géif duerfir och en Appell maachen un eis Regierung - ech hunn et schonn e puermol vun dëser Plaz aus gesot -, datt mer, ganz besonnesch wat eis Relatioune mat Länner wéi Saudi-Arabien oder dem Katar, wouhi mer jo och elo anscheinend geschwënn eng direkt Fluchlinn wäerte kréien, ugeet, extrem virsiichteg wäerte sinn (veuillez lire: sollte sinn).

Här President, dat sougenannt „Arabescht Fréijoer" huet also leider mat der Ausnam vun Tunesien, an dat wëll ech hei ënnersträichen, de Populatiounen an deene betraffene Länner weder Wuelstand nach Demokratie bruecht. Deelweis ass hir Situatioun haut souguer nach méi schlecht wéi virdrun. Dëst alles soll een awer net decouragéieren, well mir hu jo an der Flüchtlingskris gesinn, wéi no datt déi Länner och bei eis an Europa sinn. An et kann eis also net egal sinn, wat sech alles haut a muer am Noen Oste wäert ofspillen, well all zousätzleche Krich, all zousätzlech Kris bréngt och erëm nei Flüchtlingswellen, déi sech da wäerten a Richtung vun Europa bewegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech bewege mech dann ewech vum Noen Oste Richtung Afrika, wou ech nach méi spéit op Froe vu Migratioun an Entwécklungshëllef wëll agoen. Ech wëll just op d'Situatioun vun engem Land opmierksam maachen, wat ech schrecklech gär hunn a wou ech mer extrem Suerge maachen, dat ass Südafrika.

Südafrika huet viru Kuerzem en neie President kritt, wat eigentlech eng positiv Saach ass. Wat awer wesentlech manner positiv ass, ass, datt dat südafrikanescht Parlament e Gesetz ugeholl huet, wat d'automatesch Expropriatioun vun alle wäisse Farmer virgesäit, ouni, ech soen ouni, Indemnisatioun. Och dat muss engem ze denke ginn, wann ee gläichzäiteg weess, datt um Niveau vun der Europäescher Kommissioun de Kommissiounspresident elo scho gesot huet, et misst ee sech iwwerleeën, ob een net all deene wäisse Farmer an deene Wäissen do misst Asylrecht an der Europäescher Unioun gewähren.

Ech muss Iech soen, Dir Dammen an Dir Häre, an engem Moment, wou mer wierklech wëllen an Afrika virukommen, ass dat do eppes, wat engem soll ze denke ginn. An ech hoffen net, datt Südafrika deeselwechte Wee wäert maache wéi de Simbabwe, well do wësse mer alleguerten, wéi dat gëennegt huet.

Här President, ech wiesselen dann de Kontinent a komme Richtung Amerika. Hei ass et esou, datt een all Kéiers erëm mengt, mam Här Trump hätt een de Fong erreecht. Mä hien ass ëmmer erëm gutt fir eng nei Iwwerraschung. An ech fäerten, datt déi Iwwerraschungen eis och wäerte bis zum Enn vu sengem Mandat begleeden. Net méi spéit wéi gëschter, dat hutt Dir all matkritt, ass den amerikaneschen Ausseminister Rex Tillerson, eigentlech e verstännegen a räsonabele Mann, via Twitter, dat muss ee sech elo emol virstellen, via Twitter entlooss ginn. Ech muss soen, mam Här Trump muss ee quasiment all Dag seng aussepolitesch Ried frësch schreiwen, well all Dag kënnt iergendwéi en Tweet, deen dann erëm iergendwéi eng nei Decisioun ukënnegt.

Ech wollt awer ee Wuert soen iwwert de Fräihandel, awer gläichzäiteg Iech, Här President, eng Demande vun eisem Grupp hannerleeën, well mer haut net d'Zäit hunn, fir am Detail op de Fräihandel anzegoen, fir eng separat Heure d'actualité doriwwer ze féieren.

(Dépôt d'une demande d'heure d'actualité)

Just zwee...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Mosar! Ass d'Motioun och derbäi?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Déi kritt Der natierlech och direkt, Här President. Voilà, da sidd Der komplett equipéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da kënne mer se verdeelen. Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dem Här Trump seng Decisioun iwwert déi Stroftaxen, ech wëll, wéi gesot, elo net méi am Detail dorobber agoen, mä just nach eng Kéier betounen, datt den Här Trump heimadder all Prinzipie vum Fräihandel iwwer Bord gehäit an datt dat, mengen ech, fir eis als Europäer iwwerhaapt net akzeptabel ka sinn. Well loosse mer eis näischt virmaachen, Dir Dammen an Dir Häre, hei geet et ëm soss näischt wéi ëm amerikanesch Innenpolitik an ëm e President, dee virun allem wëllt, wéinst deem massiven Drock, deen am Moment op em läit duerch seng Connections mat Russland, iergendwéi de Sujet changéieren an do mat enger nationalistescher Form vu Populismus a kontraproduktivem Protektionismus a bëlleger Rhetorik versicht, d'Wieler op senger Säit ze behale respektiv ze kréien. Ech mengen, mir sinn eis eens, datt mer eis dat als Europäer op kee Fall dierfe gefale loossen.

Här President, ech wollt just hei eng kleng Klammer maachen. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt dat, wat am Moment do vu Washington kënnt, absolutt net akzeptabel an net tolerabel ass. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, wéi wichteg datt de Multilateralismus ass. Erlaabt mer duerfir just awer eng Klammer.

Ech ka mech erënneren, datt et nach net esou laang hier ass, datt den Här Angel, den Här Adam an ech selwer op därselwechter Plaz hei stoungen an do hu missen d'Fräihandelsofkommesse verteidegen, notamment de CETA, wou Dausenden, wann net Honnertdausende vu Globaliséierungsgéigner massiv op de Stroosse waren. Ech hoffen, Dir Dammen an Dir Häre, datt all déi Leit elo emol gesinn, wou mer eis hibewegen, wann et kee Fräihandelsaccord gëtt, wann et kee geregelte Fräihandel gëtt. Dann, Dir Dammen an Dir Häre, steiere mer näämlech riicht an de Chaos. An et wär vläicht gutt, wann all déi Leit, déi mam Fändel do virgelaf sinn, sech haut dat doten nach eng Kéier géife ganz gutt ukucken, wat et heescht, wa mir et net méi fäerdegbréngen, mat Amerika a mat anere grousse Staten hei Fräihandelsaccorden ofzeschléissen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, zum Schluss vu mengem geopoliteschen Tour duerch d'Welt ganz schnell e puer Wierder, wat d'Relatiounen tëschent EU a Moskau betrëfft, natierlech am Kontext vum Ukrain-Konflikt. Do befanne mer eis am Moment erëm an enger Eskalatiounslogik, wou mer eigentlech gemengt haten, datt mer endlech d'Enn vum Kale Krich depasséiert hätten. An et si sécherlech Leit, déi natierlech wëllen dësen Trend viruschreiwen an déi eigentlech gutt mat esou engem Retour vu Groussmuechtkonfrontatioun an dem Erëmopliewe vum Kale Krich kënne liewen.

Mir an Europa an och hei zu Lëtzebuerg sollen awer esou Tendenzen op kee Fall matmaachen. A mir sollten trotzdeem ëmmer erëm versichen, an ech weess, datt et schwéier ass, den Dialog mat Moskau an dem Här Putin erëm opzehuelen. Well eleng d'Leiden an den Doud vu ville Mënschen an der Ukrain ass eigentlech Grond genuch, sech eben net hannert enger Positioun vun opgereegter Verschlossenheet ze verschanzen.

Awer, ech soen dat och, Här President, an dat ass e groussen Awer, ganz besonnesch virum Hannergrond vum aktuelle Vergëftungsskandal a Groussbritannien, Russland mécht eis et awer och wierklech net einfach a sech iwwregens selwer och net. D'Fakte vun der Affär ëm de fréiere russeschen Duebelagent Sergej Skripal a seng Duechter sinn nach net definitiv kloer. Mir sollten also och elo net onbedéngt do all Verdächtegungen iwwerhuelen. An awer schéngt et trotzdeem esou ze sinn, datt hei mat dem Nervegëft Nowitschok de Papp an d'Meedche vergëft gi sinn, an anscheinend, esou zumindest huet d'Premierministesch Theresa May sech ausgedréckt, wär dat Gëft aus Russland komm. Wéi gesot, mir sollen hei keng Vircondamnatioun virhuelen, nach muss et awer kloer sinn.

Sollten déi Faiten, esou wéi d'Madamm May se an hirem House of Commons duergeluecht huet, stëmmen, muss et ganz kloer sinn, datt mir och als Europäesch Unioun, Här Ausseminister, Brexit hin oder Brexit hier, hannert dem Vereenegte Kinnekräich zesummestinn. Hei muss och déi westlech Wäertegemeinschaft zesummestoen. Mir alleguer, déi mer eis Europäer nennen, dierfe London hei net am brittesche Reen eleng stoe loossen. Well et ass absolutt intolerabel, sollt sech erausstellen, datt hei eng friem staatlech Muecht eng Attack géint Leit op europäeschem Territoire vollzunn hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, e friddlecht 21. Jorhonnert wäert et evidenterweis och net ouni China ginn. Duerfir och hei e Wuert dozou, well eigentlech China, an dat muss een och feststellen, am Moment dat eenzegt Land op der Welt ass, wat eng global geostrategesch Visioun huet an déi och konsequent op- an ausbaut. An ob een déi elo muss begréissen oder net, ass eng aner Fro. Nach ass et eng Realitéit, mat där mir eis auserneenzesetzen hunn. Mat dem Opstig vu China wäerte sech jiddefalls d'Muechtgewiichter massiv a Richtung Pazifik verschiben. Och d'„One Belt, One Road"-Initiativ ass am Sënn vun där Visioun an et ass och, loosse mer eis do näischt virmaachen, de Versuch, en neie Wirtschaftssystem am Interessi vu China ze etabléieren. Et ass awer dat gutt Recht vu China, esou eng Visioun ze entwéckelen.

Nach hu mir awer all Interessi drun, an enger globaliséierter Welt de Kontakt mat China weider ze sichen an ze fleegen, ganz besonnesch um wirtschaftleche Plang a grad an Zäiten, wou d'Amerikaner amgaange sinn, sech erëm komplett an de Protektionismus zréckzezéien. Erlaabt mer och do, ze begréissen, well ech dat ganz wichteg fannen, datt am Laf vun dësem Joer, ech mengen am September, de Konfuzius-Institut hei zu Lëtzebuerg wäert opgoen. Dëst ass eng äusserst positiv Saach am Interessi vun de bilaterale Relatiounen tëschent China a Lëtzebuerg, ganz besonnesch och um kulturelle Plang.

Här President, erlaabt mer dann op den Thema Migratioun iwwerzegoen, deen Thema, dee vläicht niewent dem Klimawandel déi gréissten Erausfuerderung duerstellt. Ech hat am Ufank vu menger Interventioun gesot, datt d'Geschicht gewisen hätt, datt eng reng Abschottungspolitik keng Leit dovun ofhält, awer ze versichen, anzewanderen. An et gehéiert duerfir och, Dir Dammen an Dir Häre, zur politescher Eierlechkeet, unzëerkennen, datt de Migratiounsdrock ganz besonnesch vum afrikanesche Kontinent an deenen nächste Joren net wäert noloossen.

Europa grenzt nun emol direkt un Asien an Afrika, zwee Kontinenter mat onbegrenztem an ongebrachenem Bevëlkerungswuesstum. D'Geografie ass eben eng Konstant, déi een nun emol net kann änneren, am Géigendeel iwwregens zu enger vill ze vill grousser Wuelstandsschéier. Duerfir ass et net nëmme moralesch richteg, mä och an eisem ureegensten Interessi, dëst Wuelstandsgefäll vun Nord no Süd méiglechst séier nohalteg ofzeflaachen.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, wie schonn eng Kéier vun Iech um Fluchhafen zu Dakar war. Do gëtt et näämlech e klenge Schalter, wann een ukënnt, deen ass do fir d'Betreiung vun deene Senegalesen, déi fräiwëlleg aus Europa erëm an hiert Land zréckkommen. Dee Schalter, a wie wonnert et, ass ëmmer eidel, well keen aus Europa zréckkënnt a fräiwëlleg scho guer net. Dësen eidele Schalter, Dir Dammen an Dir Hären, ass e villsoend Symbol derfir, wéi verschidden Europa an Afrika iwwer Migratioun denken.

D'Europäer gleewen, mat e puer Milliarden Euro a Betreiungsprogrammer fir d'Mënschen, déi wëllen zréckgoen, kéint een d'Afrikaner vun Europa ewechhalen. Déi aner, also d'Afrikaner, gesi wéineg Grond derfir, net hiert Gléck ze versichen, weder déi einfach Leit nach par ailleurs hir Regierung.

Fir beim Senegal ze bleiwen, ass et esou, datt dëst Land ëmmer manner bereet ass, Flüchtlingen aus Europa zréckzehuelen. A fir Iech just e Beispill ze ginn: Déi hunn elo en neie Wahlsystem agefouert, wou automatesch zéng Leit aus der Diaspora, dat heescht vun deene Senegalesen, déi net am Senegal liewen, an hirem Parlament musse vertruede sinn.

Et ass duerfir och menger Meenung no e wäitverbreeten Iertum, ze mengen, datt d'Migratioun aus Afrika automatesch erofgeet, wann d'Aarmut zréckgeet. De Géigendeel, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Fall. Empiresch Studie weisen, datt, wann d'Akommes vun de Leit méi eropgeet, d'Migratioun zouhëlt.

Firwat ass dat esou? Mä ganz einfach, well ëmmer méi Mënsche sech déi fir si deier Rees Richtung Europa kënne leeschten. Wann ee weess, datt d'Bevëlkerung sech an Afrika laut de Vereenten Natioune bis 2100, also a gutt 80 Joer, op 4 Milliarde Mënsche wäert vervéierfachen, da muss een dovun ausgoen, datt d'Migratioun weider wäert eropgoen, an dat virun allem aus dem subsahareschen Afrika.

Mir mussen eis also bewosst sinn, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer et net wäerte fäerdegbréngen, d'Awanderung an Europa, an eis Länner ze steieren, datt de Widderstand vun der Bevëlkerung wäert wuessen an datt domat natierlech och populistesch a rietsextrem Parteie Waasser op hir Mille wäerte kréien.

Mir mussen also duerfir weider, an ech sinn do ganz op der Linn vum Här Ausseminister, an Europa op eng gesamteuropäesch Léisung histeieren. Duerfir mussen d'Aussegrenzen natierlech geséchert ginn, et muss och vill méi zu engem konsequente Retour vun ofgeleenten Asylbewerber kommen. All dës Mesuren, dat soen ech awer och ganz kloer, wäerte fundamental näischt un deem grousse Migratiounsdrock änneren.

An erlaabt mer duerfir, Här President, vläicht e puer Iwwerleeungen ze maachen, wéi een och eis Politik mam afrikanesche Kontinent vläicht muss an deenen nächste Joren iwwerdenken. Fir d'Alleréischt musse mir eis als Europäer bewosst sinn, datt Europa esou laang an den Dreem vun der afrikanescher Jugend wäert präsent sinn, wéi si selwer keng Dreem an hire Länner hunn.

Zweetens muss eis europäesch, awer och eis lëtzebuergesch Entwécklungspolitik onbedéngt alles ënnerhuelen, datt d'Gebuerteraten erofginn an domadder d'Bevëlkerungsexplosioun gestoppt gëtt. Wann d'Leit duerch eng besser Gesondheetsversuergung näämlech keng Angscht méi mussen hunn, datt hinnen eenzelner vun hire Kanner ewechstierwen, da brauche se duerfir och manner Nowuess ze kréien. An domadder wär scho ganz vill erreecht. Awer och, an dat wëll ech net verstoppen, eng besser Bildung kann natierlech wesentlech dozou bäidroen, d'Gebuertenzuel ze bremsen.

Här President, erlaabt mer awer hei, ganz besonnesch wat d'Gesondheetsversuergung betrëfft, eng Remark ze maachen, déi mer immens ze schafe mécht als e Mënsch, dee sech fir déi Saach do interesséiert. Dat ass d'Thematik vun deem sougenannte Brain Drain - an ech géif Iech wierklech bieden, nozelauschteren, well et ass extrem interessant -, also där sougenannter Tatsaach, datt déi beschte Leit, déi dës Länner hunn, hiert Gléck an Europa oder soss enzwousch op der Welt solle sichen. Ech erënneren d'ailleurs an dësem Kontext un déi fir mech dach relativ onsënneg Diskussioun, muss ech Iech soen, vun deene syreschen Dokteren, déi elo onbedéngt mussen an Europa kommen. Ech wëll Iech just hei zwee Beispiller nennen, déi mer vun engem Dokter iwwermëttelt gi sinn, deen dohanne ganz aktiv ass, dee selwer och an der Entwécklungshëllef, ganz besonnesch am Gesondheetssecteur (veuillez lire: aktiv) ass.

Ech ginn Iech déi zwee Beispiller, mä et kéint ee sécherlech do nach eng ganz Rei anerer ginn. Do geet et präzis ëm Guinea a Sierra Leone. Guinea, Dir Dammen an Dir Hären, huet an deene leschte Jore 75% vun all sengen Doktere verluer. All déi Doktere sinn ausgewandert. 75%, dräi Véierels vun den Doktere sinn net méi an deem Land!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ganz richteg!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nach méi schlëmm ass d'Situatioun - ech gesinn, den Här President ass d'accord mat mer - a Sierra Leone,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...e Land, wat extrem grouss Problemer an der Gesondheetsversuergung huet. Do ginn et elo nach - haalt Iech un, Dir Dammen an Dir Hären! - ganz genau 130 Dokteren. 130 Doktere fir 6 Millioune Leit! A vun deenen 130 Doktere si ganz genau 15 Spezialisten, dat anert si Generalisten. Ech widderhuelen nach eng Kéier: fir e Land vu 6 Millioune Mënschen!

Et ass duerfir, an ech soen dat hei eng Kéier ganz haart an däitlech och am Numm vu menger Fraktioun, falsch, ëmmer erëm wëllen ze versichen, déi bescht an déi héchst qualifizéiert Mënschespezialisten aus dësen Entwécklungslänner zumindest definitiv heihinner ze lackelen. Datt déi heihinnerkommen a Formatioune maachen, datt mer bäidroen zu hirer Weiderbildung, dat ass alles an der Rei. Mä ech mengen, dat Falschst, wat mer kënne maachen, dat ass, dat ganzt Potenzial vu Mënschen aus deene Länner a Richtung Europa ze zéien.

Drëtt a lescht Bemierkung zu dësem Sujet: Matgefill fir den afrikanesche Kontinent an déi Mënschen dohannen ass gutt. Besser wär et awer, Dir Dammen an Dir Hären, Afrika als e Maart unzegesinn. Afrika brauch manner Entwécklungshëllef a méi Maartwirtschaft, brauch méi Investitioune wéi Almosen. Also och d'europäesch Firmen an d'europäesch Politik mat all hirem gudde Wëllen an Engagement kënnen eleng dës Erausfuerderungen net schëlleren, wann net op där anerer Säit och déi politesch Verantwortlech an deene Länner agesinn, datt et nëmme kann iwwert d'Zesummenaarbecht a Partnerschaft goen, wou et allerdéngs da Rechter a Flichten op deenen zwou Säite ginn.

An dat ass och richteg esou, well grad wann een an déi mëttelfristeg Zukunft vun dësem iwwregens wonnerschéine Kontinent bléckt, huet Afrika eigentlech eng grouss a villverspriechend Zukunft viru sech, well Afrika en hellen, e jonken, en dynamesche Kontinent mat exzellenten ekonomesche Fundamentals ass an iwwregens och mat vill Rohstoffer, vläicht manner Daten, duerfir méi där traditioneller.

Fir d'Europäer ass Afrika leider, an dat muss ech soen, nach ëmmer e Kontinent vun der Angscht. Et ass awer wichteg, datt Afrika erëm e Kontinent vun der Hoffnung a vum Courage gëtt, virun allem am Interessi vun deene jonken Afrikaner, mä awer och an eisem wuelverstanenen Interessi. An dësem Interessi an iwwregens och am Interessi vun Afrika ass iwwregens och e fräien, awer e faire Fräihandel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de jonke Kontinent Afrika brëngt mech dann zu mengem leschte Kapitel op deen ale Kontinent Europa zréck. E Kontinent, vun deem ee sech heiansdo d'ailleurs kéint wënschen, datt e gradesou jonk am Geescht wär wéi Afrika. Et handelt sech also, wéi gesot, ëm Europa an d'Europäesch Unioun. Och hei gouf et an dësem, awer och am leschte Joer eng Rei vu Réckschléi, op déi ech elo net wëll agoen. Ech hu virdrun Italien genannt. Europa ass ebe keen einfache Kontinent an d'Geschicht vun der Europäescher Unioun gläicht éischter enger Achterbahnfahrt wéi enger perfekter Progressioun.

Mir jiddefalls als CSV hu souwuel de Message aus Groussbritannien vum Brexit wéi awer och de Message aus Italien héieren. A grad well mir eng proeuropäesch Partei sinn, musse mir och déi europakritesch Stëmmen eescht huelen a méi nach d'Suerge vun de Leit eescht huelen, déi virun allem konkret Äntwerten op hir Alldagssuerge wëllen. An dëst Europa vun de Resultater ass och déi beschten Äntwert op déi destruktiv Europakritik vun den Extremisten.

Grad a Saache Resultater wëll ech awer hei ufänke mat enger Feststellung, déi ech praktesch all Joers bei dëser Debatt maachen an, ech mengen, déi och vu jiddwerengem vun Iech gedeelt gëtt. Mir hunn, wa mer als Europäer wëllen um Terrain vun der Aussepolitik eescht geholl ginn, eng Aufgab, näämlech déi, zesummenzeschaffen an, Här Ausseminister, mat enger Stëmm - dat ass awer guer kee Virworf un Iech, well ech weess, datt Der dat genau d'selwecht gesitt -, mat enger Stëmm dobaussen opzetrieden. Dës eenheetlech europäesch Aussepolitik ass allerdéngs nach laang net entwéckelt genuch.

A wann Europa an Zukunft mat sengen dann nach just 27 Memberstaten net capabel ass, en eenheetlecht Signal u grouss Länner wéi d'USA, China, Russland oder Indien ze schécken, mä jiddwereen erëm mengt, hie misst seng eege kleng Aussepolitik op sengem Koup maachen, komme mer kee Millimeter virun. Wa mir hei wierklech wëllen een „Player" an der grousser Welt an an der Geopolitik sinn, geet dat schif, wa mir et net fäerdegbréngen, endlech mat enger Stëmm an Europa ze schwätzen. An ech verstoppen Iech net, datt mer do nach e ganz grousst Stéck vum Wee virun eis hunn.

Firwat, Dir Dammen an Dir Hären, ass dann iwwerhaapt eng gemeinsam Aussen-, Verdeedegungs- an Entwécklungspolitik fir Europa vun esou groussem Interessi? Ech mengen, d'Äntwert läit an der Europäescher Noperschaft. An ech hunn et virdru gesot: Et brauch een nëmmen ze kucken, wat sech do vu Konflikter ofspillt, ech hunn den Tour gemaach. A mir hu besonnesch 2015 erlieft, wat d'Globaliséierung op deem Niveau wäert bréngen.

Här President, mir sinn an Europa extrem houfreg drop, datt mer eis eege Wärung, den Euro, hunn. Mä mir hunn eis allerdéngs ni genuch Gedanke gemaach, wat da passéiert, wann den Euro eng Kéier an der Kris ass. Mir sinn och immens houfreg op de fräie Persounen- a Wuerekéier, hunn eis awer och ni Gedanke gemaach, wéi mer eis Aussegrenze sollen effikass schützen a wie bei eis eran- respektiv erausgeet. An der Zwëschenzäit ass et, mengen ech, jiddwerengem kloer, datt mer eis Aussegrenze wesentlech besser musse schützen. Duerfir ass Frontex opgebaut ginn a muss och an deenen nächste Jore weider ausgebaut ginn.

Mir mussen awer och vill méi déi Länner dohannen ënnerstëtzen - dat hunn ech schonn e puermol hei gesot -, déi Flüchtlingen ophuelen, wéi d'Türkei, Syrien, Jordanien, Libanon. An do geet et virun allem drëm, datt een déi Länner finanziell a logistesch ënnerstëtzt an net, wéi dat an de leschte Joren oft de Fall war, ganz eleng dostoe léisst.

Här President, mir sinn awer an Europa och derfir responsabel, datt de Gap tëschent der Wuelstandsgesellschaft an Europa an deenen anere Kontinenter, a ganz besonnesch dem afrikanesche Kontinent, net méi grouss, mä au contraire méi kleng gëtt, well och dat dreift eis Welt aus de Fugen, wéi ech et am Ufank gesot hunn. Mir mussen also eis Kooperatiounspolitik - an ech mengen, Dir hutt dat aus mengen Aussoe verstanen - mam afrikanesche Kontinent onbedéngt an deenen nächste Méint op de Leescht huelen.

Mir brauchen awer och eng besser koordinéiert Verdeedegungspolitik an der Europäescher Unioun. Mir kënnen näämlech net op där enger Säit d'Ambitioun hunn - an déi Ambitioun ënnerschreiwen d'CSV an ech mat zwou Hänn -, eis Politik méi onofhängeg vun de Vereenegte Staten ze maachen, eis awer da gläichzäiteg opreegen, wa vun dëse Vereenegte State gefrot gëtt, datt mir an Europa selwer méi e groussen Deel vum Verdeedegungsetat am Kader vun der NATO mussen assuméieren.

Et ass richteg, datt eleng d'Konzentréieren op d'militäresch Oprüstung um Enn kee Fridde séchert. Mir brauchen nach ëmmer de Courage fir ze verhandelen, fir mateneen ze schwätzen, Vertrauensbildung iwwer Grenzen an Ideologien a Reliounen ewech. Mir brauchen also, Dir Dammen an Dir Hären, „soft power", mä och „soft power" geet net ouni „hard power". An duerfir muss d'Europäesch Unioun an deenen nächste Jore méi an eng gemeinsam Verdeedegungspolitik investéieren, déi natierlech muss complementaire zu der NATO sinn.

Mä, Här President, eleng mat Geld verännere mer d'Welt och net. Mir mussen eis als Europäer virun allem erëm op eis Wäerter konzentréieren. A wann ech scho bei de Wäerter sinn, Här President, da wëll ech nach eng kleng Klammer maachen hei op dëser Plaz a meng ganz grouss Suerg ausdrécken iwwer e Phenomeen, deen erëm ëmmer méi opkënnt an Europa, näämlech den Antisemitismus.

Wann Der e bësse kuckt, wat am Moment a Frankräich lass ass, wou ëmmer méi Bierger, besonnesch aus de franséische Banlieuen, musse fortgoen, fir an Israel zréckzegoen, ass dat eppes, wat engem muss Angscht maachen. D'Europaparlament huet d'ailleurs kierzlech doriwwer geschwat. Ech mengen, mir sollen dee Phenomeen vum Antisemitismus eescht huelen. Et ass ee Phenomeen, dee leider Gottes nach ëmmer besteet an amgaangen ass, erëm vill méi grouss ze ginn, wéi dat eng Zäitchen de Fall war.

Wéi mir et richtegerweis fir Europa fuerderen - datt mer näämlech mat enger Stëmm schwätzen -, géife mir et gutt fannen, wann eis Regierung och méi systematesch mat enger koordinéierter a kohärenter Stëmm géif dobausse schwätzen. Well heiansdo hu mer d'Impressioun, datt déi riets Hand net weess, wat déi lénks mécht oder ëmgedréit. Ech wëll do just op déi kleng Episod vum Här Moscovici agoen, wou den Här Statsminister dem Här Moscovici virgehäit huet, datt en net am Virfeld gefrot gi wär, wat déi ganz Thematik vun de Steierparadäiser ubelaangt. Dorobber huet den Här Moscovici gesot: „Ma, Här Bettel, Dir sidd do gefrot ginn, fir Ären Avis ze ginn. An Dir hutt deen Avis eraginn." Ech muss soen, datt dat e bëssen apaart ass, wann e Premierminister dann an engem Interview net weess, wat do geschitt ass. Ech muss Iech soen: Dat dréit net onbedéngt zu der Glafwierdegkeet vun eiser Politik bäi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Europa, an domadder virop d'Europäesch Unioun, kann eigentlech an dëser opgewullter Welt als eenzeg Kraaft de Lead iwwerhuelen. Mä fir d'Éischt emol muss Europa sech erëm selwer fannen, erëm selwer u sech gleewen an déi innereuropäesch Zersplitterung iwwerwannen. Ech si gudder Déng, datt mir dat als Europäesch Unioun, awer ganz besonnesch als Gemeinschaft vun den Europäer kënne packen. Well hei geet et souwuel ëm eis europäesch Interesse wéi och ganz besonnesch ëm eis europäesch Wäerter. A fir d'Verdeedegung vun dëse Wäerter kënne mir eis eigentlech just op eis selwer als Wäerteprojet Europa verloossen.

Dat weist erëm eng Kéier den ablécklechen Handelskonflikt mat den USA, deen eréischt am Ufank steet. E Konflikt, an dat wollt ech eigentlech nach eng Kéier domadder soen, an deem Europa iwwerhaapt kee Kaddo vum Här Trump ze erwaarden huet. Dat weist awer och déi aktuell diplomatesch Kris tëschent Russland a Groussbritannien. Och den Här Putin hëlt keng Rücksicht op Europa. Dat muss eis alleguerte bewosst sinn.

Hei, an iwwerhaapt heiheem - an Europa ass och eist Doheem - an där Welt brauche mir, Dir Dammen an Dir Hären, eng staark europäesch „hard power". Mir sinn hei politesch, wirtschaftlech, awer och strategesch um richtege Wee. Virun allem brauche mer awer eng europäesch „soft power", déi europäesch Wäerter glafwierdeg an d'Welt erausdréit. Virun allem, andeems mir souwuel d'Wäertevirbild wéi och d'Faarf vun der Hoffnung sinn, fir d'Éischt emol fir d'Europäer selwer an awer och fir alleguer d'Länner vun dëser Welt.

An anere Wierder: E staarkt „Smart Europa" muss de Wäertelead am 21. Jorhonnert iwwerhuelen, mat enger kloerer europäescher Strategie fir eng nei Welt vu Multilateralismus, déi der multipolarer Wierklechkeet vum Terrain entsprécht. Virun allem awer fir déi onverhandelbar Würd vum Mënsch. Well, wéi sot emol eng Kéier déi onvergiesslech a grouss Europäerin Simone Veil: «Se fixant de grandes ambitions, l'Europe pourra faire entendre sa voix et défendre ses valeurs fortes: la paix, la défense des droits de l'homme, davantage de solidarité entre les riches et les pauvres. L'Europe, c'est le grand dessein du 21. siècle.»

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Angel fir d'LSAP. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Merci fir d'Wuert, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun ass houfreg op eis Lëtzebuerger Aussepolitik. Eng Aussepolitik, déi de Multilateralismus ganz héichhält a verdeedegt. Eng Aussepolitik, déi natierlech duerch d'Europapolitik gepräägt ass, déi awer och Europa präägt an Europa no vir bréngt. Eng Aussepolitik, déi kohärent ass, well se Diplomatie, Developpement, Defense an Immigratioun vernetzt gesäit. Eng Aussepolitik, déi un den Dialog gleeft an net u militäresch Asätz. Eng Aussepolitik, déi och am Kader vun der Europäescher Aussepolitik Gehéier fënnt. An eng Aussepolitik, déi ons Wäerter vu Fräiheet, Solidaritéit a Gerechtegkeet an Europa an an der Welt verdeedegt.

D'Verdeedege vun onse Wäerter ass leider och ewell an Europa néideg ginn, innerhalb vun

der Europäescher Unioun, well et eng Rei Regierungen a Länner an och Parteie gëtt, fir déi Solidaritéit e Friemwuert ginn ass an déi hire Matbiergerinnen a Matbierger verklickere wëllen, dass een e Problem oder Defi besser national léise kann, andeem ee Mauere baut, Stacheldrot opzitt oder identitär an nationalistesch Discourse féiert.

Et gëtt een EU-Memberstat, ee Land, dat géint d'akademesch Fräiheet virgeet oder ONGen, déi Flüchtlingen hëllefen, kriminaliséiert: Dat ass haut leider eng Realitéit an Ungarn ënnert dem Premierminister Viktor Orbán. An et gëtt en anert Land, wat d'Rechter vun der Justiz wëllt aschränken, wéi dat leider de Fall a Polen ass.

Jo, d'LSAP ass houfreg op de Lëtzebuerger Ausseminister, deen am Fall, wou ons Wäerter - déi jo och d'Wäerter vun der Europäescher Unioun sinn - verletzt ginn, de Courage huet, eng ganz kloer Sprooch ze schwätzen. A menger Ried d'lescht Joer hunn ech den UN-Mënscherechtskommissär Zeid Ra'ad Al-Hussein zitéiert, dee mer am Fréijoer 2017 hei am Haus empfaangen hunn an deen dem Jean Asselborn seng kloer Sprooch an däitlech Wierder am Kontext vun de Mënscherechter an am Kontext vun der Verdeedegung vun den demokratesche Wäerter gelueft huet.

Dëst Joer wëll ech - niewent deene ville positiven Artikelen iwwer onsen Ausseminister an der däitscher, franséischer a belscher Press, mä och an der Press an Ungarn an a Polen, wou et och nach regierungskritesch Zeitunge gëtt - Iech matdeelen, dass ech houfreg sinn, wann ech op interparlamentareschen an internationale Reuniounen, wou ech ons Chamber vertrieden, ugeschwat gi vu Kolleeginnen a Kolleegen op de Courage an op de Franc-parler vun onsem Ausseminister. A gleeft mer et, dat sinn net nëmme Kolleeginnen a Kolleegen aus dem sozialisteschen oder sozialdemokratesche Lager, mä dat sinn der ganz vill, déi onsen Ausseminister luewen.

Här Minister, Dir hutt recht, wann Der d'Verletzunge vun onse Wäerter innerhalb vun den EU-Memberstaten uschwätzt. Well wéi wëlle mir als Europäer ons Wäerter vun Demokratie, Solidaritéit, Fräiheet a Rechtsstaatlechkeet no baussen an der Welt vertrieden, wa mer emol net no bannen an der Europäescher Unioun mam gudde Beispill virginn?

Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'LSAP heescht Aussepolitik, sech permanent a konsequent asetze fir Demokratie, Mënscherechter a Fridden op onser Welt. Dofir wëll ech dem Jean Asselborn Merci soe fir säin onermiddlechen Asaz säit 2004 wärend elo dräi Legislaturperioden. Dir, zesumme mat Äre Mataarbechterinnen a Mataarbechter, sief dat heiheem oder ons sëllech Diplomatinnen an Diplomaten am Ausland, hutt zu deem gudde Ruff bäigedroen, dee Lëtzebuerg um internationale Parkett genéisst, an dat, well Dir de Schutz vun de Mënscherechter, d'Verdeedegung an d'Promotioun vun der Demokratie a Rechtsstaatlechkeet grouss op onse Lëtzebuerger Fändel geschriwwen hutt. Déi zwee Joer am UN-Sécherheetsrot vun 2012 bis 2014 koumen net vun ongeféier.

A ganz luewenswäert an deem Kontext war och den Asaz, dee mer haten, wat de Schutz vu Kanner a bewaffnete Konflikter ugeet, en Dossier, op deem mer haut nach schaffen. Ech hunn dat gelies a wann ech gesinn, wat eis Diplomaten zu New York maachen, waren déi zwee Joer am Sécherheetsrot net eng „Eintagsfliege", mä do gëtt nohalteg un Dossiere weidergeschafft a matdiskutéiert.

Mir däerfen, Här President, d'Aen net zoumaache virun der kontinuéierlecher Regressioun a souguer der Degradatioun vun den zivillen a politesche Rechter, déi mer a ville Länner a Regiounen op dëser Welt ëmmer méi oft an ongehemmt virfannen an déi de Gestaltungsraum vun der Zivillgesellschaft ëmmer méi anengen a wou souguer Attacken op Defenseure vu Mënscherechter verüübt ginn.

D'LSAP ass houfreg, dass Dir, Här Minister, mam Fanger op déi weist an déi Problemer uschwätzt. An dass dat seng Friichten dréit, wëll ech mat engem klenge Beispill hei illustréieren. Den 11. September 2017 op enger Aarbechtsvisitt a Moldawien - wéi all Kéier bei sengen Auslandsvisitten - huet onsen Ausseminister och Vertrieder vun der Société civile a Mënscherechtler getraff. Hien huet wärend der Visitt a Moldawien awer och deenen offizielle Stelle matgedeelt a se drun erënnert, wéi wichteg déi aktiv Kooperatioun mat der Zivillgesellschaft ass, wann ee wëllt eng oppen a modern Demokratie sinn.

Ganz kuerz no der Visitt vum Jean Asselborn a Moldawien hunn déi moldawesch Autoritéiten decidéiert, e Gesetzesprojet zréckzezéien, dee virgesinn hat, de Gestaltungsraum vun der Zivillgesellschaft a besonnesch d'Aktiounsméiglechkeete vun den ONGe staark anzëengen.

D'LSAP begréisst och, dass Dir, Här Minister, 2015 hei zu Lëtzebuerg de CIDH, de Comité interministériel des droits de l'homme, op d'Bee gesat hutt an de Poste vun engem Ambassadeur itinérant pour les droits de l'homme geschafen hutt. Wéi den Ausseminister gëschter a senger Ried scho gesot huet, huet de Comité interministériel des droits de l'homme och de Rapport national fir den drëtten Examen périodique universel vu Lëtzebuerg erstallt. An dëse gouf den 18. Januar 2018 zu Genève virgestallt a presentéiert, a mir krute jo an der aussepolitescher Kommissioun vum Minister Informatiounen dozou.

Lëtzebuerg krut zu Genève eng Rei Recommandatioune mat op de Wee. An ech wär frou, Här Minister, wa mer als Chamber iwwert d'Äntwerten an d'Reaktioune vun der Regierung zu dëse Recommandatiounen informéiert géifen, wa se fäerdeg sinn.

Genausou wichteg erschéngt et eis als LSAP, dass mer als Chamber iwwert deen nationalen Aktiounsplang fir d'Ëmsetze vun der UNO hire Principes directeurs iwwer Entreprisen a Mënscherechter informéiert ginn. Dëst ass en Thema, dat fir d'LSAP besonnesch wichteg ass. Am Rapport vum Ausseministerium hunn ech gelies, dass den Ambassadeur fir d'Mënscherechter eng éischt Ebauche vun esou engem Aktiounsplang, no enger ganz breeder Consultatioun vu villen Akteuren, ausgeschafft huet. D'Consultatiounen, fir dësen Aktiounsplang fäerdegzestellen, sollen 2018 weidergoen. An d'aussepolitesch Kommissioun vun onser Chamber soll do aktiv agebonnen an informéiert ginn.

Lëtzebuerg huet seng Kandidatur gestallt, fir 2022 bis 2024 e Sëtz am Conseil des droits de l'homme vun der UNO ze kréien. An ech si sécher, dass mir dëse Sëtz kréien duerch deen onermiddlechen Asaz vun der Lëtzebuerger Diplomatie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sot et virdru schonn: Fir d'LSAP ass de Fridden an d'Konfliktpräventioun eppes ganz Wichteges, ee wichtege Facteur vun der Aussepolitik. An dozou gehéiert natierlech och de Volet vun der Nonproliferation a vum Desarmement. An et freet mech als LSAP-Deputéierten, dass mir als Land Lëtzebuerg all Traitéen a Konventiounen an dësem Kontext bäigetratt sinn a weiderhin all Initiative vun Desarmement ënnerstëtzen. Dëst gëtt net nëmme vun der LSAP geschätzt an hoffentlech vun Iech all heibannen, mä och vu Partner aus der Zivillgesellschaft, wéi zum Beispill Handicap International, déi och houfreg sinn op dës Politik an dësen Asaz vun der Lëtzebuerger Diplomatie am Domän vum Desarmement an am Handel mat konventionelle Waffen.

Erlaabt mer ze rappeléieren, dass mer als Chamber elo a kuerzer Zäit mat dem Thema konfrontéiert ginn, well d'Regierung hei e Projet de loi deposéiert huet iwwert de Contrôle vun den Exportatioune vun „biens à double usage" an „biens liés à la défense". Dat beweist, dass de Minister Asselborn net nëmmen iwwert Desarmement a Waffenhandel schwätzt, mä dass ons Regierung och konkret Akte setzt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer, a menger Qualitéit als President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun, e kuerze Bilan vun onsen Aarbechten ze maachen. Vu dass mer an onser Chamberskommissioun eng ganz vernetzt Vue iwwer ons Lëtzebuerger Aussepolitik hunn an dofir als Kommissioun eng ganz breet Agenda hunn, ass ons aussen- an europapolitesch Kommissioun säit der leschter aussepolitescher Debatt hei an der Chamber 60-mol zesummekomm.

Fir ons als Parlament ass déi gutt Zesummenaarbecht mat der Regierung an Europa an an internationalen Dossiere ganz wichteg. A mir mussen als Politiker zesumme mat onse jeeweilegen Administratiounen, dat heescht tëschent Ministère des Affaires étrangères a Chamber, déi Kooperatioun nach weider ausbauen a verbesseren. A ganz konkret heescht dat, dass mer, wéi mer dat hei a menger Resolutioun den 12. Juli ulässlech vun der EU-Zukunftsdebatt ugeholl hunn, den Aide-mémoire - dee jo an eisem Chambersreglement annexéiert ass an deen d'Zesummenaarbecht tëschent Chamber a Regierung an Europafroe regelt - op de Leescht huelen.

Ech erlabe mer, och am Numm vun der Kommissioun, Iech, Här Minister, an Ärer Qualitéit als Aussen-, Europa- an Immigratiounsminister Merci ze soen, och fir Är Bereetschaft, ëmmer an d'Kommissioun ze komme viru Conseilen, no wichtege Conseilen an no wichtegen Evenementer, déi an Europa an an der Welt geschéien.

Dëse Merci riicht sech awer och un Är Kolleegen, un de Kooperatiounsminister Romain Schneider fir de Kooperatiounsvolet an un den Etienne Schneider an d'Statssekretärin Francine Closener fir de Volet Defense an Nation Branding. Och de Finanzminister Pierre Gramegna war oft bei ons, zesumme mat de Kolleegen aus der Finanzkommissioun, wann et ëm den Ausbau vun der europäescher Wirtschafts- a Wärungsunioun gaangen ass.

Mir hunn och an deem vergaangene Joer 15 Rapporte vu Gesetzesprojeten an onser Kommissioun diskutéiert an hei an der Chamber ofgestëmmt. A mir haten den 12. Juli 2017 e groussen Debat mat mengem Rapport iwwert d'Zukunft vun Europa an der Eurozon, wou mer déi Resolutioun, vun där ech virdru geschwat hunn, och ugeholl hunn.

Et ass och duerch déi Resolutioun, wou ech, encouragéiert vun onsem Chamberspresident, eng Initiativ geholl hunn, fir all d'Presidentinnen an d'Presidenten an d'Sekretärinnen an d'Sekretäre vun all onse Chamberskommissiounen zesummenzeruffen, och eis EU-Deputéierte waren invitéiert, fir - zesumme mat der Direktesch vun der Direction des affaires européennes aus dem Ausseministerium a Vertrieder vun onser Représentation permanente zu Bréissel - den Aarbechtsprogramm 2018 vun der Europäescher Kommissioun ze analyséieren a Prioritéite fir Lëtzebuerg erauszesichen, dat heescht, europäesch Dossieren, déi mer als Chamber besonnesch opmierksam verfollege mussen.

An dat si folgend Punkten:

Éischtens: de Cadre financier pluriannuel 2020 bis 2027, also den EU-Finanzkader.

Zweetens: eng gerecht Besteierung vun der Économie numérique.

Drëttens: dee ganze Pak vu Moossnamen, fir déi sozial Dimensioun vun Europa ze stäerken.

Véiertens: d'Migratiounsagenda vun Europa.

Fënneftens: d'Vollendung vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun, wou d'Bankenunioun an och d'Kapitalmaartunioun ofgeschloss muss ginn.

Sechstens: d'Stäerkung vum Bannemaart duerch d'Realiséierung vun der Digital- a vun der Energieunioun.

Siwentens: den Handel, de Welthandel, elo ganz aktuell mat der Menace vum Här Trump vun engem Handelskrich.

An aachtens: de Brexit.

Ech hu leider net Zäit, op all dës Punkten anzegoen. Ech wollt awer aus LSAP-Siicht e puer vun dëse Punkte beliichten.

Fir d'LSAP ass et wichteg, dass d'Verdéiwung vun der Wirtschafts- a vun der Wärungsunioun konsequent a schnell virubruecht gëtt. D'Wirtschaftskris an hir unhalend Konsequenzen hu bewisen, dass hei gehandelt muss ginn. Eng minimalistesch Approche, wou just d'Regelen an eng technokratesch Surveillance renforcéiert ginn, ass fir d'LSAP keng Léisung. Mir brauchen eng méi integréiert Eurozon, fir méi kriseresistent ze ginn.

D'Union économique et monétaire muss och méi transparent ginn an och eng besser demokratesch Kontroll erméiglechen. D'Austeritéitspoliticken, déi vun Europa ville Länner octroyéiert gouf, huet villes an Europa futti gemaach. D'Eurozon däerf dofir net just eng Géigeniwwerstellung vun 19 Ekonomië sinn, déi duerch eng gemeinsam Wärung gebonne sinn an eng Rei gemeinsam Regelen; Regelen, déi virun allem en Effet procyclique hunn.

Fir d'Sozialisten ass et dofir wichteg, dass un der Gouvernance vun der Eurozon weider geschafft gëtt mam Zil vu méi Transparenz an enger besserer demokratescher Kontroll souwuel vum Europaparlament wéi awer och vun den Nationalparlamenter.

Fir d'LSAP an déi europäesch Sozialisten ass et och wichteg, dass de Semestre européen an d'Eurozon net nëmmen aus der finanzpolitescher Perspektiv betruecht ginn. Dat heescht, d'Gouvernance däerf sech net nëmmen op de Volet économique an de Volet budgétaire beschränken, mä och déi sozial Dimensioun muss mat abezu ginn.

Wéi ech scho sot: De Schued, deen d'Austeritéitspolitik a ville Länner ugeriicht huet, ass enorm. Et ass en ekonomesche Schued, well wéineg an Europa a ville Länner investéiert ginn ass. Zum Gléck war dat net de Fall zu Lëtzebuerg. Et ass e mënschleche Schued, well d'Inegalitéiten tëschent Aarm a Räich gewuess sinn, an et ass e politesche Schued, well Europa vill Biergerinnen a Bierger enttäuscht huet, also och e Schued um Vertrauen an Europa.

An dofir ass et elo aus LSAP-Siicht esou wichteg, dass d'Unioun éischtens konkret Resultater liwwert, wat déi sozial Dimensioun ugeet, an zweetens, dass den nächste Cadre pluriannuel financier 2020-2027 genügend Mëttel kritt, fir déi vill Erwaardungen, déi d'europäesch Matbiergerinnen a Matbierger hunn, net méi ze enttäuschen, a fir déi vill nei Erausfuerderungen an och déi vill nei Aufgaben, déi op Europa duerkomm sinn, kënnen ze bewerkstellegen.

Dobäi wär ech also bei zwee wichtegen Themen ukomm: de Pilier vun de soziale Rechter an den EU-Budget mat der Diskussioun iwwer nei Eegemëttel, Ressources propres.

Firwat ass dat soziaalt Europa esou wichteg? Ma d'Äntwert ass, mengen ech, ganz einfach: D'Mënschen an Europa musse mierken, se musse gesinn a se musse spieren, dass d'Europäesch Unioun net nëmmen en Europa vun de Mäert ass, mä och en Europa vun de Mënschen a fir d'Mënschen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst gëtt muer nach méi wouer, wéi et haut ass, well mer eben an esou enger schneller Welt liewen, wou d'Defie vun der Digitaliséierung a vun der Automatiséierung enorm sinn. A mir wëssen et alleguer: Dës d'Defie mussen an Europa solidaresch an zesummen ugaange ginn. A wann ech soen „méi solidaresch", heescht dat natierlech och, zesummen an Europa fir méi Steiergerechtegkeet ze suergen a géint Steierdumping virzegoen. Steierdumping an Europa, dat wësse mer alleguer, féiert à la longue zum Ofbau vu sozialer Sécherheet, an dat ass eppes, wat d'Sozialisten net zouloossen.

Erlaabt mer hei, den LSAP-Aarbechtsminister Nicolas Schmit, deen, wat dat soziaalt Europa ugeet, grouss Meritten huet a vill respektéiert gëtt um EU-Niveau, ze ernimmen! Hien huet et kierzlech an engem Artikel an der nationaler Press ganz treffend gesot, an ech zitéieren et, et war op Franséisch: «Il faut corriger le „moins-disant social" comme le „moins-disant fiscal".»

Jo, et ass inakzeptabel, dass et an Europa eng Steierkonkurrenz no ënne gëtt. Als LSAP begréisse mir, dass säit leschtem November nom Sozialsommet zu Göteborg a Schweden d'Sozialagenda erëm uewen op der europäescher Prioritéitelëscht steet.

Et ass gutt, dass dës Sozialcharta ënnerschriwwe gouf, an et ass ze hoffen, dass dat erkläertent Zil vu fairen Aarbechtskonditiounen a sozialen Ofsécherungen um europäesche Plang weiderhin um Ordre du jour bleiwen.

An der Präambel vun dëser EU-Sozialcharta, déi 20 Grondprinzipien erfaasst, steet: „D'Unioun bekämpft sozial Ausgrenzung an Diskriminéierung a promouvéiert sozial Gerechtegkeet an de Schutz vu Kannerrechter."

Op dës Wierder an no de ville Riede mussen elo konkret Projeten definéiert ginn an et mussen Tate folgen. Éischt Schrëtt si jo mat der Verbesserung vun der Direktiv Detachement geschitt. A gëschter, Dënschdeg, den 13. Mäerz, huet jo och d'Europäesch Kommissioun Detailer a konkret Propositiounen iwwert d'Kreatioun vun där ugekënnegter europäescher Aarbechtsbehërde an och iwwert den Zougang zu sozialer Sécherheet fir all bekannt ginn.

Fir dass et de Mënschen an der EU besser geet a fir dass hiert Vertrauen an Europa besser gëtt, muss an d'Mënschen, awer och an d'EU investéiert ginn. An dobäi wär ech elo ukomm beim Cadre pluriannuel financier fir 2020-2027. Dëst ass, wéi ech virdru schonn ugekënnegt hunn, een Dossier, dee mer als Chamber prioritär verfollege mussen. Wat den nächste Siwejoresfinanzkader ugeet, steet fir d'LSAP fest, dass et net ka sinn, dass Europa vum Conseil ëmmer méi Aufgabe kritt, ouni déi néideg Finanzmëttel.

Jo, mir stinn zu dësen neien Aufgaben, well mer wëssen, dass een déi zesumme besser ugoe ka wéi eleng. Mir stinn zur Sécherheetsunioun, zu den neien EU-Aufgaben am Kampf géint den Terrorismus an zum bessere Schutz vun onse Baussegrenzen. Mir stinn och zu der Europe sociale grad wéi zum Ausbau vun der europäescher Fuerschungspolitik, zur Jugendpolitik, zu der diskutéierter Kannergarantie an esou weider. Mä all dat kritt een net zum Nulltariff!

Wat een och net zum Nulltariff kritt, ass eng kompetent an eng gutt fonctionnéierend europäesch ëffentlech Verwaltung. Mir hate virun e puer Méint den zoustännege Kommissär Oettinger hei bei ons an der Chamber, deen d'Fro vun engem Coefficient correcteur fir Lëtzebuerg selwer opgeworf huet. Mir sinn der Meenung, dass Eurostat dat ënnersiche soll an op der Basis vun objektiven Donnéeë sech enger Diskussioun net verschléisse soll.

Mir sollen och net d'Mëttele vun de Kohäsiouns- a vun de Strukturfonge kierze goen, well d'Konvergenz tëschent de Memberlänner

net däerf geschwächt ginn, an dat besonnesch, wann ee gesäit, dass d'Ennerscheeder tëschent de verschiddenen EU-Länner nach ëmmer enorm grouss sinn.

Ech wëll awer hei net falsch verstane ginn. Dat heescht net, dass mer bei der PAC oder de Kohäsiouns- a Strukturfongen näischt dierfe reforméieren oder verbesseren, fir dass se méi effikass kënne ginn.

Wéi gesot, et gëtt näischt fir näischt. An dofir ënnerstëtzen ech de Virschlag, deen och d'Europaparlament an engem Initiativrapport iwwert de Cadre financier pluriannuel dës Woch zu Stroossbuerg diskutéiert, fir bei dësem Cadre pluriannuel financier vun 1% op 1,30% vum PIB européen eropzegoen an och den Deel vun den Eegerecettë par rapport zu den nationale Kontributiounen ze héijen.

Dat beinhalt also natierlech och eng Diskussioun iwwert déi Ressources propres, wat natierlech net eng Steier däerf ginn, déi d'Biergerinnen an d'Bierger an Europa berappe mussen. Neen, et ginn nach genuch Quellen, an déi ee schëpfe ka goen, an do leien eng Rei Proposen um Dësch, déi mer och hei zu Lëtzebuerg diskutéiere mussen.

E puer si mir zum Beispill ganz sympathesch. Dat ass zum Beispill d'Besteierung vun der Robotiséierung a vun der Automatiséierung oder zum Beispill d'CO_2-Taxen, déi een ophiewe kéint bei Importer, wat den Avantage hätt, dass een domat och géint den Ëmweltdumping ka virgoen.

D'Verhandlungen iwwert de Cadre pluriannuel financier, däers si mer eis alleguer bewosst, ginn awer duerch e weidere Facteur ganz zentral beaflosst, an zwar duerch de Brexit. Well wéi de Minister ganz richteg gesot huet gëschter: Et wäerten eis all Joers 12 bis 14 Milliarden Euro feelen.

Wat den Austrëtt vum Vereenegte Kinnekräich aus der EU ugeet, ass d'LSAP nach ëmmer der Meenung, dass dat keng gutt Saach ass. De Brexit ass, wéi de Minister et richteg gëschter gesot huet, eng Lose-lose-Operatioun. D'Verhandlungen aus EU-Siicht sinn dofir esou wichteg, well et drëms geet, de Schued ze begrenzen.

De Michel Barnier féiert seng Verhandlunge ganz transparent an dat ass eng gutt Saach. Dat ass och gutt, well dat féiert dozou, dass nees vill EU-Bierger virun Ae gefouert kréien, wat d'Avantagë sinn, wann een als Land an als Mënsch Member vun der Europäescher Unioun ass.

De Michel Barnier huet och recht, wann e seet, dass d'Brexit-Negociatioune scheitere kënnen, falls d'Britte sech net endlech konstruktiv abréngen. Wann ech déi kontradiktoresch Aussoen iwwer Nordirland vu brittescher Säit héieren, dann ass dat alles anescht wéi konstruktiv. Derbäi kënnt och nach de Fait, dass déi brittesch Regierung an där Fro vun Nordirland total dem Drock vun der DUP-Partei ausgesat ass.

D'LSAP begréisst et, dass d'Europäesch Unioun hir Positiounen am Brexit kloer op den Dësch leet. Vun de Britten ass allerdéngs nach net vill Konkretes komm, ausser e puer wichtegen Aussoe vun der Premierministesch Theresa May anlässlech hirer Mansion-House-Ried vum 28. Februar, wou Groussbritannien nei Virschléi fir déi zukünfteg Rechter vun den EU-Bierger a Groussbritannien ugekënnegt huet. Domat ass se deelweis der Europäescher Unioun e bëssen entgéintkomm.

Awer och an dëser Fro sinn déi wichteg Detailer iwwert déi sougenannt Iwwergangsphas enorm wichteg. London hofft jo elo Enn Mäerz eng Eenegung iwwert déi Iwwergangsphas ze kréien. Op där anerer Säit huet de Michel Barnier awer zu Recht kloergemaach, dass déi unhalend Diskussiounen iwwert de Rechtsstatut vun den EU-Bierger en Accord doriwwer verzögere kéinten.

Wat d'Iwwergangsphas ubelaangt, begréisse mir, dass d'Europäesch Unioun am Januar eng ganz Rei kloer Bedéngunge fir des Phas gestallt huet, a mir deelen déi och. Groussbritannien wëllt an dëser Zäit am EU-Bannemaart an an der Zollunioun bleiwen, an et ass wichteg, dass Bréissel an deem Kontext vu London verlaangt, wärend der Iwwergangsphas dat gesamt EU-Regelwierk inklusiv neie Legislatiounen unzëerkennen.

An engem Joer, Här President, Enn 2019, ass d'Vereenegt Kinnekräich leider net méi Member an der EU. Et stinn also nach vill Froen op, an hoffe mer, dass et zu enger Eenegung kënnt, well keng Eenegung, dat wär weder gutt fir Groussbritannien nach gutt fir Europa an och net fir Lëtzebuerg!

Den Thema Brexit wäert eis nach weiderhi beschäftegen, wat elo déi future Relatioune mat dem Vereenegte Kinnekräich ubelaangt, well jo do herno d'Nationalparlamenter e Wuert matzeschwätzen hunn.

Da kommen ech elo zu der Migratiounsagenda vun Europa. Eng gemeinsam solidaresch an humanitär europäesch Asyl- a Migratiounspolitik bleift eng absolutt Prioritéit fir ons Sozialisten an der Europäescher Unioun.

Gëschter huet den Ausseminister ons déi weltwäit desastréis Zuelen nach eemol virun Ae gefouert. 2017 hu 707.000 Leit hei an der Europäescher Unioun eng Asyldemande gestallt, en absolutte Brochdeel nëmme vun de weltwäit 66 Millioune Leit, déi aus hirer Heemecht hu misse flüchten.

Wa mer als Europäer den Usprëch un eis selwer wëlle gerecht ginn, da musse mer d'Reform vum Dublin-System hin zu engem méi solidaresche Verdeelungsmechanismus hikréien, d'Prozeduren, d'Konditioune fir den Accueil a Perspektiven ugläichen an och déi europäesch Agentur fir Asyl schafen a mat den néidege Kompetenzen a Mëttelen ausstatten. Dofir sti mir als LSAP och weiderhin.

Dat alles musse mer packen, well d'Ursaache vun de Flüchtlingsbewegungen nach esou bal net geléist wäerte sinn. Et ass elo dat aacht Joer, wou eis de Krich a Syrien beschäftegt a wou eng Stabilisatioun an eng seriö Aussiicht op Fridden - mir hunn d'Detailer jo gëschter an der Ried vum Minister héieren - nach ëmmer net a Siicht sinn.

Derniewent sinn et virun allem Krichsflüchtlingen an, jo och, scho Klimaflüchtlingen aus Afrika, déi bei eis an Europa ukommen.

D'LSAP deelt all dem Minister seng Aussoen zu Afrika. Erlaabt mer awer, e puer Wuert zu der schwiereger Lag an der Sahel-Zon ze soen! D'LSAP begréisst et, dass d'EU wéi och Lëtzebuerg de G5 Sahel, eng regional Organisatioun fir d'Koordinatioun vun Aarmutsbekämfpung, Developpement a Sécherheet, ënnerstëtzen.

Dat ass kohärent, well dräi vun de fënnef Länner, de Burkina Faso, de Mali an den Niger, jo Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht sinn. Et ass hei eng Regioun, déi net nëmme leit ënner Aarmut a Klimawiessel, mä och ënner politesch Onstabilitéit an doduerch verstäerkt Sécherheetsproblemer an de leschte Jore kannt huet. Hei an där Géigend gëtt den Nexus tëschent Developpement a Sécherheet ëmmer méi wichteg.

Nach de Méindeg hu mer an der aussepolitescher Kommissioun am Kader vun der Verlängerung vun der Lëtzebuerger Participatioun an der EU-Trainingsmissioun UTM Mali an der UN-Missioun MINUSMA, déi fir d'Stabiliséierung am Mali zoustänneg sinn, iwwert dës Regioun geschwat.

Onsen Engagement am Sahel ass e Musterbeispill vun der Politik vun den 3D, an där mer Diplomatie, Developpement an Defense associéieren. Mir hunn eng diplomatesch Präsenz an den Ambassaden am Mali, Niger, Burkina Faso an och am Senegal. Ons Erfahrungen an onse Savoir-faire souwuel um bilaterale wéi och um regionale Plang hunn do an där Géigend eng echt Plus-value. Dat ass wichteg fir d'Kohärenz vun onser Aussepolitik an dréit natierlech och zum gudde Ruff vun onsem Land bäi.

All jonke Mënsch aus dem Sahel, deen duerch déi europäesch an duerch déi lëtzebuergesch Kooperatioun eng Perspektiv fir e bessert Liewe kritt, gëtt vill manner vulnerabel, fir vun Extremisten zum Dschihadismus verféiert ze ginn. Et ass wichteg, dass Europa an déi international Communautéit zur Sécherheet a Stabilitéit an de Sahel-Länner bäidroen.

An derniewent ass gläich en anert Land an eng Regioun, den Nigeria, wou et och wichteg ass, Boko Haram ze bekämpfen. Déi ganz Géigend ronderëm d'Sahel-Zon, de Lac Tchad an Nigeria, ass e regelrecht Polverfaass. Nigeria verdéngt dofir eng gréisser Opmierksamkeet vun Europa, well wann Nigeria verseet, da verseet e groussen Deel vun Afrika.

Ech komme bei déi international Handelspolitik. D'Handelspolitik ass, wéi Der wësst, eng europäesch Kärkompetenz, an dat mat Recht, well den europäesche Marché ass ee vun den interessanteste vun der ganzer Welt. An dat ka just mat enger gemeinsamer europäescher Handelspolitik fonctionnéieren.

Eng gemeinsam europäesch Haltung an der Handelspolitik ass haut méi wichteg wéi jee, well d'international Handelspolitik steet haut op engem Scheedungswee: Wärend d'USA ënnert dem Donald Trump ëmmer méi protektionistesch ginn, ass China definitiv zu engem vun de wichtegsten Akteuren am internationalen Handel ginn.

Mä China respektéiert bei sech doheem definitiv keng Standarden, wéi mir Europäer eis dat virstellen, a subventionéiert zudeem nach ëmmer eng ganz Rei vu sengen Exporter, soudass dëst zu Dumpingpräisser op de Marchéë féiert.

D'Problematik vu béide Positioune léisst sech gutt un engem rezente Sträit veranschauleche, deen och fir Lëtzebuerg a fir ons Sozialiste ganz wichteg ass: deen iwwert de Stol.

80% vun allen Antidumpingverfahre vun der Europäescher Unioun beschäftege sech mat China, an d'Majoritéit dovu mat Stol a Stolprodukter. China huet eng massiv Iwwerproduktioun vun iwwer 400 Milliounen Tonne Stol am Joer a verweigert sech enger konstruktiver Léisung.

Dofir brauche mer an esou Fäll och Schutzmechanismen, fir eis Marchéen an eis Produzenten ze schützen. An et ass nëmmen dank eis Sozialisten an Europa, dass d'Europäesch Unioun do och eng staark Positioun ageholl huet vis-à-vis vu China.

Mä et ass eng Saach, wann een dat opgrond vu kloren Dumpingproblemer mécht, an et ass eng aner Saach, wann ee wéi d'USA virgeet. Mat den zwou Proklamatioune vum leschten Donneschdeg hu si, also d'Amerikaner, de Strofzoll op Stol- an Aluminiumproduiten agefouert, also och op Stolproduktiounen an Europa. A mir musse mat Amerika am Gespréich bleiwen an, wann nëmme méiglech, en ausgewuessenen Handelskrich vermeiden, well en Handelskrich schuet schlussendlech souwuel den Amerikaner wéi ons Europäer.

A gläichzäiteg kënnen an däerfe mer eis als Europäer och net alles vun den USA gefale loossen. An dofir ënnerstëtze mir och voll a ganz d'Strategie vun der Europäescher Kommissioun, déi de Jean Asselborn gëschter nach eemol presentéiert huet.

Den internationalen Handel steet op engem Scheedungswee tëschent Protektionismus an Dumpingpräisser ouni Rücksicht op Verloschter. Europa muss der Welt eng Alternativ zu béide Weeër bidden. D'EU muss an der Handelspolitik Standarde setzen a virginn, fir dass mer net méi just vu Fräihandel schwätzen, mä virun allem vu fairem Handel. D'Zil muss et sinn, Klimapolitik, Verbraucherschutz, sozial Rechter a Rechtsstaatlechkeet ze schützen an de férderen. D'EU huet mat hiren Handelsverträg vun der neier Generatioun schonn en éischte Schrëtt an dës Richtung gemaach. A fir eis sinn domat nei Minimalfuerderungen erreecht, hannert déi mer net méi zréck däerfen.

Mä och an Zukunft wëlle mer als Sozialisten nach méi wäit goen. D'Fuerderung däerf net just sinn, eis bestoend Standarden ze erhalen, mä besser Standarden duerchzesetzen. Méi kloer Virgaben am Ëmweltschutz, méi héich Sozialstandarde solle vun der Europäescher Unioun eng offensiv Fuerderung sinn, och um Niveau vun der OMC.

Vill Länner op dëser Welt wëlle mat Europa handelen. D'Europäesch Unioun kann dofir selbstbewosst genuch optrieden, fir esou de Welthandel insgesamt méi fair, méi ekologesch a méi sozial ze gestalten. A wann ee mengt, et wier dofir elo net de Moment, da soe mir Sozialisten: Grad elo muss Europa Alternative bidden!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann am Kader vun dëser wichteger aussepolitescher Debatt net op all Problemer agoen, déi onsen Ausseminister gëschter ugeschwat huet. Mä selbstverständlech sti mir als LSAP zu honnert Prozent hannert den Aussoe vum Jean Asselborn, sief dat bei deem wichtegen Thema vum Fridden am Mëttleren an am Noen Osten en général an en particulier der Zweestateléisung am Israel-Palästina-Konflikt an de Relatioune mat der Ukrain wéi och mat Russland. Och deele mer dem Minister seng Positioun vis-à-vis vun der Türkei, grad wéi och seng Iwwerleeungen, wat eng eventuell EU-Erweiderung a Richtung Westbalkan ugeet.

Fir d'LSAP ass d'Aussepolitik e permanente Prozess, fir am Dialog de Fridden ze ënnerstëtzen a fir mat de Partner um multilaterale Plang d'Demokratien ze schützen an ze stäerken an d'Mënscherechter ëmmer ganz uewen op der Agenda stoen ze hunn.

Mir als Sozialiste sinn houfreg, dass ons Lëtzebuerger Aussepolitik dëse Virstellunge gerecht gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Angel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi 1957 d'europäesch Aventure ugaangen ass, du war vill Opbrochstëmmung, vill Hoffnung, vill Dynamik ze verspieren, och wann déi Gebuert deemools net liicht war. Sécher muss een d'Ënnerzeechnung vun den europäesche Verträg an den historesche Kontext vun deemools setzen. D'Gespenst vum Zweete Weltkrich war nach net aus de Käpp an den Ost-West-Konflikt huet sech schonn ëmmer méi um Horizont bemierkbar gemaach.

Et war awer virun allem de gemeinsame Wëllen, fir datt keng Bomme méi sollen op den Territoire vun Europa falen. An trotz de schwieregen Zäiten iwwer all déi Jorzéngten huet Europa et awer fäerdegbruecht, 28 Memberstaten a seng Struktur eranzekréien. Et ass ouni Zweifel eng enorm Leeschtung, déi an der Mënschheet, kann ee scho bal soen, hiresgläiche sicht. Jiddefalls, d'Visioune vun engem William Penn, vun engem Victor Hugo, vun engem Richard Coudenhove-Kalergi a virun allem natierlech vum Jean Monnet a vum Robert Schuman goufen tatsächlech Realitéit.

An haut, 61 Joer no der Grënnung vun der Europäescher Unioun, wou steet d'europäesch Gemeinschaft elo? Eppes ass kloer: Westlech Idealer wéi Toleranz, wéi Fräiheet oder wéi fräi Maartwirtschaft hunn u Stäerkt verluer. A grad dat muss eis u sech animéieren, fir elo just nach méi Europa ze wëllen. Méi Europa heescht net Souveränitéitsverloscht, mä méi Europa heescht mat Sécherheet Souveränitéit och wannen.

D'Rechtsstaatlechkeet ass natierlech eng vun de Grondviraussetzunge fir eng gutt fonctionnéierend EU. Dat muss verschidde rechtspopulistesch Regierunge vläicht elo méi oft rappeléiert ginn. An ech denken do un éischter Linn elo zum Beispill u Polen.

An duerfir ass et och ze begréissen, datt d'Europäesch Kommissioun a leschter Zäit ëmmer méi eng kloer Sprooch benotzt an zwar och op eng Waff zréckgräift, déi bis elo nach ni gebraucht ginn ass. Ech schwätzen hei vum Artikel 7 vum EU-Vertrag, wou jo theoretesch Polen da kéint d'Stëmmrecht entzu kréien. Dat wier natierlech e weidere Rëss am Haus vun der EU. Mä leider schéngt och Warschau de Moment keng aner Sprooch ze verstoen.

Virun allem den 23. Juni 2016 war ouni Zweifel den Héichpunkt vum aktuellen Déifpunkt. Groussbritannien, iwwregens d'Mamm vum Liberalismus, hat jo decidéiert, der EU de Réck ze kéieren. E Schock fir Europa, eng mëttel Katastroph muss een ouni Zweifel hei soen. Zënterhier beschäftegt eis de Brexit jo all Dag. De 15. Dezember 2017 hat den Europäesche Conseil jo d'Marschroute festgesat, wéi den definitiven Austrëtt vu Groussbritannien soll ausgesinn, an zwar bis den 30. Mäerz 2019, also a gutt engem Joer soll dann déi definitiv Scheedung gesprach sinn.

Eppes mussen op alle Fall déi 27 Memberstaten de Britten de Moment kloermaachen: Hire Vertragsbroch ass kee Kavaléiersdelikt an hir Obligatiounen, virun allem finanzieller Natur, mussen agehale ginn an och à la lettre respektéiert ginn.

D'Kommissioun versicht jo, op anere Plaze Groussbritannien ënner Drock ze setzen. Ech wëll hei zum Beispill drop hiweisen, datt jo decidéiert ginn ass, kenger englescher Stad méi den Titel vun enger europäescher Kulturhaaptstad ze verginn. Dat kann een elo als e klenge Fait divers gesinn, mä et huet awer zu ganz vill Onrou an England gefouert.

Dann huet d'Kommissioun jo och elo kierzlech e Verfahre géint Groussbritannien ageleet wéinst engem Douanessträit. Och do muss een drop hiweisen, datt d'Kinnekräich u sech nach zwou Milliarden der Europäescher Unioun ze iwwerweisen huet. An zwar kréien d'Britte jo en Zollbedruch mat Wueren, mat importéierte Wuere virgeworf. Duerch schwaach Kontrollen, déi vun den Englänner gemaach goufen, si jiddefalls an de Joren 2011 bis 2017 ëmmerhin 2,7 Milliarden Zolltaxe vun de Bedréier agespuert ginn.

A wann ee bedenkt, datt Groussbritannien sech elo uginn huet, fir sech nom Brexit als de Kontroller vun den importéierte Wueren an d'Europäesch Unioun hierzeginn, da muss ee sech allerdéngs d'Fro stellen, ob si nach dat néidegt Vertrauen hunn, fir esou eng Fonctioun kënne spéider auszeféieren.

Wann d'Madamm Theresa May de leschten 2. Mäerz an hirer Ried virum House of Commons gesot huet: „No benefits without obligations", da stëmmt dat, jo! Mä et stëmmt awer fir d'Éischt emol un éischter Linn fir d'Britten! Jiddefalls, an hirer Ried huet ee keng Architektur erkannt an och keen akzeptabelt Konzept.

De Britten hir Virstellung, den Zougang elo zum europäesche Bannemaart ze kréien, ouni mussen Oplagen ze respektéieren, kann natierlech och vun deenen anere 27 Memberstaten esou net ugeholl ginn. A beim nächsten EU-Sommet, deen elo Enn Mäerz ass, muss an där doter Fro jiddefalls Kloertext geschwat ginn.

Et ka jiddefalls net sinn, datt en Netmemberstat, deen net déiselwecht Verflichtungen erfëllt wéi e Memberstat, och nach déiselwecht Rechter da kritt wéi Staten, déi de Moment an der Unioun sinn, also keen „cherry picking“. Dat dierft natierlech och fir d'Britten net esou einfach sinn.

De Finanzsecteur a Groussbritannien huet natierlech och festgestallt, datt an hirem Geschäftsmodell elo eng Rei Saachen ännere wäerten, wéi zum Beispill dPrivilegien, déi se iwwert de Wee vum Europass kruten. Si sichen also no Alternativen. An eng vun den Alternativen ass ouni Zweifel Lëtzebuerg. Lëtzebuerg ass en Deel vun der Léisung, kann ee soen.

Mat der FinTech hu sech eng Rei Akteure schonns bei eis niddergelooss. Am Beräich vun der Gestion de fortune kommen nei Banken op Lëtzebuerg. An datselwecht gëllt iwwregens och fir den Assurancësecteur. Och eis Fongenindustrie wäert duerch de Brexit verstäerkt ginn. Zesumme kann een dee Moment also scho vun enge puer Dose Firme schwätzen.

London, an do soll ee sech jo och kengen Illusiounen higinn, wäert natierlech och an Zukunft eng féierend Plaz um Niveau vun de Finanzzenteren an der Welt bleiwen. Duerfir ass et och wichteg, datt mer och nom Brexit awer nach e konstruktiven Dialog mat London féieren. D'Lëtzebuerger Positioun an där ganzer Problematik, déi jo scho méi wéi eemol kloer vum Finanzminister Pierre Gramegna ënnerstrach ginn ass: Mir hu Brécke mat Groussbritannien gebaut a mir wëllen déi Brécken och behalen.

An awer muss natierlech de Britten och klorgemaach ginn, datt si als Drëttland natierlech net méi d'Recht awer hunn, an EU-Institutiounen, Agenturen oder Kierperschaften deelzehuelen. Mir sinn hei net an engem Wonschconcert, an och d'Madamm May muss wëssen, datt net onbedéngt ëmmer déi Placke gespillt ginn, déi si wëllt opleeën.

Fir eis als Demokratesch Partei sinn awer och d'Rechter vun de Bierger ganz wichteg. Mir sinn der Meenung, datt déi Leit, déi no der Iwwergangsphas, also no Mäerz 2019, a Groussbritannien kommen, jiddefalls d'selwecht behandelt gi musse wéi déi, déi virum Mäerz 2019 dohinnerginn.

Ee Knackpunkt an där ganzer Problematik wäert natierlech de Sujet Nordirland sinn. Fir eis ass et kloer, datt d'Karfreideg-Ofkommes vum 10. Abrëll 1998, also och „Good Friday Agreement“ genannt, net a Fro gestallt däerf ginn. Dat wäerten natierlech keng einfach Diskussioune ginn, well d'Madamm Arlene Foster, d'Cheffin vun der DUP, huet jo schonn ugekënnegt, datt si d'Propose vum Här Michel Barnier net esou wëllt akzeptéieren.

Nom Brexit wäert allerdéngs Groussbritannien keen Drëttstat wéi all déi aner sinn. Ech denken hei natierlech un éischter Linn un d'Sécherheetspolitik, well do muss Groussbritannien ouni Zweifel och an Zukunft e wichtege Partner bleiwen. Rassurant waren ouni Zweifel awer do d'Aussoen an deem Kontext och vum brittesche Permanent Under-Secretary, dem Sir Simon McDonald, dee jo dann d'lescht Woch hei war an deen awer och ze verstoe ginn huet, datt Groussbritannien sech wäert an deem Punkt do elo net direkt an d'Aerm vun den Amerikaner geheien.

Mir Europäer däerfen, wéi gesot, de geopoliteschen Afloss vun de Britten net ënnerschätzen, wann eng Entfriemung tëschent Groussbritannien an der EU géif entstoen, well mat Sécherheet Russland an och China dat natierlech géif arrangéieren.

Ech wëll och hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt et wichteg fir d'Zukunft ass, datt och d'Chamber hei an de Brexit-Prozess matagebonne gëtt, enk matagebonne gëtt. Dat ass och bis dato de Fall an dat muss och an Zukunft esou bleiwen. D'Transparenz ass ouni Zweifel wichteg. Hei stinn Interesse vun Europa um Spill. Mä hei stinn awer och Interesse vun eisem Land um Spill.

Enger Etüd vun der Beroderfirma Oliver Wyman an der Wirtschaftskanzlei Clifford Chance no entsti fir d'Entreprisë bei de 27 Memberstate Käschte vu 37 Milliarden Euro a fir déi englesch Entreprisen 32 Milliarden. An dobäi sinn da Facteure wéi d'Migratioun oder Präisännerungen net consideréiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kommen also leider keng einfach Deeg op d'Europäesch Unioun zou. Et gëtt natierlech de Moment eng Rei vun Defaillancen um Niveau vun Europa. Um politeschen Niveau, an do si mer eis alleguerten eens, besteet natierlech Handlungsbedarf. Bei de Relatioune mat Drëttlänner oder bei Froen ëm Krich a Fridde gëtt dacks iwwerhaapt keng eenheetlech Decisioun geholl. D'EU-Aussepolitik ass ouni Zweifel och ausbaufäeg. Déi responsabel EU-Beoptragt fir Aussen- a Sécherheetspolitik, d'Madamm Federica Mogherini, ass zwar aktiv a gëtt sech ganz vill Méi, ass awer op anere Plazen oft net präsent. Ech denken zum Beispill u Minsk am Joer 2015, wou d'EU offiziell net vertruede war.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et gëllt natierlech och de Moment eng Rei vu Verträg ze iwwerschaffen. Wat awer d'Erweiderung ubelaangt, do si mer als Demokratesch Partei der Meenung, datt elo emol sollt eng Paus gemaach ginn. Fir d'Éischt sollen emol déi intern Problemer geléist ginn. An et musse sech och effizient Regele gi ginn, wéi een d'Grondrechter an der Europäescher Unioun an Zukunft nach besser ka garantéieren. Dat, ouni datt Länner wéi Polen oder Ungarn se erëm kënnen a Fro stellen.

Scho bal penibel ass awer och de Sträit tëschent EU-Memberstaten. An ech denken hei an éischter Linn u Slowenien a Kroatien, wou dee Sträit elo erëm leider en Héichpunkt erlieft huet, andeems Slowenien Kroatien virun den Europäesche Geriichtshaff zitéiert huet, an dat wéinst dem Zougang zum Mier a wéinst der Bucht vu Piran. Bon, dee Konflikt ass net nei, mä huet allerdéngs elo eng nei Dimensioun kritt.

A wann ee bedenkt, datt awer och nach aner Balkanstaten esou Grenzproblemer hunn, da kann ee sech jo drop astellen, datt d'Bäitrëttsverhandlunge mat Sécherheet net wäerte méi einfach ginn. An dowéinst wier et och gutt, wann d'Kommissioun deene Länner emol géif bäibréngen, datt se och emol sollen hir intern Problemer an deem Sënn léisen.

Wa mer scho bei de sechs Balkanlänner sinn - Serbien, Albanien, Kosovo, Montenegro, Bosnien-Herzegowina, Mazedonien -, da soll een de Moment fir eng gewëssen Unnäherung antrieden, allerdéngs ouni datt déi State géifen an d'EU-Institutiounen opgeholl ginn.

Allerdéngs muss ee jo och hei ënnersträichen, datt souwuel Serbien wéi och Montenegro vun der Europäescher Kommissioun schonn een Datum affichéiert kruten, wéini datt eng eventuell Bäitrëttsronn kéint ofgeschloss ginn. Dat ass d'Joer 2025. Et däerf ee jo och net vergiessen, datt d'EU de Moment scho ganz vill a Serbien investéiert. Ech erënneren drun, datt zum Beispill vun 2014 bis d'Joer 2020 ronn 1,5 Milliarde sollen a Klinicken, Schoulen oder Stroossen do investéiert ginn.

Dann ass et awer grad bedauerlech, wann ee feststellt, datt an esou engem Land d'EU-Skepsis amgaangen ass, ze wuessen, virun allem bei deene Jonken. Dat mécht engem natierlech awer Suergen. An et ass engersäits natierlech d'Kosovo-Fro, déi den Integratiounsprozess vu Serbien behënnert. Mä op där anerer Säit ass et awer och esou, datt Serbien sech selwer nach e bëssen als natierleche Verbündete vu Russland gesäit, virun allem well se eben och slawesch Wuerzelen hunn an och deelweis eng gemeinsam Kultur.

Mä d'Europäesch Unioun hätt awer ouni Zweifel och ureegen Interessen, fir weider um Balkan aktiv ze sinn. Mir spieren zwar, datt Russland doriwwer net ganz frou ass, well Russland huet och seng medial Präsenz, ganz besonnesch a Serbien, verstäerkt. A Serbien hëlt natierlech engersäits un NATO-Manöver deel, op där anerer Säit allerdéngs hu se, wéi gesot, net déi schlechtste Relatioune mat Moskau.

Allerdéngs sinn och aner Staten, an ech denken hei virun allem u Bosnien-Herzegowina, nach, et kann ee bal soen, Liichtjoren ewech vun engem Bäitrëtt. An awer, wéi gesot, ass dat kee Grond fir d'Europäesch Unioun, fir sech aus deem Raum zréckzezéien, well wa mir eis zréckzéien, da sti schonn anerer prett, fir an deem Raum do ganz aktiv ze ginn. An nieft Russland ass dat ouni Zweifel d'Türkei, China an och schonn eenzel Golfstaten. Wat kommend Sanktiounen an der EU ubelaangt, esou si mir der Meenung, datt an Zukunft do éischter soll eng qualifizéiert Majoritéit virgesi ginn an datt d'Eestëmmegkeet dee Moment dann och soll ofgeschaaft ginn.

Zur Türkei: Ech mengen, dat ass e Land, iwwert dat mer leider déi lescht Joren intensiv hu missen diskutéieren, meeschtens a kenge gudden Termen. Do ass et fir eis evident, datt eng Türkei de Moment näischt an enger Europäescher Unioun verluer huet.

Ech wëll iwwregens och drun erënneren, datt laut der Ratingagentur Moody's d'Kredittcapacitéit vun der Türkei enorm erofgaangen ass déi lescht Zäit. Och dat ass jo dann en zousätzlecht Argument, wat net onbedéngt fir e Bäitrëtt géif schwätzen. An d'Türkei gëtt de Moment op den Niveau gesat vu Länner wéi Kroatien respektiv och Costa Rica. Dat heescht, de Risiko, datt auslännesch Investisseuren an dat Land ginn, gëtt ëmmer méi kleng. An d'Inflatioun läit de Moment och bei iwwer 10%. Wat dat alles fir d'Zukunft bedeite kann, kann ee sech jo dee Moment och liicht virstellen.

Aus enger Reform vun der Eurozon gëtt de Moment jo virleefeg och näischt. Et schéngt jo, wéi wa Frankräich an Däitschland do net géifen op enger Linn leien. Onofhängeg vun der aktueller, temporärer - loosse mer soen - Dissonanz an deem Punkt, zumindest tëschent Paräis a Berlin, si mer allerdéngs der Meenung, datt et ganz wichteg ass, datt déi zwee Länner och an Zukunft staark mateneen harmonéieren. An ech mengen, datt den Emmanuel Macron an och d'Angela Merkel Garante sinn, fir sech jiddefalls mat aller Kraaft och fir d'Zukunft vun engem gëeenegten Europa anzesetzen.

An den Här Ausseminister huet och gëschter zu Recht gesot, hie géif hoffen, datt den däitsch-franséische Motor geschwënn nees géif usprangen. Och dat gesi mir d'selwecht, mä leider sinn de Moment net vill EU-Memberstaten op där Schinn. Vill hale sech do bedeckt, anerer trieden éischter fir e Réckgang an den Entwécklungen an.

E Wuert awer och nach zu engem Konflikt, deen eis och net ka kalloossen, deen zwar de Moment vläicht net méi an der éischter Aktualitéit ass. Ech schwätze vu Spuenien, Katalounien. Deen Dag, wou Katalounien géif onofhängeg ginn, wier et kloer, datt se net méi kéinten an der Europäescher Unioun bleiwen. Ech mengen, dat ass en Aspekt, dee vläicht munchmol vergiess ginn ass vu Separatisten, well nach ëmmer eng Eenegkeet muss bestoe bei engem Vott, ob e Land kann austrieden oder opgeholl ginn. A mat Sécherheet géif Spuenien dat de Moment net guttheeschen. Jiddefalls huet d'Europäesch Unioun och keng Méiglechkeeten, do ze intervenéieren, se huet sech reservéiert verhalen. An ech fannen, dat ass och déi richteg Approche gewiescht. A constitutionnelle Froen ass nach ëmmer deen eenzelne Memberstat derfir responsabel.

D'EU huet also Ursaach genuch, sech aus deem Zwist do erauszehalen. Mir wësse jo och, wat u sech do kéinten d'Konsequenze sinn. Ech wëll allerdéngs hei ënnersträichen, datt awer och d'Regierung Rajoy sech net onbedéngt glécklech an der ganzer Affär verhalen huet, well se eiser Meenung no ze vill fréi do awer Gewalt agesat hat.

Bei alle schwierege Froen, déi d'Europäesch Unioun de Moment belaaschten, soll een awer och vläicht op verschidde positiv Punkten hiweisen. Ech mengen, mir als Politiker sollen awer net nëmme Schwaarzmolerei bedreiwen, och wann et schwéier ass, d'Realitéit heiandso e bësselchen aneschters duerzestellen. Mä et soll een awer och heiansdo déi positiv Säiten ënnersträichen.

Ech denken zum Beispill un de wirtschaftleche Volet, deen de Moment an Europa gutt fonctionnéiert. Ech denken un d'Kompetenzen, déi kloer verdeelt sinn. Ech denken awer och un d'Zesummenaarbecht tëschent Kommissioun a Parlament, déi kéint besser sinn, mä déi awer och relativ gutt ass. Et ginn awer och eng Rei gemeinsam Positioune bezunn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte 4. Mäerz ware jo an Italien Wahlen. Dat ass näischt Neies, dat si mer gewinnt, do ass dat jo regelméisseg de Fall. Wa mer allerdéngs d'Resultater analyséieren, da stelle mer fest, datt do u sech eng weider Etapp geschriwwe gouf a Richtung manner EU. Datt all Zweeten - all Zweeten! - an deem sympathesche Land sech infizéiere gelooss huet vun den, jo, rechtsradikalen - kann ee soen - Positioune vun engem Mouvement respektiv d'Stäre vun engem fréiere Komiker ugehimmelt huet, och dat léisst natierlech déif blécken. An eng nei Regierung wäert natierlech och elo esou bal net stoen. Neiwahle si souguer och vläicht net ausgeschloss.

Mä bedenklech ass et awer, wann et dann och nach Länner an der Unioun ginn, déi ganz kloer an däitlech soen, datt se frou sinn iwwert dat Resultat. An ech wëll hei de Justizminister aus Ungarn, de László Trócsányi, aus engem Interview aus dem „Figaro“ vum leschten 9. Mäerz zitéieren, deen da gesot huet, haaptsächlech am Kontext mat der Migratioun: «(…) le possible changement de la position italienne est clairement de nature à rapprocher les points de vue de notre groupe et ceux de l'Italie.» Na ja…

Zënter 2005, no den zwee Referenden, wou Frankräich an Holland sech géint eng europäesch Constitutioun ausgeschwat haten, hu mer ëmmer méi Problemer an der Europäescher Unioun. An d'Kaart vun den däischtere bis bronge Flecken an der Unioun ass zënterhier ëmmer méi grouss ginn. Polen, Ungarn oder Éisträich si gutt Beispiller, mä leider och eng sougenannte Musterdemokratie wéi Däitschland gëtt net méi dovu verschount. A wann ee bedenkt, datt eng Partei wéi d'AfD - bon Partei, jo, ass et eng Partei? - 14% kritt huet, dat léisst déif blécken. A si erënnere munchmol an hiren Aussoen un d'1930er Joren. D'Konsequenzen dovunner si jo bekannt.

Och wann déi politesch Konstellatioun vun där neier Regierung eis als DP vläicht net onbedéngt schrecklech gefält, esou si mer awer frou, datt endlech no 170 Deeg, an haut op den Dag genee, Däitschland eng nei Regierung kritt huet. Wann dat net de Fall gewiescht wier an et hätte missen Neiwahle kommen, da wier dat net nëmmen eng Katastroph fir Däitschland gewiescht, mä mat Sécherheet hätt dat och ganz grav Konsequenze fir Europa mat sech bruecht.

D'Fro muss also gestallt ginn: Wat leeft dann elo schif an Europa? Wat sinn dann d'Ursaachen, datt Destabiliséierungsversich do sinn, fir dat Haus Europa an d'Wackelen ze bréngen?

Eng vun den Haaptursaachen, an och dat muss een hei esou kloer soen, ass natierlech d'Flüchtlingsproblematik. Ëmmer méi Leit hunn Angscht virun Iwwerfriemung an hirem eegene Land a sinn och net méi bereet, Konzessiounen ze maachen, och bei eis. Och dat soll een net ignoréieren. Och wa mir hei an der Politik dat gréisstendeels anescht gesinn, d'Realitéit schwätzt trotzdeem eng kloer Sprooch. Dat soll net heeschen, datt an Zukunft keng Diere méi solle fir Flüchtlingen opgemaach ginn, neen. Mä mir mussen eis awer och eens sinn, datt mer, besonnesch wat d'Integratioun ugeet, nach aner Moossstäb musse setzen an och zousätzlech Efforte musse maachen.

Deen Opruff gëllt natierlech an éischter Linn am mannste wahrscheinlech fir eist Land. Ech mengen, wat d'Flüchtlingsproblematik ubelaangt, ech soen net, datt mer Musterschüler sinn, mä do hu mer mat Sécherheet eng ganz korrekt an eng ganz anstänneg Aarbecht gemaach. Mä ech denken awer erëm eng Kéier un e Land wéi Polen. An et ass schwéier ze verstoen, datt grad esou e Land, wat eng extrem beweegten historesch Vergaangenheet huet, sech elo géint d'Opnam vu Flüchtlingen ausschwätzt. Wann ee bedenkt, datt Polen jo awer all Joers méi wéi en Zweemilliardebetrag aus dem EU-Dëppe fir strukturschwaach Regiounen a seng Landwirtschaft kritt, dann, mengen ech alt, misst och op där anerer Säit e gewëssenen Effort do sinn, fir ze hëllefen, d'Problemer vun der Europäescher Unioun ze léisen.

Jiddefalls, eenzel Länner, an ech denken un Däitschland, Holland a Schweden, si jo der Meenung, datt am neien EU-Finanzkader, dee jo am Joer 2021 uleeft, d'Suen aus de Kohäsiounsfongen och sollen u gewësse Konditioune gebonne ginn, ënner anerem zum Beispill d'Opnam vu Flüchtlingen. Solidaritéit ass ebe keng Sakgaass. A wann net nach zousätzlech Rëss sollen am Haus EU entstoen, da musse mer eis jiddefalls op deem Punkt do nach vill méi gemeinsam an Zukunft duerstellen.

Zënter Jore gëtt net nëmmen Europa, mä, et kann ee soen, e gudden Deel vun der Welt jo duerch d'Migratiounspolitik staark beaflosst. No dem Ofkommes mat der Türkei, wou natierlech de Flux vun de Migranten an eis Regiounen ofgeholl huet, versichen déi betraffe Leit elo allerdéngs, dat op eng aner illegal Manéier ze maachen, virun allem iwwert de Loftwee, fir de Kontrollen op der Balkanroute aus de Féiss ze goen. Vill fléien elo an en anert Land a kommen dann zum Beispill iwwert déi gréng Grenz an Däitschland. Dat bréngt da mat sech, datt och am Schengenespace Griichenland elo praktesch scho viru Polen als Haaptdepartland ugesi gëtt. Dowéinst ginn dann och elo an Däitschland zousätzlech Kontrolle gemaach.

Een anere Problem ass, datt zënter dem September 2017 ënner anerem Inder, Iraner a Chineesen ouni Visa a Serbien areese kënnen. Duerfir géif dann eben och d'Méiglechkeet bestoen, datt Syrer, Afghanen oder Iraker mat gefälschte Pabeieren a Serbien areesen. Sollt dat de Fall sinn - ech beruffe mech, wéi gesot, hei op Presseaussoen -, da missten awer mat Sécherheet nach verschäerfte Kontrolle gemaach ginn. Eppes ass ganz kloer: Ech mengen, mir mussen d'Aarbecht vun de Schlepper an Zukunft nach vill méi staark bekämpfen. Dat ass moralesch einfach net vertrietbar.

Nom Zerfall vum Gaddafi-Regimm besteet dat Land (veuillez lire: Libyen) jo u sech nach just aus engem Territoire, kann ee jo soen, ouni eng gutt fonctionnéierend Verwaltung; dorobber si mer scho méi wéi eemol higewise ginn. Et ass natierlech ganz bedauerlech, well et u sech e Land ass mat ganz vill Potenzial. Dat bréngt natierlech dann och mat sech, datt vill aner Länner sech do ëmmer méi engagéieren. Ech denken un Ägypten, ech denken awer och un Italien. D'Flüchtlingssituatioun ass do ganz dramatesch. An den Här Ausseminister weess dat vill besser, hie war jo elo kierzlech doënnen.

Wann een do Biller gesinn huet an och gesot kritt, ënner wat fir enge Konditiounen do Leit et mussen a Lageren aushalen, dann ass dat net méi vertrietbar. Bon, et weess ee jo, datt Libyen nëmme Flüchtlingen aus siwe Länner ophélt. Dat bréngt et da mat sech, datt déi aner Flüchtlingen erëm an aner Länner zréckginn, ënner anerem den Niger an och den Tschad, wat jo schonn extrem ass. Dat si mat déi zwee ärmste Länner vun der Welt, déi awer bereet sinn, Flüchtlinge bei sech opzehuelen.

Algerien huet sech och elo zu Wuert gemellt an och ugebueden, sech verstäerkt géint déi illegal Migratioun anzesetzen. Ech mengen, dat ass eppes, wat mer nëmme kënne begréissen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, zënter dem Mäerz 2011 - leider „feiere" mer jo elo, feieren tëschent Guillemeten, de 7. Joresdag - besteet dee grausame Biergerkrich a Syrien. Ee Krich, deen zënterhier och d'Welt an Otem hält, an trotz villen Initiative konnt do nach kee Fridde geschloss ginn.

An dat muss een och leider esou soen hei: E Krich, op deem awer d'Gefor vun engem weltwäite Konflikt ouni Zweifel läit; e Konflikt, dee bis elo 400.000 Doudeger gefuerdert huet mat ongefeier 5,5 Milliounе Flüchtlingen. Och mir kréien dat hei zu Lëtzebuerg ze spieren. Net manner wéi 325 DPlen aus deem Land koumen 2017 op Lëtzebuerg. Dat ware 15,5% vun alle Refugiéen, déi d'lescht Joer bei eis koumen.

An dann huet dëse Krich jo och nach eng aner Dimensioun an zwar d'Optauche vum IS a virun allem awer och d'Türken, déi d'Kurden um syresche Gebitt bekämpfen. Neien Héichpunkt, an dat ass de Mëtteg jo och schonn hei e puermol ënnerstrach ginn, ass natierlech d'Schluecht ëm d'Enklav an d'Oas Ost-Ghuta, wou jo zënter 2013 iwwer 400.000 Leit agekesselt sinn. Bannent zéng Deeg si jo do mindestens 1.000 Leit ëmkomm.

Humanitär Hëllef, dat hu mer alleguer matkritt, ass praktesch onméiglech. Et gëtt souguer op Convoie geschoss, eppes, wat inakzeptabel ass. An den Assad-Regimm huet elo souguer och Gëftgas agesat. Jiddefalls, dee vum UN-Sécherheetsrot gefuerderte Waffestëllstand bleift bis elo eng Illusioun. Wie sinn erëm eng Kéier déi grouss Verléierer? Virun allem natierlech an éischter Linn d'Kanner. Dee ganze Konflikt ass natierlech e Minnefeld an et ass leider net auszeschléissen, datt sech dorauser souguer een neie Weltkrich kéint entwéckelen.

Jiddefalls, eppes ass elo scho sécher: Den Assad wäert zu Damaskus um Rudder bleiwen, well e vu Russland ënnerstëtzt gëtt. An der östlecher Halschent vu Syrien hu sech d'Kurde jo mat Hëllef vun den USA an der NATO etabléiert, dat entgéint den Interesse vun der Türkei. An de Rôle vum Erdoğan-Regimm op deem Gebitt, jiddefalls an deene leschte Wochen a Méint, ass net méi tolerabel. Effektiv däerf ee jo awer net vergiessen, datt déi syresch kurdesch Milize jo awer mat den Amerikaner zesumme géint den IS gekämpft hunn. An am Oktober 2017 konnte jo d'Daesh bei Raqqa zerstéiert ginn.

Déi türkesch Offensiv „Olivenzweig", déi jo den 20. Januar am Kanton Afrin ugefaange ginn ass, huet jiddefalls ganz problematesch Auswuesser kritt. An Ankara huet jo elo och ugekënnegt, eng Pufferzon vun 30 km laanscht d'syresch Grenz ze etabléieren. An den Erdoğan huet och esouguer gedreet, eng Offensiv bis op Manbij ze maachen. Wat dat am schlëmmste Fall ka bedeiten, dat kann ee sech elo scho virstellen. Eppes ass kloer: Duerch déi dote ganz Entwécklung ass de Kampf géint den IS ouni Zweifel méi schwaach ginn. An ech verweisen an dësem Kontext och op eis Motioun, déi selbstverständlech och vun der DP hei matgedroe gëtt.

Eng gréisser Gefor lauert natierlech de Moment och an Israel. Israel huet sech bis elo relativ bedeckt gehalen an deem ganze Konflikt. Allerdéngs, wann den Iran an d'Hisbollah géifen a Richtung Golan goen, da géif déi Situatioun mat Sécherheet och änneren.

Wa mer scho bei Israel sinn, kënnt een natierlech net derlaanscht, och e Wuert iwwert den israelesch-palästinensesche Konflikt ze verléieren, wou den Här Ausseminister gëschter jo erëm eng Kéier kloer Wierder fonnt huet. Mir kënnen eis der Fuerderung uschléissen, datt eng Zweestateléisung de Konflikt mat Sécherheet kéint zumindest staark entschäerfen.

Mir bedaueren dann och, verwerfen och, kann ee soen, dat unilateraalt Virgoe vun den USA, wat d'Unerkennung vu Jerusalem als Haaptstad vun Israel ubelaangt. Dat wäert mat Sécherheet de Konflikt nach weider unheizen an dat ass mat Sécherheet ganz schlecht.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wa mer USA soen, da si mer och ganz séier bei hirem President, deen zënter dem 20. Januar 2017 Donald Trump heescht. Bon, zënterhier ass d'Welt op ville Pläng gerëselt ginn. Et muss ee sech un de Politstil vun deem Här do winnen, deen ongewinnt ass, deen oft ongehuwwelt ass. Jiddefalls, dat grousst humaant Denken, wat säi Virgänger mat sech bruecht huet, dat sicht een hei wéi déi berüümten Nol am Heekoup. A säi Motto „America first" ass nach ëmmer säi Leitbild an an de leschten Deeg hu mer eis jo dovun och erëm eng Kéier leider mussen iwwerzeegen.

De 17. Juni 1930 hat d'USA dee sougenanntene Smoot-Hawley Tariff Act beschloss. Wat war dat? Ma dat ware ganz einfach Douanestaxen, déi dee Moment op 20.000 importéiert Wueren agefouert gi sinn. Dat, wat den Här Trump also elo mécht, ass näischt Neits. Allerdéngs muss ee wëssen, datt deemools den amerikanesche President, den Herbert Hoover, u sech entscheedend dergéint war. En huet allerdéngs missen där Pressioun noginn, mat de Konsequenzen, déi mer kennen.

Op där enger Säit si sougenannte Vergeltungsmoossnamen um europäesche Maart geholl ginn an op där anerer Säit, an dat ass dat, wat schlëmm ass a wat elo haut nach vläicht ënnerschat ginn ass, huet et dozou bäigedroen, datt déi grouss Depressioun deemools nach verlängert ginn ass an datt de Faschismus an Italien an an Däitschland konnt nach méi grouss ginn.

Och do sollt den Här Trump sech vläicht bewosst sinn, wat en hei kann uriichten, an e sollt vläicht dann eng Kéier an d'Geschichtsbicher kucke goen, wat duerch déi dote Politik entstoe kann. Jiddefalls ass et méi wéi ze bedaueren, datt elo d'Rad ëm 88 Joer hei zréckgedréit gouf.

Well no där schlechter Erfahrung ass jo nom Zweete Weltkrich dunn eng Handelsuerdnung opgebaut ginn. Fir d'Éischt war dat de GATT, duerno ass dat dunn 1995 d'WTO ginn. A mat senge Moossnamen, wéi gesot 25% op Importer vu Stol an 10% op importéierten Aluminium, wäert e wahrscheinlech elo leider riskéieren, en neien Handelskrich ze declenchéieren. En huet jo och elo schonn d'Autoconstructeuren am Viséier.

An elo ass d'Fro natierlech: Wéi soll op europäeschem Niveau reagéiert ginn? Nom reliéise Motto: Auge um Auge, Zahn um Zahn? Oder mat Diplomatie an Dialog? Insofern dat iwwerhaapt mat engem Här Trump nach méiglech ass.

Eppes ass kloer: An der EU kann een am Moment net ëmmer esou eng ganz eenheetlech Linn erkennen. Direkt op d'Tromm geschloen hat jo de Kommissiounspresident, deen du gesot huet, dem Här Trump seng Douanespläng wieren domm, also missten och d'Europäer domm sinn. Bon, iwwer esou Adjektiver kann ee jo gedeelter Meenung an der Politik sinn. Fir mech perséinlech ass dat net onbedéngt e Sproochgebrauch, dessen ee sech sollt bemächtegen.

D'Angela Merkel, wat jo net onbedéngt menge politesche Virstellungen entsprécht, huet allerdéngs do schonn eng, fannen ech, wesentlech besser Sprooch geschwat an huet och gesot: „Mir musse fir d'Éischt emol versichen, en Handelskrich ze evitéieren." Och déi däitsch Wirtschaft huet iwwregens op déi Schinn gesat, datt een och soll emol geziilt méi Drock innerhalb vun den USA selwer maachen. Et ass och elo virgesinn, fir eng eenheetlech Klo da bei der WTO ze maachen. Awéifern datt dat Erfolleg huet, muss een emol ofwaarden.

D'Madamm Malmström, wéi gesot, huet dann elo den Optrag kritt, Gespréicher ze féieren. Da loosse mer elo emol ofwaarden, wat déi nächst Deeg wäerte bréngen!

Och d'Chineesen an d'Japaner sinn iwwregens alles aneschters wéi frou iwwert déi Entwécklung. A souguer an den eegene Reie vum Här Trump mécht sech awer elo glécklecherweis e gewëssene Widderstand bemierkbar. Ech wëll hei zum Beispill de President vum US-Representantenhaus ernimmen, den Här Paul Ryan, dee sech ganz kloer dergéint ausgeschwat huet. Wat iwwregens och e Republikaner ass.

Schaarf Téin kommen iwwregens och vum Här Mario Draghi. An da muss een awer och nach virun enger Dereguléierung vum Finanzsecteur warnen. Well och dat ass elo e bëssen ënnergaangen. Mä den US-Senat huet d'lescht Woch zum Beispill decidéiert, och eng deementspriechend Debatt ze féieren. A mir hate jo scho virun zéng bis zwielef Joer, virun der Finanzkris vun 2008, esou Diskussiounen. A wann de Protektionismus, wéi gesot, deen deemools scho bedriwwe ginn ass, sech elo nach weider entfaalt, da wësse mer jo, datt dat grouss Risike fir d'Weltwirtschaftspolitik wäert duerstellen.

Eppes ass kloer: De Problem läit mat Sécherheet net bei eis an Europa. Spéitstens - an ee vu menge Virriedner huet dat schonn hei ënnerstrach - no dëser éischter Etapp a Richtung Handelskrich mussen d'Géigner vum CETA effektiv kloer erkennen, datt hire gutt gemengten Asaz géint esou en Handelsofkommes awer sollt emol nach eng Kéier iwwerluecht ginn an datt se awer de Sënn agesi vu sougenannten Handelsofkommessen, déi awer och eng gewësse Barrière duerstellen, fir datt de Protektionismus sech net kann esou entfalen. Duerfir wëll ech all deene Leit vläicht awer de Message mat op de Wee ginn, sech an Zukunft e bësse méi mat der Saach am Fong auserneenzesetzen, ier een direkt op d'Strooss leeft.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, e Liichtbléck gëtt et awer och um Niveau vun der internationaler Politik. Ech mengen, zënter Jore suergt jo Nordkorea do virun allem fir eng aggressiv Atompolitik. Déi veraarmten Dynastie oder dat veraarmt Land spillt sech jo ënnert der Dynastie Kim wéi e Groussen op, menacéiert souguer zum Deel de Weltfridden.

Allerdéngs ass jo elo dann de klengen Hoffnungsschimmer komm no den olympesche Wanterspiller, wou dann eben elo dat Äis riskéiert, e bësse méi dënn - am Gudden - ze ginn. An et ass jo och eng Entrevue elo virgesinn tëschent de Presidente Moon Jae-in an dem Kim Jong-un. An och China huet jo d'USA opgeruff, sech an där Entrevue do mat anzemëschen an och den Dialog mat Nordkorea ze sichen, wat den Här Trump, an do muss een dann och emol eng Kéier eppes Guddes iwwert den amerikanesche President soen, zu dësem Moment och zougesot huet. Et wier näämlech wënschenswäert, wann elo déi, muss ee scho bal soen, infantill Ausenanersetzungen tëschent deenen zwee Presidenten emol endlech géifen der Vergaangenheet ugehéieren an datt och elo emol seriö Gespréicher géifen op deem Niveau gefouert ginn.

Allerdéngs soll een elo net ze vill euphoresch sinn a mengen, datt domadder elo direkt schonn dee Problem sech géif séier léisen. An zu Recht huet och de japanesche Premier, de Shinzō Abe, drop higewisen, datt een op kee Fall soll de Moment schonn drun denken, fir d'Sanktioune géint Nordkorea ze reduzéieren. Dee Sommet muss, wann en da sollt stattfannen, natierlech minutiéis preparéiert ginn, well keng Gespréicher oder en onvirbereete Sommet wier mat Sécherheet en Echec.

An ech mengen och, datt China an deem ganze Konflikt hei kann eng ganz grouss Roll spillen. An da si mer natierlech och bei enger sougenannter neier Supermuecht. 1,4 Milliarde Konsumenten, déi awer och spéitstens nom Vollekskongress, dee jo nach amgaangen ass, a Richtung vun enger Ee-Mann-Autokratie mam Xi Jinping ze goe schéngt.

A China wëllt jo dann dernieft och nach eng nei IT-Muecht ginn. Ech wëll e puer Beispiller hei ervirsträichen, déi awer ze denke ginn. Den Autosconstructeur NIO huet zum Beispill BMW, Audi an Daimler schonn de Rang an den autonomen Autoen ofgelaf. Alibaba ass längst e grousse Konkurrent vun Amazon ginn. A symptomatesch ass zum Beispill och eng Stad wéi Schanghai. Een, dee schonn eng Kéier do war, ka sech e Bild maachen, wéi rasant datt esou eng Stad sech entwéckelt.

Dat suergt natierlech och a gewëssene Kreesser fir Angscht, déi rasant Entwécklung vu China. Ech verweisen hei allerdéngs op eng Pressekonferenz, déi hiren Ausseminister Wang Yi elo kierzlech gehalen huet. Do huet en natierlech gesot, kee wonnert et och: „Et brauch keen Angscht viru China ze hunn." Säi Land géif sech och net als strategesche Konkurrent vun den USA gesinn. Trotzdeem däerf een awer net vergiessen, datt d'Relatioun tëschent deenen zwee Länner dach spannungsgelueden ass. A besonnesch och den Asaz vun amerikanesche Krichsschëffer a Flugzeugträger am südchineesesche Mier ass natierlech de Chineesen en Dar am A.

Dann ass een neie Projet, dee vun de Chineese jo lancéiert ginn ass, déi sougenannten nei Seidestrooss, déi jo zum Deel och ëmstridden ass, wou allerdéngs elo schonn 80 State Kooperatiounsverträg ënnerschriwwen hunn. Dës Initiativ gëtt vun de Chineesen als en Opmaachen no baussen interpretéiert. A si wëlle sech och do an en integrale System integréieren. D'Seidestrooss wier jiddefalls och eng Plattform fir eng pragmatesch Zesummenaarbecht mat anere Staten. A si géifen och domadder déi europäesch Integratioun ënnerstëtzen, esou de Shi Mingde, de chineesesche Botschafter zu Berlin an engem Interview mam „Handelsblatt" de leschten 9. Mäerz.

Et däerf een natierlech net esou naiv sinn a mengen, d'Chineese géifen dat doten alles nëmmen aus philantropesche Grënn maachen. Ben, jiddefalls soulaang de Projet Seidestrooss förderlech ass, och fir eis Ekonomie hei an Europa, soulaang soll een dee Projet matdroen. Wann natierlech domadder kloer Hegemoniegedanke verbonne sinn, da muss ee scho méi skeptesch ginn.

China ass am Fong och bereet, sech fir e Multilateralismus anzesetzen; e Wuert, wat gëschter ganz vill vum Minister hei gebraucht ginn ass, och zu Recht. An d'Chineese wëlle jo verstäerkt dann op alle Kontinenter investéieren, och Kreditter zur Verfügung stellen. Si gesinn dat och als eng Zort Entwécklungspolitik. Jo, d'chineesesch Maartwirtschaft ass ënnerstëtzenswäert, allerdéngs de chineesesche Statsregimm mat Sécherheet net. Ech liewe léiwer an engem Land, wou Twitter, wou Facebook a wou YouTube net gespaart sinn. Do huet een nach seng elementar Fräiheeten. Dat kann ee fir China de Moment mat Sécherheet net soen.

Duerfir menge mer och, datt d'Chineese musse bilateral Investitiounsofkommesse maachen, mä definéiert Geschäftsberäicher mussen dann och vun de staatlechen Aflëss getrennt ginn.

Wa sech vläicht ee Konflikt och an noer Zukunft ubaant a Mëttel- an a Südamerika, jo, dann ass et leider dee vu Venezuela. Do, wou jo, nodeems den Hugo Chávez wärend Joren eng gemässegt Diktatur - loosse mer et esou nennen - hat, déi awer trotzdeem och eng Rei positiv Aspekter mat sech bruecht huet fir d'Land, ass dat elo eriwwer ënnert dem Nicolás Maduro. Dat Land steet ouni Zweifel virum Ofgrond. Et stinn elo Wahle fir den 20. Mee un. D'Oppositioun huet schonn ugekënnegt, net un deene Wahlen deelzehuelen. Ausser den Henri Falcón.

Bon, mir wëssen, datt déi Situatioun do ganz gespaant ass. Et kann een nëmmen hoffen, datt sech dat do och net, wéi gesot, méi entwéckelt, datt et net zu engem Feier kënnt, wat sech an anere Regiounen nach géif ausbreeden.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, den nächste Sonndeg sinn och erëm eng Kéier wichteg Wahlen. An zwar geet et drëms, fir en neie President a Russland ze wielen.

Une voix.- Spannend!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Voilà! Ech géif soen, et gëtt ganz spannend.

(Hilarité)

Ech mengen, et huet net vill wäert, elo Wetten ofzeschléissen, well d'Resultat schéngt wahrscheinlech e Sonndeg den Owend net fir eng ganz grouss Iwwerraschung ze suergen. Déi grouss Fro ass vläicht, mat wivill Prozent datt den Här Putin respektiv den ale President neie President gëtt.

Mä wa mer natierlech bei Russland sinn, da si mer ganz séier och beim Problemfall Ukrain. Och do sinn an deene leschte Jore leider iwwer 10.000 Leit ëmkomm. Och wann een e bëssen d'Gefill huet, wéi wann dee Konflikt de Moment net géif onbedéngt an der direkter Aktualitéit stoen, sou däerf een en op kee Fall ënnerschätzen, well de Minsk-Prozess huet bis elo nach net onbedéngt dat bruecht, wat e versprach hat.

An da muss een och feststellen, datt d'USA amgaange sinn, hir Positioun deelweis ze änneren. Sou konnt een zum Beispill kierzlech op der Websäit vun der Defense Security Cooperation Agency, déi zum Pentagon gehéiert, liesen, datt den US-Ausseministère de Verkaf vu panzerbriechende Waffen un d'Ukrain guttgeheescht huet. Kiew wier bereet, duerfir 47 Milliounen Dollar ze bezuelen. Dat, wat den Obama u sech ëmmer refuséiert huet, dat huet den Här Trump elo erlaabt. An do muss een allerdéngs da scho soen, datt Amerika och elo an e gewëssene Stellvertriederkrich mat Russland do géif investéieren.

Den ukrainesche President huet iwwregens op senger Facebook-Säit dem Donald Trump scho Merci gesot fir dës historesch Entscheedung. Datt dat op der russescher Säit natierlech ganz aneschters gesi gëtt, ass evident. An de russeschen Ausseminister Sergej Lawrow huet scho gewarnt, datt d'Waffeliwwerung aus den USA un d'Ukrain zu neiem Bluttvergéisse géif féieren. Washington verlaangt allerdéngs och zu Recht op där anerer Säit, datt méi Asaz vu Moskau géif bruecht ginn, fir, wéi gesot, eng Friddensléisung ze fannen.

An da si mer och natierlech séier bei de Sanktiounen. Iwwregens hunn d'Amerikaner hir Lëscht vun de Sanktiounen ëm 40 Betriber elo nach ausgedeent. An no der Presidentewahl den nächste Sonndeg wäert dann och d'Fro decidéiert ginn, ob dann och elo vläicht Blohelmer kënnen agesat ginn, fir dann eben och d'Grenz tëschent Russland an Ukrain nees méi zougänglech ze maachen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, vläicht zum Schluss nach e puer allgemeng Iwwerleeungen zu dësem Debat, dee weist,

datt eis Welt nach ëmmer ganz konflikträich ass.

Och wa mir als Lëtzebuerg meeschtens op der Zuschauertribün sëtzen, sou soll awer och dësen Exercice eis et erlaben, eist Land am internationale Kontext ze gesinn.

Sécher gehéiere mir mat 600.000 Awunner net zu deene Groussen op der Weltbün. An awer muss een et hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer trotz deem klengen, bescheidene Reservoir awer scho grouss Politiker ervirbruecht hunn, déi op europäeschem Niveau, héchstem europäeschen Niveau wichteg Fonctiounen haten.

An dann, contrairement zu der Behaaptung vun enger fréierer EU-Kommissärin mat ganz ville Kompetenzen…

(Interruptions)

Une voix.- An Ambitiounen!

M. Gusty Graas *(DP).*- ...an Ambitiounen, ass awer Lëtzebuerg mat Sécherheet grad aktiv um europäeschen Niveau.

An ech muss awer éierlech soen: Net nëmmen ech, mä ganz vill Leit waren immens iwwerrascht, wa grad esou eng Damm dëser Regierung de Virworf mécht, se wier net genuch präsent zu Bréissel, si hätt net genuch Aktivitéit um europäesche Plang gewisen.

Une voix.- Dat kann dach net sinn!

M. Gusty Graas *(DP).*- Majo, Dir Dammen an Dir Hären, den Defilé vu groussen internationale Politiker, net nëmmen an deene leschte Wochen, an deene leschte Méint hei zu Lëtzebuerg, an der leschter Woch war den Här Donald Tusk hei, de schwedesche Premier war hei, de finnesche Premier war hei, de Vizepresident vun der Kommissioun war hei - et j'en passe! -, déi kommen awer net nëmmen heihinner, fir eng Taass Kaffi ze drénken!

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Mä déi kommen heihinner, well se a Lëtzebuerg e seriöen, gudde Partner gesinn, dee fir eescht geholl gëtt.

(Interruptions)

A wann dann awer Uschëllegunge kommen an eng Richtung, et géifen net genuch Efforte gemaach gi vun dëser Regierung…

Une voix.- Jee, jee, jee!

M. Gusty Graas *(DP).*- Bon, ech wëll mech net weider doriwwer ausloossen! Mä doriwwer kënnen déi…

M. Alexander Krieps *(DP).*- Liest „Le Canard enchaîné" haut!

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- E bësse Rou, wann ech gelift! Här Graas, Dir hutt eleng d'Wuert. Mä Dir hutt dat do e bësse provozéiert. Fuert elo virun!

(Brouhaha général)

M. Gusty Graas *(DP).*- Oh! Elo hat ech mer nach virgeholl, relativ fein ze sinn. Mä bon!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, elo e bësse Rou wann ech gelift! Mir hunn alles verstanen.

(Interruption et hilarité)

Här Graas, wann ech gelift, fuert virun!

M. Gusty Graas *(DP).*- Also, eppes ass ganz kloer, ech wëll dat och hei nach eng Kéier ënnersträichen: Fir eis als DP läit d'Plaz vu Lëtzebuerg ganz kloer an engem vereenten Europa. Och mir mussen agebonne sinn an enger internationaler Verteidegungsstruktur wéi zum Beispill der NATO. An duerfir: Déi Politik, déi dës Regierung um Niveau vun der Aussepolitik gemaach huet, geet an déi richteg Richtung.

D'DP als proeuropäesch Partei wäert och an Zukunft dee Wee mat ënnerstëtzen, well mir stinn derfir och an, fir d'Grondwäerter vun der westlecher Zivilisatioun nach méi staark ze verteidegen, well mer iwwerzeegt sinn, datt d'Sécherheet an de Wuelstand vun dësem Land nëmmen iwwer esou e Wee kënnen erreecht ginn. A mir wäerten eis och an d'éischt Rei stellen, fir déi Stréimungen ze bekämpfen, déi alles Friemes hei am Land wëlle bekämpfen. Och dat ass näämlech eng Approche, déi net déi richteg ass.

Ech wëll ofschléissend awer dem Här Ausseminister nach e ganz grousse Merci ausspriechе fir säin enormen Engagement, deen hien elo schonn zënter 14 Joer beweist. Dat ass gutt fir Lëtzebuerg, dat ass gutt fir eist Land. An d'DP wäert och an Zukunft déi dote Politik mat ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien! Ganz gutt!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, Här Minister, et ass déi véiert Deklaratioun zur Aussepolitik an dëser Legislaturperiod. A well mer deen Optrag, dee mer vum Wieler kritt hunn, jo just a Gott sei Dank fir eis a fir eis Demokratie à durée déterminée kréien,...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- …kéint et jo emol sinn, datt et déi leschte Kéier ass, wou ech oder vläicht och een anere säi politesche Grupp hei bei dësem Debat ka positionéieren. Duerfir hunn ech mech dann och eng Kéier net nëmme mat der Deklaratioun vu gëschter, mä och mat deenen dräi virdru vun eisem Ausseminister befaasst.

Am November 2014, bei där éischter vun dëser Legislatur, sot de Minister: „…d'Krisen iwwerschloe sech, d'Welt steet (…) op der Kopp. Esou vill déif gräifend Krisen a Konflikter, mat esou onberechenbaren Akteuren zur selwechter Zäit, maachen d'Welt extrem nervös."

Ech weess net, ob dat d'Erkenntnis aus zwee Joer Memberschaft vun eisem Land am UN-Sécherheetsrot war. De Minister huet déi Erfahrung op alle Fall als ganz positiv betruecht an hien oder een anere wëllt 2031 bis 2032 déi Erfahrung widderhuelen. Mir ënnerstëtzen dat selbstverständlech, an och d'Kandidatur vu Lëtzebuerg, fir an de Joren 2022 bis 2024 Vollmember am UNO-Mënscherechtsrot ze ginn.

De Krich an der Ukrain war am Februar 2014 ausgebrach an dat war eng vun eisen Haaptsuergen. Haut ass dee Konflikt nach ëmmer net zu Enn. A wa keng Bewegung an d'Krim-Problematik kënnt, da wäert dat och nach esou bal net zu enger Léisung kommen.

Bei der nächster Deklaratioun, den 8. Mäerz 2016, war eigentlech kee Problem geléist, mä eng ganz Rei nei Problemer waren opgetaucht. An de Minister sot deemools: „…eis Welt ass leider nach ëmmer gradesou zerrappt wéi deemools. Si ass haut éischter nach méi zerspléckt, méi desorientéiert, méi gefäierlech ginn. Kricher a Biergerkricher an eiser direkter Noperschaft, Terroruschléi uechtert d'ganz Welt sinn déi Realitéit, an där mir haut liewe mussen." (veuillez lire: „…mat där mer haut ze liewen hunn." [Originaltext]).

Mir haten 2015 mat engem massive Migratiounsphenomeen ze dinn, op deen d'EU keng solidaresch Léisung fonnt hat. Dee staarke Migratiounsphenomeen huet sech zu enger Migratiounskris an zu enger Kris vun der EU weiderentwéckelt. Ech wäert bei menger Ried haut net weider op d'Migratiounskris agoen. Ech hunn dat an deene Jore virdrun ëmmer gesot: Mir sollen eis drop astellen, datt mer do en Dauerphenomeen hunn. D'Migratioun ass eppes, wat eis nach all déi Jore wäert befaassen.

Ech hu mat Interêt dem Här Mosar seng Aussoen héieren. Ech fannen do net alles kohärent, wat e gesot huet. Virun allem seng éischt Ausso, déi en awer selwer relativéiert huet, datt d'Aarmut net automatesch géif de Migratiounsdrock ewechhuelen. Dat ass net falsch. Ech mengen awer trotzdeem, datt d'Aarmutsbekämpfung eng vun deene wichtegsten Aufgaben ass. An en huet, an duerfir war en net ganz kohärent, en huet och gesot, datt mer mussen de Leit an hire Länner eng Zukunftschance ginn. Mir musse fir eng besser Educatioun suergen. An ech mengen, datt dat Hand an Hand geet mat der Aarmutsbekämpfung.

Gutt! Eng Rei aner Saache vum „brain drain", déi kann ech deelen. Dat sinn effektiv Phenomeener, wou mer net däerfen dat nach férderen an déi Leit bei eis ulackelen.

E Joer méi spéit, den 21. Mäerz 2017, konnt den Här Asselborn och nach keng Verbesserung feststellen. „Ganz am Géigendeel", sot en, „mir liewen a villen Hisiichten an enger méi chaotescher Welt. Latent Konflikter, Biergerkricher a Kricher gi weider an neier entstinn,…"

De Brexit war decidéiert, den Donald Trump war President vun den USA. Israel huet seng Siidlungspolitik monter weiderbedriwwen. Nationalismus a Populismus spiere staarke Réckewand weltwäit.

An ech hu mech gefrot: Kann et nach schlëmmer kommen? An ech war duerfir och ganz frou, wéi den Här Asselborn selwer op d'Fro agaangen ass, ob et dann nach net deprimant a frustrant ass, Ausseminister ze sinn an esou enger Welt. Hien huet net mat Jo an net mat Neen op déi Fro geäntwert. Hie sot, datt grad an esou enger schwiereger Zäit den diplomateschen Asaz an den Engagement vu Lëtzebuerg méi wéi jee gefuerdert ass an datt d'Gesamtbild an de long Terme eis hoffe loossen, datt eisen Asaz net ëmsoss ass.

Awéiwäit ee sengem Bauchgefill fräie Laf an de Relatiounen tëschent den Natioune soll loossen, doriwwer léisst sech diskutéieren. Här Ausseminister, Dir hutt Äre Stil. Den Här Mosar huet säin. Jiddwerengem säint. Ze vill Bauchgefill an der Diplomatie bréngt eis wahrscheinlech och net ëmmer virun.

Madamm Presidentin, och meng Interventioun, déi ech hei am Numm vun der grénger Fraktioun maachen, steet ënnert dem Motto „Lëtzebuerg fir d'Éischt". Ech soen dat net aus Sympathie zum amerikanesche President, mä ech maachen domat näischt anescht wéi meng Virriedner. Et ass jo dat Normaalst vun der Welt, datt mir hei op dëser Plaz soen „Lëtzebuerg fir d'Éischt". An et ass och gradesou banal, wann ech erëm eng Kéier soen, datt mir ee klengt Land sinn, datt mir eis an enger globaliséierter Welt gutt opgestallt hunn, datt mer dervu profitéieren, an enger europäescher Wirtschafts- a Wäertegemeinschaft ze sinn.

Ech wëll duerfir och haut net gradesou e wäiten Tour duerch d'Welt maachen, mä ech wëll mech, souwäit wéi dat méiglech ass, a menger Ried op d'EU an op den europäesche Kontinent beschränken.

Lëtzebuerg brauch eng staark Europäesch Unioun mat staarken Institutiounen. Eng vun de ganz wichtegen Erausfuerderunge fir d'EU ass de Brexit. Viru bal genee engem Joer hunn d'Britten den Artikel 50 vum EU-Traité lancéiert, an déi konservativ Regierung bleift jo derbäi, datt een esou eng Decisioun net méi ka revidéieren. Mir sinn an der Halbzäit vun der Scheedung. D'Problemer vum Brexit ginn ëmmer méi visibel, d'Léisungen nach ëmmer net.

Groussbritannien wëllt aus dem gemeinsame Maart eraus an ee bilateraalt Wirtschaftsofkommes mat der EU ofschléissen. Dat sollt méi en intensiivt an déift Fräihandelsofkommes gi wéi soss iergendeen anert.

An et ass jo och richteg: D'EU huet ganz vill esou Accorden, an déi sinn natierlech och net alleguerten d'selwecht. Mir hunn der mat Singapur, mat Georgien, Moldawien an der Ukrain, mat Südkorea, de CETA mat Kanada. Esou Accorden hu munches gemeinsam, zum Beispill datt se vun eis gäre kritiséiert ginn, well se nach besser op Biergerrechter kéinten agoen, den Emwelt- a Klimaschutz nach méi an de Vierdergrond misste stellen.

An de CETA-Protest - dat kënnt Der dann un den Här Mosar weiderginn - huet sech net géint de Fräihandel u sech geriicht, mä et ass ëm d'Transparenz, ëm d'Schiidsgeriichter an ëm d'Ausriichtung vun deenen Accorde gaangen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Déi Fräihandelsaccorden haten awer alleguerten och eppes gemeinsam, näämlech d'Zil, d'EU an hir Handelspartner méi no beieneen ze bréngen. Beim Brexit si mer an engem aneren Zeenario. D'EU a Groussbritannien bewege sech net openeen zou, mä vuneneen ewech. An en Donald Tusk huet recht mat der Ausso: „Hei geet et ëm deen éischte Fräihandelsaccord vun der Welt, dee méi schwaach Handelsbezéiungen upeilt an als Konsequenz wäert hunn."

déi gréng bedaueren dat vun der éischter Minutt un. Mir sinn der Meenung, datt de Brexit dat wichtegst Eenzelevenement fir Groussbritannien, fir d'EU an domat och fir Lëtzebuerg ass, bis datt dës Scheedung vollzunn ass.

Ech sinn als Optimist an d'Politik komm. Ech hat net gegleeft, datt de Brexit-Referendum esou géif ausgoen, wéi en ausgaangen ass. An ech gleewen och net drun, datt et kee Scheedungsaccord tëschent der EU a Groussbritannien gëtt. Dat wier de Worst Case. Et kéint awer sinn, datt ech och hei falschleien, een No-Deal ass leider duerchaus am Beräich vun de Méiglechkeeten.

Firwat mengen ech dat? Eigentlech misst et jo einfach sinn. D'Insel a mir stinn eis no: historesch, kulturell, politesch, wirtschaftlech. D'Insel a mir sinn u gudde wirtschaftleche Relatioune mateneen interesséiert. Déi Relatioune sinn am Moment gutt. Wien hätt Interêt, fir se méi schlecht ginn ze loossen?

An awer ass et extrem schwiereg. An déi eiser Meenung no gréisste Schwieregkeet dierft op der Bewegungsfräiheet leien, net onbedéngt där vum Kapital. D'Banken an d'Kapitalisten, déi bréngen et fäerdeg, an hirem eegenen Interessi eens ze ginn. Neen, d'Fräiheet, sech ouni Grenzen ze bewege vun den eenzelne Bierger, déi Fräiheet gëtt gären als Haaptgrond fir de Brexit-Vott geholl. An hei geet et ëm d'Häerz an d'Séil vun Europa.

Niewent dem Friddensprojet ass fir eis de Fräiheetsprojet vun den Europäer d'Séil vun der EU. All Europäer ka sech fräi bewegen an Europa an do wunnen a schaffen, wou e wëllt. An duerfir muss och jiddweree fir déiselwecht Aarbecht am selwechte Land deeselwechte Loun an déiselwecht sozial Rechter kréien. Mä et ass genau déi Fräiheet vun den europäesche Bierger, déi, esou erklären eis d'brittesch Diplomaten, zum Brexit-Vott gefouert huet. Wa mer awer déi Bewegungsfräiheet opginn, da stelle mer och den europäesche Friddensprojet a Fro.

Dat mierkt een un der Grenz mat Irland. Mir hu keng Léisung ze proposéieren. Mir hunn och keng Iddi, wat ee mat Gibraltar ka maachen. Ech hat nogefrot, wéi den héchste brittesche Beamte vum Ausseministère hei war. Deen huet gemengt: Dat kann ee relativéieren, well do net vill Leit wunnen. An dat ass awer eng Äntwert, déi mécht mir als Vertrieder vun engem klenge Land richteg Angscht.

Groussbritannien huet global Ambitiounen. Groussbritannien erreecht d'2%-Zil vun den NATO-Defense-Ausgaben, 0,7% vum UN-Zil fir Entwécklungshëllef. Groussbritannien ass Membre permanent am UN-Sécherheetsrot, an dat wäert et och bleiwen. Groussbritannien huet scho 50 Leit nei agestallt, fir hir Ambassaden ze verstäerken, a se wëllen dëst Joer nach 150 weider Leit astellen. Dat sot och de Simon McDonald, den héchste Beamten am Ausseministère.

Dat sinn awer däitlech manner Leit, wéi mir hei zu Lëtzebuerg all Joers astellen, fir eise Schoulbetrib um Lafen ze halen. Domat wëllen d'Britten hiren europäeschen an internationalen Networking oprechterhalen. En éischten Test wäert jo elo schonn däerfe geschéien, wéi et mam Networking ass, wann d'Premierministesch May 23 russesch Diplomaten aus Groussbritannien wëllt erauskréien.

Et wäert net einfach ginn! China, Indien, Indonesien, Brasilien wäerten an Zukunft nach däitlech méi staark ginn, an allen Hisiichten. Mir kënnen eis schlecht virstellen, datt Groussbritannien an 20, 30 Joer méi e staarke Global Player ass wéi haut.

Mä och d'EU verléiert duerch de Brexit. Een net ëmmer einfachen, awer wichtege Partner geet. Ee wichtege Partner, zum Beispill wat d'Sécherheets- an d'Verdeedegungspolitik betrëfft. Do soll weider zesummegeschafft ginn. Et ass awer nach net gekläert, wéi eng Roll Groussbritannien an der Common Security and Defence Policy wëllt oder ka spillen. D'Zesummeschaffe mat Europol an Eurojust mat engem „real-time sharing of data" dierft duerch de Brexit och net méi einfach ginn.

Op der EU-Säit geet awer och deen zweetgréissten Netto-Abezueler fir den EU-Budget verluer. Och wa mir der Meenung sinn, datt et net vill Sënn mécht, just wéi e Kontabel Einnamen an Ausgabe vun engem Land vis-à-vis vun der EU géinteneenzestellen, da bleift de Fakt, datt e Lach an der Keess vun der EU bleift.

D'Diskussiounen iwwert den europäesche Budget lafen elo un. Hei geet et net just ëm eng technokratesch Diskussioun, mä hei geet et ëm d'Fundament vun eiser Unioun. D'Gréisst vum europäesche Budget seet eppes aus iwwer eis Handlungsfäegkeet als Europäesch Unioun. A wou d'Geld hifléisst, weist, wéi eng Prioritéite mir als Europäer ginn.

Den Här Juncker a verschidde Stats- a Regierungscheffe wëlle virun allem méi Sue fir d'Festung Europa a fir d'Militär. Si proposéieren: manner Geld fir d'Kohäsiounsfongen, kee Geld fir d'Implementéierung vun der nei gegrënnter europäescher Sail vu soziale Rechter, manner Geld fir d'Baueren. Maache se e Budget fir d'Waffenindustrie oder e Budget fir d'europäesch Bierger a Biergerinnen?

De Problem an Europa ass net, datt mer net genuch Geld an eis Arméie pompelen oder datt d'Maueren op eise Grenzen net héich genuch sinn. Mir héiere vun alle Säiten, datt et en enormt Spuerpotenzial am Beräich vum Militär gëtt, virun allem duerch besser Koordinatioun vun de Systemer an duerch d'Akafen. De Militärbudget eropsetzen ass keng Léisung, och wann dat sech am Moment gutt verkafe léisst.

Schonn zënter Jore schaffen ënnerschiddlech EU-Staten drun, militäresch Strukture fir Europa opzebauen. D'Méiglechkeet, eng permanent strukturell Kooperatioun, d'PESCO, déi schonn zënter 2009 am Lissabon-Vertrag gi war, ze schafen, déi gëtt elo Realitéit. Am Kader vun der PESCO steet et den EU-Memberstate fräi, sech a verschiddene militäresche Projeten ze engagéieren.

Mir verschléissen eis net enger besserer europäescher Zesummenaarbecht, och net op militäreschem Gebitt. Eng Ausso vun engem Vertrieder vun der Arméi, nach dëse Méindeg an

der Kommissioun, hat mech awer erféiert. Mir hu jorelaang Friddenssécherung trainéiert. Jorzéngtelaang ass keen anere Militärasaz trainéiert ginn. Hu mir fir de falsche Krich trainéiert?

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Gëtt et och ee falsche Krich?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech sinn der Meenung, mer solle keng Dier opstoussen, déi jorzéngtelaang zou war. An ech soen och dem Här Asselborn Merci fir seng Ausso zu dem 2%-Budget, wat d'NATO ugeet. Dat ass eng Fuerderung, déi an eisen Ae wierklech net an déi richteg Richtung geet. Dir hutt d'Kooperatioun mat erabruecht - dat ass richteg -, mä déi automatesch budgetär Upassung ass an eisen Ae kloer dee falsche Wee. Dat wier jo genau ee weider wéi bis elo an nach méi. A mir mengen, do missten awer eng ganz Rei Saachen ëmgeduecht ginn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Déi rezent Diskussiounen „manner Suen a Renationaliséierung vun der Agrarpolitik" ginn an eisen Aen och an déi falsch Richtung. Als Gréng si mir net averstane mat der aktueller Ausriichtung vun der Agrarpolitik an Europa. An den Europäesche Rechnungshaff huet eis Suerge mam Bezuch op d'PAC an zwee rezenten Avise confirméiert.

Éischtens, de sougenannten „Greening" vun der PAC huet leider keng positiv Auswierkung op d'Emwelt, an zweetens, d'PAC huet keng Äntwerten op de Phenomeen vum Bauerestierwen. D'Zuel vu jonke Baueren an Europa ass vun 3,3 Milliounen am Joer 2005 op just nach 2,3 Milliounen am Joer 2013 gefall.

Trotzdeem ass et falsch, de Baueren an enger Zäit vun ëmmer méi groussen Ausgaben an ëmmer méi groussen Erausfuerderunge manner Suen ze ginn. Et wier och falsch, an Zukunft all eenzel Memberstaten eleng wurschtelen ze loossen. Mir brauchen eng nei Ausriichtung vun der PAC, keng Turbolandwirtschaft mat Gentech-Soja aus Brasilien a mat enger globaler „race to the bottom".

Mir mussen d'Baueren aus dem Däiwelskrees vu Präisdumping duerch d'Supermarchésketten an d'Industrialiséierung befreien. Mir brauchen en neie Gesellschaftsvertrag mat de Baueren an Europa. Mir brauchen en neie landwirtschaftleche Modell, héichwäerteg a gesond Produkter, Buedemschutz, Waasserschutz, Biodiversitéit.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Duerfir brauche mer vill Suen. Suen, fir bei der Émstellung ze hëllefen, zum Beispill en Antipestizidfong, fir d'pestizidfräi Landwirtschaft ze ënnerstëtzen.

Den EU-Budget opstelle war nach ni en einfachen Exercice. Well mer elo e Minus vun - d'Zuele ginn auserneen - plus/minus 12 Milliarden Euro duerch de Brexit kréien, gëtt deen Exercice nach eng Kéier méi schwéier. Sträit ass virprogramméiert. Wa kee wëllt méi bezuelen, da mussen d'Ausgabe vun der EU gekierzt ginn.

Et ass dervun auszegoen, datt an de Beräicher Sécherheet a Verdeedegung net vill gespuert wëllt ginn, och wann do Potenzial wier. Et ass dervun auszegoen, datt am Beräich vun der Klimapolitik net däerf gespuert ginn. An et ass ze hoffen, datt am Beräich Fuerschung an Digitaliséierung net gespuert gëtt, besonnesch well jo d'Ziler vun 2020 - 3% vum PIB - emol net erreecht ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- A well déi gréng iwwerzeegt sinn, datt d'Agrarökologie, an net d'Agrarindustrie, d'Zukunft vun der europäescher Landwirtschaft muss sinn, wëlle mir och net, datt deen eelsten a finanziell gewiichtegste Punkt vun der gemeinsamer europäescher Politik, d'Agrarpolitik, mat engem Austeritéitsbrëll reforméiert gëtt. Emwelt-, Klima-, Gewässerschutz, Déiereschutz sinn Deel vun der europäescher Landwirtschaft. Potenzial fir Ännerunge gesi mer vill, Potenzial fir Aspuerunge gesi mer wéineg.

Mir sinn der Meenung, datt mer d'Erausfuerderungen, déi sech eis hei zu Lëtzebuerg an déi sech eis hei an Europa stellen, net duerch manner EU-Budget kënne léisen. Mir sinn der Meenung, datt mir als Land sollen derfir kämpfen, datt d'Memberstate mat op de Wee ginn duerch hir Bäiträg, d'Brexit-Lück mindestens opzefëllen. Dat géif net heeschen: weidermaachen, wéi wann näischt wier. An ech sinn och frou: Den Ausseminister huet Aussoen an déi dote Richtung gemaach.

Wann et Aschnëtter am EU-Haushalt géife ginn, da géif dat un éischter Stell d'EU-Memberen an Osteuropa treffen. Dat wier net gutt fir Europa, dat wier och net gutt fir Lëtzebuerg. An och wa mir déi aktuell Regimmer a Polen an an Ungarn kritiséieren, si mer der Meenung, datt d'Bäihëllefen net däerfen u Kritären ugeknäppt ginn, déi näischt mat den eigentlechen Hëllefen ze dinn hunn.

E Land, wat net un enger solidarescher Léisung an der Migratiounsproblematik matschafft, kann net Hëllefe fir d'Entwécklung am ländleche Raum gestrach kréien. Dat wier ënner anerem och kontraproduktiv, well et déi Falsch géif treffen an de Géigner vun enger solidarescher Flüchtlingspolitik Waasser op d'Mille géif dreiwen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An ech sinn och frou, datt eise Minister gëschter Ausféierungen an déiselwecht Richtung gemaach huet.

(M. Claude Adam suspend son discours pour quelques instants.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Huelt lech Zäit!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech hunn d'Auer am A.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt nach genuch Zäit.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mä dat wäert schonn erausgoen.

Et ass natierlech och frustrant, wann ee muss feststellen, datt sech eng Rei Länner einfach net zum Solidaritéitsprinzip bekennen. An et ass nach méi frustrant, wann ee muss feststellen, datt verschidde Länner sech net u Geriichtsbeschléss vum Europäesche Geriichtshaff wëllen halen.

An et ass och en trauregt Zeechen, wa mer eis mussen innerhalb vun der EU Froe stellen iwwert d'Anhale vun der Rechtsstaatlechkeet. Duerfir eisem Minister Merci, dee sech ëmmer vehement fir d'Rechtsstaatlechkeet an der EU asetzt.

A mir sinn natierlech och schlecht drun, wa mer et mat Polen a mat Ungarn ze dinn hunn, well mer wëssen, wou d'Problematike sinn. Bei Polen ass dann elo och d'EU aktiv ginn, mä, ech mengen, eis Suerge ginn och nach a Rumänien hin. An déi ganz Problematik mécht eis Suergen. Et hätt ee sech net kënne virstellen, datt mer déi Diskussioun an Europa hunn.

An nach vill méi schlëmm gëtt et selbstverständlech, wann ee bis bei den Nach-Kandidat fir an d'Europäesch Unioun, d'Tierkei, kucke geet. An der Tierkei, do sinn d'Zoustänn, wat d'Rechtsstaatlechkeet ugeet, nach vill méi schlëmm. Ech hat den - wéi heescht en? Dündar, ass dat richteg? -, dee kënnt elo d'nächst Woch op Lëtzebuerg. Ech freeë mech drop, mä ech fannen et awer och scho bedenklech fir eist Land, wa mer ee kriteschen tierkesche Journalist invitéieren, datt dann extra Sécherheetsmoossname musse geholl ginn.

Ech hat och, Här Asselborn, Är Laudatio gelies, déi Der, wéi en dee Präis zu Homburg kritt huet, gehal hutt. Dat war ganz interessant. Dir hutt ganz kloer opgewisen, wéi an engem Land ka Rechtsstaatlechkeet a Fro gestallt ginn, wéi ee fir all kritesch Äusserung, déi ee mécht, an een terroristeschen Eck gesat gëtt. An ech recommandéieren och dem Här Mosar déi Lektür, fir datt en och wéinstens Iech net kann de Virworf maachen, Dir géift e Schmusekurs mam tierkesche Regimm maachen. Ech mengen, Här Asselborn, dat dierft op alle Fall net de Fall sinn.

Une voix.- Et ass alles gesot.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Iwwert d'Tierkei ass eigentlech alles gesot, ausser datt ech mech drop freeën, fir den Can Dündar d'nächst Woch lauschteren ze goen. Den Can Dündar huet iwwregens vu sech selwer gesot - dat liest een haut an engem Interview am „Wort" -: „Ech si jo nach een, dee Gléck hat, ech war just dräi Méint am Prisong. Ech hunn ee Mordanschlag iwwerlieft. Ech liewen elo an Däitschland am Exil. Aner Kolleegen hunn hiert Liewe verluer."

Mä et gëtt och nach aner Phenomeener an Europa, hei an EU-Länner. An ech wëll elo kuerz de Mord vu Journalisten an EU-Länner uschwätzen, de Mord vun der maltesescher Journalistin Daphne Caruana Galizia de 16. Oktober 2017 an de Mord vum Journalist aus Exjugoslawien, de Ján Kuciak, a senger Frëndin de 25. Februar 2018. Dat ass schockant! Noriichten, wéi mer se soss nëmme vun anere Kontinenter an aus mafiösen Drëttweltstate kennen, kommen elo aus der Noperschaft. Déi zwee Journalisten hu mat den „Panama Papers" geschafft am Émfeld vun organiséierter Kriminalitéit a Politik, wou et ëm Geldstréim an Afloss gaangen ass.

A Länner, wou de Rechtsstat schwaach ass, sinn et d'Journalisten, déi Mëssstänn un d'Liicht bréngen an domat hiert Liewe riskéieren. Jo, d'Rechtsstaatlechkeet ass zurzäit a Gefor wéi scho laang net méi. Fir eng gutt Zukunft brauche mer eng Europäesch Unioun.

Mir brauchen en Europa, dat enk zesummeschafft an de Wee an der europäescher Integratioun weidergeet. Nëmmen zesumme kënne mer déi grenziwwerschreidend Problemer léisen: d'Klimakris, den Terrorismus, awer och d'Steiervermeidung an d'Aarbechtslosegkeet. Nëmmen zesumme kënne mer d'Globaliséierung gerecht maachen, d'Wirtschaft ekologesch a modern gestalten, de Fridde sécheren.

Mir wëllen Europa méi sozial maachen. A wa mer Europa méi sozial wëlle maachen, da musse mer och e Bléck drop werfen, wéi d'EU hir Leit, zum Beispill hei zu Lëtzebuerg, bezuelt. Dat Bild, wat hei zu Lëtzebuerg vum typeschen Europabeamten nach gären ugefouert gëtt, stëmmt net! Déi Leit, déi fir d'EU schaffen, sinn net extra gutt bezuelt. An et kommen duerfir och ëmmer manner gutt ausgebilte Leit aus de Grënnungslänner bei d'EU schaffen, well déi Carrièrë fir si net extra attraktiv sinn.

A wéi de Kommissär Günther Oettinger de 14. Juli 2017 ënner anerem och an der Chamberskommissioun op Besuch war, huet hie gemengt, d'Liewenskäschte wieren hei zu Lëtzebuerg däitlech méi héich wéi zu Bréissel an et wier ëmmer méi schwiereg, besonnesch Leit aus den ënneschte Carrièrë fir Lëtzebuerg ze begeeschteren. An den Oettinger selwer huet dervu geschwat, fir eventuell e Finanzausgläich anzeféiere fir déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen.

A richteg alarmant hu mer déi Informatioune vun der Union syndicale, déi d'Salariéë vun den Institutiounen zu Lëtzebuerg vertrëtt, fonnt. Si schwätze vun engem sozialen Dschungel am Beräich vun de Crèchen. Hei gëtt et vill ënnerschiddlech Statutten, an déi meeschte Leit ginn net nom Kollektivvertrag vum SAS bezuelt. Vill ze vill Leit ginn als sougenannten Agents contractuels agestallt a verdéngen emol net de qualifizéierte Mindestloun hei zu Lëtzebuerg.

Deeselwechte Loun fir déiselwecht Aarbecht: Wann d'EU-Institutiounen dee Prinzip emol net applizéieren, wéi kënne mer da vun engem sozialen Europa schwätzen? An der Kooperatiounspolitik maache mer eis vill Gedanken iwwert d'Cohérence des politiques. Ech mengen, déi musse mer eis och an dësem Fall maachen.

Här Minister, Dir hat gëschter en Tour duerch d'ganz Welt gemaach. Mir deelen Är Aussoen an deene meeschte Beräicher. Dir hutt vun de Verbrieche géint d'Mënschlechkeet geschwat, zum Beispill wat den Émgang mat de Rohingya-Minoritéiten am Myanmar betrëfft. Dir hutt iwwert de Krich a Syrien geschwat, deen elo a säin aacht Joer kënnt. E Véierel vun der Populatioun huet d'Land verlooss. Eng hallef Millioun huet d'Liewe gelooss. 13 Millioune Mënsche sinn a Syrien op humanitär Hëllef ugewisen. A mer wëssen, wéi schwéier et ass, datt dës Hëllef op d'Plaz kënnt.

Haut stëmme mer eng Motioun zu Ost-Ghuta an Afrin. D'lescht Joer hu mer eng iwwer Aleppo gestëmmt. Mir droen dat mat. Dobäi ass et jo awer och just den Ausdrock vun eisem Entsetzen a vun eiser Ohnmacht. An datt mer et hei mat engem NATO-Partner ze dinn hunn, dat mécht d'Saach nach méi schlëmm. Hei alliéieren ech mech dann och emol eng Kéier den Aussoe vum Här Mosar. Och seng Aussoen iwwert de Jemen kann ech deelen.

Här Minister, Dir hutt gëschter oft déi aktuell Politik vun den USA kritiséiert. A mir ginn Iech recht mat Ärer Kritik. China ass besser ewechkomm, souguer e bëssen ze gutt. D'Weltuerdnung verännert sech. China lackelt Wëssenschaftler aus aller Welt. D'Welt vun der kënschtlecher Intelligenz, vun de Roboter a vun der E-Mobilitéit wäert zu engem groussen Deel eng chineesesch Welt sinn.

China ass bereet, méi wéi an der Vergaangenheet an d'Missioune vun der UNO ze bezuelen. D'USA kierzen hir Bäiträg, soubal eng Ofstëmmung hinnen net passt. China huet méi Stëmmrechter bei der Weltbank a beim Wärungsfong kritt. Dat neit Amerika interesséiert sech nëmme wéineg fir dës Gremien.

An der Klimapolitik gehéiert China geschwënn zu der Avant-garde, wärend d'USA sech wéi en Dinosaurier behëlt a weider op Kuel a Fracking setzt. Mir mengen net, datt China an deenen nächste Joren en einfache Partner wäert ginn. China setzt net op Demokratie! Persounekult, wirtschaftleche Fortschrëtt bréngen den Demokratiséierungsprozess net weider.

D'Meenung, wann ee gewëssene Wuelstand bis géif erreecht ginn, da kéim d'Demokratie quasi vum selwen, gëtt a China Lige gestrooft. De staarke Mann a China huet sech nach méi staark gemaach. A China ass en Iwwerwaachungsstat par excellence. All Orwellsch Virstellung gëtt hei iwwertraff. Hei kréie mer gewisen, wéi den Dram vun der neier Fräiheet duerch sozial Medien an engem Stat mat totalitären Tendenze kann an een Albdram verwandelt ginn.

Wie China seet, soll Tibet net vergiessen, soll Taiwan net vergiessen.

Iwwer Nordkorea hutt Der net vill gesot, an do ass och net vill ze soen. Ob mer et mat engem Postolympesch-Spiller-Wonner ze doe kréien, dat wäerte mer geschwë wëssen. Ech perséinlech gleewen net u Wonner, net am richtege Liewen an nach manner an der Politik.

Ech wëll awer och eng Kéier eppes Positives iwwert den Donald Trump soen. Éischtens, dee Mann ass ganz staark a soziale Medien, besonnesch op Twitter. Dat muss een em loossen.

(Intervention de la présidence et hilarité)

An zweetens - an da soen ech och eppes Negatives -: Dee Mann schéngt wierklech dat ze maachen, wat en a senge Wahlcampagnen ugekënnegt huet.

(Intervention de la présidence)

Mir soen Iech, Här Minister, Merci fir Är grouss Disponibilitéit, déi Der ëmmer fir d'Chamber hutt, an dat trotz engem wierklech chargéierten, engagéierten Aarbechtsasaz. Mir soen Iech Merci, datt Der Iech am Numm vun der Regierung permanent fir d'Mënscherechter, fir de Rechtsstat a fir de Multilateralismus asetzt. Mir wënschen Iech weiderhi vill Gehéier an der EU an an der Welt.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Heiansdo géif ee sech jo net wënschen, dass een dat mécht, wat een ugekënnegt huet. An den Här Kartheiser huet elo d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt och ufänke mat engem Merci un den Här Minister fir seng Presentatioun hei iwwer seng Politik an iwwert d'Politik vun der Regierung. Et ass fir eis och eng Geleeënheet, e bëssen e Bilan ze zéien no dëser Legislaturperiod, fir e bëssen ze kucken, wou mer bausepolitesch stinn. An och hei gi mer dem Minister an enger éischter Reaktioun direkt emol recht, wann en ënnersträicht, wéi wichteg de Multilateralismus ass, zemools ebe fir esou e klengt Land, wéi mir et sinn.

Multilateralismus heescht awer, datt ee muss gutt Bezéiungen zu méiglechst villen anere Länner hunn. A gutt Bezéiungen heescht nun eemol, datt mer eis Partner net beleidegen, datt mer seriö optrieden an datt mer modest optrieden. A modest optriede musse mer och, wa mer soen, e bësse selbstgefälleg heiansdo, datt mir jo ëmmer d'Dignitéit hei am Land vun de Mënsche respektéieren. Ech sinn net iwwerzeegt, datt dat nach de Fall ass!

Wann ech just hei eng legislativ Initiativ vun dëser Regierung ervirhiewe soll, näämlech déi iwwert d'Filiatioun mat der Toleranz vun der Leihmutterschaft, da froen ech mech: Ass et dann nach esou, datt dës Regierung, an dësem Punkt ënnerstëtzt vun der CSV, déi mënschlech Dignitéit nach ëmmer vertrëtt? A kënne mer, wa mer dann esou legislativ Moossnamen hei am Land huelen, nach mat där Selbstsécherheet am Ausland optrieden a Saache behaapten, déi esou net stëmmen?

An der Diplomatie kënnt een op jidde Fall méi wäit, wann een net mat der Pioche schafft, net mam Bauchgefill, mä mat Verstand, Mooss an Héiflechkeet. D'Welt ännert sech, an dowéinst brauch een als Diplomat och ëmmer e grousse Sënn vu Realismus a Pragmatismus! Et muss ee sech kënnen op d'Realitéiten astellen an net an enger Dramwelt liewen.

Déi Resultater, Wahlresultater, Entwécklungen, déi mer an deene leschte Joren haten, déi kann een och op verschidde Manéieren analyséieren. Et muss een net higoen a Wieler denigréieren, soen, dat wäre granzeg, al, frustréiert Leit, déi e politesche Wiessel wëllten.

Et ass eng Tendenz an dëser Welt, eng Tendenz, datt verschidde lénk Parteien, notamment och d'Sozialisten, a ville Länner verléieren, an datt an anere Länner, a Polen, an Ungarn, an Italien, an Éisträich, an den USA, an der Tschechescher Republik, an Däitschland, an esou ville Länner op der Welt aner politesch Entwécklunge kommen, méi konservativer, méi rietser.

Mä dat ass eng fräi an demokratesch Decisioun an Demokratië vu Wieler! Et ass also eppes, wat ee muss a priori respektéieren, ouni déi Wieler ze denigréieren!

Datselwecht gëllt fir de Referendum am Vereenegte Kinnekräich iwwert de Brexit oder och fir de Referendum an Holland iwwert den Traité mat der Ukrain. D'Reaktioun op esou Entwécklungen ass déi vun der politescher Analys an déi vum Respekt virum Wieler, an net vum Denigréiere vum Wieler.

Mir kritiséieren also de Stil, géifen eis méi Zréckhaltung wënschen a mir warne virun enger relativistescher Politik. Et kann een novollzéien, ech maachen et net onbedéngt, mä et kann een novollzéien, datt ee kann Entwécklungen a Memberstate vun der Europäescher Unioun kritiséieren. Polen, Ungarn sinn hei als Beispiller genannt ginn.

Awer wann een dat mécht, misst een dann net och gläichzäiteg iwwer Spuenien schwätzen? Ass alles, wat zum Beispill an deem Land geschitt, wann een et mat deemselwechte Moossstaf géif moosse wéi deem, dee mer an anere Länner usetzen, ze vertrieden?

Mir als ADR respektéieren am Prinzip d'Souveränitéit vun de Staten a mëschen eis net an alles an. Awer wann een dat mécht, dann, mengen ech, muss een déi Konsequenz an déi intellektuell Eierlechkeet hunn, fir dann awer d'Problemer an all deene Staten unzeschwätzen, wou sech eventuell Problemer mat der Demokratie stellen.

Mir warnen och virun enger Entfriemung mat eisen amerikanesche Partner. Déi si fir eis extrem wichteg, net nëmmen am Verdeedegungsberäich, wéi et haut och e puermol zu Recht ugeklongen ass, mä och an de Wirtschaftsbezéiungen. A mir hu keng Relatioun mat Washington am Ableck. An et muss een dës Regierung dofir kritiséieren, datt se mat enger Kritik um President reagéiert huet, déi vläicht mënschlech ze verstoen ass, awer net am Interessi vun eise Bezéiunge mat den USA, vun eiser Ekonomie, vun eisem Stat.

Mir brauchen eng Aarbechtsrelatioun mat Washington, wa méiglech eng frëndschaftlech Aarbechtsrelatioun mat Washington, déi et eis erlaabt, do eng Stëmm ze hunn. Dat hu mir am Ableck awer net, well mer souwuel vum Här Premierminister no der Wahl vum aktuelle President wéi och vum Ausseminister esou Statements héiere wéi: „Do ass de Verstand net konzentréiert" oder esou Saachen. Mä wa mir dat hei héieren, kënnt Der sécher sinn, datt et zu Washington och registréiert gëtt! Dat ass einfach net dee Genre vu Reaktioun, dee mir brauchen, wa mir eis Interessen an der Welt wëllen duerchsetzen.

Mir froen eis dowéinst och heiansdo, ob den Här Bausseminister iwwerhaapt nach d'Vertrauen huet vun de Kolleegen an der Regierung. Wa mer elo zum Beispill d'Russland-Politik kucken, da gesi mer, datt den Här Etienne Schneider zu Moskau konstruktiv Politik mécht: Space Mining, e probéiert eng Fluchverbindung mat Moskau hierzestellen. Dat ass eng aner Politik wéi déi, déi vum Här Asselborn vertruede gëtt, dee just Sanktiounen automatesch verlängert.

Wa mer d'Israel-Politik kucken, da gesi mer, datt den Här Bettel dohi fiert, fir zesumme mat Israel eng akademesch Zesummenaarbecht ze hu mat der Universitéit an der Recherche, eng aner Politik wéi eng ideologesch, eesäiteg Kritik un Israel, wéi mer se vun anerer Säit héieren.

De Konflikt tëschent Israel an der Palästinensescher Autoritéit gëtt iwwerschat. An déi amerikanesch Kritik un der UNO an der Unesco ass an deem Sënn total gerechtfertegt. Isreal ass net déi eenzeg Quell vu Misär an der Welt, wéi et hei dacks duergestallt gëtt. Et ass net normal, datt eng UNO e Risenundeel vun hire Resolutioune just iwwer ee relativ klenge Konflikt op dëser Welt konzentréiert, och e relativ klenge Konflikt am Emfeld vum Noen Osten. A mir mussen einfach kucken: Wat sinn déi reell Problemer, wou sinn déi reell grouss Erausfuerderungen a Kricher, a wou gi mer an eng Ideologie aus der Vergaangenheet, déi mer haut net méi brauchen?

Mir hunn haut och - oder gëschter - eng Kritik un der Jerusalem-Decisioun héieren. Mä et muss een awer soen, zu där Jerusalem-Decisioun, do huet den amerikanesche President gesot: „We are not taking a position of any final status issues, including the specific boundaries of the Israeli sovereignty in Jerusalem, or the resolution of contested borders." Dat ass kloer gesot ginn! An ech mengen, et kann een déi Decisioun also net aus dem Zesummenhang erausrappen.

Wou sinn eis Frënn haut? Dës Regierung huet bal en ontransparent, privilegéiert Verhältnis zu e puer Regierungen, wou ee sech awer muss froen, ob dat gerechtfertegt ass. An ech wëll hei dräi Beispiller nennen: d'Tierkei, d'Ukrain an déi Palästinensesch Autoritéit.

Bei der Tierkei ass all Partei heibannen - och d'CSV, déi zu Recht d'Tierkei hei kritiséiert huet - ausser der ADR der Meenung, datt d'Tierkei eng Bäitrëttsperspektiv zu der Europäescher Unioun muss hunn.

Mir soen: neen! Mir sinn déi eenzeg Partei, déi seet: neen! Awer all déi aner kritiséieren. Se kritiséieren all Méigleches a mat Recht. A mat Recht! Mir hunn de Krich géint d'Kurden elo, mir hu massiv Mënscherechtsverletzungen an der Tierkei. Mir hunn 1974 eng Invasioun vun Nord-Zypern gehat. Ech erënneren do un d'Krim, do hu mer Sanktioune géint Russland geholl. Mir hunn d'Invasioun vun Nord-Zypern mat der Kreatioun vun engem artificielle Stat 1974 (veuillez lire: belount). Mir hunn esou vill Problemer. Menacë géint Griichenland. Wat ass dann d'Reaktioun? Ass dat d'Bäitrëttsperspektiv zu der Europäescher Unioun? Wou ass do d'Logik?

An nach eng Kéier de Vergläich mat Polen an Ungarn, vergläicht dat emol mat der Tierkei! Mä bei Polen an Ungarn héiere mer: „Déi mussen eraus aus der Europäescher Unioun! Si sollen d'Stëmmrechter entzu kréien!" A bei der Tierkei ass d'Politik vun der Regierung: „Déi sollen eran an d'Europäesch Unioun."

(Interruption)

An der Ukrain, d'Ukrain ass e korrupte Stat, e mafiöse Stat. Et ass eng Regierung, déi mat faschisteschen Truppen zesummeschafft, déi faschistesch Bataillounen toleréiert.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Do nach eng Kéier: Wou sinn dann eis Frëndschaften?!

Ech hunn näischt dergéint, d'ADR och ganz sécher net, fir ze soen: Mir brauchen eng equilibréiert Politik. Den internationalen Droit muss selbstverständlech respektéiert ginn. D'Mënscherechter musse respektéiert ginn. Mä bei engem Stat, deen esou funktionéiert, kënne mir do eng eesäiteg Politik maachen an der Ukrain zugonschte vun enger Regierung, déi kengem vun de Mënscherechtskritären entsprécht, déi mir awer gär vertrieden?!

Déi Palästinensesch Autoritéit. 2005 waren déi lescht Wahlen, dat war virun 13 Joer. Wat ass dat fir eng Autoritéit? Dir hutt gëschter vun Apartheid geschwat, vum Risiko vun Apartheid vun Israel. Mä den Här Abbas huet 2010 gesot, datt hien a sengem palästinensesche Stat keen een Israeli wëllt! An da froen ech mech: Wie vertrëtt dann d'Theorie vun der Apartheid?

Mir hunn an de leschte Joren hei eng Rei vu falschen Decisiounen an der Baussepolitik geholl. Mir hate Libyen, wou ech mech nach gutt erënneren, datt dës Regierung gesot huet, dat wär e Genocide. A wéi ass Libyen haut drun no där militärescher Interventioun? Dir waart nach viru Kuerzem do, Här Minister, Dir wësst, a wéi engem Zoustand dat Land haut ass.

De Brexit ass och eng Konsequenz vu schlechte Verhandlungspositiounen. Mir hätten dem David Cameron sollen déi Konzessioune ginn, déi e gefrot huet. Da wäre mer haut vläicht nach net do. Mir hätte sollen d'Migratioun kontrolléieren, well de Referendum ass an enger Situatioun geschitt, wou d'Leit op der Televisioun d'Jungle de Calais gesinn hunn a Menacë fir hir Grenzen. Och dat war e Feeler, wéi d'Migratiounskris iwwerhaapt wahrscheinlech dee gréisste politesche Feeler an dëser Legislaturperiod war: 2015 mat der Verdeelung vun de Flüchtlingen a mat dem Versuch, zwangsweis Flüchtlingen op Länner ze verdeelen, déi dat aus deene verschiddenste Grënn fir sech net wollten.

Déi Diskussioun iwwert d'Solidaritéit, déi hei geféiert gëtt, ass eng falsch Approche vun Europa, eng, déi Europa futti mécht. Well wie vun drastesche Strofe schwätzt, wéi den Här Minister et gëschter gemaach huet, vun zwangsweiser Solidaritéit, wéi den Här Minister et gëschter gemaach huet, dee séit dach nëmmen,…

(Interruptions)

…dee séit dach nëmmen Onfridden an der Europäescher Unioun, e verdéift de Sträit an enger Unioun, wou mer musse kucken, datt mer se an eng nei Zäit retten, well mer se brauchen als Lëtzebuerg, an net probéieren, d'Europäesch Unioun weider auserneenzediskutéieren…

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech wollt soen, et war dach net ech, dee vun drastesche Strofe geschwat huet. Ech hu gesot, dass…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … a weider auserneenzestrecken, wéi Dir et elo hei…

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Roueg elo emol ee Moment!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat do kann dach net esou weidergoen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …mat der Syrien-Politik…

(Brouhaha)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat geet dach net, dat do! Mir sinn dach elo net hei bei de Fake News!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, wann Dir d'Wuert wëllt, fir eppes ze präziséieren, da frot Der Iech et!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, ech hunn d'Wuert gefrot, well hei Ligen erzielt ginn. D'Europäescht Geriicht (veuillez lire: Den Europäesche Geriichtshaff) huet gesot, dass all Land an Europa sech muss un d'Laaschteverdeelung halen, esou wéi d'Europäesch Unioun dat am September 2015 ofgestëmmt huet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Méi hunn ech net gesot. An dass drastesch Strofe vum Geriicht fixéiert ginn, dat hunn ech och gesot an dat stëmmt och. Fäerdeg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ännert iwwerhaapt näischt un der Analys! Et war e politesche Feeler, op dee Wee ze goen. Et ka sinn, datt d'Geriicht herno technesch feststellt, datt d'Decisioun korrekt geholl ginn ass. Dat ännert awer näischt un der politescher Analys, datt et e Risefeeler war an Europa, fir ze probéieren, fir d'Éischt d'Grenze fir jiddwereen opzemaachen, ouni iergendeng Kontroll den Dublin-Traité ausser Kraaft ze setzen, ze kucken, datt mer eng riseg, onkontrolléiert Migratioun hei haten, an dann de Leit dat nach wëllen opzezwéngen, déi iwwerhaapt net mat där däitscher Linn d'accord waren!

Et war e politesche Feeler, genausou wéi mer eis ëmmer erëm froen: Wou ass eigentlech eis Linn a Syrien? Datt mer géint den Islamesche Stat do kämpfen, dat ass jo eng Selbstverständlechkeet. Mä mir hunn eis ëmmer erëm gefrot, op wéi enger Säit. Wie sinn eigentlech eis Alliéiert? Mir haten do déi fräi syresch Arméi. Mir hate Gott weess wat fir Koalitiounen do a Syrien an deene leschte Joren. An haut gesi mer, datt mer och nach - net mir als ADR, mä d'Regierung - ënner anerem eis kurdesch Alliéiert do fale loossen an hirem Konflikt mat der Tierkei.

Och déi Syrien-Politik ass eigentlech eng Katastroph, an datt dee Konflikt esou laang dauert, weist, datt ee vläicht vill méi virsiichteg muss sinn, ier ee wëllt en „regime change" a verschiddene Länner encouragéieren, wéi dat och hei gemaach gouf.

D'Prioritéit kann net déi sinn, wéi dës Regierung se huet. Si huet der dräi: Palästina unerkennen, de President Trump korrigéieren an eng falsch Europapolitik.

Palästina unerkennen, wat soll dat da bréngen? Et gëtt Kritären am internationalen Droit: den Territoire, eng Regierung, e Statsvollek. Kee vun deenen dräi Kritäre gëtt am Ableck erfëllt! A wat soll dat da bréngen fir de Friddensprozess am Noen Osten?

Ech warnen och - an ech ginn dem Här Mosar do recht - virum Antisemitismus an Europa an - et muss een oppassen, wou een higeet - och Antisemitismus zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

Ech hunn hei zum Beispill, Här President, wann Der déi kënnt verdeelen, e Beispill vun enger antisemitescher Karikatur, déi hei zu Lëtzebuerg gewise gouf um Stand vun dem Comité pour une paix juste au Proche-Orient, wou Dir jo heiansdo als Riedner optriet, Här Minister. Den Antisemitismus muss iwwerall bekämpft ginn, wou mer en och nëmme gesinn.

(M. Fernand Kartheiser dépose un document.)

Déi zweet Prioritéit: Et ass net un eis, fir de President Trump ze korrigéieren an all Kéiers einfach do anzesprangen, wou d'Amerikaner eng aner politesch Optioun huelen. D'UNRWA ass e Beispill. Firwat brauche mir iwwerhaapt am Kader vun der UNO zwou verschidde Flüchtlingsorganisatiounen? Firwat kann den UNHCR sech net och ëm d'Palästinenser këmmeren?

An Dir hutt an dëser Regierung eng komplett falsch Europapolitik.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Selbstverständlech.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Stellt Iech vir, d'UNRWA wär net.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Da wären honnertdausenden, honnertdausende Kanner a Gaza, awer och an anere Gebidder vu Palästina ouni Schoul, ouni Spideeler, ouni näischt. Déi Leit liewen dovunner.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wéi kënnt Dir dann esou eppes soen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat ass déi eenzeg Ressource, déi se hunn. Ma well dat wouer ass!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma neen, et ass net wouer!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech ginn elo op Roum, an do gëtt vun den Ägypter, vun de Schweden eng Konferenz organiséiert, fir der UNRWA erëm méi Fongen ze ginn, nodeem dass d'Amerikaner 300 Milliioune gestrach hunn.

Här Kartheiser, Dir waart dach Diplomat eng Zäit?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech ka mer dach net virstellen, dass Der mat där do Mentalitéit eist Land am Ausland vertrueden hutt. Passt emol nëmmen op!

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kuckt emol, wéi Dir et heiansdo vertriet!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, éischtens, perséinlech Beleedegunge wëll ech elo emol ignoréieren. Mä wéi kënnt Dir dat dann nëmme soen? Well ech hu grad gesot: Firwat brauche mer zwou Flüchtlingsorganisatiounen? Mir hunn e Flüchtlingshëllefswierk vun der UNO, eent, den UNHCR, a mäin Argument ass, eent geet duer.

A selbstverständlech géifen déi sech ëm palästinensesch Kanner, ëm Schoule këmmeren an ëm alles, wat Der opgezielt hutt. Mä mir brauchen net x Institutiounen, fir mat engem Problem op dëser Welt, dee schlëmm genuch ass, ëmzegoen. An dat ass de Problem vun de Flüchtlingen. An ech mengen, déi UNHCR kéint am Noen Osten eng ganz wäertvoll Aarbecht leeschten.

Mä Är Europapolitik, déi vun dëser Regierung, wëll ech awer och nach ganz kloer séier kommentéieren. Ech kréien déi Zäit vläicht bäi vun dem Här…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Mir hunn an Europa en Desintegratiounsprozess, dat ass ganz schlëmm, duerch de Brexit, wou mer déi éischte Kéier e Land hunn, dat aus Europa erausgeet. Mä d'Konsequenzen, déi Léieren, déi mer dorauser zéien, dat kann net sinn „méi Europa", et kann net sinn „verdéiwen". Mä de Wonsch vun de Leit ass eng Wirtschaftsunioun, eng Wärungsunioun, en Europa vun den Natiounen, wou jiddweree sech nach kann dran erëmfannen a senger Souveränitéit an net mengt, Bréissel wéilt alles diskutéieren an alles decidéieren am Numm vun de Leit.

Mir brauchen och net, wéi et hei ugeklongen ass, Strofe géint d'Memberlänner oder Zwang géint d'Memberlänner, well dat ass eng Sakgaass. Kee Land an Europa wëllt sech zwénge loossen oder wëllt sech bestrofe loossen! Wa mer wëllen Europa opbauen, dann am Respekt vun de Länner an am Respekt vun de Leit an de Wieler an deene Länner. An da geet et och, well mir wëssen, datt mer alleguer eng Kultur an een Zil an Europa deelen.

Dat gesot, wéilt ech, well ech leider d'Zäit net méi hunn, nach eng Kéier soen, datt mir an der Lëtzebuerger Baussepolitik u sech ëmmer e Konsensus haten. Mir haten een. A mir sollen erëm probéieren, deen hierzestellen no dëser Regierung.

(Interruption)

Mir sollten eis erëm op dat besënnen, wat mer wierklech brauchen: eng anstänneg Europäesch Unioun, eng gutt Relatioun mat den USA, eng vernënfteg Relatioun mat Russland a kucken, datt mer erëm vun der Ideologie

ewechkommen, déi dës Regierung féiert, hin an eng Baussepolitik, déi de Lëtzebuerger Interessen entsprécht.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Une voix.- Gutt esou!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fir déi Kolleegen, déi drop higewisen hunn, dass d'Riedezäit um Enn war: Ech maachen et mam Här Kartheiser wéi mat allen anere Kolleegen: Wa se ënnerbrach ginn, kréie se déi Zäit guttgeschriwwen. Voilà! Dat gesot, huet elo den Här David Wagner fir déi Lénk d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hunn nëmme 15 Minutten. Also wäert ech och direkt zur Saach kommen a leider wäert ech och e puer Aspekter…

(Interruption)

Voilà, et geet scho lass. A leider wäert ech…

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kritt elo dräi Sekonne guttgeschriwwen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Allgemeng international Bezéiunge gi vu sozialen an ekonomesche Verhältnisser bestëmmt innerhalb vun de Länner an duerno huet dat och eng Auswierkung op d'Bezéiungen tëschent deene verschiddene Länner. Ech mengen, dat ass eng Saach, déi een net soll vergiessen.

Mä ech wäert awer ufänke mat der Regioun, déi wahrscheinlech zurzäit am meeschte Kappzerbrieches brëngt, an dat ass näämlech dat, wat mir den Orient nenne respektiv déi islamo-arabesch Welt.

Et muss een e bëssen zréckkucken. Am Verlaf vum 20. Jorhonnert hu sech emanzipatoresch Bewegungen an der arabescher Welt respektiv souguer och am Iran als Reaktioun op hir Kolonialhäre respektiv aflossräich Groussmuechten entwéckelt. Nom Zweete Weltkrich hunn déi verschidde Forme vu Revolutiounen oder Evolutiounen et deemno wéi un d'Spëtzt vun deene Länner gepackt.

Leider si se der Rivalitéit souwuel vum Ostblock wéi och vum Westblock zum Opfer gefall. An oft sinn an deem Kontext reaktionär a reliéis fundamentalistesch Kräften direkt oder indirekt ënnerstëtzt ginn, ënner anerem fir sozial an demokratesch Kräften ze schwächen, well déi hätten d'Interesse vun de Groussmuechten och a Fro gestallt. Autoritär a korrupt Regimmer sinn aktiv ënnerstëtzt gi wéi an Tunesien.

Et ass ganz wichteg, wat do geschitt ass, well vun do aus si jo divers arabesch Revolutioune lassgaangen. Den Ausléiser war e klenge Stroossenhändler, dee sech verbrannt huet, well en de systematesche Raub vun der Police net méi verkraaft huet. Mä doriwwer eraus koum et zu ganz villen an haarden Aarbechtskämpf, gedroen och vun der CGTT, also der Confédération générale des travailleurs tunisiens.

Den Ausléiser war also e Recht op méi sozial Rechter, wat selbstverständlech méi demokratesch Rechter bedeit huet. A jo, et koum an Tunesien zu enger reeller demokratescher Ëffnung, déi institutionell scho bal mat Europa ze vergläichen ass. Déi ekonomesch Muecht awer hunn ëmmerhin déiselwecht, also räich Tunesier, Fransousen oder deemno wéi och Katarer. A souguer den FMI ass jo och do, fir weider sozial Rechter ofzeschafen.

Wann eng Bevëlkerung an hirer sozialer Emanzipatioun gehënnert gëtt, dann däerf ee sech net wonneren, datt politesch Kräften, déi reaktionär sinn, Zoulaf kréien. An dat arrangéiere jo och déi, déi un der Muecht sinn. Si stellen näämlech keng ekonomesch oder sozial Fuerderung. Dat interesséiert Reaktionärer néierens op der Welt.

Firwat erzielen ech dat? Mä well dat déi ganz Problematik an der arabescher Welt, mä net nëmmen do, illustréiert, wat d'Grondursaache si vum Chaos, dee mer elo op dëser Welt erliewen.

D'Revolutioun an Tunesien ass iwwerraschend komm. Si ass ganz schnell vun de Leit ronderëm dem Globus mat Begeeschterung empfaange ginn, awer vill manner vun de westleche Regierungen, déi esou gutt mam Ben Ali gefuer sinn. Och eis Regierung d'ailleurs.

Dunn ass et an Ägypten weidergaange géint déi korrupt Diktatur vum Militär a vum Husni Mubarak, an dat war och den Ufank vun enger reeller Revolutioun, déi och déi inegalitär ekonomesch Fundamenter vum Land a Fro gestallt huet. Mä de Westen, virop d'Amerikaner, hunn d'Revolutioun an Ägypten kënne kanaliséieren.

De Mubarak huet misse goen. En Islamist, deen och déi besëtzend Klass net ze vill menacéiert huet, ass amplaz komm. Deen huet et awer net bruecht. An elo sëtzt u sech nach e vill méi Schlëmmen do zu Kairo mam Marschall as-Sisi, deem seng Flicht et bei der Revolutioun zu Tahir war, derfir ze suergen, d'Revolutioun ze diskreditéieren. En huet jonk Frae festhuele gelooss, fir se op hir Virginitéit kontrolléieren ze loossen, fir ze beweisen, datt et soi-disant Prostituéiert wieren, fir déi ganz Bewegung ze legitiméieren (veuillez lire: ze diskreditéieren). Deen Här ass un der Spëtzt. Vum ägyptesche Vollek gëtt e Bahalar genannt, dat heescht Dattel, dat huet mam Intelligenzquotient ze dinn. Neen, nëmme fir ze soen.

D'Revolutioun ass dunn och weidergaangen a Libyen. Mä do gouf se och scho ganz schnell Opfer vu geopoliteschen Interessen an d'Land ass zerstéiert ginn.

An da si mer a Syrien ukomm, wou d'Situatioun méi wéi tragesch ass. An enger éischter Phas koum et zu engem Ufank vu Revolt a souguer vu Revolutioun géint d'Regierung vum Bashar al-Assad. Am Ufank waren an dëser Rebellioun och ganz wéineg islamistesch Elementer.

Dunn hunn awer Muechte wéi Saudi-Arabien oder de Katar gemengt, se misste matmëschen, an hunn eng ufanks relativ homogen a sekulär Resistenz zersplittert an islamiséiert. A leider hunn och westlech Muechten, virop Frankräich, op eng irresponsabel Aart a Weis reaktionär Kräften ënnerstëtzt. Dat war natierlech dem al-Assad an d'Täsch gespillt, well en domat eng Oppositioun konnt futti maachen.

An dofir wollt ech och zur Motioun kommen, iwwert déi mir haut sollen ofstëmmen. Här President, ech schwätzen alt schonn dozou an huele meng fënnef Minutten, da brauch ech dat herno net méi ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Der se herno net méi kritt, déi fënnef Minutten. Et ass awer an der Rei.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- D'accord. Ah okay. Här President, mir kënnen dës Motioun leider net unhuelen, well se erëm e Paradebeispill ass vu westlecher Aussepolitik. Ech erkläre mech. Et kann ee sech net op déi Koalitioun géint d'Daesh beruffen, fir d'Daesh ze bekämpfen, ganz einfach well innerhalb vun dëser Koalitioun Muechte vertruede sinn, déi der Daesh respektiv islamistesche reaktionäre Kräften Opdriff ginn, zum Beispill Saudi-Arabien oder de Katar.

A mir sinn net domadder averstanen, fir op d'Astana-Allianz mam Fanger ze weisen, wéi wann dat déi eenzeg Trouble-fête wier, wéi wa Moskau, Teheran an Ankara déi eenzeg Trouble-fêtes wieren. Jo, si si mat schold. Mä dat ass och Riad, dat ass och Washington, Doha oder Paräis.

Déi Motioun ass eis ze vill eesäiteg. Si ass an enger Aart Hollywoodlogik mat „bad guys" engersäits an „good guys" anerersäits duergestallt. A mir hunn och e puer Schwieregkeete mam Verweis, also et muss een d'Kurden an ethnesch a reliéis Minoritéite protegéieren, mä net nëmmen. Mä net nëmmen! Dat sinn net déi Eenzeg, déi dorënner leiden. Si leiden natierlech dorënner.

D'Kurde sinn natierlech un éischter Front. Mä net nëmmen. A mir mengen och, an dat muss een awer repetéieren, et gëtt ëmmer gesot: D'Kurde sinn un der éischter Front am Kampf géint déi reaktionär Kräften, si hunn immens vill Courage, et sinn immens vill Fraen, déi do matmaachen. A weiderhin, mir hu vun der YPG geschwat, mä et gëtt och nach aner Kräften, ënner anerem d'PKK. Et kann een dovunner halen, wat ee wëllt, mä déi gëtt weiderhin als terroristesch Organisatioun ugesinn. An dat ass falsch. Dat ass falsch, well si kämpfen och.

Dofir menge mer, datt do en deux poids, deux mesures herrscht a mir wäerten déi Motioun net kënne matdroen.

Här President, den Här Ausseminister huet gëschter gutt erkläert, firwat den Israel-Palästina-Konflikt esou wichteg ass. Iwwert déi Kolonialfro eraus, well et ass eng, iwwert den apartheidnoe System, well et ass een, dréit dee Konflikt zu méi wäiten Onroue bäi. Et ass och heiansdo interessant, ze gesinn, wéi riets Kräften op kee Fall wëllen héieren, datt et eppes mat engem Apartheidsystem ze dinn huet. Déiselwecht riets Kräften, déi an hirer Geschicht an de 70er, 80er Jore manner Problemer mat engem Apartheidsystem a Südafrika haten.

Här President, mir begréissen dem Här Ausseminister seng couragéiert Positioun an deem Konflikt, well se ass richteg. Den Här Ausseminister soll esou weiderfueren a senger Israel-Palästina-Politik. E soll sech net impressionéiere loosse vu Leit, déi d'Situatioun verzerrt duerstellen. Et ass net einfach, esou eng Positioun ze halen, well ech ka mer virstellen, datt den Drock ganz staark muss sinn an datt een och heiansdo Intentioune virgeworf kritt, déi degoûtant sinn. Mä et däerf ee sech net aschüchtere loosse vu béiswëllegen a falschen Ënnerstellungen.

Mir sinn awer trotzdeem der Meenung, datt Lëtzebuerg net op Paräis waarde muss, fir Palästina unzëerkennen. A mir sinn der Meenung, datt d'Regierung misst d'Motioun ëmsetzen, déi mer gestëmmt hunn. Éischtens, well Paräis dat héchstwahrscheinlech net wäert maachen. An zweetens, well eng Unerkennung vu Lëtzebuerg zu enger positiver Dynamik bäidroe kann. An ëmmerhin huet esou e klengt Land wéi Slowenien dat viru Kuerzem och gemaach. Da gëtt et 136 oder 137 Länner, déi anscheinend d'internationaalt Recht net verstinn.

Här President, den Här Asselborn huet et gëschter richteg gesot, datt d'Migratioun eng vun deene gréissten Erausfuerderunge vun eiser Zäit ass an och an Zukunft nach weider zouhuele wäert. Et muss een dem Här Ausseminister och Merci soe fir säin Asaz. Hien ass ee vun deene wéinege Politiker an Europa, déi sech nach oppe fir eng human Migratiounspolitik asetzen. Dat ass weder selbstverständlech nach evident. An dat wäerte mer nach an e puer Jorzéngten net vergiessen.

An dat ass och net esou evident, well leider e Land, wat mir ganz gären hunn, wat ech och perséinlech ganz gären hunn, d'Belsch, eis Noperen, do gëtt dat net esou bedriwwen. A wann ee bedenkt, wéi och e gewëssene Statssekretär vun enger ganz, ganz rietser Organisatioun, der N-VA, do mat Migranten ëmgeet, mengen ech, dat ass bal net méi ze verkraaften. An ech hu Schwieregkeeten, ze verstoen, wéi Liberaler an esou enger Regierung mat esou enger Organisatioun zesummeschaffe kënnen, déi deelweis souguer...

Une voix.- Wat soll een do soen?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ...kollaborationistesch Nostalgien huet.

Mä déi geféierlech Richtung, déi d'EU an där Fro hëlt, gëtt och vun eis matgedroen a mir sinn och dofir matresponsabel. Dat muss ee soen. Mir wëssen, datt et net evident ass, mä et ass awer eng Realitéit. Wa mir d'Iwwerwaachung vum Mëttelmier an déi libesch Küstenwache ënnerstëtzen, dann ass dat net just, fir d'Leit virum Erdrénken ze retten, mä virun allem, fir d'Leit drun ze hënneren, sécher an Europa ze kommen. Europa ass amgaangen, e Cordon sanitaire an den Nopeschregiounen opzeriichten, a gëtt Milliounen Euro aus fir Ofschottung a Grenzsécherung, wärend op där anerer Säit Millioune Flüchtlingen an de Krisegebidder an Nordafrika oder an der Sahelzon ënner onmënschleche Konditioune festsëtzen.

Jiddweree weess, datt keng Mauer héich genuch wäert sinn, fir dee Phenomeen aus der Welt ze schafen. Just Symptomer ze bekämpfen, ass keng Léisung. Et ass net wouer, datt d'Leit einfach esou fräi, ouni Kontroll an Europa eragelooss ginn. Ech weess net, wou een dat ka siche goen. Mä dat entsprécht einfach net der Wourecht. A jiddwereen, deen tatsächlech am Kontakt mat Migranten ass, mat Flüchtlingen ass an deen och um Terrain schafft, dee weess, wéi schwéier et ass, datt et genau de Géigendeel ass, fir déi Leit an Europa ze empfänken.

Vill vun de Problemer an deene Regioune sinn natierlech och hausgemaach, mä ganz vill kann een och op déi wirtschaftlech Interesse vun deene räiche Länner zréckféieren. Déi europäesch Antwort op déi sougenannte Flüchtlingskris ass en historesche Feeler, menge mer. Anstatt d'Mënscherechter no baussen a virun allem no bannen hi mat Standhaftegkeet ze verteidegen, ginn et immens vill Politiker, déi der Rei no ëmgekippt sinn a mat Hëllef vu gewëssene Medien och de rietsen Discours an Europa zur Normalitéit gemaach hunn.

Ech wollt awer och e puer Wierder zu Latäinamerika verléieren. Et hätt ee kënnen iwwer Brasilien schwätzen, wou déi ehemoleg Presidentin Dilma Rousseff, déi bäi Wäitem net alles richteg gemaach huet, duerch en institutionelle Coup ronderëm den aktuelle President, de Michel Temer, ofgesat gouf, nodeems och d'Grousspatronat a Brasilien déi legitimm Onzefriddenheet vun der Bevëlkerung instrumentaliséiert huet. An der Tëschenzäit ass de Stat Rio ënnert der Kontroll vun der Arméi.

Et hätt ee kënnen iwwert den Honduras schwätzen, wou och de Kandidat vun der lokaler Oligarchie sech op eng dubiéis Aart a Weis d'Presidentschaft geklaut huet. An dat e puer Joer nodeems de President Zelaya ewechgeputscht gouf mam Seege vun den USA an och vun der EU. Säi Feeler war ënner anerem, datt en de Mindestloun wollt aféieren. Duerno sinn Honnerte vu Gewerkschaftler agespaart ginn an ëmbruecht ginn.

Et hätt een och kënnen iwwer Mexiko schwätzen, wou den Narcotrafic Deeler vum Land an eng biergerkrichäänlech Situatioun versat huet. Et hätt ee kënnen iwwer ganz vill latäinamerikanesch Länner schwätzen, wou déi sozial a politesch Situatioun katastrophal ass a wou d'Demokratie net oder net méi garantéiert ass. Mä am léifste gëtt ëmmer iwwer Venezuela geschwat.

1989 koum et zu Caracas zu gréisseren Opstänn vum Vollek géint déi neoliberal Politik vum FMI a vum deemools sozialdemokratesche President Carlos Andrés Pérez. Wéi huet den Här Pérez reagéiert? En huet d'Police an d'Arméi geschéckt an 3.000 Leit sinn a Venezuela ëmbruecht ginn. 3.000 Leit. Hien ass net als Tyrann oder béisen Diktator duergestallt ginn. Hie war jo op der richteger Säit.

Déi, déi permanent op den Chávez oder de Maduro klappen, deenen ee ka Saache virwerfen, vun deenen héiert een ni déi Virgeschicht. Dat huet wahrscheinlech domadder ze dinn, datt se deen Episod net kennen, well se sech meeschtens jo och net fir Venezuela interesséieren oder fir Latäinamerika seriö interesséieren, mä si benotzen dat nëmmen, fir Antilénkebashing ze maachen. 1998 gouf dunn den Hugo Chávez gewielt. D'Aarmut ass drastesch zréckgaangen deemools. D'demokratesch Rechter sinn ausgedeent ginn an net zréckgaangen.

Venezuela war nach ni esou demokratesch a sozial wéi ënnert der Presidentschaft vum Hugo Chávez. A well all déi Destabiliséierungsversich vun der Groussbourgeoisie a Venezuela an den Amerikaner an de Spuenier net gegraff hunn an d'Leit hir Regierung massiv ënnerstëtzt hunn, well se Verbesserung konkret erlieft hunn, koum et 2002 zu engem Putsch. Den neie President war den Här Carmona, de Chef vum Patronatsverband, an innerhalb vun engem Dag si sämtlech sozial Gesetzgebunge fir déi Aarm ofgeschaaft ginn. Well dorëms ass et jo gaangen.

De Putsch huet awer nëmmen zwee Deeg gedauert, well d'Venezolaner waren net dërselwechter Meenung wéi déi westlech Medien, datt den Chávez esou e béisen Diktator gewiescht wier. A si sinn op d'Strooss gaangen, fir en erëm an de Presidentepalais eranzesetzen.

Här President, et kann ee sech och Suerge maachen iwwert d'Situatioun am Oste vun Europa. Zanter 20, 30 Joer gëtt an Europa vu villen Zentrumsparteien all Alternativ zu enger solidarescher Gesellschaft, déi net op Profitt baséiert, als utopesch, naiv a weltfriem agestuuft. Mä dee System, an deem mir liewen an deen op sozialer Ongerechtegkeet baséiert, dee funktionéiert net. An d'Leit kréien et ze spieren.

De Problem ass awer deen, vu datt déi fortschrëttlech Alternative verdaamt goufen, kommen elo déi reaktionär Alternativen zum Virschäin. An do soll ee sech net wonneren, wa Kräfte méi staark ginn, déi d'Ursaache vun de Problemer net uewe siche ginn, do, wou déi ganz Räich sinn, mä ënnen: bei den Auslänner, bei de Muslimen, jo, an heiansdo och bei de Judden, wéi een dat zum Beispill och a Polen ka gesinn. An dat arrangéiert jo och déi, déi d'Muecht hunn. Well déi reaktionär Kräften, déi stelle jo och d'Muecht vun de Räichen net a Fro.

Här President, et däerf een och ni vergiessen, datt an den 20er an 30er Joren de Mussolini oder den Hitler deelweis mat groussem Interessi vun der Groussindustrie a vun de Banken ugesi goufen an och vu sougenannte moderéierte Regierungen. Well dat waren interessant Regimmer, wou d'Leit net konnten an eng Gewerkschaft goen, wou se an de Prisong gaange sinn. Do ass geschafft ginn. Do ware se produktiv. Do ass vill Geld domadder gemaach ginn. An alles, wat lénks war, ass deemools och zerstéiert ginn.

Här President, ech sinn elo gläich um Enn vu menger Ried ukomm an ech wollt awer nach eppes soen. Et gëtt oft - an dat ass leider gëschter awer erëm erauskomm - vu Populiste vum lénken a rietse Bord geschwat am Newspeak. Wann een awer Rietser a Lénker nom Motto «les extrêmes se touchent» amalgaméiert, da stäerkt een déi reaktionär Kräften. Wann een d'Kräfte vun der Hoffnung a vun der Solidaritéit an datselwecht Dëppe pucht wéi d'Kräfte vum Obskurantismus a vun der Exklusioun, da kritt een Obskurantismus an Exklusioun. An da kritt een dat, wat een an Osteuropa zum Beispill huet.

A wann ech dat héieren, dann denken ech un déi Leit, déi an de KZer nieft deenen, déi e rosa Dräieck haten oder e gielen Davidstär hu missen droen, och e rouden Dräieck gedroen hunn.

Här President, ech hu vläicht e gewëssene Sënn fir d'Tragik vun der Geschicht. A mir sinn eis eens, datt däischter Wolleke sech sammelen. Trotzdeem muss ee weiderkämpfen, nom Motto vum Antonio Gramsci: Dem Pessimismus vun der Realitéit muss een den Optimismus vum Wëllen entgéinthalen.

Den italienesche Kommunist Gramsci ass am Prisong vum Mussolini gestuerwen: esou vill zu de Gemeinsamkeete vu lénks a riets!

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo déi lescht Riednerin, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech fänken e bëssen do un, wou mäi Virriedner opgehalen huet. Wa mer haut iwwert d'Lëtzebuerger Aussepolitik diskutéieren, d'Politik, déi de Moment an Europa an uechtert d'Welt gemaach gëtt, da komme mer awer net derlaanscht, e puer rezent Entwécklungen an der EU e bësse méi genau ënnert d'Lupp ze huelen - hien huet Italien ugesprach -, genausou wéi déi ausserhalb dovunner. An ech mengen, d'USA kënnen als Prototyp hierhale fir dat, wat geschitt, wann d'Politik net méi un d'Leit erukënnt a Leit wéi den Trump et bis an d'Wäisst Haus packen.

Datt dat net nëmmen an den USA méiglech ass, dorops si schonn eng Rei vun de Virriedner agaangen an hu schonn drop higewisen. Virun allem déi rezent Wahlen an Italien, oder besser d'Resultat vun deene Wahlen, genausou wéi eenzel Politiker, déi do ugetratt sinn an och nach gewielt goufen, missten eis dach ze denke ginn. Och eist klengt, beschaulecht Lëtzebuerg ass net gefeit géint esou Phenomeener, loin de là. Mä dozou e bësse méi spéit.

Fir bei Italien ze bleiwen - do, wou den Här Wagner opgehalen huet -, well ech dat Land dann e bësse besser kennen an deemno e Beispill hunn, fir ze veranschaulechen, op wat ech eraus wëll. Et muss ee sech vläicht an Erënnerung ruffen, datt Italien grouss Problemer hat an huet, an dat zënter Laangem, wat seng Ekonomie betrëfft, wat seng finanziell Situatioun betrëfft a wat och seng Aarbechtslosequot, virun allem bei deene Jonken, betrëfft. An do koum nach d'Flüchtlingskris derbäi.

Datt eng Partie vun deene Problemer hausgemaach sinn, ech mengen, dat niéiert keen, esou wéi sécher och keen niéiert, datt et awer grad eenzel Politiker wéi de Berlusconi waren, déi massiv derzou bäigedroen hunn, datt et ebe just net besser gouf. An ech gi souguer esou wäit, ze soen, datt zumindest dee Personnage, deen an etleche Prozesser ugeklot gouf wéinst Bilansfälschung a Steierhannerzéiung, jorelaang vun deem System do profitéiert huet an dofir och net wahnsinneg drun interesséiert war, fir datt sech géif eppes um System an deem Land änneren.

Dat heescht konkret, datt jorelaang d'Problemer net ugepaakt gi sinn, net geléist gi sinn, an doduerch den normale Bierger ëmmer méi aarm gouf, sech ëmmer manner vertruede gefillt huet vu senge Politiker, an datt en eben op d'Sich gaangen ass no Alternativen. Dat huet iwwregens an engem „Wort"-Artikel gëschter e Journalist nach eng Kéier ganz gutt erkläert, fir déi, déi dat wëlle méi genau noliesen.

Erënnert Iech dat Ganzt awer elo net e bëssen un d'Situatioun an den USA, wou genau dee Mann, dee fir eng „hire and fire"-Politik steet, wouduerch Millioune Leit net iwwer e geséchert Akommes verfügen, geschweige dann iwwer eng Kranken- oder eng Pensiounsversécherung, elo am Wäissen Haus sëtzt? An dat net duerch e Coup d'État, mä well d'Normalbierger en dohinner gewielt hunn!

Firwat? Well se rose sinn, well se enttäuscht sinn. Rosen an enttäuscht, genausou wéi an Italien, datt hir kleng Problemer a virun allem och hir grouss Problemer op daf Ouere getraff sinn a se eben d'Gefill haten, ofgehaang ginn ze sinn.

Wann Der Iech dat Ganzt wëllt veranschaulechen a fir déi, déi vläicht mengen, d'USA, dat wiere just Glitzermetropole wéi New York, Las Vegas oder Los Angeles, deene ginn ech e gudde Rot: Googelt emol Gary an Indiana!

(Interruption par la présidence)

Dat war net fir mech.

A kuckt Iech dann déi Biller vun där Stad un! An deenen, déi es dann nach ëmmer net genuch hunn, wa se déi Biller gesinn hunn, deene ginn ech e gudde Rot: Maacht eng Kéier perséinlech live en Tour duerch déi Stad a schwätzt emol mat deene Leit vun dohannen a loosst Iech erklären, wat do jorelaang schifgelaf ass!

Gary ass ongeféier 30 km vu Chicago ewech an et ass net einfach nëmmen e Kouduerf am Mëttlere Westen, wou een da keen Noper 300 km lénks a riets huet, loin de là. Wat ass geschitt dohannen? Ab den 80er Joren ass et biergof gaangen. D'Stolwierker hunn zougemaach. Vun engem op deen anere Moment waren iwwer 30.000 Jobs fort. Déi Wäiss, déi d'Méiglechkeet haten, si fortgaangen. 50% vun der Bevëlkerung huet d'Stad Gary agebéisst. Déi Schwaarz, déi hate meeschtens kee Choix. Si si bliwwen, well se och net wëllkomm waren an den neien, schicken, wäissen Noperschaften oder well se och guer net d'Geld haten, fir ze plënneren.

A souguer déi schéin Haiser, déi duerno eidel stoungen an der Stad selwer, konnte se net kafen, well se emol iwwerhaapt kee Prêt kruten. Chômage, Kriminalitéit, Drogen, Gary gouf zur „murder capital of the US", dat heescht, déi Stad mat der héchster Mordrat an den USA. Geschäfter hunn zougemaach, Haiser si verbrannt an ausgeraumt ginn, bis nëmmen nach d'Maueren dostoungen. 22% vun de Famillje liewen ënnert dem „seuil de pauvreté" a keen huet sech hirer ugeholl, wéi dat iwwregens op ganz ville Plazen an den USA de Fall war an ass.

An trotzdeem si genau dës Leit zu Gary houfreg drop, datt si a grousser Majoritéit net fir den Trump gestëmmt hunn. Mä vläicht huet dat och domadder ze dinn, datt 68% vun der Bevëlkerung an der Stad schwaarz sinn.

A genau dee Verfall, vun deem ech Iech elo geschwat hunn, dee gesitt Der och mëttlerweil an Italien. Fuert emol mam Zuch vu Fiumicino - dat ass den Haaptfluchhafen zu Roum, fir déi, déi en net kennen - an d'Stad eran! Kuckt Iech dat un, wat Der lénks a riets aus Ären Fënstere vum Zuch gesitt, a sot mer dann, ob dat engem Land wéi Italien, engem EU-Land, würdeg ass!

Gitt a Süditalien kucken, wou d'Leit sech eleng gelooss fillen an, wéi gesot, ofgehaang vum Rescht vun Italien. Ech sot et virdrun: Se sti sech ganz dacks mat hirem lethargesche Statsapparat selwer am Wee. Mä wat mengt Der, wat de klenge Mann an Italien sech vun der EU erwaart, wann e sech emol näischt méi vu senger eegener Regierung erwaart? A soulaang den Norde vun Italien et emol net fäerdegbréngt, säi Süden ze ënnerstëtzen, wéi soll d'EU et da packen?

A genau dat ass dat, wat d'Leit dohannen denken an deem et gëllt, entgéintzewierken, wann d'EU och soll dohannen eng Zukunft hunn. Well et brennt dohannen. An d'Resultat, mengen ech, konnt Der alleguerten e Sonndeg live und in Farbe beim Wahlresultat virun der Tëlee erliewen. Well wat dat Land dréngend kéint gebrauchen, dat wär eng Opbrochstëmmung. A wat krute se? Gitt emol an déi eenzel Wahlprogrammer liese vun de Gewënner! Do wësst Der heiansdo net, ob Der sollt laachen oder besser hätt ze kräischen.

An ech ginn Iech elo hei e puer Beispiller. De Berlusconi, deen huet versprach, datt al Leit kéinten d'Hondsfudder ouni TVA kafen a gratis bei de Veterinär goen, well laut him al Leit, déi en Hond hunn, méi zefridde sinn. D'Fënnefstärebewegung seet, si géing emol einfach esou minimum 400 Gesetzer ofschafen, an d'Italiener kéinten online driwwer ofstëmmen, wat fir Gesetzer se sollen ofschafen. An dat do sinn elo nëmmen zwee Beispiller derfir gewiescht, zu wat fir enger Farce dee Wahlkampf an engem europäesche Land verkomm ass a virun allem och, datt déi Leit nach gewielt gi sinn. An da goufen nach e puer Wahlversprieche gemaach, déi kee kann erfëllen an där ekonomescher a finanzieller Situatioun, an där d'Land grad ass. Mä et ass duergaangen: D'Leit sinn drop eragefall.

An ech fäerten, net nëmme fir si, mä fir d'ganz EU wäert et e béist Erwäche ginn, wann och dee Klengsten an der Rei mierkt, datt alles nëmme Schall a Rauch war an datt ee mat populisteschen Iddien, déi zwar um Pabeier vläicht gutt klénge, näischt, mä awer och iwwerhaapt näischt bewierke kann. An datt genau wéi an Amerika net de klenge Mann wäert profitéieren, mä ëmmer nëmmen déi Déck, déi souwisou alles hunn, déi och an deem Land mam gëllene Läffel am Mond op d'Welt komm sinn an déi och weiderhin nach vun der desolater finanzieller an ekonomescher Situatioun vun deem Land wäerte profitéieren.

D'Thema Sécherheet gouf héichgespillt an deene Wahlen, genausou wéi d'Rietspopulisten dat iwwregens uechter ganz Europa zënter Joren amgaange sinn ze maachen, ob se Le Pen oder Wilders heeschen. Et gouf de Leit Angscht gemaach, an d'Rechnung ass opgaangen. An der „Neue Zürcher Zeitung" stoung direkt no de Wahlen, an ech zitéieren: „Die politische Kultur Italiens ist an einem Tiefpunkt angelangt." A weider am Artikel: „Nun haben die Wutbürger den Populisten zum Sieg verholfen." Enn vum Zitat.

Erënnert Iech, wat ech Iech aganks sot vun Amerika a wien dem Trump zum Erfolleg gehollef huet. Hetzeresch Parole géint de sougenannte politeschen „Establishment" - ech huelen emol un, hei zu Lëtzebuerg wäre mir dat dann alleguerten - gehéiere mëttlerweil zum gudden Toun an der EU an och ausserhalb. De Lega-Chef Salvini, en anere Wahlgewënner an Italien, lueft den Orbán a seet: „Dee verdeedegt d'Grenzen, d'Banken, d'Geld a blockéiert d'Awanderung."

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vun engem Kärel, deen de Viktor Orbán lueft, ass fir e Land, wat Grënnungsmember vun der EU ass, net allze vill Guddes ze erwaarden. An esou Leit - déi muer vläicht an enger europäescher Regierung sëtzen - mussen eis dach ze denke ginn.

An da kommen ech zum Schluss op Lëtzebuerg zréck. Dat klengt, léift, beschaulecht Lëtzebuerg, wou d'Welt dann nach an der Rei ass. Oder vläicht awer net méi esou ganz? Gehéieren net och Pöbeleien a Fäkalsprooch mëttlerweil zum gudden Toun? Op de sozialen Netzwierker souwisou, mä virun allem och doriwwer eraus.

Ass et normal, datt een op de sozialen Netzwierker verhonzt a vernannt gëtt? Als Politiker muss een net ëmmer gelueft ginn, a jiddweree vun eis ass sécherlech och net zaart besäitet, soss géif en dësen Job net allze laang maachen. An dach ginn et Grenzen!

An et ass net méi ëmmer nëmmen anonym, mä mëttlerweil traue se sech schonn aus de Lächer eraus a schreiwen de richtegen Numm, am beschten nach mat der Foto derbäi. Se schreiwen zum Beispill - an ech huelen elo mäin eegent Beispill, fir et ze illustréieren - ëffentlech mat Numm a Foto, ech soll dohinner zréckgoen, wou ech hierkommen. Mä ech weess elo net, ob de Georges Mischo mer zu Esch Asyl wëllt ginn, well do sinn ech gebuer. Léiwe Georges, wann s de Chamber TV lauschters, da weess de, wat der bléit.

Oder se schreiwen, an ech zitéieren: „Zréck hannert d'Kachdëppe mat där Kou vun der ASTI!" Enn vum Zitat. Wahrscheinlech heescht dat, mir sollen hinnen am Restaurant Pizza a Pasta zerwéieren, well dat iessen déi selbst ernannte Verdeedeger vum Vaterland nawell gären, wahrscheinlech léiwer wéi Judd mat Gaardebounen oder Kuddelfleck.

Ech hunn elo mäi Beispill hei geholl an ech weess, datt Eenzelner, virun allem Regierungskolleegen, nach ganz aner Saache mussen iwwer sech ergoe loossen. Mä et geet hei am Endeffekt net ëm de Politiker. Et geet hei ëm den einfache Bierger an d'Biergerin, déi, wa se net mat der Meenung d'accord si vun e puer eenzelne Rietspopulisten a wa se sech dergéint wieren, da verhonzt a vernannt ginn, Ruffmord gemaach gëtt an, vill schlëmmer nach, dacks bedrot ginn.

Rietspopulismus ass salonfäeg ginn, och hei zu Lëtzebuerg. Wat heescht dat? Jiddwereen, deen net grad Müller, Meyer, Schmit heescht, muss also dohinner zréckgoen, wou en hierkënnt. A wann s de dem Lëtzebuergeschen net mächteg bass, da bass de suspekt. A wann s de net grad Katholik bass, mä vläicht Moslem, Judd, Hindu oder souguer - schrecklech! - Atheist, da bass de awer eréischt e Schlëmmen. Fanne mir dat normal? Fanne mir et normal, datt, wa mer wëssen, wat an anere Länner duerch esou Hetz entstanen ass, bis hin zu op der Strooss op Schwaarzer schéissen, dat einfach esou hinzehuelen a stoen ze loossen? Wëlle mer, datt Leit mat deeneselwechte Rezepter a Methoden hei zu Lëtzebuerg Terrain gewanne wéi an deenen anere Länner, iwwert déi mer elo hei zwee Deeg diskutéiert hunn?

Wëlle mer, datt homophob, sexistesch a rassistesch Politik och hei zu Lëtzebuerg Fouss faasst? Mir Sozialisten, mir wëllen dat op alle Fall net. A wann eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, dobaussen als ee vun deenen Eenzegen a Leschten nach standhaft bleift, fir d'Kand mam Numm ze nennen, wann e mat Leit wéi zum Beispill dem Orbán ze dinn huet, da sti mir Sozialisten zumindest all do hannendrun, méi nach, mir si souguer houfreg drop.

Une voix.- Très bien!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- A mir si weder der Meenung, datt dat ondiplomatesch ass, nach datt ee sech net soll amëschen. A virun allem net - wéi den Här Kartheiser gemengt huet -, datt mir missten e bësse méi „modest" optrieden. Well fir d'Sozialisten ass all Diplomatie näischt méi wäert, wa mer d'Fundamenter vun deem verroden, wourop d'EU opgebaut ass.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo den Här Ausseminister, de Jean Asselborn, fir ze äntwerten an d'Konklusiounen ze zéien. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, ech wëll fir d'Alleréischt jiddwerengem Merci soen, deen hei geschwat huet, dem Här Mosar, dem Här Angel, dem Här Graas, dem Här Adam, dem Här Wagner, der Madamm Dall'Agnol.

(Hilarité)

An ech wëll hei soen, Här President, dass ech immens Problemer hunn, mam Här Kartheiser ze argumentéieren, well tëschent him a mir läit eng meterdéck - meterdéck! - Beton-armés-Plack, wat d'Virstellung vun der Aussepolitik vun him ugeet an der elementaarster Mënschlechkeet, déi een awer soll versichen an d'Aussepolitik eranzebréngen.

Här President, dem Här Angel wëll ech e grousse Merci soen - grad wéi dem Här Mosar; et ass jo och ëmmer schéin, wann dat vun der Oppositioun kënnt - fir seng Aarbecht, déi hien all déi Jore gemaach huet a weider mécht an der Kommissioun. Ech mengen, hien huet ëmmer probéiert, net no lénks an no riets ze kucken, mä ëmmer duerch d'Mëtt ze kommen, keng Polemik ze sichen an der Aussepolitik, mä eis wierklech zesummenzebréngen, an do kéint e fréieren Diplomat sech heiansdo ee Stéck erofschneiden.

Ech géif mengen, dass den Här Angel eist Land gutt vertrueden huet an all deenen internationale Gremien, och am Sënn vun der Relatioun tëschent dem Europaparlament an der Chamber. Ech wëll awer vläicht an aller Rou op zwou oder dräi Saachen äntwerten. Virun allem op dat, wat gesot ginn ass iwwer Israel a Palästina vu verschiddene Kolleegen heibannen a virun allem och vum Här Mosar. Ech wéilt vläicht fir d'Éischt domadder ufänken, wat ech gëschter gesot hunn, dass dat och richteg verstane gëtt.

Ech hu folgende Saz gesot: „Israel muss sech entscheeden, entweder fir d'Zweestateléisung, wat mer jo alleguerte wëllen, oder fir d'Siidlungspolitik, déi amgaangen ass, zu enger Eestat-Realitéit ze féieren, mat dem Risiko, dass Israel sech zu engem Apartheid-Stat entwéckelt." Dat ass dat, wat ech gesot hunn. Ech hunn net gesot, dass Israel haut en Apartheid-Stat wier. Duerfir muss een heiansdo d'Nuancen hei an der Chamber richteg gesinn.

A firwat soen ech dat vun der Apartheid, wéi et kéint ginn? Ben, jiddwereen, deen eng Kéier do war, dee weess, dass d'Leit zu Ramallah anescht liewe wéi d'Leit zu Jerusalem. Zum Beispill gëtt et aner Strooss fir d'Araber wéi fir d'Israelien a fir d'Europäer. Et gëtt souguer eng aner Waasserversuergung fir déi eng a fir déi aner. De Pass ass deen nämlechten, d'Citoyennetéit och, mä d'Nationalitéit ass anescht, jiddesch oder palästinensesch. A wann ee Palästinenser ass an Israel, kritt ee manner Statssubsiden, wéi wann ee jiddesch ass, um Aarbechtsmaart huet een onheemlech Problemer, an d'Palästinenser däerfen och net an d'Arméi.

Ech soen dat nëmme just, dass et Ënnerscheeder gëtt an deem Land, déi et net an engem Land gëtt vun der Europäescher Unioun. Duerfir, wann ech gelift, huelt dat, wat ech gesot hunn, vläicht mat där richteger Dosis vun Éierlechkeet op, dass ech net gesot hunn: „Israel ass een Apartheid-Stat." Mä Israel als Eestat-Realitéit mat Palästina, dat ass eppes, wou ech net mengen, dass ee sech domadder ze vill beschäftege soll an Zukunft, well dat gëtt keng Realitéit. An duerfir, loosse mer alles setzen op eng Zweestateléisung! A wa mer wëllen eng Zweestateléisung hunn, Här Mosar an Här President, da muss Israel ophale mat där Siidlungspolitik. Wann Israel net ophält mat där Siidlungspolitik, ass physesch keng Zweestateléisung méi méiglech. Esou einfach ass dat!

(Brouhaha)

Ech wëll och nach soen, Här Mosar, dass et falsch ass, Här President, fir ze mengen, dass een de Konflikt Israel-Palästina net soll ze vill prioritiséieren. Also dat wëllt den Här Netanjahu doudsécher, an d'Regierung wëllt dat doudsécher och. Mä et geet hei net eleng ëm Israel an ëm Palästina. Et geet drëm, wéi de Weste mat der arabescher Welt ëmgeet: Radikalismus, Haass, Intoleranz. An Dir kënnt kucken, vun de Philippinen iwwer Afrika, Europa bis an Amerika, de Problem Israel-Palästina ass Waasser op d'Mille vun deene Radikalen.

An ech mengen, et huet ee Symbolwäert, soulaang wéi mer dat net geléist kréien. A mir hätten et scho kënne léisen an den 80er Joren. Dir wësst, wat fir Efforte gemaach gi sinn. D'„Clinton Parameters" stëmmen haut nach wéi dunn, wéi de Clinton nach President war vun Amerika. An duerfir, wann ech gelift, och fir d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Politik an

där Saach hei: Kommt, mir konzentréieren eis drop, dass Israel a Palästina eng Haaptstad hunn, déi se deelen, Jerusalem, dass d'Grenze vun 1967 respektéiert ginn, dass „swaps" - Echangen - kënne gemaach ginn, dass selbstverständlech d'Sécherheet garantéiert ass vun Israel, dass se an Dignitéit an a Sécherheet kënne liewen, mä och, dass d'Palästinenser zënter 1948 e Stat versprach kritt hunn an dass se e Stat brauchen.

Ech erliewe vläicht net méi de Moment als aktive Politiker - wann een dat däerf soen -, dass Palästina unerkannt gëtt. Ech hoffen et natierlech nach ëmmer, an ech mengen net, Här Wagner, dass Frankräich dat opginn huet. A wa Frankräich dat mécht, da sinn eng ganz Rëtsch vun europäesche Länner hannendrun an dann ass Lëtzebuerg och derbäi. Ech hoffen op jidde Fall, dass dat dann dee Moment ka méiglech ginn.

Ech wëll och nach vläicht en zweete Punkt soen, zum Här Moscovici, dat ass jo och vum Här Mosar opgegraff ginn. Ech mengen, ech wëll hei eise Premier wierklech verdeedegen, well hien ass net deen Eenzegen, dee sech an där Saach do opgereegt huet. An en huet sech zu Recht opgereegt. An ech menge souguer, wann ech un d'Mentalitéit vum fréiere Premierminister hei zu Lëtzebuerg denken, dass dee sech och opgereegt hätt. An ech soen Iech och, firwat dass et richteg ass, sech opzereegen. D'Hollänner, d'Belsch, d'Irlänner, d'Zyprioten, d'Malteser, d'Ungarn hunn dat och gemaach gëschter am ECOFIN, ganz, ganz bewosst a radikal.

Ech liesen Iech emol, wann Der wëllt, vir, wat am Rapport steet. Et ass op Franséisch, hien huet et op Englesch gesot an der Kommissioun, an den Här Moscovici huet jo eng Pressekonferenz gemaach mat senger Meenung doriwwer. Mä ech liesen Iech et vläicht just vir, well et Iech kéint interesséieren, wat am Rapport steet:

«Le Luxembourg a déjà pris des mesures et continue à modifier certains aspects de son régime fiscal qui facilitaient la planification fiscale des entreprises. Le régime fiscal favorable aux brevets applicable aux actifs incorporels constitués après le 1er décembre 2007 (veuillez lire: le 31 décembre 2007) a été abrogé à compter du 1er juillet 2016...» - bon, bis dohin ass et jo kloer - «...conformément à l'action 5 du projet relatif à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices.» Dat ass dee berüümte BEPS vun der OCDE.

Weider heescht et am Rapport: «En outre, le Luxembourg s'est engagé dans la réforme de la fiscalité internationale. Seules des données économiques limitées démontrent l'efficacité des régimes fiscaux favorables aux brevets comme moyen d'encourager la recherche et le développement; par contre,...», da kënnt dee Saz, op deem d'Kritik baséiert ass, «...ces régimes peuvent...» - peuvent! - «...être utilisés comme des instruments de concurrence fiscale.»

Dat ass dat, wat am Rapport vun der Kommissioun steet, iwwert dat, wou elo schonn zimlech vill Tënt an och Spaut verbraucht ginn ass. An duerfir géif ech mengen, wat ech gëschter gesot hunn, dat ass net falsch, dass d'Kommissioun an och Lëtzebuerg dach misste capabel sinn, heiriwwer ze schwätzen a versichen, eng anstänneg Léisung doranner ze fannen. Ech mengen, ech sinn net Spezialist, ech sinn net an der Finanzkommissioun, mä Der wësst, dass mer wëllen 2018-2019 och déi Direktiven ëmsetzen, déi an der Lutte contre l'évasion fiscale eben um Tableau stinn.

Ee leschte Punkt wëll ech hei soen, Här President, iwwer Sainsbury, also iwwert dat, wat geschitt ass, Dramatesches, wat a Groussbritannien geschitt ass. Vläicht fir kloerzestellen: Et ass ee Gëft applizéiert ginn, dat an de 70er an an den 80er Joren an der deemoleger Sowjetunioun produzéiert ginn ass an nach ni agesat gouf. An dat Gëft, just fir Iech dat ze explizéieren, dat provozéiert Muskelkontraktiounen, an erstécken oder Häerzstëllstand ass d'Konsequenz.

Am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung hei an der Chamber géif ech soen, dass mer eng voll Solidaritéit ausdrécke mat Groussbritannien a mam brittesche Vollek. Den Asaz vun engem Nervegas ass inakzeptabel a verstéisst a flagranter Aart a Weis géint internationaalt Recht!

Mir condamnéieren, an, ech mengen, d'Chamber ass och domadder d'accord, dëse Virfall. A mir hoffen, dass alles gemaach gëtt, fir déi Verantwortlech zur Rechenschaft ze zéien.

Ech wëll hei soen, dass ech Russland nëmme kann a wëll encouragéieren, säint wierklech ze maachen, fir ze hëllefen, dass dëse schreckleche Virfall komplett opgeklärt gëtt, a wann en opgeklärt ass, dass och dann déi richteg Konsequenze gezu ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Ausseminister. Den Här Mosar zu...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, zu deem Punkt vum Här Bettel. Elo wollt ech awer nach eng Kéier drop zréckkommen, well ech mengen, datt den Här Ausseminister mech da vläicht do falsch verstanen huet. Da wëll ech dat nach eng Kéier kloer soen.

Hei geet et drëm, datt den Här Statsminister sech ee Moment beschwéiert huet, entre autres iwwer Twitter, datt et keen Échange préalable ginn hätt; keen Échange préalable. Dann äntwert, an ech liesen Iech et vläicht vir, Här Ausseminister, den Här Moscovici Folgendes: «Surpris par l'étonnement de mon ami @Xavier_Bettel sur la position en matière fiscale! Les rapports publiés hier ont été envoyés il y a 2 semaines à tous les États membres pour qu'ils les commentent: ils l'ont tous fait. La transparence a encore du chemin à faire.» Dat seet also den Här Moscovici.

D'Fro ass also, an den Här Wiseler an ech selwer hunn dat och nach eng Kéier an enger parlamentarescher Fro gestallt: Hei gëtt kritiséiert, datt iwwerhaapt net mat de Memberlänner doriwwer geschwat gëtt. Den Här Moscovici seet: „Dat ass falsch! Do ass all Memberland opgefuerdert ginn, e Rapport ze maachen. Dee Rapport ass vu Lëtzebuerg gemaach ginn."

A mir wëlle just wëssen... Mir sinn um Fong bien-entendu op der Positioun vun der Regierung, mä et schéngt eis manifestement eng Konfusioun ze sinn, och um Niveau vun der Regierung. An déi Fro, déi ech mer gestallt hunn an och gär beäntwert hätt: Firwat gëtt do elo eppes kritiséiert, wou awer manifestement Rapporte waren, wou en Echange war, wou och Lëtzebuerg en bonne et due forme seng Positioun eraginn huet?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Ausseminister!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Däerf ech?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, selbstverständlech.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här Mosar, wat ech dorobber kann äntwerten, ass Folgendes: Wat ech Iech elo gelies hunn, dat ass de Rapport vun der Kommissioun. Nieft dem Rapport vun der Kommissioun huet den Här Moscovici eng Pressekonferenz gehalen. An ech mengen, dass de Premier op d'Pressekonferenz reagéiert huet, well et net Usus ass, dass déi dote Punkten am Kader vum Semestre européen esou an de Vierdergrond gesat ginn.

Wann een dat heiten näämlech liest, dat, wat d'Kommissioun geschriwwen huet, also d'Kommissioun selwer offiziell geschriwwen huet, da muss een awer scho wäit siche goen, dass dat heiten eng grouss Kritik ass géigeniwwer eisem Land. An duerfir géif ech mengen: Loosse mer elo als Chamber, als Regierung, dat ass op jidde Fall mäi Wonsch, versichen, um Fong dat ze maachen, wat soll gemaach ginn, fir dass Lëtzebuerg total aus deem Schneider hei erauskënnt, well mir gehéieren net do derbäi!

Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Aus dem Schneider?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da si mer um Enn vun eiser aussen- an europapolitescher Debatt ukomm.

Motion 1

Mir sinn nach mat enger Motioun saiséiert, déi d'Ënnerschrëft vun engem groussen Deel vun der Chamber dréit, awer net vu jiddwerengem.

Kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen?

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Selbstverständlech, Här Kartheiser.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- D'Regierung ass d'accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Regierung ass d'accord.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, éischtens, mir begréissen de Prinzip vun dëser Motioun. Et deet eis just leed, datt mer net d'Méiglechkeet haten, zesumme mat anere Kolleegen iwwert de Contenu an iwwert d'Formulatiounen ze schwätzen. Et wär Verschiddenes ze korrigéiere gewiescht. Et ass schonn hei an enger anerer Interventioun ugeklongen: den ze vill eesäitege Charakter vun dëser Motioun. Dat ass eng Analys, déi mer am Prinzip kënnen deelen.

Och ass et esou, datt déi Resolutioune vun der UNO net an hirem Geescht komplett erëmgespigelt goufen. Et ass wuel richteg, datt de Waffestëllstand an där Resolutioun 2401, déi hei ernimmt gëtt, gefuerdert gouf. Et ass awer och esou, datt deen nächste Paragraf an där Resolutioun seet: Dat gëllt net fir déi Quartieren, wou d'Dschihadisten nach kämpfen. Et ass also een Aspekt, e wichtegen Aspekt vun där Resolutioun, deen hei net berücksichtegt war.

Et ass och esou, datt déi Garanten, déi dräi Puissancen, déi hei genannt gi sinn, einfach net d'Kontroll hunn iwwert d'Totalitéit vum syreschen Territoire, soudatt hinnen net kann eng Verantwortung hei zougewise ginn, déi se an der Realitéit net kënnen erfëllen.

Et sinn also eng Rei Saachen hei dran, och wa mer d'Richtung vun der Motioun ausdrécklech ënnerstëtzen, wa mer genausou wéi Kolleegen hei vun anere Parteie gär hätten, datt humanitär Korridoren existéieren, de Waffestëllstand gëllt, datt jiddweree seng Verantwortung hëlt, fir d'Zivilisten ze schützen, esou sinn déi Formuléierungen an dëser Motioun awer deelweis esou wäit ewech vun der Realitéit vum Terrain, datt mer eis bei dëser Motioun enthalen. Mir stëmme selbstverständlech net dergéint, mä mir kënne se och net an deene Wierder, wéi se hei formuléiert ass, approuvéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech muss Iech soen, Här President, ech sinn awer elo wierklech erstaunt iwwert dem Här Kartheiser seng Aussoen, ganz besonnesch, datt net iwwert déi Motioun hätt kënnen diskutéiert ginn. Also, mir hunn déi Motioun eraginn, dat ass scho mindestens elo 14 Deeg hier. Déi ass un all Member geschéckt ginn. Mir hunn an der Kommissioun en long et en large driwwer geschwat, d'ailleurs en présence och eng Kéier vum Ausseminister.

Den Här President, deen dat wierklech ëmmer exzellent mécht, huet gefrot: „Wëllt nach een eppes soen? Huet nach ee Suggestiounen, Commentairen, Kriticken?" Ech muss awer éierlech soen, Här Kartheiser, ausser datt Dir gesot hutt: „Dat dote kënne mir wahrscheinlech net matstëmmen", hunn ech keng konkret Propositioun vun Iech dozou héieren.

Et geet awer och net duer, fir ëmmer ze soen: „Et gëtt hei net diskutéiert." An dësem Fall ass dat awer faktesch falsch! Dat musst Der Iech awer och eng Kéier soe loossen! Wann Dir der Meenung sidd, datt dat dote keng gutt Motioun ass, da stëmmt se net vu mir aus, mä gitt wann ech gelift net soen, et wär hei net en long et en large driwwer diskutéiert ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nach weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

55-mol Jo a 5 Abstentiounen: Domat ass d'Motioun 1 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Merci.

An da géife mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et geet dobäi ëm de Projet de loi 6982 iwwert d'Marchés publics, wou sech an der Endversioun eng Rei vu materielle Feeler ageschlach haten. A fir op Nummer sécher ze goen, dass mer hei net e falschen oder e contestabelen Text geliwwert hätten, wëlle mer fir d'Eischt de Vott, dee mer gemaach hunn, annulléieren an dann nach eng Kéier iwwert de Projet ofstëmmen.

Hei ass decidéiert ginn, dass mer dat géifen ouni Debat maachen, awer net ouni Rapport. An ech géif der Madamm Rapportrice d'Wuert ginn, fir eis ze explizéieren, wéi dat mat deene materielle Feeler war. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

3. 6982 - Projet de loi sur les marchés publics

Rapport complémentaire de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, dat maachen ech ganz gären, Här President. Ech kommen eben nach eng Kéier zréck op d'Gesetz vun de Marchés publics, wat mer den 8. Februar op dëser Plaz gestëmmt hunn, nodeems de Statsrot keng Oppositioun méi erhuewen hat.

Am Nachhinein huet de Statsrot eis dunn awer op eng Rei Erreurs matérielles higewisen. Dat ware beispillsweis Buschtawen, déi hätte misse groussgeschriwwe ginn amplaz kleng. Et waren och verschidde Buschtawe vergiess ginn, an een, zwee Renvoie waren erronéiert, soudatt en doweinst d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel net wollt ginn. A wéi et an esou Fäll üüblech ass, hunn ech dunn e Rapport complémentaire geschriwwen an deen och an d'Chamberskommissioun bruecht.

Fir d'Éischt wéilt ech awer da froen, ob Der d'accord sidd, de Vott vum 8. Februar ze annulléieren, fir datt mer dann an enger zweeter Etapp de Rapport nach eng Kéier kënne stëmmen, dat heescht d'Gesetz nach eng Kéier stëmmen an deem Sënn, wéi et dann elo richteg formuléiert ass. Dat heescht, fir d'Éischt Annullatioun vum Vott an duerno e frësche Vott, fir den Text ouni Feeler ze stëmmen.

Ass dat esou verständlech?

(Assentiment)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- D'accord vun der grénger Fraktioun.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mä bon. Et ass gutt gemaach.

(Hilarité)

Et ass gutt gemaach. Also, den Terrain ass gutt preparéiert, soudass ech Iech elo géif froen, fir…

(Interruption)

Ah, ass eng Wuertmeldung do? Den Här Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Et ass och net fir laang. Et ass just, fir dach awer ze erklären, firwat datt mer u sech de Rapport net gestëmmt hunn als CSV-Fraktioun, well mer einfach der Meenung waren, jo, datt méi explizitt hätt missen an dee Rapport kommen, firwat datt mer déi Prozedur hei maachen, déi dach awer e bestëmmtene Seltenheetswäert - Gott sei Dank awer - an der Chamber huet.

(Interruption)

An duerfir hu mer dee Rapport, wéi gesot, net gestëmmt, net matgestëmmt. Et ass awer ganz kloer, datt mer de Projet de loi wäerte matstëmmen, well mir gradesou wéi d'Majoritéit dat Marché-publics-Gesetz wëllen hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Minister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci der Madamm Lorsché fir hir Remarken. Ech wëll just heizou soen, ech

war jo och laang Deputéierten an ech ka mech awer gutt erënneren, datt et emol virkomm ass bei Gesetzer, zemools bei Gesetzer wéi deenen heiten, déi 100 Säiten hunn, datt Erreur-matérriellë virkomm sinn. Et ass net fir d'Éischt. Dat ass awer elo kee Grond, fir ze soen, datt et soll virkommen.

An ech wëll Iech och soen, datt d'Regierung jo amgaangen ass, drun ze schaffen, fir éischtens d'Echangen tëschent Chamber, Regierung an och Statsrot nach méi ze digitaliséieren. An da kënnt eppes hannendrun, ech mengen, wat zu Lëtzebuerg einfach feelt, wat et am Ausland scho laang gëtt: e Service de législation hannendrun. Dat heescht, eppes, wat tëschent der Chamber ass, dem Statsrot an der Regierung, wou d'Texter einfach iwwerpréift gi par rapport zu hirer Konkordanz um legislative Wee.

Ech mengen, dat ass eppes, dat bräichte mer. Et si vill Gesetzestexter, wou dat wahrscheinlech kaum e Problem stellt, mä bei esou voluminéisen, komplizéierten Texter wéi deem heiten, déi op enger europäescher Direktiv opbauen, wär dat sécherlech net vu Muttwëll.

Fir de Rescht: Selbstverständlech sinn ech frou, datt d'Chamber natierlech dee Vott haut hei hëlt, hoffentlech positiv mat 60 Stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. Domat si mer um Enn vun eisen Netdebatten a mir géife fir d'Éischt zu der Annullatioun vum Vott iwwert de Projet de loi 6982 iwwergoen.

Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel du projet de loi 6982 du 8 février 2018

D'Ofstëmmung fänkt un. Also, wien dermat d'accord ass, fir de Vott ze annulléieren, stëmmt mat Jo. Voilà! Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass schonn eriwwer.

60-mol Jo. Unanimitéit! Domat ass deen éischte Vott iwwert de Projet annulléiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen dann elo zum definitive Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6982 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Wien d'accord ass mam Projet de loi a mat de Korrekturen, dee stëmmt mat Jo, a wien net d'accord ass, dee stëmmt mat Neen oder enthält sech. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6982 ass unanime ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da stellen ech déi Fro nach eng Kéier, déi ech awer scho beim éischte Vott gestallt hunn.

Froe mer d'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Mir hunn also hei scho bal en drëtte Vott. Da soen ech Iech Merci.

An d'Sëtzung ass elo gläich eriwwer. Vergiesst net, dass d'éffentlech Sëtzung muer um dräi Auer ugeet! Also, um dräi Auer Rendez-vous muer de Mëtten.

Ech soen Iech Merci, a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.15 heures)

SÉANCE 25

JEUDI, 15 MARS 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'avenir de la place financière dans le cadre précis de l'évolution des cryptomonnaies
   - *Exposé: M. Laurent Mosar (dépôt d'une motion)*
   - *Débat: M. Eugène Berger, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. David Wagner*
   - *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
   - *Motion 1 (renvoi en commission)*
3. Débat de consultation sur les grandes orientations du futur plan d'action pluriannuel d'intégration
   - *Exposé: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
   - *Débat: Mme Martine Mergen (question de M. Fernand Kartheiser), M. Gilles Baum, Mme Taina Bofferding (question de M. Fernand Kartheiser), M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum, M. Marc Spautz*
   - *Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

(Interruption par M. Eugène Berger)

Ech hunn nach Schwieregkeeten, d'Regierung gëtt déi ganzen Zäit opgehalen.

(Hilarité et brouhaha)

Mä elo huet se Plaz geholl. An ech ka meng traditionell Fro un den Här Finanzminister riichten, ob en eng speziell Matdeelung un d'Chamber ze maachen huet.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Näischt Spezielles.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Da géife mer direkt zu eiser Aktualitéitsstonn iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz am Kader vun de Kryptowärunge kommen, eng Aktualitéitsstonn, déi vun der CSV ugefrot ginn ass a wou den zoustännege Riedner scho prett ass. Den Här Laurent Mosar huet d'Wuert.

2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'avenir de la place financière dans le cadre précis de l'évolution des cryptomonnaies

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Här Finanzminister, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Mëtten eng Aktualitéitsstonn hei ugefrot. Ech wollt direkt um Ufank soen: Mir wäerten an deem Kader och eng Motioun deposéiere mat enger ganzer Rei vu ganz konkrete Propositiounen, soudatt ech dann direkt wäert 15 Minutten huelen. Ech fänken herno...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Motioun verteidegen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Voilà! Ech fänken herno net nach eng Kéier un, Här President.

Den Internet, esou wéi e sech an deene leschte Jore respektiv Jorzéngten entwéckelt huet, féiert eis gesamt Weltwirtschaft a Richtung vun enger globaler Digitaliséierung. Niewent all deenen neien digitalen Innovatiounen, déi an de leschte Joren an der Welt vum Internet opgetaucht sinn, sinn et déi sougenannten DLT - „distributed ledger technology" - oder och Blockchain genannt, déi elo op e Maturitéitsstadium komm sinn, dee se extrem interessant mécht fir eis ganz Gesellschaft, eis Industrien, eise Finanzsystem, awer och eis Administratiounen a méi generell geschwat eis ganz Ressource-humainen.

An d'Aktualitéitsstonn vun haut, Här President, huet mer et dann och erlaabt, mech an deene leschten Deeg a Woche eigentlech mat enger ganz innovativer awer och faszinanter Technologie auserneenzesetzen. An och wann ech nach laang net alles verstanen hunn, an ech mengen, et ass schwéier, an där Technologie alles ze verstoen, sinn ech dach haut wesentlech méi schlau, wéi dat nach virun enger Rei Wochen de Fall war, ganz besonnesch wat dës Technologie mat hire ganz ville Chancen awer och hire Risken ugeet.

Fir d'Éischt hunn ech geléiert, datt Kryptowärungen an de Blockchain zwee verschidde Puer Schong sinn, déi een och net soll direkt matenee vermëschen. De Bitcoin, wéi all aner Kryptowärungen, ass natierlech eng direkt Applikatioun vun der Blockchain-Technologie. Dës Technologie ass awer vill méi wäit an hirer Evolutioun a stellt u sech eng kleng Revolutioun duer, wat déi natierlech Mutatioun vum Internet a Richtung vu multiple Systemer vu Circulatioun vun der Informatioun ugeet.

Här President, ier ech mech méi genau mat dëser Technologie befaassen, just e puer Wierder zu de Kryptowärungen. Bei dësen, an ech mengen, déi meeschte Kolleege wëssen dat, handelt et sech u sech ëm privat Geldsystemer, déi eigentlech just op Algorithmen an op Netzwierker opgebaut sinn. Dës Geldsystemer, am Géigesaz zu den offizielle Wärungen, ginn natierlech vu kengen zentrale Banke kontrolléiert. An duerfir muss och all Investisseur sech bewosst sinn, datt den Handel mat dëse Kryptowärungen extrem grousse Risken ausgesat ass an datt ganz besonnesch de Risk vun enger Blos, déi hei eventuell kann zerplatzen, e Multipel méi grouss ass wéi bei deenen traditionelle staatleche Wärungen.

Ech gesinn duerfir am Moment och guer kee Grond, wéi verschidde Leit dat mengen, datt esou Kryptowärunge staatlech Wärungen an Zukunft géifen ofléisen, well weder garantéiert dëst Privatgeld dem Spuerer méi Stabilitéit, manner Risken oder manner Volatilitéit nach e méi gerénge Wäertverloscht als Konsequenz vun Inflatioun wéi traditionell Wärungen.

Fir mech existéiert doniewent ee ganz grousse Risk, an dat ass natierlech deen, datt esou Zorte vu private Wärunge ganz besonnesch interessant si fir potenziell Krimineller, déi natierlech wäerte versichen, esou virtuell Geldsystemer ze hacken, ze manipuléieren oder och am Interessi vun Eenzelen ze mëssbrauchen.

Awer och fir de Konsument oder den Investisseur, deen an dës Kryptowärungen investéiert, kënnt dat Ganzt, an dat muss ee ganz éierlech hei soen, am Moment éischter nach enger Achterbanfaart gläich, an de Risiko, fir alles ze verléieren, ass deelweis nach méi grouss wéi am Casino, wou et zumindest gewësse Regele ginn, déi d'Spiller musse respektéieren.

Nach, Dir Dammen an Dir Hären, solle mir eis kengen Illusiounen higinn, datt dës privat Geldsystemer sech an Zukunft weider wäerten entwéckelen. An duerfir, an dat ass och eng vun de Konklusiounen, op déi ech herno kommen, ass et wichteg, datt mir eis awer hei eng Rei vu gesetzleche Bestëmmunge ginn, fir dës Kryptowärungen ze regulariséieren, ze reguléieren, well et ka jo och net sinn, datt mer se sech hei an engem komplett rechtsfräie Raum bewege loossen.

Ech begréissen duerfir och de Communiqué, deen haut vun der CSSF publizéiert ginn ass, deen eigentlech déiselwecht Analys mécht, mengen ech, déi ech och elo hei gemaach hunn, an deen eigentlech och d'Positioun vun de Vertrieder vun der Europäescher Zentralbank iwwerhëlt, déi jo och schonn an de leschten Deeg duerch verschiddener vun hire Membere virun de Gefore vun dëse private Geldsystemer gewarnt huet.

Här President, wat elo d'Technologie vum Blockchain betrëfft, muss ee se, an ech hunn et virdru gesot, also lassgeléist vun hirer nach am Moment wichtegster Applikatioun, de Kryptowärungen, gesinn.

Mä wat ass fir d'Alleréischt iwwerhaapt eng Blockchain? Dat ass eng dezentral Datebank, déi eng ëmmer méi grouss Lëscht vun Transaktiounsdatesätz ëmfaasst. Dës Datebank gëtt da chronologesch linear erweidert an et kann ee se u sech vergläiche mat enger Ketten, déi um

ënneschten Enn ëmmer erëm nei Elementer dobäigesat kritt, an duerfir och de Begréff Blockchain.

Dës nei Technologie, an do verroden ech Iech kee Geheimnis, wäert eise gesamte Wirtschaftssystem an den nächste Jore revolutionéieren a stellt och en net onwesentlecht Element vun der Digitaliséierung duer. De Prinzip vun der Blockchain wäert och d'Kommunikatioun um Internet grondleeënd veränneren, well dëse Prinzip et méiglech mécht, an Zukunft an och elo schonn all Transaktiounen an engem sougenannte Keesebuch ofzespäicheren, dat dann Zeil fir Zeil verschlësselt gëtt, wat dann och bedeit, datt déi Daten, wa se eng Kéier ageschriwwe gi sinn, net méi verschwannen an domadder och net méi veränner bar sinn.

Wat kënnen d'Virdeeler vun dëser Technologie sinn? Fir d'Alleréischt de Schutz vu groussen Datequantitéiten iwwert d'Verschlësselung, d'Méiglechkeet, grouss Datequantitéiten iwwer Entreprisen ze sammelen an ze analyséieren, eng einfach Verifizéierung vun Datebezuchspunkten, d'automatescht Opspiere vu Schwaachstellen an de Liwwerketten, an dem Paiementsverkéier an an anere Geschäftsprozesser, d'Reduktioun an d'Vermeidung vun onnéidege Käschten duerch d'IT-Infrastruktur, d'Reduktioun vu Käschte fir intern an extern Finanztransaktiounen, Finanzreporting, Administratioun, Schafung vun engem Mechanismus fir d'Verbesserung vun deene verschiddene regulatoresche Reportingen an domadder och d'Beschleunegung vun de Joresofschléss.

Als Nodeeler muss ee momentan opzielen, datt et haut nach wéineg individuell Installéierbarkeet, e geréngen Datenduerchsaz an Aschränkunge bei der Späicherplaz gëtt. An ee méi fundamentale Problem ass, datt och hei den Droit à l'oubli digital net garantéiert ass, dat heescht, wann hei eng Kéier eng Informatioun an där Blockchain gesammelt a gespäichert ass, verschwënnt se ni méi. An dat ass e Problem, well ech mengen, och an dëser Matière misst eigentlech all Bierger d'Recht hunn op dee sougenannten digitalen Oubli.

Wat kënnen dann elo d'Applikatioune vun dëser neier Technologie sinn? D'Blockchain kann net nëmme Kryptowärunge wéi de Bitcoin, mä och aner digital Contenue wéi Konscht, Musek, Texter oder Fotoe steieren a kann zum Beispill och interessant Applikatioune fir Aktivitéiten am Beräich Spacemining duerstellen.

Wat bedeit elo d'Blockchain, dës Technologie, fir eist Land? Fir d'Éischt eigentlech eng formidabel zousätzlech Opportunitéit, fir eis un där neier digitaler Ekonomie ze bedelegen, andeem mer iwwert dës Technologie eng Rei zousätzlech Businessmodeller kënnen en place setzen, déi net nëmmen am Interessi vun all eise Bierger sinn, mä awer och de wirtschaftlechen, sozialen a finanziellen Tissu vun eisem Land kënne verstäerken.

Andeem eis Finanzplaz am Moment jo zu deene weltwäit gréisste gehéiert, wat d'Finanzdéngschtleeschtunge betréfft, souwuel um Niveau vun de Banken, um Niveau vum E-Commerce awer ganz besonnesch um Niveau vun der Fongenindustrie, hu mir natierlech als Land an als Finanzplaz extrem vill ze gewannen, wa mer a Richtung vun dëser neier Ekonomie ginn.

A mir dierfen, Dir Dammen an Dir Hären, als Land hei op kee Fall den Zuch verpassen, fir déi Opportunitéite vun der Blockchain a vun der sougenannter „Tokenisatioun", wat d'Verschlësselung vun informateschen Donnéeën ass, ze ergräifen.

Dann ass natierlech och dës Technologie eng formidabel Opportunitéit fir den Developpement vun neien Technologien am Weltall, ech hunn et virdru scho gesot, an eigentlech domadder och op der Linn vum Projet vun der Regierung, wat de Spacemining betréfft.

Här President, mir wäre frou, de Mëtten och d'Positioun vun der Regierung zu där ganzer Thematik ze héieren. An ech muss Iech dach agestoen, datt ech e bësselchen enttäuscht war vun der Äntwert, déi den Här Finanzminister mer virun enger Rei vun Deeg op eng Fro, déi ech schonn an deem dote Kontext gestallt hat, ginn huet.

Ech gesinn och do, soen ech Iech ganz éierlech, gewësse Kommunikatiounsdivergenzen: Op där enger Säit eise Statsminister a Kommunikatiounsminister, dee mat extrem grousser Begeeschterung vun all dësen Technologien op all méigleche Konferenze schwätzt, nach virun e puer Deeg bei Allen & Overy, op där anerer Säit spieren ech, datt eise Finanzminister, wat vläicht dann och net anormal ass, wesentlech méi reservéiert heizou ass.

Ech wëll de Mëtten am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun deposéieren, déi eng ganz Rei vu konkrete Propositioune beinhalt. Än ech wär frou, wann déi Motioun net direkt géif ofgeleent ginn. Ech géif proposéieren, datt mer déi géifen an d'Finanzkommissioun renvoyéieren, well et ass eng extrem komplizéiert Thematik, déi een och net einfach esou an e puer Sätz kann definitiv evakuéieren.

Wat froe mir an dëser Motioun? Konkret proposéiere mir zéng Mesuren. Mir hätte fir d'Alleréischt gär, datt d'Regierung eng sougenannten Taskforce en place setzt, déi déi wichtegst Akteuren aus dem Finanzsecteur, awer och aus anere Secteure wéi dem ICT-Beräich mat de Vertrieder vun der Universitéit esou schnell wéi méiglech géif zesummesetzen, fir och der Regierung eng Rei vu Recommandatiounen ze maachen, déi vun dëser a méi wahrscheinlech vun der nächster Regierung da kënnen ëmgesat ginn.

Da froe mir, datt d'Mëttelen, déi d'CSSF am Moment zur Verfügung huet, fir déi nei Technologien ze kontrolléieren, ze reguléieren, solle substanziell vergréissert ginn, well et jo och wahrscheinlech d'CSSF herno ass, déi d'Kontroll an d'Surveillance vun engem groussen Deel vun de Societéiten an Entreprisë mécht, déi Applikatioune vun der Blockchain maachen, zumindest wat de Volet Finanzsecteur a FinTeche betréfft.

An deem Sënn proposéiere mir dann och, datt um Niveau vun der CSSF en Information Desk soll en place gesat ginn, deen deene villen Akteure vun der Plaz et erméiglecht, en direkten Interlocuteur ze fannen, wat all Froe betréfft, déi en relation mat der Blockchain an anere Kryptowärunge sinn. Et ass am Moment näämlech esou, datt et zwar um Niveau vun de Banke bei der CSSF schonn esou ee Service gëtt, dee Service ass awer weider bei de Fongen net besonnesch ausgedeent. A wann ee sech e bësselche mat der Thematik ofgëtt, da gesäit een, datt dës Applikatioun och ganz, ganz besonnesch wichteg ka fir d'Fongeni ndustrie sinn.

Dann, Här President, froe mir awer och, datt eng ganz Rei vu legislative Moossnamen hei sollen a musse geholl ginn. Fir d'Éischt soll eng Legislatioun en place gesat ginn, déi den Investisseuren an der Blockchain eng Protektioun assuréiert, en attendant, datt mer dann och vläicht eng Kéier eng europäesch generell Regelung heizou wäerte kréien.

Mir froen dann des Weideren, datt, äänlech wéi bei eisem Prospectus-Gesetz, wat d'Fongenindustrie betréfft, och hei den Handel mat Produite vu Fongen iwwer Blockchain an Zukunft soll méiglech sinn an datt natierlech do déiselwecht Regele wäerte spille wéi bei den normale Fongen.

Da froe mir eppes, wat an eisen Aen extrêmement wichteg ass, datt d'Akteure vun der Blockchain genau wéi all déi aner traditionell Akteure vun der Finanzplaz natierlech deeneselwechte strenge Regelen, wat d'Surveillance an de Contrôle betréfft, ënnerworf ginn.

Eng aner Fuerderung ass déi, an ech mengen, déi läit eis alleguerten um Mo, datt och d'Steierverwaltung an den Enregistrement emol sollen hir Positioun festleeën, wéi an Zukunft déi Transaktiounen a Kryptowärungen och steierlech wäerten ugesi ginn. Well et ka jo net sinn, datt iwwert de Wee vu Blockchainen an Zukunft Transaktioune gemaach ginn, déi weder der TVA nach soss iergendwéi enger anerer Aart vu Besteierung wäerten ënnerleien.

Da menge mir awer och, datt et wichteg wär, datt vun der Regierung eng Informatiounscampagne géif gemaach ginn, fir dobaussen d'Bierger an d'Consommateure ganz besonnesch iwwert d'Risike vu Kryptowärungen opzeklären.

Ganz kuerz wëll ech och nach drop hiweisen, datt hei aner Länner scho wesentlech méi wäit si wéi Lëtzebuerg. Ech denken do virun allem un d'Schwäiz mat der Crypto Valley zu Zug, ech denken och un d'Japaner, d'Amerikaner, d'Fransousen, déi am Moment amgaange sinn, sech exzellent do ze positionéieren.

Ech plädéieren derfir, Här President, datt mir och wierklech hei sollen alles maachen, fir an Zukunft Entreprisen aus deem ganz innovativen Aktivitéitsberäich ze encouragéieren, sech hei nidderzeloossen. An duerfir mengen ech, ass et eis alleguerte ganz kloer, datt mer en appropriéierte juristesche Kader duerfir brauchen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Den Objektiv vun eiser Heure d'actualité haut de Mëtteg ass eigentlech gewiescht, datt mer och emol eng Kéier hei an der Chamber eng Diskussioun iwwert dës nei Technologië géife féieren, wou ech hoffen, datt mer déi Diskussioun kënne viruféieren an den duerfir zoustännege Kommissiounen. Och a besonnesch d'Parlament, als éischt Institutioun am Land, muss onbedéngt dës Sujete méi proaktiv ugoen an och begleeden. An dësem Sënn hoffen ech, datt dës Debatt en éischten awer wichtege Schrëtt an dëser Diskussioun ass. Well ech mengen, mir sinn eis alleguer bewosst, datt d'Digitaliséierung eis Wirtschaft, awer och eist Land wäert an deenen nächste Jore fundamental veränneren an d'Blockchain-Technologie ass e wichtegt Fundament vun dëser Digitaliséierung.

Kommt, mir verpassen also net hei déi unique Chance, datt mer eist Land hei och op d'Weltkaart vun dëser Technologie setzen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que, depuis des années, le Luxembourg se profile comme hub pour les nouvelles technologies;

- que le Luxembourg constitue par ailleurs une place financière de renom international;

- que la «blockchain», encore appelée «technologie des registres distribués» ou «technologie de la chaîne de blocs» a la capacité de révolutionner le secteur financier mondial, européen et luxembourgeois;

- que, pour ne pas risquer d'être décroché, il convient de ne pas se donner une posture attentiste, mais de prendre les devants et d'accompagner de manière proactive ces développements;

- qu'il existe bel et bien divers groupes de travail sur la place travaillant sur ces thèmes;

- qu'une concertation ordonnée fait toutefois défaut;

- qu'il convient d'associer la faculté des sciences, de la technologie et de la communication et la faculté de droit, d'économie et de finance de l'université du Luxembourg audit processus;

- notant que la «blockchain» est d'une utilité certaine, au-delà du domaine financier;

- que, dans un rapport de la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen sur le thème «Vers un système de TVA définitif, et lutte contre la fraude à la TVA» (2016/2033(INI)), pour ne citer que cet exemple, l'auteur du rapport a invité la Commission européenne et les organismes publics en général, «à étudier et à tester de nouvelles technologies telles que la technologie du registre distribué et la surveillance en temps réel dans le cadre d'une stratégie „RegTech" afin de réduire de manière substantielle l'„écart de TVA" dans l'Union»;

- que, de manière générale, la «blockchain» pourrait révolutionner les relations entre administrations publiques et administrés;

- qu'avec la «blockchain» le Luxembourg dispose d'une opportunité de participer à la nouvelle économie en créant une nouvelle valeur ajoutée par la mise en place de nouveaux business modèles servant non seulement les citoyens nationaux mais aussi le tissu économique, social et financier du pays;

- que de par sa position de leader en termes de services financiers, tant dans l'industrie des fonds d'investissement que dans l'e-commerce ou les banques, le Luxembourg a beaucoup à gagner dans cette course vers la nouvelle économie distribuée et doit dès lors saisir les opportunités offertes par la «blockchain» ou DLT et la tokenisation;

- que la «blockchain» pourrait enfin également contribuer au développement des nouvelles technologies de l'espace,

invite le Gouvernement

- à mettre en place une «task force» au niveau gouvernemental qui rassemble les acteurs clés du secteur financier et des nouvelles technologies, y compris du monde universitaire afin d'obtenir dans les plus brefs délais les recommandations à mettre en œuvre pour l'économie en général et la place financière en particulier,

- à augmenter significativement les ressources de la CSSF en matière de «blockchain» ou DLT afin de gérer dans les meilleurs délais tous les dossiers liés à la «blockchain» ou DLT,

- à étudier la mise en place d'un «information desk» au niveau de la CSSF permettant aux divers acteurs de la place, établissements financiers et fonds, de trouver un interlocuteur pour des questions liées aux nouvelles technologies en général, à la «blockchain» et aux monnaies virtuelles en particulier,

- à étudier la mise en place d'une législation pour la protection des investisseurs sur la «blockchain» et la DLT en attendant une législation européenne en la matière,

- à étudier de même la mise en place d'une loi similaire à la loi dite «Prospectus» pour les projets, sociétés et sociétés distribuées, liées à la «blockchain» ou la DLT en prévoyant notamment l'option d'opter pour les exemptions existantes et l'exemption de prospectus·pour les offres publiques à l'épargne de petite taille,

- à l'instar des acteurs de la place financière soumettre également les acteurs de la «blockchain» et la DLT aux règles AML/CTF,

- à inviter l'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement à fixer et à publier leur position quant à la façon de traiter les transactions en cryptomonnaies notamment en ce qui concerne leur soumission à la TVA et à l'impôt sur le revenu,

- à informer le grand public sur les risques inhérents à investir dans des cryptomonnaies,

- à doubler d'efforts afin de faire bénéficier les administrés des avantages de «blockchains» publiques, avec comme objectif un meilleur service au «client»,

- à œuvrer au niveau européen pour une convergence et une harmonisation des règles juridiques liées aux méthodes de financement basées sur la technologie «blockchain» et relative à la «blockchain».

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Jean-Marie Halsdorf, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech géif dann direkt d'Wuert un deen éischten ageschriwwene Riedner zu der Heure d'actualité ginn. Dat ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

Débat

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Bitcoin, Kryptowärungen, wann ee virun e puer Joer déi Termen erwäänt huet, da war dat fir vill Leit nach Chineesesch, mä mëttlerweil sinn déi Begréffer awer jiddwerengem geleefeg. A mir hunn haut dann och déi éischte Kéier d'Geleeënheet, hei an der Chamber, am héijen Haus, doriwwer ze schwätzen.

Ech wëll awer duerfir och direkt dem Laurent Mosar Merci soe fir seng Initiativ. Ech mengen, sécherlech ass dat hei och déi richteg Plaz, fir do eng éischte Kéier driwwer ze schwätzen. An ech sinn iwwerzeegt, datt mer sécherlech haut net déi leschte Kéier doriwwer schwätzen.

Ech hu gesot: Virun e puer Joer oder och nach rezent war dat de Leit vläicht eppes relativ Onbekanntes. Et muss een awer wëssen, datt et awer déi Blockchain-Technologien a Kryptowärungen, déi also op déi Technologie opbauen, eigentlech schonn zënter 2008 méi oder wéineger offiziell gëtt. Wann een nosicht, sinn dat also praktesch zéng Joer, wou awer schonn dodrunner geschafft gëtt.

Ech wäert elo Saache widderhuelen, déi och mäi Virriedner scho gesot huet. Mä et ass wéi an der Schoul, wann een et oft genuch widderhëlt, heiansdo mat anere Wierder, dann ass vläicht deen een oder aneren, deen et dann och méi kloer gesäit. Dann hu mer hei eigentlech och e klenge pädagogeschen Exercice haut gemaach an ech fille mech dann 30 Joer zréckversat op eng aner Plaz.

Also d'Kryptowärungen, dat sinn eng Aart dezentral, digital Kontabilitéitssystemer, fir ze bezuelen an ze handelen. Se gi privat per Computer geschëpft, wéi een dat nennt. An eng Grondiddi, ech ginn elo net ze vill an d'Detailer an, mäi Virriedner huet dat schonn zum Deel gemaach, eng Grondiddi ass eben, datt dës Wärungen net kënnen oder solle vu staatlecher Säit, vun enger Zentralbank kontrolléiert ginn. An dat bréngt jo awer eng Rei Froen a Problemer mat sech, op déi ech herno nach eng Kéier wäert zréckkommen.

Wann een an der Vergaangenheet vum Bitcoin héieren huet, da war dat och déi eng oder aner Kéier a Verbindung mam Darknet, mat onduerchsichtegen Transaktiounen, mat Drogen-, Waffenhandel, Geldwäscherei an esou weider, wou déi Wärung och dann agesat ginn ass. An ech mengen och, spéitstens säit dem leschten Dezember, wou an den Zeitungen iwwerall stoung, datt de Cours vum Bitcoin zolidd ofgestierzt war, sinn och Kryptowärungen ëmmer méi elo bei de Finanzexperten an de Fokus geroden.

Bon, et muss een och soen, Bitcoin ass zwar déi am beschte bekannte Kryptowärung, well et als Éischt gehandelt gouf, mä et muss een awer wëssen, datt et mëttlerweil iwwer 4.500, ech hunn dat nogekuckt, vläicht sinn et der schonn erëm méi, Kryptowärunge ginn. Bon, Bitcoin war déi éischt. Duerfir ass dat fir d'Leit insgesamt dann de Sammelbegréff fir déi Wärungen.

Bon, et illustréiert op alle Fall och déi ganz Entwécklung, wéi och am Beräich vun de Finanzen dat Digitaalt ëmmer méi präsent gëtt an enger vun eis gewinnter Welt a wou mer musse wëssen, datt mer eis also och dorobber mussen astellen a kucken, och mat deene Saachen eens ze ginn, fir datt dat awer och net komplett aus dem Rudder leeft.

Bon, mir hunn hei eigentlech zwou Saachen, déi mer musse kucken: Op där enger Säit si

mer eng international Finanzplaz zum engen. Zum anere si mer awer och en digitale Wirtschaftsstanduert, dee mer weider wëlle förderen, dee mer wëllen ausbauen. A mir mussen also kucken, wéi mer mat de Kryptowärungen an deem Feld do dann eens ginn, wéi mer do also och awer kënne kucken, wat op där enger Säit d'Defien, d'Erausfuerderunge sinn, awer op där anerer Säit, wat souwuel fir d'Finanzplaz wéi och fir eisen digitale Wirtschaftsstanduert awer och d'Opportunitéiten sinn, wou mer onbedéngt dann awer musse kucken, datt, wa sech eis do Chancë bidden, mer déi och ergräifen.

Mir schwätzen hei, mäi Virriedner huet dat scho gesot, eigentlech iwwer zwou Saachen, déi matenee verbonne sinn. Op där enger Säit d'Blockchain-Technologië mat all hiren Applikatiounen, déi awer net nëmme Kryptowärunge kënne betreffen. D'Blockchain-Technologien en tant que tel, dat ass eigentlech eppes, wat awer e gewëssent Potenzial duerstellt.

Blockchain, ech widderhuelen et och net méi, mä wat heescht dat eigentlech? Ech probéieren et och nach eng Kéier ze soen: Dat sinn eigentlech Datesätz, soe mer emol digital Informatiounen. Dat ass elo fir d'Experte vläicht net honnertprozenteg richteg, mä dat sinn also Datesätzbléck, déi dauernd erweidert ginn an déi kryptographesch matenee verbonnen, verkett ginn, duerfir Chain, Blockchain. Also déi eenzel digital Informatioune gi matenee verbonnen.

Et ass esou wéi eng dezentral Buchféierung, kéint ee soen, eng Bibliothéik, wou dann déi Informatiounen, déi Prozesser dra gesammelt ginn, déi och net kënne kontrolléiert ginn, déi hir eegen, onofhängeg Logik hunn. An déi kënnen och an aneren (veuillez lire: Beräicher benotzt ginn), also dat ass net nëmmen eppes, wat ka bei Wärungen ugewannt ginn, mä dat kann och ugewannt gi beim Auditing, an de medezinnesche Beräicher an esou weider. Wann een e bësse kuckt, do ass also ganz vill Potenzial.

An ech mengen, et ass och do, wou hei zu Lëtzebuerg awer Chancë sinn. Permanent entstinn hei zu Lëtzebuerg och nei Start-uppen an deem Beräich. An do musse mer op alle Fall hei zu Lëtzebuerg weider drop setzen. Mir hunn eis och, dat muss ee soen, an deem Beräich, an allem, wat dat Digitaalt ubelaangt, gutt positionéiert mat „Digital Lëtzebuerg". Do hu mer eng ganz Rei Initiative wéi zum Beispill Infrachain oder d'LHoFT, dat ass jo d'Luxembourg House of Financial Technology. Do förderе mer déi Initiativen, déi innovativ sinn. An ech mengen, do musse mer och weider drop setzen.

Här President, ech benotzen och an engems scho meng Zäit, fir op d'Motioun anzegoen. Duerfir sinn ech schonn e bëssen hei iwwert der Zäit, déi normalerweis fir meng Interventioun virgesinn ass. Wann Der domat d'accord sidd, benotzen ech déi Zäit hei dann och direkt. Ech ginn do op e puer Elementer vun der Motioun an.

Also am Resumé, wat d'Blockchain-Technologien ugeet, e klore Jo. Do leie wierklech déi grouss Chancen. Do leien d'Opportunitéiten och hei zu Lëtzebuerg, datt mer dat wierklech solle weider ënnerstëtzen. Méi schwiereg stellt sech effektiv d'Fro fir den Ëmgang mat de Kryptowärungen. Do hu mer verschidde Societéiten, déi sech hei rezent niddergelooss hu wéi bitFlyer, Bitstamp. Dat sinn zwou Bourssen, op deenen een da mat Bitcoin, Ethereum, Ripple, a wéi all déi 4.500 kënnen heeschen, handelen. Déi mussen natierlech op der Bourse eng Rei Oplage respektéieren, fir zum Beispill kriminell Aktivitéiten, Geldwäsch, ze ënnerbannen. An, bon, dat ass deen een Deel.

Dann huet een natierlech awer och en Ureiz oder et gëtt versicht, fir och hei zu Lëtzebuerg Leit ze incitéieren, fir doranner ze investéieren. A laut mengen Zuele sinn et 8% vun de Lëtzebuerger, déi an eng Kryptowärung investéieren. Et ass also och e Spekulatiounsobjet oder Kryptowärungen déngen och als Spekulatiounsobjet. An do, en tant que tel, hu se awer eng ganz Rei Risiken, déi se mat sech bréngen. An och mäi Virriedner huet scho vun de Communiquéë geschwat vun der CSSF. Ech wëll do net am Detail drop agoen. Ech verweisen nëmmen op déi.

Do muss een awer soen, d'CSSF warnt virdrun, datt een hei also am schlëmmste Fall all seng Sue ka verléieren. Et ass also héich spekulativ, et ass keng Kontroll do. An duerfir ass dat och nëmme richteg. Mir begréissen déi Communiquéë vun der CSSF.

Bon, wéi kann een elo op deen Defi vun de Kryptowärunge reagéieren? Da kommen ech och schonn e bëssen op dat, wat gefrot ginn ass an der Motioun. Also Krypto komplett verbidden, schéngt mer schwiereg. Well et kann een net vun haut op muer déi Entwécklunge stoppen. An dat ass jo och eppes, wat eigentlech ouni Kontroll ass a wou et wierklech schwiereg ass, dat esou zack, bumm ze bremsen.

Ech mengen, déi richteg Approche ass effektiv, fir d'Risiken duerch e passende legale Kader wäitméiglechst anzeschränken. Dat schéngt mer déi richteg Pist ze sinn. Mä do muss een awer wëssen, do kënne mer net eleng als eenzelt Land, als Lëtzebuerg eppes maachen. Do musse mer effektiv op europäeschem, op internationalem Plang kucken, do zesummenzeschaffen. An ech mengen awer, an där Demarche soll Lëtzebuerg sech net verstoppen. Ech mengen, do kéinte mer eventuell och wéi an aneren Dossiere vun der Transparenz eng Virreiderroll anhuelen, och fir ze kucken, datt mer, ech soen emol einfach, eng international Rumm schafe mat dem Zil, Aktivitéiten ze verhënneren, déi illegal sinn, Investoren ze schützen a virun allem och awer de wirtschaftleche Wuesstum ze schafen.

An ech mengen, wann eis dat geléngt, datt mer do awer e Kader schafen, obwuel sech dat jo där ganzer Kontroll entzéie wëllt, wa mer do awer kéinten e Kader schafen, deen déi Garantië géif ginn, da kéint et och herno ënnert dem Strëch en Atout vläicht si fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg. Haut ass dat nach ze fréi. Mir sollen eis awer do kee Wee verspären. Haut géif ech éischter soen, datt d'Virsiicht, d'Präventioun, d'Informatioun muss hei am Moment am Vierdergrond stoen an datt mer also, wéi gesot, virun allem eisen Akzent op d'Blockchain-Technologië setzen.

Dat gesot, mengen ech, ass dat eng gutt Propos, datt mer déi Motioun géifen an d'Finanzkommissioun huelen. Ech mengen, et ass och déi richteg Plaz, datt och hei d'Chamber an der Cofibu sech géif mat deem Sujet beschäftegen, datt mer och do proaktiv eis eng Rei Iddie maachen, déi mer da kënnen der Regierung, dem Finanzminister mat op de Wee ginn. Also duerfir och meng Propos, oder dat war jo och scho proposéiert ginn, fir deem och meng Zoustëmmung ze ginn, fir dat dann do an där Kommissioun ze behandelen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot. A vu dass mer dat beim Interpellant, wann ech dat esou däerf soen, gemaach hunn, dass d'Motioun direkt mat an d'Diskussiounen erabezu gëtt, gëllt dat selbstverständlech och fir all déi aner Riedner.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wärend mir haut an dëser Heure d'actualité iwwert d'Kryptowärunge schwätzen, gëtt an 39 Lëtzebuerger Schoulklassen dës Woch d'Woch vun de Sue gemaach - an den Här Finanzminister war och dës Woch an enger Klass zu Esch -, wou d'Kanner op eng ludique Aart a Weis erkläert kréien, wat Sue sinn, wéi een domadder ëmgeet, wat Spueren ass, wat Scholde sinn, dass ee sech net soll iwwerscholden. An ech hoffen, dass se och erkläert kréien, wat Spekulatioun ass. Well Spekulatioun ass dat, wat fir de Moment mat de Kryptowärunge ganz offensichtlech geschitt.

Kryptowärunge gradesou wéi aner Avoiren an der Vergaangenheet, ob dat hollännesch Tulpeknolle sinn oder Subprime Bonds, maache fir de Moment deeselwechte Phenomeen mat. Si sinn enger ganz grousser Hausse ausgesat gewiescht d'lescht Joer. De Bitcoin huet zäitweis bis zu 15.000 Dollar cotéiert mat ganz grousser Volatilitéit. Et ass eng Euphorie fir dat Instrument, well sech ganz héich Rendemente versprach ginn an Zäite vu fortwärend niddregen Zënsen.

An dofir si mer als LSAP dësen Instrumenter relativ skeptesch gesënnt fir de Moment. Mir soen awer och direkt, dass mer net technologiefeindlech sinn. Mir sinn der Meenung, dass ganz vill Potenzial fir d'Finanzplaz an de Beräicher vu RegTech, vun der Regulation Technology, an och am Beräich vun der Blockchain stiechen, déi onser Meenung no nach an hire Kannerschong stécht an déi et gëllt auszebauen.

Firwat si mer skeptesch? Ma dat huet dräi Grënn.

Deen éischten, deen ass scho vu menge Virriedner kuerz erwäänt ginn an deen ass gutt an deenen CSSF-Avertissementer erkläert, déi de 14. Mäerz erauskoumen. Deen een, dee betrëfft d'Monnaie virtuelle, an deen aneren, deen dee gläichen Dag erauskoum, betrëfft déi sougenannten ICO, Initial Coin Offerings. Bei deenen zwee seet d'CSSF..., am Fong kann een et resuméiere mat de Wierder: „Loosst d'Fangeren dovun!"

Dat heescht, à l'adresse vun de Leit zu Lëtzebuerg vum lokale Marché seet se: „Passt op, dat heiten ass en Instrument, wat extrem volatill ass! Et gëtt keng Garantie, dass Der iwwerhaapt Är Suen zréckkritt. Et gëtt keng Contrepartie. Dat heiten ass kee klassescht Geld, wou eng Zentralbank derhannertstécht. An et ass keng Liquiditéit an deem Instrument."

An eng ganz äänlech Warnung gëtt et bei deenen ICO, deenen Initial Coin Offerings, wat u sech Offere si vu Kryptowärungen, mä och vun aneren Instrumenter; Tokens, déi ee ka géint Déngschtleeschtungen aléisen oder fir déi ee ka wäertpabeieräänlech Instrumenter kafen.

Dobäi, an dat ass den zweete Grond, firwat mer skeptesch si par rapport zu dësen Instrumenter, kënnt de Risk vun der Geldwäsch. Och deen ass schonn ernimmt ginn. An ech géif do gären e Blog zitéiere vun der Direktesch vum Fonds monétaire international, vum Christine Lagarde, vun dëser Woch, dem 13. Mäerz, wou et e Beispill gëtt vun enger internationaler Plattform, déi AlphaBay heescht, déi am Juli 2017 no enger concertéierter Policeaktioun endlech zougemaach ginn ass an déi qualifiéiert gëtt als déi gréisst kriminell Handelsplattform iwwer Internet.

Iwwer AlphaBay si bis zum Moment vun hirer Fermeture eng Milliard Dollar equivalent a Kryptowärunge gehandelt gi vu Geldwäscher, vun Terroristen. Do konnt een alles kafen, vu Chemikalien, iwwer Waffe bis zu anere relativ grausame Saachen. An dat weist, dass an dësem Beräich effektiv e grousse kriminelle Potenzial läit.

Zur gläicher Zäit muss ee soen: Déi Kryptowärungen an iwwerhaapt dee ganze Beräich, wann e ka reglementéiert ginn, kann en dat nëmmen op internationalem Niveau ginn. Dat si par essence dezentral Systemer, déi jiddwer nationaler Souveränitéit echappéieren. An dofir mussen do Initiative kommen um Niveau vum IMF, mä och um Niveau vun der Europäescher Unioun an och international, fir dës Plattformen ze encadréieren.

Déi drëtt Reserv, déi mer vis-à-vis vun deene Kryptowärungen hunn, ass den Energieverbrauch. Deen ass bis elo nach net mentionnéiert ginn. Mä de Mining vun deene Kryptowärungen, do gëtt estiméiert, dass deen tëschent 0,05% an 0,15% vum globalen Energieverbrauch duerstellt. Dat ass am Fall just vu Bitcoin ongefeier de Carbon Footprint vu Costa Rica. Dat ass enorm. Dat erklärt sech doduerch, dass, fir Bitcoin ze minen, een u sech de Computer muss lafe loosse wärend Deeg an Nuechten, deen da rechent. An dann huet een am Endeffekt e Finanzinstrument mat ganz wéineg gesellschaftlecher Retombée. Och dat fanne mer net gutt. An do hu mer och e gréissere Problem dermat.

Fir ofzeschléissen, wéilt ech awer soen, dass mer hei net sollten de Bëbee mam Bad ausschëdden. Blockchain, déi Distributed Ledger Technology, huet vill Potenzialitéiten, och positiv Uwendunge méiglecherweis. Eng dovunner ass dat, wat d'Christine Lagarde „to fight fire with fire" nennt. Dat heescht, dass ee Blockchain u sech gebraucht, fir déi ganz Kryptowärunge méi transparent ze maachen, fir d'Informatioun besser ze maachen en rapport mat Kryptowärungen a fir doduerch eben do méi eng ethesch Philosophie derhannertzekréien.

Ech géif gär ophale mat engem Lëtzebuerger Beispill, enger Lëtzebuerger positiver Applikatioun vum Blockchain. Dat ass eng Initiativ vum Jean Lasar, deen dofir och e Präis krut vun der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte d'lescht Joer. Dat ass e sougenannten „Survcoin", Survival Coin, wou et d'Iddi u sech ass, dass een, wann een Aktioune mécht, déi Treibhausgaser aspueren, dann digitaalt Geld kritt, e Survcoin, mat deem een dann nohalteg Produkter an Déngschtleeschtunge ka kafen.

Dat huet vill interessant Applikatiounen, och am Partenariat mat Gemengen oder mat ëffentlechen Déngschter, mä awer och ebe mat enger ganzer Rei aneren Akteuren. Do menge mer, dass do ganz vill Potenzial dran ass an dass een do an déi Richtung weider sollt nodenken.

Voilà! Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wäert och e bësse méi e kritesche Bléck op dës Wärung werfen a mat engem Saz ufänken, e Saz zitéieren, deen ech gelies hunn: «Les cryptocurrencies ne sont pas des devises: ce sont des jetons de casino.» Dat sinn zimlech haart Wierder, neen, déi net vun engem Friddensaktivist oder vun engem Ëmweltaktivist gesot gi sinn, mä vum CEO vu Galileo Global Advisors, enger internationaler Investmentbank vun New York City.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wäert eleng vum Bitcoin mécht mëttlerweil méi wéi 100 Milliarden Dollar aus. Dat ass eng Augmentatioun eleng am Joer 2017 vun iwwer 800%, just fir d'Envergure vun dësem Phenomeen ze ënnersträichen. An natierlech musse mir ons och hei zu Lëtzebuerg mat Cryptocurrencies ausenanersetzen. Si baséieren op enger neier, op enger och ganz interessanter Technologie. Si sinn eng Realitéit. A genau dofir musse mir ons mat dëser Finanzinnovatioun beschäftegen an dofir och de richtege Kader setzen.

Den Interessi u Bitcoins, dat ass eigentlech de Star vun de Kryptowärungen, deen dëst Joer säin zéngten Anniversaire feiert, an och un anere Kryptowärungen, dee klëmmt, sief et wéinst der performanter Technologie, duerch déi si iwwerhaapt existéieren - an ech nommëieren hei, ech nennen hei och Blockchain an deem Kontext -, wéi natierlech och duerch déi substanziell Profitter, déi se verspriechen.

Mä all Form vu Kryptowärung gehéiert zumindest an onsen Ae kloer an och strikt geregelt. An dat genau ass net de Fall, op d'mannst nach net de Fall! Si hänken, wéi scho gesot ginn ass, vu kengem Stat of, vu kenger Zentralbank of, mä si sinn eng reng dezentral Wärung.

An och de Mario Draghi an d'Europäesch Zentralbank sinn awer trotz deene leschten Deeg bis op Weideres net der Meenung, datt et do en akuten Handlungsbedarf gëtt. An et ass genau dee Mangel u Courage oder un Uerteelsvermëige vun de Kontrollautoritéiten, déi de Kryptowärungen net zu Onrecht e schlechte Ruff ginn, virop dee vun der Geldwäscherei an dee vun der Liiblingsdevise vu ville Kriminellen.

E gëtt notamment och gebraucht, fir Transaktiounen um Darknet um Internet ze erfëllen. A verschidde Banken, notamment franséischer oder brittescher, clôturéieren d'Konten oder refuséiere souguer d'Ouverturë vu Konte vu Clienten, déi versichen, Montante via Kryptowärungen ze transferéieren.

Nieft der Problematik vun der Geldwäscherei stellen d'Kryptowärungen nach e ganz wesentleche Problem fir ons Ëmwelt. Wann Der op dee Site gitt, deen „Digiconomist" heescht, dat ass e spezialiséierte Site a Saachen digital Ekonomie, da fannt Der näämlech den extremen Energieverbrauch vu Bitcoins, dee si zum Beispill ausgerechent hunn. Et ass iwwregens e Site, deen ech Iech nëmme kann empfeelen, wann et drëms geet, den ekonomeschen Impakt mat dem ekologeschen Impakt zesummen ze evaluéieren. Dat ass jo awer eppes, wat ons a leschter Zäit esou beschäftegt.

D'Transaktioune vun de Kryptowärungen duerch de sougenannte Mining verbrauche laut Digiconomist esou vill Stroum pro Joer, wéi véier Atomzentralen (veuillez lire: wéi véier Atomreaktere produzéieren): 30,14 Milliarde Kilowattstonnen. Dat esou vill Elektresch, wéi 19 EU-Länner pro Joer verbrauchen; 25-mol de jäerleche Verbrauch vun der Insel Malta - just fir Iech eng Iddi ze ginn -; méi oder wéineger de Verbrauch vun engem Land wéi Ungarn, e Land mat ronn 10 Milliounen Awunner!

Dëse Verbrauch hëlt och net of, mä éischter zou, vu d'Envergure an och den Hype vun dëser Wärung am Moment. Et ass en onwahrscheinlechen Energieverbrauch, wou natierlech och een do ass, dee sech eng gëllen Nues dobäi verdéngt, an et ass awer onheemlech schlecht fir ons Ëmwelt.

An dann hunn ech hei nach eppes fonnt, wat ech am Fong geholl och nach wollt hei ernimmen. An ech hätt et net gemaach, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann et net aus der „Süddeutsche Zeitung" wär, eng awer seriö Zeitung, déi en plus nach d'„New York Times" hei zitéiert. A vu dass déi zwou Zeitunge sech domadder beschäftegen, hunn ech gemengt, d'Seriositéit kéint net a Fro gestallt ginn, an dofir wollt ech et hei och nach an deem Kontext ernimmen.

Do geet et näämlech drëms, fir och den Gender-Aspekt an de Kryptowärungen ze analyséieren. An do ass effektiv eng Business-Fra, déi versicht, sech an deene Kryptowärungen do eng Carrière opzebauen. An den Auteur vun deem Artikel aus der „Süddeutsche Zeitung", wat iwwregens eng „Autrice" ass, seet: Natierlech ass et extrem schwéier erauszefannen, wéi den Gender-Aspekt an deene Kryptowärungen ass, well se jo eigentlech och de Virdeel hunn, datt ee ganz anonym kann op deene Wärunge schaffen. Mä se geet dovunner aus, datt praktesch 95% vun deene Leit, déi domadder schaffen, Männer sinn.

D'„New York Times" analyséiert zum Beispill eng Firma, eng Kryptowärungsfirma, déi heescht „DateCoin", déi dann eng Facebook-Anzeige huet an do Reklamm mécht mat enger Madamm an engem Bikini, déi een dann do an alle Formen a Positiounen kann uklicken, fir ebe Reklamm ze maache fir déi Kryptowärung.

An d'„New York Times", och an deemselwechten Gender-Kontext, ënnersträicht dann och, datt et e Rendez-vous, eng Assemblée générale gouf vun der Nordamerikanescher Bitcoin Conference. An déi Bitcoin Conference huet dann hir offiziell Konferenzparty an engem Striptease-Club zu Miami gemaach.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Voilà! Just fir lech nach eng Kéier e bëssen de Kader ze setzen, mat wat mir ons de Moment beschäftegen - also, et steet an der „New York Times" -, an dat wahrscheinlech, well ebe jiddwereen, esou anonym wéi en och wëllt, sech kann domadder ausenanersetzen, doranner surfen, transaktéieren, Sue verdéngen. An dat ass schlussendlech net déi mannsten Ursaach, mä eng vun deenen Ursaachen, nieft all deenen, déi ech virdru gesot hunn, fir schlussendlech där Meenung ze sinn, an dat ass och déi, déi mir hei wëlle lancéieren an iwwert déi mer natierlech bereet sinn, via d'Ursaach vun der Motioun an der Cofibu weiderzeschwätzen.

Déi Kryptowärunge kënnen e Potenzial sinn, mä déi gehéieren absolutt kloer a strikt geregelt, well soss hu mer lauter Voyouen do drop! An dat kënnen d'Finanzen u sech hautzudaags iwwerhaapt net gebrauchen!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, dann ass et un lech, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech waarden op d'Signal. Merci, Här President. D'Madamm Loschetter huet elo och schonn e bësse virdrun erkläert, a wat fir engem Kader sech déi Welt ofspillt. An ech mengen, dat ass wierklech e ganz gutt Sënnbild hannert deene schéinen - majo, ech mengen, dat ass kee Geheimnis - Wierder an esou weider vun neien Technologien, der digitaler Welt an esou weider. Do geet et a Wierklechkeet ëm ganz aner Saachen.

Här President, räich ze ginn ouni Aarbecht, dat ass eng al Illusioun vun der Mënschheet. An dat fonctionnéiert am Prinzip nëmme fir déi, déi scho räich sinn oder fir Hochstapler. An ech hoffen, datt ech hei kee Pleonasmus benotzt hunn.

D'Mënschheet léiert awer ni richteg bäi. Den Här Fayot huet scho virdru vun der Tulpekris geschwat. An de Problem ass, datt d'Mënschheet am Allgemengen net vill bäiléiert, a Lëtzebuerg nach manner an deene Froen. A mir mussen natierlech erëm mat der Nues virbäi sinn.

Et ass an deene leschte Méint immens vill iwwert dës sougenannte Kryptowärunge geschwat ginn, wouvunner dann eben och Bitcoin déi bekanntsten ass. An de Constat vun deene meeschte Leit, och wann ee sech e bëssen interesséiert, déi eppes dovunner kenne missten, geet dobäi an déiselwecht Richtung. Den aktuelle Boom bréngt all Element vun enger Spekulatiounsblos mat an ass potenziell äusserst gefäierlech.

D'Kryptowärunge sinn nei, an domadder si se natierlech och spannend. Se versprieche kuerzfristeg an héich Rendementen. A se sinn net onendlech oder schnell reproduzéierbar, well de Protokoll, deen zum Beispill dem Bitcoin zugronn läit, d'maximal Zuel vu Bitcoins begrenzt respektiv et einfach physikalesch Grenze gi bei der Schafung vu Kryptowärungen. Ech kommen herno dorobber zréck.

Bis elo war de Risiko fir déi finanziell Stabilitéit relativ geréng, well de Marché vun de Kryptowärungen nach zimlech kleng war, mä wann elo op de weltwäite Finanzplazen héich spekulativ Instrumenter, déi op Kryptowärunge baséieren, zougelooss ginn, da gëtt et méi gefäierlech.

Dobäi kënnt, dass grad elo erëm enorm vill bëllegt Geld disponibel ass. D'Europäesch Zentralbank huet mat hirem Opkaf vun Obligatioune vu Staten an Entreprisen all Mount 60 Milliarden Euro an de Maart gepompelt an d'Zënsen op null gedréckt. Dat Geld fléisst awer net an d'Realwirtschaft, well d'Salairen an d'Renten europawäit stagnéieren oder zumindest net schnell wuessen. An och d'Investitioune vun de State gi gekierzt.

Dëst Geld fënnt säi Wee an éischter Linn op d'Finanzmäert a gëtt do, wéi scho virun der Kris vu virun zéng Joer, a spekulativ Produkter investéiert. De Bitcoin ass ee vun dëse Produkter, wat d'Explosioun vu sengem Präis a säin Abroch am Januar vun dësem Joer och mat Nodrock bewisen hunn. Mir haten dat jo och mat Bitstamp, wat jo och zu Lëtzebuerg lokaliséiert ass, souwäit ech weess, wou jo ëm 45% erofgaangen ass, dat heescht en Abroch... eng Valeur verluer huet vun 107 Milliarden Euro.

An do muss ee sech och d'Fro stelle vun där japanescher Plattform bitFlyer, déi jo soll op Lëtzebuerg kommen, nodeems d'Regierung, den Här Finanzminister an de Statsminister, jo a Japan waren. An déi sollen och hei op Lëtzebuerg kommen, ech mengen, déi sech da wäerten hei installéiere fir den europäesche Marché.

A wann een elo och e bësse kuckt, ech hat nach en Artikel op „Forbes" fonnt, wou se sech och ganz vill Suergen ëm dës Plattform maachen, wou se soen, datt déi Kryptowärungen grosso modo a Japan ëm 15% surevalueiert ginn an datt bitFlyer och aus 75% Derivater besteet. Ech weess net, ob et eng ganz gutt Iddi war, fir déi heihinnerzekréien. An do géif et mech awer och interesséieren, wat den Här Finanzminister dozou ze soen huet.

Dofir muss een de Kryptowärungen och esou schnell wéi méiglech e reglementaresche Kader setzen, fir d'éffentlech Kontroll an dësem Secteur ze verstäerken. An d'Europäesch Unioun plangt jo schonn, fir d'Anonymat vun den Transaktiounen an Zukunft ze ënnerbannen, fir esou d'Geldwäsch an d'Finanzéierung vu kriminellen Aktivitéite mat Kryptowärungen ze verhënneren. Däitschland a Frankräich sollen anscheinend och Initiativen huelen.

Här President, zum Ofschloss wollt ech och nach eng Kéier op déi physikalesch Grenzen zréckkommen, déi et och bei enger Kryptowärung gëtt. Engersäits sinn d'Rechekapazitéiten, fir d'Transaktioun ze validéieren, net onbegrenzt, mä och, wéi d'Madamm Loschetter och virdru gesot huet, d'natierlech Ressourcen op der Äerd sinn et net. An do sollt et eis da schonn ze denke ginn, dass de Recheprozess, fir eng Transaktioun ze validéieren, esou vill Stroum verbraucht wéi en duerchschnëttlechen europäesche Stot es an engem Mount verbraucht. Am Verglach dozou verbraucht eng Transaktioun mat Visa 20.000-mol manner Stroum wéi eng Transaktioun mat enger Kryptowärung.

D'Kryptowärunge sinn also net nëmmen héichgefäierlech an destabiliséierend fir de Finanzsystem, mä mat hirem Ressourcenhonger destabiliséiere se och elo haut schonn den Ëmweltsystem. An do muss ee sech och d'Fro stellen, ob eis aggressiv Politik, wat d'Kryptowärungen ugeet, fir och Plattformen hei unzelackelen, net an totaler Kontradiktioun mat eiser Klimapolitik ass. Ech mengen, et wier och interessant, eng Kéier mat der Madamm Dieschbourg doriwwer ze diskutéieren, well dat ass keng Lapalie.

Kann een dëst verbidden? Dat weess ech net. Wahrscheinlech geet et net op nationalem Plang, mä op jidde Fall muss een et esou streng wéi méiglech reglementéieren. An op kee Fall - op kee Fall! - si mer der Meenung, datt een dat soll promouvéieren, wéi d'Regierung dat elo mécht, well mer an eng Richtung ginn, déi gefäierlech ass. A vläicht wäerte mer dann an zéng Joer doriwwer diskutéieren, datt mer erëm eng Kéier e gréissere Feeler gemaach hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat wäre mer um Enn vun eiser allgemenger Ronn. D'Wuert huet direkt de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech si ganz frou, dass mer déi Debatt haut hunn an dass mer eis e ganz e bëssen Zäit ginn hunn, fir dat gutt virzebereeden. Et ass eng Aktualitéitsfro gewiescht. An ech si frou iwwert déi Zäit, déi mer eis huelen, fir iwwert dëse wichtege Sujet ze schwätzen.

Den Deputéierte Fayot huet interessanterweis de Lien gemaach mat der Woch vun de Suen, an där mer eis befannen. An et ass, mengen ech, e ganz richtege Lien, deen en do gemaach huet, well mer an dëser Woch an 39 Klasse wäerten iwwer Sue schwätzen, mat Jonken aus der Primärschoul. Ech war an zwou Schoulen, an enger zu Diddeleng, an enger zu Esch. An et ass scho ganz flott an erbaulech, fir ze gesinn, wéi Kanner, déi nach relativ kleng sinn, tëschen zéng an zwielef Joer, sech mat dem Geld auserneesetzen.

An et ass vläicht net falsch, grad déi jéngste Genereatioun mat an de Gedanken ze bréngen, well et stellt ee fest, dass se an deem Alter schonn eng relativ gutt Notioun hunn, firwat Suen do sinn. „Se sinn do, fir eppes ze kafen", hu se mer gesot. Een aneren huet mer gesot: „Sue sinn do, fir sech Freed ze maachen." An déi eng hu gesot: „Sue sinn do, fir glécklech ze ginn." Also, dat hunn ech vu Kanner vun zéng, eelef Joer héieren. Do gesäit een, wéi wichteg Geld ass! D'Fransouse soen: «L'argent ne fait pas le bonheur», mä kleng Kanner hu sech scho mat där Problematik auserneegesat.

Eng aner interessant Saach, déi ech bei Kanner vun zéng, eelef Joer konnt spieren a gesinn, ass, dass se mer gesot hunn: „Jo, et kann ee mat Cash bezuelen." Mä wann ee se e bësse gedréckt huet: „Kann een och nach anescht bezuelen?", da si se schonn direkt mat Kredittkaarte komm, wou se den Numm net onbedéngt kennen, mä da soe se „eng Kaart". An dat Allerflottst war, do sinn der, déi soten: „Et kann een och mat enger App bezuelen; mat enger App, mat enger Applikatioun bezuelen. Dat ass nach vill méi praktesch, do brauch ee keng Kaart."

Dat heescht, déi si schonn am Geescht net méi an de Suen, wéi Erwuessener et sinn. An duerfir musse mer eis vill Froe stellen. Duerfir sinn ech frou iwwert déi Debatt haut. An ech kann och dem Här Mosar direkt virenthuelen, dass ech mech freeën, dass mer eis da mat där Motioun mat zéng Punkten, déi en haut presentéiert huet, an der Kommissioun wäerte beschäftegen. Ech wäert a mengem kuerze Virtrag op deen een oder anere Punkt zréckkommen, awer guer net exhaustiv, mä e puer Reaktiounen do, wou et mer scho méiglech ass.

D'Thema vun der Monnaie virtuelle, vun der Cryptocurrency op Englesch, ass en fait eng aner Manéier, fir vun der Digitalisatioun ze schwätzen. Et ass e spezielle Produit vun der Digitalisatioun, mä e ganz wichtegen. Et gëtt en aneren Term, deen och ganz interessant ass: „Internet of things". Mä fir den „Internet of things", dat heescht alles, wat et um Internet gëtt, muss een awer op eng Aart a Weis oder eng aner bezuelen.

Dat Ganzt kann een och ënnert de Chapeau vu FinTech setzen. An Dir wësst, dass dës Regierung säit dem Ufank ganz vill op FinTech gepocht huet. D'Monnaie virtuelle ass nëmmen e klengen Deel, awer e wichtegen Deel, vun der FinTech. Ech wëll soen, dass mer zu Lëtzebuerg iwwer 100 Firmen an der FinTech hunn, an dat geet op Domäner zréck wéi: elektronesch Paiementer - ganz wichteg, ech wäert drop zréckkommen -; Technologie an den Investitiounsfongen; RegTech, alles, wat mat Regulatioun ze dinn huet; alles, wat mat artifizieller Intelligenz ze dinn huet; mat Assurancen ze dinn huet; d'Cybersecurity, dat heescht d'Sécherheet vum Internet; an dann zum Schluss d'Kryptowärungen an d'Blockchain. Dir gesitt: Mir schwätzen hei vun engem Deel vu FinTech.

Wat sinn dann elo virtuell Monnaien? Et sinn, wéi richteg hei ervirgestrach gouf, privat Geldsystemer, déi net reglementéiert sinn, déi net vun den Zentralbanken oder vun der Europäescher Zentralbank reguléiert sinn an déi och guer keng Garantie ginn, wéi mer dat bei den Depôten an de Banken hu mat der traditioneller Monnaie.

Den Eugène Berger, deem ech villmools Merci soe fir dat, wat en hei gesot huet, sot: „Et gëtt iwwer 4.000 virtuell Wärungen." Ech hat der hei op mengem Pabeier e puer Dausend stoen, also e bësse manner. Et gesäit een also, dass et do vill Initiative gëtt.

Mä vläicht, fir dat Ganzt an e Kontext ze setzen: Wa mer déi dräi gréisste virtuell Wärungen huelen, dann ass d'Bild folgend: Mir hunn d'Bitcoins. Dat sinn haut eppes iwwer 120 Milliarden Euro, wat dat duerstellt. Mir hunn Ethereum, dat sinn eppes iwwer 50 Milliarden. A Ripple: 24 Milliarden an eppes driwwer. Ripple, déi iwwregens och zu Lëtzebuerg präsent sinn.

Wann ech déi all zesummenzielen, da kommen ech op eng Zomm, déi e bëssen iwwer 200 Milliarden Euro ass. An do kann ee scho bal erféieren! Et seet ee sech: 200 Milliarden Euro ass ganz vill Geld, mä et ass nawell nëmmen - tëschent Guillemeten - „manner" wéi 4% vum Cash, deen an der ganzer Welt ronderëm ass.

De Cash, deen an der Welt ronderëm ass, si 6.000 Milliarden Euro. An de Wäert, d'Capitalisation boursière vun der ganzer Welt, si 60.000 Milliarden. Bon, wann een dann déi 200 Milliarde vun de Monnaie-virtuellen an d'Perspektiv setzt: Et ass nach net riseg grouss!

Ech sinn net deen, deen dat seet. Ech wëll hei d'Europäesch Zentralbank zitéieren, déi seet: «Leur part de marché est encore faible et leurs liens avec l'économie réelle sont encore limités.» Ech mengen, do soll een och de Strécher drënner zéien: „encore faible".

Wéi ass dann d'Attitüd vu Lëtzebuerg par rapport zu de Monnaies virtuelles? Fir d'Éischt emol wëll ech begréissen, dass d'CSSF zwee Avertissementer elo dës Woch erausginn huet an deem Domän: een iwwert d'Initial Coin Offerings an een iwwert d'Monnaie-virtuellë selwer, wou d'CSSF d'Leit richtegerweis drop opmierksam mécht, dass déi privat Geldsystemer do vu kenger Garantie benefisséieren an dem Konsument soen: „Wann Der doranner investéiert, hutt Der e Risk vu Verloscht a souguer e Risk vun totalem Verloscht." A si soen datselwecht iwwert den Initial Coin Offering, dat heescht d'Manéier, wéi een där Monnaie-virtuellë schaaft.

Ech wëll do ganz e bëssen op déi Kriticken agoen, déi vum Här Fayot a vun der Madamm Loschetter komm sinn, an och vum Här Wagner, fir ze soen: Natierlech gëtt et eng Rëtsch Froen a mir hunn d'Äntwerten net alleguerten, ganz bestëmmt net, mä et gëtt och grouss Opportunitéiten, an ech wäert nach drop zréckkommen, bei dëse Monnaies virtuelles.

Déi éischt Kritik, déi gemaach ginn ass, dat ass d'Volatilitéit vun de Monnaie-virtuellen. Jo, déi Volatilitéit besteet, mä déi éischt Qualitéit vun de Monnaie-virtuellen ass et, dass et e ganz effikasse Paiement-Service ass, eng Method, fir ganz effikass iwwert d'Grenzen ewech ze bezuelen. An dat bezweifelt, mengen ech, och keen. An doranner gesäit jiddwereen eng grouss Opportunitéit, déi och scho ganz gutt fonctionnéiert.

Mä wéi aus all Monnaie, och där traditioneller, ass aus der Monnaie net nëmmen en Instrument vu Paiement ginn, mä och en Element vu Spekulatioun. An dofir muss een déi Monnaie virtuelle kucken am Kontext „moyen de paiement" op där enger Säit an „monnaie virtuelle" als Spekulatiounsobjet.

An dofir mengen ech, dass een net kann total negativ si par rapport zu deene Monnaien, well dat, wat déi haut fäerdegbréngen, dass een an enger Sekonn kann e Paiement mat engem Computer vu Lëtzebuerg op Boston, op New Delhi maachen an Australien, war bis elo ni méiglech. An et si vill Utilisateuren, déi dat gebrauchen.

A wann een u Paiement denkt, dann denkt een och, dass eppes ganz séier geet. Dat ass jo net eppes, wou een dann d'Devise laang hält, fir ze bezuelen, dat ass eppes, wat an e puer Sekonne geschitt. Do ass dann de Risk vu Perte net esou grouss.

Dat Zweet, wat gesot ginn ass, ass „Geldwäsch". Dorop kommen ech nach zréck. Mä do gëtt et eng ganz Rëtsch Manéieren, wéi een dat ka contrecarréieren. An dat wäert ech dann erklären, wann ech op d'Spezifissitéite vu Lëtzebuerg zréckkommen.

An dat Drëtt, dat ass den Energieverbrauch, dee vun zwee Deputéierten hei ënnerstrach ginn ass. Jo, do ass vill Energieverbrauch. Mä do gëtt et schonn nei Methoden, déi manner energieverschwendend sinn. Ech denken do un den „Validator", deen eng „Proof of Stake" mécht, wou vill manner Energie gebraucht gëtt. Ech mengen, och op deem Sujet vum Energieverbrauch muss ee Confiance hunn, dass dat an Zukunft manner Energie wäert kaschten.

Wat geschitt um internationalen Niveau? Mir si proaktiv dobäi als Lëtzebuerg, als Lëtzebuerger Regierung. Beim Fonds monétaire international, do gëtt et en Aarbechtsgrupp, do si mer associéiert. An d'Europäesch Unioun ass amgaangen, e Plang auszeschaffen, deen déi ganz FinTech wäert ofdecken, inklusiv d'Monnaie-virtuellen, also d'„Cryptocurrencies", déi en fait d'Unioun och nennt: „actifs cryptographiques". A mir suivéieren dat vu ganz no. Mir erwaarden eis, dass am Laf vum Joer 2018 do Recommandatiounen erauskommen.

An ech mengen, ech hunn op eng Question parlementaire geäntwert, dass mir do ganz no um Ball sinn an dat wäerte begleeden. Et wär och wahrscheinlech falsch, wa Lëtzebuerg Cavalier seul an deem heite Beräich géif maachen.

Wat hu mir dann zu Lëtzebuerg gemaach? Si mir e Land, wat extrem liberal ass an iwwerhaapt keng Regelen an deem Domän huet? Si mir an der Mëtt? Oder si mir ganz restriktiv?

Mir sinn an der gëllener Mëtt! Ech kann Iech soen, dass et a Länner wéi Éisträich, wéi dem Royaume-Uni, England, iwwerhaapt keng Regele gëtt. Do gëtt et eng Rëtsch Gesellschaften, déi täteg sinn an der Monnaie virtuelle, an do gëtt et iwwerhaapt keng Regelen. An da gëtt et Länner, déi ganz restriktiv sinn, och neierdéngs China, well do ganz vill Abus gedriwwe ginn ass, well se do och keng Liberté de circulation des capitaux hunn.

An dann, wat maache mer zu Lëtzebuerg? Eh bien, zu Lëtzebuerg muss een en Agrement kréien, fir esou eng Gesellschaft ze bedreiwen. An dat hu mir gemaach, souwuel bei Bitstamp, déi schonn e puer Joer hei sinn, wéi elo méi

rezent mat bitFlyer. Déi Gesellschaften hunn en Agrement vun der CSSF als Paiementsgesellschaften. Si mussen do also alles erfëllen, wat een als Paiementsgesellschaft muss no europäeschem Recht erfëllen. Soss hätte se deen Agrement net kritt.

An an deem Processus, do musse se beweisen, dass se Contrôle-internen hunn, dass se d'Fonds propres hunn an dass se kee Blanchiment maachen. A wou kuckt d'CSSF dann, ob dat agehale gëtt? Ma dee Moment, wou de Passage vun der Monnaie traditionnelle, also vum Euro normalerweis, an dat Virtuellt geschitt, do mécht d'CSSF eng Kontroll.

An ech mengen, dat ass eng ganz effikass Manéier, fir eppes ze maachen, an engem Domän - herno kommen ech nach drop an der Konklusioun ze schwätzen -, wou et nach keng fest Regele weltwäit gëtt.

Richtegerweis ass ënnerstrach ginn, ech menge vum Här Mosar, wann ech mech elo net ieren, dass Bitcoin eng vun de Monnaie-virtuellen ass. Dat Ganzt berifft sech, fousst op der Blockchain, an d'Blockchain kann och, ass en fait eppes Wäertvolles, wou een alles ka retracéieren. Däers si mir eis ganz bewosst. A wa mir als Lëtzebuerg frëndlech sinn géigeniwwer der ganzer digitaler Ekonomie, och zu de Monnaievirtuellen, mä och zu FinTech en général, dann ass dat, well mer gesinn, dass et do e grousse Potenzial an der Blockchain gëtt.

Mir hunn ënner anerem Opportunitéiten do gesinn, op déi ech nach ze schwätze kommen. Ech wëll awer och soen, dass aner Länner dat och erbléckst hunn. D'Schwäiz, mengen ech, ass genannt ginn. Frankräich huet Initiative geholl. Ech kann eng konkret hei huelen, dat ass Fundsquare, eng Initiativ, déi vun der Lëtzebuerger Bourse degagéiert ginn ass a wou ee ka Parte vu Fongen iwwer Blockchain un en Drëtte verkafen. Domat si mir à la pointe du progrès, domat si mir virbäi, fir d'Blockchain gebrauchen, fir eng Traçabilitéit a Securitéit mat sech ze bréngen.

Mir hunn an deem Domän FinTech net nëmmen, wat d'„virtual currencies", Cryptomonnaien, ubelaangt, vill gemaach. Mir hunn d'Luxembourg House of FinTech gegrënnt viru méi wéi engem Joer. Dat ass e grousse Succès. An ech hunn elo grad vu Blockchain geschwat: Mir hunn zu Lëtzebuerg dee Projet Infrachain lancéiert, deen eng Kooperatioun tëschent dem Secteur public an dem Secteur privé ass, fir och nach additionnell Couchen op d'Blockchain ze setzen, fir dass dat fir d'Utilisateure méi effikass a méi sécher gëtt.

Viru menger Konklusioun géif ech gär nach op een, zwee Punkten agoen, déi an der Resolutioun oder an der Motioun vum Här Mosar dra sinn, fir ze soen: Mir gesinn déi ganz Diskussiounen iwwert d'Monnaie-virtuellen an engem méi breede Kontext vu FinTech, éischte Punkt. Zweete Punkt, de Consommateur muss protegéiert ginn, e muss op d'mannst avertéiert ginn. Drëtte Punkt, mir gesinn d'Utilitéit - ech géif souguer soen: d'obligatoresch Necessitéit -, dass mer op deem Terrain derbäi sinn, fir eis Finanzplaz ze diversifizéieren, sou wéi d'Schwäiz dat och wëllt maachen.

Interessanterweis huet den Här Mosar de Spacemining genannt. Et ass e bësse wäit hiergeholl, mä et ass eng äänlech Approche, dass ee muss virbäi sinn, awer virsiichteg sinn.

Ech si gradesou begeeschtert oder gradesou wéineg begeeschtert wéi eise Premierminister op deem Sujet. Mir sinn do komplett alignéiert, kann ech Iech berouegen. An en fait gesi mer bitFlyer, déi japanesch Gesellschaft, d'Nummer 1 a Japan, ee vun de Leaderen, Top Ten an der Welt, wat d'Monnaie virtuelle ubelaangt: bitFlyer ass präsent op dräi Plazen, zu Tokyo, zu San Francisco an zu Lëtzebuerg.

A wësst Der, wat den Haaptgrond ass, firwat se op deenen dräi Plaze sinn? Tokyo, evidemment well se aus Japan sinn, mä San Francisco a Lëtzebuerg, well mir Regelen hunn. Mir hu Regelen applizéiert a bei eis hu se eng Lizenz, se hunn en Agrement a se hu léiwer e Land geholl, wou Regele sinn, déi nach net komplett sinn, wéi e Land, wou keng Regele bestinn.

Ech mengen, et ass ganz interessant. Si hätte kënnen an England goen, se hätte kënnen an Éisträich goen, wou guer keng Regele bestinn. Ech fannen, domadder beweise mer, dass mer an der gëllener Mëtt sinn, wéi mer dat zu Lëtzebuerg versichen ze maachen. De Consommateur muss protegéiert sinn, d'Stabilité financière ass eis wichteg. Mir huele keng onnéideg Risken. Op där anerer Säit wëlle mer attraktiv bleiwen an an der Finanzwelt vu muer präsent sinn.

D'Europäesch Zentralbank seet näischt aneres, wann ech gesinn, wat den Här Draghi gesot huet. Den Här Draghi seet, d'Europäesch Zentralbank wéilt sech de Moment net dran amëschen. Dat ass ganz virsiichteg. An e seet och: Mir mengen, do gëtt et grousse Potenzial, haaptsächlech am Paiement. Mä e seet awer och, de Moment wieren d'Mouvementer nach relativ niddreg.

Et ass ënner Observatioun. An ech kann Iech garantéieren, mir hunn et ënner Observatioun. A wa mer wäerten agéieren, maache mer dat zesumme mat der Europäescher Unioun a mam FMI.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och, Här Finanzminister.

Motion 1

Bon, wat d'Motioun ugeet, schénge mer eis eens ze sinn, fir se an d'Finanzkommissioun ze iwwerweisen.

Ass dat am Sënn vu jiddwerengem?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou.

(La motion 1 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, eng Consultatiounsdebatt iwwert déi grouss Orientéierung vum Aktiounsplang fir Integratioun. D'Wuert huet déi zoustänneg Ministerin, d'Madamm Famillejeministesch Corinne Cahen.

3. Débat de consultation sur les grandes orientations du futur plan d'action pluriannuel d'intégration

Exposé

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg brauch en ambitiéise Plan d'action national d'intégration. Hei zu Lëtzebuerg liewen den Ament ronn 590.000 Leit, an dovunner hu bal 48% net déi Lëtzebuerger Nationalitéit. Déi ronn 280.000 Auslänner komme vun iwwerall aus der Welt. An all Joer kommen der nach emol ronn 10.000 dobäi. Dat ass de Solde migratoire, well et plënneren der jo natierlech fort an et kommen och neier heihinner wunnen.

A well mer e ganz héijen Undeel un Netlëtzebuerger hei am Land hunn, sinn d'Integratioun an d'Zesummeliewen hei sécher e vill méi grousse Sujet wéi op anere Plazen. Dofir ass et der Regierung e grousst Uleies, niewent der Zivillgesellschaft och d'Chamber ze consultéieren, well mir wëllen, dass all Iwwerleeunge fir eng besser Integratioun an de PAN kënne matafléissen. Eng gutt Integratiounspolitik ass de Kitt vum sozialen Zesummenhalt hei am Land. Dofir muss d'Integratioun ëmmer e Schwéierpunkt vun der Lëtzebuerger Politik sinn an och bleiwen.

Mir wëssen, wat et heescht, Mënschen zesummenzebréngen an net auserneenzedreiwen. Mir wëssen, dass mer en enorme Räichtum hunn duerch d'Diversitéit, déi d'Leit all op Lëtzebuerg matbréngen. A mir wëssen, dass Lëtzebuerg ouni déi Diversitéit net nëmme wirtschaftlech, mä och kulturell a virun allem mënschlech vill manner lieweg wier.

Jiddwer Mënsch ass verschidden. Jiddwereen huet seng Geschicht. Jiddwereen huet säin Erlieftent. Jiddwereen huet seng Famill. Dat gëllt fir d'Lëtzebuerger an dat gëllt och fir d'Netlëtzebuerger. Mir sinn all anescht. An Integratioun heescht net, sech oder seng perséinlech Geschicht ze vergiessen. Mä Integratioun heescht, dass jiddweree mat senger Kultur, mat senger Sprooch, mat senger Aart a Weis ze liewen eis Gesellschaft méi räich mécht. Eng proaktiv Integratioun ass d'Viraussetzung, fir dass mer zesummeliewen an net niewenteneen.

Här President, d'Regierung huet d'Accueils- an d'Integratiounspolitik zu enger Prioritéit gemaach. Wärend der Flüchtlingskris vun 2015 huet Lëtzebuerg bewisen, dass seng Stäerkt och doranner läit, zesummenzehalen. All d'Ministèren, alleguer d'Administratiounen, mä och all d'Gemengen, d'Associatiounen an d'Privatleit hunn un engem Strang gezunn, fir déi Flüchtlingskris zesummen ze meeschteren.

De Comité interministériel ass een Instrument, fir d'Integratiounspolitik ze koordinéieren an an de verschiddene Ministèren ëmzesetzen. Ech sinn och frou, dass de Conseil national pour étrangers sech am Januar dëst Joer nei konstituéiert huet. Dee Conseil national soll e privilegéierte Partner vun der Regierung si fir all Froen am Beräich vun den Auslänner a vun der Integratioun. Dofir hunn ech de CNE och domadder beoptragt, en Avis zum Plan d'action national d'intégration auszeschaffen.

2008 hu mer zu Lëtzebuerg en Integratiounsgesetz kritt. Domat goufen nei Instrumenter a Mesurë geschafen, fir d'Zesummeliewen an d'Integratioun ze förderen. Duerch dat Gesetz ass zum Beispill den OLAI, den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, gegrënnt ginn. An deem Gesetz ass och virgesinn, dass d'Regierung e Plan d'action national d'intégration virleet.

Deen éischte PAN war fir d'Period 2010 bis 2014 ausgeschafft ginn. Mä d'Integratioun, dat ass jo näischt Statesches. Dofir proposéieren ech, deen neie PAN net op eng Période fixe ze limitéieren, mä de PAN esou ze maachen, dass e flexibel ass an dass mer e kënnen un nei Situatiounen upassen, wann dat erfuerdert ass.

Mir hunn natierlech och aus dem éischte PAN geléiert. Ech wollt alleguer d'Partner consultéieren, well Integratioun, dat mécht een net vun uewen erof, dat mécht ee mateneen! D'Associatiounen an d'Gemenge goufen iwwer ee Questionnaire gefrot, wat hir Besoinen an hir Prioritéite wieren. Am Januar hunn ech mat den Associatiounen am Kader vun enger Table ronde och diskutéiert.

D'Gemenge sinn e ganz wichtege Partner am Domän vun der Integratioun. Zesumme mam Syvicol sinn d'Gemengen zu hire Prioritéiten ebe befrot ginn, a si kruten d'Geleeënheet, fir hir Besoinen an hir Virstellungen och auszedrécken.

Erlaabt mer op dëser Plaz, all den Associatiounen an de Gemenge villmools Merci ze soe fir hiren Engagement a virun allem fir déi vill gutt Iddien! Integratioun kann een, wéi gesot, nëmmen zesumme maachen. An dofir hoffen ech, och weiderhi op d'Gemengen an op all d'Associatiounen kënnen ze zielen.

Dat Aarbechtsdokument, dat ech der Chamber ënnerbreet hunn, ass zesumme mat den 13 Ministèren, déi am Comité interministériel à l'intégration vertruede sinn, ausgeschafft ginn.

Ech sot et scho virdrun: Den éischte PAN war op fënnef Joer begrenzt. Natierlech hu mer no fënnef Joer net mat der Integratioun opgehalen. All déi Mesurë sinn natierlech weidergefouert ginn duerno. A well mer déi verschidde Mesurë permanent un déi nei Besoine mussen upassen, hätt d'Regierung, wéi gesot, gär, dass de PAN an Zukunft net méi zäitlech limitéiert ass, mä dass en eben evoluéiere kann.

Den neie PAN soll d'Zivillgesellschaft matabezéien an e soll fir jiddwereen, dee sech wëllt fir d'Integratioun asetzen, accessibel an ëmsetzbar sinn, well d'Integratioun geet eis alleguer eppes un: d'Lëtzebuerger an d'Netlëtzebuerger!

Den neie PAN soll d'Participatioun stäerken. D'Zivillgesellschaft soll a muss matagebonne ginn, souwuel bei der Ausschaffung wéi och bei der Ëmsetzung vum Aktiounsplang. Den neien Aktiounsplang fir Integratioun adresséiert sech un déi ganz verschidden Akteuren um Terrain um nationalen an um lokalen Niveau. E soll fir jiddwereen accessibel a verständlech sinn. De PAN soll déi verschidden Efforten zesummeschloen an e roude Fuedem an déi sëllechen Integratiounsaktioune bréngen am Sënn vun enger méi effizienter an enger méi kohärenter Integratiounspolitik fir eist Land.

Här President, den zukünftege PAN orientéiert sech un zwee Haaptprinzipien. Deen éischten, dat ass dee vun der gedeelter Responsabilitéit. D'Integratioun kann nëmme reusséieren, wa jiddweree sech dorunner aktiv bedeelegt, dat heescht, all d'Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, d'Lëtzebuerger an natierlech d'Auslänner.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Gedeelte Responsabilitéit heescht och, dass all d'Ministèren, dass de ganze Stat sech dorunner bedeelegt, grad wéi och d'Gemengen, d'Betriber an d'Associatiounen.

Deen zweete Prinzip ass, an ech hu schonn drop higewisen, deen, dass den neie PAN e liewegt Dokument soll sinn. De PAN soll sech permanent den Erausfuerderungen an de Besoine vum Land a vun eiser Gesellschaft upasse kënnen.

D'Flüchtlingskris vun 2015 huet eis gewisen, dass ee muss kënne séier a flexibel reagéieren. Mä mer däerfen och net déi Dausende Leit vergiessen, déi all Joer op Lëtzebuerg wunne kommen. Och si verdäitlechen, dass mer op flexibel Instrumenter ugewise sinn.

170 verschidden Nationalitéite liewen hei zu Lëtzebuerg. Si kommen aus ënnerschiddlechen Ursaachen heihinner, aus ënnerschiddleche Géigenden. Si kommen aus ënnerschiddleche Kulturen a mat ënnerschiddleche Liewensgeschichten an Erwaardungen. Si schwätze verschidde Sproochen. Si hunn zum Deel ganz verschidde Besoinen a se stellen eis virun nei Erausfuerderungen, wat hir Integratioun ubelaangt. Fir dëser neier Situatioun gerecht ze ginn, mussen d'Iwwerleeunge méi wäit goen, wéi dat am éischte PAN de Fall war.

Här President, mir hu Leit, déi als Demandeur de protection internationale bei eis an d'Land kommen. Wa mer haut vum Accueil vu Flüchtlinge schwätzen, da geet et an éischter Hisiicht ëm de sozialen Encadrement, ëm d'Wunnen an ëm d'Besoine vun deene vulnerabele Leit, déi bei eis kommen, meeschtens no enger laanger Flucht viru Krich an och Verfolgung.

Accueil, dat heescht fir eis och, d'Flüchtlingen op d'Integratioun an eis Gesellschaft virzebereeden. Dat maache mer mat Programmer, déi mer entwéckelt hunn, fir et hinnen ze erméiglechen, d'Lëtzebuerger Gesellschaft mat hire Sproochen, mat hiren Traditiounen a mat hirer Kultur och kennenzeléieren. Eng Mesure heifir ass de PIA, de Parcours d'intégration accompagné, deen an Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère organiséiert gëtt.

Ech wëll elo hei net an den Detail vun deem innovative Programm agoen. Mä mir sollen doriwwer diskutéieren, wéi mer an Zukunft generell d'Konditioune vum Accueil esou kënne gestalten, dass d'Integratioun vu Flüchtlingen, déi aus ganz anere Kulturkreesser kommen, dass déi op Dauer en Erfolleg gëtt. Ech hoffen, dass den Debat vun haut eis do weider Piste ka ginn.

Datselwecht gëllt fir de Volet vun der Integratioun vun allen auslännesche Matbierger, déi hei am Land wunnen. Nieft de Flüchtlinge komme jo och Auslänner op Lëtzebuerg liewen, vläicht well se hei eng Aarbecht fonnt hunn, vläicht och well se sech heihinner verléift hunn. Och hei ginn et schonn Instrumenter wéi de CAI, de Contrat d'accueil et d'intégration, dee mat Hëllef vun de Partnerinstitutiounen an -associatiounen ëmgesat gëtt. Mir mussen de CAI onbedéngt weider ausbauen, wa mer de Leit, déi bei eis liewe kommen, soe wëllen, wou se sinn an och wie mir sinn.

Ech géif mer wënschen, dass mer nach méi Leit kéinte motivéiert kréien, an dofir musse mer all zesummen dru schaffen, fir eben op dëst formidabelt Instrument zréckzegräifen.

Och de PCI, de Plan communal d'intégration, ass e weidert Integratiounsinstrument. De PCI, dee riicht sech un d'Gemengen, déi en lokalen Integratiounsplang wëllen opstellen. Et ass derwäert, dee PCI och weider ze developpéieren.

D'Fro stellt sech, wat mer kënne maachen, niewent dem finanziellen Engagement vum Stat, fir méi Gemenge mat op de Wee vun engem PCI ze huelen. A well ech weess, dass hei am Haus jo ganz vill Gemengepappen a Gemengemamme siegéieren, sinn ech gespaant, méi ze héieren iwwert déi flott Erfahrungen, déi Verschiddener vun Iech mat engem PCI maachen. An ech hoffe virun allem natierlech och, nei Virschléi hei kënnen ze kréien.

Madamm Presidentin, eng gelongen Integratioun geet net ouni eng gutt Kommunikatioun. Den interkulturellen Dialog muss funktionéieren. Doranner musse mer nach besser ginn. Mir hu ganz vill wäertvoll Initiativen, Evenementer an Aktiounen, wéi zum Beispill de Festival des migrations, dee vum CLAE mat Dosenden Asblen organiséiert gëtt. Ech denken un eis interkulturell Mediateuren, déi besonnesch am Beräich vun der Schoul aktiv sinn. Ech denken awer och un déi vill lokal Initiativen, déi et ginn, fir den interkulturellen Dialog ze promouvéieren.

Dorobber kënne mer opbauen. An ech wier frou, haut hei an der Chamber kënnen ze héieren, wéi mer dësen interkulturellen Dialog nach kënne verbesseren.

Wa mer eng besser Integratioun wëllen, musse mer méi an d'Qualitéit vun de Servicer, déi mer ubidden, och investéieren. Mir mussen eis professionaliséieren. Mir mussen déi benevoll Akteure stäerken an dobäi op déi räich Erfahrungen opbauen, déi si am Laf vun de leschte Jorzéngte gemaach hunn. Mir mussen an d'Formatioun investéieren, Formatioun zum Beispill vun deene Leit, déi beim Stat a bei de Gemengen am direkte Kontakt mam Bierger sinn, Formatioun awer och vun de Multiplicateuren, déi eran an hir eege Communautéite communiquéieren, mä awer och Formatioun vun de Benevollen, déi an all méigleche Beräicher, an der Kultur, am Sport, an aneren Associatiounen, regelméisseg mat verschiddene Leit a Kontakt sinn.

Mir musse systematesch an eng besser Koordinatioun a Kooperatioun tëschent den Akteuren investéieren. Investitiounen an eng gutt Integratiounspolitik loune sech. Dofir, kommt, mir diskutéieren doriwwer, wou mer méi wëlle maachen a wou mer besser wëlle ginn!

Madamm Presidentin, d'Regierung setzt de Kader vun der Integratiounspolitik an entwéckelt déi néideg Instrumenter. Fir déi Politik mat

Liewen ze fëllen, musse sech all Akteuren a Partner um Terrain un der Ëmsetzung vum PAN bedeelegen. An ech soen dat ganz kloer: Et ass net ee Ministère eleng a scho guer net ee Service eleng, deen dat mécht, mä mir sinn alleguer gefuerdert, fir dat zesummen ze maachen.

Duerfir menge mir, dass et gutt wier, den zukünftege PAN duerch Appel à projets mat Liewen ze fëllen, déi vum OLAI solle lancéiert a finanzéiert ginn. Sou ka jiddwereen – d'Gemengen, d'Associatiounen, de Stat an och d'Entreprisen - konkret Projeten entwéckelen an ëmsetzen a sech esou fir d'Integratioun asetzen.

D'Gemenge sinn natierlech am nooste bei hiren neien Awunner drun. Si begéine se als Éischt. Si sinn déi éischt Ulafstell natierlech och fir all nouveaux Arrivants. Dowéinst schafft den OLAI ganz enk mam Syvicol zesummen, deen och bei der Ëmsetzung vum PAN weider wäert abezu ginn. Zesumme mat der ASTI hunn den OLAI an de Syvicol schonn en éischte Schrëtt gemaach an eng nei Plattform fir e besseren Austausch mat de Gemengen an d'Liewe geruff: de GRESIL, de Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau local. Dës Plattform huet sech d'Missioun ginn, d'Kompetenzen am Beräich Integratioun vun de lokalen Akteuren ze verbesseren duerch Formatiounen, mä virun allem duerch e regelméissegen Austausch.

Et muss een an dësem Kontext déi lokal Integratiounskommissiounen, d'Commissions communales consultatives d'intégration, ernimmen, déi och am Gesetz vun 2008 verankert sinn. Dës Kommissiounen hëllefe mat hire benevolle Memberen, déi lokal Integratiounspolitik ëmzesetzen. Dofir solle mir si am neie PAN als aktiven Akteur gesinn.

Niewent de Gemengen ass d'Zivillgesellschaft e wichtegen Akteur fir d'Integratioun. An dësem Sënn ass d'ASTI beoptragt ginn, am Kader vun engem konventionéierte Projet mat engem Helpdesk d'Gemengen an hiren Demarchen ze ënnerstëtzen an esou Aktiounen an der Integratioun um lokalen Niveau ëmzesetzen.

Duerch de PAN wëlle mer awer nach vill méi am Partenariat mat Associatioune schaffen a mir wëllen hinnen d'Méiglechkeet ginn, hir Aarbecht um Terrain och auszebauen. Et ginn immens vill Aktiounen a mir hu spéitstens zanter der Flüchtlingskris gesinn, wéi solidaresch d'Mënschen zu Lëtzebuerg sinn. Dës Energie soll gebündelt ginn, fir och méi klengen Organisatiounen an neien Akteuren, déi vläicht organisatoresch net esou gutt opgestallt sinn, och d'Méiglechkeet ze ginn, hir Aarbechten an Iddien um nationale Plang ëmzesetzen.

Mir mengen, et wär noutwendeg, e méi enkt Netzwierk ze wiewe vu Kontaktpunkten, Partnerassociatiounen, ëffentlechen a private Leit, déi sech um lokalen, um regionalen an um nationalen Niveau fir eng aktiv Integratioun staarkmaachen.

Mir mengen, et wier gutt, fir op spezifesch Froe spezifesch Äntwerten ze sichen. Sou hu mer zum Beispill am OLAI eng Persoun domadder chargéiert, de Beräich Personnes vulnérables dann ofzedecken. Och de Gesondheetsministère huet e Service op d'Bee gestallt, de Service Santé des migrants, dee mat den institutionelle Partner ganz enk zesummeschafft.

Wa mer un d'Entreprisen denken, da wëll ech op dat formidabelt Instrument vun der Charte de la diversité verweisen, mat där ëmmer méi Entreprisë sech engagéieren, fir d'Diversitéit op alle Pläng ze promouvéieren. An dat ass nëmmen normal, wa mer wëssen, an dat ass bewisen, dass déi Betriber, déi d'Diversitéit och wierklech liewen, bewosst liewen, vill besser Resultater hu wéi déi aner.

Ech wäert och der Regierung iwwregens proposéieren, d'Charte de la diversité Lëtzebuerg ze ënnerschreiwen.

Et sinn deemno ganz vill positiv Initiativen op ville Plazen entstanen. Mir sollen dësen Elan notzen. Dat ass d'Grondviraussetzung fir eng erfollegräich Integratiounspolitik. Ech erwaarde mer och vun dësem Debat nach zousätzlech Iwwerleeungen an Iddien, fir weiderzekommen.

Ee vun de Schwaachpunkte vum leschte PAN war, dass keng Indicateure festgehale goufen, opgrond vun deenen een hätt kënnen de PAN objektiv a systematesch evaluéieren. Dat musse mer änneren. Mir brauchen eng onofhängeg Evaluatioun op der Basis vu konkrete moossbaren Indicateuren. Soubal déi eenzel Projeten definéiert sinn, wëlle mer Indicateuren ausschaffen, fir all Projet an all Mesure eenzel kënnen ze evaluéieren.

Madamm Presidentin, wa mer vun Integratioun schwätzen, da musse mer och iwwert d'Sproochesituatioun schwätzen. Lëtzebuergesch ass Integratiounssprooch. Dorobber leeë mer all ganz vill Wäert. Den Educatiounsministère huet d'Offer vu Lëtzebuergeschcoursen nach emol däitlech erhéicht. Haut sinn et 11.000 Leit, déi beim Institut national des langues oder dem Service de la formation des adultes Lëtzebuergesch léieren. Déi ganz Regierung huet sech an engem Aktiounsplang dozou engagéiert, eis Sprooch nach méi staark ze förderen.

Ech erënneren an dësem Zesummenhang zum Beispill un d'Léiere vun den honnert éischte Wierder Lëtzebuergesch fir d'Demandeurs de protection internationale, wou Flüchtlingen en éischte Kontakt mat eiser Sprooch kréien. Aner Auslänner hunn zum Beispill d'Méiglechkeet, am Kader vum CAI Lëtzebuergesch ze léieren. Awer och duerch déi méisproocheg Fréifërderung stelle mer sécher, datt all Kand och schonn an der Crèche en éischte Kontakt mat der Lëtzebuerger Sprooch kann hunn, eppes wat virun allem Kanner mat Migratiounshannergrond nach laang net ëmmer garantéiert war.

Fir d'Integratioun vun auslännesche Kanner an der Schoul ze stäerken an de Kontakt an d'Kommunikatioun mat den Elteren ze verstäerken, gouf d'Zuel vun de Médiateurs interculturels weider eropgesat. Et sinn der elo eelef à plein temps. Net manner wéi 31 Sprooche gi vun de Mediateure proposéiert. 60 Freelance-Iwwersetzer kënnen ausserdeem agesat ginn, fir den Elteren a Kanner duerch eise schoulesche System ze hëllefen.

Mir wëssen, datt Kanner mat Migratiounshannergrond an der Regel manner gutt Chancen hunn, an der Schoul ze reusséieren. Och dofir ass d'Regierung amgaang, déi schoulesch Offer ze diversifizéieren. Nieft ëmmer méi frankofonne Klassen am regulären Enseignement secondaire général gehéieren haut international, brittesch a virun allem europäesch Klasse fest zur ëffentlecher Schoul. Et handelt sech hei ëm Klassen, déi also am normale Schoulsystem dra sinn, déi awer de Programm vun der Europaschoul zum Beispill proposéieren. Däitsch, englesch a franséisch Sektioune kënnen do gewielt ginn. Hei kréien d'Kanner nees eng Chance, déi virdrun an deier Privatschoulen hu misse goen oder déi carrement an d'Ausland geschéckt gi sinn. A ganz dacks hu mer déi Kanner herno an de Statistike vun den Décrocheurs scolaires zréckfonnt.

Och bei der nächster Schoulrentrée wäerte weider europäesch Klassen an de Lycéeën zu Jonglënster, zu Munneref an zu Clierf opgoen, also a Lycéeën, déi och regulär Klassen aus dem Secondaire classique an dem Secondaire général wäerten ubidden, fir och iwwert dee Wee d'Integratioun ze ënnerstëtzen.

Grad zu Lëtzebuerg sinn d'Schoulkanner esou ënnerschiddlech. Zwee Drëttel vun de Kanner schwätzen zum Beispill doheem net Lëtzebuergesch als éischt Familljesprooch. A fir ënnerschiddlech Kanner brauche mer ënnerschiddlech Schoulen.

Madamm Presidentin, d'Integratioun geschitt och duerch d'Aarbecht, déi eng wichteg Plaz an eisem Aktiounsplang fir Integratioun soll kréien. Wien Aarbecht, wien eng Wunneng huet, dee gehéiert dozou. Ouni dat Gefill vun Dozougehéieregkeet an dat Sech-doheem-Fillen ass Integratioun iwwerhaapt net méiglech.

Fir eng Aarbecht ze fannen, ass eng gutt Kommunikatioun an eng kloer Informatioun néideg. Aus dësem Grond hu mer den Zougang zu Formatiounen an d'Verbesserung vun der sougenannter Employabilitéit als Prioritéiten definéiert. Duerch Integratiounsmesuren a Formatiounen, déi d'ADEM an de SNAS organiséiert hunn, konnten ëmmerhin 198 Bénéficiaires de protection internationale aktivéiert ginn. Dat sinn déi Leit, déi e Flüchtlingsstatut gefrot hunn an och accordéiert kruten.

Dat geet awer nach net duer. Mir musse weider Méiglechkeete schafen, fir nach méi Leit méi séier op den éischten Aarbechtsmaart ze brëngen.

Ech hunn d'Wunne virdrun ugeschwat. An natierlech soll och de PAN op dëse Punkt sécherlech agoen. Wann et drëm geet, Strukturen ze schafe fir d'Demandeurs de protection internationale, musse mer och solidaresch sinn. Erlaabt mer dofir, op dëser Plaz all deene Merci ze soen, de Gemengen, den Entreprisen, mä awer och de Privatleit, déi gehollef hunn, an de leschte Jore Wunnraum an Noutstrukture fir Flüchtlingen ze schafen!

Déi Efforte musse weidergoen. Noutstrukture musse mer weider developpéieren uechtert d'Land. Déi, déi et ginn, déi mussen deelweis renovéiert ginn. Mir musse vun der Zäit, wou keng Flüchtlingskris ass, profitéieren, fir nei Strukturen ze bauen, fir dass mer prett sinn, wann nees méi Leit op der Flucht si viru Krich a Verfolgung. Mir brauchen och spezialiséiert Strukture fir Mineurs non accompagnés.

Ech wëll drop insistéieren, dass de Wunnproblem vun deene Leit, déi de Statut als Flüchtling hunn, deeselwechten ass wéi dee vu ganz villen anere Leit hei am Land. An do hutt Dir jo hei an der Chamber viru Kuerzem driwwer diskutéiert.

Madamm Presidentin, et ginn nach vill Sujeten, déi hei missten ugeschwat ginn. D'Lëscht vu Méiglechkeeten am neien Integratiounsplang ass immens laang. A genee dat muss d'Stäerkt gi vum zukünftege PAN. De PAN mécht de Beräich Integratiounspolitik grouss a bitt jiddwerengem d'Méiglechkeet, fir mat ze iwwerleeën, sech ze engagéieren a konkret Projeten ëmzesetzen.

Ech wënsche mer virun allem, dass deen neie PAN d'Zesummenaarbecht vun Akteuren aus verschiddene Beräicher fërdert. Ech wëll mat dësem neien Aktiounsplang op bewäerten Instrumenter opbauen, mä mer mussen och nei Méiglechkeeten notzen a Mesurë schafen, nei Impulser ginn an Dynamiken um Terrain entstoe loossen.

Et ginn immens vill Leit, déi sech all Dag fir den Accueil an d'Integratioun zu Lëtzebuerg asetzen. Ech ka si elo haut hei net all opzielen. Ech wëll hinnen awer vun hei aus alleguer eenzel Merci soen. Dir maacht esou eng wäertvoll Aarbecht fir d'Integratioun an domadder fir eis ganz Gesellschaft a fir hiren Zesummenhalt.

Jo, d'Integratioun funktionéiert. D'Lëtzebuerger an d'Netlëtzebuerger maache mat an dat kënnt net vun ongefëier. Mir mussen dëser Solidaritéit weider Raum ginn an hir déi néideg politesch Ënnerstëtzung ginn. An duerfir freeën ech mech elo op eng spannend a konstruktiv Diskussioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Familljeministesch. Als éischt ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Martine Mergen. Madamm Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, dee leschte Plan d'action national d'intégration ass viru ronn dräi Joer ausgelaf. Säithier ass net vill geschitt an dësem Dossier, obwuel d'Integratioun vun onsen auslännesche Matbierger e wesentlecht Element ass fir d'gesellschaftlecht Zesummeliewen a fir d'sozial Kohäsioun.

Integratioun schéngt dëser Regierung net wichteg genuch gewiescht ze sinn - op d'mannst, wat de Plang ubelaangt -, fir sech domat ofzeginn, keen Hype. Dobäi hat de Rapport vum Conseil économique et social zesumme mat der Uni.lu schonn 2013 kloer Piste virginn. Also d'Analys louch vir an d'Aktiounsrichtung och. Or, säitdeem ass näischt geschitt.

Elo siwe Méint virun de Wahle kommt Dir an d'Chamber, ons ëm ons Meenung froen. D'ASTI huet an hire Reflexiounen zu Recht dës Fro gestallt: Wat soll dat elo nach an engem Moment, wou mat deem haitegen Dag Är Consultatiounen nach net eriwwer sinn, well d'Gemenge krute jo och nach e Questionnaire, deen nach muss ausgewäert ginn? A mir hunn och nach kee Rapport iwwert d'Enquête bei der Société civile.

Firwat elo? Ass et wéinst der Integratioun oder wéinst de Wahlen? Geet et hei net drëm, nach séier no véier Joer Stëllstand e Fändelchen ze setzen, fir déi sozial rout-blo-gréng Oder ze vermaarten? Et ka jo net méi dës Regierung sinn, déi de Plang ëmsetzt. Déi nächst Regierung muss sech selwer Objektiver fixéieren, Strategië festhalen an déi wichtegst, prioritär Achsen definéieren.

D'Parteie sollten a wäerte sech an den nächste Méint an hire Wahlprogrammer Gedanken dozou maachen. Eng Debatt, an et ass jo eben nach nëmmen eng Debatt, an nach nëmmen eng „de consultation", op Basis vun engem sougenannte Canevas, deen d'Ministesch an der Kommissioun virgeluecht hat, ass nach kee Plang. En ëmzesetzen, gëllt no de Wahlen.

Esou kuerz virun de Wahlen hannerléisst dësen Exercice bei ons e batteren Nogeschmaach. A mir froen ons, welchen Zweck en ze erfëllen huet.

D'Madamm Minister huet et gesot: Integratioun ass eng transversal Responsabilitéit. Dofir wonnere mer ons e bëssen, dass Dir haut eleng hei sëtzt, Madamm Familljeminister, well et sinn eng ganz Rei aner Ministèrë betraff. A gradesou wéi Dir mat Ärem OLAI an der Integratioun si sécher och d'Educatioun an d'Immigratioun gefuerdert. An et deet ons e bësselche leed, dass mer net och vun hinnen iwwert dee Plang hei Ried an Äntwert kréien oder eng Debatt.

Den nationalen Integratiounsplang ass also e wichtegt Instrument, deen d'Efforten, déi all implizéiert Ministeren ze leeschten hunn, definéiert. En Ëmsetzen erfuerdert dofir och harmonesch interministeriell Aktiounen. Onser Meenung no stéisst heifir awer e Comité interministériel u seng Grenzen. Wat mer brauchen, dat ass eng Bündelung vun den Attributiounen um Niveau vun der Regierung. Onser Meenung no gehéiert Immigratioun an Integratioun zesummen. Mir plädéieren dofir fir d'Zesummeleeë vun dësen zwee Beräicher am Sënn vun enger méi effizienter a gelongener Integratiounspolitik.

Lëtzebuerg ass an enger demografescher Situatioun, déi ons méi wéi aner Länner ronderëm dozou zwéngt, proaktiv drun ze schaffen, fir all déi Auslänner, déi bei ons kommen, an ons Gesellschaft ze integréieren, net fir se ze assimiléieren, mä fir se mat virunzehuelen. Si sinn eng Beräicherung fir onst Land.

Mir hunn net wéi ons Nopeschlänner eng grouss Mass Populatioun mat enger eenzeger Sprooch, mä eng kleng Populatioun mat ville Sproochen. Mä dorop kommen ech herno nach eemol zréck. Déi eng komme bei ons schaffen, nëmmen dagsiwwer, wéi dat bei de Frontalieren de Fall ass, oder fir eng méi oder manner laang Zäit opgrond vun hirem Aarbechtskontrakt, dat sinn d'„expats". Dann hu mer awer och eng ganz Rei Leit, déi komme bei ons aus aneren europäesche Länner, wou d'Aarbechtsmaartsituatioun schlecht ass.

Déi gréisst Suergen awer musse mer ons maachen iwwert déi Persounen, déi als Flüchtling bei ons kommen, déi viru Krich, Misär a Leed fortlafen, déi alles hanner sech gelooss hunn, fir en Neiufank ze probéieren.

Dës Leit si sécher méi wéi déi aner Kategorien op ons Hëllef ugewisen. Si fänke bei null un oder eigentlech ënner null, well si oft am Krich, an engem bewaffnete Konflikt oder op der beschwéierlecher Rees heihi léif Mënsche verluer hunn. 47,7% Netlëtzebuerger liewe bei ons. All Dag kommen nach eng weider 175.000 aus dem Grenzgebitt bei ons schaffen. Dofir missten an dësem Plan d'action national d'intégration net nëmmen Haaptmesurë fir Flüchtlinge stoen. Och déi aner Auslänner musse mat ons zesummeliewen a brauchen dofir en Ustouss, fir sech an ons Liewensweis, an ons Kultur eranzeschaffen.

Mir wëssen zum Beispill, dass de Contrat d'accueil et d'intégration, dee jo och am Gesetz steet, nëmme vun enger Minoritéit vun auslännesche Matbierger profitéiert gëtt. U wat soll dat leien? Et sollen der pro Joer 1.200 sinn, bei 20.000 neie Leit, déi an d'Land kommen.

Madamm Presidentin, eng vun de wichtegsten Erausfuerderunge bei der Integratioun läit an den Hänn vun de Schoulen. Vill Kanner mat Migratiounshannergrond sinn an de leschte Joren an ons Schoule bäikomm. Ons Schoule sinn et zwar traditionell gewinnt, auslännesch Kanner anzeschoulen, nach ni war d'Heterogenitéit vun de Schüler awer esou grouss wéi an deene leschte Joren. Haut hu praktesch d'Halschent vun onse Schoulkanner ee Migratiounshannergrond. Am Joer 2003 war et eréischt just een Drëttel. Derbäi kommen nach d'Kanner mat de spezielle Besoinen. D'Schoul geréit ëmmer méi ënner Drock. Et sinn eng Rei Moossname geholl ginn, fir déi Kanner, déi grad mat hiren Elteren zu Lëtzebuerg ukomm sinn, an enger éischter Phas an adaptéierte Strukturen opzefänken. Mir hunn eng Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants an e Service, dee sech ëm d'Aschoulung vun dëse Kanner këmmert.

Et geet hei drëm, d'Kanner an déi Jugendlech esou séier wéi méiglech an ons national Schouloffer eranzehuelen. Mir froen ons, ob dat de Moment op déi beschten Aart a Weis geschitt. Et kënnt heefeg vir, dass déi Kanner méi laang wéi ee Joer an dëse Strukture bleiwen. Dat ass net favorabel fir d'Integratioun. D'Kanner misste spéitstens no engem Joer an en nationalen Unterrecht integréiert sinn.

Dee gréissten Atout vun onsem Land, nämlech seng heterogen, villsproochlech Situatioun ass scho fir vill Kanner, déi hei gebuer sinn, en Obstakel, ëmsou méi fir déi auslännesch Kanner. An dat huet Konsequenzen op hir Resultater an der Schoul an hir spéider berufflech Orientatioun.

D'Äntwert vum Bildungsministère ass eng gratis Kannerbetreiung mat enger sproochlecher Fréifërderung vum Lëtzebuergeschen a Franséischen tëschent engem a véier Joer. Mir stinn deem, wéi Der wësst, skeptesch géigeniwwer. Grad an onsem Land mat deene villen auslän-

nesche Bierger aus enger Villzuel vu sproochlechen a kulturellen Hannergrënn wier et sënnvoll, op eng Integratiounssprooch ze setzen, dass mer kënne matenaner kommunikéieren. Dat ass fir ons Lëtzebuergesch. Ons Sprooch soll als Integratiouns- a Kommunikatiounsinstrument gefërdert ginn, an zwar vu klengem un.

Et feelt an onsen Aen un engem iwwergräifende Gesamtkonzept am Fondamental an am Secondaire, fir dëser Sproocheproblematik gerecht ze ginn. De Sproochenniveau an d'Schoulprogrammer mussen evaluéiert an ugepasst ginn, fir der Diversitéit vun der Schüler populatioun gerecht ze ginn.

D'Regierung schwätzt och als Reaktioun op d'Heterogenitéit vun de Schüler vun enger diversifizéierter Offer. Mir droen dee Prinzip mat. Mä am Sënn vun der Chancëgläichheet muss awer séchergestallt ginn, dass mer duerno eng flächendeckend diversifizéiert Offer vun der ëffentlecher Schoul hunn. An deem Kontext geet et och drëm, d'Elteren an d'Schüler besser iwwert déi bestoend Méiglechkeeten ze informéieren an och ze beroden. Do geet et mat Porte-ouverten an de Schoulen net duer. Et geet drëm, richteg ze orientéieren, fir den Échec an den Decrochage ze vermeiden.

Ma net nëmmen d'Kanner sollen ons Sprooch léieren. Och déi Erwuessen, déi bei ons kommen, sollte sech vum éischten Dag u bewosst sinn, dass ons Sprooch onse wichtegsten Identitéitsfaktor ass. Elo héiere mer awer ëmmer erëm vu Waardezäiten, fir sech an d'Sproochecoursen anzeschreiwen. Et gëtt also méi Interessente wéi Plazen.

De Canevas vun der Madamm Cahen gesäit dann och eng méi grouss Offer vu Sproochecoursë vir, wat mer begréissen. Mir froen ons awer, firwat dës Regierung d'Finanzhëllefen, déi ee kann ufroen am Kader vun engem Congé linguistique, gekierzt huet. Dat ka jo wuel net en Encouragement si fir déi Leit.

Wéi wëllt d'Regierung virgoen? Gëtt d'INL-Personal gestäerkt? Wéi soll et an de Gemenge virugoen, an deene schonn oft Sproochecoursen ugebuede ginn? Kréie si gehollef? A wou huelt Der déi vill Enseignanten hier?

Mir begréissen, dass den Integratiounsprogramm mat sengem PIA zanter leschtem Joer operationell ass an dass scho wärend der éischter Integratiounsphas eng kuerz Aféierung an ons Sprooch an eng Informatioun iwwer onst Land virgesi sinn.

Mir begréissen och, dass dës Coursen obligatoresch sinn. Mir bedaueren, dass dat eréischt am September 2017 ugaangen ass. Mir froen ons, ob genuch Personal do ass, fir de Flüchtlingen dësen Unterrecht ze vermëttelen. Wat ass mat deenen, déi nëmmen déi arabesch Schrëft kennen, oder souguer mat den Analphabeten? Gräift Dir zum Beispill op d'Hëllef vu schonn integréierte Bénéficiaires de protection internationale zréck?

De PIA huet entre autres als Zil, d'Autonomie an d'Employabilitéit vun den DPIen ze förderen. Mir sinn der Meenung, dass all DPI un deene verschiddene Phase vum Integratiounsprogramm soll deelhuelen, ob en herno bleift oder net, mat der méiglecher Ausnam vun deenen, bei deene vu virera kloer ass, dass se sougenannten Dubliner sinn oder aus enger anerer Ursaach net bei ons wäerte bleiwen.

An dëser Philosophie gesi mer d'Integratioun op den Aarbechtsmaart. Mir mengen, dass vun Ufank un am perséinleche Bilan vun all nouvel Arrivant gekuckt muss ginn, wat e fir Qualifikatiounen huet a wat muss gemaach ginn, fir dass e sech mat dëse Qualifikatiounen op onsen Aarbechtsmaart kann upassen.

Mir wëssen, dass nëmmen eng ganz kleng Zuel vun DPIen d'Demande fir e provisoresche Permis de travail stellen. Hei sinn d'Prozeduren ze vill komplizéiert. Mir kruten awer op d'Fro, wivill BPIen, also Bénéficiaires de protection internationale, an engem Aarbechtsverhältnis stinn, keng Äntwert. Dat war op eng Question parlementaire vum Här Mosar am August 2016.

Mir sinn der Meenung, dass een awer e Bilan muss zéie kënnen iwwert d'Zuel vun dëse Leit, déi ugestallt sinn, déi en Aarbechtskontrakt hunn. Wéi laang huet et gedauert, bis se een haten? A wat waren déi gréisst Obstakelen, bis se ee kruten? Wéi wëllt Dir d'Mesuren optimiséieren, wann een net weess, ob a wéi se gräife respektiv firwat se net gräifen?

Déi Formatiounen, déi ugebuede ginn, mussen zesumme mat der Wirtschaft definéiert ginn. De Partenariat vun der ADEM mat der UEL, dee säit 2015 besteet an elo verlängert gouf, geet an déi richteg Richtung. Berufflech Integratioun ass dee visibelsten Deel vun der Integratioun, deen éischte Schrëtt zu den Auslänner hirer Verankerung an onser Mëtt.

Schliisslech kommen ech nach op meng Iddi vun elo grad zréck, näämlech ob een net soll verstäerkt op déi schonn integréiert Beneficiairen zréckgräifen, fir d'nouveaux Arrivants ze encadréieren. Dat gëtt informell scho vun deenen Associatiounen, déi sech ëm den Accueil vun de Flüchtlinge këmmeren, gemaach. Wier et net och méiglech, dës Leit zum Beispill iwwer CDDen anzesetzen? Esou hätte si eng nëtzlech Aarbecht oder esou wiere si nëtzlech an hätten eng Aarbecht.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, déi Leit, déi bei ons wunnen, sollen och kënne matdecidéieren. Mir hunn d'Auslännerwahlrecht agefouert fir d'Gemengen- an Europawahlen. Dat ass e wichtege Schrëtt. An net vill Länner hunn dat esou konsequent ëmgesat wéi mir. Mir bedaueren, dass esou wéineg auslännesch Matbierger dovu Gebrauch maachen. Mir mengen, dass mer d'Efforte musse verstäerken, si ze informéieren an ze mobiliséieren, grad wéi mer mussen d'Modalitéiten, fir sech an d'Lëschten anzedroen, vereinfachen.

Mir hunn d'Nationalitéitegesetz geännert. A wann ech soen „mir", dann heescht dat, dass mir als CSV aktiv un deem urspréngleche Projet matgeschafft hunn, soudass mir dat Gesetz mat zwou Hänn konnten ënnerschreiwen.

Mir hunn d'multipel Nationalitéit agefouert a mir hunn déi sproochlech Kritären un d'Realitéit vum Terrain ugepasst. Dat war e grousse Succès. Mir bedaueren, dass de Conseil national pour étrangers iwwer Joren net richteg fonctionnéiert huet a begréissen d'Ukënnegung vun der Madamm Minister, dass hien elo nei opgestallt ass a seng Aarbechte kann ophuelen.

Mir zweifelen awer drun, ob hien dat richtegt Instrument ass, fir onsen auslännesche Matbierger déi Implikatioun an onst politescht Liewen ze ginn, déi néideg wier, fir dass si och d'Gefill hätten, matzebestëmmen. Wéi ech meng portugisesch Haushälterin gefrot hunn, ob si wéisst, wat de Conseil national pour étrangers wier, hunn ech zum x-te Mol festgestallt, dass si a ganz vill anerer net doriwwer informéiert sinn an eigentlech dann och kee Wuert matzeschwätzen hunn, wat d'Kompositioun ubelaangt.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn e britteschen Eedem an eng éisträichesch Schnauer. Wa si eemol bei ons kommen, an dat hoffen ech natierlech, sollte si net d'Gefill hunn, keng Stëmm hei zu Lëtzebuerg ze hunn. Onse Fraktiounspresident, de Claude Wiseler, hat eemol proposéiert, dass auslännesch Matbierger de Conseil national pour étrangers direkt kéinte wielen, äänlech wéi bei de Beruffskummeren. Esou kéint ee seng Avise valoriséieren, andeem d'Matbierger direkt Afloss op Initiativen a Gesetzer kéinten huelen. Dës Pist wëlle mir weider verfollegen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Herno, geet dat? Merci.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, d'Bewältegung vun der Problematik vun de Flüchtlingen, déi probéieren, an Europa Fouss ze faassen, bleift selbstverständlech eng gesamteuropäesch Aufgab. Onst Land muss sech bedeelegen. Et ass eng national Responsabilitéit. Mir haten dofir 2015 eng kloer, laangfristeg a kohärent Strategie presentéiert.

Wa mer ons haut an der Chamber also Gedanke maachen iwwert d'Zesummeliewen an onsem Land, da gëtt dëst Zesummeliewen nach op engem aneren Niveau praktesch ausgefouert, an dat ass an onse Gemengen. Dat geet vun de Schoulen a paraschoulesche Strukturen iwwert d'Sproochecoursen, d'Veräinsliewe bis hin zum Logement, deen, wéi mer ons jo all bewosst sinn, dee gréisste Problem an onsem Land duerstellt, net nëmme fir déi auslännesch Matbierger.

Fir dass d'Gemengen awer dës Aufgab kënne bewältegen, brauche si kloer Regelen an d'Virgab muss vun de staatlechen Instanze kommen. Hei herrscht awer e grousse Vakuum. D'Aufgabe mussen tëschent dem Stat an de Gemenge kloer opgedeelt sinn. D'Gemenge brauchen en Interlocuteur, deen hinnen zur Verfügung steet, wa si Froen hunn. Net een op all Ministère, mä een, deen op all déi Froe kann äntwerten. Hie muss kënnen op eng vernetzten Aart a Weis déi Äntwerte ginn iwwert d'Kompetenzen ewech, well si leie verspreet iwwer eng ganz Rei vu Ministèren an Administratiounen.

Ons Gemenge brauchen e Cahier des charges, eng Aart Vademecum, wou d'Flichten an d'Rechter vun deene verschiddenen Akteure festgeluecht sinn. Et kann net sinn, dass si, an ech denken do besonnesch u méi kleng Gemenge mat manner Personal, sech méisam mussen duerch déi verschidden Ämter ploen. Dat verlängert d'Prozeduren an eng pragmatesch Äntwert op déi reell Problemer.

Et kann een hinnen net virwerfen, dass si wéineg ënnerhuelen, wéi zum Beispill Wunnstrukturen zur Verfügung ze stellen, wa se net déi néideg Ennerstëtzung dobäi kréien, wa se net wëssen, wéi d'Rolle verdeelt sinn.

D'Zäit ass e bësselche kuerz, fir op all d'Froen anzegoen, op déi de Plan d'action national d'intégration muss eng Äntwert ginn.

Zum Constat, dass dësen Exercice haut, dee jo en Deel ass vun enger méi breeder Consultatioun, mir haten dat scho gesot, vill ze spéit an zu engem abstrusen Zäitpunkt kënnt, also siwe Méint virun de Wahlen, kënnt nach deen derbäi, dass d'Form, déi hei an der Chamber gewielt gouf, et net erlaabt, fir méi detailléiert op déi verschidden Aspekter anzegoen.

Ma ons feelt awer nach eppes, an dat bréngt mech zu mengem leschte Constat: Mir sinn der Meenung, dass, wann een dat mat dem Zesummeliewen an der sozialer Kohäsioun eescht hëlt, een net nëmmen d'Gemengen, d'Akteuren um Terrain an elo dann d'Chamber froe kënnt, mä och grad de grand Public.

Den Här Meisch an den Här Bausch tingelen duerch d'Land, den Här Gramegna diskutéiert um Radio mat Leit iwwer seng Steierreform. Mir sinn der Meenung, dass dëse Sujet op d'mannst gradesou wichteg ass, well d'Bierger dobaussen, Lëtzebuerger an Auslänner, sécher och e Wiertchen hätte wëlle matschwätzen.

Ech géif zum Schluss wëllen den Akteure vun der Société civile, déi sech aktiv, benevoll a mat vill Engagement an dës Prozesser abréngen, onsen déiwe Respekt ausdrécken. Ouni si wier et ganz sécher net méiglech gewiescht, d'Flüchtlingswelle vun de leschte Jore Meeschter ze ginn, a si ginn och net midd, ons Politiker an och d'Leit dobaussen iwwert d'Problematik um Lafenden ze halen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Mergen. Ee Moment! Erlaabt Der, dass den Här Kartheiser Iech awer elo seng Fro stellt?

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Ah jo, entschëllegt, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass ganz léif. Villmools Merci, Madamm Presidentin, a Merci, Madamm Mergen. Ech wollt op déi Iddi zréckkommen, déi Der grad beschriwwen hutt, déi d'CSV developpéiert huet, näämlech fir de Conseil national pour étrangers direkt wielen ze loossen, an Iech froen, wéi Der iwwert d'Zäit, mëttelfristeg a laangfristeg, d'Konsequenzen dovunner aschätzt.

Wann also eng zukünfteg wahrscheinlech Majoritéit vun Auslänner e Parlament wielt, wat awer u sech keng decisiv Pouvoiren huet, an eng Minoritéit vu Lëtzebuerger dëst Parlament wielt, wéi gesitt Der déi Dynamik tëschent deenen zwee Parlamenter iwwert d'Zäit? A mengt Der net, datt dat en Ëmgoen ass vun enger Referendumsdecisioun, déi seet, déi politesch Participatioun geet iwwert d'Nationalitéit?

Merci.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Här Kartheiser, ech hunn zu kengem Moment vun engem Parlament geschwat. Mir hunn dovunner geschwat, dass de Conseil national pour étrangers, esou wéi en de Moment existéiert, net gewielt gëtt vun deene betraffene Leit. D'Syndikater, déi ginn och gewielt, déi brénge sech och an an d'Diskussiounen an an d'Debatten ëm ons Gesetzgebung, ouni dass si e Parlament duerstellen. A grad an deem Sënn sollt de Conseil national pour étrangers en Organ sinn, wat mat deem ganze Poids vun enger direkter Wahl oder mat Kandidaten natierlech kéint méi wäertvoll Mataarbecht maache bei deem, wat mer hei am Land wëlles hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wéi bei engem gudde Parlament.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Bon, dat diskutéiere mer da spéider. Merci, Madamm Mergen. Als zweeten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, e puer Zuelen, fir unzefänken. Säit der Reform vum Lëtzebuerger Nationalitéitegesetz, dat säit dem 1. Abrëll 2017 a Kraaft ass, huet sech d'Demande, wat d'Ufroe vun der Lëtzebuerger Nationalitéit ugeet, verdräifacht. Zanter Abrëll vum leschte Joer hunn 9.000 Leit déi lëtzebuergesch Nationalitéit ugefrot. Am Ganzen hunn 2017 10.095 Persounen déi lëtzebuergesch Nationalitéit kritt, dat ass eng Hausse vun iwwer 7.300 Persounen am Verglach zum Virjoer. Et ass also e Fakt, dass ëmmer méi Leit, déi hei am Land wunnen, och déi Lëtzebuerger Nationalitéit wëllen unhuelen.

Mat 48% Auslänner aus 170 verschiddene Länner ass Lëtzebuerg dat OECD-Land mat deem héchsten Undeel un Auslänner a senger Bevëlkerung. 80% vun den hei usässegen Auslänner sinn am Ausland op d'Welt komm a sinn duerno op Lëtzebuerg immigréiert. All Dag komme méi wéi 180.000 Frontaliere bei eis op Lëtzebuerg schaffen. An ouni déi Leit, ech mengen, do si mer eis alleguer eens, géif eis Ekonomie net dréien.

Des Weideren hu mer ongefeier 10.000 international Beamten, déi hei zu Lëtzebuerg bei den europäeschen Institutioune schaffen. Dorauser ass eng ausseruerdentlech Mëschung vun Nationalitéiten a Kulturen entstanen, déi sech an alle gesellschaftleche Beräicher erëmspigelt: an der Gastronomie, an der Kultur, an der Fräizäit an am Sport.

Dëst ass eng Entwécklung, déi déi wirtschaftlech Dynamik an déi attraktiv Liewensqualitéit vum Grand-Duché ënnersträicht. Et ass och ugeklongen, all Joer kommen ongefeier 10.000 Leit op Lëtzebuerg wunnen. 80% vun deene Leit kommen aus Länner, déi Member an der Europäescher Unioun sinn. An all déi, déi wëllen esou e Wuesstum a Fro stellen, déi wëllen déi Migratioun bremsen, déi verweisen ech awer op déi europäesch Traitéen, déi mir ënnerschriwwen hunn, zu deene mir stinn an déi déi fräi Circulatioun vun de Leit an de Länner vun der Europäescher Unioun erméiglechen.

Madamm Presidentin, ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass d'Sprooch e wesentlechen Deel vun der Integratioun ass. D'Sprooch ass de Schlëssel zur Integratioun, d'Sprooch iwwerhëlt de Rôle vun engem alldeegleche Kommunikatiounsmëttel a stellt och eng wichteg Ressource am Beräich vun der Bildung a vum Aarbechtsmarché duer.

Fir eng erfollegräich Sozial- a Gesellschaftsintegratioun ass d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch vun zentraler Bedeitung, net zulescht och wéinst der Stëftung vun enger kollektiver Identifikatioun.

An ech géif Iech gären, well virdrun hei ugedeit ginn ass, dass net genuch Coursë géifen ugebuede ginn, awer déi aktuell Zuele vum Institut national des langues vermëttelen: am akademesche Joer 2016/2017 waren 3.814 Persounen ageschriwwen, fir dem Dicks seng Sprooch ze léieren. 2009 waren et der just 1.900, 2012 2.600, 2016 3.500. Fir déi lëtzebuergesch Sprooch ze léieren, proposéiert den Institut national des langues fir dëst Joer, also fir d'Joer 2017/2018, wat amgaangen ass, 114 Coursë géint 88 am leschte Joer. An do kann een d'Lëtzebuergescht léiere vum Niveau A1 bis den Niveau C1.

An dësen Zuelen net mat dra sinn natierlech all déi Coursen, déi iwwert d'Gemengen organiséiert ginn. Ech war eng Zäit President vun der Integratiounskommissioun an der Gemeng Jonglënster. Do lafe säit 25 Joer Coursen, wou all Joer tëschent 20 an 30 Leit hiren Diplom kréien.

Iwwert d'Schoul an natierlech iwwert d'Sprooch erreeche mer d'Identifikatioun mam Lëtzebuerger Land, d'Identifikatioun mat der Sprooch. An duerfir ass eis den Enseignement plurilingue, wou een op eng spilleresch Aart a Weis d'Sprooch léiert, op eng spilleresch Aart a Weis un d'Sprooch erugefouert gëtt, och immens wichteg. An et ass och nach eng Kéier wichteg, hei ze ënnersträichen, dass an deene Crèchen, wou kee Lëtzebuergesch geléiert ginn ass, duerch d'Aféiere vum Enseignement plurilingue och déi auslännesch Kanner elo un déi lëtzebuergesch Sprooch erugeféiert ginn.

An ech kann Iech och aus menger berufflecher Erfahrung soen, dass dat, wat virdru gesot ginn ass, wat quasi stigmatiséiert ginn ass, dass déi auslännesch Kanner d'office méi Problemer an der Schoul hätten, ech kann Iech soen: Ech hat Kanner an der Schoul, déi sinn aus dem Ausland komm, aus dem fréiere Jugoslawien, an dat ware Kanner, déi sech immens druginn hunn, Kanner, déi wollten. An dat sinn och Kanner, déi an hirem Liewen an an hirer schoulescher Laufbahn reusséiert hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Madamm Presidentin, fir d'Integratioun an d'Autonomie vun den Demandeurs de protection internationale an der Lëtzebuerger Gesellschaft ze vereinfachen, hunn den OLAI an de Ministère de l'Éducation nationale de PIA, de Parcours d'intégration accompagné, an d'Liewe geruff. Dëse Parcours d'intégration accompagné erméiglecht et den DPIen, u Formatiounen deelzehuelen, déi hinnen eis Sprooch an eis Gesellschaft erkläeren a méi verständlech duerstellen.

Des Weidere soll hinnen an dëse Coursen erkläert ginn, wéi d'Liewen zu Lëtzebuerg ofleeft. De PIA ass an dräi Partien ënnerdeelt: D'Formatioune vum PIA1 mussen innerhalb vun deene sechs bis aacht éischte Wochen no der Arrivée hei zu Lëtzebuerg vun den DPIen an Ugréff geholl ginn, an dëst onofhängeg vun hirer berufflecher Erfahrung oder vun hirem schouleschen Niveau.

Fir de Certificat PIA1 ze kréien, mussen d'DPIen u verschiddene Coursen deelhuelen, déi folgend Rubricke behandelen: déi honnert éischt Wierder Lëtzebuergesch, les premiers pas vers l'éducation et la formation des adultes, la vie en collectivité, droits et devoirs, égalité des chances.

Ab Januar 2018 huelen dann d'DPIen, déi de Certificat PIA1 kritt hunn, um PIA2 deel. An de PIA2 gëtt den DPIen engersäits d'Chance, un de Sproochecoursen deelzehuelen, an anerersäits Informatiounen iwwert dat deeglecht Liewen hei zu Lëtzebuerg. An de PIA3, deen ass fir dëse Mount geplangt.

Ausserdeem géif ech och nach gären iwwert den „integration desk" vun der Amitié Portugal-Luxembourg schwätzen. D'APL ass eng Associatioun, déi den interkulturellen an intergenerationellen Dialog férdert. Den „integration desk" am Centre interculturel zu Woltz ass eng Plaz, wou DPIen, BPIen an och all aner Persounen nëtzlech Informatiounen zum alldeegleche Liewen an zu hirem Integrationsprozess kënne fannen. De Service d'assistance vum „integration desk" gëtt DPIen a BPIen divers Informatiounen zum Educatiounsberäich, der Lëtzebuerger Gesellschaft a stellt hinnen och eng ganz Rei nëtzlech Internetsäiten zur Verfügung.

Madamm Presidentin, e ganz wichtege Volet vun der Integratioun ass natierlech och d'Aarbecht. Ech denken do un déi 180.000 Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, an och un déi international Firmen, déi d'Auslänner op Lëtzebuerg lackelen an déi, dat wëll ech ganz kloer hei ënnersträichen, e ganz, ganz groussen Deel zu eisem Wuelstand bäidroen.

Zugläich geet et awer och drëms, den DPIen den Accès op den Aarbechtsmarché ze vereinfachen. Ech denken do zum Beispill un de Projet „Connections" vun der ASTI. Bei dësem Projet sollen d'DPIen a sechs Méint beschtméiglech op den Aarbechtsmarché preparéiert ginn, fir dass se duerno als Bénéficiaire de protection internationale esou kuerz wéi nëmme méiglech am Chômage sinn.

Den nationalen Integratiounsplang soll d'politesch Richtlinne vun eisem Zesummeliewe festleeën. An dësem Zesummenhang ass et wichteg, net nëmmen d'Gemengen an d'Zivillgesellschaft ëm hir Meenung ze froen, mä och d'Gewerkschaften an d'Patronat. Et ass wichteg, kloerzestellen, wou d'Verantwortung vun deenen eenzelne Partner läit, och vun deenen internationale Firmen, déi auslännesch Mataarbechter op Lëtzebuerg lackelen. Doriwwer eraus muss ee sech och d'Fro stellen, wéi mer bei deene ville Frontalieren en Zougehéieregkeetsgefill fir d'Lëtzebuerger Land kënne férderen.

Madamm Presidentin, ech wéilt des Weideren op d'Logementer an d'Strukture betreffend d'Integratioun ze schwätze kommen. Wat eis Strukturen ugeet, gëtt et eng Rei Defiziter, an dat, obscho vill Efforte gemaach gi sinn am Interêt vun den DPIen. Et muss een awer och zouginn, dass d'Wunnkonditiounen net ëmmer déi allerbescht sinn. Verschidde Gebaier sinn an engem schlechten Zoustand, wat d'Zesummeliewen natierlech net méi einfach mécht. Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand huet a sengem Rapport vun 2017 verschidde Situatioune geschildert, déi delikat a kritesch sinn.

Ech wëll op dëser Plaz awer ganz kloer festhalen, dass déi lescht Joren immens vill ënnerholl gouf, fir d'Situatioun ze verbesseren. Et sief bemierkt, dass tëschent 2013 an 2015 méi Strukture wéi déi Jore virdrun zur Verfügung gestallt gi sinn. Et gouf laang virdrun net genuch ënnerholl. An ech wéilt op dëser Plaz drop hiweisen, dass d'Regierung am Joer 2013 net déi allerbeschte Situatioun virfonnt huet. Et ass wéi ëmmer: Wann een de Bauch net wéi huet, denkt een net drun, sech e Medikament op d'Säit ze leeën. Wann dës Flüchtlingskris eriwwer ass, musse mer nei Strukture bauen, prett halen, fir dass mer gerüst sinn, wann eng nächst Flüchtlingskris op eis sollt zoukommen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass an deene leschte Méint ganz, ganz vill Engagement vun deenen eenzelne Gemengen a vun der Société civile gewise gouf. De Rôle vun de Gemenge bei dëser Thematik ass immens wichteg, well si de Vermëttler sinn tëschent der Populatioun an der Regierung. Eng nohalteg a gemeinsam lokal Integratiounspolitik kann een net ouni d'Gemengen an ouni d'Populatioun meeschteren. An dësem Konzept wéilt ech och op en Neits den OLAI ernimmen, deen d'Ënnerbrénge vun den Demandeurs de protection internationale a 67 Strukturen am ganze Land erméiglecht. Déi vill Leit, déi sech hei Dag fir Dag benevoll engagéieren, fir dass dës Strukture fonctionnéieren, däerf een natierlech net vergiessen.

Den OLAI huet méi wéi 70 Nationalitéiten an deene verschiddene Strukturen ënnerbruecht. 43% vun de Leit, déi ënnerbruecht gi sinn, sinn Demandeurs de protection internationale, 57% Beneficiairen. Enn 2017 hat den OLAI a senge 67 Strukturen am Ganzen 2.692 Persounen ënnerbruecht. Trotz alle Beméiunge bleift d'Ënnerbrénge vun den DPIen eng ganz, ganz grouss Erausfuerderung fir eis alleguer.

Den OLAI a seng Partner sichen am Moment eng Alternativ fir de Primo-accueil vun den Demandeurs de protection internationale, well 2019 de Foyer de logopédie muss verlooss ginn. De Kontrakt mat der Creos vum Gebai zu Miersch mat 120 Better gouf bis Enn des Joers verlängert. A wa keng Verlängerung vun deem Kontrakt iwwer 2018 eraus méiglech ass, misst ee sech och matzäiten no Alternativen ëmkucken, fir gréisser Problemer ze vermeiden.

Et muss och bemierkt ginn, dass bis ufanks 2019 am ganze Land 874 Better net méi wäerten disponibel sinn. Et handelt sech ëm déi 120 Better an der Maternité an der Stad an ëm déi 209 Better um Site vum CHNP zu Ettelbréck, déi net méi zur Verfügung stinn, well déi jeeweileg Kontrakter oflafen. De Centre Héliar an der Weilerbaach mat 233 Better an de Foyer Don Bosco mat 150 Better wäerte wéinst Renovéierungsaarbechten oder Ëmstrukturéierungsprogrammer hir Dieren zoumaachen. Och de Site vun der Ediff zu Monnerech wäert zougemaach ginn, soubal de Projet Esch-Neiduerf realiséiert gëtt.

Eng Partie vun dëse verluerene Schlofméiglechkeete wäerten duerch Acquisitiounen, Renovatiounen an duerch de Bau vun neie Strukture kompenséiert ginn. Nei Strukturen, déi an der Gemeng Tandel, zu Bascharage, an der Stad Lëtzebuerg an och zu Esch bis 2019 gebaut ginn, wäerten dem OLAI bis zu 500 nei Better zur Verfügung stellen.

Nom Ëmbau an de Renovatioune vun de Strukturen zu Waasserbëlleg, Fréiseng, Beetebuerg an zu Bäerdref wäerten da bis 2019 240 nei Plaze geschafe ginn. Deementspriechend muss een an deenen nächste Jore konstant an dës Strukturen investéieren an och nei Strukture schafen, fir den DPIen en adequaten a würdegen Accueil ze bidden.

Déi sozial Integratioun däerf sech awer an eisen Aen natierlech net op d'Flüchtlinge limitéieren. Ech wéilt Iech dräi Beispiller nenne vu klengen, awer flotte Projeten aus eiser Gemeng. Ech mengen, d'Noperschaftsfester, dat ass eppes, wat sech an enger Rei Gemenge mëttlerweil etabléiert huet. Mir hu säit iwwer 20 Joer all zwee Joer e Fest an der Gemeng Jonglënster, dat „Fiesta integrale" heescht a wou déi verschidden Nationalitéite sech zesummendoen, wou dagsiwwer gekacht gëtt a wou da bei Iessen an Drénke Kontakter geknäppt ginn, wou ee ka mat Leit schwätzen, déi net Lëtzebuerger sinn, Leit, déi aus der Europäescher Unioun kommen, awer och Leit, déi vu vill méi wäit kommen. An dat ass e feste Bestanddeel vum Manifestatiounskalenner an eiser Gemeng.

Ech wéilt och op e Projet hiweisen, dee vu Benevolle bei eis an der Gemeng amgaangen ass, op d'Bee gesat ze ginn. Dat ass de Projet „EquiVelo". Wat ass dat? Mir hunn als Gemeng e Container zur Verfügung gestallt. An eng Associatioun vu Benevolle wäert do mat Demandeurs de protection internationale oder mat Beneficiairë Vëloe reparéieren. Déi Leit kréie souwuel eng sproochlech Formatioun wéi och eng Formatioun, fir ze wëssen, wéi se déi Saach mussen upaken, fir déi Vëloen an d'Rei ze setzen. Duerno wäerten déi Vëloe verlount ginn an do wäerten och Coursen ugebuede ginn, wou Leit kënnen dohinnerkommen - dat wärend enger ganzer Woch -, fir d'Vëlofueren ze léieren.

Anscheinend - esou hunn ech mer vun der Vëlosinitiativ Lëtzebuerg soe gelooss - gëtt et zu Lëtzebuerg nach ganz, ganz vill Leit, dat heescht Lëtzebuerger, déi net kënne Vëlo fueren. Ech mengen, dat do ass eng flott Geleeënheet, fir d'Demandeurs de protection internationale an d'Lëtzebuerger zesummenzeféieren an engem Projet, wou effektiv d'Demandeurs de protection internationale geschafft hunn, fir eppes op d'Been ze setzen.

Eppes, wat mer um Häerz läit a wou mer als Stat an als Legislateur vläicht musse méi wéi een Zant zouleeën, dat ass d'Ënnerstëtzung, déi mer de Gemenge ginn, wann et drëm geet, Haiser, Appartementer ze kafen oder ze verwalten. Ech denken do besonnesch u sozial schwaach Familljen. Ech denken awer och u Bénéficiaires de protection internationale, déi am Moment einfach net aus deene grousse Strukturen erauskommen, well näischt um Marché ass. Ech mengen, dass mer do als Gemenge kënne mat verschiddenen Acteuren - ech denken un de Fonds du logement, ech denken awer och un d'AIS - zesummeschaffen. Et wär a mengen Ae wichteg, wann d'Gemenge sech géifen e gewëssene Patrimoine vu Wunnengen zouleeën, déi se zum Beispill kéinten iwwert d'AIS weidervermëttelen. Mä ech mengen, do brauche verschidde Gemengepäpp nach eng richteg Hëllefstellung, an et wier gutt, wann de Ministère du Logement géif an deem Sënn eng Aktioun starten, fir ze kucken, wéi mer d'Gemenge kënne besser informéieren an incitéieren, fir selwer um Marché aktiv ze ginn.

Wat eis handicapéiert Matbierger ugeet, do ass et esou, dass mer an eiser Gemeng den Drapeau des villes et villages (veuillez lire: Drapeau des villes et communes pour tous) hunn. Wat ass dat? Dat ass eng Auszeechnung, déi ee kritt, wann een am Beräich vun der Mobilitéit a vun der Accessibilitéit vill geleescht huet. Et ass esou, dass mer an eiser Gemeng zu Jonglënster ganz vill an eis Gebaier investéiert hunn, fir dass do jiddweree kann an déi Gebaier erakommen.

Mir hunn och alleguerten d'Trottoire bei de Busarrêten esou ugeluecht, dass d'Leit an engem Rollstull do ganz gutt kënnen an de Bus erakommen. Ech denken awer och u Projete bei eis an der Gemeng, wou mer Haiser gebaut hunn, zwee grouss Appartementshaiser mat 37 Wunnengen, déi senioren- a behënnertegerecht ugeluecht sinn. Dat sinn e puer Iddien, déi ech hei wollt de Kolleeginnen a Kolleege mat op de Wee ginn. Also, an deem dote Beräich ass och nach esou munches ze maachen.

Mir sinn eis alleguerte bewosst heibannen an och an de Gemengeréit dobaussen - eng ganz Partie vun eis si jo an de Gemengeréit -, dass mer weider Efforte musse maache fir d'Integratioun. Ech mengen, dass mer am Volet vun der Integratioun och ni wäerte soe kënnen: „Okay, mir hunn elo alles gemaach, mir si fäerdeg, mir hunn alles dat gemaach, wat mer eis virgeholl haten."

Ech sinn der Meenung, dass eng Integratioun nëmme ka geléngen, wann de Stat, d'Gemengen, awer och d'Société civile dobaussen alleguerten zesummen upaken. De Modell, deen zu Lëtzebuerg fonctionnéiert, dee fonctionnéiert vill besser, wéi meng Virriednerin et hei gesot huet. A wa mer alleguerten zesummen op deem Wee weiderginn, da kënne mer fir d'Integratioun zu Lëtzebuerg vun alle Leit dobaussen, net nëmme vun deene Leit, déi aus Krisesituatioune bei eis kommen, mä och vun de Leit, deenen et sozial net esou gutt geet, an de Leit mat engem Handicap, nach vill ëmsetzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Merci. Éier ech vun Integratioun schwätzen an d'Schwéierpunkte vun der sozialistescher Fraktioun presentéieren, wëll ech, dass mer eis objektiv d'Situatioun vu Lëtzebuerg ukucken. Nodeems eist Land laang en Auswanderungsland war, si mer haut en Awanderungsland an e Land vun der Diversitéit.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, dat ass e Fakt. D'Lëtzebuerger Bevëlkerung spigelt déi laang Awanderungsgeschicht vum Land erëm, sief dat d'Awanderer aus Däitschland, Italien, Portugal a Polen, sief et déi nei international Awanderer, dovunner vill Akademiker, déi fir d'EU-Institutioune schaffen, sief et och d'Flüchtlingen aus den 90er Joren aus den exjugoslawesche Länner, dem Balkan oder, säit 2015, aus Syrien an aus dem Irak. A vergiesse mer och net déi vill Frontalieren, déi all Dag hei bei eis an d'Land schaffe kommen!

Zweete Fakt: Zu Lëtzebuerg gëtt et méi Aarbechtsplazen, wéi déi aktiv Bevëlkerung besetze kann. Dofir ass eis Lëtzebuerger Ekonomie op Aarbechtskräften aus dem Ausland ugewisen. An dorauser ergëtt sech, an dat ass dann den drëtte Fakt, den demografesche Wuesstum an déi finanziell Stäerkung vu Lëtzebuerg, berouend virun allem op Awanderung.

Firwat zielen ech Iech des dräi Fakten op? Ma well ech kloer wëll ervirhiewen, dass mer eng Awanderungsgesellschaft sinn, och wa vill Leit dat net gäre wëlle wouerhunn. Migratioun war e stännege Begleeder an eiser Geschicht. An ouni Auslänner géif eis Ekonomie mat allem, wat hannendrunhänkt, net fonctionnéieren. D'Zuelen an d'Fakte weisen eis dat. Dofir solle mer eis och guer net vun deene rietsen a rassistesche Parole beaflosse loossen, déi versichen, d'Lëtzebuerger géint d'Netlëtzebuerger auszespillen.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- A mir sollen eis och net vun deenen irritéiere loossen, déi de Leit Angscht wëlle maachen, zum Beispill mam 1,1-Milliounen-Awunner-Zeenario.

(Interruption)

Dozou wëll ech just soen, dass dat net de fromme Wonsch vu munche Politiker oder vum sozialisteschen Ekonomiesminister ass, mä dat baséiert op demografesche Prognosen, wéi d'Gebuert, d'Liewenserwaardung, d'Immigratioun, an op „labour force-Hypotheesen", wéi d'Produktivitéit an den Taux d'emploi. Selbstverständlech stellt dat eist Land virun eng Rëtsch vun Erausfuerderungen, déi mer mussen all zesumme bewältegen.

Mä wat sinn dann déi Léisunge vun deenen, deenen d'Immigratioun an d'Zuel vun de Frontalieren en Dar am A ass? Wat sinn hir Alternativen? Ab enger gewëssener Unzuel kee Migrant méi an d'Land eraloossen? Nach just eng gewëssen Unzuel u Frontalieren all Dag hei bei eis schaffe loossen, wuel wëssend, dass dat souwisou géint eist europäescht Recht verstéisst? Wëlle mer nees Grenzen aféieren? A wëlle mer soss kee weider ophuelen? Si mer bereet, op déi vill Aarbechtskräften ze verzichten, wa mer wëssen, dass d'Lëtzebuerger nëmmen ongefeier 30% vun der schaffender Bevëlkerung ausmaachen?

Loosse mer da wichteg Aarbecht einfach leien? Si mer bereet, eis Ekonomie an eise performante Sozialstat ëmzegestalten, sprech, en ze reduzéieren? Si mer bereet, méi ze cotiséieren an op Leeschtungen ze verzichten? Well et si jo grad d'Awanderer an d'Frontalieren, déi d'Stabilitéit vun eisem Sozialversécherungssystem erhalen, dee generéis Leeschtunge mat relativ niddrege Cotisatioune kombinéiert. An ech kéint d'Lëscht nach weiderféieren.

Mir ass virun allem wichteg, drop hinzeweisen, dass Ultrakonservativer, Populisten an och Rietser sech et hei immens einfach maachen a just eng Säit vun der Medail weisen. Migratioun ass eng Stäerkung an eng Chance fir eist Land, fir eis Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt an ëmmer méi kleng. A Migratioun ass dofir net eng lästeg Saach, déi bekämpft muss ginn. Dofir solle mer optimistesch no vir kucken, dat heescht awer elo net, alles duerch de rosaroude Brëll kucken an eis d'Welt schéirieden.

Meng Partei, d'LSAP, hëlt d'Suergen an d'Ängschten eescht, mä mir schüre se net. Et stelle sech vill Erausfuerderungen, an déi musse mer och kloer benennen. Problemer solle mer net tabuiséieren, mä mir solle se och net dramatiséieren.

Ech si frou, dass am offiziellen Discours regelméisseg de Bäitrag vun de Migranten zum Wuelstand vum Land betount gëtt. An Ëmfroen ass d'Zoustëmmung zur Migratioun grouss, an oppe Konflikter oder souguer Gewalt géint Auslänner sinn éischter eng Seltenheet. Allerdéngs ass en Discours ze observéieren, deen d'Integratioun als komplett Upassung un eis Gewunnechten an Traditioune verlaangt vun deenen, déi nach net allze laang hei am Land sinn.

Dobäi gëtt awer vergiess, dass grad eis Sproochgewunnechten, Traditiounen a Wäerter souwisou immens heterogen sinn an international Aflëss erëmspigelen. Integratioun ass eng vun deene wichtegsten Zukunftsfroen iwwerhaapt. An d'Integratioun ass e Kärthema vun de Sozialisten. Déi Debatt, déi mer haut féieren, ass eng wichteg. Ob et duergeet, dofir de Modell 1 vu Riedezäit ze ginn, ass zweifelhaft.

Och wa mer haut eng Consultatiounsdebatt en vue vum neien Integratiounsplang hunn, gëtt et awer nach vilonce zur Integratioun ze soen. Dat hätt natierlech virausgesat, dass dës Debatt anescht preparéiert gi wär. Eng ëmfangräich Evaluatioun wär zum Beispill hei nëtzlech gewiescht, viru Jore gouf et jo emol eng vun der Uni.

Mä wéi gesäit et da mam nationale Rapport aus, dee jo all fënnef Joer soll publizéiert ginn? 2014 ass den éischten Integratiounsplang ausgelaf. Dozou gouf et och eng Rëtsch Avisen. Déi schéngen awer leider a Vergiessenheet geroden ze sinn. En Echange wär och sënnvoll gewiescht, zum Beispill en Hearing hei an der Chamber, Politik zesumme mat der Zivillgesellschaft. Dat hätt näämlech niewent den Assises nationales de l'intégration tëscht de Gemengen d'lescht Joer am Februar hei méi e breeden Debat an der Gesellschaft erméiglecht. Och wär e Bilan wichteg, fir Schwéierpunkten am neien Integratiounsplang ze setzen.

Wat zeechent fir d'sozialistesch Fraktioun dann elo eng erfollegräich Integratiounspolitik aus? Et ass fir eis emol - an ech verweisen domadder op den Integratiounsplang - en Austausch an eng enk Zesummenaarbecht tëschent sämtlechen Akteuren, Diversitéit an eng aktiv Citoyennetéit.

Eng erfollegräich Integratiounspolitik ass fir eis awer och eng Querschnittsaufgab, an dat op allen Niveauen. Si orientéiert sech u Fakten a muss sech, an dat ass wesentlech, u kloren Indicateure moosse loossen. A si muss zilgeriicht sinn. Als Soziologin verweisen ech hei op d'„Sinus-Etüd" iwwert d'Migrantemilieuen, déi ganz kloer seet, dass d'Migrante keng homogen Grupp sinn, wéi oft gemengt gëtt.

Als wichteg Integratiounsfacteure gesi mir Sozialisten d'Educatioun, d'Aarbecht an d'Participatioun. Erfollegräich Integratioun ass näämlech keen Zoufall, mä et ass en andauernde Prozess. An den Integratiounsplang ass dobäi e wichtegt Instrument. Fir d'Emsetzung gouf e Comité interministériel agesat, wou eigentlech 14 Ministèrë sollten zesummeschaffen, deen awer, wéi een am Avis vum CES noliese kann, nëmme ganz schlecht fonctionnéiert huet.

Nu gouf et awer Changementer beim OLAI. Do ass effektiv villes geschitt, vill Guddes, an am Aarbechtsdokument fir de PAN vun der Ministesch steet jo och dran, dass d'Mandat an d'Missioune vun dësem Comité sollen nei definéiert ginn. De CES proposéiert hei carrement eng méi breet Plattform mat Sozialpartner, Syvicol, Associatiounen an och Ministèren, äänlech wéi beim CPTE. A mir Sozialiste fannen dat u sech guer keng schlecht Iddi, an et kéint ee vläicht kucken, och an déi Richtung ze goen.

Weider soll den neie PAN an Zukunft net méi op bestëmmt Joren ausgeriicht ginn, mä e gëtt elo e liewegt Dokument, dat permanent adaptéiert ka ginn. D'Iwwerleeung ass an eisen Aen net falsch, vu dass d'Integratioun selwer jo och e permanente Prozess ass a sech stänneg weiderentwéckelt.

Madamm Presidentin, Leit, déi bei eis an d'Land wunne kommen, kréien en Integratiounskontrakt vun zwee Joer vum OLAI offréiert. De groussen Erfolleg schéngt dat awer net ze sinn, huet d'Presidentin vun der ASTI nach kierzlech matgedeelt. 20.000 Migrante solle sech all Joer hei am Land nidderloossen, mä just 1.400 esou Integratiounskontrakter ginn ënnerschriwwen.

Wéi erkläert de Ministère sech déi grouss Differenz? Mä vill méi wichteg ass d'Fro: Wéi kënne mer dëse Projet nach méi attraktiv gestalten? Well d'Iddi vun deem Projet ass eigentlech ganz gutt.

Wéi schonns virdru gesot, gehéiert fir eis d'Educatioun, d'Schoul, zu de Prioritéiten, an hei sinn e puer Iwwerleeungen dozou. D'Sozialiste begréissen all Demarche, déi d'Heterogenitéit vun de Schüler favoriséiert. Bedréckend ass fir eis awer weiderhin d'Tatsaach, dass hei am Land d'Réussite scolaire nach ëmmer enk mat der sozialer Hierkonft respektiv mam sozioekonomesche Status vun den Elteren zesummenhänkt.

De CEFIS huet dat och ganz ausféierlech an enger Etüd beschriwwen. A rezent Zuele weisen, dass et no der Grondschoul ganz kloer zu enger Separatioun kënnt tëschent de Lëtzebuerger, déi dann herno majoritär an de klassesche Lycée wiesselen, an den net lëtzebuergesche Kanner oder de Lëtzebuerger mat auslänneschen Originnen, déi majoritär herno an den Technik eriwwerginn. De CES proposéiert zum Beispill, den Enseignement préscolaire obligatoresch ze maache fir all Kand ab dräi Joer. Ob dat elo direkt de Problem wäert léisen, ass ze kucken, mä virun allem musse mer awer driwwer diskutéieren, a mer musse kucken, wéi mer dëse Phenomeen trotzdeem kënne besser an de Gréff kréien.

Eng zweet Observatioun betrëfft eise Sproochesystem. Déi éischt Sprooch, déi doheem geschwat gëtt, ass fir een Drëttel vun de Kanner Lëtzebuergesch. Fir zwee Drëttel ass et eng aner Sprooch, wuel wëssend, dass awer e groussen Deel vun dëse Kanner natierlech Lëtzebuergesch kann. Dat spigelt eng Realitéit erëm, déi mer net ignoréiere kënnen. Dofir ass fir d'sozialistesch Fraktioun d'Aféierung vun der Förderung vum Lëtzebuergeschen a vum Franséische bei de Kanner vun engem bis véier Joer dee richtege Wee.

Mir begréissen och, dass kierzlech den Observatoire national de la qualité scolaire geschafe gouf. Mir kéinten eis gutt virstellen, dass ee vun den éischte Rapporten ebe grad d'Integratioun am Lëtzebuerger Schoulsystem analyséiere géif. An - firwat och net? - analyséieren, ob een am Lycée op de Wee sollt goe vu verschiddene Sproochesektiounen, also kucken, ob een déi Ënnerscheeder tëschent de lëtzebuergeschen an den auslännesche Bierger kéint ofbauen, andeems een den Enseignement a verschiddenen „langues véhiculaires" assuréiert. Selbstverständlech gehéiert och d'Lëtzebuerger Sprooch dozou, déi all Kand an eisem ëffentleche Schoulsystem muss léieren.

Eng drëtt Observatioun oder besser gesot Revendicatioun, betrëfft déi separat Flüchtlingsklassen innerhalb vun de Foyeren. Déi wëlle mer definitiv ofgeschaaft. D'Kanner solle wéinstens an hirer Schoulzäit déi bedréckend Ëmgéigend vun de Foyere kënne verloossen an den direkte Kontakt mat anere Kanner genéissen. Esou onnéideg Hürde musse mir systematesch ofbauen, virun allem do, wou de Stat direkt selwer an der Verantwortung ass.

Madamm Presidentin, en nächste Punkt, dee fir eis Sozialiste wichteg ass, ass d'Aarbecht. Et ass festzestellen, dass, am Hibléck op d'Paien an d'Beschäftegungssecteuren, et enorm Ënnerscheeder tëschent de verschiddenen Nationalitéite gëtt. Bei de Lëtzebuerger, déi selwer 30% ausmaachen, schafft bal all Zweeten am ëffentleche Secteur. Dat just zur Situatioun um Terrain.

D'Integratioun vun de Flüchtlingen an den Aarbechtsmarché gestalt sech weiderhi schwiereg. Mir ass bericht ginn, dass Betriber, déi gären DPIe wëllen astellen oder fir e Stage huelen, dat net esou einfach hikréien, well d'Regel anscheinend ass: net méi wéi sechs respektiv néng Woche Stagezäit. Verschidde Betriber wären immens engagéiert, mä géifen anscheinend un administrativen a gesetzlechen Hürde scheiteren.

En anere Problem, dee sech ëmmer méi heefeg stellt, ass d'Situatioun vu Fraen, déi eleng si mat Kanner, an enorm Schwieregkeeten hunn, dës - wärend enger Formatioun oder wa se e Rendezvous bei der ADEM hunn - wärend dëser Zäit betreit ze kréien. Et wären näämlech keng supplementär Plazen an de Maison-relaise fir dës Kanner virgesinn.

Zur Beschäftegungspolitik selwer hunn eng Rëtsch Organisatiounen an hiren Avisen interessant Reflexiounen a Recommandatiounen opgelëscht, wéi zum Beispill den Ausbau vum Lifelong Learning oder och, an dat schéngt eis e wesentleche Punkt ze sinn, d'Expérience professionnelle vu Migrante verstäerkt iwwert d'Validation des acquis unzëerkennen.

D'Debatt ëm d'Integratioun ass an der Regel enk mat der Lëtzebuerger Sprooch verknäppt. Hei gëtt et e groussen Ënnerscheed tëschent der Sproochepraxis an deem, wat an de Käpp vun de Leit ass. D'Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg ass ëmmer eng Debatt wäert, opgrond vu rassisteschen Ënnertéin kann engem awer emol d'Loscht um Debattéiere vergoen.

D'Zäit, fir eis intensiv domadder auserneenzesetzen, hu mer haut net. Mä ech wëll awer drop hiweisen, dass et net esou einfach ass, wéi Verschiddener eis dat gäre virgaukelen, a verlaangen, dass jiddwereen, deen heihinner schaffe kënnt, vum éischten Dag u muss Lëtzebuergesch schwätzen. Esou einfach ass dat näämlech net. Wat geschitt näämlech, wann e Migrant bei eis an d'Land kënnt? Ben, e fënnt eng äusserst komplex Sproochesituatioun vir, eleng wa mer d'Administratiounen oder den Aarbechtsmarché kucken. An ech hu schonns virdru gesot: Mir sinn op Aarbechtskräften aus dem Ausland ugewisen. An dat heescht och net, dass duerch déi vill Frontalieren an d'Awanderer automatesch d'Lëtzebuerger Sprooch ausstierwe wäert.

Et gi vill Efforte gemaach, fir d'Lëtzebuerger Sprooch kënnen ze léieren. Dat ass och gutt! Gutt ass och, dass ëmmer méi Leit sech fir d'Lëtzebuerger Sprooch an och fir eis Lëtzebuerger Literatur interesséieren. Et ass nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschwat a geschriwwe gi wéi an deene leschte Joren. A genau dorobber solle mer houfreg sinn an derfir suergen, dass genuch Coursen offréiert ginn, fir där grousser Demande hei entgéintzekommen. An deem Kontext kéint een och de Congé linguistique op de Leescht huelen, esou wéi d'ASTI et fuerdert.

Madamm Presidentin, weider ass fir d'LSAP déi gesellschaftlech Participatioun e wichtegen Integratiounsfacteur. Bei der Fräizäitoffer proposéiere mir, d'Veräiner méi direkt ze ënnerstëtzen an do d'Integratioun aktiv ze förderen. Bei de Sportsklibb huet de sozialistesche Sportsminister Romain Schneider iwwer eng nei Regelung vun de Subsiden en immensen Ureiz fir d'Jugendaarbecht geschaaft. Esou eppes kéinte mer eis och virstelle fir d'Integratiounsaarbecht vun de Klibb.

Niewent dem Sport, der Kultur an de Veräiner ass fir eis awer och d'Participatioun u politesche Prozesser wichteg. 1994 gouf op EU-Niveau d'Wahlrecht fir Uniounsbierger bei den Europa- a Gemengewahlen agefouert. Lëtzebuerg huet deemools mam Verweis op déi grouss Unzuel un Auslänner, déi hei am Land liewen, verschidden Exceptiounsregele konnten aushandelen. No an no goufen d'Aschränkunge fir d'EU-Bierger ëmmer méi gelockert, a säit 2005 kënnen och Net-EU-Bierger u Gemengewahlen deelhuelen.

Vun den Nationalwahle sinn d'Netlëtzebuerger weiderhin ausgeschloss. Dat hunn d'Wieler 2015 an engem Referendum majoritär esou decidéiert. Och wa Verschiddener am léifsten näischt méi vun dësem Thema wëllen héieren, esou ännert dat awer näischt un der Tatsaach, dass geschwënn nach just eng Minoritéit hei am Land matbestëmmen däerf. D'Landesbevëlkerung an d'Wahlbevëlkerung stëmmen net méi iwwerteneen, an den Ae vun der LSAP e ganz bedenkleche Phenomeen an enger Demokratie. Well eng Demokratie zeechent sech doduerch aus, dass méiglechst vill Bierger, déi vun Decisioune betraff sinn, och um Prozess vun dësen Decisioune bedeelegt kënne sinn. Als iwwerzeegten Demokrate kënne mer eis dëser Responsabilitéit net einfach verschléissen, mä musse kucken, wéi mer dësen Demokratiedefizit kënne gemeinsam ugoen.

Ier ech zum Schluss kommen, wëll ech onbedéngt nach e puer Wierder zur Situatioun vun de Flüchtlinge soen. An de leschte Joren huet sech hei glécklecherweis lues a lues e Mentalitéitswiessel duerchgesat, dass en DPI vun Ufank un an eiser Gesellschaft soll integréiert ginn, a net méi an enger Parallellgesellschaft soll gehale ginn, bis endlech eng Decisioun iwwer säi Statut gefall ass.

Mir begréissen ausdrécklech d'Aféierung vum Parcours d'intégration accompagné, dem PIA, als Ënnerstëtzung, zum Beispill mat Basisinformatiounen, fir da spéider um gesellschaftleche Liewe kënnen deelzehuelen. Mä anescht wéi beim PAN erwaarde mer, dass no engem Joer hei e seriöe Bilan gezu gëtt an da gegebenenfalls Adaptatioune kommen, wann dës néideg sinn.

Ee Punkt, deen eis awer nach Suerge bereet, ass dee vun der psychologescher Betreiung fir traumatiséiert Erwuessener a Kanner respektiv d'Absence vun dëser. Anscheinend wären net genuch Psychologen do, déi kéinten agesat ginn, an zwar wéinst der Sprooch.

Mir gouf zougedroen, dass mëttlerweil Psychologen a fréier Flüchtlingen, also DPIen, sech éierenamtlech ëm dës Leit këmmeren, well se wëssen, wat dës Leit Schlëmmes erlieft hunn. Mä dat geschitt anscheinend an engem net ëffentlechen, also net offizielle Kader.

Madamm Presidentin, ouni déi vill Benevolle wär eise Stat an deene leschte Joren un dëser Aufgab gescheitert. Mir kënnen alleguerten dankbar sinn, dass esou vill Leit sech engagéieren an eng Hand mat upaken. Duerch hiert Engagement stäerke si den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. Et sinn oft kleng Initiativen, déi Grousses bewierken, sief dat d'Generatiounefest am CIPA, d'Nopeschfest am Quartier oder Initiative wéi „Catch a Smile", „Passerell asbl", „Sportunity asbl" oder Studenten, déi spontan iwwer Facebook Sammelaktioune lancéieren.

Et sinn dës Initiative wéi d'„Oppent Haus" oder och nach „I am not e refugee", erfollegräich Projeten, déi vu staarke Frae wéi dem Marianne Donven, an dem Frédérique Buck op d'Bee gestallt goufen, wéi och déi beandrockend Initiativ „Digital Inclusion", déi vun engem haaptberufflechen IT-Ingenieur, dem Patrick de la Hamette, (veuillez lire: an d'Liewe geruff gouf), deen zesumme mat Flüchtlingen a Chômeuren al Computer reparéiert a Bedürftegen zur Verfügung stellt.

Ech kéint d'Lëscht...

(Interruption)

Ech kéint d'Lëscht weiderféieren, fir all deene wichtegen a wäertvolle privaten an zivillgesellschaftlechen Initiative Merci ze soen, déi sech all Dag ëm d'Integratioun vun de Flüchtlinge këmmeren.

Zum Schluss wëll ech betounen, dass den Zesummenhalt an der Gesellschaft fir d'LSAP e permanenten Optrag ass. Mir sinn eng Awanderungsgesellschaft. An dofir och eisen Appell, fir zesumme fir de sozialen Zesummenhalt ze kämpfen, an dat ouni Angscht, ouni Illusioun, mä mat ganz vill Courage, vill Engagement, vill Optimismus, well grad dat ass ëmmer d'Stäerkt vun eisem Land gewiescht.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Bofferding. Erlaabt Der, dass den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Selbstverständlech!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm President. Merci, Madamm Bofferding. D'Madamm Bofferding hat an hirem Exposé erkläert, datt d'LSAP u sech der Meenung ass, datt d'Auslänner hei solle politesch participéieren, an huet dat motivéiert mat engem Discours, dee mer kennen, mat der Minoritéit, der Majoritéit, wat jo u sech awer alt erëm d'Fro vum Respekt vum Resultat vum Referendum opwerft.

Dofir wollt ech d'Madamm Bofferding froen: Wat sinn dann d'Propositioune vun der LSAP, déi si wëllt de Leit proposéieren, fir déi politesch Participatioun vun den Auslänner hei am Land ze erméiglechen, konkret?

Villmools Merci.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Ech si frou, dass den Här Kartheiser sech esou fir d'sozialistesch Politik interesséiert...

(Interruption)

...an och elo en vue vun deem, wat mer wäerten ausschaffe fir eise Wahlprogramm.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- D'Madamm Bofferding huet eleng d'Wuert.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Well am Géigesaz zu anere Parteie si mir ebe grad och an de Kontakt mat net lëtzebuergesche Matbierger komm, mat Bierger mat Migratiounshannergrond, mat Frontalieren, ebe fir mat hinnen zesummen ze kucken, wéi si sech déi Participatioun och kënne virstellen. A wéi ech virdrunner gesot hunn, och wa kee méi eppes dovunner wëllt héieren, ech mengen, mir mussen awer nach eng Kéier déi Diskussioun féieren. Vläicht musse mer eng Kéier driwwer diskutéieren, ob mer net vläicht d'Residenzklausel, déi bei de Gemengewahlen ass, eng Kéier sollen erofsetzen. Dat ass jo och eng Fuerderung, déi vu villen Associatioune kënnt. Ech mengen, dass een do soll kucken, wéi een awer am beschten d'Leit kann do matabannen.

An ech hu jo och gesot, dass mer d'Resultat vum Referendum géife respektéieren. Also ech mengen, wann Der hei probéiert, eng Ënnerstellung ze maachen, da war et wierklech e plompe Versuch.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou! Merci, Madamm Bofferding. Als nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini ageschriwwen. Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Grazie mille. Dat heescht villmools Merci, Madamm Presidentin. Här President, léif Kolleeginnen an…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madamm President, Madamm President.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Et ass egal. Loosst lech net aus der Rou bréngen!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Scusate, et ass schwéier hei. Bei deem Thema gëtt et schwéier.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Kee Problem.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Ausgangspunkt fir dës Debatt iwwert d'Integratioun ass de Pabeier fir deen neien nationalen Integratiounsplang.

Als Éischt hunn ech e puer Froen a Bemierkungen zu der gewielter Approche. Ech géif gären op de Bilan vun deem leschten an éischten Integratiounsplang agoen. Dës Pläng sinn 2014 op en Enn gaangen. D'Uni Lëtzebuerg an de Conseil économique et social hunn dës Pläng bewäert.

Wéi eng konkret Recommandatioune goufen et do? Wéi fléissen dës an deen neie Plang an? Wat gëtt iwwerholl? Wat gëtt verworf? Huet deen éischte Plang säin Zweck erfëllt? Wann net, wéi kann een aus de Feeler eppes léieren, fir deen nächste Plang besser ze maachen?

Am Pabeier steet, datt eng systematesch Evaluatioun vum neien Integratiounsplang virgesinn ass. Esou eng Bewäertung ass gradesou wichteg wéi den Inhalt vun dem Plang selwer. Dofir wier et flott gewiescht, doriwwer am Virfeld scho méi gewuer ze ginn. Wéi eng Piste ginn et elo schonn do, fir déi Bewäertung méiglechst effikass ze gestalten? Wéi eng Indicateure si konkret virgesinn?

Da wëll ech nach eppes zum Zäitplang soen. 2014 ass den éischten Integratiounsplang op en Enn gaangen. Eigentlech hätt dee Moment missen direkt un engem neie Plang geschafft ginn. Mä 2015 hunn d'Energië mussen op eppes aneres konzentréiert ginn: d'Flüchtlingskris. An do sinn der vill an d'Land komm. Dat huet iwwregens gutt geklappt.

Den Accueil an der Urgence huet gutt fonctionnéiert, dat duerch eng gutt interministeriell

Zesummenaarbecht an e grousst Engagement vun der Zivillgesellschaft. Et hätt een awer nieft dem Accueil och scho parallell lues a lues misse méi iwwert d'Integratioun nodenken. Et ass och kloer, datt den éischten Integratiounsplang net méi op déi nei Situatioun gepasst huet an et hätt ee missen direkt oder, wann d'Zäit et erlaabt hätt, vläicht éischter Äntwerte ginn.

Et ass gutt, datt et engagéiert Leit an de Schoulen, Fondatiounen, Asble goufen, déi selwer eppes opgebaut hunn. Mä fir vernetzt ze schaffen, brauch een eng national Koordinatioun. Dofir ass esou een nationale Plang och sënnvoll. Mir Gréng begréissen dofir och déi heiten Initiativ vun der Madamm Ministesch. An och eng nächst Regierung muss déi heiten Aarbecht als Prioritéit gesinn an direkt weiderféieren.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Ministesch och d'Fro stellen: Wéini soll dee Plang genau fäerdeg sinn?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et ginn och elo nach e puer konkret Punkten am Plang, déi eis Gréng besonnesch wichteg sinn. Et geet op e puer Plaze vun de Gemengen als wichtegem Akteur an der Integratioun rieds, wat och richteg ass. Et geet rieds vun enger Responsabilité partagée tëschent Gemengen a Stat, wat och richteg ass. Wat den Accueil ugeet, do huet d'Regierung e gudde Match gemaach. Mä d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen, muss ee soen, war awer schwiereg. D'Integratioun par contre ass onméiglech, wann dat net no ënnen erofdeklinéiert gëtt. D'Realitéit um Terrain ass awer, datt vill Gemengen net richteg opgestallt sinn, fir dës Fonctioun richteg ze assuméieren. Et feelt oft u Moyenen a Kompetenzen.

Erlaabt mer, datt ech e Beispill ginn: D'Gemeng Déifferdeng, déi kennen ech e bësse besser, huet 2015 een Éducateur gradué agestallt. Dee këmmert sech exklusiv ëm de Volet Integratioun an Handicap. Säin Asaz huet siichtbar zu enger Professionaliséierung vun der Integratiounsaarbecht gefouert. Et wier net méiglech gewiescht, wann déi Persoun net do gewiescht wier, fir deen Afflux vu Benevollen, wat jo flott ass, wat 2014/2015 komm ass, ze koordinéieren. Extrem vill Leit, ech mengen 140 Leit, hu sech zu Déifferdeng gemellt, fir benevoll Aarbecht ze maachen. Wann déi Persoun net do gewiescht wär, fir emol d'Adressen, d'Télefonsnummeren opzeschreiwen, fir de Kontakt erëm mat deene Persounen ze maachen, da wieren déi verluer gaangen a mir hätte se eng zweete Kéier, wa mer se gebraucht hätten, doudsécher net kritt.

Déi Persoun konnt am Fong geholl soen: Hei, et ass schéin, datt Der Iech gemellt hutt, mä mir brauchen am Fong geholl dee Benevolat, deen Dir wëllt maachen, am Moment net. Mä wa mer en eng Kéier brauchen, da kënne mer op Iech zréckgräifen. Schonn eleng dat, datt déi Benevoll eng Réckmeldung kritt hu fir hir benevoll Aarbecht, wier, mengen ech, net dra gewiescht, wann déi Persoun net do gewiescht wier.

Eng Integratiounskommissioun hätt esou eppes ni aus eegener Kraaft kënnen erreechen. An ech menge keng hei am Land. Ech géif et dofir sënnvoll fannen, wann esou e Posten an Zukunft vum Stat konventionéiert géif ginn. Déi Persoun kéint roueg och vum Stat iwwerholl ginn. Zudeem kéint eng intelligent Vernetzung tëschent kommunalen „Chargés à l'intégration", wéi een déi kéint nennen, eng flott Dynamik an déi kommunal Integratiounsaarbecht bréngen.

Elo wollt ech op de véierten Objektiv vun der Integratioun agoen, an zwar op d'Educatioun. Do heescht et: «L'école est un élément essentiel dans l'intégration des enfants, ceci aussi bien pour l'intégration sociale que pour le développement personnel.» Bei deene ganz Jonken ass et nach vill méi einfach, si an deen normale Schoulsystem ze integréieren. Bei deene Jugendlechen erweist sech den Uschloss e bësse méi schwéier. Dofir gëtt et a ville Lycéeë sougenannte Classes d'accueil, wat och gutt ass, an deenen e Kand awer net méi laang wéi ee Joer ka bleiwen oder sollt bleiwen.

Wat vill Leit net wëssen, ass, datt sech déi Klasse meeschtens net an den Haaptgebaier vun de Lycéeë befannen, mä an den Annexen. Den Ausseminister war sech jo och viru Kuerzem esou eng Containerklass am LTC um Kierchbierg ukucken. Firwat ginn déi Kanner raimlech oft vun deene reguläre Schüler getrennt? Esou eng Trennung mécht d'Integratioun sécherlech net méi einfach.

Une voix.- Richteg.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* Schliisslech wollt ech kuerz op d'Thema vun der politescher Participatioun vun den Netlëtzebuerger agoen. Dat betrëfft um Pabeier de fënneften Objektiv vun der Integratioun. Do heescht et: «Augmenter la participation politique des ressortissants non luxembourgeois.»

Dee Moment, wou sech een Netlëtzebuerger bewosst dofir decidéiert, wëlle matzebestëmmen, ass e wesentleche Moment a sengem Integratiounsprozess. Hien decidéiert, net méi nëmmen ze consomméieren, mä matzegestalten. Leider ass den Zougang zu der politescher Participatioun villen Netlëtzebuerger bis dato net ginn. Dat neit Nationalitéitegesetz hëlleft, d'Situatioun ze verbesseren. Esou huet sech d'Zuel vun den Demanden, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, am leschte Joer verdräifacht, wat och scho gesot ginn ass. Iwwer 9.000 Leit hunn dat gemaach, virdru waren et der knapps 3.000. An domadder huet ee jo automatesch dann och d'Flicht, fir hei wielen ze goen. Mä dat eleng geet net duer, fir den demokrateschen Defizit zu Lëtzebuerg ze léisen.

Fir eis Gréng bleift déi Fro weiderhin eng vun deene grousse politesche Prioritéiten. Wéi wëlle mer zesumme Weeër fannen, fir dësen Defizit ze behiewen? Ech ginn Iech hei keng Léisung, Här Kartheiser. Mä mir sollen awer driwwer schwätzen.

Heiansdo scheitert et leider... Lauschtert nach no! Heiansdo scheitert et leider och just u klengen administrativen Hürden. Esou hunn ech am Virfeld vun deene leschte Gemengewahle matkrut, wéi Netlëtzebuerger ze spéit dru waren, fir sech fir d'Wahlen anzeschreiwen.

Am September ass d'Wahlcampagne am Fong vun de Parteie richteg ugaangen. Eis Binette ware jo dunn op alle Plakater an ech weess net, wat alles ausgedeelt ginn ass. An do, an deem Moment si sech ganz vill Netlëtzebuerger eréischt bewosst ginn, datt se kéinte stëmme goen, mä do war den Delai schonn eriwwer, fir sech anzeschreiwen. An ech mengen, och dodrunner misst ee schaffen, fir deen Delai méi kuerz ze maachen. An ech mengen, dat géif der Saach och schonn hëllefen.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* Un all deene Beispiller gesäit een, datt et heiansdo net vill brauch, fir d'Situatioun ze verbesseren. Fir eis Gréng ass d'Integratiounspolitik keng Politik vun de Problemer, mä vun de Léisungen.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* An heiansdo sinn d'Léisunge ganz einfach, et muss ee se just wëllen. D'Integratiounspolitik huet kloer Ziler: soziale Fridden an harmonescht Zesummeliewen. Déi Ziler sinn immens eescht ze huelen, well soss hunn all déi, déi Politik mat der Angscht wëlle maachen, en einfacht Spill.

D'Integratiounspolitik ass fir eis eng wesentlech Politik. Si concernéiert all politesch Ressorten: d'Kultur, de Sport, d'Wirtschaftspolitik, alles. Si soll dofir bei alle politeschen Decisioune matgeduecht ginn. Si adresséiert sech un all d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, egal zu wéi enger Kategorie Auslänner si gehéieren.

Mir hoffen dofir, datt aus deene Consultatioune vun der Madamm Ministesch mat de concernéierten Akteure gutt Iddien erauskommen an dat dozou féiert, eng national koordinéiert Äntwert op d'Integratiounsfro ze fannen.

Loosse mer nach zum Schluss e puer Wierder soen! D'Integratioun brauch Zäit, fir d'Integratioun muss ee Gedold hunn, et kann een näischt erbäizauberen. Den Här President hei hannendrun, ech mengen, déi drëtt Generatioun huet et gebraucht, fir kënne President vun enger Chamber ze sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Dat ass net schlecht.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* Wat net schlecht ass. Et huet, mengen ech, méi wéi honnert Joer gebraucht, datt een Deputéierte respektiv ee Buergermeeschter ginn ass, deen net hei am Land gebuer ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Och net schlecht.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* Ech mengen, et muss een d'Hand reechen, mä op där anerer Säit muss déi Hand awer och geholl gi vun eisen net lëtzebuergesche Leit, déi hei op Lëtzebuerg kommen. Déi zwou Saache si wichteg: engem d'Hand ginn an engem d'Hand huelen.

An zum Schluss nach eng Kéier, et leeft keen, et geet keen aus engem Land fort, deem et gutt a sengem Land geet. Meng Eltere wieren ni heihinnerkomm, wa se an Italien dat kritt hätten, wat se gewollt hätten:...

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* ... liewen, eppes ze iessen hunn. Soss wäre se net heihinnerkomm. An dat hu se net fir sech gemaach, mä se hunn dat fir hir Kanner gemaach.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. Eisen nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Häre, et ass eng ganz wichteg Debatt, déi mer haut féieren. Ech mengen, et ass scho vu verschiddene Riedner ënnerstrach ginn, mat 170 Nationalitéite si mer geschwënn um Punkt, wou d'Lëtzebuerger wahrscheinlech d'Minoritéit am Land sinn. Et ass also wichteg, datt mer d'Integratioun hei diskutéieren. An ech wéilt ufänke an all deenen, déi heihinnerkommen, legal heihinnerkommen, déi wëlles hunn, sech ze integréieren, déi hei schaffen, déi eis Kultur respektéieren, eise Rechtsstat respektéieren, och Merci soen. Et ass wierklech eng Leeschtung, et ass e Bäitrag un eist Land au même titre, wéi vill Lëtzebuerger esou e Bäitrag leeschten. An ech mengen, alles dat kënne mer begréissen.

Mir begréissen och, datt d'Regierung am Prinzip wëllt e Plang maachen, fir d'Integratioun ze favoriséieren, well, et ass scho vun e puer Virriedner gesot ginn, mir sollen eng Hand reechen. Dat ass dat, wat eise Bäitrag ass zu där Integratioun. Mä den Haaptdeel vun där Integratiounsleeschtung läit natierlech bei deenen, déi kommen. Dat ass eng ganz normal Saach. Wann ee vun eis an d'Ausland geet, vill hunn dat scho gemaach, hu se eng Integratiounsleeschtung ze bréngen, eng Sprooch ze léieren, sech anzefügen an eng aner Gesellschaft. Dat ass eng Selbstverständlechkeet, soudatt mer vläicht vu gedeelter Responsabilitéit kënne schwätzen, awer net zum selwechte Mooss. Mir solle Konditioune schafen, fir eng Integratiounsleeschtung ze erméiglechen.

Den Demokratiedefizit, ech fänke vläicht domadder un, well et vun e puer Plazen hei gesot ginn ass, dee stellen ech fest hei bei der Mentalitéit vun e puer politesche Parteien, déi anscheinend awer Weeër sichen, fir e kloert Referendumsresultat ze ëmgoen. Dat kënnt fir eis als ADR iwwerhaapt net a Fro. Mir wëllen och eng politesch Participatioun op nationalem Niveau vun de Leit hei am Land, ënnert der Konditioun, wéi gesot, datt se d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. A fir dat ze erméiglechen, ass et och net eise Wee, d'Kritäre fir d'Nationalitéit onendlech wäit erofzesetzen, wéi et elo an engem éischte Schrëtt geschitt ass hei mat dëse Regierungsparteien ënnerstëtzt vun der CSV.

Dat kënnt fir eis och net a Fro. Mir verschenken d'Nationalitéit net no zwanzeg Joer, wann een eis Sprooch net geléiert huet. Mir setzen den Niveau vun de Sproochentester net erof. Am Géigendeel, mir setzen en erop, fir datt och wierklech d'Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, d'Lëtzebuerger Sprooch kënnen.

Et ass och eng Fro fir eis: Wat ass dann Integratioun? Wann een de Leit hei nolauschtert, mengt een, et géif duergoen, hei ze wunnen an iergendwéi niewent deenen aneren ze liewen, dat wär schonn Integratioun. Neen, Integratioun ass e Wee, eng Leeschtung, fir aus Verschiddenen een Ensembel ze maachen, e kohärent Ganzt. Dat ass e Wee, e Wëllen, e pluribus unum, fir sech zesummenzefügen an eng Gemeinschaft, déi sech iwwer eng Sprooch, eng Geschicht, d'Unerkennung vun enger Identitéit an de Wëllen, dozouzegehéieren, definéiert.

Wann ech déi Definitioune kucken, déi vun der ASTI, vum Conseil national pour étrangers an och virdru vun der Madamm Minister hei ugeklonge sinn, dann ass dat e bëssen esou déi al marxistesch Vergaangenheet: „Vivre, travailler, décider ensemble". Dat huet u sech mat Integratioun näischt ze dinn.

(Interruption)

Wann een zesummelieft, dann ass een nach net integréiert. Wann een zesumme schafft, ass een nach net integréiert. An Decidéieren ass eppes, wat d'Auslänner a ville Beräicher souwisou hunn: am soziale Beräich an de Sozialwahlen, an de Gemengewahlen. Awer dee groussen Ennerscheed fir eis ass um nationale Plang, déi grouss politesch Froen, do wou eis Souveränitéit engagéiert ass, wou och eis national Communautéit engagéiert ass, dat geet nëmmen iwwert d'Nationalitéit.

Et ass ganz kloer fir eis, datt, wa Leit heihinnerkommen, fir sech ze integréieren, domadder onbedéngt verbonnen ass, eis Sprooch ze léieren. An dat ass Lëtzebuergesch. Mir hunn eng Nationalsprooch. Mir hunn net dräi Landessproochen, wéi elo ëmmer probéiert gëtt, dat ze kommunikéieren. Mir benotzen Däitsch a Franséisch aus verschiddene funktionalen Ursaachen, dat ass historesch esou gewuess. Awer eis national Communautéit huet eng Nationalsprooch, dat ass also unerkannt iwwer Gesetz an dorobber insistéiere mir als ADR.

Wien ass dann elo eigentlech betraff vun deem Integratiounseffort? Ma loosse mer ganz kloer soen: Do gëtt et eng Differenzéierung, déi néideg ass! Déi Leit, déi heihinnerkommen, fir hei ze bleiwen als legal Residenten, do erwaarde mir déi Integratiounsleeschtungen. Bei de Frontalieren erwaarde mer se an ënnerschiddlechem Grad, jee nodeem, wat eis Gesellschaft u Besoinen huet a wat si u beruffleche Besoinen hunn. An do wäerte mir och als ADR ganz kloer Kritäre stellen an och am Wahlkampf presentéieren, wat mir eis do als Integratiounsleeschtung erwaarden.

Bei de Beneficiairë vu Protection internationale, do däerfe mer eis net verieren an der Argumentatioun. Déi Leit, déi als Asylanten heihikommen, déi kréien ëmmer nëmmen en temporairë Schutzstatus. An d'Iddi, d'Iddi am internationale Recht vun esou engem Status ass, datt déi Leit, wann d'Konditiounen an hirer Heemecht et erlaben, mussen zréckgoen. Dat heescht, mir musse wëssen, datt déi Integratioun vun deene Leit ëmmer nëmmen temporaire ass an datt et eist Zil muss sinn, fir déi, dat ass och esou, wéi gesot, am internationale Recht, esou séier wéi méiglech zréckzebréngen an déi Regiounen, déi se hu missen oder wëllen aus verschiddenen Ëmstänn wéi Krichssituatiounen, politesch Onrouen, wat och ëmmer, verloossen. Awer d'Iddi ass net, datt déi kënnen ëmmer heibleiwen.

Bei de Studenten hu mer och eng gewëssen Inkohärenz hei an deem Räsonnement misse feststellen. Mir als ADR hunn ëmmer gesot, mir wëlle keen „brain drain". An dofir hu mir eis zum Beispill géint e Projet de loi gewiert, deen awer d'Regierungsparteie mat der Ennerstëtzung vun der CSV hei gestëmmt hunn, näämlech datt Studenten aus Drëttlänner op der Uni Lëtzebuerg direkt duerno kënnen heibleiwen an eng Aarbechtserlaabnis froen. Dat ass „brain drain". D'CSV huet gëschter eng Ried géint „brain drain" gehalen, si huet et awer gestëmmt.

D'Regierungsparteie soen, si wären och do dergéint, si maachen awer Gesetzer an deem Sënn. Mir als ADR soen, e Student aus engem Drëttland, deen heihikënnt, ass eis selbstverständlech wëllkomm. Mir sinn houfreg drop, wa mer deem kënnen eng Bildung matginn. Awer och do ass d'Iddi, datt se zréck an hir Länner ginn, wou se méi néideg gebraucht ginn, fir déi Länner opzebauen, wéi et hei ass. Mir hu gëschter héieren, wéi néideg dat heiansdo ass.

Et gëtt och Fuerderungen, fir Leit ze legaliséieren, déi illegal am Land sinn, no aacht Joer, seet de Conseil national pour étrangers an engem Avis, dee mer hei virgeluecht kruten. Och dat kënnt fir eis net a Fro. D'Belounung vum Illegalen ass net d'Legaliséierung vun enger illegaler Situatioun.

Mat der Kultur ass et ganz äänlech. Mir kréien hei gesot zur Interkulturalitéit an esou weider, mir missten eis Leit forméiere fir d'Interkulturalitéit. Mir mussen oppassen, datt mer eis och do net verlafen. Interkulturalitéit géif vun eis verlaangen, datt mer all Kultur als gläichwäerteg unerkennen, d'Méiglechkeet vun der Kritik verléieren. A wa mer dat géife maachen, da si mer scho bal am Verdacht vum Rassismus.

Mä neen, net all Kultur, déi hei an d'Land kënnt, entsprécht deem, wat mir an eiser zivilisatorescher Geschicht, an eisen Iwwerzeegunge kënnen acceptéieren. Wéi ass et zum Beispill, fir en evident Beispill ze nennen, mam Status vun der Fra? Solle mir am Geescht vun der Interkulturalitéit do egal wat acceptéieren? Dat kënnt fir eis iwwerhaapt net a Fro. Mir hunn hei kloer Standarden an dat ass op jidde Fall ze respektéieren. A mir wäerten och dorobber insistéieren.

Mir erwaarden eis vun deene Leit, déi heihinnerkommen, datt se sech mat der Lëtzebuerger Kultur auserneesetzen, mat deem, wat mir kulturell kënne bidden, an dat ass net mann. Mir géifen eis wënschen, datt mer och als Lëtzebuerger méi dorobber insistéieren.

D'selwecht ass et mat der Sprooch. Wann een all déi Fuerderunge kuckt, déi dorëmmer existéiere beim Conseil national pour étrangers, bei der ASTI, da stellt ee fest, datt eng Rhetorik do ass fir d'Lëtzebuerger Sprooch, awer am Contenu dacks Fuerderungen erhuewe ginn, fir den Niveau vun der Sprooch erofzesetzen, eise Schoulsystem ëmzebauen, manner op Däitsch ze insistéieren, datt zwou Sproochen duerginn hei am Land, dat sinn da Franséisch an Däitsch, datt Kritäre bei der Nationalitéit sollen am

Sproochenniveau nach erofgesat ginn, oder eng vun deenen zwou Sprooche Franséisch an Däitsch, dat soll duergoen. Alles dat si Fuerderungen, déi déi Associatioune stellen. Alles dat si Fuerderungen, wou d'ADR kloer Neen dozou seet. Dat ass net Integratioun, dat ass Segregatioun.

Dee Wee, deen dës Regierung geet, fir verschidde Schoultypen ze maachen, fir ze soen, ënnerschiddlech Kanner brauchen ënnerschiddlech Schoulen, dat ass och de Wee vun der Segregatioun, dat ass och de Wee, datt mer eis Kanner net méi all zesummen hunn. Dat ass de Wee, datt verschidde Sproochen am Land geschwat ginn an datt mer eis ausenanerliewen amplaz eis zesummenzeféieren. Och dat ass d'Negatioun vun der Integratioun. Et ass en Irwee an et ass also och net esou, wéi heiansdo op der Televisioun, nach virgëschter, gesot ginn ass, datt do besonnesch vill Lëtzebuergesch géif geléiert ginn. Et gëtt e Minimum, wat am Gesetz virgesinn ass vu Sproochen a verschiddenen Alterskategorien op engem ganz, ganz niddregen Niveau. A fir dat dann als Acquis an eisem Schoulsystem duerzestellen, dat ass eng Hybris, déi mir net deelen.

Et ass ganz kloer fir eis, datt Integratiounspolitik fir eis am Land eng Prioritéit muss sinn, datt déi Integratioun op engem Wëlle vun deene Leit berout, déi däerfen heibleiwen a plangen, méi laang heizebleiwen. Déi Kategorie. Datt mir se wäerten ënnerstëtzen, wéi mer nëmme kënnen, op dësem Wee, ass och fir eis eng Evidenz. Awer mer insistéieren natierlech, datt mer wëssen, datt mir elo als Lëtzebuerger, wa mer iwwerhaapt als national Communautéit laangfristeg wëllen eng Zukunft hunn, do keng Kompromësser maachen, datt mer insistéieren op déi Leeschtung an datt mer, wat déi politesch Participatioun ugeet, e klore Message hunn: Wien hei wëllt mat decidéieren, dee mécht den Effort, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen!

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

Une voix.- Courage, Här Baum!

(Hilarité et brouhaha)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, jo, d'lëtzebuergesch Kultur. Mir hunn elo grad eventuell en Ausdrock dovunner gesinn. Ech si mer awer nach net ganz sécher. Ech kommen awer nach zréck op déi lëtzebuergesch Kultur.

Här President, ech muss mech deene verschiddene Remarquë vu menge Virriedner uschléissen, déi bedauert hunn, datt dee leschte Plan d'action national d'intégration 2014 ofgelaf ass an och Avisen dozou entwéckelt gi sinn an datt an deenen dräi Joer duerno net onbedéngt näischt geschafft ginn ass, mä dat net an där Konsequenz weidergefouert ginn ass, wéi ee sech dat eventuell hätt kënnen erwaarden an erhoffen.

Mir bedaueren och e bëssen den Zäitpunkt. Et ass elo net, well et elo siwe Méint virun de Wahlen ass, mä well et awer relativ kuerzfristeg komm ass. Mir haten eis och vläicht e bësse méi Dokumentatioun, och e bësse méi Zuelematerial erwaart als Virbereedung heirobber an dann hätt een och vläicht méi intensiv kënnen driwwer diskutéieren. Där Iddi vun der Madamm Bofferding, fir en Hearing dozou ze maache mat allen Akteuren, kënne mir just zoustëmmen, besonnesch, wann ee seet, datt d'Integratioun eng vun deene wichtegste Froen ass, déi d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft organiséieren a verbessere sollen.

Wat bedeit Integratioun zu Lëtzebuerg, engem klenge Land, wat tëschent zwee grousse Kulturkreesser läit, wat entstanen ass, fir de Lëtzebuerger Auteur Norbert (veuillez lire: Rolph) Ketter ze zitéieren, wéi zwee Péil géinteneen ageschloe gi sinn an déi Spläiteren, déi fortgeflu sinn, doraus ass Lëtzebuerg entstanen?

Dat mécht seng Identitéit aus, och seng kulturell Identitéit, déi duerchwuess ass vum däitschsproochege Raum a vum franséischsproochege Raum. A Lëtzebuerg war an ass en Immigratiounsland. An den ekonomeschen an de kulturelle Räichtum vun eisem Land huet mat senger Villfalt, der Villfalt vun deene Leit, déi an him wunnen, an der Main d'œuvre vun den Immigranten ze dinn.

D'Identitéit vun eisem Land an och déi kulturell Identitéit vun eisem Land sinn net ze denken ouni d'Geschicht vun der Immigratioun zu Lëtzebuerg. Mir sinn haut 2018 an enger Situatioun, wou 48% vun deene Leit, déi hei wunnen, net de lëtzebuergesche Pass hunn. An dobäi kommen nach eng e bësse méi wéi 180.000 Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, hei cotiséieren an och hei Steiere bezuelen.

Dat ass eng enorm Erausfuerderung fir e Land. An ech mengen, datt déi allermeeschte Leit sech och däers bewosst sinn. 2014 huet de Wirtschafts- a Sozialrot, deen, wéi ech elo héieren hunn, eng marxistesch Organisatioun wier, dat heescht, d'Patronat gehéiert elo och schonn zu enger Säit vum Klassekampf, op Lëtzebuergesch iwwersat, gesot: „Integratioun ass zesummeliewen, zesumme schaffen an zesummen decidéieren." An en huet virun allem domadder gemengt, datt Integratioun eng gesamtgesellschaftlech Aufgab ass a keng Einbanstrooss, kee Sens unique. Et musse sech der zwee openeen zoubewegen. An natierlech mécht dat d'Integratioun zu engem fragillen Akt, well et brauch Bewegung an et brauch kee Stëllstand.

Integratioun heescht duerfir fir eis „zesummeliewen". An ech wäert och herno nach eng Kéier drop zréckkommen, op eng Approche, wéi een Integratioun kéint gesinn, déi vläicht nach méi staark achséiert wier op d'Zesummeliewen. An Immigratioun ass awer och keen homogene Phenomeen. Mir hunn op där enger Säit ganz, ganz räich Leit, déi an deene leschte Joren och nach eng ganz Rëtsch Faveure gemaach kruten, déi op Lëtzebuerg kommen. A mir hu Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, och grad an den Nowéie vun der Finanzkris, aus deene klasseschen Immigratiounsländer, déi deelweis ganz héich ausgebilt sinn an dann zu ganz komesche Konditiounen an ënner schlechte Bedéngunge schaffe mussen.

An ech mengen awer, wat wichteg ass, well virdru konnt een deen Androck gewannen: Integratioun ass eppes ganz aneres wéi Assimilatioun. Assimilatioun géif dovunner ausgoen, datt et eppes Fixes, Statesches gëtt, wou dann ee kënnt a sech deem adaptéiere misst. Integratioun geet dovunner aus, datt eng Gesellschaft selwer an engem Prozess ass an domadder déi Bewegung matmécht.

Dëse Plan d'action ëmfaasst zwee grouss Deeler, engersäits den Accueil vun de Leit an anersäits d'Integratioun. An deene leschte Joren huet d'Madamm Cahen, iwwerwältegt vun der Realitéit vun der Flüchtlingskris, de Fokus vun hirer Integratiounsaarbecht ganz staark op d'Demandeur-d'asilë geluecht, wat och enger Realitéit entsprach huet. Et kann ee sech awer d'Fro stellen, ob an deem Dokument, wat mir och elo hei virleien hunn, den Aktiounsradius vun deem, wat Integratioun misst sinn, net hätt misse méi wäit gefaasst ginn.

Ech wëll duerfir awer och elo op eenzel Elementer doraus agoen, wat den Accueil ugeet. Verschidde vu menge Virriedner hunn et och scho gesot: Mir mussen eis elo op e méiglechen, zukünftegen neien Afflux preparéieren, dee mer net wëllen, well e géif bedeiten, datt an enger anerer Regioun vun der Welt e Krich géif kommen, Krich géif ginn oder e Krich géif weidergefouert ginn. Mir brauchen nei Strukturen an ech mengen, datt et och vläicht grad no de Wahlen wichteg wier, fir dat mat als Éischt an Ugréff ze huelen. An nei Strukturen heescht, an dat hu mer och an deene leschte Jore gesinn, datt mer en Opdeelungsschlëssel fir d'Gemenge brauchen. An ech weess, datt dat e ganz waarmt Eisen ass, mä ech mengen, datt mer net derlaanschtkommen.

An dat bedeit och, datt d'Gemenge personnell a finanziell misste méi oder weider ënnerstëtzt ginn an och datt d'Personal, wat an de Gemengen ass, wat jo am direktste konfrontéiert ass mat deenen dote Situatiounen, misst kënne regelméisseg weidergebilt ginn.

Leit, déi viru Krich, Terror, Misär op der Flucht sinn, si per Definitioun an enger vulnerabeler Situatioun, mä ënner hinne ginn et der och, déi nach eng Kéier besonnesch vulnerabel sinn. An ech mengen, datt mer duerfir och Instrumenter a Strukture brauchen, déi deene Leit entgéintkomme kënnen. An ech mengen och, datt dat eng vun de Prioritéite vun deem neie PAN misst sinn.

Zum Encadrement vun traumatiséierte Persounen, ech mengen, et ass virdrun och kuerz ugeschwat ginn, do hätt ech einfach d'Fro, wéi et domadder virugeet, well dat eppes ganz Wichteges ass, well eigentlech nach virun all aneren Integratiounsschrëtt d'Betreiung vun deene Leit misst assuréiert sinn. An ech mengen, datt mer wierklech op de Wee misste goen, datt konsequent an all Structure d'accueil den Internetaccès garantéiert ass.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Zum Volet Integratioun mengen ech, datt ee misst soen, datt Integratioun eng aner Nues kritt, wann ee se als transversal Erausfuerderung ugesäit. Dat heescht, eppes, wat sech net nëmmen op Immigrante beschränkt, mä virun allem, datt een emol géif froen: Wat ass dann de Géigendeel vun Integratioun? An de Géigendeel, dat ass Segregatioun an Exklusioun.

A mer stellen awer fest, datt et och zu Lëtzebuerg Exklusioun gëtt. An déi Exklusioun bezitt sech net nëmmen op Migranten oder Ausländer, mä och op Lëtzebuerger. An duerfir mengen ech, datt dee Begréff vum Zesummeliewen esou wichteg ass am Bezuch op Integratioun an datt dat méi wäit gefaasst ass wéi just Migranten. An et hëlleft och als Antidote géint déi, déi intensiv wëllen d'Leit auserneendreiwen a géinteneen ausspillen.

An duerfir menge mer, datt eng vun deene Mesuren - ouni déi ganz politesch Debatt erëm vu vir un opzegräifen - géint d'Inegalitéiten a géint déi sozial Exklusioun zumindest dat misst sinn, datt mer onbedéngt eng Simplification administrative am soziale Beräich bräichten. Et ginn esou vill verschidden Akteuren, déi do aktiv sinn. Et ginn esou vill Ulafstellen, datt vill Leit den Iwwerbléck verléieren, datt souguer erfueren Assistant-sociallen ufänken, an d'Schweessen ze kommen. An ech mengen, datt mer no der Simplification administrative fir d'Betriber, d'Promoteuren an d'Investoren och d'Simplification administrative fir d'Mënsche brauchen.

De Problem vum Logement ass een, deen net nëmme Migranten an Ausländer betrëfft, mä och Lëtzebuerger. An och do musse mer oppassen, datt mer net doduerjer d'Leit zueneen a Konkurrenz setzen.

Lëtzebuerg ass a war ëmmer e Land, an deem méi wéi eng Sprooch benotzt ginn ass, och wann ee mengt, wann ee Verschiddenen elo nolauschtert, et wier fréier alles hei zu Lëtzebuerg op Lëtzebuergesch gewiescht. Lëtzebuerg war an ass méisproocheg, mä dat heescht awer net, datt d'Leit alleguer hei méisproocheg sinn.

Fir vill Lëtzebuerger a vill Netlëtzebuerger ass d'Sproochesituatioun e Problem an duerfir mengen ech, datt déi nächst Regierung misst folgend Chantieren onbedéngt ugoen - ech ka se elo just nach stéchwuertaarteg ernimmen, d'Zäit ass amgaangen ofzelafen -: De Congé linguistique misst ausgebaut ginn. Mir brauchen eng seriö Diskussioun iwwert d'Gesamtschoul, well esou, wéi et am Moment fonctionnéiert, féiert et zu enger Separatioun a Segregatioun vun de Kanner no hirer Hierkonft.

Mir bräichten eng Systematiséierung vu Séjourlinguistiquen an der Groussregioun, wou mer och eben d'Klengheet vun eisem Land kënne valoriséieren an eis Noperen domadder valoriséieren. An, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, mer sollte wierklech eng Reflexioun oder zumindest eng Diskussioun féieren iwwert d'Plus-value vun der Iddi vun enger Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch.

Voilà! Elo sinn ech wierklech. Ech hätt elo nach e puer Saachen ze soen, just zur Demokratie, also dem Zesummeliewen an dem Zesummendecidéieren, ech kann hei gudde Gewëssens soen, datt déi Lénk mat Sécherheet duerfir antriede wäert, datt déi Derogatioun zum Maastrichter Vertrag, déi mir hunn an déi eng Residenzklausel vu fënnef Joer fir Netlëtzebuerger virgesäit, datt mir proposéieren, déi Derogatioun ofzeschafen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Guer net esou schlecht!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An et ass nach net un der Familljeministesch. Et ass fir d'Éischt nach um fréiere Familljeminister.

(Hilarité)

Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass schonn de Mëtteg ganz vill gesot ginn, mä et geet mer awer drëm, fir nach verschidde Punkten ze ënnersträichen. Et ass hei all de Benevolle Merci gesot ginn, mä ech mengen, et muss een och der ASTI an dem CLAE Merci soe fir all déi Aarbecht, déi si am Kader vun der Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger hei zu Lëtzebuerg maachen.

A wa mer wëssen, wann eis auslännesch Frënn muer de Moien net méi do wieren, wéi eis Ekonomie géif dréien an dass mer missten 28 Stonnen den Dag schaffen, wann et mat 28 Stonne géif duergoen, wa mer net missten op 30 Stonnen den Dag eropgoen, fir kënnen déi Produktiounsleeschtungen ze bréngen, déi Lëtzebuerg all Dag bréngt, ech mengen, da sollt een och emol eng Kéier dodrun denken, dass, wa si net do wieren, mer dann och net déi wirtschaftlech Resultater hätten, déi Lëtzebuerg kennt, an dass och Lëtzebuerg net dee Stellewäert hätt, dee Lëtzebuerg de Moment huet.

Well wann ee kuckt, d'Immigratioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg kennen, ass jo net eréischt déi lescht Joren ugaange mat der Flüchtlingsproblematik. Mir hate schonn eng Immigratioun am viregte Jorhonnert, wou der och op Lëtzebuerg komm sinn. Déi éischt italienesch Awanderungswell ass virun iwwer honnert Joer komm. Wärend dem Ufank vun der Stol- an Eisenindustrie hu mer eng ganz staark Immigratioun aus Polen kannt, déi och de Wee heihinner fonnt huet.

Dat beweist, dass Lëtzebuerg awer och an deem Kader a virun allem wirtschaftlech gesinn ouni déi auslännesch Matbierger déi Erfolleger net Opweises kéint hunn, déi Lëtzebuerg haut kennt. Ech mengen, wa mer vum Plan d'action national d'immigration (veuillez lire: d'intégration) schwätzen, ass et wichteg, dass mer eng Aufgabeklärung maachen tëschent Stat a Gemengen, wou zesumme ka geschafft ginn, wou een awer och gläichzäiteg heiansdo d'Gefill huet, dass dat net an enger Bunn ass.

Dofir kann ech just dem Syvicol an dem OLAI felicitéiere fir déi gemeinsam Initiativen, déi se elo geholl hunn, wat een do kann alles gemeinsam ureegen. Well et ass wichteg, dass déi zwee Partner, déi um Terrain sinn, déi zwee Partner, déi am nooste bei de Leit sinn, dat ass an enger Hisiicht de Stat, awer och an där anerer Hisiicht sinn et virun allem d'Gemengen, a wann een dann och nach d'Beruffsliewe mat derzouhëlt, dass déi e ganz wichtege Multiplikator sinn, fir d'Integratioun kënnen hinzekréien.

Et ass och e Guide ausgeschafft ginn, fir déi Plans communaux d'intégration ze maachen. An do ass eng fantastesch Aarbecht geleescht ginn. Mä et ass hei awer och e klenge Problem derbäi: Et misst een dat och nach vläicht op Däitsch an op Englesch kréien. Et ass op Franséisch erstallt ginn, mä et si ganz vill Leit, déi der franséischer Sprooch awer an deene Kommissiounen net mächteg sinn. Well deemno aus wat fir engem Eck vun der Welt si kommen, ass et dann och schwiereg fir déi Leit, déi an deene Kommissiounen amgaange sinn, dee Plang auszeschaffen, dann all Kéiers déi Iwwersetzung, sief et op Däitsch oder op Englesch, ze maachen.

Et huet een zwar eng mëndlech Iwwersetzung a senger Kommissioun, mä et ass awer dann och schwiereg, deenen ze soen, dass et keen esou en Dokument gëtt. Soudass et och do, an dat ass kee Reproche, mä ech mengen, et ass vläicht an enger éischter Etapp net dru geduecht ginn, wichteg wier, dass esou e Programm misst op Däitsch an och op Englesch kommen, fir dass mer och nach déi Neiawanderungen, déi mer hunn, déi ëmmer méi aus der engleschsproocheger Géigend kommen, mat eranhuelen, well et wichteg ass, déi Leit do och mat op de Wee ze kréien, fir dee Plan d'intégration gemeinsam auszeschaffen, an dass si sech och do an de jeeweilege Gemenge kënnen aktiv abréngen.

Et si scho Gemengen, déi der hunn. Et sinn aner Gemengen, déi nach keng hunn. Mä wa mer déi wëllen encouragéieren, dat ze maachen, musse mer och déi Moyenen zur Verfügung stellen, déi et do ginn. An do wëll ech och ënnersträichen, dës Woch haten d'Gemenge jo alleguerten och eng Invitatioun doleien, déi de Syvicol erausgeschéckt huet an der Circulaire, wou zu Bilbao eng grouss Konferenz grad zu där Thematik och stattfënnt.

Mä et geet awer och drëm, dass mer d'Integratioun an eise politeschen Discoursen och zur Prioritéit maachen. An ech wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen, wat meng Kolleegin Martine Mergen an och de Claude Wiseler an engem anere Kader gesot haten, wéi wichteg et fir eis ass, dass mer de CNE an eng aner Form bréngen. Ech weess, et gi Problemer am CNE. Ech kennen déi och, net nëmmen aus mengem kuerze Passage am Ministère, mä och scho virdrun. Ech weess, dass et do ganz vill Problemer ginn. An et soll ee sech awer wierklech zesummesetzen a kucken, ob een net op déi Aart a Weis geet, wéi et am Kader vun enger Chambre professionnelle leeft, fir och do déi auslännesch, ënnerschiddlech Bevëlkerung kënne mat eranzebréngen, dass si och do d'Méiglechkeet hunn, hir Vertrieder direkt ze wielen.

Ech weess, et ass méi einfach, dat elo hei um Podium ze soen, wéi et herno an d'Tat ëmzesetzen. Mä ech mengen, dass et wichteg ass an dass et kéint zu der Demokratiséierung bäidroen, wa si sech och do selwer kënnen ausdrécken, fir dann och duerno déi Avise kënnen ofzeginn, déi si virun allem concernéieren, dass een och doriwwer soll nodenken an dass een dat och soll maachen.

An en zweete Punkt ass deen, dat passt elo gutt e puer Méint virun de Wahlen, ech weess, dass och scho viru fënnef Joer verschidde Leit dat gesot hunn, dass et wichteg wier, dass mer Integratioun an Immigratioun an eng Hand

géife kréien. Wat mer haut heiansdo erliewen bei verschiddenen Dossieren, déi Problemer, déi mer hunn, an déi Leit, déi jo de Moment an deenen zwou Kommissioune sinn, déi wëssen dat jo och: Ah neen, da musse mer kucken, dat do ass net méi mäi Volet, dat do ass deem anere säi Volet.

Wat ech alles respektéieren, mä et wier do och wichteg, dass mer do missten all zesummen heibannen dat Versprieche ginn, well mer kënnen do schlecht e Gesetz maachen, dass no deenen nächste Wahlen, wien et och ëmmer ass, deen déi Wahlen da wënnt a wien duerno déi Regierung zesummesetzt, déi Departementer vun der Integratioun an der Immigratioun an eng Hand géife kommen. Dat géif näämlech och villes vereinfachen, virun allem och wa mer vun der Flüchtlingsproblematik schwätzen.

Déi eng sinn zoustänneg fir de Logement a fir d'Betreiung an déi aner, déi soen: Hei, si kommen eran oder si kommen net eran. Wann dat an enger Hand wier, kéinst de dat Ganzt ganz aneschters begleeden. An ech mengen, dass dat och eng konkret Ausso ass, déi mir maachen a wou mir och der Meenung sinn, wa mir d'Chance sollte kréien, dobäi ze sinn, dass mir dat gären hätten, dass dat an eng Hand kënnt.

An ee leschte Saz, ech mengen, et war de Kolleeg Marc Baum, deen och nach eng Kéier dorop higewisen hat, dat war dat mat dem Verdeele vun de Flüchtlingen. Et ass schonn eng Kéier heibanne vun der viregter Regierung gesot ginn, et ass och eng Kéier vun dëser Regierung gesot ginn, dass mer eis sollen zesummesetzen a soen, wa mer et net aneschters hikréien, dass mer da Quote mussen aféieren.

Ech weess, dass do eng Institutioun hei am Land Problemer huet, wa mer do vu Quote schwätzen, fir d'Flüchtlingen ze verdeelen, mä dat ass an eisen Aen deen eenzege gerechte Wee, deen et gëtt, dass, wa mer et net op fräiwëlleger Basis fäerdegbréngen, déi Leit alleguerten ze logéieren an ze relogéieren, een da muss de Courage hunn, fir ze soen: Ma da musse se op déi 102 Gemengen, déi et de Moment sinn, am pro rata verdeelt ginn, well nëmmen dat och de Garant ass, dass mer et och fäerdegbréngen, dass och déi Leit d'Méiglechkeet vun der Integratioun hunn, dass et och méiglech ass, dass déi Leit sech kënnen do integréieren.

Well wa mer grouss Strukturen a grouss Foyere maachen, ass et ëmmer méi schwiereg, dass déi Leit sech an der Bevëlkerung an deene jeeweilegen Uertschaften integréiert kréien, wéi wa mer dat vill méi grouss strecken a vill méi grouss streeën, wou dann och eng aner Akzeptanz bei de Bierger ass, déi schonn do wunnen, an et och gläichzäiteg vill méi einfach ass fir déi aner, déi nei dohinnerkommen, fir och do mat an Diskussioune bei de Leit eranzekommen.

Bei deem Ganzen ass wichteg, dass mer do déi noutwendeg Akzenter setzen. An et ass och schued, dass, wa mer esou en Debat wéi haut hunn, mir um véier Auer ufänken an am Modell 1 no zwou Stonne fäerdeg musse sinn, well ech der Meenung sinn, an ech net eleng, et hu jo och schonn aner Kolleegen dat heibanne gesot, dass mer déi Prioritéit vun der Integratioun vill méi mussen an de Mëttelpunkt stellen, well mer domadder och villes kënne maachen, wat eisem Land an och dem Image vun eisem Land guttdeet, wann et méi einfach gëtt, dass d'Leit sech erëmfanne bei all deem, wat hei am Land geschitt.

Et si vill där sougenannten Integratiounsfester, wou ech schonn ëmmer Schwieregkeeten hu mam Numm. Ech hunn ëmmer léiwer, mir schwätze vun den Natiounen oder vun de Kulture wéi vun der Integratioun, well mer dann och eng aner Ëffnung no baussen an en anert Signal no bausse ginn.

Fir eis als CSV ass et wichteg, dass mer dat zesummen uginn, well hei huet et kee Wäert, Parteipolitik um Bockel vun der Immigratioun oder de Flüchtlingen ze maachen, well dat bréngt iwwerhaapt näischt. Et ass wichteg, déi Akzenter ze setzen am Interêt vum Land.

A mir sollen ëmmer denken un déi Leit (veuillez lire: Ausländer), déi hei wunnen, wat der an Tëschenzäit ronn 46% sinn, och wann de Prozentsaz heiansdo an de Gemengen all Mount erofgeet, well der ëmmer méi Lëtzebuerger ginn an domat och d'duebel Nationalitéit hunn, a mir däerfen och an där ganzer Diskussioun déi Frontalieren net vergiessen, déi all Dag op Lëtzebuerg kommen: Och si droen zu eise Resultater um wirtschaftleche Plang bäi, an dass mer et do zesumme fäerdegbréngen, wa mer déi richteg Prioritéite setzen, fir den Thema vun der Integratioun och aneschters unzegoen an net nëmmen als Niewesaach, wéi een awer heiansdo d'Gefill huet, wéi e behandelt gëtt.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An elo huet direkt d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci. Villmools Merci un alleguer d'Riedner haut de Mëtteg hei an der Chamber. 2011/2012 hate mer eng Flüchtlingskris hei zu Lëtzebuerg an do war ech da benevoll op der Säit vun de Benevollen. An do si mer iwwert d'Campinge gefuer, well do waren d'Flüchtlingen op Campingen ënnerbruecht. Dat war am Wanter, et war kal, et war naass. Si hu quasi all Dag mussen an d'Stad fueren, wäit ze Fouss goe bis bei den nächste Bus oder Zuch mat Kind und Kegel an esou weider. An op deene Campinge war et net ganz bequeem. An ech hunn dunn ëmmer gesot: Wann ech eng Kéier géif an eng Verantwortung kommen oder enzwousch sinn, wou ech dat besser kéint maachen, da géif ech dat probéieren.

Ech mengen, et ass wichteg, dass ee ka Jacketten an aner Saache wéi Schlofsäck sammelen, mä et ass méi wichteg, dass een d'Leit mënschewierdeg empfänke kann. An ech mengen, dass mer dat an der Flüchtlingskris 2015 sécher net perfekt fäerdegbruecht hunn, mä e bëssel che besser, well mer alleguer zesummen dru geschafft hunn, fir déi Leit méi mënschewierdeg ze empfänken.

An ech hunn elo éinescht a menger Ried gesot, dass et wichteg ass, dass, grad wa keng Flüchtlingskris ass, mer dann och zesummen Efforte maachen, fir weider Strukturen ze bauen, fir net méi an déi Situatioun ze kommen, dass mer net wësse wouhinner an dass mer net iergendwann eng Kéier an déi Situatioun géife kommen, fir Leit mussen a Centre-culturellen oder anere Sportshalen ënnerzebréngen, déi mer dee Moment dann net fir aner Saachen kënne gebrauchen.

Dofir sinn ech frou fir déi Ureegungen, déi ech hei haut krut. An ech géif awer natierlech gären op e puer Saache reagéieren. Fir d'Éischt emol hat ech jo effektiv de Benevollen an den Associatioune Merci gesot an ech géif gär direkt op dat zréckkommen, wat den Här Spautz gesot huet. Ech mengen, dass mer ouni d'Associatiounen, Dir hutt d'ASTI an de CLAE genannt, et ginn och nach anerer, keng richteg gutt Integratioun hei am Land kënne maachen.

Wann ee kuckt, wivill verschidde Leit do schaffen, wivill se um Terrain sinn, wivill se kämpfen a wivill se och vun ons fuerderen. An ech mengen, dass dat jo wichteg ass, dass mer Leit hunn, déi fuerderen an déi um Terrain sinn an déi gesinn, wou d'Besoine sinn, fir dass mir kënne besser ginn an allem, wat Integratioun ass. Ech mengen, dass dat ganz wichteg ass.

Dir hutt gefrot, de CNE ze reforméieren. Abee, ech soen Iech, gären, well mir haten effektiv e klenge Stëllstand am CNE. Ech hunn de CNE gefrot, e soll wann ech gelift dat Gesetz kucken an e soll dëser oder der nächster Regierung da Recommandatioune maachen. Well ech fannen, wa mer de CNE wëlle reforméieren, da solle mer dat net vun uewen erof maachen, mä da solle mer dat mat deene Vertrieder maachen, déi am Moment am CNE gewielt sinn. An an deem CNE, do sinn iwwregens och d'Sozialpartner. Do sinn ebe Leit gewielt vun der auslännescher Communautéit, mä do sinn awer och d'Syndikater an d'Patronat dra vertrueden.

An dofir géif ech nawell gären äntwerten, ech weess net méi, wien dat gesot huet, d'Madamm Bofferding, de CES, deen effektiv proposéiert huet, méi eng breet Plattform ze maachen, wat de Comité interministériel ugeet. Mir hunn dat am Fong geholl am CNE, wou souwuel d'Gewerkschafte wéi och d'Patronat dra vertruede sinn, dat heescht, ech mengen, dat gëtt et. De Comité interministériel soll interministériel sinn. Et sinn 13 Ministèrë plus d'ADEM, déi do an deem Comité interministériel sinn.

D'Madamm Mergen huet gemengt, et wier sënnvoll, op eng Integratiounssprooch ze setzen an der fréier Kandheet. Eh ben, dat maache mer jo. Well Dir wëllt, dass et Lëtzebuergesch soll sinn, a bis elo, bis dass mer déi Reform gemaach hunn, dass mer insistéieren, dass an all de Crèchen och Lëtzebuergesch geschwat gëtt, ass an deene meeschte Privatcrèchë just Franséisch geschwat ginn an nëmme Franséisch geschwat ginn. An ech géif dat gären nach eng Kéier soen: Mir hätte gären, dass d'Kanner och alleguerte scho mam Lëtzebuergeschen a Kontakt kommen, wa se an de Crèchë sinn. An dofir hu mer déi Reform gemaach. Ech wollt dat awer och eng Kéier soen.

Wéi ech komm sinn, hunn ech den OLAI nei opgestallt. Ech mengen, dass et wichteg ass, och eng staark an eng gutt Administratioun ze hunn, déi och schaffe kann, déi reagéiere kann op punktuell Krisen, déi mer vläicht och hunn. An ech fannen, et soll een net ëmmer an d'Vergaangenheet kucken. Mir sinn haut virun allem hei, fir an d'Zukunft ze kucken. Wat hätte mer gären an deen neie Plan d'action national d'intégration? Wéi wëlle mer ons an Zukunft nach besser opstellen? An do huet d'Madamm Mergen Hëllefe fir d'Gemenge proposéiert. Ech hat der schonn e puer genannt. Et gëtt vill Hëllef fir d'Gemengen. Mir kënnen et natierlech besser maachen. Mir schaffen zesumme mam Syvicol, fir ze kucken, wat d'Besoine vun de Gemenge sinn.

An ech géif do vläicht gäre ganz kuerz op de LISKO zréckkommen, well ech deen net genannt hat a menger Ried elo éinescht. De LISKO, dat ass den Office social ambulant am Fong, wou mer gesot hunn: Majo déi Gemengen, déi vill Demandeurs de protection internationale bei sech wunnen hunn, déi hunn e klenge Problem herno. Wann déi Leit de Statut kréien, da kommen déi dacks op den Office social, da sinn d'Office-sociallen iwwerlaf a si sinn och net spezialiséiert, si hunn net déi richteg Traducteuren do, déi richteg Interpreten, fir d'Sproochen ze iwwersetzen.

An dunn hu mer zesumme mat der Croix-Rouge de LISKO gegrënnt. Dat ass en Office social, deen ebe punktuell kann asprangen am ganze Land, fir justement déi Populatioun vun de Bénéficiaires de protection internationale ze betreien an esou och den Office-sociallen uechter d'ganzt Land ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech mengen, mir hunn haut e puer flott Beispiller kritt vun Integratioun: Kanner an der Schoul, Integratioun an der Gemeng. A well de Gilles Baum d'Gemeng Jonglënster ugeschwat huet, géif ech gären ee Projet nennen. Dat war wahrscheinlech ee vun deenen alleréischten, wou ech invitéiert war als Minister: D'Gemeng Jonglënster hat decidéiert, do dee Projet vun den Ambassadeurs d'accueil oder d'intégration an d'Liewen ze ruffen. An dat ass e ganz flotte Projet.

Dat heescht, wann en neien Awunner op d'Gemeng kënnt, fir sech unzemellen, egal ob deen elo Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger ass, en neien Awunner ass en neien Awunner, da kennt dee vläicht keen an der Gemeng. An da weess deen net, wéi d'Gemeng fonctionnéiert. An do kruten dann d'Leit dee Moment e Bichelche mat Kontakter, wou d'Kontakter awer och detailléiert waren.

Dat ass e Papp, deen huet zwee Kanner, deen een ass siwe Joer al an am Fussball an deen aneren ass néng Joer al a vläicht an der Musek; oder dat do ass eng pensionéiert Léierin, déi net bestuet war, just fir dass d'Leit kënne selwer och kucken: Wien ass dann deen Ambassadeur, deen ech gären hätt, dee mech hei an déi Gemeng aféiert, dee mech vläicht mathëlt op en Duerffest, dee mech vläicht mathëlt sonndes op e Fussballmatch? An ech mengen, dat ass wichteg, dass mer d'Leit do och méi mat erunzéien. Dat war, wéi gesot, ee vun den éischte Projeten deemools zu Jonglënster, deen ech kennegeléiert hunn, an ech hunn dee wierklech ganz flott a ganz interessant fonnt.

D'Madamm Bofferding huet gesot, mir missten d'Veräiner nach méi ënnerstëtzen. Jo, mir mussen d'Veräiner nach méi ënnerstëtzen. Dat wëlle mer jo och. Mir wëlle jo och dee Plan d'action justement net vun uewen erof maachen. Mir wëllen dee jo mat den Associatiounen zesumme maachen an natierlech och mat de Veräiner. Well wa mer vun Integratioun schwätzen, dat mécht sech an de Veräiner. Dir hutt de Sport ugeschwat. Dat mécht sech an de Museksveräiner, dat mécht sech an alle méigleche Veräiner. Wa mer e gemeinsamen Hobby hunn, dann hu mer eng gemeinsam Basis, wou mer Loscht hunn, ons kennenzeléieren. A mir schwätzen net nëmmen iwwer ons Nationalitéit, well domadder si mer da relativ séier duerch.

D'Madamm Mergen hat nach eng Kéier gefrot, ech hat et zwar gesot, mä ech soen et dann nach awer eng Kéier, wivill BPIen aktivéiert gi sinn duerch d'ADEM an de SNAS. Dat waren der 198. Ech mengen, Dir hat dat net héieren, mä ech hat dat awer a menger Ried eng Kéier gesot.

D'Recommandatioune vum CES, déi ginn natierlech consideréiert fir elo an deen neie PAN, well mir wëlle jo alles consideréieren. Et soll jo kee PAN sinn, dee vun uewen erof gemaach gëtt, mä et soll jo e Plang sinn, dee mat jiddwerengem zesummen opgestallt gëtt. Eisen Timing, den Här Traversini hat gefrot: vläicht am Mee. Mir envisagéieren, mir hätte gär, dass d'Appel-à-projeten, wann de Budget dann Enn vum Joer do ass, kënnen erausgoen, fir dass justement Appel-à-projete kënne gemaach ginn.

An ech mengen, eng ganz interessant Remarque war och den Encadrement vun de Benevollen. Benevolat, mir waren iwwerschwemmt gi mat Benevollen an der Flüchtlingskris. Dat war wierklech genial. Do muss ee just nach eng Kéier jiddwerengem Merci soen. Mir haten en extraen Tëlefon ageriicht, wou déi Leit sech konnte mellen, déi wollten hëllefen, mä net richteg woussten, wou se sollen hëllefen. An ech mengen, dass et do wichteg ass, och am Benevolat, fir déi Leit ze encadréieren a fir ze kucken, wou Hëllef gebraucht gëtt, wéi se sech da wierklech kënnen asetzen. Well soss ass et awer heiansdo fir d'Associatiounen, awer och fir d'Gemengen, fir d'Buergermeeschteren en Challenge, wann op eemol ganz vill Benevoller do sinn.

Vläicht dozou eng ganz kleng Geschicht. Ech nennen d'Gemeng elo emol einfach net, mä et ass eng Famill vu Bénéficiaires de protection internationale an eng Gemeng wunne komm, well d'Gemeng gesot huet: Mir hunn hei en Haus, dat retapéiere mer e bësselchen, da kann eng Famill vu Beneficiairë mat e puer Kanner heihinner wunne kommen. An déi sinn dohinner wunne gaangen. An déi ganz Gemeng, dat ganzt Duerf, déi wollten alleguer hëllefen, soudass déi all mat Kleeder komm sinn a mat Spillsaachen a mat all méigleche Saachen. An de Buergermeeschter huet musse soen: Neen, déi hunn net nach e grousse Schapp hannendrun, wou se dat doten alles kënne stockéieren. Dat heescht, och do mengen ech, muss een dann d'Kräfte bündelen a kucken am Benevolat an an deem, wat ee kritt, wéi een dat kann organiséieren. Well och do ass eng ganz Organisatioun hannendrun.

Ech sinn och ganz frou, dass mer do konnten op d'Croix-Rouge an d'Caritas zielen, fir alles dat, wat materiell Done waren, dann dee Moment ze managen, nodeems, muss een awer och soen, zwee Studenten dat lancéiert hate mat enger Facebook-Aktioun, wou se einfach op Facebook geschriwwen hunn, si géifen elo op där an där Plaz samschdes stoen a se géifen do da Kleeder entgéinthuelen a Spillsaachen. Ech weess elo net méi auswenneg, wivill Tonne Kleeder a Spillsaachen dass se kruten. Ech war e puer Weekender hëllefen, ze triéieren. Do war vun allem dobäi. Mä wéi gesot, do brauch een dann och eng ganz Logistik hannendrun, wou ee sech am Ufank vläicht net déi Froe gestallt huet, ob een dann esou eng Logistik braucht.

De Marc Baum huet gefrot, ob den Aktiounsradius net méi wäit soll sinn. Ma gären! Dofir consultéiere mer jo. Sot ons, wat Der nach gäre méi hätt an de PAN. Kommt, mir schwätze mateneen, fir dass mer, wann dat gewënscht ass, deen Aktiounsradius gäre méi wäit maachen! Ech mengen, Dir hutt et gesot: Integratioun brauch Bewegung. Et ass kee Stëllstand. All Dag sinn do nei Defien.

Dir hutt nom Internetaccès an all de Strukture gefrot: Dat ass geschitt. Dee gëtt et, an all de Strukture misst haut Internetaccès sinn. Mir hu mat der Post zesummen elo scho viru Jore gekuckt, dass an all Struktur en Internetaccès ass, well dat ass dacks déi eenzeg Méiglechkeet, wéi déi Leit nach iergendwéi kënne Kontakt hale mat Familljememberen, déi vläicht enzwousch aneschters sinn.

Dir hutt och d'Betreiung vun traumatiséierten Demandeurs de protection internationale ugeschwat. Do schaffe mer am Moment dru mam Ministère de la Santé, fir eben awer déi besteeënd Saachen auszeweiden, fir do och Ethnopsychiateren, Ethnopsychologe weider anzestellen, déi sech da ganz speziell mat deenen Traumaen auskennen.

Et ass eis wichteg, dass déi Demandeurs de protection internationale betreit gi vu Leit, déi am normale Circuit sinn. Well wann dat net de Fall wär, da géif dat heeschen, dass, wa se de Statut géife kréien, se dann net méi vun deem nämlechte kéinte betreit ginn. An ech mengen, dass och do eng Kontinuitéit ganz, ganz wichteg ass. An dofir hu mer decidéiert, dat esou ze maachen, dass se direkt an engem Reseau betreit ginn, wou se dann och kënnen herno weiderbetreit ginn.

Den Här Marc Baum huet mer meng Schlusswierder am Fong iergendwann e bëssen aus dem Mond geholl. Well ech wollt hei ganz kloer soen: Fir mech ass Integratioun keng Assimilatioun. An ech mengen, dass een dat ganz kloer nach eng Kéier muss soen, dass Integratioun eppes Lieweges ass. Integratioun, dat ass d'Zesummewuesse vu verschiddene Kulturen. Integratioun, dat ass sech géigesäiteg kennenléieren. An dat ass net engem soen: Esou sinn ech an du muss elo genau esou ginn, wéi ech sinn. Dat ass et sécher - sécher! - net.

An ech wëll och nach eppes soen zu de Schoulen. Wou ech hei héieren hunn, dass international Filièren an de Lëtzebuerger Schoulen Segregatioun wär, abee, ech géif nawell gäre wësse

vum Här Kartheiser, ob dann zu Thionville an zu Arel d'Kanner Lëtzebuergesch léieren a wat Der mat all den Décrocheur-scolairë maacht, déi keen Diplom hunn. Ech mengen, dat kann et net sinn. Mir wëllen d'Kanner zesummeféieren an dofir muss een de Kanner eng schoulesch Offer ubidden, dass fir all Kand eng schoulesch Offer do ass, dass d'Kanner alleguer och kënne Lëtzebuergesch léieren. Wéi gesot, ech fannen, dass Der do absolutt onrecht hutt an deem, wat Der do gesot hutt.

An ech géif gären zum Schluss den Educatiounsminister zitéieren, dee gëschter Owend, mengen ech, op der Tëlee gesot huet: Wann een d'Lëtzebuerger kuckt, déi am 19. Jorhonnert fortgeplënnert sinn - well mir waren e Land, wou ganz vill Leit fortgeplënnert sinn, mir waren en aarmt Land am 19. Jorhonnert -, an et kuckt een am 20. Jorhonnert all déi Ausländer, déi komm sinn - well do ware mer op eemol méi e räicht Land an en Immigratiounsland -, abee, d'Kanner vun deene Lëtzebuerger, déi am 19. Jorhonnert fortgeplënnert sinn, déi schwätze kee Lëtzebuergesch, mä d'Kanner vun deenen Auslänner, déi am 20. Jorhonnert bei ons komm sinn, déi schwätzen haut Lëtzebuergesch. Dat si Lëtzebuerger an ech mengen, dat ass de Räichtum vun eisem Land. An do solle mer och weider dru schaffen, fir dass mer d'Integratioun nach besser maachen an dass mer de Räichtum an deem Sënn férderen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Consultatiounsdebatt ukomm. Vu dass mer net a Präsenz si vu Motiounen, bleift mir nëmmen nach d'Sëtzung opzehiewen an lech Rendez-vous an éffentlecher Sëtzung den nächsten Dënschdeg ze ginn.

Merci.

(Fin de la séance publique à 18.34 heures)

SÉANCE 26

MARDI, 20 MARS 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 6861 - Projet de loi

portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant

1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne;

8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Frank Arndt*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet (dépôt d'une motion), M. Frank Arndt, M. Max Hahn (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Gilles Baum, M. Alexander Krieps, M. André Bauler et Mme Nancy Arendt), M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen (dépôt de deux motions), M. Marc Baum, Mme Lydie Polfer, M. Laurent Zeimet*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (interventions de M. Max Hahn et M. André Bauler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. le Ministre Dan Kersch*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motions 2 et 3: M. le Ministre Dan Kersch, M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Dan Kersch, M. Gast Gibéryen, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen*
- *Votes sur les motions 2 et 3 (rejetées)*

5. 7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Georges Engel, M. Claude Adam*

6. Annonce de la démission de M. Claude Adam

- *M. Claude Adam (dépôt de sa lettre de démission), M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. 7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves (suite)

- *Discussion générale (suite): M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat eis Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Neen, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat wäert herno kommen. Merci, Här Innenminister.

2. Communications

Ech hunn dann déi üüblech Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen, dass d'Lëscht vun deenen neie parlamentaresche Froen, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, an d'Lëscht vun de Petitiounen disponibel sinn.

Communications du Président - séance publique du 20 mars 2018

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7260** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 24 novembre 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.03.2018

***7261** - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part, fait à Manille, le 7 août 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.03.2018

***7262** - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 15.03.2018

***7263** - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 18e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 16.03.2018

***7264** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la terre permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 19.03.2018

***7265** - Projet de loi portant: 1. introduction de stages pour élèves et étudiants; 2. modification d Code du travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 20.03.2018

3. Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***980** - Demande de pétition publique: Essensgutscheine – Chèques-repas*

Dépôt: Mme Diana Gasteier, le 14.03.2018

***981** - Demande de pétition publique: Utilisation d'un gyrophare rouge pour infirmiers de garde et volontaires des services de secours*

Dépôt: M. Dominique Raum, le 14.03.2018

***982** - Demande de pétition publique: Smart meter: compteurs «intelligents» pour mesurer la consommation d'eau, de gaz et/ou d'électricité*

Dépôt: M. Pierre Gerges, le 15.03.2018

***983** - Demande de pétition publique: Une politique indépendante pour l'exécution mandataire luxembourgeoise*

Dépôt: M. Ronald Mordiconi au nom de «Fräi Ökologesch Demokratesch Partei», le 16.03.2018

***984** - Demande de pétition publique: Adaptation des avertissements taxés automatiques (Radar) pour dépassements de vitesse mineurs (1 à 3 km/h)*

Dépôt: M. Joël Blei, le 16.03.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour huet d'Presidentekonferenz virgeschloen an ass lech zougestallt ginn.

Ech wollt d'Chamber froen, ob se mat deem virgeschloenen Ordre du jour d'accord ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann direkt zum Schwéierpunkt vun eiser haiteger Sëtzung iwwergoen, dem Projet de loi 6861, der Reform vun eise Rettungsdéngschter. An ouni méi laang ofzewaarden, géif ech dem Rapporteur, dem Här Frank Arndt, d'Wuert ginn, dee scho prett ass.

4. 6861 - Projet de loi

portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant

1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne;

8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Ech huelen nach séier eng Schlupp Waasser fir ze läschen.

(Hilarité et brouhaha)

Neen, et geet och mat Schaum anscheinend.

Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, e kuerzt Virwuert ze soen! Ech hu bei deene Kommissiounssëtzungen eppes erlieft, déi mer hei gemaach hunn. Et war ee flotten, heiansdo animéierten Debat. Mä mir haten alleguerten datselwecht Zil. Mir wollten et u sech fäerdegbréngen, d'Rettungsdéngschter ze stäerken, an ech mengen, mam Projet ass et eis gelongen. Ech denken emol, datt et eis gelongen ass. D'Weeër, wéi een dohinnerkënnt, heiansdo wëllt deen een no lénks, deen aneren éischter no riets, mä d'Zil war u sech vun eis alleguerten datselwecht. An et freet mech wierklech, haut hei Rapporteur ze sinn.

Mir maachen haut de Gesetzesprojet iwwert d'Reform vun de Rettungsdéngschter. De Projet gouf den 18. August 2015 an der Chamber deposéiert an huet domat gutt zwee an en halleft Joer gebraucht, fir säi Wee duerch all déi Instanzen ze maachen.

D'Detailer, wéi oft d'Kommissioun zesummekoum, souwéi d'Avise vun de jeeweilege Chamberen, fannt Dir am schréftleche Rapport zréck. Mä et ass doriwwer eraus ee Projet, deen eng ganz laang Virgeschicht huet. Wéi mir all wëssen, huet Lëtzebuerg sech an deene leschte Jorzéngten immens staark entwéckelt. Mir hate mat kuerzen Ënnerbriechungen ee beispilllose Wirtschaftswuesstum, e ganz staarke Bevëlkerungswuesstum a vill gesellschaftlech Veränneerungen. An deene meeschte Koppele schaffen d'Leit haut zu zwee. D'Mobilitéit vun den Awunner ass méi grouss ginn, soudatt den Zesummenhalt an den Dierfer an an de Stied net méi deeselwechten ass wéi fréier. Fir d'Rettungswiese bedeit dat, datt ëmmer manner Benevoller do sinn, déi sech engagéieren. Dobäi geet d'Zuel vun den Interventiounen an d'Luucht, an d'Aarbecht vun de Rettungsdéngschter gëtt ëmmer méi komplex.

Gläichzäiteg haten an hu mir haut nach Strukturen, déi et schwéier maachen, fir mat deene Leit, déi do sinn, optimal an effizient kënnen ze schaffen. Dëse Phenomeen ass scho laang bekannt. Schonn 1999 gouf an der Chamber ee Projet de loi iwwert d'Reform vun de Rettungsdéngschter virgeluecht, deen 2004 gestëmmt gouf an haut dee legale Kader vun eise Rettungsdéngschter setzt.

Dir Dammen an Dir Hären, et war sécher ee Schrëtt an déi richteg Richtung. Mä schonn deemools war gewosst, datt d'Reform net wäit genuch géif goen. De Statsrot huet schonn deemools vun Ufank un drop higewisen, datt mir eng grondleeënd Reform bräichten. An d'Akteure vum Terrain, déi matbedeelegt ware beim Ausschaffen, ware sech ebenfalls bewosst, datt d'Gesetz vun 2004 nach laang net all d'Problemer géif léisen. D'Pompjeesfederatioun an de Comité des sages hunn zanterhier eng Reform vun de Services de secours gefuerdert a sinn un d'Éffentlechkeet gaange mat der Fuerderung, et soll endlech zesummewuessen, wat zesummegehéiert.

D'Demande fir eng méi wäitreechend Reform koum deemno vun de Leit vum Terrain selwer, déi Dag fir Dag mat den Onzoulänglechkeete vum System ze kämpfen haten. Si hunn eng detailléiert Analys vun der Situatioun gemaach a sinn zur Konklusioun komm, datt een am effizientste schaffe kann, wann all déi betraffe Servicer sech an enger eenzeger Struktur géifen erëmfannen, mat kloren Aufgabeverdeelungen an Hierarchien, mat enger gemeinsamer verbesserter Formatioun a bessere Konditiounen a méi Unerkennung vum Benevolat a vun de Benevollen.

Här President, genau dat gëtt iwwert d'Gesetz, wat mir haut hei virleien hunn, ëmgesat. Et gëtt en Établissement public geschafen, deen déi besteeënd Strukturen ënner engem Daach zesummebréngt. Dat erliichtert eng optimal Gestioun vun allen organisatoreschen Aspekter vun de Rettungsdéngschter. Professioneller a Benevolle kréien e klore reglementaresche Kader, dee fir jiddweree gëllt. Et gëtt an Zukunft keng Iwwerschneidung méi vu Kompetenzen oder double Emploi, wéi dat bis elo zum Deel de Fall war.

Wesentlech Ännerungen ergi sech dobäi fir d'Gemengen, déi bis elo an der Flicht waren, fir de lokale Corps ze ënnerhalen a fir de Brandschutz an hirer Gemeng ze suergen. An Zukunft wäert de CGDIS dës Aufgab fir si iwwerhuelen. D'Responsabilitéit ass klor geregelt an d'Responsabilité civile geet vun de Gemenge respektiv vum Stat op de CGDIS iwwer, mat Ausnam vun den Asätz, déi op Unuerdnung vun der Regierung mussen am Ausland ausgefouert ginn, am Fall vu Sécherheetsmissiounen oder am Kontext vun humanitärer Hëllef.

Een Deel vun der Responsabilitéit vun de Gemenge bleift awer bestoen, an zwar am Fall, wou d'Gemengenautoritéiten am Kader vun hirem Rôle géife Feeler maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass net esou, datt d'Gemenge guer näischt méi mat de Rettungsdéngschter ze dinn hätten. Am Verwaltungsrot sinn d'Halschent vun de Membere Gemengevertrieder. D'Poste vum President a vum Vizepresident ginn ëmmer ofwiesselnd vun engem Administrateur vum Stat a vun engem Administrateur vun der Gemeng besat. De Buergermeeschter kann de CGDIS genausou requisitionnéiere wéi de Minister. D'Finanzéierung vun de Rettungsdéngschter gëtt ebenfalls tëschent de Gemengen an dem Stat gedeelt. Wärend d'Gemenge fréier 60% vun de Käschten iwwerholl hunn, komme si an Zukunft fir d'Halschent vun de Käschten op. Déi aner Halschent dréit de Stat.

An enger vun deene leschte Kommissiounssëtzungen hu mir dann och ee Rechebeispill gemaach kritt, wat dat fir d'Gemenge géif bedeiten. Bei engem fiktive Gesamtbudget, gerechent op 2018, wieren Depensen ze droe vun 99,2 Milliounen, also ronn 100 Milliounen. Wann een dann d'Recettes propres, wéi d'TVA, d'Tax op den Autoen, d'Tax vun den Interventiounen, déi gemaach ginn, an d'Contributions directes vum Stat ofrechent, da géifen 2018 ronn 21 Millioune bleiwen, déi vun de Gemenge misste gedroe ginn. Dat géif pro Awunner 35 Euro ausmaachen, op d'Moyenne vun deene leschte véier Joer gerechent.

Do hunn d'Gemengen an hire Budgeten awer 46,9 Milliounen drastoe gehat, wat da knapp méi wéi 78 Euro géif ausmaachen. Jo, et ass eng TVA-Erhéijung dran, vun där d'Gemengen net profitéiert hunn, dat muss ee fairerweis soen. Dofir kann een déi Rechnung do och ganz anescht maachen. Mä egal wéi, d'Solidaritéit vun deem Betrag, deen d'Gemengen elo mussen droen, ass awer méi gerecht opgedeelt ginn a verdeelt ginn.

D'Finanzéierung war dann och ee vun deene Punkten, wou et méi schwéier war an ass, eng gemeinsam Positioun an der Kommissioun ze fannen. E weidere Knackpunkt am Projet de loi, wou et méi schwéier war, eng zefriddestellend Léisung ze fannen, war dee vum Transfer vum Material a vun de Gebaier vun den ëffentlechen Instanzen, notamment de Gemengen an dem Stat, un de CGDIS.

Als Éischt gëtt eng Transitiounszäit vun zwee Joer agefouert. An där Zäit stellen d'Gemengen, d'Administratioun des services de secours, de Service incendie et sauvetage vum Fluchhafen an de SAMU hiert Material dem CGDIS zur Verfügung. D'Material vun de Gemenge bleift bei deene lokale Rettungsdéngschter. Wärend der Iwwergangszäit gëtt een Inventaire gemaach vum Material, wat de CGDIS brauch.

Et gi Konventiounen tëschent dem CGDIS an den aktuelle Proprietairen ofgeschloss, wou festgehale gëtt, datt d'Material gratis un de CGDIS iwwergeet. Dat ass doduerch méiglech, datt d'Proprietairë kënne fräi decidéieren, d'Material net an de CGDIS ze ginn. Wa si deemno ee Gefier hunn, wat si wëlle fir hir Gemengeservicer halen, kënne si dat maachen. Op där anerer Säit kréie si d'Garantie, datt dat Material, dat si un de CGDIS ginn, bis zu senger Ausmusterung am lokalen Asazzenter bleift. Et bleift esou quasi fir deeselwechten Zweck affektéiert. Bei de Gebaier gi mat den aktuelle Proprietairë Kontrakter ofgeschloss. Dat kann ee Kafvertrag sinn, ee Bail emphytéotique oder ee Locatiounsvertrag. Fir dësen Transfer gëtt et ee finanziellen Ausgläich fir d'Proprietairen.

Vu datt net nëmmen d'Material an d'Gebaier an de CGDIS iwwerginn, mä virun allem och d'Personal, dat bis elo ënner ganz ënnerschiddleche Bedéngunge geschafft huet, ass ee groussen Deel vum Projet de loi de Personalfroe gewidmet. D'Beruffspompjeeë ginn als Fonctionnaire vum Stat agestallt. Dat technescht an administratiivt Personal vum CGDIS kritt jee no Funktioun de Statut vum Fonctionnaire, Employé oder Salarié de l'État. Mä den Detail vum Personalkader fannt Dir am Rapport oder natierlech och am Gesetz selwer zréck.

De CGDIS iwwerhëlt natierlech och déi fräiwëlleg Pompjeeën. D'Gesetz dréit der Tatsaach Rechnung, datt déi Fräiwëlleg d'Häerzstéck vun de Rettungsdéngschter ausmaachen. Ouni si kann de CGDIS guer net fonctionnéieren. 95% vun den Effektiver si Fräiwëlleger, déi den absolutte Gros vun den Interventiounen assuréieren. Si zesumme mat deene Professionelle wäerten eis ee gutt Stéck weiderbréngen. Et gëtt am Gesetz dofir net nëmme Bestëmmungen iwwert d'Konditiounen, ënnert deenen déi Fräiwëlleg am CGDIS schaffen, mä och eng ganz Rei Mesuren, déi d'Leeschtunge vun deene Benevollen unerkennen an et méi interessant maachen, sech an dësem Beräich ze engagéieren.

Zum engen ass eng Indemnitéit virgesi fir d'Aarbecht, déi vun de Benevolle geleescht gëtt. Si hunn ausserdeem d'Méiglechkeet, eng Zousazpensioun an eng Zousazkrankeversécherung ze huelen, woubäi si een Deel vum CGDIS rembourséiert kréien. Ee fräiwëllege Pompjee, dee sech mindestens 15 Joer engagéiert, huet ab enger gewëssener Alterslimitt Urecht op eng Allokatioun, déi bis elo de Veteranen ënnert de Pompjeeë virbehale war.

Dir Dammen an Hären, ganz wichteg ass natierlech och de Congé spécial, deen et de Benevollen erméiglecht, déi néideg Formatiounen ze maachen. Dës Formatioun gëtt an Zukunft fir all déi Leit, déi am Rettungswiese schaffen, zentraliséiert ugebueden. D'Benevolle mussen déiselwecht Ausbildung maache wéi déi Professionell, well se jo an deeneselwechte Situatioune musse schaffen. D'Formatioun gëtt insgesamt opgewäert an iwwer Breveten an Diplomer zertifizéiert. D'Gesetz gesäit och eng Validatioun vun den Acquise vir, wat besonnesch wichteg ass fir all déi Leit, déi zënter Joren eng exzellent Aarbecht fir d'Rettungsdéngschter leeschten an natierlech eng ganz Rei vu Formatioune gemaach hunn.

Här President, ee weidere wichtege Punkt am Gesetz ass déi territorial Organisatioun an d'Opstelle vun engem nationalen Organisatiounsplang fir d'Rettungsdéngschter. D'Land gëtt a véier Zones de secours agedeelt, déi hiersäits an Groupements de secours ënnerdeelt ginn. Et wäerten insgesamt sechs Kategorië vun Zentre ginn, déi entspriechend hirer Aklasséierung mat Leit besat ginn an natierlech och d'Material op der Plaz hunn.

Donieft gëtt et spezialiséiert Unitéiten, déi fäeg sinn, op méi spezifesch Risiken ze reagéieren, déi innerhalb vum nationalen Organisatiounsplang identifizéiert goufen. Eenzel Kapitele regelen doriwwer eraus d'Missiounen an d'Organisatioune vu Servicer wéi dem SAMU oder de Rettungsdéngschter vum Findel. Een anert wichtegt Element ass déi nei Leitstell vum 112, déi esou opgestallt gëtt, datt se hire Koordinatiounsaufgaben optimal gerecht gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee leschte Punkt, deen ech wëll ervirhiewen, ass dat soziaalt Element bei de Rettungsdéngschter. Wann elo alles zentral geregelt ass, kéint ee jo mengen, datt den Zesummenhalt ënnert de Pompjeeën um lokalen Niveau kéint verluer goen. Fir datt dat net geschitt, gesäit d'Gesetz eng Rei Dispositioune vir zur „vie associative", also d'Abannen an d'Veräinsliewen. Dofir ass virgesinn, datt pro Asazzenter soll eng Amicale gegrënnt ginn, déi d'Aufgab huet, fir och an Zukunft Fester, Porte-ouverten oder sportlech Kompetitiounen ze organiséieren.

Sech als fräiwëllege Pompjee ze engagéieren, muss jo niewent där wäertvoller Aarbecht, déi gemaach gëtt, och nach Spaass maachen. Dës Aktivitéiten, déi bis elo virun allem um Niveau vun de lokale Pompjeescorpsen organiséiert goufen, spillen eng ganz grouss Roll fir de sozialen Zesummenhalt an och fir d'Integratioun. Si bidden eis d'Geleeënheet, fir jonk Leit fir d'Rettungsdéngschter ze interesséieren. Wa mir an Zukunft wëlle gutt fonctionnéierend Rettungsdéngschter hunn, dann ass et un éischter Stell wichteg, jonk Leit dervun ze iwwerzeegen, sech ze engagéieren. Mir mussen onbedéngt Konditioune schafen, déi et fir déi Fräiwëlleg vun haut interessant maachen, fir weiderzemaachen, a virun allem, fir Jonker ze rekrutéieren, fir datt iwwert d'Zäit d'Unzuel vun de Benevollen erëm an d'Luucht geet.

Ech sinn um Enn vu menger Presentatioun ukomm an hoffen, datt ech an de wesentleche Punkten dat ugeschwat hunn, wat mer an der Kommissioun beschwat hunn. Eenzelheeten, déi ech vergiess hunn, fannt Der am schréftleche Rapport oder natierlech am Text vum Gesetz zréck.

A Merci nach un d'Kolleege vun der Kommissioun, u jiddwereen, dee mat un deem Text hei geschafft huet. An och dem Ministère natierlech, d'selwecht wéi der Chamber an eiser Fraktioun, déi do gehollef hunn, e grousse Merci.

A virun allem Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet fir d'CSV. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären,... Impressionnant!

De 14. Februar 2017 koum et tëschent Beetebuerg an Diddeleng zu engem schwéieren Zuchaccident. Op der Plaz waren déi lokal Pompjeescorpsen aus der Ëmgéigend, déi hirem Buergermeeschter ënnerstallt sinn, Ambulanzen a Spezialmaterial vun der Protection civile, déi der ASS ënnerstallt sinn, de SAMU an d'Stater Beruffspompjeeën. Asazleeder op der Plaz war deemools de renommëierte Kommandant vun de Stater Beruffspompjeeën.

Och wann op dësem Asaz d'Rettungsmoossname sécher fachgerecht a kompetent ofgelaf sinn, esou war et awer eng Constellatioun, déi néierens legal virgesinn ass. Et huet fonctionnéiert, well et muss fonctionnéieren. An der Nout stellt kee sech vill Froen, wien engem hëlleft: Pompjeeën oder Protex, Fräiwëlleg oder Haaptberufflech. An de Leit aus de Rettungsdéngschter waren dës Trennungen an de leschte Joren och net méi wichteg. Et gouf pragmatesch um Terrain zesummegeschafft. Mä wat feelt, ass eng legal Basis fir kloer Kommandostrukturen, Kompetenzen a Formatioun.

Här President, eis Rettungsdéngschter leeschten eng enorm Aarbecht. Se si ronderëm d'Auer do. 2017 sinn 262.000 Appeller beim 112 agaang. Ee Véierel dovu waren Urgencen. Dat mécht 176 Asätz den Dag. An 2016 gouf et 16.800 Asätz fir d'Pompjeeën, dovu gutt 2.300 Bränn. 3.949 Pompjeeë koumen 2016 op 96.137 Asazstonnen.

An déi Fraen a Männer aus de Rettungsdéngschter, déi an den Asaz ginn, gi jo net alleng an den Asaz. Hanner all Fräiwëllegem, hanner all Professionellem steet eng Famill. An déi ginn och mat an den Asaz, liewe mat dësem Engagement, Dag an Nuecht. A se kënne wuel dacks net schlofen, well se sech Suerge maachen. A soulaang ee selwer net an Nout ass, mécht ee sech net vill Gedanken, wéi eis Rettungsdéngschter organiséiert sinn. Muncher ee krut vläicht och nach guer net mat, datt d'Réckgrat vun eise Rettungsdéngschter déi ronn 4.000 Fräiwëlleger sinn. Fir vill vun eis ass dëse Service, dësen Déngscht eng Selbstverständlechkeet.

Mä schonns virun iwwer zéng Joer huet sech gewisen, datt op Dauer dëse Service ëmmer manner selbstverständlech géif ginn. D'Zuel vu Biergerinnen a Bierger, déi bereet sinn, sech am Rettungsdéngscht ze engagéieren, ass réckleefeg. Tëschent 2000 an 2015 ass se bei de Pompjeeë vu 6.642 op 5.178 zréckgaang. A bei der Protex gesäit et net anescht aus: vun 2.250 op 1.854. Dogéint d'Zuel vun den Asätz, déi klëmmt am selwechten Zäitraum ëm gutt een Drëttel, vun 58.213 op 75.152. An d'Komplexitéit vun den Asätz, déi klëmmt och. An d'Geforepotenzial gëtt méi grouss.

Fir dëser Komplexitéit gerecht ze ginn, gëtt da méi Formatioun verlaangt. An déi Komplexitéit an dat Méi u Formatioun féiert dann natierlech erëm derzou, datt ëmmer manner Leit bereet sinn, sech dat alles unzedoen an déi Formatiounen ze maachen. An esou gëtt dann erëm d'Zuel vun deene Fräiwëllege réckleefeg. Trotz allem Engagement, de Constat war gëschter an de Constat ass haut: Eis Rettungsdéngschter sinn op Dauer net méi asazbereet.

An dëse Constat, Här President, huet zur Konklusioun gefouert, datt mer eis Rettungsdéngschter misste reorganiséieren, datt mer d'Pompjeeswiesen an d'Protection civile sollten zesummeféieren. Mä dës Konklusioun war méi séier gezu wéi realiséiert. An de Joren, wou d'CSV um nationalen Niveau d'Responsabilitéit fir d'Rettungswiese gedroen huet, sinn éischt Schrëtt an dës Richtung ënnerholl ginn. Eenzel Corpsen an Zentren hu Pionéieraarbecht geleescht an d'Mauer tëschent de sougenannten „Rouden" an de sougenannten „Wäissen" ofgerappt. Den Ufank vun dëser Reform huet sech um Terrain gemaach. D'Protex ass mat professionellen Ambulanciere verstäerkt ginn an et ass vill Iwwerzeegungsaarbecht geleescht ginn.

Am Joer 2010 gouf en Expertegrupp agesat, deen eng Analys iwwer eist Rettungswiese virgeluecht huet. An d'Recommandatioun vun den Experte war kloer: D'Protex an d'Pompjeeë sollten zesummegefouert ginn.

Ënnert dem Innenminister Jean-Marie Halsdorf goufen Aarbechtsgruppen agesat, fir op Basis vun dëse Konklusiounen a Recommandatiounen eist Rettungswiesen nei ze organiséieren. An et gouf e Plang opgestallt, fir dëst Zil ze er-

reechen. Mir hunn eis als CSV 2013 an eisem Wahlprogramm derzou engagéiert, eng national Struktur fir d'Protex an d'Pompjeeën opzebauen a béides zesummenzeféieren, geleet a finanzéiert vu Stat a Gemeng. An dunn huet den Innenminister virum Summer 2015 e Gesetzesprojet deposéiert, dee mer mat vill Interêt analyséiert hunn.

An ech wëll virop soen, Här Minister: Dir hutt de Verdéngscht, dës Reform virugedriwwen ze hunn.

(Exclamations)

An Dir hutt lech getraut, en Text op den Dësch ze leeën,...

Une voix.- Excellent!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- ...ech denken, wuel wëssend...

(Brouhaha)

...ech denken, wuel wëssend, wéi Dir deen Text virgeluecht hutt, datt en net perfekt wier, datt e streng géif ënnert d'Lupp geholl ginn a kritiséiert ginn. A mir waren deemools och mat enger Rei Punkten am initiale Projet net averstanen, oder soe mer, mir hätten en anere Wee ageschloen. Dat hat mam zukünftege Rôle vun de Gemenge souwéi dem Iwwergang vun den Zentren an dem Material an de CGDIS ze dinn. Et hat och mat der Kompositioun vum Verwaltungsrot, mat Froen zum Rekrutement an net zulescht mat der Extrawurscht fir d'Stad Lëtzebuerg ze dinn. Kriticken, déi och zum Deel vum Syvicol gedroe goufen.

Mir waren och net iwwerzeegt, datt déi Method besonnesch zilführend war, well elo awer vill Zäit an der Prozedur verluer gaangen ass, well den Text net prett war. Eng Rei Punkten hätte mer bestëmmt - do sinn ech mer sécher - kënnen am Virfeld ausraumen, wa mer mat de Concernéierten diskutéiert hätten, a mir wären eis och parteiiwwergräifend eens ginn a munch Onrou hätt kënne verhënnert ginn.

D'Method, fir virum Vott vun engem Gesetz esou ze maachen an ze agéieren, wéi wann d'Gesetz scho géif gëllen, déi Method vum Innenminister fënnt och hei net eis Zoustëmmung, esou wéineg, wéi se se am Dossier vun de Kierchefabricke fonnt huet. De Respekt, de Respekt virun der Chamber...

(Brouhaha)

...a virun eiser Verfassung verlaangt u sech, datt d'Gesetzer fir d'Eischt hei gestëmmt ginn, éier d'Regierung se kann exekutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Bei dësem Projet huet sech dann och bewisen, datt d'Gesetzer d'Chamber net esou verloossen, wéi se hei deposéiert ginn, well vum initiale Projet vum Minister ass net méi allze vill iwwreg bliwwen.

Une voix.- Ooh!

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Praktesch all déi 120 Artikele goufen ëmgeschriwwen.

Här President, den éischten Avis vum Statsrot huet op sech waarde gelooss. Dat stëmmt. Mä et muss een dem Statsrot zegutthalen, datt et jo och keng einfach Matière war a sech eng ganz Rei vu komplizéierte Froe gestallt hunn. Et huet Oppositions formelles gereent. Mä den Här Arndt huet schonn drop higewisen: Mir hunn eis an der Kommissioun ganz vill Zäit geholl, fir eng Fro no där anerer ze diskutéieren an eng Léisung ze fannen, an ech denken hei kënnen ze soen, datt mer dat an engem ganz konstruktive Geescht gemaach hunn.

An esou gouf deen initialen Text op Basis vum Avis vum Statsrot an Diskussiounen an der Kommissioun frëschgeschriwwen. Wéi dacks d'Navette tëschent Kommissioun a Statsrot gefuer ass, dat konnt Der a kënnt Der am Rapport vum Här Arndt noliesen.

Här President, hu mer elo mam Gesetz ab dem 1. Juli 2018 e perfekte Rettungsdéngscht? Ech denken net. Mä mir ginn eis mat deem Gesetz hei d'Grondlag, fir eist Rettungswiesen nei ze strukturéieren. E Kommandant huet d'folgend Bild gebraucht: D'Schëff fiert dann elo an den Niwwel eran, a kee weess genau, wou den Äisbierg op et waart.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha)

Une voix.- Virun 100 Joer war dat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Fuert weider, Här Zeimet!

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Et ass awer eng ongewësse Rees, op déi mer eis hei zesummen opmaachen.

Denke mer un den Iwwergang vun de kommunalen Infrastrukturen an dem Fuermaterial an de CGDIS! Mat dësem Gesetz brieche mer eng laang Traditioun. Ware bis elo d'Gemenge fir d'Pompjeeswiesen zoustänneg, esou wäert sech mam CGDIS d'Relatioun tëscht Gemeng a Corps änneren. D'Gemenge bleiwen zwar an der Responsabilitéit, awer nëmmen iwwert den Ëmwee vum CGDIS. D'Gemengen hunn iwwer gewielte Vertrieder am Verwaltungsrot vum CGDIS e Matsproocherecht, mä et ass awer par rapport zu haut staark limitéiert an op engem aneren Niveau. De Buergermeeschter ka wuel den Asaz vum CGDIS requisitionnéieren, mä dat dierft u sech an der Praxis seelen de Fall sinn, well dat iwwert den 112 wäert vum selwe lafen.

Datt mer déi lokal Verankerung, den Austausch, d'Kooperatioun, déi op ville Plaze ganz gutt fonctionnéiert, an déi nei Zäit transposéiert kréien, wär u sech wënschenswäert. Vill Gemenge loossen hiert Personal och wärend der Schaffzäit an den Déngscht goen, an d'Gesetz schreift jo och vir, datt all Patron dat eigentlech sollt maachen.

De CGDIS wäert och weider op Fräiwëlleger ugewise sinn an dorobber, datt d'Gemengen ëmmer nach hir Leit an den Déngscht loossen. Eng Rei vu Gemengen hu Personal direkt an den Zentren affektéiert. Dës Mataarbechter kënne sech jo elo decidéieren, ob se an de CGDIS wëlle wiesselen oder bei hirer Gemeng bleiwen. A keen, dee wiesselt, soll eppes verléieren.

Um lokale Plang war et bis elo op ville Plazen am Ëmgang einfach a schnell. Wann eppes huet missen an engem Zenter ersat oder erneiert ginn, da waren d'Weeër meeschtens kuerz. An ech denken, och an Zukunft wäert kee Pompjee Verständnis derfir hunn, datt, wann eng Autosbatterie muss ersat ginn, dat en administrative Virgang a Bewegung setzt, dee kaum nach ze bewältege wier. Hei waart also op den Direkter an op de Verwaltungsrot eng Herkulesaufgab.

Zwee Joer Iwwergangszäit si keng Éiwegkeet, fir sech mat 102 Gemengeresponsabelen eens ze ginn. An op déi Responsabel an de Gemenge kënnt natierlech eng Erausfuerderung duer, si musse sech op hirer Säit preparéieren. An eis schéngt et dofir immens wichteg, datt elo keng Zäit verluer geet, fir d'Gemengen am Detail ze informéieren, wat usteet a wat vun hinne verlaangt gëtt. Et brauch een net vill Fantasie, fir sech virzestellen, datt dëst an där enger oder anerer Gemeng kéint komplizéiert ginn. Fir d'Material muss ee sech eens ginn, wat an de CGDIS geet a wat bei der Gemeng bleift. D'Gemengen hunn zwar en theoretesche Choix, fir Material ze halen, mä wa se e fonctionnéierende Rettungsdéngscht wëllen - a wie wëllt dat net?, - dann hu se eigentlech keen anere Choix, wéi dem CGDIS dat ze ginn, wat e brauch.

Bei de Gebaier an dem Terrain dierft et nach eng Grëtz méi komplizéiert ginn. Wiem gehéiert den Terrain? Wiem d'Gebai? Am Prinzip jo dem Proprietaire vum Terrain. Ass alles schonns kloer delimitéiert? An da muss ee sech iwwert de Wee eens ginn, wéi alles soll dem CGDIS zur Verfügung gestallt ginn. Verlounen? Iwwer Emphyteos? Droit de superficie? Alles spannend Froen, déi fir vill Freed an den nächste Méint dierfte suergen.

Et gëllt op verschiddene Plazen och, nei Zentren ze bauen. Och dëst ass eng Erausfuerderung, well d'Erwaardunge si grouss an d'Gedold ass kleng. Dobäi kënnt jo, datt vum CGDIS dann erwaart gëtt, eng Gemeng wéi déi aner ze behandelen, well dës Diskussioun soll net zu engem Basar ausaarten.

Dofir si mir der Meenung, datt d'Konditiounen an d'Kritäre vun dësen Transferte mussen an engem Règlement grand-ducal transparent an novollzéibar fixéiert ginn. Mir bedaueren, datt dëse Règlement grand-ducal elo nach net virläit. Mir konstruéieren dorauser kee stramme Virworf, mä et wär awer besser an et wär méi kloer, wann dat zu dësem Zäitpunkt de Fall wär. Ech denken, do si mer eis eens. Et bleift jo keng Éiwegkeet, fir dëst ze klären, well déi Negociatioune mat de Gemenge musse vum CGDIS zügeg an Ugréff geholl ginn.

Déi verschidden Zentre ginn dann och no Asazfäegkeet a Kategorien agedeelt. D'Zentre ginn a Gruppementer, d'Gruppementer nees a véier Zonen, oder Bezierker - dat versteet ee vläicht heibanne besser -, Norden, Osten, Süden an Zentrum, agedeelt. Et ass jo esou, datt op Basis vum Gesetz soll e Plan national d'organisation de secours erstallt ginn. An op Basis vun deem Plan national sollen dann déi Zentren definéiert oder confirméiert ginn. Déi bekannte Kaart huet d'Zentren awer elo scho kategoriséiert, an do stellt sech d'Fro, ob op Basis vun den Erkenntnisser aus dem Plan national dann herno sech nach eppes kéint änneren.

An och nach zwou Bemierkungen dozou. Déi Kategoriséierung ass virgesi vu réimesch I bis IV, mat engem IIbis an esou weider. Dat ass awer e bëssen droleg vun der Numerotatioun hier, an et freet ee sech, firwat een dat net einfach hätt kënnen duerchnummeréieren, der Einfachheet halber. A wat déi Nimm vun de Gruppementer ugeet, do hat wuel een eng ganz poetesch Oder. Mä ech froe mech och hei, ob et net méi einfach wär, dat vun Norden 1 bis 4, an esou virun, anzedeelen. Dat géif et wahrscheinlech an der Praxis méi einfach maachen.

Här President, wann dës Reform elo wierkt an de CGDIS seng Aarbecht ophëlt, da sinn d'Gemenge weider gehalen, de Rettungsdéngscht virzefinanzéieren, op d'mannst elo nach wärend der Iwwergangszäit, wëssend, datt duerno dann en Dekont gemaach gëtt.

D'Gemenge sinn awer och gehalen, hir Kontributioun an de CGDIS ze bezuelen. Se mussen also eng Zäit laang virstrecken an abezuelen. Et ass dofir am Interêt vun de Gemengen, dës Iwwergangszäit net laang oder net ze laang daueren ze loossen. A kloer Verhältnisser si besser wéi een Duerjerneen. Mir hunn och laang iwwert dës Punkten an der Kommissioun diskutéiert. An et ware jo och ënner anerem déi Froen, déi de Statsrot bis an de leschten Avis beschäftegt hunn.

Mat dësem Gesetz suerge mer an enger éischter Phas fir vill Gewulls. Et brauch een dofir elo op béide Säiten eng gutt Preparatioun an och e klore Kapp. An dofir fuerdere mer, datt d'Gemengen déi néideg Informatioune kréien a Begleedung kréien, fir sech op déi nei Situatioun ze preparéieren.

Mat der Reform gëtt een Établissement public geschaaft mat Generaldirekter an Direktiounen. An och hei leeë mer de Grondstee vun enger neier Struktur, déi muss mat Liewe gefëllt ginn, wou muss Responsabilitéit iwwerholl ginn. Mir wëssen, datt sech d'Administratioun schonn eng Zäit laang dorobber preparéiert.

A mir waren, an dëst ass allerdéngs eng kritesch Bemierkung, net begeeschtert, wéi beim Rekrutement de Beamtestatut sollt an Eenzelfäll iwwergaange ginn. Och wann ee kann novollzéien, datt een déi bescht Leit brauch, esou mussen awer elementar Regele respektéiert ginn. A mir waren u sech frou, datt de Statsrot hei eng Brems ageheit huet. Ech denken, mir hätten eis op Dauer keng Freed gemaach, wann et Schoul gemaach hätt, datt déi eng mussen Exame maache fir bei de Stat an anerer géifen do derlaanschtkommen.

Mam CGDIS gëtt de Statut vum Beruffspompjee aus der Stad dann elo zum Virbild vum ganze Land. Den Iwwergang vun de Findel-Beruffspompjeeën an d'Stater Beruffspompjeeë war sécher keen einfachen Exercice. Et kann een och novollzéien, datt d'Leit retizent sinn, wa se sollen de Patron wiesselen. Et ass e mënschleche Reflex, datt ee léiwer dat behält, wat een huet, oder bei deem bleift, deen ee kennt.

Munch Bedenken hu missen aus dem Wee geraumt ginn a munch Bedenke loosse sech dann elo och an Euro ausdrécken. Mir gesinn et awer esou, datt dës Reform net dorunner soll scheiteren, well de Rettungsdéngscht, deen assuréiere mer net mat Direktiounen an engem Verwaltungsrot an och net mat Buergermeeschteren oder engem Minister. Mir assuréieren de Rettungsdéngscht nëmme mat motivéierte Pompjeeën, déi bereet sinn, an den Asaz ze goen. Motivéiert Pompjeeën, ob se dat haaptberufflech maachen oder am Benevolat. Well mir däerfen net vergiesse bei allen Diskussiounen iwwert déi Haaptberufflech an hire Statut, datt se nëmmen 10% vum Effektiv ausmaachen. Déi Fräiwëlleg bleiwen och am CGDIS d'Réckgrat vun eise Rettungsdéngschter.

Well awer d'Bereetschaft ofhëlt, an den Asaz ze goen, musse mer och déi weider besonnesch ënnerstëtzen. Et ass en Engagement wéi kaum en anert. Et bréngt Gefore mat sech, et geet ëm Mënscheliewen, et ass zäitopwendeg an et ass net am Viraus ze plangen. Wann eng Musek e Concert net ka spillen, well d'Musikante keng Zäit hunn, dann ass dat schued, et ass och vläicht traureg, mä wann een Asaz net kann assuréiert ginn, well keng Leit do sinn, dann ass dat eng Katastroph.

An dofir ass et richteg, datt mer mat dësem Gesetz eng Rei vu Mesurë festhalen, fir den Asaz vun de Volontairen ze honoréieren, wéi d'Indemnitéit fir Asazstonnen, d'Méiglechkeet, fir eng Zousazpensioun oder eng Krankeversécherung rembourséiert ze kréien, well mir verlaangen als Gesellschaft vill vun deene Volontairen, net nëmmen Asazbereetschaft an Déngscht, mä och nach déi beschtméiglech Formatioun. An och hei leeë mer de Grondstee mat dësem Gesetz fir de Formatiounszenter, deem säi Gebai jo um Rond-point Gluck schonn um Wuessen ass. A mir sollten d'Geleeënheet notzen, fir vläicht nei Leit ze gewannen, fir an eise Rettungsdéngschter aktiv ze ginn.

Här President, vergiesse mer net, ëm wat et hei geet. Mir wëllen a mir mussen de Rettungsdéngscht am ganze Grand-Duché ronderëm d'Auer och an Zukunft kënnen assuréieren. Mir wëlle sécherstellen, datt een, egal wou een am Land an Nout geréit, séier a kompetent an am beschten a 15 Minutte gehollef kritt. Mir wëllen assuréieren, datt déi Leit, déi an den Asaz ginn, dat gutt preparéiert maachen a gutt equipéiert sinn, iwwerall am Land.

A vläicht, Här President, kann de Minister nach eemol hei konfirméieren, datt och de SAMU-Déngscht am ganze Land wäert assuréiert bleiwen, fir datt och déi Rumeure kënnen aus der Welt geschaaft ginn, une fois pour toutes, déi am Moment zirkuléieren.

Kee wënscht sech en Accident oder e Feier oder soss en Noutfall, mä mir all si frou, wann een den 112 urifft, datt ee gehollef kritt. Als Bierger a Biergerinne wëlle mer eis op de Rettungsdéngscht kënne verloossen. Et ass eng Saach vu Vertrauen. An och déi, déi Responsabilitéit beim Stat an a Gemengen droen, vertrauen am Eeschtfall op hir Equippen, datt se do sinn an d'Saach am Grëff hunn.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch huet et an eiser Gemeng gebrannt bei der Beschäftegungsinitiativ. Eis Chalete sinn a Flamen opgaangen. An et kann een deem Misär dann nëmmen nokucken op där enger Säit, wou een och do Responsabilitéit dréit, wann dann déi aner Equipp kënnt, fir déi een och matresponsabel ass, d'Saach am Grëff huet an d'Feier op en Enn bréngt.

Mir sinn eise Rettungsequippen och dofir Respekt schëlleg. Den Här Minister hat op der Neijoersreceptioun mat Recht dorobber higewisen. Et ass net akzeptabel, wann déi, déi hëllefen, ugepöbelt, a schlëmmer nach, agresséiert ginn. An Dir hat bei dëser Receptioun annoncéiert, Dir wéilt mam Justizminister Récksprooch huelen, ob een net fir esou Virfäll misst d'Sanktioune verschäerfen. Ech wéilt dofir op dëser Plaz froen, ob Der hei zu Konklusioune mam Här Braz komm sidd, wat dann an deem Dossier soll an Zukunft geschéien.

Dir hat och, wann et richteg rapportéiert ginn ass, eng Etüd an eng Sensibiliséierungsaktioun ugereegt. Do si mer allerdéngs e bësse méi skeptesch. Mir brauchen eigentlech keng Etüd a mir mengen och net, datt mer fir de Respekt virun eise Pompjeeën nach laang musse sensibiliséieren. Wie sech de Rettungsdéngschter an de Wee stellt, soll d'Konsequenze spieren. Hei kann ee fir Feelverhale kee Versteesdemech hunn. Wien hëlleft, muss sech net beleidegen a muss sech och net agresséiere loossen.

Här President, natierlech huet de Rettungsdéngscht och e Käschtepunkt. Mir haten als CSV eng Commission jointe gefrot, fir iwwert de globale Käschtepunkt an d'Bild gesat ze ginn. Mir wollten awer och wëssen, wat op déi eenzel Gemengen duerkënnt. Leschten Donneschdeg, eng knapp Stonn virum Vott iwwert de Rapport, war et dann esou wäit an et koum zu dëser Sëtzung.

D'Gemengen droen eng gutt Partie vum Käschtepunkt vum CGDIS. Dir erënnert lech sécher, datt mer als CSV dergéint waren, datt d'Gemengen net un der TVA-Upassung vu 15% op 17% bedeelegt goufen, mä datt u sech mat hirem Undeel dorunner e Fonds gespeist gouf, fir de CGDIS ze preparéieren. Ech weess, de Minister seet elo vläicht, datt déi Sue fir de Rettungsdéngscht jo esou och de Gemengen zeguttkoumen. A mir äntwerten: Jo, dat mag wuel sinn. Mä wou ass d'Konterpartie vum Stat an deem Fall gewiescht?

Mir waren och net derfir, datt déi nei Steier op den Autosassurancen de Rettungsdéngschter esou soll zeguttkommen, mä mir bleiwen der Meenung, datt esou Recetten u sech sollen an d'Statsdëppe fléissen an ëmverdeelt solle ginn.

Mir froen eis och, wat mat der Feierschutzsteier ass. De CGDIS soll ronn 100 Milliounen Euro kaschten. Wëssend, datt nach Personal an Zukunft wäert mussen agestallt ginn, wëssend, datt gréisser Zentren nach ze baue sinn. An esou kann een dovun ausgoen, datt de Budget éischter no uewe wéi no ënne wäert evoluéieren.

Mir begréissen dobäi de Plafonement, dee virgesinn ass ab 2023, fir datt u sech d'Kontributioun vun de Gemengen an der Héicht vum Uwuessen vun den net affektéierte Recettë soll limitéiert bleiwen.

Mä, Här President, mir waren och bereet, doriwwer ze schwätzen, ob de CGDIS net integral soll iwwert de Statsbudget finanzéiert ginn amplaz deen Ëmwee iwwert d'Gemengebudgeten ze huelen. Mir haten och am Ufank d'Virstellung, datt déi Finanzéierung soll tëschent dem Stat an de Gemengen opgedeelt ginn, koumen awer zur Konklusioun, datt ee sech dës Konstruktioun kéint spueren.

D'Gemenge brénge vill an de CGDIS an. Hiert Matsproocherecht wäert an Zukunft awer limi-

téiert sinn. Also kéint een och eng limitéiert finanziell Bedeelegung vun de Gemenge virgesinn. Eng Propos, déi vun Iech leider net opgeholl ginn ass. Firwat net, kënne mer bis haut net richteg novollzéien.

Wéi och ëmmer, mir stelle fest, datt eng Majoritéit an dëser Chamber dëst anescht gesäit. Mir stellen och fest, datt d'Finanzéierung net eppes ass, wat een net eemol kéint änneren. A mir wëllen awer hei festhalen, datt mer en anere Finanzéierungsmodus virgezunn hätten. An ech deposéiere fir all déi Punkten eng Motioun, Här President,...

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la réorganisation des services de secours constitue un défi pour l'État et les communes;

- considérant que la Chambre des Députés devrait rester associée à la mise en œuvre de la loi,

invite le Gouvernement

- à informer les responsables communaux sans délai sur les démarches et préparatifs à entreprendre en vue de la mise en vigueur de la loi portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours;

- à soumettre à la Chambre des Députés des bilans intermédiaires concernant les transferts de propriété prévus aux articles 9, 10 et 11 du projet de loi 6861;

- à soumettre à la Chambre des Députés avant la présentation du budget pour l'année 2019 une évaluation actualisée de la participation de l'État et des communes au financement du CGDIS;

- à soumettre à la Chambre des Députés un bilan intermédiaire concernant la réorganisation des services de secours pour juillet 2019.

(s.) Laurent Zeimet, Emile Eicher, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- ...wou mer och verschidde Bilane froen. Eng Kéier virum Depôt vum nächste Budget, datt mer eng Kéier an d'Bild gesat ginn, aktualiséiert, wéi d'Participatioun vum Stat an de Gemengen dann elo ass fir de CGDIS. Wou mer och de Bilan maachen, wéi et mat den Transferte vun der Proprietéit vir sech geet, a wou ee virum Summer vum nächste Joer géif en intermediairë Bilan zéien, wéi d'Reform ëmgesat gouf.

Här President, de Rettungsdéngscht ass muer net méi opgedeelt a rout a wäiss. An de Rettungsdéngscht, deen huet och keng politesch Faarf. Et ass, denken ech, och jiddwerengem egal, wéi eng politesch Astellung deen huet, deen engem hëlleft.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Mä all déi, all déi, déi an den Asaz ginn, solle wëssen, datt eng breet Majoritéit vun dësem Haus hanner hinne steet an datt dëst Haus hiert Engagement respektéiert, datt mer zesummen eise Rettungsdéngscht wëlle fir d'Zukunft opstellen.

An an deem Sënn, Här President, ginn ech heimat den Accord vun der CSV zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ah!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Ee fir all an all fir een, esou heescht de Motto vun de Pompjeeën. An Zukunft heescht et: ee CGDIS fir all an all fir de CGDIS. Et kënnt natierlech elo dorobber un, datt déi Responsabel d'Leit am CGDIS och zesummebréngen, en Esprit de corps schafen. An ech wéilt dofir am Numm vun der CSV all deene Merci soen, déi sech am Laf vun de Jore fir eng Reorganisatioun vun de Rettungsdéngschter staarkgemaach hunn, dofir gestridden a geschafft hunn, ob et Ministere waren, Beamten, Kommandanten, Zentercheffen oder Pompjeeën. An ech wéilt och besonnesch un déi denken, déi ze fréi gaange sinn an dësen Ableck net méi erliewen.

An ech soen natierlech och dem Rapporteur, dem Frank Arndt, Merci fir säi Rapport, säi mëndlechen a säi schréftlechen. Op d'mannst hie wäert sech dann am Oktober hei am Haus net méi mussen domadder auserneesetzen, wéi sech dës Reform auswierkt. Mä well en nach op anere Plaze Responsabilitéiten dréit, kënnt en awer net ganz derlaanscht. Ech wënschen Iech bonne Chance.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An Dir hutt den Här Arndt ugeschwat an e kritt elo direkt d'Wuert als Sprecher vun der LSAP. Här Arndt, et ass erëm un Iech.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Merci, Här President. Bon, wéi gesot, fänke mer erëm vu vir un.

(Interruption)

Jo, am Numm vun der LSAP.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hien ass Spriecher.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Et huet kee sech getraut.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der LSAP wëll ech awer elo nach e puer méi punktuell Remarke maachen zu dësem Gesetzesprojet. Als Éischt wëll ech emol dem Minister Dan Kersch a senge Mataarbechter felicitéieren, déi endlech eng Reform ëmgesat hunn, déi zanter ville Joren dréngend noutwendeg war.

Une voix.- Très bien!

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Een ambitiéise Projet, deen dëst Land brauch, dat endlech, no laangen Diskussiounen an a mengen Aen no vill ze vill verlueren Zäit, säi reforméierte Service de secours kritt. Et ass eigentlech eng Schan, datt ee räicht Land wéi Lëtzebuerg et iwwer Jorzéngte verpasst huet, seng Rettungsdéngschter un d'Entwécklung vum Land unzepassen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Ëmmer erëm koum et zu Virfäll, wou d'Leit, déi Hëllef gebraucht hunn, éiweg hu misse waarden, well grad keng Ambulanz an der Géigend besat war. Eenzel Geschichte krut ee méi als Anekdot weidererzielt, mä déi waren alles anescht wéi amüsant. Souguer a gréisseren Uertschafte gouf dagsiwwer iwwer ee Mangel u Pompjeeë geklot. Déi Situatioun huet sech iwwert d'Joren net verbessert an d'Servicer waren net ëmmer optimal garantéiert. Mir hate ganz vill Chance, jo, datt d'Leit um Terrain sech ëmmer iergendwéi ze arrangéiere woussten, datt et net zum Schlëmmste koum.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee schlecht organiséiert Rettungswiesen, dat net iwwert déi néideg Capacitéite verfüügt, biergt ee seriöe Risiko a bréngt ee seriöe Risiko mat sech a bréngt de Mënsch bei Leed an Nout och nach a Liewensgefor. Gläichzäiteg hänkt eng enorm Verantwortung an ee groussen Drock op de Fräiwëllegen. Et ass do kee Wonner, datt ëmmer manner Leit bereet sinn, dat an hirer Fräizäit nieft Beruff a Famill nach op sech ze huelen.

All déi Problemer sinn net nei an hätte scho mam Gesetz vun 2004 misse geléist ginn. Deemools huet offenbar de politesche Courage dofir gefeelt. Et gouf vill lamentéiert, wéi schwiereg et wier, d'Leit aus deene verschiddenste Servicer dovun ze iwwerzeegen, méi enk zesummenzeschaffen. An et ass och sécher richteg, datt et Resistenze gouf géint eng Reform. Mä insgesamt koum d'Fuerderung, fir mat där grondleeënder Reform unzefänken, awer just vun de Leit vum Terrain, déi all Dag kreativ Léisungen hu misse fannen an engem System, dee vun enger Rei vun Inkohärenze geprägt war.

An deem Sënn ee ganz grousse Merci un dës Leit, déi iwwer all déi Joren trotz schwierege Bedéngunge grousst Engagement erbruecht hunn, fir de Leit an Noutsituatiounen ze hëllefen. D'LSAP hofft an ass iwwerzeegt, datt dëst Gesetz ee gudden Deel vun de Problemer, déi et bis elo gouf, ka léisen.

D'Zil ass et, flächendeckend, egal wou am Land, gradesou schnell a gradesou gutt Hëllef ze garantéieren am Fall vun Nout. Et muss dach an der Zukunft méiglech sinn, innerhalb vu 15 Minutten Hëllef ze kréien. Eng gutt Koordinatioun vum 112 an de Prinzip, datt Hëllef vun deem geleescht gëtt, deen am noosten an am séiersten ze erreechen ass, onofhängeg vun de Gemengegrenzen, ass dobäi elementar.

Une voix.- Très bien!

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Eng Viraussetzung fir d'Optimiséiere vun den Hëllefsdéngschter am Land war d'Abetribhuele vum neien ELS, dem Einsatzleitsystem, engem modernen, zentrale System fir d'Entgéinthuele vun den Noutriff um 112. Dëst gouf viru knapp zwee Joer vun der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter mat engem Invest vun 3,8 Milliounen ëmgesat. An och hei denken ech, ass keng Zäit verluer gaangen. Mä ob Feier, Accident oder soss eng medezinnesch Urgence, de Bierger soll iwwerall an egal, wou hien am Ländche wunnt, datselwecht Urecht op eng schnell a qualitativ Äntwert zegutt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ee wichtegt Instrument, fir datt dës Ziler kënnen erreecht ginn, ass ouni Zweifel de Plan national d'organisation des secours - de PNOS, ewéi e genannt gëtt -, dee vum Innenministère ausgeschafft an zesumme mam CGDIS an de Gemenge regelméisseg ugepasst muss ginn a gëtt. Am Kader vun dësem Plang gëtt een Inventar gemaach an eng Evaluatioun vu verschiddene Risiken, soudatt d'Rettungsdéngschter entspriechend kënnen organiséiert ginn.

All dës Reformen änneren natierlech näischt drun, datt et um Terrain u Leit feelt. Dofir muss alles gemaach ginn, fir d'Volontairen, déi am System sinn, ze behalen an et och fäerdegzebréngen, nei Leit fir de CGDIS ze begeeschteren. D'Gesetz gesäit dofir eng ganz Rei vun neien a flotte Moossname vir.

Et ass kloer, datt all Fräiwëllegen, deen dem System verluer geet, ee grousse Verloscht wäert duerstellen. Seng eventuell Kompensatioun duerch een Haaptberuffleche wäert d'Saach à la longue net méi bëlleg maachen. Et muss zu enger Komplementaritéit vu Volontairen a Professionelle kommen. Déi Fräiwëlleg musse sech duerch e gutt organiséiert Emfeld weiderhin am CGDIS erëmfannen. An dat Engagement muss hinnen och weiderhi Spaass maachen. De CGDIS erméiglecht et méi wéi virdrun, de Volontariat maximal ze ënnerstëtzen. An dat ass och gutt esou.

Dir Dammen an Dir Hären, als Fazit géif ech mer erlaben, dës Reform trotzdeem, a wann Der kuckt, wéi laang mer dru geschafft hunn, als eng vun de Jorhonnertreformen ze bezeechnen. Si reit sech an dat an, wat d'Majoritéit sech hei viru véier Joer op de Fändel geschriwwen huet a se sech fest virgeholl huet, konsequent ëmzesetzen.

An ech ka mech net erënneren, datt ee Projet de loi an esou enger breeder Diskussioun gefouert gouf an diskutéiert gouf wéi deen heiten. Net iwwert de Knéi gebrach, mä mat vill Fangerspëtzegefill. Dat war laang iwwerfälleg an huet all dat zesummebruecht, wat zesummegehéiert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech och den Accord, den Okay vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, léif Kolleegen,...

Une voix.- A Kolleeginnen?

M. Max Hahn *(DP).*- ...fir Leit, bei deenen et am Alldag op all Minutt ukënnt, wou d'Reaktiounsschnellegkeet iwwer Liewen an Doud entscheed, ass et nëmme ganz schwéier ze verstoen, dass eng dréngend néideg Reform méi wéi e Jorzéngt brauch. D'Schwächte vum aktuelle System sinn net eréischt säit gëschter bekannt. Ëmmer méi Asätz, ëmmer méi technesch, komplizéiert an usprochsvoll Asätz mat ëmmer manner Leit. Dat, léif Frënn, ass eng Mëschung, déi op Dauer net gesond ass.

Nodeems d'Situatioun an deene leschte Joren awer ëmmer méi schlëmm ginn ass, hunn déi Verantwortlech vun de Pompjeeën an der Protection civile scho virun eelef Joer d'Alarmklacke gelaut an ëffentlech gefuerdert, d'Rettungsdéngschter mat Haaptberufflechen ze verstäerken. Dunn ass awer emol bis 2010 gewaart ginn, fir vun engem Experterapport confirméiert ze kréien, dass den aktuelle System net méi gutt genuch wier. Also fir op datselwecht Resultat ze kommen, wat dräi Joer virdru vum Comité des sages a vun der Pompjeesfederatioun kloer gesot gouf.

An ech soen et genausou kloer: Et ass onnëtz Zäit verplempert a vill gepléischtert ginn. Just wann et guer net méi gaangen ass, si just häppchersweis e puer haaptberufflech Ambulancieren agestallt ginn, keng Spur vun nohalteger, struktureller Planung.

Ech sinn awer frou, dass an deene leschte Joren d'Prioritéiten anerer waren. Et si massiv Haaptberufflecher agestallt ginn. D'Zuel ass an deene leschte fënnef Joer vu 40 op 150 geklommen. An et kommen der nach eng jett derbäi. 50 sinn der grad an der Ausbildung. D'Formatioun selwer huet och vill méi en héije Stellewäert kritt. An jo, den nationalen Asazzenter, de CNIS, ass am Bau. An haut ass et also dee leschte grousse Schratt, dee mir ginn, fir d'Lëtzebuerger Rettungswiesen endlech fit ze maachen. An dat ass batter néideg.

An ech verstoppen et net, ech sinn als Pompjee ganz besonnesch houfreg, haut hei an der Chamber dierfen derbäi ze sinn, wann eng nei Ära an der Geschicht vum Lëtzebuerger Rettungswiesen agelaut gëtt. Dat ass näischt ze fréi, well d'Situatioun um Terrain ass kritesch, an dat net eréischt säit gëschter. D'Politik huet missen handelen, net aus Loscht ze reforméieren, mä aus enger absolutter Necessitéit eraus. Et ass näämlech eng vun de wichtegsten Aufgabe vun der Politik, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze suergen an de Leit Hëllef zoukommen ze loossen, wa si Hëllef brauchen.

Wann een awer weess, dass et am Noutfall schlëmmstefalls bis zu 40 Minutten dauere kann, bis Hëllef kënnt, dann ass dat fir e Land ewéi Lëtzebuerg inakzeptabel. Et ass an der Vergaangenheet vun der Politik vill ze laang gezéckt, gewaart an iwwerluecht ginn, amplaz dem Rettungswiesen ze hëllefen, seng Missioun besser kënnen ze erfëllen, seng Missioun, de Leit an Nout an engem räsonabelen Delai kënnen ze hëllefen.

Här President, wann ee mat de Leit um Terrain iwwert d'Reform schwätzt, spiert een zwar eng gewësse Skepsis, mä et sinn der awer ganz wéineg, déi d'Reform als solch a Fro stellen. Jo, et mierkt een dobaussen, dass nach vill Opklärungsaarbecht néideg ass bei den Akteuren um Terrain. An do wäerte mer nach all zesumme vill Opklärungsaarbecht an Terrainsaarbecht musse leeschten.

Wa vun der Reform vum Rettungswiese geschwat gëtt, da gëtt och ganz gären dat Wuert Professionaliséierung beno tzt. Professionaliséierung? War dat da bis elo alles esou schlecht? War déi Aarbecht vun den Dausende Fräiwëllegen net professionell genuch? Ganz am Géigendeel. Ech wëll den Dausende fréieren an aktive Fräiwëllegen hei net nëmme Merci fir hiren Asaz soen, mä hinnen och soen, dass mam Wuert Professionaliséierung dat verstäerkt Zréckgräifen op Haaptberufflecher gemengt ass a kengesweegs e Jugement iwwert d'Qualitéit vun der geleeschter Aarbecht gemengt ass.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- De System, wéi mir en haut hunn, huet iergendwéi fonctionnéiert. Mä heiansdo huet ee sech gefrot: Wéi? D'Zuel vun den Asätz ass enorm an d'Luucht gaangen an d'Zuel vun de Fräiwëllegen ass enorm erofgaangen. An awer, et ass ëmmer Hëllef komm, wa se gebraucht ginn ass. De System huet iergendwéi fonctionnéiert. An dat just dank dem onermiddlechen Asaz vun den Dausende Fräiwëllegen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Mä mir wëssen all, dass de System säit geraumer Zäit u seng Grenze stéisst. Mir brauchen einfach méi Leit, fir déi vill Asätz kënnen ze assuréieren. Méi Haaptberufflecher also, déi permanent disponibel sinn, awer och méi Fräiwëlleger.

Här President, ech sinn dovun iwwerzeegt, dass dëst Gesetz d'Situatioun um Terrain verbessere wäert, d'Situatioun fir d'Leit an Nout, well se méi séier a méi performant gehollef wäerte kréien, awer och d'Situatioun fir déi Dausende Fräiwëlleger, well se vun Haaptberufflechen ënnerstëtzt wäerte ginn.

Jo, déi Fräiwëlleg gi vun Haaptberufflechen ënnerstëtzt an net ëmgedréit. Wat méi Fräiwëlleger do sinn, wat manner Haaptberufflecher gebraucht ginn. An dofir musse mir alles maachen, fir déi Fräiwëlleg bei der Staang ze halen. Jiddweree vun de Fräiwëllege soll seng Plaz am neie System fannen. Déi Fräiwëlleg wäerten an Zukunft näämlech net manner, mä méi gebraucht ginn. Si sinn haut schonn d'Häerzsteck vun eisem Rettungswiesen a wäerten dat och an Zukunft, also no der Reform, bleiwen.

Mir brauchen awer och méi Haaptberufflecher. Haaptberufflecher, déi och dagsiwwer kënne Permanencen halen, wa vill Fräiwëlleger op hirer Aarbecht sinn, déi oft ze wäit vum Wunnuert ewech ass, fir kënnen op den Asaz ze fueren. Déi ufalend Aarbechten tëschent den Asätz sollen och an Zukunft méi vun Haaptberufflechen iwwerholl ginn. D'Gefierer tanken a wäschen, d'Material an den Asazzentren ënnerhalen, Asazberichter schreiwen, d'Präventioun sécherstellen, Formatiounen halen an, an, an.

An dat net nëmmen an deenen Zentren, déi permanent mat Haaptberuffleche besat ginn, och an den Zentre vun der Kategorie I an II, also de méi klengen Zentren, wäerten Haaptberufflecher fir déi néideg Entlaaschtung vun de Fräiwëllege suergen, andeems de Fräiwëllegen ufalend zäitintensiv Aarbechte virun an no den Asätz vun Haaptberufflechen ofgeholl ginn.

Här President, déi rezentsten Asazzuele weisen, dass d'Unzuel vun den Asätz zënter dem Joer 2001 ëm 30% an d'Luucht gaangen ass. Parallell dozou geet d'Disponibilitéit vun de fräiwëllege Pompjeeën, Sauveteuren an Ambulanciere kontinuéierlech erof: zënter 2001 bei de fräiwëllege Pompjeeën ëm 22% a bei der Protection civile ëm 18%. A bei de Jugendpompjeeën, also dem Baxter mat dem frëische Blutt, souguer ëm 30%.

(Hilarité et interruptions)

Méi Asätz mat manner Leit ass op Dauer keng gutt Mëschung. D'Politik war an ass also gefuerdert, fir, éischtens, d'Rettungswiesen ze professionaliséieren, an zweetens, d'Aarbecht vun de Fräiwëllegen uerdentlech ze remuneréieren. Dofir gi weiderhi massiv Haaptberufflecher agestallt. Landeswäit sollen et der eng Kéier tëschent 600 an 800 sinn. Parallell dozou

gëtt mat dëser Reform och eppes fir déi Fräiwëlleg gemaach.

Här President, d'Lëtzebuerger Rettungswiese gëtt zu 95% vu Fräiwëllegen assuréiert. Wann een dës Zuel héiert, versteet een, wéi wichteg si fir eise Rettungssystem sinn. Ech ginn dann och oft gefrot, wat dann elo konkret fir déi Fräiwëlleg gemaach gëtt. Momentan ass et esou geregelt, dass déi Fräiwëlleg eng finanziell Unerkennung fir hir Permanencë kréien, sief et doheem oder an der Kasär. Dës huet awer éischter e symbolesche Charakter. Bei der Protex sinn dat 1 Euro d'Stonn fir d'Permanencen doheem a 4 Euro d'Stonn fir d'Permanencen am Zenter. Wivill déi fräiwëlleg Pompjeeën am Moment fir eng Stonn Permanence kréien, hänkt awer vu Gemeng zu Gemeng of, soudass verschiddener méi kréie wéi anerer an nach anerer souguer guer näischt.

No der Reform wäert de Verwaltungsrot vum CGDIS dës Remuneratioun vun de Fräiwëllege landeswäit eenheetlech festleeën. Dat heescht, dass an Zukunft jiddwereen am Land datselwecht kritt, ob en zu Dippech oder zu Elwen Permanence mécht.

Nieft de Permanencë wäerten déi Fräiwëlleg natierlech och fir Asätz a Formatiounen entschiedegt ginn. Dës Entschiedegunge wäerten integral steierfräi sinn. An deem Kader fuerdert d'DP ganz kloer, dass dës Entschiedegungen dem Asaz an der Wäertschätzung, déi mir géintiwwer vun eise Fräiwëllegen hunn, entsprieche mussen. Si wäerten an Zukunft méi Formatioune musse maachen an dofir verdénge si och eng adequat Entschiedegung.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Madamm Presidentin, déi Dausende Fräiwëlleger engagéiere sech aus Iwwerzeegung an net wéinst de Suen. Hir Aarbecht ass och guer net mat Suen ze bezuelen. An awer lancéieren ech hei den Appell un den zukünftege Verwaltungsrot vum CGDIS: Spuert net bei der Entschiedegung vun eise Fräiwëllegen!

Nieft der Entschiedegung wäerten déi Fräiwëlleg och d'Méiglechkeet kréien, d'Käschte fir eng Zousazpensioun oder eng Zousazkrankeversécherung bis zu 50% vum CGDIS remboursëiert ze kréien, mat engem Plaffong vun 1.600 Euro d'Joer.

Eng aner Neierung fir déi Fräiwëlleg ass d'Aféiere vun enger Allocation de reconnaissance. Dës huet jiddwereen zegutt, wann en op d'mannst 15 Joer Asaz bewisen huet. Dës Allocatioun ass op 600 Euro begrenzt, mä dofir sinn och dës Sue steierfräi.

Eng weider Motivatioun, fir sech als Fräiwëllegen ze engagéieren, ass d'Virrecht bei der Ustellung als Haaptberufflechen. Deemno kritt e Fräiwëllege bei der Astellung Prioritéit a kann esou méi liicht säin Hobby zum Beruff maachen. Well d'Asätz ëmmer méi komplex a méi technesch ginn, ass de Fräiwëllegen hir Ausbildung enorm zäitintensiv. Fir deem Rechnung ze droen, gëtt de sougenannte Congé spécial fir déi Fräiwëlleg erhéicht. Op zwee Joer gekuckt, kënnen 20 Deeg Congé fir Formatiounszwecker genotzt ginn.

Zu gudder Lescht wëll ech dann och drun erënneren, dass d'Niewenaktivitéite vun deenen eenzelne Corpse wéi Porte-ouverten, Buergbrennen, Baler, Rallyen a Grillfester an esou weider och no der Reform sollen erhale bleiwen. Dëst soll a Form vun Amicalle passéieren, déi de CGDIS finanziell ënnerstëtze wäert.

Madamm Presidentin, et war eng haart Noss, e Gesetzestext hinzekréien, deen den Transfert vum Material, de besteeënde Raimlechkeeten an dem Personal vu Stat a Gemengen an den neien Établissement public juristesch beschreift. Déi Noss ass awer geknackt ginn. Mir setze mat dësem Gesetz de Kader fir d'Rettungswiese vu muer. Mir wäerten awer nieft enger Schëpp Gedold och déi néideg finanziell Mëttel mussen opbréngen, fir landeswäit dëse performante Rettungsservice kënnen ze garantéieren.

Eent ass awer ganz kloer: Dat wäert eppes kaschten, mä dat si mer eise Bierger schëlleg. D'Finanzéierung vum CGDIS soll zur Halschent vun de Gemengen an zur Halschent vum Stat geleescht ginn. An der zoustänneger Chamberskommissioun gouf annoncéiert, dass d'Ausgabe fir d'Rettungswiesen dëst Joer bei ronn 99 Milliounen Euro leie wäerten. Dëse Montant wäert déi nächst Joren nach kontinuéierlech an d'Luucht goen. Eng Professionaliséierung gëtt et net zum Nulltariff.

Dem Bierger, deen a sengem Auto ageklemmt ass a riskéiert, ze verbludden, deem ass et och egal, ob säi Liewensretter mat de Steiersue vun de Gemengen oder mat de Steiersue vum Stat bezuelt gëtt. De fräiwëllegen a professionelle Pompjeeën an Ambulancieren ass et och genausou egal, ob d'Kasär, den Asazzenter, den Tankwon, d'Ambulanz, de Schlauch an den Defibrillator der Gemeng, dem Stat oder dem CGDIS gehéieren. Dat Eenzegt, wat zielt, ass, dass d'Material asazbereet ass, fir dass déi Leit, déi Hëllef brauchen, séier a kompetent kënne gehollef kréien. A genau dat versprécht dës Reform.

Madamm Presidentin, d'Reform vum Rettungswiesen ass virun allem d'Zesummeleeë vun der staatlecher Protection civile an den 134 Pompjeescorpsen aus den 102 Gemengen. Dat heescht konkret, dass all déi Fräiwëlleg an Haaptberufflech ab dem 1. Juli ënner eng gemeinsam Hierarchie gestallt ginn, de CGDIS.

Mir schafen also endlech eng konkret Hierarchie, wou jiddweree weess, wat en ze maachen huet a wie wéini d'Asazleedung huet. Déi sougenannte Chaîne de commandement tëschent Protex, Pompjeeën a SAMU gëtt elo endlech kloer definéiert.

Dat wier viru 50, jo och virun 20 Joer nach guer net esou denkbar gewiescht. Vun der ehemoleger Rivalitéit tëschent Protex a Pompjeeën ass um Terrain kaum nach eppes ze spieren. Ganz am Géigendeel. Et gëtt probéiert, beschtméiglech dat gemeinsamt Zil ze erreechen. D'Leit, déi sech am Rettungswiesen engagéieren, ob fräiwëlleg oder haaptberufflech, ob bei der Protex oder bei de Pompjeeën, eppes hu si all gemeinsam: De Wonsch, de Leit an Nout ze hëllefen, an dat ënnert deene beschten Ëmstänn.

Mëttlerweil huet d'Praxis eis an enger ganzer Rei Asazzentre gewisen, dass d'Zesummeschaffe vu fräiwëllege Pompjeeën a Protex ganz gutt fonctionnéiert. E gutt Beispill, wéi ee Synergië schaaft, sinn d'Beruffspompjeeë vun der Stad Lëtzebuerg. Um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg gëtt vun enger Plaz aus dee ganze Spektrum vum Rettungswiesen ofgedeckt: d'technesch Hëllefleeschtung, d'Brandbekämpfung an d'Ambulanzewiesen. Dofir soll fir déi Haaptberufflech vu muer de Formatiounsniveau vun de Stater Beruffspompjeeë landeswäit ugestrieft ginn.

D'Verbesserung an d'Moderniséierung vun der Formatioun ass ee Schlësselelement vun dëser Reform. Als Haaptberuffleche beim CGDIS ass een awer keng „eierlegende Wollmilchsau", mä et gëtt eng zolidd Grondausbildung mat uschléissender Spezialisatioun verlaangt a gefuerdert.

En éischte positive Schrëtt ass iwwregens virun dräi Joer gemaach ginn, wéi d'Formatioun vun den neien haaptberufflechen Ambulancieren op d'mannst deelweis schonn zesumme mat de Stagiairë vun de Stater Beruffspompjeeë gemaach gouf. D'Steigerung heivun ass am Moment ze gesinn, wann ee sech op der Areler Strooss oder zu Jonglënster am Zenter beweegt. Hei gi 50 nei Haaptberufflecher ausgebilt, an dat a Gruppe vu jeeweils 25 Stéck.

Déi gemeinsam Formatioun vun der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter a vun de Beruffspompjeeën ass e Meilestee fir d'Lëtzebuerger Rettungswiesen. Dofir ass d'DP och frou, dass d'Beruffspompjeeën net, wéi ufanks geplangt, eréischt no fënnef Joer an de CGDIS integréiert ginn, mä si kënnen direkt vun Ufank un hir Erfahrung mat hiren neie Kolleegen deelen.

Ech wëll op dëser Plaz dofir de Verantwortleche vun der Stad Lëtzebuerg an der Regierung felicitéieren, fir nom Accord fir de Bau vum nationalen Asazzenter CNIS am Joer 2015 och en historeschen a gerechten Accord fonnt ze hunn, ënner wéi enge Konditiounen den Transfert vun de Stater Beruffspompjeeën an de CNIS ofzelafen huet.

Duerch d'Gesetzesëmännerungen an duerch d'Agräifen an d'Ënnerstëtzung vun der Stad Lëtzebuerg gouf séchergestallt, dass kee Beruffspompjee duerch d'Reform benodeelegt gëtt. Alles aneres wier näämlech fir dës Leit, deene villes ze verdanken ass an déi elo am Kader vun der nationaler Solidaritéit mat hirer enormer Erfahrung hëllefe wäerten, en nationaalt, eenheetlecht Rettungswiesen opzebauen, e riichte Schlag an d'Gesiicht gewiescht.

Madamm Presidentin, Ännerunge féieren dacks zu Ongewëssheet an Ängschte bei de Leit um Terrain. Dat kann ech och ganz gutt novollzéien. An awer wëll ech berouegen. Ech hu vollst Vertrauen an den Direkter a seng Equipp an ech zweifelen net drun, dass dës Reform eng Success Story wäert ginn. Et wäert eng Ëmstellung fir vill Leit sinn. Et wäert och vläicht net alles vun haut op muer perfekt klappen, mä mir wäerte mëttelfristeg dat Rettungswiesen hunn, wat eist Land verdéngt.

Allgemeng ass den Enthusiasmus fir Reformen hei am Land jo net ëmmer ganz grouss. Bei der Reform vum Rettungswiese war dat awer anescht. An dat haaptsächlech duerch d'Bereetschaft vun de Verantwortleche vun de fräiwëllege Pompjeeën, de Beruffspompjeeën an der Protex. Ech si mir bewosst, wéi vill Courage an intern Iwwerzeegungsaarbecht néideg war, fir dëser Fusioun zouzestëmmen an domat ee Kapitel Lëtzebuerger Rettungswiesen ofzeschléissen an een neit zesummen opzemaachen.

Mat der Zoustëmmung eleng war et awer nach laang net gedoen. Si hunn dee ganze Prozess vun der Iddi bis zum haitege Vott ganz aktiv begleet. An och heimat ass et nach laang net gedoen. Elo gëllt et, all zesummen Neiland ze betrieden an Erfahrungswäerter ze sammelen, dat Gutt bäizebehalen an dat manner Gutt zesummen ze verbesseren.

Och wann et nach vereenzelt Skeptiker ginn, elo gëllt et, all zesummenzeschaffen, fir de Leit an Nout beschtméiglech ze hëllefen.

Madamm Presidentin, wann ech soen, all zesummeschaffen, dann denken ech nieft de Rettungsdéngschter och un déi medezinnesch Noutfallhëllef op der Asazplaz. An akute medezinneschen Noutfäll ass näämlech och dee beschten Ambulancier, Rettungssanitäter oder Rettungsassistent op d'Kompetenze vun engem Dokter ugewisen. Dofir begréissen ech d'Integratioun vum SAMU an de CGDIS. De SAMU ass de verlängerten Aarm vum Rettungsdéngscht, wann d'Hëllef vun engem Dokter op der Plaz gebraucht gëtt. Dat ass glécklecherweis net ëmmer de Fall. Déi meescht Ambulanzasätz kënnen och ouni Dokter gemeeschtert ginn.

Mä wann den Dokter da gebraucht gëtt, da geet et dacks ëm Liewen an Doud an da gëllt et, en Dokter esou séier wéi méiglech op d'Asazplaz ze kréien. Ech soen hei awer riichteraus, dass déi aktuell dräi SAMUen am Land - zu Esch, zu Ettelbréck an an der Stad - net duerginn. Dräi SAMUe ginn net duer, fir e performante Service unzebidden, an dat gëllt besonnesch am ländleche Raum. D'DP fuerdert also ganz kloer, d'Unzuel vun de SAMUen ze erhéijen.

D'DP bedauert awer och, dass am Noutfall net op Hausdokteren aus der Géigend zréckgegraff gëtt. Am ländleche Raum waart een deelweis 40 Minutten op de SAMU a méi. Dofir loosst déi Hausdoktere schaffen, déi wëlle schaffen, a bannt déi, déi wëllen, an d'Noutfallkonzept an.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- D'Hausdoktere si Vertrauenspersounen an och an Nout oft déi éischt Ulafstell oder déi zweet, wann de SAMU net schnell erbäikënnt. An am ieweschten Norden ass et scho méi wéi eng Kéier virkomm, dass déi Fräiwëlleg eisem Kolleeg, dem Edy Mertens, ugeruff hunn, wann…

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- ...wann den Helikopter wiederbedéngt net fléie konnt an de SAMU net disponibel war.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dann ass den Edy geflu komm.

(Hilarité et brouhaha)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Elo kritt en eng blo Luucht.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Den Här Hahn hëlt eng Schlupp Waasser an dann ass wann ech gelift Rou am Sall, dass e ka virufueren.

M. Max Hahn *(DP)*.- Bei Dag an Nuecht an ouni ze zécken, fiert den Edy mat sengem Auto op d'Asätz an huet esou schonn dat eent oder dat anert Liewe gerett. Mä et kann een esou Doktere wéi den Edy awer och vill méi systematesch mat abannen an net eréischt wann de „first responder" sengen Hänn kee Rot méi weess. An da kann et net sinn, dass dës Dokteren um Wee fir op den Asaz am Stau stinn. Dofir mussen dës Dokteren och d'Méiglechkeet kréien, hir Autoe mat enger bloer Luucht an enger Sireen ze equipéieren.

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Dem Edy säi Wonsch geet an Erfëllung.

M. André Bauler *(DP)*.- Endlech eng blo Luucht.

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Edy, hien huet et gesot, hien huet et gesot.

M. André Bauler *(DP)*.- Maacht Neel mat Käpp.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här Minister, ech mengen, Dir spiert déi breet Zoustëmmung heibannen am Haus.

(Hilarité)

An dofir brauche mer Iech och guer keng Motioun hei virzeleeën.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Eng blo Luucht fir den Edy.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Kaaft dem Edy eng Luucht!

(Brouhaha)

M. Max Hahn *(DP)*.- Dofir wëll ech Iech, Här Minister, froen, Iech dëser Saach schnellstméiglech unzehuelen. Mir verkafe Lëtzebuerg jo ganz gären am Ausland als e Land vun de kuerzen administrative Weeër. Här Minister, weist eis dat. Schreift d'Hausdokteren un. Bannt si optional mat an de System an a suergt dofir, dass si um Wee fir op den Asaz net mussen am Stau stoen. Et ass am Interessi vun de Patienten.

Madamm Presidentin, och wann dat näischt direkt mat dësem Gesetz ze dinn huet, muss dofir gesuergt ginn, dass d'Patienten och no der Aliwwerung an d'Urgencë schnellstméiglech déi noutwendeg Versuergung kréien. Mat iwwer 200 Passagë pro 24 Stonne muss een och d'Personaldecken do nei analyséieren, och wann hei weider finanziell Mëttel missten deblockéiert ginn, sief et vum Stat oder och vun der CNS.

An engem Land wéi Lëtzebuerg, e Land mat esou engem héije Liewensstandard, e Land mat genuch Suen, muss dréngend eng Léisung fonnt ginn, fir dass d'Qualitéit an den Urgencen de Besoine gerecht gëtt.

Madamm Presidentin, viru véier Woche war ech zu Schuller um Buergbrennen.

(Brouhaha)

Wéi d'Buerg ugefaange ginn ass, huet dat dräijäregt Milla ganz opgereegt gesot: Elo kënnt de Sam. Gemengt war de Sam, der Feuerwehrmann. Net nëmmen d'Milla, mä ganz vill Kanner schwärme fir alles, wat mat Pompjeeën ze dinn huet, sief et op der Tëlee, a Bicher, als Fueskostüm oder als Spillsaach. E ganz besonnesche Moment fir d'Kanner ass et, wann e Pompjeescamion mat der Sireen an der bloer Luucht laanscht si fiert.

Ech kann Iech verroden, dass déi faszinéiert Blécker vun de Kanner och aus de Gefierer eraus wouergeholl ginn an ee beréieren. Trotz dëser Faszinatioun maache leider vill ze wéineg an ëmmer manner Jugendlecher de Schratt, fir sech als Ambulancier oder Jugendpompjee ze engagéieren. Minus 30% säit 2001.

Fir dass de Projet vum neien, performante Rettungswiesen zu Lëtzebuerg och e Succès gëtt, brauche mir awer genuch Leit, haaptberufflecher an och fräiwëlleger a besonnesch Nowuess, also jonk Pompjeeën.

Här President, äänlech wéi mer dat bei der Police, bei der Douane a bei der Arméi kennen, wäert et och fir de CGDIS e richtegen Challenge ginn, fir genuch Leit kënnen ze rekrutéieren, fir sech an dësem ganz interessanten a villfältege Beruff ze engagéieren.

Jo, Pompjee ass méi wéi jee e Beruff mat Zukunftsperspektiven. Dat heescht zum enge fir déi sëlleche Fräiwëlleger, hiren Hobby zum Beruff kënnen ze maachen, an zum aneren eng Chance fir jiddereen op e Beruff, dee méi ofwiesslungsräich net kéint sinn. Et ass net virauszesoen, wat am nächste Moment passéiert: en Autosaccident, e medezinneschen Noutfall, e Brand oder eng Katastroph wéi en Zuch- oder Fligeraccident.

A bal kengem anere Beruff gëtt d'Kollegialitéit esou groussgeschriwwe wéi bei de Pompjeeën, well e Pompjee weess genee, dass een deen anere brauch. Et ass awer och zweifellos e Beruff, deen net fir jiddweree gemaach ass. Et däerf een net vergiessen, dass déi Leit, déi den 112 uruffen, an Nout sinn an net méi weiderwëssen. Dat heescht zum engen, dass een nëmme ganz seele flott Saache gesäit, an zum aneren, dass een e ganz breet Wësse muss hunn.

De Ferdinand Rockholtz vun de Beruffspompjeeë vu Remscheid huet dat eng Kéier e bëssen iwwerspëtzt mat folgendem Saz beschriwwen: „D'Wësse vun engem Beruffspompjee muss esou breet wéi den Ozean, awer nëmmen esou déif wéi e Pull sinn."

Dofir sinn ech frou, dass mat dëser Reform d'Formatioun och e ganz grousse Stellewäert kritt. Nieft der theoretescher a praktescher Ausbildung muss ee sech och permanent fit halen. Fit, fir am Asaz esou performant wéi méiglech kënnen ze agéieren. Et gëtt gären ënnerschat, mä wärend den Asätz sinn dacks enorm kierperlech Efforten néideg, an dat mécht een net am Jogging an an der kuerzer Box, mä mat enger massiver Schutzausrüstung an oft mat Otemschutzgerät. Eleng déi weien iwwer 20 Kilo. Den Alter an d'Geschlecht sinn hei och ganz egal. D'Gewiicht ass fir jiddwereen datselwecht.

Och am Ambulanzwiese gëllt et, fit ze sinn. Et ass net einfach, Blesséierter oder Kranker vum sechste Stack, an déi hu jo da meeschtens kee Lift, a méiglechst kuerzer Zäit erauszekréien.

Madamm Presidentin, ob Fra oder Mann, ob Haaptberufflechen oder Fräiwëllegen: D'Pompjeeën, d'Ambulancieren an d'Sauveteure

leeschten esou vill fir eis Gesellschaft. 24 Stonnen op 24, Dag fir Dag!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Jo, si ginn Dag an Nuecht eraus, fir Leit ze hëllefen, deene si nach ni am Liewe begéint sinn. Si denken net u sech, mä un déi, deene si hëllefe wëllen. Si kréien heiwéinst och net all Dag Merci gesot an och net all Dag op d'Schëller geklappt. Dofir wëll ech dat heimat maachen: Merci! Merci fir Ären Asaz, fir Äert Engagement a fir Är Leidenschaft!

Här President, Dir sidd fir de Schluss nach eng Kéier komm.

Plusieurs voix.- Ohh!

(Brouhaha)

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, viru bal fënnef Joer, an dat wësst Der, sinn ech an d'Chamber gewielt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech hätt mer et ni verzien, Äre Schluss ze verpassen.

(Hilarité)

M. Max Hahn *(DP)*.- Dat éiert mech natierlech ganz besonnesch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mä ech hunn alles rapportéiert kritt.

M. Max Hahn *(DP)*.- Aah! Exzellent! A wann net, Der kënnt dat op Chamber-TV, dat wësst Der och, alles nach eng Kéier nokucken.

(Hilarité)

Här President,…

Une voix.- Dir zweifelt awer net un Iech selwer.

(Hilarité)

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, de Geck an den Eck! Viru bal fënnef Joer sinn ech an d'Chamber gewielt ginn. Do virdru war ech Offizéier bei de Beruffspompjeeën. Dofir waren d'Erwaardunge vun de fréiere Kolleegen natierlech besonnesch grouss, dass sech eppes am Rettungswiesen deet. Op keen anere Sujet sinn ech dobausse méi oft ugeschwat ginn. Vill vun hinnen hunn un den nationalen Asazzenter CNIS an och un d'Reform scho guer net méi gegleeft. Et goufen einfach ze vill laang eidel Versprieche gemaach.

2015 huet et dunn hei am Haus „ge-CNIS-tert". De CNIS, also den nationale Asazzenter, ass gestëmmt ginn. An dëse sollt 2020 bezuchsfäerdeg sinn. An haut „CGDIS-tert" et also.

Mission accomplie deemno? Neen, absolutt net! Wéi heescht et esou schéin: Nei Weeër entstinn doduerch, dass ee se geet. Dëst Gesetz ass just den Ufank vun engem neie Wee. E Wee, dee laang geplangt gouf a wou probéiert ginn ass, un alles ze denken; an dat zesumme mat deenen, déi bis elo e gutt Stéck Wee gaange sinn.

Dësen neie Wee gëllt et, elo zesumme mat allen Akteuren ze goen. Wat dee Wee eis alles brénge wäert, wësse mir haut nach net. Wat mir awer wëssen, dat ass, dass de Wee stengeg wäert ginn. A mir kennen eist Zil: d'Rettungswiesen esou opzestellen, fir de Leit schnellst- a beschtméiglech ze hëllefen.

Här President, ech sinn houfreg, zu dësem Gesetz den Accord vun der DP kënnen ze ginn an domat dozou bäizedroen, dass d'Zukunft vum Rettungswiese garantéiert ass. Ech géif awer net ophalen, ouni dem Rapporteur Frank Arndt Merci ze soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Zum Schluss wënschen ech dem ganze Staff vum CGDIS méiglechst wéineg Asätz, a virun allem: Kommt erëm gutt a gesond zréck!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An den Här Roberto Traversini fir déi gréng ass scho prett.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Grazie, Signor Presidente. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, dem Rapporteur Frank Arndt Merci fir deen exzellente Rapport an och Merci fir déi Zesummenaarbecht an der Kommissioun.

Haut stëmme mer mat dëser Reform vun de Rettungsdéngschter e ganz wichtegt Gesetz. E Gesetz, bei deem et der Regierung an och eisem Haus drëm geet, de Leit am Land eng méiglechst séier a professionell Hëllef ze bidden, wa Feier ass oder Accidenter sinn. Gläichzäiteg hu mir et, an do muss ech d'Regierung ausdrécklech luewen, bei deene ganzen Aarbechten un dëser Reform fäerdegbruecht, d'Benevollen, op deenen dëse Secteur historesch ëmmer opgebaut war, an d'Reform mat anzebezéien, geneesou wéi déi bishereg professionell Rettungskräften. Dofir ass et och kloer, datt mir als Gréng dëst Gesetz wäerte stëmmen.

Ech wäert a menger Ried méi spezifesch op e puer historesch Aspekter vun dëser Reform agoen, an zum Schluss awer och nach e wichtegen Aspekt vun der praktescher Ëmsetzung opgräifen.

Mat dëser Reform hu sech de Stat, a méi speziell dës Regierung, hirer Verantwortung gestallt an den néidege Courage bewisen a gewisen, fir och e schwieregen Dossier unzepaken an eng propper a modern Léisung zum Wuel vun alle Leit zu Lëtzebuerg ze fannen; an och iwwert d'Grenzen ewech, well heiansdo, wann ee bei de Grenze wunnt, da gesäit ee ganz gutt, datt mer och heiansdo iwwert d'Grenzen hëllefe ginn.

All Statswiesen, a wa mer geschichtlech nach méi fréi kucke ginn, all Zesummeschloss vu Mënschen zu Familljen, zu engem Clan oder Stamm, a schliisslech zu engem Stat, hat als een Haaptzil ëmmer d'Bereetstellung vun der Ressource Sécherheet. Sécherheet ëmfaasst heibäi natierlech engersäits d'Sécherheet géint d'Bedréiung vu baussen, géint aner Clanen an aner Staten, mä virun allem och géint d'Risike vun der Natur am Alldag. D'Fäegkeet zur Bereetstellung vun dëser Sécherheet ass deemno eng zentral Statsaufgab. An en dauerhaften Defizit op dësem Gebitt kann zu engem Problem fir e Stat ginn.

Wat heescht dat elo konkret fir d'Rettungswiesen? Majo, et gouf schonn ëmmer probéiert, Bränn zesummen ze läschen a bei Accidenter ze hëllefen, an der Antiquitéit geneesou wéi haut. Den Ënnerscheed ass awer, datt jee no Gesellschaft an Zäitperiod dat méi oder wéineger spontan an improviséiert geschitt, zum Beispill duerch mëttelalterlech Zünften.

Duerch dat kontinuéierlecht Wuesse vun den Dierfer a Stied zu ëmmer méi grousse Siidlunge bis hin zu de groussen éischte Grousstied hunn d'Risiken an d'Bränn, déi bis dohinner vläicht just op eenzel Haiser oder Famillje beschränkt waren, ëmmer méi ganz Dierfer a Stied betraff.

En éischte wichtege Paradigmewiessel koum du mat der Franséischer Revolutioun. No villfache Katastrophen, dacks och duerch Kricher, ass et schliisslech den Napoléon Bonaparte, deen de militäresche Pompjeescorps zu Paräis schaaft. Deen hate mer schonn eng Kéier, de Bonaparte. Dat war bei de Kierchefabricken.

(Brouhaha)

Dat sinn och schonn e puer Honnert Joer hier.

Dësen éischte Corps kann duerchaus als Virbild gëlle fir all weider Pompjeescorpsen zu dëser Zäit an Europa. An do si mer dann och zu Lëtzebuerg ukomm. Lëtzebuerg war jo fir eng kuerz Zäit Deel vu Frankräich, vum Département des forêts. An dat huet derzou gefouert, datt per Dekret d'Buergermeeschtere vun de Stied a Gemengen net méi offiziell fir d'Sécherheet vun hiren Awunner zoustänneg waren, mä och kloer verantwortlech goufen.

D'Gemengepolitiker heibanne kennen déi Texter, vun deenen ech schwätzen, sécherlech ganz gutt. An engem Dekret vum August 1790, esou laang ass dat schonn hier, steet zum Beispill folgend Missioun vun de Gemengepappen a Gott sei Dank och Gemengemammen: «Le soin de prévenir par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que les incendies.» An da kommen nach weider Saachen, mä déi wëll ech elo hei iwwersprangen.

Op dësen Zeile berout bis haut d'Zoustänneg-keet vum Buergermeeschter respektiv vun de Gemenge fir de Brandschutz. An aller Regel stäipe sech d'Lëtzebuerger Gemengen dofir spéitstens ab der Mëtt vum 19. Jorhonnert op de fräiwëllege Pompjeescorps, dee sech iwwerall no an no forméiert hat.

Am Geescht vun der deemoleger Zäit an engem dach zimlech neien a wackelege Lëtzebuerger Nationalstat a vläicht och nach wéinst der napoleonescher Traditioun war dat baussecht Erscheinungsbild vun eise Pompjeeën duerch d'Uniform a Fändele gepréägt.

Mä och wann dëst Erscheinungsbild méi oder manner militäresch gewierkt huet, esou war déi intern Organisatioun vun de Corpsen awer éischter milizenhaft. Dat heescht, d'Féierungskräfte vun de Corpse goufen net vum Stat designéiert, mä méi oder manner demokratesch gewielt. Do sinn och e puer komesch Saache virkomm.

Dat ass scho bemierkenswäert, well Lëtzebuerg als Stat zu där Zäit nach wäit ewech vun engem allgemenge Wahlrecht fir jiddweree war. An och d'Recht vun de Bierger, fir sech zu Veräiner zesummenzeschléissen, war ebenfalls nach ganz jonk. Bis dohinner war et keng Selbstverständlechkeet, well déi politesch - nenne mer se esou - Obregkeet hat bis dohinner d'Zesummerottunge vu Bierger ëmmer als zimlech suspekt gesinn an net wierklech encouragéiert, éischter de Géigendeel.

D'Recht fir all Bierger, sech ze associéieren, war also een Novum an där Zäit. An esou gesinn, waren déi éischt Pompjeescorpsen och eng Aart neien Ausdrock vun der biergerlecher Emanzipatioun vun der Obregkeet. A gläichzäiteg ware se och Ausdrock vun der sozialer Kohäsioun zu enger Zäit, wou e Brand bal ëmmer de komplette Ruin bedeit huet. D'Feierversécherunge waren zwar schonn erfonnt, mä extrem selten a ganz sécher näischt, wat den Normalbierger konnt bezuelen. Déi wäit Verbreedung vun de fräiwëllege Pompjeescorpse bis an déi allerlescht Ecker vu Lëtzebuerg ass domadder ze erklären, datt d'Stroosseverhältnisser an d'Päerdskraaft respektiv d'Kutschen eng auswäerteg Hëllef zu enger extrem lueser a risikohafter Geschicht gemaach hunn. Fir séier kënnen ze läschen, huet ee musse séier do sinn. An dee Saz gëllt och nach haut.

Trotz deem däitlechen technesche Fortschrëtt am 19. an am 20. Jorhonnert blouwen dës Pompjeesstrukturen awer wäitgoend onverännert erhalen, an zwar bis an d'60er Joren. Déi Fräiwëlleg goufen duerch de Stat verséchert, duerch d'Gemenge mat staatleche Subventiounen equipéiert an duerch deen nationale Pompjeesverband rudimentaire ausgebilt. Eleng eis Haaptstad konnt sech richteg Beruffspompjeeë leeschten. Déizäit hate se scho vill Suen.

An der Zäit onmëttelbar virum Zweete Weltkrich war Lëtzebuerg mat der Méiglechkeet vu massive Loftugréff konfrontéiert. Dofir ass d'Verdunklung 1938 gesetzlech geregelt ginn an de Bau vu Luftschutzbunkeren ass ugefaange ginn. D'Okkupatioun duerch d'Nazien huet deem en Enn gesat.

Et ass scho bal ironesch, datt ënnert dem Besatzungsregimm de Loftschutz, dee vun der Lëtzebuerger Regierung virum Krich geplangt gi war, erëm agesat gouf. Lëtzebuerg war jo net nëmmen okkupéiert, mä och annektéiert. Dofir waren d'Strukture vum Reich och all zu Lëtzebuerg erëmzefannen, an eben och de Reichsluftschutz, dee sech déi fräiwëlleg Pompjeeën accaparéiert huet. De Virdeel heivunner fir d'Lëtzebuerger war, datt se hir Participatioun beim Luftschutz als Excuse huele konnten, fir net Member vun anere politeschen NS-Organisatiounen ze ginn. Eng Ausbildung huet regelméisseg stattfonnt, no Virgab vum Reichsluftschutz.

Iergendwann ass de Luftschutz en Deel vun der Ordnungspolizei ginn, déi dem Reichssicherheitshauptmann ënnerstanen huet. Un der Spëtzt vum Reichssicherheitshauptmann war de Reichsführer SS an de Chef vun der däitscher Police. No der Okkupatioun ass Gott sei Dank erëm alles réckgängeg gemaach ginn.

Am Ufank vun de 50er Joren ass de Kale Krich ugaangen. De Conseil national de la protection civile ass gegrënnt ginn an d'Regierung huet Liewensmëttelreserven ugeluecht. D'Gemengen hu Subventioune kritt, fir Feierläscher a Rettungsgeräter ze kafen, an et huet ee Subventioune kritt, fir Bunkeren ze bauen.

Um Enn vun de 50er Joren huet ee gemierkt, datt een en Instrument gebraucht huet, fir déi Gefore vun der Techniséierung vun de Liewensverhältnisser a vum Trafic op de Strossen, dee stänneg zougeholl huet, entgéintzewierken. Et ass do, wou d'Protex gegrënnt ginn ass.

D'Memberen hunn deem Begréff „Protection civile" eng besonnesch Interpretatioun ginn, a si hunn d'militäresch Struktur ofgeleent.

De Stat wollt eng Institutioun schafen, fir am Fall vu gréisser Krise reagéieren ze kënnen, mä en hat awer déi néideg Viraussetzungen net geschaaft. D'Protection civile huet zwar dem Stat ënnerstanen, mä hat awer keng Féierungsstrukturen. Déi fräiwëlleg Pompjeeën haten och nëmme rudimentaire Féierungsstrukturen. Laang Asätz oder Asätz e bësse méi wäit waren net virgesinn.

En anert Instrument fir de Krisemanagement war den Haut-Commissaire à la protection nationale, deen 1963 gegrënnt ginn ass. Et ass e Koordinatiounsorgan téschent allen Akteuren am Fall vu grousse Krisesituatiounen oder vu Krich. E besteet zum Deel aus Offizéier vun der Police a vun der Arméi, mä en huet keng operativ Befeelsgewalt. En ass 1994 nom Zesummebroch vum Ostblock desaktivéiert ginn an nom 11. September 2001 erëm aktivéiert ginn.

Eng international Expertekommissioun huet 2011 festgehalen, datt d'Grënnung vu Féierungsstrukturen dat wichtegst Element vun enger Reform misst sinn. Dofir sinn awer rechtlech, organisatoresch an technesch Veränerungen néideg. D'Kreatioun vum CGDIS brénge rechtlech Verännerunge mat sech, déi Beruffsprofiller, Carrièren, Finanzéierung a Kompetenz schaaft oder nei regelt, zum Beispill, fir d'Professionaliséierung ëmzesetzen.

Déi organisatoresch Verännerunge si schonn ageleet, do, wou et rechtlech méiglech ass. Et sinn Ausbildunge geschaaft ginn, zum Beispill fir eng funktionell Chaîne de commandement ze hunn, zu all Moment an iwwerall. Déi technesch Verännerunge betreffen ënner anerem d'Ophuelen an d'Veraarbechtunge vun den Appels à l'aide.

Den digitale Funksystem, de RENITA, bitt méi Méiglechkeeten un, fir d'Meldungen an d'Date weiderzeginn. Dëse Funksystem an déi verännert Chaîne de commandement hänken zesummen a bedénge sech géigesäiteg. Et ass déi éischt Verännerung, déi onmëttelbar Auswierkungen op d'Akteuren am Asaz huet. Déi rechtlech, organisatoresch an technesch Verännerunge brëngen eng kulturell Verännerung mat sech. Perséinlech Kontakter ginn duerch Organisatiounsstrukturen ersat, Improvisatioun duerch Systematik, a Charisma duerch eng formell Qualifikatioun.

D'Connaissances acquises hunn eng Halbwäertszäit, déi vill méi kuerz ass. An de leschte Joren huet sech vill méi geännert wéi an de Jorzéngten nom Zweete Weltkrich. Déi permanent Upassung un en Domaine d'action, dee stänneg evoluéiert, stéisst un d'Grenze vun deem, wat déi fräiwëlleg Akteuren assimiléiere kënnen a wëllen; an dat ëmsou méi d'Pompjeeën an d'Rettungswiesen am beschte Sënn konservativ sinn. Et ass och vläicht doweinst, datt déi successiv Regierungen déi noutwendeg Reformen net duerchgezunn hunn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- A kuerzer Zäit huet ee missen 100% vun de Veränerungen ëmsetzen. Et wier méi einfach gewiescht, iwwer 30 Joer 3% vun de Veränerungen ze maachen. Dëst Spill op Zäit vun der Regierung virdrun huet d'Ëmsetze vun der Reform zu enger Mammutaufgab gemaach.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Dat ass virun allem wouer, wat d'Ausbildung ubelaangt. D'Sekuristen, egal ob se benevoll oder professionell sinn, si mat deeneselwechte Bränn, Accidenter a Verletzunge konfrontéiert. An d'Bierger hunn all e Recht op Schutz, Hëllef a souguer Iwwerliewen, egal a wéi engem Regimm de Sekurist ass.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- De Pilier vun all Reform ass d'Formatioun. A genau dat ass och bei dëser Reform séier erfaasst ginn. Ouni déi néideg Formatioun ka keng Reform Friichten droen. Dat gouf och séier erkannt an en zentrale Leetsaz vun dëser Reform, wann et ëm d'Formatioun goung, ass folgenden: „Mir wëllen, datt all Mënsch, dee bei eis am Land wunnt oder schafft, déi nämlecht Hëllef a kuerzer Zäit kritt."

Dat heescht à la base, dass dat proklaméiert Zil vun der Reform ass, d'Formatioun ze vereenheetlechen. All fräiwëllege Pompjee wéi och all Ambulancier soll duerch d'Bänk identesch forméiert ginn. D'Beruffspompjeeën an der Stad an déi aktuell haaptberufflech Agents professionnels vun der Administration des services de secours sollen op ee Wëssensstand bruecht ginn.

Domat ass awer dann am Beräich Formatioun nach laang net Schluss. Déi Fräiwëlleg, also déi Ambulancieren oder Pompjeeën, déi dat net als Beruff maachen, mussen op deen nämlechten Niveau bruecht gi wéi hir berufflech Kolleegen. An deem Beräich geet et nach laang net esou einfach, wéi ee sech dat am Ufank virgestallt huet.

Villes vun deem, wat e fräiwëllege Pompjee oder Ambulancier haut muss maachen, fir op den Niveau vun engem berufflechen ze kommen, ass net mat e puer Deeg Formatioun gedoen. Schonn eleng, wann ee sech d'Stonnenzuel vun der Formatioun vun engem Fräiwëllegen a Berufflechen ukuckt, mierkt een, dass de Fräiwëllege knapps 15% vum Stonnenusaz huet.

Elo stellt sech d'Fro, wéi d'Reform den Ënnerscheed kompenséiert. Natierlech huet ee Fräiwëllegen eng aner Motivatioun wéi ee Berufflechen, well nach laang net all Beruffleche gëtt aus de Reie vun de Fräiwëllege rekrutéiert. Dat bedeit, dass vill Formatioun op déi Fräiwëlleg duerkënnt.

An där haiteger Aarbechtswelt gëtt et awer par contre ëmmer méi schwéier, niewent der eigentlecher Aarbecht dës Zäit ze kréien, déi ee brauch, fir d'Formatioun ze maachen. Natierlech gëtt elo am Kader vun der Formatioun de Pompjeescongé, de Congé sapeur, op iwwer 60 Deeg gehéicht. 60 Deeg op e ganzt Aarbechtsliewe verdeelt, sinn awer nëmme knapps 1,2 Deeg Formatioun pro Joer. 1,2 Deeg also, déi mussen duergoen, fir engem Pompjee all

déi Erneierunge bäizebréngen, déi an deem Joer koumen. Dat ass eng Saach vun der Onméiglechkeet.

Déi 60 Deeg sinn eendeiteg e positivt Signal fir de Volontariat. An awer ass et, am Verglach mat deem, wat e Fräiwëllege muss maachen, fir deen nämlechten Niveau wéi de Berufflechen ze kréien, just den Ufank. A genau dowéinst muss ee sech d'Fro stellen, wéi een déi Formatioun kéint erweideren. Wéi eng Méiglechkeete gëtt et, fir de Fräiwëllegen dat Wëssen ze ginn, wat Berufflecher hu respektiv kréien?

Hei gëtt et eng ganz Rei Méiglechkeeten. Vun Onlinemoduller, déi ee maache kann, bis zu spezielle Formatiounen, déi autodidaktesch fonctionnéieren, kéint ee sech vill Modeller virstellen. Et ass wichteg, datt sech an deenen nächste Méint erauskristalliséiert, wéi ee Wee een do am beschte soll goen. Well eng Reform ouni eng Formatioun fir all déi, déi de Grondstee vum Rettungswiese bilden - also déi Fräiwëlleg -, ass net machbar.

D'Reform, esou wéi se elo dosteet, bitt e Kader fir e modernen an ugepasste Rettungsdéngscht. Dëse Kader muss awer nach weider mat Liewe gefëllt ginn. Jiddwereen, dee Volontaire ass oder gëtt, muss esou forméiert ginn, datt et eng Gläichwäertegkeet vu Fräiwëllegen a Berufflecher gëtt. E Fräiwëllege muss genausou professionell kënnen hëllefe wéi e Berufflechen. Dat ass den Enjeu, well d'Hëllefsleeschtung fir de Bierger, ëm deen et jo hei primär geet, soll net drënner leiden, ob elo e Berufflechen oder e Fräiwëllegen als Eischten op der Plaz ass.

D'Aufgab vun der Politik muss et nom Vott vun dësem Gesetz sinn, fir de Professionalismus esou virunzedreiwen, datt jiddwereen dës Méiglechkeet ka kréien, d'Zäit ze hunn, sech mat dem néidege Professionalismus auszebilden. Ënner Professionalismus verstinn ech hei d'Qualitéit vun der Aarbecht an net den Ëmstand, datt ee fir déi Aarbecht bezuelt gëtt.

60 Deeg Congé spécial kënnen, wéi gesot, just den Ufank sinn. An d'Reform ass den Ufank, well déi Leit, déi Hëllef brauchen, deenen ass et egal, ob se vun engem Volontaire oder vun engem Berufflecher kënnt. Si muss virun allem séier a kompetent sinn.

Trotz der Professionaliséierung an trotz dem organisatoreschen an technesche Fortschrëtt bleift déi historesch flächendeckend Präsenz vun eise Benevolle ganz wichteg am Fall vun Urgencen an eiser Bevëlkerung. Ouni Benevollen ass d'Flächenofdeckung trotz Professionaliséierung net méiglech.

De First-Responder-Déngscht erlaabt et konkret, Liewen ze retten a Schied ze minimiséieren. Fir de benevollen Déngscht ass et natierlech och wichteg, präsent ze sinn an Nowuess ze fannen. D'Rettungsdéngschter mussen an Zukunft och dru schaffen, datt se e Spigel vun der demografescher Realitéit ginn. Konkret heescht dat, datt d'Fraen an d'auslännesch Bierger adequat integréiert ginn. Well op Dauer kann d'Institutioun, déi fir d'Sécherheet vun iwwer 600.000 Awunner zoustänneg ass, net op d'Halschent vum Rekrutéierungspotenzial verzichten.

Et geet drëms, d'Traditioun vun engagéierte benevolle Bierger ze schützen. Wa Strukture sollen ugepasst ginn, da muss dat esou gemaach ginn, datt dësen Deel vun der Gesellschaft reservéiert a souguer ausgebaut gëtt. Eis Gesellschaft ass villen zentrifugale Kräften ausgesat. D'Iddi am 19. Jorhonnert, déi derzou gefouert huet, datt dës Institutioun gegrënnt ginn ass, ass déi vun der Solidaritéit an Zäite vu grousser Nout. De Benevolat an eise Rettungsdéngschter ass, méi wéi all aner Form vu Benevolat, derfir gëeegent, integrativ ze wierken an Orientéierung ze liwweren.

Als klenge Resumé - ech hätt dat och kënne méi kuerz maachen -, sinn et am Fong geholl dräi Saachen, déi hei wichteg sinn.

Dat Éischt ass: D'Leit kréie ganz schnell gehollef, an dat gëtt heimadder gemaach.

Dat Zweet ass: Eis Benevoller ginn net virun de Kapp gestouss. Dat ass och heimadder gemaach ginn.

An dat Drëtt ass: Déi Professionell, déi schonn do geschafft hunn, si matabezu ginn. Dofir ass déi Reform extrem gutt.

An dofir soen ech Iech Merci, Här Minister Dan Kersch.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An d'Wuert huet elo direkt de Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Stëmm ass haut net gradesou gutt, mä dat mécht awer näischt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Da kréie mer och keng Iwwerraschungen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat kann een net garantéieren. Ech wëll am Ufank awer dem Kolleeg Frank Arndt als Rapporteur Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, deen hien eis zu dësem wichtege Gesetz gemaach huet.

Dëst Gesetz, wéi gesot, ass e wichtegt Gesetz, wat als Zil huet, all d'Rettungsdéngschter an enger legaler Struktur zesummenzefaassen. D'Aarbecht an der Kommissioun war enorm gutt. Mir hunn an dëser Kommissioun ganz dacks iwwert dëse Projet diskutéiert a souwuel de President, deen d'Sitzung geleet huet, wéi och de Minister, deen ëmmer präsent war mat senge Mataarbechter hu mat eis alleguer zesummen, géif ech mengen, eng parteiiwwergräifend Aarbecht gemaach. Et huet kee versicht, sech parteipolitesch ze profiléieren, mä mir hunn alleguer un engem Strang gezunn, fir dëst Gesetz, wat längst iwwerfälleg war, zu engem gudden Enn ze féieren.

Et ass net wichteg, ob beim Depot vun deem Projet déi eng oder aner Artikelen hu misse redresséiert ginn. Et ass och net wichteg, ob de Conseil d'État eng oder méi Oppositions formelles gemaach huet. Wichteg ass dat, wat hannen erauskomm ass, an dat ass e gutt Gesetz.

D'Veränneruge vun eisem Land an eisen Awunner an deene leschte Jorzéngte ware rapid. Mir hunn dat schonn dacks heibannen diskutéiert. Mir kréien all Joers 13.000 Awunner weider. Et sinn all Joers 7.000 bis 9.000 Frontalieren, déi weider an d'Land schaffe kommen. Mir kréie méi Betriber, méi Haiser, méi Héichhaiser, mir hu méi Leit, déi sech all Dag mussen deplacéiere mam Auto, mam ëffentlechen Transport, d'Gefore gi méi grouss.

A gläichzäiteg hu mer an deene leschte Jore festgestallt, datt trotz där massiver Entwécklung vun eiser Populatioun de Benevolat hei zu Lëtzebuerg generell zréckgeet an datt mer duerfir, net nëmme bei de Pompjeeën, mä och a villen anere Federatiounen, ëmmer méi grouss Problemer kréien, fir eben den Oflaf nach kënnen ze garantéieren.

Elo kann ee soen: Dat ass generell esou! Mä et gëtt eng Organisatioun, an dat sinn eis Sécherheetsdéngschter, do kënne mer eis dat net erlaben. An duerfir war et och wichteg a richteg, datt elo politesch reagéiert ginn ass an datt endlech dëst Gesetz op den Instanzewee bruecht ginn ass an haut zu engem glécklechen Enn gefouert gëtt, wou mer dann ebe garantéieren, datt mer eng Struktur hei zu Lëtzebuerg opbauen, déi flächendeckend 24 Stonnen den Dag a siwen Deeg pro Woch garantéiert gëtt.

Ech wëll net op all déi Punkten agoen. Meng Virriedner hu se praktesch schonn alleguer analyséiert. Duerfir wëll ech e puer méi prinzipiell Iwwerleeunge maachen. Déi éischt ass, datt mer eis eens waren, datt all d'Rettungsdéngschter an enger Struktur, an engem Établissement public, géifen zesummegefouert ginn, ob dat d'Pompjeeë sinn, déi 134 Pompjeescorpsen, déi Fräiwëlleg, d'Beruffspompjeeën hei an der Stad Lëtzebuerg, de Fluchhafen, de SAMU, d'Protection civile. Dat war ee vun deene grousse Prinzipien, déi mer alleguer ënnerstëtzt hunn.

Deen zweete Prinzip, dee mer an der Kommissioun festgehalen haten, war, datt mer gesot hunn: Egal aus wat fir enger Struktur oder egal vu wou déi Leit zesummegefouert ginn, keen dierf eppes verléieren. An och do si mer eis eens ginn, datt dat am Gesetz säin Nidderschlag fonnt huet. An dat Drëtt war, datt et eng flächendeckend Struktur muss ginn.

All déi Grondprinzipie fanne mer an dësem Gesetz erëm, och wa mer elo nach Diskussioune kréien, wat d'Proprietéitsverhältnisser ubelaangt, d'Gebaier, d'Material. Ech mengen, d'Gesetz gesäit eng Basis vir a mir kréien och e Règlement grand-ducal. Elo kann een natierlech driwwer diskutéieren, datt dat net wäert esou einfach sinn. Ech mengen, mir wëssen alleguer, wéi dat an deenen eenzelne Gemengen - déi meescht heibanne sinn oder ware Gemengepolitiker - iwwer Jorzéngte gewuess ass. Déi eng Kéier méi, déi aner Kéier manner séier ass an de Gemengen investéiert ginn, déi eng Kéier dat, wat gebraucht ginn ass, heiansdo och méi wéi vum Stat aus virgesinn, soudatt mer déi verschiddenst Kompositiounen do an de Gemenge wäerten erëmfannen. Mä ech sinn awer iwwerzeegt, och wann dat net einfach gëtt: Mat e bësse guddem Mënscheverstand op där enger an op där anerer Säit wäerte mer och Léisunge fannen, fir datt de CGDIS herno operationell gutt ka fonctionnéieren an déi eenzel Gemenge sech trotz allem doranner wäerten erëmfannen souwéi och déi eenzel Corpsen.

Wichteg, Här President, wäert och d'Formatioun bleiwen, méi wéi jee virdrun. Net nëmmen, datt haut d'Material, wat d'Pompjeeën am Asaz hunn, onwahrscheinlech komplex ginn ass, mä och dat, wat se mussen an hirem Asaz bekämpfen, wat se begéinen, gëtt ëmmer méi komplizéiert. An et gëtt méi schwéier fir deen Eenzelnen, ze erfaassen, wat him genau vis-à-vis steet a wat d'Konsequenze vun engem Asaz kënne sinn, jee nodeem, wat fir ee Material et ass.

Duerfir ass et enorm wichteg, datt mer heiduerch déi Strukture kréien, déi eise Leit aus de Sécherheetssecteuren déi richteg Formatioun erméiglechen. E Pompjee, deen op engem Asaz ass, dee muss kënnen direkt decidéieren. Hie kann net laang iwwerleeën oder laang Rieden halen, mä hie muss déi Formatioun hunn, déi him en effikassen Asaz erméiglecht.

D'Roll vun de Fräiwëllegen, déi nach ëmmer mat 95% wäerten déi grouss Majoritéit stellen, däerfe mer net ënnerschätzen. Mir musse wëssen, datt et am Fong mat deene fräiwëllege Pompjeeën hei am Land ugaangen ass, déi iwwer Generatiounen, ech géif bal soen 200 Joer, a vläicht scho virdrun - well ëmmer, wa Feier war, huet musse geläscht ginn -, sech strukturéiert an opgebaut hunn, déi enorm wichteg sinn an een integrale Bestanddeel vun dem CGDIS musse sinn.

Et brauch een d'Wichtegkeet net hei ervirzesträiche vun de fräiwëllege Pompjeeën. Jiddweree kennt se, jiddwereen huet mat e gelieft a jiddwereen, deen an enger Gemeng aktiv ass, weess, wéi frou e war an ass, datt en déi fräiwëlleg Pompjeeën huet, déi ëmmer do sinn, Dag an Nuecht, fir hiren Asaz ze maachen, fir d'Material an der Rei ze halen, wivill Fräizäit do geaffert ginn ass. An datt souguer ganz Familljen, géif ech soen, iwwer Generatioune Pompjeeë sinn, déi hiert Liewen am Fong ëmmer an den Déngscht vun de Pompjeeë gesat hunn, mir däerfen dat net vergiessen.

A mir musse virun allem drop oppassen, datt mer net zwou Kategorië vu Pompjeeë schafen, och wann déi eng professionell sinn an déi aner benevoll. Et muss eis een esou wichteg bleiwe wéi deen aneren. An ech mengen, mat dësem Gesetz hu mer déi Kritäre geschaaft, datt déi benevoll Pompjeeën eng Unerkennung kréien, iwwer eng Indemnitéit, iwwer Zousazpensiounen, iwwert d'Méiglechkeet vu Krankeversécherung, an datt mer dat steierfräi maachen. Bei all deem solle mer net spueren. Déi Leit sollen eng Unerkennung kréie fir hire fräiwëllegen Asaz, dee se joran, joraus maachen.

An datt dat muer Amicalle sinn - dat ass am Fong de Modell, wéi d'Fransousen e scho méi laang bei sech hunn - ass eng gutt Formule. An de CGDIS kann déi Amicallen ënnerstëtzen, esou wéi och d'Gemengen an Zukunft weider déi Amicalle sollen a mussen ënnerstëtzen, fir datt se och bei deem aneren Deel, deem sozialen, kulturellen Deel an eise Gemengen, an eisen Dierfer eng wichteg Roll spillen. Dat soll esou weider fonctionnéieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

A si hunn awer och déi enorm wichteg Roll - well dat kann de Stat an och de CGDIS als solchen net maachen -, d'Jugend ze begeeschtere fir d'Rettungswiesen. Dat geschitt haut nach ëmmer an deenen eenzelne Pompjeescorpsen, an dat muss och muer nach esou geschéien. An duerfir muss déi Basis bleiwen, fir datt mer do jonk Mënschen, och Netlëtzebuerger, als Integratiounsfacteur kënnen an eist Rettungswiesen ophuelen. Well si sinn d'Basis fir déi, déi muer net nëmmen d'Pompjeescorpse weider fonctionnéiere loossen, mä ech mengen, mer sinn eis och eens, datt dat, wat mer haut hei grënnen, wat mer haut hei stëmmen, an der Zukunft eng Eegendynamik wäert hunn a wäert wuessen.

An et gëtt geschwat, datt mer eng Kéier vläicht 500 bis 600 Leit haaptamtlech, haaptberuffllech - oder vläicht nach méi!- an deen nationale Rettungsdéngscht do erakréien. Da brauche mer Nowuess. An et soll do eng Méiglechkeet ginn, datt jonk Leit, déi Pompjeeën an hirem Duerf, an hirer Stad ginn, eng Perspektiv kréien - et hu scho vill Riedner dat gesot -, fir aus hirem Hobby kënnen e Beruff ze maachen.

Mir haten eng äänlech Entwécklung, wéi mer heibannen d'Gesetz - dat huet zwar guer näischt mat de Pompjeeën ze dinn - vum Enseignement musical gestëmmt hunn. Deemools hu mer déiselwecht Iwwerleeunge gemaach. Duerch den Enseignement musical hu mer esou ville Leit, Musikanten, d'Méiglechkeet ginn, e Beruff dorauser ze maachen Déi hunn dat fréier niewelaanscht gemaach, déi waren an der Militärmusek an hunn dat dann niewelaanscht gemaach. Mä och vill Musikanten hunn de Conservatoire gemaach an hunn dann niewelaanscht Coursë gemaach. An doduerch, datt mer den Enseignement musical gemaach hunn, hu mer haut eng ganz Rei vu Musikanten, déi dat haut kënne professionell maachen, wat der Qualitéit vum Enseignement vun der Musek insgesamt zeguttkënnt.

Hei kënne mer datselwecht maachen: Jonke Leit, déi wierklech am Sécherheetssecteur wëllen aktiv ginn, eng Perspektiv ginn, datt se hiert Liewe laang als Professionellen dee Beruff kënnen ausüben, selbstverständlech ënnert deene Konditiounen, déi virgeschriwwe sinn, fir datt ee kann esou ee Beruff ergräifen.

D'Finanzéierung: Dat wäert säi Präis nun emol kaschten, do si mer eis alleguer eens heibannen. An ech hunn dat schonn dacks hei op dëser Plaz gesot: Et gëtt verschidde Saachen, wou ech der Meenung sinn, datt mer als räiche Stat, dee mer zu Lëtzebuerg sinn, net däerfe spueren. Dat ass bei der Versuergung vun eisen eeleren a kranke Leit, eise Fleegefäll, wou ech ëmmer soen, datt mer léiwer hunn, datt mer méi Steiere bezuelen oder méi Cotisatiounen erhiewen, mä mer sollen net spuere bei der Fleeg, bei der Gesondheet, awer och net hei bei der Sécherheet.

Mir hunn all en Interêt drun, datt mer déi beschtméiglech Sécherheetskonditiounen hei erfëllen, souwuel wat d'Material wéi och d'Leit ubelaangt. An duerfir musse mer eben dat Geld doranner investéieren, wat et kascht. Et soll net eng Diskussioun sinn, datt mer soen: Mir hu kee Geld, fir dat ze maachen! Dach! Da musse mer eben aner Prioritéite setzen oder zrécksetzen. Mä ech fannen, d'Sécherheet vun eise Bierger a vun all deene Leit, déi hei duerch eist an an eisem Land sech bewegen, déi musse mer garantéieren, egal wat et kascht.

Déi Diskussioun, ob de Stat dat soll ganz bezuelen, déi kann ee féieren. Och mir hunn deemools géint déi Gesetzer gestëmmt, datt dat sollt iwwert d'TVA, iwwert d'Autosassurance goen. Mir hätte léiwer gesinn, wann et reng iwwert de Statsbudget gaange wier. Mä dat ass e politesche Choix, et ass keng Ursaach, fir dëst Gesetz net ze stëmmen, well dat Gesetz hei ass u sech gutt. Dat anert ass eng politesch Diskussioun, wéi mer et finanzéieren. Wichteg ass, datt mer d'Gesetz stëmmen an datt mer soen: Mir finanzéieren déi Strukturen a mir bréngen dat Geld op, wat mer brauchen, fir e gudde qualitative Sécherheetssystem hei zu Lëtzebuerg anzeféieren.

Här President, ech wollt vun eiser Säit nach zwou Motiounen erabréngen. Déi eng, déi ass iwwert den Numm „CGDIS". Mir fannen als Partei, datt, wa mer nei Etablissementer schafen, da sollte mer och kucken, datt mer direkt e Lëtzebuerger Numm fir esou en Etablissement fannen.

Ech ginn Iech ee Beispill: Mir hu Maison-relaisen agefouert, well dat eben op Franséisch esou am Gesetz stoung. Wa mer deemools direkt e richtegen Numm gesicht hätten, da géife mer haut wahrscheinlech alleguer e Lëtzebuerger Numm duerfir benotzen. Esou huet awer eng Maison…

(Brouhaha)

Jo, Dir hutt all Kéiers direkt e Problem, wann een hei wëllt Lëtzebuergesch schwätzen.

(Brouhaha général)

Et deet mer leed, et deet mer leed. Ass dat dann esou schlëmm, wa mer fir nei Institutiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg grënnen, och versichen, e Lëtzebuerger Numm ze kréien? Ass dat…

Plusieurs voix.- Ma neen!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Majo, firwat reegt Der Iech dann op?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Kolleegen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Also mir, Här President, proposéieren hei eng Motioun, datt een de CGDIS am Volleksnumm „Lëtzebuerger Rettungsdéngscht" soll nennen. Wann een en aneren, besseren Numm huet, kënne mer och domadder liewen, mä mir fannen, wann d'Leit elo alleguer sollen ëmmer vun engem CGDIS schwätzen, da muss een all Kéiers de Leit erklären, wat dat ass an esou virun; et sollt een do e lëtzebuergeschen Ausdrock huelen. A mir géife proposéieren, d'Organisatioun CGDIS „Lëtzebuerger Rettungsdéngscht" ze nennen. Da wier et gutt.

An dat Zweet, Här President - och wann dat elo menger lénker Säit hei net gefält ,- dat huet och mat der Sprooch ze dinn. Mir sinn der Meenung, datt een, fir an den „CGDIS" - fir eis an den „Lëtzebuerger Rettungsdéngscht" - schaffen ze kommen, net onbedéngt Lëtzebuerger muss sinn. Mir musse kucken, datt mer déi Leit kréien, déi mer brauchen. Mä mir sinn awer der Meenung, datt ee soll derfir suergen, datt all déi Leit, déi doranner schaffe ginn, Lëtzebuergesch schwätzen. Virun allem, wann emol kritesch Fäll a Situatiounen, Noutsitua-

tioune sinn, wou dat liewenswichteg ass, da si mer der Meenung, datt déi Leit misste Lëtzebuergesch schwätzen.

Wa mer elo eng Kéier mussen an dem „Lëtzebuerger Rettungsdéngscht" Leit astellen, déi net eis Sprooch schwätzen, da kann dat esou sinn. Mä mir sinn der Meenung, datt een do misst en Delai setzen, wou déi Leit eis Sprooch misste léieren, an datt dat eng Konditioun misst sinn, fir kënnen dohinner schaffen ze goen. Well et kann net sinn, datt bei engem Äsaz Leit, déi an Nout sinn, konfrontéiert gi mat Leit, déi net eis Sprooch kënnen.

Duerfir deponéiere mir, Här President, zwou Motiounen. Déi eng, fir dem CGDIS e Lëtzebuerger Numm ze ginn, an déi aner, datt mer soen, datt déi Leit, déi do schaffen, misste Lëtzebuergesch kënnen.

An dat gesot, bréngen ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun eis zu dësem Gesetz. Ech entschëllege mech, Här President, fir déi 38 Sekonnen, déi ech iwwerzunn hunn. Mä dat war hir Schold, gelldiert?

(Hilarité)

Motion 2

D'Deputéiertechamber

stellt fest,

- datt de Gesetzesprojet 6861 bei der Ustellung vun den haaptberuffleche Mataarbechter keng explizitt Referenz op d'Nationalitéit an/oder de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch mécht;

- datt et wichteg ass, d'Lëtzebuerger Sprooch ze förderen;

- datt et an enger Noutsituatioun liewenswichteg ka sinn, sech a senger Mammesprooch kënnen auszedrécken,

fuerdert d'Regierung dohier op,

- e legale Kader ze schafen, dee virgesäit, datt all Persoun, déi haaptberufflech beim „Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)" ugestallt gëtt, d'Lëtzebuerger Sprooch beherrscht oder sech verflicht, an engem definéierten Zäitraum d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren.

(s.) Gast Gibéryen.

Motion 3

D'Deputéiertechamber

ass sech bewosst,

- datt de Gesetzesprojet 6861 d'Schafe vun engem „Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)" virgesäit;

- datt et wichteg ass, d'Lëtzebuerger Sprooch ze förderen;

- datt een d'Lëtzebuerger Sprooch doduerch fërdere kann, datt ee Lëtzebuerger Begréffer benotzt, fir éffentlech Verwaltungen ze benennen,

fuerdert d'Regierung dohier op,

- de Begréff „Lëtzebuerger Rettungsdéngscht" als offiziellen Numm fir de „Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)" ze benotzen;

- als logesch Konsequenz dovunner Gefierer an Dokumenter vum „Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)" mam Begréff „Lëtzebuerger Rettungsdéngscht" ze beschréften an dee Begréff och als Numm op Gebaier, bei der Korrespondenz, op Fändelen an Uniformen ze gebrauchen, grad wéi seng Ofkierzung (säin Akronym) „LR";

- an engem Reglement a bei eventuellen Amendementer vum Gesetz dëse Sproochgebrauch legal ze verankeren.

(s.) Gast Gibéryen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech wollt just vläicht präziséieren: Ech hunn d'Raunen duerch d'Reien esou interpretéiert, dass d'Kolleege gemengt hunn, dass Dir vläicht eng konkret Propositioun fir d'Maison relais op Lëtzebuergesch gehat hätt.

(Brouhaha)

Wann, da kënnt Der dat och nach no der Sëtzung erareechen.

(Interruption)

Voilà! Dat gesot, huet d'Wuert direkt den Här Marc Baum.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir wäert dach elo net soen, et géif een duerfir kee Wuert fannen?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Baum, fuert duer!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, et ass eigentlech erstaunlech, datt mer, ausser elo vläicht bei der Fro, wéi dat Kand da soll genannt ginn, eis hei eens sinn iwwer zwou Saachen. Dat eent, dat ass, datt et ee ganz wichtegt Gesetz ass, e Gesetz, wat eng wesentlech Ännerung am lëtzebuergesche Rettungswiesen aféiert, an op där anerer Säit, datt et net nëmme wichteg ass, mä datt et vu senger Ausriichtung, vu senger Philosophie hier och e gutt Gesetz ass.

Jiddweree vun eis heibannen huet direkt oder indirekt op déi eng oder aner Manéier schonn Usproch geholl, oder huet missen huelen, op d'Rettungsdéngschter. Wann dat geschitt ass, da war ee selwer, oder och wann een dat fir en anere gemaach huet, natierlech ëmmer an enger ganz penibeler Situatioun. An duerfir ass och jiddwereen esou interesséiert drun, datt eis Rettungsdéngschter optimal fonctionnéieren.

A wann een dann awer mat Leit um Terrain geschwat huet an der leschter Zäit, dann huet ee festgestallt, datt d'Situatioun am Fong kritesch ass, an datt duerfir dës Reform, déi mer elo hei hoffentlech unanime unhuelen, net nëmmen néideg, mä dréngend noutwendeg ass. Ganz dacks huet een héieren: Mir sinn an der aktueller Situatioun vir bäi an hanne widder. Vir bäi an hanne widder, well sech an deene leschte Jorzéngte villes geännert huet. Et si manner Benevollen, déi do sinn, déi awer duerfir op méi Asätz musse goen. Asätz, déi méi komplex ginn an déi och méi eng héich Formatioun erfuerderen, wat erëm bedeit, datt natierlech d'Attraktivitéit vum Benevolat, oder d'Méiglechkeet, fir dat a senger Fräizäit ze maachen, net méi onbedéngt ëmmer ginn ass.

Zu Esch war et esou - ech hunn elo nach de Mëtten nogefrot -, datt mer viru ronn zwanzeg Joer eng 60 aktiv fräiwëlleg Pompjeeën haten. Am Moment sinn et der nach e bësse méi wéi 30. An déi 60, déi haten de Virdeel, datt e groussen Deel vun hinnen op der ARBED geschafft huet. Dat heescht , si hunn a Schichte geschafft, si waren also méi disponibel, si waren deemno wéi och dagsiwwer disponibel. A verschidde Gemengen sinn an deene leschte Jore schonn op de Wee gaangen - wéinst der Penurie, déi wierklech ginn ass bei de fräiwëllege Pompjeeën -, fir eege Servicer ze kreéieren oder eege Solutiounen ze entwéckelen, fir mat där dote Situatioun eens ze ginn.

Dat heescht also, d'Diskussioun ronderëm d'Rettungsdéngschter, d'Reform vun de Rettungsdéngschter ass eigentlech scho Jorzéngten al. Och Innenministere virum Här Kersch ware sech där Noutwendegkeet bewosst, mä hu sech awer ganz dacks d'Zänn un där Reform ausgebass, soudatt een den Androck hat, datt et net richteg virugaangen ass. An duerfir fannen ech et perséinlech net ganz richteg, wann hei an der Debatt elo gesot gouf, datt dat Gesetz, wat den Här Kersch deposéiert huet, esou laang op sech waarde gelooss huet. Oder zumindest ass déi Kritik awer iwwerzunn.

Eng Schwieregkeet besteet doranner, datt mer bis elo verschidde Kompetenzberäicher haten. Mir hate verschidden Organisatiounsstrukturen. D'fräiwëlleg Pompjeeën op där enger Säit waren de Gemengen ënnerstallt, an d'Protection civile op där anerer Säit war staatlech organiséiert. An als drëtt Element dovunner hate mer dann nach de SAMU, also déi medezinnesch Nouthëllef, déi éischter un eenzel Spideeler raccordéiert war.

Dat heescht, mir hate verschidde Kompetenzberäicher, verschidde Responsabilitéitsberäicher, déi um Terrain meeschtens duerch den „good will" vun deene Leit, déi do geschafft hunn, konnte geléist ginn, mä déi awer u sech ëmmer eng problematesch Situatioun duergestallt hunn. An dëst Gesetz setzt endlech e klore Kader duerfir a regelt d'Responsabilitéiten. A virun allem bitt et an eisen Ae Perspektive fir d'Rettungswiesen an deenen nächste Joren. Perspektiven, wéi sech dat Rettungswiese weiderentwéckelen a professionaliséiere kann. A professionaliséieren heescht net - an dat hunn och schonn eng ganz Rëtsch vu menge Virriedner gesot -, op déi Fräiwëlleg ze verzichten, am Géigendeel. Mä et bedeit, eng professionell Organisatiounsstruktur op d'Been ze stellen, e professionelle Kader, an deem déi Leit hir Aarbecht leeschte kënnen, eng méi kloer Chaîne de commandement.

An och mat dëser Reform bleiwen déi Fräiwëlleg d'Wierbelsail vum Rettungsdéngscht. Si ginn awer ergänzt duerch Leit, déi dat haaptberufflech maachen, déi doduerch net onbedéngt besser sinn, mä déi derfir bezuelt ginn, datt se disponibel sinn. An et gëtt massiv an d'Formatioun investéiert.

Mir brauchen déi Haaptberufflech, fir ebe grad dee Kader kënnen ze maachen, datt déi Fräiwëlleg entlaascht gi vu verschiddenen Tâchen. A mer brauche virun allem Ureizer fir Benevoller. Och déi gi geschaaft mat dësem Gesetz. De Congé spécial gëtt agefouert, wou ee sécher driwwer diskutéiere kann - wéi den Här Traversini dat virdru gesot huet -, ob deen héich genuch ass, ob deen net nach eventuell muss erweidert ginn, adaptéiert ginn. Mä e gëtt zumindest emol agefouert. D'Formatioun gëtt systematiséiert. Et gi kloer a vereenheetlecht Indemnitéiten. Dat Konkurrenzdenken, dat säit Jorzéngten eventuell tëscht der Protex an de Pompjeeë bestanen huet, soll endlech iwwerwonne ginn, an et soll een eenheetleche Kader geschaaft ginn.

Besonnesch fir déi Fräiwëlleg ass dat wichteg an enger Gesellschaft wéi eiser, wou si nieft hirer Aarbecht, also an hirer Fräizäit, en enormen Déngscht un der Éffentlechkeet leeschten. En Déngscht, deen net nëmmen ustrengend ass, mä dee si ganz dacks konfrontéiert mat ganz quokelege Situatiounen, mat Situatioune vu Liewen an Doud. A wann een eng Kéier erzielt krut, wéi dat ass, wann een ee Liewen net méi rette konnt, mä een huet missen erausschneiden aus engem Auto, oder een doudegt Kand huet missen aus enger verbrannter Wunneng eraushuelen, da weess een, datt déi Leit Biller gesinn hunn, déi si wahrscheinlech hiert ganzt Liewe präge wäerten an déi se op jidde Fall net esou séier vergiesse wäerten.

Mä grad duerfir brauche mer e professionellen Encadrement vun de Leit, déi am Rettungswiesen aktiv sinn. Well déi Fräiwëlleg baséieren op engem ganz fundamentale Prinzip, deen eis ganz wichteg ass, näämlech dem Prinzip vun der Solidaritéit, der Solidaritéit tëschent de Leit, déi an enger Gemeng wunnen a wou Verschiddener, Benevollen eben, bereet sinn, déi doten Tâchen ze iwwerhuelen an domat hir Leeschtung dem Gemeinwiesen unzebidden.

Et kann een elo bei dësem Gesetz natierlech, wéi bei all Gesetz, d'Hoer an der Zopp sichen. Et kann een driwwer diskutéieren - an dat ass jo e bësse geschitt -, ob déi finanziell Opdeelung vun de Chargen tëschent de Gemengen an dem Stat wierklech ideal ass. Et kéint een och driwwer diskutéieren, ob déi genee Modalitéite vun der Reprise vun de Gebaier a vun dem Material vum CGDIS déi optimal Solutioun sinn. Mä mir mengen, datt an dësem Fall eng pragmatesch Demarche gesicht ginn ass.

Et sinn am Virfeld vill Diskussiounen a wärend deem Prozess ganz vill Diskussioune gefouert gi mat all deene betraffenen Akteuren. An dës Reform huet de Verdéngscht, och wa se net all Problemer wäert léisen, datt se awer d'Grondlag bitt, op deenen an Zukunft d'Problemer kënne geléist ginn, an dat ass wierklech e Fortschrëtt. A mir als Lénk ënnerstëtzen dat hei honnertprozenteg.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet elo déi lescht Riednerin, d'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, Här Minister, et gëtt oft gesot: „Et ass en historesche Moment, et ass eng historesch Reform." Eh ben, ech mengen, haut kënne mer dat wierklech soen. An et steet onsem Land an dësem Haus gutt zu Gesiicht, datt mer dës déif gräifend Reform vun eise Rettungsdéngschter wäerten, esou hunn ech dat op alle Fall gemengt ze verstoen, à l'unanimité unhuelen. An dat weist, datt mer heibannen alleguerte wëssen, wou de Schong gedréckt huet, an dofir eben dee Schrëtt hei maachen.

Datt et keen einfache war - ech kommen nach drop zréck -, dat wësse mer. Mä haut ass et sou wäit an zesumme wëlle mer dee maachen. An ech muss lech soen, ech stinn haut de Mëtten hei, ech hunn zwee Aen, an dat eent, dat kräischt, an dat anert, dat laacht. Dat wat kräischt, dat denkt drun, datt mer hei elo e Corps am Fong iwwerdroen, aus der Hand ginn. Ee Corps, dee wierklech zu deene beschte gehéiert huet, déi d'Gemeng Lëtzebuerg hat. 200 Leit, déi sech, an et ass vu villen heibannen ënnerstrach ginn, wierklech dagan, dagaus agesat hu fir hir Matbierger, net nëmme fir d'Stater Leit, mä fir d'ganzt Land. An dat hutt Der zu vill ënnerstrach an dat ass och richteg. An ech soen lech an hirem Numm dofir Merci.

An ech soen dofir och hirem Kommandant, dem Erny Kirsch, an all senge Leit, stellvertriedend fir all déi aner, e grousse Merci am Numm vun der Stad Lëtzebuerg fir dat, wat Dir geleescht hutt, a fir dat, fir wat Der lech higinn hutt. Well wann d'Beruffspompjeeën eben als Beispill geholl ginn, wéi mer eis sollen um Landesplang organiséieren, dann ass et op deen Asaz an déi gutt Formatioun zréckzeféieren an et ass duerch si. An dofir kann dann och mäin zweet A laachen, well ech iwwerzeegt sinn, a besonnesch eben hei och a menger Qualitéit als Deputéiert, datt dat hei e Gesetz ass, eng Reform, déi fir dëst Land wichteg ass an déi fir d'Bierger vun dësem Land wichteg ass.

Et waren, wéi gesot, laang Diskussiounen, mä se sinn effektiv ganz kollegial geféiert ginn, an ech soen dofir dem Minister a senger ganzer Equipp, dem Rapporteur an dem President vun der Kommissioun Merci. Mir hu keng Méi gescheit, fir ons wierklech an déi Situatioun eranzeknéien a fir ze versichen, déi beschtméiglech Léisungen ze fannen. A vu datt d'Perfektioun net vun dëser Welt ass, wäerte mer och am Laf vun de Joren nach kucken, wou een un deem engen oder deem aneren nach ka feilen a wéi et vläicht souguer nach ka besser gemaach ginn.

Mä wéi gesot, ech si sécher, datt dat hei d'Basis ass vun enger vill besserer Situatioun fir déi kommend Jore fir d'Bierger vun dësem Land. An ech gesinn och guer keng, guer keng Antinomie tëschent Beruffspompjeeën, déi nun eemol eleng d'Stad Lëtzebuerg hat, an eben deene Fräiwëllegen, well, an dat hunn ech jo mat eegenen Ae gesinn, et jo ganz oft och d'Beruffspompjeeë waren, déi an hirem Quartier, an hirem Duerf, an hirer Stad déi waren, déi sech ebe mat deenen aneren, mat deene Fräiwëllegen agesat hunn, fir fir hir Matbierger do ze sinn, wann dann Nout um Mann war.

Den Här Laurent Zeimet war deen éischten, deen hei no dem Rapporteur op d'Tribün gaangen ass, an ech war bal mat allem d'accord, wat e gesot huet, sauf mat eppes, an dorop muss ech och äntwerten, well ech dat einfach net esou ka stoe loossen.

Et ass do geschwat gi vun „Extrawurscht" fir d'Stad Lëtzebuerg. Also wann et eng Extrawurscht vun der Stad Lëtzebuerg ginn ass, dann ass et déi, datt d'Stad Lëtzebuerg als eenzeg Stad, als eenzeg Gemeng dat ebe wärend Jorzéngten eleng gedroen huet, an net nëmme fir sech, mä fir all, fir wierklech all d'Gemenge mat. An net fir datt mer dofir op d'Schëller geklappt kréien, mä ganz einfach well mer gemengt hunn, dat wier eis Responsabilitéit a mer misste mathëllefen, wa Leit an dësem Land iergendwéi Leed hätten. An Dir selwer hutt drop higewisen, dat war Är Aleedung. Dofir kann ech dat net hinhuelen.

Wann Der awer wollt soen, datt mat Extrawurscht Folgendes gemengt war, an dat huelen ech da gären hin, mä dat ass keng Extrawurscht: Jo, ech hu mech agesat - an ech soen et hei och ganz gären op der Chamberstribün -, datt dës Reform fir d'Beruffspompjeeë vun der Stad Lëtzebuerg net kann zu hiren Ongonschten ausgoen, weder an der Pai nach wat hire Congé ubelaangt. Jo, dofir hunn ech mech agesat. An ech hoffen an ech mengen, dat war nëmme richteg. Do kann een net vun Extrawurscht schwätzen, wann een ebe just vun dem Engagement vun deene Leit ausgeet, fir ze soen: Jo, esou wëlle mer et am ganze Land hunn.

Wann da mat Extrawurscht vläicht geduecht war... Ech sinn nach net fäerdeg. Wann da mat Extrawurscht vläicht geduecht war, datt, jo, d'Stad Lëtzebuerg gefrot huet, fir wärend deenen nächste fënnef Joer awer och kënnen e Wuert matzeschwätzen, wien dann aus deem Corps, deen eben dee professionelle Corps ass, géif soss enzwousch agesat ginn, dann ass och dat eist eegenst Responsabilitéit.

Well wann ee weess, datt méi wéi 80% vun de Leit, déi bei de Beruffspompjeeë vun der Stad Lëtzebuerg schaffen, net an der Stad wunnen, da weess een, datt, wann elo en nationale Corps geschafe gëtt, et dann natierlech ganz gutt méiglech ass, datt déi eng oder déi aner dann ebe vläicht nach vill éischter gäre méi no do schaffen, wou se wunnen, wat vum mënschleche Standpunkt och ganz gutt ze verstoen ass. Mä mir hunn nun eemol awer d'Responsabilitéit an et ass d'Responsabilitéit souwuel vum Buergermeeschter wéi vun engem Deputéierten, vun engem Minister a vun engem Direkter vun deem neien Établissement public, datt mer dofir suergen, datt dat alles awer a geuerdnete Bunne geet an eben an enger Zäitschinn, déi mer eben am Gesetz festgehalen hunn.

Ech wollt dat just kloer soen, fir eben drop hinzeweisen - an ech mengen, heibannen ass och jiddwereen d'accord -, wa mer op eemol ebe weiderkomm sinn, dann ass dat, well mer zesumme konnten op enger grousser Vertrauensbasis schaffen, déi eng mat deenen aneren. Well wann déi Vertrauensbasis net do gewiescht wier a wann déi Vertrauensbasis och net esou grouss gewiescht wier,... (veuillez lire: dann hätt dat hei net geklappt).

A firwat war se grouss? An dofir erkennen ech dat och ganz héich un, datt d'Oppositioun dat hei matstëmmt, well jiddweree sech bewosst war, datt am Land mussen Ännerunge kommen, datt kee verantwortleche Politiker, sief et Gemengepolitiker oder Nationalpolitiker, déi Situatioun, déi mer kannt hunn an déi hei vu genuch Leit beschriwwe ginn ass - ech brauch net méi drop anzegoen -, méi ka wierklech verantwortlech matdroen.

Dofir, mir hunn eng grouss Verantwortung alleguerten. Mir hu se a mir hu se zesummen och gedroen. Ech wëll dofir déi Klammer och zoumaachen, mä ech hunn dat do awer misse riichtstellen.

Ech kann nëmme soen: Déi Aarbecht, déi elo hei ofgeschloss gëtt de Mëtten, déi huet mech

einfach un eng Citatioun denke gelooss, déi de Mark Twain gemaach huet. A wat huet e gesot: «Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait.»

Eh ben, ech mengen, mir sinn e bëssen an där Situatioun. Mir woussten net, datt et onméiglech war, an dunn hu mer et awer gemaacht. Jo, mir hunn et elo gemaach. An ech wënschen deem neie CGDIS, dem Lëtzebuerger Rettungsdéngscht, där neier Pompjeeskasär, déi mer zesumme wäerten an e puer Joer aweien, dat Allerbescht. Ech wënschen der Direktioun eng gutt, eng glécklech Hand. Eng gutt Qualifikatioun, eng gutt Formatioun ass déi beschte Viraussetzung an d'Vertrauen dobäi, da kann am Fong näischt schifgoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Den Här Laurent Zeimet wëllt eng Präzisioun maachen.

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Merci, Här President. D'Madamm Polfer huet gemengt, se misst richtegstellen. Ech mengen, et war awer net vill richtegzestellen. Ech kann dat deelen, wat si elo hei exposéiert huet.

Ech wëll just drop hiweisen, dat Wuert „Extrawurscht" ass gefall, mä et ass ganz am Ufank gefall zum initiale Projet an zur Sonderregelung, déi am initiale Projet virgesi war fir d'Stad Lëtzebuerg. Ech kann awer verstoen, datt, wann „Extrawurscht" a „Stad Lëtzebuerg" an engem Saz falen, een dann opmierksam gëtt. Mä alles, wat Der duerno gesot hutt, huet sech net op dat Wuert „Extrawurscht" bezunn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci gesot. A selbstverständlech schléisse mer eis och deene Mercien un d'Beruffspompjeeën un. Mä ech mengen, d'Kolleege géifen dat och erweideren an dat weiderginn un d'Chef-decorpsen, déi, déi hei sinn an déi net hei sinn, vun de fräiwëllege Corpsen an un all hir Leit.

Als Nächsten huet den Här Minister d'Wuert, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Dës Chamber huet haut eng eemoleg Geleeënheet, Dausende vu Fräiwëllege mat engem eendeitege Message Merci ze soe fir dat, wat si fir eist Land Dag fir Dag, 365 Deeg op 365, 24 Stonnen op 24 Stonne leeschten. An ech mengen, mir hunn dat färdegbruecht mat engem méi wéi würdevollen Debat iwwert dëse Projet de loi.

Déi Fräiwëlleg waren zënter jeehier d'Réckgrat vun de Lëtzebuerger Rettungsdéngschter. Si sinn et haut a si wäerten et ëmsou méi och muer sinn. Ech wëll mengersäits alle Bedeelegte Merci soen, déi dëse Projet méiglech gemaach hunn. Virun der Dier vun der Chamber konnt Der gesinn, wéi Der erakomm sidd, do hu mer e bësse verdäitlecht, wat mer hei haut alles zesummeféieren: déi fräiwëlleg Pompjeeën am Land mat ronn 7.600 Memberen, dovu bal 5.000 Leit, déi kënnen an den Asaz goen, an iwwer 130 Corpsen zesummegefaasst, ronn 2.000 Fräiwëlleger vun der Protection civile, ronn 200 Beruffspompjeeë vun der Stad Lëtzebuerg, bal 60 haaptamtlech Pompjeeë vum Fluchhafen, iwwer 50 professionell Mataarbechter an de Gemengen, ronn 260 Haaptamtlecher vun der ASS souwéi d'SAMUe mat hiren héich qualifizéierte Besatzungen.

Hei entsteet eppes Grousses. Hei wiisst zesummen, wat zesummegehéiert, an dat iwwer eng Reform, déi fir dëst Land méi wéi bluttnoutwendeg ass. Dës Reform vun de Rettungsdéngschter ass keng Reform ewéi déi aner. Et ass eng klassesch Reform vun ënnen no uewen. Si ass net vu Politiker erfonnt ginn, mä si ass gefrot, jo gefuerdert gi vun den Akteure vum Terrain, an dat zënter 2006 mat zouneemender Vehemenz. Duerfir ass dës Reform eng Reform vun de Fräiwëllege fir déi Fräiwëlleg.

Et kéint een et och aneschters ausdrécken: Et ass de Minimum, deen d'Politik invitéiert ass wann ech gelift ze leeschten, fir den Aktiven um Terrain déi Instrumenter ze ginn, déi se brauchen, fir hir schwéier an immens wäertvoll Aufgab am Déngscht vum Bierger kënnen ze leeschten.

D'Zilrichtung ass evident. Mir stellen de Fräiwëllegendéngscht nei op, ginn him e professionellen Encadrement an do, wou et mam Volontariat net méi duergeet, ergänze mer mat haaptamtleche Kräften.

An och wann d'Chamber eenzeg an eleng de Privileeg huet, doriwwer ze bestëmmen, wat haut hei soll decidéiert ginn, esou ginn dach déi Inhalter, déi haut hei zur Diskussioun stinn, op de fachmänneschen Input vun Honnerte vu fräiwëllegen an haaptamtleche Mataarbechter vun de Rettungsdéngschter zréck.

Ech wëll och der Chamberskommissioun en ausdréckleche Merci soe fir déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer haten, an dem Rapporteur fir säin ausféierlechen an exzellente Rapport.

Dëse Projet - an ech hat et gesot - ass kee Projet wéi all déi aner. En ass aussergewéinlech an all senge Facetten. En ass aussergewéinlech wéinst senger participativer Entsteeungsgeschicht. En ass aussergewéinlech wéinst senger Wäitsiicht a Bedeitung, senger juristescher Form vu Kooperatioun tëschent dem Secteur étatique an dem Secteur communal, sengem Zesummespill vu Fräiwëllegen an Haaptberufflechen, sengem Zesummeféieren ënner een Daach vun den entscheedenden Akteure vun de Lëtzebuerger Hëllefsdéngschter.

Et war gewëss net einfach, alleguerten d'Akteuren un een Dësch ze kréien. Fréier Reformusätz sinn, mengen ech, och genau doru gescheitert. Zwar war ee sech queesch duerch d'Reien eens, dass d'Reform misst kommen, souguer dass se séier misst kommen. Mä soubal et méi konkret ginn ass, huet een d'Divergenzen ze spiere kritt: d'Divergenzen tëschent de Pompjeeën an der Protection civile, tëschent de Fräiwëllegen an den Haaptberufflechen, tëschent Stat a Gemengen, fir emol nëmmen dës ze nennen.

Schlussendlech ass et awer gelongen, fir dat, wat trennt, ze vergiessen an dat, wat eis zesummebréngt, an de Vierdergrond ze stellen. Dat huet vill Iwwerzeegungsaarbecht kascht, vill perséinlech Gespréicher, vill Vermëttlungsdéngschter an ëmsou méi zefriddestellend ass et dann, wann dat Ganzt vu Succès gekréint ass.

Et ass schéin, ze gesinn, dass dëst Land, wann et drëms geet, och erëm kann zesummenhalen an zesummen no vir goen. Och hei hunn déi Fräiwëlleg esou wéi anerer e wäite Wee misse goen, vill Kompromisser maachen, villes, wat laang gewuess ass a wat hinne léif a wichteg ginn ass, missen opginn. Si hunn et gemaach wéinst der Saach. Den Erfolleg gëtt hinnen haut recht. A vläicht, an ouni dass se sech dat esou richteg bewosst waren, hu se mat hirer pragmatescher Approche domadder d'Politik ënner Handlungs- an Erfollegsdrock gesat.

Déi Fräiwëlleg hunn de Wee gewisen an déi aner Akteuren hu sech deem ugeschloss. Kompromissfäegkeet op alle Säiten. Dat aktiivt Matschaffen, dat gemeinsamt Ausschaffe vu Léisungsvirschléi, dat direkt Agoen op Warnunge vun der Basis mat all den Ängschten a Kriticken huet villes méiglech gemaach, wat virdru mam Prädikat „néideg an noutwendeg, awer politesch net machbar" beluecht war. D'Madamm Polfer huet dat, mengen ech, an engem flotten Zitat nach eng Kéier däitlech gemaach.

Ech si wierklech frou, dass, och wa mer eis net an allen Detailer eens sinn, all Fraktiounen hir Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Dat ass genau dat Zeechen, wat déi Aktiv vun de Rettungsdéngschter vun eis erwaarden. An hirem Numm soen ech Iech Merci, dass mer haut an dësem héijen Haus genau dat maachen. Et ass bestëmmt och eng ganz besonnesch Form vun Unerkennung fir den onermiddlechen Asaz vun de Fräiwëllegen, déi nieft engem méi wéi tatkräftege Support bei der Ausaarbechtung vum Gesetz hir dagdeeglech Flicht ni vergiess hunn, och wann d'Ongedold ëmmer méi ze spiere war, dass endlech soll déi nei Struktur kommen.

Erlaabt mer, an deem Kontext de President vun der Pompjeesfederatioun, den Här Marc Mamer, deen och hei op der Tribün sëtzt, sënngeméiss ze zitéieren, dee gemengt hat, och wann d'Prozedure méi laang géifen daueren, wéi mer eis dat vläicht erhofft hätten, géif d'Zäit net ongenotzt versträiche gelooss ginn! Abee, en hat genau recht. Op ville Plaze gouf Grousses geleescht a mir hu vill, heiansdo souguer vläicht e bëssen ze vill vun eise Leit verlaangt, sief et ob se fräiwëlleg oder haaptamtlech an eise Servicer beschäftegt sinn.

Am Kader vum Opbau vun der neier Kommandostruktur, vun där och virdru schonn hei rieds goung, gouf deen neie RENITA-Funksystem an de Gebrauch geholl. Wat hei an engem Saz gesot gëtt, huet um Terrain, do wou der Kaz d'Schell ugedoe gëtt, do wou d'Musek spillt, vill technesch Erausfuerderungen an Émstellunge mat sech bruecht. Et ass virbildlech, wéi professionell dëse Paradigmewiessel ëmgesat ginn ass. En neien Einsatzleitsystem, ELS genannt, gouf agefouert, deen neien 112 also, mat méi adaptéierten Alarméierungssystemer fir d'Equippen um Terrain.

Nei Formatioune goufen ausgeschafft an ugebueden. A mir sinn do Affer vun eisem eegenen Erfolleg ginn, well mer praktesch iwwerrannt gi si mat Demanden, fir un dëse Coursë kënnen deelzehuelen. Och dat weist, mat wéi enger Begeeschterung d'Leit nach derbäi sinn.

D'Finanzéierungsgesetz vum CNIS, och eng „never-ending story", gouf 2015 gestëmmt. An an der Tëschenzäit wiisst d'Häerzstéck vum zukünftegen CGDIS all Dag weider an den Himmel um Rond-point Gluck. Hei entsteet ee vun de modernsten Asaz- a Formatiounszentre fir d'Rettungsdéngschter an Europa. Et brauch een net ze erklären, dass neit Material, adequat Infrastrukturen, gutt Aarbechtsgezei an esou weider immens wichteg sinn, mä dass eng zolidd Ausbildung, déi um leschte Stand vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser ass, och muss Standard an eise Rettungsdéngschter ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Duerfir mengen ech, ass mam Schafe vum INFS, dem Institut national de formation des secours, eng ideal Viraussetzung gesat ginn, fir eis exzellent opzestellen. Den INFS mat all senge Méiglechkeete gëtt den Dréi- an Aangelpunkt vun der Ausbildung. Mir mussen et awer och fäerdegbréngen, bis an dee klengsten Center, CIS, Centre d'incendie et de secours, vernetzt ze sinn. Dat geet nëmmen, wa mir och an Zukunft op déi vill Instruktere souwéi déi vill Jugendmoniteure kënnen zréckgräifen.

D'Moderniséierung an d'Neiopstelle vun der Administration des services de secours, kuerz ASS genannt, war e weidere prioritäre Chantier. Wéi ech Enn 2013 an der Regierung ugetratt sinn, war dëst eng Verwaltung mat 94 Mataarbechter. An der Tëschenzäit sinn et der iwwer 250. Eleng den Undeel u professionellen haaptamtlechen Ambulancieren ass vun 38 op 142 eropgaangen. An et sinn der nach eng ganz Rei a Formatioun, wéi et virdrun hei gesot ginn ass.

Mä och am Beräich vun der Logistik, der Informatik, dem 112, der Medezinn, der technescher Verwaltung, der Formatioun, der Betreiung vun de Benevollen, de Ressource-humainen hu mer eis nei opgestallt. Et ass eis gelongen, héich qualifizéiert in- an auslännesch Experten ze rekrutéieren, déi fir eis Verwaltung e Quantesprong no vir bedeiten. Elo si mer virbereet, fir ab dem 1. Juli 2018, wa ronn 200 Beruffspompjeeë vun der Stad Lëtzebuerg, ronn 55 Fluchhafepompjeeën a 60 Gemengenaarbechter bäikommen, mat bal 600 Mataarbechter eng vun deene ganz grousse Verwaltunge vum Land kënnen ze sinn an och esou ze bestoen.

De Fait, dass mer aus der ASS eng modern Verwaltung gemaach hunn, den Tempo an d'Envergure, mat där mir virugaange sinn, huet menger Meenung no och den Declic bei de Beruffspompjeeën aus der Stad Lëtzebuerg mat sech bruecht, souwuel bei deenen technesch wéi och bei deene politesch Verantwortlechen, fir wëlle vun Ufank un an der neier Struktur vum CGDIS derbäi ze sinn. An d'Madamm Polfer huet dat virdrun nach eng Kéier ënnerstrach.

Dës Decisioun war e weideren, en entscheedende psychologesche Schub fir dee ganze Projet. Spéitstens elo hat jiddwereen am Land verstanen, dass de CGDIS géif Realitéit ginn.

Erlaabt mer an deem Kontext, och nach eisem Statschef, dem Grand-Duc Henri, Merci ze soen, deen, ouni ze zécken, direkt säin Averständnis ginn huet, deem unifiéierte Corps vun de Rettungsdéngschter den Titel „grand-ducal" zouzegestoen! Och dat war e wichtegt Zeechen, dat allgemeng mat Freed an Éiergefill opgeholl gouf.

Här President, ech hat gesot: Dëse Projet huet och iwwerzeegt duerch seng participativ Approche. Nach éier déi éischt Zeil geschriwwe war, huet nieft de sëlleche Consultatiounen e groussen Hearing stattfonnt, wou d'Eckpunkter vun der Reform diskutéiert an definéiert goufen. No der Fäerdegstellung vum Text hat ech net manner wéi zwielef bilateral Reuniounen, fir den Text ze diskutéieren: mat der ASS, der Exekutiv vun de Pompjeeën, dem Comité des sages vun der Protection civile, dem ganzen Zentralvirstand vun de Pompjeeën, dem Inspektorat, de Beruffspompjeeën, den Agent-professionnellen - also eise professionellen Ambulancieren -, de Fluchhafepompjeeën, de SAMU-Akteuren, dem Syvicol, der FGFC an der Stad Lëtzebuerg.

Véier Regionalkonferenze mat alle Fräiwëllege vu Pompjéen a Protex goufen organiséiert: zu Walfer, Waasserbëlleg, Maarnech an Esch. Bal 1.000 Leit hunn dorun deelgeholl. D'Reform war d'Thema um Buergermeeschterdag zu Mondorf. An do goufen d'Gemengen och am Detail informéiert.

Eréischt no all deene Consultatiounen an deene sech doraus erausgeschielten Ännerunge gouf den Text am August 2015 deponéiert. Mä och duerno goung d'Consultatioun weider. Esou waren net manner wéi véier Colloques des cadres - zu Dummeldeng, um Kierchberg, zu Munneref an zu Woltz - mat jeeweils 200 Participanten. Am stännege Kontakt ware mer mat der Stad Lëtzebuerg, der FGFC an deenen anere Gewerkschaften, der Pompjeesfederatioun an dem Comité des sages. Iwwer 50 Reunioune ware mat deene verschiddene Schäfferéit, déi sech brennend - am richtege Sënn vum Wuert - fir de Projet an d'Repercussiounen op d'Gemengepolitik interesséiert hunn.

Dobäi kommen iwwer 40 Meetinge mat Ministèren a Verwaltungen: Santé, MDDI, MAE Kooperatioun, Fonction publique, de MEN, d'Sécurité intérieure, CNS, FHL, IGSS, IGF, CTIE, APE, Police, Arméi, Steierverwaltung, et j'en passe. An och nom Vott vum Gesetz wäerte mer mat dëse Concertatioune weiderfueren. An haaptsächlech geet et drëms, fir d'Basis am Boot ze behalen. Dofir sinn elo scho sechs Regionalkonferenzen ageruff, op déi all Fräiwëlleg invitéiert wäerte ginn. Ausserdeem wäerte mer mat der Serie vun de Colloques des cadres weiderfueren.

D'Ziler vun dëser Reform si kloer definéiert: Et geet drëms, eist Land op déi kommend Erausfuerderunge virzebereeden! Déi sozioekonomesch Entwécklung vun eisem Land ass rasant. Dat mag deenen enge gefalen, deenen aneren net esou. D'Rettungsdéngschter huet dat net ze interesséieren. Si musse sech op déi Erausfuerderungen astellen, déi dat Ganzt mat sech bréngt, a sech och deementspriechend virbereeden.

Et ass meng Flicht als Innenminister, derfir ze suergen, dass mir esou gutt wéi méiglech op alles, wat ka kommen, virbereet sinn, mä ech soen och: Net alles kënne mer leeschten! Eis Ressourcë si begrenzt. Dofir setze mir och, wéi och aner méi grouss Länner, op d'Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner. Och an deem Beräich ass mat bilateralen Accorden an deene leschte Méint a Jore vill geschitt.

Lëtzebuerg ass och elo besser opgestallt, fir am europäesche Kontext seng Hëllef unzebidden, wa se gebraucht gëtt. Den zoustännegen EU-Kommissär huet eis nach kierzlech felicitéiert fir eisen extraordinäre Beitrag, dee mer am Kader vun internationale Katastrophe mam emergency.lu-System leeschten. Dat ass Nation Branding pur!

Mä mir sinn net blauäugeg. Mat dem Vott vun dësem Gesetz sinn net all d'Problemer vun de Lëtzebuerger Rettungsdéngschter wéi mat engem Zauberstab behuewen, mä mat dësem Gesetz leeë mer d'Basis, fir déi Problemer an Zukunft besser kënnen unzegoen, fir eng Chance ze hunn, dat ze leeschten, wat de Bierger dierf vun eis erwaarden.

Mir wäerte mat dësem Projet eng nei Kultur vum Lëtzebuerger Sécherheets- a Rettungswiese kreéieren. De CGDIS gëtt zu enger Plattform, wou Stat a Gemengen zesummen d'Prioritéite vun der Sécurité civile zu Lëtzebuerg definéieren. Mam PNOS, dem Plan national d'organisation des secours, fir deen den Innenminister d'Verantwortung huet, kréie mir fir d'Éischt e Plang, dee kloer Strukture fir d'Rettungswiese virgëtt.

Ech si frou, dass mir mat dësem Projet och de SAMU, eng gutt fonctionnéierend héich spezialiséiert Rettungsunitéit, méi fest an déi ganz Struktur vun den Hëllefsdéngschter kënnen integréieren. Gewuesse Strukture wäerte mir dobäi an hirem Wiesen net untaaschten, wat eis net wäert drun hënneren, Verbesserunge virzehuelen, wa se dann néideg sinn.

An ech si frou iwwert d'Virschléi, déi den Här Hahn hei gemaach huet, wat d'Verbesserunge vum SAMU ugeet. A soubal ech dann och d'voll Verantwortung fir de SAMU wäert hunn, wäert ech mech och doru ginn. Ech si frou, an him e Matkämpfer fonnt ze hunn, deen de Finanzminister wäert iwwerzeegen, méi Moyenen an de SAMU ze investéieren.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP)*.- Dir kënnt op mech zielen!

M. André Bauler *(DP)*.- Vergiesst déi blo Luucht net!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet steet a fält mam Engagement vun de Fräiwëllegen. De Lëtzebuerger Pompjee ass vu sengem Profill hier, an et ass virdru schonn ugedeit ginn, e männleche Lëtzebuerger. Dat musse mer ännere!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Et läit een immenst Potenzial brooch bei eisen auslännesche Matbierger a bei de Fraen. Mir mussen et fäerdegbréngen, si verstäerkt fir d'Lëtzebuerger Rettungsdéngschter ze gewannen!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Dobäi muss kloer sinn, dass d'Lëtzebuerger Sprooch d'Émgangssprooch an de Lëtzebuerger Rettungsdéngschter ass a bleift! Aus rengem Eegennotz, mä och aus Grënn vun enger verbesserter Integratioun iwwerleeë mer eis dofir, am Kader vun eise Formatiounen och Sproochcoursen unzebidden.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Wéi an der Vergaangenheet verlaange mir vill vun eise Fräiwëllegen, mä mir sinn eis däers bewosst. D'Gesetz vum CGDIS ass e Bekenntnis zum Volontariat. Eng ganz Rei vu Moosname gi virgesinn, fir dat ze ënnermaueren. Duerch dëst Gesetz ginn Unerkennungen a Fuerderungen, déi zum Deel schonns Jorzéngten al sinn an déi vun de Fräiwëllege gestallt ginn, elo Realitéit.

Eng nei méi gerecht Regelung vun den Indemnitéite bei Asätz a Permanencestonnen, Steierfräiheet op allen Entschiedegungen, déi ee fir säi fräiwëllegen Asaz kritt, de Kofinanzement vun Zousazpensiounen oder Zousazkrankeversécherung, den Droit de priorité, fir als professionelle Pompjee agestallt ze ginn, déi substanziell Erhéijung vum Congé sapeur, d'Reform vun der Allocation de reconnaissance, d'Indexéierung vun enger ganzer Rei vu finanziellen Ureizer si Mesuren, déi de Volontariat stäerke wäerten. Et sinn dëst Mesuren, vun deenen déi Fräiwëlleg méi hu wéi vun engem einfache Merci, iwwert dee si sech natierlech awer och freeën.

Hiren dagdeeglechen Déngscht wäert net méi einfach ginn an Zukunft. D'Aggressivitéit an d'Hemmschwell, fir eis Mataarbechter net nëmme verbal, mä och physesch ze attackéieren, wiisst. Deem musse mir entgéintsteiere mat alle Mëttelen.

Do ginn ech dem Här Zeimet recht, och wann ech seng Analys net deelen, dass mer net Studien doriwwer brauchen. Mir hu musse feststellen, dass eng ganz Rei vun Attacke géint eis Rettungsdéngschter gemaach ginn, ouni dass mer et iwwerhaapt emol gewuer gi sinn, well d'Leit ganz oft drop verzichten, fir Plainte ze maachen. Och do solle mer sensibiliséieren an d'Leit encouragéieren, hir Rechter sichen ze goen, wann et zu esou bedauernswäerten Zwëschefäll kënnt.

Ech op jidde Fall engagéieren dës Regierung hei, an deem Beräich aktiv ze ginn. Wa mer gären hätten - a mir hätten et gären! -, dass och an Zukunft déi Fräiwëlleg d'Réckgrat vun de Lëtzebuerger Rettungsdéngschter bilden, da musse mer hiren Engagement verstäerkt ënnerstëtzen a si viru gesellschaftlechen Exzesser schützen.

An ech wëll dem Här Zeimet dann och, well en et gefrot huet, soen, dass déi Entrevue, déi ugekënnegt war, mam Justizminister stattfonnt huet an dass mer eis eens gi sinn, ënnerhalb vu kierzester Zäit kuerz Verbesserungen och um Code pénal virzehuelen, fir eis Leit besser ze schützen.

Erlaabt mer ofschléissend, allen Akteuren, egal ob fräiwëlleg oder haaptberufflech, déi, wéi een op Lëtzebuergesch seet, de Bockel hierhalen, hiert eegent Liewen a Gefor bréngen, fir aneren ze hëllefen, déi an Nout geroden, erlaabt mer hinnen hei op dëser Plaz mäin déifste Respekt auszedrécken!

Ech wënschen hinne virun allem, dass si gesond a monter vun hiren Asätz bei hir Familljen heemkommen. An ech wënschen eis an eiser Gesellschaft, dass mir erkennen, dass dës Leit eist Land, eis Gesellschaft ëm esou villes méi räich maachen, well si fir mech den Inbegriff vum Humanismus, vum solidareschen Handelen, vum Mateneen an net vum Géintenee verkierperen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert de Projet de loi 6861. Ech hunn Iech e Blat ausdeele gelooss, wou eng Rei vu materielle Korrekture bei der leschter Relecture gemaach gi sinn, déi och allegueren de schréftlechen Accord vum Conseil d'État fonnt hunn.

Ech géif Iech elo bieden, iwwert dee liicht ofgeännerten Text - et sinn nëmme materiell Korrekturen - ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6861 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Et schéngt mer, wéi wann d'Ofstëmmung eriwwer wär.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Apparat geet net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

Da si mer bei 60. Dofir hunn ech e bësse gewaart, mir ware bei 59. Da si mer bei 60-mol Jo fir de Projet 6861. Keng Enthalungen, keng Negativstëmmen. Domat ass de Projet 6861 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

(Assentiment)

Merci. Och dat ass dann esou decidéiert. Merci.

Mir géifen dann zu de Motiounen iwwergoen.

Motion 1

Eng éischt Motioun, déi vun de Kolleege vun der CSV abruecht ginn ass. Sinn dozou Wuertmeldungen? Wat seet d'Regierung dozou? Den Här Rapporteur? Här Rapporteur, et ass, wéi Der wëllt.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Gutt! Wann Der mech frot, dann…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, fuert duer!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Also, ech fannen déi Motioun vun der CSV ganz ausgewogen. Si rennt bei mir oppen Dieren an an deem Sënn, dass ech souwisou wëlles hat, all déi Chifferen do ze presentéieren. Dofir géif ech vu Regierungssäit aus soen, dass mir kee Problem hu mat där Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, da géif ech proposéieren, fir per Handophiewen ofzestëmmen. Ass dat méiglech?

Vote sur la motion 1

Wien ass derfir?

Géigeprouf: Wien ass dergéint? Gëtt et Enthalungen?

Och hei ass Unanimitéit fir d'Motioun 1.

Motions 2 et 3

An da si mer mat zwou Motioune vun der ADR saiséiert. Also, d'Motioun Nummer 2. Wëllt Der vläicht och d'Wuert derzou?

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Vläicht dann zu der Motioun Nummer 2, also der éischter vun der ADR, d'Nummer 2, déi mer presentéiert kritt hunn. Ech mengen, hei gëtt jo am Fong gefrot, dat Gesetz, wat mer elo grad hei eestëmmeg gestëmmt hunn, elo nach eng Kéier ofzeänneren an eng Bestëmmung dranzesetzen, dass alleguerten déi Leit, déi am CGDIS géife schaffen, d'Lëtzebuerger Sprooch misste beherrschen.

Dozou wëll ech just soen, dass dat am Moment souwisou de Fall ass…

(Sirène d'ambulance et hilarité)

…an der Verwaltung vun der ASS, déi jo dann och herno wäert an de CGDIS eriwwergoen. Do si keng Leit, déi d'Lëtzebuerger Sprooch net beherrschen. Ech ginn awer ze bedenken, dass eng ganz Rei vu Fräiwëllegen do sinn, déi d'Lëtzebuerger Sprooch nach net voll beherrschen. Dofir hat ech virdru jo och scho gesot, dass mer iwwer Formatiounscourse probéieren, fir déi Lëtzebuergeschkenntnisser ze vermëttelen, do, wou et néideg ass.

An aus deem Grond, mengen ech, dass mer dës Motioun esou net brauchen ze stëmmen, zemools se eis an Noutfäll souguer géif Barrièren opstellen, déi mer net kënne gebrauchen. Ech denken zum Beispill drun, wa mer de Rekrutement vun Informatiker hätten a mir hätten déi net, déi Lëtzebuergesch kéinten, a mer kéinte se dann net astellen. Dat géif eis éischter zréckgeheie wéi no vir. Dofir géif ech bieden, dës Motioun net unzehuelen.

Wat déi Motioun Nummer 3 ugeet, fir en neien Titel ze fanne fir de CGDIS, do géif ech den Här Gibéryen nach eng Kéier drun erënneren, dass ech deen Numm vun dësem Corps ganz breet och mat dem Haff diskutéiert hunn. Den Titel „grand-ducal" ze kréien, war ee vun de Wënsch, déi vun der Basis komm sinn. Deen Numm ass och mat allen Akteure vum Terrain diskutéiert ginn.

An dofir géif ech Iech vläicht bieden an deem Sënn, dës Motioun zréckzezéien, well ech mengen, dass et net sënnvoll wär, wa mer déi elo géifen hei ofstëmmen an domadder u sech déi Concertatioun, déi mer um Terrain fonnt hunn, am Fong géifen onméiglech maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hunn zur Kenntnis geholl, wéi den Här Minister hei op der Plaz gesot huet, um Riednerpult, datt d'Lëtzebuerger Sprooch eng vun de Konditiounen als Émgangssprooch géif bleiwen. Ech begréissen dat. Näischt hënnert eis awer drun, fir datt mer eng Kéier am Kader vun engem Gesetz eng Basis schafen, wou mer dat géifen dra verankeren, datt mer och dofir eng Garantie hätten.

Ech wëll domat net soen, datt mer dem Minister net gleewen, datt dat seng Absicht ass, dann en dat wëllt maachen, mä, ech mengen, et wier e staarkt Zeeche fir eis Sprooch, wa mer dat och géife gesetzlech verankeren. An duerfir géife mer eis éischt Motioun oprechterhalen.

Dat Zweet: Mir hu jo net gesot, datt de franséischen Numm, deen am Gesetz steet, soll geännert ginn. Mir hunn d'Gesetz haut mat deem Numm gestëmmt. Eis geet et méi drëms, an der Émgangssprooch, datt d'Leit dobaussen net ëmmer musse vun engem „CGDIS" schwätzen, mä wa mer do géife soen: „Et ass de Lëtzebuerger Rettungsdéngscht", datt dat fir d'Leit méi verständlech wier an datt dat besser géif bei eis passen, wéi wann d'Leit elo déi ganzen Zäit misste CGDIS dobausse soen. Et geet eis dorëm. Mir hunn d'Gesetz mat dem Numm matgestëmmt, wéi en drasteet. Keng Diskussioun! Dat hei ass fir eis den Émgangsnumm, wéi en am Vollek soll genannt ginn.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dierf ech dorop äntwerten?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech mengen, wann dat dem Här Gibéryen seng Suerg ass, wëll ech just soen, dass mer eis och do mat alle Bedeelegten um Terrain op een Numm festgeluecht hunn. De Lëtzebuerger wäert fir de CGDIS „d'Pompjeeën" soen. An zwar fir déi, déi haut Protection civile sinn an déi déi haut Sapeur-pompier sinn, déi hu sech ënner sech selwer op de Lëtzebuerger Numm „Pompjee" gëeenegt. An ech mengen, et ass och esou, wéi d'Leit dësen Établissement public herno wäerte betitelen. Et ass den Établissement public vun de Pompjeeën.

Mä, wéi gesot, dat ass keng offiziell Bezeechnung, mä et ass awer dat, wat herno am Émgangslanguage wäert gebraucht ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, datt dat „Pompjeeën" genannt gëtt, domat huet jo kee Mënsch e Problem. Mä wann Der elo schonn erëm sot, et ass den „Établissement public Pompjeeën", da si mer schonn erëm bei engem franséischen Numm.

(Brouhaha)

An duerfir ass et kee Déngen, dass mer soen „Lëtzebuerger Rettungsdéngscht" oder „Lëtzebuerger Pompjeesdéngscht". Dat ass, wéi Der wëllt, mä mir wäerten eis Motioun duerfir oprechterhalen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et wär schéin, wann den Här Gibéryen säin eegene Motiounstext emol géif richteg liesen oder verstoen, well d'Fuerderung ass net hei un d'Regierung, fir am Émgangssproochlechen en aneren Numm ze fannen, mä et geet dran drëm, ech zitéieren, „de Begréff 'Lëtzebuerger Rettungsdéngscht' als offiziellen Numm ze benotzen". De Contraire vun deem, wat den Här Gibéryen hei grad gesot huet.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

E wëllt also den offiziellen Numm, iwwert deen e grad ofgestëmmt huet, erëm haut änneren. Dat geet net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do si mer averstanen. Am Sproochegebrauch, ech hunn et präziséiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, d'Motioune waren zur Genüge virgestallt ginn. D'Stellungname sinn och do.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 2

Fir d'Éischt d'Ofstëmmung iwwert d'Motioun Nummer 2. D'Procuratiounen nach an d'Ofstëmmung ass eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Neen. Domat ass d'Motioun Nummer 2 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen zur Motioun Nummer 3 iwwergoen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

(Interruption)

Et schéngt net ze goen.

(Brouhaha)

3-mol Jo, 57-mol Neen. Domat ass déi drëtt Motioun och ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank,

Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir sinn definitiv um Enn vun den Diskussiounen iwwert dëse Projet. Merci och douewe fir d'Disziplinn, mä ech mengen, den Drot no baussen huet geklappt gehat.

(Brouhaha et hilarité)

Voilà! Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 7222, e Gesetz iwwert déi perséinlech Donnéeë vu Schüler. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. De Rapporteur, den Här Gilles Baum, ass ënnerwee an huet elo d'Wuert.

5. 7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet bei dësem Projet de loi just drëms, e klenge Feeler ze verbesseren, dee sech kuerz virun der Summerpaus an d'Gesetz iwwert den Traitement vun de perséinlechen Donnéeë vun de Schüler ageschlach huet. Dat ass d'Gesetz vum 18. Mäerz 2013.

An deem Gesetz, méi genau gesot am Artikel 6, ginn d'Servicer an d'Administratiounen an d'Ministèren opgezielt, déi kënnen Zougang zu Donnéeën iwwert d'Schüler kréien. An där Lëscht stinn zum Beispill d'ADEM, d'Restena, den Héichschoulministère, aner Ministèren, d'Zukunftskeess, d'Gemengen.

Duerch zwee Gesetzer, déi mir hei am Haus kuerz noenee gestëmmt hunn, huet sech, wéi gesot, e klenge Feeler an där Lëscht ageschlach. An zwar ass ee Punkt vun der Lëscht ersat amplaz derbäigesat ginn, wéi d'ALJ an den SNJ integréiert gi sinn. Dat ass d'Gesetz vum 22. Juni 2017, den Artikel 14. An dat gëtt elo mat dësem Projet de loi rektifizéiert.

Et kënnt en neie Punkt 15 derbäi, deen dem Minister erëm d'Méiglechkeet gëtt, dem Service national de la jeunesse, also dem SNJ, déi perséinlech Donnéeë vun de Schüler weiderzeginn, fir d'Schüler individuell kënnen ze begleeden an ze betreien.

(Interruption)

De Statsrot huet keng Bedenke bei deem Article unique geäussert, soudass ech och kann ouni Bedenken den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi abréngen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Madamm Hansen huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, an och Merci un de Rapporteur. Als CSV si mer natierlech och averstanen, datt de Feeler verbessert gëtt. An da ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Georges Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Merci och dem Rapporteur. Ech ginn och heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet den Här Claude Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

6. Annonce de la démission de M. Claude Adam

An da maachen ech eppes, Här President, wat ech eigentlech net gutt brauche kann hei am Haus. Ech notze meng Riedezäit, fir Stellung ze huelen zu eppes, wat näischt mam Projet de loi ze dinn huet. Ech kann lech awer verspriechen: Et ass fir d'Éischt a fir d'Lescht, wou ech dat maachen.

Här President, ech iwwerreechen Iech e Bréif.

(M. Claude Adam dépose sa lettre de démission.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mat deem Bréif, Här President, deen ech Iech ginn, ginn ech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- ...engem Bauchgefill no, wat lues a lues entstanen ass a wat sech entwéckelt huet zu engem Gedanken, zu enger Iddi. An déi Iddi ass zu enger Decisioun ausgeräift. Dat war ee kuerze Prozess, wat awer net wëllt heeschen, datt et net ee Prozess ass, deen ech mer räichlech iwwerluecht hunn. An zu där Decisioun sinn ech komm, fir Iech haut ze soen, datt ech meng Demissioun an der Chamber ginn, an zwar op de 16. Abrëll 2018.

Ech si ganz frou, kënne bal 14 Joer Member hei am Haus ze sinn. Dat war mer eng grouss Éier. Ech hunn d'Gefill, ech hätt hei villes geléiert. Ech sinn der Meenung, datt et och eng wichteg Aufgab ass, déi mer hei maachen. Ech hunn och hei vill Kolleege fonnt. Ech wëll och duerfir e Merci lassginn un alleréischter Stell Merci un d'Viviane Loschetter, meng Fraktiounscheffin, wat en immens gudde Match hei gemaach huet, am Numm vun eis alleguer. Merci dem Josée Lorschée, dem Henri Kox, dem Roberto Traversini, dem Gérard Anzia. Merci Iech alleguer!

Ech wëll och soen, datt ech mech net an d'Pensioun wëll zréckzéien. Ech mengen, de Minister gëtt mer recht, datt an der Educatioun nach ëmmer Leit gebraucht ginn. Ech hoffen, datt ech do eng nei Erausfuerderung fannen, wou ech bereet sinn derfir. Ech hat mer och schonn e Rendez-vous gefrot, awer nach net gesot, ëm wat datt et géif goen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech hu verstan!

(Hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Soudatt ech da wäert gesinn, wat ech an nächster Zukunft nach wëll schaffen. Ech wëll nach e puer berufflech Andréck sammelen, ier ech dann eng Kéier an d'Pensioun ginn.

Déi Decisioun ass mer net liichtgefall. Wa se bis gefall ass, ass et natierlech awer trotzdeem einfach. An ech sinn och frou, well ech mat deem Kandidat geschwat hunn, deen op eiser Lëscht deen nächsten ass. A well dee gesot huet, e géif d'Relève huelen, fält et mer awer méi liicht, déi Relève virunzeginn. Ech soen Iech da Merci fir Är Opmierksamkeet a voilà.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll lech soen, Här Adam: Wann ech dat gewosst hätt, dann hätt ech Iech d'Wuert net ginn.

(Hilarité)

An eiser Numm alleguer, an ech mengen, dat ganz éierlech kënnen ze soen: Ee ganz, ganz häerzleche Merci! Merci och fir d'Frëndschaft. An, Claude, du wäers eis feelen hei!

Une voix.- Zemools an der zweeter Rei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Besonnesch dann, wann een an déi éischt Rei gehéiert.

Merci. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

7. 7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves (suite)

Discussion générale (suite)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Fir elo kuerz iwwert dat Gesetz ze schwätzen: Merci un de Rapporteur, a mir sinn natierlech d'accord. Mä Dir verstitt, datt ech och hei ënnert deem Schock schwätze vun deem, wat den Här Adam elo grad gesot huet.

(Hilarité)

An als een, deen zu enger anerer politescher Famill gehéiert, kann ech wierklech och nëmmen dem Här Adam dat Kompliment maachen, datt en en ausgezeechenten Deputéierte war an ass an datt en och eis als ADR wäert feele mat senge Vuen, déi mer net dacks gedeelt hunn, awer mir hu am Här Adam en extrem kompetenten Deputéierten ëmmer respektéiert. E Mann, dee korrekt a fair hei d'Positioune vu senger Partei vertrueden huet an dee mer sécher wäerte ganz, ganz vill vermëssen.

Claude, wanns De erlaabs, e perséinleche Kommentar: Dir alles Guddes an eng wonnerbar Zukunft! A mir hoffen och, mat Dir weider a Kontakt ze bleiwen.

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hat och wëlles ze soen, datt mer natierlech deem Projet de loi eis Zoustëmmung ginn. Ech mengen, bei eis sëtzt de Schock och e bëssen. Mir hunn net domadder gerechent, datt den Här Adam, e gudde Kolleeg, haut seng Demissioun géif ginn. An ech mengen, ech schléisse mech och deem un, wat de Virriedner gesot huet an den Här President jo och. E wäert eis feelen, well, ech mengen, et ass éierlech gemengt: Den Här Adam ass appreciéiert. Ech hunn en als Deputéierten appreciéiert an och perséinlech. An a wäert eis hei feelen, mä e wäert weiderhin der Gesellschaft, mengen ech, nach ganz nëtzlech ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, wann ech all de Kolleegen d'Wuert géif ginn, géif bei hinnen alleguer datselwecht Resultat erauskommen, mä en ass jo nach bei eis a mer wäerten d'Geleeënheet nach kréien, fir en bonne et due forme Àddi a Moien ze soen an enger anerer Form.

Dann huet den Här Educatiounsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Merci fir d'Zoustëmmung fir dëse Projet de loi. Dir gesitt, datt d'Feeler verbesseren nach ëmmer eppes mat Schoul ze dinn huet. Dat maache mer also och haut.

E Wuert och un de Claude Adam. Ech hunn e kennegeléiert als Kolleeg hei an der Chamber, duerno als Matstreider an der Educatiounskommissioun. „Kennegeléiert" geet net duer; „schätze geléiert" wär besser gesot. An ech freeë mech dann, datt säin Engagement a seng Motivatioun weiderhin der Lëtzebuerger Schoul wäerten zeguttkommen. Toi, toi, toi! An op déi gutt Zesummenaarbecht weiderhin.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An da géif ech zur Ofstëmmung vum Gesetz 7222 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7222 et dispense du second vote constitutionnel

D'Procuratioune sinn och, gesinn ech, fäerdeg. Nach een, deen net ofgestëmmt huet, dann ass d'Ofstëmmung eriwwer.

58-mol Jo, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Domat ass de Projet 7222 unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7222 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech soen Iech Merci a Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 17.33 heures)

Sommaire des séances publiques nos 24, 25 et 26

24e séance

Ouverture de la séance publique p. 316

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 316-329

6982 - Projet de loi sur les marchés publics p. 329-330

25e séance

Ouverture de la séance publique p. 330

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'avenir de la place financière dans le cadre précis de l'évolution des cryptomonnaies p. 330-334

Débat de consultation sur les grandes orientations du futur plan d'action pluriannuel d'intégration p. 334-342

26e séance

Ouverture de la séance publique p. 342

Communications p. 342

Ordre du jour p. 342

6861 - Projet de loi

portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant

1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne;

8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours p. 342-352

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves p. 352

Annonce de la démission de M. Claude Adam p. 352

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves (suite) p. 352

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°09** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3610	Roy Reding	Extension du tram
3613	Fernand Kartheiser	Projet d'un parc éolien à Differdange
3316	Max Hahn	Décharges pour déchets inertes
3637	Diane Adehm, Gilles Roth	Jugement d'un tribunal belge concernant Facebook
3638	Cécile Hemmen	Accès et soutien des personnes handicapées
3639	Aly Kaes	Augmentation du taux de la TVA en 2014 et répercussions sur les lois de financement
3641	Gast Gibéryen	Détention des mineurs au Luxembourg
3642	Gérard Anzia, Henri Kox	Mini-centrales solaires pour autoconsommation domestique
3643	Sylvie Andrich-Duval	Majeurs protégés par la loi et acteurs actifs dans ce domaine
3644	Fernand Kartheiser	Ligne à haute tension entre Aubange et Esch-sur-Alzette
3645	Marco Schank, Martine Hansen	Fermeture de certains commissariats de police dans le nord du pays
3646	Jean-Marie Halsdorf	Télémédecine
3647	Tess Burton	CR137 entre Consdorf et Berdorf
3648	Max Hahn, Claude Lamberty	Campagne de sensibilisation «Petits déchets - grande pollution»
3649	Diane Adehm, Gilles Roth	Assistance judiciaire
3650	Max Hahn, Claude Lamberty	Véhicules autonomes
3652	Léon Gloden	Situation de stationnement à Mertert
3654	Gast Gibéryen	Indemnités de chômage transférées à l'étranger
3655	Gast Gibéryen	Réforme du règlement CE 883/2004 concernant les indemnités de chômage transférées à l'étranger
3656	Josée Lorsché	Chirurgie plastique, reconstructive et esthétique
3658	Octavie Modert	Certificat de rémunération annuel
3659	André Bauler	Retrait et versement d'argent par l'intermédiaire du facteur
3660	Gusty Graas	Brigade canine de l'Administration des douanes et accises
3662	Henri Kox, Gérard Anzia	Utilisation du lisier
3663	Laurent Mosar	Application de la loi du 18 décembre 2015 à un établissement de crédit luxembourgeois
3664	Roy Reding	Droit de préemption
3665	Roy Reding	Droit de préemption des communes
3666	Diane Adehm, Gilles Roth	Cyberattaques
3667	Laurent Mosar	Annonce du Président américain de mettre en place des barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie
3668	Jean-Marie Halsdorf	Non-disponibilité du médicament générique rosuvastatine (Crestor)
3669	Max Hahn	Temps de garde des pompiers volontaires
3670	Nancy Arendt	Nouveau site du «Sportlycée»
3671	Sylvie Andrich-Duval	Cartes d'accès aux services de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto)
3672	Taina Bofferding	Harcèlement sexuel au lieu de travail
3673	Gusty Graas	Liste de l'ONU recensant des entreprises implantées dans des colonies israéliennes
3674	Laurent Mosar, Gilles Roth	Arrêts nos132 et 133 de la Cour constitutionnelle
3675	Marc Lies, Nancy Arendt	Nouveau site du «Sportlycée»
3677	Nancy Arendt	Sécurité des bénévoles engagés dans des pays visés par des attaques terroristes
3679	Léon Gloden, Marc Spautz	Usage de pistolets à impulsions électriques par les forces de l'ordre
3680	André Bauler	Accidents de la route impliquant la collision avec un arbre
3681	Gilles Baum, Lex Delles	Fermeture du CR418 entre Echternach et Moersdorf suite à un glissement de terrain
3682	Laurent Mosar	Exécution des peines
3683	Félix Eischen	Accidents de la route mortels
3684	Diane Adehm	Droits des passagers
3686	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Mise au pilori du Luxembourg par la Commission européenne
3687	Fernand Kartheiser	Hygiène au Centre pénitentiaire de Schrassig
3688	Fernand Kartheiser	Écoutes effectuées par l'Inspection générale de la police
3689	Fernand Kartheiser	Heures supplémentaires des policiers stagiaires
3690	Fernand Kartheiser	Transport de détenus
3691	Fernand Kartheiser	Présidence du «International Holocaust Remembrance Alliance»
3692	Serge Wilmes	Proposition de directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique
3694	Fernand Kartheiser	Classement de la région sud du pays en tant que «Réserve de Biosphère» par l'Unesco
3695	David Wagner	Baisse temporaire de la fiscalité lors de la vente de biens immobiliers
3697	Martine Hansen, Marco Schank	Manque de lits au Centre Hospitalier du Nord
3698	Marc Lies, Emile Eicher	Réforme des finances communales
3701	Gast Gibéryen	Impôt sur le revenu
3709	Léon Gloden, Nancy Arendt	Cambriolages et vols liés aux véhicules

Question 3610 (07.02.2018) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**extension du tram:**

Bei verschiddene Presentatiounen ass eng Ofzweigung vun der Tramslinn um Kierchbierg virgestallt ginn, déi laanscht de Boulevard Konrad Adenauer um Kierchbierg soll goen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an der Madamm Ëmweltminister dës Froe stellen:

1) Gëtt et schonns konkret Pläng fir d'Extensioun vum Tram um Kierchbierg?

2) Géif fir eng Linn a Richtung Boulevard Konrad Adenauer en Deel vun der Grengzon, wéi si am PAG laanscht de Circuit de la Foire, dem Boulevard Pierre Frieden an dem Boulevard Konrad Adenauer opgezeechent ass, geopfert ginn?

3) Géife fir esou eng Tramslinn weider Deeler vun dem Naturschutzgebitt Natura 2000, agedroen als „LU0001022 Grunewald", geopfert ginn?

4) Ass d'Regierung net der Meenung, datt déi ganz wéineg Natura 2000 Gebidder, déi et um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg gëtt, onbedéngt mussen erhale ginn?

Réponse (16.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Monsieur Roy Reding souhaite connaître l'état d'avancement des réflexions concernant une extension du tramway sur le Boulevard Adenauer.

Les réflexions engagées par le Fonds du Kirchberg et LuxTram visent à pouvoir desservir en tramway les nouvelles zones d'urbanisation dans le secteur d'extension nord du plateau du Kirchberg (op der Schleed et Laangfur).

À ce stade aucun tracé définitif n'est retenu et il n'existe pas de plans détaillés pour cette extension. Il est évident que tout projet susceptible d'avoir des incidences notables sur les objectifs de conservation d'une zone spéciale de conservation devra être soumis à une évaluation des incidences, conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Les modalités d'évaluation et d'autorisation arrêtées par la directive «Habitats» et transposées dans la loi précitée seront scrupuleusement respectées dans un tel cas de figure. Dans la mesure du possible, il est essayé d'éviter la zone protégée communautaire.

Question 3613 (08.02.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **projet d'un parc éolien à Differdange:**

Zënter e puer Joer scho gëtt um Projet geschafft, deen e Wandpark zu Déifferdeng virgesäit. Well déi Wandmillen do awer op engem Terrain sollen opgeriicht ginn, ënnert deem al Minne leien, stelle sech eng Rei vu Froen am Zesummenhank mat der Stabilitéit an der Kontroll vun deene geplangten Installatiounen.

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Ëmweltminister, dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an dem Här Aarbechtsminister gär folgend Froe stellen:

1. Ass et erlaabt, esou grouss Installatiounen op engem Terrain opzeriichten, ënnert deem al Minne leien? Kann ee garantéieren, datt deen Terrain an domat déi Wandmillen, déi drop sollen opgeriicht ginn, stabill sinn a bleiwen an datt de Buedem net nogëtt oder souguer abrécht?

2. Ass d'ITM (Inspection du travail et des mines) zoustänneg a verantwortlech fir d'Stabilitéitskontroll vun deenen ale Minnen?

3. Ass virgesinn, datt, no franséischem Virbild, all Joer Stabilitéitskontrolle gemaach ginn?

4. Wéi en Impakt hunn déi Baumoossnamen an déi noutwendeg Kontrollen an deenen ale Minnen op déi Kolonië vu Flantermais, déi do liewen? Wat fir Mesurë si virgesinn, fir d'Ëmwelt bei dësem Bau ze schützen?

5. Awéiwäit gëllt de Precautiounsprinzip am Fall vun engem potenziell onstabille Buedem? Wéi grouss wär de Sécherheetsperimeter bei enger Wandmillen, bei där den héchste Punkt bei 200 Meter läit? Wéi kann d'Sécherheet vun den Awunner an där Géigend a vun deenen anere Leit, déi hir Fräizäit do verbréngen, garantéiert ginn?

Réponse commune (06.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1. Am Prinzip ass et erlaabt, esou Wandmillen op all Zort vun Terrain opzeriichten, an dat

ënnert der Bedéngung, datt all rechtlech a legal Oplagen erfëllt sinn. Dorënner falen de Kommodo-Inkommodo, Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz, Landesplanung an esou weider.

Eng Wandmille mat enger Leeschtung vu manner wéi 100 kVA fält net ëmmer ënnert d'Kommodosgesetzgebung.

All Wandmille mat enger Gesamtleeschtung vu méi wéi 100 kVA fält ënnert de Punkt 070108 vum modifizéierte Reglement vum 10. Mee 2012 iwwert d'Nomenklatur an d'Klassifikatioun vun den „Établissements classés" a brauch, nom modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés (Kommodosgesetz), eng Geneemegung.

Eng Geneemegungsufro muss no der Klass l agereecht ginn an ënner anerem d'Moossname beschreiwen, déi geholl ginn, fir eventuell negativ Begleeterscheinungen a Risiken, déi vun esou enger Wandkraaftanlag kéinten ausgoen, souwuel fir d'Leit, déi mam Betrib ze dinn hunn, wéi och fir d'Noperschaft, d'Allgemengheet an d'Ëmwelt, ze verhënneren oder ze méissegen.

De Problem vun der Stabilitéit vu Wandmille gëtt deemno wärend der Analys vum Dossier gemaach. D'Analys berécksiichtegt de Risiko, datt eng Minn kéint zesummefalen, a si baséiert sech besonnesch op e geologeschen Avis, deen op geotechnesche Préiwunge berout.

Ausserdeem imposéiert den Aarbechtsminister, am Kader vun der Kommodosgeneemegung, am Artikel 12.1 vun der Sécherheetsvirschrëft ITM-SST 1840 Folgendes:

«Un organisme de contrôle doit vérifier si la situation géologique du site respecte les conditions définies au niveau du contrôle type de la fondation de l'éolienne. À cette fin, il doit formuler un avis géologique en s'appuyant sur les examens géotechniques nécessaires. Dans le cas d'un non-respect des conditions, la conception, les dimensions et la mise en œuvre doivent être adaptées à la situation géologique et vérifiées par un organisme de contrôle.»

Déi technesch Evaluatioun vun der Stabilitéit vum Terrain kann iwwerdeems nëmme vun deenen Experte gemaach ginn, déi d'geotechnesch Préiwung maachen. Déi néideg Moossname ginn dann och vun deenen nämlechten Experte virgeschloen.

ad 2. D'ITM ass net zoustänneg fir d'Stabilitéitskontroll vun den ale Minnen (situation dite de «l'après-mine»).

Effektiv ass et esou, datt nom Artikel 47 vum modifizéierte Gesetz vum 21. Abrëll 1810 betreffend «les mines, les minières et les carrières», mam Titel «De l'exercice de la surveillance sur les mines par l'administration»: «Les ingénieurs des mines exerceront, sous les ordres du Ministre de l'Intérieur et des préfets, une surveillance de police pour la conservation des édifices et la sûreté du sol.»

Et ass ze bemierken, datt de „Préfet" als Vertrieder vum Stat an deenen alen Texter esou ze interpretéieren ass, datt d'Prärogative vum „Préfet" gläichgestallt mat de Prärogative vum Stat sinn.

Am Kontext vun der „Après-mine" ass d'Verantwortung vun de Gemenge wéi och vum Stat a senger Funktioun als Tutelle vun de Gemengen déi, déi erfuerderlech Konditioune festzeleeën, fir datt um Niveau vum kommunale Bebauungsplang reglementéiert oder souguer verbuede gëtt, datt iwwer al Minne gebaut ka ginn, bezéiungsweis am Virfeld kënnen aner Mesurë gefrot gi wéi zum Beispill: eng Risikoanalys.

Zousätzlech ass et, wéi schonns virdrun erwäänt, esou, datt d'Problematik vun der Stabilitéit vum Terrain, op deem déi Wandmille gebaut ginn, am Kader vun der Kommodosprozedur gekuckt gëtt.

Ënner anerem muss no de Bestëmmunge vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés (Kommodosgesetz) an déi domat verbonne Reglementer de Bedreiwer Etüden a Rapporte virleeën, déi den Impakt op d'Leit, déi am Betrib schaffen, wéi och fir d'Noperschaft, d'Allgemengheet an d'Ëmwelt préiwen.

De Bedreiwer muss am Kader vun der Planung vu sengem Projet a virum Bau vun de Wandmille geotechnesch Etüden an Optrag ginn. Dora mussen déi méiglech Risike vun der Buedemstabilitéit ofgeschat ginn a fir de Fall, datt de Buedem onstabill ass, si konstruktiv Moossnamen ze huelen.

ad 3. Am Kader vum „Après-mine" mecht d'ITM, well déi betraffe Minnen net méi exploitéiert ginn, keng jäerlech Kontrollen.

De Risk vun engem méiglechen Asacke gëtt allerdéngs an der Kommodosautorisatioun vum Aarbechtsminister consideréiert.

Den Aarbechtsminister leet an der Autorisatioun d'Konditioune fest, fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren.

Ofhängeg vun de Resultater vun der geotechnescher Analys, wéi schonns am Punkt l beschriwwen, kënne Stabilitéitskontrollen an der Kommodosautorisatioun verlaangt ginn.

ad 4. Fir de Projet vum Wandpark vun Déifferdeng muss eng EIE („Évaluation des incidences sur l'environnement") gemaach ginn. Dës muss vum Maître d'ouvrage vum Projet erstallt ginn a gëtt, wa se ofgeschloss ass, den Autoritéiten „pour avis" virgeluecht. Wann d'EIE fäerdeg ass, gëtt se Bestanddeel vum Kommodosdossier.

Den Ëmweltministère huet a sengem Avis vum 27. Juni 2017 iwwert den Inhalt vum Rapport, deen am Kader vun der EIE-Prozedur muss erstallt ginn, gefrot, datt generell d'Auswierkunge vum Projet op geschützten Aarten a besonnesch d'Flantermais an och méi spezifesch d'Auswierkunge vum Projet op d'Stollen, déi Liewensraum si vun de Flantermais, analyséiert ginn. Well d'EIE nach net ofgeschloss ass, leien déi Resultater nach net vir. Doméinst kann een elo nach net iwwer konkret Moossname schwätzen, déi eventuell an enger spéiderer Autorisatioun musse getraff ginn.

ad 5. An Ofwiesenheet vun engem lëtzebuergesche Gesetzestext, dee sech géif dësem Sujet generell an explizitt consacréieren, gehéiert de Precautiounsprinzip net zum lëtzebuergesche positive Recht. Trotzdeem huet d'Jurisprudenz (TA 16-5-02, n°13754) am Beräich vun den Établissements classés, déi no un d'Ëmweltrecht erukënnt, de Precautiounsprinzip folgendermoossen ugewannt: «Loin d'exclure péremptoirement la prise de tout risque, connu ou inconnu, et d'imposer l'abstention face à toute activité qui comporte un risque, le principe de précaution, tel qu'il est d'ailleurs consacré par l'article 191 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), impose d'éliminer les risques dans la mesure du possible, et d'encadrer les activités qui comportent un risque qui ne peut pas être mesuré dans le sens d'en réduire au maximum les effets nocifs potentiels.

En toute hypothèse, l'absence de certitudes ne doit ni conduire à un immobilisme ni dispenser de l'adoption de mesures effectives et proportionnées à un coût économiquement acceptable, étant entendu qu'en cas de danger avéré pour la santé des individus ou pour l'environnement, même une impossibilité absolue d'éliminer ce danger ou des coûts prohibitifs pour le faire ne sauraient légitimer une telle activité dangereuse et justifier des autorisations administratives afférentes. La loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés fait application du principe de précaution en ce qu'elle ne nie pas l'existence de risques et ne cherche pas à interdire toute activité en comportant. Elle les reconnaît en revanche en essayant de les éliminer au maximum, mais non pas totalement, et à encadrer les risques résiduels. C'est ainsi que si, en vertu de l'article 13, paragraphe 1er, des conditions tendant à éliminer les effets nocifs d'une activité peuvent être prescrites, en tenant compte des meilleures techniques possibles, mais à condition que l'applicabilité de celles-ci n'entraîne pas de coûts excessifs, le législateur a envisagé l'exercice d'activités comportant des dangers et des risques qu'il serait trop coûteux d'éliminer. De plus, l'article 13, paragraphe 7, prévoit que les autorisations peuvent prévoir que les entreprises qui suivant la nature de leur activité présentent un risque quant aux intérêts protégés par ailleurs par la loi, doivent contracter une assurance contre la responsabilité civile.»

Esou mussen den Aarbechtsminister an den Ëmweltminister, fir konform zum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés ze sinn, am Kader vun der Installatioun vu Wandmillen déi néideg, effektiv a proportionell Moossnamen huelen, fir de besote Precautiounsprinzip ze garantéieren.

Ausserdeem mussen déi jeeweileg Demandë konform zu de Modalitéiten, déi fir eng Klass l virgesi sinn, erageschéckt ginn a si mussen ënner anerem op eng generell Aart op déi Moossnamen hiweisen, déi geholl ginn, fir eventuell negativ Begleeterscheinungen a Risiken, souwuel fir d'Leit, déi mam Betrib ze dinn hunn, wéi och fir d'Noperschaft, d'Allgemengheet an d'Ëmwelt, déi duerch d'Wandmillen entstoe kéinten, ze verhënneren oder ze méissegen.

D'Problematik vun der Stabilitéit vun de Wandmille gëtt also wärend der Préiwung vun der Demande analyséiert a berücksichtegt de Risiko, dass eng Minn eventuell kéint zesummefalen, andeems se sech op e geologeschen Avis baséiert, deen op geotechnesche Préiwunge berout.

Schlussendlech muss den Exploitant sech un déi Moossnamen halen, déi ënner anerem de Precautiounsprinzip berücksichtegen, fir net géint d'Konditioune vu sengen zwou ministeriellen Autorisatiounen ze verstoussen a sech domat de strofrechtleche Konsequenzen auszesetzen, déi dëse Gesetzestext virgesäit.

D'Minimaldistanzen, déi a Relatioun mat de Kompetenze vum Aarbechtsminister virgesi sinn, mussen am Kader vum Kommodosgesetz a soumat a Relatioun mat der „sécurité du public et du voisinage" gesi ginn, déi an der Sécherheetsvirschrëft ITM-SST 1840 „Éoliennes" präziséiert sinn.

Dobäi handelt et sech virun allem ëm dës zwee Artikelen:

«10.3 La distance minimale mesurée en projection horizontale qui doit séparer l'éolienne de toute habitation est de 300 m, sous réserve de conditions plus contraignantes imposées par toute autre autorité compétente.»

«10.4 La distance minimale mesurée en projection horizontale qui doit séparer l'éolienne de toute voie publique et de toute construction agricole non habitée (excepté chemin vicinal interdit à la circulation, chemin forestier et chemin syndical) est égale à la longueur maximale de culbutage (mât + hélice) de celle-ci augmentée d'un facteur de sécurité de 10%, sous réserve de conditions plus contraignantes imposées par toute autre autorité compétente.»

D'Sécherheet vun de Leit ass engersäits garantéiert duerch d'Obligatioun vum Exploitant, sech un d'Dispositioune vun der Sécherheetsvirschrëft ITM-SST 1840 „Éoliennes", déi als Deel vum Autorisatiounsarrêté zielt, ze halen. An anerersäits doduerch, dass vun den zoustännegen Autoritéite kontrolléiert gëtt, ob den Exploitant d'Konditioune vun der Autorisatioun erfëllt huet a sech och drun hält.

Question 3616 (09.02.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **décharges pour déchets inertes:**

Selon mes informations, les capacités des décharges régionales pour déchets inertes ne sont plus suffisantes pour faire face à l'évolution du secteur de construction au Luxembourg. Le Gouvernement a annoncé dans son accord de coalition de vouloir revoir et évaluer le Plan directeur sectoriel décharges pour déchets inertes afin d'éviter que des pénuries en volumes de dépôts puissent bloquer les projets d'infrastructures. Le Ministère de l'Environnement avait annoncé la réalisation d'une étude qui a pour objectif la recherche de nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes. Selon le Plan national de gestion des déchets et des ressources, cette étude a été finalisée fin 2016.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir la durée résiduelle restante des décharges pour déchets inertes existantes?

2) Dans quels délais Madame la Ministre entend-elle présenter les résultats de l'étude susmentionnée?

3) Madame la Ministre peut-elle m'indiquer les démarches que le ministère a entrepris sur base des résultats de l'étude?

4) Madame la Ministre peut-elle m'indiquer le nombre de nouveaux sites potentiels pour décharges pour déchets inertes identifiés par l'étude susmentionnée?

5) Existe-t-il déjà des projets en cours de planification pour de nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes?

6) Madame la Ministre partage-t-elle le constat qu'il faudra veiller à un équilibre régional quant à la localisation des décharges? En effet, il semble qu'à l'heure actuelle, de nombreux camions transportant des déchets inertes sont obligés de parcourir des distances importantes car les décharges existantes sont trop éloignées de certains chantiers de construction.

Réponse (20.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Le réseau de décharges régionales pour déchets inertes comporte actuellement onze sites: quatre décharges, deux remblais et cinq carrières. Le tableau suivant reprend les différents sites avec leur répartition géographique et leur spécificité:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La durée résiduelle du réseau dépend fortement de l'activité économique du pays, et surtout du secteur de la construction qui peut présenter de grandes fluctuations dans le temps. Cette situation rend une estimation à ce sujet donc particulièrement difficile.

En se basant sur un calcul conservatif, les capacités restantes fin 2017 du réseau de décharges régionales pour déchets inertes représentaient environ 28 millions de m^3. Ainsi, d'une manière générale, et en prenant le réseau tel qu'il fonctionne aujourd'hui avec ses onze sites, une durée résiduelle de l'ordre de sept ans semble réaliste. Il est évident pourtant, que cette durée augmentera de manière significative avec chaque nouvelle décharge rajoutée au réseau et mise en exploitation. Il en est de même pour chaque extension de site existant réalisée.

ad 2) L'étude sera présentée au moment où le Gouvernement en conseil aura arrêté le Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) et approuvé le projet de règlement grand-ducal instaurant une nouvelle procédure de désignation des sites pour décharges pour déchets inertes.

ad 3) Vu les quantités considérables de déchets inertes, et surtout des terres d'excavation lors de travaux de construction, leur prévention est un des principaux objectifs du nouveau Plan national de gestion des déchets et des ressources. Ainsi le PNGDR, qui est en phase finale d'approbation, prévoit plusieurs mesures susceptibles de renforcer la prévention et la valorisation de ces déchets:

Prévention des terres d'excavation: En premier lieu, le PNGDR prévoit la prise en compte de la prévention des terres d'excavation en amont de la construction, c'est-à-dire lors de la planification de l'immeuble, voir même de la planification urbanistique de nouveaux quartiers. Par ailleurs, le plan prévoit d'abolir les obstacles réglementaires qui incitent indirectement à réaliser des constructions en profondeur.

Optimisation des sites pour déchets inertes: Pour les déchets inertes qui ne peuvent pas être valorisés sur le chantier même, les centres régionaux pour déchets inertes doivent être équipés de façon à pouvoir servir d'espace de stockage intermédiaire et permettre d'entreposer de façon séparée les déchets inertes susceptibles d'être valorisés et les matériaux destinés à une réutilisation.

Récupération de la couche de terre végétale: La terre végétale des couches O et A n'est pas considérée comme un déchet. Au contraire, il s'agit d'un produit naturel de haute valeur. Ainsi il est recommandé de séparer, dans la mesure du possible, lors de tout projet de préparation de chantiers de construction, de terrassement et d'excavation, les couches de terre végétale des autres couches géologiques présentes afin de permettre leur réutilisation.

Priorité aux remblais pour la valorisation de terres d'excavation: Le remblai est défini comme étant une mesure constructive ayant une finalité précise et nécessitant des matériaux inertes en vue de sa réalisation, comme par exemple la réalisation d'une plateforme destinée à recevoir une construction, la construction d'une digue antibruit, le terrassement des sols pour l'aménagement paysager, la reconstitution des paysages initiaux suites à l'exploitation de carrières.

Adaptation de la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges pour déchets inertes: Comme prévu à l'article 26, paragraphe 9 de la loi modifiée du 12 mars 2012 relative aux déchets, l'élimination des déchets inertes se fait moyennant un réseau de décharges régionales pour déchets inertes, établi conformément aux orientations du Plan national de gestion des déchets ou du Plan directeur sectoriel afférent. Le PNGDR définit les critères à respecter par les installations supplémentaires pouvant être intégrées dans le réseau national des décharges pour déchets inertes. La nouvelle procédure apportera plus de flexibilité dans la démarche pour trouver des sites appropriés tout en responsabilisant les acteurs du secteur de la construction.

ad 4) L'étude concernant la recherche de nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes propose 15 emplacements supplémentaires potentiels pour le pays.

ad 5) Dans l'attente de la finalisation et de la publication du PNGDR et du règlement mentionné au point 3), et afin de pouvoir intégrer officiellement de nouveaux sites dans le réseau des décharges régionales pour déchets inertes, l'Administration de l'environnement prépare ensemble avec tous les acteurs concernés, publics et privés, un certain nombre de dossiers. À l'heure actuelle, un nouveau site, proposé également dans l'étude concernant la recherche

de nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes, et quatre extensions de décharges existantes sont en cours d'élaboration.

ad 6) Nous constatons que de nombreux camions transportant des déchets inertes sont obligés de parcourir des distances importantes car les chantiers de construction sont souvent assez éloignés des décharges existantes.

Le PNGDR arrête neuf régions pour le pays et se donne comme objectif d'avoir par région au moins une décharge pour déchets inertes. Ce découpage du territoire national prend en compte le réseau actuel des décharges pour déchets inertes, ainsi que le réseau routier national, afin d'assurer la meilleure accessibilité vers les décharges.

Actuellement le pays dispose de onze sites régionaux en exploitation pour l'acceptation de déchets inertes, avec au moins une par région définie.

Question 3637 (20.02.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **jugement d'un tribunal belge concernant Facebook:**

D'après des informations diffusées par la presse, Facebook vient d'être sanctionné par un tribunal belge, sur initiative de la Commission belge de la vie privée, l'équivalent de la Commission nationale pour la protection des données luxembourgeoise (CNPD), pour avoir collecté les données de ses membres, mais aussi de non-membres à travers des sites qui affichent le bouton Facebook.

Facebook a été condamné à publier le jugement sur son site, à détruire les données personnelles obtenues de manière illégale et à modifier son back-office sous trois mois afin de le mettre en conformité avec la législation, sous astreinte de 250.000 euros par jour de retard, avec un maximum de 100 millions d'euros.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- À supposer que les pratiques de Facebook ne s'arrêtent pas à la frontière, Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la CNPD devrait mener ses propres investigations sur ces pratiques?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la législation luxembourgeoise est suffisamment étoffée pour endiguer des pratiques, telles celles sanctionnées en Belgique? La CNPD dispose-t-elle du personnel nécessaire pour remplir ses missions avec la diligence requise?

Réponse (26.03.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

La Commission nationale pour la protection des données (CNPD) est une autorité de contrôle instituée par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Elle exerce en toute indépendance sa mission de contrôler et de vérifier si les données soumises à un traitement sont traitées en conformité avec les dispositions de la loi de 2002 et de ses règlements d'exécution.

Sous l'empire de la loi modifiée du 2 août 2002, la CNPD a un pouvoir d'investigation lui permettant d'accéder aux données faisant l'objet d'un traitement, de recueillir toutes les informations nécessaires et lui conférant un accès direct aux locaux où a lieu le traitement pour procéder à des vérifications de licéité de traitements de données.

Actuellement, en vertu de l'article 33 de la loi modifiée du 2 août 2002, la CNPD peut prendre des sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions de ladite loi. Plus précisément, elle peut avertir ou admonester le responsable du traitement, verrouiller, effacer ou détruire des données faisant l'objet d'un traitement contraire aux dispositions mentionnées ci-dessus, interdire temporairement ou définitivement un traitement ou ordonner l'insertion de la décision d'interdiction par la voie des journaux.

À noter toutefois que, dans le cas en espèce, contrairement au royaume de Belgique, la société Facebook n'a pas d'établissement au Luxembourg. La CNPD n'a dès lors pas de compétence territoriale. Facebook a son siège européen en Irlande (Facebook Ireland Ltd.).

Sous l'égide de la loi actuelle, tout résident luxembourgeois qui constaterait une violation de sa vie privée sur ou par Facebook pourrait adresser une plainte à l'autorité luxembourgeoise chargée de la protection des données. Mais faute de compétence territoriale, la CNPD transmettrait actuellement cette plainte pour attribution à l'autorité irlandaise.

À partir du 25 mai 2018, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données va directement s'appliquer sur tout le territoire de l'Union européenne. Ce règlement renforcera les pouvoirs d'investigation et de sanction de toutes les autorités de contrôle et leur permettra également de prononcer des sanctions financières pouvant s'élever jusqu'à 20 millions d'euros ou, dans le cas d'une entreprise jusqu'à 4% du chiffre d'affaires annuel mondial total de l'exercice précédent.

Le projet de loi n°7184 visant à mettre en œuvre le règlement (UE) 2016/679 au Luxembourg prévoit de conférer à la CNPD les nouveaux pouvoirs et les nouvelles missions dévolues par ce règlement. La CNPD deviendrait alors compétente pour traiter des réclamations introduites auprès d'elle si son objet concerne uniquement un établissement dans l'État membre dont elle relève ou affecte sensiblement des personnes concernées dans cet État membre uniquement. Le projet de loi renforce aussi par son article 15 les pouvoirs d'investigation et de sanction de la CNPD et lui confère un «droit d'ester en justice dans l'intérêt du règlement» et ce «conformément à l'article 58».

Ledit article 58 du règlement dispose que «chaque État membre prévoit, par la loi, que son autorité de contrôle a le pouvoir de porter toute violation du présent règlement à l'attention des autorités judiciaires et, le cas échéant, d'ester en justice d'une manière ou d'une autre, en vue de faire appliquer les dispositions du présent règlement». Alors que sous l'empire de la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995, le pouvoir d'ester en justice est facultatif, les libellés de l'article 58 et du considérant (129) du Règlement (UE) 2016/679 reflètent la volonté du législateur de donner aux autorités chargées de la protection de données la possibilité de dénoncer aux autorités judiciaires des violations éventuelles et d'ester en justice.

Notons toutefois, que le traitement de données par Facebook doit être considéré comme un «traitement transfrontalier» (définition utilisée par le règlement européen), à savoir un traitement de données à caractère personnel qui a lieu dans l'Union dans le cadre des activités d'établissement dans plusieurs États membres d'un responsable du traitement ou lorsque le responsable du traitement est établi dans plusieurs États membres.

Il en résulte que sous l'égide du nouveau règlement, la CNPD ne serait pas seule compétente pour agir contre une société comme Facebook. En effet, l'autorité irlandaise deviendrait alors l'autorité dite «chef de file», étant donné que l'établissement principal de Facebook est établi sur le territoire irlandais. La CNPD, quant à elle, sera considérée comme «autorité concernée» alors qu'un large nombre de citoyens luxembourgeois sont affectés par le traitement de données de Facebook.

En cas de saisine par l'autorité luxembourgeoise, l'autorité irlandaise serait obligée de coopérer avec la CNPD dans des délais très brefs. Non seulement la CNPD pourrait-elle soumettre un projet de décision à l'autorité irlandaise (qui pourrait comprendre des mesures correctrices et/ou des sanctions), mais également, en cas de désaccord, saisir le Comité européen pour la protection des données pour voir imposer son point de vue. Finalement, le règlement européen permettrait à l'autorité luxembourgeoise de prendre, en cas de nécessité et sur le territoire luxembourgeois, des mesures urgentes et provisoires à l'égard d'une entreprise telle que Facebook, mesures qui pourraient aussi être rendues définitives par ledit Comité européen.

Finalement, il est à noter que le présent Gouvernement a renforcé de manière substantielle la CNPD qui occupait 15 personnes en 2014 et qui en 2017, occupait 25 personnes. Il est prévu que ce chiffre augmentera à 35 personnes jusqu'à la fin de 2018.

Question 3638 (21.02.2018) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant **l'accès et le soutien des personnes handicapées:**

L'article 19 de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par le Grand-Duché de Luxembourg, reconnaît à toutes les personnes handicapées le droit de vivre dans la société, avec la même liberté de choix que les autres personnes.

Une personne de soutien est un individu qui accompagne une personne handicapée afin de fournir les services qui ne sont pas offerts par les employés du lieu fréquenté, par exemple l'aide à manger, l'administration des médicaments, la communication et l'utilisation des installations; il s'agit d'un préposé aux soins qui s'occupe de ses besoins personnels et qui veille à sa sécurité.

Dans nombreux pays, il existe une carte gratuite d'accompagnateur qui permet à une personne handicapée de se faire accompagner par une personne de soutien gratuitement dans les transports en commun. L'accompagnateur voyage donc gratuitement, dans la même classe et sur le même trajet.

Dans certains pays, il en est de même pour les cinémas, théâtres et pour les musées.

Au Grand-Duché, les personnes handicapées ne bénéficient en général pas à l'heure actuelle de tarifs spécifiques, d'avantages ni de réductions et les personnes qui les accompagnent non plus.

À la Rockhal, les personnes à mobilité réduite peuvent bénéficier d'une plate-forme spéciale mise en place dans la salle afin d'avoir une vue optimale sur la scène, cependant les accompagnateurs n'ont pas accès à cette plate-forme.

Dès lors, je souhaite poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Culture:

- N'est-il pas indiqué, pour favoriser l'accès aux équipements culturels et aux moyens de transport aux personnes handicapées, de faire bénéficier les personnes de soutien qui les accompagnent de la gratuité?

Réponse commune (26.03.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

À l'heure actuelle, les personnes en situation de handicap ne bénéficient pas, ou pas de manière généralisée, de tarifs réduits dans le secteur de la culture ou des loisirs. En effet, le Luxembourg s'efforce de mener une politique inclusive et de créer des dispositifs qui sont généralement accessibles à chacun, quelles que soient ses compétences ou déficiences.

Ainsi, conscient du fait que l'accessibilité est primordiale pour que les personnes handicapées puissent vivre de façon indépendante et participer pleinement à la vie sociale dans des conditions d'égalité, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région soumettra au Conseil de Gouvernement, dans les semaines à venir, un avant-projet de loi relatif à l'accessibilité pour tous des lieux ouverts au public.

Par rapport à la loi du 29 mars 2001 relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public, le champ d'application matériel de l'avant-projet de loi en question est, entre autres, étendu aux lieux ouverts au public et relevant du domaine privé. Ainsi, sont notamment visés par l'avant-projet de loi, les cinémas, les théâtres ou encore les musées, que ce soient des constructions nouvelles ou des lieux existants, qu'ils relèvent du domaine public ou du domaine privé.

Il se peut que, dans certains cas, les dispositifs généraux ne permettent pas de compenser les conséquences du handicap. C'est notamment le cas lorsqu'une personne handicapée a besoin d'un accompagnateur pour pouvoir se déplacer.

Afin de trouver des réponses à cette problématique, entre autres, et afin de se conformer aux dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région met en place des groupes de travail interministériels, en coopération avec la société civile, et dont les conclusions alimenteront un nouveau plan d'action «handicap».

En ce qui concerne les moyens de transports publics, il y a lieu de relever que «Les titulaires d'une carte d'invalidité, délivrée par le Ministre de l'Intérieur, de la catégorie telle que définie à l'article 3 sub a), b) et c) de la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité ont droit à la gratuité du transport.» De plus, «La personne accompagnatrice d'une personne titulaire de la carte d'invalidité telle que définie à l'article 3 sub c) de la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité bénéficie également de la gratuité du transport.» (règlement ministériel du 14 juillet 2017 fixant les tarifs des transports publics)

Par conséquent, pour ce qui est des transports publics, les avantages revendiqués par l'honorable Députée existent déjà.

Question 3639 (21.02.2018) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant l'**augmentation du taux de la TVA en 2014 et les répercussions sur les lois de financement:**

En réponse à la question parlementaire n°3456 du 15 novembre 2017, Monsieur le Ministre des Finances a précisé que les subsides pour des projets d'investissements ne bénéficient pas de hausses survenues suite à une modification du taux de la TVA. Dans son argumentaire, Monsieur le Ministre renvoie en principal sur deux points, à savoir que primo les engagements financiers pris seraient liés à l'évolution d'un indice des prix à la construction et secundo qu'il existerait une marge pour «divers et imprévus» sur laquelle une augmentation de TVA pourrait être imputée.

Pour le cas notamment de la loi de financement de la station d'épuration «Nordstad/Bleesbruck» (projet de loi n°6580), les textes afférents sont sensiblement différents de l'exemple cité par Monsieur le Ministre et devraient dès lors être traités différemment.

En effet, le commentaire des articles du projet de loi à la base de la loi du 23.12.2013 du projet «Bleesbruck» stipule dans son article 2 que:

«L'article 2 fixe les montants plafonds pour la participation étatique. Les montants maximum ne préjudicient pas les hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux. L'indice d'origine à prendre en considération pour le calcul des hausses des prix légales est celui du mois d'octobre 2012.»

Le législateur a donc clairement différencié entre le terme de «hausses légales» en général et «hausses des prix légales» en particulier. La dernière pouvant intervenir suite à la modification des prix des matières premières ou des produits et fut fixée à l'indice 725,05 tandis que la deuxième est à voir dans un contexte de procédures légales, comme notamment les taxes, salaires ou impôts.

En ce qui concerne le volet des «divers et imprévus», il convient de constater que le devis retenu par l'État en annexe de la prédite loi ne retient aucun montant pour «travaux divers et imprévus».

Toutefois et si un tel poste «travaux divers et imprévus» aurait été retenu, les montants afférents seraient dédiés aux suppléments de travaux et se rapporteraient exclusivement aux problèmes techniques que peut rencontrer le projet en question et non aux aléas administratifs auxquels il est éventuellement soumis.

Dans ce contexte, je me permets de soumettre les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas, à la lumière des éléments susmentionnés, que rien ne s'oppose à la prise en charge des hausses issues de l'augmentation du taux de TVA pour les projets d'investissements de stations d'épuration?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il prêt à revoir sa prise de position pour les projets d'investissements en cours respectivement les projets d'investissements qui viennent d'être achevés?

Réponse (29.03.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La présente question parlementaire fait référence au commentaire de l'article 2 de la loi du 23 décembre 2013 autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de «Nordstad/Bleesbruck», pour en déduire que le législateur a différencié entre les termes de «hausses légales» en général et «hausses des prix légales» en particulier.

Cette distinction ne ressort toutefois pas du texte de loi auquel il y a lieu de se référer et qui correspond à la pratique retenue en la matière.

L'article 2 de la loi précitée stipule:

«Art. 2. Les dépenses engagées au titre de l'article 1er, alinéa 1 ne peuvent pas dépasser le montant de 46.300.000 euros.

Les dépenses engagées au titre de l'article 1er, alinéa 2 ne peuvent pas dépasser le montant de 2.000.000 euros.

Ces montants correspondent à la valeur 725,05 de l'indice des prix de la construction au 1er octobre 2012.

Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ces montants sont adaptés semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction.»

Cette disposition, qui est la disposition standard reprise dans les lois de financement de constructions de l'État ou autorisant la partici-

pation de l'État au financement d'infrastructures d'assainissement et de protection de l'eau, inspirée sur proposition du Conseil d'État, de la formulation appliquée au subventionnement des investissements hospitaliers ou destinés à la réalisation de centres intégrés pour personnes âgées, ne prévoit aucune adaptation du montant plafond voté par le législateur autre que celles découlant de l'évolution de l'indice des prix à la construction.

Monsieur le Député relève encore que le devis retenu par l'État en annexe de la loi précitée du 23 décembre 2013 ne retient aucun montant pour «travaux divers et imprévus», mais ajoute que, «si un tel poste „travaux divers et imprévus" avait été retenu, les montants afférents seraient dédiés aux suppléments de travaux et se rapporteraient exclusivement aux problèmes techniques que peut rencontrer le projet en question et non aux aléas administratifs auxquels il est éventuellement soumis».

Ce point de vue ne peut toutefois pas être partagé, alors que le libellé de la position a une portée tout à fait générale. Il convient de noter à cet égard que dans l'exposé des motifs ou l'annexe d'autres lois de financement le terme employé est simplement «divers et imprévus». L'exemple en est donné par la loi du 23 décembre 2005 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg.

Au vu de ce qui précède, la prise en charge de hausses issues de l'augmentation du taux de TVA pour les projets d'investissements de stations d'épurations n'est pas prévue par la législation.

Les réponses apportées aux questions soulevées dans la question parlementaire n°3456 gardent toute leur valeur.

Question 3641 (22.02.2018) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **détention des mineurs au Luxembourg:**

An engem ëffentleche Bréif kritiséiert den Ombudsmann d'Situatioun vu mannerjärege Prisonéier hei zu Lëtzebuerg. Obwuel mat der Schafung vu Sécherheetsunitéite fir mannerjäreg Prisonéier zu Dräibuer (UNISEC) eng Léisung fir e jorelaange Mëssstand fonnt ginn ass, gëtt et nach ëmmer Rechtsonkloerheet a beweegt Lëtzebuerg sech nach ëmmer ausserhalb vun deem, wat vu villen internationalen Institutioune gefuerdert gëtt.

Duerfir wollt ech dem Har Justizminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Ariichtung vun den UNISEC eleng Lëtzebuerg aus der internationaler Kritik hëlt, wat d'Behandlung vu Mannerjäregen am Lëtzebuerger Strofsystem ugeet?

2. Ass den Här Minister gewëllt, Remedur ze schafe bei deene Kriticken, déi den Ombudsmann bréiflech formuléiert?

3. Deelt den Här Minister d'Siicht vum Ombudsmann, wat d'Argumenter vun deene betrëfft, déi net wëllen d'Méiglechkeet vun enger Inhaftéierung vu Mannerjäregen zu Schraasseg ofschafen?

4. Schaffen dem Här Minister seng Servicer drun, e Profill ze erstellen, fir an engem gesetzlechen oder reglementäre Kader festzeleeën, wien an d'UNISEC op Dräibuer geluecht ka ginn?

5. Ass den Här Minister gewëllt, d'Méiglechkeet vun enger Inhaftéierung vu Jugendlechen am Prisong vu Schraasseg ze ënnerbannen?

Réponse (22.03.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zur Unité de sécurité (UNISEC) vun Dräibuer, eng Institutioun, déi awer an den Attributioune vum Erzéiungs-, Kanner- a Jugendminister läit. Dat gesot, huet déi Institutioun nawell eng wichteg Roll an der Uwendung vun eisem Jugendschutzgesetz. Och bei deem neie Jugendschutzgesetz ass dat esou.

Am Regierungsrot vum 16. Mäerz 2018 ass de Projet de loi iwwert de reforméierte Jugendschutz an eng gemeinsam Nott vum Erzéiungs-, Kanner- a Jugendminister souwéi vum Justizminister iwwert differenzéiert an adequat Strukture fir betraffe Jonker diskutéiert an ugeholl ginn. Do ass och d'Fro vun der Méiglechkeet vun enger Inhaftéierung vu Mannerjäregen zu Schraasseg beäntwert.

Wéi üüblech kritt d'Chamber als Éischt de Projet de loi an d'Iwwerleeunge vun der Regierung virgestallt. Dofir ass den 28. Mäerz 2018 eng Commission conjointe vun der Commission juridique mat der Commission de l'Éducation virgesinn.

Déi honorabel Deputéierte kréien dee Moment all d'Informatioune vun der Regierung.

Question 3642 (23.02.2018) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **mini-centrales solaires pour autoconsommation domestique:**

Actuellement, une vingtaine de fournisseurs offrent des mini-installations photovoltaïques pour balcons et terrasses, qui produisent de l'électricité pour autoconsommation domestique. Ces installations peuvent être branchées au réseau d'électricité domestique à l'aide d'une prise normale et alimenter un ménage avec une puissance maximale de quelque 150 watts et contribuer ainsi à la consommation d'électricité de ce ménage. Ces mini-centrales solaires remplissent également les normes de sécurité en vigueur.

La réglementation pour la mise en service de ces installations «plug-in» n'est pas uniforme dans les différents États membres de l'UE. Au Portugal par exemple, ces installations sont admises sans autorisation préalable à condition qu'elles portent le label de la Communauté européenne et que la puissance maximale ne dépasse pas les 200 Wp. Aux Pays-Bas environ 200.000 de ces installations fonctionnent depuis 1995 sans poser de problèmes spécifiques de sécurité. En Autriche chaque ménage peut brancher jusqu'à quatre de ces installations photovoltaïques (d'une puissance totale maximale de 600 Wp) au réseau d'électricité domestique. En Allemagne, il a été reconnu que ces mini-installations ne représentent aucun problème pour le bon fonctionnement du réseau d'électricité et que la compétence des fournisseurs d'électricité ne va pas au-delà du compteur d'électricité de chaque consommateur. La mise en service de ces installations serait donc à considérer comme légale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Quelle réglementation concernant ces mini-centrales solaires s'applique au Luxembourg?

2. Est-ce qu'un ménage peut actuellement faire fonctionner une telle installation pour s'alimenter en courant électrique?

3. Est-ce que le Ministère de l'Économie entend promouvoir ces installations photovoltaïques pour autoconsommation domestique?

Réponse (29.03.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Au Luxembourg, la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après «la Loi électricité») s'applique aux centrales de production d'électricité et en conséquence également aux mini-centrales solaires.

La Loi électricité prescrit certaines obligations à l'utilisateur de ces mini-centrales solaires dans le contexte des dispositions couvrant la mise en place de centrales de production d'électricité respectivement dans le contexte de l'autoproduction. Ainsi, d'une part, les mini-centrales solaires doivent être déclarées au ministre et au régulateur avant leur mise en service et, d'autre part, les utilisateurs doivent notifier mensuellement au régulateur les données de comptage concernant la production de leur installation afin de permettre notamment la facturation de la taxe électricité sur l'énergie produite. Le régulateur peut décider d'appliquer une notification annuelle. L'utilisateur de la mini-centrale solaire est responsable pour le comptage de l'énergie électrique produite de son installation.

Enfin, les mini-centrales solaires doivent se conformer à certaines normes et règles techniques européennes en vue de garantir la sécurité de son utilisateur, mais également celle du réseau de distribution d'électricité.

Cependant, il y a lieu de considérer que la Loi électricité actuelle a été rédigée à une époque où le phénomène des mini-centrales solaires n'avait pas encore pris de forme concrète.

La réforme de la Loi électricité, adoptée le 21 février 2018 par le Conseil de Gouvernement, procédera, une fois en vigueur, à certaines modifications afin d'adapter la législation aux nouvelles évolutions. Ainsi, le projet de loi clarifie les nouveaux concepts tels que l'autoconsommation individuelle et l'autoconsommation collective au sein d'une communauté énergétique. Ces nouveaux concepts visent à refléter que le rôle du simple consommateur d'électricité est en pleine mutation vers un rôle plus actif, celui du prosommateur.

En effet, le projet de loi prévoit l'exemption de la taxe «électricité» pour l'énergie électrique autoconsommée provenant soit d'une ou de plusieurs installations de production d'électricité jusqu'à une certaine taille et basées sur les sources d'énergie renouvelables soit des installations de production d'électricité sur base de cogénération à haut rendement. Ainsi et pour autant que les prescriptions techniques soient respectées, les mini-centrales solaires visées pourront profiter de l'exonération de la taxe «électricité».

D'ailleurs, le projet de loi modifie également la façon dont le comptage est organisé et offrira la possibilité d'exempter les mini-centrales solaires de l'obligation du comptage et des dispositions qui en découlent.

Grâce à la modification en-cours de la législation actuelle, la mise en place de mini-centrales solaires sera facilitée et l'autoconsommation encouragée.

En ce qui concerne les prescriptions techniques et la sécurité de ces installations, les gestionnaires de réseau doivent appliquer le règlement 2016/631 de la Commission européenne du 14 avril 2016 établissant un code de réseau sur les exigences applicables au raccordement au réseau des installations de production d'électricité. Dans ledit code, les unités de production d'électricité d'une puissance maximale inférieure à 0,8 kW sont considérées comme non significatives par rapport à leur impact sur les réseaux interconnectés. Les gestionnaires de réseau de distribution ne devraient pas exiger de demande de raccordement spécifique pour un équipement de production autonome au réseau d'électricité de la part des exploitants de ces installations. En revanche les exploitants devraient, en principe en concertation avec un électricien agréé, faire en sorte que leur installation respecte les normes de sécurité VDE-AR-N 4105. L'équipement doit non seulement être certifié CE, mais doit en plus disposer d'un disjoncteur différentiel avec un courant différentiel assigné ne dépassant pas 30 mA.

Pour le moment il n'est pas prévu d'introduire de nouvelles aides en dehors de la réglementation existante pour les installations photovoltaïques.

Question 3643 (23.02.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **majeurs protégés par la loi et les acteurs actifs dans ce domaine:**

Depuis des années déjà, le Ministère de la Justice travaille sur une réforme de la tutelle des majeurs à protéger. Le rapport d'activités du Ministère de la Justice pour l'année 2012 fait ainsi état d'un avant-projet de loi élaboré en la matière. Le rapport d'activités pour l'année 2016 a procédé à une rétrogression dudit sujet dans la rubrique «réflexions en cours».

Au-delà de ces constats, et d'après mes informations, certains acteurs tombant sous le champ d'application de la loi réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (dite «loi ASFT») accompagnant, entre autres, des tutelles, disposent d'un agrément ministériel, tandis que d'autres acteurs dont l'activité principale constitue l'accompagnement tutélaire, peinent à se voir délivrer un tel agrément.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'indiquer quel ministère est responsable pour la délivrance d'un agrément à un acteur actif dans l'accompagnement tutélaire? Dans quels cas de figure ces acteurs doivent-ils disposer d'un agrément ministériel? L'agrément est-il délivré à un tuteur à titre individuel ou peut-il également être délivré à une association?

- Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faille mieux informer les parties concernées?

- Quelles sont les mesures envisagées pour mieux encadrer les majeurs protégés?

Réponse (21.03.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

L'article 1er, alinéa 1er à 3 de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (dite «loi ASFT») dispose que: «Nul ne peut, à titre principal ou accessoire et contre rémunération, entreprendre ou exercer d'une manière non occasionnelle l'une des activités ci-après énumérées, dans le domaine social, socio-éducatif, médico-social ou thérapeutique s'il n'est en possession d'un agrément écrit, suivant leurs compétences respectives, soit du Ministre de la Famille, soit du Ministre de la Promotion féminine, soit du Ministre de la Jeunesse, soit du Ministre de la Santé.

Sont soumises à un agrément, pour autant qu'elles ne fassent pas l'objet d'une autre disposition légale, les activités suivantes en faveur de toutes les catégories de personnes:

- l'accueil et l'hébergement de jour et/ou de nuit de plus de trois personnes simultanément;

- l'offre de services de consultation, d'aide, de prestation de soins, d'assistance, de guidance, de formation sociale, d'animation ou d'orientation professionnelle;

- l'offre de services en matière d'évaluation individuelle des ressources et des difficultés, ainsi qu'en matière d'orientation, de coordination et d'évaluation des mesures développées à la suite de cette évaluation individuelle.

L'agrément est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales, de droit privé et de droit public.»

Toutefois, ni la loi ASFT, ni le Code civil, ni le Nouveau Code de procédure civile ne soumettent à un agrément ministériel l'exercice des fonctions de tuteur et de curateur auprès des majeurs protégés par la loi.

Il appartient au juge des tutelles de désigner les tuteurs et curateurs.

Les tuteurs et curateurs sont prioritairement choisis parmi les membres de famille de la personne concernée. Une personne mariée est tuteur, curateur de droit de son conjoint. Lorsque les tutelles sont confiées à un ascendant, descendant, frère ou sœur de la personne concernée, elles s'exercent suivant les règles applicables, pour les biens des mineurs, à l'administration légale sous contrôle judiciaire.

Dans l'hypothèse où la personne à protéger n'a pas de conjoint, d'ascendant ou descendant, frère ou sœur susceptible de gérer ses biens en sa qualité d'administrateur légal, le juge des tutelles peut, en application de l'article 499 du Code civil, se borner à désigner comme gérant de la tutelle, sans subrogé tuteur ni conseil de famille, soit un préposé appartenant au personnel administratif de l'établissement de traitement, soit un administrateur spécial, choisis dans les conditions fixées par un règlement grand-ducal.

L'article 2 du règlement grand-ducal du 23 décembre 1982 fixant les conditions de désignation d'un gérant de la tutelle énumère quatre groupes de personnes pouvant être désignées par le juge des tutelles pour exercer les fonctions de gérant de la tutelle, à savoir le préposé de l'établissement de traitement précité, les associations sans but lucratif et les fondations s'occupant statutairement des intérêts des personnes affectées d'une altération des facultés mentales ou corporelles, les personnes spécialement qualifiées figurant sur une liste arrêtée par le procureur d'État et les proches parents.

En pratique, tout tiers, avocat, assistante sociale ou personne privée, intéressé à se voir confier une mission de curateur et tuteur, peut manifester son intérêt par l'envoi d'une lettre au juge des tutelles ou au procureur d'État. En cas de nomination comme tuteur, ces tiers figurent sur la liste précitée.

L'article 441 du Code civil prévoit que les différentes charges de la tutelle peuvent être remplies par toutes personnes, sans distinction de sexe, sous réserve des causes d'incapacité, d'exclusion ou de réclusions énumérées aux articles 442, 443, 444 et 445 du même code.

Le tuteur ne peut être exclu, destitué ou récusé qu'après avoir été entendu ou appelé. Il est rare que le juge des tutelles soit saisi d'une telle demande. Il arrive par contre que le juge des tutelles soit saisi d'une demande en remplacement du tuteur ou curateur de la part du majeur protégé lui-même, d'un membre de la famille ou d'un tiers. Le juge des tutelles doit examiner si les faits à la base de cette demande sont établis et s'ils justifient le remplacement. À ces fins, il est demandé au tuteur, curateur de prendre position par rapport aux faits reprochés avant qu'un débat contradictoire n'ait lieu en présence du majeur protégé lui-même et du tuteur, curateur. Le juge des tutelles peut également ordonner une enquête sociale afin que soient recueillis de plus amples renseignements quant au fonctionnement de la tutelle, curatelle. Par la suite, une ordonnance motivée est rendue par le juge des tutelles quant à la demande de remplacement, ordonnance susceptible d'appel.

Enfin, le Ministère de la Justice travaille à une réforme en profondeur du droit des majeurs qui sont protégés par la loi. Afin de se confor-

mer aux exigences découlant de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, il faudra renforcer en conséquence l'autonomie des majeurs sous le coup d'une mesure de protection. Des mesures pour assurer une formation approfondie des gestionnaires des mesures de protection seront prévues et un contrôle de la qualité de l'exécution de leurs missions devra être assuré.

Question 3644 (23.02.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **ligne à haute tension entre Aubange et Esch-sur-Alzette:**

Tëschent dem belschen Aubange (Éibeng/Ibéng) an Esch/Uelzecht leeft eng Héichspannungsleitung, déi zënter 2008 keng legal Autorisatioun méi huet, well dës vum belsche Statsrot annulléiert gouf. D'Protester géint dës Leitung huelen an der Belsch zou an de wallouneschen Emweltminister sicht eng Léisung.

An deem Kontext wëll ech dem Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen eng Rei Froe stellen:

1. Wat géif d'Desaktivéierung vun dëser Energieleitung fir d'Lëtzebuerger Stroumnetz bedeiten?

2. Wéi séier missten Ersatzléisungen duerfir fonnt ginn?

3. Wéi eng eventuell Auswierkungen hätt d'Desaktivéierung vun dëser Stroumleitung op de Stroumpräis zu Lëtzebuerg?

4. Wou a wéi gëtt de Stroum produzéiert, deen iwwert dëse Wee op Lëtzebuerg kënnt?

5. Wéi eng Auswierkunge finanzieller an anerer Natur hätt d'Desaktivéierung vun dëser Leitung op Lëtzebuerger Verflichtungen, wat d'europäescht Stroumnetz an déi international Klimapolitik ugeet?

Réponse (03.04.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser betreffend d'Héichspannungsleitung tëschent dem belschen Aubange an Esch/Uelzecht kann ech, ënner Berücksichtegung vun den Informatioune vun den Netzbedreiwer Creos Luxembourg SA a Sotel SA, Folgendes matdeelen:

D'Stroumnetzer an Zentraleuropa sinn enk vernetzt a kënnen doduerch zu engem gudden Energieaustausch tëschent de Länner an zur Versuergungssécherheet vun de Verbraucher am Generelle bäidroen. D'Verstäerkung vu grenziwwerschreidende Leitunge soll an de kommende Joren an Europa dofir och nach weider erhéicht ginn.

D'Héichspannungsleitung tëschent Aubange (BE) an Esch gouf 1972 fir zwee Stränge geneemegt a war als gemengnëtzeg («utilité publique») deklaréiert ginn. Si gouf an enger éischter Phas just mat engem Strang a Betrib geholl an Enn der 1990er Jore gouf dunn den zweete Strang am Kontext vum Iwwergank vun den ARBED-Schmelzen op elektresch Héichiewen an dem Bau vun der Twinerg-Gaszentral a Betrib geholl. Déi aktuell Diskussioune bezéie sech just op dësen zweete Strang, deen och vun de belschen Autoritéiten autoriséiert gi war. Allerdéngs ass dës Autorisatioun 2008 vum belsche Statsrot annulléiert ginn. Op der lëtzebuergescher Säit sinn all d'Autorisatiounen do an d'Linn kann esou bestoe bleiwen.

Déi betraffe Linn spillt eng wichteg Roll an der Energieversuergung vun all de Stroumnetzer, déi do drunhänken, näämlech der Sotel hiert Industrienetz souwéi d'ëffentlech Netzer vum belschen Netzbedreiwer Elia an deem vun der Creos am Zesummenhang mat den Accorden tëschent den Netzbedreiwer zur Notzung vun dëser Infrastruktur. Et sief och nach bemierkt, datt dës Verbindung tëschent de belsch-lëtzebuergeschen Netzer als Deel vun engem Projet vu gemeinsamen europäeschen Interesse laut dem EU-Reglement n°347/2013 ugesi ginn ass. D'Leitung dréit also och zu der regionaler Energieversuergungssécherheet bäi.

Déi betraffe Linn gëtt als en onverzichtbart Element fir déi vernetzte Reseauen ugesinn an d'Erfahrung weist, datt eng alternativ Léisung fir des Leitung eng Emsetzungszäit vun op d'mannst aacht bis zéng Joer mat sech brénge géif.

Fir d'Clienten, déi um ëffentleche Stroumnetz hänken, hätt eng Desaktivéierung vun dëser Linn keen direkten Impakt op hir Stroumpräisser, well dat ëffentlecht Netz zu Lëtzebuerg um däitschen Netz hänkt an an déi däitsch Maartzon integréiert ass. Déi betraffe Linn huet just en Afloss op déi technesch Gesamtcapacitéit vun den interconnectéierten Netzer. D'Clientë wielen am liberaliséierte Stroummaart hire Fournisseur a kafen e Produit, dee sech aus dem sougenannte Produitmix zesummesetzt, a gi mat dësem Stroum beliwwert. Et handelt sech hei ëm kommerziell Kontrakter, zu deenen dem Minister keng individuell Informatiounen zur Verfügung stinn.

Eng Desaktivéierung vun dëser Leitung huet keen Afloss op déi lëtzebuergesch Engagementer am Kontext vun der internationaler Klimapolitik. Am Allgemengen ënnerstëtzen all grenziwwerschreidend Linnen e reiwungslosen Energieaustausch tëschent de Länner an erlaben, dass den Iwwerschossstroum, ënner anerem aus erneierbare Quellen, beispillsweis aus dem däitschen Netz iwwer Lëtzebuerg kann an d'Belsch fléissen. Grenziwwerschreidend Leitungen erlaben och de jeeweilegen Netzbedreiwer, fir mat den Netzbedreiwer aus den Nopeschlänner am Fall vu groussen Enkpäss oder Stroumausfäll ze kooperéieren an esou méiglech Problemer zesummen ze léisen oder direkt ze vermeiden.

Question 3645 (23.02.2018) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **fermeture de certains commissariats de police dans le nord du pays:**

Depuis quelques semaines, des rumeurs circulent quant à la fermeture définitive et imminente des commissariats de police de Grosbous, Rambrouch et Bavigne. La région nord-ouest du pays serait ainsi confrontée à une couverture lacunaire de son territoire par des commissariats de police. En effet, aucun bureau de police ne serait alors disponible et accessible pour le citoyen entre Redange et Wiltz.

Selon nos informations, l'effectif de policiers ne va pas être réduit mais les délais et les distances à parcourir par les différentes patrouilles pour arriver sur les lieux des interventions vont considérablement augmenter vu l'étendue du territoire que les policiers doivent desservir. Il est par conséquent pour le moins douteux que des services de police dignes de ce nom puissent encore être offerts aux citoyens.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer la fermeture des commissariats de police susmentionnée et, le cas échéant, dans quels délais ces fermetures sont-elles prévues?

2) De quelle manière Monsieur le Ministre entend-il assurer le maintien des forces de l'ordre et le service au citoyen dans la région susmentionnée?

3) Qu'en est-il des commissariats de Vianden et Hosingen pour lesquels une fermeture est également envisagée?

4) Sans contester la nécessité de renforcer les effectifs de police dans les zones urbaines dites sensibles, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la réorganisation de la police pénalise en contrepartie les communes voire les citoyens des zones rurales?

Réponse (21.03.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Depuis le 1er janvier 2017, les commissariats de proximité Grosbous, Rambrouch et Bavigne travaillent sous la forme de communautés de commissariats avec Heiderscheid, Redange et Wiltz respectivement. Ces commissariats fonctionnent sous la dénomination Turelbaach, Atert et Ardennes. Il importe de préciser qu'avant le regroupement en communauté, ces commissariats ont eu un fonctionnement entre 08.00 et 18.00 heures du lundi au vendredi, grâce à la communauté l'horaire de fonctionnement est étendu de 07.00 à 21.00 heures du lundi au vendredi.

En dehors de ces heures de fonctionnement, les centres d'intervention de Wiltz et de Redange couvrent ce territoire 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 et ceci déjà depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la Police.

Un tel regroupement de deux commissariats sur un site n'engendre ainsi pas une présence policière lacunaire au nord-ouest du pays. Il y a lieu de préciser qu'entre Wiltz et Redange, le commissariat Turelbaach avec son siège à Heiderscheid reste opérationnel.

Actuellement, il n'est pas prévu de fermer les sites de Grosbous, Rambrouch et Bavigne sans concertation au préalable avec les autorités locales concernées.

ad 2) Le maintien des forces de l'ordre est assuré par le fait que l'intervention reste inchangée et en surplus le service au citoyen s'est amélioré grâce au travail en communauté des commissariats de proximité.

ad 3) Le commissariat Hosingen travaille en communauté avec le commissariat de Clervaux dans la communauté Ourdall. En accord avec la commune de Hosingen, le service régional de la police de la route pourrait prochainement s'installer dans les locaux de police à Hosingen, ce qui permettrait de regrouper la communauté Ourdall à Clervaux.

ad 4) La réorganisation territoriale du nord du pays vise une présence policière plus étendue dans le temps tout en maintenant pour le moins l'effectif actuel dans la région concernée. Le renfort en termes d'effectifs des hotspots se fait par l'augmentation des effectifs due au recrutement «maximal» dans le cadre des inspecteurs pendant les dernières années et non au détriment d'autres unités.

Question 3646 (26.02.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **télémédecine:**

Rezenten Presseberichten zufolge sollen in Deutschland künftig Patienten auch während sogenannten Onlinesprechstunden über elektronische Kommunikationsmedien wie Skype behandelt werden dürfen. Um dies zu ermöglichen will die Bundesärztekammer das Fernbehandlungsverbot lockern und ausschließliche Beratung oder Behandlung über elektronische Kommunikationsmedien erlauben, wenn dies im Einzelfall ärztlich vertretbar ist. Mit dieser Öffnung soll vor allem das Problem des Ärztemangels in ländlichen Regionen eingedämmt werden.

Die Schweiz ist bekanntlich Vorreiter in der Telemedizin, da bereits seit dem Jahr 2000 rund um die Uhr ärztliche Beratungen per Telefon oder Video stattfinden und Rezepte ausgestellt werden.

In Anbetracht dieser Informationen, möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin sowie an den Minister für soziale Sicherheit stellen:

- Hat die Regierung sich mit der Thematik der Telemedizin auseinandergesetzt und wenn ja, wie ist ihre Position dazu? Was wären Vor- und Nachteile der Telemedizin in Luxemburg? Würde die Telemedizin eine erhebliche Verbesserung der Basisversorgung im Sinne der Patienten mit sich bringen oder ist das Risiko von Fehldiagnosen zu hoch?

- Wenn nicht, gedenkt die Regierung sich über diese Möglichkeiten der Telemedizin zu informieren und eventuell eine Studie über die Möglichkeiten der Telemedizin in Luxemburg in Auftrag zu geben?

Réponse (27.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

De nombreux pays à travers le monde se sont lancés dans des programmes ambitieux et d'envergure visant à améliorer la qualité et l'efficience des soins de santé à l'aide de nouvelles technologies de l'information et de communication. Certains pays, comme la Suisse, ont également mis en place divers outils en matière de télémédecine.

La télémédecine est une composante de la télésanté et constitue une pratique médicale à distance utilisant les technologies de l'information et de communication. Il existe divers actes de la télémédecine tels que la téléconsultation, la téléexpertise, la télésurveillance, la téléassistance médicale et la régulation médicale.

Le plan d'action en matière d'eSanté, adopté par le Gouvernement, proposait dans ce cadre un nombre de projets relativement importants dont un projet en matière de télémédecine avec une stratégie d'implémentation progressive en raison de l'envergure des projets, des défis à relever et du financement nécessaire. Une implémentation du programme eSanté en trois phases majeures fût recommandée. La première phase visait à construire les bases nécessaires à l'édifice eSanté avec la création d'une Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé ainsi qu'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé comportant divers applications et services visant à faciliter l'échange, le partage ou une meilleure utilisation des données de santé.

L'analyse et la conception d'un projet de télésurveillance ou d'applications en matière de télémédecine s'inscrivait dans la deuxième phase, leur réalisation et leur déploiement dans la troisième phase. En raison des faibles distances existant au Luxembourg, la mise en place de la télémédecine n'est pas prioritaire, car comme le précise la Société suisse de télémédecine: son «but est de combler la distance qui sépare le patient et le médecin traitant d'une part et d'autre part les médecins entre eux», c'est-à-dire de pallier des difficultés d'accès aux soins et plus particulièrement à un déficit de médecins sur un territoire de santé.

Or, au Luxembourg, il n'existe pas de difficulté majeure à l'accès aux soins pour la population: il existe une bonne répartition des médecins sur un territoire exigu et facile d'accès en tous points. L'intérêt de la télémédecine est donc très limité.

Néanmoins, dans des cas très précis la télémédecine est pratiquée au Luxembourg: le médecin du SAMU qui diagnostique un infarctus peut envoyer l'ECG au médecin cardiologue hospitalier qui prendra le patient en charge et trouver avec le cardiologue, par téléphone, le traitement le plus adapté au patient dès les premières minutes de prise en charge au domicile. La télémédecine apporte ici un gain de temps précieux.

De même, des scanners cérébraux sont transmis depuis les différents hôpitaux au chirurgien de garde du Service national de neurochirurgie pour avis spécialisé, ce qui évite parfois au patient un transport inutile vers le centre national.

Par ailleurs, dans le cadre du Plan national de lutte contre le Cancer 2014-2018 adopté par le Gouvernement, une des actions consistait à organiser le laboratoire d'anatomopathologie de manière à garantir un résultat anatomopathologique pour des examens extemporanés dans un délai de 30 minutes après exérèse de la pièce opératoire. À cette fin, un système de télépathologie dynamique entre les établissements hospitaliers et le Laboratoire national de santé (LNS) s'est progressivement mis en place en 2016 et 2017 suivant le concept validé par la plateforme nationale cancer. Afin de garantir la qualité et la sécurité des examens pratiqués à distance, des équipements techniques spéciaux ont dû être mis en place et les professionnels de santé ont suivi des formations spécifiques pour l'utilisation de cette technologie.

Par conséquent, même si la télémédecine n'est pas encore largement déployée au Luxembourg en raison de la facilité d'accès aux soins pour les patients et de la stratégie d'implémentation progressive de l'eSanté, elle y est aussi pratiquée entre professionnels de santé dans les processus de prise en charge de patients même si son champ d'application ne fait pas encore l'objet d'une réglementation spécifique.

Question 3647 (26.02.2018) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant le **CR137 entre Consdorf et Berdorf:**

Depuis des années, le chemin repris 137 entre Consdorf et Berdorf se trouve dans un très mauvais état. Selon mes informations, l'Administration des ponts et chaussées a été rendue attentive à ce problème à plusieurs reprises. Il y a quelques mois, elle a réagi en apposant un panneau routier «chaussée dégradée» pour avertir les automobilistes du mauvais état du CR137.

Partant, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le CR137 sera renouvelé dans les mois à venir?

- Selon quels critères l'Administration des ponts et chaussées établit-elle la liste des routes à réparer en priorité?

Réponse (16.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'avant-projet pour le redressement du chemin CR137 entre Consdorf et Berdorf avait été approuvé par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures en date du 8 septembre 2014. Or, la poursuite du projet a été empêchée à cause d'un certain nombre d'emprises qui doivent encore être acquises. L'acquisition de ces dernières emprises étant en train d'être finalisée, le projet définitif, dont la réalisation figure sur la programmation pluriannuelle de 2019, sera présenté sous peu. Après l'obtention de toutes les autorisations nécessaires pour le projet définitif, respectivement la vérification de la validité des autorisations afférentes déjà établies auparavant, rien ne devrait s'opposer à la mise en soumission des travaux projetés. Il s'ensuit que la réalisation des travaux proprement dits pourrait commencer en 2019.

En ce qui concerne les critères selon lesquels l'Administration des ponts et chaussées établit la liste des routes à réparer de façon prioritaire, il y a plusieurs facteurs qui doivent être pris en compte, notamment l'état d'avancement de la dégradation d'une route, le nombre de véhicules (individuels et transports en commun) circulant sur cette route ainsi que les moyens financiers disponibles. En outre, il faut tenir compte du fait que certains redressements de route demandent l'acquisition d'emprises au préalable, ce qui peut avoir des répercussions non négligeables sur le début des travaux projetés, comme c'était le cas pour le redressement du CR137 entre Consdorf et Berdorf.

En plus, la programmation des projets dépend du degré de difficulté d'obtention des diverses autorisations environnementales requises (y compris la planification des mesures compensatoires), parmi lesquels figurent également les procédés à employer, comme par exemple le recyclage à froid sur place d'anciens matériaux enlevés. Évidemment, les précautions environnementales à prendre peuvent varier d'une zone à l'autre [par exemple si une route se trouve dans une zone Natura 2000 (habitat pour la faune et la flore ainsi que zone oiseaux) ou dans une zone de protection des eaux].

Question 3648 (26.02.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **campagne de sensibilisation «Petits déchets - grande pollution»:**

En 2017 le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et l'Administration de l'environnement ont lancé la campagne de sensibilisation «Petits déchets - grande pollution» contre le dépôt de déchets sauvages. Après la diffusion d'un spot dans les cinémas et la mise en place de grandes affiches le long des autoroutes dans un premier temps, il a été prévu d'associer les magasins, stations-service et restaurants fast-food à la campagne par la suite.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Une évaluation de cette campagne a-t-elle été faite?

2) Dans l'affirmative, quelle en a été la conclusion? En quoi consistera le suivi de la campagne?

3) Combien de communes et d'établissements scolaires ont participé à la campagne?

4) Le ministère a-t-il cherché à inclure les communes et les établissements scolaires de façon proactive dans la campagne? Dans la négative, une collaboration avec les communes et les établissements scolaires au sujet du «littering» est-elle encore prévue dans le cadre de la campagne mentionnée ci-dessus?

5) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une telle collaboration serait opportune?

6) La deuxième phase annoncée a-t-elle déjà été réalisée?

7) Dans l'affirmative, en quoi cette collaboration a-t-elle consisté?

8) Quel en a été le concept?

9) Quels ont été les magasins, stations-service et restaurants fast-food associés?

10) Cette collaboration a-t-elle été limitée dans le temps?

Réponse (20.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) et 2) L'Administration de l'environnement a procédé à une évaluation de la campagne sous forme d'une analyse des retombées dans la presse nationale. La campagne a eu un écho important dans les médias quotidiens, mais aussi sur Internet et dans les médias sociaux. En tout 15 articles ont été publiés dans les médias traditionnels (en papier et sur Internet) sur le sujet du «littering» et de ses conséquences pendant l'année 2017. Ces articles concernaient d'une part la campagne proprement dite et d'autre part le sujet du «littering» sans qu'il y ait eu une référence directe avec la campagne de communication. Le sujet a aussi été repris sur les pages Facebook des journaux traditionnels majeurs et des acteurs impliqués.

Les retours reçus - aussi bien dans les médias sociaux que sous forme de commentaires suite aux articles publiés sur Internet - ciblaient majoritairement le mauvais comportement des concitoyens et critiquaient à titre d'exemple un manque de poubelles à certains endroits.

Notons en plus que la campagne a été nominée pour les Media Awards 2018, ce qui certifie donc que la communication et son concept ont été jugés efficaces par un jury indépendant. La campagne peut de ce fait être jugée comme un succès.

D'un point de vue effet sur le terrain, il est difficile d'évaluer l'impact direct de la campagne.

Il faut aussi se rendre compte qu'une seule campagne de sensibilisation n'est certainement pas suffisante pour éviter le «littering». De telles initiatives doivent être prises à des intervalles réguliers pour que le message se manifeste dans la conscience des citoyens.

Sachant qu'une très grande majorité des déchets soumis au «littering» constituent des emballages, il doit être œuvré en même temps pour proposer à la population des emballages réutilisables. Le Plan national de gestion des déchets et des ressources mentionne un certain nombre de telles initiatives. Notons par ailleurs que le Luxembourg s'est doté dans le cadre d'un renforcement de sa législation d'un catalogue de sanctions contre le «littering»: Les amendes peuvent aller de 49 euros pour le jet d'un papier ou d'un mégot à 145 euros pour le dépôt illégal d'un produit électroménager.

Finalement, il sera nécessaire de procéder de nouveau à une campagne de détermination de la nature et des quantités de déchets concernés par le «littering». L'Administration de l'environnement a fait procéder à de telles études en 2008 et en 2015. Les résultats de ces études sont disponibles sur le site emwelt.lu.

ad 3) et 4) Le 6 juillet 2017, une circulaire a été envoyée via le Ministère de l'Intérieur à toutes les communes du Luxembourg. Cette communication consistait en une circulaire relative au projet en question ainsi que d'affiches pour que chaque commune puisse les afficher à des endroits publics ou concernés plus particulièrement par le «littering». En outre les communes ont reçu tous les visuels sous format électronique et en tant qu'affiches afin de les publier dans leurs journaux communaux ou de les afficher à des endroits concernés par la problématique dans la commune.

Certaines communes ont également publié les affiches sur leurs panneaux d'affichage électroniques.

ad 5), 6) et 7) La deuxième phase de la campagne a consisté dans une collaboration avec des stations-service et le Naturpark Öewersauer. La campagne a été lancée durant la période des vacances scolaires d'été et s'est étendue au Naturpark Öewersauer où il y avait des problèmes sérieux de «littering» le long du lac de la Haute-Sûre pendant la haute saison.

En outre le «Naturparkfest - Fuersch duer um Naturparkfest» a affiché notre campagne lors de son édition 2017 aux stands des ateliers d'enfants sur la thématique des déchets.

Toute la campagne a été conçue de façon à atteindre le public cible qui consiste principalement en des résidents et des visiteurs du Luxembourg qui fréquentent les endroits publics en leur temps libre et qui sont susceptibles de jeter leurs déchets dans la nature au lieu des poubelles.

ad 8) Le concept a consisté dans la communication des effets néfastes du «littering» sur l'environnement humain. Le concept visait une communication aux endroits directement concernés par la pollution comme par exemple les espaces publics dans les villes et villages et le long des autoroutes. Il visait également les points de vente des produits les plus concernés par le «littering», à savoir les paquets de cigarettes, les mégots et les canettes.

ad 9) La campagne étendue a été réalisée à travers tout le pays ensemble avec le groupement pétrolier luxembourgeois et les sociétés suivantes: Petroliana (Gulf), Kuwait Petroleum, Petro-Center (Esso), Shell, Total, EFR (Texaco), Aral/BP.

ad 10) Cette collaboration n'est pas limitée dans le temps. Les stations de service ainsi que les communes et toute autre association ou ministère intéressés peuvent toujours contacter l'Administration de l'environnement en vue d'une collaboration future dans le domaine du «littering».

Question 3649 (27.02.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**assistance judiciaire:**

Dans son rapport d'activité 2016, Monsieur le Ministre de la Justice mentionne dans la rubrique «Réflexions en cours» la réforme de l'assistance judiciaire, une réforme déjà annoncée dans le programme gouvernemental dans les termes suivants: «Les procédures d'octroi de l'aide judiciaire et son paiement seront simplifiés et accélérés.»

Or, jusqu'à présent, aucun projet en la matière n'a été présenté à la Chambre des Députés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il nous livrer les points saillants du projet de réforme?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à revoir à la hausse les montants de l'assistance judiciaire?

- Alors qu'actuellement seules les personnes tombant en dessous des seuils définis à l'article 1er du règlement grand-ducal du 18 septembre 1995 concernant l'assistance judiciaire peuvent en bénéficier. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille introduire des paliers permettant de bénéficier de l'assistance judiciaire par exemple à 25%, 50%, 75% ou 100% en fonction des ressources de la personne concernée?

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que pour déterminer si la personne concernée dispose de ressources suffisantes, il n'est par exemple pas tenu compte de mécanismes amputant la personne concernée d'une partie de ses revenus, telle une saisie sur le salaire?

Réponse (21.03.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La réforme que j'ai annoncée publiquement prévoit d'élargir le cercle des personnes bénéficiaires de l'assistance judiciaire.

À l'heure actuelle, l'insuffisance des ressources des personnes bénéficiaires de l'assistance judiciaire s'apprécie suivant les dispositions des articles 19 (1) et 20 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti dans les limites fixées à l'article 5 (1), (2), (3), (4) et (6) de la loi précitée. Ce calcul relève de la compétence des deux barreaux et s'effectue en étroite collaboration avec le Fonds national de solidarité. En ce sens, certaines ressources des personnes demandant l'assistance judiciaire ne sont pas prises en considération alors que d'autres le sont avec immunisation en fonction du nombre de personnes composant le ménage. L'immunisation est fixée à un montant de 30% du revenu minimum garanti. En principe, pour déterminer si la personne qui demande une assistance judiciaire dispose de ressources suffisantes, il n'est pas tenu compte de mécanismes amputant la personne concernée d'une partie de ses revenus. La loi ne permet pas, à l'heure actuelle, de tenir compte des dettes du ménage. Le seul montant qui est soustrait est le terme courant de la pension alimentaire si celle-ci est effectivement payée par la personne demandant une assistance judiciaire. Néanmoins, lorsque le terme courant de la pension alimentaire est payé par voie de saisie, il y a lieu de considérer qu'un tel mécanisme amputant la personne concernée d'une partie de ses revenus est pris en compte pour déterminer si cette dernière peut se voir octroyer l'assistance judiciaire.

Toute personne dont, in fine, les revenus sont supérieurs aux taux fixés perd le bénéfice intégral de l'assistance judiciaire. Ce modèle rigide empêche l'accès à la justice de toutes les personnes dont le revenu dépasse certes les taux actuels sans pour autant disposer de revenus suffisants pour intenter une action en justice ou se défendre dans le cadre d'une procédure. Il y va de l'accès à la justice de tous les justiciables, ni plus ni moins. Cela est fondamental et doit être garanti par l'État et par ceux qui agissent en faveur de la justice.

Le projet en élaboration prévoit l'introduction d'une assistance judiciaire partielle portée par un système de paliers intermédiaires.

Des pourparlers ont lieu avec les barreaux de Luxembourg et de Diekirch pour concrétiser ces objectifs et aligner le travail administratif effectué tant par le Barreau de Luxembourg que par celui de Diekirch, afin d'optimiser la prise en charge des dossiers d'assistance judicaire et le paiement des indemnités des avocats. Ceci permettra d'optimiser le traitement des dossiers dans l'intérêt des justiciables et de mieux contrôler l'évolution des dépenses afin de pouvoir financer l'introduction d'une assistance judiciaire partielle.

Question 3650 (27.02.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **véhicules autonomes:**

Récemment une entreprise a obtenu en Arizona l'autorisation de faire circuler un premier taxi autonome pour une phase de test à grande échelle. En parallèle, les autorités en Angleterre visent à autoriser la circulation de véhicules autonomes à partir de 2021. Ceci illustre de manière impressionnante le niveau d'avancement de la technologie des véhicules autonomes.

En outre, comme l'a affirmé Monsieur le Ministre lors de la signature d'un partenariat entre le Luxembourg, l'Allemagne et la France pour la réalisation d'un projet d'essai en la matière, cette technologie représente un grand potentiel pour améliorer la sécurité routière et pour offrir des services de mobilité à la demande.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a élaboré un plan afin d'adapter le cadre législatif et réglementaire dans le but de préparer cette nouvelle ère de mobilité?

- Quelles sont les mesures à prendre à moyen terme par le Gouvernement afin de permettre aux véhicules autonomes de circuler sur les routes de notre pays?

- Dans quel horizon de temps une autorisation de circulation est-elle réalisable au Luxembourg?

Réponse (16.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La conduite autonome et connectée est considérée comme un domaine d'une haute importance pour le Luxembourg, ceci notamment dans l'optique du développement de nouveaux concepts de mobilité ainsi que dans la perspective de renforcer la sécurité routière en contribuant à la réduction des accidents de la circulation.

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement suit de près cette évolution. Des agents du MDDI et du Ministère de l'Économie participent activement dans les différents groupes de travail internationaux, dont notamment le Forum mondial de la sécurité routière (WP1) et le Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules (WP29) près de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies à Genève ainsi que dans différents autres groupes de travail au niveau de l'Union européenne.

À relever que le déploiement de la conduite autonome ou hautement automatisée au Luxembourg ainsi que dans de nombreux autres pays est fortement tributaire de l'adaptation concomitante des instruments juridiques internationaux correspondants servant de base, notamment, aux cadres législatif et réglementaire régissant la circulation sur le plan national.

Alors que ces travaux sont toujours en cours dans les enceintes précitées et n'ont, à ce stade, pas encore permis de dégager des orientations plus concluantes pouvant, le cas échéant, servir de base aux autorités nationales compétentes pour une éventuelle adaptation des lois et règlements dans leurs pays respectifs pour tenir compte de ces nouveaux phénomènes, le MDDI n'a pas encore légiféré pour autoriser d'une manière générale l'utilisation de véhicules entièrement autonomes (véhicules qui ne nécessitent plus de conducteur) sur les voies publiques.

Toutefois, dans un souci de ne pas freiner l'évolution de ces nouvelles technologies, un projet de règlement grand-ducal prévoit d'introduire une disposition à l'article 160 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route). Cette disposition autorise le Ministre ayant les transports dans ses attributions à exempter, sous certaines conditions, le conducteur d'un véhicule destiné aux essais scientifiques notamment en relation avec la conduite autonome et hautement automatisée, de certaines dispositions de ce même article (p. ex.: lâcher simultanément les deux mains du volant lorsque le véhicule est en mouvement).

Par ailleurs, le partenariat entre le Luxembourg, l'Allemagne et la France, mentionné par les honorables Députés, a non seulement comme objectif la mise en place d'un site expérimental numérique transfrontalier pour la conduite automatisée et connectée, mais aussi l'élaboration de démarches concertées pour l'homologation et l'autorisation de véhicules destinés aux essais scientifiques.

Ainsi, l'objectif pour le MDDI en relation avec ces essais scientifiques consiste en particulier à gagner de l'expérience dans le domaine de la conduite autonome et à élaborer par la suite un cadre légal approprié pour l'utilisation des véhicules autonomes et hautement automatisés sur les voies publiques.

Reste à mentionner que déjà aujourd'hui l'utilisation de véhicules hautement automatisés (fonctionnalité de pilotage automatique sur autoroute ou pour stationner) n'est pas interdite

au Luxembourg à condition que le véhicule soit construit selon les dispositions européennes d'homologation et que le conducteur respecte toutes les règles prévues par le Code de la route, notamment celles relatives au contrôle permanent et à la maîtrise du véhicule qu'il conduit.

Question 3652 (27.02.2018) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **situation de stationnement à Mertert:**

Gerüchten zufolge sollen sowohl der geplante Ausbau des Park & Ride am Autobahn-Grenzübergang in Wasserbillig als auch der Bau eines Parkhauses am Bahnhof Wasserbillig vorläufig bis zum Jahr 2023 verschoben werden.

Angeblich stehen diese zeitlichen Verschiebungen in Zusammenhang mit einer geplanten Vergrößerung des Bahnsteigs in Mertert.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, warum wird nicht wenigstens das Park & Ride-Projekt umgehend realisiert, um die Parkprobleme in den Griff zu bekommen?

- Welche provisorischen Lösungen strebt die Regierung an aufgrund des Parkproblems in der Gemeinde Mertert?

Réponse (17.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Park & Ride-Projekt an der Autobahn:

Bezüglich des Ausbaus der Parkanlage Park & Ride (P&R) Mesenich am Grenzübergang Wasserbillig im Zuge der Autobahn A1, so war dieser immer in zwei Phasen vorgesehen.

Die Phase 1 begreift den Bau einer P&R-Anlage mit 737 Stellplätzen sowie die Einrichtung einer Bushaltestelle und zweier Kreisverkehre. Der Park & Ride wird durch eine neue Bushaltestelle entlang des CR141b und einen neuen Fußgängerweg, der die Bushaltestelle direkt mit der P&R-Anlage verbindet, bedient.

Das Ausschreibungsdossier zu Phase 1 kann noch im Sommer dieses Jahres vorgelegt werden, und die Ausschreibung der Arbeiten kann im Herbst oder Winter 2018 erfolgen.

Die Phase 2 begreift den Bau eines Parkhauses mit 990 Stellplätzen über fünf Etagen anstelle der derzeit bestehenden Parkanlage, für dessen Umsetzung noch kein genauer Zeitplan vorliegt.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich folgende Anzahl an Stellplätzen im Bereich des Grenzübergangs Wasserbillig:

- Bestehend: 261 Plätze (= 100%)

- Phase 1: 261 + 737 = 998 Plätze (+ 280%)

- Phase 2: 998 + 990 = 1.988 Plätze (+ 660%).

Bahnsteige in Mertert:

Das Projekt in Wasserbillig beschränkt sich nicht nur auf die Errichtung eines P&R-Parkhauses, sondern sieht auch die Modernisierung und die Anpassung der bestehenden Infrastrukturen vor.

Die bestehenden Infrastrukturen entsprechen weder den geforderten Auflagen noch der Nutzung von Menschen mit eingeschränkter Mobilität.

Ebenfalls verlangt die in den letzen Jahren stetig wachsende Anzahl an Passagieren, dass die CFL ihre Kapazität im Bahnhof Wasserbillig erhöhen muss.

Die Arbeiten der Phase 1 beginnen Ende 2019. Sie machen es erforderlich, dass der aktuelle Parkplatz als Baustelleneinrichtung dient für den Abriss des bestehenden Gebäudes, die Erneuerung der Gleise und den Neubau des ersten Bahnstegs sowie dessen Unterführung.

Hieraus ergibt sich, dass der Bau des P&R-Parkhauses erst nach Abschluss dieser Arbeiten begonnen werden kann.

Die Arbeiten der Phase 1 werden Mitte 2021 fertiggestellt sein, folglich beginnt sofort nach Beendigung dieser Arbeiten der Bau des P&R-Parkhauses. Das P&R-Parkhaus wird spätestens Ende 2023 fertiggestellt sein.

Q140

Question 3654 (28.02.2018) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **indemnités de chômage transférées à l'étranger:**

D'europäescht Reglement CE 883/2004 gesäit vir, datt d'Prestatioune fir de Chômage an deem Land ausbezuelt ginn, wou de Chômeur säi Wunnsëtz huet. Déi zoustänneg Administratioun vun deem Land, wou de Chômeur säi leschten Emploi hat (fir Lëtzebuerg d'ADEM), muss awer en Deel vun deem Chômage iwwerhuelen, an der Regel fir dräi Méint. Dëse Montant gëtt an dat Land iwwerwisen, wou de Chômeur säi Wunnsëtz huet.

Dowéinst wéilt ech dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Minister der Chamber matdeelen, wéi vill Prestatiounen op der Basis vun dësem Reglement an d'Ausland iwwerwise gi sinn zanter dem Akraafttriede vum Reglement, pro Joer a pro Land.

2) D'Assurance chômage gëtt zum Deel iwwert d'Solidaritéitssteier (2,5% vun der Steier um Revenu) finanzéiert. Gëtt et konkret Zuelen oder zumindest Schätzungen, wéi e Montant d'Frontalieren iwwert de Wee vun der Solidaritéitssteier an d'Assurance chômage abezuelen?

Réponse (06.04.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) Op Basis vum Reglement CE 883/2004 huet Lëtzebuerg déi folgend Zommen u Chômagegelder un d'EU-Länner bezuelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) D'Solidaritéitssteier finanzéiert de gréissten Deel vum Fonds pour l'emploi, deen awer och nach aus anere Quelle gespeist gëtt.

De Fonds pour l'emploi beschränkt sech och net nëmmen op d'Finanzéierung vum Chômage, well Lëtzebuerg jo keng klassesch Assurance chômage huet an duerfir kënnen déi Zuelen net zur Verfügung stoen.

Question 3655 (28.02.2018) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **réforme du règlement CE 883/2004 concernant les indemnités de chômage transférées à l'étranger:**

D'europäescht Reglement CE 883/2004 gesäit vir, datt d'Prestatioune fir de Chômage an deem Land ausbezuelt ginn, wou de Chômeur säi Wunnsëtz huet. Zu Bréissel gëtt aktuell iwwert dëst Reglement (an d'Reglement CE 987/2009, wat Modalitéiten dozou festleet) verhandelt.

Konkret géif et dorëms goen, datt de Chômage neierdéngs do ausbezuelt misst ginn, wou de Chômeur fir d'Lescht geschafft huet. Lëtzebuerg misst deemno de Chômage vun de Frontalieren integral iwwerhuelen, no de Regelen, déi fir Lëtzebuerg gëllen. Dëst hätt riseg Repercussiounen op Lëtzebuerg, wou aktuell méi wéi 185.000 Frontaliere beschäftegt sinn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1) Wou sinn d'Verhandlungen an der Europäescher Unioun iwwert d'Reform vun de Reglementer CE 883/2004 an CE 987/2009 drun?

2) Wat ass d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung an deem Dossier?

3) Wéi grouss ass d'Probabilitéit, datt déi aktuell Regelung („Exportatioun" vun de Chômageprestatiounen op dräi Méint limitéiert) ka bestoe bleiwen?

4) Wat wären d'Konsequenzen, wa Lëtzebuerg eleng misst de Chômage vun de Frontaliere bezuelen? Géif dëst zu enger Erhéijung vun der Solidaritéitssteier oder zu Verschlechterunge bei de Prestatioune fir de Chômage féieren?

Réponse (06.04.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) D'Verhandlungen an der Europäescher Unioun iwwert d'Reform vun de Reglementer CE 883/2004 an CE 987/2009 a méi spezifesch iwwert d'Kapitel vun de Chômageprestatiounen hunn am Januar 2018 ugefaang. Aktuell gëtt dësen Dossier zu Bréissel ënnert der bulgarescher Presidence negociéiert.

ad 2) Déi grouss Ännerung, déi am Kapitel 6 vum Reglement 883/2004 virgesinn ass, ass de Paradigmewiessel am Artikel 65. Bis elo war et ëmmer esou, datt d'Prestatioune fir de Chômage an deem Land ausbezuelt ginn, wou de Chômeur säi Wunnsëtz huet. D'Kommissioun proposéiert, dës Regel ze änneren, soudatt de Chômage vun elo un do ausbezuelt soll ginn, wou de Chômeur fir d'Lescht wärend mindestens 12 Méint geschafft huet.

Zu Lëtzebuerg sinn notamment vill Frontaliere beschäftegt, déi natierlech och zu eisem ökonomesche Wuesstum an zu eisem soziale Wuelstand bäidroen.

D'Zuel vun de Frontaliere gëtt aktuell op ongeféier 190.000 geschat. Déi néi Ännerung, déi d'Kommissioun virschléit, hätt als Konsequenz, datt Lëtzebuerg och fir déi Leit, déi zu Lëtzebuerg wärend 12 Méint geschafft hunn, mä anzwousch anescht wunnen, de Chômage misst bezuelen. Als Contrepartie zu dem Paradigmewiessel proposéiert d'Kommissioun, den aktuelle System vum Remboursement ofzeschafen.

D'Lëtzebuerger Regierung kann dës Propositioun vun der Kommissioun net matdroen, well de Memberstat, dee fir d'Ausbezuele vum Chômage zoustänneg ass, och soll a muss déi néideg Kontrollen duerchféiere kënnen, fir ze préiwen, ob eng Persoun hiren Obligatiounen als Demandeur d'emploi nogeet, notamment datt déi Persoun beweise muss, datt se aktiv eng Aarbecht sicht, d'Rendez-vouse mat der ADEM anhält, u Formatiounen, déi d'ADEM proposéiert, deelhëlt a sou weider…

Dat géif och heeschen, datt am Prinzip de Frontalier misst, fir de Chômage weider kréien ze kënnen, eng nei Aarbecht zu Lëtzebuerg sichen an unhuelen, och wann hien dat net méi wéilt. De Prinzip vun der „libre circulation" iwwer Grenzen ewech wier also net méi e Recht, mä quasi eng Obligatioun, wat net am Geescht vun den europäeschen Traitéen ass.

Lëtzebuerg huet d'Europäesch Kommissioun permanent op déi verschidde Problemer a Froen opmierksam gemaach an dat bis an d'Spëtzt vun der Kommissioun, awer ouni vill Resultat.

D'Lëtzebuerger Positioun gëtt och vun anere Memberstate gedeelt, notamment Däitschland, Holland, Éisträich, Dänemark a Malta, an iwwregens och vu verschidde Comitéen, déi d'Frontalieren hei zu Lëtzebuerg representéieren.

Lëtzebuerg wéi och déi uewegenannte Memberstaten engagéiere sech dofir, de Status quo ze erhalen an en contrepartie de System vum Remboursement ze verbesseren, deen aktuell vu villen anere Memberstate kritiséiert gëtt.

ad 3) Am Géigesaz zu dem System vum Remboursement ass d'Probabilitéit, datt déi aktuell Regelung iwwer Exportatioun vun de Chômageprestatioune bestoe bleift, den Ament héich, well eng Majoritéit vun de Memberstate sech am Laf vun de Verhandlunge géint eng obligatoresch Erhéijung vun der Durée vun der Exportatioun op sechs Méint ausgeschwat hunn.

ad 4) Och wann d'Repercussioune vun der neier Regelung nach net vollstänneg bekannt sinn, ass weder eng Erhéijung vun der Solidaritéitssteier nach eng Verschlechterung bei de Prestatioune fir de Chômage virgesinn. De But muss och weiderhi sinn, fir den Demandeur d'emploi sou séier wéi méiglech an den Aarbechtsmarché ze reintegréieren.

Déi nei Ännerung géif och bedeiten, datt mer d'Personal vun der ADEM missten zimlech staark opstocken, fir déi nämlecht Qualitéit vum Service fir all Demandeur d'emploi ze garantéieren.

Fir datt een eng séier Reinsertioun erméigleche kann, muss d'ADEM déi néideg Kontrollmesuren duerchféiere kënnen an et muss séchergestallt ginn, datt d'Kooperatioun tëscht den Agencen an Europa verbessert gëtt, fir méiglechen Abusen a Frauden entgéintzewierken.

Question 3656 (28.02.2018) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **chirurgie plastique, reconstructive et esthétique:**

Alors que le projet de loi 7000 s'apprête à régler de façon précise l'âge à partir duquel les mineurs pourront faire recours au tatouage et au perçage sous réserve de l'autorisation parentale préalable, aucune limitation d'âge n'est de rigueur en matière de chirurgie plastique, reconstructive et esthétique.

Face à la banalisation des interventions chirurgicales de nature purement esthétique et afin de protéger les mineurs, certains États ont légiféré en définissant des règles claires et précises: autorisation parentale préalable, consultation obligatoire d'un psychiatre, second avis médical par un autre chirurgien plastique, fortes amendes en cas de non-respect des dispositions, telles qu'elles existent par exemple en France.

Un autre phénomène dans le domaine des interventions esthétiques est la prolifération des cabinets proposant des injections au botox ou à l'acide hyaluronique. Considérant que les effets non désirés, voire les dommages d'injections pratiquées sans le savoir-faire nécessaire peuvent être sévères et non réversibles, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Les médecins proposant des injections au Botox ou à l'acide hyaluronique sont-ils soumis à une obligation de formation en la matière? Existe-t-il une limite d'âge pour protéger les patients mineurs?

2. Quel est le nombre d'opérations pour la chirurgie plastique, reconstructive et esthétique effectuées sur des mineurs d'âge au cours des cinq dernières années? Quelle était la nature de ces interventions et à quel taux s'élevaient les opérations non fondées sur des indications médicales?

3. Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il y a lieu de définir des règles claires et précises à l'encontre de la chirurgie plastique, reconstructive et esthétique réalisée sur les mineurs et non fondée sur des indications médicales?

Réponse (29.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. Concernant la formation en matière d'injection de Botox ou d'acide hyaluronique, il n'existe actuellement pas d'obligation spécifique de formation pour les médecins proposant ces types de prise en charge. Par contre, il est important de rappeler que des articles de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient et des dispositions du Code de déontologie médicale s'imposent à tous les médecins et plus particulièrement concernant:

- l'obligation de se «tenir au courant des recommandations de bonne pratique» (article 13 du Code de déontologie);

- l'engagement «à assurer personnellement des soins consciencieux, dévoués et fondés sur les données acquises de la science en faisant appel, s'il y a lieu, à l'assistance de tiers compétents» (article 39 du Code de déontologie);

- l'interdiction de faire courir au patient un risque disproportionné ou injustifié (article 57 du Code de déontologie);

- l'obligation de prodiguer des soins de santé «de façon efficace et (…) conformes aux données acquises de la science et aux normes légalement prescrites en matière de qualité et de sécurité» (article 4 de la loi précitée).

Concernant plus particulièrement la prise en charge de patients mineurs et leur protection, la loi citée ci-dessus précise outre les conditions relatives au droit à l'information sur l'état de santé et plus particulièrement l'obligation du consentement préalable, libre et éclairé, donné à la suite d'une information adéquate (article 8) que «les droits du patient mineur non émancipé sont exercés par ses parents ou par tout autre représentant légal. Suivant son âge et sa maturité et dans la mesure du possible, le mineur est associé à l'exercice des droits relatifs à sa santé» (article 13 alinéa 1). S'il est estimé que le mineur dispose de la «capacité de discernement nécessaire pour apprécier raisonnablement ses intérêts, il peut être admis par le médecin traitant ou tout autre prestataire de soins de santé responsable de la prise en charge à exercer les droits relatifs à sa santé de manière autonome» (extrait article 13 alinéa 2). Ces éléments figurent aussi dans le Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste édicté par le Collège médical.

ad 2. Les informations relatives au nombre d'opérations de chirurgie plastique, reconstructive et esthétique effectuées sur des mineurs au cours des cinq dernières années ne sont pas disponibles. La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit cependant la documentation et le codage des séjours hospitaliers: son article 38 précise que «tout établissement hospitalier (…) procède à l'analyse quantitative et qualitative de son activité», qui «repose sur les données (…) produites pour chaque séjour en hospitalisation stationnaire ou de jour» et que «les diagnostics et les interventions et examens médicaux sont codés suivant les classifications ICD-10-CM et ICD-10-PCS mises à disposition par le Ministre de la Santé, dans le respect des consignes de bonne pratique de codage établies par la Commission consultative de la documentation hospitalière». Ces dispositions devraient grandement améliorer la qualité des informations sur l'ensemble des prises en charge dans le secteur hospitalier, y compris sur les interventions ne tombant pas dans le champ de l'assurance maladie.

ad 3. L'annexe 2 de la loi du 8 mars 2018 précitée définit le cadre de fonctionnement des

services de chirurgie esthétique. Ce service doit avoir recours «aux compétences de chirurgie plastique ou maxillo-faciale et, selon le territoire anatomique des interventions réalisées, aux compétences chirurgicales des spécialités concernées». Cette compétence ne peut être que médicale au sein des établissements hospitaliers. L'annexe 2 au texte de loi renforce les conditions d'information du patient et de délai légal à respecter. Il y est précisé l'obligation de:

- «Fournir à la personne concernée, pour toute prestation de chirurgie esthétique, les informations relatives aux conditions de l'intervention, les risques et éventuelles conséquences et complications, ainsi qu'un devis détaillé des honoraires médicaux, frais et durée estimée de séjour hospitalier, produits, médicaments et dispositifs médicaux; ce devis est daté et signé du ou des chirurgiens devant réaliser l'intervention prévue.

- Respecter un délai minimal de 15 jours entre la remise du devis et l'intervention éventuelle.

- Disposer «de l'accès au soutien psychologique pour tout patient tout au long de la prise en charge».

L'ensemble de ces dispositions permet d'assurer la qualité de l'information délivrée aux patients et la garantie de qualité et de sécurité des soins, y compris pour les personnes mineures.

Question 3658 (28.02.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **certificat de rémunération annuel:**

Par courrier du 22 décembre 2017, le personnel de l'État en activité et retraité a été informé qu'à partir de janvier 2018, les fiches de traitement mensuelles et les certificats de rémunération annuels ne seront plus envoyés en version papier, mais sont désormais disponibles par le biais du guichet «MyGuichet.lu». Cette décision a été prise dans un contexte de simplification administrative et de modernisation ainsi que pour des raisons d'ordre écologique. Les agents qui souhaitent néanmoins continuer à recevoir une version papier des fiches de rémunération ont eu la possibilité d'en faire la demande auprès de l'Administration du personnel de l'État. Le courrier est par contre resté muet quant à une éventuelle version papier du certificat de rémunération annuel.

Plus tard, les bénéficiaires d'une pension de l'État furent informés que cette procédure ne les concernerait pas et qu'ils avaient été visés par erreur.

Fin février 2018, les retraités de l'État ont cependant été informés que le certificat de rémunération pour l'année 2017 sera accessible vers mi-mars prochain par le biais de «MyGuichet.lu» et que l'Administration du personnel de l'État n'établira pas de certificat de rémunération manuellement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le certificat de rémunération pour l'année 2017 servant de justificatif auprès de l'Administration des contributions directes dans le cadre de la déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2017 ne sera plus disponible en version papier mais seulement par le biais du guichet «MyGuichet.lu»?

- Quelles sont les raisons à la base de cette décision respectivement pour quelles raisons la possibilité de recevoir une version papier a-t-elle été maintenue pour les fiches de paie et non pour le certificat de rémunération annuel?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il convienne de revenir sur cette situation?

- Par quels moyens les agents respectivement retraités de l'État qui n'ont pas ou qui ne souhaitent pas avoir de compte sur le guichet «MyGuichet.lu» peuvent-ils accéder à leur certificat de rémunération annuel?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il doive exister une obligation pour le personnel de l'État en activité ou retraité à effectuer les démarches concernant la relation avec l'employeur-État par voie électronique?

Réponse (15.03.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, je puis confirmer que l'Administration du personnel de l'État (APE) a envoyé en date du 22 décembre 2017 un courrier à l'ensemble du personnel en activité auprès de l'État luxembourgeois l'informant que les fiches de paie ainsi que les certificats de rémunération annuels ne seront dorénavant plus envoyés en version papier. Outre son intérêt écologique, cette démarche s'inscrit dans une volonté de simplification administrative et de modernisation des procédures.

Le courrier précité a également prévu une procédure simple et rapide moyennant laquelle les personnes qui souhaitent continuer à recevoir une version papier de leur fiche de paie ainsi que de leur certificat de rémunération pourraient en informer l'APE.

Il est correct que le courrier n'a pas précisé que toute demande introduite en vue du maintien de la version papier de la fiche de paie inclut d'office également le certificat de rémunération annuel. Je peux cependant confirmer que, dès réception d'une demande papier de la fiche de paie de la part d'un agent, l'APE procède également, et de façon automatique, à l'envoi du certificat de rémunération annuel par le biais d'un courrier postal. Il n'est donc pas nécessaire que l'agent ayant fait une demande de fiche de paie en version papier se connecte sur «MyGuichet.lu» afin de récupérer son certificat de rémunération annuel.

En ce qui concerne les bénéficiaires d'une pension, une erreur de manipulation s'est malheureusement produite lors de la mise sous pli de masse des fiches de paie, de sorte qu'environ 3.000 bénéficiaires de pension ont reçu le courrier susmentionné par erreur. En effet, ces derniers ne sont à l'heure actuelle pas concernés par cette mesure et continueront à recevoir leurs fiches de pension ainsi que leurs certificats de pension annuels par voie papier. Un courrier rectificatif a d'ailleurs été envoyé par l'APE le 29 janvier 2018 aux personnes concernées, leur proposant toutefois, par simple demande et souhait de leur part, une décommande de la version papier des deux types de documents en échange d'une version électronique accessible sur «MyGuichet.lu».

Question 3659 (01.03.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **retrait et versement d'argent par l'intermédiaire du facteur:**

Les facteurs aux postes peuvent, sur simple demande, retirer de l'argent sur le compte CCP de personnes privées et le leur apporter à leur domicile pour éviter un déplacement inutile.

Dans la même logique, ils peuvent déposer de l'argent de clients POST sur leur CCP.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Selon quelle procédure les demandeurs de billets de banque peuvent-ils solliciter ce service?

2. Quel est le montant maximal de monnaie «cash» qui peut être transféré aux personnes privées par demande?

3. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant l'utilisation de ce service par les particuliers?

Réponse (11.04.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Le service de retraits et versements sur comptes particuliers fait partie des nouveaux services offerts depuis 2015 par les facteurs en tournée. Un des principaux objectifs est d'offrir des solutions adaptées aux personnes à mobilité réduite et/ou ayant des difficultés de transport vers une agence POST. Mais ce service est en principe accessible à toute personne qui en fait la demande auprès du facteur.

Le client CCP commande un retrait auprès du facteur en tournée via un bon de commande dûment rempli et signé par le client. Le lendemain, le caissier central de POST contrôle la provision du compte, l'authentification de la signature, l'absence d'opposition sur le compte et établit le retrait. La somme du retrait ainsi que la quittance du retrait sont remises au client par le facteur en tournée et en retour le client signe cette quittance.

Pour les dépôts, la procédure veut que le client remette le montant du dépôt avec le bordereau dûment signé au facteur en tournée. De même que pour le retrait, le caissier central de POST procède le lendemain à la vérification des oppositions éventuelles sur le compte, de la signature, de la légalité des billets de banque etc. et le facteur en tournée remet la quittance au client qui la signe.

Le montant maximal qu'un client peut retirer auprès du facteur est fixé à 500 euros, par contre faut-il souligner qu'il existe également un montant plafonné que les facteurs en tournée sont autorisés à porter avec eux. Pour des raisons de sécurité des facteurs en tournée, POST ne souhaite pas divulguer plus d'informations sur les montants autorisés.

Question 3660 (01.03.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **brigade canine de l'Administration des douanes et accises:**

D'après un article dans la presse écrite, le collège échevinal de la commune de Sandweiler s'opposerait aux plans du Ministère des Finances de renforcer la brigade canine des douanes et accises du Birelerhaff et de réaménager dans ce contexte le bâtiment historique afin d'y héberger de nouveaux bureaux.

Les raisons pour cette opposition seraient d'un côté le fait que le Birelerhaff se situe dans une zone de protection des sources et d'un autre côté le manque de connexion au réseau routier et au réseau du transport public.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits décrits ci-dessus?

- Quelles ont été les raisons de Monsieur le Ministre pour renforcer la brigade du Birelerhaff?

- Les faits soulevés par le collège échevinal de Sandweiler ont-ils été pris en considération lors de la décision de réaménager le Birelerhaff? Dans l'affirmative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il décidé de renforcer la brigade en question?

- Quelles suites Monsieur le Ministre entend-il réserver aux critiques articulées par le collège échevinal de Sandweiler?

Réponse (30.03.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le site Birelerhaff (ferme composée de plusieurs bâtiments classés «monument national» et terrains agricoles de 18,9 ha) avait été acquis en 2009 par l'État, à la demande du Ministre des Transports, en raison de la proximité immédiate avec la zone de l'aéroport. Les bâtiments en question se trouvent à 300 mètres de la piste d'atterrissage de l'aéroport de sorte que, pour des raisons de sécurité, il n'a pas été jugé opportun de laisser le site à l'abandon ou sans surveillance.

Ainsi, le site répond parfaitement aux exigences requises pour l'entrainement de la brigade canine de l'Administration des douanes et accises, aussi bien en termes de sécurité que de proximité par rapport à l'aéroport, principal lieu d'action de cette brigade. En outre, l'installation de cette brigade permet d'expliquer les dépenses nécessaires à la conservation du site classé, qui sans cette affectation concrète, compatible avec les considérations ci-dessus, risque de tomber en ruines.

En effet, depuis lors, l'Administration des bâtiments publics, en étroite collaboration avec le Ministère de la Culture et l'Administration des sites et monuments, a élaboré un projet permettant à la fois la conservation des lieux classés et l'installation définitive de la brigade canine. Depuis le début du projet, il a été clair que l'installation de conteneurs n'est qu'une situation temporaire dans l'attente de l'installation des agents concernés dans les lieux à rénover, sachant que l'ancien propriétaire avait encore le droit de jouir un certain temps des bâtiments en question.

En ce qui concerne le dimensionnement des services sur le site, il est prévu d'y stationner aussi le service de l'Inspection anti-drogues et produits sensibles (IADPS), mais non de renforcer la brigade canine, laquelle compte dix chiens. Entre-temps, il a été renoncé au projet de l'installation de la centrale radiophonique Douanes base (DOBA).

Ainsi, il est actuellement prévu de stationner au Birelerhaff une quarantaine de personnes. Pour ces services, l'accès au site ne pose point de problème, le nombre des allées et venues n'étant pas significatif. Les études pour examiner le projet d'un point de vue environnemental sont en cours.

Question 3662 (01.03.2018) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant l'**utilisation du lisier:**

Bei den ständigen Minustemperaturen der letzten Tage ist es den Landwirten nicht erlaubt, Gülle auf den Feldern zu verteilen, da sie durch den Frost nicht in den Boden eindringen kann. Neben dem Gestank stellt sich auch das Problem, dass die Gülle in nahe liegende Bäche fließen könnte. Dennoch wird dieser Tage auf vielen Feldern im Land Gülle verteilt.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wann genau darf ein Landwirt Gülle und Mist auf dem Ackerland und Grünland verteilen?

2. Der Kanton Zürich stellt den Landwirten eine Checkliste[1] zum „Ausbringen von Gülle und Mist" zur Verfügung, die vereinfacht veranschaulicht, unter welchen Bedingungen Gülle verteilt werden darf. Gibt es in Luxemburg eine ähnliche Hilfe zur Entscheidungsfindung? Wenn nicht, wäre sie nicht auch hier sinnvoll?

3. Darf im Winter ein Prallteller zum Verteilen des Düngers genutzt werden, oder sollte ein Schleppschlauch zur Reduzierung der Verluste von Ammoniak und Stickstoff eingesetzt werden, wenn ein solcher vorhanden ist?

4. Gibt es Ausnahmeregelungen für das Ausbringen von Gülle im Winter? Wenn ja, muss eine solche Ausnahme genehmigt werden? Wurden solche Genehmigungen erteilt?

5. Ist es förderlich für das Wachstum der Wintersaat und die Stickstoffanreicherung der Böden sowie für den Aufbau von Humus, wenn bei diesen tiefen Temperaturen Gülle verteilt wird?

6. Wäre es nicht sinnvoller, den wertvollen Wirtschaftsdünger zu lagern und zusätzliche Lagerkapazitäten von bis zu sechs Monaten zu schaffen und diese zu subventionieren? So könnte der Dünger zielgerichteter eingesetzt werden und der Einsatz von teurem chemischem Stickstoffdünger reduziert werden. Gibt es hierfür eine legale Basis?

Réponse commune (20.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Ungeachtet der Gültigkeit anderer gesetzlicher Bestimmungen[2] (z. B. in ausgewiesenen Trinkwasserschutzgebieten, im Rahmen der Teilnahme an der Landschaftspflegeprämie, im Rahmen der Teilnahme an bestimmten Agrar-Umwelt-Klima-Maßnahmen…) ist den in Artikel 6 des abgeänderten Nitratreglements[3] vom 24. November 2000 aufgeführten gesetzlichen Bestimmungen Folge zu leisten.

Insbesondere ist laut Artikel 6, Punkt 2) die Ausbringung von Gülle, Jauche, Gärresten, flüssigem Klärschlamm, stroharmem Frischmist (TS-Gehalt <14%), Geflügelmist, Geflügeltrockenkot

- während der Periode vom 15. Oktober bis 1. März auf nicht bedeckten Böden,

- während der Periode vom 15. Oktober bis 15. Februar auf bedeckten Böden (=Ackerwinterkulturen, Zwischenfrüchte, Grünbrachen),

- während der Periode vom 15. November bis 15. Februar auf Wiesen und Weiden

verboten.

Was die Ausbringung von strohreichem Frischmist, Kompost und Trockenmist (TS-Gehalt >14%) anbelangt, führt das Nitratreglement keine solchen Ausbringungsverbotsperioden auf.

ad 2. In Luxemburg wird die Beratung über sogenannte Beratungsmodule seitens der Beratungsdienststellen organisiert und integral beziehungsweise zu großen Teilen über das Landwirtschaftsministerium finanziert. Das Modul Düngeberatung beschäftigt sich mit den oben genannten Aspekten und dient den Landwirten als Hilfestellung. Weiterhin gilt es, die moderne Technik zu nutzen und das umfassende Wetterdatennetz in Luxemburg ebenfalls als Entscheidungshilfe mit einzubeziehen in puncto Frosttiefe, jedoch ebenfalls unter Einbeziehung der Wettervorhersage für die folgenden Tage. Die landwirtschaftlichen Verwaltungen werden ebenfalls häufig in solchen Fällen als Entscheidungshilfe konsultiert.

ad 3. Der Einsatz der Verteiltechnik für flüssige

[1] http://www.strickhof.ch/medium.php?id=59311&path=userfiles/CMS/59311-aus-bringen-guelle-mist-winter2015.pdf

[2] z. B.: Règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine, règlement grand-ducal du 24 août 2016 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, règlement grand-ducal du 24 mai 2017 instituant des régimes d'aide en faveur de méthodes de production agricole respectueuses de l'environnement…

[3] http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2000/11/24/n5/jo

Wirtschaftsdünger ist in Luxemburg gesetzlich nicht geregelt. Bodennahe Ausbringungstechniken haben einen wesentlichen Einfluss auf die Ammoniakemissionen, vor allem in den Sommermonaten oder an wärmeren Tagen. Hier stehen demnach vordergründig die Reduktionsziele für Luxemburg im Bereich Ammoniak im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/2284 über die Reduktion der nationalen Emissionen bestimmter Luftschadstoffe im Fokus, wissend, dass ca. 90% dieser Emissionen aus der Landwirtschaft stammen. Im Rahmen der freiwilligen Agrarumweltklimaprogramme in der Landwirtschaft bietet das Landwirtschaftsministerium interessierten Landwirten finanzielle Anreize zur bodennahen Ausbringung an.

ad 4. Artikel 7 des abgeänderten Nitratreglements vom 24. November 2000 sieht Ausnahmen zu den allgemeingültigen Bestimmungen vor, z. B. bei ungewöhnlich lang anhaltenden Frostperioden.

Auf individuelle Anfrage hin können Landwirtschaftsminister/-in und Umweltminister/-in eine solche Ausnahmegenehmigung erteilen, sofern die in Artikel 7 aufgeführten Bestimmungen eingehalten wurden bzw. werden.

Bis zu diesem Tage wurde noch keine solche Anfrage im Bewirtschaftungsjahr 2017-2018 eingereicht.

Vollständigkeitshalber sei erwähnt, dass in den vergangenen Monaten mehrere Verstöße gegen die derzeit gültigen Bestimmungen festgestellt wurden.

ad 5. Allgemein gilt, dass bei nicht aufnahmefähigen Böden oder drohender Umweltgefährdung eine Gülleausbringung zu unterbleiben hat.

Der mit der Gülle ausgebrachte Stickstoff ist teils organisch an die Festsubstanz gebunden, teils liegt er in Ammoniumform in der flüssigen Phase vor. Beide Formen brauchen die Umsetzung über die Mikroorganismen des Bodens, um in Form von Nitrat den Pflanzen als Nährstoff zur Verfügung stehen zu können. Diese Umwandlung, auch Mineralisation genannt, beginnt in etwa ab 5°C und braucht, je nach Witterung, Wochen bis mehrere Monate. In der Zwischenzeit haftet Ammonium am Tonhumuskomplex des Bodens und der organische Stickstoff an der Bodenoberfläche. Mit dem Erwärmen der Böden und dem aufkommenden Nährstoffbedarf der Pflanzen im Frühjahr stehen den Kulturen dann ab Vegetationsbeginn Nährstoffe zum richtigen Zeitpunkt zur Verfügung. Erwähnt sei ebenfalls, dass inzwischen in milden Wintern streckenweise über mehrere Wochen Pflanzenwachstum möglich ist.

Der organische Kohlenstoff ist an die feste Phase der organischen Dünger gebunden. Sein Einfluss auf die Humusbildung wird nicht vom Termin der Ausbringung beeinflusst, sondern eher von seinem C/N-Verhältnis.

ad 6. Ungeachtet der Gültigkeit anderer Regelungen, müssen laut Artikel 8 des abgeänderten Nitratreglements vom 24. November 2000 alle betroffenen landwirtschaftlichen Betriebe seit dem 30. Juni 2015 über eine Mindestkapazität von sechs Monaten verfügen.

Question 3663 (01.03.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**application de la loi du 18 décembre 2015 à un établissement de crédit luxembourgeois:**

Le 13 février 2018, un département du Trésor américain accuse l'établissement de crédit letton ABLV Bank de blanchiment d'argent.

C'est dans la suite que la BCE impose un moratoire à l'entité lettone afin de stabiliser sa situation. La CSSF imposera le même moratoire à la filiale luxembourgeoise de cette banque, ABLV Bank Luxembourg.

Plus tard, la CSSF introduit une requête en sursis de paiement vis-à-vis d'ABLV Bank Luxembourg auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Le 23 février 2018, la Banque centrale européenne (BCE) constate que ABLV Bank, de même que sa filiale luxembourgeoise, sont en état de faillite ou de faillite probable conformément au Mécanisme de résolution unique (MRU).

Le même jour, le Conseil de résolution unique n'a pas pris de décision de liquidation de l'entité luxembourgeoise, mais conclut comme suit:

Q142

«The decision is addressed to the National Resolution Authority in Luxemburg, the Commission de surveillance du secteur financier, which should implement [the resolution] in accordance with the national law.»

C'est donc la première fois que la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement vient à s'appliquer.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer la procédure suivant laquelle la filiale luxembourgeoise de l'établissement de crédit letton sera liquidée?

- Quel rôle reviendra dans ce contexte à la CSSF, en tant que Conseil de résolution? Est-ce que le Conseil de résolution a déjà procédé à la nomination d'un administrateur spécial?

- Est-ce que le Fonds de résolution Luxembourg (FRL) sera mis à contribution? Le FLR pourra-t-il, le cas échéant, être mis à contribution au niveau de la résolution du groupe? Le FRL a-t-il, depuis son institution, déjà été mis à contribution?

- De combien de moyens financiers dispose le FRL actuellement? Le FRL a-t-il déjà eu recours à des moyens de financement alternatifs et dans l'affirmative, lesquels et à quelle hauteur? Monsieur le Ministre peut-il m'informer si du fait de l'intervention du FRL, les contributions annuelles à percevoir en vue d'atteindre le niveau cible à l'horizon 2024 seront revues à la hausse?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les moyens financiers actuellement à disposition du Fonds de garantie des dépôts (FGDL)? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que potentiellement 1.000 déposants pourraient bénéficier d'une couverture allant jusqu'à 100.000 €, i. e. que le FGDL devrait potentiellement débourser 100.000.000 €, comme le suggère un hebdomadaire dans son édition d'aujourd'hui?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'éventuels problèmes d'identification des bénéficiaires finaux des avoirs financiers déposés auprès d'ABLV Bank Luxembourg? Le FGDL est-il obligé de dénoncer d'éventuels soupçons de blanchiment à la CSSF respectivement au parquet?

- Qu'adviendra-t-il enfin des 24 salariés actuellement employés par l'entité Luxembourgeoise?

Réponse (04.04.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a prononcé le 9 mars 2018 le sursis de paiement à l'encontre de la banque ABLV Bank Luxembourg SA, et a nommé deux administrateurs judiciaires. La filiale bancaire luxembourgeoise de la banque lettone ABLV Bank AS, n'a donc pas été mise en liquidation. Quant à la maison mère lettone, ABLV Bank AS, celle-ci a opté pour une mise en liquidation volontaire en Lettonie.

Suite à la décision du Conseil de résolution unique en date du 23 février de ne pas prendre de mesure de résolution pour ABLV Bank Luxembourg SA, le Conseil de résolution national a pris acte qu'il n'y a pas lieu de prendre une mesure de résolution. Le Conseil de résolution n'était dès lors pas compétent pour nommer un administrateur spécial. Au vu de la décision du Conseil de résolution unique, le Fonds de résolution Luxembourg (FRL) n'est pas mis à contribution.

Le FRL n'a d'ailleurs jamais été activé depuis sa création et n'a dès lors jamais été amené à recourir à des sources de financement alternatives. Les assises financières du FRL sont communiquées à la Chambre des Députés dans le cadre du rapport d'activités visé à l'article 105, paragraphe 6 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement.

De même, les assises financières du FGDL sont communiquées à la Chambre des Députés dans le cadre du rapport d'activités visé à l'article 154, paragraphe 6 de la loi précitée.

ABLV Bank Luxembourg SA est tenue, au titre de la législation antiblanchiment en vigueur au Luxembourg, de connaître l'identité des ayants droit économiques des avoirs financiers déposés auprès d'elle. Il appartient à la banque (représentée maintenant par les administrateurs nommés par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale), et le cas échéant au réviseur d'entreprises et à la CSSF de faire des déclarations d'opérations suspectes.

Il n'appartient pas au Ministre des Finances de se prononcer sur des informations parues dans la presse concernant les conséquences du sursis de paiement prononcé à l'encontre de la banque ABLV Bank Luxembourg SA La situation des salariés de la banque n'est pas encore déterminée.

Question 3664 (01.03.2018) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **droit de préemption:**

La mise en pratique de la législation sur le droit de préemption de certaines puissances publiques pose des problèmes concrets:

a) Dans le cadre d'un compromis de vente signé entre parties portant sur plusieurs parcelles et dont certaines parcelles tombent sous le droit de préemption et d'autres non:

- le pouvoir préempteur dispose-t-il d'un droit de préemption dans ce cas?

- dans l'affirmative, est-il autorisé à acquérir uniquement les parcelles tombant sous les dispositions lui accordant un droit de préemption et non pas la totalité des parcelles faisant l'objet du compromis de vente?

- dans cette affirmative, quel sera alors le sort des parcelles non acquises par le pouvoir préempteur? L'acquéreur sur compromis ne pourra certainement pas être forcé à les acquérir seuls et le vendeur subirait une perte financière considérable se retrouvant avec des terres peut-être difficilement vendables.

- Si le pouvoir préempteur est autorisé à préempter uniquement un certain nombre de terrains, comment sera alors fixé le prix d'acquisition des parcelles dont le pouvoir préempteur veut faire l'acquisition alors que le compromis originaire a retenu un prix global pour une universalité de terrains?

b) En cas d'exercice du droit de préemption, la jurisprudence française retient dans le chef du vendeur le droit de refuser - sur base de l'intuitu personæ qui le lie à l'acquéreur sur compromis - de vendre au pouvoir préempteur. Quel est votre position à cet égard? Le vendeur peut-il, en cas d'exercice du droit de préemption, revenir sur sa décision et décider de ne plus vendre son terrain? Quelles directives avez-vous donné à cet égard aux pouvoirs préempteur sous votre autorité?

Réponse (16.04.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

D'abord, votre question parlementaire me semble étroitement liée à un courrier que vous m'avez envoyé via votre étude d'avocat seulement un jour après l'introduction de votre question à la Chambre des Députés, dans lequel vous me demandez de me positionner par rapport au même sujet, face à un cas précis d'un mandant à vous. Je reste perplexe quant à votre démarche et laisse au lecteur averti l'appréciation de votre approche.

Ceci étant dit, et indépendamment de ce constat, je remplis mon obligation envers un député en vous précisant que conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, le pouvoir préemptant dispose d'un droit de préemption légal dès lors qu'une vente immobilière inclut une parcelle tombant sous le droit de préemption au sens dudit article, sans qu'il soit précisé que cette parcelle doit être vendue seule ou peut être vendue parmi d'autres. Il convient donc de répondre à la première question de l'honorable Député par l'affirmative.

Toutefois, dans l'hypothèse où un compromis de vente comprend une ou plusieurs parcelles tombant sous le droit de préemption ainsi que des parcelles pour lesquelles le pouvoir préemptant ne bénéficie pas d'un tel droit, alors le pouvoir préemptant - en l'occurrence la commune concernée respectivement le Fonds du logement - devra proposer au vendeur d'acquérir l'ensemble des parcelles énumérées au compromis de vente. Les conditions arrêtées dans le compromis sont donc à respecter dans sa globalité par le pouvoir préemptant, faute de l'existence d'un texte légal prévoyant un droit de préemption partiel, comme en France. En absence de jurisprudence en la matière à ce stade, telle est, à mon avis, la logique qui résulte de la lecture des textes législatifs.

La substitution d'un acheteur par un pouvoir préemptant légal, obligé d'accepter le compromis tel que négocié, exclut à mon avis aussi que le vendeur puisse se rétracter a posteriori de cette convention, puisque les conditions de la transaction restent inchangées pour lui. Dès lors, le principe de l'intuitu personæ, soulevé par l'honorable Député sous le point b) de sa question, ne serait pas applicable en droit luxembourgeois, surtout parce que la législation luxembourgeoise prévoit dans l'article 11, alinéa 2, de la loi susmentionnée, qu'en cas d'exercice du droit de préemption, le pouvoir préemptant est explicitement en droit de demander judiciairement l'exécution forcée de l'opération d'aliénation ou la condamnation du propriétaire cédant au paiement de dommages et intérêts, une différence fondamentale par rapport aux textes français.

Finalement, il convient de souligner que le droit de préemption n'est exercé par le Fonds du logement - comme par les autres pouvoirs préemptants - que dans un intérêt général, et dans les seuls cas prévus par l'article 3, alinéa 2, de la prédite loi de 2008.

Question 3665 (01.03.2018) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **droit de préemption des communes:**

Dans votre réponse à ma question parlementaire n°0202 concernant le droit de préemption des communes vous m'aviez donné une série d'informations qui nécessitent aujourd'hui un suivi:

- Concernant le monitoring réalisé en 2011 vous m'indiquiez que sur les deux dossiers qui ont fait l'objet de l'exercice du droit de préemption il y avait des affaires judiciaires en cours. Pouvez-vous m'indiquer si ces affaires sont aujourd'hui vidées et - dans l'affirmative - quel en a été le résultat?

- Vous annonciez le lancement imminent d'un second monitoring. Êtes-vous aujourd'hui en mesure d'en dévoiler le résultat?

- En général - et au-delà du seul exercice d'un droit de préemption - pouvez-vous m'indiquer combien d'acquisitions immobilières par des communes dépassant le seuil légal ont fait l'objet d'une approbation ministérielle en 2016 et en 2017 et combien de celles-ci résultent (pour quelles superficies et quels prix) de l'exercice du droit de préemption?

Réponse (10.04.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'honorable Député s'enquiert du résultat du «second monitoring» du Pacte logement. Il s'avère que ce 2e monitoring date de l'année 2015 et que les résultats ont été présentés en date du 12 février 2015.

Il semble également avoir échappé à l'honorable Député que le 3e monitoring du Pacte Logement a été présenté à la presse en date du 7 février 2018. Les détails des monitorings de 2015 et de 2017 sont, d'ailleurs, téléchargeables sur le site www.logement.lu.

Il ressort du reste du monitoring 2017 que les communes respectivement le Fonds du Logement ont acquis 21,9 ha de terrain par le biais du droit de préemption.

Il est rappelé que sont soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur, en application de l'article 106.1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, seules les acquisitions d'immeubles ou de droits immobiliers des communes dont la valeur dépasse 250.000 euros.

Il ressort des statistiques du Ministère de l'Intérieur que 103 dossiers portant sur des acquisitions immobilières par les communes, dépassant le seuil légal, ont fait l'objet d'une approbation ministérielle en 2016. Aucun de ces dossiers ne résulte de l'exercice du droit de préemption par une commune en application de la loi dite Pacte Logement. Il en est d'ailleurs de même pour les 100 dossiers approuvés en 2017.

Les dossiers introduits devant les tribunaux émargés par l'honorable Député ne relèvent pas de la compétence du Ministère de l'Intérieur.

Question 3666 (02.03.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **cyberattaques:**

La récente cyberattaque sur le réseau interne du «Bund» allemand semble n'être que la partie émergée de l'iceberg. D'après un expert d'une société de sécurité américaine, cette attaque ferait partie d'une multitude d'attaques orchestrées, semble-t-il, depuis la Russie et visant les Ministères des Affaires étrangères et de la Défense de nombreux pays de l'Union européenne.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Le Gouvernement peut-il confirmer qu'il n'y a pas récemment eu d'intrusion dans les serveurs publics luxembourgeois?

- Dans la négative, combien de cyberattaques ont été enregistrées sur une année? Quelle est la durée moyenne de ces attaques? Combien de temps les autorités publiques mettent-elles pour maîtriser/parer à une attaque? Quelle a été l'origine de chacune de ces attaques?

- Toujours dans la négative, le Gouvernement peut-il confirmer qu'aucune donnée sensible n'a pu être dérobée?

Réponse commune (17.04.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Nous avons l'honneur d'informer les honorables Députés qui, en se référant à la récente cyberattaque sur le réseau interne du «Bund», demandent s'il y a eu intrusion dans les serveurs publics luxembourgeois, que la dernière attaque sur les réseaux publics et constatée par les services compétents fut l'attaque par déni de service de février 2017, celle-ci ayant provoqué une saturation de certaines infrastructures informatiques. En conséquence de cette attaque, le Gouvernement a décidé la mise en place d'une série de mesures permettant de renforcer les mesures de sécurité de l'État, notamment en visant à étendre les capacités de monitoring préventif, à améliorer la détection d'intrusions et à renforcer la sécurisation des postes de travail.

Depuis lors, aucune intrusion dans les serveurs publics liés au réseau interne de l'État luxembourgeois n'a pu être identifiée par les services compétents. Il y a lieu de noter dans ce contexte que les services ont la possibilité de confier au CERT gouvernemental la possibilité de contrôler les serveurs connectés à Internet afin d'assurer que ces serveurs soient équipés des dernières mises à jour afin de réduire la surface d'attaque au maximum.

Question 3667 (02.03.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**annonce du Président américain de mettre en place des barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie:**

En date du 1er mars, le Président américain a annoncé que les États-Unis imposeraient prochainement des droits de douane de 25% sur les importations de l'acier et de 10% sur les importations de l'aluminium. Cette mesure entendrait à défendre les intérêts de l'industrie sidérurgique américaine qui aurait été «décimée par des décennies de commerce inéquitable». L'Union européenne n'a pas tardé à réagir et a d'ores et déjà qualifié les mesures comme étant incompatibles avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En plus, la Commission européenne vient d'annoncer qu'elle «va réagir fermement et proportionnellement pour défendre (ses) intérêts».

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard des mesures protectionnistes annoncées par le Président américain?

2. Quel serait l'impact de ces barrières commerciales sur le marché de la sidérurgie au Luxembourg?

3. Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour défendre les intérêts de l'industrie sidérurgique luxembourgeoise face à ces mesures?

Réponse commune (03.04.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le Gouvernement regrette la décision des États-Unis d'imposer des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium, qui est entrée en vigueur le 23 mars dernier. La mise en place de mesures unilatérales ne constitue pas une solution appropriée au problème bien réel des surcapacités dans le domaine de l'acier et de l'aluminium.

Ces mesures ne sauraient être justifiées par des motifs de sécurité nationale. Elles présentent toutes les caractéristiques de mesures de sauvegarde économique et le Gouvernement soutient pleinement la Commission dans ses initiatives pour faire en sorte que les intérêts de l'UE soient pleinement protégés et pour répondre, le cas échéant, conformément aux règles de l'OMC, aux mesures prises par les États-Unis.

Le Gouvernement déplore tout particulièrement que les autorités américaines puissent présenter l'Union européenne et le Luxembourg, des partenaires de longue date des États-Unis au niveau politique, économique et de sécurité, comme une menace à leur sécurité nationale.

ad 2. Le Luxembourg exporte près de 10% de sa production sidérurgique aux États-Unis, notamment des palplanches et des poutrelles. Bien que des produits niches à haute technicité, l'application de droits douaniers, notamment dans la durée, risque de pousser les manufacturiers américains à la recherche de solutions alternatives, peut-être moins performantes mais plus économiques.

De manière générale, l'accroissement de la rentabilité de la sidérurgie locale et le renforcement de la capacité concurrentielle de cette dernière risquent d'avoir des conséquences à long terme sur la capacité d'exportation de la sidérurgie luxembourgeoise vers les États-Unis.

Si les mesures de sauvegarde adéquates ne sont pas prises, l'industrie européenne et luxembourgeoise pourra également être impactée par l'arrivée accrue sur le marché européen de produits étrangers ne pouvant plus accéder au marché américain.

ad 3. Le Gouvernement luxembourgeois a offert son plein appui à la Commission européenne, qui est compétente en matière commerciale, soutenant avec vigueur les mesures annoncées en réaction à la décision américaine d'imposer des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium et appelant tous les États membres à se montrer solidaires et soudés derrière cette dernière.

Compte tenu de l'impact potentiel sur l'industrie sidérurgique luxembourgeoise, le Luxembourg a activement participé aux démarches menées par l'Union européenne auprès des autorités américaines avant l'entrée en vigueur des droits de douane. Les autorités luxembourgeoises se tiennent prêtes à continuer d'apporter leur appui actif à la Commission dans le cadre des discussions à venir en vue de rendre l'exemption accordée à l'Union européenne permanente.

Elles poursuivront également leurs efforts afin que les intérêts de la sidérurgie luxembourgeoise soient pleinement pris en compte dans l'identification des produits à protéger contre d'éventuelles hausses des importations en Europe.

Membre du Forum mondial consacré aux surcapacités sidérurgiques, le Luxembourg continuera à y promouvoir la recherche d'une solution multilatérale aux problèmes que rencontre le secteur de la sidérurgie.

Question 3668 (05.03.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **non-disponibilité du médicament générique rosuvastatine (Crestor):**

Depuis le 1er mars 2018, le médicament générique rosuvastatine (Crestor) est inscrit sur la liste positive des médicaments pris en charge par la Caisse nationale de santé.

Selon mes informations, ni les grossistes-distributeurs, ni les pharmacies du Luxembourg ne sont pour le moment approvisionnés par le médicament générique rosuvastatine (Crestor). Par conséquent, les assurés sont tenus de recourir au médicament princeps, dont la partie des frais qui ne sont pas remboursés par la CNS a quasiment triplé depuis le 1er mars.

À titre d'exemple, la participation de l'assuré est passée de 11,08 euros à 28,47 euros pour rosuvastatine (Crestor) 10 mg, comprimé pelliculé, boîte de 98. Pour 20 mg/98 comprimés, la participation est passée de 16,88 euros à 49,52 euros, et pour 40 mg/98 comprimés, l'assuré doit désormais payer 82,43 euros au lieu de 25,95 euros.

Dans la mesure où un nombre non négligeable d'assurés sont concernés par cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, est-ce que les pharmacies ont-elles été informées?

- Quels sont les critères pour qu'un médicament générique soit inscrit sur la liste positive des médicaments pris en charge par la CNS?

- Existe-t-il une procédure lorsqu'un médicament générique est inscrit sur cette liste positive?

- Quels sont les moyens pour éviter un tel cas de figure?

Réponse commune (05.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Afin de diminuer les risques de non-disponibilité de médicaments génériques à base de rosuvastatine, les laboratoires avaient été informés au début du mois de février 2018 de l'introduction de leurs produits à base de rosuvastatine dans la base des médicaments pris en charge par la Caisse nationale de santé (CNS).

Le 8 mars 2018, Eurogenerics et le Comptoir pharmaceutique luxembourgeois (grossiste) ont informé que les médicaments génériques d'Eurogenerics (dont le médicament générique rosuvastatine EG) sont disponibles au Luxembourg, tous dosages et toutes tailles de conditionnement confondus.

Les titulaires d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) de rosuvastatine générique ont omis d'informer la Ministre de la Santé de la date tardive (+/- un mois) de la mise sur le marché effective du rosuvastatine générique contrairement à ce qui est prévu par le règlement grand-ducal du 26 septembre 2006 qui dispose en son article 8-3 qu'«après la délivrance d'une autorisation de mise sur le marché, son titulaire informe le ministre de la date de la mise sur le marché effective du médicament, en tenant compte des différentes présentations autorisées».

Les médicaments génériques Rosuvastatine EG et Rosuvastatine Mylan sont dès à présent disponibles et le prix du médicament princeps Crestor a sensiblement baissé au 1er avril 2018.

Les critères et la procédure d'inscription dans la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie-maternité sont définis par le règlement grand-ducal du 12 décembre 2002 précisant les conditions et déterminant la procédure relatives à l'inscription d'un médicament sur la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie et les statuts de la CNS.

Afin d'éviter un tel cas de figure, une mesure possible consisterait à rendre accessible aux prestataires, et ceci de façon informatisée et centralisée, l'information en vertu de laquelle un médicament est en rupture.

L'agence du médicament belge a mis en place une plateforme accessible au public via Internet où l'industrie pharmaceutique déclare quels médicaments sont en rupture de stock et indique la raison de la durée de cette rupture. Les données sont mises à jour de façon journalière. (https://www.afmps.be/fr/items-HOME/indisponibilites_de_médicaments)

Question 3669 (05.03.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **temps de garde des pompiers volontaires:**

Le 21 février la Cour de justice de l'Union européenne a publié un arrêt d'une importance non négligeable. Opposant un pompier volontaire à la commune de Nivelles (B), la Cour a dû trancher quatre questions préjudicielles concernant certaines dispositions de la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail. Une question consistait à savoir si le temps de garde d'un pompier volontaire doit être considéré comme temps de travail. À ce sujet la Cour a répondu que «le temps de garde qu'un travailleur est contraint de passer à domicile avec l'obligation de répondre aux appels de son employeur dans un délai de huit minutes - ce qui restreint très significativement les possibilités d'exercer d'autres activités - doit être considéré comme du temps de travail». Sachant que chaque travailleur a droit à un certain nombre d'heures de repos hebdomadaires, cet arrêt risque d'avoir des répercussions sur le temps disponible des secouristes volontaires pour exercer leur activité bénévole.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne a des répercussions sur le fonctionnement des services de secours au Luxembourg, notamment sur le temps de garde des secouristes bénévoles?

- La situation changera-t-elle après l'entrée en vigueur de la réforme des services de secours?

- Sous quelles conditions les secouristes volontaires mineurs peuvent-ils prester des heures de garde?

Réponse (17.04.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Par le biais de sa question parlementaire, l'honorable Député Max Hahn souhaite obtenir des précisions au sujet des répercussions que pourrait avoir l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire dite «Matzak», rendu le 21 février 2018, qui concerne l'interprétation et l'application de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

À ce stade, il ne peut être exclu que l'arrêt précité de la Cour de justice de l'Union européenne exerce à moyen terme des répercussions sur tous les États membres de l'Union européenne qui, comme le Luxembourg, dépendent en grande partie des pompiers volontaires pour assurer les missions de sécurité civile de toute nature. Le temps de garde exercé par les volontaires, prévu par les dispositions de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, pourrait se voir fortement limité par l'application de la directive susmentionnée. Concrètement, qualifier un pompier volontaire de travailleur, viendrait à dire qu'il ne pourra offrir que peu d'heures de disponibilité en tant que pompier, à côté de ses heures travaillées auprès d'un employeur privé ou public, comme la directive susmentionnée limite la durée de temps de travail effectif par an.

Le système luxembourgeois des services de secours reposant essentiellement sur l'engagement volontaire y serait sans doute grand perdant. Il est évident qu'une telle approche entraîne une contrainte managériale forte pour les services de secours, tout en présupposant une immixtion intolérable dans la vie privée des pompiers volontaires pour s'assurer du respect du temps de travail maximum autorisé. Pour ce qui est des jeunes pompiers, il y a lieu de préciser que les mineurs âgés de 16 ans au moins peuvent également être amenés à effectuer des heures de garde, sous réserve de l'accord préalable de leur représentant légal.

D'autre part, l'arrêt de la Cour ne fait que confirmer l'utilité et l'importance énorme de la réforme des services de secours qui a été réalisée au Luxembourg par le vote de la loi précitée et qui entrera en vigueur le 1er juillet 2018. De ce fait, le pays est bien préparé à toute éventualité, si déplorable soit-elle, et pourra mieux anticiper les errements d'une interprétation stricte de la directive 2003/88/CE.

Toujours est-il que l'arrêt susmentionné n'est pas directement opposable en droit luxembourgeois, même s'il constitue, comme je l'ai développé ci-dessus, une menace non négligeable pour le modèle des services de secours au Luxembourg comme dans bien d'autres pays.

Pour réagir face à une telle situation, mes services, en concertation avec d'autres ministères concernés, sont en train d'analyser en détail les effets potentiels de l'arrêt susmentionné. En effet, il y a lieu de se poser la question si la problématique identifiée ne touche pas d'autres domaines de la vie sociétale reposant sur l'engagement bénévole.

Le Gouvernement ne tardera pas à élaborer des options possibles pour trouver des solutions à finaliser au niveau européen, dont celle d'une exemption partielle des pompiers volontaires de l'application de la directive mentionnée ci-dessus. L'objectif est d'éviter que l'arrêt «Matzak» signifie la fin du service volontaire, non seulement pour le Luxembourg, mais également pour bien d'autres États membres.

Question 3670 (05.03.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **nouveau site du «Sportlycée»:**

Kürzlich hat der Bildungsminister in einem Radiointerview angekündigt, dass die Regierung prüfen wolle, ob man das neue Sportlyzeum nicht im Stadtteil Gasperich, neben dem künftigen „Lycée technique du Centre" und dem „Lycée Vauban", ansiedeln könne. Sollte ausreichend Platz zur Verfügung stehen, könnte dieses Projekt bis Ende 2025 abgeschlossen werden.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Wissend, dass am aktuellen Standort des Sportlyzeums beim INS auf Cents Sportinfrastrukturen bestehen, plant die Regierung auch beim Neubau eigene Sportinfrastrukturen?

- Wenn ja, wie viel Bauland wird dann benötigt?

- Plant die Regierung, ein Internat für die Sportlyzeum-Schüler mit ein?

- Wenn nicht, sollen die Schüler auf übers Land verteilte, bestehende Infrastrukturen wie die

Coque, die Fußballschule in Monnerich, das geplante Velodrom in Mondorf etc. zurückgreifen?

- Wäre es gegebenenfalls nicht sinnvoller, das zukünftige Sportlyzeum bei einer der oben genannten bestehenden Infrastrukturen anzusiedeln? Prüft die Regierung auch diese Möglichkeiten?

- Wird genau überprüft, wie viel Zeit die Schüler gegebenenfalls für den Transport vom Lyzeum zur jeweiligen Sportstätte einplanen müssen?

Réponse commune (10.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Da die bestehenden Infrastrukturen des Sportlyzeums auf Fetschenhof an ihre Grenzen stoßen, denkt die Regierung in der Tat über einen Neubau nach. Die bestehenden Infrastrukturen könnten vollständig von der École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) und dem Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) übernommen werden.

Das neue Sportlyzeum wird selbstverständlich ebenfalls Sportinfrastrukturen und ein Internat für die Schülerinnen und Schüler umfassen. Der Standort der neuen Schule sollte sich in der Nähe eines weiteren Gymnasiums befinden, damit das schulische Angebot für die interessierten Sportlerinnen und Sportler ausgebaut werden kann. Eine gute Anbindung an das öffentliche Verkehrsnetz ist eine weitere Voraussetzung, um den Schülerinnen und Schülern umstandslos zu ermöglichen, andere bestehende Sportinfrastrukturen problemlos zu erreichen.

Aktuell wird in einer Vorstudie überprüft, ob auf dem sogenannten Gelände „Midfield", nahe der Tramlinie, wo auch der zukünftige Neubau des „Lycée technique du Centre" geplant ist, noch genügend Raum für ein weiteres Gymnasium besteht.

Erst nach Auswertung dieser Vorstudie werden die Detailplanungen in Bezug auf ein neues Sportlyzeum beginnen.

Question 3671 (05.03.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **cartes d'accès aux services de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto):**

Le formulaire de la demande en obtention d'une carte d'accès au service transport pour personnes à mobilité réduite ainsi que le site Internet du ministère mentionnent un certain nombre de critères selon lesquels les personnes concernées sont susceptibles d'obtenir une carte d'accès.

D'après mes informations, la carte d'accès au service Adapto à été refusée par le passé, et ceci à plusieurs reprises, à des personnes présentant des handicaps lourds. À titre d'exemple, je me permets de citer des cas de personnes:

- à mobilité réduite et souffrant d'épilepsie réfractaire, donc résistante à toute médication établie par un médecin spécialiste en neurologie,

- présentant une incapacité mentale alourdie par une orientation spatio-temporelle défaillante,

- disposant encore d'un permis de conduire, mais desquelles on exige de renoncer à leur permis afin de pouvoir bénéficier de la carte Adapto, malgré la nécessité avérée d'une formule «combinée».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre considère-t-il que les décisions en question sont conformes aux principes de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ratifiée par le Luxembourg en 2011 et qui dispose que la mobilité personnelle des personnes handicapées est l'une des conditions sine qua non à leur participation autonome et égalitaire à la vie sociale?

- De quelles qualifications disposent les personnes qui préparent les prises de décision en la matière? S'agit-il d'une personne isolée ou d'une commission? Monsieur le Ministre n'entrevoit-il pas l'utilité d'adjoindre un expert du domaine médical pour le traitement de ce type de demandes étant donné que les certificats médicaux annexés aux demandes ne semblent pas donner satisfaction?

- La liste publique des critères en vue de l'obtention d'une carte d'accès aux services Adapto est-elle exhaustive? Si non, ne serait-il pas utile de rendre public l'ensemble des critères dans un souci de transparence?

- Ces critères sont-ils assez précis par rapport à la réalité vécue des personnes handicapées?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait adapter lesdits critères au fur et à mesure aux nouveaux besoins pouvant se présenter, ceci en concertation avec les personnes handicapées ou leurs représentants?

Réponse (17.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les exemples concrets avancés par l'honorable Députée sur des cartes d'accès non accordées ne peuvent malheureusement pas être vérifiés par mon service alors que chaque demande est évaluée sur l'ensemble des données introduites qui font en l'occurrence défaut. En ce qui concerne l'exigence d'une renonciation au permis de conduire dans le cadre d'une demande Adapto, je précise que cette procédure est requise en cas de certificat médical indiquant que le requérant n'est plus apte à la conduite. D'ailleurs, il existe bien des cas de personnes s'étant présentées devant la commission médicale des permis de conduire instituée au sein du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des transports, qui se sont vu accorder les transports Adapto tout en gardant la possibilité de conduire un véhicule.

La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH), et notamment son article 20 sur la mobilité personnelle des personnes handicapées invoqué par l'honorable Députée, n'est pas très précise quant aux mesures et modalités à choisir par les gouvernements qui restent autonomes pour promouvoir cette mobilité.

(«Les États Parties prennent des mesures efficaces pour assurer la mobilité personnelle des personnes handicapées, dans la plus grande autonomie possible, y compris en:

a) facilitant la mobilité personnelle des personnes handicapées selon les modalités et au moment que celles-ci choisissent, et à un coût abordable;

b) facilitant l'accès des personnes handicapées à des aides à la mobilité, appareils et accessoires, technologies d'assistance, formes d'aide humaine ou animalière et médiateurs de qualité, notamment en faisant en sorte que leur coût soit abordable;

c) dispensant aux personnes handicapées et aux personnels spécialisés qui travaillent avec elles une formation aux techniques de mobilité;

d) encourageant les organismes qui produisent des aides à la mobilité, des appareils et accessoires et des technologies d'assistance à prendre en compte tous les aspects de la mobilité des personnes handicapées.»)

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement luxembourgeois a approuvé la CRDPH ainsi que son protocole additionnel et le Ministère de la Famille et de l'Intégration a élaboré un plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH qui vise à encourager une plus grande indépendance des personnes handicapées.

Il s'ensuit que le Département des transports ainsi que tous les acteurs et opérateurs de réseaux de transports publics nationaux font des efforts considérables pour augmenter l'accessibilité des moyens et infrastructures des transports publics.

En effet, les réalisations sont multiples et consistent en l'acquisition de matériel accessible à tous (Niederflur, Low Entry...), annonces sonores dans les véhicules, affichages en temps réel sur les applications, panneaux d'affichage dans les autobus, affichages des numéros de ligne en couleurs sur les arrêts d'autobus pour une meilleure identification, développement d'applications mobiles (smartphones, web), vente automatique et par web shop de produits tarifaires électroniques, formation des conducteurs d'autobus de ligne.

Le transport public est d'ailleurs gratuit pour les personnes handicapées disposant d'une carte d'invalidité établie par le Ministre de l'Intérieur.

Finalement, l'accessibilité est également maximale pour le tram. J'insiste à relever aussi que pour tous les futurs projets d'infrastructure et d'information, cette politique est poursuivie et l'accessibilité sera encore améliorée; tous les futurs pôles d'échange seront réalisés dans un «design for all»; une «multimodale Fahrplanauskunft» du Verkéiersverbond permettra de planifier un voyage avec tous les éléments sur l'accessibilité («Umsteigebauwerke»), reprenant des informations sur les infrastructures et d'éventuels obstacles tels qu'escaliers ou ascenseurs.

Tous ces efforts reflètent parfaitement les objectifs visés dans le cadre de la politique d'inclusion poursuivie par le Gouvernement.

Le service de transport spécifique Adapto constitue un complément à ces transports publics ordinaires et dépasse considérablement les mesures indiquées par la CRDPH. La loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics indique que sont considérés comme «services occasionnels spécifiques les transports de personnes qui n'ont pas un caractère régulier et qui sont effectués en faveur d'une catégorie déterminée de voyageurs moyennant des véhicules spécifiquement équipés, en présence de l'impossibilité d'y satisfaire dans le cadre de l'offre des services réguliers». Il n'existe à l'heure actuelle pas de législation plus précise quant aux critères particuliers d'admission au service de transport Adapto ou encore à son exploitation, à part des conditions fixées dans les contrats de concession signés entre le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et chaque exploitant.

Je suis d'avis que toutes les mesures précitées de même que les décisions prises par le Département des transports dans le contexte de l'évaluation individuelle des facultés du passager tout en tenant compte des possibilités de transports publics existantes sont tout à fait conformes aux principes de la CRDPH ainsi qu'au Plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH.

À ma connaissance d'ailleurs, il n'existe ni dans nos pays voisins ni parmi ceux qui ont approuvé la CRDPH un service de transport tellement sophistiqué qu'est le service Adapto, dont le budget annuel s'élève à quelque 13 millions d'euros.

Une évaluation des demandes est effectuée par plusieurs agents de la Direction des transports publics, prenant en compte les facultés individuelles du passager ainsi que les possibilités existantes de transports publics. Certains cas sont évalués au sein de la Commission médicale des permis de conduire.

Dans le cadre du projet de renouvellement du site du ministère consistant en un nouveau portail transports, projet entamé en été dernier et s'achevant à court terme, il est prévu de publier plus d'informations sur les transports Adapto.

Le formulaire de demande du service Adapto a été établi par les agents du Département des transports, après concertation avec divers responsables au sein du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère de l'Intérieur ainsi que du Ministère de la Sécurité sociale, en 2014.

Les critères sont évidemment susceptibles d'être adaptés en cas de besoin. Je rappelle cependant que le service Adapto visait initialement surtout les personnes avec un handicap physique, en particulier en fauteuil roulant ou aveugles, mais que les demandes de la part de personnes avec un handicap mental ou des déficiences intellectuelles se sont multipliées les dernières années. Ces handicaps et leurs conséquences sont difficilement saisissables et la description détaillée sur les fonctions locomotrices, cognitives et d'orientation sont d'autant plus importantes. Ainsi, une entrevue est d'ailleurs planifiée à ce sujet avec des experts dans ce domaine, avec des responsables du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Question 3672 (06.03.2018) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant le **harcèlement sexuel au lieu de travail:**

Selon un sondage de l'Ifop (Institut français d'opinion publique) pour le site Internet «VieHealthy», près d'une femme sur trois (32%) aurait été victime d'une forme de harcèlement sexuel au cours de sa carrière, le plus fréquemment de formes verbales ou visuelles de harcèlement sexuel et de contacts physiques légers. Selon cette même enquête, seulement une minorité des femmes concernées s'est adressée à un responsable ou à une personne pouvant résoudre le problème.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres ou d'informations concernant l'ampleur du phénomène du harcèlement sexuel au lieu de travail au Luxembourg?

2. Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres sur la proportion des cas de harcèlement sexuel au lieu de travail dans lesquels la victime dépose plainte respectivement entraînant un procès, voire une condamnation de l'auteur?

3. Quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il pour prévenir le harcèlement sexuel au lieu de travail?

Réponse (06.04.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En réponse à la question 1, il y a lieu de noter que l'Inspection du travail et des mines (ci-après ITM) ne dispose pas de chiffres sur l'ampleur du phénomène du harcèlement sexuel sur le lieu de travail au Luxembourg.

En ce qui concerne la question 2, il faut noter qu'en matière de harcèlement sexuel sur le lieu de travail, sept demandes de renseignement et aucune plainte ont été adressées à l'ITM au cours de l'année 2016.

Pour l'année 2017, douze demandes de renseignements et une plainte ont été adressées à l'ITM. En ce qui concerne la plainte, il faut préciser que cette dernière n'a pas abouti à une continuation du dossier auprès du ministère public en raison de faute de preuves.

L'ITM ne dispose par contre pas de chiffres sur la proportion des cas de harcèlement sexuel au lieu de travail dans lesquels la victime a déposé une plainte auprès des juridictions du travail et ayant entraîné un procès, voire une condamnation de l'auteur.

En réponse à la question 3, il convient de rappeler que le harcèlement sexuel fait l'objet d'une réglementation légale depuis l'entrée en vigueur de la loi du 26 mai 2000 concernant la protection contre le harcèlement sexuel à l'occasion des relations de travail, dont les dispositions sont actuellement reprises au sein du Code du travail (articles L.245-1 et suivants).

Les dispositions précitées prohibent toute forme de harcèlement sexuel au travail, sous forme physique, verbale ou non verbale, et mettent à disposition des victimes une série de procédures pour leur permettre de se défendre.

Parmi les mesures de prévention à envisager, on peut citer notamment des mesures de sensibilisation et de formation des salariés.

Ces mesures de sensibilisation et de formation devraient surtout viser les supérieurs hiérarchiques et dirigeants d'équipe qui sont quotidiennement appelés à embaucher, diriger, contrôler et sanctionner les salariés.

La sensibilisation aurait pour effet de faire prendre conscience aux dirigeants d'équipes des problèmes relatifs au harcèlement sexuel et leur permettrait de se remettre en question et de surveiller leurs propres comportements. Ainsi, des conflits liés à des préjugés ou attitudes discriminatoires fondées sur le sexe entre des salariés et leur supérieur hiérarchique pourraient être évités.

Aussi, la formation permettrait aux salariés et aux personnes occupant des postes à responsabilité de prendre connaissance de la législation antidiscriminatoire fondée sur le sexe afin qu'ils soient en mesure de détecter les cas de discrimination et de pouvoir y fournir une réponse adéquate.

Pareilles démarches pourraient avoir un effet bénéfique sur l'ambiance et les conditions de travail créant un climat de travail serein et motivant pouvant avoir des répercussions bénéfiques sur l'entreprise.

Question 3673 (06.03.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **liste de l'ONU recensant des entreprises implantées dans des colonies israéliennes:**

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme aurait établi une liste recensant entre 150 et 200 entreprises dans des colonies israéliennes implantées sur des territoires palestiniens avec l'argument que ces entreprises profiteraient des flux financiers illicites, générés par une occupation illégale de ces territoires.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'établissement de cette liste?

2. Dans l'affirmative, quelle est la position du Luxembourg face à cette liste?

3. Quelles pourraient être les conséquences politiques en cas de publication de cette base de données?

4. Est-ce qu'une telle liste pourrait améliorer le sort des Palestiniens ou favoriser la recherche de la paix dans cette région?

5. Est-ce qu'une telle liste pourrait acquérir le statut d'un document légal?

Réponse (03.04.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Oui, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a confirmé l'existence d'une telle liste le 31 janvier 2017. Le contenu de cette liste n'est à l'heure actuelle pas public et, selon le HCDH, il est incomplet.

La liste contient une base de données des entreprises impliquées dans les activités décrites au paragraphe 96 du rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits chargée d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à ce sujet a été présenté au Conseil des droits de l'homme lors de sa 37e session, en application de la résolution 31/36 de ce même Conseil; il est librement accessible (https://undocs.org/fr/A/HRC/37/39). Ce rapport renseigne sur le nombre total d'entreprises par pays qui figurent sur la liste, mais ne révèle pas leur identité.

ad 2. Référence est faite au communiqué du Ministère des Affaires étrangères et européennes du 3 juillet 2014 décrivant les «Messages communs visant à sensibiliser les entreprises et les citoyens de l'UE par rapport à la participation à des activités économiques et financières dans les colonies israéliennes». Le Luxembourg considère que les colonies israéliennes sont illégales au regard du droit international, puisqu'elles «sont développées sur un territoire occupé et ne sont pas reconnues comme partie légitime du territoire israélien». Cette illégalité implique pour les entreprises que «les transactions financières, les investissements, les achats, les acquisitions et d'autres activités économiques (y compris le tourisme) dans les colonies israéliennes ou profitant aux colonies israéliennes comportent des risques économiques et juridiques». Ces risques économiques et juridiques découlent notamment du fait qu'en «cas de différends, il pourrait être très difficile pour les États membres [de l'UE] d'assurer la protection nationale de leurs intérêts», ainsi que «des potentielles implications, au niveau de leur réputation, que pourrait avoir leur participation à des activités économiques et financières dans des colonies».

ad 3. et 4. Le HCDH a été mandaté par le Conseil des droits de l'homme en mars 2016 d'identifier des entreprises impliquées dans la construction de colonies, leur surveillance, le transport de matériel de construction et les opérations financières finançant leur construction. Selon le HCDH, les entreprises contribuent à la confiscation des terres, facilitent le transfert de populations et sont impliquées dans l'exploitation des ressources naturelles de la Palestine. Les colonies constituent un obstacle majeur à la paix et elles menacent de rendre la solution à deux États impossible. En utilisant la stratégie du «naming and shaming», une publication de la liste pourrait dissuader ces entreprises, et d'autres entreprises à l'avenir, à soutenir, directement ou indirectement, la colonisation.

ad 5. Le rapport du Haut-Commissaire souligne que la «création de la base des données n'est pas une démarche d'ordre judiciaire». La base de données ne peut avoir d'effet juridiquement contraignant au niveau international qu'à condition qu'elle soit intégrée dans une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, ce qui paraît peu probable à l'heure actuelle.

Question 3674 (06.03.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **arrêts nos132 et 133 de la Cour constitutionnelle:**

Par deux arrêts du 2 mars 2018, la Cour constitutionnelle luxembourgeoise vient de déterminer la portée de l'article 11 (5) de la Constitution actuelle qui se lit comme suit:

«La loi règle quant à ses principes la sécurité sociale, la protection de la santé, les droits des travailleurs, la lutte contre la pauvreté et l'intégration sociale des citoyens atteints d'un handicap.»

En se fondant sur cet article, la Cour constitutionnelle vient à la conclusion que:

«en disposant qu'un règlement grand-ducal détermine les conditions et modalités d'application de l'aide temporaire au réemploi au lieu de régler lui-même un élément essentiel, à savoir le délai de forclusion, conditionnant directement ce droit du travailleur, l'article L.631-2, paragraphe 3, du Code du travail viole le principe de la réserve inscrit à l'article 11, paragraphe 5, de la Constitution».

Aux yeux de la Cour constitutionnelle, le délai de forclusion constitue un élément essentiel dont les principes devront être précisés par la loi.

Même si ces arrêts ne traitent qu'un cas particulier et ne touchent qu'aux droits des travailleurs, ils auront un impact sur tous les domaines concernés par l'article 11 (5) de la Constitution et non seulement les droits des travailleurs.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes au Gouvernement:

- Le Gouvernement partage-t-il notre analyse quant à l'impact des arrêts rendus par la Cour constitutionnelle sur le paysage législatif et réglementaire luxembourgeois?

- Ces arrêts ne risquent-ils pas d'avoir un effet de boule de neige et déclencher une vague de recours en justice?

- Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il faille dresser une liste de toutes les lois qui méritent d'être modifiées et les modifier au plus vite pour éviter des recours en justice de masse?

- Le Gouvernement partage-t-il notre analyse que l'article 34 du texte de la proposition de révision constitutionnelle (n°6030), dans sa version résultant des amendements parlementaires du 7 février 2018 devrait être modifié?

Réponse commune (09.04.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*, de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Les questions posées par les honorables Députés ont toutes trait aux effets des arrêts nos132 et 133 rendus par la Cour constitutionnelle en date du 2 mars 2018 à propos de l'article 11 (5) de la Constitution.

Par rapport aux trois questions relatives à (1) l'impact des arrêts rendus par la Cour constitutionnelle sur le paysage législatif et réglementaire luxembourgeois, (2) le risque d'avoir un effet de boule de neige et de déclencher une vague de recours en justice ou (3) l'opportunité de dresser une liste de toutes les lois qui méritent d'être modifiées et de les modifier au plus vite pour éviter des recours en justice de masse le Gouvernement voudrait donner à considérer ce qui suit.

Dans la mesure où les deux arrêts d'espèce rendus dans la même matière et relatifs à l'inconstitutionnalité d'un même article du Code du travail s'inscrivent dans la lignée de la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, à savoir qu'il appartient à la loi de régler les éléments essentiels d'une matière, le Gouvernement estime qu'il paraît hasardeux à ce stade de vouloir mesurer l'impact à venir et les risques d'éventuels recours «de masse».

Quant à la confection de listes regroupant les dispositions légales du droit positif susceptibles d'être impactées par ces deux arrêts en vue de les modifier au plus vite, le Gouvernement est d'avis que de nombreux arrêts rendus par la Cour constitutionnelle à propos d'une matière réservée à la loi ont porté en germe la potentialité de donner lieu à de nombreux recours.

Or, fort de l'expérience des 131 arrêts précédemment rendus par la Cour constitutionnelle, le Gouvernement est en mesure d'affirmer que tels recours de masse n'ont jamais eu lieu.

Quant à la question de savoir si le Gouvernement partage l'analyse des honorables Députés que l'article 34 du texte de la proposition de révision constitutionnelle (n°6030), dans sa version résultant des amendements parlementaires du 7 février 2018 devrait être modifié, le Gouvernement note ce qui suit:

Le texte de l'article 34 de la Constitution en projet est libellé comme suit:

«Art. 34. La sécurité sociale, la protection de la santé et les droits des travailleurs sont réglés par la loi quant à leurs principes.»

Ce libellé ne résulte pas des amendements parlementaires du 7 février 2018, mais revêt cette forme suite à l'avis du Conseil d'État du 6 juin 2012 qui avait proposé de retenir précisément cette formulation.

Par ailleurs, le texte en projet ne diffère guère de la disposition constitutionnelle de l'article 11 (5) en vigueur telle qu'issue de la révision constitutionnelle du 29 mars 2007 et qui porte le libellé suivant:

«(5) La loi règle quant à ses principes la sécurité sociale, la protection de la santé, les droits des travailleurs, la lutte contre la pauvreté et l'intégration sociale des citoyens atteints d'un handicap.»

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement a du mal à comprendre l'affolement des honorables Députés pour un texte dont la teneur, qui demeure inchangée depuis plus de dix ans, vient de faire l'objet d'une application dans le cadre de deux recours devant la Cour constitutionnelle.

Finalement, il appartiendra à la Constituante en charge de l'élaboration du texte de la nouvelle Constitution de tirer ses propres conclusions par rapport au texte actuel proposé à l'endroit de l'article 34 en projet.

Question 3675 (07.03.2018) de **M. Marc Lies** et **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **nouveau site du «Sportlycée»:**

Vergangene Woche hat der Bildungsminister in einem Radiointerview angekündigt, dass die Regierung prüfen wolle, ob man das neue Sportlyzeum nicht im Stadtteil Gasperich, neben dem künftigen „Lycée technique du Centre" und dem „Lycée Vauban", ansiedeln könne. Sollte ausreichend Platz zur Verfügung stehen, könnte dieses Projekt bis Ende 2025 abgeschlossen werden.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Um welchen Standort handelt es sich genau? Liegt dieser auf dem Territorium der Gemeinde Luxemburg oder der Gemeinde Hesperingen?

- Bis wann will die Regierung die angekündigten Analysen fertigstellen und eine Entscheidung treffen?

- Hat die Regierung bereits Kontakt zu den betroffenen Gemeinden aufgenommen?

- Sind die Verantwortlichen des Sportlyzeums mit eingebunden in die Analyse sowie die Entscheidung?

Réponse commune (10.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Die parlamentarische Anfrage der Abgeordneten Nancy Arendt und Marc Lies bezieht sich auf ein Radiointerview betreffend den neuen Standort für das Sportlyzeum.

Erste Erklärungen bezugnehmend auf diese Thematik wurden bereits in der Antwort auf die parlamentarische Frage N°3670 der Abgeordneten Nancy Arendt gegeben.

Der zu prüfende Standort ist Teil des sogenannten Geländes „Midfield" und befindet sich fast ausschließlich auf dem Territorium der Stadt Luxemburg, und zwar östlich des Pôle d'échange Howald zwischen dem neuen Standort des Centre national d'intervention et de secours (CNIS) und den Eisenbahngleisen.

Zurzeit laufen die Vorstudien für die Planungen des zukünftigen Neubaus des „Lycée technique du Centre", wobei überprüft wird, ob genügend Raum vorhanden ist, um ein weiteres Gymnasium auf diesem Gelände zu errichten.

Erst nach Auswertung dieser Studien wird die Regierung weitere Schritte einleiten.

Betreffend anderer Projekte um das Gelände „Midfield" steht die Regierung in engem Kontakt mit den betroffenen Gemeinden.

Bei sämtlichen diesbezüglichen Überlegungen sind die Verantwortlichen des Sportlyzeums mit eingebunden.

Question 3677 (07.03.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **sécurité des bénévoles engagés dans des pays visés par des attaques terroristes:**

Vendredi passé, des hommes armés ont ouvert le feu sur l'ambassade française située dans la capitale du Burkina Faso, en faisant 16 morts et de nombreux blessés. L'Ambassade du Luxembourg se trouvant à proximité, le Premier Ministre avait rassuré qu'aucun citoyen luxembourgeois n'a été blessé par cette attaque. À côté du Burkina Faso, d'autres pays africains, également partenaires du Luxembourg dans le contexte de sa politique de coopération au développement, ont déjà été cibles d'attentats de groupements terroristes, en particulier le Mali et le Niger, ou en sont menacés, comme le Sénégal.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de personnes d'origine luxembourgeoise sont engagées actuellement dans les pays partenaires qui ont déjà été visés par des attaques terroristes, comme c'est le cas du Burkina Faso, du Niger et du Mali?

2) Monsieur le Ministre peut-il me dire si des moyens renforcés sont déployés afin de protéger nos concitoyens contre d'éventuelles attaques terroristes et me les énumérer, le cas échéant?

3) Monsieur le Ministre est-il d'avis que des moyens supplémentaires pourraient être envisagés pour mieux protéger ces personnes?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il envisageable de retirer son personnel engagé sur place en cas de menace élevée d'attentat dans les pays visés?

Réponse commune (03.04.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) À travers ses pays partenaires de longue date, le Sahel constitue une région où le Luxembourg est un acteur apprécié. Des liens et partenariats existent sur plusieurs plans dans cette région. Le Gouvernement recense actuellement dix ressortissants luxembourgeois au Burkina Faso, 14 au Mali, et cinq au Niger. (Ces chiffres comprennent des agents du MAE et de LuxDev et leurs familles ainsi que des policiers et militaires déployés dans le cadre des mission UE.)

ad 2) Plusieurs mesures ont déjà été entreprises ces dernières années pour renforcer la sécurité des missions diplomatiques luxembourgeoises à l'étranger, en étroite coordination avec les ministères et administrations compétents: audits, renforcement de la sécurité physique des locaux, sensibilisation des agents et formations en matière de sécurité, amélioration des moyens de communication, etc. Par ailleurs, afin de garder une bonne connaissance de la situation, nos missions participent aux réseaux d'échange d'informations au niveau local (notamment entre États membres UE).

ad 3) Alors que les situations de crise se multiplient et ne sont plus à exclure nulle part, le Gouvernement réuni en conseil a discuté le 9 mars dernier de la situation sécuritaire de nos missions à l'étranger. Afin de permettre aux missions de faire face à des situations de crise de manière efficace, le Gouvernement a décidé de mettre à disposition les ressources requises pour renforcer la sécurisation de nos missions (pour les différents volets concernés: personnel, locaux, communications), à l'instar de ce que font les autres pays européens.

ad 4) La sécurité du personnel prime sur toute autre considération. En cas de menace tangible, la présence diplomatique des pays européens est examinée conjointement dans des groupes de travail réunis par l'Union européenne. Par ailleurs, des instances de coordination en matière consulaire existent au niveau européen afin de coordonner, cas échéant, l'évacuation de citoyens européens.

Question 3679 (08.03.2018) de **MM. Léon Gloden** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**usage de pistolets à impulsions électriques par les forces de l'ordre:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2651 du 28 décembre 2016 de l'honorable Député Marc Spautz concernant l'usage de pistolets à impulsions électriques par les agents de police, Monsieur le Ministre avait affirmé que si la Police grand-ducale ne préconise pas, pour l'heure, de compléter l'équipement de base de tous les policiers par le taser, elle continuera cependant «à suivre attentivement les expériences faites dans nos pays voisins».

La presse allemande vient de relater que la période d'essai d'un an, effectué par la police de Trèves depuis mars 2017, a effectivement permis de désamorcer rapidement des situations dangereuses impliquant des criminels sans pour autant faire de blessés. Le bilan de cette expérience étant positif, le directeur de la Police de Trèves espère désormais que la politique pose les jalons pour mettre à disposition des policiers des tasers le plus rapidement possible.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du bilan positif tiré par nos voisins allemands?

- Compte tenu des expériences faites par la Police de Trèves, Monsieur le Ministre serait-il disposé à permettre aux agents de police de tester, voire d'utiliser à l'avenir des pistolets à impulsions électriques?

Réponse (29.03.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La Police grand-ducale est en attente des conclusions officielles de la Police de Trèves en relation avec son projet pilote du taser. Selon les informations à disposition de la Police grand-ducale, le rapport de clôture de la phase de test se trouve en phase d'approbation et n'est actuellement pas encore accessible.

Au niveau national, notons a priori que la Police grand-ducale met déjà depuis de longue date en œuvre le Tonfa et le spray OC, qui sont à disposition du personnel policier à titre de moyens non létaux. Actuellement, le pistolet à impulsions électriques est uniquement mis à disposition de l'Unité spéciale de la Police grand-ducale.

Le Tonfa, le spray OC et les pistolets à impulsions électriques présentent chacun des avantages et des inconvénients.

Le personnel de la Police grand-ducale porte déjà une charge conséquente d'équipements et d'armements lors de son service. En effet, le ceinturon est doté d'office du pistolet, d'un deuxième chargeur, du spray OC, du Tonfa, de menottes, d'une lampe torche et de la radio. Non seulement la place au ceinturon est limitée, mais en ajoutant un taser, le personnel policier devra décider en urgence laquelle des quatre armes serait la plus appropriée à utiliser en rapport avec la situation et au cadre légal.

Il s'ensuit qu'il faudra analyser en détail les retours d'expérience de la phase de test et les conclusions de la Police de Trèves.

De plus, la mise à disposition de nouveaux équipements au personnel policier, et surtout de nouvelles armes, nécessite une formation adéquate non négligeable. La Police grand-ducale vient de mettre en œuvre une nouvelle arme de service individuelle et la formation de base n'est pas encore terminée. En outre, des formations continues pour le spray OC et le Tonfa sont dispensées. S'y ajoutant les cours de maîtrise de la violence ainsi que toutes les formations et séances d'information nécessaires à la mise en œuvre des nouvelles structures de la police à court terme.

Au vu de ce qui précède, la Police grand-ducale n'entend actuellement pas introduire une arme de service supplémentaire, mais suivra de proche les constats et conclusions des projets de nos pays voisins.

Question 3680 (09.03.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **accidents de la route impliquant la collision avec un arbre:**

Depuis quelque temps, les accidents routiers, dans lesquels des personnes ont perdu leur vie suite à la collision avec un arbre, font légion.

Voilà pourquoi je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il retracer l'évolution du nombre des accidents routiers depuis 2014? Dans combien de cas des personnes ont été tuées en percutant un arbre avec leur véhicule?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il expliquer pourquoi l'Administration des ponts et chaussées se voit obligée de planter de nouveaux arbres le long de nos routes et chemins repris (CR)? Devrait-elle suivre d'éventuelles consignes de la part du Ministère de l'Environnement?

- Quel est le nombre de jeunes arbres qui ont été récemment plantés le long d'une route nationale ou d'un CR?

Réponse commune (18.04.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Depuis 2014 le nombre de personnes décédées suite à un accident de la route avec un arbre se présente comme suit:

	2014	2015	2016	2017
Total des accidents de la circulation avec au moins un blessé	908	983	941	n.d.*
Total des personnes décédées dans un accident avec choc contre un arbre	12	10	8	7
Total des personnes décédées dans un accident de la circulation	31	33	29	25

Source: Statec, Police grand-ducale. * Le chiffre pour 2017 n'est pas encore disponible.

En cas d'abattages d'arbres le long des routes, des replantations sont réalisées dans des emplacements vides afin de maintenir les allées comme éléments précieux de notre patrimoine et du paysage naturel. À noter que bon nombre des allées ont également été classées comme patrimoine culturel au-delà du statut de protection assurée par la législation relative à la protection de la nature. Lors de nouvelles plantations, des mesures de sécurité opportunes sont prises dans la mesure du possible. Il s'agit notamment de la création de nouveaux alignements à distance adéquate du bord de chaussée, de l'installation de glissières, du respect d'un certain recul dans les allées existantes, du renoncement de replantations dans des virages dangereux ou sur des tronçons à risque d'accident important, etc.

Chaque arbre d'alignement est soumis à une autorisation d'abattage et chaque arbre enlevé doit être compensé aux termes de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ainsi, l'abattage d'arbres routiers, péris ou non, même s'il s'agit d'arbres dangereux, est en principe à compenser par des plantations le long du réseau routier.

Évidemment les services de l'Administration des ponts et chaussées font de leur mieux pour planter les nouveaux arbres à une distance appropriée de la voie publique.

En raison des explications ci-dessus et afin de garantir les mesures compensatoires exigées, le nombre d'arbres plantés pendant les saisons 2017-2018 s'élève à environ 850 unités. Je tiens à préciser que ces données se réfèrent au territoire entier du Grand-Duché, à savoir: le long des routes nationales et des chemins repris, en agglomération, sur des parkings, des espaces verts publics ainsi que des aires de repos.

Je signale encore que depuis 2013, des initiatives conséquentes pour sécuriser les tronçons routiers particulièrement dangereux, ont été prises.

D'une part, rien que pour 2017, 10.850 mètres de glissières ont été posés, dont 3,5 kilomètres en guise de sécurisation des arbres d'alignement. Pour 2018, environ 8 kilomètres de glissières ont été posés et 16 kilomètres sont en planification.

Question 3681 (09.03.2018) de **MM. Gilles Baum** et **Lex Delles** *(DP)* concernant la **fermeture du CR418 entre Echternach et Moersdorf suite à un glissement de terrain:**

Depuis des semaines, la route longeant la Sûre entre Wasserbillig et Echternach (CR418) est barrée entre Wasserbillig et Moersdorf, ceci suite à un glissement de terrain, ce qui a engendré plusieurs déviations.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ce glissement de terrain est dû à une instabilité du sol engendrée par des arbres qui sont tombés ou risquent de tomber sur la chaussée?

- Les services de l'Administration des ponts et chaussées ont-ils analysé la possibilité de faire circuler les voitures sur le tronçon en question à l'aide de feux rouges? Dans l'affirmative, pourquoi cette alternative n'a-t-elle pas été retenue?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il adopter afin d'éviter un tel danger dans l'avenir? Une analyse de l'ensemble du terrain longeant cette route a-t-elle été faite à cette fin?

- La végétation forestière risque de perturber le trafic sur toute la route allant de Wasserbillig à Echternach. Des coupes d'arbres sont-elles prévues afin d'éviter d'autres glissements de terrain?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer de la date de la réouverture du CR418?

Réponse (16.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'Administration des ponts et chaussées a été amenée à fermer le tronçon de la route nationale N10, à la sortie de Wasserbillig et en direction de Moersdorf jusqu'au croisement avec le chemin CR141B, suite à un glissement de terrain, et ceci à partir du 27 janvier 2018 jusqu'au 9 mars 2018.

Le glissement de terrain est dû à un talus instable, à cause duquel les arbres sont tombés et non vice versa.

Le talus en question est constitué de plusieurs couches consécutives de grès et de marne superposées. Lors des pluies abondantes de cet hiver, l'eau s'est infiltrée dans le sol et a détrempé les couches de marne qui ont pris alors une consistance onctueuse. Sous le poids des couches supérieures de grès, la marne s'est déplacée. Les blocs de grès énormes affouillés de cette façon sont devenus instables et sont tombés. La marne en mouvement a entraîné les arbres qui ont chuté en conséquence et sont tombés sur la chaussée.

Sur le tronçon en question, il existe trois dispositifs pour retenir des glissements de terres ainsi que des blocs de roche désolidarisés. En premier lieu un fossé, derrière un mur de soutènement le long du talus. En deuxième lieu, l'espace de l'ancienne voie ferrée au pied de ce mur et en troisième lieu, une barrière de rétention, composée de cinq glissières superposées, érigée dans le but de retenir tout ce qui a réussi à franchir les deux dispositifs précédents. Ces dispositifs sont régulièrement entretenus, c'est-à-dire dégagés des matériaux qui se sont détachés du talus. Cette année, les averses abondantes ont entraîné des glissements plus volumineux que d'habitude, au point que ces trois dispositifs étaient saturés.

Avant de pouvoir entamer les travaux de nettoyage et de déblaiement, il fallait attendre que le talus se stabilise, car le risque de nouveaux glissements était non prévisible.

Les arbres qui étaient tombés par-dessus la chaussée furent enlevés en premier lieu, ensuite ceux qui s'étaient déjà déplacés (déversés) et risquaient de tomber. La seule méthode possible pour enlever les arbres, tout en évitant des accidents causés par des nouveaux glissements, fut celle d'attacher les arbres à abattre à une grue et de les couper à partir d'une nacelle pour les entreposer ensuite sur la N10 en vue de leur découpage et évacuation. Il va de soi que, vu les risques qu'engendre la manipulation d'arbres entiers avec une grue, la circulation sur la N10 ne pouvait être libérée. S'y ajoute que pendant la durée de tous les travaux décrits auparavant, des blocs de roche se sont encore détachés et sont tombés sur la N10.

Une grande excavatrice a exécuté les terrassements en grattant toute la surface du talus en vue d'enlever tout matériel instable; il est évident que ce genre de travail risquait d'entraîner des chutes de blocs rocheux.

Ainsi, la possibilité de faire circuler des voitures pendant les travaux a été exclue, car le talus restait assez instable et des nouveaux glissements de terre ne pouvaient pas être exclus. Même pendant toute la période des travaux il y avait encore en permanence des roches, qui se détachaient du talus et (re)bondaient partiellement jusqu'à la chaussée.

Afin de minimiser le risque d'un tel danger dans l'avenir, les matériaux émanant du glissement de terre ont été enlevés, et les systèmes de rétention ont été dégagés pour pouvoir fonctionner à nouveau. La possibilité de l'installation d'un système d'alarme a été évoquée et sera mis en place par le Service géologique de l'État.

Ce dernier ainsi que le bureau d'études ayant été chargés des études ont constaté que les mesures installées seraient suffisantes. Un risque nul n'existe par contre pas.

Nonobstant le fait que les arbres n'étaient pas à l'origine du glissement de terrain le long de la route N10 à Wasserbillig, des coupes d'arbres sont exécutées régulièrement.

La réouverture de la route N10 a eu lieu le 9 mars 2018.

Question 3682 (09.03.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**exécution des peines:**

Il est un fait que la réforme du régime de l'exécution des peines est toujours à la traîne. De ce fait, les modes d'exécution des peines privatives de liberté sont toujours régies par une loi du 26 juillet 1986, telle que modifiée, et par ses règlements d'exécution.

La loi elle-même prévoit différentes modalités d'exécution de ces peines, dont notamment l'exécution fractionnée, la semi-détention, la semi-liberté, le congé pénal et la libération anticipée. À la différence des mesures prévues par la loi précitée et des décisions en matière de libération conditionnelle, les modalités d'exécution des peines pour les détenus condamnés à une peine privative de liberté n'excédant pas deux ans, ne sont pas prises de l'accord majoritaire d'une commission instituée en vertu de la loi de 1986.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser suivant quels paramètres les décisions relatives à l'exécution des peines sont prises? Monsieur le Ministre conçoit-il qu'au vu du fait que certaines décisions sont fondées sur des critères subjectifs, des détenus se sentent traités de manière injuste?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que toutes les modalités ayant trait à l'exécution des peines devraient être décidées collégialement?

Réponse (13.04.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

En ce qui concerne la première partie de la première question posée par l'honorable Député, relative aux paramètres déterminant les décisions prises en matière de l'exécution des peines, il convient de relever que le cadre légal actuel en la matière prévoit que le ministère public poursuit l'exécution des jugements en application de l'article 165 du Code de procédure pénale et que le procureur général d'État est chargé de l'exécution des peines prononcées par les juridictions pénales et du traitement pénologique des détenus aux termes de l'article 2, alinéa 2, de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de l'administration pénitentiaire. Il peut nommer un délégué à l'exécution des peines. La Commission pénitentiaire, créée par l'article 12 de la loi modifiée du 26 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté, est saisie afin de donner son accord majoritaire en cas d'aménagement de peines privatives de liberté supérieures à deux ans.

Il est important de relever que les aménagements de peines doivent toujours prendre en compte deux principes qui sont contradictoires a priori alors que, d'une part, l'exécution des peines et le traitement pénologique d'une personne condamnée fonctionne selon le principe de l'individualisation de la peine afin de tenir compte de tous les éléments du cas d'espèce et de la personnalité du condamné, tandis que, d'autre part, le principe constitutionnel de l'égalité devant la loi doit évidemment être respecté également dans le cadre de l'exécution des peines.

Sur base de ce cadre légal, les différents aménagements de peines sont décidés principalement en fonction du risque de récidive, des conclusions d'experts psychiatriques, du déroulement du suivi thérapeutique, de l'introspection du condamné, du paiement des amendes et des frais de justice, de l'indemnisation des parties civiles, de l'existence d'un logement et d'une source de revenus licites. Les décisions prises par le procureur général d'État, son délégué à l'exécution des peines ou la Commission pénitentiaire prennent notamment en compte les avis du Comité de guidance, composé de professionnels de la Direction du centre pénitentiaire concerné, des agents du SPSE, des agents de probation du SCAS, de professionnels du programme TOX, de gradés du personnel surveillant et des chefs d'atelier, et, le cas échéant, de l'avis de la Commission dite des longues peines, et de l'état des décisions disciplinaires prononcées au sujet du condamné au cours de sa détention.

En ce qui concerne la suspension de peine prévue à l'article 10 de la loi précitée du 26 juillet 1986, elle peut intervenir tantôt en début de peine, tantôt en fin de peine.

En début de peine, elle peut être décidée dans certains cas, comme par exemple des peines de courte durée de six à neuf mois de prison, pour des infractions mineures comme le vol simple ou la grivèlerie, ou encore suivant les circonstances de la mise en jugement, en cas de défaut de comparution par exemple, ou encore en raison de l'état de santé du condamné (personne âgée ou très malade, membre de la famille du condamné très malade et soigné par le condamné, femme enceinte, etc.), et sous certaines conditions, comme par exemple l'indemnisation préalable de la partie civile, le paiement de l'amende et des frais de justice,

etc. Le cas de la suspension de peine en début de peine est très rare, il en a été fait usage dans deux cas au cours des dernières sept années.

La suspension de l'exécution de la peine peut également être décidée en fin de peine, et elle est fréquemment utilisée au courant des dernières semaines avant la fin de la peine pour des raisons tenant au cas d'espèce, qui sont sensiblement les mêmes que pour la suspension de peine en début de peine.

Une peine privative de liberté d'une durée maximale de six mois peut également faire l'objet d'une commutation en travaux d'intérêt général, notamment lorsque la santé physique et psychique du condamné le permet, et cela lorsqu'il s'agit d'infractions plutôt mineures et lorsque le casier judiciaire du condamné ne renseigne pas de condamnations précédentes qui s'y opposeraient, et à condition que les travaux d'intérêt général seront effectués dans un délai relativement court, en règle générale endéans les six mois.

La mise sous surveillance électronique est appliquée en début de peine («front door») lorsqu'une incarcération serait susceptible d'entraîner plus de conséquences négatives que positives, comme par exemple la perte d'un emploi stable ou dans le cas de répercussions néfastes sur des enfants, notamment lorsqu'ils sont en bas âge. Pour le surplus, le condamné doit disposer d'une résidence au Luxembourg et la peine privative de liberté doit être inférieure à 36 mois et elle doit avoir été prononcée pour des infractions de moindre gravité. Par ailleurs, la santé mentale du condamné ne doit pas s'y opposer.

La mise sous surveillance électronique peut également être appliquée en fin de peine lorsque le reliquat d'une peine privative de liberté initialement plus longue reste à purger («back door»), à condition que le condamné dispose d'une résidence au Luxembourg. La mise sous surveillance électronique en fin de peine est par exemple utilisée en tant qu'étape préalable, d'une durée d'environ six à douze mois, pendant laquelle le condamné peut alors faire ses preuves en vue d'une libération conditionnelle.

Le transfèrement d'un condamné du Centre pénitentiaire de Luxembourg au Centre pénitentiaire de Givenich, ainsi que le congé pénal ou la semi-liberté, sont décidés en fonction de la partie de la peine déjà purgée, c.-à-d. un tiers pour les condamnés primaires et la moitié pour les condamnés récidivistes, du danger de récidive qui tient compte de l'avis du Comité de guidance et/ou de la Commission dite des longues peines suivant le cas d'espèce, des conclusions d'expertises psychiatriques et/ou du suivi thérapeutique, de l'introspection du condamné, du paiement d'éventuelles amendes, ou encore de l'indemnisation d'éventuelles parties civiles.

La libération conditionnelle peut être décidée au bénéfice d'un condamné qui dispose d'une résidence au Luxembourg, ou dans la grande région lorsqu'il dispose d'un emploi au Luxembourg, et s'il présente de bonnes chances de réinsertion socioprofessionnelle et dispose d'une source de revenus licites. La décision du procureur général d'État, de son délégué ou de la Commission pénitentiaire sera prise en fonction de la partie de la peine déjà purgée, c.-à-d. la moitié pour un condamné primaire ou les deux tiers pour un condamné récidiviste, et tiendra par ailleurs compte de l'avis du Comité de guidance et/ou de la Commission dite des longues peines, des conclusions d'experts psychiatriques et/ou du suivi thérapeutique, de l'introspection du condamné, du paiement d'éventuelles amendes et des frais de justice et de l'indemnisation d'éventuelles parties civiles.

La libération anticipée peut être décidée au bénéfice des condamnés non-luxembourgeois qui font l'objet d'un arrêté d'interdiction de séjour sur le territoire national, les conditions relatives à la partie de la peine déjà purgée sont identiques à celles de l'article 100 du Code pénal pour la libération conditionnelle.

Le choix du centre pénitentiaire où le condamné purge sa peine, c.-à-d. le Centre pénitentiaire de Luxembourg ou le Centre pénitentiaire de Givenich, est également à considérer dans le cadre de l'exécution des peines et est déterminé en fonction de la nature de l'infraction à la base de la condamnation, la durée de la peine prononcée par la juridiction et le risque d'incident ou d'évasion, les antécédents judiciaires, le statut de condamné primaire ou récidiviste, de même que son statut salarial. L'exécution d'une peine privative de liberté d'un condamné qui n'a pas subi de détention préventive, ou qui a bénéficié d'une liberté provisoire suite à une détention préventive, peut également être entamée au Centre pénitentiaire de Givenich. Sur base de l'article 247 du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, les condamnés détenus au Centre pénitentiaire de Givenich peuvent y bénéficier également de sorties exceptionnelles de très courtes durées, par exemple pour effectuer des démarches administratives en vue de leur libération ou pour participer à des activités organisées à l'extérieur du Centre pénitentiaire de Givenich qui sont favorables à leur réinsertion sociale.

En ce qui concerne la deuxième partie de la première question, relative à la question de savoir si des condamnés peuvent se sentir traités de manière injuste parce que les décisions prises dans le cadre de l'exécution des peines prennent également en compte des critères subjectifs, il est inhérent à la matière qu'une décision de rejet d'un aménagement de peine peut être perçue par le condamné comme étant injuste alors que, déjà, la qualification de «critère subjectif» est fonction de la perception qu'en en a le condamné. Il est partant tout à fait concevable qu'il se sente traité de manière injuste, notamment s'il compare sa situation particulière à celle d'un autre condamné. Pour y remédier, il est important de motiver chaque décision de rejet d'une manière transparente et par rapport à des critères connus par le détenu afin qu'il puisse adhérer lui-même à la décision prise à son égard. Il est également inhérent à la matière que cela ne se produit pas dans tous les cas alors qu'il n'existe pas de remède miracle permettant de garantir que chaque condamné accepte ou comprenne une décision de rejet d'une demande, aussi objective qu'elle puisse paraître.

En ce qui concerne la deuxième question de l'honorable Député, relative à la question de savoir si toutes les modalités ayant trait à l'exécution des peines devraient être décidées collégialement, il convient de rappeler que la très grande diversité des cas d'espèce qui peuvent se présenter milite contre une procédure exigeant une décision collégiale dans tous les cas. En outre, la très grande majorité des demandes d'aménagement de peine sont accordées et, dans ces cas, une procédure obligatoirement collégiale dans tous les cas aurait comme conséquence d'allonger inutilement les délais de prise de décision.

Par ailleurs, le procureur général d'État et son délégué peuvent s'entourer des avis des commissions précitées, de la Direction du centre pénitentiaire concerné, des agents du SPSE, des agents de probation du SCAS, de professionnels de santé, des chefs d'atelier des centres pénitentiaires, l'avis du Comité de guidance étant sollicité dans presque tous les cas, de sorte qu'une obligation de prise de décision collégiale dans tous les cas présenterait plus d'inconvénients que d'avantages.

Question 3683 (09.03.2018) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant les **accidents de la route mortels:**

En 2015, Monsieur le Ministre a présenté le Plan d'action «Vision zéro: Zéro mort - zéro blessé grave» pour combattre durablement l'insécurité sur nos routes. Les mesures 19 et 20 du plan d'action visaient à sécuriser les endroits potentiellement dangereux, d'une part, et à sécuriser les bords de route: arbres et obstacles fixes.

En ce qui concerne la stratégie «Vision zéro», l'année 2018 se présente sous de mauvais auspices. En effet, le décès d'un automobiliste sur la N12 entre Dondelange et Bour fait grimper le nombre d'accidents de la route mortels à 13. C'est d'ailleurs le deuxième accident mortel au même endroit depuis le début de l'année.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer des mesures que le Gouvernement entend adopter pour sécuriser la N12, notamment sur le tronçon entre Dondelange et Bour? Ne faudrait-il pas y installer des glissières de sécurité, voire, le cas échéant, abattre les arbres situés au bord de la route?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir la liste des tronçons qui ont été identifiés comme potentiellement dangereux et les mesures concrètes envisagées sur lesdits tronçons et l'échéancier suivant lequel les mesures seront mises en œuvre?

Réponse (17.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'Administration des ponts et chaussées s'efforce d'assurer que la planification, la construction et l'entretien de la voirie de l'État et de ses dépendances se font selon les règles de sécurité en vigueur. Depuis des années des efforts ont été portés sur l'élimination des endroits particulièrement accidentogènes, appelés ou signalés en tant que «points noirs». Aujourd'hui on ne peut pas constater que l'accidentologie sur nos routes serait plus élevée qu'ailleurs. D'ailleurs, la plupart des carrefours dangereux furent sécurisés les uns après les autres à l'aide de carrefours optimisés, d'échangeurs dénivelés respectivement par l'aménagement de giratoires.

Évidemment, l'Administration des ponts et chaussées suit de près les accidents routiers sur la voie publique pour détecter des endroits où la sécurité peut encore être accrue d'une manière ou d'une autre. En 2009, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a créé le groupe de travail «Audits de sécurité» qui a pour mission l'élimination des sources de dangers infrastructurels constatés, ainsi que la conception des mesures de sécurisation de la voirie existante.

Ce groupe de travail, composé par des représentants du Département des travaux publics, du Département des transports, du Département de l'environnement, de l'Administration des ponts et chaussées, de la Police grand-ducale, de la Sécurité routière, de l'Automobile Club et de l'Association nationale des victimes de la route, analyse régulièrement les lieux d'accidents et élabore en conséquence d'un commun accord des mesures sécuritaires afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route.

Les deux accidents survenus pendant la période de janvier à mars 2018 sur le tronçon N12 entre Dondelange et Bour seront traitées dès que l'analyse techno-judiciaire sera disponible.

Tenant compte des multiples facteurs qui ont une influence sur l'origine des accidents ainsi que de la complexité des analyses, il est difficile de définir une liste des tronçons potentiellement dangereux. Par contre le groupe de travail «Audits de sécurité» fait recours à des audits de sécurité de différents tronçons pour obtenir un maximum d'efficacité dans l'élaboration des multiples plans d'action.

Le groupe de travail a élaboré en 2014 un document intitulé «Plan stratégique national pour la réduction des accidents de la circulation par intervention sur l'infrastructure» et ceci sur la totalité du réseau routier étatique qui donne quelques indications sur les tronçons potentiels à analyser. Les services de l'administration sont en train de vérifier les résultats de ce plan et de réaliser dans la mesure du possible des améliorations sécuritaires, comme, entre autres, l'élimination des obstacles, la mise en place de dispositifs de retenue et de radars, le remplacement de la couche de roulement, ainsi que des mesures règlementaires telles que des limitations de vitesse, des interdictions de dépassement, etc.

L'échéance des différentes solutions, suite aux décisions prises par le groupe de travail, sont dépendantes de l'envergure. Il faut tenir compte du fait que certaines mesures demandent l'acquisition d'emprises.

Question 3684 (09.03.2018) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **droits des passagers:**

Au niveau de l'Union européenne, il y a actuellement quatre règlements européens en vigueur ayant pour but de protéger les passagers voyageant par avion, par train, bus et autocar et par bateau.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Combien de plaintes ont été traitées par les différentes autorités compétentes au cours de l'année 2017?

- Quelle a été l'évolution du nombre de plaintes depuis 2015?

Actuellement, la Communauté des transports est compétente pour les plaintes concernant les droits des passagers voyageant par train, par bus et autocar et par bateau et le Ministère de l'Économie en ce qui concerne les droits des passagers aériens. Il s'avère dès lors que la soumission de plaintes par les passagers est aujourd'hui très complexe vu la dispersion des compétences entre les deux autorités.

- Dans le cadre de la simplification administrative, tant prônée par le Gouvernement et étant donné que la Communauté des transports traite déjà les plaintes des passagers voyageant par train, par bus et autocar et par bateau, ne faudrait-il pas regrouper le traitement des plaintes des passagers auprès d'un guichet unique (comme celui mis en place récemment en Autriche) dans un but de faciliter le dépôt des plaintes pour les passagers?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'il existe un planning précis pour le transfert des passagers aériens vers cette autorité?

- Dans la négative, ces discussions seront-elles prochainement à l'ordre du jour?

Réponse commune (16.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En effet, le Ministère de l'Économie est depuis 2005 en charge de la mise en œuvre et du traitement des plaintes en ce qui concerne les droits des passagers aériens. La loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs précisait ainsi dans son article 4 que «le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions est l'autorité prévue (…) par le règlement 261/2004»[1]. Toutes les plaintes concernant des incidents avec un voyage en avion et qui se sont produits sur le territoire luxembourgeois ou au départ d'un pays tiers à destination du Luxembourg avec un transporteur communautaire sont donc à adresser à l'autorité compétente auprès du Ministère de l'Économie. L'article 9 de la loi précisait en outre les instruments qu'elle a à sa disposition à l'encontre d'un transporteur aérien lorsqu'elle constate une violation du règlement 261/2004. La loi a été abrogée en 2011 pour être reprise dans le Code de la consommation.

Des échanges quant à un possible regroupement des compétences ont déjà eu lieu entre 2013 et 2015 entre le Ministère de l'Économie, le MDDI et la Cdt.

Si la Cdt dispose en effet d'une compétence pratique pour tous les modes de transport terrestre, certaines incompatibilités existent avec les missions initiales de la Cdt en tant qu'acteur des transports en commun et les compétences exigées par le règlement 261/2004 sur les droits des passagers aériens[2]. Un rôle de premier rang revient dans ce contexte aux «autorités compétentes» ou «National Enforcement Bodies» (NEBs). Le règlement 261/2004 prévoit ainsi que chaque État membre désigne une telle autorité compétente qui est chargée de la mise en œuvre et de l'application du règlement sur son territoire. Cela signifie que les passagers n'ayant pas eu de réponse satisfaisante de la part de la compagnie aérienne suite à une plainte, peuvent s'adresser à leur NEB national qui sera chargé d'enquêter sur le bien-fondé de la plainte et les indemnisations éventuelles dues.

Il est vrai que dans le domaine de l'aviation, les plaintes des passagers sont souvent liées à des questions météorologiques, de gestion aéroportuaire ou de lisibilité de documents techniques que seuls des experts peuvent clarifier. Le Ministère de l'Économie n'étant pas outillé pour ce faire, il se concerte ponctuellement avec la Direction de l'aviation civile et les experts de l'Administration de la navigation aérienne à cet égard, il est intéressant de relever que la majorité des États membres ont placé leur NEB au sein des autorités de l'aviation civile ou de la navigation aérienne, assurant d'office une mise à disposition des compétences nécessaires à la gestion des dossiers. En 2017, l'Organisme national de contrôle a reçu 242 plaintes qui, abstraction des 26 dossiers pour lesquels il n'était pas compétent, se répartissent comme suit:

- retard de vol: 99 plaintes;

- annulation de vol: 102 plaintes;

- refus d'embarquement: 15 plaintes.

La Communauté des transports (Cdt) a de son côté été désignée par règlement grand-ducal comme autorité responsable de l'application des droits et obligations des voyageurs ferroviaires au Grand-Duché de Luxembourg[3]. La loi

[1] Loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs, Mémorial A - n°55 du 29 avril 2008, p.760.

[2] Règlement (CE) n°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le règlement (CEE) n°295/91 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) - Déclaration de la Commission.

[3] Règlement grand-ducal du 1er décembre 2009 portant dérogation pour certains services de transport ferroviaire au règlement 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires et désignation de l'autorité compétente chargée de l'application dudit règlement.

du 25 avril 2015 la désigne également comme entité responsable pour les plaintes des voyageurs par bus et autocar[1]. Enfin, la Cdt a aussi été désignée comme autorité compétente dans le secteur de la navigation intérieure dans le cadre de la loi modifiée du 28 juin 1984.[2]

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de plaintes reçues par la Communauté des transports:

	2015	2016	2017
voyageant par train	0	0	0
voyageant par bus ou autocar	1	1	1
voyageant par bateau	n/a	n/a	0

À noter que la Communauté des transports a déjà traité les plaintes dans le domaine ferroviaire depuis 2011, au nombre de deux plaintes au total sur les quatre années de 2011 à 2014.

En ce qui concerne un éventuel regroupement pour le traitement de toutes les plaintes y compris celles des voyageurs aériens, et comme l'indique d'ailleurs l'honorable Députée, la complexité des dossiers n'est pas négligeable et la Communauté des transports ne dispose ni des compétences ni des ressources humaines nécessaires pour affronter cette charge. L'exemple cité d'un guichet unique en Autriche («Agentur für Passagier- und Fahrgastrechte») pour faciliter le dépôt de plaintes, avait déjà été évoqué en 2015; or, il existe une certaine incompatibilité entre les missions de la Communauté des transports qui est un acteur des transports publics, en procédant à la vente de titres de transport et en étant compétente pour l'information sur les transports publics, et qui devrait dès lors figurer comme agence nationale de conciliation.

Question 3686 (09.03.2018) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **mise au pilori du Luxembourg par la Commission européenne:**

La Commission européenne a publié mercredi son analyse annuelle de la situation économique et sociale dans les États membres. C'est dans ce cadre que le commissaire chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes a pointé du doigt sept pays de l'Union européenne dont le Luxembourg pour leurs «pratiques fiscales agressives».

Présent à Bruxelles pour discuter du futur de l'Union européenne suite au Brexit, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État s'est montré étonné de l'absence d'échange préalable avec la Commission européenne sur le sujet de la fiscalité:

«First thing: It would have been more opportune and efficient to speak with the countries before and try to have an exchange on these different topics.»

En réaction aux affirmations de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, Monsieur Pierre Moscovici s'est exprimé sur Twitter comme suit:

«Surpris par l'étonnement de mon ami @Xavier_Bettel sur la position @EU_Commission en matière fiscale! Les rapports publiés hier ont été envoyés il y a 2 semaines à tous les États membres pour qu'ils les commentent: ils l'ont tous fait. La transparence a encore du chemin à faire.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il confirmer les affirmations du commissaire chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes que «Les rapports publiés hier ont été envoyés il y a 2 semaines à tous les États membres pour qu'ils les commentent: ils l'ont tous fait»?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il confirmer que le Luxembourg a commenté le rapport se rapportant au Luxembourg? Quels ont été ces commentaires?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il affirmer qu'il aurait préféré avoir eu un échange au préalable avec la Commission européenne?

Réponse commune (17.04.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans le cadre du semestre européen, la Commission européenne a transmis aux États membres la partie analytique des projets de «rapport par pays» en date du 30 janvier 2018.

Le Luxembourg a communiqué à la Commission en date du 8 février 2018 un ensemble de 53 commentaires précis et motivés sur ce projet de rapport, pour adresser des erreurs factuelles ainsi que pour y apporter des précisions et compléments d'information. Dans ce contexte, les autorités luxembourgeoises ont clairement fait part de leur désaccord avec les allégations de la Commission européenne concernant le sujet de la «planification fiscale agressive».

En-dehors de cette procédure de consultation formelle, le Luxembourg a d'ailleurs manifesté à plusieurs reprises à la Commission sa position de principe quant à la place de ces sujets fiscaux hautement complexes dans le cadre du semestre européen. En effet, il existe un risque que par l'entremise du semestre européen, la Commission cherche à contourner les enceintes, voire les modalités de vote, appropriées pour aborder cette thématique.

Nonobstant ces multiples échanges, le Luxembourg a dû attendre la publication des rapports en date du 7 mars 2018 pour découvrir lesquels de ses commentaires ont été retenus. La Commission n'a ainsi retenu aucune des propositions de modification avancées par le Luxembourg à l'égard des passages concernant la planification fiscale, ni a-t-elle motivé son choix de ne pas donner de suite favorable aux modifications factuelles que le Luxembourg avait souhaitées y apporter.

Ainsi, le tweet du Commissaire Moscovici cité par les honorables Députés rappelle la procédure qui a été suivie, mais ne répond pas à la question soulevée, qu'est celle de l'opportunité pour la Commission de mettre l'accent du semestre européen sur le sujet de la planification fiscale agressive et d'en accuser publiquement sept États membres, sans les en avoir avertis au préalable.

Par ailleurs, il convient de souligner que le communiqué de presse officiel de la Commission européenne accompagnant la publication des rapports par pays le 7 mars 2018 ne faisait aucune mention de la question de la fiscalité et les rapports eux-mêmes restent bien plus nuancés que la présentation qui en a été faite par le Commissaire Moscovici. En l'occurrence, le passage pertinent du rapport par pays sur le Luxembourg se lit ainsi:

«Certains indicateurs donnent à penser que les règles fiscales luxembourgeoises pourraient être utilisées dans des structures de planification fiscale agressive. […] Le Luxembourg a pris des mesures pour modifier certains aspects de son système fiscal qui pourraient faciliter la planification fiscale agressive et s'est engagé dans la réforme de la fiscalité internationale.»

Enfin, il convient de rappeler que le Luxembourg, tout comme les autres pays cités, respecte l'ensemble de la législation européenne et internationale applicable en la matière.

Question 3687 (12.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**hygiène au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Vu Schraasseg héiert een, datt d'Prisonnéier mol net déi elementar Hygiènesartikele kréien, wéi z. B. e Kamp oder eng Neelpëtz. An den Zelle sollen anscheinend Insekten, wéi z. B. Sëlwerfëschelcher, sinn.

Doweinst wéilt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Kréien d'Prisonnéier, wa si an de Prisong kommen, eng Trousse mat deene wichtegsten Hygiènesartikelen? Wat däerfe si vu sech matbréngen, speziell och wat hir perséinlech Hygiène ugeet?

2. Huet all Prisonnéier eng Plaz, wou hie seng Hygiènesartikele kann histellen?

3. Wéi ass den hygieneschen Zoustand vun den Zellen? Wéi gëtt séchergestallt, datt keng Insekten (z. B. Sëlwerfëschelcher) an den Zelle kënne sinn?

4. Wéi vill Leit si fir gewéinlech an enger Zell? Wat gëtt gemaach, wann eng Zell iwwerbeluecht ass?

5. Ass et de Prisonnéier erlaabt, Gesellschaftsspiller ze spillen? Stëmmt et, datt et verbueden ass, fir z. B. Schach ze spillen, an datt d'Prisonnéier kee Schachspill däerfe kréien? Wa jo, wéi gëtt esou e Verbuet justifiéiert?

Réponse (13.04.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Bei der Admissioun am CPL zu Schraasseg kréien d'Prisonnéier en Trousseau mat dësen Hygiènesartikelen: Shampoing, Duschseef, Seef vu Marseille, eng Zännbiischt, Zännseef, Geschierspullmëttel an e Raséiermëttel. Duerno gëtt deen Trousseau all Mount nei un d'Prisonnéier verdeelt.

Ausserdeem kënnen d'Prisonnéier dës Hygiènesartikelen an der Epicerie vum Prisong kafen: verschidde Shampoingen an Duschseef, Seef, Biischt, Kamp, Lastiken, Hoerfierfmëttel, Gell, Gilletten, Raséierschaum, Aftershave, Zännbiischt, Zännseef, Mondspullmëttel, Haftcrème, Neelpëtz, Neelfeil, Vernis, Fangerneelbotzmëttel, verschidde Schminkartikelen (Lëppestëft, Mascara, Crayong Khol), Pincette, Spigel, Lingetten, Vaseline, Gesiichtswaasser, Parfumen, Gesiichts- a Kierpercrèmen, Nuesschnappecher, Ouerestäbercher etc.

Aus Sécherheetsgrënn ass et de Prisonnéier net erlaabt, fir Hygiènesartikele vun ausserhalb vum Prisong matzebréngen oder kommen ze loossen.

ad 2. All Zell am Prisong zu Schraasseg ass equipéiert mat engem Lavabo, mat engem Spigel an enger Lavabostablett. All Prisonnéier huet e Schaf, an deem hie seng perséinlech Saache kann araumen.

ad 3. Sou wéi et den Artikel 89 vum ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 24. Mäerz 1989 iwwert d'Administratioun an den interne Regimm vun de Prisongen (règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 sur l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires) virgesäit, gëtt d'Hygiène an d'Propretéit vun den Zellen am Prisong am Kader vu regelméissegen Inspektiounen duerch de Médecin-fonctionnaire kontrolléiert. Datselwecht ass och de Fall fir d'Sanitärsinstallatiounen, d'Heizung, d'Beliichtung an d'Entlüftung vun den Zellen, d'Kleeder an d'Bettgedecks vun de Prisonnéier.

ad 4. Am Prisong zu Schraasseg sinn am Moment 55% vun de Prisonnéier an Eenzelzellen ënnerbruecht. 38% vun de Prisonnéier hunn Duebelzellen, an déi aner Prisonnéier sinn zu dräi oder véier a méi groussen Zellen ënnerbruecht. Am Moment sinn d'Zellen zu Schraasseg net iwwerbeluecht.

ad 5. Laut dem Artikel 318 vum uewegenannte Reglement vum 24. Mäerz 1989 kënnen d'Prisonnéier vum Direkter autoriséiert ginn, fir u Gesellschaftsspiller deelzehuelen, déi net nom Prinzip vun engem Gewënn fonctionnéieren.

D'Prisonnéier kënnen och Kaarte spillen a Kaartespiller kënnen och an der Epicerie vum Prisong kaaft ginn.

Wat d'Schachspille betrëfft, sou dierfen d'Prisonnéier, och aus Sécherheetsgrënn, keng Schachbrieder oder Schachfiguren an de Prisong matbréngen oder komme loossen. An der Vergaangenheet huet d'Verwaltung Schachbrieder kaaft an de Prisonnéier zur Verfügung gestallt. Am Moment gëtt et awer keng Demande vun de Prisonnéier an deem Sënn.

Question 3688 (12.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **écoutes effectuées par l'Inspection générale de la police:**

Et ass mir zu Ouere komm, datt d'Inspection générale de la police (IGP) an Zukunft mat deeneselwechten Apparater soll equipéiert gi wéi de SREL, fir kënnen Ecouten ze maachen.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Ass et wouer, datt d'IGP soll mat esou Apparater equipéiert ginn?

2. Op wat fir enger legaler Basis däerf d'IGP an de Besëtz vun Apparater kommen, fir kënnen Ecouten ze maachen, a wat fir eng legal Basis hunn dës Ecouten?

3. Wat fir Kontrollmechanisme si fir dës Ecoutë virgesinn a wéi gi se applizéiert?

4. Am Fall vun engem Verdacht an/oder enger Reklamatioun géint e Member vun der IGP: Wien ass berechtegt, eng Enquête ze maachen, a wéi sinn d'Prozedure fir dës Enquête?

5. Am Fall vun engem Verdacht an/oder enger Reklamatioun géint de Generalinspekter vun der Police: Wien ass berechtegt, eng Enquête ze maachen a wéi sinn d'Prozedure fir dës Enquête?

Réponse (30.03.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. D'Generalinspektioun vun der Police (IGP) huet haut schonns d'technesch Moyenen, fir Ecouten duerchzeféieren.

ad 2. Den Artikel 76 vum Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Police an d'Inspektioun gesäit vir, datt d'Autorités judiciaires d'IGP mat penalen Enquêtë kënne chargéieren, wann de Verdacht besteet, datt e Polizist an eng Strofdot verwéckelt ass, eng begaangen huet oder begeet. Dës Enquêtë ginn da vun de Membere vum Departement „enquêtes" vun der IGP, déi hei d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire hunn, ënnert der Kontroll vun den Autorités judiciaires an am Respekt vun den Dispositioune vum Code de procédure pénale gefouert.

D'legal Basis vun den Ecoutë sinn d'Artikelen 88-1 an 88-2 vum Code de procédure pénale.

ad 3. D'IGP schafft an deem Kontext op Unuerdnung vum zoustännegen Untersuchungsriichter. Et ass den Untersuchungsriichter, dee wärend der Instruction préparatoire vun engem Dossier d'Decisioun huele kann, Ecouten ze ordonnéieren an d'Enquêteure vun der IGP mat der Ausféierung vun dëser Moossnam ze chargéieren. Dës exekutéieren dës Moossnamen dann ënnert der Kontroll vum Riichter, deem si och regelméisseg en ausféierleche schréftleche Bericht zoukomme loosse mat deene fir d'Enquête relevante Gespréicher.

Bleift nach ze erwänen, datt d'IGP, wa se mat esou enger Affär vum Parquet oder Untersuchungsamt befaasst ass, d'selwecht funktionéiert wéi de Service de police judiciaire (SPJ), mat deeneselwechte Befugnisser.

ad 4. Um administrative Plang ënnersteet d'IGP der Kontroll vum Minister.

Et soll ee virausschécken, datt d'IGP Reklamatioune géint ee vun hire Memberen als eng Geleeënheet gesäit, hir Prozeduren, hir Aarbechtsmethoden an -praktike kritesch ze analyséieren.

Wann de Generalinspekter Kenntnis kritt vun enger Reklamatioun géint e Member vun der IGP, chargéiert hien zwee vu senge Mataarbechter (am Prinzip e Mataarbechter aus der Inspektercarrière an e Cadre supérieur) mat enger administrativer Enquête. De Minister kritt hei, wéi bei all administrativer Enquête, déi ofgeschloss ass, den Dossier fir Compte rendu.

Am Fall, wou dës administrativ Enquête e Feelverhale vum Mataarbechter un den Dag leet, kann de Generalinspekter, als Supérieur hiérarchique, deemjéinegen eng disziplinaresch Affär maachen. Ass et e Member vum Cadre policier, dann applizéiert sech d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979. Ass et e Member vum Cadre civil, dann applizéiert sech d'disziplinaresch Prozedur vum „Statut général des fonctionnaires de l'État".

An Zukunft, no der Reform, ënnerleien all d'Mataarbechter vun der IGP dëser leschter Prozedur.

Kritt de Member vun der IGP e Fait pénal virgeworf oder besteet de Verdacht, datt hien eng Strofdot begaangen huet, da bestëmmt de Parquet oder de jeeweilegen Untersuchungsriichter, wien d'Enquête mécht. Den SPJ kann an esou engem Fall mat den Ermëttlunge befaasst ginn. Hei spillen d'Regele vum Code pénal a vum Code de procédure pénale.

ad 5. Um administrative Plang ënnersteet d'IGP der Kontroll vum Minister. Deemno, am Fall vun enger Reklamatioun géint de Generalinspekter, bestëmmt de Minister, wat geschitt. Hei kann d'Gesetz vum 9. Dezember 2005 iwwert d'Fonctions dirigeantes beim Stat spillen. De Minister kann awer och decidéieren, eng Enquête vun engem vu senge Beamte maachen ze loossen.

Am Fall, wou e Feelverhale vum Generalinspekter un den Dag geluecht gëtt, kann de Minister dem Generalinspekter eng disziplinaresch Affär maachen. Hei applizéiert sech d'disziplinaresch Prozedur vum „Statut général des fonctionnaires de l'État", de Minister befaasst de Commissaire de Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire mat der Instruktioun vum Dossier.

Kritt de Generalinspekter e Fait pénal virgeworf, oder besteet de Verdacht, datt hien eng Strofdot begaangen huet, da bestëmmt de Parquet oder de jeeweilegen Untersuchungsriichter, wien d'Enquête mécht. Den SPJ kann an esou engem Fall mat den Ermëttlunge befaasst ginn. Hei spillen d'Regele vum Code pénal a vum Code de procédure pénale.

Question 3689 (12.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **heures supplémentaires des policiers stagiaires:**

[1] Loi du 27 avril 2015 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004, et modifiant 1) les articles L.311-5 et L.311-6 du Code de la consommation, 2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics.

[2] Loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation.

Am Statswiesen ass et an der Regel net virgesinn, datt de Stagiaire-fonctionnaire soll Iwwerstonne maachen. Ganz anescht gesäit d'Situatioun bei de Stagiairë vun der Police grand-ducale aus: Dës mussen iwwert d'Joer verdeelt eng substanziell Zomm un Iwwerstonne leeschten ouni zäitlech Recompense an/oder finanziell Remuneratioun.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Leien dem Här Minister Zuele vir, wéi vill Iwwerstonne vun de Stagiairë vun der Police geleescht goufen?

2. Op wat fir enger legaler Basis ginn dës Iwwerstonne geleescht?

3. Ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Stagiairë vun der Police eng gerecht Remuneratioun fir déi geleeschten Iwwerstonne verdéngt hunn?

Réponse (17.04.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Et muss ee vu vir eran erwänen, dass de Volontaire de police engem spezielle Statut ënnerläit, deen am Règlement grand-ducal vum 27. Abrëll 2007 «déterminant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier» ënnert dem Titel 3: «Le statut et l'indemnité des volontaires de police» beschriwwen ass.

ad 1. De Moment leien nach keng definitiv Zuele vir, wéi vill Stonne vun de Volontaires de police am Laf vun hirem éischte Schouljoer gemaach goufen an déi iwwert déi reng Schoulstonnen erausginn. D'Direction générale vun der Police huet op der Polizeischoul gefrot, dass individuell Relevéen opgestallt ginn.

ad 2. Den Artikel 62 vum virgenannte Reglement seet, datt den «volontaire de police est astreint à un service de garde à prester dans les locaux de l'École de Police. Le volontaire de police est tenu de faire preuve de disponibilité. En cas de nécessité avérée, il peut être rappelé à l'École de Police».

D'Polizeiausbildung geet also iwwer eng reng klassesch schoulesch Ausbildung eraus. Dofir si souwuel de Service de garde op der Polizeischoul wéi och déi Stonnen, déi am Kader vun de Spezialdéngschter geleescht ginn (et handelt sech haaptsächlech ëm grouss Evenementer wéi z. B. den ING-Marathon, representativ Missiounen, Éierendetachementer am Kader vu Statsvisitten, Paraden am Kader vum Nationalfeierdag), en Deel vun der Ausbildung zum Polizist, fir de Volontaire de police op seng zukünfteg Missioune virzebereeden.

ad 3. Am Kader vum aktuelle Statut vum Volontaire de police ginn déi Stonnen, déi am Kader vun de Spezialdéngschter geleescht ginn, kompenséiert duerch „dispenses de service" vun enger oder méi Stonne bis hin zu ganzen Deeg (z. B.: „Bréckendeeg").

Stonnen, déi aus dem „service de garde" op der Polizeischoul entstinn an déi laut dem Artikel 62 vum virgenannte Reglement eng statutaresch Obligatioun fir d'Polizeischüler am Kader vun hirer Ausbildung sinn, gehéieren zu hirem spezielle Statut, wéi och déi aner Rechter a Flichten. Zu hire Rechter gehéiert z. B. och de Régime particulier vum Congé compensatoire vun aacht Deeg, wéi all vereedegte Polizist en zegutt huet.

D'Volontaires de police hunn eng gerecht Remuneratioun fir all hir Aarbecht verdéngt. Dofir ass och proposéiert, fir am Kader vun der Reform vun der Police de Statut vun de Polizeischüler un dee vum Stagiaire-fonctionnaire unzepasse mat deenen dozougehéierege Rechter a Flichten. An deem Sënn ass en Amendement zum Projet de loi 7045 iwwert d'Polizeireform gemaach ginn, fir dass d'Stagiairë vun der Police an Zukunft och an der Remuneratioun un de Stagiaire-fonctionnaire ugepasst ginn.

Et ginn och Iwwerleeunge gemaach, fir deene Volontaires de police, wou no der individueller Ofrechnung nach en Excedent bestoe bleift, entgéintzekommen. Aktuell Piste kéinten do eventuell den zukünftege Compte épargne-temps oder eng Kompensatioun sinn.

Question 3690 (12.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **transport de détenus:**

Zu Lëtzebuerg geréieren net nëmmen d'Giischtercher de Gefaangenentransport, mä och d'Beamte vun der Police grand-ducale. D'Erfahrung weist, datt d'Prisonnéier eng méi feindséileg Relatioun géintiwwer dem Policebeamten hunn ewéi géintiwwer dem Giischtjen. An deem Sënn kënnt et beim Gefaangenentransport méi dacks zu Konflikter, wa Poliziste bedeelegt sinn. All dës Ëmstänn féieren zu enger onverhältnisméisseger Belaaschtung vun der Police grand-ducale. Am Kontext vum geplangte Prisong zu Suessem wäert een och beim Gefaangenentransport e substanzielle Plus u Personal brauchen, soudatt sech déi beschriwwe Problematik nach verschäerfe wäert.

An deem Kontext géif ech dem Här Justizminister an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Leien dem Här Minister Previsioune vir, wéi vill Leit an Zukunft fir de Gefaangenentransport gebraucht ginn?

2. Ass d'Regierung wëlles, dës Aufgab an Zukunft op eng eenzeg Verwaltung ze iwwerdroen an, wa jo, wéi eng Verwaltung soll dat sinn?

3. Wat fir Konsequenze wäert dëst hunn op d'Personal vun där spezifescher Verwaltung?

4. Ass an Zukunft virgesinn, datt d'Magistrate sech fir den Austausch mam Prisonnéier méi dacks an de Prisong deplacéieren, fir esou den ëmständleche Gefaangenentransport kënnen ze reduzéieren?

5. Si vun der Regierung Mesuren envisagéiert, fir d'Organisatioun vum Gefaangenentransport ze rationaliséieren an ze optimiséieren an, wa jo, wéi gesinn dës Mesuren aus?

Réponse commune (13.04.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Momentan gëtt de Gefaangenentransport vun deene Prisonnéier, déi entweder an Untersuchungshaft sinn oder als geféierlech Veruerteelter klasséiert sinn, tëschent dem Prisong vu Schraasseg (Centre pénitentiaire de Luxembourg, CPL) an de Geriichter, den Untersuchungsriichter an der Chambre du conseil vum Geriicht vu Lëtzebuerg a vun Dikrech vun der Unité de garde et de réserve mobile (UGRM) vun der Police assuréiert. No deeneselwechte Kritären assuréiert d'UGRM och d'Gefaangenentransporter am Kader vun der medezinnescher Versuergung vun de Prisonnéier, zum Beispill wann e Prisonnéier muss hospitaliséiert ginn.

Fir d'Joer 2017 beleeft sech den Total vun de Gefaangenentransporter, déi vun der UGRM gemaach gi sinn, op 4.391, wat en Total vun 28.020 Aarbechtsstonne generéiert huet. Betreffend d'Garde vun den hospitaliséierten Detenuen ass en Total vun 9.591 Aarbechtsstonne fir d'Joer 2017 ze vermierken. Unhand vun enger theoretescher Berechnung mécht de Gefaangenentransport an d'Garde vun de Prisonnéier an de Spideeler, Informatioune vun der Policedirektioun no, eng Aarbechtszäit vu 24 Polizisten aus.

Am Kader vum zukünftege Gesetz, dat d'Prisongsverwaltung reforméiere soll (Projet de loi N°7042), ass virgesinn, dass d'Police ab 2019 de Gefaangenentransport an d'Garde vun all de Prisonnéier assuréiere soll. An deem Sënn gouf de minimale Besoin vun zousätzlechem Personal op 8 Beamten ageschat, dëst op Basis vun Elementer, déi vum CPL geliwwert goufen. Et handelt sech hei, wéi schonn ernimmt, ëm eng reng theoretesch Estimatioun an et misst een, der Policedirektioun no, fir allen Imprevuë Rechnung ze droen, viraussiichtlech eng Verstäerkung vun 10 Beamten envisagéieren.

ad 2. Wéi schonn ënnert dem Punkt 1 ernimmt, soll nom zukünftege Gesetz iwwert d'Reform vun der Prisongsverwaltung (Artikel 20 an Artikel 62, Paragraf 3, doc. parl. N°7042[10]) d'Police an Zukunft de Gefaangenentransport an d'Garde vun all de Prisonnéier assuréieren.

ad 3. Déi noutwendeg Virbereedungen, wat d'Personal an den Equipement vun der UGRM fir de Gefaangenentransport betrëfft, an déi néideg Mesuren, fir dass déi aner Unitéite vun der Police net duerch dës Ännerunge wäerten affektéiert ginn, gi geholl.

ad 4. Am Kader vum zukünftege Gesetz iwwert de Strofvollzuch (Projet de loi N°7041, Artikel III, Punkt 3)) gëtt ausdrécklech festgehalen, dass d'Magistrate sech kënne fir hir strofprozesslech Devoiren an d'Prisongen deplacéieren. Am Kader vum Bau vum Prisong op Uerschterhaff ass där Saach och Rechnung gedroe ginn, fir dass déi néideg Raimlechkeeten dofir wäerten zur Verfügung stoen. Wat de Prisong zu Schraasseg betrëfft, sollen äänlech Moossname getraff ginn am Kader vun de Restrukturatiounsaarbechte vum Prisong zu Schraasseg, déi natierlech eréischt kënne realiséiert ginn, wann d'Untersuchungsgefaangene bis am Prisong Uerschterhaff kënnen ënnerbruecht ginn, wat am Moment fir 2023 geplangt ass.

ad 5. Am Kontext vun der Prisongsreform an der Reform vum Strofvollzuch souwéi och dem Bau vum Prisong op Uerschterhaff an der Planung vun der Restrukturatiouun vum Prisong zu Schraasseg gëtt dat diskutéiert.

Eng vun de Piste wier de Gebrauch vun der Videokonferenz, fir dass zum Beispill de Verhéier vun engem Prisonnéier duerch den Untersuchungsriichter oder och eng Audienz vun der Chambre du conseil iwwert dee Wee kéint gemaach ginn an doduerch d'Gefaangenentransporter kéinte besser organiséiert an optimiséiert ginn. Am Kader vum Projet de loi N°7152 iwwert d'Décision d'enquête européenne soll d'Chamber an deem Sënn mat Amendementer befaasst ginn.

Vu dass de Gefaangenentransport gréisstendeels bestëmmt gëtt vu Magistraten am Kader vu strofrechtleche Prozesser, bleift d'Optimiséierung dovunner an der Diskussioun vun der Ëmsetzung vun der Prisongs- an der Strofvollzuchsreform, an enker Zesummenaarbecht mat deenen zoustännege Ministèren a Verwaltungen.

Question 3691 (12.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **présidence du «International Holocaust Remembrance Alliance»:**

Lëtzebuerg huet 2019 d'Presidence vun der IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance).

An deem Kontext géif ech dem Här Statsminister, dem Här Bausseminister an dem Här Justizminister gär dës Froe stellen:

1. D'EU-Beoptragt géint den Antisemitismus, d'Madamm Katharina von Schnurbein, huet all EU-Staten opgefuerdert, antisemitesch Strofdote separat ze erfaassen. Gëtt dat zu Lëtzebuerg gemaach?

2. D'IHRA huet am Joer 2015 op enger Plenière zu Budapest eng „non-legally binding working definition of antisemitism" ugeholl. Ass Lëtzebuerg och bereet, fir dës Definitioun unzehuelen, oder wëllt Lëtzebuerg eng aner Definitioun vum Antisemitismus applizéieren?

3. D'Europäescht Parlament huet d'EU-Memberstaten opgeruff, en nationalen „Coordinateur" géint Antisemitismus ze ernennen. Wat sinn d'Intentioune vun der Lëtzebuerger Regierung an där Hisiicht?

4. Wéi eng Ziler huet Lëtzebuerg fir seng Presidence vun der IHRA?

Réponse commune (17.04.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Zu Lëtzebuerg ginn all Strofdoten erfaasst.

ad 2. D'IHRA huet de 26. Mee 2016 op der Plenière zu Bukarest eng „non-legally binding working definition of antisemitism" ugeholl. Deen Text gouf vun engem Expertegrupp virbereet an am Konsens vun den 31 Delegatiounscheffen - dorënner Lëtzebuerg - ugeholl.

Eng äänlech Definitioun war 2005 vum Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, déi haiteg Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) publizéiert ginn. Et handelt sech ëm een Dokument, dat besonnesch der Police an och den Enseignanten an hirer Aarbecht hëlleft.

ad 3. D'Regierung gesäit aktuell net vir, een Antisemitismus-Coordinateur ze nennen.

ad 4. An der Plenière vum 29. Juni 2017 zu Genève krut Lëtzebuerg d'Presidence vun der IHRA, vu Mäerz 2019 bis Mäerz 2020, iwwerdroen. An dës Period falen zwee wichteg Datumen: de 75. Joresdag vun der Befreiung vun Auschwitz-Birkenau de 27. Januar 2020 a praktesch deeselwechten Dag den 20. Joresdag vun der Deklaratioun vu Stockholm, déi den Ursprong vun der IHRA duerstellt.

Et fannen zwou grouss Reuniounen zu Lëtzebuerg statt: vum 3. bis de 5. Juni 2019 a vum 2. bis de 5. Dezember 2019. Wéi fir all international Presidence geet et fir d'Éischt drëms, d'Relève vun der viregter Presidence - Italien - ze iwwerhuelen an d'Aarbechten, déi ugefaange goufen, weiderzeféieren.

Den internationale Programm gëtt an deenen nächste Méint definéiert, dëst a Concertatioun mat Italien, de Memberstaten an dem Exekutivsekretariat vun der IHRA zu Berlin. D'Lëtzebuerger Presidence wäert och de Bäitrëtt vu Länner begleeden, déi momentan just Observateur sinn.

Um nationale Plang freet d'Regierung d'patriotesch Organisatiounen an all aner Organisatiounen, déi fir d'national Memoire zoustänneg sinn, d'kulturell an d'educativ Akteuren, Aktivitéiten am Zeeche vun eiser Presidence ze organiséieren an doriwwer eraus eng intensiv Aktivitéit am Zesummenhang mat eisen internationalen Ambitiounen un den Dag ze leeën.

D'Regierung wënscht, datt d'Bevëlkerung sech de rassisteschen a friemefeindleche Problemer bewosst gëtt, déi uechtert d'Welt ëmmer méi präsent ginn, dëst och opgrond vun zouneemenden nationalisteschen a populisteschen Tendenzen.

Et ass evident, datt déi dramatesch Geschicht, déi Europa kannt huet, eis besonnesch verflicht, all Form vun Antisemitismus riguréis an ouni Zécken ze bekämpfen.

Question 3692 (12.03.2018) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **proposition de directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique:**

La Commission européenne avait proposé en 2016 une directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, afin de moderniser certains aspects relatifs au droit d'auteur en tenant compte des progrès technologiques et des nouveaux canaux de distribution des contenus protégés au sein du marché intérieur.

En juillet dernier, deux commissions parlementaires européennes, à savoir «Culture et éducation» (CULT) et «Industrie, recherche et énergie» (ITRE) ont déposé des amendements sur demande de la commission parlementaire européenne compétente «Affaires juridiques» (JURI).

Les deux commissions parlementaires européennes se sont notamment penchées sur l'introduction d'un nouveau droit voisin au profit des éditeurs de presse en ce qui concerne certaines utilisations numériques (article 11 de ladite directive). Avec ce nouveau droit, ces derniers pourraient en effet prélever une dîme sur les moteurs de recherche ou plus globalement sur tous les usages numériques. La nouvelle disposition fait l'objet de nombreuses critiques. On craint notamment que la liberté d'expression et son corollaire, le droit du public à l'information, ainsi que la liberté d'entreprendre pourraient en ressortir affaiblies.

Le texte final de la directive devrait être voté d'ici octobre par le Parlement européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il me communiquer la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la proposition de directive de la Commission européenne concernant le droit d'auteur dans le marché numérique?

- Monsieur le Ministre peut-il me communiquer la position du Gouvernement en particulier en ce qui concerne le droit voisin tel que proposé par la directive en question?

Réponse (11.04.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Les technologies numériques ont transformé la manière de produire du contenu créatif, de le diffuser et d'y accéder. Aujourd'hui, 49% des utilisateurs de l'Internet dans l'Union européenne accèdent à du contenu musical ou audiovisuel en ligne, et 40% des personnes âgées de 15 à 24 ans regardent la télévision en ligne au moins une fois par semaine[1]. En 2015, le numérique est devenu la principale source de recettes pour la musique enregistrée[2].

Avec l'apparition de modèles économiques innovants et de services en ligne qui constituent désormais pour les consommateurs un moyen normal d'accéder à des contenus créatifs, force est de constater que certains éléments essentiels du cadre européen en matière de droit d'auteur, remontant principalement à la directive 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information, ne sont pas adaptés à la nouvelle réalité numérique. En effet, alors qu'il existe par exemple des exceptions au droit d'auteur dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de la préservation du patrimoine, rien n'est en revanche prévu en ce qui concerne les utilisations numériques, ce qui limite les possibilités pour les utilisateurs de profiter du potentiel qu'offrent les nouvelles technologies, en particulier à l'échelle transfrontière.

L'exécutif européen a présenté, le 14 septembre 2016, le paquet sur la «réforme du droit d'auteur» contenant une proposition de

[1] Eurostat: Enquête communautaire sur l'utilisation des TIC par les ménages et les particuliers, 2014.

[2] IFPI: Global Music Report, 2016.

règlement établissant les règles relatives à l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne des organismes de radiodiffusion et à la retransmission des programmes de télévision et de radio et une proposition de directive plus générale sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, proposition à laquelle l'honorable Député fait référence.

La proposition de directive relative au droit d'auteur dans le marché unique, fixe des règles visant à poursuivre l'harmonisation du droit de l'Union européenne applicable au droit d'auteur et aux droits voisins dans le cadre du marché intérieur, compte tenu, en particulier, de l'impact de l'évolution des technologies sur les utilisations numériques et transfrontières des contenus protégés. Elle s'articule autour de trois axes principaux:

- les exceptions et les limitations;

- faciliter les mécanismes de licences;

- améliorer et augmenter l'équité dans le marché intérieur.

La proposition de directive est en discussion au Conseil de l'Union européenne depuis novembre 2016.

Le Gouvernement accueille favorablement la proposition de directive de la Commission qui vise à adapter les règles du droit d'auteur de l'Union aux nouvelles réalités du marché afin que tous les acteurs puissent profiter du potentiel qu'offre ce nouvel environnement. Un cadre plus européen est en effet nécessaire pour surmonter la fragmentation et les frictions au sein d'un marché unique fonctionnel.

Néanmoins, il est essentiel de souligner que cette proposition de directive rassemble de nombreuses problématiques différentes (exceptions, limitations, mécanismes de licences, équité dans le marché intérieur) qui auraient peut-être gagnées à être discutées de manière séparée. Il est aussi possible de se demander si la directive peut permet de répondre aux mieux à tous les besoins des différents acteurs dans le marché concerné (utilisateurs, auteurs, producteurs, plateformes etc.).

Enfin, il est à signaler que cette proposition aurait nécessité plus de données concrètes dans l'étude d'impact ce qui aurait permis de justifier certains choix opérés dans le paquet sur la réforme du droit d'auteur[1].

En ce qui concerne plus particulièrement les dispositions énoncées à l'article 11 de la proposition de directive (COM)2016 593final), à savoir la protection des publications de presse pour des utilisations en ligne, il est à mettre en exergue que, dans le contexte numérique actuel, certaines plateformes utilisent trop souvent des articles ou contenus de presse (même s'il s'agit de simples titres) et en profitent pour les exploiter commercialement en y ajoutant par exemple de la publicité. Or, ni l'auteur, ni l'éditeur ne sont rémunérés faute de contrats conclus. Dans ce contexte, il est souhaitable de renforcer la position des éditeurs de presse et de faciliter la mise en œuvre de leurs droits lorsque des tiers utilisent sans autorisation leurs contenus, tout en garantissant un accès aussi large que possible aux utilisateurs.

Or, le choix de la Commission d'opter pour l'introduction d'un nouveau droit voisin pour les éditeurs ne semble pas être la réponse la plus opportune au problème en question. En effet, ce nouveau droit ajouterait une couche supplémentaire aux droits préexistants des droits d'auteur et risquerait aussi bien d'entrer en conflit avec l'utilisation normale de ces droits que de compliquer encore davantage un environnement déjà très complexe. De plus, il est légitime de se poser la question si la mise en place d'un nouveau droit pour les éditeurs de presse améliorera concrètement la position de négociation des éditeurs puisqu'ils sont déjà, en général et en pratique, titulaires des droits d'auteur de leurs journalistes ou qu'ils obtiennent des licences de ces derniers.

Afin de maintenir un équilibre entre les différents acteurs et de s'assurer qu'ils soient en mesure de bénéficier mutuellement de leurs services, le Gouvernement s'est attelé depuis septembre 2016 à soutenir l'adoption d'une présomption légale en faveur des éditeurs de presse en ligne pendant les négociations au sein du Conseil de l'Union européenne. De par cette proposition alternative, d'ailleurs soutenue au début des négociations par le Parlement européen et mentionnée par la Commission européenne dans son étude d'impact, les éditeurs seraient présumés détenir tous les droits des auteurs pour agir en leurs noms, ce qui leur permettrait d'intervenir plus utilement et plus rapidement contre toute utilisation illégale par un tiers. De plus, étant apte à lutter plus efficacement contre le piratage de leur contenu, leur position de négociation en sortirait également renforcée.

Cependant, compte tenu que la minorité de blocage favorable à cette proposition ne détenait plus le quorum nécessaire au cours des discussions au Conseil de l'Union européenne, les négociations devraient se poursuivre sur base des propositions initiales de la Commission européenne, à savoir la mise en place d'un nouveau droit voisin pour les éditeurs de presse.

En dépit du rejet de la proposition relative à la présomption légale, proposition qui aux yeux du Gouvernement répondait le mieux au problème présenté, le Luxembourg continue à s'engager en faveur d'une option équilibrée et juste pour tous les acteurs concernés.

[1] https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/impact-assessment-modernisation-eu-copyright-rules

Q150

Question 3694 (13.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **classement de la région sud du pays en tant que «Réserve de Biosphère» par l'Unesco:**

Den Déifferdenger Buergermeeschter a PRO-SUD-President, Roberto Traversini, huet rezent an der Presse verlaude gelooss, datt hien Demarchë lafen huet, fir d'Südregioun mat hiren Äerzofbaugebidder an hire charakteristesche Bëscher a Plateauen als Unesco-Biosphärereservat schützen ze loossen.

An der Gemengerotssëtzung vum 7. Mäerz 2018 - (http://www.differdange.lu/administration/divers/infoblat/seance-du-7-mars-2018): Punkt 4 ab der Sequenz 37.40) - huet den Déifferdenger Buergermeeschter dëst nach emol präziséiert a bemierkt, datt bis September 2018 eng Demande an deem Sënn bei der Unesco kéint agereecht ginn.

Am Kader vun dëser Informatioun wollt ech e puer Froen un d'Madamm Emweltminister an un den Här Kulturminister stellen:

1. Wat genee bedeit esou e Klassement als Biosphärereservat?

2. Wat ass esou eenzegaarteg un deem fréieren Tagebaugebitt? Wou ass d'Plus-value, fir elo wëllen en Unesco-Biosphärereservat an deem Gebitt auszeweisen?

3. Wéi sinn d'Pläng an d'Iddien, fir eng Regioun als Unesco-Site auszeweisen an ze schützen, kompatibel mat dem aktuelle Projet um Site vun der Gemeng Déifferdeng, fir do wëllen e Wandpark opzeriichten?

Réponse commune (03.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1. Biosphärereservater si Gebidder, déi zum Deel duerch national Naturschutzgesetzer geschützt sinn an déi vun der Unesco international unerkannt kënne ginn. Dës Unerkennung geschitt am Kader vum Unesco-Programm „Man and Biosphere" (MAB, L'Homme et la Biosphère). Niewent dem Naturschutz gëtt an dëse Biosphärereservater grousse Wäert op nohalteg Entwécklung geluecht. Esou si si Modellregiounen, wou Konservatioun, Fuerschung, Sensibilisatioun vun de Mënschen, déi do liewen, a vun den Touriste souwéi Bildung groussgeschriwwe ginn.

D'Bedeitung vun esou engem Klassement ass grouss: Duerch dat weltwäit Netz vun den Unesco-Biosphärereservater (669 an 120 Länner) kënnt et zu engem internationalen Austausch vun Erfarungen a Best Practices, zu enger internationaler, gemeinsamer a participativer Approche fir d'Emsetzung vun der Agenda 2030 an zu engem gréissere Bewosstsi fir déi Géigend, an där ee lieft oder déi ee besicht. Déi jonk Leit, déi an esou enger Regioun liewen, si sech scho fréi bewosst, wéi wichteg et ass, Ökosystemer ze kennen an ze erhalen, a gewuer ze ginn, wat si kënnen dozou bäidroen, dass hiert direkt Liewensëmfeld sech nohalteg entwéckelt. Well d'Recherche - esouwuel op engem naturhistoresche wéi och historeschen, soziologeschen a kulturelle Plang - e wichtege Bestanddeel vun deem Programm ass, kann onst Land allgemeng vun esou engem Projet profitéieren.

ad 2. D'Iddi vun dëser Kandidatur geet op d'Lëtzebuerger Unesco-Kommissioun zréck, déi a permanentem Austausch mat de kommunalen Autoritéite vun de Südgemengen ass, déi am PRO-SUD regruppéiert sinn. Doraus geet ervir, dass dëse Projet sech net nëmmen op d'Tagebaugebidder beschränkt, mä och op Géigenden aus dem Süden, déi aner Spezifissitéiten hunn, déi fir e Programm interessant sinn, dee sech mat der Interaktioun vu Mënsch an Natur ausenanersetzt.

Duerch déi national Gesetzgebung, wéi och duerch europäesch Programmer wéi Natura 2000, sinn an de PRO-SUD-Gemenge schonn eng ganz Rei Naturschutzgebidder ausgewisen. Och ginn et an deene Gemenge vill an interessant Initiative ronderëm den Naturschutz, d'Industriegeschicht, d'Awanderung an d'Nohaltegkeet. Konkret um Terrain heescht dat, eng responsabel Entwécklung ëmzesetzen, déi den natierlechen, historeschen a soziokulturelle Ressourcë Rechnung dréit.

Eng Plus-value fir déi ganz Géigend an den Asaz vu ville privaten a kommunalen Initiativen ass d'Memberschaft an engem weltwäite Reseau, dee vun der Unesco gedroe gëtt.

ad 3. Dës Kandidatur ass e komplexe Virgank, mat deem sech am Moment eng Aarbechtsgrupp beschäftegt, déi aus Vertrieder vun der Unesco-Kommissioun, der Verwaltung vum Aménagement du territoire, der Administration de la nature et des forêts, dem ORT, der Animation culturelle aus dem Süden, dem Gemengesyndikat PRO-SUD, dem naturhistoresche Musée an externen Experte besteet. Si schléisst d'Virbereedung um Kandidatursdossier fir de September 2018 of, fir duerno eng grouss participativ Phas mat Biergerforen a Ronndëschgespréicher unzefänken. Den definitive Kandidatursdossier soll dann am September 2019 bei der Unesco zu Paräis agereecht ginn.

Eng wichteg Aarbecht vun deem Groupe de travail ass d'Bestëmmung vun deenen eenzelen Zonen. Eng Réserve de biosphère, wéi den MAB-Programm vun der Unesco se virgesäit, besteet aus dräierlee Zonen:

- eng (oder méi) Zentralzon(en), an där d'national Gesetzgebung d'Natur, d'Ökosystemer an d'Biodiversitéit laangfristeg schützt,

- Pufferzonen, déi ronderëm déi Zentralzon(en) leien an an deenen d'Recherche, d'nohalteg Entwécklung, den Ökotourismus, an d'Sensibilisatioun fir d'Agenda 2030 am Mëttelpunkt stinn,

- d'Entwécklungs- oder d'Iwwergangszon, an där d'Mënsche wunnen a schaffen.

An dësem Kontext ass et wichteg festzehalen, dass d'Unesco kengerlee Fuerderunge stellt, mä sech ausschliisslech op déi national Reglementer a Gesetzer berifft, déi et an deem Land ginn, dat seng Kandidatur fir den MAB-Programm stellt. Esou eng Kandidatur mécht awer just Sënn, wann Naturschutz an Nohaltegkeet och an der Entwécklungszon respektéiert ginn.

An deem Sënn schreift dee geplangte Wandpark vun der Gemeng Déifferdeng sech gutt an de Konzept vun engem Biosphärereservat an, well erneierbar Energien e wichtege Bestanddeel vun nohalteger Entwécklung a Klimaschutz sinn.

Dëse Projet, deen och am Kontext vun Esch 2022 ze gesinn ass, awer iwwert d'Kulturjoer eraus Bestand huet, soll dozou bäidroen, dass de Süden als Industriekulturlandschaft wouergeholl gëtt.

Question 3695 (13.03.2018) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **baisse temporaire de la fiscalité lors de la vente de biens immobiliers:**

En date du 1er juillet 2016 une modification de l'article 99ter de la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu du 4 décembre 1967 est entrée en vigueur, réduisant de moitié la taxation des plus-values immobilières réalisées dans le cadre de l'article précité. Selon l'exposé des motifs du projet de loi cette mesure provisoire dont l'échéance était initialement fixée au 31 décembre 2017 avait pour vocation «... de déclencher une action offensive et positive en vue d'augmenter l'offre de terrains à bâtir et d'habitations».

Cette mesure a ensuite été prorogée pour une année supplémentaire avec l'entrée en vigueur de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018. Le rapport sur ce projet de loi explique cette prorogation par la volonté du Gouvernement «...de contribuer à l'augmentation de l'offre de terrains à bâtir et d'habitations en assouplissant la fiscalité en matière de réalisation de terrains et d'immeubles bâtis».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres ont-ils basé leur décision de proroger cette disposition sur un premier bilan de l'efficacité de la mesure en matière de mobilisation de terrains et d'habitations? Dans l'affirmative, pourront-ils partager ce bilan avec les membres des commissions parlementaires compétentes?

2. Le nombre de ventes de terrains et d'habitations a-t-il connu une augmentation suite à la baisse de la taxation des plus-values immobilières? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres disposent-ils de données permettant d'établir un lien explicite entre la baisse de la taxation et l'augmentation des ventes immobilières?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils donner des précisions relatives aux demandes de permis de construire? Les communes ont-elles enregistré une hausse subséquente à l'introduction de cette réforme sur la taxation de la plus-value et si oui, de quel ordre?

4. Messieurs les Ministres ont-ils déjà pu déterminer si les recettes de la taxation des plus-values immobilières réalisées dans le cadre de l'article 99ter de la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu du 4 décembre 1967 ont connu une évolution suite à la mesure citée? Si oui, laquelle?

Réponse commune (11.04.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Par la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs, les plus-values immobilières réalisées dans le cadre de l'article 99ter LIR ont été imposées entre le 1er juillet 2016 et le 31 décembre 2017 à un taux d'impôt réduit qui s'élève au quart du taux global. Cette mesure a été prolongée d'une année supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2018 par la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018.

La décision de proroger cette disposition d'une année supplémentaire a été basée sur une première analyse non exhaustive des données statistiques à disposition. Le nombre de ventes de terrains et d'habitations a augmenté d'environ 9% l'année 2016 et l'année 2017. Environ 1.760 terrains ont été vendus en 2015 et 2016 respectivement, alors que l'Administration de l'enregistrement et des domaines a recensé 1.923 ventes de terrains en 2017.

Les effets de l'imposition au quart du taux global sur les autorisations de construire sont cependant difficilement mesurables à l'heure actuelle. En effet, il y a lieu de constater que les données relatives aux autorisations délivrées ne sont disponibles que jusqu'au mois de septembre 2017, c'est-à-dire seulement sur les 15 mois qui suivent l'entrée en vigueur de la mesure fiscale précitée. Or, une fois l'acquisition d'un terrain ou immeuble effectuée, l'élaboration d'un projet d'architecture, la constitution du dossier relatif à la demande d'autorisation de construire de même que la délivrance d'une autorisation de construire impliquent généralement un laps de temps pouvant, le cas échéant, dépasser les 15 mois susmentionnés. Partant, il n'est pas possible de procéder à une analyse qui mettrait en évidence les implications de l'imposition au quart du taux global par rapport aux autorisations de construire avant fin 2020. Ce n'est qu'à ce moment que le Gouvernement disposera de données suffisantes relatives à l'acquisition d'immeubles pour lesquelles les propriétaires ont pu profiter des mesures fiscales précitées, d'une part, et pour lesquelles les propriétaires auraient pu, dans un laps de temps raisonnable, obtenir une autorisation de construire, d'autre part.

De même, l'effet de l'imposition au quart du taux global de la plus-value immobilière réalisée sur les recettes fiscales est difficile à estimer avec certitude à l'heure actuelle. En raison du décalage connu et inévitable dans les impositions, l'Administration des contributions directes a pu traiter 83,06% (statistiques au 28.02.2018) des déclarations relatives à l'année d'imposition 2016, mais seulement une minorité des déclarations relatives à l'année d'imposition 2017. Un montant de 18,3 millions d'euros a actuellement été encaissé suite à l'imposition au quart du taux global de la plus-value immobilière réalisée pendant l'année d'imposition 2016.

En conclusion, sur base de ces premiers éléments, on peut estimer que l'imposition au quart du taux global devrait avoir eu un effet nettement positif sur l'offre de terrains à bâtir et d'habitations. La délégation du Fonds monétaire international s'est d'ailleurs prononcée dans un même sens, en constatant dans le cadre de la mission récente Article IV que «The temporary reduction in the tax on capital gains for real estate sales by end 2018 may never-

theless encourage sales in constructible land», ce qui corrobore les analyses du ministère.

Question 3697 (13.03.2018) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **manque de lits au Centre Hospitalier du Nord:**

Selon nos informations, des patients qui ont récemment été transportés en ambulance au Centre Hospitalier du Nord (CHdN) n'auraient pas pu être hospitalisés, faute de lits disponibles, et auraient dû, malgré leur état, rentrer chez eux, et ce même pendant la nuit.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser plusieurs questions à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, de quelle manière Madame la Ministre entend-elle résoudre le problème?

Réponse (16.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Après demande des services du Ministère de la Santé auprès du Centre Hospitalier du Nord, je ne suis pas en mesure de confirmer les informations des honorables Députés, selon lesquelles des patients, récemment transportés en ambulance au CHdN, n'auraient pas pu être hospitalisés, faute de lits disponibles, et auraient dû rentrer chez eux, malgré un état de santé nécessitant une hospitalisation.

La décision d'hospitalisation d'un patient relève du médecin, selon son évaluation clinique réalisée en présence du patient. Aussi, l'obligation d'assurer les premiers soins urgents et la continuité des soins qui s'applique à tout prestataire de soins de santé impose au prestataire, qui serait dans l'incapacité de prodiguer les soins requis, d'assister le patient, sur sa demande, «dans la recherche d'un autre prestataire apte à assurer les soins requis».

Le renvoi à domicile d'un patient qui aurait nécessité une hospitalisation immédiate serait dès lors contraire à ces dispositions.

En outre, les patients nécessitant une hospitalisation urgente mais ne pouvant être admis dans un établissement hospitalier faute de lits disponibles sont transférés vers un autre établissement.

Dans ce contexte, il convient également de rappeler que la gestion des lits hospitaliers au sein des établissements hospitaliers incombe à l'organisme gestionnaire, et, par délégation, au directeur général de l'établissement hospitalier, qui est en charge d'assurer la gestion journalière de l'établissement et d'en organiser son fonctionnement.

Dans le cadre de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, entrée en vigueur le 1er avril 2018, les hôpitaux sont invités à soumettre au Ministre ayant la santé dans ses attributions, dans un délai de quatre mois suivant l'entrée en vigueur de la prédite loi, un projet d'établissement, ainsi que des projets d'exploitation de services hospitaliers, projets dans lesquels ils solliciteront le nombre de lits hospitaliers qu'ils estimeront adéquats à une prise en charge adaptée de leur patientèle.

Par la loi précitée, l'adéquation de l'offre hospitalière aux besoins de la population est assurée, tout en tenant compte des informations issues de la carte sanitaire, de l'évolution démographique de la population résidente, des données relatives à l'état de santé de cette population ainsi que de comparaisons internationales. Ce processus d'autorisation permettra ainsi d'assurer la planification d'une offre hospitalière de qualité, répondant aux besoins établis, dans un souci permanent d'assurer la meilleure prise en charge possible.

Question 3698 (14.03.2018) de **MM. Marc Lies** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant la **réforme des finances communales:**

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds dedotation globale des communes. Les communes viennent de recevoir le décompte de l'année 2017, le premier de ce genre depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir dans un tableau pour l'année 2017 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les nouveaux critères de péréquation tels que définis à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2017 et le détail de leur redistribution aux communes du pays?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds pour l'emploi pour l'année 2017?

- Monsieur le Ministre peut-il mettre à disposition des députés un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2015 et 2017?

Réponse (17.03.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les honorables Députés s'enquièrent du décompte 2017 du Fonds de dotation globale des communes.

Notons que la réforme des finances communales, mise en œuvre par la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes, a notamment mis en place ce fonds et introduit de nouveaux critères de répartition des avoirs aux communes, à savoir:

1. une dotation forfaitaire

2. la population ajustée (82% de la dotation)

3. les emplois salariés (3%)

4. l'indice socio-économique (9-10%)

5. les logements sociaux (0-1%)

6. la superficie totale ajustée (5%).

La répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes, qui regroupe dorénavant une partie des recettes de l'Impôt commercial communal, se fait selon les règles fixées par la loi précitée.

Le décompte de l'année 2017, chiffres à l'appui, m'a permis de dresser un premier bilan positif de la réforme des finances communales qui a atteint les objectifs escomptés, à savoir:

- maintenir la diversité des recettes non affectées des communes

- assurer la stabilité des finances communales

- contrebalancer les disparités existantes et ce tant au niveau local, entre communes, qu'au niveau régional, en prenant comme point de repère les quatre circonscriptions électorales.

Le revenu par habitant le plus élevé dépassait, en effet, avant la réforme, le revenu le plus bas de 104,7%. Après la réforme, ce taux est réduit à 60,93%. L'écart entre le revenu par habitant le deuxième plus haut et le plus bas est réduit de 81,4% à 33,06% par l'effet de la réforme. Au niveau régional, la différence de revenu par habitant entre régions passe de 5,7% à 2,7%.

Il est indéniable que ce rééquilibrage des avoirs des communes a notamment été facilité par une dotation supplémentaire du budget de l'État aux communes de l'ordre de 98,7 millions d'euros.

Rappelons que la réforme des finances communales a supprimé la participation des communes dans le coût des rémunérations du personnel de l'enseignement fondamental, compensée, en partie, par la suppression de la contribution de l'État au financement de la Caisse de prévoyance des fonctionnaires communaux.

Ajoutons que la refonte du mécanisme de participation des communes au Fonds de l'emploi est également un élément de la réforme globale des finances communales.

Finalement, je tiens à préciser que la réforme a introduit une mesure compensatoire, à charge de l'État, pour les communes dont le décompte de 2017 est inférieur au décompte de l'année 2015, décomptes établis suivant les dispositions légales.

Alors qu'il avait initialement été prévu que 18 communes devraient être indemnisées à raison de dix millions d'euros, le décompte de l'année 2017 a révélé que seules quatre communes devront être indemnisées à raison de 1,5 millions d'euros au total, autre preuve que la réforme des finances communales est un succès.

Ceci étant dit, les honorables Députés demandent des chiffres détaillés sur les finances communales des années 2015 et 2017 qui sont reproduits dans le tableau en annexe à la présente. Je tiens cependant à informer les honorables Députés que les chiffres demandés ne permettent pas d'évaluer la réforme des finances communales vu qu'il échet d'apprécier les différents éléments de la réforme décrits ci-avant, dans leur ensemble.

Ainsi, les dotations totales par habitant des communes des années 2015 et 2017 demandées par les honorables Députés ne se prêtent pas à une comparaison objective.

Aussi, et dans un esprit de transparence et d'objectivité, je me permets de joindre, en annexe, les chiffres et tableaux significatifs du premier bilan de la réforme présentés lors de ma conférence de presse du 30 mars 2018.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3701 (14.03.2018) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**impôt sur le revenu:**

D'Press mellt, datt de franséischen Europa- an Ausseminister, wärend enger Froestonn am Senat, sech als Objektiv ginn huet, datt en Deel vun der Lounsteier, déi déi franséisch Frontalieren zu Lëtzebuerg bezuelen, misst „zréck" u Frankräich bezuelt ginn („... un retour sur l'impôt sur le revenu..."). Dëse Sujet soll schonns den 20. Mäerz zu Paräis op enger „conférence franco-luxembourgeoise" op d'Dagesuerdnung kommen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Minister bestätegen, datt dës Reunioun den 20. Mäerz stattfënnt?

2) Steet de Punkt vum Opdeele vun de Steieren op der Dagesuerdnung vun dëser Reunioun?

3) Wa jo, zanter wéini huet d'Regierung Kenntnes vun dëser Demande säitens Frankräich?

4) Huet Frankräich am Virfeld vun där Reunioun Lëtzebuerg Dokumenter an Informatiounen zoukomme gelooss, wéi si sech dat virstellen, a wéi eng Repercussiounen hätt dat op eise Statsbudget?

5) Wéi eng Haltung hëlt Lëtzebuerg zu dësem Thema?

6) Wa Lëtzebuerg net averstanen ass, d'Lounsteier mat Frankräich ze deelen, wéi eng Méiglechkeeten huet Lëtzebuerg dann, fir dëst ze verhënneren?

7) Ginn et äänlech Fuerderungen aus der Belsch oder aus Däitschland?

Réponse (04.04.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

D'Press huet d'Aussoe vum franséischen Europa- an Ausseminister wärend der Froestonn am Senat den 13. Mäerz 2018 leider net komplett zitéiert. De Minister huet dat heite gesot:

«Nous souhaitons tout particulièrement évoquer avec le Luxembourg la facilitation de la vie quotidienne des 90.000 travailleurs frontaliers en prenant des engagements communs afin de cofinancer les infrastructures à leur bénéfice. Je pense tout particulièrement aux infrastructures de transport, cela fera partie des discussions que nous aurons sur le rééquilibrage de la relation transfrontalière, y compris (...) avec l'objectif d'un retour sur l'impôt sur le revenu que le Luxembourg prélève sur nos frontaliers.»

Den 20. Mäerz huet am Kader vun der Statsvisitt en „Séminaire intergouvernemental" stattfonnt, un deem och de Finanzminister deelgeholl huet. De Sujet, op deen dës parlamentaresch Fro sech bezitt, stoung net op der Dagesuerdnung a gouf och net ugeschwat.

Allerdéngs ass wärend deem Seminaire een neit Steierofkommes mat Frankräich ënnerschriwwe ginn. Dësen Accord gesäit kloer vir, dass d'Lounsteier vun de Frontalieren integral weider zu Lëtzebuerg wäert bleiwen.

Am Kader vun deem Seminaire ass och een Accord fir e Kofinanzement vun Infrastrukturprojeten ënnerschriwwe ginn, sou wéi dat vum Här Le Drian am Senat ugedeit gi war. Den entspriechenden Avant-projet de loi ass den 30. Mäerz 2018 vum Regierungsrot approuvéiert ginn.

Question 3709 (20.03.2018) de **M. Léon Gloden** et **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **cambriolages et vols liés aux véhicules:**

D'après les récentes statistiques de la Police grand-ducale issues du rapport d'activité de 2017, «les cambriolages dans les véhicules posent (...) problème». En effet, les «vols liés aux véhicules» ont connu une hausse de 27,4% par rapport à l'année précédente, tout comme également les «cambriolages dans des maisons non habitées» (+16,36%). Quant aux maisons habitées, la police note une hausse néanmoins de 3,9%.

Ainsi qu'il ressort de la réponse à la question parlementaire n°1514 du 21 octobre 2015 concernant la hausse des cambriolages, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure avait, conjointement avec le Ministre de la Justice, engagé des concertations au sujet de nouveaux moyens légaux permettant de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes:

1) Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il le fait que les cambriolages sont de nouveau en hausse, alors que ce type d'infractions a connu une baisse notable depuis 2014? Qu'en est-il des vols liés aux véhicules?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous dire si les concertations engagées conjointement avec le Ministre de la Justice au cours de l'année 2015 ont finalement abouti et dans l'affirmative nous faire part des conclusions y relatives?

Réponse (11.04.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Notons d'emblée que la délinquance globale a connu une baisse notable au cours des dernières années avec 43.087 infractions en 2014 par rapport à 36.721 infractions en 2017. Plus précisément d'importantes baisses ont pu être enregistrées notamment dans les domaines des affaires de stupéfiants, des vols avec violences, d'atteintes aux mœurs, ainsi que pour les infractions de coups et blessures volontaires et les véhicules volés.

En ce qui concerne les vols liés aux véhicules, les chiffres restent plus ou moins stables avec 2.428 infractions enregistrées en 2014 contre 2.424 infractions enregistrées en 2017 et ce malgré une hausse en 2017 par rapport à l'année 2016. Une explication éventuelle de cette hausse réside dans le fait que les auteurs utilisent de plus en plus des systèmes facilitant l'ouverture et/ou le démarrage de véhicules (système Keyless). Pour remédier à cette délinquance, des patrouilles préventives ont été effectuées par la police sur les parkings publics afin de sensibiliser les conducteurs de véhicules de ne pas laisser des objets de valeur dans leur véhicule.

À la fin de l'année 2017, un concours a été lancé avec une classe artistique du Lycée de Garçons d'Esch-sur-Alzette pour créer un nouveau panneau «vols dans les véhicules». Ce panneau sera présenté lors d'une campagne de sensibilisation aux mois d'avril-mai 2018 et les mesures suivantes sont prévues:

- la diffusion de messages de prévention dans les médias;

- la mise à disposition de tracts et de panneaux de sensibilisation;

- la distribution de flyers «La police informe».

Aussi, les chiffres en matière de cambriolages montrent-ils une baisse entre 2014 avec 2.568 infractions et 2017 avec 2.024 infractions accomplies. Les cambriolages accomplis dans les maisons habitées connaissent également une baisse significative avec 1.951 infractions en 2014 contre 1.261 infractions en 2017 et ce malgré une légère hausse en 2017 par rapport à l'année 2016. Ces chiffres montrent que les mesures de sécurité (y inclus protections mécanique et électrique) ont porté leurs fruits et que la sensibilisation auprès du public a augmenté la vigilance des citoyens qui ont plus souvent averti le 113 de comportements suspects.

Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner que la campagne «anticambriolage» menée du 2 octobre 2017 au 31 janvier 2018 a conduit à l'interpellation de 47 auteurs en flagrant délit et à l'identification de 123 auteurs suite à des enquêtes des différents services de la Police grand-ducale.

ad 2) Les travaux entre autres législatifs concernant la réforme de la police et permettant de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité sont en cours de finalisation.

N°10
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Gaspillage alimentaire	p. 356	Résumé du rapport annuel 2017 du Médiateur	p. R1	27e séance	Mercredi 21 mars 2018
Aménagement du territoire	p. 372	Sommaire des séances publiques nos 27 à 29	p. 395	28e séance	Jeudi 22 mars 2018
Gestion de l'infrastructure ferroviaire	p. 392	Sommaire des questions parlementaires	p. Q152	29e séance	Mardi 17 avril 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Le Président de l'Assemblée nationale française à la Chambre

Les relations transfrontalières et l'avenir de l'UE au centre des discussions



Les deux Présidents de parlement, M. François de Rugy et M. Mars Di Bartolomeo (6e et 7e de gauche), entourés des délégations parlementaires française et luxembourgeoise.

«La proximité et l'excellence de nos relations nous unissent.» Tel était le constat principal du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors de la visite officielle, le 18 mai 2018, de son homologue M. François de Rugy, Président de l'Assemblée nationale française, et d'une délégation parlementaire.

Les relations transfrontalières ont dominé l'échange de vues entre députés français et élus luxembourgeois, membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.

«La France est omniprésente au Luxembourg», a relevé M. Di Bartolomeo en évoquant les 55.000 résidents français au Grand-Duché ainsi que les 92.000 frontaliers. «Nos deux pays sont interdépendants», a également affirmé le Président de l'Assemblée nationale. Les députés français et luxembourgeois ont souligné leur volonté de contribuer à l'amélioration du quotidien de ceux qui vivent et travaillent dans la région transfrontalière commune.

Ratifier rapidement les accords franco-luxembourgeois

Lors de l'entrevue, le Président du Parlement luxembourgeois s'est engagé à procéder rapidement à l'approbation de différents accords signés lors de la récente visite d'État luxembourgeoise à Paris et qui concernent notamment la mobilité transfrontalière. Le projet de loi y relatif devrait être déposé sous peu à la Chambre. M. Mars Di Bartolomeo a insisté sur l'importance de ces projets communs tout en confirmant son opposition face à d'éventuelles revendications de compensations financières.

D'autres pistes ont été évoquées pour améliorer la vie quotidienne des citoyens de la région frontalière et pour les rapprocher davantage, que ce soit par une unification de la tarification des transports publics transfrontaliers, un lycée trinational ou d'autres accords en matière de santé et de pensions.

Les préoccupations concernant différents sujets tels que la centrale nucléaire de Cattenom ou encore le budget européen après le Brexit étaient également des sujets de discussion. Les pourparlers entre les députés des deux pays seront approfondis prochainement lors d'une rencontre avec le groupe d'amitié de l'Assemblée nationale.

Des parlements forts et ouverts aux citoyens

Les deux Présidents de parlement sont unis dans leur ambition d'être «à la tête d'un parlement fort», engagé dans le processus européen et qui contrôle davantage l'action des gouvernements respectifs. M. Mars Di Bartolomeo et M. François de Rugy ont également échangé leurs vues sur les efforts pour ouvrir davantage les parlements aux citoyens. Le système des pétitions publiques - qui connaissent un grand succès au Luxembourg - a été évoqué en tant que modèle.

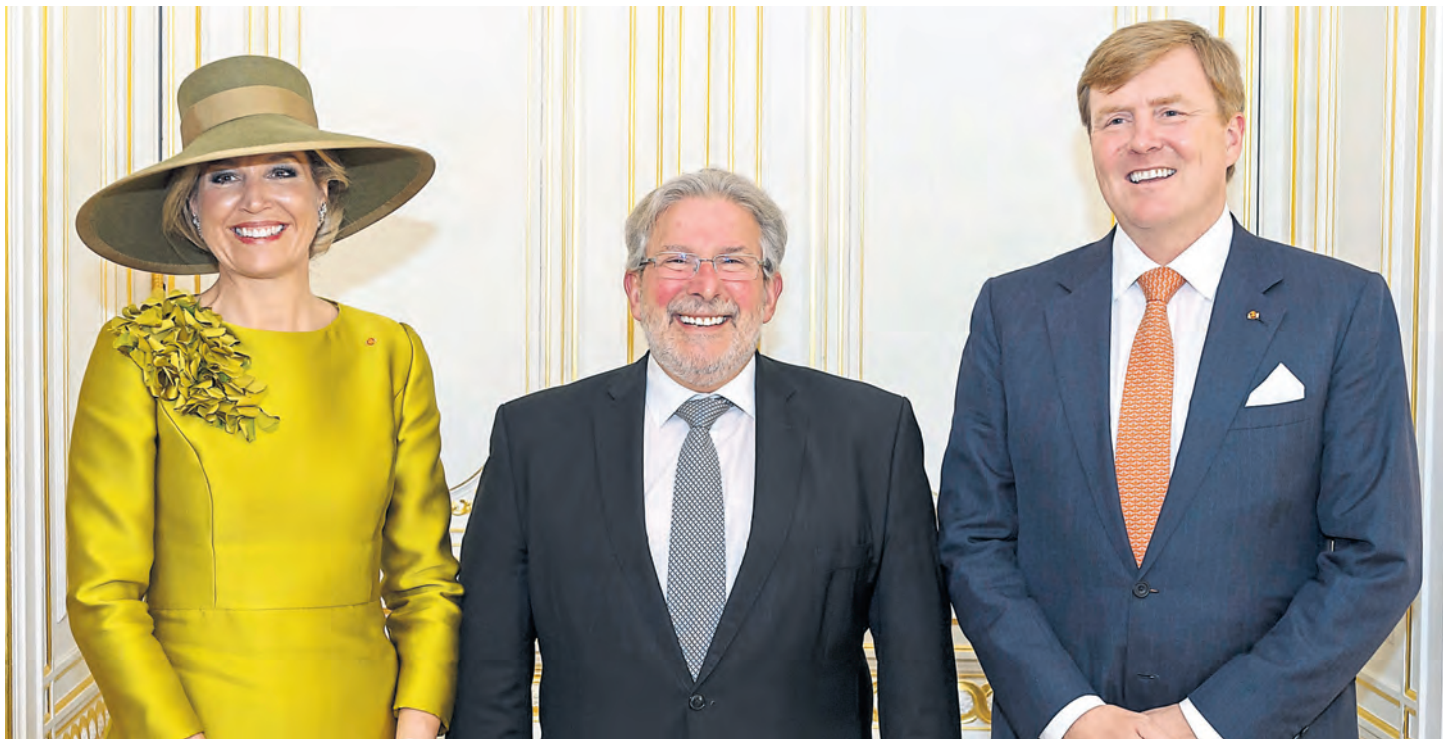
Valeurs communes pour l'Europe

Les deux Présidents de parlement entretiennent d'excellentes relations. Une visite officielle avait eu lieu en novembre dernier à Paris. Lors d'une Conférence des Présidents des Parlements européens récente à Tallinn, M. Mars Di Bartolomeo et M. François de Rugy ont défendu d'une même voix les valeurs européennes qu'ils partagent.

Hollännesch Statsvisitt zu Lëtzebuerg

Déi hollännesch Kinnekskoppel war vum 23. bis de 25. Mee 2018 op Statsvisitt zu Lëtzebuerg.

Bei där Geleeënheet gouf de Chamberspresident Mars Di Bartolomeo vum Kinnek Willem-Alexander an der Kinnigin Máxima am Palais an Audienz empfaangen.



© SIP / Emmanuel Claude, tous droits réservés

Le Président du Parlement slovaque en visite

«Pour une Europe du compromis»



M. Andrej Danko (3e de gauche) accueilli par son homologue et des parlementaires luxembourgeois.

«Il est nécessaire de trouver une Europe du compromis»: tel fut le message clé du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à l'adresse de son homologue slovaque, M. Andrej Danko, en visite officielle à la Chambre des Députés le 3 mai 2018.

«L'Union européenne connaît des problèmes qui néanmoins ne sont pas impossibles à résoudre si les 27 États membres restants trouvent des compromis sur des dossiers comme par exemple l'Europe sociale ou l'immigration», a souligné M. Di Bartolomeo qui a également annoncé que le Grand-Duché voudrait éviter une Europe à deux vitesses.

«Une UE pour tout le monde»

Au cours des discussions avec les députés luxembourgeois, le Président du Parlement slovaque a évoqué à plusieurs reprises que le Luxembourg est le pays européen auquel la Slovaquie est le plus attachée et avec lequel elle peut s'identifier le mieux. Les deux Présidents de parlement ont insisté sur l'importance des relations entre pays de petite taille. «L'UE doit être une Europe pour tout le monde», a insisté le Président de la Chambre.

Renforcer les relations entre les pays du Benelux et les V4

M. Andrej Danko a aussi rappelé aux députés luxembourgeois que son pays assurera, à partir de cet été et pendant un an, la présidence du groupe de Visegrád (V4) réunissant la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie. À cette occasion, M. Danko a l'intention d'inviter les parlementaires du Benelux afin d'approfondir les relations entre les pays.

«Mener un dialogue correct avec la Russie»

Interrogé par les députés sur les relations de son pays avec la Russie, le Président du Parlement slovaque a insisté sur l'importance de «mener un dialogue correct avec la Russie». Les différentes réformes de l'UE, la politique étrangère ainsi que la défense européenne commune étaient d'autres sujets évoqués lors d'un échange de vues entre le Président du Parlement slovaque et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du Parlement luxembourgeois.

«La jeunesse: l'avenir de la Grande Région et de l'UE»



Les participants au colloque de la jeunesse de la Grande Région

«La Grande Région est l'expression de ce que l'Union européenne a de meilleur et votre présence ici le prouve une fois de plus!» C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli, le 9 mai 2018, environ 160 jeunes venus des quatre coins de la Grande Région à la Chambre des Députés dans le cadre du colloque de la jeunesse de la Grande Région coorganisé avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Dans son discours, M. Mars Di Bartolomeo a insisté sur l'importance de l'engagement des jeunes: «La jeunesse est notre avenir. L'Europe est notre avenir.» Ce constat fut partagé par la Ministre à la Grande Région, Mme Corinne Cahen, qui a ajouté que «l'Europe se construit au quotidien au sein de la Grande Région avec l'aide des jeunes citoyens».

Les atouts d'une Grande Région sans frontières

Le Président de la Chambre des Députés et la Ministre ont également souligné les avantages d'une Grande Région et d'une Europe sans frontières, tout en évoquant des défis tels que le logement ou la mobilité. Ainsi, Mme Corinne Cahen a rappelé que la Grande Région compte 11,5 millions d'habitants dont 220.000 passent au quotidien les frontières pour se rendre sur leur lieu de travail.

Déroulement du colloque de la jeunesse de la Grande Région

Tout au long de la journée, qui s'est déroulée parallèlement aux festivités de la fête de l'Europe, les jeunes ont eu la possibilité de participer à des ateliers thématiques afin de discuter des défis actuels et des voies futures concernant l'avenir de la Grande Région et de l'Union européenne, l'impact social et économique de la numérisation, l'égalité des chances et l'aménagement du territoire sans frontières.

Finalement, ils ont présenté leurs résultats et idées en séance plénière, lors d'une discussion interactive avec le Président de la Chambre des Députés Mars Di Bartolomeo, la Ministre Corinne Cahen ainsi qu'avec d'autres personnalités publiques, experts et représentants politiques.

«La culture est l'armure d'une société»



Le député et historien cubain Eusebio Leal Spengler a rencontré le Président de la Chambre et les membres de la Commission de la Culture.

«La culture est l'armure d'une société», a annoncé M. Eusebio Leal Spengler aux députés membres de la Commission de la Culture le 16 mai 2018.

En visite de travail au Luxembourg dans le cadre de sa participation à la conférence «European Heritage Heads Forum 2018», le député cubain, qui est également un historien de renommée internationale, a présenté aux députés luxembourgeois son projet de rénovation du centre historique de La Havane.

Depuis les années 1970, l'historien de la ville de La Havane s'est donné comme mission de rénover et restructurer la capitale cubaine. En 1982 le centre historique a été nommé patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco.

Un projet interdisciplinaire

L'objectif de l'historien n'est pas de transformer la capitale cubaine en un «hub» touristique et commercial mais de préserver son caractère culturel et traditionnel tout en incluant l'aspect social. Il s'est engagé en effet à installer des logements sociaux dans des bâtiments historiques, a-t-il expliqué aux députés. M. Eusebio Leal Spengler qualifie son projet de «petite république grecque» au centre-ville de la capitale cubaine.

Au cours des discussions avec les députés, l'historien cubain a énuméré les défis auxquels les différents projets de restructuration et de rénovation ont dû faire face. Un défi majeur était celui de trouver la main-d'œuvre qualifiée. À cette fin, il a créé une école où il forme environ 400 jeunes aux métiers artisanaux et dans tous les autres arts.

Les députés luxembourgeois ont félicité l'historien pour l'approche interdisciplinaire de son projet qui est à la fois urbanistique, architectural, environnemental, culturel et social.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, qui avait rencontré M. Eusebio Leal Spengler lors de sa visite officielle à La Havane en début d'année, a réitéré son admiration pour le projet du député historien cubain.

Entrevue entre la Conférence des Présidents de la Chambre et le Bureau exécutif du Parlement des Jeunes

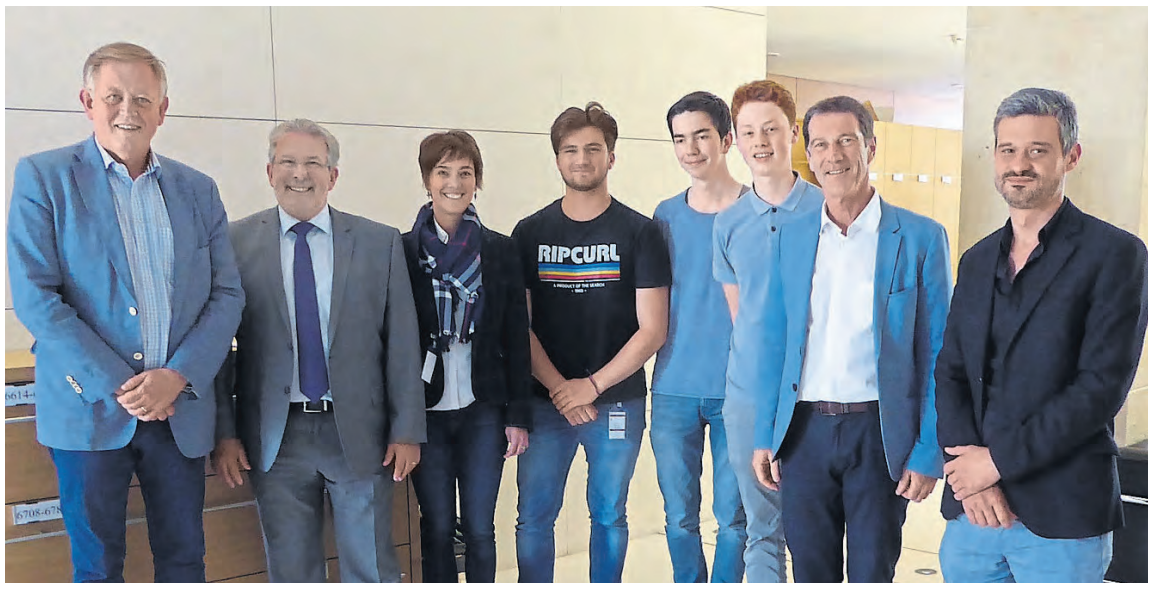
Optimiser la collaboration

«La collaboration entre la Chambre des Députés et le Parlement des Jeunes est très bonne», ont souligné les Présidents respectifs Mars Di Bartolomeo et Loris Laera au cours d'une réunion entre les représentants du Parlement des Jeunes et les membres de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés le 4 mai 2018.

Deux fois par an, un «hearing» est organisé à la Chambre des Députés, au cours duquel les membres du Parlement des Jeunes présentent leurs résolutions adoptées en séance plénière.

La réunion du 4 mai 2018 portait sur les possibilités d'optimiser les relations et de cibler les discussions lors du «hearing» ainsi que sur le suivi des résolutions du Parlement des Jeunes à la Chambre des Députés.

Le Parlement des Jeunes est une plateforme où chaque jeune âgé entre 14 et 24 ans et habitant au Luxembourg a l'occasion de discuter et de débattre ensemble avec d'autres jeunes sur des sujets qui touchent leur vie de tous les jours. Son objectif principal est de favoriser l'engagement des jeunes dans la société et de les rapprocher du monde politique à travers l'élaboration d'avis et de résolutions qui seront transmis aux acteurs politiques concernés.



Le Bureau exécutif du Parlement des Jeunes et des membres de la Conférence des Présidents

Présentation du rapport d'activité 2017 de l'Ombudsman



(de gauche à droite) M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions, Mme Claudia Monti, Médiateur, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

Le Médiateur, Mme Claudia Monti, a présenté le rapport d'activité de l'Ombudsman pour l'année 2017 à l'ensemble des députés le 8 mai 2018. Ce rapport relate les réclamations reçues par les citoyens relatives au fonctionnement des administrations de l'État et des communes. ***(Un résumé du rapport d'activité peut être consulté en page R1 ci-après.)***

En tout, 1.149 réclamations (soit 293 de plus qu'en 2016) ont été introduites auprès du Médiateur au cours de l'année 2017. Un tiers d'entre elles ont été suivies d'une intervention auprès de l'Administration et dans près de 87% des cas, l'intervention de l'Ombudsman a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la décision administrative contestée, a expliqué Mme Claudia Monti aux députés réunis dans la salle plénière. En s'appuyant sur ces chiffres, les députés ont souligné l'importance de la place de l'Ombudsman, désigné tous les huit ans par la Chambre des Députés, dans le fonctionnement démocratique du Grand-Duché.

Un meilleur service aux citoyens

Tout au long de son rapport, le Médiateur a suggéré aux différentes administrations de s'organiser de façon à garantir un meilleur service au citoyen et de lui répondre dans de meilleurs délais. Dans ce contexte, il a également insisté sur la recommandation émise par son prédécesseur concernant les «lignes de bonne conduite administrative» qui ont également été retenues au début de l'année par le Gouvernement. Plusieurs administrations ont déjà fait des efforts dans ce domaine en publiant par exemple sur leur site internet des lignes directrices claires et simples, a-t-il constaté avec satisfaction.

«Le fil conducteur qui doit guider l'action du Médiateur ces sept prochaines années sera de veiller à ce que les administrations de l'État communiquent mieux avec les citoyens», a-t-il également ajouté.

Finalement, Mme Claudia Monti a appelé le Gouvernement et les députés à prévoir des mesures transitoires dans les futurs projets de loi afin que les citoyens aient le temps de se familiariser avec les nouvelles mesures et qu'ils ne soient pas mis devant un fait accompli.

Prochaine étape: commissions parlementaires

Les différentes doléances évoquées dans le rapport seront par la suite traitées par les commissions parlementaires compétentes.

Le Burkina Faso à l'honneur



«Nous sommes très reconnaissants pour l'appui et les efforts du Luxembourg dans notre pays. L'engagement du Luxembourg au Burkina Faso fait beaucoup de sens.» C'est avec ces mots que la Ministre des Finances, de l'Économie et du Développement du Burkina Faso, Mme Rosine Sori-Coulabaly, s'est adressée à la délégation luxembourgeoise lors de sa visite à la Chambre des Députés le 4 mai 2018.

L'échange de vues entre la Ministre burkinabé et les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a porté sur les relations entre le Luxembourg et le Burkina Faso, le pays africain étant un partenaire de longue date de la coopération au développement luxembourgeoise.

Les députés luxembourgeois se sont renseignés sur l'évolution récente du pays qui a été marqué ces dernières années par un effort considérable dans la lutte contre le terrorisme islamiste dans la zone du Sahel. Mme Rosine Sori-Coulabaly a souligné l'engagement de son Gouvernement visant à démocratiser davantage le Burkina Faso et à faire profiter la population du développement économique. Quatre habitants sur dix y sont considérés comme pauvres.

Un suivi régulier de la coopération au développement luxembourgeoise à la Chambre

Les membres de la commission parlementaire compétente suivent de près l'évolution des différents programmes de coopération. Tous les ans, la coopération au développement luxembourgeoise fait l'objet d'un débat à la Chambre. L'engagement du Luxembourg à raison d'environ 1% de son produit intérieur brut fait l'unanimité parmi les différents courants politiques.

Mme Rosine Sori-Coulabaly (à droite) et sa délégation reçues par les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

«Moderniser la démocratie représentative en Europe»

L'ancien Premier Ministre de Belgique, M. Yves Leterme, et le Professeur Richard Ghevontian ont donné, le 9 mai 2018, une conférence intitulée «Moderniser la démocratie représentative en Europe: regards croisés sur les pratiques et la déontologie» à la Chambre des Députés. Cette conférence s'inscrit dans un cycle de conférences de la Chaire de recherche en études parlementaires en partenariat avec la Faculté de droit de l'Université du Luxembourg. Le constitutionnaliste Dieter Grimm avait ouvert le cycle de conférences en février dernier.

Des pistes innovantes en termes constitutionnels et électoraux

Alors que, selon l'eurobaromètre de novembre 2017, 35% des Européens ont confiance en leur parlement national, 58% des résidents du Luxembourg l'accordent à la Chambre des Députés. Des adaptations pour la démocratie représentative luxembourgeoise doivent pourtant être envisagées. Dans cette perspective, M. Yves Leterme a présenté des pistes innovantes en termes constitutionnels et électoraux développées dans le cadre de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) dont il a la responsabilité. M. Richard Ghevontian est intervenu quant à lui sur l'éthique et la déontologie des parlementaires à travers les évaluations du 4e cycle du Groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe.

Les intervenants

M. Yves Leterme a été Premier Ministre de Belgique en 2008, puis de 2009 à 2011. Depuis 2014, il est le Secrétaire général de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale. L'institut IDEA, basé en Suède, est spécialisé dans le suivi des élections et la réforme d'institutions politiques.

M. Richard Ghevontian est professeur émérite à la Faculté de droit et de science politique ainsi que codirecteur de l'Académie de droit de l'Université d'Aix-Marseille.



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Yves Leterme, Prof. Richard Ghevontian, M. Philippe Poirier

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Contrats relatifs aux voyages

7136 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Objet du projet de loi: transposer la directive (UE) 2015/2302 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées, modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 90/314/CEE du Conseil.

But et approche de la directive: réaliser une harmonisation complète des droits et devoirs qui découlent des contrats relatifs aux voyages à forfait et aux prestations liées et garantir un niveau élevé et uniforme de protection des consommateurs. Le niveau d'harmonisation maximum prévu interdit aux États membres d'introduire ou de maintenir dans leur législation nationale des dispositions s'écartant de celles fixées par la directive.

Conséquence législative: remplacement complet de l'actuel chapitre 5 du Livre 2, titre 2 du Code de la consommation.

Principaux changements:

- les règles concernant l'activité d'organisation de voyages ou l'offre de services touristiques s'appliqueront non seulement aux agents de voyage, mais également à tous les professionnels du tourisme qui composent ou proposent des forfaits;

- de nouvelles notions («forfait», «prestations de voyage liées») et la précision afférente des obligations des professionnels et des droits des voyageurs visent à tenir compte de l'évolution de ce marché sur internet, de sorte que la protection du consommateur se voit étendue aux situations suivantes:

1. forfaits pré-composés;
2. forfaits sur mesure;
3. prestations de voyages liées.

Impact budgétaire: un renfort du personnel en vue de la mise en place du point de contact prévu par la directive est à prévoir.

Entrée en vigueur: 1er juillet 2018.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.05.2017
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

23.11.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.12.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.03.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.04.2018

Gestion des droits d'auteur et des droits voisins

7137 - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Ce projet de loi vise à transposer la directive 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur.

La directive 2014/26/UE à transposer a deux objectifs:

1) promouvoir la transparence et améliorer la gouvernance des organismes de gestion collective au sein de l'Union européenne en renforçant leurs obligations d'information et le contrôle de leurs activités par les titulaires de droits;

2) encourager et faciliter l'octroi de licences multiterritoriales aux prestataires de services pour l'utilisation des œuvres musicales et des œuvres musicales incorporées dans des œuvres audiovisuelles en ligne.

Le projet de loi contient ainsi essentiellement des dispositions ayant pour but d'améliorer le fonctionnement des organismes de gestion collective, d'instaurer des licences multiterritoriales en ligne sur les œuvres musicales et de prévoir des procédures de plainte et de règlement extrajudiciaire des litiges ainsi que des mécanismes de contrôle des organismes de gestion collective.

Afin d'adapter le fonctionnement des organismes de gestion collective, basé essentiellement sur le concept du territoire national, aux nouveaux modes d'utilisation de la musique en ligne et de soutenir le développement de pareils services, la concession de licences de droits d'auteur multiterritoriales et multirépertoires est encouragée et facilitée.

Actuellement, il est, en effet, laborieux pour les exploitants de services en ligne, de téléchargement de musique ponctuel ou en mode continu, d'obtenir les autorisations nécessaires pour les différents États membres de l'Union européenne puisque les organismes de gestion collective gèrent des droits sur des œuvres nationales sur le territoire de leur implantation et octroient des licences aux utilisateurs sur ce territoire. L'accès aux répertoires d'autres États membres est rendu possible par le biais d'accords de représentation conclus entre les organismes de gestion collective des différents États membres.

L'ambition de la directive à transposer est également d'instaurer les conditions pour une exploitation efficace des droits d'auteur et des droits voisins dans le marché intérieur, et d'offrir aux titulaires de droits et aux tiers des garanties équivalentes dans toute l'Union européenne où les organismes de gestion collective obéissent à des règles nationales différentes et fonctionnent selon des modèles très variés. Ces disparités sont préjudiciables à la gestion des droits d'auteur et des droits voisins dans le marché intérieur, d'autant plus que certains organismes de gestion collective font l'objet de vives critiques quant au manque de transparence de leur gestion financière.

Le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.05.2017

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

21.09.2017	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
12.10.2017	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
19.10.2017	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
08.02.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.03.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
29.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.04.2018

Évaluation des incidences sur l'environnement

7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification:

1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;

2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3° de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Le projet de loi a pour objet la transposition en droit national de la directive 2011/92/UE telle que modifiée par la directive 2014/52/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Il regroupe en un seul texte légal les dispositions de ladite directive, afin d'éviter la démultiplication d'études d'impacts sur des sujets identiques ou similaires par rapport aux mêmes projets de développement et d'investissement.

Le projet de loi introduit une procédure unique de déroulement des évaluations des incidences sur l'environnement (EIE) des projets soumis, selon le cas, à autorisation en matière d'établissements classés, de protection de la nature et des ressources naturelles, d'eau et de remembrement rural. Il prévoit également que la conclusion motivée par laquelle l'autorité compétente achève son examen des incidences environnementales doit être incluse dans les décisions en matière d'établissements classés, de protection de la nature et des ressources naturelles, d'eau et de remembrement rural, permettant ainsi de garantir que l'autorisation des projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ne soit accordée qu'après évaluation de ces incidences.

Le projet de loi renvoie à un règlement grand-ducal qui prévoit quatre catégories de projets qui suivent des régimes différents:

- les projets qui sont soumis d'office à une EIE;

- les projets soumis d'office à une EIE dès que certains seuils ou critères sont atteints;

- les projets soumis au cas par cas à une EIE dès que certains seuils ou critères sont atteints;

- les projets soumis au cas par cas à une EIE, en l'absence de seuils ou critères. Dans ce cas, l'autorité compétente procède à une vérification préliminaire («screening») sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage. Cette procédure de vérification préliminaire est conçue de façon à limiter l'obligation de réaliser une EIE aux seuls projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Le projet prévoit également une procédure permettant au maître d'ouvrage d'obtenir l'avis des autorités compétentes sur le contenu et l'étendue des informations à recueillir et à fournir en vue de l'EIE («scoping»).

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 03.08.2017

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

18.10.2017	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
31.01.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.03.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.03.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.04.2018

Accord de partenariat UE - Nouvelle-Zélande

7196 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016.

Cet accord établit un cadre modernisé pleinement cohérent pour les relations bilatérales avec la Nouvelle-Zélande. Étayé par une vaste série de principes communs et de valeurs partagées, ce nouvel accord-cadre constitue la base contractuelle des relations entre l'UE et ses États membres avec la Nouvelle-Zélande, y compris sur des questions politiques et de portée internationale. L'accord contient notamment des dispositions sur la coopération économique et commerciale, et permet la coopération dans de nombreux autres domaines.

L'accord reprend les clauses politiques standard de l'UE relatives aux droits de l'homme, aux armes de destruction massive, à la Cour pénale internationale, aux armes légères et de petit calibre et promeut la coopération bilatérale, régionale et internationale. Il constitue aussi une base permettant de coopérer dans une série de domaines plus sensibles, tels que le blanchiment de capitaux, la lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme, le trafic de drogues, la cybercriminalité, la criminalité organisée et la corruption.

L'accord permet finalement un engagement plus efficace de l'UE et de ses États membres aux côtés de la Nouvelle-Zélande en matière de développement et d'aide humanitaire dans la région du Pacifique.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.10.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.01.2018	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
26.02.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.04.2018

Gestion de l'infrastructure ferroviaire

7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le présent projet de loi a pour objet de financer l'aménagement des quais V et VI et la restructuration du plan des voies pour le montant de 171.000.000 €.

L'estimation des coûts est divisée en six parties, à savoir les coûts liés aux travaux de génie civil, de génie technique, de voie, de caténaires, de contôle-commande et de signalisation, ainsi que de télécommunication. Une réserve pour divers et imprévus fait également partie intégrante du montant global susmentionné.

Les travaux à réaliser concernent la mise en place de deux nouveaux quais voyageurs destinés à mettre à quai la voie 11 existante et d'accéder aux nouvelles voies 12, 13 et 14. Les quais auront une longueur de 311 mètres (quai V) et 253 mètres (quai VI) avec une largeur maximale de 10,10 mètres. Les deux voies du quai V seront raccordées vers le sud et le nord alors que celles du quai VI ne seront accessibles que du côté sud.

Les travaux englobent également la mise en place de marquises, de souterrains Sud et Nord, d'une plateforme ferroviaire, d'une passerelle, de réseaux, d'installations techniques et de communication ainsi que l'amélioration de l'évacuation des eaux de surface afin de garantir un assainissement correct du corps de la voie. Par ailleurs, les travaux prévus répondent aux exigences en matière des spécifications techniques d'interopérabilité (STI) et des méthodes de sécurité communes (MSC). À cette fin, les installations ferroviaires touchées par le présent projet seront soumises à une analyse de risque spécifique prévue par la réglementation européenne y relative. Le but principal consiste à limiter les risques ainsi détectés et à en tenir compte lors de l'élaboration du projet d'exécution.

Le projet sera réalisé en sept grandes phases avec de multiples phases intermédiaires. Celles-ci seront à coordonner avec les autres chantiers en cours ou planifiés sur le site de la gare de Luxembourg. Le début des travaux est prévu pour l'automne 2018 avec la mise en service du quai V et de la voie 11 à la fin 2019. Les travaux relatifs à la mise en service des voies 12, 13 et 14 et à la construction du quai VI se termineront en décembre 2021.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2018

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.03.2018	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
26.03.2018	Continuation des travaux
29.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.04.2018

RÉSUMÉ DU RAPPORT ANNUEL 2017 DU MÉDIATEUR

Avant-propos du Médiateur

Le premier rapport annuel que j'ai l'honneur de présenter couvre la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Je remercie en premier lieu les membres du Secrétariat du Médiateur pour leur accueil chaleureux et l'intégration au sein de leur équipe.

Je remercie encore mes prédécesseurs Mme Lydie Err et M. Marc Fischbach pour leur partage d'expériences et leurs précieux conseils dans l'accomplissement de la fonction de Médiateur, les différents ministres et responsables d'administrations, d'établissements publics et de services pour la fixation régulière d'entrevues, leur participation et leur implication dans la recherche d'issues à l'amiable, et enfin les administrés pour leur confiance.

En 2017, le Médiateur a reçu 1.149 réclamations et un tiers d'entre elles ont été suivies d'une intervention auprès de l'Administration. Dans près de 87% des cas, l'intervention du Médiateur a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la décision administrative contestée.

À l'instar des années précédentes, les sollicitations des administrés visaient de nombreuses disciplines administratives. La saisine régulière du Médiateur, l'étendue des matières contenues dans son champ de compétence et les résultats obtenus depuis sa création lui permettent aujourd'hui d'occuper une place déterminante dans le fonctionnement démocratique du Grand-Duché de Luxembourg.

En ce sens et sur base de sa recommandation n°49, le Gouvernement en conseil a adopté en date du 27 janvier 2017 les lignes de bonne conduite administrative, lesquelles font suite au présent propos en vue de leur diffusion au plus grand nombre.

Au terme de cette première année, sur base du millier de réclamations traitées et des entrevues régulièrement organisées avec les différentes administrations concernées, je reste persuadée qu'il est primordial d'établir une relation humaine avec les responsables des administrations afin de leur exposer de vive voix les dossiers les plus complexes et les plus sensibles.

L'intégralité du Rapport annuel 2017 est consultable sur le site Internet www.ombudsman.lu.

(s.) Claudia Monti, Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg

Lignes de bonne conduite administrative

1. L'accessibilité des administrations et l'accueil du public

- droit d'obtenir toutes les informations nécessaires concernant l'accès à l'administration (adresse, plan de situation, téléphone, fax, courriel, heures d'ouverture);

- droit à un accès facile;

- droit à un accueil courtois, attentif et respectueux;

- droit d'obtenir les coordonnées du gestionnaire en charge du dossier (téléphone, fax, e-mail) et de connaître les disponibilités de celui-ci.

2. L'information donnée aux usagers

- droit à une information générale, claire, aussi complète que possible et actualisée au sujet de ses droits et obligations, les procédures applicables et les pratiques de l'administration;

- droit d'obtenir à tout courrier une réponse circonstanciée, rédigée dans un langage clair et simple et dans un délai raisonnable;

- droit d'obtenir tous les renseignements nécessaires en vue de l'introduction d'une demande ou de la poursuite d'une procédure auprès de l'administration;

- droit à des formulaires de demande lisibles et univoques avec indication claire des conditions à remplir et des pièces à joindre;

- droit d'obtenir, suite à l'introduction d'une demande, dans un délai court:

* un accusé de réception avec indication du gestionnaire chargé du traitement du dossier;

* une indication d'un délai approximatif dans lequel une décision sera prise;

* une information complète au sujet des pièces ou autres éléments manquant au dossier introduit;

* une information concernant le service ou l'administration compétente à laquelle la demande a été transférée;

- droit de recevoir des informations au sujet de l'évolution du dossier;

- droit d'être informé sur les raisons des retards dans le traitement du dossier;

- droit à une réponse dans l'une des trois langues administratives dans laquelle la demande est formulée;

- droit de consulter son dossier.

3. Une prise de décision transparente et claire

- droit d'être reçu et entendu sur demande;

- droit à une décision conforme à la législation applicable, aux pratiques habituelles;

- droit à une gestion consciencieuse du dossier qui implique une recherche active de tous les éléments pertinents;

- droit à une décision lisible et rédigée dans un langage clair et simple;

- droit à une décision explicitement motivée en fait et en droit compte tenu des circonstances particulières du dossier;

- droit à un traitement confidentiel de toutes les données du dossier.

Partie 1 - Statistiques

Relevé global

Réclamations introduites

Réclamations introduites auprès du Médiateur en 2017	1.149
Clôture	948
Clôture provisoire	11
En cours	190

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	833
Correction totale	269
Correction partielle	65
Pas de correction	51
Réclamation non fondée	291
Désistement du réclamant	157

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	115
Absence de démarches préalables	18
Incompétence *ratione materiae*	41
Jugement coulé en force de chose jugée	5
Non-immixtion dans une procédure judiciaire pendante	4
Réclamation manifestement non fondée	21
Réclamation prématurée	23
Transmis pour compétence	3

Relevé global

Taux de correction

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de réclamations clôturées, déduction faite des réclamations:

- irrecevables et des refus d'examiner;

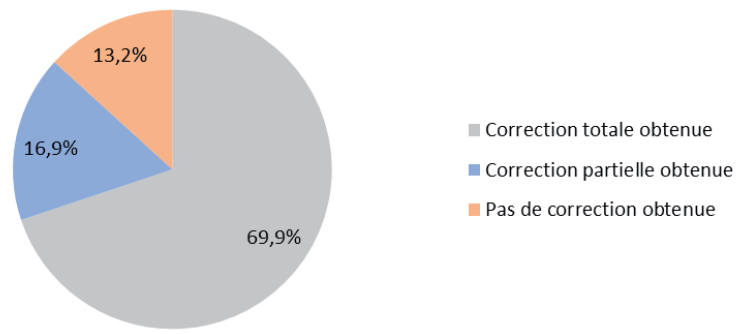
- recevables mais non fondées;

- pour lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les réclamations clôturées provisoirement et les réclamations dont le traitement est encore en cours après le 31 décembre 2017 ne sont pas prises en considération pour la détermination du présent taux de correction.

Réclamations prises en compte pour le calcul du taux de correction	385	100%
Correction totale	269	69,9%
Correction partielle	65	16,9%
Pas de correction	51	13,2%

Taux de correction global : 86,8 %



En 2017, le Médiateur est intervenu auprès de l'Administration dans le cadre de 385 réclamations et dans 86,8% des cas, son intervention a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la situation administrative contestée.

Partie 2 - Réclamations

Affaires relevant de l'État

Ministère des Affaires étrangères et européennes

Le Médiateur continue à être saisi d'un nombre important de dossiers concernant le Ministère des Affaires étrangères et européennes. Généralement, une suite rapide est réservée aux interventions du Médiateur et ce malgré un manque d'effectifs constant, notamment au service réfugiés.

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Le Médiateur est intervenu dans une affaire de retrait administratif d'un permis de conduire afin qu'une information plus complète soit donnée à l'administré, demande à laquelle le Ministère a rapidement donné suite.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Le Médiateur a été saisi de plusieurs dossiers concernant l'allocation d'aides financières pour études supérieures respectivement la reconnaissance des qualifications professionnelles. Dans de nombreux cas, il s'est avéré que l'information n'était pas suffisante pour les administrés.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministère y a remédié. Néanmoins le Médiateur a constaté qu'en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles, aucune mesure transitoire n'a été prévue lors du changement de la loi. Cet oubli a eu des conséquences fâcheuses et irrémédiables pour l'administré et le Médiateur espère qu'à l'avenir, le législateur veillera à prévoir de telles mesures transitoires.

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

De prime abord, le Médiateur se réjouit que sa relation avec les services du Ministère de la Famille, l'Intégration et à la Grande Région se soit nettement améliorée. Un bémol est néanmoins exprimé dans une des affaires dont le Médiateur a eu connaissance.

En l'espèce, une décision administrative a été qualifiée d'injustifiée par le Tribunal administratif. Malgré un jugement en ce sens, l'administré n'a pas pu connaître réparation du préjudice subi alors qu'il n'avait pourtant commis aucun manquement.

Le Médiateur a du mal à accepter qu'une erreur administrative ayant causé préjudice à un administré ne puisse connaître réparation.

Ministère des Finances

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations touchant à des situations de vie particulièrement difficiles. Si le Médiateur a pu rencontrer à plusieurs reprises les responsables pour discuter de vive voix de certaines de ces situations, il regrette que souvent le service concerné soit resté sur sa position et refuse parfois toute discussion.

Ministère du Logement

Le Médiateur salue la disponibilité et l'engagement du Fonds du logement et du Service des aides au logement pour s'entretenir de certaines réclamations pouvant parfois toucher une population très fragile. Le Médiateur a cependant dû constater que le retard récurrent dans le traitement des recours gracieux n'a toujours pas pu trouver remède. Pareil retard serait en grande partie lié à un manque d'effectifs.

Le Médiateur espère que cette situation connaîtra une amélioration rapide.

Ministère de la Sécurité sociale

Au vu des réclamations introduites au cours de l'année 2017 en matière de sécurité sociale, le Médiateur a été interpellé par trois problématiques principales. La première concerne la difficulté de la gestion de certains dossiers présentant un caractère transfrontalier. La deuxième concerne encore l'absence de dispositions transitoires lors d'un changement de loi, pareil oubli pouvant causer préjudice à l'administré et créer des situations perçues comme injustes. Finalement, bon nombre de réclamations concernent le Contrôle médical de la sécurité sociale et plus particulièrement le problème du reclassement professionnel et de la possibilité de saisine de la Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations liées à la problématique du reclassement professionnel, notamment en matière de réévaluation médicale des personnes bénéficiant d'un reclassement professionnel et plus particulièrement des délais dans la rédaction des avis des médecins experts.

Une autre problématique récurrente concerne la possibilité de changer de conseiller placeur auprès de l'ADEM. Le Médiateur se réjouit qu'en cas de mésentente grave entre un placeur et un demandeur d'emploi, le chef de service soit présent lors d'une prochaine réunion afin d'évaluer la situation.

Affaires relevant des communes

Constat général

Le Médiateur constate avec regret que les administrations communales chargent davantage un avocat à répondre à ses courriers plutôt qu'elles ne le contactent directement. Il regrette cette tendance et il estime que son interlocuteur en la matière reste le ou la bourgmestre, sinon l'administration communale.

Par ailleurs, en vertu de l'article 4 de la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un Médiateur, ce dernier essaie d'œuvrer en vue d'un règlement amiable de la réclamation dont il est saisi.

Le Médiateur ne remet nullement en question le droit d'un/e bourgmestre, sinon d'une administration communale de se faire conseiller par un avocat mais il estime que, du moins dans un premier temps, son unique interlocuteur devrait être le destinataire premier de ses courriers.

Au cours de l'année 2017, le Médiateur a été saisi de 1.149 réclamations à l'encontre de 17 ministères et 53 communes.

Un résumé de certaines de ces réclamations peut être consulté dans la version complète du Rapport annuel 2017, disponible sur le site Internet www.ombudsman.lu.

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV
   - *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: M. Georges Engel*
   - *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
   - *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Ordre du jour
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Débat d'orientation sur le gaspillage alimentaire
   - *Exposé: M. Laurent Zeimet (dépôt d'une motion) (interventions de M. André Bauler, Mme Nancy Arendt, M. Alex Bodry et M. Gusty Graas)*
   - *Débat: M. Frank Colabianchi (dépôt d'une motion), M. Franz Fayot, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
   - *Prises de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (intervention de M. Laurent Zeimet), Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé (intervention de Mme Octavie Modert), Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
   - *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
   - *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat eis Sëtzung op a gesinn, dass d'Regierung keng Kommunikatiounen ze maachen huet.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Madamm Gesondheetsministesch.

Mir géifen dann direkt zu Iech kënnen iwwergoe mam Projet de loi 7000, der Reglementéierung vun Tätowéierungen oder vum Tätowéieren, Piercingen a Solarien. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

2. 7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre: «Donnez un feutre à un enfant et il s'écrira sur la peau!» Jo, Tätowéierungen ënner all hire Formen oder Zeechnungen op der Haut oder fir sech ze verschéineren, dat ass, wéi et schéngt, jo dann e Phenomeen, dat ee vu kleng un a sech huet a wat och ëmmer méi an der Moud ass.

D'Hygiène, d'Kontroll an d'Protektioun vun de Bierger an de Mineuren, dat sinn dann déi grouss Linne vun dësem Projet de loi, deen ech Iech däerf als Rapporteur virstellen.

Jo, Tätowéierungen, där ginn et scho laang. Laang huet d'Gletschermumie Ötzi als deen eelste Fund mat Tattooe gegollt. Iwwer 60 Tattooen, geometresch Formen, Linnen a Punkten, sinn op deem Kierper ze fannen. Déi eelste bekannten Tätowéierungen haut ginn awer op déi 5.351 Joer al Mumien - elo soen ech, et ass en ueweragyptescht Duerf, an ech weess elo net, wéi een dat richteg ausschwätzt, ech liesen et elo emol esou of, wéi et hei steet - aus Gebelein zréckgefouert. 5.351 ass also deen eelste Fund.

Et ass also scho frappant, wéi laang et déi Tätowéierkultur gëtt. An et ass och frappant ze gesinn, wéi dës Tätowéierkultur sech an alle Regiounen op der Welt, an allen Natiounen, deenen ziviliséiertsten an deene manner ziviliséierten, bei Mann a bei Fra duerchgesat huet.

Déi wuel schändlechst a schrecklechst Episod vum Tatouage ass nach net esou laang hier. De Prisonéier vun Auschwitz-Birkenau gouf eng Nummer ageritzt, déi se och hiert Liewe laang, wa se dann iwwerlieft hunn, un déi schrecklech Episod vun hirem Liewen erënnert huet.

Bis an d'80er Joren huet een d'Leit mat den Tattooen éischter am Ënnergrond, an de Milieue vun der Konscht, vun der Musek oder och an deene méi defavoriséierte Milieue fonnt. De Kult ronderëm dës Persounen an eis Gesellschaft, déi ëmmer méi no Individualitéit sicht, hunn dëse Phenomeen awer ëmmer méi populär gemaach.

Engem Sondage vun 2017 no si 14% vun de Fransousen tätowéiert. An der Alterskategorie vu 25 bis 34 Joer sinn et der iwwer 20%, dovunner 16% Fraen an 10% Männer. Der Etüd Harris no sollen an Amerika 16% vun der Populatioun tätowéiert sinn, wat ëmmerhi 40 Milioune Leit ausmécht, an dovu 36% vun deene 18- bis 25-Järegen a 40% vun deene 26- bis 40-Järegen. Et ass also e Phenomeen, deen ee bal schonn net méi als Randphenomeen oder iwwerhaapt net als Randphenomeen ka bezeechnen. Also, wa 40% vun enger Alterskategorie vu 26 bis 40 Joer tätowéiert sinn, dann ass dat scho kee klenge Phenomeen méi.

Sech tätowéiere loossen, ass en Agréff an dat gréisst Organ, wat de Mënsch huet, näämlech d'Haut. Et ass also net liichtfankeg domadder ëmzegoen an et ass deemno wichteg, dass mer haut e Gesetz stëmmen, dat eng Rei Konditioune regelt, ënnert deenen tätowéiert oder gepierct duerf respektiv muss ginn.

Et geet eis also hei drëms, d'Risike vun Infektiounen, Krankheeten an Allergien, ganz schlëmme Krankheete wéi dem Sida, wéi der Hepatitt, ze verhënneren, andeems een de Risiko op e Minimum reduzéiert. Mir kommen heimadder och enger Demande vum Secteur no fir méi Reglementatioun, Formatioun a Regelen. Et ass also u sech e bluttnoutwendegt Gesetz, wat scho laang iwwerfälleg ass a wat engem Secteur, deen absolutt am Opschwong ass, déi noutwendeg Sécurité juridique gëtt, fir kënne sengem Beruff nozegoen, an et gëtt dem Client eng Sécherheet, dass den Agréff a gudde Konditiounen a mat deenen néidege Viraussetzunge gemaach gëtt.

Nieft dem Tätowéieren an dem Pierce schwätzt dëst Gesetz sech dann och fir nei Regelen aus fir de Cutting an de Branding. Ech schwätzen hei net vum Nation Branding! Branding ass déi Technik, bei där d'Haut verbrannt gëtt an d'Läinzeechen eng Zeechnung dann op der Haut erginn. De Cutting ass d'Technik duerch Schneide vun der Haut, wou d'Läinzeechen dann och eng Zeechnung formen.

Nieft den Technike vum Tätowéieren, Piercen, Cutten a Branding geet et hei am Gesetz awer net nach ëm aner Techniken, déi och utiliséiert ginn, wéi zum Beispill den „3D body art", den „transdermal implant", den „tongue split" oder och d'Zongsplécke genannt, d'Schläife vun den Zänn, d'„bagel heads" oder nach aner Aart a Weisen, wéi ee säi Kierper ka veränneren. Et ginn do déi onméiglechst Aart a Weisen. Deen ee fënnt dat schéin, deen anere fënnt et manner schéin.

All dës Agréffer, déi ech elo virdru genannt hunn, si medezinnesch Akten a mussen duerfir och am Spidolsmilieu gemaach ginn a si reservéiert fir d'Professionels de la santé a ginn dann deemno och iwwert déi spezifesch Texter geregelt.

Hei am Gesetz geet et och net ëm d'Konscht vum Tätowéieren u sech selwer, ëm d'Zeechnung, ëm dat, wat tätowéiert gëtt, ëm de kënschtlereschen Aspekt also, mä hei gi just d'Konditioune festgehalen, déi mussen assuréiert sinn, wann ee sech tätowéieren oder pierce léisst.

Ausserdeem regele mer hei déi sougenannte Sonnestudioen: wéi eng Apparater duerfe gebraucht ginn, an och d'Formatioun, déi de Bedreiwer vu sengem Studio muss hunn. D'Solarie ginn, wéi gesot, dann och hei reglementéiert, esou wéi dat och an eisen Nopeschlänner de Fall ass. Si mussen hir Aktivitéit beim Ministère umellen a sech deenen neien Dispositioune vum Gesetz konforméieren.

Geregelt gëtt also, wéi een Apparat mat wéi enger UV-Stäerkt duerf an engem Sonnestudio gebraucht ginn, dass déi Persounen, déi dëst ubidden, eng Formatioun vun aacht Stonne mussen hunn, dass de Benotzer muss e Schutzbrëll ugebuede kréien, dass keng Déieren dierfen an dëse Raim sinn an dass och net do dierf giess ginn. Festgehale gëtt och, dass keng Solarien u Mannerjäreger dierfe verkaaft ginn.

Déi praktesch Modalitéite ginn dann an engem Règlement grand-ducal festgehalen. D'Apparater mussen engem Contrôle technique vun enger spezialiséierter Firma ënnerleien.

Wat d'Tätowéieren, d'Piercen, de Cutting an de Branding ugeet, esou muss d'Material, wat dofir gebraucht gëtt - dat schéngt engem normal ze sinn, mä et ass awer gutt, wann een dat hei präziséiert - sterill sinn, d'Lokaler musse propper sinn an och exklusiv fir dat gebraucht ginn, fir wat se virgesi sinn, näämlech d'Tätowéieren, d'Piercen, d'Cutten oder d'Branden. D'Material muss uerdentlech stockéiert ginn. Och dat gëtt an dësem Gesetz geregelt. An an dëse Raim dierf, grad wéi bei de Solarien, net am Sall gefëmmt oder giess ginn, an et dierfe sech och keng Déieren do ophalen, an d'Hänn mussen och hygienesch propper sinn.

Den Tätowéierer, Piercer an esou weider muss eng Formatioun vun 21 Stonne maachen, muss säi Client iwwert d'Risiken opklären, iwwert d'Irreversibilitéit vu verschiddenen Akten, iwwert d'Allergien an d'Infektiounen, d'Niewewierkungen, d'Läinzeechen, déi kënnen optrieden, wann een dat dann net virdru scho wousst. Hie muss sech de schréftleche Consentement éclairé vu sengem Client huelen.

Am Gesetz gëtt och de Mindestalter vu 16 Joer festgehalen, fir sech tätowéieren oder piercen ze loossen. Mat 16 Joer brauch een eng Autorisation parentale, ab 18 kann een da mat sengem Kierper maachen, wat een da fir richteg fënnt. Dës Bestëmmung koum op, well d'Angscht ausgedréckt gouf, et kéinten Eltere ginn, déi hir kleng Kanner kéinten tätowéiere loossen, an de Gesetzgeber emol keng Méiglechkeet hätt, dat ze verhënneren.

Och wann dat fir mech theoretesch och méiglech ass, da muss een awer soen, dass bis haut hei zu Lëtzebuerg keen esou e Fall bekannt ass. Ech sinn awer haut, elo viru Kuerzem eppes Besseres beléiert ginn: Et gëtt effektiv Leit, déi dann hir Kanner scho mat aacht Joer tätowéieren. Herno geet nach eng Spriecherin dorobber an. Fir mech war et also héchst onwahrscheinlech, datt et dat géif ginn. Mä apparemment gëtt et dat jo dann awer.

Fir also awer géint all Eventualitéit gewappnet ze sinn, hu mer eis dann an der Kommissioun och op e Mindestalter gëeenegt. Ënner 18 Joer ass awer de Branding an de Cutting verbueden. Eng Ausnam gëtt beim Piercing dann awer gemaach. Déi virgenannte Konditioune gëllen net fir d'Pierce vum Ouerläppchen, vum Lobule vum Ouer. Dee kann och weider vun de Bijoutiere gestach ginn, esou wéi dat bis elo och de Fall war.

Mir hunn eis an der Kommissioun vun de Medezinner aus dem Ministère berode gelooss a si hunn eis confirméiert, datt d'Pierce vum Ouerläppche vill manner ufälleg wär, och manner länger, gréisser Verletzunge kéint bréngen, an duerfir dës Ausnam och hei gerechtfertegt ass.

Dëst Gesetz ass, wéi gesot, op Demande vum Secteur hin erstallt ginn oder kënnt der Demande vum Secteur no, ass also op d'Fuerderunge vum Secteur agaangen, gëtt de Professionellen eng Sécherheet, fir ze schaffen, a gëtt de Clienten eng gréisstméiglech Sécherheet, fir datt dat a propperen a gesonden an opgeklaerte Konditioune ka gemaach ginn.

Et ass also e wichtegt an e gutt Gesetz, wat souwuel fir deen, deen tätowéiert, wéi och deen, deen tätowéiert gëtt - an ech huelen elo emol nëmmen déi Form -, souwuel fir deen ee wéi fir deen aneren, wichteg ass an och fir deen ee wéi deen aneren eng Sécherheet bréngt.

Ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An a Gedanken ass e sécher schonn dobäi, mä awer nach net um Wee. Deen éischten...

Ah, déi éischt Riednerin ass d'Madamm Hetto-Gaasch. Ech war op där falscher Säit.

(Hilarité)

Ech war op där falscher Säit an ech muss Iech soen: Dir waart net agedroen. Madamm Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), en remplacement de Mme Martine Mergen.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech emol dem Rapporteur, dem Georges Engel, e grousse Merci soe fir säin explizitte Rapport.

Ech droen hei der Martine Mergen hir Ried vir. Si ass fir d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe am Ausland. An ech soll Iech och soen, dass si de Bauch déck wéi hätt, dës Ried net kënne selwer ze halen.

Schonn zanter éiweg hunn d'Mënschen den Aspect vun hirem Kierper wëlle veränneren. Et sinn esou Dekoratioune fonnt ginn aus dem Paläolithikum a schonn d'Mayaen hu sech d'Zong gepierct. Och haut gëtt nach a verschiddene Länner a Stämm e kierperlechen „Marquage" praktizéiert. Esou nennt een den Ensembel vun all dësen Techniken. A ville Kulture symboliséiert de Marquage d'Männlechkeet, de Mutt oder awer och d'Wichtegkeet vun där Persoun. An deen, deen de Marquage ausféiert, ass an deene Gesellschaften och eng ganz wichteg Perséinlechkeet.

Et ass dacks den Iwwergang vum Kand zum Mann. „An ech hu selwer a menger Praxis", schreift d'Martine Mergen, „esou Fäll gesinn, wou de Réck vum Patient gefëllt ass mat Narben a symetresche Musteren, mat Symbolfiguren. An et gëtt engem mulmeg, wann ee sech ausmoolt, wéi wéi dat muss gedoen hunn. Mä si sinn houfreg drop."

De Schmäerz ass eng Komponent vun dëse Ritualen. An och haut nach muss deen, dee sech marquéiere léisst, op d'Zänn bäissen. Esou wéi bei de reliéisen a kulturelle Ritten, wou déi jonk Männer keen Zeeche vu Schwächt däerfe weisen, esou ass et och haut nach bei deene Jonken eng Éieresaach, keng Tréin ze vergéissen.

Wat motivéiert dann elo haut d'Persounen, fir dat awer trotzdeem iwwer sech ergoen ze loossen? Abee, a verschiddene Gruppen ass et e Symbol vum Grupp, deen antätowéiert oder geritzt gëtt. Esou ass et zum Beispill an de Prisongen Traditioun oder awer och nach ënnert de Séileit. Fir verschidde Leit ass et en Eed, e Souvenir un d'Mamm, awer leider och heiansdo un e Partner, dee se net méi hunn. An do muss dann den ästhetesche Chirurg agräifen. Fir nach anerer ass et eng Moudesaach.

A Frankräich ass zanter de 60er Jore vum leschte Jorhonnert d'Zuel vun de gepiercten an den tätowéierte Leit vun 1% bis op 4% eropgaangen, a bei de Jugendleche souguer vun 12% op 35%. Bei deene Jonken ass et eng Aart Kult, zum Deel och, well se Virbiller hunn, déi hiert Zeechen éffentlech weisen, wéi Filmstaren, Popstaren, awer och ganz vill Sportler.

Wann et also dës Praktike schonn ëmmer gouf, firwat dann driwwer legiferéieren? Nun, et ginn zwou Haaptursaachen, firwat dass dëst Gesetz néideg war.

Éischtens emol, wat d'Sonnebänken ubetrëfft: Mir wësse spéitstens säit dem Äisschmëlzen op de Polen als Konsequenz vum Klimawandel, dass d'Sonn, déi op där enger Säit esou attraktiv brong mécht, op där anerer Säit awer nociv Effekter op de Kierper an dobäi haaptsächlech op d'Haut huet. Dat geet vu Falen, gutaartege Keratose bis hin zu Karzinomen a Melanomen. Datselwecht gëllt fir d'Sonnebänken, well och si schiedlech UV-Stralen ofginn.

Besonnesch schiedlech si se dann, wann d'Apparater net um leschte Stand sinn. Well d'Offer vun de Studios de bronzage bis elo net regléiert war, mä jiddweree méi oder wéineger op sech gestallt war, esou Studioen opzemaachen, gi mer eis heimadder elo en Instrument, fir d'Equipementer ze iwwerpréiwen a fir och eng gewëssen Hygiène ze applizéieren, an awer och, fir d'Bedreiwer ze zwéngen, hir Tubë regelméisseg ze ersetzen a gegebenenfalls de Studio zouzemaachen.

Donieft mussen d'Bedreiwer och eng Formatioun suivéieren, fir iwwerhaapt emol d'Erlaabnis ze kréien, esou e Sonnestudio ze bedreiwen. D'Mineuren, deenen hir Haut nach vill méi fragill ass, wéi dat bei den Erwuessenen de Fall ass, däerfen iwwerhaapt net méi Client ginn oder sech esou UV-Apparater kafen. An och dat begréisse mir, well mer wëssen, dass och bei der beschter Technik d'UV-Strale kriibserregend sinn.

Zweetens, wat d'Tattooen, d'Piercingen, d'Brandingen an d'Cuttingen ubelaangt, ech mengen, den Här Engel hat Iech jo genau erkläert, wat dat alles ass - an ech mengen, de President, dee misst eng Kéier bei den Dokter goen, well deen nawell zimlech vill houscht de Mëtteg -, esou gëtt et och hei eng relativ rezent medezinnesch Noutwendegkeet. An dat ass d'Iwwerdroe vun ustiechende Krankheeten, Hepatitten, Aids, an dat bei onkorrekter Hygiène. Wann näämlech déi Tattoo-Nolen oder Piercingsinstrumenter net korrekt desinfizéiert ginn, wann eng Nol fir méi Clientë benotzt gëtt, da kann ee sech mat dëse Krankheeten ustiechen.

Dëse Risiko ass grad fir d'Hepatitt C immens héich. E bësse manner, awer präsent, ass de Risk fir den HIV. An et gëtt net wéineg Patienten, och an eisem Land, déi hir Krankheet bei engem Tatoueur erwëscht hunn.

Aus dëser Ursaach, also fir de virale Krankheete virzebeugen, mä och fir Hautinfektioune bakterieller Natur ze evitéieren, hu mer bei eis am Prisong en Tattoo-Studio opgemaach, well, wéi schonn uganks gesot, sinn d'Tattooen Traditiounen an alle Prisonge vun der Welt.

An d'Madamm Mergen schreift och explizitt: „Dir kënnt Iech net virstellen, wat fir Materialien d'Jonge benotzt hunn, fir sech ze marquéieren." Dëse Projet ass eisem Wëssen no eng Première an engem Prisong. De Service de médecine pénitentiaire an de Prisong selwer sinn duerfir och richteg houfreg drop.

Här President, wéi de Rapporteur et scho sot, hate mer länger Diskussiounen an de Kommissiounssëtzungen doriwwer, vu wéi engem Alter un en approuvéierten, also legalen Tattoo-Studio Jugendlecher däerf als Clienten unhuelen.

Et muss ee sech ëmmer bewosst sinn, dass esou een Tattoo en irreversibelen Agréff an d'Integritéit vum Kierper duerstellt. Besonnesch wann e grouss ass, ass et bal onméiglech, souguer fir den ästhetesche Chirurg, fir deen Tattoo ouni Narben ewechzeoperéieren. Datselwecht gëllt fir Piercingen op gutt visibele Plazen. Wann een esou e Piercing näämlech eng Zäitchen hat an es midd ass, da behält een herno e Lach an der Lëps, am Ouer oder wou och ëmmer ee sech déi Dénger ubrénge gelooss huet.

„Ech muss Iech éierlech soen", esou d'Madamm Mergen, „dass ech menge Kanner net erlaabt hätt, esou Aktiounen ze starten." Wa se 18 Joer hunn, kann ee se net méi dovunner ofbrénge, mä mat 16 Joer ass ee sécher nach méi influençabel vu sengem Frëndeskrees, wéi een dat mat 18 ass. Esou nom Motto: „Abee, d'Marie an d'Noémie an d'Laura hunn awer och een!"

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'CSV-Fraktioun wier et en No-Go gewiescht a mir hätten d'Gesetz och net matgestëmmt, wann net déi Amendementen ugeholl gi wieren, déi Tattoo, Piercing an déi ganz Prozeduren eréischt ab 18 Joer erlaben a fir Jugendlecher tëscht 16 an 18 eng Autorisation parentale virschreiwen. Dat wier schued gewiescht, well mer de Prinzip vun engem Gesetz fir de Schutz vun de Clienten néideg, gutt a richteg fannen.

Mir waren déi Kéier net eleng mat eiser Meenung. Eis Fuerderunge sinn iwwerholl ginn. An duerfir kann ech Iech haut den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), en remplacement de Mme Martine Mergen.*- Et gëtt zwar keng Garantie, dass net awer villes an der Illegalitéit ka passéieren, mä elo hu mer op d'mannst emol ee Gesetz, wat eng gewësse Sécherheet gëtt a wat erlaabt, do ze intervenéieren, wou et Irregularitéite gëtt.

Wann ech Iech elo virwëtzeg gemaach hunn, da kënnt Der Iech eventuell nach bei folgende Kultsitten eng Iddi maachen - Dir kënnt Iech dat gären notéieren -: Deen een heescht „ModBlog", also „Mode" mat M, O, D; „Blog" mat B, L, O, G. Deen aneren ass de BME, den „Body Modification E-Zine". An dann och de Site, ganz interessant: den „Tatouages ratés".

An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm „Mergen-Gaasch".

(Hilarité)

Als Nächsten huet den Här Gusty Graas d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho virdrun hei gesot ginn, datt u sech zwou Mumien aus Uewerägypten duergestallt ginn als déi Mënschen, déi fir d'Éischt Tattooen un hirem Kierper haten. Ech wëll awer och nach op den Ötzi zréckkommen. Deen ass jo awer e bësse méi jonk gewiescht. Deen ass eréischt 5.300 Joer al. Mä och deen hat schonn Tätowéierungen u senge Been, an dat kann een iwwregens haut nach zu Bozen am archeologesche Museum nokucken.

Et ass eng laang Traditioun an der Geschicht vun der Mënschheet, säi Kierper, wéi gesot, ze bemolen oder och mat Schmuck ze behänken. D'Etymologie vum Wuert „tätowéieren" kënnt jo och aus der polynesescher Sprooch, an haut huet sech dat natierlech och an eise Breede ganz agebiergert. Also, dat ass ganz präsent, datt och vill Leit sech haut eben, wéi gesot, tätowéieren oder och Piercinge maachen.

Et gëtt natierlech och ganz frappant negativ Beispiller aus gewësse Kulturen. Ech wëll zum Beispill hei un déi Laanghalsfraen aus dem Myanmar erënneren, déi bewosst schonn als Kand esou Réng ronderëm den Hals gemaach kréien, fir datt hiren Hals soll laang gemaach ginn. Wat schlëmm ass, ass, datt déi haut am Fong geholl vum Tourismus och exploitéiert ginn an e bëssen esou als Duerstellungsobjet gesi ginn, wat een natierlech ënner kengen Emstänn kann akzeptéieren.

Haut gëllt et jo och als chic, vill Schmuck ze droen. Mir wëssen, datt et an eiser Kultur normal ass, datt ee Réng unhuet, oft och als Verbonnenheet zu sengem Partner, soudatt dat eng gängeg Praxis ass, déi scho Jordausenden al ass an nach haut selbstverständlech gefleegt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech iwwer esou ee Gesetz hei seng Gedanke mécht oder och kuckt, wéi mer elo hei legiferéieren, dann ass natierlech ëmmer eng kruzial Fro, déi ee stellt: Firwat tätowéiert iwwerhaapt e Mënsch sech? Firwat mécht e Mënsch Piercingen oder och nach aner Saachen?

Bon, ech mengen, déi Fro muss ee fir d'Éischt emol deene Betraffene selwer stellen. Allerdéngs gëtt et eng Rei vun Ursaachen, déi dat erklären. De franséische Soziolog Bourdieu huet sech och ganz vill mat där Fro beschäftegt. Hie mengt ënner anerem, datt eng Gruppenzougehéiereregkeet Ursaach ass, datt déi individuell Duerstellung och domadder erkennbar ass an datt awer och munchmol kënne politesch Messagen iwwert dee Wee verkierpert ginn.

Fréier war et méi Usus, datt sech a sozial méi niddrege Schichten tätowéiert ginn ass. Dat ass haut selbstverständlech scho laang net méi de Fall. Dat geet queesch duerch all Bildungsschicht an eiser Gesellschaft. A virdru si schonn e puer Statistiken hei matgedeelt ginn. Ënner anerem gëtt zum Beispill an Däitschland geschat, an ech beruffe mech hei op eng Etüd vun der Uni Leipzig, datt all Fënneften tätowéiert ass. An an Éisträich wier dat scho praktesch all Véierten.

Bon, iwwer Tätowéierungen, iwwer Piercinge kann een natierlech gedeelter Meenung sinn. Ech mengen, och eis Gesellschaft ass doranner e bësse gespléckt. Et huet ee Leit, déi fannen dat immens schéin, immens flott, immens attraktiv. Et huet een anerer, déi kréien en Zucken an d'A, wa se en Tattoo gesinn. Mä och do, wéi gesot, muss jiddwereen dat fir sech selwer entscheeden.

Et gëtt awer verschidde Praktiken, déi awer inakzeptabel sinn. Et sinn der virdru schonn e puer hei opgezielt ginn. Et si jo souguer Leit, déi net dervir zréckschrecken, fir souguer am Beräich vun hire Genitalie Piercingen unzebrénge mat all deenen negative Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt, an da si se op eemol erstaunt, wa se da grouss gesondheetlech Problemer kréien.

Et muss een natierlech och hei ënnersträichen, datt en Tattoo net onbedéngt en Tattoo ass. An der Regel sinn dat Muster, sinn dat Biller, sinn dat Déieren. Dat ass jo u sech och an der Rei. Inakzeptabel ass awer, wann esou en Tattoo Messagë verbreet, déi op Xenophobie oder op Rassismus schléisse loossen, an da muss spéitstens de Spaass ophalen.

Ee besonneschen Aspekt an dësem Gesetz - an et ass och duerfir gutt, datt dat Gesetz hei gemaach gëtt - ass de Schutz vun de Mannerjäregen. Mir hate jo effektiv eng intensiv Diskussioun an der Kommissioun, wéi een Alter soll festgesat ginn, wou et net méi erlaabt wier, sech e Piercing oder en Tattoo ze maachen. Mir hu schlussendlech dann den Alter vu 16 zréckbehalen. D'Demokratesch Partei fënnt dat eng gutt Decisioun, well wa mer näämlech keng Altersgrenz an d'Gesetz ageschriwwen hätten, da wier et souguer theoretesch méiglech gewiescht, datt e Baby tätowéiert gi wär. A mer wësse jo, datt et leider emol ab und zu Leit ginn, déi net déi néideg Verantwortung mat sech bréngen. An dowéinst ass dat jo elo emol ganz ausgeschloss. A mir als DP sinn och domadder zefridden.

Mir begréissen och, datt e Consentement préalable muss do sinn, wann ee Jonken, deen ënner 18 ass a méi al ass wéi 16 Joer ass, datt dee muss vum Tuteur oder vun den Eltere kommen. Well och hei muss een awer drop hiweisen, datt och Kanner an och Jonker e Recht an deem Sënn hunn, datt se u sech net solle vun den Eltere praktesch heiansdo gezwonge ginn, fir sech e Piercing oder en Tattoo ze maachen, wa se nach keng 16 Joer hunn. Duerfir ass et och gutt, datt déi Virstellung vun eenzele Leit, fir déi Altersgrenz op 12 ze setzen, net zréckbehale ginn ass.

An dann ass natierlech och een anere wesentlechen Aspekt déi gesondheetlech Geforen, déi entstoe kënnen duerch Piercingen, duerch Tattooen. Et däerf ee jo net vergiessen, datt d'Pigment aus Schwéiermetallverbindunge besteet. Ech wëll och hei drop hiweisen, datt de Conseil de l'Europe iwwregens schonn den 19. Juni 2003 eng Resolutioun iwwert den Tatouage gestëmmt hat.

(Coup de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech schellen net fir Iech. Wann ech gelift! Et stéiert de Riedner onwahrscheinlech, wa Gemurmel am Sall ass. Wann ech gelift!

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Déi Resolutioun gouf iwwregens den 20. Februar 2008 duerch eng nei ersat, wou dann och eng Rei Tableauen annexéiert ware vun Aminen a Substanzen, déi natierlech net däerfen an Tattoo-Faarwe verbraucht ginn.

Datt Branding a Cutting ganz verbuede ginn, ass jiddefalls eiser Meenung no net méi wéi normal. Ech mengen, och hei sinn déi gesondheetlech Konsequenzen ouni Zweifel bekannt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, geféierlech fir de Kierper si jo selbstverständlech och ze vill intensiv Sonnestralen. Mir kréie jo oft genuch matgedeelt, datt ee sech ëmmer soll acrèmen, ier een an d'Sonn geet. De Risiko fir Hautkriibs ass jo ouni Zweifel ganz grouss. Bon, natierlech zielt et an eiser Gesellschaft och als chic, brong auszegesinn. Dat bréngt dann och mat sech, datt vill Leit net nëmme Sonn am Summer opsichen oder am Wanter, mä dass se doriwwer eraus och d'Sonnebänke benotze mat all deene Konsequenzen, déi dat natierlech mat sech bréngt.

Ech mengen, d'Gefore vun den UV-Strale si jo och bekannt. An ech wëll och hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt de Centre international de recherche sur le cancer vun der OMS d'UV-Strale vun de Sonnebänken als besonnesch kriibserregend agestuuft huet. Natierlech kënnt et och ëmmer op d'Dosis un.

Dofir begréisse mer och als DP, datt op deem Gebitt do elo méi streng reglementéiert gëtt. An datt déi Mannerjäreg eng Sonnebänk net däerfe benotzen, ass u sech och eng logesch Konsequenz.

E wesentleche Volet vun dësem Gesetz ass natierlech och d'Kontroll. Wat mécht déi beschte Legislatioun aus, wann net och kann eng gewësse Kontroll garantéiert ginn? Dowéinst ass et och wichteg, datt virun allem d'Haaptakteuren, näämlech d'Fournisseure vun deenen eenzelnen Déngschtleeschtungen, sech bewosst musse sinn, datt hir Installatioune mussen hygienesch gekuckt einwandfrei sinn. Se mussen och um leschte Stand sinn, a virun allem gëllt dat och fir dat benotztent Material. Den Artikel 4 vun dësem Gesetz lëscht jo am Detail all d'Konditiounen op, déi musse respektéiert ginn. An duerfir si jo och Strofen an deem Sënn virgesinn, wann een déi net respektéiert.

E weidere wichtegen Aspekt, deen an dësem Gesetz zréckbehale ginn ass, dat ass jo och d'Formatioun. Mir bewegen eis jo hei ouni Zweifel an engem ganz sensibele Beräich. Engersäits geet et ëm Konscht, jo! Mä et geet anerersäits natierlech och prioritär ëm d'Gesondheet. Dowéinst begréisse mer och, datt eng noutwendeg Ausbildung muss do sinn, fir ebe kënnen esou Akten ze maachen. Et huet een einfach eng ganz grouss Verantwortung.

Esou eng Ausbildung, déi jo, bon, zum Beispill fir déi, déi e Sonnestudio bedreiwen, mindestens aacht Stonne muss hunn, ass jo dann net iwwerméisseg grouss. Duerfir kann een och d'Fro hei stellen, ob net awer och eng gewësse Formation continue am Laf vun der Zäit soll stattfannen, well jo awer ëmmer erëm nei Entwécklunge kommen. Et kommen nei Entwécklungen am medezinnesche Beräich, et kommen nei Entwécklunge virun allem och um techneschen Deel.

Datt d'Bijoutieren eben elo ausgeholl ginn, wa se e Lächelche mat der Pistoul maachen, dat fannen ech eng ganz normal Entwécklung. Ech mengen, och an eiser Traditioun ass dat zënter éiweg ubruecht, datt virun allem kleng Meedercher jo am klengen Alter schonn esou e Lächelche gemaach kréien, datt se dann och spéider kënnen Ouerréng droen. An déi meescht Frae si jo frou, fir kënnen Ouerréng ze droen. Iwwregens ass dat jo haut net nëmme méi eleng eng Chasse gardée vun den Dammen. Et si jo ewell vill Hären, déi esou en Ouerrank droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Resumé kann ee soen, datt dëst Gesetz jo net eleng als Zil huet, fir Verbueter auszeschwätzen, mä datt et awer och soll sensibiliséieren a virun allem d'Leit drop hiweisen, wat ka geschéien, wann ee sech, wéi gesot, tätowéiere léisst, wann een e Piercing mécht, virun allem deemno op wéi enger Plaz dat ass, datt dat awer negativ Konsequenze ka matbréngen.

Et si jo och genuch Fäll bekannt, wou jonk Leit sech virun allem am Ausland esou Tattooe maache gelooss hunn oder och Piercinge maache gelooss hunn, wou se da knapps heiheem waren a sech da grouss gesondheetlech Problemer entwéckelt hunn. Duerfir ass et, wéi gesot, fir eis och wichteg, datt eben de Prestateur de services sech och am Virfeld ganz genee bewosst muss sinn, wat deen Akt bedeit, an datt och eng schréftlech Zoustëmmung vun deem Eenzelnen, deen ebe gär esou en Tattoo oder e Piercing hätt, muss virdru gemaach ginn.

D'Sensibiliséierung ass, wéi gesot, ganz wichteg. Dowéinst mengen ech och, datt och an Zukunft do musse vill Efforte gemaach ginn, sief dat um Niveau vun de Schoulen, Maisonrelaisen, Jugendhaiser. Dat wëllt net heeschen, datt een deene Jonken an och deene manner Jonke soll verbidden, sech en Tattoo oder e Piercing ze maachen, mä et soll ee virun allem ëmmer erëm drop hiweisen, wat dat och ka bedeiten, besonnesch och fir d'Entwécklung vun engem Jugendleche bis hin, wéi gesot, wann en an d'Beruffsliewen antrëtt. Mir wësse jo ganz genee, datt och dat emol en Handicap ka sinn, wann ee sech presentéiert. Well et gëtt jo awer nach Patronen, och wa se selbstverständlech net d'Recht hunn, engem dat ze verbidden, déi et awer oft als negativ ugesinn, wann ee säi Kierper äusserlech esou verännert huet.

An dësem Gesetz kann een och eng gewëssen Äänlechkeet oder déiselwecht Logik fannen, wéi mer dat am Fëmmgesetz zréckbehalen haten, wou et och ëm de Schutz vun de Kanner gaangen ass, well nun ebe Kanner a Jugendlecher vläicht oft net déi néideg Erfahrung hunn an et och wichteg ass, datt dann Erwuessener, datt d'Politik drop hiweist, wat awer och d'Konsequenze vun deenen Akte kënne sinn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt d'Diskussioun jo net nëmmen hei am Land, mä och soss emol gefouert ginn ass, inwiefern datt een och am öffentlechen Déngscht seng Tattooen däerf weisen. Ech wëll mech hei zum Beispill op d'Police an Däitschland referéieren, wou eng sougenannten T-Shirt-Veruerdnung awer elo gekippt ginn ass, wou et laang verbuede war, datt Leit aus der Police hir Tattooen um Aarm hunn dierfe weisen. Dat ass elo net méi de Fall. Och mir haten déi Diskussioun hei zu Lëtze-

buerg. Dann, an der däitscher Arméi, zum Beispill, däerf een u sech seng Tattooen net weisen, déi solle ganz dezent verstoppt ginn.

Bon, mä, wéi gesot, wat hei wichteg ass, ass, datt awer dat Recht nach ëmmer en individuellt Recht ass an datt och nach jiddwereen u sech mat sengem Kierper däerf maachen, wat e wëllt.

Ech géif elo ofschléissend de Merci vun der Demokratescher Partei brénge fir de Rapporteur, de Georges Engel.

Ech wëll awer och gläichzäiteg nach hannendrunhänken, Madamm Minister, datt et awer net schlecht wär, wann ee spéitstens an zwee Joer emol eng Kéier e Bilan vun dësem Gesetz géif maachen, inwiefern datt een dat Zil erreecht huet. Mä et ass e Gesetz, wat wichteg ass, wat iwwerfälleg ass, wat elo deem ganze Marché, muss ee jo soen, e Kader gëtt, an deem ee sech elo méi korrekt ka bewegen, mat dem Haaptzil, wéi gesot, nach eng Kéier, fir drop hinzeweisen, datt maximal d'Gesondheet vun deenen Eenzelne ka geschützt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Tätowéierunge gi mat Stolz gedroen, a meeschtens ass net nëmme Geld gefloss, mä och Schweess a Blutt, fir dës faarweg Motiver op der Haut kënnen ze droen, an dat e Liewe laang.

Net anescht ass et bei Kierpermodifikatioune wéi Piercing, Branding, Cutting an aneren, déi wäit méi si wéi moudesch Accessoiren op der Haut. Si hunn eng laang Traditioun. Dat ass schonn oft widderholl ginn. A schonn zanter Jordausende sinn déi sougenannten „body modifications" en dauerhaft Symbol, wat um Kierper gedroe gëtt. Se sti fir Léift, Zougehéieregkeet a Solidaritéit oder awer fir Demut a Frëmmegkeet, mä och fir Protest a Revolt, fir Virilitéit bis hin zu der kierperlecher Brandmarkung vu Gefaangenen duerch eng Nummer.

Et hänkt ëmmer dervun of, ëm wéi een Zäitalter et sech handelt, ëm wéi eng Relioun, ëm wéi eng Kultur, ëm wéi eng Subkultur, ëm wéi eng sozial Schicht, ëm wéi ee Charaktertyp oder ëm wéi eng Modeerscheinung. Neierdéngs gesinn d'Verhalensfuerscher am Tatouage och en Instrument, fir d'Imperfektioun vum mënschleche Kierper duerch faarweg Bemolungen ze kompenséieren oder eng Liewensgeschicht ze erzielen, oder ganz einfach als Ausdrock vun Narzissmus oder vum Drang vum Kand, säi Kierper ze bemolen.

Menges Wëssens geet d'Praxis vun de Kierpermodifikatiounen zréck op d'Joer 60.000 viru Christus, wou d'Australier hir Haut mat Bemolungen ausgestatt hunn, an och déi ägyptesch Mumie waren net sielen um Kierper dekoréiert. Och ech si bei menge Recherchen natierlech op d'Gletschermumie Ötzi gestouss, déi - wéini war et? - 1991 am éisträicheschen Ötztal fonnt ginn ass, nodeems se 5.300 Joer am Äis konservéiert war a 60 Strécher um Réck gedroen huet. An aus Indien staamt eng Beschreiwung aus dem Joer 400 viru Christus, an där d'Ubrénge vu Piercingen an der Haut beschriwwe ginn. Meng Recherchen decke sech an deem Sënn mat deene vum Rapporteur a mat deene vun anere Leit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ginn net vill Traditiounen, déi esou laang iwwerlieft hunn, sech weltwäit verbreet hunn an och esou vill jonk Leit unzéien. Déi jéngst Tätowéiert, déi an der medezinnescher Fachliteratur opgetaucht sinn, hunn net méi wéi aacht Joer. A bewisenermoossen hëlt den Interessi un Tätowéierunge mat 13 Joer rapid zou. Dat ass net nëmmen de Fall an den USA, wou am Joer 2015 gutt iwwer 10% vun den Héichschoulstudenten tätowéiert waren a ganzer 55% vun de Studenten uginn hunn, datt si sech géifen tätowéiere loossen. Et zielt och fir déi europäesch Staten, wou laut rezenten Ëmfroen, jiddefalls déi rezentst, déi ech konnt fannen, 30% bis 40% vun de 25- bis 34-järege Mënschen an 21% vun de 35- bis 54-Järegen tätowéiert sinn, woubäi och interessant ass festzestellen, dat geet aus enger franséischer Etüd ervir, datt d'Sympathisante vum Front National wäit méi tätowéiert si wéi d'Sympathisante vum PS.

Dat ass einfach emol eppes, wat ech virun e puer Deeg an der Etüd gelies hunn.

(Intervention de la présidence et hilarité)

Ech kann dat nosichen. Jo, ech fannen dat erëm.

(Brouhaha)

Bei de Kanner, wou den Tatouage net iwwerall verbueden ass, si keng Zuelen ze fannen, wahrscheinlech well och do keng Ëmfroe gemaach ginn, ganz einfach.

Generell kann ee sech an dësem Zesummenhang awer froen, wéi Eltere reagéieren, wann e Kand sengem Idol duerch en Tattoo d'Treiheet wëllt schwieren an iwwerzeegt ass, et géif et och am Alter nach schéi fannen, mat engem faarwegen Einhorn op der Schëller ronderëmzelafen.

Ëm Faarf, léif Kolleeginnen a Kolleegen, geet et och beim Bräune vun der Haut ënnert dem Solarium, wou et net ëm d'Ubrénge vu Symboler geet, mä dorëms gesond, sportlech an attraktiv auszegesinn an natierlech och Wuelstand a Räichtum auszestralen. Grad wéi d'Tätowéierung, de Piercing, de Cutting an de Branding gëtt och d'Bedreiwen an d'Benotze vun de Solarie jo berechtegterweis mat dësem Projet de loi reglementéiert, well d'UV-Strale bekanntlech de Risikofaktor Nummer 1 bei Hautkriibs sinn.

De Rapporteur Georges Engel huet d'Detailer vun dësem Gesetz, vu sengen Dispositiounen erklärt, soudass ech net nach eng Kéier drop aginn, mä just emol dofir Merci soen.

Ech wéilt awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass an dësem Projet de loi all Zorte vu Kierpermodifikatioune verbuede ginn, ausser wa se vu Medezinner ausgefouert ginn, dat heescht all déi, déi net ënnert d'Konditioune vum Branding, Piercing, Cutting an der Tätowéierung falen. Dat sinn der wierklech eng Hällewull, déi zu Lëtzebuerg zwar méi rar sinn, mä keng Ausnam sinn.

Dat sinn: d'Punchen, wou een Deel vum Gewebe ewechgeschnidde gëtt, fir e Schmucksték amplaz ze setzen; d'Implantéiere vun elektroneschen Chippen, Metall- a Silikonplacken ënnert der Haut, fir Rimmer a Kegelen dru festzemaachen; oder awer eng dauerhaft Pigmentéierung vun der Haut; d'Injektioun vun héichkonzentréierte Kachsalzléisungen ënnert d'Haut, fir bewosst Schwellungen ze bewierken - dat sinn „bagel heads" -; d'Spaltung vun der Zong a vun den Oueren - och déi ass scho genannt ginn -, gradesou wéi d'Spatzschläife vun den Zänn, d'Ubrénge vu Juwelen an den Aen an - net ze vergiessen - d'Skarifikatioun, wou et drëms geet, der Haut dauerhaft Ziernarben zouzefügen.

All dës éischter skurill Agréffer ginn, wéi gesot, verbueden, ausser se gi vu Medezinner ausgefouert, falls et Medezinner ginn, déi engem Mënsch säi Kierper ouni medezinnesch Indikatioun liewenslänglech wëlle veränneren.

Dat féiert natierlech zu enger net onbedeitender Fro, näämlech där, wou d'Grenz läit tëschent deene genannte Kierpermodifikatiounen an de sougenannte Schéinheetsoperatiounen oder plasteschen Operatiounen, déi grad wéi d'Kierpermodifikatiounen e rentabelt Geschäft kënne sinn, och am Spidolsmilieu.

Als Gréng si mir der Meenung, Madamm Minister, datt hei e gewëssene Klärungsbedarf besteet, well de Phenomeen vun de Schéinheetsoperatiounen alles anescht wéi harmlos ass a menges Wëssens net un Altersbeschränkunge gebonnen ass. Et ass eenzeg an eleng um Medezinner, d'Decisioun ze huelen, ob en déi Agréffer virhëlt oder net.

Här President, ech kommen zréck bei d'Tätowéieren, d'Piercen, de Branding an de Cutting als eenzeg Kierpermodifikatiounen, déi an Zukunft jo geregelt ginn an an ausgewisene Studioe kënnen ausgefouert ginn. Dee gréisste gesondheetleche Risiko ass bekannt. E besteet aus onsterillen Instrumenter, déi de Client mat ustiechende Krankheete kënnen infizéieren, mä och duerch d'Personal, wat net genuch ausgebilt ass an d'Handwierk ganz einfach net beherrscht.

Ech wéilt awer nach en anere Risiko hei nennen. Et ass deen, dass bei der Tätowéierung Laangzäitaflëss kënnen optauchen, dat heescht, dass d'Tattoo-Faarwe sech am Kierper verdeelen an net direkt mierklech Konsequenze kënnen hunn. Déi eenzeg Erkenntnis, déi an der Fachliteratur virläit, kënnt aus den USA. Do ass am Joer 2010 festgestallt ginn, datt d'Lymphkniet vun tätowéierte Mais sech an der Géigend vum Tattoo verfierwen an déiselwecht Faarf unhuele wéi den Tattoo selwer.

En äänleche Phenomeen ass bei tätowéierte Persoune beobacht ginn, déi Lymphkniet ewechoperéiert kritt hunn, nodeems Hautkriibsmetastase sech drop gebilt haten. Och hei haten d'Kniet déiselwecht Faarf wéi den Tattoo. Opgrond vun dësen Erfahrunge ginn d'Fachmedezinner dervun aus, datt d'Faarf vun engem Tattoo sech och am Gewebe beispillsweis vun der weiblecher Broscht usammelt. Dat heescht net, datt d'Mammemëllech eng aner Faarf kritt, mä et heescht awer, datt schwanger Fraen oder Fraen, déi stëllen, gutt berode sinn, op eng Tätowéierung ze verzichten, fir sech an hire Puppelchen ze schützen.

Eleng dës Beispiller ënnersträichen natierlech d'Wichtegkeet vun der Qualitéit vun der Faarf, mä virun allem och d'Wichtegkeet vun der Informatioun vum Client, dee virun esou Risiken onbedéngt gewarnt muss ginn.

An als net manner wichteg gesi mir de Code de déontologie un, mat deem sech d'Bedreiwer vun Tattoo-Studioen enger gewëssener Selbstverflichtung verschreiwen, esou zum Beispill där, op d'Ubrénge vu friemefeindlechen a rassistesche Symboler op der Haut vun hire Clienten ze verzichten.

An hei stellt sech trotzdeem d'Fro, ob en Tatoueur penaliséiert ka ginn, am Fall wou e beispillsweis en Hakekräiz op der Haut vun engem Client ubréngt, wann de Client dat ausdrécklech wënscht, oder ob just de Client strofbar ass, wann en dat Zeechen ëffentlech zur Schau stellt. Ech denken, dass et hei Interpretatiounsdivergenze ginn, déi definitiv misste gekläert ginn.

Erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zu der Altersbegrenzung op 16 Joer, déi eis wierklech als Gréng staark um Häerz louch! Se gëtt fir de Piercing an d'Tätowéierung agefouert, nodeems am initialen Text keng Alterslimitt virgesi war. Laut dem initialen Text wieren dës Forme vu Kierpermodifikatioun mat der Ënnerschréft, eleng mat der Ënnerschréft vun den Elteren, souguer bei Puppelcher, erlaabt ginn oder erlaabt bliwwen, well se ware bis haut net verbueden.

Als Gréng waren a bleiwe mir der Meenung, datt de Principe de précaution grad wéi bei anere Gesetzer hei muss iwwerweien. Dofir si mir frou, datt d'Alterslimitatioun op 16 Joer mam Accord vun den Eltere bei dësen Agréffer nodréiglech Konsens an alle Reie fonnt huet. An dofir e grousse Merci.

Als Gréng froe mir eis souguer, ob et net vum juristesche Standpunkt hier méi sënnvoll gewiescht wär, d'Tätowéieren an d'Pierce bei Mannerjärege carrement ze verbidden, net well mir deene Jonke keng Freed wëlle vergënnen an hir Fräiheet wëllen aschränken, mä wéinst der juristescher Onsécherheet, déi entsteet, wann Elteren hire schréftlechen Accord ginn, datt un hirem Kand eng Kierpermodifikatioun virgeholl gëtt, ouni datt et eng medezinnesch Indikatioun oder eng kloer definéiert esthetesch Indikatioun dofir gëtt.

Streng geholl, dat geet aus Geriichtsuerteeler ervir, kënnen esou Agréffer um Geriicht als bewosst zougefüügt Kierperverletzung u Mannerjäregen ugesi ginn, déi am Optrag vun den Elteren ausgefouert ginn. Och wann dës Agréffer an eiser Gesellschaft generell net als suspekt ugesi ginn an och wann tätowéiert Persounen net méi mat raue Gesellen oder zwiliichtege Gestalten aus dem Routliichtmilieu a Verbindung bruecht ginn, esou mussen d'Eltere vun tätowéierfreedege Mannerjäregen awer mat méigleche juristesche Konsequenze vun hirem schréftlechen Accord rechnen, a se musse grad wéi d'Kanner dermat rechnen, datt d'Tätowéierungen oder d'Piercingen, déi a fréiere Joren duerchgefouert ginn, a spéidere Jore bereit ginn, schonn eleng wéinst de sozialen a berufflechen Nodeeler, déi tätowéiert jonk Leit kënnen erliewen. Schliisslech ass net all Patron begeeschtert, wann en Doudekapp him aus dem Halsausschnëtt vun engem Bewerber entgéintgrinst. An nach laang net all Patron ass bereet, esou e Bewerber anzestellen.

Dat heescht, datt Tätowéierungen, mä och opfälleg Piercingen, déi a fréiere Joren decidéiert gi sinn an ubruecht gi sinn, am spéidere Liewen zum Carrièrekiller kënne ginn. Dëst ass ee vun de Grënn, firwat ëmmer méi Leit decidéieren, hir Tätowéierung nees ewechmaachen ze loossen. Allerdéngs ass dës Prozedur net bëlleg a geléngt nach laang net ëmmer. A mir denken, dass een och doriwwer muss schwätzen.

Här President, domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an der Hoffnung, datt dauerhaft Kierperverzierunge vill Leit glécklech maachen, mä och an der Hoffnung, datt hir gesondheetlech, sozial a finanziell Nowierkunge sech duerch dëse Projet de loi a Grenzen halen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a wäert mech och weiderhi weder piercen nach tätowéiere loossen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus fir d'Éischt emol e grousse Merci un den Här Engel. Ech mengen, meng Virriedner, déi hunn eis a ganz interessanten Ausféierungen a Biller e breede Spektrum presentéiert vun de Konsequenze vun dëse Praktiken, heiansdo just interessant, heiansdo bis grujeleg Beschreiwunge vun deem, wat d'Leit kann erwaarden. An dofir betounen och mir, datt dëst Gesetz absolutt an déi richteg Richtung geet.

Éischtens ass et do, fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen. Zweetens ass et do, fir déi mannerjäreg Persounen ze schützen. An drëttens muss een och soen, ass d'Regierung heimadder an duerch déi Diskussioun, déi mer haut haten, och däitlech opgefuerdert, deen Dossier weider am A ze behalen an d'Gesetz an all Reglementatiounen ëmmer esou unzepassen, datt déi Ziler, déi mer haut an dësem Gesetz hunn, och weiderhin erfëllt bleiwen.

Dofir: Och vun eiser Säit aus wëlle mer keng zousätzlech Geschichten erzielen, déi nach eng Kéier d'Noutwendegkeet vun dësem Gesetz androcksvoll ënnersträichen, mä mir wëlle just den Accord ginn an e Merci u jiddwereen, deen hei matgeschafft huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech sinn net tätowéiert, ech hu mer awer eng Zäit laang iwwerluecht, en Tattoo maachen ze loossen. Ech hu mech aus Grënn, déi meng sinn, derfir decidéiert, dat net maachen ze loossen. Ech hat mer awer eng Kéier en Ouerrank stieche gelooss, well jiddweree jo elo e bëssen erzielt huet, oder zumindest d'Madamm Lorsché, datt si sech dat net wäert maache loossen.

Ech mengen, den Tattoo gehéiert zur Anthropologie vum Mënsch, iwwer seng Geschicht eraus an der Vergaangenheet an och zu verschiddenen Zäitpunkten. An och haut mierke mer, datt den Tattoo en vogue ass, grad och bei jonke Leit. An et ass eng Demande gewiescht vum Secteur selwer, fir hei ze reglementéieren, well mer bis elo hei an engem relative Flou waren.

An dofir begréisse mer dat heite Gesetz och, ënnerstëtzen et och. Et schaaft Sécherheet; dat ass d'Demande vun den Tätowéierer. Et schaaft juristesch Sécherheet, et schaaft kloer Regele fir d'Hygiène a fir d'Propretéit. Et definéiert och minimal Formatiounen, déi Tätowéierer mussen hunn, a virun allem kläert et d'Informatiounsflicht vun deem, deen tätowéiert, par rapport zu deem, deen en Tattoo gemaach kritt. Sécherlech geet dat alles an déi richteg Richtung.

An der Kommissioun hate mer effektiv ee Moment d'Diskussioun ëm déi Alterslimitt. An ech muss lech soen, datt ech do éischter en Adept vum ursprénglechen Text vun der Regierung war, well fir mech d'Fro mat där heiter Dispositioun awer och net kläert, wat da geschitt bei 16-Järegen, wéi am Fall vun der Madamm Mergen hirem Meedchen, wou si jo gesot huet: „Op kee Fall hätt ech dat erlaabt mat 16, 17 Joer."

Wann ee 16, 17 Joer huet, weess een, datt d'Elteren dat net erlaben, mä da mécht een et trotzdeem. Da si mer an der kompletter Illegalitéit. Da ginn et guer keng Norme méi, déi gëllen. An ech weess net, ob mer mat där doter Regel wierklech jonke Leit e grousse Gefale gemaach hunn, par rapport zu deenen Usprréch, déi mer hunn, wat d'Hygiène, wat d'Propretéit a wat d'Gesondheet ugeet.

Dëst gesot, ënnerstëtze mer d'Gesetz. Et schaaft eng Reguléierung an engem Beräich, an deem et bis elo keng ginn ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Ech mengen, d'Riednerlëscht ass um Enn. D'Wuert huet elo d'Madamm Gesondheetsministesch Lydia Mutsch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si jo elo schonn iwwer véier Joer net méi Member vun deem héijen Haus hei, awer ech léieren ëmmer nach bäi. Dass den Ötzi Tattooen huet, dat wousst ech nach net, an dass dat Ganzt och schonn zréckgeet op ägyptesch Mumien, dat wousst ech och net. Also, ech si ganz opmierksam gewiescht fir déi vill interessant Zousazinformatiounen, déi ech am Kader vun dëser Debatt haut konnt kréien.

Bon, et ass hei scho vun allen Intervenanten, deenen ech Merci soen a ganz besonnesch natierlech dem Rapporteur, betount ginn, dass et hei drëms geet, enger gesellschaftlecher Realitéit Rechnung ze droen an eis erauszebewegen aus deem Flou, an deem mer haut sinn.

Dofir ass dat a mengen Aen och e ganz wichtegt Gesetz, deem mer, wann ech jo allen Intervenantë ka gleewen, haut unanime wäerten zoustëmmen. An ech sinn dofir och ganz frou,

dass mer eis eens sinn, wat de Contenu vun deem Gesetz ugeet, wat déi spezifesch gesetzlech Virschréften elo betrëfft, déi, wéi gesot, bis haut inexistent bei eis am Land sinn.

Et ass elo haut méi vum Tatouage geschwat gi wéi vun de Sonnebänken. Trotzdeem ass béides Partie intégrante vun deem heite Gesetz. Ech wëll dofir och mam Tatouage ufänken a soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg op alle Fall d'Chance hunn, dass dat, duerch déi vill Gespréicher, déi ech och selwer mam Secteur gefouert hunn, gutt ass, dass mir duerch d'Bänk ewech seriö Leit hunn, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, an ech frou sinn, dass d'Majoritéit vun den Tatoueuren hei zu Lëtzebuerg hir Aarbecht, obwuel mer kee gesetzleche Kader haten, seriö gemaach huet.

Mä ech kann Iech awer just soen: Och de Secteur ass Demandeur fir dee gesetzleche Kader, well wéi an all Secteur gëtt et och hei schwaarz Schof. An et geet einfach drëms, fir déi erauszekréien aus der Branche. An dofir ass et gutt, dass mer dee juristesche Flou behiewen. An et ass virun allem och gutt, dass mer de Risiko eliminéieren, fir dass mer hei net nëmme kleng Infektiounen opgrond vun hygieneschen Defiziter eliminéieren, mä virun allem och den Infektiounsrisiko fir vill méi schwéier, ustiechend Krankheeten domadder reduzéieren. An dofir sinn och grad déi Dispositioune ronderëm d'Hygiène, déi an dësem Gesetz sinn, esou besonnesch grouss.

Ech denken, an do ware mer eis direkt alleguerten eens an der Kommissioun, dass et och wichteg ass, dass hei spezifesch Formatiounen, grad am Beräich vun der Hygiène, ganz bedeitend sinn an dofir och e wichtegen Deel vun dësem Gesetz duerstellen, sief et fir Tatouage, sief et fir Piercing, sief et fir Cutting a Branding, woubäi mer eis alleguerten zum Deel geschuddert hunn, wou mer déi Fotoe gewisen hunn.

An ech mengen, deen een oder anere vun eis wousst, ier e sech mat dësem Gesetz beschäftegt huet, guer net, wat mat Cutting a Branding gemengt wier. An dofir begréissen ech et och ausdrécklech, dass, éischtens, d'Kommissioun sech familiariséiert huet mat deene ganzen Techniken, dass mer eng engagéiert Diskussioun an der Kommissioun haten an dass mer och, a mengen Aen, déi Dispositiounen am Gesetz all konnten integréieren, déi esou wichteg sinn.

Ech hunn et gesot: Dat heite Gesetz stellt net nëmmen eng Protektiounsgrondlag fir déi Leit, déi Client sinn, déi sech wëllen ee vun deenen Agréffer maache loossen, mä et ass och eendeiteg, an et ass esou geduecht, eng Hëllefstellung fir d'Bedreiwer, déi domadder genee wëssen an och net méi kënne soen, se wéissten et net, wat erlaabt ass a wat net. An dat gëtt och deenen, déi an deem Secteur aktiv sinn, eng Rechtssécherheet, déi ech als ganz wichteg ugesinn, well domadder ginn déi ofgeschreckt, déi onseriö sinn an déi de Secteur och net bei sech wëllt.

Et ass hei och ganz vill vu Kontrollmesurë geschwat ginn. Ech kann dat nëmmen ënnersträichen, wat hei ënner anerem den Här Graas gesot huet. An eng Bilanzéierung: Dat fannen ech eng wichteg an eng gutt Iddi, zum Beispill och am Zesummenhang mat deenen Erkenntnisser, déi mer ëmmer méi präzis kréien, wat d'Tätowéierungsfuerwen ugeet. D'Madamm Lorsché ass besonnesch dorobber agaangen.

Mä ech kann Iech zousécheren, Här Graas, dass mir souwisou eis Gesetzer regelméisseg bilanzéieren an hei ganz besonnesch natierlech déi Etüden, déi elo kommen, déi eis zousätzlech och Opschloss ginn iwwert déi méiglech Niewewierkungen. Do kréie mer all Dag nei Erkenntnisser, déi mir och an eis Reflexiounen afléisse loossen an déi an deenen nächste Joren och kënnen an d'Bilanzéierung matafléissen.

Wat awer hei gesot ginn ass, ech mengen, vun allen Intervenanten, och vun der Madamm Hetto, déi hei d'Reflexioune vun der Madamm Mergen duergeluecht huet: De Schutz vun de Mannerjärege stoung am Fong bei all eise Considératiounen am Mëttelpunkt. An ech géif soen, dat ass och gutt esou an dat ass och richteg esou. Dat ass och iwwregens net just eis Approche an dësem Gesetz, mä a ganz ville Gesetzer, wou et ëm d'Santé publique geet.

An et gouf hei gesot, an ech deelen dat zu 100%, et geet eis mat dësem Gesetz net drëms, jonke Leit eppes ze verbidden, an dat kënne mer och souwisou net, mä mir wëlle si awer viru méigleche Gesondheetsschied schützen an och verhënneren, dass mer, an ech denken do virun allem un déi Narben, déi dem Kierper iwwer bestëmmt Techniken zougefüügt ginn, virun allem bei deenen Interventiounen, déi herno souguer mat enger medezinnescher Interventioun absolutt net méi réckgängeg ze maache sinn an domat eng Hypothéik op engem seng Zukunft duerstellen, awer streng virginn an dass mer do och net nëmmen am Zesummenhang mat der exzessiver Péng, mat där esou Interventiounen zum Deel verbonne sinn, mä och mat de kierperleche Schied, déi ee sech domadder zoufüügt, awer - wéi soll ech soen? - besonnesch Precautioune wëllen an dëst Gesetz afléisse loossen.

Zu der Alterslimitt: Jo, do hu mer laang an der Kommissioun driwwer geschwat. Ech denken, dass hei de Rapporteur och e ganz, ganz gudde Resumé iwwert déi Diskussioune gemaach huet. Den Här Baum ass och nach eng Kéier kuerz a senger Interventioun dorobber agaangen. Bon, mir hunn eis natierlech gesot, an dofir si mer och an dësem Gesetz net a Richtung vun engem Verbuet gaangen, wat jo och deen een oder aneren hei ugeduecht huet, well verbidde kënne mer et net... A wann et net zu Lëtzebuerg ass, dann ass et zu Ibiza. Dann hu mer och näischt dovunner.

Mä mir hunn awer, mengen ech, elo dee gudde Mëttelwee fonnt, fir awer och d'Eltere mat an d'Verantwortung ze huelen, wann et drëm geet, fir eng Autorisatioun ze gi bei 16- bis 18-Järegen. An ech denken, dass dat e Kompromëss ass, deen absolutt richteg ass. An dofir deelen ech och déi Konklusiounen, déi aus deene ganz konstruktiven Diskussioune vun der Kommissioun erauskomm sinn an an dëst Gesetz agefloss sinn. Dat hu mer elo gutt esou hikritt. An dofir ass dat heiten och e Gesetz, wat eng maximal Akzeptanz hei an der Chamber wäert kréien.

Awer trotzdeem e puer Wierder zu de Sonnebänken, de Solarien, bon, wéi eng Regelen een do soll suivéieren. Doriwwer gëtt net esou oft geschwat, wéi wa mer an d'Vakanz ginn an d'Sonnecrème an d'Wallis paken. Mir wëssen alleguerten, dass mer solle virsiichteg mat der Sonn ëmgoen: Mer sollen eis areiwen, mer sollen e Sonnebrëll undoen, idealerweis och nach e klengen Hittchen. Mir schwätzen iwwer Hautkriibs. Eis Gesondheetsdirektioun ass immens aktiv, wat d'Präventiounsmesurë géint den Hautkriibs ubelaangt. An awer, an där Diskussioun kommen d'Sonnebänken ëmmer e bëssen ze kuerz. Vun hinne gëtt net esou vill geschwat. An dobäi misst awer nach méi doriwwer geschwat ginn, well se awer mat Risike behafft sinn.

An den internationalen Zentrum fir Kriibsfuerschung vun der Weltgesondheetsorganisatioun huet nach ganz rezent drop higewisen, dass UV-Stralen, an zwar och déi vun de Solarien, eendeiteg mat als kriibserregend agestuuft ginn. An donieft sinn UV-Strale fir Kanner a Jugendlecher nach méi schiedlech wéi fir déi Erwuessen. An dofir gesäit och dëse Gesetzesprojet vir, dass een eréischt ab 18 dierf an de Solarium goen.

Dat héiert sech streng un, mä vill vun den europäesche Memberstate si scho laang op deen dote Wee gaangen, einfach fir déi Jonk ze protegéieren, well een dat vläicht ze vill labber ugeet an deem Alter. An dofir gi mir och elo an déiselwecht Richtung wéi zum Beispill eis belsch Noperen, Däitschland oder och Éisträich a Portugal. An dofir gëllt och hei eng Meldeflicht fir e Studio, wou déi Servicer ugebuede ginn.

Et gëllt, verschidde Kategorië fir d'Geräter anzeféieren, woubäi déi stäerkst Apparater dann net méi einfach esou kënne verkaaft oder benotzt ginn. Sonnestudioe mussen Affichen ophänken, déi iwwert déi gesondheetlech Risiken informéieren. Dat ass vläicht net ganz dekorativ, mä dat ass awer aus Grënn vun der Santé publique absolutt noutwendeg. An och hei gëllen natierlech Hygiènesregelen an d'Formatioun vum Personal, genee wéi och Virgespréicher. Ech denken, dass dat ganz wichteg ass. An dat gëtt eis och gutt Méiglechkeeten, fir ze kontrolléieren a fir och déi Strofen ze applizéieren, wann et dann ebe muss sinn.

Ech sinn elo ganz interesséiert, ob dann deen een oder anere sech herno vläicht nach out, well mer hu jo elo nëmmen hei héieren, wien net tätowéiert ass. Mä wann déi Statistiken, déi an eisen Nopeschlänner zum Deel bestinn, op Lëtzebuerg applizéiert ginn, da sinn der heibannen op d'mannst eng hallef Dosen, déi awer tätowéiert sinn.

(Brouhaha)

Ech wëll et guer net wëssen, Här President. Dat geet mech och guer näischt un, well dat ass eppes ganz Perséinleches.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat hat awer elo aneschters geklongen.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Dat ass eppes ganz Perséinleches, Här President.

(Hilarité)

Awer wat net perséinlech ass, dat ass de Schutz vun eiser Populatioun an dat ass virun allem de Schutz vun de jonke Leit. An et ass dat, wat den Haaptinhalt vun dësem Gesetz ass. An dofir sinn ech zefridden iwwert déi Diskussioun, déi mer hei gefouert hunn. An ech hoffen och op eng ganz breet Zoustëmmung a soe Merci fir déi interessant Diskussioun hei an der Chamber an och an der zoustänneger Kommissioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäre mer dann um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mer géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7000 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7000 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hu 60 Jo-Stëmmen, also eng Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

3. Ordre du jour

An ier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerginn, wollt ech der Chamber eng kleng Ännerung vun eisem Ordre du jour vu muer proposéieren. Mir géifen, wann Dir domat d'accord sidd, d'Punkten 3 a 4, zwee Modèles de base, am Ufank vun der Sëtzung an Ugréff huelen a géifen da mat deem normalen Ordre du jour weiderfueren. Et ass ëmmer, souwäit ech dat gesinn, deeselwechte Minister an d'Kolleegen, déi gefrot gi sinn, d'Fraktiounscheffen, si mat där liichter Adaptatioun d'accord.

Ass d'Chamber och domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen, eng Orientéierungsdebatt iwwer Liewensmëttelverschwendung oder besser, wéi een déi Verschwendung ka verhënneren. Den éischte Riedner ass de Rapporteur fir déi Debatt, den Här Laurent Zeimet. An den Här Zeimet huet direkt d'Wuert.

4. Débat d'orientation sur le gaspillage alimentaire

Exposé

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. „Rapporteur" war elo e grousst Wuert. Ech kommen dorobber zréck. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech denken, ech soen Iech näischt Neies, wann ech Iech soen, datt mer an enger verréckter Welt liewen.

Une voix.- Déi eng méi, déi aner manner.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Déi eng méi, déi aner manner.

M. André Bauler *(DP).*- Dat ass awer näischt Neies.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Verréckt Leit virun allem.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- De Generalsekretär vun der CSV muss dat wëssen.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Da weess en op d'mannst, vu wat e schwätzt. Do hutt Der recht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, elo gi mer erëm an déi seriö Matière eran. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Här President, déi eng, déi hunn net genuch z'iessen, déi aner hale Regimm oder verbëtze Liewensmëttel. A mir verbëtze Liewensmëttel net nëmmen doheem, mä schonns bei der Produktioun, dem Transport, dem Verkaf an an der Restauratioun. An dës Realitéit, dat ass en etheschen an en ekonomesche Problem. An dës Realitéit steet am krasse Widdersproch zu eisen nohaltegen Usprëch an eise Beméiungen am Klimaschutz.

Eng Foto vu Poubellë virun enger Bäckerei hei an der Stad huet virun enger Zäit e Stuerm vun Entrüstung ausgeléist. Natierlech schockéiert et, wann ee Liewensmëttel gesäit, déi ewechgehäit ginn, a wann ee weess, datt et vill Mënsche gëtt, déi net genuch z'iessen hunn, fir kënnen ze iwwerliewen.

Mä um Pranger stoung eigentlech net déi Bäckerei, um Pranger stounge mir. Mir a wéi mer selwer mat eise Liewensmëttel ëmginn. D'FAO, d'Ernärungs- a Landwirtschaftsorganisatioun vun de Vereenten Natioune schätzt, datt all Joer 1,3 Milliarden Tonnen u Liewensmëttel verbëtzt ginn. Een Drëttel vun der weltwäiter Liewensmëttelproduktioun géif esou verluer oder ewechgehäit ginn.

An der Europäescher Unioun ginn 100 Milliounen Tonnen u Liewensmëttel ewechgehäit. An hei bei eis schätzt d'Regierung de Gaspillage alimentaire op 68.000 Tonnen d'Joer oder 124 Kilo op de Kapp. Domat géife mer liicht ënnert der europäescher Moyenne leien.

Wou entstinn déi Verloschter bei eis? No der Etüd vun der Regierung entstinn 72% bei de Menagen doheem, 11% an der kollektiver Restauratioun, 9% an der Gastronomie, 7% an anere Commercen.

Här President, als CSV hu mer am Joer 2015 ugefaangen, eis mam Sujet vum Gaspillage alimentaire auserneenzesetzen. Deemools war a Frankräich grad och en Text gestëmmt ginn an et huet eis sënnvoll geschéngt, dëser Fro och bei eis nozegoen. Deemools louchen nach keng Zuele vir, wéi et mam Verloscht vu Liewensmëttel hei am Land wier. A mir haten do vun August bis Oktober am Joer 2015 eng Rei vun Entrevuen a Gespréicher, fir eis e Bild iwwert d'Situatioun bei eis am Land ze maachen.

Mir hunn eis mat Initiative wéi dem Cent Buttek an der Banque alimentaire gesinn, déi sécher eng Virreiderroll an der Vermeidung vum Gaspillage alimentaire spillen an och eng sënnvoll Ëmverdeelung am Benevolat leeschten.

600 Tonne Liewensmëttel gi vun deenen dräi Cent-Butteker zu Beggen, zu Péiteng an zu Beetebuerg all Joer verdeelt. 230 Benevoller erméigleche 588 Stéit, mam Accord vun den Offices sociaux, hir Liewensmëttel an aner Produiten an de Cent-Butteker kënnen ze kréien.

A wéi de President vun der däitscher Caritas festgestallt huet, erméiglecht esou eng Initiativ - bei hinnen d'Tafel, bei eis de Cent Buttek - et, datt u sech déi Leit hiert Akommes aneschters kënnen opdeelen, well se ebe bei de Käschte vun de Liewensmëttel esou kënne spueren.

Mir waren och bei der Stëmm vun der Strooss, déi Liewensmëttel, déi net méi verkaaft kënne ginn, verwäerten, weiderverschaffen a verdeelen. Mir hu mat der ULC iwwert d'Sensibiliséierung an d'Informatioun vun de Konsumenten diskutéiert, mat der Horesca an der Chambre des Métiers iwwer hir Efforten, fir Verschwendung ze vermeiden, awer och iwwert déi Hürden, déi se am Alldag begéinen.

D'Fro, där mer deemools nogoungen, war déi: Misste mer als Legislatur aktiv ginn, fir d'Verschwendung vu Liewensmëttel ze begrenzen? An d'Reaktioun vun eise Gespréichspartner war ganz ënnerschiddlech, mä dräi Punkte koumen ëmmer erëm: éischtens, d'Konfusioun iwwert déi verschidden Haltbarkeetsindikatiounen op de Produiten, datt d'Leit se net richteg verstinn, falsch interpretéieren; déi zum Deel strikt Virschréften an der Sécurité alimentaire, déi d'Handhabung net ëmmer einfach maachen; an och bei den Initiativen awer eng Rei vu Finanzéierungsschwieregkeeten.

Duerch déi besote Foto vun der Bäckerei krut d'Diskussioun ëm de Gaspillage alimentaire eng nei Dynamik. Eng Rei vu Kolleegen hei aus dem Haus hu Froen zu dësem Thema un d'Regierung gestallt. Eis Fraktioun huet dunn de 27. Abrëll 2016 een Débat d'orientation mat Rapport ugefrot, deem dës Chamber zougestëmmt huet. An duerno ass leider laang näischt méi geschitt.

Mir hu matkritt, hannert de Kulissen, datt ee sech an der Majoritéit wuel net ganz eens war, a wéi enger Kommissioun oder a wéi enge Kommissiounen de Sujet sollt thematiséiert ginn. Dat, well et och an der Regierung esou war, datt et e gewëssent Kompetenzgerangel gouf tëschent dem Landwirtschaftsminister, der Émweltministesch an der Gesondheetsministesch.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruption)

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Mä, Här President, dat war net de But vun eiser Demande. Normalerweis géif sech eng Oppositioun jo freeën, wa se Kuddelmuddel an enger Regierung ka provozéieren, mä hei war dat emol net eis Absicht. Eis ass et drëms gaangen, fir iwwert dee Sujet kënnen ze diskutéieren, an ob dat elo an enger oder méi Kommissiounen de Fall gewiescht wier, wär eis och nach egal gewiescht, well et ass jo och eng transversal Froestellung, déi méi Secteuren a méi Ministere betrëfft.

An ëmsou méi komesch war et jo, datt et esou laang gedauert huet, bis mer dat an de Kommissiounen op den Ordre du jour kruten, well d'Regierung jo u sech aktiv an deem Sujet war. Et gouf eng Etüd zum Gaspillage alimentaire erstallt an am Oktober 2016 en interessante Colloque um Kierchbierg organiséiert. Et gouf eng Sensibiliséierungscampagne AntiGaspi lancéiert mat Infomaterial, Mediecampagne an esou weider. Et goufe Charten ënnerschriwwe mat Akteuren um Terrain, an 61 Gemenge konnte gewonne ginn, fir e Pakt AntiGaspi ze ënnerstëtzen. Gutt Schrëtt also, déi gemaach goufen.

Dofir konnte mer ëmsou méi net novollzéien, datt et esou laang gedauert huet, bis mer de Sujet dann an d'Chamber kruten. Nëmmen nodeems mer nach e puermol insistéiert hunn, koum et dann am November vum leschte Joer zu enger Jointe vun der Émwelt-, der Santés- an der Agrarkommissioun. Mä déi Sitzung huet sech eigentlech op e Resumé limitéiert vum Agrarminister senge Campagnen, der Émweltministesch hiren Absichten an der Santésministesch hire Bedenken.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Wierklech auserneegesat gouf sech mam Sujet net. An och zu enger Nobereedung an de Kommissiounen ass et leider net komm. Also amplaz datt mer hei an der Chamber eng Initiativ ergraff hätten, maache mer, well d'Majoritéit dat gären esou hätt, just dat, wat d'Regierung wëllt.

Här President, bei dësem Echange am November 2017 huet de Landwirtschaftsminister mat Recht op den europäeschen Niveau higewisen. En huet erkläert, datt zu Bréissel dräi Lignes directrices géifen diskutéiert ginn: eng iwwert den Don alimentaire, eng iwwert de Gebrauch vu Liewensmëttel als Fuddermëttel an eng iwwert déi verschidden Dates limites.

Haut kéint de Minister vläicht dann d'Chamber an d'Bild setzen, no véier Méint, wou déi Diskussiounen um europäeschen Niveau dru sinn. Nach méi interesséiere géif eis awer, wat d'Regierung da vu Positiounen an deenen dräi Froe vertratt huet. A mir géifen och gäre froen: Wéi positionéiert d'Regierung sech zum Rapport an der Resolutioun vum Europaparlament vum Abrëll vum leschte Joer zum Sujet vum Gaspillage alimentaire?

An an deem Zesummenhang wéilt ech op ee Spezialrapport vun der Europäescher Cour des comptes hiweisen, déi 2016 e méi kritesche Bléck op déi europäesch Politik géint de Gaspillage alimentaire geworf huet.

Deemools gouf vun der Cour eng besser Coordinatioun vun de Strategien, souwuel vun der Kommissioun wéi och vun de Memberstaten, an eng Harmoniséierung ugereegt. Wat den Don alimentaire ugeet, huet sech d'Cour fir eng Klärung vun den Interpretatioune vun deene verschiddene Virschréften ausgeschwat, dëst am Sënn vun enger Vereinfachung.

Här President, d'Madamm Ëmweltminister huet an der Sëtzung vum November 2017 den neien Offallplang zitéiert a gemengt, e géif och konkret Mesurë géint de Gaspillage alimentaire enthalen, wéi zum Beispill eng Reduzéierung ëm 50% bis 2022. Dobäi ass awer ze bemierken, datt eng Reduktioun ëm 50% bis 2022 keng konkret Mesure ass, mä eng Zilsetzung. An déi spannend Fro ass, wa mer eis dat Zil wëllen zesumme setzen: Wéi gedenkt d'Regierung, dat Zil a véier Joer, wat jo och net méi alze laang ass, dann ze erreechen?

D'Madamm Minister huet och annoncéiert, et géif eng Taskforce agesat ginn. Eng Taskforce, déi géif epauléiert ginn, dër géifen zwou Aarbechtsgruppen niewendrugestallt ginn: eng fir d'Sensibiliséierung an eng fir d'Präventioun. Dozou wär interessant ze wëssen: Wéi ass déi Taskforce zesummegesat? Huet se elo no véier Méint hir Aarbecht opgeholl? A ginn et och vläicht schonn éischt Konklusioune vun där Taskforce?

D'Madamm Gesondheetsminister, déi huet op den enke Kader vun der Sécurité alimentaire higewisen. Déi dräi Regierungsmembere ware sech awer an engem Punkt op alle Fall eens, op d'mannst am November 2017, well si hunn allen dräi erkläert, datt se kee Besoin géife gesinn, fir am Moment um legislative Plang aktiv ze ginn.

An domat wär ech dann erëm bei der Fro, déi mir eis als CSV och gestallt hunn am Joer 2015 an eise Gespréicher mat den Akteuren um Terrain: Misst de Legislateur aktiv ginn? A wa jo, wou misste mer usetzen?

Kucke mer nach eng Kéier zréck, wou bei eis Liewensmëttel verbëtzt ginn: 72% bei de Menagen, 11% bei der kollektiver Restauratioun, 9% bei der Gastronomie, 7% bei anere Commercen.

Wann d'Stéit also fir 72% vum Verbëtze responsabel solle sinn, da musse mer eis Sensibiliséierungsefforten natierlech net nëmme weiderféieren, mä och nach verstäerken. D'Tipps, déi Der och an der Campagne lancéiert hutt, si bekannt. Et soll ee bewosst akafen. Et soll ee mat enger Lëscht an de Supermarché goen. Et soll ee säi Frigo an der Rei halen an esou weider an esou fort. Mä eng Campagne an de Site ginn net duer, well d'Informatiounen dozou, déi fannen ech jo nëmmen, wann ech se wëll fannen, wann ech mer se siche ginn.

Eng Broschür oder zwou maachen et och net, well déi landen iergendwou, gi vläicht duerchgebliedert, sinn awer och séier erëm vergiess. A mir zweifelen och e bëssen drun, datt et ëmmer dee beschte Wee ass, dat iwwer Regierungspublikatiounen ze maachen, ob dat ëmmer esou ukënnt bei de Leit, wéi mer eis dat denken, wa se u sech vun eis, vun der Regierung beléiert ginn.

An en neit Zauberwuert heescht jo „nudging". „Nudging" kéint een op Lëtzebuergesch iwwersetze mat ustupsen. Hei geet et drëms, fir u sech ouni vill Reglementatioun a Verbuet d'Leit zu engem bestëmmte Choix ze bewegen. An dësem Fall wär dee bestëmmte Choix jo u sech, méi bewosst ze consomméieren an net méi ze verbëtzen.

Et wär also spannend, ze wëssen: Wéi kéinte mer d'Leit a wéi eng Richtung stupsen, datt se eben dee richtege Choix géifen huelen? Dir kennt d'Beispill sécherlech alleguer oder Dir kennt jo vläicht och Leit, déi e Juggurt net méi iessen, wann den Datum ëm een Dag verfall ass, esou wéi wann iwwer Mëtternuecht de Juggurt am Frigo géif sauer ginn. Et schéngt, wéi wa verschidde Leit keng Nues a kee Goût méi hätten a sech net méi géifen trauen, nach selwer erauszefannen, ob de Juggurt z'iesse wier oder net. Ech denken, datt een och hei mam Ustupse kéint weiderkommen, zum Beispill wann ee mam Präis géif spillen a wann een och do d'Leit méi géif drop sensibiliséieren, datt se sech emol selwer erëm vertrauen, hirer Nues an hirem Goût.

Mir sinn awer och der Meenung, datt een net déi ganz Responsabilitéit fir de Gaspillage alimentaire ka bei de Verbraucher oflueden. Och d'Distributioun, d'Supermarchéë musse méi Responsabilitéit iwwerhuelen.

Brauche mer wierklech geschieltent Uebst a Plastiksbarquetten?

Plusieurs voix.- Neen!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Brauche mer portionéiert Uebst a Mëtschen a Plastiksverpackungen?

Plusieurs voix.- Neen!

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Kënnt hei d'Offer der Demande oder net éischter awer d'Demande der Offer no?

Une voix.- Richteg!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- E gudde Kolleeg hat invitéiert, e war virdrun an de Supermarché, wollt Meloune kafen, zwou, well et war méi eng kleng Gesellschaft. Do ass e mat sengen zwou Meloune bei d'Keess komm a wollt déi da bezuelen. Du sot d'Madamm, dat géif awer net goen. Du frot hien: „Firwat dann net?" - „Majo, well déi an der Reklamm sinn. Do muss een eng Këscht mat sechs kafen." Du sot hien: „Ech brauch der awer nëmmen zwou." Do huet en awer mussen déi sechs kafen. Et ass esou ausgaangen, datt mer owes just Ham kruten.

(Hilarité)

(Interruption)

Voilà! Duerfir mengen ech: Och d'Supermarchéen an hir Politik, déi se féieren, fir d'Saachen un d'Leit ze bréngen an d'Leit och heiansdo ze verféieren, méi ze kafen, misst geännert ginn. An do muss vläicht d'Regierung de Commerce ustupsen.

Ass et och sënnvoll, datt mer ëmmer voll Regaler musse virfannen? Ass et sënnvoll, datt mer Präsentatiounsdëscher mat vill Dekouebst mussen hunn, just fir datt et ëmmer voll a schéin ausgesäit? Muss dat Uebst ëmmer nach enger Norm entspriechen? Dir kennt d'Beispill vun de riichte Kornischongen an de kromme Bananen.

Une voix.- Dat ass d'EU...

(Interruptions)

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Wéi gesinn déi...

Neen, dat ass net méi d'EU! Dat ass jo de Punkt! Mä et gëtt awer nach esou weidergefouert. An duerfir misst een eng Kéier kucken: Wéi gesäit et bei de Cahier-de-chargë vun eise Supermarchéen aus?

Mir soen net, datt een elo muss direkt alles legiferéieren, mä et sollt een awer mat hinnen doriwwer misse schwätze kënnen. Well d'Produktioun vun all deene Produiten, déi ewechgehäit ginn, déi kascht natierlech Geld, déi kascht Energie an déi kascht Ressourcen. A méi problematesch gëtt et jo och nach, wann et grad produzéiert gëtt a Länner, wou d'Leit selwer net genuch hunn, déi nach selwer musse méi bëlleg produzéieren, fir datt mir hei dëse System kënnen oprechterhalen.

Et misst een aktiv ginn och bei der kollektiver Restauratioun. Och hei kann een op de Client setzen, och dee kann een ustupsen, andeems een d'Saachen aneschters präsentéiert, fir datt en de Choix méi responsabel kann huelen a säin Teller vläicht nëmmen esou voll mécht wéi dat, wat e wierklech wëlles huet z'iessen.

Mä och hei musse mer bei de Bedreiwer vun deene kollektive Restauratiounen usetzen. Verschiddener maache sécherlech Efforten, hu Charten ënnerschriwwen, mä och dat kéint ee generaliséieren. An d'Gemengen hunn och - 61 dovun - de Pakt schonn ënnerschriwwen oder Resolutiounen zum Sujet geholl. Mä hei stelle sech d'Froen: Wéi ass de Suivi dovunner? Bleiwe mer hannert de Gemengen? Begleede mer se do op deem Wee? Wat geschitt konkret um Terrain?

Da stelle sech natierlech och Froen zur Sécurité alimentaire an ob all Regelen, déi esou opgestallt ginn - bestëmmt mat gudder Absicht -, mä se sinn net ëmmer ganz zweckdénglech (veuillez lire: och wierklech ëmmer ganz zweckdénglech sinn), well si droen dacks och derzou bäi, datt grad d'Verbëtze vu Liewensmëttel méi grouss gëtt. An duerfir denke mir, datt een och do verschidde Bestëmmunge sollt hannerfroen.

A bei der Restauratioun, do misst ee jo eigentlech kënnen dervun ausgoen, datt d'Restaurateuren en eegenen Interêt dorunner hunn, fir de Gaspillage ze vermeiden. Mä och denke mer, datt hei nach Sputt no uewen oder villméi no ënnen ass, fir nach manner ze verbëtzen. Et gëtt d'Beispiller vum Doggybag, vum Rest-O-Pack, déi d'Méiglechkeet ginn, dann och d'Iessen, wat een net gepackt huet, kënne mat heemzehuelen, méi kleng Portiounen ze zerwéieren, aner Menüskaarten unzebidden. Alles dat, mengen ech, ass bekannt, mä sollt konsequent dann och promouvéiert ginn.

Mir mengen, datt een och déi Initiative sollt weider ënnerstëtzen, déi sech engagéiere géint de Gaspillage alimentaire, déi och eng aner Verdeelung vun deene Liewensmëttel, déi net méi kënne verkaaft ginn, assuréieren. Haut gi se dat dacks vun de Gemengen. Vill Supermarchéë schaffen och mat hinnen zesummen. A Frankräich si se dozou verflicht. Mir denken, datt een hei nach net muss esou wäit goen, mä datt een awer déi fräiwëlleg Basis sollt weider a virun allem fir se alleguerten encouragéieren, wéi gesot och an déi Richtung stupsen.

A firwat soll een net och déi kënne belounen, déi sech engagéieren, a vläicht déi nach méi belounen, déi sech nach méi wëllen engagéieren?

Här President, mir sinn der Meenung, mir bräichten e kohärenten a koordinéierten Aktiounsplang géint de Gaspillage alimentaire. E Plang, un deem senger Ausschaffung dës Chamber da sollt associéiert ginn. Bewosst consomméieren heescht fir eis och, regional ze consomméieren, seng Saisonen ze kennen. An duerfir wëlle mer dat och weider ënnerstëtzen. A mir wéilten eis Reglementatiounen, wéi gesot, analyséieren an iwwerdenken, wa se de Gaspillage vu Liewensmëttel éischter férdere wéi vermeiden.

An an deem Sënn an zu dëse Punkten, Här President, géif ech mer erlaben, eng Motioun ze deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le gaspillage alimentaire est chiffré à 68.000 tonnes par an au Luxembourg;

- considérant que le Gouvernement entend réduire cette quantité par 50% jusqu'à l'horizon 2022;

- considérant les efforts de sensibilisation entamés;

invite le Gouvernement

- à maintenir les efforts de sensibilisation contre le gaspillage alimentaire;

- à élaborer un plan d'action coordonné pour lutter contre le gaspillage alimentaire avec tous les acteurs concernés;

- à associer la Chambre des Députés à l'élaboration du plan d'action;

- à promouvoir la consommation de produits régionaux et saisonniers dans les restaurations collectives;

- à favoriser la collaboration de la grande distribution avec les initiatives sociales;

- à analyser si la réglementation concernant l'hygiène alimentaire peut être révisée afin d'empêcher le gaspillage alimentaire.

(s.) Laurent Zeimet, Martine Hansen, Octavie Modert, Marco Schank, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hätt ganz gären elo dem Rapporteur Merci gesot, wa mer e Rapport gehat hätten, wat mer leider net hunn, well mer dësen Debat net esou gefouert hunn, wéi mer eis dat virgestallt haten, mä ech soen lech awer Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Graas mécht e Fanger.

(Interruptions diverses)

Jo, et deet mer leed, ech hat den Här Zeimet awer zum Rapporteur gemaach.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Entschëllegt, Här President, just ganz kuerz. Seng lescht Remark kann ech awer net ganz deelen. Souvill ech weess, war d'CSV awer net dergéint, datt mer kee Rapporteur genannt haten zum Schluss.

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Dir dierft nach eng Kéier.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Ouni dat elo zu engem Beetebuerger Debat hei ze maachen, wëll ech awer drun erënneren, datt dat am November 2017 war, wou mer gesot hunn: „Elo mécht dat kee Sënn méi." Ech erënneren awer nach eng Kéier drun, datt den Debat am Abrëll 2016 ugefrot gouf, mat Rapport!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mat Rapport!

(Brouhaha et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da gi mer dervun aus, dass Der alleguer Rapporteure sidd. An den nächste Rapporteur, den Här Frank Colabianchi, huet d'Wuert. Här Rapporteur!

Débat

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Merci dem Här Zeimet fir säi flotte Rapport.

(Hilarité)

En huet fir Animatioun gesuergt, dat ass ëmmer flott.

(Hilarité et interruptions)

Ech wäert och nach eng dropsetzen duerno.

Här President, léif Kolleegen, d'Liewensmëttelverschwendung, de Gaspillage alimentaire, ass e Sujet, deen eis alleguerten eppes ugeet, net nëmmen eis Politiker, mä all Konsument, ob jonk oder al. An et ass schonns méi wéi erstaunlech, dass d'Politik dëst Thema an d'Vitrinn setze muss, well et dach eng Selbstverständlechkeet misst sinn, d'Liewensmëttel schätzen ze wëssen. Am Laf vun der Zäit schéngt de Respekt virun den lesswueren allerdéngs verluer gaangen ze sinn.

Fréier krut een oft gesot: „Iess däin Teller eidel!" oder „Huel net méi op den Teller, wéi s de packs!" Dëst ware Sätz, déi méi wéi eng Kéier doheem oder bei der Bom beim Mëttesdësch gefall sinn. Dëst huet menger Generatioun an deene virdru Respekt virum lesse mat op de Wee ginn. E bewossten Ëmgang mat den lesswueren ass een esou geléiert ginn. Et war eng Selbstverständlechkeet, keng Bëtz ze maachen.

Här President, haut ass dat zu engem groussen Deel anescht, well dëse Reflex ass bei ganz ville Leit mat der Zäit verluer gaangen. U wat läit dat? Nun, ganz sécherlech un der Tatsaach, dass et eiser Populatioun haut besser geet, dass méi a vill Iesswueren zur Verfügung stinn. De Gaspillage alimentaire ass e verbreete Phenomeen an eiser Gesellschaft, an ech hunn och dofir ganz bewosst virdru vun „eiser" Populatioun geschwat, well wann een haut seet, „iess däin Teller wann ech gelift eidel!", soll an däerf een net vergiessen, dass ganz vill Mënschen an eiser Zäit virun engem eidelen Teller sëtzen.

Jo, et kann een net oft genuch widderhuelen an ënnersträichen, dass et ronn eng Milliard Mënsche ginn, déi all Dag net genuch z'iessen hunn, an dass gläichzäiteg bal en Drëttel vun alle Liewensmëttel, déi op dëser Welt produzéiert ginn, ewechgehäit ginn.

Wann ee sech dëst virun Aen hält, da versteet een, dass hei eppes falschleeft an eppes geschéie muss. De Gaspillage alimentaire, d'Verbëtzen, d'Verschwende vun de Liewensmëttel, muss thematiséiert ginn an an de Käpp vun de Leit ukommen. Dofir ass d'DP frou, dass d'Regierung sech dësem Problem ugeholl huet. Am Koalitiounsaccord steet am Kapitel vun der Landwirtschaft an dem Konsumenteschutz, dass de Konsument sensibiliséiert muss ginn a léiere muss, e Produkt wäertzeschätzen. Jo, dat ass wichteg! Et misst u sech eng Selbstverständlechkeet sinn, ass et awer leider haut an eiser Zäit an an eiser Gesellschaft vu Wuelstand an Iwwerfloss oft net méi an ëmmer manner.

Här President, léif Kolleegen, mir alleguer mierken awer och, dass vill Jonker vun haut net méi wëssen, wou eis Produkter eigentlech hierkommen. Neen, Uebst a Geméis wuessen net am Supermarché! An d'Mëllech an de Kéis hunn eng aner Virgeschicht wéi eng Cola. An, wat vill Leit och vergiessen, ass, wéi vill Aarbecht, Schweess, Asaz a Wëssen eigentlech hannert der Produktioun vu Liewensmëttel stiechen!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Frank Colabianchi *(DP).*- An dann och nach wichteg: Fir Liewensmëttel ze produzéieren, brauch een net nëmmen den Know-how vum Bauer. Neen, et brauch een Energie, Buedem, Waasser, Ressourcen, déi net onendlech sinn. A genau dofir ass et och esou wichteg, dass déi Liewensmëttel, déi eis Landwirtschaft produzéiert, bei eis am Mo solle landen an net zu engem groussen Deel an der Poubelle.

Dat ass näämlech net nëmme respektlos vis-à-vis vun eise Baueren, vun eise Produzenten, mä et ass och eng grouss Verschwendung vun natierleche Ressourcen.

Här President, d'Demokratesch Partei begréisst d'Efforte vum Landwirtschaftsminister Fernand Etgen, fir d'Konsumenten ze sensibiliséieren, fir dass se erëm de Wäert vun de landwirtschaftleche Produkter schätze léieren, an déi ganz Aarbecht, déi derhannert stécht, respektéieren.

Et muss nees zu engem bewossten, engem respektvollen Ëmgang mat den lesswuere kommen. Derniewent muss de Konsument och léieren, e faire Präis fir Qualitéitsproduiten ze bezuelen.

Deen Deel vun eisen Depensen, déi mir zu Lëtzebuerg fir Liewensmëttel ausginn, ass an de leschten Decennië stänneg erofgaangen. Hei zu Lëtzebuerg gëtt e Stot duerchschnëttlech momentan nëmme ronn 10% vu sengem Budget aus, fir sech ze ernären. An dat ass natierlech och e Grond, firwat esou vill ewechgehäit gëtt. De Präiskampf vun de Liewensmëttel huet als Konsequenz, dass villes ganz nom Motto „Geiz ist geil" zu engem Spottpräis ugebuede gëtt an dass een oft méi keeft, wéi een iwwerhaapt konsuméiere kann an de Caddy iwwerfëllt ass. Et kascht jo näischt!

Här President, léif Kolleegen, fir géint d'Liewensmëttelverschwendung virzegoen, kann een awer elo net eleng de Konsument cibléieren an als eenzege Responsabelen designéieren. Dat wär de Problem dach ze vill einfach duergestallt. Et geet definitiv net duer, nëmmen d'Konsumenten ze sensibiliséieren. Neen, et muss een den Hiewel op verschiddenen Niveauen usetzen, an zwar vun der Produktioun iwwert d'Transformatioun an d'Distributioun bis hin zur Restauratioun.

D'Demokratesch Partei begréisst an deem Kontext d'Campagne „Zesumme géint Liewensmëttelverschwendung" vun eisem Landwirtschafts- a Konsumenteschutzminister Fernand Etgen. Besonnesch den „Zesummen" ass an dësem Kontext wichteg! Ewéi esou oft, ass et och beim Gaspillage alimentaire wichteg, dass een zesummen un engem Strang zitt, dass ee breet opgestallt d'Problematik ugeet a verschidde Ministèren zesummeschaffen. D'Efforten, fir géint d'Liewensmëttelverschwendung virzegoen, musse kollektiv sinn an op verschiddenen Niveaue geschéien.

Genausou wéi beim Klimaschutz, Ëmweltschutz oder soss vill anere problemateschen Themeberäicher, muss een e kollektiivt Bewosstsinn fir de Problem Liewensmëttelvergeudung schafen. Sensibiliséieren ass primordial, awer wéi esou oft dauert dee Prozess natierlech e bëssi, fir dass dat bei de Leit an de Käpp ukënnt.

Ech ka mech erënneren, wéi mer zu Lëtzebuerg ugefaangen hunn, eisen Offall ze trennen an a verschidde Poubellen ze geheien, fir en duerno ze recycléieren an ze revaloriséieren. Dat hu mir och net vun haut op muer gemaach, mä dat war e laangwierege Prozess, deen och op d'Akzeptanz vun der Gesellschaft opgebaut gouf. Haut ass et selbstverständlech, dass mir Glas an de Glascontainer an de Pabeier an d'Pabeierspoubelle geheien. Jo, et ginn haut Gemengen, déi véier verschidde Poubellë regelméisseg eidel gemaach kréien, den Tri also ganz wäit dreiwen, jo souguer d'Entsuergen op d'Gewiicht verrechnen an esou de Prinzip vum Pollueur-payeur applizéieren, wat bei de Leit eng ganz positiv Prise de conscience bewierkt a sech schlussendlech positiv an deenen hirem Portmonni erëmspigelt.

Ech hoffen, dass de respektvollen Ëmgang mat Liewensmëttel eng Kéier genausou selbstverständlech wäert sinn, wéi et de Recycling hautdesdaags ass, an dass mir et fäerdegbréngen, och hei richteg Reflexer ze iwwermëttelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun annerhallwem Joer huet de Minister Fernand Etgen d'Campagne „Zesumme géint Liewensmëttelverschwendung" gestart. Zënterhier ass scho vill geschitt. Niewent dem Internetsite antigaspi.lu, deen iwwregens an den éischten dräi Wochen iwwer 10.000-mol ugeklickt gouf, gouf och eng Broschür ausgeschafft, an där een Ustéiss a Rotschléi kritt, wat een als Bierger, als Konsument géint d'Liewensmëttelverschwendung maache kann.

Besonnesch déi sougenannte sechs gëlle Regele sinn einfach ëmzesetzen an immens effikass, fir manner Reschter mussen ewechzegeheien. Am Kader vun dëser Campagne gouf a kuerzer Zäit immens vill organiséiert: eng Konferenz mat den Akteure vum Liewensmëttelberäich, fir sech iwwert d'Best Practices auszetauschen, eng AntiGaspi-Woch am Fondamental mat Workshoppen, wou renommëiert Käch mat de Kanner lesse mat Reschter gekacht hunn, eng Mediecampagne, en AntiGaspi-Menü, eng AntiGaspi-Woch an de Lycéeën an Zesummenaarbecht mat Restopolis et j'en passe.

Als Enseignant fannen ech et och grad wichteg, dass d'Kanner an d'Jugendlech un dës Problematik erugefouert ginn. Ech soen ëmmer: Wat een als Kand net geléiert huet, ass engem herno schwéier bäizebréngen. Dofir ass deen Usaz fir mech genau dee richtegen, fir déi richteg Reflexer vu kleng op ze vermëttelen.

En aneren Usaz, deen de Landwirtschafts- a Konsumenteschutzministère lancéiert huet, ass de schonns ugesprachenen nationale Solidaritéitspakt mat de Gemengen, fir zesumme géint de Gaspillage alimentaire virzegoen.

Och d'Gemeng Bartreng huet sech dëser Cause ugeschloss. A wann een haut um Site antigaspi.lu d'Landkaart vun de Gemenge kuckt, déi sech dësem Pakt ugeschloss hunn, esou gesäit een, dass et der net méi vill ginn, déi dat nach net gemaach hunn. Et ass wouer, dass een op lokalem Niveau méi Afloss huet, wéi wann een eppes vu ganz uewen erof diktéiert. Et kennt ee seng Leit a seng Strukturen an et weess een, wou een et nach besser ka maachen.

Zu Bartreng, wou mir eis Maison relais selwer bedreiwen, hu mir zum Beispill scho säit véier Joer kee klassesche Menüservice méi an eise Restaurants scolaires. Neen, mir sinn op de Buffetsystem eriwwergeswitcht, wat heescht, dass eis Schoulkanner sech um Buffet selwer kënnen zerwéieren, dat wielen, wat si wëllen, esou oft an esou vill se wëllen.

D'Eltere stoungen dëser Initiativ ufanks ganz skeptesch vis-à-vis. An ech muss soen, dass meng Begeeschterung an de Reuniounen am Virfeld mat der Équipe éducative sech och a Grenze gehalen huet. Ganz séier hu mir awer gemierkt a gesinn, dass, wann ee Kand sech selwer kann zerwéieren, et éischtens nëmmen dat op den Teller hëlt, wat et och gär wëllt iessen, an zweetens mécht et den Teller net esou voll wéi verschidden Erwuessener am All-inclusive-Hotel.

Kanner schéngen do e bësse méi räsonabel ze sinn. Si kréie bei eis och aktiv gesot, dass se roueg manner oder e bëssen nëmmen op den Teller kënnen huelen, fir ze schmaachen, an duerno eng zweeten oder drëtte Kéier däerfe laanschtgoen.

Léif Kolleegen, dee Buffetsystem am Schoulrestaurant fonctionnéiert. Och d'Eltere sinn iwwerzeegt, an ech kann Iech dat nëmmen empfeelen. Mir hu festgestallt, dass mat deem System d'Kanner méi zefridde sinn an et vill manner Reschter ginn. Ech wëll hei och betounen, dass mir net nëmme Fritten, Pizza a Spaghetti zerwéieren. Zu Bartreng gëtt et och Couscous, Ierzebulli, Judd mat Gaardebounen an och vegetaresch z'iessen.

Op Gemengenniveau kann een d'Bierger och weider sensibiliséieren: Informatiounen iwwert de Gemengebuet oder Internet, Campagnen an de Schoulen, d'Kichepersonal vun enger Formation continue profitéiere loossen, duerch Diskussiounsowender a virun allem, andeems een d'gutt Beispill virgëtt op Receptiounen a Veräinsfester, an an an. Et gëtt eng Hällewull vu méiglechen Initiativen.

Här President, am Kader vun der AntiGaspi-Campagne gouf och eng pädagogesch wäertvoll Wanderausstellung entworf, déi de Ministère un déi interesséiert Gemenge verléint. D'Kolleegen, déi d'lescht Joer um Buergermeeschterdag zu Munneref waren, hate jo schonn d'Geleeënheet, se ze gesinn. Si ass wierklech flott gemaach a besonnesch fir Schoulklassen absolutt empfeelenswäert.

Ech sinn elo bewosst net op all Evenement agaangen, deen an de leschten 18 Méint am Kader vun der Sensibiliséierung zum Thema Gaspillage alimentaire organiséiert gouf, mä ech si mer sécher, de Landwirtschafts- a Konsumenteschutzminister wäert Iech duerno, wann net dee ganzen, dann awer op alle Fall e ganz breeden Iwwerbléck ginn.

Ech wëll ganz kloer ervirhiewen, dass och den Educatiounsministère, de Santésministère an den Ëmweltministère zum Erfolleg vum Projet „Kampf géint d'Liewensmëttelverschwendung" bäidroen. Wéi schonns gesot, ass et wichteg, dass een zesummen un engem Strang zitt, dass ee breet opgestallt d'Problematik ugeet an déi verschidde Ministèren zesummeschaffen.

D'Efforten, fir géint d'Liewensmëttelverschwendung virzegoen, musse kollektiv sinn an op verschiddenen Niveaue geschéien. Den Ëmweltministère zum Beispill ass responsabel, fir erauszefannen, wéi vill Prozent vum Offall, deen e Lëtzebuerger ewechgehäit, als Gaspillage ka bezeechent ginn. An dofir sinn ech och frou, dass 2019 eng nei Zielung geplangt ass.

Här President, ech wollt awer nach een anere Punkt uschwätzen, dee bewisen a mir ganz wichteg ass. Europawäit ginn 20% vun den Iesswueren ewechgehäit, well d'Leit d'Verfallsdatume falsch verstinn. Et gëtt näämlech e groussen Ënnerscheed tëschent der DLC, der sougenanntener „Date limite de consommation", also dem Zousaz „à consommer jusqu'au...", an der DDM, der sougenanntener „Date de durabilité minimale". Dëst ass den Zousaz „à consommer de préférence avant le...". Wann d'DLC ofgelaf ass, da soll een de Produit net méi iessen, well d'Gefor besteet, dass en e Risiko fir d'Gesondheet duerstellt. Dëse Verfallsdatum fënnt ee besonnesch bei Fleeschproduiten oder frëschem Fësch.

Ass dergéint awer d'„Date de durabilité minimale" erreecht, esou heescht dat net, dass een de Produit duerno net méi iessen däerf. Neen, dee Produit kann ouni Problem och no dësem Datum consomméiert ginn, an dat ouni Risiko fir d'Gesondheet. D'DDM bedeit just, dass de Verkeefer bis deen Datum garantéiert, dass säi Produit an engem optimalen a frëschen Zoustand ass. Dëst fënnt een oft op Produite wéi Nuddelen, Räis, Konserven oder Kichelcher.

De Problem bei dësen zwee Begréffer ass, dass ganz vill Leit den Ënnerscheed net maachen. Bei deem enge steet drop „à consommer jusqu'au...", bei deem aneren „à consommer de préférence avant le...". Dir gesitt, dat gläicht sech. Esou evident ass dat net fir d'Konsumenten, an et ka liicht, ze liicht zur Konfusioun kommen. Dat muss een zouginn.

Dofir ass et wichteg, dass d'Konsumenten heiriwwer opgekläert ginn, se drop opmierksam gemaach ginn, fir dass se wëssen, wat déi Datume genau bedeiten, déi op de Liewensmëttelemballagë stinn.

Här President, ech hat gesot, dass et wichteg wär, d'Privatleit ze sensibiliséieren, well et si sinn, déi momentan nach am meeschten hei zu Lëtzebuerg verbëtzen an ewechgeheien, an dofir läit grad bei hinnen dat gréissten Aspuerpotenzial. Dat heescht awer net, an dëst soll ganz kloer gesot ginn, dass een déi aner concernéiert Akteuren an der Kette soll op der Säit loossen. Nieft de Stéit sinn et näämlech d'Kantinnen, déi sech fir déi meeschte Reschter ze verantwerten hunn.

Duerch de Pakt mat de Gemenge sinn elo scho vill Schoulkantinnen op de Problem opmierksam gemaach ginn. Et sinn awer och Kantinne vu gréissere Betriber, déi elo Efforte maachen a manner Liewensmëttel verbëtzen.

Flott ass op alle Fall, dass ëmmer méi Betribskantinnen a privat Restauranten Hallefportiounen ubidde respektiv vum strubbelvollen, iwwerluedenen Teller ewechkommen. Den IMS, deen d'Betriber beréit, fir méi nohalteg ze fonctionnéieren, ass amgaangen, Pilotprojeten ze encadréieren, wou déi consomméiert Quantitéiten zum Beispill genee am A behale ginn an och d'Clienten zum Sujet sensibiliséiert ginn. Dëst huet och zu enger Diminutioun vun de Reschter gefouert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weideren Akteur, deen och mat regelméissegen Iwwerschëss vu Liewensmëttel konfrontéiert ass, ass de Grousshandel. E Supermarché beispillsweis huet all Dag vill Invenduen. Dat representéiert e gewëssene Coût en plus, well et duerno nach um Commerçant ass, fir dës ze entsuergen.

De Gros vun eise Supermarchéë mécht dann och vun der Méiglechkeet Gebrauch, karitativen Associatioune wéi der Stëmm vun der Strooss, der „Spënnchen" oder och de Cent-Butteker an anerer hir Invenduen, déi een nach consomméiere kann, weiderzeginn. Soulaang d'Virschrëfte vun der Hygiène heibäi agehale ginn, begréisst d'Demokratesch Partei dës Demarche ausdrécklech. Mir sinn och frou, dass schonns Hiewelen a Bewegung gesat goufen, fir den Don alimentaire administrativ ze vereinfachen, ouni onnéideg Steng am Wee. Den Don alimentaire zu Lëtzebuerg fonctionnéiert. D'Volontéit vun de Supermarchéen, hir Iwwerreschter ze spenden, ass do. An dofir ass d'Demokratesch Partei och der Meenung, dass een zu Lëtzebuerg keng Obligatiounen, wat den Don alimentaire ugeet, brauch anzeféieren, wéi dat Frankräich beispillsweis gemaach huet.

Um gudde Wëlle feelt et net. Et feelt och net u Strukturen, déi dës Invendue kënne gebrauchen an och gären an Usproch huelen. Dofir wëll ech op dëser Plaz och all deene Benevoller e grousse Merci soe fir hir Aarbecht an hiren Asaz. Ouni si géifen dës Liewensmëttel näämlech net eng zweet Chance kréien, mä missten um Tipp landen.

Gëschter hu mer heibannen héieren, wéi wichteg d'Benevoller fir eist Rettungswiese sinn. Mä ech kann Iech soen, dass si och enorm wichteg sinn, fir dass den Don alimentaire zu Lëtzebuerg fonctionnéiert.

Här President, eng gängeg Praxis vun de Supermarchéen ass et, des Éftere Risepromoen ze maachen, wou een dann „eng gutt Affär" mécht, wann een en gros keeft. Zwee oder souguer dräi fir eng Aktioun, dëst op der Unitéit vum Produit, um Gewiicht oder och nach op der Palett, wéi den Här Zeimet d'éinescht gesot huet mam Beispill vun de Melounen. Ech géif soen, ech hätt zwar déi sechs matgeholl, owes mat Ham, an den Dag drop mat e bësse Porto. Dat ass och ganz, ganz apaart gutt.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Fir grouss Familljen ass dat sécherlech eng fein Affär, mä dës Promotioune verféieren awer och aner Leit. Si loosse sech vun engem sougenanntenen „gudde Geschäft" verleeden, kréien awer dat Gekaaftend herno net matzäite consomméiert, mam Resultat, dass da gréisser Quantitéiten an der Poubelle landen.

Esou Promoaktioune sollen elo sécherlech net radikal condamnéiert ginn, well dach eng Rei Leit dovu profitéieren, awer et ass eng Iwwerleeung wäert, ob ee bei verschiddene Produiten, déi limitéiert haltbar sinn, net eng sënnvoll Aktioun 1+1 gratis mécht, déi am Sënn och vum Virgoe géint de Gaspillage alimentaire ass. Esou huet zum Beispill e Supermarché eng Promo 1+1 gratis gemaach. „Dat ass näischt Aussergewéinleches!", sot Dir elo, mä well et sech hei awer ëm e Produit gehandelt huet, deen eng limitéiert Haltbarkeet hat, krut de Client net zwee Produite mateneen, awer nëmmen een, mat dobäi engem Bong, fir sech deen zweete Gratisproduit eng Woch duerno sichen ze goen.

Dës Aktioun garantéiert natierlech, dass de Client eng nächst Woch nach eemol zréckgoe muss, wann e säi Gratisprodukt wëllt, wat sécherlech jo och an der Intentioun an am Sënn vum Commerçant ass, mä et garantéiert awer och, datt den zweete Produit nach gutt ass a consomméiert gëtt, anstatt, wéi esou oft, an der Poubelle ze landen.

Här President, léif Kolleegen, et muss een zudeem wëssen, dass de Sujet vum Gaspillage alimentaire och op EU-Niveau diskutéiert gëtt. Lëtzebuerg ass zum Beispill Member vun der europäescher Plattform „Food Losses and Food Waste", wou et och dorëms geet, sech mat deenen anere Memberlänner iwwert d'Best Practices auszetauschen. Wann ee kuckt, wat déi aner Länner ënnerhuelen a wat Lëtzebuerg bis elo a kierzester Zäit scho gemaach huet, da

brauche mir eis op deem Niveau op alle Fall net ze schummen.

Här President, wat d'Lutte géint de Gaspillage alimentaire ugeet, esou kann ee soen, dass Lëtzebuerg seng Hausaufgabe gemaach huet. Dass d'Schafe vun engem Bewosstsinn fir dëse Sujet awer net vun haut op muer ka geléngen, ass evident. Dës Regierung huet et awer fäerdegbruecht, de Sujet an d'Schoulen, an d'Gemengen, an d'Entreprisen, awer och op d'Place publique ze bréngen. Dat ass en Ufank, e gudde Start, mä et däerf ee sech elo net dorobber ausrouen! Et ass wichteg, dass een deen Effort de sensibilisation weiderdreift, en neit Bewosstsinn bei de Leit schaaft an an e puer Joer moosse kann, ob d'Quantitéit vun ewechgehäiten Iesswueren ofgeholl huet oder net, dëst souwuel bei de Privatleit wéi och an de Kantinnen a Restauranten.

Här President, léif Kolleegen, d'Demokratesch Partei ass awer och der Meenung, dass op europäeschem Niveau eppes geschéie muss, besonnesch am Beräich vun de Verfallsdatumer. Et ass jo am Fong net logesch, dass an alle Länner musse Campagnë gefouert ginn, fir de Leit ze erklären, wat DLC a wat DDM heescht, also ob d'Liewensmëttel nach z'iesse sinn oder net. Am Fong missten déi Datumer, déi Donnéeën esou kloer sinn, dass all Konsument dat op Anhib versteet. Ech mengen, dat misst d'Zil sinn! Dofir hoffen ech, dass op europäeschem Niveau eppes geschéie wäert, fir dass de Konsument dëst direkt an einfach versteet, ouni dass et zur Konfusioun kënnt, wéi dat am Moment dach de Fall ass.

Och sollt driwwer nogeduecht ginn, verschidde Produite ganz vun der Obligatioun ze befreien, en Haltbarkeetsdatum op d'Verpackung ze schreiwen. Et gi jo bekanntlech Produite wéi Salz, Hunneg oder Räis, fir elo nëmmen dës ze nennen, déi sech quasi éiweg halen. Do e Verfallsdatum mussen z'indiquéieren, juste pour la forme, bréngt glat näischt.

Wat déi aner Lignes directives ugeet, déi d'Kommissioun annoncéiert huet, esou kann een déi och nëmmen ënnerstëtzen. Den Don alimentaire nach weider ze erliichteren, ass sécherlech de richtege Wee, fir ze verhënneren, dass nach gutt, iessbar Wueren um Tipp landen, genausou wéi fir ënner verschiddene Konditioune Reschter vun Iesswueren als Déierefudder ze verwenden, am Fachjargon „Former food to feed" genannt.

Här President, ofschléissend wollt ech dräi Suggestiounen, dräi Gedankenustéiss zu dësem Thema maachen, déi mir wichteg erschéngen, fir dass d'Lutte contre le gaspillage alimentaire erfollegräich Aussiichte kann hunn:

Do wär d'Vereinfachung, e bessert Verständnis op europäeschem Niveau vun den Haltbarkeetsdatumer unzestriewen, fir déi besteeënd Konfusioun um Niveau vun de benotzte Begréffer DLC an DDM aus der Welt ze schafen.

Da sollt evitéiert ginn, Sanktioune virzegesinn, falls e Land net effektiv genuch géint de Gaspillage alimentaire virgeet. Bestrofe sollt déi lescht Mesure sinn, fir géint de Gaspillage virzegoen.

Par contre sollt éischter op de gesonde Mënscheverstand vum Konsument gebaut ginn, esou wéi mir dat momentan hei zu Lëtzebuerg maachen.

An dann als Drëtt, a vläicht méi einfach a méi schnell, fir national ze realiséieren, fir dass mir zesumme méi effikass an nach méi séier zu konkrete Resultater kommen, eng Ulafstell beispillsweis um Ministère schafen, déi all flott Initiativ, all gudde Projet zentraliséiert a wou sech dann all Gemeng kann inspiréieren, fir effikass géint de Gaspillage alimentaire virzegoen.

Här President, zum Schluss wëll ech nach eng Motioun am Numm vun der DP, der LSAP, deene Gréngen an och der neier Lénk deposéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- soulignant que la lutte contre le gaspillage alimentaire est l'un des grands défis de la société de consommation au Luxembourg et à travers le monde;

- consciente que la situation qu'une personne sur neuf dans le monde souffre de malnutrition est intolérable et sachant que 1,3 milliard de tonnes de la part comestible des aliments destinés à la consommation humaine sont gaspillées ou perdues à travers le monde, ce qui équivaut à un tiers de la nourriture produite;

- considérant que la production excessive et inutile d'aliments constitue une lourde charge tant au niveau écologique qu'économique;

- saluant la solidarité et la mobilisation contre le gaspillage alimentaire tant au niveau gouvernemental que communal ainsi que les efforts conséquents en matière de campagnes de sensibilisation tant à l'adresse des particuliers que des professionnels;

- estimant nécessaire de continuer à responsabiliser les consommateurs vers une consommation responsable en les informant sur les différentes pistes à suivre;

- priorisant la prévention des pertes et des gaspillages par rapport à leur valorisation utile par l'alimentation animale, le compostage ou la transformation en énergie renouvelable;

- constatant que certaines grandes surfaces ont des collaborations avec des associations caritatives pour écouler leurs invendus de manière responsable;

invite le Gouvernement

- à poursuivre ses efforts de sensibilisation et d'information aussi bien au niveau du grand public qu'au niveau des professionnels afin d'atteindre l'objectif fixé par la Commission européenne qui est de réduire le gaspillage alimentaire de 50% d'ici 2030;

- à renforcer et soutenir les coopérations volontaires en matière de don alimentaire, de suivre de près ces efforts et, en cas de résultats insuffisants, de prendre une initiative législative en matière de gaspillage alimentaire;

- à intensifier, dans le cadre de l'éducation au développement durable, la sensibilisation des enfants au sujet du gaspillage alimentaire tant à l'école que dans les structures d'accueil;

- à réitérer sa demande à l'échelle européenne de reconsidérer les normes de commercialisation afin de limiter le gaspillage inutile de fruits et de légumes qualitativement irréprochables;

- à encourager la Commission européenne à revoir les lignes directrices en matière de dates limites de consommation et d'utilisation optimale afin de permettre une meilleure utilisation de ces dates auprès des consommateurs;

- à soutenir la recherche et l'innovation dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.

(s.) Frank Colabianchi, Claude Adam, Gérard Anzia, André Bauler, Marc Baum, Alex Bodry, Franz Fayot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Doranner fuerdere mir d'Regierung ënner anerem op, weider Efforten ze maache bei der Sensibilisatioun géint d'Liewensmëttelverschwendung, déi fräiwëlleg Kooperatioun beim Don alimentaire ze ënnerstëtzen an och besonnesch d'Sensibilisatioun vun de Kanner ze verstäerken. Dernieft fuerdere mer d'Regierung och op, fir op europäeschem Plang d'Kommerzialisatiounsnormen ze iwwerdenken; dat sinn déi Normen, déi virdrun och schonn ugeschwat goufen, wéi kromm eng Banann dierf sinn a wéi grouss eng Bier muss sinn, an zemools d'Haltbarkeetsdatumer ze iwwerschaffen.

Dëst gesot, Här President, léif Kolleegen, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Franz Fayot. Här Fayot!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, äänlech wéi de Kolleeg Colabianchi hat och ech eng Grousmamm, déi mech op d'Liewensmëttelverschwendung sensibiliséiert huet. Meng Grousmamm hat zwou Devisen: Déi eng war „Kampf dem Verderb" an déi aner war „et ass gutt frësch". „Et ass gutt frësch", dat ass ëmmer komm, wa se eppes gekacht huet, wat se dann eis Kanner wollt schmackhaft maachen, an dat ass mantraaarteg erëmkomm.

Dat ass net erëmkomm, well se eis wollt domadder embêtéieren, och wa mer se oft domadder op den Aarm geholl hunn, mä d'Fra hat déi zwee Weltkricher matgemaach, si war ganz kleng bei deem éischten a bei deem zweete war se erwuessen. A si hat et matgemaach um eegene Kierper, wat et heescht, wann een emol näischt ze räissen an ze bäissen huet. Si hat d'Rationéierunge matgemaach a si hat en anere Stellewäert fir Liewensmëttel. A si war allergesch op Liewensmëttelverschwendung.

Ech soen dat elo net, fir ze soen, dass mer erëm e gudde Krich bräichten, esou à l'ancienne, fir wierklech sensibiliséiert ze ginn op de Gaspillage alimentaire, mä ech soen dat, fir effektiv de Stellewäert vun der Sensibiliséierung doheem op Ëmweltmëttel, op Iessmëttelverschwendung ervirzehiewen.

De Wäert vu Liewensmëttel, den Ëmgang domat, dat léiert een net eréischt als Erwuessenen. Dat ass schonn e puermol gesot ginn. Dat léiert ee respektiv kuckt ee sech als Kand of doheem bei den Elteren, de Grousselteren an natierlech och an der Schoul, an de Crèchen, an de Maisons relais, wou haut ëmmer méi Kanner higinn an och iessen.

Zu Lëtzebuerg ass d'Alimentation en général en Deel vum transversale Schoulprogramm am Beräich vun der Éducation et développement durable. Dat franséischt Gesetz vun 2016, d'Loi Garot, huet d'Lutte contre le gaspillage alimentaire souguer expressis verbis an de Schoulprogramm opgeholl.

En zweete Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass den Ëmgang mat Liewensmëttel an den ëffentlechen Institutiounen: a Crèchen, Maisons relais, Schoulkantinnen, CIPAen, Spideeler et cetera. Dat ass en Thema, wou de Stat misst en „role model" hunn am Ëmgang mat Liewensmëttel. An ech hätt do eng éischt Fro un d'Membere vun der Regierung, déi haut do sinn. Dat ass déi Fro, ob et do eng Evaluatioun gëtt oder e speziellen Aktiounsprogramm iwwert den Ëmgang mat Liewensmëttel an den ëffentlechen Institutioune respektiv iwwert d'Verschwendung vu Liewensmëttel an den ëffentlechen Institutiounen.

De Grond fir dës Fro ass eppes, wat mer zougedroe ginn ass. An dat ass, dass apparemment verschidde Maison-relaisen dozou ugehale sinn, fir all Kand e Choix u Plate bereetzehalen, och wann d'Kanner ganz oft finalement näischt iessen, an dass doweinster eng relativ grouss Verschwendung natierlech ëmhiergeet.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dat schéngt net iwwerall esou ze sinn, mä dat schéngt awer op munche Plazen esou ze sinn. An ech wär och interesséiert, ze wëssen, ob et do Ziffere gëtt oder Erfahrungswäerter zu dësem Punkt.

Et ass ze begréissen, an dat ass och scho gesot gi vum Kolleeg Zeimet an, ech mengen, och vum Frank Colabianchi, dass déi meescht Gemengen am Land hei deen AntiGaspi-Pakt ënnerschriwwen hunn.

En drëtte Punkt, op deen ech wollt kuerz agoen, awer just kuerz, well en och schonn ugeschwat ginn ass, dat ass dee vum Etiquetage, vun der Kennzeechnung vun de Liewensmëttel. Dat ass jo keng einfach Matière. Et ass effektiv - de Frank Colabianchi huet dat gutt beschriwwen - komplizéiert fir de Konsument, fir dat richteg ze verstoen. An et ass gesot ginn, an dat ass wichteg ervirzesträichen, dass de Mindesthaltbarkeetsdatum net gläich ass mam Verfallsdatum.

An do ass et an eisen Ae wichteg, dass d'Leit besser sollten opgekläert ginn an dass dee Mindesthaltbarkeetsdatum esou wäit wéi méiglech sollt ersat ginn duerch aner Mentiounen, wéi zum Beispill an Norwegen, wou eng Initiativ geholl ginn ass am Beräich vun de Méllechproduiten, mat d'ailleurs ganz vill Succès, wou eng Mentioun dropkomm ass wéi „best before, but not bad after...", dat heescht, dass ee seet, bis wéini den optimale Consommatiounsdatum ass, mä awer och, dass duerno dat Liewensmëttel nach kann ouni Risike consomméiert ginn.

Et ass och gesot ginn: Do ass natierlech och d'Europäesch Unioun an der Flicht. Mä dat hënnert awer net, dass een och op nationalem Plang iwwer esou Sujete soll nodenken.

E véierte Punkt, deen ech wollt uschneiden, ass dee vun de Liewensmëtteldonen. Do ass d'Fro, ob mer net e bëssen iwwerdreiwe mat eise sanitäre Regelen, déi et oft schwéier maachen, fir Liewensmëttel, déi u sech nach gutt sinn, zum Beispill u karitativ Organisatioune weiderzeginn. Dat ass e Feedback, deen ee munchmol kritt vu verschiddenen Akteuren, déi an deem karitative Secteur do aktiv sinn. Ass eis, fir et elo emol e bësse provokativ ze soen, antiseptesch Mentalitéit nach gesond? D'Horesca an d'Chambre des Métiers, an dat begréisse mer, hunn hei e Leitfaden erausginn, op wat een oppasse muss, wann ee Liewensmëttel wëllt spenden. An dat fënnt een och um Site vun antigaspi.lu.

Et muss een och soen, dass d'Formatioun am Horesca-Secteur am Beräich vun AntiGaspi schonn haut eng ganz grouss Roll spillt. An och dat ass eng gutt Saach.

E fënnefte Punkt, Här President, ass deen iwwert d'Fro, ob ee sollt, ob ee muss legiferéieren an dësem Beräich. Ech weess, dass fir de Moment d'Meenung vun der Regierung ass, dass een net soll legiferéieren. Dat ass kloer zum Ausdrock komm an där Commission jointe vum November 2017, wou mer schonn eng Kéier iwwert dee Sujet hei diskutéiert hunn.

Et ass awer esou, dass 2016 a Frankräich e Gesetz geholl ginn ass, d'Loi Garot, vum Numm vum Deputéierten, deen dat weidergedriwwen huet, dat eng Partie Mesurë géint de Gaspillage alimentaire virschléit. An ech komme kuerz drop zréck, wat déi Mesuren do sinn. Mä et ass awer och esou, dass dat Gesetz um internationalen Niveau an an deene Milieuen, déi sech mat der Liewensmëttelverschwendung auserneesetzen, en immensen Effet signal huet. Dat ass e Gesetz, wat ganz vill beuecht ginn ass a wat och, obwuel et nach net laang a Kraaft ass, trotzdeem schonn e relativ positive Bilan huet. Dat geet aus verschiddenen Artikelen an der franséischer Press relativ kloer ervir.

Dat franséischt Gesetz huet dräi Haaptelementer:

Dat éischt Element - et ass e relativ kuerzt Gesetz - ass e Verbuet, fir Liewensmëttel, déi net méi verkaaft ginn, ongenéissbar ze maachen. Do komme Strofen drop vu bis zu 3.750 Euro.

Déi zweet Mesure ass e steierlechen Ureiz. An dat ass deen, dass keng TVA op Invendue gerechent gëtt, déi gespent ginn.

An deen drëtte Punkt, dat ass wahrscheinlech dee beschtbekannte Punkt, dat ass eng Obligatioun fir gréisser Supermarchésketten, fir eng Konventioun ofzeschléisse mat karitativen Organisatiounen, fir Invenduen ze spenden. Do muss ee soen, dass dat eng gutt Saach ass. Mir wëssen, an dat ass och scho gesot ginn, dass bei eis Chaînë wéi de Cactus, den Auchan, mä awer och den Delhaize oder Monoprix effektiv Accorden hu mat karitativen Organisatiounen; de Cactus mam Cent Buttek, den Auchan, wa mech net alles täuscht, mat der Stëmm vun der Strooss. Bon, dat ass eng gutt Saach. Et weess een natierlech och, dass dat flott PR-Aktioune si fir déi verschidde Supermarchéschaînen, mä et soll een driwwer nodenken, ob een do net sollt méi wäit goen.

Natierlech muss een dann och soen, dass, wann een dat mécht, wann een op dee Wee geet, da mussen déi karitativ Organisatiounen och Mëttel kréien, fir déi Produiten ze beschafen, ze stockéieren an ze verdreiwen. Et gëtt verschiddener, déi kënnen dat, déi maachen dat, wéi d'Stëmm vun der Strooss mat hirem Projet „Caddy 2", wou se effektiv Liewensmëttel akzeptéieren, och Fleesch, et direkt verschaffen an dann afréieren an et och weiderdistribuéieren. Dat ass e positiven, dat ass och e gudde Projet, wou ganz vill Leit dra schaffen, deen nach soll ausgebaut ginn an dee mer natierlech begréissen.

Déi Motioun, déi mer zesummen eraginn hunn an déi offensichtlech e breede Support hei genéisst, geet och an d'Richtung, fir d'Regierung opzefuerderen, ze legiferéieren, wa sech erausstelle géif, dass fräiwëlleg Mesuren a Campagnen net dat escomptéiert Resultat hei bréngen.

Här President, et gëtt e puer weider Pisten am Kampf géint de Gaspillage alimentaire, déi ech hei just kuerz wéilt uschneiden.

Eng ass de sougenannten Upcycling an der Liewensmëttelindustrie. Dat ass eppes, wat ëmmer méi wichteg gëtt. Et geet hei drëms, fir schonn am Produktiounsprozess den Offall ze minimiséieren an d'Reschter esou wäit wéi méiglech enger weiderer Notzung zouzeféieren. Dat ass eppes, dat erënnert jo och un dee ganzen Esprit vun der Économie circulaire, dass een am Fong alles an de Cycle vun Ufank u vum Liewe vum Produkt abaut.

Aner Iddien an der Bekämpfung vun der Verschwendung vu Liewensmëttel wären et, fir verschidde Belounungen anzeféiere fir Leit, déi positiv Aktioune géint d'Liewensmëttelverschwendung huelen. Ech hat d'lescht Woch am Kontext vun eisem Debat iwwert d'Monnaie virtuelle d'Initiativ vun de Survcoins, de Survival Coins hei mentionnéiert. Dat ass eng Monnaie virtuelle, wou een am Fong Tokens kritt, fir aner Déngschtleeschtungen oder anere Produiten domat ze kafen, wann een eppes mécht fir d'Dekarboniséierung vum Planéit. An dat ass eppes, wat een och, mengen ech, kéint ganz gutt am Beräich vum Gaspillage alimentaire asetzen.

Aner Initiative sinn déi, déi ugeschwat gi si vum „nudging", vum Stupsen oder Ustoussen oder wéi een et och wëllt nennen, oder firwat net an d'Iddi vum Gaming eragoen. Et ass geschwat gi vun dem Weie vun de Poubellen, Pollueurpayeur. Do kann een och, mengen ech, flott Initiativen huele mat esou Mëttel.

Här President, als Konklusioun kann ee soen, dass de Gaspillage alimentaire och als e Symptom kann ugesi ginn, als Spëtzt vun engem Äisbierg vun der westlecher Konsumgesellschaft. Et kann een dann och emol méi fundamental eng Reflexioun féiere ronderëm d'Feelentwécklunge vun eiser Landwirtschaft a virun allem vun der agroalimentärer Industrie.

Eng Fro, déi, mengen ech, och schonn eng Kéier hei gestallt ginn ass, ass déi, ob d'Liewensmëttel ze bëlleg sinn. An der Nokrichszäit huet en Duerchschnëttsstot bis zu 45% vu sengem Akommes fir Liewensmëttel ausginn. A mir sinn eis alleguer eens, dass mer

natierlech net dohinner zréck wëllen. Haut sinn et nach gutt 10%. Dat war och d'Zil vun der europäescher PAC, vun der Agrarpolitik, fir d'Versuergung mat Liewensmëttel zu gënschtege Präisser sécherzestellen. Dat war an ass eng Form vu Sozialpolitik.

Mir wëssen alleguer, dass d'Landwirtschaft an der EU staark subventionéiert gëtt. Et kann ee soen, dass mer d'Liewensmëttel net an der Keess vum Supermarché bezuelen, mä ganz vill mat eiser Steiererklärung. Et gëtt hei e Problem vu Präisdumping duerch grouss Chaînen, Discounter, déi quasi Oligopole sinn a wou de Gros vun de Benefisser bei der Industrie an am Commerce hänke bleift, de Produzent dergéint awer deelweis muss ënner senge Produktiounskäschte verkafen, an dat fir quasi all seng Produiten, ob dat Mëllech, Fleesch oder aner Produite sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Très juste!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Mëttel- bis laangfristeg musse mer eng aner Landwirtschaft opbauen, wou de Bauer erëm méi verdéngt, zum Beispill andeems e gréisseren Deel vun der Valeur ajoutée duerch Eegeveraarbechtung an Direktvermaartung am Betrib bleift. An hei kommen natierlech d'Stéchwierder „Qualitéit", „Bio", „Terroir" et cetera op d'Tapéit, wou de Konsument weess, wat en um Teller huet.

Hei sinn och Iddien a Mouvementer wéi den „slow food movement", wou et drëm geet, lokal ze produzéieren an ze consomméieren, manner laang Transportweeër ze promouvéieren, am grousse Ganzen a méi vertuéis Kreessleef eranzekommen. Ganz wichteg Iddien, déi ausserdeem ganz gutt an eis national Strategie passen, fir d'Kreeslafwirtschaft ze promouvéieren.

Dat gesot, géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an dann hei d'Blat botzen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. An den nächste Riedner ass den Här Anzia. An hien huet direkt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass e ganz interessant Thema, wou déi gréng scho ganz laang drop schaffen. An ech soen duerfir dem Laurent Zeimet a senger Fraktioun Merci, dass se deen Debat hei ugestouss hunn, dee sécherlech noutwendeg ass, deen net nëmmen noutwendeg ass fir Lëtzebuerg. En ass sécher noutwendeg fir Europa. En ass noutwendeg weltwäit, well entgéint der Ausso vu mengem Virriedner ass et esou, dass et net ee Problem reng vun der westlecher Welt ass. Et ass weltwäit ee Problem vum Gaspillage alimentaire, an dee läit weltwäit tëschent 28% a 36%. Mä dorop kommen ech spéider nach eng Kéier zréck.

Fir mech hätte mer dat hei och kënnen ënnerschreiwe mat: „Op den Teller, amplaz an d'Dreckskëscht!" Dat ass a sech d'Leitthema vun dësem Debat haut de Mëtteg.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

An e puer Froe stelle sech fir mech evidenterweis: Ob mir als sougenannt ziviliséiert Gesellschaft et normal fannen, dass een Drëttel vun de Liewensmëttel weltwäit an der Gesamtproduktiounsketten - an dorop kommen ech nach eng Kéier ze schwätzen -, dat heescht vun do, wou produzéiert gëtt, bis zum Schluss, wou consomméiert gëtt, verluer geet, an d'Dreckskëscht flitt.

Ass et normal, dass mer et fäerdegbréngen, an der Landwirtschaft all Dag 4.600 Kalorien op de Kapp ze produzéieren, dass awer do manner wéi 2.000 Kalorië bei de Leit ukommen? Déi Fro muss ee sech stellen, virun allem, well ee weess, dass et tëschent 800 an 900 Millioune Leit gëtt, déi am Honger sinn.

Ass et normal, dass vun deene Leit, déi hongere mussen, a sech bis zu 80% um Land wunnen an awer keen Zougang kréien zu engem fruchtbare Buedem, wou se selwer kéinten hir Liewensmëttel ubauen, an dat wéinst Land Grabbing vun auslännesche Firmen a Staten?

Des Weideren: Ass et normal, dass mer och zu Lëtzebuerg an eisen Dreckskëschten 123 kg Liewensmëttel pro Joer op de Kapp erëmfannen, wou d'Halschent nach iessbar wier, wou d'Halschent also nach kéint op den Teller kommen? An ech mengen an ech hoffen, do si mer eis hei all eens, dass mer do véiermol Nee géife soen zu dëse Froen.

De Gréngen no gëtt et e puer Knackpunkten an dëser Diskussioun. Deen een ass sécherlech, dass säit Laangem de Lien verluer gaangen ass tëschent dem Produzent an dem Konsument. An ech mengen, dass mer do sollen usetzen an dass do och een Deel vu Léisungen ze fannen ass.

An der Recherche, an der Virbereedung e bëssen op dësen Debat, hunn ech eng ganz flott Aarbecht fonnt vun der Uni Hamburg, an zwar vun 2015. Neelt mech net op déi Zuele fest! Wat awer interessant ass, ass déi Gesamtapproche vun der Produktioun. Dat heescht, an der Erzeugung, der Agrarproduktioun, der Véizuucht op der Plaz gi véier Etappe bis zum Konsument ënnerscheet. Dat Éischt ass d'Produktioun, dat Zweet ass d'Weiderveraarbechtung, dat Drëtt den Handel, d'Vermaartung, a schlussendlech de Konsument.

Wat ech elo grad opgezielt hu fir Lëtzebuerg, dat betrëfft nëmmen déi zwee lescht Voleten - d'Handelsvermaartung an de Konsument -, an deen Deel virdrun, deen ass ausgeklammert. Wann een déi Donnéeën awer kuckt, da läit an deem Verlosch vu Liewensmëttel bis bei de Konsument d'Halschent an der virgelagerter Produktiounsketten, dat wëllt heeschen, an der Agrarproduktioun, an der Zuucht vun den Déieren an an der Liewensmëttelindustrie. An dat ass e Volet, dee mer hei nach net beschwat hunn an dee statistesch och guer net gutt erfaasst ass. An do menge mer, dass nach misst drop geschafft ginn.

Ech sot et schonn: Wann d'Statistike richteg sinn a mir a sech méi wéi dat Duebelt vun deene Kalorien all Dag pro Kapp produzéieren, dann dierft et jo keng Leit hei op dëser Welt ginn, déi Honger leiden. Mä da muss ee wëssen, dass mer e ganzen Deel vun de Liewensmëttel net produzéiere fir op den Teller, mä fir an den Trach, an zwar Liewensmëttel, déi derzou déngen, dass mer eben Déieren halen, fir d'Produkter Fleesch a Mëllech hierzestellen. A mir wäerten am Gesamtkontext Welternärung mussen iwwerdenken, wéi mer eis do wëllen opstellen, wa bei wuessende Bevëlkerungszuele keen Honger an der Welt soll sinn.

Déi aner Saach: Do fanne mer Leit mat chronescher Ënnerernärung, déi net emol 1.400 Kalorië pro Dag op de Kapp kréien, wou mer wëssen, dass mer hei an den europäesche Länner iergendwou bei deem Dräifache sinn, wat mir all Dag vertilgen, mat deenen Zivilisatiounskrankheeten, déi Der alleguerte kennt a wahrscheinlech Eenzelner och selwer spieren.

Dobäi gëtt et nach eng Mangelernärung, eng eesäiteg Ernärung, wou mer 160 Milliounе Kanner erëmfannen, déi a sech wuel eng gewëssen Unzuel vu Kalorië kréien, mä wou dann all d'Spuerenelementer feelen. Där Saach soll ee sech stellen! An da kann et jo net sinn, dass mer een Drëttel Liewensmëttel an der Produktioun verschwenden an den Honger an der Welt net uginn!

Eng Donnée, déi och an der Motioun erëmzefannen ass, dat sinn déi 1,3 Milliounen (veuillez lire: 1,3 Milliarden) Tonne Liewensmëttel pro Joer, déi iergendwou an d'Dreckskëscht fléien oder ebe verluer ginn. Ronn een Drëttel ass och do aspuerbar, an dat wär d'Ernärungsgrondlag fir eng hallef Milliard Leit op dësem Planéit. Dat muss ee sech emol virun Ae féieren! An dat géif de Volet vum weltwäiten Honger emol nach eng Kéier an en anert Liicht stellen.

D'Verloschter, hat ech scho gesot, déi sinn zur Halschent an der Produktioun. An do gëtt et ënnerschiddlech Problematiken: An deene westleche Länner hu mer deelweis Iwwerproduktioun, well mer Qualitéitsnormen hunn - d'Kolleegen hunn et och schonn ugeschwat - fir Uebst, fir Geméis. Ee Beispill, wat ganz flott ass, dat sinn déi Muerten, déi zwou Spëtzten hunn. Déi schmaachen natierlech gradesou gutt. An d'Fransousen hunn eng Schinn opgemaach, si nenne se „légumes moches" - dorop kommen ech nach eng Kéier e bësse méi spéit zréck -, an hunn et fäerdegbruecht, dat entspriechend ze vermaarten.

En anert Beispill, dat evident ass: Ech hunn e Kolleeg, e Bauer um Nopeschduerf, deen Hénger huet, fir Eeër ze leeën. An do huet en ëmmer deeselwechte Problem, dass en ëmmer erëm Pëlleneeër huet, also Eeër, déi eben déi jonk Hénger leeën, déi gradesou gutt schmaache wéi déi aner, mä déi awer natierlech net d'Gewiicht hunn an net d'Gréisst hunn. Déi falen duerch de Raster. Do brauch ee fir eng Omelette ze maachen eben net zwee Eeër, mä vläicht dräi oder véier. Da kann een déi och notzen. Do ass ee Verloscht, deen a sech leider dacks duerch de Raster fält, well et einfach méi gënschteg ass, se ze vernichten, wéi dass mer déi Liewensmëttel, déi eng gutt Qualitéit hunn, vermaarten an iessen.

Ee ganze Volet, deen och erausfält aus dem Raster, dee gëtt leider entweder just kompostéiert respektiv am beschte Fall an enger Biogasanlag energetesch genotzt, woubäi mer virun net allze laanger Zäit all déi doten Offallprodukter genotzt hunn, fir un d'Déieren ze verfidderen.

Ech denken och grad un d'Schwéngszuucht an anerer, wou et jo net normal ass, dass mer deiert, genormt Fudder akafen, aus anere Länner importéieren, meeschtens aus sougenannten „Entwécklungsschwellelänner", wou eist Fudder ugebaut gëtt, et heihinner importéieren an domat op dëser Plaz erëm eng Iwwerproduktioun produzéieren, déi mer erëm eng Kéier an en anert Land mussen exportéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- An duerfir mengen ech, dass d'Déierefudder eng Valeur, eng Méiglechkeet wier, fir d'Liewensmëttelverschwendung kënnen ofzebauen.

Een anere Volet, dee mer hei erëmfannen, dat ass een, dee mat eiser Aart vu Produktioun ze dinn huet. Ech huelen do zwee Beispiller eraus, déi ganz gravéierend sinn:

Dat eent, wou ech och eng Question parlementaire gestallt hat, dat sinn einfach d'Déierekrankheeten. Déi hu mer och hei zu Lëtzebuerg. 2016 hate mer 11.000 doudeg Kaalwer op an déi 50.000 Gebuerten. Dat ass e reale Problem, wou a sech Liewensmëttel leider net kënne weider genotzt ginn, well eben eng Krankheet virläit. À voir d'Ursaachen, ech kenne se net, mä dat ass ee Problem, mat deem mir eis auserneesetze mussen. Wann ech elo dogéint e sougenannt „Drëttweltland" kucken, dann ass et do meeschtens an der Produktioun - wou d'Haltbarkeet, d'Vermaartung, d'Techniken net virleien -, wou déi grouss Verloschter entstinn.

En anere Volet, wann ech zum Beispill d'Pouletsproduktioun kucken: Wann ech kucken, wat am Supermarché, am Handel verschafft gëtt, da sinn dat déi bescht Stécker, d'Fileten. An dann hunn ech e Problem, fir d'Flilleken an d'Strëmpele lasszeginn, mat deem nächste Problem, dass mer se zu Dumpingpräisser an Nordafrika erëmfannen, als déifgefruere Wuer, an domat de Maart op där Plaz mat futtimaachen.

Een anert Beispill ganz nobäi: D'lescht Joer hate mer hei vir an der Belsch zu Nadrin - dat ass an der Géigend vu Baaschtnech - e Problem mat Fipronil. Dat ass ee Mëttel, wat agesat ginn ass, fir d'Ställ ze desinfizéieren. Déi Eeërkris ass ganz rar gewierscht. Do stoung ee Produzent, dee 35.000 Hénger hat, fir Eeër ze produzéieren, virun engem ekonomesche Choix. An deen huet hien esou getraff, dass hien déi 35.000 Hénger vergaast huet, well dat méi wirtschaftlech war, wéi se weider oprechtzëerhalen. Dat ass e Phenomeen, dee mer och sollen uschwätzen an deen an de Gaspillage alimentaire drafält, wann ech d'Produktiounskette kucken, wou mer d'Statistiken awer nach net hunn.

Ee weidere Volet ass natierlech - ech rutschen eng Kette weider - d'Weiderveraarbechtung an den Handel. Ech hat scho gesot: Fir déi fei Stécker gëtt et en Ofsazmaart, mä ech denke grad do un d'Sanktioune géint Russland. Déi hunn et mat sech bruecht, dass mer déi net esou edel Stécker net méi lassginn, déi soss ëmmer an der Wurscht verschafft gi sinn.

Ech selwer sinn och scho 50 plus an erënnere mech drun, dass, wann doheem geschluecht ginn ass, mer natierlech mat den Innereie geschafft hunn, dass Paté gemaach ginn ass, dass déi Saachen net an der Dreckskëscht gelant sinn, awer weiderverschafft gi sinn. An do hu mer hei zu Lëtzebuerg e reale Problem, fir eis net edel Stécker, wat d'Schwäin ugeet, lasszeginn, well mer den Ofsazmaart a Russland net méi hunn, fir déi Deeler vun eisem Déier ze verschaffen. Och dat ass e Problem. Ganz zum Schluss ginn ech nach eng Kéier e bëssen dorop an.

Eng aner Initiativ vum Handel - ech hat se gesot - kéint si wéi a Frankräich: „les légumes, les fruits moches". Si sinn higaangen an hunn een Apel, deen eng Dell hat, eng Tomat, déi eng Fal hat, an d'Muerten, déi dräi Been haten, net als Invendu aussortéiert, mä se hunn hinnen en extrae Rayon opgemaach, fir dat ze promouvéieren. Mä do muss ech soen, dass mer mussen zu engem anere Volet kommen, dee ganz, ganz wichteg ass: Ech muss d'Produkt kënnen notzen a bis op mäin Teller bréngen, an net als e virgefäerdegten a virgekachte Plat. An dorun hänkt eiser Meenung no ee groussen Deel vum Problem.

D'Vernetzung vun Handel a Gastronomie ass och schonn zum Deel do. An zwar ganz einfach, well mir ëmmer gären dat frëschst Produkt, dat schéinst Produkt hätten. An esou Bestriewunge sinn och hei zu Lëtzebuerg am Handel.

Eng kleng Handelsketten, déi ech natierlech ganz gutt kennen - no un der Grenz zu der Belsch -, déi huet dee Lien hikritt mat der Gastronomie: een Deel op der Plaz, awer och een Deel an enger Gastronomie ze verschaffen, mat där se zesummeschafft. Wou se ëmmer schonn een, zwee Deeg, éier d'Verfallsdatumer ufänken, een, zwee Deeg, éier d'Friichten net méi ganz frësch sinn, se eraushuelen aus dem Rayon an an hirer eegener Kiche verkachen, verschaffen, soudass de Client ëmmer dat frëschst Produkt huet an domat och de Gaspillage am Handel erofgedréckt gëtt. Dat ass ee Modell, fir de Gaspillage alimentaire erofzekréien an zousätzlech ekonomesch e Gewënn ze maachen.

Déi Saach mat deem Haltbarkeetsdatum, Verfallsdatum ass scho vun alle Riedner gesot ginn. Dat ass esou ierféierend, dass dat deelweis eng Saach fir de Profi ass an de Konsument extrem veronséchert. Mir hate selwer ëmmer Hénger, duerfir weess ech, dat ze verzielen. Déi Hénger hate kee Stempel drop oder, besser gesot, d'Eeër. D'Hénger hate souwisou kee Stempel.

(Hilarité)

Mä d'Eeër hate kee Stempel drop, wéini se geluecht gi sinn. Se si geraf ginn a se sinn duerno natierlech consomméiert ginn. A wann ech dee Stress selwer bei mir doheem betruechen, deen ech ëmmer hunn, well dee Verfalls- oder, besser gesot, deen Haltbarkeetsdatum op der Eeërkëscht drop steet: Däerf ech dat Ee elo nach deen Dag duerno an d'Pan maachen oder net?

Et huet jo eppes dermat ze dinn, wéi ech d'Ee verschaffen. Wann ech natierlech mat engem Spigelee ënnerwee sinn, wat nach réi ass, dann hunn ech méi Problemer, wéi wann ech dat anescht verschaffen. An duerfir ass dat eng Saach, déi ee soll ugoen, an eng Campagne maachen, fir déi Datumer - Haltbarkeetsdatum/Verfallsdatum - dem Konsument méi nozebréngen.

An ech mengen, beim Handel ka vill gemaach ginn, fir manner Offall ze hunn, wann ech meng Produkter méi saisonal an de Rayon ka bréngen an dat promouvéieren, dat ausweisen, dass dat saisonal a regional ass. Et gëtt e puer Chaînen hei am Land, déi mat där Méiglechkeet spillen, fir hiert Produkt esou ze promouvéieren. An do si mir der Meenung, dass dat eng grouss Méiglechkeet ass, fir dem Gaspillage alimentaire entgéintzewierken.

D'Donatioun ass schonn ugeschwat ginn: de Cent Buttek an d'Tafelen, d'Stëmm vun der Strooss an esou weider.

Ech kommen un eng nächst Kategorie vu Konsument, dat ass d'Gastronomie. D'Gastronomie ass och e Konsument vu Wueren, vu frësche Wueren, an déi kéinte sech als Profien aschalten, fir mat dem Handel zesummen eben „just in time" d'Wueren ze verschaffen a se net nach dräi Deeg oder eng Woch am Frigo ze hunn, well si se Dag fir Dag verschaffen. Si selwer sinn awer och erëm eng Kéier e Partner an hunn e Client. De Client ass deen, deen an de Restaurant kënnt. An do geet et deene meeschten oder ville Leit esou, dass vläicht d'Portioun ze grouss ass. Eng „Ekobox", fir déi Saache mat heem ze huelen, wier sécherlech net dat Falscht.

An Däitschland hunn ech eng ganz flott Initiativ gesinn, ech ka se awer net méi ganz genau mam Numm nennen. Ech nenne se elo einfach emol kreativ „Menü-App". Dat ass eng App, wou Restauranten, déi meeschtens en Deel fäerdeg Platen, awer och en Deel Sandwichen oder esou Saachen ubidden an déi wärend enger gewëssener Zäit am Dag op sinn, iwwer Mëtteg oder bis an déi fréi Owesstonnen, iwwert déi App Wuere feelbidden, déi a sech dann op eemol géifen an d'Dreckskëscht falen, well et eben dann eng Stonn virum Ladenschluss ass. An da soe si: „Gutt, mir maachen eng Präisreduzéierung." An iwwert déi Vernetzung sprécht dat ganz vill jonk Leit un, fir esou méi gënschteg zu engem héichwäertege Menü ze kommen, deem iwwerhaapt näischt feelt, deen awer no siwen Auer géif an d'Dreckskëscht fléien.

D'Restauratioun ass natierlech och e Client vum Handel; d'Restauratioun an d'Ausbildung. Dëst Joer, also 2018, ass de Gaspillage alimentaire och e ganz wichtegt Thema op der Expogast. An et ass e wichtegt Thema an der Ausbildung.

An de Carlo Sauber, deen Der alleguerte kennt - en Ausbilder am Lycée technique de Bonnevoie -, huet sech e puer Ziler gesat, fir déi ze promouvéieren. Dat ass eng Kéier, fir saisonal ze kachen, mat regionale Produkter, fir de Lien ze maachen: Wou kënnt d'Produkt hier? Gesinn ech nach, wéi déi Produktioun ofleeft?, an dat mat eranzehuelen an d'Kichen an och dem Client ze vermëttelen.

An dann eppes, wat hien nennt: „cuisiner les déchets". Ganz geziilt Reschter verschaffen, soudass keng Reschter bleiwen. Dat heescht, net just d'Knoll vum Zelleri huelen, fir ze verschaffen, mä och d'Zellerisblieder verschaffen. An där Approche also ganzheetlech d'Produkt an engem Menü ze verschaffen - do muss de Menü entspriechend opgebaut ginn -, an dann ze probéieren, esou gutt wéi méiglech kee Gaspillage zouzeloossen, well déi Professionell jo

wëssen: All Gaspillage muss zweemol bezuelt ginn: eng Kéier am Akaf an déi zweete Kéier an der Entsuergung. Dat schéngt mer déi richteg Approche.

A souwisou: Och e Stärekach, deen am Bocuse d'Or wëllt matmaachen, weess, dass 20 Punkten a senger Bewäertung um Gaspillage alimentaire an op der Hygiène stinn. Dat ass also e Punkt, wou an de Stärekiche längstens de Gaspillage alimentaire ukomm ass.

Zur Restauration collective, déi hu scho vill Kolleegen hei ugeschwat. An de Betriber, an de Verwaltungen, an de Schoulen, an de Maisonrelaisen, do geet et natierlech drëm, Liewensmëtteloffäll ze vermeiden. Eng Kéier, fir dass de Menü méi gënschteg ka ginn, an zweetens, dass mer och nach eng Kéier d'Käschten an der Entsuergung spueren. Firwat soen ech „mir"? Well hei ganz vill Leit sinn, déi mat de Maisonrelaisen ze dinn hunn, déi also um Gemengenniveau iergendwéi involvéiert sinn, dovun also ganz kloer betraff sinn.

Eppes, wat ganz vill Leit scho maachen oder vill Restauration-collectivë maachen, dat ass e bëssen eng Aart Buffet, an dat net nëmme fir d'Zaloten, mä och fir den Haaptplat, fir d'Beilagen, soudass déi Portiounen déi sinn, déi d'Leit och wëllen an domat eben och garantéiert ass, dass net eng Iwwermooss um Teller läit, déi duerno muss entsuergt ginn an an d'Dreckskëscht fléien.

Als Naturschutzsyndikat, de SICONA-Centre, hu mer eis säit 2010 - schonn e bësse méi laang wéi virun dräi Joer, also scho vill méi laang - mat deem Thema beschäftegt, fir de Produzent an de Konsument erëm beieneenzebrénge. De Produzent, de Bauer um Feld, dee säi Produkt produzéiert, an eben de Konsument, dat sinn dann d'Kanner, fir déi uneneenzebannen, fir dass se wëssen: Wou kënnt mäi Geméis hier? Wou kënnt meng Mëllech hier? Wou kënnt eventuell e Fleesch hier, wat ech an der Kantin an der Maison relais iessen? - Dat ass eng Saach.

Awer déi zweet Saach, déi gradesou wichteg ass, dat ass d'Formatioun an d'Kichen eran, well eis Kichen dacks net esou opgestallt sinn, fir saisonal ze kachen, fir och vläicht méi wéi just dat feint Stéck ze verschaffen, fir u sech déi Decheten esou mann wéi méiglech, esou kleng wéi méiglech ze halen. An do muss een och dacks d'Personal vun der Maison relais mat eranhuelen, mat forméieren, fir dass se eben och de Kanner de Goût maachen un deene Produkter. Et ass ëmmer méi einfach, Nuddelen ze promouvéieren oder Fritten, wéi eben elo e Geméis un d'Kanner ze bréngen.

An do schwätze mer da ganz kloer och an deem Projet vun enger Aart vun École du goût. Do lafe jo och Initiativen an Naturparken. Zu Branebuerg gëtt dat jo och elo realiséiert. An dat ass ganz kloer dee richtege Volet. Do brauch een also ee pädagogeschen Usaz, fir souwuel d'Encadrantë wéi déi, déi kachen, wéi eben d'Kanner mat an d'Boot ze huelen, fir dass d'Schmaachen, e Richen, en Upaken, d'Wuer kenneléieren, fir dass dat derzou féiert, dass mer och manner Gaspillage alimentaire kréien.

An do sinn d'Gemenge gefuerdert. Et ass jo och virdru scho gesot ginn, wien déi verschidden Akteure sinn. Ma d'Gemenge kënnen iwwer hir Cahier-de-chargë ganz kloer dat dote steieren a festleeën, wou d'Produkter hierkommen an a wat fir eng Richtung dat Ganzt sech soll an hire Maison-relaise bewegen. Do si si Här a Meeschter; dat ass d'Autonomie communale.

Eng Inspiratioun hunn ech awer och fonnt - den 9. war ech do, et war zwar den 9. an den 10. - op den „Transition Days" hei zu Hollerech an der Stad, wou et drëm gaangen ass, „Our Food, Our Future", wou sech u sech ganz intensiv beschäftegt ginn ass mat Liewensmëttel a wéi een dat kann iwwerdroen, net nëmmen op lëtzebuergeschem Niveau, op europäeschem, mä och op dem Weltniveau. An doraus hunn ech e puer Iwwerleeunge matbruecht, an zwar un den Haaptakteur zu Lëtzebuerg, dat sinn awer eis privat Haushalter. De Laurent Zeimet hat et virdru gesot an anerer och: Déi 72%, déi Matverursaacher sinn an eisen Decheten, dat si privat Haushalter. An ech ginn Iech déi puer Iwwerleeungen emol einfach mat.

D'Iesse selwer ass bei eis net reng just Narungsopnam, fir Energie ze hunn, fir den Dag ze iwwerliewen, mä bei eis ass et ganz kloer e Konsumgutt. Mir kafen dacks no eise Konsumgewunnechten, eiser Loscht, eisen Iddie Liewensmëttel an. Et ass eng grouss Nuance zu anere Länner. Do soe mer ëmmer, Länner an Transitioun oder d'Drëttweltlänner, déi musse kucken, dass se iwwerliewe beim Iessen.

D'Iesse beaflosst och extrem d'Gesondheet. Do si mer méi Sënneger, wéi dass mer eis Guddes di mat eisem Konsumverhalen, wat mer aktuell weisen. Et huet e sozialen Aspekt, et huet awer och ee Volet vu Schmaachen, vu Goût; ech hat scho gesot, d'École du goût spillt do mat.

Iessen ass fir mech och ganz kloer verbonne mat Kachen. A Kachen, dat huet och hei an a ganz Europa en organisationelle Problem, an zwar dee vun der Zäit. Wéini huelen ech mer Zäit, fir geziilt ze kachen, mech mat dem Iessen auserneenzesetzen? Och do kënnt dann erëm eng Kéier de soziale Volet mat eran, dee mam Familljeliewen ze dinn huet.

E Volet dovun huet och ze di mat Fäegkeeten, dass ee kache kann, dass ee sech déi Saachen uneegent. An, menger Meenung no, ëmmer wann een erëm eng Kéier higeet an d'Matière première selwer kacht, da bréngt een et och fäerdeg, de Gaspillage alimentaire extrem erofzeschrauwen. Da bleift net vill Rescht, wat an d'Dreckskëscht flitt. An domat komme mer erëm op d'Liewensmëttel, d'Ursprongsprodukt hin ze schwätzen.

Eiser Meenung no ass de Präis net richteg. En ass och ganz kloer net richteg! Virdrun ass gesot ginn, et gëtt zwee Länner an Europa, déi an der landwirtschaftlecher Produktioun mat Defizit schaffen, ier d'Subventioune kommen, dat si Finnland a Lëtzebuerg. An nëmmen duerch zousätzlech Subventioun vun dem niddrege Präis komme mer do an eng Gewënnmarge eran. An dat muss eis ze denke ginn!

Dat ass kloer, dat ass eng europäesch gemeinsam Agrarpolitik, déi als Zilsetzung hat no den Nokrichsjoren - duerfir huet een e gewëssent Verständnis -, fir ze kucken, dass genügend Liewensmëttel an enger bestëmmtener Qualitéit an zu engem gënschtege Präis zur Verfügung stoungen. Mä elo si mer an där abstruser Situatioun, dass mer kee Wäert méi op d'Liewensmëttel setzen. An dowéinst ass et eiser Meenung no och esou, dass mer eng grouss Verschwendung erëmfannen an eisen Dreckskëschten. An duerfir, wa mer d'Liewensmëttel gär op dem Teller hätten an net an der Dreckskëscht, da musse mer um Präis schaffen.

An dat gëllt och bei eis bei de Liewensmëttel. Déi Virpreparatiounsstadien, an deene mer se all erëmfannen an eisen Handelsketten, féieren och dozou, dass mer verschidden Techniken net méi kennen. Wann d'Grompere just nach geschielt kënne verschafft ginn, Fritte gebak kënnen an d'Friteuse respektiv an de Schäffche kommen, wann de Plat fäerdeg muss sinn, fir dass en nach iwwert d'Mikrowell erwiermt gëtt an domat eist Iessen entsteet, dann hu mer e Problem, fir de Gaspillage alimentaire erofzesetzen.

A ganz kloer ass: Een Drëttel vun eisem Haaptverursaacher, dat heescht beim Privathaushalt, kënne mer erëm erauszéien aus deem Déchet alimentaire. An dat ass eiser Meenung no kloer den Usaz, deen do ze maachen ass.

An dann däerf een net vergiessen, dat huet mäi Meedche mer matbruecht aus dem Science-Unterrecht d'lescht Woch: Dat Ganzt huet och en Impakt op d'Émwelt. Du sot et: „Oh, mir haten dat elo duerchgeholl, en Apel an esou weider, oder e Kilo Äppel, wann ech déi..., oder een Apel, wann ech deen elo do ewechwerfen, well en eng Téitsch huet an esou weider, da ginn an engems och nach 100 Liter Waasser mat drop." An domat sinn dann och nach - dat war natierlech elo net d'Thema, Waasser ass gräifbar - esou vill Emissiounen CO_2 verbonnen.

An dat ass also ganz kloer: Dee Gaspillage alimentaire ass jo net nëmme gréng Wuer, déi mer an enger Dreckskëscht erëmfannen, déi mer mussen entspriechend entsuergen, wat deelweis Problemer an eiser groer Dreckskëscht mécht, wou vill ze vill dran erëmzefannen ass, mä zousätzlech hu mer och nach an deem Ganzen e Klimaaspekt a mer hunn e soziale Gerechtegkeetsimpakt, deen u sech um Weltniveau spillt. Ech ginn elo net méi do op déi weider Zuelen an.

Mir hunn och e Problem am Rayon. Dee Melouneproblem, dat ass een, do ass d'Meloun nach weider ouni Verpackung ënnerwee. Ech hunn awer e Problem, wat ech fir d'Lescht gesinn hunn, dass Orangë geschielt an enger Plastikskëscht ugebuede ginn. Da muss ech zwar soen, da verstinn ech d'Welt net méi, an där mir liewen! Da froen ech mech, ob mir et net méi fäerdegbréngen, eng Orange aus der Schuel ze huelen an domat eis d'Fangeren eng Grëtz méi knaschteg ze maachen, wéi wa mer déi Plastikskëscht do opmaachen an da musse mer awer d'Zéiwen trotzdeem nach deelen.

An ech mengen, dass och déi Evolutioun, déi mer hunn, an deene Barquettësystemer Saachen unzebidden, dass dat och zu engem Deel zu Gaspillage alimentaire féiert. A) läit d'Wuer openeen, ech huelen elo Äppel, Tomaten, wat Der wëllt, Kiwi - ob een elo Kiwi muss wierklech iessen, wann aner Uebstzorten do sinn? -, dann huet een ëmmer deeselwechte Problem, et ass an enger Barquette, et ass e Plastiksfilet driwwer. A wann ee fäerdeg ass, dann ass d'Halschent vun där Wuer net méi ze gebrauchen a flitt an d'Dreckskëscht. An do riichte mer och kloer en Opruff un den Handel, op eng aner Aart a Weis seng Produkter duerzebidden, hinzegoen, fir manner Gaspillage alimentaire ze kréien.

Da gëtt et flott Initiativen. Ech hunn esou een hei. Deen ass zwar ganz klassesch, analog. Dat ass e Flyer, et ass e Schoulprojet, eng Schoulinitiativ. „Teller statt Tonne" heescht deen. Duerfir hat ech dat dann och iwwersat, iwwerholl hei fir meng Interventioun, wou iwwer zéng Punkten - iwwer eng Akafslëscht an esou weider an esou fort; dir selwer vertrauen, wat déi Datumen ugeet; schmaach däi Juggurt, kuck, ob en nach gutt ass; wann net, dann ass en ebe fir d'Dreckskëscht; Reschterverwäertung; Liewensmëttel deelen - eng Pist gewise gëtt, fir Informatiounen ënnert d'Leit ze kréien.

Vill méi e flotte Projet hunn ech awer an Däitschland fonnt. An dat ass déi „Beste-Reste-App". Dat ass also e bëssen eppes, wat digital ass, wat also e bësse méi hipp ass wéi e Flyer, wat u sech souguer extrem flott ass. Do hunn 69 Stärekäch matgeschafft. Do ginn ech dann déi Wueren an, déi ech nach als Reschter a mengem Frigidaire hunn, an doraus zaubere mer dann iwwer e Rezept, wat erauskënnt, ee Menü. Do fannen ech 100.000 Informatiounen. Déi Saachen, wivill Liter Waasser ee Kilo Äppel brauch, wou déi Saachen hierkommen, wat fir een Impakt dat op den Transport huet, alles dat fannen ech doranner erëm. Dat ass eng super Initiativ.

D'Thema ass do „Zu gut für die Tonne". Et ass eng Initiativ vun hirem Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft; déi sinn eben anescht zesummegestallt, hir Ministèren. Mä dat ziilt awer genau an déi dote Richtung, fir u sech dem Gaspillage alimentaire op eng flott Aart a Weis entgéintzewierken.

An ech mengen, och zu Lëtzebuerg hätte mer jo d'Lea Linster respektiv och ee Carlo Sauber oder anerer, déi als renomméiert Käch do kéinte matwierken an déi Saach och flott an interessant fir eis Leit duerstellen, soudass dat kéint genotzt ginn.

Ech probéieren, mech op de Schluss lasszeschaffen, well ech hei gesinn, dass ech och nawell am Timing gutt ënnerwee sinn.

All Initiativen, fir de Gaspillage alimentaire an de Grëff ze kréien, ob dat iwwer Informatiouns-, Sensibiliséierungsmoossnamen ass oder ob dat muss méi op eng haartnäckeg Aart a Weis um legislative Plang geschéien, dat wëll ech emol einfach dohistellen. D'Resultat ass sécherlech dat, un deem mer eis musse moosse loossen, un deem d'Regierung sech muss moosse loossen, an och eis Gesellschaft.

Weltwäit schéngt et mer awer ganz kloer, dass een de Volet och nach eng Kéier muss op déi Hongerfro bréngen. Et ass net nëmmen de Gaspillage alimentaire, deen elo vläicht en ethesche Problem duerstellt, mä et ass och e ganz rationale Problem, wéi eis Landwirtschaft opgestallt ass, wéi mir eis ernären, wou eis Produkter hierkommen. An dat huet ganz kloer och mat weltwäitem Honger ze dinn. Ech hat scho gesot, déi Entscheedung „Teller oder Trach", ob ech Déiere fidderen oder ob ech direkt Wuere verschaffen, déi Fro musse mer eis um Weltplang eng Kéier stellen.

Mir mussen och d'Produktiounsaart a -weisen a Fro stellen, net fir Lëtzebuerg, mä ech denken do op Weltniveau, ob mer do eng Plantagëlandwirtschaft wëllen hunn, déi spezialiséiert a Monokulture Wueren ubaut, déi mir entweder direkt hei notzen oder als Fuddermëttel, oder ob net awer e ganz groussen Deel misst a méi eng klengparzelleg Bewirtschaftung goen, déi, an esou gëtt et och eng ganz Partie Etüden, e wesentlech bessert Mëttel wär, fir dem Welthonger entgéintzeschaffen, wéi ze probéieren, méiglechst bëlleg Liewensmëttel - ech denken do u Mëllechpudder an Äänleches - op de Weltmaart ze bréngen.

An dobäi brauch ee ganz kloer den Zougang zu fruchtbarem Land an do muss een deem Land Grabbing entgéintwierken, wat do eng real Problematik duerstellt.

Um nationalen Niveau, mengen ech, misste mer wierklech erëm eng Kéier méi a verstäerkt op allen Niveauen a virun allem an de Schoulen d'Bréck bauen tëschent dem Konsument, virun allem de Kanner, well dat sinn d'Multiplicateure fir d'Zukunft, an dem Produzent, dass e weess: Wou kënnt et hier?

Da brauche mer Transparenz. Da muss een och eppes mat deem Produkt ufänken. Da geet et net duer, fir et kucken ze goen, da muss een och duerno eng Aktivitéit maachen, wou ee schmaacht, wou ee richt, wou een et an de Grapp hëlt a wou een dann och mat deene Liewensmëttel schafft. Dat ass eiser Meenung no ganz kloer en Usaz. An do hunn d'Gemengen hir Verantwortung iwwer hir Cahier-de-chargen.

Des Weidere méi saisonal, méi regional akafen. Formatiounen an esou weider hat ech ugeschwat. Well ganz kloer: Wa mer kënnen een Drëttel bis 50% aspueren an deem Offall, dee mer hunn, da kënne mer jo och 50% méi ausgi fir eis Liewensmëttel, an dat géif dem Produzent zeguttkommen, da kann en och anescht produzéieren, wéi dat am Moment de Fall ass, wou en u sech do an esou engem gewëssenen Däiwelskrees dréit, fir d'Enner beieneenzekréien. Ech mengen, dass dat den Usazpunkt ass, wou mer de Gaspillage alimentaire kéinten an de Grëff kréien.

Ech soen Iech nach eng Kéier alleguerte Merci fir d'Nolauschteren a fir d'Initiativ, fir dass mer zu dësem Debat konnte kommen. Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Merci. Den nächste Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Ma Merci, Här President. Mir schwätzen hei iwwert d'Verbëtze vu Liewensmëttel. Et kéint een och soen, et ass ee Gaspillage parlementaire. An dat soen ech ganz léif! Net, well d'Thema net wichteg wier, mä well mer eis alleguerten eens sinn. Mir sinn eis alleguerten eens - a wann ech verschidde Saachen héieren hunn: geschielten Orangen an engem Zellophan, Banannen, déi eenzel verpaakt sinn an esou weider -, datt dat net dee richtege Wee ass.

Et schiele sech u sech nëmmen zwou, dräi Klengegkeeten eraus, wou d'Usazpunkte verschidde sinn. Een dovun ass: Brauche mer méi, keng oder manner Legislatioun? An dat wäert dann och meng Konklusioun sinn um Enn vu menger Ried.

Hei si ganz vill Pisten opgewise ginn, déi schonn an engem Pabeier vun der Lëtzebuerger Regierung sti vu Februar 2016 iwwer „Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen". Eigentlech steet do dat Wesentlecht alles dran.

Wat sinn déi grouss Pisten?

Déi éischt Pist ass d'Ofschafung vun onsënnegen Normen, notamment EU-Normen, wat d'Form an d'Ausgesi vu Liewensmëttel ugeet. Do si mer all d'accord.

De Verbuet vun der Angab vu Mindesthaltbarkeetsdatumen op Liewensmëttel, wou dat kee Sënn mécht: frëscht Uebst, frëscht Geméis - et ass frësch, et ass nach z'iessen oder et ass net méi z'iessen -, Zocker, Esseg an dat berüümtent Salz. Do si mer eis eens.

Mir als ADR si souwisou géint de Wahn vum Normativen. Mir brauchen insgesamt a ville Beräicher, an dësem, mä awer och an aneren, eng Pause normative. Ech denken hei einfach nëmmen un den Afloss op d'Baukäschten duerch energetesch Normen, déi komplett iwwerzu sinn.

De Kolleeg Colabianchi huet an allem, wat e gesot huet - en huet eng ganz..., ech mengen, et war déi éischt wierklech Ried zu engem Projet -, en huet an allem recht, ausser vläicht wat säi Luefgesang op de Minister Etgen ugeet, deem seng Broschür gutt war, allerdéngs an eisen Aen e Gaspillage. Net e Gaspillage alimentaire, mä e Gaspillage monétaire, Pabeier, dee mat Statsgeld finanzéiert ginn ass an do gelant ass, wou Liewensmëttel net sollte landen, näämlech an der Poubelle.

Liewensmëttel - gëtt gesot am Pabeier vun der Regierung, et ass ganz richteg - solle gespent, verfiddert oder verwäert ginn; verwäert: Kompost oder Biogas.

Komme mer fir d'Éischt emol bei „gespent". Do hu mer e Problem, an et ass schonn ugeklongen, datt d'Kantinnen uechtert d'Land, d'Maison-relaisen an anerer net däerfe Liewensmëttel spenden, déi net giess gi sinn, mä déi mussen ewechgeheien. Hei ass dann d'Fro: Hu mer ze vill Gesetz oder hu mer ze wéineg Gesetz?

Da komme mer bei „verfiddert". Och do gëtt et ee Gesetz, wou d'Seuchenhygiène, huet eise Parteipresident, dee Veterinär ass, mer erklärt, verbitt, fir Liewensmëttel zum Beispill u Schwäin ze verfidderen. An do wär d'Fro, ob een net ee Pilotprojet kéint maachen, wou déi Liewensmëttel esou traitéiert ginn an dezentraliséierten Institutiounen, datt se kënnen u Schwäin verfiddert ginn.

An da komme mer op eent vu menge Liiblingsthemen, dat sinn d'Hénger. Dovun huet nach kee geschwat. Et ass esou schéin, wann ee kee Virriedner hat, dee laang a breet…

(Interruption par M. Gérard Anzia)

Ganz e bëssen, ganz e bëssen!

...laang a breet op en Thema agaangen ass.

(Brouhaha)

Ben, ech hunn notéiert, datt den Här Anzia keng Hénger hält, mä Virfaren hat, déi der emol eng Kéier gehalen hunn. An haut kuckt en op de Stempel drop. Ech sinn an der glécklecher Situatioun, datt an eiser Fraktioun souwuel eis Statsrotsmember Nicky Stoffel Hénger hält, mä Fraktiounschef Gast Gibéryen Hénger hält, an et kann net schwéier sinn, well souguer ech Hennes halen Hénger.

(Interruptions)

An do gëtt et eng ganz flott Initiativ hei vir a Frankräich; als Vasallstat vu Frankräich kucke mer jo elo ëmmer erëm, wat se maachen an der Grande Nation. An do kënne mer eis da wierklech emol eng Kéier e Beispill huelen un deem, wat geschitt an de Gemenge Colmar, Herrlisheim, Ingersheim, Jebsheim, Andolsheim, Bischwihr, Fortschwihr, Horbourg a Porte du Ried. Do kréien déi Bierger, déi interesséiert sinn an déi d'Konditiounen erfëllen, eng Koppel Hénger geschenkt.

(Hilarité)

Well een Hong frësst näämlech 150 kg Biooffäll an engem Joer! An dat ass e Beispill vun Nohaltegkeet, vun eppes Einfachem, woufir ech kee Gesetz brauch, vun eppes Kollaborativem, wou ech mat menge Bierger kann zesummeschaffen, vun eppes, wou mer alleguerten eppes dovun hunn, näämlech Liewensmëttel, déi net an der Poubelle landen, mä ganz konkret verfiddert ginn. An d'Eeër, déi se leeën - ass dann nach derbäi -, déi hunn zwar kee Stempel, mä déi halen. All Mënsch, deen Hénger hält, weess, wéi laang datt déi sech halen. Si hale sech verdammt, verdammt laang!

(Hilarité)

Da komme mer op „verwäerten", also no dem „Verfidderen" d'„Verwäerten", de Kompost. Et gëtt jo hautdesdaags honnert Oplagen u Promoteuren, wat se alles musse maachen u Kompensatiounsmoossnamen a Gott weess wat. Woubäi mer wëssen, an de Gast Gibéryen huet dat schonn oft genuch hei gesot, e Meter carré, dee bëtonéiert ass, kann net kompenséiert ginn, en ass fort.

Mä eng Oplag, déi géif Sënn maachen, contrairement zu honnert onsënnegen Oplagen, wier zum Beispill, Gemeinschaftsgäert mat Kompost oder Gemeinschaftsgäert och mat Poulailler a Lotissementer ze froen. A wa mer da scho bei Gibéryens sinn, dann däerf ech hei och net ophalen, ouni d'Tania Gibéryen ze ernimmen, wat sech dem „zero waste lifestyle" verschriwwen huet mat senger Associatioun www.sila.lu. Do gesäit ee ganz konkret, wat ee ka maachen, fir net nëmme Liewensmëttel net ze verschwenden, mä och Offallprodukter, Verpackunge guer net eréischt opkommen ze loossen. Ganz konkret!

Firwat hu mer ze vill Gesetzer hei am Land? Mir hunn der ze vill! Ganz konkret: Ass et normal, datt op engem Lëtzebuerger Maart e Metzler eng Ham net däerf am Schnatt hunn, mä seng Ham muss an Zellophan verpaakt verkafen, an zu Baaschtnech kréien ech meng Ham erofgeschnëppelt? Wat ass méi nohalteg? Wat ass méi richteg? Déi Fro ze stellen heescht schonn, se ze beäntwerten. Manner Verschwendung ass méiglech!

A mir als ADR sinn der Meenung, datt dat virun allem méiglech ass mat manner Normen, mat manner Gesetzer a mat méi gesondem Mënscheverstand.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci dem Här Reding. An als nächste Riedner ass den Här Marc Baum ageschriwwen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wann een héiert a liest, datt een Drëttel vun de Liewensmëttel weltwäit ewechgehäit ginn, dann ass ee schockéiert. Zu Lëtzebuerg landen 68.000 Tonne Liewensmëttel pro Joer an der Poubelle, an d'Etüd, déi vum Ëmweltministère an Optrag gi gouf, seet eis, datt an der Moyenne 124 Kilo pro Kapp an der Poubelle landen, wouvu bal d'Halschent, also 56 Kilo, nach notzbar respektiv op jidde Fall vermeidbar wieren. A vill vun deene Liewensmëttel, déi an der Poubelle landen, stieche souguer nach an hirer Originalverpackung. Jo, dat ass erschreckend! An et ass ëmsou méi bedenklech, wann ee sech virun Ae féiert, wat an deenen Iesswueren alles drastécht.

An der Dokumentatioun, déi d'Regierung eis fir dës Debatt zur Verfügung gestallt huet, läit de Fokus op dem Geldwäert vun deene verbëtztene Liewensmëttel. Mä an deene Wuere stiechen awer och a virun allem Ressourcen, natierlech Ressourcë wéi de Buedem, op deem se produzéiert goufen, d'Energie, mat där se produzéiert goufen an domat dacks och e Stéck Äerderwäermung duerch fossill Brennstoffer a laang Transportweeër, d'Waasser, dat gebraucht an am Produktiounsprozess vu ville Liewensmëttel degradéiert gouf. An et stieche mënschlech Ressourcen dran, virun allem d'Aarbechtskraaft, déi an dës gaspilléiert Liewenswueren investéiert ginn ass an déi bei der Entsuergung vill un hirem Wäert verléiert an onproduktiv gëtt.

Wann een also iwwert d'Verbëtze vu Liewensmëttel schwätzt, da muss een dat ëmmer am Bléck behalen an da mierkt een och ganz séier, datt d'Haaptgrënn vun dëser Problematik net ausschliisslech beim Konsumverhale vun de Stéit ze siche sinn, mä an éischter Linn bei enger dereguléierter Liewensmëttelbranche, déi op Standuertkonkurrenz, niddreg Léin an op der Ausbeutung vun aarme Länner an hire Ressourcë baséiert.

Domadder sinn Informatiouns- a Sensibiliséierungsmoossname fir d'Konsumenten, déi bei Debatten iwwert de Gaspillage alimentaire ëmmer nees erëm a ganz séier als Patentléisung ugefouert ginn, zwar sënnvoll a begréissenswäert, awer net dee wichtegste Léisungsusaz.

All Mënsch huet sécherlech eng Responsabilitéit, fir verstänneg a respektvoll mat Liewensmëttel ëmzegoen. A ganz vill Leit maachen dat och, mä d'Verbëtzen ass aus eiser Siicht awer och Deel a Konsequenz vun enger Liewensweis an engem ekonomesche Kader, an deenen d'Leit liewen an déi verschidde Leit och imposéiert goufen.

Den ekonomesche Kader zeechent sech duerch eng grouss Muecht vun der Liewensmëttelindustrie an de groussen Handelschaînen aus. Si delokaliséieren hir Produktiounssitten dohinner, wou d'Léin oder d'Steieren am niddregste sinn an d'Regelen am schwächste sinn. Si vergréisseren domadder de Gaspillage vu Ressourcen an d'Komplexitéit vun der Kette vun de Liewensmëttel a Ressourcen, déi an enger Iesswuer drastiechen.

Iwwer Handelsaccorden imposéiere se der Landwirtschaft an anere Produzenten Normen, déi zu weiderem Gaspillage féieren, a si beaflossen de Kafchoix vun de Konsumenten iwwer eng Flut vu Reklammen a Verpackungen zum Deel mat.

Den duerchschnëttleche Konsument op där anerer Säit, deen, gestresst tëschent Aarbecht, Heemwee an oft nach d'Kanner an d'Crèche oder an d'Maison relais siche goen, nach séier eppes akafe goe muss, ouni wierklech Zäit gehat ze hunn, fir moies ze kucken, wat dann nach alles esou am Frigo ass respektiv wat gekacht soll ginn, huet oft guer keng aner Méiglechkeet, dee richtege Choix beim Akaf ze treffen, engersäits, well e vläicht iwwerfuerdert ass mam Choix a mam Stress, anerersäits, well säi Budget vläicht just duergeet, fir beim Discounter anzekafen, wou bei Verpackungen an Offere vu Produkter an ze grousse Quantitéiten iwwerhaapt net opgepasst gëtt; also fënnef Paprikaen an enger Plastiksboîte, obwuel een der eigentlech just eng, zwou oder dräi bräicht. Den Här Zeimet huet virdrun d'Beispill vun de Melounen erzielt. An och e gudde Porto léist dee Problem net.

Här President, wann een d'Liewensmëttelverschwendung virun dësem Hannergrond bekämpfe wëllt, dann ergi sech aner a weider Pisten, déi an eisen Ae méi Erfolleg hätte wéi de renge Fokus op Sensibiliséierungsmoossnamen, an déi och nach aner positiv Niweneffekter op d'Ekonomie an op de Leit hiren Alldag hätten.

Alleréischtens menge mer emol, datt eng wierksam Strategie géint d'Bekämpfung vun der Verschwendung vu Liewensmëttel op vollstännegen Informatioune beroue muss. Déi leien awer net vir, well och an deenen Etüde vun der Regierung d'Produzenten, also d'Liewensmëttelindustrie an d'Landwirtschaft, net als Verschwender mat akalkuléiert sinn.

Dernieft gëtt e groussen Deel vum Verbëtzen direkt de Stéit mat imputéiert, obwuel si, wéi elo grad beschriwwen, keen direkten Afloss op d'Offer an d'Produktiouh vu Wueren hunn. Wann also e Stot eng zoue Késcht griichesche Juggurt ewechgehäit, da kann een dësem Stot net déi ganz Liewensmëttelketten, déi an dëse Becher Juggurt agefloss sinn, unheften. De Stot kann déi net kennen an ass soumat guer net an der Lag, en informéierte Choix ze treffen. Hei misst onbedéngt nogebessert ginn.

Zweetens, an dat hänkt awer mat der Informatioun direkt zesummen, misst et eng besser Transparenz bei der Liewensmëttelkette ginn. Bei all Liewensmëttel misst kloer an däitlech iwwerpréift kënne ginn, wéi eng Ressourcen a wéi engem Mooss an d'Produktioun agefloss sinn. Virdrun ass d'Beispill genannt gi vum Waasser, wat ee brauch fir en Apel, mä awer och vläicht de Bensinn oder de Kerosin, deen an enger Kiwi drastécht.

Duerfir missten d'Liewensmëttelindustrie an de Liewensmëttelhandel hir Wuerebilanzen oppeleeën. An dorun uknäppend misst et och méiglech sinn, datt d'Konsumenteschutzorganisatiounen e Recht op Informatioun bei dësen Entreprisen hätten, fir esou gegebenenfalls och kënne gesellschaftlechen Drock auszeüben.

Drëttens menge mer, datt d'Verpackungsindustrie méi staark reguléiert muss ginn. An déi grouss Handelsketten a Supermachéë mussen derzou verflicht ginn, all d'Iesswueren, bei deenen et méiglech ass, eenzel auszeleeën, fir datt de Konsument beim Akaf och wierklech de Choix huet, fir just dat ze kafen, wat e wierklech brauch. Dat ass zu Lëtzebuerg a grousse Supermarchéen haut an där doter Form net asuréiert.

Véiertens mussen d'Supermarchéen derzou verflicht ginn, Wueren, déi eng gewëssen Zäit virun hirem Oflaftermin stinn, méi bëlleg unzebidden, a Wueren, déi ofgelaf, awer nach verwäertbar sinn, gratis erauszeginn. Domat dierften dann och ofgelafe Wueren net méi bewosst verdierwe gelooss ginn, fir esou ze verhënneren, datt d'Leit se an déi grouss Poubelle bei de Supermarché siche kommen.

Den Här Fayot ass virdrun op déi Dimensioun vum Don alimentaire agaangen. An ech muss éierlech soen, datt ech e groussen Deel vu senge Reflexiounen an deem dote Punkt absolutt deelen.

Fënneftens musse lokal Produktiouns- a Konsumkreesleef gestäerkt ginn. Op lokalem oder regionalem Niveau sinn d'Weeër tëschent Produzent a Konsument méi kleng, mä virun allem kennt e lokale Produzent meeschtens och seng Clienten. E weess besser, wat se wéi a wéini wëllen hunn. Geneesou kann eng Epicerie am Duerf besser aschätzen, wéi vill Wueren ee keeft, well se besser aschätze kann, wie wéini a wéi oft eppes kafe kënnt. Op lokalem Niveau entsteet och e Vertrauensverhältnis vun de Konsumente par rapport zu de Produzente respektiv zum Verkeefer, wat och en Deel ass vun engem aneren Émgang mat de Produkter selwer.

Här President, mir mengen, datt een d'Verbëtze vu Liewensmëttel an de Grëff kréie muss. A mir mengen, am Géigesaz zu Virriedner, datt mer dozou och legiferéiere mussen. De Gaspillage vu Liewensmëttel steet exemplaresch fir eng Wirtschaftsuerdnung, déi natierlech wéi mënschlech Ressourcen op eng net méi tragbar Aart a Weis verbraucht. A fir dat ëmzeänneren, duerfir brauche mer Courage, néidege Courage op nationalem an awer och op europäeschem Plang.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. Elo komme mer un d'Regierung, well dat war dee leschten ageschriwwene Riedner. Dir hutt - fir dat vläicht awer ze rappeléieren - 40 Minutten Zäit. Ech ginn dovun aus, dass Dir zu dräi wäert intervenéieren. Här Landwirtschaftsminister Etgen, Dir hutt, mengen ech, fir d'Éischt d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Plus fënnef Minutte fir d'Motiounen.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Plus natierlech selbstverständlech herno fir d'Motiounen déi entspriechend fënnef Minutten, wann et esou wäit ass. Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et huet laang gedauert, bis mer endlech zur Debatt komm si vun dësem Thema, wat eigentlech schued ass, well ech hunn Iech ganz vill ze rapportéieren, an duerfir wëll ech fir d'Éischt emol der CSV-Fraktioun Merci soen, datt se dësen Debat gefrot huet.

Dir wësst, datt de Kampf géint d'Liewensmëttelverschwendung ee vu mengen Dadaen ass. Ech hu mer dat ganz uewen op meng Kape geschriwwen, souwuel op d'Kap vum Landwirtschaftsminister wéi och op déi vum Konsumenteschutzminister.

Wann ee weess, datt weltwäit een Drëttel vun alle Liewensmëttel, déi produzéiert ginn, ewechgehäit ginn, gläichzäiteg awer bal eng Milliard Mënschen op der Welt nach ëmmer Honger leiden, da schéngt et evident ze sinn, datt mer mussen handelen, an zwar un éischter Stell bei eis Konsumenten. Mir sinn déi, déi bäi Wäitem am meeschten ewechgeheien.

Nieft där moralescher Verflichtung, sech dem Problem unzehuelen, dierf een och déi ekologesch Dimensioun net vergiessen. Liewensmëttelverschwendung bedeit, datt knapps een Drëttel vun allen Notzflächen onnëtz bewirtschaft ginn, ouni déi enorm Quantitéiten u Waasser ze vergiessen, déi verbëtzt ginn. Fir Iech dat emol eng Kéier bildlech virzestellen: Dat sinn 250 km^3 pro Joer, also dräimol de Lac vu Genève, ronn 4.000-mol onse Stauséi!

A puncto CO_2-Emissioune gesäit et och net besser aus: 3,3 Gigatonnen, dat sinn 80% vum gesamten CO_2-Ausstouss pro Joer a China oder 40% vun allen Autoen op der Welt, entsti bei der Hierstellung vu Liewensmëttel, déi mir ewechgeheien. Mol ganz ofgesi vun deem ekonomeschen Aspekt: Amplaz Liewensmëttel ewechzegeheien, kéinte och jiddwer Eenzelnen 250 Euro d'Joer direkt an d'Poubelle geheien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert Iech am Laf vu menger Ried ëmmer nees mat Zuele konfrontéieren, och wann Der se schonn e puermol héieren hutt. Ech weess net, wéi et Iech dobäi geet, mech schockéiere se jiddefalls ëmmer nees op en Neits. An duerfir kann ech virun esou engem Ausmooss d'Aen net zoumaachen. Et muss een un alle Regëster zéien. Dat geet awer nëmmen, wa mer alleguerten heibanne partnerschaftlech zesummeschaffen.

D'Ursaache vum Gaspillage alimentaire sinn näämlech ganz ënnerschiddlech. Mir liewen an Europa an enger Welt vun Iwwerfloss, wou een nawell gäre méi keeft, wéi ee brauch, well d'Ae méi grouss si wéi den Honger. Eis schnellliewegZäit mécht et dovun ofgesinn heiansdo schwéier, fir seng Moolzechten anstänneg ze plangen.

Mä och beim Transport oder schlechtem Stockage kann et zu enger Verschwendung kommen, sief et um Wee vum Feld an de Supermarché oder vum Buttek bis heem. Derbäi kënnt, datt nach zwee verschidden Datumen op onse Liewensmëttel ganz ënnerschiddlech Bedeitungen hunn an dacks falsch interpretéiert ginn. Dat läit net zulescht dorun, datt et bis ewell keng homogen Legislatioun an der Europäescher Unioun gëtt, oder ganz einfach, well et ze vill komplizéiert duergestallt ass.

Mir mussen also, wéi ech elo grad gesot hunn, u méi Hiewelen dréien, fir de Problem an de Grëff ze kréien. Den Enjeu ass riseg. 2050 si mer zu 9 Milliarden op dëser Welt, an d'Fro, déi sech stellt, ass: Wéi kréie mer déi Leit alleguerten ernäert, an zwar op eng responsabel Aart a Weis?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat heescht, et geet net einfach dorëms, blannemännerchers Bëscher op anere Kontinenter ofzeholzen, fir méi Notzflächen ze kréien an esou d'Produktioun ze steigeren. Au contraire, et geet drëms, eis natierlech Ressourcen ze schounen. An dat kënne mer ënner anerem, wa mer d'Liewensmëttelverschwendung drastesch reduzéiert kréien, an dat vun der Produktioun iwwert d'Transformatioun, d'Distributioun bis hin zur Restauratioun an natierlech virun allem bei eis Konsumenten.

D'Hierarchie bei der Liewensmëttelverschwendung weist ganz kloer, datt op éischter Plaz d'Präventioun vun de Perten an der Verschwendung steet, wäit nach virum Don alimentaire, der Verfidderung un d'Déieren, dem Compostage oder där energetescher Verwäertung.

Einfach ewechgeheien ass kloer déi schlechteste Léisung! A genee aus deem Grond ass d'Sensibiliséierung a méiglechst ville Beräicher an zesumme mat méiglechst villen Akteuren ee vun de Grondsteng am Kampf géint d'Liewensmëttelverschwendung. Mir mussen nees léieren, de Wäert vun de landwirtschaftleche Produkter ze schätzen an déi ganz Aarbecht, déi derhannertsteet, ze respektéieren.

Ech ka mech erënneren, datt Reschter ewechgeheie bei eis doheem tabu war. Meng Mamm war zwar kee Meeschter wéi de Paul Bocuse ee war, mä si wousst, wéi een aus Reschter den Dag drop konnt Platen zauberen, déi jiddwerengem vun eis Kanner wuel gutt geschmaacht hunn.

(Interruptions)

Nëmmen duerch en neit Bewosstsinn kënne mer och léieren, manner ze verschwenden. Duerfir hu mir de Welthongerdag vum 16. Oktober 2016 an de Kontext vun der Liewensmëttelverschwendung gesat. Dat war fir eis de Kick-off-Dag, fir eis Sensibilisatiounscampagne ze lancéieren, ugefaange mat eiser Broschür „Zesumme géint Liewensmëttelverschwendung". Dës Broschür gëtt praktesch Tuyauen, wéi ee manner Liewensmëttel ka verschwenden. Dat geet beim Akafen un iwwert d'Araume vum Frigo bis hin zum Verwäerte vun eise Reschter.

Et fënnt een awer och wichteg Rotschléi dran, zum Beispill fir déi ënnerschiddlech Datumen op de Verpackungen, also d'Notiounen „à consommer jusqu'au…" an „à consommer de préférence avant…" besser auserneenzehalen. Do wäert meng Kolleegin Lydia Mutsch herno bestëmmt nach am Detail drop agoen.

Am Kader vun dëser Mobilisatioun hu mer dunn eng AntiGaspi-Woch op d'Bee gestallt, déi mer an Zesummenaarbecht mat de Restaurateure gemaach hunn, dat am November 2016. Mat dëser Aktioun wollte mer ganz geziilt déi grouss an déi kleng Konsumenten erreechen, déi grouss an de Restauranten an déi kleng an de Schoulen.

Déi Restauranten, déi sech bei dëser Woch bereet erkläert hunn, matzemaachen, hunn näämlech gläichzäiteg an hire Gemengen ee Workshop mat enger Primärschoulklass gemaach. De Kanner de Respekt virun eisen lesswueren nozebréngen, ze weisen, wat alles lessbares drun ass, an esou vill lesswuere méi effizient kënnen ze brauchen, war d'Zilsetzung.

A fir déi Grouss gouf et am Restaurant een AntiGaspi-Menü mat op d'mannst engem Plat aus Reschter. D'lescht Joer am November hate mer dunn eis zweet AntiGaspi-Woch a Kollaboratioun mat RTL, wou et drëms gaangen ass, och eemol déi verschidden Initiativen ervirzehiewen, déi an deem Beräich hei am Land gemaach ginn.

An deem Kontext wëll ech och Restopolis, wat jo de Service de restauration scolaire et universitaire vum Educatiounsministère ass, ervirsträichen, well déi all Kéiers parallell zu eisen AntiGaspi-Woche selwer Themewochen organiséiert hunn, fir d'Lycéesschüler ze sensibiliséieren. Mir hunn och ganz bewosst de Mount November erausgesicht, fir d'Leit ze sensibiliséieren, ganz einfach, well dat kuerz virum Dezember, dem Gaspi-Mount par excellence, ass.

Am Kader vun den Zukunftsforen, déi de Landwirtschaftsministère zu verschiddenen aktuellen Themen an d'Liewe rifft, hate mer och eng Konferenz organiséiert, déi sech un déi Professionell, dat heescht d'Distributioun, d'Restauratioun, d'Kantinnen, awer selbstverständlech och d'Producteure geriicht huet. Dat mam Zil, ee breeden Dialog op der ganzer Produktiounschaîne ze lancéieren an ze kucken, ob misst legiferéiert ginn oder net.

Ausgangspunkt war d'Gesetz vum Februar 2016 a Frankräich, wat d'Supermarchéen obligéiert, karitativen Associatiounen hir Invendue weiderzeginn, amplaz se ewechzegeheien. No der Konferenz an am enken Dialog mat de betraffenen Akteuren huet sech erausgestallt, datt et hei zu Lëtzebuerg am Ableck - an ech betounen: am Ableck! - kee Besoin géif ginn, fir ze legiferéieren, well souwisou scho ganz vill op deem Plang gemaach gëtt, an zwar vun alle Supermarchésketten, an dat op fräiwëlleger Basis.

D'grande Distribution huet eng etlech Kooperatioune mat den Cent-Butteker, der „Spënnchen", der Stëmm vun der Strooss, awer och mam Parc Merveilleux zu Beetebuerg oder och mat Biogasanlagen. Ausserdeem huet d'Chambre des Métiers mat der Horesca an enker Zesummenaarbecht mat der Direction de la santé a mat der Veterinärverwaltung Richtlinnen ausgeschafft, wat d'Spende vu Liewensmëttel ugeet. Mir hunn also liicht Vereinfachunge gemaach, net extrem, awer extrem hëllefräich.

De Kampf géint d'Verschwendung dierf näämlech op kee Fall op d'Käschte vun der Liewensmëttelsécherheet, also op d'Käschte vun de Konsumente goen! Näischt verhënnert awer, datt mir eis eng Kéier Gedanke maache sollen, ob a wéi mir den Don alimentaire verstäerkt promouvéiere kënnen, dat heescht, deene weider ënnert d'Äerm gräifen, déi déi wäertvoll Benevolatsaarbecht am Kader vun der Liewensmëttelkollekt maachen, grad awer och esou wéi deene vun der grande Distribution, déi schonn den Tri maachen. Hei kéint ech mer Incentiven, zum Beispill a Form vu Steiererliichterungen, virstellen, äänlech wéi d'EU dat kierzlech och scho virgeschloen huet. An et ass och, mengen ech, vum Här Fayot hei relevéiert ginn.

Här President, et geet eis an eiser breeder Mobilisatioun drëms, de Konsument ze sensibiliséieren. Et geet eis awer net drëms, en ze culpabiliséieren! Hie verschwent jo net express, mä dacks aus engem Manktum un Informatiounen eraus.

Duerfir hu mir och de Gemengepakt an d'Liewe geruff, well wien ass méi no bei de Bierger dru wéi d'Gemengepäpp, fir eis ze hëllefen? Duerfir sinn ech och immens frou, datt mëttlerweil méi wéi zwee Drëttel vun onse Gemengen - op den Dag vun haut sinn et der 71 vun 102 - sech dësem nationale Solidaritéitspakt géint d'Liewensmëttelverschwendung ugeschloss hunn. Mat der rezentester Gemeng, der Gemeng Schëffleng, déi sech net méi spéit wéi de leschte Freideg ugeschloss huet, entsprécht dat zesumme 85% vun eiser Populatioun!

Mir wollten de Gemenge ganz bewosst näischt virschreiwen, mä mir wollten hinnen et iwwerloossen, wéi eng Aktioune si wéilten an d'Weeër leeden. An do ginn et ewell ganz flott Initiativen an de Schoulkantinnen. Mir sinn näämlech amgaangen, bei all Paktgemeng nozefroen, wat si en place gesat huet, fir datt mer dat kënne veröffentlechen, fir datt deen ee sech bei deen anere kann inspiréiere goen.

Mir wëllen een Echange vu Best Practices. Dëst entsprécht absolutt dem EU-Kommissär Vytenis Andriukaitis senger Visioun, fir de Problem unzegoe mat Kreativitéit, Kollaboratioun an Engagement.

All Gemeng, déi sech dem Solidaritéitsblock ugeschloss huet, kritt iwwregens zanter genee engem Joer och eis Wanderausstellung gratis geléint, geliwwert an opgeriicht. D'Wanderausstellung, déi sech jo haaptsächlech u Grondschoulschüler riicht, ass ee flotten educative Moyen, deen d'Kanner op eng spilleresch an interaktiv Aart a Weis op de Problem opmierksam mécht a motivéiertem Léierpersonal e wichtegen Outil ass.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Ech sinn och immens houfreg op de Succès vun dëser Ausstellung, déi 2017 an 2018 op wäit iwwer 200 Deeg op méi wéi 40 Plaze kann zréckkucken. Do dernieft sinn och den LTB, d'Akerbauschoul an d'Hotelsschoul onsem nationale Solidaritéitspakt bäigetrueden an thematiséieren d'Problematik vun der Liewensmëttelverschwendung queesch duerch hir Fächer. Ech fannen dat eng super Initiativ, zemools et jo si sinn, déi déi Professionell vu muer ausbilden.

A wa mir scho bei der Wichtegkeet vun der Formatioun sinn, wëll ech hei och erwänen, datt mir d'Entwécklung vun engem Formatiounsmodull am Beräich Gaspillage alimentaire grad bei engem Liewensmëttelsécherheetsexpert an Optrag ginn hunn. An éischter Linn riicht d'Formatioun sech un déi Professionell aus der Restauration collective. Nach ee weidere Modull ass fir den Hierscht virgesinn, dee sech spezifesch un d'Besoine vun de Gemenge riicht, dat heescht, Gaspillage alimentaire an de Kannerdagesstrukturen an anere Strukturen, déi de Gemengen ënnerstinn, awer och d'Sensibilisatioun vum grand Public, d'Sensibilisatioun vun de Mataarbechter vun de Gemengen an d'Mise en place vun Aktiounspläng.

Mir hunn och divers Charten ënnerschriwwen, fir datt op groussen Eventer wéi Foiren d'Liewensmëttelverschwendung am A behale gëtt. Jo, mir hunn eng Charta mat der CGFP fir d'Statskantin ënnerschriwwen, fir datt keen op d'Iddi kéint kommen, mir géifen net virun eiser eegener Hausdier kieren. An Dir wësst, Lifelong Learning ass och der CGFP ganz wichteg.

Dir Dammen an Dir Hären, wat mer hei besonnesch gutt gefält, ass, datt eise Ministère wuel d'Initiativ geholl huet, mä datt aner Ministèren an nach ganz vill aner Akteure sech eis uschléissen an datt mer hei zesummen un engem Strang zéien, fir d'Liewensmëttelverschwendung ze reduzéieren. Eng séllechen Tipps an AntiGaspi-Rezepter fënnt een iwwregens och op eisem Internetsite, ech soen elo emol um nationalen Internetsite géint d'Liewensmëttelverschwendung www.antigaspi.lu. D'Thema vun der Liewensmëttelverschwendung ass weltwäit eng Prioritéit, sief et bei der EU, der UNO, der FAO, dem G20 oder bei der OECD.

Virun engem Joer schonn hat ech um Agrarconseil d'Propos gemaach, datt mer nach eemol iwwert d'Normen, virun allem d'Schéinheetsnorme vun de Liewensmëttel misste schwätzen. Et ka jo net sinn, datt et Kataloge voller Norme ginn, wéi eng Banann auszegesinn huet a se systematesch opgrond vun hirem Ausgesinn aussortéiert gëtt, an dat obwuel datt se qualitativ irreprochabel ass!

Den EU-Kommissär Vytenis Andriukaitis huet och Guidelines ausgeschafft, déi d'Verschwendung vu Liewensmëttel an dräi Beräicher wëllen ugoen, an och de Kolleeg Laurent Zeimet hat dovunner geschwat.

Et geet éischtens do ëm d'Opklärung vun deene verschiddenen Datumen, déi zu vill Onsécherheet bei de Konsumente féieren, méi präzis ëm d'Notiounen „à consommer jusqu'au…" an „à consommer de préférence avant le…". Dir Dammen an Dir Hären, „mindestens haltbar bis…" heescht net „sofort tödlich ab…"!

Een zweete Punkt ass dee vun den Don-alimentairen, wou d'EU nei, eenheetlech Guidelines am Oktober 2017 ausgeschafft huet, ouni awer d'Liewensmëttelsécherheet anzeschränken.

Eng drëtt Pist ass dann déi, fir ze kucken, awéifern een d'Liewensmëttel an Zukunft net awer nees kann un Notzdéiere verfidderen. Also „former food" als „feed" gebrauchen; eng weider Äntwert op d'Nofro vun dem Här Zeimet.

A last but not least brauche mir eng harmoniséiert Moossapproche an Europa, déi net nëmmen dem Konsument säi Verhalen eenheetlech hëlleft ze erfaassen, mä déi déi ganz Chaîne vun engem Liewensmëttelliewen, ugefaangen um Feld iwwert d'Industrie an den Handel, erfaasst an hëlleft, d'Benotze vun onse Mesuren an d'Emdenken ze moossen.

Leider huet d'EU keen eenheetleche Plang virgeluecht, fir um Feld ze moossen. Mä mir wäerten dann hei ganz kloer, an aller Transparenz an Zesummenaarbecht mat den Akteuren, ons Hausaufgab ebe selwer wëssen ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister, entschëllegt. Den Här Zeimet, wann Der erlaabt, wollt eng Fro stelle respektiv eng Zwëschebemierkung maachen. Här Zeimet, eng Fro?

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech mengen, den Här Minister huet näischt dergéint.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Selbstverständlech net, Här President.

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Merci, Här Minister. Ech wollt just nach eng Kéier nofroen, Dir hutt elo nach eng Kéier déi Lignes directrices resuméiert. Dat hat Der eis schonn am November gesot. An d'Fro war: Ass déi Diskussioun zanter dem November an deene véier Méint iergendwouhi weiderentwéckelt? Wa jo, wouhin?

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Also wat d'Datumen ubelaangt, do sinn d'Diskussiounen nach net fäerdeg, mä et gëtt weider dru geschafft. Déi Guidelinen, wat elo d'Don-alimentairë betrëfft, déi si presentéiert ginn a wou u sech den Akzent awer weider prioritär op d'Liewensmëttelsécherheet geluecht gëtt. An déi bei „former food to feed", do ass u sech am Fong dann awer gesot ginn, datt dat och weider géif analyséiert ginn.

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Merci.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Et ass fir mech och wichteg, op dëser Plaz ze ënnersträichen, datt mir den Akzent verstäerkt op d'Fuerschung an d'Innovatioun an dësem Beräich musse setzen. Nei Technologien och am Kontext vun der Économie circulaire sinn d'Zukunft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdru schonn eng Kéier gesot: Mir mussen eis awer och bei eiser eegener Nues huelen. Schliisslech sinn et mir Konsumenten, déi am meeschte verbëtzen. Ee Privatstot hei an Europa verbëtzt an der Moyenne 180 Kilo op de Kapp pro Joer. Hei zu Lëtzebuerg sinn dat 340 Gramm Liewensmëttel pro Kapp a pro Dag. Wann Der Iech dat eemol virstellt, dat sinn dräi gefëllten Dreckspween pro Dag hei zu Lëtzebuerg!

Mir mussen eis mobiliséieren, fir datt mer eis Liewensmëttel nees wäertschätze léieren. Kuerz gesot, mir musse léieren, méi responsabel ze consuméieren. Dir wësst, datt lokal a saisonal elo ganz am Trend läit. An ech si frou doriwwer als Landwirtschaftsminister, awer och als Konsumenteschutzminister.

Dir wësst, datt vill Liewensmëttel, déi mer importéieren, laang Transportweeër mussen zréckleeën an ënnerwee verdierwen, an déi, déi ukommen, hale sech wéinst deem laangen Transport net méi esou laang. Anescht ass et bei der Kombinatioun vu lokalen a saisonale Produiten: Si hale sech wesentlech méi laang a wierke sech och nach positiv op d'CO_2-Bilanz aus. Dowéinst ginn ech jo net midd ze widderhuelen, datt mer de Wäert vun eise lokale landwirtschaftleche Produiten nees musse méi schätze léieren.

Hei wëll ech och drop hiweisen, datt mer ee Gesetz op den Instanzewee geschéckt hunn, wat d'Gebrauche vu lokalen a saisonale Produkter an de Kantinne soll vereinfachen. Zousätzlech schaffe mer och un enger Plattform, mat Hëllef vun där an Zukunft ee Matchmaker wäert kucken, fir d'Besoine vun de Kantinne mat der Offer vun de Produzenten ofzestëmmen.

Dir gesitt also, Här Zeimet, datt mir ganz vill Punkte souwuel vun Ärer Motioun wéi och vun der Resolutioun vum 16. Mee vum Europaparlament amgaange sinn ëmzesetzen. Wa jiddwer Eenzelne vun eis och nëmmen e bëssen u sengem Verhale schafft, kënne mer zesumme vill erreechen. Loosse mer all zesummen eng Grimmel méi antigaspi sinn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Wann ech dat richteg gesinn, ass et elo um Tour vun der Gesondheetsministesch, der Madamm Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Dir gesitt et schonn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass d'Regierung hei ganz gutt zesummeschafft an dass déi dräi Ministeren am Beräich vum Gaspillage alimentaire och Hand an Hand schaffen. An ech wëll dat och als Gesondheetsministesch hei ënnersträichen.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Déi aner sinn all zu Paräis!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Mir sinn och betraff an agebonnen an déi Mesuren, déi hei ganz gutt vum Landwirtschaftsminister resuméiert gi sinn. Wat eis ugeet, esou geet et haaptsächlech drëm, dass mir drop oppassen, dass d'Definitioun an d'Surveillance vun deene Mesuren, déi mer en place setzen, en héijen Niveau vu Protektioun a vu Surveillance erméiglechen, dat ëmmer am Interêt vun der Gesondheet vun de Konsumenten. Do si mir an eisem Rôle an do si mir och am Zesummenhang mat Gaspillage alimentaire gefuerdert.

Ech wëll hei just, ergänzend zu deenen Ausféierungen, déi scho vum Landwirtschaftsminister gemaach gi sinn, zwou vun deenen Haaptaktiounen ausféieren, déi d'Gesondheet betreffen, an dann och eng Ausféierung maache ronderëm déi Froe vum Haltbarkeetsdatum, déi hei opgeworf gi si vum Interpellant.

Fir d'Éischt emol hu mir aktiv matgeschafft bei der Elaboratioun vun enger Annex bei dem Guide de bonnes pratiques, déi zesumme mat der Horesca a mat de Métiers de la bouche ausgeschafft ginn ass. An do geet et haaptsächlech ëm d'Hygiènesbestëmmungen. An do si mir wierklech och gefuerdert als Gesondheetsministère, well et do drëms geet, fir déi Kritären opzeläschten, déi musse respektéiert sinn, wa Liewensmëttel redistribuéiert ginn. Dat si ganz wichteg Applikatiounsmesuren, déi do dra sinn an et sinn och ganz wichteg Hygiènesbestëmmungen, déi do dra sinn. A mir insistéieren och do, dass d'Liewensmëttel, déi verdierflech sinn a wou ebe mikrobiologesch Prozesser sinn, déi zu där Verdierflechkeet kënne féieren, mussen e Verbrauchsdatum hunn an dass se dann och ausserhalb vun deem Verbrauchsdatum net méi dierfen utiliséiert ginn.

Par contre, an och dat ass hei schonn ugeschwat ginn, kënnen déi Liewensmëttel, déi net verdierflech sinn, déi ee Mindesthaltbarkeetsdatum hunn, nach eng Kéier reutiliséiert ginn. An do sinn eng ganz Rëtsch vu Consignen derbäi, déi dat präziséieren. An do geet et ëm Produkter, déi zum Beispill an de Bäckereien, an de Metzlereien oder och an der Restauratioun verdeelt ginn, oder och ëm Uebst a Geméis.

An hei insistéiere mir als Gesondheetsministère op de Prinzip, dass déi Persounen, déi op Liewensmëttel zréckgräifen, déi redistribuéiert ginn, dass déi dat nämlecht Recht hunn op Protektioun, wéi déi Persounen, déi hir Produiten regulär à source directe kafen. Et ass ganz wichteg, dass hei all d'Schinnen definéiert sinn an d'Sécherheetsnorme respektéiert ginn. An duerfir geet et och drëms, dass déi Associatiounen, déi eng Redistributioun maachen, e Système de traçabilité respektéieren. Dat heescht, et muss zréckzefëiere sinn, wou déi Liewensmëttel hierkommen. An et muss een och kënnen déi Liewensmëttel zréckzéien, wann dat muss sinn. Dat ass ganz wichteg. An duerfir ginn hei déi Hygiènesmesurë bei der Produktioun, beim Maintien vun der Chaîne du froid, bei den Informatiounen iwwert d'Allergene genausou respektéiert wéi bei anere Liewensmëttel och.

Zum Zweeten ass et ganz wichteg, dass déi Aktivitéite ronderëm de Gaspillage alimentaire och afléissen an déi Regelen, déi se prägen, och matafléissen an d'Routinekontrollen, déi gemaach ginn. Ech wëll och dat hei betounen, well dat kléngt vläicht wéi eng Selbstverständlechkeet, mä dat ass nach laang net an alle Länner esou, mä et ass awer hei zu Lëtzebuerg esou.

Eis Divisioun vun der Sécurité alimentaire huet all Aktivitéite vun AntiGaspi an den Checklëschte vun de Kontrollen, déi gemaach ginn, integréiert. An déi Aktivitéite sinn da ganz normal dem Contrôle officiel ënnerluecht wéi all aner Aktivitéiten och ronderëm de Liewensmëttelsecteur. An och hei wëll ech ëmmer erëm betounen, dass mer e ganz héijen Niveau hu vu Protektioun vun der Gesondheet vum Konsument an dass mer och hei bei der Redistributioun all déi Regele mussen applizéieren.

Et ass hei scho gesot gi vum Landwirtschaftsminister, dass d'Europäesch Kommissioun ganz sensibel ass op der Problematik vum „food waste", wéi et do meeschtens genannt gëtt. Och hei sinn eng Rëtsch vu Mesuren nach an der Diskussioun. Do ass „work in progress", fir dann emol mat der anglofoner Terminologie weiderzefueren. An och sinn am Kontext vun deenen Diskussiounen Iwwerleeungen nach weider en cours ronderëm d'Froe vun der Liewensmëttelhaltbarkeet an dem Etiquetage, deen dorunnerhänkt.

Ech wëll hei kuerz nach eng Kéier déi Lëscht rappeléiere vun deene Liewensmëttel, déi net brauchen eng Date de durabilité ze hunn. Dat sinn Uebst a Geméis, also frëscht Uebst a Geméis, Wäin, Likör, ech mengen, et huet ee Porto hei als Beispill genannt, oder och Liewensmëttel, déi mer an enger Bäckerei kafen, Pâtisserie, déi een innerhalb vu 24 Stonnen an der Regel konsuméiert, Esseg, Salz, Zocker oder aner Produkter am Beräich vun der Confiserie, déi bal nëmmen aus Zocker bestinn. Dat si primär Produiten, déi sinn net transforméiert, dat si frësch Produiten an dat sinn och an der Regel ganz stabel Produiten, déi sech gutt konservéiere loossen à température ambiante, wou keng extra Bestëmmunge gëllen.

Bon, dat ass eng Saach, déi een, mengen ech, hei muss oplëschten, dass dat ganz wichteg ass, dass am Zesummenhang mat enger Rei vu Produkter diskutéiert gëtt, fir de Mindesthaltbarkeetsdatum duerch d'Date de production, also de Produktiounsdatum ze ersetzen. A bei där doter Diskussioun sinn haaptsächlech Aliment-primairë viséiert. An do denken ech u Räis oder Nuddelen oder Konserven an esou weider.

Bon, ech muss soen, dass bei deene ganzen Diskussioune ronderëm d'Mindesthaltbarkeet mir op alle Fall drop insistéieren, dass folgend Elementer matafléissen:

Dir sollt wëssen, dass fir de Mindesthaltbarkeetsdatum de Produzent eng Rei vun Tester muss maachen, wou e muss erausfannen oder evaluéieren - besser gesot -, wéi d'Evolutioun vun deem Liewensmëttel ass a wéi sech d'Qualitéit an der Zäit deterioriéiert respektiv wéi dat Produkt seng gustativ Qualitéite mat der Zäit verléiert. Dat si ganz wichteg Texter. An domadder muss de Produzent dee Mindesthaltbarkeetsdatum estiméieren an och determinéieren. An domadder gëtt en och eng Garantie fir de Konsument, dass an där Period d'Qualitéit vum Produkt sech net deterioréiert.

Wa mer elo, ouni all aner Elementer vun der Diskussioun matzeberücksichtegen, soen: „Jo, et ass jo ganz einfach, da remplacéiere mer deen Datum, dee Mindesthaltbarkeetsdatum", an et sinn eng Rei vun Intervenanten dorop eragaangen, „duerch de Produktiounsdatum", dann attribuéiere mer d'Responsabilitéit vun der Evaluatioun, ob dat Liewensmëttel nach konsumfäeg ass oder net oder ob et nach e stabillt Produkt ass fir de Konsument. Dann iwwerloosse mer dat dem Konsument, deen awer eigentlech net outilléiert ass, fir dee Genre vun Evaluatioun ze maachen.

Ech wëll dat just hei signaléieren, well et keng einfach Diskussioun ass a well ech och heiansdo eis Mataarbechter, déi natierlech och op europäeschem Plang déi doten Diskussioune matféieren, net beneiden, well se natierlech op där enger Säit net wëlle muttwëlleg derzou bäidroen, dass e Liewensmëttel onnëtz ewechgehäit gëtt. Op där anerer Säit ass natierlech awer och de Risiko, dass ee vläicht e Liewensmëttel ewechgehäit, well ee seet: „Ech weess et net genau. Et steet näischt drop, da geheien ech et léiwer ewech, net dass et vläicht awer net méi gutt ass." Dann hu mer och näischt geschafft.

Dofir, et ass schonn eng ganz komplex Diskussioun, déi mer do hunn. An dofir ass et och ganz wichteg, an och dat ass vu mengem Ministerkolleeg gesot ginn, ganz wichteg, dass mer differenzéieren tëscht Mindesthaltbarkeetsdatum a Mindestconsommatiounsdatum. Dat si ganz wichteg Nuancen an dat sinn Diskussiounen, déi fir de Konsument och vu grousser Bedeitung sinn.

An da wéilt ech gären, well mer dat esou ofgemaach hunn, dem President proposéieren, fir der Émweltministesch d'Wuert ze ginn.

Mir kënne versécheren, dass mir weiderhin Hand an Hand schaffen. An ech mengen, mir hu souguer och kee Problem domadder, fir déi Motiounen, déi haut proposéiert gi sinn, unzehuelen. Also, wa mir no eiser Meenung gefrot ginn, ech mengen, fir eis wier dat an der Rei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Dir mech dat frot, da maachen ech dat selbstverständlech. D'Émweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Liewensmëttelverschwendung weist, dass an eisem System eppes schifleeft. Liewensmëttel ewechgeheien, dat ass ethesch verwerflech an dat ass ekonomesch net sënnvoll an ökologesch och eng Katastroph.

Dat heescht, iwwert d'Zil si mer eis heibannen eens: Keng Liewensmëttel ewechgeheien, ass dat grousst Zil. Fir dat ze erreechen, brauche mer e klore Kader a mir brauche kloer Tëschenetappen. An eng vun den Tëschenetappen ass, dass Lëtzebuerg sech am Kader vu sengem Offallplang, deen de leschten November an de Regierungsrot goung, virgeholl huet, dass mer bis 2022 50% vun eisen Offäll an deem Beräich reduzéieren. Do si mer méi héich an den Ambitiounen, wéi säitens vun der EU, wou mer en Zil hu vu 50% bis 2030.

Ech mengen, dass dat weist, wéi engagéiert a motivéiert dës Regierung zesumme mat allen Akteuren hei zu Lëtzebuerg d'Liewensmëttelverschwendung ugeet. An ech mengen, et weist och: Mir schaffen op EU-Niveau, mir schaffen op internationalem Niveau, sief et an der FAO, sief et awer och am Beräich vum Erreeche vun der Agenda 2030, konkret zesummen un deemselwechten Zil. An dat ass och gutt esou.

Fir dat Zil ze erreechen, brauche mer awer ganz kloer Donnéeën. An dofir mengen ech, ass déi lescht Offallanalys, déi mer 2013-2014 gemaach hunn, e wichtegen Indicateur. An dee muss een dofir och genee liesen. An ech si frou, dass esou munnech Kolleegen d'Donnéeën dovun iwwerholl hunn, dass 72% aus dem privaten Haushalt kommen. Eng wichteg Zuel, déi et awer, mengen ech, ze wësse gëllt, ass: Ekonomesch ass dat eng Perte vu 60 Milliounen Euro am Joer eleng hei zu Lëtzebuerg. Dat si 5% vun deem, wat mer jäerlech fir Liewensmëttel ausginn. Déi kéint ee besser a regional, saisonal a biologesch Produiten erastiechen. Dat ass op jidde Fall meng Iwwerzeegung.

An da gouf och ugeschwat, dass en Deel vun den Donnéeë feelt. An deen Deel vun den Donnéeën, dat ass dee vun der Landwirtschaft bis an d'Produktioun. Deen Deel misst an enger nächster Etüd, déi jo fir 2019 ugekënnegt ass, och nach derbäikommen. An ech mengen, da si mer gutt, andeems mer no an no eis Ziler erreechen.

A well den Här Zeimet gesot huet: „Hutt Der dann och konkret Moossnamen?" Ech widderhuelen elo net alleguerten déi Moossnamen, déi bis ewell schonn ernimmt goufe vun de Kolleegen. Ech wëll awer trotzdeem nach eng Kéier op dee Pilotprojet vun IMS bezüüglech de Kantinnen agoen, well et ass wichteg, dass mer kucken, et sinn awer d'Kantinnen, d'Restauranten, déi Grouss, wou mer kënne schnell usetzen, well et si si, déi awer nach ganz vill onnéidegen Offall hunn.

Mir hunn och e Projet zesumme mat der SuperDrecksKëscht, et gouf schonn ugedeit, „clever iessen", wou ab Mee vun dësem Joer nach eng Kéier nei Formatiounscyclë si fir genau d'Personal an der Restauratioun, an den Entreprisen, wou d'SuperDrecksKëscht och elo scho schafft fir d'Reduktioun vun deenen aneren Offäll, fir do Synergien ze fannen an déi Formatioun nach eng Kéier unzebidden, well et wierklech ganz wichteg ass, dee Lien ze maachen. D'Leit musse wëssen, wéi déi gutt Entscheedunge sinn.

All déi aner Saache goufe scho gesot. An ech mengen, e wichtege Schrëtt fir de Privatmënsch wäert sinn, dass mer och dëst Fréijoer nach d'„Ecobox", dat ass esou en „doggy bag", deen ee ka mathuelen, wann een net alles gepackt huet, dass een dee lancéiert, genausou wéi mer e gudde Schrëtt weiderkomm sinn an de Lien gemaach hu mat den Naturparken, déi sech elo allen dräi engagéieren am Beräich vun der École du goût, wou mir als Regierung, zesumme mam François Bausch, Gelder deblockéiert hunn, fir dass déi och kënnen en Haus hunn zu Branebuerg, wou ka geschafft ginn a vu wou aus kann erausgaange ginn an déi eenzel Schoulen, zesumme mat der Educatioun, da komme mer näämlech e Schrëtt weider. A mir schléissen de Krees a mir maachen déi Lienen och mat deenen anere Politicken.

Wa mer vu Liewensmëttelverschwendung schwätzen, da schwätze mer jo och vu Verschwendung vu Plastik. D'Plastikthematik gouf viru kuerzer Zäit bei den Émweltministeren ugeschwat. An da schwätze mer - de Landwirtschaftsminister huet et gemaach - vun der Kreeslafwirtschaft. Dat hänkt alles zesummen.

Dofir nach eng Kéier: Jo, ech mengen, mir brauche keng speziell Legislatioun op dësem Punkt fir genau just de Gaspillage alimentaire, well mir hunn eng Offallplanung, e Plang, e Gesetz. Mir hunn op villen Niveauen, souwuel an der Landwirtschaft wéi awer och am Beräich vun der Direktiv „Kreeslafwirtschaft", Usazpunkten, wou mer déi néideg Gesetzgebung haut scho fannen a wou mer sollten no an no un de Schrauwen dréien, wann et dann néideg ass a wa mer gesinn, datt iergendeppes eis hënnert, zum Beispill Hygiènesvirschréften, wa mer mussen oppassen.

Jo, Gewunnechten änneren, ass dee groussen Defi, dee mer wëllen zesummen ugoen. Et gëllt, hei dee Lien mam Liewensmëttel a senger Landschaft erëm hierzestellen tëschent de Leit. D'Kanner sinn do e Schlëssel zum Erfolleg. Duerfir mengen ech, dass, wann een eng École du goût mécht, wa mer mat der Educatioun eis méi bewosst zesummen ernären, mat eise biologesche Statiounen an engem Programm wéi „Naturgeméis", wou d'ailleurs de Landwirtschafts- an den Émweltministère zanter Joren d'Gemengen ënnerstëtzen, dass déi Lienen tëschent den Akteuren, tëschent der Landwirtschaft, de Gemengen als Akeefer an awer virun allem och de Kanner, déi erëm Sensibilitéit kréie fir hir Regioun, dass mer do dee Krees schléissen, dee mer alleguerte wëllen.

Dofir och vu mir nach eng Kéier: Ee gudden Equiliber tëschent Legislatioun an Aktioun, tëschent allen Akteuren, dat wäert eis schlussendlech zu eisem groussen Zil féieren, manner Liewensmëttel, jo guer keng Liewensmëttel méi ze verschwenden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun.

Motions

Mir si saiséiert mat zwou Motiounen. A wann ech d'Regierung richteg verstanen hunn, da sinn déi zwou Motioune fir si an der Rei.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Jo, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géif ech vläicht d'Chamber froen, ob si dat d'selwecht gesäit an ob mer per Handophiewen ofstëmme kënnen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Déi éischt Motioun. Wien ass mat där Motioun d'accord?

Géigeprouf: Wie stëmmt dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass unanime ugeholl.

Vote sur la motion 2

Zweet Motioun. Wien ass do dermat d'accord?

Géigeprouf: Wien ass dogéint?

Wien enthält sech?

Keng Enthalungen. Domat sinn déi zwou Motiounen unanime ugeholl.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm a Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

Ech soen Iech Merci.

(Fin de la séance publique à 17.45 heures)

SÉANCE 28 JEUDI, 22 MARS 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7164 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014, et portant:

1. modification du Code de la consommation;
2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
3. modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; et
4. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Alex Bodry, M. Henri Kox, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7199 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne le régime fiscal de la propriété intellectuelle, et modifiant la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz»)

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar (interventions de M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen) (dépôt de deux amendements), M. Eugène Berger, M. Franz Fayot (question de M. Laurent Mosar), M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar)*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'amendement 2 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7226 - Projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", faite à Nicosie, le 8 mai 2017

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (question de M. Laurent Mosar)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher (interventions de Mme Josée Lorsché, Mme Viviane Loschetter et M. le Ministre François Bausch), M. Yves Cruchten, M. Henri Kox, M. Max Hahn (interventions de M. Laurent Zeimet et M. Gast Gibéryen), M. Gast Gibéryen (intervention de M. Alex Bodry), M. David Wagner, M. Alex Bodry*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Emile Eicher et M. Claude Wiseler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Hommage à M. Roger Negri

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Roger Negri*

8. Hommage à M. Claude Adam

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Claude Adam (intervention de M. Alex Bodry)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. François Bausch et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op.

An ech gesinn, d'Regierung huet eis keng Matdeelungen ze maachen.

Da kënne mer direkt zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7164. A schonn am Titel gesäit een, dass et näischt Einfaches ass. Et geet ëm d'Referenzindicë fir d'Performanz vu Fongen. Mä den Här Bauler wäert eis an einfache Wierder erklären, wat dat heescht. Den Här Rapporteur huet d'Wuert.

2. 7164 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014, et portant:

1. modification du Code de la consommation;

2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; et

4. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech sinn awer ëmmer frou an zefridden, dass Dir u meng pädagogesch Fäegkeete gleeft.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir sidd jo Pädagog.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem Gesetzesprojet 7164 zu de sougenannten „indices de référence" gëtt e weidert europäescht Reglement an nationaalt Recht ëmgesat an domat och e weidere wichtege Baustee geluecht, fir déi europäesch Finanzmäert méi stabill an transparent ze maachen.

Vu dass et sech hei ëm e Règlement d'application directe handelt, musse just verschidden Artikelen ëmgesat ginn. Effektiv stellen dës Indices de référence en zentraalt Element an eisem Finanzsystem duer a sinn immens wichteg fir d'Integritéit an d'Stabilitéit vum ganze System.

Allerdéngs huet d'Vergaangenheet gewisen, dass mat hinnen och Schmu gedriwwe ka ginn a si den Objet vun Interessenskonflikter kënne sinn. Ech erkläre mech: 2012 ass erauskomm, dass de LIBOR, den Zënssaz, zu deem d'Banken zu London sech géigesäiteg Sue léinen, jorelaang manipuléiert gi war, woumat déi implizéiert Banken en Heedegeld op d'Käschte vun aneren Investisseure verdéngt hunn. Dat huet, wéi ee sech denke kann, e grousse Skandal ausgeléist. An et ass effektiv och ee Grond, firwat d'Europäesch Unioun sech decidéiert huet, dës Referenzindicë besser ze reguléieren.

Wat sinn also dës Indicen a wat fir eng Roll spille se? Wéi scho gesot, et sinn ënner anerem Zënssätz, an zwar generell Zënssätz, zu deene grouss Banke sech géigesäiteg Sue léinen. Nieft der Zentralbank hirem Taux stelle se awer och eng wichteg Referenz duer, fir de Präis vun allméiglechen anere Finanzprodukter, wéi zum Beispill Kreditter, Derivater, Swaps, Bonds an esou weider ze berechnen, déi och eenzel Investisseuren oder Firme kënne kafen. Si spillen also eng essenziell Roll op de Finanzmäert. An et ass och indispensabel, dass déi eenzel Akteuren deene Wäerter kënnen trauen.

Dat europäescht Reglement gesäit duerfir e präzise Kader a kloer Regele vir, no deenen dës Indicë berechent ginn. Op dës Manéier soll séchergestallt ginn, dass d'Prozedur transparent an d'Referenztauxe glafwierdeg sinn. Doriwwer eraus designéiert dëse Gesetzesprojet d'Commission de surveillance du secteur financier an de Commissariat aux assurances als zoustänneg Autoritéiten, déi d'Implementatioun vum Reglement iwwerwaachen, a gëtt hinnen déi néideg Kompetenzen, fir och Sanktioune kënnen ze decidéieren.

Fir den Ännerunge Rechnung ze droen, déi dëst Reglement bei zwou Direktive virgesäit, gi mat dësem Gesetzesprojet och nach déi jeeweileg Gesetzer modifizéiert, déi betraff sinn.

Et sief nach bemierkt, dass dëse Gesetzesprojet de 4. August 2017 bei eis am Parlament deposéiert gouf. D'Handelskummer huet hiren Avis den 10. November 2017 publizéiert. Dem Statsrot säin Avis ass den 30. Januar 2018 veréffentlecht ginn. D'Chambre de Commerce hat dann nach en Avis complémentaire den 1. Mäerz 2018 erausginn an den Avis complémentaire vum Statsrot koum de 6. Mäerz.

De Statsrot hat a sengem éischten Avis eng Opposition formelle formuléiert, ausgeschwat. Déi héich Kierperschaft huet fonnt, dass d'Reglement a Bezuch op d'Méiglechkeete vun den zoustännegen Autoritéiten, fir Enquêten ze realiséieren, net genee ëmgesat gi wier. No enger Rei parlamentareschen Amendementer, déi dës Lacune behuewen hunn, konnt de Statsrot seng formell Oppositioun ophiewen a säin Accord fir dëse Gesetzesprojet ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci dem Rapporteur. Wéi ëmmer brillant ware seng Ausféierungen hei op der Tribün an och säi Rapport. Mir bleift just nach, den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Bodry d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, ech géif am Numm vun der sozialistescher Fraktioun datselwecht maachen an och dem Här Bauler Merci soe fir seng aféierend Wierder.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Här President, och mir brénge den Accord zu dësem Gesetz a soe gläichzäiteg Merci fir de Rapport vum Rapporteur.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Villmools Merci dem Kolleeg Bauler fir seng exzellent Aarbecht. Et kann een dat guer net genuch ervirsträichen, well et ass jo awer ganz vill Aarbecht, esou e Rapport ze maachen. An ech brénge mat Freed den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech gesinn, och den Här Wagner wäert déi Harmonie net stéieren. An da ginn ech dem Här Finanzminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech si frou iwwert déi Harmonie, mat där mer haut de Mëtten hei ufänken. Ech géif gär just ënnersträichen, dass deen heite Reglement 2015 adoptéiert ginn ass ënner Lëtzebuerger Presidentschaft. Dat heescht, ech hu mech selwer drëm bekëmmert bis an d'Nuecht eran.

Dat hei ass e Reglement, dee méi Transparenz an déi Indicen erabréngt. An do gouf et jo Skandaler ëm LIBOR an ëm aner Indicen. Dat soll heimat behuewe ginn, andeem d'Methodologie méi streng gëtt an do méi Kontrolle sinn. Zu Lëtzebuerg sinn d'CSSF an de Commissariat aux assurances dann déi zwou Autoritéiten, déi sech domat befaassen. Mir hunn och de Code de la consommation esou geännert, wéi dat néideg war.

Ech freeë mech, dass all Mënsch dat heite kann ënnerstëtzen, also all d'Deputéiert. An ech soen dem Här André Bauler villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Domat kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7164 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7164 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass, mat engem Hechtsprong, elo - jo, jo, mir maachen dat - eriwwer.

57-mol Jo, keng Géigestëmmen, mir hunn also Unanimitéit vun deenen, déi um Vott deelgeholl hunn.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7164 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Claude Wiseler), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Marco Schank), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Tess Burton), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7199, enger Direktiv iwwert d'Schlësselinformatiounen zu Investmentproduiten. An och hei sinn d'pädagogesch Qualitéite vum Rapporteur, dem Här André Bauler, gefrot. Hien huet och direkt d'Wuert.

3. 7199 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Och bei dëser Matière hunn ech mech missen, als een, deen net am Finanzsecteur täteg war, aschaffen. Et kléngt heiansdo chineesesch. Mä op eemol versteet een awer wierklech, ëm wat et geet. Och de Kolleege Merci fir hiert Vertrauen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, beim Gesetzesprojet 7199 handelt et sech ëm d'Operationaliséierung vum europäesche Reglement 1286/2014 iwwert d'Documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance, also deem sougenannten „PRIIPs-Reglement". PRIIP - P, R, I, I, P - steet fir „Packaged Retail and Insurance-based Investment Products". Déi Däitsch hunn dat ganz flott an d'Sprooch vum Goethe iwwersat. Do steet de PRIIP fir, ech zitéieren: „verpackte Anlageprodukte für Kleinanleger und Versicherungsanlageprodukte".

Vu dass et sech hei och ëm e Règlement d'application directe handelt, musse just verschidden Artikelen ëmgesat ginn. D'Haaptzil vum PRIIPs-Reglement ass et, d'Verständnis vun de Risiken an de Käschte vun Investissementsproduite fir sougenannt „Retail-Investoren" ze verbesseren, andeems d'Investisseuren an Zukunft en Document d'informations clés oder op gutt Lëtzebuergesch iwwersat e Basisinformatiounsblat, de sougenannten „KID" - Key Information Document -, fir Produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance kréien.

Iwwregens soll de KID - K, I, D, also, de Key Information Document - nëmme wesentlech Informatiounen iwwert de Finanzproduit beinhalten a sou fir de Client iwwersiichtlech a liicht ze liese sinn. De KID, also d'Basisinformatiounsblat, soll virun allem Informatiounen iwwert d'Charakteristike vum Produkt an iwwert de viséierte Marché ginn.

Da soll de KID och opweisen, ob e Kapitalverloscht méiglech ass. E soll also, wéi och schonn ufanks bemierkt, Opschloss ginn iwwert d'Käschten an de Risikoprofill vun engem Produit. De KID soll och kloer Informatioune ginn iwwert d'Wäertentwécklung souwéi och spezifesch Date liwweren, déi et dem Client erlabe sollen, d'Charakteristike vu verschiddene Produitszorte besser ze verstoen oder ze erfaassen.

Wat versteet een ënner Produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance? Ma dëst si Produkter, bei deenen de Montant, deen zum Schluss un den Investisseur zréckbezuelt gëtt, Schwankungen ënnerläit, well se vu Referenzwäerter oder vun der Entwécklung vun Aktiva ofhänken. Sou sinn ënner anerem Investmentfongen, Liewensversécherungsprodukter mat enger Investitiounsdimensioun an awer och strukturéiert Finanzproduite viséiert.

Fir dëst europäescht Reglement ze operationaliséieren, mussen déi zoustänneg Autoritéiten designéiert ginn. D'CSSF kritt hei eng generell Kompetenz a par dérogation gëtt de Commissariat aux assurances déi kompetent Autoritéit fir d'Entitéiten, déi senger Iwwerwaachung, senger Surveillance ënnerleien.

De Projet gesäit dann och d'Pouvoire vir, déi dës Autoritéite brauchen, fir hir Missiounen am Kader vum Règlement PRIIPs auszeüben. Dës Pouvoire sinn dann och no un deene vum Artikel 53 vun der LSF, also der Loi relative au secteur financier.

Des Weidere gëtt och e Sanktiounsregimm an e Publikatiounsregimm vun dëse Sanktiounen agefouert. Den Niveau vun de Sanktiounen ass en ligne mat deem, wat am Reglement virgesinn ass.

Et gëtt och vun zwou Optioune Gebrauch gemaach. Engersäits ass virgesinn, dass SICARen a Fongen, déi keng OPCVMe sinn, och e KID no de Regele vum OPC-Gesetz vum 17. Dezember 2010 amplaz vun engem PRIIPs-KID kënnen opstellen. Anerersäits kréien d'Autoritéiten d'Méiglechkeet, d'Ex-ante-Notifikatioun vum KID ze verlaangen.

Et sief nach bemierkt, dass dëse Gesetzesprojet de 25. Oktober d'lescht Joer bei eis hei am Parlament deposéiert gouf. D'Handelskummer huet hiren Avis den 9. Januar 2018 publizéiert. De Statsrot huet säin Avis den 30. Januar 2018 veréffentlecht. D'Chambre de Commerce hat hiren Avis complémentaire de 27. Februar dëses Joers erausginn. An den Avis complémentaire vum Statsrot koum, wéi och bei deem Gesetzesprojet vu virdrun, de 6. Mäerz 2018.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis eng Rei Remarke formuléiert. D'Finanzkommissioun huet deem, oder deenen an hire parlamentareschen Amendementer Rechnung gedroen, soudass de Statsrot a sengem Avis complémentaire säin Accord dann och ginn huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech och hei nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Mosar d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, och hei e ganz grousse Merci fir de Rapporteur, deen eis dee ganz flotte Projet de loi mat deem nach méi flotten Numm PRIIPs hei am Detail erkläert huet. Mir bleift och soss näischt Weideres ze dinn, wéi nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un den André Bauler, deen dëse Projet kompetent a komplett presentéiert huet. Do bleift näischt hinzuzufügen.

Ech kann och den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Här President, selbstverständlech wëll ech och hei dem Rapporteur nach eng Kéier villmools Merci soe fir säi schréftlechen an natierlech ëmmer säi mëndleche Rapport hei an der Chamber, an ech gi gläichzäiteg de Jo vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech kann dem Rapporteur alt nees eng Kéier nëmme felicitéieren, fir hei eng Matière, déi net all Mënsch zougänglech ass, esou klipp a kloer ze verdäitlechen. An et ass alt nees eng Kéier mat Freed, dass ech selbstverständlech den Accord vun der ADR zu dësem Projet brengen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech liesen aus den Ae vum Här Wagner, dass hien och do dermat d'accord ass. An da ginn ech och dovun aus, dass de Finanzminister dermat d'accord ass.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, natierlech, Här President. Ech géif gär dem Här André Bauler och Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht.

Déi Unanimitéit ass jo ganz gutt an déi Terminologie ass jo ganz komplizéiert, mä ech mengen, et däerf een net aus den Ae verléieren, dass dat, wat hei gemaach gëtt, extrem wichteg ass fir den Investisseur, fir de Client. De Client gëtt hei protegéiert a Produiten, déi am Fong geholl relativ bekannt sinn, ob dat elo eng Part ass, déi een an engem Investitiounsfong keeft, ob dat eng Assurance-vie ass, déi een hëlt, ob dat en titriséiert Instrument ass, alles dat si Saachen, déi all Client ka bei senger Bank eventuell kafen. An do ass et jo berouegend, dass dann de Client déi néideg Informatioune kritt, dee Key Information Document.

Dat ass also vläicht eppes, wat komplizéiert alles heescht, mä et geet haaptsächlech drëms, de Client ze protegéieren, dass e weess, wat fir eng Risiken en huet, wann e verschidde Produite keeft. An doriwwer solle mer eis all freeën, dass déi Protektioun grad vun Europa organiséiert ass op eng harmoniséiert Aart a Weis, dass een am ganze Marché unique Informatioune kritt, déi ausgeglach sinn, déi kohärent sinn. An dat ass gutt fir de Lëtzebuerger Client, mä et ass och ganz gutt fir eis Finanzplaz.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Domat kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7199 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7199 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass fäerdeg.

60-mol Jo. De Projet 7199 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass och hei d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci.

A mäi klenge Fanger seet mer, dass et elo eriwwer ass mat der Unanimitéit, well mir kommen zum Projet 7163, enger Ofännerung vum Steiergesetz. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Joëlle Elvinger.

4. 7163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne le régime fiscal de la propriété intellectuelle, et modifiant la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz»)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 7163 gouf de 4. August 2017 vum Finanzminister deposéiert. Bei dësem Projet de loi geet et ëm d'Besteierung vun der Propriété intellectuelle, dem geeschtegen Eegentum. Ier ech op de Projet selwer aginn, erlaabt mer, kuerz de generelle Kontext ze skizzéieren, an dee sech dëse Projet aschreift!

Wéi ëmmer, wann et sech ëm d'Fiskalitéit handelt, huet een nieft dem nationalen Interêt och nach international Contrainten, un déi ee sech hale muss. Dat ass bei dësem Projet net aneschters. Och an der Besteierung vun der Propriété intellectuelle hu mir op där enger Säit den nationalen Interêt vun der wirtschaftlecher a steierlecher Kompetitivitéit vun eisem Land an op där anerer Säit déi international Contrainten. Et gëllt also erëm, e Balanceakt tëscht deenen zwee fäerdegzebréngen.

Här President, d'Propriété intellectuelle ass ouni Zweifel e wichtege Facteur fir eis Wirtschaft, sief et op nationalem oder europäeschem Niveau. Innovatioun, Fuerschung an Entwécklung sinn doriwwer eraus d'Basis, fir laangfristeg eng Économie du savoir opzebauen, sou wéi dat zum Beispill och déi europäesch Strategie fir 2020 virgesäit.

Evidenterweis steet dat och an engem direkten Zesummenhang mat deem sou oft genannte qualitative Wuesstum, deen net op weidere Ressourcëverbrauch soll setzen, mä op gesteigert Produktivitéit, Innovatioun an héich qualifizéiert Aarbechtskräften. Aus deem Grond ass et wichteg, den Entreprisen hei zu Lëtzebuerg déi richteg Ureizer ze ginn, fir nach méi an d'Fuerschung ze investéieren, besonnesch och virum Hannergrond, dass d'Investissementer am Privatsecteur zréckginn, wat d'Recherche an d'Entwécklung betrëfft.

Den ale Regimm vun der IP-Box vum Artikel 50bis gouf mam Budgetsgesetz fir 2016 ofgeschaaft, Dëst mat enger Iwwergangsperiod vu fënnef Joer. Wärend där Zäit kënnen zwar all déi Aktiven, déi virum 1. Juli 2016 registréiert gi sinn, weiderhi vun enger steierlecher Erliichterung profitéieren, mä et kënnen ebe keng nei méi derbäikommen. Mat dësem Gesetzesprojet ginn déi abrogéiert Dispositiounen duerch den neien Artikel 50ter ersat. Lëtzebuerg kritt also en neien IP-Regimm. Dëse soll natierlech den internationalen Normen an der Matière entspriechen, virun allem deene vun der OECD.

Här President, Lëtzebuerg, dat hu mer entretemps geléiert, huet am Endeffekt méi dovun, „compliant" ze sinn, eng transparent a fair Steierpolitik ze maachen, wéi de Risiko anzegoen, fir spéider op enger schwaarzer Lëscht ze stoen. Fir ze verhënneren, dass Bréifboîttegesellschaften an engem Land gegrënnt ginn, fir vu steierleche Virdeeler ze profitéieren, huet d'OECD de BEPS, also Base Erosion and Profit Shifting, lancéiert. Aus deem Aktiounsplang geet déi sougenannt „nexus approach" ervir, op Franséisch „approche du lien modifiée".

Wat heescht déi nei Approche elo fir d'Besteierung vun der Propriété intellectuelle? An Zukunft muss eng „activité substantielle" an deem Land existéieren, an deem d'Propriété intellectuelle besteiert gëtt. Eng substanziell Aktivitéit setzt zwou Saache viraus: Zum enge mussen et Ausgabe sinn, déi an engem direkten Zesummenhang mat Recetten aus der Propriété intellectuelle stinn. Zum anere mussen dës Ausgaben och vum Steierzueler selwer gemaach gi sinn.

De Gedanken ass also ganz kloer deen, dass een nëmme vun enger steierlecher Erliichterung op Revenue vun der Propriété intellectuelle profitéiere kann, wann ee selwer och an d'Fuerschung an an d'Entwécklung investéiert huet, an dat och nëmmen an deem Land, an deem tatsächlech e Mehrwäert geschaaft ginn ass.

Allerdéngs ass et méiglech, dass eng Firma, déi zum Beispill hire Siège social zu Lëtzebuerg huet, hir Recherche an engem anere Land vum Espace économique européen maache léisst, wou dëse Betrib en Établissement stable huet. Dës Ausgabe kënnen dann awer als Dépense éligible consideréiert ginn, ënnert der Bedéngung, dass ënner anerem op Basis vun engem Steierofkommes dem Contribuable zu Lëtzebuerg d'Ausgaben attribuéiert ginn.

Den neie Steierregimm gëtt iwwert den Artikel 50ter vum Gesetz iwwert den Impôt sur le revenu agefouert. An deem Artikel gëtt ganz genee definéiert, ënner wat fir enge Konditiounen een en Deel vu senge Steieren an dëser Matière kann ofsetzen.

Ech wëll Iech nach kuerz verschidden Haaptpunkten illustréieren, wéi deen neie Regimm funktionéiert. Als Éischt de Champ d'application: Am Géigesaz zum ale Regimm sinn nach just ganz bestëmmt Aktiven eligibel. De Champ d'application ass also e Stéck méi kleng ginn. Haaptsächlech Breveten au sens large a Logicielle sinn nach eligibel, wärend zum Beispill Marken, Zeechnungen a Modeller et net méi sinn.

Am Kontext vun dësen Actifs éligibles entstinn Ausgaben an och Revenuen, vun deenen alt erëm verschiddener eligibel sinn an anerer net. D'Rechnung, déi herno gemaach gëtt, multiplizéiert d'Revenus éligibles mat engem Ratio, dee sech zesummesetzt aus den Dépenses éligibles als Numerateur an den Dépenses totales als Denominateur. Vun där Zomm, déi bei dëser Rechnung erauskënnt, sinn dann 80% exoneréiert.

Dir gesitt, Här President, et ass effektiv eng zimlech technesch Geschicht. An duerfir wëll ech elo net weider an den Detail goen. Ech verweisen duerfir awer gären op mäi schréftleche Rapport fir weider Explikatiounen.

Wat d'Avisen dann ugeet, ass den Avis vun der Chambre des Salariés den 10. Oktober veréffentlecht ginn an dee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics den 9. Oktober 2017. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 3. November 2017 publizéiert. An no engem Amendement gouvernemental vum 15. Dezember d'lescht Joer huet d'Chambre des Métiers dunn hiren Avis den 12. Januar 2018 erausginn. An d'Chambre de Commerce huet nach en Avis complémentaire gemaach, deen de 15. Januar publizéiert ginn ass.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 6. Mäerz 2018 déi eng oder aner Fro opgeworf, mä awer keng Opposition formelle ausgeschwat a prinzipiell säin Accord ginn. Och hei fannt Dir d'Detailer a mengem schréftleche Rapport.

Ofschléissend kann een awer festhalen, dass mir mat dësem neie Regimm steierlech weiderhi kompetitiv an attraktiv bleiwen a gläichzäiteg d'Investitioun an d'Innovatioun férderen. Dat steet engem Land wéi Lëtzebuerg sécherlech gutt zu Gesiicht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir bleift da just nach, e ganz, ganz grousse Merci lasszeginn un de Finanzminister, un den Här Carlo Fassbinder vum Finanzministère a seng ganz Equipp.

Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. D'Wuert huet den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech wëll ufänken och mat engem ganz grousse Merci un d'Rapportrice, déi eis hei en technesch komplexe Projet am Detail virgestallt huet. A wéi gesot, duerfir och vun eiser Säit hir e ganz grousse Merci fir hiren Engagement.

De Projet de loi, dee mer haut de Mëtten hei diskutéieren a sollen ofstëmmen, ass also déi faméis IP-Box. Ech mengen, de Projet ass och an där doter Terminologie dobausse bekannt. Et ass u sech en extrem wichtege Projet fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Ech mengen, datt mer alleguerten och domadder averstane sinn.

Et ass e Projet, wou et ëm d'Propriété intellectuelle geet. A just fir Iech awer do zwee, dräi Wierder och iwwert d'Importenz vun der Propriété intellectuelle hei ze ginn, mengen ech, ass dat international an europäesch gewosst, datt d'Propriété intellectuelle e Schlësselfacteur vum Wirtschaftswuesstum ass.

A wann ech och nëmmen am Projet de loi kucken, och am Exposé des motifs fënnt een déi Zuelen erëm, déi eigentlech impressionnant sinn: Eleng an der Europäescher Unioun schaffen iwwer 82 Milliioune Mënschen an deem Secteur, direkt oder indirekt. Do gesäit een och, wat dat duerstellt. Also bal ee Fënneftel vun de Bierger an der Europäescher Unioun hunn direkt oder indirekt eppes mat Droit-intellectuellen ze dinn.

Mä och fir eist Land ass dee Projet vun enger ganz, ganz grousser Bedeitung, natierlech och am Kontext - an ech mengen, mir sinn eis do ëmmer och eens - wat d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft ubelaangt. Ech mengen, mir ënnersträichen all Kéiers, wa mer Rieden halen, wéi wichteg et ass, datt mer e bësse lasskomme vun deem grousse Gewiicht, dat d'Finanzplaz an deem Land huet. An duerfir, d'Diversifikatioun vun der Wirtschaft ass wichteg an d'Droit-intellectuelle sinn och hei e fundamentaalt Element.

Dann ass awer och wichteg, ganz besonnesch fir Lëtzebuerg: Hei geet et och ëm d'Recherche an d'Innovatioun. Mir wëssen alleguerten och, datt mer op déi Recherche an déi Innovatioun ugewise sinn. A Recherche an Innovatioun hunn natierlech och direkt e Lien mat Droit-intellectuellen, mat Breveten, Marken an all Zorte vun Inventiounen.

An dann en drëtt Element nach, firwat et fir Lëtzebuerg extrêmement wichteg ass, dat ass dee ganze Beräich och elo vu Space Mining, Space Resources. Och do si mer natierlech op eng gutt Gesetzgebung ugewisen, wat d'Droit-intellectuellen ugeet.

Fir dann awer elo op de Projet de loi anzegoen, wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, datt d'Budgetsgesetz fir d'Joer 2016 am Dezember 2015 a sech den Artikel 50bis, de fréieren Artikel also, deen d'Droit-intellectuelle regelt, ofgeschaaft hat, deemools ouni Ersatz, en Element, wat och oft, och am concernéierte Secteur, fir Kritik gesuergt huet.

Ech muss dann och fir d'Alleréischt hei feststellen, datt ech fannen, datt et extrêmement laang gedauert huet, ier d'Regierung mat engem Projet de loi komm ass. Notamment wann ee weess, Här President, datt jo eigentlech schonn 2013 respektiv 2014 gewosst war, datt mer dee 50bis net méi kéinten an där Form bäibehalen, muss ech e bësse bedaueren, datt et da bis 2017 respektiv elo 2018 gedauert huet, ier d'Regierung do mat engem anere Projet komm ass. Notamment wann ee weess, datt all déi aner Länner, mat deene mir a Konkurrenz stinn, an ech brauch se net alleguerten opzezielen, elo scho säit enger Rei vu Méint a Joren a sech hei e Gesetz hunn, wou mir also ganz kloer e Konkurrenzretard wäerten hunn.

Dann eng zweet generell Kritik, déi ech hei och wollt virbréngen, op déi ech awer nach e bësse méi am Detail aginn, ass, datt mir eigentlech fannen, datt hei eng minimalistesch Ëmsetzung gemaach ginn ass vun enger Direktiv, déi eis vill méi Méiglechkeeten erlaabt hätt.

An ech wëll och do awer nach eng Kéier op déi éischt Sitzung agoen, wou mer konnten iwwert de Projet de loi schwätzen. Dat war den 19. Januar, wéi dunn déi zoustänneg Beamten eis dee Projet virgestallt hunn. Dozou muss ech eigentlech soen, datt iwwer all Reien, net nëmmen an den Oppositiounsreien, mä och an de Majoritéitsreien, eigentlech eng grouss Enttäuschung virgeherrscht huet,...

M. Eugène Berger *(DP).*- Nee, mir hunn eis Froe gestallt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...wat de Projet betrëfft. An ech ka mech...

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir hunn eis Froe gestallt, awer keng Äntwerte kritt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech ka mech erënneren, datt souwuel de President vun der Finanzkommissioun wéi och aner Membere sech herno virun de Mikroe vun der lëtzebuergescher Press eigentlech éischter enttäuscht ausgedréckt hunn iwwert déi Aart a Weis,...

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir interpretéiert dat falsch, Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...Här Berger, iwwert déi Aart a Weis,...

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir hu gesot, et géife Froen opbleiwen a mir géife kucken, déi ze beäntwerten.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...wéi dee Projet hei ëmgesat ginn ass. Leider Gottes...

(Interruption)

Leider Gottes huet déi Enttäuschung net laang ugehalen, dunn an der nächster Sitzung ass op eemol d'Enttäuschung bei verschiddene Leit an eng grouss Begeeschterung ëmgekéiert.

Ech wollt awer hei elo nach eng Kéier op déi Punkten agoen, wou mir mengen, datt d'Regierung hätt kënne méi wäit goen. An ech wëll och do nach eng Kéier déi Amendementen deposéieren, déi mer schonn eng Kéier an der Finanzkommissioun eng éischte Kéier deposéiert haten, wou se awer ofgewise gi sinn. Well ech mengen, datt och déi Amendementen eigentlech kloer weisen, wou een hätt kënne méi wäit goen.

Ech wëll och do direkt betounen, datt déi Amendementen 100%eg konform si mat OECD- an EU-Standarden. Dat heescht, alles dat, wat mir proposéieren, geet iwwerhaapt net iwwert d'Direktiv eraus. An déi dote Propositioune fanne sech d'ailleurs integral souwuel am iresche wéi och am hollännesche Gesetz erëm.

Wat sinn awer elo fir eis haaptsächlech déi zwee grouss Punkten, wou mer mengen, datt hätt kënne méi geschéien? Dat eent ass natierlech, datt d'Gesetz virgesäit, oder d'Direktiv virgesäit, datt een hätt kënnen eng drëtt Kategorie vu sougenannten Droit-intellectuelle schafen. Dat steet also expressement an der Direktiv. Hei wëll ech och nach eng Kéier drun erënneren, datt besonnesch fir Kleng- a Mëttelbetriber dës drëtt Kategorie vu sougenannten Droit-intellectuelle wichteg wier.

Firwat? Et ass net all Entreprise, déi direkt kann e Brevet deposéiere goen. Éischtens ass dat mat engem gewëssene Käschtepunkt verbonnen. Et kënnt awer och en anert Element derbäi: datt et ganz vill Inventioune gëtt, déi net onbedéngt zu engem Brevet féieren, déi awer e gewëssene Wäert hunn, déi och kënnen als Mark oder als soss eppes deposéiert ginn. Ech denken notamment, an ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, un déi nei Technologien.

Hei ass einfach alt erëm eng Kéier d'Chance verpasst ginn, ganz besonnesch eppes fir déi Kleng- a Mëttelentreprisen ze maachen. An ech liesen Iech d'ailleurs och do vir, wat de Statsrot justement op der Säit 2 doriwwer seet, e seet also: «Le Conseil d'État note qu'un régime particulier pour les petites et moyennes entreprises n'a pas été prévu.» A justement dat ass déi drëtt Kategorie vun Droit-intellectuellen, déi also hei net virgesinn ass.

Mir wäerten also an engem Amendement proposéieren, datt een och déi dote Kategorie vun Droit-intellectuelle mat eranhëlt. Ech wëll dann och direkt awer op déi Kritik agoen, déi da par rapport zu deem Amendement vun der Regierung formuléiert gëtt, fir ze soen: „Jo, mir hätten dat jo gemaach, mä mir hunn e Problem zu Lëtzebuerg, well mir hu keng Autoritéit, déi esou Inventioune kéint zertifiéieren." Wat richteg ass, well ech mengen, datt d'Steierverwaltung déi dote Roll net kéint iwwerhuelen. Allerdéngs hätt ee sech parfaitement kënne virstellen, datt een esou eng Autoritéit en place gesat hätt zum Beispill um Niveau vum Wirtschaftsministère. An ech kann duerfir och net akzeptéieren, datt dat net gemaach ginn ass.

Mir wousste vun 2013, 2014 un, datt dat dote géif op eis zoukommen. Mir woussten och, wat d'Direktiv eis do fir Méiglechkeete géif opmaachen. Firwat hu mer net direkt 2013, 2014 ugefaangen, esou eng Autorité régulatrice och fir déi doten Zort vun Inventiounen en place ze setzen? Esou wéi iwwregens, Här Minister, d'Iren dat gemaach hunn. Do kann een also elo net soen: „Jo, mir hätten dat oder mir mussen dat nach maachen." Mir hate ganz einfach hei dräi, véier Joer Zäit. A mir hunn et an deenen dräi, véier Joer - oder d'Regierung - net fäerdegbruecht, fir dat en place ze setzen.

Dann deen zweete Punkt, an do muss ech soen, datt dat mech eigentlech nach méi erstaunt: datt d'Regierung déi Méiglechkeet, déi d'Direktiv hir gëtt, net geholl huet. An do geet et eigentlech ëm d'Applikabilitéit vun deenen Dispositiounen op Länner, déi net am Espace économique européen dra sinn.

Ech ginn Iech do vläicht e konkret Beispill, well et ass eng komplizéiert Matière, déi net ëmmer ganz einfach verständlech ass. Mir hunn am Moment Dispositiounen, esou wéi se elo am Text stinn, déi maachen et méiglech, datt, wann eng Entreprise, déi zu Lëtzebuerg Aktivitéiten huet an déi zum Beispill an Däitschland Aktivitéiten huet, déi an der Recherche täteg sinn an déi et ee Moment da mat hirer Recherche fäerdegbréngen, e Brevet ze entwéckelen, déi da kënne vun deene steierleche Moossname profitéieren, 100%eg, egal ob elo - wat weess ech? - 30%, 40% an Däitschland gemaach gi sinn a 50% oder 60% hei zu Lëtzebuerg.

Elo kënnt awer de Rescht, also alles dat, wat Länner ausserhalb vum Espace économique européen betrëfft. A besonnesch hei zu Lëtzebuerg mengen ech, datt dat en extrem wichtege Punkt ass. Firwat? Mir hunn eng ganz Rei wichteg Entreprisen aus de Vereenegte Staten hei an dësem Land. Ech denken nëmmen u Goodyear, ech denken un DuPont de Nemours, mir wëllen an Zukunft Google heihinnerkréien.

An elo ginn ech Iech e Beispill: Ganz besonnesch eng Entreprise wéi Goodyear, déi enorm vill, Här Minister, an der Recherche maachen, déi och ganz vill an der Recherche hei zu Lëtzebuerg maachen, wann elo - an esou fonctionnéiert dat eben, eng Recherche gëtt net exklusiv nëmmen op engem Standuert gemaach, dat ass esou - also hei zu Lëtzebuerg 90% vun der Recherche gemaach ginn an 10% ginn an Amerika gemaach, da kann déi Firma net vun dësem Gesetz profitéieren.

Wann also elo muer Google heihinnerkënnt an déi maachen hei eng Recherche zesumme mat Google an de Vereenegte Staten, a wann och nëmmen 1% vun där Recherche an de Vereenegte State gemaach gëtt, da ka Google an Zukunft net vun dësem Gesetz profitéieren. An ech muss Iech einfach soen, fir mech ass dat onverständlech. Dat hätte mer kënnen an d'Gesetz aschreiwen, gradesou wéi d'Hollänner a wéi d'Iren dat gemaach hunn.

Ech hunn dem zoustännege Beamten, deen iwwregens eng ganz gutt Aarbecht geleescht huet, déi Fro an der Kommissioun gestallt, firwat datt mer dat net dragesat hätten. Dunn hunn ech als Äntwert kritt: „Aus budgetäre Grënn!" An do muss ech soen, dat ass awer fir mech net akzeptabel, wa mir an der Recherche, wat liewenswichteg fir dëst Land ass, dann aus budgetäre Grënn esou eng Dispositioun net an eist Gesetz aschreiwen.

Duerfir wäert ech och nach eng Kéier deen doten Amendement hei deposéieren, well ech wierklech mengen, datt mer all Interêt hunn, zumindest op deem dote Punkt méi wäit ze goen an eis zumindest op den Niveau vun eisen direkte Konkurrente wéi Holland an Irland ze setzen. Well wat soen dann elo d'nächste Kéier Goodyear an DuPont de Nemours? Ma déi kommen net méi op Lëtzebuerg mat hirer Recherche. Déi gi léiwer an Irland an an Holland an Zukunft, well se do einfach e bessere Regimm wäerte kréien.

Här President,...

(Interruption)

Ech hat eigentlech d'Impressioun, datt och déi Amendementer, déi mer do proposéiert hunn, awer bei verschiddene Kolleegen, déi net der Oppositioun ugehéieren, eigentlech als relativ sympathesch ugesi gi sinn. Notamment bei de Kolleege vun der DP hat ech eigentlech d'Gefill, datt se net onbedéngt do dergéint wären, notamment hire President. Ech muss Iech allerdéngs soen, an do kommen ech awer wierklech net derlaanscht, ech muss mech hei e bëssen...

(Interruption)

Ech muss mech hei e bësse mat der LSAP beschäftegen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Well et ass ganz schwéier, et ass ganz schwéier...

(Brouhaha)

...eigentlech erauszefannen, wat d'Positioun vun der LSAP ass. An elo lauschtert awer ganz gutt no, den eminente Finanz- a Wirtschaftssprecher vun der LSAP huet, an ech hu mer dat erauslafe gelooss, bei RTL par rapport zu den Amendementer, déi mir erabréngen, Folgendes gesot, an ech zitéieren den Här Franz Fayot: „Déi Amendementer vun der CSV", also déi zwee, déi ech elo hei wäert deposéieren, „si fir eis am Fong erëm e Retour op eng al Politik aus den 80er, 90er Joren, wou mer am Fong eng zimlech opportunistesch an affäristesch Attitüd hate mat der Fiskalitéit a wou mer dem Land grousse Reputatiounsschued domadder bruecht hunn." Dat seet den Här Franz Fayot, eminente Wirtschaftsexpert vun der LSAP.

Une voix.- Also ech sinn…

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Här Wirtschaftsminister - lauschtert mer gutt no! -, deem ech ganz genau déiselwecht Propositioune gesot hunn, äntwert mer viru 14 Deeg, dräi Wochen, wéi ech e gefrot hunn, firwat datt mer dat doten alles net gemaach hätten - lauschtert gutt no! -: „A fir dem Här Mosar op seng Fro ze äntwerten, ech mengen", seet den Här Schneider, „datt dat schonn eng interessant Saach wär, dass mer dat dote sollte maachen." Här President, dat seet den Här Etienne Schneider, datt mer et sollte maachen. „Et ass awer esou", da gëtt den Här Berger zu Recht zitéiert, „wéi den Här Eugène Berger gesot huet, dass een esou eng Autoritéit net vun haut op muer aus dem Stee klappt", datt dat also elo enk gëtt, fir dat nach virun de Wahlen ze maachen. An da seet den Här Etienne Schneider virun: „Ech wäert him awer verspriechen," - mir - „dass ech dat an der nächster Legislaturperiod..."

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- „...da wäert ëmsetzen." An dann, lauschtert gutt no: „A falls ieren de Wieler mer déi Chance net sollt ginn", seet den Här Schneider, „da wäert ech Iech" - mech - „drun erënneren, datt Dir et selwer sollt maachen." Wierder vum Här Etienne Schneider, wou ech also elo muss froen:...

(Brouhaha)

...Wat ass dann elo d'Positioun vun der Lëtzebuergescher Sozialistescher Aarbechterpartei? Ass dat déi vum eminenten...

(Brouhaha)

...Wirtschaftssprecher Franz Fayot oder ass et déi vum Här Etienne Schneider?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Schneider ass dach kee Sozialist!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech mengen, datt dat hei wierklech e ganz, ganz wichtegt Gesetz ass. Mir alleguerte schwätze permanent vun enger Digitaliséierung vun eiser Wirtschaft. D'Regierung schwätzt permanent vu Rifkin, schwätzt vu Space Mining, schwätzt vu FinTech. D'lescht Woch hate mer eng Diskussioun iwwert d'Blockchain-Technologie. Mir, an déi gréng Kolleege ganz besonnesch, schwätzen extrem vill vun Ëmwelttechnologien.

(Interruption)

All dës Tech… Jo, mir och, bien entendu.

(Exclamations et interruption)

All dës Technologien - lauschtert no, Madamm Loschetter, lauschtert mer no! -, all dës Technologië sinn Technologië vun der Zukunft. Déi setzen awer eppes viraus: Déi setzen näämlech Kreativitéit…

(Interruption)

...an Erfindergeescht viraus. An ech soen Iech: Mir brauche virun allem, wa mer all déi Technologien do wëllen heihinnerkréien, déi Käpp, déi déi Kreativitéit an deen Erfindergeescht hei op Lëtzebuerg bréngen. An do muss ech Iech awer soen, datt déi Leit nëmme kommen, wann d'Ramebedéngunge stëmmen. An zu de Ramebedéngungen, ob engem dat nu gefält oder net gefält, gehéiert leider Gottes och de fiskalesche Kader. An duerfir hu mir alt erëm eng Kéier d'Impressioun, Här President, datt hei eng Chance vun dëser Regierung verpasst gëtt. Eng Chance, fir op en Zuch ze klammen, deen also elo wäert ouni Lëtzebuerg fortfueren a wou erëm eng Kéier verpasst gëtt, eist Land op d'Kaart vun der Propriété intellectuelle ze setzen. Dat bedauere mir. An duerfir wäerte mir eis och beim Vott iwwert dëse Projet de loi enthalen.

Amendements 1 et 2

Amendement 1 concernant le point 1 du paragraphe 1er de l'article 1er

Il est proposé d'amender le point 1 du paragraphe 1er de l'article 1er via l'ajout d'un point c) prenant la teneur suivante:

«[…]

c) un actif de propriété intellectuelle dans le chef d'un contribuable faisant partie d'un groupe dont le chiffre d'affaires mondial n'excède pas 50 millions d'euros et dont les revenus bruts issus de la totalité des actifs de propriété intellectuelle ne dépassent pas 7,5 millions d'euros par an sur la base d'une moyenne établie sur cinq ans, caractérisé par sa nature non évidente, utile et nouvelle, certifié comme tel par un processus transparent de certification réalisé par un organisme gouvernemental compétent indépendant de l'administration fiscale à déterminer par règlement grand-ducal»

Amendement 2 concernant le point 3 du paragraphe 1er de l'article 1er

Le point 3 du paragraphe 1er de l'article 1er prend la teneur suivante:

«3. „dépenses éligibles", la somme des dépenses nécessaires aux activités de recherche et développement, en rapport direct avec la constitution, le développement, ou l'amélioration d'un actif éligible, en ce compris les dépenses encourues par (i) un établissement stable générant un actif de propriété intellectuelle éligible et des revenus y relatifs à attribuer au contribuable en vertu d'une convention tendant à éviter les doubles impositions et dans une proportion telle que déterminée par l'application des règles de prix de transfert pour autant que cet établissement stable ~~celui ci~~ soit situé dans un État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE) autre que le Luxembourg ou dans un État tiers avec lequel le Luxembourg a conclu une convention tendant à éviter les doubles impositions renfermant une clause sur l'échange d'informations substantiellement conforme à l'article 26, paragraphe 1er du modèle de convention OCDE ou que, faute d'une telle clause, l'échange d'informations en matière fiscale substantiellement conforme à l'article 26, paragraphe 1er du modèle de convention OCDE soit assuré en vertu d'un accord bilatéral ou multilatéral spécifique, qu'il soit opérationnel au moment de la réalisation du revenu éligible et qu'il ne bénéficie pas d'un régime fiscal de propriété intellectuelle similaire dans l'État dans lequel il est situé et (ii) une société résidente ou un établissement stable indigène faisant partie d'une intégration fiscale avec le contribuable qui exploite le droit de la propriété intellectuelle, et qui sont faites par le contribuable pour des activités de recherche et de développement effectuées par le contribuable lui-même, ou sont payées par le contribuable:

a) à une entité qui n'est pas une entreprise liée; ou

b) à une entreprise liée pour autant que cette entreprise verse les rétributions obtenues sans marge à une entité qui n'est pas une entreprise liée.

Ne constituent pas des dépenses éligibles:

i) les coûts d'acquisition;

ii) les intérêts et frais de financement;

iii) les coûts immobiliers;

iv) les autres coûts qui ne se rattachent pas directement à un actif éligible.

Par exception au point iv) qui précède, les dépenses engagées dans le cadre de la recherche et développement générale ou spéculative ou les dépenses de recherche et développement n'ayant pas abouti directement à la création d'un actif éligible peuvent néanmoins être prises en compte comme dépenses éligibles à condition que le contribuable établisse un lien entre ces dépenses et un actif éligible spécifique ou qu'il justifie une répartition proportionnelle de telles dépenses entre les actifs éligibles quant au principe et quant au montant sur base de documents probants.

Les dépenses éligibles sont à prendre en compte au moment où elles sont encourues, quel que soit leur traitement comptable ou fiscal;»

Motivation des amendements

Concernant la troisième catégorie d'actifs:

Le rapport final de l'action 5 BEPS prévoit l'éligibilité d'une troisième catégorie d'actifs à des régimes fiscaux préférentiels de propriété intellectuelle. Cette catégorie vise notamment les actifs de propriété intellectuelle issus d'activités innovantes entreprises par des PME et est soumise à moins de formalisme juridique. En effet, l'actif ne doit pas être nécessairement protégé mais certifié comme «non évident, utile et nouveau» par un organisme gouvernemental compétent indépendant de l'administration fiscale.

Seraient entre autres compris dans cette catégorie au regard de la nouvelle loi, les secrets d'affaires tels que protégés par les directives et règlements de l'Union européenne, notamment la directive du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites, pour autant que ces savoir-faire et secrets d'affaires soient non évidents, aient une application pratique, industrielle ou artisanale, et qu'ils soient nouveaux.

De plus, l'ajout de cette catégorie est cohérent avec la politique gouvernementale de diversification de l'économie et de soutien aux PME innovantes. Il est indispensable que le Gouvernement fasse part de sa volonté d'inclure ces actifs dans le nouvel article de loi.

L'organisme gouvernemental compétent en charge de la certification pourra être désigné ultérieurement par le ministère ayant la propriété intellectuelle dans ses compétences et pourra être confirmé via un règlement grand-ducal.

Concernant les dépenses éligibles:

Premièrement, l'amendement vise à prendre en considération le paragraphe 33 du rapport final de l'action 5 BEPS qui prévoit en effet que des dépenses effectuées par un établissement stable étranger peuvent faire du revenu gagné par le siège social un revenu éligible, à condition que l'établissement stable en question soit en activité au moment où ce revenu est gagné, et ce sans égard quant à la localisation géographique de cet établissement stable.

Ainsi, afin d'éviter toute discrimination envers des investisseurs non européens dont certains sont de très importants investisseurs au Luxembourg, il semble nécessaire de considérer comme éligibles les dépenses de recherche et développement encourues par tout établissement stable situé dans un pays avec lequel le Luxembourg a conclu une convention tendant à éviter les doubles impositions.

Deuxièmement, l'amendement vise à permettre aux activités de recherche et développement externalisées à des sociétés résidentes et/ou établissement stable indigène faisant partie d'une intégration fiscale avec la société qui exploite le droit de la propriété intellectuelle éligible de bénéficier du même traitement que les établissements stables.

En effet, des groupes de sociétés peuvent, pour des raisons organisationnelles et/ou commerciales, organiser leurs activités de recherche et développement en matière de la propriété intellectuelle dans des sociétés distinctes, tout en gardant d'autres composantes de la chaine de valeur dans une entité différente.

Étendre la qualification des dépenses éligibles à ce type de situation permettra dès lors de s'aligner aux réalités commerciales des entreprises et sera en ligne avec les prérequis de l'«approche nexus», qui fait dépendre les bénéfices du régime aux activités de recherche et développement faites sur le territoire national, et pas forcément dans la même entité légale.

(s.) Laurent Mosar, Aly Kaes, Paul-Henri Meyers, Octavie Modert, Gilles Roth.

Une voix.- Ouh!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une autre voix.- Quel courage!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Dann huet d'Wuert elo den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, Merci, Här President. Ech war effektiv au départ net ageschriwwen, mä ech mengen awer als President vun der Finanzkommissioun respektiv nodeem ech och hei awer e puer Aussoe vum Spriecher vun der CSV héieren hunn, hunn ech mech awer verflicht gefillt, fir kuerz hei e puer Wierder awer zu dem Projet ze soen.

Vläicht awer och nach eng Kéier allgemeng, fir d'Zil vun deem Projet, zu deem d'Joëlle Elvinger schonn den Accord vu menger Fraktioun ginn huet, awer nach eng Kéier duerzestellen: Ech mengen, et geet hei drëms, fir d'Fuerschung an Innovatioun ze förderen. An et ass ganz kloer, Här honorabelen Deputéierte Mosar, datt mir, d'DP, natierlech voll hannert deem Zil, fir hei zu Lëtzebuerg d'Fuerschung an Innovatioun ze förderen, stinn. Do fannt Der sécherlech mat eis e Matstreider. An ech mengen awer och, an dësem Gesetz hu mer e gutt Instrument, fir dat kënnen ze maachen.

Et ass jo esou, datt mat der IP-Box déi richteg oder wichteg steierlech Ureizer solle gebuede ginn, fir d'Entreprisen unzezéien. Et ass e wichtege Bausteen, fir, ech géif emol soen, den Erfollegsmodell Lëtzebuerg weiderzeféieren.

Wat war eis eigentlech awer hei besonnesch an immens wichteg? Dat ass, datt mer bei deem Projet och sougenannt „OECD-compliant" sinn, datt mer also mat den OECD-Regele konform sinn. Besonnesch wichteg ass och, datt mer och konform zu deene sougenannten „BEPS-Regelen" sinn.

Well mir wësse jo, wat dat alles bruecht huet an der Vergaangenheet, wa mer do gekuckt hunn, extra Weeër ze goen, besonnesch am Beräich vun der Fiskalitéit. An ënner anerem war jo och d'IP-Box eng vun den Ursaachen, firwat mer do an der Vergaangenheet net immens gutt dobaussen dostoungen an doduerjer och ëmmer mat engem Fouss op der groer, wann net op där schwaarzer Lëscht stoungen.

Dat war also hei och déi Suerg. Duerfir huet et och vläicht eng Zäitche gedauert, bis datt mer do wierklech kënne Patte blanche weisen, fir ze weisen, datt mer et eescht mengen, wa mer hei zu Lëtzebuerg neierdéngs Dossiere vun der Fiskalitéit an och eventuellen Avantagen an der Fiskalitéit uginn.

Hei ass et jo esou, datt eng substanziell Aktivitéit en rapport mat der Fuerschung, mat der Innovatioun muss hei zu Lëtzebuerg stattfannen, fir datt een also an Zukunft nach ka steierlech Avantagë kréien hei zu Lëtzebuerg. Dat sinn dann also hei haaptsächlech - oder net haaptsächlech, well d'Direktiv dat och virschreift - Breveten a Logiciellen, déi eligibel sinn. Dat ass net nëmmen hei zu Lëtzebuerg esou, dat ass och nach am Ausland esou.

Effektiv ass an der Kommissioun eng Diskussioun opkomm, wéi mer eng éischte Kéier de Projet presentéiert kritt hunn. Et ass eng Diskussioun, den Här Mosar interpretéiert dat e bëssen aneschters, ech géif emol soen, effektiv, iwwert d'Bänken hu mer eis Froe gestallt. Mir hunn eis einfach Froe gestallt, well mer den Text cru presentéiert kruten, ob et effektiv net méi sënnvoll wier, ob een net och nach aner, ech soen emol, Fuerschungsresultater kéint eventuell do mat eranhuelen. An dat ass also déi sougenannt drëtt Kategorie vun Droit-intellectuellen, fir déi d'Direktiv eng Méiglechkeet gesäit: Dat si Strategiepabeieren, Modeller, jee, dat kënnen aner Saache sinn.

Mir kruten awer duerno, Här Mosar, an enger nächster Sitzung eng Rei, wierklech eng Rei pertinent Äntwerten, déi op alle Fall mir a menge Membere vun der Kommissioun Satisfaktioun ginn hunn, Erklärunge ginn hunn, firwat datt dat net bis zum Schluss ausgereizt ginn ass. An ech mengen, duerfir ass et jo och esou - Dir hat d'CSV-Amendementer abruecht -, datt mir déi dann och ofgeleent hunn.

Mä firwat hu mer déi ofgeleent? Dat betrëfft also déi drëtt Kategorie vun deenen Droit-intellectuellen, déi mer net wëllen eranhuelen. Firwat wëlle mer déi, ech soen emol wéinstens elo, net eranhuelen? Dat ass, well mer dann eng Autorité de certification brauchen. An effektiv, déi hu mer net hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, esou eng Autorité de certification, déi géif also au cas par cas kucken: Ass dat eppes, wat ënnert déi drëtt Kategorie ka falen? Ass dat e Fuerschungsprodukt, dat consideréiert ka ginn?

Jo, ech hunn op enger Plaz - Dir hutt mech jo zitéiert - gesot: „Dat kann een net vun haut op muer dann aus dem Stee schloen." Mä ech mengen, de Punkt ass einfach deen, datt mer also net esou eng Autorité hunn an datt mer also net kënnen an d'Gesetz eppes schreiwen, wat awer an der Praxis net géif d'Strooss halen. A mir hunn dat och, mir hunn dat… Nee, duerfir schreiwe mer eben net an d'Gesetz an. An ech mengen, et sinn awer och eng Rei aner Länner, déi et net an hiert Gesetz oder hir Ëmsetzung vun der Direktiv ageschriwwen hunn.

Ech war eng Kéier ersetzen an d'Ekonomieskommissioun an zoufällegerweis war dunn och do méi generell iwwert d'Propriété intellectuelle eng Diskussioun. An dunn hat den honorabelen Här Mosar do de Vertrieder vun der Ekonomie gefrot, wéi si dat géife gesinn, ob si awer net éischter derfir wieren an ob se do prett wieren. An du war et awer eng ganz kloer Ausso vum Vertrieder vun deem Departement, dee gesot huet: „Mir hunn de Moment näischt esou eppes. Dat kann een och net ganz schnell opriichten an do brauch een eng Rei Experten", an esou weider. Duerfir, fir ze soen, datt do wierklech kee Blat tëschent deen een an deen aneren Departement passt, datt och d'Ekonomie ganz kloer gesot huet: „À ce stade ass dat net sënnvoll", an duerfir wier et och richteg, fir et net an d'Gesetz anzeschreiwen.

Ech mengen, dat ass dat, wat eigentlech de Punkt ass. Mir sollen net eppes an d'Gesetz aschreiwen, wou mer an der Praxis herno net kënnen esou e wichtegt Element ëmsetzen, wou dat géif feelen. Well dat wier wierklech net gutt fir d'Glafwierdegkeet vu Lëtzebuerg am Dossier Fiskalitéit. An ech geif net nëmme soen „net glafwierdeg", mä dat kéint carrement katastrophal sinn, wa mer dat elo géifen esou maachen.

Well ech hunn héieren, datt am Laf vum Joer zum Beispill en neien Exame vum GAFI wäert ufänken, wou mer also nach eng Kéier op Häerz an Niere gepréift ginn - ech mengen, dat ass an deem ganze Kontext vu schwaarzen a groe Lëschten -, ob mer iwwerall „compliant" sinn. Stellt Iech emol vir, déi géifen hei op Lëtzebuerg kommen an dann eben hir Exame maachen. Déi géife gesinn, datt do am Text vun den IP-Boxen déi drëtt Kategorie drasteet. An da gi se kucken, kontrolléieren, an da gesi se, datt awer am Term net déi Autorité de certification do ass, déi dat ka maachen. Also dat wier eppes, wat wierklech, ech géif scho bal soen, déidlech fir eisen Image wier a wou mer ganz schnell géife riskéieren, erëm op Lëschten ze kommen, op déi mer net wollten. Dat also ass d'Ursaach, d'Motivatioun, firwat mer op alle Fall zu dësem Zäitpunkt déi Méiglechkeet net virgesinn hunn.

Ech maache mer awer trotzdeem - dat ass e lescht Wuert - keng Suergen, well mer hei zu Lëtzebuerg gutt opgestallt sinn. Dat gesäit een all Dag am Beräich vun der Fuerschung, vun der Innovatioun. Nei Betriber kommen heihinner. An eigentlech hu mer net missen op déi nei IP-Box waarden, fir datt dee ganze Space Mining, ech géif soen, dee Secteur, alles, wat mat Space Mining ze dinn huet, op Lëtzebuerg komm ass. Déi sinn och heihinnerkomm ouni d'IP-Box. An ech sinn iwwerzeegt, datt mer éischtens do wäerte weiderkomme kënnen, datt awer och aner Secteure kommen, och ouni datt elo déi drëtt Kategorie hei an dësem Gesetz wäert stoen.

Dat gesot, géing ech awer och nach eng Kéier - eng zweete Kéier- den Accord vun eiser Fraktioun abréngen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Här Franz Fayot fir d'LSAP.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech ka mech e bësse méi kuerz faassen, well d'Joëlle Elvinger huet a sengem gudde Rapport déi technesch Aspekter vun dësem Projet de loi gutt erklärt, mat senger üüblecher Kompetenz a Steiersaachen.

Mir begréissen als LSAP, dass dësen neien IP-Regimm, dës nei IP-Box, déi mer haut hei adoptéieren, vill méi enk gestréckt ass wéi déi viregt. An natierlech och, dass se konform ass zu den internationale Regelen an en particulier zu der Aktioun 5 vum BEPS vun der OCDE a vun der Approche du lien modifié.

Ech géif gären insbesonnesch op zwee Aspekter hei agoen. Deen een, dat ass de Gesiichtspunkt vun der Recherche an dem Developpement, an deen aneren ass den Aspekt vun den Abusen, en particulier vun deem viregte Regimm.

Den Term „lien modifié" - wéi dat schonn erkläert ginn ass - heescht, dass, fir dass e Betrib ka seng Recherche- an Developpementsdepensë steierlech ofsetze bis zu 80% vun där Rechnung, wéi d'Madamm Elvinger erkläert huet, fir dass dat ka stattfannen, dofir muss lokal Recherche gemaach ginn. Dëst soll déi Lëtzebuerger Betriber derzou incitéieren, hir Recherche lokal ze entwéckelen amplaz se an d'Ausland akafen ze goen.

Dëst Gesetz schreift sech also an d'Strategie a vun eisem Land, vun eiser Regierung, fir heizuland e gudde Kader fir d'Recherche an d'Innovatioun ze schafen, och am Interessi vun der Diversifizéierung vun eiser Ekonomie.

Et ass allerdéngs gewosst, an dat sträichen och déi rezent Rapporte souwuel vun der OCDE vun 2016 wéi och vun der Europäescher Kommissioun vum leschte Joer ervir, dass eist Land schwächelt am Beräich vun der privater Recherche, an dat scho säit Joren. Insbesonnesch wat den Output a Form vu Breveten, awer och vu Logiciellen an och „spin-offen" ugeet, déi aus den ëffentleche Rechercheinstituter ervirginn, stieche mer nach an de Kannerschong.

Et fält och op, dass d'Aféierung vun engem neie Régime d'incitation fiscale net zu de Recommandatioune vun der OCDE zielt, fir eist Rechercheëmfeld ze verbesseren, wéi aus dem Rapport vun 2016 ervirgeet.

Här President, d'Fro ass also, an ech hat déi Fro och schonn an der Kommissioun soulevéiert: Sollte mer hei net probéieren, eng Planz ze nätzen, déi nach net ganz aus dem Buedem ass? Do ass sécher eng gutt Intentioun derhannert. Mä wat ass d'Effikassitéit vun esou engem Regimm an engem Kontext, wou et eréischt ganz wéineg Breveten a Computerprogrammer gëtt, déi „hausmaacher" sinn? Riskéiere mer net, vun engem pure Finanzsecteurprodukt, wat déi viregt IP-Box vum Artikel 50bis war, op eppes ze kommen, wat a Realitéit ganz wéineg Retombéeën huet?

Verstitt mech net falsch! Mir fannen et natierlech eng gutt Saach, fir hei e Régime d'incitation ze schafen, fir d'Recherche, den Developpement an d'Innovatioun ze encouragéieren. Mir sti voll a ganz hannert där Strategie. Mä mir stellen eis Froen iwwert d'Effikassitéit vun dësem Regimm am heitege Kontext an an der heiteger Maturitéit vun eisem RDI-Environnement.

Här Minister, Dir hutt vläicht Elementer dozou, vläicht och net, mä et géif eis freeën, wa mer do e puer méi präzis Antwerten an Analyse vum FNR hätten, méiglecherweis vum Ministère vum Enseignement supérieur an der Recherche iwwer méiglech Retombéeë vun dësem Regimm. An egal wéi wär et gutt, wa mer géifen no enger Partie Joren, no zwee Joer soe mer emol, e Bilan maachen iwwert d'Effikassitéit vun dësem Gesetz.

En zweete Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun den Abuse vun deem viregte Regimm, och e bëssen am Kontext vun deem, wat den Här Mosar gesot a gefuerdert huet iwwert de Champ d'application vun dësem neie Regimm.

Et ass, wéi gesot, esou, dass dësen neie Regimm sech op Breveten, dat heescht Erfindungen a Computerprogrammer begrenzt. D'Marken en particulier sinn elo eraus. An et ass ebe just mat de Marken, wou an der Vergaangenheet dee gréisste Schindluder gedriwwe ginn ass. A munche Fäll si Gewënner, déi weltwäit op enger Mark gemaach goufen, esou an eng Lëtzebuerger SOPARFI geschleist ginn, wou se ganz wéineg besteiert goufen, eben duerch de Bénéfice fiscal vun där IP-Box, an dann als net besteiert Dividend ausbezuelt ginn.

Ee Beispill vun esou enger Praxis, an en plus nach an engem Fall, wou Entwécklungslänner concernéiert sinn, ass genannt ginn an engem „Wort"-Artikel vum Abrëll 2017, wou en Oxfam-Expert zu Lëtzebuerg war op Invitatioun vum Reseau Tax Justice, deen d'Beispill ginn huet vun der Mark Skol. Dat ass eng Béiermark, déi an Afrika apparemment ganz populär ass a wou eben iwwer eng Lëtzebuerger IP-Box déi Benefisser bezuelt gi sinn, als „royalties" op där Mark, an déi zu Lëtzebuerg weider konnte bezuelt gi mat ganz wéineg Friction fiscale. Dat ass ee Beispill vu munchen, déi am Dossier LuxLeaks opgeflu sinn an déi eis en heftege Reputatiounsschued bruecht hunn a wou och à juste titre gefuerdert ginn ass um internationalen Niveau, dass déi al IP-Box sollt ofgeschaaft ginn.

Virdru konnten also Multinationallen esou hire ganze Portefeuille vu Propriété intellectuelle zu Lëtzebuerg usidelen an iwwert dee Wee Gewënner, déi am Ausland gemaach goufen, als „royalties" steierbegënschtegt duerchschleisen.

Domat, Här President, ass elo Schluss. An dat ass och gutt esou. Mir haten effektiv ee Moment eng Diskussioun an der Finanzkommissioun, ob et net opportun wier, an der Haaptsaach wéinst der Recherche am Beräich FinTech an am Beräich Space Resources, fir verschidden Droits de la troisième catégorie wéi „trade secrecy" an Know-how och an de Champ d'application vum Gesetz eranzehuelen. Dat ass wouer, mir haten déi Diskussioun.

Mir kruten awer, wéi dat gesot ginn ass, hei eng Rei Erklärungen an eng Rei Apaisementer, déi eis doranner bestätegt hunn, dass dat keng gutt Iddi gewiescht wär. Engersäits - et ass scho gesot ginn -, well et fir de Moment keen esou en onofhängegen Institut gëtt, deen certifiéiere kéint, dass déi Biens de la troisième catégorie och effektiv de Kritären entspriechen. Mir krute gesot, dass den IPIL, den Institut de la propriété intellectuelle, de fréiere Centre de veille technologique vum CRP Tudor, dofir de Moment nach net outilléiert wier, dass en zwar ausbaufäeg wier, mä fir de Moment dat op alle Fall nach net kéint maachen.

An den zweete Grond, firwat mer dat net sollte maachen, ass, well gesot ginn ass, dass mer ebe ganz einfach déi Marge de manœuvre do net hunn. Vläicht och, well mer et esou bont gedriwwen hunn an der Vergaangenheet, hate mer an eiser Negociatioun vun eisem neien IP-Regimm net déi Marge an net déi Latitude, fir dat ze maachen, wat elo haut vusäite vun der CSV gefrot gëtt. An eben aus dëse Grënn konnt dës IP-Box net allze grouss opgemaach ginn.

Här President, ech géif nach gären eng Fro stellen un den Här Minister. Den Här Minister weess, dass mer virun net allze laanger Zäit en Echange hate mam Paul Tang a mat engem Representant vun der Commission européenne iwwert de CCCTB. Dat ass dee Regimm iwwert déi „Common Consolidated Corporate Tax Base", wou och e Volet „Recherche et développement" dran ass. De Minister weess dat bestëmmt. Do ass e Benefiss „Recherche et développement" virgesinn. An et ass vläicht eng interessant Opportunitéit, fir der Chamber ze soen, wou dee Projet do drun ass. Et ass gewosst, dass deen net oncontestéiert ass um europäeschen Niveau. Mä deemools ass eis gesot gi vum Paul Tang an och vum Representant vun der Europäescher Kommissioun, dass an hirer Optik déi IP-Boxen am Fong geholl e Modell vun der Vergaangenheet wären an dass si vill méi d'Zukunft géife gesinn an deem zukünftege Modell ebe vun der Base commune, wou nach vill méi e favorabele Régime d'exhonération do wär fir d'Depense „Recherche et innovation".

Här President, fir ofzeschléisse géif ech gären zum Schluss ganz kloer soen, dass mer déi virsiichteg a responsabel Approche vun der Regierung a vum Finanzminister an dësem Steierdossier voll a ganz ënnerstëtzen. Mat BEPS, an am Fall vu Lëtzebuerg och mat LuxLeaks, ass eng Zäsur komm an eisem wirtschaftleche Positionnement. Esou Tricksereien an Nische wéi déi al IP-Box oder wéi eist waasserdicht Bankgeheimnis, dat iwwer Jorzéngten bec et ongles verteidegt gouf, gi bei eisen europäesche Partner, mä och soss international, net méi duerch. Dat ass an eisen Aen och gutt esou. Steiervermeidung an all hire Forme soll bei eis keng Zukunftsindustrie sinn. Et kann een näämlech net op där enger Säit Nation Branding fir en oppent, dynamescht an zouverlässegt Land maachen an op där anerer mat Steiertricken Aktivitéiten heihinnerlackelen. Et kann een och net all Joers 1% vu sengem Budget an d'Kooperatioun ginn a mat där anerer Hand den Entwécklungslänner duerch Steierrulingen an IP-Boxe Steiergelder aus der Täsch zéien, wéi dat zum Beispill bei Skol de Fall war.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- A wat dat Zitat ugeet, wat den Här Mosar d'éinescht bruecht huet, wou e mech zitéiert huet a wou ech vun där aler Zäit geschwat hunn: Ech stinn hannert där Ausserung, déi ech effektiv virum Mikro vun RTL gemaach hunn, an ech warne virun engem Retour an déi al Politik. De Finanzminister huet rezent an engem anere Kontext, deem vun dem Duebelbesteierungsofkommes mat Frankräich, gesot, dass mat BEPS eng nei Zäit ugaangen ass. An et koum do en heftegt Geschütz vun Ärer Säit, vun der CSV, mam Reproche, dass hei net mam Secteur geschwat gi wär am Beräich vun dësem Duebelbesteierungsofkommes, wéi Der dat jo elo och plus ou moins gesot hutt am Beräich vun der IP-Box. Dat bitt da wuel en zimlech déiwen Ableck an d'Aart a Weis, wéi an der Vergaangenheet d'Texter an deem Beräich an och am Duebelbesteierungsberäich gemaach gi sinn.

A ganz generell, an domadder halen ech da gären op, gesäit een, dass erëm eng gewëssen „Erdreistung", kéint ee bal soen, vu verschiddene Finanzmilieue stattfënnt. Virun net allze laanger Zäit, nodeems d'CSSF hire Communiqué gemaach huet iwwert d'ICOen, „initial coin offerings" - mir haten déi Diskussioun am Kontext vun eiser Debatt iwwert d'Monnaie virtuelle -, do huet d'CSSF effektiv zwee Communiquéen erausginn, wou se de Public warnt virun de Risiken, déi mat de Monnaies virtuelles verbonne sinn, mä och mat den ICOen, deenen „initial coin offerings", wat en Instrument ass, wat fir de Moment guer net reglementéiert ass, wou Prospekter erausgi ginn, déi kenger Reguléierung, kengem Gesetz ënnerleien.

An do konnt een en Artikel liesen am „Paperjam" d'lescht Woch, een oder zwee Deeg, nodeems dee Communiqué do erauskoum - ech hunn en elo net bei mer, mä et ass sënngemäss -, dass de Secteur sech géif Suerge maachen, well dat u sech Produite wären, wou eng grouss Demande do wär, an dass ee sech géif grouss Froe stellen iwwert dee Communiqué vun der CSSF. Dat kann ee liesen aus dem Mond vun engem Associé vun enger grousser angelsächsescher Etüd hei zu Lëtzebuerg. An dass ee sech - an dat ass dat, wat mech am Fong schockéiert an deem Artikel a wat mer Suerge mécht - do géif froen, ob een net géif d'CSSF court-circuitéieren a géif de Wee siche vun der Politik, fir do eppes drun ze änneren.

Ech muss soen, dat ass esou déi Aart a Weis, fir Lobbyismus ze maachen, déi am Fong wierklech där aler Zäit ugehéiert. An ech si frou, dass mer haut e Regulateur hunn, dee seng Responsabilitéiten hëlt, dee seng Aarbecht propper mécht. An ech sinn och frou, dass mer e Finanzminister hunn, dee seng Gesetzer a sengem Ministère, wéi d'Duebelbesteierungsofkommes, konform mam BEPS-Kader schreift, konform mat der internationaler Reglementatioun. An ech wëll soen, dass mir als LSAP voll a ganz hannert där Politik do stinn.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Däerf ech eng Fro un den Här Fayot stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, ech ginn dervun aus, dass den Här Fayot do näischt dergéint huet.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Majo, ech hunn dem Här Fayot, wéi ech dat ëmmer maachen, ganz opmierksam nogelauschtert. Ech sinn och mat villem, wat e gesot huet, averstanen. Net mat allem. Ech wollt awer just op ee Punkt agoen, well ech hei gemengt hunn, datt e Konsensus géif bestoen, fir à un certain moment dat Gesetz hei awer fir déi drëtt Kategorie vun Droit-intellectuellen opzemaachen.

Ech hu verstanen - an dat ass sécherlech en Argument, den Här Berger huet dat bruecht -, datt am Moment nach keen eng Autorité de certification huet, datt d'Steierverwaltung dat net ka maachen. Dat sinn Argumenter, déi ech deelen. Ech hunn awer d'Gefill, datt et gutt wär - an ech hunn dat bis elo och ëmmer esou verstanen, d'ailleurs souguer och vum Finanzminister ass e puermol gesot ginn, datt hie sech dat ganz gutt kéint virstellen -, datt d'Gesetz dann eng Kéier an engem Joer, an annerhallwem Joer géif amendéiert ginn, wa mer esou eng Autorité de certification hätten. An ech hat dem Wirtschaftsminister jo och déi dote Fro kloer gestallt an ech hu virdrun d'Äntwert vum Wirtschaftsminister ginn.

Duerfir elo meng Fro, well ech hunn dat eigentlech net richteg eraushéieren: Dat heescht, Här Fayot, Dir an d'LSAP, sidd Dir also net der Meenung, datt, wa mer eng Kéier esou eng Autorité de certification en place gesat hunn, ee sollt dat Gesetz awer da méi wäit opmaachen an och esou eng drëtt Kategorie vun Droit-intellectuelle schafen? Wéi gesot, dat huet jo iwwerhaapt näischt ze di mat zréckgoen an d'60er, 70er, 80er Joren. Hei geet et einfach ëm eng zousätzlech Méiglechkeet, déi eng Direktiv eis gëtt, déi a verschiddene Länner och esou ugewannt gëtt a wou ech bis elo verstanen hunn, datt eigentlech e Konsens wär, datt een dat le moment venu soll maachen.

Duerfir nach eng Kéier meng Fro: Sidd Dir och där Meenung oder net?

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här Mosar, Dir wësst esou gutt wéi ech, well Dir och an der Finanzkommissioun waart, dass déi Explikatioun, déi mer vum Fonctionnaire vum Finanzministère kruten, déi war, dass déi Marge de manœuvre, fir esou eppes ze maachen, de Moment net gi wär. Déi Negociatioun vun der IP-Box - an den Här Finanzminister geet bestëmmt och nach dorobber an - huet dat fir de Moment net hierginn. Dat huet sécher ze di mat der Vergaangenheet, mat vergaangene Praktiken en rapport mat där IP-Box. A fir de Moment ass déi Marge de manœuvre net do. Dat ass eis ganz kloer gesot ginn.

Et ass eis och gesot ginn, dass dat ganz schwéier Negociatioune wäre mat der Europäescher Kommissioun. Do gëtt et e Grupp „Code de conduite", mat deem dat Ganzt ausgehandelt ginn ass. A fir de Moment ass et am Fall vu Lëtzebuerg net virgesinn an ass et net d'Richtung, an déi déi Negociatioune gemaach gi sinn, dass déi Biens de la troisième catégorie solle mat drakommen. Dat ass dat, wat eis erkläert ginn ass. A mir stinn hannert där Erklärung a mir akzeptéieren déi.

Dofir wëll ech elo emol einfach behaapten, dass eise Wirtschaftsminister, dee jo par ailleurs e ganz dichtege Mann ass, déi Informatioun net hat, wéi en dat hei e bësse locker gesot huet. Dat géif ech elo emol einfach esou soen. Hien ass net de Finanzminister, hien ass de Wirtschaftsminister. Mä ech mengen awer, dass et net falsch ass, fir ze soen, an do huet hie ganz recht, dass een den IPIL méiglecherweis kann ausbauen zu esou engem onofhängege Gremium, wat dann déi Biens de la troisième catégorie kéint certifiéieren, wann dann déi Méiglechkeet an déi Latitude besteet no eisen Negociatiounen, no den neien Negociatioune mat der Europäescher Kommissioun.

***(Interruption par M. Laurent Mosar*)**

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An elo huet den Här Kox d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President! Nodeems mer elo och déi technesch Finessë plus ou moins hei ausgetosch hunn, wëll ech fir d'Éischt der Rapportrice Merci soe fir deen ausféierlechen, technesche Rapport hei. Et ass effektiv e wichtegt Gesetz, fir d'Fuerschung an d'Innovatioun hei am Land och weider ze encadréieren.

Awer ech mengen, esou wéi mäi Virriedner dat och scho gesot huet, et ass gradesou wichteg, dass mer eis konform maache mat den OECD-Regelen. Dat ass ee vun deene wichtegste Volete bei der Emsetzung hei vun där neier IP-Box fir d'Lëtzebuerger Land.

Mir hunn et fäerdegbruecht, an deene leschte véier Joer aus deem sougenannte finanztechneschen „Schmuddeleck" e bëssen erauszekommen, an ech denken, dass dat eis ganz gutt zu Gesiicht steet. A mir musse virsiichteg sinn, och wann dat eent oder dat anert dann eben net hei op Lëtzebuerg kënnt, dass mer no baussen - an dat hunn eis Regierung an eise Finanzminister iwwert déi lescht véier Joer ganz gutt fäerdegbruecht - en aneren Image opbauen. Et ass dat, wat mer alleguerte sollten ustriewen, ouni awer, wéi gesot, d'Innovatioun an d'Recherche hei a Lëtzebuerg ze vernoléissegen.

Dofir kann ech hei just fir déi ganz gréng Fraktioun dat nëmmen ënnerschreiwen an d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wäert mech extrem kuerz faassen. Mir als ADR stëmme fir dat Gesetz aus dräi Ursaachen:

Fir d'Éischt emol ass et ganz richteg, Recherche an Innovatioun ganz kloer steierlech ze bevirdeelegen. Fir d'Zweet ass et richteg, d'Abusen opzehalen, datt international Konzerner, ech nenne se einfach emol „Mac Star", vun hirem Chiffre d'affaires 10% kënnen un iergendeng Firma iwwerweisen, déi dann do zu 80% net besteiert ginn. Dat heescht, datt déi Nisch fir Markerechter zougemaach gëtt, fanne mer ganz richteg. A fir d'Drëtt: All Gesetz ass besser wéi kee Gesetz. Déi IP-Box ass zougemaach ginn zu Lëtzebuerg. Am Moment si mer an engem Vakuum, an et ass gutt, datt dee Vakuum endlech gefëllt gëtt. Aus all deene Grënn stëmme mer fir dat Gesetz.

Mir stëmmen allerdéngs och fir d'Amendementer vun der CSV, wéi mer et och schonn an der Kommissioun gemaach hunn. Den Här Mosar huet ganz recht, datt déi Rechter vun der drëtter Kategorie, dat heescht d'Rechter, déi Innovatiounen an Inventiounen duerstellen, ouni datt se kënnen e Brevet sinn, onbedéngt hätte misse mat berücksichtegt ginn. An d'Argument, datt mer keng Autorité de certification oder de contrôle hunn, gräift net, well aner Länner, an notamment Irland, hunn dat och net. A wa mer eng Marge de manœuvre hunn an europäeschen Texter an Direktiven, da musse mer déi notzen an dann däerfe mer kee Millimeter opginn. An et ass e Feeler, déi hei opzeginn. Déi Autoritéit kann agesat ginn, déi Autoritéit soll agesat ginn an da wär d'Gesetz nach besser a mir géifen nach mat méi enger grousser Freed zoustëmmen.

Mä trotzdeem stëmme mer aus deene genannte Grënn derfir.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann als leschte Riedner den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. „Arme de défiscalisation massive" ass déi al Patentbox, déi jo bei LuxLeaks eng zentral Roll gespillt huet an déi och nach bis 2021 ka genotzt ginn, vu verschiddene Commentateure genannt ginn.

Fir et virewechzehuelen: Och déi nei Patentbox ass eng „arme de défiscalisation". Ob se awer esou massiv ass wéi déi al, bleift nach ofzewaarden.

Den Här Fayot huet virdrun e Beispill genannt vum Béier Skol. Et gëtt der vill, déi een och kéint nennen. Ënner anerem, dat ass jo och nach ëmmer an der Aktualitéit, ass dat d'Juggurtsfabrik Fage aus Griichenland, déi schonn zënter 2012 am Benefiss vun der aler Patentbox war, déi sech hei installéiert huet, wat och gréisser ekonomesch Schwieregkeete fir Griichenland bedeit huet.

Op jidde Fall huet sech awer d'Entrüstung iwwert dëse Projet de loi bei de Consultingfirme vun der Finanzplaz relativ staark a Grenze gehalen. Dat weist och drop hin, datt sech fir d'Geschäft mat der Steiervermeidung net esou vill wäert änneren, wéi dat ëmmer esou duergestallt gëtt. Wann een zum Beispill déi global Consultingfirma DLA Piper hëlt, déi an deem Domän täteg ass, déi seet an hirer Analys: «Plus contraignant que l'ancien régime, ce projet de loi (s'il est adopté) offrira sans doute de nouvelles opportunités aux contribuables en matière de structuration des activités de Recherche et de Développement à travers le Luxembourg». Ech mengen, mir kommen nach

dorobber zréck, wat „Recherche et Développement" bedeit an deem Kontext.

Datt déi Consultingfirma esou reagéiert, ass jo och net verwonnerlech. D'Resultat vum Anti-BEPS-Prozess vun der OCDE baséiert jo u sech net op objektive Constaten, mä op politesche Kouhändel, kann ee soen. Et huet vläicht mat enger gudder Intentioun ugefaangen, datt d'Länner sech alleguerten zesummesetzen, fir d'Steiervermeidung ze bekämpfen, mä et huet sech ganz schnell transforméiert an e Forum, wou d'Länner sech géigesäiteg zerklappen, fir e méiglechst groussen Deel vun de Profitter vun de Multinationallen unzezéien.

Déi nei Regelungen zu de Patentboxe baséieren dann och gréisstendeels op Kompromësser tëschent London a Berlin. Béid Säiten hunn dobäi Kompromësser gemaach. Dat heescht, datt Saache verbessert a Saache verschlechtert ginn. Mä et ass a kengem Fall eng Regelung, déi d'Steierlaascht vun de Multinationallen erhéicht oder d'Steiervermeidung wierksam bekämpft.

Déi „nexus approach", „lien modifié" eben, op déi sech den Anti-BEPS-Prozess baséiert, dat heescht, deen och op enger gewëssener Substanz soll baséieren, déi da schlussendlech bei de Patentboxen zréckbehale gouf, bréngt dann och mat sech, datt d'Fuerschung net zwéngend muss hei am Land stattfannen. Wat d'Dier erëm grouss opmécht fir Émstrukturéierunge vun den Entreprisë mat deem eenzegen Zil, fir Steieren ze spueren.

Net méi eligibel si verschidde kommerziell Aktivitéiten, déi tatsächlech immens ufälleg si fir den „profit shifting", wéi Marken oder Internetdomänen. Mä et koum elo awer och zu Extensioune fir d'Eligibilitéit an dëser Gesetzgebung, ënner anerem, fir ee Beispill ze nennen, d'Certificats d'obtention végétale, wat u sech op grénger Säit e bësse misst fir Ophorche suergen. Well do komme mer elo an dee Beräich vun de Semencen, déi d'Bauere jo permanent erëm musse bezuelen u Bayer, Monsanto an esou weider. Dofir huele mer déi Aktivitéiten dann eben hei zu Lëtzebuerg eran, well dat grad esou grousse Konzerne wéi Bayer an och Monsanto gutt an de Krom passt. An déi hu jo och schonn Aktivitéiten iwwert déi Lëtzebuerger Finanzplaz strukturéiert.

D'OCDE huet also mat deene BEPS-Regelen d'Abusen net gestoppt, mä beschtefalls just ageschränkt. Gläichzäiteg huet se domadder déi Patentboxen awer iwwerhaapt eréischt salonfäeg gemaach. Länner féieren elo Patentboxen an, déi virdrun nach keng haten. Domadder gëtt eng Course no ënne lassgetrëppelt, wéi e Land dann elo de Multinationallen déi bescht Konditiounen an deem Beräich ubidde kann. Irland bitt da mat senger neier Patentbox e Steiersaz vu 6,25% un, Lëtzebuerg 5,2% an d'Belsch 5,1%. Wie bei deem Spill letztendlech de Gewënner an de Verléierer ass, dat ka sech da jiddwereen ausmolen.

Här President, d'Patentboxe ginn allgemeng domadder gerechtfertegt, datt se géifen d'Fuerschung an d'Entwécklung undreiwen. Dat si mer elo haaptsächlech och vun der CSV-Säit gewuer ginn. Mir mengen allerdéngs, datt dat beschtefalls e Wonschdenken ass. Well et gëtt - an ech mengen, et ass awer och scho virdru gesot gi vum Här Fayot, et ass souguer ugedeit ginn och vum Här Berger -, et gëtt an allen internationalen Etüde keng objektiv Beweiser, datt se tatsächlech d'Recherche géife férderen.

An do ass och e renoméierten englesche Steieranalyst, dee beschreift dat esou: „D'Patentboxe kënnen", also, et ass op Lëtzebuergesch iwwersat, dee schwätzt Englesch, „d'Patentboxe kënnen dozou féieren, datt méi Patenter ugemellt ginn. Mä dat ass meeschtens just e juristesche Manöver, ouni datt domadder tatsächlech déi Saache géifen eropgoen, déi mer wierklech wëllen, nämlech Wëssenschaftler, déi méi Recherchë maachen, an Erfinder, déi méi erfannen." An dat bestätegt sech jo och empiresch unhand vun den nationalen Zuelen, sou wéi d'Chambre des Salariés dat an hirem Avis schéi gewisen huet an och d'Chambre de la fonction publique, déi och seet: „Et ass u sech net d'Recherche, déi ënnerstëtzt gëtt, mä d'Revenue vun der Recherche."

An et muss een och drun erënneren, datt 2008, wéi mer déi éischt Patentbox hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn, do louch déi privat Recherche bei 1,28% vum PIB. An dann, sechs Joer méi spéit, 2014, louch se just nach bei 0,66%. Si huet sech also praktesch halbéiert. Et kann een net grad vun enger Success Story schwätzen. An do muss ee sech wierklech d'Fro stellen, ob et do e Lien gëtt. Ech mengen, déi Argumentatioun gëtt nëmme benotzt, fir déi batter Pëll e bësse méi séiss ze maachen a fir a Wierklechkeet net iwwert déi reell Ursaachen ze diskutéieren, firwat et Patentboxen an där Form gëtt.

An dat wäert sech och mat dëser Reform vun der Patentbox net änneren, well d'Fuerschung, wéi gesot, bei deene Steiervergënschtegungen net zwéngend muss hei am Land sinn an och well se deene klengen a mëttleren Entreprisë kaum zeguttkënnt. An héchstwahrscheinlech kann dann eng Aart Directeur de recherche hei kommen, wat bei Wäitem net heescht, datt ee Recherche hei huet.

Wat bleift also? Wat bleift eis also? Virun allem eng riseg Subventioun vun de groussen Entreprisë mat de Sue vum Lëtzebuerger Steierzueler. De Steierverloscht gëtt vun der Regierung an der Fiche financière op 50 Millioune geschat. Si huet do einfach d'Zuel iwwerholl, déi se schonn 2008 bei der éischter Patentbox uginn hat. De Conseil économique et social hat awer 2011 scho virgerechent, datt domadder ronn 250 Milliounen Euro pro Joer u Steierrecettë verluer ginn, also fënnefmol sou vill. An déi Zuel ass mat Sécherheet méi fondéiert, menge mer, wéi déi 50 Milliounen, déi elo vun der Regierung ugi ginn.

250 Milliounen, dat si bal 100 Millioune méi, wéi de Stat sech d'Universitéit kaschte léisst. D'Bedeelegung bei der Uni läit 2018 bei ronn 160 Milliounen. Amplaz also hei mat dësem Projet de loi de groussen Entreprisë sënnlos 250 Milliounen nozegeheien, kéint ee mat deene Suen d'Recherche publique quasi verdräifachen. Dat géif mëttelfristeg och déi privat Recherche an d'Entwécklung hei am Land ukuerbelen, well sech domadder e reellt Fuerschungsëmfeld géif entwéckelen.

Här President, no rezente Recherchen, och vun der „Financial Times", enger Zeitung, déi jo net grad e lénkt Propagandablat ass, ass den effektive Steiersaz vun de Multinationallen tëschent 2008 an 2018 ëm 9% gefall. D'Halschent vun deem Réckgang wär op tatsächlech Steiersenkungen zréckzeféieren an déi aner Halschent op déi ëmmer méi sophistiquéiert Methoden, fir Steieren ze vermeiden.

Dat muss ee sech emol op der Zong zergoe loossen! An deene leschten zéng Joer säit der Finanzkris, wärend deene knallhaart Austeritéitsprogrammer a ganz Europa, an och hei zu Lëtzebuerg, duerchgeboxt gi sinn, déi Millioune Familljen onverschëllt an d'Aarmut katapultéiert hunn, wärend deenen zéng Joer konnten d'Multinationallen hir Steierlaascht ëm néng Prozentpunkten erofsetzen!

An dee Patentboxregimm, iwwert dee mer haut ofstëmmen, wäert d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg beschtefalls minimal beréieren. E wäert virun allem derfir suergen, datt déi transnational Entreprisë weiderhin iwwer Lëtzebuerg Milliounen u Steiere kënne spueren, an e wäert derfir suergen, datt de Steierdumping an Europa weider ugekuerbelt gëtt.

Ech brauch Iech dofir net weider ze erwänen, aus wat fir engen Ursaache mir als déi Lénk géint dëse Projet de loi wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt géif ech gär dem Rapporteur, der Madamm Joëlle Elvinger, villmools Merci soen a géif och gären den dräi Vertrieder vun den dräi Regierungsparteie Merci soe fir hir Énnerstëtzung a fir all déi Argumenter, déi se bruecht hunn, déi ganz wichteg sinn, fir dëse Projet de loi an de Kontext ze setzen.

De Régime de propriété intellectuelle, dee Lëtzebuerg virdrun hat, war ganz ville Länner en Dar am A. E war nieft dem Secret bancaire dat Stéck vun eiser Gesetzgebung, wat deene meeschte Länner riseg Problemer gemaach huet. An ech kann Iech just soen, dass all Kéiers, wann ech Kolleegen aus Europa a vu baussent Europa an deenen éischte Méint begéint hunn, dee Sujet ëmmer op d'Tapéit komm ass. Dat däerf een net ënnerschätzen.

Dofir hu mer eis och e bëssen Zäit geholl, fir ze kucken, wéi mer elo deen neie Regimm, dee baséiert ass op neie Prinzipie vun der OCDE, wéi mer dee géifen ëmsetzen. Mir hunn eis Zäit ginn, fir dass mer konnte kucken, wéi aner Länner dat géifen ëmsetzen, vu dass all déi Regimmer mussen duerch Gremie vun der OCDE a vun der Europäescher Unioun goen.

Mir haten d'autant plus Zäit, well deen ale Regimm och nach fënnef Joer undauert. Et war also guer keng Urgence. An ech si wierklech frou, dass mer eis déi Zäit geholl hunn, mat deem Passé, dee mer mat deem heite Sujet hunn.

Ech mengen, dass d'Gesetz, wéi et elo hei proposéiert ass, e gudden Equiliber ass zwëschen deem, wat mer wëllen erreechen, op där enger Säit attraktiv sinn, an op där anerer Säit alleguerten d'Regelen, déi d'OCDE an d'Union européenne hei setzen, respektéieren.

Jo, mir hu gewollt als Regierung, dass mer attraktiv si fir Innovatioun, Recherche an Developpement. Jo, mir wëllen attraktiv sinn, fir och eis Wirtschaft ze diversifizéieren. Dat maache mer jo och wierklech all Dag. Mä dat solle mer net a kënne mer net à tout prix maachen. Mir wëllen net méi op schwaarz Lëschte kommen.

Den Text berout op dem Prinzip vum Nexus. Dat heescht, dass haut an deenen neie Regimmen déi speziell a gënschteg Besteierung nëmmen da méiglech ass, wa Recherche an Developpement wierklech am Land selwer gemaach ginn. Dat ass jo u sech eng gutt Noriicht, well dat heescht jo, dass dann d'Aktivitéiten an eisem eegene Land sinn. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet: Et sinn dräi Kategorië virgesinn an der Direktiv. Dat Éischt sinn d'Breveten - maache mer. Dat Zweet sinn d'Logiciellen - maache mer och. An déi drëtt Kategorie, op déi komme mer elo nach ze schwätzen, déi mer jo net zréckbehalen hunn. Et ass och esou, dass d'Marken, d'Zeechnungen an d'Modeller ausgeschloss gi sinn, well grad an deem Beräich déi meescht Abuse waren.

Ech kommen elo ze schwätzen op déi Propositioun vun der CSV, fir trotzdeem déi drëtt Kategorie virzegesinn. Den Haaptgrond, firwat d'Regierung dat net zréckbehalen huet, ass folgenden: Déi drëtt Kategorie ass extrem flou. Et weess een nach net genau, wat iwwerhaapt drafält. An dofir muss eng Zertifikatiounsagence geschafe ginn, déi sech emol de Savoirfaire uneegent, fir ze wëssen, wat drënnerfält a wat net drënnerfält.

Dir kënnt Iech jo da virstellen, dass et fir e Land wéi Lëtzebuerg schwéier ass, esou eng Agence op d'Been ze setzen. Mir missten emol ganz vill Leit wahrscheinlech aus dem Ausland komme loossen. Dat huet jo och e Käschtepunkt. A wat mir géifen an der drëtter Kategorie zouloossen, géif wahrscheinlech mat enger Lupp gekuckt ginn, déi vill méi grouss wär wéi bei anere Länner, wéinst eisem Passé.

Dofir hu mir dat net zréckbehalen. Mä mir sinn awer net déi Eenzeg, déi dat net zréckbehalen hunn. Den Här Mosar huet gesot, dass Irland an Holland dat gemaach hunn. Mä d'Vereenegt Kinnekräich an d'Belsch hunn et zum Beispill och net gemaach!

Dat heescht, mir si jo net grad déi Eenzeg, déi vun där Fakultéit kee Gebrauch gemaach hunn. Fir eis war méi wichteg, dass mer de Risiko limitéiert hunn a kredibel sinn a kredibel bleiwen.

An ech mengen, dass ech domat déi richteg Argumentatioun hei zu Dag bruecht hunn, dass et hei drëms geet, dass mer attraktiv bleiwen an Domänen, déi kristallkloer sinn, an eis net op eng Pente beginn, wou den Doute méiglech ass. Well ech garantéieren Iech: Mir sinn um Radar vun den internationalen Agencen.

Den zweete Punkt, deen den Deputéierte Mosar opbruecht huet, ass, a welleche Länner baussent Lëtzebuerg ee ka Propriété intellectuelle geltend maachen. An do hu mir gutt observéiert, wat aner Länner gemaach hunn. Do sinn der vill, net all, déi hunn den Espace économique européen erausgesicht, an dat hu mir dann och gemaach. Dat heescht, et ass déi ganz EU plus dräi Länner, dat ass, wann een esou wëllt, eng „Prime" à l'Union européenne. Dat si Länner, déi mer gutt kennen, wou mer och kënne verifiéieren, wou et liicht ass, un Informatiounen ze kommen, an et ass ganz am Esprit vum Marché unique.

De Virschlag, deen hei vun der Oppositioun gemaach gëtt, fir alleguerten d'Länner eranzehuelen, mat deene mer en Accord de non double imposition hätten oder hunn, dat si ronn 80 Länner, hu mer net gemaach aus zwee Grënn: Dat Éischt ass, dass et do ganz vill Länner gëtt, wou et schwéier ass, un d'Informatiounen erunzekommen. An et muss ee jo dat kënne jugéieren, wat an deem anere Land als Recherche gemaach gëtt, fir ze kucken, ob dat d'Kritären erfëllt. An dat Zweet ass effektiv, dass do och kënnen Abuse geschéien.

Ech huelen dat Beispill, wat den Deputéierte Mosar hei genannt huet, vu Goodyear. Wa Goodyear 90% vun der Recherche hei zu Lëtzebuerg mécht an 10% an de Vereenegte Staten, da ginn net déi 100% verluer, mä nëmmen déi 10% an Amerika gi verluer.

Mä kommt, mir kucken et emol ganz anescht! Ass et an eisem Interêt, fir hei en Déchet fiscal zu Lëtzebuerg ze hunn an d'Firmaen ze encouragéieren, hir Recherche an Amerika ze maachen, fir dann herno hir Steierlaascht hei zu Lëtzebuerg erofzedrécken? Ech mengen, op déi Fro kann ee ganz liicht äntwerten!

Also anescht ausgedréckt: Andeem mir dat net opmaachen op d'ganz Welt an och net op Amerika, schuede mir eisem Land net. Bien au contraire! Mir encouragéieren eng Firma wéi Goodyear oder DuPont oder anerer aus Amerika, déi hei ganz zefridde sinn an hei ganz wëllkomm sinn, hir Recherche hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Den Deputéierte Fayot huet mer eng Fro gestallt, déi ganz berechtegt ass, iwwert d'Direktiv ACCIS, déi elo an zwee Deeler opgespléckt ass an an Diskussioun ass am Conseil. An op Englesch heescht déi Common Consolidated Corporate Tax Base.

Wéi déi virun zwee Joer presentéiert ginn ass vun der Kommissioun, hat ech expressement begréisst, dass och do zwou Mesuren dra sinn, déi gutt si fir d'Innovatioun a fir den Investissement. An eng vun deenen zwou war justement e Genre Crédit d'impôt recherche. An ech hat am Numm vu Lëtzebuerg deemools gesot: „Déi Direktiv stellt eng ganz Rëtsch Schwieregkeeten an Defie fir Lëtzebuerg, mä mir wäerten do matschaffen. Mä ech begréissen ausdrécklech, dass esou eng Mesure dran ass, Crédit d'impôt recherche, well dat brauch Europa."

Ech muss Iech awer soen, Här Fayot: Leider ass dat ganz vill ënner Beschoss komm, well ganz vill Länner dat net wëllen. Komescherweis, muss ech soen, gëtt et eng ganz Rëtsch Länner, déi hu justement esou e Crédit d'impôt recherche bei sech doheem, mä wëllen net, dass mer dat um Niveau européen generaliséieren. Wat jo beweist, wéi komesch déi Diskussioun do geet. Ech kann Iech just versécheren, dass ech mech wäert am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung asetzen, fir dass dat soll geschéien.

Nun, et ass schwéier moossen, ob mir elo mat deem heite Gesetzestext attraktiv genuch si par rapport zum Rescht vun der Welt a par rapport zu anere Länner. Mä mir hunn de Moment en Test grandeur nature vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg am Kontext vum Brexit. An ech kann Iech soen: Am Kontext vum Brexit gesi mir, dass Lëtzebuerg extrem attraktiv ass!

Ob dat ass am Domän vum Private Banking, wou eng Rëtsch amerikanesch Banken ënner anerem Lëtzebuerg gewielt hunn, fir sech hei ze verstäerken an hei hire Centre de distribution ze maachen; wann ech d'Asset Manager kucken oder d'Private Equity Firms, déi hunn zu engem groussen Deel Lëtzebuerg erausgesicht; wann ech d'Assurancëgesellschafte kucken, déi hu bal all Lëtzebuerg gewielt; a wann ech d'FinTech-Gesellschafte kucken, vun deene mer der eng ganz Rëtsch am Luxembourg House of FinTech hunn, soen ech Iech: Ech hu guer net d'Gefill, dass mir net méi attraktiv solle sinn. Well wa mer net méi attraktiv wären, géifen déi all net kommen.

Et ënnersträicht och, dass een op Lëtzebuerg kënnt net nëmme wéinst de Steieren. Gott sei Dank! Mir verteidege säit Joren d'Meenung, dass mer e gudden Ekosystem hunn, dass mer e stabelt Land sinn, Triple-A-Finanzen an esou weider. An dat zitt anerer un.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer am Budgetsgesetz vun 2017 eng Mesure dran haten, déi ganz gutt ass fir d'Recherche an den Investissement. Dat ass d'Méiglechkeet, dass een elo e Crédit d'impôt zu Lëtzebuerg ka gebrauche fir Investissementer an d'IT, d'Technologie de l'information. Dat erlaabt den Entreprisen, méi Recherche ze maachen an dat gënschteg zu Lëtzebuerg vun hire Steieren ofzezéien.

Jo, et ass eis hei net drëms gaangen als Regierung, fir deen allerleschten Element auszereizen, deen et hei an dëser Direktiv gëtt. Mir wollten hei prudent a responsabel sinn.

An dat ass eis och gelongen, well mir hunn eise Gesetzestext och missen der OCDE an der Union européenne am Viraus schécken, dat sinn an der OCDE de Forum sur les pratiques fiscales dommageables an an der Europäescher Unioun de Grupp „Code de conduite". Do krute mer en A priori favorable. Et hänkt natierlech dovun of, wéi d'Gesetz gestëmmt gëtt. Et gëtt jo elo gestëmmt, sou wéi mir et proposéiert hunn, soudass et duerno ausgesäit, wéi wa mer do gréng Luucht kéinte kréien.

Ech wëll just do ënnersträichen, dass aner Länner, déi vill méi kéng waren, vun deenen zwou Institutioune gesot kruten, dass hir Projet-deloien, wéi se se virgeluecht hunn, net konform wieren.

Fir Lëtzebuerg a fir dës Regierung ass et net esou, dass mer sollen eng Attraktivitéit maachen à tout prix, eng Attraktivitéit op d'Käschte vun eiser Reputatioun. Eis Reputatioun, eisen Image ass eis immens wichteg. Et ass wahrscheinlech dat Wäertvollst, wat mer hunn. An dat wëlle mer net op d'Spill setzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Minister, Merci fir déi Äntwerten. Allerdéngs mengen ech, mir hunn eng Meenungsdivergenz, wat d'Interpretatioun ubelaangt.

Menges Wëssens - dat Beispill, wat ech do ginn hunn, vun deenen 90% hei an 10% an Amerika -, souwäit mir vu Spezialiste gesot ginn ass, sinn och déi 90% net méi eligibel. Dat heescht, datt do null kann ofgesat ginn. Ech huelen awer ganz gär zur Kenntnis, datt Dir do eng aner Interpretatioun doriwwer maacht.

Ech géif just froen, Här President, well et eng - mir sinn eis eens - fundamental wichteg Fro ass, datt een dat do nach eng Kéier nokuckt. Wann et näämlech esou ass, ewéi Dir sot, Här Minister, ass dat effektiv vill manner problematesch. Or, wéi et mir explizéiert ginn ass - an ech mengen och, datt Äre Beamten dat an der Kommissioun erklärt huet, wéi ech et erklärt hunn -, fält guer näischt, kee Prozent méi ënnert d'Eligibilitéit. An dann hätt dat wierklech ganz negativ Konsequenzen.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt deen Amendement och en zweeten Objet huet, op deen Der elo net agaange sidd. Deen ass awer och wichteg. Ech hu vläicht och a menger Interventioun net genuch dorobber insistéiert. Duerfir erlaabt mer, dat dann nach eng Kéier ze maachen!

Dat sinn och déi Recherchen, déi hei zu Lëtzebuerg integral vun engem Grupp gemaach ginn, deen awer verschidde Societéiten huet. Kommt, mir huelen elo einfach ArcelorMittal! ArcelorMittal, déi hu verschidde Societéiten. Do gëtt an enger Societéit eng Recherche gemaach. Et stellt sech awer eraus, datt déi Recherche fir dee Grupp a fir déi Societéit net interessant ass, déi cedéieren dat eriwwer op eng aner Lëtzebuerger Gesellschaft. Da sinn déi Depensen, déi do gemaach gi sinn, net méi eligibel, wat also och e reelle Problem duerstellt.

An duerfir wär ech frou, Här Minister, well et awer hei ëm ganz, ganz wichteg Punkte geet, wann Der vläicht dat doten nach eng Kéier am Detail géift nokucken a mir vläicht da schrëftlech och nach eng Kéier déi Äntwert dorobber kéint ginn.

Ech soen Iech schonn am Virfeld e grousse Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech mengen, dat si ganz wichteg Froen. Dat muss nogekuckt ginn, wat d'Portéeë vun där enger oder anerer Hypothees sinn. An ech maachen dat ganz gären, well hei geet et ëm d'Land, et geet ëm d'Attraktivitéit vun eisem Land an en parallèle ëm de Respekt vun deenen neie Regelen, international gesinn. A mir sollen d'Portéeën da kucken.

Ech hunn net a menger Ried gesot, mä ech deelen dat, dass mer jo all Interêt hunn, an dësem Joer an am nächste Joer ze observéieren, wéi aner Länner mat där drëtter Kategorie ëmginn, wat da wierklech drënnerfält a wat net drënnerfält. Well och dorop gëtt et Debatten. Ech hunn dat net gesot. Ech hat et a mengen Notten, ech wollt net ze laang sinn.

De Savoir-faire, do gëtt et Schoulen, déi mengen, dass dat an déi éischt Kategorie fält, an et gëtt anerer, déi mengen, dat géif an déi drëtt falen. Ech kennen d'Äntwert net. Dat kënne mer nëmme mat der Pratique kucken. An dofir mengen ech, dass mer op där Saach hei sollen den Dialog behalen, och iwwert d'Commission des Finances. Dat ass deen effikasste Wee. An da kënne mer all déi Sujete weider suivéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Amendements

Ier mer dann elo iwwert de Projet de loi ofstëmmen, si mer mat zwee Amendemente saiséiert, déi vun de Kolleege vun der CSV abruecht gi sinn. Ech ginn dovun aus, dass se am Detail explizéiert sinn. Wëllt nach ee Stellung dozou bezéien?

Une voix.- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert den Amendement 1, dee beim Punkt 1 vum Paragraf 1 vum Artikel 1 e Punkt c) wëllt derbäisetzen, iwwergoen. Wie mat deem Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wien net domat d'accord ass, mat Neen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo um Enn.

26-mol Jo, 34-mol Neen: Domat ass deen éischten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Deen zweeten Amendement kënnt och vun der CSV-Fraktioun an huet als Objet, de Punkt 3 vum Paragraf 1 vum éischten Artikel ofzeänneren. Wien domat d'accord ass, stëmmt mat Jo.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

26-mol Jo, 34-mol Neen: Domat ass deen zweeten Amendement och ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen elo zur Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi 7163 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7163 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ostëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An och hei ass elo d'Ofstëmmung ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

Hutt Der Iech geiert?

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass kee Problem, mir rektifiéieren dat.

36-mol Jo..., dann ass et 35-mol Jo, 2-mol Neen an 23 Abstentiounen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Voilà. Merci. Dann hu mer d'Rektifikatioun direkt gemaach. An domat ass de Projet de loi 7163 adoptéiert mat 35 Jo-Stëmmen, géint 2 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7226, engem Duebelbesteierungsofkommes tëschent Lëtzebuerg an Zypern. An d'Wuert huet elo erëm d'Madamm Rapportrice Joëlle Elvinger.

5. 7226 - Projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", faite à Nicosie, le 8 mai 2017

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 7226 gouf den 20. Dezember 2017 an der Chamber deposéiert. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt haut en Duebelbesteierungsofkommes vun der Chamber approuvéiert, dat de Finanzminister Pierre Gramegna den 8. Mee 2017 zu Nikosia mat sengem zyprioteschen Homolog ënnerschriwwen huet.

Dës Konventioun huet als Haaptuleies, eng Duebelbesteierung vun deenen Akteuren, déi wirtschaftlech an deenen zwee Länner aktiv sinn, ze verhënneren. Esou Ofkommesse sinn onverzichtbar fir eng Verdéiwung vun de wirtschaftleche Bezéiungen tëschent zwee Länner duerch den Austausch vu Wueren an Déngschtleeschtungen an der fräier Zirkulatioun vu Kapital, Technologien a Persounen.

Lëtzebuerg huet effektiv och scho mat allen anere 26 EU-Memberstaten esou eng Konventioun. An elo mat Zypern ass d'Lëscht dann och komplett vun allen EU-Länner. Mir kommen dann op en Total vun 81 Duebelbesteierungsofkommessen, déi Lëtzebuerg entre-temps ënnerschriwwen huet an déi en vigueur sinn.

Här President, ech wëll awer nach betounen, dass dës Konventioun alle Standarde vun der OECD entsprécht a besonnesch de Richtlinne vum BEPS, och wann Zypern u sech net Member vun der OECD ass.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 30. Januar gréng Luucht gi fir dëse Projet.

Här President, ech bräicht am Fong geholl just nach Merci ze soe fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert elo den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci och nach eng Kéier där exzellenter Rapportrice fir hire kloren an detailléierte Rapport. Mir wäerten och eis Zoustëmmung zu dësem Projet ginn.

Ech wollt awer profitéiere vun der Geleeënheet, Här President, fir de Minister ze froen, mat wat fir engen Duebelbesteierungsofkommesse mer nach an deenen nächste Woche wäerte saiséiert ginn. Ech mengen, dat ass interessant. Mir hu jo och do den MLI, dee Multilateral Instrument, wou Lëtzebuerg eng Rei vu Reserve gemaach hat. An dorobberhin, mengen ech, wäerten nach eng Rei vun esou Duebelbesteierungsofkommessen op de Leescht geholl ginn.

Duerfir meng Fro: Ech wär frou, wann de Minister eis e bësselche kéint soen, wat eis do nach an den nächste Wochen a Méint erwaart. Mir gëtt notamment gesot, datt Kanada geschwë fälleg wär.

Ech wollt och profitéieren a froen: Wou si mer dru mam Duebelbesteierungsofkommes mat de Vereenegte Staten?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Och vun eis e Merci un d'Rapportrice fir e gudde Rapport an den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Eugène Berger ass… Jo.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo. Merci, Här President. Neen, ech hat gemengt, dat war emol esou an der Kommissioun annoncéiert ginn,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...et géif méi Diskussioun ginn.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...et géife méi Diskussioune ginn iwwert d'Prozeduren.

(Hilarité et brouhaha)

Den Här Mosar iwwerrascht mech haut all hallef Stonn eng Kéier. Neen, duerfir war ech preparéiert, fir eventuell dorobber ze äntwerten oder Stellung ze huelen. Mä vu datt dat net de Fall ass a sech dann d'Woge geglätt hunn, schéngt es, da brauch ech och do net weider drop anzegoen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Rapportrice Merci ze soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. An den Accord ass scho gi vun der Fraktioun.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech mengen, den Här Kox wollt nach eppes soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, sorry. Et ass net schlëmm. Also, vu dass mer alleguer d'accord sinn, hätt et och elo kee Wäert, wa mer… Voilà.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll awer dovu profitéieren, der Rapportrice och Merci ze soe vun der grénger Fraktioun a gläichzäiteg den Accord och ze bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma villmools Merci. An ech ginn dovun aus, dass den Här Reding elo datselwecht seet.

M. Roy Reding *(ADR).*- Net nëmmen dat, Här President, mir freeën eis iwwer all weidert Antiduebelbesteierungsofkommes, well dorëmmer geet et. Et geet jo net ëm eng Duebelbesteierung, mä ëm eng Antiduebelbesteierungsmesure; där kënne mer der guer net genuch hunn. Mat der Halschent vun de Länner hu mer nach keng. An duerfir schléissen ech mech der Fro vum Kolleeg Laurent Mosar ganz gären un, wat fir eng weider an der Pipeline sinn. An natierlech bréngen ech den Accord vun der ADR zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Neen, ze vill Harmonie ass och net gutt. Ech mengen, do muss e bësse méi dergéint geschwat ginn.

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech wollt lech just erklären an zwee Sätz, datt mer géint dëse Projet de loi wäerte stëmmen,...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ...wéinst dëser awer relativ staarker Baisse vun der Besteierung vun de Benefisser op d'Dividenden, déi vu 15% op 5%, voire bis op 0% kann erofgoe fir Societéiten, déi wéinstens 10% vum Kapital hu vun der Societéit, déi dann d'Dividenden ausdeelt. Fir eis ass dat awer eng substanziell Baisse vun der Kapitalbesteierung, wou mer ganz skeptesch sinn.

An aus dësen Ursaache wäerte mer dergéint stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A bei esou vill Harmonie wäert de Finanzminister se och net stéieren.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen, ech si ganz frou driwwer. A fir dat Lescht opzehuelen, wat elo just gesot ginn ass: Doduerch, dass d'Besteierung um Kapital elo duerch dës Konventioun méi schwaach gëtt, gëtt eis Plaz méi attraktiv. Dat ass genau dat, wat mer gären hätten. Dofir freeën ech mech, dass mer e grousse Support fir dësen Traité hunn. An domadder hu mer da vun haut u mat alle Länner vun der EU, dat heescht, mat deene 27, en Netduebelbesteierungsofkommes. Dat ass eng ganz gutt Saach. An den Total vun eise Konventiounen ass dann elo 81.

Am Tube, an der Pipeline sinn Diskussiounen, Projete vun Traitéë mam Cap-Vert a mam Botswana. Mat Amerika si mer scho méi laang ënnerwee. Do gëtt et am Fong geholl keng ganz rezent Erneierungen, wann net awer eng relativ grouss, dat ass déi Steierreform an Amerika, déi stattfonnt huet. Déi huet natierlech e gewëssenen Impakt op wéi déi future Konventioun mat Amerika muer wäert ausgesinn. Well d'Vereenegt Staten hunn an hirer Reform, déi elo a Kraaft getrueden ass, eng ganz Rëtsch Saache vu BEPS iwwerholl. An dat huet en Impakt natierlech op wéi ee verschidden Artikele muss formuléieren.

Wat de Multilateral Treaty ubelaangt vun der OCDE, do schaffe mer drop, fir dee virum Summer hei ze presentéieren, fir dass e ka relativ séier gestëmmt ginn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- A Kanada? Wéi ass et mat Kanada?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Do hunn ech keng extra Noriichten. Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da si mer prett, fir iwwert de Projet de loi 7226 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7226 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass dann elo eriwwer.

56-mol Jo an 2-mol Neen: Domat ass de Projet de loi 7226 adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7226 est adopté par 58 voix contre 2.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Gilles Roth), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir kommen dann zum leschte Punkt. Ah neen, et ass nach net de leschte Punkt; et kommen nach zwee aner Punkten hannendrun: Mir verofschiden zwee Deputéiert. Als leschte Projet diskutéiere mer dann elo de Projet de loi 7065 iwwert den Aménagement du territoire. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Lorsché.

6. 7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi kommen ech net derlaanscht, e Bléck op seng Virgeschicht ze geheien an en an de Gesamtkontext vun der Landesplanung zu Lëtzebuerg ze setzen, ugefaange mat der Feststellung, datt e Land, wat net méi wéi 2.586 km² grouss ass, seng limitéiert Fläch nohalteg an effikass muss notzen, wann et net u senger eegener Entwécklung wëllt scheiteren.

Dës Feststellung stéisst prinzipiell op Konsens an ass och de Grond, firwat déi verschidde Regierunge sech zanter ville Jore mat der Landesplanung an eisem Land beschäftegen, natierlech mam Zil, dem chaotesche Wuesstum en Enn ze setzen an d'Notzung vun de Flächen un nohalteg Kritären ze bannen.

Dobäi muss beduecht ginn, datt d'Zuel vun den Awunner, mä och déi vun de Grenzgänger virun allem an de leschten 20 bis 30 Joer fërmlech explodéiert ass, wat d'Landesplanung natierlech net méi einfach mécht.

Dat éischt grousst Dokument, wat zu deem Zweck ausgeschafft ginn ass, war am Joer 2003 de Programme directeur d'aménagement du territoire, kuerz gesot de PDAT. An dësem Dokument war déi generell Orientéierung vun der nohalteger Landesplanung definéiert ginn, nodeems de Finanzministère schonn 1978 e bescheidene Versuch an déi Richtung gemaach hat, mä ouni Erfolleg.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Derbäi koum - och am Joer 2003 - d'Konzept vum IVL, wat de Fokus op d'Zukunft vun der Transportpolitik geluecht huet, dëst awer am allgemenge Kontext vun der Entwécklung vum Land a mam Zil, d'Entwécklung vun de véier sektorielle Pläng an de Beräicher vum Transport, dem Wunnengsbau, de Gréngландschaften an den Aktivitéitszone vun Ufank un ze koordinéieren.

Derbäi koum am Joer 2010 de Plan national pour le développement durable, deen d'Liewensqualitéit vun de Biergerinnen a Bierger, déi an eisem Land wunnen a schaffen, an de Mëttelpunkt gestallt huet.

A parallell dozou hunn déi zoustänneg Instanzen déi véier Plans sectoriels ausgeschafft, fir déi territorial Entwécklung vum Land konkret a präzis ze definéieren.

Dir wësst, ëm wat et geet: Et geet drëms, déi verschidde Funktioune wéi Wunnen, Schaffen, Ausbildung, Fräizäit a Versuergung méi no beieneenzebréngen, d'Entwécklung vum Land ze dezentraliséieren a verschidden Entwécklungszentren an de Regiounen auszeweisen, d'Transportweeër op déi Manéier ze verkierzen an ze verhënneren, datt wäertvoll Gréngландschaften duerch d'Entwécklung zerstéiert ginn.

An deem Sënn huet déi viregt CSV/LSAP-Regierung d'Landesplanungsgesetz vum 19. Juli 2004 duerch d'Gesetz vum 30. Juli 2013 modifizéiert, fir domat eng legal Basis fir déi véier Plans sectoriels ze schafen, mä och mat der Iddi, dem PDAT e contraignantë Charakter ze ginn.

No de Wahle vum Oktober 2013 huet déi aktuell Regierung déi véier Pläng an hirer deemoleger Form iwwerholl an huet se am Joer 2014 publizéiert, mam Zil, déi ëffentlech Consultatioun ze lancéieren an déi véier Pläng duerno ze adoptéieren. Mä leider war dat wéinst juristeschen Hürden net méiglech.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat sinn ech beim kruziale Punkt, deen zu dësem Projet de loi gefouert huet. Et ass deen, datt déi véier Plans sectoriels véier Méint, nodeems se an d'Prozedur gaange sinn, opgrond vun engem Uerteel vum Verfassungsgeriicht hu missen zréckgezu ginn. De Problem louch beim Gesetz vum 30. Juli 2013, wat sech am Nachhinein als juristescht Graf erwisen huet, nodeems et schonn a Kraaft getruede war.

Domat hat kee gerechent. Firwat? Ënner anerem, well dat Gesetz (veuillez lire: dat Uerteel) et erméiglecht huet, eng substanziell Ännerung vun den Attributer vun enger Proprietéit als Expropriatioun unzegesinn. Ech verweisen hei op den Arrêt 101/13 vum 4. Oktober 2013 vum Verfassungsgeriicht, dee sech op d'Gesetz vun 2013 bezunn huet an de PAG vun der Gemeng Fëschbech betraff huet.

Eng Modification ponctuelle vum PAG vun där Gemeng hat notamment dozou gefouert, datt eng Zone constructible an eng Zone non constructible ëmgewandelt gi war, ouni datt et zu der Indemnisatioun vum Proprietaire komm ass. D'Verfassungsgeriicht huet an deem Kontext ënnerstrach, datt esou eng Approche verfassungswiddreg wier, well keen Indemniséierungssystem an d'Gesetz ageschriwwe gi war, fir sämtlech Fäll vu Reklassementer vun Terrainen ofzedecken.

Fir dëse Problem, mä och fir aner juristesch Ongereimtheeten am Gesetz vun 2013 ze behiewen, huet déi aktuell Regierung am Joer 2014 decidéiert, d'Gesetz ze modifizéieren. Mä leider ass och dee Versuch um negativen Avis vum Statsrot gescheitert.

Déi juristesch Problemer, déi sech an deem Zesummenhang gestallt hunn, hu sech engersäits op déi sougenannten „effets standstill" bezunn an anerersäits op de feelenden normative Charakter vun de Plans sectoriels a vun de Plans d'occupation du sol; et seet ee PDS a POS.

Dernieft war de Statsrot och net domat d'accord, datt am Gesetz juristesch Konsequenze virgesi ware fir de Fall, wou d'Virgabe vum Programme directeur d'aménagement du territoire net géife respektéiert ginn. Den Hoke bei der Saach war deen, datt de Programme directeur d'aménagement du territoire mam Gesetz vun 2013 kee contraignantë Charakter kritt hat an datt et laut dem Statsrot souwisou verfassungswiddreg ass, deem Orientéierungsdokument e contraignantë Charakter ze ginn.

Och d'Verwaltungsgeriicht huet sech nodréiglech an deem Kontext zu Wuert gemellt a geschriwwen - ech paraphraséieren -, datt de PDAT net dat adequat Instrument wier, fir iergend Programme directeur als contraignant Norm virzegesinn. Dee Moment géife sech näämlech multipel institutionell a strukturell Froe stellen, wat d'Konformitéit vum Gesetz vun 2013 zu der Verfassung ugeet.

Opgrond vun deem ganze Sammelsurium vu Schwieregkeeten, déi ech elo opgezielt hunn, huet den Nohaltegkeetsminister François Bausch et schlussendlech als déi eenzeg Optioun ugesinn, en neie Gesetzesprojet ze deposéieren an den Amenagement vum Territoire an deem Gesetz komplett nei ze regelen, dëst natierlech mam Zil, datt déi véier Plans sectoriels an d'Plans d'occupation du sol endlech eng legal Basis sollte kréien an datt se och e contraignantë Charakter sollten hunn.

Weiderhin net contraignant war a bleift an dësem Gesetz de PDAT, net nëmmen, well de Statsrot esou eng Dispositioun als verfassungswiddreg ugesäit, mä och, well d'Verwaltungsgeriicht am Kontext vun der Landesplanung widderhuelt virun enger Iwwerreglementéierung gewarnt huet a grad wéi de Statsrot op d'Verfassungswiddregkeet vum contraignantë Charakter vum PDAT opmierksam gemaach huet.

Domat sinn ech beim Projet de loi, deen haut virläit an deen ech elo schonn zum Deel erkläert hunn.

Deposéiert gouf en de 27. September 2016 vum zoustännege Minister François Bausch. Déi nei Dispositioune féieren zu der globaler Reform vun der Gesetzgebung iwwert d'Landesplanung an droen alle juristesche Bedenken an Oppositiounen aus der Vergaangenheet Rechnung.

Dat heescht, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt dëse Projet de loi eng ganz nei Definitioun enthält, eng nei Definitioun vun der Landesplanungspolitik am Generellen, eng nei Definitioun vum Programme directeur d'aménagement du territoire a vun allen Instrumenter, déi et erlaben, dës Politik ëmzesetzen. Dernieft enthält en d'Definitioun, déi konkret Definitioun vun de Plans sectoriels a vun de Plans d'occupation du sol, esou wéi de Statsrot et a sengem Avis verlaangt hat.

Koordinéiert gëtt dee ganze System vum Conseil supérieur de l'aménagement du territoire als eenzegem Organ, wat niewent dem Comité interministériel fir d'Landesplanung zoustänneg ass.

De Projet de loi harmoniséiert dernieft d'Adoptiounsprozedure vun de sektorielle Pläng a vun de Plans d'occupation du sol, schaaft d'Konzept vun den „effets standstill" of a setzt d'Konzept vun den „servitudes provisoires" an d'Plaz.

Weiderhi gëtt mat dësem Projet de loi en Indemniséierungssystem fir d'Servituden agefouert, wat jo ee vun den Haaptpunkten am Uerteel vum Verfassungsgeriicht am Fall Fëschbech war. An deem Kontext definéiert de Gesetzesprojet och d'Prinzipien an d'Kritären, no deenen déi sektoriell Pläng an d'Plans d'occupation du sol verschidde Rechter a Fräiheeten aschränke kënnen, dëst souwuel bei de Privatleit wéi och um Niveau vun de kommunale Bebauungspläng.

Déi eenzeg Elementer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi an Zukunft ausserhalb vum Gesetz geregelt däerfe ginn, bezéie sech op déi technesch Aspekter vun der Ëmsetzung, déi keng juristesch Effete produzéieren.

sFir all juristesch Onsécherheet auszeschléisse vun Ufank un, ginn dowéinst sämtlech Fäll, déi vun engem Plan sectoriel oder vun engem Plan d'occupation du sol betraff kënne sinn, konkret an dësem Gesetz opgezielt. Bei de Plans sectoriels gehéieren dozou beispillsweis Prescriptiounen, déi sech op de Grad oder d'Aart vun der Benotzung vun engem Terrain bezéien, mä och de Verbuet oder d'Aschränkung, eenzel urbaniséiert Zonen ze vergréisseren oder Haiser wéi Spannebee laansch d'Stroossen ze bauen, ouni derhannert Wunnquartieren entstoen ze loossen.

Derbäi kënnt d'Obligatioun, datt all PAP «nouveau quartier» - déi d'Gemenge jo gutt kennen - mat méi wéi 25 Unitéiten 30% vun der bebauter Fläch fir Logement à coût modéré respektiv fir Locatiounswunnenge muss reservéieren. Dës Wunnenge kommen deene Persounen zegutt, déi laut dem Gesetz vum 25. Februar 1979 ënnert d'Aide au logement falen.

Bei de Plans d'occupation du sol geet et hirersäits drëms, definéiert Terraine vun enger oder méi Gemengen enger ganz spezieller Destinatioun zouzeféieren, déi vun nationalem oder regionalem Charakter ass. Dozou gehéiere beispillsweis d'Installatioun vu Rettungsdéngschter, Spideeler, Schoulen, Bauschuttdeponien, Recyclingzenteren, Reseauen an esou weider an esou fort.

Madamm Presidentin, dëse Projet de loi regelt doriwwer eraus all d'Prozeduren a puncto Ausaarbechtung an Adoptioun vun de sektorielle Pläng a vun de Plans d'occupation du sol grad ewéi och eng eventuell Modification ponctuelle vun deene Pläng, souwäit wéi dës Modifikatiounen d'Servituden net aggravéieren an d'Proprietéiten oder d'Servituden net mat neie Chargë belaaschten.

Wann déi sektoriell Pläng an d'Plans d'occupation du sol bis a Kraaft sinn, däerf keng Baugeneemegung méi erstallt ginn, déi konträr zu de Prescriptioune vun deene Pläng ass. Eng Ausnam bilden hei déi Baugeneemegungen, déi virum Akraafttriede vun de PDS an de POS approuvéiert gi sinn an deemno en vigueur bleiwen.

Dernieft kënnen d'PDS an d'POS - ech soen et elo ëmmer méi kuerz - Zonen enthalen, déi sech de plein droit op d'PAGen an op d'PAPe leeën a sech deene Pläng souzesoe superposéieren. Am Fall wou dës PAGen a PAPen nach net approuvéiert sinn, si sämtlech Prescriptioune vun de PDS a POS applikabel.

En heikele Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, ass an deem Zesummenhang de Volet vun den „effets standstill", déi urspréinglech geduecht waren, fir all Initiativ op engem Terrain ze verhënneren, déi konträr zu de POS oder PDS ass.

Well dat juristesch net méiglech war, ass eng Alternativ gesicht ginn. Si besteet doran, datt provisoresch Servituden op en Terrain kënne geluecht ginn - et sinn déi, déi ech virdru genannt hunn -, allerdéngs ënnert der Konditioun, datt et sech hei ëm en Acte individuel handelt an net ëm en Acte réglementaire, dat heescht, datt am Fall vun der Mise en place vun enger Servitude provisoire eng Notifikatioun un de Particulier muss adresséiert ginn, fir datt déi Persoun d'Recht kritt, d'Servitude provisoire unzefechten.

E leschte Punkt betrëfft dann d'Hierarchie vun den Instrumenter. Hei ass et esou, datt d'POS net nëmmen als Ausféierungsinstrument vun de sektorielle Pläng ugesi ginn. D'POS ginn heimat och zu autonomen Instrumenter, fir d'Projeten, déi präzis an dësem Gesetz opgezielt sinn, ze verwierklechen, ouni datt virdrun e sektorielle Plang muss virleien. An allen anere Fäll muss e POS konform zu de Prescriptioune vun de sektorielle Pläng sinn.

Bleift nach ze soen, datt esouwuel de Volet vun de Geschäftsfläche wéi och dee vum Parkraummanagement a getrennte Gesetzer oder Reglementer wäerten definéiert ginn, dëst opgrond vum Statsrot senge Bedenken aus sengem Avis. Déi héich Kierperschaft war näämlech der Meenung, datt déi zwee Beräicher ganz komplex sinn a méi nuancéiert mussen definéiert ginn, wéi dat am initialen Text de Fall war.

Aus deem Grond huet d'Kommissioun am Konsens mam Här Minister decidéiert, déi entspriechend Voleten ze sträichen aus dësem Pro-

jet de loi, fir datt se an aneren Texter nei geregelt kënne ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren a graffen Zich d'Haaptdispositioune vun dësem Projet de loi, deen hoffentlech Rou an déi juristesch Problemfelder aus der Vergaangenheet brëngt. Bleift nach ze soen, datt de Programme directeur d'aménagement du territoire vun 2003 der Realitéit net méi entsprécht an „obsolet" ass, wéi eng héijer Beamtin aus dem Departement vun der Landesplanung et kierzlech op RTL ausgedréckt huet.

Aus deem Grond huet d'Regierung decidéiert, dee Programm ze iwwerschaffen an en un déi nei Erausfuerderunge vun der Landesplanung unzepassen, dëst mam Input vun der Zivillgesellschaft a mat alle federführende Partner an där Matière. Dee Prozess ass amgaangen.

Dobäi ass et mir wichteg ervirzesträichen, datt de PDAT net geduecht ass, fir Privatinteressen ze verdeedegen, mä d'Interesse vun der Allgemengheet. Dat huet net nëmme Symbolcharakter, et kann och juristesch relevant ginn!

Nach kuerz e puer Wierder zu deene verschiddenen Avisen an zu den Aarbechte vun der Kommissioun.

Den 13. Juni 2017 huet de Statsrot säin éischten Avis zu dësem Projet de loi ofginn, mat enger ganzer Rei vun Oppositions formelles, déi sech praktesch op sämtlech Punkte bezunn hunn, déi ech elo a mengem mëndleche Rapport erkläert hunn.

Den Avis complémentaire vum Statsrot koum de 24. Oktober 2017. Den zweeten Avis complémentaire staamt vum 20. Februar 2018 an huet dem Projet de loi definitiv gréng Luucht ginn.

Weider Avise koume vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers a vum Syvicol, dee sech als Gemengesyndikat intensiv mam Projet de loi beschäftegt huet.

D'Kommissioun huet sech an aacht Sëtzungen domat befaasst an huet mäi Rapport de 15. Mäerz majoritär ugeholl. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, well et onméiglech ass, op dëser Plaz op déi Hällewull vun Detailer a juristesche Finessë vun dësem Projet de loi anzegoen.

Erlaabt mer awer nach zum Schluss e Merci un d'Mataarbechter an d'Mataarbechterinne vum MDDI, déi eis kompetent an dëser komplexer Aarbecht begleet hunn - et war wierklech net evident -, alle virop d'Madamm Renée Hostert, den Här Frank Vansteenkiste an d'Madamm Pascale Junker.

Den Accord ginn ech net, well ech dem Kolleeg Henri Kox déi Freed wëll iwwerloossen. Ech soen Iech awer Merci fir d'Nolauschteren a wënschen eis alleguer eng animéiert Diskussioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Rapporteur Josée Lorsché. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Emile Eicher.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass gewosst, datt d'Bevëlkerung an dësem Land an de leschten aacht Joer ëm iwwer 100.000 Leit gewuess ass. An eis Bierger mierken dat am Alldag, sief et duerch de mëttlerweil systematesche Stau, deem si um Wee fir op d'Aarbecht ausgeliwwert sinn, oder nach méi duerch déi méi wéi bedenklech Entwécklung vun de Bauterrainspräisser, mä awer och duerch d'Sättegung vun deene villen Infrastrukturen, fir nëmmen déi opzezielen. An de Landverbrauch hëlt och nach all Dag zou.

E Gesetz zum Aménagement du territoire war also absolutt noutwendeg. Duerfir ass am Juli 2013, also nach ënnert där fréierer CSV/LSAP-Regierung, d'Gesetz vum Aménagement du territoire gestëmmt ginn, also knapps dräi Méint virun de virgezunnene Wahlen.

Ech betounen, datt dat Gesetz vum Mäerz 2010 u schonn an der Chamber hannerluecht gouf an duerno an net manner wéi 27 Kommissiounssëtzungen diskutéiert ginn ass an op Häerz an op Bols ënnersicht ginn ass.

D'Gesetz ass duerno den 9. Juli 2013, ech betounen „ouni Opposition formelle„ vum Statsrot gestëmmt ginn. Fairerweis, an dat respektéieren ech, hutt Dir, Här Minister Bausch, op enger Pressekonferenz am November 2014 gesot, datt déi juristesch Schwieregkeeten, déi nom Vott vum 2013er Gesetz opgetaucht sinn, vu kengem opgeworf gi waren - also e Gesetz ënnert där vergaangener Regierung, wou keng juristesch Schwieregkeeten opgeworf gi waren -, weder vum Statsrot nach vun den deemolegen Oppositiounsparteien, déi haut d'Regierungsverantwortung droen.

Dir Dammen an Dir Hären, mam Gesetz vun 2013 war eigentlech de Wee fir d'Plans sectoriels fräigemaach ginn. Elo kéint ee soen, dës Regierung hätt eigentlech d'Plan-sectorielle vun där viregter Regierung an d'Prozedur ginn. No der Veréffentlechung vun de Plans sectoriels huet näämlech den Nohaltegkeetsminister deklaréiert, him géif och net alles gefalen, wat an deene Pläng drastéing. An den Innenminister huet sech d'Fro gestallt, wou déi 10% Wuesstum bei de complementairë Gemengen an déi 20% Wuesstum bei de prioritäre Gemengen eigentlech hierkéimen. Déi fréier Logementsministerin huet vläicht vergiess, dem Här Innenminister do méi Detailer ze ginn.

Opgrond vun deenen Aussoen huet de Robert Goebbels, fréieren LSAP-Minister, an engem „Tageblatt"-Bäitrag vum 18. Mäerz 2015 gemengt: „D'Fro misst awer erlaabt sinn, firwat den Nohaltegkeetsminister an, ech géif soen déi ganz Regierung, dës Pläng iwwerhaapt an d'Prozedur ginn hunn, wa se net dovun iwwerzeegt waren."

Dës Fro ass d'autant plus berechtegt gewiescht, wou de Premierminister am État de la nation 2014 deklaréiert hat: „Et gouf sech och am Nohaltegkeetsministère an de leschte Méint intensiv mat de sektorielle Pläng beschäftegt. Et huet ee misse feststellen, datt an der Landesplanung zwar vill gutt Viraarbecht geleescht gi war (...), mä datt et ganz sécher an der Vergaangenheet un enger kohärenter, iwwergräifender politescher Orientéierung gefeelt huet. Duerfir huet vill Inkohärenz aus de Pläng missen erausgebotzt ginn. D'Regierung huet dernieft och hir Schwéierpunkten afléisse gelooss. Dat, wéi scho gesot, zemools an de sektorielle Pläng vum Logement an och beim Transport. Eng gutt Landesplanung ass eng wesentlech Viraussetzung fir eng kohärent, organiséiert an nohalteg raimlech Entwécklung vun eisem Land. Fir datt d'Landesplanung awer richteg ka gräifen, brauche mir esou séier wéi méiglech déi véier primär sektoriell Pläng."

E sot weider - ech sinn nach ëmmer amgaangen ze zitéieren, wat deemools de Premierminister am État de la nation 2014 scho gesot huet -, hie sot also, wa weider dës Regierung also prett wär, am Kader vun enger Enquête publique de Gemengeréit an de Bierger dës Pläng virzestellen, da missten déi groussherzoglech Reglementer schonn an zwee Joer - dat heescht vun deemools gesinn 2016 - definitiv a Kraaft trieden.

Ech stellen awer och fest: Déi viregt Regierung huet also, wéi de Premier et betount huet, gutt Viraarbecht geleescht. Vu datt déi nei Regierung nach all Inkohärenzen erausgeholl hätt, hätt een also da missen dovunner ausgoen, datt alles perfekt wär.

Madamm Presidentin, déi véier Plan-sectorielle sinn dunn, wéi am Gesetz 2013 virgesi war, hire prozedurale Wee gaangen, eng Prozedur, déi zimlech opwendeg war. Esou huet zum Beispill deemools eis Arméi souguer mussen ageschalt ginn, fir datt déi deemools 105 Gemenge quasi zäitgläich këschteweis Dokumenter geliwwert kruten, fir hir Bierger iwwert dës Plan-sectoriellen ze informéieren an hinnen och d'Méiglechkeet ze ginn, heirop ze reagéieren.

Sou wéi et am Gesetz virgesinn ass, sinn och regional Reuniounen organiséiert ginn, wou déi zoustänneg Ministeren de Leit Ried an Äntwert stoungen. Dës Reunioune sinn op e ganz groussen Interesse bei de Leit gestouss, och well d'Gemenge sech méi wéi aktiv abruecht hunn. An do wëll ech bemierken, datt bis dato, mengen ech, et nach kee legislative Prozess gouf, wou wierklech all Gemeng hir Suergen, Hoffnungen a Chancë wouergeholl huet. Et ass schonn eemoleg, datt all Gemeng en Avis geschriwwen huet, zum Deel ganz detailléiert, wou och Remarken a Reklamatioune vun hire Bierger matabruecht waren. An dat ass eigentlech dem Gesetz vun 2013 nach ze verdanken.

Dësen Exercice war mat Sécherheet méi wéi sënnvoll, well eng sëllechen Onstëmmegkeeten an Inkohärenzen dobäi un d'Liicht komm sinn. Ech kann Iech d'Beispill vun Iwwerlappungen nennen, wou an Transport- an Industriezonen Iwwerlappunge waren a sech deelweis widdersprach hunn. An dat ass net gutt gewiescht genau, a mir hunn dat och geléist. Dat war jo och de But vun där ganzer Aarbecht. An ech mengen awer, dat hätt zu ganz vill Onsécherheet gefouert, wann do net virauser déi Remarke gemaach gi wären.

Och déi verschidde Moossstief vun de verschiddene Pläng an de Plans sectoriels waren net homogen. A wann ee weess, datt d'Gemengen an engem Moossstaf vun 1:2.500 hire PAG veréffentlechen a beschaffen, sou muss een och wëssen, datt d'Moossstief vun alle Plans sectoriels, déi net déiselwecht waren, zu wahrscheinlech groussen technesche Problemer gefouert hätten, Problemer, déi mer eigentlech net wollten.

Niewent ville Kriticke gouf et awer och vill gutt iwwerduechte Virschléi vun Associatiounen, Chambres professionnelles, Gemengen, dem Syvicol a virun allem och vun der Zivillgesellschaft.

Ech maachen dann hei och nach eng Klammer op, Här Minister. Dir hutt eis am Januar 2015 versprach am „Lëtzebuerger Wort" an engem Interview, d'Gemenge kréiche matgedeelt, a wéi engem Mooss hire Kriticke Rechnung gedroe géif. Datselwecht géif och fir Privatleit gëllen. Ech wär frou, wann Der eis géift confirméieren, datt dat och geschitt ass. Dat géife mer op alle Fall begréissen.

Ech sinn op jidde Fall gespaant op d'Neioplag vun den neie Plan-sectoriellen, mä dorobber wäert ech nach méi spéit zréckkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, trotz dem Réckzuch vun de Plans sectoriels, dee mir och bedauert hunn, well d'Landesplanung den A an O ass vun enger geuerdneter Entwécklung vun eisem Land, huet d'Regierung un hiren ambitiéisen Ziler festgehalen, wat mir och duerchaus begréissen.

Deemno sollten Enn 2015 souwuel de Programme directeur iwwerschafft sinn, d'Landesplanungsgesetz ugepasst an d'Plans sectoriels nees an d'Prozedur goen. Dee richtege Wee, wéi mir och mengen. Mä éischtens kënnt et anescht an zweetens, wéi een denkt! Den Timing gouf ëmmer nees erëm no hanne geréckelt an op eemol wollt kee méi eppes vun enger Iwweraarbechtung vum Programme directeur wärend dëser Legislaturperiod méi wëssen. Mir bedaueren dat ausdrécklech, well doduerch gouf d'Päerd näämlech vun hannen opgesuedelt.

D'Gemenge sollen zudeem hir PAGen den 8. August 2018 adaptéiert hunn. D'Emsetzung vum Landesplanungsgesetz, dat heescht de Plan-sectoriellen, wäert, wann alles richteg geet, eréischt 2019 a Kraaft trieden. An duerno eréischt soll dann de Programme directeur ugepasst ginn. Dat ass e bëssen ze vergläiche mat engem Héichhaus, wou all Stack bis an de leschten Detail geplangt ass, mä wou awer eréischt spéiderhin d'Fondatioune berechent ginn, op deenen dat Haus opbaut.

D'Fro stellt sech dann och, ob d'Gemengefinanzreform net och nach eng Kéier misst op de Leescht geholl ginn, an dat am Hibléck op dat, wat elo bei dem neie PDAT erauskënnt.

Madamm Presidentin, d'Territorialreform, d'Landesplanung an d'Gemengefinanzreform respektiv d'Subventiounspolitik sollten als Ganzes fonctionnéieren an aneneegräifen. Dat ass op jidde Fall d'Meenung vun der CSV.

déi gréng fuerdere scho säit Joren eng Landesplanung um regionalen Niveau. An hirem Wahlprogramm vun 2013 stoung ze liesen: „déi gréng werden eine beratende Regionalkammer einführen, die nur jene Gesetzestexte begutachtet, welche die Gemeinden oder die Regionalentwicklung betreffen. Diese Kammer soll ausschließlich eine beratende Funktion haben und sich aus Vertreterinnen und Vertretern der Schöffen und Bürgermeister zusammenstellen."

De Camille Gira huet an der Diskussioun ëm d'Landesplanungsgesetz 2013 hei an der Chamber betount, datt déi gréng dat Gesetz net kéinte matstëmmen, well kee Fonds régional a keng Conseils régionaux virgesi wären. D'Feele vu regionale Pläng gouf niewebäi och nach kritiséiert. De wëlle Wuesstum huet en a Fro gestallt, d'Antispekulatiounsklausel als ongenügend bezeechent, an dat hat deemools och déi gréng dozou bruecht, fir d'Gesetz vun 2013 net matzestëmmen.

Mä wéi gesäit et dann haut aus? De Wuesstum ass nach ëmmer esou wëll wéi virdrun, d'Antispekulatiounsklausel gëtt elo éischter nach e bësse gelockert an et ass ëmmer nach keng regional Komponent an deem Gesetz, déi d'Fuerderunge vun deem grénge Wahlprogramm géif erfëllen.

Wären déi gréng sech also konsequent, dierfte si dëst Gesetz jo dann net matstëmmen!

(Interruptions par Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter)

Merci, Madamm.

Mir als CSV sinn nach ëmmer der Meenung, datt de Stat an enger besserer Kooperatioun mat de Gemengen iwwert de Wee vu Konventiounen oder iwwert de Wee wéi zum Beispill bei den Naturparken och méi strukturéiert plangen, landesplaneresch Akzenter setzen an och ëmsetze sollt. Sou stoung et am 2013er Gesetz an esou bleift et jo och elo bestoen.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, op de virleiende Gesetzesprojet anzegoen.

Nom prozedurale Fiasko vun 2014 an nom Scheitere vum Iwwerschaffe vum 2013er Gesetz ass d'Chamber am Hierscht 2016 mat engem neie Gesetzesprojet befaasst ginn. Et muss ee soen, datt et no de villen Oppositions formelles am Avis vum Statsrot vum 13. Juni 2017 ganz séier gaangen ass.

Als CSV hu mir eis Verantwortung iwwerholl an och ganz aktiv an der Kommissioun matgeschafft. Mir hu vill Virschléi gemaach a vill vun eise Virschléi sinn och zréckbehale ginn. Besonnesch bei der Oplëschtung vun den Domäner, déi zukünfteg an d'Plans sectoriels an an d'Plans d'occupation du sol afléissen, war et ausseruerdentlech wichteg, keen ze vergiessen. Well d'Gesetz extrem restriktiv ass, kënnen nëmmen déi Plan-sectoriellen a Plans d'occupation du sol reglementéiert ginn, déi och vum Artikel 1 am Gesetz ofgedeckt sinn.

Fir d'Plans sectoriels sinn net manner wéi 19 Domäner zréckbehale ginn,…

Une voix.- Très bien!

M. Emile Eicher *(CSV).*- ...dorënner och déi véier, déi deemnächst an d'Prozedur ginn, näämlech Transport, Wunnengsbau, Industriezonen a Paysages.

Den Här Bausch huet eis matgedeelt, datt hien dës véier Plans sectoriels wahrscheinlech de 27. Abrëll un de Regierungsrot wëllt weiderleeden, se da veréffentlechen an an d'Prozedur ginn.

Mir sinn der Meenung, datt d'Chamber dës Pläng am Virfeld vun deem groussen Debat, deen elo gläich kënnt, zur Verfügung gestallt sollt kréien. D'Pläng si jo färdeg, d'SUP sinn och schonn ofgeschloss, soudatt mir eis froen, wat lech eigentlech nach kéint dovunner ofhalen, no dësem Vott eis déi Pläng zur Verfügung ze stellen. Well wann Der Iech jo konsequent sidd, dierfte mir jo dann och d'Recht hunn, déi Pläng ze kucken. Dir géift domadder och Ären eegenen Usprëch Rechnung droen, wou Der Transparenz verlaangt.

Madamm Presidentin, erlaabt mer, nach e puer Wuert ze soen zu där ominéiser Spekulatiounsbrems, ee Schlagwuert, bei deem jiddwereen direkt versteet, ëm wat et geet. An do, muss een éierlech soen, dierften de Stat an d'Gemengen an där Fro selwer och eng grouss Verantwortung droen an deelweis souguer och eng Matschold, well si sinn dacks selwer Akteuren, beispillsweis beim Kaf vun Terraine fir Industriezonen a Kompensatiounsflächen, fir nëmmen déi ze nennen.

Fréier war et emol esou, datt mer den duebele Maartpräis bezuelt hunn un d'Bauere fir hiert Land, wat op der grénger Wiss louch, fir datt mer hinnen d'Méiglechkeet och geschaaft hunn, sech zousätzlech Terrainen iergendwou aneschters ze kafen oder se ze ersetzen, fir hinnen nëmmen net d'Brout ewechzehuelen. Mä haut ginn zum Deel ganz verréckt Präisser bezuelt.

Ech kann Iech do eng sëlleche konkret Beispiller ginn, ënner anerem den Dossier ZANO zu Ettelbréck oder den Dossier Klengbousbierg II, virun allem awer den Dossier Google. Do si Präisser bezuelt ginn, wou engem d'Dronkenellen ausginn! An ob een dat wëllt oder net, de Stat dréit hei eng Verantwortung mat. Jo, de Stat huet dem Google den Terrain net selwer kaaft, mä hien huet awer eng aktiv Vermëttlerroll gespillt. An déi Präisser, déi do bezuelt gi sinn, déi sinn absolutt surrealistesch! An ech traue mech net, se hei ze soen, ech iwwerloossen der Regierung dat. Mä ech soen Iech: total geckeg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Emile Eicher *(CSV).*- An dëse staatleche Wëllen, esou héich Präisser fir zukünfteg Industrieterrainen ze bezuelen, dréit natierlech och dozou bäi, datt d'Präisser fir eis Landwirtschaft, awer och d'Präisser am Wunnengsbau onweigerlech mat an d'Luucht ginn. Duerfir freet ee sech, wat an de leschte Jore geschitt ass. An et kéint een eigentlech iwwerspëtzt drop äntwerten: guer näischt, ausser datt d'Präisser geklomme sinn, an dat och aktiv vu staatlecher a Gemengesäit virugedriwwen!

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss vu menger Ried woen ech dann nach e klengen Ausbléck op déi zukünfteg Plan-sectoriellen. Mat de Plan-sectorielle sollten eng sëlleche Problemer op de Leescht geholl ginn. Duerfir wär et eigentlech nëmmen normal, datt, wa Problemer méi akut sinn, se dann och méi schnell behandelt misste ginn.

Ech ginn elo op de Problem vun den Déchets inertes an, deen ëmmer erëm kritiséiert ginn ass a wou besonnesch och an de leschten Avise vun der Chambre de Commerce an der

Chambre des Métiers drop higewise ginn ass, datt do méiglechst schnell eng Léisung misst kommen. Déi besteeënd Plan-sectorielle liwweren do keng zefriddestellend Äntwert. Jo, et ass e grousse Problem. Neen, de Problem verschwënnt net, andeem een net driwwer schwätzt an no Léisunge sicht! Do froen ech Iech, Här Minister: Wat gedenkt Der an deem Dossier ze maachen?

Gespaant si mer och, wéi dann elo eis Plans sectoriels «Paysages» ausgesinn, well Dir, Här Minister Bausch, jo och der Meenung sidd, datt scho villes am Naturschutzgesetz geschriwwen ass an datt ee soll an deem Kader sech och déi néideg Mëttel ginn, fir d'Gesetz ëmzesetzen, amplaz an dem Plan sectoriel nach eppes dropzesuedelen. Do si mer komplett mat Iech d'accord. Wéi gesot, mir sinn also elo gespaant, wat an deene Plans sectoriels op eis duerkënnt.

Da kéint ech nach anerer nennen. Et kënnt ganz bestëmmt an nächster Zäit eng Diskussioun iwwert d'Plans sectoriels vun de Funkstatiounen, well 5G steet op der Hausdier, ass eng ganz aner Technologie, brauch ganz aner Moyenen. An do wäerten och Diskussioune wahrscheinlech néideg sinn.

Och op Niveau vun de Plans d'occupation du sol bleift nach Verschiddenes ze dinn, beispillsweis: Wou brénge mer an Zukunft d'Demandeurs de protection internationale ënner? Ass dat nach ee Problem? Wou steet och do d'Planung?

Madamm Presidentin, fir et kuerz ze soen: Jo, et si vill gutt Usätz an dësem Projet de loi, vill Usätz, déi och op Demande vun der CSV hi mat an de Projet agefloss sinn.

Leider huet dëse Projet de loi awer och Schéinheetsfeeler. An dee gréisste Schéinheetsfeeler ass deen, datt de PDAT net méi als Valeur normative festgehale gëtt. Eppes, wat an eisen Aen awer onbedéngt hätt missen am Gesetz virgesi sinn, well no deem Uerteel, vun deem mer virauser geschwat hunn, do wär et scho méiglech gewiescht, wann ee sech un d'Constitutioun gehalen hätt. Dat heescht, den Artikel 16 war do net respektéiert ginn. Et war keng Promulgatioun iwwert de Grand-Duc gemaach ginn. Dat heescht, et wär schonn duerchaus méiglech gewiescht, och de PDAT ëmzesetzen, natierlech net an där Form, wéi mir e kannt hunn,…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Emile Eicher *(CSV).*- ...well do awer vill Aufsatz dra war, dat muss ee soen.

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Domat fänkt schonn de Problem un!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wat hutt Dir gemaach?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Firwat hutt Dir et net...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Hei, wann ech gelift, loosst den Här Eicher schwätzen oder wann ech gelift frot d'Wuert! Här Eicher, Dir hutt eleng d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et ass esou einfach!

M. Emile Eicher *(CSV).*- Neen, et geet net drëm, fir dee ganzen Aufsatz, deen do geschriwwen ass, an e Reglement ze schreiwen. Mä do stinn awer ganz vill normativ Regelen, déi hätt ee scho kënnen erausplécken an och geziilt an de PDAT setzen. Déi Chance ass awer hei verpasst ginn. An dat deet eis awer wierklech leed, well dat ass awer ee vun de sprangende Punkten.

Dernieft, wéi gesot, ech hat och nach eng sëllechen aner Punkten ugeschwat, déi eis Kappzerbrieches maachen, wéi zum Beispill de Parkraummanagement. Och beim Parkraummanagement ass et esou, datt mir mengen, de Parkraummanagement géif zesummen an de Plan sectoriel vun der Mobilitéit gehéieren.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- …den Avis vum Statsrot?

M. Emile Eicher *(CSV).*- Dach, ech hunn deen Avis gesinn, mä duerfir proposéieren ech dat heiten. Ech sinn näämlech der Meenung, datt de Plan sectoriel Mobilitéit an de Parkraummanagement vernetzt misste bleiwen, a géif och duerfir eng Fro un de Minister stellen, fir ze wëssen, wou de Gesetzentworf vun dem Parkraummanagement drun ass. A sidd Dir net och der Meenung, datt et wichteg wär, zäitgläich Plan sectoriel a Parkraummanagement a Kraaft ze setzen? Dat géif sécherlech…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Erlaabt Der eng Fro?

M. Emile Eicher *(CSV).*- Jo, jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir wësst jo, Parkraummanagement kann een national regelen, mä et ass kenger Gemeng verbueden, et haut schonn ze maachen. Duerfir gëtt et der wéi d'Stad Lëtzebuerg, déi huet dat scho laang. Do hunn ech mat drun deelgeholl, fir dat ze maachen. Dir sidd jo och selwer Buergermeeschter. Hutt Dir schonn een an Ärer Gemeng?

M. Emile Eicher *(CSV).*- Neen, mä ech mengen, mir sinn esou eng kleng Gemeng, muss ee soen. Mir hunn och Parkproblemer, wéi all Gemeng se huet. Mir hunn och Projeten um Lafen. Den Terrain feelt eis awer dozou, soss wär et och scho laang geschitt. Mä do si mer elo awer um Niveau vu menger Gemeng.

(Interruption par M. François Bausch)

Jo. Mä ech mengen, Dir hutt awer d'Méiglechkeet an dem Parkraummanagementgesetz, fir anescht virzegoen. An dat hätt een awer kënne méi geziilt ugoen an e Regelwierk dozou ginn, wat eis och als Gemengen eng Stäip ginn hätt. Mä bon, Dir bréngt jo en neit Gesetz, da wäert de Problem jo och geléist ginn, huelen ech un.

Zum Schluss wollt ech awer e ganz décke Merci un eis Rapportrice ausdrécken. Si huet et och verdéngt! Si hat virbildlechen Asaz bruecht an der Kommissioun. An och wa mir net an alle Punkte mateneen eens sinn, si war ëmmer kollegial a konstruktiv, an d'Zesummenaarbecht war wierklech ganz agreabel. Duerfir, och vu mir aus e ganz opriichtege Merci un Iech. Och en opriichtege Merci un all d'Mataarbechter vun dem MDDI, déi sécherlech mat eis vill Kappzerbrieches haten an trotzdeem en Text hikritt hunn, dee mer haut hei diskutéiere kënnen.

E grousse Merci Iech fir d'Nolauschteren, an d'CSV-Fraktioun wäert sech aus deene Grënn, déi ech elo gesot hunn, haaptsächlech PDAT an och nach e puer aner Grënn, enthalen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Eicher. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, als Éischt wéilt ech natierlech och der Rapportrice, der Madamm Lorsché, villmools Merci soe fir hiren awer ganz ausféierleche Bericht, och wa si gemengt huet, si hätt verschidde Saachen nëmmen ëmrass. Ech hunn e ganz ausféierlech fonnt, an dat erlaabt mir dann och, dass ech net muss all déi Saachen nach eng Kéier widderhuelen, déi si scho gesot huet, respektiv och déi net, déi den Här Eicher a senger Ried schonn ugeschwat huet.

Ech beschränke mech och duerfir haut op e puer Remarken zum reglementaresche Kader vun der Landesplanung. Mir hu jo, wéi mer alleguerte wëssen, och ganz geschwënn hei an der Chamber e groussen Debat iwwert d'Landesplanung am Allgemengen. An dësem Debat, fannen ech, sollte mer haut net virgräifen.

Ech weess net, wéi dacks scho gesot a geschriwwe gouf, wéi dréngend dass mer Plans sectoriels fir den Transport, fir de Logement, fir d'Aktivitéitszonen a fir d'Erhale vun eise Landschafte brauchen. Dës Regierung wollt no jorelaangen Diskussiounen an Ännerungen un deene betreffende Gesetzestexter endlech Neel mat Käpp maachen, fir dann awer festzestellen, dass et nach ëmmer rechtlech Hürde géif ginn, déi mer dann hoffentlech haut ee fir alle Mol aus der Welt schafen.

E grondleeënde Problem läit doran, dass d'Landesplanung wéinst där rasanter Entwécklung ëmmer méi preskriptiv muss ginn. Et geet scho laang net méi duer, e Plan (veuillez lire: Programme) directeur ouni rechtlech Verbindlechkeet als Orientéierungshëllef ze hunn, wou am konkrete Fall jiddwereen awer mécht, wat en am beschten arrangéiert.

Den Aménagement du territoire an d'Plans sectoriels schränken den Handlungsspillraum vum Stat, vun de Gemengen an och vum private Bauhär an. Et geet deemno ëm en Agréff an d'Eegentumsrecht, dat verfassungsrechtlech e ganz héije Stellewäert huet. D'gesetzlech Basis muss also engersäits ganz präzis sinn, fir en Agréff an d'Eegentumsrecht ze justifiéieren, an anerersäits muss se flexibel genuch sinn, fir dass et iwwerhaapt méiglech ass, allgemeng Prinzipien an der Praxis un déi reell Entwécklung unzepassen.

Engersäits muss et séier goen, well all Joer, wat vergeet a wou gebaut gëtt, Chancë verluer ginn. An anerersäits wëlle mer bei Gesetzer a Reglementer, déi esou e staarken Afloss op d'Planungshoheit vun de Gemengen an op d'Liewe vun de Leit hunn, jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn, fir un der Gestaltung vun dëse Pläng matzeschaffen.

Mat deem Gesetz vun haut hoffe mer, dës Quadratur vum Krees erreecht ze hunn. D'Gesetz gëtt eng kloer Basis, déi bei Bedarf d'Notzungsrecht vu privaten Terrainen aschränke kann. D'Plans sectoriels, déi dann endlech an d'Prozedur kënne goen, si vum Prinzip hier evolutiv a ginn ëmmer erëm un d'Realitéiten am Land ugepasst. Un der Ausschaffung vun dëse Pläng gëtt d'Effentlechkeet no deenen entre-temps üüblecher Prozedure bedeelegt. Wann dës Pläng endlech a Kraaft sinn an och all d'Gemengen endlech hir PAGen un déi aktuell Gesetzgebung ugepasst hunn, gëtt et méiglech, vun Ufank un ze gesinn, wat fir e Projet wou ka realiséiert ginn a wat fir een eben net.

Wichteg ass dann awer och, dass, wann all dës Gesetzer a Virschréften endlech a Kraaft sinn, se respektéiert ginn an net andauernd Ännerungen oder zousätzlech Oploe kommen. De Sënn vun der Landesplanung ass et, en Equiliber tëschent verschiddene legitimmen Interessen ze schafen an all Bauhär déi néideg Rechtssécherheet ze ginn, déi e brauch. Hie muss vun Ufank u kënnen aschätzen, ob säi Projet realisabel ass a wat fir eng Konditiounen hien duerfir anhale muss.

Dee legale Kader, dee mer schafen, muss duerfir transparent sinn. Et gëtt am Ableck méi dacks Reklamatiounen, dass, wann e Projet schonn autoriséiert ass vun där enger oder och vun där anerer Verwaltung, duerno nach aner Obligatiounen nokommen, déi de Bauhär misst erfëllen.

Ob dës Reklamatioune berechtegt sinn, kann ech net beuerteelen, mä si weisen awer, dass offensichtlech net fir jiddweree kloer ass, wie wat autoriséiert, no wat fir enge Regelen an interne Leitlinnen a wéini ee sech kann drop verloossen, dass all déi néideg Konditiounen erfëllt sinn, fir e Projet ze realiséieren.

E klore gesetzleche Kader, vun deem d'Landesplanungsgesetz e wichtegt Puzzlesteck ass, muss d'Grondlag bidde fir kuerz an effikass Geneemegungsprozeduren. Fir dass dat an der Praxis klappt, mussen d'Verwaltungen an d'Relatioun mat de Gemengen a Privatleit entspriechend organiséiert sinn.

An deem Sënn ass dat hei Gesetz e wichtege Schratt, deen et eis erlaabt virunzekommen, an ech ginn duerfir den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Cruchten. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Kox.

Une voix.- Ah jo!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin! Ech wëll direkt ufänke mat engem Merci un d'Rapportrice. Et ass scho virdru gesot ginn: Si huet eis Aarbechten iwwert déi lescht Jore ganz propper gefouert an och hei een e bësse komplizéiert Gesetz awer zu engem glécklechen a gudden Enn bruecht.

Ech wëll awer och gläichzäiteg profitéieren, fir de sëlleche Mataarbechter vum Ministère an och dem Minister selwer e Merci ze soen. Ech mengen, an dëser Matière gouf an deene leschte Jore ganz vill geschafft. A fir mech geet d'Aarbecht eréischt richteg un, well, mir hu virdru schonn dovu geschwat: De Plan (veuillez lire: Programme) directeur d'aménagement du territoire, deen ass am Moment och an der Diskussioun.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An ech hat d'Chance, de leschte Méinden och un där éischter Versammlung deelzehuelen, näämlech am Osten zu Manternach, wou diskutéiert gouf iwwer eng Weiderentwécklung vun eisem Land. Do ware ganz vill interesséiert Bierger dobäi an dat war e ganz flotten Owend, deen och nach net eriwwer ass, deen nach zwee oder dräi Owender hannendrun huet, an net nëmmen an der Regioun Osten, mä och an deenen anere Regiounen.

Dëst Gesetz ass e ganz wichtegt Gesetz, et soll näämlech d'Orientatioun an d'Entwécklung vun eisem Land hoffentlech méi harmonesch u sech begleeden. Et ass jo d'Basis fir déi véier Plan-sectoriellen. Et kommen der jo héchstwahrscheinlech nach e puer no. Et ass awer nëmmen ee Bausteen, ee Puzzlesteck an enger ganzer Rei vun Elementer, déi mer brauchen, fir dat Land hei kënne richteg ze orientéieren.

Wichteg fir mech awer ass, wa mer nach weider Gesetzer op den Instanzewee bréngen, dass eng Cohérence des politiques zréckzefannen ass. An dat gëllt och da fir en Naturschutzgesetz, dat gläichzäiteg deemnächst hei um Dësch wäert leien, dat gëllt fir d'Waassergesetz, dat mer och schonn hei gestëmmt hunn, dat neit, dat gëllt fir e Buedemschutzgesetz, wat de Moment um Instanzewee ass. All déi Elementer féieren dozou, dass dat Land e bësse méi kohärent an och besser organiséiert gëtt, an et ass dat, wat mer u sech wëllen hunn.

Well mir si gewuess, d'Zuele si genannt. Ech hu mer déi och nach eng Kéier erausgeholl. Et ass awer schonn erstaunlech, wéi mer gewuess sinn déi lescht Joren. Et ass schonn des Éftere gesot ginn, ech wëll se awer nach eng Kéier widderhuelen: Virun 100 Joer oder esou, do hu mer 90 Joer gebraucht, fir 100.000 Awunner am Land méi ze kréien. Haut si mer do ukomm, dass mer dat innerhalb vun aacht Joer fäerdegbruecht hunn. Also dat ass eng exponentiell Kurv an déi ass schonn erstaunlech.

Dann ass gläichzäiteg vun den Aarbechtsplazen och emol rieds gewiescht. Och do vläicht déi lescht Zuelen: Mir si bei 2017, am Ganzen hu mer 400.000 Aarbechtsplazen a mir hunn dovunner Frontaliere geschwënn ëm 200.000.

(Interruption)

Mä ech mengen, et ass net dee Wuesstum, dee mir Angscht mécht oder dee problematesch ass. Et ass éischter d'Fro: Wéi hu mer an der Vergaangenheet a wat hu mer an der Vergaangenheet wou autoriséiert an och geplangt?

Ech ginn dat un dräi Beispiller un. Éischt Beispill ass: Wou sinn déi meeschte Wunnhaiser entstanen oder d'Wunnengen, wou si se entstanen? Déi sinn am ländleche Raum entstanen, wat zu zousätzleche Problemer gefouert huet, näämlech bei der Mobilitéit.

Zweete Punkt: Wou sinn nees Aarbechtsplazen ugesidelt gewiescht? Mir hu se deels ganz staark an d'Stad zentréiert. Mä mir hunn awer hott an har och deels Industriezonen, net bei en alleguerten, awer bei enger Rei vun Industriezone wousste mer direkt: Wa mer se dohinner implantéieren, hu mer de Problem vum Transport, hu mer de Problem vun der Noversuergung. Also mir hunn eis selwer Problemer geschafen.

An en drëtte Punkt ass vläicht och do nach ze soen, dat sinn déi sëllechen Akafszenteren, déi hu mer all aus de sougenannten CDAen erausgeholl, de Centres de développement et d'attraction. Dat sinn déi fréier regional Haaptuerter wéi Réimech, Maacher a Clierf, Woltz, an d'Geschäfter sinn all op d'gréng Wiss gaangen.

D'Resultat war eben, dass mer eng Entflechtung vun Aarbecht, Schaffen a Fräizäit gemaach hunn, mat Problemer an der Mobilitéit. Mir hu keng Banneverdichtung gemaach. Mir hunn d'Perimeteren einfach erweidere gelooss. An d'Konsequenz war natierlech, dass mer och gläichzäiteg haut Baulücken hu vun - wat gëtt gesot? - iwwer 1.000 Hektar, déi haut direkt zur Verfügung stinn, fir kënne bebaut ze ginn. Dat heescht, et sinn an der Vergaangenheet awer eng Rei vu Feeler gemaach ginn.

Dat huet eng Rei vun Ursaachen. Ech mengen, déi kenne mer alleguerten. Et ass net esou einfach, eist Land ze organiséieren, dat wësse mer alleguerten. Ee Punkt ass: Mir hunn nëmmen zwou Ebenen, mir hunn de Stat an d'Gemengen. An d'Gemengenautonomie ass eng ganz staark hei am Land. An natierlech all Kéiers, wa mer hei iwwer Gemengepunkten diskutéieren, kënnt d'duebelt Mandat an och d'Vehemenz vun der Regioun gëtt ëmmer ausgedréckt, wat och deels da konträr zu landesplanereschen Iddie kéint sinn.

An en zweete Punkt ass ganz kloer, dat ass awer och dee vun der Proprietéit. Déi ass geschützt an der Verfassung, an déi aner Elementer, déi landesplaneresch vläicht och op deeselwechte Stellewäert misste bruecht ginn, déi sinn net op deemselwechten Niveau. Dat heescht, d'juristesch Konsequenze sinn do ganz kloer. Dat huet sech jo och erëm an dësem Gesetz gewisen.

Ech wëll awer och ervirhiewen, dass net eleng dës Regierung un dësem Dossier geschafft huet. Ech mengen, och déi viregt Regierungen hu ganz intensiv ëmmer un der Landesplanung geschafft, an de fréieren Innenminister sëtzt hei. Ech fannen, dass dat Dokument vum IVL nach ëmmer e ganz gutt Dokument gewiescht ass. Ech hat mech och déizäit laang domat beschäftegt.

Mir wëssen et alleguerten: Mir haten zwee Zeenarien dodran. Mir haten de Pendlerzeenario an de Wuesstumszeenario. Mir hate gemengt, mir géifen dat eent oder dat anert maachen. D'Resultat ass, dass mer se allen zwee hunn. Mir hu souwuel de Pendlerzeenario wäit iwwerschratt wéi och den Awunnerzeenario wäit iwwerschratt.

Ech wëll vun der Inkohärenz awer da vun deene viregte Politiker schwätzen. An et ass virdru gesot gi vun der CSV, si hätten dat esou ganz propper alles gemaach. Da muss ech awer soen, et ass ee Gesetz, wat awer komplett diametral opposéiert war zu deene ganzen lwwerleeunge vum IVL, an dat war de Pacte Logement!

Beim Pacte Logement hu mer grad dat beschleunegt, wat mer haut wëllen e bëssen zréckmaachen. Mir hunn all Gemeng ënnerstëtzt, Haaptsaach, si huet iergendeppes gebaut. Mir hu souguer réckwierkend deemools deene Gemengen nach Sue ginn, well se gewuess sinn, ouni iergendee landesplanerescht Element berücksichtegt ze hunn. Dat war fir mech awer net dat richtegt Instrument deemools.

Et war an der Iddi richteg. Et soll een d'Gemengen ënnerstëtzen, wa se am Logement eppes ënnerhuelen, awer et war net deene Kritären ënnerluecht, déi eis déi Problemer vun haut vläicht ewechgeholl hätten. An dat ass ee Punkt, dee mir deemools scho kritiséiert hunn an deen och haut nach ëmmer falsch ass.

Dofir si mer frou an den Diskussioune vum Pacte Logement 2.0, dass mer effektiv do landesplaneresch Elementer erakréien, dass mer do effektiv och fir déi Gemengen, déi dann net esou wuessen, Kompensatiounsmoossnamen erabréngen. An et si jo déi Diskussiounen, déi mer elo féieren am Programme directeur, wéi eng Komponenten, wéi eng Regioun soll wéi eng Aufgab iwwerhuelen, eng touristesch Aufgab. An da muss ee vläicht iwwerleeën, ob een net awer an enger spéiderer Phas erëm d'Gemengefinanzen eng Kéier iwwerkuckt, ob dat wierklech dat nach ëmmer widderspigelt, wat mer u sech wëllen erreechen, nämlech eng kohärent Landespolitik duerchsetzen ze kënnen.

Dofir mengen ech, dass dëst Gesetz e ganz wichtegt éischt Instrument ass, fir éischtens emol déi Plan-sectoriellen elo op den Instanzewee ze kréien, dass mer do elo emol kucken, wéi déi sech ofspillen. Ech mengen, den Datum ass genannt ginn: De 27. Abrëll gi se duerch de Regierungsrot. Da gi se public. Si sinn a verschiddene Punkte contraignant, dass een och weess, a wéi eng Richtung et geet.

Mä ee Punkt ass och schonn erwäänt ginn, wat ganz wichteg war: Et ass mam Public an och mat de Gemengen diskutéiert ginn. Et ass gesot ginn, et hu praktesch sämtlech oder ganz vill Gemengen hiren Avis ginn - alleguerten, seet hei den Här Eicher. Also dofir mengen ech, dass och an déi Pläng, déi elo wäerte kommen, eng ganz Rei vun deene Kriticken, déi scho genannt gi sinn, elo erëm eragefloss sinn a wierklech dozou féieren, fir eben eng Kohärenz an déi ganz Dokumentatioun eranzekréien an och wierklech landesplaneresch Elementer eranzekréien.

Fir awer op d'Kritik nach anzegoen: Dass Der elo Iech enthaalt, fannen ech awer net ganz richteg, well déi grouss Problemer sinn u sech entstanen doduerch, dass een de PDAT esou contraignant wollt maachen. Ech muss drun erënneren, och déi éischt PDAT, dee vun 1978 an och dee vun 2003, déi hate keng esou Elementer dodran.

An ech denken, wat dat géif heeschen, wa mer dat géife contraignant maachen! Da wär elo wierklech de Stillstand, a mir missten dat - et ass jo eng Dokumentatioun vun iwwer 200 Säiten - reglementaresch ëmsetzen. An ech wëll net wëssen, wéi vill Opposition-formelle mer op deem Punkt géife kréien, well da géife mer wierklech an de leschte Punkt vun der Gemengenautonomie erawierken. Mir géifen hinne virschreiwen, wou a wat a wéi. An ech mengen, et ass eng Orientatioun, et sinn aner Gesetzer, déi eis hëllefen, esou eng Leitplank ze ginn. Ech denken do nach eng Kéier un d'Naturschutzgesetz, wou ee seet: Okay, et si Méiglechkeeten do, zesumme mam Plan sectoriel vun der Landschaft gëtt dat e kohärent Dokument, wou ee weess, wéi een an Zukunft do virgeet.

Ech mengen, de groussen Deel hunn ech da ginn. Ech soen: Fir eis Gréng ass dat Dokument hei oder dat Gesetz e ganz wichtegt. Et ass wierklech déi Etapp, déi mer scho laang gebraucht hunn. Et ass wichteg, dass déi Gesetzer, déi mer elo parallell dozou ginn, och kohärent mat deem sinn, an et ass dat, wat virdru gefeelt huet.

Da muss ech awer nach eng Kéier däitlech soen, dass de Pacte Logement wierklech ee vun de gréisste Problemer geschafen huet an der Vergaangenheet. An dofir mengen ech, dass mer doraus och Léiere gezunn hunn. Ech mengen, et si Punkten, déi an der viregter Regierung ganz propper virgeluecht goufen, dat muss een och hei soen, dass déi Dokumenter, déi Pläng ganz wichteg Dokumenter waren, fir iwwerhaapt op den Instanzewee ze kommen.

Ech mengen, et hätt een och deemools vläicht scho méi transparent mat de Leit kënnen ëmgoen an net an dem stillen Kämmerlein dat diskutéieren. Ech mengen, och d'Aarbecht innerhalb vun der Kommissioun war eng ganz konstruktiv.

An dofir wëll ech zum Schluss dann och den Accord fir dat Gesetz hei ginn a soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, et ass deem engen oder deem anere vläicht an Erënnerung bliwwen: Virun dräi Joer hunn ech Iech am Kader vun der Debatt iwwert d'Landesplanung vu mengen éischten Erfahrungen am Beräich vum Bau erzielt, déi ech am Alter vu fënnef Joer mat Legosträng gemaach hunn!

Plusieurs voix.- Ah jo!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E ganz bleiwenden Androck!

(Hilarité et interruptions)

M. Max Hahn *(DP).*- Dir erënnert Iech!

Ee Grondprinzip vun der Architektur hunn ech deemools scho ganz fréi misse léieren: Wann d'Fundament net stabill genuch ass, da fält dat ganzt Haus iergendwann zesummen.

Une voix.- Voilà!

M. Max Hahn *(DP).*- Bei der Landesplanung ass et net anescht. D'Gesetz iwwert den Aménagement du territoire vun 2013 sollt d'Fundament vun der Landesplanung duerstellen. D'PAGe vun de Gemengen an d'Plan-sectorielle sinn, fir a mengem Bild ze bleiwen, d'Material an d'Instrumenter, mat deene Schrëtt fir Schrëtt d'Haus Lëtzebuerg soll gebaut ginn.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Ass et nach net fäerdeg?

(Hilarité)

M. Max Hahn *(DP).*- Elo ass et awer esou komm, wéi et huet komme missen: D'Landesplanungsgesetz, eist Fundament, war net staark genuch, fir de schwéiere Bëton ze droen, a krut déi éischt Rëss, ier mer iwwerhaapt richteg ugefaangen hate mat bauen.

Här President, erlaabt mer, nach eng Kéier ganz kuerz den Historique ze maache vun der Situatioun, an där mer eis haut befannen! En éischt Gesetz iwwert d'Landesplanung staamt vun 1974. Deemools huet eist Land mat ronn 355.000 Awunner nach ganz anescht ausgesinn ewéi haut. Et schéngt mer logesch ze sinn, dass ee seng landesplaneresch Instrumenter mat steigendem Bevëlkerungswuesstum muss upassen. Ënnert der deemoleger CSV/DP-Regierung goufen am Joer 2003 de Programme directeur de l'aménagement du territoire an dat sougenannt IVL-Konzept ausgeschafft a presentéiert.

(Interruptions)

An duerno ass leider eng laang Zäit näischt méi geschitt.

(Interruptions)

Zwou Regierungen hunn et net fäerdegbruecht, fir d'Plan-sectoriellen ze veröffentlechen, un deene si ganzer zwou Legislaturperioden, also bal ee Joerzéngt, hanner zouenen Diere gedoktert hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et sinn nach fënnef derbäikomm!

(Hilarité)

M. Max Hahn *(DP).*- Den 9. Juli 2013 huet déi deemoleg CSV/LSAP-Majoritéit dunn en neit Kadergesetz fir d'Landesplanung an der Chamber gestëmmt. Dëst Gesetz sollt ënner anerem als legal Basis déngen, fir d'Plan-sectoriellen ze veröffentlechen. Kuerz duerno ass et zu Neiwahlen an zu engem Regierungswiessel komm.

(Interruptions)

Et war déi nei Regierung, et war dës Regierung, déi dunn endlech am Joer 2014 Neel mat Käpp gemaach huet an d'Plan-sectoriellen an d'Prozedur geschéckt huet, andeems d'Pläng veröffentlecht goufen an de Public consultéiert ginn ass.

Här President, ech soen Iech et an aller Däitlechkeet:…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP).*- Et war déi richteg Entscheedung vun der Regierung, d'Plan-sectorielle viru véier Joer ze veröffentlechen!

An ech muss och soen, dass et mech awer wonnert, wa grad eng CSV der Regierung virwërft, mat der Veröffentlechung vun de Plan-sectorielle wäertvoll Zäit an der Landesplanung verluer ze hunn. Eng Partei, déi vun 1979 bis 2013 onënnerbrach an der Regierung war an et virdrun, virun allem tëscht 2004 an 2013, verschlof huet, dee wichtegen Dossier vun der Landesplanung virunzedreiwen!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, déi viregt Regierung huet e groussen Deel vun de Plan-sectoriellen, wéi se 2014 veröffentlecht goufen, preparéiert. Jo, ech sinn averstanen, dass d'Plan-sectoriellen esou wichteg fir eist Land sinn, dass een dës net an engem Joer séier op de Pabeier brénge kann.

Mä ee Jorzéngt, léif Kolleegen, zwou Legislaturperioden, dat ass einfach ze laang!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP).*- An déi laang Zäit, déi mir hei verluer hunn, déi huet eisem Land, déi huet eiser Liewensqualitéit keen Déngscht geleescht. Et ass dann och e Gesetz vun der viregter Regierung, dat fir déi juristesch Schwieregkeete suergt, déi schlussendlech dozou gefouert hunn, dass d'Plan-sectoriellen erëm hu missen zréckgezu ginn an dass mir haut iwwert dëse Projet de loi diskutéiere mussen. Keen huet déi juristesch Schwieregkeete virausgesinn, weder déi deemoleg Majoritéit nach d'Oppositioun nach de Statsrot.

De Problem gouf eréischt entdeckt, nodeems d'Plan-sectoriellen an der Prozedur waren. Wann also elo ee vun den CSV-Ministeren d'Plan-sectoriellen nach méi laang am Tirang leie gelooss hätt, da wier de Problem och deementspriechend nach méi spéit entdeckt ginn.

(Interruption)

D'2013er Amenagementsgesetz hätt nach ëmmer derfir gesuergt, dass d'CSV d'Plan-sectoriellen erëm hätt missen zréckzéien. Dat Eenzegt, wat par rapport zur Situatioun vun haut geännert hätt, wier de Fakt, dass mer nach eng Kéier e puer Joer verluer hätten a mir dëst Gesetz haut net kéinte stëmmen, mä eréischt 2019, 2020 oder 2021.

Kommt, mir sinn also frou, dass dës Regierung de Courage hat, 2014 dat ze maachen, wat eis haut erméiglecht, mat dësem Gesetz all juristesch Onkloerheeten aus der Welt ze schafen an endlech de Wee fräi ze maache fir d'Plan-sectoriellen!

En zweete Punkt, deen een net vergiessen däerf, ass, dass d'Veröffentleche vun de Plan-sectoriellen zu wäertvollem Input vun den Akteure gefouert huet, vun allen Akteuren, virun allem awer vun de Gemengen.

Et kann een esou laang u Pläng schaffen, wéi ee wëllt, iergendwann ass een op den Know-how an d'Erfahrung vun de Spezialisten um Terrain ugewisen. A wien, wann net d'Gemengen, weess, wat d'Besoinen an deenen hirer Regioun a vun hire Bierger sinn?!

Ech wëll dofir der Regierung nach eng Kéier felicitéieren a Merci soen, dass si déi vill Avisen, déi d'Gemengen zu de Plan-sectorielle geschriwwen hunn, eescht geholl huet an och e groussen Deel vun de Kriticke berücksichtegt huet.

Ech géif d'Regierung awer bieden, elo no de Gemengewahlen nach eng Kéier mat de Schäffen- a Gemengeréit Récksprooch ze halen, besonnesch an deene Gemengen, wou d'Majoritéitsverhältnisser geännert hunn. Do schéngt dat mir awer net onwichteg ze sinn, fir sécherzegoen, dass d'Positioune vun deenen eenzelne Gemengen zu de Plan-sectoriellen och nach ëmmer déiselwecht sinn.

Här President, mir sinn also haut um Punkt ukomm, laanscht deen och déi gréisst Oppositiounspartei net komm wier. Mir stëmmen haut iwwer e Projet de loi of, deen ënner anerem derfir suergt, dass d'Plan-sectoriellen endlech Wierklechkeet kënne ginn.

Ech wëll net ze vill an den Detail vun de Modalitéite goen, wéi dësen Text zustane komm ass. Ech mengen, d'Rapportrice Josée Lorgé huet dat an hirem schréftlechen…

Plusieurs voix.- Lorsché!

(Brouhaha)

M. Max Hahn *(DP).*- D'Madamm Rapportrice Josée Lorsché… Entschëllegt! Entschëllegt! Ech wollt Iech grad e Kompliment maachen an Ären exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport heimat ervirsträichen.

Ech wëll och net op all déi Modifikatiounen am Detail zréckkommen, déi mir an deenen eenzelne Punkten an och an der Kommissioun, wou, mengen ech, eng ganz konstruktiv Aarbecht geleescht gouf, duerchgefouert hunn. Déi éischt ganz wichteg Ännerung am Gesetz ass d'Präzisioun, a wat fir enge Fäll d'Plan-sectoriellen an d'Plans d'occupation du sol kënne konstitutionell Rechter wéi den Droit de propriété, d'Liberté de commerce an d'Gemengenautonomie aschränken. Dass ee mat dëse Rechter net liichtferteg däerf ëmgoen, ass, mengen ech, jiddwerengem heibanne bewosst.

D'DP huet schonn am Juli 2013 am Debat iwwert dat aktuellt Amenagementsgesetz hir Bedenken zum Ausdrock bruecht, dass d'Recht op Eegentum an d'Gemengenautonomie nawell zimlech staark a Matleedenschaft gezu ginn. Mir begréissen dofir ausdrécklech, dass dat neit Gesetz eng präzis Oplëschtung vun de Fäll an de Konditioune mécht, wéini d'Plans sectoriels an d'Plans d'occupation du sol hei intervenéieren däerfen a wéini net.

Dës Approche beugt spéidere Prozesser a Sträitfäll vir. Mir kënnen eis keng zousätzlech Verspéidung an der Landesplanung duerch juristesch Onkloerheeten a Prozesser leeschten.

Här President, d'DP begréisst och, dass d'Plan-sectoriellen elo manner grouss prozedural Implikatioune fir d'Gemenge mat sech brénge wäerten, wéi dat mam aktuellen Text de Fall wier. Et ass wichteg a richteg, dass et mam neie Gesetz keng Recommandatioune fir d'Gemenge beim Ausschaffe vu PAGen a PAPe méi gëtt, mä just nach Prescriptiounen. Bei de Recommandatiounen hunn d'Gemenge missen all Kéiers argumentéieren, firwat si dëser net nokomme wéilten. Dat kascht Zäit, an net all Gemeng huet déi néideg technesch, finanziell a personell Moyenen, fir hir Decisioun ze begrënnen.

Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier un eng Fuerderung erënneren, déi ech am Kader vun der Debatt iwwert de Logement gestallt hunn. Mir als DP wëllen, dass déi nächst fënnef Joer e Moratoire op der Landesplanung an deem Sënn ass. Et däerf net sinn, dass d'PAGen an d'PAP-Prozedure weider verkomplizéiert ginn, besonnesch wann ee bedenkt, dass nach ëmmer iwwert d'Halschent vun de Gemengen hire PAG net fäerdeg hunn, an dat no 15 Joer a méi, déi d'Gemengen dru schaffen!

Dëse Projet de loi ass konform mat eiser Fuerderung, well d'Gemengen et méi einfach gemaach kréien, fir hir Bebauungspläng konform ze maache mat de Plan-sectoriellen.

Här President, léif Kolleegen, e sprangende Punkt an der Landesplanung ass d'Fro, wéi vill e Rechtsstat an d'Eegentumsrechter vun de Bierger däerf agräifen. An der Logementsdebatt hunn ech et fir d'DP jo scho ganz kloergemaach, dass et mat eis keng Expropriatioun vun eenzelne Persoune gëtt, fir dass en aneren op dësem sengem Terrain baue kann. Hei bewege mir eis nämlech am Beräich vun Eenzelfäll, wou et net méiglech ass, ze ënnerscheeden tëschent Spekulanten a Familljen, déi Terrainen aus privaten Ursaache behale wëllen.

Eent ass awer och kloer: Eng kohärent Landesplanung ass just da méiglech, wann de Stat staark Instrumenter huet, fir grouss Projeten esou ze koordinéieren, dass si net nëmmen op enger spezieller Plaz, mä fir dat ganzt Land Sënn maachen. Dofir muss de Stat och kënnen derfir suergen, dass dës grouss Projeten net schonn am Virfeld duerch Privatinitiative verbaut ginn.

Mir als DP begréissen dofir d'Léisung, fir d'Servitude provisoire op gewëssen Terrainen ze leeën. Speziell si mir awer och frou, dass d'Proprietairë vun dësen Terraine méi séier an onkomplizéiert entschiedegt ginn.

Här President, an e puer Woche schwätze mer an dësem Haus iwwert de Wuesstum zu Lëtzebuerg. Mir stellen eis d'Fro, wéi vill an a wat fir enger Form eist Land Wuesstum verdréit. Et ass wichteg a richteg, dass mir eis dës Fro stellen. Mä egal, wat d'Äntwert wäert sinn, déi déi eenzel Parteie wäerte proposéieren, eent ass ganz kloer: Egal ob mir vill oder wéineg wëlle wuessen, mir kënnen net op eng kohärent Landesplanung verzichten! Och wa mir manner séier wëlle wuessen, musse mir weiderhin Haiser, Spideeler, Schoulen, Stroossen, Zuchstrecken an Industriezone bauen.

Wärend deene leschte Jorzéngten hu mir eis keng Froen iwwert de Wuesstum gestallt, mir sinn einfach gewuess. Leider hu mir eis an där Zäit och ze wéineg ëm eis Landesplanung gekëmmert. D'Resultat gesi mer haut all Dag op eise Stroossen an op eisem Immobiliemarché!

Här President, ech wëll also ofschléisse mat der Konklusioun, dass, egal wéi eis Debatt iwwert de Wuesstum ausgoe wäert, et wichteg ass, dass mir haut endlech d'Fundament fir eng kohärent Landesplanung geluecht hunn, e Fundament, dat hoffentlech laang Joren ouni Rëss wäert auskommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Ech géif souguer soen, ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Merci un d'Kolleegin Josée Lorsché fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport an där net einfacher Matière. An ech soen e perséinleche Merci: Vu datt ech net Member an der Kommissioun sinn, huet d'Rapportrice mer gëschter och nach e klenge mëndleche Rapport am Virfeld vun dëser Sëtzung gemaach.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech mengen, deen Dossier huet eng laang Virgeschicht, wa mer iwwer Landesplanung schwätzen. Ech gesinn hei de Kolleeg Alex Bodry. Hie war sengerzäit Emweltminister, dunn hate mer schonn déi Diskussioun do. Dat ass schonn zwanzeg Joer hier!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Laang hier.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Scho ganz laang hier, scho ganz laang hier!

(Hilarité)

Virdrun huet d'Rapportrice och déi verschidden Etappen opgezielt, déi mer iwwer all déi Jorzéngten um legislative Plang gemaach hunn.

An ech mengen och, wa mer an déi viregt Regierungszäit zréckkucken, hu mir, déi Liberal, déi gréng, alleguer hu mer ëmmer hei vun der Regierung verlaangt, datt déi sektoriell Pläng dach endlech missten ëmgesat ginn. An et war dunn och, wéi den Här Minister Bausch Minister ginn ass, eng vu sengen éischten Initiativen, fir dann eben och deem Wonsch, deen en ëmmer als Oppositiounspolitiker hat, nozekommen, fir dëst dann esou séier wéi méiglech ze maachen, mat deem bekannte Resultat, datt mer opgrond vun Decisioune vum Verfassungsgeriicht hu missen, oder hien huet missen déi Projeten zréckzéien. A mir stoungen du virun enger Situatioun, datt ebe laang huet missen diskutéiert ginn, wéi een am Fong erëm eng legal Basis geschaaft krit, fir iwwerhaapt an der Prozedur mat deene Pläng virunzekommen.

Et kann een am Fong soen, datt mer haut, fofzéng Joer méi spéit no 2003, do stinn, wou mer 2003 eng Kéier ugefaangen hunn. D'Land huet sech awer an deene fofzéng Joer schonn enorm entwéckelt. Mir hunn an der Tëschenzäit méi wéi 100.000 Awunner bäikritt. Mir hu bal 150.000 Salariéen an där Zäit bäikritt. Mir hunn also an deene leschte Joren en ongebremste Wuesstum erlieft, e Rekordwuesstum erlieft.

Duerfir mengen ech, souguer wa mer 2003 déi Pläng direkt gehat hätten, hätte mer vill Problemer mat deene Pläng kritt am Kader vun deene Rekordwuesstumer, déi mer an deene leschten zéng, fofzéng Joer gemaach hunn; oder mir hätten net dierfen esou wuessen.

Richteg a gutt wier jo am Fong gewiescht, datt een, ier dee Wuesstumsboom hei am Land esou richteg agesat huet, dunn déi Pläng gehat hätt, datt een du gewosst hätt, wou d'Land histeiert, wou een hätt kënnen Extensioune maachen, wou een hätt kënne Wunnraum maachen, wou een hätt kënne Betriber sech usammele loossen. Mä elo geschitt am Fong, datt mer dat ëmgedréit maachen! E Gros, wat an deene leschte fofzéng Joer geschitt ass am Kader vun deem Rekordwuesstum, fënnt natierlech elo selbstverständlech an déi nei Pläng Agang. Mir wäerten alles dat, wat elo gemaach ginn ass, an déi nei Pläng selbstverständlech mat abauen.

Et kann een elo just hoffen - et kann ee just hoffen! -, datt dat heite Gesetz vun haut elo d'Schinn wäert halen!

Wat mer och elo wëssen: datt, wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt, elo ausganks vum Mount, nächste Mount de Minister déi Pläng wëllt virstellen, an da ginn déi emol op den Instanzewee. Mir wëssen och, datt am Ableck duerch d'Land schonn eng Rei vu Consultatioune lafen, déi méi wäit ginn, wat d'Landesplanung ubelaangt. An duerfir wësse mer och, datt déi Pläng net méi wäerten an dëser Regierung ëmgesat ginn, mä datt se eréischt rechtskräfteg an enger nächster Regierung ginn.

An duerfir, wa mäi Virriedner, de Kolleeg Max Hahn, hei gesot huet, datt am Fong do zéng Joer virdru verluer gaange sinn, muss ee soen, et sinn der elo nach fënnef derbäikomm! Et sinn der elo fofzéng, wou mer dru schaffen, a mir gesinn nach net un d'Enn! Mir hunn elo d'Hoffnung, datt mer eventuell duerch dëst Gesetz an der Prozedur duerchkommen. Mä et wäert nach trotzdeem eng Rei vu Joren daueren, bis mer awer definitiv Pläng hunn, wa mer der iwwerhaapt eng Kéier wäerte kréien!

D'Fro, déi ech mer gestallt hunn, ass, ob dat d'Politik oder d'Regierung vläicht net souguer arrangéiert huet, datt mer déi sektoriell Pläng net haten. Well elo huet jo och näischt kënne verhënnert ginn. Ech weess net, ob een alles dat, wat an deene leschten zéng, fofzéng Joer hei am Land realiséiert ginn ass, hätt kënne realiséieren op deene Plazen an esou, wéi et realiséiert ginn ass, wa mer déi Pläng gehat hätten! An duerfir huet et se och vläicht arrangéiert.

Ech weess net, ob mer zu Google hätte kënnen direkt soen, mat deem Terrain zu Biissen: „Dat geet", wa mer sektoriell Pläng gehat hätten. Do wier doudsécher an där Géigend esou eppes net virgesi gewiescht. Ech weess och net, ob een hätt kënnen um Kierchbierg den Tramsschapp do an eng Natura 2000-Zon plangen, wa mer déi Pläng richteg gehat hätten. Ech weess och net, ob mer hätte kënnen an de Grénggiertel vun der Stad Lëtzebuerg den neie Fussballstadion bauen, eng Gare dohinner bauen a Gott weess wat nach bauen.

A wa mer kucken, deemools wéi mer dat geplangt haten, datt am Fong sollt ronderëm d'Stad Lëtzebuerg e Grénggiertel kommen a bleiwen. Haut stelle mer praktesch fest, datt d'Stad Lëtzebuerg a Leideleng lues a lues zesummewuessen. Do ass net méi vill Grénge dertëschent. An ech sinn iwwerzeegt, wa mer weiderfueren a fäerdeg sinn, da sinn déi zwee och zesummegewuess.

Well d'Fro, déi mer eis einfach musse stellen, dat ass d'Fro vum Wuesstum. Wa mer esou weiderwuesse wéi... An de Kolleeg Kox huet jo kee Problem am Fong, huet en haut nach eng Kéier gesot, en hat dat schonn deemools als Budgetsrapporteur hei op der Plaz gesot, datt hie kee Problem hätt mat engem 1,2-Milliounen-Awunner-Stat. An haut huet en et nach eng Kéier ernimmt. Wa mer esou viruwuessen, da kann ech lech soen, egal wat fir eng Pläng datt mer elo maachen: Bonjour les dégâts! Da wäert sech dat an der Realitéit net ëmsetze loossen.

Mir kommen also net derlaanscht, fir fir d'Éischt emol ze kucken: Wou wëlle mer als Land hiwuessen? A wa mer wëllen dohinner wuessen op déi 1,2 Milliounen, da wësse mer jo, wa mer an där Logik sinn, datt mer herno och nach wëlle weiderwuessen oder souguer mussen, wann de System dorobber opgebaut gëtt. Da sinn all déi Pläng, déi mer elo maachen, souwisou nëmmen zäitlech begrenzt. Da kann ee soen, mat deenen heite Pläng kënne mer elo fënnef oder zéng Joer fonctionnéieren, mä spéitstens da stellt sech schonn erëm d'Fro: Wéi fuere mer da weider, well déi Terrainen hei alleguer besat sinn?

Mir hunn elo zum Beispill e Riseprojet hei an der Stad, de Ban de Gasperich. Do gesäit een, mat wat fir enger Vitesse datt do zougebaut gëtt. Mä dat dauert keng zéng Joer, bis de Ban de Gasperich komplett vollgebaut ass! Dat geet esou rapid virun. A wann dat voll ass, da stellt sech schonn automatesch d'Fro: Ma wou maache mer dann déi nächst grouss Extensioun? Well wa mer esou viruwuessen, musse mer jo erëm esou Terrainen hunn. Dat heescht, mir mussen eis fir d'Éischt déi Fro stellen. Wann ech dann och nach héieren, elo nach vun eise Kolleege vun déi gréng, datt si kee Problem hunn, datt mer esou viruwuessen, da fäerten ech ganz, dann déngen alleguer déi Pläng hei näischt.

An ech mengen, dann ass och eng nächst Regierung vläicht frou, wa se keng esou Pläng huet. Well mir diskutéieren iwwer all déi dote Politicke scho 15, 20, 25 Joer. Ech sinn der elo 30 hei an der Chamber, ech kann och scho soen, datt mer schonn 30 Joer doriwwer diskutéieren, mä d'Politik huet sech ni déi Barrièrë gesat, datt se net méi konnt fräi agéieren. Mir hunn ëmmer an de Prozeduren diskutéiert an diskutéiert an diskutéiert, mä mir hunn eis ni déi Barrièrë gesat.

An ech soen Iech, wa mer se bis gesat hunn, wäerte mer grouss Problemer kréien. Wa mer weider esou wuessen, da sprengen déi Barrièrë souwisou all Grenzen. An dat ass dann nëmmen zäitlech befrist, bis mer un déi Situatioun kommen.

Här President, mir wëllen awer net d'Brems spillen. Mir wëllen net d'Brems spillen an dëser Prozedur. D'Regierung huet mat Recht gesot, si hätt e Gesetz virfonnt vun 2003, wou se zwar gudder Déng war, datt se déi Plan-sectorielle kéint domadder ëmgesat kréien. Si ass oder mir alleguer sinn enges Bessere beléiert ginn, datt dat Gesetz d'Schinn net gehalen huet.

Wann elo d'Regierung kënnt a seet hei, si hätt elo en neit Gesetz, wat op all déi Problemer géif eng Äntwert fannen, déi mer am 2003er Gesetz haten, a mat dësem Gesetz kéim se virun, fir déi Plan-sectoriellen elo an d'Realitéit kënnen ëmzesetzen, da wëlle mir net d'Brems sinn. An duerfir stëmme mir dësem Gesetz zou, fir dëser an der nächster Regierung déi Chance ze ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An eise leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Also, ech duecht ëmmer, datt d'Finanzgesetzgebunge komplizéiert wieren an net ganz transparent, well mir hunn eis jo heiansdo domadder ze beschäftegen. Mä ech muss awer feststellen, datt d'Fro vum Aménagement du territoire, vun der Landesplanung, wéinstens genausou komplizéiert ass a wahrscheinlech nach heiansdo souguer manner transparent!

Ech mengen, an engem rezenten Interview huet den Här Minister Bausch et och missen zouginn, datt en net domadder gerechent hat, datt et esou komplizéiert wier, hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt eist Land e bëssen ze organiséieren. Mir sinn eis awer däers bewosst, datt et immens wichteg ass, datt mer endlech Regelunge kréien.

Den Här Gibéryen huet virdru vum Ban de Gasperich geschwat. Ech mengen, dat ass e Beispill, wat nimools hätt dierfe geschéien hei am Land, wou ëmsou méi katastrophal ass, wat viru Kuerzem geschitt ass. An ech sinn nach viru Kuerzem... Ech si jo Stater an ech fueren heiansdo derduerch. Dee Chantier, also et gesäit grujelech aus! Also, et ass eng Katastroph! Et ass e Quartier, deen ass verschampeléiert ginn! Vun den ekologesche Problemer net ze schwätzen! An ech hoffe wierklech, datt eng Kéier eppes aneschters dohi kënnt. Ech mengen, mir wäerten net derlaanscht kommen. Bon.

Et kéint een nach laang doriwwer schwätzen, well et ass wierklech e Sujet, dee mech fierchterlech rose mécht, mä dat ass eng aner Saach.

Ech mengen, an deemselwechten Interview och, deen den Här Minister ginn huet..., well et geet jo och ëm Besëtzverhältnisser. Also, mir hunn de Problem u sech, datt engersäits... Ech hu selwer Schwieregkeete gehat, ech kann Iech dat soen, och an deene Kommissiounen, fir heiansdo e wéineg den Duerchbléck ze kréien! Ech mengen, ech sinn awer net deen Eenzegen hei. An ech muss awer och soen, mir hunn d'Beamte vum MDDI awer wierklech leedgedoen, well - also si si wierklech kompetent, muss ee soen, mä souguer trotz hirer Kompetenz - d'Matière ass esou komplizéiert an esou schwéier, also si hu sech Méi ginn, well do hate mer jo och e puer Punkten, op déi ech zréckkommen, wou versicht ginn ass, wierklech Progrèsen ze maachen, a bon, wou et net esou an déiselwecht Richtung gaangen ass.

Mä bon, mir hunn do eng ganz Partie vu Saachen, vu konstitutionelle Prinzipien, ënner anerem justement wann et ëm Besëtzverhältnisser geet. A mir wëssen, wéi komplizéiert dat hei zu Lëtzebuerg ass. Den Här Bausch huet och gemengt, zu Recht, datt ee misst d'Verfassung an deem Sënn änneren. Mir sinn och dëser Meenung. Et ass anscheinend awer net jiddwereen dëser Meenung an der Chamber, fir awer e bësse méi an déi richteg Richtung ze goen, wat dat ugeet.

An do mierkt een och, wéi dat Uerteel deemools gefall ass zu Walfer, wou dann den Terrain, deen ëmklasséiert gouf vun enger Zone d'habitation an en Terrain constructible (veuillez lire: an eng Zone non constructible) - bon, do waren och materiell Problemer, mengen ech, déi sinn do komm -, mä duerno gëtt sech ëmmer beruff op d'Utilité publique, an als abusiv Enteegnung gouf dat och bezeechent.

Ech mengen, mir mussen och iergendeng Kéier... Ech wëll net onbedéngt erëm eng Kéier polemiséiere mat der DP, wann d'DP permanent net versteet, wat gewësse Leit dorënner verstinn: datt et ëm d'Enteegnung vu Spekulante geet a vu Leit, déi Schmu dreiwen, an net vu Bomien oder uerdentleche Leit. Dat wëllt d'DP einfach net verstoen, oder vläicht maache se et express. Mir kéinten eng Kéier e Workshop maachen, fir der DP ze erklären: Mir wëllen d'Bomien net enteegnen! Mir wëllen einfach derfir suergen, datt een och kann normal hei bauen an datt „gewësse Leit" net alles blockéieren.

Une voix.- Ganz richteg!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mir kënnen dat zesummen organiséieren.

Also mir hate jo och eng Propos gemaach - ech mengen, dat kéint ee vläicht och an deem Kontext nach ernimmen -, wou mir och justement der Meenung sinn, datt ee kéint eng Steier op d'Plus-value beim Verkaf vun Terrainen ophiewen, déi och an d'Gemenge géif zréckfléissen. Dat kéint vläicht och dozou déngen, fir herno bei gewëssenen Terrainen en Dedommagement virzegesi bei der Ëmklasséierung. Soit!

Do waren awer och interessant Saachen dran, an der urspréngleche Fassung vum Gesetzesprojet, ënner anerem d'Fro vun de Surfacen, déi iwwer 10.000 m² grouss sinn, fir Zones économiques an esou weider, fir dat kënnen anzeschränken. An dunn, ech mengen, et ass zwee- oder dräimol zréckkomm hin an hier, well de Statsrot huet do seng Opposition formelle ginn, wat schued ass, sous prétexte vun der Liberté de commerce. An et ass - ech mengen - zwee-, dräimol hin- an hiergaangen. Den MDDI huet versicht, eng Léisung ze fannen. Schlussendlech konnt ee keng fannen. Ech mengen, dat war och e bëssen e Kärsteck wahrscheinlech vun dësem Gesetzesprojet. Ech mengen, den Här Bausch huet och gesot, datt dann d'Gesetzgebung op engem aneren Niveau misst geännert ginn. Dat wier awer éischter dem Här Schneider säin Dossier.

(Hilarité)

Ech hoffen, datt mer och esou wäit kommen, d'autant plus, datt ee sech awer heiansdo freet - ech si kee Jurist -, awéifern d'Liberté commerciale interpretéiert gëtt oder d'Liberté contractuelle interpretéiert gëtt, zum Beispill vum Statsrot. Mir hu jo och eng Proposition de loi als déi Lénk deposéiert iwwert de Bail à loyer an do kënnt och eng Opposition formelle, well de Statsrot der Meenung ass, datt do d'Liberté contractuelle ageschränkt gëtt. Bon, ech kann dat net esou richteg aschätzen. Ech menge vläicht, et ass awer Matière à interprétation, well soss maache mer jo ni iergendwellech Gesetzer, soubal et wierklech substanziell gëtt! An dat ass erëm eng Kéier en Element, dat déi ganz Saach wierklech komplizéiert mécht.

Bon, schlussendlech natierlech wier et wahrscheinlech, héchstwahrscheinlech besser gewiescht, déi Plan-sectoriellen hätten e Caractère normatif; ech ginn net dorobber an, well jiddwereen ass dorobber agaangen. Ech mengen, mir sinn eis all eens, datt et hätt kënne besser sinn. Mä étant donné d'Situatioun, déi esou komplizéiert ass, fir hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt iergendeppes kënnen ze organiséieren, menge mer, datt een awer dee Projet de loi misst ënnerstëtzen.

Op jidde Fall géif ech och soen, wéi mäi Virriedner virdrun, wahrscheinlech géif et kee Sënn maachen, elo eng Saach ze bremsen, déi awer an déi richteg Richtung geet. Mä mir mussen eis wierklech fundamental Froe stellen, net nëmmen um juristeschen Niveau, mä och, wéi mer iwwerhaapt kollektiv Decisioune kënnen huelen, wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg institutionell organiséieren a wéi mer och zum Eegentum stinn oder zu Interessen, Intérêts privés an Intérêt commun, wéi mer dozou stinn a wéi mer dat kënne léisen. An dëser Legislaturperiod wäert dat net méi geléist ginn. Ech weess och net, ob et an där nächster wäert geléist ginn.

Voilà. Ech hoffen, datt mer eis awer déi Fro ganz seriö wäerte stellen. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet nach gefrot: den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, den Här Gibéryen war esou léif, mech u meng Vergaangenheet ze erënneren. Dat bréngt mech dozou, fir vläicht e puer Wuert just an dëser Debatt hei ze soen, wat dat neit Gesetz iwwert d'Landesplanung ugeet oder déi Reform vum Gesetz iwwert d'Landesplanung ugeet. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer elo erëm en Instrument kréien, wat voll asazfäeg ass, wat elo dat méiglech mécht, wat vill Regierungen eigentlech virbereet hunn, dass mer an deene wichtege Beräicher vum Naturschutz, vum Wunnengsbau, vun der Mobilitéit, vun den Aktivitéitszone méi schnell kënne virukommen.

Duerfir brauche mer dat Instrument vun der Landesplanung, wat soll hëllefe koordinéieren, mä wat awer selbstverständlech och keen zahnlosen Tiger däerf si mat hehren Absichtserklärungen, wat eng vag Orientéierung gëtt, wat déi Decisiounen an der Organisation territoriale ugeet. Dat muss eppes sinn, wat am Endeffekt och kann tatsächlech um Terrain ëmgesat ginn. An duerfir ass et fir d'LSAP och wichteg, dass an deem heiten Text vun der Landesplanung eng Dispositioun och weiderhin drasteet, déi weist, mat wat fir enge Mëttelen dat kann am Noutfall ëmgesat ginn.

Dat ass och d'Mëttel vun dem Droit de préemption, et ass d'Mëttel vun der Expropriatioun. D'Expropriatioun ass ausdrécklech hei an dësem Gesetz virgesinn. An et ass d'Mëttel natierlech och vun de Servituden, déi kënnen

iwwert deen heite Wee festgeluecht ginn, wéi mer dat och schonn an eenzelne sektorielle Gesetzestexter haut kennen.

Et ass also wichteg, dass mer, wéi gesot, net nëmme Planungsinstrumenter hunn, mä dass mer eis gläichzäiteg och hei déi néideg juristesch Mëttele ginn, déi mer am Noutfall a leschter Instanz och mussen asetzen, fir kënnen dat Ganzt um Terrain do ëmzesetzen. Ech mengen, mir sollten och elo bei där éischter praktescher Applikatioun vun deem heiten Text - dat ass an eisen Ae jo dann de Lancement vun den neie Prozeduren iwwert d'Plan-directeur-sectoriellen -, do genau oppassen, wéi mer virginn, dass mer eis do strikt och un dat halen, wat am Gesetz vu Prozedure virgesinn ass.

Et ass un der Regierung an eleng un der Regierung, an Aarbechtsgruppen de Projet vum Plang auszeschaffen. Et ass un hinnen, en ze deponéieren. An an deem Moment sinn dann och d'Avise fälleg, muss e gläichzäiteg da geschéckt ginn u sämtlech Gemengeréit am Land, déi dann en Avis iwwert deen doten Text ofginn. Ech géif also do net eng Vermëschung maache vun eenzelne Prozeduren.

Am Virfeld huet eng Concertatioun stattfonnt, an iwwert dee Wee jo och hei iwwert déi éischt Plan-sectoriellen, déi jo aviséiert gi si vun deenen eenzelne Gemengen. An elo, mengen ech, geet et drëm, dass mer esou schnell wéi méiglech, wann deen heiten Text a Kraaft ass, dann och déi praktesch Ëmsetzung maachen an et zu engem Depot vun deenen eenzelne Plan-sectorielle komme loossen.

An an deem Kontext do selbstverständlech ass et och wichteg, d'Avise vun deenen eenzelne Gemengeréit ze héieren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An elo huet d'Wuert den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol e grousse Merci un d'Madamm Lorsché, un d'Rapportrice, déi dee komplizéierte Rapport hei hikritt huet. Dat war net evident. An duerfir, wéi gesot, e grousse Merci. Merci och alle Riedner vun haut de Mëtteg a Merci och fir déi breet Zoustëmmung, och wann eng Rei Enthalunge wäerte kommen. Mä ech kommen op déi nach kuerz ze schwätzen. Vläicht kréien ech se nach iwwerzeegt mat menger Ried, datt se herno awer fir dat Gesetz stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'Éischt zwou Virremarke maachen, fir ze beschreiwen, wat eigentlech de grondsätzleche Problem ass vun der Landesplanung. Et ass de Mëtteg hei vu verschiddene Riedner gesot ginn, déi eng hu vun Hoffnung geschwat par rapport zu deem Gesetz hei, déi aner schwätze vun Hoffnungen an déi nei Plan-sectoriellen, an et ass e bëssen d'Geschicht gemaach ginn iwwert déi lescht 10, 15 a souguer 20 Joer bis bei den Här Bodry zréck an d'90er Joren. Mä de Problem ass ëmmer deen nämlechten, soen ech Iech.

Mir hunn zwee grondsätzlech Problemer, wann et ëm Landesplanung geet. An déi zwee grondsätzlech Problemer, dat soen ech awer och direkt, déi si besonnesch staark an deene leschte Joren opgetrueden, ënner anerem duerch eng Rei Uerteeler, déi komm sinn, mä net nëmmen, och duerch verschidde Positioune vum Statsrot, déi geännert hu par rapport zu de Positioune vum Statsrot vu virdrun. Well wann Der Iech d'Méi maache gitt nozeliesen zum Beispill, wat beim 99er Gesetz geschriwwe ginn ass, wat beim 2013er Gesetz geschriwwe ginn ass a wat dës Kéier geschriwwe ginn ass, dat si ganz aner Saachen, déi do geschriwwe gi sinn! An duerfir huet d'Philosophie geännert, mä d'Problemer sinn ëmmer déi zwee nämlecht.

Deen éischte Problem ass, datt d'Landesplanung zu Lëtzebuerg deen eenzege Ressort ass, dee leider kee verfassungsrechtleche Rang huet. Mir hunn den Déiereschutz an der Verfassung entre-temps, mir hunn den Naturschutzberäich, e Recht op Aarbecht, e Recht op Wunnen. Mir hunn all Méigleches an der Verfassung stoen, wou ee sech kann drop beruffen. Mä wann et drëms geet, eist Land territorial ze organiséieren, gëtt et keng Referenz an där Verfassung, wat ech perséinlech natierlech katastrophal fannen a wou ech och der Meenung sinn, datt déi nächst Chamber - déi nächst Chamber - net derlaanscht wäert kommen, fir sech domadder ze beschäftegen.

Well mir wäerte jo nach iwwert de Wuesstum diskutéieren Enn Abrëll, an all déi schéi Froen, déi ech Iech geschéckt hunn, do wäert Der erausfannen, wann Der déi Froe wëllt uerdentlech beäntwerten, datt Der och ëmmer erëm op déi dote Fro zréckkommt. Also wéi gesot, ee grondsätzleche Problem, deen och grondsätzlech aneschters diskutéiert ginn ass an deene leschte Joren, en plus nach awer net am positive Sënn.

Deen zweete Punkt ass de Schutz vum Privateegentum. Ech sinn och fir de Schutz vum Privateegentum! Jiddwereen heibannen ass wahrscheinlech fir de Schutz vum Privateegentum.

(Interruption par M. Roy Reding)

Oh, enfin, Dir sidd éischter fir de Schutz vum Privateegentum, hunn ech déi leschte Kéier gesinn, wann et ëm Är eege Proprietéite geet, wann Der Iech musst un d'Bautereglement hale vun der Stad, Här Reding. Do gesitt Dir dat e bësselchen anescht vläicht wéi déi aner.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat si keng eege Proprietéiten.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Entschëllegt, Här Gibéryen, et ass dem ADR seng Proprietéit, Dir hutt recht.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Och emol net, och emol net! Mä d'ADR ass awer dran, oder net?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, awer net als Proprietaire.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Okay. An d'ADR huet awer eppes dora gemaach, wat am Fong laut dem Bautereglement net geet. Sidd Der mat mer d'accord?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat decidéieren aner Leit.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Okay. Ech mengen, datt et awer esou ass. Mä soit!

Op alle Fall mengen ech, datt mer eis eens sinn, datt de Schutz vum Privateegentum wichteg ass.

(Interruption par M. Roy Reding)

Allerdéngs soen ech, déi Aart a Weis, wéi mir de Schutz vum Privateegentum gesinn, dat gëtt et néierens op der Welt!

Ech ginn ëmmer gär d'Beispill vun engem Land, wat ech ganz vill schätzen, aus ville Grënn, dat ass d'Schwäiz, e Land, wou d'territorial Organisatioun vun der Landesplanung eng grouss Traditioun huet, wat awer och e liberaalt Land ass, wat ekonomesch gesinn duerchweegs och mat eis ze vergläichen ass. An der Schwäiz, soen ech Iech, do gëtt et och e Schutz vum Privateegentum, mä dee geet awer net esou wäit, wéi mir dat hei maachen, wéi mir et hei dreiwen a wéi et och elo a verschiddenen Uerteeler ëmmer erëm méi zum Virschäi kënnt!

Ech muss Iech soen, mir mussen eng Kéier doriwwer diskutéieren. An ech soen Iech och, wann net d'Politik doriwwer diskutéiert, da wäerte mer weder am Logement weiderkommen nach an der Landesplanung weiderkommen a mir wäerten och näischt Fundamentales kënnen änneren un där ganzer Wuesstumsdebatt, déi der ADR jo zum Beispill anscheinend ewell esou wichteg ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ah jo!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, mä ech géif wéinstens emol gär wëssen, Här Gibéryen, wa mer iwwer Wuesstum wäerten diskutéieren an iwwert d'Mesuren, déi mer mussen ergräifen, déi Dir jo wëllt,…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...wat dann den Här Reding dozou seet, deen normalerweis ganz aner Saache vertrëtt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Reding ass domadder ganz d'accord.

(Brouhaha)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Oh, ech bréngen Iech do genuch Fudder, maacht Iech keng Suergen doriwwer, da wäerte mer nach doriwwer kënnen diskutéieren!

(Brouhaha)

Ech fäerte ganz, Dir wäert un Ären eegene Widderspréch explodéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech fäerte ganz, wann esou duerjerneegeschwat gëtt, dass kee méi eppes versteet!

Une voix.- Richteg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister, riicht Iech un d'Chamber!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech maachen dat, Här President, mä een Deel vun der Chamber sëtzt leider hei op menger rietser Säit.

Une voix.- Gott sei Dank!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Gott sei Dank, jo, richteg.

De Stellewäert, wéi gesot, dee muss diskutéiert ginn. A vill vun deenen Avisen, déi mer kritt hunn, a vill vun deenen Diskussiounen a leschter Zäit, déi eis Schwieregkeete gemaach hunn an der Landesplanung, hunn domat ze dinn.

An da kommen ech zréck op dat, wat geschitt ass 2014 an op d'Gesetz vun 2013.

Ech hunn natierlech dat gesot, wat den Här Eicher hei zitéiert huet, an dozou stinn ech och nach haut, datt 2013 keen, weder en Deputéierten nach e Statsrot nach iergendee gemierkt huet, datt am Fong dat, wat an deem Gesetz vun 2013 steet, wat jo d'Basis ass, well do steet jo dran, wéi déi Plan-sectorielle sollen an d'Prozedur goen, datt dat net géif fir fënnef Sou d'Strooss halen duerno, wann d'Plan-sectorielle kéimen. Well dat war de Grondproblem vun deem Ganzen!

Et ass schonn ugaange mat der Aart a Weis, wéi am Gesetz stoung, wéi een d'Pläng soll an d'Prozedur ginn, datt zum Beispill iwwer eng Decisioun vun engem Gouvernement en conseil ee kéint Pläng an eng Prozedur schécken, déi zum Beispill Froe vu Privateegentum regléieren. Sou stoung et am 2013er Gesetz, datt sou d'Prozedur soll lancéiert ginn, wat déi viregt Chamber gestëmmt huet!

Also, och wann et vläicht net previsibel war a keen et gesinn huet 2013, mä egal wéi mir déi Pläng ausgestalt hätten - mir hunn elo déi iwwerholl, déi déi viregt Regierung ausgeschafft huet, a mir hunn déi esou an d'Prozedur ginn, mä och wann et anerer gewiescht wären -, mam Fait, datt et esou am 2013er Gesetz stoung, hätte mer schonn direkt e Problem gehat an der Prozedur!

Donc hunn ech relativ séier decidéiert - well eleng schonn d'Aart a Weis, wéi mer dragaange sinn, a well dat am Gesetz vun 2013 wierklech net gutt formuléiert war, fir ze evitéieren, datt mer juristesch an en totale Chaos géifen eragoen -, fir déi Prozedur ze stoppen a mer gesot, datt mer dat Gesetz hei komplett iwwerschaffe mussen; well mir kënnen net op Basis vun deem dote juristesch schlechte Gesetz déi Prozedur do weiderféieren, well do géife mer wierklech total an d'Mauer rennen. Dat war den Hannergrond!

An, firwat hu mer déi Pläng an d'Prozedur ginn? Ech hunn dat och deemools gesot am Numm vun der Regierung. Well déi Pläng, déi si jo net an der leschter Legislaturperiod eleng diskutéiert ginn. Mir diskutéiere jo schonn zéng Joer doriwwer! Et si schonn zwou Regierungen, déi sech domadder beschäftegt hunn! Zwar ëmmer - et war jo ee Premierminister, deen huet ëmmer vun enger Black Box geschwat - an enger Black Box, well do ass net dat gemaach ginn, wat mir gemaach hunn déi lescht Joren elo, datt mer gesot hunn, mir wéilten awer elo en neie Wee goen an eben zum Beispill de Syvicol eranhuelen an den Aarbechtsgrupp, deen am Fong zentral duerfir do ass, fir déi nei Pläng auszeschaffen. Mir wëllen och transparent sinn a soen, wat mer zréckbehalen hunn zum Beispill vun den Avisen - an ech kommen nach dorobber ze schwätzen. An duerfir, wéi gesot, dat Ganzt ännert sech.

Mä ech hätt awer gär heibannen Iech gesinn! Wa mir déi Pläng, déi jo dann effektiv fäerdeg an den Tiräng louchen, net an d'Prozedur ginn hätten, dann hätt Der mer genau de Contraire reprochéiert! Dann hätt Der gesot: „Et ass eng Sauerei, et ass alles fäerdeg,...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...déi viregt Regierung huet alles gemaach an Dir wëllt just net an d'Prozedur goen. Dir wëllt déi Pläng also net!“ Dann hätt Der just de Contraire gesot!

Also ass eis näischt aneschters iwwreg bliwwen an der Logik och vun deem, wat déi Jore virdrun diskutéiert ginn ass, wou mer eis jo anscheinend och alleguerten eens waren, datt een endlech déi Plans sectoriels misst kréien, wéi fir déi fäerdeg Pläng, déi dolouchen, an d'Prozedur ze ginn. Mä, wéi gesot, leider hate mer eng gesetzlech Basis, déi net gutt war, a mir hunn du profitéiert natierlech, fir déi Avisen, déi komm sinn - well mer déi jo kritt hunn, an effektiv ginn ech Iech recht, ech hunn dat wierklech relativ gutt fonnt, datt d'Gemengen och all relativ gutt Avisen eraginn hunn -, alleguerten ze berücksichtegen an deenen neie Pläng, déi mer ausgeschafft hunn.

Dir hutt mech gefrot, Dir hutt gesot, mir hätte gesot, mir géifen äntwerten, wat mer zréckbehalen hunn. Ech wëll Iech awer drop hiweisen, mir hate sechs regional Konferenzen am ganze Land, wou sämtlech Gemengeréit am ganze Land invitéiert waren! An do hu mer alles virgestallt, wat mer géifen zréckbehalen. Also, ech mengen, dat ass besser, géif ech soen, wéi e Bréif zréckzeschécken un all eenzel Gemeng, wat mer géife maachen. Also, mir hunn dat gemaach. En plus, wéi gesot, de Syvicol sëtzt jo am Comité «interplans», also ass ëmmer un der Source gewiescht a weess jo eigentlech, wat an de Pläng drasteet.

Elo gëtt gesot: „Okay, d'Pläng si fäerdeg.“ Déi eng soen, mir missten nach eng Kéier d'Schäfferéit consultéieren, déi elo alleguer nei komm sinn am Oktober. Ech wëll Iech soen, wa mer... Duerfir gëtt et jo eng Prozedur, fir d'Schäfferéit ze consultéieren am Prinzip! Et ass jo esou, mir maachen dat jo, mir maache jo net de l'art pour l'art! Et ass jo net, datt ech mer zwee Méint ëm d'Ouere schloe mat ëffentleche Versammlungen, mat Honnerten Avise liesen, wann ech net wëll consultéieren! Et ass jo precisement, fir d'Schäfferéit, ob et elo neier sinn oder aler, ze consultéieren.

An duerfir, wat ass elo de Méiwäert dovunner, datt ech elo géif all déi Schäfferéit froen: „Stitt Dir nach zu deem, wat de viregte Schäfferot gesot huet?“ Well da géife mer wahrscheinlech déi, déi bliwwe sinn, natierlech alleguerte soen: „Jo selbstverständlech, mir stinn zu deem, wat mer virdru gesot hunn.“ An all déi nei wäerten da soen: „Mir hunn näischt mat deem viregten ze dinn.“ Wou mer do solle landen, dat muss ee mer erklären! Mä bon, ech sinn awer bereet, mir kënnen alles diskutéieren.

Ech soen Iech just..., genau wéi d'Propos, datt mer d'Pläng sollen einfach an der Chamber ofginn. Éischtens, ech muss se emol duerch de Regierungsrot kréien! Si sinn nach net duerch de Regierungsrot gaangen! Se si fäerdeg. Ech mengen, mäi Ministère huet seng Aarbecht gemaach. Perséinlech stinn ech och dozou, datt ech déi Pläng wichteg fannen, datt ech fannen, datt se sollen an d'Prozedur goen. Mä et ass net u mir, ze decidéieren! Do gëtt et e Regierungsrot, dee muss dat decidéieren.

An duerno muss dann am Kader vun der Prozedur an den Avisen alles säi Wee goen, wéi et soll goen. Ech sinn op, fir alles ze diskutéieren. Ech wëll Iech just soen: Wa mer gäre weiderkommen, musse mer awer och iergendwéi Faarf bekennen an eng Kéier op e gewëssene Wee goen!

(Interruption par M. Emile Eicher)

Jo.

M. Emile Eicher *(CSV)*.- Sidd Der d'accord, fir den Debat no hannen ze leeën, fir datt mer am Virfeld, nodeem datt Dir am Conseil de Gouvernement d'Plan-sectorielle virgestallt hutt, nach eng Chance hätten, déi ze gesinn, éier mer an den Debat ginn?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Den Debat iwwert d'Landesplanung, mengt Der?

M. Emile Eicher *(CSV)*.- Iwwert d'Plan-sectoriellen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also, et ass net u mir, ze decidéieren. Ech wëll Iech just soen, datt vun der Regierung eng Konsultatiounsdebatt scho virun engem Joer ugefrot ginn ass, vum Premier hei beim État de la nation. Bon, mir hunn dat schréftlech eraginn, mir hunn e Pabeier duerno eraginn. Dat geet jo do ëm méi, do geet et jo net nëmmen ëm d'Plan-sectoriellen, do geet et jo ëm eng méi fundamental Diskussioun iwwer: Wéi soll dat Land sech entwéckelen?

Ech muss Iech awer éierlech soen, ech géif et awer net gutt fannen, wa mer déi Debatt endlos géife virun eis hierschiben, ëmmer erëm mat neien Argumenter. Also, ech sinn zu allem bereet. Et ass och un der Chamber, dat ze decidéieren. D'Chamber soll an der Conférence des Présidents decidéieren, wéi si hiren Ordre du jour wëllt organiséieren. Ech weess just, datt ech d'Debatt..., oder d'Regierung huet d'Debatt ugefrot. Si ass elo emol fixéiert op den 18. Abrëll, mengen ech, Här President. D'Conférence des Présidents soll dat decidéieren.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Ech hunn alles… Jo, Här Gibéryen, wësst Der, den Inhalt ass geliwwert, largement geliwwert. Ech kann net derfir, ech kann net decidéieren, wéi d'Chamber hir Aarbechte soll organiséieren! An ech wëll dat och net. Et steet mer net zou.

Da wëll ech eppes soen zum Plan (veuillez lire: Programme) directeur, well dat jo och elo hei gesot gëtt mat der normativer Form, also datt dee misst am Gesetz méi contraignant drastoen. Ech liesen lech hei en Uerteel vum 13. Juli 2017 am Kader vu Fëschbech vir. Do geet et ënner anerem och ëm de Programme directeur d'aménagement du territoire, dee besteeënden. Do steet geschriwwen: «(…) ce PDAT, en tant que norme réglementaire émanant du conseil de gouvernement, n'aurait pas pu utilement prévoir un quelconque programme directeur en tant que norme.», „en tant que norme", dat heescht, dat, wat hei verlaangt gëtt. «Il se poserait à ce niveau des questions multiples à la fois», an da kënnt dat, wat ech am Ufank gesot hunn, «d'ordre institutionnel et structurel impliquant la conformité de la loi du 30 juillet 2013 à la Constitution (…).» Genau dat, wat ech lech am Ufank gesot hunn!

Dat heescht, Här Eicher, wat Dir verlaangt oder wat d'CSV verlaangt - hei ass den Text, dat ass en Uerteel. An de Conseil d'État schreift a sengem Avis zu deem Gesetz hei dauernd och dat nämlecht. Also ech ka beim beschte Wëllen net eppes an en Text schreiwen, wou ech hoergenee weess, datt ech éischtens vum Conseil d'État permanent eng Opposition formelle kréien a wou et och schonn en Uerteel gëtt.

Dat wär jo net seriö, wann ech géif hei eppes an een Text schreiwen, wou ech ganz genau weess, datt et en Uerteel gëtt vun engem Geriicht, wat seet: „Wann Der dat maacht, dat ass antikonstitutionell." Ech hoffe jo net, datt d'CSV mech opfuerdert, esou eppes ze maachen! An duerfir steet et och net hei dran an deem Text. Ech hätt och léiwer, et kéint ee méi contraignant Saachen zu eenzelne Beräicher draschreiwen.

Dat Zweet ass, et sinn eng Rei aner Saachen…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Minister, et ass awer duerchaus méiglech, déi grouss normativ Linne reglementaresch festzeleeën. Dat ass awer net dat, wat d'Uerteel do beanstant, an dat ass dat, wou de Conseil d'État a sengem Avis eng Méiglechkeet opgelooss huet. Et ass dat, wat mer gefrot hunn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, dat ass net richteg. De Conseil d'État sot ganz kloer - ech liesen lech dat dann och vir - an engem vu sengen Avisen: «Le programme directeur revêt alors plutôt le caractère d'un acte préparatoire (…) qui „guide" les communes dans leurs décisions relatives à l'aménagement communal.»

Dat heescht ganz kloer: Et ass net normativ, mä fir e Guidage ze maachen. An dat ass jo och logesch. Wa mer gären e Programme directeur hätten, deen eng allgemeng Beschreiwung mécht, dee ka jo net normativ sinn. Well wann et soll normativ sinn, da muss et extrem präzis sinn am Text. Dat wësse mer ganz genau, well wann et net ganz extrem präzis ass, da kréie mer ëmmer d'rout Kaart gewisen. Dat kann ech och verstoen, dat ass jo och logesch.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech verstinn absolutt Äert Räsonnement. Ech wëll just, datt Der och eist Räsonnement verstitt. Mir sinn der Meenung gewiescht, datt déi Punkten, déi wesentlech sinn an deem Programme directeur, duerchaus an där Präzisioun hätte kënnen an engem Reglement figuréieren an dee Moment och en normative Charakter hunn. Et ass dat, wat mer gesot hunn. Mir kennen och d'Uerteeler (veuillez lire: d'Avisen) vum Conseil d'État, mä mir hätte gär déi Applikatioun do anescht an deem Gesetz festgeluecht gehat.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, ech mengen, et sti jo och normativ eng Rei Saachen dran. Den Här Bodry huet der e puer opgezielt. Mä dat si spezifesch normativ Instrumenter, déi an deem Text drastinn, déi och dann hei am Detail beschriwwe sinn a wéini mer se dierfen asetzen. Well dat war dee schwieregste Punkt, dee mer an der ganzer Diskussioun haten, wou mer ëmmer erëm Opposition-formelle kritt hunn, datt, wa mer déi dräi Saachen, déi den Här Bodry opgezielt huet, net präzis beschriwwen hunn, wéi se géifen applizéiert ginn, wéi géif indemniséiert ginn an esou weider an esou virun, dann hu mer eng Opposition formelle kritt.

Da wëll ech awer och drun erënneren, datt jo awer eng Rei aner Instrumenter am Gesetz drastinn. Mir hunn op Wonsch vun der CSV effektiv eng ganz Rei Saachen zousätzlech dragesat an déi Oplëschtung, wéini ee kann zum Beispill e POS maachen, als Beispill, dee jo och en Instrument ka sinn, wat ee kann asetzen.

Duerfir mengen ech…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir fannen dat och ganz gutt, datt dat drasteet.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä leider wëllt Der et net stëmmen.

Also, wéi gesot, ech sinn der Meenung, datt à ce stade, sou wéi d'Gesetz hei formuléiert ass, wa mer dat gemaach hätten, dem PDAT méi en normative Charakter hätten hei wëlle ginn, dann hätte mir dat net hikritt, ausser mir hätten esou en déckt Gesetz geschriwwen an an de ganze PDAT déi lescht Detailer hei drageschriwwen. Duerfir mengen ech, datt et richteg ass, fir et esou ze maachen, wéi et hei elo geschriwwen ass. An dann, wéi gesot, verweisen ech op dat, wat ech am Ufank gesot hunn, op déi Debatt, déi mer souwisou musse kréie par rapport zu der Constitution, fir vläicht eng Kéier an der Constitutioun der Landesplanung en anere Stellewäert ze ginn.

Da wëll ech och soen, do sinn e puer Saachen opgeworf ginn, Parkraummanagement oder och d'Fro vun de Commercen, mat de Limitatioune vun de Commercen. Mä och do waren Opposition-formelle vum Statsrot do. An ausser datt mer eis hei doriwwer ewechgesat hätten, andeem mer en zweete Vote constitutionnel hei an der Chamber geholl hätten, de Statsrot… Bon, ech muss awer soen, et muss een awer och mat zwee Féiss um Buedem bleiwen.

Ech hunn och gesot, datt ech mengen, datt een déi zwou Saache kann a spezifesch aner Gesetzer drabréngen. An duerfir hu mer se aus deem heiten erausgeholl, fir datt mer hei weiderkommen.

Da wëll ech och nach dem Här Gibéryen soen zu de Plans sectoriels: Also et ass net richteg, ze mengen, datt d'Plan-sectorielle géifen herno all Meter carré regléieren, deen am Land besteet. Dat ass jo nëmme ganz spezifesch, wou mer punktuell Zeeche setzen iwwert déi Plan-sectoriellen.

An Dir hutt zum Beispill witzegerweis och zwou Saachen opgezielt, déi och nach grad an de Pläng awer drastinn. Dir hutt opgezielt den Areal vum Fussballstadion. De Stadion steet net dran, mä souguer an deene Pläng, déi mer deposéiert haten, hu mer kloer ausgewisen, datt do eng Zone de loisir ass, wou een dat kéint bauen.

(Interruption)

Jo, neen, mä wou virgesinn ass, e Stadion an esou Saachen ze bauen. An och de Centre de remisage vum Tram, dee war am Plan sectoriel «Transports» virdru virgesinn. Also dat ass net richteg, datt eng Rei Saache gemaach gi sinn an dëser Legislaturperiod, déi, wann d'Pläng do gewiescht wären - zumindest net déi, déi Der opgezielt hutt -, déi dann…

(Interruption)

Google ass eng aner Diskussioun, well mer net wëssen effektiv, wou d'Zones d'activité hikommen. Do hutt Der net onrecht. Dat wär wahrscheinlech par rapport zu de Pläng méi komplizéiert vläicht ginn. Ech weess et awer och net, muss ech awer soen, well… Mä awer net déi aner zwee Beispiller, déi Der opgezielt hutt, ganz sécher!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer dat Gesetz hei stëmmen, well dat Gesetz eis awer eng ganz Rei Instrumenter gëtt: POSe kënne mer elo endlech erëm maachen. Déi si vill méi präzis heira regléiert a vill méi hieb- und stichfest juristesch opgestallt, mengen ech, wéi virdrun. Mä och e ganze Koup aner Saachen - wéi gesot, den Här Bodry huet der e puer opgezielt - si wichteg. An et ass wierklech d'Basis, fir datt mer iwwerhaapt kënnen d'Plan-sectoriellen an d'Prozedur ginn.

De Wee, wéi mer da mat deene Plan-sectoriellen an d'Prozedur ginn, dat gesi mer dann an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint.

Op alle Fall, ech kann Iech soen: Deen heite Minister huet an där Hisiicht seng Hausaufgabe gemaacht. Elo ass et un alle politeschen Decideuren, Faarf ze bekennen oder och net Faarf ze bekennen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Mir kënnen dann elo zur Ofstëmmung iwwert d'Gesetz 7065 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7065 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

37-mol Jo an 21 Abstentiounen. Domat ass d'Gesetz 7065 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7065 est adopté par 37 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Léon Gloden), MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Zeimet), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Ech bieden d'Kolleegen dann um Schluss vun der Sëtzung nach ëm e bësse Gedold, well mer haut e bësse méi eng speziell Situatioun hunn, wou mer zwee vun eise gudde Kolleege wäerte verofschiden, an zwar de Roger Negri an de Claude Adam.

7. Hommage à M. Roger Negri

Ech fänken da beim Roger, beim Roger Negri un, well hien als Éischte seng Demissioun vun hei ugekënnegt hat an den 1. Abrëll - et ass leider keen Abrëllsgeck - eis Chamber wäert verloossen. Hie war zënter dem 3. August 2004 fir d'LSAP an der Chamber an ass am Joer 2000 no de Gemengewahle Schäffen an der Gemeng Mamer ginn, an dat onënnerbrach zënter 18 Joer an och elo nach weider, well der Gemeng Mamer bleift en erhalen.

2004 ass hien Deputéierten hei am Haus ginn. An dem Roger Negri läit zënter ëmmer d'Ëmwelt um Häerz. Hie war, ier en Deputéierte ginn ass, aktive Member am Mouvement écologique. An och an der Chamber ass hie sech trei bliwwen an huet sech fir d'Ëmwelt engagéiert. Ee vu senge groussen Dossieren als President vun der Ëmweltkommissioun vun 2004 bis 2009 ware sécherlech den Hearing an d'Orientéierungsdebatt iwwer - dat ass atypesch fir de Roger -, iwwert d'Juegd.

De Roger Negri war och Rapporteur vun enger ganzer Rei Ëmweltgesetzer, déi eis Ëmweltpolitik méi demokratesch, méi participativ gemaach hunn an déi e Lëtzebuerger Bäitrag zur Verhënnerung oder zur Senkung vum Treibhauseffekt solle liwweren.

Hie war wärend senger politescher Carrière och President vun der Landwirtschaftskommissioun. Als Vizepresident vun der Kontekommissioun a vun der Finanzkommissioun an duerno vun der Budgetskontrollkommissioun war hien och am Finanzberäich e ganz engagéierten Uspriechpartner.

2006 war de Roger Negri Budgetsrapporteur, wat besonnesch a Krisenzäiten eng grouss Erausfuerderung war. Onvergiess si seng Propositioune fir eng Reform vun der Budgetsprozedur an eng kloer Finanzpolitik no Objektiver.

De Roger Negri huet vill geschafft an huet seng Dossiere kannt, awer ni mat Gedäisch ronderëm. Hie war an ass gedëlleg a kompromëssbereet, oft, awer net ëmmer: En hat bestëmmt ganz vill Fangerspëtzegefill, awer wann et huet misse sinn, mat senger eegener Hartnäckegkeet.

An dëser Legislatur ass de Roger Negri Vizepresident vun der Reglementskommissioun, Member an der Ëmweltkommissioun, an der Kontekommissioun, der Petitiouns- a Budgetskontrollkommissioun gradesou wéi an de Kommissioune fir Développement durable oder fir Héichschoulen. Den techneschen Ingenieur huet vun 1976 bis 2004 bei der Eisebunn geschafft a war och am Landesverband aktiv. Och als Deputéierten huet hie sech am Beräich Mobilitéit spezialiséiert.

Um internationale Plang war de Kolleeg Roger Negri ganz aktiv am Benelux-Parlament. Hie war net nëmme President vun der Lëtzebuerger Delegatioun, mä wärend där Period, wou mer d'Presidence haten, och President vum Benelux-Parlament.

An Zukunft wäert de Kolleeg Roger, deen ëmmer do war, wou d'Leit waren, an ëmmer en Ouer fir si hat, méi Zäit fir Famill an Hobbyen hunn, och wann hie sech jo net ganz aus der Politik zréckzitt. E wäert also méi Zäit a senger Gemeng hunn.

Léiwe Roger, och wann s du der Chamber elo Äddi sees, bleifs du an der Gemeng Mamer als éischte Schäffen a bei eis als gudde Kolleeg a Frënd. Bei eis sinn et scho fënnef Jorzéngten, wéi dat tëscht eis zwee de Fall ass, Stéchwuert - du weess, wat ech soen -: Foyer de la Femme, Saas-Grund.

Léiwe Roger, maach et gutt! An du bass hei ëmmer wëllkomm!

(Applaudissements)

Voilà!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Jo, villmools Merci, Här President. Léiwe Frënd Mars, ech wousst, dass et haut schwéier gëtt. Mä dat do mécht mer et elo net méi einfach!

(Hilarité)

Also, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen hei aus der Chamber, ech soen lech alleguerte Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten, ëmmer korrekt an ëmmer sachlech an ni perséinlech. Ech hunn dat immens appreciéiert.

Ech wëll och virun allem hei menge Fraktiounskolleeginnen a Fraktiounskolleegen e grousse Merci soen, un hirer Spëtzt dem Alex Bodry. Alex, villmools Merci fir dech. Ech wëll och menge fréiere Fraktiounspresidenten, wéi dem Alex och dem Lucien Lux an dem Ben Fayot, e grousse Merci soen iwwert déi dräi Legislaturperioden, wou ech derbäi war.

Zur gläicher Zäit wëll ech och alle Mataarbechterinnen a Mataarbechter e grousse Merci soen, an eiser Fraktioun, déi ëmmer do waren, wann Nout war, an ëmmer gehollef hunn an exzellent geschafft hunn.

Dat gläicht gëllt fir hei am Haus, dem Generalsekretär Claude Frieseisen. Claude, Dir e grousse Merci, mat denger ganzer formidabeler Equipp, déi hei am Haus ass. Dat weess een nëmmen, wann een hei ass.

An zum Schluss, awer net zulescht, déi Bescht: Ech wëll natierlech menger Famill e grousse Merci soen, un éischter Plaz menger Fra a menge Kanner.

Här President, et war mir eng immens Éier, an dësem Haus kënnen Deputéierte fir eist Land ze sinn. Wéi Der et gesot hutt: Ech hunn dat immens gär gemaach. Ech hunn dat mat Leif a Séil gemaach an dësem héijen Haus vun der Demokratie. A wéi wichteg d'Demokratie ass, wësse mer alleguerten, wa mer gesinn, dass an der Lescht souguer a Länner vun der Europäescher Unioun dat net méi esou respektéiert gëtt, wéi dat misst sinn. An ëmsou méi wichteg ass et, dass mer all Dag just hei dorëm kämpfen, dass mer eis Demokratie erhalen. Dozou gehéiert och de Wiessel. Bon, déi eng ginn - haut ass et u mir - an anerer kommen. Léiwe Claude, mäin Noper, mir sinn zesumme komm a mir ginn och zesummen.

Ech wënschen och menger Nofolgerin oder eisen Nofolgerinnen, speziell dann a mengem Fall dem Simone Asselborn-Bintz, all Guddes fir d'Zukunft. Virun allem wënschen ech menger Partei och all Guddes fir d'Zukunft. Ech wënschen dat just menger Partei. Dir verstitt dat!

(Hilarité générale)

Ech wëll ganz einfach zum Schluss soen: Villmools Merci! Äddi a vive d'Chamber!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hoffen, dass, och wann dat op den éischte Bléck esou ausgesäit, well déi zwee Kolleege sinn Noperen, dass dat Äddisoe keng ustiechend Krankheet ass!

(Hilarité)

8. Hommage à M. Claude Adam

De Claude hat scho virun zwee Deeg fir d'Iwwerraschung gesuergt, eng Iwwerraschung, mengen ech, wat wierklech eng war, an niewent dem Roger musse mer dann och haut eisem Kolleeg a Frënd Claude Adam vun der grénger Fraktioun Äddi soen.

No 14 Joer an der Chamber geet de fréiere Schoulmeeschter, Inspekter an der Primärschoul - sou huet dat deemools jo nach geheescht - a fräie Mataarbechter vun der Uni nom 15. Abrëll erëm zréck dohinner, vu wou en eis geléint ginn ass.

De Claude, wien e kennt, weess, dass e sech dat ganz gutt iwwerluecht huet. An ech mengen och, dass, wann en et virdrun ugekënnegt hätt, keen en dovun hätt kënnen ofbréngen.

Op Gemengenniveau war de Biissener Jong Schäffen an der Gemeng Miersch an duerno Conseiller bis 2014, an erëm zënter de Gemengewahlen am Oktober vum leschte Joer. 2004 ass de Claude eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn. 2009 an 2013 gouf hien erëmgewielt.

Am Parlament huet de gréngen Deputéierte vu Miersch sech virun allem an de Beräicher Educatioun, Enseignement supérieur, Famill, Ëmwelt, Klima, Énergie, Kultur a Fonction publique engagéiert. Dir gesitt also, dass e genuch ze dinn hat. An dëser Legislaturperiod ass hie Vizepresident vun der Héichschoulkommissioun. Mä och d'Aussepolitik, wou hien an der zoustänneger Kommissioun ass, läit dem Claude Adam um Häerz. Direkt e puermol war hie Wahlbeobachter: an der Ukrain, Bosnien an Herzegowina, Serbien, Georgien, Moldawien an Albanien. Et sinn net onbedéngt e lauter Ziler, wou déi meescht vun eis d'Vakanz géife verbréngen. Mä et war awer sécher eng spannend a ganz léierräich Aufgab.

Och an der Lëtzebuerger Delegatioun vun internationalen Assembléeë war de Claude Adam aktiv, zum Beispill an der COSAC, Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires, oder dem CPI, dem interregionale Parlamentarierrot.

De Claude Adam huet op eng roueg, awer bestëmmt Aart a Weis iwwerzeegt an huet och, wann et néideg war, keng Ausenanersetzung gescheit, besonnesch an der Educatiounspolitik. Mir wäerten d'Interpellatioun mëssen.

Hien huet sech vill fir d'Schoulpolitik a Reformen engagéiert an en huet et als eng grouss Chance an Erausfuerderung gesi fir seng Fraktioun, fir d'Chamber, fir d'Schoulreforme vun deene leschte Joren hëllefen ze begleeden.

Iwwer 14 Joer gekuckt war awer déi markantsten Debatt - ech hu mam Claude doriwwer geschwat gehat - fir hien déi iwwert d'Palliativmedezinn an d'Stierfhëllef, déi mat vill Dignitéit hei am Haus gefouert gouf an eng vun deenen Debatte war, wou ee bis zum Schluss net wousst, wéi se géif ausgoen.

De Claude ass op alle Bänken als fairen, fläissege Kolleeg a Frënd geschat ginn.

Léiwe Claude, léiwe Roger: Och wa mir Äre Choix verstinn a kënnen novollzéien, sou deet et eis awer leed, dass Dir dëst Haus verloosst. Dir wäert eis allen zwee net nëmmen als Kolleegen, mä als gutt Deputéiert feelen. An ech ginn datselwecht dem Claude mat op de Wee wéi dem Roger: Maach et gutt, mäi Frënd! Maacht et gutt, Dir zwee!

(Applaudissements)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir déi léif Wierder. Et schéngt de richtege Moment gewiescht ze sinn, fir ze goen. Et ass ëmmer méi schéin, wann ee mat engem Luef geet, wéi wann ee sech muss duerch d'Hannerdier verabschiden.

Datt ech beim Roger sëtzen, huet mech laang gefreet. Et ass awer net d'Ursaach, firwat datt ech ophalen.

(Hilarité)

Ech mengen, ech kommen aus der Schoul, ech si viru bal 14 Joer vun hannert dem Pult heihinnerkomm. An duerfir och e grousse Merci un d'Personal hei an der Chamber. Ech weess nach, dat, wat mech am meeschte beandrockt hat, dat war déi Effikassitéit, déi Manéierlechkeet, mat där hei an der Chamber geschafft gëtt. Ech ginn erëm zréck an den Enseignement. Genau weess ech et nach net. Wann ech et weess, da soen ech Iech et och.

Ech si gespaant, wat ech dann elo, no 14 Joer, an deem Secteur, deen ech awer nach ëmmer gutt kennen, wäert erëmfannen. Dat ass eng Erausfuerderung, déi ech mer gären operluecht hunn. Ech fannen dat wierklech spannend. Et ass e leschte klengen, neien Challenge, ier ech dann an d'Pensioun ginn.

Et war fir mech eng grouss Freed, et war fir mech eng Éier, hei ze sinn. D'Politik ass wichteg. Mir brauche Leit, déi sech engagéieren, fir Politik ze maachen. U jiddweree vun Iech, deen nach eng Kéier mat an d'Wahle geet: Dat ass gutt! Un all déi aner vill Kandidaten a Kandidatinnen, deene wënschen ech alleguerten Zefriddenheet, e gudde Score a selbstverständlech menger Equipp dee beschten. Ech mengen, och dat musst Der kënne verstoen.

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen,...

(Interruption par M. Alex Bodry et hilarité)

Gelift?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Waars de net ëmmer e klengen Dreemert?

(Hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Gutt. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech villmools Merci. An ech wäert Iech dann, wann ech Zäit hunn, gären doheem an der Chamber TV suivéieren...

(Hilarité générale)

...an dann d'Debatte vun der Fotell aus kucken.

Merci villmools alleguerten a bonne Continuation. Maacht et gutt! Dir gitt gebraucht. Et ass eng wichteg Aufgab. An ech wäert mech och - an ech mengen, dat ass och wichteg - weider als engagéierte Bierger considéréieren. Et gëtt och nach e gesellschaftlecht Engagement, wat net hei an der Chamber ass, an dat ass mer och wichteg. An da kréien ech vläicht méi Zäit, fir mech do ze engagéieren, da mäi Beruff.

De Roger huet esou léif senger Famill Merci gesot. Ech maachen dat natierlech och. Et heescht ëmmer: „E Mann ass nëmmen esou staark..." oder „Engem Mann raumt d'Fra de Réck fräi." Den ëmgedréite Sproch soen ech elo net. Ech hu jo dann eben d'Chance, datt ech duerch eng dynamesch Fra ersat ginn, déi wäert hei d'Relève huelen. Gutt.

Merci. A bonne Continuation!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci. Ech mengen, dat war e gudden Ofschloss vun der Sëtzung vun haut.

Eis Sëtzung ass eriwwer. Kommt alleguer gutt heem, besonnesch Dir zwee!

(Fin de la séance publique à 18.07 heures)

SÉANCE 29 MARDI, 17 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Hommage à la mémoire de Mme Katja Hientgen, fonctionnaire de l'Administration parlementaire

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Simone Asselborn-Bintz et de Mme Sam Tanson

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 14.41 à 14.52 heures*
- *M. Claude Wiseler*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Henri Kox*
- *Prestations de serment et discours inauguraux de Mme Simone Asselborn-Bintz et Mme Sam Tanson*

6. Changements de composition des commissions parlementaires

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Claude Wiseler*

7. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

8. Octroi de deux titres honorifiques

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

9. Ordre du jour (suite)

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

10. Heure de questions au Gouvernement

Question n°310 du 16 avril 2018 de M. Gusty Graas relative à la vente éventuelle du site ArcelorMittal de Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

Question n°311 du 17 avril 2018 de M. Alex Bodry relative au sujet de l'avenir d'ArcelorMittal à Dudelange et la politique industrielle européenne en général, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *M. Gusty Graas - M. Alex Bodry - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Claude Wiseler et M. Marc Spautz) - M. Claude Wiseler (fait personnel) - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (intervention de M. Claude Wiseler)*

Question n°312 du 17 avril 2018 de M. Marco Schank relative au système carsharing «Flex» des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°313 du 17 avril 2018 de M. David Wagner relative aux négociations relatives au contrat collectif pour LuxTram SA, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. David Wagner - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°314 du 17 avril 2018 de Mme Martine Hansen relative aux modifications au niveau du Code de la route concernant les cyclistes qui entreront en vigueur le 1er mai 2018, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°315 du 17 avril 2018 de M. Laurent Zeimet relative au règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *M. Laurent Zeimet - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

11. 7137 - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7136 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Simone Beissel, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, Mme Françoise Hetto-Gaasch (intervention de M. Roy Reding)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification:

1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;

2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3° de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet (intervention de Mme Viviane Loschetter), Mme Cécile Hemmen, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures (intervention de M. Michel Wolter)*
- *M. Michel Wolter, M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, M. Michel Wolter, M. Fernand Kartheiser, M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. 7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Georges Engel (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Henri Kox, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Claude Wiseler et M. Gast Gibéryen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. François Bausch, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg. Ech maachen heimat eis Chamberssëtzung op a froen d'Regierung, ob se eis eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Am Moment net. Villmools Merci, Här Justizminister.

2. Hommage à la mémoire de Mme Katja Hientgen, fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Ech géif dann zu engem méi traurege Punkt iwwergoen. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun enger vun eise Mataarbechterinne vun der Chambersverwaltung, der Madamm Katja Hientgen, matzedeelen. Si huet eis de 6. Abrëll am Alter vu 45 Joer fir ëmmer verlooss. Nodeems si siwe Joer bei der Administration des ponts et chaussées geschafft hat, ass si den 1. Mäerz 2002 an den Déngscht vun der Chamber getratt. Si huet déi fënnef éischt Joer am Service Compte rendu geschafft, éier se Enn 2007 an de Service juridique an an d'Sekretariat vum Secrétaire général adjoint gewiesselt ass.

Déi lescht 18 Méint war si am Service financier affektéiert. Parallell huet si laang Joren am Hannergrond vun eisen ëffentleche Sëtzunge geschafft a sech méi speziell ëm d'Markéierunge vun den Interventioune bei der Videosopnam, de Vademecum an d'Gestioun vun de Mikroe bekëmmert.

D'Chamber verléiert mam Katja Hientgen eng léif an hëllefsbereet Kolleegin, déi se vermësse wäert an déi se a gudder Erënnerung wäert behalen. Hirer Famill a ganz besonnesch hirer Mamm an hirem Brudder wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifste Matgefill an eis éierlech Sympathie ausdrécken.

Kolleeginnen, Kolleegen, ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen an der Madamm Hientgen ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Communications

Ech hunn der Chamber da folgend Kommunikatiounen ze maachen:

Wéi gewinnt läit d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte bei eis um Büro. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verdeelt ginn, grad wéi d'Lëscht mat de Petitiounen.

Communications du Président - séance publique du 17 avril 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7266** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 19.03.2018

***7268** - Projet de loi portant modification*

1. du Code du travail

2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail et

3. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 22.03.2018

***7269** - Projet de loi complétant le Code du travail en portant création d'une activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe*

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 23.03.2018

***7270** - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, faite à New-York, le 12 novembre 1974*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.03.2018

***7271** - Projet de loi relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 27.03.2018

***7272** - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.03.2018

***7273** - Projet de loi relatif aux contrôles officiels des produits agricoles*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 28.03.2018

***7274** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la Mission d'entraînement de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali)*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 29.03.2018

***7275** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.04.2018

***7276** - Projet de loi instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 13.04.2018

***7277** - Projet de loi portant approbation de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, fait à Luxembourg, le 17 janvier 2018*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.04.2018

***7278** - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.04.2018

***7279** - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la Directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.04.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***985** - Demande de pétition publique: Interdiction de fumer aux arrêts de bus, tram, train*

Dépôt: Mme Elizabeth Langdon-Smith, le 20.03.2018

***986** - Demande de pétition publique: Une réglementation européenne pour des associations sans but lucratif européennes (a.s.b.l.e.)*

Dépôt: M. Raoul Pierre Emile Schweicher, le 22.03.2018

***987** - Demande de pétition publique: Iwwerreschter vum Iessen aus de Maisons Relais bzw. Bäckereien, Restauranten... u Leit verdeelen, déi net esou vill hunn. Do kéint ee jo ee klenge Shop opmaachen, wou Leit registréiert sinn, déi natierlech da wëllen d'Iessen do gratis siche goen. Dat misst awer iwwerwaacht ginn an natierlech och gekuckt ginn, dass jiddwereen dat nämlecht verdeelt kritt*

Dépôt: M. Kevin Krier, le 23.03.2018

***988** - Demande de pétition publique: Établissement de l'égalité fiscale*

Dépôt: M. Andre Schmit, le 24.03.2018

***989** - Demande de pétition publique: Fir d'Erhale vun der Gebléishal vun der fréierer ARBED Belval*

Dépôt: M. Daniel Cao au nom de Amicale des hauts-fourneaux „A" & „B" de ProfilARBED Belval, le 26.03.2018

***990** - Demande de pétition publique: Abschaffung der 4 Wahlbezirke für die Parlamentswahlen*

Dépôt: M. Helmut Dahner, le 26.03.2018

***991** - Demande de pétition publique: Für die Benutzung von Papiereinkaufstüten aus wiederverwendetem Papier „Recyclingpapier", sowie das Verbot von Plastiktüten als Einkaufstüten in sämtlichen Großflächenkaufhäusern und Geschäften*

Dépôt: M. Tom Pintsch, le 27.03.2018

***992** - Demande de pétition publique: Kaf vun alkoholeschem Gedrénks mat 18 Joer / achat de boissons alcoolisées à partir de 18 ans / Erwerb von alkoholischen Getränken ab 18 Jahren / purchase of alcoholic beverages from the age of 18*

Dépôt: M. Luc Scholtes, le 03.04.2018

***993** - Demande de pétition publique: Un logement digne pour tous*

Dépôt: Mme Maria Alice Dos Santos, le 03.04.2018

***994** - Demande de pétition publique: Autorisation pour tout véhicule motocyclique de rouler sur les voies d'autobus et de taxi comme dans des autres grandes villes (Lisbonne, Paris, etc.)*

Dépôt: Bryan Ministro Fernandes, le 03.04.2018

***995** - Demande de pétition publique: Fir d'Aféierung von engem Vidange-System fir Béchsen, Glas- a Plastiksfläschen / pour l'introduction d'un système de consigne sur les canettes, les bouteilles en verre et en plastique / für die Einführung eines Pfandsystems für Dosen, Glas- und Plastikflaschen / for the introduction of a deposit system on cans, glass and plastic bottles*

Dépôt: M. Luc Scholtes, le 04.04.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Da komme mer zum Ordre du jour vun dëser Woch. Dir hutt de Projet d'ordre du jour virgeluecht kritt, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass. An ech wollt Iech froen, ob Der mat deem Ordre du jour d'accord sidd.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

5. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Simone Asselborn-Bintz et de Mme Sam Tanson

Da komme mer zu méi engem freedegen Ulass. Mir huelen haut zwee nei Memberen an d'Chamber op. A sengem Bréif vum 22. Januar 2018 huet den Här Roger Negri matgedeelt, dass hie vum 1. Abrëll dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. An a sengem Bréif vum 20. Mäerz huet den Här Claude Adam matgedeelt, dass hie vum 16. Abrëll vun dësem Joer un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Am Artikel 3 Paragrafen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement ass Folgendes ze liesen: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection. En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort. La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Et ass vläicht fir d'leschte Kéier, dass mer no där heiter Prozedur fueren, mä si gëllt nach ëmmer.

(Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification)

Ech géif da mat Hëllef vum Här Marc Baulesch eis Kommissioun constituéieren:

den Här Hahn, den Här Traversini - dee Kolleeg ass am Moment nach net heibannen -, d'Madamm Adehm, d'Madamm Hetto, den Här Wiseler, d'Madamm Modert, den Här Halsdorf an den Här Kox.

(Brouhaha)

Also, d'Kommissioun setzt sech aus folgende Kolleeginnen a Kolleegen zesummen: dem Här Hahn, dem Här Traversini, der Madamm Adehm, dem Här Wiseler, der Madamm Modert, dem Här Halsdorf an dem Här Kox. An ech géif d'Kommissioun elo bieden, am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen an ze kucken, ob bei der Madamm Simone Asselborn-Bintz an der Madamm Sam Tanson wahltechnesch gesinn alles an der Rei ass.

An ech géif dann elo d'Sëtzung ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 14.41 heures.)

***

(La séance publique est reprise à 14.52 heures.)

Eis Kommissioun huet hir Aarbechten ofgeschloss an ech géif heimat d'Sëtzung erëm opmaachen an d'Wuert direkt un de President vun der Kommissioun weiderginn, déi mer elo just constituéiert hunn. An de President ass keen anere wéi de Kolleeg Claude Wiseler.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. D'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: dem Här Max Hahn, dem Här Roberto Traversini, der Madamm Diane Adehm, dem Här Claude Wiseler, der Madamm Octavie Modert, dem Här Jean-Marie Halsdorf an dem Här Henri Kox.

Den Här Kox gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt. An, Här President, ech bieden Iech deemno, dem Här Rapporteur d'Wuert weiderzeginn.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat maachen ech dann och direkt. An d'Wuert huet den Här Rapporteur, den honorabelen Här Henri Kox.

Rapport de la Commission de vérification

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech elo eise Rapport virdroen.

A sengem Bréif vum 22. Januar 2018 huet den Här Roger Negri de Chamberspresident doriwwer informéiert, dass hien ab dem 1. Abrëll dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

A sengem Bréif vum 20. Mäerz 2018 huet den Här Claude Adam de Chamberspresident doriwwer informéiert, dass hien ab dem 16. Abrëll dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzefëieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chambersspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 22. Januar 2018 huet de Chamberspresident sech un d'Madamm Simone Asselborn-Bintz gewannt, déi als éischte Suppleant op der Lëscht vun der Sozialistescher Partei aus dem Wahlbezierk Süde steet. Deeselwechten Dag huet de Chambersspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

A sengem Bréif vum 21. Mäerz 2018 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un d'Madamm Sam Tanson gewannt, déi als éischte Suppleant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

Eis Kommissioun hat also d'Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen. D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, dass d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, wunnhaft zu Bieles, effektiv den éischte Suppleant op der Lëscht vun der Sozialistescher Partei aus dem Wahlbezierk Süden ass an dofir dem Här Roger Negri seng Plaz unhuele kann, an dass d'Madamm Sam Tanson, wunnhaft an der Stad, effektiv den éischte Suppleant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezierk Zentrum ass an dofir dem Här Claude Adam seng Plaz unhuele kann.

An engem Bréif, deen der Chamber den 31. Januar 2018 zougestallt gouf, huet d'Madamm Simone Asselborn-Bintz eise Chambersspresident informéiert, dass si d'Mandat vum Här Roger Negri wéilt weiderféieren.

An hirem Bréif vum 23. Mäerz 2018 huet d'Madamm Sam Tanson eise Chambersspresident informéiert, dass si d'Mandat vum Här Claude Adam wéilt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, dass näischt géint d'Vereedegung vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz a vun der Madamm Sam Tanson schwätzt, a wënscht hinne vill Gléck bei der Ausübung vun hire Mandater.

Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Büro deponéiert.

An ech soen hinne selwer aus perséinleche Grënn vill Gléck an dësem héijen Haus.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. D'Konklusioune vun der Kommissioun si ganz kloer. An et bleift mir just nach, d'Chamber ze froen, ob se mat deene Konklusiounen d'accord ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert, an ech géif dann d'Madamm Simone Asselborn-Bintz an d'Madamm Sam Tanson bieden, eranzekommen.

Prestations de serment et discours inauguraux de Mme Simone Asselborn-Bintz et Mme Sam Tanson

Madamm Tanson, Madamm Asselborn-Bintz, ech géif Iech bieden, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.» An ech géif Iech bieden, déi riets Hand ze hiewen an no mir ze soen: «Je le jure.»

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- «Je le jure.»

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- «Je le jure.»

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat, léif Kolleeginnen, sidd Dir Membere vun der Chamber.

(Hilarité)

Meng ganz häerzlech Felicitatiounen. Nodeems Dir Ären Eed geleescht hutt, vun deem ech Iech Akt ginn, géif ech Iech bieden, fir d'Éischt emol Är Plazen ze fannen, mat alle Felicitatioune vu mir selwer a vun där ganzer Chamber.

An ech mengen, d'Madamm Asselborn-Bintz brauch dann net op hir Plaz ze goen, si kritt direkt als Éischt d'Wuert, an dann direkt hannendru kritt d'Madamm Sam Tanson selbstverständlech och d'Wuert. Madamm Asselborn-Bintz, wann ech gelift.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, erlaabt mer, am Ufank vu menger Ried e bëssen an d'Vergaangenheet ze kucken. Den 20. Mäerz 1878 ass e gewëssene Léon Weirich zu Weiler-la-Tour op d'Welt komm. Hien huet awer säi ganzt Liewen zu Esch/Uelzecht verbruecht. Vu Beruff Biergaarbechter, huet hie sech séier gewerkschaftlech engagéiert an huet gehollef, de Berg- an Hüttenarbeiterverband ze grënnen, an huet duerno nom Streik vun 1921 d'Successioun vum Jos Kieffer un der Spëtzt vum LBMIAV, dat war de Lëtzebuerger Bierg-, Metall-, Industrie- an Aarbechterverband, iwwerholl, an dat bis 1929.

Am Joer 1925 ass hien éischte President gi vun der Arbechterkammer an huet sech ëm d'Organisatioun vun dëser deemools nei gegrënnter Institutioun gekëmmert. Am Joer 1928 ass de Léon Weirich an dat heiten Haus gewielt ginn, wou e fir déi deemoleg Aarbechterpartei bis an d'Joer 1940 souz. Donieft war e Conseiller an der Stad Esch vun 1935 bis an de Krich. E war och Grënnungsmember vun der Escher Genossenschaftsdréckerei, der spéiderer „Editpress". De Léon Weirich war am Krich an der Resistenz aktiv, wat leider derzou gefouert huet, dass hien de 24. Juli 1941 op Dachau komm ass, wou en den 31. Januar 1942 als ee vun den éischte Lëtzebuerger un de Suitte vu Mëtsshandlunge gestuerwen ass.

Firwat zielen ech Iech dat elo? Ma de Léon Weirich war mäin Urgrousspapp a vu Klengem un hu mer doheem ganz vill vun him erzielt kritt: vu sengem Liewen, der Resistenz, dem Krich an och vu Politik am Allgemengen. An dat huet Spuren hannerlooss. Meng Mamm, d'Micky Bintz-Erpelding, huet en äänleche Wee ageschloen. Si war vun 1981 bis zu hirem Doud am Joer 2000 Member fir d'LSAP am Escher Gemengerot, fir d'Éischt Conseillère an duerno Schäffen. Wéi gesot, dat huet Spuren hannerlooss. Am Ufank awer éischter esou, dass ech dee Wee ni wollt aschloen an alles wollt aneschters maache wéi meng Mamm. Mä no hirem Doud huet dat sech geännert an ech hu gemierkt, dass ech dach awer méi gepräägt gi sinn, wéi ech dat u sech wollt agesinn.

Ech si virun 52 Joer zu Esch gebuer, hunn do meng Schoule gemaach, hunn och do Theater gespillt a soss meng Jugend aktiv do verbruecht. Nom Lycée zu Esch sinn ech op Fenteng an d'Schoul gaangen. Do war déi deemoleg Schoul fir Moniteuren an Educateuren, wou ech dann de Beruff vun der „monitrice d'éducation différenciée", wéi dat deemools geheescht huet, der haiteger „éducatrice diplomée", geléiert hunn.

Nodeems ech ee Joer am Escher Altersheem geschafft hunn, sinn ech säit 1989 am Spillhaus Parc Laval, enger Crèche/Maison relais vun der Escher Gemeng, ugestallt, op d'mannst war ech et bis haut. Ech si säit 1990 mam Roland Asselborn bestuet a mir hunn zwee erwuesse Bouwen, de Max an de Sam.

Mir hunn als Kanner doheem Wäerter mat op de Wee kritt, déi ech ëmmer an iwwerall konnt an nach kann asetzen. Meng Mamm ass vun Ufank u mat schaffe gaangen, a meng Elteren hu bei der Aarbecht doheem an och an der Erzéiung mat eis Kanner sech ergänzt a géigesäiteg gehollef. Dat war an där Zäit net esou üüblech. Ech sinn dacks komesch gekuckt ginn, wann ech gesot hunn, dass mäi Papp mer gekacht hätt oder dass hie mam Staubsauger doheem gefuer wär. Dat huet mir awer perséinlech ganz vill bruecht an ech si frou, dass ech an esou engem oppenen a fräie Geescht erzu gi sinn.

Nodeems ech 1985 an der Gemeng Suessem meng grouss Léift fonnt hunn, hu mer eis och duerno do installéiert. 15 Joer drop, wéi ech de Georges Engel kennegeléiert hunn, huet dee mech iwwerzeegt, mech politesch ze engagéieren.

(Hilarité et brouhaha)

Also Klammer op: Dat soll elo net zu Konfusioune féieren. Mäi Mann gëtt et awer nach ëmmer!

(Hilarité)

Op jidde Fall hunn ech de Georges kennegeléiert, an deen ass och e ganz gudde Kolleeg vu mengem Mann, an deen huet mech awer...

Une voix.- Aah!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- ...iwwerzeegt...

(Hilarité)

...deen huet mech iwwerzeegt, mech politesch ze engagéieren. An ech sinn 2002 der LSAP bäigetrueden, fir 2005 mat an d'Wahlen ze goen an der Gemeng Suessem, wou ech dunn am Gemengerot war an elo säit 2011 Schäffen an dëser Gemeng sinn.

Här President, ech sinn an der Lescht dacks gefrot ginn, wisou ech mech politesch engagéieren an och aktiv wëll matgestalten. Ma mäi klengen Exkurs a meng perséinlech Vergaangenheet sinn en Deel vun dëser Äntwert. Et ass awer esou, dass ech immens gär no beim Mënsch sinn an zesumme mat de Leit wëll sinn an och wëll schaffen. Ech sinn en Equippemënsch an ech sinn iwwerzeegt, dass een nëmmen zesummen, gëeent, ka Saache bewegen.

An der Politik kann ee bewegen, änneren, weiderféieren an och eventuell emol stoppen. Als Educatrice sinn ech geléiert ginn, ganz opmierksam ze sinn, Observatiounen ze maachen, ze analyséieren, der Persoun, mat där ech schaffen oder zesumme sinn, mat Respekt ze begéinen an se och als e Ganzt ze gesinn. An dat ass an der Politik net vill anescht.

An där Zäit, wou ech elo Lokalpolitik maachen, hunn ech gemierkt, dass een net soll eesäiteg handelen oder jugéieren, mä vill nolauschteren, de Leit hir Problemer oder Bedenken eescht- a wouerhuelen. An dat wëll ech op nationalem Plang och net aneschters maachen. Respekt, Toleranz a Versteesdemech si keng eidel Wierder fir mech an ech wëll mech an Zukunft weider an deem Geescht engagéieren.

Dem Roger Negri soen ech op dëser Plaz awer nach eemol en décke Merci. Säin Ophalen hei an der Chamber erlaabt mir, dëst Mandat unzehuelen, wat mech éiert a mech houfreg mécht, wou ech mer awer och bewosst sinn, dass ech fir de Rescht vun der Sessioun, déi bleift, nach ganz vill Aarbecht bäikréien, vill Dossieren, a mech relativ séier muss eraschaffen. De Roger war e ganz fläissegen Deputéierten, dee seng Dossiere gutt kannt huet, an déi Lat läit elo héich fir mech. Mä ech ginn op alle Fall mäi Bescht!

Här President, mir ass eng solidaresch Gesellschaft immens wichteg, wou jiddweree kann zesummeschaffen an -liewen, Jonk an Al, déi Gesond a Krank, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, a wou mer besonnesch déi méi Schwaach kënnen opfänken an hinnen Ënnerstëtzung ginn, wou se gebraucht gëtt. An dat alles an engem Land, wou d'Liewensqualitéit héichgeschriwwe gëtt a wou et sech fir déi meescht gutt liewe léisst. Dës Iddien a Wäerter wëll ech och a menger parlamentarescher Aarbecht an alle Beräicher materabréngen.

Duerch mäi Beruff si mer ënner anerem d'Kanner, déi Jugendlech an awer och déi eeler Matbierger, d'Famill an alles ronderëm, wichteg. Fir dass e klengen Aerdebierger zu engem selbstständegen, responsabelen, selbstbewosste an erfëllten Erwuessene gëtt, brauch et e gesond Ëmfeld, gutt Liewenskonditiounen, eng gutt Erzéiung a Betreiung, gutt Aarbechtskonditiounen an och bezuelbare Wunnraum an eventuell souguer Hëllef am Alter. Dee kulturellen Aspekt däerf awer och net feelen. Eng kulturell Erzéiung ass a mengen Ae wichteg, fir dass ee sech ganzheetlech kann entwéckelen. An heifir wëll ech mech, nieft all den anere Beräicher, och asetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, hannert enger staarker Fra steet och e staarke Mann. Oder war et ieren ëmgedréit? Op jidde Fall wëll ech hei profitéieren, mengem Mann e ganz décke Merci ze soen, natierlech och mengen zwee Jongen, well ouni si kéint ech dat hei alles net meeschteren. Merci och menger Famill a menge Frënn, déi mech zu deem gemaach hunn, wat ech sinn, a bei deenen ech ëmmer opgefaange ginn an nei Energie tanke kann.

Här President, ech freeë mech op dësen Defi, op dës kompakt an interessant Zäit an op eng gutt Zesummenaarbecht.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz. An ech géif dann direkt d'Wuert weiderginn un hir Nopesch, d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir sechs Méint an d'Chamber... „Da kanns de e bësse Chamberloft schnupperen", krut ech an deene leschten Deeg dacks gesot.

Wann ech awer kucken, wat mer hei nach u Gesetzesprojeten an der Pipeline hu fir genau déi Zäit, da wäert et mat „schnupperen" wuel net gedoe sinn. An dat ass och gutt esou, well ech mat vollem Engagement dës grouss Éier op mech huelen. Ech sinn houfreg, haut hei dierfen ze stoen an déi éischte Kéier d'Wuert am Plenum ze ergräifen. An ech freeë mech, an där kuerzer, mä garantéiert intensiver Zäit, an där nach ganz vill wichteg Projeten ustinn, hei am legislative Prozess matunzepaken.

De Prozess ass fir mech net ganz nei. Ech kenne just eng aner Facette, eng manner politesch a méi technesch, aus dem Statsrot, vu wou ech jo hierkommen. An ech hoffen, datt déi Aarbecht, déi ech an de leschte Joren am Statsrot geleescht hunn, mer och hei am Haus wäert weiderhëllefen.

Doiwwer gëtt kollegial geschafft am Sënn vun der Saach, dem Gesetzestext, parteiiwwergräifend an ausserhalb vu predefinéierte Fronten. Ech si vläicht nach naiv als ganz frëschgebaken Deputéiert, mä ech wënsche mer, dëst hei net aus den Aen ze verléieren an e Stéck vun deem Esprit bäizebehalen. Ech weess, et si geschwë Wahlen an all Partei steet fir hir Iddien. An dës Iddien ënnerscheede sech a spigelen esou déi ënnerschiddlech Iddie vun der Gesellschaft erëm. An dee Pluralismus gehéiert jo glécklecherweis zur Demokratie.

Mä wat eben och zielt, ass, op wéi eng Aart a Weis ee sech fir seng Iddien asetzt. Meng Virstellung dovun ass, datt ee probéiert, dat am Respekt ee géintiwwer deem aneren an deem anere sengen Iddien ze maachen. Am Respekt och vun der Wourecht a vun de Fakten an Zäiten, wou dës esou einfach kënne verdréit ginn. An dobäi och ëmmer d'Qualitéit vun de Gesetzestexter am A hunn, och wa se net engem seng Iddien zu 100% erëmginn.

Fir mech läit de Fokus hei an den nächste Méint op e puer Sujeten, déi mer um Häerz leien: d'Juristerei, d'Familljen- an d'Kulturpolitik.

D'Famill als Kär vun der Gesellschaft huet sech an de leschte Jore vill verännert. Et gëtt aner Forme vun Zesummeliewen. Eng Scheedung ass näischt Aussergewéinleches méi, ausser vläicht fir deen, dee se duerchlieft. An et gëtt vill ënnerschiddlech Manéieren, fir Kanner op d'Welt ze setzen a grousszezéien.

Et gouf hei an der leschter Zäit schonn esou munches ënnerholl, fir der Famill vun dësem Millennium Rechnung ze droen: Eng Hochzäit muss net méi tëschent Mann a Fra stattfannen an de Congé parental ass esou flexibiliséiert ginn, datt e fir béid Elteren interessant ass. Dat ass dee richtege Wee, deen nach muss verdéift ginn, well et muss am Joer 2018 méiglech sinn, sech zu zwee ëm seng Kanner ze bekëmmeren a gläichzäiteg och zu zwee eng Carrière opzebauen. Mä mir musse weider dru schaffen, datt dat an all Beruff an an all sozialer Schicht normal ass.

Méi flexibel Aarbechtszäite fir jiddwereen, nach méi flexibel a laang Méiglechkeeten, fir Elterecongé ze huelen, sinn onabdéngbar, fir d'Wuel vum Kand ze garantéieren. Mir dierfen awer dobäi eng Kategorie vun Elteren net vergiessen: déi Elengerzéiend, vun deene 46% e Revenu ënnert der Aarmutsgrenz hunn. Dës Eltere mussen déi néideg sozial an organisationell Ënnerstëtzung kréien, fir aus der Aarmut erauszekommen.

Och d'Familljerecht muss dem 21. Jorhonnert ugepasst ginn. Dräi Texter leien nach vir, vun deenen ech mer wënschen, datt se nach virum Summer a Kraaft trieden. D'Reform vun der Scheedung ass no jorelaangem Waarden op guddem Wee. An och fir d'Filiatioun läit en neien Text vir. Diskriminatioune solle bei de Filiatioune komplett aus dem Wee geschaaft ginn. An och eppes, wat fir ëmmer méi Koppelen zur Realitéit gëtt, d'Prokreatiounsmedezinn, soll besser encadréiert ginn. En drëtte Projet bei de Persounerechter, deen zwar bedeitend manner Leit betrëfft, dofir awer net manner bedeitend fir dës Leit ass, ass deen, deen et den Transgender-Persounen erlaabt, op eng einfach Aart a Weis hiren Numm an hiert Geschlecht am État civil ze änneren.

Mir mussen ons awer och an den nächste Wochen nach eng nei Dateschutzgesetzgebung ginn, fir ons dem europäesche Recht am Kader vum neien Dateschutzreglement, dat de 25. Mee a Kraaft trëtt, unzepassen. En eminent wichtegen europäeschen Text, deem seng Wichtegkeet nach ervirgestrach gëtt, wann een de rezente Facebook-Skandal kuckt. Mir hannerloossen alleguer all Dag eng sëlleche perséinlech Spuren am Internet. Transparenz, wat fir eng Donnéeë vu wiem gehale ginn, d'Recht drop ze hunn, Donnéeë geläscht ze kréien a seng eegen Donnéeë kënne mat dohin ze huelen, wuer ee wëllt, sinn nëmmen e puer vun de Verbesserungen, déi dat neit Reglement mat sech bréngt. En Text, an deem Europa eng Virreiderroll spillt a wou mir och hei mussen eis national Datekommissioun stäerken, fir deem Rechnung ze droen.

Ech wäert mech awer och - an dat ass fir haut mäi leschte Punkt - an der Kulturpolitik abréngen. Hei ass an de leschte Jore mam Kulturentwécklungsplang eppes ugestouss ginn, wat muss Form kréien an a Politik ëmgesat ginn. De Räichtum bei ons am Land ass net just e finanziellen. Mir hunn eng ganz lieweg a villfälteg Kulturzeen, déi et ze ënnerstëtze gëllt. Mir mussen d'Professionaliséierung vun onse Kënschtler besser encadréieren, souwuel wat hire Statut ugeet wéi den Export vun hirem Wierken iwwer ons Grenzen eraus. Mir mussen och d'Kultur besser a fächeriwwergräifend an onser Schoul integréieren; ons Kanner an onse kulturelle Räichtum kënnen nëmmen dovu profitéieren.

Ech wollt awer ganz zum Schluss nach e puer Mercie lassginn: Ech wollt dem Claude Adam Merci soe fir säin Engagement hei am Haus, ganz besonnesch an der Educatiounspolitik. Säi Wësse wäert feelen.

Merci och de Kolleegen aus der Fraktioun, déi mech esou léif bei sech opgeholl hunn; eng Fraktioun, déi elo emol erëm eng Kéier paritéitesch besat ass. Merci dem François Bausch. Wann hien net wier, wier ech haut net hei. An och Merci deenen anere Leit aus der Partei, déi mech vill ënnerstëtzt hunn.

An dann e ganz grousse Merci u meng Famill: u mäi Partner, de Pierre, ouni dee mäi politescht Engagement net méiglech wier, meng Mamm, déi mech ëmmer bei allem ënnerstëtzt, an ons Kanner, einfach datt se esou sinn, wéi se sinn. An erlaabt mer, datt ech haut och e Gedanke fir mäi Grousspapp hunn, de Roger Schleimer. Hie wor mer dacks e Virbild als Mënsch, net als Politiker, well als Politiker hunn ech en net kannt. Hie wor bis 1979 Deputéierten, dunn hat ech zwee Joer. En ass elo schonn 21 Joer dout an ech si sécher, datt och meng Mamm haut besonnesch un hien denkt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

6. Changements de composition des commissions parlementaires

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci an eiser aller Numm eisen zwou neie Kolleeginnen, deenen ech eng ganz glécklech a staark Hand wënschen. Den Ofgang vun eisen zwee Kolleegen, dem Roger Negri an dem Claude Adam, huet an der Besetzung vun de Kommissiounen e klengen Tsunami ausgeléist, wat och weist, wéi fläisseg déi zwee waren a wéi vill Aarbecht op déi zwou nei Kolleeginnen zoukënnt.

Ech hunn eng Rei vu Propositioune fir Ännerungen an de Kommissiounen an och an den internationalen Institutioune fir d'Éischt vun der LSAP-Fraktioun kritt: An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz den Här Roger Negri, an der Petitiounskommissioun ebenfalls, an der Commission du Règlement ebenfalls deeselwechte Changement. An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt den Här Alex Bodry den Här Roger Negri. An der Commission du Développement durable ersetzt d'Madamm Tess Burton den Här Roger Negri. An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz den Här Claude Haagen. An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz den Här Roger Negri. An der Commission de l'Environnement ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz deeselwechte Roger Negri an an der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt d'Madamm Simone Asselborn-Bintz d'Madamm Tess Burton.

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, huet d'Fraktioun vun deene grénge Kolleege folgend Ännerunge proposéiert: An der aussepolitescher Kommissioun ersetzt d'Madamm Viviane Loschetter den Här Claude Adam. An der Kulturkommissioun ersetzt d'Madamm Sam Tanson den Här Claude Adam. An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ersetzt d'Madamm Josée Lorsché den Här Claude Adam fir all Voleten ausser der Formation professionnelle, déi den Här Gérard Anzia behält. An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace ersetzt d'Madamm Sam Tanson den Här Claude Adam. An der Commission de la Famille ersetzt d'Madamm Sam Tanson den Här Roberto Traversini.

An der Fonction-publiques-Kommissioun ersetzt d'Madamm Sam Tanson den Här Claude Adam. An der Commission de la Force publique ersetzt den Här Henri Kox den Här Claude Adam. An der Institutiounskommissioun ersetzt d'Madamm Sam Tanson den Här Claude Adam. An an der Commission juridique ersetzt d'Madamm Sam Tanson d'Madamm Josée Lorsché.

Ass d'Kommissioun mat deenen...

(Interruption)

Dat ass den Elan. Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen an eise Kommissiounen d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann…

(Interruption)

Jo, den Här Wiseler freet d'Wuert?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann Der mer erlaabt, just eng Remark ze maachen, well et hei och ëm Kommissioune geet. Ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier och an der Conférence des Présidents gesot, mä esou wéi d'Kommissiounen elo zesummekommen, haut respektiv an deenen nächsten Deeg, ass et awer extrem schwéier, eng uerdentlech an eng seriö parlamentaresch Aarbecht ze maachen.

Zum Beispill haut de Moie sinn dräi Kommissiounen - d'Famill, d'Santé, d'Finanzen - zur selwechter Zäit gewiescht, muer ass et esou, datt d'Commission des Institutions zur selwechter Zäit ass wéi eng Kommissioun Environnement, juridique, Santé zesummegeholl. En Donneschdeg ass et esou, datt um 9.00 Auer Commission du Développement durable a Commission d'Éducation ass, um 9.30 Auer Commission de l'Économie an um 10.30 Auer Commission du Travail a Commission de la Fonction publique - also alles zur selwechter Zäit hei. Den nächsten Dënschdeg ass et esou, datt d'Commission de la Famille zur selwechter Zäit zesummekënnt wéi eng Réunion jointe vun de Finanzen, der Ekonomie an dem Travail.

Ech muss soen, mir hunn zwar vill Representanten an deenen eenzelne Kommissiounen, mä et ass awer - well d'Leit sech ëm Dossiere bekëmmeren an och an deenen eenzelne Sujeten dra sinn - bal net méi méiglech, an där doten Aart a Weis seng Kommissiounssëtzungen uerdentlech ze suivéieren.

Ech weess, Här President, datt Dir net dofir responsabel sidd. Ech géif lech awer bieden, de Kommissiounspresidenten un d'Häerz ze leeën, och d'uerdentlech Aarbecht vun der Chamber ganz einfach duerch Terminfestsetzungen ze erlaben.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler, dee weess, dass all Kéiers, wann ech dat kann, ech dat och maachen. Heiansdo kënnt et eben zu Kollisiounen, mä et soll een alles maachen, fir dass ee laanschteneekënnt.

Merci.

7. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Ech géif dann iwwergoen zu deem nächste Punkt: d'Changementer an der Kompositioun vun den internationalen Delegatiounen. D'LSAP huet mer folgend Propositioun zougestallt: Am Benelux-Parlament ersetzt den Här Marc Angel den Här Roger Negri als effektive Member an am CPI ersetzt d'Madamm Tess Burton den Här Roger Negri als effektive Member an d'Madamm Simone Asselborn-Bintz d'Madamm Tess Burton als Suppleante.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet Folgendes proposéiert: An der Delegatioun vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe ersetzt den Här Roberto Traversini den Här Claude Adam als Suppleant vun deem Moment un, wou hie seng Demissioun agereecht huet.

An der Delegatioun bei der COSAC ersetzt d'Madamm Viviane Loschetter den Här Claude Adam als effektive Member an an der Delegatioun fir de Benelux ersetzt d'Madamm Viviane Loschetter den Här Claude Adam als Suppleante. An der Delegatioun vum Groupe de contrôle parlementaire conjoint spécialisé, dat ass am Rame vun Europol, ersetzt den Här Henri Kox den Här Claude Adam als Suppleant.

Ass d'Chamber mat deene Propositiounen d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

8. Octroi de deux titres honorifiques

A vu dass mer haut zwou nei Kolleeginnen opgeholl hunn an zwee fréier Kolleegen an enger fréierer Sëtzung verabschit hunn, wollt ech Iech opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vum Chambersreglement am Numm vum Bureau virschloen, de fréieren Deputéierte Roger Negri a Claude Adam den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzëerkennen. Si hunn dat largement meritéiert. Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Da géif ech Iech Merci soen. An dat ass dann och esou decidéiert.

9. Ordre du jour (suite)

An ech wollt Iech dann als Complement zum Ordre du jour proposéieren, fir e Mëttwoch nom éischte Punkt, der Aktualitéitsdebatt...

(Concertation interne)

...dat heescht virun der Consultatiounsdebatt iwwert d'Landesplanung dee klenge Projet de loi 7121 nom Basismodell ze programméieren, wann d'Chamber domat d'accord ass?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Villmools Merci de Kolleege vun deene verschiddene Fraktioune fir hir Flexibilitéit.

A mir géifen dann zu deenen nächste Punkte vun eisem Ordre du jour iwwergoen, ugefaange mat enger Froestonn. Dir kennt d'Prozedur: De Froesteller huet zwou Minutten, an d'Regierung huet véier Minutten, fir dorop ze äntweren. Ech géif jiddweree bieden, sech un déi Riedezäit ze halen.

Déi éischt Fro kënnt gläichzäiteg vum Här Gusty Graas a vum Här Alex Bodry an dréit ronderëm den eventuelle Verkaf vum Site vun ArcelorMittal zu Diddeleng. A vu dass mer hei d'Chronologie respektéieren, huet d'Wuert als Éischten den Här Gusty Graas.

10. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°310 du 16 avril 2018 de M. Gusty Graas relative à la vente éventuelle du site ArcelorMittal de Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- Question n°311 du 17 avril 2018 de M. Alex Bodry relative au sujet de l'avenir d'ArcelorMittal à Dudelange et la politique industrielle européenne en général, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ArcelorMittal huet jo d'lescht Woch ugekënnegt, datt se wéilten dat italienescht Stolwierk Ilva iwwerhuelen. Déi Nouvelle war u sech jo scho méi laang bekannt. Mä déi Acquisitioun war jo um Niveau vun der Europäescher Kommissioun trotzdeem op eng gewësse Reserv gestouss, well se gefaart huet, doduerch géif vläicht d'Positioun vun ArcelorMittal um Niveau vum Flaachblechmarché ze staark ginn. An dowéinst huet jo ArcelorMittal och ugebueden, eng Rei vu Wierker gegebenenfalls ze verkafen, ënner anerem Wierker aus Rumänien, aus Mazedonien, der Tschechescher Republik, awer et muss een och soen, leider och vläicht de Standuert Diddeleng, do wou jo fréier d'Galvalange war, wou jo ëmmerhin awer 300 Leit schaffen.

D'Stolwierk zu Diddeleng ass jo virun allem renommëiert fir seng Produkter am Automobillbau an och fir den Aluzénk. An u sech gëtt jo elo eng definitiv Entscheedung vun der Kommissioun fir den 23. Mee erwaart. Entre-temps huet jo de Wirtschaftsminister och reagéiert gehat, wat een och ka begréissen. Ech mengen, net méi spéit wéi de Moie gouf och nach e gemeinsame Bréif vum Wirtschaftsminister zesumme mam Buergermeeschter vun Diddeleng un d'Europäesch Kommissioun, virun allem un déi zoustänneg Kommissärin, geschéckt. An da gouf jo och de Fraktiounspresident vun der CSV opgefuerdert, vläicht och seng Relatioune spillen ze loosse vis-à-vis vum Kommissiounspresident. Dowéinst wollt ech an deem ganze Kontext e puer Froen hei un de Wirtschaftsminister riichten:

Éischtens emol, inwiefern huet awer och de Vertrieder vum Lëtzebuerger Stat am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal sech ëm déi Problematik do bekëmmert an och vläicht gegebenenfalls intervenéiert?

Zweetens, vu datt de Wirtschaftsminister elo op e puer Manéiere scho reagéiert huet, koumen do scho Reaktiounen doropshin? A rechent de Minister och vläicht domat, datt awer déi Interventioune vläicht zu engem positive Resultat féiere kënnen an deem Sënn, datt de Standuert Diddeleng net a Gefor ass?

Drëttens, wat géif dat dann awer, an der Hypothees, d'Wierk vun Diddeleng géif verkaaft ginn, u sech bedeiten?

Véiertens, wa meng Informatioune richteg sinn, da misst jo u sech bannent sechs Méint e Keefer fonnt ginn. Wann dat net sollt de Fall sinn, wat géif dat dann och fir de Standuert Diddeleng bedeiten?

An dann nach vläicht ofschléissend eng allerlescht Fro, dat ass: Besteet net awer och déi eng oder aner Gefor vläicht fir en anert Wierk, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Graas. An och wa mir Diddeleng ganz staark um Häerz läit, wann ech gelift, respektéiert d'Zäit! Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, déi Nouvellen, déi een elo déi lescht Deeg gelies huet, déi berouege wierklech net, zemools als Diddelenger. Ech mengen, mir hunn nach alleguerte gutt an Erënnerung, wéi 2005 d'Schmelz zu Diddeleng zougemaach huet, duerno 2007 d'Fusioun vu Galvalange a vu Giebel, déi da schlussendlech elo ArcelorMittal Diddeleng ausmaachen. Diddeleng, dat wëll ech vläicht rappeléieren, ass den éischte Sëtz gewiescht vun der ARBED. Den „D" an ARBED steet fir Diddeleng. Diddeleng war d'Wéi eigentlech vun der moderner Stolindustrie hei am Land mat deem éischte grousse Wierk, wat 1886 a Betrib gaangen ass.

Also ArcelorMittal Diddeleng, wat do nach bleift am Stolberäich mat der Blechbeschichtung an deem dote Betrib, dat ass e Stéck vun eiser Geschicht, e Stéck vun eiser Kultur. An et ass ee mat beonrouegt mat der Belegschaft, mat de Gewerkschaften, mat de Responsabelen, och mat de politesche Responsabele vun der Gemeng, iwwert dat, wat sech do amgaangen ass ze maachen a wat duerchaus kéint fréier oder spéider zum Enn eigentlech vun deem Betrib do féieren. Duerfir sinn et och äänlech Froe wéi déi vum Gusty Graas un d'Regierung, besonnesch awer wat d'europäesch Industriepolitik ubelaangt.

Déi lescht puer Joer ass och dës Kommissioun, ass de Ministerrot net midd ginn, fir ëmmer erëm ze betounen, dass och Europa muss eng Industriezukunft behalen. Da stellt sech fir mech d'Fro, wéi déi Industriezukunft ausgesäit an engem internationale Marché, um Weltmaart, wou d'Betriber, och déi europäesch Betriber, musse kompetitiv bleiwen a wou dann iwwer Kartellbestëmmungen eigentlech derfir soll gesuergt ginn, dass se hei an Europa solle méiglechst kleng bleiwen. An Europa kleng an op Weltniveau solle se zu den Haaptakteuren eigentlech vun der Industrie gehéieren: Do ass fir mech e grousse Widdersproch dran.

Duerfir meng Fro och, ob d'Regierung déi doten Aschätzung deelt an net och wëllt um Niveau vun den Industrien, quitte dass dat heiten eng Kommissiounskompetenz ass, iwwert déi mer hei schwätzen, intervenéieren, fir en Émdenken ze kréien, wat d'Ausriichtung vun der europäescher Émweltpolitik (veuillez lire: Industriepolitik) ugeet. Dat wär dat, wat ech mer jiddefalls géif wënschen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet dann direkt den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech soen och den honorabelen Deputéierte Graas a Bodry Merci fir déi Froen. Et ass effektiv esou, dass am Kader, am Kontext vun der geplangter Iwwernam vun Ilva duerch ArcelorMittal d'Europäesch Kommissioun eng ganz Rei Konditioune stellt, fir dass déi Iwwernam ka passéieren.

Et ass esou, dass d'Prozedur eigentlech déi ass, déi vun engem Reglement vun 2004, also dat bal 15 Joer al ass, festgeluecht ass an déi dorobber fokusséiert ass, eben am Kader vum Kartellrecht derfir ze suergen, wéi den honorabelen Här Bodry dat richteg gesot huet, dass mer eigentlech keng ze grouss, keng ze staark europäesch Betriber hunn, wat am Kontext vun enger globaliséierter Welt mat Sécherheet net méi déi richteg Method ass, wéi mer eis europäesch Industrie an eis europäesch Industriepolitik sollen a musse gestalten.

Déi Prozedur vun 2004 gesäit vir, dass an enger éischter Phas eng Enquête préliminaire gemaach gëtt. Déi dauert normalerweis ee Mount. An do gëtt da vun der Kommissioun aus gekuckt: Wat ass den Impakt op de Bannemaart vun esou enger Iwwernam? Wann do erauskënnt, dass dat kéint en Impakt hunn, da gëtt eng Enquête approfondie gemaach, déi

bis zu dräi Méint dauert. Do ginn dann och d'Crainté vun der Kommissioun diskutéiert mat deene concernéierte Betriber. An normalerweis ass déi Prozedur dann, wéi gesot, no dräi Méint ofgeschloss, wat am Mäerz hei de Fall war. An dunn ass d'Konklusioun komm, dass effektiv ArcelorMittal misst eng Rei Betriber, Produktiounsstätten an Europa opginn, fir net ze staark ze ginn um europäesche Marché.

Déi éischt Propositiounen, déi ArcelorMittal gemaach hat, do war effektiv kee Site vu Lëtzebuerg derbäi. Dat gëtt da gekuckt mat deene concernéierte Betriber. D'Kommissioun mécht en „market test", schwätzt mat der Konkurrenz, ob déi och fënnt, dass dat dann elo duergeet, fir dass d'Firma net ze grouss gëtt. Wa se domadder dann net d'accord ass, mat deene Propositiounen, déi komm sinn, da freet se weider Kompensatiounen. An do koum et an deem heite Fall eben och zu der Propositioun vusäite vun ArcelorMittal, fir d'Wierk Diddeleng opzeginn.

Ech muss ganz kloer soen, dass ech mat ArcelorMittal hei och a Kontakt war an dass si net Demandeur sinn, fir dat Wierk ze verkafen. Et ass esou, dass elo eng final Decisioun eigentlech vun der Kommissioun muss geholl ginn an deenen nächste Wochen. An dat wäert am Prinzip Mëtt Mee de Fall sinn. An déi Decisioun, déi gëtt geholl vun dem Collège vun de Kommissären oder vun der Europäescher Kommissioun insgesamt. Bon, duerno gëtt et ëmmer nach d'Méiglechkeet, virum Europäesche Geriichtshaff Klo dogéint ze féieren. Mä et ass awer esou, dass d'Europäesch Kommissioun do wäert eng Decisioun mussen huelen.

An ech hunn dofir och zesumme mam Diddelenger Buergermeeschter Dan Biancalana e Bréif geschriwwen, souwuel un d'Kommissärin, déi direkt zoustänneg ass, wéi och un de Kommissiounspresident, well ech der Meenung sinn, dass dat doten - an ech hunn dat d'ailleurs schonn x-mol och op europäeschem Niveau gesot - eng Industriepolitik ass, déi „out of date" ass, déi net méi den haitege Gegebenheete Rechnung dréit. Mir brauchen an Europa industriell Championen, déi sech och weltwäit kënne positionéieren. A mir sinn der Meenung, dass dat Kartellrechtsreglement vu viru 15 Joer effektiv misst iwwerschafft ginn.

Mir schwätzen ëmmer vun enger Industriepolitik, déi derfir muss suergen, dass Europa staark ass um weltwäite Marché. A mir maachen eigentlech mat esou Aktioune just de Contraire.

Dofir mäi Bréif souwuel un den Här Juncker als Kommissiounspresident wéi och un d'Madamm Vestager, fir dat doten ze iwwerdenken, fir déi dote Konditiounen net an deem Mooss ze stellen.

An ech hunn och parallell e Bréif un de Fraktiounschef vun der CSV geschriwwen, den Här Wiseler, fir hien ze froen, eis ze hëllefen an deenen Demarchë vis-à-vis vum Här Juncker, well mer awer mengen, dass dat heiten en nationalen Interêt ass, a mengen, dass mer hei sollten un engem Strang zéien a probéieren, eis Interêten, d'Interête vum Lëtzebuerger Land hei zesummen ze verteidegen.

Ech gesinn, den Här Wiseler huet eng Fro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …ech wollt Iech elo keng Fro stellen, ech wollt just Stellung huelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech mengen, mir loossen de Minister…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech hunn eigentlech alles gesot.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hien ass fäerdeg. Duerfir wollt ech duerno Stellung huelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass an der Froestonn net esou virgesinn. Mä vu dass de Minister Iech direkt ugeschwat huet…

(Problème de sonorisation)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …vu datt den Här Schneider fest d'Pult do unhält.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech halen Iech d'Plaz. Am Parlament sidd Dir de Chef.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, et ass e bësse méi speziell an enger…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann Dir wëllt, kann ech och vun hei aus Stellung huelen.

(Brouhaha général)

M. Marc Spautz *(CSV).*- E gëtt zweemol zitéiert an da sot Dir, e krit d'Wuert net! Ulah! Ulah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Kolleegen, ech wier ganz frou, wa mer déi dote Fro gëifen an der Conférence des Présidents beschwätzen. Well dat hei ass Neiland. Et ass wierklech Neiland!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, et ass zwar och Neiland, wann de Minister den Oppositiounschef uschreift, dee Bréif zitéiert op der Chamberstribün. A wann dann den Oppositiounschef wëllt Stellung zu deem huelen, wat de Vizepremier him als Fro gestallt huet, da fannen ech et normal, datt en dat direkt kann. Zumindest consideréieren ech dat als Fait personnel. An op e Fait personnel kann een normalerweis awer eng Äntwert ginn. Ech verspriechen Iech, dat och kuerz ze halen, mä ech fannen, datt ech se misst kënne ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, also wann de Fait personnel invoquéiert gëtt, deen awer da ganz wäit ausgeluecht muss ginn, géif ech dem Här Wiseler d'Wuert ginn.

Mä wann ech gelift, an där nächster Conférence des Présidents hätt ech déi dote Fro gär geregelt, ee fir alle Mol, well hei brëngt een awer… Gutt, mir hunn eis verstanen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Déi eng an déi aner Prozedur kënne vläicht duerchdiskutéiert ginn, och déi vum Bréiwerschreiwe vun der Regierung.

Ech wëll am Fong dozou soen, datt an eisen Aen, an ech wëll dat eng Kéier kloer an däitlech soen, d'Erhale vun industrielle Sitten hei zu Lëtzebuerg wesentlech ass, an och inklusiv dee vun Diddeleng, wou mer och där Meenung sinn, an datt en och fir Lëtzebuerg a fir d'Lëtzebuerger Industriepolitik en absolutte strategeschen Interêt huet.

An ech wëll dem Här Schneider och kloer an däitlech soen, datt ech mech sécherlech asetzen, fir datt Diddeleng zu Lëtzebuerg, éischtens, net vun ArcelorMittal verkaaft gëtt an datt ArcelorMittal och hei zu Lëtzebuerg an Zukunft wäert eng uerdentlech oder sollt eng uerdentlech Präsenz hunn.

Ech wéilt eigentlech soen, datt ech net den Här Schneider brauch, fir mer dat do ze soen an ze rappeléieren. An ech wëll him och soen, datt ech selbstverständlech och bei der Kommissioun meng Meenung doriwwer kloer an däitlech wäert soen, insofern ech d'Geleeënheet hunn. Mä ech fannen et och besonnesch, datt de Vizepremier en Oppositiounschef freet, fir bei d'Kommissioun seng Positioune verteidegen ze goen. D'Kommissiounsrelatioune sinn evidenterweis um Ordre du jour vun der Regierung a sinn hir an et ass net un der Oppositioun, hir Roll ze spillen.

Mä selbstverständlech maachen ech dat awer gär mat. An, Här Schneider, wann Der gär hätt, datt ech dee Bréif soll mat Iech ënnerschreiwen, stinn ech Iech zur Verfügung, fir zesumme mat Iech meng Ënnerschrëft dorënnerzemaachen a fir e fortzeschécken.

Ech wëll awer och nach soen - well dann heiansdo esou gemaach gëtt -, datt, an den Här Schneider huet et elo gesot, et net esou ass, datt d'Kommissioun hei eng Decisioun geholl huet, fir u sech Diddeleng verkafen ze missen oder fir datt et misst verkaaft ginn. Mä en fin de compte huet d'Kommissioun just am Kader vum Ilva-Akaf eng Demande gemaach am Kader vun deene Reglementer, déi se haut nach huet, fir datt d'Präsenz vun ArcelorMittal op verschiddenen europäesche Sitten, ouni unzegi wellech, dann och soll erofgeschrauft ginn. Et ass am Fong en fin de compte d'ArcelorMittal, déi Diddeleng an enger zweeter Etapp proposéiert huet.

ArcelorMittal huet awer och Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung am Verwaltungsrot. Duerfir wär ech just frou, awer ze wëssen, wéi dann déi Decisioun vun Arcelor zustane komm ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn e bëssen an enger spezieller Prozedur hei.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat ass kee Problem. Ech hu guer kee Problem, dem Här Wiseler ze äntwerten. Et ass selbstverständlech esou, dass d'Kommissioun de Betrib ArcelorMittal freet, fir Propositiounen ze maachen, wat en dann opgëtt, fir dat dote kënnen, déi Aktioun kënnen ze maachen. Do huet ArcelorMittal Propositioune gemaach, wou kee Site vu Lëtzebuerg proposéiert gi war. An et ass doropshin op Drock vun der Kommissioun, wou gesot ginn ass: „Mir brauche Produiten, déi äänlech sinn, wou Der Produktiounscapacitéite musst opginn", wou ArcelorMittal op déi Propositioun do komm ass vum Wierk Diddeleng.

Nach eng Kéier: ArcelorMittal géif dat Wierk gär halen. Et ass profitabel. An ech fäerte ganz einfach, dass, well dat Wierk am Verbund fonctionnéiert mat aneren Zouliwwerbetriber vun ArcelorMittal, dass ee Repreneur aner Konditiounen huet an eventuell dat Wierk net profitabel ka weiderféieren an dass dat Auswierkunge kann hunn op dee Site.

Zweetens stellen ech mer ebe berechtegt Froen, wat dat bedeit fir déi Mataarbechter vun deem Betrib, wat dat bedeit, wann déi net méi ënnert de Kollektivvertrag vun enger ArcelorMittal falen et cetera.

An ech mengen, Här Wiseler, dass dat awer Bedenke genuch sinn, fir och den Oppositiounsleader kënnen ze froen, dee jo aus därselwechter politescher Famill ass wéi de Kommissiounspresident, fir säin - ech soen elo emol - „Pouvoir" vis-à-vis vun deem Kommissiounspresident och vläicht spillen ze loossen, fir ze hëllefen, dass mer dat doten deblockéiert kréien.

An dann awer och op Är Fro zum Vertrieder vum Lëtzebuerger Stat am Conseil d'administration: Deen hat ech natierlech direkt och um Tëlefon. Dat do, déi Propositioun ass jo bis elo just eng Propositioun. Déi ass nach net duerch de Conseil d'administration gaangen. Mä et ass ganz kloer esou, dass de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung déi do Propositioun esou net wäert ënnerstëtzen. Dat schéngt mer evident ze sinn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also d'CSV ass fir den Erhalt vun deem Site.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A mir wäerten Iech och an Ären Demanden do ënnerstëtzen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dir Hären,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …fir dat kloer an däitlech gesot ze hunn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …wa mer méi laang mussen iwwert deen doten Dossier debattéieren, da kënne mer dat an enger anerer Form maachen. Mä kommt, mir loossen eis Froestonn bei deem, wat se bis elo war! An ech hätt gär eng Klärung an där nächster Conférence des Présidents, wéi wäit dass mer hei d'Reglement kënne béien.

Da komme mer zu där zweeter Fro. Déi kënnt vum Här Marco Schank, dréit ronderëm de Carsharing-System „Flex" a riicht sech un den Nohaltegkeetsminister.

- Question n°312 du 17 avril 2018 de M. Marco Schank relative au système carsharing «Flex» des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marco Schank *(CSV).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'CFL Mobility huet de Carsharing „Flex", also e Carsharing-System, den „Flex", an d'Liewe geruff. Sécher eng sënnvoll Initiativ, déi laut dem Flyer, deen an de Garen ausläit, ab dem 6. Dezember d'lescht Joer op zwanzeg Statiounen, also Garen, am Land fonctionnéiert.

Laut Pressemapp sinn am Ufank 84 Autoe kaaft ginn a waarden op hir Clienten. Ech hunn e puer Froen zum Sujet:

Wéi vill Abonnenten huet de System no véier Méint Betrib respektiv wéi vill Locatioune ginn et bis ewell?

Interessant wier och, gewuer ze ginn, wéi vill Autoen d'CFL effektiv kaaft hunn respektiv wéi vill der de Moment am System operationell sinn. Laut Internetsite flex.lu wieren et am Total 24 Bensinner a 7 Elektroautoen, hunn ech gesinn, op de Statiounen. D'Fro ass deemno, wat mat deenen anere kaaften Autoe geschitt ass.

Dann, bei der Aféierung sollten d'Gemengen op Wonsch vum Bedreiwer ëffentlech Parkplazen zur Verfügung stelle fir den „Flex"-System, wat awer opgrond vum Code de la route net ëmmer méiglech war, net ëmmer konnt geneemegt ginn.

Meng Fro: Wou sinn déi Autoen deemno elo stationéiert?

A vläicht och d'Fro: Gouf, gëtt ieren dru geduecht, fir de Code de la route unzepassen, fir de Carsharing ze reglementéieren an eben ze erlaben, datt eng Privatfirma ëffentleche Stroosseraum ka reservéiert kréien?

An zum Schluss och d'Fro, ob et dem Minister säi Wonsch ass, aner Systemer, wéi zum Beispill de City Mov' aus der Nordstad mat engem A-B-Verlei, wou jo e fräit Ofstellen an engem begrenzte Secteur vun enger Uertschaft erlaabt ass, an den „Flex" ze integréieren, ouni datt déi hiert Konzept opginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. D'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci dem Här Schank fir déi Froen. Fir d'Éischt emol eng kleng Rektifikatioun: An de System „Flex" konnt ee sech vum Dezember un aschreiwen, mä e fonctionnéiert nach net vum Dezember un. E fonctionnéiert eréischt vum 20. Februar un. Dat heescht, operationell ass e vum 20. Februar un. Tëschent dem hallwen Dezember an dem 20. Februar waren Testphasen, an déi waren nach net geduecht fir de Public.

Dat heescht, et ass esou, datt zwanzeg Statiounen an entre-temps awer elo 80 Autoen zur Verfügung stinn op deene Statiounen, datt d'Clientszuel no knapp sechs bis aacht Woche scho bei 300 festen Abonnementer läit, den Interesse ganz grouss ass, datt entre-temps och ganz vill Privatfirme sech gemellt hunn, well déi drun denken, souguer hiren eegene Betribsautosystem ofzeschafen an zréckzegräifen op de CFL hiren „Flex"-System.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Dir wësst och, datt mer wëlles hunn, de System am urbane Raum auszebauen. De Moment sinn d'CFL an Diskussioun mam Fonds d'urbanisation de Kirchberg, mam FUAK, fir ze kucken, um Kierchbierg eventuell souguer eng Statioun ze maachen.

Dann ass et esou, datt natierlech kënne Gespréicher stattfannen, fir net nëmme Synergien ze siche mat besteeënde Systemer, ob dat de Carloh ass an der Stad oder deen, deen an der Nordstad fonctionnéiert, mä à la limite souguer carrement vun „Flex" iwwerholl ze ginn. Also all Méiglechkeete sinn op. Op alle Fall, de System vun „Flex", deen erlaabt alles, entweder Synergien oder dat anert ze maachen.

Et ass och esou, datt den Interesse ganz grouss ass, obscho jo nach eigentlech keng Publicitéit gemaach ginn ass. Dat heescht, dat Eenzegt, wat jo vu Publicitéit gemaach ginn ass, dat ass de Fait, datt et lancéiert ginn ass mat enger Pressekonferenz, wou ech och dobäi war, an datt dunn eng Kéier eng kleng Kommunikatioun gemaach ginn ass deen Dag, wou et fir de Client zougänglech gemaach ginn ass.

Et ass awer esou, datt d'CFL an och haaptsächlech déi Filial „Flex", dat ass jo eng Filial vun de CFL, datt déi elo plangen, fir déi nächst Méint eng gréisser Campagne ze maachen, fir de System nach besser ze erklären. Virun allem och fonctionnéiert e ganz reibungslos. Déi Clienten, déi en notzen, zum Beispill ëmmer méi Businessleit, déi sinn op alle Fall ganz zefridde mam System, soudatt een dovu kann ausgoen, datt dat Ganzt sech an eng ganz gutt Richtung entwéckelt, sou wéi ech mer dat och erhofft hat.

Zu Ärer Fro - Dir hat nach gefrot zum Ausbau - vum Code de la route: De Moment stinn déi Autoen nëmmen op Plaze vun de CFL. Et gëtt zwar eng Regel am Code de la route, mä déi ass net kloer an der Interpretatioun. An do war schonn eng Kéier en Ulaf geholl ginn, fir déi Regel ze änneren. Deemools huet de Statsrot dat verworf. An elo si mer amgaangen, un enger neier Formule ze schaffen, well ech mengen, datt een de Code de la route awer soll änneren, net nëmmen en plus fir de Carsharing, et sinn och nach aner Froen, déi sech stellen. Zum Beispill hu mer och vill Problemer mat Parkplazen, déi fir Elektroautoe reservéiert sinn, wou net ëmmer respektéiert gëtt, datt do just en Elektroauto ka stoen.

Ech wëll Iech e Beispill ginn: Um Glacis hu mer elo eng ganz Rei där Chargy-Statiounen opgestallt an déi stinn natierlech och esou gutt, datt se méiglechst no un der Säit vun der Stad sinn, datt d'Leit och sollen e Virdeel hunn, déi mat engem Elektroauto kommen. Mä et gëtt net ëmmer respektéiert. A mir wäerte vum Code de la route an deenen nächste Wochen eng nei Versioun eragi bei de Statsrot, wou ech dann hoffen, datt de Statsrot domadder d'accord ass, fir datt dann deementspriechend déi Parkplazen am ëffentleche Raum besser kënne regléiert ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum Här David Wagner, riicht sech un deeselwechten Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm d'Verhandlungen iwwert de Kollektivvertrag beim Tram.

- Question n°313 du 17 avril 2018 de M. David Wagner relative aux négociations relatives au contrat collectif pour LuxTram SA, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wéi Dir wësst, si mir elo grad an der Phas, wou de Kollektivvertrag vun de Salariéë vum Tram verhandelt gëtt. Mir haten dat schonn thematiséiert, souwuel hei an der Chamber wéi och am Stater Gemengerot duerch Motiounen, fir ze froen, datt souwuel de Stat wéi och d'Stad Lëtzebuerg, also d'Proprietairë vu LuxTram - 70% engersäits, 30% anerersäits -, sech derfir asetzen, datt, esou wéi d'Gewerkschaften OGB-L a Landesverband dat och fuerderen, d'Léin an d'Aarbechtskonditiounen un déi vum ëffentlechen Déngscht ugepasst ginn, vu datt den Tram jo och en ëffentlechen Déngscht ass, zumindest erhoffe mir eis dat.

Zurzäit muss ee sech awer ganz grouss Suerge maachen, well mer ganz wäit dovun ewech sinn, souwuel wat d'Gesamtamplituden ugeet, wéi och wat d'Léin ugeet. D'Gesamtamplitudë sollen zurzäit laut Gewerkschaft bei 13 Stonne leien. Am Verglach: Beim RGTR sinn et der 11.

Mir hate schonn deemools, wéi d'Gesellschaftsform vum Bedreiwer vum Tram debattéiert gouf, gefuerdert, datt et ganz an ëffentlecher Hand bléif, zum Beispill an der Form vun engem Établissement public, fir souwuel d'Qualitéit vum Service wéi och d'Aarbechtskonditioune vun de Leit, déi do schaffen, an dat eent hänkt jo mat deem aneren zesummen, ze sécheren.

Du gouf géint eis Stëmmen och schonn eng SA gegrënnt, wuel mat ëffentlecher Participatioun, mä elo kënne mer scho feststellen, datt dat net datselwecht ass. Et ass also kee Wonner, datt d'Gewerkschaften hir Aarbecht maachen, fir fir korrekt Aarbechtsbedéngungen a Léin ze kämpfen.

Laut de Gewerkschafte seet d'Direktioun, datt si kee Mandat hätt, fir iwwert d'Aarbechtskonditiounen an d'Grille des salaires ze negociéieren, wat relativ erstaunlech ass. Well da froen ech mech, iwwer wat se iwwerhaapt negociéiere wëllen!

Dofir meng Fro un de Minister: Ass de Minister bereet, de Vertrieder vum Stat am Verwaltungsrot vu LuxTram domadder ze beoptragen, fir kënnen iwwert dës Aarbechtskonditiounen an iwwert d'Léin ze negociéieren, falls dat nach net de Fall wier?

Ech sinn näämlech och der Meenung, datt och an enger SA d'Regierung net onbedéngt muss intervenéieren am Dagesgeschäft, mä awer strategesch Decisioune muss een nach kënnen huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci och dem Här Wagner fir déi Fro. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Betrib fonctionnéiert operationell elo zënter dem 10. Dezember: fënnef Méint. Déi meescht Leit, déi do schaffen, déi sinn tëschent aacht an zéng Méint agestallt. An ech gi jo dovun aus, datt déi Leit, wéi se virun aacht an zéng Méint agestallt gi sinn, en Aarbechtskontrakt virgeluecht kritt hunn, dat heescht, wou drasteet, wéi d'Aarbechtskonditioune sinn, zu engem Zäitpunkt selbstverständlech, wou et jo nach kee Kollektivvertrag ginn ass a kee konnt ginn, well et ass dee Betrib quasiment nach net ginn, an datt se och e Relevé virgeluecht kritt hunn, wivill se géife verdéngen, wéi hir Carrière sech géif entwéckelen an esou weider an esou fort.

An déi Leit hu jo en connaissance de cause dat alles ënnerschriwwen an hu voller Erwaardung a Freed hir Aarbecht ugetratt a si fueren zënterhier och op deene Gefierer do hin an hier respektiv schaffen an deenen Atelieren.

Fir elo no véier, fënnef Méint, wou dee Betrib an der Exploitatioun fonctionnéiert, ze maachen, wéi wann do d'Welt um Kapp stéing an d'Aarbechtskonditiounen desastréis wären, fannen ech relativ kokass, wéi gesot, well déi Leit jo eréischt viru fënnef Méint ënnerschriwwen hunn op engem Kontrakt, wou d'Konditiounen drastinn, a si jo och woussten, op wat se sech géifen aloossen.

Wat elo de Kollektivvertrag ubelaangt, sou brauch weder de Minister nach iergendee Verwaltungsrot eng Direktioun vun enger privater Gesellschaft, vun enger SA, opzefuerderen, fir e Kollektivvertrag auszehandelen. Dat ass e Gesetz. An e Betrib, eng SA, huet sech un ee Gesetz ze halen! An och LuxTram huet sech un dat Gesetz ze halen a wäert sech un dat Gesetz halen an negociéiert e Kollektivvertrag. An an deem Kollektivvertrag, wann deen herno fäerdeg ass, do wäerte wahrscheinlech, sou wéi dat ëmmer ass, e bëssen aner Saachen nach erauskommen, an der Regel Verbesserunge fir d'Leit par rapport zu deem, fir wat se wahrscheinlech agestallt gi sinn.

Esou leeft et normal an esou leeft et och hei. An duerfir brauch de Minister do kengem en Optrag ze ginn. Dat ass einfach e banaalt Anhale vum Gesetz. An ech muss och soen: Datt en Deputéierte mer eng Fro stellt, ass jo kee Problem, dat ass jo säi Recht. An et ass och da meng Flicht, him ze äntwerten. Mä ech wëll awer net äntwerten op esou Aussoe wéi: „Laut de Gewerkschaften huet…", datt deen oder dat an engem Kollektivvertrag an enger Verhandlung sou gesot hätt.

Mir sollen eis als Chamber wann ech gelift - an ech hoffen, datt jiddwereen dat esou gesäit! - net a Kollektivvertragsverhandlungen amëschen. Dat ass eng verdammte Verflichtung, datt d'Politik sech aus Kollektivvertragsverhandlungen eraushält.

An herno wäerte mer da gesinn, um Enn, wann déi Verhandlunge fäerdeg sinn, wéi déi Kontrakter wäerten ausfalen. Da kënne mer selbstverständlech och nach eng Kéier hei driwwer diskutéieren an dësem Parlament, wann dann de Wonsch besteet, ob dat elo e gudden oder e schlechte Kollektivvertrag ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mir kommen dann zur véierter Fro. Déi kënnt vun der Madamm Martine Hansen, erëm eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, an dréit ronderëm d'Ännerunge vum Code de la route, wat d'Vëlosfuerer ugeet.

- Question n°314 du 17 avril 2018 de Mme Martine Hansen relative aux modifications au niveau du Code de la route concernant les cyclistes qui entreront en vigueur le 1er mai 2018, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Den 28. Mäerz huet de Minister Bausch eng Pressekonferenz gehat, wou en d'Upassung am Code de la route virgestallt huet. Hei geet et virun allem drëm, d'Sécherheet an de Confort fir d'Vëlosfuerer ze verbesseren. Sou soll et ënner anerem en règle générale erlaabt ginn, ausserhalb vun den Uertschaften zu zwee niewenteneenzefueren.

Als Vëlosfuerer ass fir mech virun allem d'Sécherheet wichteg, an duerfir meng fënnef Froen.

Eng éischt: Gëllt dës Regelung vum Niewenteneefuere fir all Stroossen? Oder ginn et Restriktioune bei méi enke Stroossen?

Zweetens: An anere Länner ass et dacks esou geregelt, datt dat Niewenteneefueren nëmmen dann erlaabt ass, wann een an engem Grupp fiert, zum Beispill mindestens 15 Vëlosfuerer, well et dann definitiv ze laang gëtt, fir ze iwwerhuelen. War esou eng Regelung och bei eis an der Diskussioun? A wa jo, firwat ass déi net zréckbehale ginn?

Drëttens: Gëllt dës Regelung vum Niewenteneefueren och fir d'E-Biken? A wa jo, och onofhängeg vun hirer maximaler Vitesse?

Véiertens: Den Här Bausch sot an der Pressekonferenz, et géifen Exceptiounen zu dëser Regelung ginn a geféierleche Situatiounen. Wéi sinn dës geféierlech Situatioune genau definéiert?

A fënneftens: D'Vëlossaison huet ugefaangen. D'Regelung soll den 1. Mee a Kraaft trieden. Wéi ginn d'Leit iwwert d'Detailer informéiert?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. D'Wuert huet erëm den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci der Madamm Hansen fir hir Froen. An déi Froen, déi beleeën, datt, wéi et schéngt, net alles grad richteg verstane ginn ass. Well, Madamm Hansen, et ass näämlech net esou, wéi Dir et gesot hutt, datt mer ausserhalb vun den Uertschaften d'Niewenteneefuere generaliséieren. Et ass souguer esou, datt mer ausserhalb vun den Uertschaften iwwerhaapt näischt änneren!

Et ass genau déi nämlecht Regelung, déi nom 1. Mee wäert a Kraaft trieden, wéi déi, déi et och haut gëtt, déi vu mengem Virgänger, deen Der jo kennt, agefouert ginn ass: datt ee kann ausserhalb vun den Uertschaften niewenteneefueren, awer ënner gewëssene Konditiounen, selbstverständlech. An déi Konditioune sinn, datt zum Beispill, wann een Auto gefuer kënnt an deen Iech wëllt iwwerhuelen, da sidd Der gebieden, erëm hannerteneenzefueren. Dat huet net geännert. Et ass d'nämlecht haut bliwwen, wéi et war. Oder, wann Der op geféierleche Plaze fuert, viru Kräizungen an esou weider an esou virun, datt Der dann och net dierft niewenteneefueren. Et huet also do guer näischt geännert.

Dat Eenzegt, wat geännert huet ausserhalb vun den Uertschaften, dat ass: Beim Iwwerhuele vun engem Vëlo musst Der 1,50 m Ofstand halen. Do stoung haut am Gesetz zwar och, datt Der musst en Ofstand halen, mä do stoung just dran, datt e muss breet genuch sinn.

Or, et gëtt awer entre-temps am Ausland genuch Accidenter, déi passéiert sinn, a wou eben d'Geriichter festgeluecht hunn, datt Insécurité-juridiquë waren. Zum Beispill an Däitschland gëtt et entre-temps eng Rei Jurisprudenzen, déi dunn derzou gefouert hunn, datt déi Däitsch och d'Gesetz deementspriechend geännert hunn, well d'Geriichter gesot hunn: „Mir sinn der Meenung, an esou engem Fall muss mindestens 1,50 m Ofstand gehale ginn." Dat heescht, datt den Auto carrement eriwwer muss op déi aner Spur.

Also am Kloertext: Ausserhalb vun den Uertschaften huet, ausser datt den Ofstand 1,50 m muss sinn, näischt geännert par rapport zu deem, wéi et haut ass.

Mir hunn och, fir dat doten ze maachen, net einfach… Dat ass kee Schnellschoss gewiescht. Mir hunn eis ëmgekuckt. Mir hunn e Benchmark gemaach an aacht europäesche Länner: Däitschland, Frankräich, Belsch, Holland, Dänemark, Éisträich an d'Schwäiz an England. A mir hu festgestallt, datt déi Regelungen do an deene Länner längstens bestinn. Dat heescht, mir hunn hei einfach d'Rad net nei erfonnt, mä mir hu gekuckt: Wéi sinn d'Jurisprudenzen, déi et schonn an eenzelne Länner gëtt? Wéi sinn d'Regelen en général? A mir hunn eis och dorop baséiert.

An en plus sinn déi Regelen agefouert ginn net am Ministère eleng op Initiativ vum Minister, mä duerch en Aarbechtsgrupp. An deem Aarbechtsgrupp waren dran: natierlech de Ministère, d'Police, d'Sécurité routière, de Syvicol, d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch, d'Ponts et chaussées, d'Lëtzebuerger Vëlosinitiativ, den Automobillsclub an d'Association des victimes de la route. An déi Regelungen do sinn en accord mat deenen zréckbehale ginn.

Also, wéi gesot, et ass keng Revolutioun, déi geschitt, mä et si richteg Jurisprudenzen, déi mer am Ausland schonn hunn, déi mer hei a Lëtzebuerger Recht ëmgesat hunn, natierlech mat der Zilsetzung, fir méi vulnerabel Verkéiersteilnehmer ze beschützen.

Wat Är Fro ubelaangt zum E-Bike: Neen, den E-Bike fält natierlech net drënner, well jo en Ënnerscheed gemaach gëtt an eisem Code de la route, an eise Regelen, tëschent dem E-Bike an dem „Pedelec". Den „Pedelec", dat ass de Vélo à assistance électrique, dat heescht, wou de Motor bei 25 km an der Stonn ofschalt. Dee gëtt betruecht wéi e Vëlo an dee fält natierlech ënnert déi nämlecht Regelen, laut dem Code de la route, ewéi de Vëlo. Mä wann et e richtegen E-Bike ass, esou een „Speed Bike", wéi se genannt ginn dobaussen, dat heescht, een, wou de Motor net ofschalt iwwer 25 km/h, déi hu jo och eng Immatrikulatioun vu Sandweiler, dat heescht eng Plaquette an esou weider, déi gi betruecht wéi e Motorrad, also wéi en anere Cycle motorisé. Also och do, wéi gesot, gëtt et e ganz kloren Ënnerscheed.

An innerorts gëtt et och ganz kloer Restriktiounen, ënner wat fir enge Konditiounen een dat net dierf maachen, zum Beispill, niewenteneenzefueren. An et ass och ganz kloer, wat och nach drasteet, dat hu mer bäigesat an de Code de la route, dat war virdrun net dran: datt et verbueden ass, nuets niewenteneenzefueren.

An dann déi lescht Fro mat der Distanz, et ass just de Géigendeel: Wann Der zéng Vëloen hutt, déi en file indienne fueren, wann Der musst 1,50 m Ofstand halen, dat heescht, Dir musst eriwwerfueren op déi nächst Spur, dann ass et jo méi komplizéiert, fir déi zéng Vëloen en file indienne - dat ass jo méi e laangt Stéck - ze iwwerhuelen, wéi wann Der der niewenteneefueren hutt. Loosse mer soen, déi zéng dividéiert duerch zwee, da fuere fënnef der niewenteneen, déi hutt Der méi séier iwwerholl! Also, dat ass souguer och, wann een et esou wëllt huelen, e Virdeel fir den Autosfuerer.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir kommen dann zur leschter Fro. Déi kënnt vum Laurent Zeimet, riicht sech un den Innenminister a betrëfft d'EU-Reglement zum Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°315 du 17 avril 2018 de M. Laurent Zeimet relative au règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Effektiv, d'Fro dréit sech ëm dat europäescht Reglement iwwert den Dateschutz, wat de 25. Mee a Kraaft trëtt, d'Madamm Tanson hat et och schonn erwäänt, a wat natierlech och eng Erausfuerderung ass fir eis Gemengeverwaltungen, déi sech och fir dee Stéchdatum musse preparéieren.

Elo war - ech mengen, et war Ufank vum Joer - eng Circulaire erausgaange vum Här Innenminister un d'Gemengen, wou drop higewise gouf, wou och e bësse resuméiert gouf, wat op se duerkënnt, woubäi déi Circulaire sech awer och drop beschränkt huet, u sech dat erëmzehuelen, wat an der Circulaire (veuillez lire: am Reglement) grosso modo steet. Et ass och op Formatiounen higewise ginn an invitéiert ginn, déi organiséiert goufen. Et ass och op de Guide pratique vun der Dateschutzkommissioun higewise ginn. Ech hu mer deen och eng Kéier ugekuckt. Do gëtt natierlech ëmmer méi erklärt oder gesot, wat op een duerkënnt, a manner, wat een dann elo genau a konkret

misst maachen, fir alles dat ze erfëllen, wat vun Defien op een duerkënnt.

Natierlech hunn d'Gemenge sech och am Kader vun hire Syndikater drop preparéiert, besonnesch dann am Kader vum Informatikssyndikat, dem SIGI, deen alles, wat am Hannergrond informatesch muss preparéiert ginn, mécht.

Mä natierlech mussen och elo d'Gemengen do virdrun an do duerno sech drop preparéieren. An do stelle sech awer eng ganz Rei vun Erausfuerderungen. Eng just genannt ass déi vun deem Data Protection Officer, dee jo eigentlech jiddweree misst hunn.

Do d'Fro: Ass do eng national Léisung denkbar a méiglech oder net? Wënschenswäert wär se bestëmmt fir vill Gemengen, well et jo och en Ënnerscheed tëschent awer nach groussen a mëttleren a méi klenge Gemenge gëtt an hei awer dat Reglement vu jiddwerengem muss ëmgesat ginn.

Dofir, Här Minister: Sidd Der der Meenung, datt eis Gemengen elo gutt opgestallt si fir de 25. Mee? Mussen nach weider Efforte gemaach ginn? A kënnen d'Gemenge mat Ënnerstëtzung aus dem Interieur rechnen, fir sech op de Stéchdatum vum 25. Mee nach besser ze preparéieren?

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet den Här Innenminister, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Ech wollt och dem Här Zeimet Merci soe fir déi Fro, well se nach eng Kéier an Erënnerung bréngt effektiv déi Date limite, déi virdru genannt ginn ass, déi vum 25. Mee 2018, wou dat europäescht Reglement jiddwerengem imposabel ass, also wou jiddwereen et muss uwennen. Dat ass net méi ganz laang. Dofir hu mer och, mengen ech, am Virfeld schonn eis dorobber preparéiert mat enger ganzer Rei vu Concertatiounen tëschent den eenzelne Ministèren, awer och tëschent dem Syvicol an dem Interieur, wou mer probéiert hunn, eis dorobber virzebereeden.

Aus deenen Diskussiounen, déi mer do zesumme gefouert hunn tëschent Ministère de l'Intérieur, dem Syvicol, awer och aneren Akteuren nach, ass dann och déi Circulaire erausgaangen, déi den Här Zeimet ugeschwat huet, wou mer, mengen ech, in extenso beschriwwen hunn, wat elo kuerzfristeg op d'Gemengen duerkënnt.

Fir et eng Kéier ganz kloer ze soen, wien do nach derbäi war: Et waren och Leit vun der CNPD derbäi, vum SMILE, vun der Stad Lëtzebuerg, vum SIGI, an och de Commissaire à la protection des données, wou, mengen ech, de Syvicol sech elo kuerzfristeg och nach eng Kéier mat der ganzer Problematik ausenanergesat huet. Mengen Informatiounen no war nach dës Woch oder d'lescht Woch eng Comités-, eng Bureaussëtzung vum Syvicol, wou nach eng Kéier iwwert déi Thematik do geschwat ginn ass.

Fir eis am Ministère ass et natierlech wichteg, d'Gemengen drop opmierksam ze maachen, hinnen och dee Support ze ginn, wéi dat iergendwéi méiglech ass. Mä et ass awer och ganz kloer, dass d'Gemengen, sou wéi och de Stat, fir sech selwer, an och déi privat Betriber, dass jiddweree fir sech selwer responsabel ass, fir dat europäescht Reglement do ëmzesetzen.

Mir kënne vun eiser Säit aus Hëllefstellung leeschten do, wou et gewënscht ass, haaptsächlech och, fir ze informéieren, wat iwwerhaapt verlaangt ginn ass. An den Här Zeimet huet ee Stéchwuert ugeschwat, dat ass dat vun deem berüümten Dateschutzbeoptragten, deen all Entitéit u sech muss hunn.

A fir konkret op d'Fro ze äntwerten: Jo, et ass méiglech, dass e puer Gemengen zesumme sech esou en Dateschutzbeoptragte ginn. An et ass och méiglech, dat extern ze maachen. Dat heescht, et muss also kee sinn, dee selwer op der Gemeng schafft. Déi Fro do ass schonn eng Rei Kéieren och vis-à-vis vun de Leit am Interieur, déi fir dësen Dossier responsabel sinn, gestallt ginn. Do hu se och dës Äntwert kritt, déi ech elo grad ginn hunn. An Dir wësst et och, et ass och nach ee Responsabelen an der CNPD, fir d'Gemengen an deem dote Beräich weider ze informéieren.

Et ass richteg: Et ass eng Erausfuerderung, déi do op eis duerkënnt. Et ass virdru schonn hei ugeschwat ginn. Ech mengen awer, dass et am Interêt ass vu jiddwerengem, dass méi virsiichteg mat den Donnéeë vun deenen eenzelne Leit ëmgaange gëtt. An dofir si mer bereet, dësen Defi zesummen unzegoen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Innenminister. Mir sinn domat um Enn vun eiser Froestonn, déi a Wierklechkeet eng hallef Stonn war.

Mir géifen zu dem nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7137, betreffend d'Autorerechter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet, den honorabelen Här Franz Fayot.

11. 7137 - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, hannert dësem komplexen, technesche Gesetzesprojet verstoppt sech e ganz wichtegen Enjeu. Et geet hei ëm d'Kärinteressie vun de Konschtschafenden - den Auteuren - an ëm eng besser Gestioun vun hire Rechter, dat souwuel an hirem Interessi, dass se kënne vun hirer Aarbecht an hire Kreatioune liewen, mä och am Interessi vun der kultureller Diversitéit an dem kulturelle Räichtum an Europa.

Mat dësem Gesetz maache mer d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2014/26 perfekt. Dës Direktiv hätt schonn am Fong missen den 10. Abrëll 2016 ëmgesat ginn. An doweinst si mer hei a Verzuch a sinn och doweinst vum Europäesche Geriichtshaff ugesicht ginn, wat awer net schlëmm ass, wa mer dat Gesetz elo hei schnell ëmsetzen.

Et gëtt also héich Zäit, dass mer dësen Text hei stëmmen. De Retard an der Ëmsetzung erkläert sech doduerch, dass mer gewaart hunn, bis de franséischen an de belsche Legislateur hir Texter verabschit haten, well, wéi Der wësst, ass dat eis traditionell Inspiratioun am Beräich vun der Propriété intellectuelle. An dofir hu mer och hei dës Kéier ofgewaart, bis déi Texter do waren.

D'Direktiv 2014/26 huet zwee Haaptobjektiver: Engersäits wëllt si d'Gouvernance, d'Transparenz an d'Responsabilitéit vun de Verwäertungsgesellschaften, den Organismes de gestion collective, verbesseren, déi eben déi gemeinschaftlech Verwaltung vun de Kënschtler hiren Urheberrechter maachen.

An deene meeschte Fäll ass et jo esou, dass Kënschtler sech vertriede loosse bei der Verwäertung vun hiren Droits d'auteur. Bei eis gëtt et dräi Verwäertungsgesellschaften. Dat ass engersäits d'SACEM am Beräich vun der Musek, d'ALGOA fir d'Filmer a LUXORR fir d'Bicher.

Dësen éischte Volet vum Gesetz betrëfft all d'Urheberrechter, also och déi vun Auteure vu Filmer, Bicher a Musek.

Där Verwäertungsgesellschafte gëtt et der méi wéi 250 a ganz Europa. A si fonctionnéieren op ganz verschidden Aart a Weisen, mol besser, mol méi schlecht, mä ëmmer streng no net harmoniséierten nationale Regelen. Et ass also esou, dass een an all Land en anere System virfënnt. An dat hënnert natierlech eng gutt an effikass Verwaltung vun Urheberrechter an der Europäescher Unioun a schuet domat am Endeffekt souwuel den Auteure wéi den Utilisateuren.

Dobäi kënnt, dass verschiddener vun deenen Organismen an der Vergaangenheet staark kritiséiert gi si wéinst hirem Mangel un Transparenz an dass et och verschidde Skandaler gi si wéinst hirer finanzieller Gestioun.

Dofir gesäit d'Gesetz a sengem Titre II e komplette Kader vir, deen d'Rechter vun den Urheber definéiert, deen och seet, wéi ee Member gëtt vun engem Organismus, wéi a wouriwwer Decisioune geholl ginn, also wéi d'Gouvernance ausgesäit vun deene Verwäertungsgesellschaften, deen d'Surveillance vun deene Gesellschafte virgesäit an och d'Flichte vun de Gestionnairen.

Och den Ëmgang mat de Revenuen aus de Rechter an hir Distributioun si kloer definéiert, gradesou wéi d'Relatioun mat den Utilisateuren an d'Transparenz vis-à-vis vun den Titulairë vun Urheberrechter, déi elo méi kloer a méi strikt definéiert sinn.

Am véierten Titre vum Gesetz sinn d'Prozeduren am Fall vu Sträitfäll virgesinn, dat heescht, souwuel d'Plainte, d'Méiglechkeet, eng Plainte ze maache bei der Verwäertungsgesellschaft, d'Méiglechkeet, eng Mediatioun ze froen oder eben och eng Geriichtsaffär ze maache beim Tribunal zu Lëtzebuerg.

Mä den Titre IV gesäit och d'Verflichtung vir vun de Verwäertungsgesellschaften, fir en Agrement vum Minister ze hunn a sech och dorunner ze conforméieren.

Här President, wann ee mat deene Responsabele schwätzt vun deene Verwäertungsgesellschaften, da kritt ee gesot, dass dësen éischte Volet u sech keng ganz grouss Retombéeë fir si huet. Et ass haaptsächlech eng Mise en conformité vun hire Statutte par rapport zu den Exigenze vum Gesetz, woufir se dräi Méint hunn à partir vun der Entrée en vigueur vun dësem Gesetz. Mä soss ass et esou, dass ee gesot kritt - an dat ass, mengen ech, eng gutt Nouvelle -, dass jiddweree prett ass, fir dëst Gesetz hei och en vigueur ze setzen a fir dat ze applizéieren, soudass hei am Fong keng grouss Emwälzungen a keng grouss Changementer op déi Akteuren duerkommen.

Den zweete grousse Volet vum Gesetz betrëfft déi multiterritorial Lizenzen. An dëse Volet betrëfft just, an et ass wichteg, fir dat ze ënnersträichen, dee betrëfft just de Museksecteur. Et ass also elo méiglech, eng Lizenz fir méi EU-Länner erauszeginn, zur Bedéngung, dass den Organisme de gestion collective, d'Verwäertungsgesellschaft, dozou déi néideg technesch Capacitéit huet, fir dëst och ze geréieren. Et muss och garantéiert sinn, dass déi néideg Transparenz an d'Präzisioun gi si vis-à-vis vun den Titulairen, wat d'Informatioun iwwert d'Repertoiren ugeet, mä och iwwert d'Facturatioun an d'Versementer un d'Urheber.

Et besteet och d'Méiglechkeet, engem aneren Organismus, zum Beispill engem, mat deem een eng Relatioun huet, e Mandat ze ginn, fir multiterritorial Lizenzen ze verginn. Dat ass och virgesinn. An dat ass och wichteg am Fall vu Lëtzebuerg, well et ass gewosst, dass d'SACEM jo eng Filial ass vun der franséischer SACEM. A si profitéiert vun deem internationale Reseau an och vun der Plattform vun der franséischer SACEM, déi elo schonn eng vun deene gréisste Verwäertungsgesellschaften an der Welt ass an déi e Reseau huet an der ganzer Welt an eng Plattform, iwwert déi och elo scho kënne Repertoiren am Internet zur Verfügung gestallt ginn, wat wichteg ass, fir eben d'Konscht vu Lëtzebuerger Kënschtler och a Reseaue wéi Spotify oder iTunes kënnen disponibel ze maachen, an och op aneren Internetplattformen.

Dëse Gesetzesprojet bréngt also och d'Matière vun der Verwäertung vun den Droit-d'auteuren hei en phase mat der neier digitaliséierter Ekonomie a mécht et méiglech, eben d'Repertoiren hei méi effikass zur Verfügung ze stellen.

Et ass och wichteg ze betounen, dass d'Lëtzebuerger SACEM e Member ass vum Armonia-Hub. Dat ass eng international Plattform, iwwert déi een Accès ka kréien zu Repertoiren, wéi gesot, an déi et eben och da méiglech mécht fir Kënschtler, fir vill méi eng breet Diffusioun weltwäit vun hire Kreatiounen, vun hire Musekstécker ze kréien.

Här President, nach e Wuert zu der parlamentarescher Aarbecht zu dësem Projet. Mir hunn am Hierscht d'lescht Joer an dräi Sitzungen den Avis vum Statsrot vum 4. Juli 2017 duerchgeholl, natierlech och de Gesetzesprojet article par article analyséiert, souwuel wéi déi verschidden Avise vun de Beruffskummeren.

Et waren eng Rei vun Opposition-formellen am Avis vum Statsrot wéinst net korrekter Transpositioun vun der Direktiv, mä och mat e puer Kriticken iwwert d'Prozedur, wat d'Recoursen ugeet an d'Kontroll ex post vun deenen Organismes, vun deene Verwäertungsgesellschaften duerch de Minister. Do waren eng Rei Bedenken ugemellt ginn. Mir hunn déi awer allegueerte kënne léisen, soudass déi Oppositionformellen och konnten opgehuewe ginn.

Et war eng Exceptioun, an doweinst hu mer nach eng Kéier missen en Tour dréie mam Statsrot, an dat war eng Dispositioun am Artikel 13 Paragraf 4, wou d'Kommissioun proposéiert hat, e Minimum vun 10% vun de Revenue vun all Verwäertungsgesellschaft fir déi sougenannt „promotion culturelle" ze reservéieren. Dat ass vum Statsrot wéinst feelerhafter Ëmsetzung mat enger Opposition formelle beluecht ginn. De Statsrot huet gesot, dass d'Direktiv dat net géif hierginn, déi Decisioun och iwwert de Montant, den Niveau vun deene Revenuen, déi der Promotion culturelle virbehale géife ginn, dass dat eng Decisioun wär, eng souverän Decisioun vun de Verwäertungsgesellschaften duerch hir Assemblée générale. An dofir hu mer dat du gestrach.

Et ass awer esou, an ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, dass d'SACEM konfirméiert, dass déi 10% hirer Praxis aus deene vergaangene Joer entspriechen. Dat heescht, dass all Joers ongefëier 125.000 Euro an d'Promotion culturelle ginn, ënner Form vu Produktioun vu CDen, ënner Form vun aneren Aart a Weisen, wéi Lëtzebuerger Museker ënnerstëtzt ginn, Promotioun am Ausland et cetera, soudass dat u sech souwisou scho geschitt.

Et sief och nach erwäänt, dass mer eng Diskussioun haten, wat d'Form ugeet vun de Verwäertungsgesellschaften. Et ass jo esou, dass d'SACEM, an ech mengen, och déi aner hei, Asble sinn zu Lëtzebuerg. Mir hunn eis gefrot ee Moment, ob mer et hei net awer trotzdeem mat enger kommerzieller Aktivitéit ze dinn hätten. Mir hunn awer du schlussendlech decidéiert, d'Fangeren dovun ze loossen, well dat hei e System ass, dee sech bewäert huet, an et och bei eis am Fong nach ni e Problem ginn ass mat deem Modell vu Gesellschaft, nach ni e Skandal do war, et ëmmer ganz seriö geréiert ginn ass, säit et d'SACEM ënnert där Form esou gëtt.

Här President, ofschléissend ass ze hoffen, dass mer mat dësem Gesetz europawäit eng besser a méi effikass Gestioun vun Urheberrechter kréien, duerch e besseren a méi transparente Fonctionnement vun deenen Organisatiounen, déi et den Urheber erlaben, bezuelt ze gi fir d'Notzung vun hire Wierker, déi se selwer net kënne kontrolléieren oder akloen, och am Ausland. Dat am Sënn engersäits vun engem besseren Zougang zu allen europäesche Wierker fir d'Leit, mä och a virun allem am Sënn vun engem bessere Schutz a Rendement vun de Rechter vun de Kënschtler, déi de Garant vun der Kreativitéit an der kultureller Villfalt an Europa sinn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert huet direkt d'Madamm Diane Adehm fir d'CSV.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Europäescher Unioun gëtt et eng 250 Organismen, déi d'Autorerechter an déi dovunner ofgeleete Rechter, déi sougenannten „droits voisins", fir hir Besëtzer geréieren. Si dreiwe ronn 6 Milliarden Euro pro Joer an. Dëst ass en net negligeabele Betrag. An 80% vun dëse 6 Milliarden entfalen op musikalesch Wierker.

Am Kader vun hirer digitaler Strategie fir Europa huet d'Europäesch Kommissioun eng Direktiv erausginn, fir de Fonctionnement vun dësen Organismes de gestion collective vun den Autorerechter an den Droits voisins ze verbesseren.

Des Weidere ginn och online multiterritorial Lizenze fir musikalesch Wierker etabléiert. Et gi Prozeduren opgestallt, fir eventuell Plainten ze behandelen, an et gi Mechanismen agefouert, fir d'Organismes de gestion collective ze kontrolléieren. Zu Lëtzebuerg setze mir dës europäesch Direktiv ëm mam Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmme wäerten.

Zu Lëtzebuerg gëtt et dräi Organismen, déi kollektiv Autorerechter geréieren. Et sinn dëst d'SACEM, d'LUXORR an d'ALGOA. Si sinn déi Haaptbetraffe vun dësem Gesetzesprojet, e Gesetzesprojet, deen net einfach war a bei deem ech dem Rapporteur, dem Här Franz Fayot, wéilt Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Als CSV ass et eis wichteg, dass Lëtzebuerg Virreider ass an digitale Froen. Mir hunn dës Punkten an der Vergaangenheet och ëmmer virugedriwwen, an dëst am Interessi vum Land a vun alle Bedeelegten. Aus dësem Grond wäerte mir och dem Gesetzesprojet vun haut zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. D'Wuert huet direkt den Här André Bauler fir d'DP.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, och ech wëll am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur Franz Fayot villmools Merci soen, dass hien eis dësen Dossier esou detailléiert a pertinent presentéiert huet. Et gëtt nawell dacks esou kniwweleg Projete wéi dësen, déi ganz technesch sinn a wou d'Beamten, déi an d'Kommissioun kommen, den Androck hannerloossen, dass se sech vill mat der Gesetzesvirlag geplot a sech bal de Kapp domadder zerbrach hunn.

Dat hei ass esou e Projet, deen an der Ëffentlechkeet net grad am Fokus vum allgemengen Interesse steet an dach awer ganz relevant ass,

souwuel fir de kulturelle Milieu wéi och am Kontext vun der weiderer Verdéiwung vun der wirtschaftlecher Integratioun vun der Europäescher Unioun.

Bei dësem Gesetzesprojet handelt et sech ëm eng klassesch Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. An der zoustänneger Kommissioun gouf et dann och dozou e grousse Konsens. De Statsrot huet just e puer Objektioune formuléiert, soudass mer de Projet zweemol hu missen nobesseren, fir déi héich Kierperschaft zefriddenzestellen.

Mir liewen haut an enger vun der Digitaliséierung gepräägter Welt. A ville Beräicher ass dat Digitaalt net méi ewechzedenken. Denke mer nëmmen un d'Automobillindustrie, d'Gesondheetswiesen, un d'Finanzwelt mat de FinTech oder un d'Verwaltungswiesen! Ouni PC an Internet wieren d'Kommunikatioun an d'Iwwerdroe vun enger Abberzuel un Daten net méi denkbar.

Et verwonnert och net, dass dat Digitaalt och d'Welt vun der Kultur erreecht huet. Besonnesch am Beräich vu Musek a Gesang ginn zeg Wierker iwwert d'Netz verspreet. De Rapporteur huet dat och virdru betount. De sougenannte Streaming erlaabt et, fir eng Hällewull vu Wierker online ze lauschteren. Den Trend dozou, dass ee Musek éischter léint, also lauschtert ouni se ze besëtzen, huet déi lescht Joren immens zougeholl. Dat weist och d'Zuel vun den Abonnente vun de groussen Ubidder wéi Spotify, Deezer, Apple Music an Amazon Music.

Här President, mir hunn et effektiv mat engem Paradigmewiessel ze dinn. Et ass onméiglech, an dësem Beräich nach wéi fréier an de Kategorië vun nationalen Territoiren ze räsonéieren an ze agéieren. Den traditionelle Modell, op dee sech d'Organismes vun der kollektiver Verwaltung vun Urheber- oder Autorerechter baséiert hunn, op deene se monoterritorial Lizenzen erausginn, dëse Modell ass wierklech net méi de Realitéite vum 21. Jorhonnert an de Konsumgewunnechten, déi d'Musek am Netz erméiglecht, ugepasst. Duerfir d'Noutwendegkeet vu multilaterale Lizenzen, déi déi national Grenzen iwwerschreiden.

An engem groussen europäesche Bannemaart, deen dem Zil vun der wirtschaftlecher Integratioun verflicht ass an duerfir all onnéideg Grenzen ofbaue wëllt, an esou engem Marché ass et jo nëmmen evident, dass mer eng wierksam Notzung vun den Autorerechter an den Droits voisins ustriewen. Hei geet et jo och, wéi am Rapport steet, ëm eng Gläichbehandlung vun den Auteuren am Kader vun der ganzer Europäescher Unioun. An et geet drëm, all Schued ze vermeiden, deen duerch déi ënnerschiddlechst national Regelungen a Gestiounsmodeller fir d'Auteuren entstoe kann.

Verschidden europäesch Organismes de gestion collective krute jo och reprochéiert, dass se net transparent genuch wieren an d'Auteuren hinnen eigentlech och ausgeliwwert wieren.

D'Direktiv, déi mer haut an nationaalt Recht ëmsetzen, huet duerfir am Fong zwee Ziler: eng Harmoniséierung vun de Verflichtungen, un déi sech d'Sociétés de gestion collective am europäesche Bannemaart mussen halen, fir méi Transparenz an deem Beräich, deen déi europäesch Richtlinn ofdeckt, ze garantéieren. Hei zu Lëtzebuerg soll et jo bis dato keng weider Problemer domadder ginn hunn. Et kann ee souguer behaapten, dass eis Akteure bis elo esou fonctionnéiert hunn, dass dat, wat si gemaach hunn, novollzéibar an duerchsiichteg war. Och d'Kontroll vun dësen Organismes de gestion collective huet fir keng Kritik gesuergt.

Bei de Gesellschaften, déi hei zu Lëtzebuerg an dësem Secteur aktiv sinn, handelt et sech - de Franz Fayot huet et gesot - ëm d'SACEM, d'LUXORR an d'ALGOA. Dës mussen am Fong just hir Statutten änneren, fir den neie Verflichtungen, déi d'Direktiv festschreift, Rechnung ze droen. Dës Obligatioune bezéie sech haaptsächlech op eng erweidert Informatiounsflicht an op d'Noutwendegkeet, fir verschidden Informatiounen op enger Homepage ze veröffentlechen.

Et sinn also keng nennenswäert Ännerunge fir dës Gesellschaften, et ass just e bëssen Aarbecht, fir d'Statutten unzepassen. D'Aart a Weis, wéi d'Droit-d'auteuren zu Lëtzebuerg agezunn an un déi betraffe Leit verdeelt ginn, wäert sech duerch dëst Gesetz net änneren.

D'Direktiv passt sech deemno dem Zäitalter vun der Digitaliséierung un. Hautdesdaags ginn zwar erëm méi Vinylplacke verkaaft, mä déi meescht Leit lauschteren hir Liiblingsmusek am léifsten iwwer eng Streaming-Plattform. Well awer an der neier digitaler Welt déi meescht Melomane Musek iwwer Streaming-Plattformen héieren, gëtt mat dëser Direktiv, déi haut mam Vott vun dësem Projet de loi ëmgesat gëtt, den Accès zu deene sougenannte multiterritoriale Lizenze vereinfacht. Dat ass dat zweet Zil.

Bis elo war eng Lizenz jo ëmmer un den Territoire vun engem Land gebonnen. A wann een als Déngschtleeschter a méi Länner aktiv war, hunn déi zoustänneg Sociétés de gestion collective bi- oder multilateral Representatiounsaccorde mat engem missen ofschléissen. Domadder ass dann elo Schluss.

Här President, dëst Gesetz wäert derfir suergen, dass déi ronn 250 Gesellschaften, déi europawäit an dësem Secteur aktiv sinn, ënnert deeneselwechte Bedéngungen d'Droit-d'auteure fir d'Titulairë vun dësen andreiwe kënnen an dass dës vun deeneselwechte Garantien an der ganzer Europäescher Unioun profitéiere kënnen, egal aus wat fir engem Land se kommen. D'Direktiv encouragéiert a vereinfacht jo d'Konzessioun vu multiterritoriale Lizenzen, dëst, fir d'Entwécklung fir Musekservicer am Netz ze förderen. Dës Ustrengung misst zu enger besserer Verbreedung vu musikalesche Wierker bäidroen, andeems och grad d'Rechter vun den Auteure respektéiert ginn.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Och nach eng Kéier dem Rapporteur en häerzleche Merci! An ech ginn dann den Accord vun der Demokratescher Partei.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech maachen et e bësse méi kuerz. Et geet hei an dësem Gesetz also ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. E grousse Merci un de Fränz Fayot, deen am Detail beschriwwen huet, ëm wat et geet: Et geet ëm d'Stäerkung vum Künstler a senge Rechter.

E grousse Merci och un d'Mataarbechter vum Ministère, déi an dëser Matière, déi awer heiansdo e bësse méi holpreg war a Reviremënter mat sech bruecht huet, de Fuedem ni verluer hunn.

An ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Als Nächsten huet d'Wuert: den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och den Accord vun der ADR zu dësem Projet bréngen a mech de Mercien un de Rapporteur uschléissen, mä natierlech och ganz besonnesch un d'Beamten, an do virun allem den Här Kaufhold, dee mat groussem Sachverstand a mat grousser Perspicacitéit eis duerch déi Matière do gefouert huet.

Ech hunn eng eenzeg Kritik, an dat ass, datt mer hei mengen, et wier eng „lex SACEM". Zu Lëtzebuerg gëtt et eng franséisch Gesellschaft, déi hei eng Succursale huet, déi SACEM heescht, mä et gëtt, wéi och schonn ervirgehuewe ginn ass, 250 aner Gesellschaften uechter Europa. A ganz vill Lëtzebuerger Kreateure si bei anere Gesellschafte wéi där Lëtzebuerger. Mir sollten also net esou maachen, wéi wann do e Monopol géif bestoen. Ech selwer hunn déi grouss Éier, däerfe Membre associé ze si vun der Sabam, dem belschen Equivalent, der Droit-d'auteurs-Gesellschaft fir d'Wierker vum Camillo Felgen. An ech denken, et sollt een net esou maachen, wéi wann dat heiten e Gesetz nëmme fir déi Lëtzebuerger Gesellschafte wier. Et gëtt anerer, et gëtt aner Kreateuren an et gëtt aner Verwäertungsgesellschaften.

Ceci étant dit, bréngen ech, wéi gesot, den Accord vun der ADR-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet d'Regierung, den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, Merci, Här President. Ech wäert och ganz kuerz sinn. Ech wëll dem Rapporteur fir säi Rapport e grousse Merci soen. Ech wëll awer och der ganzer zoustänneger Chamberskommissioun Merci soen. Ech weess, dass et net ëmmer einfach war, fir dee Projet do hinzekréien. Et ass e relativ komplexe Sujet, wou et ebe just drëm geet, fir de Funktionement vun den Organismes de gestion collective ze vereinfachen, ze verbesseren am Beräich vun den Droits d'auteurs an den Droits voisins.

Wéi gesot, ech si ganz frou iwwert dat, wat elo erauskomm ass. Ech mengen, dat ass e Kompromiss, mat deem, wéi ech och hei héieren, jiddwereen „ëm den Dësch" ass vläicht e falscht Wuert, mä hei „an de Bänken" ka liewen. Dofir e grousse Merci der Chamber a speziell dem Rapporteur!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir sinn dann um Enn vun eisen Diskussiounen zum Projet 7137 ukomm a mir kéinten iwwert de Projet ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7137 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo, also hu mer Eestëmmegkeet fir de Projet.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da ginn ech dervun aus, dass d'Chamber och d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7136, enger Ofännerung vum Code de la consommation am Beräich vun de Reesen. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Tess Burton.

12. 7136 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi mat der Nummer 7136, deen ech Iech elo hei presentéieren, ass den 12. Mee 2017 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider deposéiert ginn.

An dësem Gesetzestext geet et ëm d'Voyages à forfait an ëm d'Prestations de voyages liées. Éier ech op den Detail vum Projet aginn, wéilt ech Iech gäre kuerz erklären, wat een ënnert deenen zwou Bezeechnunge versteet.

De Voyage à forfait, och Pauschalrees genannt, ass e Package vun enger Rees, wou de Client alles matenee bucht. Zum Beispill bucht de Client mat deem Package eng komplett Rees, dat heescht, den Transport, den Hotel a vläicht nach en Auto oder en Ausfluch. Ënner Prestations de voyages liées, och einfach Matenee-verbonne-Reesleeschtunge genannt, bezeechent ee verschidde Leeschtungen, déi getrennt an noenee gebucht kënne ginn. Zum Beispill kritt de Client, nodeems hien e Fluch gebucht huet, nach eng Propos fir en Hotel gemaach a kann deen dann och nach buchen. Dëse Fall fënnt een oft am Internet, wou, nodeems een e Fluch gebucht huet, zum Beispill eng „Pop-up-Fënster" opgeet an een eng Propos fir en Hotel gemaach kritt.

Komme mer zréck op de Contenu vum Projet de loi. De Gesetzestext gesäit vir, eng EU-Direktiv ëmzesetzen, déi als Zil huet, eng Rei Verbraucherrechter bei Pauschalreesen a Reesleeschtunge festzeleeën. Fir méi präzis ze sinn: Et soll mat dëser Direktiv eng vollstänneg Harmoniséierung vun de Rechter a Flichten, déi bei Kontrakter fir Pauschalreesen a verbonnene Reesleeschtungen entstinn, erreecht ginn, fir esou e gudden an eenheetleche Schutz vum Verbraucher ze garantéieren.

Fir d'Direktiv kënnen an eis Gesetzgebung ze transposéieren, muss dat ganzt Kapitel 5 vum Buch 2, Titel 2 vum Code de la consommation ëmgeschriwwe ginn, wat dann och mat dësem Projet de loi geschitt. Déi nei Regele fir d'Organisatioun vu Pauschalreese betreffen ab elo dann net nëmmen déi klassesch Reesagencen, déi duerch d'Gesetz vum 21. September 2011 eng Autorisatioun kruten, mä dës Ännerunge betreffen elo och all d'Akteuren aus dem Tourismus, déi esou Pauschalreesen zesummestellen an ubidden.

Der Direktiv wéi och dem Projet de loi säin Objektiv ass et, fir de juristesche Kader vun dëse Reesen un d'Entwécklung vum Marché unzepassen. Niewent den traditionelle Vertriebsweeër wéi de klassesche Reesagencen huet sech och den Internet als Mëttel duerchgesat, fir Reesen unzebidden an ze verkafen. Doduerch ass dann och de Besoin entstanen, fir d'Notiounen „forfait" an „prestations de voyages liées", also d'Pauschalreesen an d'verbonne Reesleeschtung, ze definéieren an och d'Flichte vun den Ubidder wéi och d'Rechter vun de Reesenden ze klarifiéieren an ze präzisëieren.

Bon, rechtlech gesi befanne sech näämlech déi grouss Unzuel vun de Kombinatiounen u Reesleeschtungen an enger Grozon oder falen net an den Uwendungsberäich vun der besteeënder Direktiv. De Wonsch vun den europäesche Gesetzesschreiwer war et dofir, de juristesche Schutz vun dëse Reesleeschtungen un d'Entwécklung vun der haiteger Zäit unzepassen, d'Transparenz ze erhéijen an de Reesenden an den Agencë méi Rechtssécherheet ze ginn.

De Konsument profitéiert also elo vu méi Schutz a folgenden dräi Situatiounen: bei enger fäerdeger Pauschalrees, bei Pauschalreesen, déi op Mesure gemaach ginn, also op Basis vum Client senge Wënsch, a bei Reesleeschtungen, déi zousätzlech offréiert ginn.

Déi wichtegst Changementer betreffen also éischtens d'Definitioun vun der Pauschalrees, zweetens d'Aféierung vun der Notioun Prestations de voyages liées, also de Reesleeschtungen, an drëttens d'Präzisiounen zu de Flichte vun de Professionellen an de Rechter vun de Konsumenten.

Déi eenzel Dispositioune vum Gesetzestext sollen dann elo och nach virun der Summervakanz a Kraaft trieden, fir genee ze sinn den 1. Juli 2018.

Här President, den europäesche Gesetzesschreiwer huet hei versicht, e Maximum un Harmonisatioun ze schafen, andeems d'Memberstate verbuede kréien, fir weiderhin Dispositiounen an hirer Gesetzgebung ze hunn, déi sech vun deene vun der Direktiv ënnerscheeden. Esou erhofft ee sech e bessert a méi transparent Fonctionnement vum Marché souwéi awer och méi ee groussen an uniforme Schutz vum Konsument, wat d'Kontrakter tëschent Reesenden a professionellen Ubidder bei Pauschalreesen a verbonnene Reesleeschtungen ugeet.

Dësem Wëlle kënnt Lëtzebuerg natierlech no an esou ass dëse Gesetzestext eng Transposition à la lettre vun der virleiender Direktiv.

Wat de finanziellen Aspekt ugeet, esou muss een eng Personalopstockung virgesinn, fir eng Kontaktstell ze grënnen, un déi sech Reesender an och déi Professionell kënne wenden. Dës Persoun, déi sech dorëm soll këmmeren, ass scho säit dem Februar am Ministère designéiert.

Här President, ech kommen dann elo zum Schluss nach kuerz op den Avis vum Statsrot. Dee krut d'Chamber de 7. November d'lescht Joer zougeschéckt. De Statsrot hat a sengem Avis eng Opposition formelle, déi de Prinzip vun der Legalitéit vun den Incriminatiounen an de Strofe vum Artikel 14 vun der Constitutioun opwerft. Laut dem Statsrot missten déi Infraktioune kloer definéiert sinn. Deem ass déi zoustänneg Chamberskommissioun och nogaangen an huet Ufank des Joers eng Lettre d'amendement formuléiert mat deenen néidege Präzisiounen.

Opgrond vun deenen Amendementer, déi vun der Ekonomieskommissioun ausgeschafft goufen, huet de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 6. Mäerz 2018 déi Opposition formelle dunn och erëm fale gelooss.

Voilà. Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Burton. An d'Wuert huet elo d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, obwuel d'Ouschtervakanz virgëschter eréischt op en Enn gaangen ass, geet et an dësem Gesetzesprojet och ëm Vakanzen, a fir méi präzis ze sinn, ëm d'Forfaits- oder Pauschalreesen.

Dass mir Lëtzebuerger gäre reesen, dat ass bekannt. Ëmmerhi buche méi wéi 80% vun de Leit all Joers eng Vakanz. An domadder si mer Vakanzespëtzereider hei an Europa.

De Reessecteur ass awer e Secteur, dee sech rasant verännert. Haut verreesen d'Leit aneschters wéi fréier, si buchen och aneschters wéi fréier, an d'Offer ass eng aner wéi fréier. D'Agence de voyage ass scho laang net méi déi eenzeg Plaz, wou ee Reese ka buchen. A fir eben deenen neie Gegebenheete Rechnung ze droen an dat Ganzt um europäeschen Niveau ze reglementéieren an ze harmoniséieren, transposéiere mer mat dësem Gesetz integral eng europäesch Direktiv iwwert d'Forfaitsreesen.

Duerfir wëll ech och der honorabeler Rapportrice Tess Burton villmools Merci soe fir hire mëndlechen an och schréftleche Rapport.

Déi nei Regelen, wéi se an der Direktiv virgesi sinn, bezéie sech an Zukunft dann och net méi just op d'Agents de voyages, mä op sämtlech Professionell aus der Tourismusbranche, déi esou Forfaiten, also esou Pauschalreesen, zesummestellen a proposéieren.

An Zukunft gëtt ënnerscheet tëscht Detaillant an Organisateur. Deen, dee finalement an Zukunft haft, ass de Reesorganisateur, also den „tour operator". Dat gëllt dann och fir d'Internetportaler a Saache Reesen, déi mer elo besser reglementéieren, wéi dat bis dato de Fall war. Do ware mer dacks an engem Genre Grozon, wéi dat an der EU-Direktiv heescht.

Alles in allem also eng gutt Saach. Dernieft sollen dann d'Rechter, awer och d'Flichten, déi aus engem Verkaf vun enger Pauschalrees entstinn, EU-wäit harmoniséiert ginn. De Client ka besser vergläichen an d'Consommateure kënne besser an hire Rechter protegéiert ginn.

Mä wéi kënnt elo dee bessere Schutz vum Voyageur zustanen? Aneschters gefrot: Wat ännert konkret? Abee, heirop sinn zwou Äntwerten ze ginn. Éischtens, déi Regelen, déi bis elo just fir d'Agents de voyages gezielt hunn, gëlle vum Juli u fir alleguer déi Professionell aus dem Tourismussecteur, déi Pauschalreesen ubidden. An zweetens, d'Rechter vum Voyageur gi präziséiert, gestäerkt an ausgeweit, virun allem, wéi gesot, am Internet.

Ganz konkret gëtt de Schutz vum Reesenden duerch dräi nei Notioune vergréissert: dem sougenannten „forfait précomposé", deen éischter der traditioneller Katalogrees entsprécht, dem „forfait sur mesure", wat eng Reesform „on demand" ass, an drëttens mat där neier Formule „prestations de voyages liées", wou ee sech seng Reesmoduller am Fong geholl selwer kann zesummebastelen. An deem Fall huet een et mat enger Kombinatioun vu Reesleeschtungen am Kader vun enger eenzeger Rees ze dinn, awer mat méi wéi engem Déngschtleeschter. D'Leit kréie vun elo u ganz kloer gesot, wie fir déi korrekt Ausféierung vun hirer Rees haftbar ass.

E puer Froe si fir eis als CSV awer nach net gekläert a vläicht kann de Minister eis jo dorobber äntwerten. An zwar wéisste mer gären, wéi eng Qualifikatiounen een an Zukunft muss hunn, fir esou Reesen zesummenzestellen an ze proposéieren. Den aktuellen Agent de voyages fält jo ënnert den Droit d'établissement a muss och deementspriechend Qualifikatioune virweisen. Wéi ass dat fir déi aner Leit?

Da feelt eis och méi eng präzis Definitioun vum Detaillant. Am Text vun der Direktiv steet, den Detaillant wär «un professionnel autre que l'organisateur qui vend ou offre la vente de forfaits élaborés par un organisateur». Dat wäert sech jo dann op d'Reesagence bezéien. Wéi gesäit et mat hirer Responsabilitéit aus? Responsabel fir d'Forfaitsreesen ass jo den „tour operator". Mä wéi ass et mat den Agencen? Si si just e Revendeur an hu weider keng Responsabilitéit? Wéisou si mer hei net op de Wee gaange wéi Frankräich an hu fir de Regime vun der Responsabilité solidaire tëscht „tour operator" a Reesagence optéiert?

An da stelle mer eis och, genau wéi d'ULC, Froen zu der praktescher Applikatioun vun der Garantie géint d'Zuelungsonfäegkeet. Well souwuel dës Assurance, déi bis dato obligatoresch war, genee wéi och déi vun der Responsabilité civile professionnelle spécifique, déi fallen ewech. Elo soll eng Garantie des Zomm couvréieren déi raisonnablement virauszegesinn ass. Mir froen eis: Wéi soll dat konkret fonctionnéieren? Wéi soll séchergestallt an och kontrolléiert ginn, dass am Fall vun enger Faillite genuch Suen do sinn, fir déi Avancen, déi scho bezuelt gi sinn, zréckzebezuelen?

Problematesch gëtt et och, wann ee Forfait, dee vun engem „tour operator" aus engem anere Land zesummegestallt gouf an awer vun enger lëtzebuergescher Reesagence verkaaft ginn ass, net esou exekutéiert gëtt, wéi e misst. Hei ass an Zukunft d'Commission luxembourgeoise des litiges de voyages näämlech net méi kompetent. De Konsument muss sech an esou engem Fall un eng aner Instanz am Ausland wenden, wat dee ganze Prozess onnéideg verkomplizéiert.

Och deele mir als CSV déi aner kleng Suerg, déi de Konsumenteschutz mat dësem Gesetz huet, näämlech dass et vläicht kéint méi schwéier ginn, zu sengem Recht ze kommen, wann ee via Internet am Ausland an dacks och nach iwwer verlinkte Websäite seng Rees bucht.

Mir als CSV wäerten d'Transpositioun vun der Direktiv matstëmmen, och wann d'Ëmsetzung eiser Meenung no net optimal ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech och der Madamm Tess Burton en häerzleche Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, deen eis dëse Projet de loi méi no bruecht huet.

Ech wëll awer kuerz vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer Neierungen nach eng Kéier ze beliichten, well déi mer wichteg schéngen. An eis alleguerten als DP-Fraktioun och.

1990, wéi déi éischt Direktiven erauskomm sinn, fir de Schutz vun de Konsumente wierklech unzeleieren, du war dee ganzen Internet praktesch nach an de Kannerschong. A wa mer eng Rees gebucht hunn, da si mer gemittlech an eise Reesbüro, mat deem mer gewinnt waren, reservéiere gaangen an hu gehofft, dass alles géif gutt goen. A meeschtens ass et och gutt gaangen.

Elo huet d'Welt sech terribel geännert. Wann een d'Sondagë kuckt, da sinn et, jee no Sondage, momentan tëschent 57% an 80% vun de Leit an haaptsächlech déi Jonk, déi hir ganz Reesen an hir Flich online reservéieren. A wéi gesot, d'Reesbüroe sinn nach do, mä net méi esou vill.

Dofir ass et extrem wichteg, dass elo hei „de l'ordre dans la boutique" geschaaft gëtt, fir dass mer déi Direktiv, ëm déi et haut geet - an dat ass och déi scho vun 2015 -, an eis national Legislatioun ëmsetzen.

Wa mer Reese bestellen iwwer e Site, dann ass et jo esou, dass een dat kann an engem Land maachen, mä déi sinn och aktiv europawäit a weltwäit. An dofir geet u sech d'Direktiv esou wäit, elo am ganzen europäesche Bannemaart praktesch eng Harmonisatioun vun deem ganze Secteur ze forcéieren. Virdru war et esou, dass déi national Staten awer nach konnten extra Regelen huelen, an dee Moment war trotzdeem eng bestëmmten Insécurité juridique do, well een net genau wousst, jee nodeems a wat fir engem Land ee war, wat een da konnt maachen.

Elo ass et ganz wichteg fir de Konsument, dass e genee weess, wie responsabel ass, wann eng Rees gebucht gëtt, an u wien e sech ka wenden. Bis dato war et esou, all déi vun Iech, déi online funktionéieren - ech loosse mer heiansdo vu menge Kanner hëllefen, well ech dann ëmmer fäerten, ech géif awer nach e Feeler maachen -, wann een zum Beispill e Fluch bucht: Knapps huet een de Fluch gebucht, dann op eemol ginn nei Säiten op an da sinn do Hotellen drop, Voitures de location, e ganze Koup Ausflich. An da geet een, wann een elo net ganz gewiift ass, dervun aus, dass een dee Moment een Interlocuteur op deem Site huet, an en fin de compte huet een der véier. A wann iergendeppes net klappt, dann ass een extrem gehäit, fir dann ze wëssen: Wéi kommen ech dann elo un deen, wann ech e Schued hunn? Oder wann iergendeppes net klappt, fir iwwerhaapt d'Responsabilitéiten ze determinéieren.

Elo ass et esou, dass just deen, an nëmmen deen, deen de Site geréiert, responsabel ass, wa mir de Moment elo eng Rees an och Exkursiounen an Autoen an esou weider online buchen.

Wat d'Reesbüroen ugeet, gëtt et och zwou grouss Ännerungen, déi wichteg sinn. Ech weess net, ob déi éischt de Reesbüroen onbedéngt Spaass mécht. Bis dato hu si alleguerten eng spezifesch Autorisation d'établissement a si haten u sech de Monopol, fir déi Reesen ze organiséieren. Elo ass et esou - ass et Simplification administrative, ech weess et net -, mä jiddefalls ass et esou, dass eng Ännerung kënnt. Do geet et duer, fir eng Autorisation pour activités et services commerciaux ze hunn. Do gëtt dee Moment u sech de Reesbüro gläichgestallt mat den Hotelieren an anere Prestateurs de services, déi an deem Secteur sinn an déi Reesen ubidden.

Bon, wéi gesot, de Monopol ass gebrach. Et muss ee kucken, wéi eis Reesbüroen elo domat eens ginn.

Dat Zweet, an d'Françoise Hetto huet et och schonn extra ënnerstrach: Et muss een och kucken, wéi wäit dat elo eng Vereinfachung gëtt oder eng Erschwéierung fir déi Leit, déi Reese kafen. Wat ass, wann een elo an de Reesbüro geet an et bestellt een eng Rees? Dann huet ee jo normalerweis en internationalen, ee vun deene groussen Touroperateuren hannendrun. A bis dato huet ee sech dann iwwert de Reesbüro beschwéiert. Mä elo muss een direkt un den internationalen Operateur goen. Dat kann elo méi effikass a méi schnell ginn.

Mä et ass awer och esou, well dat weess ech aus der Praxis, ganz oft, jee nodeems, wéi wéineg oder wivill Schued et ass a wivill Soucien an Embêtementer dat fir de Reesende mat sech bréngt, ass dee schonn decouragéiert, fir iwwerhaapt unzefänken, den internationalen Touroperateur do ze belaangen. Et muss een eben elo kucken an der Praxis, wéi wäit dat elo eng Verbesserung ass. Mä jiddefalls ass dat awer de Wëlle vun der europäescher Direktiv, ebe just fir d'Harmonisatioun am ganze Secteur ze bréngen.

D'DP-Fraktioun ka mat deenen Neierunge liewen. Mir droe se mat, an der Hoffnung zwar trotzdeem, dass et e bëssen e Worst-Case-Zeenario ass, dass d'Leit awer alleguerte kënnen hir Reesen organiséieren, ouni gréisser Soucien ze hunn. Well dat hei ass eppes, wat am Prinzip jo gemaach ass, fir wa Saachen net klappen, a fir ze wëssen, u wien ee sech da ka wenden, wéi d'Responsabilitéiten do verdeelt sinn.

Mir hoffen, dass et eng Amelioratioun gëtt, déi Harmonisatioun am ganze Bannemaart, dass jiddwereen a sengem Land besser weess, wat en dierf an net dierf. An dass d'Seriositéit awer virugeet, dass d'Rees ka gemaach ginn, ouni dass déi Neierungen dauernd mussen invoquéiert ginn.

An dofir bréngen ech och mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll Iech elo net alleguerten direkt erëm an d'Vakanz schécken, elo komme Verschiddener eréischt grad erëm. Ech mengen, mat der Ëmsetzung vun...

(Interruption)

Voilà, déi net waren, déi sollen nach e bësse waarde bis nom 1. Juli, well mat der Ëmsetzung vun dësem Gesetzestext, wëll heeschen der europäescher Direktiv, ginn d'Flichte vun den Ubidder eng Kéier méi kloer definéiert an d'Rechter vun de Konsumente gestäerkt.

An duerfir fir d'Éischt emol e grousse Merci un d'Tess Burton fir säin ausféierleche Rapport, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Roy Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech bréngen och den Accord vun der ADR. Ech muss allerdéngs praktesch all Virriedner widderspriechen. Mir hu säit 2004 eng Direktiv, déi de Konsument schützt an allem, wat Forfait ass, sief et ee Forfait préétabli oder sief et e Forfait, deen zesummegesat gëtt. Dat ass net nei.

Wat nei ass, an d'Simone Beissel huet zu Recht drop higewisen, dat sinn déi Internet-Forfaiten, wou Prestations liées gebucht ginn. Ganz besonnesch onrecht gi muss ech dem Françoise Hetto. Wéi déi Direktiv 2004 ëmgesat ginn ass, huet Lëtzebuerg, ënnert dem deemolege Minister Fernand Boden, eng Transpositioun a maxima gemaach. Dat heescht, hien huet effektiv déi Responsabilitéit vum Agent de voyages mam „tour operator", déi Koresponsabilitéit agefouert, wat falsch war. Firwat?

Ma wat ass dee gréisste Risiko? Dee gréisste Risiko ass: Ech buche bei engem „tour operator", ech fléien iergendwouhin an ech bleiwe sëtzen, well dee Faillite mécht a säin Charter net bezilt, an ech kommen net méi heem. Well mat IATA-Billjeeën, mam Linneverkéier, gëtt et dee Risiko net duerch IATA-Regelen. Dee Risiko gëtt et nëmmen iwwert den „tour operator". A vu datt dee jo schonn eng Garantie huet, déi garantéiert, datt d'Leit heembruecht ginn, war et deemools een absolutten Nonsens, fir ze soen: Och de Lëtzebuerger Agent de voyages, deen déi Rees just verkeeft, ass derfir matresponsabel.

Duerfir ass dat heiten ee grousse Fortschrëtt, datt do eng Bürd ewechgeholl gëtt vun engem Revendeur vu fäerdege Forfaite vun „tour operatoren", déi jo scho garantéiert sinn. Et ass also eng extrem intelligent a positiv Neierung, en plus nach déi Saach mam Internet.

An duerfir bréngen ech mat Freed den Accord vun der ADR-Fraktioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn. Ah, d'Madamm Hetto freet d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Jo, wann Dir erlaabt, Här President, ech wéilt awer dem Här Reding äntwerten. Och wann Dir der Meenung sidd, dass dat net richteg ass, wat den Här Boden deemools agefouert huet, da wëll ech just vun Iech wëssen: Firwat ass dann elo Frankräich higaangen an huet haart Negociatioune gefouert, fir ebe just bei sech déi Responsabilité solidaire do tëscht dem Organisateur an der Agence anzeféieren? Also, da musst Der de Fransousen och soen, si hätten näischt verstanen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, d'Fransouse maache vill Topegkeeten, mä mir musse se net alleguerte matmaachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, Merci, Här President. Och ech soen der Madamm Tess Burton e grousse Merci fir hire Rapport. Merci och der Kommissioun fir déi Aarbecht, déi do geleescht ginn ass.

Ech mengen effektiv, dass et esou ass, dass dat heite Gesetz op enger Direktiv vun 2015 baséiert, déi komm ass, well eng Rei Saache sech awer an der Welt geännert hunn, ënner anerem d'Liberaliséierung vum Transportsecteur, déi derzou gefouert huet, dass ganz nei Forme vu Reese vum Secteur entwéckelt gi sinn. Et ass och esou, dass den Usage vum Internet ëmmer méi an de Vierdergrond kënnt an dass de Comportement vum Consommateur, fir eng Rees ze buchen, sech staark geännert huet an der leschter Zäit.

An et geet ebe just drëm, dem Consommateur méi Garantien ze ginn, en ze schütze vis-à-vis vun Organisateure vu Reesen, vu Pauschalreesen, déi eventuell net ganz seriö sinn. Speziell och, well bei organiséierte Pauschalreesen et herno ganz oft schwéier ass fir de Consommateur, wann et zu engem Litige kënnt, erauszefannen, wien dann elo responsabel ass, u wien hie sech muss wenden, wann hien e Problem hutt.

An dofir hu mer dat alles haut an deem heite Gesetz kloer definéiert an och d'Responsabilitéite kloer festgeluecht. Mir hunn zum Beispill gesot: Wann esou e Voyage à forfait, esou eng Pauschalrees, vun engem Organisateur ugebuede gëtt, dann ass et an Zukunft ganz kloer, dass hien, an hien eleng, responsabel ass vis-à-vis vu sengem Client, vum Consommateur, deen déi Rees gebucht huet. An e kann net verweisen op seng Sous-traitanten, déi eventuell e Feeler gemaach hunn. Ech mengen, dat ass ganz wichteg.

Mir hunn och eng Definitioun gemaach vun dem Voyage lié, dee meeschtens geschitt iwwer Internet, wou Clientë sech op deem enge Site e Vol buchen, op deem anere Site en Hotel buchen, op deem nächste Site en Auto lounen. Do ass et natierlech ganz kloer esou, dass all Prestataire responsabel ass fir deen Deel vu Service, deen en dem Client verkaaft huet.

Wat elo d'Aktivitéit vum Agent de voyages ugeet: Déi Aktivitéit gëtt et tel quel net méi. An déi ass remplacéiert ginn duerch eng Autorisatioun fir Activités et services commerciaux, wat

de Sujet besser ëmschreift, wat e méi large ëmschreift, wat en haut jo och ass.

An et ass och esou, an dat ass, mengen ech, am Interêt vum Consommateur, dass deen, deen eng Pauschalrees organiséiert, muss eng Assurance hunn, fir bei enger eventueller Insolvabilitéit opzekommen, fir dass, wann den Organisateur vun enger Pauschalrees sollt insolvabel ginn, dann de Client net am Ree stoe bleift an dass seng Vakanz trotzdeem ka stattfannen.

Voilà. Dat gesot, e kuerze Resumé, wat déi Haaptpunkte sinn, firwat dat Gesetz wierklech am Interêt vun de Leit dobaussen, vun de Consommateuren ass.

An e grousse Merci och der Chamber, fir deen heite Projet ze ënnerstëtzen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7136 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7136 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass mat engem Hechtsprong elo ofgeschloss.

(Interruption)

Huet jiddwereen ofgestëmmt? 59-mol Jo, also Unanimitéit.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7136 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech ginn dann dovun aus, dass d'Chamber och d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7162 iwwert d'Evaluatioun vun den Ëmweltimpakter. An de Rapporteur, den honorabelen Här Henri Kox, ass scho prett. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

13. 7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification:

1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;

2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3° de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Dëse Projet de loi geet iwwert d'Évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification vun direkt véier Gesetzgebungen, näämlech dem Gesetz vum Remembrement vun 1964, wat jo och schonn e puermol modifiéiert ginn ass; dem Gesetz vun 1999 iwwert d'Établissement-classéen; dem Gesetz vun 2004 iwwert d'Protection de la nature an dem Gesetz vun 2008, dat sougenannt Waassergesetz.

Dëse Projet de loi, och nach EIE gemengerhand genannt, ass eng wichteg Ëmweltgesetzgebung, fir direkt am Virfeld vun engem gréissere Projet d'Auswierkungen op de Mënsch, d'Ëmwelt an de Klima ze analyséieren an déi néideg Precautioune virzegesinn.

D'Zil vun dëser Evaluatioun ass, e motivéierte Rapport direkt zesummenzestellen, deen herno och Bestanddeel vun der Autorisatioun vun dem Projet wäert ginn, an dëst natierlech am Respekt vum Mënsch, der Ëmwelt an dem Klima.

Dëst gëllt natierlech fir ëffentlech Projeten, ech kommen herno kuerz dorop zréck, an natierlech fir privat Projeten oder gréisser Investitiounen.

Et ginn, wéi virdru gesot, mat dësem Gesetz och nach véier aner Gesetzer matberücksichtegt. Et ass u sech e Kadergesetz, en Ëmweltkadergesetz, wou bei där Evaluatioun véier parallell Gesetzer gläichzäiteg berücksichtegt ginn. Dat ass nach eng Kéier, wéi gesot, d'Remembrementsgesetz, alles wat d'Agrarflächen ubelaangt; et ass d'Gesetz iwwert d'Établissements classés, wéi scho gesot, d'Auswierkung op d'Natur an natierlech och d'Auswierkung, wann et ëm d'Waasser geet.

Et ass och de Moment ganz an der Aktualitéit. Net méi spéit wéi déi lescht Wochen ass iwwer eng Evaluatioun vun ënnerschiddleche gréissere Betriber schonn an der ëffentlecher Meenung diskutéiert ginn. Et geet an dëser Analys ënner anerem ëm d'Beetebuerger Juggurtsfabrik, ëm d'Steewollfabrik zu Déifferdeng oder och nach de Contournement, zum Beispill, vu Käerjeng, wat och ëmmer mat enger Evaluatioun vun der Ëmwelt einhergeet.

Wat ass den Objet vun dësem Gesetz?

Dat ass éischtens emol eng Ëmsetzung vun enger Direktiv. Déi éischt Direktiv baséiert op der Direktiv 2011/92. Si ass reforméiert, modifiéiert ginn 2014, fir ebe méi kloer, méi exakt, awer och mat engem motivéierte Rapport gläichzäiteg kënnen ëmgesat ze ginn, fir eben ze verhënneren, dass gläichzäiteg parallell ënnerschiddlech oder hannereneen ënnerschiddlech Projete gläichzäiteg nach eng Kéier mussen analyséiert ginn. Sou gëtt versicht an dësem Projet, dat gläichzäiteg ze maachen.

Op wat baséiert dëse Prinzip?

Dëse Prinzip baséiert um Artikel 191 vun der Europäescher Unioun, deen näämlech ganz genau definéiert, dass och den Domän vum Environnement muss analyséiert ginn. An en huet dräi Prinzipien. Den éischte Prinzip ass natierlech de Principe de précaution. Dat heescht, d'Action préventive esou fréi wéi méiglech an engem Projet kënnen ze bedenken oder d'Auswierkungen ze analyséieren. Den zweeten ass eben, Korrektive kënnen duerchzeféieren a schonn un der Source méiglechst ze intervenéieren. An den drëtte Prinzip, dat ass och e wichtegen an der Ëmweltpolitik: Dat ass de Principe du pollueur-payeur. Et sinn déi dräi grouss Prinzipien, déi am Artikel 191 vun der Europäescher Unioun gemaach ginn.

D'Prinzipie sinn also: Esou fréi wéi méiglech, esou präventiv wéi méiglech an nom Verursaacherprinzip soll eng EIE duerchgefouert ginn.

Well et eng Direktiv ass, ass et net nëmmen eng Ëmsetzung hei zu Lëtzebuerg, et ass eng europäesch Harmoniséierung, soudass d'Betriber sech an der europäescher Gesetzgebung selwer mussen harmoniséieren an déiselwecht Kritären uwennen, wéi se an deenen anere Länner vun der Europäescher Unioun ausgefouert sinn.

Et ass awer och eng Ëmsetzung, an et ass och wichteg an dësem Gesetz, dass eng administrativ Simplificatioun mat erabruecht gëtt, näämlech dass mer an engem Gesetzestext direkt véier aner Gesetzer mat erabréngen a mat analyséiere kënnen, soudass et och de Betriber éischtens eng Previsibilitéit gëtt an déi och domadder méi séier a méi schnell zu hirem Resultat kënne kommen an awer och duerch eben de Rapport herno zu där richteger Ausso kënne kommen.

Ech hu scho vum Kadergesetz geschwat, ech wëll dat net nach eng Kéier widderhuelen. Effektiv, duerch déi Simplificatioun gi véier parallell Moossnamen duerchgezunn.

Wichteg ass, dass natierlech no deem Prozess eng motivéiert Konklusioun muss festgehale ginn. Déi Conclusion motivée ass integrale Bestanddeel vun der Autorisatioun herno a muss déi néideg Auswierkungen op d'Ëmwelt, op de Mënsch an op de Klima analyséieren an och festleeën.

Wat gëtt alles gekuckt a wéi eng Beräicher mussen analyséiert ginn?

Dat sinn der relativ vill. Ech wëll se net alleguerten opzielen. Awer et sinn der, déi awer wichteg sinn. Et ass emol fir d'Éischt d'Populatioun, de Mënsch steet als Éischt hei an der Direktiv an och am Gesetz nach eng Kéier erwäänt. Et ass d'Santé, also d'Gesondheet, déi analyséiert gëtt vun de Leit. Et ass d'Biodiversitéit, déi am Ëmfeld vun deene Betriber gekuckt gëtt oder vun enger Strooss. Et ass d'Versigelung vum Terrain. Et ass de Buedem, dee méiglech Auswierkunge kann erleiden. Et ass onst Waasser. Et ass natierlech och d'Loft an och de Klima, déi berücksichtegt musse ginn.

Nei, wat elo hei duerch dës Direktiv an duerch dëst Gesetz mat erakomm ass, sinn dräi Beräicher, déi soss nach net esou analyséiert ginn. Dat ass eben d'Santé humaine, d'Biodiversitéit an de Buedem oder d'Occupation du sol, fir kënnen och déi Beräicher an der Evaluatioun festzehalen.

E weidere Punkt, deen och ëmmer méi wichteg gëtt, dat ass d'Auswierkung op de Klima. Och do ass neierdéngs an deenen Evaluatioune wichteg, wéi et sech mat den Auswierkungen an der Vulnerabilitéit vun de Projeten op d'zukünfteg Entwécklung vum Klima verhält. Dat muss berücksichtegt ginn, an och, wéi eng Moossnamen dann herno am Kader vun der Autorisatioun festgeluecht kënne ginn.

Wéi eng Projete sinn dann elo an der EIE oder ginn duerch d'EIE, duerch dëst Gesetz evaluéiert?

Do gëtt et e Règlement grand-ducal, deen an der Chamberskommissioun och ernimmt ginn ass a gläichzäiteg parallell um Instanzewee dann och aviséiert gouf vum Statsrot. Et si véier Beräicher. Ee Beräich, deen éischte Beräich, dat sinn déi ganz grouss Projeten. Natierlech ass ee Beispill eng Autobunn, eng Erweiderung vun enger Autobunn, eng gréisser Ëmgeeungsstrooss. Dat bedeit, dass déi mussen op hiren Impakt kënnen analyséiert ginn.

Da sinn eng Rei aner Projeten, déi nach derbäikommen, wou dann esou Kategorië sinn. An zum Schluss, ech mengen, sinn et verschidde Kritären, e Seuil an iergendengem Beräich, sief et am Waasser, an der Loft, oder och nach d'Buedemversigelung kann awer mat enger Evaluatioun op deem Beräich ënnersicht ginn. An dofir huet een déi verschidde Kategorien, déi och deementspriechend am Règlement grand-ducal erkläert ginn.

Zwee ganz wichteg Punkte wëll ech awer nach eng Kéier eraussträichen an dësem Projet de loi. Dat sinn international Konventiounen, déi Lëtzebuerg och ënnerschriwwen huet an déi och applikabel sinn. Dat ass engersäits d'Aarhus-Konventioun an zweetens ass et d'Espoo-Konventioun.

Dat Éischt ass d'Aarhus-Konventioun. Wat ass d'Aarhus-Konventioun? Dat ass d'Consultatioun vum Public. Dat ass am Artikel 8 vun dësem Gesetz ganz kloer beschriwwen. An ech denken, dass all Bierger sech deem Gesetz och kann unhuelen a seng Bedenken iwwert d'Auswierkunge vun esou engem Projet op d'Ëmwelt an op hie selwer kann an de Vierdergrond stellen. Et geet drëms, säi Recht op eng propper Ëmwelt, Recht op proppert Waasser, Recht op propper Loft kënnen anzekloen an entspriechend och anzewierken op de Projet.

Zweete wichtege Punkt, deen och méi renforcéiert gëtt, esou steet et emol an der Direktiv an och hei am Gesetz, dat ass eben d'Espoo-Konventioun, déi grenziwwerschreidend Auswierkung vun engem Projet, dat heescht, och vu grenziwwerschreidende Projeten. Ech soen elo d'Beispill Cattenom, wou mer nach net richteg wëssen, ob, wéi gemunkelt gëtt, mer vläicht Awierkung hätten, wann d'Verlängerungen ustinn, fir dann och an dësem Kader Espoo spillen ze loossen, fir dann Auswierkungen op d'Ëmwelt kënnen ze berücksichtegen. Dat ass e Punkt, dee wichteg hei an dësem Kontext ze ernimmen ass. Oder wann aner gréisser Projeten am Beräich vun der Grenz ëmgebaut oder gemaach sinn, sou hunn awer och d'Nopeschlänner d'Recht, kënnen ze intervenéieren.

Vläicht zu den Avisen. Mir haten en éischten Avis vum Statsrot. Dat war de 16. Januar. Do waren eng Rei Opposition-formellen dran, haaptsächlech, ëmmer, oft wéinst der Insécurité juridique. Eppes hu se awer ganz kloer eis gesot: Dat ass, dass mer d'Prozedur Aarhus, dat heescht d'Prozedur fir de Public, méi kloer sollte beschreiwen. Dat hu mer och gemaach. Dat hu mer och no enger Serie vun Amendementer dunn och kënne geneemegt kréien, soudass mer am éischten Avis complémentaire de 6. Mäerz dorop konnten äntwerten. An den 31. Januar hu mer nach eng Kéier missen noschéissen, well mer dëse Projet u sech geduecht hu fir nom Naturschutzgesetz, wat jo de Moment och an der Ausaarbechtung ass, fir deemnächst och hei kënne gestëmmt ze ginn, fir dat spéider wëllen ze maachen. Mä heimadder zéie mer dëst Gesetz och vir, well mer och eng gewëssen Urgence hunn, well mer vis-à-vis vun der Europäescher Kommissioun och d'Direktiv musse schnellstméiglech ëmgesat hunn.

Mir hunn och nach weider dräi aner Avise kritt, eng Kéier vun der Chambre de Commerce den 22. August an e weidere vun der Chambre des Métiers, déi all natierlech, déi eng oder déi aner, d'Längt vun de Prozeduren e bësse wollten a Fro stellen. Ech denken awer, dass mer heimadder och vis-à-vis vun de Betriber déi néideg Schnellegkeet erabréngen. Et ass och nach en Avis vun der Fedil komm, awer och en Avis vum President vun dem Tribunal administratif, fir nach eng Kéier op verschidde Punkten hinzeweisen.

De Projet gouf den 3. August 2017 deposéiert. Ech kommen dann eben zu den eenzelnen Daten nach. Ech hu virdru schonn déi eenzel Avisen, déi komm sinn, gesot. Ech selwer gouf den 18. Oktober 2017 als Rapporteur zu dësem Gesetz bestëmmt. Mir hate véier Chamberssëtzungen. An de Rapport gouf an der Sëtzung vum 28. Mäerz 2018 unanime ugeholl.

Leider, ier ech dann zum Ofschloss wëll kommen an och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun wëll heimadder bréngen, ass mir bei der Relektür vun dem ganze Projet oder vu mengem Projet de rapport opgefall, dass sech awer kleng Onpräzisiounen erageschlach hunn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An déi wëll ech dann heimadder och nach eng Kéier ernimmen, well et effektiv ëm Buschtawen an Zuele gaangen ass, déi urspréinglech als Zuel do waren an duerno awer als Buschtaf hu missen an d'Gesetz erakommen.

An dofir erlaben ech mer, Madamm Presidentin, lech déi virzeliesen.

Et ass eng Kéier am Artikel 2, do hate mer am éischte Paragraf „Paragraf 2" geschriwwen. Et misst awer „Paragraf 3" sinn. An dem Artikel 4 verweise mer am éischte Paragraf op de Punkt 2 an 3. Well mer awer op Buschtawen eriwwergaange sinn, misst et B an C sinn. Dat widderhëlt sech leider natierlech och am Artikel 5. Am Paragraf 2 hätte mer de Point A misse schreiwen amplaz e Point 1. An datselwecht trëfft zou fir den Artikel 5 Paragraf 3, wou mer och Punkt 2 an 3 geschriwwen hunn amplaz Point B an C.

An dann e leschte Korrektiv. Ebe mat dem Hin an Hier, wat mer haten: fir d'Éischt d'Naturschutzgesetz oder d'EIE?, hate mer fir d'Éischt op dat aalt oder dat neit Naturschutzgesetz scho verwisen. Mir mussen awer an dësem Gesetz op dat aalt Naturschutzgesetz verweisen. An dofir kënnt e Korrektiv nach derbäi am Artikel 32, wou mer dann op d'Artikele 6 an 9 verweise vum Naturschutzgesetz, an net urspréinglech 8 an 11, wéi elo dosteet. Ech entschëllege mech fir déi kleng Korrekturen an hoffen, dass dat och deementspriechend kann duerchgoen.

Dofir soen ech Merci fir d'Nolauschteren an ech gi selbstverständlech fir dëst ganz wichtegt Gesetz den Accord vun der grénger Partei nach eng Kéier. Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Spannung net ze grouss ze maachen, géif ech direkt emol scho virausschécken, datt mer dëse Projet wäerte matstëmmen, well an dësem Text jo och zesummegefouert gëtt, wat zesumme gehéiert, an eng Rei vu positive Schrëtt dra virgesi sinn.

En Text, en neien Text ass allerdéngs nach keng administrativ Vereinfachung eleng! A mir sinn och awer skeptesch, datt mer eleng mat dësem Text eng administrativ Vereinfachung wäerten erreechen. A mat där Skepsis si mer och net ganz eleng. Déi Skepsis, déi liest een och aus deenen Avisen, déi den Här Rapporteur schonn zitéiert huet, awer zum Deel eraus. Och do schénge se net esou wierklech drun ze gleewen, datt eleng mat dësem Text et elo zu enger administrativer Vereinfachung géif kommen, datt d'Prozedur onbedéngt méi séier géif virugoen, well d'Prozedur natierlech awer och stramm Delaien oder laang Delaie virgesäit. Eleng fir eng éischt Analys ze maachen, gëtt sech de Ministère schonn emol 90 Deeg Zäit. Dat ass net wéineg an enger éischter Etapp.

Den Text soll och d'Méiglechkeet ginn, och dorop ass higewise ginn, fir kënnen op aner Evaluatiounen, Impaktevaluatiounen zréckzegräifen. Dat fanne mer u sech eng gutt Saach, fir datt net zweemol muss gekuckt an evaluéiert ginn, datt een u sech op Resultater aus aneren Etüde kann zréckgräifen.

Mä och hei bleift eng gewësse Skepsis bestoen. D'Handwierkerchamber weist dorop hin a seet, datt déi Dispositioun awer en zimleche Caractère vague hätt, esou wéi se formuléiert ass. A se stellt natierlech dann hannendrun déi Fro: Wéi wäert dat herno applizéiert ginn an der Praxis?

Dat ass u sech jo och ëmmer déi spannend Fro. Mir kënnen Texter schreiwen, déi gutt kléngen, mä wéi se herno applizéiert ginn, dat ass u sech dat Entscheedend.

Kloerheet, wou dës Evaluatioun erfuerdert ass herno oder vläicht net, déi soll sech jo méi erginn aus deene Reglementer, déi dann nach ze huele sinn. Et ass ëmmer méi flott, wann een déi Reglementer kennt, déi herno wäerten en vigueur trieden. Den Här Statssekretär huet eis awer d'Garantie ginn, datt u sech do net wäert vill un den Dispositiounen ännere par rapport zum Zoustand vun haut. Da gi mer dervun aus, datt et esou wäert sinn.

Iwwer wat een awer dacks an deem Text hei fält, dat ass déi Formule „cas par cas". Déi kënnt relativ dacks erëm. An och do ass et natierlech dann eng Saach vu Vertrauen, wien dee Cas par cas herno kuckt, wien deen herno wéi interpretéiert. An dat suergt da vläicht fir dat net grad grousst Vertrauen, wat och déi verschidde Leit hunn, déi dësen Text analyséiert bezéiungsweis aviséiert hunn.

Interessant wär et natierlech ze kucken, wéi sech dat hei géif auswierken op e Fallbeispill. Do kann een elo zum Beispill drun denken, wann ee gréissere Betrib wéilt eng Juggurtsfabrik hei am Land implantéieren, wat dat da géif bedeiten. Géif dat da méi séier goen? Géife mer da méi eng kohärent Approche hikréien? Wär et da schonn elo kloer, ob déi kéint implantéiert ginn oder net, wann déi ganz Evaluatioune vun de betraffenen Terraine gemaach wieren, oder net?

An da wär vläicht net esou vill Onstëmmegkeet innerhalb vun enger Regierung, ob dann elo dee Betrib soll sech kënnen implantéieren oder ob e sech net kéint implantéieren, wa mer am Virfeld dat scho genau gekuckt hätten, ob dat do op där Plaz méiglech a sënnvoll wär.

Dëst ass jo och net déi eenzeg Prozedur, déi esou e Betrib misst duerchlafen. Et ass u sech eng Prozedur an der Prozedur. Mir hu punktuell Modifikatiounen, déi vu PAGe musse gemaach ginn, PAPen, déi musse gemaach ginn, an de PAPen och SUPen, Ëmweltpréiwungen, déi musse gemaach ginn. Dann hu mer de Kommodo-Inkommodo, dee leeft, a weider Autorisatiounen, déi spéiderhin nach musse kommen.

Et gëtt eng Interaktioun vu Prozeduren. Hei schwätze mer vun enger Vereinfachung vun enger Prozedur. Mä eis ass et awer och wichteg, déi Interaktioun vun de Prozeduren net aus den Aen ze verléieren. A wa mer vun enger Vereinfachung vu Prozedure schwätzen, dann ass et eis wichteg, datt mer dat ganzheetlech kucken, all Prozedure kucken, all Prozeduren openeen ofstëmmen, an och an deem Sënn Vereinfachung net eng no där anerer, no enger gewëssener Salamitaktik, woubäi mer herno da kee Konzept wäerten hikréien.

An an deem Sënn si mer natierlech als CSV-Fraktioun elo immens gespaant op de Frontalugréff vum Max Hahn an e puer Minutten, well mir gi jo emol dovunner aus. Den „Frontalugréff" war d'Qualifikatioun vum elo Éierendeputéierte Claude Adam op d'Kritik vun de Liberalen un der grénger Regierungspolitik. Do ass geschwat gi vun „bürokrateschen Hürden", déi géifen opgebaut ginn am Land vun deene Gréngen. Vun engem „Reglementéierungswahn" ass geschwat ginn.

Duerfir gi mer elo ganz gespaant an déi nächst Etapp vun dëser Diskussioun, well da wäerte mer jo vun dem Spriecher vun deene Liberalen erklärt kréien, wat un dëser Politik falsch wär a wat hei de Reglementéierungswahn an dësem Gesetz 7162 wäert sinn, fir datt mer déi Kritik och besser kënnen novollzéien, déi vun der liberaler Säit un der grénger Regierungspolitik gemaach gouf.

Well de Mënsch - well de Mënsch! - ass der DP, Här Statssekretär, méi wichteg wéi d'Fliedermaus! Ech denken, Dir hutt dat och matkritt. Ech kann Iech versécheren: Mir hunn iwwerhaapt näischt géint Fliedermais. Neen, mir si souguer der Meenung, datt d'Fliedermais e Recht hunn op hire Liewensraum, esou wéi mir Mënschen och.

Mä natierlech ass et och esou, mir kënnen alles evaluéieren, mä mir brauchen och nach Plaz, fir kënnen ze evoluéieren. An och dat sollte mer net aus den Ae verléieren.

Mir maachen dat awer net gären, Här Statssekretär, op d'Käschte vun de Fliedermais oder vun aneren Déieren, déi an deem Zesummenhang genannt goufen, well mer och hei eng integral Approche virzéien, eng ganzheetlech Approche virzéien a wëssen, datt deen een nëmme mat deem anere kann, an net nëmmen op d'Käschte vun deem aneren.

Mä ech denken, datt den Här Hahn eis dat herno nach wäert erklären an datt mer dat wahrscheinlech falsch interpretéiert, falsch verstanen hunn an datt an der Regierung gréisser Harmonie an dëser Politik wäert weider herrschen, op d'mannst nach e puer Wochen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir sidd e Witzbold!

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Madamm Loschetter, wëllt Der mer eng Fro stellen?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Zeimet, wäert Der esou gentil, lech un d'Parlament ze wennen?

Oder wëllt Der d'Madamm Loschetter eppes froen? Ech hunn eppes Hallwes héieren, awer nëmmen eppes Geflüstertes.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Neen, mä, Madamm Presidentin, d'Madamm Loschetter huet en Zwëscheruff gemaach. An do hunn ech mech gefrot, ob d'Madamm Loschetter wéilt…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ech géif vläicht virufueren an dann en temps opportun kënnt Der jo… Fuert elo emol virun, wann Der wëllt!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Eis ass et wichteg, datt mer d'Prozedure wéi gesot openeen ofstëmmen. Dat maache mer net zur Genüge. Dir kënnt eis soen: Dat do ass an der Vergaangenheet vläicht och nach net genuch geschitt. Mä mir sinn der Meenung, datt mer op engem Punkt ukomm sinn, wou mer et musse kloer, wou mer et musse konsequent maachen.

D'Naturschutzgesetz, wat an e puer Wochen dann hei zum Debat steet, wär esou eng Méiglechkeet gewiescht. Déi ass net ergraff ginn. Dat bedauere mer. An duerfir si mer der Meenung, datt esou Efforten an den nächste Joren erëm musse gemaach ginn. Duerfir muss de Wëllen do sinn, fir déi Efforten ze maachen. Mir hunn dee Wëllen. Mir wëllen deen Effort maachen. Dëst ass en zaarte Versuch. Et geet eis awer net duer. Mä mir droen et awer mat, an ech soen dem Rapporteur Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Zeimet. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Merci awer och dem Rapporteur, dem Henri Kox, fir dëse ganz detailléierte schréftlechen a virun allem och mëndleche Rapport.

Dëse Gesetzesprojet ass un éischter Stell eng Upassung un d'Évolutioun vun der EU-Gesetzgebung. 2014 ass eng Richtlinn näämlech a Kraaft getrueden, déi als Zil hat, fir d'Direktiv, vun där jo schonn de Mëtteg e puermol geschwat ginn ass, 2011/92 iwwert d'Préiwung vum Ëmweltimpakt vu bestëmmten éffentlechen oder private Pläng a Projeten, ze iwwerschaffen.

Dës Direktive befanne sech ganz an der Kontinuitéit vun der fréierer Politik. Trotzdeem mussen eng ganz Rei vu Gesetzer adaptéiert ginn, fir se an d'nationaalt Recht ëmzesetzen.

Fir dat ze erklären, ass et vläicht wichteg, e ganz klengen Exkurs an d'Vergaangenheet ze maachen.

Viru ronn zwanzeg Joer huet den Ëmweltschutz an der EU en däitlech méi staarke Stellewäert kritt wéi virdrun, ënner anerem och verbonne mat Strategië fir eng nohalteg Entwécklung, wou déi ekonomesch, ekologesch a sozial Aspekter gläichermoosse musse berücksichtegt ginn.

Besonnesch waren déi skandinavesch Länner staark engagéiert am ekologesche Beräich. A si hunn der EU-Politik jo zum Deel och hire Stempel opgedréckt. Et ass jo och net fir näischt, dass grondleeënd Konventioune wéi Aarhus an Espoo den Numm vu Stied aus deene Regiounen droen. Zanterhier verfollegt d'EU zwee Ziler: e konsequenten Ëmweltschutz, deen an allen EU-Länner deeselwechten héije Stellewäert soll hunn, an eng basisdemokratesch Approche, déi op engem einfachen Zougang zur Informatioun a participativen Decisiounsprozesser berout, wou all Bierger sech ka bedeelegen.

D'Iddi hannendrun, déi war, dass et zur Sensibiliséierung vun de Leit fir Ëmweltfroe géif bäidroen, wa se gutt informéiert wieren a sech kéinte perséinlech engagéieren an och un Decisiounen deelhuelen.

Och dës Approche huet zum Deel der Praxis an eenzelne skandinavesche Länner entsprach. Déi konkret Ëmsetzung vun dëser Politik op EU-Niveau war awer alles aneschters wéi einfach. Déi Erfahrung hu mer hei zu Lëtzebuerg gemaach. Mä mir stinn domadder natierlech net ganz eleng do. Dass d'EU-Direktiv vun 2011 dräi Joer méi spéit iwwerschafft gouf, huet och ënner anerem domat ze dinn, dass sech aus der Komplexitéit vun ënnerschiddlechen Texter, déi eng Form vun Ëmweltpréiwung virgesinn, Inkohärenzen an och e grousse bürokrateschen Opwand erginn hunn.

Déi modifizéiert Direktiv, déi mer mat dem Projet de loi, deen hei virläit, ëmsetzen, probéiert, Inkohärenzen ofzebauen an administrativ Prozeduren ze vereinfachen. Et gëtt domat eng ganz staark Parallell tëschent den Erfahrungen op EU-Niveau an deenen, déi mer zu Lëtzebuerg mat der Ëmsetzung vun deene verschiddenen Direktive gemaach hunn.

Mir hunn ëmmer hannert der Iddi gestanen, dass den Ëmweltschutz misst verstäerkt ginn an dass een am Ufank vun engem Planungsprozess respektiv vun enger Geneemegungsprozedur misst den Ëmweltimpakt préiwen a kucken, fir dës negativ Auswierkungen och esou niddreg wéi méiglech ze halen.

An deene leschten zéng, fofzéng Joer goufen et tatsächlech Verbesserungen an d'Oplage fir Betriber an esou weider sinn och méi héich gi wéi deemools. Gläichzäiteg sinn awer och d'Geneemegungsprozeduren, wéi d'Ausschaffe vu PAGen a PAPen an esou weider, vill méi laang an och méi komplizéiert ginn. E Knackpunkt ass do dernieft d'Participatioun vun de Bierger. Et war vun Ufank u kloer, dass et hei net nëmmen drëms geet, dee gesetzleche Kader ze veränneren, mä dass mer e Mentalitéitswandel géife brauchen, wann dës Gesetzer tatsächlech zu engem verbesserten Ëmweltschutz solle féieren.

Hei an der Chamber hu mer d'Entwécklung um EU-Niveau generell ëmmer begréisst, an dach ware mir ni déi Eischt, fir nei Direktiven an deem Beräich ëmzesetzen, ugefaange bei der Aarhus-Konventioun vun 1998, wou 1999 dat entspriechend Gesetz deposéiert gouf. Obwuel de Statsrot säin Avis am Joer 2000 ginn hat an de Gesetzesprojet relativ schnell hätt kënnen ugeholl ginn, huet et awer bis 2005 gedauert, bis et dunn esou wäit war.

Et war deemools scho kloer, dass d'Konsequenze vun der Ratifikatioun ganz wäitreechend wieren. De Statsrot, deen hat och deemools a sengem Avis drop higewisen, dass d'Approbatioun vun dëser Konventioun grondleeënd Veränneruнge vun eisem nationale Recht an de Beräicher Ëmwelt, Aménagement du territoire an Urbanismus géif no sech zéien. En huet dobäi Wierder gebraucht wéi „spectaculaire" oder „révolutionnaire", fir dass jiddwerengem sollt kloer sinn, wourop mer eis och hei missten astellen. An déi Previsiounen, déi hu sech och tatsächlech bestätegt.

Och de Protokoll zur Konventioun vun Espoo an den zougehéierege Gesetzesprojet iwwert d'Incidences de certains plans et programmes sur l'environnement hu mer eréischt 2008 gestëmmt, obwuel d'Deadline, déi d'EU gesat hat, am Juli 2004 gewiescht wier.

A sengem Avis zu dësem Projet de loi vun 2007 huet de Statsrot drop opmierksam gemaach, dass et entre-temps an enger Rei vu méi spezifesche Gesetzer a Reglementer Prozedure géif ginn, fir dësen Ëmweltimpakt ze moossen, déi awer net ëmmer d'selwecht wieren an duerfir zu vill Konfusioun géife féieren. Souwuel d'Administratioun vum Stat an de Gemenge géifen do riskéieren, Prozedurfeeler ze maachen, genau wéi Privatleit och, déi sech an deem Ganzen net méi géifen erëmfannen.

De Statsrot schreift iwwregens: «Il est à craindre que le projet de loi sous examen, dont le mode d'évaluation environnementale et les procédures de consultation du public viennent s'ajouter au taillis légal, ne complique encore davantage la situation décrite. En effet, il faut déplorer que les auteurs du projet de loi se soient limités à une transcription quasi textuelle des dispositions de la directive sans se soucier des incidences du projet de loi sous examen sur les dispositions légales et réglementaires spéciales, existant à l'heure actuelle déjà en matière d'évaluation environnementale.

Dans une approche légistique idéale, il y aurait avantage à déterminer un mode d'évaluation environnementale et une procédure de consultation du public comme régime de droit commun.»

Dat ass en fait dat, wat mer haut, iwwer zéng Joer méi spéit, mat dësem Gesetz maachen. Mir schafen eng Prozedur fir d'Préiwung vum Ëmweltimpakt, déi allgemeng ugewannt gëtt, a ginn duerno op d'Spezifissitéiten a verschiddenen Domänen an.

D'LSAP begréisst dës Veränneruнgen an hofft, dass d'Ëmweltpréiwungsprozeduren domadder méi transparent a besser uwendbar ginn. D'Zil ass et jo, dass de Maître d'ouvrage esou fréi wéi méiglech weess, wat fir eng Prozedur e maache muss an u wat fir eng Konditiounen dass e sech och hale muss. Mir gesinn dëse Projet de loi als e weidere Schrëtt vun enger Simplification administrative, wéi de Rapporteur et och schonn d'éinescht gesot huet. An d'LSAP gëtt selbstverständlech hiren Accord dozou.

Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Hemmen. An als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Madamm Presidentin, ech wëll direkt am Ufank vu menger Ried dem Laurent Zeimet äntwerten an em soen, dass d'DP ganz zefridde mat deem heite Gesetz ass.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP).*- An dat huet och eng gutt Ursaach. Dat huet eng Ursaach, well dëst Gesetz verbënnt zwou Saachen, déi eis immens wichteg sinn als Partei, an zwar: d'Prozeduren, fir ze bauen, gi méi einfach gehalen an, zweetens, d'Natur an d'Ëmwelt gi weiderhi geschützt.

Jo, dëst Gesetz wäert net nëmme wéi bis elo kucken, wat d'Aflëss vun engem gréissere Bauprojet op d'Awunner, op d'Waasser, op d'Loft, op d'Klima, op de kulturelle Patrimoine sinn, mä et wäert zousätzlech op d'Aflëss vu Bauprojeten op d'Gesondheet vun de Leit, op d'Biodiversitéit, de Buedem an op d'Buedembeschafenheet kucken. Et geet also drëms, dës negativ Aflëss ze evitéieren oder, wann et net anescht méiglech ass, ze kompenséieren.

Madamm Presidentin, d'Lëtzebuerger Ekonomie ass en Erfollegsmodell. Et ass awer leider gewosst, dass jorelaang versäumt ginn ass, d'Infrastrukture vun eisem Land un dee Succès unzepassen. Elo gëllt et, dee Retard esou séier wéi méiglech opzehuelen. An dofir däerfe mir bei groussen Infrastrukturprojeten net duerch laangwiereg Prozeduren onnéideg Zäit verléieren. Dofir begréisse mir, dass d'Évaluation des incidences sur l'environnement, d'EIE, an Zukunft net méi duerch dräi, mä duerch een eenzegt Gesetz geregelt gëtt. Dëst wäert déi ganz Prozedur méi iwwersiichtlech an och méi transparent maachen.

Madamm Presidentin, och d'Delaien, déi an dësem Gesetz festgehale goufen, suerge fir Planungssécherheet, well fir de Stat genausou wéi fir e privaten Investisseur gëllt: „Zäit ass Geld." Wat d'Prozedure méi laang daueren, wat de Projet méi deier gëtt. Begréissenswäert ass och, dass eng Vérification préliminaire decidéiert, ob een iwwerhaapt eng Évaluation des incidences maache muss oder net. Falls dat näämlech net de Fall ass, da kann de Projet vill méi séier realiséiert ginn.

D'Autoritéiten hunn 90 Deeg Zäit, fir ze kucken, ob eng Evaluatioun néideg ass oder net. Bei klenge Projeten, wou et offensichtlech dorobber erausgoe wäert, dass keng Evaluatioun néideg wäert sinn, hoffen ech zumindest, dass ee largement ënnert deene maximalen 90 Deeg wäert leien.

Madamm Presidentin, ech ginn elo net méi op déi eenzel Detailer a vun deenen neie Prozeduren, well dat huet de Rapporteur Henri Kox ausféierlech a sengem schréftlechen awer och a sengem mëndleche Rapport hei gemaach. An dofir géif ech em op dëser Plaz dann och ganz gäre Merci soen.

Madamm Presidentin, d'Vertrieder vun der Industrie froe sech zu Recht an hirem Avis, firwat een d'Enquête publique am Kader vun der EIE an déi am Kader vum Kommodosgesetz net parallell lafe loosse kann, op d'mannst emol, wann de Bauhär dat géif aktiv ufroen. D'DP huet sech ëmmer fir Parallelisme vun de Prozedure staarkgemaach, esou wäit dat ebe méiglech ass.

Wann d'Prozedure kënne parallell lafen, kann een näämlech enorm Zäit gewannen. An deem Kader fannen ech och hir Iddi, eng Aart Schema anzeféieren, fir dass ee sech net an all de Prozedure verléiert, ganz interessant. Dëst géif da weisen, wou déi verschidde Prozeduren

dru wieren an och Interaktioune mat aneren obligatoresche Prozeduren opweisen.

Madamm Presidentin, d'Demokratesch Partei begréisst, dass de Bierger bei där neier Prozedur besser informéiert gëtt an och d'Méiglechkeet huet, op geplangte grouss Projeten ze reagéieren. Wéi gesot, mir fannen et gutt, dass de Bierger an och Interessensorganisatioune kënnen hir Suerge mat afléisse loossen. Mir mussen awer Uecht ginn, dass den NIMBY-Phenomeen net iwwerhand iwwer eng verstänneg Wirtschaftsentwécklung hélt. Beim NIMBY-Effekt geet et dacks ëm aner Ursaache wéi ëm méiglech Émweltverschmotzungen, mä et geet och dacks ëm e prinzipiellen Nee géint eppes Neies.

Dofir soen ech et nach eng Kéier ganz kloer: Mir sinn derfir, dass de Public ka géint e grousse Projet Asproch aleeën. An och wa seng Argumenter fundéiert sinn, sollen a mussen dës och berücksichtegt ginn. Mä et muss een oppassen, dass dat Ganzt net aus dem Rudder leeft. Mir dierfen net an de Fall kommen, dass rar Déieren oder Planzen enzwousch ausgesat ginn, fir do e Projet ze verhënneren oder op déi laang Bänk ze drécken, esou wéi dat am Ausland schonn emol passéiert ass.

D'Politik muss fir déi gesond Balance tëschent enger ekonomescher Entwécklung an dem Ëmweltschutz suergen. Ech hu vollst Vertrauen an déi zoustänneg Autoritéiten, déi sécher eng nuancéiert a gewëssenhaft Decisioun wäerten huelen.

Madamm Presidentin, d'DP begréisst och déi nei Méiglechkeet vun enger grenziwwerschreidender Consultatioun. Och wann dës natierlech d'Prozedur verlängert, ass et awer net vu Muttwëll, och déi Leit ze froen, déi concernéiert sinn, och wa se um Territoire vun engem anere Land wunnen.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Hahn. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Här Kox Merci fir de Rapport. Deen huet eis och orientéiert. Mir sinn net als ADR an der Ëmweltkommissioun vertrueden. An ech muss soen, et war och dowéinst fir eis e bësse schwéier, de Projet ze liesen, well mir hunn ebe just och déi Problemer gehat, déi Dir opgezielt hutt, näämlech datt d'Referenzen am Text net ëmmer déi waren, déi mer gesicht hu mat de Punkten A, B an C. An et ass gutt, datt Der déi legistesch Präzisiounen elo ginn hutt.

D'politesch Analys, déi mir vun deem heiten Text maachen, déi ass vläicht e bësse manner optimistesch, wéi d'Virriedner se gemaach hunn. Mir hunn dat Gefill, datt an dëser Prozedur, wou jo awer och ganz vill wirtschaftlech, sozial Enjeuen eng grouss Roll spillen, d'Gewiicht vum Ëmweltministère nach weider gestäerkt ginn ass. Mir hunn eis och gefrot: Ass dat am Konzept vun der Nohaltegkeet wierklech ëmmer richteg? Well net nëmmen den Ëmweltimpakt vun engem Projet spillt jo eng Roll, mä och ebe seng sozial a wirtschaftlech Dimensiounen.

Et ass vu ville Leit kritiséiert ginn, datt eben net eng kollegial Decisioun hei geholl gëtt, wou och aner Instanze solle mat vertruede ginn. Hei, wéi gesot, ass den Ëmweltministère politesch gestäerkt ginn.

Ech hunn allerdéngs, dat muss ech och zouginn, wéineg Vertrauen an déi Objektivitéit, déi vu verschiddene Virriedner hei ervirgestrach ginn ass an an déi Decisiounen, déi do geholl ginn. Well wéi kann een erklären, datt déi Autorisatioune gi si ginn an deene leschte Jore fir e Footballsterrain an enger Grëngzon, fir en Tramsschapp an enger Grëngzon? An et freet ee sech dann... Pabeier ass gedëlleg, well déi Impact-environnemental-Etüden, déi hätte jo awer och kënnen a missen drop opmierksam maachen, datt an deenen Zonen eben net soll gebaut ginn. Et däerf keng Ausnam gi fir gréng Ministeren oder gréng Projeten.

Et ass kloer fir eis, datt de Stat net däerf fir sech Rechter eraushuelen, déi deen Eenzelnen net soll kréien. A mir hunn e bëssen den Androck, datt dat Gesetz hei Instrumenter gëtt, fir deen Eenzelnen ze dirängelen oder verschidde Projete wëlle méi lues ze maachen oder ze verhënneren.

Et ass als Argument gesot ginn, et wär eng Simplification administrative. Dat kann een argumentéieren - den Här Kox huet dat jo och gemaach -, mä kredibel ass dat eigentlech net. Et schéngt éischter ze sinn, datt et jo bei villen Aspekter kann zu engem Méi un administrativem Opwand féieren.

Ee Virriedner hat gesot, datt relativ oft eng Etüd cas par cas am Gesetz virgesinn ass, wat dem Pouvoir exécutif natierlech eng ganz grouss Latitüd gëtt. Den Detail vum Projet erféiert een och heiansdo, wou gesot gëtt, wat alles muss per Internet publizéiert ginn. Dat ass ganz, ganz komplizéiert. An heiansdo sinn am Detail an de Prozedure Saache virgeschriwwen, déi vläicht och net hir Plaz an engem legislativen Text hunn. A virun allem: Déi Fro vun den Delaien ass substanziell. Well esou vill Méiglechkeeten... Éischtens sinn d'Delaien, déi virgesi sinn, souwisou scho laang. An doriwwer eraus existéieren esou vill Méiglechkeeten, fir se nach ze verlängeren.

Bei grenziwwerschreidende Projeten ass dat natierlech nach méi staark. A Lëtzebuerg, méi wéi aner Länner, ass natierlech och mat där Perspektiv konfrontéiert, fir Nopeschlänner matzeconsultéieren oder mat an engem Projet ze implizéieren, well mer nun eemol méi kleng si wéi anerer.

Et wonnert eis och net nëmmen, datt d'DP, wéi den Här Zeimet et mat Recht ënnerstrach huet, hei dee Projet matdréit, mä och eng Partei, déi am Ableck de Wirtschaftsminister stellt, hätt u sech kënnen an eiser Erwaardung méi staark insistéieren op eng kollegial Decisioun an net eleng dem Ëmweltministère hei awer ganz grouss Pouvoire ginn, well, wéi gesot, wirtschaftlech Aspekter spille bei all deenen Decisiounen, déi hei solle geholl ginn, och eng grouss Roll. Et ass net nëmmen den Impact environnemental, deen zielt, mä och ebe méi breet Consideratioune vu gesellschaftlechen Interessen.

Une voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir mussen och soen, datt déi Kriticken - den Här Kox huet déi a sengem Rapport ganz séier behandelt -, déi verschidde Chambres professionnelles virbruecht hunn, awer substanziell sinn. Dat ass net ëm Detailer gaangen. Och dat, wat den Tribunal administratif ugeet, dat ware keng Detailer. Dat waren zum Deel ganz substanziell Froen.

A wann d'Chambre de Commerce eis hei seet, déi Delaien, déi elo géife kommen, déi wären „incompatibles avec les exigences d'efficacité et de transparence", dann ass dat eng ganz grav Kritik. Well et si jo déi Leit, déi do organiséiert sinn, déi zu engem groussen Deel zu eiser Ekonomie an zu eiser Gesellschaft bäidroen. An dat ass wierklech eng gravéierend Kritik, datt si eben Angscht hunn ëm d'Effikassitéit, d'Transparenz vun eise Prozeduren an datt domadder de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg och kéint a Fro gestallt ginn.

Et ass och d'Sequenz vun de Prozedure kritiséiert ginn, datt ebe mat all deenen Delaien och nach eng Prozedur hannert déi aner kënnt, wat natierlech d'Projete ganz wäit no hanne réckelt. Et ass gesot ginn, d'Prozedure misste méi däitlech sinn an d'Interrelatiounen tëschent de Prozedure misste méi kloer sinn. Ech mengen, dat sinn alles Saachen, iwwert déi hei relativ séier ewechgaange gëtt, mä déi awer esou wichteg sinn an esou substanziell, wann een eist Land och wirtschaftlech wëllt korrekt situéieren, datt dat doten awer hätt missen anescht ugepaakt ginn.

Mir hunn an der Praxis d'Gefor vu ganz laangen Delaie mat dësem Gesetz, eben net vun der Simplification administrative, a vun engem gewëssenen Arbiträr duerch de Cas par cas, deen hei invoquéiert ginn ass, duerch onkloer Grenzen heiansdo an der Beschreiwung vun deem, wat wierklech soll analyséiert ginn, wou et eben och dann d'Méiglechkeet gëtt, déi Portée vun deenen Etüden ëmmer méi wäit auszebreeden, an och eigentlech d'Begréffer, déi iwwerhaapt net méi wierklech numeresch oder iergendwéi erfaassbar sinn.

Wann zum Beispill drasteet, e Projet muss etudiéiert ginn, wat seng Vulnerabilitéit par rapport zum Klimawandel ugeet... jo, theoretesch ass all Projet vulnerabel géintiwwer engem Naturphenomeen. An da muss een awer soen: Wou sinn dann do d'Grenze vun der Evaluatioun? Wat ass nach rational vertrietbar a wat ass et net méi? An heimadder gi mer awer dem Pouvoir exécutif en onheemleche Pouvoir d'appréciation.

Och de Maître d'ouvrage gëtt hei mat enger ganzer Rei vu Chargë konfrontéiert, wat all Projet natierlech méi deier mécht. Wann de Maître d'ouvrage muss d'Fraisë vun der Consultation publique bezuelen, wann de Maître d'ouvrage...

(Interruption)

Dach, dat steet am Gesetz, Här Statssekretär.

Wann de Maître d'ouvrage och muss derfir suergen, datt en d'Résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes ka kréien, dat kann a sengem Virdeel sinn, mä et ass alt erëm eng Kéier e ganz groussen Opwand. An ech mengen, et muss ee wëssen, wann all déi Chargen op en Entrepreneur oder op iergendee geluecht ginn, fir e Stat ass dat net esou schlëmm, mä wann e privaten Investisseur all déi dote Chargë muss erfëllen, da féiert dat net nëmmen zu méi laangen Delaien, mä och zu enger Verdeierung vun all Projet.

An et ass och eppes, wat mer hei jo vill diskutéieren, datt eigentlech ëmmer alles méi deier gëtt an de Stat selwer och eng Verantwortung hätt, fir derzou bäizedroen, fir dee Prozess net nach ze begënschtegen. Dat schéngt awer mat dësem Gesetz net erreechbar ze sinn.

Mir sinn als ADR, fir dat zesummenzefaassen, ganz kloer fir e staarken Ëmweltschutz. Datt mer eis do verstinn! Awer deen Ëmweltschutz, dee muss kënne gemaach gi mat rationale Prozeduren, séiere Prozeduren, séchere Prozedure fir jiddwereen, dee wëllt investéieren oder deen eben e wirtschaftleche Projet huet.

Et soll och esou sinn, datt déi Decisiounen net eleng an der Hand vun engem Ministère - iwwersat an der Hand vun enger Partei! - sinn, mä datt eben eng Regierung méi breet un esou enger Decisioun muss kënnen deelhuelen. Well mir sinn och als ADR an deene Prozeduren an an all deenen Diskussiounen hei ëmmer derfir, datt mer e schlanke Stat hunn an en effikasse Stat.

Ech mengen, de Stat ass en Déngschtleeschter fir d'Ekonomie, fir de Privaten, fir d'Bierger. An an dësem Fall ass et net sécher, datt déi Perspektiv vun der Déngschtleeschtung vum Stat un éischter Plaz steet, mä et ass éischter déi vun der Kontroll a vun dem Gewiicht, vun deem ze vill Stat, wat op d'Schëllere vum Bierger geluecht gëtt.

Mir denken also, datt een déi Kriticken un dësem Gesetz muss vill méi eescht huelen, wéi dat hei elo gemaach gëtt. An dofir wäerte mir et och net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Am Ufank wollt ech emol d'Wuert net huelen, well mer u sech dee Projet de loi begréissen an och gutt fannen an en deementspriechend och wäerte matstëmmen, genausou wéi mer dat och an der Kommissioun gemaach hunn, well mer mengen, datt et zu enger Vereinfachung kënnt am Sënn vum Ëmweltschutz. An et kommen och Verbesserungen derbäi, ënner anerem och, datt iwwert d'Grenze gekuckt gëtt, wann e Projet zu Lëtzebuerg soll implantéiert ginn.

Ech fannen et och e bësse witzeg, wann een d'Avise liest, souwuel vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, déi e bësse Schwieregkeeten hunn domadder, wann d'Leit solle mat agebonne ginn an d'Decisiounen, well se fäerten, datt d'Leit jo ëmmer hir privat Interesse géife verteidegen, wat selbstverständlech d'Industrie an d'Privatwirtschaft net maache bei esou Projeten.

Vläicht hätt ee sech nach kënnen aner Modellen denke vun der Abannung vun de Leit. Ech mengen, dat ass prinzipiell och nach eng Fro, déi ee misst diskutéieren. Ech weess awer net, ob dat an deem Kader do de Fall war.

Ech wollt awer och nach eppes soen, well et ass eppes, wat mech e bësse wuermt: déi Saach vum Käschtepunkt. Ech mengen, et ass eng Diskussioun, déi permanent gefouert gëtt. De Virriedner huet gemengt, datt een ëmmer muss oppassen a rationell muss virgoen an esou weider. Well d'Iddi kënnt e bëssen esou duerch oder et gëtt versicht, ëmmer esou... et ass eng falsch Iddi. Déi gëtt ëmmer esou kommunizéiert, wéi wann d'Interesse vun der Ëmwelt oder vun der Natur Géigepol wieren zu den Interesse vun dem sozialen a wirtschaftleche Wuelstand vun de Mënschen. An dat ass awer net de Fall!

Do kéint een immens vill Beispiller huelen. An ech huelen einfach esou e Beispill, wat mer einfach esou afält: d'Flantermais zum Beispill. Dat fält mer elo grad an, ech weess net, firwat.

(Interruption)

D'Flantermais sinn ekonomesch immens viabel. Do gëtt et souguer Etüden, déi gemaach gi sinn. D'Flantermais sinn en natierleche biologesche Pestizid, deen immens effikass ass. An den USA hu se Etüde gemaach zum Beispill, datt et do Larve gi beim Mais, an déi Flantermais, déi kommen déi Larven iessen. An dofir brauch een da keng Pestiziden anzeféieren. A si hunn och festgestallt, datt een Honnerte vu Millioune vun Dollare ka spueren an der Landwirtschaft duerch den natierlechen Asaz vun deem natierleche Pestizid, deen eng Flantermaus ass.

Déi ganz Perversitéit vun der wirtschaftlecher Logik, an där mer sinn, dat ass, datt mer Mesuren huelen, Pestiziden och benotzen, déi duerno negativ Effekter op natierlech Pestiziden hunn, wéi zum Beispill d'Flantermais oder Villercher oder nach aner Insekten, déi derzou féieren, datt déi Déiere stierwen an duerno anerersäits dann eben hir Roll net méi als Pestizid kënne spillen. Duerno gi Pestiziden agefouert, dat heescht, et muss ee se och nach bezuelen. A wéi mer wëssen, huet dat och e Schued fir d'Gesondheet vun de Mënschen. Also mécht et kee Sënn vum Standpunkt hier vun der Gesondheet an och keen ekonomesche Sënn!

An et muss iergendwéi jiddweree kënne bekäppen, datt d'Natur ganz gutt organiséiert ass, ob do iergende Gott derhannert ass oder net. Well ech mengen, déi, déi dru gleewen, déi kënnen dat vläicht och domat verkraaften. Ech mengen zwar net. Mä ech mengen, d'Natur ass ganz gutt organiséiert a si kéint a Wierklechkeet, wann ee se a Rou léisst oder net ze vill drangsaléiert, jiddweree gutt ernären an et kéint jiddwerengem gutt goen. Dat ass e bëssen esou eng Lappalie, mä et stëmmt a Wierklechkeet: Mir liewen e bëssen an enger geckeger Welt.

Dat gesot, wäerte mer dëse Projet de loi matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Wagner. Ech hunn elo keen ageschriwwene Riedner méi. Da géif ech direkt dem Här Statssekretär Camille Gira d'Wuert gi fir seng Prise de position.

Prise de position du Gouvernement

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll als Éischt och dem Rapporteur villmools Merci soe fir seng präzis a kloer Rapporten, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen. Ech wéilt em awer och a senger Fonctioun als President vun der Ëmweltkommissioun villmools Merci soen.

En huet et gesot: Mir waren e bëssen hin- an hiergerass, ob mer dat heite Gesetz sollte virhuelen an dann duerno d'Naturschutzgesetz oder ëmgedréit. Nodeem d'Naturschutzgesetz awer e bësse méi laang Zäit gebraucht huet, hu mer ëmgesuedelt. An dat hu mer awer alles ganz flexibel hikritt. Dofir e grousse Merci. An dann ass et och verständlech, mengen ech, wann een da vläicht deen een oder anere Renvoi op en Artikel mat engem Buschtaf amplaz mat enger Zuel mécht. Mä ech mengen, dat hu mer elo alles riichtgebéit.

Op jidde Fall wollt ech an deem Merci och all Member vun der Kommissioun, och vun der Oppositioun, aschléissen. Dat huet et eis erlaabt, flexibel kënnen ze reagéieren an dat Gesetz haut kënnen ze stëmmen. A muer scho wäerte mer Bréissel doriwwer informéieren, well mir sinn an Zäitdrock. Ech erklären Iech awer herno, firwat dass mer e bësse spéit u sinn.

Mir adaptéieren, wéi et gesot ginn ass, haut eng vun den eelsten an awer och eng vun de wichtegsten EU-Direktiven am Ëmweltberäich.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Eelst, well no der Vulleschutzdirektiv vun 1979 war déi éischt Impaktstudiendirektiv vun 1985. Du war schonn d'Erkenntnis do, dass, wa mer gréisser Polluanten hätten, et net géif duergoen, méi héich Kamäiner ze maachen, well mer domadder just géifen d'Schadstoffer verdeelen. Dat war déi Zäit, wéi mer praktesch d'Diskussioun iwwert de sauere Reen an d'stierwend Bëscher an Däitschland hanner eis haten. An et ass awer och e ganz gutt Beispill, wéi d'EU-Politik fonctionnéiert, näämlech, wéi de Rapporteur et scho ganz kloer ervirgestrach huet, nom Principe de précaution.

An et geet wierklech hei drëm - an dat schéngt awer net jiddwerengem kloer ginn ze sinn, haaptsächlech dem virleschte Riedner -, matzäit a mat de mannste Käschten derfir ze suergen, erauszefannen, wéi da wierklech d'Incidencë virun allem op de Mënsch an dann och duerno op d'Ëmwelt sinn. Et geet wierklech drëm, fir laangfristeg Schied ze evitéieren. An dat ass an Tëschenzäit awer hoffentlech jiddwerengem kloer ginn. Et gëtt ëmmer, Madamm Presidentin, et gëtt... Här President, pardon! Hei war e fliegender Wechsel.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass guer net schlëmm.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, et gëtt ëmmer méi bëlleg - an där Beispiller kéint ee vill zitéieren -, Präventioun ze maachen, wéi wierklech herno Schied flécken ze goen.

Mä wéi esou oft war Lëtzebuerg bei der Ëmsetzung vun Ëmweltdirektive relativ spéit un. An ech sinn der Vertriederin vun der LSAP extra dankbar, dass se dat ganz kloer an däitlech an am Detail hei virgewisen huet.

An zu wat dass dat ka féieren a wierklech awer konsequente Blocagen, wa mer dat net eescht huelen, dat weist d'Beispill vun der Saarstrooss. Ech kéint Iech elo hei eng hallef Stonn zielen, firwat do Joren, Jorzéngten Autoen hu missen e risegen Ëmwee maachen. Dat war net, well do stur Leit gewunnt hunn, mä dat war, well an der Zäit en Transportminister net wollt hunn, dass déi heiten Direktiv sollt fir d'Stroossen zielen.

Et wier eng Aarbecht, eng Dokteraarbecht fir en ugeeënde Jurist, eng Kéier den Dossier „Saarstrooss" erauszehuelen. Da géife mer feststellen, wat et Lëtzebuerg kascht, wa mer eis Direktiven net korrekt an net séier genuch ëmsetzen.

Mä se war net nëmme spéit ëmgesat ginn, si war och komplizéiert ëmgesat. An dräi verschiddene Gesetzer, an dräi verschiddene Règlement-grand-ducallen huet e Maître d'ouvrage sech missen erëmfannen, fir ze soen: Wat gëllt dann elo fir mech? An dat ass ëmmer kritiséiert ginn - an och dat huet d'Vertriederin vun der LSAP hei gutt zitéiert - vum Statsrot, vun Ëmwelt-ONGen an och vun enger gewëssener Partei, déi déizäit nach an der Oppositioun war.

An ech soen Iech awer, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- ...ech sinn haut wierklech frou an och ganz e bëssen houfreg, an dat erkläert och, dass mer e bësse méi spéit u sinn, dass et eis no 20 Joer Diskussioun... An dann huelen ech den Här Zeimet mam Wuert, an da si mer gespaant, wou dann d'Simplification administrative géif kommen, wann dann éieren déi Partei erëm an d'Regierung kënnt. Dir hutt et a 25 Joer net fäerdegbruecht, déi heiten Direktiv an een Text ze maachen. Komescherweis muss dann e grëngen Ëmweltministère hikommen, fir dat do hinzekréien an déi Simplification administrative hei duerzeleeën.

Duerfir, mengen ech, léisst Är Kritik, wat dat ugeet, mech relativ kal. An duerfir si mer elo esou wäit, dass mer dat endlech hikritt hunn. An dat suergt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir méi Transparenz. Dat ass en Akt vu Simplification administrative. An domadder erfëlle mer och Wuert fir Wuert e weidere Punkt aus dem Koalitiounsaccord, well dat, wat mer haut maachen, dat steet schwaarz op wäiss am Koalitiounsaccord. An dat setze mer haut och esou ëm.

An dann eppes, wat an déiselwecht Richtung fir méi Transparenz, fir méi Kloerheet geet, ass de Prinzip... An op dee wëll ech awer nach eng Kéier hei ganz speziell agoen, och am Kontext vun den aktuelle Fäll, déi esou vill diskutéiert ginn. Dat ass, dass mer d'EIE-Prozedur vun der Kommodosprozedur trennen. Dat war bis elo net de Fall. An dat féiert bei de Gemengen, bei de concernéierte Bierger a Biergerinnen, och an der Press an - ech hunn dat Gefill - och heiansdo bei eenzelnen Deputéierten zu grousser Konfusioun!

(Interruption)

An, Här President, ech kann déi Konfusioun och ganz gutt verstoen, well dat ass de Moment bal net ze verstoen, wou mer dann elo an deem ganze Prozess dru si vun deem Rapport, dee fir d'Éischt muss gemaach ginn iwwert d'Incidencen, an dann awer schonn amgaange sinn, iwwer Konditioune vun enger Autorisatioun ze diskutéieren. Ech ka gutt verstoen, dass do, wéi een op Lëtzebuergesch seet, „eng Al hir Jong net méi erëmfënnt".

An dat weist och, Här President, déi aktuell Diskussioun ëm d'Juggurtsfabrik, ëm d'Steewollfabrik. Ech kéint awer och nach gradesou gutt de Wandpark vun Déifferdeng huelen. Do gëtt sech Suerge gemaach iwwer eng Distanz zu den Awunner an Awunnerinnen. Et ka ganz gutt sinn, dass dee Projet guer näischt gëtt! Dee Projet ass mat véier Wandmille gestart. Et ass elo scho relativ kloer no éischten Etüden, dass et der héchstens dräi ginn. Et kann och sinn, dass et guer keng gëtt!

Weder beim Wandpark Déifferdeng nach an deenen zwee aneren Dossieren hu mer emol nach net all d'Donnéeën um Dësch, wat den Impakt vun deene Projeten op déi eenzel Beräicher wäert sinn. An an der ëffentlecher Diskussioun gëtt awer gemengt - a verschiddene wëllt een dat och vläicht bewosst esou duerstellen -, wéi wa mer schonn an der Autorisatiounsprozedur wieren. Wat definitiv net de Fall ass!

An duerfir ass déi Kritik och vun der CSV, hei géifen et Meenungsverschiddenheeten tëschent dem Ëmweltministère an dem Wirtschaftsministère ginn, iwwerhaapt net ubruecht! Et huet nach keen aus dem Ëmweltministère gesot, déi Betriber do kéinten an däerften net autoriséiert ginn! Mä et ass dach awer d'Roll vun engem Ëmweltministère, hei op eng Rei Problemer opmierksam ze maachen. Ech kommen herno nach dozou.

An Zukunft ass dat kloer getrennt! An Zukunft mécht de Promoteur seng Impaktstudie fäerdeg. Do mussen, wann et méiglech ass, och alternativ Standuerter oder Techniken analyséiert ginn. Dee Rapport geet da mat den Avise vun alle concernéierten Instanzen, an do gehéiere selbstverständlech och d'Gemengen derzou, eng éischte Kéier an d'Consultation publique. An duerno, mat de Kriticke vun de Gemengen, vun de Leit, hëlt den Ëmweltministère seng Konklusiounen an engem sougenanntenen nei agefouerten Avis motivé.

An dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da fänkt eréischt an Zukunft d'Autorisatiounsprozedur un. Mä dann hu mer net bei engem Wandpark zum Beispill zéng Méiglechkeeten, wou d'Wandmille stinn, mä dann hëlt de Promoteur eng Decisioun an e seet: „Ech maachen der elo keng véier, mä ech maachen der dräi. Deen Typ vun Anlag. An déi Anlage kommen duer an duer stoen." An da weess jiddwereen, ëm wat et schlussendlech geet. An da kënne selbstverständlech am Kader vun der klassescher Kommodosprozedur d'Gemengen an de Public nach eng Kéier hiren Avis ofginn.

Dir hutt recht, dat kléngt a priori vläicht wéi e bësse méi Verkomplizéierung. Et wäert awer an der Praxis an eisen Aen zu vill méi Kloerheet an domat manner Diskussioune wéi de Moment féieren. An dat ass am Interessi vu jiddwerengem, an och vun de Promoteure vun deene Projeten.

An trotzdeem, an do gi mer op déi Kritik an, déi hei erwäänt ginn ass vun der Chambre de Commerce. Mir hunn e Règlement grand-ducal, deen um Kommodosgesetz hänkt. Wann e Promoteur awer wëllt, an en insistéiert, dass déi zwou Consultatiounsprozedure parallell solle sinn, da kann en dat maachen. Ech géif et awer ofroden, wann net kloer ass, dass nëmmen ee Standuert an eng Technik a Fro kënnt. Soss riskéiert e bei engem Recours virum Tribunal mat der Aarhus-Konventioun, sech e Been ze briechen.

Här President, zu där Transparenz wäert awer och bäidroen, dass mer en extraen Internetsite wäerten ariichten, wou all Mënsch zu all Moment sämtlech Dokumenter vun all deenen dach komplizéierte Projete kann ukucken.

Dann hu mer awer nach eng aner wichteg Ännerung gemaach, déi bis elo nach net erwäänt ginn ass, déi et och derwäert ass. An zwar, an och dat, mengen ech, suergt fir Konfusioun, bis elo war d'Ëmweltverwaltung d'Autorité compétente. Ech hunn dat ëmmer komesch fonnt, dass eng Verwaltung Verwaltungen aus eisem Haus, mä souguer doriwwer eraus Verwaltungen aus anere Ministèren an de Gemenge Bréiwer schreift a seet: „Wat haalt Der vun deem Projet hei?"

Ech fannen dat net normal, dass eng Verwaltung dat mécht, a scho guer net normal fannen ech dat, wann et dann och nach ëm eng Consultatioun iwwert d'Grenzen eraus geet. Déi gëtt et näämlech och schonn haut. Et ass dach net normal, dass eng Lëtzebuerger Verwaltung ech weess net wiem a Frankräich oder an der Belsch e Bréif schreift a seet: „Mir sinn hei d'Autorité compétente fir eng EIE zu Lëtzebuerg. Wat haalt Dir dovun?"

Mir huelen dat op de Ministère. Dat ass vill méi normal, dass e Ministère seng eege Verwaltungen alleguerten uschreift, aner Verwaltungen, aner Ministèren uschreift, aner kompetent Autoritéiten an Nopeschlänner uschreift an net, dass dat bei enger vun eise Verwaltunge läit. Dat wäerte mer och esou maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Lëtzebuerg falen effektiv net vill Projeten ënnert d'Impaktstudiegesetz. Ech wëll dat och nach eng Kéier kloer an däitlech soen a präziséieren. 2015 an 2016 zesummegeholl waren et eng knapp Dosen. Dat sinn de Moment virun allem Wandparken. Dat kann déi eng oder aner gréisser Kläranlag sinn. An am Transportberäich ass et den Ausbau vun Zuch strecken an dann e gréissere Contournement, wéi dee vu Käerjeng.

Mä all déi Projeten, do si mer eis jo awer eens, hunn oder kënnen zumindest eventuell e ganz groussen Impakt op d'Liewensqualitéit vun deene Mënschen hunn, déi an der Géigend wunnen, op eis natierlech Ressourcen an awer och op eis international Engagementer am Klima- an am Ëmweltberäich.

A wann esou Projeten an engem Raum stattfannen, wou déi Belaaschtung scho grouss ass, da geet et eben net nëmmen duer, d'Emissiounen ze kucken, mä och d'Immissioune musse mer kucken. An dat heescht: Wat kënnt insgesamt vu Kaméidi bei de Leit un? Hale mer d'Grenzwäerter vun de Stéckoxiden an den Uertschaften nach an?

An, fir bei deenen aktuellen Dossieren ze bleiwen: Wann eng Juggurtsfabrik esou vill Waasser verbraucht wéi d'Stad Diddeleng, dann ass et dach net nëmmen d'Recht, mä d'Flicht vun där betraffener Gemeng, am Kader vun der Prozedur dorop hinzeweisen an dat ze thematiséieren.

A wann, Här President, eng Steewollfabrik riskéiert, sämtlech Reserve vu Schwefeldioxidemissiounen, déi Lëtzebuerg nach zegutt huet am europäesche Kontext, opzefriessen, jo vläicht souguer ze depasséieren, dann ass et dach net nëmmen d'Recht, mä d'Flicht vum Ëmweltministère, dorop hinzeweisen, an dat net nëmmen, an dat wëll ech hei betounen, net nëmmen am Interêt vun der Liewensqualitéit vun de Mënschen, mä och am Interêt vun de besteeënde Betriber, well déi eventuell géife riskéieren, iwwerhaapt net méi kënnen auszebauen, wa se selwer och Schwefeldioxid zum Beispill emettéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme scho bal zum Schluss. An der Vergaangenheet ass sech jo virun allem iwwert d'Benefisser vum wirtschaftleche Wuesstum gefreet ginn. A wie freet sech dann net och op Dausende vun Aarbechtsplazen, déi geschaaft ginn, a Steiersuen, déi spruddelen?!

Mat de Käschte vun deem Wuesstum, besonnesch am Ëmweltberäich, an dat ass och hei schonn erwäänt ginn, ass sech net ëmmer genuch beschäftegt ginn. D'Resultat, dat kenne mer: nach 2% vun eise Flëss, déi an engem gudden Zoustand sinn, feelend Kläranlagen, plazeweis schlecht Loftqualitéit, Schwieregkeeten, eis Klimaengagementer anzehalen, Stauen op de Stroossen, Enkpäss bei der Eisebunn.

An dës Regierung, mengen ech, huet et fäerdegbruecht, no der Kris dem Land eng vu kengem méi erwaarte wirtschaftlech Entwécklung ze bréngen. Mä dës Regierung beschäftegt sech awer och mat den negative Konsequenzen an de Käschte vun deem Wuesstum. An endlech mécht se dat och emol am Ëmweltberäich!

Dat gesäit ee beim Ausbau zum Beispill vum Transport, bei der Dynamik, déi mer fäerdegbruecht hu beim Kläranlagebau. Dat gesäit een awer och beim Ausweise vun Naturschutzgebidder. An dat gesäit een och bei all eenzel Impaktstudie, déi mir am Ëmweltministère virgeluecht kréien.

Jo, an der Vergaangenheet huet ee vläicht d'Stëmm vun engem Ëmweltministère bei esou gewaltegen Investissementsprojeten net héieren. Dat ass awer net eise Problem. Dat ass dann éischter de Problem vun deenen, déi virdrun dat Amt innehaten.

A wa mer vun enger kollegialer Decisioun an Decisioune schwätzen, jo, da war et an der Vergaangenheet ëmmer esou, dass nëmmen de Wirtschaftsministère decidéiert huet, wat an deem Land hei geschitt ass!

Mir verstinn dës Regierung als e Kollegium,…

(Interruption par M. Michel Wolter)

…wat insgesamt driwwer diskutéiert…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech ka mech net erënneren, säit ech Politik maachen, dass mir jeemools de Wirtschaftsminister haten.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech mengen, dass et dat Normaalst vun der Welt ass, wann esou gewalteg Investissementer op Lëtzebuerg kommen, dass mer endlech net nëmme frou sinn iwwert déi puer Honnert Aarbechtsplazen an déi eventuell Steiersuen, mä dass mer eis och Gedanke maachen a Regiounen.

(Interruption par la présidence)

An dat hunn, mengen ech, och déi Buergermeeschtere vun Déifferdeng a Suessem gesot, wou d'Belaaschtung fir d'Mënsche scho ganz héich ass. Dann ass et dach derwäert, dass mer eis ganz e bëssen Zäit huelen, fir ze kucken, ob dat do och ëmweltméisseg Sënn mécht oder net.

Dat si mer an aller Rou amgaangen ze maachen. An ech wäert Iech och soen: Wann dann déi ganz komplizéiert Prozedur, déi mer amgaange sinn, Sënn soll maachen, a wann d'Biergerinnen an d'Bierger eis nach sollen eescht huelen, da muss et jo och esou sinn, dass um Enn vun esou enger Prozedur eventuell - eventuell - och en Nee ka sinn!

Zum Beispill, wann et sech erausstellt, dass d'Immissiounsgrenzwäerter net anzehale sinn, obwuel de Betrib vläicht sämtlech Emissiounsgrenzwäerter anhält; zum Beispill wa mer duerch e Betrib eis international Engagementer am Klimaberäich oder bei der Loftqualitéit net méi kënnen anhalen; oder zum Beispill wann e Projet - an do denken ech un Déifferdeng - op enger immens sensibeler Plaz geplangt ass, soudass en op jidde Fall an där geplangter Envergure net ka realiséiert ginn.

Här President, wa vun Ufank un nëmmen d'Optioun Jo a Fro kënnt, da mécht dat Ganzt kee Sënn an da kënne mer eis dee ganzen Opwand spueren, well Opwand ass et. Eng Impaktstudie, an da kommen ech zum Schluss, ass en ergebnisoffene Prozess. Dat ass esou mat deem aktuelle Gesetz an dat gëtt nach vill méi kloer mat deem neie Gesetz, wat mer haut stëmmen.

An duerfir freeën ech mech iwwert déi ganz breet Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Merci villmools!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statssekretär. Den Här Wolter freet Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, Här President, ech froe Parole après ministre, well ech dem Här Gira seng Ried esou wéi eise mandatéierte Spriecher och ka ganz gutt novollzéien. Mä ech mengen, dass e sech an deene leschte fofzéng Minutten e bëssen um Partner geiert huet, wou e sech ze reiwen hat.

D'Diskussioun ass jo net déi, déi hien elo hei gefouert huet, fir ze soen, dass een déi Impaktstudie net soll maachen. D'Diskussioun ass jo net déi, dass aus dräi Gesetzer ee Gesetz gemaach gëtt. Dat ass jo eppes, wat mer begréissen. An duerfir stëmme mer dee Projet de loi och mat.

D'Diskussioun ass déi, dass dës Regierung an deene leschte Méint op Dossieren, déi Dir elo gesot hutt, wéi d'Juggurtsfabrik oder wéi d'Steewollfabrik, mat zwee verschiddene Mënner geschwat huet, an dass op där enger Säit ee Ministère seet: „Hei sinn d'Prozeduren, déi nach musse respektéiert ginn", an en anere Ministère, deen Der selwer ernimmt hutt, dee seet an dee mécht quasi, wéi wann d'Decisioun scho geholl wier, fir dass d'Implantatioun vun deene Betriber do ass.

A wann dëse Projet de loi eppes soll bréngen, näämlech, dass déi eenzel Ministèrë sollen ophalen, de Leit an de Medien eigentlech scho kloerzemaachen, dass Decisioune geholl wieren, déi nach net geholl sinn, an dass Decisiounen dee Moment geholl ginn, wann d'Prozeduren alleguerten ofgeschloss hunn, da war et derwäert, dass mer dëse Projet haut gestëmmt hunn.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech hunn näischt aneres gesot. Ech mengen, et gëtt eng Rolleverdeelung an enger Regierung. De Wirtschaftsminister probéiert, Aarbechtsplazen op Lëtzebuerg ze bréngen. Da komme Betriber, da gëtt et Prozeduren, an da gëtt et en Ëmweltministère, deen dann nun eemol responsabel ass, fir eng Rei Prozeduren hinzemaachen.

A wann awer scho beim éischte Bléck an den Dossier et kloer ass, dass dat do e bësse méi ass wéi e Gaardenhaischen oder eng Schräinerei, dann ass et dach endlech sënnvoll, dass mer an deem Land hei driwwer diskutéieren, wéi mer dann déi zukünfteg Wirtschaftspolitik maachen.

An da gëtt et endlech Zäit, dass mer, wéi ech et gesot hunn, net nëmmen déi positiv Effekter vun neien Aarbechtsplazen a Steiersue gesinn, mä awer och driwwer nodenken: Hu mer da kuerzfristeg 3.500 Fudder Waasser zur Verfügung, fir op ee Coup enger Fabrik ze ginn? Huet dann een…

(Interruption)

1997 ass en Ëmweltministère op Kyoto e Protokoll ënnerschreiwe gaangen an duerno huet kee sech méi Gedanke gemaach, wéi mer dee Protokoll sollen anhalen.

Mir hunn an eiser Presidence eng NEC-Direktiv verhandelt. An do huet Lëtzebuerg, an dat ass eng generell Decisioun vun dëser Regierung, gesot: „Mir wëlle bei Schwefeldioxiden, bei anere Schadstoffer déi an déi Ziler erreechen."

Elo stellt et sech eraus, dass de Risiko besteet, dass mat engem Coup déi ganz Contingenten opgefriess sinn. Dann ass et dach normal, dass eng Ëmweltministesch dorop opmierksam mécht. Dat hu mer iwwregens net an der Press

gemaach. Dat weess de Wirtschaftsminister scho laang. An dat hei ass en „work in progress“. An ech kann Iech haut an och nach muer net soen, wéi dat ausgeet.

Dat ass dach flott, dass mer eis endlech breet Gedanke maachen an net nëmmen d'Aarbechtsplazen an d'Steiersue gesinn. An dat ass en Ënnerscheed par rapport zu deene Regierunge virdrun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wëll dem Här Gira dann nach eng Kéier soen, dass dat, wat en elo gesot huet, eigentlech meng Positioun vu virdru just bekräftegt, näämlech dass dës Regierung mat zwee verschiddene Mënner schwätzt, tëschent dem Environnement, deen eng Rei Prozeduren,…

(Interruptions)

…deen eng Rei vu Prozedure mat Recht beanstant, an engem Wirtschaftsminister, deen dobaussen de Leit gleewen deet, dass d'Decisioune scho geholl si gi fir d'Implantatioun vun de Betriber.

(Interruption)

Dofir kommen ech nach eng Kéier zur Konklusioun, well dat, wat hie seet, an dat, wat den Här Schneider seet, dat ass diametralement opposé gewiescht an deene leschte Méint, dass et wichteg ass, dass mer de Projet de loi haut stëmmen, fir dass mer endgülteg Kloerheet kréien an dass et eriwwer ass, dass Ressortministere sech eigentlech um Kapp vun der Landesplanung an der Ëffentlechkeet matenee streiden.

Une voix.- Jo!

Une autre voix.- Très bien!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A wat fir enger Prozedur si mer?

(Interruption)

Den Här Minister huet awer elo net méi geschwat, den Här Wolter huet elo geschwat.

(Hilarité et brouhaha)

Also „Parole après Monsieur Wolter“ ass net am Reglement virgesinn. Also, ech géif mengen…

(Brouhaha général)

Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, ech begréissen, datt Der wëllt an der Presidentekonferenz eng Kéier iwwert déi Parollen do schwätzen, well virdru ware mer an enger Prozedur, wou mer e bësse wäit gaange sinn. An ech mengen, ech hunn dat Recht, Parole après ministre ze froen. An ech sinn och frou, datt Der mer dat ginn hutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass awer de Statssekretär.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat muss ech Iech zougestoen. Mä ech sinn awer och elo, wou den Här Gira geschwat huet - ech mengen, en huet säi Standpunkt iwwert dëst Gesetz ganz gutt presentéiert -, mä ech sinn awer duerjerneen. An ech wollt e bieden, mer ze hëllefen, eppes besser ze verstoen.

Ech hunn den Androck, datt déi gréng Partei an deene leschte Joren an der Regierung eng Wuesstumspolitik hei matgemaach huet, déi och Klimainzidenzen huet, déi och Standuerter verbraucht huet, déi och eng Rei Ëmweltetüde matgedroen huet, déi awer wahrscheinlech all positiv waren.

An ech hunn den Androck, an ech wär frou, Här Gira, wann Der dozou kéint Stellung huelen, datt Der elo e puer Méint virun de Wahle probéiert, Iech aus enger Verantwortung erauszeschielen, déi Der an deene leschte Jore jo awer matgedroen hutt.

Wat ass dann eigentlech d'Kredibilitéit vun Ärem Standpunkt no fënnef Joer wëller Wuesstumspolitik, no Zoubëtonéieren, wann Der eis elo hei erziele kommt, wéi wichteg dann déi differenzéiert Approche ass tëschent Ministèren? Déi hu mer an deene leschte Joren net gesinn!

Ech soen Iech Merci.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech weess net, ob et am Reglement vun der Chamber virgesinn ass, elo hei Wahlkampf ze maachen, ob dat esou geduecht ass. Mä ech ginn awer gären eng Äntwert, Här President. Ech stinn net hei als Vertrieder vun der grénger Partei, mä als Member vun der groussherzoglecher Regierung.

Une voix.- Aah!

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- An déi Regierung huet fënnef Joer laang eng exzellent Wirtschaftspolitik gemaach, eng exzellent Sozialpolitik…

(Interruption)

…an eng exzellent Ëmweltpolitik.

A mir sinn eis ganz konsequent, Messieurs les Députés!

An ech wëll och drun erënneren, Dir kritt eis eben net mat Schlagwierder a mat Populismus. Ech weess, dass eng Rei Leit eis elo Industriefeindlechkeet virwerfe wéinst eisen Diskussiounen an deenen zwee Projeten.

Ech wëll drun erënneren, dass ech als Vertrieder vum Ëmweltministère am Ufank vun der Legislaturperiod e relativ desagreabelen Owend zu Esch verbruecht hunn.

Dat war en Dossier, Här President, deen hätt eigentlech scho misse virun deene leschte Wahle vum deemolegen delegéierten Ëmweltminister geholl ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Well deen Dossier, dat war ee vun deenen, déi am Tirang louchen. Do war den Delai schonn ofgelaf fir d'Asphaltfabrik. Mä do haten 1.000 Leit ënnerschriwwe géint déi Asphaltfabrik an do huet den delegéierten Ëmweltminister keng Decisioun geholl an huet där nächster Regierung dat iwwerlooss. An ech sinn op Esch gaangen, nodeem mer d'Decisioun geholl haten, nodeem mer den Asprech vun de Leit Rechnung gedroen haten. An ech kréien haut gesot, an ech sinn och do houfreg drop, zu Esch-Lalleng stéing déi ëmweltfrëndlechst Asphaltfabrik a ganz Europa.

Dat ass gréng Wirtschaftspolitik, dat ass gréng Ëmweltpolitik. Ech mengen, domat hunn ech lech geäntwert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mer kënnen iwwert de Projet de loi 7162 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7162 et dispense du second vote constitutionnel

Et sief nach eng Kéier drop higewisen, dass de Rapporteur eis informéiert huet, dass eng Rei vu materielle Feeler dra waren, wouriwwer och de Statsrot schonn informéiert ass, an dass mer dann dee berichtegten Text haut ofstëmmen. Den Här Rapporteur huet am Detail dorop higewisen.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung vum Projet iwwergoen. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57 Jo-Stëmmen, 3 Nee-Stëmmen: Domat ass de Projet de loi 7162 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum leschte Projet vum Ordre du jour vun haut iwwergoen, de Projet de loi 7244 iwwert de Bau vun neie Quaien an der Stater Gare. D'Wuert huet elo d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

14. 7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Ech huelen un, datt et bei dësem Projet de loi e wéineg méi roueg zougeet an datt grousse Konsens wäert bestoen. Et handelt sech ëm en zentralen a substanzielle Projet um Niveau vun der Eisebunnsinfrastruktur a méi speziell ëm d'Finanzéierung vun zwee neie Quaien op der Stater Gare, mat allen Elementer, déi dozou gehéieren.

Et sinn d'Quaie 5 a 6, déi um Terrain vun de fréieren Ateliers nord vun den CFL implantéiert solle ginn. Wéi Dir wësst, sinn dës Ateliere schonn am Joer 2017 ofgerappt ginn. Et ass en Terrain vun den CFL, soudatt dem Bau vun deenen neie Quaien net méi allze vill am Wee ka stoen.

De Montant, dee fir sämtlech Aarbechte gebraucht gëtt, läit bei 171 Milliounen Euro. Generell wäert dëse Projet d'Verbindungen a Richtung Süden an a Richtung Norde massiv verbesseren an d'Capacitéit vun der Infrastruktur un de massive Wuesstum vun de Passagéier vun ongefeier 6% am Joer upassen. E féiert dozou, datt méi Direktzich a béid Richtunge kënnen agesat ginn, datt de Plan d'occupation des voies méi flexibel kann organiséiert ginn an datt d'Verspéidunge vun den Zich op déi Manéier zolidd reduzéiert kënne ginn.



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Do muss ee wëssen, datt 90% vun den Zuchverspéidungen op d'Enkpäss an der Stater Gare zréckzeféiere sinn, ganz einfach, well d'Zich vun alle Richtungen op déi Stater Gare zoustréimen a ganz grouss Kniet um Reseau verursaachen.

Dëse Projet mécht et dann och méiglech, den Arrêt Pafendall-Kierchbierg adequat ze bedéngen an déi nei Beetebuerger Linn, mä och d'Linn Lëtzebuerg-Waasserbëlleg optimal an de Reseau ze integréieren. D'Quaien hunn eng Längt vun 311 respektiv 253 m an erschléissen d'Voie 11, 12, 13 a 14. D'Schinne vum Quai 5 verlafen a Richtung Süden an Norden, wärend déi vum Quai 6 just mam Süde wäerte verbonne ginn.

Zu den Aarbechte gehéieren och d'Installatioun vu Marquisen, de Bau vun engem Souterrain, enger Plattform an enger Passerell. Dozou kommen technesch Installatiounen, déi de sougenannte Spécifications techniques d'interopérabilité an de Methodes de sécurité commune entspriechen. Dat si Regelen, déi an der Europäescher Unioun virgeschriwwe sinn.

De Projet gëtt a siwe Phase realiséiert. Den Ufank vun den Aarbechten ass fir den Hierscht 2018, Enn 2018 geplangt, wärend de ganze Projet Enn 2021 soll fäerdeggestallt ginn. Fir sämtlech technesch Detailer an de geplangte Phasage vun den Aarbechte verweisen ech direkt op mäi schréftleche Rapport an op den Document parlementaire, dee ganz komplex ass an all Detailer vun den Aarbechten duerstellt, och wat d'Phasen ubelaangt.

Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi ass den 12. Februar 2018 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch deposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 20. Mäerz ofginn an hat eigentlech guer näischt um Projet auszesetzen, soudatt mer d'Aarbecht an der Kommissioun séier ofgeschloss haten. Den 29. Mäerz 2018 huet d'Kommissioun mäi schréftleche Rapport eestëmmeg ugeholl.

Domat sinn ech schonn um Enn vu mengem méi kuerze mëndleche Rapport ukomm, wéilt awer nach den Hären Henri Werdel a Jeannot Poeker vun den CFL villmools Merci soe fir hir flott Präsentatioun vum Projet an der Kommissioun. An Iech alleguer e grousse Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mat engem Merci un d'Rapportrice ufänken, un d'Josée Lorsché, fir säin exzellenten, ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Rapport elo just. An ech wollt och direkt am Ufank soen, datt d'CSV selbstverständlech dëst Gesetz wäert stëmmen.

Dëse Projet fir d'Uleeë vun zwee neie Quaien, 5 a 6, fir méi Capacitéiten, fir méi Flexibilitéit ass ganz kloer entscheedend fir d'Weiderentwécklung vum Eisebunnsreseau hei am Land, wëllt heesche vum ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg. An ouni ze iwwerdreiwen, kann ee roueg de Begréff vun „historesch wichteg" beméien, well ouni dësen Ausbau d'Retarde weider géifen zouhuelen.

Wien all Dag mam Zuch schaffe fiert an an der Stater Gare erausklëmmt a pünktlech wëllt erausklammen, weess, datt dat net ëmmer esou einfach ass, well ëmmer erëm kënnt et zu méi oder manner grousse Retarden, well den Zuch muss waarden, ier en an d'Gare kann erafueren, well d'Stater Gare an de Spëtzestonne saturéiert ass. Eng vun den Ursaachen ass, datt d'Passagéierzuelen déi lescht Joren immens zougeholl hunn, ëm bis 6% pro Joer, wat jo positiv ass.

Eng aner Ursaach ass natierlech déi, datt de Lëtzebuerger Eisebunnsreseau ebe keen Netz ass, mä e Stär, mat der Stater Gare als Nadelöhr just an der Mëtt. An anere Wierder: All Weiderentwécklung an Ausbau um nationale Reseau bréngt zousätzlech Belaaschtunge fir d'Gare mat sech. Als Beispill sinn hei just déi nei Arrêten Houwald oder Pafendall-Kierchbierg ze ernimmen oder och déi nei Linn, déi entsteet tëschent der Stad a Beetebuerg.

Op d'Detailer vun den neien Ëmbauaarbechten op der Gare mat zwee zousätzleche Quaie fir e Käschtepunkt fir insgesamt 171 Millioune ginn ech net weider an, dat ass virdru vun der Rapportrice am Detail gemaach ginn. Ech wollt just soen, datt evidenterweis déi nei Quaie mat allen noutwendegen CFL- an europäesche Standardequipementer ageriicht ginn. An et ass a mengen Aen och gutt a sënnvoll, datt d'Quaie 5 a 6 eng gehëtzte Salle d'attente kréien. Selbstverständlech gëtt och dru geduecht, déi al Quaien a besonnesch de Quai Nummer 3 entspriechend ze adaptéieren an ze moderniséieren.

Loosst mech nach ee Wuert zum Problem vun de Retarde vum Zuch soen! Ënnert der Iwwerschréft „Pünktlechkeet" oder „Pünktlichkeit im Zugverkehr: eine schwere Last" konnt een am Bulletin vun der Eisebunnergewerkschaft Syprolux noliesen, datt den CFL-Direkter am leschte Comité mixte vum 7. Mäerz a sengem Rapport gesot huet, datt d'Pünktlechkeet sech am Verglach zum Joer virdru verschlechtert hätt, ausser bei zwou Linnen. Ech wäert awer iwwermuer a menger Interventioun zu der Debatt iwwert den ëffentlechen Transport dorop zréckkommen.

Här President, ech wollt dann nach eemol ënnersträichen, datt mir et natierlech gutt an unabdéngbar fannen, fir méiglechst vill Suen an d'Weiderentwécklung vum ëffentlechen Transport ze investéieren. Dat hunn och déi fréier Majoritéit respektiv fréier Regierunge gemaach, zum Beispill jo och, wéi den Tram respektiv den Arrêt Pafendall-Kierchbierg decidéiert goufen.

Mä ech wëll och däitlech maachen, datt et net duergeet, fir déi Leit, déi haut mam Zuch fueren a mam Bus, ze tréischten, datt 2020 oder 2021 alles besser gëtt. Zum Beispill wëllt all Patron, datt seng Mataarbechterinnen a Mataarbechter pünktlech op d'Schaff kommen. An et ass deenen egal, wéi se kommen am Prinzip, mam Zuch, mam Bus oder ebe mam Auto.

An duerfir mussen d'CFL an eisen Aen all Méiglechkeeten ausschäffen, fir hire Clienten d'Bus- an d'Zuchfueren esou effikass wéi méiglech, wëllt soen esou pünktlech wéi méiglech ze gestalten.

Ech hat a menger Heure d'actualité iwwert de Fahrplanwiessel vum leschten Dezember och op eng noamenswäert Initiativ vun der Deutsche Bahn higewisen, déi ech och vun Eisebunnsexperte recommandéiert krut, op déi ech elo weider keng Reaktioun kritt hunn. Do gëtt et nämlech dee sougenannten „PlanStart-Team"-Projet mat senge Koordinateuren, déi jo Wochen a Méint an enger gewëssener Regioun um Terrain kucken an iwwerpréiwen, iwwerwaachen, an dat dagdeeglech, wéi eng Problemer da genee u welche Verspéidungen hänken, zum Beispill Verspéidungen, déi ëmmer erëmkommen, a wou da mat deene gesammelten Donnéeë Léisunge gesicht ginn.

An och d'CFL missten a Saache Léisunge fir Verspéidunge vläicht d'Rad net nei erfannen, mä Projete siche wéi zum Beispill deen hei an - firwat net? - esou eng Initiativ oder äänlech Initiative préiwen an da kucken, ob een net entspriechend kéint aktiv ginn.

Domat wollt ech zum Schluss den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn. An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. 171 Milliounen Euro ginn hei investéiert. Et ass e ganz grousse Projet. Et ass e Projet, bei deem et schonn derwäert ass, och e Wuert driwwer ze verléieren. Et ass en extrem wichtege Projet. An dee kënnt och gutt haut hei virum Debat vun dem Donneschdeg iwwert d'Mobilitéit.

Lëtzebuerg huet eng ganz spezifesch Situatioun. Den Nadelöhr Stad, wou alleguer d'Zuchlinnen dann och drainéiert ginn, ass natierlech e ganz kriddeleche Punkt. An och mam Ausbau vun dësen zwee Quaien, déi elo hei wäerte gestëmmt ginn, hu mer wuel eng Verbesserung vun der Situatioun, mä duerno ass et esou, dass mer vir bäi an hanne widder op där doter Plaz sinn.

Ëmmer méi Leit huelen awer den Zuch. Ëmmer méi eng grouss Progressioun hu mer, wat d'Bedeelegung ugeet, wat Leit sinn, déi den Zuch an de leschte Joren huelen. An duerfir musse mer niewent dem Invest, dee mer an den ëffentlechen Transport maachen, an deen och ganz gutt ass an dee mer virun allem an d'Bunn investéiert hunn an deene leschte Joren, och hei zu Lëtzebuerg Alternativen nach hunn, déi mer ausbaue mussen an déi ënnerstëtzt wäerte musse ginn.

Et ass ganz vill geschitt, dat ass virdru gesot ginn. Niewent deenen enorme Suen, déi an deene leschte Joren an d'Bunn investéiert goufen - ech zitéiere just der zwou: déi nei Linn op de Kierchbierg mam Funiculaire an och d'Linne Waasserbëlleg-Lëtzebuerg, Beetebuerg-Lëtzebuerg, déi elo kënne bis an d'Stad da fueren -, ass et vun absolutter Wichtegkeet, dass mer eis Alternativen zum Zuch ginn. An ech kann do och nëmmen ënnerstëtzen, dass de Minister ugekënnegt huet, ënner anerem och eng Tramverbindung an de Süden ze prekoniséieren. Och dat, mengen ech, ass eppes, wat ganz, ganz wichteg an deenen nächste Jore wäert sinn.

Mir brauchen och a virun allem eng Diversifikatioun eben am ëffentlechen Transport, an awer och eng Dezentralisatioun vun eisen Aktivitéiten. Mir kënnen net ëmmer alles an d'Stad drainéieren. Och do spillt dee Projet haut dann also mat an den Debat, dee mer muer wäerten hunn, iwwert den Aménagement du territoire.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Maja!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- De Projet muss dann och am normalen Trafic realiséiert ginn op der Gare. Dat ass keen einfache Projet. Duerfir ass en dann och a siwe Phasen opgedeelt. Et geet natierlech och hei drëms, virun allem opzepassen, dass alleguer déi Leit, déi do schaffen, ënner uerdentleche Konditioune kënne schaffen, dass d'Sécherheet garantéiert ass.

Et sinn eng ganz Rei vu gudde Verbesserungen an deem Projet mat dran. Déi nei Passerell, déi gëtt méi Confort, déi ass un d'Personnes à mobilité réduite ugepasst. Et ass eng extra Signaletique do ebe fir déi Leit à mobilité réduite. De Souterrain gëtt verlängert, gëtt méi frëndlech gestalt. Marquisë suerge fir de Confort bei schlechtem Wieder. Alles dat si Mesuren, déi maachen, dass d'Leit natierlech dann och léiwer den Zuch huelen. An dat ass och gutt esou.

Ech hoffen, dass déi Suen, déi virgesi si fir den Assainissement, dass dat och wäert duergoen. Dat ass net ëmmer esou einfach virauszegesinn. An ech hoffen, dass déi Suen, déi eben am Projet hei virgesi sinn, dann och wäerten duergoen.

Déi Suen hei, déi si gutt investéiert, an ech wënsche mer och, dass mer an där heiter ugefaangener Richtung, déi mer an deene leschte Joren - an ech wëll elo net nëmmen dës Regierung mat eranhuelen - ugefaangen hunn, dass mer och an där Richtung do weiderfueren.

Ech ginn heimadder dann och den Accord vun der LSAP an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wëll direkt am Ufank der Rapportrice Merci soe fir de schréftlechen an de mëndleche Bericht. Sou wéi och meng Virriedner oder mäi Virriedner direkt gesot huet, ass et schonn net schlecht hei, wann ee vun 171 Millioune schwätzt fir e Projet, deen awer eng wäitgräifend a positiv Entwécklung fir eis Eisebunn duerstellt. An dofir soll ee sech awer d'Méi ginn, och hei e puer Sätz doriwwer ze verléieren.

Ech mengen, an dat huet de Riedner vun der CSV gesot, dass et schonn historesch ass, wat hei passéiert, näämlech et gëtt an der Infrastruktur vun der Eisebunn, an ech mengen, dat kann ee wuel soen, nom Zweete Weltkrich awer e ganz grousse Worf gemaach, näämlech dass d'Gare vun der Stad Lëtzebuerg den Infrastrukturen emol ugepasst gëtt an och der Entwécklung, déi do passéiert ass an deene leschte Joren.

Mir hunn ugefaangen, d'Zich méi laang ze maachen. Mir hunn ugefaangen, d'Zich méi héich ze maachen. An iergendwann, mengen ech, ass d'Capacitéit awer um Enn, an et ass dat jo effektiv, wat zu deene Retarden an der Gare féiert. An dat huet natierlech Repercussiounen op all déi no- a virgelagert Zich, déi dann op eisem Reseau ënnerwee sinn. Dofir kann ech deem nëmmen zoustëmmen an net nëmmen ech eleng, mä eis gréng Fraktioun steet sämtlech zu honnert Prozent hannert dësem Projet.

An zoufälleg hat ech gëschter op der däitscher Tëlee gesinn, dass an Däitschland och déiselwecht Diskussioune lafen iwwert d'Retarden. An do ass zum Beispill e Versuch gemaach ginn iwwer dräi Méint, wou se probéiert hunn, d'Zich méi schnell fueren ze loossen, fir ebe matzäiten an d'Gare ze kommen. An et ass net do, wou de Problem louch. Se hunn nämlech dee Versuch ofgesot, nämlech se hunn de Problem an de Garen. Ouni eng Erweiderung vun de Garen, ouni déi intelligent an effizient Ofwécklung vun den Zich mat de Passagéier, fir dass se déi néideg Infrastrukture fannen, ass deem Manktum net entgéintzekommen. An dofir nach eng Kéier eng grouss Ënnerstëtzung derfir.

Da wëll ech awer och nach eng Kéier op d'Schnellegkeet vun deem Projet agoen. Well dat ass ee Punkt, deen och hei ze ernimmen ass. Ech mengen, et ass driwwer diskutéiert ginn, et kann een elo driwwer schwätzen: Firwat huet dat esou laang gedauert? Awer effektiv ass de Problem 2017 wierklech op den Dësch komm. An och an der Kommissioun gouf nach driwwer diskutéiert. An et ass relativ séier doraus e Projet entstanen.

An dofir och e Merci un déi ganz CS…, CFL, déi dorunner geschafft hunn, fir…

(Hilarité)

CFL hat ech gesot!

(Brouhaha et hilarité)

Awer net CSV. Ech mengen, ech hat mech awer elo richteg ausgedréckt.

(Interruption)

CFL hat ech, mengen ech, awer elo gesot. Ech wëll dat awer nach eng Kéier betounen.

Awer, wat méi wichteg ass, an dat ass och scho virdru vu mengem Virriedner vun der CSV gesot ginn, näämlech d'Retarden, näämlech déi, déi aus dem Norde kommen, mä och déi, déi aus dem Oste kommen, si frou, wa se déi néideg Capacitéit fannen an déi néideg Plaz, fir dass hiren Zuch méi schnell gëtt mat méi engem héijen Takt. An et ass dat, wat den ëffentlechen Transport wäert attraktiv maachen, wa mer en héijen Takt fäerdegbréngen, en effektiven Takt, en Takt, dee sech un d'Zäiten hält. An domadder kréie mer d'Leit och vill méi begeeschtert, fir den ëffentlechen Transport ze huelen.

Heimat ass e wichtege Schratt doranner gemaach. A wann 2019, esou wéi et hei virgesinn ass, déi éischt Realisatioune gemaach ginn, dann hu mer sécherlech nach eng Kéier e weidere Qualitéitssprong op dem ëffentlechen Transport, insbesondere bei dem Zuch.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo u sech kee Geheimnis, datt de Stroosseverkéier u seng Limitte kënnt. Dat ass hei schonn oft genuch ënnerstrach ginn an dat wäert an deenen nächste

Stonnen, an deenen nächsten Deeg virun allem hei nach méi wéi eemol gesot ginn.

Mir wëssen alleguer, datt et keng Zauberformel gëtt, fir de Verkéier hei zu Lëtzebuerg richteg an de Grëff ze kréien. Mä ech géif awer soen, datt et ee Konsens gëtt, net nëmmen heibannen, mä och dobaussen, datt een an Zukunft nach méi verstäerkt muss op den ëffentlechen Transport setzen. An datt ënnert dëser Regierung virun allem immens grouss Efforte gemaach gi sinn, dat brauch een och net méi weider hei ze ënnersträichen. An duerfir brauch een och net op déi eenzel Projeten anzegoen, déi an deene leschte Jore realiséiert goufen. Natierlech ass och de Schinnereseau esou lues u seng maximal Capacitéit komm.

E Paradebeispill ass ouni Zweifel d'Streck vu Beetebuerg an d'Stad. Wann ee virun een, zwee Joer den Zuch geholl huet, da wousst een, datt een ëm déi an déi Zäit hei an der Stad wier. Déi Zäite si leider eriwwer. Et muss een elo scho mindestens eng Véierelstonn éischter fueren, wann net souguer nach vill méi éischter en Zuch huelen. Mir wëssen, wat d'Ursaach ass. Mir wëssen, datt d'Stater Gare iwwerlaascht ass. Mir wëssen, datt doduerch enorm Retarden entstinn.

Op där anerer Säit ass jo awer dee wichtege Projet hei schonn decidéiert ginn, fir dann en drëtt Gleis tëschent Beetebuerg an der Stad ze realiséieren. Déi Aarbechte sinn immens gutt amgaangen. Besonnesch, wann een den Agang vu Beetebuerg kuckt, wou och elo de Saut-de-mouton scho seng Konture kritt a wou ganz villes geschitt a wou ee sech nëmme kann drop freeën, wann dee Projet eng Kéier definitiv realiséiert ass.

Jiddefalls, wann dat Gleis 2022-2023 fäerdeg ass, da wäert dat nei Perspektive mat sech bréngen. Virun allem wäert awer och de Bau vun deenen zwee Quaien an der Stad Lëtzebuerg an der Gare nei Perspektive mat sech bréngen. Hei ass scho vun de Passagéier aus dem Norde geschwat ginn, aus dem Osten, wat ganz richteg ass. Ech denken awer virun allem och un d'Passagéier, déi vun Diddeleng kommen, déi et jo de Moment e bësse méi schwiereg hunn, déi ëmmer mussen ëmsteigen zu Beetebuerg gréisstendeels. Och dat kann dann eriwwer sinn.

D'Situatioun ass effektiv ganz schwiereg de Moment. A wann ee kuckt, wéi d'Zich iwwerlaascht sinn, a besonnesch déi, déi aus Frankräich kommen an de Spëtzestonnen tëschent siwen an néng, hallwer zéng, wou un eng Sëtzplaz guer net méi ze denken ass, ass nëmmen ze hoffen, datt et ni zu enger Vollbremsung kënnt, scho guer net zu engem Accident, well dat géif wahrscheinlech eng riseg Katastroph ginn.

Duerfir, wéi gesot, gëtt mat dësem Projet ee Kär, kann ee soen, vum Problem geléist. An duerfir si mer och frou, datt dee Projet haut hei gestëmmt gëtt.

Ech wëll awer op eng Ausso zréckkommen, déi de Minister an der Kommissioun gemaach huet an déi een natierlech nodenklech stëmmt, mä déi awer och richteg ass, wou e gesot huet, datt d'Stater Gare awer elo un hir maximal Capacitéit komm ass. Als Netingenieur an als Laie mengt een zwar, et kéint ee vläicht nach eng Kéier an de Buedem fueren, et kéint een eng Kéier vläicht an d'Héicht fueren. Mä ech ginn dovun aus, datt dat net méiglech wäert sinn. Mä dat muss eis awer ze denke ginn! Wann ee seet, datt déi Haaptgare zu Lëtzebuerg duerch den Ausbau op e fënneften a sechste Quai elo d'maximal Capacitéit ausgeschëpft huet, da wësse mer, wat dat bedeit.

An da kann ee sech jo awer d'Fro stellen: Wat bedeit dat, fir an 20, 30 Joer dann nach d'Leit mussen ze transportéieren, wa mer nach ëmmer zumindest populatiounsméisseg esou wuessen? Mä dat ass eng Diskussioun, déi gehéiert elo net heihinner, déi wäerte mer jo da spéitstens muer oder iwwermuer nach eng Kéier méi verdéiwen.

Ech wëll zu der Gare Lëtzebuerg awer nach dat eent oder dat anert Wuert verléieren, an zwar am positive Sënn. Een, dee jorelaang duerch déi Gare geet, dee vläicht net ëmmer mat ganz grousser Freed derduerchgaangen ass, huet allerdéngs elo misse feststellen, datt déi lescht Méint, déi lescht Jore sech do villes beweegt huet, villes zum Positiven. Den Design vun der Stad (veuillez lire: Stater Gare) insgesamt huet sech verbessert. Ech fannen dat och eng ganz flott Saach, wéi dat mat deene Marquisen do amenagéiert ginn ass, déi jo och elo weidergefouert ginn op de Quai 5 an de Quai 6.

Da muss een och drop hiweisen, dat ass zwar elo nëmmen en Detail, mä et ass awer net onwichteg, datt eng nei digital Informatiounstafel amenagéiert ginn ass. Och dat dréit am Fong geholl zu engem verbesserte Look vun der Gare bäi. A fir dat emol op Neilëtzebuergesch ze soen: Et ass méi userfrëndlech ginn. An dat kann ee jiddefalls nëmme begréissen.

Begréisse muss een an dësem Projet och, datt d'Passerell endlech och elo dach eng méi - wéi soll ech soen? - modern Ausriichtung kritt. Se gëtt och méi passagéierfrëndlech. Ech denke besonnesch un déi Leit à mobilité réduite. An duerfir ass dat och gutt, datt déi frësch konzipéiert gëtt.

An deem Sënn jiddefalls begréisse mir als DP dee Projet hei. Mir sinn net der Meenung vum Statsrot, dee gemengt huet, et soll ee jo déi Projeten all fusionéieren an een eenzegen. Et ass scho richteg, datt mer se separat hei diskutéieren - d'nächst Woch wäerte mer jo dann déi zwee aner hei op der Lee hunn -, well soss géif ee vläicht emol d'Bedeitung vun deem engen oder anere Projet net kënnen esou hei ënnersträichen.

Wéi gesot, nach eng Kéier bréngen ech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei a soe selbstverständlech der Madamm Lorsché och Merci fir hir eenzel Rapporten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Graas. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit ee Merci un d'Kolleegin Josée Lorsché fir hire Rapport, virun allem dee schréftleche Rapport, deen an all Detailer erageet vun dësem Projet, wat e wichtege Projet ass.

Ech mengen, mir sinn eis heibanne parteiiwwergräifend eens, datt et enorm wichteg ass, an den ëffentlechen Transport ze investéieren, an Zuch an a Bus, wéinst eben där Wuesstumsfro, an där eist Land sech befënnt, wou mer all Joers, wéi gesot, ongefeier 20.000 Leit hunn, déi sech weider hei am Land bewegen, sief et als Residenten, sief et als zousätzlech Frontalieren, soudatt mer kuerz virum oder scho quasi am Kollaps stinn.

Ech mengen, mir wëssen alleguer: D'Staue gi vun Dag zu Dag méi grouss. Mir wëssen, datt d'Capacitéite vun den CFL och un hirem Maximum ukomm sinn. Och d'CFL hunn op där enger Säit déi vill Schantercher, déi sinn an och musse sinn, déi dann och als Konsequenz nun eemol Problemer mat sech bréngen, Retarde mat sech bréngen. Mir wëssen awer och, datt d'Eisebunn am Ableck bei der aktueller Infrastruktur un dem Maximum vun hire Capacitéiten ukomm ass. An duerfir ass et esou, datt all déi Projeten, déi mer fir d'Eisebunn maachen, wichteg sinn. An dat wäert sech och iergendwéi an enger Rei vu Joren, wann déi Projete fäerdeg sinn, dann zum Virdeel vun de Passagéier ausbréngen.

Ech mengen, op där anerer Säit musse mer awer wëssen, an ech hunn dat schonn e puermol hei gesot: Wa mer déi Wuesstumsfro net seriö hei am Land diskutéieren - an ech mengen, datt mer elo lues a lues an där Phas ukommen, datt jiddweree bereet ass, doriwwer ze diskutéieren -, wa mer déi net upaken an de Courage net hunn, dann och zesumme Léisungen dozou ze sichen, da wäerte mer och bei deene Problemer hei bleiwen, trotz all deenen Investitiounen, déi mer maachen.

Ech hunn deslescht eng Kéier hei gesot, datt mer domat rechne mussen, wa mer an där Wuesstumspolitik bleiwen, datt mer an engem Zäitraum vu fënnef Joer 100.000 Leit den Dag weider hunn, déi sech hei am Land bewegen, virausgesat, datt mer weider esou wuessen.

Déi heite Projeten droe vläicht der Situatioun vun haut Rechnung. Mä Dir wësst awer och, datt dat alleguer Projete sinn, déi iwwer Joren daueren. Mir wëssen zum Beispill, datt et bei der Zuchstreck Beetebuerg-Lëtzebuerg 2024 doruechter ass, wann déi fäerdeg ass. A wa mer da wëssen, wat d'Capacitéite bis dohinner schonn erëm gewuess sinn, da wësse mer, datt d'Problemer an Zukunft och net wäerte méi kleng sinn.

Déi 171 Milliounen, déi mer haut hei investéieren, am Fong bréngt mer dat an enger Stonn hei duerch, dat sinn annerhallef Lycéeën, déi ee mat deene Sue kéint bauen. Dat sinn also schonn enorm Zommen. Mä mir gesinn awer - a mir sinn eis och duerfir eens, a well mer eis eens sinn, geet et dann och eben hei an der Chamber esou séier -, datt dat enorm Zomme sinn an datt et wichteg ass, datt mer déi doranner investéieren.

Mir sinn och frou, datt am Kader vun dësem Projet, et ass vu menge Virriedner och scho gesot ginn, fir Leit mat Behënnerung déi Gare elo vun alle Säiten och accessibel ass. An ech mengen, dat ass haut eng Selbstverständlechkeet. Wa mer politesch e bëssen zréckdenken, zéng Joer, da war dat nach d'Exceptioun, datt esou gebaut ginn ass, datt alles behënnertegerecht gemaach ginn ass, an et ass net emol bei alle Projeten dru geduecht ginn. Haut ass et eng Selbstverständlechkeet, datt mer all Projeten, déi mer maachen, behënnertegerecht maachen. An duerfir, mengen ech, ass dat och hei ze begréissen.

Et hunn och Virriedner scho viru mir elo gesot hei, datt mer elo an der Stater Gare un de Maximum vun de Capacitéiten erukommen. Dat heescht, mir wäerte keng Plaz méi hunn, fir weider Quaien ze bauen. An och hei hu mer schonn ee Quai, deen am Fong widdert d'Rotonde stéisst, wou mer am Fong net méi kënnen duerchfueren, mä mer mussen eran- an erausfueren, wann ech dat gutt verstanen hunn an de Plangen, deen a Richtung Norde weidergeet, soudatt mer och gesinn, datt mer do un de Maximum vun eise Capacitéiten erukomm sinn.

Mir wäerten als ADR dësem Projet selbstverständlech zoustëmmen. D'Diskussioun wäert weidergoen. A wann ech Iech gesot hunn, datt mer elo um Maximum vun de Capacitéiten an der Stater Gare ukomm sinn, da kënnt Der sécher sinn, datt mer dann och nach eng Kéier, net vläicht mir, mä déi no eis eng Kéier hei an der Chamber sëtzen, driwwer diskutéieren, fir ënnert der Stad erduerch mat enger Zuchverbindung ze fueren, wann et driwwer net méi geet. An do erënneren ech mech un eng Kéier, do hat eng Partei eng Iddi, déi ass net vergiess, déi kënnt och eng Kéier.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gibéryen. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm an d'Wuert huet de fir den ëffentlechen Transport zoustännegen Nohaltegkeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Merci och der Madamm Lorsché fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an allen Deputéierte fir déi breet Zoustëmmung. Wann ech dat richteg verstanen hunn, kritt dee Gesetzesprojet hei 60 Stëmmen. Dat freet mech natierlech ganz besonnesch.

Ech wëll e puer Remarke maachen zu där méi allgemenger Diskussioun, déi elo gefouert ginn ass iwwert d'Entwécklung vum schinnegebonnene Verkéier a vun de Capacitéitsenkpäss, déi mer haut hunn.

An deene leschte véier Joer, a wann ech d'Period kucke vun 2013 bis 2023, investéiere mer 3,8 Milliarden Euro an d'Eisebunn, eleng an d'Eisebunn, an de schinnegebonnenen Eisebunnsverkéier. Dat ass e Rekord an der Nokrichszäit. An ech menge souguer, wann ech géif an d'Virkrichszäit kucke goen, an déi Zäit, wou d'Eisebunn nach en anere Status hat wéi direkt no der Nokrichszäit, och do léiche mer a Rekordhéicht.

Derbäi muss een nach zielen, datt d'Eisebunn eng Ausschreiwung lancéiert huet, fir fir 400 Milliounen Euro neit Zuchmaterial ze kafen. Och dat ass e Rekord an der Geschicht vun der CFL-Gesellschaft. Fir 400 Milliounen neit Zuchmaterial, soudatt mer fäeg sinn, wann deen Ausbau hei gemaach ass, 2020 geet et jo un, dann ass dee fënnefte Quai hei fäerdeg, mä et kommen d'nächst Joer nach aner Projeten, déi och fäerdeg ginn, d'Passerell, also de Viaduc - pardon, net d'Passerell, de Viaduc - an natierlech d'Streck op Sandweiler och zweegleiseg an esou weider an esou fort, datt mer da fäeg sinn, d'Sëtzplazcapacitéit par rapport zu haut, déi mer zur Verfügung kënne stellen, ze verduebelen op eisem eegenen Zuchreseau.

Dat kënnt alles net vun ongefeier. Dat ass enorm vill. Dat si Rekordzuelen. A wann ech am Ausland op den europäesche Conseile mat menge Kolleegen Transportministeren doriwwer schwätzen, da gesinn ech deenen ëmmer net de Schreck am Gesiicht of, mä d'Frustratioun. An déi soen: „Wéi maacht Der dat, fir dat iwwerhaapt hinzekréien, ze finanzéieren an an esou enger kuerzer Zäit alles ze realiséieren?" An da beneide se eis schrecklech fir dat, wat mer amgaange sinn ze maachen.

Dat ass vill. Et geet schnell. Mä nach soen ech ëmmer, an dat ass meng Äntwert op all déi, déi mer ëmmer soen: „Et kann een net vertréischten, et kann een net kucken, hei an do, dat misst nach méi séier goen an esou weider an esou fort", ech kann net a fënnef Joer oder dës Regierung kann net a fënnef Joer nohuelen, wat drësseg Joer verpasst ginn ass! Well dat ass d'Realitéit!

Mir hu mat Ausnam vun der Verduebelung vun der Péitenger Streck an der Nokrichszäit net an d'Eisebunn investéiert, an den Ausbau vum Netz. Mäi Virgänger, de Claude Wiseler, huet d'Péitenger Streck effektiv op zwee Gleiser ausgebaut. Dat war deen éischte reellen Ausbau vum Schinnereseau. Fir de Rescht ass éischter ofgebaut gi bis an d'80er a souguer bis an d'90er Joren. D'Nordstreck, kënnt Der Iech erënneren, sollt zougemaach ginn! Also d'Capacitéit ass éischter zréckgefouert ginn, wéi datt se ausgebaut ginn ass.

An duerfir, mir brauchen déi Zäit wéi dat heiten, fir kënnen esou Saachen ze realiséieren. An effektiv, et war, wéi den Henri Kox gesot huet, 2017, datt mer d'Decisioun geholl hunn, Ufank 2017, nodeem ech mat den CFL, wou ech jo regelméisseg Réunion-de-servicen hunn, doriwwer geschwat hunn, fir deen Ausbau do ze maachen, well dee Capacitéitsenkpass ëmmer méi kloer ginn ass, a fir dat relativ ze beschleunegen. Am Ufank war et souguer méi spéit virgesinn, dat sollt da kommen, ufänken eréischt 2023 oder 2024. Ech hu gesot: Dat geet mer net séier genuch. Ech hätt gär, datt mer dat virzéien, well dat ass esou e wichtege Projet, deen heiten, fir datt mer méi Capacitéit kréien. An dunn hu mer dat ëm e puer Joer virgezunn.

An elo, wéi gesot, gëtt d'Gesetz gestëmmt haut. An deen éischte Quai, dee ka schonn a Betrib goen 2019 am Dezember beim Fahrplanwiessel.

Här President, ech gesinn do e Fanger an der Luucht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, ech war just amgaangen, Iech dorop opmierksam ze maachen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President, ech wëll just soen, et ass awer net just d'Beetebuerger Streck. Et ass awer och d'Zweegleisegkeet vun der Streck an d'Belsch, déi gemaach ginn ass. Et ass och d'Gare Belval, déi gebaut ginn ass. Et ass och den Ufank vun der Zweegleisegkeet fir d'Streck an Däitschland, déi ugefaange ginn ass an de leschte Joren. Ech mengen, et wär e wéineg reduzéierend, fir ze soen, et wär just d'Streck op Beetebuerg, déi véiergleiseg…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Net Beetebuerg, op Péiteng.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, Péiteng.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also déi Streck op Péiteng. Et ass richteg, hanner Igel hu mer op der däitscher Säit och en Investissement gemaach, deen eis hëlleft, dat stëmmt.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn och d'Sortie…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, mir hunn eng Rei Sortien… Déi Sortie ass awer nach net fäerdeg.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Projeten dauere laang, mä…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- De Projet dauert laang, jo. Mä et muss een awer éierlechkeetshalber soen, dat ass richteg, dat huet och geholl, mä den Ausbau vun der Péitenger Streck, wou mer carrement eng Verduebelung gemaach hu vun enger Streck, dat war e richtege Capacitéitsgewënn. Mir kéinten haut op der Péitenger Streck net déi Capacitéit fueren, wa mer net déi Verduebelung do gemaach hätten. An ech mengen, et ass dat, wat eis richteg hëlleft. A bei den Enkpäss an der Gare Lëtzebuerg, mengen ech, hu mer, muss ee ganz éierlech soen, ze laang gewaart.

Mä soit! Ech wëll no vir kucken! Et geet mir drëms, fir ze soen, datt mir de Leit elo net Saache kënne verspriechen haut - haut -, wëssend, datt déi Enkpäss do sinn, a wëssend, datt déi Chantieren och Joren um Reseau sinn. Well wa Chantiere sinn um Eisebunnsreseau, ass et net anescht wéi am Stroossereseau! Da kënne mer net Zich bäisetzen, well dat fonctionnéiert jo schonn net mat deenen Zich, déi mer haut hunn, wéi mer dat all Dag kënne feststellen.

An, effektiv, d'Pünktlechkeet ass net esou, wéi se soll si bei den CFL, dat wësse mer. Mä dat huet awer och mat den Enkpäss an de Chantieren ze dinn, déi mer um Reseau hunn.

An da wëll ech och soen, datt, wat d'Technik ubelaangt an d'Aart a Weis, wéi d'Verspéidunge gekuckt ginn, wéi d'Zich wäerte gréiert ginn, och doran ass investéiert ginn. De

Sommaire des séances publiques nos27, 28 et 29

27e séance

Ouverture de la séance publique p. 253

7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV p. 253-356

Ordre du jour p. 356

Débat d'orientation sur le gaspillage alimentaire p. 356-364

28e séance

Ouverture de la séance publique p. 365

7164 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014, et portant:

1. modification du Code de la consommation;

2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; et

4. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances p. 365

7199 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif p. 366

7163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne le régime fiscal de la propriété intellectuelle, et modifiant la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz») p. 366-371

7226 - Projet de loi portant approbation de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", faite à Nicosie, le 8 mai 2017 p. 371-372

7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 372-378

Hommage à M. Roger Negri p. 378

Hommage à M. Claude Adam p. 378-379

29e séance

Ouverture de la séance publique p. 380

Hommage à la mémoire de Mme Katja Hientgen, fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 380

Communications p. 380

Ordre du jour p. 380

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Simone Asselborn-Bintz et de Mme Sam Tanson p. 380-382

Changements de composition des commissions parlementaires p. 382

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 382

Octroi de deux titres honorifiques p. 382

Ordre du jour (suite) p. 382

Heure de questions au Gouvernement

Question n°310 du 16 avril 2018 de M. Gusty Graas relative à la vente éventuelle du site ArcelorMittal de Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

Question n°311 du 17 avril 2018 de M. Alex Bodry relative au sujet de l'avenir d'ArcelorMittal à Dudelange et la politique industrielle européenne en général, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 382-383

Question n°312 du 17 avril 2018 de M. Marco Schank relative au système carsharing «Flex» des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 383-384

Question n°313 du 17 avril 2018 de M. David Wagner relative aux négociations relatives au contrat collectif pour LuxTram SA, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 384

Question n°314 du 17 avril 2018 de Mme Martine Hansen relative aux modifications au niveau du Code de la route concernant les cyclistes qui entreront en vigueur le 1er mai 2018, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 384

Question n°315 du 17 avril 2018 de M. Laurent Zeimet relative au règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 384-385

7137 - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données p. 385-386

7136 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales p. 386-388

7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification:

1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;

2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3° de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau p. 388-392

7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 392-395

System ARAMIS, dat heescht, et gëtt jo zwee Niveauen, et gëtt de betribsméissegen, den exploitatiounsméissege System, an da gëtt et och deen, deen d'Clienten informéiert herno an der Echtzäit an esou weider, deen ass an der Ëmsetzung.

Ech wëll drop hiweisen, datt mer op der Péitenger Streck domat amgaange sinn, fir d'éischt Gare Péiteng, déi ass, mengen ech, schonn esou wäit ofgeschloss, d'Péitenger Streck wäert elo fäerdeg gemaach ginn. Da kënnt d'Gare Beetebuerg, do geet et elo lass. Déi soll bis de Summer ugeschloss ginn. Da kënnt d'Gare Lëtzebuerg am Hierscht. A bis Enn 2019 soll dee ganze Reseau esou gemaach sinn. An dann ass och d'Exploitatioun vum Reseau eng ganz aner wéi haut, dann hu mer aner Méiglechkeete wéi haut.

Dat heescht, da gëtt et, d'nämlecht wéi beim Busreseau haut och, e Poste de commande, dee wierklech den Iwwerbléck huet, wou d'Zich en temps réel dru sinn, dee ganz anescht kann intervenéieren. De Client kann anescht informéiert ginn. Dat heescht, d'Qualitéit an der Exploitatioun, mä och fir de Client an der Informatioun wäert sech do immens verbesseren.

Also, wéi gesot, dat ass natierlech en Herkules-Programm, dee mer do amgaange sinn ze maachen. An do kann een effektiv nëmmen der Eisebunn Merci soen, och fir d'Vitesse, mat där entre-temps geschafft gëtt.

Also, zu de Capacitéitsenkpäss wëll ech soen: Dat ass richteg, datt d'Gare Lëtzebuerg net méi kann ausgebaut ginn. Mä et brauch awer elo kee sech Suergen ze maachen. Déi Diskussioun wäerte mer jo da kënnen en Donneschdeg féieren. Mir hunn awer nach aner Peripheriegaren. Mir bauen eng Gare Houwald de Moment. Do ass nach massiv Capacitéit do. D'Gare Pafendall hu mer gebaut. Mir wäerten och nach aner Saache ronderëm d'Stad bauen, ebe fir ewechzekomme vun deem System, datt alles op déi Gare Lëtzebuerg ausgeriicht ass. Dat ass jo dee Problem, dee mer hunn, datt mer e Reseau haten, dee komplett op d'Gare Lëtzebuerg fokaliséiert war.

Also elo keng Angscht! Mir brauchen, Här Gibéryen, och nach soubal keng Tunnellen ze bauen ënnert der Stad erduerch. Et gëtt nach genuch aner Méiglechkeeten, fir d'Capacitéiten an der Stad a ronderëm d'Stad ze verbesseren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wie weess!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och.

Domat si mer prett, fir iwwert de Projet de loi 7244 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7244 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7244 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger (par M. Gilles Baum), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Et bleift mer just ze froen, ob Der d'accord sidd fir d'Dispens.

(Assentiment)

Jo, et ass esou decidéiert. Merci.

Da si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtteg ukomm. Rendez-vous muer de Mëtteg um zwou Auer. Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.45 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3657	Fernand Kartheiser	Liaison aérienne directe entre Luxembourg et Moscou
3676	Gilles Baum	Enfants en familles d'accueil
3678	Fernand Kartheiser	Comité pour une paix juste au Proche-Orient
3693	Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Future construction d'un lycée à Mondorf-les-Bains
3696	Octavie Modert	Ouverture d'une structure pour les personnes DPI traumatisées
3700	Marc Lies	Fonds du logement
3702	Max Hahn	Émissions sonores des éoliennes
3703	André Bauler	Aides-soignants
3704	Laurent Zeimet	Avenir de la résidence pour personnes âgées «an de wisen» à Bettembourg
3706	Laurent Mosar, Gilles Roth	Mandat d'arrêt européen
3707	Diane Adehm, Gilles Roth	«Whistleblower»
3708	André Bauler	Réaménagement de la route nationale entre Dasbourg-Pont et Marnach
3711	Max Hahn, Claude Lamberty	mPass
3712	Fernand Kartheiser	Intervention de la Turquie en Syrie
3713	Léon Gloden	Financement de certaines infrastructures à l'étranger
3714	Gilles Baum	Transport transfrontalier
3715	Martine Hansen	Nouvel institut de formation continue dans le château de Sanem
3716	Laurent Mosar, Gilles Roth	Braquage d'une bijouterie à Luxembourg-ville
3717	Octavie Modert, Léon Gloden	Écluse de Stadtbredimus-Palzem
3718	Martine Hansen, Octavie Modert	Zones agricoles défavorisées
3719	Laurent Zeimet, Marco Schank	Vol de données informatiques relatives à la centrale nucléaire de Cattenom
3720	Gusty Graas, Edy Mertens	Interdiction de la circoncision à but non médical
3721	Fernand Kartheiser	Œuvre d'art «Kapell»
3722	David Wagner	Régime fiscal de la propriété intellectuelle
3723	Fernand Kartheiser	Inondations
3726	André Bauler	Infirmiers
3727	Franz Fayot	Chantier du Pont Adolphe
3728	Sylvie Andrich-Duval, Marco Schank	asbl Schrëtt fir Schrëtt
3729	Léon Gloden	Repos hebdomadaire des chauffeurs de poids lourds
3730	Lex Delles, Gusty Graas	Oiseaux sauvages
3731	Laurent Mosar	Rôle des administrateurs représentants de l'État luxembourgeois dans la Société Européenne des Satellites (SES)
3732	Martine Hansen, Serge Wilmes	Installation de l'école fondamentale de l'École internationale Michel Lucius au campus Limpertsberg
3733	Fernand Kartheiser	Incident à Salisbury et les sanctions de l'Union européenne
3734	Gusty Graas	Immigration clandestine par voie aérienne
3735	Max Hahn, Claude Lamberty	Abonnements «courte distance»
3736	Sylvie Andrich-Duval	Site Elsenbrich à Esch-sur-Alzette
3738	Fernand Kartheiser	Réserves pétrolières nationales
3740	Marc Lies, Diane Adehm	Contournement d'Alzingen
3743	Fernand Kartheiser	Pacs
3744	Fernand Kartheiser	Protection internationale
3747	Fernand Kartheiser	Réaction du Ministre des Affaires étrangères et européennes au sujet des élections en Hongrie
3748	Gast Gibéryen	Résultats de l'enquête «Luxmobil 2017»
3750	Gast Gibéryen	Statistiques d'Eurostat sur l'état des logements au Luxembourg
3805 urgente	Martine Hansen	Plans directeurs sectoriels
3825 urgente	Françoise Hetto-Gaasch	Stagiaires-instituteurs
3833 urgente	David Wagner	Convention à conclure entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII

Question 3657 (28.02.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **liaison aérienne directe entre Luxembourg et Moscou:**

Bei engem Aarbechtsbesuch vum Här Wirtschaftsminister am Februar zu Moskau ass d'Iddi nees opkomm, fir en direkte Linnefluch Lëtzebuerg-Moskau ze organiséieren. Esou war et op d'mannst an der Press ze liesen. Ech wéilt dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an deem Kontext dës Froe stellen:

1. Wat sinn déi konkret Méiglechkeeten, fir nees e Linnefluch tëschent Lëtzebuerg a Moskau ze organiséieren? Gëtt et konkret Verhandlungen a fir wéini ka mat eventuelle Konklusioune gerechent ginn?

2. Wéi schätzt den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen d'Wichtegkeet vun esou enger Linn fir d'Wirtschaft an den Tourismus zu Lëtzebuerg an?

3. Denkt den Här Minister drun, eng Lëtzebuerger Fluchgesellschaft fir dëse Projet ze interesséieren, souwäit nach keng konkret Pläng géinge virleien?

4. Wéi eng nei Erausfuerderunge géif esou eng Fluchlinn am Beräich vun de Visae mat sech bréngen, a misst dee konsularesche Service vun eiser Ambassade zu Moskau dowéinst verstäerkt ginn?

Réponse (26.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1. Dem Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture leie bis dato keng konkret Elementer oder Pläng vir, wat d'Aféierung vun engem regelméissege Linnefluch tëschent Lëtzebuerg a Moskau ugeet. Fir awer nees ee Linnefluch tëschent Lëtzebuerg a Moskau ze organiséieren, beméit Lëtzebuerg sech drëms, fir Fluchoperateuren ze sensibiliséieren. Dëst sinn awer privat Operateuren, déi hiert Geschäft an hir Verhandlungen autonom ausriichten.

ad 2. D'Fro no enger genauer Aschätzung vun esou enger Linn op den Tourismus an d'Wirtschaft ass schwéier, eng Fluchverbindung tëschent Lëtzebuerg an enger grousser Metropol, mat engem vun de gréissten internationale Passagéier-Hubs iwwerhaapt, géif sécherlech a béid Richtungen et Touriste méi liicht maachen, ze reesen a Land a Leit besser kennenzeléieren.

ad 3. Am Moment besti keng konkret Iwwerleeungen an dës Richtung an d'Decisioun ass natierlech eng kommerziell, op déi d'Lëtzebuerger Regierung keen Afloss huet.

ad 4. Den Traitement vu Visasdemandë misst gegebenefalls, jee no Gréisstenuerdnung vun de Fligeren a Passagéierzuelen, adaptéiert ginn. Néideg Changementer géifen duerchgefouert gi mat Berücksichtegung vun Erfarungen op anere Posten, bei deenen d'Visaszuelen duerch Fluchverbindungen oder aner Ursaachen an d'Luucht gaange sinn.

Question 3676 (07.03.2018) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **placement d'enfants en familles d'accueil:**

En mars 2017, le Ministère de la Famille a lancé un nouvel appel pour des familles d'accueil. Dans cet appel, on pouvait lire que sur 1.300 enfants placés en dehors de leur environnement familial, seuls 501 l'ont été dans une famille d'accueil alors que les autres ont été placés dans une institution.

Plus loin, dans le communiqué, on expliquait que dans la comparaison internationale, le Luxembourg se situe parmi les pays dont le taux de placement en famille d'accueil est le plus faible. Cette situation s'explique en partie par le manque de familles prêtes à accueillir un enfant.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille:

1) Combien d'enfants sont actuellement placés au Luxembourg? Quelles sont les catégories d'âge?

2) Combien d'enfants ont été placés à l'issue d'une décision judiciaire? Combien d'enfants ont été placés à court terme? Est-ce que les besoins sont aujourd'hui comblés, notamment aussi en ce qui concerne les nourrissons?

3) Combien de personnes, couples ou individus, se sont manifestées auprès des services concernés suite à l'appel du ministère? Combien de demandes ont été introduites et combien de dossiers ont été traité? Avec quels résultats?

4) Quel est le délai moyen du traitement d'une demande? Quel est le pourcentage de décisions favorables et combien de ces décisions donnent lieu à un placement?

5) Combien de personnes seules ou familles monoparentales ont été autorisées à accueillir un ou plusieurs enfants? Est-ce qu'une personne célibataire peut accueillir des enfants?

6) Quelle est la relation, hommes-femmes, familles-individus, dans le nombre de demandes et dans les décisions positives?

7) Parmi les critères qui déterminent si oui ou non un couple/une famille ou une personne seule peuvent accueillir une ou plusieurs personnes, quel est l'importance relative du revenu du foyer, du niveau de formation des personnes qui le composent et de leur situation professionnelle?

8) De quelle façon les critères évoqués plus haut sont-ils déterminés et selon quelles modalités la décision finale si une famille/un individu peut accueillir des enfants, est-elle prise?

9) Est-ce que le ministère peut confirmer que les associations agrémentées ont des procédures différentes? Est-ce que le ministère entend procéder à une homogénéisation de ces procédures?

10) Étant donné que certaines de ces associations relèvent des données très personnelles, comme notamment sur l'état de santé et les maladies des postulants, qui garantit la confidentialité de ces données?

Réponse (08.05.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Actuellement 1.085 enfants sont placés au Luxembourg, dont 539 en familles d'accueil et 546 en centre d'accueil, dont 78 sont âgés entre zéro et trois ans, 440 entre trois et douze ans, 500 adolescents entre douze et 18 ans et 67 jeunes adultes entre 18 et 21 ans.

ad 2) Sur 539 enfants placés en familles d'accueil, 477 ont été placés sur décision judiciaire. Une concertation est organisée mensuellement par l'ONE avec les différents services en charge de l'accueil en famille afin de discuter des situations des enfants en attente d'un accueil en famille et de la mise en relation des enfants avec des familles d'accueil potentielles. En moyenne, dix à 14 enfants se trouvent sur la liste d'attente par mois. Dans la pratique, les enfants de la tranche d'âge entre zéro et trois ans trouvent plus facilement des familles d'accueil.

Lors de la mise en relation, il est tenu compte le plus possible des desiderata formulés par les familles d'accueil lors de la sélection, en considération de leur constellation familiale. En ce qui concerne les enfants en dessous de trois ans ainsi que les fratries, le placement peut parfois durer plus longtemps. Les demandes d'accueil en famille notamment pour les moins de trois ans ne sont pas régulières et peuvent fluctuer d'un mois à l'autre. C'est pourquoi il est important de disposer d'une «réserve» de familles d'accueil disposées à accueillir des enfants de toutes les tranches d'âge.

ad 3) Depuis le 15 mars 2017, 44 dossiers de candidatures pour l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil ont été introduits.

À ce jour, douze candidatures ont abouti à un agrément. 32 demandes sont soit en cours de procédure de sélection, soit n'ont pas encore de service d'accompagnement.

ad 4) Le délai du traitement d'une demande s'étend en moyenne sur une période de six mois. 99% des familles sélectionnées par un des services d'accompagnement reçoivent un agrément conditionné ou non conditionné.

Ce n'est pas nécessairement la décision d'octroi qui donne lieu à un placement. À l'heure actuelle, la quasi-totalité des familles d'accueil agréées ont au moins un enfant en accueil, ce qui équivaut à 285 enfants placés auprès de 196 familles d'accueil avec agrément.

ad 5) Depuis le 15 mars 2017, douze personnes seules ou familles monoparentales ont introduit une demande d'agrément.

Je confirme qu'une personne célibataire peut accueillir des enfants.

ad 6) Depuis le 15 mars 2017, cinq hommes et 39 femmes ont introduit une demande d'agrément.

Douze personnes célibataires avec ou sans enfant(s) et 32 personnes en couple avec ou sans enfant(s) ont introduit une demande d'agrément.

ad 7) En principe, les deux parents d'accueil ont le droit de continuer leurs activités professionnelles. C'est la disponibilité globale du système familial qui est évaluée et l'accueil d'un enfant ne doit pas avoir des répercussions majeures négatives sur la situation sociale du ménage.

Il n'y a pas de prérequis en termes de niveau de formation des familles candidates, néanmoins elles ont l'obligation d'effectuer une formation de base pour famille d'accueil de 54 heures.

ad 8) La sélection est un processus primordial puisqu'elle vise à garantir à l'enfant un accueil de qualité. La famille d'accueil candidate est invitée à participer à plusieurs entretiens sociaux et psychologiques afin d'avoir une appréciation générale relative sur son aptitude. Il s'agit donc de vérifier notamment les conditions générales de vie ainsi que les dynamiques personnelles et relationnelles de la famille candidate.

Lors dudit processus, le service encadrant remplit une grille d'évaluation (modèle-type utilisé par tous les services) comprenant des critères variables que sont notamment les ressources familiales et sociales, les compétences éducatives et relationnelles, la disponibilité ou l'autonomie financière. À l'issue du processus de sélection, la grille d'évaluation est transmise au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse accompagné d'un certificat de sélection en vue de l'obtention d'un agrément.

ad 9) Les trois services encadrant les familles d'accueil sont tenus de suivre la procédure d'agrément prévue dans le cadre de référence et les lignes directrices en matière de sélection de familles d'accueil candidates à l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil. La procédure a été revue en 2017 par mon département, notamment l'ONE et les trois services encadrant afin d'uniformiser les critères et procédures.

ad 10) Les professionnels des services de placement familial sont soumis au secret professionnel.

Le Service de l'aide à l'enfance et à la famille du MENJE supprime les casiers judiciaires des familles après les avoir consultés.

Question 3678 (08.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Comité pour une paix juste au Proche-Orient:**

Au Luxembourg, une ONG portant le nom de «Comité pour une paix juste au Proche-Orient» (CPJPO) est largement et généreusement soutenue par le Gouvernement. Or, les prises de position de cette association se caractérisent souvent par une adversité prononcée à l'encontre des politiques de l'État d'Israël. C'est pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Culture:

1) De 2013 à 2018, quels sont les moyens financiers publics par an et au total qui ont été mis à la disposition de cette ONG? Quelles sont les origines exactes de ces fonds (par ministère et article budgétaire) et à quelles fins ces sommes ont-elles été allouées et employées? Est-ce que la Cour des comptes a fait des remarques quant à la gestion des fonds?

2) Quelle a été la présence de cette ONG dans les écoles? Combien de conférences (sujets, dates) ont pu être tenues par des membres de cette ONG ou un de leurs invités dans l'enceinte d'une école luxembourgeoise? Quelles expositions ont pu être montrées par cette ONG dans une école luxembourgeoise, pour quelle durée et à quel sujet?

3) Est-ce que cette ONG a pu intervenir à un moment quelconque dans la formation d'enseignants de l'enseignement public luxembourgeois, p. ex. dans le cadre de l'IFEN? Si oui, quand et sur quels sujets? Est-ce que ces cours étaient facultatifs ou obligatoires? Est-ce qu'ils ont été officiellement reconnus et valorisés dans le cadre de la formation des enseignants?

4) Quelle a été la présence de cette ONG dans les institutions culturelles? Combien de conférences (sujets, dates) ont pu être tenues par des membres de cette ONG ou un de leurs invités dans l'enceinte d'une institution culturelle luxembourgeoise (p. ex. Abbaye Neumünster)? Quelles expositions ont pu être montrées par cette ONG dans une école luxembourgeoise, pour quelle durée et à quel sujet?

5) Cette ONG milite pour une campagne appelée BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions). Le Gouvernement luxembourgeoise approuve-t-il cette campagne? Le Gouvernement luxembourgeois est-il d'avis que de telles mesures devraient être envisagées, voire préconisées dans le cas d'autres territoires occupés ou présumés occupés par une autre puissance (p. ex. dans la partie occupée de Chypre ou dans le Sahara occidental)?

6) Dans sa «charte» cette ONG affirme: «Tout en rappelant le droit du peuple palestinien de résister à l'occupation, nous condamnons toute forme de violence dirigée contre les populations civiles, d'où qu'elle vienne.» Il faut en conclure que cette ONG ne désapprouve pas l'usage de la force contre les forces armées israéliennes. Le Gouvernement luxembourgeois approuve-t-il l'usage de la force contre l'Armée israélienne? Si non, entend-il prendre ses distances avec les positions défendues par cette ONG?

7) Dans ses offres pédagogiques, cette ONG inclut des conférences telles que: «Palestine: de l'expulsion à l'apartheid» ou encore «La Nakba, l'expulsion et l'exode des Palestiniens en 1948». Ces titres semblent traduire une présentation à la fois très partielle et partiale des événements qui ont eu lieu à cette époque. Le Gouvernement est-il d'avis qu'une telle présentation des événements favorise la compréhension de l'histoire et encourage les jeunes à envisager des solutions justes et équitables pour l'ensemble des peuples de la région?

8) Le Gouvernement approuve-t-il l'utilisation du terme «apartheid» employé par cette ONG pour décrire les politiques poursuivies par le Gouvernement israélien?

9) Le Gouvernement est-il d'avis qu'il faut impliquer davantage l'Ambassade d'Israël et des associations pro-israéliennes dans les présentations et discussions organisées dans une école publique ou une institution culturelle au sujet des problèmes du Proche-Orient pour permettre une information plus objective, plus variée et plus équilibrée du public?

10) L'ONG «CPJPO» a critiqué la coopération entre le Luxembourg et l'État d'Israël, p. ex. dans le domaine universitaire. Le Gouvernement entend-il poursuivre, voire renforcer sa coopération avec l'État d'Israël, y compris dans le domaine universitaire et la recherche scientifique?

11) L'ONG «CPJPO» est membre du «European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP)» qui demande entre autres «la suspension immédiate de tous les liens économiques et militaires avec l'État d'Israël». Quelle est la position du Gouvernement face à cette revendication?

Réponse commune (25.04.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1) Comme toute ONG agréée par le Ministère des Affaires étrangères et européennes, CPJPO peut faire appel à un appui financier du ministère pour des actions de sensibilisation (participation aux frais), des projets de coopération (cofinancement) ou des programmes pluriannuels de coopération (accord-cadre). Selon des modalités définies, les ONG peuvent par ailleurs demander un remboursement de certains frais administratifs.

Conformément aux procédures et conditions générales qui régissent la relation financière entre le ministère et les ONG de développement, CPJPO a ainsi pu bénéficier d'un appui financier d'un total de 509.477,83 € pendant la période du 1er janvier 2013 au 26 mars 2018.

Ce montant global pour la période en question comprend d'une part le cofinancement d'un projet pluriannuel sur le soutien psychosocial aux enfants (351.734,94 € pour la période 2013-2018) qui est imputé sur le «Fonds de la coopération au développement» (de même que des frais administratifs à hauteur de 27.886,28 €) et d'autre part des activités de sensibilisation et d'éducation à la coopération au développement de 2013 à 2017 (montant global de 129.856,61 € pour toute la période visée) qui elles relèvent de l'article budgétaire 01.7.33.000 - «Participation aux frais d'organisations non gouvernementales (ONG) pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement et autres mesures à cet effet».

S'agissant des montants annuels versés, ceci correspond en 2013 à 66.495,03 €, en 2014 à un montant de 160.637,22 €, en 2015 à un montant de 129.243,22 €, en 2016 à un montant de 117.715,16 € et en 2017 à un montant de 35.387,20 € pour des projets de développement ainsi que de sensibilisation/éducation au développement. Les demandes de financement pour 2018 sont actuellement encore en cours de traitement.

La Cour des comptes ne s'est pas prononcée à ce sujet.

ad 2) Depuis décembre 2013, deux conférences ont été organisées dans des lycées luxembourgeois pour lesquelles le conférencier a été un membre ou invité du CPJPO:

- 11 février 2014: Mieux comprendre la Palestine - terre de non-droits de l'homme

- 18 mai 2017: L'écologie dans une situation d'occupation.

La première conférence a été organisée à l'Athénée de Luxembourg dans le cadre d'une exposition sur le même sujet, la deuxième conférence s'est tenue au Lycée Michel Lucius dans le cadre de son 50e anniversaire qui a également donné l'occasion d'une sensibilisation à la diversité et au développement durable.

ad 3) Ci-après le relevé des interventions, sous forme de conférences ou séminaires, dans le cadre des formations continues organisées par l'IFEN:

2 février 2011: Le regard sur l'autre et sur soi dans l'enseignement: le cas israélo-palestinien

3 février 2011: Le conflit israélo-palestinien dans l'enseignement: différentes versions et perspectives

11 mars 2013: Pour une compréhension approfondie du conflit israélo-palestinien à la lumière des droits de l'homme et du droit international

11 février 2014: Mieux comprendre la Palestine - terre de non-droits de l'homme

18 mai 2017: L'écologie dans une situation d'occupation

Ces cours ont été facultatifs et ils ont été reconnus au même titre que les autres cours offerts à l'IFEN.

ad 4) Liste des évènements organisés par le Comité pour une paix juste au Proche-Orient au sein d'institutions culturelles:

Neimënster

- 23 novembre 2017: table ronde «Israël - Palestine: responsabilités européennes d'hier et d'aujourd'hui et leviers d'action»

- 20 janvier 2017: conférence-débat avec Ilan Pappe «L'art du marketing en politique»

- 3 décembre 2015: conférence: «Le pouvoir des mots ou la guerre de l'information dans le cas du conflit israélo-palestinien»

- 19 avril 2015 au 3 mai 2015: exposition «Breaking the Silence» et deux conférences dans le cadre de l'exposition

- 4 juillet 2013: conférence avec Norman Paech «Le conflit syrien et le droit international»

Centre national de l'audiovisuel

- 26 novembre 2013: ciné-débat en présence du réalisateur Eyal Sivan «Jaffa, la mécanique de l'orange»

- 29 novembre 2017: dans le cadre du Cinéma du Sud: projection-débat «Ghost Hunting»

Rotondes

- 17 janvier 2018: conférence-débat: «La culture comme résistance: vues de Palestine» avec Rania Elias, directrice du Centre culturel Yabous et du Festival de Jérusalem, et Abdelfattah Abusrour, initiateur de la «Belle résistance»

- 30 janvier 2017: projection d'un film de Tamara Erde «This is my land»

- 16 juin 2016: conférence avec Sandrine Mansour «La question des réfugiés palestiniens»

- 28 octobre 2015: conférence-débat avec Thomas Vescovi «Israël: une radicalisation jusqu'où?»

- 31 juillet 2015 au 31 août 2015: exposition «Familles décimées de Gaza»

ad 5) Le Gouvernement luxembourgeois est contre toute forme de boycott de l'État d'Israël dans les frontières de 1967. En ce qui concerne des mesures contre d'autres territoires occupés, elles doivent se baser sur le droit international et être prises en étroite concertation avec nos partenaires européens et onusiens.

ad 6) Le Gouvernement luxembourgeois estime que le droit international et le droit humanitaire international, notamment la 4e Convention de Genève, sont applicables dans tous les territoires sous régime d'occupation, et, partant, aussi dans les Territoires palestiniens occupés (la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est et Gaza).

ad 7) Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur les titres de conférences organisées par une ONG.

ad 8) Lors de la déclaration de politique étrangère devant la Chambre des Députés le 13 mars 2018, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a dit que «Israël doit prendre une décision, soit opter pour la solution à deux États, soit opter pour une politique de colonisation qui est en train de conduire en réalité à un État unique, qui comporte le risque de voir Israël devenir un État-apartheid».

ad 9) La communauté internationale doit continuer à souligner que le consensus international sur la solution à deux États est toujours valable. Il faut éviter d'entrer dans une logique «anti» ou «pro». En revanche, il y a le droit international et celui qui le transgresse, et dans ce cas le Gouvernement israélien doit pouvoir être soumis à la critique.

ad 10) En ce qui concerne la coopération entre le Luxembourg et l'État d'Israël dans le domaine universitaire et la recherche scientifique, les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, comme l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, sont dotés de la personnalité juridique et jouissent de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière.

ad 11) La société civile doit pouvoir s'exprimer librement dans le respect de la loi. Les positions exprimées par des ONG, dans ce cas au niveau européen, n'engagent que les organisations qui les ont affirmées.

Question 3693 (13.03.2018) de **Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **future construction d'un lycée à Mondorf-les-Bains:**

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale vient de déposer le projet de loi, concernant la création d'un lycée à Mondorf-les-Bains. Selon les propos du ministre, un groupe de travail a été mis en place pour élaborer un programme de construction déterminant les besoins du lycée. Une date approximative du début des travaux sera fixée à la suite de l'analyse détaillée dudit programme de construction.

Dans la mesure où une réunion d'information a eu lieu, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Messieurs les Ministres, l'État a-t-il acquis tous les terrains nécessaires pour la construction du lycée?

2) Le groupe de travail a-t-il achevé l'élaboration du programme de construction ainsi que l'analyse de ce dernier?

3) Dans l'affirmative, quelles en sont les grandes lignes?

4) Selon l'exposé des motifs du projet de loi, le lycée va démarrer dans un bâtiment préfabriqué construit par la commune et repris par l'État. Quand débutent les travaux pour la mise en place du bâtiment préfabriqué?

5) Quand seront entamés les travaux pour la mise en place des structures définitives?

6) Le lycée sera-t-il muni d'infrastructures sportives?

7) Dans la négative, à quelles infrastructures sportives le lycée sera-t-il relié?

Réponse commune (09.05.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Les terrains nécessaires pour la construction du lycée sont actuellement soit propriété de l'État ou de la commune de Mondorf-les-Bains, soit appartiennent à des personnes privées. Certaines parcelles nécessaires pour l'aménagement global du site (vélodrome, piscine, lycée) sont en train d'être acquises par la commune. Pour faire le départage des terrains nécessaires pour le lycée d'un côté et les infrastructures sportives de l'autre, l'État et la commune vont faire les échanges qui s'imposent.

ad 2) Le programme de construction est achevé et les entrevues quant à l'analyse de ce dernier sont en cours.

ad 3) Le programme de construction prévoit pour une offre scolaire englobant les cycles primaire et secondaire européens, le cycle préparatoire luxembourgeois, les cycles moyen et supérieur de l'ESG ainsi qu'une offre au niveau de la formation professionnelle, soit en tout pour 74 classes et un maximum de 1.585 élèves.

ad 4) Les travaux de mise en place des infrastructures provisoires ont commencé début avril; l'arrivée des premiers éléments préfabriqués est prévue pour la mi-mai 2018.

ad 5) Les travaux pour la mise en place des structures définitives débuteront dès que l'analyse du programme de construction sera terminée et les plans auront été dressés en fonction.

ad 6) et 7) Le lycée disposera d'infrastructures sportives extérieures propre à lui. Pour les activités sportives à l'intérieur, le lycée utilisera les infrastructures sportives planifiées sur le même site, à savoir trois terrains de sport dans l'infield du vélodrome, trois terrains multisports et une piscine. Ces infrastructures seront suffisamment grandes pour pouvoir suffire aux besoins du lycée; leur utilisation prioritaire pour les besoins du lycée sera fixée par une convention entre l'État et la commune de Mondorf-les-Bains.

Question 3696 (13.03.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**ouverture d'une structure pour les personnes DPI traumatisées:**

Lors de la réunion de la Commission de la Famille et de l'Intégration du 13 novembre 2017, d'après le procès-verbal publié sur le site de la Chambre, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration a annoncé l'ouverture, en 2018, d'une «structure pour réfugiés gravement traumatisés par les événements qu'ils ont dû vivre ou dont ils ont été témoins».

Madame la Ministre a encore ajouté en guise de précision qu'il était «prévu d'ériger cette structure dans le centre - plus précisément à Luxembourg, dans le quartier dit Mühlenbach (Millebaach) -, où l'OLAI exploite déjà un foyer» et «que la prise en charge et l'encadrement de ces réfugiés traumatisés seront assurés par le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique moyennant convention».

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Est-ce que Madame la Ministre confirme les informations qu'elle a avancées?

2) Dans l'affirmative, y a-t-il eu des avancements dans le dossier?

3) Y a-t-il une date prévue pour l'ouverture de cette structure?

4) Quels moyens, Madame la Ministre entend-elle allouer à cette structure?

5) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les procédures d'identification des vulnérabilités des demandeurs de protection internationale actuellement existantes? À quel moment de la procédure d'asile ces personnes vulnérables sont-elles identifiées et de quelle façon?

6) Pour ce qui est de l'identification spécifique des personnes traumatisées, y a-t-il des agents de l'État formés au «protocole d'Istanbul», qui permet d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels? Sinon, comment sont identifiées les personnes traumatisées?

7) D'une façon générale, comment sont aujourd'hui pris en charge les réfugiés vulnérables? Et plus spécifiquement les réfugiés traumatisés?

Réponse commune (17.04.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1), 2), 3) et 4) Parmi les demandeurs de protection internationale qui vivent dans les structures d'hébergement de l'OLAI ou de ses partenaires, certaines personnes sont psychiquement fragiles et souffrent de traumatismes ou de troubles psychiatriques. Il a été constaté que ces personnes rencontrent souvent des difficultés d'adaptation dans les structures d'hébergement dites mixtes. Différents facteurs, comme le manque de calme et d'intimité dans les dortoirs collectifs, ne sont pas favorables à la prise en charge de personnes présentant des problèmes de santé mentale.

Ainsi, lors de sa séance du 28.10.2016, le Conseil de Gouvernement a chargé «l'OLAI, avec l'aide de la Direction de la santé, à ouvrir une structure d'hébergement spécialisée de petite envergure offrant un encadrement psychosocial renforcé aux personnes psychiquement très fragiles, atteintes de traumatismes ou souffrant de troubles psychiatriques».

Une structure d'hébergement de type modulaire et d'une capacité d'accueil de 33 personnes dans le quartier Mühlenbach à Luxembourg-ville a été initialement identifiée par l'OLAI, dû à sa situation centrale et de par sa proximité par rapport aux structures de prises en charge en matière de santé mentale.

Le groupe de travail chargé de piloter le projet de prise en charge de soins holistiques pour DPI souffrant de troubles psychiatriques a toutefois proposé d'orienter l'organisation de cette prise en charge vers les structures existantes de la psychiatrie conventionnée extrahospitalière. À cette fin, ce groupe s'est déjà concerté avec les organismes gestionnaires de la Ligue (Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale) et de «Liewen Dobaussen». L'aménagement de projet de prise en charge des soins pour migrants (psychiatriquement malades) souffrant de troubles psychiatriques, prévoit douze places dans le cadre de logements (psychiatriquement) encadrés et ceci selon les besoins géographiques (huit places de logements encadrés offertes par la Ligue au centre du pays et quatre places par «Liewen Dobaussen» dans le nord du pays). Le projet prévoit entre autres que les bénéficiaires devraient également avoir accès, en fonction de l'indication et de leurs besoins, à d'autres structures du secteur conventionné de la psychiatrie extrahospitalière, notamment aux centres de rencontre, centres de jour, centres de consultations de la Ligue et de «Liewen Dobaussen».

Le projet part de plus du principe que les offres de prises en charge ambulatoire au sein de tous les foyers DPI (phase 1, 2 et 3) soient disponibles en nombre suffisant ou soient renforcées (niederschwellige Betreuung) afin d'éviter l'hospitalisation en cas de décompensation, voire à ce que ces services puissent prendre en charge la personne suite à une hospitalisation indiquée.

Actuellement, l'OLAI finance une équipe ethnopsychologique constituée de psychologues et d'infirmiers psychiatriques pour les DPI hébergés dans les structures des phases 1 et 2 (Logopédie et CREOS Mersch) gérées par la Croix-Rouge pour le compte de l'OLAI. La mission générale de cette équipe est la détection de personnes vulnérables, notamment de personnes présentant des troubles mentaux parmi les DPI récemment arrivés, et la mise en place d'un suivi adapté aux besoins de ces personnes avec les services du domaine de la santé mentale. Cette équipe ethnopsychologique n'intervient toutefois dans aucun des foyers de phase 3.

Le projet en cours d'élaboration par la Direction de la santé prévoit justement une extension de l'offre ambulatoire (équipe mobile), qui interviendrait dans tous les foyers (phase 1, 2 et 3). Il reste à clarifier l'envergure des ETP nécessaires et par conséquent le financement de cette équipe mobile, ainsi qu'à définir le Ministère de tutelle de celle-ci.

Selon ce projet, l'offre thérapeutique de l'équipe médico-soins et de l'équipe socio-éducative des services extrahospitaliers consiste en des suivis psychothérapeutiques individuels, en entretiens réguliers à fréquence adaptable (selon la fragilité du résident), en accompagnement dans les activités de la vie quotidienne, ainsi qu'en un suivi en médecine générale et psychiatrique.

Il sera primordial que les équipes des services impliqués dans la prise en charge des DPI et des réfugiés soient formées en ethnopsychiatrie et/ou en transculturalité. Le projet devra accorder une grande attention à l'interprétariat, ce qui impliquera aussi bien des ressources humaines qu'économiques, ainsi que le temps nécessaire à faire de l'interprétariat dans un secteur santé.

ad 5) et 6) Comme indiqué auparavant, l'équipe ethnopsychologique de la Croix-Rouge est chargée de détecter les personnes vulnérables les jours suivants leur arrivée (structures d'hébergement phases 1 et 2). Parallèlement, tout DPI effectue un examen médical pour des motifs de santé publique auprès de l'inspection sanitaire. Lors de cet examen, une consultation en santé mentale gratuite peut être demandée par le DPI à l'équipe de l'inspection sanitaire ou être proposée par cette dernière à chaque DPI souffrant de troubles somatiques ou psychiques. Pendant son séjour dans les structures d'hébergement de l'OLAI et de ses partenaires, chaque DPI a aussi un assistant social de référence qui évalue les besoins spécifiques de la personne lors de son arrivée et qui suit l'évolution de ces besoins dans les mois suivants.

Au niveau de la procédure d'asile, les agents de la Direction de l'immigration sont formés pour détecter les personnes vulnérables. En effet, les agents en charge des entretiens reçoivent des formations d'EASO (European Asylum Support Office) concernant les techniques d'entretien pour les personnes vulnérables et également concernant les mineurs non accompagnés. Des formations ont aussi été dispensées par l'UNHCR au sujet notamment de l'impact des facteurs psychologiques dans l'appréciation de la crédibilité, et les agents ont été formés par l'ONG Hungarian Helsinki Committee concernant le traumatisme et le stress posttraumatique, ainsi que par le Ministère de l'Égalité des chances concernant les victimes de la traite des êtres humains. En outre, lorsqu´il convient d'évaluer les garanties procédurales spéciales qui s'avéreraient nécessaires pour une personne vulnérable, le ministre a la possibilité de demander conseil à un médecin. Il en est de même pour les signes de persécutions ou d'atteintes graves. La Direction de l'immigration a mis en place une procédure avec un cabinet médical pour procéder à un examen médical depuis juillet 2016. Les médecins en charge de ces missions prennent en compte le protocole d'Istanbul.

Lorsqu'un demandeur est identifié comme bénéficiant de garanties procédurales spéciales du fait de sa vulnérabilité, un soutien adéquat lui est accordé et notamment du temps suffisant pour lui permettre de présenter les éléments à la base de sa demande. Les entretiens sont donc adaptés à l'état physique et mental du demandeur et tout est mis en œuvre pour lui permettre d'exposer ses motifs de manière adéquate. Les demandes de protection internationale de personnes vulnérables peuvent être traitées prioritairement.

ad 7) Les DPI vulnérables sont ainsi identifiés par plusieurs acteurs:

- les équipes encadrantes des structures d'hébergement, y compris l'équipe ethnopsychologique de la Croix-Rouge et l'assistant social de l'OLAI;

- les médecins inspecteurs et les médecins inspecteurs somaticiens lors du contrôle sanitaire obligatoire à l'accueil des DPI et lors des consultations à la demande des résidents;

- les agents de la Direction de l'immigration;

- et sur demande de la personne vulnérable elle-même.

L'OLAI tient compte des besoins spécifiques des personnes vulnérables: mineurs, mineurs non accompagnés, personnes handicapées, personnes âgées, femmes enceintes, parents isolés accompagnés d'enfants mineurs, victimes de la traite des êtres humains, personnes ayant des maladies graves, personnes souffrant de troubles mentaux et personnes qui ont subi des tortures, des viols ou d'autres formes graves de violence psychologique, physique ou sexuelle, et plus particulièrement les victimes de mutilation génitale féminine.

Afin de répondre aux besoins des personnes vulnérables, une évaluation de la situation du DPI est faite lors du premier entretien avec l'assistant social de l'OLAI.

L'OLAI identifie et prend en charge immédiatement les personnes dont la vulnérabilité est visible tels que les mineurs, les femmes enceintes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les parents isolés, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs en leur proposant, dans la mesure du possible, un hébergement adapté à leurs besoins et une orientation voire la prise en charge financière des prestations de services compétents.

Dans le cadre de l'accord de collaboration entre la Croix-Rouge et l'OLAI, une équipe ethnopsychologique est chargée de dépister des personnes souffrant de troubles mentaux et de mettre en place un suivi extérieur à la structure d'hébergement. Dans le cadre de cette mission, l'équipe en question collabore étroitement avec les acteurs compétents du réseau de la santé mentale.

Par ailleurs, un dépistage est effectué par l'OLAI et ses partenaires tout au long de la procédure. En effet, certains besoins ne peuvent se détecter au premier entretien et ce n'est qu'au fil du temps et suite à l'installation d'une relation de confiance, que certains besoins sont dépistés.

Depuis l'afflux massif de 2015, l'OLAI a confié l'encadrement et le suivi social de différentes structures d'hébergement à ses partenaires Caritas et Croix-Rouge. Parallèlement, les effectifs de l'OLAI ont été renforcés. Ces mesures ont permis une présence renforcée de personnel socio-éducatif dans les structures, ce qui est indispensable au développement du suivi et de la relation de confiance. Enfin, pour augmenter la sensibilité du personnel encadrant à certaines problématiques, l'OLAI forme de façon continue ses collaborateurs chargés de l'encadrement et du suivi social sur divers sujets, tels que les victimes de la traite des êtres humains, les victimes de mutilation génitale féminine ou encore les personnes LGBTI.

Question 3700 (14.03.2018) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Fonds du logement:**

Selon les informations parues sur le site Internet paperjam.lu, le Fonds du logement quittera son siège actuel à Gasperich pour intégrer deux étages du bâtiment «White Pearl» situé boulevard Marcel Cahen à Merl. Le déménagement est prévu pour début avril.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'affectation future des locaux du Fonds du logement à Gasperich?

- Quel est le loyer mensuel que le Fonds du logement doit payer pour les quelques 4.000 m² répartis sur deux niveaux au sein du bâtiment «White Pearl» à Merl?

Réponse (16.04.2018) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

En début du mois d'avril 2018, le Fonds du logement a transféré son siège de Gasperich vers un nouvel immeuble situé à Merl, Boulevard Marcel Cahen.

En ce qui concerne la première question de l'honorable Député quant au sort de l'ancien siège du fonds, je déduis que la seule et plausible explication pour laquelle l'honorable Député me pose cette question est qu'il suppose que cet immeuble appartient au Fonds du logement. Tel n'est pas le cas et le fonds y était locataire depuis juillet 2005.

Le Fonds du logement a quitté ses anciens locaux après avoir respecté les conditions de résiliation arrêtées dans son ancien bail, ceci en toute harmonie avec le propriétaire de l'immeuble. Si l'honorable Député souhaite savoir ce qui sera la nouvelle affectation de ces locaux, je ne peux que lui recommander de s'adresser directement au propriétaire.

Quant au choix des nouvelles localités, les responsables du Fonds du logement ont procédé de la même façon que le font les responsables des établissements publics, voire administrations ou même ministères, se trouvant dans un scénario de développement soutenu.

Après le constat de la non-conformité des anciens locaux, notamment en ce qui concerne le nombre de collaborateurs par m², les espaces limités pour garantir l'accueil de nouveaux membres du personnel et l'analyse approfondie des besoins dans le temps du fonds, de nombreuses études sur des immeubles existants et en projection ont suivi pour en fin de compte orienter le choix sur l'immeuble situé à Merl. Cet immeuble, nouvellement construit a pu être aménagé selon les besoins du Fonds du logement et permettra à son personnel de travailler dans des conditions nettement améliorées et d'accueillir ses clients de façon optimale au niveau de l'accès (personnes à mobilité réduite) et de la discrétion. Les nouveaux locaux permettront en outre d'intégrer les nouveaux collaborateurs à être engagés durant les prochains mois et justement, d'assurer la croissance soutenue du fonds.

Un bail a finalement pu être signé après les négociations adéquates et l'accord définitif du comité directeur au printemps 2017.

La nouvelle d'un déménagement fut d'ailleurs connue depuis longtemps. Déjà en juillet 2017, lors d'une interview du président avec le Luxemburger Wort, l'information d'un déménagement était diffusée.

Les nouveaux locaux ont été loués aux conditions du marché, c'est-à-dire pour l'ensemble des 3.616 m² de bureaux, avec en plus sous-sols, archives et parkings, le loyer mensuel s'élève à 119.824 euros (HTVA).

Question 3702 (15.03.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **émissions sonores des éoliennes:**

Actuellement cinq projets de parcs éoliens sont en cours d'élaboration dans le sud du pays. Un projet prévoit la construction de neuf éoliennes dans cinq communes qui auront chacune une capacité de production qui avoisinerait les 3.000 kilowatts et produiront de l'électricité pour environ 1.400 ménages. Actuellement, des réunions d'information sont organisées dans les communes concernées (Sanem, Dippach, Mondercange, Reckange-sur-Mess et Roeser.) Lors de ces réunions, certains habitants ont exprimé leur crainte que les éoliennes pourraient avoir des conséquences négatives sur leur santé, notamment à cause de l'exposition à des basses fréquences et à des infrasons.

Or, d'après l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) française «les émissions sonores des éoliennes ne génèrent pas de conséquences sanitaires directes, tant au niveau de l'appareil auditif que des effets liés à l'exposition aux basses fréquences et aux infrasons. À l'intérieur des logements, fenêtres fermées, on ne recense pas de nuisances ou leurs conséquences sont peu probables au vu des bruits perçus. En ce qui concerne l'exposition extérieure, les émissions sonores des éoliennes peuvent être à l'origine d'une gêne, souvent liée à une perception négative des éoliennes».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Quelles sont les distances entre les éoliennes actuellement en service et les habitations? Quelles sont les distances prévues pour les éoliennes des cinq projets en cours d'élaboration dans le sud du pays?

2) Madame la Ministre de la Santé peut-elle m'informer si au Luxembourg des personnes se sont déjà plaintes de conséquences sanitaires liées à la présence d'éoliennes?

3) Est-ce que Mesdames les Ministres partagent l'avis de l'ANSES que les émissions sonores des éoliennes ne génèrent pas de conséquences sanitaires directes?

Réponse commune (27.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Selon les résultats d'une analyse géographique sommaire réalisée par l'Administration de l'environnement, il y a lieu de noter que les éoliennes existantes sont situées en moyenne à 914 m d'une habitation. La valeur médiane de l'échantillon analysé se situe à 777 m.

Les cinq projets auxquels fait référence l'honorable Député ont été précisés en réponse à la question parlementaire n°3479 du 24 novembre 2017 de l'honorable Député Monsieur Eugène Berger, à savoir les parcs éoliens Garnich, Differdange, Sudwand, Dalheim et Kayl-Rumelange.

Actuellement, seule une demande d'autorisation a été déposée pour le projet Garnich. Les autres projets sont encore en phase d'élaboration d'une évaluation des incidences sur l'environnement et donc sujet d'études.

En ce qui concerne le parc éolien de Garnich, une demande d'autorisation est en cours d'instruction. La distance minimale entre une éolienne et l'habitation la plus proche se situe à 614 m. L'habitation concernée fait partie d'une ferme située hors agglomération. Les habitations les plus proches situées en agglomération se situent à plus de 850 m.

ad 2) Aucune plainte par rapport à un dommage ou un malaise auditif causé par les éoliennes n'est parvenue ni au Service audiophonologique de la Direction de la santé, ni à l'Administration de l'environnement.

ad 3) L'honorable Député cite un extrait de la conclusion du rapport «Impacts sanitaires du bruit généré par les éoliennes» élaboré en mars 2008 par l'AFSSET (Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail); expertise demandée par les ministères chargés de l'environnement et de la santé suite aux recommandations formulées par l'Académie nationale de médecine dans son rapport du 14 mars 2006 et intitulé «Le retentissement du fonctionnement des éoliennes sur la santé de l'homme».

L'AFSSET a été chargée d'évaluer la pertinence de la fixation d'une distance d'implantation des éoliennes par rapport aux habitations. À cette fin, l'expertise de l'AFSSET tient compte de la réglementation française applicable aux émissions sonores de parcs éoliens.

Contrairement à l'énoncé d'une distance minimale d'implantation des éoliennes vis-à-vis des habitations, l'AFSSET recommande une étude locale systématique préalablement à toute décision. Au Luxembourg, cette approche est aussi favorisée, notamment dans le cadre de l'application de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. L'impact sonore d'un parc éolien relève du champ d'application du règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

Les critères d'appréciation appliqués aux projets éoliens dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés en ce qui concerne la lutte contre le bruit ont été publiés dans le rapport d'activité du Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en 2013.

Suite à une modification de la réglementation française relative aux éoliennes, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), issue de la fusion de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) et de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET), se penche une nouvelle fois sur les effets sur la santé des basses fréquences et des infrasons dus aux parcs éoliens.

Outre l'intensité des bruits générés par les éoliennes, le rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) de 2017 analyse également le spectre fréquentiel de ces bruits. L'agence française établit ainsi que toutes les installations éoliennes partagent, à quelques détails près, le même spectre fréquentiel dans lequel les basses fréquences et les infrasons prédominent. Par contre, même si les basses fréquences et les infrasons prédominent dans le spectre fréquentiel des éoliennes, les niveaux mesurés dans ces fréquences restent inférieurs au seuil d'audition chez l'homme, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des habitations.

On peut déduire des faits exposés ci-dessus que les niveaux sonores générés par les éoliennes ne dépassent que rarement les bruits de fond habituels à l'intérieur et à l'extérieur des habitations et que s'ils les dépassent, l'impact sonore ne sera que très léger. À l'instar de l'avis de l'ANSES, on peut donc conclure que les sons générés par les éoliennes n'affectent pas directement la santé auditive et générale des riverains.

Il faut par contre ajouter qu'au-delà des répercussions directes, l'ANSES approfondit davantage les aspects des bruits générés par les éoliennes susceptibles de constituer une gêne indirecte pour les riverains. En effet, l'audibilité des bruits, même très faible, peut être perçue comme inconfortable et la présence d'infrasons, même si ceux-ci ne sont pas perceptibles, peut générer de l'inquiétude.

L'inconfort et l'inquiétude peuvent engendrer du stress et par la suite tout un ensemble de symptômes d'intolérance environnementale idiopathique, tels que des maux de tête ou des insomnies.

Cependant, au niveau des répercussions indirectes, l'ANSES conclut, après d'innombrables mesures, études et recherches bibliographiques, qu'il est impossible d'établir un lien de causalité spécifique et universel entre le bruit généré par les éoliennes et l'apparition de ces symptômes auprès d'une petite partie des riverains. Vu l'actualité, la neutralité et l'exhaustivité de l'avis de l'ANSES, il convient d'accepter cette conclusion.

Question 3703 (16.03.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **aides-soignants:**

Le vieillissement prévisible de la population conduira à un accroissement inévitable de la population dépendante et, par conséquent, à une augmentation des besoins en personnel qualifié pour lui assurer une prise en charge adéquate et adaptée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quelle est l'évolution du nombre d'élèves inscrits en formation d'aide-soignant depuis 2012?

2) Comment les besoins en aides-soignants ont-ils évolué durant la même période?

3) Est-il possible de retracer l'évolution du personnel enseignant pour cette formation?

4) Les ministres sont-ils en mesure de présenter les besoins en personnel enseignant jusqu'en l'an 2023?

5) Comment les stages pratiques sont-ils actuellement organisés? Est-ce que le nombre de places de stage est suffisant pour répondre aux besoins en ce domaine?

7) Le LTPS à Ettelbruck continuera-t-il à assurer la formation d'aide-soignant durant les années à venir?

Réponse commune (20.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1)

- La formation aide-soignant comprend outre la formation initiale à temps plein (AS), la formation en cours d'emploi (ASE), et la formation en apprentissage d'adulte (ASA).

- En réponse à la demande des terrains professionnels, le nombre d'élèves admis en formation AS a annuellement augmenté depuis 2011.

- Depuis peu, le LTPS est confronté à une pénurie d'enseignants qualifiés et on risque une diminution du nombre d'admissions en formation initiale et en formation en cours d'emploi. Toutefois, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'engage à remédier à cette pénurie pour que le nombre d'admissions puisse à nouveau augmenter.

- À noter également que l'organisation de classes d'ASA (apprentissage adulte) nécessite beaucoup de ressources en personnel enseignant, qui font, dès lors, défaut pour la formation initiale (AS).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Jusqu'à l'année scolaire 2016-2017, le nombre de diplômés du LTPS intégrant le marché du travail a considérablement augmenté. Il ne faut pas seulement éviter une diminution du nombre de diplômés, mais au contraire, il faut assurer un accroissement constant des admissions. À cette fin, il faut que l'école en question profite et d'infrastructures nécessaires, qui seront construites au Val St André, et des ressources humaines adéquates. Pour ce qui est du deuxième volet, il est inévitable de repenser la façon de recrutement et d'embauche et de modifier les dispositions légales y relatives.

(Tableau et graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Le Ministère de la Santé dispose, pour les années 2012-2017, d'informations quantifiées concernant l'évolution des aides-soignants salariés auprès des établissements hospitaliers, des organismes prestataires d'aides et de soins et des institutions pour personnes âgées. Ces données sont issues de la base de données relative au registre des professions de santé et réparties en différentes catégories, dont les aides-soignants praticiens.

La catégorie des aides-soignants praticiens concerne les aides-soignants diplômés, titulaires d'une autorisation d'exercer la profession d'aide-soignant au Luxembourg et dispensant des soins et services directement aux patients, quel que soit le lieu d'exercice.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne la planification des besoins futurs en professions de santé et plus particulièrement des besoins futurs en aides-soignants, le Ministère de la Santé est en faveur d'une démarche concertée avec les Ministères et administrations impliqués dans la prise en charge de la personne âgée au Luxembourg. Ces travaux pourraient être réalisés dans le cadre des travaux du Comité interministériel de consultation appelé à donner des avis sur toutes les réglementations et questions concernant la formation des professions de santé visées par la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé.

ad 3)

- Un quart des enseignants du LTPS dispensent des matières générales (langues et sciences), et trois quarts sont des enseignants issus du milieu professionnel (infirmiers, médecine, pharmacie). Cette parité n'a pas changé depuis 2011.

- Alors que le nombre d'élèves/étudiants au LTPS a fortement augmenté depuis 2011, le nombre d'enseignants professionnels stagne depuis des années, ce qui explique en bonne partie la situation actuelle précaire du LTPS.

- Il y a lieu de remercier le corps enseignant du LTPS pour son engagement extraordinaire (grand nombre d'heures supplémentaires).

Dès lors, l'augmentation des admissions au LTPS va de pair avec le recrutement d'enseignants qualifiés dans le domaine des professions de santé.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose pas de ces informations.

ad 5)

- Au cours de la formation initiale de l'AS, le LTPS organise pour ses élèves sept stages différents répartis sur 39 semaines au cours des trois années de formation, correspondant à 1.560 heures de formation pratique.

- La plupart des stages sont organisés dans le secteur dit du long séjour (maisons de soins, maisons de repos, handicap, etc.).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Au cours des trois dernières années scolaires, une diminution du nombre de places de stages mis à disposition des élèves du LTPS a dû être constatée. Une campagne de sensibilisation auprès des prestataires susceptibles d'accueillir des stagiaires sera lancée.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7) La formation d'aide-soignant au LTPS - Ettelbruck n'est nullement mise en cause.

Question 3704 (16.03.2018) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant l'**avenir de la résidence pour personnes âgées «an de wisen» à Bettembourg:**

Un communiqué de presse diffusé en date du 9 février 2017 signalait que depuis 2012 la résidence pour personnes âgées «an de wisen» à Bettembourg a vu son déficit augmenter. Pour remédier à cette situation, la direction avait proposé, à certains de ses collaborateurs, un régime transitoire sur trois ans dans l'objectif d'accompagner la suppression progressive des avantages extralégaux résultant de l'application volontaire de certaines dispositions de la convention collective des hôpitaux. Or, la proposition fut rejetée par une majorité des concernés et début 2017 une grève menaçait la maison.

Ainsi, le 17 février 2017 le Ministre de la Sécurité sociale, Monsieur Romain Schneider, a rencontré la direction, les représentants du personnel de la maison des soins «an de wisen», ainsi que le syndicat OGBL afin de trouver une solution viable pour le maintien de l'emploi et de la paix sociale.

À l'issue de cette réunion le Ministre de la Sécurité sociale a diffusé un communiqué de presse qui déclarait qu'un accord avait été trouvé. Cet accord consistait à recourir à une procédure prévue dans la convention entre l'État comme propriétaire de l'immeuble et l'exploitant de la maison des soins. Les parties devaient se réunir sur cette base dans les plus brefs délais pour analyser les conventions et pérenniser durablement la situation financière de la maison de soins. Cet accord du 17 février 2017 avait évité un plan social et rétabli la paix sociale dans l'institution concernée.

Or, selon nos informations, le conflit est sur le point de resurgir. Il semblerait que le Gouvernement n'a pas concrétisé ses engagements suite aux déclarations du Ministre de la Sécurité sociale et que par conséquent la situation financière de la résidence pour personnes âgées reste toujours très précaire.

Au vu de ce qui précède, je prie le Ministre de la Sécurité sociale de bien vouloir m'éclaircir sur les points suivants:

- Est-ce que le ministre peut m'informer sur les suites données par le Gouvernement à ses déclarations du 17 février 2017?

- Est-ce que le ministre peut confirmer qu'une solution durable a pu être trouvée sur base de la convention liant l'État et l'exploitant?

- Est-ce que le ministre peut expliquer le cas échéant les engagements pris par le ministre?

- Est-ce que le ministre entend toujours intervenir pour pérenniser la situation et sauver la paix sociale? Dans l'affirmative est-ce que le ministre pourrait nous éclairer sur les moyens envisagés pour atteindre cet objectif et nous informer dans quel délai ces moyens seraient mis en œuvre?

Réponse (17.04.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Un dialogue social de qualité constitue un élément essentiel des relations entre employeurs et salariés et l'autonomie des partenaires sociaux est un droit fondamental que le Gouvernement respecte entièrement. Or, au vu de la situation qui se présenta début 2017 au sein de la maison de soins «an de wisen» - l'État étant le propriétaire de l'immeuble et Sodexo résidences services asbl assurant la gestion de la maison de soins -, une solution n'avait pu être dégagée entre partenaires sociaux.

La situation ayant été portée devant Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, les deux parties ont convenu d'une réunion en présence de Monsieur le Ministre, en tant que représentant de la partie étatique et avec le consentement du Gouvernement, pour l'analyser et, le cas échéant, proposer des solutions dans le cadre contractuel existant, ceci afin de garantir la paix sociale dans cet établissement.

Lors de la réunion précitée qui a eu lieu le 27 février 2017, les parties se sont mis d'accord pour avoir recours à une clause prévue dans la convention liant l'État et l'asbl Sodexo Résidences Services. Cette clause vise à entamer des échanges entre le gestionnaire et l'État, à la demande du gestionnaire, lorsque des déséquilibres financiers se présentent. Il s'ensuivit que les partenaires sociaux renoncèrent à leurs actions respectives et consentirent à revenir aux conditions de travail et de salaire applicables avant le 1er janvier 2017.

Dès lors, l'engagement pris par Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, ceci en accord avec le Gouvernement, porta seulement sur l'analyse de l'évolution financière et uniquement dans le cadre conventionnel existant, moyennant l'activation de ladite clause conventionnelle.

Pendant l'année 2017, plusieurs réunions techniques eurent lieu entre des représentants du gestionnaire de la maison de soins et des représentants des Ministères des Finances, de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ainsi que de la Sécurité sociale pour analyser l'évolution financière.

Par la suite, une réunion entre la direction de Sodexo Résidences Services et les ministres concernés a eu lieu le 18 septembre 2017 lors de laquelle la situation financière de l'établissement fut abordée et des pistes furent discutées.

Actuellement, les pourparlers se poursuivent en vue d'une solution durable.

Question 3706 (19.03.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **mandat d'arrêt européen:**

Suivant des informations relayées par RTL la semaine dernière, le bureau du procureur général/département de l'exécution des peines à Luxembourg aurait délivré un mandat d'arrêt européen contre une personne condamnée au Luxembourg à une peine d'emprisonnement de 22 ans.

Toujours selon RTL, le condamné serait fugitif depuis quelques semaines. RTL poursuit: «D'Brigange waren nom Iwwerfall a Richtung Belsch entkomm, do festgeholl an u Lëtzebuerg ausgeliwwert ginn.»

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le condamné ait été extradé vers le Luxembourg après avoir été arrêté en Belgique?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer si la personne concernée a été mise en détention préventive au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, comment se fait-il que le condamné se retrouve actuellement «en liberté»? Le condamné s'est-il évadé d'un centre pénitentiaire?

- Dans la négative, pourquoi l'extradition a échoué?

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer pour quelles raisons le bureau du procureur général a seulement maintenant délivré un mandat d'arrêt européen contre un criminel extrêmement dangereux?

Réponse (13.04.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Il importe de rappeler les faits:

1. La personne en question a été extradée de Belgique sur base d'un mandat d'arrêt européen délivré par le juge d'instruction le 5 février 2014.

2. Un mandat de dépôt a été décerné contre lui le 9 avril 2014.

3. Il a retrouvé la liberté sur base d'un arrêt rendu par la Chambre du conseil de la Cour d'appel en date du 11 novembre 2014 ordonnant la mise en liberté provisoire à charge pour lui de répondre aux convocations de toutes autorités policières et du juge d'instruction, de se présenter à toutes les convocations et tous les actes de procédure et de se présenter une fois par mois au commissariat de proximité de Luxembourg-gare et pour la première fois le 1er décembre 2014. Il a respecté ces conditions jusqu'en janvier 2018.

4. La déléguée du procureur général d'État a délivré un mandat d'arrêt européen contre lui le 26 janvier 2018, soit le lendemain du prononcé de l'arrêt de rejet du pourvoi en cassation.

Question 3707 (19.03.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **«whistleblower»:**

La radio 100,7 a rapporté la semaine dernière le cas d'une personne voulant avertir le service étatique GovCert d'une lacune sécuritaire sur une plateforme étatique. Cette personne aurait toutefois insisté de ne pas vouloir dévoiler les informations à sa disposition (mots de passe de plus de 1.000 utilisateurs de cette plateforme, parmi lesquels des ministres, députés, journalistes et agents de l'État), que si elle restait à l'abri de poursuites pénales. N'ayant obtenu aucune garantie de la part de GovCert, elle aurait retenu lesdites informations.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer qu'après cet appel anonyme, les services étatiques ont passé en revue l'ensemble des dispositifs de sécurité des sites étatiques?

- Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions de cet «audit cybersécuritaire»? Des lacunes ont-elles pu être dénichées et corrigées entre-temps? Quels sites étatiques ont connu ces lacunes? Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que des données personnelles ont pu être consultées/dérobées par des personnes non autorisées? La Commission nationale pour la protection des données, sinon les autorités judiciaires ont-elles été informées de ces incidents?

- Dans la négative, pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas entrepris un tel audit?

- Alors que, début 2015, le Gouvernement a été invité à entamer les travaux préparatoires nécessaires en vue de modifier la loi du 13 avril 2011 sur les «lanceurs d'alerte», Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer pour quelles raisons, la Chambre des Députés n'a à ce jour pas encore été saisie d'un projet de loi afférent?

Réponse commune (03.05.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Nous avons l'honneur d'informer les honorables Députés qu'une personne, qui a souhaité garder son anonymat, a en effet contacté en janvier 2016 les services étatiques en vue de signaler une faille de sécurité. A priori, cette même personne a recherché le contact avec l'État en mars 2018. Les services concernés ont encouragé la personne de leur fournir les informations afférentes tout en lui proposant de réaliser cette notification par voie anonyme.

Afin de prouver ses affirmations, la personne a communiqué en 2016 un «hash cryptographique» aux services. Le «hash cryptographique» fut analysé par les services étatiques, mais n'a pas permis d'identifier la source du problème ou de valider l'existence d'un problème.

De manière générale, les services étatiques examinent et mettent à jour régulièrement les systèmes d'information en place. Dans le cadre de ces travaux, ils n'ont pas pu découvrir depuis lors de faille latente à ce niveau, une telle faille ne pouvant cependant jamais être exclue complètement et apparaître en conséquence de l'évolution très rapide des technologies et outils malicieux auxquels les services sont confrontés dans ce domaine. Il est entendu que toute compromission de données à caractère personnel sera notifiée aux autorités compétentes, et ce conformément à la législation en vigueur.

En ce qui concerne le deuxième volet de votre question le Gouvernement tient à relever que suite au vote de la loi du 13 avril 2011, le Luxembourg est un des rares pays européens à disposer d'un texte légal protégeant les lanceurs d'alerte. Pour le moment cette protection vise la dénonciation de faits de corruption au sens large et une extension du champ d'application est envisagée. Le Gouvernement travaille sur un avant-projet de loi en ce sens et y intégrera l'initiative législative annoncée par la Commission européenne en la matière qui devrait être présentée dans les meilleurs délais. L'avant-projet de loi pourra ainsi utilement reprendre les dispositions prévues au niveau européen. Il convient également de remarquer que la jurisprudence luxembourgeoise, en s'alignant totalement sur celle de la Cour européenne des droits de l'homme, garantit déjà aujourd'hui une protection des plus étendues aux lanceurs d'alerte.

Question 3708 (19.03.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réaménagement de la route nationale entre Dasbourg-Pont et Marnach:**

J'ose revenir à ma question parlementaire n°2787 du 21 février 2017 concernant le réaménagement de la route nationale N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach.

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre avait précisé qu'en 2016 une étude supplémentaire concernant entre autres le potentiel d'optimisation de ce tronçon de la N10 avait été confiée à deux bureaux d'études.

Il y a une année, Monsieur le Ministre avait noté que ses services seraient en train d'élaborer une variante dite «douce» avec un redressement plus léger des virages en vue de concilier les aspects sécurité et impact sur l'environnement naturel.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'étude en question a-t-elle pu être finalisée en l'an 2017?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant la variante «douce» du redressement de la N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach?

- Monsieur le Ministre peut-il avancer une date pour le commencement des travaux de redressement du tronçon de la N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach?

Réponse (20.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le redressement de la route nationale N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach s'est heurté à plusieurs reprises aux conflits subsistants entre les critères de la sécurité routière devant être respectés lors du réaménagement, et les restrictions causées par le statut de la zone dans laquelle se situe le tronçon routier en question, à savoir des zones de protection habitats et oiseaux Natura 2000. Ainsi, une évaluation des incidences sur les habitats faune et flore et plusieurs études d'audit de sécurité ont été réalisées depuis les années 2000.

Les études supplémentaires lancées en 2016 pour trouver une variante qui tient compte des obligations relatives à l'environnement et celles relatives à la sécurité routière ont été terminées en 2017 avec le résultat qu'une solution définitive a pu être trouvée.

La variante dite «douce», examinée également dans le cadre de ces études, avait dû être abandonnée pour des raisons de sécurité routière, notamment à cause de sa non-conformité aux recommandations de sécurité en vigueur.

L'incompatibilité entre les obligations environnementales et celles de la sécurité routière a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses concertations entre les acteurs impliqués, ce qui a finalement permis qu'un accord quant à la variante à retenir a été trouvé il y a quelques semaines. En attendant le rapport final des experts chargés de l'audit de sécurité ainsi que l'autorisation relative à la protection de la nature, les études du projet seront poursuivies jusqu'au stade d'un projet d'exécution. Le projet afférent comprendra deux lots, dont le premier traitera le redressement de la route proprement dite et le second la construction d'un ouvrage d'art dont la réalisation permettra de réduire au minimum les impacts sur les espèces protégées de la zone de protection. L'avis de marché relatif au premier lot, donc le redressement de la route, pourra prévisiblement être publié au courant de l'année, de sorte que les travaux pourront débuter au début de l'année 2019; le deuxième lot sera prêt à une date ultérieure, les études détaillées étant actuellement en cours.

Aux complications précitées s'ajoute encore que la route existante fait preuve d'une pollution aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), ce qui est pris en compte pour le procédé du recyclage à froid sur place qui, à son tour, devra encore faire l'objet d'une demande d'autorisation à l'égard de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ainsi que de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (commodo-incommodo).

Les travaux de redressement de la route N10 s'étendront sur un tronçon d'une longueur de 4,22 km et le chantier prendra une durée totale de 300 jours ouvrables. Le nouveau tracé aura une largeur de 6 m avec des surlargeurs dans les virages en épingle.

Question 3711 (20.03.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **mPass:**

Par la formule du mPass, un titre de transport spécifique destiné aux entreprises, le Verkéiersbond souhaite encourager le recours aux transports publics.

Or, celui-ci ne peut être accordé à une entreprise que sous condition de soumettre une commande annuelle, soit de dix abonnements, soit d'au moins 10% de la totalité de son personnel, sans être inférieur à trois abonnements.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien d'entreprises ont profité de cette offre depuis son introduction? Combien de mPass ont été issus?

- Pour quelles raisons ces conditions spécifiques susmentionnées ont-elles été introduites?

- Monsieur le Ministre n'est-t-il pas d'avis que ces conditions risquent d'entraver l'accès à cette offre, notamment pour les petites entreprises?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'assouplir l'accès au mPass afin d'encourager l'utilisation des transports publics?

Réponse (02.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, depuis son introduction en 2009, l'émission annuelle de mPass est en croissance constante. Le nombre total de mPass émis entre 2009 et 2017 a été de 64.628.

Le nombre de clients, i. e. d'entreprises ayant signé une convention avec le Verkéiersverbond pour fournir un tel abonnement à leurs salariés, était de 202 en 2017. Il y a lieu de relever aussi que le nombre moyen de mPass commandés par client a augmenté de 21 en 2009 à 91 en 2017. Le tableau ci-dessous résume l'évolution:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les conditions d'accès au mPass tiennent à la spécificité et à la finalité du produit lui-même. Il faut noter que ce produit s'adresse aux entreprises et organisations qui, par le biais de leur coopération, jouent un rôle multiplicateur dans le cadre de la promotion des transports en

commun. Il s'agit ici de responsabiliser les chefs d'entreprise qui s'engagent par la conclusion d'une convention mPass à promouvoir les transports en commun et à aborder de manière globale la problématique de tous les déplacements liés à leurs entreprises. Pour avoir un effet, cette mesure s'adresse principalement aux grandes et moyennes structures.

Vu la charge administrative relativement importante liée au traitement des commandes mPass, celles-ci ne peuvent se justifier qu'à partir d'un certain volume de commande. D'ailleurs ceci est pratiquement partout le cas où des produits similaires sont offerts. En Allemagne, notamment, la limite inférieure pour pouvoir profiter de ce genre de produit est en principe de 50 abonnements. Concrètement en ce qui concerne les régions avoisinantes, le VRT de Trêves applique une limite minimale de 20 abonnements, tandis que le saarVV applique, à l'instar du Luxembourg, une limite de trois abonnements au minimum.

L'accès aux petites structures reste garanti par le fait que le nombre minimal de mPass à commander est de trois. Par ailleurs, le système de remise progressif en fonction du pourcentage d'employés participants, permet aux petites entreprises de bénéficier de remises importantes, bien que le nombre absolu d'abonnements achetés puisse rester faible.

Au vu de ce qui précède, il n'est actuellement pas prévu d'assouplir encore l'accès au mPass. Notons, par ailleurs, que le tarif extrêmement favorable de 440 € pour un abonnement annuel classique valable dans tout le Grand-Duché de Luxembourg ne devrait pas constituer un frein à l'utilisation des transports publics.

Question 3712 (20.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**intervention de la Turquie en Syrie:**

An engem Interview mam „Tageblatt" (20.03.2018) huet den Här Bausseminister Asselborn dëst gesot: „Dem türkischen Präsidenten scheinen die UN egal zu sein. Und mit Selbstverteidigung hat das nichts mehr zu tun." Domat ënnerstellt d'Lëtzebuerger Regierung der Tierkei e Broch vun der UN-Charta a besonnesch vum Artikel 51, Kapitel 7.

Dowéinst wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wëllt Lëtzebuerg den UN-Sécherheetsrot mam Verhale vun der Tierkei a Syrien saiséieren, déi jo, no Opfaassung vun der Regierung, an deem Land intervenéiert, ouni sech dobäi op d'Recht op Selbstverdeedegung (Art. 51, UN-Charta) kënnen ze beruffen?

2. Wéi eng Konsequenzen huet dëse Broch vum internationalen, ëffentleche Recht duerch d'Tierkei op d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung am Hibléck op eng EU-Bäitrëttsperspektiv vun der Tierkei?

3. Wéi eng Konsequenzen huet dës Ausso vun der Lëtzebuerger Regierung op déi bilateral Relatioune mat der Tierkei?

Réponse (18.04.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1. Déi Fro mécht eng Interpretatioun vu menger Ausso, déi net dem Kontext vum Interview entsprécht. Am Saz virdrun ass en Hiweis op d'Sécherheetsrot-Resolutioun 2401, déi de 24. Februar 2018 eestëmmeg ugeholl ginn ass an déi vun alle Krichsparteie verlaangt, direkt e Waffestëllstand ëmzesetzen, fir humanitären Zougang a medezinnesch Evakuatiounen ze erméiglechen, an dat iwwert de ganze syreschen Territoire.

De Sécherheetsrot brauch net extra saiséiert ze ginn, well am leschte Paragraf vun därselwechter Resolutioun steet, dass de Sécherheetsrot vun der Fro saiséiert bleift: „décide de rester activement saisi de la question".

ad 2. D'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu der Relatioun tëschent der EU an der Tierkei bleift esou, wéi se an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°3611 vum 7. Februar 2018, Punkt 3, beschriwwen ass:

«Le Luxembourg reste préoccupé quant à la détérioration des libertés fondamentales et de l'État de droit en Turquie. En tant que pays candidat à l'Union européenne, la Turquie a souscrit à un certain nombre d'obligations, dont le strict respect des critères de Copenhague. Comme ces obligations ne sont à ce stade pas satisfaites, des avancées dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE ne sont actuellement pas possibles.»

ad 3. Den Interview mam „Tageblatt" vum 20. Mäerz hat keng Konsequenzen op déi bilateral Relatioune vu Lëtzebuerg mat der Tierkei.

Question 3713 (21.03.2018) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **financement de certaines infrastructures à l'étranger:**

Dans la cadre du premier séminaire intergouvernemental franco-luxembourgeois, il a été annoncé que le Luxembourg va investir 120 millions d'euros dans le développement du réseau ferroviaire en Lorraine d'ici 2018. Dans ce contexte, une enveloppe financière de dix millions d'euros serait prévue pour deux P&R à proximité des gares de Thionville et Longwy et un autre P&R situé entre Thionville et la frontière qui serait dédié au covoiturage.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre prévoit-il également investir dans de nouveaux P&R au-delà de la frontière allemande respectivement dans l'infrastructure ferroviaire longeant la frontière?

- Dans l'affirmative à quel endroit?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà entamé des pourparlers en ce sens avec son homologue allemand?

Réponse (08.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans ce contexte, je tiens à rappeler à l'honorable Député que l'État luxembourgeois s'est déjà engagé récemment du côté allemand en cofinançant la mise à double voie du tronçon ferré Igel - Igel-West dans le cadre du projet de la réactivation de la Weststrecke de Trèves.

En ce qui concerne les projets de P&R du côté allemand, le long de cette Weststrecke de Trèves, les autorités allemandes financent et réalisent des P&R aux arrêts d'Euren et d'Ehrang Hafenstraße.

Parallèlement et conformément à ce qu'il a été retenu dans le programme SMOT (Schéma de mobilité transfrontalier), des installations «Bike & Ride» seront mises en place à tous les arrêts de la Weststrecke et les connexions avec bus seront améliorées.

Les investissements luxembourgeois en terme d'augmentation de capacité P&R dans la région frontalière avec l'Allemagne vont principalement dans les projets d'extension des P&R de Mesenich (730 places supplémentaires) et P&R Wasserbillig-gare (300 places supplémentaires). S'y ajoute le P&R de Höhenhof près de l'aéroport dont profiteront certainement aussi les navetteurs de la région frontalière avec l'Allemagne pour accéder au réseau du tram.

Question 3714 (21.03.2018) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **transport transfrontalier:**

Dans le cadre de la visite d'État en France, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a signé un protocole d'accord sur le renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers avec son homologue français Elisabeth Borne. À ce sujet, le Gouvernement a également publié un communiqué de presse, dans lequel certains éléments de la coopération précitée sont précisés.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien de parkings relais pour favoriser les transports publics routiers sont prévus du côté français et à quel endroit précisément?

- Quand les travaux y relatifs seront-ils terminés?

- Quel sera le coût estimé de ces travaux?

- Existe-t-il des accords du même genre avec l'Allemagne et la Belgique? Dans la négative, des accords pareils sont-ils prévus? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions à quel endroit des parkings relais sont envisagés?

Réponse (08.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En ce qui concerne les parkings relais en relation avec le domaine ferroviaire, le protocole d'accord du 20 mars 2018 prévoit le cofinancement par le Luxembourg de deux parcs relais à proximité des gares en principe de Thionville et de Longwy.

Le protocole d'accord prévoit également de définir, financer et mettre en œuvre tout un programme de parkings pour favoriser l'usage des transports en commun routiers et la pratique du covoiturage afin de promouvoir une mobilité plus durable entre les deux pays.

L'identification des projets est en cours par les autorités françaises. Ainsi un premier projet de parkings pour le transport en commun routier et pour le covoiturage a été identifié près de l'échangeur d'Élange à Thionville. D'autres projets pourraient utilement être positionnés à proximité de l'A31 ou près d'autres grands axes routiers.

D'après le protocole d'accord, la maîtrise d'ouvrage de ces projets a vocation à être portée par les collectivités territoriales françaises. Après identification des projets concrets, les études nécessaires y relatives seront réalisées, ce qui permettra de définir les coûts de ces projets et de procéder par la suite aux travaux de réalisation de ces projets.

Dans le contexte de la réactivation de la Weststrecke à Trèves en coopération avec la Rhénanie-Palatinat, des parkings P&R seront créés aux arrêts d'Euren et d'Ehrang Hafenstraße. Parallèlement des installations «Bike & Ride» seront créées à tous les arrêts de la Weststrecke et les connexions avec bus seront améliorées.

La lettre d'intention relative au renforcement de la coopération ferroviaire entre le royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg signée en date du 6 novembre 2017 retient notamment qu'en ce qui concerne la tarification transfrontalière et la gratuité des parkings auprès des gares, que les prix des abonnements de base mensuels ont été réduits de 13,50 euros et que le déchet des recettes en résultant est pris en charge par le Luxembourg. En contrepartie, la SNCB met gratuitement à la disposition des détenteurs d'un abonnement de train domicile - lieu de travail Belgique - Luxembourg, les parkings SNCB à proximité des gares d'Arlon, Aubange, Bertrix, Florenville, Forrière, Gouvy, Grupont, Habay, Halanzy, Jemelle, Libramont, Marbehan, Messancy, Neufchâteau, Poix-Saint-Hubert, Stockem, Trois-Ponts, Vielsalm, Virton, Viville, zone Marche (Marloie, Marche-en-Famenne, Aye).

Question 3715 (22.03.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **nouvel institut de formation continue dans le château de Sanem:**

Madame la Secrétaire d'État à l'Économie vient d'annoncer en date du 21 mars 2018 qu'il sera prévu d'implanter dans les locaux du château de Sanem un institut de formation continue pour les métiers de la gastronomie et de l'hospitalité avec un restaurant attenant.

Le même jour a été présenté à la Commission parlementaire l'avant-projet de loi portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH). Dans ce contexte, il a été souligné le rôle crucial du LTHAH dans la formation continue du secteur de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme. Le projet de loi prévoit entre autres que le LTHAH va compléter son offre de formation en offrant des formations professionnelles continues et des formations spécifiques qualifiantes dans les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Est-ce que le groupe de travail en charge de l'analyse des besoins du secteur et de l'offre scolaire des formations en gastronomie, hôtellerie et tourisme au Grand-Duché a été impliqué dans le développement de cette proposition?

- Monsieur le Ministre, est-ce que le projet de loi du LTHAH va en tenir compte?

- Annoncé à plusieurs reprises, quand Monsieur le Ministre envisage-t-il nous présenter le rapport final du groupe de travail?

Réponse commune (08.05.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Il va sans dire que le Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) jouit d'une bonne réputation auprès des professionnels du secteur de l'Horeca et joue un rôle essentiel dans la formation des jeunes aux métiers de la restauration et de l'hôtellerie. Les établissements du secteur du tourisme bénéficient largement de l'excellente formation dont font preuve les jeunes formés au LTHAH pour accéder aux métiers de ce secteur.

Afin de permettre au LTHAH d'élargir à l'avenir ses formations en proposant également des formations supérieures, des formations continues et des formations spécifiques à haut niveau pour le secteur de la restauration et de l'hôtellerie, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a soumis au Conseil de Gouvernement un projet de loi portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck. Le projet de loi reflète largement les négociations entre la Chambre de Commerce, l'Horesca et le MENJE.

Parallèlement, des représentants du secteur de l'Horeca ont approché la Secrétaire d'État à l'Économie afin de discuter des questions de promotion de la gastronomie au Grand-Duché et au-delà des frontières. Dans ce contexte, ils ont présenté des bonnes pratiques, dont l'idée de créer un institut de formation à rayonnement européen qui s'adresse à la haute gastronomie. En effet, le Luxembourg est connu pour sa gastronomie de haute qualité et jouit d'une concentration de restaurants étoilés par habitant qui est unique au monde. La gastronomie de notre pays est régulièrement mise en avant en tant qu'atout majeur du pays lors de workshops et séminaires organisés dans le cadre de la promotion touristique. Afin de progresser sur ce niveau élevé, le secteur souhaite pouvoir faire bénéficier les chefs de formations à haut niveau jusqu'ici inexistantes au Luxembourg. La création d'un tel institut permettrait de renforcer cet atout gastronomique de notre pays.

À cette fin, une pré-étude a été commanditée fin mars. Dans ce cadre, une visite de l'Institut Paul Bocuse sera effectuée au cours des prochaines semaines afin de s'inspirer de l'expérience et de l'excellence de cet institut pour pouvoir développer un concept autour de la gastronomie et d'un site tel que celui du château de Sanem.

Actuellement sans affectation, le château de Sanem est à la recherche d'une nouvelle vocation dans un souci d'éviter une dégradation des bâtiments historiques dont le cadre exceptionnel et rare a été reconnu. En alliant la demande du secteur à l'opportunité du site exceptionnel du château de Sanem, la Secrétaire d'État à l'Économie a proposé qu'une telle offre de formations de haut niveau dans le domaine de la gastronomie pourrait y être développée. Il est en outre envisagé d'installer un restaurant de haute qualité sur le site du château de Sanem en y alliant formation et culture de la gastronomie.

Ce projet à caractère entrepreneurial est parfaitement complémentaire à l'éducation offerte au LHTAH. Il permettrait d'établir le Luxembourg comme lieu de formation dans le domaine de la gastronomie. À côté de l'obligation de l'État de mettre en place une offre scolaire importante dans le domaine de l'Horeca, il est toujours loisible à des investisseurs de lancer une initiative privée. Toute démarche en ce sens se fera bien évidemment en concertation entre les différents départements ministériels concernés et dans l'objectif d'assurer une approche cohérente et concertée dans le cadre du soutien à la gastronomie luxembourgeoise.

Question 3716 (22.03.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **braquage d'une bijouterie à Luxembourg-ville:**

Dans un commentaire paru sur rtl.lu, un journaliste rapporte, en se référant à un reportage paru sur la radio France 3 Rhône-Alpes, que les braqueurs auraient été sous observation en France, alors que les services de l'ordre les soupçonnaient de préparer un «coup». Si tel était le cas, il est pour le moins étonnant que la Police luxembourgeoise n'ait pas été avertie de l'arrivée de ces criminels sur le territoire luxembourgeois.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Les services de l'ordre luxembourgeois avaient-ils été informés de ce que des criminels récidivistes soupçonnés de commettre des infractions et lourdement armés se dirigeaient vers le Luxembourg?

2) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer pour quelles raisons ces personnes n'avaient pas été repérées avant de commettre le braquage?

3) Dans la négative, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que l'échange d'informations policières entre le Luxembourg et la

France soit déficitaire? Ce sujet a-t-il été abordé lors de la visite d'État en France?

Réponse (19.04.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) et 2) La question parlementaire fait référence au commentaire d'un journaliste luxembourgeois qui se serait basé sur des informations diffusées sur Radio France 3 Rhône-Alpes. Alors que des sources journalistiques françaises ont rapporté que les braqueurs étaient sous «surveillance» depuis plus de six mois par la Police française, l'information relayée au Luxembourg était que les braqueurs étaient sous «observation» en France.

La Police grand-ducale ne dispose d'aucune information selon laquelle les personnes soupçonnées d'avoir commis le braquage de la bijouterie à Luxembourg auraient fait l'objet de mesures d'observation de la part des autorités françaises au moment des faits.

Enfin, il convient de préciser que l'observation systématique, telle que prévue par le chapitre VII du titre II du livre 1er du Code de procédure pénale, s'inscrit au Luxembourg dans les missions spéciales d'enquête qui ne peuvent être ordonnées que par le procureur d'État ou le juge d'instruction. La surveillance est une expression générale utilisée pour indiquer qu'une personne ou un groupement de personnes, de par ses agissements, a attiré l'attention des autorités policières ou judiciaires, sans être soumis à une observation systématique.

ad 3) Dès la mise en œuvre des recherches concernant les auteurs du braquage, le Centre d'intervention national de la Police grand-ducale a transmis à ses homologues français, belges et allemands toutes les informations disponibles afin de les sensibiliser à la recherche du véhicule utilisé lors de l'infraction. En parallèle, les enquêteurs en charge ont relayé ces informations à leurs homologues étrangers.

La collaboration entre les autorités françaises et luxembourgeoises dans cette affaire et le recoupement d'informations échangées ont permis l'interception des auteurs moins de 24 heures après la commission des faits par les autorités françaises.

Question 3717 (22.03.2018) de **Mme Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**écluse de Stadtbredimus-Palzem:**

Momentan ist der Schiffsverkehr an der Mosel wegen eines Defektes der Schleuse Stadtbredimus-Palzem gesperrt. Heute soll die Schleuse trockengelegt werden, um den Schaden analysieren und bewerten zu können. Bislang ist nicht klar, wie lange der Schiffsverkehr behindert sein wird.

Aus diesem Grund und wissend, dass Mitte 2017 routinemäßige Kontrollen und Wartungsarbeiten durchgeführt wurden, möchten wir folgende Fragen an den Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

1. Welches ist die Ursache der Beschädigung am Untertorflügel?

2. Wurden bei den letztjährigen Kontrollen im Sommer keine Schäden festgestellt?

3. Waren eventuelle Arbeiten an Schleusen geplant?

4. Wie lange werden die Reparaturarbeiten voraussichtlich dauern, und wie lange wird der Schiffsverkehr stillgelegt sein?

5. Kann der Ausfall und demzufolge der Schaden, der durch die Stilllegung der Schifffahrt entsteht, geschätzt beziehungsweise beziffert werden?

Réponse (10.04.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

In ihrer parlamentarischen Anfrage N°3717 vom 22. März 2018 stellen die verehrten Abgeordneten Fragen bezüglich der am 21. März 2018 eingetretenen Beschädigung der Schleuse Stadtbredimus-Palzem.

ad 1. Am 21. März 2018 wurde der rechte Torflügel des Untertores der Schleuse Stadtbredimus-Palzem beschädigt. Ursache für die Beschädigung war ein großes Stück Holz, das unter der Wasseroberfläche zwischen dem rechten Torflügel und der Mauer in Höhe des Torlagers eingeklemmt wurde. Als sich das Tor öffnete, wurde die Halterung des Torlagers beschädigt. Bei der anschließenden Untersuchung durch Taucher wurde ein Riss am Torkörper im Bereich des unteren Torlagers festgestellt.

Im Interesse der Verkehrssicherheit und zwecks Vermeidung größerer Schäden an der Anlage wurde der Betrieb der Schleuse sofort eingestellt und die Schifffahrt informiert.

Seitens der zuständigen Behörden wurden umgehend alle erforderlichen Maßnahmen zur Beseitigung des Schadens eingeleitet. Dies bedingt das Setzen der Revisionsverschlüsse, die Trockenlegung des Unterhauptbereiches, die Begutachtung des Schadens und die anschließende Reparatur. Nach Überprüfung der Torendstellungen und mehreren Probeschleusungen konnte die Schleuse am 23. März 2018 um 02.30 Uhr wieder für die Schifffahrt freigegeben werden.

ad 2. Die Anlagen der Staustufen werden regelmäßig über das ganze Jahr gemäß dem Konzept der planmäßigen Unterhaltung auf etwaige Mängel und Schäden untersucht. Bis zum Vorfall am 21. März 2018 waren keine Mängel oder Schäden am Untertor bekannt.

ad 3. Im Regelfall, ausgenommen in dringenden Fällen, werden größere, zeitaufwendige Reparaturen während der jährlichen einwöchigen Schifffahrtssperren ausgeführt.

ad 4. Durch den Ausfall der Schleuse Stadtbredimus-Palzem war die Schifffahrt für eine Dauer von 43 Stunden gesperrt. In den unter- und oberhalb liegenden Stauhaltungen mussten 20 Schiffe ihre Fahrt zeitweilig einstellen.

ad 5. Dank des sofortigen und ununterbrochenen Einsatzes der Behörden konnte die Reparatur zügig ausgeführt werden, sodass der Ausfall für die Schifffahrt auf ein Mindestmaß beschränkt werden konnte. Eine genaue Bezifferung des Schadens für die Schifffahrt ist nicht möglich.

Hervorzuheben bleibt, dass derartige Ausfälle bei zwei Schleusenkammern vermieden würden. Bei Ausfall nur einer Anlage würde der Verkehr aufrechterhalten.

Question 3718 (22.03.2018) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **zones agricoles défavorisées:**

Le soutien de l'activité agricole dans les zones défavorisées constitue une mesure absolument indispensable pour le maintien de l'activité agricole au Grand-Duché de Luxembourg. Une réforme de la carte des zones agricoles défavorisées au niveau européen est actuellement en cours suite aux critiques de la Cour des comptes européenne.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Est-ce que le Luxembourg sera touché par cette réforme?

- Monsieur le Ministre peut-il nous faire le point sur l'état des discussions avec la Commission européenne?

- Est-il prévu de modifier la carte des zones agricoles défavorisées au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, comment sera-t-elle modifiée?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la surface agricole utile qui sera classée en tant que zone défavorisée après la réforme?

Réponse (19.04.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Les questions ont trait aux zones agricoles défavorisées qui sont actuellement soumises à une réforme prévue par les articles 31 et 32 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil.

Il est à noter que les aides aux zones agricoles défavorisées jouent un rôle très important pour le secteur agricole car elles représentent un soutien substantiel au revenu pour les agriculteurs. Actuellement tout le Luxembourg, à l'exception de la zone viticole, est considéré comme zone défavorisée d'après l'article 50 (3) a du règlement (CE) n°1698/2005. La réforme prévue pour les zones agricoles défavorisées est donc considérée comme une priorité et sera menée dans le but de maintenir le régime d'aide pour la plus grande partie possible du territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Au départ il est opportun de préciser que la réforme des zones défavorisées prévoit pour le Luxembourg deux nouvelles zones possibles:

a) les zones soumises à des contraintes naturelles, et

b) les autres zones soumises à des contraintes spécifiques.

La détermination des zones soumises à des contraintes naturelles est prévue par une évaluation scientifique sur base de huit critères biophysiques fixés à l'annexe III du règlement (UE) n°1305/2013 tout en respectant la procédure prévue à l'article 32 du même règlement. La délimitation doit se faire sur des unités territoriales correspondant aux communes. Les critères concernent le climat, le sol et la topographie, dont seuls les deux derniers peuvent être pris en compte au Luxembourg. En décembre 2016, un premier rapport technique, répondant aux critères imposés, a été transmis pour avis à la Commission européenne, laquelle fait évaluer le volet technique par des experts du Joint Research Center (JRC) d'Ispra qui, en 2017, ont soumis une série de questions quant à la corrélation entre les données pédologiques luxembourgeoises et les seuils et limites de classes fixés par le règlement européen. En décembre 2017, un deuxième document technique complémentaire, répondant aux questions posées, a été transmis à la Commission européenne. L'avis du JRC, datant de février 2018, a accepté une partie des hypothèses posées par le Luxembourg. En ce qui concerne les points restés en suspens, des travaux de justification supplémentaires sont en cours au Service de pédologie de l'Administration des services techniques de l'agriculture.

À l'état actuel des discussions, il est encore impossible de faire une simulation définitive de la nouvelle délimitation des zones à contraintes naturelles, étant donné que certains critères pédologiques proposés, dont les classes de drainage, n'ont pas encore trouvé l'accord du JRC. Il faut néanmoins se rendre à l'évidence qu'il y a une forte probabilité que certaines communes ne feront dorénavant plus partie des zones à contraintes naturelles proprement dites.

Il reste à souligner que les nouvelles zones à contraintes naturelles devront être soumises à un exercice d'affinement qui a pour but d'écarter de la zone délimitée, par les critères biophysiques, les zones qui ont surmonté le handicap naturel par des investissements, par l'activité économique ou par des méthodes de production qui ont compensé la perte de revenus.

Il est cependant prévu de soumettre à la Commission européenne une proposition de délimitation pour des zones à contraintes spécifiques qui permettrait de récupérer les communes qui n'ont pas pu être retenues pour la délimitation des zones à contraintes naturelles. Cet exercice consiste à déterminer des zones spécifiques pour lesquelles la poursuite de la gestion des terres est nécessaire pour assurer la conservation ou l'amélioration de l'environnement, l'entretien du paysage rural et la préservation du potentiel touristique. Uniquement 10% du territoire national peuvent être repris en tant que zone spécifique.

À noter que le processus de l'affinement et la détermination des zones spécifiques ne peuvent pas être poursuivis tant que les zones à contraintes naturelles ne sont pas déterminées définitivement.

Reste à mentionner que la production viticole, reconnue pour avoir surmonté un handicap naturel par l'activité économique, ne peut cependant pas être considérée comme zone à contraintes naturelles ou spécifiques.

À l'état actuel de l'avancement des travaux, on peut conclure que la nouvelle délimitation des zones à contraintes naturelles ne correspondra plus aux zones défavorisées telles qu'elles étaient définies avant la réforme. En complément des zones à contraintes naturelles, il est prévu de définir des zones à contraintes spécifiques afin de garantir que la majeure partie du territoire du Grand-Duché de Luxembourg pourra bénéficier des paiements en faveur des zones à contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques. Vu l'importance de ces paiements pour le secteur agricole, la délimitation de ces zones est traitée de façon prioritaire et avec assiduité avec le but d'aboutir à la situation la plus favorable possible pour les exploitants agricoles.

Question 3719 (22.03.2018) de **MM. Laurent Zeimet** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **vol de données informatiques relatives à la centrale nucléaire de Cattenom:**

En date du 21 mars 2018, la police judiciaire de Metz et EDF ont confirmé le vol de données informatiques concernant plusieurs centrales nucléaires françaises, dont celle de Cattenom. En date du 16 février dernier, la voiture professionnelle d'un prestataire d'EDF de la centrale nucléaire de Cattenom a été volée. À bord de la voiture se trouvait, entre autres, un ordinateur portable sécurisé, ainsi que deux clés USB - non sécurisées - sur lesquelles figuraient des informations confidentielles et sensibles relatives aux schémas de ventilation de plusieurs centrales nucléaires. Selon EDF, ces plans ne seraient pas structurants pour la sécurité des sites concernés. Il n'en demeure pas moins que ce vol est inquiétant et qu'il ne saurait être «banalisé» en raison des risques évidents qu'un tel vol peut comporter en termes de sécurité des installations et des populations concernées, et ce d'autant plus que l'on ignore si ce vol est à un «simple» vol de voiture ou si les malfaiteurs visaient les informations contenues dans l'ordinateur portable et les clés USB.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et Madame la Ministre de l'Environnement:

- Mesdames les Ministres ont-elles été tenues au courant par les autorités françaises de cet incident et de l'enquête y relative? Dans l'affirmative, à quelle date?

- Toujours dans l'affirmative, les deux gouvernements ont-ils convenus d'un modus operandi concernant la gestion de ce dossier en termes d'information? Le Gouvernement luxembourgeois sera-t-il informé des suites dans cette affaire?

- Dans la négative, comment Mesdames les Ministres entendent-elles réagir à un tel manque de communication?

- En tout cas de cause, qu'en est-t-il de la sécurité sur le site de la centrale nucléaire de Cattenom? Est-elle garantie? Des mesures pour améliorer l'état de sécurité ont-elles été prises suite à l'incident? Le système de sécurité a-t-il d'ores et déjà été révisé ou sera-t-il révisé prochainement après le vol des données submentionné?

- Comment est-il possible que les données d'une telle envergure se trouvent sur un ordinateur portable voire sur des clés USB d'un employé? La société EDF a-t-elle réagi en renforçant ses règles internes concernant le maniement des données sensibles? Dans l'affirmative, ces règles sont-elles de nature à éviter des vols de données informatiques? Ces règles sont-elles jugées suffisantes?

- Mesdames les Ministres ne jugent-elles pas nécessaire de lancer une procédure d'urgence concertée de tous les pays concernés? Ne faudrait-il pas insister à ce que le Gouvernement français prenne des initiatives afin de remédier aux lacunes en matière de sécurité dans les centrales nucléaires françaises?

Réponse commune (19.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En date du 21 mars, le Centre nucléaire de production électrique Cattenom a informé la Division de la radioprotection du Ministère de la Santé du vol d'une voiture d'un salarié d'une entreprise prestataire. Dans cette voiture se trouvaient l'ordinateur (crypté) du salarié, ainsi que des plans et documents d'un système d'aération.

Le 22 mars, la société Électricité de France (EDF) a fourni des informations supplémentaires. Ainsi, le véhicule volé aurait contenu un ordinateur portable sécurisé et crypté, un badge d'accès à la centrale, qui aurait été immédiatement désactivé et deux clés USB contenant des informations sur des chantiers portant sur le système de ventilation. Ce matériel appartiendrait à la société prestataire.

EDF confirme que les documents présents sur les deux clés USB sont essentiellement des schémas de portions de circuit de ventilation, des pièces utiles à l'intervention et des photos de ventilateurs uniquement relatives à ce chantier. Le salarié n'ayant pas accès aux documents sensibles de l'installation, cet évènement n'aurait pas d'impact sur la sûreté ou la sécurité de la centrale.

Vu qu'il n'y aurait pas eu de vol d'informations sensibles, le fait auquel se réfèrent les honorables Députés ne se prête pas à prendre les initiatives qu'ils proposent. Il est toutefois rappelé qu'une délégation luxembourgeoise, composée de représentants du Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN), du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Division de la radioprotection (DRP) du Ministère de la Santé et du Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, a rencontré, le 31 janvier 2018, l'autorité française responsable de la sécurité nucléaire pour un échange de vues sur la sécurité du site nucléaire de Cattenom et sur l'organisation de la sécurité nucléaire en France de manière générale.

Question 3720 (22.03.2018) de **MM. Gusty Graas** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant l'**interdiction de la circoncision à but non médical:**

En date du 1er février 2018, une proposition de loi portant interdiction de la circoncision à but non médical a été déposée au Parlement islandais.

Aux termes de cette proposition, toute personne qui causerait des dommages au corps ou à la santé d'un mineur «en enlevant ses organes sexuels en totalité ou en partie» est passible d'une peine d'emprisonnement maximale de six ans.

Le même texte présente la circoncision pratiquée pour des raisons culturelles et religieuses comme une modification corporelle irréversible, qui serait, en l'absence de toute nécessité médicale, une «violation des droits des jeunes garçons, incompatible avec la Convention internationale des droits de l'enfant des Nations Unies».

À ce sujet nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Les ministres ont-ils connaissance de cette proposition de loi? Partagent-ils l'argumentaire de ses auteurs? Dans la négative, pour quelles raisons?

- Existe-t-il des estimations voire statistiques sur le nombre des circoncisions pratiquées au Luxembourg?

- Les ministres estiment-ils que l'interdiction de la circoncision constitue une limitation à la liberté d'expression religieuse?

Réponse (23.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le programme gouvernemental 2013-2018 du Luxembourg prévoit que «le Gouvernement prendra une initiative législative visant à interdire toute forme de mutilation génitale. Ne sont pas considérées comme mutilation les circoncisions effectuées en milieu médical». Il y a un arbitrage à faire entre la liberté de croyance et les droits de l'enfant. L'argumentaire qui est à la base de cette proposition de loi de la femme politique Silja Dögg Gunnarsdóttir en Islande est celle de dire que l'on se place sur le terrain des droits de l'enfant et non pas sur celui de la liberté de croyance.

À l'heure actuelle, la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille précise au dernier paragraphe de l'article 2 qu'«au sein notamment des familles et des communautés éducatives, la violence physique et sexuelle, les transgressions intergénérationnelles, les traitements inhumains et dégradants ainsi que les mutilations génitales sont prohibés».

Récemment, le Gouvernement luxembourgeois a déposé un projet de loi n°7167 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ainsi est précisé que quiconque qui aura pratiqué, facilité ou favorisé toute forme de mutilation des organes génitaux d'une personne de sexe féminin sera puni selon les modalités du nouvel article 410 du Code pénal.

Dans le commentaire de ce nouvel article 410 du Code pénal, le législateur envisage de préciser que «le débat sur l'acceptation de la circoncision chez les hommes est différent. La circoncision n'est pas considérée comme une mutilation. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y a aucun fondement légal en ce qui concerne la mutilation chez les hommes, les dispositions générales des "lésions corporelles volontaires" peuvent toujours être invoquées. Le Code pénal sanctionne actuellement toutes les formes et tous les types de mutilations par le biais de dispositions générales des "lésions corporelles volontaires", mais n'interdit pas spécifiquement la pratique des mutilations génitales féminines. Les auteurs peuvent être poursuivis notamment pour des violences ayant entraîné soit une incapacité permanente, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave. Il en résulte que les mutilations génitales féminines sont sanctionnées sous la dénomination de "mutilations graves" avec des peines aggravées. Il reste néanmoins que l'appréciation en revient au juge».

En Belgique, chaque année, 25.000 petits garçons sont circoncis à l'hôpital, selon les chiffres de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI). Au Luxembourg, seules les circoncisions effectuées pour des raisons médicales sont enregistrées par la Caisse nationale de santé (CNS) aux fins du remboursement. Les circoncisions effectuées pour motifs culturels ou religieux ne sont pas communiquées à la CNS, qui ne dispose dès lors pas de statistiques concernant les circoncisions effectuées pour des raisons non médicales.

En outre, il faut souligner que la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière met en place des nouvelles dispositions législatives relatives à la documentation des activités hospitalières, ce qui permettra l'enregistrement des circoncisions à des fins non médicales en milieu hospitalier et permettra ainsi au Gouvernement d'établir des statistiques nationales sur ces pratiques, indépendamment de leur prise en charge par la CNS.

D'autre part, la controverse persiste dans la littérature médicale à propos des bénéfices médicaux potentiels de la circoncision, tels que la diminution du risque d'infection urinaire chez le petit garçon.

L'intervention chez le nourrisson n'est ni banale, ni dénuée de risques ou de complications. Les données de la littérature médicale internationale font état de taux de complications variables selon l'âge: 1,5% des cas de circoncision chez le nourrisson et 6% des cas de circoncision chez l'enfant à partir de l'âge de un an. Les études épidémiologiques réalisées dans des pays où la circoncision est régulièrement pratiquée par du personnel médical et non médical ont montré des taux de complication très élevés (jusqu'à 80%) lorsque la circoncision est réalisée par du personnel non médical ou dans des conditions ne respectant pas les règles de stérilité. Il est donc important que l'intervention soit pratiquée par un médecin.

Question 3721 (23.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**œuvre d'art «Kapell»:**

Aus der Press geet ervir, datt de Mudam wéilt e Konschtwierk („Chapelle") vum belsche Kënschtler Wim Delvoye am Mee 2018 ofbauen.

Dowéinst wëll ech dem Här Kulturminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt dat Konschtwierk soll ofgebaut ginn?

2. Wa jo, wat soll dann domat geschéien?

3. Wa jo, wat kënnt dann an d'Plaz vun der „Kapell"?

4. Wa jo, wat sinn d'Ursaachen dofir a wien huet déi Decisioun geholl? Ass den Här Kulturminister am Viraus informéiert ginn?

5. Wat ass d'Meenung vum Här Kulturminister zu dem anscheinend geplangten Ofbau vun der „Kapell"?

Réponse (03.04.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1. Jo.

ad 2. Den Zoustand vum Konschtwierk gëtt gepréift an d'Wierk gëtt astand gesat, souwäit et néideg ass. Duerno gëtt et stockéiert (D'Commande vum Wierk am Joer 2006 huet präziséiert, datt d'Wierk demontabel a stockabel wier.) a kann an engem anere Kontext, am Musée oder ausserhalb, gewise ginn.

ad 3. Laut senge Statuten an der Konventioun mam Stat huet de Mudam eng educativ Missioun, déi mat der Notzung vum neie Raum besser erfëllt ka ginn. D'Plaz, wou d'Kapell opgebaut ass, war net vum Architekt dofir virgesinn. Hannendru befënnt sech e Raum mat Lavabo an Toilette, deen accessibel gëtt a fir pedagogesch Aktivitéite gebraucht ka ginn.

ad 4. Fir d'Ouverture vum Mudam goufen eng Rei Konschtwierker vu verschiddene Kënschtler an Optrag ginn, déi säit enger Rei vu Joren net gewise goufen oder wéineg Visibilitéit zanter der Ouverture vum Musée haten. Dës sinn en Deel vun der Kollektioun an et ass un der Zäit, datt d'Kollektioun eng besser Visibilitéit am Musée kritt. De Minister ass am Viraus vun dëser Decisioun informéiert ginn.

ad 5. D'Decisioune betreffend d'Ausstellung vu Wierker aus der Kollektioun gehéieren zu der Responsabilitéit vum Muséesdirekter an der onofhängeger Ausféierung vu senger Fonctioun.

Question 3722 (23.03.2018) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **régime fiscal de la propriété intellectuelle:**

Lors de votre intervention le 22 mars 2018 à la Chambre des Députés, suivant le débat sur le projet de loi n°7163 concernant le régime fiscal de la propriété intellectuelle, vous avez notamment prononcé la phrase suivante:

«Den Text berout op dem Prinzip vum Nexus. Dat heescht, dass haut an deenen neie Regimmen déi speziell a gënschteg Besteierung nëmmen da méiglech ass, wa Recherche an Developpement wierklech am Land selwer gemaach ginn. Dat ass jo u sech eng gutt Noriicht, well dat heescht jo, dass dann d'Aktivitéiten an eisem eegene Land sinn.»

Il s'agit là d'un argument clé avancé par Monsieur le Ministre (et d'ailleurs également par certains orateurs de la majorité gouvernementale) pour justifier l'introduction de ce nouveau régime fiscal préférentiel très favorable aux entreprises (communément appelé «IP box»), au motif qu'il servira essentiellement à promouvoir la recherche et le développement privé au Luxembourg.

Or, ayant des difficultés à retracer le bien-fondé de votre affirmation, telle qu'elle est citée ci-dessus, nous partageons plutôt l'opinion de la juriste Dr Paloma Schwarz Martinez, experte en droit fiscal international et promue à l'Université du Luxembourg, qui écrit notamment dans un article dédié au nouveau régime préférentiel luxembourgeois: «The R&D activity does not have to be carried out within Luxembourg (otherwise it would be contrary to the EU fundamental freedoms). It is therefore debatable to what extent the IP box will contribute to more R&D in Luxembourg[1].»

Ainsi, l'article 1 du projet de loi n°7163, qui modifie le point 3 de l'article 50ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, dit clairement que les dépenses éligibles, qui entrent dans le calcul du traitement fiscal préférentiel, peuvent également provenir d'un établissement non lié «situé dans un État partie à l'Accord sur l'espace économique européen (EEE)».

Nous en concluons que les dépenses en recherche et développement ne doivent pas nécessairement avoir été effectuées sur le territoire du Luxembourg pour pouvoir bénéficier du traitement fiscal préférentiel, ce qui est en contradiction avec les affirmations de Monsieur le Ministre.

D'ailleurs, l'approche du lien modifié («nexus approach» en anglais) de l'OCDE, cité par Monsieur le Ministre, ne contient pas de lien obligatoire entre les dépenses éligibles et la juridiction dans laquelle a eu lieu la recherche et le développement. Le paragraphe 49 du chapitre 4 du rapport final sur l'action 5 du Plan d'action sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfice (cité par les auteurs du projet de loi dans le commentaire des articles) précise notamment que: «L'approche du lien autoriserait l'éligibilité de toutes les dépenses éligibles au titre d'activités effectuées par des parties non liées (qu'elles se trouvent ou non dans la juridiction) [...].»

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre maintient son affirmation prononcée le 22 mars 2018 à la Chambre des Députés, telle qu'elle est citée ci-dessus?

2) Si oui, pouvez-vous nous fournir les explications juridiques nécessaires pour comprendre le bien-fondé de votre affirmation?

3) Si non, êtes-vous prêt à redresser votre affirmation devant la Chambre des Députés, respectivement à amender le régime préférentiel susmentionné de manière à le rendre en accord avec votre affirmation?

Réponse (24.04.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il convient d'emblée de constater que l'honorable Député se réfère à un article de doctrine publié antérieurement à l'amendement gouvernemental du 15 décembre 2017.

L'élément clé de ce nouveau régime fiscal est l'approche du lien, c'est-à-dire la «nexus approach», selon laquelle les dépenses réalisées par le contribuable lui-même sont la variable de substitution retenue pour mesurer l'activité substantielle. Ceci assure que les contribuables qui bénéficient de ce régime fiscal ont bien conduit des activités de recherche et de développement et effectué les dépenses correspondantes. Le corollaire de cette approche est que la recherche susceptible d'accéder à ce traitement fiscal aura en principe lieu avant tout sur le plan domestique. En effet, dans le cas où les activités de recherche et de développement sont réalisées sur le territoire d'un autre État, ces activités sont en principe imposables dans cet autre État et ne peuvent dès lors bénéficier du régime fiscal mis en place par le projet de loi n°7163.

Ce n'est que dans des cas très spécifiques que des dépenses non réalisées directement sur le territoire national peuvent être considérées comme des dépenses éligibles au sens de l'alinéa 1er du nouvel article 50ter de la modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.). Il s'agit de l'hypothèse visée par le paragraphe 50 du chapitre 4 du rapport final de l'action 5 dans laquelle le contribuable paie une entité autre qu'une entreprise liée au titre d'activités de recherche et développement en rapport direct avec la constitution, le développement ou l'amélioration d'un actif éligible effectuées par cette entité au profit du contribuable, ainsi que de l'hypothèse dans laquelle les dépenses sont encourues par un établissement stable, mais sont attribuées au contribuable en vertu d'une convention tendant à éviter les doubles impositions pour autant que les autres conditions de l'alinéa 1er du nouvel article 50ter L.I.R. sont pleinement respectées. Cette dernière hypothèse présuppose cependant que le contribuable exerce et contrôle toutes les fonctions essentielles liées aux activités de recherche et de développement (c'est-à-dire les fonctions liées à la mise au point, à l'amélioration, à l'entretien, à la protection et à l'exploitation) effectuées par l'établissement stable et ayant généré les dépenses, et assume tous les risques liés à ces fonctions.

Dès lors, même dans ces hypothèses très spécifiques, l'affirmation selon laquelle «Den Text berout op dem Prinzip vum Nexus. Dat heescht, dass haut an deenen neie Regimmen déi speziell a gënschteg Besteierung nëmmen da méiglech ass, wa Recherche an Developpement wierklech am Land selwer gemaach ginn.» reste valable. Les fonctions essentielles liées aux activités de recherche et de développement doivent en tout état de cause être exercées par le contribuable.

Question 3723 (26.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **inondations:**

Am Juli vum Joer 2016 koum et zu Lëtzebuerg zu schlëmmen Iwwerschwemmungen. Virun allem d'Uertschafte Kruuchten, Iermsdref, d'Fiels, Noumer an de gesamten Ärenzdall ware mat engem héije Materialschued konfrontéiert. D'Regierung huet doropshin de Betraffene finanziell Hëllefe vun insgesamt 30 Milliounen Euro zougesprach.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt déi 30 Milliounen Euro och effektiv un déi betraffe Leit ausbezuelt goufen? Gouf et dobäi Problemer?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Opraum- a Sanéierungsaarbechten no den Iwwerschwemmungen op eng fir déi betraffe Leit zefriddestellend Manéier ofgelaf sinn?

3. Wéi eng Schutzmoossname goufe bis elo getraff, fir ze verhënneren, datt sou eng Katastroph nach eemol ka virkommen?

Réponse commune (30.04.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Den 22. Juli 2016 ware véier Gemengen aus der Géigend vum Ärenzdall Affer vu ganz uergen Onwiederen, déi zu gréisseren Iwwerschwemmungen a Schied gefouert hunn. An den éischte Stonnen an Deeg no den Iwwerschwemmungen hunn déi staatlech Servicer, a besonnesch d'Rettungsdéngschter, d'Stroossebauverwaltung an d'Arméi, zesumme mat de Gemengeservicer, d'Opraum- an d'Sanéierungsaarbechten ugefaangen.

Zäitno huet d'Regierung nach am Juli 2016 eng Enveloppe vun 30 Milliounen Euro deblockéiert a sech domadder deen néidege finanzielle Spillraum ginn, fir de betraffene Leit, Gemengen a Betriber ze hëllefen, de Schued, dee se duerch dës Naturkatastroph kannt hunn, ze behiewen. Zu deem Zäitpunkt, e puer Deeg no der Naturkatastroph, konnt de geneeën Ausmooss vun de Schied nach net beziffert ginn, mä et war der Regierung hiert Uleies, am Aklang mat de gesetzleche Regelen esou séier wéi méiglech kënnen ze hëllefen.

No an no sinn déi gemellte Schied an engem enken Zesummespill tëschent de Verwaltun-

[1] https://mnetax.com/luxembourg-unveils-new-ip-tax-incentive-22905

gen, de Gemengen, de betraffene Leit a Betriber analyséiert ginn. Déi finanziell Hëllef fir d'Moossnamen, déi vun de Ministèren, Verwaltungen a Servicer geholl goufen, beleeft sech am Moment op ronn 11,5 Milliounen Euro. Et handelt sech heibäi haaptsächlech ëm:

- Reparaturaarbechten un enger ganzer Rei Bësch- a Feldweeër ënnert der Leedung vun der Natur- an Emweltverwaltung respektiv der technescher Administratioun fir d'Landwirtschaft;

- Stabiliséierungs-, Reparatur- a Botzaarbechten, déi, ënnert der Leedung vum Waasserwirtschaftsamt, un de Waasserleef ënnerholl goufen;

- direkt finanziell Hëllefen, déi vum Familljeministère un déi betraffe Leit ausbezuelt goufen;

- d'Entschiedegung vu Schied u kommunale Gidder an Infrastrukturen duerch den Innenministère;

- finanziell Hëllefen (aide de minimis), mat deenen de Wirtschaftsministère déi betraffe Betriber ënnerstëtzt huet;

- Refectiounsaarbechte vun der Stroossebauverwaltung un de Stroossen- a Bréckeninfrastrukturen;

- finanziell Hëllefen, déi de Landwirtschaftsministère ausbezuelt huet, fir engersäits de landwirtschaftleche Betriber den direkte Schued ze kompenséieren an hinnen anerersäits ze hëllefen, hiert Produktiounspotenzial nees hierzestellen.

Ze bemierken ass, datt et sech bei dem virgenannte Montant net ëm en definitive Chiffer handelt, well d'Projeten, „déi vum Stat finanziell ënnerstëtzt ginn", nach net alleguer ofgeschloss sinn.

Betreffend d'Fro vun de Schutzmoossnamen, fir esou eng Katastroph ze verhënneren, muss een drop hiweisen datt esou Naturphenomeener onerwaart a mat grousser Intensitéit optriede kënnen. Den Impakt vun esou engem Naturphenomeen hänkt vun enger ganzer Réi Facteuren of: déi geographesch Gegebenheeten, de Relief vun der Landschaft, d'Naturbeschafenheet, d'Waassersaturatioun vum Buedem oder nach d'Versigelungssituatioun. Eng Rei vun de Moossnamen, déi no den Onwieder vum 22. Juli 2016 geholl goufen, hu gehollef bestoend Infrastrukturen ze stabiliséieren an ze stäerken. Doriwwer eraus, ass d'Waasserwirtschaftsamt de Phenomeen vu plëtzlechen Iwwerschwemmungen an hirem Héichwaasserrisikoplang 2015-2021 ugaangen. An deem Kontext hunn d'Aarbechten ugefaangen, eng Staarkreenkaart fir d'Land auszeschaffen, fir esou déi Géigenden ze identifizéieren déi engem erhéichte Risiko ënnerleien. An dësen Zonen ënnerstëtzt d'Waasserwirtschaftsamt déi betraffe Gemengen, fir Géigemoossnamen ze huelen.

D'Käschte fir dës präventiv Mesurë sinn zu dësem Zäitpunkt net genee ze bezifferen, mä leie mat Sécherheet am zwee-, wann net dräistellege Milliouneberäich.

Question 3726 (26.03.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **infirmiers:**

La croissance tangible de la population luxembourgeoise depuis 2010 a conduit à un accroissement sensible du nombre de patients à soigner dans nos hôpitaux et, partant, à une augmentation des besoins en personnel qualifié pour garantir une prise en charge appropriée des personnes malades ou soumises à des examens médicaux.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quelle est l'évolution du nombre d'élèves inscrits en formation d'infirmier depuis 2010?

2) Comment les besoins en infirmiers ont-ils évolué entre 2010 et 2017?

3) Dans quelle mesure nos hôpitaux ont-ils dû recourir à des infirmiers qualifiés venant de l'étranger pour pallier aux besoins en personnel?

4) Par quels moyens le Gouvernement encourage-t-il les jeunes à entamer des études d'infirmier?

5) Quelles sont les différentes catégories d'infirmier (spécialisations) formées dans les lycées pour professions de santé et quelle est leur évolution respective?

6) Dans quelle mesure les programmes de formation ont-ils évolué afin de répondre aux besoins les plus divers des patients?

7) Qu'en est-il de l'évolution des taux de réussite dans nos lycées pour professions de santé? Dans quelles disciplines les élèves éprouveraient-ils le plus de difficultés d'apprentissage? Combien d'élèves se voient obligés de doubler au moins une classe?

8) Quelle sera la capacité d'accueil du nouveau bâtiment du LTPS à Ettelbruck situé à proximité du Centre Hospitalier du Nord (CHdN)?

Q160

Réponse commune (26.04.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1)

- Le nombre d'inscrits en 12SI/2GSI (première année de formation infirmière) a augmenté régulièrement depuis 2010, cependant seulement un quart à un tiers des élèves ayant réussi l'examen de fin d'études secondaires dans la section Soins infirmiers (SI), entament ensuite les deux années d'études au niveau du BTS infirmier (Schéma 1).

- Ceci peut s'expliquer par le fait que beaucoup d'élèves sont découragés par le niveau théorique de la formation, les compétences requises par le profil professionnel (CLQ) et les expériences faites durant leurs premiers stages en milieu clinique.

Dans ce contexte, et malgré l'augmentation du nombre d'inscrits en formation SI, le total des diplômés a diminué (Schéma 2).

- Une formation infirmière au niveau supérieur valoriserait cette profession et permettrait d'ouvrir cette voie à chaque diplômé de fin d'études secondaires intéressé. Le but serait, à moyen terme, d'avoir 120 diplômés par promotion.

(Schémas *à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 2) Le Ministère de la Santé dispose, pour les années 2010-2017, d'informations quantifiées concernant l'évolution des infirmiers salariés auprès des établissements hospitaliers, des organismes prestataires d'aides et de soins et des institutions pour personnes âgées. Ces données sont issues de la base de données relative au registre des professions de santé et réparties en différentes catégories, dont les infirmiers praticiens.

La catégorie des infirmiers praticiens concerne les infirmiers diplômés, titulaires d'une autorisation d'exercer la profession infirmiers au Luxembourg et dispensant des soins et services directement aux patients, quel que soit le lieu d'exercice.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne la planification des besoins futurs en professions de santé et plus particulièrement des besoins futurs en infirmiers, le Ministère de la Santé est en faveur d'une démarche concertée avec les ministères et administrations impliqués dans la formation et la prise en charge des patients au Luxembourg. Ces travaux pourraient être réalisés dans le cadre des travaux du Comité interministériel de consultation appelé à donner des avis sur toutes les réglementations et questions concernant la formation des professions de santé visées par la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé. Des travaux de concertation interministériels ont d'ailleurs été entrepris au sujet d'une réforme sur les études d'infirmier, dont un des objectifs serait de former davantage d'infirmiers au Luxembourg afin de mieux répondre aux besoins de la population résidente.

ad 3) Comme le montrent les tableaux ci-dessous, le Luxembourg se trouve actuellement dans l'impossibilité de former suffisamment d'infirmiers pour occuper tous les postes disponibles dans le domaine de la santé. Afin de pallier à ce manque, le Luxembourg recrute en partie de ces professionnels dans les pays voisins.

1) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de personnes ayant obtenu une autorisation d'exercice après délivrance d'un diplôme luxembourgeois pour la profession d'infirmier pour les années 2013 à 2017:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

2) Le tableau ci-dessous indique le pays d'origine des diplômes des infirmiers qui ont obtenu une autorisation d'exercer au cours des années 2013-2017, en valeur absolue et en pourcentage des autorisations délivrées. Il inclut les résidents et les ressortissants luxembourgeois diplômés à l'étranger ayant obtenu une autorisation d'exercer au Luxembourg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) Il est clair qu'il faut absolument promouvoir par tous les moyens les professions de santé auprès d'une jeune population, car ces professions sont éminemment nécessaires pour garantir la qualité du système de santé du Luxembourg à l'avenir. Cependant, la société change et la demande d'un engagement personnel et professionnel soutenu dans un milieu de travail très exigeant, ainsi que l'acquisition de compétences complexes, peut faire peur ou paraître peu attrayant, malgré une rémunération intéressante. Le LTPS est en tout cas en train de réfléchir à une campagne publicitaire permettant de valoriser les formations concernées et de motiver ainsi des jeunes à s'intéresser à la découverte de professions passionnantes.

ad 5) Le LTPS forme les spécialisations infirmières suivantes sur une durée de deux années de formation BTS au niveau du MESR:

- l'assistant technique médical de chirurgie (ATM de chirurgie): BSC,

- l'infirmier en anesthésie et réanimation: BSA,

- l'infirmier en pédiatrie: BSP,

- l'infirmier psychiatrique: BSY.

Le nombre d'étudiants entamant une spécialisation n'est pas très élevé. En effet, la plupart des étudiants ayant fini leur formation infirmière entament directement leur carrière professionnelle.

La demande du terrain pour les spécialisations est très grande, surtout en ce qui concerne les formations de l'infirmier psychiatrique, de l'ATM en chirurgie, et de l'ATM en radiologie.

Le LTPS est en train d'élaborer des formations en cours d'emploi pour l'ATM de chirurgie (début en septembre 2018) et pour l'infirmier psychiatrique (en phase de conception), afin de recruter davantage de candidats et répondre à la demande croissante du terrain. Une augmentation respectivement une adaptation des indemnités proposées aux étudiants en formation de spécialisation pourrait également attirer plus de candidats.

Au niveau de la formation BSA, le LTPS doit malheureusement refuser chaque année des candidats à cause d'une pénurie de places de stage en milieu professionnel. Le LTPS reçoit régulièrement des demandes d'admission pour certaines spécialisations de candidats issus des régions limitrophes qui ne disposent pas des connaissances linguistiques nécessaires. La VAE (validation des acquis de l'expérience) en spécialisations et en soins généraux connaît un réel succès.

ad 6) Toutes les formations du BTS doivent répondre à des critères exigeants et sévères, établis par une commission d'accréditation. Ces critères sont réévalués tous les cinq ans sur base d'un dossier et de la visite de l'établissement en question. Toutes les formations BTS du LTPS ont été réaccréditées avec succès pendant les années académiques 2015-2016 et 2016-2017.

Au niveau de la formation pratique, par exemple, le LTPS a introduit pour toutes ses formations la simulation comme outil d'apprentissage, permettant ainsi de mieux préparer les étudiants à la réalité du terrain clinique et de promouvoir l'éthique et la qualité de soins offerts aux patients.

Le LTPS est en train d'analyser et de développer un concept de laboratoire pratique sur base des «skills lab»; il organise ensemble avec l'IUIL une formation de «tuteur-infirmier» pour les soignants des terrains cliniques pour permettre un meilleur encadrement des étudiants pendant «leur enseignement clinique (stages)».

Le contenu des cours est adapté en permanence par rapport aux résultats du «Evidence-Based Nursing» (soins basés sur des résultats probants). Les cours spécifiques, comme les soins palliatifs, la psychogériatrie, les sciences humaines, l'éthique professionnel, la communication en situations de crise sont approfondis pour préparer les étudiants à leur future vie professionnelle. Le LTPS offre de nombreuses options aux étudiants infirmiers afin de pouvoir s'initier à des thématiques comme les médecines parallèles, la médecine chinoise ou tropicale, l'aromathérapie, la kinesthésie, la musicothérapie, etc.

ad 7) Nous aimerions préciser qu'il n'existe qu'un lycée pour professions de santé, fonctionnant avec quatre centres de formation (Luxembourg, Strassen, Bascharage et Ettelbruck).

Lors des dernières quatre années scolaires, le taux de réussite de la première année de formation SI variait entre 88 et 93%, le taux d'échec et de redoublement se situait entre 7 et 12% pour les élèves fréquentant une 12SI/2GSI. Il faut signaler que l'enseignement clinique est purement formatif et non pas certificatif en première année de formation: par conséquent, il n'est pas pris en compte pour la promotion.

Concernant la réussite de l'examen de fin d'études de 13SI/1GSI, le taux de réussite varie entre 54 et 59%, plus d'un tiers des élèves ont un échec à l'examen, ce qui appuie l'hypothèse que le profil d'entrée des élèves dans les études infirmières serait à revoir.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les disciplines concernées par l'échec sont les sciences (sciences médicales et surtout la biologie humaine).

Les élèves du LTPS présentant souvent de graves faiblesses dans au moins une des langues, ne permettant ainsi pas d'atteindre la moyenne dans la branche combinée des deux langues.

Au niveau de l'enseignement clinique (apprentissage pratique sur le terrain clinique), qui est une condition d'admission à l'examen, environ 5 à 10% des élèves échouent.

Les élèves qui continuent les études infirmières au niveau BTS connaissent beaucoup moins d'échecs. En effet, un module non réussi peut être refait, sans devoir redoubler une année de formation.

ad 8) Le nouveau bâtiment du LTPS à Ettelbruck pourra accueillir 430 élèves et étudiants.

Question 3727 (27.03.2018) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **chantier du Pont Adolphe:**

Le Pont Adolphe, rénové et ouvert à la circulation il y a un an, ne cesse d'être en chantier depuis lors aux quatre coins de cette construction. Si l'on peut comprendre qu'un certain provisoire puisse durer jusqu'à ce que la ligne de tramway y arrive un jour, le provisoire qui s'y étale depuis l'ouverture solennelle est laid et dangereux à la fois, surtout pour les piétons qui pataugent dans les flaques d'eau d'un trottoir provisoire.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures quel est le détail et surtout le timing des travaux autour du Pont Adolphe, si des délais contraignants ont été assignés aux entreprises pour finir ces travaux et s'ils sont respectés, enfin si les entreprises concernées sont autorisées à laisser cet endroit de la ville en chantier permanent.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quand les restes du chantier dans la vallée de la Pétrusse situés sous le pont seront enlevés?

- Enfin, étant donné les travaux permanents en cours que l'on constate autour du pont cycliste suspendu, des problèmes d'étanchéité ou autres ont-ils apparu à l'usage?

Réponse (08.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les travaux de réhabilitation du Pont Adolphe ont commencé le 12 mai 2014 et, selon le délai prévu par le cahier des charges, auraient dû être achevés au plus tard en novembre 2016. Or, entre 2015 et 2017, l'entreprise adjudicataire a été chargée de nombreux travaux complémentaires qui ont fait augmenter le délai d'exécution initial de 550 jours à finalement 800 jours. Il s'agit notamment des travaux suivants:

- Création des galeries d'accès à partir des places de Metz et de Bruxelles, et mise en œuvre d'une passerelle cycliste de 150 m de longueur entre les deux arcs en dessous du tablier reconstruit de l'ouvrage.

- Réalisation d'une passerelle de 25 m en intégration des vestiges existants à la sortie de la galerie Metz.

- Réalisation de travaux de réseau pour le projet tramway et prolongation de son tracé du côté de la place de Metz.

- Nombreux travaux d'adaptation des infrastructures des réseaux.

Il va sans dire que ces travaux, même s'ils ont pour la plupart pu être achevés à brève échéance, ont prolongé les délais impartis. En plus, lors de la réalisation des travaux d'aménagement des places de Bruxelles et de Metz, de nombreux travaux ont été réalisés pour le compte de LuxTram. Ces travaux ne faisaient pas partie du marché initial, mais étaient devenus nécessaires suite à l'avancement du projet tramway, à savoir:

- Réalisation d'une sous-station souterraine d'environ 100 m² sur la place de Metz rendant nécessaire la fermeture du trottoir côté est/ Ville-Haute.

- Construction de plusieurs chambres de tirage souterraines d'environ 20 m² de part et d'autre de l'ouvrage.

En ce qui concerne la place de Metz, il faut également mentionner les nombreux travaux de réseaux réalisés par les différents concessionnaires des réseaux d'approvisionnement et dont le volume a considérablement augmenté au fil du projet. Ainsi, il fallait procéder à un bon nombre d'adaptations pour déplacer ces réseaux en dehors la future plateforme du tramway.

Finalement, les nombreuses périodes de mauvais temps et de météos défavorables pour la réalisation de certains travaux, ont souvent perturbé le planning des travaux. Je note par exemple l'exécution des revêtements époxydiques sur les trottoirs et les places avoisinantes qui nécessitent une période sèche avec des températures jours et nuits au-dessus de 5°C. Prévus initialement pour la fin de l'été 2017, ces travaux ont été reportés au printemps 2018 et leur exécution est actuellement prévue à la fin du mois de mai.

Quant aux travaux restants, à part quelques travaux de finition, ils seront tous achevés, sauf imprévus, au plus tard en juin 2018.

En ce qui concerne le dépôt du chantier dans la vallée de la Pétrusse, son enlèvement est en plein cours et sera terminé au plus tard fin mai 2018.

Enfin, des problèmes d'étanchéité autour du pont cycliste suspendu ne sont pas connus. Cependant, au niveau des puits de lumière de part et d'autre de l'ouvrage, des infiltrations d'eau sont à constater. Il s'agit cependant d'un phénomène connu, qui sera éliminé dès que les revêtements finaux sur les trottoirs du Pont Adolphe seront terminés.

Question 3728 (27.03.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**asbl Schrëtt fir Schrëtt:**

Selon nos informations, il s'avère que l'existence de l'asbl Schrëtt fir Schrëtt, qui permet à des enfants handicapés de bénéficier d'un enseignement adapté et fondé sur le système de l'éducation conductive, n'est toujours pas assurée. Outre le fonctionnement futur non garanti de l'asbl, il est à préciser que l'asbl manque de locaux pour pouvoir assumer l'encadrement adéquat des enfants.

Dans la mesure où une pétition des responsables de l'asbl avait donné lieu à un débat public à la Chambre des Députés, en avril 2016, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre, comment l'asbl est-elle actuellement financée?

2) Le ministre est-il au courant du manque de locaux de l'asbl?

3) De quelle manière Monsieur le Ministre entend-il réagir à la situation de l'asbl?

Réponse (08.05.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ensemble avec Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, je soutiens les actions de l'asbl Schrëtt fir Schrëtt, qui s'occupe des besoins et du développement d'enfants et de jeunes particulièrement fragiles.

L'association m'a récemment soumis un projet visant à diversifier ses missions. En effet, l'asbl souhaite développer ses activités et se dédier, outre à la scolarisation et la rééducation des élèves (dès un très jeune âge), également à offrir un lieu de vie, d'activité et de rééducation aux jeunes adultes voire aux adultes. Dans ce contexte, Madame la Ministre Cahen et moi-même avons suggéré à l'asbl de revoir son projet initial en faisant la distinction entre le lieu de vie et le lieu de scolarisation et de séparer, de ce fait, les enfants des jeunes adultes.

ad 1) Actuellement, l'État participe aux frais de fonctionnement de l'asbl qui, entre 2008 et 2012, s'élevaient à quelque 220.000 €. Depuis 2014, le budget annuel aloué s'élève à 383.903 €; s'y ajoutent également l'utilisation gratuite des locaux et du transport.

Je viens d'introduire une demande pour un dépassement budgétaire qui permettrait aux parents d'éviter de renoncer à l'assurance dépendance en la transférant en tant que contribution aux frais à l'association Schrëtt fir Schrëtt.

ad 2) Je viens de confirmer aux responsables de l'asbl Schrëtt fir Schrëtt que l'association pourra continuer à occuper les infrastructures de l'Institut pour infirmes moteurs cérébraux (IMC) au Val Saint André jusqu'à ce qu'une solution adéquate au niveau des locaux puisse être trouvée.

ad 3) Pour ce qui est de l'avenir de l'asbl Schrëtt fir Schrëtt, mes services étudient actuellement deux pistes en ce qui concerne l'amélioration de la scolarisation des élèves, à savoir:

- la création d'une école privée dans le domaine du handicap, ce qui impliquerait une réforme des dispositions légales au niveau des écoles privées, afin de pourvoir à l'attribution d'un budget annuel;

- l'intégration d'une offre «Petö» au sein du nouveau Centre de compétences pour le développement moteur et corporel, impliquant le recrutement de «conducteurs» spécialisés dans la méthode «Petö».

Question 3729 (27.03.2018) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **repos hebdomadaire des chauffeurs de poids lourds:**

Une loi en vigueur en France depuis 2006 interdit aux chauffeurs de poids lourds de prendre leur repos hebdomadaire de 45 heures dans leur camion. Comme il n'y avait aucune sanction prévue en cas d'infraction constatée, peu de camionneurs respectaient cette interdiction. C'est pour cette raison qu'en 2014, le législateur français a mis en place un catalogue de sanctions applicables en cas de non-respect de cette obligation.

Cette répression a comme conséquence que davantage de chauffeurs de poids lourds prennent leur repos de 45 heures au Luxembourg, notamment sur les aires de repos ou encore dans les alentours du port de Mertert ou le long des routes dans les zones industrielles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces observations?

- Le Gouvernement pourrait-il envisager d'aménager des parkings pour poids lourds afin que les camionneurs puissent y prendre leur repos, au lieu de devoir se stationner dans des zones industrielles, etc.?

Réponse (08.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il est un fait que le phénomène décrit par l'honorable Député est généralement en augmentation en Europe et le Luxembourg n'en est malheureusement pas épargné.

Ainsi, la Police grand-ducale a constaté ces dernières années une augmentation réelle du nombre des chauffeurs passant leur repos hebdomadaire normal à bord de leur véhicule, sans cependant disposer de chiffres concrets.

De même, l'Administration des ponts et chaussées a constaté de façon générale que la fréquentation des aires de services situées le long de nos autoroutes par des poids lourds est en hausse permanente. L'Administration des ponts et chaussées ne dispose cependant pas de statistiques sur les itinéraires, ni les coutumes de stationnement des poids lourds en question.

Au port de Mertert, un besoin croissant en places de stationnement pour poids lourds est également à observer. Ce besoin est cependant à voir, du moins en très grande partie, en relation avec les activités portuaires.

En ce qui concerne l'aménagement de parkings pour poids lourds, les initiatives suivantes sont à mentionner.

L'aire de Berchem étant particulièrement fréquentée par les chauffeurs de poids lourds, l'Administration des ponts et chaussées est en train d'y augmenter la capacité de stationnement de poids lourds sur le côté ouest par la construction d'un parking intelligent et partiellement sécurisé. Si ce projet pilote fera ses preuves, le principe pourrait être étendu à l'avenir à d'autres aires de services.

Au port de Mertert, certaines mesures concernant la sécurité et la santé sont également en cours de réalisation pour offrir de meilleures conditions de stationnement aux chauffeurs de poids lourds.

Enfin, l'ancien site du terminal intermodal de Bettembourg est actuellement en cours de transformation en un centre routier sécurisé, disposant à terme d'une zone de parking d'environ 350 places, d'une station-service multicarte, d'un shop de première nécessité et d'un shop social avec possibilité de restauration rapide, de sanitaires et d'une zone de détente ou zone verte. Ce site, entièrement sécurisé, sera cependant réservé aux seuls usagers du nouveau terminal intermodal de Bettembourg-Dudelange et du parc logistique. Il a pour objectif de permettre aux camionneurs, usagers du terminal et du parc logistique, de prendre leurs pauses et repos en disposant des services nécessaires sur un périmètre délimité, évitant ainsi une circulation dans les rues et zones industrielles aux alentours.

Question 3730 (27.03.2018) de **MM. Lex Delles** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **oiseaux sauvages:**

Ces dernières années, le nombre d'oiseaux sauvages en Europe est en chute libre. Les espèces des plaines agricoles sont particulièrement menacées. La situation n'est non seulement critique pour les espèces d'oiseaux mais également pour la biodiversité en général.

L'actualisation de 2017 du «European wild bird indicator», initiative conjointe du «European Bird Census Council» et de «BirdLife International», observe depuis trente ans une raréfaction inquiétante (moins 55%) des populations d'oiseaux vivant en zone agricole. Cet indicateur recense les données de 28 pays européens et constate que de nombreux oiseaux sont menacés et qu'en seulement 15 ans un tiers a disparu à travers l'Europe. Les résultats notent également une chute marquée de 24 espèces spécialistes des plaines agricoles tandis que la population de six espèces des champs a augmenté.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Est-ce que le Luxembourg a fourni ses données pour l'actualisation de cet indicateur?

2) Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions pour notre pays?

3) Hormis les recensements réguliers effectués par «natur&ëmwelt», d'autres études nationales ou européennes sont-elles prévues pour les années à venir?

4) En général, quel est le développement des espèces d'oiseaux au Luxembourg pendant les dernières dix années? Quelle est la situation des oiseaux des campagnes, dont les espèces sont le plus menacées par la disparition?

5) Est-ce que la situation au Luxembourg peut être considérée comme préoccupante?

6) Quelles mesures sont mises en place au Luxembourg pour lutter contre la disparition des espèces d'oiseaux? Existe-t-il des mesures spécifiques pour la protection des oiseaux sauvages des champs?

Réponse (30.04.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Oui, le Luxembourg a fourni ses données, tel que l'indiquent les liens suivants:

https://www.ebcc.info/pecbm.html

https://www.ebcc.info/trends2017.html

ad 2) Les conclusions sont similaires aux constats réalisés au niveau européen, respectivement sont pratiquement identiques à l'évolution des pays limitrophes: un large déclin de la majorité des espèces des milieux ouverts et ruraux, et particulièrement des labours, des herbages et des prairies humides. L'évolution des effectifs de ces espèces d'oiseaux reflète la dégradation de leurs habitats et biotopes qui connaissent des régressions similaires.

ad 3) En vue de répondre aux différentes obligations issues de la directive «Oiseaux» (2009/147/CE) dans le cadre d'une convention avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département environnement, la Centrale ornithologique du Luxembourg a été créée et réalise systématiquement depuis la fin des années 1990 différents inventaires avifaunistiques annuels ou pluriannuels, dont notamment le programme du suivi des espèces d'oiseaux rares, mais également le programme du suivi des oiseaux communs. Parallèlement à ces inventaires, les stations biologiques et certains bureaux d'études agréés réalisent également des inventaires ornithologiques.

La prochaine grande compilation et évaluation de données ornithologiques est prévue pour 2019 dans le cadre du rapportage à la Commission européenne, à réaliser tous les six ans, en vertu de l'article 12 de la directive «Oiseaux».

ad 4) Les évolutions à court terme des populations des oiseaux annoncent que 28% des espèces sont actuellement en «déclin», 38% ont une évolution «fluctuante» respectivement «incertaine». Uniquement 13% indiquent une évolution de leur population actuellement «stabilisée» et 21% montrent une «amélioration». Donc deux tiers des espèces d'oiseaux présentent une évolution actuelle de leur population non stabilisée, ni améliorée.

La protection de la nature a connu certains succès ces dernières années: quelques espèces rares et emblématiques sont en progression, entre autres grâce à des mesures ciblées, des efforts accrus ou une protection légale, tels que le Grand-duc d'Europe, la Chouette chevêche et la Cigogne noire, ainsi que la nouvelle apparition de la Cigogne blanche en tant que nicheur. Cependant, tel que mentionné plus haut, souvent les oiseaux communs et particulièrement les oiseaux des campagnes connaissent les régressions les plus fortes et inquiétantes. Sur les 32 espèces typiquement agricoles, 24 sont dans un état de conservation dégradé. Ceci est d'autant plus alarmant qu'il s'agit en grande partie d'espèces d'oiseaux jadis considérées en tant que très communes.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) Oui, la situation est même très préoccupante.

Hormis la valeur intrinsèque des différentes espèces, les oiseaux jouent également un rôle primordial dans l'équilibre écologique. À l'instar des chauves-souris, il s'agit de bons indicateurs quant à la qualité de l'environnement naturel, et finalement leur présence indique un environnement sain pour les humains. En plus, bon nombre de ces espèces se nourrissent en partie de ravageurs et nuisibles des cultures et fournissent ainsi gratuitement un service écologique. Ainsi, aux États-Unis, en 2011, l'impact économique direct des chauves-souris a été évalué à 23 milliards de dollars par an pour le seul secteur de l'agriculture. Si l'on considère également la valeur monétaire de la santé humaine, par le fait de ne pas devoir recourir à des pesticides, l'impact économique annuel se chiffre à 53 milliards de dollars.

Or, notre société est engagée dans une évolution qui voit un appauvrissement alarmant des espèces animales. Prenons l'exemple de la Pie-grièche grise qui a connu une régression entre les inventaires des territoires au niveau national de 2006 et 2012. Cette espèce présentait dans les années 1990 encore plus de 100 couples au Luxembourg. Malgré l'élaboration d'un plan d'action espèce, les tendances néfastes s'opposant à la restauration de l'état de conservation de cette espèce ont dominé. Le résultat: une diminution du nombre de 96 territoires recensés en 2006 vers 29 en 2012. Actuellement, en 2018, uniquement six couples sont recensés. Cette espèce - un remarquable indicateur de la valeur écologique de nos paysages - risque bel et bien de s'éteindre dans les quelques années à venir.

ad 6) Différentes mesures ont été mises en place, dont notamment:

- la protection légale dite «stricte» des espèces d'oiseaux, par la loi relative à la protection de la nature et des ressources naturelles et le règlement grand-ducal relatif à la protection stricte des espèces d'animaux;

- la désignation d'un réseau de zones protégées et la mise en œuvre de plans de gestion y relatifs: zones Natura 2000 et zones protégées d'intérêt national;

- la mise en œuvre de plans d'action «Espèces» et «Habitats», par exemple le Plan d'action «Chouette chevêche» a permis d'éviter la disparition de cette espèce au niveau national et de stabiliser ses effectifs;

- une sylviculture proche de la nature dans les forêts publiques ce qui explique en partie la meilleure situation des espèces forestières;

- la mise en place d'un régime d'aide pour les exploitants sylvicoles et agricoles, comme des programmes «biodiversité»;

- l'agriculture biologique.

Malgré toutes ces mesures mises en place, celles-ci semblent trop chétives par rapport aux tendances néfastes générales. Il ne suffit pas d'instaurer des mesures spécifiques, ciblées et localisées pour la protection des oiseaux sauvages des champs. Pour renverser la tendance de ces espèces, il y a lieu de procéder à un changement substantiel de l'orientation de la politique agricole au Luxembourg et en Europe. L'interdiction des pesticides néonicotinoïdes est une première mesure importante pour combattre la disparition des insectes et des espèces qui en dépendent, mais elle ne peut constituer qu'un premier pas vers une agriculture respectueuse de la faune et de la santé humaine.

En conclusion:

Malgré les efforts avérés et les mesures réalisées, souvent très localisées et restreintes, les menaces et pressions pesant sur la biodiversité et les écosystèmes s'étendent de façon généralisée sur l'entièreté du territoire.

Le territoire national a subi et risque de subir davantage de transformations importantes au dépend de la préservation des espèces, des habitats et des écosystèmes, et finalement au dépend de la qualité de vie des humains:

- la banalisation des paysages s'opère au dépend d'espèces spécialisées entraînant un appauvrissement des communautés animales et végétales;

- les habitats naturels sont directement affectés par leur destruction et leur altération;

- au niveau de la dynamique des populations, les espèces sont très significativement affectées par les effets de la fragmentation et de l'uniformisation des paysages ainsi que par une diminution nette de leurs habitats naturels de prédilection;

- les effets sur les écosystèmes affectent également les humains qui sont directement dépendants de la nature, des ressources naturelles et des services fournis tels que l'eau potable, l'air pur, la régulation du climat et des inondations, ainsi que la récréation.

Question 3731 (27.03.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **rôle des administrateurs représentants de l'État luxembourgeois dans la Société Européenne des Satellites (SES):**

L'État luxembourgeois ensemble avec la SCNI et la BCEE détient 33,3% des droits de vote dans le capital de SES. Le Gouvernement a également le droit de proposer un tiers des membres du conseil d'administration, soit six administrateurs sur un total de 18.

Le 11 février 2018, l'opérateur privé luxembourgeois de satellites de télécommunications a annoncé le départ de son directeur général et de son directeur financier.

Le cours de bourse de l'action SES, qui a perdu deux tiers de sa valeur les trois dernières années, a continué de chuter après l'annonce de ces démissions. Cette baisse est un signe manifeste que les marchés financiers s'interrogent sur la stratégie et les perspectives de cette société. Les actions B (non cotées en bourse) détenues par l'État, la SNCI et la BCEE ont également connu une perte de valeur très significative.

Les dividendes à encaisser par l'État et les établissements publics baisseraient de 40 millions d'euros suivant les propositions de dividendes faites à l'assemblée générale. Par ailleurs, beaucoup de particuliers luxembourgeois détiennent des actions de la société dans leur portefeuille et connaissent eux aussi des pertes significatives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Comment le Premier Ministre, ayant dans ses attributions le secteur des médias et des communications, et dont des conseillers sont représentés au conseil d'administration de SES, voit-il ces développements?

- Quel est l'impact de la baisse significative du dividende et de la valeur de la participation détenue sur les finances publiques?

- Pourquoi un poste d'administrateur, revenant à l'État luxembourgeois, a-t-il été laissé vacant?

Réponse (04.05.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

L'évolution des résultats financiers de SES et de son cours en bourse sont suivis de près par le Gouvernement, à la fois parce que l'État est actionnaire et parce que la société est un des fleurons de l'économie luxembourgeoise.

Il y a lieu de rappeler d'emblée que SES, comme d'ailleurs tout le secteur des satellites de communications, se trouve dans une phase profonde de transformation liée au progrès technologique et à la numérisation des systèmes de communication, ce qui suscite de nombreuses interrogations.

Ces interrogations sont également reflétées dans les cours de bourse de tous les opérateurs de satellites.

SES, soutenue dans cette démarche par l'État actionnaire, doit rechercher de nouveaux relais de croissance, ce qu'elle continue de faire en investissant de manière conséquente dans des satellites de nouvelle génération qui devront permettre la diversification dans les domaines de croissance comme la connectivité Internet dans l'aviation civile ou dans les navires et les services gouvernementaux notamment.

Lors de l'assemblée générale du 5 avril, SES a informé ses actionnaires sur la situation financière de la société et le nouveau CEO, Monsieur Steve Collar, a exposé la stratégie de diversification.

Les responsables de la société ont répondu en détail aux nombreuses questions posées par les actionnaires et ont notamment exposé que les revenus liés à ces relais de croissance se trouvent en déphasage par rapport aux investissements programmés ou déjà réalisés, si bien que les résultats de la société s'en sont ressentis. Les responsables de SES sont confiants que la société se retrouvera sur son orbite de croissance dès la fin de cette année-ci.

Il y a lieu de retenir que suite aux explications fournies par les responsables de la société, l'assemblée a exprimé sa confiance envers la direction et le conseil d'administration de la société, toutes les résolutions ayant été votées à plus de 90% des votes exprimés.

Quant au deuxième volet de la question, il y a lieu de noter que l'impact de la réduction du dividende se fera ressentir au niveau de la Trésorerie de l'État par une moins-rentrée de 17,7 millions en 2018 par rapport à 2017. Il n'en reste pas moins que SES versera un dividende substantiel de 26 millions d'euros à l'État en 2018. Le dividende avait augmenté de 10% l'an pendant de nombreuses années et il revient en 2018 au niveau de 2011.

Quant au troisième volet de la question, il y a lieu de retenir que l'assemblée générale a voté avec une très large majorité à la demande des actionnaires privés une réduction du nombre des administrateurs de 18 à 15. L'influence des actionnaires publics ne s'en trouve cependant pas affectée dans la mesure où les statuts de la société précisent que les actionnaires de la catégorie B (les actionnaires publics) doivent détenir un tiers des mandats (soit 5 sur 15 au lieu de 6 sur 18).

Question 3732 (27.03.2018) de **Mme Martine Hansen** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**installation de l'école fondamentale de l'École internationale Michel Lucius au campus Limpertsberg:**

L'école fondamentale anglophone de l'International School Michel Lucius, qui a commencé à la rentrée 2017-2018, est actuellement installée dans la construction modulaire de la rue Charles IV à Belair avec ses 280 élèves. Or, il s'avère que l'école va emménager dans les locaux du Lycée Vauban au Limpertsberg après les vacances de Pâques.

Pour remédier aux importantes difficultés de circulation dans le quartier de Limpertsberg, le Gouvernement avait annoncé la mise en place d'une série de déménagements de certains établissements scolaires, dont le Lycée Michel Lucius et le Lycée technique du Centre.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre, quelle est la durée prévisible de cette installation provisoire dans les locaux du Lycée Vauban?

- Le nombre d'élèves restera-t-il à environ 300 ou est-il envisagé d'y ajouter encore d'autres classes du fondamental? Si tel était le cas, quel serait le nombre maximal d'élèves pour cette école?

- Quelles mesures seront prises pour éviter que la plupart des jeunes élèves ne soient transportés à l'école en voiture privée?

- Quand débuteront les relocalisations du Lycée Michel Lucius et du Lycée technique du Centre?

Réponse (17.04.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les questions des honorables Députés m'incitent d'abord à rendre public le nombre d'élèves qui viennent de quitter le quartier du Limpertsberg depuis la rentrée 2017, à savoir 800 élèves de l'École française (primaire) et 1.400 élèves du Lycée Vauban ont déménagé. En revanche, quelque 250 élèves vont occuper les infrastructures du Lycée Vauban à partir du début des cours après les vacances de Pâques 2018. Force est de constater un solde de 1.950 élèves de moins au Limpertsberg, ce qui est considérable.

Le nombre maximal d'élèves que l'école fondamentale de l'International School Michel Lucius saurait accueillir au Limpertsberg s'élève à 320. Pour éviter que les jeunes élèves ne soient amenés à l'école en voitures privées, deux navettes seront mises en place, l'une en provenance du Kirchberg et l'autre en provenance du quartier Belair.

Il est vrai que le quartier du Limpertsberg connaîtra un soulagement encore plus net à partir de la relocalisation du Lycée Michel Lucius et du Lycée technique du Centre, qui, ne l'oublions pas, font partie du quartier en question depuis leur création il y a une bonne cinquantaine d'années. Or, tout à fait conscients de la situation précaire du quartier en matière de trafic routier, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ainsi que mes services travaillent intensément sur la planification des deux nouvelles infrastructures, l'une à Kirchberg et l'autre dans le quartier Midfield. Il est prévu que le Lycée Michel Lucius ainsi que le Lycée technique du Centre soient opérationnels sur leurs nouveaux sites respectifs à partir de 2025.

S'y ajoute le fait que la Fräi-éffentlech Waldorfschoul Lëtzebuerg quittera aussi le quartier du Limpertsberg; un terrain destiné à accueillir cette école vient d'être identifié et les infrastructures devraient également être disponibles vers 2025.

Question 3733 (28.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**incident à Salisbury et les sanctions de l'Union européenne:**

Den Europäesche Rot vum 22. Mäerz 2018 huet no deem rezenten, tragesche Virfall zu Salisbury, duerch deen d'Liewe vun zwou Persounen a Gefor komm ass, ënner anerem dëst a senge Konklusiounen zréckbehalen:

«Il souscrit à l'analyse du Gouvernement du Royaume-Uni selon laquelle il est hautement probable que la Fédération de Russie soit responsable de cet acte et qu'il n'existe pas d'autre explication plausible. Nous exprimons une solidarité sans faille avec le Royaume-Uni face à cette grave remise en cause de notre sécurité commune.»

An deem Zesummenhank wollt ech dem Här Statsminister an dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Beweiser huet dat Vereenegt Kinnekräich deenen anere Memberstate presentéiert, fir déi Hypothees vun enger Verantwortung vun der Russescher Federatioun bei dem Virfall zu Salisbury ze ënnermaueren?

2. Wéi eng Elementer leien der Lëtzebuerger Regierung vir, fir unzehuelen, datt et keng „aner plausibel Erklärungen" kéinte ginn?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Ukloen oder d'Veruerteele vu State wéi och all Decisioun iwwer Sanktiounen oder Retorsiounen an den internationale Bezéiunge Virgäng vu gravéierender Natur sinn, déi kënne wäitreechend Konsequenzen hunn?

4. Wa jo, deelt d'Regierung déi Meenung, datt dowéinst esou Decisiounen net däerfe liichtfankeg geholl ginn, mä nëmmen am Aklang mam internationale Recht an op Basis vun enger klorer, eendeiteger, objektiv novollzéibarer an iwwerzeegender Beweissituatioun?

5. Wéi gesäit d'Regierung d'Entwécklung vun de Bezéiungen tëschent Lëtzebuerg a Russland, nodeem si opgrond vun „Wahrscheinlechkeeten" Russland fir de Virfall zu Salisbury verantwortlech gemaach huet?

6. Fir de Fall, wou d'Enquêtë vun der Organisatioun fir de Verbuet vu chemesche Waffen, der brittescher Police a Justiz an aneren net kéinten dozou féieren, eng Verantwortung vun der Russescher Federatioun fir de Virfall zu Salisbury ze beweisen, wéi eng Konklusioune géif d'Lëtzebuerger Regierung dann zéien, besonnesch am Hibléck op

- de Fonctionnement vun der europäescher Baussen- a Sécherheetspolitik an der Koordinatioun an der NATO,

- de Relatiounen zu där aktueller Regierung vum Vereenegte Kinnekräich,

- de Relatiounen zu der Russescher Federatioun?

Réponse commune (30.04.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1. D'Vereenegt Kinnekräich huet seng Analys zum Virfall zu Salisbury presentéiert an duergeluecht. Dës Analys léisst drop schléissen, datt mat héchster Wahrscheinlechkeet soss keen aneren ewéi Russland plausibel ka responsabel sinn. Den Europäesche Rot vum Mäerz 2018 huet sech dëser Analys ugeschloss.

ad 2. cf. D'Äntwert op d'Fro 1.

ad 3. D'Regierung deelt d'Usiicht, datt Virfäll ewéi deen zu Salisbury, déi d'Zivillbevëlkerung a Gefor bréngen, ganz eescht Virfäll sinn. All Äntwert, déi een op esou Virfäll gëtt oder och net gëtt, ass bedeitsam a wichteg.

ad 4. D'Lëtzebuerger Regierung wäert hir Entscheedunge weiderhi mat der néideger Suergfalt an am Liicht vun allen disponibelen Informatiounen huelen.

ad 5. Russland ass e wichtege Partner vun der Europäescher Unioun, och nom Virfall vu Salisbury. D'Regierung wäert sech och weiderhin an der EU fir eng Politik vum Dialog, dem Engagement a vun Zesummenaarbecht mat Russland ausschwätzen, op enger Basis, déi d'Wäerter an d'Sécherheet vun der EU respektéiert.

ad 6. cf. D'Äntwert op d'Fro 4.

Question 3734 (28.03.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**immigration clandestine par voie aérienne:**

Le contrôle renforcé le long des principales routes de l'immigration clandestine vers l'Europe, comme la route des Balkans, ainsi que la mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie sur les migrants, ont provoqué un changement au niveau des routes et moyens employés pour l'immigration clandestine. En effet, le Centre d'information et de coopération allemand (GASIM - Gemeinsames Analyse- und Strategiezentrum illegale Migration), qui a comme objectif la lutte contre le phénomène de la migration illégale, constate que le nombre d'entrées illégales sur le territoire allemand par voie aérienne est en augmentation. Selon leurs études, presque 30% des demandeurs de protection internationale ont pris au moins une fois l'avion sur leur route vers l'Allemagne. Ce phénomène met la Police allemande devant un nouveau défi au niveau des contrôles. Les contrôles aux aéroports de départ, majoritairement en Grèce, mais aussi à l'arrivée en Allemagne engendrent une constante adaptation des routes aériennes empruntées.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si la Police grand-ducale a constaté des arrivées clandestines à l'Aéroport de Luxembourg-Findel?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre connaît-il le nombre des arrivées clandestines durant l'année 2017?

3) Est-ce qu'il est prévu de renforcer les contrôles à l'aéroport afin d'endiguer respectivement d'éviter les arrivées clandestines?

Réponse (30.04.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) La police n'a pas constaté jusqu'à présent des arrivées clandestines à l'Aéroport de Luxembourg-Findel. Néanmoins, cinq personnes se sont vu refuser l'entrée au territoire étant donné qu'elles ne remplissaient pas les conditions nécessaires. Une personne s'est présentée à la Direction de l'immigration en soumettant une demande d'asile.

ad 2)

/

ad 3) En octobre 2018, la SCA-SCF atteindra l'effectif recommandé lors de la dernière évaluation Schengen (SCHEVAL) pour un volume de passagers de 2,5 millions.

Cette affluence renforcée de voyageurs, couplée ponctuellement à l'atterissage simultané de plusieurs avions extra-Schengen ne réduit pas les temps d'attente devant les guichets d'arrivée et de départ.

Pour faire face à ces défis, le contrôle aux frontières extra-Schengen sera facilité avec l'intro-

duction des ABC-gates, mesure qui sera en place avant les vacances scolaires d'été 2018. En résumé, lux-Airport portera le nombre total de guichets de contrôle de six à neuf (trois au contrôle d'immigration plus un ABC-gate composé de cinq lignes de contrôle, quatre au contrôle d'émigration plus un ABC-gate composé de cinq lignes de contrôle). Enfin, la Police grand-ducale prendra soin d'agencer les effectifs disponibles de ses agents en fonction des périodes de forte affluence afin de réduire au maximum les temps d'attente dus aux contrôles d'identité à exécuter.

Question 3735 (28.03.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **abonnements «courte distance»:**

Outre les abonnements mensuels et annuels réguliers, le «Verkéiersbond» offre également des abonnements «courte distance» à prix réduit. Un trajet de courte distance est défini comme équivalant à six cases sur une carte graphique, consultable sur mobilité.lu. Ce prix plus favorable incite de plus en plus de navetteurs à opter pour des abonnements «courte distance» et par conséquent à stationner dans les villages périphériques de Luxembourg-ville. Ceci ne va pas sans congestionner de plus en plus ces villages.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien d'abonnements mensuels et annuels «courte distance» ont été vendus pendant les cinq dernières années? Quel en est le ratio par rapport aux abonnements mensuels et annuels réguliers?

- Cette offre s'adresse-t-elle a priori aux navetteurs luxembourgeois et frontaliers?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'élargir la distance de trajet de billets «courte distance» afin de rendre cette offre plus adaptée aux besoins des navetteurs?

Réponse (08.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, permettez-moi de signaler que mes services ne peuvent aucunement retracer le constat qu'un abonnement «courte distance» inciterait des navetteurs à se déplacer en voiture vers un endroit plus proche du centre afin de bénéficier d'un tarif plus avantageux dans les transports publics. Par contre, ceci peut être constaté parfois aux alentours des frontières, permettant d'éviter le paiement du tarif «RégioZone» pour les lignes transfrontalières, plus élevé que le tarif national.

Il faut savoir que le billet «courte distance» pour lequel la distance est définie à l'aide de la carte graphique des distances annexée à la réglementation tarifaire depuis 1991, avait été modifié pour devenir un billet courte durée d'une validité de deux heures, ceci dans le cadre du changement vers une tarification électronique «e-go» en 2007 et pour la raison que ce prédécesseur à la tarification électronique actuelle ne permettait pas la validation et le contrôle d'un billet simple sur une distance. Les abonnements n'ayant pas rencontré cette problématique n'ont pas subi de changement et sont toujours définis à l'aide de la carte graphique.

- La quantité d'abonnements mensuels et annuels «courte distance» vendus pendant les cinq dernières années est indiquée ici:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La proportion des ventes «courte distance» par rapport aux abonnements mensuels réseau varie entre 24% et 26% pour ces années de référence, tandis que celle des abonnements annuels se situe entre 36% et 40%. On constate donc une certaine continuité, sans écarts particuliers, dans cette relation.

L'offre d'un produit «courte distance» s'adresse évidemment à toutes les personnes désirant seulement parcourir une distance restreinte voire un seul trajet, ou, pour un abonnement, parcourir une distance ou une ligne sans pour autant utiliser d'autres trajets. D'ailleurs, j'aimerais davantage inciter les voyageurs réguliers de recourir aux abonnements au lieu d'acheter à chaque voyage un billet, par une campagne de sensibilisation à lancer prochainement par le «Verkéiersverbond».

Enfin, à l'heure actuelle, je ne vois pas d'utilité particulière à changer la définition actuelle de la courte distance.

Question 3736 (29.03.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **site Elsenbrich à Esch-sur-Alzette:**

Madame la Ministre de la Santé vient de présenter l'avant-projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du Südspidol.

Le nouvel hôpital sera construit sur le site Elsenbrich à Esch-sur-Alzette, site sur lequel se trouvent actuellement des jardins de la section locale de la ligue CTF Gaart an Heem et qui, prévisiblement, ne pourront plus être exploités par les jardiniers amateurs d'ici peu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Les ministres peuvent-ils me confirmer cette information?

2) Dans l'affirmative, à partir de quand les jardins situés sur le site Elsenbrich ne seront plus à la disposition du Coin de Terre et du Foyer?

3) Les exploitants se verront-ils proposer des sites alternatifs? Dans l'affirmative, où? À qui incombe cette mission?

Réponse commune (04.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) Les ministres confirment que le site Elsenbrich, qui a été retenu par le conseil d'administration du CHEM en date du 17 septembre 2012 pour y construire le futur Südspidol, abrite actuellement des jardins exploités par la section locale de la ligue CTF Gaart an Heem.

ad 2) Afin de pouvoir respecter le délai d'ouverture du nouveau Südspidol planifié pour 2023, les maîtres d'ouvrage devront disposer du terrain pour juin 2019 au plus tard. Jusqu'à cette date, le CHEM est contraint d'y installer un couloir spécialisé pour les chauves-souris. De plus, le CHEM a rempli toutes les modalités demandées par l'Administration de l'environnement, l'Administration de la gestion de l'eau ainsi que l'Administration de la nature et des forêts. Il est envisagé que le terrain dit Elsenbrich soit mis à la disposition du CHEM pour le 1er janvier 2019 afin de pouvoir entamer tous les travaux préparatoires à la construction du nouvel hôpital.

Selon les informations des autorités communales de la Ville d'Esch-sur-Alzette, les jardiniers pourront terminer normalement la saison 2018 jusqu'à fin octobre et disposeront ensuite des mois de novembre et décembre pour libérer la parcelle.

ad 3) Suite à une réorganisation des autres cités jardinières implantées sur le territoire de la ville d'Esch-sur-Alzette, les jardiniers domiciliés à Esch-sur-Alzette qui exploitent actuellement une parcelle dans la cité jardinière Elsenbrich auront la possibilité de formuler une demande auprès de ces mêmes autorités pour une des parcelles qui vont se libérer dans les autres cités jardinières eschoises.

Question 3738 (29.03.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **réserves pétrolières nationales:**

Et gëtt jo ewell laang iwwert d'Erweiderung vun de Lëtzebuerger Tanklager zu Mäertert/Gréiwemaacher, Bartreng (Lëtzebuerg West) an ëm de Bau vun engem Lager zu Käerjeng diskutéiert, dëst souwuel am Kontext vun der nationaler strategescher Pëtrolsreserv, déi eis vun der EU-Direktiv 2009/119/EG wéi och vun der NATO virgeschriwwe gëtt. Eng ganz nei Luucht op dësen Dossier geheie rezent Aussoe vum Här Aarbechtsminister. Deemno géif d'Regierung am Ament net un eng Erweiderung vum Tanklager vu Mäertert/Gréiwemaacher denken.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Ëmweltminister, dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Verdeedegungsminister an dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, wéi den Här Aarbechtsminister op engem Parteitreffen a Präsenz vum Här Wirtschaftsminister gesot huet, datt d'Pläng fir eng Erweiderung vum Tanklager vu Mäertert/Gréiwemaacher géifen „am Tirang" leien?

2. Läit fir déi Erweiderung ausschliisslech eng Demande fir eng Autorisatioun (an zwou Varianten) vun engem private Bedreiwer vir an no wéi engem Reglement ass et der Regierung da méiglech, dës Geneemegungsprozedur op Äis ze leeën?

3. Wann de Besoin vun enger strategescher Pëtrolsreserv nach ëmmer eng legal Obligatioun ass, kann dës Obligatioun erfëllt ginn, ouni d'Capacitéit vun de Lëtzebuerger Tanklager ze erweideren?

4. Wann dat net de Fall ass, wéi gedenkt d'Regierung, den aktuelle Capacitéitsmangel fir eng Pëtrolsreserv zu Lëtzebuerg opzefänken?

An hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro Nummer 2596 vum 28. November 2016 seet d'Regierung, datt 82 vun deenen 90 Deeg strategesch Pëtrolsreserv vu Lëtzebuerg am Ausland stockéiert ginn.

5. Huet sech un deem Prorata bis haut eppes geännert?

6. Wat sinn d'Käschte vun dëser Operatioun?

7. Handelt et sech dobäi ëm materiell Stocken oder eventuell ëm Kafoptiounen um Pëtrolsmaart?

8. Wéi ass assuréiert, datt, am Fall vun enger net méi no definéierter Kris, déi Stocken, déi am Ausland gelagert sinn, och hire Wee op Lëtzebuerg fannen?

9. Geet et duer, Reserven am Ausland ze halen, fir d'international Obligatioune vu Lëtzebuerg ze erfëllen, oder muss no der EU-Richtlinn 2009/119/EG oder aneren Obligatiounen e festgeluechten Deel vun der strategescher Reserv zu Lëtzebuerg sinn?

Réponse commune (15.05.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'Firma Tanklux huet schonns méi laang annoncéiert, datt si dat bestoend Tanklager am Hafe vu Mäertert ausbaue wëllt. Ier de Projet realiséiert ka ginn, muss d'Firma Tanklux allerdéngs déi néideg Autorisatiounen ufroen a kréien, notamment eng Kommodosautorisatioun. Am Kader vun der Kommodosprozedur géifen d'Ministeren zoustänneg fir Emwelt an Aarbecht eng eventuell Autorisatiounsdemande op Basis vun der Kommodosgesetzgebung iwwerpréiwen, an natierlech muss d'Firma Tanklux an deem Kontext alleguer d'Oplagen aus de relevante Gesetzer a Reglementer erfëllen. Obwuel d'Firma Tanklux schonns ënnerschiddlech Demarchen entaméiert huet am Virfeld vun der Autorisatiounsprozedur, sou huet si bis ewell nach keng offiziell Demande fir eng Kommodosautorisatioun eragereecht.

D'Direktiv 2009/119/CE iwwert d'Obligatioun fir d'Memberstaten, fir minimal Stocke vu Pëtrol an/oder Pëtrolsproduiten ze halen, gesäit vir, datt all Memberstat vun der Europäescher Unioun mindestens 90 Deeg Sécherheetsreserven a Form vu Pëtrol an/oder Pëtrolsproduiten muss halen. Déi Sécherheetsreserve mussen um Gebitt vun der Europäescher Unioun gehale ginn. D'Direktiv ass zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 10. Februar 2015 iwwert d'Organisatioun vum Maart fir Pëtrolsproduiten transposéiert ginn an dëst Gesetz delegéiert d'Obligatioun, fir d'Sécherheetsreserven ze halen, un d'Importateure vu Pëtrolsproduiten.

Obwuel d'Direktiv keng Virgaben iwwert d'Lokalisatioun vun de Sécherheetsreserve mécht, hunn d'Memberstate vun der Unioun am Dezember 2017 an der Moyenne 13% vun hire Sécherheetsreserven am europäeschen Ausland gehalen. Déi lëtzebuergesch Sécherheetsreserve ginn am Moment zu 81% am Ausland gehalen, an dovu ginn 83% ënnert der Form vun Delegatiounen, dat heescht enger Zort Kafoptioun, vun den Importateure gehalen.

D'Gesetz vum 10. Februar 2015 gesäit vir, datt all Importateur, all Responsabele vun engem Tanklager an all Proprietaire vu Sécherheetsreserve muss permanent d'Disponibilitéit an d'Accessibilitéit vun de Sécherheetsreserve garantéieren. Doduerch ass, och am Fall vun de Reserven, déi am Ausland gehale ginn, séchergestallt, datt d'Reserven dem Konsument zu Lëtzebuerg am Fall vun enger Kris mussen zur Verfügung gestallt kënne ginn.

Trotz dëser Obligatioun an obschonn an dem jeeweilege Land d'Sécherheetsreserven disponibel sinn, kéint et an enger schwéierer Kris an aus verschiddene Grënn dozou kommen, datt déi néideg Quantitéiten net op Lëtzebuerg transportéiert kéinte ginn. Dat ka beispillsweis geschéien, wa verschidde Facteuren zäitgläich optrieden: Feele vun néidegen Transportcapacitéiten, Streik, laang an intensiv Schlechtwiederperioden, déi den Transport iwwert d'Strooss, d'Eisebunn oder d'Waasser onméiglech maachen a sou weider. Aus dësem Grond huet schonn dat fréiert groussherzoglecht Reglement vum 31. Oktober 1973 iwwert d'Stockageobligatioun vu Pëtrolsproduite virgesinn, datt op d'mannst tëschent 45 a 55 Deeg Sécherheetsreserve pro Pëtrolsproduit um nationalen Territoire gelagert misste ginn. Fir d'Versuergungssécherheet vum Land och am Fall vun enger schwéierer Kris ofzesécheren, erlaben déi bestoend national Tankcapacitéiten haut just circa 8 Deeg Sécherheetsreserven op nationalem Gebitt ze halen.

Fir déi national Versuergungssécherheet ze assuréieren, gesäit d'Gesetz vum 10. Februar 2015 vir, dass mindestens déi 8 Deeg Sécherheetsreserven um nationale Gebitt a mindestens 37 Deeg um regionale Gebitt gehale musse ginn. Dat regionaalt Gebitt ass am Gesetz definéiert als dat Gebitt an engem Rayon vun 230 Kilometer ronderëm Lëtzebuerg. Domat ass garantéiert, datt op d'mannst 45 Deeg Sécherheetsreserven an engem Rayon vun 230 km ronderëm Lëtzebuerg stockéiert ginn. Fir déi aner 45 Deeg vun der Stockageobligatioun sinn d'Importateure fräi, fir déi och ausserhalb vun deem Rayon, mä innerhalb vun der EU ze stockéieren. Bleift nach ze präziséieren, datt Lëtzebuerg momentan seng international Obligatiounen erfëllt.

Déi aktuell Geneemegunge fir déi bestoend Tanklager vu verschiddenen Importateuren zu Bartreng, Hollerech an och um Fluchhafe lafe bis 2020 aus. Am Fall, wou déi Geneemegungen net erneiert géife ginn an tëschenzäitlech keng nei Tanklagere gebaut géife ginn, géifen d'Tanklagercapacitéiten um nationalen Territoire staark erofgoen an et wier bäi Wäitem net méi méiglech, fir déi haiteg aacht Deeg Sécherheetsreserven um nationale Gebitt ze halen, wat gréisser Auswierkungen op d'Versuergungssécherheet vum Land mat Pëtrolsproduiten dierft hunn. Déi national Stocke si fir déi direkt Versuerungssécherheet vun eisem Land extrem wichteg. Si ginn an den Obligatiounen aus der virgenannter Direktiv berücksichtegt, mä et gëtt keng direkt Virgab iwwert déi geografesch Lokalisatioun vun de Stocken an där Direktiv. Am Resumé heescht dat, datt Lëtzebuerg seng international Obligatioune kéint respektéieren, andeems et d'Integralitéit vu senge Sécherheetsreserven am Ausland hale géif.

Wat d'Fro zu de Käschte vun de Sécherheetsreserven ugeet, sou hunn d'Importateure per Gesetz d'Obligatioun, dës ze iwwerhuelen. Aus dësem Grond sinn déi reell Käschte vun de lëtzebuergesche Sécherheetsreserven dem Minister net bekannt.

Question 3740 (30.03.2018) de **M. Marc Lies** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **contournement d'Alzingen:**

Mat der Weiderentwécklung vum Ban de Gasperich an der Fäerdegstellung vum Hypermarché Mëtt 2019 gëtt d'Verkéiersopkommes an den nächste Joren am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg sécher nach méi grouss. Dëst huet natierlech och direkt Auswierkungen op d'Gemeng Hesper.

Bei der Presentatioun vun deene jeeweilegen Tracéë fir de geplangte Contournement Alzeng ass de Gemenge Réiser an Hesper am Laf vum leschte Joer gesot ginn, dass d'Consultation publique („environmental impact assessment", Prozedur vun der Direktiv 97/11/EC) vum Module Sud vun der neier N3 spéitstens an der éischter Halschent vum Joer 2018 géif ofgehale ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Nohaltegkeetsminister riichten:

- Wou sinn déi jeeweileg Avisen iwwert de Contournement vun Alzeng drun?

- Wéini gëtt déi ëffentlech Unhéierung definitiv declenchéiert?

- Wéini kann ee mam éischte Gesetzestext zum Contournement Alzeng rechnen?

Réponse (03.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

An hirer parlamentarescher Ufro stellen déi honorabel Deputéiert Froen zum Contournement vun Alzeng.

Wéi schonn an der Fro vun den honorabelen Deputéierte festgestallt, wäert d'Nofro no Mobilitéit an deementspriechend och d'Verkéiersopkommes um Stroossennetz duerch d'Entwécklung vun de Quartieren am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg (Ban de Gasperich, Midfield, Howald) an den nächste Jore massiv zouhuelen. Opgrond vun dëser schonn uganks den 2000er Jore geplangter an decidéierter ekonomescher an urbanistescher Entwécklung muss d'Offer u Mobilitéit deementspriechend erweidert ginn. Dat geschitt op där enger Säit duerch eng konsequent Förderung vum ëffentlechen Transport (Eisebunn, Tram, Bus an ent-

spriechend Multimodal-Plattformen) an där anerer Säit duerch Verbesserung vun der Struktur vum Stroossennetz, Infrastrukture fir déi aktiv Mobilitéit mat abegraff. De Contournement vun Alzeng wäert an dësem Sënn e weidert Element sinn, fir d'Uertsduerchfaarte vun Alzeng an Hesper konsequent ze entlaaschten, well dës Stroossen dăr zukünfteger Nofro - generéiert virun allem duerch déi uewen ugeféiert Entwécklungen - net kënne gerecht ginn.

Am Hibléck vun der Verbesserung vum dierfleche respektiv urbane Raum an der Liewensqualitéit vun den Awunner ass de Projet vun der Alzenger Ëmgeeung och mat de Gemengeresponsabele vun Hesper a Réiser duerchdiskutéiert ginn, fir sécherzestellen, datt och d'Ëmgestaltung vun den Uertsduerchfaarten an d'Ëmklasséierung vun anere Stroosse kënnen erfollegen, ouni onerwënschten Nieweneffekter ze provozéieren.

Den Dossier fir an d'ëffentlech Consultatioun vum Projet Contournement Alzeng ass viru Kuerzem deene kompetenten Autoritéite virgeluecht ginn. An deenen hirer Äntwert ginn nach zousätzlech Präzisiounen zu deenen eenzele Komponente gefrot, déi elo nach mussen ausgeschafft ginn, well et net sënnvoll wär, d'Verfahre mat engem an dësem Sënn onvollstännegen Dossier weiderzeféieren. Wann déi Elementer virleien, wäert e Fortschreiwe vum Dossier un déi kompetent Autoritéite virugoen an d'Verfahre ka weidergefouert ginn.

Duerno kann dann déi ëffentlech Unhéierung ausgeléist ginn.

No der ëffentlecher Unhéierung wäerten déi betraffe Gemengen den Dossier mat hire jeeweilegen Avisen erëm zréck un de Minister, deen déi ëffentlech Bauten a sengen Attributiounen huet, schécken. Doropshi kann de Projet dann an de Regierungsrot goen, dee sech op eng Variant festleet, mat dăr de Projet weider soll ausgeschafft ginn, an och den Ëmfang vun den Ausgläichsmoossname festleet. Domat gëtt dann d'Phas vun der Ausschaffung vum detailléierte Virprojet ausgeléist, wat d'Basis ass, fir d'Autorisatioun vum Ëmweltminister unzefroen. Op Basis vun dësem detailléierte Virprojet kënnen dann och d'Ausgläichsmoossnamen definéiert ginn.

De Gesetzesprojet fir d'Finanzéierung vum Projet wäert da presentéiert ginn op Basis vum detailléierte Virprojet. Momentan ass et net méiglech, fir e genauen Zäitraum unzeginn, de Projet selwer genéisst awer déi éischt Prioritéit am Entworf vum sektorielle Leetplang Transport (PST).

Question 3743 (06.04.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Pacs:**

Iwwert déi lescht Jore gouf et ëmmer nees Upassungen a Veränneerungen, souwuel beim Bestietnis wéi och beim Pacs, rezent nach bei der Ierfschaftssteier bei bestuete Koppelen. Am Allgemenge schéngt sech de Pacs progressiv un déi Dispositiounen, déi d'Bestietnis regelen, unzepassen. Dacks sinn och déi Problemer, déi bei enger Scheedung respektiv bei der Opléisung vun engem Pacs entstinn, vergläichbar. Duerch déi Entwécklungen an heefeg Änneerungen entstinn awer och Onsécherheeten a Froen, besonnesch bei Leit, déi sech iwwerleeën, wéi eng Optioun, d'Bestietnis oder de Pacs, fir si déi richteg si kéint.

Fir esou Leit, déi sech wëllen entweder bestueden oder pacsen, ze guidéieren, hunn eenzel Gemenge speziell Informatiounsblieder erausginn, anerer gi just méi allgemeng Informatiounen a beruffe sech a méi generellen Termen op d'Gesetzer.

Dowéinst wéilt ech dës Fro un den Här Justizminister riichten:

1. Kéint de Justizministère - a Koordinatioun mat anere concernéierte Ministèren oder Administratiounen - a senger Äntwert op dës Fro e synopteschen Tableau opstellen, dee regelméisseg misst aktualiséiert ginn an deen d'Ënnerscheeder tëschent dem Bestietnis an dem Pacs däitlech an detailléiert duerstellt, besonnesch am Hibléck op

- d'Bedéngungen, fir esou eng rechtlech geregelt Relatioun anzegoen an d'Ëmstänn vun hirer eventueller Opléisung;

- d'Rechter an d'Flichte vun de Bestueten oder de Partner, zum Beispill bei de Familljerechter, der Adoptioun vu Kanner, der Acquisitioun vun enger Proprietéit, de Scholden, mä och am Krankheets-, Fleege- oder Stierffall.

Q164

Réponse (08.05.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Déi parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierte Kartheiser freet no enger däitlecher an detailléierter Duerstellung vun den Ënnerscheeder tëscht Bestietnis a Pacs, als Zousaz zu den Informatiounsblieder, déi verschidde Gemengen de Leit zur Verfügung stellen.

Fir dësem Besoin vum Bierger gerecht ze ginn, steet de guichet.lu zur Verfügung. All Persoun, aus dem In- an Ausland, ka sech do einfach an onkomplizéiert informéieren, entweder per Tëlefon beim Helpdesk (Tël. 247-82000) oder online um Site www.guichet.lu. Eenzel Themeblieder renseignéieren iwwert d'Bedéngunge fir d'Celebratioun an d'Opléisung vu Bestietnis a Pacs souwéi zu deene jeeweilege Rechter a Flichten zu Themen eméi Familljerechter, Adoptioun, Congé, Steieren, Gesondheet a Krankheet a Stierffall. Déi meescht vun dësen Informatiounsblieder stinn an drä Sproochen zur Verfügung an differenzéieren och tëscht Bestietnis a Pacs (virausgesat, et besteet nach eng Differenz).

Mat der Kommunikatiounspolitik vun dëser Regierung gouf den Inhalt vun dësem staatleche Site déi lescht véier Joer konsequent ausgebaut an d'Informatiounsblieder systematesch aktualiséiert a komplettéiert.

Question 3744 (06.04.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **protection internationale:**

Zënter 2015 ass Europa, an domat och Lëtzebuerg, mat enger grousser Zuel vu Migrante konfrontéiert, déi hei Asyl (internationale Schutz) ufroen. Vill vun hinne kréien dee Statut oder awer eng subsidiär Protektioun.

An deem Zesummenhank wollt ech den Här Minister fir Immigratioun, den Här Justizminister, den Här Aarbechtsminister, den Här Schoulminister an d'Madamm Minister fir Integratioun bieden, dës Informatioune matzedeelen.

1. Wéi vill Persounen am Ganzen hu vum 1. Januar 2015 bis elo zu Lëtzebuerg Asyl (internationale Schutz) gefrot? Aus wéi enge Länner koume wéi vill Persounen? Wéi e Geschlecht haten déi Persounen? Mat wéi engen Ursaache gouf de Schutz ugefrot?

2. Wéi vill vun dëse Persounen hu wéi eng Form vu Protektioun kritt? Wéi vill vun deene Persoune sinn am Ableck nach hei am Land? Aus wéi enge Länner kommen déi Leit?

3. Wéi vill Familljemembere vun dëse Persoune si schonn nokomm, vu wéi enger Nationalitéit, vu wéi engem Geschlecht an a wéi engem Alter? Op wéi vill Persoune schätzt d'Regierung d'Zuel vun de Leit, déi am Kader vun der Familljenzesummeféierung an deenen nächste Joren op Lëtzebuerg kommen, no Nationalitéit, Alter a Geschlecht?

4. Bezilt d'Regierung d'Familljenzesummeféierung? Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen? Wéi vill Sue goufe schonn zu deem Zweck ausginn a wéi eng Mëttele sinn nach ageplangt?

5. Bei wéi vill Persoune gouf en internationale Schutzstatus net accordéiert? Wéi vill Persoune vun deene sinn nach am Land? Wéi vill hunn d'Land fräiwëlleg verlooss a wéi vill hunn der missen eloignéiert ginn? Wéi vill sinn der am Laf vun de Prozeduren „verschwonnen", soudatt de Stat hire momentanen Openthalt net kennt?

6. Wéi vill Persounen hunn am Kader vun hire Prozedure vun enger „assistance judiciaire" profitéiert? Wéi vill huet de Stat am Ganze fir d'„assistance judiciaire" am Kader vun de Prozeduren am Zesummenhank mat engem internationale Schutzstatut ausginn?

7. Wéi e Prozentsaz vun den Affären, déi zënter 2015 virun enger administrativer Geriichtsbarkeet verhandelt ginn oder gi sinn, stinn am Zesummenhank mat enger Prozedur iwwer internationale Schutz? Wéi vill an éischter Instanz a wéi vill an zweeter Instanz?

8. Wéi vill vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg an enger Prozedur iwwert den internationale Schutz sinn oder déi esou e Statut kritt hunn, hunn eng Aarbecht fonnt? A wéi enge Secteuren?

9. Wéi vill Persoune vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg e Statut kritt hunn, hunn eng Wunneng baussent engem Foyer fonnt? Wat ass dobäi d'Contributioun vum Stat respektiv vun der Caritas, dem Roude Kräiz an aneren? No wéi enge Kritäre ginn déi Wunnengen erausgesicht an zougedeelt? Wéi gëtt garantéiert a kontrolléiert, datt eng Gerechtegkeet géint iwwer deenen anere Residente besteet?

10. Wéi vill Kanner vun international geschützte Persoune sinn am Ableck an eise Schoulen? A wéi enge Klassen (a Classes/Cours d'accueil oder an normale Klassen)? Wéi eng Nationalitéit a wéi en Alter hunn déi Kanner?

Réponse commune (03.05.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1., 2. + 5. D'Ursaachen, wéisou internationale Schutz ugefrot gouf, si ganz villfälteg an oft komplex. Doduerch ass et net méiglech, dëst iwwer Statistiken ze erfaassen. Fir all weider Statistiken am Beräich vun international Schutzufroe sief op eis detailléiert Joresrapporte vun 2015, 2016 an 2017 verwise souwéi op déi jeeweileg Presentatiounen an der Chamberskommissioun. D'Zuele fir d'Joer 2018 sinn am Communiqué, deen all Mount vun der Direction de l'immigration veréffentlecht gëtt, ze fannen.

Tëschent dem 1. Januar 2015 an dem 31. Mäerz 2018 hu sech am Laf vun der Prozedur 268 Persounen net méi op der Direction de l'immigration presentéiert an doduerch eng Decisioun „retrait implicite" kritt.

Et ass net genau festzehalen, wéi vill Persoune sech am Land ophalen, obwuel si eng Retour-Decisioun kritt hunn, well verschidde Leit an hir Heemecht zréckginn, ouni dat ze mellen, oder an en anert Land weiderreesen. Och Leit, déi den internationale Schutzstatus kritt hunn, kënne sech an engem anere Land néiergelooss hunn, ouni dat ze mellen.

Et sief ugemierkt, dass d'Aufgab vun der Direction de l'immigration an éischter Linn den Traitement vun Demanden ass. Dofir konzentréiert si hir Efforten och op dës primär Aufgab. D'Opstelle vu Statistiken ass dofir limitéiert op déi Informatiounen, déi eng direkt Relevanz fir dës Aarbecht hunn.

ad 3. + 4. A puncto Familljenzesummeféierung fir Leit, déi internationale Schutz zu Lëtzebuerg kruten, si säit 2015 Autorisatioune fir 504 Leit ausgestallt ginn. Dëst un déi folgend Nationalitéiten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et ass net méiglech, e Pronostic fir déi kommend Joren ze maachen. Dës Zuelen hänke mat der Unzuel u Leit zesummen, déi op Lëtzebuerg kommen, souwéi mat ganz villen anere Facteure wéi de Leit hir perséinlech Situatioun. An deem Kontext sief ugemierkt, dass d'Regierung sech ënner kenger Form finanziell un der Familljenzesummeféierung bedeelegt.

ad 6. Am Beräich vum Verwaltungsrecht ass tëschent 2015 an 2017 eng „assistance judiciaire" an 3.699 Affären accordéiert ginn. Fir dësen Zweck huet de Stat 3.166.000 Euro ausginn.

ad 7. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 8. Zënter dem 1. Januar 2015 hu sech 1.156 Leit mat engem Statut „internationale Schutz" bei der ADEM ageschriwwen. Vun deenen hunn der 147 eng Aarbecht fonnt.

Déi 147 Leit hunn a folgende Secteure geschafft:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Zuel vun de Léit, déi internationale Schutz kritt hunn a schaffen, ass awer méi héich, well déi Léit net all bei der ADEM ageschriwwe waren, ier se eng Aarbecht fonnt hunn.

Wann een näämlech d'Affiliatioune bei der Lëtzebuerger Sozialversécherung kuckt vun all de Leit, déi an de leschte fënnef Joer en internationale Schutz zu Lëtzebuerg kritt hunn (ëm déi 3.000 Leit, dovunner sinn ongeféier een Drëttel Kanner), da kënnt ee momentan op ronn 425 Assuréen, déi opgrond vun enger berufflecher Aktivitéit cotiséieren an affiliéiert sinn. Dëst entsprécht awer net onbedéngt der Zuel vun de Leit, déi schaffen, well verschidde Leit zwou oder méi Affiliatioune kënnen hunn, wa se zwee oder méi Patronen hunn. D'Haaptsecteure vun dësen Affiliatioune sinn den Horeca-Secteur, de sozialen a Gesondheetsberäich, d'Aarbecht a private Stéit an de Commerce.

Déi Leit, déi nach an der Prozedur sinn a schaffe wëllen, brauchen eng sougenannten „Autorisation d'occupation temporaire". De Moment hunn 13 Leit sou eng Geneemegung. Am Joer 2017 goufen am Ganzen 20 Attestatiounen ausgestallt, dovunner ware 14 éischt Delivrancen a 6 Erneierungen.

ad 9. Wann d'Leit bis de Statut kritt hunn an unerkannte Flüchtlinge sinn (BPI - Bénéficiaires de protection internationale), si se legal Residenten zu Lëtzebuerg a mussen eegestänneg eng Wunneng fannen. Den OLAI, deen ab deem Moment net méi zoustänneg ass, fir hiren Accueil an Hebergement ze organiséieren, orientéiert d'unerkannte Flüchtlingen un de Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsiounszenter (LISKO), e Service vum Roude Kräiz, souwéi un de Service „Neien Ufank" vun der Caritas, déi d'Flüchtlinge bei hiren Demarchen an en onofhängegt Liewen a bei der Sich no enger Wunneng begleeden an ënnerstëtzen.

Säit senger Grënnung a bis zum 31.03.2018 huet de LISKO 1.024 Stéit (2.486 Leit) bei hiren Integratiounsdemarchë begleet. Dovunner hu 513 Stéit eng Wunneng fonnt: ronn een Drëttel vun de Stéit hunn eng Wunneng um private Marché fonnt, ronn zwee Drëttel sinn an enger Sozialwunneng (zum Beispill vun der AIS) ënnerkomm.

Net all d'Leit fannen awer direkt eng Wunneng a wéinst der Situatioun um Wunnengsmaart bleiwen ëmmer méi Flüchtlingen an den OLAI-Strukturen hänken. Op de 17.04.2018 huet den OLAI 1.261 BPIen (573 Stéit) gezielt, déi nach keng Wunneng fonnt hunn a weiderhin an enger Struktur vum OLAI, dem Roude Kräiz oder der Caritas wunnen.

D'Rout Kräiz stellt 20 Logementer mat sozialer Begleedung zur Verfügung, déi op Basis vu Kritäre fir all Resident accessibel sinn. De Service „Neien Ufank" vun der Caritas gëtt vun der Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte ënnerstëtzt. Dëse Service sicht ënner anerem Proprietairen, déi gewëllt sinn, onbewunnte Logementer u Flüchtlingen ze verlounen.

D'Caritas an d'Rout Kräiz evaluéieren all Familljesituatioun, fir d'Besoine vun de Concernéierten ze erkennen an si bei der Sich no enger Wunneng um fräie Wunnengsmaart ze ënnerstëtzen.

Unerkannte Flüchtlinge kënnen, wéi all aner Residenten, op staatlech Initiativen zréckgräifen a sech op d'Lëschte fir Sozialwunnenge setzen (zum Beispill AIS oder Fonds du logement). D'Kritären, fir eng sozial Wunneng ze kréien, sinn déiselwecht wéi fir all Residenten.

Bei Gemengewunnengen decidéiert all Gemeng individuell, wien neie Locataire gëtt.

ad 10. Déi verschidde Servicer vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) betreien, informéieren an orientéieren all Kand oder Jonken, deen nei am Land ukënnt, d'nämlecht. Nom Prinzip vun der Chancëgläichheet gëtt am Kader vun der schoulescher Offer keen Ënnerscheed tëschent de Jonke gemaach, wat hire Statut oder/an hir Hierkonft ubelaangt. D'Heterogenitéit an de Klasse suergt fir eng besser Integratioun a fërdert d'Notze vum Franséische respektiv vum Däitschen, dofir ass et eis net méiglech, Donnéeën oder Statistiken zu enger spezifescher Grupp (oder Kategorie) vu Kanner oder Jonker ze kommunizéieren.

De MENJE verfüügt awer iwwer eng Rei vu schouleschen Offeren, déi sech allerdéngs net nëmme spezifesch u Kanner vu Leit mat internationalem Schutz riichten, mä un all Jonken, deen nei am Land ukënnt.

De CASNA (Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants) ass fir den Accueil an d'Orientatioun vun de Jonken (vun 12 bis 17 Joer a säit 2016 bis 24 Joer), déi nei am Land ukommen, zoustänneg.

No enger Rei vu mëndlechen a schréftlechen Tester gëtt een Dossier zesummegesat, deen et dem CASNA erméiglecht, de Jonken an déi Klass ze schécken, déi am beschte senge Kompetenzen a sengem sproochlechen a schouleschen Niveau entsprécht. Déi schoulesch Offer setzt sech engersäits aus der Lëtzebuerger Schouloffer an anerersäits aus der internationaler schoulescher Offer zesummen.

Säit Januar 2017 sinn och verschidde Servicer vum MENJE an d'Ëmsetzung vum PIA (Parcous d'intégration accompagné) agebonnen, dee sech op Leit, déi internationale Schutz ufroen, bezitt.

Am Kader vun deem Programm kritt all Persoun ab 18 Joer, soubal se hei ass, e Cours mat 100 Wierder Lëtzebuergesch a mat enger Informatioun iwwer eis Sproochesituatioun an eise Bildungssystem am Beräich Erwuessenebildung ugebueden. Zënter Ufank 2017 si bis elo 460 Persounen do forméiert ginn. An deem Kader gëtt mat de Leit och e Portfolio ausgefëllt, dee souwuel hir Schoulbildung an hir Sproochekenntnisser wéi och hir berufflech Erfahrunge retracéiert.

Duerno ginn déi ganz Jonk eventuell an eng Classe d'accueil an e Lycée, wa se schonns méi al sinn, an eng Klass vum zweete Bildungswee,

oder wa se keng vun eise Sprooche kennen oder eist Alphabet net kennen, an d'sproochlech Integratiounscoursen, déi iwwer 6 oder 12 Wochen 120 Stonnen daueren a gratis sinn.

An de Spezialklasse vum zweete Bildungswee, déi en 9es-Ofschloss ginn an de Wee an eng berufflech oder technesch Bildung opmaachen, waren zënter 2016 175 Persounen ageschriwwen. An de sproochlechen Integratiounscoursë waren zënter Juli 2017 555 Persounen ageschriwwen.

Lëtzebuergesch ëffentlech Offer - Classes régulières, Classes d'insertion a Classes d'accueil

De Jonke kann, deemno wéi, an eng Classe régulière (vum Enseignement secondaire classique oder vum Enseignement secondaire général) integréiert ginn oder, am Fall wou hien eng vun den dräi Schoulsprooche schwätzt, eventuell an eng Classe d'insertion oder eng Classe d'accueil (ACCU). Fir déi Jonk, déi de Cycle moyen oder de Cycle supérieur wëllen integréieren, besteet och d'Méiglechkeet, eng Classe à régime linguistique spécifique ze besichen, déi a verschiddene Lycéeën am Enseignement secondaire classique, am Enseignement secondaire général an an der Beruffsausbildung zum Deel ugebuede gëtt.

Classes d'insertion jeunes adultes - CLIJA a CLIJA+

Jonk Leit tëschent 16 a 24 Joer, déi quasi keng oder guer keng Kenntnisser vun de Schoulsprooche hunn, kënnen an eng Classe d'accueil pour jeunes adultes (16-17 Joer) (CLIJA) oder Classe d'accueil pour jeunes adultes + (18-24 Joer) (CLIJA+) orientéiert ginn. Dës Klassen, déi d'Coursen entweder op Franséisch oder op Däitsch ubidden, vereinfachen den Zougank zu enger Rei vu Formatiounen oder an eng Klass vum Enseignement secondaire général.

International schoulesch Offer

Fir dem heterogene Wuesstum vun der Bevëlkerung nozekommen, proposéiert de MENJE eng Rei vu verschiddenen Offeren, déi den Awunner vum Land souwuel wéi all de Jonken, déi nei am Land ukommen, zoustinn. Déi Offer besteet aus dem brittesche Curriculum, deen am Michel Lucius ugebuede gëtt, de Konventioune mat de Mamer a Kierchbierger Europaschoulen an aus dem europäesche Curriculum an der Déifferdenger an Escher internationaler Schoul (EIDE). Ab September vun dësem Joer wäerten englesch-, franséisch- oder däitschsprooceg Sektiounen am Lënster Lycée zu Jonglënster, am Lycée International Edward Steichen zu Clierf an am Munnerefer Lycée ugebuede ginn. Lycéeë wéi de Stater Kollèisch an den LTC erméiglechen dem Schüler, een englesch- oder franséischsproochegen internationale Baccalaureat ze maachen.

Question 3747 (10.04.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réaction du Ministre des Affaires étrangères et européennes au sujet des élections en Hongrie:**

E Sonndeg, den 8. Abrëll, huet d'Partei Fidesz mat hirem Spëtzekandidat Viktor Orbán d'Wahlen an Ungarn gewonnen, dëst mat 48,9% vun de Stëmmen an 113 vun 199 Sëtzer am Parlament.

De Lëtzebuerger Bausseminister huet d'Resultat vun dëser Wahl schaarf kritiséiert. Als ee Beispill vu villen huet d'AFP dës Meldung publizéiert:

„Nach dem klaren Wahlsieg des rechtsnationalen Regierungschefs Viktor Orbán in Ungarn hat Luxemburgs Außenminister Jean Asselborn die übrigen EU-Staaten zu einem energischen Handeln aufgefordert. Die EU-Mitgliedstaaten müssten sich «schnell und unmissverständlich auf der Basis des europäischen Vertragswerks» einbringen, ‚um diesen Wertetumor zu neutralisieren', sagte Asselborn der Zeitung ‚Die Welt'."

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Lëtzebuerger Regierung der Meenung, datt d'Wahlen an Ungarn fair an demokratesch ofgehale gi sinn?

2. Deelt d'Lëtzebuerger Regierung d'Ausso vun hirem Bausseminister, datt mat Ungarn en „Wäertetumor" muss neutraliséiert ginn? Wa jo, wat heescht dëst genee?

3. Deelt d'Lëtzebuerger Regierung d'Meenung, datt d'Aussoe vun hirem Bausseminister an „Die Welt" net der Courtoisie entspriechen, wéi si an der Diplomatie üüblech ass oder üüblech misst sinn?

4. Ass d'Lëtzebuerger Regierung gewëllt, op bilateralem Niveau Moossnamen ze huelen, déi der Ausso vu hirem Bausseminister dem Buschtaf an dem Geescht no entspriechen? Wa jo, wéi eng wieren dat?

5. Plangt d'Lëtzebuerger Regierung, bei den europäeschen Instanzen ze intervenéieren, fir datt Moossname géint Ungarn an d'Weeër geleet ginn? Wa jo, wéi eng Moossnamen?

6. Ass den Här Statsminister der Meenung, datt d'Tonalitéit vun esou Aussoe wéi deene vum Bausseminister, déi leider keng Ausnam ass, de Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an anere Länner schuet? Wa jo, wéi eng Konsequenze wëllt den Här Statsminister dorauser zéien?

Réponse (30.04.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

ad 1. Wat den Oflaf vun de rezente Parlamentswahlen an Ungarn ubelaangt, deelt d'Regierung déi virleefeg Konklusioune vum BIDDH[1]. De BIDDH ass eng Institutioun vun der Organisatioun fir Sécherheet an Zesummenaarbecht an Europa (OSZE), an där souwuel Lëtzebuerg wéi och Ungarn Membere sinn.

ad 2. D'Regelwierk vun der Europäescher Unioun baut op gemeinsame Wäerter a Prinzipien op, déi am Artikel 2 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun festgehale sinn. All Memberstat muss sech un dëst Regelwierk halen. Op dëser Basis an am Liicht vun de virleefege Konklusioune vum BIDDH mécht d'Lëtzebuerger Regierung sech Suergen iwwert de Pluralismus an déi allgemeng Gestaltung vun der Pressefräiheet an Ungarn. Och de Gesetzesprojet, deen an der Ëffentlechkeet „Stop Soros" genannt gëtt an deen de Fräiraum vun Netregierungsorganisatiounen aschränkt, déi Asylanten hëllefen, ass ëmstridden. An Zesummenaarbecht mam BIDDH schafft d'Venedeger Kommissioun vum Europarot un engem Avis iwwert dat Gesetz, deen am Juni der parlamentarescher Versammlung vum Europarot ënnerbreet gëtt. An och am Europaparlament ass d'Situatioun an Ungarn een Thema.

ad 3. D'Regierung ass der Meenung, datt déi gemeinsam europäesch Wäerter mat klore Wierder verdeedegt musse ginn.

ad 4. D'Lëtzebuerger Autoritéiten hunn hirem ungaresche Partner an de vergaangene Joren a regelméissegen Ofstänn d'Positioun vun der Regierung a Bezuch op déi rechtsstaatlech Entwécklungen an Ungarn matgedeelt. D'Regierung wäert dëst och weiderhi maachen.

ad 5. Lëtzebuerg wäert sech an de relevanten EU-Gremie weiderhi fir de Schutz vun der Rechtsstaatlechkeet an d'Héichhale vun den europäesche Wäerter asetzen.

ad 6. cf. Äntwert op d'Fro 3.

Question 3748 (10.04.2018) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **résultats de l'enquête «Luxmobil 2017»:**

Den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen huet der Chamber déi éischt Resultater vun der „Enquête Luxmobil 2017" matgedeelt. Doranner gëtt d'Benotze vun de verschiddene Verkéiersmëttelen um Wee op d'Aarbecht, an d'Schoul, fir Privatzwecker a fir d'Fräizäit analyséiert.

Erstaunlecherweis komme bei dësen Zuele keng Motorrieder vir!

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Si bei de Froen och d'Weeër, déi mam Motorrad oder Scooter ofgefuer ginn, berücksichtegt ginn? Wann neen, wéisou net?

2. Gëtt et Zuelen oder Schätzungen iwwert den Undeel vun de Motorrieder um Gesamtverkéier?

3. Deelt den Här Minister d'Meenung, datt d'Motocyclisten, doduerch datt si pro transportéiert Persoun vill manner ëffentleche Raum brauche wéi en Auto, en Deel vun der Léisung sinn, fir Stauen ze vermeiden?

4. Ass den Här Minister bereet, d'Motocyclisten als gläichberechtegt Partner am Verkéier unzëerkennen an zum Beispill an der Regierung ze intervenéieren, fir och Primmen oder Steierbonifikatioune fir elektresch Motorrieder a Scooteren unzebidden?

Réponse (08.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorablen Deputéierten huet e puer Froen zu der Enquête Luxmobil 2017.

An dëser Enquête, déi am Fréijoer 2017 duerchgefouert gouf, si Motorrieder respektiv Scootere separat erhuewe ginn.

[1] https://www.osce.org/odihr/elections/hungary/377410?download=true

Ënnert der Woch läit den Undeel vu motoriséierten Zweerieder um Gesamtverkéiersopkomme bei 0,4%.

Effektiv brauch ee Motorrad bei der nämlechter Vitesse ongefëier 45% (32 m² bei enger Vitesse vu 35 km/h respektiv 20 m² bei enger Vitesse vun 20 km/h) vum ëffentleche Raum, dee fir den Auto néideg ass (71 m² bei enger Vitesse vu 35 km/h), zum Verglach brauch ee Vëlo bei enger Vitesse vun 20 km/h nëmmen 10 m².

Fir Strecke bis 20 km ass ee Pedelec déi optimal Léisung, well äänlech performant ewéi ee Scooter oder Motorrad, awer ouni lokal Emissiounen. An dësem Sënn sinn dës Gefierer zesumme mat normale Vëloen an de steierleche Mesurë berücksichtegt ginn.

Fir méi wäit Distanze steet den ëffentlechen Transport un éischter Stell; wat déi individuell Mobilitéit ugeet, sou ass jiddwerengem d'Wiel vu sengem Verkéiersmëttel fräigestallt.

Question 3750 (12.04.2018) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **statistiques d'Eurostat sur l'état des logements au Luxembourg:**

Aus enger Statistik vun Eurostat (EU-SILC) geet ervir, datt den Zoustand vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg sech zënter 2015 rapid verschlechtert. D'Kloe vu Leit iwwer Problemer wéi ondicht Diech, Fiichtegkeet oder Schimmel hu rapid zougeholl a leien däitlech iwwert dem EU-Duerchschnëtt (2015: 15,3%; 2016: 18,7%; EU-Duerchschnëtt 2016: 15,4%). Nobäi all fënnefte Bierger klot iwwer esou Problemer a senger Wunneng. An deem Kader hätt ech dës Froen un den Här Logementsminister:

1. Kennt den Här Minister dës Statistik vun Eurostat, déi den 3. Abrëll an der „Luxembourg Times" veréffentlecht gouf?

2. Wéini ass mat de Lëtzebuerger Zuele vun dëser Statistik fir d'Joer 2017 ze rechnen?

3. Wat sinn d'Ursaache fir déi Verschlechterung zënter der leschter Datenerhiewung?

4. Wéi gedenkt den Här Minister op déi Verschlechterung vum Zoustand vu Lëtzebuerger Immobilien ze reagéieren?

Réponse (11.05.2018) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

An dem Artikel, dee vum honorabelen Deputéierten zitéiert gëtt, steet ënner anerem, datt sech den Zoustand vun de Wunnengen hei zu Lëtzebuerg tëschent 2015 an 2016 soll rapid verschlechtert hunn (vu 14,4% op 18,7%).

Op den éischte Bléck ass dës Entwécklung iwwerraschend, well den Deel vun der Populatioun mat „schlechte Wunnkonditiounen" - dat heescht, déi deklaréiert hunn an hirer Wunneng Problemer, wéi Fuitten am Daach, Fiichtegkeet oder Schimmel bei Biedem oder Maueren ze hunn - no Eurostat tëschent 2012 an 2015 hei zu Lëtzebuerg konstant erofgaangen ass: vu 17,1% op 14,4%.

No Récksprooch mat den Experte vum Observatoire de l'habitat kann ech lech awer matdeelen, datt déi Zuele vun dëser Statistik mat grousser Virsiicht ze interpretéiere sinn, an dat aus zwee Grënn.

Éischtens sinn d'Donnéeë vum betreffenden Eurostat-Indikator nëmmen op Basis vun Aussoe vun interviewte Leit opgestallt ginn, déi subjektiv hir eege Wunnkonditiounen interpretéiert hunn. Et ass also keng vun Experten objektiv festgestallten Informatioun, déi verschafft gëtt. Vu Joer op Joer ginn och net déiselwecht Leit fir d'Etüd gefrot an den Echantillon ass relativ kleng (± 3.800 Stéit am Land). Och an aneren europäesche Länner gi mat Momenter staark Fluktuatioune bei deem Indikator festgestallt. D'Zuele vum Eurostat-Indikator iwwert d'Wunnkonditioune ginn hei zu Lëtzebuerg vum Statec op Basis vun der Enquête EU-SILC („European Union-Survey on Income and Living Conditions") realiséiert.

Et ass awer wuel en zweete Grond, deen déi zolidd Erhéijung vun den Zuele vum Eurostat-Indikator gréisstendeels erkläert: D'Froen, déi benotzt goufen, fir dës Statistik opzestellen, hunn tëschent 2015 an 2016 fundamental geännert.

Bis 2015 ass dësen Indikator aus enger eenzeger Fro opgestallt ginn: Déi interviewte Leit hu missen (mat engem einfache Jo oder Neen) deklaréieren, ob si ee vun den dräi folgende Problemer an hirer Wunneng hunn: (i) en Daach, wou et erareent; oder (ii) Fiichtegkeet vu Maueren, Biedem, Fondatiounen; oder (iii) Schimmel an de Fënsteren oder dem Buedem. Mä zanter 2016 gëtt deeselwechten Indikator aus dräi separate Froen ermëttelt: Déi interviewte Leit solle sech neierdéngs iwwert d'Präsenz vu jiddwerengem vun dësen dräi Problemer an hirer Wunneng getrennt prononcéieren.

Och wann d'Ännerung kleng ze si schéngt, kënnen Differenzen an der individueller Perceptioun verschidde Leit dozou beweegt hunn, fir méi liicht mat „Jo" op eng vun den dräi proposéierte Froen ze äntwerten, wou se op eng eenzeg Fro wuel net esou séier „Jo" geäntwert hätten. Déi genee Wuertwiel vun der Fro oder d'Reiefolleg vun de Froe kënnen d'Äntwerte beaflossen, an esou ass e Verglach ganz delikat, wann et e Changement an engem Questionnaire vun engem Joer op dat nächst gëtt.

Dës Verännerung am Questionnaire an d'Verännerung vum Indikator iwwert den Zoustand vu Wunnengen (speziell fir Lëtzebuerg) huet mat Sécherheet e groussen Effekt op seng Entwécklungen tëschent 2015 an 2016 gehat. Op hirer Internetsäit huet Eurostat explizitt dorop higewisen, datt et bei dësem Indikator tëschent 2015 an 2016 e Broch vun der Serie („break in time series") gouf.

Dës wichteg Informatioun ass awer leider net an der Infografik vum Eurostat iwwerholl ginn. Deemno ass et ganz schwéier, d'Zuelen tëschent 2015 an 2016 ze vergläichen, an erlaabt et net, zu der Konklusioun vun enger plëtzlecher Verschlechterung vun de Wunnkonditiounen hei zu Lëtzebuerg ze kommen.

D'Publikatioun vun de Lëtzebuerger Zuele vun dëser Statistik fir d'Joer 2017, déi kohärent mat där fir 2016 gebrauchte Method realiséiert wäert ginn, ass fir Enn 2018 virgesinn.

Nom Aktualiséiere vun dëser Statistik fir d'Joer 2017 wäert et méiglech sinn, sech méi genau mat der Evolutioun vun de Wunnkonditiounen - an och eng eventuell méiglech Verschlechterung vun den Zuelen - hei zu Lëtzebuerg ze befaassen.

Question urgente 3805 (08.05.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **plans directeurs sectoriels:**

Le 27 avril 2018, les ministres réunis en conseil ont marqué leur accord avec les différents projets de règlements rendant obligatoires les Plans directeurs sectoriels (PDS) «Logement», «Paysages», «Transports» et «Zones d'activités économiques». Le même jour, le Conseil de Gouvernement a décidé de transmettre lesdits projets de PDS aux communes et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas utile de communiquer, dès à présent, lesdits projets de PDS ensemble avec les évaluations environnementales y relatives aux membres de la Chambre des Députés?

- Monsieur le Ministre partage-t-il notre avis que cette communication devrait en tout état de cause se faire avant le vote du projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévu pour la semaine prochaine?

Réponse (09.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) En principe rien ne s'oppose à ce que le Gouvernement transmette dès à présent les quatre avant-projets de règlements grand-ducaux rendant obligatoires les PDS «Logement», «Transports», «Zones d'activités économiques» et «Paysages» ainsi que les RIE y relatifs aux membres de la Chambre des Députés.

Toutefois, en raison de la nature particulière des documents et des informations (encore) confidentielles y contenues, le Gouvernement propose que la transmission des documents précités à la Chambre des Députés se fasse concomitamment à la transmission par voie électronique à l'ensemble des communes du Grand-Duché, laquelle a été prévue en date du 14 mai 2018.

Le Gouvernement prie en outre les honorables Députés de ne pas procéder de manière quelconque à la diffusion des informations y contenues avant le début des enquêtes publiques relatives aux projets de PDS et aux incidences environnementales, qui est prévu pour le 28 mai 2018 (la même discrétion ayant par ailleurs été

requise par les communes dans le cadre d'une circulaire envoyée en date du 8 mai 2018 pour la période allant du 14 mai au 28 mai 2018).

Le Gouvernement propose dès lors de procéder à une transmission par voie électronique en envoyant le 14 mai 2018 un courriel contenant un lien OTX permettant de télécharger le dossier qui fera l'objet d'un dépôt auprès des communes de l'ensemble du pays le lundi 28 mai 2018.

Les honorables Députés auront dès lors à leur disposition les projets de PDS et les RIE y relatifs la semaine du vote de la loi concernant la protection de la nature, encore que le Gouvernement ne voit pas en quoi consiste le lien entre les projets de PDS d'une part et le projet de loi précité.

ad 2) L'honorable Députée se rappellera que c'est le Gouvernement CSV-LSAP qui avait introduit les PDS comme instruments à la disposition du pouvoir exécutif dans le corps de la loi concernant l'aménagement du territoire entre-temps abrogée du 21 mai 1999. Cet instrument a depuis lors été adapté par les révisions successives de la loi précitée (lois des 30 juillet 2013 et 17 avril 2018).

Les PDS sont désormais un instrument dont le contenu a d'une part été clairement défini (en raison de la nécessité d'un cadrage normatif lorsque le pouvoir réglementaire intervient dans une matière réservée à la loi) et d'autre part dont les effets ont fait l'objet d'une approche plus pragmatique et moins drastique que celle retenue en 2013. Les auteurs de la loi précitée du 17 avril 2018 ont en effet veillé à alléger les charges et responsabilités pesant sur les communes en facilitant la mise en œuvre des PDS par les communes.

- La distinction entre recommandations et prescriptions a été abolie: les recommandations étaient des dispositions que les communes devaient prendre en considération lors de l'élaboration ou de la modification des plans d'aménagement communaux (PAG et PAP) tout en ayant la faculté de s'en écarter de manière motivée. À présent, seules les prescriptions, qui sont des dispositions obligatoires, ont été maintenues dans la loi.

- La mise en œuvre de certaines prescriptions des PDS n'est plus soumise à un délai de transposition, alors que les communes ne disposent pas forcément toutes des ressources techniques, juridiques et financières nécessaires pour procéder par exemple à la mise en œuvre d'une zone d'habitation de quelques dizaines d'hectares dans un délai de six ans. Les PDS réservent donc des terrains pour des besoins en espace spécifiques comme par exemple le logement ou les infrastructures de transport sans pour autant forcer leur exécution à une date précise largement tributaire d'autres variables.

- Les prescriptions des PDS, à une exception près, ne concernent que les PAG, à l'exclusion des PAP, ces derniers exécutant et précisant par ailleurs le zonage prévu dans le cadre du PAG.

- La partie graphique du PDS est définie à l'échelle 1:2.500, les communes n'ayant par conséquent plus à endosser la responsabilité relative au classement de certaines parcelles en fonction des prescriptions du PDS comme ce fut le cas en 2014 lorsque la partie graphique des PDS était définie à échelle plus grande.

Il existe actuellement trois PDS qui ont été déclarés obligatoires par voie de règlement grand-ducal sur base de la loi précitée du 21 mai 1999:

1° Le Plan directeur sectoriel «Lycées» (déclaré obligatoire par RGD du 25 novembre 2005, Mémorial A n°2 du 6 janvier 2006, p. 6).

2° Le Plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes» (déclaré obligatoire par RGD du 9 janvier 2006, Mémorial A n°23 du 13 février 2006, p. 503).

3° Le Plan directeur sectoriel «Stations de base pour réseaux de communication mobile» (déclaré obligatoire par RGD du 25 janvier 2006, Mémorial A n°30 du 20 février 2006, p. 618).

Les projets de PDS «Logement», «Transports», «Zones d'activités économiques» et «Paysages» ont quant à eux fait l'objet d'une décision de transmission de la part du Conseil de Gouvernement en date du 27 avril 2018 et seront communiqués aux dates mentionnées sous le point 1°.

La nouvelle loi concernant la protection de la nature introduira notamment le nouveau compte écologique qui n'est pas seulement attendu par les acteurs du secteur immobilier, mais qui réduira en même temps la pression exercée par ledit secteur sur les terres agricoles.

L'intention de l'honorable Députée de vouloir retarder le vote de la loi ne saura être suivie par le Gouvernement.

Q166

Question urgente 3825 (15.05.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **stagiaires-instituteurs:**

En date du 15 janvier 2018, a été publié le calendrier 2018 relatif aux procédures de réaffectation, d'affectation et de répartition du personnel des écoles de l'enseignement fondamental. Selon les indications de celui-ci, les conseils communaux ont été priés de communiquer au plus tard pour le 11 mai 2018, les postes vacants d'instituteurs aux directeurs de régions.

Début mai, dans la circulaire de printemps 2018, il est souligné que les instituteurs en fonction et les stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur peuvent postuler sur la première liste des postes vacants.

En date du 11 mai, date à laquelle les postes vacants ont dû être déclarés, les communes sont informées par le Ministre de l'Éducation nationale via courrier électronique (avec pour date de valeur le 9 mai 2018) que les stagiaires-instituteurs ne sont plus autorisés à briguer pour un poste sur la première liste et que ces postes ne peuvent pas être déclarés vacants.

Selon les explications du ministère, il s'est avéré que les nouvelles dispositions du projet de loi 7206 ne sont pas encore entrées en vigueur au moment où les conseils communaux ont été appelés à délibérer sur les propositions d'affectation d'instituteurs dans le cadre de la première liste. Par contre, le ministre affirme que les postes que les stagiaires-instituteurs occupent actuellement leur resteront attribués.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il affirmer que les postes actuellement encore occupés par les stagiaires-instituteurs leur resteront attribués?

- Le ministre ne considère-t-il pas qu'avec la manière actuelle de procéder les stagiaires-instituteurs risquent d'être affectés à un autre poste, ayant comme conséquence que la continuité du travail en équipe ne serait plus assurée?

- Le ministre n'envisage-t-il pas comme voie alternative la possibilité de permettre aux stagiaires-instituteurs de postuler sur la liste 1bis afin de respecter tant leur ancienneté que leur expérience par rapport aux stagiaires qui viennent tout juste de se placer en rang utile dans le concours et qui eux sont autorisés à postuler sur la liste 2?

- Dans l'affirmative, la date pour la publication de la liste 1bis actuellement prévue pour le 21 juin ne devrait-elle pas être postposée de quelques jours en attendant que le projet de loi 7206 soit voté?

Réponse (16.05.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je tiens tout d'abord à souligner que je partage les soucis soulevés par l'honorable Députée à l'égard des concernés. Dans cet esprit, le projet de loi 7206 a été rédigé. D'ailleurs, en ce qui concerne la continuité pédagogique, je tiens à préciser que l'occupation des différents postes relève de la compétence des autorités communales dans le cadre de l'organisation scolaire.

Les différentes questions donnent lieu aux informations suivantes:

- La circulaire administrative aux administrations communales a été préparée dès février 2018 et a été envoyée pour avis aux partenaires scolaires début avril: au Syvicol, aux syndicats du personnel enseignant, au Collège des directeurs de l'enseignement fondamental ainsi qu'à la FAPEL. Après les retours respectifs, la version finale a été publiée début mai tout en soulignant que certaines mesures mentionnées étaient encore en voie de procédure législative.

- Les modifications projetées par le projet de loi 7206 prévoient entre autres que les stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur peuvent briguer un poste dans le cadre des listes 1 et 1bis. Selon les dispositions actuelles, lesdits stagiaires ne peuvent briguer qu'un poste dans le cadre de la liste 2.

Le PL 7206 laisse également bénéficier les stagiaires qui peuvent se prévaloir, dans le cadre de leur formation initiale de quatre années, d'un ou de plusieurs stages d'une durée cumulée de 20 semaines ou plus, d'une réduction de stage d'une année (article V, point 2 du PL 7206). Selon une mesure transitoire proposée par le Conseil d'État et retenue par la Commission parlementaire, tous les candidats admis au stage au moment de l'entrée en vigueur de la loi bénéficient d'office d'une réduction de stage d'un an (Art. VIII du PL 7206).

- Il s'avère maintenant que les nouvelles dispositions ne seront pas encore entrées en vigueur au moment où les conseils communaux seront appelés à délibérer sur les propositions d'affectation d'instituteurs ni dans le cadre de la première liste ni dans le cadre des affectations réalisées au niveau de mon Ministère lors de la liste 1bis.

- L'article 63 de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un institut de formation de l'éducation nationale dispose: «La durée du stage réduit ne peut pas être inférieure à deux ans». Il s'en suit que tous les stagiaires-instituteurs qui ont commencé leur stage le 1er septembre 2016 seront en stage jusqu'au 31 août 2018.

- Selon les dispositions actuellement en vigueur, 14 stagiaires-instituteurs ont déjà obtenu une réduction de stage d'une année entière. Comme leur stage dure encore jusqu'au 31 août 2018, leur poste est vacant pour la rentrée et peut donc être déclaré vacant sur la liste 1 des postes d'instituteur vacants. Dans l'intérêt des élèves et des agents concernés et dans le souci de garantir la continuité pédagogique, j'ai informé les autorités communales dans ma lettre du 11 mai 2018 que j'ai instruit les directeurs de l'enseignement fondamental de se concerter avec les agents concernés et avec les autorités communales auxquelles sont affectés ces agents pour trouver une solution optimale qui correspondrait aux objectifs du PL 7206.

Comme les postes occupés par les stagiaires-instituteurs ne pourront pas être déclarés vacants dans le cadre de la liste 1 et de la liste 1bis, ils le seraient dans le cadre de la liste 2, une fois les dispositions susmentionnées en vigueur. L'article 8 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental dispose: «Après les opérations de réaffectation de la première liste et les opérations de réaffectation de la première liste bis prévues à l'article 9, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants qui ne mentionne pas les postes destinés à être réservés pour les stagiaires-instituteurs admis au stage débutant le 1er septembre de chaque année, conformément à l'article 9. L'affectation aux postes de la liste précitée se fait selon l'ordre suivant: 1. par des stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur; (…).»

Les stagiaires-instituteurs qui ont commencé leur stage le 1er septembre 2016 et qui profiteraient uniquement d'une réduction de stage d'un an après l'entrée en vigueur du PL 7206, restent affectés à ce stade pour la durée de leur stage. Les postes qu'ils occupent leur resteront attribués en application de l'article 12 de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un institut de formation de l'éducation nationale: «Le ministre décide de l'affectation du stagiaire. Cette décision vaut pour la durée du stage.» Il en résulte que ces postes ne devront point être déclarés vacants.

Le 11 mai 2018 j'ai informé les autorités communales que «je vais instruire les directeurs de l'enseignement fondamental afin qu'ils tiennent compte de cette situation lors de la transmission des déclarations de vacance de postes des instituteurs. Au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales, ces agents vont être affectés lors de la 2e publication en suivant la mesure transitoire inscrite à cette fin dans le projet de loi 7206»: «Art. VII. Nonobstant les dispositions de l'article III, point 5°, de la présente loi, les stagiaires-instituteurs ayant réussi à toutes les épreuves du stage et non encore nommés à la fonction d'instituteur peuvent, pour l'année scolaire 2017-2018, également présenter leur demande d'affectation dans le cadre de la liste 2 des postes d'instituteur vacants.»

- L'article 9 de la loi modifiée du 9 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental dispose: «La première liste bis comprend les différents postes d'instituteur devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste.» Seuls les instituteurs en fonction peuvent postuler dans le cadre de la liste 1bis. Comme la liste 1bis ne comprend que les différents postes d'instituteur devenus vacants suite aux opérations de réaffectation de la première liste et que les postes occupés actuellement par les stagiaires-instituteurs n'ont pas été déclarés vacants, les stagiaires-instituteurs ne peuvent pas briguer ces postes.

Au vu de ce qui précède, postposer le délai de la liste 1bis de quelques jours ne constitue pas de solution à envisager. Un changement de la date de la publication de la liste 1bis n'est pas nécessaire.

Question urgente 3833 (25.05.2018) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **convention à conclure entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII:**

Dans la «Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg concernant l'organisation du cours commun "éducation aux valeurs" du 26 janvier 2015, l'article 3 stipule: «Il sera conclu entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII concernant le financement garantissant le bon fonctionnement de certaines missions de formation et de recherche. Vu l'ouverture à la participation des autres cultes conventionnés aux activités susmentionnées, la participation financière de l'État s'élève à 600.000 euros (n.i. 775,17).»

Cette convention entre le ministère et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII sera signé le 1er juin de cette année.

Partant, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Le texte de cette convention est-il public? Dans la négative, pour quelles raisons? Dans l'affirmative, où est-il consultable?

2) Le Grand Séminaire remplit-il les conditions liées à l'octroi de ces 600.000 euros? Plus précisément:

a) Quelles sont les «missions de formation et de recherche» prévues dans ce contexte?

b) En quoi consiste le programme de ces formations et combien d'étudiants s'y sont inscrits?

c) Quelles sont les références et garanties académiques de ces formations?

3) En quoi consiste l'«ouverture à la participation des autres cultes conventionnés»? Plus précisément:

a) Qui sont les partenaires de ces autres cultes et par quels accords sont-ils associés?

b) Quelles sont les contributions concrètes des autres cultes et où peut-on consulter ces accords?

4) Finalement, pouvez-vous m'indiquer de quelle manière la participation financière étatique de ces 600.000 euros sera gérée? Quelle autorité ou quel organisme public en sera chargé?

Réponse (31.05.2018) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Conformément à l'approche habituelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en ce qui concerne la publication des conventions pluriannuelles, la convention entre l'État et le Centre Jean XXIII - Grand Séminaire sera rendue publique après sa signature le 1er juin 2018.

En outre, je tiens à souligner que la mission, la stratégie, les domaines thématiques prioritaires et les indicateurs sont précisés dans la convention précitée.

En ce qui concerne la question sur l'ouverture à la participation des autres cultes conventionnés et selon les informations reçues, il y a lieu de noter que cette ouverture se situe au niveau des locaux, de la bibliothèque, du personnel et de certaines des activités de formation et de recherche du Centre Jean XXIII - Grand Séminaire.

N°11
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Débats de consultation sur:		Déclaration sur l'état de la nation	p. 434	30e séance	Mercredi 18 avril 2018
- l'aménagement du territoire	p. 401	Sommaire des séances publiques nos30 à 32	p. 437	31e séance	Jeudi 19 avril 2018
- la mobilité	p. 421	Sommaire des questions parlementaires	p. Q167	32e séance	Mardi 24 avril 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

60e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional à la Chambre des Députés

Un observatoire du logement pour la Grande Région?





Les jeunes présentent leurs recommandations.

Dans le cadre de la 60e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) le 1er juin 2018 à la Chambre des Députés, les élus de la Grande Région ont décidé de mener une étude de faisabilité en vue de la création d'un observatoire du logement dans la Grande Région afin de mieux analyser les dynamiques transfrontalières en matière de logement.

La problématique du logement était également au cœur d'une recommandation adoptée au cours de la séance plénière, qui a été présidée par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Les autres recommandations adoptées concernent les sujets suivants:

- l'impact social et économique de la digitalisation,
- la pratique du «fuel dumping» dans l'aéronautique,
- les plantes et les espèces animales invasives,
- l'encouragement du développement d'un espace de communication commun (poursuite du projet «Media & Me» du réseau médias SaarLorLux).

Les recommandations seront transmises aux gouvernements des membres de la Grande Région, à savoir la Sarre et la Rhénanie-Palatinat, le Grand Est, le Grand-Duché de Luxembourg, la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone de Belgique.

La présidence luxembourgeoise du CPI

Un suivi du premier colloque de la jeunesse de la Grande Région

Huit jeunes représentants ont également eu l'opportunité de présenter les recommandations élaborées lors du colloque des jeunes de la Grande Région du 9 mai 2018 auquel quelque 200 jeunes avaient participé.

Ces recommandations seront traitées plus en détail dans les différentes commissions du CPI. Elles portent notamment sur la digitalisation, l'aménagement du territoire au-delà des frontières ou encore les moyens de rapprocher la Grande Région, l'Europe et les jeunes citoyens. Les députés de la Grande Région ont salué l'initiative du Luxembourg d'avoir organisé le premier colloque de la jeunesse de la Grande Région. Le Président du Parlement régional du Land de Sarre, M. Stephan Toscani, qui devra assurer la présidence bisannuelle à partir de 2019, a annoncé son intention de continuer à impliquer les jeunes dans les travaux parlementaires du CPI.

Visite du Ministre-Président de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie

Plus de solidarité pour faire avancer le projet européen



M. Armin Laschet, signant le Livre d'or de la Chambre, et M. Mars Di Bartolomeo.

L'avenir de l'Union européenne et les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Land le plus peuplé d'Allemagne, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW), étaient au cœur d'un échange de vues entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Ministre-Président du Land, M. Armin Laschet, le 4 juin 2018 à la Chambre des Députés.

La crainte face à la montée de l'euroscepticisme

La crainte partagée face à la montée des mouvements eurosceptiques ou antieuropéens dans un nombre croissant de pays membres à l'est comme à l'ouest de l'Europe et comment y répondre pour faire avancer le projet européen étaient des sujets abordés lors des discussions.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de la responsabilité de l'ensemble des pays membres. «La solidarité au sein de l'Union européenne n'est pas une voie à sens unique», a-t-il expliqué. M. Armin Laschet a exprimé son soutien aux propositions du Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker pour renforcer l'Europe.

Relations bilatérales, Tihange et Ruhrfestspiele

Concernant les relations entre le Luxembourg et l'Allemagne et ses Länder, M. Mars Di Bartolomeo a constaté qu'elles sont «excellentes». La Chambre des Députés entretient effectivement des relations étroites avec ses régions voisines, notamment au niveau parlementaire, comme par exemple la coopération au sein du Conseil parlementaire interrégional (CPI), réuni le 1er juin 2018 au Parlement luxembourgeois.

Le Président de la Chambre et le Ministre-Président ont salué l'engagement commun contre la centrale nucléaire belge de Tihange qui se trouve à proximité des frontières luxembourgeoise et du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Finalement, le festival de théâtre Ruhrfestspiele à Recklinghausen, placé sous la direction du metteur en scène luxembourgeois Frank Hoffmann, a également été abordé lors des discussions. M. Armin Laschet a souligné l'importance du travail de M. Hoffmann pour la renommée de ce festival et pour toute la région.

Rencontre entre élus du Parlement du Land Berlin et de la Chambre des Députés



Le Président et des membres du Parlement du Land Berlin reçus par une délégation parlementaire luxembourgeoise.

Le Président du Parlement régional de l'État fédéré de Berlin, M. Ralf Wieland, accompagné d'une délégation parlementaire, a eu une entrevue, le 4 juin 2018, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi qu'avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Échange de vues sur l'immigration

Les députés du Parlement régional du Land Berlin se sont renseignés sur la situation particulière de l'immigration au Luxembourg. De manière générale, les députés luxembourgeois ont expliqué que l'immigration au Luxembourg s'est déroulée jusqu'à présent sans heurts. Un autre sujet évoqué lors de l'échange de vues était la problématique du logement. Au cours des discussions, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de la diplomatie parlementaire ainsi que des bons échanges entre le Luxembourg et l'Allemagne dont témoigne la double visite, en une même journée, du Ministre-Président de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de membres du Parlement régional du Land Berlin.

Le Commissaire européen Christos Stylianides à la Chambre

Aide humanitaire et gestion de crises



M. Christos Stylianides (5e de gauche) entouré des participants à la réunion.

«La solidarité ne devrait pas être une voie à sens unique», c'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu, le 13 juin 2018, le Commissaire européen à l'aide humanitaire et à la gestion des crises, M. Christos Stylianides.

Le Luxembourg, pionnier de l'aide humanitaire européenne

L'Union européenne (UE) est un acteur essentiel de l'aide humanitaire dans le monde et le Luxembourg est un pionnier dans les différentes actions européennes menées par l'UE, a constaté le Commissaire européen en charge de ce dossier.

Avec sa plateforme emergency.lu, le Luxembourg s'est engagé à soutenir de manière renforcée le mécanisme de protection civile de l'UE, a rappelé le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel. Le dispositif luxembourgeois permet de fournir des services de communication tels que des connexions téléphoniques et Internet pour appuyer la coordination des efforts déployés sur le terrain par les premiers intervenants et les acteurs humanitaires en cas de destruction des infrastructures de communication locales par des catastrophes d'origine naturelle ou humaine. Dans ce contexte, le Commissaire européen a félicité le Grand-Duché de Luxembourg pour sa solidarité par rapport aux efforts de l'UE visant à construire une Europe qui protège et sauve des vies.

Une Europe qui protège face au changement climatique

À côté des différentes crises humanitaires liées aux conflits armés, l'Europe doit également faire face aux crises humanitaires liées aux catastrophes naturelles.

Les tragédies de l'été dernier au Portugal ont montré que le système d'intervention actuel en cas de catastrophe a atteint ses limites dans sa forme actuelle de volontariat, a constaté le Commissaire européen. D'où l'initiative de la Commission européenne de créer un système européen de lutte contre les catastrophes naturelles: «rescEU». Ce dernier dispose d'une réserve de capacités au niveau européen en matière de protection civile comprenant par exemple des avions de lutte contre les incendies de forêt.

Éducation dans les situations d'urgence et égalité entre hommes et femmes

Au cours des discussions avec le Commissaire européen, les députés se sont notamment renseignés sur l'initiative «Spotlight» qui vise à venir en aide aux femmes et aux filles du monde entier, migrantes ou déplacées, qui sont victimes de violences ou exclues de l'éducation. «L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas seulement une question d'équité et de justice en Europe, c'est aussi une nécessité pour parvenir à une paix durable, à la sécurité, au développement, à la croissance économique et à la prospérité dans le monde», a souligné le Commissaire européen Christos Stylianides.

En effet, la Commission a adopté à la mi-mai un cadre d'action qui vise à accroître le financement humanitaire destiné à l'éducation dans les situations d'urgence et de crises pour le porter à 10% de son budget global en matière d'aide humanitaire à partir de 2019, a expliqué le Commissaire chypriote aux députés. L'UE est un acteur mondial de premier plan en ce qui concerne la réintégration des enfants dans le circuit scolaire. Cette année, 8% du budget européen d'aide humanitaire sont consacrés à l'éducation en contexte d'urgence, soit huit fois plus qu'en 2015. Le but est de porter cette part à 10% en 2019.

Lutte contre le virus Ebola en Afrique

Les autres questions des députés ont notamment porté sur la situation actuelle en Afrique concernant le virus Ebola. Le Commissaire européen, qui est également le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le virus Ebola, a assuré que la situation est sous contrôle. Les autorités compétentes restent cependant vigilantes afin d'éviter une nouvelle propagation, semblable à celle qui s'est produite il y a trois ans.

Dans ce contexte, le Commissaire européen a également remercié le Luxembourg pour son intervention renforcée dans la lutte contre l'épidémie.

Tout au long de l'échange de vues, M. Christos Stylianides a souligné à plusieurs reprises que l'Afrique constitue le défi le plus important pour l'UE. En effet, le continent africain connaît une explosion démographique et est confronté en plus aux différentes conséquences dévastatrices du changement climatique. Selon le Commissaire européen, le plus grand défi pour l'UE en Afrique est de trouver un lien entre l'aide humanitaire et l'aide au développement.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

L'OTAN affiche son unité malgré les tensions politiques qui divisent ses membres



M. Marc Angel et Mme Viviane Loschetter au Parlement polonais à Varsovie

La session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN s'est déroulée du 25 au 28 mai 2018 à Varsovie en présence de M. Marc Angel et Mme Viviane Loschetter. Parmi les sujets abordés pendant cette réunion figuraient la Russie, la modernisation de l'OTAN, la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne, la Corée du Nord, la lutte contre le terrorisme ou encore l'avenir du multilatéralisme.

En sa qualité de trésorier de l'AP-OTAN, M. Marc Angel a présenté devant les quelque 300 parlementaires réunis dans la capitale polonaise son rapport attestant l'excellent état de la situation financière de cette organisation.

Pendant son allocution devant les parlementaires, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a pour sa part regretté les «désaccords majeurs», opposant les États-Unis à l'Europe et au Canada, sur le commerce et l'accord nucléaire avec l'Iran notamment. À son avis, il est certain que les États membres de l'OTAN ne sont pas tous en accord sur la manière de trancher en politique migratoire ou dans le domaine sécuritaire. Toutefois, le Secrétaire général de l'OTAN a salué le fait que ces tensions n'empêchent pas l'Alliance atlantique d'être plus opérationnelle que jamais et que l'ensemble des alliés s'engagent dès à présent à renforcer l'organisation.

«Je ne dis pas que ces problèmes ne sont pas importants. Je ne veux pas minimiser mon niveau de préoccupation», a estimé M. Jens Stoltenberg. «Mais je pense qu'il est possible de gérer les désaccords sans miner l'Alliance (…).

En dépit de divergences majeures, le lien transatlantique n'est pas affaibli», a-t-il affirmé. M. Stoltenberg a également exprimé sa conviction qu'une Union européenne plus forte signifie une OTAN plus forte.

Dans une déclaration commune, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN a demandé aux chefs d'État et de gouvernement des pays alliés d'apparaître unis lors de leur sommet de juillet prochain et de montrer que l'Organisation reste crédible face aux menaces que la Russie et le terrorisme font peser sur la sécurité.

Dans ce contexte, les parlementaires de l'OTAN ont souligné que l'Alliance apporte «une contribution précieuse et unique en son genre» à la résolution de problèmes de sécurité d'une grande complexité; ils ont aussi rappelé qu'une attaque dirigée contre un allié est toujours considérée comme une attaque visant également tous les autres.

De même, les parlementaires de l'OTAN ont invité les dirigeants alliés à conserver vis-à-vis de Moscou une politique à deux axes: d'une part, la défense et la dissuasion pour riposter aux tentatives russes de déstabilisation des alliés et de leurs voisins et, d'autre part, l'ouverture à un «dialogue substantiel».

NOUVELLES LOIS

Règlement des petits litiges

7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile

Suite à un rapport du 19 novembre 2013, la Commission européenne a proposé de modifier le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, ainsi que le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer. À cette fin, le règlement (UE) 2015/2421 du 16 décembre 2015 a été adopté par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne. Ce règlement est applicable à partir du 14 juillet 2017.

Concernant la procédure européenne des petits litiges, le but est de simplifier la procédure et de réduire le coût et la durée de celle-ci. La plus importante des modifications porte sur le plafond applicable au montant du litige, qui passe de 2.000 € à 5.000 €, afin d'améliorer l'accès à des voies de recours en cas de litiges transfrontaliers, dans lesquels au moins une des parties a son domicile ou sa résidence habituelle dans un État membre autre que l'État membre de la juridiction saisie.

D'ailleurs, concernant la procédure européenne d'injonction de payer, les options du demandeur ont été étendues étant donné que, suite à l'opposition formée par le défendeur contre une injonction européenne de payer, le demandeur aura la possibilité de demander à ce que la procédure se poursuive conformément aux règles de la procédure européenne de règlement des petits litiges prévues par le règlement (CE) n°861/2007, option qui n'existait pas auparavant.

Le présent projet de loi vise à compléter et à modifier le Nouveau Code de procédure civile afin de tenir compte de ces modifications qui sont introduites par le règlement (UE) 2015/2421 au niveau communautaire.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.03.2017
Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

28.02.2018	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen des amendements gouvernementaux
	Examen des avis du Conseil d'État
28.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.04.2018
Loi du 15 mai 2018
Mémorial A: 2018, n°394, page 1

Prochaines élections pour la Chambre des Salariés

7138 - Projet de loi portant modification 1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Le présent projet de loi vise à reporter les prochaines élections pour la Chambre des Salariés de novembre 2018 à une date ultérieure, située entre le 1er février et le 31 mars 2019.

Ce report est envisagé alors que les prochaines élections législatives auront lieu au mois d'octobre 2018 et que pendant les semaines suivant cette date, la formation d'un nouveau gouvernement, l'élaboration d'un programme gouvernemental et la mise en place de la nouvelle Chambre des Députés risquent de monopoliser l'attention de la population.

Le projet de loi prévoit donc pour l'organisation des prochaines et futures élections de la Chambre des salariés une période de deux mois au cours de laquelle les élections sociales pourront avoir lieu, ceci afin d'éviter qu'une période de vacances scolaires ne vienne perturber le déroulement des opérations électorales.

Les élections des délégués du personnel sont reportées à la même période. De ce fait, et afin d'éviter tout vide juridique, le projet vise à prolonger les mandats des membres de la Chambre des Salariés, des délégués du personnel, des membres de l'organe de représentation d'une société européenne, des membres de l'organe de représentation d'une société coopérative européenne et les mandats des assesseurs-salariés auprès des tribunaux de travail jusqu'à l'entrée en fonction des nouveaux élus.

Dans sa version initiale, le projet de loi prévoyait, sur base d'une proposition de la Chambre des Salariés adoptée à l'unanimité, que les syndicats jouissant de la représentativité nationale, pour autant qu'ils soient représentés au sein de l'Assemblée plénière, puissent désigner trois membres effectifs supplémentaires, sans que ces personnes ne soient élues par l'ensemble des ressortissants de la Chambre des Salariés - selon l'exposé des motifs, afin de mieux soutenir la Chambre des Salariés dans la défense des intérêts de ses membres.

Suite à une opposition formelle du Conseil d'État, d'un côté pour des raisons d'insécurité juridique de la procédure prévue, de l'autre côté pour des raisons d'incohérence avec le régime de désignation des membres des chambres professionnelles sur une base élective, la Commission avait proposé un amendement visant à répondre aux observations du Conseil d'État et prévoyant un nouveau mode de désignation de trois membres effectifs supplémentaires, ainsi que de trois membres suppléants supplémentaires par une élection indirecte. Suite à des oppositions formelles que le Conseil d'État a encore émises dans son avis complémentaire, la Commission a décidé de supprimer la disposition en question.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire le 17.05.2017
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

01.02.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
21.02.2018	Continuation des travaux
26.03.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.04.2018
Loi du 7 mai 2018
Mémorial A: 2018, n°370, page 1

Transposition de l'accord salarial dans la fonction publique

7182 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création

a) d'un Institut national des langues;

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

et portant abrogation

de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Alors qu'il modifie neuf lois et en abroge une dixième, le présent projet de loi a pour objectif principal de transposer un certain nombre des 24 dispositions - huit en tout - contenues dans l'accord salarial conclu le 5 décembre 2016 entre le Gouvernement et la CGFP.

La loi du 21 mars 2017 portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la fonction publique avait déjà transposé le deuxième des sept points liés à la rémunération, à savoir l'allocation au mois d'avril 2017 d'une prime unique s'élevant à 1% du traitement barémique touché pendant l'année 2016.

À travers ce projet de loi, il s'agit donc de garantir désormais la mise en œuvre des mesures négociées suivantes:

- l'augmentation de la valeur du point indiciaire de 1,5%, avec effet au 1er janvier 2018 (point I.2. de l'accord);

- l'augmentation du montant de l'allocation de repas à 144 euros par mois, avec effet au 1er janvier 2017 (point I.3. de l'accord);

- l'adaptation de certaines indemnités de stage (point I.4. de l'accord);

- l'augmentation du montant de l'allocation de famille du nouveau régime à 29 points indiciaires (point I.6. de l'accord);

- l'harmonisation du niveau de rémunération de base des carrières d'employés de l'État à conditions d'études égales (point II.1. de l'accord);

- le remplacement du congé pour travail à mi-temps et du service à temps partiel actuels par un nouveau système organisé par paliers correspondant à 90%, 80%, 75%, 70%, 60%, 50% et 40% d'une tâche complète (point III.2. de l'accord);

- la possibilité, sous réserve que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, d'accorder un service à temps partiel aux fonctionnaires dirigeants (point III.5. de l'accord); et

- l'adaptation de la procédure de résiliation des contrats de travail d'employés de l'État en cas d'absences prolongées ou répétées pour raisons de santé, en y introduisant l'obligation pour l'administration d'informer, deux mois à l'avance, l'employé concerné de l'approche du délai de six mois prévu pour le déclenchement de cette procédure.

Il est finalement à noter que l'article XV du projet détermine l'entrée en vigueur générale du projet de loi tout en insistant sur l'entrée en vigueur différée de diverses dispositions liées à certains points et paragraphes d'articles du projet de texte.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 08.09.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

30.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.12.2017 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État (suite)
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

19.04.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2018

Loi du 9 mai 2018

Mémorial A: 2018, n°373, page 1

Modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen

7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Les travaux de renouvellement et de modernisation de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen se font en trois phases, à savoir:

phase 1: renouvellement des postes directeurs;

phase 2: réélectrification de la ligne et reconstruction d'ouvrages d'art;

phase 3: renouvellement et modernisation de la plate-forme, des ouvrages d'art et des quais.

Le projet de loi sous rubrique se rapporte au financement de la phase 2 qui comprend les travaux de réélectrification de la ligne 2X25 kV AC 50Hz et, pour le cas d'espèce, la reconstruction de deux ouvrages d'art à la hauteur de Mamer et le réhaussement d'un ouvrage d'art situé à l'entrée de la gare de Kleinbettingen.

La loi du 28 avril 2014 avait autorisé le Gouvernement à réaliser les projets d'infrastructure ferroviaire formulés dans le programme des investissements et repris au paragraphe 3 de l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. Au cours de la mise en œuvre du projet, une réévaluation du projet du point de vue technique et financier s'est imposée. Ainsi, le présent projet de loi a pour objet une actualisation de la loi du 28 avril 2014 qui avait fixé les coûts à 60.800.000 euros. Les majorations prévues dans le cadre de la réévaluation du projet s'élèvent à 7.500.000 euros. En appliquant l'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2016, le coût total du projet revient finalement à 71.900.000 euros.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2018

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.03.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

19.04.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2018

Loi du 22 mai 2018

Mémorial A: 2018, n°443, page 1

Bâtiment P&R et rénovation de la gare de Rodange

7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le présent projet a pour objet le financement d'un bâtiment P&R de 1.567 emplacements et la mise en conformité de la gare de Rodange pour répondre à court et à moyen termes aux besoins de stationnement des utilisateurs du rail. Les coûts du projet se chiffrent à 43.740.000 euros et englobent le parking en ouvrage (25.000.000 euros), la voirie et divers réseaux (4.500.000 euros) et les installations techniques (6.500.000 euros).

S'y ajoutent 1.800.000 euros pour «divers et imprévus» ainsi que 5.670.000 euros pour les études. Ces montants ne comprennent pas les taxes sur la valeur ajoutée et correspondent à la valeur 764,68 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2016.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2018

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.03.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

19.04.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2018

Loi du 22 mai 2018

Mémorial A: 2018, n°444, page 1

«Vermummungsverbot»

7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics

Le contexte réglementaire luxembourgeois

Contrairement à d'autres pays européens, la dissimulation du visage est déjà largement interdite à ce jour au Grand-Duché de Luxembourg. Cette interdiction s'applique dans bon nombre de communes par la voie d'un règlement de police communal. Début 2017, sur 105 communes, 62 disposaient d'un règlement de police communal dont 47 ont réglementé l'interdiction de dissimuler le visage en public, règlements qui en l'état actuel de la législation ne sont pas soumis à l'approbation du Ministère de l'Intérieur. Ces communes représentent 72,75% de la population totale du Grand-Duché de Luxembourg.

Cependant, notamment en raison du principe constitutionnel de l'autonomie communale, la réglementation communale concernant la dissimulation du visage est très hétérogène. Il s'ensuit que l'application pratique des interdictions de dissimulation du visage reste compliquée, tant pour les personnes éventuellement concernées par l'interdiction que pour les agents de la Police grand-ducale qui sont en charge de la constatation du non-respect de l'interdiction de dissimulation du visage.

La base légale de ces règlements est le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités et la loi des 16 et 24 août 1790 qui confèrent aux communes la mission de veiller au maintien de l'ordre public matériel qui vise la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques. Ces missions sont regroupées sous l'expression de «police administrative générale».

Le présent projet de loi ne modifie pas la réglementation communale existante. En effet, en vertu du principe de l'autonomie communale, seules les communes peuvent la changer.

L'avis du Conseil d'État sur l'opportunité de légiférer

Suite à la demande du Premier Ministre du 8 septembre 2016, le Conseil d'État rappelle dans son avis n°51.876 du 13 décembre 2016 que «la question du contenu d'un tel règlement renvoie à celle du contenu de l'ordre public à sauvegarder. Le juge administratif luxembourgeois considère que l'ordre public communal est exclusivement matériel et ne peut être moral. Il résulte des missions assignées aux communes dans le décret précité du 14 décembre 1789 et la loi précitée des 16 et 24 août 1790 et du statut de la commune en tant que collectivité territoriale que le règlement communal ne peut appréhender que des actes de nature à troubler la sécurité et la tranquillité physiques du citoyen».

Le Conseil d'État retient que «le critère à mettre en exergue est celui des circonstances locales; dès lors que la question à régler revêt une portée nationale et ne saurait donner lieu à des réponses variées, forcément adaptées aux circonstances locales, c'est l'État qui doit agir et non pas la commune».

Le Conseil d'État dit en résumé que l'État ne peut pas imposer aux communes de réglementer dans des domaines où elles ont une compétence au titre de la police administrative générale (sûreté, tranquillité et salubrité publique). Le Conseil d'État conclut que «si le législateur considère que certaines questions sont à régler dans toutes les communes, la solution consistera, plutôt que de créer une pluralité de droits pénaux communaux parallèles, d'élever ces questions au niveau de la loi pénale nationale (…)».

Concernant la question de l'interdiction de la dissimulation du visage comme élément du «vivre ensemble», le Conseil d'État retient que «quand il s'agit de sauvegarder des impératifs d'ordre non matériel, comme le vivre ensemble tel que le conçoit la Cour européenne des droits de l'homme, la commune ne peut pas agir au titre de ses compétences de police administrative générale».

La situation dans nos pays voisins

D'autres pays européens ont également été confrontés à la question de la nécessité ou non de réglementer la dissimulation du visage. Les débats dans nos pays voisins précédant l'introduction des différentes législations interdisant la dissimulation du visage ont certes tourné autour du principe de l'égalité entre hommes et femmes, de la dignité des femmes ainsi que des craintes d'un risque pour la sécurité publique, mais la problématique religieuse était cependant sous-jacente.

En Belgique, une loi du 1er juin 2011 a introduit à l'article 563bis du Code pénal belge l'interdiction de dissimulation du visage qui est libellée comme suit:

«Art. 563bis. Seront punis d'une amende de quinze euros à vingt-cinq euros et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, sauf dispositions légales contraires, se présentent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables. Toutefois, ne sont pas visés par l'alinéa 1er ceux qui circulent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables et ce, en vertu de règlements de travail ou d'une ordonnance de police à l'occasion de manifestations festives.»

Dans les travaux préparatoires la loi belge a été justifiée par un triple objectif: la sécurité publique, l'égalité entre l'homme et la femme et une certaine conception du «vivre ensemble» de la société belge.

Le 11 octobre 2010, la France a adopté une loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public. L'article 1er de cette loi pose le principe selon lequel «nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage». L'espace public quant à lui est défini à l'article 2 comme étant «constitué des voies publiques ainsi que des lieux ouverts au public ou affectés à un service public».

L'article 2 II. de la loi précitée prévoit cependant des exceptions au principe de l'interdiction de dissimulation du visage dans l'espace public. Ainsi «l'interdiction prévue à l'article 1er ne s'applique pas si la tenue est prescrite ou autorisée par des dispositions législatives ou réglementaires, si elle est justifiée par des raisons de santé ou des motifs professionnels, ou si elle s'inscrit dans le cadre de pratiques sportives, de fêtes ou de manifestations artistiques ou traditionnelles».

Contrairement à la Belgique, la France a en outre introduit dans son Code pénal une disposition sanctionnant le fait pour une personne d'obliger une autre personne de dissimuler le visage. L'exposé des motifs de la loi française réaffirme les grandes valeurs de la République française qui constituent le fondement de son pacte social à savoir: la liberté, l'égalité et la fraternité. Les auteurs de la loi soulignent que ce pacte social est mis en cause par le développement en France du port du voile intégral. Ils précisent que «si la dissimulation volontaire et systématique du visage pose problème, c'est parce qu'elle est tout simplement contraire aux exigences fondamentales du „vivre ensemble" dans la société française».

L'exposé des motifs renseigne en outre que la dissimulation du visage est une atteinte au respect de la dignité humaine des personnes concernées et «dans le cas du voile intégral, porté par les seules femmes, cette atteinte à la dignité de la personne va de pair avec la manifestation publique d'un refus ostensible de l'égalité entre les hommes et les femmes, dont elle est la traduction».

Plus récemment, l'Allemagne a adopté la loi du 15 juin 2017 sur les réglementations sectorielles de la dissimulation du visage et sur la modification d'autres règlements de service. Cette nouvelle loi prévoit l'interdiction de la dissimulation du visage pour tout fonctionnaire lors de l'exercice de ses fonctions ou lors d'une activité en relation directe avec ses fonctions. Des exceptions sont prévues pour des raisons médicales ou de service.

Rappelons finalement qu'aux Pays-Bas la Chambre des représentants a adopté le 29 novembre 2016 un projet de loi interdisant le port de vêtement couvrant intégralement le visage dans certains espaces publics. Si la loi était adoptée par le Sénat, elle ne s'appliquerait pas dans la rue et interviendrait dans des situations spécifiques où il est jugé essentiel que les gens puissent interagir.

Les débats dans nos pays voisins ne sont pas restés sans influence sur le débat public au Luxembourg, malgré le fait que le phénomène de la dissimulation du visage soit resté très marginal. S'en sont suivis des débats dans les médias et plus généralement dans la société luxembourgeoise sur le bien-fondé d'une interdiction générale de la dissimulation du visage. La dissimulation du visage et les réglementations qui l'encadrent ont également fait l'objet d'une question parlementaire en 2011.

À l'époque les Ministres de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, de l'Intérieur et de la Grande Région et de la Justice avaient dans une réponse commune du 28 juin 2011 déclaré qu'il n'était „pas envisagé à ce stade de légiférer en la matière alors que le Gouvernement estime que ce volet est suffisamment couvert au niveau communal par les différents règlements de police communale qui interdisent notamment aux personnes de sortir le visage masqué".

La Convention européenne des droits de l'homme

Dans une société libre et démocratique, il appartient à chaque citoyen de décider sous quelle apparence il entend se présenter en public. Toute restriction à cette liberté risque d'aller à l'encontre de plusieurs droits fondamentaux reconnus notamment par la Convention européenne des droits de l'homme (ci-après «la Convention»).

Ainsi la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après la «CEDH») a été saisie d'un recours contre la loi française interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public. La requérante était une ressortissante française qui se déclare musulmane pratiquante et qui affirme „porter la burqa et le niqab afin d'être en accord avec sa foi, sa culture et ses convictions personnelles". Dans son arrêt S.A.S. c. France du 1er juillet 2014, la Cour européenne des droits de l'homme a analysé la loi française par rapport à une éventuelle violation du droit au respect de la vie privée et familiale (article 8 de la Convention), du droit à la liberté de manifester sa religion ou ses convictions (article 9 de la Convention) et du droit à la liberté d'expression (article 10 de la Convention).

La Cour a tout d'abord retenu que le choix de toute personne de décider sous quelle apparence elle apparaît en public, comme le choix de la coiffure ou le choix des vêtements, relève «de l'expression de la personnalité de chacun et donc de la vie privée» au sens de l'article 8 de la Convention. Par conséquent, toute restriction de la part d'une autorité publique quant au choix vestimentaire constitue une ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée.

Comme l'interdiction de dissimulation du visage peut également concerner des femmes souhaitant porter un voile intégral dans le cadre de leur pratique religieuse, le droit à la liberté de chacun de manifester sa religion tel que prévu à l'article 9 de la Convention est également mis en cause par une telle loi.

La Cour a dès lors examiné la conformité de la loi française par rapport à la Convention essentiellement sous l'angle du droit au respect de la vie privée et du droit au respect de la liberté de religion. Les seconds paragraphes tant de l'article 8 que de l'article 9 prévoient des conditions dans lesquelles ces libertés peuvent être restreintes.

Il faut tout d'abord que la restriction soit prévue par une loi. Cette exigence est remplie par le présent projet de loi. Ensuite la restriction doit être justifiée par une des circonstances énumérées aux paragraphes 2 des articles 8 et 9 de la Convention. La Cour a rejeté les arguments du Gouvernement français tenant du respect de l'égalité entre les hommes et les femmes et du respect de la dignité des personnes.

La Cour a également dit qu'on «ne saurait retenir que l'interdiction générale que pose la loi du 22 octobre 2010 est nécessaire, dans une société démocratique, à la sécurité publique ou à la sûreté publique, au sens des articles 8 et 9 de la Convention» sauf lorsque l'État se trouve sous une menace générale contre la sécurité publique. Cependant, la Cour a reconnu que dans certaines conditions une interdiction de dissimuler le visage peut être justifiée par ce que le Gouvernement français a qualifié de «respect des exigences minimales de la vie en société» ou de «vivre ensemble» en assimilant ce concept au but légitime de la «protection des droits et libertés d'autrui» prévue aux alinéas 2 des articles 8 et 9 de la Convention.

Ainsi la Cour souligne qu'elle «prend en compte le fait que l'État défendeur considère que le visage joue un rôle important dans l'interaction sociale. Elle peut comprendre le point de vue selon lequel les personnes qui se trouvent dans les lieux ouverts à tous souhaitent que ne s'y développent pas des pratiques ou des attitudes mettant fondamentalement en cause la possibilité de relations interpersonnelles ouvertes qui, en vertu d'un consensus établi, est un élément indispensable à la vie collective au sein de la société considérée. La Cour peut donc admettre que la clôture qu'oppose aux autres le voile cachant le visage soit perçue par l'État défendeur comme portant atteinte au droit d'autrui d'évoluer dans un espace de sociabilité facilitant la vie ensemble».

La Cour a dès lors vérifié si la restriction établie par la loi française était nécessaire dans une société démocratique que la Cour caractérise par les termes de «pluralisme, tolérance et esprit d'ouverture». Il s'agit donc d'un contrôle de proportionnalité de la restriction apportée par la loi par rapport au but poursuivi.

Dans son contrôle, la Cour se réfère également aux pratiques existantes dans les autres États parties à la Convention. Or, force est de constater qu'il n'y a pas d'unanimité entre les États parties sur le traitement de la question de la dissimulation du visage. La Cour rappelle qu'a priori les femmes désirant porter le voile intégral sont les premières concernées par la prohibition de dissimulation du visage alors même que l'interdiction ne se fonde pas sur des aspects religieux, mais sur le seul fait de la dissimulation du visage. Vu le nombre très réduit de personnes concernées, une interdiction générale peut sembler disproportionnée. Toutefois, la Cour constate que la sanction choisie par le législateur français est une des plus légères sanctions pénales existantes à savoir une contravention de deuxième classe.

Finalement, la Cour retient que «la question de l'acceptation ou non du port du voile intégral dans l'espace public constitue un choix de société. Or, dans un tel cas de figure, la Cour se doit de faire preuve de réserve dans l'exercice de son contrôle de conventionnalité dès lors qu'il la conduit à évaluer un arbitrage effectué selon des modalités démocratiques au sein de la société en cause». Elle poursuit que «lorsque des questions de politique générale sont en jeu, sur lesquelles de profondes divergences peuvent raisonnablement exister dans un État démocratique, il y a lieu d'accorder une importance particulière au rôle du décideur national» et ce d'autant plus qu'il n'existe pas de consensus au niveau européen.

La Cour conclut «que l'interdiction que pose la loi du 11 octobre 2010 peut passer pour proportionnée au but poursuivi, à savoir la préservation des conditions du „vivre ensemble" en tant qu'élément de la „protection des droits et libertés d'autrui". La restriction litigieuse peut donc passer pour „nécessaire" dans une société démocratique».

La Cour a d'ailleurs très récemment confirmé sa jurisprudence S.A.S. c. France dans une affaire concernant la loi belge précitée visant à interdire le port de tout vêtement cachant totalement ou de manière principale le visage. Les requérantes belges avaient encore soulevé d'autres violations potentielles de la Convention (discrimination à cause d'un traitement inhumain ou dégradant, discrimination à cause d'une violation du droit à la sûreté, à la liberté et plus particulièrement à la liberté de circuler, discrimination pour violation de la liberté d'association) qui ont toutes été rejetées par la Cour.

La solution retenue pour le Luxembourg

Contrairement aux législations existantes en France et en Belgique, où l'interdiction de dissimuler le visage porte sur tout l'espace public, le Gouvernement a opté pour une interdiction limitée de la dissimulation du visage. Tel est également la voie poursuivie actuellement aux Pays-Bas où la Chambre des Représentants a adopté le 29 novembre 2016 un projet de loi interdisant le port de vêtement couvrant intégralement le visage dans certains espaces publics.

Il y a des lieux où la communication, l'interaction, le «vivre ensemble» rendent nécessaire de se rencontrer à visage découvert. Il en est ainsi par exemple dans les écoles où la communication, non seulement par des paroles mais également par l'expression du visage, est essentielle.

À l'inverse, dans d'autres lieux les citoyens se croisent - même fréquemment - sans forcément être obligés d'entrer en contact et d'interagir les uns avec les autres comme dans les lieux publics tels que des parcs ou dans la rue. Comment envisager par exemple que le fait pour un cycliste de se protéger à l'aide d'une cagoule contre le froid en hiver, le rendant ainsi non identifiable, serait contraire au „vivre ensemble" de la société? Une interdiction générale de dissimulation du visage ne permettrait plus de faire cette différence importante et dépasserait le cadre voulu par les autorités publiques.

Le projet de loi 7179 prévoit d'interdire la dissimulation du visage dans les lieux suivants: tout moyen collectif de transport de personnes, à l'intérieur des établissements scolaires de tous les types d'enseignement ainsi que dans leur enceinte, dans les locaux destinés à accueillir ou à héberger des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis, à l'intérieur et dans l'enceinte des établissements hospitaliers, dans les locaux à usage collectif des institutions accueillant des personnes âgées à des fins d'hébergement, y compris les ascenseurs et corridors, dans les bâtiments relevant des autorités judiciaires, dans les administrations publiques ainsi que dans les bâtiments ou dans les parties des bâtiments à l'intérieur desquels des services publics administratifs sont fournis par toute personne de droit public.

L'interdiction de dissimuler le visage dans les lieux énumérés concerne aussi bien les usagers que ceux qui y accomplissent une mission de service public. Ni la Convention, ni la jurisprudence de la CEDH n'empêchent les communes de prévoir pour des raisons de maintien de l'ordre public une interdiction de dissimulation du visage à l'occasion de manifestations ponctuelles.

L'interdiction ne s'applique pas si la dissimulation de tout ou partie du visage est prescrite ou autorisée par des dispositions législatives, si elle est justifiée pour des raisons de santé dûment attestées par un certificat médical ou des motifs professionnels et limitée au but poursuivi, ou si elle s'inscrit dans le cadre de pratiques sportives, de fêtes ou de manifestations artistiques ou traditionnelles où il est d'usage que l'on dissimule tout ou partie du visage.

En ce qui concerne le contrôle d'identité ou la vérification de l'identité d'une personne, les textes actuels sont suffisants et seront complétés par le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale et il n'est pas nécessaire de légiférer dans le cadre du présent projet de loi. Des dérogations ont cependant été prévues à l'interdiction de dissimulation du visage, inspirées des textes belges, français et néerlandais.

La sanction prévue en cas de non-respect de l'article 563 10° est une contravention de quatrième classe punie d'une amende de 25 euros à 250 euros. Il s'agit donc de la peine pénale la plus douce prévue par le Code pénal.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 05.09.2017

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

17.01.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation des amendements gouvernementaux

16.04.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2018

Loi du 23 mai 2018

Mémorial A: 2018, n°413, page 1

SÉANCE 30

MERCREDI,
18 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Robert Gitzinger, député honoraire

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par le Président américain et de leur impact sur le libre-échange mondial

- *Exposé: M. Laurent Mosar*
- *Débat: M. Marc Angel, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

4. 7196 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, Mme Simone Beissel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Débat de consultation sur l'aménagement du territoire

- *Exposé: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Michel Wolter et M. Gast Gibéryen)*
- *Débat: M. Michel Wolter (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Dan Kersch et Mme Viviane Loschetter), M. Yves Cruchten, Mme Josée Lorsché, M. Max Hahn (interventions de M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Dan Kersch, M. le Ministre François Bausch et M. Aly Kaes), M. Gast Gibéryen (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Dan Kersch et M. David Wagner), M. Marc Baum*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Michel Wolter)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. François Bausch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen den Här Ausseminister, ob en am Numm vun der Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci villmools.

2. Hommage à la mémoire de M. Robert Gitzinger, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Moie krute mer d'Nouvelle, dass den Éierendeputéierte Robert Gitzinger am Alter vu 96 Joer gestuerwen ass. Hie war vun 1979 bis 1984 a vun 1988 bis 1994 Member an der Chamber. De Réimecher Jong Robert Gitzinger huet seng Kandheet a Jugend do verbruecht an och spéider do gewunnt. Seng Studien um Institut Émile Metz hat hie wéinst dem Zweete Weltkrich missen ënnerbriechen an ass méi spéit als Sekretär op d'Réimecher Gemeng schaffe komm.

Nom Krich koum de Robert Gitzinger als Kontabel bei eng bekannte Kellerei an huet 1952 d'Leedung vum Betrib iwwerholl, bis hien 1983 pensionéiert gouf. Säi ganzt Liewen huet hie sech fir de Wäibau an den Tourismus un der Musel an am Oste vum Land agesat, net nëmmen a sengem Beruff, mä och an der Politik, wou hie sech an der Demokratescher Partei engagéiert huet.

1975 ass hien zu Réimech an de Gemengerot komm, wou hie 24 Joer war, dovunner fënnef als Schäffen an dräi als Buergermeeschter. 1974 an 1979 ass hie mat an d'Chamberwahle gaangen an nom Doud vum Deputéierte Charles Wagner 1979 an d'Chamber nogeréckelt, wou hie bis 1984 blouf. No de Wahlen 1984 ass hien dunn 1988 erëm eng Kéier an d'Chamber nogeréckelt. 1989 ass hien direkt bei de Chamberwahle gewielt ginn, wou hie bis 1994 Member war.

An dësem Haus war hie Vizepresident vun der Petitiounskommissioun, de Kommissioune fir Landesplanung, fir Mëttelstand an an der Ëmweltkommissioun. Des Weidere war hie Member an de Kommissiounen iwwert de Wäibau, Tourismus, Transport an Energie, Landwirtschaft oder och nach ëffentlech Bauten.

De Robert Gitzinger war och Member an der Spezialkommissioun iwwert den Dossier Cattenom. Um internationale Plang war hien am Benelux-Parlament an am interregionale Parlamentarierrot aktiv.

De Robert war ëmmer no bei de Leit an huet sech vill fir den Oste vum Land agesat. Hie war a ville lokalen a regionale Veräiner aktiv, sief et am AS Réimech am Futtball, an dem lokalen Dëschtennisclub, de Pompjeeën, dem Syndicat d'initiative oder der Entente des syndicats et communes de la Moselle luxembourgeoise, fir just déi ze nennen.

De Robert Gitzinger war e léiwen, sympatheschen, hëllefsbereete Kolleeg, deen eng ganz Rei vu Kolleegen hei an der Chamber nach kennegeléiert a schätze geléiert hunn.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifste Matgefill ausdrécken an hir garantéieren, dass mir eisen Deputéiertekolleeg net wäerte vergiessen. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech bieden, Iech ze erhiewen an eisem léiwe Kolleeg ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg féiert d'Chamber eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Douanesrechter, déi den amerikanesche President op Stol an Aluminium wëllt aféieren. Déi Aktualitéitsstonn ass vun de Kolleege vun der CSV ugefrot ginn. Dir kennt d'Spillregele vun der Aktualitéitsstonn. An ech ginn d'Wuert weider un den Auteur, den Här Laurent Mosar.

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par le Président américain et de leur impact sur le libre-échange mondial

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat senger Decisioun, Strofzëll um Import vu gewëssene Wueren an d'USA opzehiewen, huet den amerikanesche President Trump en Handelskrich vum Zonk gebrach, deen natierlech virun allem der Wirtschaft vun den USA, mä awer och der weltwäiter Wirtschaft ganz staark riskéiert ze schueden.

Déi vun den USA agefouert Taxen op Stol an Aluminium waren u sech leider nëmmen den Optakt, an entre-temps schéngt deen Handelskonflikt ëmmer méi ze eskaléieren. Aktuell ënnersicht den zoustännegen amerikanesche Ministère 1.300 Produktlinnen aus China, virun allem aus dem Tech-Segment, a wëllt an deenen nächsten Deeg verkënnegen, wat fir eng Gidder zukünfteg mat wat fir enge Stroftaxe beluecht wäerte ginn.

Datt Peking elo ebenfalls wëllt Importer aus den USA aschränken, ass natierlech net iwwerraschend. Et ass leider déi üüblech Entwécklung an engem Handelskrich. Genee duerfir ass et wichteg, fir d'Konfliktspiral guer net eréischt unzekuerbelen, well wa se sech bis dréit, ass se nëmme ganz schwéier ze bremsen.

Här President, zwou Saache si fir meng Fraktioun a mech wichteg:

Fir d'Alleréischt hunn d'USA d'Europäesch Unioun wéi och eng Rei aner Staten am Moment vun dëse Strofzëll ausgeholl. Dëst ass u sech e gutt Zeechen. Well de President Trump a senger Aussen- an Handelspolitik bis elo als extrem onberechenbar opgefall ass, heescht dat awer och, datt hien d'Drokuliss weider wëllt oprechterhalen. Dacks ass déi nächst Iwwerraschung duerfir och just en Tweet ewech.

Zweetens: Mir schwätzen, zumindest am Moment nach, vu relativ klenge Beräicher, wann ee virun allem d'Importer vu Stol an Aluminium kuckt, och wann dat fir eist Land, wat jo awer eng ganz grouss Stolkultur nach huet, sécherlech net ganz onproblematesch ass. Nach muss een awer objektiv festhalen, datt d'USA am Joer Stol am Géigewäert vu ronn 30 Milliarden US-Dollar importéieren. En contrepartie maachen déi betraffe chineesesch Produiten an der globaler Zomm ronn 60 Milliarden oder 0,1% vum chineesesche BIP aus. Dëst ass sécherlech keng Lappalie. Et ass awer och net d'Enn vun der Welt.

Här President, fir d'Mäert weltwäit stelle sech awer eng Rei vu Froen, déi méi akut sinn, och fir d'Europäesch Unioun a fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft, nämlech: Wéi wäit gëtt d'Spiral vun der Eskalatioun, vun där ech bis elo geschwat hunn, gedréit vun der US-Administratioun? An haaptsächlech: Wéi laang bleiwen eventuell déi Handelsbarrièrë bestoen?

Dir kënnt Iech sécherlech nach drun erënneren, wéi deemools den George W. Bush 2002 Taxen op Stol an Aluminium agefouert hat, deemools mat ganz wéineg Succès. Wärend an der US-Stolindustrie näämlech kaum zousätzlech Aarbechtsplaze geschaaft gi sinn, sinn aner Branchen awer haaptsächlech wéinst vill méi héije Präisser an d'Knéie gaangen. Ënnert dem Strëch hunn also deemools déi Mesuren d'US-Gesellschaft iwwer 200.000 Aarbechtsplaze kascht. An 18 Méint méi spéit sinn dës Taxen dann och erëm ofgeschaaft ginn.

Duerfir gëllt: En Handelskrich kennt am Prinzip keng Gewënner! An et kënnt derbäi: De Präis vun engem Handelskonflikt bezilt ëmmer dat schwächste Glidd an der Handelsketten, an dat ass nun emol dat schaffend Vollek!

Wa sech grouss Wirtschaftsraim géigesäiteg mat protektionistesche Mesuren héichschaukelen, da gëtt et leider Gottes séier knaschteg. En Handelskrich bréngt Gefore mat sech, datt souguer eng riseg Wirtschaftsmuecht wéi d'USA riskéiert, an eng Rezessioun ze stierzen, well d'Taxe maachen nun emol Wuere méi deier an d'Zënse gi gläichzäiteg an d'Luucht an domadder d'wirtschaftlech Dynamik an de Keller.

Virun dësem Hannergrond riskéiert et och, op den Aktiemäert zu Abréch ze kommen, déi weltwäit och kéinten zu enger Finanz- a Wirtschaftskris féieren. Op dës Gefor huet jo och rezent d'OECD higewisen. A wa mer eppes am Moment net brauchen, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, ass et eng weider Finanzkris!

Här President, wat bedeit dat elo konkret alles fir d'Europäesch Unioun, awer och ganz besonnesch fir eist Land?

Fir d'Éischt muss ee jo festhalen, datt bis den 1. Mee d'Trump-Administratioun déi Stroftaxen op Stol an Aluminium géintiwwer der Europäescher Unioun ausgesat huet. Wat duerno geschitt, ass awer am Moment nach net kloer. Op där anerer Säit halen d'USA awer un de Stroftaxe géintiwwer China fest, well laut der Versioun Trump China déi amerikanesch Wirtschaft géif ruinéieren.

D'Gefor besteet dann och, datt dann d'Trump-Administratioun versiche wäert, d'EU als e Partner an engem Wirtschaftskrich géint China mat u Bord ze kréien. Fairerweis muss ee festhalen, datt China mat den Dumpingpräisser, ganz besonnesch am Stolberäich, och dem gesamten europäesche Stolsecteur, an domadder och Lëtzebuerg, et momentan net einfach mécht. Derbäi kënnt, datt d'Europäesch Unioun och net kann zefridde si mat der Protektioun vun den europäeschen Héichtechnologië géintiwwer chineeseschen Entreprisen. An och den Accès vun europäeschen Entreprisen a China ass zum Deel leider haut nach net ganz garantéiert.

D'EU hätt also och eng Rei objektiv Grënn, fir géintiwwer China d'Schrauwen unzezéien. Mä, an dat soll een awer och ervirsträichen, et ginn eng Rei positiv Zeechen aus Richtung Peking, wat notamment elo den Import vun Autoen - hei sollen näämlech d'Douanestaxen erofgesat ginn -, awer och d'Kapitalmäert an d'Investitiounskonditiounen ugeet. Weider begréissenswäert ass och d'Annonce vu China, fir de Yuan net ofzewäerten.

Här President, dëst ass ëmsou méi begréissenswäert, well Europa méi enk wéi anerer mam Handelspartner China verbonnen ass. Schlësselindustrië wéi d'Autosindustrie sinn ofhängeg vum boomenden Autosmaart an Asien, awer och ganz besonnesch a China.

Och vu Lëtzebuerg kéinten d'USA e Spagat froen, dee fir eis schwéierlech matzedroe wär, well China och hei an eisem Land säit Jore massiv investéiert iwwer seng Banken, awer och iwwer Héichtechnologiesfirme wéi d'IEE, déi chineesesch Investisseuren iwwerholl hunn.

Et kann eis also, Här President, net egal sinn, wéi d'Amerikaner géintiwwer China wäerte verfueren. An d'Gefor besteet, datt d'Europäesch Unioun an och eist Land tëschent den Interessie vun den USA a China riskéieren zerriwwen ze ginn.

Derbäi komme fir mech zwee substanziell Risiken, déi eist Land och direkt kënne betreffen:

D'Stolsanktioune vu Washington géintiwwer China kéinten a wäerten dozou féieren, datt Produkter aus Drëttlänner, déi net méi kënnen an d'USA exportéiert ginn, erëm de Wee an Europa fannen, mat natierlech Auswierkungen op Präisser a Margen.

De Kär vum Problem bleift näämlech déi weltwäit Iwwercapacitéit am Stol. An onofhängeg vum Handelskrich tëschent den USA, der EU a China muss esou oder esou eng Léisung fonnt ginn, wat dës Iwwercapacitéite betrëfft.

Deen anere Risiko ass deen, datt China riskéiert, Géigemoossnamen ze huelen, wat landwirtschaftlech Produiten, besonnesch déi aus den USA a China exportéiert ginn, betrëfft. An hei besteet dann erëm d'Gefor, datt Washington am Géigenzuch landwirtschaftlech Produiten nach méi staark wäert subventionéieren, wat dann erëm Problemer fir d'europäesch landwirtschaftlech Produiten am Export wäert mat sech brëngen, vun de Konsequenzen op landwirtschaftlech Produiten aus den Entwécklungslänner emol guer net ze schwätzen!

Als Konklusioun, Här President, Här Minister, ass also d'Gefor nach guer net gebannt, wa just déi ugeduechte Stroftaxe vis-à-vis vun der Europäescher Unioun elo emol op Äis geluecht ginn. Duerfir ass et och begréissenswäert, datt d'Europäesch Unioun sech elo direkt un d'WTO geriicht huet an op dëser Plaz offiziell géint déi US-Mesurë protestéiert huet.

Mir mussen erëm kuerzfristeg Iwwergangsléisunge fannen. A mëttel- a laangfristeg musse mer, Här Minister, erëm op de Wee vum Multilateralismus zréckfannen.

Här President, a wann ech scho beim Thema Multilateralismus sinn, wëll ech nach eng Kéier op déi generell Thematik vun der Welthandelsorganisatioun zréckkommen. Et schéngt esou ze sinn, wéi wann d'Chineesen och géifen e Recours bei dëser Handelsorganisatioun maache géint d'Moossname vun der Trump-Administratioun.

Ech hunn näämlech fundamental e Problem domadder, datt de gesamte Fräihandel amgaangen ass, sech ëmmer méi bilateral an net méi multilateral ze organiséieren. An hei muss duerfir och eiser Meenung no eng grondsätzlech Debatt an der Welthandelsorganisatioun geféiert ginn. An, wéi ech virdru gesot hunn, de Recours vun der EU ass duerfir och begréissenswäert. Et geet näämlech hei och drëm, wéi sech wirtschaftlech méi schwaach Länner, an do denken ech virun allem un Afrika, iwwerhaapt nach kënne wieren, wann an Zukunft d'Welthandelsorganisatioun just nach eng Nieweroll spillt.

Här President, ech wär frou, wann den Här Minister eis e puer Äntwerten iwwert d'Strategie vu Lëtzebuerg, natierlech am Kader vun der EU, kéint ginn, well mir vläicht och méi ze verléieren hunn an engem Handelskrich tëschent den USA a China duerch déi virgenannten enk Bezéiunge mat China.

Derniewent wär ech awer och frou, wann och vun dëser Regierung aus vläicht eng Initiativ géif kommen, wat d'Erëmbeliewung vun der Welthandelsorganisatioun betrëfft. Ech wënsche mir op jidde Fall perséinlech, datt de President Trump a seng Beroder agesinn, datt hiren unilaterale Wee net nëmme katastrophal Konsequenzen huet fir déi amerikanesch Wirtschaft, mä fir déi gesamt Weltwirtschaft, well alleguerten d'Länner riskéieren, an eng Spiral vun der Ausenanersetzung materagezunn ze ginn, déi um Enn fir jiddweree ganz schlecht wäert sinn.

Här President, ech géif domadder wëllen ophalen. Wirtschaftlech Fräiheet tëschent de Staten, de Fräihandel an déi ekonomesch Interdependenz tëschent de State verréngeren d'Konfliktgefor an der Drëtter Welt notamment an droen haaptsächlech och zu enger méi friddlecher Welt bäi. Wierkleche Fräihandel muss awer och e fairen Handel sinn! An esou e fräien Handel dierft also ni à sens unique sinn, soss gëtt dorauser séier eng Sakgaass.

Net just am Handel komme mir just mat méi an net mat manner Multilateralismus weider. Och wann de Welthandel net nëmme Gewënner, mä och Verléierer mat sech brëngt, sinn dach déi wirtschaftlech Fräiheet an och de Wuesstum Garante fir e méi breede Wuelstand an domat och fir méi Stabilitéit. An deem Sënn si mir alleguerten op e fairen a fräien Handel ugewisen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci gesot. An d'Wuert huet den Här Marc Angel fir d'LSAP.

Débat

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an der internationaler Politik geet et oft nëmme ganz lues virun. Mä heiansdo iwwerschloe sech awer och d'Ereignisser. Wéi d'CSV, de Laurent Mosar, dës Heure d'actualité virun engem Mount ugefrot huet, hat den amerikanesche President grad eréischt d'Proklamatioun ënnerschriwwen, fir e Strofzoll vu 25% op Stol a vun 10% op Aluminiumsprodukter ze verhänken, wat natierlech, an dat wësse mer, fir d'Europäesch Unioun an awer och fir Lëtzebuerg grav Konsequenze gehat hätt.

Säitdeem gouf et e Moratoire fir eng Rei vu Länner an zum Gléck och fir d'Europäesch Unioun, deen awer nëmme bis den 1. Mee accordéiert ass.

China huet als Géigemoossnam Zëll vu 15% bis 25% op 128 US-Produite verhaangen. An den Donald Trump huet natierlech duerno nees weider Strofzëll géint China ugekënnegt, wat d'Welthandelsorganisatioun an hirem Ofschlossbericht vum Joer 2017, deen elo ganz viru Kuerzem erauskomm ass, dozou brëngt, virun enger weiderer Eskalatioun a virun engem potenziellen Handelskrich ze warnen.

A fir d'LSAP ass et genausou kloer wéi och fir de Virriedner, dass et bei engem Handelskrich keng Gewënner ka ginn. Do ginn et nëmme Verléierer. An et si besonnesch déi Leit, déi schaffen an d'Produiten hierstellen, déi de Kierzere wäerten zéien.

Och wann et der EU - an dat begréisse mer natierlech - gelongen ass, fir eng virleefeg Exemptioun ze kréie bis den 1. Mee, ännert dat awer näischt un där geféierlecher Entwécklung an der internationaler Handelspolitik insgesamt.

Mä firwat genau sinn d'USA op dëse riskante Wee gaangen?

De Pascal Lamy, de fréieren EU-Handelskommissär an och de fréiere Chef vun der Welthandelsorganisatioun, gesäit an deem rezente Verhale vun der Administratioun Trump zwou méiglech Strategien:

An der éischter Strategie wier et d'Zil vun den USA, déi eege wirtschaftlech Stäerkt ze demonstréieren an esou och déi eege Verhandlungspositioun ze stäerken, fir duerno aus enger staarker Positioun eraus Verhandlungen ze féieren, duerchaus och um Niveau vun der WTO. An dësem Zeenario sinn déi aktuell Strofmoossnamen als e reng taktesche Manöver ze verstoen, dee reng dozou déngt, déi eege Positioun am Virfeld ze stäerken.

Déi zweet Interpretatioun, déi den Här Lamy gëtt, gesäit an deem rezente Verhalen eng definitiv Ofso vun der Administratioun Trump un de Multilateralismus. Baséierend op där Logik, dass d'USA a bilaterale Verhandlungen ëmmer déi méi staark Verhandlungspartner wieren, géif d'Administratioun Trump esou dovun ausgoen, fir d'USA ëmmer besser Konditiounen an allen Handelsbezéiungen ze erreechen, an dat op d'Käschte vun den Handelspartner. A wa mer an där Logik sinn, sinn dat keng Handelspartner, mä da sinn dat Handelsgéigner.

Dëst géif eng systematesch Ofso un d'Ziler vum Multilateralismus bedeiten. An et ass och definitiv déi méi grouss Gefor fir de fräien an och faire Welthandel.

Fir d'Europäesch Unioun, déi sech nach ëmmer kloer, an dat ass gutt, zum Multilateralismus bekannt huet, gëllt et dofir, sech op den zweeten Zeenario virzebereeden an déi eege Strategie dorobber auszeriichten, d'USA zréck un de Verhandlungsdësch am Kader vun der Welthandelsorganisatioun ze bewegen. An effektiv hunn och d'EU-Kommissäre Katainen an och den Här Dombrovskis an engem Interview vum 7. Abrëll bestätegt, dass d'Europäesch Kommissioun hire ganze Poids an dee vum europäesche Marché virun allem dofir asetzt, de Multilateralismus ze schützen an esouwuel d'USA wéi och China nees un de Verhandlungsdësch am Kader vun der WTO ze kréien.

A gläichzäiteg huet d'Europäesch Kommissioun jo och nach hir Moossname prett, falls et net mat den USA sollt zu enger Eenegung kommen, fir d'EU definitiv vun de Strofzëll auszeloossen, an dëst nom 1. Mee. Déi géifen dann a Kraaft trieden an hannert dëse Mesurë sti mir als LSAP voll a ganz.

Allerdéngs gëtt jo entre-temps zu Bréissel och driwwer diskutéiert, den USA eng nei Offer fir en Handelsaccord ze ënnerbreeden, wa si géifen ons als Europäesch Unioun definitiv vun de Strofzëll ausschléissen. Awer et ass nach net kloer, wéi eng Zort vun Handelsaccord dat soll sinn. Diskutéiert Optioune gi vun engem zweeten Ulaf fir en ëmfaassenden Accord bis zu engem Accord, wou et just ëm reng Zollreduktioune geet.

Fir ons Sozialisten ass et op dësem Punkt wichteg, dass d'Europäesch Unioun keng Offer mécht, déi net ambitiéis ass. D'Europäesch Unioun huet sech an der Handelspolitik op de Wee vun ëmfaassenden Handelsaccorde beginn, déi a vollem Aklang mat de Regele vun der Welthandelsorganisatioun sinn. An d'Kommissioun huet jo och scho kloer gesot, dass CETA déi nei minimal Standarden duerstelle muss, ënnert déi keen zukünftegen Accord méi zréckfalen däerf.

Wann een elo den USA awer op dësem Punkt ze wäit entgéint géif kommen an et géif ee just iwwer Zollreduktioune schwätzen, da géif d'Administratioun Trump vun der EU genau dat kréien, wourop si eventuell spekuléiert huet: besser Konditiounen ouni reell Géigeleeschtung. Dat wär en absolutt fatalt Signal, net just fir d'Stäerkt vum europäesche Marché a fir d'Zukunft vun der europäescher Handelspolitik, mä och fir d'Ënnergruewe vum Multilateralismus.

Hei wéilt ech zum Schluss de Minister froen, ob hien ons dozou déi lescht Informatioune kéint ginn an och seng Aschätzung doriwwer, wéi realistesch esou Optioune fir d'Zukunft am Moment sinn. Mir mussen hei alles maachen, dat ass op jidde Fall meng Meenung, fir eng realistesch, mesuréiert, awer och eng determinéiert gemeinsam a fair Handelspolitik ze bedreiwen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Angel. An d'Wuert huet elo den Här André Bauler fir d'DP.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis als Lëtzebuerger ëmmer bewosst gewiescht, wéi wichteg grouss Wirtschaftsraim fir d'Iwwerliewe vun eiser Ekonomie sinn. Fir eis ass de fräien Handel ëmmer eng Chance an net e Problem gewiescht. Dofir bedauert d'DP, dass et hautzudaags schwéier ginn ass, fir nei Handelsaccorden auszehandelen. De fräien a gerechten Handel géif der Weltekonomie allzäit méi brénge wéi all Form vu Protektionismus.

Dass den amerikanesche President Trump elo ufänkt, méi oder manner selektiv fir verschidde Länner d'Importsteieren ze erhéijen, huet net nëmmen als Zil, seng eegen Ekonomie ze schützen. Den amerikanesche President benotzt d'Schreckgespenst vum ugekënnegten Handelskrich och als Drockmëttel, fir politesch Ziler ze erreechen.

D'Amerikaner leien zum Beispill - dat ass och vu menge Virriedner gesot ginn - am Clinch mat China, well se sech ongerecht behandelt fillen. De Problem ass emol net direkt deen, dass de Chineesen hir staark subventionéiert Stol- an Aluminiumsprodukter d'amerikanesch Industrie konkurrenzéieren, mä éischter d'Tatsaach, dass d'Amerikaner Technologien u China musse präisginn, fir den Zoutrëtt zu hirem Bannemaart ze kréien, deen 1,3 Milliarde Konsumenten huet. Fir dëst ze verhënneren, kënnt et elo zu enger aggressiver Taxepolitik, fir China zum Alenken ze forcéieren.

Mat Europa stellt sech en anere Problem. Hei geet et ëm d'Symmetrie an den Handelsrelatiounen. D'Europäer froen effektiv op eenzelne Produkter méi héich Taxe wéi d'Amerikaner. Dat féiert zu Frust op amerikanescher Säit a besonnesch beim Här Trump. Dass dësen ausgerechent d'Taxen op Stol an Aluminium wëllt erhéijen, trëfft Lëtzebuerg als Sëtz vum weltgréisste Stolproduzent natierlech ganz besonnesch. 10% vun eiser Stolproduktioun gi bekanntlech an d'USA exportéiert. A wann ee weess, wéi haart ëmkämpft dee Marché ass, da wieren nei Stroftaxen net gutt fir eis Industrie an och net fir eist Land.

Här President, den amerikanesche President zeechent sech duerch eng Konstant aus: En ass onberechenbar. Et weess ee wierklech ni, wat hien als Nächst op der Lee huet an ob dat, wat en tweet, och wierklech ëmgesat gëtt. Do kann ee just roden a spekuléieren. Sou woussten d'EU-Länner dann och net, ob déi ugekënnegt Sanktiounen och fir d'Länner aus der EU wäerte gëllen.

D'EU-Kommissärin Cecilia Malmström huet erreecht, dass d'EU bis den 1. Mee elo emol net vun der Erhéijung vun den Taxe betraff ass. Mä wat geschitt duerno? Ech ka mir gutt virstellen, dass den Trump d'EU och no deem Stéchdatum vu méi héijen Taxe verschoune wäert. Mä zu wat fir engem Präis? Genau wéi bei China wäert den amerikanesche President och hei d'Taxe benotzen, fir an aneren Dossieren Drock op d'Europäesch Unioun ze maachen. Dat kann an der Iran-Fro de Fall sinn, mä och an der NATO-Verdeedegungspolitik, wou d'USA den Europäer jo stänneg reprochéieren, net genuch bäizesteieren.

Dëse Mount plange souwuel de franséische President wéi och d'Bundeskanzlerin eng Visitt op Washington. Vläicht gëtt Europa dann och gewuer, wat fir eng Kaart den Trump an der Handelspolitik spille wäert a wat et eis kaschte wäert, fir engem Handelskrich mat den USA aus de Féiss ze goen.

D'Demokratesch Partei bedauert jiddefalls dës aggressiv Politik. D'EU an d'USA hate bis ewell eng exzellent Zesummenaarbecht op ville Pläng an dat misst eigentlech esou bleiwen. Dofir sinn der DP dräi Saache wichteg:

Éischtens, déi betraffe Wirtschaftsbléck mussen den Debat endlech méi roueg a sachlech ugoen. Momentan héiert ee kannereg Drounge wéi zum Beispill: „Wann s du mäi Stol taxéiers, dann taxéiere mir deng Harley-Davidson!" Dat erënnert un d'Cowboyen aus dem Wëlle Westen oder un dem Trump säi Gestreits mam nordkoreaneschen Diktator viru Méint iwwert d'Gréisst vum Knäppchen op enger Atomrakéit. Esou en Debattéierniveau ass och a grad dramatesch fir de Weltfridden.

Zweetens, déi Betraffen däerfen op kee Fall d'internationaalt Recht mat Féiss trëppelen. Géif dat geschéien, da wär dat e richtege Réckschrëtt. An dës Länner géifen domadder och de Kader vun der WTO, enger „zivilisatorescher Errungenschaft", wéi de Generaldirekter dat genannt huet, verloossen.

Drëttens, Stroftaxe si géint d'Logik vun der Maartwirtschaft. An dofir sprécht sech d'DP ganz kloer fir eng Solutioun um ronnen Dësch a géint iergendwelch Aféierunge vun neie Stroftaxen aus. Mir bedaueren och, dass sech dee ganzen Handelskrich momentan haaptsächlech ëm d'EU, China an d'USA dréit. Vergiess ginn do wéi esou dacks d'Entwécklungslänner, well et wäerte si sinn, déi weider zu de Verléierer vun engem Handelskrich gehéieren. D'Industrielänner sollte sech dofir fir méi e gerechte Welthandel asetzen. Dat ass den eigentlechen Challenge an net e sterillt Gestreits, dat leschten Enns kengem eppes brëngt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Très juste!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, geet et dem Trump an dësem Dossier wierklech ëm Stol an Aluminium? Geet et him ëm seng Industriebetriber? An hunn déi Moossnamen iwwerhaapt e positiven Impakt fir déi amerikanesch Wirtschaft? De Virriedner hat et och gesot, siehe Strofzëll vun 2002, déi de Bush sengerzäit agefouert huet, déi haten en negativen Impakt an haten e groussen Impakt op d'Beschäftegung an Amerika selwer.

Geet et hei net och virun allem ëm Innen- an Aussepolitik vun Amerika, wou den amerikanesche President probéiert, seng Jalonen ze setzen? Geet et him net och drëm, fir ze provozéieren an ze weisen, dass et him eescht gemengt ass mat „America first"? Geet et dem Wäissen Haus deelweis net och dorëm, ze weisen, dass bei deem neie President och no engem Joer am Amt déi gewinnten diplomatesch Spillregelen net méi gëllen?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho ganz speziell, wann e President e Gesetz ënnerschreift, fir Stroftaxen anzeféieren, also eng wirtschaftlech Moossnam, a sech dobäi berifft op d'Gefäerdung vun der nationaler Sécherheet. Mat dëse Begréfflechkeeten - Sanktiounen, Droungen, Manungen, national Sécherheet - gëtt ganz kloer eng Krichsrhetorik bedéngt an de Begréff „Handelskrich" ass duerfir och méi wéi ubruecht.

Et ass och ganz speziell, wann 107 Deputéierter aus dem Kongress vu senger eegener Partei en Appell un hie riichten, net dat Gesetz ze ënnerschreiwen! À voir, ob de Kongress net och nach dat Gesetz ausser Kraaft kann huelen.

Et ass och ganz speziell, wann e Kanada a Mexiko ausklammert ënner enger Bedéngung, dass an den Neiverhandlunge vun der NAFTA no sengem Goût déi Verhandlunge gefouert ginn an zu engem Resultat kommen.

Et ass och ganz speziell fir déi gréng, wann Europa no Ukënnegung vu Stroftaxen, no Gespréicher eventuell och vu Géigentaxen ausgeklammert gëtt, wa folgend speziell Fuerderunge vum amerikanesche President op eemol am Raum stinn: Militärausgaben am Kader vun der NATO erhéijen, Stolexporter afréieren op den Niveau vun 2017 a sech bedeelegen u Moossnamen, fir Stroftaxe géint China ze erhiewen. Dat si Fuerderungen, déi nëmme bedéngt mat der amerikanescher Stolindustrie ze dinn hunn. An duerfir menge mir, dass an dësem Fall ganz kloer verschidden Dossiere bewosst vum amerikanesche President, vun der amerikanescher Administratioun vermëscht ginn.

An duerfir e puer Froen un den Här Ausseminister, fir vläicht e bësse méi Kloerheet an dësem nawell gelungenen Dossier awer ze kréien:

Bon, dat Éischt, dat läit op der Hand. Wann elo déi Stroftaxe vu 25% respektiv 10% op Stol an Aluminium géife kommen, wat fir en Impakt, wirtschaftlechen Impakt huet dat fir Lëtzebuerg?

Zum Zweeten, wat géifen déi Fuerderunge vum Trump fir Europa, speziell och fir Lëtzebuerg erëm bedeiten, wat déi Ausgabe vun der NATO uginn, wat jo e ganz anert territoriaalt Gebitt ass wéi d'EU? Dat sief nëmme just bemierkt.

Geet d'EU mat op de Wee, fir och vis-à-vis vu China a Stroftaxen eranzegoen, wat eng Fuerderung ass vum amerikanesche President? Wat fir en Impakt kéint dat hu fir de lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart mat deenen Akteuren, déi mer hei kennen an eiser Stolindustrie respektiv an eisen Industriebetriber?

An zum Schluss: Wat fir eng Roll muss a kann d'Welthandelsorganisatioun WTO an dësem Dossier spillen, wou mer wëssen, dass d'Administratioun Trump nëmme bedéngt dëse Gremium unerkennt respektiv seng Decisiounen esou respektéiert, wéi mir dat kéinte mengen, dass een dat misst maachen?

Also, an dësem Dossier ass et net einfach, fir den Iwwerbléck ze behalen, well all Woch nei Elementer bäikommen a well ëmmer erëm en neien Tweet enzwousch ze fannen ass, wou den Dossier eng nei Kéier kritt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Anzia. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech fänken u mat engem Merci un d'CSV, fir dës Debatt haut de Mëtten ze initiéieren. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer driwwer schwätzen.

Mir hunn och als ADR de Virriedner ganz gutt nogelauschtert a festgestallt, datt all Partei bis op déi gréng bis elo kloer gesot huet: „Mir bekennen eis zum fräien a fairen Handel, zum oppenen Handel!" D'ADR mécht dat och. Mir brauchen de fräien Handel als Lëtzebuerg, als klengt Land. Mir hunn en ëmmer gebraucht. Mir brauchen en och hei.

Mä ech erënnere mech eben, fir et nach eng Kéier ze soen, bei deene Gréngen, wéi si och zum TTIP stoungen, wou de gréngen Europadeputéierten hei duerch d'Stroosse gezunn ass a geruff huet: „TTIP op den Tipp!", an nach op en Dëppe geklappt huet dobäi. Dofir hätt ech et begréisst, wann déi gréng och haut hei gesot hätten, datt si och de fräien Handel als e wichtege Prinzip vun eiser Baussepolitik géifen ugesinn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här Kartheiser, mir hunn nach ëmmer gesot, mir wären...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Et ass och esou, datt an Amerika net den Här Trump eleng kritesch ass géintiwwer dem fräien Handel. Et muss ee soen, datt virun deene leschte Wahlen d'Madamm Clinton an den Här Trump kloer hir Distanzen do geholl hunn. Et ass also elo net ad personam, et ass éischter e Phenomeen an den USA festzestellen, wat a Richtung Protektionismus geet a wat eis mat Recht Suerge mécht.

Et ass och an engem gewëssene Sënn net onberechebar gewiescht, mä berechebar, well d'Argumenter, déi den Här Trump genannt huet, wéi e seng Riede gehalen huet an dësem Zesummenhang, sinn der zwee. An déi zwee solle mer ganz genee ënnersichen, fir datt mer an der Verhandlung mat den USA kënnen zu engem Resultat kommen.

Dat éischt Argument, wat d'Amerikaner haten an hunn, dat ass, datt se keen Dumping wëllen, si hätte gären en „level playing field". Riichte mir eis als Europa duerno? Dat ass eng Fro, déi d'Regierung an d'Kommissioun eis musse kënne beäntweten. Mir hunn d'Tendenz, an dat war e bëssen an de Rieden, déi bis elo hei gehale goufen, fir ze soen: „Europa ass do an där Hisiicht ganz propper." Dat si mer net!

Ech brauch just ze verweisen op eis Handelsrelatiounen och mat afrikanesche Staten. Mir si vläicht méi generéis wéi anerer, mä och mir subventionéieren Exporter, och mir hunn Handelsbarrièren. An d'Fro ass gestallt: Wéi ass eis Relatioun mat den USA an där Hisiicht, wann d'USA eis dat reprochéieren? Ass do en Element vu Begrënnung oder ass keent do? Mä mir mussen eis där Diskussioun och kënne stellen.

Dat zweet Argument, wat se huelen, ass dat vun der nationaler Sécherheet. Mä dat ass och net, fir eis ze erpressen, mä den Här Trump huet a senger Ried duergestallt, wéi déi amerikanesch Stol- an Aluminiumindustrie an deene leschte Jorzéngten erofgaangen ass, wivill Wierker nach iwwerlieft hunn. An ech mengen, et kann een an der strategescher Situatioun vun den USA engem President net veriwwelen, wann e seet: „Mir wëllen an deenen Domäner, déi fir eis Defense wichteg sinn, awer eng gewëssen Autarkie kënne fir eis behalen." Och dat musse mer am Kapp behalen, wa mer verhandelen, an net déi amerikanesch Positioun als e puren arbiträren Exercice duerstellen, well esou einfach ass et net.

D'Konsequenze sinn hei zum Deel ugeschwat ginn. Ech wëll nach vläicht op zwou opmierksam maachen, déi eis och sollte besonnesch um Häerz leien.

Dat eent ass de Risiko vun der Delokalisatioun vun Entreprisen aus Europa Richtung USA. Och dat ass en Effet vum Protektionismus. Ass de fräien Handel net méi néideg? Riskéiere mer och de Verloscht vun Aarbechtsplazen doduerch, datt Betriber sech eventuell kéinten dann an den USA nidderloossen?

An dat Zweet ass, datt mer musse kucken, fir de Multilateralismus an dësem Beräich, eben d'Welthandelsorganisatioun, ze stäerken. Et ass richteg, datt d'EU och do Demarchë gemaach huet, fir datt do en Arbitrage ka geschéien, mä et ass fir eis en Element, en zentral wichtegt Element, wou d'EU, och d'Kommissioun eis mat vertrëtt. An dofir ass et ganz wichteg, datt mer d'WTO och do stäerken.

Et ass nach keen Handelskrich, awer et kann ee ginn. A wann eng Verschlëmmerung kënnt vun amerikanesche Moossnamen, dann ass jo och scho vum Här Trump ugekënnegt ginn, datt dat un éischter Plaz wahrscheinlech déi europäesch Autosindustrie betrëfft, also indirekt och Lëtzebuerg. Well loosse mer net vergiessen, datt mir och Zouliwwerbetriber hu fir d'Autosindustrie, datt mer also och an eiser industrieller Basis kënne vu weidere Sanktioune getraff ginn an dofir och sollte präventiv agéieren a probéieren, déi Spannungen, déi am Ableck do sinn, och proaktiv erofzesetzen. Den Interessi vu Lëtzebuerg ass ganz kloer net eng Verschlechterung vun den internationale Bezéiungen, mä eben de fräien Handel.

D'Géigereaktioune vun der Europäescher Unioun - an do kann ech dem Virriedner vun der Demokratescher Partei, dem Här Bauler, nëmme recht ginn -, déi kënnen net op engem Niveau si vu Sterilitéit oder „kannereg", wéi hie se genannt huet. Et ass net méiglech, fir Géigesanktiounen ad personam ze schneideren, fir ze soen, an deem Wahlbezierk treffe mer elo deen an deen. Mä wa mer dat musse maachen, da muss et ad rem sinn, et muss transparent sinn. Et muss jo och fir den amerikanesche Wieler novollzéibar sinn, wat mer maachen a firwat mer et maachen, fir wa mer an eng Spiral sollten eragerode, datt mer ni och nach Animositéiten op perséinlechem Plang an d'Diskussioun materabréngen, mä ëmmer nëmmen esou objektiv wéi méiglech virginn.

An dann, eng Bemierkung, déi ech erëm muss widderhuelen: Et ass ganz wichteg an den Ae vun der ADR, datt déi Lëtzebuerger Regierung eng exzellent Aarbechtsrelatioun mat der amerikanescher Administratioun huet. Do musse mer Verschiddenes nach nohuelen. Well mir als Lëtzebuerg sollten och déi bilateral Kanäl benotzen, fir zu Washington eis Interessen an och an dësem Fall déi gesamteuropäesch Interesse mat ze vertrieden.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet den Här Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech ka mäi Virriedner berouegen: Och ech wäert keen Danz ronderëm d'gëlle Kallef vum onreguléierte Fräihandel hei opféieren.

Wéi déi heiten Heure d'actualité virun e puer Wochen ugefrot gouf, huet een eng regelrecht Panikstëmmung ënner verschiddene liberalen Apostele gespuert. Den Donald Trump géif en Handelskrich, e weltwäiten Handelskrich provozéieren, esou d'Schlagzeile vu verschiddene Medien, déi fir kuerz Zäit déi reell Kricher op der Welt an den Hannergrond gedréckt haten.

Et schéngt haut awer, wéi wann déi Ängschte vu kuerzer Dauer waren, entweder well déi Zollaktiounen e renge PR-Geck vum Trump visà-vis vu senger elektoraler Basis waren oder well den Establishment em relativ schnell kloergemaach huet, wou den Hummer hänkt.

Den amerikanesche President huet dës Zollmesuren ëmmer erëm domadder gerechtfertegt, datt et him géif drëm goen, déi amerikanesch Aarbechter ze schützen. Näischt ass dem Donald Trump méi wäit ewech wéi de Schutz vun Aarbechter!

(Interruption)

Et geet haut vill manner ëm den Handel tëschent Natiounen. D'Interesselag verleeft net méi exklusiv no nationale Grenzen, mä ass däitlech méi komplex ginn. Dat kann ee vergläiche mat engem Fussballsmatch tëschent dem FC Chelsea a Paris Saint-Germain, wou zwar no baussen hin eng englesch géint eng franséisch Equipp spillt, a Wierklechkeet sti sech awer déi kataresch Herrscherfamill an e russeschen Oligarch géintiwwer.

(Hilarité)

Mëttlerweil lafe ronn 70% vum internationale Welthandel innerhalb vun de Konzerner of, also vun enger Konzernfilial bei déi aner. Dat heescht, datt bei zwee Drëttel vun allen transnationalen Transaktiounen de Besëtzer vun der Wuer oder dem Service guer net wiesselt. A well haut de gréissten Deel vum Handel intragroup verleeft an dës international Konzerner grousse politeschen Afloss geltend maache kënnen, geet et an der internationaler Handelspolitik och haaptsächlech ëm d'Rationaliséierung vun de Produktiouns- an Distributiounsmustere vun de grousse Konzerner an net forcement ëm den Austausch vu Wueren tëschent eenzelne Populatiounen.

Mir hei zu Lëtzebuerg kennen och ee ganz gutt Beispill duerfir, wat elo grad in aller Munde ass, an dat ass ArcelorMittal, déi souwuel Wierker an de States hu wéi Wierker an Europa an awer och bedeitend Parten a Wierker a China besëtzen. Vun der Exploitatioun vun de Rohstoffer, der Exploitatioun vun der Aarbecht bis hin zu den Ofsazmäert solle Wäertschëpfungskette méiglechst käschtegënschteg organiséiert ginn. Dat grousst Spill besteet doranner, déi eege Multinationallen um Weltmaart ze placéieren, net am Numm vun den Aarbechter, mä am Numm vum Kapital, wat do derhannertstécht.

Den aktuelle Konflikt tëschent der amerikanescher Administratioun an der chineesescher Féierung huet sech duerfir och schnell erëm op déi Agenda konzentréiert, déi scho säit Längerem am Fokus steet, iwwregens net nëmmen am Fokus vun den USA, mä och am Fokus vun der EU-Kommissioun.

Déi zwee Protagoniste geheien zwar mat punktuellen Zollerhéijungen openeen, mä den eigentleche Grond vun deem ganze Spill ass, datt déi chineesesch Féierung sech per se net wëllt u gewësse Spillregelen halen an datt dat déi westlech Entreprisen zimlech iergert. Et geet an éischter Linn drëms, Drock op Beijing auszeüben, fir an dräi zentrale Beräicher Änneerungen an der chineesescher Politik ze forcéieren: éischtens bei der staatlecher Kontroll op d'Wirtschaft, zweetens bei der Kontroll vum Kapitalverkéier an drëttens bei de Regele vun der Propriété intellectuelle, déi jo a China relativ lax gehandhabt ginn, fir et emol esou ze soen.

A wann d'US-Administratioun dobäi erfollegräich wier mat deene Strofzëll, da wäert domadder d'Positioun vun den US-Konzerner a China wesentlech gestäerkt ginn! An dat steet a ganz klorem Widdersproch zu den Interête vun den amerikaneschen Aarbechter. Well domadder gi keng Aarbechtsplazen an d'USA zréckverlagert. De Géigendeel geschitt! Domat gëtt d'Delokaliséierung, déi scho stattfonnt huet, just nach weider zementéiert a weider verstäerkt.

Et geet also bei dësem Handelsstreit net ëm d'Interessie vun den Aarbechter, weder a China, wou déi politesch Elitt identesch ass mat der wirtschaftlecher Elitt, nach an den USA, wou den Trump am Numm vun de Stolaarbechter schwätzt an am Numm vun der Wall Street handelt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Här Mosar Merci soen an alle Leit, déi hei intervenéiert sinn. Ech si gefrot ginn, de Point ze maachen. Mä Dir sidd vläicht mat mer d'accord, dass et net esou einfach ass, fir op dësem Gebitt, dësem Problem de Point ze maachen, well d'Positioun vun den Amerikaner zimlech fluid ass.

Bon, wat mer wëssen, dat ass, dass den 23. Mäerz de President Trump eng Decisioun geholl huet. An eigentlech war déi Decisioun jo baséiert, wat d'Taxen ugeet um Stol an um Aluminium, fir hir amerikanesch Sécherheet - dat wier eng wichteg Komponent gewiescht -, fir déi ze assuréieren, eppes, wat mir jo net deelen. A loosse mer emol kucken, wéi een de Moment kéint higoen a versichen, Verschiddenes op haut ze fixéieren!

Dir wësst, dass virum Akraafttrieden, den 22. Mäerz, vun de Mesuren d'amerikanesch Autoritéiten eng Exemptioun fir e puer Länner gemaach hunn, virun allem och fir d'Europäesch Unioun. An dës Ausnam ass, wéi mer wëssen, zäitlech begrenzt a leeft den 1. Mee aus.

An der Zwëschenzäit huet d'Kommissärin Malmström am Numm vun der Kommissioun jo den Dialog gesicht an och zum Deel fonnt mat den Amerikaner, fir déi Exemptioun permanent ze maachen. Ech wëll awer direkt hei soen, dass dat, Här President, sécherlech net - ce n'est pas donné! - de Fall esou automatesch wäert sinn. Den 1. Mee kéint an Amerika esou oder esou eng Decisioun geholl ginn: Et ass och net onméiglech, dass déi Exemptiounen den 1. Mee total an abrupt géifen ausgesat ginn.

Mir hunn e puer Unhaltspunkten. Engersäits siche mer jo d'amerikanesch Ënnerstëtzung am Kampf géint d'Iwwercapacitéiten am Stol an am Aluminiumsecteur. Dat ass eppes, wou mer kënnen als Europäer mathëllefen, soulaang mer dat maache kéinten an engem multilaterale Kader, zum Beispill am Steel Excess Capacity Forum, wou mer als Europäesch Unioun an och mir als Lëtzebuerg am leschten November zu Berlin participéiert hunn, wou och Usätz waren, dass d'Chineesen agesinn - virun allem d'Leit aus China agesinn -, dass se hir Iwwercapacitéite mussen ofbauen. Ech widderhuelen hei, wat ech schonn e puermol gesot hunn: dass d'Iwwercapacitéiten eleng a China duebel esou héich si wéi d'ganz Produktioun an Europa!

Et geet virun allem, wéi ech gesot hunn, ëm d'Bezéiunge mat China iwwert de Stolsecteur, well eben a China de Stolsecteur ganz staark staatlech Subventioune kritt. Et ass gewosst, dass den allgemengen Accès zum chineesesche Marché awer fir d'Europäer keen einfachen ass. Et besteet zum Beispill eng Diskriminatioun fir auslännesch Entreprisen, déi a China investéieren. Hinne gëtt den Zougang zum chineesesche Marché extrem erschwéiert oder och nëmmen ënner Bedéngungen erlaabt, déi schwéier ze akzeptéiere sinn. An doriwwer eraus sinn d'Ängschte ronderëm ee forcéierten Technologietransfer an deene leschte Joren extrem gewuess.

An deem Zesummenhang wëll ech och drun erënneren, dass Amerika eng Prozedur géint China bei der Welthandelsorganisatioun ageleet huet, fir iwwer gewësse Mesuren am Beräich vun der Propriété intellectuelle ze diskutéieren. An hei hu sech Japan an och d'Europäesch Unioun deene Consultatiounen ugeschloss.

Ech wëll awer hei ënnersträichen, dass et eis net soll drëm goen an dass mer net bereet sinn, deeselwechten unilaterale Wee anzeschloen, deen amgaangen ass zu enger Eskalatioun vun den Tensiounen tëschent den USA a China ze féieren.

D'Unioun däerf beim Ausenanerhuele vum multilateralen Handelssystem net matmaachen, och net fir eng Ausnam um Stol ze kréien!

Anerersäits gesäit de President Trump Europa, wéi mer wëssen, net nëmmen als e Partner, mä och als e Problem, wat den Handelsdefizit tëschent den USA an Europa ugeet. Hie beklot, wéi mer dat wëssen, dass gewëssen Importtariffer, virun allem op Autoen, méi héich si wéi déi amerikanesch. An e vergësst awer ganz kloer, ee Saz derbäizesetzen, dass amerikanesch Tariffer op anere Produkter, Camionen zum Beispill, méi héich si wéi déi vun der Europäescher Unioun an dass och déi Importtariffer am Kader vun der OMC festgesat sinn. Ausser am Fall vun engem Fräihandelsofkommes kënne mer net einfach esou Importrechter erofsetzen, ouni dass all déi aner Memberlänner vun der OMC och dovunner profitéieren. Dat heescht, dass d'Amerikaner net eppes kënne kréien, wat aner Länner vun Europa net kriten.

Mä méi wichteg ass d'Fro, ob et politesch sënnvoll ass, ënner Drock unilateral Konzessiounen ze maachen. An hei geet et erëm ëm de Prinzip an ëm d'Zukunft vun der OMC a vun de Regelen, op deenen d'OMC berout. All dës Sujete sinn Deel vum Dialog tëschent der Madamm Malmström an den Amerikaner. Dat ass ze begréissen. An ech mengen, dass - ech soen et nach eng Kéier - et ausgeschloss ass, dass mer ënner Drock unilateral Konzessioune wëlle maachen.

Mir héieren awer vu Bréissel, dass en alternativen Accord, deen nëmmen d'Fro vun den Tariffer op Industrieprodukter wéi Autoen a Maschinnen an d'Fro och vum Accès un ëffentlech Opträg géif regelen, eng méiglech Solutioun

wier, fir den Amerikaner eventuell entgéintzekommen.

Bon, mir mussen elo kucken, wat genee domadder gemengt ass, ier mer eis dann definitiv dozou positionéieren.

Well d'Zäit awer fortleeft an den 1. Mee jo virun der Dier steet - dat spiere mer all -, mengt d'Kommissiouun, d'Ausnam kéint een ëm e puer Méint verlängeren. Dat ass zwar ze begréissen, mä et muss een ënnersträichen, dass eis Industrie Previsibilitéit a Stabilitéit brauch. Dat kann net onendlech esou weidergoen. Eng Verlängerung vun der Ausnam sollt och net dem eenzegen Zweck déngen, géif ech mengen, fir weiderhin den Drock op d'Europäesch Unioun oprechtzëerhalen, fir esou eng Léisung ze erzwéngen.

Wat geschitt, wa mer - déi Fro hutt Der jo gestallt - keng permanent Ausnam kréien? Sollt dat de Fall sinn, gesinn ech keng aner Alternativ, wéi dat ëmzesetzen, wat mer jo ugekënnegt hunn uganks Mäerz. An d'Virbereedungen dozou si voll amgaangen! Et geet hei besonnesch jo ëm zwou verschidde Riposten.

Dat Éischt, dat ass, wann d'Ausnam fir Europa net verlängert gëtt, entsteet e Milliardeschued - fir déi Kolleegen, déi gefrot hunn - fir d'Industrie, deen ee ka schätzen op 6,4 Milliarden Euro, op deene mer selwer da Géigemoossname géint d'amerikanesch Importer kënnen huelen, natierlech am volle Respekt an och am Recht vun der OMC-Prozedur. An dës Géigemoossname wäerten haaptsächlech Stolimporter aus den USA an Europa betreffen, verschidden - ech nenne se elo net -, méi emblematesch Industrie- an och Agrarprodukter, virun allem aus Deeler vun Amerika, déi politesch ganz no beim Här Trump sinn.

D'Virbereedungen dozou lafe schonn. An d'Memberstaten hunn net méi fréi wéi gëschter, also gëschter zu Bréissel, hire positiven Accord dozou ginn. An een Deel vun de Géigemesurë kéint schonn den 20. Juni applizéiert ginn. Dat gëtt eis e wéineg Sputt, fir ze kucken, wéi eis amerikanesch Partner dorobber reagéieren. De Rescht vun de Géigemesurë kéint dann eréischt no dräi Joer respektiv no enger Entscheedung virum Geriicht vun der OMC applizéiert ginn.

Wichteg ass och, Här President, ze ënnersträichen, dass net méi spéit wéi virgëschter d'Europäesch Unioun Consultatioune mat den USA bei der OMC ugefrot huet. Dat ass deen éischte Schrëtt, fir d'amerikanesch Mesuren ze contestéieren an eis Siicht vun de Saachen op formell Aart a Weis ze exposéieren. An dës Etapp ass och néideg, fir kënne Géigemesuren ze huelen. Mä dat ass nëmmen een Deel vun eiser Äntwert.

Gläichzäiteg musse mer derfir suergen, dass den europäesche Maart net iwwerschwemmt gëtt - dat ass vläicht déi gréisste Gefor - mat Produkter, déi net méi an Amerika kënne verkaaft ginn. An an dësem Kontext huet d'Kommissioun de 26. Mäerz schonn eng Enquête de sauvegarde lancéiert mat enger proposéierter Lëscht vu Stolprodukter. Dës Enquête soll an deenen nächste Méint, do gëtt gerechent mat néng Méint, fäerdeg sinn.

Am Kader vun esou enger Enquête kënne mer och provisoresch Moossnamen huelen. Am Zesummenhang mat der Industrie hu mer selwer séchergestallt, dass d'Stolprodukter, déi hei zu Lëtzebuerg hiergestallt ginn, och wierklech op dës Lëscht kommen. Mir waren zu Washington ganz aktiv, fir bei den Europäer derbäi ze sinn, wéi déi Lëscht opgestallt ginn ass. A mir wäerten hei och de genaue Verlaf vun dëser Enquête am Detail verfollegen.

Wat déi global Repercussiounen op den Handelssystem wieren, ass gefrot ginn. Och do kann ech mech nëmmen der vaster Majoritéit vun den Analysten uschléissen, déi extrem, extrem besuergt sinn.

De multilaterale Welthandel mat der Welthandelsorganisatioun am Mëttelpunkt, do goung et scho virum President Trump sengen Decisiounen net gutt. D'Resultater, Dir wësst dat, vun der ministerieller Konferenz vun 2017 zu Buenos Aires, déi waren extrem enttäuschend, an d'Blockéierung vun den Amerikaner bei der Ernennung vun neie Riichter fir d'OMC-Geriicht riskéiert, dee ganze System natierlech ze destabiliséieren. Streidereien um Welthandel kënnen dann also net méi mat engem Uerteel besäitegt ginn. Och hei gesäit een eng systematesch Approche, fir de Multilateralismus vu Washington aus ze kippen. Dat ass grav!

Här President, ech mengen nach e Wuert sollen ze soen iwwert d'Konsequenz vum Här Trump senger Politik. Do kann ee soen, et ass Chaos. An dass d'Recht vum Staarken eng Handelspolitik deem Klenge wëllt imposéieren, do dergéint, mengen ech, muss ee sech wieren, och virun allem hei an Europa.

Wat heescht dat fir d'Zukunft?

Mir musse weiderhin den Dialog trotzdeem mat den Amerikaner sichen. Do hutt Der recht. Mir musse se iwwerzeegt kréien, dass d'Erhale vum System, dee jo nom Zweete Weltkrich an d'Liewe geruff gouf, an eisem kollektiven Interessi ass an dass se net nëmmen nei Initiative sollen ënnerstëtzen, déi se ee Moment fir gutt fannen. Gläichzäiteg kënne mer mat hinnen a mat anere Länner och kucken, fir d'OMC - wat mer misste maachen - erëm ze verbesseren.

Wat Lëtzebuerg ugeet, exportéiere mer ongeféier 10% vun eise Stolprodukter an d'USA. Déi Zuelen hat ech gesot deemools an der Pressekonferenz. Dir wësst, wat et ass. Dat sinn héichwäerteg Nischeprodukter, Grey-Träger vun Déifferdeng, Palplanchë selbstverständlech och vu Belval. Wann een un d'Skyline denkt vun New York, da gesäit ee se net, mä bannendra sinn d'Grey-Träger, an och zu San Francisco.

Falls mer elo keng permanent Ausnam kréien, da kënnt natierlech dat, wat muss kommen: D'Amerikaner sichen dann no anere Produkter, déi vläicht vu manner gudder Qualitéit sinn. A wann et laang dauert, da sinn déi héich Importtariffer natierlech dozou ubruecht, fir dass d'Stolindustrie Investissementer an Amerika mécht an déi Produkter da selwer produzéiert.

Mä, wéi scho gesot, mir stinn a Kontakt mat der Industrie an Europa an hei zu Lëtzebuerg, fir de Schued esou gutt et geet ze minimiséieren. Dir hutt et gesot: Et ass extrem komplex, well dee gréisste Produzent, ArcelorMittal, ech mengen, dat muss ee soen, ass net nëmmen an Europa, en ass och an Amerika an op anere Kontinenten. An do kann et emol liicht Variatiounen an den Interête ginn. Mä grad wéinst dem potenzielle Schued fir d'Lëtzebuerger Industrie huet, wéi ech gesot hunn, eis Ambassad zu Washington virum Akraafttriede vun den neien Tariffer eng aktiv Demarche gemaach mat der EU-Delegatioun. Mir hunn eis och agesat, dass d'Lëtzebuerger Produkter, wéi ech gesot hunn, op d'Lëscht vun de geschützte Produkter kommen.

Här President, dee leschte Saz: D'Interesse vun der europäescher Stolindustrie mussen erhale bleiwen. Mir däerfe keng Kompromisser agoen, déi net mat internationalem Recht kompatibel sinn - an ech woen dat hei och ze soen am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung, an ech weess net, ob Der do anerer Meenung sidd -, am Interessi vun deenen Honnerddausende Leit, déi an Europa am Industriesecteur hiert Brout verdéngen. Et geet och hei ëm d'Aarbechter an de Schmelzen!

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister.

Domat si mer um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn ukomm. A mir géifen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7196, engem Kooperatiounsaccord tëschent den EU-Staten an Neuseeland. An de Rapporteur, den Här Marc Angel, ass prett. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

4. 7196 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, nach eng Kéier Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, Neiseeland an d'Europäesch Unioun si säit Laangem enk Partner. A mir deelen do och déiselwecht Grondwäerter. A mir hunn natierlech och vill gemeinsam Interessen. Mir hunn als Europäesch Unioun mat Neiseeland och gutt ekonomesch an Handelsrelatiounen, vun deene mer alle béid profitéieren. An och kulturell gëtt säit Laangem vill zesummegeschafft. A mat dësem Partnerschaftsofkommes iwwert d'Bezéiungen an d'Zesummenaarbecht tëschent Neiseeland an der Europäescher Unioun verdéiwe mer einfach dës Kooperatioun an de Beräicher Politik, Sécherheet, Handel an Investitiounen.

Dëse Partnerschaftsaccord EU-Neiseeland ass d'Suite vun enger Déclaration politique conjointe aus dem Joer 1999, déi 2007 adaptéiert gouf. An derniewent goufen natierlech och eng ganz Rei sektoriell Accorden ofgeschloss.

Am Joer 2012 gouf dunn decidéiert, dëst Partnerschaftsofkommes auszeschaffen, dat mer haut hei virleien hunn a ratifizéiere wäerten.

Am September 2016 huet de Conseil vun der Unioun formell decidéiert, dësen Accord ze signéieren, an d'Europaparlament huet dësen Accord de 16. November 2017 approuvéiert.

An dësem Accord kréien déi bilateral Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an Neiseeland e modernen an och, mengen ech, kohärente Kader. Den Accord beinhalt eng Serie vu gemeinsame Prinzipien a Wäerter, déi mer deelen, an och déi Standardartikelen iwwert d'Mënscherechter, iwwert d'Massevernichtungswaffen an och aner Waffen an och iwwert d'Cour pénale internationale sinn, wéi an all deenen äänlechen Accorden, hei mat dran.

Wat och wichteg ass: dass niewent der bilateraler och déi regional an déi international Kooperatioun duerch dësen Accord verdéift soll ginn. Dësen Accord bitt och eng Basis fir méi sensibel Sujeten, fir op méi sensibele Gebitter zesummenzeschaffen, wéi zum Beispill an der Lutte géint d'Geldwäsch, dem Kampf géint den Terrorismus, och dem Kampf géint d'Finanzéierung vum Terrorismus, an där ganzer Politik, fir géint den Drogentrafic virzegoen, d'Cyberkriminalitéit, d'Korruptioun an d'organiséiert Kriminalitéit.

Ech mengen, fir Lëtzebuerg insbesondere ass och wichteg, nach drun ze erënneren, dass dësen Accord méi en effikasst Engagement vun der Europäescher Unioun an de Memberlänner an Neiseeland erlaabt an den Domäner vun der Entwécklungszesummenaarbecht an och vun der humanitärer Hëllef am Pazifikraum.

Natierlech sinn och Fuerschung an Innovatioun an dësem Accord behandelt gradesou wéi Educatioun a Kultur. Zum Beispill vereinfacht dësen Accord och den Austausch vu Fonctionnairen aus den EU-Länner mat Neiseeland an awer och vereinfacht e Stagë fir Studenten aus dem drëtte Cycle, fir emol e ganz praktescht Beispill ze ginn.

Den Accord gesäit och vir, dass e Comité mixte, deen aus Vertrieder aus béide Parteien zesummegesat ass, muss derfir suergen, dass dësen Accord gutt fonctionnéiert an dass en och richteg ëmgesat gëtt.

Alles, wat ech Iech elo opgezielt hunn, ass natierlech a mengem schréftleche Rapport nozeliesen. An déi 60 Artikelen, iwwer 33 Säiten, déi deen Accord ëmfaasst, sinn natierlech wéi ëmmer och um Projet de loi annexéiert.

Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll just drun erënneren, dass de President vun der Europäescher Kommissioun am État de l'Union am September 2017 ugekënnegt huet, dass d'Europäesch Kommissioun Mandater amgaangen ass auszeschaffe fir d'Ophuele vu Verhandlunge fir en ëmfaassenden Handelsaccord mat Australien a mat Neiseeland. A gläichzäiteg, deen nämlechten Dag, huet d'Europäesch Unioun jo och hiren Handelspak virgestallt fir eng fortschrëttlech, awer och virun allem fair Handelspolitik.

An ech mengen, wann een déi Dokumenter liest, ass et gutt, dass d'EU geléiert huet aus der Vergaangenheet a fir méi Transparenz wéi jee virdru plädéiert a versprach huet - wat fir eis als LSAP ganz wichteg ass, wa mer elo an Zukunft erëm mat Neiseeland a mat Australien wäerte verhandelen, dass och d'EU dat gesot huet -, dass se eng Berodungsgrupp fir déi Handelsaccorden an d'Liewe rifft, wou virun allem d'Zivillgesellschaft matagebonne soll ginn. Dat ass fir d'LSAP eppes, wat ganz wichteg ass, dass do ënnerschiddlech Siichtweise vun deene verschiddenen Interessenträger erakommen, wéi d'Gewerkschaften, wéi d'ONGen, wéi d'Verbraucherschutzorganisatiounen. Dat ass fir eis, mengen ech, eppes ganz Wichteges.

Ech kommen awer elo op dësen Accord zréck vun haut a wéilt Iech hei och ganz einfach den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass relativ vill Gegrommels am Sall. Dat mécht dem Riedner d'Saach net einfach. Ech wëll Iech just dorop hiweisen.

Une voix.- Ah! Très bien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet elo d'Madamm Nancy Kemp-Arendt.

Discussion générale

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Ech géif mengem Kolleeg, dem Marc Angel, e grousse Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Hie mécht dat esou, wéi hien dat ëmmer mécht: En huet praktesch all Punkt opgezielt, deen ech mer opgeschriwwen hat, fir nach eng Kéier drop anzegoen, ausser vläicht een. Et ass an dësem Accord och nach en Austausch virgesinn, „programme vacances", deen et 50 lëtzebuergesche Studenten erlaabt, wärend engem Joer am Land ze schaffen an och do ze wunnen an d'Leit do kennenzeléieren. E ganz flotte Programm, wat mir vun eiser Säit aus och ganz begréissen.

Ech géif dofir den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn. An ech géif ophale mat engem Maori-Zitat, wat seet: „Mat dengem Kuerf a mat mengem Kuerf wäerten d'Leit zesumme liewe kënnen." Hei ass, mengen ech, en Accord, deen erëm dës Partnerschaft verdéift a wou mer selbstverständlech hannendrustinn. Dofir den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu jo u sech regelméisseg esou Accorden hei. Meeschtens ginn déi jo mat Länner ausgehandelt, wou éischter Krise sinn, wou et éischter méi schwiereg ass, fir eis Wäerter ze exportéieren, wou mer awer wëllen als Europäesch Unioun eis Hëllef leeschten, fir datt do an deene Länner d'Rechtsstaatlechkeet, d'Demokratieverständnis, d'Roll vun der Fra sollen opgewäert ginn.

Hei hu mer e ganz anere Partner. Hei ass e Land, wat zwar 25 Stonne Fluchzäit vu Lëtzebuerg ewech ass, 100-mol méi grouss ass wéi Lëtzebuerg, et ass awer e ganz interessanten Accord. Ech mengen, et ass och e wichtegen Deel vun europäescher Aussepolitik. Mir sollen de Lien mat esou Partner staark fleegen.

Et ass och virdru gesot ginn, datt iwwert deen Accord hei natierlech och eng gutt bilateral Relatioun tëschent Lëtzebuerg an Neuseeland kann nach verstäerkt ginn. An an deem Sënn wëll ech och dem Marc Angel e grousse Merci ausspriechе fir seng verschidde Rapporten a brénge selbstverständlech och gläichzäiteg den Accord vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun schléisst sech dem Merci un de Rapporteur un a gëtt hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Et ass schonn alles gesot, mä nach net vu jiddwerengem.

(Hilarité)

Dofir wëll ech mech och uschléissen: Wann den Här Angel e Rapport mécht, dann ass en och, wéi dës Kéier nees, ganz gutt. A mir ginn och gär eisen Accord.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, well ech mengen, datt awer net ganz alles gesot ginn ass, wëll ech nach e Wuert derbäisoen.

(Hilarité générale)

Plusieurs voix.- Aah!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Mir sinn net prinzipiell géint dëst Partnerschaftsofkommes mat Neuseeland. Mä mir wëssen awer och, datt dat hei typescherweis d'Virstuf ass vu Fräihandelsaccorden, wéi dat och schonn an deem Fall vun Neuseeland den ausdréckleche Wonsch vun der EU-Kommissioun ass. En äänlechen Accord ass an Ausaarbechtung mat Australien, wou mer fäerten, datt eis den Inhalt an d'Stoussrichtung vun deem Fräihandelsaccord, deen d'Suite vun deem heiten, vun deem Partnerschaftsofkommes wäert sinn, net terribel gefale wäert. An duerfir wäerte mir eis och enthalen.

An ech muss awer och soen, datt ech e bëssen erstaunt sinn, datt virdrun esou vill geschwat ginn ass iwwert d'Noudwendegkeet vu multilateralen Ofkommessen op Weltniveau an datt och notamment den Amerikaner e bësse virgehäit gëtt, datt si just nach bilateral wëlle virgoen, wuel wëssend, datt se dann den dominéierende Partner sinn. Ech stelle fest, datt d'Europäesch Unioun net wesentlech anescht virgeet an deem dote Beräich wéi d'Amerikaner, näämlech datt mer iwwerall probéieren,

bilateral Accorden ze maachen. E Fräihandelsaccord mat Japan soll jo wahrscheinlech am Juni, esou wéi ech matkritt hunn, fräi sinn (veuillez lire: ënnerschriwwe ginn). Dat sinn och alles bilateral Demarchen, keng multilateral, wat mir ausdrécklech bedaueren.

Wéi gesot, géint den Inhalt selwer vun dësem Partnerschaftsofkommes kann een näischt hunn. Duerfir si mer och net dergéint. Mä mir wëssen, wat awer kënnt. Duerfir enthale mer eis.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An den Här Ausseminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also ech bréngen den Accord vun der Regierung.

(Hilarité)

An ech wollt vläicht awer zwou Saache soen. Dat eent, dat ass multilateral oder bilateral Accorden. Mir maachen effektiv als Europäesch Unioun Accorden, zum Beispill mam Mercosur. Dat ass dann total multilateral. Mä et ginn och Länner op der Welt, déi net a regionalen Organisatioune sinn: Australien, Neuseeland, Japan. An ech mengen net, dass et awer falsch wier, dass d'Europäesch Unioun, wat ëmmerhin 28 Länner nach sinn, dass déi en Accord maache mat engem Partnerland op der Welt.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass: An deem Accord hei... A wéi ëmmer huet den Här Angel dat perfekt duergeluecht, schréftlech an och mëndlech, mä ech wëll awer vläicht och, wat d'Madamm Nancy Arendt gesot huet, ënnersträichen. Ech weess nach, dass ech extra an Neuseeland an an Australien gaange sinn, fir den Accord fir d'Studenten hinzekréien. Dat war kee Problem.

Ech mengen, dass ech hei vläicht däerf och e Wuert Propaganda maachen, fir dass Lëtzebuerger jonk Leit vun deem Accord profitéieren, dee mer hu mat Australien a mat Neuseeland, fir déi Länner kennenzeléieren. Ech mengen, dat ass eng Experienz, déi net nëmmen touristescher Natur ass, mä kultureller Natur ass, déi op engem ganz héijen Niveau steet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 7196.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7196 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 2 Abstentiounen: Domat ass de Projet de loi 7196 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Max Hahn), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der bereet, de Go ze ginn, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet de loi 7121, d'Transpositioun vun engem EU-Reglement iwwert d'Schafe vun enger Prozedur fir kleng Sträitfäll. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madamm Viviane Loschetter.

5. 7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Jo, dat stëmmt, „kleng Sträitfäll" oder op Franséisch „petits litiges", esou wéi et och am Titel vun dësem Projet de loi steet. Ëm wat geet et?

Et geet eigentlech ëm d'Ofännerung vun engem Reglement, wat et scho gëtt. An et geet ëm d'Applikatioun vun engem Reglement souwuel vum Europäesche Parlament wéi och vum Conseil, wat vum 16. Dezember 2015 datéiert. Ech muss och soen, datt dat neit Reglement applikabel ass scho vum 14. Juli 2017 un. Ëm wat geet et?

Majo, et ass e ganz technesche Projet, mä en huet awer eng Inzidenz, well e villes vereinfacht, an zwar op zwee verschiddene Punkten. Dat Éischt, dat sinn eben déi kleng Sträitfäll oder d'Petit-litigen. An der Procédure européenne geet et drëms, fir d'Prozedur ze vereinfachen, souwuel wat de Käschtepunkt ubelaangt wéi och, wat d'Zäitdauer ubelaangt.

Déi gréisste Modifikatioun, fir just déi ze nennen, ass, datt eben de Plafond applicable vun deene klenge Sträitfäll vun 2.000 op 5.000 Euro eropgesat gëtt, wat et dann och vereinfacht, fir e Recours anzeleeden an deene klenge Sträitfäll, déi transfrontalier sinn, déi grenziwwergräifend sinn, woubäi eng vun de Partien hiert Doheem muss an engem État membre hunn, deen en aneren ass wéi deen, wou d'Juridictioun domadder saiséiert gëtt.

Wat awer elo d'Procédure européenne d'injonction de payer ubelaangt, och do ginn d'Optioune vum Demandeur verbreedert an deem Sënn, datt par rapport zu enger Oppositioun, déi forméiert ginn ass vum Defenseur ebe géint eng Injonction européenne de payer, den Demandeur elo neierdéngs - neierdéngs - d'Méiglechkeet kritt, eben op dës Prozedur, dës vereinfacht Prozedur vun deene klenge Sträitfäll zréckzegräifen. Dat ass eng Optioun, déi et virdrun eben net ginn ass.

Dat Ganzt wäert sech elo aschreiwe bei ons zu Lëtzebuerg an deem neie Code de procédure civile.

Just fir nach kuerz ze präziséieren, datt dëse Projet de loi deposéiert ginn ass den 8. Mäerz 2017 vun dem jëtzege Justizminister Braz. De Statsrot huet sech zweemol an zwee Avisen domadder beschäftegt. D'Commission juridique huet effektiv ofgewaart, bis de Statsrot säin Avis complémentaire ginn hat, a mir hunn eis den 28. Februar dëses Joers domadder beschäftegt. Du sinn ech och Rapportrice vun dësem Projet genannt ginn. A ganz genau e Mount méi spéit, nämlech den 28. Mäerz 2018, huet d'Commission juridique à l'unanimité dëse Rapport ugeholl, soudatt ech mengen, Här President, datt mer hei méiglecherweis och wäerten e Vote à l'unanimité an der Chamber kréien. Op alle Fall, déi sechs Stëmme vun der grénger Fraktioun wëll ech hei scho verséchereren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Déi Procédure européenne d'injonction de payer an d'Procédure européenne de règlement des petits litiges si säit dem Gesetz vum 13. Mäerz 2009 Bestanddeel vum Lëtzebuerger Nouveau Code de procédure civile. Et ass deemools als Mosaiksteen agesat ginn, als Mosaikstee vum Espace juridique européen, dee mer jo ustriewen an Europa.

Am leschte Rapport vum Justizministère kann ee liesen, datt 163 Demanden eragereecht gi si fir eng Procédure européenne d'injonction de payer an 227 Demandë fir eng Procédure européenne de règlement de petits litiges. Sou eng Prozedur ka gestart ginn, wann eben e grenziwwerschreidend Element am Dossier ass. An et ass am Fong haaptsächlech geduecht, fir bei deene klengen Zommen ebe méi schnell virunzekommen, datt de Creancier méi schnell u seng Sue kënnt, ouni datt e muss zum Beispill an Däitschland oder a Frankräich eng laangwiereg Prozedur engagéieren.

Dat Reglement, wat elo hei zur Diskussioun steet, wat d'Madamm Rapportrice presentéiert huet, wou ech hir och Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, modifizéiert elo e bëssen déi Prozeduren. Dat neit Reglement ass applikabel säit dem 14. Juli 2017. Mir sinn also erëm ze spéit drun am Fong hei, fir déi Modalitéiten ëmzesetzen. D'Rapportrice huet et och gesot, et sinn technesch Upassungen. Ech mengen, datt een an Zukunft do kann en Effort maachen, fir datt déi da méi schnell kënnen ëmgesat ginn.

Déi Haaptmodifikatioun am Fong steet guer net méi am Text. Si stoung am Projet de loi, esou wéi e vum Justizminister deponéiert ginn ass, fir d'Kompetenz vum Friddensriichter bei der Procédure des petits litiges vun 2.000 op 5.000 Euro eropzesetzen. Mä opgrond vun enger Remark vum Statsrot hu mer dat erausgeholl, well eben hei de Friddensriichter zu Lëtzebuerg souwisou bis zu 10.000 Euro kompetent ass. Ech wollt dat ënnersträichen, net datt d'Leit herno am finale Projet de loi, esou wéi mer e stëmme wäerten, no deem Montant sichen. Deen ass net méi dran. Dat muss een am initiale Projet de loi noliesen.

Da profitéieren ech och vun der Geleeënheet, fir dem Minister säi Versprieche fir „paperless justice" unzeféieren. Dat hei wier am Fong e flotten, nenne mer et „Pilotprojet" gewiescht, fir dat ze testen, well och am Considerant 7 vum Reglement, ëm dat et hei geet, steet: «Afin de réduire encore le coût du règlement des litiges et la longueur des procédures, l'utilisation de technologies de communication modernes par les parties et par les juridictions devrait être d'avantage encouragée.»

Här Minister, Dir schwätzt vill vun „paperless justice", Dir hutt do och grouss Erwaardungen un lech, un eis, un de Justizapparat. Länner wéi Irland, Finnland, Estland an Éisträich sinn do scho vill méi wäit. Duerfir géif et och elo héich Zäit ginn, datt mer hei géifen op de Wee vun der „paperless justice" goen. Och hei gëllt de Slogan, Här Minister, „let's make it happen".

An domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir begréissen natierlech och dëse Projet als LSAP-Fraktioun. Et ass effektiv e gudde Projet, deen et méiglech mécht, an deenen transfrontièrë Litigen op eng einfach Aart a Weis virzegoen, an duerfir dem Justiziabel, fir u säi Geld ze kommen.

An ech géif nach dovunner profitéieren, fir der Rapportrice, dem Viviane Loschetter, Merci ze soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech bréngen natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och vu mir virop e Merci un d'Madamm Rapporteur Viviane Loschetter fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Et geet jo hei drëm, wëssend, datt e ganze Koup Leit sech och opgrond vun der libre Circulatioun intracommunautaire bewegen an datt haaptsächlech, wann och Injonctions de payer sinn, mat Momenter da Schwieregkeeten entstinn, fir ebe just dann déi Prozeduren ze vereinfachen, fir d'Käschten ze reduzéieren an haaptsächlech d'Durée vun dëse Prozeduren.

Dofir muss de Lëtzebuerger Code de procédure civile ëmgeännert ginn. A mat dësem Projet de loi geschitt dat. Et ass e weidere Stee vun der Harmonisatioun vun den europäesche Prozeduren. An dofir ginn ech heimat den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm. An den Här Justizminister, den Här Félix Braz, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Merci als Éischt der Rapportrice an där ganzer Commission juridique fir déi Aarbecht, déi se hei gemaach hunn.

Ech si ganz frou, dass mer dee Projet haut kënnen unhuelen. Do sinn och Delaie gelaf. An ech mengen, et ass gutt, dass mer de Projet elo kënnen ofschléissen, well e wierklech potenziell am Interêt vu ganz ville Lëtzebuerger Bierger, och vu Lëtzebuerger Betriber ass. Dat hei sinn, an den Här Gloden huet d'Zuele genannt, net nëmme Randerscheinungen, mä et ass eppes, wat all Dag elo scho genotzt gëtt a wat mat der Zäit mat Sécherheet d'Tendenz wäert hunn, nach ze augmentéieren.

Dofir Merci fir déi diligent Aarbecht, déi mer elo konnte maachen! Ech hunn den Erklärungen näischt bäizefügen. Et ass alles gesot.

Ech wëll just dem Här Gloden äntwerten, deen de Projet „paperless justice" rappeléiert. Ech kann den Här Gloden rassuréieren: Dir wësst, dass do intensiv dru geschafft gëtt mat all den Akteure vun der Famille judiciaire am breede Sënn vum Wuert. Ob dat d'Parquete sinn, d'Geriichter, d'Notairen, d'Affekoten, d'Greffieren, d'Dierwiechter, jiddwereen ass un deenen Aarbechten associéiert. Et leeft och no Plang. An de Plang ass, wéi Der wësst, Här Gloden, dass mer an dëser Legislatur dat do net ofgeschloss kréien. Dee Plang, dee vun Ufank u genannt ginn ass, ass éischter e Plang, deen am zweete Joer vun der neier Legislatur soll aboutéieren. Dir wësst och, dass de Finanzement vun deem Projet assuréiert ass. Mir hunn do iwwer e Méijoresplang ronn 30 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt, fir dee Projet ze maachen.

Dir hutt véier Länner genannt, déi scho fäerdeg sinn. Domat sot Der och, dass der 24 do nach net ënnerwee sinn. Mir sinn ënnerwee! A mir hu wierklech e Projet vun der gréisstméiglecher Ambitioun, wou mer wierklech wëllen op e Stéchdatum x sämtlech Relatiounen an deem heiten Ëmfeld integral op „paperless" ëmstellen. Dat ass net nëmmen eng informatesch Fro. Dat ass ënner Ëmstänn och eng Fro vu Prozeduren. Doduerch, dass alles digital gëtt, wäerte mer och eng Rei Prozedure kënnen nei erfannen, nei musse schreiwen. Dat ass also och en Deel legislativ Aarbecht, déi dobäi muss gemaach ginn. Mä mir sinn am Timing. Den Timing wäert, wéi gesot, iwwert dës Legislatur erausgoen.

Et ass wierklech bal eng Herkulesaufgab, dee ganze Monde judiciaire op „paperless" och a senge Relatiounen ëmzestellen. Mä mir schaffen intensiv drun. D'Aarbechte gi gutt virun. An ech sinn och gäre bereet, nach an deenen nächste Méint eng Kéier d'Commission juridique ze informéieren, wou mer genee dru sinn. Mä et ass och fir mech e Projet vun éischter Importenz. A mir sinn am Timing. An ech mengen, mir sollen eis all doriwwer freeën: „We do it happen"!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer iwwert de Projet de loi 7121 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7121 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. De Projet de loi 7121 ass mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Mergen), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini; MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, der Konsultatiounsdebatt iwwert d'Landesplanung. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

6. Débat de consultation sur l'aménagement du territoire

Exposé

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech si frou, datt déi Debatt de Mëtteg ka stattfannen, well si fënnt statt am Kontext an am Kader vun enger breet ugeluechter Diskussioun, déi d'Regierung ugestouss huet, fir no dem Landesplanungsgesetz, no de Plan-sectoriellen - ech kommen nach op déi ze schwätzen - dat drëttwichtegst Standbeen nei ze schafen, nei ze modeléieren, wat d'Landesplanung huet, an zwar de Programme directeur vun der Landesplanung.

A mir wollten dat als Regierung maachen an engem ganz breede Sënn. Dat heescht net nëmmen, datt d'Regierung an d'Politik driwwer diskutéieren, mä dann natierlech och d'Chamber mat diskutéiert, mä och d'Biergerinnen an d'Bierger. An duerfir leeft am Moment och dee Biergerbedeelegungsprozess. Och op dee kommen ech nach ze schwätzen. An duerfir ass och de Mëtteg déi Konsultatiounsdebatt, déi vum Statsminister ugefrot gi war schonn am Kader vum État de la nation d'lescht Joer a wou et drëms geet, datt d'Chamber, d'Deputéiert, déi eenzel Fraktiounen och hiren Input zu deem Thema leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kee Land an der Europäescher Unioun huet esou eng rasant Entwécklung kannt wéi Lëtzebuerg an deene leschte 25 Joer! Sougutt eise PIB, d'Awunner, d'Aarbechtsplaze wéi d'Frontaliere sinn enorm gewuess an deene leschte 25 Joer, an dat trotz wirtschaftleche Krisen. Mir haten dräi grouss wirtschaftlech Krisen an deem Zäitraum: Déi éischt war tëschent 1990 an 1991, déi zweet war 2001 mat der Dot-com-Blos, déi geplatzt war - scho bei ville Leit an de Käpp vergiess -, an dann déi drëtt, déi gréisst an déi schwéierst, iwwerhaapt déi schwéierst wahrscheinlech an déi geféierlechst virun allem an der Nokrichszäit, 2008. An trotzdeem ass, wéi gesot, Lëtzebuerg, eist Land, an deene leschte 25 Joer extrem op deene verschiddensten Niveaue gewuess.

Just fir e puer Zuelen ze ginn, fir dat ze veranschaulechen:

Am 19. Jorhonnert huet Lëtzebuerg 89 Joer gebraucht, fir 100.000 Awunner bäizekréien. An och do, an deem Jorhonnert hate mer schonn eng industriell Revolutioun. Tëschent 1960 an 1994 hu mer 34 Joer gebraucht, fir 100.000 Awunner bäizekréien. Tëschent 2010 an 2017 hu mer 8 Joer gebraucht, fir 100.000 Awunner bäizekréien. An tëschent 2018 an 2025, esou wéi d'Dynamik de Moment ass, brauche mer nach 7 Joer, fir 100.000 Awunner bäizekréien.

Derbäi ass nach komm, datt tëschent 2000 an 2016 d'Zuel vun de Frontaliere vun 88.100 op 180.900 eropgaangen ass. Dat heescht, dat sinn zwar keng Awunner, mä mir wëssen alleguerten, datt déi sech och alldeeglech am Land bewegen an en Impakt hunn op eis Infrastrukturen, op dat, wat an eisem Land passéiert. An dat alles an engem Land, wat nëmmen 2.586 km² Fläch zur Verfügung huet, dat heescht, wou de Buedem eng extrem rar Ressource ass!

Wann ech dat opzielen, dann ass dat net, well ech dat negativ oder pejorativ wëll gesinn oder mengen, mä ech wëll domadder veranschaulechen, a wat fir enger Dynamik mer zu Lëtzebuerg am Moment sinn. An och, wat dat bedeit fir eis Entwécklung, fir eis Infrastrukturen, fir eis Integratiounsustrengungen, fir eis sozial Kohäsioun; alles dat geheiert zesummen a muss zesumme gekuckt ginn, wann een doriwwer diskutéiert.

Mir kënnen eist Land, an dat soen ech mat aller Däitlechkeet, déi 2.586 km², och nëmmen eemol verplangen. Mir kréie kee Quadratkilometer bäi. A grad an engem Land wéi Lëtzebuerg mat sengen 2.586 km² a mat esou engem extreme Wuesstumsdrock wéi deem, dee mir de Moment hunn, hätt ee missen an deene leschten 30 Joer d'Landesplanung vill méi eescht huelen, wéi dat geschitt ass. Et hätt misse méi opgepasst ginn, wou mer wivill wuessen, wou wat wiisst a wéi mer et organiséieren. Et hätt missen opgepasst ginn, datt d'Fonctionnalitéiten an eiser Gesellschaft, wéi Wunnen, Schaffen a Fräizäit, zesummebruecht respektiv zesummegehale ginn an net, wéi et geschitt ass, datt just alles auserneegerappt ginn ass.

Mir sinn an deene leschte Joren net nëmme vill, mä mir sinn och nach egal wéi gewuess! Ländlech Gemenge wuessen zum Beispill ze séier par rapport zu de städtesche Gemengen. E puer Beispiller: D'Gemenge ronderëm de Stauséi oder Fëschbech oder Waldbëlleg, ech kann och nach anerer nennen, déi leie ganz, ganz vir, wat de Wuesstum vun der Bevëlkerung ugeet. Am Ranking vun den Top Ten vun de Gemengen, déi bäi Wäitem am meeschten, prozentual bevëlkerungméisseg gewuess sinn, fanne mer nëmme ländlech Gemengen a keng eng städtesch Gemeng! Éischt Plaz: Fëschbech mat engem Wuesstum an deene leschte 15 Joer vun 140%. Just fir Iech e Verglach ze ginn. Esch ass an deem nämlechten Zäitraum knapps iwwer 30% gewuess.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat kann een net matenee vergläichen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et kann een net matenee vergläichen, mä et geet jo net drëms, fir et mateneen ze vergläichen. Et geet drëms, fir opzeweisen, datt déi falsch Plaze gewuess sinn, Här Wolter! Dorëms geet et! An dat misst Dir wëssen, well Dir hutt an Ärem IVL deemools genau de Contraire proposéiert herno an de Konklusiounen. Dir hutt gesot, datt genau d'städtesch Regiounen, d'CDAe misste wuessen. An et ass awer just de Contraire geschitt! Dat heescht och am Kloertext: Mir hunn eis an deene leschte 25 Joer net d'Moyene ginn, fir eben dat Rudder erëmzegeheien, mä mir hunn alles einfach weiderwuesse gelooss wéi gehabt, trotz dem Fait, datt mer Studie wéi d'IVL beispillsweis virleien haten.

An nëmme 15 Joer ass d'Populatioun am ländleche Raum ëm 45.000 (veuillez lire: 43.000) Awunner gewuess. Leider entstinn esou Aarbechtsplazen a virun allem vill neie Wunnraum do wäit ewech vun all Accessibilitéit a vun all Zentralitéit. A wann ech hei héieren, datt gesot gëtt: „Ma Gott sei Dank!",…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …da wäert Der elo emol nach gesinn, wann ech opzielen, wat d'Konsequenze sinn! An Dir sidd jo ëmmer déi, Här Gibéryen, Dir sidd ëmmer déi, déi als Éischt dobaussen de Moment ziele ginn, datt ee misst dee Wuesstum an de Gréff kréien an esou weider an esou virun. Mä da wäert Der emol gesinn, wann ech Iech opzielen, wou dat alles geschitt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wäert Iech herno soen,…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- A wéi gesot, a 15 Joer ass d'Populatioun do ëm 43.000 Awunner gewuess. Leider entstinn esou Aarbechtsplazen a virun allem vill neie Wunnraum do wäit ewech vun all Accessibilitéit a vun all Zentralitéit. Dat heescht, et gëtt noutgedronge vill Autostrafic generéiert. 89% vun der Bevëlkerung mussen all Dag erauspendelen. Mir wunnen ëmmer manner do, wou mer schaffen.

Mir brauchen natierlech Wunnengsbau, virun allem aus soziale Grënn. A Wunnengsbau spillt virun allem dann, wann driwwer diskutéiert muss ginn an dëser Gesellschaft iwwer zum Beispill Leit mat sozialem Mindestloun, do ass et extrem wichteg, datt mer Wunnengsbau schafen. Mä mir musse just oppassen, wou mer e schafen an datt mer net duerch de Fait, datt mer d'Leit aus de Stied zum Beispill erausdrécken a se an de ländleche Raum schécken, virun allem och Leit, déi ebe manner Méiglechkeeten hunn, datt mer net doduerjer sozial ganz komesch Situatioune schafen, datt d'Stied just nach deene virbehale ginn, déi sech et kënne leeschten, an déi aner mussen eraus aus de Stied wunne goen.

Wunnengsbau muss duerfir besser mat der Landesplanung verknäppt ginn. Wunnengsbau muss virun allem do geschafe ginn, wou et grouss Defiziter gëtt. Just ee Beispill, dat ass de Kierchbierg. Ech huelen dat eraus, well ech zu engem Deel selwer zoustänneg si fir de Kierchbierg. Net datt Der elo mengt, ech wéilt lauter Saachen hei opzielen, wou nëmmen anerer zoustänneg wären oder gewiescht wären.

Um Kierchbierg hu mer haut 6.000 Awunner géintiwwer 42.000 Aarbechtsplazen. Dat kënnt Der roueg kucken an Europa, dat hutt Der a kengem aneren europäesche Land, esou e krasst Mëssverhältnis vu Wunne par rapport zu Aarbechtsplazen, wéi dat hei de Fall ass! Mä déi sinn awer net entstanen an deene leschte Joren! Dat huet eng Rei Joren a Jorzéngte gedauert. Jiddweree ka mat sech selwer an d'Gebiet goen, fir ze kucken, wéi dat do entstanen ass.

Mir brauche gemëschte Strukturen, wou Wunnen, Schaffen, Fräizäit zesummekommen. A mir mussen eis industriell Frichen, där mer vill am Land hunn, wierklech vill besser nach a vill méi séier kënnen erschléissen an ausnotzen, well dat ass extrem wichteg. Do ass immens vill Potenzial an do kënne mer dat Potenzial notzen, ouni datt mer neie Landverbrauch maachen, dat heescht, ouni datt mer nei Kilometerkareeën unzape ginn, well dat ass grad een Deel vun eisem Problem.

An och, wann de Landverbrauch glécklecherweis an deene leschte Joren erofgaangen ass: Mir verbrauchen nach ëmmer haut ee Fussballsterrain pro Dag!

(Interruption)

An ech wëll och ze bedenke ginn, wa mer weider an där Vitess wuessen, da brauche mer selbstverständlech nach vill méi nei Infrastrukturen an der Mobilitéit, Schoulen, Waasserversuergung, Kannerbetreiung an esou weider. Dat heescht, mir lafe gnadenlos ëmmer nëmmen hannendrun.

An d'Zuelen an d'Statistiken zum Beispill an der Mobilitéit sinn ernüchternd. Den Autobunnsreseau, dee geet de Moment am Verkéier 3% pro Joer erop - 3% pro Joer! -, an déi grouss national Achse plus 4,5% an deene leschte fënnef Joer! Ech brauch Iech jo net opzezielen, wat fir eng dat sinn, a jiddweree weess, wat et heescht op verschiddene Plazen.

Bei all Ausbau vun engem Stroossereseau, da kréie mer Entspanung, déi dauert bis zu zéng Joer vläicht, wann et gutt geet bis fofzéng Joer, an dann ass et nees opgefriess. Ech soen Iech, d'Nordstrooss, Dir wäert gesinn - an déi ass jo elo eréischt zwee, dräi Joer op -, waart emol, wann et nach esou weidergeet siwen, aacht, néng, zéng Joer a mir loossen alles lafen, dann ass och dat Potenzial erëm zousätzlech opgefriess, wat mer do geschafen hunn!

Mir kënnen awer net all fofzéng Joer eng nei Autobunn aus dem Hutt zauberen, éischtens, well et net méiglech ass, zweetens, well d'Fläch net do ass, an drëttens, well mer d'Plaz net hunn a well mer ëmmer an den urbane Raum, op d'urban Raim stousse respektiv op wäertvoll Landschafte stoussen, déi mer onbedéngt mussen erhalen.

Mir kënnen a puncto Transportinfrastruktur net op dausend Fronte kämpfen. Dat musse mer awer de Moment maachen, déi diffus landesplaneresch Entwécklung zwéngt eis awer dozou. An ech géif léiwer perséinlech, an ech mengen, och d'Regierung, op véier bis fënnef Achsen am Land geziilt an nohalteg investéieren, wéi iwwerall nëmmen ze plooschteren. An duerfir ass d'Landesplanung och dat allerwichtegst Instrument fir eng effikass an nohalteg Mobilitéitspolitik.

Mir schwätze jo muer iwwert d'Mobilitéit. Mä eigentlech ass dee wichtegen Deel vun der Mobilitéitspolitik a vun der Diskussioun, deen ass haut. D'Mobilitéitsvermeidung duerch gutt duerchduechte landesplaneresch Konzepter gëtt eis doriwwer eraus och e gudde Krack méi bëlleg, well all Strooss, all Schinneninfrastruktur, déi mer net musse bauen, well mer landesplaneresch gutt geplangt hunn, ass natierlech vill méi bëlleg, fir net ze soe bal gratis par rapport zu deem, wat mer haut mussen u Milliounen a Milliounen investéieren.

An duerfir brauche mer eng staark Landesplanung, net fir de blanne Wuesstum ze steieren, wéi dat an de leschte Jorzéngte war, mä déi hëlleft, déi derfir suergt, datt eist Land sech kann harmonesch weiderentwéckelen. A Weiderentwécklung ass weiderhi méiglech an deem Land, mä mir mussen et awer anescht ugoe wéi an deene leschten drësseg Joer.

Duerfir wëllt d'Regierung mat der Chamber, mat allen Akteuren, mat der Bevëlkerung een neie Programme directeur fir d'Landesplanung ausschaffen, fir datt esou engem harmoneschen Zeenario Rechnung gedroe gëtt. An ech sinn och frou, muss ech soen, d'Chamber huet jo déi Froen, déi mer ofginn hunn, un e ganze Koup Akteure vun der Zivillgesellschaft geschéckt. An all deenen Äntwerten, déi zréckkomm sinn, war ee sech awer eens - an dat freet mech -, datt dee sougenannten „Zeenario 3", dee mer jo och genannt hunn, en harmoneschen, organiséierten, wou mer eis op verschidden Achse konzentréieren, op verschidden Agglomeratiounen, datt dee bei allen als dee räsonabelen ugesi gëtt, op deem ee soll weiderschaffen.

An och, muss ech soen, sinn ech frou driwwer, datt déi Biergerlaboratoiren, déi mer geschafen hunn, gutt fonctionnéieren. Et haten net nëmmen iwwer 500 Leit sech gemellt, fir matzeschaffen - leider konnte se jo net alleguer zréckbehale ginn, si sinn iwwer Lous gezu ginn -, mä virun allem d'Echoen, déi ech kréien aus deenen éischte Laboratoiren, sinn extrem positiv, an d'Leit diskutéiere ganz sachlech a roueg mat an deenen eenzelne Laboratoiren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat neit Landesplanungsgesetz ass gestëmmt. Mir hunn also d'Landesplanung nees op eng méi sécher juristesch Basis bruecht. Dat war keng einfach Aufgab. Mir hunn do e puer Joer gebraucht derfir. Mä d'juristesch Komplikatioun war relativ grouss. An dat Gesetz, wat 2013 am Juli gestëmmt gi war, hat extrem vill juristesch Schwaachpunkten. Ech mengen, dat wësse mer haut. Mä ech si frou, datt d'Gesetz gestëmmt ass. Dat ass déi wichteg Viraussetzung, fir datt mer elo kënne weiderschaffen.

De 27. Abrëll, an enger Woch, an enger gudder Woch, ginn déi véier Plan-sectoriellen an de Regierungsrot. Déi si fäerdeg. Eleng d'SUPen, soen ech Iech, d'strategesch Ëmweltprüfunge vun deene véier Pläng, hunn iwwer 1.500 Säiten! Just fir Iech d'Envergure ze soe vun deem, wat do geschafft ginn ass. A wann et da richteg geet, dat heescht, wann de Regierungsrot déi Pläng unhëlt d'nächst Woch, da gi mer den 28. Mee, dat heescht direkt no der Péngschtvakanz, an déi ëffentlech Konsultatiounsprozedur, déi dann nach ka virun der Summervakanz ofgeschloss ginn, dat heescht virum 15. Juli.

Et war der Regierung wichteg, datt mer net a Schoulvakanze consultéieren, mä eben a Perioden, wou och d'Biergerinnen an d'Bierger an d'Leit alleguer am Land sinn oder sécher am Land sinn. An dann hu mer d'Méiglechkeet am August, September, fir déi Avisen an dem Ministère ze verschaffe bis an den Oktober eran. Dat heescht, Dir gesitt, ech si mat menge Leit prett, fir bis de leschten Dag vun der Legislaturperiod ze schaffen, fir dann déi Avisen, déi mer kritt hu vun de Gemengen a vun de Bierger, schonn ze verschaffen, fir datt déi nächst Regierung alles prett doleien huet.

Déi nei Plan-sectoriellen, déi enthale 474 ha nei wirtschaftlech Entwécklungszonen. 800 ha sinn ënnersicht ginn, also „geSUPt" ginn, wéi ee seet, enger strategescher Ëmweltprüfung ënnerzu ginn. 474 hunn den Test gepackt, also sinn derduerch an an de Plan-sectoriellen ageschriwwen. Dat ass de Plan sectoriel «Zones d'activités». 508 ha grouss Logementszone sinn dran ausgewisen; och déi, wéi gesot, si geSUPt ginn. Mir haten der och do natierlech vill méi gekuckt. 81 Transportinfrastrukture sinn dran enthalen.

An, wat awer och wichteg ass, dann d'Contrepartie am Plan sectoriel «Paysages», do sinn niewent den «grands ensembles paysagers» zum Beispill 48 Plaze Coupure-verten dran enthalen. Dat heescht, Coupure-verten, déi dann derfir suergen zum Beispill, datt en Zesummewuesse vun den Uertschaften an Zukunft verhënnert gëtt an déi ebe mat den «grands ensembles paysagers» derfir suergen, datt, trotz dem Fait, datt mer hei eng nei, zousätzlech Entwécklungsperspektiv fir d'Land schafen, mer awer e Land behalen, wat gréng bleift, wat nohalteg bleift, wou grouss Erhuelungszonen erhale bleiwen, wou den Natur- an Ëmweltschutz seriö geholl gëtt.

Dat heescht, mir loossen eng gutt Weiderentwécklung vum Land zou, leeën awer gläichzäiteg Zone fest, déi geschützt musse bleiwen. Mä all dëst geet net duer. Ech hunn et gesot am Ufank: Mir brauchen awer och nach deen neie Programme directeur duerno vun der Landesplanung, well an dësem ginn all Aspekter vun ekologeschem, sozialem, wirtschaftlechem a kulturellem Zesummeliewe jo beschriwwen. An deen definéiert jo mat, wéi dann d'Gemengen, wéi d'Regiounen an d'Land sech sollen entwéckelen.

Eng Beschreiwung deemno, wou déi wënschenswäert Weiderentwécklung vum Land definéiert gëtt. Sou brauche mer zum Beispill menger Meenung no modern a liewenswäert Stied. Urban Zentre wuessen awunnerméisseg, hunn ech gesot, ze lues, vill ze lues. Mä wa mer gären hätten, datt dat sech ännert, da musse mer och zum Beispill eis Stied an eis Uertschaften urbanistesch anescht gestalten, wéi dat haut ass. Mä virun allem wuessen d'Stied ze lues par rapport zu dem ländleche Raum.

A firwat sinn d'Stied esou wichteg? Mä just fir Iech ze soen, fir als Beispill erauszehuelen, datt an de Stied 67% vun den aktive Residenten, also dat heescht vun deene Leit, déi do schaffen, och do wunnen!

Als Géigebeispill ginn ech Iech e puer Landgemenge wéi Bous, Garnech, Béiwen oder Duelem, just déi als Beispill erausgeholl. Do ass dëse Prozentsaz 5%, dat heescht 98% (veuillez lire: 95%) vun de Beruffstätegen aus deene Gemenge pendelen eraus.

Dir gesitt also, firwat et esou wichteg ass, datt mer dat musse maachen. Well natierlech mussen déi Leit deelweis e wäite Wee bis op hir Aarbechtsplaz zréckleeën, verléieren Zäit am Stau, amplaz mat hirer Famill ze sinn, a kënnen an hirem soziale Liewen an hirer Uertschaft, well se vill Zäit verléieren um Wee op d'Aarbecht, sech net ganz vill méi engagéieren.

A fir dat ze regelen, musse mer natierlech an de Stied och méi kompakt bauen. Mir mussen eis Stied anescht konzipéieren, net e Singapur oder e Paräis dorauser maachen, also baue wéi zu Singapur oder zu Paräis, esou kompakt, datt d'Leit sech net méi wuelfillen oder datt d'Liewensqualitéit net gutt ass. Mä wann ech awer mat auslännesche Kolleegen zum Beispill iwwer Densitéit schwätzen a soen, datt an der Stad zum Beispill heiansdo bei Neibauquartieren oft ënner 60 Wunnunitéite leie pro Hektar, da ginn ech trotzdeem e bësse grouss gekuckt.

Mä Densitéit heescht och net, wéi gesot, datt d'Qualitéit soll schlecht sinn. Au contraire! Méi Wunnraum do, wou mer et brauchen, nääm-lech an eise Stied, do, wou d'Aarbechtsplaze sinn, heescht da jo awer och, datt déi Leit net musse mam Auto op d'Aarbecht fueren, mä si kënnen e stoe loossen, si kënnen ze Fouss goen, mam Vëlo, mam ëffentlechen Transport op hir Aarbecht fueren. Mä et bedeit awer och, datt de Wunnraum, deen do geschafe gëtt, datt dat d'Stied lieweg mécht, datt owes net no fënnef Auer d'Stied ausgesinn, wéi wa kee méi do wär, datt de lokale Commerce dovu ka profitéieren, d'Restauratioun an esou weider, dat heescht, datt attraktiv Stied dorauser ginn.

A fir datt dës Stied méi attraktiv ginn, musse mer awer och onbedéngt, wéi gesot, en aneren Urbanismus maache wéi an der Vergaangenheet, well och do hu mer vill Feeler gemaach.

Wann ech d'Zuele kucken, an ech huelen hei d'Stad Lëtzebuerg eraus: D'Stad Lëtzebuerg ass bis 1991 souguer bevëlkerungsméisseg zréckgaangen. Och dat hu mer schonn heiansdo vergiess an eise Käpp. Eréischt ab 2001 kënnt do e wierklechen Zouwuess vun Awunner mat enger Moyenne vu knapp 2.000 pro Joer. A säit 2012 huet et an der Stad richteg ugezunn, klëmmt d'Populatioun erëm richteg, an d'Baulücke fänke sech un ze fëllen. Op där anerer Säit sinn awer wärend Jorzéngten an net eréischt déi lescht Joren déi meeschten Aarbechtsplazen an der Haaptstad an och ronderëm d'Haaptstad geschafe ginn. Dat heescht, Leit, déi do schaffen, kommen oft vu ganz wäit hier, fir dohinner schaffen ze kommen. An dat féiert eis zu där Situatioun, déi mer an de Spëtzestonnen hunn.

Eng urban Entwécklung ass deemno e groussen Defi, mä awer och eng grouss Chance! Well ech hu scho gesot, déi meescht grouss industriell Frichen, déi mer hunn am Land - an ech hu scho gesot, datt et grad wichteg ass, datt mer déi entwéckelen an deenen hir Potenzialer voll ausschëpfen -, déi leien op städtesche Gebidder. Wann ech an der Stad Lëtzebuerg kucken: Porte de Hollerich, Paul Wurth, Heintz van Landewyck, just fir déi elo emol erauszehuelen, dat sinn enorm Entwécklungsgebidder, déi mer hunn an der Stad, niewent dem Kierchbierg souwisou, wou de Stat och selwer vill Terrainen huet, wou jo vill Wunnraum soll och geschafe ginn an deenen nächste Joren.

Mä och aner Frichen, zum Beispill déi meescht leien am Süden, do, wou wierklech vill Bevëlkerung ass, déi ganz Frichen am Süden. Esch-Schëffleng ass eng immens Chance fir d'Entwécklung vun Esch, fir d'Entwécklung vun Esch ronderëm Schëffleng, dee ganzen Eck. Woltz am Norden zum Beispill, dee Projet „Wunne mat der Wooltz", dee ganz flotte Projet mat gemëschte Strukturen.

Also hei ass en enormt Potenzial, fir Wunnraum, gemëschte Strukturen ze schafen, dat heescht och nei Aarbechtsplaze souguer dohinnerzesetzen, ouni datt mer mussen neie Landverbrauch maachen, dat heescht, ouni datt mer mussen un eise Landschafte knabberen. A mir hunn en plus op deene Plaze meeschtens och nach entweder haut schonn eng exzellent Ubannung un den ëffentlechen Transport oder et si vill Projeten am Bau respektiv an der Planung, fir do nach ze verbesseren, wéi gesot, ouni datt mer ze vill e grousse Landverbrauch hunn, fir net ze soen, andeem mer ganz wéineg Landverbrauch hunn.

Mä selbstverständlech muss och de ländleche Raum Entwécklungspotenzialer hunn. Mä de ländleche Raum muss sech eben aneschters entwéckelen, en huet och aner Entwécklungspotenzialer. Hiert Haaptzil am ländleche Raum dierf net méi sinn, fir mordicus Bevëlkerung bäizekréien. An zum Beispill ass et och net esou, dierf et net méi esou sinn, datt Lokalpolitiker mengen, et wär wichteg, am ländleche Raum Awunner bäizekréien, well se mengen, dann iwwert d'Gewerbesteier - jo, iwwert d'Gewerbesteier iwwert d'Dëppen - am meeschte Suen eranzekréien. Esou war wierklech d'Gemengefinanzreform net geduecht!

An de ländleche Gemenge ginn et och no der Refonte vun de PAGen nach 1.400 ha onbebaut Terrainen, déi weider 53.000 Leit an deenen nächste Jore kéinten unzéien, an dat ouni datt een iwwer Noverdichtung schwätzt. Dat ass rengt Potenzial par rapport zu de PAGen, wéi et haut ass.

An et ass och falsch ze mengen, wéi déi meescht dat oft um lokalen Niveau mengen, datt, wa se méi Awunner bäikriten, donc dann och méi Suen aus dem Dëppe kriten, dat Netto-Sue wären. Well an der Regel ass et esou, datt meeschtens den Awunner d'Gemeng méi kascht, wéi en abréngt, guer net ze schwätze vu Betriber am ländleche Raum, je nodeem, wou ee se usidelt, well déi Betriber, déi sech do usidelen, meeschtens do keng Gewerbesteier bezuelen, mä se meeschtens op anere Plaze bezuelen an donc näischt erabrénge fir d'Gemeng, par contre de Zoning fir d'Eischt emol muss erschloss ginn an dat mat groussen Infrastrukturkäschte verbonnen ass.

A wann ee schonn d'Gemengefinanzreform wëllt interpretéieren, da wann ech gelift richteg, menger Meenung no! An zwar géif ech deene Gemengen un d'Häerz leeën, zum Beispill iwwer fräiwëlleg Fusiounen nozedenken, regional zesummenzeschaffen, well soss gitt Der, soen ech lech, vun den Ufuerderunge vun engem moderne Bierger a vun den Aarbechtsplazen, wéi et haut ass, iwwerrannt.

Mir kënnen eis net mat enger Politik, wéi mer se déi lescht drësseg Joer gemaach hunn, den Defie stellen, wéi mer se haut hunn. An ech sinn duerfir iwwerzeegt, méi wéi iwwerzeegt, méi wéi jee iwwerzeegt, datt mer regional Zesummenaarbecht brauchen éischtens, méi grouss Gemenge brauchen an och manner Gemenge brauchen, wéi mer der haut hunn.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dat si fir mech Viraussetzungen, fir datt et besser gëtt. D'Mechanismen an d'Instrumenter si villfälteg, wéi een dozou ka kommen. Et muss ee se just, wéi gesot, notzen.

Ech wëll dann awer och eppes soen zum Potenzial vun der Entwécklung vum ländleche Raum, well och do ass vill Potenzial do!

Éischtens, och am ländleche Raum gëtt et kleng Stied, déi als urban Raim unzegesi sinn, déi CDAe sinn, zum Beispill Woltz, Clierf, Maarnech, Ëlwen, Gréiwemaacher, Iechternach, Réiden, just fir der e puer ze nennen. Dat heescht, déi hunn am Fong Perspektiven, fir sech äänlech ze entwéckele wéi aner urban Raim. An ech soen dat, wéi gesot, well ech mengen, datt effektiv déi Gemengen do grouss Potenzialer hunn.

Dann ass deen zweete Punkt, datt Gemengen am ländleche Raum, wann ech soen aner wirtschaftlech Entwécklungsméiglechkeeten hunn, dann denken ech do zum Beispill un esou Saache wéi den Holz-Cluster. Mäi Kolleeg Camille Gira ass amgaange fir ze kucken an de ländleche Regiounen, datt dat Holz, dat wäertvollt Holz, wat mer hunn de Moment, net méi soll a China exportéiert ginn, mä zu Lëtzebuerg verschafft ginn. An do bidden natierlech eis schéi Bëscher am ländleche Raum sech un, fir ze kucken, och deementspriechend wirtschaftlech Aktivitéiten do ronderëm unzesidelen.

An da selbstverständlech: Eng aner wirtschaftlech Entwécklung heescht och net, keng wirtschaftlech Entwécklung, beispillsweis an der Ernärung. D'Baueren hunn natierlech recht, wa se soen, si wären net nëmme Landschaftsfleeger, mä Produzente vu Liewensmëttel. Mä wa mer hinnen dat wichtegt Recht wëllen zougestoen, da musse mer hinnen och hir Produktiounsanlage schützen, an dat ass nun emol de ländleche Raum. Da kënne mer net do alles d'nämlecht zoubaue wéi an de städtesche Raim.

An engem Land, wou mer iwwer 96% am Moment vum Geméis importéieren, ass dat besonnesch wichteg, datt mer dat verstinn, well soss riskéiere mer op eemol, alleguerten eng Kéier virun eidelen Telleren ze stoen.

Dann ass awer och am ländleche Raum vill Potenzial an der Energieproduktioun. Wandparken: Dës Regierung huet der enorm gebaut an deene leschte Joren an et wäerten der nach bis zum Schluss vun der Legislaturperiod derbäikommen. Wandanlagen, dat ass en direkt Akommes fir ländlech Gemengen, wat net mat groussen Infrastrukture verbonnen ass.

Mä eis ländlech Regioune kënnen och touristesch besser verkaaft ginn. Mä wa mer awer banaliséiert ländlech Regioune schafen, dat heescht, wou et an der ländlecher Regioun genau d'nämlecht ausgesäit wéi an der städtescher, da gëtt et kaum attraktiv fir Tourismus. Mir sollen d'Atoute vun deem, wat mer do hunn, touristesch besser erschléissen a besser verkafen. An natierlech kënne mer och eng ganz Rei regional Produkter verkafen. Zum Deel gëtt et haut schonn an den Naturparke virgemaach. Dat kënne mer ganz sécher och nach weidermaachen.

Also och zu der Weiderentwécklung vum ländleche Raum ass vill méiglech. Et muss just anescht geschéie wéi an de grousse städtesche Raim, an dat musse mer endlech verstoen.

An da kommen ech bei den Transfrontalier. Mir brauchen och grenziwwerschreidend landesplaneresch Zesummenaarbecht. Wann ech gesot hunn, mir hu Friche-industriellen, do hu mer dat gréisste Potenzial, fir eis kënne weiderzëentwéckelen, an ech hu gesot, déi leie meeschtens um Rand oder a städtesche Gebidder, dann ass dat dat eent. Mä si leien och ganz vill, wann ech virun allem am Süde kucken, a Grenzgebidder, wou mer oft méi Hektaren direkt déi aner Säit vun der Grenz hu vun der Friche wéi op dem Lëtzebuerger Territoire. An och dat ass eng Méiglechkeet, fir datt mir eis kënne weiderentwéckelen, dann zesumme mat der Groussregioun, datt mer awer déi Frichen net nëmmen erschléissen op eiser Säit, mä och op där anerer Säit vun der Grenz.

A mäi Ministère ass amgaangen, un engem Pilotprojet, un enger Etüd ze schaffen, fir ze kucken op enger Friche, wéi dat kéint ausgesinn am Süden, wou mer, ech géif soen, e gudden Drëttel op der Lëtzebuerger Säit hunn an zwee Drëttel op der franséischer Säit hunn.

Wa mer géifen op de Wee goen, fir do e Pilotprojet ze maachen, wou mer géife kucken, och rechtlech gesinn eng Zon ze schafen, wou mer natierlech misste kucke steierlech an esou weider, wéi mer dat regelen, do gëtt et Méiglechkeeten. An dat gëtt souguer vun der Europäescher Unioun absolutt gefërdert! An et gëtt och scho Regiounen an Europa, wou dat gemaach ginn ass a mat ganz vill Erfolleg. An do läit och fir eis ganz vill Potenzial, menger Meenung no, an der Zukunft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dann awer och eng Rei Iwwerleeunge maachen zu der Landesplanung am Kontext vun dem Intérêt général. Ech wëll just dräi kleng Beispiller eraushuelen. Dat eent ass, wou ech lech froen, ob et normal ass, datt an enger Haaptstad zum Beispill ee Proprietaire wärend Jorzéngten d'Entwécklung vun enger Stad, vun engem ganze Quartier ka blockéieren aus Spekulatiounsgrënn!

Fanne mer et normal, datt et dem Stat haut net méi méiglech ass, zu räsonabele Präisser Terrainen ze kafen, zum Beispill och a méi ländleche Géigenden, déi emol nach net als bebaubar aklasséiert sinn, fir ëffentlech Ariichtungen ze baue wéi Schoulen an esou weider? Ech fannen dat net normal!

Fanne mer et normal, datt Terrainen, déi am Bauperimeter an de Stied leien, aus Spekulatiounsgrënn nëmmen häppercheesweis op de Marché kommen, fir eben d'Präisser maximal héich ze halen an deementspriechend de Misär an der Wunnengsnout weider och héich ze halen? An Dir wësst, vu wat ech schwätzen: Et ass den Intérêt général an d'Verhältnis vun dësem par rapport zum Schutz vum Privatbesëtz.

Mir sinn all fir de Schutz vum Privatbesëtz, mä mir mussen awer, soen ech lech, am Kontext vum Intérêt général och eng Kéier doriwwer schwätzen. Eis Nopeschlänner hunn deen Exercice laang gemaach, laang virun eis. An duerfir steet och zum Beispill an Däitschland dee Passus an der Verfassung, datt Eegentum och verflicht.

An ech sinn och iwwerzeegt, datt mer doriwwer mussen net nëmme schwätzen, mä och handelen, sougutt verfassungsrechtlech wéi och soss, an de rechtleche Ramen upassen, mä och um steierlechen Niveau, dat soen ech och ganz kloer. Wa mer net un der Grondsteier endlech eppes änneren oder och nach un anere Steieren, da kréie mer dat och net an de Gréfff!

An ech mengen och, datt mer net nëmmen iwwert d'Terminologie, datt Eegentum verflicht, mussen diskutéieren an och handelen, mä och iwwert de Stellewäert vun der Landesplanung am Sënn vun engem Politikfeld, fir eng nohalteg Notzung vun eise raren 2.586 km² Buedem ze geréieren, datt deem Aspekt an der Verfassung muss Rechnung gedroe ginn.

Dëst ass eng wichteg Viraussetzung, och fir datt dem Statsrot seng verfassungsrechtlech Bedenke par rapport zur rechtlecher Bedeitung vum Programme directeur zum Beispill aus dem Wee geraumt ginn. Kuckt lech emol d'Schwäizer Verfassung un! Do steet dat dran! Do steet dat scho laang dran. Et ass natierlech delegéiert erof op d'Kantonen, mä Dir hutt et drastoen. A wann Der emol eng Kéier kuckt, wéi am däitsche Gesetz e bëssen de Parallelismus vun eisem Landesplanungsgesetz ausformuléiert ass, da fannt Der och do eraus, datt se do e gudde Krack méi wäit gi wéi bei eis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si fest iwwerzeegt, datt déi zukünfteg Entwécklung virun allem do muss stattfannen:

éischtens, wou et verkéierstechnesch eng Ubannung gëtt, an do, wou e qualitativ gudden ëffentlechen Transport besteet;

zweetens, wou eng Fokusséierung oder eng Verstäerkung vun der besteeënder Zentralitéit méiglech ass;

drëttens, wou eng besser Mixitéit vun der Fonctionnalitéit, dem Wunnen, Schaffen an der Fräizäit, méiglech ass;

véiertens, wou regional och déi néideg Capacitéite sinn oder kënnen entstoen, fir esou eng Entwécklung kënnen iwwerhaapt ze stemmen.

An duerfir, nach eng Kéier, hunn ech eng ganz kloer Preferenz fir dee sougenannten „Zeenario 3", deen harmoneschen a geuerdneten, well dee genau op dräi grouss Zentren opbaut, déi vun den Infrastrukture matenee verbonne ginn, wou och déi regional Zesummenaarbecht relativ séier ka besser organiséiert gi wéi haut. An ech mengen, dat ass de Wee, dee mer missten onbedéngt endlech goen, an datt mer eis dës Kéier och d'Moyene musse ginn, fir datt mer dee Wee beschreide kënnen, net nëmmen et theoretesch festhalen, mä eis och d'Moyenen derfir ginn.

An d'Ausschaffe vun deem neie Programme directeur d'aménagement du territoire, deen déck noutwendeg ass, well d'Land huet sech, zënter datt mer dee leschte geschriwwen an ugeholl hunn, extrem staark an anescht entwéckelt, misst dann och an déi Richtung denken an och Visiounen ausschaffen a konkret, wéi gesot, Propose maachen.

Ech sinn op alle Fall frou iwwert dee groussen Interessi, sougutt bei de Biergerinnen a Bierger wéi bei den Organisatioune vun der Zivillgesellschaft fir d'Ausschaffe vun deem neie Programme directeur. An ech sinn och frou, datt déi Diskussioun haut an der Chamber stattfënnt, well ech mengen, et ass wichteg, datt, wéi gesot, och d'Chamber hiren Input heizou bréngt.

Mir mussen eis, mengen ech, och do ënnerhalen, och wann ee fir den Zeenario 3 sech entscheet, iwwert d'Vitesse vun eisem Wuesstum, wéi mer dat wëlle gestalten. Mir mussen eis d'Fro stellen an Entscheedungen treffen, ob et laangfristeg machbar, wënschenswäert ass an ob mer et packen, fir pro siwe Joer 100.000 Awunner bäizekréien, fir pro zéng Joer 100.000 Aarbechtsplaze bäizekréien a fir pro zéng Joer 100.000 Frontaliere bäizekréien.

Wéi gesot, nach eng Kéier, ech soen dat net, well ech der Meenung sinn, datt ee weder déi eng nach déi aner dann an Zukunft soll bäikréien. Mä et ass d'Vitesse, iwwert déi mer mussen diskutéieren, a virun allem och dann, wéi gesot, niewent der Vitesse, wéi mer dat Ganzt ausgestalten.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Michel Wolter fir d'CSV.

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Sou schlecht war en awer net, datt een net kann „très bien" soen!

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Kommt, mir lauschteren elo no!

Une autre voix.- Ah, Här Wolter, pardon!

Débat

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech hu gutt Zäit, contrairement zu anere Leit.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Majo, dat wäert lech elo e bësse vergoen.

(Hilarité générale)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zu…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Maacht lech net méi schlecht...!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Neen, neen!

Mä ech wollt zu deem Pabeier, dee virgeluecht ginn ass - en interessante Pabeier vun 140 Säiten, dee mer natierlech gekuckt hunn -, par rapport zu deene sëlleche Stellungnamen, déi aus der Société civile komm sinn, eng Stellungnam elo ofginn am Numm vu menger Partei, der CSV. An ech wäert dat an zwee Deeler maachen, andeem ech fir d'Éischt iwwert d'Form schwätzen an an engem zweeten Deel iwwert de Fong.

An Dir wäert relativ séier feststellen, dass mat de Positiounen, déi den Här Bausch hei vertratt huet, och an deem Deel, wou se net op enger Linn leie mat deene vu verschiddene vu senge Koalitiounspartner, dass en domat ganz no bei de Positioune läit, déi d'CSV och vertrëtt, net säit haut, mä scho säit enger längerer Zäit. Mä wa mer iwwert d'Form vum Debat schwätzen, d'Noutwendegkeet, de Sënn vun deem Debat vun de Mëtten, da wäerte mer awer relativ séier feststellen, dass mer eng diametral oppséiert Meenung dozou hunn.

Mir haten näämlech, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. Mäerz 2015 eng fundamental Debatt iwwert d'Landesplanung an iwwer hir Ausriichtung, wou all Parteien, dat heescht virun dräi Joer schonn, scho gefrot si ginn, wéi se dann zur Landesplanung géife stoen, wat hir Meenungen dozou wieren. An an engem Moment, wou mer eigentlech elo e Bilan missten zéien iwwer fënnef Joer Aktivitéit, fänke mer elo nees un, Froen ze stellen, wat jo och eng interessant Form ass.

Et misst jo zum Deel emol haut iwwer e puer Saachen och inhaltlech eppes gesot ginn. Mä fir elo Froen ze stellen an engem Moment, wou eigentlech d'Period, an där een handlungsfäeg ass, quasi eriwwer ass, ass jo awer scho speziell.

An ech wëll och soen, dass de Gros vun deene Froen, déi gestallt gi sinn an dësem neie Pabeier, vun eis, op jidde Fall vun der CSV, 2015 scho beäntwert goufen. Ech wollt och dofir ee Moment meng Ried vun 2015 hei nach eng Kéier virliesen, mä ech hunn dat awer als e Manktum u Respekt vis-à-vis vum Parlament empfonnt. An ech wäert dann dat net maachen, mä aneschters resuméiert awer datselwecht soen, wat ech virun dräi Joer scho gesot hunn.

Ech wëll zweetens bemierken, dass mer wäit ewech si vun den Aussoe vun 2013-2014, déi en Tournant an der Landesplanung waren, näämlech dass mer, mengen ech, ëmmer probéiert hunn, an der Landesplanung ewech vu Parteipolitik ze bleiwen, a mer 2013-2014 an eng Logik komm si vun: „Mir maachen dat! Déi al Regierung huet dat jo net fäerdegbruecht. Dir waart schlecht déi lescht 20, 25 Joer" - ech hunn den Här Gira elo nach héieren nees doriwwer gëschter an haut philosophéieren -, esou wéi wann d'Landesplanung am Joer 2013 hei zu Lëtzebuerg erfonnt gi wier!

Ech wëll Iech soen, Här Bausch, net een eenzege Projet am ëffentlechen Transport hätt Der realiséiert, wann net eng viregt Regierung Viraarbecht gemaach hätt, fir dass dës Regierung se kéint realiséieren, net een eenzegen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Net een eenzegen! A wann Der sot: „A fofzéng Joer, do baue mer keng Autobunn", dann huet dat eppes domadder ze dinn, dass mer 25 Joer brauchen an dësem Land, fir eng Autobunn ze bauen! Dat heescht, d'Chance als Landesplanungsminister - an ech war Landesplanungsminister, den Här Bodry war och Landesplanungsminister, den Här Halsdorf war Landesplanungsminister, den Här Wiseler war Landesplanungsminister -, d'Chance, fir eng Realisatioun ze gesi vun eppes, wat ee konzeptuell undenkt, déi ass net ginn!

Ech muss Iech soen, als Buergermeeschter ass dat vill méi agreabel.

(Hilarité)

Dir hutt eng Iddi, Dir hutt e Plang an Dir gesitt nach an engem räsonabelen Delai e Resultat.

Dofir hunn ech et net fair fonnt an ech fannen déi Aart a Weis bis haut net fair, wéi an deene leschte véier Joer probéiert ginn ass, eigentlech déi sëllechen Efforten, déi säit 1994 - ech fänken emol do un - bis 2013 gemaach gi sinn, ëmmer erëm, ëmmer erëm iterativ dohinnerzestellen, wéi wann dat eigentlech näischt gewiescht wier - Dir nach manner wéi anerer vun Äre Kolleegen! -, an dass elo emol dee richtege Wee agefouert gi wier.

An dofir muss ech dann, well d'Landesplanung eppes Komplexes ass a well den Toun sech och entre-temps e bësse geännert huet - nach net bei jiddwerengem -, soen: Wëllkomm an der Realitéit!

Wëllkomm an der Realitéit vun der Logementspolitik! De leschte Mount hate mer eng Debatt driwwer. Ech héieren do ganz aner Téin, wéi ech se héieren hu viru fënnef Joer am politeschen Debat.

Wëllkomm an der Mobilitéitsdiskussioun! Ech héieren entre-temps zimlech aner Téin.

Wëllkomm an der Zone-d'activités-Diskussioun oder iwwerhaapt an de Plan-sectoriels-Diskussiounen, wou Der jo zweemol ugesat hutt, fir se ëmzesetzen, ouni dass Iech dat bis elo gelongen ass.

Ech mengen och, an Dir hutt et an Ärer Introduktioun gesot, Här Bausch - pardon: Här Minister -, et misst een d'Diskussioun féieren: Plans d'aménagement, also Plans de développement de l'aménagement du territoire, da Plans sectoriels an da PAG, wat fir mech de logeschen Opbau vun der Landesplanung ass. An Dir sot: „Mir entaméieren haut d'Diskussioun iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire."

Éischtens ass fir mech d'Diskussioun iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire eng permanent Erausfuerderung vun der Politik, well se konditionéiert näämlech d'Landesplanung.

An zweetens, am selwechte Moment, zéng Minutten drop annoncéiert Der, dass Der an néng Deeg véier Plan-sectoriellen deposéiert. Or, d'Plan-sectorielle sollen d'Emsetzung si vum Programme directeur d'aménagement du territoire! Wéi kënnt Der dann dës Diskussioun an de Kader vum Programme directeur d'aménagement du territoire setzen? Tout au plus kënnt Der se setzen an eng Gesamtdiskussioun, déi konsequent a permanent muss gefouert ginn, wéi sech d'Ausriichtung vun der Landesplanung soll maachen a wéi se sech deklinéiert.

A mir sinn och net mat Ärer Approche d'accord, déi Der iterativ a leschter Zäit elo gemaach hutt, fir dem Programme directeur d'aménagement du territoire eigentlech net dee Stellewäert ze ginn, deen e verdéngt huet an deen en an eisen Aen och brauch! Elo sot Der: „Et ass en Uerteel komm, an dat Uerteel, dat huet mat sech bruecht, dass mer Rechtsonsécherheet hunn." Da musse mer kucken, dass mer laanscht dat Uerteel nees Rechtssécherheet kréien!

Mä eng Landesplanung, déi sech net baséiert op allgemeng Konzepter, déi sech duerno iwwer Plan-sectoriellen deklinéiert, an zwar net nëmmen déi véier, iwwert déi mer diskutéieren, mä och nach déi véier oder fënnef, déi mer soss entweder hunn oder nach musse maachen, an déi sech dann deklinéiert an d'PAGe vun de Gemengen, ass eng Landesplanung, wou d'Kou eigentlech vun hannen opgesuedelt gëtt, oder d'Päerd, jee nodeem, wéi Der et gären hätt.

Ech stellen och fest - och de Moien nees, duerch d'Stellungnam vun Ärem Kolleeg Gira am Radio gëschter, zum Deel wat en hei gesot huet an der Diskussioun iwwert d'Gesetz -, dass mer nach ëmmer an enger Silosdebatt sinn. Dat Dokument, wat Dir eis presentéiert hutt hei, iwwert dat mer sollen diskutéieren, ass e rengt Aménagement-du-territoires-Dokument, ouni Input vun anere Ministèren! Et ass net en Dokument, wat en eenheetlecht Konzept weist. Et ass net en Dokument, wat eng gemeinsam Vue vun enger Regierung an der Landesplanung weist.

Ech kritiséieren Iech net dofir. Ech soe just: Wëllkomm an der Realitéit! Wëllkomm an der Realitéit, an der geliefter politescher Realitéit vun dësem Land vun deene leschte 25, 30 Joer!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wolter...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, neen, ech wollt meng Ried halen. Den Här Minister huet zweemol d'Méiglechkeet ze schwätzen. E ka roueg herno nach eng Kéier dorobber agoen.

Et gëtt och keng Linn an dëser Regierung! Bon, dat ass e Constat, deen ech net nëmme fir d'Landesplanung maachen. Mä haut diskutéiere mer iwwert d'Landesplanung.

Ech huelen dräi Dossieren:

Den Dossier Juggurtsfabrik. Am Dossier Juggurtsfabrik streide Ressortministere sech ëffentlech, an der Effentlechkeet, an zwar d'Ekonomie an den Environnement. A wa se sech net eens ginn, nodeems se dann emol gutt gestridden hunn dobaussen, da gëtt den Här Rifkin beméit. Well da gëtt gesot: „Nëmme wat Rifkin-konform ass, dat däerf an Zukunft nach zu Lëtzebuerg gebaut ginn!"

Ech froen: Wien ass den Här Rifkin? Wat fir eng Norm stellt den Här Rifkin duer? Wat fir eng Autorisatiounsprozedur sinn den Här Rifkin a seng Studien an dat, wat e gesot huet? An den Här Rifkin huet zu ganz villem, wat d'Landesplanung ubelaangt zu Lëtzebuerg, näischt gesot, absolutt näischt gesot a leeft eigentlech laanscht de Sujet! Mä d'Regierung seet alt emol: „Et muss elo Rifkin sinn!"

All Ressortminister bleift d'ailleurs op senger Positioun, hu mer gëschter nach eng Kéier gesinn. Ech hu meng Kolleege vun der LSAP gëschter gekuckt an der Debatt, déi waren net schrecklech zefridden iwwert dat, wat den Här Gira hei gesot huet, well e sech eigentlech als Environnement géint d'Ekonomie gestallt huet. Or, d'Ekonomie an den Environnement an allegueren déi aner Politicken - a wa mer dat net iergendwann eng Kéier verstinn! -, déi musse matenee schaffen!

Wa mir eng Millioun Leit an dat Land hei wëlle kréien a mir wëlle se raimlech op eng eenegermoossen normal a kohärent Aart a Weis och kënnen niddersidelen, da kann et net sinn, dass all eenzelne Biotop - elo stellt sech jo säit haut d'Fro: Wat ass e Biotop a wat ass keen? - eis drun hënnert, op deene Plazen, déi mer awer aus landesplaneresche Kritären als déi Plazen definéiert hunn, wou mer gär d'Entwécklung hätten, dann ze bauen, well do eng Fliedermaus ronderëmflitt oder well do iergendee Päiperlek gesi ginn ass! Och dat ass fir mech Kohärenz vun der Politik!

Elo gëtt gesot: „Dir hutt dat net fäerdegbruecht!" Jo, mir hunn et net fäerdegbruecht! Mä Dir hutt et och net fäerdegbruecht! A mir si meilewäit eigentlech ewech vun enger Politik, déi soll probéieren, zesummenzeschaffen. An d'Aussoe vum Här Gira haut a gëschter, dat waren eigentlech Cluster-Aussoen, fir ze soen: „Elo kënne mir als déi vum Environnement emol deenen an der Ekonomie weisen, wéi et geet! Elo hu mir emol de Pouvoir an där ganzer Geschicht."

(Interruptions)

An esou, Dir Dammen an Dir Hären, kann ee keng Landesplanungspolitik maachen!

Zweeten Dossier: Suessem, d'Steewollfabrik, zweeten Dossier, zweete Cas de figure. Hei ass et en anere Cas de figure. Hei si Gemengen, mat deene manifestement net geschwat gëtt iwwer Saachen, déi awer wichteg si fir hiren Developpement. Déi gesi sech genéidegt, fir an d'Press ze goen, fir Pressekonferenzen ze maachen, fir ze soen: „Wat amgaangen ass elo do ze geschéien an deenen doten Dossieren, an där doter Prozedur, domadder si mir net d'accord!"

Dat waren elo keng zwee Buergermeeschteren, déi hei op menger rietser Säit sëtzen. Et waren der zwee, déi sëtzen allen zwee, wann ech dat richteg gesinn, op dëser Säit (veuillez lire: op menger lénkser Säit). Si sëtzen heibannen an allen zwee si se... Et ass zwar leider elo keen do vun deenen zwee. Dat ass zwar Zoufall.

(Interruption)

Neen, neen, ech wëll dat…

(Interruptions)

Et ass schued. Dat ass schued! Si wäerte jo net eng Pressekonferenz elo nees zur Steewollfabrik maachen!

(Interruption)

Mä et weist awer, dass mer nach ëmmer net an enger Situatioun sinn…

(Interruption)

Jo, och hie kann, och hie kann! Mä mir sinn an enger Situatioun, wou Gemenge sech musse wieren, well am Virfeld net mat hinne geschwat gëtt!

An d'Leit dobaussen, d'Leit dobaussen an d'Betriber dobaussen, déi fänken un, sech d'Fro ze stellen, no wat fir enge Kritären an no wat fir enge Richtlinne si an Zukunft zu Lëtzebuerg nach kënnen investéieren a kënne liewen.

An en drëtten Dossier, an deen ass dann aux antipodes dovunner, dat ass den Dossier Google. Well am Dossier Google, wann Dir mat de Leit am Land schwätzt, hunn d'Leit manifestement d'Impressioun, dass, wann een en Décken ass a wann een aus dem Ausland kënnt a wann ee grouss genuch ass, da geet et mat enger ganz anerer Vitesse, wéi wann Der e Klenge sidd, hei am Betrib, hei am Land scho säit Jore sidd, Är Steiere bezuelt, Är Leit agestallt hutt!

Une voix.- Très juste!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Elo sot Dir: „Dat ass net wouer!" An ech soen Iech: Ass et dann normal, dass an engem Moment, wou anscheinend nach keng Prozedur ugefaangen ass, de Statsminister an de Vizestatsminister sech op Facebook an op, wéi heeschen all déi aner Reseauen do, ofliichte loossen, fir ze soen: „Juppi, genial!"? Et ass alles, dass se net och nach op den Dësch gespronge sinn, fir ze soen: „Elo kënnt Google op Lëtzebuerg!"

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dräi Wochen drop seet en anere Ressortminister: „Mä lauschtert, esou geet dat net!" Den Här Bausch, den Här Gira: „Sou geet dat dach net! Déi mussen d'Prozedure maachen!"; wat mir logesch schéngt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...kee Wuert gesot!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat schéngt mir logesch. Dat schéngt mir logesch, dass déi Prozedure musse maache wéi alleguerten déi aner och. Dat heescht net, dass mir dergéint sinn! Mä dat Bild, wat Der amgaange sidd an deene leschte Méint ze produzéieren op dräi Dossieren, déi ech elo konkret nennen - ech kéint der méi nennen, ech hunn net genuch Riedezäit, fir dat ze maachen -, ass e Bild vun enger Regierung, déi net ofgestëmmt zesummen eigentlech e kruzialen Deel vun der Politik…

(Interruption)

Ech kommen dorobber. Maacht Iech keng Gedanken! Oh mei!

(Interruptions)

Mir diskutéieren haut iwwer Landesplanung, woubäi a mengen Aen net eréischt säit haut d'Landesplanung sech aus de Beräicher Wunnen, Schaffen a Bewegen zesummesetzt. Wunnen, Schaffen, Bewege war hei den Ausgangspunkt vum IVL, dee mer 2002 ugefaangen hunn an 2004 proposéiert hunn.

Mir hunn awer d'Diskussioun iwwert de Logement virun engem Mount gefouert. D'Diskussioun iwwert d'Mobilitéit, déi féiere mer muer. Wou ass do eng Kohärenz an der Politik an an der Debatt, wann ech eigentlech en zesummenhängenden Dossier splitten an dräi, véier, fënnef verschidden Debaten, ëmmer wëssend - well am Logement, dat war jo och schonn esou eng Konsultatiounsdebatt -, dass ech an deenen nächste sechs Méint jo guer näischt méi kann ëmsetze vun deem, wat ech amgaange sinn elo hei ze consultéieren?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir wëllen Iech d'Méiglechkeet ginn, datt Dir emol weist, wat Dir kënnt ëmsetzen, oder wéi Der et wëllt ëmsetzen,...

(Exclamations)

...well bis elo hunn ech dat nach net matkritt. Ausser datt Der bis elo Polemik gemaach hutt, hunn ech bis elo nach net vill matkritt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mat Iech an der Oppositioun?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Gelift?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mat Iech an der Oppositioun?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen, ech weess, wéi et an der Oppositioun ass. Ech weess och, wéi et an der Regierung ass. Dir nach net. Ech fäerten, dat kënnt och nì!

(Hilarité)

Une voix.- Den Här Wolter ass jo an der Oppositioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wolter huet d'Wuert. Wann ech gelift!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt dem Här Minister dann och soen, dass d'Aart a Weis vun deene 24 Froen, wéi se gestallt gi sinn, an och den Thema vun deene 24 Froen an eisen Ae weder ausbalancéiert nach komplett sinn. Et feelen zentral Froen. Ech mengen, ech weess och, firwat dass Der se am Dokument net ugeschnidden hutt, awer hei verbal. Zum Beispill zu der Neiglidderung vum Land, zu der administrativer Organisatioun vun eisem Land gëtt keng Fro gestallt an Ärem Dokument. Dat ass fir eis awer eng zentral Fro. An ech kommen herno, wann ech op mäin Deel komme vun de Propositiounen, dorobber zréck.

D'Kritäre vun der Entwécklung, wat ëmmer méi zu enger zentraler Fro gëtt vun der Debatt: Wat fir eng Kritäre gi mer där Entwécklung eigentlech? Do ginn et keng Froen driwwer. D'Zesummenaarbecht op de verschiddenen Niveauen, eigentlech do, wou et fir mech nach am meeschte krankt, wou ech am onglécklechsten driwwer sinn, dass mer net virukommen,...

Une voix.- Genee!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …keng Froe ginn doriwwer gestallt! Et ginn awer Froe gestallt, déi ganz interessant sinn. Zum Beispill déi: Sidd Der fir en organiséierten an harmoniösen Developpement? Oder sidd Der fir den Développement désordonné?

(Hilarité)

Wéi ech kleng war, Här Bausch, dunn hu se mer erkläert, dass et Gudder a Schlechter géif ginn. An déi Gutt, dat waren déi wäiss Cowboyen, an déi Schlecht, dat waren déi rout Indianer. Dir maacht also…

(Interruption et hilarité)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wär frou…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir maacht also hei eppes…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Soll ech lech emol…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt dem Här Bausch da soen…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wär frou, wann Der iwwerhaapt emol géift am Moment net nëmmen nach Froe stellen oder Froe virliesen, mä datt Der emol iergendeng Ausso géift maachen! Dat géif mech interesséieren.

(Interruptions)

Här President, wann den Här Bausch mer géif nolauschteren, wat e manifestement mécht, well en ass permanent amgaangen ze ripostéieren,…

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …da géif ech em soen, dass et net ka sinn, dass een, wann ee verschidden Entwécklungszeenarioen dohinnerleet an et hätt ee gären eng seriö Diskussioun, eigentlech duerch den Intitulé vun der Propositioun schonn d'Decisioun virausgëtt. Mir hunn am IVL deemools - dat war och Landesplanung - zwee verschidden Zeenarioen niewenteneegeluecht a mir hunn zu de Leit gesot: „Mir diskutéieren iwwert déi zwee Zeenarioen a sot eis, wat deen Zeenario ass, wou Der mengt, dass deen appropriéiertste wier."

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- A wat ass dann aus Ären Zeenarioe ginn duerno?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir leet, Dir leet…

(Interruption)

Jo, jo, jo. Oh, do hätt ech vill ze soen, well ech ka mech jo nach un d'Diskussioun vun 2004 erënneren a wien déi waren, déi gesot hunn: „Du béise Wolter do, dat kann dach net sinn, dass mir op 700.000 Leit ginn!" Kënnt Der lech nach un déi Diskussioun erënneren? An: „Dir maacht de Leit Angscht!", „Mir mussen elo op 700.000 goen, an dat ass de Punkt, fir dass e seng Stroosse ka justifizéieren, dass e säin Zuch ka justifizéieren." Ech hunn net gesot, dass Dir dat waart. Ech hu just gesot, dass ech derbäi war an der Diskussioun. An et si Leit, déi lech zimlech nostinn, déi d'Diskussioun op déi doten Aart a Weis deemools gefëiert hunn.

D'Diskussioun war 2004 net déi: „Gi mer iwwert dat eraus?", well mir hunn deemools am Dram net geduecht, dass mer géifen doriwwer erausgoen. Dofir hu mer jo och verschidden Zeenarioen - Scénario bas, moyen et haut - gemaach, esou wéi dat eigentlech an all Etüd gemaach gëtt.

Mä dass mer innerhalb vun deene Joren driwwer eraus géife goen, an engem Moment, wou deemools Deeler vun der Lëtzebuerger Gesellschaft gesot hunn: „Deen doten ass amgaangen, eis eigentlech an eng Wuesstumsfal eranzeguidéieren", explizéiert, Här Minister, fir mech zu engem ganz groussen Deel, firwat dass mer haut, 12, 13 Joer duerno, nach net méi wäit si wéi dat, wou mer sinn: well mer et zu Lëtzebuerg net fäerdegbréngen, ze anticipéieren! Well mer net à même sinn, zwou bis dräi Legislaturperiode mateneen ze diskutéieren. Well mer mengen, mir missten an eisem Silo schaffen. Dat ass de reelle Grond fir de Fait, dass d'Landesplanung dee Stellewäert net huet, dee se eigentlech verdéngt.

Ech ginn elo iwwert dat Kapitel ewech, just iwwer ee Punkt net: d'Froen. Beim Liese vun der Fro 13, muss ech lech ganz seriö soen, do hunn ech mer awer d'Fro gestallt, ob mer net e bësse géifen op den Aarm geholl ginn. Dat ass d'Fro, déi seet: «Est-ce que les dispositions relatives aux finances communales peuvent avoir un impact sur le développement territorial?» Dat ass eng staark Fro. Ech géif emol mengen: «Oui.» «Jugez-vous utile de procéder à une analyse des liens existants entre ces dispositions et le développement durable du territoire?»

Une voix.- «Oui.»

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mä do stellen ech mer d'Fro: Schwätzt Dir an der Regierung iwwerhaapt nach mateneen,…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et ass un lech!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Nee, nee, nee!

…tëschent der Beaumontsgaass an dem Kierchbierg? Well deen Här, deen hannerun Iech sëtzt, den Innenminister, deen huet d'Decisiounen op där dote Fro schonn all geholl!

(Interruption)

An d'Chamber huet déi hei mat 32 Stëmmen avaliséiert,…

(Brouhaha)

…näämlech dass d'Aart a Weis, wéi d'Steiere verdeelt ginn, eigentlech schonn decidéiert ass.

D'Fro, déi mir opgeworf hunn: Ass et no landesplaneresche Kritären…

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Wolter! Här Wolter: …a fir d'Éischt an der Geschicht vun de Gemengefinanze landesplaneresch Kritäre matafléisse gelooss! Huelt dat zur Kenntnis!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass net wouer! Dat ass wierklech net wouer, well dee ganze Projet zu enger systematescher Benodeelegung vum ländleche Raum geféiert huet a well Gemengen, déi Industriezonen hunn, penaliséiert ginn duerch Äre System.

(Interruption)

Nee, net falsch, richteg! Penaliséiert ginn, well näämlech am Kritär vun der Densitéit d'Surfaces vun de Zones industrielles matgezielt gi sinn an d'Surfaces vun de PAGen, wéi se ausgerechent gi sinn. Déi hätte missen erausgezu ginn. Dat hu mer lech gesot an do waart Der dergéint.

(Interruption)

Jo. Dat ass jo och eng wesentlech Fro. Wësst Der, den Här Goebbels, deen huet an der Zäit ëmmer gesot, hie géif just un déi Statistike gleewen, déi hie selwer gemaach hätt.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat war de Winston Churchill!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, mä den Här Churchill, deen hunn ech net kannt.

(Hilarité)

Mä den Här Goebbels hunn ech awer kannt. An den Här Goebbels, ech souz mat deem an der Regierung, mengen ech, deen huet dat esou gesot.

(Brouhaha et interruptions)

Ech bezweifelen näämlech, Här Minister, dass déi Aussoen, déi Der gemaach hutt, fir ze soen, et wieren iwwer 70% Gewënner, richteg sinn, wann ee se an de Kontext géif setzen. Dir huelt e Chiffer vun engem Joer x, Dir huelt e Chiffer vun engem Joer y an da sot Der: „Elo ginn et nëmme Gewënner." Dir maacht Abstraktioun dovunner: nëmme Gewënner, ausser 26% vun de Gemengen.

Dir maacht Abstraktioun dovunner, dass 100 Milliioune méi am Dëppe sinn. Dir maacht also Abstraktioun dovunner, dass, wann een nom ale Kritär verdeelt hätt, déi 100 Milliioune sech no engem gewëssene Schlëssel verdeelt hätten an dass déi elo aneschters verdeelt ginn.

Dir maacht Abstraktioun dovunner, Här Minister, dass Der d'Ofsenkung vun der TVA gestëmmt hutt fir d'Gemengen, déi zu engem Ausfall fir d'Gemenge geféiert huet, deen an därselwechter Héicht ass, wann net souguer nach méi héich, wéi dat, wat Der elo de Gemengen zouginn hutt.

Dir maacht Abstraktioun dovunner, dass d'Aart a Weis, wéi d'Gesetz iwwert d'Réorganisation des services de secours à l'heure actuelle a sauf Revirement…

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Mat Ärer Stëmm!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …en défaveur vun de Gemenge ass!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Falsch!

M. Michel Wolter *(CSV).*- An dat wäert ech lech beweisen an Äre Leit an enger nächster Reunioun.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Nach eng Kéier falsch.

Här Wolter, däerf ech lech dann drops äntwerten, wann Der dat hei mat esou enger Sécherheet sot?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir kënnt herno esou vill schwätzen, wéi Der wëllt. Dir maacht et jo souwisou. Mä loosst mech wann ech gelift meng Ried elo hei halen!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Da schwätzt weider!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech kommen och net derlaanscht, fir op d'Plan-sectorielle vun 2014 nach eng Kéier zréckzekommen. Elo kommt Der ganz séier nees an d'Spill, Här Kersch. Well den Här Bausch huet - dat war an enger Debatt virun e puer Wochen hei an der Chamber - gesot, et wier ee quasi obligéiert gewiescht, fir déi Pläng, déi vun der viregter Regierung do ausgeschafft gi wieren, an d'Prozedur ze bréngen, obschonn een net richteg iwwerzeegt gewiescht wier, obschonn et nëmmen e Versuchsballon gewiescht wier an obscho sech duerno erausgestallt… Dat kann ech lech alles zitéieren, wéi Der et gesot hutt, wéi Der et zitéiert, kann ech lech soen.

(Interruption)

Nee, et ass esou! Or, wéi Dir d'Plan-sectoriellen 2014 deposéiert hutt, du war d'Uerteel vun der Cour constitutionnelle scho méintal. Dir hutt dat Uerteel kannt. An Dir sidd awer an d'Prozedur gaangen. Dir hutt d'Plan-sectoriellen, a besonnesch de Plan sectoriel «Logement» als e Kärstéck vun där neier Politik vun där neier Regierung duergestallt. Ech hat gesinn, dass am Plan sectoriel - ausser ech ire mech elo an dat, wat een esou héiert am Tammtamm, dat ass net richteg - net méi ganz vill vun deem Plan sectoriel vun 2014 Rescht bliwwen ass, besonnesch am Kapitel vun de Plans d'envergure. Ech kommen herno dorobber zréck.

Wien erënnert sech net un d'Aussoe vun der Madamm Nagel, deemoleg Ministesch, bei RTL, déi en Affekot lächerlech gemaach huet op RTL, andeems se gesot huet: „Deem geet et just ëm seng Clienten", an hei an do. An dee Mann, deen hat 100%eg recht an der Analys, déi e gemaach huet, well Deeler vun der Argumentatioun, déi e geféiert huet, déi hunn herno zum Retrait vun de Plan-sectorielle gefouert en fin de compte.

Ech selwer hunn lech den 1. Juli 2014 - ech weess net, ob Dir do waart, mä et waren der e puer do, un déi ech mech gutt kann erënneren - op Belval gesot, dass, wann Der d'SUP mam Plan sectoriel gläichzäiteg géift maachen, Der net konform wiert zum Gesetz vun 2008 an dass Der och do op der Prozedur géift buede goen, well d'Gesetz vun 2008 contrairement zum Gesetz vun 2011 net virgesäit, dass d'SUP an de Plan sectoriel, an am anere Fall vun 2011 d'SUP an de PAG, gläichzäiteg an d'Prozedur kënne goen, mä dass dat eent muss gemaach sinn, ier dat anert gemaach gëtt.

Den Här Gira huet gesot, hien hätt een Avis juridique. Den Här Innenminister huet esou reagéiert, wéi en ëmmer reagéiert. A wat effektiv geschitt ass, dat ass, dass Der e puer Méint drop Är Plan-sectoriellen hutt missen zréckzéien. An ech soen lech, dass Der Jore verluer hutt duerch de Fait, dass Der déi Plan-sectoriellen zréckgezunn hutt, amplaz vläicht nach sechs Méint ze waarden oder aacht Méint ze waarden a se op eng aner Form an d'Prozedur eranzeginn, nodeem Der d'SUP gemaach hutt. A wann Der d'Gesetz vun 2008 iwwert d'Incidencen do net geännert hutt - an ech mengen, dass Der et net geännert hutt, ech wëll mech awer do gäre vun Iech beléiere loossen -, riskéiert Der, d'Prozedur nach eng Kéier ze verléieren, wann Der lech drop behaapt, fir se ze maachen, wéi Der se wëllt maachen.

D'Konklusioun, déi ech wëll zu der éischter Partie zéien, dat ass déi, dass Der an deene leschte fënnef Joer - a wann Dir déi Kritik viru fënnef Joer gemaach hutt, dann däerf ech déi och maachen - ganz vill Zäit verluer hutt, déi wichteg gewiescht wier fir d'Landesplanung, an dass dës Regierung, wat d'Zesummenaarbecht an d'Aart a Weis, wéi se fonctionnéiert, an och d'Resultater ugeet, kee Millimeter méi wäit komm ass wéi déi viregt Regierung op deem Wee.

Ech kommen zu menger zweeter Partie. Um Fong…

(Interruption)

Jo, jo, maacht Iech keng Gedanken! Siwe Kapitelen, well ech näämlech net d'Reiefolg vun Äre Froe wëll beäntwerten. Ech fannen näämlech, dass Är Aart a Weis, fir d'Froen ze stellen - ech hunn dat virdru gesot - net komplett ass. An et ginn Deelaspekter vun der Landesplanung, déi wäit iwwert dat erausginn, wat Der an Äre 24 Froen un d'Deputéiert hei uschwätzt. Ech géif mech op déi eenzel Kapitele vum IVL rekonzentréieren, deen näämlech a mengen Ae wesentlech méi komplett Froe gestallt huet, wéi sech d'Organisatioun an d'Roll vun der Landesplanung an Zukunft soll organiséieren.

Et stelle sech näämlech zwou zentral Froen. A jee nodeem, wéi een op déi Froen äntwert, konditionéiert ee schonn à la base d'Aart a Weis, wéi d'Landesplanung ka fonctionnéieren.

Éischtens, steiert d'Landesplanung den Developpement vum Land? Oder begleet, am beschte Fall anticipéiert d'Landesplanung dës Entwécklung a proposéiert a realiséiert Léisungen? Dat ass eng zentral, wesentlech Fro, well et ass näämlech am Kader vun der Gesamtpolitik vun der Regierung ze beuerteelen, wéi een déi Fro do beäntwert. D'Äntwert op déi Fro gëtt näämlech och konditionéiert duerch d'Froen: Wivill Wuesstum wëlle mer? Wat fir ee Wuesstum wëlle mer? Brauche mer Wuesstum? Mir brauche 4% Wuesstum, fir eise Sozialsystem - dat wësse mer - bäizebehalen. Sinn et der manner elo? 3,5%? 3,5%.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Annerhallwe Prozent Wuesstum vum Emploi.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Voilà. Lo héieren ech d'Saach vum qualitative Wuesstum. Or, de qualitative Wuesstum, wann dat nëmme Rifkin-Wuesstum ass, dann ass dat e Wuesstum, dee laanscht e gudden Deel vun eiser Gesellschaft geet. Dat muss ee wëssen, wann een also déi Fro beäntwert, a wéi engem Mooss dass ee gären hätt, dass d'Land sech developpéiert.

D'Landesplanung soll an den Ae vun der CSV net steieren, mä d'Auswierkungen anticipéieren, beschreiwen, begleeden an hëllefen, Léisungen ze fannen. D'Landesplanung soll Viraussetzunge schafen, fir op engem bestëmmte Raum - an deen hutt Der gutt beschriwwen: 2.586 km² - méiglechst gutt an harmonesch kënnen ze liewen.

D'Entwécklung - ech hunn et virdru gesot - säit dem IVL vun eisem Land ass souwisou eng Ofso un déi, déi mengen, d'Entwécklung vun engem Land mat der oder duerch d'Landesplanung kënnen ze steieren. Dëst, well wesentlech Deeler vun der Decisiounschaîne net eleng duerch d'Politik getraff ginn an och net eleng vun der Politik kënne beaflosst ginn.

An déi zweet Fro, déi sech stellt, kritt eng kloer Äntwert vun eiser Partei. Déi zweet Fro: Wéi organiséieren ech d'Landesplanung? Wien hëlt wou, wéini a wat fir eng Decisioun? An do si mer eigentlech in medias res. Do si mer an der zentraler Fro vun eisem Land. Well et ass hei, Dir Dammen an Dir Hären, wou sech d'Konflikter ausdroen, d'Konflikter beim Stat, deen eng zentral Roll huet, dee vun uewen erof derfir suerge muss, dass eigentlech en ordonnéierte Verlaf vun der Landesplanung geschitt, deen awer, wéi ech et virdru gesot hunn, ganz oft conflictuel ass, och ënner sech selwer, ënnert den eenzelne Verwaltungen a souguer ënnert den eenzelne Ministèren.

Op engem zweeten Niveau hu mer d'Gemengen, lokal, déi eigentlech déiselwecht Konzepter vun ënnen erop solle stäipen. Wat gesi mer? Och do ginn et ganz vill Konflikter. Dat huet eppes domat ze dinn, dass mer ganz grouss Gemengen hunn - där hu mer eng wierklech grouss, dat ass d'Stad - an dann nach ganz vill kleng Gemengen, déi net an därselwechter Liga spillen.

Déi eng spillen an der Champions League, déi aner spillen an der drëtter Divisioun. Déi eng, déi hunn e Masseur, déi hunn en Trainer, si hunn nach en Trainer, si kënne sech dat och leeschten. An anerer, déi hunn net emol en Terrain, op deem se richteg kënne spillen, a keng Fussballsschung, déi se richteg kënnen undoen. Dat ass, et deet mer leed, wann ech d'Organisatioun vu menge Gemengen huelen - an ech beschäftege mech säit zwanzeg Joer domadder -,…

(Interruption)

…d'Realitéit um Terrain tëschent grousse Gemengen a klenge Gemengen.

(Interruption)

D'Gemenge streiden och ënnereneen. Wann ech déi Diskussioun iwwert de Contournement vu Käerjeng eng Sekonn nëmme wëll hei opbréngen, wou all d'Prozeduren entre-temps ofgelaf sinn, wou op Honnerten - op Honnerten! - vu Säite kloer an däitlech bewisen ass - an dat hutt Der dankenswäerterweis gemaach, mat vill Engagement, an ier Der elo gëschter d'Gesetz gestëmmt hutt, dass dat nëmmen nach eng Prozedur gëtt -, bewisen, A plus B, mat der Entwécklung, wéi se an deene leschten zwanzeg Joer war a wéi se an deenen nächsten zwanzeg Joer ass, an d'Nopeschgemeng seet aus hirem Confort eraus: „Nee, nee, nee! Dat kënnt awer net a Fro!", da wësst Der, dass et schwéier ass, Landesplanungspolitik zu Lëtzebuerg ze maachen, wann deen een näämlech deem anere säi Brout wëllt ewechhuelen. An ech kann dat jo och nach novollzéien, asouwäit…

(Interruption)

Ech weess net, wat Dir hutt! Mä wann Der e Patt wëllt huele goen, maacht dat!

Une voix.- En huet eng Fro.

Une autre voix.- Weess Äre Kongress net, wat do gesot ginn ass? Vun „deem enge säi Brout huelen an net huelen"?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, mir hunn nach véier Stonne virun eis. Ech géif lech dann…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Nee, ech hu kee Problem. Mä e soll sech artikuléieren. E soll soen, wat en ze soen huet!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mä ech weess, dass Dir gären ënnerbrach gitt, Här Wolter.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech hat gemengt, Dir wéilt Är Ried fäerdeg halen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, dat hätt ech jo och.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech weess dat. An dofir soen ech jo,...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech hat gemengt, Dir wéilt Är Ried fäerdeg halen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- An deen drëtten Deel, an entschëllegt, dass ech dat och nach soen, dat ass: Et gi ganz vill privat Interêten. An déi privat Interêten, déi si jo och net deckungsgläich: Et gëtt am Privaten den Interêt vum Proprietaire, et gëtt den Entwéckler, et ginn d'Betriber, et gëtt deen eenzelne Bierger, dee seng Situatioun a senger Uertschaft beuerteelt par rapport zu der Situatioun an der Aart a Weis, wéi aner Bierger an aner Gemenge fonctionnéieren, Proprietairen, déi drop aus sinn, fir méiglechst vill Benefiss ze maachen, Developpeuren, déi drop aus sinn, fir ënner méiglechst einfache Konditioune kënne séier ze bauen. Dat sinn net déiselwecht Interêten!

Dat si komplett verschidden Interêten, wou sech also d'Fro stellt, an dat mécht d'Landesplanung schwiereg, awer och spannend: Dirigismus géint Laisser-faire? Laisser-faire heescht fir mech net Laxismus. Dirigismus géint Laisser-faire. Zentralismus géint lokal Autonomie. Kollektive géint individuellen Interêt. An et ass an deem Spannungsfeld, wou mer Äntwerte musse fannen. An dofir ass et esou komplizéiert, fir Äntwerten ze fannen. Well ob dat bei mir an der Partei ass, ob dat bei Iech an der Partei ass, et ass dach e Leurre ze mengen, dass do jiddwereen déiselwecht Meenung hätt. Jee nodeem, vu wou e kënnt, jee nodeem, wat fir en Interêt dass e verteidegt, ob en aus enger grousser, aus enger klenger Gemeng kënnt, ob en dës Vergaangenheet oder déi Vergaangenheet huet, huet en dach necessairement eng Vue, déi net déiselwecht ass.

Och dat ass e Grond, firwat dass ech et soen: Dat huet dach näischt mat Parteipolitik ze dinn, mä mat der Fro, ob mer et fäerdegbréngen, d'Kritären esou ze setzen, dass kann op eng transparent, novollzéibar Aart a Weis d'Entwécklung vun eisem Land gemaach ginn.

Mir wëllen, Här President - dat zweet Kapitel an dësem Deel - eng rationell Notzung vun eisem Terrain. Mir schwätzen eis kloer fir den Einwohnerzeenario aus. Dee gëtt et net méi an deem Sënn, mä Einwohnerzeenario am Sënn, dass mer gären hätten, dass d'Lëtzebuerger kënnen zu Lëtzebuerg wunnen an net mussen an d'Ausland goen, an dass Auslänner, déi op Lëtzebuerg wëlle kommen, och op Lëtzebuerg kënne kommen an net virun der Grenz gesot kréien: Dir däerft dat net maachen.

(Interruption)

Mir schwätzen eis aus fir e rationellen Ëmgang mam Buedem. E rationellen Ëmgang mam Buedem heescht net...

Ech sinn hei net amgaangen, géint iergendeen ze plädéieren. Ech si gebiede ginn, fir de Standpunkt vun der CSV duerzeleeën!

(Interruption)

Mir si fir den Einwohnerzeenario, mir si fir e rationellen Ëmgang mam Buedem, wat awer net heescht, dass et en „standstill" gëtt, ech hunn dat virdru schonn ugedeit. Wa mir landesplaneresch festhalen - dat war den Usaz vum IVL -, fir ze soen, op 20 oder op 25 Plazen, an zwar no beim ëffentleche Verkéier - dat war nämlech deemools d'Viraussetzung -, definéiere mir Plazen, wou mer wëllen eis developpéieren, da muss d'Prozedur an Zukunft esou sinn, dass déi eenzel...

(Interruption)

Neen, et huet näischt mam Pacte Logement ze dinn. Et huet eppes domat ze dinn, den Developpement no deene Kritären, déi den Här Bausch ausgeschwat huet an déi spillen, wëllen ze steieren. Da musse mer e kënne steieren op déi Plazen, wuer mer gären hätten, dass e gesteiert gëtt. An da kann net all Ressort, all eenzelne Ministère d'Prozedur wärend Joren a Joren a Jore mat allméigleche Saachen nees ophalen, mä et muss kloer an däitlech sinn, dass déi Terraine sech eegnen.

Et muss mat de Gemengen an engem konstruktiven, mä awer och bestëmmten Dialog gesot ginn: „Do an do hätte mer elo gären, dass et geschitt." Si musse just remuneréiert gi fir deen Effort, dee se maachen. An déi Terraine mussen an engem räsonabelen Delai kënne verwäert ginn. Dat hu mer bis haut net fäerdegbruecht an deem Mooss, weder mir nach Dir elo an deene leschte Joren.

Ech soen Iech awer, dass et a mengen Aen eng Grondviraussetzung ass, fir dass mer iwwerhaapt iwwer Landesplanung kënnen a solle weider diskutéieren.

Mir si fir konzentréiert Bauformen, méi Innenverdichtung. Dir kënnt Iech jo nach erënneren, wéi den Innenminister Wolter virun, et sinn elo geschwë bal zwanzeg Joer, gesot huet: „Mir mussen ewechkomme vun deene Lotissementer, wou jiddwereen en Eefamilljenhaus hei huet an Thujaen huet a mat der Méimaschinn all Samschdeg iwwer säin Terrain fiert", wat do den Accueil war deemools.

Wat mir alt nees seet: An der Politik ass et net ëmmer ganz intelligent, dass de ze fréi bass, mä du muss waarden, bis dee richtege Moment ass, fir d'Saachen ze soen. Dat ass entretemps geschitt. Dat ass awer manner geschitt doduerch, dass d'Bewosstsäin komm ass, dass mer dat wierklech misste maachen, mä doduerch, dass den Terrain entre-temps esou deier ginn ass, dass sech déi grouss Parzellen iwwerhaapt net méi kënne geleescht ginn.

Mir sinn och fir eng raimlech Glidderung vun eisem Land, dat heescht fir gréng Korridoren, fir kloer eng Oftrennung ze maachen tëschent dem urbanen an dem net urbane Raum.

Eis Proposen zur Raumglidderung: Mir stinn zum Prinzip vun der Dezentralisatioun. Mir stinn zum Prinzip vun der „déconcentration concentrée". Dat ass näischt Komesches. Dat ass näämlech genau dat, wat Dir och proposéiert, wat mir scho viru fofzéng Joer proposéiert hunn, näämlech op dräi Plazen am Land grouss...

(Interruption)

Jo, mir sinn eis do eens! Jo, jo, mä mir sinn eis awer net eens..., Dir sidd Iech net ëmmer eens an der Regierung doriwwer, ob dat och esou soll sinn.

(Interruption)

Jo, dat ass eng aner Fro. Dat verstinn ech, dass dat eng aner Fro ass.

Déconcentration concentrée: Mir stinn zu dem Prinzip vun der, wat mer fréier genannt hunn „Agglo LUX". Mir stinn zum Prinzip vum Developpement vum Süden an dräi Ënnerpolen. A mir sti fir de Prinzip vum Developpement vun der Nordstad. Wann ech mech net iren, hutt Der net ganz vill iwwert d'Nordstad geschwat. Dir hutt Iech méi mat deene Gemengen aus dem ländleche Raum do ausenanergesat.

(Interruption)

Dann hunn ech et verpasst, dann entschëllegen ech mech.

D'Nordstad ass fir mech e wesentlechen Deel och vun enger rationaler Entwécklung, well et en zentrale Pol fir den Norde vum Land muss ginn, muss sinn, wa mer gären hätten, dass den Norden net déi Entwécklung huet, déi hei virgezeechent ginn ass.

Mir schwätzen eis aus fir eng kloer Hierarchie tëschent Plan directeur de l'aménagement du territoire, Plans sectoriels a PAG als Ëmsetzungsmechanismus. Mä ech sinn der Meenung, dass de Plan directeur de l'aménagement du territoire eng permanent Aufgab ass, déi regelméisseg muss iwwerschafft ginn an déi e juristesche Kader brauch.

Mir sinn der Meenung, dass niewent Belval weider Frichen am Süden developpéiert musse ginn. Mir sinn d'accord mat den Efforten, déi gemaach si ginn an deene leschte Joren. Et sinn eng Rei Efforte gemaach ginn, a mir hätte gären d'ailleurs eng Suite vun den Efforten, déi och scho virdru gemaach gi sinn, well Belval war näämlech esou en Effort. A mir wieren och frou, wa mer an deenen nächste Joren haaptsächlech am Süden - aus deene Grënn, Här Bausch, déi Der gesot hutt, well mer am interurbane Raum sinn, well et Terraine sinn, déi schonn eng Notzung haten - zu enger rationeller Utilisatioun vun eisem Buedem këimen.

Mir brauchen en Elan fir d'Nordstad. Mir brauchen en Zil, eng Iddi, eng Idée fédératrice. Eise Spëtzekandidat, de Claude Wiseler, hat op eisem Konvent emol d'Iddi vun der Circular Economy, der grénger Technologie, als méiglechem Entwécklungszeenario, deens de fir d'Nordstad kéints eraussichen.

Mir sinn allerdéngs op fir aner Diskussiounen. Mä mir hu festgestallt, wann ech de Kierchbierg kucke mat sengen europäeschen Institutiounen, wann ech Belval kucke mat der Universitéit an de Centres de recherche, dass et net duergeet, fir landesplaneresch just ze soen: „Mir wëlle gären, mir hätte gären, dass eppes sech developpéiert", mä dass een där ganzer Saach och en Numm an en Zil muss ginn.

Mir sinn der Meenung, dass am Zentrum wesentlech méi nach muss zesummegeschafft ginn tëschent der Stad Lëtzebuerg an de Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg. Mir si frou driwwer, dass d'Problematik vun de Stellplazen elo soll ugepaakt ginn. A mir ënnerstëtzen dës Regierung doran.

D'Stellplazeproblematik ass viru fofzéng Joer gescheitert um Egoismus an un dem sakrosankte Prinzip vun der Autonomie communale. Well an engem Moment, wou e Buergermeeschter aus der Stad, deen huet Helminger geheescht dee Moment, an den deemolegen Innenminister zesummen eng Stellplazepolitik gemaach hu fir d'Stad Lëtzebuerg, déi ech als revolutionär an avantgardistesch bezeechnen, huet eng Gemeng, wou e Buergermeeschter aus därselwechter Partei war, dunn hiert Stellplazereglement esou geännert, dass dann entre-temps do déi Entwécklung komm ass, déi komm ass, näämlech dass e gudden Deel vu Lëtzebuerger Betriber, déi Lëtzebuerger Leit ustellen, op de Ban vu Leideleng geplënnert sinn, wou d'Leit nach ëmmer mat hirem Auto kënnen op hir Aarbechtsplaz fueren, den ëffentlechen Transport net mussen huelen, mat der Konsequenz, dass déi Zon an d'ganz Géigend ronderëm haut total am Verkéier futtigeet.

Et ass also wichteg, dass mer ewechkomme vun enger Politik, déi doranner besteet, dass, wann eng Gemeng wierklech hir Responsabilitéit hëlt, eng aner Gemeng der Meenung ass, dass si eigentlech nëmme brauch an déi Bresch ze sprangen, fir sech dann e kompetitiven Avantage par rapport zu där Gemeng ze verschafen.

Véiertens wollt ech Iech Propositiounen zur Entwécklung maachen, wéi mer se wéilte raimlech faassen. Mir sinn der Meenung, dass d'Plans sectoriels absolutt noutwendeg sinn. Mir ënnerstëtzen de Prinzip vu véier prioritäre Plans sectoriels. Et wier och e bësse komesch, wa mer dat net géife maachen, dans la mesure, wou se vun enger viregter an nach vun enger viregter Regierung ausgeschafft si ginn.

Mir sinn awer der Meenung, dass par rapport zu der Versioun... An ech kann elo nëmmen am Hypothetesche schwätzen, well Der jo frëndlecherweis d'Debatt esou geluecht hutt, dass Der Är Plan-sectoriellen an néng Deeg wëllt deposéieren. Mir sinn der Meenung, dass se besser mussen ofgestëmmt sinn openeen, dës Versioun, wéi déi vu viru véier Joer, dass et transparent Regele muss ginn, déi novollzéibar sinn an déi ëffentlech-rechtlech bindend si fir alleguerten d'Participanten.

Mir sinn der Meenung, dass et am Respekt muss geschéie vun enger wuelverstanener Autonomie communale. Dat heescht, mir mussen de Parcellaire definéieren, wat deemools net richteg geschitt ass. Mir mussen d'Responsabilitéit vun deenen engen an deenen aneren definéieren. Wa méiglech musse mer et am Dialog maachen, mä mir mussen awer och definéieren, wat geschitt, wann deen Dialog net zu enger zilführender Konklusioun no landesplanerese Kritären - an net no de bloen Ae vun deem engen oder deem aneren - féiert.

Beim Plan sectoriel «Logement» wiere mer extrem, extrem traureg a rosen, wann d'Projets de grande envergure aus dem Plan sectoriel «Logement» géife verschwannen, wat mer mengen, dass sech undeit aus deem, wat mer héieren.

Mir sinn au contraire der Meenung, dass d'Projets de grande envergure eng vun de Solutioune sinn, wann net souguer déi haaptsächlechst Solutioun kënne sinn, fir méi séier, méi rationell an op deene Plazen, wou mer et gären hätten, ze bauen, näämlech no beim ëffentlechen Transport.

Mir hunn deemools am IVL scho 25 Plazen am Land definéiert.

(Interruption)

Lauschtert! Also traut Ärem Parteikolleeg Bausch! Traut em! Hie bréngt och 25 Plazen, wa mir him d'Moyene ginn, dass et duerno no gewëssene Regelen och zu enger Bebauung kënnt. Den Här Bausch bréngt dat fäerdeg a seng Leit bréngen dat absolutt fäerdeg.

Eis Prioritéit wier, dass se net grad do sinn, wou just eng disponibel ass, mä dass se do sinn, wou den ëffentlechen Transport ass, fir dass méiglechst vill Leit och den ëffentlechen Transport duerno kënnen huelen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Et kritt dach jiddwereen d'Wuert hei!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wëll awer an deem Beräich och soen, zu Ärer Ausso, fir ze soen, d'Logementer, also d'Leit, déi op d'Duerf do plënneren, dat wier net gutt, dass déi Gemengen, déi am ländleche Raum do sinn, dass déi sech missten e bëssen aneschters developpéieren, dass dat och domadder zesummenhänkt, well vill Leit wäit vun der Stad Lëtzebuerg ewech an déi dote Géigende plënneren, well do einfach den Terrain méi bëlleg ass, well d'Haus méi bëlleg ass, well se sech et kënne leeschten. A wa mer et net fäerdegbréngen, groussflächeg zu engem Präis, deen akzeptabel ass, Wunnengen unzebidden um Marché, déi no beim ëffentlechen Transport, no bei den Zentren à développer sinn, dann ass Är Politik zum Scheitere veruerteelt!

A mir hunn dat bis elo zu Lëtzebuerg - dat ass keng Kritik un Iech -, ech soen: Mir hunn et net fäerdegbruecht bis elo! Mä ech soen, mir bréngen et och net fäerdeg, well Dir bréngt awer eppes aneres net fäerdeg, dat ass: Wéi wëllt Der déi Terrainen aus dem Perimeter eraushuelen, déi haut an deenen 102 Gemengen dra sinn an déi no Etüden, déi ech nach kennen, eigentlech en Developpement bis zu enger Millioun Leit am jëtzege Perimeter zouloossen?

Wéi wëllt Der zu enger Politik kommen, wou also déi kleng Gemengen dru gehënnert géife ginn, an Ärer Logik, fir sech weider méi staark ze developpéiere wéi den zentrale Raum, an engem Moment, wou d'Leit eigentlech d'Autorisatioun nach net vum Buergermeeschter hunn, mä awer d'Viabilisatioun vun hirem Terrain rechtlech zougestane kruten?

Ech kann Iech soen, dass an deem PAG, deen deen heite gemaach huet - ee vu 17, déi elo do sinn -, mir Terraine wollten aus dem Perimeter eraushuelen, opgrond vun der SUP. An du si mer bei den zoustännege Minister gaangen an dunn hu mer gesot: „Majo, wéi geet dat dann elo mat der Indemnisatioun vun de Leit?" An du sot de Minister: „Do musst Dir Iech drëm këmmeren."

A wësst Der, wat mir du gemaach hunn? Mir hu se erageholl! Well ech muss Iech ganz éierlech soen: Wann Der gären hätt, dass mer eis no gewëssene Kritären - vun uewen erof ass dat dann, vun uewen op d'Gemengen erof -, wann Der gären hätt, dass mer eis op eng gewëssen Aart a Weis developpéieren, da musst Der an Ärem Budget och d'Sue virgesinn, fir déi Leit ze indemniséieren, déi vläicht op d'Geriicht ginn an do recht kréien.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Wolter, ech bieden Iech, zur Kenntnis ze huelen,...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mä déi Aart a Weis, fir dann d'Responsabilitéit - an dat ass mir a menger Gemeng geschitt -...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Wolter, sidd Dir der Meenung, dass d'SUP vun uewen erof ass?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dat ass awer falsch.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, dat ass awer meng Meenung...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- D'SUP ass net vun uewen erof, gëtt net vun der Regierung imposéiert oder vun iergendengem Ministère,...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Genau esou ass et.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- ...mä ass dat, wat aus der Etüd erauskënnt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- An da gitt Der an den Environnement zitéiert an da kritt Der gesot: „Mä lauschtert, Kolleegen, wann Der dat do an dat do an dat do net maacht, da rechent net domadder, dass Der vun eis de PAG akzeptéiert kritt!"

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- An deem hei Fall si mer jo do net. An deem hei Fall,...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass d'Realitéit um Terrain. Et deet mer leed, dat kënnen Iech Dosende vu Buergermeeschtere soen!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- ... deen Dir elo beschriwwen hutt, ass dat jo guer net de Fall, well Dir hutt jo geschwat vun Terrainen aus dem Perimeter, dem sougenannte Perimeter eraushuelen an do gëtt den Environnement guer net gefrot! Den Environnement huet do keng Kompetenz dobäi.

Also ech wëll just soen, ech ginn Iech recht op verschiddenen...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat wat Der sot, dat ass falsch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Wéi dann?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass einfach falsch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, gutt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo! Ech mengen net, dass mir iwwert deeselwechten Dossier schwätzen. Ech weess net, ob Dir iwwert déi richteg Gemeng schwätzt.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Souwäit wéi ech d'Naturschutzgesetz kennen,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- …ass et esou, dass de Minister vum Environnement dofir zoustänneg ass,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Déi zentral Ausso vun der CSV…

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- …fir all déi Terrainen, déi haut an der Grénzon sinn, fir déi da kënnen ze autoriséieren, wann déi sollen an en anere Secteur erakommen. Net aneschters!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech stelle fest, dass Der…

Une voix.- A wat fir enger Prozedur sidd Der elo?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll just drop hiweisen, ech wëll just drop hiweisen - wann ech gelift! -, dass d'Regierung 80 Minutten Zäit huet an deem Debat hei. Also jiddweree kann herno, wann d'Deputéiert, déi jo ëm hir Meenung gefrot gi sinn, hir Meenung gesot hunn, Stellung huelen zu hirer Meenung. Wann ech gelift also, kommt, mir halen eis hei un d'Disziplinn! Et ass nach ganz laang. A wann dat hei esou weidergeet, da versteet dobausse kee méi, wie wat gesot huet. Also kommt, mir halen eis hei schéin un d'Prozedur! Ënnerbriecht den Här Wolter net méi!

Den Här Wolter huet selwer gesot, e géif ganz gär ënnerbrach ginn, wann Der em de Gefale wëllt maachen, maacht em en! An elo huet den Här Wolter d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt also dee Punkt nach eng Kéier resuméieren, well jo gefrot gëtt, dass mer solle soen, wat mer denken.

Ech soen, dass déi Iddi, déi Der hutt, fir ze soen: „Gewëssen Developpementer, déi musse mer méi steiere wéi anerer" nëmme méiglech ass, wa verschidden aner Saachen decidéiert ginn. An dass et net esou geschitt, dat ass d'Konsequenz dovunner, dass et net decidéiert ass op déi Aart a Weis, wéi et misst decidéiert ginn, fir dass et aneschters geet. An d'Fro vum Perimeter, d'Fro vun der Bebaubarkeet ass eng vun den zentrale Froen, déi sech an deem Beräich stellen.

Mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques», dass dee Plan sectoriel kënnt an dass en national, regional Zone feststellt. Mir wiere frou, wa se prioritär beim ëffentlechen Transport nees géife leien, aus deene Grënn, déi do sinn, an zumindest - elo schwätzen ech e bësse pro domo - iergendwou bei enger Strooss, wou e Camion hikënnt an net onbedéngt da muss duerch d'hallef Gewan fueren, fir dohinnerzekommen.

Mir si fir eng Weiderentwécklung vum ëffentlechen a vum individuelle Verkéier, ech hunn et virdru gesot, op Basis vum Entwécklungszeenario.

(Interruption)

Awunnerzeenario, pardon!

Den Här Schank wäert muer d'Positioun vun der CSV, sou wéi den Här Lies d'Positioun vun der CSV am Logementsdossier gemaach huet, am Detail explizéieren.

Mir si fir eng Weiderféierung vun der Politik vun Zuch, Tram, Bus, sou wéi se an der Suite vun den Decisioune vun deene viregte Regierunge gemaach gëtt, quitte dass ech selwer perséinlech der Meenung bleiwen, dass d'Prioritéit, d'Prioriséierung vum Tram hätt kënnen aneschters gemaach ginn, fir méi séier zu gudde Resultater ze kommen. Mä dat ass eng Diskussioun, déi ass elo zou, déi ass fäerdeg, déi ass decidéiert.

Ech sinn awer frou an deem Kontext, dass mer nees iwwert d'Ringleitung schwätzen, e bëssen aneschters, wéi se 2004 ugeduecht war, ronderëm d'Stad, dat heescht d'Noutwendegkeet, d'Leit an der Peripherie eigentlech ofzehuelen a se dann dohinner ze bréngen, wou se wunnen, well et kann net sinn, dass alles weider op d'Gare de Luxembourg geet a vun do aus den Dispatching gemaach gëtt. Do si mer elo, wann ech dat richteg verstanen hunn, an enger Logik, wou „Neel mat Käpp", fir emol mäi Kolleeg Halsdorf ze zitéieren, gemaach ginn.

An ech si frou, ech war eigentlech richteg houfreg, dass en Dossier, dee säit zéng Joer e bësse fort war, näämlech d'Ubannung vun der Stad op Esch, nees op der Dagesuerdnung steet, och en Dossier, deen am IVL, net an der éischter an och net an där zweeter Phas, mä awer als weiterführend Mesure gemaach ginn ass.

An ech ka mech nach, mengen ech, vag drun erënneren, dass do eng Südgemeng, déi - wéi soll ech dat elo soen? -, déi ganz no un deem Minister ass, deen do elo haut Innenminister ass, deemools der Meenung war, dass si net schrecklech begeeschtert wier doriwwer, well dat dann do duerch Steebrécken géif fueren, an dass souguer Decisiounen am Gemengerot an déi Richtung gefouert gi sinn.

Une voix.- Falsch.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech weess awer net, ob Dir dat waart oder ob dat scho bei Ären Virgänger war. Dat ass net falsch, dat hu mer natierlech alles och gehalen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Wolter, däerf ech lech d'Positioun vum deemolegen LSAP/CSV-Schäfferot da soen? Mir waren net géint eng Ubindung…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, och wann den Här Wolter sech dauernd un d'Kolleege riicht, da muss een och a Kaf huelen, dass déi reagéieren. Entweder den Här Wolter riicht sech dann un d'Chamber, dann ass alles an der Rei. Wann en awer sech un de Minister riicht respektiv un en anere Minister respektiv un en anere Kolleeg, da geet dat dote riicht esou weider.

Also, Dir hutt de Choix. Ech hu gutt Zäit fir den Owend.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech net,…

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech wollt dem Här Wolter just, wann et erlaabt ass, an enger Minutt soen,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- …well meng Zäit, déi leeft näämlech elo.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- … wat déi deemoleg Positioun vum LSAP/CSV-Schäfferot war. An dat war, do si mer gefrot ginn, ob mer derfir wieren, eng Eisebunnsverbindung ze maachen tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Belval. Do hu mer eng Etüd maache gelooss. An an där Etüd ass erauskomm, dass et technesch schwéier méiglech wär, eng Eisebunnslinn ze maachen. An dofir hu mer virgeschloen, dat iwwer eng aner Aart a Weis ze maachen, näämlech iwwer en Tram.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass genau dat, wat ech elo just gesot hunn.

(Hilarité)

Dir hutt mer dat eigentlech elo just nach eng Kéier bestätegt, wat ech virun zwou Minutten op Lëtzebuergesch geschwat hunn.

Dofir géif ech da weiderfueren a menger Ried an ech géif soen, dass mer niewent dem ëffentlechen Transport awer och, an do si mer en désaccord mat deem, wat an deene leschte fënnef Joer zum Deel geschitt ass, der Meenung sinn, dass och den individuelle Verkéier muss verstäerkt behandelt ginn.

Mir stinn als CSV fir d'Dräispuregkeet vun der Autobunn, déi jo soll kommen. Mir sti selbstverständlech fir de véierspuregen Ausbau vun der Nordstrooss, sou wéi mäi Parteikolleeg Kaes dat säit Jore mat vill Verve virdréit.

(Interruptions)

Mä mir sinn och fir de konsequenten Ausbau vun de Contournementen iwwerall do, wou se landesplaneresch noutwendeg sinn a wou se d'Prozedur och fannen.

Ech géif gäre Propose maachen zur Neiglidderung vum administrativen Opbau vum Land, engem Kapitel, wat Der net emol an Ärem Bericht do ugeschwat hutt. D'CSV ass der Meenung, dass mer eng Neiorganisatioun vun der Gemengelandschaft brauchen, dass mer en Ëmsetze vun de Planungsraim brauchen. Mir hunn dat graff formuléiert: 60 Gemengen, 60 Deputéiert, Trennung vun de Mandater, mä - mä! - Aféiere vun enger Chambre des élus locaux, eng Iddi, déi entre-temps vum Syvicol gedeelt gëtt, a regional Zesummenaarbecht. Mir brauche gutt opgestallte Gemengen, déi personell a finanziell à même sinn, fir ëmmer méi komplex a villfälteg Tâchë kënnen ze meeschteren an ze packen.

Mir sinn der Meenung, dass ee Gemengepolitiker braucht, déi sech lokalen a regionalen Aufgabe widmen, a verstäerkt regionalen Aufgaben, an dass d'national Politik an deenen nächste Joren an eng méi nationalpolitesch an europäesch Ausriichtung soll weidergoen. Alles dat ass net nei, et ware konsequent säit 2006 an dem Rapport vun der „RTL-Kommissioun" - sou huet déi deemools geheescht, dat huet awer näischt mam Radio ze dinn, mä dat war „Réorganisation du territoire à Luxembourg", mengen ech -, déi Konklusiounen, déi do gezu si ginn. Net, an dat wëll ech kloer an däitlech soen, andeem d'Kompetenze vun deenen enge verluer ginn, well dat ass jo ëmmer d'Angscht, dass Kompetenze vun deenen enge géife verluer goen, mä aneschters am Interêt vum Land valoriséiert ginn.

Ursaachen - fir dass och d'Landesplanung konsequent op lokalem Niveau ëmgesat ka ginn: De Fait, dass 17 Gemengen e PAG hunn, an 11 Gemengen an der Prozedur - no 14 Joer? Ech mengen, et ass 2004 ugaangen -, dat weist jo eigentlech…

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Wolter, et sinn der 40. Mä et sinn der nach ganz vill, déi keen hunn, do hutt Der recht.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hunn elo meng Donnéeën aus dem „Lëtzebuerger Wort", zweet Säit, vun dem leschte Samschdeg geholl, do waren et 17 fäerdeger an 11, déi an der Prozedur wären. Wann et der méi sinn, huelen ech dat ganz dankend entgéint.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Neen, Dir hutt déi vun 2011, dat sinn der effektiv 17 oder 12. Et sinn der och nach vun 2004, déi Der och nach musst derbäirechnen. Mä et sinn der ganz vill, do hutt Der recht, déi nach kee PAG vun der neier Generatioun hunn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir sidd jo hoffentlech mat mer eens, well Dir sidd elo wierklech e ganz engagéierten Innenminister säit enger ganzer Rei vu Joren - dat kann een lech jo wierklech net ofstreiden...

(Interruptions)

…neen, dat kann een deem Mann net ofstreiden! -, mä Dir musst jo awer mat mer d'accord sinn, dass Gemengen ab enger gewëssener „Mindesttaille", soe mer emol esou, extrem iwwerfuerdert sinn, fir no landesplanereschen an och no lokalplaneresche Kompetenzen hire PAG ëmzesetzen, an dass et noutwendeg ass, dass d'Gemengen esou opgestallt sinn, dass se den néidegen Know-how hunn, fir kënnen dat do ze bewerkstellegen.

Ech soen d'ailleurs als Renforcement vu menger Thees, dass, wa mer an eng Situatioun erageroden, wou mer iergendwann eng Kéier d'Landesplanung och wëlle bis op de Gemengesecteur erofdeklinéieren, dass et guer net aneschters machbar ass, well d'Aféierung vu sektorielle Pläng, d'Aféierung vun de Prinzipie vum Programme directeur de l'aménagement du territoire an déi kommunal Reglementatioun, déi muss jo vun iergendengem gemaach ginn. Et ass jo net, well d'Chamber oder de Conseil de Gouvernement iergendwann eng Kéier decidéiert, dass sech eng Servitude ergëtt, dass déi automatesch…, dach d'Gesetz gesäit vir, dass se automatesch do ass, mä si muss awer kommen, si muss no kloren an transparente Regelen och agefouert ginn a si muss och kënnen novollzéibar sinn.

Ech sinn do e gebranntes Kind! Well wësst Der, Dir hutt eng Natura 2000…, also Dir net, et war d'Regierung vun 2006, déi huet eng Natura 2000-Zon um Territoire vu menger Gemeng definéiert, ouni dass eng Prozedur gemaach ginn ass. Dat heescht, déi Gemeng, där ech haut virstinn, déi wousst wärend dräi Joer net emol, dass se eng Servitude hat, well dat hat keen hir matgedeelt. Si war weder informéiert nach gefrot ginn, sou wéi eigentlech d'Gesetzgebung dat virgesäit. Dat heescht, et ass och eng reell Rechtsonsécherheet, wann dat net ëmgesat ass an de PAGe vun de Gemengen, par rapport zu de Gemenge selwer, mä och par rapport zu Drëttpersounen, déi eventuell Proprietairë vun deenen Terraine sinn.

Mir si fir Gemengen als en Deel vun der Landesplanung. Mir sinn net fir Gemengen als eng Hürd an als en Hindernis an der Landesplanung. Mir wëllen och dofir keng weider Hürden, keng weider arbiträr Prozeduren, déi scho schwéier genuch sinn. Mä mir hätte gären transparent, novollzéibar Regelen, déi dann am Respekt vun der Gemengenautonomie ëmgesat ginn. Dofir soe mer ganz kloer Neen zu Ärer Fro 17 a mir soe Jo zu Ärer Fro 18, well déi exakt dat erëmspigelt, wat ech elo hei gesot hunn.

Mir brauche méi regional Zesummenaarbecht, do si mer d'accord, awer net nëmme bei sougenannten interessante Projeten, och bei deene Projeten, wou et wéideet, och bei deene Projeten, wou een emol säi lokalen Hutt muss mat engem méi regionalen Hutt vertauschen.

An ech kommen dann zum Kapitel vun den Expropriatiounen. Et ass jo eng Meenung gefrot ginn. Ech widderhuelen lech déi Meenung. Iwwregens, dat, wat ech déi lescht 25 Minutten hei developpéiert hunn, hunn ech alles 2015 schonn developpéiert. Zu den Expropriatiounen; ech weess net, ob et deemools esou vill Gedäisch war, mä op jidde Fall war et genau d'selwecht explizéiert.

Mir sinn der Meenung als CSV, dass d'Expropriatioun, also d'Enteegnung, eng Ausnam muss bleiwen a keng Regel gëtt. Mir sinn der Meenung, dass d'Felder, wou Expropriatioun stattfënnt, limitéiert a kloer ofgegrenzt musse sinn. D'Felder - net am Sënn vu Felder, vun engem Feld, mä am Sënn vun deene Gebidder,…

Une voix.- Richteg!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …an deenen d'Méiglechkeet besteet, fir eng Expropriatioun ze maachen - mussen an engem Gesetz verankert ginn.

Mir sinn net necessairement der Meenung, dass dat op Verfassungsrang muss gemaach ginn, well mer einfach de Problem vun der Landesplanung net um Niveau vun der Verfassung gesinn, mä op der Fro vun der Ëmsetzung vun der Landesplanung.

Mir sinn der Meenung, dass d'Utilité publique de Prinzip muss sinn. Mir sinn net méi der Meenung, wéi dat an de 60er Jore geschitt ass, dass Leit hir Terrainen ewechgeholl kréien um Kierchbierg, fir dass duerno privat Interête kënne Suen domadder verdéngen.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et muss an deem Gesetz kloer sinn, dass, wann eng Utilité publique gesprach gëtt, dass déi och „indeterminé" ass - also ech schwätzen dat elo juristesch héchstwahrscheinlech falsch, mä dass dat ëmmer muss Intérêt public bleiwen -, well ech d'Leit verstinn, déi Terrainen ewechgeholl kréien an iergendwann eng Kéier no 25 Joer oder 30 Joer mierken, dass do aner Leit amgaange sinn, den décke Benefiss op dem Terrain ze maachen, dee si net kruten.

A mir si prinzipiell der Meenung, dass eng gerecht Contrepartie fir de Besëtzer muss kommen, entweder duerch Kaf oder duerch Tausch. D'Aart a Weis, wéi dat soll geschéien, soll duerch Gesetz geregelt ginn. An dofir si mer och der Meenung, dass mer eng nei Organisatioun vum Akaf a vun der Gestioun vun Terrainen a vun der Expropriatioun brauchen. Mir kommen zur Konklusioun, dass déi e bëssen archaesch Aart a Weis, wéi dat haut fonctionnéiert, duerch méi eng modern Aart a Weis soll ersat ginn.

Par ailleurs si mer der Meenung, dass dat Gesetz zwar e Liichtbléck ass, ech hat et virdrun net gesot, e Liichtbléck, näämlech d'Gesetz iwwert d'Landesplanung, wat ech perséinlech als e Liichtbléck ugesinn, dass et vill Aarbecht war, allerdéngs, ob et esou rechtssécher ass, wéi Dir dat elo gesot hutt…!

Mir waren 2013 och der Meenung, d'Gesetz vun 2013 wär rechtssécher. An duerno hunn d'Geriichter eis gesot, dass et net esou rechtssécher war. Also mat der Ausso, fir ze soen, mir wären elo am rechtsséchere Raum, wär ech emol virsiichteg. Ech géif elo emol ofwaarden, well doudsécher och nom neie Gesetz Saachen op d'Tribunäl wäerte kommen, an déi wäerten dann iergendwann eng Kéier dozou Stellung huelen.

Mä mir sinn der Meenung als CSV, dass d'Gesetz iwwert d'Landesplanung duerch de Fait vun de Plan-sectorielle ganz vill Méiglechkeete gëtt, fir eigentlech déi Felder ze delimitéieren an dann d'Regel no enger Prozedur, déi muss fonnt ginn, spille kënnen ze loossen an deene véier primäre Plans sectoriels.

Mir kënnen eis awer och virstellen, well et och do ganz vill mat Intérêt général ze dinn huet, dass et bei Flüchtlingsstrukturen, Altersheimer, Vëlospisten, déi no landesplaneresche Kritäre festgeluecht ginn, transparent an objektiv kann no enger wueliwwerluechter Prozedur zu Expropriatioune kommen.

Mir schwätzen eis awer genausou däitlech dergéint aus, dass dat zur Regel gëtt an dat quasi fir alles, wat d'Politik mengt, wat dann d'intérêt général kéint sinn, an do kann dat och - wéi soll ech soen? -, do kann dat ganz wäit goen. Do si mir net derfir an do bleiwe mer och dergéint.

Ech wëll d'ailleurs nach eng Kéier rappeléieren, dass all Parteien heibannen, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, de Projet iwwert den Aménagement du territoire gestëmmt hunn.

Mir sinn, wéi Dir, fir eng grenziwwerschreidend Politik an der Landesplanung. Mir sinn, wéi Dir, der Meenung, dass dat net à tarif zéro ass, dat heescht, d'Landesplanung muss Moyene kréien, fir kënnen hir Politik ze maachen.

Mir sinn och der Meenung, dass een eng Ëmännerung vum Impôt foncier - dat ass och e Methusalem - soll virhuelen. Zwou Considératiounen: déi éischt muss ee gesinn am Kader vun der genereller Besteierung vun de Leit, well et ass eng Besteierung, eng zousätzlech Besteierung, déi mir an deem Mooss aneschters hu wéi an anere Länner. Et ginn ëmmer aner Länner beméit. Mä et muss een awer wëssen, dass

an anere Länner de Besteierungssystem och zum Deel ganz aneschters ass, well do d'Collectivités locales zu engem groussen Deel iwwert den Impôt foncier bezuelt ginn, wärend mir hei zu Lëtzebuerg säit Jorzéngten e System hunn, wou d'Besteierung vum Bierger eigentlech dozou déngt, dass den nationalen an de lokalen Niveau kënne liewen.

Dat ass déi éischt Remark, déi mer wëlle maachen. An déi zweet Remark ass déi, dass et selbstverständlech sech ëm de Grond handelt - also „de Grond" „der Grund" -, iwwert dee mer hei diskutéieren.

Ech kommen zu menger Konklusioun. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ass der Meenung, dass d'Landesplanung wichteg ass. Dat ass näischt Neits. Mir sinn der Meenung, dass et en Domän ass, dee sech net a Legislaturperioden arechne kann, mä deen een eigentlech iwwer 15, 20 Joer permanent am A muss behalen.

Et ass en Domän, an deem ee vill Courage an e laangen Otem brauch, an deem ee muss akzeptéieren, dass bei deem, wat een entwéckelt, een net méi deeselwechten ass, dass een net deen ass, deen dat duerno nach ze realiséiere kritt.

Mä mir si virun allem der Meenung, dass e weidere substanziellen Effort muss gemaach ginn, fir d'Landesplanung nach méi transparent, méi novollzéibar a méi kloer hierarchiséiert ze maachen. Dat ass fir eis d'Grondviraussetzung, fir dass déi Iddien, déi Dir hutt, déi mir inhaltlech ganz vill deelen, a ganz villen Deeler och deelen, dass déi eng Chance hunn, fir sech och duerno iergendwann eng Kéier um Terrain kënnen ze realiséieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Virfeld vun dësem Debat krute mer e gréissert Dokument zougestallt, wat nach emol alles zesummefaasst, wat sech an deene leschte Joren am Beräich vum Aménagement du territoire esou gedoen huet. Op Basis vun deem Dokument si mir dunn als Parteie gebiede ginn, 24 Froen, déi dacks nach ënnerdeelt sinn, ze beäntwerten. Ech mengen, et waren der um Enn iwwer 50.

(Interruption)

Wéi sot Der, 75?

D'Zäit war op alle Fall ze knapps, fir dass een dat zesummen an der Kommissioun hätt kënne breet diskutéieren an ee gemeinsame Rapport hätt kënne virleeën. Par contre hu mer awer eng Rei Akteure gefrot, fir eis hir Vuen dozou matzedeelen. An ech soe vun hei aus all deenen, déi dru matgeschafft hunn, fir eis a kierzester Zäit dorop ze äntwerten, e grousse Merci.

Fir mäi Bäitrag zu dësem Debat wäert ech d'Froen, déi gestallt ginn, als roude Fuedem benotzen a probéieren, eng no där anerer am Numm vun der LSAP ze beäntwerten.

Dës Froe betreffen nëmmen indirekt den Aménagement du territoire, mä un éischter Plaz d'Entwécklung vun eisem Land. Dat ass och absolutt logesch, well den Aménagement du territoire ass just en Instrument, fir op engem limitéierten Territoire verschiddenen Zonen ënnerschiddlech Fonctionnalitéiten zouzeweisen.

Et muss een also fir d'Éischt wëssen, wat fir eng Entwécklung ee wëllt ënnerstëtzen, ier een decidéiere kann, wéi d'Instrument vum Aménagement du territoire agesat soll ginn an ob de legale Kader dozou optimal ass, fir déi gesaten Ziler dann och ze erreechen.

Déi éischt dräi Froe betreffen dann och de Stellewäert, deen den Aménagement du territoire an eiser Gesetzgebung soll hunn. Een Hindernis, dat eng Émsetzung vun all deene schéine Pläng fir eng méi nohalteg Entwécklung dacks schwéier, wann net souguer onméiglech mécht, ass d'Eegentumsrecht, dat Verfassungsrang an domat e ganz héije Stellewäert huet.

Hei ass d'Fro, ob een deem net sollt an der Verfassung e Géigegewiicht ginn, esou wéi dat zum Beispill an Däitschland de Fall ass. An der däitscher Verfassung, do heescht et: „Eigentum verpflichtet. Sein Gebrauch soll zugleich dem Wohle der Allgemeinheit dienen." Op dës Manéier gëtt engersäits de Schutz vum Privateegentum bestäerkt an anerersäits kloergestallt, dass den Notzen, deen de Proprietaire aus deem Besëtz zitt, net zulaaschte vun der Allgemengheet däerf goe respektiv den allgemengen Interessi soll férderen.

Als LSAP fanne mir deen Usaz eigentlech gutt. A menges Wëssens hat den Alex Bodry dës Propos och mat abruecht an d'Diskussiounen ëm d'Verfassungsreform, mä et gouf leider heizou keng Majoritéit.

Ech sinn der Meenung, dass dat éischter eng philosophesch Fro ass an dass esou e Passus an der Verfassung net direkt en Impakt op eis Legislatioun zum Aménagement du territoire hätt. Par définition ass all Aménagement du territoire en Agréff an d'Eegentumsrecht, andeems ee festleet, wat wou erlaabt ass.

All Gesetzer, déi Virschréfte maachen, wat een op sengem eegenen Terrain maachen däerf a wat net, sinn en Agréff an d'Eegentumsrecht. An der Praxis kënnt et vill méi drop un, wat am Detail an eise Gesetzer steet. Och mat enger däitscher Versioun vun dëser Dispositioun vun der Verfassung wier d'Eegentumsrecht net weider geschwächt ginn.

E Beispill heifir ass d'Recht op Entschiedegung, wann en Terrain zum Proprietaire sengem Nodeel ëmklasséiert gëtt, oder och de Fait, dass mer d'Amenagementsgesetz hu missen esou ofänneren, dass d'Konditiounen, ënnert deene kann enteegent ginn, ganz kloer an deem Gesetz musse verankert ginn an et net mat engem Règlement grand-ducal duergeet.

An all Rechtsstat muss et e gewëssenen Equiliber ginn tëschent dem Recht op Eegentum an dem Recht vun der Allgemengheet. An, jo, et ass kloer, dass eng Enteegnung eng Ausnam muss sinn an natierlech nëmme ka geschéien, andeems am Virfeld eng gerecht Entschiedegung geleescht gëtt.

Dann ass do d'Fro, ob den Aménagement du territoire als Instrument vun enger nohalteger Entwécklung soll an d'Verfassung geschriwwe ginn. Als LSAP si mir net derfir. Den Aménagement du territoire ass nëmmen een Instrument vu villen, fir d'Zil vun enger méi nohalteger Entwécklung ze erreechen. Well zu Lëtzebuerg den Terrain esou limitéiert ass, ass dat natierlech eng vun deene Ressourcen, déi méiglechst rationell muss genotzt ginn, wa mer der nächster Generatioun déiselwecht Chancë wëlle loossen. Mä dat ass awer nëmmen een Aspekt vun der nohalteger Entwécklung. Een anere wichtegen Aspekt ass zum Beispill d'Budgetspolitik, déi ee Pilier vun der nohalteger Entwécklung duerstellt an dem Aménagement du territoire net kann ënnergeuerdnet ginn.

Dës Fro suggeréiert deemno, dass den Aménagement du territoire misst iwwer anere Politikfelder stoen. Et gëtt dobäi vergiess, dass den Émweltschutz an d'Erhale vun natierleche Ressourcë just ee Volet vun dräi vum Konzept vun der nohalteger Entwécklung sinn an dass d'Ekonomie an och Soziales genausou wichteg sinn.

Dat kënnt vläicht vum Androck hier, dass mer zu Lëtzebuerg besonnesch am Émweltvolet Defiziter hunn. Et soll ee sech awer net täuschen! Eis gutt wirtschaftlech Situatioun an eis gutt Sozialsystemer kënne sech ganz séier verschlechteren, wa mer net permanent Efforte maachen, fir deen Niveau ze halen. An da geet och rapid d'Akzeptanz vun de Leit erof fir déi staark Émweltpolitik.

An déiselwecht Ha schléit déi drëtt Fro, déi ech e bësse bizarre fannen. Hei solle mer vun der EU virgeschriwwe kréien, wéi mer eisen Aménagement du territoire ze organiséieren hunn. Esou e Virschlag enthält eigentlech eng Kritik un der Regierung, déi an der Logik net selwer am beschte wéisst, wéi een deen Dossier upake soll.

Ech ka mer net virstellen, dass d'Europäesch Unioun an deem Beräich eng Direktiv géif ausschaffen, déi fir all Länner a Regioune géif gëllen an en plus méi effikass wier wéi dat, wat mir elo hunn. Ganz ofgesinn dovun, dass d'Europäesch Unioun keng Kompetenz huet, fir dat ze maachen, gesi mir als LSAP doranner och keng Plus-value.

Wat déi véiert Fro betrëfft, sou si mir grondsätzlech mat der Ausriichtung vum Zeenario 3 d'accord. Deen Zeenario ass dee berüümten „Développement organisé et harmonieux". Et muss ee sech just bewosst sinn, dass et eis och domadder goe ka wéi mam IVL a mer vun der Realitéit iwwerholl kënne ginn. Den Zeenario 3 gëtt eng gutt Orientéierung derfir, wat de Stat an den nächste Jore sollt ënnerstëtzen a wat net. Nach muss een domat rechnen, dass d'Leit aner Prioritéite setzen a mer herno nëmmen zu engem Deel do erauskommen, wou mer eigentlech hiwollten.

Mir kënnen eis méi Mixitéit wënschen am Raum, fir Commerce an den Uertschaften ze schafen, nach brauch et Geschäftsleit, déi do eng reell Perspektiv fir sech gesinn. Et kann ee méi Wunnraum an der Stad schafen, mä et wäert weiderhi vill Leit ginn, déi sech dës Wunnengen net leeschte kënnen. An et wäert weiderhi Leit ginn, déi dovunner dreemen, e Bungalow an der Mëtt vun engem 12-Ar-Terrain ze hunn. Wa se sech deen hei net leeschte kënnen, da gi se eben an d'Nopeschlänner.

Ech wëll domat soen, dass mer glécklecherweis net an enger Diktatur liewen, wat jo gutt ass, och wann dat et méi schwéier mécht, den Aménagement du territoire, wéi mir eis en heiansdo virstellen, an d'Realitéit ëmzesetzen.

Da wéilt ech zur Fro iwwert déi nei Plans directeurs sectoriels kommen. Mir hu ganz rezent dat neit Gesetz gestëmmt, dat et eis endlech méiglech mécht, déi véier grouss Plans sectoriels, déi zanter Joren an der Schwief hänken, an d'Prozedur ze ginn. Dat sollt menger Meenung no eis éischt Prioritéit sinn. Dës Plans sectoriels decken an den Ae vun der LSAP déi wichtegst Beräicher of, déi mer fir eis zukünfteg Entwécklung brauchen.

Aus den Ziler vum Aménagement du territoire, wéi se an deem neie Gesetz definéiert sinn, kann een erausliesen, dass nach e Plan sectoriel zu de grousse Surfaces commerciales nokënnt. Et ass ganz richteg, dass grouss Akafszentren dacks enorm vill Fläch verbrauchen an zudeem net gutt un den éffentlechen Transport ugebonne sinn, soudass si zousätzleche Verkéier generéieren. Gläichzäiteg hélt de klengen, lokale Commerce of.

Als LSAP si mir derfir, de klenge Commerce an den Uertschaften ze ënnerstëtzen an nei Akafszentren entweder direkt an d'Stied eranzesetzen oder derfir ze suergen, dass se méi an d'Héicht bauen, manner Fläch fir Parking versigelen an op Plazen entstinn, déi verkéierstechnesch och gutt ugebonne sinn.

Wann dat sech am beschten iwwer e Plan sectoriel maache léisst, da si mir domadder averstanen. Dat wier dann och schonn d'Äntwert op déi zwieleft Fro. Generell wier et awer gutt, bei all neiem Sujet genee ze préiwen, ob e Plan sectoriel dat einfachst an dat effikasst Mëttel ass, fir dat gewënscht Zil ze erreechen. Wat mer méi Plans sectoriels maachen, wat d'Konflikter tëschent deene verschiddene Pläng viraussiichtlech och méi grouss ginn.

Esou e Beispill ass a mengen Aen eng Demande, déi regelméisseg vun der Säit vun de Bauere kënnt, fir Zone-agricollen auszeweisen, déi der Landwirtschaft virbehale wieren. D'Argument ass, dass landwirtschaftlech genotzte Flächen an de Gréngzone leien ouni spezifesch Funktioun an domat bei der Erweiderung vu PAGen och landwirtschaftlech Flächen ëmklasséiert gi fir aner Zwecker, soudass de Baueren ëmmer manner Terrainen zur Verfügung stinn.

En Hannergedanken ass wahrscheinlech och, fir Deeler vum Terrain kënnen ofzegrenze vun den Naturschutzzonen a Quelleschutzgebidder, déi méi grouss ginn a wou d'Baueren ëmmer méi Contraintë mussen akzeptéieren.

D'Fro ass deemno, fir wat fir eng Landwirtschaft esou eng Zone agricole géif reservéiert ginn. D'Landwirtschaft steet näämlech net per se am Konflikt mam Naturschutz. Dat betrëfft un éischter Plaz eng intensiv, méi industriell ausgeriicht Landwirtschaft. Eng extensiv Landwirtschaft, déi no de Prinzipie vun der Kreeslafwirtschaft funktionéiert, déi keng Pestiziden asetzt an esou weider, funktionéiert net nëmme gutt a Schutzgebidder, si ass souguer en noutwendegt Element, fir dës ze erhalen.

Ouni eng nohalteg Landwirtschaft kann een Deel vun eise Kulturlandschafte guer net bestoen. Si dréit zur Verbesserung vun der Biodiversitéit bäi, hëlleft, eis CO_2-Emissiounen ze reduzéieren, erhält a verbessert d'Buedemqualitéit. Bestëmmt Naturschutzzonen a geschützt Kulturlandschafte sinn deemno gläichzäiteg Zonen, déi fir e bestëmmten Typ vu Landwirtschaft reservéiert sinn.

Et wier a mengen Aen net gutt, wa mer en aneren Deel vu landwirtschaftlechen Zone géife schafen, deen explizitt enger méi intensiver Landwirtschaft virbehale wier. Mir wëlle jo, dass d'Landwirtschaft insgesamt méi nohalteg gëtt, soudass méi laangfristeg gesinn Naturschutz a Landwirtschaft Hand an Hand ginn.

D'Bauere mussen an Zukunft entspriechend bezuelt gi fir déi Leeschtungen, déi si am Déngscht vun eis, vun der Allgemengheet, leeschten an déi haut net remuneréiert ginn. Nach bleift de Problem, dass landwirtschaftlech Fläche verbraucht gi fir Logements- oder aner Projeten.

D'Buedemschutzgesetz kann eis hei en Usaz ginn, fir d'Versigele vu Biedem, déi gëeegent si fir d'Liewensmëttelproduktioun, ze verhënneren. Mir brauche landeswäit eng Zort Kadaster mat enger Evaluatioun vun der Buedemqualitéit. Et soll ee sech dobäi net op de Pollueurpayeur-Prinzip beschränken, mä och Ureizer schafen, fir déi chemesch a biologesch Qualitéit vun eise Biedem ze verbesseren. Och hei kann d'Landwirtschaft e wesentleche Bäitrag leeschten.

Wa mer bis esou e Kadaster hunn, da muss een iwwerpréiwen, ob een e Plan sectoriel brauch, fir sécherzestellen, dass qualitativ héichwäerteg Biedem net degradéiert ginn, oder ob een dat och mat anere Moyene kéint erreechen.

Da kommen ech zur grousser Fro vun der Croissance. Ech géif do gären d'Froe 6 a 7 zesummenhuelen, well se sech natierlech och iwwerschneiden.

Als Éischt emol muss ee soen, dass mer iwwerhaapt eng Diskussioun iwwert d'Croissance hunn, ass, well mer eng Rei Problemer hunn, déi domat zesummenhänken an déi och vun de Leit dobausse ganz staark wouergeholl ginn. De Logement gëtt ëmmer méi deier, den Trafic hëlt permanent zou, a mir verbrauchen ëmmer méi natierlech Ressourcen, déi just begrenzt zur Verfügung stinn. Déi éischt zwee Problemer hänken zesumme mat der Zuel vun de Leit, déi hei wunnen an hei schaffen.

Da komme mer zréck op de Pendlerzeenario an den Awunnerzeenario. Wa mer besser Méiglechkeete schafen, fir dass méi Leit hei wunne kënnen, musse mer méi dicht bauen, méi Schoulen, Crèchen a soss Servicer nach schafen. Wa mer dat net maachen an esou d'Awunnerzuel méi kleng halen, wuessen d'Wunnengspräisser nach méi staark wéi haut. Da kréie mer méi Frontalieren an nach méi Verkéier. Soulaang Lëtzebuerg däitlech méi héich Paie bezilt wéi d'Länner ronderëm eis a besser Sozialsystemer huet, wäerte leider vill Leit probéieren, hei eng Aarbechtsplaz a wa méiglech eng Wunneng ze kréien. Dësen Drock wäert also bleiwen.

Duerfir musse mer souwuel op ekonomeschem Plang wéi och an der Landesplanung insgesamt iwwer eis Grenzen ewech denken a plangen. Lëtzebuerg läit am Zentrum vun enger Regioun. Eis Problemer sinn zum Deel och d'Problemer vun eisen Noperen. Kommt, mer probéiere se zesummen ze léisen!

Dës Diskussioun kréie mer trotzdeem ëmmer erëm, wa mer en neie Betrib usidelen, deen Aarbechtsplaze schaaft. D'Iddi ass déi, dass de Bevëlkerungswuesstum reduzéiert gëtt, wa mer net méi esou vill nei Aarbechtsplaze schafen, déi gréisstendeels dann och nach géife mat Frontaliere besat ginn. Dozou muss ee soen, dass d'Residenten, an d'Lëtzebuerger ganz besonnesch, héich Usprëch un d'Servicer an d'Sozialleeschtunge vum Stat hunn. Déi musse finanzéiert ginn iwwer wirtschaftlech Aktivitéiten, déi da Recettë generéieren.

Et héiert een ëmmer erëm d'Argument, et kéint ee jo mat manner Sue liewen, wann duerfir an anere Beräicher d'Liewensqualitéit net duerch de Wuesstum géif beanträchtegt ginn. Zum engen ass dat en Argument, wat nëmmen op gutt situéiert Leit passt, well et kann nach laang net jiddwereen esou einfach op Sue verzichten. Dës Diskussioune kënnen zum Beispill Mindestlounempfänger sech iwwerhaapt net leeschten.

Zum anere brauch de Stat déi héich Recetten zu engem gudden Deel, fir Schoulen, Crèchen, Spideeler, Altersheimer an aner sozial Institutiounen ze finanzéieren, wou och Leit aus der Mëttelschicht kaum oder guer keng Aschränkunge wéilte mat a Kaf huelen. Et ass also komplett verréckt, fir de Wirtschaftswuesstum selwer a Fro ze stellen.

Wat mer awer mussen an de Gréff kréien, dat sinn d'Begleiterscheinungen, déi negativ Konsequenze vun dësem Wuesstum. An zemools an de Froe vun der Mobilitéit hu mer an der Vergaangenheet vill ze vill Zäit verluer, an eisen onendlechen Debatte verluer, amplaz ze handelen. Déi lescht Joren ass do vill geschitt. Nach gëllt et, e grousse Retard opzehuelen op der Strooss an och op der Schinn.

Mir brauchen also wirtschaftlech Croissance. Brauche mer och esou vill nei Aarbechtsplazen? An der Situatioun, an där mer sinn, wier et jo ideal, Aktivitéiten unzezéien, déi vill Recettë mat wéineg Personal géife generéieren. Dat kann een zum Deel maachen. Mä dat si meeschtens Aarbechtsplaze fir Leit, déi héich, ganz héich qualifizéiert sinn. A mir musse jo awer och derfir suergen, dass och manner qualifizéiert Leit nach an eisem Land eng Aarbecht fannen.

An der Kris hu mer gutt gesinn, dass de Chômage zu Lëtzebuerg iwwerproportional klëmmt, wa manner nei Aarbechtsplaze geschaaft ginn, well de Konkurrenzdrock op manner qualifizéiert Residentë ganz staark klëmmt. Eng weider Fro ass natierlech, ob déi Jobben, déi mer zousätzlech schafen, am Industrieberäich solle sinn. Wëlle mer nei Produktiounsbetriber, déi noutgedronge Ressourcë verbrauchen an Nuisancë mat sech bréngen?

D'Äntwert fir d'LSAP ass kloer: jo! Mir wëllen, dass Lëtzebuerg och an Zukunft nach e Produktiounsland ass. Ech weess net, wéi dacks mer hei an der Chamber lamentéiert hunn, deemools hunn ech et virum Fernseh ge-

lauschtert, dass mer immens ofhängeg si vun de Banken- a Finanzsecteuren, déi ganz volatill sinn an hir Aktivitéite vun engem Dag op deen anere kënnen an d'Ausland verleeën.

Mir hunn ëmmer gewarnt, dass eis Ekonomie net genuch diversifizéiert wier. Dat bedeit, dass mer aner Wirtschaftsdeeler mussen opbauen a Produktiounsbetriber mussen unzéien.

Duerfir gëtt et op d'mannst zwou Konditiounen: D'Betriber mussen um neiste Stand vun der Technik sinn, fir esou ressourcëschounend an ëmweltfrëndlech wéi méiglech ze produzéieren.

An zweetens kënne mer keng Betriber usidelen, deene mer net déi noutwendeg Ressourcen zur Verfügung stelle kënnen, well et hei am Land net genuch dovunner géif. Vun Ufank u muss also d'Fro gestallt ginn: Hu mer den Terrain, deen dës Firma brauch? Hu mer genuch Waasser? Ginn d'Emissiounswäerter trotz Asaz vu modernster Technologie iwwerschratt?

Déi Debatt, déi mer an der Lescht féieren, all Kéiers, wann en neie Betrib sech néierloosse wëllt, ass gutt, wa se eis dozou bréngt, iwwer all Konsequenzen nozedenken. Wann ech déi Debatt iwwert de Ressourcëverbrauch ausdrécklech begréissen, sou vermëssen ech awer eng gewëssen Objektivitéit an där Diskussioun.

Wann ech als Gemengeresponsabele géif gesot kréien, dass en neie Betrib géif esou vill Waasser verbrauche wéi 20.000 Awunner, da géif ech och als Éischt emol eng Kéier schlécken. Esou Zuelen erféieren, wa se net an de richtege Kontext gesat ginn.

Wat verbrauchen dann aner Industrien oder Liewensmëttelproduktiounen? Wéi ass et mat deem realen awer och mat deem virtuelle Waasserverbrauch? Fir e Kilo Fleesch gi 15.000 Liter Waasser gebraucht. Fir eng Jeans, mengen ech, 8.000 Liter. Fir en Auto alt bis zu 300.000 Liter. Wéi vill Waasser hu mer iwwerhaapt hei am Land zur Verfügung? An dann: Misst een net dee gesamten Zyklus vun der Produktioun analyséieren?

Ech hu gëschter Mëtteg gelies, dass an Däitschland e Juggurtsbecher an der Moyenne 9.115 km hanner sech huet, wann e bis verziert gëtt. Also, dat ass d'Additioun vum Wee vun der Äerdbier, vun der Mëllech a esou weider an esou fort. Ass et dann net richteg, och ze berücksichtegen, wann d'Produktioun no bei d'Matière première, an dësem Fall bei d'Mëllech, an och no bei de Konsument kënnt?

Dir gesitt, et si vill Froen, wann et ëm eis Ressourcë geet, op déi mer net onbedéngt eng Äntwert hunn. Duerfir solle mer rational mat deene Froen ëmgoen a manner ideologesch. Dobäi sinn déi natierlech Ressourcë wéi e Budget, mat deem ee muss ëmgoen. De Problem, dee mer am Ablack hunn, ass, dass mer zwar nei Ausgabe kënnen aschätzen an duerfir all neie Betrib mësstrauesch ënnert d'Lupp huelen. Mir hunn awer, op d'mannst als Deputéierten, keng kloer an transparent Oplëschtung vun - soe mer emol - deem aktuelle Kontostand.

Beim Waasser ginn ech dovun aus, dass de Ministère am Prinzip all d'Donnéeën huet, mä si stinn der Éffentlechkeet net an enger einfacher, liesbarer Form zur Verfügung. Do misst ee kënnen op ee Bléck gesinn, wéi vill Drénkwaasser mer kënne pro Joer enthuelen, ouni dës Ressource ze iwwernotzen.

Do dernieft bräicht ee pro Secteur Zuelen zum reelle Verbrauch, an dat Ganzt fortlafend natierlech, soudass een och als Laie gesäit, wéi dat evoluéiert. Bei den Zäregasen hu mer dat jo am Prinzip. Mir bräichten dat awer och an allen aneren Domänen, déi bei der Implantatioun vun engem neie Betrib eng Roll spillen, wéi zum Beispill bei der Loftverschmotzung a bei der Buedemqualitéit.

Et geet eben net duer, en neie Betrib ze bewäerten. Et muss een d'Entwécklung insgesamt kucken. Wann ee Betrib zoumécht, deen héich Emissiounen hat, ka jo gären een aneren amplaz kommen, dee méi produktiv ass a manner Emissioune produzéiert.

Wann eng Industriefriche opgewäert gëtt, kann anzwousch anescht eng Aktivitéitszon entstoen an de Bilan insgesamt nach ëmmer positiv sinn. Duerfir brauche mer all dës Donnéeën, souzesoen den nationale Kontostand vun eise Ressourcen, an dat wär emol eng konkret Propos.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Qualitative Wuesstum ass net gläichzesetze mat enger Desindustrialiséierung. Et ass eng Entwécklung hin zu méi effiziente Produktiounsmethoden, woubäi den Idealfall natierlech d'Économie circulaire wier. Wa mer weider Betriber unzéien, brauchen dës awer Rechtssécherheet. Si musse vun Ufank u kënnen aschätzen, wat fir Konditioune se mussen erfëllen. Wa si sech dann un all gesetzlech Oplagen halen, musse si och eng Geneemegung kënne kréien.

Déi aacht Fro betrëfft méi d'éffentlech Hand wéi de Privatsecteur. Et geet hei ëm en Nohaltegkeetscheck bei legislative Projeten. Mir hunn am Moment bei all Projet eng Fiche financière an eng Fiche zur Égalité des chances bäileien. Wann ee kuckt, wat fir een Impakt dat bis elo hat, muss ee sech froen, ob dat déi beschte Method ass. Bei engem Nohaltegkeetscheck geet et jo primär ëm d'Coherence vun eiser Politik. Wa mer wierklech virukomme wëllen, muss deen Nohaltegkeetscheck méi fréi an der Prozedur an am beschten nach virum Lancement vun der legislativer Prozedur gemaach ginn.

Ier e relevante Projet an de Regierungsrot geet, misst um interministerielle Plang iwwerpréift ginn, wat den Impakt vun deem Projet op aner Domäner ass. Et kéint een am Sënn vun der Nohaltegkeet verlaangen, dass do, wou et Sënn mécht, Optioune preparéiert ginn, déi en Impakt op de Käschtepunkt, op d'Gläichberechtegung an op d'Nohaltegkeet hunn. Et wier dann un der Regierung, sech fir eng Optioun ze entscheeden an dëse Choix am Dossier, dee mir da kréien, ze begrënnen.

An der Fro Nummer néng gi mer no neie Propose gefrot, fir de Flächeverbrauch ze reduzéieren. Ech mengen, dass mer schonns immens vill Proposen um Dësch leien hunn an dass et hei net u gudden Iddie feelt. Dat, woumat mer eis awer schwéierdinn, ass déi konkret Ëmsetzung. Wa mer de Leit net konkret an attraktiv Beispiller virun Ae féieren, wéi ee ka mat manner Flächeverbrauch flott Projete realiséieren, kréie mer net dee Mentalitéitswandel ugestouss, dee mer brauchen. Dat wier fir d'LSAP och en Haaptpunkt bei der Fro eelef. Natierlech ass et wichteg, Sensibiliséierungsaktiounen ze maachen an den Thema nohalteg Entwécklung als transversale Sujet an de Schoulprogrammer virzegesinn. Am wichtegste sinn allerdéngs positiv Beispiller, déi d'Leit inspiréieren.

Ëmgedréit kënne schlecht ëmgesate Projeten och e ganz negativen Effekt hunn. Ech denken do un de Logement, wou mer a relativ kuerzer Zäit staark Oplage gemaach hunn, fir just Passivhaiser ze bauen, déi an der Praxis awer, nieft de méi héije Käschte vum Wunnen, ville Leit och Problemer maachen. Fassaden, déi gréng ginn, Beléftungsanlagen, déi permanent Kaméidi maachen, Schimmel un de Wänn an esou weider sinn eng Konsequenz vun enger schlecht ëmgesatener Politik, déi fir eng Rei Leit schwéier Problemer schaaft an insgesamt eng ganz skeptesch Haltung an der Bevëlkerung fir dës Bauweis a fir ëmmer méi Nohaltegkeet no sech zitt.

Wat d'Fro Nummer zéng ugeet, esou maache mer jo scho villes, wat d'Rekonversioun vun Industrieflächen ugeet. Wat den Inventaire vu polluéierte Sitten ugeet, esou ass dat jo en Thema an deem neie Buedemschutzgesetz. Esou wéi ech dat virdru gesot hunn, misst een dat nach ergänzen duerch e Kadaster vu qualitativ gudde Biedem, op deene Liewensmëttel kënnen ugebaut ginn.

Da kommen ech zu de Steieren an Taxen, d'Froen 13 bis 14. Eisen Innenminister huet viru Kuerzem eng Gemengefinanzreform gemaach, déi d'LSAP absolutt begréisst a wou mer och absolutt kee Grond gesinn, déi direkt erëm a Fro ze stellen, nodeem Jorzéngten näischt an deem Domän geschitt ass. Mir fannen de Verdeelungsmechanismus, wéi en elo ass, gerecht a begréissen déi sozial Komponent, déi do zum Droe kënnt. Mir hunn awer näischt dergéint, dass eng Etüd gemaach gëtt iwwert d'Wiesselwierkungen tëschent de Gemengefinanzen an der nohalteger Entwécklung.

Mir sinn iwwerzeegt, dass d'Grondsteier reforméiert muss ginn, ouni ze ënnerschätzen, wéi schwiereg dat ass. Op alle Fall solle Wunnengen an Terrainen, déi aus Spekulatiounsgrënn ongenotzt bleiwen, méi héich taxéiert ginn. Dobäi muss ee Rücksicht huelen op Leit, déi krank oder am Altersheim sinn an duerfir net an hirer Wunneng liewen, oder op rechtlech Situatiounen, wou Proprietairen och keng aner Méiglechkeet hunn. Esou wéi ech et schonns an der Debatt iwwert de Logement sot, sollte mir déi Taxen op nationalem Niveau aféieren, wa mer haut feststellen, dass déi kommunal Taxen net gräifen oder d'Gemenge sech schwéierdi mat dem Applizéiere vun deenen Taxen.

Mir sinn och derfir, dass d'Plus-value, déi bei enger Ëmklasséierung vu Grénglands zu Bauland entsteet, soll taxéiert ginn, als Géigegewiicht dozou, dass d'éffentlech Hand dem Proprietaire eng Indemnitéit muss bezuelen, wa se Bauland zu Gréngland zréckklasséiert. Allerdéngs weist de Syvicol zu Recht dorop hin, dass de Risiko besteet, dass d'Proprietairen da guer net méi verkafen. Et muss een hei also mat Aemooss virgoen, virun allem awer brauch een a mengen Äen e politesche Konsens an och eng kohärent Approche.

D'Fro Nummer 16 betrëfft déi ënnerschiddlech Entwécklung, déi am urbanen an am ländleche Raum muss gefërdert ginn. Wéi scho gesot, ënnerstëtze mir als LSAP, an ech mengen déi meeschte Parteien, d'Entwécklung nom Zeenario 3, wou urban Zentre verdicht an hir Mixitéit vun de Funktiounen an Equiliber bruecht gëtt, grad ewéi eng manner staark Urbaniséierung vum ländleche Raum, dee qualitativ muss opgewäert ginn, ënner anerem duerch eng méi nohalteg Landwirtschaft, duussen Tourismus an eng gutt Liewensqualitéit fir d'Awunner, déi den Duerfcharakter vun den Uertschaften appreciéieren, an deene se wunnen.

Muss een duerfir de ländleche Raum zousätzlech férderen? A muss een e méi férdere wéi den urbane Raum? Als LSAP si mir net där Meenung. An ech erklären och elo, firwat. Et ass richteg, dass d'Entwécklungszentre mat méi engem héijen Awunnerwuesstum iwwert d'Gemengefinanzreform an de Pacte Logement finanziell Hëllefe kréien, déi dee ländleche Raum net an deem Mooss kritt an dann och net méi kréie kann.

D'Käschten, déi fir d'Entwécklungszentre mat deem Wuesstum verbonne sinn, leien awer ganz sécher iwwert de Bäihëllefen, soudass se net vis-à-vis vun de Landgemenge bevirdeelegt ginn. Et ass awer och richteg, dass et Bäihëllefe muss gi fir Projeten, déi d'Nohaltegkeet an d'Qualitéit vun der natierlecher Ëmwelt verbesseren. Et sollt dësen Typ vu Bäihëllefen net nom Kritär ländlech oder urban Gemenge ginn, mä entspriechend der Qualitéit vu konkrete Projeten.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Wa mir wëllen, dass d'Leit akzeptéieren, méi dicht beieneen ze liewen an a méi klengen Appartementer an enger Residence ze wunnen, da geet et net duer, een Héichhaus nom aneren ze bauen. Mir brauchen héichwäerteg urban Konzepter amplaz vun enger Promoteursarchitektur.

E wichtege Facteur an dëse Konzepter sinn d'Gréngflächen an Noerhuelungsgebidder am urbane Raum. Ech schwätzen net nëmme vu Parken a Spillplazen, mä och vun enger Bauweis, déi Privatsphär zouléisst an en direkte Kontakt mat der Natur erméiglecht. Den „urban gardening" ass e feste Bestanddeel vun esou engem Konzept. Zu Lëtzebuerg hu mer do nach en zolitte Réckstand. Et wäert also souwuel an de ländleche wéi an den urbane Gemengen en echten Challenge sinn, fir d'Qualitéit an dësem Sënn ze verbesseren, a Projeten, déi dozou bäidroen, musse gefërdert ginn.

Dat féiert direkt zur Fro 21. De Stat muss dat néidegt Fachwëssen a Berodung bereetstellen, wann d'Gemengen deen Challenge solle packen, an dat kann iwwer Konventioun oder eng aner Form vu Partnerschaft goen. Déi Partnerschafte musse sech och net op den éffentleche Secteur beschränken. Wéi dat konkret am beschte geet, sollt ee vu Fall zu Fall kucken.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

E wichtegen net staatlechen Akteur ass d'Landwirtschaft. Si huet ee ganz wesentlechen Afloss op d'nohalteg Entwécklung. Et ass ee Beräich, deen an de kommende Jorzéngte virun enormen Erausfuerderunge steet. Jee nodeem, wéi dee Secteur sech entwéckelt, kann en eng Brems fir eng nohalteg Entwécklung oder awer och e staarke Motor derfir sinn. Déi staatlech Hëllef, souwuel finanziell wéi och wat d'Recherche, d'Berodung ugeet, wäert hei decisiv sinn. Eng staark Partnerschaft mat der Landwirtschaft, wou de Stat mat de Baueren an net géint d'Bauere schafft, fir dee Secteur méi widderstandsfäeg ze maachen, ass onverzichtbar.

Zesumme musse Weeër fonnt ginn, déi sozial Situatioun vun de Baueren ze stäerken, hinnen e korrekt Akommes ze garantéieren a se manner ofhängeg ze maache vun internationalen Entwécklungen. Duerfir muss e laangfristegt Zil ausgeschafft ginn, wat et de Baueren erlaabt, sech schrëttweis ëmzestellen, soudass se déi zukünfteg Verännerungen iwwerstinn.

De Conseil supérieur pour un développement durable huet hei eng ganz detailléiert Äntwert ginn. Ob et méiglech ass, esou eng staark Verännerung bis 2050 ze erreechen, dat sief dohigestallt. Am Sënn vun der nohalteger Entwécklung missten d'Efforte vum Stat an de Baueren awer ongeféier an déi dote Richtung goen.

Da kommen ech zu de PAGen a PAPen. D'LSAP ass der Meenung, dass de Stat genuch Méiglechkeeten huet, fir nei PAGen ze bewäerten, sécherzestellen, dass se konform mat iwwergeuerdneten Instrumenter sinn, a Recommandatiounen ze maachen, fir eenzel Aspekter ze verbesseren.

D'LSAP huet sech ëmmer derfir agesat, dass d'Autonomie communale agehale gëtt an dass aus dem Contrôle de légalité kee Contrôle d'opportunité gëtt. Et wier dergéint positiv, wann de Stat an d'Gemenge sech un een Dësch géife setzen, fir e besseren Iwwerbléck iwwert d'Gesamtbild ze hunn, wat sech aus dem Zesummeleeë vun alle PAGen ergëtt. Eng gemeinsam Evaluatioun vun de Potenzialer ass hei sécher eng gutt Saach.

Net d'accord ass d'LSAP mat de Proposen aus der Fro 19. De generelle Problem, wann een iwwer méi Jore plangt, ass deen, dass een d'Zukunft net wierklech ka virausgesinn.

D'Planungsinstrumenter mussen duerfir esou flexibel an evolutiv si wéi méiglech, ouni dass d'Grondorientéierung vun engem Plang andauernd nei a Fro gestallt muss ginn. Eng Limitatioun vum Entwécklungspotenzial vum PAG op zwielef Joer ass duerfir an eisen Ae keng gutt Iddi. Wéi virdru gesot, fanne mir et gutt, wa Stat a Gemengen zesummen Entwécklungspotenzialer analyséieren. Mä dat soll fräiwëlleg an op därselwechter Aenhéicht passéieren.

Mir sinn dergéint, dass dat iwwert den obligatoresche Rapport all sechs Joer gemaach gëtt, deen en plus nach muss vun zwee Ministeren approuvéiert ginn. Domat schafe mer just erëm méi Bürokratie, déi mer eigentlech wollten ofbauen. Kuerz gesot, an eisen Ae sinn d'PAGe virun allem Entwécklungsinstrumenter fir eis Gemengen. An et ass net un éischter Plaz fir de Stat, sech de Gemengen do ze substituéieren.

Wat déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht betrëfft, esou ass d'LSAP net der Meenung, dass Lëtzebuerg fir Frontalieren onattraktiv ass. Déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ass awer ganz wichteg, wa mer eng Rei vun eise Problemer, notamment dee vun der Mobilitéit, wëlle léisen.

Dat ass awer och keng nei Erkenntnis an hänkt och vun der Bereetschaft vun eisen Nopeschlänner of, fir mat eis zesummenzeschaffen. Et ass gutt, wann d'Grenzregioun sech ekonomesch positiv entwéckelt, well dat e gewëssenen Drock ewechhëlt. Entreprisë loosse sech awer geziilt zu Lëtzebuerg néier wéinst engem virdeelhafte gesetzlechen an och politeschen Ëmfeld.

Wat den europäesche regionalen Entwécklungsfong ugeet, esou ass d'LSAP net der Meenung, dass deen ënnert den Aménagement du territoire sollt regruppéiert ginn. Nach eemol: D'nohalteg Entwécklung vun eisem Land beschränkt sech net op den Aménagement du territoire an och net op d'Aufgabeberäicher vum Ministère fir nohalteg Entwécklung. Et ass eng transversal Aufgab, déi déi ganz Regierung betrëfft. Wéi d'Suen aus dem FEDER-Fong am beschte genotzt solle ginn, muss duerfir eng interministeriell Entscheedung sinn.

Ech kommen da bei déi lescht Fro, déi d'Resilienz vu Lëtzebuerg am Hibléck op de Klimawandel betrëfft. Am beschte stinn do d'Chancen nach, wat d'Waasserversuergung ugeet. Mir bekloen eis heiansdo driwwer, mä mir sinn an enger Regioun, an där et glécklecherweis vill reent. Wa mer genuch an Iwwerschwemmungsmoossnamen, d'Waasserspäicherung an d'Waasseropbereedung investéieren, kënne mer eis Resilienz an deem Beräich op engem gudden Niveau halen.

Manner gutt gesäit et bei der Liewensmëttelproduktioun an der Energieproduktioun aus. Autark wäerte mer do och an Zukunft net ginn. Mir mussen Efforte maachen, fir eise Potenzial auszeschëpfen, bleiwe wéi an esou villen anere Secteuren awer ofhängeg vum Import.

D'Landwirtschaft selwer kritt den Impakt vu méi Wiederextremer a saisonale Schwankungen am meeschten ze spieren. Mä dat hat ech jo scho gesot. Zu enger méi stabiller Energieversuergung an eventuelle Krisenzäite kënne mer bäidroen duerch eng Reduktioun vum Verbrauch, d'Notzung vu ville verschiddenen a besonnesch erneierbaren Energiequellen. Mir musse méi dezentral produzéieren an eis Stroumnetzer entspriechend upassen.

De Klimawandel bréngt tatsächlech gewëssen Onsécherheeten an Erausfuerderungen och fir Lëtzebuerg mat sech. Grouss Risiken, déi méiglech zukünfteg Veränneruge fir Lëtzebuerg mat sech bréngen, leien an engem anere Beräich, wou de Klimawandel just en zousätzleche Facteur ass, an dat ass den internationalen Handel.

Mir si bei villen existenziell wichtege Ressourcen ugewisen op Importer. Mir brauchen am Géigenzuch d'Méiglechkeet, eis Produkter an eis Déngschtleeschtungen ze exportéieren. An

engem politeschen Ëmfeld, wou Handelskricher ëmmer méi wahrscheinlech ginn an innerhalb vun der Europäescher Unioun nationalistesch Reflexer zouhuelen, steet et ëm d'Resilienz vun esou engem klenge Land wéi eisem net gutt.

De Klimawandel, deen d'Flüchtlingsproblematik verstäerkt, mécht et ëmsou méi wichteg, dass mer an der Europäescher Unioun de Solidaritéitsprinzip héichhalen. Mir mussen eis mat all eiser Kraaft derfir asetzen, dass d'EU als Solidar- a Wäertegemeinschaft oprechterhale bleift, dass de Schengen-Raum net a Fro gestallt gëtt an dass sech net weider Länner um Brexit inspiréieren.

Just an esou engem Ëmfeld ka Lëtzebuerg sech entwéckelen an un d'Erausfuerderungen upassen, déi de Klimawandel wäert mat sech brengen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Cruchten. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Josée Lorsché ageschriwwen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci villmools, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, wärend Jorhonnerten ass den Territoire als Allgemenggutt vun engem Vollek ugesi ginn. Als Träger vun der Produktioun gouf e vis-à-vis vum Noper verteidegt an ofgegrenzt an och viru feindlechen Iwwergréffer geschützt.

Haut versti mer ënnert dem Begréff „Territoire" eppes ganz aneschters. Eisen Territoire ass en héich komplexe System mat ganz ville Fonctiounen. Et ass de System, an deem mir liewen, an deem mir schaffen, an deem mir wunnen, eis bewegen an eis erhuelen, mä et ass och e System, deen Energie, Waasser, Biodiversitéit, Liewensmëttel an Offall generéiert, fir nëmmen déi ze nennen.

Dir Dammen an Dir Hären, wann et dann ëm d'Gestaltung, ëm d'Notzung an ëm den Amenagement vun deem Territoire geet, vun deem ganz vulnerabele System, da steet d'Politik viru grousse sozialen, ekonomeschen an ekologeschen Erausfuerderungen. Ëm ganz genee deen Enjeu geet et an dëser Orientéierungs- oder besser gesot Consultatiounsdebatt. Mir si gefrot ginn, wat mer vun deenen eenzelnen Themen halen. A mir wéilten als Gréng déi Approche wierklech begréissen, datt mer eng Kéier hei d'Chance hunn, eis net nëmmen ëm Gesetzer ze streiden an ze diskutéieren, mä datt mer och kënnen nei Zeenarien an Entwécklunge fir d'Land beschwätzen.

Grosso modo besteet dëse Froekatalog aus fënnef bis sechs Themebléck, déi ganz interessant sinn. Ech komme bei deen éischten, ech denken, et ass ee vun deene spannendsten. En dréit ëm d'Fro, ob de Begréff vum Aménagement du territoire an eiser Verfassung soll verankert ginn, fir d'Utilité publique vun der Landesplanung juristesch ofzesécheren a se iwwert d'Privatinteressen ze stellen.

Dir Dammen an Dir Hären, viru laanger Zäit huet e ganz vernënftege Philosoph Folgendes behaapt: „Urspréinglech sinn d'Mënschen alleguer am rechtméissege Besëtz vu Buedem. Dëse Besëtz ass e Gesamtbesëtz, deen net Géigestand ka si vun Eegentum an och net Géigestand vu Kaf a Verkaf.

Wann e Mënsch sech Buedem uneegent, da kann dat héchstens op Basis vun der Vernonft geschéien an am Kontext vun engem Gesellschaftsvertrag."

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir kënnt lech denken, wien dat war, oder och net. Et war net de Karl Marx, mä et war den Immanuel Kant, dee sech grad wéi de Karl Marx vill Gedanken iwwert d'Proprietéitsverhältnisser gemaach huet. Hätt dëse Grondsaz sech duerchgesat, Här Minister, da bräichte mer eis d'Fro vun der Utilité publique haut net ze stellen. Da wier den Aménagement du territoire net regelméisseg un onvernënftege Privatinteresse gescheitert an eisen Territoire hätt sech net zu engem héich spekulativen Objet entwéckelt.

Haut kann ee sech dréien a kéieren, wéi ee wëllt, mä ee vun den Haaptgrënn vum landesplanerese Misär, mat deem mir ëmmer erëm ze kämpfen hunn, läit nun emol am iwwerdriwwene Schutz vun der Privatproprietéit oder awer vun hirer kontraproduktiver Notzung.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Trotz enger Rei Gesetzer, Konzepter a Regierungspläng, déi ech all net a Fro stellen, war et awer net d'Politik, déi d'Entwécklung vum Territoire bestëmmt huet, et war de Präis vun der Privatproprietéit Buedem, deen doriwwer decidéiert huet.

De Buedem ass der Politik souzesoen ënnert de Féiss ewechgezu ginn, well vill relevant Flächen an d'Hänn vu Spekulante gerode sinn, déi net fir hir Leeschtung, mä fir hir Netleeschtung bezuelt gi sinn an onbehellegt am Schlof onwahrscheinlech räich gi sinn.

Madamm Presidentin, et geet eis wierklech haut net drëms, d'Grondrecht op Eegentum a Fro ze stellen, och net, wann ech esou e bësse méi provokant Sätz soen. Allerdéngs muss et am Kontext vun der Landesplanung erlaabt sinn, Terme wéi kollektiv Interessen, Allgemenggutt oder Utilité publique an de Mond ze huelen, ouni direkt als Kommunist bezeechent ze ginn. Eng intelligent Notzung vum Buedemrecht ass näämlech kee sozialisteschen Unfug, mä eng Noutwendegkeet.

Här Minister, domat ass d'Fro, ob e Passus iwwert den Aménagement du territoire oder einfach emol iwwert de Buedem als rar Ressource an eis Verfassung soll kommen, scho mat Jo beäntwert, wou ech mech da mam Här Cruchten och op deem Punkt verstinn.

Och wann dat, wéi gesot, net esou séier gemaach ass, vu datt eng Zweedrëttelmajoritéit muss fonnt ginn, déi net esou einfach ze fannen ass, virun allem net an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou de Landbesëtz ee vun den Haaptfacteure vum Räichtum ass. Dat ass historesch bedéngt.

Mir si jiddefalls der Meenung, datt et esou lues un der Zäit ass, der Realitéit an d'Aen ze kucken an den Zougang zu Buedem fir d'Allgemengheet sécherzestellen iwwerall do, wou d'Grondbedürfnisser vun eiser Gesellschaft a vun eiser Ëmwelt dat verlaangen. Dat heescht net nëmmen, datt d'Notioun vum Aménagement du territoire, mä och d'Notioun vum Buedem als rar Ressource verfassungsrechtlech iwwert d'Privatinteresse gestallt ginn. Dat heescht och, datt de Proprietaire vun engem Terrain eng gewësse Verantwortung fir d'Allgemengheet operluecht kritt, äänlech wéi an der däitscher Verfassung, wou drasteet, datt Eegentum verflicht.

Och déi Schwäizer Verfassung enthält esou e Passus, an dat schonn zanter 1969, wou ee jo wierklech net ka behaapten, datt d'Schwäiz oder Däitschland kommunistesch Regimmer wieren.

Fir kloer ze sinn: Eng verfassungsrechtlech Dispositioun ass net geduecht, fir d'Proprietairë queesch duerch d'Land ze enteegnen. Ganz bestëmmt net! Se ass geduecht, fir a Konfliktfäll eens ze ginn, fir Vernonft a Gerechtegkeet an den Ëmgang mat begierte Flächen ze bréngen a karikatural Situatioune wéi déi op der Stäreplaz ze verhënneren.

Eiser Meenung no kann et net sinn, datt e Proprietaire vun engem Terrain, deen am Häerz vun der Stad en Terrain besëtzt, deen Terrain aus Spekulatiounsgrënn broochleien däerf loossen a sech d'Recht däerf eraushuelen, d'Entwécklung vun engem ganze Quartier ze blockéieren!

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An et kann och net sinn, datt Honnerte vun Hektar, déi am Bauperimeter vun de Gemenge leien a kuerzfristeg bebaubar sinn, jorzéngtelaang onbebaut bleiwen, eenzeg an eleng, well d'Proprietairen op eng ganz legal Manéier ouni Aarbecht an ouni Fläiss vun Dag zu Dag méi räich wëlle ginn an domat massiv zur Wunnengsnout bäidroen!

(Interruption)

Ganz genee aus deene Grënn begréisse mir, Här Minister, datt Dir d'Fro vun der Constitutioun an dëser Debatt ëffentlech thematiséiert, nodeems dëst Thema zu Lëtzebuerg dach en Tabuthema ass.

Bedauerlech ass an deem Kontext d'Positioun vun der Union des entreprises, déi sech dëser Diskussioun éischter wëllt verschléissen. Schonn eleng d'Demarche, datt dës Debatt an der Chamber stattfënnt, bezeechent d'UEL als „désinvolture", esou wéi wa schonn haut iergendeng Decisioun an iergendenger Fro géif falen. Dobäi maache mir soss näischt wéi nodenken. Mir huelen eis d'Recht eraus, ausnamsweis haart nozedenken, souzesoen „out of the box", fir d'Managersprooch ze benotzen, déi Usus ass, wann et an deene Kreesser ëm Sozialofbau geet.

Dozou erlaben ech mir nach just déi bescheide Bemierkung, datt Lëtzebuerg keng Insel ass an datt mir eis mat dëser Diskussioun am internationale Kontext bewegen.

D'Diskussioune ronderëm d'Biens communs oder d'„commons", wéi d'Allgemenggidder am angelsächsesche Raum genannt ginn - dat sinn Allgemenggidder wéi Waasser, Grond a Buedem -, steet a ville Länner längst op der Prioritéitelëscht vun der politescher Agenda, esou zum Beispill a Frankräich, wou d'Marie Cornu, d'Directrice de recherche vum Centre national de recherche scientifique, dem CNRS, den Dictionnaire des biens communs publizéiert huet an de Begréff vum „Territoire" als „Bien commun de l'humanité" bezeechent huet.

An deeselwechte Kontext gehéiert och dat franséischt Biodiversitéitsgesetz aus dem Joer 2016, wou drasteet, ech zitéieren: «Le sol est le patrimoine commun de la nation.»

Als Gréng gesi mir also net an, firwat dës Diskussioun zu Lëtzebuerg net gefouert soll ginn, ëmsou méi, well eis liewenswichteg Ressourcë wéi Grond a Buedem lues awer sécher un hir Grenze stoussen an trotzdeem nach ëmmer zum Nodeel vum Allgemengwuel däerfe benotzt ginn a gewëssene Fäll.

Begréissenswäert ass an deem Kontext den Avis vum OAI, dem Ordre des architectes et ingénieurs-conseils, dee sech ganz konstruktiv an dës Debatt abréngt. D'Urbanisten, d'Architekten an d'Ingenieure schléissen d'Iddi vun enger Verfassungsännerung net vu vireran aus a bréngen och eng ganz Rei couragéiert Instrumenter an hirem Avis zum Virschäin, déi mer all kënnen ënnerstëtzen. Äänlech och d'Handwierkerkummer.

Här Minister, am generelle Kontext vun der Landesplanung werft Dir doriwwer eraus d'Fro op, ob Lëtzebuerg sech eng europäesch Direktiv virstelle kann, dat heescht, ob ee sech derfir soll asetzen, fir déi grenziwwerschreidend Aspekter vum Aménagement du territoire um europäechen Niveau ze regelen.

Mir sinn net där Meenung, well d'Ausgangspositioun vun Territoire zu Territoire a vu Land zu Land verschidden ass. Duerfir gesi mir éischter dee Wee, datt mer d'Zesummenaarbecht solle förderen a beschtefalls och vun der Europäescher Kommissioun ënnerstëtzt solle ginn, mä net dirigéiert.

Sënnvoll Piste gesi mir virun allem an der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht am Secteur vum Transport, wou Dir jo souwisou scho konsequent ënnerwee sidd an de Verhandlunge mat den Nopeschlänner. Mir gesi weider Pisten an der Kreatioun vu Zones d'activités économiques an der Grenzregioun, déi jo Aarbechtsplaze schafen an net zu weiderem Trafic an eisem Land féieren. Mir gesi Pisten an der grenziwwerschreidender Reglementatioun vum Teletravail. Dat ass wuel en Dossier, deen net esou séier ofzeschléissen ass, mä et ass eng interessant Pist. Mir gesi Pisten am gemeinsamen Naturschutz an a Waasserschutzpläng, mä och an der gemeinsamer Produktioun vun erneierbarer Energie bis iwwert d'Grenzen eraus. De Wand, deen hält net op der Grenz op.

Am zweeten Themekomplex, Här Minister, geet et dann ëm déi dräi Entwécklungszeenarien, zu deene mir eis solle positionéieren.

Ech denken, déi Äntwert läit op der Hand. Et ass deen drëtten Zeenario, well en d'Landschaften eenegermoossen intakt hält, de Beruffsverkéier limitéiert op kuerz Strecken a Wunnen, Schaffen a Fräizäit zesummeféiert. Dat soll natierlech d'Devise fir d'Zukunft sinn.

D'Instrumenter, fir dësen Zeenario ëmzesetzen, sinn un éischter Stell déi sektoriell Pläng, déi sech de kommunale PAGen natierlech superposéieren an obligatoresch sinn. Dozou musse mer awer soen, datt déi Pläng och musse gräifen, an dat geet just, wa Kohärenz tëschent de sektorielle Politikberäicher besteet. Dat ass scho gesot ginn. Stéchwuert Pacte Logement, e Gesetz, wat sämtlech landesplaneresch Kritären iwwer Bord gehäit huet an e gutt Beispill liwwert, wéi et net däerf goen.

Fir datt déi sektoriell Pläng vu jiddwerengem akzeptéiert ginn, ass et och wichteg, datt rural Gemengen, déi aarm u Betriber, mä räich un Ekosystemer a ruralem Patrimoine sinn, fir de Schutz vun deene Räichtümer kompenséiert ginn. Datselwecht zielt och fir de Schutz vun den Agrarflächen am ländleche Raum.

An anere Wierder: Mir sinn der Meenung, datt et bei der Landesplanung keng Verléierer däerf ginn. Dat ass d'Verantwortung vun der Regierung. Déi dräi Raim si complementaire zoueneen a mussen och als solch behandelt ginn.

Une voix.- Très bien

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dernieft stinn och d'Gemengen an der Verantwortung natierlech, wann et drëms geet, hiren Territoire nohalteg ze entwéckelen an net virun all Promoteur op d'Knéien ze falen, deen e grousst Lotissement op der grénger Wiss wëllt realiséieren. Dat heescht éischtens, datt d'Gemengen dem Prinzip vun der „Innen- vor Außenentwicklung" konsequent Rechnung mussen droen, och wann nach Sputt no baussen ass. Deem sollten och d'Plans sectoriels Rechnung droen an de Gemenge keng Projeten op der grénger Wiss octroyéieren, esou wéi dat beim Plan sectoriel «Logement» de Fall war fir d'Gemeng Käl, wou e grousse Wunnlotissement sollt op eng Wiss kommen, wou iwwerhaapt keen ëffentlechen Transport besteet an och kee méiglech ass.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Gemengen hire PAG am wäite Radius mat deem vun den Nopeschgemenge sollen ofstëmmen an zesummeleeë sollen, wat zesumme passt, sief et duerch Konventiounen, déi et jo scho gëtt, sief et innerhalb vu Syndikater, déi et och scho gëtt an déi ausgebaut kënne ginn, sief et carrement duerch Gemengefusiounen, déi mir natierlech och ënnerstëtzen.

D'Fro, ob mir eis zousätzlech Plans sectoriels nieft deene véier Plans primaires a Plans secondaires vun de Lycéeën, de Bauschuttdeponien, de Stations de base an esou weider kënne virstellen, beäntwerte mir och mat Jo, mat der klenger Remark, datt de Plan sectoriel «Lycées» duerch de Plan sectoriel «Enseignement et Formation» misst ersat ginn, fir der ganzer Spannbreet vun Enseignementer a Formatiounen an eisem Land gerecht ze ginn.

Mir gesi grousst Potenzial an der Kultur, mä och an de Beräicher vum Sport a vum Tourismus, wou et net vu Muttwëll wier, d'Planung vun den Infrastrukturen esou ze koordinéieren, datt se méiglechst un déi grouss Infrastrukturen, déi et scho gëtt, mä och un den ëffentlechen Transport ugebonne ginn.

Interessant ass an deem Kontext och de Bäitrag vun der Caritas, déi fir sektoriell Pläng am Sozialberäich antrëtt. Fir sécherzestellen, datt den Zougang zu soziale Strukture flächendeckend a gläichberechtegt am Land assuréiert ass, wier d'Elaboratioun vun esou Pläng sécher net vu Muttwëll.

Op där anerer Säit versti mer awer och de Syvicol, deen ze bedenke gëtt, datt een net soll iwwerreglementéieren. Eng Multiplikatioun vu Plans sectoriels féiert noutgedrongen zu laange Prozeduren an administrativem Opwand, deen der gewënschter Simplification administrative natierlech am Wee steet. Mir denken hei, datt e gesonden Equiliber tëschent Ënner- an Iwwerreglementatioun muss fonnt ginn.

Den drëtten Themekomplex behandelt dann déi kruzial Fro vum Wuesstum, ugefaange beim Wirtschaftswuesstum respektiv beim Wuesstum vum PIB, dee bis haut jo als Garant fir eis sozial Ofsécherung duergestallt ginn ass. Mir gesinn dat e bëssen anescht. Mir sinn näämlech der Meenung, datt de Wirtschaftswuesstum eleng d'Land och méi aarm ka maachen. Well wat kënne mir mat engem Wuesstum ufänken, deen d'Ongläichheete verschäerft an déi natierlech Liewensgrondlagen zerstéiert? Ech denken, net ganz vill!

Duerfir si mir der Meenung, datt et un der Zäit ass, vum bedéngungslose Wuesstumszwang lasszekommen an deem bekannte Risiko vum Schnéiballeffekt entgéintzesteieren. An engem Land, wat flächemëisseg immens begrenzt ass an och keng endlos Ressourcen huet, ass souwisou keen onendleche Wuesstum méiglech. Dat ass eng Utopie.

Wat mir als Gréng wëllen, ass dowéinst net e Wuesstum an der Quantitéit, mä eng qualitativ a solidaresch Entwécklung vun eisem Land a vun eiser Gesellschaft.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dorënner versti mir eng Entwécklung, där hir Plus-value net an Euro ausgedréckt ka ginn, mä am Wuelbefanne vun de Biergerinnen a Bierger, dem PIB du bien-être, der sozialer Kohäsioun, der gerechter Verdeelung vum Räichtum, mä och am Schutz vum Klima a vun eisen natierleche Liewensgrondlagen als wichteg Elementer vun enger Ekonomie, déi sech net vu kuerzfristege Renditten däerf blende loossen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch an Zäite vun zouhuelendem Flächeverbrauch a Flächekonkurrenz musse mir och dem Aspekt vum Buedemschutz an Zukunft méi Gewiicht ginn, wa mir vun der Entwécklung vu wirtschaftlechen Aktivitéite schwätzen.

Eis grouss Chance ass déi, datt ëmmer méi Akteuren aus der Wirtschaft d'Zeeche vun der Zäit erkannt hunn a wëssen, datt se méi effizient mat de Ressourcë mussen ëmgoen. Dat ass net nëmmen aus ëmweltpolitesche Grënn e Virdeel, et huet och en ekonomeschen Impakt op si selwer. E Betrib, dee mat manner Stroum funktionéiert, manner Waasser, manner Material verbraucht, manner Ofwaasser a manner Offall hannerléisst, deen dréit net nëmmen zum intelligente Wuesstum bäi, e steigert och seng eege Konkurrenzfäegkeet an huet d'Nues laangfristeg vir.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Bei eis sinn esou Betriber d'Betriber vun der Zukunft. An et sinn och dës Betriber, déi ugezu musse ginn, mat der Kreeslafwirtschaft als Branche vun der Zukunft.

Un der Regierung ass et, de Kader ze setzen, an deem dës Betriber sech bewege kënnen. Zentral Elementer sinn dobäi den Dialog mat den Industriepartner an hir Berodung, mä och d'Ausbildung an d'Weiderbildung vu Fachkräften am breet gefächerte Beräich vun der Nohaltegkeet, mä och d'Energiewend an d'Konversioun vun den Industriebroochen, fir de weidere Flächeverbrauch méiglechst kleng ze halen oder carrement ze verhënneren.

En anere Volet vun der Wuesstumsdebatt bezitt sech dann op d'Awunnerzuel. Dat ass net datselwecht. Déi Awunnerzuel ass net direkt a Relatioun mam Wirtschaftswuesstum. E Réckgang vum PIB féiert näämlech net dozou, datt manner Leit an eist Land wunne kommen. Dat huet sech an der Wirtschaftskris bemierkbar gemaach, wou d'Zouwanderung net ofgeholl, mä trotz dem Réckgang vum Wirtschaftswuesstum oder vu senger Stagnatioun weider zougeholl huet.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Als Gréng wëlle mir eis där Zouwanderung net verschléissen. Mir gehéieren net zu deenen, déi, wéi den amerikanesche President, Maueren am Kapp hunn an déi Mauere wëlle bauen. Mir gehéieren zu deenen, déi Lëtzebuerg weiderhin als weltoppent an tolerant Land verdeedegen an eis kulturell Diversitéit als Chance an als Stäerkt ugesinn. Dat heescht net, datt mir contre vents et marées e grousse Bevëlkerungswuesstum ustriewen. Et heescht awer, datt mir kengem d'Dier op der Nues zouschloen, deen an eisem Land wëllt wunnen a schaffen.

Am Kontext vun der Landesplanung heescht dat, de Raum esou ze organiséieren, datt jiddwereen zu Lëtzebuerg ënner mënschewierdege Bedéngunge liewe kann, och wann dëst mat enger ganzer Rei vun Defie verbonnen ass.

Eng weider Fro, déi och an de Kontext vum Wuesstum gehéiert an de Volet vum Zesummeliewe mat deem vun der Wirtschaft verbënnt, ass d'Fro vum Nohaltegkeetscheck, dee sech net op legislativ Prozesser däerf limitéieren, mä och muss applizéiert ginn, wann nei Betriber an d'Land kommen. Esou en Check heescht, am Virfeld vun engem neie Projet oder vun der eventueller Implantatioun vun engem Betrib eng global Käschten-Notzen-Etüd duerchzeféieren, fir de globalen Impakt op Mënsch, Natur a Wirtschaft ze analyséieren. Esou e Modell ass zum Beispill vun der Freie Universität vu Berlin ausgeschafft ginn. Et gëtt en also schonn. An en ass och scho viru Joren zu Lëtzebuerg presentéiert ginn.

Dës Demarche ass den A an O vun der nohalteger Entwécklung vum Land a vum Zesummeliewen an eisem Land. Et muss näämlech definitiv Schluss sinn domat, datt e Betrib u Bord gezu gëtt, wann net virdru gewosst ass, wéi grouss säin Impakt op d'Liewensqualitéit ass, wann net gewosst ass, ob säi Ressourcëverbrauch net all räsonabel Limitten depasséiert, a wann net gewosst ass, wéi en territorialen, ekologeschen a sozialen Impakt de Betrib allgemeng huet.

Zu Recht verweist den Nohaltegkeetsrot an dësem Kontext op eng entspriechend Motioun, déi d'Chamber am Joer 2015 adoptéiert huet an d'Regierung opgefuerdert huet, konsequent op de Wee vun esou engem Check ze goen. Leider ass dës Motioun bei deem engen oder anere Projet net zur Geltung komm. Mä, wat net ass, ka jo nach ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ëm Flächeverbrauch geet et dann och bei der Problematik vun der Wunnengsnout als engem vun de manner visibelen, mä engem vun de gréisste Chantieren an eisem Land. Domat sinn ech beim véierte Beräich, op deen ech nach wëll agoen.

Leider gëtt d'Wunnqualitéit zu Lëtzebuerg nach ëmmer un der Zuel vun de Wunnquadratmeter, un der Zuel vun den Ar an Hektar ronderëm d'Haus an un der Zuel vun de lafende Meter Trottoir virum Haus berechent. Dësen Héichmutt huet dozou gefouert, datt e Stot zu Lëtzebuerg an der Moyenne 140 m² zur Verfügung huet an datt an der Moyenne 60% vun där Fläch net bewunnt ginn.

De Revers vun der Medail ass, datt vill Leit keng Wunneng fannen a sech och keng kënne leeschten, well d'Offer der Demande schonn zanter Jorzéngten hannendruleeft. Datt d'Recht op en dezent Wunnen an d'Verfassung soll ageschriwwe ginn, ass en éischte wichtege Schrëtt. Op d'mannst esou wichteg awer sinn d'Instrumenter natierlech, mat där Wunnflächen a Bauterraine mobiliséiert kënne ginn, ouni datt d'Emwelt zum Verléierer gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Als Gréng si mir net prinzipiell géint fiskal Moossnamen, déi méi Gerechtegkeet schafen, wéi zum Beispill Taxen op der Plus-value vun onbebauten Terrainen oder Taxen op eidel stoende Wunnengen. Mir sinn an dëser Fro awer méi reservéiert, well d'Erfahrungen, déi verschidde Gemenge gemaach hunn op deem Plang, nach mitigéiert waren a vill ongeléist Konflikter hannerlooss hunn.

Mir gesi méi Potenzial am Virkafsrecht vu Stat a Gemengen, wat gestäerkt muss ginn, an och bei Baulandvertrag respektiv bei der Reform vun der Grondsteier. Spéitstens zanter dem Uerteel vum däitsche Verfassungsgeriicht vun der leschter Woch wësse mer, datt eng Reform dréngend noutwendeg ass.

Et muss ee jo wëssen, datt eis Grondsteier nom selwechte Prinzip funktionéiert wéi déi an Däitschland. Deen eenzegen Ënnerscheed ass deen, datt Däitschland seng Eenheetswäerter am Joer 1964 ugepasst huet, wärend Lëtzebuerg de Kapp an de Sand gestach huet an zanter 1941 keng Upassung vun där Steier méi virgeholl huet. Zu Lëtzebuerg ass d'Situatioun also nach méi verréckt wéi an Däitschland.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat huet näischt mat der Nazizäit ze dinn, an där d'Grondsteier agefouert ginn ass, et huet eenzeg an eleng domat ze dinn, datt d'Steierpolitik et nom Krich ënnerlooss huet, den Émgang mat de Flächen intelligent ze steieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Genau!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- D'Herkulesaarbecht, déi op déi nächst Regierung zoukënnt, besteet doran, de Besteierungswäert vun all Terrain u säi reelle Wäert unzepassen. Ech wënschen all deenen, déi dat musse maachen, ganz vill Freed bei där Aarbecht!

Här Minister, nieft de finanziellen Hiewelen, déi agesat kënne ginn, fir Wunnraum ze mobiliséieren, spillen natierlech och d'Wunnformen eng Roll, haaptsächlech méi dicht Wunnformen. Dat setzt allerdéngs viraus, datt déi Lëtzebuerger Wunnmentalitéit fort kënnt vun der Zwangsvirstellung, eng Villa mat groussem Beréng wär de Summum vum Gléck.

Ënner dichten a kollektive Wunnforme versti mir net nëmme Lotissementer mat kollektiv notzbare Gréngflächen a Gemeinschaftsgaart no der Logik vun der „Transition"-Bewegung, mä och Wunnkooperativen, intergenerationellt Wunnen, de Cohabitage oder Projete wéi den Habitat intermédiaire.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wunnforme wéi dës kënne méi flexibel a punktuell genotzt ginn. Dat ass och an enger Zäit, wou d'Mobilitéit groussgeschriwwe gëtt am Beruff, eng wichteg Saach. Se si fir deen Eenzelne méi erschwénglech, reduzéieren de Flächeverbrauch an hu gläichzäiteg eng sozial Funktioun, well se d'Leit zesummebréngen an net auserneendreiwen.

Äusserst sënnvoll ass an deem Kontext d'Rekonversioun vun den Industriefrichen, wou Wunnen, Schaffen a Fräizäit zesummegefouert kënne ginn. Dee flotte Projet mam Numm „Wunne mat der Wooltz" liwwert schonn haut de Bewäis, datt d'Densitéit vum Wunnen der Liewensqualitéit net am Wee steet, ganz am Géigendeel. De Projet „Op der Schmelz", deen zu Diddeleng realiséiert gëtt, erméiglecht, weider Erfahrungen am Beräich vun der Rekonversioun vun Industriefrichen ze maachen. Och dat ass en interessante Projet, net géint d'Bierger, mä zesumme mat de Bierger, déi vun Ufank u bei der Gestaltung vun deem Site agebonne waren. Sou soll et sinn.

Fir d'Potenzial vun esou Flächen als Espace prioritaire d'urbanisation kënnen ze analyséieren, denke mir, datt et wichteg ass, en Inventar vun deene Flächen opzestellen an e pluriannuelle Sanéierungs- a Bebauungsplang eben och ze maachen. Dozou gehéieren och desaffektéiert ëffentlech Gebaier, déi zu Wunnzwecker renovéiert oder ofgerappt an nei gebaut kënne ginn.

Här Minister, fir d'Wunnen am urbane Raum méi attraktiv ze maachen a laang Weeër fir Akafszwecker ze vermeiden, mä och fir den Eenzelhandel ze stäerken, féiert eiser Meenung no kee Wee laanscht Färdermoossnamen, déi deene klenge Commercen dann erméiglecht, der Konkurrenz standzehalen, jiddefalls méi wéi bis elo.

De Corollaire muss awer dann dora bestoen, d'Implantatioun vu grousse Geschäftsflächen an de Peripherië vun den Uertschaften ze begrenzen. Dat heescht, datt d'Entwécklung vun anonyme Fachmaartagglomeratiounen - d'Wuert ass schonn esou grujelech wéi de Site! - wéi déi zu Féitz der Vergaangenheet sollen ugehéieren a Plaz solle maache beispillsweis fir kleng a mëttelgrouss Betriber, déi sech der nohalteger Wirtschaft verschreiwen.

Ëmsou méi sënnvoll ass dat, well mer wëssen, datt net méi vill Sputt op de Zones d'activités fir kleng a mëttelgrouss Betriber besteet an datt déi Betriber dréngend Plaz brauchen, virun allem lokal a regional Betriber.

Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sensibiliséieren ass och e Volet, op deen Der agitt an Ärem Froekatalog. Mir fannen, datt net nëmmen d'Sensibiliséieren duergeet: D'Bedeelegung vun de Biergerinnen a Bierger ass bei deem ganze Prozess vun der Landesplanung extrem wichteg, woumat ech da beim fënneften Themekomplex sinn.

E gutt Beispill fir eng erfollegräich Biergerbedeelegung liwwere Stied wéi Amsterdam a Rotterdam, déi doran eng laang Erfahrung hunn. Grad wéi bei eis war d'Geschicht vun deene Stied am leschte Jorhonnert vun zwee Akteure gepräägt: vun der ëffentlecher Hand op där enger Säit a vun de Promoteuren op där anerer. Derbäi koum awer elo eng drëtt Form vun Akteur, an zwar d'Kollektivitéit, déi ugefaangen huet, sech mat der Entwécklung vun de Stied auserneenzesetzen. Net mam Zil, fir d'Promoteure lasszeginn, dat bréngt ee souwisou net fäerdeg, mä mam Zil, Projete grad op deene Plazen ze initiéieren, déi fir d'Promoteuren oninteressant waren.

D'Erfahrungen, déi an Holland, mä och an anere Länner gemaach gi sinn, sinn erstaunlech - Stéchwuert „smart cities" - an e gudde Grond, fir d'Bierger och zu Lëtzebuerg matverantwortlech fir d'Gestaltung vun hirem Liewensraum ze maachen, amplaz just de Spezialisten déi Missioun ze iwwerloossen.

Ëmsou méi begréissenswäert ass et duerfir, datt Dir, Här Minister, d'Biergerinnen an d'Bierger bei der Elaboratioun vum neie PDAT mat an d'Boot geholl hutt an déi al Denkschemae vun der representativer Demokratie zugonschte vun der participativer Demokratie e wéineg opgewierbelt hutt.

Bleift zum Schluss nach d'Fro vun der Resilienz. E Begréff, deen, grad wéi dee vun der Suffizienz, Héichkonjunktur huet. Resilienz ass jo déi entscheedend Fäegkeet, d'Perspektiv ze wiesselen an aus de Schwächte vum System Stäerkten ze entwéckelen. Dës Stäerkt besteet fir déi gréng doran, d'Fitness vum Land net méi um monetäre Wuelstands- a Wuesstumsindex ze moossen. Mir si staark, wa mir et fäerdegbréngen, d'Erausfuerderunge vum Klimawandel mat der Fro vun der sozialer Gerechtegkeet ze verbannen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...a wa mir den Territoire vun eisem Land esou gestalten, datt seng natierlech Ressourcen an déi sozial Gerechtegkeet en nohaltegen a mënschleche Räichtum kënne schafen.

Duerfir brauche mir net nëmmen eng Kurskorrektur, mä och ganz vill Courage, fir ëmzedenken an ze handelen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och an Europa.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP.

Ech sinn do.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Liewensqualitéit, wat heescht eigentlech Liewensqualitéit? Fir deen een heescht dat en Haischen am Gréngе fir d'Famill. Fir deen aneren heescht et en Appartement an der Stad, mat kuerze Weeër op d'Aarbecht an an de Supermarché. A fir nach en aneren heescht et d'Zesummeliewen an enger WG mat Frënn.

Jiddweree versteet eppes aneres ënner Liewensqualitéit. An, jo, dat hänkt och vun der perséinlecher Situatioun of, vum Liewensstadium, an deem ee sech grad befënnt, oder awer och vum Charakter vun deem Eenzelnen.

Et ass net un der Politik, de Leit hei am Land ze soen, wéi si ze liewen hunn. Mä et ass un der Politik, eist Land esou ze organiséieren, dass d'Weeër op d'Aarbecht wa méiglech kuerz sinn, den ëffentlechen Transport effikass a pünktlech ass an Natur- an Erhuelungsgebidder erhale bleiwen.

Déi eng soen elo: „De Wuesstum ass un allem schold: um Stau, un der Versigelung vun de Flächen, un den iwwerfëllten Zich an den Autobunnen all moies an owes." Ech maachen deene Leit dat och guer net falsch. Och wann de Wuesstum gär emol als Virwand geholl gëtt, fir vun deene Versäumnisser vun der Politik an deene leschte Jorzéngten ofzelenken.

Mä mir däerfen dobäi net vergiessen: Et geet eis haut gutt, well eis Wirtschaft boomt an d'Aarbechtslosegkeet op engem niddregen Niveau ass. Eise Wuesstum suergt derfir, dass d'Kafkraaft vun den allermeeschte Lëtzebuerger am europäesche Verglach extrem héich ass an eise Sozialsystem, fir de Moment, op ganz stabille Féiss steet.

Jo, et gehéiert zur Éierlechkeet an dësem Debat derzou, wann ee seet: De Wuesstum huet eisem Land zu sengem Wuelstand verhollef, vun deem mir haut alleguerte profitéieren. Et gehéiert awer genausou zur Wourecht, dass e Wuesstum, dee staark op Ressourcëverbrauch an engem permanenten Zouwuess vun Aarbechtskräfte vu bausse baséiert, zu enger Partie Problemer gefouert huet, mat deene mir all Dag ze kämpfen hunn. De Stau, an deem mir all Moien an Owend stinn, ass déi logesch Konsequenz vum Wuesstum genausou wéi d'Wunndeierecht, zumindest wann een als Land wiisst, ouni d'Infrastrukturen deementspriechend matwuessen ze loossen.

An nach wësse mir, dass och den Ausbau vun Infrastrukture Limitte gesat kritt an och en Ëmdenke muss stattfannen: Stéchwuert dezentral Aarbechtsplazen, Stéchwuert Wunnen a Schaffe méi no beienee bréngen.

Fakt ass awer, dass d'Politik dëse Problemer laang hannendrugelaf ass. Et war e Laisserfaire. De Räichtum, deen de Wirtschaftswuesstum generéiert huet, ass gäre matgeholl ginn, mä d'Politik huet hir Hausaufgaben, wat d'Landesplanung an d'Infrastrukture betrëfft, net gemaach. Mir si wärend Jorzéngte méi séier gewuess, wéi dass mer nokomm si mat Stroossen an Haiser bauen. Dat hat och domadder ze dinn, dass mir vill ze laang gebraucht hunn, fir eis e kohärent Landesplanungskonzept ze ginn, mat de richtegen Instrumenter, fir mam Wuesstum an all senge Konsequenzen ëmzegoen.

Dës Regierung huet et ënner net einfache budgetäre Verhältnisser fäerdegbruecht, den Investitiounsvolume fir eis Infrastrukturen op e Rekordniveau ze hiewen. Et ass ënner kenger Regierung virdrun esou vill an d'Mobilitéit investéiert ginn, wéi dat déi lescht fënnef Joer de Fall war. Zukunftsweisend Projeten, wéi den éischten Tracé vum Tram, den Arrêt Pafendall mat sengem Funiculaire oder déi nei Gare um Houwald, sinn a Rekordzäit realiséiert ginn.

Der DP geet dat awer nach net séier a wäit genuch. Ouni wëllen dem Debat iwwert d'Mobilitéit virzegräifen: D'DP wäert eng richteg Investitiounsoffensiv an d'Mobilitéitsinfrastrukture starten. Mir mussen ophalen, ëmmer nëmmen eis Wonnen ze pléischteren, andeems mir Stroosse bauen, déi muer schonn erëm ze kleng sinn. Mir sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg méi grouss muss gesinn. Dozou gehéiert och en ëffentlechen Transport an dësen all de Bierger am Land zougänglech ze maachen. Mäi Kolleeg Gusty Graas wäert muer am Detail op dës Froen zréckkommen.

Och am Logement huet dës Regierung grouss Efforte gemaach, vun deenen een déi positiv Auswierkungen och an Zuelen erëmfënnt. Nach ni sinn zu Lëtzebuerg esou vill Wunnenge gebaut gi wéi an de leschte fënnef Joer. Ee Beispill si Wunnprojeten op de fréieren Industriefrichen zu Diddeleng, Péiteng, Bieles a Woltz, wou ënnerhalb vu kierzester Zäit op ee Koup ganz vill abordabel Wunnunitéite geschaaft ginn, an dëst op Sitten, déi scho verbaut waren, wou also keen zousätzleche Flächeverbrauch stattfënnt oder d'Natur beschiedegt gëtt. Mir wëllen esou Neinotzunge vu fréieren Industriesitte vill méi systematesch realiséieren.

Natierlech bleiwen och am Logement nach zousätzlech Efforten ze maachen, virun allem och bei de Prozeduren. Ech verweise fir d'Detailer op meng Ried am Kader vun der Debatt iwwert de Logement. Ech wëll just op zwee Punkte ganz kuerz zréckkommen, well dozou och Froen am Dokument vum Minister formuléiert goufen.

Et ass net nei, Dir wësst dat, d'DP ass géint eng repressiv Politik, déi doranner besteet, net bebauten Terrainen an eidel stoend Wunnenge mat Taxen ze beleeën oder souguer ze enteegnen. Mat den Taxe sinn näämlech d'Groussgrondbesëtzer a Spekulante viséiert, mä et kritt een net verhënnert, dass zum Beispill d'Groussëltere mat bestrooft ginn, déi en Terrain hale fir hir Enkelkanner. Do derbäi kënnt, dass déi

kommunal Taxen offensichtlech net héich genuch sinn, soudass si de richtege Spekulanten iwwerhaapt net wéidinn. Ech hu bis elo nach ëmmer net vun de Verfechter vun esou Taxen héieren, wéi héich ee Montant dann elo misst sinn, fir dass en eppes géif bréngen.

Wann een dat awer géif maachen, also d'Taxe massiv an d'Luucht setzen, da riskéiert een, dass d'Spekulante beim Verkafspräis dëse Montant einfach derbäirechnen an d'Verkafspräisser nach méi an d'Luucht gedriwwe géife ginn.

(Interruptions)

Déi zweet Fro ass déi vun der Grondsteier. Hei hu mir am Fong e politesche Konsens, fir eng Reform ze maachen. Ech kéint mir och virstellen, dass ee bei der Grondsteierreform en Abattement géif schafe fir Leit, déi an hirem eegenen Heem wunnen, an dëst alternativ zur nationaler Tax op eidel stoend Terrainen an Immobilien.

Fir der aktueller Spekulatioun mat Bauterrainen entgéintzewierken, setzt d'DP am Iwwregen op Baulandverträg. Ech kommen duerno nach dorop zréck.

Här President, et ass jo éischter ongewéinlech, dass en Débat de consultation zum Schluss vun enger Legislaturperiod stattfënnt.

(Interruption)

Une voix.- Jo.

M. Max Hahn *(DP)*.- An awer fannen ech et richteg, dass haut jiddwereen d'Kaarten op den Dësch soll leeën, wéi seng Partei d'Zukunft vu Lëtzebuerg an d'Liewensqualitéit vu senge Bierger wëllt gestalten. Well ëm näischt anescht geet et bei der Landesplanung!

All Partei, déi seet, si wier mam aktuelle Wuesstum net méi averstanen, muss kloer soen, wéi si dëse Wuesstum wëllt stoppen a wéi si eise Sozialsystem mat manner oder guer kengem Wuesstum wëllt oprechterhalen.

Mir mussen net ganz wäit zréckkucken, an d'Zäite vun der Finanzkris, wou déiselwecht Wuesstumsskeptiker vun haut mam Fanger am Mond dostoungen a ratlos nogekuckt hunn, ewéi d'Chômagezuelen hei am Land an d'Luucht geschoss sinn an d'Statsverschëldung explodéiert ass.

Gläichzäiteg muss all Partei, déi um reng quantitative Wuesstum wëllt festhalen, erklären, wéi si mat den domat verbonnene Problemer wëllt ëmgoen, déi ech elo grad opgezielt hunn.

D'DP gleeft un den Erfollegsmodell Lëtzebuerg. Mir hunn e grousst Vertrauen an d'Potenzial vu Lëtzebuerg a vu senge Bierger. Eist Land huet et a senger Geschicht ëmmer erëm fäerdegbruecht, schwiereg Phasen ze iwwerwannen, a mat vill haarder Aarbecht hunn d'Lëtzebuerger de Wuelstand a Räichtum opgebaut, vun deem mir haut nach profitéieren.

Zum Erfollegsmodell Lëtzebuerg gehéiert och a virun allem, dass mir séier genuch erkannt hunn, wéini mir eis ännere mussen, fir net an der Vergaangenheet stiechen ze bleiwen. Schonn de Goethe huet gesot: „Wa mir dat wëllen erhalen, wat mir hunn, musse mir villes änneren." Et geet eis haut gutt, well mir et fäerdegbruecht hunn, eis ëmmer erëm unzepassen. No der Stolkris huet eist Land eng vun deene kompetitiivste Finanzplazen op der Welt opgebaut. D'Politik vun haut huet sech et zur Aufgab gemaach, eis Wirtschaft esou ze diversifizéieren, dass mir och eng Finanzkris kënnen iwwerstoen.

Dës Regierung léisst dofir näischt onprobéiert, fir eisen IT-Secteur ze stäerken an innovativ Betriber op Lëtzebuerg ze lackelen. Och d'Wëssenschaft an d'Fuerschung, ënner anerem op der Uni Lëtzebuerg, spille fir eist Land eng ëmmer méi wichteg Roll.

Här President, d'DP ass dovun iwwerzeegt, dass eist Land och weiderhi Wuesstum brauch, fir senge Bierger och an Zukunft eng héich Liewensqualitéit ze garantéieren. Mir sinn awer och der Meenung, dass mir net weider un engem reng quantitative Wuesstum kënne festhalen, dee genausou vill nei Problemer schaaft, wéi en der léist. Et ass also erëm un der Zäit, dass Lëtzebuerg säin Erfollegsmodell upasst a sech nei erfënnt.

Här President, et ass relativ einfach, en anere Wuesstum ze fuerderen: dee vill zitéierten a vu jiddwerengem gewënschte qualitative Wuesstum. Leider ass d'Emsetzung vun dëser Fuerderung net esou einfach. Et gëtt kee Knäppchen, deen ee kéint drécken a mat deem een de béise Wuesstum vun deem gudde Wuesstum trenne kann. Wann e Betrib aus dem Ausland sech wëllt zu Lëtzebuerg nidderloossen, musse mir sécherstellen, dass déiselwecht Regele fir jiddweree gëllen. Dat ass esou an engem Rechtsstat. Mir kënnen net einfach soen: „Neen, du gefäls eis net, du bleifs dobaussen." Genausou wéineg kënne mir zu engem Mënsch soen: „Neen, du kënns net op Lëtzebuerg wunnen, mir hu keng Plaz méi", wann dës Persoun alleguerten d'Ufuerderungen erfëllt, fir an eisem Land ze liewen.

D'DP ass der Meenung, dass een de Wuesstum net zu 100% kontrolléiere kann an och net soll. Mir wëllen awer de Wuesstum bis zu engem gewëssene Grad steieren, andeems mir en Emfeld schafen, dat et innovative Betriber méi liicht erméiglecht, sech zu Lëtzebuerg nidderzeloossen, an et Firmen, déi e reng quantitative Wuesstum mat sech bréngen, manner interessant mécht, bei eis ze kommen.

Mir kënnen och dobäi hëllefen, dass d'Betriber méi produktiv ginn a méi Plus-value schafen. Beispillsweis andeems mir d'Digitaliséierung vu Prozeduren, och a klenge Betriber, ënnerstëtzen.

Et si virun allem zukunftsorientéiert Betriber, déi et gëllt op Lëtzebuerg ze lackelen. D'Digitaliséierung an d'Fuerschung am Allgemengen hunn immenst Potenzial fir eist Land, eis Wirtschaft an eis Bierger. Mä och eis lokal Betriber, déi schonn zanter Jorzéngte bei eis sinn, egal ob kleng oder grouss, solle mir beschtméiglech ënnerstëtzen, fir sech op d'Zukunft zum Beispill am digitalen Zäitalter virzebereeden.

Här President, ech wäert elo net ze vill an den Detail goen, well dat de Kader vun dëser Debatt géif sprengen, mä et däerf een den Impakt op d'Landesplanung, virun allem vun der Digitaliséierung, net ënnerschätzen. D'Digitaliséierung wäert eisen Aarbechtsmarché revolutionéieren. Méi flexibel Aarbechtszäiten an Home Office wäerte fir déi schaffend Leit net nëmmen eng besser „work-life balance" bedeiten, mä och fir manner Trafic op eise Stroosse suergen.

Och de Stat däerf d'Potenzial vun der Digitaliséierung net verschlofen. Ech denken zum Beispill un intelligent, digital Verkéiersleitsystemer, déi grad zu Lëtzebuerg vun enormem Notze wieren, oder u selwerfuerend Autoen, wou et gëllt, esou séier wéi méiglech e legislative Kader ze schafen.

Här President, och wa mir manner séier respektiv anescht wëlle wuessen, wat eis Awunner an eisen Aarbechtsmarché ubelaangt, wier et e Feeler, sech net mat enger kohärenter Landesplanung ze beschäftegen. Well souguer wa mir ab elo iwwerhaapt keng Awunner méi géife bäikréien, hu mir schonn haut massiv Problemer op eise Stroossen an op eisem Wunnmarché.

Et ass dann och illusoresch, ze mengen, dass mir d'Zukunft vu Lëtzebuerg ganz ouni Zouwuess vu bausse kéinte bewältegen. Grad wa mir e qualitative Wuesstum mat innovativen a ressourcëschounende Betriber wëllen hikréien, esou si mir op den Know-how an d'Expertise aus dem Ausland ugewisen. Ech sinn a bleiwen der Meenung, dass et besser ass, dass mir deene Leit d'Méiglechkeet ginn, hei am Land eng bezuelbar Wunneng ze fannen, wéi dass si all Dag als Frontalier moies an owes op eise Stroossen am Stau stinn.

Mir sinn eis, mengen ech, alleguerten heibannen eens, mir brauche souwuel eng intelligent Wuesstumsstrategie an eng Landesplanung, déi et fäerdegbréngt, mat egal wat fir engem Wuesstum ëmzegoen an eis aktuell Problemer ze léisen. Ob mir elo vill oder e bësse manner wuessen, esou oder esou brauche mir eng gutt Landesplanungspolitik.

Ech hu schonn am leschten Débat de consultation iwwert d'Entwécklung vu Lëtzebuerg gesot, dass och d'Landesplanung net alles vun uewen erof diktéieren däerf, mä éischter d'Entwécklung vum Land steiere soll. Wann een zum Beispill eis Stad um Pabeier geplangt hätt, da kéinte mir haut vun eiser schéiner Alstad mat hire Gässelcher net méi profitéieren, déi awer de Charme vun der Stad Lëtzebuerg ausmaachen. An awer soll a muss d'Landesplanung eng Partie Regelen, Kritären a Richtlinne virgesinn, no deene Lëtzebuerg an Zukunft wuesse soll.

De Minister huet a sengem Dokument eng Partie Froe gestallt, wéi dës Regele sollen ausgesinn. Ech wäert an deenen nächste Minutten op d'Positioun vun der DP zu deenen eenzelne Froen agoen.

Am éischte Block Froe geet et ëm déi institutionell Roll vun der Landesplanung. Ech wëll direkt eng ganz kloer Positioun vun der DP widderhuelen, déi ech och schonn an der Debatt iwwert de Logement an iwwert dat neit Landesplanungsgesetz virbruecht hunn: Mat der DP wäert et an Zukunft keng nei Instrumenter ginn, déi d'Enteegnungsrechter vum Stat zousätzlech ausweiten.

Duerch déi aktuell Gesetzgebung ass dat konstitutionellt Recht op Eegentum elo schonn zimlech staark a Matleedeschaft gezu ginn. D'DP wiert sech natierlech net prinzipiell géint Expropriatioun. Eng kohärent Landesplanung ass just da méiglech, wann de Stat staark Instrumenter huet, fir grouss Projeten esou ze koordinéieren, dass si net nëmmen op enger spezieller Plaz, mä fir dat ganzt Land Sënn maachen. Dofir muss de Stat och kënnen derfir suergen, dass dës grouss Projeten net schonn am Virfeld duerch privat Initiative verbaut ginn.

Mir wieren eis awer dergéint, dem Stat e Fräifaartsschäin auszestellen, jiddwereen zu all Moment kënnen ze enteegnen. D'Kritären, wéini enteegent däerf ginn, si kloer. Et ass d'Notioun vum Interêt général, déi muss spillen. Et ass och kloer, dass de Proprietaire, deen enteegent gëtt, muss kënnen déi Decisioun viru Geriicht ufechten a séier an onkomplizéiert entschiedegt muss ginn. Dës Spillregelen, wéi se elo gëllen, sinn eiser Meenung no gutt a sollen och net verwässert ginn.

Dat anert Verfassungsrecht, dat indirekt am Dokument vum Minister a Fro gestallt gëtt, ass d'Liberté de commerce. Hei wëll ech awer direkt drop hiweisen, dass mir eis hei net nëmmen am nationale Recht bewegen, mä dass och déi europäesch Gesetzgebung e Wiertche matzeschwätzen huet. Et ass eent vun den Haaptfundamenter vun eisem europäesche Bannemarché, dass d'Betriber sech innerhalb vun der Europäescher Unioun fräi etabléiere kënnen an och hir Produkter a Servicer kënnen a ganz Europa ubidden. Hei ënnerscheede sech ganz kloer d'Approche vun deenen engen, déi enger Zort Betriber d'Existenz zu Lëtzebuerg wëlle verbidden, an d'Approche vun der DP, fir en anert wirtschaftlecht Emfeld fir innovativ Betriber ze schafen.

Ech muss och soen, dass mech dat Géinteneen-Opspille vu Betriber a verschiddene Situatioune stéiert. Dat ass zum Beispill de Fall vu groussen Akafszentren, déi derfir responsabel gemaach ginn, dass d'Leit net méi an d'Akafsstroosse ginn. Ech soen et ganz däitlech: Mir brauchen déi zwee! D'Besoine vun de Leit sinn haut anerer wéi virun 30 Joer. Natierlech solle mir eis Akafsstroossen attraktiv a kompetitiv gestalten. Dëst verhënnert awer net, dass et Plazen ausserhalb vun de Stadzentre gëtt, wou d'Leit eng grouss Offer un Akafsméiglechkeeten ugebuede kréien.

D'DP wiert sech dann och net dergéint, d'Notioun vum Aménagement du territoire an d'Verfassung anzeschreiwen. Och wa mir awer éischter der Meenung sinn, dass de Pabeier gedëlleg ass an en net contraignanten Artikel an der Verfassung eis Landesplanung net méi kohärent mécht. Dat ass déi alldeeglech Aufgab vun de Politiker, egal ob op nationalem oder op Gemengenniveau.

Mir ënnerstëtzen dann och d'Fuerderung no méi europäescher Kooperatioun an der Landesplanung. Grad e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass duerch déi vill alldeeglech Grenziwwerschreidungen drop ugewisen, dass seng Nopeschlänner mathëllefen, dass d'Groussregioun sech kohärent entwéckelt, soudass jiddwereen eppes dovun huet. Ob dës Zesummenaarbecht iwwer eng europäesch Direktiv soll geregelt ginn, sief dohigestallt. Et kann op alle Fall net schueden, wa sech d'Grenzregioun eng méi laangfristeg Planung géif gi mat contraignanten Ziler, déi et am Aménagement du territoire ze erreeche gëllt.

Ech denken hei u gemeinsam Mobilitéitsprojete wéi den Ausbau vun Zuchstrecken an Autobunnen, u Park & Ride-Infrastrukturen op der Grenz an u Steierfräizonen, wou Salariéë vun engem Lëtzebuerger Betrib kënnen an hirem Heemechtsland schaffen, ouni steierlech Nodeeler ze hunn, an esou d'Stroossen entlaaschten.

Eng aner flott Iddi fir eng zukünfteg Kooperatioun am Grenzgebitt huet de Premierminister Xavier Bettel am Beräich vun den erneierbaren Energien opgeworf. Et geet ëm eng konkret Léisung, wéi mir Frankräich iwwerzeege kënnen, Cattenom endlech ofzeschalten an amplaz zesumme mat Lëtzebuerg an der Regioun massiv an erneierbar Energien ze investéieren.

Här President, an der Landesplanung gëtt et zwee Haaptinstrumenter, déi mir eis ginn hunn, fir d'Entwécklung vu Lëtzebuerg ze steieren. Et handelt sech ëm déi national Plan-sectoriellen an déi kommunal Bebauungspläng. Virun der Ouschtervakanz hu mir mam neien Amenagementsgesetz endlech derfir gesuergt, dass d'Landesplanung richteg zu Lëtzebuerg ukomm ass an d'Plan-sectorielle kënnen ëmgesat ginn. Ech wëll net méi an den Detail vun dësem Gesetz goen, dat hu mir schonn alles virun e puer Woche gemaach.

An awer schéngt et mir wichteg ze sinn, nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass et de Courage vun dëser Regierung war, deem mir et ze verdanken hunn, dass eis Legislatioun elo endlech esou wäit ass, dass mir ouni juristesch Onkloerheeten d'Plans sectoriels ëmsetze kënnen. Dëst gëllt et dann elo och ze maachen an d'Plan-sectoriellen ëmzesetzen.

De Minister freet a sengem Dokument, wat fir eng nei Plan-sectoriellen een elo nach prioritär entwéckele soll. Mir als DP sinn der Meenung, dass een an der Landesplanung d'Landwirtschaft net däerf vergiessen. D'Bauere sinn eis alldeeglech Liewensmëttelliwweranten, déi et an hirer Aarbecht ze schütze gëllt. Mir mussen derfir suergen, dass dat Land, dat gutt gëeegent ass, fir Liewensmëttel drop unzebauen, och fir d'Landwirtschaft zréckbehalen an net verbaut gëtt. Virun allem beim Geméisubau an nach méi spezifesch am Biogeméis hu mir zu Lëtzebuerg e grousse Retard opzehuelen, fir der steigender Demande Rechnung kënnen ze droen. Well d'Biogeméis nach méi Ufuerderungen un d'Akerland stellt, soll grad hei gekuckt ginn, déi passend Terrainen ze identifizéieren a fir d'Landwirtschaft ze reservéieren.

En anere Plan sectoriel, dee mir eis als DP wënschen, ass dee vun der Mobilitéit an der Zukunft. Jo, de Plan sectoriel «Transports» gesäit eng Partie grouss Projete vir, déi eisen Transport méi effikass wäerte gestalten. Dat geet eis awer net duer. Mir wëlle méi wäit an d'Zukunft kucken an elo schonn den Terrain preparéiere fir Projeten, déi elo ganz futuristesch klénge an awer musse realiséiert ginn, fir eis Problemer an der Mobilitéit ze léisen. Mir mussen elo schonn derfir suergen, dass de Stat Terraine kritt, déi e brauch, fir esou Projeten ze realiséieren. Ech denken zum Beispill un nei S-Bunn-Linnen, déi iergendwann all Regioun aus dem Land mat der Stad verbanne sollen.

Här President, bei der Realiséierung vun der neier Generatioun PAGe si mir leider nach net esou wäit wéi bei de Plan-sectoriellen. 64 Gemengen hunn et bis haut net fäerdegbruecht, hire PAG an d'Prozedur ze schécken. An dat ass net onbedéngt deene Gemengen hir Schold. Nodeems déi kommunal Bebauungspläng nom 2004er Gesetz eigentlech alleguer bis 2010 opgestallt sollte ginn, hunn ëmmer nei Gesetzesännerungen an nei Oplagen derfir gesuergt, dass haut just 17 Gemengen e konforme PAG zum 2011er Gesetz hunn an nach eng Kéier zéng Gemengen hire PAG an d'Prozedur geschéckt hunn.

14 Joer sinn d'Gemengen also amgaangen, un hire Bebauungspläng ze schaffen. Dat kascht net nëmme Geld an Nerven, mä verhënnert och, dass verfügbart Bauland séier ka bebaut ginn. Déi nei Bebauungspläng sinn nämlech a villerlee Hisiicht méi effikass wéi hir Virgänger. An existéierende Quartiere brauch een zum Beispill kee PAP méi ze maachen, wat a Gemenge mat engem ale PAG oft de Grond fir laangwiereg Prozeduren a Verspéidungen am Bau ass.

Et ass fir d'DP net akzeptabel, dass nach ëmmer wäit iwwert d'Halschent vun de Gemengen hir PAG-Prozedur net konnten ofschléissen. Mir trieden dofir a fir e Moratoire op all gesetzlech Ännerungen, déi nei Oplage fir d'Gemengen an hire PAG-Prozedure géife bedeiten, bis dass all Gemeng e Bebauungsplang vun der neier Generatioun besëtzt.

Mir wieren eis och dergéint, d'Gemengen, déi hire gesaten Delai net respektéieren, komplett an d'Gréngzon ze setzen oder hinne keng PAPe méi ze geneemegen. Domat géife mir net nëmmen d'Bierger vun deene Gemenge bestrofen, déi och näischt fir de Retard kënnen, mä dat wier virun allem e weideren haarde Réckschlag am Kampf géint d'Präisdeierecht op eisem Wunnmarché, well an deene Gemenge logescherweis net méi esou vill oder guer net méi gebaut kéint ginn.

Mir sinn och der Meenung, dass zukünfteg PAG-Modifikatioune ganz anescht solle gehandhabt ginn. Amplaz wärend ville Joren eng grouss Reform ze plangen an esou vill Zäit ze verléieren, soll et och méiglech sinn, a vill méi regelméissegen Ofstänn Bauperimetererweiderungen ze maachen. Méiglech wäert dat de Baulandvertrag maachen.

De Baulandvertrag ass eng laangjäreg Fuerderung vun der DP, déi dës Iddi als éischt Partei zu Lëtzebuerg an hirem Wahlprogramm hat. Ech hunn et schonn am Kader vum Debat iwwert de Logement gesot: „Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass de Baulandvertrag mëttel- a laangfristeg d'Léisung fir vill vun eisen aktuelle Problemer am Logement an der Landesplanung ass. A wann de Baulandvertrag virun 30 Joer agefouert gi wier, hätte mir ganz vill Problemer, déi mir haut kennen, net."

An Zukunft hunn d'Gemenge mam Baulandvertrag nämlech en Instrument, dat et hinnen erlaabt, just nach Perimetererweiderungen ze maache mat der Garantie, dass dat neit Bauland ënnerhalb vu kuerzer Zäit bebaut gëtt.

Dëst verhënnert, dass mat dësem Terrain Spekulatioun ka bedriwwe ginn. Ausserdeem erlaabt de Baulandvertrag et de Gemengen, hire Bauperimeter genausou grouss opzemaachen, wéi d'Demande et dee Moment erfuerdert a wéi d'Gemeng et och mat hiren Infrastrukture packt.

Et ass eng gewësse Planungssécherheet do, am Géigesaz zu haut, wou een och bei grousse PAG-Ëmännerungen zugonschte vu méi Bauland net weess, wivill Proprietairë bereet sinn, kuerz- a mëttelfristeg ze bauen. De Baulandvertrag ass dann och d'Äntwert op déi oft genannte Kritik, dass eis Uertschafte sech ze vill no baussen entwéckelen, wärend bannendran nach Bauland broochläit.

Natierlech sinn och mir als DP der Meenung, dass d'Potenzial an de bereits existéierende Quartieren esou séier wéi méiglech soll genotzt ginn. De Baulandvertrag verhënnert, dass an Zukunft iwwerhaapt nach Situatiounen entstinn, wou Bauperimetererweiderungen zu Baulücke féieren.

Här President, et gëtt am Dokument gefrot, ob d'PAGen och sollen op hiren Impakt op d'Landesplanung gepréift ginn. Dat schéngt mir logesch ze sinn, mä ass haut schonn de Fall, well d'Commission d'aménagement souwisou schonn hiren Avis zu all Modifikatioune vun engem PAG ofgëtt.

Mir sinn och domat averstanen, dass net all Gemeng zu Lëtzebuerg d'nämlecht vill wuesse soll. D'Gemengen hei am Land hunn ënnerschiddlech landesplanneresch Aufgaben ze erfëllen. Wärenddeem déi eng méiglechst vill Plaz fir Awunner an Aarbechtsplaze schafe sollen, gi sech aner, méi ländlech Gemengen d'Roll vun der grénger Long vun eisem Land. Dat soll sech och deementspriechend an de Plans sectoriels an de Bebauungspläng erëmspigelen.

Et si virun allem déi urban Raim Agglo SUD an Agglo NORD mat hire CDA-Gemengen, déi sollen den Haaptdeel vum Wuesstum vun eiser Bevëlkerung an eisem Aarbechtsmarché verschaffen. Op deene Plaze soll wa méiglech méi dicht gebaut ginn, fir de Landverbrauch anzeschränken a Wunnenge méi präiswäert kënnen unzebidden. Op dëse Plazen ass et och méiglech, déi landesplanneresch wäertvoll Mixitéit vu Wunnengen, Aarbechtsplazen a Fräizäit ze erreechen, déi et eis erlabe wäert, vill Trajeten op eise Stroossen ze vermeiden.

Gläichzäiteg erreeche mir hei déi néideg Masse critique, fir den ëffentlechen Transport massiv auszebauen an esou zumindest een Deel vun der Populatioun méi onofhängeg vum Auto ze maachen.

Här President, d'Stad Lëtzebuerg ass den Haaptbausteen vun eiser Landesplanung. Et däerf awer net deen eenzege sinn. Déi absolutt Zentraliséierung vun den Aarbechtsplazen an enger Gemeng ass net gesond, weder fir d'Land nach fir déi Gemeng. Grad dofir ass et esou wichteg, zousätzlech Entwécklungspolen ze schafen, esou wéi mir dat mam Belval an der Nordstad amgaange sinn ze maachen. Mir mussen dës Bemëiungen onbedéngt intensivéieren an nach besser vu staatlecher Säit begleeden an déi betraffe Gemengen ënnerstëtzen.

Dat gëllt och fir déi aner CDA-Gemengen, déi sech oft just an engem Beräich sollen entwéckelen an net ëmmer déi néideg Expertise a Manpower hunn, fir déi national Strategie op lokalem Plang ëmzesetzen.

Här President, och wa mir eis eens sinn, dass de Wuesstum sech virun allem an e puer cibléierte Gemenge sollt ofspillen, däerfe mir awer net de Feeler maachen, deenen anere Gemenge komplett ze verbidden ze wuessen. Genausou wéineg däerfe mir méi ländlech Regioune bei Investitiounen an Infrastrukture vergiessen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et bal keng Gemeng, egal ob grouss oder kleng, déi net vun den negative Konsequenze vum Wuesstum betraff ass. Ech schwätze virun allem vum Verkéier. Doduerch, dass vill Frontalieren all Dag eis Grenze passéieren, fir bei eis schaffen ze kommen, sinn eis Haaptachsen esou iwwerfëllt, dass och Niewestroosse komplett iwwerlaascht sinn. Dës Niewestroosse féiere ganz oft matzen duerch eis Uertschaften.

Här President, ech invitéiere jiddwereen, dee mengt, de Käerjenger an den Dippecher Contournement wieren iwwerflësseg, eng Kéier moies an owes wärend dem Beruffstrafic an déi betraffen Uertschaften ze goen. Huelt Iech awer wann ech gelift direkt duerno e Rendezvous beim Longendokter!

Dofir verstinn ech och net, firwat den Dippecher Contournement net direkt mam Käerjenger geplangt a gebaut gëtt. Dat ass eng onnéideg Belaaschtung vun de Leit. Ech fuerderen dofir haut nach eng Kéier: Loosst eis den Dippecher Contournement dach direkt matbauen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bréngt eng Motioun an!

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, ech hunn elo e Beispill aus dem Süde genannt, wou et net d'Haaptachs ass, déi fir de Problem an den Dierfer suergt. Mä kuckt Iech eng Kéier d'Situatioun op der N7 fir an den Norden un! Do ass et déi gréisste Strooss, déi de ganze Grenzverkéier aus dem Norden offänke soll, déi matzen duerch d'Dierfer féiert.

Här President, wa mir vu Liewensqualitéit schwätzen: Hei gëtt se massiv beaflosst, an dat net am Positiven! D'DP wëllt dëser Situatioun net länger nokucken. Dofir wäerte mir d'Prioritéite vun all de geplangte Contournementen nach eng Kéier iwwerpréiwen a wa méiglech d'Realisatioun no vir zéien. Mir wäerten och net méi akzeptéieren, dass Contournementen an zwou oder méi Etappe gebaut ginn, well dëst fir d'Uertschaften an deene spéideren Etappe just nach méi Belaaschtunge mat sech bréngt.

Här President, ech hunn et virdru scho gesot: D'Gemenge spillen eng ganz wichteg Roll an der Landesplanung. Fir dass d'Gemengen hir landesplaneresch Aufgabe kënnen erfollegräich meeschteren, brauche si déi néideg finanziell Mëttelen. Selbstverständlech hunn d'Gemengefinanzen och eng landesplaneresch Konnotatioun. D'Gemengefinanzreform huet dëst nach eng Kéier ganz kloergemaach. Hiert Zil war et, déi verfügbar Sue méi gerecht ënnert de Gemengen opzedeelen an deene Gemengen, wou déi meeschte Leit wunnen a schaffen, och méi Suen zur Verfügung ze stellen.

Gläichzäiteg huet d'Regierung decidéiert, de Gemengen eng zousätzlech finanziell Envelopp vun iwwer 90 Milliounen d'Joer zur Verfügung ze stellen. Et ass dëst en Zougeständnis un d'Gemengen, dass si eng ëmmer méi wichteg Roll fir d'Liewensqualitéit vun hire Bierger spillen.

D'DP ass allerdéngs der Meenung, dass et mat dem Vott vun dëser Reform net duergeet. Mir fuerderen, dass een de finanzielle Spillraum vun all Gemenge ganz genau am A behält an a Relatioun setzt mat de landesplanereschen Aufgaben, déi déi jeeweileg Gemengen ze erleedegen hunn.

Zu dësen Aufgabe gehéieren net nëmmen d'Baue vu Wunnunitéiten an d'Opriichte vun Industriezonen, mä och d'Astandhale vun eise Bëscher, Wisen a Flëss. Jo, och déi ländlech Gemengen hunn eng wichteg Roll ze spillen, déi et ze wierdege gëllt. Och dës Gemenge mussen déi finanziell Mëttelen hunn, fir hiren Aufgabe gerecht ze ginn. An hir Awunner däerfen net zu Bierger zweeter Klass deklaréiert ginn. Dofir setze mir eis och fir Nobesserunge bei de Gemengefinanzen an, soubal ee géif feststellen, dass eng Gemeng duerch déi gestëmmte Reform a Schwieregkeete sollt kommen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Kennt Dir dann esou eng Gemeng, Här Hahn?

M. Max Hahn *(DP).*- Mir ënnerstëtzen och all Kooperatioun...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Hahn, kennt Der dann esou eng Gemeng?

(Interruption)

M. Max Hahn *(DP).*- Eben net. Dofir hunn ech et jo och esou formuléiert, Här Kersch, wéi ech et formuléiert hunn.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Da sinn ech frou.

M. Max Hahn *(DP).*- Ech och. Mir ënnerstëtzen och all Kooperatioun, déi tëschent de Gemenge stattfënnt, fir gemeinsam Problemer am Interêt vun de Bierger unzegoen.

D'DP ass allerdéngs kategoresch dergéint, d'Gemengen ze forcéieren, iwwert d'Käpp vun hire Bierger ewech mateneen ze fusionéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Et kann net sinn, dass en nationale Referendum organiséiert gëtt, wou d'Bierger aus de grousse Gemengen decidéieren, mat wiem d'Bierger aus de klenge Gemenge fusionéiere sollen. Dat ass net eist Versteesdemech vun Demokratie an dat wäert et mat der DP an der Regierung net ginn!

Mir setze villméi op weider Ureizer fir d'Gemengen, déi fräiwëlleg op de Wee vu Fusioune ginn, well selbstverständlech deele mir d'Meenung, dass d'Gemenge besser a méi effikass kënne schaffen, wa si eng gewësse Masse critique un Awunner a finanzielle Mëttelen hunn.

Här President, ech hunn elo den Tour ronderëm vill Aspekter vun der Landesplanung gedréit an op déi eenzel Froe vum Minister geäntwert. Jo, Landesplanung ass e komplexe Sujet, iwwert deen een nach vill méi kéint soen. Virun allem de Logement an d'Mobilitéit hänken direkt mat der Landesplanung zesummen. An awer och eis Wirtschafts- a Finanzpolitik beaflossen de Wuesstum a soumat och d'Liewensqualitéit vun eise Bierger.

Eise Sozialsystem an eis Investitiounscapacitéite sinn allerdéngs erëm vum Wuesstum ofhängeg. Et ass also alles iergendwéi matenee verknäppt. Dat sollt een ni vergiessen, wann een iwwer ee vun deene Sujete schwätzt.

D'DP begréisst dofir och, dass mir eis haut Zäit geholl hunn, fir eis politesch Vuen iwwert d'Landesplanung ze diskutéieren. Mir sinn och der Meenung, dass dësen Debat vill méi regelméisseg net nëmmen hei an der Chamber, mä mat allen Akteuren, Experten a Bierger sollt gefouert ginn.

Ech wéilt zum Schluss awer nach eng Kéier soen, dass ech et e bësse schued fannen, dass mir heibannen intern net déi néideg Zäit haten, fir deen Debat en long et en large ze preparéieren, besonnesch wann een d'Wichtegkeet fir d'Zukunft vun eisem Land bedenkt.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech soen den Akteuren, déi eis déi verschidden Avisen eraginn hunn, och Merci fir hir Avisen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- D'Regierung huet deen Débat de consultation ugefrot am Kader vum État de la nation d'lescht Joer, dat heescht virun engem Joer. An d'Regierung kann dat bekanntlech just ufroen an ass net zoustänneg fir den Ordre du jour vun der Chamber.

Wann den Här Hahn sech hei beklot driwwer, datt d'Debatt esou spéit stattfonnt huet, da muss ech dat mat engem gewëssen...

(Interruption par M. Max Hahn)

...Befremden hei zur Kenntnis huelen.

M. Max Hahn *(DP).*- Här Bausch, dat hunn ech net gesot, bien au contraire. Ech hunn zweemol gesot, dass ech frou wier, dass déi Debatt hei géif stattfannen. Dat Eenzegt, wat ech mer gewënscht hätt, ass, mir hätten eis an der Kommissioun vläicht nach méi Zäit kënnen huelen. Dat hunn ech gesot. Voilà!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An der Kommissioun, do huet all Member d'Recht, fir zu all Moment jo eppes op den Ordre du jour ze setzen.

Den 28. Februar hunn ech en Dokument proposéiert. Ech hu kee groussen - wéi soll ech soen? - Drang gespuert, fir virun der Kommissioun ze diskutéieren.

M. Max Hahn *(DP).*- Okay, Merci.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kaes, dozou?

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo. Eng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Parole après député?

(Hilarité)

Une voix.- Parole après ministre!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ma dofir, ech war respektvoll an hu versicht ze waarden, bis den Här Hahn fäerdeg war, an ech wollt elo zu deem, wat e gesot huet, Froe stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, voilà. Den Här Hahn ass awer elo fort.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, en hätt och kënne bleiwen. E war nach do, wéi ech de Fanger erausgestreckt hunn.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kaes, Dir sidd ëmmer esou fein.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Merci, Här President. Ech wollt u sech zwou Froen dem Här Hahn stellen. Éischtens, en huet vun de Contournemente vun der N7 geschwat. Ech wollt en u sech froen, ech hu jo gutt verstanen, net nëmmen d'Contournementen, mä gläich och déi Véierspuregkeet, wann ech dat richteg verstanen hunn, oder ass net de véierspuregen Ausbau vun der N7 geplangt, wann et der DP no geet? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zweet ass déi: Wann ech richteg verstanen hunn, da wëllt e fir déi ländlech Gemengen erëm eng Kéier, wann en u sech vun de Wisen an de Bëscher an all deem schwätzt an datt dat muss erhale bleiwen, da wëllt en erëm eng Kéier dat, wat mer bei der Gemengefinanzreform ofgeschaaft hunn, an deem Sënn aféieren, datt och d'Fläch vun de Gemenge berücksichtegt gëtt.

Ech soe Merci.

(Interruption)

M. Max Hahn *(DP).*- Villmools Merci, Här Kaes, dass Der mer d'Geleeënheet gitt, dat doten dann nach eng Kéier ze ënnermaueren. Ech hunn dervu geschwat, dass mer d'Contournemente wëlle virzéien, ebe well och, ech hunn d'N7 zitéiert, ech hätt och anerer kënnen zitéieren, well do Stroossen duerch Uertschafte fueren.

Zu Ärer anerer Fro, zu der Gemengefinanzreform, do hunn ech näischt aneres gesot wéi genau dat, wat ech hei a menger Ried gesot hunn, wéi mer se gestëmmt hunn. An ech mengen, den Här Minister huet souguer herno gesot a senger Konklusioun, dass e genau dat géif ënnerstëtzen. Mir dierfen ni méi als Chamber esou laang waarden, bis mir déi nächst Gemengefinanzreform maachen.

Wat war dann d'Zil vun der Gemengefinanzreform? D'Gemengefinanzreform hat ee grousst Zil: Dat war, egal wéi eng Stellschrauwen ee gedréit huet, dass mer déi eenzel Suen, déi ee pro Awunner als Gemeng kritt, dass mer do d'Schéier méi no géife beienee kréien. An ech mengen, wann Der d'Zeitung d'lescht oder d'virlescht Woch gelies hutt, wat d'Press zitéiert hutt, et wäert eng Pressekonferenz wahrscheinlech gewiescht sinn, ech weess et net, vum Innenminister, dann hutt Der festgestallt, dass genau dat Zil erreecht ginn ass.

An ech hunn hei elo net méi, awer och net manner gesot, wéi: Wa mir géife feststellen, dass grad déi ländlech Gemengen, déi aner Aufgaben hu wéi déi méi grouss Gemengen, Wuesstum mat Aarbechtsplazen, wa mer géife feststellen, dass déi ländlech Gemengen eng Kéier géife benodeelegt ginn, da musse mer Upassungen an der Gemengefinanzreform maachen.

An ech hunn net méi an net manner gesot a menger Ried hei iwwert d'Gemengefinanzreform. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géif ech elo d'Wuert weiderginn un den Här Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ier ech ufänken, wëll ech, Här President, dem Här Hahn da soen, datt en direkt kann ufänken, well souvill wéi ech aus där Tabell weess, sinn och eng ganz Rei vu Gemengen, déi manner kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Wochen erliewe mer hei eng regelrecht Invasioun vun Débats de consultation: iwwert de Logement, iwwert d'Integratioun, muer iwwert d'Mobilitéit, iwwert den Enseignement ass nach eng ugefrot, an haut iwwert d'Landesplanung.

Et ass am Fong eemoleg an der Geschicht vun dësem Parlament, datt eng Regierung zum Schluss vun enger Legislaturperiod, no fënnef Joer am Fong d'Chamber an esou wichtegen Domänen, wéi ech se elo grad hei genannt hunn, freet: Wéi ass Är Meenung zu deene Sujeten?

A wann ech soen: „Se freet d'Chamber", da ginn ech jo dervun aus, datt d'Regierung net d'DP, d'LSAP an déi gréng freet, well déi si jo awer Member vun där Majoritéit an der Regierung. Dat heescht, datt d'Regierung am Fong no fënnef Joer d'Oppositioun hei an d'Chamber froe kënnt, wat dann der Oppositioun hir Meenung ass zu all deene Problemer, déi mer am Land hunn a fir déi d'Regierung anscheinend keng Léisung fonnt huet an deene fënnef Joer.

Dat doten ass fir mech e Bewäis, datt dës Regierung mat hirem Latäin um Enn ass! Et ass eng Failliteerklärung, wann eng Regierung zum Schluss vun enger Legislaturperiod fënnef Débats de consultation hei an der Chamber ufreet, fir d'Meenung vun der Oppositioun gewuer ze ginn.

Mir hunn an e puer Méint Chamberwahlen. An all Partei wäert am Kader vun de Chamberwahlen hir Programmer maachen. An do wäerten Äntwerte kommen.

Firwat soll een haut enger Regierung hei eppes erklären, wou ee souwisou weess, datt se an dëser Legislaturperiod näischt méi mécht un deene Saachen?

Et ass am Fong just en Informatiounsaustausch, wahrscheinlech, fir datt d'Oppositioun soll der Majoritéit soen, wat fir eng Léisungen do sinn, fir datt d'Majoritéit déi da kann an hire Wahlprogramm aschreiwen, well als Regierung wäert se doudsécher näischt méi an dëser Legislaturperiod maachen.

Mä all déi Problemer, déi mer an deene fënnef Debaten hei diskutéieren, déi hunn eng eenzeg Ursaach: Dat ass deen iwwerdriwwenen, stramme Wuesstum! Awer iwwert d'Ursaach

gëtt hei net diskutéiert. Hei gëtt versicht, d'„Syntoser" ze bekämpfen an déi ze behandelen. Awer net d'Ursaach! Wa mir d'Ursaach awer net bekämpfen, gi mir ni méi fäerdeg, fir d'„Syntonser", d'„Symptonen" kënnen hei ze léisen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Symptomen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Symptomer, jo!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir hate verstanen, et war e bëssen „Syntosen" oder esou eppes Äänleches.

(Hilarité et brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech soen Iech villmools Merci fir déi Korrektur a fir déi…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech passe ganz gutt op. Ech passe ganz gutt op lech op.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir mussen also d'Ursaach bekämpfen, well soss fuere mer längerfristeg an eng Katastroph eran.

An dëser Legislaturperiod hu mer 60.000 zousätzlech Aarbechtsplaze geschafen. Ech erënneren drun, datt am Dezember de Finanzminister op dëser Plaz e Blat an d'Luucht gehalen huet a gesot huet: „60.000 Aarbechtsplazen hu mer an dëser Legislaturperiod geschafen."

Mir hu 75.000 Awunner an dëser Legislaturperiod bäikritt. An zesumme mécht dat 20.000 Leit, mat den Aarbechtsplazen, déi vun de Frontaliere besat ginn, déi mer pro Joer weider hei an d'Land kréien. Also 20.000 Leit, déi sech pro Dag hei weider am Land bewegen. Dat ass eise Problem!

Dat heescht, wann ech kucken, wéi elo hei diskutéiert gëtt, an ech kucken d'Realitéit vun dëser Regierung, den Här Gramegna, deen hei houfreg seet „60.000"; wann ech de Moien den Här Gira um RTL héieren hunn, deen da gesot huet: „Mir hunn nach Dausenden…, d'Fläch ass esou riicht ewéi en Dësch, do kënne mer nach Dausende vu Wunnenge schafen, Dausende vun Aarbechtsplaze schafen"; dat heescht, et geet weider mat dem Rekordwuesstum an et ass keng Äntwert dorobber komm.

De Wuesstumswahnsinn geet weider bei dëser Regierung wéi ni zuvir. Wa mir de Problem awer net geléist kréien, hunn all dës Diskussioune kee Wäert!

Da gëtt gesot: „Mir hunn 30 Joer Nohuelbedarf." Dat gëtt permanent vun dëser Regierung gesot. „Et ass 30 Joer näischt gemaach ginn." Ech si jo net do, fir d'CSV ze vertrieden, mä loosse mer awer emol eppes soen: Mir haten awer och nach ni esou e Wuesstum, wéi mer en am Ableck hunn!

Une voix.- Dach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, nach ni. Den Här Bausch huet et de Mëtteg ganz gutt dokumentéiert, wivill Zäit mer virun 100 Joer gebraucht hunn, fir 100.000 Awunner ze kréien. Du si mer op 30 erofgaangen. An elo si mer op 7 Joer! Op 7 Joer si mer am Ableck, wou mer 100.000 Awunner bäikréien! Esou e Wuesstum hate mer nach ni! A wa mer esou virufueren, da komme mer och nach ënnert déi siwe Joer, déi mer brauchen, fir eben…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen, déi plus 100.000 Awunner, déi ech opgezielt hunn, dat war vun deene leschten aacht Joer…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo! An Dir hutt gesot…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dës Regierung ass elo véier an en halleft Joer do, also mir si mindestens dann dovunner iwwer dräi Joer ënnert der viregter Regierung gewuess.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An, Här President, den Här Bausch…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Duerfir stëmmt et net, wann Der sot, datt de Wuesstum…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bausch, Dir sidd mat Ärer Ried virugefuer, Här President, den Här Bausch ass mat senger Ried virugefuer an en huet eis och gesot, wéi laang mer brauche fir déi nächst 100.000, do sidd Der komm bis 2.000…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Siwen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Siwen! Jo, voilà! An dann ass also och d'Konsequenz vun…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä Dir sidd jo an der nächster Regierung, da wäert Dir dat…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass jo dann d'Konsequenz vun Ärer Regierungszäit, datt mer da schonn nëmme méi siwe Joer brauchen, fir 100.000 Awunner weider ze kréien.

Wéi laang schwätze mer dann heibanne scho vu Landesplanung?! Wat sécherlech wichteg ass! Den Här Wolter, mengen ech, kéint e puer Bicher schreiwen doriwwer: IVL, d'PAGen, déi d'Gemengen net ëmsetzen, d'Plan-sectoriellen.

2013, wéi dës Regierung ugetrueden ass…

Den Här Bausch huet mech elo grad ugeschwat, den Här Minister Bausch, Här President, wou e gesot huet, wéi mer wuessen. Ma déi gréng, wéi se an der Oppositioun waren, wéi hunn déi sech hei ëmmer opgereegt, datt déi Plan-sectoriellen onbedéngt misste kommen! An dat Eischt, wat se gemaach hunn, elo ginn déi op den Instanzewee geschéckt, mat dem bekannte Resultat. An elo, wou si mer dann elo drun?

Majo, elo geet dat d'nächst Woch an de Regierungsrot, am Mee gëtt eng ëffentlech Consultatioun gemaach an da gi mer an d'Wahlen, Här President, an da si mer am Oktober dëst Joer genau do, wou mer 2013 am Oktober waren. Mir si kee Millimeter - kee Millimeter! - méi wäit. An da gëtt gesot: „Ma déi nächst Regierung huet dann awer alles fäerdeg doleien." Dat hat och déi viregt Regierung gesot. Déi hat och gesot, déi Regierung, déi elo am Amt ass, hätt am Ufank alles doleien…

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dat kléngt gutt, wat Dir sot, mä dat ass awer falsch.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi hei Regierung huet deeselwechte Bilan, déi léisst déi nächst Regierung…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat, wat Dir sot, dat kléngt gutt, mä…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …mä elo virun de Wahlen, Här President, elo gëtt op eemol vill Tamtam gemaach. Et gëtt vill Tamtam gemaach. Et ginn Débat-de-consultationen hei an der Chamber gemaach, et gi Campagnen duerch d'Land gemaach: „Eist Land zesumme gestalten." Biergerlaboratoirë gi gemaach. D'Caroline an den Etienne, déi streide mateneen iwwert d'Industriebetriber, déi sollen an d'Land kommen…

(Brouhaha)

Dach, jo, Här President…

(Brouhaha)

D'Carole, jo, d'Carole.

(Hilarité)

Mä ech hunn haut…

(Brouhaha)

Wéi gutt, datt…

(Brouhaha)

Ech fannen awer éierlech gesot, datt Der gutt nolauschtert, well all klenge Verspriecher gëtt direkt…

(Brouhaha)

Une voix.- Louis war awer net wäit derlaanscht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …ob jiddweree gutt nolauschtert. Also dat ass hei confirméiert.

Une voix.- Uuh, dat schéngt wichteg.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si streide mateneen iwwer Google, iwwert d'Juggurtsfabrik oder d'Steewollfabrik. An den Här Etienne Schneider huet virun engem Mount op dëser Plaz un d'Adress vun eise grénge Kolleege gesot: „Dee Spuk do, deen d'Carole an déi gréng do opféiere mat deene Betriber, deen ass de 14. Oktober eriwwer." Dat sot en hei op dëser Plaz.

Da gëtt geschwat iwwer Impaktstudien. Ma dat schéngt mer dat Normaalst vun der Welt ze sinn, datt mer géifen Impaktstudie maachen. Mä ech froe mech: Firwat mécht d'Regierung keng Impaktstudien? Et gëtt ëmmer driwwer geschwat. Elo virun de Wahle gëtt dat alles héichgespillt, awer eng Impaktstudie huet dës Regierung nach zu kengem Zäitpunkt gemaach.

Här President, da gëtt dervu geschwat, Aarbecht a Wunnen a Fräizäit zesummenzeleeën. A gläichzäiteg maache mer eng Politik, déi als Resultat huet, datt mer mussen all Joers 7.000 bis 8.000 Frontaliere weider hei an d'Land eranhuelen. Wou ass dann do déi Politik, fir d'Wunnen an d'Aarbecht beieneen ze leeën, wa mer eng Politik maachen, déi als Konsequenz huet, datt mer mussen all Joers 7.000 bis 8.000 Frontaliere weider hei an d'Land kréien? Wa 60% vun allen neie Plaze vu Frontaliere besat ginn, da kann een net soen, et géif een eng Politik maachen. Da misst een am Fong zu e puer Betriber soen: „Ma gitt direkt an d'Grenzregioun, wann Der alleguer d'Leit vun do beschäftegt, da brauchen d'Leit sech wéinstens net ze deplacéieren!"

Här President, hei ass permanent geschwat gi vum Wunnengsbau. Virun 30, 40 Joer, du konnt an dësem Land nach all Mënsch sech eng Wunneng leeschten. Och en Aarbechter, net nëmmen en Direkter. Och de Schmelzaarbechter oder Gott weess wie konnt sech eng Aarbecht hei am Land leeschten, dat kann haut bal keen am Land méi, sech eng Wunneng leeschten, Merci, et ass wonnerbar, eng Wunneng leeschten. Haut ka keen dat méi maachen, haut muss een, deen dat gär hätt, an d'Grenzregioun wunne goen.

A mir schwätze vun dem Transportproblem. All siwente Frontalier, deen all Dag an d'Land erakënnt, ass e Lëtzebuerger, deen huet missen an d'Grenzregioun wunne goen. Dat ass och eng vun deene Konsequenzen, déi mer hei hunn. Wa mer gär fir déi Leit haut eng Wunneng hätten - déi Leit, déi sech virun 30 Joer konnten hei eng Wunneng leeschten, souguer mat e bësse Grénge derbäi -, musse mer fir déi Leit haut soziale Wunnengsbau bauen, fir datt déi iwwerhaapt nach ënnerdaach kommen.

Mir bauen haut Héichhaiser. An da gëtt hei geschwat, datt d'ländlech Géigend net méi esou séier däerf wuessen. Da gëtt vu Prozenter geschwat. Mä ëm Gottes wëllen, Här President, et muss een awer ëmmer bei der Realitéit bleiwen! Wann eng kleng Gemeng vun 1.000 Awunner 100 Leit bäikritt, da kann ee soen: „Ma déi huet elo 10% bäikritt." Mä dann huet déi 100 Leit bäikritt. A wivill huet d'Stad Lëtzebuerg da bäikritt? Da gëtt gesot, déi huet prozentual der net esou vill kritt. Mä d'Stad Lëtzebuerg huet der, Madamm Polfer, an deene leschte 15 bis 20 Joer 30.000 bäikritt! Dat heescht, dann hu mer an der Stad Lëtzebuerg méi Wunnraum geschaaft wéi am Rescht vum Land.

An da soe mer trotzdeem: „An de ländleche Géigenden däerf elo net méi gebaut ginn." Wat huet dat dann als Konsequenz? Och déi Leit an de ländleche Géigende géifen nach gären do wunne bleiwen, op hiren Terrainen, bei hire Familljen. Dreiwe mer déi dann och elo an d'Héichhaiser an d'Stad? Wann ech hei déi Debatten héieren, wou gesot gëtt: „D'Haiser sinn ze grouss, d'Gäert sinn ze grouss!" Elo si schonn d'Appartementer ze grouss. Mä wann Dir fäerdeg sidd, da ginn d'Leit hei am Land, wa se sech dann nach kënnen een oder zwee Kanner leeschten, op de fënneften oder op de sechste Stack op 40 m² wunnen! Ass dat d'Resultat vun Ärer Wunnengsbaupolitik? Ass dat d'Resultat…

Une voix.- Mat Iech gëtt et nach méi schlëmm.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …vun deem, wat… Wat? Här President, den Här Wagner wollt mech eppes froen.

Une voix.- Nee, nee, nee.

Une autre voix.- Neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech wollt just soen: „Mat der ADR gëtt et méi schlëmm."

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, den Här Gibéryen huet d'Wuert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Duerch déi dote Politik ginn d'Präisser nach ëmmer méi héich. Mir kënnen och nach méi doruechter verbidden, fir iwwerhaapt ze bauen an de ländleche Géigenden, da ginn d'Präisser nach méi héich an d'Leit kréien ëmmer manner wéi virdrun.

An da gëtt geschwat vu Leitplanken: „Mir musse Leitplanke setzen!" Mä déi eenzeg Leitplank, déi mer hunn, Här President, dat ass déi ronderëm d'Land. Dat gëtt net méi grouss. A wa mer Leitplanke wëllen am Land setzen, wa mer soen: „Hei däerf gebaut ginn, d'Densitéit ass esou héich, esou breet, esou laang an esou déif wéi ee wëllt", jo, da musse mer awer emol d'Diskussioun maachen: „Wa mer esou weider wuessen, wivill Awunner verdroe mer dann tëschent deene Leitplanken?" An da wäerte mer gesinn, datt mer ganz séier um Enn sinn. Well bis mir mat deene Prozeduren hei duerch sinn - bis mir mat deene Prozeduren hei duerch sinn -, Här President, ass dat schonn erëm alles iwwerholl.

A wa mir scho virun zéng Joer, wéi mer dat geplangt haten, déi sektoriell Pläng gehat hätten, wat géife mer dann haut mat deene Pläng maachen, déi mer virun zéng Joer opgestallt hunn? Guer näischt méi! Dann hätte mer de Kollaps total.

Wa mer déi Pläng hätten, da bräichte mer guer net mat Google ze diskutéieren, well ech ka mer net virstellen, datt mer virun zéng Joer an engem sektorielle Plang virgesinn hätten, datt zu Biissen dierften an där grénger Wiss 30 Hektar zoubëtonéiert ginn. Ech géif soen, datt dat eis alleguer hei am Land quasi och arrangéiert huet, datt mer et net haten, a wéi komplizéiert et ass, an et gëtt elo net méi einfach. Mir wäerte gesinn, datt mer soubal nach keng Pläng un d'Enn kréien, fir datt se gesetzlech applikabel ginn.

A mir hunn déi verdammte Flicht, ze kucken, datt mer fir d'Éischt d'Fro kläre vum Wuesstum. Well wa mir weider esou wuessen, mat deenen Zuelen un Awunner an un Aarbechtsplazen, an net de Courage hunn - an net de Courage hunn! -, iwwert déi Fro fir d'Éischt ze diskutéieren, da sinn all déi aner Diskussiounen hifälleg. Et huet kee Wäert, datt mer da Strécher a Grenzen hei am Land zéien, wa mer net wëssen, wéi mer weider wuessen. Well wa mer weider wuessen, da lafe mer och weider systematesch hannendrun, ob dat am Wunnengsbau ass, an der Mobilitéit oder an all deenen anere Politicken. Dat, wat mer an deene leschten zéng, 15, 20 Joer gemaach hunn - a wat elo ëmmer méi séier ginn ass, well mer eben ëmmer méi séier wuessen an elo bei siwe Joer ukomm si fir 100.000 Awunner méi -, wa mer mengen, an deem Rhythmus kënne weider ze wuessen, da léise mer de Problem ni.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Nodeems am Ufank vun der Legislaturperiod déi sektoriell Pläng veröffentlecht goufen an dunn opgrond vun enger Rei vu juristesche Problemer erëm hu missen zréckgezu ginn, nodeems a ville Gemengen d'Ausaarbechtung vun deenen neie PAGe gemaach gouf an d'Diskussioun - oder a ville Gemengen, muss ee leider soen, d'Netdiskussioun - doriwwer voll amgaangen ass, nodeems mer virun dräi Wochen hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt hunn, dat den normative Kader fir de Programme directeur an d'Plans sectoriels setze soll, no all deem féiere mer elo, sechs Méint virun de Wahlen, eng Consultatiounsdebatt iwwert d'Landesplanung!

Et wierkt e bëssen, wéi wann dee ganze Prozess op de Kapp gestallt wier. Virun e puer Wochen hunn déi ëffentlech Workshoppen iwwert d'Landesplanung ugefaangen. Mir begréissen dat natierlech ausdrécklech. Mä d'Fro stellt sech awer: Kann dat, wat an deene Workshoppen diskutéiert gëtt, iwwerhaapt nach afléissen an dës Planung?

Une voix.- Neen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- D'Plans sectoriels leien offensichtlech schonn esou gutt wéi fäerdeg am Tirang. Wivill Spillraum fir Biergerbedeelegung ass do dann iwwerhaapt nach méiglech? Déi Pläng sinn awer och fir d'Gemengen indispensabel, fir bei hire PAG-Entwërf e Minimum vu Kohärenz a Previsibilitéit eranzekréien. Soll dat also den organiséierten an harmonesche Modell vun der Landesplanung sinn, esou wéi e vun eis alleguerte gewënscht gëtt?

Et gëtt een den Androck net lass, datt jiddwereen iergendwéi awer e bësse mécht, wéi e wëllt, ouni e klore Kader a kloer definéiert Zilsetzungen. An duerno stelle mer da vläicht all zesummen an an Harmonie fest, datt mer eigentlech dat diffuust an desorganiséiert Konzept vun der Landesplanung ëmgesat hunn, mat all deene sozialen an ekologesche Verwerfungen, déi esou eng Entwécklung mat sech bréngt.

Här President, d'Landesplanung ass jo kee Selbstzweck. Et geet och net duer, d'Land ze plange mam Minimalzil, de komplette Chaos ze verhënneren. D'Landesplanung misst dat zentraalt Instrument sinn, fir wirtschaftlech a sozial Aktivitéiten a fir den Ëmweltschutz an d'Zesummeliewen um Territoire ze organiséieren. Mä wierksam kann dat Instrument eréischt ginn, wann een och entscheet huet, wou et soll higoen, a wann een d'Hürden um Wee dohinner éischtens identifizéiert huet an dann am beschte Fall natierlech och bereet ass, se ze iwerwannen.

Ech ginn op fënnef vun deene groussen Erausfuerderungen an, déi fir eis als Lénk wichteg sinn an där doten Debatt. Et sinn déi Aspekter, déi an engem - an eisen Aen - duerchaus participative Prozess missten diskutéiert ginn. Et sinn éischtens de Stellewäert vum Privatbesëtz, zweetens de finanzielle Spillraum vu Stat a Gemengen, drëttens déi sougenannten „com-

mons“ an d’Roll vun den ëffentleche Servicer, véiertens déi zukünfteg Ausriichtung vun der ekonomescher Entwécklung a fënneftens den Ausbau vun der Kooperatioun an der Groussregioun a mat eisen Noperen.

Deen iwwergrousse Stellewäert vum Privatbesëtz ass deen Elefant am Raum, laanscht dee kee kënnt bei all Versuch, méi eng konsequent Landesplanung zu Lëtzebuerg duerchzesetzen. Dat wësse mer net zulescht, säit d’Regierung 2014 mat hire sektorielle Pläng gestoppt ginn ass. De Grond heifir war jo d’Onsécherheet bei de juristeschen Norme beim Landesplanungsgesetz an dem Programme directeur. Mä och en Uerteel vun der Cour constitutionnelle aus dem Oktober 2013, kuerz virdrun, huet gewisen, wéi problematesch zu Lëtzebuerg eng Landesplanung opgrond vun der bestoender Gesetzeslag ass.

Dee grousse Problem ass engersäits, datt de Stat an d’Gemenge selwer net vill eegen Terrainen hunn, an anerersäits, wa se der hunn, da leie se net do, wou se landes- oder gemengeplaneresch am meeschte Sënn géife maachen. An der Logementspolitik sinn de Mangel un ëffentlechen Terrainen an d’Schwieregkeeten, fir méi ze bauen, am däitlechsten. Just knapp 8% vum disponibele Bauterrain gehéieren dem Stat, de Gemengen oder aneren ëffentlechen Entitéiten.

Dernieft stellt sech d’Fro vun den Industriebroochen, déi zwar d’Potenzial hunn, fir se fir de Wunnengsbau an aner Aktivitéiten notzbar ze maachen, mä doduerch, datt se gréisstendeels a Privathand sinn, sëtze Stat a Gemengen ëmmer um kierzeren Hiewel a mussen dacks Projeten de kommerziellen a finanziellen Interête vun deene Groussgrondbesëtzer ënnerwerfen an dacks souguer nach fir den Assainissement opkommen, sief et direkt oder indirekt.

Déi esou zentral Fro ronderëm de Stellewäert vum Privateegentum bleift awer weider onberéiert. Mir hunn dozou als Lénk zwou Propose gemaach, fir dat an der Verfassung méi kloer ze maachen.

Éischtens: Eegentum ass a muss och weiderhi geschützt ginn. Mä Eegentum, an eisen Aen, bedeit awer och Responsabilitéit, gesellschaftlech Responsabilitéit am Sënn vum däitschen „Eigentum verpflichtet“.

An zweetens menge mir, datt och an der Verfassung nach méi kloer misst gemaach ginn, datt net nëmmen de Privateegentum schützenswäert ass, mä datt och d’Propriété publique an d’Propriété sociale deeselwechte Schutz genéisse missten.

An ëmmer erëm, wann een op d’Fro vum Privateegentum ze schwätze kënnt, da stellt ee fest, datt et hei am Land eigentlech just zwou grouss Forcë gëtt, déi do blockéieren an déi enger kohärenter Landesplanung ganz dacks am Wee stinn. An déi zwou Forcen hu mer haut och erëm héieren: Dat ass engersäits d’DP an anerersäits d’ADR, fir déi de Grondbesëtz sakrosankt ass a bleift.

(Brouhaha)

Här President, virun e puer Wochen hu mer hei an der Chamber iwwert d’Logementskris diskutéiert. An an deem Kader hu mir als déi Lénk eng Motioun erabruecht iwwert d’Méiglechkeet, eng Méiwäertabgab op Terrainen, déi ëmklasséiert ginn, opzehiewen. Dat ass zwar keng Äntwert op d’Fro vum Privatbesëtz, mä géif et awer zumindest erméiglechen, d’Wäertsteigerung vum Privatbesëtz zugonschte vum allgemengen Interessi deelweis ofzeschëpfen.

An domat sinn ech beim zweete Punkt, dem finanzielle Spillraum vun den ëffentlechen Instanzen, fir och tatsächlech kënnen ze plangen. Esou Modeller vu Mehrwertabgabe gëtt et schonn an Däitschland a virun allem an der Schwäiz. Virun allem awer erméiglecht dëst Instrument de Gemengen et, privat Terrainsbesëtzer a Promoteuren ebe justement virun hir Verantwortung ze stellen. D’Regierung huet zwar de Baulandvertrag annoncéiert, deen nach ëmmer an der Prozedur erëmdümpelt, mä mir hunn awer grouss Bedenken an Zweifel, ob dat net herno awer just en Tiger ouni Zänn gëtt.

Villméi gi mer um Gemengenniveau bei de Recettë grad an déi ëmgekéiert Richtung. Säit de Gemengewahle réiere sech iwwerall an de Schäfferéit Stëmmen, déi gär d’Gewerbesteier nach weider erofsetzen, fir méi Betriber unzezéien. D’Stad Lëtzebuerg ass schonn um niddregsten Taux, eng landesplaneresch Katastroph, well d’Stad sech domadder nach weider all Aktivitéit aus dem Land an iwwert d’Grenzen ewech usuckelt, de Verkéier inclus.

An déi aner Gemengen zéien elo gär no. D’„race to the bottom“ huet ugefaangen au détriment vun alle Gemengen. Domat maache se d’Erausfuerderungen, déi a Saachen Infrastruktur op eis zoukommen, méi grouss an d’Mëttelen, fir deem gerecht ze ginn, méi kleng. D’Konkurrenz tëschent de Gemengen - déi fiskal Konkurrenz tëschent deenen iwwer 100 Gemengen zu Lëtzebuerg - ass geckeg an et ass am direkte Widdersproch zu enger seriöer Landesplanung.

Déiselwecht Onlogik läit awer och an der Finanzpolitik op nationalem Niveau. D’Erausfuerderungen, déi duerch de Wirtschaftswuesstum fir eis entstinn, ginn ëmmer méi grouss, kaschten ëmmer méi a verlaangen no ëmmer méi Moyene vum Stat.

A wat gëtt gemaach? D’Regierungen, eng no där anerer, huele sech déi Mëttele selwer ewech duerch permanent Reduzéierunge vu Steiersätz op Gewënner, op ëmmer nei Nischen a Schlupflächer fir Multinationallen a Superräicher. D’Besoinen un ëffentlecher Infrastruktur, un ekonomescher Diversifizéierung, u Wunnengen an u Schutz vu Ressourcë sinn esou grouss, datt nëmmen e staarke Stat a staark Gemengen dat leeschte kënnen.

Stéchwuert Steierpolitik: Ech hu virdru schonn de Wirtschaftswuesstum ugeschwat, dee jo maassgeblech vun dëser Steierpolitik ugedriwwe gëtt. Mir mengen, datt eng konsequent Landesplanung ouni eng kloer Richtlinn iwwert déi zukünfteg wirtschaftlech Entwécklung vum Land guer net ze maachen ass. Dat ass mäin drëtte Punkt.

D’Froen, déi sech ronderëm dës Problematik dréien, goufen op verschidden Aart a Weisen an deene leschte Wochen a Méint am Kader vun den envisagéierten Implantatioune vu Fage, Knauf a Google thematiséiert. Hei goung et ëm Waasser- an Energieverbrauch, ëm Loftverschmotzung, Kaméidi an Trafic, déi duerch dës Betriber géifen entstoen, an awer och ëm Aarbechtsplazen, déi entstoe kéinten.

Innerhalb vun der Regierung ass doropshin Zodi doriwwer entstanen, ob déi Betriber elo Rifkin-konform wären oder net, an hei läit de sprangende Punkt. D’Rifkin-Etüd ersetzt net d’ëffentlech Debatt iwwert den ekonomesche Modell fir d’Zukunft. D’Rifkin-Etüd geet näämlech guer net op d’Fro vum Wirtschaftswuesstum an. D’Rifkin-Etüd seet och näischt iwwert de globalen ekologeschen Impakt vu verschiddenen Innovatiounen, déi proposéiert ginn. D’Rifkin-Etüd stellt net d’Fro vun der Verdeelung a vun der Ëmverdeelung, also déi steierpolitesch Aspekter vum Räichtum. Mir mengen, datt déi Froe missten dréngend diskutéiert ginn, éier mer eng seriö Landesplanung kënnen ugoen, déi d’Strooss och nach e puer Joer hale soll.

Här President, wann ech iwwert déi Erausfuerderunge schwätzen, déi sech eis stellen, da mengen ech domadder ënner anerem och de Schutz an den Ausbau, mä och d’Matbestëmmung iwwert déi sougenannten „commons“ oder Biens communs, d’Erhale vun eise Ressourcen als ëffentlech Gidder, zu deene jiddwereen Accès muss hunn, déi demokratesch kultivéiert a geréiert musse ginn an déi net privatiséiert dierfe ginn, well se soss zerstéiert ginn. Ech schwätze vum proppere Waasser, dem gesonde Buedem, der Otemloft, dem Zougang zur Energie, mä och vun der ëffentlecher Gesondheet an dem allgemenge Bien-être collectif.

(Brouhaha)

D’Landesplanung huet jo eigentlech d’Zil, dës „commons“ ze schützen. Et steet net direkt esou am Gesetz, mä d’Opzielung vun den Ziler am Gesetz kann awer esou ausgeluecht ginn. Dës Thematik ass natierlech alt erëm ganz staark verbonne mat der Fro vum Privateegentum, well ëmmer méi oft déi Biens communs duerch d’Privatiséierung oder aner Mesuren zerstéiert ginn, well den Accès doduerch just nach exklusiv fir verschidde Leit méiglech ass.

Et kann een awer och nach méi wäit goen: D’Recht op Wunnen ass e Bien commun. Mä ass den Accès dozou dann zu Lëtzebuerg wierklech garantéiert? Mir mengen net.

D’Dominanz vu privaten Interessen huet derzou gefouert, datt ëmmer méi vun der Landesplanung de facto vu Private gemaach gëtt, an dat ass dann natierlech net am Interessi vun der Allgemengheet. D’Landesplanung ass, wéi den Numm et scho seet, e politescht Instrumentarium, fir d’Land, also d’Notzung vum Territoire zu Lëtzebuerg ze plangen. Mir liewen awer hei zu Lëtzebuerg an der besonnescher Situatioun, datt eisen Territoire vun den Entwécklunge bei den Noperen ofhänkt a vice versa.

An dat ass mäi leschte Punkt, d’Abezéie vun der Groussregioun an d’Landesplanung. Den aktuelle Streik bei der SNCF haut a muer weist eis erëm ganz gutt, wéi staark mer ofhänke vun eisen Noperen. Déi geckeg Reform, déi d’Regierung Macron wëllt duerchsetzen, ass engersäits eng Beschneidung vu Rechter vun Aarbechter bei der Bunn, mä se ass awer och an engem gewëssene Sënn eng Form vun hirem Aménagement du territoire. Andeems d’Bunn liberaliséiert gëtt, also am eigentleche Sënn e Bien commun zerschloe gëtt, entsti Verwerfungen, déi Konsequenzen op Lëtzebuerg hunn, op eis Landesplanung an op d’Notzung vun eisem Territoire.

An der Regel ass et wahrscheinlech esou, datt Lëtzebuerg selwer duerch d’Wirtschafts- an d’Steierpolitik um Ursprong vun esou Konsequenzen ass. Dat ass bei der Wunnengskris de Fall, déi och schonn an der Grenzregioun spierbar ass. Dat ass bei der Mobilitéitsinfrastruktur de Fall, déi net mathale ka mat den Entwécklungen an der Wirtschaft an um Aarbechtsmaart.

Här President, zesummefaassend menge mir, datt ee fënnef Saachen zréckbehale kann:

Éischtens: Mir sinn der Meenung, datt d’Land net ka geplangt ginn, soulaang de Stellewäert vum Privateegentum net den néidege Spillraum gëtt fir eng wierklech an noutwendeg Landesplanung, natierlech am Respekt virum Besëtz, awer och an der Verantwortung vun dësem Besëtz.

Zweetens: Mir sinn des Weideren der Meenung, datt Stat a Gemengen hire Rollen als staark Planungsinstanzen nëmmen da kënne gerecht ginn, wa se déi néideg finanziell a personell Moyenen derfir hunn.

Drëttens: Mir mengen, datt eng Debatt iwwert de Wirtschaftswuesstum an d’Ausriichtung vun der Ekonomie muss gefouert ginn an d’Landesplanung domadder verzaant muss ginn, soss leeft se den Entwécklungen ëmmer just hannendrun.

Véiertens: Mir wëllen de Stellewäert vun den ëffentleche Gidder an den natierleche Ressourcë méi staark berücksichtegen an d’Landesplanung duerch ëffentlech an duerch demokratesch legitiméiert Akteure weiderdreiwen, an net undreiwe loosse vu privaten Interêten.

Fënneftens: Mir wëllen d’Landesplanung an e groussregionale Kader setzen, wou mer eis mat eisen Nopere méi bewosst a kooperativ iwwert d’Konsequenze vum politeschen Handelen a vun ekonomeschen Entscheedungen an der Regioun wëllen ausenanersetzen.

Här President, ech wëll ofschléisse mat engem Zitat vun deemselwechten Auteur, deen d’Madamm Lorgé zitéiert huet, näämlech vum Immanuel Kant.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Lorsché.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Lorsché.

(Interruption)

Den Immanuel Kant, am Wuertsënn wierklech e Liberalen, deem säi Liberalismus awer wäit iwwert dat erausgaangen ass, woufir Liberaler haut stinn, näämlech de kategoreschen Imperativ: „Handle so, dass du die Menschheit sowohl in deiner Person als in der Person eines jeden andern jederzeit zugleich als Zweck, niemals bloß als Mittel brauchst.“

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. An d’Regierung huet d’Wuert. Fir d’Éischt de Minister vun de bannenzegen Affären, den Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d’Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l’Intérieur.*- Merci, Här President. Um Enn vun enger dach ganz interessanter Debatt an op de Risiko hin, deen een oder aneren ze enttäuschen, wëll ech awer soen, dass ganz villes vun deem, wat de mandatéierte Spriecher vun der CSV hei gesot huet, mäin Averständnis fënnt. Virun allem dat, wat déi allgemeng Problemer vun der Landesplanung ugeet, wat d’Chancen an d’Aufgabe vun der Landesplanung ugeet, mä awer och, wat hir eege Grenzen ugeet. An dat virun allem am Zesummespill mat der Verantwortung, mat de Responsabilitéite vun de Gemengen.

Erlaabt mer och, genee an deem Kontext e puer Bemierkungen ze maachen. Ee Wuert direkt zu der Zuel vun de Gemengen insgesamt hei am Land. Ech mengen, mir sinn eis parteiiwwergräifend alleguerten eens, dass et e wënschenswäert Zil ass, d’Zuel vun de Gemengen insgesamt erofzesetzen. De Fusiounsprozess, deen agesat huet an deene leschte 15, 20 Joer, ass och ënnert dëser Regierung an deem nämlechten Tempo virugaangen, wat u sech eng ganz gutt Entwécklung duerstellt.

Ech wëll och soen, dass ech mengen, dass elo no de Gemengewahlen de Moment komm ass - nodeems mer och a verschiddene Gemengen nei Majoritéite kritt hunn an och nei Leit an d’Verantwortung kritt hunn -, fir de Prozess erëm eng Kéier ze relancéieren. An ech hu fest wëlles, zesumme mam Syvicol dee Prozess erëm eng Kéier nei ze relancéieren, wéi gesot mat neie Leit un der Spëtzt. Well mir wëssen, dass déi eng oder aner Fusioun oft wierklech un där enger oder anerer Persoun gescheitert ass. An et wär schued, wann een net géif dat Ganzt nach eng Kéier relancéieren.

Eenegkeet ass och iwwert de Prinzip vun der Noutwendegkeet vun der Reduktioun vun der Zuel vun de Gemengen, Oneenegkeet awer vläicht am Wee, wéi mer dat sollen erreechen. Ech mengen, dat brauch een hei net nach eng Kéier extra ze etabléieren. Et ass kloer, dass fir d’Regierung Zwangsfusiounen och an Zukunft net a Fro kommen an dass dee Prozess vun ënnen no uewe muss wuessen an net ëmgedréit.

Erlaabt mer vläicht och ee Wuert zu de PAGen, well awer eng Rei vun Deputéierten, a mengen Aen zu Recht, bedauert hunn, dass iwwer 60 Gemengen nach kee PAG vun der neier Generatioun hunn. An ech deelen - an d’Regierung och - d’Aschätzung, dass et bei där héijer Zuel onméiglech ass, dass déi virgesinne Sanktiounen dann och sollen a Kraaft trieden. Duerfir musse mer hei kuerzfristeg reagéiere fir de Wunnengsmaart. Et wier op jidde Fall kontraproduktiv, wann déi Sanktiounen, esou wéi se haut am Gesetz stinn, géifen zum Droe kommen.

Ech wéilt awer vläicht eppes soen zu der Kompetenz vun de Gemengen, fir insgesamt esou e PAG opzestellen. Ech mengen net, dass eng kleng Gemeng per se an der Onméiglechkeet wär, déi Erausfuerderung unzehuelen. Et gëtt och eng Rei Beispiller vu klenge Gemengen - Reisduerf a Groussbous sinn der elo zwou, déi mer direkt afalen -, déi scho PAGe vun der neier Generatioun hunn, wärend gréisser Gemengen nach ganz wäit hannendru sinn.

Oft ass et jo esou, dass net onbedéngt d’Gréisst vun der Gemeng determinéierend ass, mä éischter vläicht de Wëllen, de politesche Wëllen, fir eppes ze maachen. An an der Praxis ass et jo och esou, dass d’Gemengen an deem Beräich net eleng gelooss ginn. Déi meescht Aarbechte gi vu spezialiséierte Büroe gemaach, an och déi verschidde Spezialisten op deene verschiddene Ministèren, déi intervenéieren, stinn zur Verfügung, fir d’Gemengen an där Saach ze ënnerstëtzen.

Et ass also näischt Onméigleches ze realiséieren. Wéi gesot, eng ganz Rei Gemengen hunn et virgemaach. Ech ginn awer gären zou, dass et eng ganz grouss Erausfuerderung ass an och ganz vill Zäit an Usproch hëlt. Mä et muss een awer wëssen, an dat ass hei ugeklongen, dass et natierlech och eng Noutwendegkeet ass vun der Simplification administrative, well et eben esou ass: Wa mer d’PAGe vun der neier Generatioun hunn, dann ass et natierlech wesentlech méi einfach, fir eng Rei vu Lotissementsprojeten ëmzesetzen.

Ech wëll och nach eng Kéier widderhuelen, wat ech virdru schonn am Debat eng Kéier uklénge gelooss hunn: Dass a mengen Aen d’SUPe keen Instrument vun uewe sinn, mä si sinn een Element ënner anere vun enger gesamter Prozedur, esou wéi d’Etudes préparatoires mat all hire Facetten, esou wéi aner Elementer, déi musse berücksichtegt ginn, wa mer zu der konkreter Ëmsetzung vun de PAGe solle kommen, net méi an net manner.

Et ass och net esou, wéi landläufeg d’Meenung ass, dass den Ëmweltminister - an dësem Fall d’Ëmweltministesch - e PAG misst approuvéieren, mä den Ëmweltminister gëtt nëmme säin Accord, wa Flächen, déi haut an der Zone verte sinn, an de bebaubaren Deel vum PAG sollen integréiert ginn. Wann also eng Gemeng bestëmmte Flächen net wëllt aus dem bebaubaren Deel an der Zone verte erëm zréck an d’Zone verte reklasséieren, da brauch si duerfir net den Accord vum Ëmweltminister. Et ass, mengen ech, och wichteg, dass een dat hei eng Kéier op dëser Plaz kloerstellt.

Dat bréngt mat sech, dass d’Gemengen do hir Prärogative behalen. Dat bréngt eng gewësse Kohärenz an dat Ganzt eran. An et gëtt och d’Garantie, dass d’Gemenge weider hir Aufgaben am Aménagement communal behalen. An ech perséinlech sinn op jidde Fall der Meenung - an och d’Regierung ass där Meenung -, dass dat och gutt esou ass.

Den Här Cruchten hat virdrun net fir näischt gesot, dass d’Landesplanung een Element ass, wéi mer eist Land sollen an Zukunft gestalten, wéi mer d’Amenagéierung vum Land solle virhuelen, mä et ass awer net dat eenzegt. Ech mengen, och doriwwer besteet Eenegkeet.

Dann d’Thema Gemengefinanzen. Ech mengen, et ass jiddwerengem säi gutt Recht, sech seng eege Wourecht zurechtzeleeën. Dat kënnt zwar an dësem Fall net vum Här

Goebbels, mä nëmme vu mir. Mä et ass duerfir awer, mengen ech, genausou wouer.

Ech géif awer bieden, zur Kenntnis ze huelen, dass d'Effete vun der Gemengefinanzreform genau dat duergestallt hunn, wat mer wollten dobäi erreechen, an zwar eng Neifaassung vun de Kritären - a mengen Ae ganz wichteg. Mir hu fir d'Éischt sozioekonomesch Kritären an de Verdeelungsmechanismus mat ageschafft an domadder och der Entwécklung am urbanen an am rurale Raum Rechnung gedroen. A mir hu virun allem och d'CDAen als Kritär bei der Verdeelung mat erageholl, wat jo ouni Zweifel een Element vun der Landesplanung war.

Deen zweete groussen Objectif vun der Gemengefinanzreform war, an dat ass och scho virdrun ugeklongen, fir déi grouss Disparitéiten, déi mer haten, méi kleng ze maachen, engersäits tëschent de Regiounen an anerersäits awer och tëschent de Gemengen ënner sech. An dat ass eis gelongen. An ech mengen, dass mer eis doriwwer och sollten zesumme freeën, well dat jo awer, mengen ech, eis eng ganz Rei vun Diskussiounen erspuert, déi mer soss an der Vergaangenheet haten.

Ech wëll och soen, dass et a mengen Ae falsch ass ze behaapten, déi flächenintensiv Gemenge géifen duerch d'Finanzreform benodeelegt ginn. Vun deene 15 gréisste Gemengen hei am Land ass just eng Gemeng, déi duerch d'Gemengefinanzreform méi schlecht ewechkënnt wéi ouni Gemengefinanzreform. An déi Gemeng läit op drëtter Plaz ënner 102 Gemengen, wat d'Pro-Kapp-Akommes ugeet. Déi kënnt also och an Zukunft net schlecht ewech.

Et ass och falsch ze soen, dass d'Gemenge mat Zone-artisanalle géife benodeelegt ginn. An den Här Wolter hat d'Beispill eng Kéier selwer gi vun engem ganz grousse Betrib vun iwwer 2 km, deen hien a senger Gemeng huet. D'Gréisst vun deem Betrib, de Flächeverbrauch vun deem Betrib seet awer näischt aus, weder an der Vergaangenheet nach haut, iwwert dat, wat een duerfir als Gemeng erakritt. An duerfir hu mer jo och genau dee Kritär ewechgelooss an hunn en neie Kritär eragesat, nämlech dee vun den Aarbechtsplazen, dee vill méi überschaubar ass an och déi Gemenge ganz kloer bevirdeelegt, déi Aarbechtsplaze schafen, a per Definitioun ginn an de Zone-économiquen, an de Zone-d'activitéen dann do och Aarbechtsplaze geschafen.

Summa summarum - an ech mengen, dat sinn Zuelen, déi ee ka beleeën an déi ech och gären, ganz gäre jiddwerengem zur Verfügung stellen, an ech hat net méi spéit wéi gëschter nach op eng Question parlementaire an deem Sënn geäntwert - sinn 79 Gemenge gagnant bei der Gemengefinanzreform. An 23 Gemenge komme méi schlecht ewech, wéi wann et keng Gemengefinanzreform gi wär. An ech wëll soen, dass bei deenen 23 Gemengen der just zwou sinn, déi sech an der zweeter Halschent befanne vun deene Gemengen, wat d'Pro-Kapp-Akommes ugeet. Déi allermeeschte Gemenge vun deenen, déi e bësse méi schlecht ewechkomme wéi ouni Gemengefinanzreform, sinn an der éischter Halschent, um Pro-Kapp-Akommes gemooss.

Konkret heescht d'Gemengefinanzreform fir Gemenge wéi Esch plus 12 Milliounen. Eng Gemeng Déifferdeng plus 8 Milliounen. Eng Gemeng Diddeleng plus 6,2 Milliounen. Awer och eng Gemeng Jonglënster plus 2,9 Milliounen. Iechternach plus 3 Milliounen. Clierf plus 1 Millioun.

Firwat nennen ech déi Zuelen? Ma well dat genau d'CDAe sinn, e puer vun deene CDAen, et si se net alleguerten, ech hu just emol déi heiten erausgeholl, genau d'CDAe sinn, déi duerch d'Landesplanung an der Zukunft eng aner Roll sollte spillen.

A well virdrun d'Thema vun der Nordstad hei ugeschwat ginn ass, wëll ech ganz kloer soen, dass d'Nordstad zesummegezielt - déi sechs Gemengen, déi do an der Nordstad sech u sech vereenegen - bei 24.600 Awunner 8,1 Millioune méi kritt, wéi wa mer keng Gemengefinanzreform gemaach hätten. Iwwregens kritt d'Gemeng Ettelbréck de Léiwenundeel dovunner mat ronn 3,5 Milliounen.

Natierlech, an dat ginn ech ganz gären zou, wär déi Gemengefinanzreform do net méiglech gewiescht, och net mat deenen neie Kritären, och net mat deenen neien Ausriichtungen, och net mat deene Resultater, déi mer, mengen ech, awer alleguerte wollten zesummen ustriewen, wann d'Regierung net voluntaristesch méi Suen an d'Dëppe geluecht hätt. Déi 100 Millioune si virdrun ugeschwat ginn. Ech gi ganz gären zou: Wa mer déi net gehat hätten, wär et wesentlech méi schwéier gewiescht, fir déi Ziler ze erreechen, déi mer wollten hunn.

D'Zuele weisen also a mengen Aen, wat ze beweise war: D'Gemengefinanzreform, déi stäerkt d'Landesplanung. A wéi ech et virdru gesot hunn, sollte mer eis doriwwer alleguerte freeën, onofhängeg dovunner, wien den Initiator vun där Gemengefinanzreform war.

A virun allem, an dat ass menger Meenung no e ganz wichtegt Element, si stäerkt d'Landesplanung, awer ouni dass se aner Gemengen, déi vun der Landesplanung hier net déi nämlecht Roll sollte spillen, an d'Onméiglechkeet géif setzen, fir hir Flichte vis-à-vis vun hire Bierger ze erfëllen. Och dat sollt eng Kéier ganz kloer gesot ginn. An ech menge behaapten ze kënnen, dass domadder d'Gemengefinanzreform sech nahtlos an d'Beméiunge vun der ganzer Regierung afüügt, fir eng duerchduechte kohärent Landesplanung fir eist Land opzebauen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. D'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu datt ech laang an deem Betrib hei och souz, net op där do Bänk, mä op där do Bänk, oder op dëser Säit souz ech och eng Zäit, kennen ech dee Betrib an hu mer och keng Illusioune gemaach.

Wann d'Regierung higeet an d'Chamber mat abënnt, dann ass meeschtens d'Reaktioun vun der Oppositioun: „Et war net fréi genuch", „d'Dokumenter waren net gutt genuch", „den Zäitraum ass schlecht gewielt", „et war net gutt virbereet genuch", „mir hätte misse méi an der Kommissioun diskutéieren". Dat heescht, et gëtt 70% vun der Zäit iwwert d'Form geschwat, fir net mussen iwwert de Fong ze schwätzen.

Wa mer d'Chamber net agebonnen hätten als Regierung, da wär gesot ginn: „Et ass eng Schwéngerei", „d'Regierung hélt d'Decisioun iwwert d'Käpp ewech vun der Chamber", „d'Chamber kritt keng Informatiounen", „d'Chamber ass net agebonnen" an „d'Chamber huet kee Recht, hei matzeschwätzen".

An haut hu mer dee klasseschen Zeenario erëm erlieft, just an der éischter Variant. Mat awer engem klengen Ënnerscheed zu fréier, well vu datt ech och laang hei souz, hunn ech jo och vill Debatte materlieft an do hunn ech mech e bësse gewonnert, datt ech de part et d'autre hei Remarken héieren, et wären net inhaltlech genuch Dokumenter presentéiert ginn, ze spéit an esou weider an esou fort.

Ech wëll Iech just soen: Meng Erfahrung war hei als Deputéierten, datt bei Debatten, déi ugefrot gi sinn an der Zäit vu Regierungen, oft iwwerhaapt keng Dokumenter verdeelt gi sinn oder ech d'Dokumenter den Dag virdru kritt hunn, esou Wälzeren an esou weider, déi ech dann an der Nuecht hu misse liese fir moies, oder État-de-la-nationen, wou mer dann och d'nämlecht hu missen Hals über Kopf diskutéieren. Also, wéi gesot, et ass alles an Uerdnung an der Chamber. Ech gesinn, et huet sech am Fong an där Hisiicht net vill geännert.

Ech sinn awer erstaunt driwwer, datt ech op eng präzis Fro, an zwar d'Fro Nummer siwen, keng Äntwert kritt hunn. An dat ass awer déi sprangend Fro an där ganzer Diskussioun! An dat ass d'Fro: Verdroe mer 14.000 nei Awunner pro Joer iwwert déi nächst Jore weider, jo oder neen? A wa jo, wéi maache mer dat, fir datt mer dat packen? A wann neen, wat ass dann d'Solutioun dovunner?

Et ass deelweis esou ugeträift ginn an esou weider, mä awer iergendwéi huet jiddweree sech laanscht d'Fro gedréckt. Den Här Gibéryen huet zwar wéi ëmmer polemesch driwwer geschwat, mä en huet awer och näischt dozou gesot. En huet net gesot, wéi hie mat der Fro wëllt ëmgoen.

Mä am Endeffekt ass dat awer fir mech eng vun de sprangende Froen.

(Interruption)

Besonnesch wonneren ech mech awer, wann ech vun dem Michel Wolter vun der CSV, dem Spriecher vun der CSV hei héieren, d'Regierung hätt an deene leschte Joren net gehandelt an elo kéim se just virum Enn vun der Legislaturperiod an da géif se dann hei d'Chamber fir d'Zweet, dat gëtt en awer zou, consultéieren.

Et ass jo guer net schlecht! Am Fong misst Der Iech jo freeën doriwwer: Wann eng Regierung d'Chamber oft consultéiert, dann hutt Der als Oppositioun immens vill an oft Méiglechkeeten, fir Är Tonnen Alternativen zu deem, wat d'Regierung wëllt maachen, ze presentéieren. Dir hutt awer eng hallef Stonn Zäit verluer hei, fir och Iech mat der Form emol éischtens ofzeginn.

Mä ech wëll Iech awer soen: Wann Der hei behaapt, mir hätten net gehandelt, wa mer et fäerdegbruecht hunn, an enger Legislaturperiod e Landesplanungsgesetz komplett nei ze iwwerschaffen, dat ass komplett nei geschriwwe ginn, ënner juristesch…, an dat geet net nëmmen ëm Uerteeler, déi komm si vu virun 2013, déi schonn do waren 2013, wéi mer ugefaangen hunn, mä et sinn der och nach duerno komm, mä virun allem sinn eng Rei Avise vum Statsrot komm, déi ganz anerer ware wéi déi virun 2013. An duerfir war dat net einfach. An déi, déi an der Kommissioun derbäi waren, och vun Ärer Fraktioun, wëssen, datt dat schonn eng zimlech Leeschtung ass, fir dat Gesetz awer an dëser Legislaturperiod nach duerchzekréien.

An ech sinn och iwwerzeegt, datt Der heiansdo heemlech gehofft hutt an Der gemengt hutt, d'Regierung géif et net hikréien.

Dat Zweet sinn d'Plan-sectoriellen. Déi Plan-sectorielle sinn och komplett iwwerschafft ginn! Do sinn iwwer 100 Avise vu Gemengen - esou e voluminéist Dokument - mat ageschafft ginn an déi nei Pläng. Dat heescht, déi Plan-sectoriellen, déi mer elo an d'Prozedur wäerte ginn, dat sinn der net nëmmen, déi vun der Regierung einfach ausgeschafft gi sinn, mä do hu mer deem Rechnung gedroen, wat déi iwwer 100 Gemengen am Kader vun der éischter Prozedur, déi mer gemaach hunn zu de Plan-sectoriellen, eis un d'Doleancen an u Visioune fir hir Gemengen eraginn hunn.

Elo musse mer natierlech kucken, ech si gespaant dorobber, ob dann och all Gemeng nach zu deem steet. Et gëtt jo och verschidde Gemengen, déi geännert hunn, vläicht kommen anerer, mä dat ass elo net dramatesch, well duerfir hu mer jo eng ëffentlech Prozedur. An duerfir, den Här Gibéryen ass leider net méi hei, duerfir hätt ech em och gesot: Et ass net richteg, wat en hei interpretéiert huet, datt dës Regierung elo just dat an d'Prozedur gëtt an da mécht se sech ewech an da geet se an d'Wahlen an da kann déi nächst Regierung kucken, datt se eens gëtt.

Neen! Dat ass eng gesetzlech virgeschriwwe Prozedur, déi mer aleeden, vun där elo d'Consultatiounsphas nach bei dëser Regierung an dëser Legislaturperiod ofgeschloss gëtt, wou dann iwwert de Summer schonn un den Avise geschafft gëtt, fir déi mat dran ze verschaffen. A wouduerch dann déi nei, nächst Regierung awer en ofgeschlossent Dokument virleien huet.

Dat Eenzegt, wat déi nächst Regierung nach muss maachen, dat ass, datt se dann natierlech kuckt: Wat hale mer zréck vun deenen Avisen, déi komm sinn? An da muss se definitiv d'Pläng an d'Reglementer arrêtéieren. Mä dee schlëmmsten an dee komplizéiertsten Deel ass awer deen, dee mir elo maachen! Dat ass deen, dee mer elo gemaach hunn déi lescht zwee, dräi Joer fir d'Iwwerschaffe vun deene Pläng. An et ass dat, wat mer elo wäerte maachen, nämlech an d'ëffentlech Prozedur goen.

An ech hätt Iech gär gesinn! Ech hätt Iech gär gesinn, wa mer als Regierung net méi an d'Prozedur gaange wäre mat Pläng. Wat hätt Der Iech hei defouléiert de Mëtteg, fir ze soen: „Dir hutt…!" Dann hätt Der wierklech kënne soen: „Dir hutt näischt fäerdegbruecht!" An, bon, insgesamt hutt Der wahrscheinlech och e bësse gehofft, datt dat eis net géif geléngen an datt mer duerfir net an déi Prozedur méi kéinte kommen.

Mä dat ass net näischt, wat mer hei geleescht hunn! An enger Legislaturperiod! An ech wëll Iech just soen: Déi Plan-sectoriellen, déi mir an d'Prozedur ginn hu virdrun, och dat ass net richteg, wa behaapt gëtt hei, mir hätten déi missen aus der Prozedur eraushuele wéinst engem Uerteel, wat scho virdru bekannt gewiescht wär.

Et ass net wéinst deem Uerteel, datt mer et erausgeholl hunn. Mir sinn aus der Prozedur erausgaangen, well duerch d'Reglementer, déi mer bei de Statsrot ginn hunn, de Statsrot op eemol extrem Bedenke kritt huet par rapport zum Landesplanungsgesetz. Zum Beispill par rapport zu engem Artikel, dee guer näischt mat engem Uerteel ze dinn huet, mä deen awer essenziell war an deen eis ganz vill Problemer gemaach hätt, näämlech doriwwer, wéi mer an d'Prozedur ginn. An dat stoung an Ärem Gesetz vun 2013! Net an deem heite Gesetz! Dat stoung am viregte Gesetz!

Mir si laut deem Gesetz an d'Prozedur gaangen. An do stoung dran, datt een an d'Prozedur geet no enger Decisioun vun engem Gouvernement en conseil. An de Problem war, datt am Gesetz natierlech drastoung, datt duerno, duerch de Fait, datt een an d'Prozedur geet, och d'office Servituden normalerweis geluecht ginn. An datt dat net geet, huet de Statsrot gesot, datt een an eng Prozedur ka goen nëmmen duerch eng Regierungsdecisioun, ouni datt een eng gesetzlech Basis huet, fir duerno kënnen... An dat ass de Grond, firwat mer erausgaange sinn aus der Prozedur. An dat ass net en Uerteel, mä dat ass e schlecht Gesetz vun 2013, wat Dir ausgeschafft hutt a wat Dir hei am Parlament verofschit hutt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wat de Conseil d'État sengerzäit guttgeheescht huet an och no laangen Diskussioune vu jiddwerengem heibannen als relativ sënnvoll empfonnt ginn ass, sengerzäit.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll lech just soen, Här Wiseler,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech ka mech ganz genau un déi do Diskussiounen erënneren.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Wiseler, ech wëll Iech just soen: Déi Diskussioun hei hätt Dir Iech kënnen erspueren, wann net Äre Spriecher heihinnerkomm wär an hei gemaach hätt, wéi wann een alles hätt kënne wëssen, wéi een 2014 an d'Prozedur gaangen ass, a wéi wann dat alles baséiert wär op engem Uerteel just vu Geriichtsuerteeler. Dat stëmmt net! Dat ass einfach net richteg. Dat ass einfach net richteg! An et soll een duerfir d'Saache soen, wéi se sinn. Et soll een duerfir d'Saache soen, wéi se sinn.

An engem Punkt ginn ech Iech recht: D'Landesplanung ass ëmmer, ëmmer legislaturiwwergräifend ze gesinn, wéi och Infrastrukturprojeten. Mir wäerte jo muer nach doriwwer diskutéieren. Guer kee Problem domat! Iwwregens war dat nach ëmmer meng Meenung, net nëmmen zënter haut.

An Dir kënnt roueg meng Rieden noliese goen: Ech war net deen, esougutt wéi mer an d'Prozedur gaange si wéi och, wéi mer erausgaange sinn, deen an der ganzer Diskussioun mam Fanger op déi viregt Legislaturen, op d'Regierunge gewisen huet. Ech hu versicht, aus deem juristesche Schlamassel, an deem mer waren, deen net ech verursaacht hat, erauszekommen. An dat ass eis gelongen. An et ass eis och gelongen, wéi gesot, déi lescht Joren drun ze schaffen, fir datt mer eng besser juristesch Basis kréien.

Ob se honnertprozenteg hieb- a stéchfest ass, dat weess souwisou ni een! Dat ass ganz kloer. Zemools an deem heiten Domän huet een ni eng honnertprozenteg Garantie, datt dat de Fall ass, well et extrem komplex ass. Dat wësst Der alleguerte selwer.

Also, wéi gesot, et ka keen dëser Regierung virwerfen, éischtens, datt se näischt gemaach hätt. An iwwregens si mer och net an d'Prozedur deemools gaangen, esou wéi Der dat hei erkläert hutt lapidar, just well déi Pläng dolouchen a well eis näischt Besseres agefall ass a mer gesot hätten: Mir mussen déi elo einfach an d'Prozedur ginn.

Neen, dat ass net wouer!

(Interruption)

Weist mir déi Ried, wou ech dat hei gesot hunn!

Une voix.- Déi weisen ech lech.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn lech gesot hei: Déi Pläng, déi waren ausgeschafft. Mir hu se nach eng Kéier iwwerkuckt. Mir hu se souguer an eist Koalitiounsofkommes integréiert, mat all de Projeten, déi dra sinn.

An ech hunn Iech just gesot: Ech hätt Iech gär gesinn, wat Der gesot hätt, wa mer net mat deene fäerdege Pläng, déi dolouchen, an d'Prozedur gaange wären! Da wäert Der näämlech hei op d'Tribün komm, dann hätt Der gesot wärend dräi, véier Joer: „Et ass alles laang fäerdeg! Den Tirang louch voll, voll vu Saachen, just Dir hutt Iech net getraut, an d'Prozedur ze goen!"

Dir hätt eis kënne soen: „Dir hutt Iech dat getraut vläicht, wat mir eis net getraut hunn." Well Dir hätt och nach kënnen um Schluss vun der leschter Legislaturperiod an d'Prozedur goen! Dir hutt just d'Gesetz, d'Landesplanungsgesetz eréischt am Juli herno duerchkritt. Do gëtt et vläicht déi eng oder déi aner Grënn, ech weess et net. Mä op alle Fall kënnt Der net eppes eis reprochéieren,…

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Datt de Juli de Schluss vun der Legislatur war, duerfir gëtt et e Grond.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Entschëllegt? Ech hunn dat net verstanen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- De Grond duerfir, datt de Juli de Schluss vun der Legislatur war 2013.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wann Der wëllt, ech hunn net verstanen, wat Der elo gesot hutt.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Da lauschtert elo nach eng Kéier: Et gëtt e Grond derfir, datt 2013 de Juli de Schluss vun der Legislatur war déi leschte Kéier. Dat ass richteg!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä dat ass awer keng Erklärung, firwat datt Dir bis un de Schluss och vun der Legislaturperiod gebraucht hutt, fir e Landesplanungsgesetz fäerdeg ze kréien.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Soss wär näämlech nach ee Joer derbäikomm.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir werft eis hei vir, datt mir um Schluss vun der Legislaturperiod eréischt mat neie Pläng, mat engem neie Gesetz kommen, an Dir hutt selwer véier Joer gebraucht. Dir hutt et just net duerchkritt.

Bon, also duerfir sidd Iech awer vläicht konsequent an deem, wat Der heiansdo sot!

Da wollt ech Iech och soen, datt ech wierklech erstaunt sinn driwwer, wann ech Iech héiere soen, de Programme directeur d'aménagement du territoire… Dir hutt dat zwar hei scho versicht ze erklären beim Landesplanungsgesetz, an ech hunn Iech gesot, firwat datt dat net geet. Mä dat ass elo eng Saach, dat wëll ech net nach eng Kéier alles widderhuelen. Ech sinn awer erstaunt doriwwer, datt Der op där enger Säit sot, dee PDAT misst vill méi eng contraignant Basis hunn, an dann an deem nämlechten Otemzuch zielt Der eis 20 Saachen op, wou näischt dierf contraignant sinn.

Mä wann Der de Programme directeur vun deem Aménagement du territoire jo, dee jo alles beschreift, wéi dann d'Land soll ausgesinn, wéi d'Regioune sollen ausgesinn, méi contraignant wëllt juristesch maachen, da musst Der, dat wësst Der ganz genau, dat och relativ präzis an engem Dokument beschreiwen. An da soen ech Iech: Dann hutt Der awer ganz sécher keng Flexibilitéit méi! Dat heescht, et geschitt just de Contraire vun deem, wat Der am nämlechten Otemzuch hannendru wëllt widderleeën. Mä bon, dat sinn déi Widderspréch, mat deenen Dir musst eens ginn. Ech iwwerloossen Iech déi gäre selwer.

Dann zu Ären zwee Zeenarien. Mir haten dräi Zeenarie virgeluecht, an zwar scho virun annerhallwem Joer. Ech hunn net vill Stellungnamen zu deenen dräi Zeenarien héieren. Ech hunn awer, par contre, duerfir sinn ech frou driwwer, héieren, datt déi meescht sech elo op deen Zeenario 3 kënne ralliéieren.

A wann Der sot: „Jo, d'Regierung huet sech festgeluecht op den 3." Jo, natierlech huet d'Regierung eng Meenung! Natierlech huet d'Regierung eng Meenung! An ech sinn och frou, datt d'Regierung eng Meenung huet. An ech fannen et net responsabel, datt een zum Beispill an eng Prozedur geet an datt ee géif soen: „Bon voilà, hei gëtt et elo esou vill Saachen, mä mir wëssen net, firwat mir sinn."

Wa mer dat géife soen, da géift Der eis erëm virwerfen: „Dir kommt heihinner an Dir frot eis, wat mer solle maachen, well Der selwer net wësst, wou et soll higoen." Mä dach, mir wëssen, wou et soll higoen!

Mä, wat méi wichteg ass, dat ass, an dat wësst Der ganz genau, deemools beim AVL, IVL, déi zwee Zeenarien, éischtens hu se sech allen zwee…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat war e Lapsus!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Éischtens hu se sech allen zwee erfëllt, déi zwee Zeenarien, den Einwohner- an de Pendlerzeenario. Mä, zweetens, wat vill méi problematesch war, an do wëll ech och elo net soen, wiem seng Schold dat ass, wat vill méi problematesch war, ass, datt sech ni Moyene gi gi sinn, fir awer och nëmmen hallefweegs dat ze erreechen, wat an den Zeenarie beschriwwe war. Dat stoung um Pabeier an et ass duerno näischt am Konkrete geschitt.

Elo kann et sinn, elo kënnt Der mer soen: „Vläicht geet et Iech elo d'nämlecht." Vläicht dann net méi mir, mä mengem Nofolger, wann d'Wieler dat anescht decidéieren. On verra! Mä op alle Fall, bei deenen, déi hannendrukommen, kann et sinn, datt et deenen d'nämlecht geet, datt déi och elo een Zeenario sech fixéieren an erëm kee Courage besteet, politesch, bei der nächster Regierung oder de Regierungen, fir dann eppes ze maachen.

Ech soen Iech awer eent, an dovu sinn ech fest iwwerzeegt: Wa mer dës Kéier eis net d'Moyene ginn, da soen ech Iech, da wäert dee Modell, dee mer am Moment fueren, Schëffbroch erleiden! Do sinn ech ganz sécher. Well éischtens d'Akzeptanz bei der Bevëlkerung dobausse rapid wäert erofgoe fir dee Modell an en zweetens souwisou weder ze finanzéieren nach ze halen ass, iwwer nach eng länger Zäit.

Duerfir sinn ech iwwerzeegt, datt et net vill Choixe wäert gi fir nächst Regierungen. Entweder handele se an eng Richtung vum Zeenario 3 a mir stellen eng Rei Saachen a Fro a puncto vum Wuesstum oder dat geet souwisou schif.

Da wollt ech och nach e puer méi inhaltlech Saache riichtstellen, déi opgeworf gi sinn, wou ech mengen, datt och Saache falsch verstane gi sinn. Dat eent ass déi Geschicht mat enger Landesplanung op europäeschem Niveau. Natierlech, weder ech nach iergendee wëllt, datt d'Landesplanung soll eng europäesch Kompetenz ginn. Dat wär jo absurd. Dat ass per se am Geescht jo och falsch.

Dat Eenzegt, wat awer Sënn géif maachen, dat wär, datt op europäescher Ebene misst méi virgeschriwwe sinn, datt et iwwerhaapt eng Landesplanung gëtt. An dat hätt eis vläicht méi ënner Drock gesat an de leschte Joren och, fir e bësse méi séier weiderzekommen. Dat heescht, de Stellewäert vun der Landesplanung ass wichteg, mä net, wat soll gemaach ginn. Dat schéngt mer evident ze sinn.

An dann ass et och net esou, datt op der EU-Ebene, wéi gesot gëtt hei… Et ass gemaach ginn, wéi wann d'EU géif virschreiwen, wat fir eng Natura 2000-Gebidder mir mussen ausweisen. Dat ass net d'EU! Et gëtt europäesch Direktiven am Naturschutz. Mä wat mir ausweisen, dat gëtt awer national decidéiert.

D'nämlecht ass et och par rapport zum PSP. Deen ass hei an e Liicht gestallt ginn, wat ech net kann novollzéien. De PSP zum Beispill, dee schützt landwirtschaftlech wäertvolle Buedem, wat wichteg ass fir d'Zukunft. Haaptsächlech och an deem Sënn, wéi ech et gesot hunn, wéi ech et versicht hunn ze erklären, mat der Entwécklung vum ländleche Raum an de Potenzialer, déi doranner leien.

Also, wéi gesot, et ass net esou, et ass op kee Fall esou, datt mir mengen, datt d'Landesplanung europäesch misst geregelt ginn.

Här President, ech mengen, datt déi Debatt awer, egal wéi, nëtzlech war, well se e Bestanddeel ass, an esou huet d'Regierung et och gesinn, an engem ganze Prozess vun Neiausschaffung vum Programme directeur. An ech wëll och soen, do sinn ech och e bëssen erstaunt gewiescht, de Michel Wolter seet hei: „Jo, elo kommt Der mat de Plans sectoriels! Dir hätt fir d'Éischt missen de Programme directeur nei schreiwen an dann d'Plans sectoriels."

Éischtens emol kann ech Iech dann och soen: An der leschter Legislaturperiod hätt Der dat jo dann och esou kënne maachen! Well Dir hätt eigentlech de Programme directeur och an der leschter Legislaturperiod scho missen iwwerschaffen, well déi Entwécklung vum Ufank vun den 2000er Jore bis 2013 huet genuch Stoff hierginn, fir datt ee sech déi Saach hätt missen éischter afale loossen.

Mä dat ass awer net de Punkt. Well de Punkt ass, datt mer jo e Programme directeur haut hunn an datt déi Plan-sectoriellen, déi mer elo ausgeschafft hunn, net nëmmen deem Rechnung droen, wat an den Avise vun de Gemenge komm ass, mä sech baséieren op den aktuellen, nach besteeënden, a Kraaft sech befannende Programme directeur vun der Landesplanung, wou jo net alles falsch dran ass, wat dosteet.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Da sidd Dir deen Eenzegen, deen dat dote weess heibannen. Vun deene 40 Leit, déi heibanne sëtzen, huet awer keen nëmmen e Jota vun Äre Plan-sectorielle gesinn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä dat ass jo awer och normal.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Also Är Pläng, Är Plan-sectoriellen hunn ech fir d'Éischt gesinn, wéi ech an d'Regierung komm sinn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir diskutéiert mat… Dat, wat ech Iech wëll soen,…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An Dir hutt zéng Joer dru geschafft!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat, wat ech Iech wëll soen, dat ass, dass Dir mat eis diskutéiert op engem Niveau, dee mir net hunn. Méi ass et net! Dat ass dat, wat ech Iech wëll soen.

Also diskutéiert mat eis op engem Niveau, wou mir kënne matdiskutéieren. Dir sot elo Saachen, déi musse mir Iech einfach ofhuelen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här Wolter!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass an der Rei. Ech hunn och kee Problem domadder, contrairement zu anere Leit. Et ware jo aner Leit hei, déi gesot hunn, et misst een déi Plan-sectorielle jo an der Chamber diskutéieren. Ech hu kee Problem mat der Prozedur. Ech soen, ech hu just gesot: Mir diskutéieren haut, néng Deeg, ier Dir an d'Prozedur wëllt goen, diskutéiere mir eppes, wou Dir wësst, wat drasteet, a mir net. Voilà!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, mä ech mengen,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- An d'Bewäertung dovu wäerte mer da maachen, wa mer…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir kënnt d'Bewäertung…

M. Michel Wolter *(CSV).*- …wa mer et gesinn hunn a wa mer festgestallt hunn, ob dat dann och esou ass, wéi Der dat sot.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also éischtens emol, nach eng Kéier,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Méi kann ech do net dozou soen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …déi Plan-sectorielle baséiere jo op enger Consultatiounsprozedur, déi scho war. Éischtens.

(Interruption)

Jo, dat wäert Der gesinn. An zweetens, iwwregens, am Contraire zu der viregter Regierung hate mir de Syvicol permanent am Groupe «interplans» derbäi. Et war net an enger Black Box, wou mer dat ausgeschafft hunn.

An iwwregens wëll ech Iech och soen, datt ech mat de Ministeren…

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä lauschtert, Här Wolter, ech ginn Iech just Géigenargumenter! Dir musst se net akzeptéieren. Dat ass Äert gutt Recht.

Da wëll ech Iech awer och nach soen, datt…

(Interruption)

…d'Regierungsmemberen, nodeems mer déi Avisen all duerchgekuckt hate vun de Gemengen, virun zwee Joer, datt mer eis, ech mengen, sechs oder siwe Konferenze laanscht d'Ouere geschloen hunn, wou mer all d'Gemengevertrieder invitéiert haten, all d'Gemengerotsmembere vun alle Gemengen am Land waren invitéiert, wou mer hinne presentéiert hunn, a wéi eng Richtung mer mat den neie Pläng wëlle goen.

Och dat ass et virdrun net ginn! Also, kommt, sidd awer wéinstens esou fair a gestitt eis zou, datt mer versicht hunn, an der ganzer Legislaturperiod, souwäit wéi dat nëmme geet a méiglech ass, d'Gemengen als wichteg Akteuren an d'Ausschaffung vun deene Pläng matanzebezéien!

Bei deem herno natierlech, wat elo erauskënnt - mä duerfir ass d'Consultatiounsprozedur jo och do, fir datt jiddweree ka Säint nach eraginn, wou en net d'accord ass -, wäerte mer souwisou ni, keng Regierung, och wann Dir sollt an där nächster Regierung sinn, keng Regierung herno wäert et fäerdegbréngen, e Plan sectoriel ze verofschiden, wou 100% vun de Leit an de Gemengen, bis an dee leschten Detail jiddwereen dermadder d'accord ass. Jo, dat ass jo eng Illusioun! Dat kritt Der jo net hin! Dat wësst Der ganz genau.

Dat heescht, Dir musst herno als Regierung tranchéieren. Dat ass jo esou. Dat ass och Äre Rôle.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Jo, d'Regierungen, egal wien do ass…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister! Här Minister, adresséiert Iech elo emol erëm un d'Chamber, soss setze mer d'Sëtzung herno fort an der Antichamber!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wollt Iech just soen, virdrun…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …hätt ech dem Här Wolter nawell gär eng Rei Froe gestallt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, majo, Dir sidd vill méi flexibel mam Här Wolter wéi den Här Wolter mat Iech.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Maja. Neen, duerfir…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wa mer wëllen eng Debatt féieren, eng Debatt heescht fir mech eng Debatt.

(Hilarité)

Dat heescht eng Konfrontatioun vun Iddien. An ech loossen duerfir Froen zou. Bon, bei mir ass keng zougelooss ginn. Mä ech muss awer hei op déi Froen, déi virun zwou Stonnen hei opgeworf gi sinn, respektiv déi Remarken, déi gemaach gi sinn, kënnen äntwerten.

Ech sinn och elo gläich fäerdeg. Dir braucht Iech…

(Hilarité)

…keng Suergen ze maachen. Ech kommen zu mengem Schluss.

Ech mengen, datt, an do si mer eis jo all eens, d'Landesplanung e legislaturiwwergräifende Prozess ass, dee souwisou ni fäerdeg ofgeschloss ass. An dat ass zum Beispill och de Programme directeur. Ee Programme directeur, deen een arrêtéiert zu engem gewëssene Moment, do muss ee permanent kucken, wéi e sech entwéckelt, ob deen nach wierklech on track ass mat deem, wat wierklech an der Gesellschaft leeft, wéi d'Land sech entwéckelt. An et ass ee gezwongen, permanent nozëentwéckelen. Dat ass dat eent.

Dat Zweet ass: Hei stellen ech fest, datt mindestens bei engem ganze Koup Saachen, déi mer proposéiert hunn als Regierung, et jo schéngt keng Meenungsverschiddenheeten ze ginn. Et schéngt jo awer all Mënsch mindestens…, an dat ass emol eng erfreelech Nouvelle, déi ech hei als Ofschloss wëll mathuelen, et schéngt jo heibanne kaum een der Meenung ze sinn, datt mer net sollen an d'Richtung goe vun deem Zeenario 3 an d'Entwécklung esou gestalten, wéi se am Zeenario 3 beschriwwen ass.

Dann hoffen ech och, wann et konkret gëtt ronderëm d'Ausschaffung vum Programme directeur, wann dat da konkret gëtt, datt mer ons och dann déi Instrumenter wäerte ginn, sougutt am Programme directeur wéi duerno och rechtlech zesummen, fir datt e méi contraignant op verschiddene Plaze vläicht ka ginn, fir datt mer deen Zeenario 3 och erreechen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

(Interruption)

Jo, ech maachen dat elo séier. Mir sinn um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. Ech soen Iech Merci fir déi gutt an animéiert Diskussioun, maachen d'Sëtzung zou a ginn Iech Rendez-vous muer de Mëtteg um zwou Auer. Merci gesot!

(Fin de la séance publique à 19.51 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 31

JEUDI,
19 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du reclassement

- *Exposé: M. Marc Spautz*
- *Débat: M. Frank Arndt (intervention de M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum, M. Frank Arndt*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (intervention de M. André Bauler), M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *M. Marc Baum (parole après ministre)*

3. 7138 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Débat de consultation sur la mobilité

- *Exposé: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Débat: M. Marco Schank (intervention de M. le Ministre François Bausch), M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas (interventions de M. le Ministre François Bausch et M. Gast Gibéryen), M. Gast Gibéryen (interventions de M. le Ministre François Bausch et Mme Nancy Arendt) (dépôt d'une motion), M. David Wagner, M. Gilles Baum (M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Motion 1: M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Nancy Arendt), M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Claude Wiseler), M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider et M. François Bausch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Am Moment net.

Da géife mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, enger Aktualitéitsstonn iwwert de Reclassement professionnel, enger Aktualitéitsstonn, déi vun de Kolleege vun der CSV ugefrot ginn ass. An dann ass och schonn direkt de Riedner fir d'CSV, de Marc Spautz, prett, fir an d'Matière eranzeféieren. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du reclassement

Exposé

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer d'Heure d'actualité ugefrot hunn, huet kuerz drop den Aarbechtsminister en Accord fonnt mat enger Gewerkschaft, wat de Reklassement ubelaangt. Haut de Moien hunn ech am Radio héieren, dass de Sozialminister en Accord fonnt huet mat de Gewerkschafte wéinst der 52-Woche-Regelung. A viru véierzéng Deeg huet d'Famillje-ministesch e Projet deposéiert, wou se sech net nëmme mat deene Reklasséierte beschäftegt, mä wou et och drëm geet, wéi déi Leit, déi eng Assistance brauchen, bei der Inklusioun, beim Handicap an och déi Leit, déi am Reclassement externe sinn, solle gehollef kréien.

Dee Projet ass deposéiert ginn den 23. Mäerz a mir hunn d'Chance, deen de Méindeg an der Chamber virgestallt ze kréien. Nodeems déi Evenementer all waren, hat ech Kolleegen um Telefon, vu menger eegener Fraktioun souwéi och Kolleegen aus anere Fraktiounen: „Brauche mer deen Debat elo nach, wou déi Punkten do jo elo schéngen op der richteger Pist ze sinn?" Bon, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat huet vläicht dermat ze dinn, dass ech eng aner Approche dozou hunn, well ech selwer emol an de Betriber geschafft hunn. Wat de Reklassement fir déi Leit bedeit, déi fir Loun a Gehalt geschafft hunn an op eemol aus gesondheetlechen Ursaachen hire Beruff net méi kënnen ausüben, wéi se dat virdru gemaach hunn, do huet een da vläicht eng aner Approche derzou.

De Reklassement ass ugaangen hei zu Lëtzebuerg mam Gesetz vun 2002. Mir hunn duerno nach e Gesetz gehat 2004 an 2005, wou duerno d'Inspection générale de la sécurité sociale eng Kéier eleng hire Bericht gemaach huet, an duerno den 23. Juli 2015 ass dat neit Gesetz komm, wou e Bestanddeel ass iwwert de Code du travail an och de Code de la sécurité sociale, well déi zwou Saachen näämlech enk matenee gekoppelt sinn. Dat gëllt souwuel fir de Reclassement interne wéi och de Reclassement externe.

An een anere Projet, deen domat gekoppelt ass - an dee kennt de Chamberspresident ganz gutt, well hie war déizäit Sozialminister -, dat ass de Projet, wou et ëm laang Krankeschäiner vun 52 Wochen op 104 Woche geet. Dat ass e Gesetz, wat 2004 komm ass a wou duerno schonn éfters driwwer geschwat ginn ass, dass mer eng Reform géife maachen, well mer do Häertefäll hunn, wou verschidde Leit duerch de Sift falen, an dat ouni Absicht. Et ass dofir wichteg, wann ee vun deem enge vun deenen zwee Gesetzer hei schwätzt, dass een da muss iwwert déi zwee diskutéieren, well déi dach awer plazeweis aneneen agräifen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ganz richteg!

M. Marc Spautz *(CSV).*- De Punkt ass, wann ee vun deene Projete schwätzt, da muss een och kucken, wéi déi zwee aneneen agräifen. Dir hutt Leit, wa se an de Reklassement kommen - doduerch, dass se laang krank waren an hire Beruff net méi ausübe kënnen -, da ginn déi bei d'Commission mixte geruff an da kréie se gesot, si géifen e Reklassement kréien. Ob dat extern oder intern ass, hänkt vun deene jeeweilege Fäll of. An da kommen déi Leit an de Reklassement eran an da kréie se en neien, en aneren Aarbechtsvertrag, wou se en Deel Pai kréien an en Deel Complement. An dee Complement, dee gëtt eng Kéier festgeluecht an duerno geet en net méi no uewen, mä nëmmen nach no ënnen. A wann deejéinegen erëm normal a sengem Betrib schafft - esou ass dat op alle Fall de Moment de Fall -, da kritt en een Deel Pai an e kritt e Complement vun dem Reklassement. A wann en am Kollektivvertrag eppes bäikritt a säi Basisloun geet an d'Luucht, kritt en dat op där anerer Säit beim Reklassement ofgeholl.

Ech wëll awer betounen, dass dat keen neie Moment ass, dass et dat ëmmer ginn ass, dass et dat och fréier ginn ass bei den Zousazpensiounen: Wou Zousazpensiounen ausbezuelt gi sinn, ass deemools dee Loun eng Kéier berechent ginn an duerno net méi ugepasst ginn. Mä et wier do wichteg, déi Ännerungen ze maachen, dass, wann am Betrib jiddwereen eppes bäikritt, och déi Leit, déi am Reklassement sinn, d'Méiglechkeet hunn, eppes bäizekréien. Dat ass ee vun deene Problemer, deen ee bei där Prozedur huet.

En anere Problem ass deen: Bis dee Reklassement dann unerkannt ass an och bis d'Leit dee Reklassement ausbezuelt kréien, do verginn alt zwee, dräi Méint, bis d'Leit déi Sue kréien, déi se beim Reklassement zegutt hunn. An do hunn déi Leit Problemer! An do hunn awer och deenen hir Famillje Problemer, well jo näämlech och d'Familljen drop ugewise sinn, dass d'Geld kënnt, ob dat fir de Loyer ass oder fir d'Liewenshaltungskäschten. An och do wier et wichteg, dass mer et géife fäerdegbréngen, dass déi Administratioun mat genuch Leit ausstafféiert géif ginn, fir dat och kënnen ze maachen, fir dass dee Reklassement méi séier kann ausbezuelt ginn.

An en anere Punkt, deen een och do net soll vergiessen - an den Här Chamberspresident an och den Här Aarbechtsminister an nach vill Kolleeginnen a Kolleegen heibanne waren do beim „Relais pour la vie" -: Do huet eng Kéier eng Damm en Temoignage ginn, wou se gesot huet, dass se opgrond vun hirer Krankheet esou laang net konnt schaffe goen an op eemol opgrond vun der Regelung vun den 52/104 Wochen erëm huet misse goen. An dat huet duerno net grad d'Rekonvaleszenz beschleunegt an hirem ganzen Dossier. Och an där Prozedur misste mer kucken, wéi mer et kéinte besser maachen, fir dass mer fir Leit, wou mer wëssen, dass Problemer sinn, och eng Verlängerung kënne maache vun deenen 52 respektiv 104 Wochen. Mir brauchen do eng aner Prozedur.

De Punkt, dee sech näämlech do stellt: Zwee Leit si krank, oder besser gesot, een ass krank, en ass länger Zäit am Krankeschäin an da gëtt e bei de Kontrolldokter geruff. Da seet de Kontrolldokter:„Mäi Jong, et geet net méi, du bass inapte." Da kann deen nach op de Reklassement zréckgräifen an da kënnt en an déi Prozedur eran. Säi Kolleeg, mat deem e laang Jore geschafft huet an deen nach net krank war, dee gëtt bei den Aarbechtsmedezinner geruff an da gëtt en inapte erkläert, fir dee Posten ze besetzen. A well en awer nach keng dräi Joer am Betrib ass, kënnt deen elo net méi an de Reklassement eran. An dat ass net d'Decisioun gewiescht vum Legislateur, fir et emol esou auszedrécken, mä dat ass en Uerteel, wat mer kritt hu vun der Cour constitutionnelle, déi domadder en Uerteel bestätegt huet - an dat Uerteel datéiert vum November vum leschte Joer -, wou et heescht, dass een eréischt kann ënnert déi Prozedur falen, wann ee méi wéi dräi Joer op deem Posten ass.

Dat sinn déi Problemer, déi sech beim Reklassement stellen, en Deel dervun. Ech kéint nach anerer beim Reklassement zitéieren, mä dat géif awer vläicht de Kader vun der Diskussioun vun haut sprengen.

Wa mer Leit hunn, déi am Reklassement sinn, dann ass jo do vun engem Dokter festgestallt ginn, dass se krank sinn. Dat ass normalerweis de behandelnden Dokter. An da gëtt ee bei den Dokter vun der Krankekeess geschéckt, an dee seet dann: „Ma deen do ass awer nach gutt, fir schaffen ze goen. Deen do ka schaffe goen." An da gëtt en am Betrib bei den Aarbechtsmedezinner geschéckt, an da seet deen: „Deen do ass awer inapte, fir deen Job auszeüben, deen en hei ze maachen huet. En ass net méi fäeg, fir dat kënnen ze maachen." An da geet de Misär - op Lëtzebuergesch gesot - un. Hien ass an der Krankekeess, an da seet d'Krankekeess, hie soll an d'Pensiounskeess goen. Do kënnt dann en aneren Dokter, deen da seet: „Oh, deen do ass awer nach net zeideg, fir elo mussen eng Invaliderent ze kréien, deen do kéint am Fong nach schaffe goen, mä en ass awer inapte fir op säi Poste vu virdrun."

An da wësse mer, dass d'ADEM nach e Service huet mat Dokteren. A mir wëssen, dass och nach aner staatlech Plaze Servicer hu mat Dokteren. An do muss ee sech d'Fro stellen, ob mer net zu där Decisioun musse kommen, dass mer just nach ee Service hu beim Stat, respektiv zwee, dass een och nach een huet, wat ech verstinn, fir duerno kënnen Appell ze maachen, mä dass mer awer ophalen, op zeg verschiddene Plazen Dokteren ze hu mat ënnerschiddlechen Interpretatiounen.

Ech sinn net Medezinner. Den Här Mertens an den Här Krieps an d'Madamm Mergen wësse bestëmmt besser doriwwer Bescheed. Mä ech verstinn net, dass fënnef Leit sollen de Mënsch kucken an da komme se op fënnef verschidden Decisiounen. A well si sech net eens ginn, gëtt da vun de Sozialgeriichter nach eng Kéier en Expert genannt, also e sechsten, deen da soll decidéieren, ob et richteg ass oder net.

Dofir géif ech et méi einfach fannen, wa mer beim Stat, ob dat bei der Krankekeess, der Pensiounskeess, der Assurance accident, der ADEM oder der Médecine du travail ass, ee Service hätten, wuer d'Leit géife goen. A wann de Constat bis gemaach ass, wéi et ass, dass dann och nach eng Rekursinstanz besteet, a fir de Rescht dann awer déi Decisioune musse falen an dass et net einfach esou virugeet.

Mir hu jo och Problemer mat de Gesetzer. An do sinn ech net méi spéit wéi viru véierzéng Deeg och nach vu Leit vun dem Aarbechtsgeriicht kontaktéiert ginn, déi mech nach eng Kéier opmierksam gemaach hunn op Kontradiktiounen, déi mer am Gesetz hunn, wou et dann oft drëm geet, dass den Artikel 552 - net ze verwiessele mam Artikel 553, deen d'Madamm Cahen elo zu der Reform fräiginn huet - da Kontradiktiounen huet mam Artikel 326 vum Reklassement, wou Der näämlech fir d'Éischt musst dräi Joer am Betrib geschafft hunn, fir dass Der kënnt vum Reklassement profitéieren. An déi Leit, déi méi wéi dräi Joer do waren, déi kënnen dann duerch den Artikel 552 déi Saache kréien. Do gëtt et Kontradiktiounen, wou d'Aarbechts- an d'Sozialgeriichter ganz vill dermat beschäftegt sinn.

Ech hunn hei eng Ribambelle vun net manner wéi 24 Uerteeler zougestallt kritt vun den Aarbechtsgeriichter, wou Kontradiktioune si vun deem engen op deen aneren Artikel - wat et net vereinfacht -, tëschent deenen zwee Gesetzer, tëschent deene Gesetzer vun der Krankheet respektiv den Artikele vum Code du travail - 500er an 300er Serie -, déi kontradiktoresch sinn an ëm déi et eis geet, Här Minister, oder Dir Häre Ministeren, well et ass jo net nëmmen een, deen an dësem Dossier concernéiert ass.

Eis Ënnerstëtzung hätt Der, wa mer et géife fäerdegbréngen, do Reformen ze maachen, déi am Interêt si vum Mënsch. Well et ass näämlech heiansdo méi einfach, an der Theorie eng Léisung ze fannen, wéi se duerno an der Praxis ëmzesetzen. An eisen Appell ass et, dass mer et zesumme fäerdegbréngen, déi Leeschtungen do deene Leit kënnen ze ginn, déi betraff sinn, well et ass keen, dee sech gäre fräiwëlleg reklasséiere léisst, ob dat intern oder extern ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An éischte Riedner ass den Här Frank Arndt fir d'LSAP.

Débat

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Ech soen dem Här Spautz Merci fir d'Interventioun, déi hien hei geholl huet, well ech denken, datt mer iwwer e Gesetz schwätzen, wat net fir eng Verfassung gegoss ass, mä wat evoluéiert a wou

mer eis mussen upassen. Ech si mat em d'accord. Ech hunn ëmmer gesot: „Léiwer de Spatz an der Hand eréi d'Dauf um Daach." Dir verstitt mech, wat ech wëll soen.

(Brouhaha)

Wann een eppes wëllt... Hunn ech eppes falsch gesot? „Léiwer de Spatz an der Hand eréi d'Dauf um Daach"!

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- ...de „Spautz"...

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Här Spautz, si wëllen eppes hei interpretéieren! Also meng Riedezäit leeft fort an ech duerf... Voilà. Ech mengen, ech kréien dat ugerechent, Här President?

M. André Bauler *(DP)*.- Kommt zur Saach, Här Arndt!

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Nach eng Kéier, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech denke schonn, datt mer et hei mat engem Gesetz ze dinn hunn, wat evoluéiert, wat seng Berechtegung fonnt huet an eiser Gesellschaft, well et war méi wéi néideg, datt mer et gemaach hunn. Mir wëssen aus Erfahrung, den Här Spautz an ech, d'Gewerkschaftskreesser, déi eis nostinn, datt et net ëmmer esou einfach war a mer iergendwann an den 90er Jore konfrontéiert gi si mat engem Uerteel, wat koum, wat d'Invaliditéit aneschters definéiert huet. A mir hunn do natierlech missen drop reagéieren. Also ech mengen och, datt mer hei an enger Situatioun sinn, wann een hei driwwer schwätzt, datt mer musse wëssen, datt mer net vun enger Invaliditéit schwätzen, mä mir schwätze vun enger Onfäegkeet, de Beruff auszeüben, deen ee gemaach huet.

Wann ech, ech soen elo emol, hei sëtzen an den Aarm gebrach hunn, da geet dat nach relativ einfach. Da kann ech nach ëmmer heihinnerkommen a schwätzen, am Gruef kann ech awer net méi schaffen. Do musse mer et awer dann och fäerdegbréngen, déi Appreciatioun an e Gesetzestext eranzebréngen. Esou einfach ass dat awer net! Well wann een dat doten an e Gesetzestext wëllt erabréngen, da wësse mir allen zwee, an och alleguerten heibannen dann hoffentlech, datt et net esou einfach ass, fir do e legislative Charakter hinzekréien. Also dat do ass schonn eng Herkulesaarbecht, déi awer aner Länner fäerdegbruecht hunn. Dat wësse mer.

Et ass sech Zäit gelooss ginn, fatzeg Zäit, fir dat doten unzepaken. Et ass ugepaakt ginn. An nach eng Kéier: Ech mengen, mir hunn et ugepaakt, an ech sinn der Meenung, dat hei ass kee Gesetz, wat gegoss ass, mä dat hei ass e Gesetz, wat evoluéiere wäert a mer missen et upassen.

Dofir sinn ech och frou, datt Der dat heiten de Mëtten diskutéiere wëllt, an och mat eis diskutéiere wëllt. An ech sinn och iwwerzeegt dervun, datt déi Iddi, déi Dir hutt, fir ze soen, datt de Conseil médical als solchen, deen dat definéiert, oder den Aarbechtsminister, deen dat definéiert, datt déi alleguer hir Aarbecht maachen. Ech mengen awer och, datt et richteg ass, datt ee seet: „Dat misste mer och fäerdegbréngen, an eng Hand ze leeën." Well alleguerten, wéi mer hei sëtzen, ausser déi zwee, déi Dir definéiert hutt, déi sech an der Medezinn auskennen...

Ech hoffen, datt dat esou stëmmt. Ech weess dat net. Mä awer och an där Roll, wou ech war, wou ech matgemaach hunn an der Kommissioun, do weess ech, wéi schwéier datt et ass, fir dann op eemol ze soen, et wier esou oder et wier esou, et wier schwaarz oder wäiss. Dat gëtt et net doranner. Do muss ee Kompromëss fannen, ob dat a Quoten ass, ob dat an anere Beräicher ass, déi an deem Gesetz sinn, do muss een et fäerdegbréngen, datt een och deene Leit an der Kommissioun gewësse Méiglechkeete gëtt. Ech weess net, ob dat rechtlech ëmmer esou geet. Mä ech mengen awer, deen Optrag solle mer mat weiderginn an da mussen d'Juriste kucken, ob dat och esou unzepaken ass.

Dofir deelen ech dat an ech denken, eis Fraktioun ass och domat d'accord, datt, wann een decidéiert: „Deen ass net méi apte, fir eng Aarbecht ze maachen", dann ass et eng Verwaltung, egal wéi se dann och heescht herno, déi dat mécht a seet: „Dat ass et", an dann: „D'Konklusioune sinn déi", an net, datt deen een esou seet an deen aneren esou seet!

Dofir mengen ech, datt dat doten ze ënnerstëtzen ass. An ech denken och, datt dat vun den zwee Ministèren oder den zwee Ministere wäert ënnerstëtzt ginn. Dat kënne si herno selwer soen, awer ech mengen, et ass an hirer Vue genau d'selwecht. Et ass jo keen, deen ee wëllt bestrofen! Mir wëlle kee bestrofen! Nee, mir wëllen, datt en eben eng Méiglechkeet huet, säi Beruff oder wat och ëmmer kënnen auszeüben an duerno och mënschlech kënnen ze liewen domat. Wa mer et mat deem Gesetz fäerdegbréngen, dat ze maachen, dann hu mer villes erreecht.

Nach eng Kéier: Mir hunn eis deemools drop gëeenegt, datt et dat wier. Den éischten Entworf vun deem Gesetz, mengen ech, huet véierzéng, fofzéng Joer gebraucht, bis en hei an de Plenum koum. Dir wësst et besser wéi ech. Et huet laang gedréint. Mir hunn et elo fäerdegbruecht, datt et hei dran ass. Mir hunn et elo fir d'Zweet, datt et nach eng Kéier diskutéiert gëtt. Nobesserungen, gären! An ech hoffen, datt se an déi richteg Richtung ginn.

An ech mengen, alleguer wéi mer heibanne sëtzen, mir sollen einfach de Verwaltungen, dem Ministère en Optrag matginn, deen am Sënn ass vun den Assuréen, am Sënn ass och vun de Betriber, déi mer och net däerfen iwwerbelaaschten. Well ech hunn dat och matgemaach an der Kommissioun, wou ech mech heiansdo gefrot hunn: Wat fir eng Decisioun huelt der hei? An dat war net ëmmer esou, datt s de schwaarz a wäiss has. Du hëls eng Decisioun fir de Betrib, an do ginn ech schonn de Betriber recht, wann een iwwert d'Quoten diskutéiere wëllt oder muss.

Bon, ech denken, et ass flott, datt Der de Steen an d'Waasser geworf hutt. Ech mengen, et war wichteg. An ech hoffen, datt mer déi richteg Äntwerten och vun alle Fraktiounen de Mëtteg kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächst Riednerin ass d'Madamm Joëlle Elvinger fir d'DP.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Juli 2015 hu mer schonn déi véiert Versioun vum Gesetz iwwert de Reklassement gestëmmt. Dës awer impressionnant Zuel u Versich, d'Reklassementsprozedur ze verbesseren, weist, wéi komplizéiert et ze si schéngt, eng optimal Léisung ze fannen, déi souwuel de Leit hëlleft, um aktiven Aarbechtsmarché ze bleiwen, obwuel si zu hirer urspréngleche Aarbecht net méi fäeg sinn, ouni awer dobäi d'Betriber, virun allem déi kleng a mëttelgrouss Betriber, onverhältnismëisseg ze belaaschten.

Et schéngt, wéi wa mer an dëser Legislaturperiod de Reklassement nach eng Kéier adaptéiere missten. Obwuel d'Reform vun 2015 zum Zil hat, d'Prozedur ze vereinfachen a virun allem fir déi betraffe Leit ze acceleréieren, gëtt et awer an der Praxis nach ëmmer Problemer, déi souwuel d'Betriber wéi och d'Gewerkschaften uprangeren.

D'DP steet weiderhin zum Prinzip, dass e Reclassement interne am selwechte Betrib ëmmer virzezéien ass, wann dëst da méiglech ass. Leider ass dat awer net ëmmer de Fall. Virun allem kleng a mëttelgrouss Betriber kënne sech et net esou einfach leeschten, zum Beispill eng handwierklech aktiv Persoun an der Verwaltung ënnerzebréngen. Spéitstens wa méi wéi eng Persoun intern reklasséiert muss ginn, wénken dës Betriber da mat de Fändelen, net aus schlechtem Wëllen, mä well et einfach net méiglech ass.

Betriber ab enger Gréisst vu 25 Salariéen hunn eng Partie Obligatiounen, déi hinne vum Code du travail operluecht ginn, esou och am Reklassement, déi sech awer zum Deel mat deene vum Emploi vun handicapéierte Persounen iwwerschneiden.

2015 goufen d'Quoten allerdéngs ofgeschaaft, wat de Reclassement interne ubelaangt, soudass d'Betriber zanterhier den Emploi vu behënnerte Persounen net méi kënne geltend maachen, wa si mat enger Demande de reclassement konfrontéiert sinn.

D'Betriber fuerderen zanterhier aus novollzéibare Grënn, fir déi Quoteregelung erëm anzeféieren, esou dass reklasséiert a behënnert Persounen am Betrib erëm mateneen assimiléiert ginn. D'DP schléisst sech dëser Fuerderung un, well et, wéi gesot besonnesch a klenge Betriber net ëmmer genuch Marge de manœuvre gëtt, fir déi passend Plaz fir e Reclassement interne ze garantéieren.

D'Prozedur vum Reklassement ass a priori näischt Schéines, weder fir déi betraffe Persoun nach fir den Employeur. Wann ee Mënsch seng Aarbecht net méi ka maachen, déi e geléiert huet an zanter ville Jore mat Spaass a Motivatioun ausgeübt huet, dann ass dat e mënschlecht Drama, wat een net soll ënnerschätzen. Fir dass dës Persoun net och nach a finanziell Schwieregkeete geréit, soll et eis alleréischt Prioritéit sinn, hir et ze erméiglechen, en Deel vum aktiven Aarbechtsliewen ze bleiwen, an dëst esou séier an onkomplizéiert wéi méiglech.

Och d'Betriber hu keen Interêt drun, dass d'Prozedur vum Reklassement laangwiereg a komplizéiert ass. Och si wëllen, dass et hire Salariéé gutt geet a si wa méiglech am eegene Betrib weiderschaffe kënnen. Et gëtt oft esou duergestallt, wéi wann de Patron a seng Mataarbechter missten op zwou verschiddene Säite stoen. Ech hunn awer vill méi oft materlieft, dass béid Säiten um selwechte Strang zéien, wéi dass et ëmgedréit de Fall wier. Firwat soll de Betrib och wëllen, dass eng Persoun, déi gutt geschafft huet, net méi op d'Bee kënnt? Ganz am Géigendeel, all Betrib wëllt, dass seng Leit esou séier wéi méiglech erëm gesond ginn an hoffentlech op hir al Aarbechtsplaz zréckkomme kënnen.

D'DP ënnerstëtzt duerfir all Versuch, d'Prozedur weider ze vereinfachen an ze acceleréieren. Hei sollen d'Kriticke vun allen Akteuren, also de betraffene Leit, de Betriber, de Gewerkschaften, dem Aarbechtsdokter an der Commission mixte gelauschtert ginn an déi entspriechend Modifikatiounen um Gesetz virgeholl ginn.

D'DP ass och prinzipiell net dergéint, de finanziellen Encadrement vun enger reklasséierter Persoun ze iwwerpréiwen. Dës Mënschen hunn et scho schwéier genuch a sollen net och nach méi mat finanzielle Suergen ze kämpfen hunn. En zousätzleche finanziellen Ausgläich soll awer net zulaaschte vun de Betriber goen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir och schonn oft um Reklassement gedoktert hunn, soll eis dat net drun hënneren, weider Modifikatioune virzehuelen, wann dëst am Interêt vun de concernéierten Akteuren ass.

D'DP ass duerfir och gespaant op d'Propos vun der Regierung an ass bereet, aktiv u Léisunge matzeschaffen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An dann huet d'Wuert: de Gérard Anzia fir déi gréng.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Merci un de Marc Spautz, fir déi Fro opgeworf ze hu vum Reklassement. Et ass virdru gesot ginn, dass deen 2002 zu Lëtzebuerg agefouert ginn ass. Et ass jo eng gesetzlech Mesure, déi ganz spezifesch ass, déi een, mengen ech, wann ech richteg informéiert sinn, virun allem zu Lëtzebuerg erëmfënnt an net esou an där Form am noen Ausland. Ech mengen, duerfir ass et och eng wichteg Mesure, déi ee soll op de Leescht huelen.

Ech hat de Moien, fir méi an d'Matière eranzekommen, well ech kee Gewerkschaftler sinn, ebe mat deenen zwou grousse Gewerkschaften OGB-L an LCGB e bësse geschwat a mech ausgetosch, fir nach eng Kéier hire Standpunkt aus der Praxis e bësse mat an dës Diskussioun eranzehuelen. Ech ginn awer dervun aus, wann ech dat richteg verstanen hunn, dass iwwert déi Proposition de loi, déi mer jo och wäerten an der entspriechender Kommissioun beschwätzen, eng ganz Partie Problemer scho wäerten ugeschwat ginn an hoffentlech entspriechend aus dem Wee geraumt an domat och geléist ginn.

Wichteg ass, dass mer hei hannendru ganz kloer déi vill Leit gesinn, déi a sech net méi apte sinn, fir an deem Volume vu Stonnen op hirer Aarbechtsplaz deem nozegoen, wat se virdru geschafft hunn, eventuell och net méi déiselwecht Aarbecht kënne maachen, wéi se dat gemaach hunn, well se ebe krank sinn, well dat en Zoustand ass, dee wahrscheinlech temporaire ass, eventuell awer och méi laang undauert. An dat ass jo d'Spezifissitéit vum Reklassement.

Et ass duerfir wichteg, an dat ass och virdru gesot ginn, dass beim Zesummespill tëschent Contrôle médical an Aarbechtsdokter een do vläicht wierklech eng Ulafstell hätt, fir dass een eng Ausso kritt zu dem Gesondheetszoustand vun der Persoun. An et ass och richteg, dass den Aarbechtsdokter méi spezifesch de Poste kuckt, wou déi Persoun schafft, a kuckt, ob se deem Posten, där Aarbecht nogoe kann, fir déi se agestallt ginn ass, an dass vläicht awer déi aner Instanz méi no deem gesamtheetleche Gesondheetszoustand vun där Persoun kuckt.

En einfacht Beispill: Wann ech eng Persoun hunn, déi am Botzsecteur schafft an da Réckeproblemer kritt, da wäert et natierlech schwiereg sinn, fir dass déi kann där Aarbecht nogoen. Dann ass se vläicht apte, fir aner Aarbechten ze maachen. Mä da muss ee kucken, ob hir Formatioun passt, fir aner Aarbechten ze maachen. Ech kommen duerno drop zréck. An et ass dann och méiglech, déi Persoun am Reclassement interne an därselwechter Firma ze halen.

Zweet Saach: Et ass ebe wichteg, de Reclassement interne ze stäerken. Dat wëllt heeschen, dass déi Persoun an hirem gewinnten Aarbechtsëmfeld bleift, dass se an där Firma ka weiderschaffen, wou se en Engagement, e Contrat de travail huet, wou eventuell d'Stonne reduzéiert ginn, wou eventuell de Posten anescht amenagéiert gëtt. Ech mengen, dat ass déi bescht Léisung an onbedéngt deem virzezéien, dass een an de Reclassement externe géif iwwergoen.

Et ass och scho virdru gesot ginn, dass mer onbedéngt derfir musse suergen, dass, wann et esou ass, dass et eng Réduction de tâche gëtt bei der Neidefinéierung am Reclassement interne, déi Indemnité compensatoire och déi ganzen Zäit ausbezuelt gëtt, well natierlech deene Leit hir entspriechend Prêten, hir Loyere lafen an déi kënnen déi net zwee, dräi Méint aussetze loossen. Mä ech mengen, dat ass schonn ënnerwee, dass do Verbesserunge kommen.

Richteg a wichteg wier et och, ze kucken, wéi déi Indemnité compensatoire festgeluecht gëtt, déi Indemnité compensatoire. Well wa Kollektivverhandlunge sinn an de Salarié, ech soen emol 20, 30 Stonne schafft, soll en eben dovu kënne profitéieren, wann do eng Augmentatioun ausgehandelt ginn ass. Dat wier eng Fro vun Égalité devant la loi, dass en net herno keng Augmentatioun hätt. À voir, ob dat och elo ukënnt.

Dann déi Iwwerleeung vun de Quoten. D'Beispill ass jo dat, am aktuelle Gesetzestext, dass eben ab 25 Leit, déi am Betrib ugestallt sinn, de Reclassement interne dann zwéngend noutwendeg ass. Ech ginn einfach e Beispill: Wann ech elo 30 Leit ugestallt hunn an enger Firma an ech hätt dat Mëssgléck, oder d'Leit hätten dat Mëssgléck, dass der zéng missten an de Reclassement interne kommen, da wäert déi Firma dat sécherlech net kënne stemmen. An duerfir soll ee sech iwwerleeën, ob dat net awer de Wee wäert musse sinn, fir erëm op Quoten ze kommen, fir dass déi Betriber eben och kënnen dat ëmsetzen, wat am Gesetzestext steet.

Bon, dann ass natierlech just nach eng Fro - meng Zäit geet hei zum Schluss -, déi aussteet: Ass et ugeduecht, oder soll een undenken, eng méi einfach Méiglechkeet fir den Iwwergang vum Reclassement interne an de Reclassement externe ze schafen, wann a sech een intern reklasséiert ass an et aus iergendenger Ursaach zum Schluss vum Aarbechtskontrakt kënnt, fir dass déi Persoun net erëm eng Kéier muss dee ganzen Dossier vu vir un oprullen, fir dee Statut vum Reclassé erëm unerkannt ze kréien? Duerfir meng Fro, ob dat net och ugeduecht ass.

An domat schléissen ech, well meng Zäit ass eriwwer, an ech soe Merci fir den Ustouss vun dëser Diskussioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk...

(Interruption par M. David Wagner)

Oh, ech hunn Iech awer hei stoen.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Dann ass e Feeler ënnerlaf, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah, dann huelen ech d'Entschëllegungen dankend un. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech si jo elo nach net esou laang an der Chamber. Mä déi zwee Joer, wou ech elo hei sinn, ass ganz dacks an der Aarbechtskommissioun iwwert d'Fro vum Reklassement diskutéiert ginn. An ëmmer erëm huet och de Minister vag Ukënnegunge gemaach, datt do missten Ännerunge kommen.

Dat ass och richteg. Mir hunn och 2015 schonn - och mäi Virgänger -, wéi mer hei an der Chamber iwwert d'Gesetz diskutéiert hunn, eng ganz Rëtsch Kritikpunkten ubruecht, wouvu verschiddener zumindest zum Deel - wat ech an der Press liesen - elo solle redresséiert ginn.

Bon. Et kann een elo soen, et hätt een och schonn 2015 kënnen esou wäit denken. Datt elo redresséiert gëtt, begréisse mer awer op jidde Fall.

D'Problematik ass natierlech immens vast, eleng schonn doduerjer, datt de Reklassement an d'Reklassementsprozeduren immens komplex sinn a vun enger ganz grousser Technicitéit. Si betreffen dräi Ministèren direkt oder indirekt a si kënne bis zu sechs Administratioune betreffen. Dat sinn den Travail natierlech, d'Sécurité sociale an, deemno wéi, och d'Santé.

Et sinn awer och dräi Ministèren, wou ee muss soen, datt déi allen dräi an der Hand vun der LSAP sinn, an dat net nëmmen dës Legislatur, mä och schonn déi Legislatur virdrun. Dat heescht, iwwer all déi Froen, déi elo opkommen, net nëmme wat d'Médecine du travail ugeet - wou jo dann elo gesot gëtt, datt end-

lech a Richtung vun der gewerkschaftlecher Fuerderung vun engem Service unique iwwerluecht gëtt, wat mer natierlech begréissen -, menge mer, datt déi Iwwerleeungen och scho virdrun hätte kënne mat méi grousser Verve virugedriwwe ginn.

Well de Reklassement bedeit fir déi Leit, déi an deem Fall sinn, jo eigentlech - net de Reklassement u sech, mä d'Situatioun, déi zum Reklassement féiert - eng duebel Bestrofung.

Engersäits gëtt et en objektiven an novollzéibare physesche Problem oder psychesche Problem, deen dozou féiert, datt een eng Aarbecht, déi ee bis elo gemaach huet, net méi ka maachen. Dat heescht, et gëtt e gewëssenen Undeel un Handicap, deen eng Persoun huet an ënnert deem se souwisou da schonn ze leiden huet. An dat zweet Element, wat sech eventuell bestrofend kann auswierken, ass, datt een eben déi Plaz, déi ee kennt an an där ee geschafft huet, net méi an där Intensitéit oder, deemno wéi, och iwwerhaapt net méi ka wouerhuelen.

Dat féiert bei ganz ville Leit zu perséinlechem Leed, Misär an natierlech och enger Form vu Prekaritéit a virun allem vun Ongewëssheet, wéi et an Zukunft weidergoe soll, déi immens grouss ass. An duerfir mengen ech, datt et richteg ass, datt mer hei an der Chamber och doriwwer diskutéieren.

Déi Accorden, déi dann elo fonnt gi si mat de Gewerkschaften, hunn ech just kënnen iwwer Zeitungen oder respektiv iwwert de Radio novollzéien. Ech hunn och deelweis, fannen ech, Inpräzisioune fonnt an deenen Zeitungsartikele respektiv souguer deelweis Kontradiktiounen. Duerfir wier et wichteg, wa mer wierklech dann och kéinten doriwwer schwätzen. Bon, et war elo d'Ouschtervakanz dertëschent. Ech mengen, datt een ausserhalb vun dëser Debatt nach méi intensiv an enger Kommissioun misst driwwer schwätzen, wourauser genau dann déi Accorde bestinn a wéi dann an deene jeeweilege Ministèren d'Iddie sinn, mat enger Zäitschinn, fir Projet-de-loien ze entwéckelen.

D'Médecine du travail ass ugeschwat ginn. Ech mengen, datt déi gewerkschaftlech Fuerderung nach ëmmer Bestand huet. A wann ech dann elo och aner Spriecher héieren, da schéngt et jo awer hei an der Chamber zumindest eng grouss Unanimitéit oder zumindest e groussen Undeel un Zoustëmmung zu deenen dote Mesuren ze ginn.

Mir hunn nach virun zwou Wochen e Lieserbréif kënne liesen - oder misse liesen - am „Lëtzebuerger Wort", wou eng Fra en Temoignage gemaach huet, wéi eng praktesch Auswierkungen déi Problemer bei den Delaie beim Ausbezuelen, deemno a wéi enger Situatioun een ass, kënnen hunn. An ech mengen och, datt et do wichteg ass, datt d'Regierung séier a pragmatesch Schrëtt an déi Richtung ënnerhëlt.

Bon, ech hu fënnef Minutte Riedezäit, si ass elo scho bal fäerdeg. Ech wéilt just nach vläicht op ee Punkt opmierksam maachen, deen 2015, wéi d'Gesetz diskutéiert ginn ass, zréckbehale ginn ass, näämlech eng Motioun vun der CSV, vun dem Kolleeg Aly Kaes, déi d'Regierung invitéiert huet, um Enn vun der Legislatur e Bilan ze maache vun deem neie Reklassementsgesetz an, wéi dat do och drasteet, eventuell Mesuren ze proposéieren an ze presentéieren, wéi eng Konklusiounen een aus där Analys kéint maachen.

Mir sinn elo knapps sechs Méint virun de Wahlen, dat heescht, et kann ee soen, datt mer en fin de législature sinn. An ech denken, datt d'Regierung dann och dës Analys, zu där d'Parlament si unanimement opgefuerdert huet virun zwee an engem hallwe Joer, dans les meilleurs délais sollt presentéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat si mer um Enn.

Den Här Arndt freet d'Wuert. Fir…?

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Den Här Arndt freet, e weess awer elo d'Prozedur net, fir eng Fro un den Här Spautz ze stellen. Geet dat?

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen!

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Neen. Da stellen ech dem Här Spautz déi dobaussen.

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Et war gutt probéiert. Här Aarbechtsminister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kruten elo just gesot, et wier eng Motioun deemools virun eppes méi wéi zwee Joer ugeholl ginn, mir sollten e Bilan maachen, mir sollten eng Analys maachen. Mir hu souwuel d'Analys gemaach wéi de Bilan. Mä mir sinn net eng Regierung vun den Analysen, mir sinn eng Regierung vun den Taten, vun den Decisiounen.

(Exclamations et brouhaha général)

Plusieurs voix.-Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Dat ass awer kee Lëtzebuerger Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Voilà! Well…

(Interruption)

Neen, elo gëtt et keng Fro méi. Et ass alles gesot.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also, Här Minister, ech hätt Iech gefrot, ob Der d'accord sidd, dass den Här Baum eng Fro stellt. Wann Dir mir awer äntwert, dass dat net de Fall ass, da respektéieren ech dat selbstverständlech.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Voilà! Duerno kënne mer jo nach Froen huelen.

Ech mengen, et ass gesot ginn, mir hätten en Accord fonnt mat enger Gewerkschaft. Dat muss ech rectifiéieren: Déi aner Gewerkschaft hat net direkt Zäit, soudatt ech déi aner Gewerkschaft eréischt gëschter gesinn hunn. An ech kann hei soen, datt deen Accord och mat där anerer Gewerkschaft steet.

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Also de Sozialdialog huet hei mat deenen zwou Gewerkschafte funktionéiert. Mat den Employeure si mer zimlech op enger Linn, mä et sinn natierlech oft Punkten, déi e bësse méi kompliziéiert sinn.

Ech si ganz frou eigentlech, datt den Här Spautz deen Debat hei initiéiert huet, well dat erlaabt ons elo, haut, net nëmmen ze analyséieren, mä och schonn ze soen, a wat fir eng Richtunge mer Konklusiounen zéien.

Et ass gesot ginn: d'Ministèren. Neen, mir wäerte ganz schnell, an zwar d'nächst Woch, an de Conseil de Gouvernement zwee Projet-de-loie ginn, een, deen éischter aus der Sécurité sociale kënnt, an en aneren, deen aus dem Ministère du Travail kënnt, mä ëmmer dat Ganzt koordinéiert, wou eng ganz Rei vu Reforme vun deem Gesetz „Reclassement" wäerte proposéiert ginn.

A vu datt ech jo éischter ee sinn, dee mengt, d'Saache misste virugoen, hoffen ech, datt dës Chamber dee Projet nach ka stëmmen, oder zumindest d'Geleeënheet kritt, fir deen eventuell kënnen ze stëmmen. Well, an do deelen ech d'Meenung vun deene villen, déi dat hei gesot hunn: Et gëtt vill Situatiounen dobaussen, déi esou net akzeptabel sinn. Et gëtt Leit, déi a schwierege Situatioune sinn, wat de Reklassement ubelaangt; 52. Woch, wou mäi Kolleeg drop ageet. Et gëtt Leit, déi effektiv op hir Sue waarden, déi oft net esou schnell kommen, wéi si se brauchen. An dat ass net akzeptabel.

An op déi Froen alleguerte wäerte mer ganz konkret, ganz präzis Äntwerten an engem Projet ginn, deen dat Gesetz verbessert. An ech soen Iech: Et ass keng Schan, wann een déi Analys gemaach huet an och no zwee Joer zur Konklusioun kënnt, datt e Gesetz net déi richteg oder net suffisant Äntwerten op d'Problemer bruecht huet. Da muss ee capabel sinn, och no zwee Joer ze soen: Do an do an do musse Verbesserunge kommen.

Dat ass meng Konzeptioun vun der Politik an dat si mer de Leit am Land och absolutt schëlleg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ech hu vill Bréiwer kritt, notamment - fänke mer do un! - vu Leit, déi soen: „Firwat kréien ech aus deem Kollektivvertrag null bäi, wann all déi aner eppes bäikréien? Ech schaffen och, och wann ech reklasséiert sinn, awer ech kréien dat vu mengem Patron an d'Täsch an op där anerer Säit kënnt een an en hëlt mer et erëm aus der Täsch."

An ech soe ganz kloer: Dat ass net akzeptabel! Fir deen Deel, wou ech schaffen, hunn ech absolutt d'Recht, och déi Verbesserungen, déi Augmentatioune besonnesch an de Kollektivverträg ze kréien, déi virgesi sinn.

An dat wäert total geännert ginn. D'Leit wäerten absolutt och d'Recht kréien, och an de Benefiss ze komme vun deene Verbesserungen. An duerfir halen ech och drop, datt dat Gesetz ganz schnell gestëmmt gëtt, datt d'Leit schnell an de Benefiss vun deene Suen a vun deene Verbesserunge kommen.

D'Delaien, jo, iwwert d'Delaien hunn ech och vill Bréiwer kritt. Et hu vill Leit gesot: „Ech waarden dräi Méint op meng Indemnité d'attente, an ech brauch déi Suen!" Oder besser gesot: „…meng Indemnité compensatoire, an ech brauch déi Suen!", wat absolutt verständlech ass!

Mä deen neie System, dee mer elo amplaz setzen, wäert keng Delaie méi kaschten, well meng Indemnité compensatoire gëtt ee fir alle Mol festgeluecht. An alles dat, wat ech méi kréien, wat mäi Patron mer méi gëtt, iwwer Kollektivvertrag, oder ganz einfach, well ech gutt geschafft hunn, dat behalen ech. A mir brauchen net all Mount drop ze waarden, datt d'Sécurité sociale ons mat engem Retard vun engem, zwee oder heiansdo och dräi Méint d'Relevéë vun de Salairë gëtt, datt erëm nei gerechent gëtt: Huet deen elo een Euro méi kritt oder manner? Dee musse mer em erëm ewechhuelen.

Schluss! Jiddweree behält dat, wat de Patron em gëtt a jiddwereen huet eng fix Indemnité compensatoire. Also ech mengen, déi Problemer wäerte mer ganz kloer léisen.

Elo zu deenen dräi Joer: Ech mengen, do hutt Der e bësse verschidde Saache vergiess. Déi dräi Joer oder eng Aptitude op de Posten, dat hutt Der net gesot, well et sinn déi zwou Saachen: dräi Joer oder eng Aptitude.

Dir musst jo awer och verstoen, mir kënnen awer elo net higoen a soen: Do ass een, deen huet gëschter ugefaange mat schaffen an iwwermuer kritt e schonn de Reklassement. Ech mengen, do ass einfach e Minimum awer vun Durée - hei geet et jo ëm de Reclassement interne -, vun Durée am Betrib noutwendeg, besonnesch wann et net eng explizitt Aptitude op de Poste gouf.

Mir sinn och der Meenung, datt mer déi zéng Joer, fir an de Benefiss ze komme vun der Indemnité d'attente, solle reduzéieren. Dat wäerte mer op fënnef Joer reduzéieren a mir suppriméieren d'Necessitéit vum Poste à risques.

Firwat soll een, deen an enger Bank schafft, deen net op engem Poste à risques ass, awer en Häerzinfarkt kritt oder eng schwéier Krankheet kritt oder eng aner evolutiv Krankheet, net esou einfach an de Genoss kommen, well en net an engem Poste à risques schafft? Well d'Krankheet mécht net d'Differenz tëschent deem, deen an engem Poste à risques ass, an deem, deen net an engem Poste à risques ass.

De Contrôle médical, d'Médecine du travail. Majo, dat ass net komplett falsch, wat hei gesot ginn ass. An och do wäerte mer déi Konflikter aus dem Wee raumen, well mer ganz einfach dem Médecin du travail déi nämlecht Kompetenz gi wéi dem Contrôle médical. De Médecin du travail wäert an der Zukunft souwuel intern wéi och extern kënne reklasséieren. An da besteet net méi dee Problem: Ass en apte? Oder ass en net apte? Fir deen ass en apte a fir deen aneren ass en net capabel. Déi Problematik kréie mer esou aus der Welt geschaaft.

An zu de Quoten - dat ass mäi leschte Punkt -, jo, d'Quoten hu mer probéiert ofzeschafen. A mir gesinn, datt dat a ville Betriber richteg Problemer schaaft. An dat ass net nëmmen e Problem fir de Betrib! Dat ass och e Problem fir d'Leit!

Wann ech e Betrib hunn, deen da méi wéi 25 Leit huet - mä ee mat 39 ass och nach ëmmer e klenge Betrib - an dee muss zwee oder dräi Leit reklasséieren, dann ass dat e Problem fir de Betrib, ouni Zweifel. Mä am Endeffekt gëtt et e Problem fir d'Leit. An duerfir si mer der Meenung: Mir féieren déi Quoten erëm an, mir schafen d'Ofschafung vun de Quoten of, also mir féieren d'Quoten erëm an, mä mir ginn de Leit, déi dann eventuell extern reklasséiert ginn, ganz aner Méiglechkeeten, erëm Fouss ze faassen um Aarbechtsmaart. An dat ass iwwer Joren net gemaach ginn!

Mir hunn elo d'ADEM op deem Punkt, wat d'Formatioun ubelaangt, wat d'Begleedung ubelaangt vun deene Leit, déi extern reklasséiert ginn, fir se erëm an en Job ze bréngen. Dat heescht, de Reclassement externe soll net eng Voie de garage sinn. Well wann een net méi ka schaffen, dat soen ech hei ganz kloer, wann een net méi capabel ass, en neien Job ze fannen, da gehéiert en net an de Reklassement, da gehéiert en an d'Invaliditéit. An och dat muss eemol ganz kloer fixéiert ginn.

Voilà, ech mengen, dat sinn eng Rei Iwwerleeungen. Dee Projet kënne mer an der Chamberskommissioun virstellen. Ganz schnell, soubal en duerch d'Regierung d'nächst Woch gaangen ass, si mer d'accord, dat ze maachen.

Iwwert d'52. Woch, soen ech, schwätzt mäi Kolleeg. Ech soe just dat hei: Ech war ëmmer schockéiert vun deem Fallbeil vun der 52. Woch an datt mer do net séier genuch eng Äntwert fonnt hunn. Ech mengen, déi ass elo amgaangen, fonnt ze ginn.

An déi Leit, déi mir kommen a schwätze vu Responsabilité sociale des entreprises, wann déi sech opposéieren, datt mer Léisungen zur 52. Woch fannen, wann déi sech opposéieren, datt mer hei eng Léisung fanne fir 52. Woch, da soen ech ganz kloer: Da soll kee mir méi vu Responsabilité sociale schwätzen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Sozialminister, de Romain Schneider, ass scho prett.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. Ech probéieren, dofir war ech éischter heihinnerkomm, d'Zäit optimal ze notzen, well mer nëmme 15 Minutten hunn. Merci och dem Nicolas Schmit, datt e mer Zäit ginn huet.

Vläicht, fir unzefänken, eng kleng Berichtegung zu deem, wat den Här Spautz gesot huet, wat en de Moien um Radio héieren huet, datt ech een Accord hätt, wat d'52. Woch betrëfft. Ech weess net, wien déi Pressekonferenz oder d'Press bestallt huet. Dach, ech mengen ze wëssen, datt et déi Gewerkschaft ass, bei där ech am Laf vum Mëtteg sinn, déi bei mir gefrot huet, eng Entrevue ze kréien, fir iwwer eng Rei sozial Punkten ze schwätzen. An ënner anerem wäert ech dat notzen, fir och ze consultéieren iwwert déi Propos, déi ech Iech och elo hei maachen iwwert d'52. Woch respektiv och iwwer eng Reprise progressive de travail pour raisons thérapeutiques, zwee Punkten, déi ech wäert uschwätzen.

Déi eng Gewerkschafte kënnegen dann un, datt eng Pressekonferenz ass, déi aner bestellen d'Press einfach dohinner, dee Fall hat ech och schonn. Hei ass et eben esou, datt ee weess, datt eng ass.

Mä op jidde Fall, e Fait ass, datt mer zënter Laangem dorunner schaffen. An ech mengen, zu Recht gouf hei gesot: De Reklassement kann een net separat gesi vun der 52. Woch, well et eng Ennphas zum Deel dovunner ass. Mir kommen der Saach entgéint, andeem mer virun allem och d'Gesetz iwwert de Contrôle médical geännert hunn, deen aneschters opgestallt ass a wou an der Tëschenzäit d'Leit ab dem 40. Dag scho gesi ginn, soudatt se also eng laang Zäit hunn, fir d'Leit kënnen ze orientéieren, ze informéieren a matzäit eigentlech kënnen ze probéieren, datt se grad matzäit och kënne wëssen, ob et e Reklassement gëtt oder ob et eng Invaliditéit gëtt oder ob d'Leit eigentlech - tëscht Gänseféisercher - „normal" erëm kënne schaffe goen.

Mir hu probéiert wärend all deene Joren, fir fir deen Accord, dee mer 2014 - d'Regierung mat de Sozialpartner - ofgeschloss hunn, hei kloer Léisungen ze bréngen. Dat hu mer diskutéiert. An ech hat selwer en Aarbechtsgrupp agesat am Dezember, deen de 4. Dezember 2017 zu Konklusioune koum a wou mer och en Accord de principe hate mat enger Gewerkschaft respektiv mat dem Patronat. Déi aner wollt e bësse méi wäit nach goen, wollt eigentlech komplett déi 52. Woch ofschafen.

Deen Accord gouf analyséiert vun der CNS an do war eigentlech de Problem deen, datt een huet misse probéieren, do op där enger Säit ze kucken, déi spezifesch Fäll, déi Dir och genannt hat, eranzehuelen, an op där anerer Säit awer elo net iergendeen auszeschléissen.

An et gouf eng Analys gemaach a ganz kloer festgestallt, datt juristesch dat doten net ze maachen ass. Et gëtt keng absolutt objektiv Kritären heiranner, well mer an der Tëschenzäit och net kënne vu Krankheetsbiller schwätzen. Et sinn ëmmer erëm neier, déi do mat derbäikommen, soudatt ech zur Konklusioun komm sinn, an dat op Basis vun engem Rapport vun der CNS, deen ech viru Kuerzem erakritt hunn, datt mer op deen einfache Wee wäerte goen. An ech wäert fir d'Regierung an deenen nächste Wochen zesumme mam Gesetz iwwert de Reklassement och en Avant-projet preparéieren, fir ze proposéieren, déi 52 Woche ganz einfach op 78 Wochen ze erhéijen, de Leit also sechs Méint méi Zäit ze ginn, fir sech erëm kënne fit ze maachen, ouni doduerch un d'Referenzperiod vun deenen 104 Wochen ze kommen.

Ech mengen, domadder kréiche mer nei Méiglechkeeten, fir effektiv déi dote Fäll och

kënnen opzefänken, an da gesäit ee vläicht och méi kloer. Engersäits kritt een d'Leit am Prozess gehalen oder et ass eben eng Invalidepensioun, wéi hei ugeschwat, déi muss heiranner spillen.

Wichteg ass, mengen ech, fir mech: Derbäi geheiert awer och dee ganze Volet - an och dofir wäert dat och Bestanddeel vun deem Avantprojet de loi sinn - vun der Reprise progressive de travail pour raisons thérapeutiques. Ech mengen, et muss een hei de Leit d'Méiglechkeet ginn, datt se no an no erëm kënnen an de Prozess eraklammen. A fir dat och käschtenneutral ze hunn, hu mer och mat der CNS Konklusioune gezunn, datt mer eben d'Indemnité pécuniaire de maladie virulafe loossen, datt also d'Leit do keng Ënnerbriechungen hunn, mä datt se, esou wéi se sech fillen, am Accord selbstverständlech mam Patron, kënne schaffe goen, sief dat 25%, sief dat 50%, sief dat 75%, sou wéi se sech ebe fillen an deem Moment.

Well et ass ganz dacks wichteg, och moralesch, fir verschidde Leit, fir einfach erëm kënnen zréck op hir Aarbechtsplaz ze goen, an et ass op där anerer Säit och wichteg fir de Patron, dee jo hei e ganz gudde Mataarbechter oder eng Mataarbechterin huet, fir och ze wëssen, datt och si virun zréck op hir Aarbechtsplaz wëlle kommen an dat no an no wëllen eraginn.

Also, wéi gesot, an deenen nächste Woche wäert ech der Regierung en Text proposéieren. Mir musse verschidden Textännerunge maachen, also d'Erhéijung vun den 52 Wochen op 78 Wochen an nei Méiglechkeeten an der Reprise progressive de travail pour raisons thérapeutiques. Ech mengen, datt dat de Leit, an et sinn der ganz vill, déi dorobber waarden, wierklech Méiglechkeete gëtt.

An ech spiere jo och heibannen, datt bei jiddwerengem de Wëllen do ass, och wierklech hei konkret eppes ze maachen. Mä mir mussen oppassen, datt mer hei wierklech net an enger Richtung vum Arbitraire bleiwen an datt mer net Leit ausschléissen, wou mer op där anerer Säit Saache confirméieren, an hei virun allem och vum Conseil d'État dann eigentlech virgehäit kréichen, datt mer eng Inegalitéit vum Traitement géife maachen, an dat och wahrscheinlech zu Recht.

Merci bien.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Sozialminister. Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Voilà, ech froen da Parole après ministre, wéi d'Chambersreglement mir dat erlaabt. Ech hu ganz intensiv dem Minister Schmit sengen Ausféierungen nogelauschtert, an där fir hie ganz typescher Verve an och Lautstäerkt, mat deenen hie seng Ausféierunge ganz dacks virdréit.

En huet gesot, datt dës Regierung net nëmmen eng vun der Analys wier, mä och eng vum Handelen. An en huet dunn direkt gesot, datt d'nächst Woch am Conseil de Gouvernement e Gesetzesprojet oder zumindest ee Gesetzesprojet wäert virleien an am beschte Fall och wäert ugeholl ginn.

Ech géif awer trotzdeem nach eng Kéier op déi Motioun zréckkommen, déi mir virun zwee an engem hallwe Joer hei unanimement ugeholl hunn, déi näämlech genau vun där Analys, déi da jo awer d'Grondlag misst sinn zu deene Verännerungen, seet, datt déi sollt gemaach ginn.

Ech géif den Här Minister dann awer bieden, datt en déi Analys zumindest bei der Presentatioun vum Projet an der Chamberskommissioun dann och eis alleguer virstellt, well d'Bréiwer hu mer alleguerten heibannen, mengen ech, kritt, op jidde Fall déi, déi sech mat sozial- an aarbechtsrechtleche Froen ausenanersetzen. An eng Analys ass, mengen ech, méi eppes Fundéiertes a Fundamentales wéi eenzel Temoignagen, déi mer a Bréiwer gelies hunn. An ech mengen, datt déi Analys wichteg ass, datt mer se dann och mat Zuele beluecht an der Chamberskommissioun kënne virgeluecht kréien, fir och déi néideg Konklusiounen eventuell kënne mat lech ze droen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn a mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7138, enger Ofännerung vum Code du travail oder an anere Wierder enger Verleeung vun de Sozialwahle vum November 2018 op d'Period Februar/Mäerz 2019. A wat nach virgesinn ass, seet eis elo direkt den Här Rapporteur, den honorabele Georges Engel.

3. 7138 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Effektiv geet et ëm dat, wat Dir elo grad gesot huet, näämlech d'Verleeë vun den…

(Interruption)

E verréit alles, jo, voilà!

Et geet ëm d'Verleeë vun de Wahle fir d'Chambre des Salariés op e spéideren Datum, näämlech tëscht dem 1. Februar an dem 31. Mäerz 2019, dat, well zum haitegen Zäitpunkt elo nach virgesinn ass, dës Wahlen dëst Joer am Hierscht ofzehalen, d'Parlamentswahlen awer och dëst Joer am Hierscht ofgehale ginn an domadder dann d'Attentioun riskéiert, sech wärend Wochen op d'Zesummesetzung vum Koalitiounsprogramm, op d'Besetzung vun deenen eenzelne Posten an der Regierung an an der Chamber ze monopoliséieren.

De Projet gesäit vir, dass d'Mandater vun den aktuelle Memberen an de verschiddenen Delegatiounen, der Chambre des Salariés oder aneren europäeschen Organisatioune verlängert ginn, bis dann déi nei Gewielten a Funktioun sinn.

A senger urspréngleche Versioun hat de Projet op Basis vun enger Propositioun, déi vun der CSL unanime ugeholl ginn ass, virgesinn, dass d'Gewerkschaften, déi eng Représentativité nationale hunn an déi och an der Assemblée plénière vun der CSL vertruede sinn, dräi Membres effectifs an dräi Membres suppléants mat vollem Stëmmrecht zousätzlech zu de gewielte Memberen designéiere kéinten, ouni dass déi dräi respektiv sechs Memberen awer selwer misste gewielt gi vun de Salariéen, dat, sou steet et am Exposé des motifs, fir d'CSL besser bei der Defense vun den Interête vun hire Membere kënnen ze ënnerstëtzen.

An der Kommissioun gouf et länger Diskussiounen iwwert dëse Punkt. Schlussendlech huet si awer à l'unanimité dëser Propositioun, sou wéi de Minister se an d'Gesetz gesat huet, zougestëmmt. De Statsrot huet eng Opposition formelle ausgeschwat, engersäits aus Grënn vun der Insécurité juridique, wat d'Prozedur ugaangen ass, anerersäits aus Grënn vun Inkohärenz, wat d'Designatioun vun de Membere vun der Chambre professionnelle op Basis vu Wahlen ugeet.

D'Kommissioun huet an engem Amendement probéiert, den Observatioune vum Statsrot Rechnung ze droen, andeems se en neie Wee fir d'Designatioun vun deenen dräi zousätzleche Memberen an dräi Suppleanté virgeschloen huet. Effektiv gëtt et dës Dispositioun och schonn an anere Beruffskummeren, sou wéi zum Beispill an der Chambre des Métiers, wou d'Fédération des artisans och dräi Membere kann designéieren.

Wann och deen neie System vun der Designatioun, dee virgeschloe gouf, vum Statsrot als méi kloer a méi demokratesch ugeholl ginn ass, sou ass de Statsrot awer bei senger Positioun bliwwen, wat d'Inkohärenz vun dem Regimm ugeet, fir déi Leit net iwwert déi usuell Wahlen ze bestëmmen.

Als Argument huet de Statsrot hei ubruecht, wat d'Kohärenz mat der Chambre des Métiers ugeet, dass d'Chambre des Métiers vun zwee verschiddenen Typpe vu Gruppen zesummegesat gëtt, wat awer bei der CSL net de Fall ass, an dass een duerfir hei an enger anerer Situatioun wär an dës u sech net kéint matenee vergläichen. 60 Membere musse gewielt ginn, dräi brauchen dat net ze ginn. Dat war fir de Statsrot net kohärent, an domadder huet hie seng Opposition formelle och oprechterhalen.

D'Kommissioun huet du mat enger grousser Majoritéit beschloss, dëse Punkt och aus dem Projet de loi erauszehuelen a sech hei op d'Verschibe vum Datum ze limitéieren. Et gouf festgehalen, dass ee sech där anerer Diskussioun natierlech net wéilt verschléissen, hei awer elo och wéinst dem Zäitdrock dës Dispositioun an dësem Projet de loi net géif mat consideréieren.

Mäi Rapport ass de 26. Mäerz vun der Kommissioun ugeholl gi mat enger larger, mat enger grousser Majoritéit. Ech wéilt heimadder den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetzesprojet ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn direkt dem Här Marc Spautz d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et geet haut drëm, fir den Datum vun de Beruffschamberwahlen ze verréckelen. Ech ka mech erënneren: 1984 hat ech d'Chance, zesumme mam Här Gibéryen an d'Arbeiterkammer gewielt ze ginn.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Den Här Gibéryen ass kuerz drop ausgescheet, fir heihinner ze kommen. Ech hat d'Chance, duerno och nach an der Chambre des Employés privés ze sinn, wat haut d'Chambre des Salariés ass, wou ee muss soen, dass déi Aarbecht, déi an deene Beruffschambere gemaach gëtt, eng ganz wäertvoll ass an et dofir schued wier, wann den Datum géif bäibehale ginn, esou wéi mer en elo kennen, an dann am Oktober d'Legislativwahlen an d'Beruffschamberwahle géifen openeefalen, well dann déi eng am Schiet vun deenen anere gestanen hätten.

De Rapporteur, de Kolleeg Georges Engel, ass op déi Iddien agaangen, déi komm si vun der Chambre des Salariés, fir kënne mat Experten ze fueren, eppes mat dräi zousätzleche Mandater, déi kéinte gemaach gi fir Leit, déi net gewielt sinn, mä déi déiselwecht Méiglechkeeten hätten an och gläichgestallt géife gi mat deene 60 Gewieltenen.

Wat mer bis elo kannt hunn, dat ass, dass souwuel an der Arbeiterkammer wéi an der Chambre des Employés privés konnten Experte genannt ginn, mä déi awer keen Droit de vote haten. Dat war eppes, wat gang und gäbe war, an et ware verschidde Patronatschamberen, wou awer och Experte genannt gi sinn, déi den Droit de vote hunn.

Dat war awer alles virun engem berüümten Uerteel, dat mer kannt hunn, och bei de Beruffschamberwahlen, wou näämlech den Tribunal administratif eng Decisioun geholl huet betreffend d'Wahlen an der Chambre des Fonctionnaires, wou et bis dohinner üüblech war, dass vun enger Beruffsgrupp just maximal ee Kolleeg konnt dosëtzen. Wann déi Beruffsgrupp bis do vertruede war, ass automatesch dat zweet Mandat un en anere gefall. Dat ass wärend Jorzéngten esou gaangen, bis den Tribunal administratif dat Ganzt op d'Kopp gehäit huet. An dofir ass de Risiko eis ze grouss, fir ze soen: Kommt, mir setzen eis iwwert déi Dispositioune vum Statsrot ewech!

Well net méi spéit wéi 2011 huet de Statsrot bei enger anerer Beruffschamber awer kee Problem gehat, fir deenen déi Méiglechkeet ze ginn. An den Här Engel huet déi aner Beruffschamber zitéiert, do hat näämlech de Statsrot 2011 keng Opposition formelle gemaach, mä dat war och virum Uerteel vum Tribunal administratif am Kader vun der Chambre des Fonctionnaires publics.

Et ass och dofir, wou mer an der Chamber domat averstane waren, déi Fuerderung an der Kommissioun falen ze loossen, well eis de Risiko ze grouss schéngt, dass, wann ee sech géif - wouzou awer de Legislateur eis jo d'Méiglechkeet gëtt - iwwert den zweete Vott ewechsetzen, mer da kéinten och virum Tribunal administratif erëm eng Kéier belaangt ginn an dass mer da bei der Chambre des Salariés déiselwecht Problemer géife kréien, déi et deemools bei der Chambre des Fonctionnaires ginn ass.

Dofir hu mer där Situatioun och mat zougestëmmt, obwuel mer och an deene Gespréicher, déi mer mat deene Gewerkschafte gefouert haten, gesot hunn, dass mir eis dat anert kéinte virstellen. Dofir wëll ech dat awer och eng Kéier hei präziséieren an och kloer soen.

Mir ginn deem Projet, esou wéi den Här Engel en elo hei presentéiert huet, d'Zoustëmmung an d'CSV wäert dee Projet matdroen. Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet d'Madamm Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi gudde schréftleche wéi och mëndleche Rapport a géif den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gérard Anzia huet d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Merci un de Georges Engel fir dee Rapport, deen ausféierlech war. En huet och am Detail beschriwwen, wat mer an der Kommissioun beschwat hunn, an och déi Iwwerleeungen, déi mer mat den Experte gefouert hunn, fir u sech op dee Wee ze goen, an och, firwat mer schlussendlech eben déi Iwwerleeungen net zréckbehalen hunn.

An ech mengen, vu dass mer d'Chamberwahlen net wëlle verréckelen, sinn déi gréng och domat d'accord, fir d'Beruffschamberwahlen dann déi Kéier ze verréckelen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här…?

Mir iwwersprangen een. Den Här Marc Baum huet d'Wuert.

Dir sidd elo just iwwerspronge ginn, Här Gibéryen!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir musst zwar gutt sprange kënnen, mä et geet.

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dësen Text hat ursprénglech zwee Voleten. Deen ee Volet ass jo drëm gaangen, fir den Datum vun de Sozialwahlen ze verréckelen, well et Unanimitéit ginn ass, datt dat weder gutt fir d'politesch Parteien nach fir d'Gewerkschafte wier, wann et en ze noen Datum tëschent deenen zwou Wahle géif ginn. An dat, wéi gesot, ënnerstëtze mer natierlech och.

Deen zweete Punkt, deen ass ëm d'Kompositioun vun der Chambre des Salariés gaangen, déi aus 60 Leit besteet, déi direkt gewielt ginn. An et war d'Demande vun der Salariatskummer, déi unanime formuléiert ginn ass, fir ze soen, datt een do nach kann dräi weider Memberen designéieren aus de representative Gewerkschaften, opgrond, an dat war déi lescht Fassung, vun engem Vott, deen an der Chambre des Salariés selwer géif stattfannen iwwert d'Prozedur, datt dat däerf geschéien, datt dräi Leit weider kommen, an dann natierlech och iwwert déi Persounen.

Et ass e Modell, deen et och an anere Beruffskummere gëtt, an der Chambre des Métiers, an der Fédération des artisans ginn ass. An et war an der Chamberskommissioun zumindest an enger éischter oder zweeter Etapp souguer mengen ech, och eng Unanimitéit, datt ee wéilt op deen dote Wee goen, bis dann dunn de Conseil d'État a sengem Avis complémentaire, sengem zweeten Avis, gesot huet, datt e weiderhin eng Opposition formelle behält.

Dofir sinn ech net ganz averstane mat der Argumentatioun vum Här Spautz, well déi Opposition formelle, déi en am éischten Avis gemaach huet, wat d'Insécurité juridique ugaangen ass, déi huet en opgehuewen. En huet just eng Opposition formelle behalen, well e seet, dat wier inkohärent mam Wahlsystem. Dat heescht, e seet, dat wier eigentlech net ganz demokratesch. An do muss ee soen: Engersäits gëtt et et an anere Beruffskummeren. Wat d'Patronat ugeet, hu mer dat schonn.

An op där anerer Säit muss ee soen: De Conseil d'État gëtt jo awer och net direkt vun de Leit gewielt, mä ass och d'Resultat vun enger indirekter Wahl,…

(Brouhaha)

…soudatt een zumindest dat Argument e bësse gelunge fanne kann, besonnesch wann d'Insécurité juridique opgehuewen ass.

Och an der Press war elo an deene leschten Deeg relativ vill doriwwer ze liesen. An dofir mengen ech, datt een awer eppes zréckbehale muss: Déi Propositioun, déi do gemaach ginn ass, déi ass unanime vun der Salariatskummer geholl ginn. Dat war net eng Gewerkschaft, mä et ware se alle fënnef. Dat war den OGB-L, den LCGB, awer och d'ALEBA, de Syprolux an de Landesverband, also d'Unanimitéit vun deene Gewerkschaften, déi am Privatsecteur representéiert sinn. An ech mengen, datt et wichteg ass, dat zréckzebehalen, an datt et falsch ass ze probéieren, wéi dat an enger Zeitung ze liese war, dorauser eng perséinlech Geschicht ze maachen.

An der Chamberskommissioun ass och gesot ginn, datt de Projet dann elo géif scindéiert ginn. Dat heescht, deen heiten Deel huele mir elo vir, woumat mir jo och averstane sinn. An deen aneren, bon, do misst een da kucken, wat een dann elo mat där Opposition formelle mécht.

Ech stelle fest, datt dee Projet awer net scindéiert ginn ass, mä dee Passus einfach gestrach ginn ass. En ass also och net méi am legislative Prozess dran, well da misst ee jo soen, Här Arndt, wou en dann ass, wéi eng Projetsnummer dat do dann hätt. En ass einfach gestrach. Ech hunn och néierens gesinn, datt en neie Projet oder eng Proposition de loi mat enger äänlecher oder enger anerer Dispositioun am Moment an der Prozedur wier. Also sou kann ee just soen: En ass net scindéiert ginn, en ass gestrach ginn, wat mir bedaueren.

Well mir hätten eis gewënscht, datt, och wa mer dat hei elo virzéie mat dem Datum vun de Sozialwahlen, wat mer och ënnerstëtzen, domadder d'Debatt ronderëm déi Propositioun vun der Salariatskummer an och d'Fäegkeet vun der Salariatskummer, sech zumindest zum Deel selwer ze organiséieren, datt déi Debatt net ofgeschloss wier. Dat hätte mer eis ganz staark gewënscht a mir bedaueren, datt dat awer elo net de Fall ass.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eis aus e Wuert vu Merci un de Rapporteur, de Kolleeg Georges Engel. Ech mengen, wat d'Verleeë vum Datum vun de Wahle vun de Chambres professionnelles, vun der Chambre des Salariés ubelaangt, ass kee Problem. Et ass eng Selbstverständlechkeet, datt mer déi op d'nächst Joer verleeën, fir datt se eben net mat de Chamberwahlen zesummefalen.

Ech wëll mech méi mat deem zweete Punkt hei beschäftegen, deen am Fong aus dem Gesetz gestrach ginn ass, an eiser Meenung no mat Recht gestrach ginn ass, fir datt déi eenzel Gewerkschaften och nach d'Recht kréichen, fir niewent deene 60 Gewielten dann dräi zousätzlech Gewerkschaftsfonctionnairen oder Gott weess wat fir eng Leit als Vollmember an déi Beruffschamber vun de Salariéë kënnen ze nennen.

Mir fannen, dat wier net demokratesch gewiescht. Da kënne mer och muer higoen a soen: D'Chamber vun de Salariéen, déi ass esou grouss wéi d'Chamber heibannen, zu 60. Och mir brauchen heiansdo Experten, mir brauche Conseilleren, a mir hu se jo och souwuel an der Chamber an der Verwaltung hei, wéi och déi eenzel Parteien hir Experten an hir Conseilleren hunn. Mä mir hunn awer elo nach ni héieren, datt ee gesot huet: „Da kann, wann d'Wahlen erëm sinn, och nach all Partei dräi Stéck vu sech aus an d'Chamber nennen als Expert a Conseiller."

Dat beweist jo, datt dann déi 60, déi hei wieren, net genuch Kompetenz hätten, fir ebe selwer ze decidéieren. An dat si jo mir awer, déi vum Vollek gewielt sinn. An esou sinn och déi 60 an der Chambre des Salariés vum Salariat hei zu Lëtzebuerg bestëmmt ginn. An et sinn och déi, déi am Numm vum Salariat sollen hir Decisiounen huelen. A wann déi Berodunge brauchen, da kréien déi déi jo, sief et vun de Beamten oder Fonctionnairen aus der Chambre des Salariés selwer, sief et ebe vu Leit, vun de Gewerkschaftsfonctionnairen, déi si beroden.

De Kolleeg Marc Spautz huet gesot, datt mir viru ganz, ganz laanger Zäit eng Kéier zesummen an esou enger Chamber waren. Souguer déizäit war et schonn, datt mer Conseillere vun de Gewerkschaften a vun de Chambre-professionnellen haten, déi eis begleet a beroden hunn, ier mer eis Zoustëmmung oder Netzoustëmmung zu den Avisen - well dat ass eng vun den Haaptaarbechte vun der Chambre des Salariés, vun de Beruffschamberen - ofginn hunn.

Mir hätten dat also ondemokratesch fonnt a mir hätten dann och dat Gesetz net gestëmmt. Well et kann net sinn, wann eben do a Gewerkschafte Leit sëtzen, déi gären an déi Chambres professionnelles erakommen an do matbestëmme wëllen als voll Memberen…, ma da solle se de Courage hunn a sech op déi eenzel Lëschten opsetzen! A wa se vum Salariat gewielt sinn, da si se dobannen, a wa se net gewielt sinn, da geet et hinnen net besser wéi deenen, déi bei eis an de Wahle matginn, da si se net dobannen.

Dat sinn, mengen ech, d'Spillregele vun enger Demokratie. An hei schéngt et, wéi wa Leit wéilten an eng Beruffschamber erakommen, datselwecht wéilten ze soen hunn, och vläicht herno un der Spëtzt vun enger Chamber wéilte kënne stoen, ouni de Wee iwwer fräi an demokratesch Wahle mussen ze goen.

Dat hätt bei eis d'Zoustëmmung net fonnt. Duerfir si mir frou, datt de Conseil d'État déi Opposition formelle gemaach huet, a mir sinn och frou, datt d'Kommissioun där Opposition formelle, zwar no enger gewëssener Zwëschenetapp, dach awer zum Schluss zougestëmmt huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet elo zum Ofschloss den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech wier ech elo ganz séier fäerdeg an ech géif soen: „Merci, Här Rapporteur, et ass perfekt an et ass eng gutt Saach, datt mer dee Rapport do virun de Wahle maachen, well et wier effektiv net gutt, wa mer praktesch zwou Wahlen, d'Sozialwahlen an déi politesch Wahlen, zum gläiche Moment hätten." Mä vu datt jo awer vill iwwert deen aneren Aspect diskutéiert a kommentéiert ginn ass, muss ech och e puer Remarken dozou maachen.

Éischtens, déi Propositioun oder déi Iddi, fir dräi Leit ze kooptéieren - ob een elo derfir ass oder dergéint, dat wëll ech elo emol dohigestallt si loossen -, déi ass mer zougedroe gi vun der Chambre des Salariés, nodeem ech der Chambre des Salariés och kloer gesot hat, datt ech nëmme géif akzeptéieren, dat weiderzeginn, wann dat praktesch an der Unanimitéit géif proposéiert ginn.

Dat ass geschitt. An esou wéi d'Gesetz vun de Chambres professionnelles dat virgesäit, hunn ech eigentlech dat examinéiert a weiderginn, der Chamber weiderginn an der Form vun engem zweeten Deel an deem Gesetz, wat mer haut, wat Dir haut sollt stëmmen.

Dir wësst alleguer, do ass eng éischt Opposition formelle komm. Dunn huet d'Chambre des Salariés mer gesot: „Bon, mir si bereet, dat nach eemol ze änneren." A si hunn eng aner Propositioun gemaach, wou d'Kooptatioun e bëssen nach modeléiert oder remodeléiert ginn ass. An dunn hunn ech gesot: „Dat gëtt en Amendement vun der Chamber, wann d'Chamber domat d'accord ass. Dat geet also als Amendement un d'Chamber, an do wëll ech, datt dat esou breet wéi méiglech dann och gedroen ass." An dat ass jo och dunn an der Kommissioun geschitt.

Den Här Spautz huet elo e laangen Developpement, e juristeschen Developpement gemaach, firwat een awer elo soll dorop verzichten, wou ech em net onrecht ginn.

Mä ech placéiere mech net nëmmen op dem juristeschen Terrain, ech placéiere mech och ganz einfach um demokrateschen Terrain. A komescherweis, virun zéng Joer, Här President, virun zéng Joer, wéi iwwert de Statut unique diskutéiert ginn ass, dunn ass och iwwert déi heiten Iddi diskutéiert ginn, Här Spautz. Dir wësst dat besser wéi ech. Do ass och schonn iwwer eng Iddi diskutéiert ginn, fir nieft deene 60 gewielte Membere vun der Chambre des Salariés dräi Leit ze kooptéieren.

Déi eng hunn dat gutt fonnt a vill hunn der dat net esou gutt fonnt. An een, deen dat net esou gutt fonnt huet, dat waart Dir, Här Spautz! Dir waart dat! An Dir hutt gesot - hei am Bericht hunn ech dat gelies: «D'autres…, plusieurs intervenants», do ginn der dann opgezielt an do sinn och den Här Spautz, den Här Jaerling, de Marcel Glesener drënner, «ont plaidé pour le maintien du status quo suivant lequel les représentants syndicaux ont la qualité d'observateurs sans droit de vote», dat, wat Der elo gesot hutt, «ce statut étant toutefois formellement à consacrer dans le texte légal. Ils ont donc plaidé pour le respect sans aucune entorse du principe de l'élection des membres de la Chambre des salariés au suffrage universel.» Dat hutt Der virun zéng Joer gesot.

Bon, Dir hutt dat elo e bëssen anescht gedréit, très bien. Dir hutt dat elo anescht juristesch motivéiert. Ech hätt gradesou gär gehat, Dir hätt gesot: „Eng Demokratie, déi kennt keng Kooptatioun, Punkt!"

Et kann een net eng Chamber hunn, och wann et eng Chambre vun de Salariéen ass, an déi eng Leit, déi mussen duerch eng Wahl goen, an déi aner Leit, déi ginn iergendwéi an engem Hannerzëmmer bestëmmt a ginn duerno kooptéiert. Dat ass meng Positioun. An duerfir - duerfir - hunn ech kloergemaach gehat, wéi déi zweet Opposition formelle komm ass, datt ech net géif iwwert déi Opposition formelle vum Statsrot goen, well effektiv déi esou motivéiert war, datt eng Chambre à base élective net op där anerer Säit einfach Leit mat deenen nämlechte Rechter - net déi, déi als Conseiller do fungéieren, dat ass eng aner Saach -, mat deenen nämlechte Rechter kéint kooptéieren. Dat ass eng kloer Positioun!

A wat elo mat deem Deel vum Gesetz geschitt, wou ech jo kloergemaach hunn, datt vun eiser Säit, vun der Regierung hirer Säit eigentlech näischt geschitt, ass an der Hand vun der Chamber. Wann also ee wëllt doraus eng Proposition de loi maachen, très bien! Dat ass d'Recht vun der Chamber. D'Chamber huet de toute façon Rechter, ëmmer dat ze maachen op Propositiounen, op Virschlag vun enger Chambre professionnelle.

Mä meng Positioun war kloer: Fir mech ass d'Demokratie Demokratie an net eppes, wat an den Hannerzëmmeren decidéiert gëtt a wou déi aner, déi, déi gewielt sinn, da musse Jo wénken.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir kéinten zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7138 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7138 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7138 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar d'Konsultatiounsdebatt iwwert d'Mobilitéit. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht ass. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

4. Débat de consultation sur la mobilité

Exposé

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt ass genau wéi déi vu gëschter vum Statsminister d'lescht Joer am Kader vun der Deklaratioun vum État de la nation ugefrot ginn. A si fënnt dann, wéi gesot, quasiment ee Joer méi spéit statt. D'Noutwendegkeet oder d'Utilitéit dovunner läit fir mech awer och doranner, datt mer zënter gutt zwee Joer amgaange sinn, d'Fortsetzung vum MoDu auszeschaffen...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...an datt dee MoDu am Laf vum Mount Mee - ech kommen nach drop ze schwätzen - wäert ofgeschloss ginn an datt et fir mech an och fir d'Regierung noutwendeg an utile ass, fir ze héieren, wat d'Chamber an d'Deputéierten an deem dote Beräich soe respektiv wat fir eng Virschléi datt de Mëtteg nach kënne gemaach ginn, fir datt mer eventuell nach dat eent oder dat anert kéinten an eis Iwwerleeunge mat ophuelen.

Ech wëll fir d'Éischt ufänke mat dräi Virbemierkungen:

Déi éischt ass: Dee wichtegsten Deel vun der Mobilitéitsdiskussioun, deen hu mer eigentlech gëschter gefouert, näämlech dee vun der Landesplanung. Well ech hunn et gëschter schonn hei gesot: Déi effikasst Method an och déi bëllegst Method, fir d'Mobilitéit ze organiséieren, ass e gutt organiséiert Land, datt d'Fonctionnalitéiten an eiser Gesellschaft zesummeleien - Wunnen, Schaffen a Fräizäit -, datt mer méiglechst Mobilitéitsbewegunge vermidde kréien oder, wa mer der scho musse maachen, datt se esou gemaach ginn, datt se am beschten ze Fouss oder mat anere méi softe Verkéiersmëttel kënnen zréckgeluecht gi wéi Auto, Bus oder Zuch, wat grouss Infrastrukture sinn, déi schwéier ze realiséiere sinn an och grouss Auswierkungen hunn op eist Land, op eis Landschaft an op eis Liewensqualitéit.

Also, wéi gesot, nach eng Kéier: D'Landesplanung, an eng effikass Landesplanung ass fir mech den A an den O, fir och herno eng effikass Mobilitéit ze kréien. An d'Mobilitéit am Sënn vun der Infrastruktur, wéi mer se haut diskutéieren, ass am Fong en Deel nëmmen dovunner.

D'zweet Virbemierkung ass: Mir investéieren am Moment kolossal Zommen. Ech mengen, ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen: Den Investitiounsprogramm eleng fir d'Eisebunn, dee virgesinn ass tëschent 2013 an 2023, wou mer an deene leschte véier an en halleft Joer schonn en décke Batz ëmgesat hunn oder wat an der Ëmsetzung ass, eleng dee beleeft sech op ronn 3,8 Milliarden Euro!

Dat ass, ech hunn et gëschter scho gesot, en enorme Chiffer. An ech hat e jo och eng Kéier verglach, an dat soen ech elo net pejorativ, fir mam Fanger op d'Leit vu virdrun ze weisen, mä ech soen dat einfach, fir et ze verdäitlechen, a wéi enger Dimensioun mer de Moment sinn: An där nämlechter zéngjäreger Period virdru louche mer bei 1,7 Milliarden Euro Investissementer. Also, mir hunn dat nach eng Kéier enorm gesteigert, awer mir brauchen dat och. An et sinn och ganz vill Projeten, soen ech och, déi an der Ëmsetzung sinn.

Am Kader vun der Eisebunn, do sinn der ganz vill derbäi, déi waren och natierlech vu viregte Regierunge scho mat geplangt. Also, ech wëll dat elo net alles op de Fändel schreiwe vun dëser Regierung, mä ech wéilt einfach déi Zuel nach eng Kéier hei soen, fir dat ze illustréieren. Also gewalteg Chifferen, wann ech do derbäi nach géif e ganze Koup aner Saache rechnen am Stroossebau, wou mer och an der Ëmsetzung eng ganz Rei grouss Projeten hunn, wou mer der eng Rei och gestëmmt hunn an deene leschte Joren, zum Beispill den Ausbau vun der A3, e Projet, dee bei ëm déi 400 Millioune wäert leien, mä och nach eng Rei anerer.

An da schwätzen ech guer net vun enger Hällewull Projeten, wou mer keng Gesetzer separat hu missen ofstëmmen, mä déi iwwert de Budget, iwwert de Fonds des routes beispillsweis, gestëmmt ginn, déi een och muss matarechnen.

Mä zur Mobilitéit kann een och nach e ganze Koup aner Saache rechnen. Souwisou, wann ech - ech soen dat och hei nach eng Kéier - sief et de kolossale Chiffer, dee mer an d'Eisebunn oder zum Beispill och den Tram, dee mer jo nei bauen, investéieren, d'Pôle-d'échangen, awer och an de Stroossebau an esou weider, wann ech déi Chiffere vergläiche mat deem, wat am europäeschen Duerchschnëtt investéiert gëtt, da leie mer do op ganz, ganz groussen Héichten.

An dat huet och dozou gefouert, dat soen ech lech och, datt sougutt d'Stroossebauverwaltung wéi d'CFL wéi awer och d'Gesellschaft LuxTram, déi fueren de Moment um Zännfleesch! Déi hunn esou vill Projeten an der Ëmsetzung, datt et wierklech net méi méiglech ass ze mengen, do kéint een der nach elo honnert droptässelen.

Ech hu gëschter hei Leit héiere soen: „Wa mir kommen déi nächste Kéier, mir baue 15 Contournemente mateneen, derbäi nach siwen Trammen" a wat weess ech net nach alles! Ech soen lech just, fir déi, déi dat behaapten: Dat packt Der net, well einfach d'Capacitéit, déi een zur Verfügung huet, fir Saachen ze maachen, och limitéiert ass!

An ech wëll lech och drop hiweisen, datt mer entre-temps op engem Punkt sinn, datt ech bei den ëffentlechen Ausschreiwungen, wou een normalerweis dräi, véier, fënnef, sechs, siwen Offere kritt, entre-temps grouss ëffentlech Ausschreiwungen hunn, wou ech nach just eng Offer kréien. Dat heescht, mir hunn och eng komplett Iwwerhëtzung vun der Baubranche vun deene Secteuren, déi dat Ganzt mussen ëmsetzen. Duerfir haalt op, de Leit Saachen ze verspriechen, wou mer ganz genau wëssen, datt mer se net an esou engem kuerzen Zäitraum geléist kréien!

Dat wëllt net heeschen, datt…

(Interruption)

Neen, mir fänken net elo schonn un, Här President, mat Zwëschebemierkungen, well gëschter wollt ech der och dertëschent maachen. Ech krut du schonn erëm siwe Fangeren do. Ech dierf kengem dertëschent äntwerten, duerfir halen ech och elo als Éischt meng Ried an da kënnen d'Deputéiert äntwerten an dann…

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn lech absolutt recht, Här Minister. Gitt deen dote Message och fir déi nächst Woch weider un d'Ministerkolleege fir den Débat sur l'état de la nation!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech hunn an der Regel kee Problem domadder, wann ee mech ënnerbrécht, dat wësst Der ganz genau. Mä ech hätt awer gär, datt et op Géigesäitegkeet berout! An enger Debatt muss, wa se soll eng Debatt sinn, déi kontrovers ass, och jiddwereen déi nämlecht Méiglechkeete kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Absolutt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An duerfir wëll ech elo meng Ausféierung fir d'Éischt zu Enn féieren. Selbstverständlech kënnen d'Deputéierten duerno all hir Bemierkunge maachen, hir Froe stellen. Ech wäert mer dann och Méi ginn, herno drop ze äntwerten.

Also wéi gesot, mir sinn op engem ganz, ganz héijen Niveau vun den Investissementer. A kommt, mir verspriechen de Leit net Saachen, déi mer all zesumme souwisou net kënnen halen!

Wann ech dat awer soen, da wëll ech dat net soen, well ech der Meenung sinn, datt een net nei Projete soll definéieren. Au contraire! Ech kommen och nach dorobber ze schwätzen. Mir musse villméi, amplaz datt mer, wéi an der Vergaangenheet, Projeten zerrieden oder zerriet hunn, éischter kucken, zemools an deem heite Beräich, parteiiwwergräifend zesummenzeschaffen, wa mer dat wëlle packen an den nächste Joren, a versichen, wann nei Projeten diskutéiert ginn, se séier aus dem theoretesche Stadium erauszekréien an an den Etüdestadium ze kréien, fir datt se och kënnen no an no ëmgesat ginn.

Mä wann ech dat soen, soen ech dat just, well ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer och e Message ginn no baussen, datt mer de Moment de Maximum maachen, mä mir kënnen net méi maache wéi dat, wat de Moment leeft.

Drëtt Virbemierkung, an dat ass fir mech eng ganz zentral wichteg an dat ass och eng, déi, géif ech soen, am MoDu wäert ganz staark am Vierdergrond stoen, am MoDu 2.0, an der Fortsetzung, dat ass d'Aart a Weis, wéi mer Mobilitéit plangen, wéi mer Infrastrukturen uginn. Wann ech eng Strooss huelen an eng Strooss bauen, da bauen ech déi jo an der Regel, oder mindestens misst et esou sinn, net, fir méiglechst vill Autoen ze bewegen, mä da bauen ech d'Strooss, oder ech misst se esou bauen, fir datt ech méiglechst vill Leit hin- an hierbewegen.

Wann ech eng Infrastruktur, eng Schinneninfrastruktur bauen, da maachen ech dat net, well ech wëll Zich hin- an hierfuere loossen, mä da maachen ech dat, well ech gäre Leit, méiglechst vill grouss Capacitéite vu Leit hinan hierbewegen.

Dat heescht, an der Planung musse mer eis endlech verabschide vun der Logik, datt mer Infrastrukture bauen, fir Gefierer ze bewegen, mä mir mussen Infrastrukture bauen, fir Leit vun A no B ze bewegen. Dat heescht, den Effikassitéitsgrad vun enger Infrastruktur musse mer diskutéieren. Dat heescht zum Beispill, da musse mer eis d'Fro stellen: Wat bedeit et, wann ech op enger Plaz x Leit wëll bewegen, wivill Leit kréien ech beweegt op de Meterkaree zum Beispill oder wivill brauch ech pro Meterkaree pro Persoun, jee nodeem, wat fir e Gefier ech wëll asetzen?

An ech wëll Iech do e puer Beispiller ginn. Wann op enger Strooss e Motorrad ass, dat sech mat 35 km/Stonn beweegt an op deem eng Persoun dropsëtzt, da verbraucht déi Persoun 32 m² Fläch. Wann e Vëlo mat 15 km/Stonn sech op enger Strooss beweegt, verbraucht deen tëschent 8 an 12 m² Fläch pro Persoun, gutt verstanen: pro Persoun. Wann en Auto sech fortbeweegt an nëmmen eng Persoun drasëtzt an dee mat 35 km/Stonn fiert, verbraucht dat Gefier 72 m² Fläch. E Foussgänger, dee mat 4 km/Stonn sech beweegt, verbraucht 1,5 m² Fläch. En Tram, deen zum Beispill dräi Véierels voll ass an dee mat 20 km/Stonn fiert, verbraucht pro Persoun 1 m² an e Bus, deen dräi Véierels voll ass, dee mat 20 fiert, verbraucht 1,5 m² Fläch.

Firwat zielen ech Iech dat op? Mä fir einfach lech wëllen ze veranschaulechen, wat mer mussen an Zukunft denken, wa mer d'Mobilitéit plangen: datt et kee Wäert huet, ze kucken eben, wivill Gefierer ech wou hin- an hierbewegen, well dat huet en immensen Impakt op d'Fläch, déi ech verbrauchen. An d'Fläch, déi mer hunn, dat hu mer gëschter festgestallt bei der Landesplanung, déi ass zu Lëtzebuerg limitéiert. Mir hu ganz genau 2.586 km² zur Verfügung a mir wëlle jo hoffentlech net, datt déi ganz Fläch komplett zersäbelt an zerschnidde gëtt an nëmmen nach herno aus Asphalt besteet. Duerfir ass et esou wichteg, datt mer, wa mer iwwer Mobilitéit schwätzen, eben dee Wiessel an eisem Denke kréien an datt mer an Zukunft, wa mer iwwer Mobilitéit schwätzen, net aus der Hëft eraus eng Decisioun huelen, wa mer eng Léisung proposéieren, mä eis deem dote Phenomeen bewosst sinn.

Déi dräi Virbemierkunge gemaach, wëll ech zréckkommen op de MoDu 2012. De MoDu 2012, dat wëll ech betounen, war e gudde Schratt. Et war e richtege Schratt. Ech hunn deen och deemools, mir ware jo och als Gréng zum Beispill an der Oppositioun, mir hunn dee matgedroen. Firwat war et e richtege Schratt? Mä et war e Paradigmewiessel, well et déi éischte Kéier war mindestens, datt mer e Versuch gemaach hunn, fir ewechzekommen dovun, all eenzelne Mobilitéitsträger eleng ze gesinn, mä fir multimodal ze denken an deementspriechend e Konzept versicht hunn auszeschaffen, wat och eng multimodal Approche huet.

An duerfir ass et fir mech och net schwéier gewiescht, fir mat ganz vill Engagement ze versichen, all déi Projeten, déi do dra waren, esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

De MoDu vun 2012 hat just eng Rei Lacunnen an déi wëlle mer versichen, am MoDu 2.0 auszebesseren oder ze komplettéieren, wéi een et wëllt huelen. Et geet virun allem drëms, jo eben ze kucken, datt mer elo eng Fortsetzung maache vun deem, wat 2012 gemaach ginn ass, an net nëmmen eng Fortsetzung am Sënn vun nei Projeten derbäizesetzen, mä ze kucken: Wat war dat, wat gefeelt huet, wat fir strategesch Elementer? An déi musse mer deementspriechend do derbäisetzen.

Et gëtt am Fong an deem ganze Virgeber-MoDu dräi Phasen. Déi éischt Phas war wéi gesot 2012. Wat mer elo 2018 maachen, dat ass en Update, en éischte Schratt mat dem Horizont 2035. Dat heescht awer natierlech elo net, datt am MoDu 2.0 elo Tonnen nei Projeten dra wären, déi scho géife bis 2035 goen. Et sinn der eng Rei dran, ganz sécher, esou wéi mer et de Moment undenken, mä et sinn awer och eng ganz Rei aner Iwwerleeungen dran, op déi ech wäert zréckkommen, wou mer versiche mussen, eben all Akteuren aus der Gesellschaft an d'Mobilitéitspolitik matanzebezéien an och jiddwerengem seng Responsabilitéit ze beschreiwen.

Well bis elo hu mer Mobilitéit ëmmer nëmme gesinn als: „Dat ass de Stat". Wann e Problem war, war et: „Léiwe Stat, maach eppes!" Oder eng Gemeng eventuell nach. Mä et geet méi wäit. Mobilitéit betrëfft jiddwereen, jiddwer Akteur an der Gesellschaft a jiddweree kann och säi Bäitrag dozou leeschten. An zu deem Punkt wäert an der Fortsetzung vum MoDu ganz vill och drastoen.

Ech mengen och, datt ee muss ongeféier all siwe Joer en Update maachen. Dat heescht, mir maachen elo 2018 eppes. Do ass den Horizont 2035 scho mat ugeduecht. Mä ech mengen awer, datt een 2025, also all siwe Joer, Adaptatioune muss maachen, fir ze kucken: Wéi huet Lëtzebuerg sech entwéckelt? Well et geet jo drëms, datt mer et fäerdegbréngen, eis e Strategiepabeier ze ginn, eng Strategie iwwerhaapt ze ginn, déi anticipéiert, datt mer net méi ëmmer hannendrulafen an der Situatioun, wéi mer dat leider vill ze vill gemaach hunn an deene leschte Jorzéngten, mä datt mer anticipéieren, datt mer Entwécklunge kucken a gesinn, wéi se kommen, an deementspriechend, datt d'Infrastrukturen an deem Sënn, datt och herno dat Ganzt mobilitéitsméisseg fonctionnéiert, schonn am Virfeld matgeplangt sinn a mat ëmgesat sinn, ier dat, wat mer gär op d'Plaz setzen, och dann do ass.

De MoDu wäert och duerfir da véier Voleten hunn. Den 18. Mee wëll ech domadder an de Regierungsrot goen. Ech hu jo och der Chamber gesot, datt ech dann uschléissend direkt deen nämlechten Dag der Mobilitéits-, der Nohaltegkeetskommissioun, pardon, vun der Chamber et wëll virstellen an da mëttes natierlech och dem Public. An da ka jo duerno nach driwwer diskutéiert ginn.

Et wäerten och nach zwou zousätzlech Etüden, déi parallell lafen zum MoDu, kommen, déi sinn nach net ganz ofgeschloss dann. Dat eent ass déi ganz Käschten-Notzen-Etüd, déi mer amgaange sinn ze maachen. Dovu sinn natierlech Elementer schonn heidran. Mä déi ganz Etüd wäert eréischt Enn Juni ofgeschloss sinn. An dat Zweet ass e groussen neie Projet, de sougenannten „schnellen Tram". Ech kommen herno nach dorobber ze schwätzen. Och do wäert d'Etüd, déi definitiv Etüd eréischt am Juni ganz fäerdeg ofgeschloss sinn, well déi hu mer parallell mat engem groussen auslännesche Büro gemaach. Mä awer grouss Elementer oder déi wichtegst Elementer hu mer scho ganz kloer den 18. Mee.

Véier Volete wäert dee MoDu beinhalten:

Dat Éischt ass: Wéi ass d'Situatioun haut a wat sinn d'Ziler fir 2025? Dee berüümten „modal split": Dir kënnt lech erënneren, 2012 ass jo am MoDu een definéiert ginn. Mir hu gekuckt: Wou si mer 2018 domadder drun? Wat hu mer erreecht? Hu mer déi Ziler iwwerhaapt erreecht? Si mer deene méi no komm? An natierlech musse mer nei Ziler definéiere fir 2025. Mä dat ass awer net nëmmen dat Zil. Et sinn och nach eng Rei aner Ziler selbstverständlech, déi dra wäerten definéiert ginn.

Deen zweete Punkt ass: Mir wäerten eng Boîte à outils, esou eng „Geschirkëscht" mat iwwer 50 konkrete Mesurë proposéieren. Do sinn der derbäi, déi si fir de Stat geduecht. Do sinn der derbäi, déi si fir d'Gemenge geduecht, mä awer och fir d'Betriber, awer och fir d'Leit selwer. Do sinn der, déi kënne kuerzfristeg ëmgesat ginn, mëttelfristeg an och laangfristeg. Et sinn där sougenannten „quick wins" dran, wou ee ganz schnell ka mat wéineg Moyene Saache maachen. Also 50 konkret Mesurë wäerten dra sinn, déi geduecht sinn, fir datt déi eenzel Leit, déi eenzel Akteuren an der Gesellschaft déi kënnen ëmsetzen.

Deen drëtte Punkt, do ass eng Iwwersiicht vun de Mobilitéitsprojeten dran, sief et déi, déi en cours sinn, déi mer de Moment amgaange sinn ze realiséieren, oder déi, déi elo wäerte kommen. Zum Beispill och Projeten natierlech, déi mer elo dës Woch gestëmmt hunn, den Ausbau vun der Gare, oder déi mer nach an den nächste Woche wäerte stëmmen, an natierlech och en Ausbléck op e puer wichteg nei Projeten, déi an der Pipeline sinn, dorënner wéi gesot dee sougenannten „schnellen Tram" op Esch, vun deem ech virdru geschwat hunn.

An dann dat véiert Element, wat an där Strategie dran ass, dat ass d'Method, wéi mer an dësem Land dozou kënnen iwwergoen, dem Stau net méi mam Bagger hannendrunzefueren, mä d'Mobilitéitsoffere fir 2035 esou ze plangen, datt mer endlech eng realistesch Perspektiv kréien op en Enn vun deem Muerks, deen d'Leit all moies op hirem Aarbechtswee hunn. Dat heescht, datt mer eben, wéi ech virdru gesot hunn, anticipéieren an deem Beräich. Dat heescht, eréischt wann d'Resultater vun der Approche, notamment eng Léisung zum Beispill fir dee Korridor, deen ech virdru gesot hunn, mam schnellen Tram, Agglo LUX, Agglo SUD, wat eng Perspektiv ass bis 2035, wa mer esou eppes moossgeschneidert kënnen iwwer eng Käschten-Notzen-Analys maachen am Virfeld, eréischt dann, wa mer esou virginn, da wäert et an Zukunft méiglech sinn, datt dee Muerks en Enn kritt an datt mer net méi mam Bagger de Problemer hannendrulafen, wéi dat haut ass.

Also eng ganz Methodik, wéi een do virgeet, wäert een an deem Dokument erëmfannen an déi baséiert natierlech ganz vill op deenen Etüden, déi mer gemaach hunn.

D'Ziler fir de Modal Split, wéi gesot, déi wäerten am MoDu 2.0 och dra sinn an déi wäerten och dës Kéier net aus der Loft gegraff sinn. An och dat ass elo kee Reproche un de MoDu vun 2012, mä 2012 huet sech misse baséiert ginn - dat muss ee sech awer emol virstellen! - op Zuelen, op Verkéierserhiewungen, déi waren aus dem Joer 1995! Dat heescht, eigentlech immens vereelzt. Et war natierlech en immensen Drock do, fir eppes ze maachen.

Dës Kéier wäerte mer eis op d'Donnéeë kënne baséieren aus der Luxmobil-Studie vun 2017, dat heescht, aus där Studie, déi dës Regierung dës Period gemaach huet, wat eng ganz representativ Studie ass, wou Dausende Leit iwwert de Questionnaire geäntwert hunn, wou se uginn hunn, wéi se sech all Dag bewegen, firwat se den Auto huelen an net den Zuch oder de Bus, wat misst geschéien, fir datt se eventuell den Zuch géifen huelen, also wou mer wierklech am leschten Detail bis zu de Fräizäitbewegunge konkret Donnéeën hunn, wou mer zum Beispill dann och net méi wäerten, wa mer d'Ziler definéieren...

Dir wësst, et war 75:25, d'Verhältnis tëschent dem ëffentleche Verkéier an dem Individualverkéier. Mä et war zum Beispill och festgehale ginn 2012, mir wéilte 25% Mobilité douce erreechen. Mä bon, et waren awer keng richteg Moyenen definéiert ginn, wéi een dat sollt maachen. Mä wann Der wësst - an do komme mer nach herno drop -, wéi d'Zuele sinn, wéi vill kuerz Weeër zu Lëtzebuerg am Moment mam Auto zréckgeluecht ginn, also ënner fënnef oder ënner engem Kilometer, da gesitt Der, wat do fir e Potenzial ass. An duerfir wäerte mer ebe Mesurë beschreiwen, déi ee ka relativ séier ëmsetzen, fir datt mer déi Ziler do erreechen.

Also, wéi gesot: d'Zuelen an d'Ziler, e Modal Split, dee kloer baséiert op reelle Statistiken, déi mer hunn aus der Luxmobil vun 2017.

Wichteg Zuelen, déi doraus ervirginn: Zum Beispill, datt mer erausfonnt hunn iwwert d'Luxmobil 2017, datt mer e Problem hunn an de Spëtzestonnen, dat wousste mer scho laang, mä wéi de Problem sech an de Spëtzestonne géif stellen, dat wousste mer nach net. Zum Beispill, datt moies an de Spëtzestonnen déi vill Autoen, déi fueren, datt déi zu dräi Véierels eidel sinn, datt am Fong - duerfir hunn ech dat ëmmer esou ëmgedréit a mengen Aussoen a leschter Zäit - 250.000 eidel Autossëtzer doruechter fueren. Dat muss ee sech emol virstellen, 250.000 Sëtzplazen, déi eidel si moies, dat ass enorm! Do ass vill Potenzial dran, fir eppes ze verbesseren.

Mir wëssen och duerch déi Zuelen, déi mer hunn, datt den Auto pro transportéiert Persoun 20- bis 40-mol méi ëffentleche Raum an Usproch hëlt wéi den ëffentlechen Transport. E Stau ass also weider näischt anescht wéi e Plazmangel am ëffentleche Raum, haaptsächlech am urbane Raum. An duerfir ginn ech och net midd ze soen: Et huet kee Wäert ze mengen, datt mer d'Stroossen dauernd verbreederen an de Stroosseraum vergréissere sollen. Mir mussen och nach Stroosse bauen, dat ass guer keen Thema. Mä mer mussen awer verstoen, datt dat eis net de Problem léist, wa mer zum Beispill déi Strooseninfrastruktur net méi effikass ausnotze wéi haut. Dat heescht, wann d'Autoen zu dräi Véierels eidel doruechter fueren, da bréngt dat eis näischt an et kascht eis schrecklech deier.

Aus deenen Zuele geet och ervir, datt am Schoultransport zum Beispill, wann ech d'Schwäiz huelen, do sinn 10% vun de Schüler, déi mam Auto an d'Schoul transportéiert ginn, bei eis sinn et bal 40%. Wann ech dat soen, dann ass dat net eng Scholdzouweisung un een, mä dat si reell Chifferen. Dat ass einfach d'Realitéit, wéi se dobaussen ass. An da musse mer eis awer domadder ausenanersetzen, firwat dat esou ass a wat dat heescht. A wa mer no Léisungen a Verbesserunge sichen, musse mer déi Zuelen och kucken, well soss, soen ech lech, komme mer ni zu uerdentleche Léisungen.

An da musse mer eis och vergläiche mat anere Länner. An d'Schwäiz ass jo net en onméiglecht Land, wou wéi gesot alles schrecklech schlecht organiséiert wär. D'Schwäiz ass heiansdo politesch e bëssen onméiglech, dat ass eng aner Saach, mä mindestens vun der Organisatioun hier ass d'Schwäiz e Land, wat gutt organiséiert ass, wou d'Liewensqualitéit héich ass, wat och ekonomesch gesi staark dosteet an net schlecht dosteet. Mä d'Schwäizer bréngen dat fäerdeg a si hunn eng Topografie och virun allem, déi nach e bësse méi komplizéiert ass wéi eis. Mä d'Schwäizer bréngen dat fäerdeg, da musse mir eis dach kënnen dorun inspiréieren an dat och zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen!

An da kommen ech zu deem krassten Element. Wann ech gesinn, datt méi wéi een Drëttel, also 36% vun de Weeër zu Lëtzebuerg ënner engem Kilometer - 36% ënner engem Kilometer! - mam Auto zréckgeluecht ginn, dat ass enorm! A wéi gesot, dat si reell Zuelen, déi ginn aus den Äntwerten ervir, déi d'Leit eis ginn hunn aus der Luxmobil-Studie. Ech erënneren nach eng Kéier drun, mir haten der iwwer 100.000, et si jo iwwer 80.000 Residentë vu Lëtzebuerg gefrot ginn an nach eng Kéier iwwer 40.000 Frontalieren, an am Total hunn 30.000 Leit geäntwert. Dat ass enorm. Dat ass extrem representativ.

De Büro Infas, deen dat hei ausgewäert huet, deen huet eis gesot: „Dir hutt eng ganz héich Representativitéit fir esou eng Etüd." Dat heescht, dat si keng fiktiv Zuelen, dat si reell Zuelen. An och do ass keng Scholdzouweisung, mä mir sollten awer emol eng Kéier an eis eragoen an eis iwwerleeën, wat dat heescht, wa mer eis opreegen iwwert de Stau moies, owes, wa mer wëssen, datt 36% vun de Verkéiersweeër mam Auto ënner engem Kilometer sinn! Do wäert jo awer elo kee mer wëlle falschmaachen, datt den Auto, wou ech x Päerdstäerkte jo dodran hunn, fir datt mer eis fortbewegen, datt esou eppes erfonnt ginn ass fir Distanzen ënner engem Kilometer! Do gëtt et jo awer aner Méiglechkeeten, déi si méi effikass, fir dat ze maachen.

Nach méi krass gëtt et, wann ech dann d'Distanze kucken tëschent engem a fënnef Kilometer: Tëschent engem a fënnef Kilometer gi bal zwee Drëttel, 64%, do mam Auto gemaach. Also ech géif soen, eng Distanz bis ee Kilometer, dat kann een an der Regel, wann een eenegermoosse gutt nach drop ass, ze Fouss maachen. Ee bis fënnef Kilometer gëtt ze Fouss schonn e bësse méi happeg, mä do gëtt et awer och aner Méiglechkeeten, déi ee kann

notzen, fir sech weiderzebewegen. An duerfir musse mer, wa mer iwwert d'Mobilitéit an iwwert d'Problemer diskutéieren, déi Zuelen do kucken an net falsch Konklusiounen zéien, mä doriwwer schwätzen.

Dat ass net ëmmer einfach. An do musse mer och vläicht dobausse mat de Leit doriwwer diskutéieren. Mä ech mengen, datt et awer net onméiglech ass. Mir sinn zu Lëtzebuerg als Mënschen net aneschters wéi soss op der Welt, an déi Zuelen hei sinn et och op anere Plaze ginn an déi hunn et fäerdegbruecht, datt d'Leit gesinn hunn a verstanen hunn, nodeems natierlech eppes geschitt ass um Niveau vun der Infrastruktur, datt et qualitativ fir jiddwereen, och fir deejéinegen, deen dat heite mécht, vill méi flott Méiglechkeete gëtt, fir sech ze deplacéieren, wéi datt ee fir alles ëmmer muss den Auto huelen.

Dat sinn déi véier grouss Punkte mat, wéi gesot, ganz effikassen Zuelen dran, mat enger Rei Projeten.

Parallell dozou hu mer déi Käschten-Notzen-Etüd maache gelooss. Do si mer entre-temps, wa mer déi Etüd bis ofgeschloss hunn am Juni, Virreider mat der Schwäiz. An ech mengen, Norwegen oder Neuseeland huet et. Et sinn nëmmen e puer Länner op der Welt op alle Fall, déi esou wäit gaange si wéi dat, wat mer hei gemaach hunn. Mä et ass awer och wichteg.

Firwat maache mer déi Käschten-Notzen-Etüd? Mä dat ass och, fir emol erauszefannen, éischtens emol, jee nodeem, wat fir ee Problem datt mer hunn, wou mer jo dann eventuell vill Suen asetzen, ob déi Suen och richteg agesat sinn, déi mer do asetzen. An déi Käschten-Notzen-Etüd kënnt alles dran.

Déi Etüd ass awer och wichteg, fir eng Objektivéierung ze kréie vun der Diskussioun, well net bei allem jiddwereen et direkt weess. Ech weess, an der Mobilitéit ass et esou, jiddwereen ass betraff, jiddwereen ass selwer Akteur a jiddwereen huet ëmmer direkt d'Léisung parat. Mä jiddweree gesäit et just vu sengem eegene Standpunkt aus an net am Zesummenhang mam Rescht. Duerfir wäert eis déi Käschten-Notzen-Etüd déi Diskussioun objektivéieren. Dat war an der Schwäiz de Fall a mir wäerten dat och zu Lëtzebuerg hikréien iwwert déi Zuelen, déi erauskommen: Ech kenne schonn eng Rei Zuelen, déi si wierklech extrem interessant. A wann de MoDu bis kënnt, wäert Der dat och gesinn.

Dorauser kënne mer och eng ganz nei Methodik entwerfen, fir Decisiounen ze huelen. An dee Couloir, op deen ech nach kommen, Lëtzebuerg-Esch, huet sech doraus erginn, dat ass deen éischten, wou mer versicht hunn, déi Methodik unzewenden. Déi Methodik, déi besteet näämlech aus verschiddenen Elementer.

Firwat hu mer de Korridor Lëtzebuerg-Esch geholl, oder bis Belval, fir dat erauszesichen? Mä well mer duerch d'Landesplanung wëssen, datt haut schonn den Drock op deem Couloir extrem grouss ass. A well mer duerch d'Landesplanung wëssen, wa mer d'Frichen zu Esch-Schëffleng entwéckelen an nach e ganze Koup aner Projeten an déi Entwécklungen, déi souwisou schonn haut do amgaange sinn, gesinn, an dat op den Horizont 2035 gekuckt, datt mer riskéieren, wa mer net elo handelen an anticipéieren, dann am Ballungsgebitt Schëffleng-Esch-Belval déi nämlecht Problemer ze kréien, wéi mer se an der Tëschenzäit am Zentrum hunn, also ronderëm d'Stad Lëtzebuerg. An et ass eis drëms gaangen, duerfir ze kucken: Kommt, mir probéieren, grad op deem Couloir, well mer déi Zuele kennen a well mer d'Entwécklungspotenzialer kennen, dann do déi Methodik fir déi éischte Kéier unzewenden!

Dat Éischt, wat een an där Methodik mécht, dat ass e Constat. Dat heescht, et muss ee kucken: Wat ass haut d'Demande op deem Couloir, deen een ënnersicht? Wat gëtt et haut scho vun Offer op deem Couloir? An dann natierlech - dat ass dat Zweet - muss een d'Demande analyséieren am Horizont eben 2035, an dat hu mer hei gemaach, fir dann ze kucken: Wat passt dorobber? Da sinn natierlech d'Contrainten ze kucken, mä awer och d'Opportunitéiten, déi sech stellen.

An dann de véierte Punkt ass, nodeem een déi ganz Analys gemaach huet op Basis vu reellen Zuelen, de Choix vum Transport, vum Haaptransportmodus ze sichen. An dee muss ee maachen ouni Tabu. Dat heescht, et geet net drëms, fir ze soen, d'office dat eent oder dat anert, mä mir kucken op Basis vun de reellen Zuelen a vun der reeller Demande, vun der reeller Entwécklung: Wat sinn déi gëeegentst Transportmëttel an deem Schema, wéi ech se am Ufank opgezielt hunn? Wivill Leit kann ech am meeschte vun A no B bewegen, jee nodeem, wat fir en Transportmëttel ech erauswielen? An dann trëfft een de Choix vum Haaptransportmëttel, nodeem een dat analyséiert huet.

Dann ass et och wichteg, an dat ass dee fënnefte Punkt, datt dee Choix muss e multimodaalt Konzept sinn natierlech, an et muss een e Phasage dropsetzen. An och deen Impakt, deen et huet iwwer Joren, ass wichteg. An dat hu mer ebe versicht ze maachen. A mir hunn duerfir um Couloir vu Lëtzebuerg bis Esch e moyen Terme gekuckt an e long Terme. Also de moyen Terme ass da vun elo bis Mëtt 2026-2027, an da vun 2027 bis 2035. De moyen Terme, do brauche mer dat, wat mer amgaange sinn zum Deel ze maachen op der Escher Autobunn, en extrae Couloir fir e Bus à haut niveau de service, well de Busdéngscht vun Esch Richtung Stad erof ass schonn haut gutt an der Frequenz, wéi e fiert.

Mir musse kucken, dann eben an enger Iwwergangszäit dat mat engem BHNS ze maachen, virun allem awer och Pôle-d'échangen ze definéieren, zum Beispill am Beräich Féiz-Lankëlz e Pôle d'échange hinzekréien. An da musse mer natierlech déi zweet Etapp hannendruplangen, dat heescht bis 2035, vu datt mer jo wëssen, wat mer alles amgaange sinn ze entwéckelen a wëllen entwéckelen, datt mer dann dee sougenannten „schnellen Tram" als Modus hannendruplacéieren.

Wat heescht dat? Ma dat heescht am Fong näischt anescht, wéi datt mer am Fong vun Uni zu Uni, vum Kierchbierg bis op de Belval, herno eng Direktverbindung hunn, wou mer all déi wichteg Zentre matenee verbonnen hunn. An e schnellen Tram ass am Fong näischt anescht wéi en Tram wéi deen, deen Der haut kennt. Et ass just ee mat méi enger staarker Motorisatioun, dat heescht, deen op Tëschestécker, zum Beispill dann zu Steebrécken an Hollerech, kann eng Vitesse vun 100 fueren, fir datt ee keng Zäit do verléiert. Mä de Virdeel dovunner ass, datt mer alles kënnen erschléisse vu Plazen, wou haut schonn eng grouss Entwécklung am Süde virun allem ass a wou et keng gutt Ubannungen un den Zuch, zum Beispill un de klasseschen Zuch gëtt.

Mir kënnen awer och higoen an dat Ganzt mat deem verknäppen, wat mer amgaange sinn ze bauen. An duerfir ass dat aus där Iwwerleeung eraus, no där Methodik gekuckt, wéi ech se beschriwwen hu virdrun, dat, wat sech do erausgestallt huet, wéi d'Methodik fonctionnéiert. An den Detail vun der Etüd wäerte mer och am Juni, wéi gesot, virstellen.

Mir mussen awer och, wéi gesot, verstoen, datt et an der Mobilitéit nëmmen en Zesummespill ka sinn, wat eis Problemer léist. Et gëtt keen Zauberstaf, wou mer kënne soen: „Duerch en Zuch, duerch méi Autoen, duerch méi Autobunnen eleng léise mer de Problem." Eraus vun deem Denken! An 2012, wéi gesot, war d'Stäerkt vum MoDu, datt dat en éischte Schratt war, fir doraus erauszekommen. Mir mussen deen elo verdéiwen. A mir mussen déi Dynamik, déi mer de Moment hunn an der Emsetzung, déi nächst Jore bäibehalen, fir dat ze verdéiwen.

Duerfir wäerte mer och den 8. Mee, nodeem mer zwee Joer dru geschafft hunn, déi nei Plattform fir de Covoiturage an déi nei App lancéieren, déi, dat wäert Der gesinn, extrem innovativ ass. Déi wäert eis hëllefen zum Beispill, d'Effikassitéit vum Stroossereseau méi ze notzen, also d'Capacitéit besser ze notze vum Stroossereseau.

Et gehéieren natierlech och Saachen dozou wéi den Transfrontalier an deen Accord, dee mer zu Paräis ënnerschriwwen hunn, wou ech de Gesetzesprojet, fir d'Erlabnis ze kréie vun der Chamber, fir op dee Wee ze goen, elo gläich wäert duerch de Regierungsrot bréngen. Da kënnt e selbstverständlech och an d'Chamber, fir datt ech d'Autorisatioun kréien oder d'Regierung d'Autorisatioun kritt, fir op dee Wee ze goen.

Et ass net vun ongeféier, datt mer decidéiert hunn, mat Frankräich ze negociéieren, fir zum Beispill matzehëllefen, den Zuchreseau ze moderniséieren tëschent der Grenz, also tëschent Zoufftgen, Beetebuerg-Zoufftgen an Thionville. Well de Punkt ass nëmmen deen: Wa mir op der Lëtzebuerger Säit jo enorm investéieren - mir wäerten am Total 500 Milliounen Euro investéieren an d'Streck respektiv den Embau vun der Gare Beetebuerg; do kënnt jo e Gesetzesprojet nach eng Kéier no -, dann ergëtt dat jo nëmmen e Sënn, dat kréie mer nëmme maximal ausgeschëpft, wa mer natierlech och dat Stéck tëschent Zoufftgen an Thionville moderniséiert kréien, inklusiv d'Gare vun Thionville zum Beispill.

Well wa mer dat alles hunn, plus dat Zuchmaterial, wat bestallt ass, da brénge mer et fäerdeg, den Zuchverkéier, d'Sëtzplazen am Zuchverkéier op där Streck zum Beispill mol 2,5 ze maachen, dat heescht bal dräimol esou vill Leit ze transportéiere wéi haut. An ech brauch Iech jo net auszerechnen, wivill dausend Autoe manner dat op eise Stroosse sinn zu Lëtzebuerg. Duerfir war dat en essenzielle Projet, wou et mer um Häerz louch, fir fir deen zu Paräis dës Kéier endlech e seriöen Text ze kréien. Dat hu mer fäerdegbruecht.

Wéi gesot, Dir wäert de Gesetzesprojet kréien, fir datt mer d'Erlabnis kréien. Elo, fir den Detail natierlech auszeschaffen, do muss ech jo selbstverständlech den Accord kréie vun der Chamber, well et ass e Projet, dee jo wäit iwwer 40 Millioune wäert kommen. Also, den Transfrontaliersberäich muss mat ageduecht ginn. Do wäerten och am MoDu 2.0 éischt Optioune virgezeechent sinn, a wéi eng Richtung datt et geet.

Ee Punkt, deen och ganz wichteg ass, dat ass d'Fro vun der Dekarboniséierung vun der Mobilitéit, also dat heescht den CO_2. Dir wësst, mir hunn eis zu Paräis engagéiert fir e ganz ambitiéise Programm am Beräich Klimaschutz, an ech mengen, all d'Parteien. Ech hu keng héieren, déi net gesot hätt: „Dozou sti mir a mir fannen dat och richteg", well et geet do ëm d'Essenz vun eise Liewensgrondlagen an datt mer endlech dee Klimaschutz eescht huelen.

Mir wëssen awer, datt den Transportsecteur deen ass, wou am meeschte muss geschéien. De ganz groussen Undeel vun den CO_2-Emissioune kënnt aus dem Transport. Do gëtt et natierlech méi Niveauen, wou ee muss drop schaffen. Mä och do ass den nationalen Niveau an d'Reduktioun vun der CO_2-Empreinte wichteg. Duerfir maache mer dat, wat ech virdru gesot hunn, dat ass e wichtegen Deel. Mä et ass awer och wichteg, datt mer ewechkomme vun dem Verbrennungsmotor. Dat geet an Etappen. Dat geet net vun haut op muer. An duerfir sinn och all déi Investissementer an d'Elektromobilitéit, mä och wahrscheinlech an Zukunft nach an aner Technike wichteg. An och déi musse mer matabezéien an Zukunft an där ganzer Diskussioun.

Dee leschte Punkt ass d'Loftqualitéit. Mir diskutéiere jo de Moment vill, haaptsächlech op däitscher Säit, mä net nëmmen, och a Frankräich ass d'Diskussioun voll am Lafen. A si wäert a ganz Europa an d'Lafe kommen, well d'Europäesch Kommissioun huet en zimlech schaarfe Bréif geschriwwen un all europäesch Länner, fir drop hinzeweisen, datt mer d'Wäerter vun der Loftqualitéit, d'Stickoxidwäerter, net anhalen. Mir sinn zu Lëtzebuerg nach verhältnisméisseg gutt drun. Et ass net, datt mer kee Problem hätten, mä mir si verhältnisméisseg gutt drun. Mir sinn natierlech glécklecherweis de Moment nach net an der Lag wéi an Däitschland oder a Frankräich. Mä ech soen lech, mir mussen och doru schaffen.

An déi bescht Method, fir dorunner ze schaffen, datt mer net mussen zu Verboter kommen, dat ass d'Präventioun, dat ass eben ze kucken, datt mer eis Mobilitéit méiglechst effikass an anescht organiséieren. Well dat evitéiert eis nääмlech opwendeg, schwéierfälleg aner Léisungen, op déi anerer wäerten elo misse goen, well soss ginn et Strofen an Zukunft.

Well mir vergiessen ze vill oft bei deene ganze Problematike vun de Stickoxiden: Do geet et ëm d'Gesondheet vun de Mënschen, haaptsächlech vun de Kanner, den eelere Leit, déi extrem dorënner leiden. D'Weltgesondheetsorganisatioun, d'WHO, huet eng Etüd erausgi virun e puer Joer, an da kuckt Iech emol un, wivill Leit haut op eiser Äerd, wivill Mënsche schonn haut stierwen duerch schlecht Loftqualitéit! Milliounen a Milliounen! An och an eise Länner ass dat e grousse Problem a gëtt ëmmer méi zu engem Problem. An do sinn haaptsächlech d'Kanner an eeler Leit betraff. An duerfir, wann hei d'Kommissioun wierklech d'Schrauwe bäidréit, ass dat net, well se iergendeppes géint den Auto oder géint soss e Mobilitéitsmëttel huet, mä et geet ëm e primäert Gesondheetszil vun eiser Gesellschaft, dat iwwregens och, niewebäi gesot, mat ganz ville Käschte verbonnen ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichteg och, datt mer Prioritéite setzen, datt mer musse verstoen, datt mer net alles kënnen duebelgleiseg maachen, datt mer zum Beispill op där enger Plaz enorm an d'Schinnen investéieren a parallell niewendrun och nach de Stroossereseau op där nämlechter Plaz ausbauen. Wéi gesot, mir mussen och nach Stroosse bauen, dat ass net d'Thema, mir brauchen och nach zousätzlech Stroossen. Mä mir musse verstoen, datt Prioritéite setze wichteg ass. An duerfir, et gëtt och nach e finanzielle Grond, niewebäi bemierkt, dee mécht, oder dee wäert maachen, datt mer déi musse setzen. Mä et ass awer virun allem och wichteg wéinst der Effikassitéit.

Mir wäerte jo d'Plan-sectoriellen elo d'nächst Woch an de Regierungsrot huelen. Eleng am PST sinn 83 Projeten dran, déi d'Mobilitéit beinhalten, 83 Projeten am Plan sectoriel «Transports» eleng! Dat si Stroossebauprojeten, Schinnen, alles Méigleches. An dat si jo Horizonter, déi do definéiert sinn, déi si relativ kuerzfristeg. Dat musse mer emol alles gestemmt kréien, wat mer do dragesat hunn. Och dat solle mer iwwerleeën.

Mä wat kloer ass, an ech mengen, do soen ech lech elo näischt, wat Der net all Dag erlieft, spiert, wéi all Bierger dobaussen: D'Mobilitéit ass eent vun de wichtegste Politikfelder, mä et ass komplex an et gëtt keng einfach Léisungen. Mä mir mussen et extrem eescht huelen. Mä eppes ass sécher: Mir hunn elo eng gutt Dynamik. Mir hunn eng Dynamik, an ech muss och soen, ech soen der Chamber duerfir Merci an ech wëll dat och hei ënnersträichen. Mir hunn an deene leschte véier Joer all déi grouss Mobilitéitsinfrastrukturprojete quasi eestëmmeg hei gestëmmt. Dat ass extrem wichteg! A mir mussen déi Dynamik vun der nationaler Eenheet fir déi Mobilitéitsproblemer, déi mer hunn, bäibehalen, och an deenen nächste Regierungen, egal och, soen ech, wéi den Oktober d'Wahle wäerten ausgoen. Ech sinn iwwerzeegt dovunner, dat ass déi eenzeg Méiglechkeet, fir datt mer déi Problemer laangfristeg geléist kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Éischte Riedner zu dem Consultatiounsdebat ass den Här Marco Schank fir d'CSV. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun zimlech genee sechs Joer, also annerhalleft Joer ier déi viregt Regierung opgehalen huet mat schaffen, huet den deemolege Minister, de Claude Wiseler - et ass virdru gesot ginn -, déi global Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit, de MoDu presentéiert.

Dës Initiativ, déi ass deemools an der Chamber och vun deene gréissten Oppositiounsparteie matgedroe ginn,...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Marco Schank *(CSV)*.- ...och dat ass virdru scho gesot ginn, a souguer mat enger gemeinsamer Motioun besigelt ginn. An dës Initiativ war deemools eng nei Philosophie, fir un dës méi wéi jee Problematik erunzegoen. Mäi Virriedner huet elo grad vun engem Paradigmewiessel geschwat. Ech stëmmen deem zou. A mir si frou, datt déi haiteg Regierung dës Strategie an hire Grondzich och weiderverfollegt huet.

Dee vum Claude Wiseler presentéierte MoDu hat de Meritt, fir d'Konzept vun der Multimodalitéit an dem ëffentlechen Debat ze verankeren an eben och däitlech kloer Objektiver ze formuléieren, zum Beispill wat d'Evolutioun vun de Parts modales am ëffentlechen Transport respektiv och bei der Mobilité douce ausgemaach huet.

D'Initiativ vun der aktueller Regierung, fir dëse Programm un d'Begebenheete vun haut unzepassen, begréisse mir selbstverständlech. Mir froen eis allerdéngs, wéisou d'Regierung esou spéit domat kënnt. A mir froen eis, wéi d'Strategie an dësem wichtege Secteur en vue vum MoDu 2.0 definitiv wäert ausgesinn. Mir wëssen et elo nach net, mir hunn eng Rei Saache virdru gesot kritt.

Déi aus der jéngster Enquête luxmobil.lu resultéierend Chiffere weise jo och ganz däitlech, datt Handlungsbedarf bleift a wat och no gutt véier Joer Dräierkoalitioun effektiv nach ze maache bleift, wat déi Regierung, déi no dëser kënnt, a Regierungen, déi no dëser kommen, nach wäerte schaffe mussen.

An d'Fro vun der Mobilitéit ass eng, déi direkt am Zesummenhang mam Wuesstum steet, nääмlech och mat där Debatt, déi mer gëschter gefouert hunn op dëser Plaz, nääмlech der Landesplanung insgesamt. Mir steiere mat héijer Vitesse op en 800.000-Awunner-Stat - oder méi nach wéi dat - zou. An duerfir ass et wichteg, eng adequat Mobilitéitspolitik an d'Weeër ze leeden, fir den Erausfuerderunge vun der Zukunft an dësem wichtege Secteur gerecht ze ginn.

Fir eis ass et wichteg, fir och an Zukunft d'Investissementer weider héich ze halen. Allerdéngs sollten dës sech net nëmmen op den Ausbau vum Zuch, vum Bus an der Mobilité douce fokusséieren, mä eben och an d'Stroossennetzer muss weiderhin investéiert ginn, ëmsou méi dat jo och am Zesummenhang steet mat Léisungen, déi mir ënnerstëtzen, wéi de Covoiturage oder och de Carsharing. Op eis

genau Positiounen an Alternative kommen ech méi spéit a menger Ried nach ze schwätzen.

Mir hunn eis am Ufank d'Fro gestallt, firwat hei iwwert dësen Thema soll diskutéiert ginn, wann den zoustännege Minister, wéi gesot, d'Pläng fir de MoDu 2.0 elo wëllt am Mee presentéieren. Sollen dës Froen zum Beispill dann no dëser Consultatioun oder dëser Presentatioun dann och nach eng Kéier vun der Chamber opgeworf ginn?

(Interruption par M. François Bausch)

Jo?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dierf ech eppes just dozou soen, well dat näämlech…?

M. Marco Schank *(CSV).*- Also mir däerft Der roueg eppes soen, jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wéilt lech just soen, datt de MoDu 2012 duerch de Regierungsrot gaangen ass, virgestallt ginn ass, an d'Chambersdebatt laang duerno stattfonnt huet. Ech maachen elo eng virdrun. Elo ass dat och erëm net gutt! Ech wëisst just gär, wéi Der dat gesitt par rapport zu där leschter Legislaturperiod.

M. Marco Schank *(CSV).*- Ech soen nach eppes dozou: Fir d'CSV wier et logesch gewiescht, wann eng Diskussioun geféiert gi wier, nodeems an der zoustänneger Chamberskommissioun den Debat preparéiert gi wier. Ech sinn e ganz fervente Verfechter dovunner, datt een, wann ee Konklusioune wëllt zéien zu engem Sujet, dann och den Debat strukturéiert, preparéiert, strukturéiert wéi et beispillsweis, ech soen dat, an der Logementsdebatt geschitt ass: Déi war den 31. Mäerz an do hu mer wärend Méint - ech weess net wéi laang, de President sëtzt doënnen - bal all Woch eng Sëtzung gehat, fir deen Debat ze preparéieren. Do hu mer mat verschiddenen Akteure geschwat. Dat wier fir mech déi richteg Approche gewiescht, fir et och an dësem Dossier esou ze maachen.

An deem Fall hätten och d'Parteien alleguerte konkret Propose kënne virleeën an diskutéieren, an et wiere sécher och nach ganz aner Froen op den Dësch komm wéi déi, déi elo gestallt goufen. No der haiteger Prozedur fënnt keng wierklech fundéiert Debatt zu dësem elementare Sujet an der Chamber statt. An dat bedauere mir!

Et wier och sënnvoll gewiescht, denken ech, datt en däitlechen a kloren Accord iwwer all Parteien ewech fir dëst neit Konzept ze kréie gewiescht wier. Vläicht ass dat jo dann och nach méiglech, wa mer no der Presentatioun - ech hu virdru gutt nogelauschtert - de MoDu awer nach an d'Chamber kréien. Dat géif och méi Kontinuitéit garantéieren, wéi dat 2013 jo da geschitt ass.

Zu deenen zéng gestallte Froen am Kader vun dësem Debat wëlle mir als CSV ganz allgemeng soen, datt se zum Deel selbstredend mat Jo ze beäntwerte sinn oder awer och deelweis net einfach ze beäntwerte sinn, zum Beispill wann een elo objektiv d'Part modale freet en vue vun 2025, wou een Zougang zu enger Partie méi präzisen Donnéeën nach hätt missen hunn. Mä als allgemeng Äntwert op déi zéng gestallte Froe wëlle mir soen, datt mir Zilsetzunge brauchen, déi den ëffentlechen Transport stäerken - ech mengen, dat ass e ganz wesentleche Punkt - a par rapport zum Individualverkéier ëmmer méi staark stäerke wäerten.

Duerfir musse mir als Politik derfir suergen, fir an déi richteg Mesuren ze investéieren. D'Fro, déi ech lech stellen, dat ass vu mengem Virriedner jo och gesot ginn: Wéi setzt d'Regierung déi Suen, déi se zur Verfügung huet, déi jo net illimitéiert sinn, am beschten a beschtméiglech an?

Mir hunn als CSV an deene vergaangene Joren eng Partie konkret Proposen, Alternativen op den Dësch geluecht. An ech wëll dann och elo e bësse méi am Detail op dat agoen, wat mer an de verschiddene Secteure wéi Tram, wéi Zuchnetzer, Stroossebau respektiv innovativ Méiglechkeete fir d'Mobilitéit vu muer proposéieren.

Dee fréieren Nohaltegkeetsminister huet als Minister den Tram jo no laangem Hin an Hier mat der fréierer Regierung op den Instanzewee bruecht, a mir freeën eis driwwer, datt déi aktuell Regierung dëse Projet weidergedriwwen huet an den 10. Dezember och deen éischte Streckenofschnëtt konnt opgoe loossen.

An och mat deene geplangten Ausweidunge vum Tramsreseau si mir net nëmmen averstanen, mä mir fannen et eng gutt Approche. Mir si souguer als CSV elo där Meenung, fir weider Extensioune vum Tram méiglech ze maachen, dat net nëmmen op Leideleng, mä fir och Nideraanwen, Contern ze kucken. Et ass wichteg, fir hei eenzel grouss Raim ronderëm d'Stad ze vernetzen an esou den Trafic ze entlaaschten. An och eng Netzerweiderung vum Tram a Richtung Westen, Stroossen, Bartreng, Mamer, ass an eisen Aen eng noutwendeg Approche.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, iwwer wéi ee Wee eng Ausweidung a Richtung Mamer am beschte fonctionnéiert. Mir kéinten eis och en Tracé iwwer Hollerech-Zéisseng virstellen, woumat de Quartier direkt agebonne géif ginn. D'Areler Strooss ass awer méiglecherweis vum Gabarit net breet genuch; dat misst een da méi genee kucken.

Am Kader vum Ausbau vun den Tramsnetzer mussen dann och weider Park & Ride-Méiglechkeeten an, net ze vergiessen, och Carsharingsparkplazen offréiert ginn. Datselwecht gëllt natierlech och fir all Zuchgaren am Land. Nëmmen esou gëtt den ëffentlechen Transport fir de Bierger aus dem Land méi komfortabel, méi attraktiv, wa genuch Plaze sinn, och fir d'Autoen ze parke respektiv d'Busser, wou der hifueren.

Ronderëm d'Stad fuerdere mir niewent den Extensioune vum Tram och nach en Héichleeschtungsbus op eegenem Tracé, deen déi verschidde Quartiere soll matenee verbannen, ouni den Trafic duerch de Stadkär leeden ze mussen. Dëst soll an enker Ofstëmmung mam Tramsreseau fonctionnéieren an esou zu manner Trafic an der Stad selwer féieren.

D'Fro ass, wéi d'Regierung sech all dës Ausbaute virstellt. Wat ass e realisteschen Zäitplang? Mir sinn op alle Fall derfir, dës Ausbaute méiglechst séier virunzedreiwen, an dorop wäert mäi Fraktiounskolleeg, de Serge Wilmes, méi spéit nach agoen.

Här President, och bei den Zuchreseaue sinn an deene leschte Joren eng Partie Mesurë geplangt respektiv ëmgesat ginn. A wann ech eng Mesure huelen, déi mer elo virun zwee Deeg gestëmmt hunn - an ech selwer hunn dee Projet als „historesch wichteg" bezeechent -, da mengen ech, datt den Ausbau vun der Stater Gare en enorm wichtegen ass mat deenen zousätzleche Quaie 5 a 6. Net fir d'Lescht, an Dir kennt déi Zuelen, huet d'Zuel vun de Passagéier an deene leschte Jore bis 6% pro Joer zougeholl, wat eng enorm Evolutioun ass, wat d'Clientë vun den Zich ubelaangt.

Datselwecht gëllt och fir den Ausbau op d'Zweegleisegkeet op verschiddene Strecken. A mir sinn iwwerzeegt vum positiven Effekt och vun deene Mesuren. Eng Rei vun dëse Mesurë leien an der Kontinuitéit vun der viregter Regierung, mat sengerzäit, ech hunn dat scho gesot, dem Tram, dem Arrêt Pafendall-Kierchberg mam Funiculaire. An duerfir wëlle mir och, datt verschidden Investissementer bei den Zich méiglechst séier virgeholl ginn.

An erlaabt mer, och ze soen, datt d'Leit - ech hu vun den Zuchgarë geschwat - am Norde mat Schmäerzen op den Ausbau vun der Gare zu Ettelbréck waarden. Vläicht kann de Minister eis herno soen, ob et do awer elo en definitiv realisteschen Zäitpunkt gëtt, wéini et ugeet. Et soll jo mat de Quaien ugoen. Ech passéieren all Dag do an déi Fro kréien ech nach ëmmer erëm gestallt.

Derbäi kënnt den Ausbau vun anere Garen. Ech denken un Hollerech-Zéisseng, ech denken un d'Gare vun Dummeldeng. Doniewent mussen och op der Nordstreck, wann ech dat däerf soen, méiglech Verbesserungen a Richtung méi Zweegleisegkeet geschéien. Mir sinn net esou vermessen, fir ze soen, mir bräichten eng total Zweegleisegkeet, well dat och net méiglech ass. Mä ech mengen awer, datt méi Voie-d'évitemente kéinte geplangt ginn, zum Beispill tëschent Ëlwen an Ettelbréck, Méchela, Giewelsmillen, tëschent Clierf an Ëlwen, fir d'Pünktlechkeet och op där Streck méi robust ze maachen.

Insgesamt ass et noutwendeg, datt an Zukunft de Gros vun de Garen am Land erneiert a moderniséiert ginn, fir esou de Confort an och d'Sécherheet vun de Passagéier ze verbesseren. An, wéi scho gesot, sollten och bei alle Garen d'Parkméiglechkeeten erweidert ginn. Och dat ass en Deel vum Confort vun de Clienten am ëffentlechen Transport. An ech froe mech, ob een an deem Kontext net och sollt driwwer nodenken - eppes, wat mer scho méi dacks gesot hunn -, ob net am ländleche Raum en Zoubréngerdéngscht eng sënnvoll Léisung kéint bedeiten.

Wann een dovun ausgeet, datt no deem geplangte Bau vun zwee zousätzleche Quaien op der Stater Gare eng Erweiderung do eigentlech net méi méiglech ass, muss ee sech iwwerleeën - dat hu mer, mengen ech, an der Kommissioun och kuerz ugeschwat gehat -, datt mat Hëllef vun engem Bypass beispillsweis verschidden Zich aus dem Osten direkt an de Süde kéinte fueren. E Bypass ass méiglecherweis och eng Léisung, fir d'Zich vun der Beetebuerger Streck direkt an d'Belsch weiderfueren ze loossen. Mir mussen d'Gare an der Stad no Méiglechkeet, sou vill wéi méiglech entlaaschten, fir esou d'Frequenz an d'Vitesse fir déi aner Zich kënnen ze garantéieren.

Wann ech kuerz eppes och zum Oste vum Land ka soen: Do kënnt et - an dat liest een och nach an der Zeitung regelméisseg - duerch de Fahrplanwiessel ëmmer erëm zu Retarden. Et gëtt gesot, d'Flexibilitéit fir d'Zuchclienten aus der Regioun hätt ferm gelidden a vill Onzefriddenheet, mengen ech, huet sech och do opgestaut. An an deem Kontext wollte mer froen, ob vun den CFL hei net awer scho virum Dezember 2019, wéi et elo geplangt ass - ech denken, datt do gewaart gëtt bis zur Fäerdegstellung vum zweete Viaduc Polvermillen respektiv deenen neie Quaien op der Stater Gare -, ob net awer scho virdrun Ännerungen am Sënn vun de Clienten an d'Wee sollte geleet ginn.

Här President, an deem Kontext wollt ech dann och nach eemol op de Problem vun de Retarde beim Zuch zréckkommen. Ech fueren all Dag mam Zuch schaffen a kréien duerfir och de Frust vu villen CFL-Clientë mat. Och do maachen ech keng Scholdzouweisung, mä d'Leit diskutéiere mat mir doriwwer. A mäi Virriedner huet gesot, mir sollte mat de Leit diskutéieren. Ënnert deenen aktuelle Konditiounen op verschiddenen Zuchstrecken am Land soe Leit mir ëmmer erëm, datt se wëlles hätten, nees op den Auto zréckzegräifen.

Den ëffentlechen Transport lieft vun der Pünktlechkeet a vun der Zouverlässegkeet. An anere Wierder: D'Clientë musse sech op den Zuch kënne verloossen. An enger vun deene leschten Editioune vum „Transport", ech mengen, et war déi lescht, dem Bulletin vum Syprolux, konnt ee liesen, datt den CFL-Direkter am Kader vum Comité mixte gesot huet - dat muss en de 7. Mäerz 2018 a sengem Rapport gesot hunn -, datt d'Pünktlechkeet sech am Verglach zum Joer virdru verschlechtert hätt, ausser bei zwou Linnen.

Folgend Ursaache goufen opgezielt: Verspéit Bereetstellung vum Rollmaterial, Pannen am Infrastrukturberäich, Verspéidungen am Zesummenhang vun de Chantieren an d'Feststellung, datt net manner wéi 40% vun de Verspéidunge géifen op de sougenannten Dominoeffekt zréckgoen. Ech denken, datt dat och domat ze dinn huet, datt elo Zich duerchfueren, wat jo gutt ass op eng Manéier, vum Norden an de Süde respektiv vum Osten an de Süden, duerch d'Gare, stallhalen a virufueren. An dorop, denken ech, ass och eng Partie vum Dominoeffekt zréckzeféieren.

Wat ech awer wëll soen, ass: An deem Dokument, wat mer als Chamber zu deem Sujet kruten, wat mer gefrot hunn, ass näischt iwwert d'Ursaachen ze fannen. Dat wonnert mech, well et jo kee Grond gëtt, der Chamber dat virzëenthalen. Mir hunn Zuele kritt. An ech wollt just der e puer erausgräifen, ouni datt dat ze laang gëtt. 2017 wieren et 440 Reklamatioune wéinst Retarde gi par rapport zu 124 am Joer 2016. A bei der Pünktlechkeet vun de Voyageuren ass déi am éischte Quartal 2018 par rapport zu 2017 op véier Linne vu sechs erofgaangen. Bei den Zich ass se am selwechten Zäitraum op de Linnen 10, 30 an 90 erofgaangen, bei deenen anere Linnen allerdéngs eropgaangen. An, wéi gesot, hei schéngen d'Zuelen och deelweis ze beleeën, datt déi sougenannt „trains transverses" et mat sech bréngen, datt do e Problem ass.

Et gëtt och gesot, datt e groussen Deel vun de Retarden opgrond vun Disponibilitéitsproblemer beim Material entstinn. Ech wollt deemno d'Fro stellen, ob elo nach zousätzlech Investissementer, wat d'Material ubelaangt, amgaange sinn ze geschéien. Ass nach Material bestallt respektiv ass d'Material kuerz virdru vläicht, fir och ausgeliwwert ze ginn?

Am Kontext vun de Verspéidungen nach vläicht ee Saz: datt et schwéier ze verstoen ass, an dat soen d'CFL-Clientë mir och, firwat Verspéidunge vu manner wéi sechs Minutte keng Verspéidunge sinn. Fënnef, sechs Minutte gi vëlleg duer, fir eng Korrespondenz ze verpassen, fir eventuell da laang op en nächste Bus ze waarden. Dräi Minutten, dat kéint een novollzéien. Och Zich, déi ausfalen, ginn net gerechent als Retard.

An ech wëll awer och derbäisoen, ech hunn dat och gemaach no där Heure d'actualité Enn Januar, déi ech ugefrot hat wéinst dem Fahrplanwiessel am Dezember 2017, ech wëll soen, datt ech ganz vill Respekt hu virun der Aarbecht vun all de Leit, Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun den CFL, déi derfir suergen, datt et all Dag awer rullt.

Ech hunn och op dëser Plaz schonn zweemol op eng noamenswäert Initiativ vun der Deutsche Bahn higewisen, déi ech vun Eisebunnsexperte recommandéiert krut. Ech denken, datt d'CFL-Responsabel äänlech Demarchë vläicht och ënnerhuelen - ech weess dat net -, fir d'Ursaache vun de Retarden erauszefannen. Ech hu just fonnt, datt déi Demarche vun der DB (veuillez lire: vun der DB gutt ass), fir mat enger Partie Koordinateuren iwwer Wochen a Méint an enger Regioun genee ze kucken, ze iwwerwaache mam Tablet am Grapp, wou dann och spezifesch d'Retarden hierkommen. Mä vläicht maachen d'CFL dat och. Mä firwat net esou eng Initiativ préiwen, wa se net gemaach gëtt, fir ënner Ëmstänn d'Situatioun an der Gestioun vun all Dag ze verbesseren?

A menger Heure d'actualité iwwert den neie Fahrplan vum Dezember 2017 hat ech och d'Problematik vun der Kommunikatioun bei den CFL ugeschwat. An den Nohaltegkeetsminister hat och deemools gesot, ech zitéieren: „Den Informatiounssystem, deen ass einfach schlecht, dat ass ganz kloer. (…) Dat wëssen d'CFL och an ech hunn hinnen och scho méi wéi eng Kéier gesot: «Ech hätt gär, datt Der virumaacht…»"

An ech wëll d'Fro och nach eng Kéier stellen. Mä ech mengen, datt awer eng Rei Saachen elo och geschitt sinn. De Minister hat versprach, bei der Exploitatioun vum Reseau a puncto Kommunikatioun an Informatioun fir d'Clientë méi ze leeschten, zum Beispill - dat, mengen ech, huet en och virgëschter ernimmt gehat -, wou d'Zich en temps réel dru sinn, eppes wat eng ganz grouss Verbesserung wier. An et war och, mengen ech, vun der CFL-Direktioun an Aussiicht gestallt ginn, fir hir Mataarbechter, deemno d'Zuchbegleeder, mat Tablets ze equipéieren an dann am Kontakt mat Leitzentralen hir Clientë méi effikass iwwer Retarden an entspriechend Changementer, alternativ Zuchverbindungen, wat jo wichteg wier, ze informéieren. Wou dat drun ass, weess ech elo net genee.

Här President, et ginn am Themefeld Mobilitéit och nach eng Rei aner Stellschrauwen, un deenen een dréie kann. Déi goufen a verschiddene vun deenen zéng Froen och ugeschwat an och op déi wollte mir kuerz agoen.

De Mobilitéitsmodeller, dem Carsharing an dem Covoiturage, deene sti mir absolutt positiv géigeniwwer. De Carsharingsystem City Mov' an der Nordstad fonctionnéiert scho méi laang. An Tëschenzäit gëtt et de Carloh an der Stad a viru Kuerzem, ech mengen elo virun zwee Méint, krute mer virgëschter nach gesot, huet de Carsharingsystem vun den CFL, de FLEX, ugefaange mat schaffen. De Minister huet eis gesot, datt et eigentlech e villverspriechenden Ufank geholl hätt. Zënter zwee Méint, wéi gesot, waarden do eng 80 Autoen op 20 Garen op hir Clienten.

Allerdéngs ënnersträichen och lescht Etüden - dat konnt een, mengen ech, d'lescht Woch an enger Dageszeitung noliesen - och eng däitlech Retizenz vu Lëtzebuerger respektiv Residenten hei am Land am Kontext vun dësem Sujet. Sou konnt een d'lescht Woch beispillsweis am „Wort" liesen: „Luxemburger teilen ungern ihr Auto." Enger aktueller TNS ILReS-Fro no wéilten deemno 68% vun de Leit, déi gefrot goufen an déi de Prinzip vum Carsharing kennen, de System net emol ausprobéieren. Nëmmen 22% vun de Befroten hu sech manner ofgeneigt gewisen. An och wann dësen Deel vun der Bevëlkerung déi Offer bis ewell nach net notzt, wëll en dat awer an nächster Zäit maachen. An ech denken, datt eben och nach vill Iwwerzeegungsaarbecht muss gemaach ginn. Awer all zousätzlechen Auto, deen net op d'Strooss muss, ass eng gutt Saach. Et ass also wichteg, de Leit nach besser ze erklären, wéi eng Avantagen dës Konzepter fir si perséinlech hunn, a se domat besser fir dee Modell vum Carsharing ze sensibiliséieren.

An nieft dem Ëmdenken a puncto Mentalitéit vis-à-vis vun de Leit, muss, denken ech awer och, an do hu mer och konkret Iddien, un deene Systemer nach weider gefeilt gi respektiv musse se méi user-fréndlech gemaach ginn.

Wat de Covoiturage ugeet, hat den MDDI scho méi laang e Portail an eng App an Aussiicht gestallt, dat Ganzt no enger Appel d'offres. An ech mengen, ech wollt eigentlech d'Fro stellen, wéini et da lassgeet, mä wann ech dem Minister richteg nogelauschtert hunn, géif den „Co-Pilote", esou heescht deen neie System, den 8. Mee presentéiert ginn. Ech denken, datt dann och d'Internetsäit presentéiert gëtt mat där neier App, wat e wesentlechen Avantage da par rapport zu anere Sitte wier.

Op dëser Plaz soll och op d'Mobilité douce higewise ginn, ënner anerem de Vel'oh an der Stad, dee scho vun engem viregte Schäfferot agefouert gouf. Deen neie Schäfferot huet doriwwer eraus nach de System do ganz op Elektrovëloen ëmgestallt. Optimal wier sécher, wann esou e System am ganze Land no an no géif d'selwecht fonctionnéieren.

Et mécht Sënn, dat brauch ech net extra ze betounen, de Vëlo als Fortbewegungsmëttel verstäerkt dobaussen ze promouvéieren. Do ass scho munches geschitt, mä wann een awer d'Etüde kuckt an d'Sondagë kuckt, ass och nach ganz vill Loft no uewen an deem Beräich. Dat heescht, weiderhi soll a Vëlospisten investéiert ginn, an dat duerch dat ganzt Land. An nëmmen och, wa sech d'Vëlosfuerer ganz sécher spieren, wäerte si verstäerkt och de Vëlo huelen, fir emol op d'Aarbecht ze fueren.

Här President, mir wëllen als CSV méi Park & Ride-Systemer hannert de Grenzen hunn - dat ass och virdru kuerz ugeschwat ginn -, wouduerch den Trafic dann och vun de Frontalieren direkt kéint erofgesat ginn. An duerfir muss natierlech verstäerkt mat eisen Nopeschlänner kooperéiert ginn, fir dës Park & Ride-Systemer op de Wee ze bréngen.

À propos Park & Ride, hei wollt ech d'Fro stellen, wéi wäit déi Projete vu Park & Ride-Plazen hannert de Grenzen evoluéiert hunn. De Mobilitéitsminister, den Nohaltegkeetsminister ass schonn eng Kéier dorop agaangen. En huet dat och kuerz virdrun jo dann ernimmt.

An dëse Kontext gehéiert awer och den Ausbau vu grenziwwergräifende Buslinnen. Och dat ass e Sujet, deen een emol konnt noliesen an der Press. D'Fro stellt sech och, ob een d'Thema vun der Liaison Sélange net nach eng Kéier mat de franséischen a belschen Autoritéite sollt opwerfen, wouduerch den Trafic an de Grenzgebidder jo kéint, och wat d'Camionen ubelaangt, verréngert ginn. Allerdéngs denke mer, missten dann am Virfeld heizou Etüde gemaach ginn, an deenen och identifizéiert misst ginn, wat d'Avantagen oder wat d'Desavantagë vun esou Mesurë sinn. Eréischt duerno kann ee konkret handelen.

Wéi scho gesot, däerfe sech eis Investissementer an den nächste Joren net nëmmen op den Zuch an den Tram beschränken. Ech wollt och eng Partie Saachen zum Stroossebau soen. Och do si Verbesserungen noutwendeg, fir och hei ze versichen, den Trafic duerch eng besser Leedung, Begleedung - dozou soen ech nach eppes - an de Gréff ze kréien.

Am Joer 2016 si beispillsweis 177 Milliounen am Fonds des routes investéiert ginn, wärend am Projet de loi eng 278 Milliioune viséiert waren. Dat mécht da knapps 70% vun deem ufanks ugestriefte Investitiounsvolumen aus.

Mir wëllen, datt an deenen nächste Joren erëm Geld, méi Geld an eis Stroossennetzer investéiert gëtt, well och dat noutwendeg ass, fir d'Mobilitéit an eisem Land ze verbesseren. Besonnesch denke mer un eng Rei vun Ëmgeeungsstroossen, dat ass och scho gëschter gesot ginn, fir den Impakt vum Trafic op déi kleng a grouss urban Zentren ze reduzéieren. Prioritär sinn do fir eis beispillsweis d'Contournemente ronderëm Zéisseng, Käerjeng, awer och Ettelbréck, Feelen, Dikrech an Housen. A mir wëllen, datt de Contournement Housen direkt realiséiert gëtt, dëst en vue vun engem Ausbau vun der N7 op véier Spuren.

Déi demografesch Entwécklung am Norde geet an d'Luucht. Zesumme mat weideren Aarbechtsplaze gëtt och dës Streck ëmmer méi belaascht. Doriwwer eraus ass fir d'CSV laangfristeg den Ausbau vun allen Autobunnen op dräi Spure virzegesinn. An eng Méiglechkeet ass jo och, an och dat ass schonn emol diskutéiert ginn, fir déi drëtt Spur fir den ëffentlechen Transport respektiv de Covoiturage ze reservéieren. Wéi gesot, de Covoiturage ass fir eis eng wesentlech Mesure an deem Zesummenhang.

Ausserdeem sollten d'Bandes d'arrêt op de Säiten esou ausgebaut ginn, datt se an Zukunft am Fall vu Stau kéinte vum ëffentlechen Noverkéier genotzt ginn. A mir froen eis, wéi et mat de Busspuren am Eecherbierg respektiv Hesperbierg ausgesäit. Op dëse Plazen, wou aus Plazgrënn nëmmen eng Busspur ass, kéint eng Busspur, déi d'Direktioun changéiere kann, zu enger Verbesserung bäidroen.

An da wollt ech am Kontext „ländleche Raum" och op e Sujet zréckkommen, dee mer an enger Kommissiounssëtzung oder a méi Kommissiounssëtzungen emol ugeschwat hunn, dat ass d'Konzept vum Ruffbus. Wann ech mech richteg erënneren, hat den Nohaltegkeetsminister gesot, e géif en Aarbechtsgrupp chargéieren, fir esou Konzepter ze studéieren. Deemools ass an der Regioun Mamer dës Iddi net als concluant empfonnt ginn, mä am ländleche Raum kéint se awer hëllefen, mengen ech, fir den Trafic ze reduzéieren. Dat weist d'Beispill vum Bummelbus am Norde vum Forum pour l'emploi, dee mat insgesamt 160.000 Bewegungen d'Joer seng Bewäerungsprouf, mengen ech, méi wéi bestanen huet.

Doriwwer eraus sollen iwwert d'Land a virun allem och an de Stied méi Busspuren nach entstoen, déi an de Stousszäite genotzt kéinte ginn. An och esou Investitioune sinn noutwendeg fir e performanten ëffentlechen Transport an eng verbessert Mobilitéitspolitik.

Här President, niewent de scho presentéierte Propose setze mir eis och fir Verkéiersleit- a Parkleitsystemer an, also digital Informatiounssystemer, fir esou den Individualverkéier méi sécher, méi effizient ze maachen. Ech mengen, datt et wichteg ass, fir modern Technologien hautdesdaags ze notzen zum Virdeel vun de Biergerinnen a Bierger, déi op de Stroossen ënnerwee sinn. D'Leit solle méi séier gewuer ginn, wou Problemer sinn am Trafic, fir déi ze evitéieren, oder och wëssen, wou an engem Parkhaus nach Plaz ass, fir den Auto beispillsweis ofzestellen.

An aus deem Grond ass en intelligenten elektroneschen Affichage séier sënnvoll, dëst an de Stied respektiv an der Peripherie vun de Stied, wou een esou munch Informatioune kréie kann.

Ech wollt just an e puer Wuert d'Beispill vun der Stad Köln ernimmen. Do gëtt et scho méi laang e ganz performante Verkéiersleit- an Informatiounssystem mat variabelen Unzeig- an Informatiounstafelen. Dës Verkéiersinformatiounstafelen, sougenannt „Variotafelen", déngen dozou, wéi gesot, fir de Leit op der Strooss déi aktuell Verkéierssituatioun däitlech ze maachen: an éischter Linn natierlech Informatiounen iwwert de fléissende Verkéier, awer och Hiweiser op Chantieren, op Veranstaltungen, och Informatiounen, fir ze parken. A wat ech ganz flott fannen zu Köln, ass, datt een och Informatioune kritt, gewëssermoossen um Teleaffichage, wou een dat nächst ëffentlecht Transportmëttel fënnt. D'Inhalter vun dësen Tafele si fräi programméierbar a si ginn, souwäit ech weess, iwwer verkéiersstrategesch Algorithme respektiv manuell gesteiert. An do kënnen och Ëmweltinformatiounen oder Meteoskonditioune weidergedroe ginn.

Dësen Affichage ass zu Köln immens beléift a gëtt entspriechend intensiv genotzt. Besonnesch och bei enger Partie Groussereegnisser huet dee System sech bewäert. Ech mengen, datt mer do nach zu Lëtzebuerg Nachholbedarf hätten.

Dann, Här President, eng wesentlech Fro, déi am Kader vun der Debatt och nach gestallt gouf, op déi ech wollt agoen, dat ass déi vun den Aarbechts- a Schoulzäitmodeller. Wärenddeems an der Aarbechtswelt schonn eng Flexibiliséierung vun der Schaffzäit wéinstens deelweis zu enger Entlaaschtung vum Trafic bäidroe kann, stellt sech d'Fro, ob dat och bei der Educatioun méiglech wier. Wann d'Lycéeën, a virun allem déi an der Stad, géife versichen, zu verschiddenen Zäiten unzefänken, kéint domat eng wesentlech Verlagerung vun de Capacitéiten am ëffentlechen Transport erreecht ginn, a konsequenterweis och eng Entlaaschtung vum gesamten Trafic. Et misste wesentlech manner Bussen agesat ginn, wann d'Schüler zu ënnerschiddlechen Zäiten an hir respektiv Schoul gefouert géife ginn.

An ech erënnere mech drun, datt déi viregt Regierung, vläicht och schonn déi nach virdrun, ech weess dat net, sengerzäit esou eng Initiativ geholl hat. Si ass awer mat esou enger Propos bei de Responsabele vun de Lycéeën net onbedéngt gutt ukomm, dëst am Kontext, mengen ech, ass deemools gesot ginn, vu Méiopwand an der deeglecher Gestioun vun de Lycéeën, ënner anerem, wat d'Stonnepläng oder och d'Andeelung vun den Enseignanten ugeet.

Mir sinn awer der Meenung, datt een esou Diskussioune sollt féieren, verbonnen och mat der Fro, ob d'Ministere Bausch a Meisch eventuell och dee Sujet do schonn emol vis-à-vis vun der Educatioun ugeschwat hunn.

An dësen Themeberäich passt och d'Konzept vum Teletravail, an och dat huet mäi Virriedner virdrun ernimmt, déi Steierkonventioun fir franséisch Frontalieren. Ech denken, datt se ënnerschriwwe ginn ass - also ech hunn dat net kënnen noliesen - den 20. Mäerz, wéi d'Visitt war vun der groussherzoglecher Koppel zu Paräis, wou dann e Steierofkommes gemaach gouf, wou dann 29 Deeg op ee Joer esou eng Virgeeënsweis kann autoriséiert ginn.

Op d'Problematik Mobilitéit am Osten, am Norde vun eisem Land sinn ech kuerz agaangen. Nieft dem Zentrum - do wäert mäi Kolleeg, de Serge Wilmes, nach e puer Wuert soen - wollt ech soen, datt mer am Süden e kompetitive Qualitéitssprong erreeche wëllen, fir all d'Südgemengen och mateneen ze verbannen. Dee vum Minister proposéierte Südtram ass sécherlech eng Alternativ. Als Éischt muss een natierlech kucken - an hien huet et selwer gesot -, wann et net och scho vläicht gemaach ass, wat genau d'Besoinen am Süde sinn: Wéi vill Leit mussen hei pro Dag wouhinner beweegt ginn? A wann een dat bis weess, mengen ech, kann een decidéieren, ob en Tram op Rieder oder op Schinnen déi sënnvollst Léisung ass.

An déi Froe stelle sech, denke mir, souwuel wat de Südtram ubelaangt wéi och den Tram rapide. Allerdéngs muss een au préalable emol feststellen, ob dëse justifizéiert ass an ob dës Capacitéiten och noutwendeg sinn. Als Alternativ gesi mir Héichleeschtungsbusser, déi besonnesch e finanzielle Virdeel mat sech bréngen an och ganz flexibel kënne vill Leit transportéieren.

Op jidde Fall brauch de Süden eng nei a méi eng grouss Offer am ëffentlechen Transport. Ech mengen, do si mer all dovun iwwerzeegt. Den Nohaltegkeetsminister huet dann d'Iddi, déi en och kuerz ugeschwat huet virdrun, d'Iddi vum Tram rapide proposéiert tëschent der Stad an Esch - also net Esch/Sauer, mä Esch/Uelzecht -, fir de Verkéier ze entlaaschten, eng Alternativ, déi jo vun där nächster Regierung soll gepréift ginn a le cas échéant och soll ëmgesat ginn.

Eng weider Fro, déi ech och konkret wollt stellen: Wou sinn am Moment d'Aarbechten dru mat der Verduebelung vun der Beetebuerger Zuchstreck? Well ech kréien och déi Fro des Éftere gestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Meenung zu der Aart a Weis vun dëser Debatt respektiv zu deenen zéng gestallte Froen hunn ech am Ufank vu menger Interventioun däitlech gesot. Ech hunn en cours de route vu menger Interventioun net nëmme probéiert, op déi verschidde gestallte Froen ze äntwerten, mä ech sinn och eng Partie aner Froen ugaangen an hu probéiert, Iddien a Verbesserungsvirschléi ze presentéieren.

Selbstverständlech si mer derfir, fir den Undeel - dat hunn ech ganz am Ufank gesot, ech widderhuele mech - vum ëffentlechen Transport weider eropzeschrauwen, a mir begréissen et, wann entspriechend Zomme fir d'Schinn a fir de Busreseau an aner Initiativen an den nächste Joren investéiert ginn. Dozou gehéieren eben och nei Konzepter wéi Carsharing a Covoiturage, déi mir verstäerkt mussen, sollen notzen, grad wéi d'Virdeeler vun der Mobilité douce, wou och nach vill Loft no uewen ass.

Donieft däerfe mer awer och den Individualverkéier net aus den Ae verléieren an och hei sollte mer verstäerkt d'Elektromobilitéit férderen. An ech froe mech nach ëmmer, firwat datt deemools, wéi déi nei Regierung ugetrueden ass, direkt d'Primm fir d'Elektroautoen huet missen ofgeschaaft ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV)*.- Nach ee Wuert zum Volet Parkraummanagement: Dësen ass bekanntlech aus dem Projet de loi vum Aménagement du territoire erausgeholl ginn, wat mir deemools bedauert hunn. De Minister huet allerdéngs versprach, schnellstméiglech e separaten Text ze deposéieren. Mir ënnerstëtzen dës Initiativ voll a ganz a froen eis, wou den Text de Moment drun ass a wéini datt en dann deposéiert gëtt.

Zum Ofschloss, Här President: De Claude Wiseler huet 2012 mat senger Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit, de MoDu, d'Konzept vun der Multimodalitéit an den ëffentlechen Debat erabruecht an däitlech Objektiver formuléiert. Déi aktuell Regierung huet dëse Programm un d'Begebenheete vun haut ugepasst. Dat fanne mir gutt. An ech hu virdru gesot, mir hätten als Chamber gären iwwert de MoDu 2.0 diskutéiert. Déi Chance kréie mer vläicht nach. Mir sinn all gespaant op deen neie MoDu 2.0, dee mir, wann ech richteg nogelauschtert hunn, den 18. Mee géife presentéiert kréien.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Schank. An nächste Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. D'Verkéierssituatioun hei zu Lëtzebuerg, déi nervt. Déi nervt ganz vill Leit all Dag an all Dag si se gestresst, souwuel wa se op d'Aarbecht fuere wéi och, wa se heemfueren. An dat ass net gutt. Dat ass net gutt fir d'Leit, dat ass net gutt fir d'Gesondheet, dat ass net gutt fir d'Moral an duerfir muss och eppes geännert ginn.

Duerfir kann dës Regierung net an duerfir konnten och déi Regierunge vu virdrun op alle Fall net all. An déi ganz Situatioun ass mat Sécherheet e siichtbart Zeechen, wat net esou agreabel ass, wann e Land esou vill an esou gutt wiisst, wéi et Lëtzebuerg am Moment mécht.

Den Débat de consultation vun haut de Mëtteg war laang am Viraus ugekënnegt an et war genausou laang gewosst, dass d'Chamber d'Dokument vum Ministère, fir dësen Debat ze preparéieren, relativ kuerz virum Debat géif kréien. Et war also net virgesinn, dass d'Chamberskommissioun sech intern mat dësem Dokument sollt auserneesetzen. An et geet hei wuel éischter dann drëm, dass d'Positioune vun de Parteien hei sollen zu deene Froe gehéiert ginn. Dat ass och okay esou.

Ech wäert dann och a menger Ried op déi zéng Froen, déi de Minister gestallt huet, äntwerten. Ech muss awer och soen, dass dës Froen an dat Dokument net zu 100% deem entspriechen, wat ech mer erwaart hat. Bei senger Presentatioun virun der Press vun deem virleienden Dokument huet de Minister ganz richteg drop higewisen, dass d'Transportpolitik, wou et ënner anerem drëm geet, laangfristeg Infrastrukturprojeten ze plangen, eng gewësse Kontinuitéit muss opweisen. Och dat huet en haut jo nach eng Kéier widderholl.

De MoDu vun 2012 huet deemno vill Projeten aus de Mobilitéitskonzepter vu virdru weidergefouert an de MoDu 2.0 wäert ebenfalls villes iwwerhuelen, wat schonn am MoDu virgesi war. Dat, wat eis hei also interesséiert, sinn déi Punkten, déi net d'selwecht sinn. Dat kënne Projete sinn, déi eng aner Prioritéit kréien oder wou een aneren Zäitplang virgesinn ass. Dat kënnen awer och Projete sinn, déi net méi realiséiert ginn, oder nei Iddien, déi 2012 nach net geplangt waren.

Et ass och ganz richteg, dass et zu deene grousse Projeten e breede politesche Konsens muss ginn, well se net innerhalb vun enger Legislaturperiod kënne realiséiert ginn. Genau aus deene Grënn, déi de Ministère selwer ugëtt, hätt ech mer u sech gewënscht, dass mer virun dësem Debat eng ganz Rei vu konkrete Virschléi - de Minister huet der zwar e puer genannt - proposéiert kritt hätten zu Projeten, wou et net sécher ass, ob et e Konsens gëtt oder net, an dass dësen Debat an deem Sënn dann och een Afloss kéint hunn op de MoDu 2.0, deen da geschwë soll virgestallt ginn.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Vun de Froen, déi mer gestallt kritt hunn, sinn eng ganz Partie ganz gutt formuléiert, eng ganz Partie sinn awer ze allgemeng formuléiert, fir dass sech aus der Diskussioun vun haut kënne konkret Aussoen erginn, déi d'Ausriichtung vun de Projeten am MoDu 2.0 nach kéinten dorunner orientéieren.

Ech ginn Iech och e Beispill dozou: Et gëtt ënnert dem Punkt fënnef d'Fro gestallt, ob d'Vëlosweeër systematesch solle bei neie Stroossebauprojete mat virgesi sinn. Esou allgemeng gefrot ass natierlech wahrscheinlech jiddwereen domadder d'accord, dass déi solle mat geplangt ginn. Wann et awer ëm e konkrete Projet geet, da kann et duerchaus sinn, dass eng duerchgeeënd Vëlospist eng Rei vu Problemer schaaft an doduerjer net méi konsensfäeg ass.

Eng allgemeng Äntwert op dës allgemeng Fro hëlleft duerfir net, e Plang opzestelle vun den zukünftegen Erweiderunge vum Netz vun de Vëlosweeër. An deem Sënn wäert ech am Numm vun der LSAP déi gestallte Froe beäntwerten, zweifelen awer drun, dass dësen Debat elo am MoDu 2.0 vill wäert kënnen änneren.

Zur éischter Fro, ob mer als LSAP léiwer d'Infrastrukture fir den ëffentlechen Transport ausbauen oder d'Demande esou veränneren, dass d'Spëtzestonne kënnen ofgeflaacht ginn, ass eis Äntwert ganz kloer: Mir brauche béides. Mir musse jo domat rechnen, dass d'Demande weider klëmmt. Wann et geléngt, dës Demande iwwer méi Stonnen ze strecken, erreeche mer domat just, dass de Peak net nach méi staark gëtt. Wat d'Mesuren ugeet, déi hëllefe kéinten, dëst Zil ze erreechen, esou sinn déi zu engem gudden Deel bekannt an tauche jo och an dësem Pabeier erëm op.

Vu dass de Problem net nei ass, kann de Minister eis jo herno soen, wat fir eng Fortschrëtter bis elo gemaach goufen a wat fir ee Succès déi Mesuren haten, déi bis elo ëmgesat goufen. Hie kann eis sécher och do e puer positiv Beispiller soen, wou ee muss kucken, ob se dann och generaliséiert kéinte ginn.

Et gëtt awer och Iddien, déi sécher och e positive Bäitrag zur Mobilitéit kënne leeschten, déi sech an der Praxis net wierklech duerchsetze konnten. Op villen Aarbechtsplazen, besonnesch am administrative Beräich, kënnen d'Salariéen nom flexiblen Horaire schaffen. De Problem ass awer deen, dass de sougenannte Peak mueres fir op d'Schaff sech elo schonn iwwer méi wéi zwou Stonnen erstreckt. Et hëlleft duerfir net vill, eng hallef Stonn éischter oder eng hallef Stonn méi spéit doheem fortzefueren. Vill Aarbechte sinn doriwwer eraus serviceorientéiert a mussen zu bestëmmten Zäiten dann och disponibel sinn.

Fir dat Potenzial besser auszeschëpfen, missten

d'Aarbechtszäiten nach méi flexibel ginn. Et gëtt eng Rei Independanten aus dem Grenzgebitt, déi bis aacht Auer owes schaffen a sech dann am Géigenzuch freides fräihuelen. Dat ass gutt, wann dat e perséinleche Choix ass. Als LSAP verschléisse mer eis och net grondsätzlech enger Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäiten, mä et däerf net sinn, dass d'Salariéen op eemol zu onméiglechen Zäite musse schaffen, fir dass mer de Mobilitéitsproblem an de Gréff kréien.

Mir ënnerstëtzen Accorden an deem Sënn, déi souwuel vun de Salariéen, mä och vum Patronat als virdeelhaft gesi ginn. Et muss een awer och do ganz gutt oppassen, dass et hei net duerch d'Hannerdier e Fréckelen um Aarbechtsrecht gëtt an dass dat kéint ënnerhielecht ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wat de Schoulwee vun de Kanner betrëfft, esou fält natierlech op, dass de Prozentsaz vun de Kanner, déi mam Auto an d'Schoul bruecht ginn, mat 36% immens héich ass. Allerdéngs ass et net esou kloer, ob een hei net awer vläicht och misst vu Covoiturage schwätzen, well an deene meeschte Fäll d'Elteren d'Kanner wuel mathuelen, wa se da selwer op d'Aarbecht fueren. Et wier sécher besser, wann d'Kanner vu klengem u géifen dru gewinnt ginn, ze Fouss, mam Vëlo oder mam Bus an d'Schoul ze kommen. All Schoul kennt dee Problem do och, wa mueres virum Gebai d'Autoe kräiz a quer stinn, well all Kand eenzel mam Auto an d'Schoul bruecht gëtt.

Dës Problemer beréieren awer nëmmen zu engem dach wahrscheinlech manner wesentlechen Deel d'Capacitéitsproblemer op eisen Haaptverkéiersachsen. Aus all deem ergëtt sech, dass mer och an Zukunft eis Transportinfrastruktur mussen ausbauen an dass den ëffentlechen Transport dobäi muss absolutt Prioritéit hunn.

Positiv gesinn ech déi zweet Fro vum Covoiturage. De Minister huet et virdru schonn ugeschwat: Hei besteet effektiv e grousst Potenzial, fir den Trafic ze reduzéieren. Am Kader vum Streik elo op der franséischer Bunn hu mer och gesinn, wéi staark d'Leit encouragéiert gi sinn, fir grad an esou enger Noutsituatioun - well se et do hu misse maachen - verstäerkt op de Covoiturage zréckzegräifen. Dat war nëmme méiglech, well et a Frankräich eng Rei vu Plattforme gëtt, déi Chauffeuren a Passagéier zesummebréngen. An hei gesinn ech och wierklech grousst Entwécklungspotenzial.

Wann ee sech déi verschidde Plattforme méi genau ukuckt, da gesäit een, dass et bei de Modalitéite wesentlech Ënnerscheeder ginn. Esou ass de Service, deen eng Plattform ubitt, emol manner an emol méi grouss. Eenzelner brénge just de Chauffeur an de Passagéier zesummen, këmmere sech soss awer net weider drëm. Bei deenen anere muss een awer scho wéinstens eng Kopie vum Führerschäin oder eng Kopie vun der Assurance hannerleeën, fir dass ee gesäit, mat wiem een do fiert.

Et gëtt géigesäiteg Evaluatiounen, soudass déi schwaarz Schof dann och kënnen ausgeschloss ginn. A bei eenzelne Servicer kann esouwuel de Chauffeur wéi och de Passagéier decidéieren, mat wiem se léiwer wëlle fueren. Dat sinn alles Mesuren, déi Vertraue schafen an de Covoiturage méi sécher maachen.

De Marco Schank huet virdru gesot, dass d'Lëtzebuerger gären eleng mat hirem Auto fueren. Dat ass richteg. Ech mengen, dass en domadder vollkomme recht huet. Mä wa mer esou Plattforme schafen, wou mer een deem anere kënne Vertraue schenken an och géigesäiteg kënne Gewënner sinn an där Situatioun, dann, mengen ech, ass dat doten awer eng Pist, déi ee sollt onbedéngt ënnerstëtzen.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Déi aner Fro, wou et Ënnerscheeder gëtt, ass déi, wou et ëm d'Bezuele geet. Jee no Service kënnen do de Chauffeur an de Passagéier selwer eens ginn an et gëtt cash am Auto bezuelt. Bei anere bekëmmert sech d'Plattform dorëmmer. Ech sinn do gespaant, wéi dann déi Plattform CoPilote vum Ministère do wäert konkret ausgesinn.

Et muss een och oppassen, dass een hei keng deloyal Konkurrenz zu den Taxie schaaft oder e System wéi deen, dee mer jo net esou gutt fannen, vum Beispill vun Uber hei schaaft, wou dann d'Leit u sech an eng Scheinselbststännegkeet forcéiert ginn a mer domadder u sech méi Problemer schafen, wéi mer der léisen. Op alle Fall gi mer der op engem aneren Niveau schafen, wa mer probéieren, se op dem Niveau vun der Mobilitéit ze léisen.

Vu dass d'Qualitéit vun där Plattform awer eng wesentlech Roll spillt, ass et gutt, dass de Stat sech där Aufgab hei wëllt unhuelen. A wa mer déi 250.000 eidel Sëtzplazen an eisen Autoen och nëmmen zu 5% oder 10% kéinte beleeën, da wär eis hei scho vill gehollef.

Wa mer vun 1,1 op 1,5 (veuillez lire: vun 1,1 op 1,5 Persoune pro Auto), wat awer eng wënschenswäert Steigerung sollt sinn, kéinte kommen, da géife mer hei an dësem Punkt scho wierklech eng wesentlech Verbesserung kënnen erbäifëieren. Net déi eenzeg, well et ass hei - de Minister huet et gesot - net ee Punkt, deen eng Verbesserung vum ganze System mécht, mä et sinn déi ganz kleng Bausteng zesummen, déi maachen, dass et eng Verbesserung sollt ginn oder ka ginn.

An der Fro dräi a véier gi mer gebieden, chiffréiert Ziler ze setze fir de Modal Split am Joer 2025. Éierlech gesot, schéngt mer dës Fro net immens nëtzlech. Mir kruten een Dokument mat der aktueller Situatioun. Als Deputéiert kënne mer op Basis dovun een Zil nennen, wat eis realistesch a gläichzäiteg ambitionéiert schéngt. Mä wat sinn dann d'Konsequenzen dovunner?

Ech mengen, mir sinn eis all eens, dass mer alles maache wëllen, fir dass méiglechst vill Leit de Gemeinschaftstransport notzen, amplaz eleng am Auto ze fueren, oder awer kuerz Strecken ze Fouss oder mam Vëlo zréckleeën. Wa mer eis elo een héicht Zil an deem Sënn setzen, musse mer Mesuren huelen, déi et erméiglechen, dat Zil och ze erreechen. Wa mer eis e manner héicht Zil setzen, wat heescht dat dann? Maache mer da manner grouss Efforten, obwuel mer dann nach ongenotztend Potenzial hätten? Ech mengen, dass duerfir déi Fro do net ganz vill brénkt.

A mengen Ae mécht esou eng Diskussioun nëmme Sënn, wann ee konkret Mesurë virun Aen huet. An do kann een dann och de Käschtepunkt an deen ze erwaardenden Impakt géigeniwwerstellen. Dovun ofgesinn, ass et fir en Deputéierten net ganz einfach anzeschätzen, wat fir en Zil dann och realistesch ass fir 2025.

Et schéngt mer hei méi logesch, dass de Minister eng Propos mécht, well hien huet dee beschten Iwwerbléck iwwert déi Mesuren, déi an der Vergaangenheet eppes bruecht hunn, an déi nei Mesuren, déi an de kommende Joren dann och realiséiert a realistesch realiséiert kënne ginn.

An dass et do eng ganz grouss Panoplie vu Mesuren a verschidden Iddie kënne ginn, hu mer haut de Moien an där Fro, déi RTL gestallt huet, um Radio héieren. Et gesäit een, dass dat Thema wierklech interesséiert. Et hu sech och vill Leit gemellt an et koumen och déi ënnerschiddlechst an déi flottsten Iddien dobäi eraus: Et sollt een eng Seelbunn duerch d'ganzt Land bauen, hat ech bal d'Impressioun. E Metro, net duerch d'Stad, mä vun der Stad eraus an de Süden an an den Norden.

Also ech wëll elo keng Iddi hei an d'Lächerlecht zéien, mä et goufen op alle Fall eng ganz Rei vun interessanten an ënnerschiddlechen Iddien. An et gesäit ee wierklech, dass d'Leit interesséiert sinn un dëser Thematik. Ob awer alles esou realistesch ze huelen ass a realistesch ëmsetzbar ass, woen ech awer hei ze bezweifelen.

Zur Fro fënnef, déi ech virdru kuerz erwäänt hunn, ass d'Äntwert vun der LSAP awer kloer. Jo, mir sinn der Meenung, dass ëmmer, wann nei Stroosse gebaut ginn, och un de Vëlo soll geduecht ginn. Mir brauche méi separat Vëlosweeër, déi méiglechst direkt vun A op B féieren. An am Géigesaz zu deene ville schéine Piste queesch duerch d'Land, déi een éischter fir de Fräizäitvëlo ka gebrauchen, brauche mer der, déi och fir de Beruffswee dénglech sinn. D'Statistike weisen och, dass de Vëlo ganz wéineg fir de Wee op d'Aarbecht genotzt gëtt, an do ass nach e ganz grousst Potenzial do.

Ee Grond duerfir ass, dass d'Leit sech op der Strooss net sécher fillen tëschent deene ville Bussen, Autoen a Camionen. An duerchgeeënd separat Vëlospiste sinn duerfir ganz wichteg. Derniewent ass et natierlech eng Fro vun der Topografie. Eng gutt Saach ass et, dass et ëmmer méi Vëlosstatioune gëtt, wou een e Pedelec kann ausléinen. Dat reduzéiert d'Hemmschwell vu Leit, déi vläicht net esou oft mam Vëlo fueren a sech net zoutrauen, eng gréisser Streck mam Vëlo ze fueren.

Et soll deemno systematesch gepréift ginn, ob et méiglech ass, beim Bau vun neie Stroossen eng separat Pist fir Vëlosfuerer virzegesinn. Et muss ee sech gläichzäiteg bewosst sinn, dass dat net ëmmer méiglech ass. Eng agezeechent Vëlospist op enger Strooss, déi ze schmuel ass, fir dass en Auto an e Vëlosfuerer niewentenee Plaz hunn, déi ass méi geféierlech, wéi wann de Vëlosfuerer als gläichberechtegte Verkéiersteilnehmer dann op der Strooss fiert. Duerfir muss een och do oppassen, wat ee mécht.

Eng ganz gutt Iddi fannen ech déi Iddi vum Minister, eng direkt Vëlospist an u sech eng Vëlosautobunn ze bauen op verschiddene Strecken, wou et méiglech ass. Dat fannen ech eng ganz gutt Iddi. An ech mengen och, wa Stied wéi Kopenhagen et fäerdegbréngen, wierklech e groussen Undeel vun hire Bewegungen um Vëlo ze maachen - a wëssend, dass et zu Kopenhagen vum Wieder hier net besser ass wéi hei zu Lëtzebuerg -, ass dat eng Pist, déi een och wierklech sollt suivéieren.

E klore Jo vun der LSAP geet och als Äntwert op d'Fro Nummer sechs. Mir wëllen extra Busspuren a Luuchten, déi de Busser Prioritéit ginn, fir dass den ëffentlechen Transport méi attraktiv gëtt. Et gëtt jo iwwerhaapt guer keen Ureiz am Moment, vum Privatauto op de Bus ze klammen, wann de Bus am selwechte Stau steet wéi den Auto. De Problem stellt sech net nëmmen, mä ganz besonnesch hei an der Stad.

D'Bussen hunn nëmmen deelweis eege Spuren. Op anere Strecken hänke se esou laang am Stau, dass ee souguer ze Fouss heiansdo méi séier ass. Ganz ofgesinn dovun, dass den Takt dann iwwerhaapt emol guer net agehale ka ginn an d'Leit iwwerméisseg laang op de Bushaltestelle musse waarden, ass dat sécherlech net förderend fir d'Notzung vum ëffentlechen Transport.

Et ass laang bekannt, dass et besser wier, iwwerall Busspuren ze hunn. Mä mir hunn dat net oder nëmmen zum Deel ëmgesat. D'Grënn duerfir kennt de Minister am allerbeschten. Et gëtt eng Rei Enkpäss, wou eng Busspur sech offenbar jo net ariichte léisst, ouni dass et nach méi e grousse Verkéierschaos gëtt. Et ass jo net esou, dass d'Chamber bis elo verhënnert hätt, dass Busspuren ageriicht ginn. De Problem schéngt mer an dësem Fall manner un engem politesche Konsens ze leien, mä éischter dann, op verschiddene Plazen op alle Fall, un der Machbarkeet.

An deem Kontext wier et interessant, vum Minister ze héieren, wat aus aneren Iddie ginn ass, fir dem Bus Virrang ze ginn. Et gouf menges Wëssens jo Virschléi, fir d'Busser op enger Spur mueres an déi eng an owes an déi aner Richtung fueren ze loossen. Goufen do verschidden Tester gemaach op verschiddene Plazen? A wa jo, wat sinn dann do d'Konklusiounen, déi doraus gezu goufen?

D'Fro siwen ass äänlech gelagert wéi d'Froen dräi a véier. Natierlech wéilte mer eng méiglechst gutt Qualitéit am ëffentlechen Transport hunn. Do ginn et eng ganz Rei vu gudden Initiativen, ënner anerem dee Projet, dee mer virgëschter gestëmmt hunn hei mat den neie Quaien op der Gare. An ech ënnerstëtzen nach eng Kéier déi direkt Linn vum séieren Tram vun der Stad Richtung Belval, wat menger Meenung no eng exzellent Verbesserung ka ginn.

Natierlech wéilte mer eng méiglechst gutt Qualitéit am ëffentlechen Transport. An natierlech hätte mer och gären eng gutt Ubannung tëschent alle gréisseren Uertschafte mat Zich a Bussen, déi ëmmer pünktlech sinn. Mir kënnen dat natierlech als Zil fir 2025 festhalen. Mir kënnen awer net garantéieren, dass mer dëst Zil erreechen. Ech gi jo dovun aus, dass och haut schonn den Transportminister alles mécht, fir d'Qualitéit esou gutt ze assuréieren, wéi et nëmme geet. Dass esou villes am Moment net optimal klappt, läit zum Deel un enger Iwwerlaaschtung vun eise Verkéiersnetzer an zum Deel un enger Rei vu Chantieren, déi mer brauchen, fir d'Capacitéiten eben och ze erweideren.

A wa se bei der franséischer Bunn streiken, da froe se sécher net bei eis no, ob dat konform ass mat eise Qualitéitsziler, déi mer eis selwer gesat hunn.

D'Fro aacht, wat déi ugeet - dat ass déi, wou et ëm d'Mesurë geet, déi d'Gemengen, d'Entreprisen, d'Schoulen an esou weider kënnen huele fir eng besser Mobilitéit -, ass et sécher richteg a wichteg, all Akteure mat an d'Boot ze huelen. Do gëllt et virun allem, Sensibiliséierungsaarbecht ze maachen.

Eng gutt Initiativ, déi jo schonn zënter enger Rei vu Jore besteet, ass do d'Semaine de la mobilité, wou Gemengen an aner Akteuren, déi scho flott Projeten ëmgesat hunn, sech kënne visibel maachen an och konkret Beispiller liwweren, wéi Entreprisen, Privatleit a Gemenge kënnen dozou bäidroen, de Mobilitéitsproblem ze reduzéieren.

Als louabel Initiativ wéilt ech do all déi Aktiounen, déi ronderëm den mPass gemaach ginn, ervirhiewen. Ech fannen, dat ass eng exzellent Saach. An och aus perséinlecher Erfahrung weess ech, dass eng ganz Partie Leit sech schonn do esou en mPass geholl hunn a sech duerfir och méi mam ëffentlechen Transport deplacéieren.

D'Instrumenter, déi an der néngter Fro opgezielt ginn, droe sécher all, mat enger Ausnam, dozou bäi, eis Mobilitéitsproblemer ze reduzéieren. Als Ausnam géif ech hei d'Dekarbonisatioun vun den Transportmëttelen awer vläicht eraushuelen. Well wa mer Autoe mat Verbrennungsmotor duerch Elektroautoen ersetzen, dann huet dat wuel eng Rei vu Virdeeler, notamment wat de Kaméidi a wat d'Loftverschmotzung laanscht vill befuere Strecken ugeet, mä manner Verkéier hu mer doduerch net.

Am Kontext vun der Verbesserung vun der Mobilitéit géif ech dee Punkt duerfir awer vläicht a Klammere setzen, well dat u sech net direkt eng Verbesserung vun der Mobilitéit mat sech brénkt.

Déi aner Instrumenter beaflossen d'Mobilitéit op ganz ënnerschiddlech Manéier. Den Teletravail an d'dezentraliséiert „coworking spaces" reduzéieren d'Mobilitéitsdemande a bidden e Potenzial, dee bis elo just usazweis genotzt gëtt. En äänleche Bäitrag kënnen do de Carsharing an d'Mobilité comme service leeschten, woubäi dës Offer an Zukunft däitlech ausgebaut muss ginn, fir dass se fir méi Leit och eng reell Alternativ duerstellt.

Den Amenagement vum ëffentleche Raum an d'Gestioun vun de Parkplaze verbessere virun allem d'Zesummeliewe vun deene verschiddenen Transportmëttelen. Wann den Auto net méi iwwerall absolutt Prioritéit huet, kënne virun allem méi vulnerabel Verkéiersteilnehmer sech méi sécher am ëffentleche Raum bewegen, wat d'Leit encouragéiert, dann och méi ze Fouss ze goen an och méi de Vëlo ze huelen. Duerfir, déi ganz Debatt, déi mer gëschter haten iwwert den Aménagement du territoire, déi ass natierlech een Deel vun deem ganzen Erugoen un dës Problematik.

Dass den ëffentlechen Transport, deen et erméiglecht, vill Leit an enger Kéier schnell vun A op B ze bréngen, Virrang muss hunn an och weider ausgebaut muss ginn, dat hunn ech scho gesot. An deem Sënn spillt, wéi gesot, den Aménagement du territoire hei eng gréisser Roll.

Vu dass déi grouss Infrastrukturprojeten immens laang brauchen, fir realiséiert ze ginn, muss een hei laang am Viraus plangen. Mir wëssen awer och, dass et net méiglech ass, genau virauszesoen, wéi eist Land sech laangfristeg entwéckelt. Duerfir muss ee sech grad am Beräich vun der Mobilitéit méiglechst vill Optiounen op halen.

Konkret heescht dat, dass ee Korridoren, déi ee spéider eventuell brauch, fir nei Verbindungen ze schafen, muss fräihalen. A genau dat muss am Plan sectoriel «Transports» dann och festgehale ginn. Spéider gesäit een dann, ob een dës potenziell Tracë brauch, fir wat fir een Transportmëttel a wéi déi finanziell Moyene vum Stat zum gegebenen Zäitpunkt dann och ausgesinn. Ech ënnerstëtzen do de Minister voll a ganz a senger Iddi, dass ee muss kucken, wéi ee méiglechst vill Leit ka bewegen. An duerfir muss een net predefinéieren, dass dat muss eng Strooss sinn oder whatever. Et soll ee sech d'Tracen halen an duerno muss ee kucken, wéi een d'Leit dann am beschte beweegt kritt vun enger Richtung an déi aner.

A bis dohin huet de Stat dann och Zäit, fir Terrainen opzekafen an aner Preparatiounen ze treffen, déi anerwäerts d'Realisatioun vun engem wichtege Projet ëm Jore kënne verzögeren oder kéinte verzögeren.

Ech wëll heimadder kloer soen, dass mir dem ëffentlechen Transport kloer Prioritéit ginn, dass dat awer net heescht, dass Lëtzebuerg keng Stroosse méi brauch. Et gi sécher Situatiounen, wou de Bau vu Stroossen eng Optioun ass, déi ee muss an d'A faassen. De Bau vu Stroossen: Den Autofuerer soll deemno net verdäiwelt ginn a Stroossen, déi Sënn maachen, sollen och, wa se dann agebonne sinn an e ganzheetlecht, kohärent an iwwerluecht Konzept, gebaut ginn.

Wann ech dat hei soen, da soen ech dat mat ganz klorem Bewosstsinn iwwer eng Rei vu prekäre Situatiounen, déi mer hei am Land hunn. An deem Sënn géif ech och op d'Fro Nummer zéng äntwerten, wat fir eng Projeten no 2025 am dréngendste mussen ëmgesat ginn: Dat kann een haut beim beschte Wëllen nach net genau wëssen. Ëmsou méi wichteg ass et, verschidde plausibel Zeenarioen iwwer 2025 eraus ze entwéckelen, sech net op een eenzege Modell anzeschéissen an all déi aner ze vergiessen, mä sech d'Optioun op ze hale bis dohinner, fir dass et an all deenen Zeenarioen nach ëmmer méiglech wäert sinn, vernünfteg Léisunge fir d'Mobilitéit am Joer 2035, 2025/2035 auszeschaffen.

D'Couloiren halen, egal fir wéi ee Fortbewegungsmëttel, dat schéngt mer de richtege Wee ze sinn. Duerfir kann een den MDDI natierlech nëmmen ënnerstëtzen a senger Demarche, sech permanent Gedanken ze maachen iwwert

d'Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg an déi och gegebenenfalls mussen unzepassen un d'Realitéit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Merci. An als nächst Riednerin ass et un der Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'„Autosbesiessenheet geet eemol als extravagant Klammer an d'Geschicht an", huet de fréiere Vizepremier Jacques Poos virun zwanzeg Joer behaapt. Wahrscheinlech hat dee gudde Mann net onrecht, mä bis et esou wäit ass, muss nach allerhand geschéien, virun allem an der Autohéichbuerg Lëtzebuerg, wou et pro Awunner esou vill Autoe gëtt wéi bal néierens op der Welt.

Hanner Gibraltar a Monaco, der Wahlheemecht vu ville Rennfuerer, komme mir weltwäit op déi drëtt Plaz, wat de Prokappbesëtz vun Autoen ugeet. An Zuelen ausgedréckt, heescht dat, datt den 1. Januar vun dësem Joer 402.000 Autoen zu Lëtzebuerg immatrikuléiert waren, an dat bei enger Bevëlkerung vun ëm déi 600.000.

Wärend héich entwéckelt Länner wéi Dänemark net emol op 40 Autoe pro 100 Awunner kommen, zielt Lëtzebuerg, d'Firmeween abegraff, 68 Autoen op 100 Awunner. Dat si keng al Këschten, déi iergendwann kaaft a gläich ofgestouss ginn. Et si méi oder manner Neiween, déi nach e laangt Liewe viru sech hunn. Eleng d'Neizouloossunge sinn am Joer 2017 ëm 4,4% geklommen, trotz dem Trafic, a louche bei ganzer 52.775 Autoen.

Dir Dammen an Dir Hären, wa jiddweree mam Auto fiert, deen en Auto huet, inklusiv d'Firmen, a wa mer d'Frontalieren, déi mam Auto an eist Land schaffe kommen, derbäirechnen, dann zirkuléieren op eise Stroossen ëm déi 550.000 Autoen an engem Dag. D'Resultater si bekannt: Et sinn endlos Stauen, feelend Parkplazen, Loftverschmotzung, Accidenter, Gesondheetsproblemer a Stress. Mä trotzdeem hëlt d'Léift vum Auto net esou séier of.

Wéi grouss déi Léift ass, dat gesi mer virun allem um Autosfestival, dee Joer fir Joer Zénga-dausende Clienten unzitt a wäit méi Succès huet wéi dee beschte Museks- a Filmfestival.

Den Autosfestival, deen 1964 an der Glanzzäit vum Auto seng éischt Oplag gefeiert huet, huet sech mëttlerweil zu enger Institutioun an eisem Land entwéckelt. Fir d'Autosbranche ass et den Heemount a fir d'Wirtschaft de Gradmiesser vum Wuelstand; jiddefalls soulaang wéi keen analyséiert, wivill Leit sech duerch de Kaf vun engem Auto iwwerverschëlden.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Léift zum Auto kann esou grouss sinn, wéi se wëllt, mä eppes steet fest: Wa jiddweree wëllt fueren, fiert um Enn kee méi. An den Autosverkéier hänkt sech selwer op. Dat ass e Pech, mä vläicht och eis Chance, well da geet d'Loscht definitiv verluer an da kritt de Jacques Poos och eng Kéier recht.

(Hilarité)

Fir deene ville Problemer entgéintzesteieren, och elo schonn, a fir d'Mobilitéit méi frëndlech auszeriichten, virun allem, investéiert d'Regierung méi wéi jee an den Ausbau vum Schinnereseau, mä och a complementaire Projete wéi Tram, Bus, Garen, Vëlosweeër, Park & Riden a Pôles d'échanges. Esou Projete sti regelméisseg hei um Ordre du jour, soudatt ech elo net an den Detail ginn. Ech erënneren Iech just un d'lescht Woch, wou mer 171 Milliounen Euro fir de Bau vun zwee neie Quaie gestëmmt hunn, wat jo net grad näischt ass. Net ze vergiessen, datt och de Bau vum Vëlospistennetz amgaangen ass mat iwwer 600 zousätzleche Kilometer Vëlospist.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéineg wéi Roum an engem Dag gebaut ginn ass, esou wéineg ass et méiglech, sämtlech feelend Infrastrukturen am Beräich vum ëffentlechen Transport a vun der Mobilité douce aus dem Steen ze schloen an a kuerzer Zäit nozehuelen, wat jorzéngtelaang verpasst ginn ass. D'Haaptsaach ass, datt endlech eppes geschitt an datt et esou séier wéi méiglech geschitt, nodeems den Här Wiseler - an dat gi mer och ganz gären zou, Ehre wem Ehre gebührt - mat der Elaboratioun vum MoDu natierlech e Grondstee geluecht huet, dee mer net klengriede wëllen.

D'Zil vun deene villen Infrastrukturprojeten, déi scho realiséiert, am Bau oder geplangt sinn, ass ëmmer datselwecht. Si gi realiséiert, fir datt an Zukunft méiglechst vill Mënschen d'Méiglechkeet kréien, hire léiwen Auto doheem stoen ze loossen an d'Émwelt ze schützen. A fir hoffentlech e Mentalitéitswandel erbäizefféieren, no der Devise: L'offre crée la demande. Wat dat heescht, dat gesäit een am Ausland. Wa gutt ëffentlech Verbindunge bestinn, da sinn d'Mënsche méi séier bereet, op den Auto ze verzichten.

Stied wéi Wien, Zürich, München, Kopenhagen a vill anerer maachen et vir. An deene Stied huet praktesch all Mënsch de Reflex, den ëffentlechen Transport ze notzen, ganz einfach well d'Offer grouss ass a gutt fonctionnéiert, wärend ee mat engem Auto just geplot ass.

Parallell zu der Entwécklung vun den Infrastrukturen huet d'Regierung d'Luxmobil-Etüd realiséiert a wichteg Strukturdaten zesummegedroen. An et ass jo och dorëms, wou et haut geet. Dës Daten erlaben et, der Planung vun der Mobilitéit den néidege Feinschlëff ze ginn, onerkannt Problemer ze detektéieren, ongenotzt Capacitéiten auszeschëpfen an den negativen Impakt vun der ekonomescher an demografescher Entwécklung op d'Verkéiersopkommen esou ze reduzéieren.

Et geet also haut net, wéi gewinnt, ëm grouss Infrastrukturprojeten, déi schonn amgaange sinn - déi hu mer schonn diskutéiert -, mä ëm manner käschtenintensiv Moossnamen, déi et sollen erlaben, eis Stroosse virun allem a Spëtzenzäiten ze entlaaschten, an doriwwer eraus och e Bléck an d'Zukunft ze geheien.

Domat kommen ech bei déi zéng Froen, déi Dir op Basis vun der Etüd Luxmobil an hire Resultater un d'Chamber adresséiert hutt, Här Minister.

Bei der éischter Fro geet et ëm de Cumul vun den Trajeten an de Persounen, déi zu Spëtzestonnen op eise Stroossen ënnerwee sinn. Absolutten Héichbetrib besteet, laut Ärem Dokument, mä och der Erfahrung no, an der Zäitspann tëschent hallwer siwen an hallwer néng moies, plus ou moins, wou d'Deplacementer op d'Aarbecht, d'Deplacementer ënnerhalb vun der Aarbechtswelt, de Schooltransport an d'Deplacementer zu Privat- a Fräizäitzwecker sech summéieren a séier zum totale Stëllstand op eise Stroosse féieren.

Insgesamt sinn 180.000 Trajete géint siwen Auer moies ze verzeechnen, wärend owes tëschent fënnef a siwen Auer just 150.000 Trajete stattfannen. Och dat sinn der nach ze vill, allerdéngs féiere se net zu deeneselwechte Kniet wéi moies, wou de Verkéier dann nach méi kondenséiert ass.

Fir dëse Cumul vun Trajete besser ze verdeelen, gëtt et keng honnert Léisungen. D'Haaptléisung läit natierlech bei den Instrumenter vun der Landesplanung, iwwert déi mer gëschter geschwat hunn.

Ënnert dem Strëch muss den Aménagement du territoire drop erauslafen, d'Wunnen, d'Schaffen, d'Léieren an d'Fräizäit nees méi no beieneenzebréngen an op déi Manéier Transportweeër ze verhënneren. Dëst op Basis natierlech vum drëtten Entwécklungszeenario, deen dräi grouss Entwécklungspole fir eist Land virgesäit, mä och op Basis vun der Förderung vum ëffentlechen Transport a vun der duusser Mobilitéit op alle Pläng.

Am Kontext vun der Debatt vun haut heescht dat beispillsweis, datt d'Lycéeë méiglechst un den ëffentlechen Transport ugebonne musse ginn, fir de Schülertransport komplett vun de Stroossen erofzekréien, am beschten iwwer Zuch an Tram, wéi zum Beispill beim Lycée technique vu Bouneweg, de Lycéeën um Kierchbierg an de geplangte Lycéeën um Ban de Gasperich. Et wäert do de Fall sinn, datt d'Schüler mam Zuch kënne fueren an duerno mam Tram. Natierlech ass et och méiglech, mam Zuch a Vëlo ze fueren. An duerfir brauche mer och déi néideg securiséiert Pisten.

Wann ee weess, datt insgesamt 39% vun de Schüler, do sinn och déi Erwuessen an där Zuel mat dran, déi mueres a Coursë ginn, all mam Privatauto fueren oder kutschéiert ginn, da bleift jiddefalls nach ganz vill Sputt no uewen.

Onofhängeg dovu kann een iwwerleeën, op wéi eng Manéier d'Stroossen zu Spëtzenzäiten natierlech entlaascht kënne ginn. Eng méiglech Pist gesitt Dir, Här Minister, bei de Schoulufankszäiten, déi kéinten no hanne verschiibt ginn, fir de Schülertransport vum Haaptberuffstrafic ze trennen.

Mir sinn net direkt der Meenung, datt de Fonctionnement vun de Schoule sech nom Verkéier muss riichten. Wéi den Zoufall et awer wëllt, hätt eng Verschibung vun de Schoulufankszäiten e positiven Impakt op d'Léierfäegkeet an op d'Gesondheet vun de Jugendlechen. Dat beleeën international Etüden am Beräich vun der Gesondheetsfuerschung, déi alleguer zur Konklusioun koumen, datt d'Bannenauer an der Pubertéit nogeet.

Dat heescht, wa Jugendlecher fréi mueres an de Coursë sëtzen a sech konzentréiere mussen, da leit net nëmmen d'Léierfäegkeet, mä och d'Gesondheet. A jiddwereen, deen u seng Lycéeszäit denkt, dee weess och, wéi schlëmm déi éischt Mathésstonn war, wann ee schwiereg Equatioune matzen an der Nuecht huet misse léisen.

D'Ursaach läit doran, datt de Schlofrhythmus sech an der Pubertéit däitlech no hanne verschiibt an datt Jugendlecher am Alter tëschent 13 an 18 Joer trotzdeem aacht bis zéng Stonne Schlof brauchen, fir sech gesond ze entwéckelen. De Rot, méi fréi an d'Bett ze goen, notzt hei näischt, well déi Jonk einfach net midd genuch sinn, fir owes fréi ze schlofen.

Opgrond vun de wëssenschaftlechen Erkenntnisser hunn 100 Schoulen a Groussbritannien decidéiert, de Schoulufank op 10 Auer ze verleeën. Äänlech Initiative gëtt et mëttlerweil an Däitschland. An och zu Lëtzebuerg wär déi Diskussioun natierlech derwäert, gefouert ze ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

De Respekt vum Biorhythmus hätt net nëmmen e gesondheetlechen a leeschtungsfërdernden Effekt op déi Jonk, en hätt ebe grad och de positiven Nieweneffekt, datt den Trafic an de Moiesstonne besser verdeelt wier.

Op där anerer Säit wëlle mer awer ze bedenke ginn, datt et an eiser straff geplangter Gesellschaft net esou einfach ass, d'Schoulzäiten ze verréckelen, ouni nei Problemer ze schafen. Dëst haaptsächlech, well de Fonctionnement vun enger ganzer Rei vun Institutiounen a Veräiner op d'Schoulzäiten ofgestëmmt ass. Esou zum Beispill d'Conservatoiren an d'Museksschoulen, mä och d'Sportsveräiner, déi alleguer schonn am fréie Mëtte vu Jugendlecher besicht ginn an en Organisatiounsproblem kréien, wann hinnen eng bis zwou Stonnen am Nomëtteg verluer ginn.

Derbäi kënnt, datt de private Schülertransport net just aus Lycéesschüler besteet, mä och aus Grondschoulkanner. Hei si mer ganz kloer net der Meenung, datt déi Schoulzäite solle verréckelt ginn, schonn eleng aus deem Grond, datt kleng Kanner net selbstständeg genuch sinn, fir sech selwer ze organiséieren, wann hir Eltere virun aacht Auer aus dem Haus gi wéinst der Aarbecht. Dat heescht, egal wéi mussen d'Kanner an eng Betreiungsstruktur bruecht ginn, wann d'Elteren d'Wunneng verloossen.

Um Niveau vun der Grondschoul geet et villméi drëms, all Hiewelen a Bewegung ze setzen, fir datt méi oder all Schüler ze Fouss an d'Schoul gi respektiv mam Vëlo oder Trottinette oder anere kannergerechten Transportmëttel. Et gëtt der ëmmer méi. Dat ass, éischtens, eng Saach vu Mentalitéit an, zweetens, eng Saach vu Verkéierssécherheet.

Dir Dammen an Dir Hären, Elteren, déi hiert Kand mam Auto an d'Schoul féieren, maachen him kee Gefalen. Se verursaachen net nëmmen e Verkéiersinfarkt virun de Schoulen, se kënnen och hirem Kand richteg schueden. D'Faart am Auto mécht d'Kanner passiv an driibseg, hëlt hinnen d'Chance, hir Émgéigend ze entdecken an d'Freed, mat anere Kanner ze interagéieren.

De Grond vun där Entwécklung läit zum Deel doran, datt de Schutzinstinkt vu munchen Elteren ongesond Ausmoossen ugeholl huet. D'Resultat ass, datt d'Kanner net selbstständeg ginn an och nach mat 16 Joer an d'Schoul gefouert ginn. A wéi seet een esou schéin: „Was Hänschen nicht lernt, lernt Hans nimmermehr."

Eng aner Ursaach ass natierlech d'Bequemlechkeet. Wann ee moies mam Auto an d'Schoul fiert, kann een e puer Minutte méi laang schlofen. Net beduecht gëtt awer, datt de Stress spéitstens dann ufänkt, wann d'Eltere virun der Schoul keng Parkplaz fannen an d'Police muss geruff ginn, well d'Verkéiersregele grad virun de Schoule vun den Elteren ausser Kraaft gesat ginn. Woumat ech d'Elteren net iwwer ee Leescht wëll zéien, well et ganz vill Géigebeispiller heizou gëtt. An dat stëmmt mech ganz positiv.

Den zweeten Hiewel läit net an der Verantwortung vun den Elteren, mä an där vun der Politik. Dat ass kloer. Engersäits sinn déi Responsabel vun de Gemenge gefuerdert, wann et ëm d'Installatioun vun Tempo-30-Zonen, Zebrasträifen, Luuchtesystemer an ëm infrastrukturell Moossname geet, déi de Schoulwee méi sécher maachen. Anerersäits dréit och de Stat Verantwortung. An domat mengen ech Äre Ministère an d'Ponts et chaussées, Här Minister.

Ganz begréissenswäert ass Är Decisioun, datt d'Kanner neierdéngs bis zwielef Joer mam Vëlo um Trottoir kënne fueren. Dat hëlleft de Grondschoulkanner ganz vill. Begréissenswäert ass awer och, datt Dir et méiglech gemaach hutt, Tempo-30-Tronçonen op Statsstroossen an den Uertskären auszeweisen, d'Trottoire laanscht d'Statsstroossen ze verbreederen a Parkplazen zugonschte vun der Sécherheet a vun der Verkéiersberouegung ze supprimiéieren.

Dat war eng couragéiert Decisioun, déi mir mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Och wann esou Moossnamen duerginn, fir eng hallef Gemeng op d'Palm ze dreiwen, esou bleift dat och an Zukunft dee richtege Wee.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mir menge souguer, datt d'Vitesse op Statsstroossen, op deenen d'Schoulkanner ënnerwee sinn, kategoresch erofgesat muss ginn, ouni datt déi Stroosse vu vir bis hanne vun de Gemengen ëmgebaut musse ginn. Et wier derwäert, en Aarbechtsgrupp mat Vertrieder vu Ponts et chaussées, der Cellule de mobilité douce, de Gemengen, de Schoulen, den Elteren an der Sécurité routière op d'Been ze setzen, fir dee Volet méi geziilt ze analyséieren.

Une voix.- Absolutt!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- En drëtte Volet um Niveau vun de Schoulkanner betrëfft de Pedibus, deen an de Gemenge jo méi oder manner verbreet ass. Ech kommen drop zréck, nodeems mer och an der Kommissioun länger Zäit doriwwer geschwat hunn.

Bei deem Projet delegéieren d'Gemengen d'Verantwortung un Drëttpersounen, déi derfir solle suergen, datt um Schoulwee keen Accident geschitt. Am Fong ass dee Projet eng Zort Agestänndnis, datt d'Stroossen ze vill gefëierlech sinn, fir datt d'Schoulkanner onbegleet an d'Schoul kënne goen.

De Pedibus huet de Virdeel, datt en näischt kascht oder bal näischt kascht an datt en eng gewësse Sécherheet garantéiert am Fall, wou verlässlech Elteren oder aner Persoune fonnt ginn, déi Dag fir Dag mat de Kanner ze Fouss an d'Schoul ginn.

D'Pedibus-Projeten hunn awer och Nodeeler, iwwert déi kaum oder bal ni geschwat gëtt, ausser an der Schwäiz, engem Land, wat sech op eng ganz laang Erfahrung um Niveau vum Pedibus ka beruffen. De Schwäizer Fachverband vun de Foussgänger weist zum Beispill drop hin, datt d'Organisatioun vum Pedibus schwiereg an opwendeg ass, wann d'Kanner verspreet wunnen an d'Kannergruppen zuelemëisseg nëmme minimal besat sinn.

Se weisen och drop hin, datt eng Rei Projete regelméisseg an d'Waasser falen, entweder well d'Begleeder ofsprangen a kuerzfristeg mussen ersat ginn, wat oft net méiglech ass, oder awer well Kanner ab dem Alter vun aacht, néng Joer de Pedibus-Begleeder iwwerhaapt net méi akzeptéieren, well se u sech selbstständeg genuch sinn, fir eleng an d'Schoul ze goen, respektiv mat hire Kolleegen.

Mir mengen, datt et wichteg wär, kee falscht Zeechen ze setzen an de Kanner déi Autonomie zouzegestoen, déi hinnen zeguttkënnt.

A schlussendlech weist de Schwäizer Fachverband och drop hin, datt de Pedibus d'Dominanz vum Stroosseverkéier engersäits net a Fro stellt, anerersäits awer net wäit genuch geet, fir carrement Verkéierserzéiung ze bedreiwen.

Ënnert dem Strëch, kann een da soen, ass de Pedibus näischt anescht wéi eng Zort Symptombekämpfung, déi um fundamentale Problem vu geféierleche Schoulweeër näischt ännert. Woumat ech net soen - ganz sécher net -, datt Initiativen, déi gutt funktionéieren, sollen ofgeschaaft ginn.

Här Minister, ech kommen dann zum Beleeungsgrad vun den Autoen, op deen Dir jo an der Lescht méi oft opmierksam gemaach hutt. Am Beruffsverkéier vun de Residentë läit de Beleeungsgrad bei 1,16 Persoune pro Auto; bei de Frontaliere bei 1,22 Persounen. Ëmgerechent heescht dat, datt all Dag 250.000 onbesat Autossëtzer an d'Ballungszentre vum Land gefouert ginn. Ech mengen, dat Bild huet esou gegraff, datt een et gutt verhält.

Am Kloertext: Ouni een eenzegen Auto méi fueren ze loossen, ouni een Cent méi ze investéieren an ouni op d'Enn vun all Chantier ze waarden, kéinten theoretesch eng Véirelsmillioun méi Leit an d'Land schaffen oder studéiere kommen, ouni datt sech un der Verkéierssituatioun eppes géif änneren. Dat ass natierlech iwwerdriwwen, well et organisatoresch kaum méiglech ass, all Auto bis op dee leschte Sëtz ze fëllen, a well mer och guer net wëlles hunn, esou vill Leit an d'Land ze zéien.

Allerdéngs läit et op der Hand, datt mir all méiglech Plattformen, Apps a Systemer ënnerstëtzen, déi de Covoiturage, de Carpooling, de Carsharing an esou weider méi bekannt a beléift maachen. Och wann déi méi gestane Generatioun vläicht nach méi reservéiert ass an net esou séier bereet ass, hiren Auto mat aneren ze deelen, si mir awer iwwerzeegt, datt esou Systemer bei Jonken a bei Mënsche mat

wéineg Akommes gräife kënnen. Se spueren net nëmme vill Geld a Parkplazen, se sinn och eng sënnvoll Alternativ fir Mënschen, déi vill mam ëffentlechen Transport a mam Vëlo ënnerwee sinn an nëmme sporadesch op en Auto ugewise sinn.

Fir déi Systemer ze promouvéieren, kéinte beispillsweis d'Uni an d'Héichschoulen implizéiert ginn, well wat Jonker méi fréi op Alternativen zum Privatauto opmierksam gemaach ginn, wat se manner a Versuchung kommen, mam éischte gespuerte Geld en Auto ze kafen a sech wéinst dem Kaf vun engem Auto ze verschëlden.

Eng Iddi wieren och zum Beispill schouliwwergräifend Carsharing-Plattformen, wou een d'Eltere kéint abezéien. E méigleche Partner, fir d'Deele vun Autoen ze promouvéieren, wieren och d'Sozialämter oder aner sozial Strukturen, déi mat méi enger vulnerabeler Populatioun ze dinn hunn. Vill Leit sinn duerch Investissementer an Autoen, mä och duerch hiren Ënnerhalt iwwerverschëlt a kéinten duerch d'Participatioun u Carsharing-Projeten eng Rei Depensë spueren an d'Geld op enger anerer Plaz besser asetzen.

E weidere Volet, deen Dir opwerft, Här Minister, betrëfft den Trajet vun doheem op d'Aarbecht an d'Verdeelung vun de Parts modales. 61% vun de Leit fuere mam Auto schaffen. Dat steet am Dokument. Nëmme 56% vun de Weeër ënner engem Kilometer ginn ze Fouss getrëppelt. Dat sinn der jo net esou vill; 44% net. An nëmme 5% vun den Trajeten ënner 5 km mam Vëlo, dat heescht 95% net.

Ausschlaggebend ass jo net nëmmen de Bau vun neien Infrastrukturen hei, ausschlaggebend ass och d'Erkenntnis, datt d'Sonnesäite vum Autofuere längst eriwwer sinn. Eist Zil ass kloer an eis Hoffnung ass grouss. Ech fänken elo net un, mat Zuelen a Prozenter ze hantéieren. Mir wënschen eis ganz einfach, datt all Mënsch, deen d'Méiglechkeet kritt, den ëffentlechen Transport ze benotzen, dat och mécht. An datt jiddwereen, deen net méi wéi ee bis fënnef Kilometer vun der Aarbecht ewech wunnt, ze Fouss geet oder mam Vëlo fiert, soulaang wéi en dozou amstand ass. Dat zielt souwuel fir de Beruffstrafic, mä och fir all aner Trajeten.

An deem Kontext erënneren ech un eng Etüd, déi mer an der Kommissioun virgestallt kritt hu virun enger Rei vu Joren. Doraus goung kloer ervir, datt d'Mënsche virun allem da bereet sinn, op de Vëlo ëmzeklammen, wa se op gesécherte Vëlospiste kënne fueren.

Obscho mir praktesch déi autoräichst Natioun sinn, hu mir nach méi Vëloen am Land wéi Autoen. Just, se stinn am Keller. Dat ass de Problem. Et ass also wichteg a richteg, de securiséierte Vëlosreseau auszebauen an d'Gemengen duerch eng gutt Berodung mat an d'Boot ze huelen.

Parallell dozou mussen d'Verhandlunge mat der Groussregioun weidergefouert ginn, fir d'Präispolitik zugonschte vum ëffentlechen Transport ze harmoniséieren an den Ausbau vun den Infrastrukture bis iwwert d'Grenzen eraus konsequent unzegoen; eben och d'Infrastrukture fir de Vëlo.

Eng Komponent am Dokument, déi nëmmen deene wéinegste bewosst, mä ganz opschlossräich ass, betrëfft de Stroosseraum, dee flächeméisseg vun deene verschiddene Verkéiersmëttel gebraucht gëtt. Et muss ee sech emol Rechnung doriwwer ofleeën, datt eng Persoun, déi mat 35 Stonnekilometer fiert an eleng am Auto sëtzt, ganzer 72 m² fir sech selwer reservéiert. Am Ufank mengt een, dat kéint net wouer sinn. Et stëmmt awer!

Et stëmmt, well déi Persoun net nëmmen d'Fläch vum Auto, mä och eng Spurbreet vun ongeféier dräi Meter Strooss an e gewëssenen Ofstand zum Auto virdru fir sech selwer an Usproch hëlt. Vun de Parkplazflächen, déi ee mat engem eenzegen Auto brauch, guer net ze schwätzen.

Deem géintiwwer stinn Tram, Bus a Vëlo, wou eng Persoun no därselwechter Berechnungsformel nëmmen 1 m² bis 1,5 m² an Usproch hëlt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir grouss Debatten iwwer Landes- a Raumplanung hei an der Chamber féieren, da si mer eis jo kloer, datt d'Fläch fir d'Mobilitéit muss reduzéiert ginn. Mir brauchen d'Fläch fir aner Saachen. An d'Mobilitéit muss an deem Sënn ausgeriicht ginn, datt se déi mannste Fläch an Usproch hëlt.

Dozou gehéiert natierlech de Bau vun den néidegen Infrastrukturen, mä och d'Reservatioun vu Stroossen an Autobunnsspure fir de Bus an de Covoiturage nieft Vëlosstroossen, déi de Vëloen absolutt Prioritéit araumen. Och déi sinn neierdéngs jo méiglech an eisem Land. Dat heescht net, datt den Auto aus der ganzer Mobilitéitskette soll verbannt ginn, et heescht awer, datt en an Zukunft net Här a Meeschter am Verkéier soll spillen.

De Bau vun engem schnellen Tram a Richtung Süden ass eng relativ nei Iddi, déi mir an deem Zesummenhang och ganz interessant fannen. Manner nei, mä och begréissenswäert ass d'Iddi vum Bus à haut niveau de service, deen duerch de ganze Süde soll fueren an als Tram ëmbaubar soll ginn, jee nodeem wéi d'Passagéierzuele sech entwéckelen. Alles dat sinn Zukunftsvisiounen, mä et däerf net bei Visioune stoe bleiwen.

Fir fréi genuch derfir ze suergen, datt mir net vun der Entwécklung iwwerrannt ginn - mer wësse jo, wat dat bedeit -, ass et wichteg, am Virfeld gutt ze plangen an déi néideg Jalonen ze setzen, zum Beispill doduerch, datt Couloire reservéiert ginn. Net nëmmen a Richtung Süden an och a Richtung Norden, mä och mat Querverbindungen a Richtung Osten a Westen. Dozou gehéiert d'Elaboratioun vun enger ganz konkreter Strategie bis 2022 a firwat net och eng Projektioun doriwwer eraus. De Kolleeg Marco Schank huet eng ganz Rei Infrastrukturiddien hei opgefouert, soudatt mer déi einfach emol esou ënnerstëtze wëllen.

Wichteg ass an deem Kontext och d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen, mä och d'Zesummenaarbecht mat der Groussregioun. Besonnesch wann d'Gemenge parallell zu staatleche Projeten eege Chantiere mussen organiséieren a geréieren, muss de Gesamtimpakt vun all deene Chantieren am Virfeld analyséiert ginn an net eréischt, wann de Chaos schonn entstanen ass.

D'Verstäerkung vun der Direction de la planification de la mobilité a vun der Cellule modèle de transport, den Interreg-Projet, deen och d'Groussregioun abënnt, an den Outil, deen eng Käschten-Notzen-Analys vun de Projete soll erméiglechen, alles dat si wichteg Schrëtt, déi mir ënnerstëtzen. A mir kënnen och nëmme begréissen, datt den Dialog tëschent dem Ministère du Développement durable, der Cellule de mobilité douce an de Ponts et chaussées zesumme mat de Gemengen an der Lescht groussgeschriwwe gëtt.

Ech kéim zum Schluss nach kuerz zu engem Outil aus der ganzer Boîte à outils, deen Der an Ärem Dokument opgefouert hutt. Aus Zäitgrënn begrenzen ech mech op een Outil, deen an der Rifkin-Debatt méi oft diskutéiert ginn ass. Et geet ëm den Teletravail. A puncto Beruffstrafic ass de Virdeel evident, well dës Zort vun Aarbecht d'Zuel vun de Beruffstrajeten natierlech kloer reduzéiert. Aner Virdeeler sinn, datt d'Elteren och schaffe kënnen, wann d'Kanner krank sinn oder wann d'Crèchen zou sinn. A fir d'Patrone si Mataarbechter, déi vun doheem aus schaffen, op alle Fall besser wéi Mataarbechter, déi ganz feelen. Studie beweise souguer, datt d'Loyalitéit vun de Beschäftegten eropgeet, wann de Patron hinnen erlaabt, flexibel doheem ze schaffen a Beruff a Famill fir eng gewëssen Zäit besser kënnen ënnert den Hutt ze kréien.

Op där anerer Säit laueren hannert dem Teletravail awer och eng Rei Geforen. Esou zum Beispill d'Vermëschung vun der Privatsphär mat där vum Beruff oder de Risiko, vum Radar vun der Carrière ze verschwannen, wann ee seelen op der Aarbecht optaucht, mä och d'Anonymiséierung vun der Aarbecht, de Mangel u Kontakt a feelend Regelen an der Berechnung vun der Aarbechtszäit. Ech hunn déi dote Punkten all opgezielt, just fir ze soen, datt mer net hei kënnen decidéieren, den Teletravail anzeféieren, wann net virdrun eng geziilt Analys zesumme mam Aarbechtsministère gemaach gëtt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Fir ofzeschléisse wéilt ech Iech nach drop hiweisen, Här Minister, datt d'Volete vun der Loftqualitéit a vum Kaméidi net am Froekatalog opgetaucht sinn, ausser ech hätt se iwwersinn. Dir hutt awer dovu geschwat an dat ass gutt.

Nodeems d'Ëmweltministesch eng Stéckoxid-Miesscampagne a 36 Gemenge lancéiert huet, fir den nationale Plang vun der Loftqualitéit ze ergänzen, an nodeems och de Plan d'action antibruit iwwerschafft ginn ass, si mir grad wéi Dir der Meenung, datt och déi Themen an de MoDu 2.0 sollen afléissen. Dat wier e wichtegt Zeechen, fir der präventiver Gesondheetspolitik an dem Wuelbefanne vun de Biergerinnen an de Bierger, och am Beräich vun der Mobilitéit dat néidegt Gewiicht ze ginn, well d'Mobilitéitspolitik ass och Gesondheetspolitik.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, u sech ass Lëtzebuerg jo e Land ouni substanziell Suergen, besonnesch wann ee sech mam Ausland vergläicht. Mir hunn en héije Liewensstandard, d'Ekonomie dréit, den Taux de chômage ass relativ niddreg, eis Infrastrukture sinn och gréisstendeels an der Rei. Obwuel een zwar elo net soll paradisesch Zoustänn hei zeechnen, mä et däerf een awer natierlech och op där anerer Säit net vergiessen, datt et awer och nach ëmmer Leit an eiser Gesellschaft gëtt, déi dach eng Rei Problemer hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Wa gegrommelt gëtt an dësem Land, dann ass et virun allem natierlech iwwer ee Sujet, an dat ass de Stroosseverkéier. Quasi jiddwereen ass dervu betraff, sief dat als Aktiven oder sief dat als Passiven. Virun allem d'Autosfuerer reege sech jo quasi all Dag iwwert de Stau op, dee se erliewen, déi onnëtz Zäit, déi se déi ganzen Zäit op de Stroosse verléieren.

De Stress hannert dem Steierrad, dee geet ouni Zweifel an d'Luucht. An ech baséiere mech hei zum Beispill op eng Etüd aus Frankräich. Do huet de 14. Barometer vun AXA Prévention festgestallt, datt 8 vun 10 Leit sech hannert dem Steierrad genervt fillen. 62% vun de Fransouse fille sech ëmmer méi onsécher op de Stroossen. An 8 vun 10 gi souguer zou, datt se op de Landstroossen zwar ze séier ënnerwee sinn, op där anerer Manéier si se awer dergéint, datt soll eng Vitessreduktioun op 80 km kommen.

Och wa mer direkt elo keng Zuele vu Lëtzebuerg bekannt sinn, esou kann ee sech awer liicht virstellen, datt d'Situatioun äänlech hei zu Lëtzebuerg ass. Mir erliewen och all Dag esou Zeenen. Schold dorun ass natierlech och d'Behuele vun eenzelne Leit op de Stroossen. Jiddefalls ass de Stroosseverkéier, kann ee soen, och e bëssen esou d'Spigelbild vun eiser Gesellschaft.

A vu datt hei esou gären ëmmer gréisser Literaten zitéiert ginn, wëll ech mech där Traditioun uschléissen. De Wilhelm Busch huet zum Beispill gesot: „Was beliebt, ist erlaubt. Denn der Mensch als Kreatur hat von Rücksicht keine Spur." An dat mierkt een, wéi gesot, ganz gutt am Verkéier.

Wat een natierlech net däerf vergiessen, ass, datt mer alleguerten allerdéngs och e Baustee vun deem Stau sinn. De Stau ass och ouni Zweifel e Produkt vun der Industriegesellschaft. A laut der Statistik vun der internationaler Mobilitéitsberodungsfirma INRIX sëtzen zum Beispill an Däitschland d'Autosfuerer am Duerchschnëtt 30 Stonnen d'Joer am Stau. Wann een dat emol mat 46,5 Milliounen Autoe kuckt, da mécht dat am Ganze Käschte vun 82 Milliounen (veuillez lire: 82 Milliarden) Euro aus. Och do sinn engem net direkt d'Zuelen hei vu Lëtzebuerg bekannt, mä och do wësse mer, datt d'Situatioun wahrscheinlech net vill anescht wäert sinn.

Mir liewen natierlech an enger Gesellschaft, wou de Besoin no Mobilitéit immens grouss ass. Fréier war dat éischter, fir sech op d'Aarbechtsplaz ze deplacéieren. Haut kommen nach aner Facteuren derbäi, sief dat d'Neigier, sief dat den Interessi, sief dat natierlech virun allem och, fir an d'Vakanz ze fueren.

Jiddefalls, wa jiddwer Eenzelnen emol géif eng Analys vu sengem Verhalen am Stroosseverkéier maachen, da géif een natierlech och ganz séier erausfannen, datt vill Deplacementer vläicht net onbedéngt misste mam Auto gemaach ginn. Mä de vermeintleche Confort, deen iwwerweit natierlech. An et ass virdrun och schonn hei gesot ginn: Wat elo d'Autosdicht ubelaangt hei zu Lëtzebuerg, do si mer natierlech am Spëtzepeloton. 2016 waren dat 662 Autoen op 1.000 Awunner. An domadder hate mer an Europa déi éischt Plaz, viru Finnland a Polen. Dat sinn iwwregens Zuelen, déi vun Eurostat publizéiert goufen.

Den Auto huet jo ouni Zweifel eist Liewe revolutionéiert. An haut kann am Fong geholl och bal kee sech méi e Liewen ouni Auto virstellen. Dat bréngt natierlech och mat sech, datt aner Méiglechkeeten, sech ze bewegen, e bëssen an den Hannergrond kommen. Ech denken do zum Beispill an éischter Linn och un d'Ze-Fouss-Goen. Dat ass eppes, wat vill tabuiséiert gëtt, besonnesch och vum Aspekt Gesondheet hier gekuckt.

Op där anerer Säit gesäit een awer och, datt vill Jonker, virun allem an de Stied, ëmmer méi derzou iwwerginn, op den Auto vläicht ze verzichten an datt den Auto och net méi dee Statussymbol dee Moment duerstellt. Mir musse jiddefalls an Zukunft versichen, méi flexibel, méi agill am Verkéier och ze fonctionnéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir krute jo als Fraktiounen eng Rei Froe vum Minister hei virgeluecht. Ech maachen elo net esou eng Chronologie wéi déi meescht Riedner heibannen, woubäi ech dat allerdéngs net als Kritik hei soen. Aus zwee Grënn: Éischtens, well ech der Meenung sinn, datt dach déi eng oder déi aner Fro sech iwwerschneiden, an op där anerer Säit, well dach Froe kéinte roueg mat Jo oder mat Nee beäntwert ginn.

Ech versichen also hei méi eng global Vue ze entwéckelen, eng global Strategie duerzestellen, wéi d'Demokratesch Partei sech an Zukunft d'Organisatioun vum Verkéier an dësem Land virstellt. Mä wat wichteg ass a wat gutt ass, dat ass, datt mer deen Exercice allerdéngs hei maachen. Et erlaabt eis awer alleguerten, sech grondleeënd Gedanken ze maachen, wéi, wéi gesot, de Verkéier vu muer soll ausgesinn.

Evident ass, datt ënnert dëser Regierung dach eng ganz Rei Aktivitéiten op deem Niveau geschitt sinn. Ech wëll net méi all déi gréisser Projeten hei opzielen, ouni natierlech ze vergiessen, an ech mengen, et soll een ëmmer objektiv sinn, datt selbstverständlech eng gewësse Viraarbecht vun där viregter oder de viregte Regierunge gemaach ginn ass. Mä d'Tatsaach ass nun eben, datt besonnesch ënnert dëser Regierung ganz vill Investissementer gemaach ginn.

Erlaabt mer just, vläicht op zwee, dräi Projeten hinzeweisen: den Ausbau vun der Streck op Beetebuerg, vill nei P&R-Parkplazen, déi gemaach gi sinn, a virun allem natierlech als Kréinung, kann ee soen, den Tram. A wa mer natierlech dat Mobilitéitskonzept, besonnesch ronderëm d'Stad, an deenen nächste Jore wäerte fäerdeg hunn, an och do avancéieren d'Aarbechte jo ganz gutt, da wäert dat ouni Zweifel och e grousse qualitative Sprong no vir sinn.

Jiddefalls, eppes ass ganz kloer: Och dësen Debat kann een net lassgekoppelt gesi vun dem Aménagement du territoire. Selbstverständlech wäert ech net erëm op deen Debat vu gëschter zréckkommen, obwuel et natierlech e puer Saache gëtt, déi een och net hei kann onerwäänt loossen. Natierlech si mer ganz séier bei der Fro vum Wuesstum, déi jo och gëschter zum Deel kontradiktoresch hei diskutéiert ginn ass.

Ech wëll just emol en Appell maachen un all déi Leit, an heibanne sëtzen där jo och e puer, déi gëschter erëm d'Tribün hei genotzt hunn, fir am Fong geholl de Wuesstum a Fro ze stellen. Dann, wann ech gelift, sidd esou éierlech, wann Der géint de Wuesstum wiert, da sot awer och, wat u sech d'Konsequenze sinn! Kommt mat Alternativen! Wéi wëllt Der de Wuesstum bremsen? Wat huet dat fir Konsequenzen?

Jiddefalls, vun all deene Leit huet ee bis haut nach keen esou ee Rezept héieren. Dowéinst, mengen ech, soll een, och wann et ëm de Wuesstum geet, méi eng realistesch Approche hunn. An et brauch ee keng Angscht virum Wuesstum ze hunn. Et muss een eben de Wuesstum anescht gesinn. An natierlech läit en direkte Lien tëschent Wuesstum a Verkéier. Wann een intelligent Moossnamen trëfft, fir de Verkéier ze organiséieren, da kann een dat och ouni Zweifel mat engem gutt gesteierte Wuesstum maachen.

De Problem vum Verkéier - an dat ass keng Neiegkeet, ech mengen, duerfir brauch een och keng grouss Etüden an dësem Land ze maachen, dat weess een, wann ee sech all Dag am Verkéier beweegt - läit natierlech virun allem an de Spëtzestonnen. Wou sinn déi Spëtzestonnen? Dat ass moies tëschent siwen an zéng. Dat ass owes tëschent véier an aacht. Mir wësse jo opgrond vun deenen Donnéeën, déi mer geliwwert kruten, datt een zum Beispill fir 13 km an de Spëtzestonne 34 Minutte mam Auto brauch. A wann een elo schlecht Wiederkonditiounen derbäirechent oder wann en Accident geschitt ass, da wësse mer jo, wat d'Konsequenze sinn.

E groussen Undeel un dem héije Verkéiersopkomme sinn natierlech déi 180.000 Frontalieren. Mä och do wëll ech eng ganz kloer Ausso am Numm vu menger Partei hei maachen: Ech fannen et ongerecht, wann d'Frontalieren hei ëmmer stigmatiséiert duergestallt ginn! Dat ass net richteg! Et muss een och déi aner Säit vun der Medail kucken. Natierlech ass et evident, datt an de Spëtzestonne vill Frontalieren an eist Land kommen! Mä firwat komme se dann an eist Land? Fir ze hëllefen, dës Ekonomie ze stäipen. Déi Ekonomie, aus där mir ganz vill selwer erauszéien.

An da wëll ech och nach op eng Etüd vun der Banque centrale a vum LISER hiweisen, déi festgehalen hunn, datt 20% - 20%! - vun dem Revenu, deen d'Frontaliere kréien, erëm hei zu Lëtzebuerg investéiert ginn: an déi national Ekonomie hei gestach ginn. Dowéinst, wann

ech gelift, sollte mer also vis-à-vis vun dem Aspekt Frontalieren och méi eng räsonabel Approche anhuelen.

An da wëll ech och drop hiweisen, datt zum Beispill elo am Kader vum Interreg jo mat de belschen a franséische Partner en neien Transportmodell bis 2021 soll opgestallt ginn. Eng Saach, déi mir natierlech och begréissen.

Bis 2022-2024 solle jo och d'Zich aus Frankräich op Lëtzebuerg nach verbessert ginn, vergréissert ginn, datt bis 1.000 Leit kënnen doranner Plaz fannen. Do schwätzt ee jo da vun den UM3en.

Natierlech mussen op där anerer Säit d'Fransousen och hir Hausaufgaben nach méi verstäerkt maachen, sief dat d'Verlängerung vu Quaien, sief dat d'Verstäerkung vun der elektrescher Capacitéit oder den Amenagement vu P&Ren zu Diddenuewen an zu Lonkech.

Lëtzebuerg investéiert jo an deem ganze Kader och 120 Milliounen um franséischen Territoire. Dat huet natierlech och zu enger Rei vu Reaktiounen, Diskussioune gefouert, mä och do soll een de politesche Courage hunn an op de positiven Aspekt vun esou Investitiounen hiweisen. Jiddefalls, dat wäert sech och à la longe mat engem gewëssene Gewënn erëmbezuelen.

Da muss een natierlech och iwwer aner Modeller nodenken. Ech weess, dat sinn och elo net a priori ganz nei Iddien. Se sinn och schonn zum Deel hei developpéiert ginn. Dat heescht eben och, d'Büroe méi op de Grenzen amenagéieren. De Pierre Gramegna huet zum Beispill vun enger Zone franche geschwat. Dann hunn och scho Leit hei den Teletravail ugeschwat, obwuel een dat och net soll onbedéngt als Allheelmëttel dohisetzen, well den Teletravail kann och eng Rei negativ Konsequenze mat sech bréngen.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt déi lëtzebuergesch Regierung do eng positiv Approche hëlt. An do ass jo och elo e Groupe de travail oder et si souguer e puer Groupe-de-travailen agesat ginn, déi sech solle mat juristeschen, aarbechtsrechtlechen an och Mobilitéitsaspekter auserneesetzen.

Ausserhalb vun de Spëtzestonne sinn natierlech déi meescht Stroosse manner befuer. Dat ass eis bekannt, obwuel et do ewell eng Rei Routenationalle gëtt, déi och iwwert den Dag duerch ganz staark befuer ginn. Ech denken zum Beispill hei un d'Areler Strooss.

Wat natierlech an der Etüd Luxmobil ganz frappant ass - et sinn e puer Saachen, déi engem do ze denke ginn -, dat ass och den héijen Undeel um Verkéier, dee bedéngt ass duerch d'Deplacementer an d'Schoulen; wat och schonn eenzel Kolleegen hei mat an d'Diskussioun bruecht hunn.

Wann een natierlech och elo emol dervun ausgeet, datt en Deel vun de beruffstätegen Eltere souwisou um direkte Wee laanscht eng Schoul fiert, dann ass deen Taux nach vill ze vill héich. An et muss och gekuckt ginn, wéi mer engersäits vläicht kënnen nach méi geziilt d'Bussen a Richtung Schoulen asetzen.

Dann ass d'Fro hei gestallt ginn, ob een iwwert d'Horairë vun de Schoule soll nodenken. An dann ass natierlech awer och vläicht emol ze ënnersichen, ob net de Faktor Bequemlechkeet hei eng ganz grouss Roll spillt, datt ebe vill Studenten éischter op den Auto zréckgräifen, well se dat eben als méi komfortabel gesinn.

Dat soll natierlech elo net heeschen, datt een deene Leit soll verbidden, mam Auto ze fueren, mä et soll ee virun allem déi belounen, déi den ëffentlechen Transport huelen. An et soll och virun allem esou sinn, wann nei Schoulgebaier gebaut ginn, datt do awer an Zukunft jiddefalls sollen esou mann wéi méiglech Parkplaze virgesi si fir eben da Schüler; wann, dann héchstens emol fir d'Mobilité douce oder an éischter Linn d'Vëlosfuerer an och d'Motosfuerer.

Da gëtt d'Fro an dem Preparatiounspabeier natierlech och iwwert d'Infrastrukture gestallt, ob mer där solle méi an Zukunft hunn. Ben, jo, also ech mengen, dat ass awer eng Fro, do brauch ee sech net ze laang Gedanken ze maachen. Do seet een einfach jo! Et ass keen heibannen, deen do nee seet.

Mir wëssen, datt mer mussen um Niveau vum ëffentlechen Transport natierlech nach ganz vill Ustrengunge maachen.

Da si mer natierlech direkt och beim Schinnennetz, virun allem och beim Tram. Elo ass jo dann eng nei Schinneverbannung tëschent der Stad Esch an der Stad Lëtzebuerg an d'Diskussioun geworf ginn. Iwwregens ass dat och näischt Neies: Virun 110 Joer ware schonn esou Projeten op den Dësch komm. Elo gëtt da vun engem verbesserten Tram geschwat, dee soll bis 100 km kënne fueren. Dat ass u sech a priori eng Iddi, déi mir mat ënnerstëtzen.

Op där anerer Säit däerf een natierlech net vergiessen, datt och e private Projet elo zur Diskussioun stoung, de Monorail vum Grupp Rollinger, wou de Minister scho fréizäiteg jo gesot huet, datt dat e Projet wär, dee keng Chance hätt, realiséiert ze ginn.

Här Minister, Dir musst vläicht verstoen, datt d'Demokratesch Partei elo net dee Wëssensvirsprong huet wéi Dir. Duerfir wier fir eis natierlech emol interessant, vläicht awer och vun där Säit aus nach zousätzlech Informatiounen ze kréien. Wann ech awer elo richteg verstanen hunn, kréie mer jo awer an der nächster Zäit hei méi geliwwert, wat och richteg ass, soudatt ee sech da kann ee méi geneet Bild maachen...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech muss lech just awer soen, wann Der sot „de Projet vun engem private Grupp Rollenger": Ech hu bis elo nach ni een héieren, dee gesot huet, e wéilt dat bezuelen, wat en do wëllt maachen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Wann ech...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- All Mënsch kann eng Propos maachen a soen: Ech baue gär all Méigleches. Et muss een awer och nach soen, ob en et dann och wëllt bezuelen!

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An ech wëll lech awer och emol eng Kéier kloer soen: Et gëtt an deem Projet näischt Konkretes.

Bon, et gëtt all méiglech Leit elo, déi fueren an d'Ausland, do gesi se Saachen an da menge se, dat kéint een einfach esou heihinner op Lëtzebuerg importéieren. Mä Dir gesitt dat, an der Etüd am Detail ass dat genau berechent, firwat datt net…

M. Gusty Graas *(DP).*- Also louch ech jo richteg mat menger Ausso, datt et wichteg ass, datt mer och informéiert ginn iwwert de Stand der Dinge. Also, wéi gesot, wann ech vu Projete schwätzen: Och eng Propositioun ass e Projet.

Bon, just och als Rappell, wéi gesot, wat den Tram am Süden ubelaangt: Den 22. September 1956 ass dee leschten Tram am Süde gefuer, an zwar tëschent Esch a Käl. Wéi gesot, also et ass keng Revolutioun, wa mer erëm géifen den Tram am Süden aféieren, mä awer eng begréissenswäert Iddi ouni Zweifel.

Wa mer iwwert d'Tramsnetz kucken, da kann ee soen, datt d'Topografie vun eisem Land sech am Fong geholl eegent, fir nach d'Tramsnetz auszebauen, sief dat wéi gesot a Richtung Westen - et ass vu Bartreng geschwat ginn, et ass vu Mamer geschwat ginn -, sief dat natierlech a Richtung Süden, sief dat awer och a Richtung Osten. Ech wëll net hei mengem Kolleeg Gilles Baum virgräifen, dee jo herno och nach hei wäert d'Wuert ergräifen, dee jo schonn eng Kéier hei eng Iddi developpéiert hat an, wéi gesot, dat soll hien dann och herno nach eng Kéier maachen.

Wat allerdéngs wichteg ass, mir mussen ënnersichen, datt awer och eng gewësse Wirtschaftlechkeet bei esou Projete ginn ass, woubäi een natierlech ëmmer muss sech bewosst sinn, datt awer do d'ëffentlech Hand muss ganz vill investéieren.

Datselwecht gëllt och fir d'Buslinnen. Mir wëssen, datt een ab und zu Kriticke kritt iwwert de Bussystem, wéi en de Moment fonctionnéiert. Ech schwätzen elo haaptsächlech iwwer Land. An och do muss gekuckt ginn: Wou kënnen nach nei Buslinnen agesat ginn? Wou kënnen der suppriméiert ginn? Dann och deen intelligente System vun de Luuchten aféieren a verstäerken, fir eben de Bussen och nach eng besser Prioritéit kënnen ze garantéieren.

Ech hunn de Moment bis elo relativ vill vum ëffentlechen Transport geschwat. Mä an där ganzer Mobilitéitsstrategie soll een natierlech net vergiessen, an d'Demokratesch Partei seet dat och ganz däitlech hei, datt och an Zukunft den Auto eng wichteg Roll ze spillen huet. Mir gehéieren net zu deene Parteien, déi den Autofuerer hei verdäiwelen. Ganz au contraire! Den Auto muss a soll eng Zukunft hunn, allerdéngs eng aner Zukunft soll en hunn.

A wa mer déi Ausso maachen, da si mer natierlech och ganz séier beim Stroossennetz. Mir mengen net, datt keng Stroosse méi solle gebaut ginn. An ech maache mech hei zum Interpret vun deem, wat de Max Hahn gëschter hei gesot huet. Ech kann dat also nëmmen nach eng Kéier widderhuelen. Och mir bleiwen der Meenung, datt et eng Rei Contournementen nach gëtt, déi ouni Zweifel eng gewësse Wichtegkeet hunn. Et ass hei vun eenzelne geschwat ginn, an ech kennen och eng Gemeng, déi mer nosteet, déi wier och frou, wa se e Contournement krit. Mä, Här Buergermeeschter, do hu mer jo aner Diskussiounen nach ze féieren, déi net heihinner gehéieren.

Wéi gesot, et ass allerdéngs wichteg, datt een awer och net eng Anti-Auto-Approche hei hëlt an datt een och de Leit an Zukunft d'Méiglechkeet gëtt, sech mam Auto ze deplacéieren. Allerdéngs ass et esou, an ech mengen, et ass dat, wat eng Ännerung kann erbäibréngen, datt ee sech zweemol iwwerleet, ob een en Deplacement mam Auto mécht oder net. Op där anerer Säit ass natierlech och d'Automobillindustrie nach zousätzlech gefuerdert, fir nach méi propper, nach méi sécher Autoen hierzestellen. A wa mer un déi lescht Méint zréckdenken, wat déi sougenannte Skandaler iwwert d'Ofgasnormen ubelaangt, dann ass een natierlech méi wéi erféiert gewiescht. Esou Saachen däerfen natierlech op kee Fall nach virkommen.

Mir sinn och der Meenung, datt, wéi gesot, eng gutt Gestioun an de Spëtzestonne muss de Fall sinn. Dat heescht also, wéi gesot, net direkt un d'Infrastruktur vun de Stroossen ze goen, obwuel dat och eng Begleetmoossnam muss sinn, mä et geet drëms: Wéi kréien ech déi sechs bis aacht Stonnen den Dag besser geréiert? Wéi kréien ech do am Fong geholl de Verkéier besser organiséiert?

Ekonomesch ass dat mat Sécherheet och vill méi sënnvoll, well firwat Raum schafen, wann en net rationell genotzt gëtt? Ech denken do virun allem un d'Offer. Et ass schonn hei gesot ginn: d'Verbreederung vun der A3 op dräi Spuren, jo! Mä, wéi gesot, déi drëtt Spur muss dann awer méi hiergi wéi nëmmen eng normal Spur. An do si jo och Iddien hei opkomm, fir se ze reservéieren, éischtens, fir d'Bussen, fir d'Taxien, fir Covoiturage natierlech, och Carsharing. Ech mengen, dat sinn Iwwerleeungen, déi mir och kënne mat ënnerstëtzen.

Allerdéngs soll ee sech och do net ze vill Illusiounen higinn, besonnesch zum Beispill, wat de Covoiturage ubelaangt, eng Iddi, déi gutt ass. An eis si jo déi lescht Deeg do Zuele vun enger Ëmfro matgedeelt ginn, déi een u sech net iwwerraschen - och do soll een éierlech sinn -, datt zu dësem Zäitpunkt vläicht net d'Majoritéit vun de Lëtzebuerger gewëllt ass, den Auto einfach esou ze deelen. Mir wësse jo, wéi eenzel Leit fonctionnéieren. Dat ass nun eben esou.

Da kënnt och de Facteur Kontroll derbäi, wa mer déi drëtt Spur zum Beispill fir de Covoiturage reservéieren. Mä och do muss een deene Kritiker awer e bëssen de Wand aus de Segelen huelen. Mir hunn awer do Méiglechkeeten. Ech denken un eng Autobunnpolizei. Ech denken un de CITA. Ech denken och vläicht u modern Radaren, déi och kënne vläicht dat kontrolléieren.

Wat wichteg ass, ass, datt een e wesentleche Message erausgëtt an, nach eng Kéier, dat wäert och nach e puermol erëmkommen, datt dat Bewosstsinn sech ännert, datt ee sech wierklech iwwerleet: Wann ech en Deplacement maachen, wéi kann ech en am ökologeschsten, am ökonomeschste maachen?

An ech kommen och op déi ominéis Zuel hei zréck, déi een natierlech muss interpelléieren, wann all Dag 250.000 eidel Autossëtzer an d'Stad spadséiert ginn, dann effektiv, an do hutt Der ganz recht, Här Minister, do kann een lech an där Iwwerleeung nëmme mat ënnerstëtzen, do musse mer eis Gedanke maachen: Wéi kann ee jiddefalls déi absurd Situatioun do änneren? An do bleift, wéi gesot, dann nach ganz vill ze maachen.

Mä, nach eng Kéier: Hei ass net nëmmen d'Politik gefuerdert, och deen Eenzelne muss sech vläicht méi Gedanke maachen, wéi e säi Fuerverhale respektiv seng Deplacementer kann aneschters organiséieren.

Et mussen natierlech och Ureizer geschafe ginn, sief dat um fiskalesche Plang - ech denken elo nach eng Kéier zum Beispill un de Covoiturage -, sief dat den Amenagement vu spezifesche Parkplazen, déi just fir déi reservéiert sinn. An et ass mer opgefall, datt dat op privater Basis scho geschitt, datt scho Betriber higinn an extra Parkplaze fir Leit reservéieren, déi Carsharing oder Covoiturage maachen.

Jiddefalls, den Avantage vum Covoiturage läit op der Hand. Wann een nëmmen e Beispill hëlt: Zum Beispill, een, deen elo 25.000 km d'Joer mat engem Diesel mécht, stéisst plus ou moins 6,5 Tonnen CO_2 aus. Wann en dat also an Zukunft halbéiert, an ech war ni gutt an der Mathematik, komme mer awer dann op 3,25 Tonnen. Dat ass also e gudden Deel manner.

Fir de Carsharing sinn och scho ganz vill a ganz gutt Initiativen hei zu Lëtzebuerg geholl ginn, sief dat de Carloh, de City Mov' oder Enovos oder och vun den CFL, wéi gesot. Mä nach eng Kéier: Den Uklang ass nach relativ bescheiden, wat allerdéngs net wëllt heeschen, datt d'Politik net nach wie vor soll op esou Iddie setzen.

Wa mer natierlech beim ville Verkéier sinn, dat ass de Mëtten hei nach weider net ugeschnidde ginn, mä dat ass en aneren Aspekt, deen eis awer ganz vill ze schafe mécht, dat ass och de Kaméidi. Iwwerméissegen Autosverkéier produzéiert natierlech vill Kaméidi. Déi Leit, déi laanscht d'Haaptachse wunnen, wëssen dovunner e Liddchen ze päifen.

Manner Autosverkéier ass manner Kaméidi. Och do muss ee vläicht emol driwwer nodenken, besonnesch op den Autobunnen, wat jo vill am Ausland ass, ob net wärend den Nuetsstonnen, haaptsächlech laanscht Agglomeratiounen, soll eng Vitessreduktioun kommen oder och en Iwwerhuelverbuet fir Camione vun enger gewëssener Gréisst un.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo awer schonn erschreckend, wa mer eenzel Zuelen hei méi genee analyséieren, virun allem déi, déi virdrun och schonn hei genannt ginn ass, datt 56% vun den Trajete vun doheem op d'Aarbecht, déi ënner engem Kilometer sinn, mam Auto zréckgeluecht ginn. Wann een och do nach kann e gewëssene Prozentsaz vu Leit ofrechnen, déi hiren Auto wärend den Aarbechtsstonne brauchen, dann ass dat awer nach enorm. An dat seet awer och ganz villes doriwwer aus, datt d'Leit eben net wëllen op den Auto fir kuerz Strecke verzichten. An datt een do natierlech sech dem Virworf aussetzt, datt een onnéideg zu gëftegen Ofgase bäidréit, dat, mengen ech, mussen esou Leit dann awer och akzeptéieren.

Bon, dann ass awer och d'Fro gestallt ginn, wat fir ee Modal Split mir eis bis d'Joer 2025 virstellen. Jo, also wéi gesot, ech mengen, an der DP si keng Hellseher, keng Leit, déi elo kënne genee op engem Datum ausrechnen, wéi dee Modal Split soll ausgesinn. Ech ginn do eng allgemeng Ausso: Mir wäerten e Maximum maachen, fir datt dee Modal Split sech natierlech wäert an Zukunft nach verbesseren.

Dozou gehéiert och Sensibiliséierung. Dozou gehéiert och eng verstäerkt Publicitéit. Zum Beispill ënner anerem manner den Auto benotzen, méi ze Fouss goen, méi zum Beispill och erëm sech bewegen op aneren Niveauen. Et ass mer elo méi wéi eng Kéier opgefall, wann ee mam Zuch fiert, datt zum Beispill och jonk Leit um Quai dann awer fir erof an de Sous-sol, dat sinn 20 Trapen, de Lift huelen. Do muss ee sech awer munch Froe stellen.

Duerfir, mengen ech, ass dat ëmmer erëm wichteg, datt een drop hiweist, wat awer och vun Avantagen entstinn, wann een net onbedéngt ëmmer sech op esou Deplacementer limitéiert.

Erschreckend ass natierlech och eng aner Zuel, déi engem ze denke gëtt, dat ass, wa Strecke vu manner wéi engem Kilometer mam Auto zréckgeluecht ginn. 36,1% huelen dann do den Auto. Och do erëm eng Kéier mierkt een, datt et un där néideger Kultur, fir zum Beispill de Vëlo ze huelen oder ze Fouss ze goen, feelt.

Déiselwecht Diskussioun, an déi hu mer virdru scho kuerz ugeschnidde gehat, dat ass, wa mer d'Schoulgebaier huelen. Ech wëll vläicht do kuerz méi op dee lokale Plang nach zréck ze schwätze kommen. Hei ass d'Iddi vum Pedibus schonn developpéiert ginn, eng gutt Iddi. Mir wëssen awer och, datt dat d'Gemenge virun eng gewëssen Zort Erausfuerderung stellt, well eben am Ufank versicht gëtt, dat mat den Elteren ze maachen. Mä och dat ass net ëmmer esou evident. Da musse Leit erëm agestallt ginn. Dat sinn zousätzlech Käschten. Mä et ass awer eppes, wat een an Zukunft onbedéngt nach soll bäibehalen.

De Vëlo ass natierlech ee wesentlecht Element an enger Verkéiersstrategie, deen och haut nach relativ wéineg genotzt gëtt. Och do ass dat allerdéngs relativ einfach ze erklären.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et géife vill Leit nach vill léiwer mam Vëlo fueren, mä mir wëssen, datt do eng gewëssen Insecuritéit besteet. Mir wëssen, datt e Manko u Vëlospisten - ech schwätzen elo emol inneruerts - do ass. Ausseruerts hu mer elo e gudde Reseau entwéckelt. Mä, wat méi wichteg ass, ass, datt ee sech ka bannent den Dierfer, bannent de Stied deplacéieren. Dat ass de Moment relativ schwiereg.

Wat kann een do änneren? Dat ass net esou evident. Ech mengen, et gëtt d'Méiglechkeet, d'Trottoire mat anzebannen. Da musse se natierlech eng gewësse Breet hunn. Dir hutt jo elo e puer Annerungen am Code de la route virgeholl. Ënner anerem déi, datt d'Kanner bis 12 Joer a Begleedung vun hiren Eltere kënnen um Trottoir fueren, wat jo keng schlecht Iddi ass. Natierlech muss een och hei kloer Trennunge maachen tëschent Vëlosfuerer a Foussgänger.

Fir eis, wéi gesot, ass et awer och evident, wann nei Stroosse solle gebaut ginn, an där wäerten och nach gebaut ginn, datt awer a priori virgesi gëtt, fir datt gläichzäiteg awer och Vëlospisten amenagéiert ginn. Et gëtt jo gutt Beispiller. Ech huelen zum Beispill déi nei Strooss tëschent Beetebuerg an Diddeleng. Dat ass do wierklech immens gutt integréiert ginn. An dat muss och an Zukunft de Credo sinn. Et muss an Zukunft ganz kloer gesot ginn, wann nei Stroosse gebaut ginn, datt gläichzäiteg awer eng Ofgrenzung och, gläichzäiteg eng Vëlospist muss mat virgesi ginn.

Eng besonnesch interessant Grafik huet een dann op der Säit 11 vum Dokument fonnt, wou et jo ëm den Espace public geet, deen déi eenzel Gefierer benotzen, wa se sech deplacéieren. Dir sidd virdru méi am Detail dorop agaangen. Dat brauch een also elo net méi ze maachen. Ganz kloer, de grousse Verléierer ass erëm eng Kéier den Auto. Fazit: Also muss vill méi op den ëffentlechen Transport gesat ginn.

Eppes ass jiddefalls kloer: Mir mussen an Zukunft méi „intermobill" sinn. Wat heescht nun eben „intermobill"? Mä dat ass relativ einfach ze erklären. Et muss een an Zukunft bereet sinn, d'Transportmëttel regelméisseg och ze wiesselen. Ech ginn Iech en einfacht Beispill. Ech muss vu Miersch op Ettelbréck fueren. Ech hunn e Rendez-vous am Kär vun Ettelbréck. Da soll ech mer iwwerleeën: Ma hunn ech net besser, mam Zuch ze fueren? Hunn ech net besser, den Deplacement anescht ze maache wéi mam Auto? Also, och do ass e Mentalitéitswiessel ouni Zweifel ganz wichteg.

De MoDu vun 2012, deen hat deemools den Term scho vun der „Intermobilitéit" kreéiert. Dann däerf een op där anerer Säit natierlech déi ëffentlech Verkéiersmëttel och net ze vill isoléiert gesinn. Et muss een och bereet sinn, den Zuch an den Tram gegebenenfalls ze notzen.

Wat d'Fro siwen ubelaangt, och do, wéi gesot, kann ech einfach nëmme mat Jo äntwerten. Et ass evident, datt d'Qualitéit am ëffentlechen Transport, ech géif scho bal soen, déi wichtegst Roll spillt. Well wann et eng Ursaach gëtt, firwat datt vill Leit oder eng Rei vu Leit net gewëllt sinn, den Zuch, den Tram, de Bus ze huelen, dann ass et eben, well och munchmol e gewëssene Confort feelt. Dat ass nun eben esou. Ech mengen, grad hei zu Lëtzebuerg, dat ass keng Kritik, dat ass einfach nëmmen eng Tatsaach, ass den Usproch ganz héich. Wann ech mech mam ëffentlechen Transport deplacéieren, da wëll ech awer och e gewëssene Confort kënne genéissen. An dat ass evident, datt do musse vill Efforte gemaach ginn.

Allerdéngs soll een och do éierlech sinn, objektiv sinn. Ech mengen, besonnesch um Niveau vun der Eisebunn sinn do an deene leschte Jore vill Efforte gemaach ginn. Mir hu vill nei Gefierer kritt, wat och gutt esou ass. Mä nach gëtt et awer och eng Rei vu Schwaachstellen.

Et ass jo och gewosst, datt d'Ëmsetzung vu ville Projete laang brauch, vläicht munchmol ze laang. Duerfir soll een awer gläichzäiteg och nach Begleetmoossnamen huelen. Da sinn ech erëm eng Kéier ganz kuerz bei de Gemengen, déi awer och Méiglechkeeten hunn. Zum Beispill d'Aféierung vun der Zon 30. An aus eegener Erfahrung weess een, datt een do net onbedéngt gelueft gëtt, wann ee mat där Iddi kënnt. Ganz au contraire!

Foussgängerzonen, elektresch Vëloe stellt een de Leit zur Verfügung. Natierlech, wann d'Nofro net do ass, da kann et och net dee Succès hunn. Natierlech bedarf et awer och da munchmol u politeschem Courage. Et geet net nëmmen duer, datt een dann déi Iddie prônéiert op der Tribün a grousse Rieden, mä da soll een awer och de Courage hunn, do, wou een d'Méiglechkeet huet, an zwar virun allem um kommunale Plang, ze versichen, dat dann ëmzesetzen.

Mä op där anerer Säit wësse mer jo awer och, datt den Auto nach wie vor eng ganz wichteg Roll spillt. An heiansdo ass et fir vill Leit méi wichteg, eng Parkplaz virun der Dier ze hu wéi e Bam.

Bon, sécher kann d'Mobilitéit net eleng duerch een Akteur verbessert ginn. Da si mer och erëm ganz séier bei der Landesplanung. Wéi gesot, ech wëll deen Dossier net méi hei oprullen. Mä ganz kloer, an dat ass, ech soen, mengen ech, bal e Konsens heibannen: Wa mir net eng geziilten, eng kloer, eng effikass Landesplanung maachen, da brauche mer eis och net ze wonneren, wa mer erëm zousätzleche Verkéier kreéieren.

Här President, ah neen, et ass d'Madamm Presidentin - entschëllegt! -, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter ass emol hei d'Kritik vun eenzelne Leit gemaach ginn, e wier schlecht preparéiert gewiescht, deen Debat vu gëschter. Vun deem vun haut kann ech am Numm vun der DP soen, datt e korrekt preparéiert ginn ass. Natierlech hätt ee sech vläicht erwaart, datt een nach méi an de Fong hätt kënne goen. Ob den Zäitpunkt opportun ass, dorobber wëll ech och net méi agoen. Eppes ass sécher: Ech mengen, et ass wichteg, datt een awer dat interessant Dokument hei konnt emol analyséieren.

Et däerf ee jo och net vergiessen, datt mer awer och nach zwou Sitzungen haten, datt mer d'Luxmobil 2017 a groussen Zich presentéiert kruten. An dann däerf ee jo och net vergiessen: Zënter 1997 louche jo keng kloer Statistike méi um Dësch. Duerfir war et awer emol héich Zäit ginn.

Et sinn awer eng Rei Punkten, dat huet mech liicht iwwerrascht, déi awer net ugeschnidde goufen. Da wëll ech dat awer am Numm vun der DP hei nach ganz kuerz maachen.

Zum Beispill de Punkt vun den autonomen Autoen. Do ass nach kee Wuert hei driwwer gefall. Mä grad dat wäert awer eng Revolutioun am Verkéier duerstellen. Duerfir war ech awer e bësse verwonnert, datt dat keng Fro an deem Dokument do war. Well wann déi Ära bis ugebrach ass, wäert dat awer ganz vill Ännerungen um Niveau vum Verkéier mat sech bréngen, well déi Zäit, déi de Chauffer do u sech aspuert, fir sech mussen op de Verkéier ze konzentréieren, kann ee jo da vläicht méi sënnvoll notzen.

Dann ass och nach kee Wuert hei verluer ginn, oder net vill jiddefalls hunn ech héieren iwwert de gratis Transport. De gratis Transport ass natierlech eppes, et gëtt jo zumindest eng Partei heibannen, déi emol viru Joren op hire Fändel geschriwwen hat, si géif dat ëmsetzen. Bon!

Une voix.- Zwou!

M. Gusty Graas *(DP).*- Oder zwou. Eng hat d'Méiglechkeet, et ëmzesetzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huet se nach ëmmer!

M. Gusty Graas *(DP).*- Huet se nach ëmmer, Dir hutt och recht, jo.

Mä mam gratis Transport muss ee sech natierlech awer och auserneesetzen. Deen hu mer jo zu engem groussen Deel. Ech mengen, et gëtt ganz vill Alterskategorien, ganz vill Leit aus eiser Gesellschaft, déi elo schonn op de gratis Transport kënnen zréckgräifen. Mir hunn och de Moment eng Petitioun op deem Niveau lafen.

Ech mengen, als Demokratesch Partei ass een zu dësem Moment net an der Lag, fir eng definitiv verbindlech Meenung hei ze äusseren. Eis feelen dozou nach eng Rei Informatiounen. Ech denken zum Beispill un d'Zuel vun den mPassen, déi am Ëmlaf sinn. Ech denken zum Beispill drun, wéi wäit datt d'Schüler den ëffentlechen Transport gratis och notzen. Eréischt da kann ee sech jo méi mat deem Thema auserneesetzen.

Jiddefalls, eppes ass awer, mengen ech, kloer: datt mir keng exorbitant Tariffer hei zu Lëtzebuerg am ëffentlechen Transport hunn. An dann däerf een awer och net vergiessen: Ech mengen, datt awer och den Usager sech soll bewosst sinn, datt hei d'ëffentlech Hand enorm Investissementer mécht an datt ee sech dat dee Moment och muss realiséieren, wann een déi notzt.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, jiddefalls, an der Transportpolitik däerfen an Zukunft net verschidde Feeler erëm widderholl ginn. Et muss ee vläicht nach méi politesche Courage beweisen, a wann een eng Iddi huet, se dann och ëmsetzen an net ze laang zögeren. Dat bréngt ee mat Sécherheet net no vir.

Ech wëll als Resumé vläicht nach eng Kéier kuerz eis Haaptpunkte fir eng geziilte Mobilitéitsstrategie fir d'Zukunft um Horizont 2035 huelen:

Éischtens, den Akzent muss ganz kloer op d'Verbesserung vum ëffentlechen Transport geluecht ginn, woubäi mer un éischter Linn natierlech och un nei Schinneverbannungen denken.

Allerdéngs muss de Service stëmmen. Dat ass näämlech, an ech wëll dat nach eng Kéier hei ënnersträichen, et ass net nëmmen d'Verkéiersmëttel eleng, wat ausschlaggebend ass, mä et ass virun allem awer och d'Qualitéit.

Zweetens: D'Mobilité douce, virun allem de Vëlo, muss méi Fräiraum kréien.

Drëttens: Da mussen awer och verstäerkt Sensibiliséierungscampagnë gemaach ginn. An do ass d'Politik mat Sécherheet och gefuerdert, fir och den Eenzelnen drop hinzeweisen, wéi wichteg et ass, datt e seng Deplacementer aneschters mécht wéi vläicht ëmmer nëmme mat deem bequeemsten Transportmëttel, wat a ville Leit hiren Aen den Auto duerstellt.

Véiertens wëll ech awer och ganz däitlech hei soen: Autofuere muss och an Zukunft awer interessant bleiwen. Duerfir muss eist Stroossennetz zu engem gudden Deel ugepasst ginn. Et muss och zum Deel méi fluide gestalt ginn.

An dann, wat och ganz wesentlech fir eis ass, als fënnefte Punkt: Mir musse virun allem méi op déi digital Technologie och nach setzen, well d'Bewegungsfräiheet wäert an Zukunft nach vill méi vun der digitaler Technologie ofhängeg sinn, wéi dat haut de Fall ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas fir seng Interventioun. Als nächste Riedner hunn ech den Här Gast Gibéryen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech maache mech ewech.

(Hilarité)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert de Sënn an Zweck vun esou Debat-de-consultationen um Enn vun enger Legislaturperiod hunn ech gëschter geschwat, soudatt ech dat haut net nach eng Kéier hei muss widderhuelen.

Och iwwert d'Ursaache vun deene Problemer, déi mer hunn, datt dat dem stramme Wuesstum seng Schold ass, och dat brauch ech haut net méi hei ze widderhuelen.

Ech wëll just mengem Virriedner, dem Kolleeg Gusty Graas, Madamm Presidentin, soen, en huet am Fong hei gesot, datt verschidde Parteien heibanne wieren, déi sech géint dee stramme Wuesstum do, wéi en am Ableck stattfënnt, géifen opposéieren, ouni datt se géife soen, wéi se dat géife maachen.

Ech mengen, mir hunn als Partei déi Diskussioun virun dräi Joer hei am Land lancéiert. A lues a lues, eis éischt Zil, dat erreeche mer, Etapp fir Etapp, dat war jo, datt mer emol iwwerhaapt driwwer diskutéieren!

An ech war duerfir och gëschter frou, datt de Spriecher vun der DP, de Kolleeg Max Hahn, heibanne vun dem qualitative Wuesstum geschwat huet, och ouni am Fong scho Léisungen dozou hei ze presentéieren. Mä et ass e gudde Schrëtt, dee mer bei der DP feststellen. An déi aner, déi kommen doudsécher no.

Mä, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt, déi mer haut féieren, wat d'Mobilitéit ubelaangt, déi misste mer och féieren, wa mer iwwerhaapt net méi géife wuessen, well esou wéi d'Situatioun sech am Ableck am Land presentéiert, sti mer viru risegroussen Erausfuerderungen, ouni, wéi gesot, datt mer emol nach zousätzlech wuessen.

D'Méiglechkeet, fir dëse Mobilitéitsproblem ze léisen, déi gëtt et net an enger Léisung, mä et muss eng Kombinatioun si vun alle méiglechen Themen, déi et gëtt. Dobäi däerf et keen Tabuthema ginn. Och all Iddi, déi op den Dësch kënnt, vu Parteien, vu Privatleit oder op där anerer Säit och vun Initiativen, soll diskutéiert ginn. Et solle keng ideologesch Prioritéite gesat ginn. Et soll keng Zwangserzéiung vun de Bierger gemaach ginn. An et soll net, wéi dat de Mëtten hei zum Beispill bei eiser grénger Kolleegin praktesch wéi e grénge Fuedem duerch hir Ried gaangen ass, eng Ried géint den Auto sinn, mä och all Mënsch muss sech nach muer kënne fräi decidéieren, ob e mam ëffentlechen Transport fiert oder ob en op där anerer Säit mat sengem Auto nach wëllt fueren.

Mä de Bierger muss duerch positiv Moossnamen dozou encouragéiert ginn, fir op den ëffentlechen Transport ëmzeklammen. Duerfir ass och eng vun den Iddie vun eis nach ëmmer gewiescht, mäi Virriedner huet dat och gesot, ech mengen, d'Kolleege vun de Sozialisten haten dat och sengerzäit an hirem Wahlprogramm: de gratis ëffentlechen Transport.

Ech mengen, wa mer kucken, wéi vill Leit haut scho gratis hei am Land fueren, niewent Studenten, wa mer kucken, wéi vill Leit eng Invalidekaart hunn - ech war erschreckt, wéi ech déi Ziffer héieren hunn, datt mer esou vill Leit am Land hunn, déi quasi invalid sinn -, dann hunn ech mer d'Fro gestallt: Ma, wie bezilt dann elo iwwerhaapt nach hei ëffentlechen Transport?

Et sinn am Fong nach just déi Leit, déi schaffe fueren, déi den ëffentlechen Transport bezuelen. An duerfir wier et scho wichteg, datt mer géifen higoen an eng Kéier doriwwer nodenken, fir dat als Kompensatioun ze maachen, fir eben den ëffentlechen Transport méi interessant ze maachen.

Déi eenzel Domäner, déi mer hunn: Bei der Eisebunn, mengen ech, et ass richteg, datt mer immens vill an deene leschte Joren an och schonn an där Period virdrun, do ass et ugaangen, ech géif souguer mengen, et wier beim Henri Grethen ugaangen, wéi deen Transportminister war, wéi en Ëmdenke komm ass an der Investitiounspolitik an den ëffentlechen Transport, an d'Eisebunn, vun do u gëtt ëmmer méi an den ëffentlechen Transport, an d'Eisebunn, an d'Schinn investéiert. A mir wäerten och net derlaanschtkommen, an den nächste Joren nach weider doranner ze investéieren.

De Minister huet de Mëtten hei gesot, datt praktesch all déi Projeten hei an der Chamber eestëmmeg gestëmmt si ginn. An ech sinn iwwerzeegt, datt mer an Zukunft wäerten Eestëmmegkeet hei behalen, well bei all deene Projeten, déi elo op der Schinn sinn, dat sinn der vill, wësse mer, datt dat se nach net alleguer sinn, mä datt mer duerno och weider Projete mussen undenken.

A well eben esou Projete vun der Eisebunn Projete sinn, déi net an zwee oder dräi Joer realiséiert ginn, mä vum Undenke bis zur Fäerdegstellung dacks 10, 15 Joer verginn, mengen ech, muss een och driwwer nodenken, wat an Zukunft muss kommen, wat nach muss weider an Infrastrukturen an a Material investéiert ginn. Ob dat elo en deelweis weideren Ausbau vun der Duebelgleisegkeet Richtung Norden ass, do, wou et méiglech ass, oder nei Schinnestrecken, déi méiglech sinn, alles dat muss et ginn.

De Kolleeg Marco Schank huet gesot, datt an der Kommissioun ugeduecht gi wier - dat war d'lescht Woch, do hu mer hei de Projet vun deenen zousätzleche Quaien an der Stater Gare gestëmmt, a mir wëssen, datt mer dann un de Maximum dovunner erukomm sinn, wat mer an der Stater Gare opgrond vun där Plaz, déi do ass, kënnen als Quai maachen -, datt an der Kommissioun schonn driwwer nogeduecht ginn ass, wat duerno soll kommen, datt eventuell iwwer e Bypass geschwat ginn ass ronderëm d'Stad, fir eben zousätzlech Verkéiersmëttelen ze maachen.

Ech wëll drun erënneren, mir hu scho ganz laang e Bypass als ADR proposéiert, awer ënnert dem Buedem erduerch, de City-Tunnel, deen och de Problem da wierklech vun dem Beruffsverkéier léist, dee mer am Fong hunn, wat am Fong de Problem ass. De Problem ass net de Verkéier an der Stad, mä de Problem ass de Beruffsverkéier, déi 100.000, déi moies an d'Stad eran- an owes erauskommen, dat ass eise Problem. An dee léise mer, wéi gesot, eiser Meenung no net mat dem Tram. Duerfir si mer och der Meenung, datt de City-Tunnel iergendwann eng Kéier eng Realitéit gëtt.

Ee weidere Punkt ass déi direkt Verbindung Lëtzebuerg-Esch. Ech mengen, doriwwer gëtt scho laang diskutéiert, datt mer Esch missten direkt mat der Stad konnektéieren. Et gëtt verschidden Iddien. Et gëtt verschidde Méiglechkeeten. De Minister huet elo kierzlech de rapiden Tram an d'Diskussioun bruecht, deen ee kéint op Esch bréngen.

Mäi Virriedner Gusty Graas huet elo grad de Grupp Rollinger ugeschnidden, deen de Monorail an d'Diskussioun bruecht huet. A mir fannen et am Fong traureg, datt an der Politik, genausou gutt wéi dat beim City-Tunnel deemools de Fall war, d'Regierung net de Courage hat, fir ze soen: „Ma mir maachen emol eng seriö Etüd doriwwer, wat dat alles géif kaschten, wéi et kéint fonctionnéieren", datt een net och dat géif beim Monorail maachen. Et ass einfach gesot ginn, fir…

(Interruption)

Jo, Madamm Presidentin, et ass dëser Deeg vum Grupp Rollinger en ëffentleche Bréif erausgaangen. Do steet dran, an deem Bréif, datt de Minister wärend dräi Joer déi Leit emol net empfaangen hätt! Emol net empfaangen!

(Interruption)

Mä, Här President, ech sinn amgaangen, Madamm Presidentin,…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen, wann Dir alles gleeft, wat den Här Rollinger Iech schreift…!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, Här Minister, loosst den Här Gibéryen schwätzen! Herno kënnt Der zu allem Stellung huelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Madamm Presidentin, den Här Minister huet elo gesot, wann ech dat géif gleewen, wat den Här Rollinger géif schreiwen! Also, ech muss Iech éierlech soen, Här Minister: Ech gleewen dem Här Rollinger wuel esou vill wéi Iech.

(Brouhaha)

Ech gleewen Iech allen zwee.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat ass Aert gutt Recht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An ech gleewen och dem Här Rollinger.

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Fuert elo virun, Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wann deen en éffentleche Bréif mécht, an deem e seet: „Ech hunn elo dräi Joer versicht, fir mam Minister zesummenzekommen, en huet mech nach net empfaangen", da kënnt Dir dat jo hei dementéieren.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Den Här Rollinger perséinlech...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Madamm Presidentin, ech hunn nëmme 15 Minutten…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, et ass gutt. Et ass gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an da wëllt de Minister mer nach...

(Interruption par Mme Nancy Arendt)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, also, wann ech gelift! Den Här Gibéryen huet elo eleng d'Wuert. An herno kënnt Der alles soen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Minister ka jo herno dat hei dementéieren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dir hutt jo kee Fait personnel. Här Gibéryen, fuert virun!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Da misst et jo en Datum ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir fannen dat op jidde Fall eng gutt Propositioun à première vue. Do brauche mer keng Terrainen, mer brauche keng Expropriatioun, mer brauche keen zousätzlecht Gréngt zouzebëtonéieren. An datt dat soll méi deier sinn, wa mer iwwert d'Autobunn mat engem Monorail fueren, wéi wa mer eng nei Streck ronderëm musse bauen, déi iwwer an ënnert de Stroosse muss erduerchgoen, dat woen ech ze bezweifelen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir gesi jo haut, wat den Tram kascht. Wa mer alles derbäirechnen, wat haut muss gemaach ginn, fir datt den Tram herno ka fueren, da komme mer bei zwou Milliarden, da wësse mer haut schonn, wat den Tram kascht!

(Interruption)

Jo, jo, Dir rechent näischt derbäi. Dir maacht Brécke méi breet an alles, alles dat zielt net. Dir rappt Beem eraus, Kanalen eraus an alles, alles zielt net zum Tram!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Rechent emol alles zesummen, wat fir den Tram gemaach gëtt, da gesitt Der, datt dat scho bei dee Montant do bäikënnt!

Mä op jidde Fall si mer der Meenung, datt een och soll… Dir maacht als Minister… Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech sinn do.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Duerch d'ganzt Land maacht Der Versammlungen, fir datt d'Leit kënne matschwätzen. An hei ass een, dee mécht eng Propositioun, an dann empfänkt Der en emol net. An Dir sot einfach: „Déi Iddi ass näischt." Well se Iech ideologesch net an de Krom passt, gëtt se einfach vum Dësch geschmettert. Dat ass Äert Demokratieverständnis. Dat anert ass ëmmer nëmme Show, déi Der maacht, wann Der sot, d'Leit kéinte matschwätzen. Hei hat Der d'Geleeënheet an Dir hutt et bis elo net gemaach.

De Bus: Selbstverständlech si mer der Meenung, datt mer och musse versichen, iwwerall Busspure bäizekréie fir de Bus. Datt mer op där anerer Säit mussen dem Bus eng Prioritéit ginn, alles dat ënnerstëtze mer.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Nordstrooss soll op véier Spuren ausgebaut ginn. Eise Frënd Kaes Aly huet jorelaang schonn heibannen dovunner geschwat. Hien hat souguer eng Kéier eng Petitioun gemaach. A well mer seng Iddi gutt fonnt hunn, Här President, si mer dunn deemools higaangen a mir hu souguer eng Motioun hei an der Chamber eragereecht, wou mer déi Petitioun vum Här Kaes ënnerstëtzt hunn. Dat war déizäit, wéi den Här Wiseler Bauteminister war.

Une voix.- Ouh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An dunn hate mir gemengt, déi Motioun misst jo vun der CSV ënnerstëtzt ginn, well se dat erëmgeholl huet, wat den Här Kaes virginn hat. D'Chamber huet deemools, dat sinn awer elo scho Joren hier, einfach decidéiert, se an eng Kommissioun ze verschécken. Dat ass, wéi mer ëmmer gesot hunn, e Begriefnis mat dräi Hären. Dat heescht, déi Motioun ass deemools an eng Kommissioun geschéckt ginn a se ass ni méi doraus erauskomm. Mä mir sinn awer der Meenung, datt d'Nordstrooss net nëmmen an enger Zäit, wou een an der Oppositioun ass, vun der CSV ka verlaangt ginn, mä datt se, wa se an der Majoritéit ass, se dann awer och soll bauen.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Contournementë musse mer selbstverständlech nach eng ganz Rei hei am Land bauen. Ech ginn elo net hin, datt ech hei un där Stee participéieren, well wat d'Diskussioun méi laang gëtt, wat jiddwereen nach e Contournement weider fënnt, fir op d'Lëscht ze setzen, dee muss gebaut ginn. A praktesch all Buergermeeschter hätt jo haut gären e Contournement ronderëm säin Duerf. Mä et gëtt natierlech Contournementen, déi enorm wichteg sinn.

An ech mengen, vun Nidderkäerjeng ass elo e Projet de loi um Instanzewee, wou soll e Contournement gebaut ginn. Doriwwer solle mer frou sinn. A mir sollen hoffen, datt mer deen och nach an dëser Legislaturperiod kënnen hei an der Chamber stëmmen. An de Kolleeg Max Hahn huet gëschter, mat Recht, drop higewisen, datt et net duergeet, datt mer de Contournement vu Käerch bauen, mä datt deen och misst ronderëm Dippech gebaut ginn. Well wa mer Käerch bauen an da kënnt dee ganze Verkéier duerch...

Une voix.- Käerjeng.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...Käerjeng, well wa mer Käerjeng bauen, wësse mer, duerch e Contournement gëtt nach méi Verkéier dohinner gelackelt. An da kréie mer hannert dem Contournement fir op Dippech méi Verkéier, wéi mer es haut hunn. An duerfir ass et enorm wichteg, datt dann och zu Dippech de Contournement gebaut gëtt.

An ech ënnerstëtzen, mir ënnerstëtzen déi Iddi vum Här Hahn zu 100%, datt een net domadder ka waarden. Mä dee Projet soll, esou wéi den Här Hahn dat gëschter verlaangt huet, direkt gebaut ginn. An zwar zesumme mat deem Contournement vun Nidderkäerjeng. Dat huet den Här Hahn gëschter hei mat Recht gefrot. A well mer déi Iddi wëllen ënnerstëtzen, Här President, hunn ech eng Motioun gemaach, wou mer déi Iddi festgehalen hunn, datt d'Chamber haut och direkt déi Iddi vum Här Hahn mat enger grousser Majoritéit hei ënnerstëtze soll, fir datt dann och dee Wonsch vun him a vun eis esou séier wéi méiglech kann an Erfëllung goen.

Motion 1

D'Deputéiertechamber

stellt fest:

- datt de Gesetzesprojet N°7284 e Contournement fir Nidderkäerjeng virgesäit,

- datt duerch dëse Contournement de Verkéier och weiderhin duerch d'Uertschaft Dippech lafe wäert,

fuerdert d'Regierung duerfir op:

- direkt och e Gesetzesprojet ze deponéieren, deen e Contournement fir Dippech virgesäit, fir datt déi zwee Contournementë vun Nidderkäerjeng an Dippech gläichzäiteg kënne realiséiert ginn.

(s.) Gast Gibéryen.

Carsharing muss selbstverständlech och ënnerstëtzt ginn. Carsharing, wou mer dann awer wierklech musse wëssen, datt dat net esou einfach ass. Virun 30, 40 Joer, wéi mir Jongen nach op d'ARBED schaffe gaange sinn, wéi mer emol fir d'Éischt eis konnten en Auto leeschten, do hu mer dat gemaach. Do si mer moies zwee, dräi Kolleege siche gaangen a mir sinn op d'Schmelz gefuer. An et ass all Woch een anere gefuer. Du war zwar kee Stau moies um fënnef Auer, wa mer schaffe gefuer sinn, mä mir hunn et awer gemaach, einfach aus finanzielle Grënn déizäit. Mä haut ass dat aneschters.

Mä et muss een awer och beim Carsharing wëssen: Haut wunnen déi Leit net méi an engem Duerf zesummen a se schaffen och net méi op enger Plaz zesummen. Haut wunnt deen een do, deen anere schafft do, se schaffen aner Zäiten. An alles dat bréngt mat sech, datt dat haut net méi esou liicht ze maachen ass. Netdestotrotz soll een et ënnerstëtzen. Et soll een Avantagë ginn, fir datt et gemaach gëtt. Mä et muss ee wëssen, datt et net einfach ass, fir dat haut duerchzezéien.

Vëlo: Selbstverständlech solle systematesch op allen neie Stroossen, déi duerch d'Land gebaut ginn, egal wou eng nei Strooss gebaut gëtt, d'office an ouni Diskussioun Vëlospiste mat ugeluecht ginn. Et soll och versicht ginn, wat jo amgaangen ass, a mir hu jo och e Plang derfir hei am Land, d'Vëlospisten alleguer mateneen ze vernetzen. Alles dat fënnt eis Zoustëmmung.

Park & Ridë solle gebaut ginn. Mir fannen dat richteg. Awer d'Park & Riden, a virun enger Rei vu Jore ware mer eis eens heibannen, soll een net bei der Stad oder an der Stad maachen, mä un den Extremitéite vum Land a wa méiglech souguer an der Grenzregioun, quitte datt dat mat eiser finanzieller Ënnerstëtzung geschitt. Duerfir hu mer et schlëmm fonnt, datt mer elo op der Cloche d'Or an um Fridhaff grouss Park & Ridë maachen. Déi Autoen, déi mussen eng Kéier op déi Park & Ridë kommen, déi stinn emol fir d'Éischt moies eng oder zwou Stonnen am Stau, fir iwwerhaapt op dee Park & Ride dohinnerzekommen, wat fir eis eng komplett Feelplanung ass.

Den Ausbau vun den Autobunnen. Mir haten an eisem Wahlprogramm stoen, datt d'Diddelenger Autobunn dräispureg soll ausgebaut ginn. Dat hu mer gestëmmt. Mir sinn awer genausou gutt der Meenung, datt et net duergeet. An duerfir si mer dermat averstanen, datt mer och souguer vläicht finanziell participéieren, datt Richtung Frankräich och eng Dräispuregkeet ausgebaut gëtt, well soss hu mer just vun Diddeleng bis an d'Stad e Parkraum geschaaft. Well déi Leit komme moies net méi séier an d'Stad eran, mä esou ass da méi Parkraum vun Diddeleng bis an d'Stad, an owes fir heem ass et genau d'selwecht, just an déi aner Richtung, wou et e Parkraum ass.

Duerfir musse mer ons mat de Fransousen eens ginn, fir an hir Richtung och op dräi Spuren auszebauen. A mir plädéieren awer och derfir, an Zukunft déi Dräispuregkeet bis op Stengefort weider auszebauen, well do och e grousse Problem ass. An datt mer da virun allem vläicht dem Bus oder dem Transitverkéier - de Camionen, déi vu Stengefort Richtung Frankräich kommen - eng Spur kënne ginn an datt déi dann net méi däerfen iwwerhuelen. Dann hätt een awer wéinstens nach zwou Spuren, wou d'Autoe kéinte fueren, amplaz datt dat momentan alles gemëscht gëtt.

Här President, ech wollt am Fong nach e Wuert iwwert d'Motorrieder verléieren hei, well déi jo awer och eng wichteg Roll spillen a well d'Motorrieder jo awer net esou vill Plaz brauchen an, et ka sinn, sech och vläicht méi séier virubewegen. Mä ech muss Iech éierlech soen, datt et mer schwéierfält, fir haut hei iwwert d'Motorrieder ze schwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wa mer iwwert de Weekend dräi Doudeger haten an eleng haut...

Une voix.- Fënnef.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...fënnef, fënnef haut schonn erëm, fënnef Accidenter mat Motorrieder hunn, ech mengen, da misste mer fir d'Éischt eng Diskussioun aneschters féieren, wat d'Sécherheet vun de Motocyclisten ubelaangt, ier mer méi déif an déi Diskussioun eraginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A leschte Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt nach vun dëser Debatt profitéieren, fir fir d'Éischt emol als déi Lénk eis Solidaritéit auszedrécke mat de franséischen Eisebunner, déi fir de Service public an déi franséisch Eisebunn, déi eng vun deene beschten an Europa ass, vläicht och weltwäit, kämpfen an déi sech derfir asetzen a kämpfe géint hir Zerstéierung, déi d'Regierung vum President Macron virgesinn huet. A si kämpfen net nëmme fir hire Service public, mä och fir eise Service public, well d'Konsequenze vun der Zerschloung dohanne kéinte mer och hei ze spiere kréien.

Här President, am leschte Jorhonnert, an dat hu mer nach all gutt an Erënnerung, huet d'Science fiction eis en 21. Jorhonnert virgemoolt, wou d'Leit an den Auto geklommen a fortgeflu sinn oder sech vun enger Plaz op déi aner teleportéiert hunn. D'21. Jorhonnert ass elo gutt entaméiert an d'Realitéit gesäit e bësse méi nüchtern aus: Nach fléien d'Autoen net a kee Mënsch gëtt gebeamt.

Mir fueren nach ëmmer Auto an de Vëlo schéngt op d'mannst an de Stied erëm a Moud ze kommen. De Vëlo, dee gouf ongeféier virun 20, 30 Joer erëmentdeckt als Transportmëttel a gëtt erëm massiv benotzt, wat och eng gutt Saach ass. Mä an den 80er an 90er Joren, do kann ech mech nach erënneren, datt en haaptsächlech vun eis Kanner benotzt gouf oder vu méi sportleche Leit. Mä als geleefegt, praktescht Transportmëttel gouf en éischter vun eise Grousselteren, Urgrousselteren oder souguer nach deenen hiren Eltere benotzt. Dat hat natierlech domadder ze dinn, datt se sech keen Auto konnte leeschten oder datt déi Maschinn nach bal net ze kréie war. Mä et konnt een och drop verzichten, well et huet een net misse phenomenal Strecke maachen, fir vun der Wunneng op d'Aarbecht ze kommen.

Haut ginn awer d'Distanze fir vill Leit ëmmer méi grouss. Fir vill Leit, awer net fir jiddwereen, well den Transport an d'Mobilitéit sinn och eng Klassefro. Dem Räichen, deem et éischter gutt geet, deem fält et wahrscheinlech net schwéier, fir an der Géigend ze wunnen, wou e schafft, meeschtens an enger Haaptstad oder an enger Groussstad, well e sech déi Wunnenge leeschte kann a well en net onbedéngt an enger Industriezon pendele muss. Wann e grouss Distanze maache muss, da vläicht mam Fliger. A wann en ëmweltbewosst ass oder sech wëllt e bësse fit halen, da kann en och e puer Kilometer oder souguer manner mam Vëlo fueren. Well Vëlofuere fir op d'Schaff, dat ass, dat däerf een net vergiessen, zurzäit nach e Privileg vun urbane Leit, déi an hirer Metropol schaffen a liewen.

Fréier gouf eng Zäit och ëmmer gesot, an haut gëtt dat och nach ëmmer gesot: „Du bass de Stau." An ech muss zouginn, datt ech ëmmer Schwieregkeeten hat mat deem Slogan, well vill Salariéë kommen net oder schwéier laanscht den Auto. Wann een zu Nouspelt lieft an zu Käerjeng schafft, da fiert een net mam Vëlo. An den éffentlechen Transport ass och net onbedéngt eng einfach a praktesch Léisung, zurzäit op jidde Fall net. „Du bass de Stau", dat war fir mech ëmmer e Slogan, dee sech Privilegéierter heiansdo géintiwwer manner Privilegéierte leeschte konnten. An dobäi stëmmt et och net onbedéngt, well den Individuum ass net onbedéngt de Stau, mä d'Gesellschaft ass de Stau a produzéiert de Stau. An haaptsächlech d'Gesellschaft, déi sech engem gewëssenen ekonomesche Modell verschriwwen huet an dee mer elo liewen.

De Bernays huet dat gutt a sengem Buch „Propaganda" erklärt. De Bernays, dat war dem Freud säin Neveu a Papp vun der moderner Propaganda, also vun him ass „public relations" geschriwwe ginn. All Publicitaire kennt en, leider huet och de Joseph Goebbels dee ganz gutt studéiert.

De Bernays erklärt, wéi en an den 20er Joren an den USA vun der Pëtrolsindustrie ugestallt gouf, fir éffentlech Institutiounen, awer och Mënschen dervun ze iwwerzeegen, datt ee méi an den Individualtransport misst investéieren amplaz an d'Schinnen, déi deemools jo an den USA nach ganz gängeg waren. An en huet den Auto mat der individueller Fräiheet gläichgesat. D'Leit sinn also net onbedéngt schold dorunner, datt se Auto fueren, mä d'Industrie an d'Politik. Ech wëll domadder net soen, datt net jiddwer Eenzelne soll Efforte maachen. Ech mengen, dat ass ganz kloer. An et gëtt jo och Méiglechkeeten, fir dorobber ze verzichten.

Anerersäits, wa mir elo haut eng Debatt féieren iwwert d'Mobilitéit, huet dat jo domadder ze dinn, datt mer e Mobilitéitsproblem hunn. Mä ech wéilt emol d'Fro opwerfen, ob dee Problem vum Zouwuess vu Leit an der Ënnerentwécklung vum éffentlechen Transport wierklech ka reduzéiert ginn oder ob et net och mat eisem ekonomeschen a politesche Modell ze dinn huet.

Et gëtt grosso modo zwou Zorte vu Mobilitéit: déi, déi een als Choix trefft - ech schwätzen haaptsächlech vun der Aarbechtsmobilitéit, also als Manager, deen déi grouss Mobilitéit huet, fir vläicht all fënnef Joer vun enger Metropol an déi aner Metropol ze plënneren -, an déi, wou een iwwerhaapt frou ass, eng Aarbecht ze fannen, déi vläicht nach schlecht bezuelt ass an déi och nach wäit ewech ass vun doheem. Ech gleewe kaum, datt iergendee sech doriwwer freet, datt en all Dag wéinstens eng Stonn brauch fir dohinner oder erëm eng Stonn brauch fir zréck, sief et mam Auto oder mam éffentlechen Transport.

An dofir wollt ech e bëssen aushuelen. Well mir schwätzen oft iwwert d'Mobilitéit, mä mir schwätze wéineg iwwert d'Ursaache vun den ëmmer méi laange Strecke fir op d'Aarbecht, an zemools déi ekonomesch Ursaachen dovunner.

Wéi Dir all wësst, huet d'Kapital d'Tendenz, seng Käschtemargen ze reduzéieren. Dofir komme Maschinnen, déi Mënschen ersetzen. An och Mënsche gi géinteneen ausgespillt, fir

d'Salairen erofzedrécken. A wat ëmmer praktesch ass, dat ass eng Reservearméi vu Chômeuren oder prekären Aarbechter. Déi suergen natierlech derfir, datt den Drock um Aarbechtsmarché grouss genuch ass, fir ëmmer méi déif Léin ze bezuelen. Mä d'Reservearméi, déi gëtt ëmmer méi grouss, well de Radius och vum Aarbechtsreservoir ëmmer méi grouss gëtt.

E Betrib an der Stad ka souwuel iwwert den Aarbechter aus dem Kiischpelt oder vu Baaschtnech oder Tréier, Dillingen oder Metz oder Hayange verfügen. D'Patronat kann also iwwer ëmmer méi Aarbechtskräfte verfügen, déi ëmmer méi wäit ewech wunnen. An déi, déi am meeschten dorënner leiden, sinn d'Niddreglounverdénger, ob se zu Lëtzebuerg liewen oder iwwert d'Grenz eraus.

Déi Tendenz gesäit een iwwerall a si ass souguer op anere Plaze wierklech nach méi fortgeschratt. Zum Beispill, wat ech dann ebe selwer kennen, Paräis mat senger Banlieue, wou Aarmer, well et muss ee se jo esou nennen, eng oder zwou Stonne wäit ewech vun der deierer Haaptstad wunnen, meeschtens an tristen a groen Trabantestied liewen a sech moies fréi um fënnef, sechs Auer an der RER pressen, d'Aen nach hallef zou vu Middegkeet, fir da fir de Mindestloun am Restaurant déi méi räich Paräiser zerwéieren ze däerfen. Also d'Geografie an d'Organisatioun vum Espace war ëmmer eng Klassefro. Déi Räich an de Metropolen, déi Aarm an de Schlofgemengen. A si heeschen net fir näischt Schlofgemengen, well vill leeft do net a vill kritt een och net méi hin no aacht bis zéng Stonnen Aarbecht an zwou bis dräi Stonnen Transport. Dat ass eng Realitéit, déi ee misst briechen.

Well a Wierklechkeet gëtt jo och vu Wuesstum geschwat an duerno gëtt de Rifkin agitéiert, fir esou ze maachen, wéi wann een eppes ännere kéint, ouni Fundamentales ze änneren. Et geet an éischter Linn ëm d'Émverdeelung vu Kapital an Aarbecht an och ëm d'Émverdeelung vun den Aarbechtskräften innerhalb vun engem Raum.

Et gëtt vläicht e Recht op Mobilitéit, jo, mä et gëtt och e Recht, jo, vläicht souguer e Mënscherecht op Immobilitéit, oder besser gesot, e Recht op moderat Mobilitéit, oder nach besser gesot, op selbstbestëmmte Mobilitéit. Well zurzäit gesinn ech et éischter esou, datt d'Leit engem Zwang, fir mobill ze sinn, ausgeliwwert sinn. Well déi grouss Mobilitéit, déi vun de Leit gefuerdert gëtt, dat ass déi professionell Mobilitéit, also eng gréisstendeels onerwënschte Mobilitéit. Dofir menge mir, datt et illusoresch ass ze mengen, et kéint een de Problem vun der Mobilitéit léisen, ouni wierklech d'Fro vun der Émverdeelung vum Räichtum ze stellen.

Souwuel d'Patronat wéi d'Regierung fuerderen déi staark Mobilitéit vun de Leit, vun de schaffende Leit. Niewebäi gi se opgefuerdert, den Auto doheem ze loossen an den ëffentlechen Transport ze benotzen. De Minimum, deen een dann an deem Fall misst vun enger Regierung erwaarden, wier, datt den ëffentlechen Transport gratis gemaach gëtt fir jiddwereen an net just fir eenzel Kategorien. Et ass jo och esou mat der Schoul: Si ass gratis fir jiddwereen.

Mir hate jo och dozou eng Motioun deposéiert. Si gouf verworf. An et gëtt awer net nëmme sozial an ekologesch Grënn, fir den ëffentlechen Transport gratis ze maachen. Et geet och drëms, ze sécheren, datt net, wéi viru fënnef, sechs Joer, d'Tariffer erëm an d'Luucht géife goen, wann zum Beispill de Stat erëm Sue bräicht. Well wann e Service gratis ass, dann ass et ganz schwéier - dann ass et ganz schwéier -, fir dee Service méi deier ze maachen, well et misst een iwwerhaapt en Tariff aféieren. Dat wier jo esou, wéi wann eng Regierung beschléisse géif, eng Aart Minerval fir déi ëffentlech Schoul anzeféieren. Do géifen d'Leit op d'Strooss goen, hoffen ech op jidde Fall, a si hätten och recht.

An ech ka mech erënneren, datt de Minister mam Argument koum, déi Mesure géif ronn 30 Milliounen d'Joer kaschten. Éischtens: Mir kënnen eis dat leeschten. Zweetens: Am Endeffekt, wann ee global rechent, da kënnt sécher eng aner Zuel eraus. An déi 30 Millioune wäerte largement amortiséiert ginn. Et kann een net einfach esou eng kontabel Rechnung maachen. An ech mengen, d'Regierung weess dat och, Här President, well déi Rechnung, déi net reng kontabel Rechnung mécht d'Regierung jo och beim Tanktourismus, op jidde Fall an der Etüd, déi se bestallt huet an déi dat och seet an déi verschwonnen ass.

Déi Etüd seet et jo. Wa mer duerch eis Präispolitik aus dem Tanktourismus eraus kéimen, hätte mer natierlech en Abroch an de Recetten.

Mä anerersäits huet den Tanktourismus och e Käschtepunkt. An ech wëll nëmmen déi heiten Zuel erëm eng Kéier nennen. Vun 2012 zesummegerechent mat den direkten an indirekte Steieren, zesumme mat de Steieren op d'Lounmass, komme mer op 2,1 Milliarden Euro, déi erakommen. Anerersäits berechent den Ewringmann déi gesamt Käschten op 3,5 Milliarden Euro. Käschten um Niveau vun der Émwelt, vun der Gesondheet, vun Accidenter, vun der Wartung, vun der Entsuergung etc.

Et ass leider nach ëmmer näischt nokomm, zënter datt d'Etüd publizéiert gouf. Quitte datt mer vun der Regierung vertréischt goufen, dat géif geschwënn eppes. Et bleift awer net méi laang Zäit. An ech weess och net, ob d'Regierung d'DP nach dervun iwwerzeegt kritt, fir eppes méi Konkretes ze maachen. Mir wären awer nach frou, dat ze wëssen. Dobäi wëll ech net behaapten, datt d'DP net an der Regierung wier, trotz, malgré les impressions a leschter Zäit.

Här President, ech sinn am Ufank vu menger Ried och op déi ekonomesch Ursaachen agaangen, déi d'Leit derzou zwéngen, ëmmer méi wäit Strecken zréckzeleeën, fir schaffen ze goen. Ech si mer jo och bewosst, datt déi ekonomesch Verhältnisser elo net no den nächste Wahle verschwanne wäerten. Dofir muss een derfir suergen, datt den ëffentlechen Transport gratis ass an, wëll ech erëm betounen, ausgeweit gëtt, an datt en och an enger grenziwwergräifender Logik funktionéiert.

An eng Saach virewech: Den ëffentlechen Transport soll och ëffentlech bleiwen. An do wëll ech erëm eng Kéier repetéieren: Wat den Tram ugeet, bleiwe mir derbäi, datt et e Feeler war, eng Privatgesellschaft ze grënnen, an dat net nëmmen aus Spuergrënn. Ech mengen, mir wäerten awer nach eng aner Kéier dorobber zréckkommen.

Dat, wat praktesch ass, wann den ëffentlechen Transport ëffentlech bleift, dat ass, datt eng Regierung besser op d'Besoine vun der Bevëlkerung kann agoen. An dat heescht och, datt se d'Méiglechkeet huet, d'Usageren an der demokratescher Planifizéierung matanzebannen, eng Iddi, op déi eng Privatgesellschaft ni kéim, well déi lauschtert nëmmen op hir Aktionären, déi deemno wéi emol net hei am Land liewen a sech och foutéieren, ob den Transport fir all Biergerinnen a Bierger fonctionnéiert.

Och wann et haut gréisser Schwieregkeete gëtt op gewëssene Strecken an zu gewëssene Stousszäiten - ech schwätze vun der Iwwerbelaaschtung a vun de Retarden, Retarden, déi net ugekënnegt ginn -, ass eng privat Verwaltung keng Léisung. Also, datt et Retarde gëtt, domadder kann ee rechnen, a mir wësse jo och, datt vill Efforte gemaach ginn, ech hunn dat schonn eng Kéier gesot. Mir wëllen net alles schwaarzmolen, bäi Wäitem net, well déi heite Regierung an deen heite Minister maache wierklech ganz vill Efforten, fir den ëffentlechen Transport ze förderen.

Et gëtt Retarden, déi hunn hir Ursaachen, mä dat, wat ech net verstinn, dat sinn déi Retarden, déi net ugekënnegt ginn. 10, 20, 30 Minutten, dat mécht wierklech eppes aus. Also, dat kritt ee regelméisseg gesot. An dat verstinn ech net, well do misste jo am Prinzip d'CFL wëssen, wéini e Retard ass. An do brauch ee just e puer Leit, fir an e Mikro ze schwätzen. Ech géif dat gäre wëssen, ech ka mer et guer net virstellen, ech hunn heiansdo Leit gefrot, firwat dat net funktionéiert. Et ass inimaginabel.

Mä ech mengen, innerhalb vun enger privater Struktur géif dat bestëmmt och net besser funktionéieren. Well de Géigendeel dovunner ass jo och, datt en ëffentleche Statut an enger ëffentlecher Struktur jo awer och d'Verbesserung vu Problemer garantéiert. Do kann een zum Beispill garantéieren, datt d'Benotzer zesumme mat de Leit, déi op der Bunn schaffen, Verbesserungsméiglechkeete mat kënnen ausschaffen. Dat gëllt dann eben och fir d'Verbesserung vun der Qualitéit, virop d'Informatioun. Mä och esou „Klengegkeeten" - tëschent Guillemeten, ech weess net, ob dat Klengegkeete sinn - wéi Abrien, déi grouss genuch sinn, genuch Sëtzplazen an esou weider, zemools wann et ganz kal ass. Et gëtt Garen, an net nëmme klenger, wou ee regelrecht erkale kann, zemools wann een 10, 20 Minutte waarde muss, ouni ze wëssen, wéini den Zuch kënnt.

Mä och d'Organisatioun op méi grousser Ebene wéi d'Schafung vu regionalen a multimodale Pôle-d'échangen, wou da souwuel Zuch, Tram, Bus, Carsharing, Covoiturage, Vëlo, Park & Riden an esou weider kënne geséchert ginn, awer och en ëffentlechen a regionalen Expressreseau schafen, deen op S-Bunne wéi och op Schnelltramme setzt, natierlech Richtung Esch, mä och an aner Richtungen. An déi géifen dann och d'Verbindung maache mat der Haaptstad awer och ënner sech, fir ze verhënneren, datt all Deplacement iwwert d'Haaptstad féiere géif.

Här President, ech hat mam Vëlo ugefaangen, ech wäert mam Vëlo ophalen. Jiddweree wäert net Vëlo fueren, déi eng aus kierperleche Grënn, anerer och, well se einfach keng Loscht hunn. Dat ass och e Recht. An anerer och, well se sech net sécher spieren, zemools innerhalb vun enger Stad. An de Problem, dee mer nach ëmmer hunn, och an der Haaptstad, dat ass, datt et zwar Plaze gëtt, Piste gëtt, déi sécher sinn, an duerno kënnt een erëm op eng Plaz, wou een an d'Schweesse kënnt. Heiansdo gëtt et och Plazen, wou een denkt, wou eng Pist gezeechent ass, mä déi trotzdeem net sécher ass. Do gëtt et och e Parteikolleeg vun eis, dee ganz vëlosbegeeschtert ass, an dee seet ëmmer, datt d'Piste rout bemoolt si ginn, fir datt een d'Bluttspuren net esou gutt kéint gesinn, well heiansdo kéint een… En huet vill Ironie! Am Prinzip funktionéiert et, mä et si Plazen, déi si wierklech e bësse geféierlech.

Mä wann een net ëmmer sécher ass innerhalb vun enger Stad, fir mam Vëlo ze fueren, ausserhalb vun de Stied ass een dat deemno wéi eendeiteg manner, och well guer keng Piste bestinn.

Mir begréissen och d'Reform vum Code de la route, wat d'Ofstänn ugeet fir d'Vëlosfuerer. Besser wär et awer och, datt ee méi geséchert Vëlospisten hätt, well och, wann en Autosfuerer 99% vun der Zäit oppasst, deen 1% vun der Zäit, wou en net oppasst, kéint geféierlech ginn.

An nach ee lescht Wuert zur Mobilitéit vun deenen, déi am Rollstull sinn oder manner mobill sinn. Mir hunn doriwwer net geschwat, ech hu souwisou och keng Zäit méi, fir dorobber anzegoen, mä ech mengen, dat ass och en Deel vun der Mobilitéit. An do ginn nach Efforte gemaach, ënner anerem och an der Stad, dat muss een zouginn, mä landeswäit gëtt et nach vill Efforten, déi een do nach kéint maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. D'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

(Interruptions)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ganz kuerz, Här Minister, wann Der erlaabt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah? Also…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- E war ugekënnegt gi vu sengem Fraktiounskolleeg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wéini?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wärend senger Ried huet deen en ugekënnegt. Wärend senger Ried.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Aah!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, et ass mäin zweete Lapsus scho fir haut.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Oh, dat gëtt Iech eng deier.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen et och ganz kuerz, ech halen Iech net nach laang op, fir dass den Här Minister dann och zu Wuert kënnt.

Ech hunn et eng Kéier schonn hei gesot: Wa mer d'Autoe wëllen aus der Stad eraushalen, da musse mer och d'Méiglechkeet ginn, fir d'Leit virun der Stad opzefänken. A wa mer den Tram ausbauen a Richtung Findel, dann, mengen ech, dass mer eis awer sollte Gedanke maachen, ob mer net déi Leit, déi aus der Regioun Oste kommen, schonn um Waldhaff opfänken. Dat sinn zwee Kilometer.

An ech war och mat engem Mann op der Plaz, dee sech mat deenen technesche Saachen an och mat der Geologie auskennt, an deen huet mer gesot, dass et effektiv do duerchaus méiglech wär, fir en Tram oder en Aarm vum Tram dohinnerfueren ze loossen. Wann dat e Projet ass, mengen ech, wa mer dat wëlle maachen, dann ass dat kee Projet, dee mer kënnen a 15 Joer maachen. Wann een dat do wëllt maachen, dann, mengen ech, kann een dat doten a fënnef Joer och realiséieren.

Mir hunn de Mëtte ganz vill ganz gutt Argumenter héieren, déi eng Gesamtvue ginn hunn iwwert d'Mobilitéit hei am Land. Ech wäert awer eppes derbäifügen, an Dir wësst dat, dass ech der Meenung sinn, dass mer den Oste vum Land och erëm eng Kéier mussen un d'Schinnennetz ubannen.

Mir hunn dräi Bunnen, déi fuere vum Waldhaff duerch Jonglënster iwwert d'Konsdréffer Kräizung bis op Iechternach, do hu mer op deenen 30 km ëmmer dräi Bunnen. An eng Bunn ass virgesinn am Projet vum Här Minister, fir eng Busspur fueren ze loossen.

Wann een eng vun deenen dräi Bunne benotzt, fir de Bus fueren ze loossen, an déi verbreedert, dat muss net vill sinn, well ech kann Iech soen, alleguerten déi Leit, déi do an déi Richtung fueren, do ass scho bal kee méi, dee sech traut, fir ze iwwerhuelen, well se fäerten, si géifen an de Radar rennen. Dat heescht, déi meescht Leit fuere mëttlerweil duerch de Waldhaff, net mat 90, mä mat 80, well se dat fäerten. Wa mer do géifen eng vun deenen dräi Bunne verbreederen ëm 1,50 m, da wär et och duerchaus méiglech, fir do Schinnen anzeleeën. An da kéinte mer erëm eng Verbindung maachen. Ech nennen et net Zuch, ech nennen et och net Tram. De Kolleeg David Wagner huet virdru geschwat vun enger S-Bahn. Da géif ech mengen, da sollt ee sech emol einfach Gedanke maachen, ob mer net wëllen eng S-Bahn uleeën, déi vum Waldhaff iwwer Jonglënster iwwert d'Konsdréffer Kräizung bis op Iechternach géif goen.

An dee Mann, mat deem ech geschwat hunn, dee sech ganz gutt auskennt, deen huet mer gesot, dass déisäit Iechternach a Richtung Bitburg nach ëmmer Schinne leien. Also ech mengen, dass ee sech sollt Gedanke maachen, fir effektiv dann och Däitschland dorunner kënnen unzeschléissen.

D'Linn Waasserbëlleg fir an d'Stad, dat wësse mer, dat war an der leschter Zäit och Thema vun enger Rei Question-parlementairen, déi un den Här Minister gereecht gi waren, ech mengen, do musse mer eng Kéier zesummen awer kucken, ob mer do um Horaire, haaptsächlech an de Spëtzestonnen eppes kënne maachen.

Voilà! An eng Gesamtvue zielt fir mech natierlech dann och den Osten. Ech weess, dass dat doten net haut a muer realiséiert gëtt. Mä en vue vum Horizont, soen ech awer elo emol, Horizont 2030 musse mer eis Gedanke maachen, ob mer dat dote wëlle maachen, wat doudsécher sënnvoll wär, well mer awer all Dag an all Joer méi Verkéier op der Iechternacher Streck hunn. An déi Leit, déi dat fueren, déi wëssen, dass se ganz, ganz oft moies schonn zu Gonnereng bei de Kriibseweieren am Stau stinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An ech verspriechen Iech heibannen: Ech bleiwen hannendrun!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou, ech froen da virsiichtshalber nach eng Kéier ronderëm, ob net nach een aus dem Westen oder aus dem Norden d'Wuert wëllt ergräifen.

(Hilarité, brouhaha et interruptions diverses)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Den Här Minister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci fir d'Hëllef, Här Wiseler.

(Hilarité)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wollt all Deputéierte Merci soe fir hir Bäiträg haut de Mëtteg. An, bon, ech wollt haaptsächlech elo net eng Konklusioun zéien, ech mengen, et geet mer drëms, haaptsächlech nach op e puer Froen, déi gestallt gi sinn, ze äntwerten.

Dat Éischt, dat war déi Fro, déi gestallt ginn ass iwwert dee Projet vum schnellen Tram am Zesummenhang mat der Entwécklung am Südweste vun der Stad. Ech mengen, den Här Schank hat gefrot, wéi ee sech dat kéint virstellen an där ganzer Ubannung, an och natierlech, well am Südweste vun der Stad jo vill Entwécklung geschitt.

Mä dat ass genau d'Iddi, déi derhannertstécht. Mir baue jo, mir sinn déck amgaangen, d'Emprisen ze kafen an ze plangen, fir de sougenannte Boulevard de Merl an de Boulevard de Cessange ze bauen. Dat sinn zwou ganz wichteg Stroossen am Südweste vun der Stad, engersäits fir d'Erschléissung natierlech vu Quartieren, mä awer och, well dat natierlech eng grouss, eng wichteg Viraussetzung ass am Kontext vun der Entlaaschtung vum Stadkär a puncto Verkéier.

Do sinn an de Projeten, esou wéi se de Moment, oder do waren an de Projeten, esou wéi se virgesi sinn, virgesinn, Busspuren ze bauen natierlech dorobber. A wa mer dee Projet géifen esou realiséieren, wéi et elo emol ugeduecht ass a wéi d'Richtung geet, da géifen natierlech déi Busspuren ersat ginn direkt duerch Tramstracéen, well da kéim den Tram jo vun do iwwer Hollerech iwwert déi zwee Boulevarden a Richtung Stäreplaz.

An d'Iddi ass jo dann, datt d'Stäreplaz en Dréikräiz gëtt fir direkt op de Kierchbierg. Well dat heescht, den Tram géif net duerch d'Avenue de la Liberté fueren, well dat mécht kee Sënn. Dat wär en Ëmwee, dee misst gefuer ginn. Mir wëllen d'Leit jo um direkte Wee dohinnerbréngen. An dat géif och erlaben, natierlech dee ganze Südweste vun der Stad matunzebannen un de Reseau. Dat ass am Fong d'Grondkonzept, wéi et opgebaut ass. Ech mengen, den Detail, wéi gesot, wäerte mer an der Studie gesinn, wéi dat kéint ausgesinn am Juni, wann déi bis fäerdeg ass.

Da war d'Fro gestallt ginn iwwert d'Gare Ettelbréck. Also ech mengen, stroossebauméisseg si jo schonn Aarbechten amgaangen. De Chantier vun der Gare geet de Summer un, also de Summer dëst Joer, an et ass virgesinn, datt et 2023 fäerdeg ass.

Da war och nach d'Fro gestallt ginn no deene ganze Saachen, déi mer amgaange sinn anzeféieren a puncto Verbesserung vun der Informatioun iwwert d'Verspéidungen, déi ganz Echtzäitinformatiounen. Déi Saache fonctionnéiere schonn. Op der CFL-App, do kann een d'Echtzäit scho kucke vun den Zich. Et ass esou, datt op der Péitenger Streck de Moment déi éischt Phas leeft. An déi leeft bis elo ganz gutt. Also haaptsächlech an der Gare Péiteng. Dat soll elo weidergoen.

Dat Nächst, wat drun ass, sinn d'Gare Beetebuerg an d'Gare Lëtzebuerg nach dëst Joer. D'Gare Beetebuerg bis de Summer, d'Gare Lëtzebuerg, am Prinzip misst et do am September/Oktober fonctionnéieren. An da gëtt et graduell natierlech um ganze Reseau agefouert. A bis Ufank 2020 soll dee ganze Reseau equipéiert sinn. Dat heescht, ab Ufank 2020 hutt Der um ganze Reseau déi Teleaffichagen.

Also, Dir hutt dann natierlech och déi zwee Niveauen, dat heescht, sougutt d'Informatioun vum Client wéi awer och dat, wat Der ugeschwat hutt, wat et schonn am Ausland gëtt, datt d'CFL an der Exploitatioun besser Méiglechkeete kréie wéi haut, fir anzewierken op Verspéidungen an och deementspriechend Ersatzléisungen ze sichen.

Da war nach gefrot ginn nom Matériel roulant. Mir haten nach där KISS-Automotricë jo nobestallt, zwou Stéck, déi ginn 2019 geliwwert, fir de Fuerpark ze verstäerken. Dann, hat ech jo gesot, leeft eng Ausschreiwung, fir fir 400 Milioune Material ze kafen. Dat sinn am Prinzip 32 grouss Automotricen. Déi sollen ab 2021 geliwwert ginn, bis 2024 déi lescht, dat heescht graduell. An dat ass eben och esou geduecht, datt a Fonctioun vum Ausbau vum Reseau, esou wéi en elo kënnt, och d'Méiglechkeet besteet, fir neit Rullmaterial anzesetzen.

Da war nach d'Fro gestallt gi vun de Park & Riden an de Grenzregiounen. Deen zu Mesenich gëtt an zwou Phasen ausgebaut. Déi eng Phas wäert elo relativ séier kommen. Dat heescht, dee gëtt wierklech riseg vergréissert. Dann ass de Park & Ride zu Waasserbëlleg. Rodange gëtt jo hei an der Chamber gestëmmt. Waasserbëlleg ass awer och wäit fortgeschratt. Den APD ass bal fäerdeg.

Da sinn déi zwee Stéck Lonkech an Thionville, déi sinn an deem Package mat dran, wou ech gesot hunn, datt mer se mat de Fransousen ofgemaach hunn. Deen zu Lonkech, dat ass een, wou d'Eisebunn am Gespréich schonn och ass mat der Stad Lonkech. Dat ass een, wou den Terrain am Fong do ass, dee relativ einfach wahrscheinlech ze amenagéiere wär, deen e grousse Virdeel hätt. Bei Thionville ass et äänlech. Do gëtt et e Projet vun der Gemeng schonn, deen ass direkt un der Eisebunn selwer.

Dann zu Arel, do hu mer jo mat de Belsch deen Accord elo iwwert d'Tarifikatioun, fir déi méi vergënschtegt Tarifikatioun. An an deem Kontext sinn op der belscher Säit d'Parkingen, also déi besteeënd Park & Riden, jo alleguerte gratis gemaach gi fir d'Zuchbenotzer. Dat war d'Géigepartie, déi d'Belsch geliwwert huet par rapport zum Fait, datt mir dee gënschtegen Tariff agefouert hu vum Zuch.

An et ass esou, datt doduerjer schonn zu Arel, do waren nach Plazen a Méiglechkeete fräi, Capacitéiten opgaange sinn, mä et ass awer och déi Iddi nach ëmmer, fir zu Viville, also bei Stackem do dee Park & Ride ze maachen. Do leeft d'Detailstudie. Dat kënne mer awer eréischt maachen, wann op der belscher Säit och um Niveau vun der Elektrifikatioun deen Ausbau, also déi Moderniséierung, déi do d'Belsch maachen, wann déi bis ofgeschloss ass. Éischter kënne mer et net maachen, well da fuere mir mat eisen Zich bis dohinner weider. Mä dat ass och e Projet, wéi gesot, dee leeft.

Da gëtt et nach eng Rei aner Iddie vu Park & Riden op der däitscher, franséischer, belscher Säit, déi de Bus betreffen, wou mer och amgaange sinn ze kucken. Zum Beispill een och op der Autobunn, deen am Kontext ze kucken ass vum Covoiturage. Dat ass op der Diddenuewener Autobunn, wou déi Gemeng eis en Terrain zur Verfügung géif stellen, wou och net vill ze maache wär fir den Accès, mä wou een dat kéint bauen. Also och déi Park & Ridë sinn, wéi gesot, déck um Lafen.

Da war nach gefrot ginn… Ah jo, an dann hat ech nach eppes vergiess: Am Kontext vun der Informatioun vum Client a vun der Echtzäit ass et esou, datt d'Zuchbegleetpersonal equipéiert gëtt nach dëst Joer mat Tableten, dat heescht, wou se vill besser a vill méi schnell Méiglechkeeten hunn, fir un Informatiounen ze kommen doriwwer, wat um Reseau lass ass. Dat heescht, déi si jo am Zuch beim Client, soudatt, wa Leit da froen, déi déi ganz schnell kënnen ofruffen an och iwwert dee Wee vill besser Informatioune kënne gi wéi haut.

Bei de Busspuren hu mer dräi grouss Projeten, déi wäerten och an de MoDu drakommen, déi jo och méi innovativ sinn. Dat eent ass eng Busspur, déi och e bëssen dat betrëfft, wat vum Här Baum elo just ugeschnidde ginn ass. Mir hu jo de Moment vun der lechternacher Streck erof haaptsächlech, wann ech den Oste kucken, ass jo d'lechternacher Streck deen Deel, wou mer keng zuch- oder schinnegebonne Léisung de Moment hunn.

Mir hunn awer allerdéngs Méiglechkeeten, fir mam Bus do performant Saachen ze maachen. An d'Grondiddi ass, fir e ganz héich performante Bussystem do ze installéieren, an zwar mat enger ofgetrennter Busspur, déi vu Jonglënster, also Jonglënster selwer, also ausserhalb vu Jonglënster bal, bis op de Kierchbierg wäert goen. Dat heescht, wou och souguer fir d'Echangeuren nach eppes ugebaut gëtt fir op de Kierchbierg. An dat gëtt eng Busspur - dee Projet wäert och am MoDu dra sinn -, dat gëtt eng Busspur, déi an der Mëtt wäert lafen, wou Portailen driwwer kommen, déi moies era fonctionnéieren an owes eraus, ebe fir mat deem Raum, dee mer hunn, besser eens ze ginn.

Déi nämlecht Studie leeft jo de Moment och fir den Eecher Bierg fir Richtung Norden erof. An och un der Richtung Hesper si mer amgaangen ze schaffen. A wéi gesot, déi sinn och am MoDu dran. An natierlech musse mer och an Zukunft fir d'Prioriséierung vum Bus nach Iddien hunn. Et leeft eng Iddi, also net eng Iddi, mä dat ass schonn eigentlech an der Ëmsetzung, dat ass Richtung Leideleng/Dippech dorower, wou mer och Méiglechkeeten hunn an och mussen eng Busspur zum Beispill installéieren.

Also, wéi gesot, dat sinn eng ganz Rei Projeten, déi sinn um Lafen. Déi wäerten och alleguerte souwisou am MoDu integréiert sinn.

Da wollt ech just nach, Här President, ee Wuert soen zu der Motioun, déi d'ADR ofginn huet. An ech wollt soen, datt déi Motioun mat engem Saz natierlech séier geschriwwe war, mä awer an der Praxis net ganz vill Sënn ergëtt, well wann hei steet, fir direkt och e Gesetzesprojet ze deponéieren, deen de Contournement Dippech virgesäit…

Ech wollt iwwregens soen: D'nächst Woch geet de Plan sectoriel «Transports» an de Conseil de Gouvernement, do steet de Contournement Dippech dran als Couloir, mä awer nach natierlech keen Tracé. Dat ass guer net méiglech. Do muss ee jo emol eng Studie maachen, fir ze kucken…

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Jo, mä, Här Gibéryen, wann Dir an enger Motioun hei fuerdert, direkt e Gesetzesprojet ze deponéieren! Wann een e Contournement wëllt bauen, da muss ee fir d'Éischt emol eng EIE maachen. Mir hunn nach d'lescht Woch d'Gesetz hei nach eng Kéier nogebessert. Da muss een iwwerhaapt emol sech iwwerleeën, wou dee soll goen a wat fir eng Variant een do soll eraussichen. An ech verstinn zwar Ären Objektiv heivunner, dat ass jo e politeschen Objektiv, deen Der hutt. Mä, sorry, dat, wat Der hei geschriwwen hutt, dat gëtt kee Sënn.

A wann d'Chamber esou eppes wéi dat hei géif stëmmen, da muss ech soen, da géif ech mer Froe stellen iwwert d'Seriositéit vun der Chamber,…

Une voix.- Ouh?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- …well esou kann ee keng Motioun, wéi déi hei, stëmmen. Jo, Här President, et deet mer leed, dat missen ze soen…

(Interruption par la présidence)

Neen, soss muss d'Chamber, Här President, soss muss d'Chamber d'Gesetzgebungsverfahren, wat se selwer gestëmmt huet, fir d'Éischt emol eng Kéier ännere goen, fir datt se esou eng Motioun wéi déi heite ka stëmmen. Well Dir fuerdert am Fong d'Regierung heimadder op, eng Illegalitéit ze maachen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister, Dir schwätzt an Hypotheesen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dat si keng Hypotheesen. Dat si Realitéiten. Duerfir…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech géif d'Chamber duerfir opfuerderen, natierlech déi Motioun hei, wéi et sech gehéiert, ofzeleenen, well déi gëtt näämlech kee Sënn.

(Hilarité)

An am Plan sectoriel «Transports», wéi gesot, wäert dat souwisou drastoen. Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech ginn dovun aus, dass d'Chamber scho weess, wat se ze maachen huet.

(Brouhaha)

Voilà, domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. Et bleift eis d'Motioun, wou ech dovun ausginn, dass se motivéiert ass.

Motion 1

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech muss nach ee Wuert soen. Neen. Ech muss nach e Wuert soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ee Wuert?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo. Merci, Här President. Vu datt den Här Minister dat gesot huet, muss ech dorop reagéieren.

Ech mengen, wa mir als Chamber soen, mir hätte gären, datt direkt de Projet gemaach soll ginn an deponéiert ginn, dann ass dat net gesot, datt e muss muer deponéiert ginn. Mä mir hätte gären, datt d'Regierung direkt ufänkt, un deem Projet ze schaffen an datt deen och da kann…

(Brouhaha général)

Jo, jo!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass näämlech…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister,…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass genau, et ass genau dat…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- … esou, wéi Dir eis dat proposéiert hutt, dass keen deen aneren ënnerbrécht!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass genau dat, wat de Kolleeg Max Hahn hei gëschter wuertwiertlech gesot huet. Et ass net méi an net manner, wéi datt dat direkt gemaach géif ginn, fir datt e ka mam Contournement vun Nidderkäerjeng zesumme realiséiert ginn.

An ech wollt virun allem dem Kolleeg Max Hahn hei d'Geleeënheet ginn, fir déi Motioun ze stëmmen. Et deet mer elo leed, en ass anscheinend elo plëtzlech…

(Hilarité et brouhaha)

…net méi heibannen! Dat ass schued, well ech hat op d'mannst gemengt…

Une voix.- Wou ass en dann?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech ginn dovun aus, dass en amgaangen ass, d'Trace ze zeechnen!

(Hilarité générale)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, op jidde Fall, e war dee ganze Mëtten heibannen, bis elo déi Motioun hei deponéiert ginn ass, an elo…

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Elo ass e fort!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Elo ass e wahrscheinlech an der Wiss ronderëm Dippech schonn amgaangen, deen éischte Spuetestéch ze maachen.

(Hilarité générale)

Mä et wier besser, e wier hei an e géif hei Fuerf bekennen an e géif hei matstëmmen.

Ech kéint mer zum Beispill net virstellen, well en huet gëschter hei am Numm vun der DP geschwat - en huet hei am Numm vun der DP geschwat! -, an ech ka mer awer elo net virstellen, datt d'DP géint dat stëmmt, wat se Wuert fir Wuert gëschter hei gesot hunn.

Mir bleiwen op jidde Fall derbäi, datt déi dote Motioun schonn hir Berechtegung huet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wuertmeldungen dozou? Den Här Minister huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, Här President,…

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah entschëllegt, Här Minister. Den Här Wiseler nach fir d'Eischt.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wollt just kuerz soen, datt mir als Fraktioun selbstverständlech fir e Contournement vun Dippech sinn. Mä esou, wéi dat hei formuléiert ass, muss ech awer soen, géif et just heeschen, datt mer de Contournement vun Nidderkäerjeng géife retardéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dach! An dat kënne mer absolutt net akzeptéieren. An duerfir kënne mer dës Motioun net stëmmen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Da kritt den Här Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, et sinn eigentlech schonn all d'Saache gesot. Mir wëssen alleguerten, datt deenen engen oder aneren de Contournement vun Dippech sécher um Häerz läit an datt déi d'Suerg hunn, datt dee Projet e Suivi soll kréien. An ech mengen, mir kréie jo an den nächsten Deeg Plan-sectoriellen, wou mer dann och gesinn, wéi deen Dossier weidergeet.

Mä wéi et hei formuléiert ass, ech mengen, dat ass jo ganz kloer - et ass scho gesot ginn -, datt een dat net esou kann akzeptéieren.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Ech mengen, mir wëssen alleguerten, am Detail geet dat aneschters, wéi Dir et hei formuléiert hutt. Ech mengen, dat war vläicht och einfach fir ze soen, datt eben och deen Dossier net soll vergiess ginn. Mä esou, wéi et hei formuléiert ass, mengen ech, Här President, ass et jo kloer, datt mer dat net kënne vun der Form hier stëmmen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Da wär et um Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech mengen, hei geet et net ëm d'Ofstëmmung fir oder géint de Contournement vun Dippech. Dat wëll ech kloerstellen. Mä hei geet et drëm, dass vun der ADR eppes verlaangt gëtt, wat eigentlech géint d'Gepflogenheeten an och géint eis Gesetzer verstéisst. Well ier e Gesetzesprojet zu engem Bauprojet kann deponéiert ginn, mussen eng ganz Rëtsch vun Etüde gemaach ginn. Do kënnt jo och e Montant drastoen, dat heescht, do muss also och gekuckt ginn, wat dat Ganzt kascht. An da muss een och wëssen, wéi genau den Tracé ass, soss kann een eigentlech esou e Projet net deponéieren.

Wat, mengen ech, gutt ass, dat ass hei gewuer ze ginn, dass awer an deem Plan sectoriel «Transports», dee mir als Parlament jo nach net kennen, deen d'Regierung deemnächst jo dann an d'Prozedur eraschécke soll, e Korridor virgesinn ass fir déi doten Infrastruktur. Dat ass fir mech essenziell. Dat ass méi wichteg, wéi an enger Motioun eppes hei ze verlaangen, wat eigentlech net machbar ass. Well hei steet - entgéint deem, wat den Här Gibéryen wollt hei gleewen doen - net dran, um Projet ze schaffen, mä et geet drëm, dass d'Regierung soll direkt e Gesetzesprojet deponéieren. An dat ass net méiglech.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass genau dat, wat den Här Hahn gesot huet, datt Dir géift maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den…

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An duerfir géif een dee vun Nidderkäerjeng…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Da wär et nach um Här Minister.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- …bremsen, wat Dir jo och net kënnt akzeptéieren, Här Bodry.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, den Här Bodry huet alles gesot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Ech wëll och just drop hiweisen, dass

den Här Hahn en bonne et due forme entschëllegt ass. Voilà, dat gesot, géif ech dann iwwert d'Motioun ofstëmme loossen.

(Brouhaha)

Hien huet sech bei mir entschëllegt, dass en éischter muss goen. Dat wëll ech just soen. Voilà!

(Interruption et hilarité)

Heimat ass d'Ofstëmmung lancéiert.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. Kann ech dovun ausgoen, dass jiddwereen ofgestëmmt huet? Dann ass d'Ofstëmmung elo ofgeschloss.

3-mol Jo an 49-mol Neen: Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Claude Wiseler), M. Marc Lies, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Franz Fayot), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Marc Angel) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous den nächsten Dënschdeg fir d'Deklaratiouun zur Lag vun der Natioun. An domat schléissen ech d'Sëtzung of.

(Fin de la séance publique à 18.57 heures)

SÉANCE 32 MARDI, 24 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op an ech froen d'Regierung dës Kéier net, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet, well si wäert gläich eng méi länger Kommunikatioun maachen. Merci, Här Statsminister.

Ech wëll och d'Vertrieder vun eisen Nopesch- a méi wäitgeleeëne Länner häerzlech wëllkomm heeschen hei an der Chamber.

2. Communications

An ech wollt déi normal Kommunikatioune maachen, dass déi Lëschte vun de parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten deponéiert gi sinn, grad wéi d'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung deponéiert goufen, un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt gouf.

Communications du Président - séance publique du 24 avril 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7280** - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie*

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.04.2018

***7281** - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 17.04.2018

***7282** - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'Autoroute A13*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018

***7283** - Projet de loi portant modification:*

1. de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains;

2. de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

3. de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac;

4. de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 18.04.2018

***7284** - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018

***7285** - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018

***7286** - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol»*

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 18.04.2018

***7287** - Projet de loi portant organisation de la cellule de renseignement financier (CRF) et modifiant: 1. le Code de procédure pénale; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 23.04.2018

***7288** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 23.04.2018

***7289** - Projet de loi portant sur la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture et portant modification du Code du travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.04.2018

***7290** - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.04.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Dir wësst, dass de Plat de résistance dës Woch den Débat sur l'état de la nation ass. Dir hutt den Ordre du jour vun dëser Woch zougestallt kritt, esou wéi e vun der Presidentekonferenz de leschten Donneschdeg proposéiert ginn ass. An ech wollt d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass. Just mat der Bemierkung, dass mer muer nach eng Kéier drop zréckkommen, well eng kleng Inversioun vu Projeten en Donneschdeg gefrot ginn ass. Mä mir wollten dat awer mat deene jeeweilege Fraktiounen nach ofklären.

Dat gesot, géif ech dann, Dir Dammen an Dir Hären hei am Haus an dobaussen, d'Wuert un de Premier- a Statsminister Xavier Bettel weidergi fir seng Erklärung zur Lag vun der Natioun. An ech kann och jiddweree berouegen, deen drop géif waarden, dass mer en äänlechen Incident géife kréie wéi d'lescht Joer, dass mer dës Kéier duebel ofgeséchert sinn. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass schonn dëst Joer e spezielle Kontext fir dës Ried zur Lag vun der Natioun. Et ass e spezielle Kontext, well mer um Enn vun enger Legislaturperiod sinn. Am Hierscht gi mer eng nei Chamber wielen. Mir sinn an engem Wahljoer an dat ass e wichtege Rendez-vous an enger Demokratie.

An de Méint virdru positionéiere sech déi verschidde Parteien an et gëtt un de Programmer an un de Prioritéiten de Moment geschafft. Et geet dobäi ëm d'Land. Et geet ëm d'Aart a Weis, wéi mer Lëtzebuerg wëlle gestalten. Et geet ëm eis Vergaangenheet an et geet och virun allem ëm eis Zukunft. Et geet ëm déi Honnertdausende Leit, déi hei liewen, wunnen a schaffen. Et geet ëm d'Familljen, ëm d'Kanner vun haut an ëm d'Kanner vu muer. Et geet och ëm d'Fro, wéi eng Leit an den nächste Jore sollen hei zu Lëtzebuerg an der Verantwortung sinn.

An de Parteizentrale gëtt dofir net nëmmen un deene beschten Iddie fir d'Land, mä och un deene beschte Strategië fir de Wahlkampf am Moment geschafft. Jiddwereen ass bemëit, de richtege Wee ze fannen, fir d'Leit, fir de Wieler vun den eegenen Iddien iwwerzeegt ze kréien.

Haut de Mëtteg, Här President, an déi nächst Deeg geet et eis hei och ëm d'Zukunft. Et geet ëm d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Mir diskutéieren iwwert d'Situatioun haut an iwwert de Modell fir muer. Mir sinn do net all därselwechter Meenung heibannen an et ass ze erwaarden, dass an der Diskussioun d'Linnen dës Kéier och wäerte méi schaarf gezu ginn.

Mir sinn an engem Wahljoer. D'Bewäertung vun der Situatioun, wéi se sech haut duerstellt, steet fir déi meescht dofir och ganz oder zum Deel scho fest. Souwuel fir d'Majoritéitsparteie wéi fir d'Oppositiounsparteie si Riede scho preparéiert, fir hei am Plenum an och vis-à-vis vun der Press duerno hir Aussoe kënnen ze maachen.

Jiddwereen, a vill vun Iech heibanne waarde just op de Moment, fir kënnen op de Send-Knäppchen ze drécken, andeems se och hoffen, dass dee Message, dee se posten, de Wee bis an de grousse Public wäert fannen.

(Brouhaha)

Nach ass et awer och esou, dass et an eiser Welt net just drëms geet, Här President, ëm wat gesot gëtt - vum Här Wolter -, mä ëm dat, wat ass. E freet schonn d'Wuert, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et huet keen d'Wuert gefrot, Här Statsminister.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä et geet, Här President, nach eng Kéier, net just ëm wat gesot gëtt, mä ëm dat, wat ass.

Et soll net just drëms goen, wie wat wou wéini kommunizéiert, mä et soll ëm d'Realitéite goen, ëm déi tatsächlech Situatioun, ëm den État de la nation.

A mir hunn e gemeinsamt Zil. Mir hunn en Uleies, wat eis iwwer all Parteigrenzen ewech matenee verbënnt: d'Verbonnenheet mat onsem Land an d'Beméien, dat Bescht ze maachen, fir d'Liewensqualitéit vun onse Matmënschen ze erhalen an och ze verbesseren.

Mir sollen dofir och éierlech si mat eis selwer a mat de Leit, déi eis hiert Vertraue bei deene leschte Wahle ginn hunn. Mir sollen d'Situatioun net schlechtrieden an och net d'Aen zoumaache virun den Erausfuerderungen, déi virun eis leien. Mir kënnen de Bols moossen, feststellen, dass Lëtzebuerg bei gudder Gesondheet ass an et awer méiglech ass a muss sinn, dass ee Risiken erkennt. Mir mussen all Bedenken eescht huelen, déi grouss, Här President, souwuel wéi déi kleng, a mir hunn d'Flicht, eis och ëm déi Uleiessen ze këmmeren, déi nach wäit virun eis an der Zukunft leien.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

An dëser Legislaturperiod huet Lëtzebuerg sech gutt entwéckelt. D'Fakten, also déi brut Zuelen, beleeën dat. Den Thermometer, mat deem international gemooss gëtt, wéi gutt oder schlecht e Land sech entwéckelt huet, weist zu Lëtzebuerg haut virun allem positiv Wäerter. Lëtzebuerg ass 2018 kärgesond a gutt opgestallt fir d'Zukunft.

Zu deenen objektive Parameteren, fir dat ze beleeën, gehéieren d'Statsfinanzen.

Am Dezember 2013 war d'Situatioun ugespaant an d'Regierung huet sech deemools zum Zil gesat, d'Scholdespiral auszebremsen an den Defizit och ze reduzéieren. Mir hunn eis drop gëeenegt, eng nei Steierpolitik ze maachen, fir méi Iwwersiicht an Transparenz ze suergen a gläichzäiteg awer och sécherzestellen, dass dat enormt Lach duerch d'Ewechfale vun der TVA um Commerce électronique kompenséiert kéint ginn. E Lach, wat zejoert ronn eng Milliard Euro ausgemaach huet!

Déi éischter negativ Viraussetzunge bei de Statsfinanze waren am Dezember 2013 eng ganz grouss Erausfuerderung. Ech ka mech ganz gutt drun erënneren, dass et och am Finanzsecteur Opreegung gouf, well verschidden Agencen ugefaangen hunn, hir Zweifel ze hunn, wat den Triple-A-Rating fir onst Land betrëfft. E Rating, dee méi bedeit ewéi iergendeng dräi Buschtawen. Et ass en fait eng onverzichtbar Zertifikatioun fir eis Finanzplaz a fir ons Wirtschaft allgemeng.

D'Regierung huet also missen handelen, och wann dat deemools onbequem war. Et gouf beim Stat selwer gespuert, et sinn Depensen iwwerkuckt an nei Recetten agefouert ginn. Dat hat säi politesche Präis, a mir hätten och léiwer esou Mesuren evitéiert. Et gouf awer kee Choix. An ech bereien et net, dass mer dee stengege Wee gaange sinn. D'Resultater weisen, dass mer och um Pavéwee gutt virukomm sinn.

Mir hu fir d'Joer 2017 en Iwwerschoss beim Gesamtstat vun 858 Milliounen Euro respektiv +1,5% vum PIB. Dat ass exzellent an erkläert sech virun allem duerch scho bal spektakulär Resultater bei der Administration centrale, wou mer et iwwert déi ganz Legislaturperiod fäerdegbruecht hunn, iwwert de Previsiounen ze leien, déi am Budget festgehale goufen.

Fir 2017 bedeit dat, dass den Defizit beim Zentralstat elo bei 220 Milliounen Euro läit, also 819 Milliounen Euro manner Defizit, ewéi am Budget fir 2017 nach virgesi waren. An dat, obschonns deen héijen Niveau vun den Investitiounen net just gehale ginn ass, mä souguer nach an d'Luucht gesat gouf! Haut kënne mer festhalen, dass d'Depensë vum Stat am Grëff sinn an d'Recettë sech besser entwéckelt hunn, ewéi nach am Ufank vun der Legislaturperiod virausgesot war.

Et féiert och dozou, dass de Solde structurel, iwwert deen an dësem Kontext gär geschwat gëtt, fir d'lescht Joer bei +2,2% vum PIB läit. An dat ass wäit iwwert deem mëttelfristegen Objektiv vu -0,5%, dee mir no den europäesche Regelen hätte missen anhalen. Dës Resultater schafen och en neien Ausgangspunkt fir dëst Joer, wou mer an der Administration centrale elo mat engem wäit méi niddregen Defizit rechnen, wéi am Budget 2018 virgesi war. Den Iwwerschoss beim Gesamtstat géif deemno fir dat lafend Joer bei ronn 647 Milliounen Euro leien, also +1,1% vum PIB.

Dat alles, Här President, si Resultater, wéi Lëtzebuerg se laang net méi kannt huet, a maachen eis a Saache Statsfinanzen zu engem vu de Musterschüler vun der Europäescher Uniou.

Virun allem awer geet déi positiv Entwécklung och weider. Eis Statsschold geet an den nächste Jore weider progressiv erof, net nëmmen a Prozenter vum PIB, mä, spéitstens vun 2021 un, och an absolutten Zuelen.

Déi viregt Regierung, an ech wëll Iech drun erënneren, hat mat enger Statsschold gerechent, déi no un den 30% géif krazen. An et ass een dovunner ausgaangen, dass duerch d'Ewechfale vun de Recettë vum Commerce électronique an aneren Entwécklungen och net méi vill drun ze ännere wär. Haut läit deen Taux bei 23% vum PIB, wat manner héich ass ewéi Enn 2013, a mir rechnen domat, dass en a véier Joer souguer ënner 20% kënnt.

Wann also weider mat Wäitsiicht geschafft gëtt, kann een och mat Zouversiicht no vir kucken.

D'Regierung huet mam Fonds souverain intergénérationnel och e Sécherheetsnetz geschaaft fir de Fall, wou eng onerwaart Entwécklung géif kommen. Et ass eng Reserv, Här President. Et ass eng Reserv fir d'Zukunft a fir déi nächst Generatiounen. Haut ass dee Fong scho mat enger Véirelsmilliard Euro gefëllt.

Et ass net dat iewescht Zil vun der Politik an och net vun der Regierung, fir en Equiliber am Budget ze hunn, wann ee just Recetten an Depensë géintiwwerstellt. Et ass awer eng Verantwortung vis-à-vis vun onse Kanner, fir d'Statskeess am Grëff ze hunn a fir gläichzäiteg an d'Zukunft och ze investéieren. Dat, a virun allem dat, Här President, ass dat iewescht Zil vun dëser Regierung gewiescht, an ech sinn och houfreg, dass mer dëst Zil erreecht hunn!

Mir investéieren eleng dëst Joer ronn 2,4 Milliarden Euro an d'Zukunft. Mir investéieren direkt an Infrastrukturen, an d'Mobilitéit an an de Wunnengsbau. Wann de Stat weider investéiert, fir de Fonctionnement vun onsem Land méi effikass, fir den ëffentlechen Déngscht an d'Administratioun méi performant ze maachen an de Bierger e bessere Service ze bidden, dann ass dat och eng noutwendeg a richteg Investitioun an d'Attraktivitéit vun onsem Land. Et sinn Investitiounen an d'Qualitéite vun de Servicer. Et sinn Investitiounen an d'Sécherheet an och Investitiounen an d'Nohaltegkeet.

Wa bal all zweeten Euro, also 11,7 Milliarden Euro, dëst Joer fir d'Sozialleeschtungen, d'Sécurité sociale, an d'Transferts de revenus bestëmmt ass, dann ass dat keng einfach Depense, mä et ass eng Investitioun an d'Liewensqualitéit, an d'Gesondheet an an d'Solidaritéit.

Mir hunn de Spagat fäerdegbruecht, fir en historesch héijen Niveau vun Investissementer ze garantéieren a gläichzäiteg den Equiliber am Budget ze kréien. Déi däitlech Hausse op der Recettësäit, iwwert dës Legislaturperiod gekuckt, erkläert sech net zulescht duerch déi gutt Entwécklung vun onser Finanzplaz, déi e wichtege Pilier vun onser Ekonomie bleift an déi haut och gutt opgestallt a staark ass.

Ech ka mech gutt erënneren, dass d'Stëmmung viru véier Joer eng aner war, a mir haten als Land an als Lëtzebuerger éischter alleguerten desagreabel Momenter ze erliewen. Et goufen an der Vergaangenheet Modeller ausgeschafft, déi eis an de leschte Joren u Renommee kascht hunn. Mat de LuxLeaks-Publikatiounen ass déi Mëllech, déi mer jorelaang gedronk hunn, ganz schëtzeg iwwergekacht an huet déi ganz Kiche mat verknascht.

Zanterhier ass vill geschitt an eist Land ass souwuel an der Steierpolitik ewéi an der allgemenger wirtschaftlecher Ausriichtung nei Weeër gaangen. Mir hunn an deene leschte véier Joer vill Efforte gemaach, fir méi Transparenz ze schafen a Lëtzebuerg aus deem däischteren Eck mat groen a mat schwaarze Lëschten erauszekréien.

Haut si mer an enger anerer Situatioun, wou mer nees unerkannt gi fir eis Kompetenzen, fir den Know-how, fir déi gutt Qualitéit vun den ëffentlechen Instanzen, vun der Proximitéit vun den Decisiounsorganer an net zulescht wéinst eiser politescher Stabilitéit a virun allem der Previsibilitéit.

Eis Finanzplaz ass haut net just méi transparent, mä si ass och méi performant ewéi am Ufank vun dëser Legislaturperiod. Och an anere wirtschaftleche Secteuren huet Lëtzebuerg sech awer staark entwéckelt an et sinn nei, ganz effikass Aktivitéiten derbäikomm.

Dass dat esou méiglech ass, kënnt awer net vun ongeféier. Et si schonn an deene leschte Joren a Jorzéngten eng Rei richteg Decisioune geholl ginn, déi et eisem Land erlaabt hunn, sech ze behaapten an engem internationale Kontext, deen ëmmer méi concurrentiel gëtt. Esou war et zum Beispill richteg, dass virun iwwer zéng Joer massiv an d'Konnektivitéit vum Land investéiert ginn ass. Et war och richteg, dass eng virsiichteg Steierpolitik gemaach gouf, déi d'Attraktivitéit vum Land garantéiert huet, an et war och richteg, dass nei Beräicher entwéckelt goufen an déi wirtschaftlech Diversifikatioun virugedriwwe ginn ass.

D'Schafe vun der Uni Lëtzebuerg an d'Stäerke vun der Recherche hunn dozou bäigedroen, dass mir eis haut kënne behaapten a Beräicher ewéi Biomedezinn oder den Ekotechnologien. Hei huet d'Regierung och no 2014 weider massiv investéiert an och developpéiert. Mir hu ganz bewosst de Budget fir all Beräicher vun der Recherche an der Ausbildung massiv an d'Luucht gesat.

Eleng fir de ganze Secteur vun der Educatioun an der Kannerbetreiung schwätze mer hei vun enger Hausse vun 1,7 op iwwer 2,2 Milliarden Euro an deene leschte véier Joer, also 500 Milliounen Euro pro Joer méi fir de Beräich vun de Kanner a Jonken, déi d'Zukunft vum Land bestëmmen a gestalten. Dat sinn enorm wichteg Investitiounen, déi just méiglech sinn, well de Budget mat Virsiicht, Wäitsiicht a gesondem Mënscheverstand geréiert gouf.

Et sinn an de leschte véier Joer déi richteg Decisioune geholl ginn, wat d'Statsfinanze betrëfft. Ech deelen och eng grondsätzlech Vue mat mengem Virgänger am Statsministère. Ech zitéieren: „Iwwer Prognose fir déi nächst Jore kann ee streiden. D'Resultat vun de leschte Joren ass dat, wat et ass."

Bei de Statsfinanzen ass dat Resultat objektiv positiv.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet Lëtzebuerg finanziell gutt. Esou wéi et an all Stot doheem ausgesäit, esou ass et fir d'Land och net anescht. Et ass ee méi fräi, méi berouegt an et fillt ee sech méi sécher, wann ee weess, dass d'Finanze stëmmen an ee weess, dass ee säi Liewe kann esou gestalten, ewéi een et fir richteg hält, dass een de Kanner kann dat bidden, wat se brauchen an awer nawell um Enn vum Mount déi zwee Enner beieneekritt.

Dat heescht awer net, dass et soss keng Erausfuerderunge gëtt oder Schwieregkeeten am Alldag. Et heescht och net, dass ee sech ka sécher sinn, dass et ëmmer esou weidergeet. Fir de Stat gëllt genau datselwecht. Et leie grouss Defie virun eis an elo musse mir net nëmmen u muer an un haut, mä och un iwwermuer denken.

Et sinn zanter dem Dezember 2013 wichteg Reformen hei am Land ëmgesat ginn. Et ass haut net den Dag, fir e komplette Bilan ze zéie vun deene leschte véier Joer, an et ass och net de Moment, fir sech op d'Schëller ze klappen. Et ass awer de Moment, fir ze erklären a fir a verschiddene Beräicher drop anzegoen, wou mer hierkommen, wou mer haut sinn a wou mer kënnen oder och vläicht mussen hikommen.

Ech wäert haut och ganz bestëmmt net all Element am Detail kënnen uschwätzen. Mir hunn dëst Joer am Kader vum Europäesche Semester nach verschidde sektoriell Debatten. Dat ass de Kader fir en Debat iwwer konkret Mesuren an iwwert d'Objektiver an den nächste Joren.

Ech wëll awer verschidde Realitéiten heibanne beliichten, well se grondleeënd si fir d'Entwécklung vum Land an och fir eis Gesellschaft.

Et gouf notamment e grousse Wiessel an der Approche vis-à-vis vun de Kanner an de Familljen. Mir hu grousse Wäert op Eegestänneg- an Onofhängegkeet vun den Elteren, vum Papp a vun der Mamm, geluecht an op d'Zukunftschancë vun de Kanner. Wat fir eis iwwer allem steet, ass, de Kanner déi beschtméiglech Chancen ze ginn, fir am Liewen Erfolleg ze hunn. An zwar all de Kanner, egal wéi hir sozial Situatioun ass, egal ob se aus enger Famill kommen, wou d'Mamm oder de Papp eleng fir d'Educatioun zoustänneg ass, egal wéi ee kulturellen oder sproochlechen Hannergrond déi Kanner hunn.

Kanner, ëm déi mir eis net këmmeren, ginn Erwuessener, déi sech net këmmeren.

An deem Sënn hu mer vill Energie an Häerzblutt dran investéiert, den Erwuessene vu muer schonn haut dat ze ginn, wat se brauchen. An dat ass virun allem ëmmer nach Zäit mat deenen, déi hinnen am wichtegste sinn: mat hiren Elteren.

D'Reformen am Beräich vun der Familljepolitik hunn da virun allem derfir gesuergt, dass zu Lëtzebuerg haut méi Zäit tësche Kanner an Eltere verbruecht gëtt, wéi dat 2013 de Fall war. Duerch deen neien, méi flexibelen a méi attraktive Congé parental, mä och duerch d'Reforme bei de Congé-extraordinairë gi mer de Besoine vun de Familljen haut besser gerecht ewéi virdrun.

Haut huele bal geneesou vill Pappen de Congé parental ewéi Mammen. D'Zuel vun den Demanden ass zejoert ëm 70% an d'Luucht gaangen. Bei de Pappe war et eng Hausse vun 190%. Am Ganzen ass et e Plus vu 4.122 Mammen a Pappen, déi am Joer 2017 de Congé parental ugefrot hunn. Ob et déi richteg Decisioun war oder net, dofir brauch ech just eng ILReS-Émfro ze zitéieren, dass 98% vun de Leit méi wéi zefridde si mat där Offer, wéi se am Ament ass.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et geet eis awer net duer a mir wëlle méi fir d'Elteren a méi fir d'Kanner. D'Regierung wëllt dofir och eng Diskussioun féieren iwwer weider Schrëtt. Mir proposéieren, d'Flexibilitéit weider auszebauen a Modeller auszeschaffen, wou d'Aarbechtszäit an d'Zäit mat der Famill sech optimal kënnen ergänzen.

De Stat soll d'Viraussetzunge schafen, dass d'Betriber an d'Salariéë sech besser op nei Aarbechtszäitmodeller kënnen eenegen. Mir wëllen e gesetzleche Kader schafen, deen et erlaabt, dass jonk Mammen a Pappe kënnen hiren Alldag esou vill wéi méiglech mat hire Kanner verbréngen, ouni dass dat op d'Käschte vun de beruffleche Perspektive geet oder op d'Käschte vun der Produktivitéit vum Betrib. Et ass eng Erausfuerderung, mä eng realistesch an eng finanzéierbar, well mer esou gewirtschaft hunn, dass och déi finanziell Moyenen do sinn.

Jo, d'Schoul huet sech verännert a verännert sech weider. Et ass dofir och e groussen Defi a gläichzäiteg e permanente Prozess, fir den Educatiounssystem unzepassen an de Verännerungen an der Gesellschaft och gerecht ze ginn. D'Schoul ass net d'Plaz vun der Ideologie, mä vun der Fräiheet, vun der Eegestännegkeet a vun der Gerechtegkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- De Schoulsystem gouf an de leschte Jore verbessert a mir hu Reformen ëmgesat, déi derzou féieren, dass d'Schoul méi no un der Liewenswierklechkeet ass an dass se den Ufuerderungen och besser standhält.

Esou ass zum Beispill an engem Domän vun eisem Bildungssystem kontinuéierlech geschafft ginn, well et noutwendeg war, an dat ass dee vun der Formation professionnelle. D'Regierung huet Schrëtt fir Schrëtt de System adaptéiert an och méi praktikabel gemaach, zesumme mat de Partner, mat de Beruffskummeren, mat de Gewerkschaften a mat de Lycéeën!

Mä och hei solle mer net stoe bleiwen, mä weider dru schaffen, dass d'Beruffsausbildung e gläichwäertegen Zweig vun onsem Bildungssystem gëtt a fir Perspektive steet. Mir bauen Trapen, déi d'Leit kënnen eropgoen an zwar bis erop an den Enseignement supérieur, vun engem Certificat de capacité professionnelle, also dem CCP, bis erop iwwert d'Meeschterprüfung, Technikerdiplom, dem BTS bis bei de Master. Esou gëtt d'Beruffsausbildung ee vu ville méigleche Weeër, fir och méi héich Diplomer ze maachen.

Fir d'Beruffsausbildung weider opzewäerten, deposéiert de Bildungsminister nach virun Enn vun dëser Legislaturperiod e Pilotprojet, wou e Schüler parallell zu enger Première am Enseignement secondaire général en zweeten Ofschloss an der Beruffsausbildung ka maachen. Esou kann ee Jonke sech am Fong all Méiglechkeeten ophalen: an de Beruff eraklammen, weider studéieren, nom Studium zréck an de Beruff oder sech preparéieren, fir e Betrib ze iwwerhuelen. Esou brénge mer et zesumme fäerdeg, Schrëtt fir Schrëtt d'Beruffsausbildung nees zu deem ze maachen, wat mer eigentlech alleguerte wëllen: eng Ausbildung, déi all Jonken eng Perspektiv offréiert, a gläichzäiteg kréien eis Entreprisë gutt ausgebilte Fachleit.

Eis Schoul ass an de leschte Joren och méi inklusiv ginn. Do, wou getrennt gouf, ass zesum-

megefouert ginn. Dat gëllt fir den neie Wäerteunterrecht, wou haut all d'Schüler an engem Cours sinn. Et gëllt och fir de Volet vu Schüler, déi eng aner Mammesprooch eréi Lëtzebuergesch schwätzen. Um Enn vun dëser Legislaturperiod hu mer mat Déifferdeng, Esch, Clierf, Munneref a Jonglënster fënnef nei Schoule mat europäesche Programmer opgemaach. Eis Schouloffer ass méi villfälteg ginn. Et si sechs nei Sektioune geschafe ginn am Secondaire classique an am Secondaire général.

Eis Schoul ass méi autonom ginn. Mir ginn den Akteuren um Terrain d'Méiglechkeet, och Modeller selwer ze definéieren. Eis Schoul ass och méi modern ginn! Mir hunn de Sprong an déi digital Welt gemaach. Eis Schoul ass um Enn vun dëser Legislaturperiod och méi sozial a méi sozial verantwortlech.

An den nächste Woche gëtt hei d'Reform vun der Ediff gestëmmt. An eleng dëst Joer sinn iwwer 150 Poste geschafe gi fir déi psychologesch a sozioeducativ Prise en charge vu Kanner a Jugendlecher. Et sinn 20 Stonne pro Woch Gratuitéit vun der Kannerbetreiung, déi agefouert gi sinn, an d'Schoulbicher schloe bei der nächster Rentrée net méi an de Portmonni vun der Famill.

Déi wichteg an dréngend noutwendeg Etappe si gemaach a fir déi nächst Joren ass eng Prämiss, eiser Meenung no, zentral: Dat ass, dass mer Rou behalen an den Enseignanten Zäit ginn, fir sech op d'Kanner och kënnen ze konzentréieren. Et muss, et dierf an et soll een dernieft dann och weider derfir suergen, dass déi Projeten, déi ëmgesat an ofgeschloss sinn, och weider suivéiert ginn.

Mir sollen éierlech mat eis selwer sinn. Dat gëllt och fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg an d'Zukunft vun der Ekonomie insgesamt. D'Digitaliséierung huet haut en enormen Afloss op d'Aart a Weis, wéi mer liewen, wéi mer kommunizéieren an awer och, wéi mer a wou mer schaffen. Dat wäert sech an deenen nächste Joren och nach méi intensivéieren.

Et ass fir eis als Memberstat vun der Europäescher Unioun, als oppen Ekonomie an als Land, wou déi natierlech Ressourcen an d'Surfacë limitéiert sinn, vun enormer Wichtegkeet, dass mer an deem dote Beräich Akteur sinn an net Follower ginn. Mir sinn ofhängeg vun Investitioune vu baussen, well mer se zu Lëtzebuerg selwer eleng net kënne generéieren an deem Mooss, wéi mer se brauchen, fir dass mer Aarbechtsplaze garantéieren a selwer schafe kënnen an deem Beräich. Mir mussen also attraktiv sinn. Eise ganze Sozialmodell, eis Entwécklung, eis Nohaltegkeet an och eis Liewensqualitéit hänken dervun of, wéi mer eis Wirtschaft och an den nächste Jore wëllen ausriichten.

D'Regierung huet engersäits op deem opgebaut, wat virdru geleescht ginn ass, an anerersäits eng komplett Neiausriichtung vun eiser Ekonomie duerchgesat. Et goufen och scho virun 2013 richteg Choixe getraff. D'Investitiounen, esou wéi ech virdru gesot hunn, an der Konnektivitéit, d'Schafe vun Entreprisen am Datazenterberäich, d'Schafe vu Fuerschungsinstituter eréi de LIST, den LIH an de LISER oder de Projet vum Logistikzenter si Beispiller vun enger Wirtschaftspolitik, déi och haut nach Friichten dréit.

Dat staark verännert Ëmfeld haut, wat duerch geopolitesch Entwécklunge beaflosst ass, huet awer no Verännerunge verlaangt. Mir si gequëtscht tëschent China a Russland op där enger Säit an den USA op där anerer Säit. Mir si Konkurrente vun onse Partner, an duerch de Brexit ass e wichtegen Alliéierten, wat de Finanzsecteur betrëfft, och geschwächt ginn. Mä mir hunn och nei Allianzen op- an ausgebaut, notamment mat Irland. Eis Relatioune mat anere Länner eréi Estland si verstäerkt ginn an och eis direkt Nopeschlänner hunn haut eng ganz positiv Approche vis-à-vis vu Lëtzebuerg. A gleeft mer, dat war net ëmmer an deem Mooss de Fall eréi haut!

D'Promotioun vu Lëtzebuerg ass an dëser Legislaturperiod konsequent verännert ginn. Mir hunn en Nation Branding entwéckelt, dee wäit iwwert déi reng wirtschaftlech Promotioun erausgeet an elo schonn eng fest Plaz an eiser Duerstellung no baussen huet. Et ass awer och un der Aart a Weis, der Struktur, dem Zesummespill an der Strategie vun der Promotioun geschafft ginn. Et gëtt haut eng Koordinatioun tëschent de Ministèren, tëschent den ëffentlechen an de privaten Akteuren an et gëtt mat Luxinnovation eng zentral Agence, wou mer déi verschidde Secteuren developpéieren an eis d'Geschirkëscht fëllen, fir Lëtzebuerg professionell kënnen op d'Landkaart vun de Betriber ze setzen.

De Wirtschaftsminister, an déi ganz Regierung, hat an de leschte véier Joer grousse Succès, wann et drëms gaangen ass, och nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréie respektiv déi Firmen, déi hei sinn, och ze halen. Et ass net just Google, déi sech zu Lëtzebuerg bekennen an hei wëllen e konkrete Projet ausschaffen, et ass och zum Beispill Amazon, déi hir Effektiver an d'Luucht gesat hunn, et ass Ferrero, déi hiren neie Siège hei zu Lëtzebuerg bauen, et ass ArcelorMittal, déi hire Weltsiège hei um Kierchbierg och wëlle bauen, et ass d'Goodyear oder Dupont, déi och annoncéiert hunn, dass se weider wëllen hei zu Lëtzebuerg investéieren.

Dat fonctionnéiert allerdéngs just, well och déi richteg Decisioune geholl goufen, fir Lëtzebuerg weider attraktiv ze halen. Et fonctionnéiert, well de Lien zu den Decideure gutt ass. An et fonctionnéiert, well Lëtzebuerg e stabelt a finanziell ofgeséchert Land ass, well d'Liewensqualitéit héich ass fir d'Leit, déi hei schaffen, well d'Schoul, déi medezinnesch Versuergung an déi kulturell Offer vun héijer Qualitéit sinn. An et fonctionnéiert, well déi Entreprisen u Lëtzebuerg gleewen.

De Motor vun eiser Ekonomie dréit an et kënnt de Leit och direkt zegutt. De Chômagetaux ass an de leschte Jore kontinuéierlech erofgaangen, vu 7,1% um Ufank vun der Legislaturperiod op haut 5,7%. Eis Wirtschaft ass am Déngscht vun de Leit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, musse mer och weider garantéieren. Wann een d'Schlagwierder „Lëtzebuerg" an „Wirtschaft" op enger Sichmaschinn antippt, muss méi e breet Bild gezeechent ginn eréi EU, Stol, Finanzen, de Cargoberäich an d'Satellittenindustrie. Eist Land muss mat enger Visioun verbonne ginn, mat enger Strategie, mat Zukunft a mat Courage. Den Ufank ass gemaach.

Mir hunn eis bannent kuerzer Zäit eng weltwäit Renommee opgebaut am Beräich vu Weltraumtechnologien a Spacemining. Mir hunn aus dem Finanzsecteur och eng Plaz fir de FinTech an déi gréng Finanze gemaach. Lëtzebuerg ass d'Plaz vum europäeschen High Performance Computing, den Automotive Campus ass e grousse Succès, a mir sinn eng Referenz an der Datenzenterindustrie ginn, mam Resultat, dass souguer déi éischt digital Ambassad hei zu Lëtzebuerg opmécht, an dass Lëtzebuerg eben och net just op der Landkaart ass vun enger vun deene gréissten Internetentreprisen op der Welt. Google, hunn ech virdrun zitéiert, huet zu Lëtzebuerg Terraine kaaft. Et gëtt den Ament e Projet ausgeschafft. A mir sinn zouversiichtlech, dass den nächste Schrëtt och e Succès wäert ginn.

Déi nächst Etapp fir Lëtzebuerg musse mer awer och ugoen a mir mussen dobäi politeschen a gesellschaftleche Courage beweisen. Lëtzebuerg huet alles, wat et brauch, fir dat, wat een hautdesdaags nennt eng veritabel, eng richteg Smart Nation ze ginn.

Mam Rifkin-Prozess ass den éischte Stee geluecht an et gëllt, fir weiderzebauen. Et kommen an deenen nächste Jore Changementer op eis duer, déi mer eis nach guer net virstellen. Mat der 5G-Technologie ginn nei Méiglechkeeten op, fir d'Welt ze vernetzen.

Ären Auto wäert mat deene virun an hannert lech kommunizéiere kënnen. Artifiziell Intelligenz ass e weidert Schlagwuert an der Entwécklung, déi virun der Dier steet. Wann ech lech soen, dass China viru Kuerzem decidéiert huet, e Programm ze starten an deem Beräich, deen um Enn e Wäert vun iwwer 150 Milliarden Dollar huet, da verstitt Der, dass mer net hei virun der Fro stinn, wéi mer dat solle bewäerten. D'Fro ass, ob mir als Europäesch Unioun an ob mir als Lëtzebuerg herno wëlle bestëmmen oder wëlle bestëmmt ginn. Et geet ëm net méi an net manner eréi ëm eis Souveränitéit.

Déi dräi Majoritéitsparteie sinn an de leschte véier Joer de Wee gaangen an et si Weeër ugeluecht ginn op engem Terrain, deen zu Lëtzebuerg bis dohinner onberéiert war. D'Regierung ass der Meenung, dass déi Pionéieraarbecht och muss weidergefouert ginn. Mir mussen eis weider drop konzentréieren, en Akteur ze sinn, ze bestëmmen an och ze investéieren an den Developpement vun neie Beräicher. D'Digitalisatioun ass eng Opportunitéit an et musse verstäerkt Budgete fräigemaach gi fir d'Recherche an d'Entwécklung och vun neien Technologien.

Lëtzebuerg soll e Virbild an Europa ginn. An och nëmmen esou kënne mer d'Gefore matzäiten erkennen an d'Méiglechkeete fir eis notzen.

Lëtzebuerg soll och an den nächste Joren deen Erfollegsmodell bleiwen, deen et haut ass. An dofir mussen och déi Schwieregkeeten iwwerwältegt ginn, déi bleiwen an déi eis bremsen, an dat zum Deel am Sënn vum Wuert: Eist Land steet am Stau. Mir hu seriö Problemer op eise Stroossen. Et brauch een dat net schéinzerieden. Virun allem an de Spëtzenzäiten a virun allem op den Haaptachsen, déi eis mat de Grenzregioune verbannen, steet de Verkéier all Dag an zwar kilometer- an dat och stonnelaang.

Mir hunn an de leschte véier Joer esou vill an d'Mobilitéit investéiert wéi nach keng Regierung virdrun an enger Legislaturperiod. Et ass enorm, wat zanter 2014 un neie Projeten ugestouss oder ëmgesat ginn ass! Den Tram an d'Gare am Pafendall si just zwee eenzel, visibel Beispiller vun deem, wat effektiv konnt ageweit ginn. Mä doriwwer eraus ass den Invest an de Schinneverkéier substanziell an d'Luucht gaangen.

Fir e Verglach ze maachen: Tëschent 2003 an 2013 si ronn 1,36 Milliarden an de Schinnereseau investéiert ginn. Zanter 2013 allerdéngs gouf et en Invest an d'Schinn vu ronn 1,6 Milliarden Euro! Eleng also an dëser Legislaturperiod ass méi an d'Eisebunn investéiert ginn eréi virdrun an engem Zäitraum vun iwwer zéng Joer!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A mir brauchen deen Invest, fir den Zuch méi pénktlech, méi confortabel, méi zouverlässeg an och méi attraktiv ze maachen.

Une voix.- Da maacht Dir dat!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Am Fonds des routes goufen 2013 knapp 180 Milliounen Euro investéiert. Fir dëst Joer sinn Ausgabe vun iwwer 225 Milliounen Euro geplangt. Et kann een objektiv festhalen, dass den Invest an de Stroossebau och massiv an d'Luucht gaangen ass.

Et ass en neit Verkéierskonzept ausgeschafft ginn, mat engem integrative Modell, wou Schinn, Strooss, Vëloswee an Trottoir aneneen iwwerginn. An déi duuss Mobilitéit huet an de leschte Joren e regelrechte Boost kritt mat substanziellen Erhéijunge vum Invest an d'Vëlosweeër. Et sinn awer och nei Park & Ride-Infrastrukturen an der Grenzregioun finanzéiert ginn a mir hu kierzlech mat Frankräich och en Accord ënnerschriwwen, fir déi grenziwwerschreidend Mobilitéit nach weider ze verbesseren.

Den zoustännege Minister huet déi lescht Woch hei nach aner Mesuren ugeschwat an déi nächst Méint ginn nach weider Initiative geholl, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Dee Wee muss awer an deenen nächste Jore konsequent weidergoen. An et kann net en „one shot" sinn. A mir mussen och de Courage hunn, d'Problemer net just ze erkennen, mä och innovativ Léisungen ze probéieren, lassgeléist vun Ideologie an ugepasst un den Zäitgeescht.

D'Capacitéiten am Schinneverkéier an och op der Strooss sinn den Ament begrenzt. D'Regierung wëllt dofir och op e puer Achse weiderschaffen. Engersäits geet et drëms, intelligent Konzepter weider auszebauen. Et läit grousst Potenzial am Carsharing a Covoiturage. E Potenzial, wat haut nach net genuch genotzt gëtt an duerch cibléiert Aktioune méi attraktiv soll gemaach ginn. Ee Beispill, wat scho virgestallt gouf, ass, och eng Bunn ze reservéiere fir Leit, déi zu méi am Auto sëtzen. Et muss awer och derfir gesuergt ginn, dass déi Interesséiert sech fannen, dass de Kontakt méi liicht gemaach gëtt, an dofir soll och an deenen nächste Méint eng App virgestallt ginn, déi d'Chaufferen an d'Passagéier zesummen a Kontakt setzt.

Zu engem innovative Konzept gehéiert och e weideren Ausbau vum Tramsreseau. Mir sinn der Meenung, dass een dee Reseau, wéi en elo ass an och wéi e bis elo geplangt ass, kann ausbauen. D'Regierung proposéiert notamment am Kader vum MoDu 2.0, bis op Esch-Belval ze fueren. An och an déi aner Direktioune soll d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir mat engem Tram, deen och méi héich Vitesse ka fueren, eng Ubannung un dat bestoend Netz ze erméiglechen.

D'Immobilitéit muss d'Ausnam an d'Mobilitéit d'Regel ginn! Dat ass ganz sécher eng absolutt Prioritéit och an deenen nächste Joren.

Et geet dobäi net just ëm d'Nerve vun de Leit, mä och ëm d'Ëmwelt, ëm d'Loft- an domadder och ëm ons Liewensqualitéit. Et geet ëm dat, wat mer hunn, an dat, wat mer wëllen halen a virun allem och erhalen. Eis natierlech Ressourcen, eis Natur, eis Bëscher, eis Landschaft, eist Waasser, eis Loft sinn net just e Patrimoine vun onsem Land, mä e Besëtz vun der Allgemengheet an hunn et verdéngt, dass mer och drop oppassen.

D'Regierung huet an de leschte Jore vill investéiert, fir den Equiliber tëschent wirtschaftlecher Entwécklung an Ëmweltschutz ze garantéieren. Mir hunn zum Beispill déi éischt Drénkwaasserschutzzonen agefouert, déi et, ausser déi ronderëm de Stauséi, net gouf. Haut sinn eelef Zonen ausgewisen a 24 Projete sinn an der Prozedur. Dat ass e konkret Beispill, wéi mer derfir suergen, dass d'Grondwaasser als liewenswichteg Ressource och protegéiert gëtt.

Nodeems iwwer 20 Joer op eng EU-Direktiv am Buedemschutz gewaart gouf, hu mir an dëser Legislaturperiod decidéiert, net méi ze waar-



Sommaire des séances publiques nos30, 31 et 32

30e séance

Ouverture de la séance publique p. 396

Hommage à la mémoire de M. Robert Gitzinger, député honoraire p. 396

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par le Président américain et de leur impact sur le libre-échange mondial p. 396-399

7196 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016 p. 399-400

7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile p. 400

Débat de consultation sur l'aménagement du territoire p. 401-416

31e séance

Ouverture de la séance publique p. 417

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du reclassement p. 417-420

7138 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 420-421

Débat de consultation sur la mobilité p. 421-434

32e séance

Ouverture de la séance publique p. 434

Communications p. 434

Ordre du jour p. 434

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 434-437

den, bis den Text kënnt, mä en eegent Lëtzebuerger Buedemschutzgesetz op den Instanzewee ze schécken. Et sinn eng ganz Rei vun Initiative geholl ginn, fir Gesetzer a Reglementer unzepassen an eis Ëmwelt ze schützen an nei Naturschutzgebidder och ze definéieren.

D'Regierung hëlt d'Protektioun vun eisen natierleche Ressourcen, vun der Natur a vun den Déieren eescht. A mir kënnen och, wéi gesot, eis Engagementer konkret beleeën.

De Landwirtschaftsminister huet en neit Déiereschutzgesetz an der Chamber deposéiert, wat fir säi Pionéiergeescht international gelueft gëtt. Mir gesinn d'Déieren net méi als Objeten, mä als Liewewiesen a se mussen och als solch respektéiert ginn. Mir hunn e Kontrakt mat der nächster Generatioun, well et ass net alles eist, Här President, wat mer zur Verfügung hunn. Mir brauchen e gesonden Equiliber tëschent der Entwécklung an der Nohaltegkeet. An dat ass genee déi Politik, déi an de leschte Jore gemaach gouf an déi och dee Succès huet.

An der ganzer Diskussioun ronderëm Betriber, déi bei eis Aarbechtsplaze schafen, a Mënschen, déi bei eis wunne kommen, fält munch Informatioun ënnert den Dësch. Dat betrëfft zum Beispill de Fait, dass d'Ursaache vun de Schwieregkeeten, déi mer haut hunn, an der Vergaangenheet an net an der Zukunft leien. Wa mer haut e massive Verkéiersproblem hunn oder eng Penurie um Wunnengsmaart, dann ass dat net, well an de leschte véier Joer eng Rëtsch nei Betriber bäikomm sinn a weiderer wëlle kommen, mä et geet vill méi wäit zréck. Ech hu schonn zejoert hei op der nämlechter Plaz drop higewisen, dass zu Lëtzebuerg an de Joren 2007 bis 2017 ronn 100.000 Leit bäikomm sinn!

Bei der Zuel vun de Frontalieren, déi haut méi an d'Land gefuer kommen ewéi viru 15 Joer, sinn d'Zuele ganz äänlech. Wien haut also de kuerzen an einfache Message no baussen dréit, dass et ufänkt glëtscheg ze ginn op de Stroossen, op deene mer bis elo gutt gefuer sinn, an een dofir misst bremsen oder stoe bleiwen, deen ignoréiert einfach d'Realitéit. Et war viru 15 a virun 10 Joer verpasst ginn, d'Wanterpneuen opzeleeën an d'Luuchten unzemaachen, fir dass een och eppes gesäit. An de leschte Joren ass awer genee dat geschitt. Mir hunn investéiert an investéiere weider, fir eis esou ze equipéieren, dass mer gesond, sécher an och zefridde kënne weiderfueren.

Et wier och kuerz gegraff, fir just ze behaapten, dass d'Politik an der Vergaangenheet versot hätt. Déi Period, wou Lëtzebuerg staark gewuess ass, läit och an enger Zäit, wou et eng weltwäit Wirtschafts- a Finanzkris gouf. Et ass also e ganz spezielle Phenomeen, dass de Grand-Duché sech an där Zäit demografesch esou entwéckelt huet, an et läit net zulescht dorunner, dass eis Nopeschlänner, virun allem Frankräich an d'Belsch, méi haart getraff ware vun der Kris. D'Ursaache fir de Retard bei den Infrastrukture si komplizéiert, mä d'Resultat ass einfach: Lëtzebuerg war net preparéiert an et war héich Zäit, dat ze änneren. An dat ass geschitt an dat muss och weider geschéien.

Mir maachen dat zum Beispill och iwwert d'Landesplanung, wou nach de leschte Mount e Gesetz hei am Parlament gestëmmt ginn ass, wat Pisten opweist, wéi mer onse limitéierten Territoire am beschten awer kënnen notzen. Et ass eng Strategie fir d'Zukunft. A mir mussen an den nächste Méint, zesumme mat de Gemengen, mat den Akteuren um Terrain, och d'Entwécklung vum Land an deene verschiddene Secteure weider plangen. Dat am Respekt vun der Ëmwelt an am Interêt vun de Mënschen.

Et geet bei allem, wat mir iwwerleeën, plangen, diskutéieren an decidéieren, näämlech eenzeg an eleng ëm d'Mënschen. Et geet ëm d'Liewensqualitéit, ëm den Alldag, ëm d'Wuelbefannen, ëm d'Gesondheet an ëm d'Sécherheet vun de Leit. Well d'Sécherheet e wichtege Facteur ass, goufen op deem Plang vill Efforte gemaach an de leschte Joren. D'Zil ass den Equiliber tëschent de Realitéiten an den Ufuerderungen, tëschent dem subjektive Sécherheetsgefill vun de Bierger an der tatsächlecher Situatioun, woubäi dat eent esou eescht muss geholl ginn ewéi dat anert.

Mat der Policereform ass do eng wichteg Etapp amgaangen. D'Aarbecht vun de Polizisten ass net einfach an d'Ufuerderunge sinn an de leschte Joren och gewuess. D'Kriminalitéit ass allgemeng erofgaangen. Et sinn zejoert insgesamt ronn 36.700 Fäll vu Kriminalitéit notéiert ginn. 2013 waren et 43.000. Et sinn 2017 manner Fäll vun Abréch, manner Fäll vu Kierperverletzung, manner Mëssbrauchsfäll gemellt ginn ewéi virun e puer Joer, mä et ass awer esou, dass dat dacks anescht wouergeholl gëtt an dass fir all eenzel Affer esou e Fall eng Katastroph ka bedeiten. Esou muss dofir weider investéiert ginn, an d'Präsenz um Terrain ass enorm wichteg. Dofir gëtt den Ament och derfir gesuergt, dass déi administrativ a präventiv Aarbecht net méi noutgedronge muss vu Leit an Uniform och gemaach ginn.

A mir brauchen zousätzlech Ressourcen, wou dës Regierung hir Verantwortung iwwerholl huet an esou vill Poste geschaaft huet ewéi nach ni virdrun. Dee Wee muss weidergoen. D'Ausbildung gëtt nach weider verbessert an de Polizist kritt Aarbecht ofgeholl doduerch, dass d'Agents municipaux aneschters kënnen agesat ginn.

D'Kriminalitéit bekämpft een awer virun allem doduerch, dass ee se verhënnert. De beschte Wee dofir ass deen, derfir ze suergen, dass et Perspektive gëtt, dass zemools déi Jonk eppes hunn, u wat se sech kënne festhalen, dass dat soziaalt Netz fonctionnéiert, dass et e gesellschaftlechen Encadrement gëtt an och Hëllef fir déi, déi Hëllef brauchen.

Déi sozial Kohäsioun ass zentral fir e Land mat engem allgemengen héije Liewensstandard. An dofir hu mer derfir gesuergt, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich net weider auserneegeet. D'Mesuren an deem Sënn zéie sech queesch duerch d'Politik, fir déi mer stinn. Souwuel d'Reformen an der Familljepolitik, an der Steierpolitik oder bei de Betreiungsstrukturen, fir déi Elengerzéiend ze entlaaschten, si Mesuren an deem Sënn ewéi och d'Erhéije vun der Subvention loyer, d'Gratuitéit vun de Schoulbicher an natierlech och d'Reform vum RMG mam Aféiere vum REVIS an dem Integréiere vun der Allocation de vie chère an d'Familljeleeschtungen, soudass och d'Familljе mat Kanner dovunner profitéiere kënnen.

Déi sozial Kohäsioun ass awer net just eng finanziell oder materiell Fro. Lëtzebuerg ass en Erfollegsmodell, well mer dat eent an dat anert sinn. An ech wäert och net akzeptéieren, Här President, an der Wahlcampagne, dass ee probéiert, dee Lëtzebuerger Modell futti ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir sinn e Land mat engem ländleche Raum, mat Natur, mat Bëscher, mat Wisen a mat Felder. Mir sinn awer och e Land mat enger europäescher Haaptstad, mir hunn eng traditionell Industrie mat enger Siderurgie, mat enger Schmelz, mat Fabrécken, mä mir sinn awer och eng Start-up-Nation mat neien, jonken Entreprisen.

Mir sinn e Land, wou Lëtzebuergesch geschwat gëtt, mä mir sinn och méisprooocheg. Dat eent schléisst dat anert net aus, a mir dierfen net akzeptéieren, dass verschidde Leit probéieren, engem gleewen ze dinn, dass dat eent dat anert ausschléisst. Et ass eis Stäerkt! A kommt, mir maachen eis Stäerkte selwer net futti wéinst Populismus!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Regierung, Här President, huet an deene leschte Jore vill gemaach, fir eis Mammesprooch ze stäerken. Dat fänkt domadder un, dass haut Lëtzebuergesch an de Betreiungsstrukturen, am Precoce, an der Schoul gefërdert gëtt. Et ass e wichtegen Deel vun de Reformen am Beräich vun der Kannerbetreiung, dass déi Kanner mat enger anerer Mammesprooch ewéi d'Lëtzebuergescht duerch en éischter spillerесhe Kontakt lues awer sécher eis Sprooch och léieren. Wat bis haut net de Fall war! D'Lëtzebuergescht huet sech an de leschte Joren a Jorzéngten och enorm entwéckelt a gëtt vun esou ville Leit geschwat a geschriwwen ewéi nach ni. Dat ass e Fakt.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Coursen, fir Lëtzebuergesch ze léieren, sinn extrem gutt besicht, well erkannt gëtt, dass et eng Integratiounssprooch ass, déi engem weiderhëlleft hei am Land. Dat mussen an dat wëlle mer och konsequent weiderféieren.

De Projet de loi iwwert d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch ass um Instanzewee a schaaft zousätzlech Méiglechkeeten, fir d'Lëtzebuergescht am Alldag ze stäerken an eis Sprooch als dat unzëerkennen, wat et ass: e wichtegen Deel vun onsem Land.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi sozial Kohäsioun, Här President, definéiert sech awer och iwwert de Sport, iwwert de Benevolat oder och nach zum Beispill iwwert d'Kultur. An do wäert Lëtzebuerg an den nächste Joren nees op en Neits am Fokus stoe mat Esch-Uelzecht als europäesch Kulturhaaptstad 2022. D'Regierung wëllt de Projet mat aller Kraaft ënnerstëtzen. Et ass wichteg, dass no vir gekuckt gëtt an all déi Involvéiert a Concernéiert net just un engem Strang zéien, mä och an déi nämlecht Richtung. Ech wëll alles maachen, wat néideg ass, dass dee Projet net nëmme geléngt, mä dass et och zu engem Succès gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn och eng Responsabilitéit, fir de Bierger Äntwerten ze ginn, fir hinnen nozelauschteren. Mir sollen och eist Bescht ginn, dass d'Leit zu Lëtzebuerg Vertrauen hunn am Kontext vun deem, wat ronderëm onst Land geschitt. Leschte Freideg war de Lancement vun de Consultations citoyennes, eng Initiativ, déi vum franséische President Emmanuel Macron ausgaangen ass an elo an all den europäesche Länner organiséiert gëtt, ausser an Ungarn.

Lëtzebuerg war vun Ufank un en enken Alliéierte vu Frankräich, fir dës Initiativ ze promouvéieren an de Krees vun de Bierger an Europa, déi kënne matmaachen, esou breet ewéi méiglech ze maachen. D'Leit sollen hir Iddien, hir Meenungen, hir Kriticken an hir Erwaardungen och matdeelen. D'Europäesch Unioun ass een eenzegaartege Friddensprojet op eisem Kontinent. Et ass eng Famill, eng Unioun am eigentleche Sënn vum Wuert, déi iwwer 500 Milliounе Leit haut matenee verbënnt.

No dësem éischten Evenement leschte Freideg zu Esch kann ech eppes ganz sécher soen: D'Leit sinn interesséiert a si wëllen och matschwätzen iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun.

Mir liewen an engem Land, wou d'Begeeschterung fir Europa allgemeng grouss ass. Awer et gëtt och Froen an déi Froe mussen och beäntwert ginn. Dat kann an den nächste Joren och nëmme geléngen, wann d'Mënsche matgeholl ginn op de Wee, wéi d'EU och soll an Zukunft ausgesinn. De Grondsteen vun eiser haiteger Stategemeinschaft gouf vun e puer eenzelnen, couragéierte Politiker geluecht. Déi nächst Etappen haut mussen zesumme mat de Bierger geholl ginn, fir och déi gréissten Akzeptanz ze fannen a fir et esou och den Demagogen, Populisten a Ligener méi schwéier ze maachen, dat schlechtzerieden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wat zielt, ass net just dat, wat gesot gëtt, mä och dat, wat ass.

Et kann ee soen, dass haut Lëtzebuerg anescht ass ewéi am Dezember 2013. Mir hunn net just manner Defizit a méi gesond Statsfinanzen, mä d'Leit an och d'Betriber si steierlech entlaascht ginn.

Et gëtt e Chancëgläichheetsgesetz. Zu Lëtzebuerg ass et haut strofbar, wann eng Fra fir déiselwecht Aarbecht manner verdéngt ewéi e Mann.

Mir hunn en neit Nationalitéitegesetz, wat d'Integratioun förderт an eis Demokratie stäerkt.

Et gëtt haut eng nei Relatioun tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften.

Mir hunn international Klassen an den ëffentleche Schoulen, 20 Stonne gratis Kannerbetreiung, e méi attraktive Congé parental.

An eng Fra zu Lëtzebuerg brauch elo net eng vun deene schwéiersten Decisiounen, déi se an hirem Liewen ze huelen huet, déi vum Ofdreiwen, virun engem Friemen ze justifiéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hu vereinfacht Prozedure bei den Autorisatiounen. Mir hu vill nei Betriber zu Lëtzebuerg an anerer, déi weider investéieren.

Mir hunn e komplett neit Spidolsgesetz, mat deem nei Servicer geschaaft goufen, fir de Leit eng besser Behandlung ze garantéieren.

D'Rettungsdéngschter si reforméiert ginn an déi Dausende Leit, déi sech fir d'Allgemengheet engagéieren, hunn eng zousätzlech Unerkennung kritt a méi Ënnerstëtzung vu professionelle Sekuristen.

D'Regierung huet d'Budgeten iwwerall do erhéicht, wou et massiven Nohuelbedarf ginn ass, vu Mobilitéit bis Logement, Schoul, Recherche, Betreiung an Inklusioun, Sécherheet an Ëmweltschutz.

Lëtzebuerg ass haut och méi modern, méi zäitgemëiss a besser preparéiert op d'Erausfuerderungen, déi virun eis leien. Déi Entwécklung muss weidergoen, well mer brauchen de Fortschrëtt a kënnen eis de Stëllstand net erlaben.

Eist Land ass haut aneschters ewéi viru véier Joer an dat ass gutt esou!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Ech ginn him Akt vu senger Deklaratioun.

Muer de Moien ab hallwer néng wäerten de Finanzminister an de Wirtschaftsminister de PSC an de Programme national de réforme virstellen. Duerno ginn d'Debatten un, déi muer de Mëtten...

(Brouhaha général)

Wann ech gelift, nach eng Sekonn!

...déi muer de Mëtte weidergefouert ginn, en Donneschdeg de Moien um néng Auer weiderginn an da bis zum Ofschloss.

Sou, elo ass d'Sëtzung eriwwer. An ech soen lech Merci.

(Fin de la séance publique à 15.24 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3661	Max Hahn, Claude Lamberty	Dépôts sauvages de déchets
3710	Josée Lorsché	Dépenses prévues au budget pluriannuel du Ministère des Sports
3724	Max Hahn, Claude Lamberty	Installation de détecteurs de fumée
3725	Claude Lamberty, Max Hahn	Carte de crédit comme moyen de paiement des communes
3737	Franz Fayot	Connaissances des enseignants dans le domaine des technologies de l'information
3739	Martine Hansen	Surfaces de compensation
3741	André Bauler	Réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck
3742	Fernand Kartheiser	Approvisionnement en électricité
3745	Laurent Mosar	Imposition des personnes physiques
3746	André Bauler, Edy Mertens	Carte de légitimation des médecins
3749	Gast Gibéryen	Décharge pour déchets au Fridhaff
3751	Gast Gibéryen	Liaison ferroviaire vers Trèves
3752	Henri Kox	Agriculture biologique au Luxembourg
3753	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme de l'impôt foncier
3754	Alex Bodry	Impôt foncier
3755	Laurent Mosar	Visite d'État en France
3756	Octavie Modert	Scandale «Cambridge Analytica»
3757	Henri Kox, Gérard Anzia	«École du goût»
3758	Yves Cruchten, Franz Fayot	Détention foncière
3759	Françoise Hetto-Gaasch	Soins en milieu hospitalier et/ou rééducatif pour personnes âgées et/ou démentes
3760 cf. 3783	Léon Gloden, Gilles Roth, Octavie Modert	Incidents intervenus dans les établissements pénitentiaires de Schrassig et de Givenich
3761	Georges Engel	Refinancement du budget européen
3764	Gilles Baum	Acrylamide
3765	André Bauler, Max Hahn	Apiculture
3766	Marc Spautz	Promotion des musées régionaux
3767	Gilles Baum	Réaménagement du giratoire Robert Schaffner (Iergäertchen)
3768	Max Hahn, Claude Lamberty	Décarbonisation de la flotte de bus du Régime général des transports routiers
3769	Max Hahn, Claude Lamberty	Couloir de secours
3770	Martine Mergen	Prise en charge des analyses médicales par la Caisse nationale de santé
3771	Martine Hansen	Production nationale de légumes
3772	Fernand Kartheiser	Langues à l'école luxembourgeoise
3773	Fernand Kartheiser	Congé parental
3776	Laurent Mosar, Jean-Marie Halsdorf	Système des gardes à assurer par les hôpitaux
3778	Sam Tanson, Josée Lorsché	Service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur
3779	Gast Gibéryen	Convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social
3780	Fernand Kartheiser	Définition de l'antisémitisme
3782	Viviane Loschetter, Josée Lorsché	Programme vacances-travail
3783 cf. 3760	Claudia Dall'Agnol	Sécurité en milieu carcéral
3784	Sylvie Andrich-Duval	«Girls' Day - Boys' Day»
3790	Laurent Mosar	Récentes affirmations du Président Abbas sur l'Holocauste
3794	Laurent Mosar	Protection des données
3795	Viviane Loschetter, Roberto Traversini	71e édition de l'Assemblée mondiale de la santé
3796	Martine Hansen	Budget agriculture et développement rural de l'Union européenne
3797	Diane Adehm, Gilles Roth	Impact budgétaire du «paquet d'avenir»
3798	Laurent Mosar	Compétitivité de la place financière
3799	Marc Spautz	La vente par ArcelorMittal de l'usine de galvanisation de Dudelange
3837 urgente	Martine Mergen	«Wiichtelhaus» à Beggen
3854 urgente	Gilles Baum	Accessibilité du village de Berdorf
3886 urgente	Gilles Roth, Laurent Mosar	Cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL)
3891 urgente	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Participation luxembourgeoise au «mini-sommet» sur les migrations le 24 juin à Bruxelles

Question 3661 (01.03.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **dépôts sauvages de déchets:**

En décembre 2015, un arsenal plus répressif pour lutter contre le dépôt sauvage de déchets a été introduit, notamment par la loi du 18 décembre 2015 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets et le règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé prévu par la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Le Ministère dispose-t-il de statistiques détaillées quant au nombre et à la nature des contraventions de pollution de l'environnement et de dépôts sauvages de déchets constatées pendant les cinq dernières années?

2) Dans l'affirmative, est-il possible de constater un effet de dissuasion provenant des mesures introduites?

3) À combien se chiffraient les recettes que l'État a perçu à titre des sanctions de ces infractions pendant les cinq dernières années?

4) Dans le cas où ces mesures n'ont pas eu l'effet souhaité, Madame la Ministre envisage-t-elle de renforcer davantage les contrôles et les sanctions liés à ces infractions?

Réponse (15.03.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) L'Administration de l'environnement a procédé à des contrôles et inspections en matière de gestion non conforme de déchets à partir du 1er janvier 2017, ceci pour des raisons diverses. D'abord, les agents de l'Administration de l'environnement ont dû attendre la publication du règlement grand-ducal relatif aux formations des officiers de police judiciaire ainsi que la tenue des formations en question pour pouvoir être assermentés en octobre 2015 en tant qu'officier de police judiciaire en vertu de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Ensuite, une nouvelle Unité contrôles et Inspections a été créée dans le cadre de la réorganisation de l'Administration de l'environnement. Cette nouvelle unité est devenue opérationnelle en janvier 2017. Au cours de cette année, l'Unité contrôles et Inspections a été saisie de huit plaintes concernant la gestion non conforme de déchets sur un total de 81 plaintes reçues.

En ce qui concerne plus particulièrement le nombre d'avertissements taxés émis, il y a lieu de préciser que jusqu'à présent, l'Administration de l'environnement n'a pas encore émis de telles sanctions.

Or, les agents de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises sont également habilités à rechercher et constater les infractions contre cette loi. Depuis début 2016, les deux administrations ont procédé à des avertissements taxés, dont vous trouvez les statistiques ci-après:

Administration des douanes et accises:

Avertissement taxé	Nombre
250 €	2
145 €	13
49 €	42

Police grand-ducale:

Avertissement taxé	Nombre
250 €	31
145 €	81
49 €	78

ad 2) Sur base des expériences faites par les agents sur le terrain, on peut retenir que la seule évocation de l'existence d'un catalogue d'avertissements taxés a un effet dissuasif sur les contrevenants, ceci particulièrement dans le cas d'incinérations illégales de déchets.

À cet effet dissuasif s'ajoute l'action des trois administrations du Département de l'environnement (Administration de l'environnement - Administration de la gestion de l'eau - Administration de la nature et des forêts) et la participation d'une population plus attentionnée permettant de mieux veiller à la protection de l'environnement naturel et humain.

Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler la conférence de presse du 24 avril dernier relative aux contrôles environnementaux:

http://environnement.public.lu/fr/actualites/2018/avril_2018/controles_environnementales.html

À cette occasion, la démarche permettant aux citoens de signaler des infractions, a été présentée. À l'aide de formulaires spécifiques, les citoyens peuvent désormais introduire des plaintes administratives. Ceci permet aux administrations de réagir plus vite et plus efficacement.

Les formulaires de dépôt d'une plainte administrative se trouvent à présent sur «guichet.lu»:

Environnement: www.guichet.lu/plainte-aev

Eau: www.guichet.lu/plainte-age

Nature: www.guichet.lu/plainte-anf

Dans un contexte plus large, on peut mentionner qu'une nouvelle campagne de sensibilisation contre le littering aura lieu cet été.

ad 3) Les seules recettes perçues à titre des sanctions d'infractions en matière de déchets pendant les cinq dernières années sont celles provenant des avertissements taxés décernés par les agents de la Police grand-ducale et ceux de l'Administration des douanes et accises.

ad 4) Le Département de l'environnement procédera à une analyse plus profonde dès que des statistiques plus vastes seront disponibles. Au nombre d'infractions constatées par la Police grand-ducale et par l'Administration des douanes et accises s'ajouteront les expériences des officiers de police judiciaire de l'Administration de l'environnement pendant l'année en cours.

Question 3710 (20.03.2018) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **dépenses prévues au budget pluriannuel du Ministère des Sports:**

Pour les années 2018 à 2021, le budget pluriannuel du Ministère des Sports prévoit an-

nuellement des dépenses diverses à hauteur d'environ 200.000 euros liées aux «relations sportives avec des pays, fédérations ou institutions sportives, partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg».

Même si ces dépenses sont modestes par rapport à l'enveloppe budgétaire globale du Ministère des Sports, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Quels sont les modalités et critères selon lesquels les sommes susmentionnées sont investies?

- Quels sont les initiatives et projets sportifs concrets financés par cet article budgétaire pendant l'année en cours et quels sont ceux prévus pour l'avenir?

Réponse (19.04.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

L'article en question prévoit pour l'année 2018 une ligne de crédit à hauteur de 193.040 euros.

Le montant en question est prévu pour couvrir en fait deux volets de relations transfrontalières:

- Échanges sportifs avec les fédérations:

Les échanges sportifs qui se déroulent dans le cadre des accords culturels avec nos pays voisins comme la France et la Belgique offrent la possibilité, surtout à nos jeunes sportifs, de réaliser des stages intensifs et de se mesurer concrètement à d'autres jeunes de leur discipline, notamment en ce qui concerne les sports requérant des équipements sportifs spécifiques ou des sites non disponibles au Luxembourg.

Les fédérations réalisant de tels stages, qui ne sont pas déjà subventionnés dans le cadre des concepts fédéraux pour la promotion du sport de haut niveau, peuvent introduire une demande de participation aux frais générés par lesdits stages.

La participation du MSP est fonction du montant des frais réellement engagés et du nombre de participants au stage.

- Échanges avec des institutions internationales:

En conformité avec les lignes directrices de l'actuel programme gouvernemental, le Ministère des Sports œuvre pour que des fédérations européennes et internationales établissent leur siège au Luxembourg. La mise en place de centres de développements européens va de pair avec ces efforts et les retombées pour notre pays sont multiples: retombées économiques, création d'emplois, promotion du sport d'élite, amélioration de la formation des entraîneurs, mise en place d'un nouveau cursus universitaire, valorisation de la Coque ou d'autres centres nationaux en tant que centres d'entraînements, échange de connaissances, recherches scientifiques, etc.

Dans cette logique l'État contribue à l'objectif du Chinese Table Tennis College Europe «CTTC-E» en dotant ce dernier annuellement d'une participation financière dont le montant est fixé au budget correspondant à l'année en question.

Toujours en conformité avec la volonté du Gouvernement luxembourgeois de poursuivre ses démarches pour héberger le siège officiel de fédérations européennes et internationales, la Fédération européenne de pétanque (CEP) a élu son siège au Centre national de boules et pétanque à Belvaux-Metzerlach. Sur base d'une convention, l'État prend en charge, dans des proportions limitées, une part des frais en relation avec les activités de la CEP audit centre.

Le MSP entend maintenir le même montant pour les budgets subséquents.

Question 3724 (26.03.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**installation de détecteurs de fumée:**

Lors de la réception de nouvel an des services de secours, le 18 janvier, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a annoncé vouloir introduire une obligation d'installer des détecteurs de fumée dans tous les maisons et appartements, une obligation qui existe déjà p. ex. en France, Belgique et en Allemagne. Il convient également de rappeler qu'il y a quelques années encore, Monsieur le Ministre ne prévoyait pas de légiférer sur un niveau national en la matière.

Ainsi, à partir du 1er janvier 2019, chaque immeuble d'habitation nouvellement construit devra prévoir d'office des détecteurs de fumée, tandis que pour les bâtiments déjà existants une période de transition de cinq ans est prévue. Monsieur le Ministre a également déclaré vouloir offrir en total 150.000 détecteurs aux ménages, pour un budget d'environ un million d'euros.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques précisant le nombre de personnes mortes suite à un incendie au Luxembourg pendant les dix dernières armées? Combien de personnes sont décédées en raison d'une intoxication par la fumée?

- Dans combien de communes existe-t-il à l'heure actuelle une obligation d'installer un détecteur de fumée?

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il changé d'avis et décidé de légiférer au niveau national?

- De quelle façon Monsieur le Ministre entend-il assurer le respect de la future obligation d'installer un détecteur de fumée, surtout dans le cas des bâtiments déjà existants?

- Quelles conditions devront être accomplies afin de pouvoir recevoir un détecteur?

- Les ménages disposant déjà d'un, voire de plusieurs détecteurs de fumée, auront-ils droit à une prestation compensatoire?

- Quelles mesures d'assistance et de conseil Monsieur le Ministre prévoit-il pour aider les ménages à installer les détecteurs correctement?

- Pour quel type de détecteur de fumée Monsieur le Ministre entend-il faire un appel d'offres? Devront-ils être équipés de diodes lumineuses qui montrent le chemin de fuite dans une chambre? Pourront-ils communiquer avec d'autres détecteurs dans la même maison afin de pouvoir alerter toute la maison en cas d'incendie?

- Monsieur le Ministre choisira-t-il un modèle que les citoyens pourront acheter eux-mêmes par la suite, s'ils souhaitent avoir plus qu'un détecteur dans leur maison?

Réponse (15.05.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Au vu des statistiques de la Direction de la santé, il est à constater qu'entre 1998 et 2015, il y a eu, en moyenne, deux décès par an dû à l'exposition à la fumée, au feu et aux flammes. À côté des incendies, ce sont surtout les intoxications par inhalation de fumée qui sont à l'origine des décès. En effet, il est établi que les incendies afférents les plus mortels se produisent la nuit, le monoxyde de carbone plonge les occupants dans un profond sommeil. La détection précoce de la fumée s'impose de façon impérative et vitale, c'est pourquoi quelques communes ont pris l'initiative de rendre l'installation de détecteurs de fumée obligatoire par le biais des règlements sur les bâtisses, les voies publiques et les sites.

L'obligation d'installer un détecteur de fumée sera rendue exécutoire avec l'entrée en vigueur de la loi actuellement en instance d'élaboration. Il est prévu que les immeubles existants non dotés de détecteurs de fumée bénéficieront d'un délai de transition de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi. Concernant les immeubles existants dotés de détecteurs de fumée, une présomption de conformité à la loi sera établie, ceci en vue de compenser leur prévoyance en matière de protection contre l'incendie. Les honorables Députés comprendront que je me dois, tout d'abord, de saisir le Gouvernement en conseil et de communiquer ensuite, et après accord, les tenants et aboutissants du projet de loi en question. Je me tiens, d'ailleurs, à la disposition de la Chambre des Députés pour informer, aussitôt, la commission parlementaire compétente.

À côté de l'obligation légale en projet, je tiens à signaler qu'une campagne de sensibilisation, durable et explicative sera menée afin d'éclairer la population sur l'importance de la présence de détecteurs de fumée au sein des logements. Aussi et à des fins de sensibilisation de la population, le Gouvernement a pris l'initiative d'offrir un détecteur de fumée à chaque ménage installé au Luxembourg. Le détecteur de fumée qui sera distribué, est un modèle non ionique et automatique conforme aux normes européennes, doté du marquage «CE».

Les détails de la campagne, actuellement en phase d'élaboration, seront communiqués en temps utile.

Question 3725 (26.03.2018) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **carte de crédit comme moyen de paiement des communes:**

Le 27 janvier 1999, le Ministre de l'Intérieur à l'époque a informé les communes moyennant une circulaire que «la commune ne pourra mettre à la disposition ni des responsables communaux ni du personnel du secteur communal un porte-monnaie électronique, une carte bancomat ou une carte de crédit pour payer des dépenses à charge de la commune».

En effet, selon l'article 94 de la loi communale, le receveur communal est chargé, seul et sous sa responsabilité, d'acquitter les dépenses qui sont ordonnancées sur la base d'un mandat par le Collège des bourgmestre et échevins.

Il nous revient que de nombreuses communes ont été approchées par leur propre personnel et par le personnel de leur école fondamentale qui désirent recevoir accès à une carte de crédit pour payer une partie des dépenses à charge de la commune. En effet, grand nombre de services et biens vendus en ligne, comme par exemple les applications mobiles, ne peuvent être payés par voie de virement, mais seulement par carte de crédit.

Dans ce contexte, nous aimerons poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre partage-t-il notre opinion qu'à l'ère de la digitalisation, il est indispensable que toute commune désirant offrir un service moderne et complet à ses citoyens ait la possibilité de mettre à la disposition de son personnel une carte de crédit?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il prêt à adapter la législation communale et plus précisément l'article 94 de la loi communale afin d'autoriser les communes à payer une partie de leurs dépenses par carte de crédit sur autorisation préalable du Collège des bourgmestre et échevins?

Réponse (15.05.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les honorables Députés s'enquièrent sur la possibilité de mettre une carte de crédit à disposition du personnel communal.

Réaliser des dépenses pour le compte de la commune constitue un élément de l'exécution du budget qui se déroule dans un cadre légal ayant pour objectif une bonne gestion des deniers publics.

J'aimerais rappeler aux honorables Députés les dispositions pertinentes de la loi communale déterminant le cadre légal dans lequel le paiement de dépenses communales est opéré:

«Art. 94.

Le receveur communal est chargé, seul et sous sa responsabilité, d'effectuer les recettes de la commune ainsi que d'acquitter les dépenses qui sont ordonnancées dans les formes et conditions déterminées par la loi.

(…)

Art. 130.

Le Collège des bourgmestre et échevins vérifie les droits des créanciers de la commune et ordonnance les dépenses dans la limite des crédits autorisés.

Art. 131.

Les mandats de paiement sont signés par le bourgmestre ou celui qui le remplace et par un échevin et contresignés par le secrétaire communal.

Aucun paiement à charge de la caisse communale ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un mandat établi en due forme.

(…)

Art. 133.

Si le Collège des bourgmestre et échevins refuse ou omet d'ordonnancer les dépenses que la loi met à charge de la commune, le Ministre de l'Intérieur peut ordonner que la dépense soit immédiatement payée. Cette décision tient lieu de mandat et le receveur est tenu d'en acquitter le montant.

Art. 134.

Dès réception des mandats régulièrement établis, le receveur communal est tenu de les payer dans la limite des crédits budgétaires autorisés.

(…)

Art. 138.

Le receveur est chargé seul, sous sa responsabilité, d'encaisser les recettes et d'acquitter les dépenses de la commune. Il est responsable de la gestion et de la bonne garde des fonds.»

Il ressort des dispositions légales précitées qu'il existe une séparation des fonctions d'ordonnateur assurées par le Collège des bourgmestre et échevins et celles de comptable communal assurées par le receveur. Cette séparation se justifie avant tout par l'établissement d'un contrôle mutuel entre les élus et le comptable: l'ordonnateur ordonnance les recettes et les dépenses, le comptable exécute l'ordre tout en effectuant un contrôle de régularité.

Les étapes dans l'exécution des dépenses effectuées par respectivement le Collège des bourgmestre et échevins et le receveur comprend plusieurs étapes.

Le Collège des bourgmestre et échevins entame la procédure par l'engagement, l'acte juridique par lequel il constate la dépense, décide de l'effectuer et de l'imputer sur les crédits budgétaires autorisés. Ensuite, il procède à la liquidation de la dépense en vérifiant la réalité de la dette et en arrêtant le montant tout en s'assurant que le créancier a exercé la prestation ou la fourniture qui lui incombait. L'intervention du Collège des bourgmestre et échevins se termine par l'ordonnancement ou le mandatement qui consiste, dans les formes prévues par la loi, dans l'ordre donné au receveur de payer la dépense. C'est à ce stade de la procédure que le receveur prend en charge la dépense et en effectue le paiement. Il contrôle la régularité de l'ordre de paiement et des pièces justificatives qui l'accompagnent. Finalement, il réalise les opérations effectives du paiement de la dette de la commune en recourant aux moyens légaux de paiement.

Sauf l'hypothèse dans laquelle le Collège des bourgmestre et échevins refusait ou omettait d'ordonnancer une dépense et où le Ministre de l'Intérieur pourrait se substituer en tant qu'ordonnateur, la loi communale n'admet, à l'heure actuelle, aucune exception ni à la séparation des rôles d'ordonnateur et de comptable, ni aux règles de forme et de fond en matière de paiement des dépenses communales.

Ainsi les communes, voire les entités du secteur communal, ne peuvent mettre à disposition une carte de crédit, ni aux élus, ni au personnel communal alors que ce mode de paiement de dépenses communales viole les prérogatives tant de l'ordonnateur que du receveur, le principe de la séparation de leurs fonctions est incompatible avec leurs responsabilités respectives en matière d'exécution du budget.

Une ouverture en la matière, devant assurer les sécurités essentielles et une transparence certaine, pourra se faire lors d'une refonte des dispositions légales en vigueur et ce dans un esprit de modernisation et de dématérialisation des procédures.

Question 3737 (03.04.2018) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **connaissances des enseignants dans le domaine des technologies de l'information:**

Un sujet récurrent évoqué lors des entrevues aussi bien avec le Parlement des Jeunes lors du hearing du 2 mars 2018 qu'avec la délégation de jeunes de l'atelier 99ID le 9 mars 2018 est le manque de connaissances des enseignants dans le domaine des technologies de l'information.

On peut ainsi lire dans la résolution du Parlement des Jeunes sur l'intelligence artificielle (du 8 février 2018):

«1. Alarmé par le manque d'éducation, à savoir les connaissances sur l'informatique chez les jeunes, nous craignons que dans un proche avenir, ils ne sauront pas s'en servir et seront complètement perdus. En effet, le savoir informatique qu'ils possèdent ne dépasse pas les connaissances de bases des logiciels de traitement de texte. Ces connaissances sont donc insuffisantes. Or, parfois ils ne savent même pas acquérir ces connaissances eux-mêmes. En ce qui concerne les professeurs, leur niveau informatique est souvent pire que celui de leurs élèves.» (nous soulignons)

Dans le document 99ID, dans la section sur l'éducation, le même problème est épinglé, et il est recommandé de prévoir un «Update op de neie Stand vun der Technik fir Proffen».

Alors que la digitalisation ne fera pas halte devant l'école, il est évident qu'une solide formation de tous les enseignants, tant du fondamental que du secondaire dans les technologies de l'information sera essentielle afin d'expliquer et d'utiliser ces outils dans leur enseignement.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre partage-t-il le constat fait par le Parlement des Jeunes et l'atelier 99ID

quant aux connaissances parfois insuffisantes d'une partie du corps enseignant dans le domaine des TIC?

2) Le cas échéant, Monsieur le Ministre envisage-t-il des mesures concrètes, notamment dans le domaine de la formation continue des enseignants, afin d'y remédier?

3) Plus généralement, quelles sont les initiatives que compte prendre Monsieur le Ministre pour préparer encore davantage les enfants et jeunes étudiants, dans le cadre des écoles tant du fondamental que du secondaire, aux défis de la digitalisation?

Réponse (08.05.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Le constat dressé par le Parlement des Jeunes est certes alarmant, mais en l'absence d'études approfondies à l'appui, il y a lieu de veiller à éviter de généraliser sur base de cas isolés. Les enseignants, tant de l'enseignement fondamental que de l'enseignement secondaire, peuvent se prévaloir d'une solide formation de base, soit par les cours suivis lors de leur formation initiale à l'université, soit par des formations spécifiques à l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) dans le cadre de l'insertion professionnelle ou encore lors de la formation continue. Parmi les domaines de formation prioritaires couverts par l'IFEN, le volet sur la pédagogie des médias offre de très nombreuses formations au sujet des compétences technologiques, de la maîtrise des outils liés aux technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement (TICE), de l'éducation aux et par les médias et de l'utilisation de tablettes numériques.

ad 2)

1. Formations à l'IFEN

Des efforts croissants ont été déployés au niveau de la formation continue des enseignants dans le domaine des TICE. Parmi les domaines prioritaires de la formation continue figure depuis des années le volet «les technologies de l'information et de la communication».

Au niveau des thématiques, les formations du domaine «Medienpädagogik - Medienerziehung» sont classées dans deux sous-domaines:

- «Compétences technologiques - Maîtrise des outils liés aux TICE»: ces formations visent la prise en main des outils technologiques et leur utilisation pédagogique et didactique.

- «Éducation aux médias»: ces formations ciblent l'utilisation responsable des médias et le développement d'une approche critique, pertinente et civique de l'usage des médias.

Voici les effectifs des formations et inscriptions de ce domaine auprès de l'IFEN:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il apparaît que la formation continue sur les TICE représente en moyenne 14% du total des inscriptions des deux dernières années. Ces inscriptions proviennent en gros pour 30% de la part de formations de l'offre nationale ouverte aux inscriptions individuelles, et pour 70% de la part de formations organisées sur mesure à la demande des écoles et lycées. Cet engagement collectif des équipes pédagogiques permet de développer un langage commun, de coopérer et d'adhérer à une vision commune.

Les formations continues sur les TICE sont organisées selon différents types de formation définis par l'IFEN qui prennent en considération les objectifs de formation et les disponibilités des enseignants: parallèlement à des séminaires (formations ponctuelles), journées pédagogiques, conférences ou colloques, des formations continues séquentielles favorisant le transfert et la durabilité sont mises en place. Des formations basées sur l'échange entre équipes pédagogiques ou entre enseignants sont également proposées afin d'encourager le partage des pratiques professionnelles.

Les thématiques des formations sont intimement liées aux nouveautés technologiques offertes par le ministère et très évolutives. Ainsi, la mise à disposition de la suite Office 365 pour tous les enseignants à partir de la rentrée de septembre 2016 a engendré une demande accrue de formations sur cette thématique: plus de 150 formations ont été organisées durant l'année scolaire 2016-2017 sur les modalités techniques et l'utilisation pratique de ces outils. La stratégie «one2one» visant à généraliser l'introduction des dispositifs mobiles de type tablette dans les établissements secondaires et secondaires techniques au cours des prochaines années scolaires et à en faire un outil de production et d'apprentissage au service de la pédagogie, a eu comme conséquence l'organisation d'une centaine de formations durant l'année scolaire 2017-2018. Ces formations visent aussi bien la prise en main technique de l'outil que son utilisation dans des contextes pédagogiques et didactiques variés.

2. Autres formations pour enseignants

En ce qui concerne la formation du personnel enseignant, le SCRIPT organise régulièrement des journées de réseautage, d'échanges et de formation pour le personnel enseignant du fondamental et du secondaire, comme la «Journée eduSphere», à laquelle près de 300 enseignants ont participé le 23 mars dernier.

Dans le contexte du projet «one2one», décrit ci-dessous, le CGIE, l'IFEN et le SCRIPT offrent un accompagnement technologique et pédagogique aux lycées et des formations pour les enseignants. Le SCRIPT a ainsi mis en place une démarche appelée «réseautage one2one» afin que les enseignants et décideurs éducatifs de tous bords soient encouragés à échanger les bonnes (et moins bonnes) pratiques afin d'optimiser toutes les démarches futures au niveau du «one2one».

ad 3) De façon générale, un cadre de référence est en train d'être élaboré qui indiquera les sujets à traiter et les compétences à acquérir dans le contexte de l'éducation aux médias. Plus précisément, il s'agit d'un guide pour enseignants qui les aide à intégrer systématiquement des aspects des TIC et des médias dans leurs cours, du cycle 1 de l'enseignement fondamental (EF) jusqu'en classe de 1re de l'enseignement secondaire (ES). Le cadre de référence sera accompagné par un «passeport médiatique» (Medienpass) permettant aux élèves, aux enseignants et aux parents d'abord de visualiser le progrès de l'élève et ensuite - par une approche «gamifiée» d'un système de badges - d'ambitionner d'acquérir le plus de compétences possibles. Une autre composante sera un catalogue de partenaires et d'illustrations, comment effectuer des activités dans ce domaine. À titre d'exemple, l'enseignant peut se référer à des (bonnes) pratiques existantes ou faire appel à un partenaire externe pour un accompagnement en classe. Le cadre de référence luxembourgeois sera basé sur le modèle «DigiComp» de la Commission européenne.

Plusieurs actions et initiatives précises répondant aux défis de la digitalisation ont été élaborées ces dernières années pour promouvoir l'éducation aux médias et l'intégration des TIC dans les classes. En voici quelques-unes:

- Section I

Depuis septembre 2017, au sein du Lycée des Arts et Métiers (LAM), du Lycée technique d'Esch-sur-Alzette (LTE) et du Lycée Edward Steichen à Clervaux (LESC) à partir de 2018, les élèves de trois classes de 3e de l'enseignement secondaire classique sont initiés aux concepts de la programmation, de la sécurité informatique, des bases de données et de l'informatique technique et théorique. Une ouverture aux nouvelles technologies est promue, en proposant des cours qui invitent les élèves à se familiariser avec des outils innovateurs et à apprendre à les manipuler, en vue d'en analyser et identifier les utilités et champs d'application.

Cette spécialisation en sciences est complémentée par une introduction à la théorie de la communication et une intégration de la philosophie des médias, et mise sur une approche transdisciplinaire lors du développement et de l'exécution de «défis» autonomes dans le contexte de thèmes trimestriels.

- «Future Hub»

Actuellement, trois pôles informatiques, le LAM, le LTE et le LESC - au Centre, au sud et au nord du pays - regroupent et développent davantage d'enseignements liés aux nouvelles technologies, tant dans l'enseignement secondaire classique que dans l'enseignement secondaire général et qui mèneront au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), au diplôme de technicien, aux diplômes de fin d'études secondaires et à d'autres types de certifications.

- «Luxembourg Tech School» (LTS)

La Luxembourg Tech School asbl est une activité parascolaire soutenue par le ministère qui vise à promouvoir le développement des compétences numériques et interpersonnelles d'une nouvelle génération de «digital leaders».

Elle s'adresse aux étudiants âgés de 15 à 19 ans qui sont passionnés par le domaine numérique et désireux d'apprendre et d'appliquer la technologie dans un contexte commercial réel.

Depuis le projet pilote, qui a débuté en septembre 2016 avec une trentaine d'étudiants des lycées du campus Geesseknäppchen, le concept a continué de grandir et en 2017-2018, des cours sont offerts au sein de neuf écoles luxembourgeoises, regroupées en trois pôles LTS. Il est prévu d'élargir l'offre en 2018-2019.

- ESERO

Le ministère collabore avec le Ministère de l'Économie, l'Agence spatiale européenne et le «Luxembourg Science Center» en vue de soutenir et d'accompagner l'établissement au Luxembourg du Bureau européen de ressources en matière d'éducation spatiale - ESERO.

Les activités de l'ESERO visent à promouvoir l'intérêt et la sensibilisation des jeunes européens aux sciences et techniques du domaine spatial à travers leur fascination pour l'espace et l'astronomie par la mise à disposition des contenus et activités qui s'inscrivent dans la démarche pédagogique des écoles et lycées et des programmes d'enseignement et d'éducation non formelle.

Ces ressources sont dédiées aux branches scientifiques avec un fort accent sur les compétences informatiques.

- «one2one»

Depuis la rentrée 2017-2018, le ministère poursuit la stratégie infrastructurelle d'un appareil de travail numérique par élève. Par le moyen des tablettes numériques, subventionnées par le ministère, les élèves apprennent à gérer et travailler dans des espaces numériques de travail, à produire et partager des contenus et à effectuer des recherches ciblées par le moyen des nouvelles technologies. Cette approche modernisera de façon fondamentale la manière d'enseigner et d'apprendre dans l'enseignement luxembourgeois. Dans ce contexte, le CGIE, l'IFEN et le SCRIPT offrent un accompagnement technologique et pédagogique aux lycées et des formations pour les enseignants.

Un projet pédagogique de réseautage entre écoles concernées permet aux enseignants de représenter davantage de contenus numériques, de concevoir des méthodes de travail adaptées aux nouveaux dispositifs technologiques et de réaliser le potentiel de la révolution informatisée au sein de l'éducation.

- «BEE SECURE»

«BEE SECURE» est une initiative commune de plusieurs ministères. Sa mission consiste dans des activités de sensibilisation à une utilisation plus réfléchie voire sécurisée des nouvelles technologies de l'information et de la communication, à l'éducation des utilisateurs dans ce domaine, et tout particulièrement des enfants, adolescents, parents, professeurs et éducateurs, et à la lutte contre les contenus illégaux et les comportements dangereux en ligne, tant à destination des jeunes que du grand public. Dans ce contexte, de nombreuses campagnes et séances de formation sont offertes. Ainsi, tous les élèves des classes de 7e doivent désormais suivre une session d'information d'une durée de deux leçons sur le thème de la sécurité de l'information. Pour les autres tranches d'âge, des sessions peuvent être sollicitées sur base volontaire. En général, les sessions sont proposées pour l'école fondamentale à partir du cycle 3.1.

En outre, «BEE SECURE» a mis en place des «makerspaces» qui sont des lieux de découverte, mais surtout de création où les jeunes peuvent créer leurs propres outils digitaux et apprendre le codage de façon ludique dès le plus jeune âge. De nombreux ateliers y sont offerts. Durant l'année scolaire 2015-2016, six «makerspaces» ont vu le jour au Luxembourg. Entre-temps le réseau des «makerspaces» a grandi et se présente comme suit:

- Base1 - «makerspace» accessible aux groupes, classes et jeunes individuels de tout âge. Cet espace est situé au Forum Geesseknäppchen (Luxembourg-ville);

- 23 «makerspaces» installés au sein de lycées au niveau régional;

- trois «makerspaces» installés dans des maisons relais et écoles fondamentales au niveau communal.

Une autre initiative de «BEE SECURE», «Kniwwelino», est la première plateforme de développement pour microcontrôleur entièrement pensée pour les enfants fréquentant l'enseignement fondamental et les maisons.

- Jeune journaliste

Le concours «jeune journaliste» est une collaboration du ministère avec le Conseil de presse et la fondation «Zentrum fir politesch Bildung». Avec l'aide de journalistes qui se rendent en classes, les élèves peuvent découvrir le métier de journaliste et sont invités à réaliser une production sur un sujet donné.

- «Interdisciplinary Cre@tivity Skills Competition»

Le concours «Interdisciplinary Cre@tivity Skills Competition» en est à sa deuxième édition et porte cette année sur le sujet: «Living and Working in Space». En collaboration avec les acteurs du secteur, comme SES, «Space Resources», «ispace», «Luxembourg Science Center», «Asteroid Day», FNR et SnT, il vise à inciter les jeunes à s'intéresser aux défis de la conquête spatiale. Lors de ce concours innovateur, les équipes peuvent soumettre des projets et maquettes pour proposer des solutions à des problèmes que la vie dans l'espace engendrerait.

- «FIRST LEGO League»

Pour promouvoir la créativité et la robotique, la participation à l'initiative mondiale «FIRST LEGO League» est prévue. Ici, les équipes de jeunes participants doivent résoudre des problèmes rencontrés dans un domaine scientifique donné en utilisant du matériel «LEGO Mindstorms» et en suivant une démarche professionnelle: recherche, échange, dessin, construction et test. Cette année, des équipes de quelques écoles ont été invitées à participer à ce concours. Actuellement, les enseignants avec leurs élèves sont en train de préparer leur participation à un tournoi régional en Allemagne et reçoivent des formations adéquates.

- «Digital Game-Based Learning»

Dans le contexte d'une éducation à l'utilisation équilibrée et appropriée des médias, mais aussi pour explorer les plus-values pédagogiques des jeux informatiques, une étude est en cours sur le «Digital Game-Based learning» (apprentissage par le jeu). En collaboration avec l'Université du Luxembourg et la Donau-Universität Krems (Autriche), plusieurs enseignants de l'EF et de l'ES utilisent des jeux informatiques suivant un scénario pédagogique en classe. Ils étudient la faisabilité pour traiter des sujets donnés en classe par le biais de jeux numériques.

Question 3739 (30.03.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **surfaces de compensation:**

Um den Flächenverbrauch durch Bauprojekte auszugleichen ist im zukünftigen Naturschutzgesetz die Schaffung eines Kompensationspools vorgesehen. Laut meinen Informationen ist der Staat seit einiger Zeit sehr aktiv im Aufkauf von Flächen für den oben genannten Pool.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Finanzminister stellen:

1. Wie viele Flächen besitzt der Staat bereits?

2. Wo besitzt der Staat diese Flächen?

3. Wie viele dieser Flächen können zu Kompensationszwecken genutzt werden?

4. Wie viele Flächen hat der Staat bis heute zusätzlich für den Kompensationspool aufgekauft?

5. In welchen Regionen des Landes befinden sich diese Flächen?

6. Zu welchem Durchschnittspreis werden die Flächen aufgekauft (Grünland, Ackerland, Wälder usw.)? Wie hoch liegt der Maximalpreis?

7. Werden, falls diese Flächen nach dem Ankauf vom Staat extensiver bewirtschaftet werden, bereits Ökopunkte angerechnet?

Réponse commune (15.05.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1., 2., 3. + 4. Seit dem Inkrafttreten des Naturschutzgesetzes von 1982 gilt das Ausgleichsprinzip für die Zerstörung von ökologisch wertvollen Biotopen. In der Vergangenheit wurden die Landkäufe durch den Staat in der Regel projektspezifisch und zielgerichtet getätigt. Der Staat erwarb während der drei letzten Jahrzehnte neben den für den Bau der Infrastrukturen (Straßen, Industriezonen, Schulen und andere öffentliche Einrichtungen) notwendigen Flächen auch die durch Biotopzerstörung notwendig gewordenen ökologischen Kompensationsflächen. Eine Gesamtübersicht aller Bauprojekte und der diesbezüglichen Kompensationsmaßnahmen existiert nicht.

Mit den Novellierungen des Naturschutzgesetzes wird die luxemburgische Natur- und Forstverwaltung (Administration de la nature et des forêts = ANF) beauftragt, landesweit geeignete Kompensationsflächen zu identifizieren sowie die Planung und Umsetzung von Kompensationsmaßnahmen durchzuführen. Alle Kompensationsmaßnahmen werden vorgängig vom

Umweltminister genehmigt und in einem öffentlich einsehbaren Register eingetragen.

Voraussetzung für die fachgerechte Organisation und Führung eines landesweiten Kompensationsflächenpools bzw. Ökokontos ist eine fundierte konzeptionelle Grundlage zur Flächen- und Maßnahmenauswahl, zur Priorisierung der zeitlichen und räumlichen Umsetzung sowie zur Lenkung weiteren Flächenankaufs. Die ANF hat daher, in einem ersten Schritt, staatseigene Flächen hinsichtlich ihrer Ausgleichspotenziale überprüft und ein landesweites Kompensationsmanagement entwickelt. Die Zusammenstellung der bestehenden Daten und deren GIS-gestützte Verarbeitung legte die Grundlage für eine fachliche Abgrenzung von Suchräumen, auf deren Basis ein Flächenkontingent möglicher Kompensationsräume identifiziert werden konnte. Der methodische Ansatz, die Eingrenzung von Suchräumen, wie auch die Identifikation möglicher Kompensationsräume wurden in zwei Werkstätten mit Schlüsselakteuren aus unterschiedlichen Sektoren abgestimmt. Das Konzept beinhaltet insgesamt rund 90 Zonen, welche über die gesamte Fläche des Landes verteilt sind und die ganz oder teilweise dem nationalen Flächenpool zugeführt werden können.

In einem zweiten Schritt wurden die Kompensationsräume detaillierter untersucht, mögliche Maßnahmen aufgezeigt und das Kompensationspotenzial eingeschätzt. In dieser Phase wurden auch bilaterale Abstimmungen, beispielsweise mit den Vertretern der Landwirtschaft und der Wasserwirtschaft durchgeführt. Für alle Flächen wurden abgestimmte Steckbriefe erstellt.

Die Ausrichtung des Kompensationsflächenkonzepts orientiert sich an folgenden Grundsätzen:

Prinzipiell steht die Stärkung des Netzes an hochwertigen Lebensräumen und der Verbundstrukturen im Vordergrund: Die Kernräume der Biodiversität sind Knotenpunkte eines Netzes an hochwertigen Biotopkomplexen und Habitaten, das gezielt gestärkt und aufgewertet werden soll. In diesen Schwerpunkten der Biodiversität Luxemburgs können mit kompakten Projekten hohe Mehrwerte für den Naturschutz erzielt werden. Ausgehend von der Stärkung der Knotenpunkte sollen die Verbundstrukturen geknüpft und qualitativ verbessert werden.

Die Aufwertung und Wiederherstellung der Wildtierkorridore stärkt die Verbundstrukturen und reduziert die Fragmentierung der Landschaft für den Populationsaustausch wandernder Tierarten. Schon vorhandene Gutachten gaben Hinweise auf bestehende Defizitbereiche.

Es erfolgt eine Integration von ökologischen Dienstleistungen in das Konzept: Ökologische Dienstleistungen sind gerade in Bereichen vielfältiger Nutzungsansprüche wichtige Argumente zur Umsetzung von gezielten Aufwertungsmaßnahmen. Geeignete Maßnahmenvorschläge zur Wiederherstellung und Stärkung des Naturhaushalts werden vorrangig im Zusammenhang mit den Schwerpunkträumen der Biodiversität eingebracht. So ist ein naturnahes und möglichst durchgängiges Netz der Fließgewässer, begleitet von angepasst genutzten und als Retentionsraum wirksamen Auen mit ihren typischen Lebensraumkomplexen, Teil zukünftiger Verbundsysteme.

Den pragmatischen Ausgangspunkt bilden aktuelle Programme und Pläne sowie vorhandene Datengrundlagen:

Die inhaltlichen Schwerpunkte wurden an den vorhandenen Datengrundlagen ausgerichtet, konnten aber mit neuen Grundlagen erweitert werden.

Spezifisch für die Verwendung im neuen Ökokonto hat die Regierung bisher 497 ha Land erworben. In einer ersten Phase werden 20 prioritäre Projekte zurückbehalten, welche nach und nach in die Umsetzungsphase überführt werden sollen.

ad 5. Die Flächen, die im Laufe der letzten drei Jahre ausschließlich zu Kompensationszwecken vom Staat gekauft wurden, sind über alle fünf „secteurs écologiques de compensation" verteilt, wie sie vom Gesetzesprojekt 7048 vorgesehen sind.

ad 6. Der Maximalpreis für den Kauf von Flächen unabhängig von ihrer Nutzung und Beschaffenheit liegt aktuell bei 500 € pro Ar. Zurzeit hat die Naturverwaltung bei jeder Transaktion eine Schätzung der Flächen aufgrund von deren Bodenverhältnissen, Hangneigung und Ausrichtung erstellt.

Der gezahlte Durchschnittspreis für landwirtschaftliche Flächen lag bei etwa 400 € pro Ar, jener für Wald bei etwa 60 € pro Ar. Zum Kaufpreis für die Waldflächen addiert sich zusätzlich der geschätzte Wert des darauf stehenden Holzes.

ad 7. Es ist dem Umweltministerium und seiner Verwaltung sehr daran gelegen, dass mit dem Inkrafttreten des Naturschutzgesetzes und der dazugehörenden Großherzoglichen Reglements, ein schon operationeller Flächenpool und ein Ökokonto bereitstehen. Dementsprechend sind innerhalb der vergangenen vier Jahre eine ganze Reihe von Vorbereitungen angelaufen:

- Entwicklung einer kartographischen Webapplikation zur standardisierten Erstellung von Ökobilanzen

- Digitalisierung des nationalen Registers

- Ankauf von Flächen

- Planung von Kompensationsprojekten auf Staatsflächen

- Umsetzung von Kompensationsprojekten

Alle Maßnahmen innerhalb dieser Pilotprojekte werden nach dem aktuellen Stand der neuen Gesetzgebung geplant, nach dem Ökopunktesystem bewertet und bilanziert und können so nach Abschluss der Arbeiten ins nationale Register einfließen.

Klargestellt werden muss, dass die Berechnung der sogenannten Ökopunkte nicht auf einer Bewirtschaftungsmethode, ob extensiv oder intensiv, beruht, sondern auf der ökologischen Verbesserung auf einer konkreten Fläche.

Question 3741 (04.04.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck:**

Je viens d'apprendre que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures projette de réaménager la N7 entre Diekirch et Ettelbruck.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il présenter les travaux de réaménagement que se propose de mettre en œuvre l'Administration des ponts et chaussées sur ce tronçon de la N7?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir également des précisions concernant l'organisation future des transports publics sur la N7 entre Diekirch et Ettelbruck?

- Dans quelle mesure la création d'un véritable «boulevard urbain» entre les villes de Diekirch et d'Ettelbruck est-elle réalisable? Quel serait son profil type? Comment se présenterait l'intégration du CR359 dans ce boulevard?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En ce qui concerne les travaux de réaménagement à mettre en œuvre sur le tronçon de la route N7 entre Ettelbruck et Diekirch, il s'agit de la création d'un corridor multimodal, dont sa réalisation se fera en plusieurs phases. Le corridor projeté de la première phase se composera d'une voie réservée aux bus sur la voie de circulation de droite d'une largeur de 3,25 m dans les deux sens de circulation. Les deux voies d'une largeur de 3,50 m au milieu de la chaussée seront destinées à la circulation du trafic automobile. La circulation des bus sera priorisée par des signaux colorés lumineux sur tout le tronçon. Tous les arrêts de bus seront aménagés conformément aux recommandations en la matière ainsi que les passages à piétons seront sécurisés par des signaux colorés lumineux. En bordure droite de la route N7, le long de la zone urbanisée, une piste large de 3,5 m sera aménagée pour l'usage mixte des cyclistes et piétons.

Une première phase consiste donc dans la mise en place de l'infrastructure routière nécessaire pour la priorisation des bus sur la route N7 entre Erpeldange-Beim Dreieck et Diekirch-Walebroch sur un tronçon d'une longueur d'environ 2,5 km, une deuxième phase dans l'aménagement de la voirie nécessaire pour la priorisation des bus entre Diekirch-Walebroch et la gare de Diekirch. Dans une troisième phase il sera procédé à la construction d'un nouveau pont ficelle enjambant la Sûre et reliant le pôle d'échange de la gare de Diekirch à la rue Merten à proximité des lycées à Diekirch.

À noter que les travaux de la première phase seront mis en soumission lors du mois de mai. Le début des travaux est prévu pour automne 2018 et la durée du chantier est de 300 jours ouvrables.

En ce qui concerne l'organisation future des transports sur la N7 entre Ingeldorf et Diekirch, une étude de réorganisation complète du réseau RGTR est en cours et pour le moment il est trop tôt pour se prononcer en détail. Pourtant, le développement de nouveaux quartiers autour de l'axe centrale de la Nordstad (ZAN) ira de pair avec une réorganisation profonde des infrastructures de transports. Aujourd'hui la ligne de chemin de fer sépare les localités et sa perméabilité n'est pas partout garantie. Afin de soutenir l'urbanisation de l'axe centrale ZAN un boulevard urbain est ainsi projeté.

Ce boulevard urbain entre les villes d'Ettelbruck et de Diekirch aura un gabarit d'une bonne trentaine de mètres et se composera de deux voies de circulation pour le trafic automobile, de deux voies pour les transports en commun, d'une piste cyclable bidirectionnelle, de deux trottoirs, d'une bande de stationnement et de plusieurs bandes de verdure.

Question 3742 (05.04.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**approvisionnement en électricité:**

D'Versuergung mat Stroum an aneren Energieformen aus dem Ausland ass fir Lëtzebuerg a seng Ekonomie iwwerliewenswichteg. Eng Stroumlinn, tëschent Esch an Éibeng (B), déi fir eist Land „eng wichteg Roll" spillt an „en onverzichtbart Element" ass (Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°3644), ass a Fro gestallt, well hir belsch Autorisatioun schonn 2008 zréckgezu ginn ass.

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen zur Lëtzebuerger Stroumversuergung, der Präisentwécklung an der Ofhängegkeet vun ausländesche Mäert, déi sech un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture riichten:

1. Huet d'Lëtzebuerger Regierung eng zouverlässeg Aschätzung vun der Rechtssituatioun bei eise belschen Noperen?

a. Ass d'Funktionéiere vun där Linn tëschent Éibeng (B) an Esch duerch déi rechtlech Situatioun a Fro gestallt?

b. Wat fir Informatioune maachen d'Lëtzebuerger Regierung esou sécher, datt dës Stroumlinn net kéint zougemaach ginn?

2. Wat waren d'Grënn vum belsche Statsrot, fir dës Autorisatioun zréckzezéien?

3. Wat ass de Plang vun der Lëtzebuerger Regierung, wann dës Linn vun engem Dag op deen aneren awer kee Stroum méi géif liwweren?

4. Sinn déi néideg Infrastrukturaarbechte fir eng alternativ Léisung „vun op d'mannst aacht bis zéng Joer" (Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°3644) schonn ugelaf?

5. Wéi huet sech an de leschte fënnef Joer d'Lëtzebuerger Stroumproduktioun an d'Ofhängegkeet vun internationale Stroumliwwerungen entwéckelt?

6. Wat bedeit d'Integratioun vum Lëtzebuerger ëffentleche Stroumnetz an „déi däitsch Maartzon" (Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°3644)?

7. Huet d'Regierung Zuelen a Präisvergläicher iwwert déi däitsch Maartzon an hir Entwécklung am europäesche Kontext?

8. Besteet eng Gefor, datt de Lëtzebuerger Präis sech nom däitsche Maartpräis orientéiert, dee bal duebel esou héich ass (Strom-Report 2017)?

Réponse (12.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser betreffend d'Héichspannungsleitung tëschent dem belschen Aubange an Esch-Uelzecht kann ech, ënner Berécksichtegung vun den Informatioune vun den Netzbedreiwer Creos Luxembourg SA (Creos) a Sotel s.c. (Sotel), Folgendes matdeelen:

Wéi effektiv schonn a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro N°3644 am selwechte Kontext geschriwwen, sinn d'Stroumnetzer an Zentraleuropa enk vernetzt a kënnen doduerch zu engem gudden Energieaustausch tëschent de Länner an zur Versuergungssécherheet vun de Verbraucher bäidroen.

De juristeschen Dossier, wat d'Autorisatioun op belschem Territoire vun der Héichspannungsleitung tëschent Éibeng (B) an Esch ugeet, läit integral an den Hänn vun de belschen Autoritéiten an dofir kann ech och keng Ausso iwwer e laangfristegt Bedreiwe vun dëser Linn maachen. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech awer nach ëmmer staarkgemaach fir en enk vernetztenen europäesche Verbundsystem am Stroum a wäert dat och an Zukunft weiderhin zesumme mat der belscher Regierung maachen. De belschen Netzbedreiwer ELIA ass och weiderhin drëm beméit, fir déi Linn uerdnungsgeméiss geneemegt ze kréien. D'Decisioun, déi de belsche Statsrot am Joer 2008 geholl huet, kann ënner folgendem Link nogelies ginn:

http://www.raadvst-consetat.be/Arrets/185000/100/185133.pdf#xml=http://www.raadvst-consetat.be/apps/dtsearch/getpdf.asp?DocId=12372&Index=c%3a%5csoftware%5cdtsearch%5cindex%5carrets%5ffr%5c&HitCount=2&hits=13+14+&15351120182917

Fir d'Clienten, déi um Lëtzebuerger ëffentleche Stroumnetz ugeschloss sinn, hätt eng Desaktivéierung vun dëser Linn op belscher Säit keen direkte kuerzfristegen Impakt, weder op hir Versuergungssécherheet nach op hir Stroumpräisser par rapport zur Situatioun vu virun 2017, wéi Creos als ëffentlechen Transportnetzbedreiwer d'Gestioun vun dëser Linn op Lëtzebuerger Säit am Kontext vum Interkonnexiounsprojet mam belschen Netz iwwerholl huet. Dat läit dorunner, datt dat ëffentlecht Netz zu Lëtzebuerg eng staark Interkonnexioun mam däitschen Netz huet an de Lëtzebuerger Grousshandelstroummarché an déi däitsch Maartzon integréiert ass an domat d'Grousshandelsbedéngunge vum däitsche Maart sech och hei zu Lëtzebuerg erëmspigelen.

Déi betraffe belsch Linn ass awer virun allem wichteg, fir d'Versuergungssécherheet vum Lëtzebuerger ëffentleche Stroumnetz am Noutfall ze erhéijen, andeems da Stroum aus der Belsch dat Lëtzebuerger Netz ka stäipen. Datselwecht wier wouer, wann an der Belsch ee Problem wier a wou an där Situatioun da Stroum aus dem Lëtzebuerger Netz kann hëllefen, dat belscht Netz ze stäipen. Net zulescht ass déi Linn och weiderhi wichteg, fir d'Versuergungssécherheet vun den industrielle Clienten, déi um Netz vun der Sotel ugeschloss sinn, ze garantéieren.

Creos huet an de leschte Joren Iwwerleeunge bezüglech Netzausbau gefouert, fir der Entwécklung vum Stroumverbrauch an der Evolutioun vun der Produktioun bis 2040 Rechnung ze droen. An deem Kontext sinn eng Rei Zeenarien analyséiert ginn, wéi ënner anerem déi belsch-lëtzebuergesch Interkonnexioun.

De Stroumverbrauch am ëffentlechen Netz vun der Creos (also ouni den Industriereseau vun der Sotel) ass an deene leschte fënnef Joer ëm ca. 5% an d'Luucht gaangen. Mat der zousätzlecher Elektrifikatioun vum Energiesecteur (Elektromobilitéit, Wärmepompelen, Datenzentren asw.) an dem Zouhuele vun der Populatioun wäert dës Tendenz och nach weidergoen an der Zukunft. Duerch de Produktiounsstopp vun Twinerg ass déi global Stroumproduktioun zu Lëtzebuerg ëm méi wéi 50% erofgaangen. Duerch d'Promotioun an d'Entwécklung vun erneierbaren Energië konnt d'Produktioun (ouni thermesch Cogeneratioun an Twinerg) an deene leschte fënnef Joer ongeféier ëm 7% gesteigert ginn. Säit 2011 ass et souguer eng Hausse vun ca. 12%. Och wann dat net duergeet, fir dem progressive Stroumverbrauch Rechnung ze droen, wäert och weiderhin e groussen Deel vum Stroum importéiert musse ginn. Dat waren d'lescht Joer no un 90% vum Gesamtverbrauch zu Lëtzebuerg.

Am liberaliséierte Stroummaart kënne sech d'Clienten hire Fournisseur selwer fräi eraussichen a kafen e Produit mat dem Produitmix (zum Beispill 100% erneierbar Energien) vun hirer Wiel. De Gesamtstroumpräis (Prix intégré), deen de Client muss bezuelen, setzt sech folgendermoossen zesummen:

- Energie (Elektronen): gëtt vum Fournisseur ugebueden, deen dëse Stroum bei Produzenten direkt oder op den internationale Stroumbourssen iwwert déi däitsch Maartzon bezitt;

- Netzkäschten: gi vum jeeweilegen Netzbedreiwer iwwert d'Stroumrechnung facturéiert, fir d'Käschte vum Stroumnetz ze decken;

- Kontributioun an den „Mécanisme de compensation": gëtt als Bäitrag vun all Client fir d'Finanzéierung vun den erneierbaren Energië verrechent;

- Stroumtax an TVA.

Well Lëtzebuerg an déi däitsch Maartzon integréiert ass, kafen déi Fournisseuren, déi Lëtzebuerger Clientë beliwweren, och op dem däitsche Stroummarché den Undeel „Energie", wéi virdrun erläutert. D'Energiepräisser, also d'Elektronen, sinn um däitsche Marché de Moment mat déi niddregst am zentraleuropäesche Verglach. Déi däitsch Endclienten hunn allerdéngs aner Niewekäschten (Netz, Ëmlag fir erneierbar Energien an Taxen) wéi d'Verbraucher zu Lëtzebuerg a bezuelen dofir méi eng héich Gesamtrechnung wéi bei eis.

Am europäesche Verglach sinn déi integréiert Stroumpräisser zu Lëtzebuerg ënnert der Moyenne vun den 28 Memberstaten a leien zum Deel däitlech ënnert de Präisser vun eisen Nopeschlänner.

Question 3745 (09.04.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**imposition des personnes physiques:**

Par la loi du 19 décembre 2014, le Gouvernement avait introduit à partir de l'année 2015 l'Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire (IEBT). Alors qu'au départ, ledit prélèvement avait été annoncé comme contribution pour l'avenir des enfants, il a par la suite été transformé en impôt pourtant non imputable sur la cote de l'impôt sur le revenu et ne rentrant pas non plus parmi les dépenses d'exploitation, les frais d'obtention ou les dépenses spéciales.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le système tel qu'envisagé par le Gouvernement en 2014 ait été équitable?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la contribution dépendance devrait être considérée comme dépense spéciale déductible fiscalement?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas procédé audit changement dans le contexte de la dernière réforme fiscale?

- Dans la négative, quels sont les arguments militant pour un traitement différent de ce type de cotisations par rapport aux cotisations versées au titre de l'assurance maladie et de l'assurance pension?

- Quant à la contribution au Fonds pour l'emploi, Monsieur le Ministre peut-il exclure que les personnes physiques soient mises à contribution à deux reprises, une première fois au moment de la retenue mensuelle et une deuxième fois au moment du décompte annuel?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les pensions vieillesses que perçoivent deux personnes imposées collectivement sont considérées au titre de l'imposition comme des «salaires» et non comme des «pensions»? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faille revoir l'imposition de veufs/veuves? Dans l'affirmative, à quel niveau?

Réponse (11.05.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Par la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, le Gouvernement a fait face à une situation budgétaire précaire en raison du déficit budgétaire au niveau de l'administration centrale et de la perte des recettes fiscales provenant du commerce électronique. Ledit paquet d'avenir a été nécessaire en vue de rendre, d'une part, la gestion des deniers publics plus efficace et, d'autre part, de compenser cette perte fiscale par l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée et l'introduction d'un Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire (IEBT).

En ce qui concerne l'IEBT, il s'agit d'un impôt direct dont le champ d'application est en partie déterminé par la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'Impôt sur le revenu (ci-après la «LIR.») qui est perçu dans le chef des contribuables résidents et non-résidents sur les revenus dont le droit d'imposition est attribué au Luxembourg. Le taux a été fixé à 0,5% applicable sur tous les revenus, tout en prévoyant une immunisation du salaire social minimum dans le chef des salariés et pensionnés. Dans son avis complémentaire du 9 décembre 2014, le Conseil d'État avait constaté que l'IEBT reprend presque littéralement l'article 4 de la loi du 17 décembre 2010 portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière et économique. En raison des caractéristiques mentionnées ci-avant, l'IEBT doit être considéré comme un impôt équitable.

L'assurance dépendance a été introduite par la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance. Les fonds nécessaires au financement de l'assurance dépendance proviennent en partie d'une contribution dépendance basée sur deux piliers, à savoir, d'une part, les revenus professionnels et les revenus de remplacement de manière générale, et, d'autre part, les revenus du patrimoine. Selon l'article 378 du Code de la sécurité sociale, la contribution dépendance n'est pas à considérer comme impôt sur le revenu et ne rentre pas parmi les dépenses d'exploitation, les frais d'obtention ou les dépenses spéciales prévus dans le cadre de l'impôt sur le revenu. Dès lors, le traitement fiscal de la susdite contribution est clairement réglementé par les textes en vigueur.

Concernant la contribution au Fonds pour l'emploi, l'impôt sur le revenu des personnes physiques est majoré, entre 7 et 9% en fonction du revenu imposable ajusté, pour alimenter le Fonds pour l'emploi. De même, l'impôt sur le revenu des collectivités est majoré de 7% pour alimenter le Fonds pour l'emploi. Les contribuables ne sont donc mis à contribution qu'une seule fois.

Selon les numéros 1 et 2 de l'alinéa 1 de l'article 96 LIR, les pensions vieillesse sont en principe considérées comme revenus résultant de pensions ou de rentes:

- si elles qualifient comme des pensions de retraite et des pensions de survivants touchées en vertu d'une ancienne occupation salariée; ou

- si elles qualifient comme des arrérages de rentes, pensions ou autres allocations périodiques et les prestations accessoires servis par une caisse autonome de retraite alimentée en tout ou en partie par des cotisations des assurés.

Le fait que les pensions vieillesse sont perçues par deux personnes imposées collectivement ne modifie donc en rien la qualification fiscale du revenu.

Finalement, il faut mettre en évidence que la réforme fiscale a permis de renforcer le pouvoir d'achat des contribuables, y compris celui des veufs/veuves. Ceci étant dit, il ne peut être exclu à ce jour que certaines dispositions fiscales, y compris des éléments de l'imposition des veufs/veuves, pourraient faire l'objet d'une adaptation à la lumière des résultats d'une éventuelle analyse d'évaluation des effets de la réforme fiscale qui mettrait en évidence un tel besoin.

Question 3746 (10.04.2018) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant la **carte de légitimation des médecins:**

Il y a plus de sept ans, en novembre 2010, l'ancien Ministre de la Santé avait annoncé à la Chambre, lors d'une heure de questions (question n°92 du 29 novembre 2010 de Monsieur André Bauler relative à la carte de légitimation des médecins, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale), que son Ministère serait disposé à faire élaborer une nouvelle carte de légitimation mise à la disposition des médecins du Luxembourg.

En effet, cette carte, qui peut être facilement falsifiée, ne répond plus aux exigences de sécurité et n'est guère reconnue à l'étranger par les autorités compétentes ou par les acteurs du secteur de la santé. Or, il s'avère que, jusqu'à ce jour, aucune nouvelle carte n'a été élaborée si bien que nos médecins éprouvent de sérieuses difficultés à faire reconnaître leur identité professionnelle à l'égard de tiers à l'étranger, par exemple en cas d'accident lorsqu'une intervention prompte d'un médecin, disponible par hasard, s'impose.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle nous dire si le ministère est prêt à faire élaborer un nouveau modèle de carte de légitimation, plus sûr et enfin reconnu à l'étranger?

- Dans l'affirmative, quand une telle carte pourrait-elle être mise à la disposition des personnes concernées?

Réponse (17.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Tout d'abord il convient de préciser que la carte professionnelle européenne, évoquée à l'époque par le Ministre de la Santé dans sa réponse à la question posée par l'honorable Député, a été introduite par la directive 2015/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 portant modification de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Dans la mesure où les dispositions de la directive précitée relatives à la carte professionnelle européenne ne couvrent pas les médecins, une base légale pour l'introduction d'une carte professionnelle pour les médecins fait défaut. En vertu du cadre réglementaire luxembourgeois actuel, le seul document attestant l'autorisation du titulaire d'exercer l'art de guérir constitue la carte de légitimation.

Au présent, comme il est uniquement fait référence à la carte de légitimation par le règlement grand-ducal du 16 avril 2003, l'adaptation du cadre légal et réglementaire national s'avère indispensable afin de créer une base légale pour la carte professionnelle.

En vertu de l'article 4 du règlement grand-ducal du 16 avril 2003 précité, la carte de légitimation est actuellement délivrée par la Direction de la santé et vaut comme attestation de l'autorisation du titulaire d'exercer l'art de guérir. À côté de la carte de légitimation, le Collège médical fournit une carte de membre aux médecins autorisés à exercer moyennant le paiement d'une cotisation annuelle. Par ce biais, la nouvelle carte professionnelle va se substituer à la fois à la carte de légitimation et à la carte de membre délivrée annuellement par le Collège médical. Par ailleurs, grâce à l'élaboration de cette carte, les exigences de sécurité, lesquelles sont nécessaires pour empêcher toute falsification, seraient remplies. Des discussions sont en cours avec le Collège médical afin que ce dernier constituera le seul organe à délivrer un tel document dans le futur.

Dans cette optique, il est prévu de remplacer l'actuelle carte de légitimation par une carte professionnelle pour les médecins. La création d'une telle carte professionnelle sera réalisée par le biais d'une modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire afin de créer une base légale pour l'attribution de la carte de légitimation.

La modification de la loi susmentionnée aura comme corollaire la modification du règlement grand-ducal du 16 avril 2003 précité en ce que la référence à la carte de légitimation, délivrée par la Direction de la santé, serait remplacée par la carte professionnelle, délivrée par le Collège médical.

Le Collège médical, qui en tant qu'autorité ordinale, est en disposition de toutes les données nécessaires, sera en charge de délivrer cette carte professionnelle pour les médecins.

Il est envisagé de procéder, encore avant l'été, à l'élaboration d'un cadre légal pour cette carte professionnelle.

Question 3749 (12.04.2018) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **décharge pour déchets au Fridhaff:**

D'Deponie Fridhaff gëtt ganz genee vun ëmweltbesuergte Bierger am A behalen. Esou si mir gewuer ginn, datt Waasser aus engem Rouer, fir Gas ze sammelen, ausgetrueden ass. Ausserdeem war vu Bauschutt ze héieren, dee vu Camionen op d'Deponie bruecht gi wär, ouni datt dës iwwert d'Wo vun der Deponie gefuer wären.

Duerfir wéilt ech der Madamm Ëmweltminister eng Rei Froen zur Deponie Fridhaff stellen:

1. Wat fir méiglech Risike fir d'Ëmwelt an d'Gesondheet vun de Leit ka Kondenswaasser vun Deponiegas mat sech bréngen?

2. Wat gëtt op Fridhaff gemaach, fir dat Waasser opzefänken an net an d'Uewerflächewaasser lafen ze loossen?

3. Iwwer wéi en Zäitraum an a wéi enger Quantitéit ass dat kontaminéiert Waasser ausgetratt?

4. Wat fir Schuedstoffer a wéi enger Konzentratioun si bei enger Waasseranalys fonnt ginn?

5. Entsprécht et der Prozedur an den Oplage vun der Deponie, wa Camione mat Buedem net op der Wo passéieren, wéi dat vun Aenzeie festgestallt ginn ass?

Réponse (15.05.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Et ass ervirzehiewen, dass meng Verwaltung zu kengem Zäitpunkt vun iergendwelleche Plainten oder Reklamatiounen zu deem Sujet befaasst ginn ass.

ad 1. Wat dat vermeintlecht Kondenswaasser ugeet, ass Folgendes ze soen:

Op der Deponie Fridhaff gi säit dem 1. Januar 2015 keng Siedlungsoffäll méi deponéiert. Am Laf vum Joer 2017 gouf de SIDEC iwwer entspriechend ministeriell Beschlëss autoriséiert, fir am nërdleche Beräich vun der Deponietëschenofdichtung e Buedemlager unzeleeën. Am ministerielle Beschloss 1/16/0233/RG vum 22. Februar 2017 gouf festgehalen, dass am Offallberäich ënnert dem Tëschelager dräi (3) horizontal Gasdrainagen unzeleeë sinn. Am Moment sinn d'Gasdrainagen op der Deponie nach net un d'Entgasungsanlag ugeschloss, well nach déi néideg mineralesch Ofdichtung iwwert deene Réier feelt, fir dass keng Loft aus der Atmosphär kann ugesaugt ginn. Duerch déi feelend mineralesch Ofdichtung staut sech d'Nidderschlagswaasser am Beräich vun de Gasréier an, soudass och en Deel iwwer se austrëtt. Dat geschitt awer am Beräich vum Deponiekierper, soudass dat Waasser kontrolléiert gefaasst an zesumme mam Deponiesickerwaasser evakuéiert gëtt. Eng Gefor fir d'Ëmwelt a fir d'Leit ass dobäi net ginn.

ad 2. D'Gasdrainagë sinn nom Stand vun der Technik gebaut ginn an d'baulech Ausféierung vun de Réier gouf rezenterweis vun engem sougenannten „Organisme agréé" ofgeholl. Soubal si elo un der Uewerfläch mineralesch ofgedicht goufen, ka sech och keen Nidderschlagswaasser hei méi astauen, dat iwwert d'Gasdrainagë kéint austrieden. Zum jetzegen Zäitpunkt, wéi och spéider, ass ausgeschloss, dass dëst Waasser sech mam Uewerflächewaasser vermëscht. Esou leeft dat Sickerwaasser dann och an den Deponiesickerwaasserreservoir.

ad 3. Déi éischt Austrëtter vu Waasser goufen am Laf vum Mount Mäerz 2018 beobacht. Déi ufalend Quantitéite si ganz ënnerschiddlech a variéiere mat der Héicht vun de Reennidderschléi.

ad 4. Dat vermeintlecht Kondenswaasser ass näischt aneres ewéi Nidderschlagswaasser, dat sech mat Deponiesickerwaasser vermëscht huet. An där Mëschung fënnt een dofir och déi fir dëst Ofwaasser typesch Schuedstoffer wéi z. B. organesch Stoffer, Nitrater, Sulfater, Chloriden a Schwéiermetaller asw…

Dëst Deponiesickerwaasser gëtt zu engem Deel an der mechanesch-biologescher Offallbehandlungsanlag vum SIDEC verwäert an zum aneren Deel bei de SIDEN op d'Kläranlag Bleesbréck weidergeleet an do behandelt.

ad 5. D'Konditioune vum Arrêté 1/16/0233/RG vum 22. Februar 2017 ginn agehal (cf. Art. 2, Kap. I), Cond. 2) bis 7) + Art. 2, Kap. II), Cond. 3)a). Laut dëse Bestëmmunge musse fir all ugeliwwert Chargë qualitativ Agangskontrollen no präzise Kritären duerchgefouert ginn an de Volume muss erfaasst ginn. De Buedem fir d'Tëschelager gëtt direkt vun der Baustell vun der Stroossebauverwaltung am Kader vum Reamenagement vun der N27 A um Fridhaff ugeliwwert. Dat geschitt iwwer eng Baustrooss, déi ugeluecht gouf, fir den Agangsberäich vum SIDEC net mat weidere Camionen ze belaaschten an déi éffentlech Strooss net ze verschmotzen.

Question 3751 (12.04.2018) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **liaison ferroviaire vers Trèves**:

An der Press (Wort online vum 10. Abrëll) ass den Här Minister mat Aussoen zur Zuchstreck Lëtzebuerg-Tréier zitéiert ginn. Fir d'Zuel vun den Zich vun Dezember 2019 un ze verduebelen, géing d'CFL der DB Regio véier Ramme vum Typ Stadler KISS zur Verfügung stellen.

An deem Kontext wëll ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen eng Rei Froe stellen:

1) Bleiwen déi véier Rammen, déi op der Streck Lëtzebuerg-Tréier vun DB Regio bedriwwe solle ginn, am Besëtz vun der CFL an och an hire Faarwen?

2) Wie kënnt fir den Ënnerhalt a fir all aner Käschte vun deene véier Zich op a ginn dës Aarbechten an den CFL-Ateliere gemaach?

3) Verkéieren dës ab Dezember 2019 ausschliisslech op dëser Streck?

4) Wat ass de Käschtepunkt vun der Erhéijung vun der Zuchfrequenz op dëser Streck (Uschafung vun de Rammen, Ënnerhalt a Fuerkäschten, Bedeelegung um Ausbau vum däitschen Netz an den däitsche Garen, Infrastrukturaarbechten…)?

5) Wann de Gros vun de Käschte vun dëser Linn vu Lëtzebuerger Säit gedroe gëtt, ass dann och de Lëtzebuerger Billjee bis op Tréier gülteg oder ass do nach mat engem Zouschlag op Dagesbilljee an Abonnement ze rechnen?

Réponse (28.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'Konzept gesäit vir, datt d'Zich tëschent Lëtzebuerg (an enger zweeter Phas Dummeldeng) a Wittlich an engem Stonnentakt fueren.

Tëschent Lëtzebuerg an der Grenz bei Waasserbëlleg ginn dës Zich vun der CFL bedriwwen an tëschent der Grenz a Wittlich vun der DB Regio.

Op der gesamter Streck kommen d'CFL-Automotricë vum Typ Stadler KISS zum Asaz. Fir dëse Verkéier gi fënnef Automotricë gebraucht: véier, déi am Asaz sinn, an eng Reserv.

Zu Äre Froe kann ech Iech folgend Präzisioune ginn:

ad 1) D'Gefierer, déi op der Streck tëschent Lëtzebuerg an Tréier vun der DB Regio bedriwwe ginn, bleiwen am Besëtz an an de Faarwe vun der CFL.

ad 2) Sämtlech Käschte vun dësem Trafic, inklusiv den Ënnerhalt vun de fënnef Gefierer, ginn engersäits vu Lëtzebuerg (fir den Deel bis op d'Grenz) an anerersäits vum Land Rheinland-Pfalz (fir den Deel hannert der Grenz) finanzéiert.

Déi Opdeelung geschitt proportional zu de gefuerene Kilometer an deenen zwee Länner. D'CFL ginn also vun der däitscher Säit bezuelt, fir d'Gefierer der DB Regio zäitweis zur Verfügung ze stellen. D'Maintenance-Aarbechte ginn an den CFL-Ateliere vun hirem Personal gemaach.

ad 3) Déi fënnef Automotricë si Bestanddeel vun engem Pool vun eelef Automotricen, déi 2017 geliwwert gi sinn. Si ginn nom Dezember 2019 och am nationalen Zuchverkéier zu Lëtzebuerg agesat.

ad 4) Am Kader vun dësem Projet gëtt et keng finanziell Bedeelegung vu Lëtzebuerger Säit um Ausbau vun de Garen op der däitscher Säit. Dës ginn exklusiv vum Land Rheinland-Pfalz finanzéiert. De Betrib op der Lëtzebuerger Säit (d. h. fir den Tronçon tëschent Lëtzebuerg an der Grenz) kascht ca. 6,5 Milliounen Euro pro Joer.

ad 5) Et ass net esou, dass de Gros vun de Käschte vun der Lëtzebuerger Säit gedroe gëtt. Jiddwer Säit kënnt fir den Trafic op sengem Territoire op. Dofir kënnt och déi normal grenziwwerschreidend Tarifikatioun zur Uwendung.

Question 3752 (12.04.2018) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**agriculture biologique au Luxembourg:**

En 2009, un plan d'action national en faveur de la promotion de l'agriculture biologique a été, établi. En 2013, le pourcentage des exploitations agricoles exploitées biologiquement était à 5,63%. La production biologique reste donc très mince au Luxembourg. Néanmoins, la demande de produits biologiques ne cesse d'augmenter. Par conséquent, la majorité des produits biologiques vendus au Luxembourg sont importés car la production luxembourgeoise n'est pas capable de répondre à la demande.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Dans l'agriculture luxembourgeoise, quel est le pourcentage de produits issus de l'agriculture biologique pour les années 2014, 2015 et 2016?

2) Quels moyens financiers, ainsi que possibilités de consultations, y a-t-il pour les agriculteurs qui envisagent de changer leur exploitation en faveur de l'agriculture biologique?

3) Les consultations se font en modules. Ne serait-il pas plus utile d'offrir des consultations en groupes?

4) Y a-t-il un budget pour la recherche sur l'agriculture biologique, notamment pour les volets protection et renforcement des plantes?

5) Monsieur le Ministre, envisage-t-il de fixer un objectif pour la production biologique au Luxembourg?

Réponse (14.05.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) Le tableau suivant montre, pour les produits agricoles dont la production est recensée par le Service d'économie rurale (SER) et le Service de l'horticulture de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), quels sont les pourcentages de la production biologique dans la production totale au niveau national. Pour certains produits, les données sont déjà disponibles pour 2017 et ont été rajoutées:

(tableau à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Q172

En analysant le tableau, il ressort clairement que la part de l'agriculture biologique est la plus basse dans les productions les plus importantes au Luxembourg, à savoir le lait, la viande et les céréales ou bien celles qui exigent des méthodes de production plus difficiles à mettre en œuvre en agriculture biologique comme les fruits et les raisins, mais qu'elle est nettement mieux représentée au niveau de productions telles que les œufs, le miel ou les légumes.

À noter que le secteur biologique doit déjà agir sur les marchés internationaux pour pouvoir écouler le lait bio produit au Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) La conversion à l'agriculture biologique peut mettre l'agriculteur, sa famille et son exploitation devant de nouveaux défis sur les plans humain, technique et économique. Il s'agit dès lors de l'aider dans le processus de conversion, l'ordre de succession des étapes et leur importance dépendant fortement de la situation individuelle de chacun.

Conscient de la grande importance de l'accompagnement de l'agriculteur dans le processus décisionnel, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a favorisé le conseil agricole touchant à l'agriculture/viticulture biologique en appliquant des taux d'aide privilégiés. Le système modulaire avec fiches techniques garantit une certaine qualité et une transparence du travail de conseil à l'agriculteur. Un cahier de charges sommaire énumère des conditions minimales à respecter par l'organisme de conseils.

Ci-après la liste des modules concernés:

(liste à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Le diagnostic de conversion est un préalable essentiel à la décision de conversion. Il analyse la situation de la ferme, ses atouts, ses contraintes, au regard de son environnement et des objectifs tant techniques qu'économiques. Il permet aussi d'évaluer la faisabilité de la conversion en la chiffrant, en évaluant les étapes à prévoir et en les planifiant dans le temps.

Les conseils en matière de conversion sont gratuits, le montant maximal de l'aide pour une exploitation désirant passer à l'agriculture/viticulture biologique s'élève à 2.300 €.

À ces modules «Conversion» peut s'ajouter le module «Méthodes de l'agriculture biologique», module bénéficiant d'un taux d'aide de 80% avec un montant maximal annuel de 480 €. Ce module est particulièrement intéressant car il permet aux agriculteurs pratiquant l'agriculture conventionnelle (p. ex. dans les zones de protection des eaux) de faire leurs premières expériences avec les méthodes de l'agriculture biologique.

Une fois la décision prise par l'exploitant d'entamer la conversion vers l'agriculture biologique, il doit s'engager auprès d'un organisme de contrôle agréé et se faire enregistrer auprès de l'autorité compétente qui est l'ASTA. Les frais de contrôle et de certification sont, selon la taille de l'exploitation, entièrement ou partiellement pris en charge par le Ministère de l'Agriculture. En outre, s'il remplit les critères d'éligibilité, il peut introduire sa demande de participation au programme agri-environnemental «Agriculture biologique», afin de recevoir les primes à l'hectare prévues dans ce programme. Comme le montre le tableau suivant, celles-ci sont plus élevées pendant les trois premières années, afin de mieux compenser les pertes de revenus des exploitations suite au recul des rendements durant la phase de conversion.

(Tableau à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Selon la structure de l'exploitation ainsi que l'emplacement ou le classement écologique de ses parcelles, la participation supplémentaire à d'autres programmes agri-environnementaux ou de promotion de la biodiversité peut être engagée, selon la compatibilité des mesures entre elles.

Finalement, les projets d'investissement réalisés dans le cadre d'une exploitation produisant selon les critères de l'agriculture biologique sont largement favorisés dans le cadre du système de sélection, qui classe, selon un système de points, les investissements susceptibles de bénéficier d'une aide.

ad 3) À côté des modules dispensés aux exploitations individuelles, le module «Cultures arables» est ouvert à des groupes d'agriculteurs. Le nombre de participants par groupe est limité à six. Il s'agit de conseils en groupe avec un nombre maximal de six participants. En effet, au-delà de ce nombre, il ne s'agit plus de véritable prestation de conseil mais plutôt d'une action de transfert de connaissances. Selon un rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant l'application du système de conseil agricole (SCA): «il est important de faire une distinction aussi nette que possible entre le conseil (résultat d'un système de conseil agricole) et la simple fourniture d'informations aux agriculteurs. Les «services de conseil agricole» doivent comporter un examen de la situation particulière de l'agriculteur».

Le conseil en groupe peut donc être certainement une méthode intéressante pour favoriser les échanges entre agriculteurs. Rien n'empêche que les organisations de conseil utilisent cette méthode dans le cadre des modules «Conversion» et «Agriculture biologique» ou en fassent une action de transfert de connaissances.

Ceci pourrait par exemple se faire lors de la visite d'un nombre restreint d'intéressés auprès d'une des exploitations biologiques faisant partie du réseau des fermes de démonstration, spécialement dédié au transfert de connaissances entre agriculteurs.

La possibilité d'offrir des consultations en groupe est donc possible.

ad 4) En 2018, divers postes budgétaires de l'État sont dédiés au soutien de la recherche en agriculture biologique.

D'abord, l'État a prévu dans le cadre d'une convention établie entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le «Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg (IBLA)» une contribution financière pour des activités de recherche. Le montant de la dotation s'élève à 250.000 € pour 2018-2019.

Une aide de 50.000 € a été accordée à ce même institut pour réaliser des champs d'essais dans les cultures de légumineuses et les céréales d'hiver. Au niveau du plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique, les champs d'essais variétaux de pommes de terre et de soja sont soutenus par un montant de 21.000 €.

Le Projet Legutec, qui s'intéresse à la lutte non chimique contre les adventices en cultures de légumineuses, va profiter d'un cofinancement de la part de mon Ministère de 142.000 € sur trois ans.

L'année passée, le projet SMART-Farm Tool a profité d'un appui de 9.000 € par le Plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique afin de pouvoir élargir le nombre de fermes analysées au niveau de leur durabilité.

ad 5) La promotion de l'agriculture biologique est une des priorités gouvernementales.

Néanmoins, une exploitation ne peut pas être forcée à la conversion. Pour l'agriculteur et sa famille, la décision de conversion à l'agriculture biologique est multifactorielle et se fait le plus souvent en étapes. Ce processus décisionnel et les différentes étapes sont bien expliqués dans le rapport final (2009) de l'étude «Ausdehnung des Biologischen Landbaus für eine zukunftsfähige luxemburgische Landwirtschaft» du Mouvement écologique.

Comme il s'agit d'une démarche volontaire, mon Ministère s'est posé la question des facteurs déterminant la conversion à l'agriculture biologique et des leviers susceptibles de favoriser ces conversions. Sans vouloir développer en détail toutes les mesures mises en œuvre, on peut citer:

- l'augmentation des aides en faveur de l'agriculture biologique et l'ouverture du régime d'aide aux exploitations partiellement converties;

- les aides d'État pour les entreprises se livrant à la transformation et commercialisation de produits agricoles;

- la continuation du Plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique avec ses diverses actions et mesures, comme e. a. le réseau de fermes de démonstration;

- le régime d'aide en vue d'améliorer le transfert de connaissances, y compris des activités de démonstration;

- le régime d'aide pour l'utilisation de services de conseil;

- le régime d'aide pour la mise en œuvre de projet innovateur (partenariat européen d'innovation agricole), ainsi que des projets de recherche et d'innovation.

La question cruciale pour une exploitation est de savoir si elle pourra écouler convenablement sa production, c'est-à-dire à des prix corrects lui permettant de couvrir les surcoûts liés au mode de production biologique.

En agriculture biologique comme en agriculture conventionnelle luxembourgeoise, les principales productions sont le lait et la viande. Il s'agit donc d'assurer des conditions de vente et de transformation viables pour ces produits afin de pouvoir attirer de nouvelles exploitations vers le secteur biologique. Il faut avoir, à notre petite échelle, les capacités de production des produits que réclame le consommateur avec le problème que, une fois dans les rayons, nos produits nationaux se retrouvent soumis à une importante concurrence de produits étrangers souvent produits à moindre coût.

Nous devons donc nous pencher sur l'éducation du consommateur afin qu'il reconnaisse les produits luxembourgeois et apprenne à les apprécier et à les redemander. Une fois que cette demande en produits bio nationaux se fera plus nettement sentir, l'offre suivra automatiquement.

Question 3753 (12.04.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réforme de l'impôt foncier:**

Dans un arrêt rendu mardi et largement commenté dans la presse, la Cour constitutionnelle allemande a invalidé le mode de calcul de la taxe foncière en relevant que les valeurs de références sont restées inchangées depuis plus d'un demi-siècle et entraînant ainsi une rupture d'égalité entre les contribuables. La Cour constitutionnelle exhorte le législateur allemand à réformer le système d'ici le 31 décembre 2019.

Étant donné que les critiques émises par la Cour de Karlsruhe sont transposables au système d'imposition foncier luxembourgeois, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Sachant que le programme gouvernemental de 2013 prévoit une réforme de l'impôt foncier, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir les conclusions intermédiaires du groupe de travail institué en 2015?

- Suivant quels paramètres la réforme de l'impôt foncier devra-t-elle se faire?

- Est-ce que la réforme telle qu'envisagée aura un impact sur l'imposition des propriétaires concernés? Si oui, quelle en est l'envergure?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir une mise à jour des recettes générées par l'impôt foncier en 2015, 2016 et 2017 par catégorie et par commune?

Réponse commune (15.05.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Alors que la motion du 27 novembre 2003 de l'honorable Député Marco Schank invitant le Gouvernement de l'époque à «procéder à une réforme de l'impôt foncier» n'a pas porté fruit et que les propositions sur la refonte de la législation de l'impôt foncier du 6 décembre 2011 du rapporteur du budget 2012, à savoir l'honorable Député Gilles Roth, ont eu comme seul effet une nouvelle motion en 2012, cette fois, de l'honorable Député Henri Kox, invitant le Gouvernement en fonction à «élaborer à court terme une proposition de réforme de l'impôt foncier afin de mieux prendre en considération la valeur réelle des différents terrains en question», restée sans suite, le Gouvernement actuellement en place a institué en novembre 2015 un groupe de travail réunissant des représentants de différents ministères, de l'Administration des contributions directes et de l'Inspection générale des finances, ainsi que des représentants des partis politiques de la majorité et du plus grand parti d'opposition, le CSV.

Ce groupe de travail s'est réuni le 11 novembre 2015, en présence de quatre représentants des partis politiques, esquissant l'objectif du groupe de travail tout en dégageant, lors d'une discussion ouverte, des pistes de réforme envisageables. Après une seconde réunion technique, sans représentants politiques, le groupe de travail en question a cessé ses activités à la suite du désistement du représentant du parti CSV, à savoir l'honorable Député Gilles Roth, qui s'est retiré, selon la presse, «d'un commun accord avec sa fraction».

Le Gouvernement n'a cependant pas attendu l'arrêt du 10 avril 2018 de la Cour constitutionnelle allemande pour instituer un nouveau groupe de travail, composé cette fois seulement de représentants étatiques. Ce groupe s'est réuni une première fois en date du 29 juin 2017, avec la mission d'élaborer des pistes pour réformer la législation sur l'impôt foncier et ce, dans un esprit de transparence, d'équité et de simplification administrative.

Les tableaux reprenant les recettes générées par l'impôt foncier en 2015 et 2016 par catégorie et par commune sont joints en annexe.

Les recettes générées par l'impôt foncier en 2017 ne seront disponibles qu'au printemps 2019.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3754 (12.04.2018) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**impôt foncier**:

Par un arrêt du 10 avril 2018 la Cour constitutionnelle allemande a jugé d'anticonstitutionnelle la législation en vigueur dans les «anciens Länder» en matière d'évaluation des biens en vue de l'établissement de l'impôt foncier. En effet, le Premier Sénat du «Bundesverfassungsgericht» estime que la fixation des valeurs unitaires, qui remonte en partie à l'année 1964, est contraire au principe de l'égalité devant la loi consacré à l'article 3 de la loi fondamentale allemande au motif que ces valeurs ne reflètent plus aujourd'hui la valeur réelle des immeubles (Verkehrswert) et ne garantissent, partant, plus leur imposition juste et équitable.

Sachant qu'au Luxembourg, l'impôt foncier est calculé sur base des dispositions de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs (Bewertungsgesetz), j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- À la lumière de l'article 10bis, paragraphe (1) de notre Constitution, Monsieur le Ministre estime-t-il que l'arrêt de la Cour constitutionnelle allemande pourrait s'appliquer mutatis mutandis à la législation luxembourgeoise en matière d'évaluation des biens et valeurs et de l'impôt foncier?

- Dans l'affirmative, quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre quant au risque qu'à l'avenir, les bulletins d'impôt foncier soient contestés par les contribuables?

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis qu'une réforme de la législation sur l'évaluation des biens et valeurs et l'impôt foncier s'impose dans un délai rapproché et qu'à cette fin, le groupe de travail interministériel instauré il y a quelques années soit relancé afin de proposer des solutions qui permettront de garantir une imposition juste et équitable des biens immeubles et de rétablir ainsi la sécurité juridique en la matière?

Réponse commune (15.05.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Le sujet d'une possible réforme de l'impôt foncier a été sur les tablettes de nombreux gouvernements sans pour autant aboutir, sous réserve de l'adaptation de la législation afférente dans le cadre de la loi du 22 octobre 2008 dite «Pacte logement», qualifiée de «mini-réforme» par le Syvicol.

Dans sa réponse à une question parlementaire de l'honorable Député Emile Calmes du 20 septembre 2005, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, Monsieur Jean-Marie Halsdorf, a répondu, à l'époque, comme suit:

«Depuis quelques années déjà, le secteur communal demande une réforme de l'impôt foncier.

Dans le cadre du débat à la Chambre des Députés en 2003 sur la répartition des compétences entre l'État et les communes, une motion y relative a été acceptée. Par la suite, le programme gouvernemental de 2004 a repris le sujet sous son chapitre "Logement" en précisant dans le cadre de l'offre immobilière que "le Gouvernement proposera l'institution d'un dispositif plus contraignant afin de parvenir à une augmentation sensible de l'offre immobilière. L'impôt foncier sera réformé dans cette perspective et son taux relevé de manière substantielle pour l'application de cet impôt à des cas de rétention immobilière dans un but de spéculation. S'agissant d'un impôt communal par essence, une réforme de l'impôt foncier ne supprimera pas la possibilité de modulation du niveau précis de l'impôt. Celui-ci continuera d'évoluer dans une fourchette raisonnable. Cette réforme pourra également contenir l'introduction d'une taxe spéciale sur des immeubles bâtis qui ne sont pas occupés pendant une certaine période. Elle portera également sur la notion de la valeur unitaire."

Le même programme gouvernemental prévoit sous le chapitre "Politique fiscale, SNCI et participations de l'État" que "sur le plan de l'immobilier, le Gouvernement proposera au Conseil supérieur des finances communales de s'engager dans une réflexion de modernisation de l'impôt foncier, notamment en vue de l'objectif d'augmenter l'offre de terrains à bâtir".

S'agissant d'une question qui relève de la politique d'impôts du pays en général qui concerne tant les particuliers que les entreprises et qui n'est pas sans répercussions sur la politique économique du pays, la réforme de l'impôt foncier est un chantier qui ne peut s'ouvrir que sous la direction du Ministre des Finances. Voilà pourquoi le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, en date du 28 février 2005, a saisi Monsieur le Ministre des Finances du dossier en question en lui demandant de lui faire part de ses intentions et réflexions y relatives.

Monsieur Fernand Boden, en sa qualité de Ministre du Logement en a été informé par courrier du 6 avril 2005. À l'heure actuelle, le dossier est en phase d'instruction.»

Il est un fait que les valeurs unitaires datant de l'année 1941 n'ont pas été adaptées, alors que les dispositions de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs prévoyaient une réévaluation de la valeur unitaire tous les six ans.

Le Gouvernement est en train d'analyser l'arrêt du 10 avril 2018 de la Cour constitutionnelle allemande sur la législation de l'impôt foncier appelant le législateur allemand à réformer le système d'ici le 31 décembre 2019.

En date du 29 juin 2017, le Gouvernement a mis en place un nouveau groupe de travail avec l'objectif d'élaborer des pistes de réflexion pour réformer la législation sur l'impôt foncier dans un esprit d'équité, de transparence et de simplification administrative.

Question 3755 (13.04.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **visite d'État en France:**

Beaucoup de ministres luxembourgeois avaient rejoint le Chef de l'État luxembourgeois lors de sa visite d'État en France. À cette occasion, les gouvernements luxembourgeois et français ont signé en grande pompe une convention de non-double imposition. Elle devrait montrer à quel point le Luxembourg était «devenu» transparent en termes de fiscalité.

Hasard de l'histoire ou non, elle se situait en effet peu de temps après que Pierre Moscovici avait épinglé le Luxembourg avec six autres pays, qualifiés de «trous noirs fiscaux» pour compromettre l'équité fiscale dans le marché intérieur.

Sept jours plus tard, le ministre français de l'Action et des Comptes publics Gérald Darmanin annonce son intention de se rendre dans les pays européens agressifs en matière de fiscalité pour leur dire que «la France ne peut pas continuer à accepter au sein même de l'Union européenne de dispositions qui permettent d'éviter des dispositions que nous avons mises en place (...) afin que personne n'échappe à l'impôt».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand le ministre français de l'Action et des Comptes publics sera-t-il reçu au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la perception du Luxembourg à l'étranger ait changé depuis la signature de la convention de non-double imposition franco-luxembourgeoise?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si le vote de la loi de lutte contre la fraude présentée récemment en France aura un impact sur l'application de la convention franco-luxembourgeoise signée le 20 mars 2018 au regard notamment de l'article 28 de la convention et/ou du point 7 du protocole faisant partie intégrante de celle-ci?

Réponse (11.05.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question, l'honorable Député fait référence à une déclaration du ministre français de l'Action et des Comptes publics, selon laquelle ce dernier voudrait «se rendre dans les pays européens agressifs en matière de fiscalité». L'honorable Député semble estimer qu'il devrait, à ce titre, se rendre au Luxembourg et souhaite savoir quand il sera reçu.

Il convient de noter qu'à ce jour, aucune demande de visite n'a été reçue de la part du ministre français de l'Action et des Comptes publics. D'ailleurs, au regard des réformes mises en œuvre par le Luxembourg depuis fin 2013, une telle visite, dans le contexte précité, serait non justifiée et sans objet.

L'honorable Député souhaite également savoir si la perception du Luxembourg à l'étranger avait changé depuis la signature de la convention de non-double imposition franco-luxembourgeoise. À ce titre, il convient de souligner que cette convention ne constitue qu'un élément d'une stratégie plus large, visant à aligner le droit fiscal du Luxembourg et son réseau de conventions de non-double imposition sur les standards de l'OCDE. Si la perception du Luxembourg à l'étranger reste encore trop souvent marquée par des préjugés qui se sont construits aux cours de plusieurs décennies et une image ternie dans le sillage de Luxleaks, il est indéniable que les réformes mises en œuvre en matière fiscale depuis fin 2013, ainsi que les efforts de promotion du Gouvernement commencent à porter leurs fruits.

Enfin, en ce qui concerne le projet de loi français relatif à la lutte contre la fraude, il n'appartient pas au ministre des Finances luxembourgeois de se prononcer sur les modalités de sa mise en œuvre par les autorités françaises. D'une manière générale, le Luxembourg partage l'objectif de la lutte contre la fraude en matière fiscale, qui est également sous-jacent aux clauses anti-abus figurant à l'article 28 de la convention de non-double imposition entre la France et le Luxembourg signée le 20 mars 2018, reprenant le standard minimum de l'OCDE-BEPS relatif aux conventions fiscales, ainsi qu'au point 7 de son protocole.

Question 3756 (13.04.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **scandale** «**Cambridge Analytica**»:

La société britannique «Cambridge Analytica» aurait récolté les données de quelque 87 millions d'utilisateurs de «Facebook», en exploitant une faille de sécurité dans une application du réseau social, a-t-on pu lire dans la presse.

Jeudi dernier, «Facebook» a confirmé à la Commission européenne que quelque 2,7 millions de résidents de l'Union européenne seraient concernés par ce scandale. Alors que la majorité de ces utilisateurs «européens» semblent être des résidents du Royaume-Uni, les données d'environ 310.000 résidents allemands et 210.000 résidents français auraient été exploitées à leur insu par l'entreprise «Cambridge Analytica».

En Belgique, où près de 61.000 résidents pourraient faire partie des victimes, le secrétaire d'État belge Philippe De Backer a indiqué que la Commission de protection de la vie privée collaborerait avec l'enquête européenne et informerait les personnes lésées de Belgique.

D'après un article paru au «Luxemburger Wort» (LW), le nombre de victimes résidant au Luxembourg pourrait s'élever à 2.645 personnes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations parues dans la presse concernant les usagers au Luxembourg? Est-ce que ces personnes seront informées personnellement, et si oui, comment et par qui? Seront-elles dédommagées et par qui?

- Est-ce qu'en plus des données accessibles sur la «timeline» des utilisateurs de «Facebook» concernés, des données de la messagerie privée de ceux-ci ont été extraites et usurpées, tel qu'il s'est confirmé aujourd'hui dans d'autres pays?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la Commission nationale pour la protection des données collabore avec l'enquête européenne?

- Quelles sont les garanties données par «Facebook» pour qu'un tel scandale ne se reproduise plus à l'avenir?

- Ne serait-il pas indiqué d'interdire aux gestionnaires des sites Internet et de réseaux sociaux respectivement aux exploitants d'applications la pratique consistant à obliger les usagers d'accepter des traceurs et cookies avant de pouvoir accéder au contenu des sites, réseaux ou applications concernés?

Réponse (15.05.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

La Commission nationale pour la protection des données (CNPD) suit attentivement les développements dans cette affaire et est en contact étroit avec les autorités de contrôle du Royaume-Uni et de l'Irlande dans le cadre des investigations en cours concernant l'affaire «Cambridge Analytica - Facebook». Selon les règles en vigueur, l'autorité de contrôle de l'Irlande est compétente en la matière et celle-ci tient la CNPD informée des développements concernant cette affaire.

En outre, les membres du groupe de travail «Article 29» (rassemblant les représentants de chaque autorité de protection des données des pays membres de l'Union européenne) dont la CNPD fait partie, ont créé un groupe de travail dans l'objectif de développer une stratégie à long terme concernant la protection des données dans les médias sociaux[1]. La CNPD va participer activement dans les travaux engagés par ce groupe.

Les investigations précitées visent également à clarifier si d'autres données que celles accessibles sur la «timeline» ont été extraites et transmises.

En ce qui concerne les «cookies» et plus généralement la confidentialité des communications électroniques, ceci tombe notamment dans le champ d'application de la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002 concernant le traitement de données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques transposée dans l'ordre juridique luxembourgeois par la loi modifiée du 30 mai 2005[2] portant le même nom.

Sous l'égide de la législation actuelle, il est possible de placer des cookies sur l'ordinateur de l'utilisateur à condition que l'utilisateur ait donné son consentement après avoir reçu une information claire et complète, entre autres sur les finalités du traitement.

Or, dans le contexte des médias sociaux l'utilisation des plug-ins sociaux est une pratique fréquente. Dans une recommandation sur l'utilisation des cookies[3] le groupe de travail «Article 29» souligne que l'utilisation des plug-ins sociaux de tiers pour toute autre fin que de fournir un service expressément demandé par l'utilisateur, nécessite d'obtenir son consentement. Ces plug-ins sociaux sont notamment proposés par de nombreux réseaux sociaux et sont intégrés par des opérateurs dans leurs sites pour permettre aux visiteurs de partager des contenus avec leurs «amis». Dans ce contexte, il serait strictement interdit d'utiliser ces social plug-ins pour observer le comportement de l'utilisateur à travers de multiples sites ou pour sauvegarder les données de non-membres des services sociaux concernés, sans leur accord. Une jurisprudence récente[4] rendue par le tribunal de première instance à Bruxelles va d'ailleurs dans le même sens.

Dorénavant, la proposition pour un règlement européen «vie privée et communications électroniques»[5] remplaçant la directive européenne existante est actuellement discutée au sein des institutions européennes et va influer la situation actuelle en posant des règles plus exigeantes quant au consentement de l'utilisateur final. Dans sa version actuelle, les conditions du consentement sont alignées à celles prévues par le règlement général sur la protection des données qui va entrer en vigueur le 25 mai 2018[6].

Question 3757 (13.04.2018) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant l'**«École du goût»:**

Lors du débat d'orientation sur le gaspillage alimentaire pendant la séance publique de la Chambre des Députés le 21 mars 2018, une des idées pour lutter contre le gaspillage alimentaire était celle d'une «École du goût». Un tel projet pourrait sensibiliser notamment les enfants et les jeunes à la valeur de nos produits alimentaires et les aider à découvrir des produits régionaux et saisonniers. Ces initiatives aident les consommateurs à apprendre à apprécier les produits locaux et régionaux et par conséquent les producteurs.

[1] Article 29 Working Party, Press release: http://ec.europa.eu/newsroom/article29/item-detail.cfm?itemid=621539

[2] Loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle.

[3] Article 29 Working Party, Opinion 04/2012 on Cookie Consent Exemption: http://ec.europa.eu/iustice/article-29/documentation/opinion-recommendation/files/2012/wp194en.pdf

[4] Tribunal de première instance, 16 février 2018.

[5] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel dans les communications électroniques et abrogeant la directive 2002/58/CE (règlement «vie privée et communications électroniques»)

[6] Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Dans quelle étape se trouve l'initiative respectivement la mise en place d'une «École du goût» au Luxembourg? Sera-t-elle organisée de manière centralisée dans un seul endroit ou sera-t-elle organisée de manière décentralisée?

2) Quel impact une «École du goût» pourrait-elle avoir sur le gaspillage alimentaire?

Réponse (08.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Parc naturel de l'Our était à l'origine du projet «École du goût» dont l'objectif principal tourne autour de l'éducation sensorielle et l'apprentissage de manger de façon saine et diversifiée. Lors de cette première phase du projet, le Parc naturel de l'Our mettait en place un programme d'activités avec des séances de formation sur les techniques culinaires et les sensations guidant le plaisir alimentaire.

Des modules pédagogiques pour les enfants (six à neuf ans), leurs parents et les formateurs ont été élaborés. Pour professionnaliser l'approche éducative, des échanges réguliers ont eu lieu avec l'Institut du goût à Paris et l'Association nationale pour l'éducation au goût des jeunes en France (ANEGJ). Les actions menées dans le cadre du projet étaient encadrées par un agronome et une diététicienne.

Vu les expériences assez positives, il a été décidé de pérenniser le projet, en élargissant son champ d'action et en créant un centre de compétence national à Brandenbourg dans la commune de Tandel. Pour ce dernier, le Ministère des Travaux publics met à disposition du gestionnaire le bâtiment «Al Millen» qui sera équipé de façon à permettre une haute qualité de l'offre de formation. Le projet vise à créer une infrastructure pédagogique et une structure organisationnelle d'éveil sensoriel et d'éducation et a été promu par le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. L'objectif est de stimuler la sensibilité naturelle du goût chez les enfants et de les inciter à mieux valoriser nos aliments.

La finalisation des travaux de rénovation dudit bâtiment est programmée pour printemps 2020. Les deux autres parcs naturels, à savoir celui de la Haute-Sûre et du Mëllerdall seront associés au projet. Comme il s'agit d'un projet à caractère national, une étroite coopération avec le Lycée technique Alexis Heck ainsi qu'avec d'autres acteurs (p. ex. ministères et associations) est prévue.

Les cours offerts dans le cadre de l'école du goût peuvent être organisés soit de manière centralisée, c.-à-d. au Centre de compétence à Brandenbourg, soit de manière décentralisée, c.-à-d. dans des écoles ou autres. Le gaspillage alimentaire sera pleinement intégré dans les cours de formation en thématisant les possibilités d'utilisation des produits.

En outre, la commune de Tandel mettra à disposition le local adjacent qui pourra servir à l'installation d'expositions itinérantes. Le projet «École du goût» permettra d'illustrer concrètement le lien entre la production alimentaire et la gestion de notre paysage. La création du Centre de compétence à Brandenbourg offre l'opportunité de revitaliser le village et de créer un nouveau point d'attrait en milieu rural.

Question 3758 (16.04.2018) de **MM. Yves Cruchten** et **Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **détention foncière:**

Lors du récent débat d'orientation concernant la politique du logement au Luxembourg, les intervenants de tous les bancs étaient d'accord pour constater que l'une des clés à la solution du problème du manque de logements au Luxembourg réside dans l'augmentation considérable de l'offre de nouveaux logements.

Or, pour pouvoir mettre en œuvre les politiques efficaces afin de parvenir à cet objectif, il est essentiel de connaître la structure de la détention de la réserve foncière au Luxembourg. Comme le remarque l'Observatoire de l'habitat dans sa note n°20 publiée en 2014:

«Le potentiel foncier destiné à l'habitat ne prend pas en compte la volonté des propriétaires des terrains identifiés comme disponibles de les mettre en construction. C'est pourquoi il est particulièrement important de connaître les types de propriétaires de ces terrains pour pouvoir estimer les tendances possibles de développement dans les différentes communes.»

C'est à quoi l'Observatoire de l'habitat s'est employé, en dernier lieu en 2013, avec les constats suivants:

(tableau à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Il résulte donc de cette analyse que sur un potentiel foncier constructible immédiatement de 2.719 ha, en l'état des PAG de l'époque, quelque 75% étaient entre les mains de personnes physiques, et 16% étaient contrôlés par des personnes morales, l'État et les communes ne détenant quant à eux qu'au total un peu moins de 8% du potentiel foncier.

La note n°20 de l'Observatoire de l'habitat de 2014 ne donne cependant pas plus de détails quant au degré de concentration de propriétés foncières, quant à la typologie socioprofessionnelle des personnes physiques propriétaires, ni quant au type et à la nationalité des personnes morales détentrices de propriété. Or ces éléments ont évidemment leur importance pour la mise en place de mesures politiques ciblées pour mobiliser des terrains en vue d'une construction plus rapide.

Nous voudrions dès lors poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Messieurs les Ministres disposent-ils de chiffres plus récents que ceux de l'Observatoire de l'habitat recensés en 2013?

2) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent fournir des données plus précises quant au degré de concentration de terrains constructibles pour l'habitat entre les mains des propriétaires personnes physiques? Est-il possible de nous informer sur la répartition des terrains entre les 2.055 personnes physiques identifiées, à savoir combien de personnes physiques détiennent la plupart des terrains - par exemple en pourcentage combien de terrains sont détenus par les cinq ou dix plus gros propriétaires privés? Combien sont détenus par les 2.045 autres propriétaires personnes physiques, et dans quel ordre d'importance? Combien de personnes physiques ne détiennent qu'un ou deux terrains?

3) À quelles catégories socioprofessionnelles appartiennent les propriétaires personnes physiques? Est-il possible d'affiner les réponses en fonction des communes où se situent ces terrains?

4) Combien de propriétaires personnes physiques ont la nationalité luxembourgeoise, et combien sont des non-Luxembourgeois? Est-il possible d'identifier les nationalités comprenant le plus fort degré de détention foncière?

5) De quel type sont les personnes morales détenant les quelque 16% de la réserve foncière destinée à l'habitat? S'agit-il de sociétés commerciales, de sociétés d'investissement (FIS) ou d'autres types de sociétés?

6) Combien sont des sociétés luxembourgeoises, et combien des sociétés étrangères?

Réponse commune (15.05.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

L'Observatoire de l'habitat du Ministère du Logement procède régulièrement - jusqu'à présent tous les trois ans - à un recensement systématique de tous les terrains disponibles pour l'habitat dans le pays. Il s'agit de terrains qui sont libres de construction tout en étant situés dans les zones d'habitation ou les zones mixtes des PAG des communes.

La dernière actualisation des résultats réalisée en 2016 a permis de mettre en évidence une augmentation du potentiel de terrains disponibles pour l'habitat: en 2016, le potentiel foncier pour l'habitat est estimé à 2.846 ha. Ce chiffre correspond à l'intégralité des superficies disponibles dans les zones d'habitation, auxquelles on ajoute 75% des superficies disponibles dans les zones mixtes des communes.

Cette superficie correspond à une assez forte augmentation du potentiel foncier pour l'habitat entre 2013 et 2016 (+127 ha, soit +4,7%), qui s'explique en très grande partie par les changements introduits dans le nouveau PAG de Luxembourg-ville. Pour cette fin, l'Observatoire s'est basé en 2016 sur le PAG projeté, en phase de finalisation avant son vote définitif, de sorte que d'éventuelles adaptations ultérieures peuvent être considérées comme négligeables. Une grande partie des zones qui n'étaient pas affectées dans l'ancien PAG a été convertie en zones d'habitation ou en zones mixtes, si bien que le potentiel foncier pour l'habitat - tel que mesuré par l'Observatoire de l'habitat - a augmenté de 114 ha dans la capitale.

Comme les honorables Députés le notent justement, il est essentiel de connaître la structure du foncier disponible au Luxembourg. Les informations fournies par l'Administration du cadastre et de la topographie ont permis d'affiner la décomposition par type de propriétaires lors du recensement effectué en 2016, pour parvenir à une distinction entre neuf types de propriétaires:

- les personnes physiques, c'est-à-dire les particuliers;

- les personnes morales, incluant les entreprises, sociétés, associations et promoteurs;

- les copropriétés (qui sont très majoritairement des acteurs privés, et pour une large part des personnes physiques);

- l'État;

- les administrations communales et syndicats communaux et intercommunaux;

- les différents fonds, tels que le Fonds du logement, le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg et le Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall;

- la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM);

- les propriétaires mixtes, pour les terrains partagés entre plusieurs types de propriétaires; et

- les terrains pour lesquels le type de propriétaire n'est pas connu.

Concernant la répartition de la surface totale disponible pour l'habitat selon le PAG des communes, le recensement de 2016 a donné les résultats suivants:

- les personnes physiques	64,0%	(1.821 ha sur 2.846 ha disponibles);
- les personnes morales	15,7%	(446 ha);
- les copropriétés	9,4%	(268 ha);
- les communes	6,1%	(174 ha);
- les fonds	2,0%	(56 ha);
- SHNB	2,0%	(56 ha);
- l'État	0,8%	(23 ha);
- les propriétés mixtes	0,0%	(0,5 ha);
- les propriétaires inconnus	0,0%	(1 ha).

Les acteurs privés restent donc très largement majoritaires parmi les propriétaires de terrains disponibles pour l'habitat: 89,1% des surfaces disponibles (soit 2.535 ha) leur appartiennent.

La part des acteurs publics reste donc assez limitée: ils sont propriétaires de seulement 10,9% de la surface disponible, soit 309 ha. Cette part s'est toutefois assez clairement accrue par rapport au dernier recensement des terrains disponibles, puisque les acteurs publics ne détenaient que 7,8% des surfaces foncières disponibles pour l'habitat en 2013. Mais il s'agit en partie d'un changement méthodologique, puisqu'il a été possible en 2016 de distinguer la part de la SNHBM dans l'ensemble des terrains disponibles (soit environ 2,0%), alors qu'en 2013, la SNHBM était incluse parmi les personnes morales. Même si la SNHBM est une personne morale de droit privé, elle agit comme promoteur public au sens de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, et peut donc être ajoutée dans le total des terrains des acteurs publics.

Jusqu'ici, les données ne permettaient pas d'analyser le degré de concentration du patrimoine foncier au sein du groupe des propriétaires de terrains disponibles. La seule information dont disposait l'Observatoire de l'habitat résidait dans le type de propriétaires (parmi les catégories «personne physique», «personne morale», «État», etc.) pour chacun des terrains identifiés comme disponibles. Il n'était ainsi pas possible de reconstituer un «portefeuille» de biens fonciers détenus par un propriétaire en particulier, et donc d'analyser la concentration du patrimoine foncier.

Un projet de recherche en cours au LISER - dans le cadre de l'Observatoire de l'habitat - permettra dans les prochains mois de fournir des éléments de réponse précis sur ces points, en analysant précisément la distribution des terrains identifiés comme disponibles dans les zones d'habitation et les zones mixtes du pays pour l'ensemble des propriétaires. Il sera alors possible de quantifier la part des propriétaires qui détiennent un terrain unique disponible et la part qui est détenue par les plus grands propriétaires.

Ce projet devrait permettre de créer une typologie des personnes morales qui détiennent des terrains identifiés comme disponibles. Il serait possible de distinguer, dans la plupart des cas, les terrains détenus par des sociétés commerciales, des sociétés d'investissement ou d'autres types de sociétés.

La fourniture des premiers résultats concernant le degré de concentration des terrains disponibles est prévue pour automne 2018.

En revanche, les informations sur la catégorie socioprofessionnelle ou sur la nationalité des propriétaires des différentes parcelles ne sont pas reportées sur les données utilisées pour les statistiques réalisées par l'Observatoire de l'habitat. Une décomposition des propriétaires de terrains identifiés comme disponibles selon leur catégorie socioprofessionnelle ou leur nationalité ne sera donc pas possible en l'état actuel des informations statistiques.

Question 3759 (17.04.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **soins en milieu hospitalier et/ou rééducatif pour personnes âgées et/ou démentes:**

Vu l'évolution démographique, de plus en plus de personnes âgées et/ou démentes se trouvent pour soins en milieu hospitalier et/ou rééducatif. Pour pouvoir offrir des soins de qualité, il faut disposer de personnel suffisant, formé convenablement et de manière permanente.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Madame la Ministre, estime-t-elle que les hôpitaux disposent de suffisamment de personnel ayant la formation adéquate pour encadrer les personnes âgées et notamment des personnes souffrant de démence?

2) Quelles formations sont offertes au personnel soignant en milieu hospitalier et/ou rééducatif pour pouvoir garantir un encadrement adéquat axé sur les soins gériatriques?

3) Quels efforts sont prévus pour davantage développer la formation spécifique à la prise en charge des personnes âgées et/ou souffrantes de démence pour le personnel soignant?

4) Selon mes informations, il s'avère que dû au manque de disponibilité et de moyens humains en milieu hospitalier et/ou rééducatif, les soins nutritionnels et hygiéniques essentiels, comme par exemple l'aide à la prise des repas, l'aide régulière à la toilette et le suivi d'une hydratation régulière des personnes âgées fragilisées, restent souvent à la traîne.

De quelle manière, Madame la Ministre envisage-t-elle de réagir à cette situation?

La Ministre estime-t-elle que les établissements hospitaliers devraient engager davantage de personnel pour pouvoir assurer et garantir les soins de base essentiels?

Y a-t-il une demande des établissements d'engager davantage de personnel?

5) Sachant que les patients souffrant d'une démence ne disposent souvent pas d'une autonomie suffisante pour prendre seuls les médicaments prescrits voire refusent le traitement ordonné, est-ce que le personnel soignant est assez sensibilisé et formé quant à la prise médicamenteuse des personnes atteintes de démence?

6) Sachant que toutefois les informations concernant son traitement devraient, dans la mesure du possible, être communiquées au patient lui-même ainsi qu'à sa famille, et sachant que la personne âgée atteinte de démence ou de maladie d'Alzheimer possède un mode particulier de communication, Madame la Ministre estime-t-elle que le personnel soignant est assez formé quant aux différentes stratégies de communication existantes dans la prise en charge des personnes atteintes de démence?

7) Les anesthésies chez les personnes âgées entraînent souvent de lourdes conséquences comme des états confusionnels, voire une agressivité, certes très difficiles à gérer pour le personnel. Le personnel soignant est-il assez formé pour pouvoir réagir face à ces troubles? Le personnel soignant est-il assez informé des

mesures préventives existantes dans ce contexte?

8) La communication entre les différents membres du personnel soignant, ainsi que la coordination et la continuité des plans et des parcours de soins sont évidemment souhaitables pour tous les patients, mais davantage pour les personnes âgées fragilisées et/ou démentes. Quels efforts sont pris pour renforcer le travail d'équipe en milieu hospitalier et/ou rééducatif?

9) Existe-t-il une certification ISO pour tout ce qui est relatif au traitement du patient? Dans la négative, est-il prévu de faire certifier les établissements hospitaliers avec un tel type de certification?

Réponse (23.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Une cartographie réalisée en 2016 fait état des ressources humaines, de leurs qualifications et formations:

- les médecins:

Le Grand-Duché dénombre 14 médecins spécialistes en gériatrie et médecins titulaires d'une qualification en gériatrie reconnue à l'étranger. Ce nombre est renforcé par d'autres spécialités médicales exerçant dans des services de gériatrie aiguë et de rééducation gériatrique ou exerçant en collaboration avec ces services, tels que les médecins spécialistes en médecine physique et de réadaptation, les médecins internistes et les médecins généralistes, les médecins-psychiatres ayant des compétences en psychogériatrie et les médecins urgentistes ayant une compétence dans la prise en charge de la personne âgée.

Reste à souligner que la discipline de médecin spécialiste en gériatrie est une discipline relativement «jeune» au Luxembourg (1er spécialiste en gériatrie reconnu en 2005) qui nécessite d'être connue et reconnue pour orienter les patients vers les services adéquats, en interagissant avec les autres disciplines médicales concernées.

En ce qui concerne la formation initiale en médecine générale telle qu'offerte au Luxembourg, l'Université du Luxembourg dispense des enseignements relatifs aux maladies et handicaps liés à l'âge, à la distinction entre dépression et démence, à la prise en charge de la douleur et à la prévention des complications de décubitus.

Quant à la formation continue, le Ministère de la Santé organise, en collaboration avec l'ALFORMEC[1] et l'Université du Luxembourg, une formation médicale continue en gériatrie dont l'objectif est de traiter les problèmes médicaux, les aspects psychosociaux et éthiques de la prise en charge des personnes âgées afin de permettre aux médecins de développer leur compétence dans la prise en charge des personnes âgées et d'acquérir un savoir-faire gériatrique. La première édition de cette formation a eu lieu en 2016.

L'ALFORMEC organise régulièrement des séminaires de formation dans lesquels différents aspects de la prise en charge des personnes âgées sont abordés, notamment la polymédication, le diagnostic de la démence, les soins palliatifs…

D'autre part, les médecins suivent des formations organisées par les sociétés et associations médicales au Luxembourg et à l'étranger.

- les professions de santé:

Le Lycée technique des professions de santé (LTPS) offre des formations initiales notamment pour les infirmiers et les aides-soignants. Les programmes de ces formations incluent des cours sur le thème de la personne âgée, dans la formation infirmier: «Soins infirmiers en gériatrie» et dans la formation aide-soignant: «Nursing de la personne âgée».

Le LTPS dispense également au niveau des formations spécialisées infirmières (BTS), des cours tel qu'au niveau BTS «Infirmier psychiatrique», le cours «Soins aux personnes atteintes de troubles psychogériatriques» et au niveau BTS «Infirmier responsable des soins généraux», deux cours dédiés à la gériatrie, sous forme de cours théorique et d'un enseignement clinique (stage).

Quant à la formation continue des professions de santé, les formations organisées par des organismes de formation continue (exemple: «DeWidong») et les plans de formations continues introduits au Ministère de la Santé par les hôpitaux et les institutions pour personnes âgées en vue de l'obtention d'un agrément, reprennent tous des cours de formation continue dont le sujet est la personne âgée. Il s'agit de thèmes généraux et de sujets plus spécifiques dont l'objectif est d'améliorer la qualité de la prise en charge de la personne âgée et de favoriser la diffusion de la culture gériatrique parmi le personnel des institutions.

Ci-dessous un tableau non exhaustif, reprenant certains thèmes abordés à l'attention des médecins et du personnel soignant:

CHL:

- Psychiatrie: troubles du comportement de la personne âgée (PA)

- Neurologie: pathologies neurologiques chez la PA, la PA souffrant de démences, de maladie de Parkinson, d'un AVC

- Urgence: prise en charge de la PA aux urgences

- Formations en vue d'améliorer la prise en charge de la PA pour l'ensemble des soignants de l'institution (trois à quatre séquences par an)

- Formation aux troubles de la déglutition pour les infirmières et les aides-soignants

- Formation à l'utilisation des échelles gériatriques par l'ergothérapeute de l'unité de gériatrie pour les soignants du service de gériatrie…

HRS:

- La douleur chez la PA

- La pharmacologie anti-douleur

- Introduction à la psychopathie de la PA

- Comprendre la PA

- Différentes formes de démence

- Prévention des chutes

- Ateliers de sophrologie

- Formation «Bobath» (concept de réadaptation de la PA)…

HIS:

- Formations aux soins relationnels de la PA en perte d'autonomie physique en rééducation gériatrique

- L'approche «snoezelen»

- Médicaments et PA

- Dysphagie

- La dénutrition chez la PA

- Les troubles vésico-sphinctériens

- La rééducation en neurologie…

Quant aux autres formations: il existe un master en gérontologie proposé par l'Université du Luxembourg, focalisé sur les domaines de la gérontologie et de la gériatrie. Il s'agit d'une formation interdisciplinaire et européenne avec des intervenants suisses, autrichiens, belges entre autres, dont le public cible sont les généralistes, les psychologues, les infirmiers, les directeurs des maisons de soins etc. L'Association luxembourgeoise de gérontologie-gériatrie organise des conférences thématiques qui visent le développement des connaissances en matière de prise en charge de la personne âgée, comme par exemple le Forum Demenz «Soins palliatifs et PA démente», «Le sujet âgé et la poly-addictologie», «La dépression chez la PA»…

ad 3) Le groupe de travail DIK (Demenz im Krankenhaus)[2] institué sous l'égide du Ministère de la Santé vient de publier une brochure intitulée «La démence à l'hôpital». Cette brochure formule toute une série de recommandations (bonnes pratiques) en vue de l'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes de démence, de l'admission jusqu'au départ de l'hôpital ou d'un établissement de rééducation.

Avec l'aide de cette brochure, il appartient à chaque établissement de rééducation et à chaque hôpital de déterminer sous quelle forme chacune de ces recommandations pourra être adaptée à leur structure et y être mise en œuvre. Il est évidemment souhaitable que toutes les recommandations soient incluses dans un concept de prise en charge intégré. L'approche visée par cette brochure ne se résume en effet pas uniquement à des améliorations ponctuelles dans la prise en charge des personnes âgées atteintes de démence dans les établissements respectifs.

ad 4) Dans ce contexte, il est important de rappeler que la dotation en personnel de soins des établissements hospitaliers relève de la compétence du Ministère de la Sécurité sociale.

À l'heure actuelle, aucun état des lieux de la disponibilité du personnel soignant dans la filière gériatrique, se basant sur une méthodologie validée, n'a été réalisé; un manque de personnel de soins en milieu hospitalier et/ou rééducatif n'est dès lors pas démontré. De ce fait, il serait important de rappeler qu'un tel état des lieux ne se limiterait pas qu'au domaine hospitalier et/ou de rééducation, mais devrait s'étendre aussi au secteur de long séjour (maisons de soins, CIPA, réseaux d'aides et soins à domicile, foyers de jour pour PA…), tombant sous la compétence du Ministère de la Famille.

ad 5) Comme mentionné précédemment, les établissements hospitaliers et/ou de rééducation offrent une large panoplie de formations continues relatives au sujet du traitement médicamenteux des personnes atteintes de démences.

ad 6) Pour les professions de santé:

Le LTPS offre au niveau de la formation initiale le cours de «Soins infirmiers en gériatrie» dans lequel les principes de base de la communication avec une personne démente, ainsi que les altérations de la communication (problèmes auditifs, visuels…) chez la personne âgée souffrant de démence sont enseignés.

Titres des formations

Pour l'Association luxembourgeoise de gérontologie-gériatrie asbl:

En 2018: Forum Demenz - Suivi du Plan national démence

En 2017: Forum Demenz - Démence et recherche au Luxembourg

Pour le Service RBS asbl - Seniorenakademie und Fortbildungsinstitut:

En 2018: Menschen mit Demenz - Schmerzen erkennen und behandeln

En 2017: Gewalt im Kontext Demenz - Definition und Prävention

Kommunikation mit Demenzerkrankten - Weniger Worte... aber nicht weniger mitzuteilen

Introduction à la communication Non Violente

Einführung in die Gewaltfreie Kommunikation nach Marshall Rosenberg

Interkulturelle Kommunikation - Verständigung ist mehr als 1.000 Worte

Le labyrinthe de l'oubli… Entre démence et dépression

Basale Stimulation - Die Sinne erwecken

Pour le Centre Hospitalier du Nord:

En 2017: Grundlagen zum Thema Demenz

Pour le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique:

En 2018: Démences

ad 7) Il est important de rappeler à ce sujet que toute intervention, dont font partie les anesthésies, comporte des risques et conséquences possibles et qu'il appartient au médecin d'évaluer ces risques, de les prévenir, de surveiller leur apparition et de les contrôler, dans le cadre d'un travail en équipe basé sur la collaboration interdisciplinaire hospitalière. La mise en œuvre de procédures de minimisation de tels risques pour les patients relève de l'organisation hospitalière.

ad 8) La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière impose des prises en charge interdisciplinaire et pluridisciplinaire et la documentation de ces prises en charge (article 38).

L'article 1er précise que «les établissements hospitaliers ont pour mission de dispenser dans leur domaine d'activités des soins de santé stationnaires ou ambulatoires dans un contexte pluridisciplinaire».

Selon les définitions des services hospitaliers figurant à l'annexe 2 de la loi, la prise en charge des patients selon une approche pluridisciplinaire est requise.

En particulier, la définition du service de gériatrie précise qu'il s'agit d'«un service de diagnostic, de traitement, de soins et de suivi de patients gériatriques, dans une approche pluridisciplinaire, dont l'objectif est la récupération optimale des performances fonctionnelles, de la meilleure autonomie et qualité de vie de la personne âgée…».

Par ailleurs, le service de rééducation gériatrique prévoit un bilan interdisciplinaire d'admission, un programme individualisé de rééducation précisant les objectifs et la durée prévisible du projet thérapeutique et une réévaluation hebdomadaire interdisciplinaire.

En outre, la loi prévoit de renforcer la coordination des soins entre les services hospitaliers, y compris d'établissements hospitaliers différents, et le secteur extrahospitalier en imposant l'application de critères et de modalités de transfert des patients.

ad 9) Les hôpitaux luxembourgeois se sont lancés dans une accréditation qui englobe la qualité de la prise en charge des patients. Certains hôpitaux sont en cours d'accréditation selon le référentiel de la «Joint Commission International», tandis que d'autres ont choisi le référentiel d'accréditation Canada.

Question 3760 (17.04.2018) de **MM. Léon Gloden, Gilles Roth** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **incidents intervenus dans les établissements pénitentiaires de Schrassig et de Givenich:**

Dans un communiqué de presse, l'Association des agents pénitentiaires du Grand-Duché de Luxembourg asbl fait savoir:

«Le vendredi 13 avril 2018, deux agents pénitentiaires ont été blessés alors qu'ils ont été agressés physiquement par deux détenus sous influence d'alcool.

Le dimanche 15 avril 2018, deux agents pénitentiaires de l'établissement pénitentiaire de Givenich ont été blessés alors qu'ils sont intervenus lors d'une fugue d'un détenu.»

Ce communiqué fait suite à d'autres incidents intervenus récemment dans le CPL de Schrassig. Notre groupe politique avait en date du 4 avril 2018 demandé la convocation d'une réunion de la Commission juridique, laquelle ne fut pas honorée à ce jour.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de plus amples informations concernant les incidents dont s'est fait l'écho Association des agents pénitentiaires du Grand-Duché de Luxembourg asbl?

- Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer la liste des incidents qui ont eu lieu dans les établissements pénitentiaires du Luxembourg au cours des quatre dernières années?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les agents pénitentiaires disposent de moyens humains et techniques suffisants? À défaut, comment entend-il y remédier?

Question 3783 (30.04.2018) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **sécurité en milieu carcéral:**

Selon un article de presse publié au «Luxemburger Wort» en date du 27 avril 2018, la magistrate inyestie, sous l'autorité du procureur général d'Etat, de la mission de surveillance de la direction des centres pénitentiaires et de l'exécution des peines, aurait refusé la procuration d'un certain nombre d'équipements destinés à améliorer la protection du personnel pénitentiaire (gardiens en particulier) et à renforcer ainsi la sécurité en milieu carcéral en général. Toujours selon l'article de presse précité, la liste des équipements à procurer aurait été établie de commun accord entre les représentants du personnel de gardiennage et la direction des centres pénitentiaires, avec à la clef l'accord de principe du Ministre de la Justice.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre partage-t-il les critiques formulées par les représentants du personnel pénitentiaire en ce qui concerne les déficits constatés au niveau des équipements de sécurité mis à leur disposition pour mieux se protéger contre d'éventuelles agressions?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à cette situation et dans quels délais?

Réponse (29.05.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les informations demandées dans la question parlementaire n°3760 ont été données aux honorables Députés lors de la réunion de la Commission juridique qui a eu lieu le 9 mai 2018 dans le cadre d'un échange de vues avec les représentants de l'Association des agents pénitentiaires. Lors de la même réunion, les faits visés par la question parlementaire n°3783 ont été évoqués et clarifiés.

Au cours des années 2014 à 2018, 22 incidents ont eu lieu au Centre pénitentiaire de Luxembourg et huit incidents ont eu lieu au Centre pénitentiaire de Givenich. À titre de comparaison, 23 incidents ont eu lieu au Centre pénitentiaire de Luxembourg et cinq incidents ont eu lieu au Centre pénitentiaire de Givenich au cours des années 2009 à 2013.

[1] ALFORMEC: Association luxembourgeoise pour la formation médicale continue

[2] Le groupe de travail DIK du Ministère de la Santé comprend des représentants de tous les hôpitaux de soins aigus, des centres de rééducation, de la «Patiente Vertriedung Asbl», et de l'Association luxembourgeoise pour la maladie d'Alzheimer

Les faits ayant été à la base de ces incidents sont divers et couvrent la détérioration de matériel, le refus d'ordre, l'insulte, l'injure, la tentative d'agression et l'agression d'agents pénitentiaires, le cas échéant avec ou sans conséquences sur la capacité de travail des agents pénitentiaires.

Les moyens humains et techniques à disposition des agents pénitentiaires, y compris leur équipement de sécurité et les moyens de contrainte, ont été discutés lors des réunions de la Commission juridique des 4 et 9 mai 2018 et les amendements parlementaires au projet de loi n°7041 portant réforme de l'Administration pénitentiaire adoptés par la Commission juridique lors de sa séance du 16 mai 2018 reflètent les solutions préconisées y afférentes.

Question 3761 (17.04.2018) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant le **refinancement du budget européen:**

Selon des informations relatées par la presse, la Commission européenne voudrait récupérer une partie des bénéfices annuels de la Banque centrale européenne (BCE) pour compenser la perte de ressources liée au départ du Royaume-Uni, deuxième contributeur net au budget de l'Union des 28. Selon les propositions de la Commission, il sera prévu de transférer 50% des profits annuels de la BCE, distribués jusqu'à présent en grande partie aux 19 banques centrales nationales des États membres de la zone euro, au budget européen.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face aux propositions de la Commission européenne?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait plus cohérent que tous les États membres de l'Union européenne à 27 contribuent solidairement au refinancement du budget européen suite au «Brexit» et non seulement les États membres de la zone euro via la BCE et leurs banques centrales?

Réponse (18.05.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le 2 mai 2018 la Commission européenne a dévoilé ses propositions budgétaires pour la période de sept ans allant de 2021 à 2027 (cadre financier pluriannuel). La Commission a en même temps présenté ses propositions relatives au financement du budget européen, en avançant notamment un ensemble de nouvelles ressources propres. Parmi celles-ci ne figurent pas les bénéfices générés par les banques centrales au titre des revenus de seigneuriage.

Dans le contexte du paquet du 2 mai 2018, la Commission européenne a présenté les contours d'un nouvel instrument qu'elle souhaiterait mettre en place pour renforcer l'architecture de l'Union économique et monétaire, à savoir un «mécanisme européen de stabilisation des investissements». L'objectif serait de contribuer à la préservation du niveau d'investissements dans les pays de la zone euro en cas de choc économique majeur.

Le mécanisme se caractériserait par l'octroi de prêts aux États membres de la zone euro, accompagné d'un subventionnement des charges d'intérêts qui «pourrait être financé par des contributions des États membres de la zone euro équivalentes à une part des bénéfices qu'ils engrangent en produisant des pièces en euros (revenu de seigneuriage). Ces contributions prendraient la forme de recettes externes affectées au budget de l'UE, collectées au moyen d'un véhicule financier ad hoc[1]».

La Commission précise que le «mécanisme européen de stabilisation des investissements» serait principalement conçu pour les États membres de la zone euro, tout en ouvrant la perspective d'une participation des autres pays à condition qu'ils contribuent également au financement de l'instrument.

Comme la Commission se limite actuellement à présenter les contours de ce nouveau mécanisme et en attendant la présentation d'une proposition législative plus concrète, il serait prématuré de se prononcer à ce stade sur le financement du volet «subventions» par le biais des revenus de seigneuriage.

[1] https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/budget-proposals-economic-monetary-union-may2018_fr.pdf

Question 3764 (19.04.2018) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**acrylamide:**

L'acrylamide est une substance cancérogène, qui se forme à partir de l'asparagine libre et des sucres naturellement présents lors d'un traitement à haute température, tel que la friture, le rôtissage et la cuisson, en particulier dans les produits à base de pommes de terre, les produits à base de céréales, le café et les succédanés de café.

En 2017, les représentants des États membres ont voté en faveur de la proposition de la Commission européenne visant à réduire la présence d'acrylamide dans les denrées alimentaires.

Prochainement, les exploitants d'entreprises agro-alimentaires devront prendre des mesures pour limiter la présence de cette substance dans leurs produits. Selon le commissaire pour la santé et la sécurité alimentaire Vytenis Andriukaitis des teneurs maximales de la fameuse molécule seront fixées en fonction de chaque aliment et les mesures seront appliquées de façon «proportionnée à la taille et à la nature de leur établissement».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Pour quand l'entrée en vigueur dudit règlement est-elle prévue?

2) Quels secteurs de l'économie luxembourgeoise seront concernés par ledit règlement?

3) Quels changements incomberont aux secteurs concernés?

4) Est-ce que les petits boulangers sont également concernés?

5) Est-ce que les forains présents sur les fêtes traditionnelles comme le «Mäertchen» et la «Schueberfouer» sont concernés par ledit règlement?

Réponse (23.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Le règlement (UE) 2017/2158 de la Commission du 20 novembre 2017 établissant des mesures d'atténuation et des teneurs de référence pour la réduction de la présence d'acrylamide dans les denrées alimentaires est applicable depuis le 11 avril 2018.

ad 2) Le règlement précité cible les denrées alimentaires susceptibles de former de l'acrylamide lors du processus de fabrication. Ce sont principalement des produits riches en glucides et en asparagine (un acide aminé, précurseur de l'acrylamide), cuits au four ou frits, tels que les produits de céréales (pains, céréales petit déjeuner, produits de boulangerie fine), les pommes de terre (frites, chips, snacks, crackers) et les grains de café (produit particulier).

Au vu du tissu économique luxembourgeois, ce sont principalement les secteurs des boulangers, des traiteurs et de la restauration ainsi que les torréfacteurs qui sont concernés par le règlement 2017/2158.

ad 3) Dès 2003, la Commission européenne a traité le sujet problématique de la présence d'acrylamide dans les denrées alimentaires en y associant les États membres. La Commission européenne a émis sa première recommandation en 2007 avec l'objectif de récolter les données de contamination des denrées alimentaires en acrylamide auprès des différents États membres. L'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a compilé les données de 2007 à 2010. Sur base des rapports de l'EFSA, la recommandation du 10 janvier 2011 de la Commission européenne mentionna des valeurs cibles pour le secteur.

Pour veiller à l'information du secteur, l'autorité compétente luxembourgeoise avait proposé une formation aux secteurs concernés via la Chambre des Métiers en 2009 et avait diffusé en 2012 via le site portail de la sécurité alimentaire (www.securite-alimentaire.lu) les outils mis en place par le secteur privé pour diminuer les niveaux d'acrylamide.

En 2004, le règlement dit «hygiène» (852/2004/CE) impose aux exploitants des établissements alimentaires:

- d'identifier les points critiques aux niveaux desquels un contrôle est indispensable pour prévenir ou éliminer un danger, ou pour le ramener à un niveau acceptable,

- de surveiller les points critiques de contrôle,

- d'établir les actions correctives à mettre en œuvre lorsque la surveillance révèle qu'un point critique de contrôle n'est pas maîtrisé.

Il s'en est suivi l'intégration du point critique de l'acrylamide dans le guide des bonnes pratiques d'hygiène des métiers de la bouche dès 2011, guide édité par la Chambre des Métiers, puis dans le guide édité par l'Horesca en 2014.

Dès lors, le nouveau règlement 2017/2158 fixe officiellement les diverses prescriptions déjà d'application par le règlement «hygiène», les outils et les guides de bonnes pratiques d'hygiène édités par le secteur privé. Ces prescriptions reprennent principalement le contrôle des matières premières, le contrôle des temps et températures de cuisson et dans certains cas spécifiques la mise en place de programmes de contrôle analytiques. Le nouveau règlement confirme la possibilité d'utiliser des tables de couleur pour simplifier les contrôles de cuisson comme pour les frites, les pains ou les biscuits.

La Division de la sécurité alimentaire continuera à informer le secteur et les consommateurs sur la problématique de l'acrylamide et à présenter les résultats des campagnes de contrôle effectuées sur ce sujet depuis 2011, via le site Internet:

http://www.securite-alimentaire.public.lu/professionnel/Denrees-alimentaires/Contaminants/acrylamide/index.html

ad 4 et 5) Autant les petits boulangers que les forains présents sur les fêtes traditionnelles sont concernés par le règlement précité.

Question 3765 (19.04.2018) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** concernant l'**apiculture:**

Il nous revient que le nombre d'apiculteurs et d'essaims d'abeilles va croissant en Allemagne, notamment en Bavière et dans le Land de Saxe-Anhalt.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Une situation pareille se présente-t-elle également au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, depuis quand pourrait-on constater une éventuelle augmentation du nombre de colonies d'abeilles?

- Monsieur le Ministre peut-il aussi fournir des précisions sur l'évolution du nombre d'apiculteurs au Grand-Duché et sur leurs formations initiale et continue?

Réponse (18.05.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Tout d'abord il convient de noter qu'aussi bien le nombre d'apiculteurs que celui des ruches d'abeilles installées au Luxembourg n'ont cessé de décroître au cours des dernières décennies pour atteindre un minimum historique en 2013. Si à la fin de l'année 2012 le nombre de ruches était déjà au plus bas, des pertes hivernales dramatiques de 34% avaient réduit le cheptel apicole à 3.510 ruches tenues par seulement 291 apiculteurs.

Mais depuis 2014 ces chiffres s'améliorent de nouveau au Luxembourg. Pour l'année en cours, l'Administration des services vétérinaires a déjà pu enregistrer 6.582 ruches tenues par 407 apiculteurs.

(Tableau à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Il y a plusieurs explications à ce revirement. Suite aux pertes de l'hiver 2012-2013, les organisations apicoles, tant au niveau national qu'au niveau cantonal, se sont mobilisées pour remédier à cette situation. Un effort particulier a été fait pour recruter et former de nouveaux apiculteurs. Avec l'aide financière du Ministère de l'Agriculture, la Fédération des unions d'apiculteurs du Grand-Duché (FUAL) a ainsi pu professionnaliser le conseil en engageant un conseiller apicole spécialisé.

La formation des nouveaux apiculteurs se fait tant au niveau national qu'au niveau des organisations cantonales d'apiculteurs. Ainsi, le conseiller apicole donne des cours théoriques au niveau national, qui sont suivis de cours pratiques dans un rythme de deux semaines en collaboration avec les organisations apicoles locales. Pour subvenir aux besoins de ceux qui ne maîtrisent pas le luxembourgeois ou l'allemand, certains cours sont même donnés en anglais, ou sont traduits sur le coup dans une autre langue. Chaque année environ 60 intéressés suivent ces cours pour débutants.

Des cours de formation continue pour apiculteurs plus expérimentés sont aussi organisés. De plus la «Beien-Zeitung», le site www.apis.lu et des colloques comme celui organisé annuellement par les apiculteurs du canton de Capellen sont d'autres sources d'informations précieuses pour tous les apiculteurs et ceux qui veulent le devenir. En général toutes ses formations sont gratuites pour les apiculteurs.

Si dans le passé les problèmes de dépérissement des abeilles avaient découragé de nombreux apiculteurs, il apparaît que la médiatisation de ces problèmes a eu comme effet positif d'encourager plus de personnes à se lancer dans l'apiculture. Pour beaucoup d'entre eux, l'aspect écologique semble prévaloir sur l'aspect économique.

Il convient donc de remercier aussi bien les nouveaux apiculteurs, ainsi que les apiculteurs établis, les organisations cantonales d'apiculteurs et la FUAL pour leurs efforts dont profitent non seulement les amateurs du miel, mais aussi l'agriculture et l'environnement.

Question 3766 (19.04.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **promotion des musées régionaux:**

L'an dernier, la Secrétaire d'État à l'Économie avait annoncé un coup de pouce financier pour le développement touristique de la région mosellane en investissant dans des musées de cette région. Aussi le budget du Ministère du Tourisme pour l'exercice 2018 et ceux des années suivantes ont prévu un accroissement du crédit de subventionnement des musées en question.

Dans le cadre de la future «Capitale européenne de la culture 2022» de la Ville d'Esch-sur-Alzette et des communes avoisinantes, le Ministère de la Culture a annoncé une contribution financière de l'État à hauteur de 67 millions d'euros au budget de la capitale de la culture 2022, correspondant à un taux de participation de deux tiers du budget final.

D'autres communes de cette région disposent également d'une offre en musées à rayonnement régional voire national avec des thématiques d'ordre national, de sorte qu'il serait important de prévoir des efforts pour les rendre le plus attractives possibles notamment en ce qui concerne les offres touristiques et culturelles. Voilà qui compléterait avantageusement les efforts de la Ville d'Esch-sur-Alzette et des communes participant à la Capitale européenne de la culture 2022 en créant une offre dans les communes attenantes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie et à Monsieur le Secrétaire d'État à la Culture:

- Madame et Monsieur les Secrétaires d'État peuvent-ils me dire s'il est prévu de promouvoir le développement des musées régionaux sous référence et dans l'affirmative quels sont le/les montant(s) prévu(s) au niveau du budget?

- Est-ce que Madame et Monsieur les Secrétaires d'État sont disposés à soutenir ou à compléter les investissements des communes concernant les musées à vocation régionale?

- Dans la négative, Madame et Monsieur les Secrétaires d'État seraient-ils autrement disposés à s'engager pour une prise en charge financière en vue du développement des musées régionaux?

Réponse (30.05.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Le Ministère de l'Économie soutient la promotion des musées régionaux, via les différents offices régionaux du tourisme (ORT) qui sont en charge de promouvoir l'offre touristique régionale ainsi que par «Luxembourg for Tourism GIE» (LfT) qui est en charge de promouvoir l'offre touristique nationale à l'étranger.

Afin de développer les infrastructures touristiques en général, le Ministère de l'Économie a déposé le projet de loi n°7169 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un 10e programme quinquennal de l'équipement touristique.

Dans ce contexte, le Ministère de l'Économie entend proposer au Conseil de Gouvernement de subventionner les infrastructures muséales régionales à hauteur d'un taux allant jusqu'à 70%. Les budgets qui seront attribués dépendront du nombre de projets ainsi que de l'envergure des projets introduits par les porteurs de projet.

Le Ministère de la Culture soutient le paysage muséal national par différents programmes et actions coordonnées visant le développement et la professionnalisation des musées tant d'importance nationale que régionale.

Sous la tutelle du Ministère de la Culture, le réseau «Musées Luxembourg» offre une plateforme aux structures muséales pour défendre

des intérêts communs. Le réseau permet ainsi aux responsables des musées d'échanger autour de thématiques qui leurs sont communes, tout en cherchant des réponses et solutions aux problèmes communs. Un crédit budgétaire pour le financement des activités élaborées dans le cadre de ce groupe de travail, telles l'élaboration de projets pédagogiques, projets de promotion, etc., figure annuellement au budget du Ministère de la Culture (20.000 € en 2018).

Ensemble avec le CTIE, le Département de la stratégie numérique du patrimoine culturel national du Ministère de la Culture, est actuellement en cours de mise en place d'un logiciel d'inventaire et de gestion des collections. Ce logiciel permet au secteur muséal de gérer et archiver les collections qui constituent la base de toute activité muséologique. La mise en place de cet outil numérique est financièrement soutenue par l'État.

Outre le dispositif des conventions et subsides aux musées pour activités extraordinaires ayant pour but la mise en valeur d'un patrimoine matériel et/ou immatériel national, le Ministère de la Culture peut subventionner, dans la limite des crédits disponibles et lorsque émanant d'une autorité communale, des projets d'équipements culturels dont font partie la construction et/ou la conception d'un musée.

Question 3767 (19.04.2018) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **réaménagement du giratoire Robert Schaffner (Iergäertchen):**

Depuis longtemps la capacité en termes de trafic du giratoire Robert Schaffner (Iergäertchen) est largement saturée, surtout aux heures de pointe. Afin de remédier à cette situation, Monsieur le Ministre a présenté le 23 novembre 2016 son Plan de réaménagement du giratoire. Ainsi un «rond-point turbo» est censé augmenter la fluidité des flux de circulation.

Dans ce contexte, il y a lieu de soulever que le degré de saturation de la N2 dans les deux directions (Remich - Luxembourg), tel que projeté pour 2020 par Monsieur le Ministre dans son dossier de presse, ne diminuerait pas substantiellement, voire augmenterait même dans certains cas de figure.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il fait réaliser une étude quant à l'impact sur la fluidité du trafic du «rond-point turbo» au Kirchberg depuis son aménagement?

- Dans l'affirmative, quels ont été les résultats de cette étude?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'approche proposée pour le giratoire Schaffner (Iergäertchen), qui prévoit entre autres l'aménagement de voies supplémentaires, risque d'aggraver une situation déjà embrouillée pour les automobilistes?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que des feux rouges risquent d'engendrer des embouteillages dangereux sur l'A1 à la sortie du tunnel en venant du Kirchberg?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas utile d'opter pour la construction d'un tunnel sur la N2 - direction Remich à Luxembourg et vice versa - afin d'alléger la circulation au giratoire Schaffner (Iergäertchen)?

Réponse (31.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le réaménagement du carrefour giratoire Serra au Kirchberg en «rond-point turbo» était un projet du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg, notamment en vue du passage du tram. Des simulations de trafic très poussées afin de vérifier l'efficacité combinée de la reconfiguration en rond-point dit «turbo» (pistes dédiées aux différentes sorties) et de la mise en place de feux de signalisation ont été menées. C'est sur base du résultat de ces simulations, qui ont démontré que le fonctionnement de ce carrefour stratégique pouvait être garanti en heure de pointe, même avec le passage du tram avec la cadence prévue lorsque le tram fera la liaison avec l'aéroport, que le projet a été mis en œuvre.

Aujourd'hui la fluidité du trafic est assurée correctement en heure de pointe et la capacité d'évacuation du trafic par rapport à la situation antérieure a été accrue de façon très notoire.

On constate actuellement un degré de saturation élevé au niveau du giratoire Robert Schaffner: les embouteillages se concentrent essentiellement sur la bretelle de sortie de l'autoroute en direction du giratoire aux heures de pointe matinales et également à la hauteur de la sortie direction Remich aux heures de pointe du soir. Les études ont montré que la régulation du rond-point Schaffner par des feux tricolores aura un impact positif sur la fluidité du trafic; il y aura très certainement encore des files d'attente ponctuelles en amont des feux tricolores, mais les embouteillages seront de moindre envergure.

Les feux tricolores permettront de détecter en permanence les éventuels embouteillages au niveau des deux bretelles de sortie d'autoroute. En cas d'embouteillage trop important, les feux tricolores seront programmés pour réagir efficacement en modifiant les temps «vert» et «rouge» des différents accès au giratoire. Cela aura pour effet de fluidifier le trafic et d'accroître la sécurité des usagers de la route. En outre, les feux tricolores installés seront programmés de façon à réagir également en cas de fermeture des tunnels Cents ou Howald pour travaux.

Une variante comprenant la construction d'un passage souterrain sur la N2 a été analysée lors de l'élaboration du projet du réaménagement du giratoire Schaffner, variante pourtant abandonnée pour des raisons d'inefficacité, de coûts et de complication de la gestion du chantier.

Question 3768 (19.04.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **décarbonisation de la flotte de bus du Régime général des transports routiers:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2399 du 20 septembre 2016, Monsieur le Ministre a indiqué que les services du Ministère du Développement durable et des Infrastructures seraient en train de réaliser des études quant à la possibilité de décarboniser la flotte de bus du Régime général des transports routiers.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les études précitées ont-elles pu être conclues entre-temps?

- Dans l'affirmative, quelles conclusions ont pu en être tirées?

- Quels ont été les obstacles jusqu'à présent à la réalisation d'un RGTR décarbonisé au Luxembourg?

- Quelle est la composition actuelle de la flotte de bus RGTR en termes de propulsion?

Réponse (28.05.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'évolution technique rapide et continue durant les dernières années a fait en sorte que l'offre de bus à faible ou zéro émission ainsi que leurs caractéristiques techniques s'améliorent constamment. La meilleure méthode de propulsion alternative est actuellement celle des bus électriques. Cependant, en fonction de la vitesse de chargement et de l'autonomie des véhicules, des différences majeures entre les différentes marques de bus électriques disponibles sur le marché persistent. Le choix du type de bus électrique a des répercussions sur le type de rechargement des batteries. Comme la majorité des lignes régionales du RGTR parcourent des trajets journaliers importants, un type de bus électrique qui répond à toutes ces exigences n'est pas encore disponible.

Je suis persuadé qu'à partir de 2030 la plupart des lignes du réseau RGTR peuvent être opérées par une flotte de bus à zéro émission même si je ne peux pas encore prévoir à ce jour à 100% la technologie à retenir.

Actuellement, des stations de charge lente dites «overnight charging» sont majoritairement réalisées par des exploitants sur leurs sites et dépôts d'autobus alors que les stations de recharge rapide «opportunity charging» ne sont réalisées que si elles peuvent être utilisées par un grand nombre de véhicules, comme par exemple sur les pôles d'échanges.

Les obstacles restent liés aussi bien à l'infrastructure de recharge qu'à leur financement. Il faut savoir que ces véhicules ont des coûts d'acquisition beaucoup plus élevés que des véhicules à combustion normale (en principe le double) et nécessitent bien évidemment des infrastructures de chargement.

Malheureusement, la station de recharge prévue à Alzingen, évoquée dans ma réponse à la question parlementaire n°2399 du 20 septembre 2016, n'a pas pu être réalisée, puisque les riverains avaient porté plainte contre l'autorisation de construction des infrastructures nécessaires de sorte qu'elle avait été retirée par la commune.

En termes de composition de la flotte, actuellement plusieurs projets pilotes de bus électriques ont été réalisés voire sont en cours. Des bus de différents constructeurs et des stations de recharge à différentes caractéristiques ont été choisis, afin d'évaluer ce qui s'apprête le mieux aux besoins futurs du réseau RGTR.

Ainsi, le Département des transports dispose en janvier 2019 d'un parc de 30 bus électriques et de six bus plug-in hybrides (3,6% de la flotte RGTR) répartis comme suit:

- ligne 305 Bettembourg - Dudelange: cinq roulements (six bus VDL) électriques en exploitation

- trois lignes RGTR à la Nordstad (échéance: fin 2018): huit bus électriques VDL

- six bus électriques sur la ligne 215 Bascharage - Luxembourg (échéance: hiver 2018-2019)

- dix bus électriques Irizar (standard et articulé) sur la ligne 290 Mersch - Luxembourg

- six bus plug-in hybrides Volvo sur la ligne 226 Bertrange - Hesperange.

D'autres projets sont en cours, sans échéance précise à cette date.

Mes services se tiennent régulièrement à jour des nouveautés qui apparaissent sur le marché.

Question 3769 (19.04.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **couloir de secours:**

Lors d'un accident, le couloir de secours permet aux services d'urgence de gagner rapidement le lieu de l'accident, et peut ainsi décider de la vie ou de la mort. Pour cette raison, le couloir de secours est obligatoire au Luxembourg, le non-respect pouvant être amendé de 145 euros et d'un retrait de deux points sur le permis de conduire.

En Allemagne, le Ministre de l'Intérieur de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie a décidé d'équiper les voitures de police de caméras, dits «dashcam», afin de documenter et persécuter les automobilistes qui ne respectent pas le couloir de secours.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Est-ce que la Police grand-ducale procède à un contrôle systématique du respect du couloir de secours?

2) Dans l'affirmative, de quelle façon la Police grand-ducale effectue-t-elle ce contrôle?

3) Le cadre légal au Luxembourg permettrait-il l'utilisation de «dashcams»?

4) Existe-t-il des études sur l'efficacité de cette mesure?

5) Messieurs les Ministres estiment-ils utile l'installation de «dashcams» dans les voitures de police?

Réponse (14.05.208) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) et 2) Le contrôle systématique du respect du couloir de secours s'avère difficile en pratique pour les agents policiers qui lorsqu'ils se déplacent en service urgent n'ont souvent pas le temps de poursuivre ce type d'infraction. Même si la Police grand-ducale ne procède pas à des contrôles systématiques, cela n'implique toutefois pas qu'aucun contrôle ne serait effectué dans le cadre du respect du couloir de secours.

Ainsi, la Police grand-ducale a récemment veillé à la bonne utilisation par les conducteurs des bandes d'arrêt d'urgence et a également effectué des contrôles sur les motards qui utilisaient la voie du milieu pour dépasser.

ad 3) La constatation d'infractions via des «dashcams» soulève actuellement encore de multiples problèmes juridiques non encore résolus.

ad 4) La Police grand-ducale ne dispose pas d'études en cette matière.

ad 5) Comme énoncé au point 3, une telle utilisation aurait des répercussions juridiques considérables non encore clarifiées et ceci non seulement dans le domaine de la circulation routière.

Question 3770 (20.04.2018) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **prise en charge des analyses médicales par la Caisse nationale de santé:**

En date du 1er avril 2018, les nouvelles règles de prise en charge des analyses médicales par la Caisse nationale de santé (CNS) sont entrées en vigueur après une phase de transition de trois mois.

En effet, la CNS a décrété une nouvelle nomenclature plus restrictive qui serait mieux adaptée à l'état de l'art: s'ajoutent un certain nombre d'examens et sont exclus des examens qui seraient peu utiles. Ceci, compte tenu du fait que le groupe qui a encadré scientifiquement cette nouvelle nomenclature y a travaillé pendant de longs mois, constitue en soi une initiative louable, car encline à adapter la nomenclature aux acquis scientifiques et aux règles de la «Evidence-Based Medecine».

Elle n'aurait pas pour motif de réaliser une diminution du coût. La nouvelle nomenclature fut signalée aux médecins prescripteurs en début d'année 2018. Or, les règles de prescription sont très complexes. Y sont fixés des maxima d'analyses et des incompatibilités anticumul. C'est le laboratoire qui doit contrôler la conformité avec les règles de prescription et devrait, au moins en principe, refuser en bloc toute prescription non conforme. Puisque cette mesure aurait forcé nombre de patients à devoir retourner chez leur médecin afin d'adapter la prescription, la CNS a réagi en offrant deux alternatives:

1) que le laboratoire et le patient décident quelles analyses parmi celles prescrites seraient effectuées, ou

2) que le patient paye de sa poche les analyses non prises en charge par la CNS.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Monsieur le Ministre est-il conscient que ces restrictions risquent de prolonger les délais diagnostiques pour les patients qui devraient le cas échéant repasser chez leur médecin afin d'adapter les demandes d'analyse aux limitations imposées par la CNS?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que le personnel de laboratoire ou le patient lui-même aient les connaissances nécessaires pour prendre les décisions sur le choix des analyses à faire parmi celles prescrites par le médecin?

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le paiement des actes de laboratoire par le patient, en cas d'analyses dépassant les maxima ou ne respectant pas les règles anti-cumul, ne constitue une entrave au principe de l'égalité de traitement et puisse favoriser une «médecine à deux vitesses»?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la nouvelle nomenclature et plus précisément les maxima et les règles anti-cumul ne représente une entrave à la liberté de prescription des médecins?

5) Finalement, le fait que les prescripteurs se voient forcés à se limiter ne pourrait-il pas y avoir comme conséquence un retard de prise en charge voire un danger pour les malades?

Réponse (03.05.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La révision de la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique a été identifiée depuis longtemps comme une priorité essentielle en matière d'assurance maladie. En effet, déjà lors de la réforme du système de soins de santé de 2010, le constat avait été dressé que la nomenclature en vigueur n'était plus en phase avec le développement médico-technique dans ce domaine.

Un des objectifs de la nouvelle nomenclature est de limiter les redondances observées dans le passé, comme celles dues à des analyses dont le résultat est similaire pour le diagnostic (p. ex.: lipase, amylase) et celles dues à des communications déficientes (p. ex. les patients qui se présentent une première fois chez un médecin sans lui indiquer les analyses déjà exécutées précédemment).

L'analyse des nomenclatures respectives des pays limitrophes (Belgique, France, Allemagne) a fait apparaître que tous ces pays ont des limitations pour les actes de biologie clinique et ce sous diverses formes:

- En Belgique, la nomenclature a incorporé près de 340 règles de cumul et 95 règles de diagnostic.

- En France, la nomenclature comporte également des règles de cumul et utilise pour certains chapitres essentiellement des forfaits.

- En Allemagne, le système des soins de santé

autorise la prescription d'un volume analytique annuel qui en fait est très restrictif. Si ce système était appliqué au Grand-Duché de Luxembourg, le volume analytique risquerait de chuter de l'ordre de 50%.

À noter qu'outre l'adaptation de la nomenclature au développement médico-technique, 245 analyses ont été rajoutées par rapport à l'ancienne nomenclature.

Par ailleurs, la nouvelle nomenclature n'a pas été décidée de manière unilatérale par la CNS. En effet, le Code de la sécurité sociale prévoit des procédures claires à cette fin: la CNS prépare et discute le contenu de la nomenclature avec le regroupement le plus représentatif des prestataires concernés, puis la Commission de nomenclature est saisie d'une demande standardisée relative aux modifications ou nouveautés à inclure dans une nomenclature. Une recommandation circonstanciée est prise par la Commission de nomenclature dans la composition prévue. Il est rappelé que la Commission de nomenclature se compose de:

1) deux membres dont le président, désignés par arrêté conjoint des Ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale et la Santé; un membre doit avoir la qualité de médecin;

2) deux membres désignés par le Comité directeur de la Caisse nationale de santé;

3) deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention pour les médecins;

4) en fonction de la nomenclature en cause, deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention concernée.

Lorsque la Commission de nomenclature est amenée à statuer en matière d'actes et services relevant de la nomenclature des médecins et dispensés en milieu hospitalier ou de la nomenclature des laboratoires d'analyses de biologie médicale, la composition de la Commission de nomenclature est complétée par deux membres devant avoir la qualité de médecin et désignés respectivement par arrêté conjoint des Ministres ayant dans leurs attributions la Santé et la Sécurité sociale et par le groupement représentatif des hôpitaux.

En l'occurrence, la Commission de nomenclature a pris de façon unanime la recommandation circonstanciée à la base du règlement grand-ducal du 30 novembre 2017 arrêtant la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique pris en charge par l'assurance maladie.

ad 1) et 2) La mise en avant d'un risque de prolongation «des délais diagnostiques pour les patients qui devraient le cas échéant repasser chez leur médecin afin d'adapter les demandes d'analyse» s'avère infondée du fait que la Caisse nationale de santé (CNS) vient de clarifier la situation par une lettre circulaire adressée aux parties concernées. L'acte ne respectant pas les règles prévues par la nomenclature peut évidemment être presté, mais sans être opposable à l'assurance maladie-maternité. Toutefois, si cette même ordonnance médicale comprend encore un ou plusieurs actes conformes, ceux-ci sont opposables à l'assurance maladie-maternité. Uniquement les actes non opposables à la CNS devraient être payés par la personne protégée. Par conséquent, il n'y a aucune obligation pour les laboratoires de refuser en bloc l'ordonnance médicale.

Cette question a récemment été abordée avec la FLLAM qui a proposé les trois alternatives sous-mentionnées. La personne protégée est informée et a le droit de décider:

- de revoir son médecin pour obtenir une ordonnance conforme,

- de prendre lui-même en charge le coût des analyses non remboursées par la CNS,

- de ne pas réaliser les analyses non prises en charge, les autres analyses prescrites étant alors réalisées.

Cette approche qui est soutenue par la CNS a été confirmée à la FLLAM par écrit en date du 9 avril 2018. L'article 12 de la convention entre la CNS et la FLLAM prévoit par ailleurs que:

«Lorsque l'ordonnance comporte des analyses de biologie médicale qui ne sont pas ou pas intégralement prises en charge par l'assurance maladie ou pour lesquelles la loi, les règlements ou les statuts de la Caisse nationale de santé prescrivent une autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale ou le respect de conditions particulières, le laboratoire en informe la personne protégée.

Sur demande de la personne protégée, le laboratoire fournit une estimation sur le coût global des actes et sur les modalités de la prise en charge.»

ad 3), 4) et 5) La nouvelle nomenclature ne constitue pas une «entrave à la liberté de prescription», et elle ne favorise pas non plus une «médecine à deux vitesses».

En effet, la nouvelle nomenclature est le résultat des travaux d'un groupe d'experts composé de représentants des différents laboratoires d'analyses de biologie clinique du pays. Elle reprend les principes inscrits dans les nomenclatures belge et française et constitue une mise à jour importante au niveau des méthodes diagnostiques de laboratoire. Elle tient compte du progrès scientifique et favorise la qualité de la prise en charge diagnostique dans le système de santé luxembourgeois. Elle garantit la prise en charge financière par la CNS dans les situations reconnues par les experts. Dès lors elle n'incite nullement à une médecine à deux vitesses et ne représente pas non plus une entrave à la liberté de prescription des médecins.

Question 3771 (23.04.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **production nationale de légumes:**

Dans le cadre du débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin «The Third Industrial Revolution Strategy», la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à mener en collaboration avec les producteurs une analyse pour identifier les problèmes qui se présentent aux exploitations horticoles voire maraîchères et à élaborer et à présenter à la Chambre des Députés au cours de la session parlementaire courante un catalogue de mesures avec des propositions de solutions pour améliorer la situation et ainsi accroître la production nationale de légumes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si l'analyse susmentionnée est terminée?

- Dans l'affirmative quand Monsieur le Ministre entend-il présenter les conclusions?

Réponse (28.05.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

L'analyse sur les problèmes et les mesures à prendre est en cours d'élaboration par le Service de l'horticulture de l'Administration des services techniques de l'agriculture. Une présentation des conclusions élaborées en collaboration avec le secteur pourrait avoir lieu devant la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs vers la fin du mois de juin 2018.

Question 3772 (24.04.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **langues à l'école luxembourgeoise:**

Ech wéilt dem Här Educatiounsminister gär folgend Froen iwwert de Schoulsystem stellen:

1. An eisem Schoulsystem huet een op verschiddene Sektiounen a Klasse respektiv op verschiddenen Ausbildungsweeër d'Méiglechkeet, fir verschidde Sproochen ze wielen oder och Sproochen ewechzeloossen. Huet de Ministère konkret Zuelen zu dësem Sujet? Op wat fir Sektiounen a Klasse gëtt sech éischter fir wat fir Sproochen entscheet? Sinn d'Grënn fir déi Entscheedunge bekannt? Wa jo, wat sinn d'Grënn? Wann neen, huet den Här Minister eng Iddi, wéi sech déi Entscheedungen erkläre loossen? Ginn et do Tendenzen, déi sech iwwer e bestëmmten Zäitraum entwéckelt hunn? Ginn et Tendenze jee no Nationalitéit vun de Schüler?

2. A wat fir engem Schoulregimm an op wat fir Klasse steet aktuell Lëtzebuergesch um Schoulprogramm? Wéi vill Stonnen d'Woch sinn do virgesinn a wat steet um Programm? Gëtt iergendwéi kontrolléiert, ob an deene Schoulstonnen och effektiv Lëtzebuergesch enseignéiert gëtt? Brauch den Enseignant eng spezifesch Formatioun, fir déi Lëtzebuergeschcoursen duerfen ze ginn?

Réponse (12.06.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Déi sëlleche Froen, déi den honorabelen Deputéierte mir am Zesummenhang mam Sproochenenseignement an eisem Schoulsystem stellt, loosse sech zum Deel mat engem Réckgréff op statistesch Donnéeë beäntweren, déi meng Servicer regelméisseg, ënner anerem zur Steierung vun der Sproochepolitik am Enseignement, elaboréieren.

ad 1. Grondsätzlech ass festzestellen, datt déi demografesch Entwécklung an eisem Land a virun allem en exigenten Aarbechtsmaart eng enorm Erausfuerderung fir den Enseignement, virun allem fir de Sproochenunterrecht, duerstellen. De Sproochenunterrecht ka sech deenen Entwécklungen net verschléissen a muss deemno stänneg um Niveau vun der Offer, vum Contenu a vun der didaktescher Approche ugepasst ginn.

Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch spille weiderhin eng wesentlech Roll an eisem Schoulsystem. Et handelt sech hei ëm eis gesetzlech festgeluechte Sproochen, op déi mir net kënnen a wëlle verzichten.

Op d'Fro, wat d'Grënn fir e méigleche Choix vun de Schüler am Zesummenhang mam Sproochenenseignement kéinte sinn, loosse sech keng valid Äntwerte fannen. Dem Ministère leie par contre detailléiert Zuele vir, a wéi enge Sproochen eis Schüler enseignéiert ginn a goufen, soudatt sech och Tendenzen duerstelle loossen, wat de Choix vun de Schüler ubelaangt:

- Grondsätzlech sinn am Enseignement secondaire classique aus statistescher Siicht just marginal Veränneren am Sproochenenseignement auszemaachen. D'Unzuel vun de Schüler, déi Latäin als Friemsprooch wielen, ass zënter 2012 liicht réckleefeg (-1,71%), eng vergläichbar Tendenz léisst sech fir déi däitsch Sprooch (-1,00%), fir d'Franséischt (-1,06%), fir d'Spuenescht (-1,61%) a fir d'Italienescht (-0,74%) erkennen.

- D'Unzuel vun de Schüler, déi am Engleschen ënnerriicht ginn, ass säit 2012 signifikant geklommen (+3,18%). Am Régime technique vum Enseignement secondaire général ass festzestellen, datt manner Schüler an de Fächer Däitsch/Lëtzebuergesch (-5,16%) respektiv Franséisch (-6,89%) ënnerriicht ginn, wat ënner anerem op eng gestäerkte Roll vum Engleschen zréckzeféieren ass.

ad 2. D'Regierung erkennt d'Wichtegkeet vum Lëtzebuergeschen als Kommunikatiouns-, Integratiouns- a Literatursprooch un. Et existéieren en etlech Mesurë fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch. Um Niveau vun der Educatioun engagéiert mäi Ministère sech, fir souwuel d'Lëtzebuerger Sprooch wéi och de Multilinguismus ze förderen.

Besonnesch den Apprentissage vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur soll encouragéiert ginn.

Den Aktiounsplang fir eng Politik iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch a Kultur, deen iwwer 20 Joer soll goen, wäert konkret Moossname fir dësen Apprentissage am Beräich vun der fréier Kandheet, an der Grondschoul, am Lycée an an der Erwuessenebildung proposéieren.

Am Cycle 1:

Fir Lëtzebuergesch ze léieren, soll et op kee Fall esou sinn, datt Kanner, déi nach kee Lëtzebuergesch kënnen, an aner Klasse gi wéi hir lëtzebuergeschsproocheg Schoulfrënn. D'Kanner léiere mateneen a vuneneen an der Interaktioun.

D'Kanner sollen alleguer Kontakt mam Lëtzebuergeschen a mam Franséische kréien - oder bäibehalen, wa se schonn an der Crèche a Kontakt mat deene Sprooche waren. D'Kanner bleiwen ëmmer an hirem Grupp mat hiren Enseignanten. D'Enseignanten, déi bal ëmmer lëtzebuergesch Mammesproochler sinn, schwätze mat hinne Lëtzebuergesch oder Franséisch, jee no Situatioun déi eng oder aner Sprooch. Zil ass, datt d'Kanner sech an déi Sprooch eranhéieren an, am Lëtzebuergeschen, de situatiounstypesche Vocabulaire kënne léieren.

An der Grondschoul ginn Épreuves standardisées gemaach, mat Resultater um nationalen Niveau, um Niveau vun der Schoul, vun der Klass an um individuelle Niveau. Am C 2.1 gëtt d'Héierverständnes am Lëtzebuergesche getest. Eng 5% vun de Kanner erreechen net den Niveau socle am Lëtzebuergeschen; dat korreléiert staark mat de Resultater a puncto Schreiwen a Rechnen.

An de Cyclen 3 a 4:

Hei ginn Texter a Lëtzebuerger Sprooch gelies, déi an den zwee Bänn vum „Lies a fléi" stinn:

- „Lies a fléi", Band 1, fir de Cycle 3 vun der Grondschoul: iwwer 70 Texter op Lëtzebuergesch vun engen 30 Auteuren, fir Kanner vun 9 bis 11 Joer,

- „Lies a fléi", Band 2, fir de Cycle 4 vun der Grondschoul: bal 100 Texter op Lëtzebuergesch vun enge 40 Auteuren, fir Kanner vun 11 bis 13 Joer.

Lokal, regional an national Inhalter iwwer Geografie a Geschicht stinn an de Léierpläng.

D'Lëtzebuergescht an der Grondschoul gëtt vun de Léierinnen a Schoulmeeschtere gehalen. De pädagogesche Contrôle ass d'Aufgab vun den Direktere vun der Grondschoul.

Ënnescht Klasse vum Secondaire:

Op 7e classique steet eng Stonn Lëtzebuergesch am Stonneplang. Am Enseignement secondaire général ass vu 7e bis 5e e Fach Allemand-Luxembourgeois virgesinn.

Op der 7e classique kréien d'Schüler fundamental Kenntnësser iwwert d'Lëtzebuerger Rechtschreiwung vermëttelt. Do wéi och am Enseignement secondaire général ginn Texter gelies aus dem Schoulbuch „Lies de bal", e Liesbuch fir déi ënnescht Klasse vum Lycée mat 40 Texter op Lëtzebuergesch fir Jugendlecher vun 12 bis 15 Joer.

Kenntnësser iwwer Lëtzebuerg ginn transversal a verschiddene Fächer ewéi Geografie a Geschicht vermëttelt, woufir et speziell Editioune vun auslännesche Schoulbicher fir Lëtzebuerg gëtt, mat Kapitelen iwwer eist Land.

Op de Classes d'insertion si Schüler, déi als Jugendlech an eist Land immigréiert sinn, ouni d'Sprooche vu Lëtzebuerg ze kennen. Hei gëtt Lëtzebuergesch mat véier Wochestonne geléiert, vu 7e bis 5e. D'Schüler léiere Lëtzebuergesch verstoen a schwätzen an och liesen. Schreiwe léieren ass net virgesinn.

De Cours baséiert op dem Buch „Wat gelift?" an dem didaktesche Material, dat derzou gehéiert a speziell entwéckelt gouf, fir mat Jugendleche Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze léieren.

De pädagogesche Contrôle ass d'Aufgab vun den Direktere vun de Lycéeën.

Iewescht Klasse vum Secondaire:

Et gëtt keen obligatoresche Cours fir Lëtzebuergesch, mä all Schüler kritt e Cours ugebueden, an deem e ka léieren, Lëtzebuergesch richteg ze schreiwen. Dëst Schouljoer ass dat ausprobéiert ginn, a vun 2018-2019 u kritt all Schüler dee Cours ugebueden, op der 4e oder op der 3e vum Enseignement secondaire classique a vum Enseignement secondaire général.

Et ass virgesinn, datt an Zukunft och e Cours iwwer Lëtzebuerger Kulturgeschicht ugebuede gëtt, mat Hëllef vun engem eBook.

„Literaresch Welten" ass eng Anthologie fir déi iewescht Klasse vum Lycée, fir eeler Jugendlecher a fir Erwuessener, mat Texter op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch vu 70 Lëtzebuerger Auteuren, déi am Buch virgestallt ginn.

Lëtzebuergesch gëtt am Prinzip gehale vum Professer fir Lëtzebuergesch, deen als universitär Formatioun e Master am Lëtzebuergeschen huet. Dee Professer fir Lëtzebuergesch besteet zanter 2009, wou en am Gesetz vum 22. Mee 2009 iwwert den Institut national des langues an iwwert de Professeur de langue luxembourgeoise definéiert gouf.

Éducation différenciée:

An de Klasse vun der Éducation différenciée gëtt Lëtzebuergesch allgemeng als Unterrechtssprooch benotzt, mä net als Friemsprooch enseignéiert.

Fir Schüler mat kognitiver Beanträchtegung ass „Leichte Sprache" an ënnerstëtzte Kommunikatioun mat grafesche Symboler adäquat (unterstützte Kommunikation, Augmentative and Alternative Communication AAC). An dësem Kontext gëtt et Versiounen a Lëtzebuerger Sprooch.

Fir Schüler mat auditive Schwieregkeete gëtt et déi däitsch Gebäerdesprooch, déi mat engem Gesetzesprojet an d'Sproochegesetz vun 1984 ageschriwwe soll ginn.

International a Privatschoulen:

D'Lëtzebuerger Sprooch ass e wichtege Facteur fir d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft. Duerfir soll och jiddwer Jonken, deen zu Lëtzebuerg eng international Schoul besicht, a sengem schoulesche Parcours kënne Lëtzebuergesch léieren. Eng iwwerschaffte Versioun vum Gesetz zu de Privatschoule wäert duerfir d'Obligatioun fir all international Schoulen aféieren, Lëtzebuergeschcoursë fir sämtlech Schüler an hir Programmer opzehuelen. Den Educatiounsministère schafft e kohärent Konzept fir déi Coursen aus.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An alle Lëtzebuerger agreéierten Europaschoule gesäit de Gestzesprojet N°7240 zwou formell Periode Lëtzebuergesch vun dem Primär 1 bis an de Secondaire 3 vir. Dat sinn zweemol 30 Minutten am Primär 1 a Primär 2 an zweemol

45 Minutten an all deenen anere Klassen. Verschidde Fächer, wéi zum Beispill de Schoulsport, ginn och op Lëtzebuergesch gehalen. Fir dësen Unterrecht ginn d'Kanner aus alle Sproochesektioune gemëscht.

Wärend dem Unterrecht gëtt differenzéiert an d'Kand gëtt am Lëtzebuergeschen do opgefaangen, wou et ass, ob et elo Ufänger oder Mammesproochler ass. Léierzil bei de Mammesproochler ass et, d'Sprooch reflektiv erëmzeginn. Léierzil bei den Ufänger respektiv bei de Kanner, déi eis Sprooch nach net esou gutt beherrschen, ass et, duerch Interaktioun Lëtzebuergesch ze léieren. Et geet drëm, datt all Kand Lëtzebuergesch schwätzt, an dëst als Mammesprooch oder eben als Zweetsprooch.

Am Primär gëtt nom Programm vum Plan d'études gefuer. Am Secondaire gëtt, ënner anerem, mat „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?" an „Wat gelift?" geschafft.

Aktuell schafft eng Equipp vun Enseignanten altersgerecht nei Dokumenter fir de Primär 1 bis de Secondaire 3 aus, dëst ënnert der Leedung vum SCRIPT.

An den Typ-I Europaschoulen (Luxembourg I - Kirchberg a Luxembourg II - Mamer-Bertrange) kënnen d'Schüler an d'Schülerinne Lëtzebuergesch als Cours complémentaire (2 Stonnen/Woch) an deenen zwee leschte Joer Secondaire wielen. Dëse Cours, dee vum Inspektorat vun den Europaschoulen ausgeschafft gouf, riicht sech u Kanner a Jugendlecher, déi sech besonnesch fir d'Léiere vu Sproochen interesséieren. Si léieren an enger neier Friemsprooch ze kommunizéieren an hire kulturellen Horizont ze erweideren. De Cours ass speziell fir Ufänger konzipéiert. D'Léierziler orientéiere sech un den Niveaue vum Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL).

An den internationale Filièrë vun nationale Schoule ginn déi heite Lëtzebuergeschcoursen ugebueden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De pädagogesche Contrôle ass d'Aufgab vun den Direktere vun deenen eenzelnen Etablissementer.

Erwuessenebildung:

Insgesamt 7.500 Erwuessener léiere Lëtzebuergesch als Friemsprooch, am Institut national des langues (INL) an a Coursen, déi mat der Formation des adultes vum Educatiounsministère konventionéiert sinn. Déi Coursë baséieren op Léierwierker, déi vum INL ausgeschafft goufen, „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?" fir den Niveau A1 an den Niveau A2 vum Gemeinsamen Europäesche Referenzkader fir Sproochen.

Am INL ginn d'Coursë gehale vu Professere fir Lëtzebuergesch an och vu Chargé-de-coursen, ewéi an de Lycéeën. An de Coursë vun der Formation des adultes ass den Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur (ZLKS) verlaangt, fir als Lëtzebuergesch-Formateur bei de Gemengen oder am konventionéierte Secteur ze ënnerriichten. Dat ass eng Ausbildung vun 120 Stonnen um INL oder op der Universitéit vu Lëtzebuerg, déi als Schwéierpunkte Literatur a Kultur, Didaktik a Linguistik huet.

Question 3773 (24.04.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **congé parental:**

Déi rezent Reform vum Elterecongé hat ënner anerem zum Zil, fir dëse méi flexibel ze maachen an et op déi Manéier och ville Pappe méi einfach ze maachen, fir méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen.

Menges Wëssens ass et awer esou, datt e Kand, deem säi Papp e Vollzäit-Elterecongé hëlt, an der Zäit vun deem Congé net däerf (weider) an eng Crèche goen. Och d'Plaz vun esou engem Kand an der Crèche gëtt wärend där Zäit net fir dat Kand opgehalen, ausser d'Eltere géifen an deene sechs Méint d'Crèche zum vollen Tariff weiderbezuelen. Dat wäerten awer net vill Leit sech kënne leeschten, soudatt et net sécher ass, datt et nom Enn vu sengem Papp sengem Elterecongé nees kann ouni Problem zréck a seng Crèche goen.

Nom aktuelle Stand wier et esou, datt e Papp a sengem Choix, wéini hie säin Elterecongé wëllt huelen, aus finanziellen an organisatoresche Grënn ageschränkt géif ginn, fir „mussen" säi Vollzäit-Elterecongé entweder direkt uschléissend un der Mamm hirem ze huelen oder kuerz éier d›Kand ageschoult gëtt, fir d›Plaz vu sengem Kand an der Crèche net ze verléieren. Aus deem Grond schénge vill Pappen op e Vollzäit-Elterecongé ze verzichten a géinge léiwer en Deelzäit-Elterecongé wielen, deen awer net onbedéngt vum Patron muss autoriséiert ginn.

Et ass awer sonner Zweifel wichteg fir d'Entwécklung vum Kand a fir d'Relatioun tëschent dem Papp a sengem Kand, datt d'Präsenz vum Papp beim Kand begënschtegt gëtt.

Opgrond vun dësen Iwwerleeunge wéilt ech der Madamm Minister fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dëse Phenomeen confirméieren an, wa jo, wat sinn déi Moossnamen, déi si wéilt huelen, fir dëse Problem ze léisen?

2. Ass et méiglech, Dispositioune virzegesinn, fir d'Plaz vun engem Kand an enger Crèche fir déi Zäit opzehalen, an där säi Papp e Vollzäit-Elterecongé wëllt huelen?

3. Wär d'Madamm Minister averstanen, fir zu deem Zweck flexibel Regimmer ze erlaben, zum Beispill esou datt et sollt méiglech sinn, datt e Kand eemol an der Woch kann an d'Crèche goen, och wa säi Papp e Vollzäit-Elterecongé huet? Wär et op déi Manéier net méi einfach, fir eng weider/nei Adaptatiounsphas vum Kand ze evitéieren, déi ëmmer mat villen Emotiounen op Säite vum Kand an awer och op Säite vun den Eltere verbonnen ass?

4. Op individuell Ufro bei der Zukunftskeess ass et och elo scho méiglech, géint d'Enn vun engem Elterecongé ze erlaben, datt e Kand an enger „Adaptatiounsphas" vun e puer Wochen nees an eng Crèche geet - wann eng Plaz fir hatt sollt op sinn. Wien hëlt déi Decisioun an opgrond vu wéi enge Prinzipien a Kritäre ginn dës Decisioune geholl? Ass dat objektiv, novollzéibar an transparent? Wéi dacks ass dat bis elo schonn autoriséiert respektiv net autoriséiert ginn? No wéi enge Modalitéite geschitt dat? Ass et méiglech, déi Modalitéiten den individuelle Besoine vum Kand unzepassen?

Réponse (22.05.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Fir déi eenzel Froe kënnen ze beäntweren, muss ech eng Rei Iwwerleeunge vum Här Kartheiser richtegstellen: Et war weder virun der Reform vun 2016 nach elo esou, dass e Kand, wou een Elterendeel - net just de Papp, op deen sech an der Ufro ëmmer bezu gëtt! - e Congé parental à plein temps hëlt, guer net méi däerft an eng Crèche goen. D'Gesetz huet ëmmer virgesinn, dass ee sech wärend dem Congé parental „principalement" (art. 234-43, dernier tiret) muss ëm d'Erzéiung vum Kand këmmeren. Déi Dispositioun steet net zur Debatt, well dat ass de Sënn an Zweck vun engem Congé parental.

Dee „principalement" ass awer néierens definéiert an ënnerläit domat der Interpretatioun vun der Zukunftskeess. D'Handhabung ass flexibel. Dat huet de Virdeel, dass souwuel am ale wéi am neie Gesetz nach ni e Congé parental huet misse refuséiert oder zréckgefrot ginn, wann d'Kand an d'Adaptatiounsphas an d'Crèche gaangen ass respektiv wann d'Kand, fir d'Crèchëplaz ze hale wärend engem zweete Congé parental oder einfach, well d'Elteren him de Kontakt mat deenen anere Kanner net fir déi ganz Méint wollten entzéien, stonneweis an der Crèche weiderbetreit ginn ass. Fir d'Adaptatiounsphas an eng Crèche muss an der Regel och net eng extra Ufro un d'Zukunftskeess gestallt ginn; och déi ka vu Kand zu Kand verschidde sinn an d'Eltere regelen dat mat den Erzéier an der Crèche, ouni dass et iergendeen Afloss op de Congé parental hätt.

De Phenomeen, deen den Här Kartheiser beschreift, gëtt et also an där beschriwwener Form guer net. D'Fro, déi ee sech hätt kënne stellen, ass déi, ob een eng limitéiert Unzuel u Stonnen, an deenen d'Kand wärend engem Congé parental an eng Crèche geet, misst gesetzlech reglementéieren, fir méi objektiv an transparent ze sinn. Or, bis elo an dat scho säit 1999, wou de Congé parental agefouert gouf, war esou eng Regelung net néideg, well d'Zukunftskeess mat de concernéierten Elteren ëmmer eng individuell Léisung fonnt huet, déi fir d'Kand am beschte war, déi der gesetzlecher Bestëmmung vum „principalement" Rechnung gedroen huet an déi mat de Contraintë vun de jeeweilege Crèchë kompatibel war. Eng festgeschriwwe Stonnenzuel werft ëmmer d'Fro op, wat beim minimalen Iwwerschreide geschitt a ka sécher net den individuelle Bedierfnisser vun de Kanner gerecht ginn.

Fir komplett ze sinn, wëll ech drop opmierksam maachen, dass de System, wéi en en place ass, eng enorm grouss Zoustëmmung fonnt huet a verweisen op d'Chiffere vum Bilan iwwert de Congé parental, deen am Februar 2018 virgestallt gouf. D'Zefriddenheet vun de Leit mam Traitement vun hirer Demande bei der Zukunftskeess läit bei 96%, soudass keng Necessitéit besteet, an deem opgeworfene Sujet vum Här Kartheiser eppes ze änneren. Et ginn iwwregens och just zwou Litigen, déi virun de Juridictions sociales unhängeg sinn, well den Elterendeel an deene Fäll de Vollzäit-Congé parental geholl huet an d'Kand trotzdeem Vollzäit (eemol all Dag vu moies 7.00 bis mëttes 16.00 Auer, respektiv 240 Stonnen de Mount an deem anere Fall) an eng Structure de garde gaangen ass. Déi Variante sinn net vereebar mat der gesetzlecher Dispositioun vum uewen erwäänten „principalement" a gi laanscht d'Zil vun engem Congé parental.

Question 3776 (24.04.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **système des gardes à assurer par les hôpitaux:**

La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière (dite «Plan hospitalier») règle le système des gardes à assurer par les hôpitaux et prévoit entre autres que dans les maternités ayant une activité dépassant 1.500 accouchements par an, une disponibilité permanente par des médecins gynécologues, pédiatres et anesthésistes est obligatoire lors d'une garde. Le Plan hospitalier ne prévoit cependant aucune disposition concernant la rémunération des médecins qui assurent la garde.

Ceci crée une situation de fait qui pourra mener à deux scénarios:

1. Les médecins, exerçant une profession libérale, sont forcés d'assurer cette garde sur place sans pour autant être rémunérés pour ce service public presté. Uniquement les actes réalisés lors de cette garde sont honorés selon le principe de la tarification à l'acte. Ainsi, il se pourrait qu'ils soient présents pendant 24 heures sans toucher la moindre rémunération. S'ajoute qu'après une garde de 24 heures, compte tenu d'un arrêt récent de la Cour européenne de Justice selon lequel le temps de garde doit être considéré comme temps de travail, les médecins ne seront plus en mesure d'opérer ni même de consulter le lendemain de la garde, ce qui entraînera à la fois des pertes de revenu supplémentaires pour eux et une augmentation considérable des délais d'attente pour les rendez-vous pour leurs patients.

2. Les hôpitaux concluent une convention avec les médecins de garde, ce qui entraînera alors des frais supplémentaires à charge des établissements hospitaliers.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la problématique décrite ci-dessus?

- Estimant que dans le scénario 1 décrit, il pourrait s'agir d'un travail non rémunéré, ne serait-ce pas contraire à la Constitution?

- Quelles solutions le Gouvernement propose-t-il pour répondre aux questions qui se posent dans le contexte du temps de travail dans un système de médecine libérale?

Réponse commune (28.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le modèle des gardes sur place prévu par la loi hospitalière repose sur des normes internationales. Ces gardes sur place sont nécessaires pour pouvoir répondre au plus vite à des situations d'urgence et pour assurer la qualité et la continuité de la prise en charge hospitalière.

Par ailleurs, le système des gardes ne concerne pas uniquement les médecins spécialistes en gynécologie, pédiatrie et anesthésie, mais également d'autres groupes de médecins spécialistes. Dès lors, il s'agit d'une question plus large de compensation financière adéquate des gardes assurées par tous les médecins visés.

Les acteurs concernés effectuent en ce moment une analyse des différentes options en matière de compensation financière des gardes, tout en tenant compte des spécificités du système luxembourgeois.

Question 3778 (25.04.2018) de **Mmes Sam Tanson** et **Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **Service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur:**

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) collabore avec plusieurs associations qui travaillent avec des élèves à besoins éducatifs spécifiques ou particuliers. Parmi celles-ci figure l'asbl Lëtzebuerger Aktiounskrees Psychomotorik qui est liée au ministère par une convention et qui propose un service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur (SCAP).

Limité par un manque en personnel et en locaux, le SCAP est, depuis des années, confronté à des listes d'attente très longues. Cette situation s'étant sensiblement aggravée depuis la rentrée 2017-2018, la direction du SCAP vient de décider de ne plus accepter de nouvelles admissions à partir du 22 avril 2018 et ce jusqu'au 1er mai 2019.

Considérant que les équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB), voire les commissions d'inclusion des directions de région ont pour mission de définir la prise en charge des élèves qui en ont besoin et sachant qu'une intervention à un stade précoce s'avère utile et bénéfique pour les enfants concernés, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que le nombre d'enfants touchés par des troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur a augmenté au cours des dernières années et si oui, à quelle hauteur?

2) Existe-t-il d'autres services s'adressant aux enfants et familles ayant besoin d'une aide d'urgence dans le domaine concerné et pour lesquels un délai d'attente dépassant douze mois s'avère beaucoup trop long?

3) Par quels moyens Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils remédier à cette situation d'urgence, compte tenu du fait que les centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire, tels que prévus dans le projet de loi 7181, pourront devenir opérationnels au plus tôt à partir de la rentrée scolaire 2018-2019?

4) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous fournir des informations quant au nombre total d'enfants pour lesquels une prise en charge particulière a été définie à partir de la mise en place du nouveau dispositif qui s'articule sur trois niveaux, à savoir les niveaux local, régional et national?

Réponse (18.05.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Des observations et analyses menées à l'échelle internationale confirment une progression constante du nombre d'enfants souffrant de troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur. Il s'agit d'un problème généralement constaté qui ne se limite guère au Luxembourg.

Jusqu'à présent, ces enfants ont été pris en charge au niveau régional par les équipes multiprofessionnelles, et alternativement par le Service de consultation et d'aide pour les troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur (SCAP). Je tiens à souligner que le SCAP ne constitue pas d'entité étatique, mais dépend du Lëtzebuerger Aktiounskrees Psychomotorik (LAP). C'est donc un organisme à caractère privé qui vient de décider de ne plus accepter de nouvelles admissions pendant l'année à venir.

Il revêt une évidence que je rejoins les honorables Députées dans leur appréciation qu'un délai d'attente d'une année voire plus s'avère beaucoup trop long pour un enfant et une famille en souffrance. Tout en anticipant cette situation préoccupante, j'avais décidé de réagir à trois niveaux:

- L'État soutient davantage le SCAP moyennant du budget et des infrastructures adéquats. D'ailleurs, je tiens à souligner les excellentes relations entre la direction du SCAP et mon département ministériel.

- La réforme de 2017 de l'enseignement fondamental vient de créer la fonction de l'instituteur spécialisé dans la prise en charge des enfants à besoins spécifiques œuvrant à l'échelle des écoles, et les équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques intervenant au niveau des directions de l'enseignement fondamental.

- Le projet de loi 7181 prévoit la création de huit centres de compétences. Surtout le Centre pour le développement socio-émotionnel, le Centre du développement des apprentissages et le Centre du développement moteur et cor-

porel sont censés travailler en réseau et combler la lacune résultant de la décision de la direction du SCAP.

S'y ajoute que la loi budgétaire prévoit une augmentation exceptionnelle du nombre de postes dans ces domaines d'aide et d'assistance.

Au total, 412,5 nouveaux postes ont été créés aux niveaux local, régional et national pour renforcer le personnel déjà en place. Le recrutement se fait progressivement.

Au niveau local (écoles):

- Enseignement fondamental:

Instituteurs spécialisés dans la prise en charge des élèves à besoins spécifiques (I-EBS): 150 postes

- Enseignement secondaire:

Équipe socio-éducative et Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) dans les lycées 60 postes

Au niveau régional:

- Enseignement fondamental:

Équipes pour le soutien des élèves à besoins spécifiques (ESEB): 75 postes

Au niveau national:

- Centres de compétences pour élèves à besoins spécifiques: 127,5 postes

Total: 412,5 postes

Il s'en suit que les temps d'attente des familles sauront être considérablement réduits et le nombre des prises en charge sera augmenté dès l'entrée en vigueur du projet de loi 7181.

Question 3779 (25.04.2018) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social:**

Op de soziale Medien ass mat vill Opreegung kommentéiert ginn, datt Leit an enger Aarbechtsbeschafungsmoossnam, déi am Hëllefs-, Fleege- oder Sozialsecteur schaffen, vum Kollektivvertrag ausgeschloss gi sinn. Et geet hei ëm déi Leit, déi iwwert de SNAS (Service national d'action sociale) vermëttelt an iwwert de Fonds national de solidarité bezuelt ginn (inklusiv dem Patron sengem Undeel un de Sozialabgaben). Ronn 1.500 Leit sinn an esou enger Moossnam, dovu ronn 400 an dësem Secteur.

An enger Circulaire un all Organismen, bei deenen iwwert de SNAS RMG-Bezéier vermëttelt gi sinn, rappeléiert de SNAS, datt déi Leit déi nämlecht Rechter a Flichte sollen hu wéi déi Leit, déi do ugestallt sinn. De SNAS féiert ausdrécklech als Ausnam op:

„Les organismes tombant sous le champ d'application de la convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social (CCT SAS), entrée en vigueur le 1er octobre 2017 et dont l'article 3 «champ d'application» précise qu'elle ne concerne pas «les bénéficiaires d'une mesure d'insertion ou de réinsertion professionnelle».“

An engem groussherzogleche Reglement vum 28. Oktober 2017 huet den Här Aarbechtsminister deen uewe genannte Kollektivvertrag a säin Avenant „d'obligation générale“ deklaréiert. Mä déi Leit, déi iwwert de SNAS vermëttelt goufen an déi net am Genoss vun engem gläichwäertegen oder besseren Aarbechtsvertrag oder Statut sinn, bleiwe vun de Virdeeler vun deem Vertrag ausgeschloss, z. B. beim Congé.

An deem Kontext wollt ech dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1) Ass den Här Minister sech bewosst, datt dës Leit duerch den Ausschloss vum Kollektivvertrag vum Secteur (CCT SAS) méi schlecht Aarbechtskonditioune kréie wéi d'Salariéë vum Hëllefs-, Fleege- a Sozialsecteur?

2) Ass den Här Minister sech och bewosst, datt si domat eventuell méi schlecht gestallt gi wéi aner RMG-Empfänger, déi an dëser Moossnam an anere Secteure beschäftegt sinn?

3) Wéi gesäit den Här Aarbechtsminister dës Exklusioun vum Kollektivvertrag ënnert den Aspekter vum Prinzip „Gläich Pai fir gläich Aarbecht“ a vun der Netdiskriminéierung?

4) Am Art. L.252-3 (2) vum Code du travail ginn ausdrécklech Dispositiounen erlaabt, déi d'Aglidderen an d'Aarbechtswelt vu Leit mat enger Behënnerung oder mat reduzéierter Aarbechtsfäegkeet erliichteren. Ass dës Exklusioun net just de Contraire vun esou enger Dispositioun?

Réponse (28.05.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Wéi den honorabelen Deputéierten et richtegerweis festgestallt huet, gëtt d'„champ d'application“ vum SAS-Kollektivvertrag vun de Sozialpartner am Kollektivvertrag selwer festgehalen a fält an deem Kontext ënnert d'Tariffautonomie, an déi sech de Minister net kann an net wëllt amëschen.

Den Aarbechtsminister ka just d'Allgemengverbindlechkeet vun engem ofgeschlossene Kollektivvertrag initiéieren, wat och duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 28. Oktober 2017 geschitt ass, mä e kann op kee Fall d'„champ d'application“ ausweiten.

Op Grond vun där beschriwwener Situatioun läit et och net um Minister, fir d'Dispositiounen aus dem Kollektivvertrag ze kommentéieren.

Question 3780 (26.04.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **définition de l'antisémitisme:**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°3691 (Question écrite n°3691 - Sujet: Présidence du «International Holocaust Remembrance Alliance») sot d'Regierung dëst:

„Eng äänlech Definitioun war 2005 vum Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, déi haiteg Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) publizéiert ginn. Et handelt sech ëm een Dokument, dat besonnesch der Police an och den Enseignanten an hirer Aarbecht hëlleft.“

An deem Zesummenhang wéilt ech deenen Häre Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi genee Formuléierung vun der Definitioun vun 2005, vun där d'Regierung schwätzt? Wéi ass de Statut vun där Definitioun fir d'Police an d'Enseignanten („offiziell“, „Guideline“...)? Ass dës Definitioun fakultativ oder muss si zu Rot gezunn a benotzt ginn?

2. Ass dës Definitioun och eng Referenz fir aner Administratiounen, mä och z. B. fir d'Justiz? Ass si duerch d'Definitioun vun der IHRA aktualiséiert ginn?

3. Gëtt den Antisemitismus aktuell an der Formatioun vun de Beamten thematiséiert? Gëtt do déi aktuell Definitioun vum Antisemitismus vun der IHRA, déi jo och Lëtzebuerg akzeptéiert huet, als Referenz geholl?

Réponse commune (06.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

D'Definitioun vum Antisemitismus, déi vum Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) 2005 diffuséiert gouf, seet: «L'antisémitisme est une perception particulière des Juifs, qui peut prendre la forme de la haine envers les Juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques d'antisémitisme sont dirigées contre des personnes juives - ou non juives - et/ou contre leurs biens, contre les institutions de la communauté juive ainsi que ses lieux de culte. De plus, ces manifestations peuvent aussi prendre pour cible l'État d'Israël, en qualité de collectivité juive. L'antisémitisme consiste fréquemment à accuser les Juifs de conspirer afin de nuire à l'humanité, et il y est souvent fait recours pour faire endosser les Juifs 'tout ce qui va mal'.»

Wéi d'Definitioun 2005 vum Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes, dem Virgänger vun der haiteger Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, diffuséiert ginn ass, war dat am Kader vun engem Working Paper, deen net iwwert dee Stadium erausgaangen ass.

D'Definitioun, déi vun der IHRA 2016 ugeholl ginn ass, huet folgende Wuertlaut:

«L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, qui peut être exprimée comme de la haine envers les Juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme sont dirigées vers des individus juifs ou non juifs et/ou leurs biens, vers les institutions de la communauté juive et/ou les institutions religieuses.»

De Statsbeamtestatut gesäit a sengem Artikel 1bis vir, dass a senger Applikatioun all Zorte vun Diskriminatioun, ënner anerem och reliéiser Aart, verbuede sinn.

Sollt een Agent trotz dësem Verbuet diskriminéieren, riskéiert hien disziplinaresch Konsequenzen.

Sollt een Agent am Exercice vu senger Fonctioun Victime vun esou enger Diskriminatioun ginn, applizéiert sech d'Protektioun, wéi se am Artikel 32 vum Statsbeamtestatut virgesinn ass.

Am INAP gi verschidde Formatiounen ugebueden, déi d'Thema vun der Diskriminatioun generell behandelen. D'Thema vum Antisemitismus gëtt awer net systematesch spezifesch behandelt.

Wat d'Police ubelaangt, thematiséiert d'Policeformatioun d'Diskriminatioun a sensibiliséiert déi zukënfteg Beamten op déi verschidde Forme vun der Diskriminatioun respektiv op d'Thema vum Opruff zum Haass, besonnesch an de Coursen «Droit pénal» an «Procédure pénale» wéi och am Kontext vun der «Charte des valeurs» vun der Police an der «Déontologie policière et lutte contre les extrémismes».

Fir d'Policeschüler mat dëser Thematik praxisno ze konfrontéieren, organiséiert d'Police Visitte mat Virträg an Aarbechtsgruppen, zum Beispill am Musée de la Résistance an am fréiere Konzentratiounslager Hinzert. Dëst geschitt mat enger Kranznidderleeung zesumme mat de Polizeischüler vun der Landespolizeischule Hahn am Kader vun engem däitsch-lëtzebuergeschen Austausch.

Question 3782 (27.04.2018) de **Mmes Viviane Loschetter** et **Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **programme vacances-travail:**

Le «working holiday visa» est un arrangement basé sur un accord bilatéral, permettant à un nombre limité de jeunes ressortissants des pays signataires et âgés entre 18 et 30 ans, d'effectuer un séjour d'une durée d'un an dans l'État partenaire. Le Luxembourg a signé de tels accords avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie en septembre 2016. Le programme vacances-travail avec l'Australie a débuté le 1er janvier 2017 et celui avec la Nouvelle-Zélande le 9 mai 2017.

Suivant nos informations, les autorités luxembourgeoises seraient en train de négocier un programme vacances-travail similaire avec le Taïwan.

Dans ce contexte, nous aimerions recevoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Combien de jeunes (du Luxembourg et de l'État partenaire) ont jusqu'à présent profité des programmes vacances-travail avec [a] l'Australie et [b] la Nouvelle-Zélande?

2) Est-ce qu'un programme vacances-travail avec le Taïwan est effectivement en train d'être établi?

3) Dans l'affirmative, combien de jeunes pourront profiter de cette initiative et quand est-ce que ce programme débutera?

4) Y a-t-il d'autres pays avec lesquels le Luxembourg cherche à établir des programmes vacances-travail? Si oui, lesquels?

Réponse commune (14.05.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

À ce jour, onze personnes du Luxembourg ont bénéficié du programme en se rendant en Australie et 50 personnes du Luxembourg en ont profité pour se rendre en Nouvelle-Zélande. Le Luxembourg a permis à deux Australiens de bénéficier du programme.

Un accord avec le Taïwan est actuellement en cours de négociation et les différentes dispositions du programme n'ont pas encore été agréées définitivement.

Ceci vaut également pour tous les programmes en cours de négociations qui ne seront achevés que par leurs signatures respectives.

Question 3784 (30.04.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **«Girls' Day - Boys' Day»:**

Le 26 avril 2018, Madame la Ministre de l'Égalité des chances a accueilli Madame la Commissaire européenne à l'Égalité des genres, Věra Jourová, en visite officielle au Luxembourg. Selon les propos de Madame la Ministre, «nous devons commencer la sensibilisation dès un très jeune âge et faire passer le message que les garçons et les filles sont libres dans leur choix professionnel».

Pour les filles et les garçons, le choix d'une profession et le développement d'un projet de vie sont souvent déterminés et limités par des idées préconçues et par l'influence des rôles sociétaux, c'est-à-dire beaucoup d'élèves choisissent des métiers typiques pour leur genre. Le projet «Girls' Day - Boys' Day», ayant lieu depuis 2006 au Luxembourg, vise à surmonter ces contraintes. Des entreprises, des administrations, des institutions et des organisations offrent aux filles et garçons la possibilité de découvrir une profession «atypique» pendant une journée de travail.

Selon mes informations, des écoles voulant participer au projet n'ont pas reçu d'informations de la part du Gouvernement concernant une nouvelle édition du projet en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Quand est-il prévu d'organiser l'édition 2018 du «Girls' Day - Boys' Day»?

- L'existence du projet même est-t-elle remise en question?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Le Gouvernement envisage-t-il de remplacer le projet «Girls' Day - Boys' Day» par d'autres initiatives comme la journée «Girls in ICT»? Si oui, sur base de quelles considérations?

- Madame la Ministre peut-elle nous dresser un bilan des cinq dernières éditions du projet «Girls' Day - Boys' Day»?

- Combien de filles et garçons ont participé?

- Combien d'écoles ont participé?

- Combien d'entreprises, d'administrations, d'institutions et d'organisations ont participé au projet?

- Quelles conclusions peuvent être tirées de l'évaluation de l'initiative en question?

Réponse commune (31.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le Gouvernement reste attaché à l'objectif d'une orientation scolaire et professionnelle neutre en termes de genre et au message politique que les choix professionnels peuvent et doivent se faire indépendamment du sexe des jeunes.

Des manifestations comme le «Girls' Day - Boys' Day» se prêtent bien pour informer et sensibiliser en ce sens étudiants, parents, entreprises et la société en général.

Cette manifestation est un élément important des politiques d'égalité dans la mesure où elle contribue à atteindre un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie respectivement à mettre en œuvre des mesures spécifiques en faveur du sexe sous-représenté.

Le «Girls' Day - Boys' Day» était traditionnellement programmé au mois de mai.

Or cette année, il a été décidé de reporter l'édition de 2018 afin que le concept du «Girls' Day - Boys' Day» puisse être repensé compte tenu du bilan mitigé des deux dernières années et afin qu'il soit inscrit dans une approche plus globale et concertée de l'orientation.

L'événement sous sa forme actuelle ne rencontre plus le succès de ses débuts. Au fil des différentes éditions un essoufflement de l'intérêt pour le «Girls' Day - Boys' Day» a été constaté. En effet les raisons qui incitent les jeunes à s'inscrire sont avant tout, la possibilité de passer une journée au sein d'une entreprise, plutôt que la découverte d'un métier dit «atypique». Il est constaté que la répartition restrictive des postes de stage est non seulement contradictoire avec l'idée de base de l'initiative, notamment supprimer les termes «typique» et «atypique» dans le monde des professions, mais elle freine de plus en plus l'ambition des jeunes à participer à cette journée.

C'est pourquoi il sera procédé à une analyse de la documentation des démarches d'orientation que chaque lycée devrait produire avant la fin de l'année scolaire. Une nouvelle formule de l'événement portant probablement une nouvelle dénomination et répondant mieux aux besoins actuels des jeunes pourrait ainsi être lancée avant la fin de l'année à moins qu'un autre moment au courant de l'année scolaire s'avérerait plus opportun.

De 2011 à 2016, le Service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) a effectué la coordination générale du projet «Girls' Day – Boys'

Day» (ci-après GDBD) et depuis 2017, le service de coordination de la Maison de l'orientation du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en est chargé.

De 2013 à 2016:

- entre 110 et 160 entreprises et institutions d'accueil dans les domaines de l'artisanat, des services communaux, de l'industrie, de la jeunesse et de la petite enfance, de la santé, de la sécurité, du transport et de la logistique ont participé par année aux éditions GDBD,

- entre 1.004 et 1.393 offres de stage ont été déclarées chaque année par les entreprises et institutions,

- entre 800 et 1.134 élèves ont participé par année à cette journée,

- 34 ou 35 lycées par année ont profité de cette initiative, mais seulement au niveau de deux ou trois lycées, le nombre des jeunes participants a été plus élevé que 100 élèves par établissement; pour environ 25 lycées, le nombre des participants a été en dessous de 30 élèves par établissement scolaire,

- 2/3 des participants ont été des filles et 1/3 des élèves ont été des garçons.

En 2014, un premier déséquilibre massif entre offres et demandes a pu être constaté.

Au niveau du secteur de la petite enfance, environ 80 offres de stage (prévues pour garçons) sont restées non satisfaites.

En 2015, au niveau du secteur artisanat, environ 50 offres de stage (prévues pour filles) sont restées non satisfaites. Au niveau du secteur de la petite enfance, environ 70 offres de stage (prévues pour garçons) sont restées non satisfaites.

En 2016:

Artisanat: 62 filles inscrites alors que 105 offres de stage ont été prévues pour les filles

Industrie: 27 filles inscrites alors que 50 offres de stage ont été prévues pour les filles

Services communaux: 70 filles inscrites contre 116 offres

Transport - logistique: 9 filles inscrites contre 34 offres

Jeunesse: 13 garçons inscrits contre 36 offres prévues pour garçons

Petite enfance: 84 garçons inscrits contre 127 offres

Santé: 29 garçons inscrits contre 59 offres

Question 3790 (03.05.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **récentes affirmations du Président Abbas sur l'Holocauste:**

En effet, le Président palestinien Mahmoud Abbas a, selon la presse internationale, affirmé lundi lors d'une réunion du Parlement de l'OLP, que les persécutions contre les juifs d'Europe tenaient plutôt à leurs activités sociales et bancaires qu'à leur religion. Monsieur Abbas aurait cité «trois livres» écrits par des juifs afin d'étayer son accusation antisémite sur le «fait» que «l'hostilité contre les juifs n'est pas due à leur religion, mais plutôt à leur fonction sociale». Tout en précisant qu'il entendait par là «leurs fonctions sociales liées aux banques et aux (prêts avec) intérêts». Par la suite, des responsables européens, américains et israéliens ont condamné ces propos manifestement antisémites.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire son appréciation politique des précités propos du Président Abbas?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conséquences politico-diplomatiques que le Gouvernement entend donner à ces affirmations manifestement antisémites?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur la manière selon laquelle le Gouvernement entend thématiser les propos en question au niveau des institutions de l'Union européenne?

Réponse (08.05.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) Les propos tenus par le Président palestinien Mahmoud Abbas le 30 avril dernier devant le Conseil national palestinien à Ramallah ont repris des stéréotypes antisémites. Ces propos sont inacceptables et nuisent à la crédibilité du Président Abbas. J'ai pu le souligner dès le 2 mai, lors de mon discours à l'Université de Fribourg: «Die Legitimität von Präsident Abbas ist stark angeschlagen und er diskreditiert sich zu allem Überfluss zudem mit antisemitischen Ausfällen wie dies gestern in Ramallah bedauerlicherweise der Fall war.» Le Président Abbas est bien conscient de la gravité de sa faute, puisque le 4 mai il s'est excusé publiquement pour ses propos.

ad 2) L'appréciation de ces propos a été communiquée à la Mission de Palestine auprès du Luxembourg.

ad 3) L'Union européenne a déjà réagi de façon appropriée en faisant le 2 mai dernier la déclaration suivante, à laquelle le Luxembourg s'associe pleinement: «Le discours prononcé le 30 avril par le Président palestinien Mahmoud Abbas contenait des remarques inacceptables sur les origines de l'Holocauste et la légitimité d'Israël. De tels propos font immanquablement le jeu de ceux qui ne veulent pas d'une solution fondée sur la coexistence de deux États, pour laquelle le Président Abbas a plaidé à maintes reprises. L'Holocauste et la Deuxième Guerre mondiale ont, plus que tout autre événement, façonné l'histoire moderne de l'Europe. L'enseignement de l'Holocauste demeure essentiel pour renforcer la résilience contre toutes les formes de haine dans nos sociétés. L'antisémitisme ne menace pas seulement les Juifs: c'est un danger fondamental pour nos sociétés ouvertes et libérales. L'Union européenne reste déterminée à lutter contre toute forme d'antisémitisme et toute tentative visant à excuser, justifier ou banaliser l'Holocauste.»

Question 3794 (03.05.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **protection des données:**

À partir du 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) sera directement applicable à tous les acteurs actifs sur le territoire de l'Union européenne. Les nouvelles règles consistent à donner aux citoyens plus de contrôle sur leurs données personnelles et à responsabiliser davantage les entreprises. Elles devront en effet assurer une protection optimale des données à chaque instant et être en mesure de la démontrer en documentant leur conformité.

Il me revient dans ce contexte que bon nombre de petites et moyennes entreprises ne sont toujours pas prêtes et éprouvent de sérieux problèmes à se mettre concrètement en conformité avec le RGPD.

Sachant qu'il ne reste plus aux entreprises que quelques semaines pour respecter les nouvelles obligations en matière de protection des données personnelles, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement entend-il informer et sensibiliser les PME aux enjeux et défis du règlement général sur la protection des données et le cas échéant est-il prévu de publier des «feuilles de route» qui aident les entreprises à se mettre en conformité avec le RGPD?

- Le Gouvernement entend-il mettre à disposition des PME un appui logistique et le cas échant lequel?

Réponse commune (06.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Depuis le 25 mai, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel est en vigueur dans l'ensemble de l'Union européenne (RGPD).

Le Gouvernement tient tout d'abord à se féliciter des nombreuses initiatives publiques et privées qui ont été lancées en vue d'assurer la mise à disposition d'informations à ce sujet. Beaucoup d'informations ont été fournies gratuitement aux acteurs concernés par les instances publiques, dont la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et Smile GIE, mais aussi par les chambres professionnelles et les fédérations. Grand nombre d'acteurs économiques privés ont saisi l'occasion pour développer leurs compétences dans ce domaine et offrir des informations et des formations relatives à la RGPD ainsi que d'autres services dans ce contexte.

Il va de soi qu'au vu de la complexité de la matière les efforts d'information et de sensibilisation ne s'arrêteront pas avec l'entrée en vigueur du RGPD mais continueront bien au-delà.

Ne pouvant pas énumérer chaque séance d'information ni tous les supports via lesquels des informations ont été diffusées, nous nous limitons ci-après à en citer quelques-uns de certains acteurs du domaine public:

CNPD

Les préparatifs en vue de ce nouveau cadre réglementaire ont commencé depuis un certain temps déjà: le Gouvernement (via le Service des médias et des communications du Ministère d'État) a, conjointement avec la CNPD, lancé une première campagne de sensibilisation dès l'adoption du règlement en 2016. Cette campagne a commencé le 11 octobre 2016 par une conférence d'envergure rassemblant plus de 600 personnes, au cours de laquelle le public et les acteurs économiques se sont vu présenter les principaux changements en matière de réglementation générale sur la protection des données personnelles, l'impact sur les droits des citoyens et les obligations futures des responsables de traitements informatiques. Au fil des semaines suivantes, des séances d'information spécialisées ont été organisées, adaptées aux différents publics cibles, afin de guider les acteurs dans l'implémentation de ces nouvelles règles. Parmi ces séances de travail, certaines sessions visaient plus spécifiquement les PME et start-ups.

La sensibilisation à la thématique de la protection des données personnelles et l'accompagnement des acteurs dans le cadre du nouveau règlement constitue une des nouvelles missions-clés de la CNPD. Afin de permettre à celle-ci d'assurer au mieux ce rôle, le Gouvernement a considérablement renforcé les moyens tant financiers que humains de la CNDP depuis 2015. En effet, la dotation financière allouée au régulateur a quasiment triplé de 2015 à 2018, et les effectifs ont été renforcés: alors qu'en 2014, la CNPD occupait 15 personnes, elle en comptait 25 en 2017 et ses effectifs devraient monter à 35 personnes d'ici la fin de l'année.

Depuis la campagne de sensibilisation initiale lancée en 2016 conjointement avec le SMC, la CNPD a continué, voire accentué ces actions tout au long de 2017 et 2018, par l'organisation de conférences et de séances d'information régulières, ainsi que douze cours d'introduction à la protection des données. La CNPD continue à être présente aux principaux événements touchant de loin ou de près la matière de la protection des données pour y répondre aux nombreuses questions. À ce titre, l'autorité de protection des données est intervenue notamment aux conférences de la Chambre de Commerce, de l'ABBL, de la Chambre des Métiers, de la Fédération des artisans, de l'Association professionnelle des courtiers en assurances, de l'Association luxembourgeoise des compliance officers ou encore de l'Ordre des experts-comptables. La liste des événements auxquels la CNPD a contribué ou qu'elle a organisés se trouve en annexe.

À côté des événements mentionnées ci-dessus, la CNPD a encore pris de nombreuses mesures supplémentaires en matière d'information, de sensibilisation et de guidance en 2017 et 2018, dont notamment:

- la création de deux brochures:

- «Vos données, vos droits» pour le grand public;

- «Vos obligations en matière de protection des données» pour les responsables de traitements et leurs sous-traitants;

- la publication d'un dossier thématique, d'un guide de préparation et de trois vidéos animées présentant le RGPD sur son site Internet;

- la publication d'informations et d'un formulaire de notification de violation de données sur le site de la CNPD pour aider les entreprises à se préparer en amont à la gestion et notification des violations de données avant l'entrée en application du RGPD.

Dans le cadre et avec le soutien de l'initiative Digital Luxembourg, la CNPD a, en collaboration avec le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) et la société eProseed-RTC, lancé en octobre 2017 un outil permettant aux responsables de traitement d'évaluer leur degré de conformité au nouveau règlement général sur la protection des données. Le «GDPR Compliance Support Tool» est une solution innovante et intuitive pour permettre aux utilisateurs de vérifier le niveau de maturité de leurs organisations. Il contient une base de données exhaustive et détaillée avec plus de 350 critères d'exigences réglementaires.

Cet outil pratique permettra aux acteurs non seulement de gérer un registre de traitement et l'ensemble des documents nécessaires dans le cadre du RGPD, mais également de réaliser un suivi sur l'évolution du niveau de maturité de leur organisation. L'outil est mis gratuitement à disposition des acteurs, et son contenu est mis à jour régulièrement.

En date du 11 mai 2018, 1352 comptes ont été ouverts dans l'outil. Une moyenne constante de 50 nouveaux comptes sont ouverts par semaine depuis son lancement. À l'heure actuelle, le nombre de projets d'évaluation ouverts s'élève à 1981.

Luxinnovation

Des mesures qui existent déjà depuis plusieurs années ont intégré la RGPD dans leur portée. Ainsi, des programmes tels que Fit 4 Digital du Ministère de l'Économie, géré par Luxinnovation GIE, permettent de subventionner les PME qui font des efforts en ce sens.

Smile GIE

Le site Internet www.cases.lu donne des explications concernant la protection et la sécurisation des données. Le diagnostic Cases qui vise à réduire l'exposition aux risques IT et est offert gratuitement par Smile GIE a intégré le modèle RGPD. Un registre RGPD a été développée dans MONARC, la méthode d'analyse développée par Smile GIE qui permet d'établir un rapport complet des risques et de proposer des solutions.

En outre, Smile GIE a publié plusieurs articles au sujet de la RGPD et participé à des événements organisés par d'autres acteurs. Un flyer relatif à la RGPD a été élaboré à l'attention des administrations locales.

Plusieurs workshops ont été organisés par Smile GIE avec la participation d'experts. Un FAQ a été publié à l'issue des workshops.

CIRCL a publié une politique de la protection des données qui peut être gratuitement réutilisée par d'autres organisations dont les CSIRT.

Fédération des artisans

Ensemble avec une société privée, la Fédération des artisans a élaboré un concept qui ne se limite pas à informer les entreprises mais offre un accompagnement concret pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions RGPD.

Ce concept comporte deux volets:

1. Workshop: Un workshop d'initiation pour subdiviser la RGPD en thématiques différentes. Pour chacune, des workshops séparés sont offerts. 100 entreprises sont en train de suivre ces workshops.

2. Documentation: Pour chaque thématique des documents et templates ont été préparés en deux langues (français et allemand) que l'entreprise peut réutiliser et adapter à ses propres besoins, p. ex.: registre de traitement, notice de vie privée, procédures internes, etc.

Chambre des Métiers

La Chambre des Métiers a organisé deux séances d'information avec la CNPD et un avocat spécialisé. Lors de cette séance un outil simplifié de mise en conformité a été présenté («Check list simplifiée» qui comprend une fiche signalétique (photographie des traitements) et une fiche conformité avec les exemples classiques de traitements (recrutement, RH, fournisseurs).

La Chambre des Métiers répond de plus aux demandes spécifiques des ressortissants dans le cadre de sa mission légale d'information et de sensibilisation à la législation concernant l'artisanat et les PME. Son service juridique assiste aussi le service E-Handwierk sur les questions posées lors de leurs visites notamment.

Des articles au sujet de la RGPD sont parus en 2018 dans d'Handwierk et dans le mailing prestataires. Une série de sept articles concernant la présence web des entreprises est en élaboration.

Une partie dédiée au RGPD est intégrée dans le cycle de conférences «Actualité en droit du travail».

Un factsheet sur les principes de la RGPD est en élaboration.

Chambre de Commerce/Confédération luxembourgeoise du commerce

Trois conseillers du House of Entrepreneurship ont été spécialement formés à la RGPD et sont en contact direct avec la CNPD pour l'élaboration du Q&A.

La clc a organisé des ateliers lors des Entrepreneurs' Days. Un workshop pratique a été organisé avec la CNPD. Les fédérations affiliées à la Chambre de Commerce, la Fedil et la clc ainsi que l'Horesca ont profité de workshops dédiés.

Une fiche d'information récapitulative a été élaborée et publiée. Des articles de sensibilisation sont parus dans le magazine CONNECT by clc et dans les supports envoyés aux fédérations.

Question 3795 (04.05.2018) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Roberto Traversini** *(déi gréng)* concernant la **71e édition de l'Assemblée mondiale de la santé:**

Au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) les 194 États membres de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) se rencontrent annuellement au mois de mai à Genève afin de déterminer les politiques et d'améliorer les programmes de l'OMS.

Entre 2009 et 2016, le Taïwan avait bénéficié, sur invitation du directeur général de l'OMS, d'un statut d'observateur à l'AMS. Cette invitation n'a cependant pas été renouvelée en 2017 et le Taïwan n'a, jusqu'à présent, pas non plus été invité à la 71e édition de l'AMS qui se tiendra entre le 21 et le 26 mai cette année.

Dans ce contexte, nous aimerions recevoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de Madame la Ministre de la Santé:

1) Étant donné que l'OMS est un organe important qui a pour objectif d'amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible, est-ce que Madame et Monsieur les Ministres partagent notre avis, qu'il est important qu'un maximum de pays du monde soient représentés au sein de l'OMS?

2) Dans l'affirmative est-ce qu'il ne serait donc pas important d'inviter une délégation du Taïwan aux réunions de l'AMS?

Réponse commune (18.05.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Les enjeux et les défis de santé publique ont une portée mondiale et par conséquent, les discussions au sein de l'OMS peuvent grandement bénéficier de la participation, de l'échange d'informations et de l'expertise du plus grand nombre. À ce titre nous nous félicitons des discussions sur la gouvernance de l'OMS qui ont eu lieu lors de la 142e session du comité exécutif de l'OMS, du 22 au 27 janvier 2018 à Genève, sur la base du rapport EB142/5 du directeur général de l'OMS, daté du 15 janvier 2018.

ad 2) Le conseil exécutif de l'OMS est composé de 34 membres élus pour des mandats de trois ans. Lors de sa 142e session, le conseil a décidé de l'ordre du jour de la 71e Assemblée mondiale de la santé (AMS), qui se tiendra du 21 au 26 mai à Genève. La question de la participation de Taïwan aux réunions de l'AMS ne figure pas à l'ordre du jour. Comme le Luxembourg n'est pas membre du conseil exécutif, nous ne sommes pas en position de nous prononcer sur cet ordre du jour de la prochaine AMS.

Question 3796 (04.05.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **budget agriculture et développement rural de l'Union européenne:**

Den EU-Budgetskommissär Günther Oettinger huet kierzlech den EU-Finanzplang fir den Zäitraum vun 2021 bis 2027 virgestallt.

Et ass geplangt, d'Finanzmëttel fir déi gemeinsam Agrarpolitik ëm 5% ze kierzen.

Wuel wëssend, dass déi europäesch Landwirtschaft ënner groussem Wettbewerbsdrock steet an déi Lëtzebuerger Landwirtschaft nëmme bedéngt konkurrenzfäeg ass, wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu der geplangter Kierzung am EU-Agrarbudget an huet si wëlles, sech géint dës Kierzungen anzesetzen?

2. Am Fall, wou et zu der Kierzung vu 5% vum EU-Agrarbudget sollt kommen, wéi eng Méiglechkeete bestinn, fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft zousätzlech ze ënnerstëtzen?

3. Wéi eng vun dëse Méiglechkeete gedenkt d'Regierung an d'Aen ze faassen?

Réponse (01.06.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Ech wollt an dësem Kontext eng Kéier ënnersträichen, datt d'gemeinsam Agrarpolitik déi éischt gemeinsam Politik um Niveau vun der EU war. Si ass also am Prozess vun der europäescher Integratioun e ganz wichtegt Element gewiescht an ass dat och nach haut.

Och dowéinst hu mer eis, zesumme mat enger ganz grousser Majoritéit vu Memberstaten, am Agrarministerrot émmer fir e robusten Agrarbudget an der EU ausgesprach, deen eisen héijen Ambitiounen an de villen Defien, déi op eis duerkommen, gerecht muss ginn, sief et am Beräich vum Émwelt- a Klimaschutz, mä och en vue vun der Mondialisatioun, déi zu enger ëmmer méi ausgeprägter Volatilitéit op de Mäert féiert.

Am Laf vun der Zäit sinn an der Europapolitik aner Politikberäicher derbäikomm ewéi d'Strukturentwécklung, sozial an territorial Kohäsioun, Recherche, Erasmus, Life asw. Den Drock op de Budget an op seng Verdeelung ass méi grouss ginn. Den Undeel vum EU-Budget, deen an d'GAP fléisst, ass deemno erofgaangen, vu ronn 55% an der Period 1988-1992 bis op ronn 38% an der aktueller Finanzperiod.

Fir 2021 bis 2027 hëlt den Drock op den EU-Budget weider zou. Duerch de Brexit entsteet e Lach vun 12 Milliarden, deen duerch frësch Suen, mä och duerch Aspuerungen an der Agrar- an an der Kohäsiounspolitik soll opgefaange ginn. Derbäi kommen nei Erausfuerderunge wéi Migratioun, Verdeedegung, Recherche a méi global Agendae wéi den UN-Agenda 2030 fir nohalteg Entwécklung. Dat heescht, datt den Undeel vun der Agrarpolitik am proposéierten EU-Budget op 28,5% erofgeet. Insgesamt wär dat eng Baisse vun nominal 5%; 4% fir Direktzuelungen, de sougenannten éischte Pilier, an 10% fir den Développement rural, den zweete Pilier vun der PAC.

Wéi vill déi europäesch Gelder zréckginn, gesi mer eréischt, wann d'Negociatiounen ofgeschloss sinn.

Mir wäerten eis, wéi gesot, derfir asetzen, datt den EU-Budget eisen Ambitioune gerecht gëtt, a sinn, wéi och zum Beispill Däitschland, dofir bereet, fir méi an d'EU ze bezuelen.

ad 2. + 3. Mir hunn eis och derfir ausgeschwat, datt, wann d'EU-Gelder zréckginn, dës Baisse vun de Memberstate kann opgefaange ginn.

Gemengt sinn domadder den éischte Pilier an den zweete Pilier.

Dës Regierung wäert sech am Kader vun deene kommende Verhandlunge fir dës Kompenséierung asetzen.

Et muss ee wëssen, datt mer am zweete Pilier elo schonn op all Euro, dee vu Bréissel kënnt, véier Euro dropleeën. Déi Méiglechkeet wäerte mer an Zukunft och behalen a mir wäerten zu Bréissel fir eng maximal Flexibilitéit an deem Kontext plädéieren.

Question 3797 (04.05.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**impact budgétaire du «paquet d'avenir»:**

En octobre 2015, Monsieur le Ministre des Finances avait présenté aux membres de la Commission des Finances et du Budget une première évolution des incidences financières des 258 mesures de restructuration budgétaire composant le «paquet d'avenir». Une année plus tard, Monsieur le Ministre avait fourni une deuxième estimation financière de ces mesures. Depuis, aucune information en relation avec l'implémentation du «paquet d'avenir» n'a, à notre connaissance, été publiée, de sorte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des différentes mesures depuis 2015 jusqu'en 2017 (par an et par mesure)? Qu'en est-il de l'estimation financière de ces mesures jusqu'en 2022 (par an et par mesure)?

- Monsieur le Ministre peut-il, pour chacune des mesures précitées, indiquer s'il s'agit d'une économie budgétaire ou de recettes supplémentaires?

Réponse (04.06.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la question des honorables Députés, il convient de rappeler les éléments suivants:

- en décembre 2014 le «paquet d'avenir» a été arrêté dans le cadre du vote des lois

budgétaires;

- en octobre 2015, une première évolution des incidences financières des 258 mesures a été présentée aux membres de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés;

- en septembre 2016, une deuxième estimation financière de ces mesures a été publiée dans le cadre de la réponse commune aux questions parlementaires n°2243 et nos2283 à 2305;

- en octobre 2017, un tableau, publié à la p. 28 et 29 du Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017 - 2021, a fourni une troisième estimation de l'incidence financière des mesures du paquet d'avenir au niveau de l'Administration publique:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

À l'instar des actualisations précédentes, une nouvelle actualisation détaillée est en cours de préparation dans le cadre des travaux budgétaires 2019 à 2022. Dans ce cadre, l'impact sur l'exercice 2017 des différentes mesures est analysé et les modalités d'implémentation sont actualisées, afin de tenir correctement compte de leur impact sur les budgets des exercices 2019 à 2022.

En effet, en vertu de la circulaire budgétaire 2019, «la programmation pluriannuelle intègre les mesures Zukunftspak décidées dans la loi du 19 décembre 2014. Chaque département doit veiller, dans le contexte de la planification budgétaire, à réaliser les économies prévues dans le Zukunftspak, en adaptant le cas échéant la mesure aux circonstances actuelles. Les estimations des économies sont donc à actualiser.»

Ainsi, l'ensemble des éléments voulus par les honorables Députés ne sera disponible qu'après la finalisation des travaux budgétaires en cours.

Question 3798 (07.05.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **compétitivité de la place financière:**

En effet, le Président américain Donald Trump vient de faire passer en décembre 2017 au Congrès une réforme fiscale prévoyant une réduction du taux d'imposition des sociétés de 35% à 21%. Même si Monsieur Trump veut maintenir jusqu'au 1er juin l'exemption provisoire des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, l'Union européenne et les États-Unis se trouvent désormais devant la menace d'une guerre commerciale. Le Président français Emmanuel Macron souhaite, quant à lui, supprimer la fameuse «exit tax» du Président Nicolas Sarkozy que l'actuel président juge aujourd'hui inutile. Enfin, l'Irlande dispose actuellement d'un paysage fiscal partiellement plus favorable à certains fonds d'investissements que la taxation luxembourgeoise en la matière.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles mesures immédiates que le Gouvernement envisage de prendre pour contrer les précitées mesures américaines, françaises et irlandaises?

- Monsieur le Ministre peut-il également me faire connaître comment il entend sauvegarder la compétitivité de la place financière sur le long terme?

Réponse (07.06.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Après s'être inquiété, dans le cadre de sa question parlementaire n°3755, que le Luxembourg puisse être considéré comme un pays agressif en matière fiscale, susceptible de «compromettre l'équité fiscale dans le marché intérieur», l'honorable Député s'enquiert désormais de la compétitivité de la place financière luxembourgeoise au regard de la fiscalité.

Or, force est de constater que la compétitivité de la place financière tient moins à des avantages fiscaux particuliers qu'à de nombreux autres atouts, dont notamment son cadre juridique parfaitement adapté et conforme aux règles internationales et européennes, la qualité des autorités de surveillance, ainsi que la compétence et le savoir-faire des professionnels de la place.

À ce titre, on peut notamment rappeler que l'existence de la taxe d'abonnement, qui n'existe dans aucun autre centre financier majeur, n'a nullement empêché le Luxembourg à devenir le plus important centre de fonds d'investissements au monde, après les États-Unis. De même, l'intérêt que le Luxembourg rencontre dans le contexte du Brexit illustre l'attractivité de la place financière pour les groupes internationaux, nonobstant les atouts mis en avant par des places concurrentes.

Par ailleurs, la réputation des places financières devient un élément de plus en plus déterminant pour les acteurs financiers qui envisagent de s'y implanter ou développer. Ainsi, le Luxembourg ne devrait pas prendre des mesures fiscales susceptibles de le mettre au risque de se retrouver à nouveau sur des listes telles que celles du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, qui l'avait jugé «non conforme» en 2013.

Partant, la sauvegarde de la compétitivité de la place financière du Luxembourg passera non pas par le renouement avec une politique fiscale de sous-enchère et visant à exploiter la moindre niche, mais par le développement continu de nouveaux produits et services, notamment dans le domaine des FinTechs et de la finance durable, ainsi que par la poursuite de la politique de diversification géographique.

Question 3799 (08.05.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **vente par ArcelorMittal de l'usine de galvanisation de Dudelange:**

Le 18 septembre 2017 l'accord tripartite «Lux2019» conclu entre ArcelorMittal, les syndicats et le Gouvernement est signé. Dans ce cadre, ArcelorMittal s'est engagé à investir en 2017 et en 2018 chaque fois 35 millions d'euros dans les sites luxembourgeois.

Trois jours plus tard, le 21 septembre 2017, le projet d'acquisition d'Ilva par ArcelorMittal est notifié à la Commission européenne.

C'est par la suite qu'ArcelorMittal a proposé une série d'engagements pour répondre aux préoccupations de la Commission européenne. Aujourd'hui, la Commission européenne a autorisé, sous conditions, l'acquisition d'Ilva par ArcelorMittal.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement était-il au courant du projet d'acquisition d'Ilva par ArcelorMittal au moment de la signature de l'accord tripartite «Lux2019»? Cette donne a-t-elle eu une incidence sur les négociations de l'accord «Lux2019»?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer (i) si le groupe ArcelorMittal a lui-même choisi les sites à vendre dans le sillage de l'opération d'acquisition d'Ilva (ii) ou si la Commission européenne a expressis verbis requis la vente dudit site?

- Le conseil d'administration d'ArcelorMittal a-t-il été informé, au préalable, de la liste des engagements proposés par ArcelorMittal?

- Malgré l'aval de la Commission européenne à l'opération de concentration sous rubrique, Monsieur le Ministre estime-t-il réaliste qu'ArcelorMittal revienne sur sa décision et offre à la vente, en lieu et place du site de Dudelange, d'autres actifs de son portefeuille?

- Monsieur le Ministre entend-il intervenir en ce sens auprès d'ArcelorMittal?

- Alternativement, Monsieur le Ministre entend-il proposer à ArcelorMittal d'intenter une action en justice contre la décision de la Commission européenne devant la Cour de justice de l'Union européenne et soutenir le groupe dans cette démarche?

- À défaut, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les engagements proposés par ArcelorMittal et avalisés par la Commission européenne sont à considérer comme définitifs, i. e. ont-ils eu l'accord du conseil d'administration d'ArcelorMittal?

- Dans la négative, quand le conseil d'administration d'ArcelorMittal est-il appelé de s'exprimer à cet égard? Le représentant de l'État au conseil d'administration d'ArcelorMittal entend-il s'opposer à ladite transaction?

- Dans l'affirmative, quand l'opération d'acquisition deviendra-t-elle effective et suivant quel échéancier l'usine de Dudelange devra-t-elle être cédée?

- Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas indispensable que l'État luxembourgeois entre dans l'actionnariat d'un repreneur éventuel?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin confirmer qu'ArcelorMittal a investi au moins 35 millions d'euros dans les sites de production luxembourgeois en 2017 et qu'il continue de respecter ses engagements formalisés dans l'accord «Lux2019», malgré la cession du site de Dudelange en 2017 et 2018?

Réponse (12.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Dans le cadre de la reprise du groupe sidérurgique italien Ilva par ArcelorMittal, je suis activement intervenu tant auprès de la Commissaire européenne à la concurrence, Madame

Margrethe Vestager, qu'auprès des dirigeants d'ArcelorMittal, afin de maintenir l'usine de galvanisation d'ArcelorMittal à Dudelange dans le giron du groupe ArcelorMittal. J'ai également mis en avant qu'il était essentiel de maintenir les emplois des salariés de l'usine concernée avec leur convention collective existante dans le cadre de la vente éventuelle.

Dans sa lettre de réponse récente du 7 juin 2018, la commissaire Vestager m'a assuré que la Commission européenne va suivre de très près le processus de vente d'ArcelorMittal Dudelange. ArcelorMittal ne pourra vendre qu'à condition que le nouvel acquéreur dispose des compétences et capacités nécessaires et aura pour objectif de continuer à exploiter le site d'ArcelorMittal Dudelange. Cette vente devrait être effectuée d'ici la fin de l'année.

L'acquisition de l'entreprise sidérurgique Ilva par ArcelorMittal n'a pas été prise en considération dans le contexte de la signature de l'accord tripartite «Lux2019». En effet, bien qu'en voie de préparation, il n'était alors nullement à prévoir que l'acquisition d'Ilva pourrait conduire à la vente d'une usine sidérurgique luxembourgeoise.

Dans le cadre du processus autorisant la reprise d'Ilva par ArcelorMittal, la Commission européenne a posé des critères et conditions, sans toutefois nommément désigner des entreprises spécifiques qu'ArcelorMittal devrait céder pour obtenir son aval pour cette transaction. La décision finale des entreprises à céder est revenue à ArcelorMittal au terme des négociations avec la Commission européenne. Le conseil d'administration d'ArcelorMittal a validé la reprise d'Ilva et a par la suite été informé du résultat des négociations avec la Commission européenne ayant conduit à l'arrêt d'une liste d'entreprises à céder.

Je tiens à vous assurer que je vais continuer à suivre de près la vente du site d'ArcelorMittal Dudelange afin de m'assurer de la viabilité du site à l'avenir et que les engagements pris dans le cadre du plan «Lux2019» soient respectés. Il est important que le futur acquéreur dispose d'une stratégie de développement pour englober le site d'ArcelorMittal dans son réseau. Conditionner, par contre, la reprise de l'usine de Dudelange à l'entrée de l'État dans l'actionnariat du repreneur éventuel, tel que suggéré par l'honorable Député, apparaît dans ce cadre peu réaliste.

Question urgente 3837 (29.05.2018) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant le **«Wiichtelhaus» à Beggen:**

Dans un récent communiqué de presse, l'association sans but lucratif Sauvegarde du patrimoine a exprimé la crainte que la maison sise au 11, rue de Bastogne, inscrite au cadastre de la commune de Luxembourg, section EA de Beggen, sous le numéro 138/2024 pourrait, dans le sillage de la démolition d'un immeuble attenant, tomber en ruine.

Cette maison, la plus ancienne de Beggen, fait partie des immeubles bénéficiant d'une protection nationale, alors qu'elle est inscrite à l'inventaire supplémentaire depuis un arrêté ministériel du 30 septembre 2016.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les agents du Service des sites et monuments nationaux sont présents sur place pour suivre les travaux de démolition et pour intervenir au cas où l'immeuble protégé risquerait d'être endommagé?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer des sanctions auxquelles s'expose la personne qui endommagerait/démolirait un immeuble protégé?

Réponse (05.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1) Le Service des sites et monuments nationaux a pris contact avec le maître d'ouvrage et a fait part de ses craintes relatives aux travaux de démolition pouvant hypothéquer la survie du bâtiment protégé. Il a obtenu par écrit l'assurance que les travaux de démolition se feront de manière à respecter l'immeuble qui figure à l'inventaire supplémentaire.

ad 2) En cas de non-respect du patrimoine bâti protégé, des dispositions pénales (emprisonnement et amendes) peuvent être invoquées en vertu des articles 41 et 42 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (Mémorial n°62 du 1er août 1983).

Question urgente 3854 (07.06.2018) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**accessibilité du village de Berdorf:**

Suite aux pluies torrentielles dans la nuit du 31 mai au 1er juin, plusieurs chemins repris menant vers Berdorf ont été gravement endommagés. Ainsi, l'accès routier vers Berdorf est à l'heure actuelle uniquement possible par Consdorf. Les routes menant vers Echtemach et Grundhof sont barrées.

Cette situation est d'autant plus regrettable qu'elle risque d'avoir un impact désastreux sur le tourisme dans un des centres touristiques principaux de la région pendant la saison en cours.

De même, l'accès aux commerces ainsi qu'aux services médicaux est limité.

Vu le projet de réaménagement de la route menant de Consdorf vers Berdorf, la localité pourrait être inaccessible pendant un certain temps, étant donné que l'accès vers le Melickshaff ne constitue guère de chemin d'accès valable. Ainsi, en cas de force majeure, la sécurité des habitants et l'accès des services de secours risquent de ne plus être assurés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation actuelle à Berdorf?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre à court terme afin de minimiser l'impact négatif sur l'accessibilité vers Berdorf?

- Monsieur le Ministre est-il en contact avec ses services ou des services étrangers afin d'engager les travaux nécessaires - provisoires ou définitifs - dans les meilleurs délais?

Réponse (08.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les services de l'Administration des ponts et chaussées ont été contactés dès l'activation de la Cellule de crise au matin du 1er juin 2018 et ont contrôlé le réseau routier du pays. Les cantons concernés par les inondations étaient Clervaux, Diekirch et Vianden, Grevenmacher, Luxembourg, Remich et Echternach. Les services de l'administration ont entre-temps rétabli la majeure partie des routes inondées et procèdent actuellement à l'élimination des dégâts sur les routes non encore réouvertes à la circulation.

En ce qui concerne la situation à Berdorf, le travail des services de l'Administration des ponts et chaussées est focalisé sur la réouverture des routes. Les dégâts aux routes donnant accès à Berdorf sont cependant tellement importants qu'une réouverture à court terme est impossible.

L'administration est également en train d'examiner l'envergure des dégâts sur les tronçons du CR364 entre Vugelsmillen et Berdorf, ainsi qu'entre Berdorf et la route nationale N10 menant vers Echternach. Pour les deux tronçons, le corps de chaussée a été fortement endommagé, respectivement complètement disparu, ou a glissé. Les fossés et des perrés sont fortement détériorés, des talus sont fortement érodés et des glissements sont encore actifs; des murs en bordure de la route se sont affaissés ou sont érodés à la base. Une réouverture sécurisée à la circulation n'est ainsi envisageable qu'après l'arrêt des glissements, la stabilisation complète des talus et la reconstruction des murs et routes. L'accès au public est actuellement interdit, en raison des dangers qui persistent.

D'un point de vue de l'organisation de la circulation, tous les trajets de et vers Berdorf doivent impérativement être déviés via le CR137 vers Consdorf qui sera mis sous surveillance accrue. D'autres alternatives via le réseau étatique ou communal ne sont actuellement pas possibles, étant donné que les routes ne sont pas dimensionnées pour supporter un trafic automobile accru.

À côté des équipes d'intervention de l'administration, le Service géologique a été mis en alerte le matin du 1er juin et était sur les lieux durant l'après-midi. Depuis, ce service ainsi que des bureaux d'études spécialisés en géologie sont sur place et font un état de la situation aux différents endroits concernés par les inondations. Actuellement, il s'agit de plus de 20 sites sur le seul territoire du canton d'Echternach, auxquels s'ajoute le village de Greiveldange et la route nationale N10 entre Wasserbillig et Moersdorf ainsi que d'autres sites touchés dans une moindre envergure par les inondations à l'est du pays.

Les services de l'Administration des ponts et chaussées, en coopération avec les autres administrations et le Haut-Commissariat à la protection nationale, ont évidemment commencé à estimer les coûts de réfection et de préparer les premières évaluations pour entamer des projets de rétablissement de la situation pristine, mais au vu de l'envergure des dégâts, la réalisation des études et ensuite des travaux n'est pas réaliste à court voire moyen terme.

À titre d'information, je vous prie de bien vouloir trouver ci-annexé un relevé actuel des routes endommagées et partiellement fermées du canton d'Echternach (voir également sous www.cita.lu/fr/chantiers.html).

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Finalement, une réunion a été fixée ensemble avec Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Dan Kersch, et les communes concernées, afin de leur fournir un état des lieux précis ainsi qu'un planning des mesures et travaux à prévoir.

Question urgente 3886 (20.06.2018) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **Cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL):**

L'accès à la profession d'avocat passe par un stage professionnel composé d'une période de cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL) suivie d'un stage pratique. La réussite des CCDL conditionne non seulement l'accès à la profession d'avocat, mais également à la fonction de notaire. Les CCDL constituent par ailleurs une condition sine qua non pour accéder à la magistrature.

Depuis 2009, et conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal du 10 juin 2009 portant organisation du stage judiciaire, les CCDL comprennent des matières obligatoires et des matières optionnelles, le programme d'enseignement devant être arrêté pour le 1er juillet précédant le début des cours.

Sur le site du Ministère de la Justice, on apprend désormais que le programme des CCDL subira une modification fondamentale avec effet au 1er juillet 2018. En effet, sous le nouveau régime, «les matières enseignées ne sont plus réparties en tronc commun et en matières optionnelles, mais en trois groupes de matières. Les stagiaires doivent réussir avec succès dans chaque groupe un nombre variable de matières totalisant respectivement 48 heures pour le Groupe 1, 36 heures pour le Groupe 2 et 42 heures pour le Groupe 3».

Ce faisant, Monsieur le Ministre semble ne plus concevoir l'utilité pour les avocats de disposer d'un socle minimum de compétences dans les matières qui étaient jusqu'ici obligatoires (institutions et sources du droit luxembourgeois, déontologie, procédures civile, pénale et administrative, etc.).

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que tous les avocats doivent disposer d'un socle minimum de compétences?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un changement aussi fondamental des CCDL aurait davantage dû être discuté avec les milieux concernés (sachant que les CCDL conditionnent l'accès non seulement au stage judiciaire, mais également au stage notarial et à la magistrature)?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il concevoir un report de la mise en vigueur du nouveau régime en vue de cet échange?

- À défaut, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le nouveau régime, en ce qu'il ne distingue plus entre matières obligatoires, d'une part, et matières optionnelles, d'autre part, soit en porte-à-faux avec l'article 7 du règlement grand-ducal susmentionné? Comment Monsieur le Ministre entend-il lever cette contradiction, i. e. entend-il faire adopter un règlement dans l'urgence?

Réponse (22.06.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Il importe que les avocats ne disposent pas seulement d'un socle minimum de compétences, mais d'un socle de compétences important, principe qui ne s'applique pas seulement pour la profession d'avocat mais également pour toutes les autres professions judiciaires.

La réforme du programme des Cours complémentaires en droit luxembourgeois (ci-après «CCDL») répond à cette exigence.

Depuis des années, la liste des critiques formulées à l'encontre du programme et système actuel des CCDL est très longue. Ces critiques proviennent de professionnels établis de toutes les professions judiciaires mais également de la part des stagiaires et anciens stagiaires. Elles ont, entre autres, pour objet de remettre en question l'utilité d'une part du programme des CCDL alors qu'il prévoyait des enseignements comparables et d'ailleurs déjà sanctionnés par l'obtention de leurs diplômes universitaires.

L'objectif des CCDL est l'enseignement des particularités du droit luxembourgeois comme l'a exposé Monsieur le Bâtonnier François Prüm dans sa réaction écrite à l'attention des auteurs de la question urgente en date d'aujourd'hui qui est annexée à la présente réponse.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les stagiaires sont détenteurs d'un diplôme universitaire en droit avant de pouvoir s'inscrire aux CCDL et disposent dès lors du socle requis de compétences en droit.

Il faut également prendre en considération que chaque profession judiciaire prévoit, après la réussite des CCDL, en plus une formation professionnelle ciblée sur les besoins de la profession concernée. Les CCDL ne constituent donc qu'une étape de la formation de ces professions réglementées.

Monsieur le Bâtonnier François Prüm a rappelé dans sa réaction écrite précitée avoir été demandeur d'une telle réforme et il souligne qu'il la soutient entièrement. La même chose est vraie pour les autorités judiciaires, Monsieur le Président de la Cour supérieure de justice ainsi que Madame le Procureur général d'État soutiennent les principes de la réforme.

La critique soulevée par les auteurs de la question urgente, que les milieux professionnels n'ont pas été impliqués, n'est donc certainement pas fondée.

La présente réforme est en ligne avec l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 10 juin 2009 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat. Le caractère obligatoire est maintenu, la réforme a seulement conféré plus de flexibilité aux stagiaires dans le choix des matières sans pour autant leurs laisser un choix complètement libre.

Question urgente 3891 (22.06.2018) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **participation luxembourgeoise au «mini-sommet» sur les migrations le 24 juin à Bruxelles:**

En effet, en l'état actuel des présences, les chefs d'État et de Gouvernement de dix États membres de l'UE, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, Malte et les Pays-Bas, vont se réunir le 24 juin 2018 à Bruxelles sur invitation du Président de la Commission afin d'apporter des «solutions européennes» au défi migratoire. Selon la Commission, la liste des États représentés pourrait encore s'allonger. Selon tous les observateurs, le précité sommet devrait anticiper les conclusions du Conseil européen du 28 et 29 juin où «les migrations» seront également le premier point à l'ordre du jour. Le «mini-sommet» de ce dimanche aura donc une importance politique à ne pas négliger.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il nous confirmer que le Luxembourg ne sera définitivement pas représenté lors du sommet du 24 juin 2018 à Bruxelles?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il nous en expliquer les raisons?

3) Dans l'affirmative encore, Monsieur le Premier Ministre ne pense-t-il pas qu'une présence luxembourgeoise au précité sommet se serait imposée pour faire valoir la voix de notre pays dans un moment décisif dans le dossier des migrations, d'autant plus que le Luxembourg serait alors le seul pays fondateur de l'UE à ne pas être présent lors de ce «pré-sommet»?

Réponse (22.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Je peux confirmer ma présence à la réunion informelle sur les sujets des migrations et de l'asile qui aura lieu le dimanche, 24 juin à Bruxelles à partir de 15.00 heures.

N°12
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Débat sur l'état de la nation, le PSC et le PNR		Présentation du PSC et du PNR	p. 438	33e séance	Mercredi 25 avril 2018
- débat général	p. 440	Sommaire des séances publiques nos 33 à 35	p. 480	34e séance	Mercredi 25 avril 2018
- débats sectoriels	p. 461	Sommaire des questions parlementaires	p. Q184	35e séance	Jeudi 26 avril 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Politischer Besuch des Parlamentspräsidenten in Berlin

„Gemeinsam finden wir gute Lösungen für unsere gemeinsamen Probleme." Das war die zentrale Botschaft von Herrn Mars Di Bartolomeo bei seinem offiziellen Besuch in Berlin am 6. Juli 2018. Der Präsident der luxemburgischen Abgeordnetenkammer hat dort seinen Amtskollegen, Bundestagspräsident Dr. Wolfgang Schäuble, zu Gesprächen getroffen.

Beim offenen und freundschaftlichen Austausch zwischen den beiden Parlamentspräsidenten stand die aktuelle Flüchtlingsdebatte in Deutschland und Europa im Vordergrund. „Europa braucht einen offenen Geist und offene Grenzen", erklärte Mars Di Bartolomeo. Beide Amtskollegen waren sich einig: „Wir brauchen in der Migrationsproblematik eine gemeinsame europäische Herangehensweise."

Als Verfechter eines geeinten Europas vertreten Mars Di Bartolomeo und Wolfgang Schäuble die Meinung, dass die Europäische Union „nur durch Geduld und Kompromissbereitschaft" vorankommt. In diesem Kontext erwähnte der Präsident der luxemburgischen Abgeordnetenkammer die verschiedenen deutsch-französischen Initiativen und mahnte, dass auch all die anderen Länder, die Europa voranbringen wollen, „mit ins Boot genommen" werden müssen.

Die Parlamentspräsidenten der EU-Länder spielen dabei eine Rolle: Seit 2015 haben 16 von ihnen die von Mars Di Bartolomeo mitinitiierte „Europa-Erklärung von Rom" unterschrieben, die sich für „ein besseres Europa" einsetzt. Die luxemburgische Abgeordnetenkammer pflegt enge Beziehungen zum deutschen Bundestag sowie zu den Parlamenten der Bundesländer. Im Rahmen des Berlin-Besuchs wurde Mars Di Bartolomeo zu einem freundschaftlichen Gespräch im Berliner Abgeordnetenhaus empfangen.



Mars Di Bartolomeo und Wolfgang Schäuble



Ralf Wieland, Präsident des Berliner Abgeordnetenhauses, und Mars Di Bartolomeo

Mit Abgeordneten aller im Berliner Parlament vertretenen Parteien tauschte er sich über verschiedene Erfahrungen und Initiativen aus, die Bürgern mehr Mitspracherecht in der Politik geben.

Les incertitudes liées au Brexit inquiètent le Parlement Benelux



Les membres luxembourgeois du Parlement Benelux avec les récipiendaires luxembourgeois du «Benelux Award» respectivement du «Prix Benelux», MM. Roger Negri et Frantz-Charles Muller, accompagné par son épouse, en présence de l'Ambassadeur luxembourgeois à La Haye, M. Jean-Marc Hoscheit, du Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Alain de Muyser, et du Directeur de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle, M. Edmond Simon.

La session d'été du Parlement Benelux était placée sous le signe de l'analyse des conséquences du Brexit, en présence des membres luxembourgeois, MM. Marcel Oberweis, Gilles Roth, Frank Arndt, Gast Gibéryen, Gusty Graas et Mmes Josée Lorsché et Diane Adehm.

Réunis à La Haye les 15 et 16 juin 2018, les membres du Parlement Benelux avaient invité à cette séance plénière des experts tant pour discuter sur le Brexit que pour communiquer à ces derniers les conclusions de multiples réunions et auditions qui avaient été organisées au préalable au niveau des commissions du Parlement Benelux.

«Personne ne sortira gagnant du Brexit»

«Personne ne sortira gagnant du Brexit»: tel était le message de fond tout au long des débats. Il importe dès lors de limiter l'impact négatif du retrait du Royaume-Uni. La transformation des échanges commerciaux, dont on ignore à ce jour la forme exacte, mettra sans doute en difficulté de nombreuses entreprises belges et néerlandaises avant tout. Bien que le Luxembourg attire des emplois à court terme, le Grand-Duché perdra malgré tout un partenaire important dans le domaine des questions économiques et financières ainsi que de la promotion du principe du libre-échange.

Les parlementaires ont également constaté que les négociations n'avancent guère de manière satisfaisante et que certains protagonistes britanniques du Brexit appellent de leurs vœux une coupure nette avec l'UE. En d'autres termes, la période de transition visée par le Gouvernement britannique et l'UE n'est pas une certitude et les gouvernements doivent se préparer plus sérieusement au scénario d'un Brexit «dur».

Par ailleurs, même en cas d'accord, comme l'a rappelé Mme Diane Adehm, corapportrice au sujet de cette problématique, aux négociateurs belges, néerlandais et européens présents ainsi qu'à l'ambassadeur luxembourgeois, il est désormais certain que la période de transition annoncée servira aux gouvernements et à l'UE de laps de temps supplémentaire pour continuer à négocier de nombreux détails au sujet de la sortie du Royaume-Uni. Il est dès lors impossible que cette même période de deux ans, comme on le prétend néanmoins souvent, puisse également permettre aux acteurs économiques et aux citoyens de manière générale de se préparer au Brexit sur base de règles clairement définies au préalable. En réponse, les orateurs ont convenu que la clé d'un Brexit «réussi» consistera effectivement dans la réduction rapide de toutes ces sources d'incertitude et qu'il est essentiel de s'y atteler.

Le lendemain, la coopération policière en matière de drogues, la création d'une banque de données Benelux pour les véhicules automatiques, la coopération au sujet des médicaments orphelins et la promotion du transport de marchandises par chemin de fer étaient d'autres sujets traités par les parlementaires du Benelux. Corapportrice au sujet de l'économie circulaire, Mme Josée Lorsché a également informé les élus sur l'avancée des travaux en la matière.

Remise de distinctions pour engagement exceptionnel

À La Haye, M. Roger Negri, ancien président et chef de délégation du Parlement Benelux ainsi qu'ancien député, s'est également vu remettre par M. Gilles Roth le «Benelux Award», décerné à des personnes pour leur engagement exceptionnel en faveur du renforcement de la coopération politique entre les pays du Benelux. Actuellement président du Comité des régions de l'UE, le Belge germanophone Karl-Heinz Lambertz a également reçu un «Benelux Award». À cette même occasion, le «Prix Benelux» a été remis à l'ancien directeur du Service national de la jeunesse, M. Frantz-Charles Muller, pour son engagement sans frontières, depuis de nombreuses années déjà, en faveur de l'environnement et de la jeunesse.



Assermentation d'une nouvelle députée

Mme Claudine Konsbruck a prêté serment le 3 juillet 2018 à la Chambre des Députés.

La nouvelle représentante du groupe politique chrétien-social (CSV) est également membre du conseil communal de la Ville de Luxembourg. Elle a pris la relève de M. Marcel Oberweis qui a démissionné de son mandat au 30 juin. La nouvelle députée a quelques semaines pour se familiariser avec le travail à la Chambre jusqu'aux élections législatives du 14 octobre 2018.

Son assermentation porte le nombre des élues féminines à 19 sur 60.

Mme Claudine Konsbruck prête serment.

«Engagement ass eppes enorm Wäertvolles»

L'importance de l'engagement des citoyens pour la cohésion sociale était le message-clé du discours que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a prononcé à l'occasion de la Fête nationale, le 23 juin 2018.

«Engagement ass eppes enorm Wäertvolles (…): Sech begéine ronderëm gemeinsam Projeten, dofir schaffen an eppes schafe bréngt mat Sécherheet méi, wéi sech ofzekapselen, dagan, dagaus ze knouteren oder hanner enger virtueller Burka Gëft a Gal ze versprëtzen.»

Pour M. Di Bartolomeo, l'engagement des citoyens est un élément important pour renforcer la cohésion sociale: «Et schaaft deen Zesummenhalt, dee mer brauchen, fir déi grouss Erausfuerderungen, mat deene mer haut konfrontéiert sinn, ze packen.»

Dans cette même logique, le Président de la Chambre a lancé un appel à l'entraide: «A wann déi allgemeng Regelen, déi fir déi meescht gutt sinn, keng Léisung bidden, da musse mer eben aner Weeër sichen, fir ze hëllefen. Mir all hu scho Situatiounen erlieft, wou mer frou waren, datt mer eng Stäip haten. Mir all kennen awer och dat gutt Gefill, wa mer engem aneren aus enger schwéierer Situatioun gehollef hunn.»

Inclure au lieu d'exclure

Plus généralement, le Président du Parlament plaide pour un esprit d'ouverture envers l'autre: «Fir dat Gutt ze erhalen a weiderzëentwéckelen an dat Neit, wat op eis zoukënnt, fréizäiteg ze erkennen an am Interêt vum Mënsch ze gestalten an ze steieren, brauche mer dat Mateneen, wou mer d'Leit matabannen amplaz auszeschléissen. Mir brauchen en oppene Geescht, oppen Häerzer an oppe Grenze souwisou!»

Connaître le fonctionnement de la démocratie

Le Président de la Chambre a également souligné l'importance pour les citoyens - et notamment les jeunes - de s'informer et d'être informés sur le fonctionnement de la société et de la démocratie: «Mir brauche Bierger, déi gutt informéiert sinn, déi kritesch matdenken, sech engagéieren, mat upaken a mat decidéiere wëllen. A mer brauchen um politesche Plang Leit, déi no-lauschtere kënnen a receptiv sinn, déi bereet sinn, méi Demokratie, méi Participatioun ze woen, an déi hiert Handelen erkläre kënnen», a-t-il dit lors de la cérémonie officielle à la Philharmonie.



M. Mars Di Bartolomeo lors de son allocution à la Philharmonie

«L'alliance Chambre-Université du Luxembourg est un mariage d'amour»



(de gauche à droite) M. Philippe Poirier, M. Stéphane Pallage, M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Frieseisen

«L'alliance entre la Chambre des Députés et l'Université du Luxembourg est un mariage d'amour», a constaté le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, lors d'une entrevue avec le recteur de l'université, le Professeur Stéphane Pallage.

«Depuis des années nous travaillons extrêmement bien ensemble», a-t-il ajouté.

Cette rencontre à laquelle ont également participé M. Philippe Poirier, titulaire de la chaire de recherche en études parlementaires de l'université, et M. Claude Frieseisen, secrétaire général de la Chambre, a eu lieu au Parlement le 19 juin 2018.

Une collaboration vouée à être prolongée jusqu'en 2022

En effet, la Chambre des Députés est liée étroitement à l'Université du Luxembourg par le biais de la chaire de recherche en études parlementaires qu'elle cofinance depuis sa création en 2011. Cette chaire était née de l'idée de créer une instance indépendante pour étudier entre autres les élections et les évolutions du parlementarisme au Luxembourg.

La collaboration devrait se poursuivre pour les années 2018 à 2022, une convention dans ce sens étant en cours d'élaboration.

Au cours des années prochaines le travail d'une dizaine de chercheurs de la chaire devrait s'articuler autour de sujets tels que l'évaluation des politiques publiques, l'innovation constitutionnelle, le rôle des parlements nationaux dans la gouvernance économique ou encore les liens entre le parlement et les sciences.

Un projet phare de la chaire présenté dans le cadre de l'entrevue et jugé «séduisant» par le Président de la Chambre est la création d'un master en études parlementaires pour septembre 2019.

Ce master devrait se faire en collaboration avec les universités de Laval au Québec et d'Aix-Marseille en France.

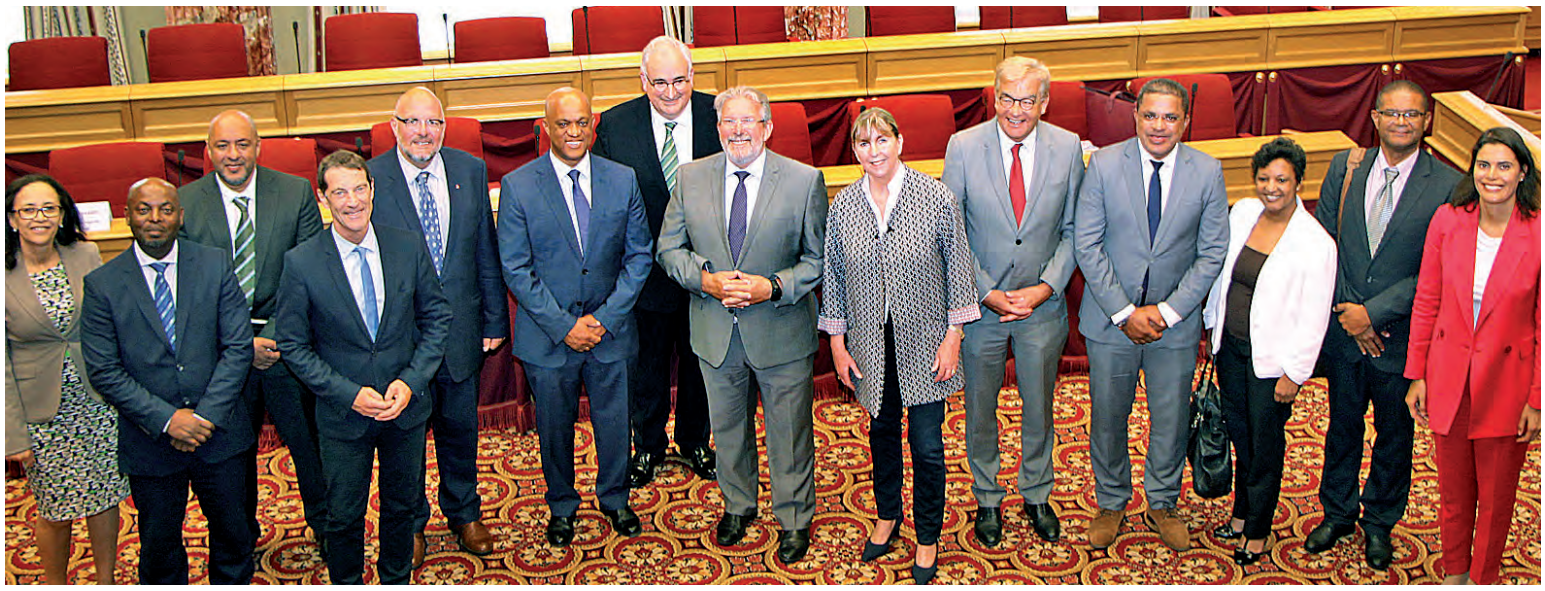
Les liens étroits entre le parlement national et l'université vont au-delà de la chaire de recherche en études parlementaires; le projet «Pairing Scheme», une collaboration entre la Chambre et le Fonds national de la recherche, en est un parfait exemple. Cette expérience a permis de mettre davantage en lien les députés et les chercheurs par l'instauration d'un tandem leur offrant un meilleur aperçu du quotidien de l'autre.

Un renouvellement du cadre législatif de l'université

Le recteur de l'université a rappelé le rôle du parlement dans les discussions concernant l'avenir de l'Université du Luxembourg, créée par une loi votée en 2003, et l'importance du renouvellement du cadre législatif de l'université à la Chambre.

M. Stéphane Pallage s'était présenté aux députés membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace au mois de mars.

Une délégation du Cabo Verde à la Chambre



M. Luís Filipe Tavares et sa délégation reçus par le Président et des membres du Parlement luxembourgeois.

«La coopération luxembourgeoise au Cabo Verde est une coopération franche et sans agenda caché.» C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu, le 19 juin 2018, le Ministre des Affaires étrangères cabo-verdien, M. Luís Filipe Tavares à la Chambre des Députés.

En visite de travail au Luxembourg avec la Commission de partenariat du Cabo Verde, le Ministre des Affaires étrangères, M. Tavares, a signé le protocole d'accord pour lancer un projet concernant la création d'un centre de compétences.

Au cours des discussions, les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont salué à plusieurs reprises les multiples facettes de la relation privilégiée entre le Grand-Duché et le Cabo Verde que ce soit en termes de coopération au développement ou de contribution des quelques milliers de résidents d'origine cabo-verdienne à la vie culturelle et politique au Luxembourg.

Les autres sujets de discussion ont porté sur les défis actuels du Cabo Verde comme notamment le chômage des jeunes ou encore l'accès à l'eau potable, le futur partenariat entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour la période après 2020 ou encore la libéralisation des visas.

Le Président de la Chambre des Députés a salué à plusieurs reprises les échanges fructueux lors de la visite officielle au Cabo Verde fin octobre de l'année dernière. Les projets présentés lors de sa visite officielle lui ont permis de réellement mesurer l'impact de la coopération entre les deux pays, a-t-il expliqué à la délégation cabo-verdienne en visite de travail au Grand-Duché.

Plus de 80 projets en 27 ans

Le Luxembourg est un des premiers partenaires de coopération du Cabo Verde. Actif dans ce pays depuis presque 30 ans, le Grand-Duché a jusqu'ici accompagné plus de 80 projets dans des domaines aussi divers que la création d'infrastructures, la santé et l'éducation. Alors que le Cabo Verde a franchi le cap des pays à revenu moyen il y a une dizaine d'années, le Luxembourg a décidé de maintenir son aide en concentrant désormais son appui sur l'assistance technique des projets et réformes menées par les autorités cabo-verdiennes pour favoriser notamment l'emploi et la formation des jeunes et des femmes ou en développant les énergies renouvelables afin de créer des perspectives pour la population.

LIX Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

La présidence bulgare du Conseil de l'UE a présenté son bilan

L'intégration des Balkans occidentaux était une des priorités de la présidence bulgare du Conseil de l'Union européenne (UE), et également le sujet d'une des cinq sessions de la LIX Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) qui a eu lieu du 17 au 19 juin 2018 à Sofia.

Les participants à la conférence ont salué l'accord entre la Grèce et l'ARYM sur la dénomination «République de la Macédoine du Nord» du 17 juin 2018 comme étant un pas important vers l'ouverture de négociations d'adhésion de la Macédoine du Nord. Lors du Sommet UE-Balkans organisé le 17 mai 2018 sous présidence bulgare, une déclaration et l'agenda de Sofia ont été adoptés. L'importance de la perspective d'adhésion des Balkans occidentaux pour assurer la paix et la stabilité dans la région a été soulignée par plusieurs orateurs. Le sujet figurera, par ailleurs, parmi les priorités de la présidence autrichienne du Conseil de l'Union européenne au cours du deuxième semestre 2018.

Le train de mesures sur la politique de cohésion proposé par la Commission européenne était un autre sujet fortement discuté lors de la LIX COSAC. La concentration sur cinq objectifs politiques et la diminution des montants de certains fonds firent l'objet de critiques de la part des représentants des parlements nationaux. De l'autre côté, il a été insisté sur la bonne utilisation des fonds attribués. Les investissements dans les infrastructures et dans le secteur social auraient un impact direct sur les citoyens et seraient donc particulièrement importants.

Finalement, les participants à la LIX COSAC ont échangé leurs vues et les bonnes pratiques en matière de coopération interparlementaire dans le contexte du débat sur la subsidiarité et la proportionnalité. L'instrument de contrôle instauré par le protocole n°2 du traité de Lisbonne devrait être amélioré sans pourtant dépasser les compétences fixées par le traité.

Une task force instaurée par le Président de la Commission européenne s'est penchée sur la question de la subsidiarité et présentera un rapport au cours du mois de juillet 2018.



M. Gast Gibéryen et M. Marc Angel (à droite)

«Unis par une profonde amitié»

«Nous sommes unis par une profonde amitié et de nombreuses bases communes.» C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le 20 juin 2018 le Gouverneur du Land de Styrie *(Steiermark)*, M. Hermann Schützenhöfer. En visite de travail au Grand-Duché, le Gouverneur du Land de Styrie était accompagné d'une délégation composée de représentants des différentes chambres professionnelles de sa région.

«Tout comme le Luxembourg, le Land de Styrie est un pays qui met l'accent sur l'industrie, l'exploitation agricole, le tourisme ainsi que la culture», a constaté le Président de la Chambre face à ses invités.

Cette région autrichienne, qui dispose d'une grande concentration d'universités et de centres de compétences, met un accent particulier sur la recherche, a expliqué le Gouverneur Hermann Schützenhöfer.

Selon lui, «être une petite région ne signifie pas qu'on ne puisse pas briller», un constat partagé par le Président de la Chambre des Députés, qui a souligné que le Luxembourg, malgré sa petite taille, est un pionnier dans différents ressorts tels que le secteur spatial.

Un sujet évoqué lors de la rencontre entre les deux délégations étaient les différentes réformes que le Land de Styrie a mises en œuvre notamment dans le domaine de la santé et des communes. Les députés luxembourgeois se sont notamment intéressés aux fusions des communes styriennes qui ont permis de réduire leur nombre de 542 à 287.

À quelques jours du début de la présidence autrichienne du Conseil de l'UE, la délégation autrichienne a constaté que «l'Europe a besoin de plus d'Europe».

Au cours d'un échange de vues, les députés luxembourgeois ont interrogé leurs interlocuteurs sur les priorités de la présidence autrichienne ainsi que sur la question de la migration. Le Gouverneur du Land de Styrie a souligné que la problématique de la migration nécessite une solution européenne commune. À son avis, il serait également faux de comparer l'Autriche à des pays tels que la Pologne ou la Hongrie en matière de politique migratoire. En 2015, l'Autriche n'était pas prête à faire face à une telle vague de réfugiés. Son pays a essayé d'y répondre avec «cœur et raison», a-t-il encore expliqué.

«Désormais, le défi est celui d'intégrer les réfugiés», a ajouté M. Hermann Schützenhöfer.



Les délégations autrichienne et luxembourgeoise

Visite du Président de la Confédération suisse

Le manque de personnel qualifié, des piliers stables pour le système des pensions ou encore la question de l'indemnisation des frontaliers au chômage: le Luxembourg et la Suisse ont un certain nombre de défis en commun. C'était le constat principal lors d'une rencontre entre le Président de la Confédération suisse, M. Alain Berset, et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. En visite de travail au Luxembourg, M. Berset fut accueilli, le 25 juin 2018, par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Marc Angel.



M. Alain Berset entouré des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Au cours de l'échange de vues, les députés ont parlé avec le Président de la Confédération suisse des défis partagés qui se posent aux deux pays que l'on sait liés par des «relations excellentes» dans des domaines variés - culturels ou économiques - et disposant d'un marché de travail attractif par rapport à leurs pays voisins.

La question de l'indemnisation des frontaliers au chômage

Les députés luxembourgeois se sont également renseignés auprès de M. Alain Berset sur l'avancement des négociations en cours avec l'Union européenne en vue d'un cadre institutionnel commun, négociations qui touchent désormais à des questions complexes comme l'accès aux aides sociales, les aides d'État ou encore l'indemnisation des frontaliers au chômage. C'est une question d'actualité qui concerne les deux pays. La Suisse compte quelque 8% de frontaliers parmi sa population active (soit environ 320.000 personnes), le Luxembourg quelque 200.000 frontaliers pour une population active d'environ 450.000 personnes. Les députés luxembourgeois ont exposé l'accord trouvé récemment qui prévoit désormais une indemnisation luxembourgeoise des chômeurs frontaliers tout en réservant au Grand-Duché un délai de mise en œuvre de sept ans.

Le Président de la Confédération suisse a partagé l'avis que le Brexit était «une mauvaise chose», créant «de l'instabilité en Europe au mauvais moment».

Protéger les défenseurs des droits de l'homme



Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, M. Michel Forst, reçu à la Chambre.

«Les parlements sont des acteurs incontournables dans la protection des défenseurs des droits de l'homme», a déclaré le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, M. Michel Forst, au cours d'une entrevue avec les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration le 21 juin 2018.

La diplomatie parlementaire est un bon outil pour transmettre des messages clés tels que la protection des défenseurs des droits de l'homme. Les députés luxembourgeois ont souligné que la protection des défenseurs des droits de l'homme est un thème abordé généralement lors de leurs visites officielles internationales, comme par exemple à Cuba ou lors de grandes conférences interparlementaires telles que l'Assemblée parlementaire de la francophonie.

Au cours de l'échange de vues, M. Michel Forst a exposé la situation particulièrement critique des défenseurs des droits de l'homme dans le monde entier. Le rapporteur spécial des Nations Unies déplora notamment la situation en Hongrie où le parlement avait adopté la veille un projet de loi rendant passibles d'un an de prison les actes d'assistance à des migrants. «L'exemple hongrois n'est pas un cas unique», a répondu le rapporteur spécial à la question d'un député. D'après lui, il existe une tendance croissante à adopter des lois visant à opprimer les défenseurs des droits de l'homme ou encore les ONG.

Les députés luxembourgeois ont également voulu savoir comment l'Union européenne pourrait renforcer son rôle dans la protection des défenseurs des droits de l'homme. Le rapporteur spécial des Nations Unies a souligné que l'UE est un des acteurs les plus importants dans ce domaine et qu'elle a mis en place des mesures pour aider et protéger les militants de la défense des droits de l'homme. Chaque année un budget de 300.000 euros est alloué à la délocalisation des défenseurs en danger. Or, seulement 10% du budget est utilisé car les États membres sont réticents à déplacer des défenseurs des droits de l'homme, ceci pouvant mener à des tensions diplomatiques.

La décision des États-Unis de se retirer du Conseil des droits de l'homme de l'ONU était également un sujet évoqué lors de l'échange de vues. Les députés luxembourgeois ont souligné la nécessité de reformer le système ainsi que la composition actuelle du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Luxembourg étant candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période allant de 2022 à 2024, les députés ont voulu savoir de M. Michel Forst quelles devraient être les priorités du pays. Le Grand-Duché a déjà siégé en 2013-2014 au Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Remise de décorations honorifiques



À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis des distinctions honorifiques à Mme Gény Arend, Mme Viviane Heinen et M. Pierre Vivier, fonctionnaires de l'Administration parlementaire.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

…l'Ambassadeur d'Égypte, S. E. M. Khaled Aly El Bakly.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Exportation et importation de marchandises sensibles

6708 - Projet de loi relative

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique; au transfert intangible de technologie;

- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes

et portant abrogation de

- la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

- la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;

- la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne

Objet du projet de loi:

- refonder dans un seul texte l'ensemble de la réglementation relative à l'exportation, l'importation et le transit de marchandises et de certains biens dits sensibles;

- réformer cette réglementation en l'adaptant à l'évolution du marché et des besoins des acteurs économiques.

Conséquence législative: abrogation des lois du :

- 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises (modifiée);

- 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;

- 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne.

Champ d'application:

*trois domaines, à savoir:

- exportation, transfert et importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- courtage, assistance technique et transfert intangible de technologie;

- mise en œuvre des mesures restrictives du Conseil de sécurité des Nations Unies et du Conseil de l'Union européenne;

* et trois catégories de biens visés:

- biens de nature strictement civile, soumis à des restrictions;

- produits liés à la défense et biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- biens à double usage.

À noter: bien qu'elle codifie le régime d'autorisation en rapport avec lesdits biens, cette future loi ne touche pas à certaines législations particulières. Dans le domaine des armes, il s'agit de l'interdiction des armes à effet traumatique, des armes à sous-munitions, des précurseurs d'explosifs et du régime d'interdiction sinon d'autorisation des armes chimiques. Dans le domaine des biens civils, il s'agit du régime d'autorisation des biens culturels.

Conséquence budgétaire: néant.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2017
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

27.10.2016	Présentation du projet de loi
01.12.2016	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.12.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
05.10.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.12.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État (suite)
19.04.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2018

Marchés d'instruments financiers

7157 - Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37

Le présent projet de loi a pour objet principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2014/65/UE, dite «MiFID II», du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE, ainsi que la mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°600/2014, dit «MiFIR», du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012.

À cette fin, il est procédé à une refonte de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et des modifications sont apportées à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (ci-après «LSF»).

Points saillants de la directive MiFID II

Les deux instruments (MiFID II/MiFIR) visent à adapter la législation aux transformations que les marchés financiers ont connues depuis la directive 2004/39/CE, tant sur le plan des produits financiers que sur le plan technologique, et à rendre les marchés financiers de cette manière plus résilients et transparents, tout en renforçant simultanément la protection des investisseurs et en dotant les autorités de régulation de pouvoirs de surveillance plus efficaces.

Le présent projet de loi prévoit/modifie les dispositions suivantes:

- négociation des produits financiers sur des plates-formes réglementées;

- accès facilité des PME aux marchés de capitaux;

- adaptation de la réglementation aux innovations technologiques;

- limitation de la spéculation sur les matières premières;

- protection des investisseurs;

- création de trois nouveaux statuts de PSF.

Le présent projet de loi prévoit la création de trois nouveaux statuts de PSF, à savoir les dispositifs de publications agréés («approved publication arrangement» ou «APA»), les fournisseurs de système consolidé de publication («consolidated tape provider» ou «CTP») et les mécanismes de déclaration agréés («approved reporting mechanism» ou «ARM»).

Points saillants du règlement MiFIR

Ensemble avec la directive MiFID II, le règlement MiFIR vise à mettre en place un nouveau cadre harmonisé instituant des exigences uniformes applicables aux instruments financiers.

Renforcement de la transparence

Les nouvelles règles visent à faire en sorte que les négociations d'instruments financiers se réalisent, autant que possible, sur des plates-formes organisées et réglementées et ce, de manière totalement transparente, aussi bien avant qu'après la négociation.

Toutes les plates-formes de négociation, à savoir les marchés réglementés, les systèmes de négociation multilatérale («multilateral trading facilities» ou «MTF») ainsi que les nouveaux systèmes organisés de négociation (OTF) devraient appliquer des règles d'accès transparentes et non discriminatoires.

Obligation de négociation sur plates-formes réglementées

Afin que davantage de mouvements aient lieu sur des plates-formes de négociation réglementées, le règlement MiFIR introduit, en ce qui concerne les entreprises d'investissement, une obligation de veiller à ce que les négociations qu'elles mènent sur des actions admises à la négociation sur un marché réglementé ou sur des actions négociées sur une plate-forme de négociation se déroulent sur un marché réglementé, dans le cadre d'un MTF, d'un internalisateur systématique ou sur la plate-forme de négociation d'un pays tiers jugée équivalente.

Déclaration des transactions sur instruments financiers

Le MiFIR prévoit également des obligations pour les entreprises d'investissement en matière du reporting des transactions aux autorités de réglementation et de surveillance compétentes, en l'occurrence à la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF). Ces transactions doivent notamment faire l'objet d'une déclaration détaillée, afin que la CSSF puisse détecter des cas potentiels d'abus de marché et enquêter sur ceux-ci, veiller au fonctionnement équitable et ordonné des marchés et surveiller l'activité des entreprises d'investissement.

Autorité compétente

Selon le projet de loi, la CSSF est l'autorité compétente chargée de la surveillance des marchés d'instruments financiers au Luxembourg, et veille à l'application du présent projet de loi, du règlement MiFIR et des mesures prises pour leur exécution.

Aux fins de ses missions, la CSSF est investie de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de ses fonctions, y compris du pouvoir d'infliger des mesures ou sanctions administratives. Par ailleurs, la CSSF est obligée de mettre en place des mécanismes efficaces et fiables pour permettre la notification des violations potentielles ou avérées.

Le projet de loi prévoit le principe selon lequel la CSSF doit publier, sur son site Internet, toute décision imposant une sanction ou mesure administrative ainsi que l'identité de la personne concernée. La portée du principe de publication des décisions est toutefois limitée par l'existence d'un certain nombre d'exceptions. En sus, l'article impose à la CSSF d'informer l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) de toute mesure ou sanction administrative publiée.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.07.2017
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017	Désignation d'un rapporteur
06.10.2017	Présentation du projet de loi
30.03.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
04.05.2018	Adoption d'un amendement supplémentaire
11.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018
Loi du 30 mai 2018
Mémorial A: 2018, n°446, page 1

Règlement de titres

7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012

L'objet du présent projet de loi est la mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE)

n°236/2012 (ci-après dénommé «le règlement»).

Le règlement vise à établir des exigences uniformes en matière de règlement des instruments financiers dans l'Union, ainsi que des règles relatives à l'organisation des dépositaires centraux de titres (DCT) et à la conduite de leurs activités.

Les DCT exploitent les systèmes de règlement de titres, qui assurent le règlement des transactions sur titres. Ils assurent également le suivi du nombre de titres émis, de l'identité des émetteurs et de tout changement de détention de ces titres. Les DCT constituent ainsi un élément important dans la chaîne des opérations sur titres. Ils contribuent au bon fonctionnement des marchés financiers et à la confiance des acteurs de ces marchés quant au fait que les transactions sur titres seront exécutées correctement et en temps voulu.

Bien que le Règlement soit d'application directe dans tous ses éléments, il laisse au législateur le soin de désigner une autorité nationale compétente pour l'agrément et la surveillance des DCT. Il est proposé de conférer ces missions à la Commission de surveillance du secteur financier (ci-après «CSSF»). La CSSF sera dotée des pouvoirs nécessaires à l'exercice de ces fonctions, qui comprennent notamment des pouvoirs de surveillance, d'intervention, d'inspection et d'enquête.

Le projet de loi instaure également un régime de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives applicable en cas de violation du règlement. Toute décision prise par la CSSF dans le cadre de ses missions au titre de la loi en projet peut être déférée au tribunal administratif dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision.

Le projet de loi prévoit encore l'obligation pour la CSSF de mettre en place des mécanismes efficaces pour permettre la notification à la CSSF de violations potentielles ou avérées du règlement, de la loi en projet ou des mesures prises pour leur exécution.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.08.2017
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
15.03.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen et adoption d'une série d'amendements
04.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018
Loi du 6 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°462, page 1

Protection des informations classifiées

7175 - Projet de loi portant approbation de

1° l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017;

2° l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017

L'appartenance du Luxembourg à l'Union européenne ou à des organisations internationales telles que l'OTAN l'oblige à assurer un degré minimal de sécurité en matière d'informations classifiées. L'échange de telles informations classifiées est indispensable dans la lutte contre des menaces variées et de caractère international de nos jours, comme le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, la criminalité organisée ou encore l'espionnage industriel et technologique.

C'est dans ce cadre que la Chambre des Députés a adopté la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, permettant d'organiser la classification de certaines informations sensibles et de déterminer les conditions dans lesquelles des habilitations de sécurité peuvent être délivrées. Ce faisant, le Luxembourg n'a pas seulement assumé ses responsabilités internationales, mais a créé le cadre nécessaire à l'échange de documents, matériaux ou renseignements classifiés avec d'autres pays.

En effet, une législation en la matière est indispensable pour pouvoir coopérer avec des pays tiers qui doivent être rassurés sur la protection adéquate de leurs pièces classifiées qu'ils transmettent aux autorités luxembourgeoises. Avec l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, le Luxembourg dispose du dispositif nécessaire pour la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers.

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés les accords de sécurité concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées conclus avec la République italienne, fait à Rome le 20 avril 2017, et avec la Roumanie, signé à Bucarest le 24 mai 2017.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

29.01.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
30.04.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018
Loi du 6 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°477, page 1

Stockage définitif des déchets radioactifs

7177 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gäichel, le 4 juillet 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gäichel, le 4 juillet 2016.

Le projet de loi a comme objet de fixer ainsi le cadre légal pour stocker les déchets radioactifs en provenance du Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique. L'accord fixe le cadre technique et financier du traitement, du conditionnement et de l'entreposage des déchets radioactifs luxembourgeois en vue de leur stockage définitif.

L'accord comporte des dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État. L'article 7 prévoit que le Luxembourg couvrira tous les coûts occasionnés sur le territoire belge en exécution de l'accord. D'ailleurs le Luxembourg s'engage à s'acquitter de toutes les redevances présentes et futures pour la gestion à long terme sur le territoire belge des déchets radioactifs luxembourgeois qui font objet du présent accord, conformément au cadre réglementaire en vigueur en Belgique. Finalement les coûts de transport vers la Belgique des déchets radioactifs luxembourgeois sont supportés exclusivement par le Grand-Duché de Luxembourg.

Les coûts de prise en charge des déchets radioactifs luxembourgeois seront fixés par les autorités compétentes belges et supportés par le Grand-Duché de Luxembourg. Le Luxembourg assume également l'intégralité des frais (du transport et de la prise en charge) pour les déchets radioactifs en provenance de particuliers et d'établissements publics ainsi que pour les matériaux radioactifs pour lesquels aucun détenteur légal ne peut être identifié. Dans tous les autres cas, l'ensemble des frais est à assumer par l'établissement détenteur.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

30.04.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018
Loi du 6 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°478, page 1

Opérations de financement sur titres

7194 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Le projet de loi sous rubrique vise à porter transposition en droit national du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012 [ci-après, le «règlement (UE) 2015/2365»].

Le terme d'«opérations de financement sur titres» désigne, d'après le règlement (UE) 2015/2365, les opérations de pension, les prêts de titres ou de matières premières et les emprunts de titres ou de matières premières, les opérations d'achat-revente et les opérations de vente-rachat, ainsi que les opérations de prêt avec appel de marge.

Afin d'accroître la transparence de ces opérations, le règlement (UE) 2015/2365 prévoit notamment les trois dispositions suivantes:

- premièrement, il introduit l'obligation pour les contreparties aux opérations de financement sur titres de déclarer les éléments de toute opération de financement sur titres qu'elles ont conclue, et toute modification ou cessation de celle-ci, à un référentiel central;

- deuxièmement, les gestionnaires d'organismes de placement collectif doivent fournir des informations sur l'utilisation des opérations de financement sur titres et des contrats d'échange sur rendement global afin que les investisseurs puissent connaître les risques associés à leur utilisation;

- troisièmement, la réutilisation d'instruments financiers est davantage encadrée. Ainsi, des exigences minimales en matière d'information sont prévues, de sorte que la réutilisation ne devrait avoir lieu que si la contrepartie fournissant la garantie a été dûment informée de cette opération et qu'elle y a expressément consenti.

Les autorités veillant au respect des dispositions du règlement (UE) 2015/2365 seront la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et le Commissariat aux assurances (CAA). Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas désignés formellement dans le projet de loi sous rubrique, mais le sont directement en vertu de l'article 16 du règlement (UE) 2015/2365 qui fait référence à d'autres actes législatifs en vertu desquels les autorités compétentes sont déjà désignées.

Cependant, afin de garantir l'opérationnalisation du règlement en question, il est nécessaire que les États membres habilitent les autorités compétentes à prononcer des sanctions administratives, ainsi que d'autres mesures administratives, en cas de violation des articles 4 et 15 du règlement (UE) 2015/2365 ou des mesures prises pour leur exécution.

Finalement, le présent projet de loi modifie ponctuellement la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances afin de parfaire l'opérationnalisation du règlement (UE) 2015/2365.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 10.10.2017
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

17.11.2017	Désignation d'un rapporteur
19.01.2018	Présentation du projet de loi
04.05.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018
Loi du 6 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°463, page 1

SÉANCE 33

MERCREDI,
25 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)

- *Exposés: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Claude Wiseler)*

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)

- *Débat général: M. Claude Wiseler (interventions de M. le Ministre Xavier Bettel, Mme Josée Lorsché, M. le Ministre Marc Hansen, Mme Nancy Arendt et M. Marc Spautz), M. Alex Bodry (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Fernand Kartheiser et M. Claude Wiseler)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 08.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Moien! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a verzichten och op déi klassesch Fro.

Mir géifen dann direkt weiderfuere mat eise Presentatiounen an Debatten zur Lag vun der Natioun. Wéi Der wësst, ass haut de Moien d'Presentatioun duerch déi Häre Finanzminister Pierre Gramegna a Wirtschaftsminister Etienne Schneider vum Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC souwéi vum nationale Reformprogramm PNR. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet direkt d'Wuert. Här Gramegna!

2. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)

Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech haut kënnen déi 19. Aktualisatioun vum Pacte de stabilité et de croissance virzestellen, an dat um Uschloss vun der Ried zum État de la nation vum Premierminister gëschter. Dat heiten ass eng gutt Zäit, fir de Bilan ze zéie vu véier an en halleft Joer Finanzpolitik vun dëser Regierung a fir ze kucken, wéi d'Weiche gestallt si fir d'Zukunft.

De Premierminister huet et gëschter richteg ënnerstrach: D'Regierung huet hir Versprieche gehalen an d'Land ass kärgesond a gutt opgestallt fir d'Zukunft. Datselwecht gëllt fir d'Statsfinanzen. D'Investitioune leien op engem Rekordniveau. D'Steierreform, wou haut bewisen ass, dass se finanzéierbar ass, suergt fir sozial Gerechtegkeet a méi Kafkraaft. D'Schold geet erof par rapport zu eisem Räichtum an all Kritäre vun der Union européenne si largement respektéiert.

D'Zuelen, op déi d'Statsfinanzen an d'Hypotheesen, op deenen dat alles opgebaut ass, komme vum Statec. A meng Equipp am Finanzministère an an der Inspection générale des finances, déi ech wéilt fir hir extrem gutt Aarbecht och hei luewen, huelen déi Zifferen esou, wéi se se vum Statec kréien. Dat ass och esou vun der EU virgeschriwwen, dass een déi Zifferen esou hëlt, well de Statec ass onofhängeg.

Wat soen eis dann déi Ziffere vum Statec? Dat ass den éischten Deel vu menger Presentatioun.

Op engem Graphique 1 gesi mer, dass d'Croissance an Europa säit 2017 wierklech gutt ass, an zwar bei 2,4%, a se wäert 2018 bei 2,2% leien. Fir 2022 geet déi Croissance erof op 1,2%. Lëtzebuerg profitéiert natierlech vun deem gudden Ëmfeld an Europa, an de Statec gesäit vir als Croissance fir Lëtzebuerg 2018 4,6%. Wa mer elo fënnef Joer zréckkucken, gesäit een, dass de Wuesstum an deene leschte fënnef Joer zu Lëtzebuerg ronn 20% war. Dës Dynamik wäert iwwert déi nächst Jore vum Pluriannuel bäibehale ginn, obwuel den Taux wäert zum Schluss vun der Period liicht erofkommen op 2,9%.

Op dem zweeten Diagramm gesitt Der d'Statistiken, wat de Chômage ubelaangt. De Chômage wäert vu 7,1% Sommet, wou en 2014 war, weider ënner 5% bleiwen an d'Tendenz wäert sinn, fir ganz no bei 5% ze sinn am Laf vun der Period. Lëtzebuerg profitéiert also vun enger gudder Konjunktur, mä déi gutt Resultater, déi mer an de Statsfinanze schreiwen, hänken net nëmme vun der Konjunktur of, mä och vun de Mesuren, déi geholl gi sinn. An ech wëll dat direkt am Ufank vu mengem Exposé hei ënnersträichen. Mir wäerten dat am ganzen Discours kënne verfollegen. Mä déi gutt Resultater sinn haaptsächlech dorop zréckzeféieren, dass mer d'Depensen an de Grëff kritt hunn.

An der Period 2015 bis 2017 ass den Effet vun der Reduktioun vun den Depensen oder vum manner Wuesse vun den Depensen zu zwee Drëttel responsabel fir déi besser Zifferen, déi mer schreiwen, an nëmmen zu engem Drëttel d'Resultat vu bessere Recetten. Déi besser Recettë sinn natierlech eng Konsequenz vun der Croissance. Fir also e richtegt Bild ze hu vun den Effete vun deenen engen an deenen aneren, muss een déi zwou Saache kucken.

D'Inflatioun bleift niddreg an zwar ënner 2% op der ganzer Period.

Wa mer zréckdenken un de Budget 2015, kann ech mech erënneren, dass den Här Claude Wiseler Folgendes gesot huet: „Wann ech d'Analys", an ech zitéieren, „vun der aktueller Situatioun maachen, an dat hu mer scho bei der Presentatioun vum Budget 2014 gesot, dann ass et an eisen Ae ganz kloer, datt déi Viraussetzungen, déi hei un der Basis vum Budget leien, vill ze vill optimistesch sinn. Iwwer 3% gëtt hei agesat vun 2015 bis 2018. Domadder soll et dann opgoen." Eh bien, d'Zuele weisen, et ass opgaangen! En fait waren d'Zifferen nach vill méi optimistesch (veuillez lire: vill besser) wéi dat, wat mir agesat hunn, wat awer d'Ziffere vum Statec waren.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Komme mir elo dann op den zweeten Deel, justement op d'Mesuren, déi d'Regierung an dëser Legislaturperiod geholl huet. Et ass gutt, sech nach emol an Erënnerung ze bréngen, vu wou mir 2013 ausgaange sinn, an de Premierminister huet dat och gëschter a senger Ried schonn ënnerstrach, mä ech wëll et hei nach eng Kéier ënnermolen och mat verschiddene Graphiquen.

Dir gesitt um Graphique 3, wéi d'Lag war. Fir 2015 an 2016 war an der Administration centrale en Defizit vun all Kéiers méi wéi enger Milliard virgesinn, 2% vun eisem PIB. D'Statsscholden hu riskéiert, komplett aus dem Rudder ze kommen, wéi Der dat um Diagramm gesitt, soudass d'Situatioun natierlech dramatesch war. Mir woussten och säit 2007, dass mer d'Recettë vum Commerce électronique géife verléieren, déi sech ongeféier op eng Milliard situéieren, an trotzdeem gouf näischt gemaach.

Lëtzebuerg hätt 2016 e Solde structurel vu minus 1,1% gehat, woubäi den Objectif à moyen terme deemools bei plus 0,5% geleeën huet, wat anescht heescht, dass mer de Pacte de stabilité et de croissance zu Lëtzebuerg fir d'Éischt an eiser Geschicht net méi agehalen hätten. Den Triple-A, dee mer deemools haten, war a Gefor.

Eng aner grouss Gefor, déi mer haten, dat waren d'Contestatioune ronderëm d'Bankgeheimnis an déi Onsécherheet, déi dat op der Bankeplaz mat sech bruecht huet, wat och menacéiert hunn, dass eis Recettë beim Stat géife schrompen. Ausserdeem - ech erënneren nach eng Kéier drun, et ass net agreabel -, zum Schluss vum Joer 2013 si mer och nach vun der OCDE an hirem Global Forum op eng schwaarz Lëscht gesat ginn. Jo, dat waren d'Viraussetzungen, déi mer virfonnt hunn.

A wat hu mer du gemaach?

D'Regierung huet mam Zukunftspak strukturell Reforme gemaach, déi net all populär waren, mä déi hir positiv Auswierkunge bis haut nach weisen. Mir hunn et och fäerdegbruecht, e Mentalitéitswiessel am Stat mat sech ze bréngen, andeem vill besser opgepasst ginn ass, wéi ausgi ginn ass, wéi d'Depensë gemaach gi sinn. Dat gesäit een am allerbeschten an de Fonctionnementskäschte vum Stat, déi an där ganzer Period ganz lues gewuess sinn. An am Joer 2017, wat elo eriwwer ass, sinn d'Fonctionnementskäschte vum Stat ëm 0,1% an absolutten Zifferen erofgaangen.

Mir hunn also eng Stabilitéit vun de Fonctionnementskäschte beim Stat, wat beweist, dass de Stat bei sech selwer ugefaangen huet, fir ze spueren. Mä mir hunn net an all Domän gespuert. Op verschidde Plazen hätt et kee Sënn gemaach, ze spueren, ënner anerem an de Ressources humaines, wou vill Besoine waren, fir e Service vu Qualitéit kënnen ze liwweren a fir och ze sécheren, dass de Stat all seng Missioune kann erfëllen.

An engem anere Beräich hu mer och net gespuert. Dat ass dee vun den Investissementer. Mir hu Joer fir Joer Rekordinvestissementer gehat a sinn elo wäit iwwer zwou Milliarden.

Wann een haut mam Zuch an d'Stad kënnt, am Pafendall de Funiculaire hëlt oder mam Tram iwwert de Kierchbierg fiert, da realiséiert jiddwereen, deen dat hëlt, wéi batter néideg déi Investissementer waren. Mä et hätt vill méi fréi missen investéiert ginn. An ënner anerem gesäit een dat och iwwert d'Grenz ewech. Dofir huet och dës Regierung mat de franséischen Autoritéite rezent en Accord gemaach, fir och iwwert d'Grenzen ewech Investissementer an d'Schinn ze maachen. All déi Saachen hätte kënnen, hätte misse méi fréi gemaach ginn!

Mir hunn, an dat ass mäin zweete Punkt an dësem zweeten Deel, d'Finanzplaz renouveléiert an nei opgestallt. D'Bankgeheimnis, un dat sech déi viregt Regierung ugeklamert huet, war zu engem Handicap ginn, mam Resultat, dass Lëtzebuerg op schwaarz Lëschte komm ass an d'Bankenhaiser an hire Kapitallen net méi op Lëtzebuerg wollten investéiere kommen. A Rekordzäit a mat groussem diplomateschen Effort si mer vun alle schwaarze Lëschten ewechkomm. Mir hunn awer och eis Finanzplaz diversifizéiert, an dat hu mer am beschte gewisen am Domän vun de FinTech an awer och am Domän vun den nohaltege Finanzen.

De Kontext vum Brexit weist, dass Lëtzebuerg haut ganz kompetitiv ass, well mer an deem Kontext vill Entreprisë konnten op Lëtzebuerg unzéien. Ech war d'lescht Woch zu New York an zu Washington um FMI, hunn zu New York vill Banquiere begéint a se hu mer all gesot, wa mer 2014 net d'Bankgeheimnis opginn hätten, fir et einfach auszedrécken, da wär Lëtzebuerg iwwerhaapt net a Betruecht komm am Kontext vum Brexit, fir sech hei bei eis nidderzeloossen oder d'Präsenz hei ze verstäerken.

Wann ech d'Fongenindustrie kucken, do schreiwe mer säit Méint ëmmer nei Rekorder. Haut sinn ongeféier 4.200 Milliarden, déi do geréiert ginn an eisem Land. An och am Domän vun den Assurancen an de Reassurancen hu mer e spektakuläert Resultat kënnen enregistréieren.

D'Bourse vu Lëtzebuerg, wou de Stat och eng Participatioun huet, huet och ganz vill innovéiert, huet eng Green Stock Exchange gegrënnt, wou exklusiv nohalteg Obligatiounen, op Englesch Green Bonds, cotéiert ginn. En fait, d'Halschent vun alle Green Bonds op der Welt sinn hei zu Lëtzebuerg cotéiert.

Mir hunn et also fäerdegbruecht, dës Finanzplaz flott a kompetitiv ze diversifizéieren. De Global Green Financial Index seet, dass Lëtzebuerg no London déi zweetnohaltegst Finanzplaz op der Welt ass. Eis Finanzplaz ass also haut eng aner wéi viru fënnef Joer. Si ass de Moteur vun engem nohaltege Wuesstum a si ass en zouverlässege Steierzueler.

Mir hunn natierlech och a ganz aneren Domänen innovativ gewierkt, an de Minister Etienne Schneider huet am Space Mining do ganz nei Bunnen erfuerscht, déi eis, och wat den Image vu Lëtzebuerg ubelaangt, immens vill hëllefen.

Drëtte Punkt: Mir hunn de budgetäre Spillraum genotzt, fir eng sozial gerecht Steierreform ze maachen an den Invest op Rekordniveauen ze halen. D'Steierreform huet d'Kafkraaft vun de Leit gestäerkt a war haaptsächlech gemaach, fir der Mëttelschicht an deene klenge Revenuen zeguttzekommen. Dat huet och gehollef, d'Konjunktur unzedreiwen, an dat war och néideg.

Och d'Entreprisen hu vun der Erliichterung profitéiert. Am Laf vun der Legislaturperiod hu mer den Deel vum Invest erhéicht. 2013 huet Lëtzebuerg 3,5% vu sengem PIB an d'Investissementer gestach. Mir hunn deen Niveau op 4% bruecht, wou en och haut, wéi 2017, läit. Fir 2014 (veuillez lire: 2018) ass virgesinn, dass mer 2,4 Milliarde sollen investéieren an dat geet bis 2022 op 2,8 Milliarden erop, wéi Der dat och um Diagramm N°4 kënnt novollzéien.

Lëtzebuerg mécht domat eppes, wat den FMI, d'OCDE an d'Kommissioun all deene Länner réit ze maachen, déi budgetäre Sputt hunn: méi ze investéieren an dee Spillraum auszenotzen. Déi Eenzeg, déi dat net richteg fonnt hunn, war d'Oppositioun heiheem, déi säit Jore jo soss näischt mécht wéi Schwaarzmolerei.

Véierte Punkt: Wat ass d'Resultat vun dëse Mesuren, kombinéiert mat der gudder Konjunktur?

An do invitéieren ech lech, den Diagramm N°5 ze kucken, wou ee gesäit, wat d'Politik vun dëser Regierung geännert huet. Fir 2014 war am leschte PSC virgesinn, dass beim Gesamtstat en Defizit vu minus 270 Milliboune sollt sinn. A wat hu mir dorauser gemaach? En Excedent vu 663 Milliounen!

Fir 2015 war en Defizit vu 654 Millioune virgesinn. Do hu mir en Excedent vu 710 Millioune gemaach.

A fir 2016 war en Defizit vu 684 Millioune virgesinn. Mir hunn en Iwwerschoss vun 856 Milliounen.

Wa mer d'Joer 2017 kucken, dat lescht, wou mer definitiv Zifferen hunn, da läit den Iwwerschoss bei 858 Millioune beim Gesamtstat, dat Duebelt vun deem, wat wierklech 2013 erreecht ginn ass!

Dëst Resultat ass natierlech och d'Resultat, well mer et an der Administration centrale fäerdegbruecht hunn, den Defizit vill méi niddreg ze hale wéi dat, wat mer souguer selwer virgesinn haten. An ech mengen, dat ass dat wichtegst Element vun dem Budget, vun de Konte plutôt vun 2017. Do war en Defizit vun enger Milliard 39 Millioune virgesinn, an deen Defizit wäert dann erofgoen op 220 Milliounen, wéi ech dat och gëschter an der Kommissioun am Parlament erklärt hunn. An dat Resultat ass also eng Verbesserung vun 819 Millioune par rapport zu eise Previsiounen.

A mir hunn dat erreecht trotz - trotz! - de Changementer bei der TVA électronique, vun där ech scho geschwat hunn, trotz Investissementer méi héich wéi zwou Milliarden, trotz enger Revisioun no ënne vun der Croissance vum Statec, dee jo fir 2017 nëmmen 2,3% virgesäit, trotz engem méi attraktive System bei de Chèques-services accueil an der Reform vum Congé parental, dee jo och vill méi gënschteg ass a vu vill méi Leit geholl gëtt, trotz Personalkäschte beim Stat, déi relativ spektakulär an d'Luucht ginn, a leschtens trotz enger Steierreform, géint déi d'Oppositioun gestëmmt huet, déi awer, wéi elo bewisen ass, finanzéierbar war.

Wéi erkläert sech dann dës spektakulär Verbesserung?

Zwee Facteuren: D'Depensë sinn am Grëff, d'Fonctionnementskäschte vum Stat sinn dat beschte Beispill. A mir hunn och an den Investissementer net zu 100% alles kënnen ëmsetzen. Wat d'Recetten ubelaangt, do gesi mer, dass se trotz der Steierreform erëm zolidd wuessen.

Dës positiv Entwécklung, déi ech hei beschriwwen hunn, bréngt mat sech, dass de Solde structurel fir 2017 fir Lëtzebuerg op plus 2,2% wäert si par rapport zum PIB. Dir wësst, dass den Objectif à moyen terme, dee Lëtzebuerg muss anhalen, minus 0,5% ass. Mir leien also ganz largement driwwer fir 2017, mä awer och fir déi Joren duerno. A wat d'Dette ubelaangt, déi ass am Joer 2017 op 23%, dat ass 0,7% manner wéi am Ufank vun der Legislaturperiod, a se wäert, wéi mer dat méi spéit nach wäerte gesinn, regelméisseg erofgoen.

Mir hunn dee positiven Effet de base, also déi besser Ziffere vun 2017, natierlech och op 2018 iwwerdroen. An dofir wäert den Defizit vun 2018 beim Zentralstat vun 890 Millioune virgesinn op 587 Milliounen erofgoen.

A wann d'Tendenz, déi mer am éischten Trimester bei de Recettë gesinn hunn, dëst Joer géif unhalen, sinn ech optimistesch, dass deen Defizit fir 2018 am Zentralstat nach méi niddreg gëtt.

Wat sinn dann d'Perspektive fir déi nächst Joren? Dat ass den drëtten Deel.

Eh bien, alleguerten d'Ratingagencë confirméieren, dass Lëtzebuerg en Triple-A wäert hunn a behalen an dass d'Perspektive stabel sinn. Dat ass also déi héchsten Nummer. Wann ech den Indicateur de confiance kucken, deen d'Lëtzebuerger Zentralbank ausrechent, do gesi mer um Graphique N°7, dass déi Confiance nach ni esou héich war wéi elo.

Dat ass e Cercle vertueux, an deem mer de Moment dra sinn, well d'Entreprisë bereet sinn, vill ze investéieren, aus zwee Grënn: well se e gudde Rame vun de Statsfinanze gesinn an unerkennen, éischtens, an zweetens, well se wëssen, dass de Consommateur bereet ass, méi ze kafen a méi ze consomméieren. Dat huet natierlech e positiven Effekt op d'Recettë vum Stat.

Wat d'Depensen ubelaangt, muss ech erëm ënnersträichen, dass d'Effete vum Zukunftspak durabel sinn an hiren Effet weider an Zukunft ausstralen.

Wéi gesäit et dann elo aus an der Administration publique? Do gesitt Der um Graphique N°8, dass mer elo fir 2017 858 Milliounen hunn als Excedent. Dee geet op 647 erof fir 2018 an da regelméisseg erop, fir an der Period largement iwwer eng Milliard ze kommen.

Wéi gesäit dat am Detail aus?

Dir wësst, dass mer beim Gesamtstat nieft der Administration centrale och d'Sécurité sociale hunn. An do gesitt Der um Graphique N°9, wéi den Excedent vun der Sécurité sociale evoluéiert. Well mer ëmmer méi Aarbechtsplaze schafen, ass deen Excedent regelméisseg geklommen. E wäert fir d'Eischt an eiser Geschicht am Joer 2018 iwwer eng Milliard leien a regelméisseg an der Period bis 2022 weider wuessen. D'Reserve vum Fonds de compensation, wou jo déi Excedenten dra verséiert ginn, belafe sech um Enn vum Joer 2017 op 18,1 Milliarden. An dat ass en fait eng Zomm, déi entsprécht 32,7% vun eisem Räichtum.

An dësem Kontext geet de PSC dëst Joer speziell op de Sujet vun de Pensiounen an an huet och fir verschidden Opreegunge gesuergt. Wat sinn dann d'Constaten?

Wann een dovunner ausgeet, dass an Zukunft zu Lëtzebuerg manner demografesche Wuesstum ass, manner Aarbechtsplazen, wéi virdru virgesinn, da géifen d'Gesondheets-, d'Sozialan d'Pensiounskäschte spektakulär eropgoen. Mat Referenz op 2060 huet d'Kommissioun ausgerechent, dass d'Pensiounskäschte vun 13,4% op 16% géifen eropgoen.

D'Regierung huet awer schonn eng Rei Mesurë geholl, fir deem entgéintzewierken. Ech wëll hei eng Rëtsch Mesuren ënnersträichen, déi vläicht net genuch an de Vierdergrond gesat gi sinn:

Mir hunn am Juli 2017 en Dispositiv géint Laangzäitaarbechtslosegkeet agefouert, dee mat sech bréngt, dass vill méi Leit de Wee zréckfannen an d'Aarbechtswelt.

Mir hunn eng Reform vum Reclassement professionnel gemaach, déi 2016 a Kraaft getrueden ass an déi mat sech bréngt, dass mer eng Baisse vu 15% hu vun den Demandeurs d'emploi, déi an dëser Kategorie waren.

Mir hunn Enn 2017 am Dezember d'Reform vun der Preretraite gemaach, déi d'Préretraite solidarité, déi e Modell war, dee wierklech net méi zäitgeméiss war, ofgeschaaft huet.

A leschtens, mir hunn eng Reform vun der Assurance dépendance gemaach, déi dëst Joer a Kraaft trëtt. Dofir gëtt et keng Urgence, fir Hals iwwer Kapp wëlle Mesuren ze huelen am Domän vun de Pensiounen a scho guer net Pensiounskierzungen an d'A ze faassen!

Wat d'Administration locale ubelaangt, dat ass den Diagramm N°11, gesi mer, dass déi Finanze gesond sinn an dass déi regelméisseg wäerte klammen, fir an der Période sous revue bis 2022 tëschent 200 an 300 Milliounen Excedent ze hunn.

Bei der Administration centrale um Graphique 12 gesitt Der d'Evolutioun vum Defizit bei der Administration centrale. Do gesi mer, dass mer vun 2014 bis 2017 Defiziter haten, déi sech ronderëm 200 Millioune gehalen hunn, deen dëst Joer e bësse méi staark ass, mä dee regelméisseg resorbéiert gëtt a souguer 2020 an de positiven Territoire kënnt.

Elo wäerte Verschiddener soen: Firwat ass net derfir gesuergt ginn, dass elo direkt, haut, en Defizit vun null geschriwwe ka ginn? Eh bien, dat ass ganz einfach: Dës Regierung mécht keng kuerzfristeg Politik fir déi nächst Wahlen! Mir maachen eng laangfristeg Politik mat Bléck op déi nächst Generatiounen.

Plusieurs voix.- Ganz gutt! Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Et wär nääämlech ganz einfach gewiescht, e puer honnert Millioune manner ze investéieren, an dann hätte mer elo eng schwaarz Null. Mä mir hu léiwer investéiert, well dat bereet d'Zukunft fir Lëtzebuerg vir.

Et war och richteg, an enger Period, wou d'Zënsen extrem niddreg sinn, en Emprunt d'lescht Joer opzehuelen, wéi mer dat gemaach hunn, zu engem Taux vun 0,625%, bäi Wäitem deen niddregsten Taux, dee Lëtzebuerg jee kannt huet, fir esou Obligatiounen erauszeginn.

A wann een an d'Zukunft investéiert, da séchert een och d'Croissance vun den nächste Joren. Dat hu mer gemaach. A mat der Steierreform hu mer och d'Croissance ënnerstëtzt. An et soll een net mengen, dass d'Croissance eppes Automatesches ass an dass dat en theoretesche Risiko ass, dass déi méi niddreg ass, well mir gesinn, dass am Joer 2017 de Statec nëmmen eng Croissance vun 2,3% virgesinn huet, wat e bëssen eng Iwwerraschung ass. Mir waarden do nach op definitiv Zifferen. Mä dat beweist, dass déi Steierreform, déi Geld an d'Wirtschaft gepompelt huet, am richtege Moment komm ass.

Wat sinn dann d'Risiken, op déi d'Regierung muss oppassen?

Där gëtt et natierlech ganz vill. Et gëtt geopolitescher an Nordkorea an a Syrien, et gëtt awer och der um Niveau vun der Weltwirtschaft. Ech géif der gär do haaptsächlech zwee ënnersträichen:

Dat eent sinn d'Konsequenze vun der neier Steierpolitik an Amerika, déi mat sech bréngt, dass Amerika erëm vill méi attraktiv gëtt fir Investisseuren, wat natierlech negativ Konsequenzen huet fir Europa. Mä dat ass natierlech d'gutt Recht vun Amerika, dat ze maachen, à supposer, dass déi Mesuren alleguerte kompatibel si mat der WTO, der World Trade Organization.

An eng zweet Saach, déi mer musse ganz no verfollegen, ass d'Evolutioun vun den Zënsen an Amerika, déi méi séier wäerte wuesse wéi virgesinn. An dat muss een natierlech suivéieren.

An dat drëtt Element ass d'Volatilitéit vun de Bourssen, wat natierlech och Konsequenzen op eis Finanzplaz kann hunn. Mir hunn och aus dësem Grond eng Analyse de sensibilité gemaach. Dat heescht, mir hunn zwee Zeenarioe gemaach, wat géif geschéien zu Lëtzebuerg, wann d'Zënse géife méi séier eropgoen op där enger Säit, an en anere Zeenario, wat géif geschéien, wann d'Croissance 0,5% méi schwaach wär wéi dat, wat de Statec virgesinn huet. Dir gesitt d'Konsequenzen dovun hei um Schema.

Et ass berouegend ze ënnersträichen, dass mat deene Schockzeenarioen, déi hei gemoolt sinn, Lëtzebuerg net géif aus der Bunn geroden an nach ëmmer d'Kritäre vun Europa géif anhalen. D'Schold géif an der Period 2018 bis 2022 méi héich sinn natierlech, wéi de Moment virgesinn, mä se géif landen op 23,6% vum PIB, wat nach ëmmer e ganz gutt Resultat wier.

Et ass schwéier, Hypotheesen ze maache fir de moyen an de long Terme, wat d'Ekonomie ubelaangt, a scho guer net op 30 oder 40 Joer. Dat ass ee vun de Grënn, firwat mer de Fonds souverain intergénérationnel vu Lëtzebuerg gegrënnt hunn. Dee Fong ass haut gespeist mat bal enger Véierel Milliard, 240 Milliounen Euro. An ech muss soen, ech freeë mech fir déi nächst Generatiounen, dass mir dee Schrëtt geholl hunn. A wann een dat e bësse fir d'Zukunft projezéiert, muss ee sech awer d'Fro stellen, mat deem Spillraum, dee mer elo och am Budget hunn, ob een an Zukunft net méi Speisunge soll vun deem Fonds virgesinn.

Trotz all deene gudden Noriichte muss een awer an der Ëmsetzung vum Budget ëmmer virsiichteg bleiwen an d'Depensekritären anhalen, Fouss bei Mol halen, wéi mer dat op Lëtzebuergesch soen, a Fouss bei Mol halen och an der Exekutioun vun de Budgete vun den nächste Joren.

Ech kommen elo op de véierten Deel, dat ass deen, dee consacréiert ass zur Statsschold. D'Statsschold, oder méi präzis d'Dette vun der Administration publique, dat sinn d'Emprunte vum Stat selwer, awer och déi vun den Établissement-publicken an och d'Garantien, déi mer wäerte ginn.

Vu wou si mer fortgaangen?

2013 hate mer eng Schold vun 23,7% vun eisem Räichtum. Haut si mer op 23%. An 2022 wäerte mer souguer ënnert der Grenz vun 20% leien. Dee Wäert ass par rapport zum Zil, wat d'Regierung sech ginn huet vun 30%, natierlech exzellent. Par rapport zu de Parametere vun Europa, déi 60% als Maximum virgesinn, leie mer do natierlech ganz gutt, esou wéi mer dat och am Diagramm N°15 kënne gesinn.

D'Schold stellt vun der Valeur hier den Equivalent duer vun nach net emol der Halschent vun eisen Avoiren. D'Avoire vum Stat sinn zirka 53% vun eisem PIB. Entspriechend grouss ass also de Spillraum, wann eng Kris op Lëtzebuerg géif falen. D'Schold wäert sech och an absoluten Zuelen tëschent 2018 an 2022 stabiliséieren an zum Schluss vun der Period erofgoen. De PSC vum leschte Joer hat nach eng Dette vu 15,8 Milliarde virgesinn; dat stabiliséiert sech elo op 13,5 Milliarden. Dat ass, mengen ech, och eng ganz gutt Evolutioun.

Ech wëll och nach drun erënneren, an Dir gesitt dat um Diagramm N°16, dass den aktuelle Scholdestand 12,7 Milliarden ass an dass 11 vun deenen 12,7 Milliarde vun de viregte Regierunge gemaach gi sinn, dat sinn also 86,7% vu Scholden, déi mer geierft hunn, wéi mer dat um Graphique 16 gesinn. D'Regierung huet weder 2014 nach 2015 nach 2016 en Emprunt gemaach, nëmmen 2017, wéi scho virdru gesot. Mir hunn an der Period 2014 bis 2018 ronn zéng Milliarden investéiert, an dat mat engem Emprunt vun zwou Milliarden. Dat heescht, mir hunn ee Fënneftel vun den Investissementer finanzéiert mat Emprunt a véier Fënneftel mat lafende Recetten!

Ech kann Iech soen, vill Länner beneiden eis, dass mer dat fäerdegbréngen! An Dir gesitt och op den Diagramme 17 an 18, dass de Prozentsaz vun den Zënsen, déi mer musse bezuelen, nëmmen 0,3% ausmécht vun eisem PIB par rapport zu enger Moyenne vun 1,8% an Europa an dass eis Verschëldung mat 23% déi zweetklengsten an Europa ass.

Am leschten Deel wëll ech d'europäesch Kritären nach eng Kéier ënnert d'Lupp huelen. Mir sinn hei am Exercice vum Semestre européen, deen derfir suergt, dass d'Länner d'Budgetspolitik esou maachen, dass se d'europäesch Kritären anhalen. Mir hunn zu Lëtzebuerg d'Forces vives de la nation mat agebonnen, den CES ass regelméisseg consultéiert ginn. Mir hunn e Comité économique et financier national gegrënnt, fir d'Koordinatioun zu Lëtzebuerg an der Administratioun ze verstäerken. An ech hunn och en Accord mat dem Conseil national des finances publiques geschloss, fir deene méi Accès un Informatiounen ze ginn.

Ech mengen, dass et wichteg ass ze ënnersträichen, dass de Pakt, deen d'Länner aus der Eurozon matenee verbënnt, heescht: Pacte de stabilité et de croissance. Verschidde Leit schéngen ze vergiessen, dass d'Croissance wesentlech ass! Ouni Croissance lant een am Krees an ouni Croissance kann een d'Kritäre vun der EU net anhalen. Dass een also nëmmen, wann een eng gutt Croissance huet, kann déi Kritäre realiséieren, dat ass u sech eng Evidenz, déi awer verschidde Leit wëllen a Fro stellen.

Eh bien, dës Regierung stellt dat net a Fro. Mir freeën eis, dass mer eng gutt Croissance hunn an domadder d'Kritäre vu Bréissel largement respektéieren. Dir gesitt dat am beschten um Graphique N°19, wou Der gesitt, dass mer an där ganzer Period, wou mer am Amt ware säit 2014, e Solde structurel haten, dee ronderëm 2% war. Am Ufank vun der Period hu mer missen 0,5% anhalen an no der Revisioun, déi d'Kommissioun proposéiert, souguer nëmme minus 0,5%. An ech ka mech erënneren, dass mer Debatten hei haten, dass d'Regierung hätt missen dee méi ambitiéisen Objektiv anhalen. Eh bien, mir haten deemools gesot, mir géifen esou een anhalen, a mir hunn och do eist Versprieche gehalen.

Zum Schluss wéilt ech nach soen, dass mer en Exercice ugefaangen hunn zesumme mat der Chamber, fir d'Zifferen an der Presentatioun vun der SEC 2010 vun Europa an déi vun der Comptabilité nationale vum 1999er Gesetz méi no uneneenzebréngen. Ech freeë mech iwwert déi Aarbechten a mir wäerten do nach weider mat der Chamberskommissioun virukommen.

D'Konklusioun: Zuele léien net. An déi Zuelen, déi ech Iech haut virgestallt hunn, schwätze fir sech. D'Schwaarzmoler hunn onrecht behalen. Der Regierung ass et iwwert dës Legislaturperiod gelongen, d'Statsfinanzen nohalteg ze sanéieren an erëm op zolidd Féiss ze setzen, an dat net nëmme wéinst der Konjunktur, wéi virdru gesot.

An à propos Konjunktur wëll ech awer och ënnersträichen, wéi mer dat um Diagramm 20 gesinn, dass d'Moyenne vun der Croissance vun der Period 2014 bis 2018 bei 3,7% läit. Wa mer dat vergläiche mat der Croissance virun 2008 an der Period 1996 bis 2007, do gesi mer, dass mer eng méi héich Croissance zu Lëtzebuerg haten, an zwar eng Croissance vu 4,8%. An där Period hate mer och eng Aarbechtsplazschafung vun 3,7% an der Moyenne, wat méi héich ass wéi dat, wat mer haut kennen.

Jo, déi Joren 1996 bis 2007 waren eng gëllen Zäit fir eis Ekonomie. An an deene Jore wär et evident a batter néideg gewiescht, e Fonds souverain ze maachen! Wa Lëtzebuerg nawell all europäesch Kritären erfëllt, souguer nach iwwertrëfft, da solle mer eis awer och bewosst sinn, dass dat nëmmen ass, well mer déi richteg Mesurë geholl hunn a progressiv a Richtung qualitative Wuesstum gaange sinn. Den FMI, d'OCDE, d'Ratingagencen, d'Kommissioun bestätegen dat.

An dofir bleiwe mir op dëser responsabeler Budgetspolitik, déi mat sech bréngt, dass mer d'Investissementer op Rekordhéicht halen, dass mer d'Kafkraaft vun de Leit duerch d'Steierreform stäerken an dass mer d'Kompetitivitéit vun eisem Land a vun eisen Entreprisen ënnerstëtzen, andeem mer méi eng liicht Besteierung hunn.

Lëtzebuerg huet also all Grond, fir optimistesch ze sinn. Wéi och ëmmer déi nächst Regierung wäert ausgesinn, ech hunn e rouegt Gewëssen! Si wäert Statsfinanze virfannen, déi besser si wéi déi, déi dës Regierung geierft huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister. An d'Wuert huet elo de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider. Här Schneider!

Exposé de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass dat fënneft Joer en suite, dass d'Europäesch Kommissioun eis bestätegt, dass mer an enger permanenter Reprise économique hei zu Lëtzebuerg sinn. De Finanzminister ass virdrun op eis Tauxe vu Croissance agaangen, déi fir dëst Joer 4,6%, fir d'nächst Joer 4,6% virgesinn an déi Period 2022 ëm 3,5%. Mir wëssen alleguerten, dass, wat ee méi laang an d'Zukunft kuckt, wat d'Kommissioun natierlech och méi virsiichteg ass mat hiren Tauxen. Mä alles dat sinn Tauxen, fir déi aner Länner sech géife streiden, fir se ze kréien.

Mir hunn eng Création d'emploi vun iwwer 3% d'Joer hei zu Lëtzebuerg a mir hunn et fäerdegbruecht, de Chômage vun engem Taux vun iwwer 7% erofzedrécken, an dee geet elo weider mat grousse Schrëtt an Direktioun vun nëmme méi 5% Chômage.

D'Kommissioun seet dofir och wuertwiertlech, an Dir erlaabt mer se ze zitéieren: «La forte dynamique de croissance du Luxembourg donne la possibilité de garantir une croissance économique durable et d'améliorer la résilience. L'économie (...) affiche des performances supérieures à la moyenne de la zone euro depuis la récession économique mondiale de 2009.»

Dir Dammen an Dir Hären, dat kënnt eigentlech schonn engem Ritterschlag no, deen d'Kommissioun eis do ausstellt. Et ass och esou, dass d'Kommissioun Schwieregkeeten hat, Recommandatioune fir Lëtzebuerg ze maachen, wéi mer eis Situatioun nach sollte verbesseren. Dofir sinn och nëmmen zwou Recommandatiounen erauskomm, mat deenen ech awer zum groussen Deel esou eigentlech net liewe kann, an ech wäert mech erklären.

Déi éischt Recommandatioun seet, dass mer eis Ekonomie musse méi diversifizéieren, dass mer méi mussen an der Recherche maachen an dass mer eng Rei Obstacles d'investissement mussen ophiewen hei zu Lëtzebuerg, dass mer also hei scheinbar där Obstaclen hunn.

Ech sinn, Dir Dammen an Dir Hären, erstaunt driwwer, vun der Kommissioun gesot ze kréien, dass mir eis musse méi diversifizéieren! Ech mengen, dass d'Kommissioun net wierklech matkritt huet, wat an deene leschte Joren alles hei gemaach ginn ass, fir eis ze diversifizéieren,

sief dat Beräicher wéi den Automotive, wéi den ICT-Beräich, wéi d'Logistik, wéi den Health-Tech, den EcoTech, de BioTech oder och nach d'Initiativ Space Resources, mat där mer weltwäit fir Erstaunen an och fir vill Unerkennung gesuergt hunn.

Ech sinn och erstaunt driwwer, dass d'Kommissioun net matkritt huet, dass, wat d'Recherche ugeet, d'Depensë vum Stat vun 23,6 Milliounen op 345,5 Milliounen am Joer 2017 an d'Luucht gaange sinn. Et ass och déiselwecht Kommissioun, déi eigentlech eis seet, mir géifen net genuch an der Recherche maachen, déi eis awer de Lead gëtt an engem enorm wichtegen europäesche Projet, nämlech deem vum High Performance Computing. Do si grouss aner Länner mat derbäi, mä Lëtzebuerg huet de Lead kritt, well mer déi Performancen hunn, déi d'Kommissioun sech erwaart, fir esou e Projet kënnen ze realiséieren. Also mengen ech, dass mer och doran net kënnen esou schlecht sinn.

Ech wëll och un all déi Konventiounen erënneren, déi den Héichschoulminister an de Rechercheminister gemaach huet, ënner anerem mat der Uni Lëtzebuerg, mam Fonds national de la recherche, mat de Centres de recherche publics. Ech ginn zou, dass et e Problem am Privatsecteur gëtt. Mä mir hunn x Mesurë geholl, fir ebe just och d'Aidë fir de Privatsecteur am Beräich vun der Recherche ze verbesseren, ze vereinfachen an och an d'Luucht ze setzen. Mä et muss ëmmer nach de Privatsecteur decidéieren, Recherche hei zu Lëtzebuerg ze maachen. De Stat ka se nun emol net forcéieren, dat ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, am meeschte rose mécht mech awer, wann ech d'Kommissioun liesen, déi Remark, dass mir Obstacles à l'investissement hei zu Lëtzebuerg hätten, e Land, wou ech mengen, dass et an Europa kee méi oppent Land gëtt, kee méi accessibelt Land gëtt, fir Investissementer ze maachen!

An dat kréie mer gesot vun enger Kommissioun, déi elo seet, wou e grousse Lëtzebuerger Betrib, deen awer weltwäit e wichtege Betrib ass, nämlech ArcelorMittal, wëllt investéieren, wëllt an Italien eng Firma iwwerhuelen, do seet déiselwecht Kommissioun eis: „Da muss dee Betrib desinvestéieren! Fir dass mir em erlaben, deen do Investissement ze maachen, muss en desinvestéieren."

A wann dat zoutrëfft, wat een de Moment esou liest an héiert, dass duerch déi iwwerlieften Industriepolitik, duerch déi iwwerliefte Konkurrenzpolitik vun der Kommissioun elo de Site Diddeleng vun ArcelorMittal muss oder soll verkaaft ginn un e russesche Konzern, da si mer an enger Situatioun, wou d'Kommissioun eis forcéiert, e Wierk ze zerschloen a seng Deeler ze verkafen un e russesche Konzern, géint deen déiselwecht Kommissioun awer Sanktioune verhänkt!

Also, do muss ech Iech wierklech soen, do verstinn ech d'Kommissioun net méi. Mir hu Sanktioune géint Russland verhaangen a mir maachen awer eng Industriepolitik, déi e Betrib, en europäeschen, e Lëtzebuerger Betrib forcéiert, Deeler vu sech selwer u russesch Betriber ze verkafen. Dat ass mir an deem dote Punkt awer dann e bëssen ze héich, fir dat kënnen nozevollzéien!

Ech wëll Iech och da bei dëser Geleeënheet drop opmierksam maachen, dass ech gëschter Owend nach eng Reunioun hat mat de Gewerkschaften LCGB an OGB-L, fir iwwert deen Dossier ArcelorMittal ze schwätzen, wou mer eis och eens gi sinn, dass mer zwou Saache wäerte maachen.

Éischtens wäert ech un d'Kommissioun schreiwen, fir um nächste Conseil «Compétitivité» iwwert d'Sujeten Industriepolitik a Konkurrenzrecht - dat ëmmerhin datéiert vun 2004, also mat Sécherheet muss reforméiert ginn - ze diskutéieren, fir ze kucken, ob dat, wat mir de Moment an Europa praktizéieren, nach d'Riicht hält, ob dat nach sënnvoll ass.

An op där anerer Säit wäert ech awer och zesumme mam Nicolas Schmit e Bréif un déi Verantwortlech vun ArcelorMittal schreiwen, wou mer se wäerten op hir Verantwortung opmierksam maachen, déi se hu vis-à-vis vum Site Lëtzebuerg, vum Standuert Stolindustrie Lëtzebuerg. No all deene ville Jore vu Restrukturatioun, no all deene villen Affer, déi vun de Leit gemaach gi sinn, déi vun der Regierung gemaach gi sinn, déi vun de Gewerkschafte begleet gi sinn, mengen ech, dass ArcelorMittal och hei eng besonnesch Verantwortung huet, wat de Site Diddeleng ugeet. Dofir wäerte mer och eng Reunioun mat hinnen ufroen, fir iwwert d'Zukunft vun deem Wierk hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen. Mir wäerten als Regierung op alle Fall net zouloossen, dass dat Wierk einfach esou verkaaft gëtt, ouni ofzesécheren, ouni sécher ze sinn, wat an Zukunft domadder geschitt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech kann och Är Bréiwer mat ënnerschreiwen, Här Schneider, just petite Précision,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wollt lech net froen,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...fir datt Dir et elo net braucht ze soen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Wiseler, ech wollt Iech net froen, ob Der mat ënnerschreift, well Der waart d'Lescht esou derangéiert. Mä ech sinn awer frou, dass Der dat…

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech war net derangéiert, ech war ganz präzis an ech sinn och elo nach eng Kéier ganz präzis.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Wonnerbar! Da maache mir dat zesummen, Här Wiseler.

Eng zweet Recommandatioun, déi awer net manner erstaunlech ass vusäite vun der Kommissioun, ass déi iwwert d'Viabilitéit à long terme vun eise Renten a vun eise Pensiounen. Ech mengen, jiddwereen heibanne weess, dass mer eng grouss Rentereform gemaach hunn, de Pensiounssystem reforméiert hu mat der Reform vun 2012, wou eng ganz Rei Stellschrauwen dra virgesi sinn, déi sech eben ëmmer un d'Situatioun adaptéieren, a wou mer och haut scho mierken, dass se fonctionnéieren.

Mir hunn eng Reform gemaach vum Reclassement professionnel, mir hunn d'Gesetz gemaach iwwert d'Lutte géint de Chômage longue durée a mir hunn d'Reform gemaach vun der Preretraite. An, Dir Dammen an Dir Hären, Dir alleguerten heibanne wësst, dass eis Rentereserven esou héich sinn, wéi se nach ni waren. An dofir si mer och der Meenung, dass et kee Besoin gëtt, fir d'Renteleeschtungen erofzesetzen, fir de Rentenalter eropzesetzen oder fir d'Cotisatiounen eropzesetzen.

Ech hunn nach eng Kéier nogelies, wat e ganz eminenten CDU-Minister eng Kéier 1997 am Oktober am däitsche Bundestag gesot huet, ee Saz, deen, mengen ech, bei jiddwerengem, deen an där Generatioun grouss ginn ass, hänke bliwwen ass, dee gesot huet an och plakatéiert huet: „Denn eines ist sicher - die Rente!" Den Här Blüm huet dat deemools gesot, well e sech konnt ausrouen op enger Reserv vun 0,6 Méint. Dat heescht, den Här Blüm, wéi en decidéiert huet, dass d'Renten awer elo definitiv sécher wieren an Däitschland, hat genee fir 18 Deeg Reserven a senge Rentekeesen.

Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg huet véier an en halleft Joer Reserven an de Rentekeesen, oder anescht ausgedréckt 1.650 Deeg, wou keng Cotisatioun misst bezuelt ginn, fir d'Rente kënne vollstänneg weider auszebezuelen. An dofir mengen ech, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Regierung och hei richtegläit an net der Demande vun der Oppositioun oder der gréisster Oppositiounspartei muss nokommen, fir un d'Rente fréckelen ze goen.

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Et gëtt nach en zweete Volet, dee mer mat Bréissel all Joer op de Leescht huelen, dat ass d'Strategie 2020, wou mir eis als Land jo fënnef Objektiver ginn hunn, wéi mer eist Land wëlle besser opstellen. Och do si mer an deene meeschte Beräicher um ganz gudde Wee. D'Kommissioun seet dat zumindest. Zum Beispill am Beräich vun den Énergies renouvelables hu mer eis Ziler alleguerten erreecht, am Beräich vun der Energieeffizienz wäerte mer och eis Ziler alleguerten erreechen.

Do, wou mer nach Nohuelbedarf hunn, ass am Beräich vun den CO_2-Emissiounen, déi mer jo sollen ëm 20% reduzéiere bis 2020. Dofir huet d'Regierung eng Rei Aktiounen an deene leschte Méint a Jore geholl. Den zweete Plan d'action national de réduction des émissions de CO_2, den drëtte Klimaplang, d'Klimabank, déi mer agefouert hunn, de MoDu an elo d'Mobilité-durable-Strategie, wou Investitiounen an den éffentlechen Transport gemaach gi sinn - de Premier ass gëschter drop agaangen -, sief dat den Tram, de Funiculaire, den Ausbau vum Schinnennetz et j'en passe.

En anere Punkt ass dee vum Décrochage scolaire. Hei läit Lëtzebuerg och alt erëm eng Kéier bedeitend besser wéi d'Moyenne vun der Europäescher Unioun. Bei eis briechen nëmmen - „nëmmen" entre guillemets - 6,7% vun de Schüler hir Schoulen of. An der Europäescher Unioun läit d'Moyenne bei 10,6%. A mir haten eis en Zil ginn, fir ënner 10% ze bleiwen, wat mer largement also mat engem Taux vu 6,7% erreecht hunn. Mä mir wäerten trotzdeem weider doru schaffen, fir deen och an Zukunft nach erofzesetzen.

Diplomëierter aus dem Enseignement supérieur, och do läit Lëtzebuerg bedeitend besser wéi d'europäesch Moyenne. Mir haten eis en Zil gi respektiv mir sinn op engem Taux vu 54,5% vun Héichschoulofschléss hei zu Lëtzebuerg. D'Moyenne an der EU läit bei 39,7%. A bei eis ass d'Tendenz nach weider no uewen, dat heescht, ëmmer méi Leit, ëmmer méi jonk Leit, déi en Héichschoulofschloss kréien. Dat huet och net zulescht domadder ze dinn, dass mer natierlech eng Uni zu Lëtzebuerg entretemps hunn an dass mer déi Uni mat deenen néidege Moyenen dotéieren. Fir Iech ze soen, 2009 huet d'Uni eng Subventioun kritt vun 72 Milliounen, entre-temps sinn et déck 100 Millioune méi, nämlech 173,5 Millioune fir d'Joer 2018.

Beim Taux d'emploi huet Lëtzebuerg sech en Zil ginn, dass 73% vu senger Bevëlkerung sollen an engem Aarbechtsverhältnis sinn. Mir sinn haut bei 71,5%, et feelt also net méi vill, fir eist Zil ze erreechen. Et muss een allerdéngs soen, dass mer bei deenen 71,5% stagnéieren. Dofir hu mer och do eng Rei nei Mesurë geholl, ënner anerem och eng, déi méi symbolesch ass, mä awer wichteg, déi de Finanzminister proposéiert huet, wat d'Imposition individuelle optionnelle ugeet, fir dass déi Leit, déi zu zwee schaffe ginn, och gesinn, wat si reell verdéngen, an net d'Gefill hunn, dass deen, deen déi zweet Steierkaart huet, deen ass, dee just fir d'Steiere schaffe geet.

Mir hunn de Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes an d'Liewe geruff, d'Plattform JobBoard bei der ADEM, mir hunn d'Garantie pour la jeunesse agefouert, mir hunn och rezent d'Reglementatioun vun de Stagen erneiert, alles Mesuren, fir eben den Taux d'emploi zu Lëtzebuerg weider an d'Luucht ze bréngen, well mat all Resident, dee schaffe geet, brauche mer finalement och ee Frontalier manner, deen natierlech dann och manner op de Stroossen ënnerwee ass, wat jo en anere Sujet ass, deen de Premier gëschter ugeschwat huet.

Dann dee leschte Punkt, dee vum Risque de pauvreté. Risque de pauvreté, deen zu Lëtzebuerg e gudde Krack ënnert deem läit vun der Moyenne vun der Europäescher Unioun. An awer si mer net zefridden domat. Mir kënnen net akzeptéieren an engem Land wéi Lëtzebuerg, dass Leit, dass 19,8% vun der Populatioun net forcement aarm sinn, mä am Risiko sinn, eng Kéier aarm ze ginn. An dofir huet dës Regierung och eng ganz Rei Mesurë geholl, fir déi Situatioun ze verbesseren, sief dat iwwert d'Steierreform, wou mer de Crédit d'impôt fir déi ënnescht a fir déi mëttel Akommesklasse verduebelt hunn, sief dat duerch all déi Mesuren, déi mer gemaach hu fir d'Monoparentallen, sief dat d'Reform vum REVIS, d'Allocation de vie chère, déi mer verbessert hunn, de Mietzuschuss, d'gratis Kannerbetreiung, gratis Schoulbicher an esou weider.

Et muss een allerdéngs och hei soen, dass all déi Sachleeschtungen do net mat consideréiert ginn, all déi Transferts sociaux net mat consideréiert ginn, wann eisen Aarmutsrisiko gerechent gëtt, soss wäre mer bedeitend manner héich wéi déi 19,8%, déi mer de Moment um Leescht stoen hunn. An nach ass et esou, dass dës Regierung sech eens ass, dass och hei nach Handlungsbedarf bleift an dass mer an dëser Regierungsperiod, an dëser Legislaturperiod, an de Finanzminister huet et op eng beandrockend Aart a Weis elo just duergestallt, déi makroekonomesch Facteure vun dësem Land erëm alleguerten op gréng Konte stellen, sief dat, wat den Defizit ugeet, sief dat, wat d'Statsschold ugeet, sief dat, wat de Wuesstum ugeet, wat de Chômage ugeet. Dat hu mer alles fäerdegbruecht!

Mir hunn awer parallell nach eng Steierreform fäerdegbruecht, wou anerer heibanne gesot hunn, déi kéinte mer eis net leeschten. Mir hunn eng ganz Rei sozial Mesurë geholl. Ech hunn eng Rei dovu virdrun ugeschwat. An nach si mer der Meenung, dass déi nächst Regierung, nodeem déi makroekonomesch Facteure vun dësem Land erëm an der Rei sinn, derfir suerge muss, dass déi Schéier tëschent deenen, deen et manner gutt geet, an deenen, deen et besser geet, nach méi enk zesumme wäert kommen, speziell an de Beräicher vun de Monoparentallen, vun de klenge Rentner, vun der Besteierung och vun deene Renten, vun de Familljе mat méi Kanner.

An ech mengen, dass d'Parteien hei ronderëm den Dësch an deenen nächste Wochen a Méint och alleguerten hir Propositiounen dozou wäerte maachen. Ech wëll just soen, dass dës Regierung - dës Regierung! - de Spillraum geschaaft huet, fir an där nächster Legislatur hei nach eng ganz Rei Mesurë kënnen ze huelen.

Voilà, dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Da fänke mer elo mam allgemengen Debat un. An éischte Riedner ass de Fraktiounschef vun der CSV, den Här Claude Wiseler.

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)

Débat général

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. 2013 koume mer aus enger vun deene schwéierste Finanz- a Wirtschaftskrisen eraus, déi Europa an d'Welt jee kannt hunn. Haut hu mer weltwäit, europawäit eng Wuesstumsphas, déi een zu Lëtzebuerg selbstverständlech spiert, mä déi een an all europäesche Länner an engem äänleche Mooss quasiment spiert. Zu Lëtzebuerg ware mer 2009 op minus 4,4% PIB-Wuesstum respektiv Regressioun. Haut si mer op méi wéi 3% respektiv d'Previsioune si méi wéi 4% an deenen nächste Joren.

An der Eurozon ass et bal äänlech. Mir waren 2009 op minus 4,5%, mir wäerten 2017 oder mir sinn 2017 op plus 2,4%. An anere Länner, just fir déi ze nennen, déi zum Beispill ënnert dem europäesche Parapluie waren, Irland war minus 4,3% 2009 an dat ass haut op plus 7,8% PIB-Wuesstum. En allgemenge Phenomeen, wou Lëtzebuerg selbstverständlech och dovunner profitéiert. A mir sinn extrem frou driwwer, datt dat esou ass. Dat spigelt sech wéi an all Land an Zuele vum Chômage erëm. Dat spigelt sech an Zuele vun Investissementer erëm. Dat spigelt sech selbstverständlech och a Budgetszuelen erëm.

Mir stelle fest, datt, wéi ëmmer an der Wirtschaftspolitik, an Zykle gefuer gëtt. An et ass esou, datt Lëtzebuerg, well mer awer nach méi oder wéineg monolithesch sinn, extrem exposéiert ass, mat där Oppenheet, déi mer hunn, datt mer extrem fragill sinn, den Zyklen, den ekonomeschen Zyklen ausgesat. A fir mech ass evident, all politesch Konklusioun muss dozou féieren, datt een, wann ee mëtten an engem Zyklus ass, ëmmer muss deen nächsten Zyklus scho virbereeden. Politik ass net maachen, wéi wann déi Situatioun, an där een haut wär, géif ëmmer an ëmmer an ëmmer weidergoen. Politik ass u sech deen nächsten Zyklus scho virbereeden.

Dat heescht, wann et eis schlecht geet, wéi an der leschter Legislaturperiod mat där gréisster weltwäiter Finanzkris, da geet et u sech drëm, op där enger Säit ze kucken, datt een d'Ausgaben am Gréff behält, datt ee Gerechtegkeet a senge Spuerprogrammer huet. Mä et gëllt awer och anerersäits ze kucken, datt ee prett ass, wann eng Reprise kënnt. Dat huet déi viregt Regierung gemaach, den Tissu économique gehalen, Programmer gemaach, datt eis Entreprisë konnten iwwert déi Kris kommen, fir datt et duerno kéint weidergoen.

Wann et eis gutt geet, da geet et drëm, wéi haut, fir de Wuesstum ze geréieren, fir dat uerdentlech, korrekt, gerecht ze verdeelen, an op där anerer Säit awer och, fir virzebereeden, datt ee prett ass, datt ee fit ass, wann déi nächst Kris da kënnt. An datt se eng Kéier kënnt, wéini weess ech net, mä datt se eng Kéier kënnt, dat schéngt evident an normal ze sinn. An duerfir ass eng Virbereedungsaarbecht eng Aarbecht, fir sech prett ze maachen, fir sech fit ze maachen, och dat, wat zu enger responsabeler Politik gehéiert.

Ech sinn, well mer an der Oppositioun jo sinn, ganz oft ënnerwee, schwätze mat ganz ville Leit, wéi vill vun Iech d'ailleurs, an ech stellen ëmmer fest - ech stellen ëmmer fest -, datt d'Leit mat deem, oder vill Leit, déi meescht Leit wëssen, datt et eis haut zu Lëtzebuerg gutt geet, och ganz zefridde sinn, bis natierlech op enger Rei Ausnamen, Sozialfäll, déi ëmmer Schwieregkeeten hunn. Mä e groussen Deel vun de Leit, dee weess, datt et hinnen haut gutt geet, mä dee stellt haaptsächlech d'Fro: Kënnt Dir eis als Politiker garantéieren, datt et eis och an den nächste fënnef, zéng, fofzéng Joer gutt geet?

An d'Erausfuerderung vun der Politik ass genau déi! D'Erausfuerderung vun der Politik ass, iwwer Jore laangfristeg kënnen dee Wuelstand ze garantéieren, ze geréieren. De Premier huet gëschter e Bild gezeechent, esou wéi mer haut sinn: Et ass alles schéin, et ass alles wonnerbar, e bloen Himmel. Ech wëll dat och laangfristeg kucken an da fält de Bilan awer liicht anescht aus.

En huet gesot, datt d'Budgetszuelen…

(Brouhaha)

Une voix.- Oh, wat en Aarmut!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- En huet gesot, datt d'Budgetszuelen, also ech hu gesot, datt d'Budgetszuele sech evidenterweis op déi ekonomesch Situatioun zréckspigele vun haut, wat eng gutt ekonomesch Situatioun ass. An trotzdeem, och wann d'ekonomesch Situatioun gutt ass, och wann d'Budgetszuele besser si wéi virun enger Zäit, wëll ech awer op eng Rei Fakten opmierksam maachen, déi fir mech trotzdeem wesentlech sinn.

Deen éischte Fakt, dat ass, datt mer mat engem Wuesstum vun 3%, 4%, 5% iwwert déi lescht Joren an och an der Previsioun vun den nächste Joren awer nach 2018 en Defizit am Zentralstat vu 587, 2019 vu 453 an 2020 vun 352 Millioune schreiwen. Dat ass erofgesat gi par rapport zu deene Previsioune virdrun, mä tëschent 2017 an 2020 reng faktuell an den Zuelen ass et e cumuléierten Defizit vun 1,6 Milliarden Euro, mat engem Wirtschaftswuesstum vu 4% bis 5% d'Joer.

D'Regierung huet den Defizit 2017 staark erofgesat, esou gesäit et op jidde Fall an dësem Moment aus, vun enger Milliard op ronn minus 220 Milliounen. D'Fro stellt sech: Wéi huet se et gemaach? Eng Rei Explikatioune si komm. Wat ass d'ekonomesch Situatioun? Et ass evidenterweis, datt méi Recetten erakomm sinn op deene verschiddene Budgetsposten.

Op där anerer Säit, an ech liesen dat an der Banque centrale an ech liesen et och an den Avise vum Statec, sinn awer och Arrierëé vu viru Joren 2017 méi staark eragefuer ginn, wéi dat déi Jore virdrun de Fall war. D'Avancen, déi iwwert d'Steierreform hätten theoretesch missen erofgesat ginn, sinn um selwechten Niveau weidergefouert gi wéi déi Jore virdrun.

An da stellen ech fest, datt par rapport zum Pluriannuel 2017 bis 2021, deen eis viru véier Méint virgeluecht ginn ass, wou Investissementer an dem Zentralstat vun 2,4 Milliarde virgesi waren, elo am PSC nach 2,056 Milliarden Investissementer virgesi sinn, dat heescht 360 Milliounen Investissementer manner wéi 2017, wann ech d'Zuele richteg verstinn. Mä ech waarde gär da muer op d'Explikatioune vum Finanzminister. 360 Milliounen Investitiounen, déi net getätegt gi sinn an déi zu engem Deel natierlech dozou bäidroen, fir ze explizéieren, firwat de Budget vun 2017 manner grouss ass.

Et gëtt gesot: „Mir hunn d'Scholdespiral am Grëff." Ech fannen dat ëmmer lëschteg, wann dat gesot gëtt. Wann ech kucken, 11 Milliarden, seet den Här Gramegna, hutt Der geierft vun der leschter Regierung, 11 Milliarde ware Scholden do, déi duerchaus an enger Wirtschaftskris erklärbar sinn, firwat se an d'Luucht gesat gi sinn. Wat mir manner verstinn, dat ass, datt se och bei engem Wuesstum vu 4% bis 5% nach an d'Luucht ginn, 12,7 Milliarden haut, 13,9 Milliarden 2020 geplangt, eng Schold, déi also en valeur absolue 27% an deene Joren do wäert klammen, 2020 wäert bei 13,9% vum PIB leien.

Dat sinn net meng Zuelen, dat sinn Zuelen, déi Dir eis gëschter an dem PSC selwer geliwwert hutt!

An aus dem PNR schléissen ech eraus, datt déi Diversifikatioun, déi soll gemaach ginn, seet de PNR, den Här Schneider huet dat probéiert virdrun ze erklären, ech stelle fest, datt awer déi Diversifikatioun an den Zuelen net esou gemaach ginn ass, wéi dat am Ufank geduecht war. An ech maachen et un enger Zuel fest, déi awer eng ass, déi net vill changéiert huet par rapport zu deem, wat virdru war. Mir hunn et net fäerdegbruecht. An ech weess, wéi schwéier et ass, fir d'Diversifikatioun vun eise Recetten hinzekréien!

43% vun enger ganzer Rei vu Recettë vu Steiere kommen nach wie vor aus dem Finanzsecteur. Dat heescht, mir sinn zu engem ganz groussen Deel monolithesch op de Finanzsecteur, wat eis Recetten ugeet, nach konzentréiert. An dat, wou och déi international Instanzen eis konstant drop opmierksam maachen, och wann den Här Schneider da seet, hie wär net domat d'accord, hie géif dat einfach net akzeptéieren, dat ass, datt mer déi laangfristeg Fragilitéit vun eise Sozialsystemer awer mussen am A behalen an drop reagéieren an datt mer och eng grouss Gefor an der Logementssituatioun hei zu Lëtzebuerg hu mat deene Präisser, déi Joer fir Joer an d'Luucht ginn.

Ech wëll haut awer net eng nächst Budgetsried halen. Déi hu mer scho virun dräi, véier Méint gemaach a meng Meenung driwwer, déi ass do ganz kloer, eis Meenung ass do ganz kloer zum Ausdrock komm.

Ech wëll haut e Bild zeechnen iwwert d'Situatioun, d'partiell Situatioun zumindest, esou wéi se eis virläit iwwert déi gemaachten Aarbecht, déi geleeschten Aarbecht an deene leschte Joren an iwwert déi politesch Noutwendegkeeten, iwwert déi Erausfuerderungen, déi mir momentan als CSV an der aktueller Situatioun gesinn, déi Erausfuerderungen, déi Reaktiounen dozou an déi Politikgestaltung, déi mer wëllen aus där Situatioun do erausleeden. An dat wäerten och sécherlech a mengen Aen d'Diskussiounen an deenen nächste Méint ginn, wat den Enjeu vun eiser Wahlcampagne ugeet.

Fir d'Éischt wëll ech soen, datt mer, fir de Wuelstand hei zu Lëtzebuerg ze halen, de Wuesstum evidenterweis brauchen. Dat ass mer kloer. D'CSV seet also Jo zum Wuesstum. Mir hunn awer haut den demografesche Wuesstum. An an deem Rhythmus, wou mer demografesch wuessen, ass et schwéier ze packen, wann dat laangfristeg am demografesche Wuesstum esou weidergeet.

Mir mussen oppassen, datt déi negativ Konsequenzen, déi aus deem demografesche Wuesstum erauskommen, net déi positiv Konsequenzen, déi ee klassesche Wuesstum huet, iwwerschreiden. Mir mussen de Wuesstum also begleeden, an duerfir wëll ech haut op 15 Punkten agoen, wou ech mengen, wéi mer eis sollen opstellen an deenen nächste Joren, fir u sech déi Evolutioun, déi virauszegesinn ass, esou ze begleeden, esou am Grëff ze behalen, datt d'Liewensqualitéit, d'Liewen hei zu Lëtzebuerg och nach sënnvoll ass.

Dat éischt grousst Kapitel, wou ech wëll drop agoen, dat ass u sech, wéi mer eis mussen organisatoresch, administrativ hei zu Lëtzebuerg opstellen, well och eis Organisatioun, déi Aart a Weis, wéi mer un dee Wuesstum eruginn, déi Aart a Weis, wéi mer eist Land opstellen, wesentlech ass, fir ze kucken, datt mer déi Modernitéit, an déi mer eraginn, och esou am Grëff behalen, datt et sënnvoll ass.

Duerfir soen ech ganz kloer, éischte Punkt: Eist Land brauch eng nei Verfassung an deenen nächste Joren, well mer Kloerheet brauchen, well mer haut a Gewunnechten, Verfassungsgewunnechten, géif ech et nennen, liewen, an déi mussen an Zukunft kloer beschriwwe ginn. Mir mussen eng Verfassung hunn, déi krisefest ass. 2013 hu mer bei där politescher Kris gesinn, datt dat net onbedéngt an allem Detail de Fall war. Do musse mer Kloerheet schafen.

Mir brauchen nei Instrumenter an der Politik, wéi de Vote de confiance, wéi d'Motion de censure.

Mir brauchen eng moderniséiert Justiz, e Conseil national de la magistrature.

Mir brauchen och an der Verfassung e festgehalenen Ëmgang mat Reliounen, fir datt mer déi ganz Diskussiounen, déi fir vill Opreegung gesuergt hunn an deene leschte Joren, an e rouegt, definitiv a rouegt Gewässer erakréien.

Mir brauche verschidden nei Rechter an der Constitutioun. Eist Land brauch et, a mir hunn duerfir och aktiv matgeschafft an deene leschte Méint an där Kommissioun vun den Institutiounen.

D'Regierung war ugetrueden, fir déi Verfassungsreform ze maachen. Et waren e puer Punkten, wou dës Regierung net mat der CSV eens war a wou se am Ufank vun der Legislaturperiod probéiert huet, d'CSV an den Eck ze drécken, andeem se e Referendum organiséiert huet mat am Ufank véier Froen, duerno dräi Froen, well se wollt iwwert d'Meenung vun der CSV ewechgoen, fir an deene Punkte recht ze kréien, well se wollt d'CSV mat dem Referendum an den Eck drécken.

Dat ass misslongen. Mir stoungen duerno mat 80% vun der Bevëlkerung am selwechten Eck an dee Calcul, deen d'Regierung sengerzäit gemaach huet, ass net duergaangen, mä e war awer ganz schlecht, ganz schlecht…

(Interruption)

Ech weess dat. Ech weess dat! Mä dat war ganz schlecht fir d'Kohäsioun vun eisem Land, well et eiser Diskussioun mat den Netlëtzebuerger ganz vill am Atmosphäresche geschuet huet.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- …dat huet den Här Wiseler richteg gesot: „Mir stoungen", also als CSV, „mat deenen 80% am Eck!"

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et war eng Formule, fir et ironesch auszedrécken, Här Bettel, datt mer mat 80% net an engem Eck stoungen, mä datt mer mat 80%…

(Interruption et brouhaha)

Jo!

Här Bettel, ech passe ganz gutt op, datt ech nëmmen am éischten Degré mat Iech schwätzen.

(Hilarité générale et brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Wiseler, fuert Dir weider!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dee Referendum war sengerzäit net gutt fir d'Kohäsioun, fir d'Zesummeliewe mat den Auslänner. A mir sinn der Meenung, datt mer duerch déi Diskussiounen, déi mer do haten, mindestens ee Joer verluer hunn, dat eis haut bei der Verfassungsreform ganz einfach feelt.

Mir hunn haut nach keen Text, deen definitiv fäerdeg ass respektiv mir hunn dee leschten Artikel d'lescht Woch fäerdeggestallt an der Verfassungsreform. A mir sinn elo eréischt amgaangen, d'Rapporten definitiv ze schreiwen. Ech wëll soen, datt dee Verfassungstext net hätt kënnen, och wa mir am Oktober 2016 net gesot hätten, mir géife kee Referendum méi wëlle maachen, datt deen Text a mengen Aen, an eisen Ae souwisou duerch déi verlueren Zäit dës Legislaturperiod net hätt kënne kommen.

Ech wëll awer soen, datt trotzdeem vill Aarbecht…

(Interruption)

…geleescht ginn ass,…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- …an ech wëll dem Här Meyers an dem Här Bodry, ech maachen et trotzdeem, och wann Der net do mat mer d'accord sidd, ech wollt Iech am Fong Merci soen, Här Bodry, fir déi Aarbecht, déi Dir an den Här Meyers virdru geleescht hutt, well mir sinn awer weiderkomm an den Aarbechte vun der Verfassung a mer hunn haut e Resultat um Dësch leien. Ob ech zefridde si mam Resultat, do soen ech: net ganz, well dat Resultat, wat mer doleien hunn, ass ëmmer e Resultat, e Kompromiss vu ville Parteien, deen ee muss sichen. Kee vun eis ass honnertprozenteg zefridde mat deem, wat um Dësch läit, mä mir kommen der Saach awer vill méi no.

Ech mengen, datt et elo muss weidergoen, andeem mer de Rapport fäerdeg maachen, dat hu mer esou och mateneen ofgemaach. An dann, ob mer dann en Engagement vun all Parteie maachen, fir ze kucken, datt mer eis engagéieren, fir no de Wahlen och déi Prozedur unzefänken, déi zu enger neier Verfassung féiert. Dat muss no de Wahle gemaach ginn. Ech mengen, datt mer e Referendum musse maachen no den nächsten Europawahlen.

Ech wëll hei op der Tribün zwou Saache soen, well déi Fro oft gestallt ginn ass. D'Fro gëtt jo oft gestallt: „Maacht Der dat do net, fir dann iergendzwousch als Partei ofzesprangen no de Wahlen?"

An ech wëll hei ganz kloer soen: Wa mir en Accord fannen, da géife mer gär deen Accord bei de Leit dobaussen och duerchdiskutéieren, da géife mer gär kucken, datt mer mat déi Explikatiounen un d'Leit kréien. A wann eppes Gréisseres ze ännere wär, wëlle mer eis op dozou weisen.

Mä vum Prinzip hier soen ech ganz kloer: Wa mir elo en Accord fannen, a mer wäerten ee fannen, da steet eis Partei, ob mer an der Majoritéit sinn oder an der Oppositioun, no den nächste Wahlen zu deem, wat mer ofgemaach hunn. Mir brauchen eng nei Verfassung an d'CSV wëllt se. Ech wéilt just datselwecht vun deenen anere Parteien, datselwecht Engagement vun deenen anere Parteien och héieren,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- …ob Der an der Majoritéit sidd oder an der Oppositioun sidd! Ech soen eng Ausso fir meng Partei, fir eis Partei. Ech géif se och gäre vun Iech héieren.

An ech soen hannendrun, datt mer och e Referendum solle maache fir déi Verfassung! Ech gesinn näämlech net, wat een an e Referendum soll ginn, wann et net eng Verfassungsreform ass, wann et net dat wichtegst Gesetz ass, wat mer hei am Land hunn! Wa mer dat net iwwer Referendum ofstëmme loossen, da weess ech net, wat mer an eng Verfassung solle schreiwen. Et ass ee wichtegen Text. Duerfir soen ech: Kommt, mer ginn en an de Referendum, kommt, mir maachen dat!

Ech hu Vertrauen an deen Text, dee mer gemaach hunn. Ech hu Vertrauen an déi Explikatiounen, déi mer kënnen de Leit ginn, an ech hunn och Vertrauen an d'Lëtzebuerger, fir déi nei Verfassung do matzestëmmen. Ech wëll de Referendum an ech proposéieren, datt mer dee sollen no den nächste Wahle maachen, fir gutt unzekommen a fir eng nei konstitutionell Ära zu Lëtzebuerg unzefänken.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir brauchen och, fir dee Wuesstum, fir déi Evolutioun uerdentlech ze maîtriséieren, eng Territorialreform zu Lëtzebuerg. Mir brauche staark Gemengen! Dat dagdeeglecht Liewe weist, datt kleng Gemenge ganz oft Schwieregkeeten hunn, déi technesch Contrainten, déi Accueilscontrainten, déi se brauchen, déi se musse maachen, déi administrativ Contrainten, déi se hunn, uerdentlech, korrekt a gutt ze leeschten.

Mir sinn zur Konklusioun komm, datt dat mat 102 Gemengen hei an dësem Land net méiglech ass, datt et awer noutwendeg ass, datt mer dem Bierger eng Garantie ginn, fir déiselwecht Servicer iwwerall kënnen unzebidden, egal wou en um Territoire wunnt. Duerfir si mer der Meenung, datt eng Territorialreform gemaach sollt ginn, déi eis op 60 Gemengen erofsetzt. Dat ass evidenterweis eis Zilsetzung. D'Majoritéit ass d'ailleurs och därselwechter Meenung, datt mer sollen an déi Richtung goen. Deen eenzegen Ënnerscheed, dat ass, datt d'Majoritéit seet, dat muss fräiwëlleg gemaach ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An deem Rhythmus, wéi et an deene leschte Joren dës Legislaturperiod, déi Legislaturperiod virdru gemaach ginn ass, dat heescht, véier Fusioune pro Legislaturperiod, si mer awer bis déi Zilsetzung 50 Joer - 50 Joer! - amgaangen! Dat ass ze spéit,…

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- …wa mer wëllen de Wuesstum an de Rhythmus vum Wuesstum esou mathalen an esou organiséieren. Soudatt mir proposéieren, datt mer sollen esou schnell wéi méiglech eng Kaart zeechnen no den nächste Wahle vun de Gemengen, déi soll ëmgesat ginn, an esou schnell wéi méiglech och d'nächst Legislaturperiod, an datt déi nei Fusiounskaart soll eréischt 2029 a Realitéit antrieden, fir datt d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, wärend sechs Joer oder wärend siwen, aacht Joer sech uerdentlech drop virzebereeden, datt mer mat enger neier Territorialkaart kënnen à partir vun 2029 ufänken. Dat kann natierlech och schonn éischter si fir déi Gemengen, déi et éischter decidéieren. Op jidde Fall ass dat eng Propositioun, déi mir maachen, fir d'Organisatioun am Land hei besser am Grëff ze behalen a fir esou de Wuesstum besser ze geréieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Niewent der Territorialreform sinn och nach aner Organisatiounsfroen, déi sech um Gemengeplang stellen. Mir hunn eng Diskussioun iwwert d'Trennung vun de Mandater hei zu Lëtzebuerg. Ech soen, fir eis ass dat och eng Fro vun der Professionaliséierung vun de Buergermeeschteren.

Am Kader vun enger Territorialreform, wou Der gréisser Gemengen hutt, wou Der gréisser Strukturen hutt, déi och eng professionell, och eng professionell politesch Féierung brauchen, schéngt et eis absolutt sënnvoll ze sinn, datt een déi Trennung vun de Mandater ugeet.

Duerfir och ganz kloer déi parallell Propos zur Territorialreform: Wa mer eng Reduktioun op 60 Gemenge maachen, si mer der Meenung, datt mer sollen higoen, fir dann e professionelle Buergermeeschter anzeféieren an d'Trennung vun de Mandater, vum Deputéiertemandat a vum Buergermeeschteschmandat, à partir vun 2029 virzeschloen. Dat ass fir eis eng Organisatiounsfro fir d'zukünfteg a performant Gemengen.

Véiertens, d'Gemengefinanzen. Dës Regierung huet eng Reform vun de Gemengefinanze gemaach. Déi Reform war och an eisen Ae wichteg a vum Prinzip aus ze begréissen. Mä et ass awer ganz kloer, datt mer an där Reform eng Benodeelegung vum ländleche Raum erëmfannen, andeem de Kritär vun der Zone verte aus deem doten Text erausgeholl ginn ass.

Duerfir ass fir eis och ganz kloer: Wa mer haaptsächlech déi Gemengen aus dem ländleche Raum an Zukunft uerdentlech a korrekt wëllen ënnerstëtzen, da muss dee Kritär vun der Zone verte erëm an dat Gemengefinanzgesetz eragefouert ginn. A souwisou ass et esou, wa mer eng Territorialreform maachen, wa mer op 60 Gemengen zréckginn, da muss dee ganzen Text nach eng Kéier ganz iwwerkuckt ginn, well da muss eng aner Organisatioun och an de Gemengefinanzen nach zousätzlech kommen.

Fënnefte Punkt, dee vun der Landesplanung. Eist Land ass kleng. Mir hunn e staarke Wuesstum. An duerfir musse mer eis gutt organiséieren. Dës Regierung war ugetrueden, fir der Landesplanung eng Prioritéit ze ginn! Dës Regierung war ugetrueden an huet eis gesot, elo

géif emol gewise ginn, wat politesche Courage wär, wéi ee géif an der Landesplanung Neel mat Käpp maachen! A wou sti mer do no véier an engem hallwe Joer Gambia-Politik?

Éischtens, mir hunn elo eréischt virun zwou Wochen e Gesetz kritt.

Zweetens, mir hoffen, datt an deem Gesetz och all déi Prozeduren, déi dra sinn, elo richteg sinn, datt déi Plan-sectoriellen och kënnen an d'Realitéit ëmgesat ginn. Mir zweifelen nach zu engem Deel dodrun.

A mir stellen och fest, datt aus deem Gesetz eng Rei Moossnamen erausgeholl gi sinn, déi an eisen Ae wichteg waren, well se u sech dem Aménagement du territoire Kraaft ginn hunn, verschidde Saachen an der Realitéit ëmzesetzen, wéi zum Beispill e contraignantë Parkraummanagement oder wéi zum Beispill d'Méiglechkeet, fir datt e Programme directeur d'aménagement du territoire och eng juristesch Basis huet, wou den Innenminister sech kann drop beruffen, wann e PAGen analyséiert. Dat ass net méi am Text heidran. Duerfir hu mer en net gestëmmt. Dat ass awer réellement problematesch a muss och an zukünftege Gesetzer verbessert ginn!

De Minister huet en Text vum Parkraummanagement separat versprach gehat, deen ass awer nach net do.

De Minister huet och eng Diskussioun iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire elo eréischt lancéiert, déi 2019 an 2020 da soll zu engem Schluss gefouert ginn. Mir hu keen neie Plan sectoriel, deen elo deposéiert ass. Mir waarde mat Ongedold drop, datt se dann an deenen nächste Woche presentéiert ginn.

Mir si mëtten an enger Prozedur, wou d'Gemengen amgaange sinn, hir PAGen nei ze maachen, wou 38 Gemengen an der Prozedur sinn a 64 Gemengen nach net an der Prozedur sinn! Ech froe mech, wat fir eng Uerdnung dat elo ass, wou mer fir d'Éischt emol d'PAGe fäerdeg maachen, da komme Plan-sectoriellen an da kënnt en neie Programme directeur d'aménagement du territoire! Misst et net ëmgedréit ugepaakt ginn? De Programme directeur d'aménagement du territoire, deen dat Ganzt encadréiert, misst virgemaach ginn, da misste Plan-sectoriellen do sinn an da missten d'PAGe kommen, ansonste muss erëm alles ëmgeännert ginn.

An haaptsächlech, an dat ass mäi grousse Risk:...

(Brouhaha)

Ech hoffe just,…

(Coups de cloche de la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...datt mer an deene verschiddene Saachen, déi mer elo kréien, net och nach Kontradiktiounen dran hunn, déi eis da blockéieren an der reeller Evolutioun.

(Interruption)

Véier wesentlech Froe wäerten an deenen nächste Wochen ugepaakt ginn an de Plan-sectoriellen, déi deposéiert ginn:

Wou schaffe mer? A mir wëssen, datt mer an deene leschte Jore vill Schwieregkeeten haten, haaptsächlech wa PMEe gesicht hunn, fir Terrainen ze fannen, fir sech ze implantéieren.

Wou wunne mer? Mir hu festgestallt, datt mer 6% bis 7% Augmentatioun vun de Präisser an deene leschte Jore kannt hunn.

Wou beweege mer eis? De MoDu 2.0 muss absolutt frësch gemaach ginn, fir deenen neie Croissancegegebenheeten ugepasst ze ginn.

Wou si mer an der Ëmwelt drun? An hei freet d'Agrikultur, hei freet d'Landwirtschaft, datt déi Flächen, op deene si schaffen, och reservéiert gi fir Agrikulturaarbecht an net kënne gebraucht gi fir schlussendlech Kompensatiounen, mä datt se reservéiert gi fir Agrikulturaarbecht.

Mir si gespaant, ob déi Plan-sectoriellen, déi dann an zwou, dräi Wochen erauskommen, op déi richteg Froen, déi sech stellen, Äntwerte ginn an ob mer an der Realitéit och eppes kënnen domadder ufänken, ob den Aménagement du territoire, esou wéi en dann an der Realitéit geplangt gëtt, och eng Chance huet, fir duerno effikass ze sinn an eppes ëmzesetzen.

Ech fannen et just erstaunlech, datt mer sechs Méint virun de Wahlen eng grouss Debatt iwwert den Aménagement du territoire musse féieren, eng iwwert de Logement musse féieren, eng iwwert d'Mobilitéit musse féieren, wou am Fong haaptsächlech e Katalog all Kéiers opgestallt ginn ass vun deene Saachen, déi an dëser Legislaturperiod net gemaach gi sinn an déi nach opbleiwen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An aus där virdrun!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- E puer Wuert iwwert d'Logementspolitik, well d'Logementspolitik awer eng vun deene gréisste Suergen ass, déi momentan zu Lëtzebuerg sinn, säit Joren, soen ech awer och gär hannendrun! D'Regierung war ugetrueden, fir och do, esou ass et gesot ginn, 2013-2014 e Paradigmewiessel ënnert där fréierer Logementsministesch ze maachen. Doraus war eng Prioritéit gemaach ginn. De Premier sot a sengem État de la nation 2014, datt de Stat an deenen nächste Joren iwwer 10.000 Wunnechte géif bauen oder deelweis finanzéieren, e groussen Deel fir de Locatif. An de Bilan dovun ass net 10.000 Wunnengen, mä 2.000 Wunnenge si mat Hëllef vum Stat gebaut ginn, dovunner 735 Studentewunnengen a just 572 sozial Mietwunnengen.

De Fonds du logement huet et fäerdegbruecht, 2016 ganzer 19 Wunnengen ze bauen. D'SNHBM huet besser geschafft, huet an där ganzer Period der 770 gebaut. De Logement huet de Besoin. Wa mer d'Evolutioun vun haut kucken, missten all Joers mindestens 6.500 Wunnenge gebaut ginn. Mir sinn awer haut bei engem Taux tëschent 3.000 a 4.000, dat hänkt vun de Joren of.

Och do soen ech, et ass: Wëllkomm an der Realitéit! Dat heescht, dee grousse Paradigmewiessel ass net komm.

Mä ech wëll awer och soen, well dat evident ass: Jiddwer Politiker, och déi Regierunge virdru gradesou wéi déi heiten, mussen an der Logementspolitik eng gewëssen Humilitéit hunn. Et sinn eng ganz Rei vu positive Moossname gemaach ginn, mä mir hunn d'Effikassitéit um Terrain an deene leschte fënnef, an deene leschten zéng, an deene leschte 15 Joer net esou gespiert. Et ass eng Motioun, déi mer zesumme gestëmmt hu virun e puer Méint, wou mer villes erëmfannen, wat d'Regierung nach net gemaach huet, wat ee soll an deenen nächste Méint maachen. Ech wëll Iech fënnef, ech wëll Iech zéng Punkten hei opzielen, déi fir eis wichteg sinn a wou mer mengen, dat sollt kuerzfristeg realiséiert ginn an der Logementspolitik.

Dat Éischt, dat ass, mir mussen evidenterweis eng Politik vun der Offer maachen, net méi vun der Demande. Ech mengen, do si mer eis absolutt eens an där Ausso. Et muss méi gebaut ginn. Et muss méi op de Marché kommen. Dat ass déi eenzeg Chance, fir d'Präisser erofzekréien. Eng Politik op der Demande ass zwar sozial hëllefräich, mä hëlleft eis näischt um Problem. Ech mengen, doriwwer si mer eis eens.

E puer konkret Moossnamen, déi fir eis wichteg sinn:

Dat Éischt, dat ass, selbstverständlech muss un enger Innenverdichtung geschafft ginn. Selbstverständlech muss u Baulücke geschafft ginn. Mä ech soen awer och hannendrun: Verschiddentlech an deenen nächste Méint musse mer awer och iwwert d'Opmaache vun enger Rei vu PAGen nodenken, well mir brauchen och méi Raum, wou kann drop gebaut ginn.

Zweete Punkt: Mir brauchen déi Plan-sectoriellen esou schnell wéi méiglech an an deene Plan-sectoriellen hoffen ech, datt eng ganz Rei vun deene Projet-d'enverguren, déi an deene virdru virgesi waren, och iwwerholl ginn. Well ouni grouss Projet-d'enverguren, déi och deelweis an de Gréngraum empietéieren, komme mer net weider. Ech si gespaant ze gesinn, wéi wat fir eng Plan-sectorielle vun der Regierung deposéiert ginn.

Drëttens: Fir datt mer déi Terraine kréien, muss de Stat sech jo och d'Moyene ginn, fir d'Terraine kënnen ze kréien, dann, wann en et wichteg fënnt an dee Moment, wou en et wichteg fënnt. Expropriatioune mussen an eisen Aen, ech soen dat ganz kloer, och d'Ausnam bleiwen! Si kënnen nëmmen da gemaach ginn, wann d'Utilité publique do ass a wann de Prinzip vun der Utilité publique ausgesprach ass, kloer ofgegrenzt a gesetzlech verankert, esou wéi dat an de Plan-sectoriellen ass.

Et muss een awer och kënne kloer an däitlech driwwer schwätzen an net deen Thema einfach ëmmer ëmschiffen. Mir mussen all d'Moyenen dem Stat ginn, fir op definéierten Terrainen, gesetzlech ofgegrenzten Terrainen Expropriatioune kënne spillen ze loossen, awer natierlech nëmmen, wann absolutt gerecht Contrepartië mat Kaf oder Tausch do sinn a wann all aner Moyen utiliséiert ass, éier mer dorobber kommen.

D'ailleurs soen ech Iech, datt d'Gesetz vum Aménagement du territoire, dat Gesetz, wat dës Majoritéit rout, gréng a blo d'ailleurs och gestëmmt huet virun zwou Wochen hei an der Chamber, genau déi Moyene virgesäit, fir dem Stat ze ginn, fir deen Typ vun Expropriatioun ze maachen. Mir hunn dat Gesetz net matgestëmmt aus anere Grënn, mä dës Majoritéit huet sech déi Moyene ginn, fir et ze maachen, all Parteien zesummen. Elo geet et just drëm, datt se och nach an d'Realitéit ëmgesat ginn, wann et da gebraucht gëtt.

Mir sinn d'ailleurs och der Meenung, datt aus deemselwechte Grond eng Rei Plan-sectoriellen och misste gemaach ginn op Bauten, wou Utilité publique an eisen Aen och drop ass, Plan-sectoriellen oder Plan-nationallen, deemno ëm wat et geet, Bauschuttdeponien, Flüchtlingen, Altersheimer, Schoulen, fir datt mer an deem Typ vu Bauten och weiderkommen.

Véiertens: Mir brauchen eng national Tax op bebaubaren Terrainen, déi aus Spekulatiounsgrënn zréckgehale ginn.

Fënneftens: Mir brauchen d'Kreatioun vun enger Privatgesellschaft, fir Acquisitiounen ze maache vun Terraine fir de Stat, fir d'Realisatioun mat Privatpromoteuren ze maachen a fir och de Gemengen ze hëllefen, wa si mussen d'Gestioun maache vu lokative Wunnengen, wat se net ëmmer eleng packen, sécher net esou, wéi se haut opgestallt sinn. An duerfir brauche mer d'Kreatioun vun enger Privatgesellschaft.

Sechstens: Mir brauchen eng Versioun 2.0 vum Pacte Logement.

Siwentens: Mir brauchen e staatlechen Taux fir Sozialwunnengen, dee mer vu 75% wahrscheinlech op 85% erhéijen.

Aachtens: Mir brauchen e gesetzleche Kader fir d'Contrats de mise à disposition, haaptsächlech fir Sozialwunnengen, mä och fir Wunnenge bei Refugiéen.

Néngtens: Mir sollen och nodenken, ob mer net Contrats de location vente sollen ausschaffen, wou jonk Koppele sech fir d'Éischt kënnen eng Wunneng lounen an duerno déi Wunneng da kafen, an där se schonn drawunnen.

An zéngtens: Mir brauchen evidenterweis Vereinfachung vu Prozeduren. Mir hunn d'Omnibusgesetz matgestëmmt. Mir sinn awer der Meenung, datt d'Naturschutzgesetz, esou wéi et dolàit an dësem Moment, eis net d'Méiglechkeet gëtt, fir déi Simplification administrative ze maachen, déi mer brauchen. Mir hunn do 28 Amendementen erabruecht op deem Gesetz an déi 28 Amendemente sinn net ugeholl ginn. Ech hoffen, datt mer do nach eng Kéier kënnen eng Diskussioun féieren.

(Interruption par la présidence)

Ech wëll soen, Här President, ech sinn der Meenung, datt all Froe no menger Ried gestallt kënne gi respektiv datt Der genuch Zäit hutt als Regierung, fir no all deenen eenzelne Punkten dorobber an allen Detailer anzegoen. Ech invitéieren lech an ech hu souguer an der Conférence des Présidents gefrot, datt jiddwer Minister a sengem Domän…

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Ech hu keng Fro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...datt jiddwer Minister a sengem Domän soll schwätzen, seng Froe stellen a seng Äntwerte ginn. An duerfir géif ech elo gäre weiderfueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Et ass just, fir e Constat ze maachen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hu ganz gutt opgepasst, weder de Statsminister nach de Wirtschaftsminister nach de Finanzminister ze ënnerbriechen. Ech hat 200 Froen ze stellen. Ech hu keng gestallt. An duerfir...

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Et ass just, fir de Constat ze maachen...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...mä ech wëll, datt Der se herno stellt, wann Ären Tour ass.

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Et ass just, fir dem Här Wiseler recht ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo dat ass jo dann elo geschitt! Ech ka just feststellen...

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Et ass just, fir dem Här Wiseler recht ze ginn,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister!

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- ...well mer vun all deene Punkten de Gros och schonn zesumme maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister! Ech wëll just soen, dass d'Regierung vu kengem Deputéierten ënnerbrach ginn ass an dass, wann e Riedner aus der Chamber hei net wëllt ënnerbrach ginn, ech dat och respektéieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah sou! A firwat huet den Här Wolter mech dann ënnerbrach, Här President, gëschter?!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also wann ech gelift! Wann ech gelift! Hei huet elo just den Här Wiseler d'Wuert!

(Brouhaha général et protestations)

Hei huet just den Här Wiseler d'Wuert!

Une voix.- Oh mei, oh mei, oh mei, wat en Aarmut!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei hust just den Här Wiseler d'Wuert!

(Protestation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État)

Wann ech gelift!!!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bling bling!

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mäi siwente Punkt, dat ass…

(Brouhaha)

Ech wollt elo waarden, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, Dir hutt elo ganz eleng d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President.

Mäi siwente Punkt, dat ass dee vun der Mobilitéit. Mir wëssen, wat d'Mobilitéit fir e Problem ass, well mer en all Dag spieren, physesch spieren an deene Stauen, wou mer drastinn, ee wéi deen aneren, egal vu wou e kënnt, all moies, all owes. Déi Investissementer, déi d'Regierung mécht, fannen eis voll Ënnerstëtzung. Ech wëll dat och kloer an däitlech soen. Déi sinn d'ailleurs d'Ëmsetze vun deene Moossnamen, déi déi lescht Regierung zu engem groussen Deel am Mobilité-durables-Programm festgesat huet. An ech si frou, datt d'Regierung déi och tel quel ëmsetzt, well ech se sënnvoll fannen. Ech sinn och frou iwwert dee Succès, deen den Tram, säin Ausbau fënnt, deen och den Arrêt Pont Rouge fënnt, déi initiéiert gi sinn ënnert der leschter Regierung, wat ech super Iddie fannen an déi och effikass sinn.

Mir sinn och der Meenung, datt déi Ausbauen op de Findel, de Ban de Gasperich, Hollerech a Bartreng, déi zu engem groussen Deel och scho vun der viregter Regierung geplangt waren, evidenterweis solle gemaach ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt deen Ausbau op Esch an de Südtram eng gutt Iddi sinn. Déi eenzeg Fro, déi mer stellen, dat ass: Wat ass d'Capacitéit, déi gebraucht gëtt? Hu mer besser, mat engem schnelle Bus oder engem Tram dohinner ze fueren? De Minister Bausch huet eis gesot, hien hätt eng Etüd driwwer gemaach, déi en eis géif presentéieren. Wann déi Capacitéiten esou gefrot ginn, sti mer honnertprozenteg hannert der Iddi. An ech soe souguer hannendrun: Mir sinn der Meenung, datt deen Tram och nach soll weidergefouert ginn op där anerer Säit.

Mir fannen et sënnvoll, wann d'Regierung géif analyséieren, datt mer laanscht déi Pist op de Findel op Nidderaanwen zumindest géifen eroffuere respektiv laanscht d'N1 op de Fluchhafen, laanscht de Fluchhafen duerno op Contern, wou grouss Zone-industriellë gebaut ginn. Dat géif zumindest Sënn maachen, et ze studéieren. An ech proposéieren hei, datt dat och an déi Studien, déi elo zum Ausbau vum Tram gemaach ginn, schonn erageholl gëtt, well dat mussen nächst Etappen duerstellen.

Ech fannen et och gutt, datt elo déi Zuchstrecken esou ausgebaut ginn, wéi se ausgebaut ginn. Mä ech wëll och soen, datt ech der Meenung sinn, datt muss an dem Stroossebau an deenen nächste Jore méi investéiert ginn, datt do eng Rei Chantieren nach opstinn, déi musse gemaach ginn, a wou ech ganz grouss Retizenze spiere respektiv wou d'Dossieren nach net ugefaange sinn.

Loosst mech se emol opzielen, da kucke mer, ob Der nach positiv mam Kapp wénkt!

Éischtens mengen ech, datt de Boulevard de Merl an de Boulevard de Cessange absolutt noutwendeg sinn a scho laang missten ugefaange sinn.

Zweetens soen ech, de Contournement vun Alzeng ass mat deem, wat geschitt op dem Ban de Gasperich, eng absolutt Necessitéit a kann net méi laang waarden, éier déi nächst Etappe kommen. Well wann de Ban de Gasperich bis ganz fonctionnéiert, kréie mer an deenen Zoufaartsstroosse soss richteg Problemer. Dee muss esou schnell wéi méiglech kommen!

Ech sinn der Meenung, datt de Südcontournement vun Ettelbréck an den Nordcontournement vun Dikrech musse kommen. Ech stelle just fest, datt deen awer contestéiert ass vun der Regierung. An ech froe mech ganz gespaant, wat dann am Plan sectoriel a véierzéng Deeg, wat den Nordcontournement vun Dikrech ugeet, wäert drastoen. Ech sinn der Meenung, datt déi zwee Contournementen absolutt musse kommen!

Ech sinn der Meenung, datt d'N7 op véier Spure muss ausgebaut ginn!

(Brouhaha)

Ech sinn der Meenung, datt d'ganz Tangente Ouest muss gebaut ginn, e Projet, deen awer zu engem groussen Deel vun dëser Regierung vum Programm gestrach ginn ass.

An ech sinn der Meenung, datt een elo scho muss kucken, datt déi dräispureg Autobunnen iwwerall virgeplangt ginn, well fréier oder spéider komme mer eng Kéier dorop hin a brauche mer se.

Wann dann hei gesot gëtt, datt an deene leschte Regierungen do d'Investissementer net gemaach gi sinn, da soen ech, datt an deene leschte Regierungen - an ech schwätzen net nëmme vun där leschter, mä vun deenen dräi leschten! - d'Investissementsquote par rapport zum PIB ëmmer tëschent 3,7% a 4% vum PIB louchen. An dat ass haut genau d'selwecht, quitte datt et en valeur absolue méi mécht, mä d'Augmentatioun vun…, mä de Fait, datt e Pourcentage vum PIB investéiert gëtt vun deene viregte Regierungen, ass genau d'selwecht wéi dat, wat dës Regierung mécht.

Et ass richteg, datt de Fonds du rail momentan méi Depensen huet, zum Beispill well den Tram gebaut gëtt, zum Beispill well d'Plattform Multimodal zu Beetebuerg gebaut gëtt, zum Beispill well déi Strecke vun Hamm-Sandweiler respektiv d'Beetebuerger Streck gebaut ginn. Mä ech wëll awer just soen: Wann déi Strecke kënne gebaut ginn, dann ass dat, well déi lescht Regierung, an ech géif souguer soen, déi lescht Regierungen awer genau déi do Dossiere virugedriwwen hunn! Déi Beetebuerger Streck géif net gebaut ginn, wa mer se net scho virbereet hätten an der leschter Regierung. De Chantier vun Hamm-Sandweiler ass schonn ugefaange ginn an der leschter Regierung an duerfir kënnen elo déi Depensë gemaach ginn.

Ech ënnerstëtzen dat! Mä dann awer ze soen, et wär esou vill Retard an elo endlech géif eppes gemaach ginn! Et kann elo eppes an d'Realitéit ëmgesat ginn, well déi Regierung virdrun et virbereet huet a prett gemaach huet, inklusiv den Tram an den Arrêt Pont Rouge, fir datt se konnten an dëser Regierung gebaut ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech ënnerstëtzen et, datt et gemaach gëtt. Mir ënnerstëtzen et, datt et gemaach gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da wëll ech awer e puer Wuert iwwert de Fonds des routes soen, well dat fannen ech just nëmme witzeg, wat de Statsminister do gesot huet. E seet: Am Fonds des routes goufen 2013 knapp 180 Milliounen Euro investéiert. Fir dëst Joer sinn Ausgabe vun iwwer 340 Millioune geplangt. Dat hutt Dir gesot, Här Statsminister! An Dir sot, et kann een objektiv festhalen, datt den Invest an de Stroossebau massiv an d'Luucht gaangen ass. Massiv an d'Luucht gaangen ass! Dat ass dat, wat Der eis gëschter hei erzielt hutt. 340 Milliounen, massiv an d'Luucht gaangen.

Da kucken ech Ären Tableau hannendrun. An op Ärem Tableau hannendrun, do schwätzt Der schonn net méi vun 340 Milliounen! Do stinn 225 Milliounen Depensen dëst Joer! Da froen ech mech: Wat ass dann elo falschgelaf?

Da stellen ech just fest - da stellen ech just fest -, datt am Fong déi 340 Milliounen, déi Dir nennt, dat sinn Depensen, wann alles richteg leeft, wann all Chantier maximum leeft. Dat gëtt awer klassescherweis an dem Budgetsopschreiwen - an de Finanzminister kann lech dat eng Kéier erklären - do rectifiéiert mat Depense-ajustéeën! An déi 225 Milliounen, dat sinn Dépense-ajustéeën! An Dir kënnt net e Kont vergläiche mat Dépense-ajustéeën, well et och nach am Stroossebau an deene leschte Joren ëmmer esou war, datt souguer d'Dépense-ajustéeën, déi 225 Milliounen, déi Der hätt missen nennen amplaz 340, ni realiséiert gi sinn!

Dat Eenzegt, wat Dir mat Ärem Tableau gewisen hutt - a kuckt lech en emol eng Kéier gutt un! -, dat Eenzegt, wat Der mat Ärem Tableau gewisen hutt, dat ass, datt 2013 182 Milliounen ausgi gi sinn a säithier an dëser Legislaturperiod ni esou vill wéi 2013 fir de Stroossebau ausgi ginn ass wéi vun der leschter Regierung! Dat ass dat Eenzegt, wat Der beweist! Also, massiv méi investéiert! Am Fong hutt Der all Joers an de Stroossebau manner investéiert! An Är Zuelen, déi Der gewisen hutt, weisen et, an de Finanzminister erkläert lech den Ënnerscheed tëschent dem Budget an den Dépense-ajustéeën an dann de Kont vun deem, wat duerno erauskënnt, well do ass e groussen Ënnerscheed dertëschent.

Ech fannen et just nëmme witzeg, wann hei als Beweisféierung eppes bruecht gëtt, wou am Fong genau de Contraire domadder bewise gëtt.

(Interruption)

Aachtens: Wuesstum. Ech hunn et gesot: Wuesstum bedeit Wuelstand. Mir brauche Wuesstum fir d'Zukunft a mir wëllen dee Wuesstum och als CSV. Mä haut hu mer, hunn ech scho gesot, exklusiv en demografesche Wuesstum, manner e Produktivitéitswuesstum. Mir sinn der Meenung, datt mer de Rhythmus vun haut, wann et esou weidergeet am demografesche Wuesstum, laangfristeg Schwieregkeeten hunn ze packen.

D'Logementspräisser op där enger Säit an op där anerer Säit de Stau all Dag sinn deen allerbeschte Bewäis derfir. All siwe Joer eng nei Stad Lëtzebuerg bauen, all Joers en neit Beetebuerg derbäibauen, ass e Rhythmus, wat ee laangfristeg Schwieregkeeten huet, fir ze packen.

(Interruption)

Jo, mir sinn eng oppen Ekonomie, äntwert dann normalerweis de Wirtschaftsminister mer, jo, mir sinn eng oppen Ekonomie. Wéi solle mer dat regelen? Wéi solle mer dat an de Gréff kréien? Dat ass effektiv eng schwiereg Fro. Mä ech soen awer hannendrun: Mä mir hu Fräiraum, fir ze gestalten. A kommt, mir loossen dee Fräiraum awer voll ausnotzen!

Mir hunn eng Diskussioun d'ailleurs genau ëm deen do Sujet tëschent deene Gréngen an de Sozialisten an der Regierung, ëm d'Qualitéit vum Wuesstum an d'Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg wuessen. Ech soen: Mir sollen hei higoen a ganz kloer eis Sektoren definéieren, wou mer wëlle wuessen. D'Regierung huet der eng Rei definéiert: d'Finanzen, d'Assurancen, d'IT, Biomedezinn, Recherche, Logistik, Weltraum; Projeten, hannert deene mer och voll stinn, wou mer hannendru sinn an déi mer mat ënnerstëtzen.

Ech géif der nach zwee derbäisetzen: Dat ass Medical Hub an dat ass alles dat, wat Kreeslafwirtschaft a grénge Bau ugeet. Kommt, mir ginn hin a wa mer Promotioun am Ausland maachen, da gi mer präzis d'Promotioun op deen Typ vu Betriber maachen an net op aner Betriber! Kommt, mir kucken, datt mer d'Kritäre vun der Usiidlung esou präziséieren, datt déi Betriber, déi mer siche ginn an hei op Lëtzebuerg wëllen installéieren, och deene Clusteren entspriechen, datt se relevant si fir eis Recherche an Developpement an datt se am Kader vum Landverbrauch a vun der Ëmweltbelaaschtung och an dat erapassen, wat mer zu Lëtzebuerg wëllen!

Ech wëll eng Prioritéit, mir wëllen eng Prioritéit op den Extensioune vun de Kleng- a Mëttelbetriber hei zu Lëtzebuerg, déi säit laange Joren d'Réckgrat vun eiser Ekonomie bilden, déi eise Räichtum gemaach hunn an deene mer och eng Zukunft mussen ubidden, andeem mer prioritär si ënnerstëtzen.

Ech wëll duerfir en Iwwerschaffe vu Subsidien a vu Steiergesetzer. Mir wëllen, datt d'SNCI och d'Instrument vun de PMEe gëtt. Mir wëllen, datt Digitalisatiounshëllefe fir d'PMEe gemaach ginn, a mir wëllen och, datt d'PMEen d'Méiglechkeet kréien, wat haut extrem schwiereg ass, mat der Uni zesummenzeschaffen, fir Recherche gemeinsam ze maachen.

An an deem Kontext, well fir mech och déi landwirtschaftlech Betriber PMEe sinn, e puer Wuert iwwer eng nohalteg Landwirtschaft, nohaltege Wäibau an nohaltege Gaardebau. Et ass e Secteur, wou mer wëssen, datt haut vill Schwieregkeete sinn, an dee sech beklot iwwer eng ëmmer méi grouss administrativ Belaaschtung.

Mir soen, éischtens, datt e gesonden Equiliber tëschent där enger Säit, dem Bio, an der klassescher Landwirtschaft eng absolutt Noutwendegkeet ass. Mir hunn haut d'Impressioun, datt déi biologesch Landwirtschaft favoriséiert gëtt par rapport zur klassescher Landwirtschaft. Mir froen e Kompetenzzentrum bei der Akerbauschoul zu Gilsdorf, wou d'Landwirtschaft soll e Kompetenzzentrum kréien, wou alles ronderëm soll gemaach ginn, Digitaliséierung, Innovatioun och do gedréckt ginn, deen der Landwirtschaft zur Verfügung steet.

Mir hätte gär administrativ Vereinfachungen a mir fannen, datt d'Naturschutzgesetz, esou wéi et elo um Dësch läit, absolutt de Contraire mécht vun administrative Vereinfachungen, notamment fir d'Landwirtschaft. An duerfir och déi grouss Unzuel, déi 25, mengen ech sinn et, Amendementer, déi mer eraginn…, déi 28 Amendementer, déi mer eraginn hunn ëm d'Naturschutzgesetz, fir Ännerungen notamment an deem do Kontext ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Fir eis ass dat Wesentlecht, datt mer op deem doten Dossier och weiderkommen a weiderschaffen.

Laangfristeg Zukunftspolitik ass net nëmmen Organisatioun, net nëmmen Investissementer, net nëmmen Ekonomie, mä och fonctionnéierend Basisservicer an Aufgaben an eiser Gesellschaft, Leit ze hëllefen, sech ze entfalen, sech selbstständeg ze maachen, ze ënnerstëtzen, wa se et net méi fäerdegbréngen, selbstständeg ze sinn. Sou Politicke solle regelméisseg op d'Effikassitéit an op d'Zilgerechtegkeet iwwerpréift ginn. Ech mengen domat Familljepolitik, ech mengen domat Seniorepolitik, Gesondheetspolitik, Schoulpolitik, Justizpolitik, Sécherheetspolitik.

Ech wëll hei e ganz klengen, kuerze Bilan, well d'Zäit evidenterweis fortleeft, maachen iwwer en Deelaspekt vun deenen do Politicken.

Éischtens: d'Familljepolitik. D'Regierung huet am Ufank eng Rei Zilsetzunge gesat: Naturviru Geldleeschtungen, sozial Selektivitéit, Chancëgläichheet, individualiséiert Rechter, finanziellen Equiliber. D'CSV ass evidenterweis d'accord mat deenen Zilsetzungen, hätt awer nach gär d'Gerechtegkeet an de Choix vun der Famill fir hire Liewensmodell derbäi als Zilsetzung gesat. A vläicht ass dat och de groussen Ënnerscheed vun deene Politicken, déi mer maachen.

Dir hutt d'Allocation d'éducation, d'Allocation de maternité ofgeschaaft, dat, wat déi Leit kritt hunn, déi bis zu zwee Joer doheem bliwwe sinn, respektiv wat u sech och déi sozial schwaach Famillje kritt hunn. Dir hutt d'gestaffelt Kannergeld ofgeschaaft an e Montant unique ageschaaft; domat hutt Der kannerräich Familllje benodeelegt. Zum Beispill wann eng Famill zwee Kanner huet, kritt se 774 Euro manner Kannergeld pro Joer, an dat sinn, wa se och eng Allocation d'éducation net kritt, am Ganze 6.594 Euro manner. Fir dräi Kanner sinn et 2.860, mat der Allocation d'éducation 8.680 Euro manner. Eng Famill mat véier Kanner kritt manner 5.820 Euro an zesumme mat der Allocation d'éducation, déi se net méi kritt, sinn dat 10.000, méi wéi 10.000 Euro d'Joer manner.

Dir hutt de Congé parental agefouert, wou Der de Forfait als Revenu de remplacement ëmgewandelt hutt a wou Der elo sot, an dat begréisse mer, datt méi Flexibilisatioun nach soll dozoukommen. Ech wëll just soen, datt déi Amendementen, déi mir beim Text vum Congé parental sengerzäit gemaach haten, och méi Flexibilitéit sengerzäit schonn am Congé parental gefrot hunn.

Dir hutt de Pappecongé vun zwee op zéng Deeg an d'Luucht gesat, de Congé de maternité op zwielef Woche fir jiddwereen; dat si Moossnamen, déi mer selbstverständlech begréissen. Dir hutt d'gratis Kannerbetreiung vun zwanzeg Woche vun ee bis dräi Joer gesat. Ech soen lech duerno, wat eis Alternativ gewiescht wär zu där dote Propositioun.

Wann ech dat kucken am Cumul, op där enger Säit eng Allocation d'éducation, déi verschwënnt, op där anerer Säit e Congé parental, dee verbessert gëtt, an eng Gratuitéit notamment bei Kanner vun ee bis dräi Joer an de Crèchen, da soen ech, datt Der u sech manifestement an deene Reformen, déi Der gemaach hutt, déi Eltere favoriséiert, déi zu zwee schaffe ginn an déi d'Kanner ab sechs Méint an eng Struktur eraginn, einfach objektiv op den Zuele gekuckt.

Mir gi vun enger anerer Philosophie aus, wou mer am Fong d'Wahlfräiheet loossen a wou an eisem Empfanne méi Gerechtegkeet do gewiescht wär tëschent de Familljen. Duerfir si mer der Meenung, éischtens, datt zousätzlech Flexibilitéit vun dem Congé parental soll kommen, dat ass ugekënnegt, mä datt och eng Rei Leit, déi haut de Congé parental net kënne kréien an d'Allocation d'éducation net méi kréien, och kënnen an Zukunft vum Congé parental benefissiéieren.

Mir sinn der Meenung, datt d'Konditioun vum Congé parental also muss méi familljegerecht gemaach ginn. Mir hätte gär eng richteg Wahlfräiheet fir d'Kanner bis zu dräi Joer. A mir hätte gär à partir vun dräi Joer eng progressiv Gratuitéit vun de Foyere respektiv vun de Maison-relaisen oder vun der Hausaufgabenhëllef, déi momentan ugebuede gëtt. Ech soe progressiv, well et selbstverständlech net méiglech ass, dat alles op ee Coup ze maachen.

Mir hätte gär bei de Famillje mat dräi oder méi Kanner, déi u sech schlecht ewechkomm si bei där dote Reform, datt mer eng Allocation sociale fir Familles nombreuses géifen zousätzlech dohinner maachen, déi deene Familllje mat ville Kanner, déi a soziale Schwieregkeete sinn, och géif hëllefen. Mir hätten also gär bis zu dräi Joer d'Wahlfräiheet fir Familllje vun zwee Modeller an duerno hätte mer gär, datt mer lues a lues op e gratis Ganzdagsugebuet higinn.

Eelefte Punkt: e puer Wuert, déi ech wëll iwwert d'Fleegeversécherung soen. Säit Januar ass enorm vill, enorm vill iwwert d'Fleegeversécherung geschwat ginn. An am Secteur ass extrem Onrou momentan. De Minister huet fir de 7. Mee eng grouss Diskussioun ugekënnegt. Mä ech stellen haut fest, datt säit dräi oder véier Méint aus dem Code de la sécurité sociale en Artikel gestrach ass, wou d'Course-poursuitte kënne rembourséiert ginn.

De Minister ass drop opmierksam gemaach ginn.

(Interruptions)

D'Courses-sorties.

(Hilarité et interruptions)

Dir hutt absolutt recht, Dir hutt absolutt recht!

(Interruptions diverses)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jiddweree ka sech emol verschwätzen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, dat do war e falschen éischte Grad, Här Bettel.

(Hilarité)

Et deet mer leed. Also ech wollt am Fong vun de Course-sortië schwätzen an am Fong ass de Sujet net fir ze laachen. Well d'Course-sortien…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, mä Dir waart et awer dës Kéier selwer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech war et dës Kéier selwer, Här President. Ech sinn d'accord. Duerfir hunn ech mech jo iwwer kee geiergert, ausser iwwer mech selwer. Mä…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Gutt. D'Course-sortië sinn also gestrach ginn. D'COPAS huet gesot, de Minister huet et sengerzäit gesot, den LCGB huet et gesot, d'CNS huet et gesot, datt dat e Riseproblem géif ginn an datt um Terrain haaptsächlech eng ganz Rei Schwieregkeete kéinten esou entstoen. De Minister huet net gelauschtert, huet deen Text einfach duerchgesat, a mir hunn elo festgestallt, datt an deene leschte Méint extrem vill Onsécherheet a Gewulls um Terrain waren.

Mir hätte gär, datt juristesch Sécherheet géif kommen, datt de Gesetzestext géif geännert ginn. Mir hätte gär, datt transitoresch dat Reglement vun de Gardë géif ugepasst ginn, fir datt déi finanziell Situatioun elo scho ka geregelt ginn. A wann dat net geschitt, engagéiere mer eis, dat, wa mer d'Méiglechkeet kréien, esou schnell wéi méiglech erëm riichtzebéien, well ech fannen et net normal, datt haaptsächlech un deenen dote Leit gespuert gëtt.

Mä et ass net deen eenzege Problem, deen an der Fleegeversécherung dran ass. Genau déiselwecht Problemer besti bei den Activités, bei der Kierzung vun dem Soutien individuel, deen elo als Activités d'appui à l'indépendance ëmgewandelt ginn ass, wou d'COPAS eis seet, datt bis zu 36% vun de Beneficiairë manner kréien an datt bis zu 30% vun de Prestatiounen net méi kënnen zréckbezuelt ginn. Och dat fanne mer net akzeptabel! An deeselwechte Problem stellt sech an de Foyeren, wou 40 Stonne Garde en groupe virgesi waren, déi komplettéiert konnte gi soss mat Soutiens spécialisés, wat awer elo net méi an deemselwechte Mooss méiglech ass, soudatt och an de Foyere Schwieregkeete besti mat deem neien Text vun der Fleegeversécherung.

Mir fannen et net akzeptabel, datt haaptsächlech un deene Leit, déi richteg Schwieregkeeten hunn, hir Independenz ze erhalen, gespuert gëtt, datt un dements Leit gespuert gëtt, handicapéierte Leit gespuert gëtt. Deen Text muss an eisen Ae kloer an däitlech nach eng Kéier esou schnell wéi méiglech iwwerkuckt ginn!

Mir stellen och fest, wa mer kucken, wéi d'Evolutioun vun de Bettenzuelen an der Altersversuergung ass, datt tëschent 2009 an 2013 747 Better nei zur Verfügung gestallt gi sinn. Dat waren der tëschent 2013 an 2017 600. Mä wann een déi richteg Zuele kuckt, dann ass et tëschent 2014 an 2017, well 484 sinn der 2013 dohinnergestallt gi vu Projeten, déi opgaange sinn, da sinn et am Ganzen 116 Better, déi zur Verfügung gestallt gi sinn. An et sinn der nach 760 am Ganze fir déi nächst zéng Joer, mengen

ech, virgesinn! Fir déi nächst zéng Joer! Bei Projeten, déi schonn eng ganz Zäit doleien an déi nach net ugefaange sinn!

An duerfir soen ech hei hannendrun, wann ee kuckt, wat fir eng Evolutioun, wat fir ee Wuesstum mer kennen, wann ee kuckt, datt elo an deenen nächsten zéng, zwanzeg Joer och déi Babyboomer-Generatioun wäert an den Alter kommen, wou se vun deene Strukture muss benefissiéieren oder däerf benefissiéieren, wann een och gesäit, wéi d'Evolutioun ass vun Demenzkrankheeten, da fannen ech, datt et elo Zäit ass, fir sech dorobber virzebereeden, datt et elo Zäit ass, fir e Plang fir Senioren ze maachen, souwuel e Finanzplang wéi e generelle Plang, wéi mer d'Versuergung vun eelere Leit an deenen nächste Jore wäerte maachen. Op jidde Fall si mer Demandeur, fir dee Sujet esou schnell wéi méiglech unzegoen.

D'Gesondheetspolitik, e wéineg d'selwecht wéi d'Fleegeversécherung. Mir hunn e medezinnesche Secteur, deen a grousser Evolutioun ass: nei Technologien, nei Konzepter, nei Besoinen an enger steigender Bevëlkerung. An d'Regierung begéint deem do Problem just mat enger Reaktioun, andeem se de Plan hospitalier frëschmécht. Ech soe kloer an däitlech, datt sech an deem Plan hospitalier eng ganz Rei positiv Elementer erëmfannen: den Ausbau vu medezinnesche Basisaktivitéiten an den Haiser, e Gesetz selwer, wat eng Sécurité juridique gëtt, eng gesetzlech Basis fir Haiser an d'Erweiderung vun hirem Verwaltungsrot an och e Biergerrecht fir den universellen Zougang zu de medezinneschen Déngschtleeschtungen. Fannen ech richteg, ënnerstëtze mer och!

Mä mir hunn den Text net gestëmmt, well mer einfach d'Philosophie net matdroen, well mer fannen, datt d'Philosophie, déi aus dem Plan hospitalier erauskënnt, eng iwwerliefte Philosophie ass. Si ass depasséiert, si ass net zukunftsorientéiert a se passt net op eng modern Medezinn. Et ass keng Léisung vun den akute Problemer, déi sech haut all Dag, all Dag stellen!

Akut Problemer wéi zum Beispill Problemer vun den Urgencen, wou mer erzielt kréien, datt d'Leit alt dräi, véier, fënnef Stonne musse waarden, éier se an den Urgencë bäikommen, déi am Plan hospitalier awer net ugepaakt ginn.

Beim IRM, wou een heiansdo méintelaang muss waarden, éier een d'Imagerie médicale kritt a ganz vill Leit an d'Ausland sech bewegen, fir hir Resultater esou schnell wéi méiglech ze kréien.

Iwwert d'medezinnesch Analysen a Laboen, wou déi nei Nomenclature mat enger limitéierter Zuel vun Analysen éischtens d'Fro iwwert d'therapeutesch Fräiheet stellt, mä duerfir awer och an zousätzlech nach d'Delaie méi laang mécht, wou laang Delaien a verschiddenen Diagnostike wéi Histologie an Zytologie och eng ganz Rei schwiereg Situatiounen, notamment psychologesch schwiereg Situatioune bei ville Leit erbäibréngen.

An all dës Fakte gi säit Jore vu Responsabele vum Terrain ervirgestrach, gesot, mä ech hunn d'Impressioun, datt haut den Dialog mam Terrain, mam medezinneschen Terrain an dem Gesondheetsminister total ënnerbrach ass.

Mir si fest iwwerzeegt, datt de Plan hospitalier net dat Richtegt de Moment ass, fir zukunftsorientéiert Gesondheetspolitik ze maachen. Mir hätte gär e Plan de santé publique mat véier Sailen. Déi éischt Sail, dat ass de Plan hospitalier. An da kommen nach dräi anerer derbäi. Dat eent, dat ass de Basisversuergungsplang; dat Zweet, dat ass en ambulante Versuergungsplang, an dat Drëtt - dat Véiert hei - ass de präventive Feiler mat enger kohärenter Organisatioun tëschent all deene Feiler, déi mussen zesumme kënne fonctionnéieren. An duerfir hei e puer ganz konkret Iddien, déi wesentlech an eisen Ae sinn.

Mir hätte gär eng konsequent Förderung vun de Gemeinschaftspraxisse mat regionale Vernetzungen, e konsequenten Ausbau vun de Maison-médicallen, well dat an eisen Aen e wesentlechen Avantage ass fir d'Promotioun vum Referenzdokter an och fir d'Entlaaschtung vun den Urgencen.

Zweetens: Mir hätte gär eng Reorganisatioun vun den Urgencen, an zwar eng konsequent Reorganisatioun vun den Urgencen, mat Investissementer an Infrastrukturen an Apparater, fir schnell Diagnostiken ze erlaben, mat deem noutwendege Personal - ech weess, datt dat net einfach ass, mä dat gehéiert awer zu engem Méijoresplang - mat Ouvertureszäite 24 op 24 fir jiddwer Urgence a mat natierlech och Apparater, déi kënnen dauernd benotzt ginn, fir haaptsächlech an der Urgence esou schnell wéi méiglech eng Imagerie ze kréien, an och eng Reorganisatioun, fir Diagnostiken esou schnell wéi méiglech ze maachen.

Mir hätte gär drëttens d'Méiglechkeet, fir dezentral Diagnostiken a Behandlungszentren ze maachen, an dat a Vernetzung an a Synergie mat Referenzspideeler.

Mir hätte véiertens gär grouss Akzenter, e groussen Akzent soll geluecht ginn op Zwëschestrukturen, zum Beispill Zwëschestrukture fir Patienten, déi keen Akutbett méi brauchen, mä awer net méi kënnen doheem sinn. Mir hätte gär Zwëschestrukturen, fir Nobehandlung ze maachen. Mir hätte gär Zwëschestrukture fir Geriatrie an Zwëschestrukture fir Patienten, déi net méi verbesserungsfäeg sinn, mä déi awer nach net an engem Alter sinn, wou se an eng Maison de soins oder an eng Geriatrie erapassen.

Mir hätte gär, datt de Problem vun den IRMe soll geléist ginn duerch d'Personal, zousätzlecht Personal, mä awer och evidenterweis duerch zousätzlech Apparater. Mir fannen, datt déi Solutioun, déi beim Laboratoire national de santé fonnt ginn ass, fir eng Monopolkreatioun ze maachen, laangfristeg net gutt ass, weder fir d'Qualitéit nach fir d'Rapiditéit vun den Analysen, déi do gemaach ginn. A mir froen, datt an zwee bis dräi Joer eng Analys vun dësem Gesetzestext gemaach gëtt an deen eventuell iwwerschafft gëtt.

Mir hätte gär Iwwerleeungen iwwert d'Telemedezinn, well eng grouss Zukunft an der Telemedezinn läit, Operatiounen, déi vu Wäitem gemaach ginn op där enger Säit, mä awer och haaptsächlech dat, wat elo zum Beispill a Baden-Württemberg probéiert gëtt, eng Telemedezinn, wou ee ka fir d'Urgencë schonn engem Dokter telefonéieren, fir ze kucken, wéi wäit a wat fir eng Urgence an ob ee sech muss an d'Urgence beginn. Ech weess net, ob dat eng gutt oder eng negativ Experienz ass, mä ech hätt op jidde Fall gär, datt mer se zu Lëtzebuerg och solle kucken. Well géif se sech positiv entwéckelen, da géif et en enormen Apport gi fir eis Medezinn hei zu Lëtzebuerg an et géif och eng Entlaaschtung kënne bedeiten eventuell fir eis Urgencen.

A wa mer schonns bei der Uni Lëtzebuerg sinn an Developpementer an der Medical Research School maachen, am LIH maachen, am FNP, am LCSP maachen - all déi, déi eppes dovunner kennen, wëssen, ëm wat et geet -, da soen ech, datt mer de Medical Hub hei zu Lëtzebuerg mussen ausbauen, andeem mer Entreprisen an der Recherche och probéieren heihinner ze bréngen, fir zum Beispill iwwert d'personaliséiert Telemedezinn, iwwert d'moossgeschneidert Pharmakotherapien oder iwwert d'Nanotechnologien a Roboterchirurgie hei kënnen d'Recherche ze maachen. Dat ass e wichtege Schrëtt an der Personalized Medicine.

Eng Konklusioun, déi ech dorauser zéien, dat ass: Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Qualitéitsmedezinn an duerfir ass et fir mech onverständlech, datt op engem zentrale wichtege Punkt wéi Urgencen, wéi IRMen, wéi Labo, wéi Analysen nach ëmmer grouss Problemer bestinn an datt eis Medezinn, soe mer, net zukunftsorientéiert momentan ass, mä spidolszentréiert ass. Mir hätten also gär e Plan de santé publique, fir eng zukunftsorientéiert Medezinn hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Educatiounspolitik, mäin 13. Punkt. Dës Legislaturperiod si 35 Gesetzestexter deposéiert ginn. 27 sinn der gestëmmt ginn, 19 huet d'CSV der net gestëmmt, wat schonn exceptionell ass, well déi meescht Texter hei, déi an d'Chamber kommen, mir stëmmen 80% mat. 19 Texter vu 27 an der Educatioun hu mer net matgestëmmt. An ech soen, 35 Gesetzer deposéiert, mä mir bréngen et net fäerdeg, datt am September eng Schoulrentrée uerdentlech klappt!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir bréngen et net fäerdeg, datt am September eng Schoulrentrée uerdentlech klappt! Do hu mer vläicht e Problem. A vläicht kënnt de Fait, datt d'Schoulrentrée net uerdentlech klappt, doraus, well esou vill Texter gemaach ginn. Vläicht kënnt et doraus, well all Reformen, déi hei proposéiert ginn, haaptsächlech Pabeierreforme sinn, déi net virdru mat de Leit duerchgeschwat ginn a wou d'Emsetzung um Terrain duerno net suivéiert gëtt.

(Interruption)

Vläicht ass dat genau de Grond, firwat d'Schoulrentrée net fonctionnéiert a firwat d'Schoulpartner och alleguer extrem onzefridde sinn. Vläicht awer och, well mer eng ganz Rei, eng ganz Wull vu Gremie kreéiert hunn, Observatoiren, Comitéen, aner Gremien, elo komme mer och nach op e Bildungsdësch, wou mer mussen zesummen diskutéieren. Vläicht ass et och, well esou vill aner personalintensiv Reforme gemaach ginn, wéi zum Beispill déi regional Direktiounen.

Dat wousst awer alles de Minister scho säit enger Rei vu Méint! An awer brénge mer et am September net fäerdeg. An awer musse mer elo an aller Panik e Gesetz proposéieren, wéi mer dann déi nächst Rentrée scolaire wëllen hikréien, mat enger ganzer Rei Léisungsversich, déi an eisen Aen oft kontradiktoresch si mat der Educatiounspolitik, esou wéi se an deene leschte véier, fënnef Joer gemaach ginn ass!

Hei froe mer, fir erëm pensionéiert Enseignanten zréck an den Enseignement ze kréien. Mir froen awer haaptsächlech, datt am Fong dat educatiivt Personal, wat an de Crèchen ass, wat bis elo gesot kritt huet, se däerfte keng Hausaufgabenhëllef maachen, well se net duerfir u sech déi noutwendeg Formatioun hätten, datt dat elo gesot kritt, se kéinten ouni Problem ganz Schoul hale goen! Mir stellen elo hei fest, datt e Bachelor, egal vu wat fir engem Fach en ass, mat 240 supplementaresch Stonne kann duerno voll Schoulmeeschter ginn. Wat ass dat da fir eng Referenz fir déi Leit, déi dräi respektiv haut véier Joer Pädagogie studéieren, déi dann Enseignant kënne gi mat véier Joer, wann aner Leit, déi am Fong iwwerhaapt keng Pädagogie studéiert hunn, mat 240 Stonne kënnen an Zukunft genau déiselwecht Aarbecht maachen?

Ech sinn och frou, datt de Minister op d'Drécke vun de Gewerkschaften, mä awer och vun der Oppositioun hei sech beweegt huet, fir doraus zumindest nëmmen eng provisoresch Léisung ze maachen an net, wéi initialement geplangt, eng definitiv Léisung.

A wann ech da kucken, wat fir eng aner Problemer mer nach an der Educatioun hunn, wéi datt - dat sinn Zuele vum Educatiounsminister selwer - 45% vun Néngjäregen net déi standard Liesekompetenzen hunn, déi se u sech missten hunn; datt och den Décrochage scolaire, obwuel d'Zuelen do besser gi sinn, den Här Schneider huet se virdru genannt, mä dat, wat bleift, eis awer nach eng ganz Rei Suerge stellt; datt mer schonns am Fondamental e Retard hu bei de Lëtzebuerger vun 13,6%, bei den Auslänner vun 28,3%, datt mer schonn am Secondaire 21,8% Auslänner hunn, wat absolutt net dem Taux vun den Auslännerkanner hei zu Lëtzebuerg entsprécht, da gesi mer, datt mer nach eng ganz Rei Suergen, Schwieregkeeten an den nächste Joren an der Educatiounspolitik hunn.

Fir eis ass, malgré deene 35 Reformen, oder vläicht just wéinst deene 35 Reformen, d'Educatiounspolitik ee vun deene gréissten Echecke vun dëser Regierung an deene véier, fënnef leschte Joren, well mer eng Educatiounspolitik maachen, déi an der Schoul Chaos organiséiert huet, eng Educatiounspolitik ouni d'Leit an ouni Suivi.

Une voix.- D'CSV huet déi matgedroen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'CSV, wëll ech lech just soen, huet 19 vun deene 27 Texter net gestëmmt.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Just den Här Wiseler huet d'Wuert!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn der Meenung, datt ee muss ophale mat all deene Strukturreformen, ophale mat den Observatoiren, de Comitéen, de Gremien, de Bildungsdëscher an eng Prioritéit setzen, datt d'Léierpersonal a Serenitéit bei de Schüler ka sinn, fir Schoul ze halen. Manner Dossieren, manner administrativ Aarbecht, manner Belaaschtung a Comitéen an äänleche Saachen, méi Schoulhalen, bei de Schüler sinn, dat ass déi absolutt Zilsetzung, dorop musse mer schaffen.

Mir brauchen duerfir eng Rei Reformen, mir brauchen awer keng Strukturreformen, mä mer brauchen haaptsächlech grouss Iwwerleeungen iwwer eng kohärent Methodik, notamment am Sproochenunterrecht. Lëtzebuergesch muss am Cycle 1 si mat ugepasstem Material an, géif ech och soen, et muss am Cycle 1 eng Basis fir de Sproochenapprentissage scho geluecht ginn. Am Cycle 2.1 bis 4.2 muss e Reajustement vun de Sproocheprogrammer gemaach ginn, déi mussen duerchgeforst gi mat differenzéiertem Schaffen a systematiséiert Franséisch als Friemsprooch. Mir hätte gär Englesch schonn à partir vu Septième.

Mir hätte gär eng absolutt Vereinfachung vun den administrativen Aarbechten. Mir hätten och gär eng Schouldirektioun, déi all Dag an der Schoul ass, fir hir Aarbecht ze maachen an ze kucken, datt d'Schoul och uerdentlech organiséiert ass. Mir hätte gär en Ausbau vun der Hausaufgabenhëllef an den Ënnerstëtzungen an Zesummenaarbecht mat de Betreiungsstrukturen. A mir hätte gär notamment, datt déi Hausaufgabenhëllef och gratis kann an de Betreiungsstrukture gemaach ginn, well dat gëtt gebraucht do.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass an eisen Aen absolutt noutwendeg. An d'Madamm Hansen wäert duerno an enger spéiderer Etapp vun dëser Diskussioun nach eng Kéier dorop agoen.

Mir hätten och gär eng Upassung vun de Stagen, notamment vun den Enseignanten am Primaire. An am Secondaire, do soe mer Jo zum Prinzip vun der Autonomie, mä mir hätte gär eng positiv Evaluatioun bei der Autonomie. Si musse begleet ginn, fir d'Qualitéit ofzesécheren. A mir hätten haaptsächlech gär bei der Autonomie, datt eng Chancëgläichheet vun de Regioune besteet an datt mer flächendeckend och kënnen déi Ugebueder maachen. An duerfir musse mer och kucken, datt mer dee System vum Lycée de proximité hannerfroen, deen net onbedéngt mat Autonomie kompatibel ass, an datt mer och eis Froe stellen iwwert d'Affektatioun vun den Enseignanten, déi muss rediskutéiert ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt den Enseignement muss méi divers sinn. Mir hu begréisst, datt Bac-internationallen, Bac-européenen agefouert gi sinn. Mir wëllen, datt dat och an der ëffentlecher Schoul soll ausgebaut ginn, mä et muss just uerdentlech duerchgeféiert ginn, net onbedéngt wéi déi Projeten zu Déifferdeng, déi mer vum Prinzip hier begréisst hunn, mä wou mer an der Duerchféierung awer extrem Schwieregkeeten domadder haten.

Et ass do, wou eis Zukunft spillt, an et ass do, wou an deenen nächste Jore muss Realitéit gemaach ginn, fir dee Schoulsystem esou hinzekréien, datt en effizient ass an datt en effikass ass. An et ass net, wa mer PISA nëmme méi eng vun zwou Kéiere maachen, datt mer de Schoulsystem domadder besser maachen.

De Statsminister ass och op d'Gesellschaftsreformen agaangen. Ech wëll och e puer Wuert doriwwer soen.

D'Regierung ass ugetrueden a seet och haut nach, grouss Reformen an der Gesellschaftspolitik wären ouni d'CSV (veuillez lire: mat der CSV) net méiglech gewiescht. Ech analyséieren dat kuerz a calme, well et mer awer wichteg ass.

Relatiounen tëschent Kierch a Stat, dat ass jo dat Éischt, wat ëmmer gesot gëtt. Do war munches noutwendeg. D'Basis fir d'Konventiounen ze fannen, hu mer och matgedroen. Munches hätte mer och anescht gemaach. Ech soen dat kloer an däitlech hei: Munches hätte mer anescht gemaach! Mir hätten de Reliounsunterrecht am Primaire net géint d'Leit ofgeschaaft.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hätten d'Kierchefabricke sécherlech reforméiert, mä mer hätte se sécherlech net esou reforméiert, wéi et haut ass, well mer mengen, datt dat juristesch net haltbar ass a well et an eisen Aen am Sträit organiséiert ginn ass. Mir hätten aner Léisungen do fonnt.

Zweete Punkt, gläichgeschlechtleche Mariage, de Mariage homosexuel, hu mer matgedroen. Hu mer matgedroen! Mir hu Jo zu där Reform gesot. Zu där ass vum Här Biltgen, vun der Madamm Modert och deen éischte Jet ausgeschafft ginn. De Paul-Henri Meyers, CSV-Deputéierten, war Rapporteur vun deem Gesetz. Mir hunn et matgestëmmt.

Une voix.- Genau!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'CSV huet et matgestëmmt.

D'Gesetz vum Avortement, wat muss ech soen? De Statsminister huet dat gëschter ganz emotional nach eng Kéier ugeschwat. Ech maachen dat elo e wéineg méi calme, well meng Analys méi eng rationell ass. Ech mengen, datt déi grouss Reform am Avortement, do, wou d'Autodeterminatioun decidéiert ginn ass, do, wou eng Fristeléisung decidéiert ginn ass, eng Reform war, déi mer am Dezember 2012 gemaach hunn. Dat war an eisen Aen do, wou u sech e groussen Deel vun der Autodeterminatioun an d'Fristeléisung agefouert gi sinn.

(Interruption)

Déi hu mer matgedroen. Déi hu mer matgestëmmt.

An der Reform, déi 2014 gemaach gouf, sinn d'Consultatiounen ofgeschaaft ginn. Dir waart der Meenung, datt déi sollten ofgeschaaft ginn. Mir waren op deem Punkt enger anerer Meenung. Ech wëll just soen, fir eis war et wichteg, datt dat Gesetz vum Avortement, wat 2012 gestëmmt ginn ass, wat mer initiéiert hunn, wat mer matgedroen hunn, wat eng Fristeléisung an d'Autodeterminatioun zu engem groussen Deel agefouert huet, datt dat do gemaach ginn ass. Do ware mer ënnerschiddlecher Meenung.

Reform vum Nationalitéitegesetz. D'Reform vum Nationalitéitegesetz, do sinn ech frou, datt et do ass. Et ass effikass, et ass sënnvoll. Et ass gemaach ginn no engem Referendum, deen net hätt misse sinn, als Ausgang zu engem Referendum. Et ass schued, datt et am Fong an deem Kontext huet misse gemaach ginn. An ech wëll och soen, wa mer doraus eng grouss Gesellschaftsreform maachen, datt et och zu engem groussen Deel op Basis vun enger CSV-Propositioun gemaach ginn ass! Dat heescht, och op deem Punkt, am Kader vun der Modernisatioun vun der Gesellschaft, ass d'CSV Virreider. An dat Gesetz ass effikass an ech si stolz drop an ech si frou, datt mer dat fäerdegbruecht hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Aner Gesellschaftsreformen, déi sinn nach net gemaach ginn, déi bräichte mer awer an dësem Land. Zum Beispill d'Reform vum Divorce, d'Reform vun der Autorité parentale, d'Reform vun der Schafung vun engem Familljeriichter. Déi gëtt an der Kommissioun, an der Commission juridique ganz hefteg diskutéiert, ass awer momentan nach net do. Ob se da kënnt an dëser Legislaturperiod, dat gesi mer.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mir stellen awer haut fest, datt mer elo en Text hunn, deen an eisen Aen en extrem onausgeräiften Text ass, dee laanscht d'Realitéit geet, deen ënnert dem Deckmantel vun der Pacificatioun vun der Scheedung, der Vereinfachung vun de Prozeduren, de gestäerkte Kannerrechter e Gesetz dohinnersetzt, wat d'Strooss duerno an der Realitéit juristesch net wäert halen!

Mir si fir d'Aféierung vum Zerrüttungsprinzip, mä mir sinn awer gläichzäiteg fir d'Bäibehale vun dem Divorce pour faute grave, well mer mengen, datt dësen Text an der Praxis vill Onmutt a vill Duerjernee wäert maachen. Mir froen eis, ob en nach dës Legislaturperiod kënnt. Mir hätte gemengt a mir hunn dat oft gefrot, datt et besser gewiescht wär, den Text vun der Autorité parentale ofzetrennen, dann hätte mer zumindest an dëser Legislaturperiod deen Text gehat.

(Interruption)

Zweeten Text, dat ass d'Reform vum Jugendschutz. D'Reform vum Jugendschutz ass och eng wesentlech Reform, ass awer elo just eréischt deposéiert ginn, an do sinn elo schonn eng ganz Rei Diskussiounen amgaangen, an et ass nach keen Avis vum Conseil d'État do. Ech froe mech, ob deen Text nach dës Legislaturperiod ka kommen. Ech mengen, oder ech si mer zimlech sécher, net.

D'Reform vun den Tutellen a vun de Curatellen, virun engem Joer grouss ugekënnegt, datt et misst reforméiert ginn. Ech stellen hei fest, et ass nach keen Text vun der Reform vun de Curatellen an den Tutellen do.

Ech schwätzen iwwert d'Vorratsdatespeicherung. Do hate mer an enger éischter Etapp ugekënnegt, et géif e grousse Lëtzebuerger Text kommen. Duerno hu mer gesot, mir setzen dat an den europäesche Kader eran. Haut läit deen Text scho säit 2014 do. Elo kucke mer, ob en an deenen nächste Woche kënnt oder net kënnt.

D'Gesetz iwwert den Dateschutz, d'Datenschutzgesetzgebung, wou mer an der Presidence gesot haten, du jamais vu, datt deen Text elo esou duerchgaangen ass! Ech gesinn hei en Text, deen eis vill Kappzerbrieches zu Lëtzebuerg mécht, wou de 25. Mee dat europäescht Reglement schonn a Kraaft wäert trieden a wou mer musse kucken, ob mer bis dohinner déi lëtzebuergesch gesetzlech Basis da packen. À voir! Dat gesi mer an deenen nächste Wochen.

Ech schwätzen iwwert d'Gesetz vun der Filiatioun, e schwieregen Text, eng richteg gesellschaftspolitesch Froestellung, déi sech do mécht. Schwiereg Sujeten och, Sujete wéi d'PMA oder d'GPA, d'Leihmutterschaft, wou zwar an der Kommissioun driwwer diskutéiert ginn ass, mä wou eis awer ganz kloer eng grouss Diskussioun no bausse feelt, déi awer nach muss gefouert ginn. Ech gesinn net, wéi dësen Text an deenen nächste Woche wäert weidergefouert ginn. Ech ka mer net virstellen, datt dat esou schnell ka goen. À voir! Dat gesi mer dann.

Dat, wat ech also wëll soen, dat ass, datt déi Meilesteng, déi d'Regierung an der Gesellschaftspolitik sollt gesat hunn, fir mech nëmmen e Mythos sinn. Dat, wat gemaach ginn ass, dat sinn eng Rei Texter, déi d'CSV deelweis matgedroen huet, respektiv d'Trennung vu Kierch a Stat, wou mer aner Iddien haten, respektiv eng Erweiderung vum Avortement, wou d'Majoritéit aner Iddien hat. Mä op all deenen aneren Texter si mer entweder mat Initiateur, hu mer se matgedroen, oder bei all deenen, déi ech opgezielt hunn, se sinn nach guer net do, se sinn nach net an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Mäi leschte Punkt, dat ass d'Sécherheetspolitik. Dat ass e fundamentaalt Thema. Ech wëll och keng Politiséierung dovunner maachen, mä Realitéit an Ursaache kucken, déi komplex sinn. Mir wëllen, datt d'Police, d'Arméi, de Geheimdéngscht, d'Pompjeeën, d'Sekuristen, d'Giischtercher uerdentlech Aarbechtsméiglechkeeten hunn. Si sinn e wichtege Bestanddeel vum Zesummenhalt vun der Gesellschaft.

An de Premierminister sot 2016 - en huet dat och dëst Joer nach eng Kéier rappeléiert -, datt dat subjektiivt Sécherheetsgefill am Fong esou wär, datt et net op de Statistike géif berouen, well en Onsécherheetsgefill momentan do wär, wat een net kéint mat Statistike beleeën. En huet awer gesot, an en huet absolutt recht domat, datt och e subjektiivt Sécherheetsgefill ka richteg problematesch sinn. Wann d'Leit sech net sécher spieren, da féiert dat zu Nervositéit an zu Problemer hin.

An eis Responsabilitéit an der Politik ass et, ze kucken, konstant Suerg ze hunn, datt mer d'gesetzlech Basis schafen, datt all déi Sécherheetscorpse kënnen uerdentlech schaffen, datt mer d'Leit an d'Equipement dohinnersetzen an datt mer och kucken, datt d'Organisatioun um Terrain fonctionnéiert.

Dräi wichteg Texter huet dës Regierung gemaach. Hannert deenen Texter sti mer.

De Geheimdéngscht ass ëmfonctionnéiert ginn, krut en neit Gesetz. Mir hunn d'ailleurs och bewierkt, datt méi Personal ka rekrutéiert ginn an deem Gesetz. Ech fannen dat positiv, dat hu mer ënnerstëtzt, an als President vun der Kontrollkommissioun gesinn ech och, datt déi Exekutioun um Terrain uerdentlech a korrekt leeft.

Zweetens, d'Service-de-secourse sinn ëmgestallt ginn. Mir sinn do an enger Phas, wou d'Emsetzung op dem Terrain muss gemaach ginn. Mir hunn deen Text ënnerstëtzt. Elo kucke mer, wat d'Realitéit eis bréngt.

Drëttens, mir hunn an der Verfassung och den État d'urgence ëmgestëmmt. Och dat war e gemeinsamen Text, dee mer gemaach hunn, e wichtegen Text, wou et sënnvoll ass, datt mer en hunn. Mir sinn awer elo amgaangen, eng Rei Texter ze maachen, déi nach net fäerdeg sinn, nach net ugefaange sinn oder mat deene mer Schwieregkeeten hunn. Ech wëll dat eng Kéier och kloer hei soen, well se eis wichteg sinn, wann ee vun engem État de la nation schwätzt!

Deen éischten Text, dat ass d'Reform vun der Polizei. De Polizeiminister hat eis am Ufank gesot, datt en iergendzwousch alles eng Kéier selwer an der Nuecht géif schreiwen, fir deen Text do uerdentlech hinzekréien, dee seng Virgänger net uerdentlech gemaach hätten. Duerno sinn Audite komm, Analyse komm, mat all den Diskussioune ronderëm déi Auditen, mam Resultat, datt mer nach ëmmer keen Text hunn an datt mer haut en Text doleien hunn, wou bei eis net novollzéibar ass, datt déi Mission-de-proximitéen net méi drastinn, dat heescht, datt se net am Text definéiert sinn. Mir hätte gemengt, datt se missten anescht definéiert sinn an datt déi Mëttel missten am Text beschriwwe ginn.

Mir hunn eis gewonnert, datt d'Fouille-de-sécuritéen…

Une voix.- Här Wiseler, dierf ech Iech…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...net an deem Text do stinn. De Minister huet e Projet fir d'Fouille-de-sécuritéen deposéiert, mä ech stelle fest, datt dee Projet nach ëmmer net do ass. Mir hätten net ongär gehat, wann dat an dësem Text gestanen hätt. Mir regrettéieren, datt och Moyenen, déi d'Polizei brauch, wéi zum Beispill de Platzverweis, deen der Polizei géif hëllefen, net Plaz an dësem Text fënnt. Ech weess net, ob den Text kënnt, mä an eisen Aen hëlleft deen Text eis hei net ganz vill.

(Interruption)

Ausser en aneren Text, dat ass de Gesetzestext, dee säit 2015 doläit, wat de Kampf géint den Terrorismus ugeet, dee mer no den Attentater vu Paräis hei op de Chambersdësch kruten. E war grouss ugekënnegt ginn, ass och als urgenten Text dohinnergesat ginn, ass awer ëmmer nach net do, aus wellechem Grond och ëmmer. En ass nach ëmmer net do! Mir hätte gär deen Text. An ech soen hei ganz kloer: Kënnt deen Text, wäerte mer e matstëmmen. Mir stinn do hannendrun, well mer e brauchen.

En neit Prisongsgesetz, wat d'Exécution des peines ugeet respektiv wat d'Administration pénitentiaire do ugeet, ass och nach ëmmer net do.

Une voix.- E kënnt!

(Interruption par la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat gesi mer dann, ob e kënnt. On verra! Ech soen elo just, wou mer haut dru sinn. État de la nation, den État ass haut. Ech maachen haut den Tour vun deem, wou mer dru sinn.

E Gesetz iwwert d'Reform vun der Arméi, wou eng Analys, en Audit versprach respektiv amgaangen ass gemaach ze ginn, dovunner hu mer näischt méi héieren. Op jidde Fall ass do nach keen Text do.

Déi zwee Texter iwwert d'Agent-municipallen, wou mer der Meenung sinn, datt se gebraucht ginn, datt mer se brauchen, fir d'Polizei an hirer Missioun, an hire verschiddene Missiounen ze entlaaschten. Den Avis vum Conseil d'État ass do. Mir hunn awer an der leschter Zäit näischt méi iwwert deen Text do héieren. Mir wëssen net, ob e kënnt, a mir musse kucken, wéi et weidergeet.

De Conseil national de la justice, wat e wichtegt Instrument ass a wou op eng parlamentaresch Nofro vum Alex Bodry de Justizminister gesot huet, datt hien der Meenung wär, datt dee Conseil national och kéint ouni Verfassungsbasis ëmgesat ginn an datt e géif kuerzfristeg e Gesetz derfir deposéieren. Dat war scho virun enger laanger Zäit. Ech stellen haut fest, datt awer nach ëmmer keen esou en Text do ass! Mir sinn der Meenung, datt en eng Verfassungsbasis brauch, duerfir reklaméiere mer net. Mä de Minister huet eppes anescht gemengt an eppes anescht behaapt an eppes anescht versprach. Den Text, stelle mer haut fest, ass nach net do.

Aacht Texter, déi nach net an der Realitéit sinn, zwee, déi nach net ugefaange si ginn, sechs, déi mer mussen an deenen nächsten dräi Méint kréien. Do stelle mer eis awer eng ganz Rei Froen driwwer.

Ech kommen zum Schluss. D'Gefill vu Sécherheet ass an eisen Aen essenziell fir den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft. Et ass eng vun de fundamentale Missioune vum Stat. An en Onsécherheetsgefill, och wann et, esou wéi den Här Bettel et gesot huet, e subjektiivt an eiser Gesellschaft ass, ass ëmmer negativ fir den Zesummenhalt vun der Gesellschaft a vum Stat a mécht haaptsächlech de Fräiraum op fir vill Populismen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Duerfir, och en Onsécherheetsgefill an deenen eenzelne Corpsen, dat kann oft zu Nervositéit féieren an d'Nervositéit kann heiansdo zu Feeler féieren. Duerfir musse mer gemeinsam ganz gutt oppassen.

Mir sinn also Demandeur - dat ass dat, woumat ech wollt zur Konklusioun kommen -, fir datt déi Texter, e groussen Deel vun deenen Texter nach solle probéiert ginn, an d'Realitéit esou schnell wéi méiglech ëmgesat ze ginn, well mer brauche se, notamment dee vun der Terrorismusbekämpfung. Well et ass eng Evidenz an eisen Aen, datt et der Politik hir Responsabilitéit ass, déi gesetzlech Basissen ze schafen, déi Moyen-materiellen ze ginn, déi Moyenen u Leit ze ginn, déi Organisatioun ze schafen, déi eise Sécherheetscorpsen erlaben, ob dat elo d'Polizei ass, ob dat de Geheimdéngscht ass, d'Arméi ass, d'Sekuriste sinn, d'Giischtercher sinn, hir Aarbecht uerdentlech ze maachen. A mir sollen och gemeinsam als Politik zum Ausdrock bréngen, datt mer hanner hinne stinn, well mer wëssen, datt se alleguer eng extrem schwéier Aufgab ze maachen hunn, an datt mer hinnen dankbar sinn, datt se déi Aufgab fir d'Allgemengwuel halen.

Ech wëll als Konklusioun soen, datt Lëtzebuerg an Zukunft viru ganz groussen Erausfuerderunge steet, datt Lëtzebuerg all Viraussetzungen huet, fir déi Erausfuerderungen ze meeschteren, datt Lëtzebuerg d'Talent huet, d'Kompetenz huet, d'Energie huet, den Dynamismus huet, fir et ze maachen, datt Lëtzebuerg de Wëllen an den Optimismus huet, fir dat ze maachen, datt Lëtzebuerg och d'Traditioun huet an d'Kultur, déi eis en zolidd Fundament derfir gëtt, datt Lëtzebuerg op ass fir Neies, ob dat nei Leit sinn oder ob dat nei Iddie sinn, an datt mir als CSV Vertrauen an d'Zukunft vun eisem Land hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An als Nächsten huet d'Wuert de Fraktiounschef vun der LSAP, den Här Alex Bodry.

(Brouhaha général)

Sou, wann ech gelift! Just den Här Bodry huet am Moment d'Wuert. Dat gëllt och fir Iech!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dës Regierungserklärung am Wahljoer, e puer Méint virum Ofschloss vun enger Mandatsperiod, huet natierlech ëmmer eng aner Gewiichtung wéi déi, déi een am Laf vun enger Period mécht. Si muss naturgedronge méi den Akzent op de Bilan setzen, op dat, wat ëmgesat ginn ass, op dat, wat ass, a muss méi kuerztrëppelen op deem, wat wäert kommen, well stellt Iech vir, eng Regierung hätt sech erdreist, an dësem Moment e Programm fir déi nächst fënnef Joer duerzeleeën, ech wëll net wëssen, wat dann d'Reaktioun vun der Oppositioun gewiescht wier!

Aus dem Respekt, mengen ech, vun deem Optrag, dee se huet, an dee geet am Oktober zu Enn, war et richteg, déi Gewiichtung vun den Inhalter esou ze maachen, wéi dat gëschter an der Deklaratioun vum Premierminister geschitt ass.

Et ass natierlech elo un de Parteien, déi sech do manner mussen zréckhalen, hir Virstellungen ze gi vun deem, wat ass, awer och vun deem, wat soll kommen an nächster Zäit. Do hu Parteie vill méi Spillraum, wéi eng Regierung als Dräierequipp, als Koalitioun dat huet. Dovunner wäerte mir selbstverständlech och als LSAP Gebrauch maachen. Zesumme mam Franz Fayot a mam Taina Bofferding wäerte mer versichen, aus der Siicht vun der LSAP d'Situatioun vum Land ze kucken an och e Bléck selbstverständlech an d'Zukunft ze woen.

No där harscher Kritik, déi vun der Oppositioun hei un de Premier mat senger Erklärung geriicht ginn ass, hat ech mer schonn, muss ech soen, allerdéngs vun der gréisster Oppositiounspartei e bësse méi versprach wéi e Medley vun deene beschte Stécker vun dëser Period, de Positiounen, al bekannt, déi se schonn hei duergeluecht huet, sief et op hire Kongresser, sief et an den eenzelnen Debatten, déi mer hei haten. Dat war och net dee grousse visionäre Worf!

Mä vläicht sinn och d'Zäiten net ausgeriicht derfir a vläicht si mer och alleguerten ze staark ageholl vun der Realpolitik, vun engem Pragmatismus, an deen ee besonnesch als Regierungsparteien, als potenziell Regierungsparteie gäre verfält, a léise mer eis net genuch eigentlech vun deem Alldeeglechen, vun den Detailpoliticken ewech op dat Allgemengt.

Mä eppes kann een, mengen ech, dëser Regierung, dëser Koalitioun net virwerfen - an dat Bild huet den Här Wiseler probéiert e bëssen ze verwëschen -: Dat ass, dass nach ni esou vill Gesetzestexter gestëmmt si gi wéi an dëser Period!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Dat ass richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir hunn d'lescht Joer... Dat ass e Kritär, wann et e Virworf ass, et géif näischt geschéien! An an engem Parlament ass nun eben d'legislativ Aarbecht d'Kärsteck vun der Aarbecht. An de Fait, dass hei esou vill Texter gestëmmt si ginn, iwwregens zu iwwer 80% mat der Zoustëmmung vun der CSV, also kann et jo kee Quatsch gewiescht sinn!

(Interruptions)

Also mussen et jo nëmmen exzellent Texter gewiescht sinn, déi héchste Qualitéitskritären entspriechen, soss hätt déi stolz CSV selbstverständlech déi Texter net gestëmmt.

(Brouhaha)

Iwwer 100 Gesetzestexter sinn eleng dat lescht Joer hei vun der Chamber gestëmmt ginn! An den Här Wiseler huet e bësse fréizäiteg d'Argument vun dem „verluerene leschte Joer" ugefouert. A gläichzäiteg nennt en awer eng Rei vun Texter, déi onbedéngt nach misste gestëmmt gi virum Enn vun dëser Legislaturperiod. Also kann dat Joer net esou verluer gewiescht sinn, wann eng ganz Rëtsch Texter, wichteg Texter, nach sollen da kommen, déi scho laang engagéiert sinn zum Deel an de Prozeduren, déi och wäerten zu engem Ofschloss kommen, och no laangjäregen Navetten, ënner anerem mam Statsrot.

Ech zielen der eng Partie dovunner op, wou ech sécher sinn, dass mer déi nach wäerte bis Enn Juli hei och an der Chamber kënne stëmmen, well se ebe gutt preparéiert sinn, well se diskutéiert gi sinn an den zoustännege Kommissiounen an elo eben deen Austausch notamment och mam Statsrot am Moment déck amgaangen ass.

Ech denken un d'Reform vun der Police, vun der Generalinspektioun vun der Police an d'Disziplinn. Ech denken un d'Reform vum RMG, d'Aféierung vum REVIS. Ech denken un d'Reform vun der Uni Lëtzebuerg. Ech denken un dat neit Déiereschutzgesetz, un dat neit Naturschutzgesetz, d'Scheedungsreform an d'Neiregelung vum Suergerecht. Ech denken un d'Reform vum Reklassement, un d'Archivegesetz,

un d'Reform vun den Agents municipaux. Dat ass nëmmen een Deel vun deene Projeten, déi esou wäit engagéiert sinn, dass se nach kënnen an deenen nächsten dräi Méint, an ech denke wäerten och an deenen nächsten dräi Méint hei vum Parlament diskutéiert an ugeholl ginn.

Et ass also alles aneres wéi e Stëllstand, deen een hei feststellt, mä et ass nach wie vor, mengen ech, deen Elan, deen dës Koalitioun matgeholl huet, dee geet bis zum Schluss weider.

Selbstverständlech gëtt munches vläicht net méi esou blauäugeg gekuckt, wéi dat nach am Ufank war, wann een d'Deklaratioun vum Oktober, vum Dezember 2013 noliest vun dëser Regierung. Villes beweegt sech och an enger Kontinuitéit! Duerfir ass jo déi Excessivitéit vun der Kritik un der Regierungspolitik fir mech net nozevollzéien!

Wann een op där enger Säit d'Theorie vertrëtt, dat war jo och déi, déi den Här Juncker ëmmer a sengen zwou Rieden hat, déi en hei gehalen huet als Oppositiounsführer; dat ass jo eigentlech déi Politik, déi mir och praktesch gemaach hätten. An da gläichzäiteg, jo gläichzäiteg gëtt een net midd, ëmmer erëm alles schlechtzerieden, alles klengzerieden, alles schwaarzzemolen! Jo, do ass awer e Widdersproch derbäi!

Wann et wierklech déi Politik wär, déi Dir och als CSV notamment weidergemaach hätt, jo, da verstinn ech eigentlech net, dass Der déi Politik esou an e schlecht Liicht wëllt féieren. Dir musst Iech do decidéieren! Ass et an der Kontinuitéit? Da misst eigentlech Är Kritik ganz anescht ausfalen, wéi se ausgefall ass. Oder awer et ass e Broch, an da géif een dat verstoen. Mä dat passt dann awer och net an déi aner Theorie eran, dass jo alles scho vun der CSV preparéiert ginn ass, an déi Leit, déi dat hei ausféieren, déi maachen dat alles nëmmen esou als Handlanger vun deene grousse Geeschter vun enger grousser, traditiounsräicher Partei.

Esou einfach kann een natierlech och d'Welt molen. Esou einfach ass et net. An zemools een, dee laang derbäi war, zwanzeg Joer mat därselwechter Partei an der Koalitioun war, weess, dass d'Realitéit heiansdo anescht ass an dass een d'CSV alt oft huet missen op eenzel Saache stoussen, zu Bewegunge féieren, well hiren normale Rhythmus ass net dee vun der Bewegung,...

(Interruption)

...et ass éischter dee vum Temporéieren, vum Bremsen, vum Kucken, vum Studéieren an net vum Handelen.

Dat huet sech, mengen ech, an engem wesentleche Punkt hei geännert. Ech hunn et schonn eng Kéier gesot. Fir mech huet de Changement, deen Enn 2013 komm ass, manner ze di mat engem komplette Paradigmewiessel an der Politik, mä méi ze di mam Rhythmus, wéi d'Saache gemaach ginn, mam Wëllen, och géint Widderstand gutt a wichteg Projeten duerchzezéien!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat huet oft gefeelt an der Vergaangenheet, besonnesch och an der leschter Period gefeelt vun 2009 bis 2013. An duerfir ass déi ënner anerem och a Bréch gaangen. Dat war eng logesch Konsequenz vun där Haltung, déi sengerzäit festzestelle war.

Wat mech och da wonnert, manner haut an der Ried vum Virriedner wéi an deene Kommentaren, déi ee konnt soss liesen, dat ass de Fait, dass soll den Androck entstoen - dat gehéiert zu der Kommunikatiounsstrategie vun der CSV -, wéi wann all déi reell Problemer, déi et sécherlech och ginn hei zu Lëtzebuerg - mir kommen nach selbstverständlech drop ze schwätzen -, op eemol vum Himmel gefall wären am Dezember 2013!

Mä ech soen Iech hei: Net eent vun deene strukturelle Problemer, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, an déi sinn net all geléist, net eent ass an deene leschte puer Joren entstanen! Si hunn all hiren Ursprong geholl an deene leschten zwanzeg, wann net souguer drësseg Joren! An ze maachen, wéi wann elo dës Koalitioun schold wär un där doten Entwécklung - dat ass jo dat, wat insinuéiert gëtt, dat Gëft, dat destilléiert gëtt wärend Joren -, dat ass komplett falsch!

Och dës Koalitioun, wéi déi Koalitioune virdrun, huet keng Patentrezepter fir eenzel grouss strukturell Problemer, well se onheemlech komplex sinn a well et schwéier ass virun allem, se och schnell ze behiewen. Mir hunn do ugesat, wou aner Koalitiounen och schonn Hiert probéiert hunn, heiansdo mat méi Succès, heiansdo awer och mat deemselwechten Netsuccès wéi anerer.

Bleiwen also d'Problemer vum Logement, vun der Mobilitéit, an nach eenzel sektoriell Schwieregkeeten, déi bestinn, déi mat eisem ganze Wirtschafts- a Sozialmodell selbstverständlech zesummenhänken. A wa mer dee wëlle weiderféieren, da gëtt et och net einfach, déi aner Problemer schnell ze léisen. Dat musse mer alleguerte mat Éierlechkeet soen. An et soll kee maachen, wéi wann en hei fundamental eppes aneres gemaach hätt, wat hei probéiert ginn ass schonn iwwer eng Partie vu Joren.

Mir fält och op, dass, wann dës Period eng Period ass vun enger Rekordzuel vu Gesetzer, déi gestëmmt si ginn, dës Period wäert och eng si mat engem Minusrekord vu Gesetzesvirschléi vun der Oppositioun, déi komm sinn.

Une voix.- Ah!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech hu mer, well ech eng Aarbecht fir eng Uni maachen, dat eng Kéier ugekuckt. Ech sinn e bëssen duerch Zoufall, muss ech soen, drop gestouss, wivill dass esou där Proposition-de-loien da gemaach si ginn, wat jo dat klassescht Instrument ass vun der Oppositioun, fir hir Positioune kloerzemaachen an eenzelne Punkten. An ech hunn dat verglach mat deem, wat an deene véier Periode virdru war: Nach ni sinn esou mann Propositions de loi gemaach gi wéi dës Kéier! A besonnesch fält op, dass déi gréissten Oppositiounspartei der manner gemaach huet wéi kleng Oppositiounsparteien.

Une voix.- Ouh?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Och dat schreift sech natierlech an eng Strategie an, fir méiglechst keng konkret a bannend Engagementer ze huelen, wéi een dat mécht selbstverständlech mat enger Proposition de loi. Well dat Éischt, wat ënner anere Regierungsverhältnisser vläicht eng Oppositioun da mécht, se zitt déi al Proposition-de-loien eraus vun deene Parteien! Duerfir waren déi gréng Kolleegen esou schlau, dass se am Ufank, wéi se an d'Regierung komm sinn, all hir al Proposition-de-loien zréckgezunn hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Si schreiwe se nach of!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Si schreiwe se och of!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Bon, d'CSV wëllt net an déi dote Situatioun kommen, an duerfir hu se et bei enger Handvoll vu Proposition-de-loie wärend fënnef Joer belooss, fir eben an engem Flou artistique ze bleiwen, a ganz ville Froen net unzëecken, bal no riets, bal no lénks ze probéieren, Stëmmen ze glannen, fir esou bis zu de Wahlen duerch de Bësch ze kommen. Mir fannen, dass dat keng gutt Attitüd ass, mä jiddwereen ass responsabel fir déi politesch Strategie an déi Taktik, déi e sech gëtt.

Mech wonnert och net, dass den Här Wiseler ganz wortkarg war, en ass do an e puer Sätz schnell ewechgaangen iwwert dee ganze Finanzvolet, dee jo awer besonnesch, och well mer jo hei de Plan de stabilité et de croissance vun der Regierung diskutéieren, e wesentlecht Element vun dëser Debatt ass.

An dobäi op d'Budgetsdebatten ze verweisen, ass, mengen ech, och net richteg, well hei jo och déi méi laangfristeg Perspektiven a virun allem déi lescht Donnéeë mat erakommen. An ech mengen, et si besonnesch déi lescht positiv Donnéeën, wat de Kont vun 2017 ugeet, dat si jo praktesch definitiv Zuelen, déi elo op Bréissel gemellt ginn, déi an dësem Moment e ganz anert Bild weise wéi dat, wat versicht ginn ass, besonnesch vun CSV an ADR, an deene leschte Jore Joer fir Joer ze molen.

D'Seefeblos vun der schlechter Gestioun vun den éffentleche Finanze vun dëser Koalitioun, déi d'CSV opgeblosen huet, ass definitiv geplatzt. D'Seefeblos, dass mer hei eis onverantwortlech géife verschëlden, ass definitiv geplatzt. An dat wëllt natierlech d'CSV net hunn, dass dat soll elo an der leschter Debatt - et ass Pech fir si! -, an der leschter Debatt hei alles, wat opgebaut ginn ass iwwer laang Joren als Gespenst, als schwaarzt Gespenst vun enger onfäeger Regierung, besonnesch a Finanzmatièren, dass dat sech wéi mat engem Fiederstréch als falsch erwisen huet.

Duerfir wäerte mir haut doriwwer diskutéieren, och wann d'CSV net wëllt mat eis doriwwer diskutéieren! Mir diskutéieren op Fakten, op den Zuele vun de Joren 2014, 2015, 2016, 2017 an op den éischten Indikatioune vum Laf vun dem Joer 2018. Ech weess hoergenau, wat doriwwer erausgeet, do spillt, dat weist och d'Vergaangenheet, natierlech eng grouss Inconnue mat, och wann een awer perspektivesch muss festhalen, dass och déi mëttelfristeg Perspektiv vun der Finanzsituatioun sech gradesou verbessert huet, opgrond vun der Upassung vun den Zuelen no deene leschten effektive Resultater, op déi mer hei kënne verzichten (veuillez lire: verweisen).

Dës Regierung huet virun allem eppes fäerdegbruecht: Si huet, dat war fir eis onheemlech wichteg, si huet gebrach, et ass e Broch mat där Politik, déi zum Schluss war an der leschter Koalitioun. Déi war och net ëmmer esou! Mä dat war dee leschte sougenannte Spuerpak, dee geholl ginn ass, wou wëssentlech, mat Absicht d'Investissementer erofgesat gi sinn.

Ech soen haut, dat war menger Usiicht no e Feeler, dass mir och, d'Sozialisten, deemools zougestëmmt hunn. Doduerch sinn effektiv am Joer 2013 d'Investissementer op engem absolutten Déifpunkt ukomm, virdru ware se och an där Period méi héich, vun 1,6 Milliarden Euro. Mir leien elo, dat sinn dann d'Zuele vun 2017, bei 2,2 Milliarden. Fir d'lafend Joer rechent d'Regierung mat 2,4 Milliarden Investissementer. Dat ass awer eng Augmentatioun vu 40% bis 50% vun dem Niveau vun den ëffentlechen Investitiounen. Dat sinn déi direkt an déi indirekt.

A wat fir mech méi remarkabel ass, do komme mer op d'Scholdefro zréck, dovunner gëtt an dëser Period effektiv nëmmen e Fënneftel finanzéiert duerch Friemmëttel, duerch also en Emprunt, deen een tätege geet, a véier Fënneftel ginn iwwer normal Budgetsmëttel finanzéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass en ausseruerdentlecht Resultat! An ech fanne souguer, dass dat souguer fir d'Zukunft eng gutt Opdeelung ass!

Mir fannen et als LSAP-Fraktioun normal, dass, wa grouss Investissementer gemaach ginn, wou och nach aner Generatioune wäerten dovunner profitéieren, do een Deel vun där Finanzlaascht och gestreckt gëtt op eng länger Zäit, an net nëmmen déi, déi haut do sinn, eigentlech déi Laascht do musse ganz droen. Dat geschitt net anescht an eisem Privatliewen, wa mer d'Decisioun huelen, eppes ze maachen. Och do ass et normal, dass mer op Emprunten zréckgräifen. An d'Gemenge maachen et jo och net anescht, ausser déi puer, déi am Floribus liewen an déi nach Sue kënnen all Joers op d'Säit leeën.

Mä dat ass awer en normale Wee, wéi finanzéiert gëtt. An ech fannen et also normal, dass een an enger Finanzsituatioun een Deel, e vernünftegen Deel vun deene groussen Investissementer an nei Infrastrukturen, dass een déi och iwwer Friemmëttel finanzéiert. Duerfir si mir der Meenung, dass mer hei dat Richtegt gemaach hunn, dass mer hei och d'Resultater hunn.

Dës Regierung stoung virun enger Herkulesaarbecht, wéi se ugefaangen huet op deem dote Punkt, well déi viregt Regierung och eng Partie Decisioune selbstverständlech geholl hat. Mir wëssen, wéi schwéier all Joers déi Diskussioune waren. Mir wëssen, dass de fréiere Fraktiounspresident vun der CSV, den Här Wolter, emol eng Kéier sideréiert war, wéi en déi éischt Virschléi vum Budgetsminister Frieden ze gesi kritt hat, well mer deemools als Deputéierte vun der Majoritéit der Meenung waren, dass nach zousätzlech Efforte misste gemaach ginn, fir u sech méi no erëm un den Equiliber vun de Statsfinanzen ze kommen.

Abee, dat ass fäerdegbruecht ginn. A virun allem, mengen ech, wat remarkabel ass, dat gëtt ëmmer an der Diskussioun ënnerschloen, well gewosst war, dass misst kuerzfristeg derfir gesuergt ginn, dass e Lach, wat sech haut summéiert op eng Milliard Euro manner Einnamen an der TVA, duerch déi Neiregelung vun der Berechnung vun der TVA beim E-Commerce, dass mer déi hu missen eranhuelen, well soss wär effektiv dat Lach esou ginn, dass mer definitiv ni méi aus där Defizit- a virun allem där Scholdespiral erauskomm wären.

Ech wëll soen, wat eng Milliard Euro duerstellt. Dat kënnt eis jo ewell esou liicht iwwert d'Lëpsen. Eng Milliard Euro am Verglach zu deenen 18 Milliarde ronn, déi de Statsbudget ausmécht, dat si praktesch 6%! Dat si 6% vum Statsbudget, déi iwwer fënnef Joer verschwannen an definitiv fort sinn! Dat Lach huet misse gestoppt ginn. An dat huet dës Koalitioun misse maachen. A si huet et gemaach. A si huet et fäerdegbruecht.

A si huet selbstverständlech dobäi gehollef kritt vun enger ganz positiver internationaler an europäescher Konjunktur, wéi viregt Regierunge selbstverständlech och net nëmmen aus eegener Brillanz eraus Budgete presentéiert hunn, déi nach laang net ëmmer iwwregens am Equiliber waren, mä déi an Zäiten, wou mer e Wuesstum haten, e Realwuesstum vu 5% am Schnëtt pro Joer, et relativ einfach haten, muss ech soen. Do brauch een net e grousse Finanzgenie ze sinn, fir et fäerdegzebréngen, wann ee 5% Wirtschaftswuesstum iwwer eng laang Periode huet, fir da mat de Finanzen eens ze ginn. Wann een dat net fäerdegbréngt, dann huet een an der Politik näischt ze dinn, géif ech mengen.

Duerfir muss een also, mengen ech, déi grousse Aarteg Leeschtungen aus der Vergaangenheet vläicht e bëssen zréckstutzen, wat hir wierklech Envergure ugeet, an am Géigesaz dozou vläicht awer och dee Courage an dee Wëllen, dee politesche Wëllen, deen dës Regierung hat, unerkennen, dat net weider entgleeden ze loossen an net och, soubal erëm eppes erreecht ginn ass, méi no un den Equiliber ze kommen, dat erëm eng Kéier duerch nei Depensen direkt erëm verluer goen ze loossen. Ech mengen, dass doduerjer de Bilan vun dëser Regierung an där doter Fro grad méi héich ze schätzen ass wéi munch aneres, wat an der Vergaangenheet de Fall war.

Well grad déi Period 2008 bis 2013 beweist, dass och d'Finanzgenië vu fréier op eemol um Enn mat hiren Iddie waren, um Enn mam Wëllen och waren, fir munches ze maachen, a sech selwer eigentlech net un déi Prinzipie gehalen hunn, déi se sech ginn haten. Et ass wéineg gespuert ginn an de Fonctionnementskäschten. An et ass praktesch alles geholl ginn iwwer nei Steiere respektiv iwwert d'Erofféiere vun den Investissementer. An dat mécht et, dass hei eng wichteg Aarbecht ze maache war.

An et kann ee soen an deem dote Punkt effektiv, dass d'Regierung dat gemaach huet, wat se sech als Zil gesat hat. Ech gehéieren, soen ech och hei, net zu deenen, déi vum Prinzip hier den Zukunftspak kritiséieren. Den Zukunftspak war sécherlech an Detailpunkten net genuch preparéiert a munches huet misse revidéiert ginn en cours de route, well mer gesinn hunn, dass awer esou munches net esou einfach ze maachen ass, wéi et vläicht am éischten Äifer gemengt gi war.

Mä ech mengen, dass et awer richteg war - an d'Effete si jo haut nach do -, deen doten Effort ze maachen, fir ze weisen, hei, mir kucken och am Fonctionnement vum Stat, mir kucken och bei eise gängegen Ausgaben, déi erëm eng Kéier a Fro ze stellen, eppes ze maachen, wat misst dat Normaalst vun der Welt an der Politik sinn, eng Evaluatioun ze maache vun den Ausgaben, ze kucken, wann eng Kéier eng Ausgab decidéiert ginn ass, no e puer Joer ze kontrolléieren: Mä ass déi Ausgab nach gerechtfertegt? Huet déi Mesure déi Ziler erreecht, fir déi se eigentlech agefouert ginn ass? Musse mer net Reajustementer maachen? Musse mer se vläicht verbesseren? Musse mer vläicht souguer se ganz ofschafen, well se näischt bruecht huet?

A mir géifen eis als LSAP wënschen, dass mer wierklech eng Politik vun Evaluatioun vun den éffentleche Politicke géife maachen, dass mer en onofhängegen Observatoire hätten, deen d'Dépenses publiques géif kucken, deen och also en Instrument kéint vun der Chamber sinn, fir eigentlech déi dote Bewäertung an Afrostellung an Optiméierung och vun den éffentlechen Ausgabe kënnen ze organiséieren an deenen nächste Joren. Dat wär fir eis e qualitative Sprong, wa mer kéinten an déi dote Richtung goen.

Nei Steieren hu missen agefouert gi respektiv sinn eropgesat ginn. Dat gëllt fir d'TVA. Dat war iwwregens e Projet, deen och déi viregt Regierung schonn an dem x-ten Aktualitéiserungsprogramm vum Pacte de stabilité ugekënnegt hat, mä et muss een awer och soen, dass nëmme praktesch een Drëttel vun deem Lach, wat huet misse gestoppt ginn, duerch d'Erhéijung vun der TVA konnt ofgedeckt ginn, knapp en Drëttel, an dass also nach vill zousätzlech Moossnamen hu misse gemaach ginn, fir dat Zil do kënnen ze erreechen.

Dat war méiglech mat engem Wuesstum, deen am Schnëtt gutt 3,5% iwwert dës Period ausgemaach huet. Dat war an dat ass manner wéi deen duerchschnëttleche Wuesstum, dee mer virun der Kris vun 2008 haten, wou mer, wéi gesot, praktesch alt 5% an der Moyenne haten. A komescherweis huet sech an deenen Zäite kee Mënsch weider Gedanke gemaach iwwert d'Effete vum Wuesstum vu 5% op aner Situatiounen hei am Land. Et ass also e Phenomeen, deen éischter méi grouss war an der Vergaangenheet, wéi en haut ass, an deen also eppes ass, wat mer all gemeinsam, géif ech soen, ze verantwerten hunn.

D'Verschëldung, ech hunn et schonn ugedeit, fannen ech verstänneg, deemno wéi et ausgeet, ob elo 2018 nach muss en Emprunt opgeholl ginn oder net. Wann dat elo net de Fall wär, dann hätte mer praktesch eng Zousazschold an der Héicht vun 2 Milliarde par rapport zu deem, wat Enn 2013 war. Wéi gesot, am Schnëtt sinn dat 400 Millioune pro Joer bei engem Investissement vun am Schnëtt 2 Milliarde pro Joer. Wéi gesot, mir fannen et eigentlech normal, dass dat esou ass.

An d'Perspektive si jo déi, dass déi Schold verhältnisméisseg och wäert erofgoen déi nächst Joer. Déi ass scho liicht erofgaangen an dëser Period.

An ech mengen, et muss ee jo och... Ech weess, dass notamment d'ADR Problemer mat der Verhältnisméissegkeet huet. Dat ass vläicht, well et eng excessiv Partei ass an deenen eenzelne Positiounen. Mä eng Schold selwer an absolutten Zuele seet jo guer näischt aus! Et muss ee jo - dat ass d'Einmaleins vun der Statistik -, fir déi Schold kënnen anzeschätzen, se a Relatioun mat iergendengem anere Wäert setzen.

Une voix.- An et muss ee se zréckbezuelen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat kann de Budget sinn, dat kann de BIP sinn. Europäesch an international ass et d'Bruttoinlandsprodukt, deen als Referenzwäert geholl gëtt, well soss kann een net aschätzen, a wat fir engem Verhältnis dass et steet. Dat si jo och déi europäesch Kritären, gesetzlech Kritären, déi mer hunn, wou, de Kritär jo ass, dass een net méi wéi 60% vum PIB däerf ëffentlech Schold hunn.

An dat gëtt selbstverständlech an alle Länner esou gemooss. A viregt Regierungen hunn et natierlech och net anescht gemooss wéi dës Regierung. Par rapport also zum Räichtum eigentlech, dee produzéiert gëtt, gëtt dat gemooss. An dat ass och näämlech richteg, well soss kann een do eigentlech kee Verhältnis duerstellen.

Mir sinn do bal Nummer 1, mir sinn d'Nummer 2 hanner Estland, well mer selbstverständlech natierlech eng Zënslaascht hunn, déi ganz geréng ass mat 0,3% vum PIB. Iwwregens, d'Musterländle hei niewent eis, déi aner Säit vun der Musel, huet eng Zënslaascht, déi véiermol esou héich ass. An absolutten Zuelen, wann ech nom Här Gibéryen fueren, déi wahrscheinlech dausendmol esou héich ass,...

(Hilarité)

...wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Dat nëmmen, fir ze soen, wou mer och an där doter Fro hei stinn, wann een elo nach weider déi Geschicht verzielt, mir wiere finanziell a budgetär schlecht opgestallt fir déi nächst Zäit.

A wat een och feststellt, dat war jo e Kritikpunkt, deen ech drolegerweis nach net héieren hunn haut vun der CSV, dass eigentlech mat där Finanzpolitik och déi nächst Regierung praktesch keng Margen hätt. Abee, déi lescht Zuelen, déi elo op Bréissel ginn, d'Projektiounen, dat ass wouer, weisen, dass Margen do sinn. Et si Margen do, fir Politik ze maachen. Och den Investitiounsstand, dee gëtt, och wann en eng Kéier e Knacks kritt, awer stabiliséiert praktesch bei knapp 4% vum PIB, wat en ëmmer a senge gudden Zäite war. 2013 louche mer natierlech net bei 4% vum PIB. Do louche mer, mengen ech, en hallwe PIBs-Prozent drënner.

Alles dat weist also, dass Viraussetzungen do sinn, egal wien herno d'Decisiounsgewalt kritt, fir weider och eegestänneg Politik ze maachen, wann déi Efforten am Beräich vun der Disziplin vum Budget bäibehale ginn. Dat ass natierlech d'Viraussetzung, fir dat Ganzt kënnen ze maachen.

Also, all déi Kriticken, besonnesch... Oh mei! Wat hu mer laang diskutéiert hei! Dat Wuert ass emol net méi am Här Wiseler senger Ried gefall: den Objectif de moyen terme, d'europäesch Norm fir d'Lëtzebuerger Statsfinanzen. Wat ass d'Regierung kritiséiert ginn, wéi se déi Norm acceptéiert huet, déi eigentlech ausgerechent gi war mat minus 0,5% vum PIB, wat ee sech all Joer als budgetäert Zil setzt fir de Gesamtstat! An d'CSV huet gesot, zumindest misste se op en hallwe Prozent oder tëschent engem hallwe Prozent an engem Prozent eropgoen, wat iwwregens och de Conseil national des finances publiques gesot huet.

Abee, man sehe und staune, aus deenen Zuelen, déi mer elo op Bréissel schécken, geet ervir, dass dës Koalitioun et fäerdegbruecht huet, an där ganzer Period - an där ganzer Period, dat wäert och fir 2018 gëllen - iwwer 1% strukturellem Saldo positif ze leien. An d'Perspektive sinn, dass dat och fir déi nächst Jore wäert gëllen.

Soudass also dat politescht Zil, wat mer eis gesat hunn, och hei zu 100% erreecht ginn ass. An all déi hefteg Diskussiounen, déi mer hei haten, mat all méiglechen Ënnerstellungen un d'Säit vun der Regierung, wat se alles vu Vergeudungspolitik elo wëlles hätt, hu sech vollstänneg als falsch erwisen.

Mir respektéieren net nëmmen deen offizielle Kritär, mä och dee politesche Kritär, dee mer eis ginn hunn, hu mer respektéiert. A wa mer en héije festgesat hätten, dee vu verschiddene Säite recommandéiert gëtt, da géife mer deen och weider respektéieren. A wann d'Konjunktur sech äänlech entwéckelt an deenen nächste Joren, wäert et och méiglech sinn, dat déi nächst Joren ze maachen.

Dat erkläert och, firwat dass all offiziell Stellen aus dem Ausland, ob dat d'EU-Kommissioun ass, ob dat de Weltwährungsfong ass, ob dat d'OCDE ass, och d'Ratingagenturen alleguerten, eigentlech eis Finanzsituatioun als positiv betruechen an als stabel betruechten an och gesot hunn, dass déi Steierreform, déi mer gemaach hunn, déi sech wäert ab dësem Joer mat ronn enger hallwer Milliard u manner Steieren repercutéieren, eigentlech och ze vertrieden ass.

Et ass also net dat geschitt, wat d'CSV ëmmer hei gesot huet, mir hätten de Leit ze vill Steieren nogelooss, de Betriber ze vill Steieren nogelooss. Mir hunn dat gemaach, wat richteg war, well mer an där heiter Situatioun op héich Investissementer fir nach besser Infrastrukturen am Land gesat hunn, fir dass eppes net geschitt, wat dat Schlëmmst ass fir d'Zukunft vun engem Land: wann en Investissementsdefizit entsteet, wann op eemol Strukturen, ëffentlech Strukturen net méi up to date sinn, wa se lues a lues degradéieren a wa keng neier derbäikommen.

Dat ass fir d'Zukunft a fir d'Begleedung vum Wuesstum, soen ech Iech, bal dat Wichtegst! An déi Fal ass dës Koalitioun net eragaangen. An esou muss et och an eisen Aen an Zukunft bleiwen. D'Investitiounsquot vun der ëffentlecher Hand muss héich bleiwen, muss zumindest op deem Niveau bleiwen, wou se elo déi lescht Jore war.

An, den zweeten Akzent vun dëser Koalitioun: Mir hunn eis decidéiert, och an Zäite vu méi héijem Wuesstum, fir d'Leit ze bedeelegen un deem Wuesstum, fir d'Friichte vun deem Wuesstum och un d'Leit zum Deel zréckzefléieren. Do, wou et vläicht an den normale Verhandlungen, wann et ëm d'Pai geet am Privatsecteur, net esou richteg fonctionnéiert, abee, de Stat huet Säint gemaach en huet gesot: „Mir ginn de Leit do erëm eppes zréck iwwer eng grousszügeg Steierreform, wou mer d'Kafkraaft stäipen an doduerjer och notamment de Commerce an aner Secteuren och hei weider ënnerstëtzen zu Lëtzebuerg."

Och dat war eng richteg Weichestellung, déi, wann ech d'Kommentarer vun anere Säiten héieren, esou net komm wär, wann eng aner politesch Konstellatioun hei d'Soe gehat hätt! Héich Investissementer, erop mat den Investissementer an erof mat der Steierlaascht, besonnesch fir déi kleng an déi mëttel Gehälter, dat war d'Zil, wat mer eis ginn hunn. An iwwert d'Methodik vum Crédit d'impôt hu mer dat fäerdegbruecht, ouni dass dat sech automatesch reperkutéiert huet op sämtlech Tranchë vum Barème.

Do, wou effektiv déi héich Gehälter am meeschte profitéiert hunn, dat war drolegerweis duerch d'Ofschafung vun eiser Krisesteier, well déi en fait linear war. Si ass zwar kritiséiert ginn, well se et net wär, mä se war en fait linear. A wéi déi - dat war natierlech eng Faute vu jiddwerengem - ofgeschaaft ginn ass, ass natierlech deen hallwe Prozent bei deenen héchste Gehälter voll zeguttkomm, dee se natierlech och déi zwee Joer voll bezuelt hunn, wéi déi Krisesteier do a Kraaft war. Wann een dat erausrechent, dann ass d'Bild e ganz anert, souguer an absolutten Zuelen, wann een dat kuckt.

Mä fir d'Frënn vun absolutten Zuele wëll ech och nach eppes hei ufléieren. An dat strooft de Vertrieder vun der ADR Ligen, deen a viregten Debatte gesot huet: „Hoho, Chômage! Dir bretzt Iech hei mam Chômage. Dee geet erof, awer nëmme prozentual. An absolutten Zuele geet e jo guer net erof!" Net wouer! Kuckt Iech déi lescht Zuelen un! Kuckt d'Zuelen u vum Mäerz - dat sinn déi lescht, déi disponibel sinn -, vum Mäerz 2018! A kuckt déi vu véier Joer virdrun am Ufank vun dëser Period, am Mäerz 2014! Da gesitt Der, dass, an absolutten Zuelen, d'Zuel vun deene Leit, déi no Aarbecht sichen hei zu Lëtzebuerg, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, ëm 2.500 no ënne gaangen ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- 2.500 manner Chômeure wéi viru véier Joer, a 1.500 oppe Plaze méi wéi viru véier Joer! Dat ass och e Fakt! An ech wär frou, wann deen och géif zur Kenntnis geholl ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wäert déi Zuel och de Mëtten nennen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Elo? Dir nennt normalerweis déi Zuelen, déi Iech just an de Krom passen. Duerfir sinn ech virwëtzeg, dass Der dat dote géift nennen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wäert Iech déi Zuel vun 2.500 de Mëtteg nennen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- 2018 ass e Wahljoer, mä doriwwer eraus musse mer kucken, doriwwer eraus musse mer och kucken an der Steierpolitik. Ech wëll dozou e puer Wuert och am Numm vu menger Partei soen, well mer der fester Iwwerzeegung sinn, dass mer eng grouss, eng wichteg Steierreform gemaach hunn, dass mer do net däerfe stoebleiwen, dass nach Handlungsbedarf ass, fir iwwer eng geziilte Moossnam am Steierberäich eng nach méi gerecht Besteierung ze kréien.

Duerfir setze mir eis a fir Steierbefreiung bei Akommesse bis zum Mindestloun iwwert de Wee vun der Method vum Crédit d'impôt, ouni also un de Barème ze goen, well dat eng Repercussioun op sämtlech Revenuen huet, a besonnesch och op déi Revenuen, déi iwwert dem Mindestloun leien. Dat ass net beabsichtegt.

Mir sinn och der Meenung, dass mer iwwert déi steierlech Behandlunge vun den Elengerzéier, wéi och vun de Witfraen, de Witmänner, eng Debatt musse féieren, ouni déi grouss Prinzipien a Fro ze stellen. Do menge mer, dass och Sputt ass, fir méi ofzefiederen oder eventuell och iwwer en neien Agencement vun der Steiergrupp 1A do och méi deene klenge Mëttelrevenuen hir Situatioun ze verbesseren.

Mir si fir e progressiivt Eruféiere vun dem Besteierungstaux beim Revenu vum Kapital an dem Revenu vun der Aarbecht. Et ass net normal, dass op där enger Säit de Patrimoine an op där anerer Säit d'Akommes komplett anescht besteiert ginn. Do musse mer déi Tauxe progressiv eruféieren.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Stock-Options mussen nei geregelt ginn opgrond vun deenen Donnéeën, déi mer wäerten an der nächster Zäit kréien, fir d'Éischt iwwert de Wee - well dat méi schnell geet - vun enger neier interner Circulaire. Awer dann, mengen ech, wann et definitiv soll ginn, komme mer net derlaanscht, dat och gesetzlech festzeleeën.

Mir sinn och der Meenung, dass Efforte gemaach gi sinn, wat d'Besteierung vun de Betriber ugeet, wou mer jo de Regelsteiersaz an dëser Period erofgesat hunn, an zwou Etappen. A mir mengen, dass do emol sollt eng Zäitchen eng Otempaus sinn an dass et net de Moment ass, fir elo do déi Regelbesteierung, de Regeltaux nach weider bei der Betribsbesteierung erofzesetzen, wat awer net ausschléisst, dass ee punktuell, fir gewëssen Aktivitéiten ze förderen, nach ka steierlech Verbesserunge virgesinn. Mä de Regelfall soll sinn, dass u sech d'Betribsbesteierung an deenen nächste Joren net méi soll erofgesat ginn.

Mir si selbstverständlech fir d'integral Bäibehalung vun der Indexéierung vu Léin, Gehälter a Pensiounen. Mir wäerten eis allen Diskussiounen entgéintsetzen, wa verschidde Parteien... D'DP an déi gréng hunn do eng gemeinsam Vergaangenheet, wat d'Eraushuele vun den Energieprodukter ugeet, an d'CSV, wat d'Limitéierung vum Indexeffet ugeet. Mir wäerten eis allem widdersetzen, wann déi dote Parteien erëm géifen op hir al Iddie wëllen zréckkommen. Mir si fir d'Bäibehalung vun dem aktuelle System vun dem Indexéieren.

A mir sinn och der Meenung - firwat net? -, dass och d'Indexéiere vum Kannergeld erëm soll hei op d'Tapéit kommen, wat eng viregt Regierung ofgeschaaft huet a wou een dat awer muss kucken, menge mer och, mat der Fro, wéi et weidergeet mat dem Bezuele vun der Kannerbetreiung u sech, wann do e Mouvement kënnt, wat weider sollt a méi eng staark Gratuitéit kommen, wou mer allerdéngs opgrond vun Iwwerleeung vu sozialer Selektivitéit eng aner Meenung hunn.

Da muss een dat natierlech och am Zesummenhang gesinn mat dem Kannergeld. Et muss een also dat een an dat anert, mengen ech, ofweien, eent par rapport zum aneren, an da kucken, wat een do mécht. Mä einfach e Status quo ass menger Ansicht no eppes, wat net geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, e Wuert och zu eisem Sozialsystem, deen et fäerdegbruecht ginn ass an dëser Period, net nëmmen ze halen, mä och punktuell auszebauen. Ech denken un d'Aféiere vun enger Loyerssubventioun, en neie klenge Pilier an dem Sozialsystem hei zu Lëtzebuerg.

Ech denken un déi Verbesserungen, déi och gemaach gi sinn am Beräich vun de Krankekeesen, opgrond vun der verbesserter Finanzsituatioun och vun de Krankekeesen; wat och erëm eng Kéier mat Reformen ze dinn huet, déi an der Vergaangenheet an deem dote Beräich gemaach si ginn. Ech denken awer virun allem och hei un eis nei Moossnamen, eis nei Ziffere, wat eigentlech de Pensiounsfong ugeet.

Och do repercutéiert sech natierlech deen Opschwong, dee mer hunn an der Wirtschaft a besonnesch natierlech awer och d'Zuel vun deene Leit, déi zousätzlech hei op den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg kommen, mat engem Plus vu ronn 3% pro Joer, wärend déi éischt Berechnungen, déi mer bei der Reform 2012 gemaach hunn, eigentlech op engem Zouwuess vun 1,5% vun der aktiver Bevëlkerung pro Joer, Cotisante pro Joer gefousst hunn. Dat féiert natierlech derzou, dass sech d'Situatioun kuerz- a mëttelfristeg verbessert. Dat gesäit ee ganz kloer an deenen Zuelen, déi elo an deem Dokument sinn, wat vun der Regierung wäert u Bréissel geschéckt ginn.

Et ass haut gesot ginn: „Mir hunn haut schonn am Kompensatiounsfong 18 Milliarden Euro stiechen." Wann ech déi Zuele bäirechnen, déi elo projezéiert ginn - et muss een ëmmer virsiichteg sinn - fir déi nächst Joren, wou praktesch nach 1 Milliard Boni gemaach gëtt an dem Pensiounssystem pro Joer, da géifen also fënnefmol 1 Milliard nach derbäikommen. Ech rechnen dann nach eng Kéier Zënsen derzou, déi dann duerch déi Placementer, déi gemaach gi sinn, nach wäerten derbäikommen. Da kann een, wann een dat virsiichteg berechent, nach eng Kéier zwou Milliarden mat derbäihuelen. Soudass mer also hei praktesch, wann dat esou kënnt, a fënnef Joer an enger Situatioun wären, wou mer 25 Milliarden Euro an dem Kompensatiounsfong stoen hätten.

Dat ass sécherlech net de Moment, fir ze debattéieren, fir Leeschtungsverschlechterungen ze maachen oder souguer fir Cotisatiounserhéijungen ze maachen. Eigentlech misste mer no eisen aktuelle Regele souguer d'Cotisatioune momentan nach erofsetzen, well d'Réserve légale vun 1,5-mol jo erreecht ass. Do ass en Accord do. Dat fannen ech ganz verstänneg vun der Politik, mä och vun de Gewerkschaften a vum Patronat, dorunner näischt ze änneren an do bei deene 24% insgesamt vu Cotisatioun ze bleiwen.

Soudass et an eisen Ae kloer ass, dass et keen objektive Grond gëtt, fir irgendwellech einschneidend Moossnamen ze maachen. Et sollt een déi Mechanisme vun der Reform vun 2012, déi an der viregter Regierung ënner engem sozialistesche Sozialminister gemaach gi sinn, spille loossen. An déi sollt een als Effeten och voll spille loossen. An de Projektioune gëtt ëmmer nach gesot: „Mä déi spillen net zu 100%. Mir sinn do virsiichteg." An esou virun an esou weider. Et soll ee se voll spille loossen. An da gesäit een, dass do Mechanismen dra sinn, déi déi néideg Korrekture wäerte maachen, wann et néideg ass.

Fir awer d'Situatioun nach ze verbesseren, mengen ech, solle mer op engem Hiewel usetzen. Do, mengen ech, dass bis elo ëmmer e relativ grousse Konsens war. Dat deckt sech och mat där Obligatioun, déi mer hunn am Plan national de réforme fir eisen Taux d'emploi eigentlech eropzesetzen, deen zu Lëtzebuerg traditionell niddreg ass, méi niddreg ass wéi an der Moyenne vun der Europäescher Unioun, dass mer duerch duuss Moossnamen, duerch Incitatiounen, doduerch, dass mer d'Aarbechtsëmfeld och verbesseren, erreechen, dass den Taux réel vun dem Âge de la retraite, vum Rentenalter, méi no erugefouert gëtt un dee legale Rentenalter.

Do ass e groussen Ënnerscheed hei zu Lëtzebuerg. Ech war och selwer, muss ech soen, frappéiert iwwert déi Zuele vun Eurostat, déi elo an deene leschten Deeg publizéiert gi sinn, wou europawäit verglach ginn ass an der Alterskategorie 55 bis 64, wivill Leit dovunner nach aktiv sinn an den eenzelne Länner. 55 bis 64: Do läit d'europäesch Moyenne bei 57%, an Däitschland an a Schweden bei 70 respektiv 76%, mä virun allem awer zu Lëtzebuerg läit se bei eppes Klenges manner wéi 40%. Dat ass eigentlech keng normal Situatioun.

Ech mengen, et ass also do, wou een also muss awierken, dass mer do och e Mentalitéitswiessel kréien, fir eben ze erreechen, dass mer also den effektiven an de legalen Alter, fir an d'Rent ze goen, méi no uneneekréien. Do brauch ee keng Gesetzer ze änneren, mä et muss een, mengen ech, gesellschaftlech a politesch virgoen, fir dat ze erreechen. Do ass nach e Sputt do. Et ass eng vun deene berüümte Schrauwen, mengen ech, déi net wéidoen, wou et awer wichteg ass, an deenen nächste Jore weider dorunner ze dréien.

Mir hunn e gudde Rentesystem. Mir hu virun allem e Rentesystem an eisem ganze Sozialsystem, deen eppes verhënnert: Dat ass, dass mer hei de Phenomeen vun enger verbreetener Altersaarmut géife kennen. Dat ass fir mech... Et gëtt eigentlech, fannen ech, näischt méi Schlëmmes an enger Gesellschaft, wéi wann s de geschafft hues däi ganzt Liewen an du kënns herno an d'Situatioun eran, dass de am Alter, wou s de scho méi gebriechlech bass, wou s de ufälleg bass, op eemol net méi weess, wéi s de solls eens ginn, eigentlech net méi

weess, wou s de dru bass. Dofir ass et onheemlech wichteg, dass mer déi grousszügeg Sozialsystemer, déi mer hunn, dass mer déi halen, dass mer se stäipen, esou wéi et nëmme geet.

Mir bekennen eis, well dat ass och eng Viraussetzung als LSAP, zu engem intelligenten a virun allem awer och engem faire Wuesstum. En intelligente Wuesstum an e faire Wuesstum! Mir wëllen eis vläicht manner konzentréieren op d'Fro: wivill Wuesstum? Do gëtt et jo keng objektiv Kritären, wat dann elo wierklech gutt ass a wat wat ass a wéi een dat ka wierklech am Detail steieren. Mä mir wëllen eis konzentréieren op d'Ëmverdeelung, dorop, wéi d'Friichten eigentlech vun deem Wirtschaftswuesstum verdeelt ginn.

Wuesstum u sech ass jo kee Selbstzweck. Et ass jo net, denken ech, d'Profittmaximéierung, déi do als eenzegt Zil ass, mä de Wuesstum muss zu engem Bien-être féieren, fir dass et de Leit besser geet. An déi Verdeelung, déi ass net katastrophal zu Lëtzebuerg. Et soll ee jo och net alles schlechtrieden.

Well eben eis Sozialsystemer déi sinn, déi se sinn, ass d'Ofsécherung gutt. Mir wëssen awer och mat allen Imperfektiounen, déi de Berechnungsmodus a sech huet vun deem Aarmutsrisiko - et ass en Aarmutsrisiko, et ass net Aarmut; Aarmutsrisiko -, gesi mer awer, dass et tendenziell éischter eropgeet. Ech muss allerdéngs soen, souwäit ech weess, d'Zuele vun 2017 nach net do sinn. 2017 misst eigentlech duerch d'Effete vun der Steierreform, duerch d'Effeten och vum Index an anere Mesuren erëm liicht no ënne goen. Mä et bleift awer, dass do Handlungsbedarf och an deem no bausse räiche Lëtzebuerg muss geschéien.

A mir wäerten eis als LSAP also och staarkmaache fir eng Ëmverdeelungspolitik, derfir ze suergen, dass also och dee Wuesstum, deen do ass, dass d'Friichten och bei de Leit ukommen. Well dat ass awer en allgemenge Constat, deen europawäit gemaach ginn ass; an der Europäescher Kommissioun scho virun e puer Joer am Kader vun der Lissabon-Strategie, wou festgestallt ginn ass, dass zwar erëm e Wuesstum do ass, mä dass en onheemlech ongläich verdeelt gëtt, an d'Tendenz éischter d'Schéier méi grouss gemaach huet tëschent Aarm a Räich, wéi dass e reduzéiert ginn ass.

Ech hunn net präzis genuch Zuelen, fir dat hei zu Lëtzebuerg kënnen anzeschätzen. Mäi Gefill ass éischter, dass et awer riskéiert, d'europäesch Tendenz ze sinn, déi doten Entwécklung. Duerfir musse mer also dergéintsteieren. Duerfir och d'Fuerderung vun der LSAP fir ab dem 1. Januar d'nächst Joer en zolitten Hoff ze maache beim Mindestloun, mat alle Repercussiounen, déi dat selbstverständlech och op déi ganz aner Lounstruktur nach huet.

All dës Froe selbstverständlech... Ech mengen, all Politiker heibannen, a besonnesch och d'Vollekspartéien, musse sech mat den Alldagsfroe vun de Leit beschäftegen. Dozou gehéiert d'Fro vun der Zukunft, der perséinlecher Zukunft selbstverständlech, d'Positioun zur Zukunft an enger digitaliséierter Welt, wou enorm Erausfuerderunge kommen, wou ech awer bei allem, wat ech och an der Fachliteratur liesen, ëmmer méi Froe liese wéi Äntwerten. Mir sinn nach an där ganzer Diskussioun méi an der Froestonn.

An natierlech däerf een déi Diskussioun net op d'Fro vun den Infrastrukture reduzéieren. Déi ass wichteg, mä dat ass awer eigentlech net déi grouss Erausfuerderung, déi sech herno stellt, wa mer an där robotiséierter Welt an enger Rei vu Joren ukomm sinn. Do stelle sech ganz aner Froen: vu sozialem Zesummenhalt, vun Aarbechtsrecht, vu Fiskalrecht, an, an, an, alles méi, vu Formatioun, déi mer musse behandelen. Dat ass eng wichteg Fro, déi och an eisem Parteiprogramm wäert en héije Stellewäert kréie fir déi nächst Wahlen.

Jo, da gëtt ëmmer d'Fro gestallt: Wéi kréie mer d'Land besser organiséiert? A wéi ech de François Bausch hei héieren hunn, hunn ech mech esou u Riede vu mir erënnert, déi ech virun 20 Joer hei gehalen hu mat deemselwechte Prinzip: „Mir mussen déi Grondfonctioun méi no beienee féieren. Mir mussen derfir suergen, dass erëm Wunnen, Schaffen a Fräizäit méi no beienee gefouert gëtt." Jo, dat ass an allen Texter nozeliesen zënter 25 Joer oder 30 Joer vun der Landesplanung.

Duerfir ass fir mech déi kruzial Fro… Et sinn der zwou: Wëlle mer, dass d'Landesplanung hir Absichten deklaréiert? Wëlle mer, dass d'Landesplanung e Pabeiertiger bleift? Oder gi mer un zwee Punkten erun, déi essenziell sinn an déi sech ëmmer wäerte stellen, wann et ëm d'praktesch Ëmsetzung vun der Landesplanung geet? Dat ass op där enger Säit d'Autonomie communale - wien decidéiert -, an et ass op där anerer Säit déi helleg Kou vun der Propriété privée.

Wann dat alles helleg Kéi bleiwen, da bleift d'Landesplanung - dat soen ech Iech - mat allen Diskussiounen, déi mer hei féieren, bleift en zahnlosen Tiger. Et bleift eppes, wat net wäert gräifen an der Wierklechkeet. An et sinn aner Kräften, déi dann d'Landesplanung um Terrain wäerte virundreiwen. An do geet et net ëmmer ëm den ëffentlechen Interêt.

Une voix.- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass eng Fro, déi mer eis alleguerte solle stellen. Mir kënnen do ëmmer ronderëm de Bräi rieden. Dat do si fir mech déi zwee kruzial Punkten, déi et sinn, wou mer alles bei deem loossen, wat et ass! Do maachen ech mer keng Illusiounen, wat u sech d'Resultater vun der Landesplanung och an deenen nächste Joren, egal wéi d'Regierung wäert ausgesinn, an der Praxis wäert sinn.

(Interruption)

Wéi bleiwe mer zu Lëtzebuerg mobill? Eng Fro, wou mer eis alleguerten iergeren, wa mer an de Staue stinn, wéi wahrscheinlech vill Leit sech iergeren, déi a Staue stinn a groussen Agglomeratiounen. Dat ass jo kee spezifesche Lëtzebuerger Phenomeen. Iwwerall do, wou s de eng Konzentratioun vun Aktivitéiten hues, vu Leit hues, hues de deen dote Phenomeen.

Mir sinn e klengt Land. Et spiert een et vläicht méi wéi zu Paräis, zu München, zu Stuttgart oder wou och ëmmer. Mä et ass e Fait, dass mer déi dote Problematik hunn. An do, mengen ech, ginn et och keng honnert Léisungen. Ech soen nach eng Kéier: Dezentraliséierung vun den Aktivitéiten, en neien Opbau vun den Aktivitéite ronderëm d'Land. Do gëtt et eng ural Etüd. Déi ass, wéi ech fort war, an engem Tirang vum Landesplanungsministère verschwonnen. Ech weess den Numm nach vum Büro: „BIP" huet e geheescht.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Deenen hate mer den Optrag ginn, si sollten eis objektiv Kritäre ginn, wéi s de d'Verwaltung kanns dezentraliséieren, fir net an déi onsäglech Standuertdiskussiounen eranzekommen an och fir ze soen: Wou mécht et Sënn ze dezentraliséieren a wou mécht et manner Sënn, fir ze dezentraliséieren oder ze dekonzentréieren? Dat hänkt dovunner of, wat fir eng Approche dass een an deem Ganzen hëlt.

Dat ass en Dossier, deen eigentlech ni méi opgegraff ginn ass hei zu Lëtzebuerg a wou souguer, muss ech éierlech soen, an der viregter an och an dëser Regierung eng Rei Decisioune geholl si ginn, déi e bëssen à contrecourant si par rapport zu enger Volontéit, d'Aktivitéite méi dezentral ze organiséieren. Doduerjer, dass zum Beispill regional Büroe vun eenzele Verwaltungen natierlech zougemaach ginn an an d'Stad geholl ginn, féiert dat natierlech derzou, dass dee Flux nach méi an d'Stad gedroe gëtt, an de Flux, dee virdrun anescht organiséiert ass, elo erëm eng Kéier wäert zu méi Stau eigentlech, eng kleng Waasserdrëps, dozo bäidroen.

Do, mengen ech, sinn Iwwerleeungen ze maachen, dass een esou Reorganisatiounen net däerf eleng no verwaltungstechneschen oder finanziellen Iwwerleeunge féieren. Et muss een och landesplaneresch Iwwerleeunge mat an esou politesch Decisiounen mat eranhuelen, well soss geet et net anescht.

Dezentraliséieren, also eng aner Organisatioun vun den Aktivitéiten, an den Ausbau selbstverständlech vum ëffentlechen Transport. Duerfir kann ech et net als Kritik ugesinn, dass, wann een d'Investitiounspolitik vun dëser Regierung kuckt an et kuckt een, wivill honnerte Milliounen an d'Schinn gaange sinn a wivill der an de Stroossebau gaange sinn; bei engem Kuch, dee jo awer predefinéiert ass, fanne mir als LSAP, dass déi Gewiichtung dës Kéier méi an d'Schinn, also méi an den ëffentlechen Transport ze setze wéi an de Stroossebau, eng richteg Prioritéitesetzung ass.

Et kann een net alles maachen. Mir brauchen och selbstverständlech nach weider Stroossen. Mir benotze se jo selwer alleguerten Dag fir Dag. Mä ech mengen, dass et awer wichteg war, och do eng nei Gewiichtung am Investissement an dat ganzt Transportwiesen eranzebréngen. An dat ass ënnert dëser Regierung geschitt. Dat géif ech net kritiséieren, ech géif éischter e Luef wëllen zu deem Ganzen ausschwätzen.

Da wëll ech op ee Punkt ze schwätze kommen, dee bis elo nach net erwäänt ginn ass. En Thema, wou ech mengen, dass et zu Onrecht ëmmer als Niewenthema betruecht gëtt, praktesch vun alle Parteien - ech soen et elo, ech maachen do keng Ausnam -: Dat ass d'Groussregioun.

D'Groussregioun gëtt oft an Zesummenhang bruecht mat sougenannte softe Politicken: Tourismus, Kultur, Bewegungen, gemeinsam Vëlosweeër an esou Saachen. Mä ech mengen echt, wa mer vu Landesplanung hei schwätzen a wa mer an engem Land sinn, deem seng Aktivitéit, déi et ze geréieren huet, dat Duebelt ass vun der Gréisst vun deem Land, an engem Land sinn, wou deemnächst wäerten 200.000 Pendler all Dag heihinner kommen, dass mer och d'Planung vun eisem Land net méi kënnen eleng maachen. Mir mussen d'Planung... Et geet bei der Planung un! Et geet net nëmme bei eenzelne Projeten un, et geet bei der Planung un, dat musse mer zesumme mat de Partner maachen.

Et ass emol e Strategiepabeier Saar-Lor-Lux ginn. Dat ass och scho laang hier. Dat geet an d'90er Joren zréck. Do huet emol een eng Kéier drageschriwwe gehat: Wa mir net der Tendenz entgéinttrieden, dass deen Ënnerscheed tëschent Lëtzebuerg an den Nopeschregiounen ëmmer méi wiisst, dat Sozialgefäll ëmmer méi wiisst, d'Wirtschaftsgefäll ëmmer méi wiisst tëschent Lëtzebuerg als Point d'attraction an den Nopeschregiounen, da riskéiere mer, eng Kéier ze erstécken um eegenen Erfolleg!

Ech mengen, dass mer amgaange sinn, eis genau an déi dote Richtung ze bewegen. An duerfir sollte mer keng Beréierungsängschten hunn. Ech hunn ëmmer den Androck, mir gesinn eis ëmmer nach esou als Konkurrenten, ee par rapport zu deem aneren. Mir sollte keng Beréierungsängschte mat den Nopeschregiounen hunn.

Si wësse genau, dass se eis net méi kënnen toppen. Si wësse genau, dass se ofhängeg si bis déif an hir Territoiren era vu Lëtzebuerg, a wéi et Lëtzebuerg geet. Si hu guer keen Interessi drun, dat gëllent Kallef hei matzeschluechten. Mä mer hunn awer alleguerten Interessi drun, eng Kohäsiounspolitik an der Grande Région ze maachen, derfir ze suergen, dass déi Niveauen net ze wäit auserneeginn.

Ech mengen, dass mer am Endeffekt vun esou engem Deelen och kënnen als Lëtzebuerg profitéieren. Dat ass en Discours, dee vläicht net jiddwerengem gefält. Duerfir huelen ech en emol fir d'Éischt emol op meng eege Kap, ouni meng Partei direkt wëllen domadder ze engagéieren.

(Interruption)

Mä et ass fir mech awer e wichtege Punkt. Et sinn Ufäng ginn. Et gëtt e Schéma de développement spatial Saar-Lor-Lux. Et ass emol virun iwwer 20 Joer ugefaange ginn, dorunner ze schaffen. Et sinn also Elementer do gewiescht, mä et ass net konsequent weidergedriwwe ginn, well et fir eis kee ganz héije politesche Stellewäert huet. Loosse mer et soen, wéi et hei ass! Ech mengen, zu Onrecht.

Wa mer vu Wuesstum schwätzen, wa mer vu Planung schwätzen, wa mer vu Landesplanung schwätzen, vu Mobilitéit schwätzen, komme mer net derlaanscht, déi Dimensioun vun der Grande Région méi staark och an eis national Politik an Iwwerleeunge mat eranzehuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach op de Wunnengsbau agoen, fir awer ze weisen, dass do Iddien do sinn, och wann de Premier net nach eng Kéier dat widderholl huet, wat d'Regierung jo viru sechs Wochen hei an enger Consultatiounsdebatt zu deem ganzen Thema gesot huet.

Ech mengen awer, dass ee wichtege Punkt elo ëmgesat gëtt. Den nächste Mount soll jo de Plan sectoriel «Logement» an d'Prozedur eragoen. Dat ass e wichtege Moment. Mer hätte gewënscht, e wär e puer Joer éischter komm. Mir wëssen, firwat dass et net de Fall war. Et ass awer wichteg, dass dat gemaach gëtt. Dat ass awer nach wie vor e Plan sectoriel. Et gëtt awer emol e Kader, an deem een och kann handelen, an deem een och kann en Effet laangfristeg um Terrain hunn.

Den zweete Punkt: d'Vereinfache vun de Prozeduren. Do musse mer weider dru schaffen. Mir schwätzen driwwer, dat stellt ee fest. Mä et huet net onbedéngt ëmmer eppes mat den Texter ze dinn. Et huet och oft eppes ze di mat der Applikatioun vun den Texter an der Approche, déi och a Verwaltungen - dat kënne lokaler sinn, dat kënnen nationaler sinn - zu Veränneruge besteet, wou ech och, muss ech soen, aus menger Erfahrung als Buergermeeschter soen, dass do net onbedéngt ëmmer en Excès de zèle gemaach gëtt, fir eenzel Projete virunzedreiwen.

Also, et ass wichteg, d'Vereinfachung vun de Prozeduren ze maachen. Mir hunn eis als LSAP ausgeschwat fir d'Schafe vun engem staatleche Fong, fir och kënne méi Terrainen ze kafen, well ouni an de Besëtz vun Terrainen ze kommen, geschitt näischt um Terrain. Mir si fir eng Antispekulatiounssteier. Mir si fir eng Wäert schëpfungstax.

Mir sinn och derfir, dass elo déi fiskalesch Ureizer, déi a Steierbefreiung jo bestanen hunn, wat d'Besteierung vun der Plus-value beim Verkaf vun Terrainen ugeet, dass déi net elo ad aeternam weider verlängert ginn. Mir hu se eng Kéier verlängert. Ech mengen, et ass eng Fro vu Glafwierdegkeet vun der Politik, dass een eng Kéier seet: „Elo ass et Schluss mat deem dote Régime de faveur! Elo musse mer op aner Instrumenter zréckgräifen."

Mir verspriechen eis ganz vill vun enger gutt organiséierter Reform vum Pacte Logement. De Pacte Logement ass u sech e richtegt Instrument, mä och do ass et eigentlech e reng administratiivt Instrument ginn. Et ass kee richtegt Kooperatiounsinstrument ginn. Et ass keen operationellen Outil ginn, fir um Terrain konkret mat de Projete kënnen ze plangen a virunzekommen.

D'Gemenge brauche Berodung an deenen dote Punkten. Dat musse mer schafen iwwer eng nei Organisatioun vun deem Pacte Logement, wou och déi Berodung an dat gemeinsamt Ofschwätze vu Projete wierklech en zentrale Punkt ginn, an net nëmmen en Austausch vu Statistiken, wéi dat gréisstendeels bis haut de Fall war, zënter dass dee Pacte Logement praktesch agefouert ginn ass.

Mir si fir d'Ausleeung vum Virkafsrecht vun der ëffentlecher Hand a mir sinn och derfir, dass déi Präisser sollen duerch onofhängeg Expertegremien och festgeluecht ginn. A mir sinn derfir - ech hu kee Problem, dat ze soen, zemools well mer viru Kuerzem dat Gesetz iwwert den Aménagement du territoire gestëmmt hunn, wou dat do virgesinn ass -, dass als allerlescht Mëttel och muss kënnen op eng Enteegnung, natierlech mat gerechter Entschiedegung, zréckgegraff ginn. Gutt wär, wa mer et net bräichten, mä vu vireran op esou en Instrument ze verzichten, wär an eisen Ae fatal, och als Signal no baussen.

Virun allem musse mer alleguerten déi Wunnengsfro an d'Schafe vun neiem Wunnraum op deene richtege Plaze, do, wou mer Decisiounen ze huelen hunn, als eis absolutt politesch Prioritéit gëlle loossen, net als eppes, wat och wichteg ass, mä wou mer eis awer vläicht méi mat anere Punkten ofginn, well dat heiten immens schwéier ass, well dat heite jo bedeit: um Terrain de Kontakt mat de Proprietairen. Et bedeit Diskussioune vu Projeten, déi oft feelen. Duerfir ass et natierlech och wichteg, en neie Statut vum Buergermeeschter ze kréien, dee méi zur Verfügung steet an deen och kann do mathëllefen, dat dann och praktesch ëmzesetzen, wéi mer och Fachleit op Gemengenniveau, op allen Niveaue brauchen.

Ech schwätze scho laang, vill ze laang. Ech wollt nach aner Saachen uschwätzen.

Ech wollt awer nach, dat muss ech bal maachen, op eng Fro zréckkommen. Dat ass de Referendum. Do hunn ech jo gutt gestaunt. Ech hu gutt gestaunt, éischtens, dass de Referendum als éischte Punkt genannt gëtt, wann et drëm geet, de Wuesstum ze begleeden. Et war mer nei, dass de Referendum iwwert d'Verfassung eppes wär, wat géif elo de Wuesstum begleeden.

Eng nei Verfassung brauche mer, dat ass ganz kloer. An ech soen Iech hei, wann ech déi Begeeschterung gesinn, déi den Här Wiseler un den Dag bruecht huet, wat elo de Verfassungstext ugeet: Effektiv hu mer an eiser Kommissioun d'Aarbechten ofgeschloss. D'Artikeldiskussioun ass eriwwer an d'Rapporteuren hunn den Optrag kritt, an den nächste Wochen un engem Projet de rapport ze schaffen.

Mä da soen ech awer: Wann dat esou ass, wa jiddweree seet: „Dat musse mer hunn", an den Här Wiseler seet: „All Parteie musse sech hei engagéieren, dat ze stëmmen." Ma firwat stëmme mer et dann net? Firwat stëmme mer et net? Firwat? De Verfassungsentworf ass fäerdeg! En ass kommentéiert! Mir sinn eis eens! Et ass en Entworf, dee voller Kompromisser ass. Ganz richteg! Mä dat musse mer jo och maachen, dass mer u sech hei eppes fannen, wou jiddweree sech dann erëmfënnt, ouni dass een honnert Prozent Recht kritt iwwert deen aneren. Well da gëtt dee Verfassungstext net acceptéiert.

Mir hunn et fäerdegbruecht, deen Equiliber hierzestellen. Den Text ass do. Mir si prett. Mir wëllen e Projet de rapport maachen. Abee, firwat solle mer net am Juli dee Rapport an der Kommissioun stëmmen? A firwat solle mer net en éischte Vott hei an dëser Chamber maachen?

Ech verstinn déi Argumentatioun net! A wat mech elo wierklech rose mécht, dofir sinn ech frou, dass ech d'Geleeënheet kréien, dat hei ze soen, zemools wann dat vum Här Wiseler kënnt, dee Member vun der Kommissioun ass, hei ze soen, ze insinuéieren, well et ass jo eigentlech dat, mir hätten net schnell genuch

geschafft - wann e seet „mir“, da mengt en natierlech net hien an der Kommissioun; en ass zwar Member, mä hien huet anscheinend näischt mat den Aarbechten ze dinn, da mengt en, d'Majoritéit hätt net schnell genuch geschafft -, dann ass dat falsch! Dann ass dat eng Onwourecht! Wann et net den Här Wiseler wär, géif ech en anert Wuert hei gebrauchen.

Wann Der géift d'Procès-verballen noliese goe vun de Kommissiounsaarbechten, dann hätt Der festgestallt, dass mer wärend där ganzer Campagne un eisen Amendementer geschafft hunn. An deenen éischte Méint vum Joer 2015 ware regelméisseg Sitzunge vun der Kommissioun, a mir hunn nach 14 Deeg virum Referendum eise ganze Pak mat Amendementen un de Conseil d'État weidergeschéckt.

Ze soen also, mir hätte wéinst dem Referendum ee Joer net un deem Text geschafft, ass einfach falsch! Et ass net richteg. An ech fannen et net korrekt, soen ech hei, och perséinlech par rapport zu mir, wéi Der hei insinuéiert. Dir wollt... Da soen ech Iech emol, wat et ass.

Une voix.- Jo. Ganz richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir wëllt aus parteipoliteschen Ursaachen net, dass ka gesot ginn, dës Koalitioun oder ënnert dëser Koalitioun... Well et ass ëmmer e Gemeinschaftswierk gewiescht, deen Text vun där neier Verfassung. E war et virdrun, en ass et elo.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Dir wëllt dëser Koalitioun dee Succès - wou et net e Succès wär vun der Koalitioun, et wär e Succès vun alle Parteien, déi un deem Text do matgeschafft hunn - net gënnen. An Dir wëllt virun allem net - dat war fir mech ganz kloer, dat hutt Der jo och virun 19, 20 Méint dobausse gesot - viru Wahlen eng consensuel Campagne mat de Regierungsparteie maachen, wou Der am selwechte Boot sidd wéi d'Regierung, wou Der musst gemeinsam en Text eigentlech mat de Regierungsparteie verteidegen, wéi mir och ee mat der CSV da gemeinsam verteidegt hätten. Dat ass déi eigentlech Ursaach.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Gitt net aner Ursaache sichen! Wann ech déi Signaler do net kritt hätt, gleeft mer, et wär spilles gewiescht, fir e puer Sitzunge méi ze setzen, an da wär et theoretesch e puer Méint éischter fäerdeg gewiescht, mä dat hätt un Ärer Positioun hei näischt geännert.

Mä ech huelen Iech nach eng Kéier mam Wuert.

(Interruption)

Ech huelen Iech mam Wuert. Wann Der mam Text d'accord sidd - Dir hutt mer nach déi leschte Kéier gesot, Dir wiert mam Text d'accord -, firwat net deen Text och mat engem ofgestëmmte Rapport ofstëmmen an en elo an d'Prozeduren eraginn? Da kënne mer gemeinsam festleeën, wéini dass dann de Referendum stattfënnt. Do kënne mer eis jo duerchaus - duerchaus! - Delaie loossen, dass mer eng Campagne kënne féieren.

Dat muss net an der Haselegkeet geschéien. Mir si fräi, iwwer e Gesetz festzeleeën, wéini dass dat ass. Da kann een eng Campagne ronderëm organiséieren. Dir musst wëssen, dass Der mat där Haltung do e grousse Risiko agitt, dass eventuell an enger anerer politescher Konstellatioun Oppositiounsparteien en äänleche Reflex hunn, wéi Dir en hat wärend dësem…

(Interruption)

Zwar matschaffen. Do kann ech mech net bekloen.

(Interruption)

Do kann ech mech net bekloen. Et war eng Freed. Et war fir mech eng Freed, déi Kommissioun hei ze presidéieren.

(Brouhaha)

Et waren ëmmer flott Diskussiounen. Ech hunn dat genoss, déi Aarbecht do. Mä ech soen: De Risiko ass do. Dat musst Der wëssen. Dat hunn ech Iech och schonn an Zwiegespréicher gesot, dass fir mech eng grouss Gefor besteet, dass awer, erëm aus parteipoliteschen Iwwerleeungen, egal wien et och ass, no de Wahlen d'Diskussioun erëm ugeet.

A wann eng Partei ufänkt, un engem vun den Eckpfeiler vun deem Accord rappen ze goen, da fält dat ganzt Gebai. Dat muss een also wëssen. Duerfir, also ech hunn déi doten Diskussioun hei net eropbeschwuer. Dir hutt et selwer hei gemaach.

Mä ech wëll nach eng Kéier hei soen: Et ass net wouer, dass de Rhythmus vun eisen Aarbechten iergendeppes mat där doter Situatioun ze dinn huet. Eis Aarbechte sinn eigentlech ofgeschloss. Mir si prett, fir ofzestëmmen. D'CSV huet eis matgedeelt viru laanger, laanger Zäit, dass si dat net méi wëllt maachen. Dat respektéieren ech. Ech wëll keng Konfrontatiounen hei hunn. Ech hätt just gär, dass awer d'Tatsaache sollen Tatsaache bleiwen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President, ech schreiwe mech nach duerno eng Kéier, wann d'Riedner fäerdeg sinn, an, fir dorobber ze äntweren, well do ass eng Äntwert noutwendeg.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci!

Mir si beim Mëtteg ukomm. An ech mengen, mir packe kee weidere vun den Haaptriedner, soudass ech Iech géif proposéieren, wann d'Chamber do dermat d'accord ass, eis Sëtzung elo ze ënnerbriechen an dann um zwou Auer mat dem Här Berger unzefänken.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

D'Sëtzung ass elo eriwwer. E gudden Appetit Iech an deenen, déi eis nokucken!

(Fin de la séance publique à 12.01 heures)

SÉANCE 34 MERCREDI, 25 AVRIL 2018

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)
- *Débat général (suite): M. Eugène Berger (interventions de M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler), M. Henri Kox (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Gast Gibéryen (intervention de M. Alexander Krieps), M. Marc Baum (intervention de M. Roy Reding), M. Gusty Graas*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Changement de composition d'une commission
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)
- *Débat général (suite): M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Gilles Roth et M. Alex Bodry)*
- *Débat sectoriel sur le volet «Économie et compétitivité»: M. Marc Spautz (interventions de M. le Ministre Nicolas Schmit, M. Claude Haagen et M. Alex Bodry), M. Franz Fayot (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. André Bauler, Mme Martine Hansen (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. André Bauler, M. Gusty Graas et M. Alex Bodry), M. Gilles Roth*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (interventions de M. Marco Schank et Mme Martine Hansen)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Mir fueren direkt mam Debat iwwert d'Lag vun der Natioun weider. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger, de Fraktiounschef vun der DP.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite)

Débat général (suite)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. D'Zukunft, déi preparéiert een net, andeems een u Grenzen denkt. D'Zukunft preparéiert een, andeems een un d'Chancen denkt an déi Chancen och notzt. An den Erfollegsmodell Lëtzebuerg, deen huet déi lescht 150 Joer ëmmer dorop opgebaut, datt déi Verantwortlech hei am Land, awer och d'Bierger am Land un déi Chancë vun der Zukunft gegleeft hunn an och ëmmer jiddwereen eng Hand matugepaakt huet, fir se ëmzesetzen.

Här President, ech sinn op alle Fall frou, datt ech an enger Fraktioun sinn, déi an de leschte véier an en halleft Joer keng Angscht hat, Courage hat an och déi Chancen ergraff huet an déi Politicke vun der Regierung mat ëmgesat huet an et erméiglecht huet, datt mer virukomm sinn, datt mer haut do stinn, wou mer stinn: dat heescht, vill besser wéi 2013. Mir hu mat gesonde Finanzen eng zolidd Basis fir d'Zukunft geluecht.

Anerer, Här President, déi denke bei der Zukunft net u Chancen. Si denke virun allem a Kategorië vu Risiko, vu Geforen. Heiansdo maache se och emol Angscht. Si zécken, si maachen Analysen am léifsten, si si géint ganz villes a si hunn och an de leschte Joren - wéi dat eben d'Oppositioun gemaach huet, déi ëmmer gezéckt huet, déi éischter a Kategorië vu Risiken a Gefore geduecht huet -, si hunn och géint ganz vill wichteg Reformen hei an der Chamber gestëmmt, ob dat am Familljeberäich war, bei der Steierreform an nach villen aneren.

An haut hu mer awer eppes Neies gesinn, well an deene véier leschte Joren, do hu se och an dem État de la nation praktesch ni - déi gréisst Oppositiounspartei - Iddien oder Alternativen op den Dësch geluecht, déi een hätt kënne matenee vergläichen, fir ze kucken, wat mer dann am beschte kéinte maachen, fir déi Zukunft fir d'Land ze preparéieren. Déi lescht Joren hu se ëmmer d'Finanze schlechtgeriet, mä elo, mat deenen Zuelen, déi mer virleien hunn, geet déi Nummer definitiv net méi.

Mir hunn duerfir haut, bon, eng Rei méi oder manner konkret Iddien oder vag Iddien hei virgeluecht kritt, op déi ech herno dann awer nach wäert méi konkret agoen.

Bon, op alle Fall mir, Här President, mir hunn eng Politik an deene leschte véier an en halleft Joer gemaach, déi virun allem och als Zil hat, datt mer d'Liewen, den Alldag vun de Leit méi einfach maachen. Mir hu besonnesch d'Familljen an d'Mëttelschicht finanziell entlaascht an hinnen däitlech méi Kafkraaft ginn. Mir hu konkret Sozialpolitik gemaach, well jo besonnesch déi Famillje mat Kanner heiansdo, an och Monoparentallen, méi Krämpes hunn, fir zum Schluss vum Mount d'Enner zesummezekréien.

A fir datt dat och net nëmmen einfach esou e Saz ass, wollt ech dat och hei direkt am Ufank mat zwee Beispiller illustréieren an awer och nach soen, mat wat fir enge Mesurë mer dat gemaach hunn. Ech picken elo do just dräi Mesuren eraus, net all déi Mesuren, déi mer zum Beispill am Beräich vun deem Soziale geholl hunn, just dräi Mesuren, fir ze illustréieren, wat dëst fir eng Famill finanziell ka bedeiten, wa mer d'Steierreform, d'Subvention de loyer, d'Gratuitéit vun de Schoulbicher am Secondaire huelen. Ech huelen elo nëmmen déi Elementer. Ech kéint nach anerer derbäihuelen.

Voilà, ech mengen, eleng duerch déi dräi Mesuren huet zum Beispill eng Famille monoparentale, déi eng Wunneng lount, déi en onqualifizéierte Mindestloun huet, zwee Kanner, eent am Lycée, déi huet 309 Euro de Mount méi an der Täsch. Dat sinn am Joer 3.708 Euro.

Oder en anert Beispill: Eng Famill, zwee Elterendeeler, zwee Kanner am Lycée, zweemol de Mindestloun, déi hunn duerch d'Steierreform, d'Subvention de loyer an d'gratis Schoulbicher d'Joer 4.056 Euro méi an der Täsch. Einfach nëmmen, fir konkret ze illustréieren, wat dat am Endeffekt ass, wa mer soen: „Mir versichen, d'Liewe vun de Leit mat eiser Politik all Dag ze vereinfachen an hinnen et besser ze maachen, hinnen och méi Kafkraaft ze ginn.“

Da schwätzen ech nach guer net vun zum Beispill deenen 20 Stonne gratis Kannerbetreiung. Eng Famill mat zwee Kanner kann zum Beispill zwëschen 3.000 a 5.000 Euro d'Joer do och nach eng Kéier spueren. Dat ass awer eng ganz substanziell Zomm!

Et ass einfach wichteg, fir esou Beispiller am Hannerkapp ze behalen, wa mer iwwer Sozialpolitik hei am Land schwätzen. A mir hate jo, oder et ass déi Diskussioun respektiv och zum Deel déi Kritik komm, datt hei zu Lëtzebuerg d'Schéier ëmmer méi wäit géif auserneegoen.

Mä et muss een einfach oppassen, wat ee kuckt, ob een einfach nëmmen de Revenu médian kuckt. Mir hunn eng ganz Rei Mesurë geholl, eng ganz Rei Sachleeschtunge gemaach, fir d'Leit ze entlaaschten, awer och nach eng Rei aner Transferte virgeholl. A mat deenen zwee Beispiller wollt ech illustréieren, datt awer trotzdeem duerfir eng ganz Rei Leit, besonnesch déi, déi et néideg hunn, ënnert dem Stréch méi hunn. D'Familllje goufen also hei am Land an deene leschte véier an en halleft Joer

egal wéi entlaascht. An dat ass gemaach ginn, net mat der Strenz, mä mat enger ganzer Rei vu sozial selektive Mesuren.

Wéi zum Beispill och d'Steierreform, déi setzt jo och do un, wou de Schong dréckt, zum Beispill bei den Elengerzéier, de Mëttelschichten, insgesamt do, wou den Aarmutsrisiko méi grouss ass. A wou ass den Aarmutsrisiko méi grouss? Mir wëssen dat: Dat ass zum Beispill bei de Monoparentaux, bei den Elengerzéier, där mer der ëmmer méi hei am Land hunn. An eiser Reform, an der Steierreform hu mer selektiv gestaffelt. Do hu mer zum Beispill de Crédit d'impôt fir d'Elengerzéier agefouert. Duerch de Crédit d'impôt monoparental kritt ee bis zu engem Revenu vu 35.000 Euro do 1.500 Euro méi. An da geet dat natierlech graduell no ënnen. Mir hunn och de Crédit d'impôt, deen einfachen, verduebelt fir déi ënnescht Kategorie vun 300 op 600 Euro. Och dat ass sozial selektiv. Een, deen iwwer 70.000 Euro d'Joer verdéngt, dee kritt zum Beispill dee Crédit d'impôt net méi.

D'Steiertabell gouf och nei gestaffelt. Mir hunn de Mëttelstandsbockel ofgeflaacht. A jiddweree profitéiert eigentlech dovunner, ausser deene breede Schëlleren, well mer jo uewen eng Tranche bäigesat hunn. Och do, fir ze weisen, datt mer eng sozial selektiv Steierreform gemaach hunn.

Zanter dem Oktober, ech hunn et och scho gesot, kënne ganz vill Famillje vun 20 Stonne gratis Kannerbetreiung profitéieren. Ech mengen, dat ass och eng substanziell Entlaaschtung. D'Allocation de vie chère gouf méi wäit opgemaach. De Moment ass et esou, datt laut Statistike ronn 1.500 Stéit dovunner kënne profitéieren.

Här President, dat ass einfach dat, wat ee muss feststellen. Wat ech och bedaueren, dat ass, datt déi gréisst Oppositiounspartei praktesch bei all deene Mesuren de groussen Absent war, wéi mer d'Weiche fir d'Zukunft gestallt hunn a virun allem och gekuckt hunn, fir dem Wuel vun eise Familljen entgéintzekommen. Si hunn zum Beispill weder de Congé parental nach d'gratis Kannerbetreiung nach d'Steierreform matgestëmmt.

Ech mengen, dat waren awer déi Chancen, vun deenen ech am Ufank vu menger Interventioun geschwat hunn, dat waren déi Chancen, déi ee muss notzen, déi ee muss ëmsetzen, wou Dir leider net matgemaach hutt.

An et ass jo esou, och an der Vergaangenheet hutt Der dann oft gesot, dat wieren net déi richteg, respektiv hutt Der gesot, dat wieren net richteg Visiounen, mä nach muss ech soen: Och haut hunn ech net vill Konkretes héieren, fir aner Propositiounen an deem Beräich ze kréien.

Dat ass och datselwecht, wa mer schwätze vun der finanzieller Entlaaschtung, wéi een dat kéint maachen. Et ass vläicht vill virdrun iwwer eng Steierreform geschwat ginn: Mir hunn net nëmmen driwwer geschwat, mir hunn et och gemaach!

Här President, fir all déi Mesuren, alles dat, wat ech elo opgezielt hunn, an et war wahrscheinlech net komplett, kënnen ëmzesetzen, huet ee sech natierlech fir d'Éischt missen déi néideg Basis schafen. Fir all déi Trëmp vun deene Chancë kënnen auszespillen, hu mer fir d'Éischt eis Statsfinanze missen an de Grëff kréien. Do féiert kee Wee derlaanscht. Wann ee wëllt, ech soen emol, e Kuch verdeelen, muss e fir d'Éischt gebak ginn. An dat ass eigentlech dat, wat ech domadder wëll soen: Dat ass, datt een also eng zolidd Basis muss hunn, datt ee Statsfinanzen huet, datt ee Finanzen huet, e Budget huet, deen dat kann erlaben.

A wou si mer eigentlech do 2013 fortgaangen? Ech wëll net méi alles do soen, mä awer trotzdeem e puer Chifferen eng Kéier kuerz rappeléieren: 2013 hate mer eng Statsschold vun 23,5% vum PIB. D'Statsfinanze waren an enger Scholdespiral. Wa mer op där Trajectoire deemools weidergefuer wieren, da wiere mer d'lescht Joer bei enger Statsschold vun 29,2% vum PIB ukomm. Et muss een awer och nach wëssen, datt een zousätzlech Schwieregkeeten hat, zum Beispill duerch d'Ewechfale vum Commerce électronique. Eleng d'lescht Joer hu mer doduerjer eng Milliard manner an der Statskeess gehat.

Haut ass d'Situatioun eng aner. Haut hu mer d'Statsfinanzen am Grëff. 2021 leie mer wahrscheinlech aller Viraussiicht no souguer bei ënner 20% Statsschold par rapport zum PIB. An ech mengen, wann een dat vergläicht mam Ausland, do si ganz wéineg Länner an Europa an och doriwwer eraus, déi op esou eng Situatioun kënnen zréckgräifen. Einfach nëmmen, fir ze ënnersträichen, datt dat eppes ass, wouriwwer mer eis solle freeën!

An ech kann einfach net verstoen, wann dat ëmmer erëm vun der Oppositioun kritiséiert gëtt a virun allem, wann da mat absolutten Zuelen operéiert gëtt. D'Schold gëtt ëmmer, d'Schold gëtt ëmmer par rapport zum Räichtum gerechent! Hei zu Lëtzebuerg gëtt dat esou gemaach. An anere Länner gëtt et esou gemaach. Et gëtt iwwerall esou gemaach. Och zu Bréissel, wa mer eis Zuelen op Bréissel schécken, déi eis jo dann eng Zensur ausstellen, och déi kucken dat op déi Aart a Weis.

Ech mengen, et ass esou, wann ee kuckt an och vergläicht mat 2013 an deene Joren duerno, do huet d'Oppositioun eis och ganz oft virgeworf, datt mer ze optimistesch Zuele géifen dohinnerstellen. Dat ass och e Refrain, deen all Kéiers bei alle Budgetsdebatten, och beim État de la nation nach eng Kéier zréckkomm ass.

Ma haut am Réckbléck kéint ech eigentlech soen: Mir waren eigentlech nach ze pessimistesch! Well, wann een nëmme kuckt: 2017 hu mer en Iwwerschoss beim Gesamtstat vun 858 Milliounen Euro. Dat ass dat Duebelt vun 2013. An och beim Zentralstat louche mer all Joers beim Ofschloss wäit ënnert deem, wat eigentlech an de Previsioune virgesi war. Zum Beispill 2017, fir elo dat lescht Joer ze huelen, 2017, do hu mer beim Zentralstat en Defizit vun nach knapps 220 Milliounen amplaz 819, wéi am Ufank virgesi war. Einfach, fir ze ënnersträiche mat Zuelen: Den Defizit gëtt ëmmer méi kleng.

A wa mer eigentlech esou weiderfueren, wann déi Trajectoire weider bestoe bleift, da wäerte mer an dräi, véier Joer praktesch déi éischte Kéier zanter 2008 am Zentralstat erëm eng Null schreiwen. Ech géif net soen eng schwaarz Null, mä eng blo Null géif dann dostoen. Ech mengen, dat ass einfach d'Resultat vun enger virsiichteger, awer och enger wäitsiichteger Budgetspolitik.

Datselwecht beim OMT. Do si mer och op där richteger Trajectoire. Mir leie wäit iwwert deem, wat Bréissel eis virginn hat. An ech wëll och nach eng Kéier kuerz dat awer rappeléieren: Bréissel, déi adaptéiere jo vun Zäit zu Zäit den OMT, déi Virgabe fir de Solde structurel. Bréissel hat proposéiert, vun 0,5 op minus 0,5 ze maachen. Mir hunn dat dunn och gemaach, fir eben och net eventuell an de Risiko ze kommen, datt een do an e Grenzberäich kéint kommen, wou Bréissel engem da géif soen, wéi een et ze maachen huet. Mir sinn ni awer och nëmmen de loin bis iergendwou an den, ech soen emol einfach „Geforeberäich", an de roude Beräich komm. Au contraire: Mir leie bei 2,2%. Dat ass wierklech wäit, wäit driwwer, dat sinn Distanzen iwwert där Norm, déi Bréissel eis virgeschriwwen huet: minus 0,5. Mir hunn also do en enormen Airbag, en enorme Coussin, op dee mer kënnen zielen. An och ass dat net nëmme fir ee Joer elo, mä, wann ee kuckt, bis 2018 1,2%, an da bis 2022 geet et bis op 2,4%.

Ech mengen, dat ass eppes… Insgesamt ass jo eis Finanzpolitik an deene leschte Joren ëmmer systematesch kritiséiert ginn. Déi Zuelen hei weisen also, datt déi Nummer elo net méi ka goe bei der Oppositiounspartei. An et ass jo och komesch, well dat ass jo och net nei, och net nëmmen dëst Joer, mä och déi Jore virdru si mer awer ëmmer vun anere Plaze gelueft ginn. Hei huet d'Oppositioun eis kritiséiert an op anere Plaze si mer gelueft ginn, zum Beispill vun der Kommissioun vum Här Juncker oder vun dem FMI, vu Ratingagencen an esou weider, déi eis ëmmer exzellent Zensuren ënnerschriwwen hunn, déi dat och gäre mat zwou Hänn gemaach hunn.

An dat war jo och ëmmer de Problem an der Vergaangenheet, datt eis dann d'Oppositioun, déi gréissten Oppositiounspartei ni gesot huet, wéi een et da géif aneschters maachen. Si hunn et kritiséiert, zu Onrecht, wéi d'Zuele beweisen. Mä si hunn och ni aner Saachen da proposéiert. Wat hätte se dann aneschters gemaach? Wou hätte se gespuert? Wou hätte se genee gespuert? Zum Beispill bei der Kannerbetreiung? Bei wat fir enge Schoulen? Wou hätt d'CSV de roude Bic ugesat? Dat wier op alle Fall an der Vergaangenheet interessant gewiescht ze gesinn.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, ass dat haut elo manner e Problem. Ech hunn haut de Moien op alle Fall keng grouss Kritik héieren, datt mer ze vill géife spueren oder datt mer net genuch géife spueren an datt mer méi misste spueren.

Här President, mir kéinten eigentlech, wa mer wéilten, och elo scho beim Zentralstat keen Defizit méi hunn. Dat wier ganz einfach, andeems mer géife manner investéieren. Mä dat ass awer net dat, wat mer wëlle maachen! Mir wëllen, datt mer 290 Milliounen an de Fonds du rail investéieren. Mir wëllen 830 Millioune fir de Fonctionnement vum ëffentlechen Transport, mir wëlle méi Schoulen, mir wëlle méi Invester an d'Fuerschung, mir wëlle méi Investissementer an d'Mobilitéit an esou weider.

A virun allem, mir maachen dat och elo, well mer déi gënschteg Konjunktur wëllen notzen, well mer dann och geziilt wëllen investéieren. Et ass elo wierklech de Moment, wou een dat soll maachen. An dat si jo och Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun, mä awer och vum FMI, datt een an esou Zäiten, an och mat esou enger Keess, wéi mir se hunn, soll investéieren. A si hunn eis eigentlech och duerfir gesot, dat wier dee richtege Wee, Investissementer an och Steiererliichterungen, dat wier eigentlech dee richtege Wee, mir géifen also och do ganz genau dat Richtegt maachen.

Well, ech mengen, et ass jo awer de Moment, fir ze investéieren. Et sinn eng Rei Saachen, déi musse gemaach ginn. Ech wëll nëmmen un de Volet Mobilitéit erënneren. A wa mir et net maachen, da mussen déi Nächst et maachen! A mir wëllen net einfach soen: „Dann hannerloosse mer et deenen Nächsten, dann hannerloosse mer et de Kanner, der nächster Generatioun." Dat ass net déi Approche, wéi mir et maachen.

Eis Wirtschaft dréit. An dat kënnt ënnert dem Strëch jiddwerengem zegutt. Et ass och scho geschwat ginn: Doduerjer ass och eise Chômagetaux relativ niddreg. De Chômagetaux geet weider erof. 2013 louche mer bei 7%, mëttlerweil si mer bei 5,6%-5,7%. Et ass ee vun deenen niddregste Chômagetauxen zanter sechs Joer. Och doriwwer kann ee sech freeën, besonnesch, wann een dann och gesäit bei deene leschten Zuele vun der ADEM, datt dës Dynamik besonnesch deene méi Jonken zeguttkënnt. Ech mengen, hannert deene Prozenter sti Mënschen, deenen et da besser geet, déi dann eng Aarbecht hunn, déi dann och Perspektive fir d'Zukunft hunn.

All déi Zuelen, Här President, ënnersträichen einfach - ech kann der nach opzielen, et sinn der och schonn eng Rei vun aneren opgezielt ginn -, datt d'Land haut besser dosteet wéi virun 2013!

Sécher, d'Konjunktur kënnt eis och entgéint. Jo! An dann ass jo elo awer d'Diskussioun: Ass et dann elo haaptsächlech oder exklusiv d'Konjunktur? Oder ass et awer de Verdéngscht vläicht vun der Regierung, vun dem Finanzminister, deen Efforte gemaach huet, vum Wirtschaftsminister?

Ech mengen, et ass jo ëmmer esou: Wann et schlecht geet, dann ass et ganz sécher - sou gëtt dat emol oft duergestallt -, sinn d'Finanze schlecht, dann ass et d'Schold vum Finanzminister. Geet et gutt, dann ass et de Verdéngscht vun der Konjunktur. Et ass awer net gradesou einfach an esou simpel. Ech mengen, do muss een och ganz éierlech sinn, a mir soen dat jo och, ech mengen, de Minister huet dat och gëschter nach an der Finanzkommissioun gesot: Hei ass e Mix zwëschen deenen zwou Saachen.

Mir hunn eng gutt Konjunktur, jo, obwuel een och muss soen: D'Konjunktur ass op engem Niveau, 3,6%-3,7% déi lescht Joren, mä mir haten awer scho Perioden, wou d'Konjunktur vill méi héich war! 4,5%-4,6% an der Moyenne, iwwer Joren! Also och nëmmen, fir ze soen: D'Konjunktur ass an der Rei, mä et waren awer och scho besser Zäiten do.

Mä wat ech wëll soen, dat ass einfach: Et ass e Mix vun enger gudder Konjunktur an op där anerer Säit dann awer och dovun, dee Moment de Courage ze hunn, déi Chancen eben ze notzen, déi Mesuren ze huelen, déi Invester ze maachen, fir datt een dann déi richteg Entscheedungen hëlt a fir datt een dann och dovunner ka profitéieren.

Här President, 2013, do stoung och Lëtzebuerg nach op de groen an de schwaarze Lëschten. Dat war net agreabel, zemools net fir eise Finanzminister, mä awer och net fir eise Premier, deen alt emol verzielt huet, datt an där Zäit, wann e bei engem internationale Rendez-vous war, do och emol deen een oder deen anere Premier gefrot huet: „Musse mer niewent dem Lëtzebuerger Premier stoen?"

Dat ware keng flott Zäiten, mengen ech, wann een esou Situatiounen, wann de Premier esou Situatiounen erlieft huet! Glécklecherweis sinn déi hannerun eis. Hautzudaags si se eigentlech éischter erëm presséiert, fir nieft dem Premier, eisem Premier ze stoen. Mä dat war eigentlech deemools wierklech, et vergësst ee vläicht schnell, mä LuxLeaks, dat war wierklech am wahrsten Sinne des Wortes eng knaschteg Geschicht fir Lëtzebuerg, wou mer hu misse wierklech vill propper maachen, vill Schierbelen zesummekieren, eigentlech fir en Dossier, dee mir net au départ ze veränntwerten haten!

Mä mir hunn do net no hanne gekuckt. Mir hu keng Scholdzouweisunge gemaach. De Finanzminister huet de Reesstaf an de Grapp geholl an ass duerch d'Welt gereest, fir eis nees vill Saache riichtzestellen. An haut si mer erëm do, wou mer sinn. Mir hunn awer och, an dat ass och wichteg, e Paradigmewiessel an der Politik vun der Finanzplaz vollzunn. Mir hu voll op Transparenz a Kooperatioun, Échange d'informations an esou weider gesat. An duerfir gëtt haut och net méi mat engem béise Fanger op eis gewisen.

Ech mengen, ënnert dem Strëch, wann een elo kuckt no véier, fënnef Joer, sti mer mat eiser Politik, steet d'Finanzplaz Lëtzebuerg mat eiser Politik net nëmme propper, mä och gestäerkt do op der Weltkaart. Mir hunn eng ganz Rei Argumenter. Mir hunn eng ganz Rei Elementer, déi wierklech ganz en faveur vun der Finanzplaz schwätzen: Mir hu kuerz Weeër, dat ass awer gewosst hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn eng Expertise, mir hunn Erfahrung, mir hunn Know-how, mir hunn d'Méisproochegkeet an esou weider. An dat ass eppes, wat der Finanzplaz extrem guttdeet, wat se extrem attraktiv mécht.

Dat ass jo och grad am Kontext vum Brexit enorm wichteg a mir hunn dat jo och gesinn. Et war jo ënner anerem de Spriecher fir d'Finanzplaz vun der CSV, dee jo ëmmer gemengt huet, mir missten op London iwwerall Reklammen an d'Bréifkëschten droe goen, fir datt ee weess, datt een och hei zu Lëtzebuerg also Kompetenz hätt. Dat hu mer guer net misse maachen. Déi si vum selwen hei op Lëtzebuerg komm. A mir wësse mëttlerweil, datt verschidden Entreprisen, besonnesch och am Secteur vun den Assurancen, hei zu Lëtzebuerg ugeklappt hu respektiv sech och hei etabléiert hunn.

D'Finanzplaz, déi steet gutt do. An de Fongen, do si mer duerch den Know-how an déi grouss Investitiounskraaft (veuillez lire: Innovatiounskraaft) d'Nummer eent an Europa, d'Nummer zwee weltwäit. Mir hunn och an de leschte Jore Green Stock Exchange ugefaangen. Do gehéiere mer eigentlech och zu de Virreider vun der Green Finance.

An, wat ech och hei wëll soen: Mir setzen och an Zukunft weiderhin als DP op eng staark Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg. Et ass jo esou, et gouf an de leschte Méint vill och iwwer nohaltege Wuesstum geschwat. A wann een elo eigentlech kuckt, wat nohaltege Wuesstum ass, da freet ee sech jo ëmmer: „Wat fir eng Entreprisen hätt ee gären hei zu Lëtzebuerg?" Am léifsten déi, déi wéineg Ëmweltbelaaschtunge maachen. Am léifsten déi, déi eng relativ grouss Plus-value hunn an der Produktivitéit. Am léifsten Entreprisen, déi och héich qualifizéiert Aarbechtsplaze froen oder ubidden.

Ben, d'Finanzplaz war dat a bleift dat och nach ëmmer an Zukunft. Zum Beispill mat ronn 12% vun den Aarbechtsplazen, déi eben och op der Finanzplaz sinn, schaaft déi ganz Finanzplaz praktesch een Drëttel vun eisem Räichtum. Et gesäit een also, datt eigentlech bei all deene Kritären, déi ee sech wëllt setze fir nohaltege Wuesstum, d'Finanzplaz nach wie vor eng vun de Branchen ass, déi deene Kritären am nooste vläicht kommen. Sief, datt een och net weess, wat eigentlech déi komplett ideal Kritäre wieren!

Här President, all déi positiv Zuelen an déi Gestioun vun de Finanzen, déi hunn et jo och erméiglecht, datt mer bei den Investitioune gutt dostinn, datt mer kënnen eigentlech an deene leschte Jore Rekordinvestitiounen tätege fir d'Zukunft. Dat ass dann natierlech och déi Viraussetzung, fir datt mer och méi Liewensqualitéit schafen, fir datt mer de Wuesstum besser kontrolléieren, besser kënne guidéieren, wa mer zum Beispill ganz vill Efforte maachen an der Mobilitéit, fir datt mer d'Leit op den ëffentlechen Transport kréien, manner CO_2 hunn an esou weider.

Ech mengen, mir gehéieren och, wann ee kuckt a mat anere State vergläicht - elo a Prozenter natierlech, net an absolutten Zuelen -, zu deene Länner, déi par rapport zu dem Gesamtstat praktesch am meeschten investéieren.

Wou hu mer investéiert? Ganz kuerz, ech wëll net alles do opzielen. De Premier huet dat och scho gëschter gesot: 1,36 Milliarde sinn an de Schinnereseau investéiert ginn. Bis 2023 ginn 3,8 Milliarden investéiert. Also et ass net nëmmen, datt ee kuckt, wou mer sinn oder wat mer gemaach hunn, mä et sinn och schonn Decisiounen an d'Zukunft geholl. Mir haten d'Aweiung vum Tram, vun dem Deel Arrêt-Pafendall - Kierchbierg-Funiculaire. An et muss een elo kucken, datt mer natierlech esou schnell wéi méiglech weiderkomme mat den Trajete bis op de Findel, bis op d'Cloche d'Or.

Ech wëll net alles opzielen. Ech mengen, och ganz vill Efforte maache mer weiderhin fir d'Fuerschung, d'Schoulen, d'Familljen an esou weider an d'Ënnerstëtzung natierlech och fir d'Ekonomie.

An et ass jo och esou, wann ee kuckt elo bei all deene Mesuren, déi mer gemaach hunn, mat deem Budget… Ech hunn et schonn eng Kéier gesot, mä well ech elo bei der Ekonomie war, wëll ech nach eng Kéier ganz kuerz och op d'Steierreform zréckkommen, well bei der Steierreform hu mer natierlech den Haaptakzent geluecht op d'Personnes physiques, bei den Eenzelnen hei am Land, fir datt se méi Kafkraaft kréien. Mä mir hunn awer do och net vergiess gehat, fir och ze kucken, wat ee ka bei den Entreprisë maachen. An ech mengen, och do hu mer eng Rei Mesurë geholl, fir den Entreprisen entgéintzekommen. Och mëttlerweil dann, 2018, si mer op 18% komm vum Steiertaux. Och dat ass, fir datt eis Entreprisë kompetitiv bleiwen.

Fir nach ee Wuert awer och bei der Steierreform, wann ech elo do derbäi sinn, ze soen: Och ab 2018 wäert d'Individualisatioun am Kader vun der Steierreform méiglech sinn. Ech muss soen, datt op alle Fall meng Fraktioun, datt mir och ganz staark duerfir plädéiert hunn, fir datt dat soll an den Text materakommen.

Eis schwieft eigentlech vir, datt een an deenen nächste Joren, an deenen nächste fënnef Joer vläicht wierklech an déi Richtung kéint kommen, datt dat wierklech eng komplett Individualiséierung géif ginn, fir do och verschidden Ongerechtegkeete respektiv och Geforen dann aus der Welt ze schafen, datt jiddwereen eigentlech seng eege Carrière do kann opbauen. An et ass jo och esou, datt ebe ganz oft - mir hunn dat haut esou - awer vill Stéit auserneeginn, an da komme jo ëmmer d'Diskussiounen, déi ufänken. Wann een dès le départ do eng Individualiséierung mécht - jo, 50% vun den Hochzäite gi gescheet -, fir datt een dann also net Situatiounen huet, déi een haut oft huet, wou da vill Gestreits ass a wou och oft da Problemer herno kommen, fir sech eng eege Carrière opzebauen.

An haut wësse mer, déi Steierreform…, et war eis jo och virgeworf ginn, déi kéinte mer eis net leeschten, si wier ze grouss. Op där enger Säit sinn der, déi hu gemengt, se wier ze grousszügeg, op där anerer Säit hunn der gemengt, mir misste se aneschters maachen, wat awer vill méi deier gi wier. An op där anerer Säit hu si eis dann erëm gesot, mir missten awer spueren.

Ech ka mech erënneren - den Här Roth, den Expert vun der CSV, kuckt och elo ganz opmierksam, ech ginn elo net méi op déi ganz Diskussioun an -, mä mir haten awer déi Situatioun, datt Der gesot hutt, datt ganz ënnen d'Ufanksgehälter eigentlech misste komplett, praktesch komplett steierfräi sinn. An dann hätt sech dat natierlech duerch déi ganz Tabell duerchgezunn. An de Finanzminister hat jo deemools och kloer erklärt, datt dat net ze finanzéiere wier.

Op där anerer Säit hutt Der eis awer bei all Budget ëmmer gesot, mir géifen net genuch spueren. Dat war eng vun deene Saachen, wou een eigentlech ëmmer gemierkt huet, datt do a verschidde Richtunge geschwat ginn ass.

Wat ech einfach wëll soen: Mir gesinn haut…

Här Roth, Dir wollt eng Fro stellen, mä ech weess net, vläicht elo och nach eng Interventioun?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech wollt Iech just soen, wann Der erlaabt: Dir musst dat och richteg kucken! D'CSV huet…

(Hilarité et interruptions)

Neen, d'CSV huet proposéiert gehat, de steierbefreite Minimum vun 11.265 op 12.000 Euro an d'Luucht ze setzen.

Firwat? An Däitschland huet d'Bundesverfassungsgeriicht déi däitsch Regierung dozou souguer opgefuerdert, fir dat ze maachen, well et seet: „Et gëtt en Existenzminimum, wou de Stat muss garantéieren, dass d'Leit vun der Steier befreit sinn."

An dann ass et och net esou, dass mir, wéi dat och gëschter indirekt ugeklongen ass, gesot hätten, ënne misst befreit ginn an do géif jiddwereen dermat profitéieren. Dat hu mer net esou tel quel gesot. Mir hu gesot: Fir déi Spëtzeverdénger, do géif een dat uewen eranhuelen, andeem een de Spëtzesteiersaz vun den Tranchen 41% an 42% éischter géif gräifen dinn.

A wann ech de Moien den Här Bodry gelauschtert hunn, da mengen ech, dass deen op deem Punkt net wäit vun där Meenung ewech ass.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, einfach nach eng Kéier als Konklusioun: Deemools war jo och gefrot gi souguer, fir datt de Minister eng Projektioun géif maache mat där Variant, wou mer einfach gesinn hunn, datt dat eise Budget da wierklech als Steierreform géif sprengen. Dat hätte mer net kënne bezuelen.

Mä mir hunn awer versicht, ebe mat anerem, Crédits d'impôt, awer och mat verschiddene Sozialleeschtungen, mat eben och Sachleeschtungen, déi ech virdru schonn opgezielt hunn, versicht, dat ze maachen, wou een dann och nach ka vill méi sozial selektiv sinn, fir datt sech dat net bis ganz uewen an de Barème hinzitt.

Egal wéi, et ass deemools gesot ginn, net nëmme vun den Oppositiounsparteien, och souguer vun anere Gremien, kann ech mech erënneren, der Zentralbank ënner anerem, wou mer eng Diskussioun haten natierlech iwwert d'Method, ass gesot ginn: „Dat do, dat packt Der net!"

Haut gesi mer, datt mer déi Steierreform wierklech gutt kënne schëlleren. An et muss ee jo och wëssen, dat hat de Statec deemools och gesot an dat ass och eigentlech dat, wat sech erausstellt: Duerch déi zousätzlech Kafkraaft, déi mer de Leit ginn, doduerch, datt d'Leit méi Suen an der Täsch hunn, gi se der natierlech och erëm méi aus. An dat kënnt dann am Endeffekt de Betriber zegutt, dat kënnt am Endeffekt der ganzer Ekonomie zegutt. An dat dréit also herno eigentlech ganz flott, net am Krees, mä domadder ass awer och eng ganz Relance vun der Ekonomie, déi sech matdréit.

Här President, ech géif elo eigentlech zum zweeten Deel vu menger Interventioun kommen. Ech hunn elo vill vun Zuelen a Sue geschwat. Ech kommen elo eigentlech op eppes zréck, op verschidde Sujeten zréck, déi net ëmmer einfach esou mat Euroen ze moosse sinn, mat Geld ze moosse sinn.

Dës Regierung huet jo an deene leschte véier an en halleft Joer net nëmmen de Familljen d'Kafkraaft zréckginn, mä si huet de Familljen och erëm méi Zäit zréckginn, méi Zäit fir sech selwer, mä virun allem och méi Zäit fir d'Famill.

Dat Éischt, wat ech hei wëll erwänen, dat ass deen neie Congé parental. Deen ass mëttlerweil, géif ech soen, eng Success Story. Et si schonn haut bal esou vill Pappen, déi méi Zäit mat hire Kanner elo kënne verbréngen, wéi d'Mammen. Et arrangéiert elo och vill méi Elteren, de Congé parental iwwerhaapt ze huelen, well en éischtens vill méi flexibel ass a well en zudeem och nach vill besser remuneréiert gëtt. D'Demandë bei dem Congé parental sinn insgesamt ëm 70% an d'Luucht gaangen. Et si knapps 3.200 Pappe méi wéi virdrun. Ech mengen, dat si Saachen, wou mer de Leit och einfach nëmmen d'Méiglechkeet schafen, fir méi Zäit ze hunn, fir besser Zäit ze hunn, fir Famill a Beruff ënner een Hutt ze kréien. Dat ass dat, wat mir eigentlech, wat och d'DP ënner enger moderner Familljepolitik versteet.

Béid Elterendeeler méi Zäit mat hire Kanner ze erméiglechen a gläichzäiteg ebe Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, dat ass fir eis och eppes, wou eigentlech nëmme jiddweree ka gewannen. Datselwecht, méi Zäit fir d'Famill, gëtt och mam neie Pappecongé erreecht. De Pappecongé goung vun zwee op zéng Deeg erop. Et ass dann och esou, datt d'Pappe mëttlerweil da méi Zäit hunn, fir virun allem dann, wa se nach ganz kleng sinn, och hir Puppelcher eigentlech méi kennenzeléieren.

An och d'Mamme kréien an Zukunft méi Zäit, déi se direkt no der Gebuert mat hirem Kand kënnen zesumme sinn. De Congé de maternité gouf näämlech fir all Fra op zwielef Wochen erhéicht, onofhängeg dovun, ob se de Bëbee stëllt oder net. Ech mengen, dat ass dat, wéi mir gesinn, wéi een eng modern Familljepolitik mécht, an eng, déi wierklech och un d'Besoinen an un d'Realitéite vun haut ugepasst ass.

An ech wëll duerfir och nach eng Kéier ganz kuerz dorop agoen, wat den CSV-Spriecher, de Claude Wiseler, haut de Moie gesot oder kritiséiert huet: datt mir mat eiser Politik géife kee Choix méi fir Familljen erlaben. Dat ass net de Fall! Mir si fir de Choix, e Choix, dee sech och all Famill leeschte kann.

Wat war de Choix, oder wat ass nach weiderhin och de Choix vun der CSV fir d'Familljen? Dat war e Choix, wou een 20 Méint 485 Euro kritt an duerno guer näischt méi! Mam Risiko, datt dann déi Fraen herno konnten an d'Aarmut fale respektiv datt se Schwieregkeeten hunn, fir erëm an den Aarbechtsprozess eranzekommen, Schwieregkeeten hunn, iwwerhaapt eng Aarbecht ze fannen.

An ech hat elo virdru gesot: Mir hu mëttlerweil - dat ass esou, ech wëll dat elo net kommentéieren, dat ass einfach e Fait -, mir hu mëttlerweil iwwer 50% vun Divorcen hei am Land. Dat heescht also, datt een natierlech da muss kucken, virsuergen eigentlech, andeems een net d'Fraen derzou verleet, eng Zäit doheem ze bleiwen, d'Aarbecht an alles opzegi fir eng relativ kleng Pai, an dann duerno sinn et jo oft déi dann, déi mussen och nach d'Kanner huelen oder déi d'Kanner huelen, déi da Monoparentalle sinn, déi keng Aarbecht hunn an déi da wierklech an den Aarmutsrisiko falen. Dat ass eigentlech fir eis kee richtege Choix.

Mir, mat eiser Politik, sinn iwwerzeegt, datt dat de richtege Choix ass, wou ee wierklech de Famillen an och de Fraen all Chancë weiderhin erhält, mat all deene Mesuren, déi mer gemaach hunn, datt se do och alleguerte kënnen hir Responsabilitéit och an der Erzéiung iwwerhuelen, andeems se méi Méiglechkeeten hunn, méi Zäit hunn, fir kënne Famill a Beruff mateneen ënner een Hutt ze bréngen, ouni de Beruff awer mussen opzeginn.

An déi Mesuren, déi entspriechen och effektiv deem, wat d'Leit dobausse wëllen. Dat konfirméiert och e Sondage, dee mer vun der TNS ILReS d'lescht Joer maache gelooss haten, a mir haten do ebe verschidde Mesurë vu Familljepolitik a kannerfrëndlecher Politik offroe gelooss. 77% vun de Leit fannen et gutt, datt een déi Mesurë geholl huet, datt een ebe Famill a Beruff besser kann ënner een Hutt kréien.

Ech sinn elo net ob déi Mesuren agaangen, ech hat awer virdru schonn dovunner geschwat. 60% stinn och der méisproocheger Fréifërderung positiv géintiwwer, datselwecht ass mat der gratis Kannerbetreiung. An och 84% énnerstëtzen d'Steiererliichterungen, déi d'Famillje betreffen.

Dat ass einfach fir ze soen, datt eigentlech déi Politik, déi mer gemaach hunn, och dat ass, wat de Besoine vun de Leit dobaussen entsprécht, datt déi Politicken, déi mer gemaach hunn, eben dann de Leit d'Liewen all Dag méi einfach maachen, de Leit och méi Méiglechkeeten oder méi Zäit ginn, well Zäit eppes extrem Wäertvolles haut fir d'Leit ginn ass, och am sougenannte Workflow.

An an deem Sondage, dee mer maache gelooss hunn, war och interessant, datt sech d'Leit eigentlech haut och méi Flexibilitéit wënschen, méi Flexibilitéit am Beruff. An ech mengen, dat ass also deen Dossier, an de Premier huet deen och a senger Ried gëschter ugeschwat, op deem mer do musse weiderschaffen, fir ze kucken, Alternativen ze fannen, fir datt een nach méi kann op Flexibilitéit bauen. A sécherlech wäert dat op alle Fall och fir d'DP ee Sujet ginn, dee mer wäerten och an deenen nächste Wochen a Méint nach méi thematiséieren.

Här President, et ass jo och eigentlech, wat ech haut de Moien och net eraushéieren hunn, wat an der Vergaangenheet awer méi wéi eng Kéier gesot ginn ass, oder wou och widderspréchlech Aussoe waren… Ech hat jo gesot, datt d'CSV an der ganzer Familljepolitik déi wichteg Reformen net matgedroen huet, datt se se net matgestëmmt huet: de Congé parental, d'gratis Kannerbetreiung, d'kloer Qualitéitskritären, d'Steiererliichterungen. Et weess een awer elo net, dat huet den Här Wiseler haut de Moien net verlaude gelooss, wat si da géifen an Zukunft maachen. Si si jo dann net domadder d'accord. Wat géife si dann an Zukunft maachen? Géife si déi erëm ofschafen, zréckschrauwen? Aneschters maachen? Do wier ech och frou gewiescht, wann een do vläicht och e puer Indikatiounen hätt kënne kréien.

Ech hat elo gesot, datt Dir en anere Choix do geholl hätt. Mä och bei anere Mesuren, der gratis Kannerbetreiung, de Steiererliichterunge fir déi Elengerzéiend an esou weider, wat géift Der dann do maachen?

Fir eis op alle Fall ass kloer: Mir kënnen net domat d'accord sinn, datt déi Mesuren eng Kéier géifen zréckgeschrauft ginn. Au contraire, mir denken drun, datt an Zukunft en „Congé parental plus" och nach kéint weider ausgebaut ginn.

Här President, een Thema, wat jo vill elo déi lescht 24 Stonnen diskutéiert ginn ass, wou och vun deenen enge kritiséiert ginn ass, datt een nach méi hätt missen dovunner schwätzen, dat ass de Logement.

Ech wëll einfach nëmme rappeléieren, datt mer an deene leschte Joren all Kéiers beim État de la nation länger Proposen haten an dat och länger thematiséiert ginn ass vum Premier a sengen Interventiounen, datt mer och nach déi lescht Wochen e groussen Debat haten an datt dat also duerfir net e Choix war, fir dat net nach eng Kéier nei hei mussen ze thematiséieren.

Mir wëssen awer alleguerten - an dat wëllt wierklech net heeschen, datt een deen Dossier wëllt ignoréieren, guer net! -, mir wëssen, et ass awer keen einfachen Dossier. An et ass esou, datt mir et och an deene leschte Joren net esou gemaach hunn, wéi vläicht der, déi virdru waren, déi mam wäisse Fändel gewénkt hunn - wéi dat fréier emol e Premier gemaach huet a gesot huet: „Dat ass eng grouss Faillite" -, mä awer net onbedéngt vill Propose gemaach hunn.

Jo, mir wëssen, et gëtt en historesche Mangel u Wunnengen. An dat gëllt et einfach opzeschaffen. An do gëtt et keng Zauberformel, wou een einfach seet: „Zack! Elo hu mer all Problemer geléist." Esou einfach ass deen Dossier net. Et ass e komplexen Dossier.

Mir hunn eng Rei Mesurë geholl déi lescht Joren: d'Wunngeld, d'Verlängere vum „Quart taux", Agence immobilière sociale, Abattementer, wat d'Steieren ugeet, och d'Klimabank fir de Kampf géint d'Klimaaarmut kann een dramaachen, d'Baulandverträg, déi och nach an der Chamber an der Diskussioun sinn, an esou weider.

D'SNHBM huet virun zwee Joer 80 Logementen op de Marché bruecht. Aktuell sinn et der elo fir 2018 250, fir 2019 300. Och mir wëssen, dat geet net duer. Et muss nach weidergeschafft ginn. Mir hu Projeten op den Industriefrichen. Mir mussen natierlech kucken, och eis Prozedure méi einfach ze maachen. Mir sinn eis eigentlech do och all eens, an ech mengen, et waren och jo nach eng Rei Iddien, déi an der Diskussioun virun e puer Wochen hei och vun eisem Spriecher iwwert de Logement, vum Max Hahn, presentéiert gi waren.

Haut de Moien huet d'CSV dann nach eng Kéier eng Rei Mesurë proposéiert. Op den éischte Bléck hätt ee gemengt, dat wier eng „push notification", dat wieren „breaking news", mä do war awer eigentlech elo näischt ganz besonnesch Neies derbäi dran!

Ech wëll se elo net méi all opzielen, mä Dir hutt gesot, déi éischt Mesure: d'Offer méi grouss maachen. Jo, mir sinn eis do eens. Do hu mer kee Problem domadder. Dat ass dat, wat mer versichen, op alle Fall déi lescht fënnef Joer, ze maachen. D'Baulücken och, ech hunn elo grad dovunner geschwat, dat ass och näischt, wou mer eis net géifen eens ginn. Datt d'Plan-sectoriellen och ze laang gedauert hunn, doriwwer si mer eis och eens.

Awer vläicht e Wuert, wann ech elo bei de Plan-sectorielle sinn, wëll ech nëmmen drun erënneren, wéini eigentlech d'Originn ass vun de Plan-sectoriellen. D'Plan-sectoriellen, dat war eigentlech eng vun de Konklusioune vum IVL 2004. Ech ka mech nach gutt erënneren, well ech deemools och um IVL a menger Fonctioun als Statssekretär am Environnement matgeschafft hunn, fir virun allem och déi Zonen ze designéieren, déi, ech soen emol, wat e bëssen tabu ass, fir Infrastrukturen. Déi Aarbechte waren 2004 ofgeschloss an eigentlech hätten duerno d'Plans sectoriels 2004 sollen ausgeschafft ginn. 2004!

Ech ka mech erënneren, duerno 2008, 2009, 2010, 2011 hunn ech, ech mengen - ech misst eng Kéier nokucken -, mindestens eng hallef Dose Question-parlementaires, Question-orallen hei gestallt, wou ech ëmmer erëm gefrot hunn: „Wéini kommen déi Plan-sectoriellen, déi véier Plan-sectoriellen?" Wärend iwwer zéng Joer praktesch ass do näischt komm gewiescht. An da kann een also och elo net dëser Regierung virwerfen, si hätt deen Dossier verschleeft!

Neen, mir haten e Problem, well och dat Gesetz, dat derzou gepasst huet, den Aménagement du territoire, dat och eréischt 2012, 2013 gestëmmt ginn ass, dat huet net komplett op déi Saach gepasst. Nëmme fir ze soen, datt een also wierklech op där schlechter Säit steet, wann een esou vill Joren Zäit hat, fir déi Pläng an d'Wee ze leeden, fir dann elo ze soen, dat hätt vill ze laang gedauert. Mir haten der virfonnt, déi och schlecht preparéiert, schlecht ficeléiert waren. An duerfir hu mer nach eng Kéier missen eng Ronn dréien.

Dann ass d'Expropriatioun och haut de Moien erwäänt ginn. Dat ass e Punkt - ech hu gesot, bei deenen anere Punkte wiere mer eis eens - an dat ass och elo näischt Neies, dat ass gewosst, do si mer eis net eens: Fir d'DP kënnt d'Expropriatioun net a Fro.

Da sinn nach eng Rei aner Saachen, Pacte Logement, jo, och dat ass eppes, wat schonn amgaang ass gemaach ze ginn. Ech wëll elo net op all déi Mesuren agoen, mä einfach fir ze soen, datt dat elo näischt berauschend Neies ass, datt do eng Rei Saachen och an der Maach sinn. Also hu mer do da sécherlech en Alliéierten, fir egal wéi dorunner da weiderzeschaffen.

Här President, „Lëtzebuerg an deem Eenzelnen", hunn ech gesot, „geet et haut besser wéi viru fënnef Joer." Dat heescht awer net, datt keng Erausfuerderung méi bleift, datt een elo kann d'Hänn an de Schouss leeën. Neen, mir wëssen och, datt an Zukunft nach Erausfuerderunge sinn, eng ganz Rei. Ech hunn elo de Logement opgezielt, et gëtt och anerer, op déi ech wäert nach kuerz agoen.

Ech mengen, déi Defien, déi sech stellen, déi muss een awer positiv ugoen. Ech hat dat am Ufank och gesot. Lëtzebuerg ass eigentlech ëmmer en Erfollegsmodell gewiescht. Dat war schonn, wéi mer virun 150 Joer ugefaangen

hunn, wéi mer d'Minette fonnt hunn, wéi mer gekuckt hunn, déi Chancen ze notzen, fir no vir ze goen. Duerno, wéi et méi schwaach ginn ass mat der Stolindustrie, hu mer d'Finanzplaz opgebaut. Duerno och dann nach zum Beispill hu mer hei gemaach, datt Lëtzebuerg Standuert vun engem vun deene gréisste Satellittebedreiwer vun der Welt ginn ass. Et ass eigentlech esou, datt den Erfollegsmodell Lëtzebuerg, dat läit e bëssen an der DNA vun eiser Geschicht. An ech mengen, et ass do, wou mer sollen drop weiderfueren.

Wat sinn déi nächst, déi zukünfteg Chancen, Defien? Ech géif awer soen, Chancen och, well mer an deene Saachen eng grouss Chance gesinn: Dat ass eigentlech d'Digitaliséierung. D'Digitaliséierung wäert ee vun den zukünftegen Trëmp sinn, fir d'Zukunft besser ze gestalten, och fir do erëm jiddwerengem d'Liewe méi einfach ze maachen.

Et gëtt jo oft als Gefor gesinn. Mir sinn awer iwwerzeegt, datt och natierlech iwwerall op d'Gefore muss opgepasst ginn, mä datt een awer ënnert dem Stréch ganz vill Méiglechkeete gesäit, datt d'Digitaliséierung virun allem och eng grouss Chance ass, fir Lëtzebuerg op d'Zukunft virzebereeden an eben och fir d'Liewensqualitéit ze garantéieren, a besonnesch och am Beräich vun der Aarbecht.

D'Aarbechtsliewe wäert, ob mer et wëllen oder net - et ass haut scho voll amgaang, ech mengen, et ass net esou, datt dat muer eréischt wäert kommen -, gepräägt si vun der Digitalisatioun. Haut schonn an der Chamber, ech mengen, hei huet jiddweree säin Handy, Computer an esou weider. Ëmmer méi Aarbechtsbiller ginn dovunner gepräägt.

Gëtt d'Aarbecht an Zukunft vun engem Computer, engem Roboter gemaach? Muss een ëm seng Aarbechtsplaz fäerten? Sécher wäerte verschidde Beruffsbiller verschwannen. Mä et wäerten awer och nei Beruffsbiller doduerjer erëm entstoen. Ech weess net, déi, déi d'„Lëtzebuerger Wort" liesen, hu vläicht de leschte Samschdeg e Meenungsartikel vu mir am „Lëtzebuerger Wort" gelies, wou ech dat do mat engem Beispill illustréiert hunn, wéi eigentlech dat ganzt Bicherschreiwen oder eng Zeitung schreiwen bei de Mënschen ugaangen ass, déi do dat kopéiert hunn. Duerno ass da mam Gutenberg deen éischten Drock komm. Duerno sinn d'Schréftsetzer komm. Haut hu mer d'Mediengestalter fir Digitales a Print, déi dat da maachen. Nëmme fir ze weisen, datt also duerch d'Digitalisatioun vläicht dat eent Beruffsbild lues a lues verschwënnt, awer duerch en anert oder duerch anerer ersat gëtt.

An ech mengen, et ass einfach awer nëmmen, fir ze soen, datt mer dat also och als eng Chance musse gesinn, datt mer natierlech dat och musse begleeden, datt mer mussen Efforte maachen, fir datt d'Leit dorobber preparéiert ginn, forméiert ginn, weidergebilt ginn. An ech mengen och, dee ganze wirtschaftlechen Aspekt vun der Digitalisatioun, dat ass och eppes, wou Lëtzebuerg eng ganz Rei Trëmp an der Täsch huet. An d'Regierung huet och an deene leschte Jore grouss Efforte gemaach, fir attraktiv ze si fir innovativ Betriber. Ech mengen, datt Google iwwerhaapt drun denkt - ouni elo genau ze wëssen, wéi den Dossier weidergeet -, mä wann iwwerhaapt esou eng Firma drun denkt, fir op Lëtzebuerg ze kommen, eleng dat ass jo eigentlech schonn eng Reklamm, wou ee gesäit, datt Lëtzebuerg also do awer och op der Weltkaart iergendwou schonn existent ass.

Mir mussen do och am Creneau vu Fuerschung, Start-uppen, Datazentren an esou weider kucken. Och fir déi kleng Betriber, lokal Betriber ass d'Digitalisatioun eppes, wou ee sech, éischtens, muss drun upassen. Och de Schräiner muss kënnen hautzudaags digital präsent sinn, fir d'Holz ze schneiden, mä awer och, fir zum Beispill seng Produiten um Internet kënnen unzebidden. An ech mengen, dat ass eppes, wat mer op alle Fall mat all eiser Kraaft mussen ënnerstëtzen.

Mä ech mengen, doriwwer eraus wäert awer och déi Digitalisatioun deem eenzelne Mënsch zeguttkommen, an datt mer, wann een déi Saach richteg ugeet, eigentlech mat der Digitalisatioun do nei Aarbechtsplaze schafen, datt mer awer och déi Aart a Weis, wéi mer schaffen, domadder kënnen nei maachen, nei gestalten an datt jiddweree kann dovunner profitéieren.

Ech hat dat och de Samschdeg do esou geschriwwen, datt eigentlech déi nei Medien d'Méiglechkeet bidden, fir d'Aarbechtswelt erëm méi human ze gestalten, datt eigentlech de Mënsch erëm méi am Mëttelpunkt ass. Fir et einfach ze illustréieren: Ech mengen, et ass jo esou, ech hat dat virdrun och gesot, datt d'Leit, och aus dem Sondage ass dat ervirgaangen, erëm wëlle méi Zäit hunn, fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt kënnen ze kréien, an datt mer eigentlech dann an déi Richtung gi mat ëmmer méi Aarbechtsplazen am digitale Beräich, mä awer och, datt, wa mer ëmmer méi digital schaffen, dat also och dann an déi Richtung geet, datt mer méi Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit kënne virhuelen.

Et sinn 88% am Sondage, déi gesot hunn, datt se eigentlech léiwer géife méi flexibel schaffen. Net manner schaffen, mä méi flexibel schaffen, dat wëll ech betounen. An dat ass hautzudaags nach net ëmmer méiglech. Mä et gëtt ëmmer méi a méi méiglech, zum Beispill datt een doheem schafft, dat nennt een Teletravail oder Home Office, datt een also fir eng Rei Aarbechten oder besonnesch och am Déngschtleeschtungssecteur, sief dat awer och bei Verwaltungen, esou ka schaffen, datt een do also doheem um Computer schafft, via Internet, datt ee vläicht moies méi dann no de Kanner kuckt, datt ee sech do méi der Famill consacréiert, da vläicht duerno méi intensiv schafft, vläicht och nach owes, also vill méi Här a Meeschter ass iwwer seng Aarbechtszäit, iwwert déi flexibel Aarbechtszäit, datt een net manner schafft an datt jo dann deen Dag duerno oder um Enn vun der Woch d'Verwaltung oder de Patron dann och hir Aarbecht kréien.

Ech hunn awer och drop higewisen, dat war och an deem Artikel, datt een awer och do muss kucken, datt een eng Rei Regele festsetzt. Dat ass eigentlech eppes, mengen ech, wou mer net derlaanschtkommen, datt mer am Endeffekt e Kadergesetz brauche fir Teletravail, fir Home Office. Am Moment ass et esou, datt dat nach vill iwwer individuell Kontrakter esou gemaach gëtt. Et ass och e Pilotprojet, dee beim Stat leeft. Mä et muss een also do kucken, e Kadergesetz ze maachen, fir datt een also do déi Flexibilitéit an engem Gesetz regelt, datt een natierlech och d'sozial Acquisen do muss garantéieren. Et dierf net sinn, datt duerch Home Office dann de Patron versicht ze kucken, do Saache lues a lues ausser Kraaft ze stellen. Et dierf och net an e Freelance-Kontrakt ofdriften.

Wat och ganz wichteg ass, dat ass, datt een och muss de Kontakt mam Betrib, mat der Verwaltung behalen, datt een zum Beispill awer eemol oder zweemol an der Woch oder e puermol an der Woch och an de Betrib geet. Well ech mengen, do muss ee sech och kënnen austauschen. An do entstinn och eng Rei sozial Relatiounen, déi do awer och wichteg sinn.

Och d'Recht op d'Deconnexioun ass an esou enger neier Aarbechtswelt, enger Aarbechtswelt 4.0 immens wichteg. Haut hu mer jo oft Situatiounen, schonn elo, och wann een net Home Office huet, datt een nach no sechs Auer SMSen, Maile geschéckt kritt vum Patron: „Kanns de mer net nach déi do Aarbecht maachen?", oder och de Weekend, soudatt een eigentlech zu all Moment haut bal supposéiert ass, erreechbar ze sinn, jee nodeem wat fir eng Aarbecht et ass, soudatt een och do muss kënne soen: „Neen." Et gëtt Phasen, wou ee wierklech net schafft, wou ee seng Fräizäit huet, soudatt also och dat Recht op Deconnexioun an esou e Kadergesetz misst agefouert ginn.

Wa mer vun Zäit schwätzen, da muss ech och nach eng Kéier ganz kuerz op den Transport kommen. Ech mengen, dat ass fir jo eppes, firwat ech op den Transport kommen: Jo, well een natierlech op dem Wee fir op d'Aarbecht ganz oft vill Zäit verléiert, onnëtz Zäit, wat beim Home Office zum Beispill och en Avantage wier. Mä ech mengen, et ass esou, datt mer och musse kucken, datt mer an der Mobilitéit, an der Offer vum ëffentlechen Transport do nach eng Rei Efforte maachen, datt mer eigentlech déi nächst Joren do nach weider déi Mobilitéitsoffensiv musse féieren.

An och do vläicht just eng Iddi, déi ech kuerz nach wëll erausträichen, dat ass déi, déi och an der Ried vum Premier ugeträift ginn ass, datt een och den Tram bis op Esch mécht, mä awer och aner Saachen, ech mengen, ech denken do u mäi Kolleeg Gilles Baum, zum Beispill déi Iddi vum Tram op Jonglënster. Ech mengen, de Gilles Baum wäert herno och nach...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dideleng net ze vergiessen!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, neen, datt een do eigentlech net soll,...

(Brouhaha)

Ech hunn am Ufank gesot, Här President, d'Zukunftschancen dierft een net a Grenzen denken, fir datt mer och eigentlech hei de Courage hunn, an och de Courage hunn, dat herno och ëmzesetzen, fir och vläicht méi futuristesch Iddien, Alternativen, fir déi och an Zukunft determinéiert kënnen ëmzesetzen.

Ech wëll awer och kloer soen, datt fir eis den Auto och nach eng Plaz wäert an der Mobilitéit hunn. Deen ass, soulaang mer net e perfekten ëffentlechen Transport hunn, einfach net ewechzedenken. Dee brauche mer dann nach op enger ganzer Rei Plazen am Land, wat awer och zum Beispill duerch méi intelligent Verkéiersleitsystemer an esou weider nach ka verbessert ginn.

Ech mengen, déi Technologiefrëndlechkeet, d'Digitalisatioun, dat ass och e Stéchwuert nach fir d'Weiderentwécklung vun eiser Wirtschaft. An ech mengen, wa mer un eng nohalteg Wirtschaft, en nohaltege Wuesstum denken, dann ass natierlech alles dat, wat am Beräich vun IT ass, alles, wat Digitalisatioun ass, dat sinn déi Pisten, déi ee muss weider suivéieren. Dat ass och eng Plus-value.

Et muss ee virun allem kucken, datt een do och bei de First Mover ass. Ech mengen, sou wéi mer beim Space Mining - ech soen dat elo emol esou - First Mover sinn, musse mer och versichen, bei deenen ze bleiwen. FinTech ass eppes, wou mer och musse kucken, datt mer weider virbäi bleiwen.

Ech mengen, wann ee wëllt kucken, wéi een d'Zukunft vum Land gestalt, wann een déi Diskussiounen huet, op déi ech elo net weider méi wëll agoen, net nëmme vun der Landesplanung, mä wéi mer eis an Zukunft entwéckelen, da sinn dat einfach déi Secteuren, dee ganze Beräich vun der Digitalisatioun mat all deene Facetten, déi ech gesot hunn, déi do eis wierklech d'Chance ginn, fir an Zukunft nohalteg kënnen eist Land ze gestalten.

Här President, wann een iwwert d'Zukunft vun eisem Land schwätzt, däerfe mer och net vergiessen, wou mer hierkommen. Eis Vergaangenheet, eis Identitéit, eis Kultur hunn eis zu deem gemaach, wat mer haut sinn. A fir eis, fir d'DP steet eng zukunftsorientéiert Politik net a Kontradiktioun zur Erhalung vun eisen Traditiounen an eise Wäerter. An ech mengen, dat ass jo och besonnesch d'Lëtzebuerger Sprooch, déi an deene leschte Méint a Jore méi an der Diskussioun war, déi mer och weider däitlech wëlle stäerken. Mir hunn och en Aktiounsplang Lëtzebuergesch, dee mer wäerte konsequent ëmsetzen. A Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch wäerte mer och weider förderen a stäerken.

Ech wëll awer och op där anerer Säit soen, datt och de Multilinguismus immens wichteg ass. Dat ass och eng Stäerkt, datt mer heiheem mat jiddwerengem am Bistro kënnen, beim Bäcker kënne Lëtzebuergesch schwätzen, mä datt mer awer och déi Stäerkt hunn, datt mer dobaussen an der Welt iwwerall gutt kënne mat de Leit schwätzen.

Här President, bei deene verschiddene Sujeten, déi ech ganz kuerz wollt uschwätzen, sinn der nach zwee. Dat ass zum engen d'Gemengefusioun an dann och nach d'Verfassung, well dat och haut de Moie vum CSV-Fraktiounspresident ugeschwat ginn ass. Hien huet jo do och proposéiert, datt d'CSV also Fusioune wëllt erreechen, Gemengefusiounen erreechen, datt mer an Zukunft just 60 Gemengen hei am Land hunn; vun uewen erof dekretéiert.

Ech kann Iech kloer soen, Här President: D'DP ass do dergéint! Mir sinn net géint d'Gemengefusiounen, mä net op déi do Aart a Weis. Dat wëll ech hei kloer an däitlech...

(Interruption)

...ënnersträichen. Dat muss sech vun ënnen erop maachen, awer net vun uewen erof.

An et ass jo och interessant, well ech hat gemengt, an enger viregter Ried, et ka vläicht bei Iech um Nationalkongress gewiescht sinn, datt Der do gesot hätt: „Per Referendum sollen déi Decisioune geholl ginn." Haut de Moien hutt Der net méi esou dervu geschwat.

Wat wier dat da fir e Referendum, en nationale Referendum, wou géifen déi Leit an der Stad matdecidéieren, ob zwou Gemengen am Norde misste fusionéieren oder sollte fusionéiert ginn?!

Une voix.- Dat kann dach net sinn!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech weess net, do wier ech frou, wann ech nach eng Kéier eng Präzisioun géif kréien. Mä egal wéi ass dat do eppes, wou mir net dermadder d'accord sinn.

(Interruption)

Dir hutt dann och vun enger Kaart...

(Interruption)

Eng zweet Saach ass, Dir hutt och vun enger Kaart geschwat, déi Der géift no de Wahlen dann eng Kéier presentéieren. Ech fannen, da soll een d'Kaz virdrun aus dem Sak loossen, da soll ee wierklech hei da soen: „Hei ass eis Kaart..."

Une voix.- Mat wiem fusionéiert Stadbriedemes dann?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir musst emol nolauschteren! Ech hu gesot, datt mer no de Wahlen eng Kaart géife mat de Gemengen zesummen opstellen. Dat ass awer e liichten Ënnerscheed. Ech hunn dat de Moie gesot.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir hutt Är Virstellungen, Dir wësst op alle Fall schonn, datt et der nëmme solle 60 sinn. An da wier et awer gutt, wann ee vun deene Kaarte schwätzt, datt een dann do mat oppene Kaarte spillt an net mat zouene Kaarten.

Här President, nach en zweete Punkt, deen ech wollt kuerz...

(Brouhaha)

Här President, nach och e Wuert zur Verfassungsreform. Och do muss ech soen, datt ech haut de Moie grouss gekuckt hunn an erstaunt war. Den Här Zeimet an ech, mir haten haut de Moien e Face-à-face am 100,7. Hien hat dat och do schonn ugeträift, do hat ech leider keng Geleeënheet, fir drop ze äntwerten, et war zum Schluss. Mä awer och do war ech erstaunt, soss hätt ech et schonn dem Här Zeimet gesot.

Un eis louch et net, datt mer net an der Verfassung weiderkomm sinn! An ech mengen, och de President vun der Verfassungskommissioun huet dat jo haut de Moien nach detailléiert gesot, wéi mer eigentlech gekuckt hunn, do intensiv drun ze schaffen. An am Endeffekt, datt mer net virukomm sinn, dat ass eigentlech un der CSV gescheitert, mä awer net un deenen anere Parteien.

(Brouhaha)

Dee Virworf kënnt Der eis wierklech, wierklech net maachen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dann erkläert eis awer elo firwat! Dann erkläert eis awer elo firwat!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech géif dann zum Schluss kommen.

État de la nation, dat heescht: Wou steet d'Land? Ech mengen, dat ass dat, wat den État de la nation à l'origine ass. An duerfir ass och e Bilan gemaach ginn. Dat ass d'Geleeënheet, fir e Bilan ze maache vun der gemaachter Aarbecht. Et ass och e Bilan um Enn vun enger Legislatur vum Ëmsetze vun deem, wat an engem Regierungsprogamm, engem Regierungsaccord steet. An ech mengen, datt mer do wierklech eis To-do-Lëscht intensiv opgeschafft hunn. Et bleiwen nach e puer Projeten, an déi wäerte mer och dann nach bis de Summer kënnen hei an der Chamber stëmmen.

Op alle Fall ass et e Bilan, Här President, dee sech weise léisst, well mir hu mat eiser Politik déi lescht fënnef Joer d'Land fit gemaach. Mir hunn et op zolidd finanziell Féiss gestallt an domadder d'Zukunft preparéiert. Égal wien an Zukunft méi domadder an der Verantwortung ass, fir d'Zukunft ze gestalten, mir hunn eng zolidd Basis hei fir jiddweree gestallt.

Mir hunn eis Statsfinanzen erëm an de Gréff kritt. An dat huet eigentlech och erméiglecht, fir an deene leschte Joren déi Politik ze maachen, fir déi Jonk, fir d'Famill, fir jiddwer Eenzelnen, fir datt jiddwer Eenzelnen hei am Land et méi einfach huet, datt jiddwereen hei am Land och nei Chancen huet. Dat ass dat, wat mir konkret ënnert dem Erfollegsmodell Lëtzebuerg verstinn a wéi den Erfollegsmodell Lëtzebuerg och konkret a konsequent déi lescht fënnef Joer ëmgesat ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox fir déi gréng.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech muss mer fir d'Éischt e bësse Waasser ginn. Dat kann ech vläicht brauchen.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Hären, Lëtzebuerg 2018: ronn 600.000 Awunner, Projektioune vu wäit iwwer 4% Wirtschaftswuesstum, e Chômagetaux vu just nach 5,6% mat weiderer Tendenz no ënnen a Finanz-Triple-Ae vu sämtleche Ratingagencen. Souguer den europäesche Stabilitéitskritär gouf iwwer all déi Jore spilles respektéiert a wäert weider respektéiert ginn. Et ass dach alles gutt, oder?

Eis Statsfinanze si gesond an eis Statsscholden hu mer op 23% vum BIP stabiliséiert, Tendenz no ënnen. Duerch d'Gemengefinanzreform gouf eng méi gerecht finanziell Opdeelung tëschent de Gemengen erreecht. Eis Wirtschaft ass amgaang, sech weider ze diversifizéieren. Eis Finanzplaz ass méi propper wéi 2013. Nei Finanzinstituter kommen op Lëtzebuerg, net wéinst dubiose Steierpraktiken, mä wéinst eiser Kompetenz. Mir ginn a Richtung vun enger grénger Bourse a si weltwäit d'Nummer eent am Handel vu gréngen Obligatiounen.

Am Joer 2018 kann ee sech zu Lëtzebuerg mat just engem Euro selbstständeg maachen. Als innovativ Start-up kritt een déi néideg administrativ a finanziell Hëllef, fir sech ze lancéieren. An et gëllt am Business och net méi ausschliisslech de schnelle Profitt. Mat der neier sozialer Gesellschaftsform, der SIS, also der Société d'impact sociétal, gouf en attraktive Kader geschafe fir Betriber, déi mat hiren Aktivitéiten zum Gemeinwohl vum Land a vun de Leit bäidroen. Et ass dach alles gutt, oder?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2018 schütze mir zu Lëtzebuerg weiderhin eis natierlech Grondlagen, de Buedem, d'Waasser an d'Loft, an zwar besser wéi virdrun. Duerch besser Ëmweltimpaktstudien analyséiere mir an Zukunft bei all gréisserem Projet fréizäiteg de komplette Käschtepunkt. Dat heescht, mir kucken och verstäerkt den Impakt op eis Ëmwelt an eis Liewensqualitéit an domadder also och op d'Awunner respektiv de Mënsch am Allgemengen.

Eist Waassergesetz schützt eist Drénkwaasser, erméiglecht e besseren Héichwaasserschutz a bitt en zousätzlechen Ureiz fir d'Renaturaliséierung vun eise Baachen. D'Bësch-, d'Naturschutz- an d'Buedemschutzgesetz sinn allen dräi um Instanzewee, a sämtlech Ëmweltpläng goufen iwwerschafft.

Haut, am Joer 2018, huet Lëtzebuerg duebel esou vill Naturschutzgebidder wéi nach viru fënnef Joer. A bei den Drénkwaasserschutzzonen ass de Bilan nach méi impressionnant: Goufen et viru fënnef Joer nach null Quelleschutzgebidder, sou hu mer der elo schonns 11, a weider 24 Drénkwaasserschutzgebidder sinn ënnerwee. Enn 2018 wäerte mer domadder ronn 86% vun eise Grondwaasserressourcë geschützt hunn. Jo, de Schutz vun eisem Drénkwaasser gëtt endlech eescht geholl. Et ass dach alles gutt, oder?

2018 ass de Klimaschutz och weiderhin net just en eidelt Stéchwuert. Bei de Reduktiounsziler vun den Zäregase si mer weiderhin „on track". Mir erreechen eis Ziler fir 2020, ouni dass mer eis musse fräikafen. D'Wandenergieproduktioun huet sech an dëser Legislaturperiod praktesch verdräifacht. An och d'Solarenergieproduktioun klëmmt däitlech. Dank dëser politescher Dynamik wäerte mir eist nationaalt Zil vun 11% erneierbarer Energie bis 2020 erreechen.

Dëst Joer wäerte mer och bei der „Biergerenergie", dat heescht der Demokratiséierung vun der Energieproduktioun, e gutt Stéck no vir kommen. Den Eegeverbrauch vun der selwer produzéierter Energie wäert endlech geregelt ginn.

D'Antiatominitiative vun dëser Regierung waren nach ni esou konsequent, an och queesch duerch all Regierungsressorten. An de rezente Projet de loi zur Atomhaftung ass e wichtegt zousätzlecht Drockmëttel géint Tihange a Cattenom. Et ass dach alles gutt, oder?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2018 gi mer heiheem méi sécher. D'Reform vun der Police wäert derzou bäidroen, dass eis Police besser fonctionnéiere wäert an dass si am Déngscht vum Bierger méi effikass wäert schaffe kënnen. Mat der Opferambulance krute mer e wichtegt Instrument am Kampf géint d'haislech Gewalt, bei deem d'Wuelbefanne vum Affer am Mëttelpunkt steet. Leit an Nout kréien, Dank der rezenter Reform vum Rettungswiesen, méi schnell gehollef.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2018 liewe mir an enger moderner Gesellschaft. D'Rolle vum Stat an de Kierche si gréisstendeels getrennt. Dobäi gëtt d'Reliounsfräiheet awer vum Stat assuréiert an all déi unerkannt Reliounsgemeinschafte ginn no faire Prinzipien ënnerstëtzt.

Och dëst Joer wäerten, Dank dem neien Nationalitéitegesetz, méi Leit d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien. Eiser Sprooch geet et esou gutt wéi nach ni. Si gëtt gefërdert a gläichzäiteg preparéiere mir eis Kanner op e Liewen an enger méisproocheger Gesellschaft.

Gläichgeschlechtlech Koppele kënne sech bestueden an eng Famill grënnen. Am Géigesaz zu nach virun e puer Joer hunn d'Frae beim Bestietnis endlech déiselwecht Rechter wéi d'Männer. Bei den nächste Chamberwahle wäerten esou vill Fraen op der Lëscht stoe wéi nach ni. Den Avortement ass entkriminaliséiert an d'Fraen hunn d'Recht, fir fräi iwwer hiren eegene Kierper ze bestëmmen. D'Mammen an d'Pappen hunn d'Recht an och de reelle Choix drop, Congé parental ze huelen an Zäit mat hire Kanner ze verbréngen. Dank den neie Regele profitéieren elo wesentlech méi Pappen a Mammen dovunner.

Gläichzäiteg ass vill Zäit a Geld an den Opbau vun enger héichwäerteger Kannerbetreiung gestach ginn. Et gëtt méi streng Qualitéitskritäre fir d'Privatcrèchen an et gëtt och kontrolléiert. Et ass dach alles gutt, oder?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2018 fuere mir mam Funiculaire a mam Tram op de Kierchbierg. D'Investitiounen an der Mobilitéit si massiv eropgaangen a bleiwen héich. An de Schwéierpunkt läit weiderhin zu zwee Drëttel bei dem ëffentlechen an zu engem Drëttel beim Individualverkéier. Och déi duuss an d'Elektromobilitéit gi weider staark gefërdert.

Net nëmmen an der Mobilitéit gouf vill investéiert, mä iwwert déi ganz Legislatur goufen héich ëffentlech Investitioune gehalen a si louchen ëmmer iwwer 4% vum Bruttoinlandsprodukt.

Dat neit Landesplanungsgesetz ass gestëmmt an déi véier sektoriell Pläng, déi participativ ausgeschafft goufen, ginn deemnächst an d'Prozedur. Et ass dach alles gutt, oder? Souguer beim Logement, oder?

Neen, et ass selbstverständlech nach net alles gutt!

Mir sti moies nach ëmmer am Stau an d'Stater Gare ass och weiderhi verstoppt. De Bevëlkerungswuesstum dréit zu engem extrem héijen Drock op eis Ressourcen an Infrastrukture bäi an d'Logementspräisser ginn och nach ëmmer weider an d'Luucht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann dës Regierung, an och déi gréng, an deene leschte fënnef Joer villes ugepaakt an erreecht hunn, bleift och elo nach ëmmer vill ze maachen. Villes ass besser wéi viru fënnef Joer, mä et ass nach net alles gutt. Ech wëll dëst unhand vun e puer Beispiller, déi och haut de Moien an de Mëtte schonn illustréiert goufen, opzielen.

Éischte Punkt: de Wunnengsbau. Jo, mir brauchen eng nei Offensiv am Wunnengsbau. Fir déi gréng kann et do just iwwert de Wee vun der ëffentlecher Hand goen. Souwuel de Stat wéi och d'Gemenge musse méi an d'Verantwortung geholl ginn a musse selwer méi bauen, fir d'Wunnengsoffer ze erhéijen. Besonnesch bei de soziale Locatiounswunnengen a beim Kaf vun erschwéngleche Bauterraine besteet akuten Handlungsbedarf.

Zousätzlech logistesch a finanziell Hëllefe fir d'Gemenge sinn deemno néideg. Mir mussen och endlech iwwer e besseren Equiliber tëschent engersäits dem Schutz vum Privateigentum an anerersäits de legitimmen Interesse vun der Allgemengheet an dem Allgemengwuel diskutéieren an handelen. Et ass och de Moie vu menge Virriedner schonn erwäänt ginn.

Zweete Punkt, d'Mobilitéit: Obschonns mir an de leschte Joren e massiven Investitiounsschub gemaach hunn, fir d'Retarden opzehuelen, bleift nach munches ze dinn. D'Prioritéit muss weider eendeiteg op den ëffentlechen Transportinfrastrukture bleiwen. Mir Gréng ënnerstëtzen dobäi och sënnvoll Stroosseprojeten uechtert d'Land. Mä amplaz vun dëse geziilten a sënnvolle Projeten einfach hott an har zousätzlech nei Stroossen ze bauen, wäert eisem Land sécherlech net guttdoen. Dat ass e Punkt, wou mer eis ganz kloer vis-à-vis vun der CSV ënnerscheeden.

De Klimaschutz. Mir sinn éierlech: D'Paräisser Ziler ze erreechen, gëtt e Kraftakt, net nëmmen, mä ganz kloer och fir Lëtzebuerg. Mä et ass néideg. Dës Koalitioun huet och gewisen, dass et machbar ass, wann een et konsequent ugeet. Dofir wäert Lëtzebuerg seng Klimaziler fir 2020 och elo erreechen. Iwwer 2020 eraus bleift awer nach munches ze maachen.

Sämtlech Secteure wäerte mussen hire Bäitrag leeschten, vun der Mobilitéit iwwert d'Industrie an hin zur Landwirtschaft. D'Viraarbechte fir en Energie- a Klimaplang bis 2030, voire 2050 lafen a goufen dem interesséierte Publikum och scho presentéiert.

Laanscht e seriöen Ëmbau vun der Mobilitéit komme mer net. Och d'Elektromobilitéit eleng wäert et net kënne riichten. A fir dass och wirtschafts- an industriepolitesch Entscheedunge konform mat eise Klimaziler fir 2030 bleiwen, musse mir kënnen d'Gewiichtung tëschent zum Beispill enger Steewollfabréck an eiser Landwirtschaft seriö analyséieren, wat den Ausstouss vu Klimagasen ugeet.

Domat kommen ech op d'Finanzplaz an eis Wirtschaft. Gréng Finanze si jo schonn emol net schlecht. Mä et geet nach net duer! D'Finanzplaz muss weider diversifizéiert ginn a mir sollte besonnesch d'Usiidlung vun Investmentfonge förderen, déi sozial engagéiert an ëmweltverträäglech Projete finanzéieren.

Mä net nëmmen innerhalb vum Finanzsecteur musse mer méi diversifizéieren. Den Undeel vun der Finanzwelt mat iwwer engem Drëttel un eise Statsrecetten ass nach ëmmer ganz héich. D'Diversifizéierung vun eiser ganzer Ekonomie bleift dofir weiderhin eng wichteg Aufgab. Dobäi heescht et och, eis besteeënd Industrielandschaft ze erhalen, andeems mer innovative Betriber hei am Land Zukunftsperspektiven hei bidden. An et heescht och, speziell eis Kleng- a Mëttelbetriber besonnesch ze förderen.

Als fënnefte Punkt kommen ech bei den Ëmweltschutz. Dat neit Naturschutzgesetz, wat mer an e puer Wochen hei wäerten hoffentlech stëmmen, geet ganz kloer an déi richteg Richtung. D'Emsetzung um Terrain awer bleift nach ze maachen. De Réckgang vun der Biodiversitéit, dat heescht vun de Planzenzorten, den Insekten, de Vullen an esou weider, dëse Réckgang däerf net op déi liicht Schëller geholl ginn, well en ass dramatesch, well et ass de Mënsch, dee schliisslech ënnert dësem Réckgang wäert leiden.

Déi dräi Grondelementer, Buedem, Waasser a Loft, brauchen och weiderhin eis voll Opmierksamkeet. De Constat ass do an d'Instrumenter sinn definéiert. Elo heescht et, Neel mat Käpp ze maachen an dës Instrumenter um Terrain effizient ëmzesetzen.

Nach e kuerzt Wuert zur sozialer Kohäsioun an zur Familljepolitik: D'Schéier tëschent Aarm a Räich däerfe mer net aus dem Rudder lafe loossen a mir mussen an den nächste Joren nach gréisser Efforten ënnerhuelen, fir d'Famill, d'Schoul, d'Schaff an d'Fräizäit zum Wuel vu jiddwerengem besser ënner een Hutt ze kréien. Meng Kolleegin Sam Tanson wäert muer an hirer Interventioun niewent dem Volet Institutiounen och nach zum Beispill op d'sozial Kohäsioun an d'Familljepolitik agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am drëtten a leschten Deel vu menger Interventioun wëll ech mat positivem Bléck no vir kucken a beschreiwen, wéi déi gréng Lëtzebuerg och an den nächste Jore wëlle weiderbréngen.

Eis politesch Approche ass bekanntlech onopgereegt, éierlech, respektvoll, optimistesch a motivéiert. Dës Regierung, an och déi gréng, hunn hiren Job gemaach. Dës Regierung, an och déi gréng, hu vill ugepaakt an ëmgesat. Dës Regierung, an och déi gréng, hu Mutt bewisen, wéi se all déi onbequem oder onpopulär Dossieren ugepaakt hunn, déi d'Virgänger bewosst verschleeft hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Dës Regierung, an och déi gréng, hu bewisen, dass et och anescht geet, an hunn de geierfte Reformstau konsequent opgeléist. Dës Regierung, an och déi gréng, weisen, dass et derwäert ass, sech ze engagéieren, ze diskutéieren an ze iwwerzeegen, nei Themen a Beräicher unzestoussen an e groussen Debat iwwert d'Zukunft lasszebriechen.

Nei Forme vun der Zesummenaarbecht mat der Zivillgesellschaft goufe lancéiert a sinn och nach ëmmer amgaangen. Niewent dem klassesche Modell vun der Tripartite gouf zanter 2013 wesentlech méi op d'Biergerbedeelegung gesat. Eng ganz Rei vu wäertvollen Impulser an Iddie sinn iwwert dëse Wee gesammelt an diskutéiert ginn. Verschiddener si schonns a Gesetzer oder Projeten agefloss. Anerer wäerten deemnächst nach afléissen.

Sou hunn zum Beispill am Rifkin-Prozess an enger Rei vun Aarbechtsgruppen iwwer 350 Leit sech engagéiert. Si wäerten och nach weiderhin ëm hir Mathëllef gefrot ginn. Iwwer 500 Leit sinn de Moment a véier regionalen Aarbechtsgruppen aktiv, fir d'Zukunftsentwécklung vun eisem Land ze diskutéieren an och konkret Virschléi ze proposéieren. Wäit iwwer 120 Leit souzen e ganze Weekend am Neumünster zesumme mat Experten, fir den drëtte Klimaaktiounsplang virzebereeden.

Dës dräi Beispiller vu ville weisen, dass dës Regierung, an och déi gréng, d'Entwécklung vum Land net am stillen Kämmerlein preparéieren. Zesumme mat de Leit um Terrain si mer amgaangen, d'Zukunft vu Lëtzebuerg konkret ze gestalten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sti ganz wichteg Veränneruge respektiv Transitioune fir eis Gesellschaft virun der Dier an als Politiker hu mir, mir all heibannen, d'Flicht, eist Land beschtméiglech op déi Veränneruge ze preparéieren.

Verschidde Weiche goufe scho gestallt, zum Beispill mat zwee wichtegen Accorden, deene mir als Lëtzebuerg 2015 op internationale Konferenzen zougestëmmt hunn: Éischtens sinn dat déi 17 Objektiver vun New York fir eng nohalteg Entwécklung vun eisem Planéit, déi sougenannt ODDen, an zweetens de Klimaaccord vu Paräis. Zwee Accorden, déi bal vun alle Länner op der Welt d'Zoustëmmung kruten, well d'Problemer an d'Zukunftsperspektiven, op déi dës Accorde verweisen, u sech kloer sinn.

Et kommen also Transitiounen op eis duer, déi e globale Charakter hunn an déi sämtlech Beräicher vun eiser Gesellschaft wäerte betreffen: d'Transitioun an der Wirtschaft an an der Aarbechtswelt. Hei sinn d'Stéchwierder Digitaliséierung, Robotiséierung a kënschtlech Intelligenz, mä och Circular Economy oder den Teletravail, d'Schaffe vun doheem.

Et kënnt eng Transitioun an der Landwirtschaft. Jo, vun der konventioneller Richtung musse mer op 100% biologesch Landwirtschaft hikommen. Eng Transitioun an der Energieproduktioun, Stéchwuert 100%eg erneierbar Energien an d'Demokratiséierung vun der Energie. D'Transitioun am Beräich vun der Mobilitéit, wou an Zukunft de Mënsch am Mëttelpunkt steet, dee vun A no B muss, an net säi Moyen de transport.

Fir dës sëllechen Transitiounen an eiser Gesellschaft ze packen, fir eis fréistméiglech an och beschtméiglech ze preparéieren a fir sécherzestellen, dass keen dobäi op der Streck bleift, fir alles dat brauche mer Mutt! Mutt, fir léifgewonne Gewunnechten däerfen a kënnen a Fro ze stellen a se, falls néideg, och opzeginn.

Mir brauche Mutt, fir d'Saachen nei ze maachen, d'Saachen anescht ze maachen! Well, kommt, mir sinn éierlech mateneen! Eppes ass honnertprozenteg sécher a gewëss: Weder e krampfhaft Festhalen un ale Rezepter nach en Ausblende vun der Realitéit a scho guer net eng Ofschottung à la „Luxembourg first" wäerten eis bei grousse globalen an nationalen Erausfuerderungen hëllefen.

Här President, Dir Dammen an Häre: Lëtzebuerg, e Land um Limitt, oder?

Lëtzebuerg ass 2018 a ganz villen Hisiichten esou erfollegräich wéi scho laang net méi. Eist Land boomt an zitt international Entreprisen aus ganz ënnerschiddleche Branchen un. Mënschen aus aller Welt komme bei eis, fir hei ze liewen an och ze schaffen. Dat ass flott. Dat heescht näämlech, dass mir an där multikulturneller Gesellschaft liewen, déi eist Land ausmécht an op déi mir all houfreg sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- De schnelle Wuesstum vun eiser Bevëlkerung bréngt awer mat sech, dass d'Erausfuerderunge ganz grouss sinn. De Bevëlkerungswuesstum an de Pendlerverkéier féieren zu Stau op eise Stroossen an zu iwwerfëllten ëffentlechen Transportmëttel. Bezuelbare Wunnraum ass knapp an d'Präisser klammen. A bei Wäitem net jiddwer Awunner profitéiert vum Wuesstum am gläiche Mooss.

Munnech Leit hunn d'Suerg, net méi matzekommen. A bei ville mécht sech d'Gefill breet, dass mat all Prozent méi Wuesstum och eppes vun deem verluer geet, wat Lëtzebuerg fir si ausmécht. An zu gudder Lescht huet de staarke Wuesstum vun eiser Gesellschaft selbstverständlech och en Impakt op eis natierlech Ressourcen an eis Ëmwelt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Modell Lëtzebuerg ass um Punkt, sech ze iwwerheizen. D'Bild vum Maschinist op enger Dampflok weist, wéi et net däerf sinn: Ze mengen, et géif ee méi schnell weiderkommen, andeem ee just nach méi Kuelen an d'Feier gehäit, ass falsch, well da flitt engem iergendwann de Kessel vun der Dampflok ëm d'Oueren.

Wuesstum eleng kann d'Land och méi aarm maachen, an et ass dofir Zäit, de Fouss vläicht e bësse vum Gas ze huelen an ze froen: A wéi engem Land wëlle mer an Zukunft liewen? Wéi wëlle mer an Zukunft wirtschaften? A wéi eng Wäerter wëlle mer an Zukunft bäibehalen?

Mä kënne mer iwwerhaapt beaflossen, wéi d'Land wiisst a sech entwéckelt? Kann d'Politik dat steieren? Fir déi gréng ass d'Äntwert: Jo! Alles aneres wär eng Failliteerklärung fir d'Politik.

Den Afloss an de Spillraum vun der Politik probéieren ech, kuerz mat Beispiller ze illustréieren. A mengem Budgetsrapport vun 2015 hat ech d'Geleeënheet, eng Rei vun Iwwerleeungen iwwer Lëtzebuerg ze formuléieren. Ënner anerem gouf de Modell Lëtzebuerg dobäi beschriwwen, dee jo haaptsächlech op déi massiv Zounam vun Aarbechtsplazen opgebaut ass, besonnesch well eise generéise Sozialsystem drop baséiert.

A sämtleche Publikatiounen, déi vun der EU am Kader vum Semestre européen a vun internationalen Organisatioune kommen, gëtt sech ëmmer nees iwwert dëse Modell Gedanke gemaach.

A mengem Budgetsrapport ass och eng Analys vun der grousser Steierreform vun 2001/2002 gemaach. Statt den Apel fir den Duuscht goufen deemools monter zwou Milliarden ausgedeelt, eng Milliard fir d'Privatstéit an eng Milliard fir d'Betriber, mam Zil, de Wuesstum an de Konsum unzekuerbelen.

De Spëtzesteiersaz gouf deemools ëm ganzer 8% erofgesat. D'Weiche goufen also voll op Wuesstum gesat, statt en Deel an e Fonds souverain ze stiechen, sou wéi de Moien den Här Finanzminister dat hei developpéiert huet. Mir, dës Regierung, mat grénger Bedeelegung, hunn dat bekanntlech anescht gemaach. Ech verweisen hei gären op d'Ausféierunge vum Här Bodry.

Ech mengen, dass mer eis heibannen doriwwer och eens sinn, dass mer en anere Modell fir Lëtzebuerg mussen ausschaffen. D'Regierung ass sech däers och bewosst an huet jo och eng Rei vun neien Iddien a Visioune formuléiert, fir en neie wirtschaftleche Modell auszeschaffen. E puer zentral Iddie sinn an der Rifkin-Strategie beschriwwen, ouni dass dës Etüd awer komplett an ausféierlech ass. Den Ufank ass allerdéngs gemaach. An dorobber kënne mer alleguerten hei opbauen.

Mäin zweet Beispill, dat vun der Juggurtsfabrick, weist fir mech awer och, dass mer nach ëmmer ewech si vun enger éierlecher a kohärenter Approche, fir déi zukünfteg Entwéck lung hei am Land matzehëllefen ze steieren.

Ech probéieren, mat véier Punkten an e bësse méi enger kritescher Betruechtung esou eng Fabréck hei zu Lëtzebuerg ze beliichten.

Éischte Punkt, zu den Aarbechtsplazen: 200 Aarbechtsplaze géifen entstoen. Aarbechtsplazen, déi awer dann och a Griichenland wäerte feelen. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, verstitt mech net falsch! Och déi gréng si fir nei Aarbechtsplazen. Mä mir wëllen Aarbechtsplazen a Beräicher, déi sou wäit wéi méiglech kompatibel si mat engem neien, méi nohaltege Modell Lëtzebuerg.

Zweete Punkt: Wat a wéi gëtt do produzéiert? Et ass net de regionale Juggurt vun niewendru mat Mëllech aus der Regioun, deen do produzéiert gëtt. Neen, et ass e Joggurt aus Mëllech, déi als Iwwerproduktioun um Spot-Marché méiglechst bëlleg akaaft gëtt a vun där a leschter Konsequenz d'Baueren nach méi produzéiere mussen, fir dass iwwerhaapt eng Plusvalue fir si eraussprëngt. Dës Iwwerquantitéiten entstinn awer just, well massiv Fudder, deels och genmanipuléiert, aus Südamerika importéiert gëtt, fir mat ëmmer méi Turbo-Mëllechkéi ëmmer méi Piff ze produzéieren, deen eis Landflächen awer guer net méi kënnen ophuelen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir kennt Saachen aus dem…

M. Henri Kox *(déi gréng).*- En drëtte Punkt zum Waasserverbrauch.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- ...déi ech ni gesinn hunn.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ass et dénglech, engem eenzelne Betrib den Equivalent vun 20.000 Awunner zouzegestoen?

An e leschte Punkt...

(Interruption et hilarité)

Dat gëtt mer d'Méiglechkeet, fir nach eng Kéier ze drénken.

An e leschte Punkt iwwert d'Industriezon selwer. Och vill aner Betriber hei am Land wäre bestëmmt frou, fir en Terrain vum Stat offréiert ze kréien, Betriber, déi schonn…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Si kruten en net offréiert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- …eng richteg a wichteg Substanz hei zu Lëtzebuerg hunn.

Si mer dofir géint weider Industriebetriber hei am Land, wa mir als Gréng esou Froen opwerfen? Si mir dofir géint eng Weiderentwécklung vun eisem Land, wa mir als Gréng esou Froen opwerfen? Natierlech net!

Mir Gréng sinn net géint Industriebetriber, mä mir begleede gären eis Betriber a méi eng nohalteg Richtung. D'Asphaltwierk um Monkeler zu Esch ass e gutt Beispill, wat mir ënner moderner Industriepolitik verstinn. Et ass net e grénge Minister oder Statssekretär gewiescht, deen dësen onbequemen an onpopulären Dossier einfach ouni Visioun an ouni Decisioun am Tirang leie gelooss huet. Dat waren d'Virgänger!

Une voix.- Ooh!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Et war awer elo e grénge Ministère, deen de Courage hat, den Dossier nees aus dem Tirang ze huelen, dee sech d'Méi gemaach huet, déi beschtméiglech Léisung mam Bedreiwer a mat de betraffenen Awunner ze fannen. D'Resultat ass haut bekannt: Zu Esch steet elo eent vun deene modernsten Asphaltwierker a ganz Europa. Dat ass gréng Wirtschaftspolitik. Dat ass gréng Ëmweltpolitik.

D'Iddi vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp ass da vläicht ubruecht, e Gremium, deen dann zesummen déi wirtschaftlech Entwécklung vum Land koordinéiere kéint an d'Usiidlung vun neien Industriebetriber kann evaluéieren a gegebenenfalls da vläicht d'Promotioun entspriechend ofbrécht.

E weidere Punkt, deen ech gradesou wichteg fannen, betrëfft och vläicht mäin eegene Liewenswee. Ech hunn der Lëtzebuerger Industrie perséinlech vill ze verdanken, konnt ech dach meng Carrière an der Léierbud zu Belval ufänken a selwer sechs Méint vu menger Ausbildung beim Héichuewen C verbréngen, dee jo bekanntlech an den 90er Joren un d'Chineese verkaaft ginn ass. Och kucken ech gären op meng Zäit als Professeur-ingénieur an der Handwierkerschoul zréck, wou ech d'Chance hat, Industrie- an Handwierksberuffer auszebilden.

Nach haut stellen ech awer fest, wéi erschreckend de Stellewäert vun dëse Beruffer an der Lëtzebuerger Gesellschaft ass a wéi wéineg Unerkennung se ganz dacks fannen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Och no deene villen alen oder méi neien oder rezente Schoulreforme bleift dëse Gruef leider ëmmer nach ganz grouss. Fir dëse Gruef ze iwwerwannen, si mer heibannen all gefuerdert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, niewent der wirtschaftlecher an industrieller Entwécklung hei am Land bleift d'Transitioun am Energieberäich hin zu erneierbaren Energien eng wichteg Prioritéit. Am Beräich vun den erneierbaren Energië wënsche mir eis eng vill méi schnell Entwécklung. Et freet mech, dass de Wirtschaftsminister och elo mat op dëse Wee geet. Elo si mer eis méi wéi d'accord. Als Gréng kënne mer seng Aussoe vum EU-Energiesommet d'lescht Woch dofir nëmme mat ënnerstëtzen, fir den Undeel vun den erneierbaren Energië bis 2030 op 35% ze steigeren.

(Interruption)

„D'EU muss a soll méi an erneierbar Energie investéieren", sou seng Ausso, amplaz weider pro Dag eng Milliard a Kuel, Uelech oder Atom ze stiechen. Dëst sinn och nëmme meng Wierder an ech kann dat nëmmen ënnerstëtzen. Ech wënsche mer dofir am Beräich vun den erneierbaren Energien déiselwecht Dynamik an Offensiv wéi déi, déi de Wirtschaftsminister bei de Weltraumtechnologien an dem Space Mining un den Dag geluecht huet. Bis op Weideres spillt d'Musek näämlech nach ëmmer hei op der Aerd!

Mat der neier Gesetzespropos iwwert den Eegeverbrauch vu selwer produzéiertem Stroum ass en éischte Schratt an déi richteg Richtung gemaach. Jo, mir brauchen och weiderhin eng méiglechst staark Entwécklung vun den erneierbaren Energien an de Späicherléisungen. Da sinn och 100% erneierbar Energië bis 2050 keng Utopie.

En zweet Beispill, wou mir als Gréng eis méi e staarken Ausbau wënschen, ass an der biologescher Landwirtschaft. Dëst wäert hëllefen, eis Biodiversitéit ze schützen. Eis Wisen a Felder sinn näämlech esou gréng wéi nach ni. Net dass ech eppes géint eng gréng Faarf hätt, mä leider si bal keng Blummen a bal keng wëll Kraider méi wäit a breet ze gesinn. Keng Blummen heescht keng Insekten. Keng Insekten heescht keng Vullen a keng Fliedermais.

De Réckgang vun der Biodiversitéit ass leider eng erschreckend Realitéit an ech verweisen hei gären op d'Carte Blanche de Moie vum Jean-Luc Thill op RTL. Mir erhoffen eis, dass mer et zesumme mam Secteur fäerdegbrénge, eis Landwirtschaft esou opzestellen, dass erëm méi eng breet a variéiert Produktpalett ka produzéiert ginn, eng Produktpalett, déi souwuel dem Konsument, dem Bauer an dem Naturschutz gerecht gëtt. Well Naturschutz ass a bleift fir eis och ëmmer Mënscheschutz!

Här President, Dir Dammen an Hären, mir verspriechen de Leit keng einfach Léisungen, wann et déi guer net gëtt. Déi gréng sti fir eng éierlech Politik a fir eng courageiert a kompetent Aart a Weis, d'Problemer unzegoen an ze léisen.

An dofir och en éierleche Fazit haut op dëser Plaz: Och wann dës Regierung an de leschte fënnef Joer e gudden Job gemaach huet an eist Land elo a ville Beräicher besser dosteet wéi viru fënnef Joer, sou ass nach laang net alles gutt. Et bleift nach ëmmer vill ze dinn. An dofir wäerten déi gréng sech och weider aktiv abréngen, zesumme mat alle motivéierte Biergerinnen a Bierger, fir Lëtzebuerg fit fir d'Zukunft ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, déi gëtt eis all Joers d'Geleeënheet, fir e Punkt ze setzen, wéi d'Situatioun hei am Land ass. Dëst Joer, um Enn vun enger Legislaturperiod, ass et normal, datt se aneschters behandelt gëtt, well mer jo do net nëmme kucken, wéi d'Situatioun haut ass, mä well een, an dat ass normal, e gewëssene Bilan iwwert déi lescht Legislaturperiod zitt.

Duerfir hunn ech et och normal fonnt, datt den Här Statsminister dat gëschter hei gemaach huet, datt e gekuckt huet, wou d'Land an deene leschte véier Joer higesteiert ass.

Ech hunn dat normal fonnt an ech fannen et och normal, datt net onbedéngt hei all Partei muss hikommen an haut soen, wat se wëllt an hirem Wahlprogramm maachen oder an der Zukunft maachen, mä et ass de Bilan: Wou sti mer haut?

Dat Eenzegt, wat ech bedauert hunn, gëschter, dat ass, datt de Statsminister am Fong déi Situatioun vum Land nëmmen als positiv dohinnergestallt huet. Ech hu keen eenzege Punkt fonnt, deen e méi kritesch gekuckt hätt, wou e gesot hätt: „Hei sti mer net gutt am Land." Et huet also un der Objektivitéit vun der aktueller Situatioun verlaangt (veuillez lire: un Objektivitéit ugesiichts der aktueller Situatioun gefeelt), well nëmmen alles positiv dohinnergestallt ginn ass: „Alles ass schéin, alles ass gutt, et geet dem Land…

(Interruption)

…an et geet de Leit gutt." Den Här Bettel seet et richteg; et stinn der och nach vill am Stau derbäi!

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll duerfir op e puer Punkten agoen haut, vun deenen ech mengen, datt se net behandelt si ginn oder aus eiser Siicht net richteg behandelt si ginn.

Dat Éischt ass d'Wuesstumsfro. D'Wuesstumsfro ass praktesch gëschter an deem Debat vum Här Statsminister, a senger Deklaratioun praktesch guer net behandelt ginn. Obschonn et d'Wuesstumsfro ass, a mäi Virriedner ass och drop agaangen, déi am Fong d'Ursaach ass vun all deene grousse Problemer, déi mer hei am Land hunn. An duerfir, mengen ech, komme mer net derlaanscht, ons mat där Fro wierklech seriö ausenanerzesetzen. Et kann net sinn, datt mer einfach net driwwer schwätzen a just iwwert d'Konsequenzen dervunner schwätzen.

A wa mer gëschter Moie vun der Regierung de Programm iwwert d'Stabilitéit an de Wuesstum virgestallt kritt hunn, an et geet een op d'Säit 10 an deem Rapport kucken, da stellt ee fest, datt am Fong dës Regierung op de stramme Wuesstum gesat huet an och an Zukunft op nach praktesch méi en héije Wuesstum setzt. Et konnt een do feststellen, datt zwëschen 2013 an 2018 an der Eurozon de Wuesstum am Schnëtt 10% war iwwert déi fënnef Joer. Lëtzebuerg hat am gläichen Zäitraum e Wuesstum vun 20, also dat Duebelt.

An da mécht d'Regierung eng Projektioun an d'Zukunft, déi nächst fënnef Joer, an da seet se: „An der Eurozon wiisst de Wuesstum an deenen nächste véier Joer vun 2018 op 2022 ëm 7%, an deen zu Lëtzebuerg, dee wiisst ëm 20%." Wa mer also an deene leschte véier Joer dat Duebelt hate vu Wuesstum wéi an der Eurozon, sou geet d'Regierung dervun aus, datt mer an deenen nächste véier Joer dat Dräifacht vu Wuesstum hu wéi an der Eurozon.

Dat sinn Zifferen, déi kënnt Der op der Säit 10 an hirem Stabilitéitsplang noliesen, do sti se ganz kloer dran.

Dës Regierung setzt also och weider op nach méi en héije Wuesstum wéi mer en an der Vergaangenheet haten an hëlt dann natierlech selbstverständlech déi Chifferen, fir eben och d'Statsfinanzen ze extrapoléieren op déi nächst Joren, a kënnt dann zu engem Resultat, datt am Joer '20, '21, '22 mer erëm schwaarz Zuelen am Statsbudget schafen, datt mer keen Defizit méi maachen, datt dann am Fong d'Scholden zréckginn. Alles Perspektiven, déi op e Rekordwuesstum opbauen a wou d'Konsequenze vun deem Wuesstum, déi jo enorm kaschten - dat gesi mer jo am Ableck, well de Stat kënnt jo haut net méi no, fir an d'Infrastrukturen ze investéieren, déi mer brauchen, wat d'Nofolleg vun deem stramme Wuesstum ass -, net mat berücksichtegt ginn.

Mir mussen also - dat däerf keen Tabuthema sinn - heibannen a mat der Gesellschaft iwwert déi Wuesstumsfro diskutéieren. Keen huet e Patentrezept an der Täsch, mä net driwwer schwätzen, ass e Crime vis-à-vis vun deenen nächste Generatiounen.

Mir mussen driwwer schwätzen, wéi d'Populatioun sech hei am Land entwéckelt. Mir hu schonn dës Éfteren heibannen doriwwer geschwat, mä ech wëll nach eng Kéier un d'Chifferen erënneren, wéi laang mer brauchen, fir 100.000 Awunner hei am Land bäizekréien:

Vun 1900 bis 1970, also 70 Joer, hu mer gebraucht, fir 100.000 Awunner bäizekréien. Vun 1971 bis 2001, dat waren 30 Joer, hu mer déi nächst 100.000 bäikritt. Vun 2001 op 2013, dat waren 12, 13 Joer, hu mer déi nächst 100.000 Awunner bäikritt. A fir déi lescht, wou mer elo amgaange sinn, hu mer aacht Joer gebraucht, fir 100.000 Awunner bäizekréien.

An d'lescht Woch huet d'Regierung eis hei erkläert, fir déi nächst 100.000 Awunner brauche mer nëmme méi siwe Joer, fir déi bäizekréien. Dat muss eis dach Froe stellen! Wa mer elo an e Rhythmus kommen, wou mer soen: All siwe Joer kréie mer 100.000 Awunner bäi an an deemselwechten Zäitraum 50.000 Frontaliere bäi, da musse mer wëssen, datt all déi Infrastrukturen, déi mer elo am ëffentlechen Transport, am Stroossennetz bauen an investéieren, datt déi quasi schonn erëm opgeschafft sinn, ier se iwwerhaapt realiséiert sinn, duerch dee stramme Wuesstum. Mir wäerten also ni méi nokommen, och an der Fro vum Logement, wa mer net d'Diskussioun iwwert de Wuesstum féieren.

D'Entwécklung vum Chômage. De Kolleeg Alex Bodry huet de Moien d'Chifferen och hei genannt. Ech hu mer se gëschter och nach eng Kéier erausgezunn.

(Interruption)

Ech mengen, mir sinn…Gelift?

Une voix.- Et ass alles an der Rei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass alles an der Rei, jo.

D'Entwécklung vum Chômage; ech mengen, mir sinn alleguer frou heibannen, wann de Chômage zréckgeet. Jiddwereen ass frou fir all Mënsch, deen hei eng Plaz huet. Mir hunn als ADR an dëser Legislaturperiod praktesch all déi Projeten, déi den Aarbechtsminister, den Här Schmit, heibanne presentéiert huet, matgestëmmt, och wann et nëmmen deelweis Léisunge waren, well mer gesot hunn: Et gëtt och do kee Patentrezept, fir vun haut op muer de Chômage ofzeschafen, mä et ass e Puzzle vu ville klengen Aktiounen. An duerfir hu mer se och alleguer matgestëmmt.

Mir sinn och frou, datt d'Ekonomie ugezunn huet. A wa mer haut d'Chiffere kucke vun 2013, do hate mer am Chômage an an de Beschäftegungsinitiativen 23.546 Leit. A wa mer haut d'Chiffere kucken, Chômage a Beschäftegungsinitiativen, hu mer der 20.974. Dat sinn 2.562 (veuillez lire: 2.572) Leit manner. Den Här Bodry huet de Moien 2.500 gesot. Mä et sinn der genau 2.572. Dat ass eng positiv Entwécklung, iwwert déi mer solle frou sinn. Mä wa mer déi dann awer a Relatioun stelle mat deene geschafenen Aarbechtsplazen, datt mer an deemselwechten Zäitraum 60.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn, an de Chômage ass ëm 2.500 Leit zréckgaangen, och da musse mer eis erëm Froe stellen. An och déi Leit, déi soen: „Mir mussen dee Wuesstum hunn, well mir mussen esou vill Aarbechtsplaze schafen, fir de Chômage ze bekämpfen", musse sech mat dëse Chifferen dann auserneesetzen!

Wa mer all Kéiers, fir 2.500 Chômeuren erofzegoen, musse 60.000 Aarbechtsplaze schafen, jo, da musse mer nach eng Millioun Aarbechtsplaze schafen, bis mer de Chômage ewech hunn. Mä dee Problem, dee...

(Interruption)

...läit anzwousch aneschters. Dee läit einfach un der Schoul, um Bildungssystem, dee mer hunn, un all deene Problemer läit et, well mir wëssen, datt d'Betriber haut déi Leit huelen, vun deene se mengen, datt se déi bescht wieren, fir an hirem Betrib ze schaffen, a si kucken net, ob se hei zu Lëtzebuerg wunnen oder déisäit der Grenz wunnen. An duerfir muss een also och kucken: Et gi 60.000 Aarbechtsplaze geschaaft an de Chômage geet ëm 2.500 erof, da muss dach jiddweree sech Froen dozou stellen.

D'Statsfinanzen. Et gëtt hei permanent vun der Majoritéit gesot: „Mir hunn d'Statsfinanze saméiert." Ech hunn déi Chiffere gëschter Owend schonn um Fernseh genannt. Wa mer d'Konte kucke vun 2013, hate mer en Defizit vu 464 Milliounen. Wa mer de Budget, ech betounen „de Budget", vun 2018 kucken, huet de Budget vun dësem Joer en Defizit vun 1.062.000.000. Elo kann ee soen: „Dat eent sinn d'Konten, dat anert ass de Budget." Mä et sinn awer déi Chifferen, mat deenen, wéi d'Regierung seet, dëst Joer den Exercice géif ofschléissen. Mir sinn herno och zum Schluss frou, wann e besser ofschléisst.

Gëschter hu mer gesot kritt, am Kader vum Stabilitéitspak, datt mer kéinten dervun ausgoen, datt et keng eng Milliard wier, mä datt et 587 Millioune wieren. Och dat ass eng Previsioun, déi d'Regierung elo, am Abrëll, mécht. Am Mee (veuillez lire: Am Dezember) war d'Previsioun eng Milliard. Bon, mir huelen déi Chifferen zur Kenntnis. Eng Milliard am Dezember, 587 Milliounen elo. A wat zum Schluss vum Joer erauskënnt, dat gi mer dann d'nächst Joer am Mäerz gewuer. Mä et muss een awer déi Chifferen nennen! Et ass gesot ginn: „Ma et muss een dat vergläichen, wann een d'Konte vun 2013 hëlt, ma da muss ee se mat de Konte vun 2017, vum leschte Joer, vergläichen." An do hu mer dann 220 Milliounen.

Mä da muss een awer och soen, wann een d'Konte vum leschte Joer hëlt, datt mer do exzeptionell Recetten haten. Dat ass awer net derbäigesot ginn. Et ass eis virun e puer Méint an der Finanzkommissioun gesot ginn, datt zwee exzeptionell grouss Dekonte mat zwee grousse Betriber gemaach ginn. Et ass eis zwar kee Chiffer genannt ginn.

Et ass eis och gesot ginn, datt d'lescht Joer fir d'physesch Persounen a fir d'Betriber d'Steierreform géif spillen, mä datt d'Avancen net erofgesat si ginn. Dat heescht, datt d'Betriber méi (veuillez lire: manner) Steiere bezuelt hätten, wann d'Steiertabell oder d'Avancen un d'Steierreform ugepasst gi wieren. Et ass also och versicht ginn, an dem Joer virun de Wahle méi Suen eranzekréien, wéi et normal gewiescht wier, fir eventuell politesch ze soen: „Ma, mir hunn e gutt Resultat." Mir huelen dat alles zur Kenntnis. Mir wëllen dat just an e kloert Liicht stellen.

D'Statsscholden. Et gëtt permanent gesot: „D'Statsscholde ginn erof." Da gëtt mat Prozenter gerechent. Ech hunn och gëschter nach gesot: Ma d'Scholden, déi gi vun 11 op bal 13 Milliarden erop. Da gëtt gesot: „Ma, laut den europäesche Kritäre si mer awer vun 23% op 21% erofgaangen." Och dat ass richteg. Mä déi reell Schold sinn an d'Luucht gaangen! An da kann een net soen: „Ma, et muss een dat awer kucke vis-à-vis vum wirtschaftleche Wuesstum." Dat wier genau wéi wann eng Famill géif Schold maachen an elo géif ee weider verdéngen, da géif se soen: „Ma elo hunn ech manner Schold, well ech verdénge méi."

Een, dee 500.000 Euro Schold huet, deen huet och nach muer 500.000 Euro Schold, och wann e weider verdéngt.

An duerfir, déi Schold, déi de Stat huet, déi gëtt keen Euro méi kleng, wann de Wirtschaftswuesstum klëmmt, mä déi muss vum éischte bis de leschten Euro zréckbezuelt ginn. Wat de Stat jo net mécht! De Stat bezilt nëmmen d'Zënsen zréck a kee Kapital. A wa mer zréckbezuelen, da maache mer dat duerch en neien Emprunt, woubäi eng Privatpersoun oder e Betrib oder eng Gemeng hir Scholden alleguer selwer zréckbezuelen.

Dat heescht, d'Finanzsituatioun ass, wann een dat objektiv kuckt, net besser haut wéi wéi se viru véier Joer war. Et muss een net soen, si wier méi schlecht,...

(Brouhaha général)

...mä si ass och net besser. Mir hunn nach ëmmer,...

(Protestations)

…mir hunn nach ëmmer…

Dir kënnt elo esou vill jäizen...

(Brouhaha)

Dir kënnt elo esou vill jäizen, Här Berger, wéi Der wëllt, mir hunn nach ëmmer en Defizit...

M. Alexander Krieps *(DP).*- D'Gemeng Fréiseng, schwätzt vun där!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...am Statsbudget an d'Schold ass och an dëser Legislatur net zréckgaangen, mä si ass weider geklommen.

A wa gëschter den Här Gramegna gesot huet, Lëtzebuerg wier finanziell gesi kärgesond, ma wann ee seet, et wier haut kärgesond, da misst ee fairerweis och soen, datt et och viru véier Joer kärgesond gewiescht wier, well et huet sech am Prinzip näischt un der ganzer Situatioun geännert.

An dat, trotzdeem dës Regierung direkt no de Wahlen eng TVA-Erhéijung gemaach huet, wou se virun de Wahle sech am Fong géint eng TVA-Erhéijung ausgeschwat haten, wou se gesot hunn: „Dat ass déi sozial ongerechtste Steier, déi et gëtt." A si hu se no de Wahlen direkt agefouert. An dat, obschonn e Spuerpak gemaach ginn ass, deen och d'Leit bezuelt hunn. Dat heescht, de Gros vun de Leit hunn dat, wat se als Steiererliichterung kritt hunn duerch d'Steierreform, virdru schonn duerch d'TVA-Erhéijung an duerch de Spuerpak misse virfinanzéieren.

Den Zukunftsfong gëtt ëmmer erëm hei ugefouert, mir hätten elo 240 Milliounen do drop. Dat stëmmt! Mä et muss een awer wëssen, wa mer déi 240 Milliounen net op den Zukunftsfong gesat hätten, dann hätt de Stat och 240 Millioune manner Schold. Dann hätte mer déi Sue manner brauche léinen ze goen.

Also hu mer op där enger Säit der kommender Generatioun elo 240 Milliounen op d'Säit gesat an op där anerer Säit hu mer 240 Millioune Schold gemaach, déi mer net zréckbezuelen. A mir soen zu der zukünfteger Generatioun: „Déi musst dir bezuelen. An da kënnt der jo déi 240 Milliounen, déi mer iech op d'Säit gesat hunn, huelen, fir déi 240 Milliounen zréckzebezuelen." Da si mer genau do, wou mer waren! Also ass dat e blanne Manöver, just fir d'Leit irzefféieren, mä an der Realitéit ass et anescht.

Wa mer deemools higaange wieren, wéi de Stat nach Iwwerschëss gehat huet, an den 90er Joren, 2000, a mir hätten dunn d'Iwwerschëss geholl a mir hätte se op en Zukunftsfong gesat, wou kee méi dru komm wier, dann hätte mer eppes Guddes fir d'Land gemaach! Mä déi hu mer an d'Tresorerie gesat a mir hu se fiktiv op d'Fonge gesat, wou mer haut soen, op deene Fonge géifen 1,7 Milliarde stoen, wou mer alleguer wëssen, datt an der Realitéit keen Euro méi op deene Fonge steet. Déi Sue sinn alleguer verschafft ginn. An haut schafe mer e Fong mat Schold.

D'Lëtzebuerger Sprooch, Här President. D'Lëtzebuerger hunn an engem Referendum…, deen iwwregens vum Här Statsminister och gëschter guer net hei ernimmt ginn ass,…

(Interruption)

…obschonn e Referendum eppes Extraordinäres an der Geschicht vun engem Land ass. Mir hu jo net all Dag hei zu Lëtzebuerg e Referendum. Ech mengen, et war dee véierten. An all Mënsch an der Geschicht gëtt ëmmer erëm un déi Referendumen erënnert, a wéi et schéngt huet d'Regierung awer schonn no dräi Joer deen heite vergiess.

Et pour cause! Ech mengen, wann ech mer esou eng blo Nues huele gaange wier wéi d'Regierung, verstinn ech, datt een dat léiwer vergësst, datt een et da léiwer vergësst an net méi wëllt driwwer schwätzen.

Mä d'Lëtzebuerger hunn eng kloer Sprooch do geschwat! Si hunn zu 80% dräimol Nee gesot! Mä wann een elo awer mengt, d'Regierung hätt dorauser déi néideg Konsequenze gezunn! D'Regierung huet jo och d'Vollek net esou richteg fir eescht geholl. Verschiddener hu jo souguer gemengt, d'Leit wieren domm, wa se géife mat Nee wielen. Ech ka mer net virstellen, datt mer 80% domm Leit hei am Land hunn a soss just 15 intelligenter an déi sëtzen dann och zoufälleg alleguer an der Regierung.

(Brouhaha)

Also d'Vollek ass net méi domm wéi d'Regierung. An eng Regierung wier gutt beroden, wa se géif higoen, si géif de Vott an d'Meenung vun engem Vollek fir eescht huelen! Dann hätt se näämlech zum Beispill beim Nationalitéitegesetz den Niveau, dee gefrot ass fir d'Sprooch, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, net erofgesat, mä si hätt en zumindest op deem Niveau gelooss, wou e war.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och huet dës Regierung d'sozial Kohäsioun…, eist Land war nach ni esou gespléckt an der Gesellschaft, wéi et haut ass. An da schwätzen ech net vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, wat och e Problem ass vun der sozialer Kohäsioun, mä ech schwätze vun de Lëtzebuerger, déi zum Beispill - oder net vun de Lëtzebuerger, mä vun de Leit hei am Land - de Choix net méi hunn, ech huelen de Choix vum Reliounsunterrecht, deen d'Leit geholl kritt hunn. Fréier hat all Mënsch d'Recht ze decidéieren, all Famill, ob hir Kanner an de Moralunterrecht ginn oder an de Reliounsunterrecht. Haut hu se dee Choix net méi. Ech erënneren un d'Familljen, ech kommen herno drop, wou se net méi de Choix hunn, fräi ze wielen, fir kënne schaffen ze goen oder net. Ech wäert nach dorobber zréckkommen.

Och duerch d'Trennung vu Kierch a Stat ass dës Gesellschaft gespléckt ginn. Dat hätt ee kënnen,...

(Brouhaha général)

…dat hätt ee kënnen am Dialog maache mat de Kierchefabricken an et hätt ee sécherlech e Wee fonnt, wou een hei zu Lëtzebuerg eppes, wat iwwer Jorhonnerte gewuess ass, an enger uerdentlecher Diskussioun hätt kënnen zu engem gudde Resultat féieren, wou all Mënsch hätt kënnen dermat d'accord sinn, ouni datt hei esou vill Sträit an d'Land gefouert gi wier, wéi dat vun dëser Regierung gemaach ginn ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och d'Steierreform gëtt dohigestallt als déi soziaalst vun der Welt. An och hei gëtt da mat Prozenter gespillt. Hei gëtt gesot: „Majo, een, deen de Mindestloun huet an an der Steierklass 1 ass, deen huet virun der Reform 70 Euro Steiere bezuelt, e bezilt der elo nach 30." Also huet dee 40 Euro manner Steier, mä vun deene 40 Euro schwätzt keen, do gëtt da gesot: „Ma dee bezilt 57% manner Steieren." Do gëtt de Prozentsaz gekuckt. Dat heescht, e bezilt 57% manner.

An een, dee 15.000 Euro de Mount verdéngt, deen huet nëmmen eng Steierreduktioun vun 2%. Also, dat ass eng sozial Reform, well dee Klengen, dee kritt 57% manner Steier, an deen Décken, dee kritt nëmmen 2%. Mä wann een da kucke geet, da maachen déi 57% 40 Euro aus an déi 2% maachen 135 Euro aus!

Elo froen ech Iech: Hätt Der léiwer 2% Steierreduktioun mat 150 Euro oder hätt Der léiwer 57% mat 40 Euro? Also et ass ëmmer, wéi et der Regierung grad passt, ob de Prozentsaz geholl gëtt oder reell Chiffere geholl ginn. Mir huelen de Prozentsaz a mir huelen déi reell Chifferen.

Ech mengen, datt den Här Statsminister hei net op déi negativ Punkten agaangen ass, dat huet en am Prinzip net brauchen ze maachen, Här President, well déi lescht puer Wochen an och an der Zukunft hu mer hei an der Chamber, an ech hunn dat scho gesot, fënnef Débat-de-consultationen.

Wann dës Regierung alles wéisst an alles gemaach hätt, dann hätt se net zum Schluss vun enger Legislaturperiod fënnef Débat-de-consultatione gemaach. Well déi Débat-de-consultatione ginn net vun engem Parlament ugefrot, déi gi vun enger Regierung ugefrot, wou eng Regierung e Parlament freet: „Wat solle mer an deene Punkten do maachen?" An et waren de Logement, d'Mobilitéit, d'Landesplanung, d'Integratioun, an d'Educatioun, déi steet eis nach aus.

Datt eng Regierung dat am Ufank vun enger Legislaturperiod mécht, schéngt mer normal ze sinn. Awer datt se e puer Wochen, ier mer hei d'Dieren hannerun eis zoumaachen, dat freet, dat ass dach eng Farce! Dat ass eng Failliteerklärung! Dat ass gewisen: „Mir wëssen net méi, wat mer solle maachen. Élo froe mer d'Parlament."

An ech hunn dat och d'lescht Woch gesot, wa se seet: „Mir froen d'Parlament", da freet se jo net d'Majoritéit, well do weess se d'Meenung. Si kënnt also bei d'Oppositioun froen a seet: „Wat solle mer an deenen Domänen do maachen? Mir wëssen et net", mä quitte datt se weess, datt se an deenen nächste Méint mat all deem, wat mer elo an deene leschte Wochen hei diskutéiert hunn, näischt méi kann ufänken.

Och beim Logement ass de Problem net geléist ginn. Et si wuel vill Debatte gemaach ginn. Et ass och eng Ministesch ausgewiesselt ginn; am Sënn vum Wuert ass se an d'Wüst geschéckt ginn, mä um Problem selwer ass näischt geléist ginn. Mir stinn haut genau do, wou mer viru véier Joer stoungen. D'Präisser sinn nach ni esou vill geklomme wéi an deene leschte fënnef Joer. 25% sinn d'Präisser méi deier ginn. Dat ass nach ni do gewiescht, datt mer esou eppes matgemaach hunn.

An den Här Statsminister huet um DP-Kongress, mengen ech, gesot, e wéilt net Statsminister vun engem Land sinn, wou d'Leit mussen auswanderen.

Mä ech wëll dem Här Statsminister soen: Et sinn nach ni esou vill Lëtzebuerger ausgewandert wéi an dëser Legislaturperiod! Gitt an d'Grenzregioun kucken, wivill Lëtzebuerger hu missen auswanderen, well se an dësem Land net méi d'Méiglechkeeten haten, sech eng Wunneng ze schafen!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et gëtt geschat, datt am Ableck 30.000 Leit an der Grenzregioun wunnen. All siwente Frontalier, dee moies iwwert d'Grenz kënnt, ass e Lëtzebuerger. Dat ass d'Resultat vun deem stramme Wuesstum! A well mer net d'Konsequenze beduecht hunn, déi dat op de Logement, och op de Logement bedeit!

An dann diskutéiere mer hei an der Landesplanung: „Mir musse kucken, wunnen a schaffen zesummenzebréngen." An da schécke mer 30.000 Lëtzebuerger an d'Grenzregioun wunnen, déi da mussen hei op Lëtzebuerg schaffe kommen. Mir maachen also just de Contraire! Mir maache just de Contraire! Amplaz datt mer de Leit Wunnraum bei den Aarbechtsplaze schafen, musse se an d'Ausland wunne goen a si musse sech och all Dag eng, zwou, dräi Stonne fir hin a fir heem an de Stau stellen.

Et ass wuel am ëffentlechen Transport vill investéiert ginn. Et ass och wichteg. Dat leeft schonn iwwer zéng Joer. A mir wëssen, d'Projeten am ëffentlechen Transport, wa mer se hei ufänke mat diskutéieren, bis se fäerdeg sinn, dauert dat 10, 15, 20 Joer. An duerfir ass et och wichteg, datt mer doriwwer eraus denken, wat am ëffentlechen Transport geschitt, niewent deene Projeten, déi mer scho gestëmmt hunn an diskutéiert hunn.

Et gëtt haut scho geschwat, datt d'Gare vu Lëtzebuerg elo um Enn vun hire Capacitéiten ass an datt mer mussen eventuell e Bypass maachen. An ech wëll duerfir nach eng Kéier soen, och wann déizäit d'Regierung eis Iddi vum City-Tunnel net eescht geholl huet, ech verspriechen Iech, Dir kënnt alleguer sécher sinn: Enges Daags wäerte mer heibannen och doriwwer schwätzen, an dat wäert och realiséiert ginn!

D'Renten. Här President, et si Leit, déi soen, mir bräichten net iwwert d'Renten ze diskutéieren. Dat kann ee maachen. Mä wann een net wëllt iwwert d'Renten diskutéieren, da muss een awer och de Courage hunn, de Leit d'Wourecht ze soen. Sécher ass, datt d'Pensiounen am Ableck sécher sinn. Mir hunn 18 Milliarde Reserven. An déi Reserve wäerten och nach an deenen nächste Jore weider klamme bis 25 Milliarden Euro.

Mä wa mer an d'Zukunft kucken, maache mer dacks Pronosticken: iwwert de wirtschaftleche Wuesstum, wivill Leit datt bäikommen, wivill Aarbechtsplaze mer schafen. Dat sinn ëmmer Estimatiounen. Si si richteg oder si si falsch. Mä eng Zuel ass richteg an dat ass déi, wivill Leit an deenen nächste 40 Joer an d'Pensioun ginn. Dat wësse mer haut op dee Leschte genau, well dat sinn déi Leit, déi haut schaffen. Do kënne mer eis net iren.

Mir wësse genau, wéini déi Leit, déi haut schaffen, an deenen nächste 40 Joer an d'Pensioun ginn. A wann déi an d'Pensioun ginn, da wësse mer och genau, wivill datt mer brauchen, fir déi Pensiounen ze bezuelen, a wivill Leit mer mussen hunn, fir eben déi Suen eranzekréien, fir déi Pensiounen ze bezuelen. Haut hu mer 170.000 Fonctionnairen (veuillez lire: Pensionären) a mir hu 435.000 - elo scho vill méi, dat hei ass vun 2015, dat sinn déi lescht Chifferen, mä et geet haut scho bal op 500.000 zou - Aktiver. Mir hunn also haut méi Aktiver, wéi mer brauchen. Duerfir maache mer en Iwwerschoss a mir hunn eng Milliard Rescht, déi mer op Reserv hunn.

Mä schonn am Joer 2030 hu mer 270.000 Aktiver (veuillez lire: Pensionären) a fir dann d'Pensiounen ze bezuelen, musse mer da 620.000 Aktiver hunn, fir déi Pensiounen ze bezuelen. 2045 hu mer 375.000 Pensionären am Land. Dat ass doudsécher, well déi schaffen haut schonn alleguer. A fir déi 375.000 Pensiounen ze bezuelen, musse mer 840.000 Aktiver hunn. An am Joer 2060 hu mer ronn 500.000 Pensionären, dat ass haut a 40 Joer, da sinn alleguer déi pensionéiert, déi haut schaffen, da brauche mer 1.100.000 Aktiver, fir déi Pensiounen ze bezuelen.

Dat litt net: Wa mer näischt um System änneren, ass dat doten d'Evolutioun. Mir wësse genau, wivill Leit an d'Pensioun ginn. Mir wësse genau, wivill Leit datt mer brauchen, fir déi Pensiounen ze bezuelen. Dann ass dat doten déi Evolutioun.

Da froen ech, wien heibannen der Meenung ass, datt mer a 40 Joer mussen eng Millioun Aktiver am Land hunn. Ech schwätzen net vun der Populatioun, mä ech schwätzen nëmme vun deene Leit, déi schaffen. Ech mengen, jiddwereen, deen objektiv ass, seet dann: „Dat wëlle mer net." A wann een dat net wëllt a wann een dat doten net eise kommende Generatioune wëllt hannerloossen, da muss ee bereet sinn, doriwwer ze diskutéieren, dann däerf näischt en Tabuthema sinn.

Ech ënnerstelle kengem eppes heibannen, an och mir wëlle keng Pensiounskierzunge maachen, och mir wëlle kee Pensiounsalter hiewen, mä mir musse kucken: Wat fir eng Weeër fanne mer? Well, wat mer méi laang waarden, fir Ännerungen ze maachen, wat déi Ännerunge wäerte fir déi kommend Generatioune méi drastesch ginn. Duerfir ass et onverantwortlech, wann een net wëllt doriwwer diskutéieren.

Ech war duerfir frou, wéi de Kolleeg Bodry haut awer schonn eng Propositioun an de Raum gesat huet, wou en zwar gesot huet, duerfir bräichte mer keng Gesetzesännerung, mä mir kéinten awer emol kucken, ob d'Leit tëschent 55 a 57 a 65, vun deenen hei zu Lëtzebuerg nëmme méi 40% schaffen, ob mer d'Leit net duerch eng gesellschaftlech Diskussioun derzou beweegt kréichen, datt se, obscho se kënnen an d'Pensioun goen, nach géife méi laang schaffe goen.

Ech versprieche mer net allze vill vun esou enger Astellung, well och elo hu mer eng Astellung gemaach, ënnert der leschter Regierung, wou den 1. Januar 2013 eng Pensiounsreform a Kraaft getratt ass, wou mer jo etappeweis de Pensiounsalter all Joers hiewen. Entweder et geet ee mat 60 an da kritt een e bësse manner Pensioun oder et geet ee méi laang schaffen an et kritt ee seng voll Pensioun. An dat geet herno erop bis op 63.

Mä ech weess net - den Här Minister ass heibannen, da kann en eis vläicht drop äntwerten -, ech mengen, datt haut déi meescht Leit herno awer nach versichen, mat 60 ze goen an net onbedéngt nach zwee oder dräi oder véier Méint, wéi et am Ableck ass, weider schaffen ze goen.

Duerfir mengen ech, muss een iwwer all déi Froen diskutéieren, ouni et direkt ofzeblocken an ze soen: „Ma da sidd Dir fir Pensiounskierzungen oder derfir, datt de Pensiounsalter gehéicht gëtt." Dat hu mer an der Reform vun 2013 gemaach. Do ass och gesot ginn, et kritt een also manner, wann ee mat 60 geet, et muss ee méi laang schaffe goen, an et ass och do gesot ginn: Wann eben e gewëssene Seuil erreecht gëtt, da fält déi Allocation de fin d'année ewech, a wann déi Situatioun kënnt, da geet d'Cotisatioun an d'Luucht.

Et kéint een am Fong soen, alles dat, wat elo deene virgeworf gëtt, déi wëllen iwwert d'Pensioun schwätzen, alles dat huet schonn eng viregt Regierung, wou eise Chamberspresident déizäit Sozialminister war, gemaach. Mir mussen also de Courage hunn, driwwer ze diskutéieren, an net een deem anere virwerfen, e wéilt engem eppes ewechhuelen. Dat ënnerstellen ech kengem heibannen. A mir wëllen dat och net maachen.

Dann nach e Wuert zur Familljepolitik, wat am Fong eng regelrecht, fir eis, ideologesch Familljepolitik war, wou wuel Projete gemaach si ginn, an dat hu mer och alles matgestëmmt fir déi Famillen, déi sech decidéieren, fir zu zwee schaffen ze goen. De Congé parental, guer keng Diskussioun, do si mer derfir. Mä mir hätte gären als ADR och eng Unerkennung fir déi Famillen, déi sech decidéieren, ganz doheem ze bleiwe fir d'Kannerbetreiung. Duerfir hu mer d'Elteregeld als ADR proposéiert. Ech ginn net méi drop an. Dat ass bekannt, wat eis do vun dëser Regierung differenzéiert.

Ech wëll awer soen, datt, wann een déi gratis Kannerbetreiung wëllt aféieren, wéi dat elo geschitt ass, datt een dann awer och muss dat néidegt Personal an déi néideg Infrastrukturen hunn. A mir haten elo viru 14 Deeg eng Table ronde op RTL, wou net Politiker souzen, mä Leit vum Terrain, an déi hu sech ganz, ganz grouss Suerge gemaach iwwert d'Behandlung, wéi d'Kanner haut do behandelt ginn, wou masseg Kanner sinn, d'Kanner nervös sinn, d'Kanner aggressiv ginn. An ech mengen, dat kann awer net dat sinn, wat mer als Kannerbetreiung hei am Land maachen. An da soe vill Leit a vill Elteren, an ech mengen d'Gesellschaft insgesamt, datt mer iergendwann eng Kéier dovunner an 10, 15 Joer d'Konsequenze kréien. Duerfir mengen ech, datt d'Eltere sollen de Choix behalen, fir ze decidéieren, ob se hir Kanner an eng Betreiung ginn, d'accord, oder ob se dat wëllen doheem maachen. An déi Eltere mussen, laut eiser Meenung, och ënnerstëtzt ginn.

Nach e Wuert zur Aarmut, iwwert déi gëschter guer net geschwat ginn ass hei. Wa mer gesinn, datt och an dëser Legislaturperiod de Prozentsaz erëm iwwer 1% geklommen ass vun de Leit, déi an der Aarmut sinn, da schéngt dat fir dës Regierung kee Problem ze sinn. Ech weess och net, wou dës Regierung sech Dag an Nuecht erëmdreift, op jidde Fall net bei den normale Leit am Land, soss géif se feststellen, datt ganz, ganz vill Leit hei am Land Problemer hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, datt mer ganz vill Leit hunn, déi ënnert déi Aarmutsgrenz falen, well déi si vum Statsminister a senger Deklaratioun, vun dëser Regierung, gëschter total vergiess ginn.

Mir hunn also haut vun deene 600.000 Awunner - an dat ass jo erschreckend, wann een dat héiert! - 100.000 Leit am Land, déi ënnert déi Aarmutsgrenz falen. Dat ass sécherlech kee Luef fir e Land, wat sech als eent vun deene räichsten op der Welt opféiert. Wa mer also hei am Land esou vill Räichtum verdéngen a mer verdeelen en esou ongerecht, da misste mer eis heibannen am Fong alleguer schummen, datt et hei am Land nach iwwer 100.000 Leit gëtt, déi ënnert déi Aarmutsgrenz do falen.

Vill aner Problemer sinn ugeschwat ginn: „An der Gesondheetspolitik hu mer alles gemaach."

Schwätzt emol mat deene Leit, déi stonnelaang an den Urgencë sëtzen! Schwätzt emol mat deene Leit, déi mussen an d'Ausland fueren op hir eege Käschten, fir an den IRM ze goen, well se hei am Land méintelaang musse waarden, fir drunzekommen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Kolleege Roy Reding a Fernand Kartheiser wäerten nach op eng ganz Rei vun anere Punkten agoen. Ech wëll just soen, datt mer och bedauert hunn, datt de Statsminister mat kengem eenzege Wuert hei d'Flüchtlingsproblematik undiskutéiert huet oder diskutéiert huet.

Et soll net mat der Flüchtlingsproblematik Politik gemaach ginn. Mir hunn dat als...

(Hilarité et brouhaha)

Neen, neen, elo braucht Der net ze laachen. Mä näischt…

(Interruptions diverses)

Jo, jo, elo laacht Dir, elo beweist Der Äert richtegt Gesiicht, wéi Der dozou stitt. Mä seriö iwwer eng Flüchtlingsproblematik diskutéieren, dat muss sinn. Et kann net sinn, et kann net sinn, wa Leit am Land doriwwer diskutéieren, datt d'Politik grad mécht, wéi wann et kee Problem am Land doriwwer géif ginn. Et gëtt doriwwer och am Land Problemer. A wann een dat seriö a responsabel diskutéiert, wéi mer dat bis haut hei an der Chamber ëmmer fäerdegbruecht hunn, da fënnt een och eng Léisung, parteiiwwergräifend, fir datt een dorauser kee politesche Wahlkampf mécht. Mir wëllen dat och net maachen. Mä et muss een awer de Courage hunn,...

(Brouhaha)

Et muss een awer de Courage hunn, fir driwwer ze diskutéieren. Eppes ënnert den Teppech ze kieren, wat am Land awer vun de Leit vill diskutéiert gëtt, ass eiser Meenung no onverantwortlech. Et war och onverantwortlech, datt de Statsminister net doriwwer diskutéiert huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass an dëser Legislaturperiod och Guddes geschitt. Et war nach ni...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...eng Regierung do, déi alles gutt gemaach huet oder déi alles schlecht gemaach huet. Dës Regierung huet och Guddes gemaach. Mä si huet och ganz, ganz villes schlecht gemaach. Ech war elo op e puer Punkten agaangen. Meng Kolleege wäerten op anerer agoen.

An duerfir hoffe mir, Här President, datt dat heiten net déi lescht Ried zur Lag vun der Natioun war vum Här Statsminister an dëser Legislaturperiod, mä definitiv.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Wat e Folklor!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wéi ass et elo op eemol esou roueg ginn!

(Hilarité et interruptions diverses)

Den Här Baum huet d'Wuert.

Et war vill méi haart, wärend den Här Gibéryen geschwat huet, wéi dee Moment, wou en opgehalen huet. Dat ass en objektive Constat.

(Interruption)

Den Här Baum huet elo d'Wuert fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hu gëschter Mëtteg déi virleefeg lescht Ried vum Premier Xavier Bettel héieren.

M. Roy Reding *(ADR).*- Endgülteg!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et war eng Ried, an där versicht ginn ass, e Bilan ze zéie vun der Regierungsaarbecht. A wann een d'Commentairen herno héieren huet, da mengen ech, datt ganz vill Leit onzefridde ware mat där doter Ried, well et kee wierkleche Bilan war. Et war eng Opzielung vun eenzelne Projeten a Mesuren, déi d'Regierung ergraff huet. Mä et war eigentlech keng wierklech Bestandsopnam, wou eis Gesellschaft, wou mir hei zu Lëtzebuerg haut dru sinn, a virun allem hätt ee sech um Enn vun enger Legislaturperiod awer vun engem Premierminister, vun engem Statsmann d'Opzielung vun deene grousse Chantieren erwaart, déi, onofhängeg dovunner, wéi eng Parteien an engem hallwe Joer wäerten déi nei Regierung bilden, mussen ugegraff ginn, déi grouss Chantieren, déi grouss Erausfuerderunge vun eiser Gesellschaft.

Här President, déi Fro, déi sech d'Regierung - an domadder och natierlech d'Parteien, déi d'Regierung bilden, dat heescht d'DP, d'LSAP an déi gréng - muss gefale loossen an un där se gemooss gëtt, ass: Geet et dem Land dann nu wierklech besser?

(Interruption par la présidence)

Ass et besser preparéiert op d'Zukunft? Geet et de Leit an deem Land besser? Hu Jonker haut méi Perspektiven a besser Perspektive wéi nach viru fënnef Joer? An ass eng Politik gemaach ginn am Interessi vun de Leit?

D'Vertrieder vun de Regierungsparteien hunn och de Moie gesot: „Jo, natierlech!" A wann een hiren Tunnelbléck entwéckelt a sech just déi Zuelen ukuckt, déi engem grad an de Krom passen, da kann ee souguer de Premier verstoen. D'Statsfinanze spruddelen, d'Wirtschaft boomt an och fir déi nächste Jore gëtt weider mat rekordverdächtege Wuesstumszuele gerechent.

An, jo, dat bedeit natierlech och, datt et bestëmmten Deeler vun der Populatioun besser geet wéi viru fënnef Joer. De multinationale Boîten a Superräiche geet et ganz gutt zu Lëtzebuerg, souguer exzellent. Och wäerte sech d'Perspektive vun de Groussgrondbesëtzer an Immobiliespekulante verbesseren. De Steieroptimiséierungsfirme geet et blendend, gradesou wéi den Detenteure vu Bréifkëschtefirmen. All deenen, déi vun hirem Kapital liewen, geet et op jidde Fall prächteg.

Mä geet et dann och deene Leit besser, déi vun hirer Aarbecht liewen? Ass eist Land, eis Gesellschaft an deene leschte fënnef Joer éischter zesummegewuess oder hu mer eis ausenanergelieft a liewen a Parallelluniversen, wou d'Liewenskonditioune vun deenen enge guer näischt méi mat de Liewenskonditioune vun deenen aneren ze dinn hunn? Ass d'sozial Kohäsioun am Land méi grouss ginn oder huet sech déi sozial Keelt nach weider ausgebreet?

No fënnef Joer DP/LSAP/déi gréng-Regierung muss een déi batter Feststellung maachen: Déi Räich si méi räich ginn an déi Aarm méi aarm.

(Interruption)

Déi sozial Ongläichheeten hei am Land sinn enorm geklommen, och wann dat en alen Hummer schéngt, deen awer ënnert dëser Regierung eng nei Aktualitéit kritt huet, an ëmmer méi Leit hei zu Lëtzebuerg kréien déi zwee Enner um Enn vum Mount net méi zesummen.

Dëst ass dat gréisst Versoe vun dëser Regierung. Mä dovunner huet de Premier kee Wuert gesot!

No deenen aktuellsten Zuelen ass bal all Fënnefte vun Aarmut oder sozialer Ausgrenzung bedrot. Sou vill wéi nach ni virdrun! Den Aarmutsrisiko huet en negative Rekord erreecht. An net nëmmen dat: D'Salariatskummer huet an hirem Sozialpanorama nogewisen, datt och d'Intensitéit vun der Aarmut zouhëlt. Dat heescht, datt ëmmer méi Leit ganz wäit ewech dovunner sinn, aus där Situatioun erauszekommen. An och dëst gehéiert awer zum Bilan vun dëser Regierung.

Den Aarmutsrisiko klëmmt a klëmmt. An amplaz resolutt dogéint virzegoen, huet d'Regierung als Éischt emol eng Etüd an Optrag ginn, fir erauszefannen, wat een dann am spezielle lëtzebuergesche Kontext bräicht, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, dee sougenannten „budget de référence", deen de Statec opgestallt huet.

A wat ass erauskomm? Ma datt e Mënsch, fir mënschewierdeg zu Lëtzebuerg ze liewen, wesentlech méi Akommes brauch wéi den international unerkannte Seuil vum Aarmutsrisiko.

A wat huet d'Regierung du mat dëser Etüd gemaach? Ma si huet d'Etüd emol als Alleréischt ganz ënnen an den Tirang geluecht an d'Konsequenz vun dëser Etüd ass näischt, guer näischt, och net beim REVIS, deen d'Regierung elo als Allheilmëttel géint d'Veraarmung propagéiert, esou wäit, datt souguer de Statsrot sech just wonnere kann, datt déi Montante vum neie REVIS kaum dozou dénge wäerten, de Leit e mënschewierdegt Liewen ze garantéieren an d'sozial Inklusioun ze förderen.

Wat awer besonnesch schlëmm a bedenklech ass, ass, datt d'Koalitiounsparteien elo versichen - och virdru schon -, dës desastréis Zuele schéinzerieden, andeems se soen, déi Leit hätte jo nei Sachleeschtungen zegutt, déi d'Regierung geschafen hätt, wéi zum Beispill d'gratis Kannerbetreiung. Mä do muss een awer éierlech sinn: Och beim ale Chèque-service-System hu Mënschen a prekäre Situatioune quasi näischt misse bezuelen. Domadder stellen ech de Prinzip vun der gratis Sachleeschtung net a Fro. Ech stellen awer fest, datt een dat net ufëiere kann als Element am Kampf géint d'Aarmut. Do däerf ee sech, mengen ech, selwer net an d'Täsch léien.

Trotz deem enorme Wirtschaftswuesstum geet nawell de Chômage just liicht zréck. En ass nach ëmmer op engem fir Lëtzebuerger Verhältnisser historesch héijen Niveau.

A virun allem: E wäert trotz weiderem Wuesstum, dee mer jo de Moien en long et en large explizéiert kruten, an deenen nächste Joren net ënner 5% falen. Souguer an deenen optimisteschsten Zeenarie wäert en net ënner 5% falen. Dat heescht, datt mer trotz enger enormer Croissance net méi zu deenen Zuelen, wat de Chômage ugeet, zréckfanne wäerte wéi virun der Finanzkris. An dat sinn definitiv keng dichteg Perspektiven, a scho guer keng, fir sech domadder ze bretzen!

Här President, wa mer de Problem vum Chômage an enger esou oppener Ekonomie wéi där lëtzebuergescher wëllen an de Gréff kréien, da musse mer jiddwerengem, deen hei lieft, schaffe wëllt a schaffe kann, och déi Méiglechkeet ginn, dat ze maachen. An Aarbecht, gesellschaftlech nëtzlecher, gëtt et der méi wéi genuch.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Do däerfen awer net d'Leit einfach nëmme geparkt ginn a vun enger Mesure zur anerer weidergereecht ginn, well domadder ginn d'Prekaritéit an d'Perspektivlosegkeet einfach just verlängert. Et muss d'Aufgab vun der ëffentlecher Hand sinn, dat Recht op Aarbecht och an der Realitéit ëmzesetzen. Dëst muss eng vun deene grousse Prioritéite vun zukünfteger Politik sinn.

Awer zu Lëtzebuerg schützt och Aarbecht scho laang net méi virun Aarmut. 12% vun deenen, déi schaffen, si Working Poor. Och dat ass en traurege Rekordwäert, deen nach ni zu Lëtzebuerg esou héich war an deen och an Europa sengesgläiche sicht. Just d'Kriselänner Spuenien a Griichenland hunn nach méi schlëmm Zuelen. Doriwwer, menge mir, kann een net einfach esou ewechgoen.

Déi sozial Schéier geet ëmmer weider auserneen. An dat gesi mer ganz gutt bei den Akommesënnerscheeder. An den 90er an den 2000er Jore war et nach esou, datt déi iewescht 10% fënnef- bis sechsmol méi Revenu hate wéi déi ënnescht 10%. Dunn, zanter der Kris, ass et op eemol sechs- bis siwemol méi ginn, wat déi iewescht hunn. An haut hunn déi iewescht 10% aachtmol méi Revenu wéi déi ënnescht. Deeselwechte Phenomeen gesi mer bei de Léin. D'Kafkraaft vun deenen ënneschte Léin ass zanter 2010 just ëm 0,8% geklommen a bei deenen ieweschten ëm 5,9%, also iwwer siwemol méi wéi bei deenen ënneschten.

An a kengem vun eisen Nopeschlänner ass de Bruttomindestloun esou no bei der Aarmutsgrenz wéi zu Lëtzebuerg. Duerfir brauche mer, an dozou sti mir als Lénk, dréngend eng Erhéijung vum Mindestloun, souwuel duerch eng Erhéijung vum Bruttoloun wéi och duerch steierlech Entlaaschtunge vun den niddrege Salairen. Wien zu Lëtzebuerg Vollzäit schafft, muss wéinstens 2.000 Euro netto um Enn des Mounts mat heem huele kënnen. E Mënsch, dee Vollzäit schafft, deen däerf einfach net dem Aarmutsrisiko ausgesat ginn! Net zu Lëtzebuerg!

Et sinn iwwerproportional vill Fraen, déi Aarbechte maachen, déi um Mindestloun bezuelt ginn. En anstännege Mindestloun ass och en Deel Geschlechtergerechtegkeet, besonnesch fir déi, déi zanter zéng Joer haart an engem Job schaffen an déi hir Qualifikatioun nach ëmmer net unerkannt kréien. An dat sinn Aarbechten, déi een net einfach delokaliséiere kann. Et si Servicer, déi hei am Land an Usproch geholl ginn.

Insgesamt geet hei am Land d'Lounquot, also den Undeel vun de Léin um geschafene Räichtum, zanter Joren a Jorzéngten ëmmer weider zréck, wourop d'Caritas, zu Recht, higewisen huet. Dës sozial Entwécklung hei am Land ass d'Resultat vun enger Austeritéitspolitik, déi certes Virgängerregierungen ugefaangen haten, mä zumindest dës Regierung am Ufank och weidergefouert huet. Dës Regierung huet gläich am Ufank e Spuerpak presentéiert, mat enger Hällewull sozial ongerechte Mesurë wéi der TVA-Erhéijung, dem Aspuere bei de Studentebourssen, der Reduzéierung vun de Familljenzoulagen an dem Kannergeld.

Elo stellt d'Regierung dat esou duer, wéi wann dës Aspuerungen d'Viraussetzung gewiescht wieren, fir datt d'Ekonomie elo nees erëm brummt. Mä wier de Wirtschaftswuesstum da manner héich ausgefall ouni dëse Spuerpak? Wuel kaum! Mä wann ee jiddwerengem eppes ewechhëlt, da verléieren déi am meeschten, déi am mannsten hunn.

Här President, et gëtt och en anere Beräich, an deem mir traurege Spëtzereider an Europa sinn, an dat ass dee vun der Aarbechtszäit. Mir hunn zwar formal eng 40-Stonne-Woch. Mä an der Moyenne schafft e Vollzäitbeschäftegten zu Lëtzebuerg bal 41 Stonnen. An Europa leie mer do un éischter Plaz a just virun deem Zweeten, an deen Zweeten ass Griichenland. All déi aner Länner hunn däitlech manner héich reell Aarbechtszäiten. A mir hunn hei zu Lëtzebuerg zanter iwwer 40 Joer keng Aarbechtszäitverkierzung méi gehat. De gesellschaftleche Fortschrëtt, d'Digitaliséierung an d'Automatiséierung, d'Verdichtung vun der Aarbechtszäit,

also de Stress an och seng Folgen, Burnout a psychosozial Problemer, sinn net begleet ginn duerch e Méi u Liewensqualitéit, duerch e Méi u fräier Zäit an duerch e Méi u Selbstbestëmmung.

Vereenzelt Regierungsmemberen hunn dat effektiv an der Vergaangenheet ëmmer nees ugeschwat, mä et ass awer näischt geschitt, weder eng strukturell Reduzéierung vun der Aarbechtszäit nach eng partiell a Form vun Aarbechtszäitkonten, iwwert déi e Salarié selbstbestëmmt verfüge kann. An der däitscher Industrie, déi jo Exportweltmeeschter ass, déi also héich kompetitiv um Weltmaart ass, do gëtt et scho laang eng 35-Stonne-Woch. An haut gëtt do iwwer eng 28-Stonne-Woch diskutéiert. Just zu Lëtzebuerg schéngt dat iergendwéi tabu ze sinn. Mir mengen, datt et Zäit gëtt, dësen Tabu ze briechen.

Als Lénk si mer der Iwwerzeegung, datt et héich Zäit gëtt, datt d'Mënschen endlech och an de Genoss vun de Friichte vun den technologesche Fortschrëtter an der Produktivitéitsentwécklung kommen an datt mer eng Perspektiv zum Hamsterrad, an deem vill Leit sech agespaart spieren, bidde mussen. Et gëtt Zäit fir eng progressiv a strukturell Reduzéierung vun der Aarbechtszäit.

Här President, virun zimlech genee zwee Méint hu mer hei an der Chamber eng Orientatiounsdebatt iwwert de Logement gefouert. De Problem, mat deem mer an der Logementskris konfrontéiert sinn, ass esou gewalteg, datt ee sech zu Recht d'Fro stelle kann, firwat ee sech do nach orientéiere muss, no bal fënnef Joer Legislaturperiod, well et gëtt eigentlech just zwou Optiounen: Entweder et stécht een de Kapp an de Sand an et mécht ee weider sou wéi bis elo oder et versicht een, de Problem resolutt unzegoen.

D'Regierung huet sech fir déi éischt Optioun entscheet. Dat weist sech eleng schonn doduerch, datt säit där Debatt absolutt näischt geschitt ass. Et gouf kee Bilan vun den Diskussiounen an der Kommissioun gezunn. De Minister huet keng Konklusioune gezunn, zumindest keng, déi iergendwellech praktesch Konsequenzen hunn. Déi Motiounen, déi hei gestëmmt goufen, leien also elo op engem Koup. An do bleiwe se da wuel och leien, bis dann déi nächst Regierung sech där doter Fro erëm unhëlt.

Wou si mer haut dru beim Logement? Wat ass de Bilan vun dëser Regierung? Ma dat Éischt, dat weess jiddwereen, ass, datt massiv Wunnenge feelen. De Wirtschafts- a Sozialrot chiffréiert de Besoin un zousätzleche Wunnenge fir den Zäitraum 2010 bis 2030 op 129.000 Wunnengen. Mam aktuelle Rhythmus wäert héchstens d'Halschent vun deene Wunnengen iwwerhaapt gebaut ginn. D'Caritas schwätzt vun 30.000 Sozialwunnengen, déi feelen. Den Observatoire de l'habitat seet eis souguer, datt all Joer 8.000 Wunnenge misste bäikommen, och fir deen historesche Réckstand opzehuelen.

D'Präisser klammen opgrond vun dësem décken Defizit enorm séier. Am Schnëtt klammen d'Präisser vu Wunnengen all Joer ëm zirka 5%. An deene leschten zéng Joer sinn d'Loyere vun Appartementer ëm 45% eropgaangen, vun Haiser souguer ëm 76% innerhalb vun zéng Joer.

Wann een dës Zuele mat der Lounentwécklung vun de leschten zéng Joer, also deemselwechten Zäitraum, vergläicht, da gesäit een direkt e risegt Lach. An dat Lach gëtt ëmmer méi grouss an et falen ëmmer méi Leit dran. Net nëmmen déi 20%, déi vun Aarmut oder sozialer Exklusioun bedrot sinn, wat scho schlëmm genuch ass, mä och ëmmer méi Leit, déi zwar vläicht nach gutt Paien hunn, mä ouni eegene Patrimoine kaum Accès zu engem Kreditt hunn oder ënnert der finanzieller Laascht vun deene Kreditter zesummebriechen.

Eng Famill mat duerchschnëttlechem Revenu, déi eenzeg an eleng vun hirer Aarbecht lieft, kann zu Lëtzebuerg kaum méi eng Existenz ouni finanziell Suergen opbauen. Dat huet dës Regierung natierlech net eleng ze verschëllen. Si huet awer an der Kontinuitéit vun der Politik vun deene viregte Regierunge gehandelt a si huet kee besonneschen Effort gemaach, fir dës Entwécklungen ze änneren.

De Premierminister weess dat selwer am beschten, duerfir huet e gëschter a senger Ried kee Wuert doriwwer verluer. Well wat hätt en och kënne soen iwwert de Logement zu Lëtzebuerg? En hätt kënnen erklären, wéi d'Regierung méi Terraine wollt mobiliséieren, andeems se d'Steieren op der Mehrwertsteigerung erofgesat huet an domadder virun allem de Grondbesëtzer en zolitte Gefale gemaach huet, déi hire Spekulatiounsgewënn esou astieche konnten. Eng Wunneng méi wäert domadder net gebaut ginn.

En hätt kënne vun der Subvention de loyer schwätzen, déi iwwert den Ëmwee vum Locataire de Wee op de Bankkonto vum Proprietaire wäert fannen, well d'Loyerspräisser esou schnell klammen, datt dës Subventioun bei engem duerchschnëttleche Loyer schonn no zwee Joer erëm wäert opgefriess sinn. Kee Stot wäert mat dëser Mesure dem finanziellen Drock entgoen.

En hätt och kënnen erklären, datt de Rentefong dem Fonds du logement iergendwann 23 Appartementer zu Gréiwemaacher ofkafe wäert an dat als grouss ëffentlech Wunnengsbauoffensiv verkaaft ginn ass, obwuel duerch dës Mesure objektiv net eng eenzeg Wunneng méi gebaut gëtt.

En hätt missen erklären, datt dës Regierung bereet ass, méi Suen a Militärinvestitiounen ze stieche wéi an de Wunnengsbau. De Wunnengsbauminister, besser de Wunnengsbauministère bleift och weiderhi chronesch ënnerfinanzéiert.

An en hätt och missen erklären, datt déi Baulandverträg - vun deene mir mengen, datt se wahrscheinlech en zimlech zahnlosen Tiger wäerte sinn -, déi hien a senger Ried zum État de la nation 2014 ugekënnegt hat, nach ëmmer um Instanzewee viru sech hindümpelen.

Nieft der Reform vum Fonds du logement, déi bis elo just Personal verbrannt a keng Wunneng méi bruecht huet, ass et dat dann och schon! Virschléi gëtt et der awer genuch, a mir hunn der genuch gemaach an dëser Legislaturperiod. Déi lescht Initiativ vun eis ass e Gesetz, fir d'Loyersentwécklung ze bremsen. Mä och an der Debatt virun zwee Méint hu mer Texter proposéiert, déi Iddie beinhalten, u wéi enge Stellschrauwen een dréie misst.

Mä virum Hannergrond vun der Regierung hirem Bilan am Logement ass d'Aart a Weis, wéi mat dëser Thematik hei ëmgaange ginn ass, onverantwortlech, an et ass dat zweet grousst Scheitere vun dëser Koalitioun.

Madamm Presidentin, zur Fro vun der Steiergerechtegkeet: D'Regierung argumentéiert, si hätt jo no deem Austeritéitspak mat der Steierreform vun 2017 eng sozial Reform bedriwwen, bei där quasi jiddwereen, also och déi niddreg Salairen, profitéiert hätten, an datt dat zu méi sozialer Gerechtegkeet géif bäidroen.

Elo ass et awer esou, datt souguer déi Europäesch Kommissioun an hirem Country-by-Country-Report virgerechent huet, datt et alt nees déi iewescht 10% sinn, déi vun der Steierreform proportional am meeschte profitéieren, also net nëmmen an absolutten Zuelen, mä och proportional am meeschten. Den OGB-L huet ausgerechent, datt eng Koppel, wou se allen zwee Vollzäit schaffen (veuillez lire: an de Mindestloun verdéngen), mat zwee Kanner, haut no Sozialtransferte manner Suen iwwreg huet ewéi 2014, an inflatiounsberengegt souguer manner wéi 2009.

Konkret an Zuelen heescht dat, wéi gesot, inflatiounsberengegt: 2009 hätt dës Koppel 4.028 Euro zur Verfügung gehat, no Steieren a Sozialtransferten; 2014 waren et der nach 3.969; an haut, 2018, mécht dat nach 3.870 Euro aus.

Vu sozialer Gerechtegkeet kann do keng Ried sinn! An et fänkt een un ze verstoen, firwat esou vill Leit Dag fir Dag struewelen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. An déi sozial Ongerechtegkeet ass hei am Land zu engem ganz groussen Deel hausgemaach.

De Problem vun der sozialer Ausgrenzung an der Onfäegkeet vun der Politik, fir Aarmut a Chômage am Land effektiv a konsequent ze bekämpfen, alles dat kann een op een eenzegen zentrale Constat erofbriechen: Et gëtt keng Steiergerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg. Net virun dëser Steierreform a scho guer net duerno!

Wie säi Geld mat Aarbecht verdéngt, gëtt zu Lëtzebuerg ëm e Villfaches méi héich besteiert wéi een, deen einfach seng Aktien oder Obligatioune fir sech schaffe léisst. D'Dividende si jo emol direkt zu 50% exoneréiert. D'Plus-valuen op Finanztitele si komplett fräi vun der Steier, wann ee se op d'mannst sechs Méint laang hält. De Steierbarème ass komplett iwwerholl, well e säit Jorzéngten net méi ugepasst gouf un déi real Verdeelung vum Räichtum hei am Land.

Donieft gëtt et natierlech nach eng ganz Batterie vu legale Methoden, spezielle Fongen a Steiernischen, déi et de grousse Fortunnen erlaben, hir Steierlaascht nach weider erofzesenken. Aarbecht gëtt ëm e Villfaches méi héich besteiert wéi Kapital.

Dat heescht op gutt Lëtzebuergesch, datt déi schaffend Leit ganz einfach déi domm sinn. Zu Lëtzebuerg bezilt e Millionär, deen op de Finanzmäert spekuléiert, e méi niddregen effektive Steiertaux wéi e Salarié mat engem duerchschnëttleche Salaire. Dat ass eng Realitéit, déi lech all Steierberoder ka bestätegen. A bei der Betribsbesteierung ass et d'selwecht. Och do ginn d'Steiertauxe stänneg weider erofgedréckt, soudatt dem Stat erëm Milliounen a Milliounen entginn.

A genee do läit de Problem. Wann een ëmmer nees nei Steierkaddoe fir déi grouss Fortunne mécht, dann ass op eemol kee Geld méi do, fir déi sozial Problemer seriö unzegoen, well déi, déi d'Geld hunn, also déi esou dacks zitéiert „breet Schëlleren", net méi hire faire Bäitrag zu der Gesellschaft leeschten. An dat ass d'Schold vun deene Politiker, déi dës Spillregelen agefouert hunn a weiderhin op d'Spëtzt dreiwen.

An et ass och d'Schold vun dëser Regierung: fir d'Éischt mat engem Spuerpak déi sozial Prestatioune kierzen an duerno d'Sue via eng Steierreform erëm verdeelen, vun där d'Betriber an déi Räich erëm am meeschte profitéieren.

Här President, mir hate gëschter net nëmmen eng historesch kuerz Ried, mir haten och e weidert Novum: Fir d'éischte Kéier, op jidde Fall déi éischte Kéier, datt dat mir bewosst ass, sinn an der schréftlecher Fassung vun enger Ried zur Lag vun der Natioun do d'Logoe vu véier Privatboîtten opgetaucht. Et waren déi vun deene véier grousse Ratingagencen, an dëst ass esou bezeechnend an et weist, wéi selbstverständlech d'Verknüpfung vu privaten Agencen a vun ëffentlechen Interessien ass.

Et ass nach guer net esou laang hier, datt de Spëtzekandidat vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, deen elo grad net do ass, de Wirtschaftsminister Etienne Schneider, eng aner Lobbygrupp, näämlech d'ABBL, d'Associatioun vun de Banken a Banquieren, als „premier conseiller de Gouvernement" genannt huet. A wou liewe mer dann? Dat ass dach méi wéi bedenklech!

Et ass schonn erstaunlech, wéi déi successiv Regierungen et ëmmer erëm fäerdegbruecht hunn, hir Steierpoliticke bei de Leit ze verkafen. D'Haaptargument, wat bei esou Geleeënheeten ëmmer erëmkënnt, ass, datt mer musse kompetitiv bleiwen.

Dat betrëfft an éischter Linn net déi produktiv Industrie oder déi kleng a mëttelstännesch Betriber. Wa mer elo op en nominalen Taux vun 18% wäerten erofgoen, dann ass dat net an éischter Linn, fir de Coiffer um Eck oder de klenge Supermarché méi kompetitiv ze maachen, well do wier jo och d'Fro: Kompetitivitéit par rapport zu wiem?

Neen, wann et heescht, mir missten alt nees d'Steieren op Fortunnen, Kapitalrevenuen oder Benefisser vun de Firmen erofsetzen, wa stänneg nei Steiernischen agefouert ginn, wéi nach virun e puer Wochen d'Patentbox, da geet et ëm d'Kompetitivitéit vun engem ganz spezielle Secteur, näämlech dem Secteur vun der Finanzplaz, dee säi Geld mat Steiertricksereie verdéngt. Dat ass, wat een dann haut „optimisation fiscale" nennt, wéi et esou schéin heescht, déi awer natierlech just fir d'Multinationallen an d'Multimillionären a Fro kënnt.

An do bäisst sech, mengen ech, d'Kaz an de Schwanz: Ouni dës Steiertricksereien, sou gëtt behaapt, ass eise Budget net soutenabel. A well et déi Steiertricksereie gëtt, kënne mer leider keng Steiergerechtegkeet hierstellen a mussen en enormen Déchet fiscal op nationalem Niveau einfach akzeptéieren.

Bon, ech ka mer virstellen, datt eng ganz Rëtsch Leit vun där Zwéckmillche relativ vill profitéieren. Mä wat bréngen eis déi Steiertricksereien da wierklech? Ass et tatsächlech esou, datt de Statsbudget an de Koup fale géif, wann een déi Steiernische géif lues a lues ofbauen? D'Wourecht ass: Mir wëssen et net! Et gëtt dozou keng Zuelen. Et gëtt keng Analysen. Et gëtt keng Statistiken. D'Vollek ass gebieden ze gleewen, datt dee Secteur esou enorm wichteg ass, a fir de Rescht soll ee wann ech gelift keng Froe stellen!

Genee wéi nach virun net allze laanger Zäit bei der Fro vum Tanktourismus, wou mer jorzéngtelaang gesot kruten, datt deen esou onheemlech wichteg wier fir Lëtzebuerg, bis datt op eemol eng wëssenschaftlech Etüd festgestallt huet, datt en eis bei Wäitem méi kascht, wéi en eis abréngt.

(Interruption)

Déi Steiernische fir d'Finanzplaz, déi kaschten eis och vill. Deen enormen Déchet fiscal op nationalem Niveau an déi sozial Konsequenzen, déi domadder verbonne sinn, hunn ech schonn ugeschwat. D'Auswierkungen op den Immobiliesecteur sinn och enorm, zum Beispill wann et drëms geet, Superräicher unzezéien, déi d'Präisser an d'Luucht dreiwen, oder zum Beispill, wann déi ganz grouss Promoteuren iwwer SICAVe fueren, fir enger Besteierung vun hirer Plus-value ze entgoen. Da kommen d'Käschten an d'Auswierkunge vun deem héije Wuesstum derbäi, dee jo och zum Deel vun deem Secteur ugedriwwe gëtt.

Schwätze muss een och iwwert d'Repercussioune vun deem Secteur op de Ruff vum Land am Ausland oder och säin negativen Afloss op d'lëtzebuergesch Demokratie. Dës Regierung huet zwar d'Trennung vu Kierch a Stat virugedriwwen, si huet awer net d'Verflechtung tëschent (veuillez lire: d'Entflechtung vu) Stat a Finanzplaz virugedriwwen.

Och de politesche Spillraum vu Lëtzebuerg zu Bréissel ass extrem ageschränkt, well mer vill vun eisem Kreditt verspillen a vill vun eiser Energie domadder verbréngen, fir d'Privileegie vun engem bestëmmte Secteur ze verteidegen. An da misst ee jo och nach déi negativ Auswierkungen op déi europäesch Wirtschaft a Betruecht zéien, wat jo och zwangsleefeg Repercussiounen op eis eegen Ekonomie huet.

Den Elefant mëtten am Gank, deen all Progrès verhënnert an deen dem Land all Zukunftsperspektive verbaut, ass deen Deel vun der Finanzplaz, dee säi Geld mat eben deenen Tricksereie verdéngt. Net déi ganz Finanzplaz, well, wéi d'Akteuren et jo selwer soen, dee gréissten Deel vun der Kredibilitéit vun der lëtzebuergescher Finanzplaz berout op der Kompetenz, an net op de Steiernischen. Mëttlerweil gëtt et jo och e Secteur hei, dee sech an der nohalteger Finanzéierung engagéiert. Et geet also net ëm déi ganz Finanzplaz als solch, mä et geet ëm deen Deel vun där Finanzplaz, dee groussen Entreprisen a Milliardäre bei der Steieroptiméierung hëlleft.

A wa mer wëllen aus deem aktuellen Däiwelskrees ausbriechen an eng nohalteg Entwécklung aleeden, da féiert kee Wee derlaanscht: Mir mussen ufänken, driwwer ze diskutéieren, wéi mer progressiv aus deene Steierspuermodeller erauskommen, an dat mat enger klorer mëttel- a laangfristeger Strategie.

Laangfristeg sinn déi Aktivitéite souwisou net ze halen, well eis europäesch Noperen deem net éiweg wäerten nokucken. Mir mussen éierlech analyséieren, wat dee Business eis wierklech abréngt, an dat dann ofweie géint alles dat, wat en eis an och de Rescht vun der Welt kascht. Mir mussen eis froen, ob dee Modell weiderhin d'Zukunft vum Land ass oder ob en net justement zur Vergaangenheet gehéiert.

De Stat brauch Geld, fir d'Zukunft vum Land virzebereeden. De Stat brauch Geld, fir Wunnengen ze bauen, den ëffentlechen Transport auszebauen, fir Schoul- a Gesondheetsstrukturen unzepassen, fir endlech déi ökologesch Transitioun anzeleeden a fir d'Weichen ze stellen op eng Gesellschaft, déi ouni en demesuréierte Wuesstum auskënnt. An dat geet just, wa mer d'Recetten erhéijen duerch méi e faire a solidaresche Bäitrag vun deene grousse Fortunnen an den Entreprisen.

Här President, Madamm Presidentin - nach ëmmer -,…

(Brouhaha)

…Wuesstum heescht bei eis am Land scho laang net méi allgemenge Wuelstand. Dobäi ass de Wuesstum u sech net de Problem, mä d'Fro, wéi e verdeelt a wéi en organiséiert gëtt.

Wie profitéiert vun där grousser Croissance? A wie geréit trotz oder grad wéinst deem Wuesstum ënnert d'Rieder? Wann de Wuesstum net méi alle Mënschen an enger Gesellschaft zeguttkënnt, dann hu mer an där Gesellschaft e seriöe Problem. Dann ass déi sozial Entwécklung am Land fundamental gestéiert an déi sozial Kohäsioun op d'Spill gesat. An dowéinst funktionéiert och de soziale Lift net méi.

Guer net dovunner ze schwätzen, datt de Wuesstum enorm Erausfuerderungen un eis Gesellschaft an hir Infrastrukture stellt, déi mer net einfach esou meeschtere kënnen. Mir lafen elo schonn de verpassten Entwécklunge vun de Jorzéngte virdrun hannendrun. An och dës Regierung huet net d'Kraaft, fir zukünfteg Entwécklungen ze anticipéieren. Mir sinn ëmmer nach amgaang, Retarden opzehuelen. Also kee Land a Siicht! Néierens!

De Wuesstum ass awer steierbar. Sécher net zu 100%, mä e kann awer encadréiert ginn, prinzipiell iwwer zwee Instrumenter: éischtens d'Landesplanung, wou mer nach ëmmer net richteg vum Fleck kommen, an zweetens, an dat ass dat Wichtegst, iwwert d'Steierpolitik. Bis elo ass dat just an eng Richtung gaangen, näämlech méiglechst d'Steieren erofzesetzen, Steiernischen ze schafen, fir méiglechst vill Entreprisen op Lëtzebuerg ze lackelen.

De Stat kritt zwar dann, relativ gesinn, manner Recetten, well en d'Steieren erofgesat huet, mä duerch d'Mass vun de Betriber gëtt de Steierausfall kompenséiert. Duerfir, wa mer net iergendwann ënnert dem Wuesstum erstécke wëllen, komme mer net derlaanscht, déi Politik vu Fiskaldumping aus deene leschte Joren emol grondsätzlech op de Leescht ze huelen.

A mir hu Sputt! Dat weisen eis d'Zuele vu PricewaterhouseCoopers, déi jo net am Verdacht stinn, eng lénksradikal Organisatioun ze sinn. Do gesi mer, datt mer bei der effektiver Steierlaascht,...

(Brouhaha)

…also der Steierlaascht plus de Cotisatiounen, zu Lëtzebuerg do bei 20,5% einsam an eleng un der Spëtzt vun den EU- an EFTA-Länner sinn. Hanner eis kënnt Kroatien, e Land, mat deem mer jo an direkter Kompetitioun stinn, sou wéi ech dat dann an der Vergaangenheet ëmmer erëm héieren hunn, duerno Zypern, Dänemark, Irland. Wou mir 20,5% hunn, huet Irland 26%. Och den United Kingdom läit bei iwwer 30%, Däitschland, eisen direkten Noper, bei 48%, d'Belsch 57%, Frankräich 62%.

Also, et ass Sputt no uewen do, fir kënnen u Stellschrauwen ze dréien, fir déi Sue kënnen ze generéieren, déi eist Land brauch, fir sech kënnen op d'Zukunft ze preparéieren.

Madamm Presidentin, zanter gefillten Éiwegkeete gëtt iwwert d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft geschwat an datt mer mussen aner ekonomesch Standbeen opbauen. Mir mierken zwar, datt d'Gewiicht vun der Finanzplaz och ënnert dëser Regierung net weider zréckgaangen ass - jo, Verschiddener heibannen hu sech scho beim Gedanken un de Brexit d'Sabbeldicher ugedoen -, mä et sinn trotzdeem vun dëser Regierung interessant Initiativen ergraff ginn. Stéchwierder sinn do: Économie circulaire, Logistik, Wood Cluster, Recherche an Digitaliséierung. Dat sinn alles duerchaus sënnvoll Pisten, déi nach ausbaubar sinn.

Mä bei engem Punkt vun där berüümter Diversification économique, do kënne mer net mat der Regierung averstane sinn. An dat sinn d'Erhéijunge vun de Militärbudgete mam Zil, eng Zort Militärindustrie zu Lëtzebuerg opzebauen. Dës Regierung huet eist Land beim NATO-Sommet zu Wales 2014 dozou verflicht, säi Verteidegungsbudget bis 2020 ëm iwwer 50% an d'Luucht ze setzen. Esou héich, datt an e puer Joer d'Militärausgabe méi grouss wäerte si wéi d'Ausgabe vun der Entwécklungshëllef!

Lëtzebuerg dréit domadder also säin Deel bäi zu enger komplett geckeger Oprüstungsspiral, déi d'Krichsgefor net méi kleng, mä éischter méi grouss mécht, op engem weltwäite Plang.

Dobäi ass de Militärtransporter, den A400M, just eng Allaascht, déi ëmmerhin 200 Milliounen Euro kascht huet, mä och nach 420 Milliounen an Zukunft kaschte wäert fir den Ënnerhalt. Wesentlech méi geféierlech sinn d'Initiative ronderëm eis Militärsatellitten. Net nëmmen de GovSat, deen, wéi mer elo héieren hunn, jo dann och Frequenzen un d'amerikanesch Arméi verkeeft, mä och deen neie Satellitt, dee präzis Biller, och a Krichsgebidder, schéisse kann an deen d'Klengegkeet vun 170 Milliounen Euro kascht. All déi Satellitte sinn Deel vun enger Regierungsstrategie, fir hei zu Lëtzebuerg eng Rüstungsindustrie opzebauen, mat Return on invest an anstännege Profitter. Dogéint wäerte mir eis als Lénk wieren!

An ech kann nëmmen erstaunt sinn, datt ee vun deene Grénge bei deenen dote Froen näischt héieren huet bis elo. Si waren dach emol eng Kéier, viru Joren, Deel vun deem, wat Friddensbewegung genannt ginn ass. An et ass schonn erstaunlech, dee Silence, dee vun hinne kënnt, wann hei eng Oprüstungsspiral bedriwwe gëtt.

Madamm Presidentin, an der Ried vum Premierminister an de Jore virdrun huet hien ëmmer, wann och kuerz, d'Klimapolitik ugeschwat. Dëst war 2015 an 2016 natierlech och e spannende Sujet, well esou konnt gemaach ginn, wéi wa Lëtzebuerg an d'Regierungsaarbecht quasi eng Pièce maîtresse vum Zustanekomme vum Paräisser Klimaaccord gewiescht wieren.

D'Regierung ka sech awer net un der COP21 moosse loossen, mä si muss sech un hirem Bilan vun deene leschte fënnef Joer musse loossen. An do muss een dann awer vläicht scho wäit siche goen, fir wierklech Initiative fir de Klimaschutz ze fannen. Déi eenzeg wierklech wierksam Mesure a Saache Klimaschutz vun dëser Regierung ass de Klimapakt. Dat ass sécherlech en interessant Instrument op lokalem Plang,...

(Brouhaha)

…mä dat awer nëmme complémentaire ka sinn zu enger nationaler Strategie, déi sech an de Kader vun der Groussregioun afüge muss.

An do läit de Problem: Säit der COP21 kréie mer en neie Klimaaktiounsplang an Aussiicht gestallt, mä zwee an en halleft Joer méi spéit läit ëmmer nach kee vir. Et gëtt absolutt keng national Strategie, zumindest keng, déi eis bekannt ass, fir d'CO_2-Emissiounen drastesch ze reduzéieren an de lëtzebuergesche Bäitrag zum Klimaschutz ze leeschten. E reelle Bäitrag wuelverstanen, mat Mesuren op eisem Territoire, an net mat akaafte Mesuren aus dem Ausland, wou aner Leit d'Efforte fir eis maachen.

Ech gi véier Beispiller iwwert déi verpasste Chancen:

Éischtens: den Tanktourismus. Bal d'Halschent vum CO_2, dee fir Lëtzebuerg kontabiliséiert gëtt, kënnt just aus dem Tanktourismus. Do ass de Spritt, dee vu Residentë getankt ass, emol net agerechent. De Gros vun deem Spritt gëtt vu Camione getankt, déi deelweis wäit Ëmweeër duerfir fueren. D'Regierung huet eng Etüd doriwwer an Optrag ginn, déi kloer beseet, datt d'ökologesch an d'mënschlech Käschte vun dëser Nisch déi finanziell Recetten däitlech iwwersteigen. Aktiv ginn ass d'Regierung awer trotzdeem net. Déi Etüd läit an engem Tirang. An do bleift se wuel och bis op Weideres.

Zweetens: Erneierbar Energien. Säit dës Regierung ugetrueden ass, huet den Undeel vun den erneierbaren Energien um Energiemix quasi stagnéiert. En huet just minimal zougeluecht. Den Ausbau vun dëser Energieerzeugung ass awer d'Réckgrat vun der ökologescher Transitioun vun all Wirtschaft, well se nei Produktiouns- a Verwäertungskette kreéiert, nei Beruffer, nei Aarbechtsplaze schaaft an d'Recettëquelle vum Stat op eng méi breet an nohalteg Basis stellt.

Drëttens: D'Energieeffikassitéit. D'Verbesserung vun der Dämmung vu Wunnengen, déi klimapolitesch interessant an awer och en Instrument ass, fir akommesschwaache Stéit ze hëllefen, huet d'Regierung „ofgeschenkt". D'Ausgaben, déi d'Regierung bis 2021 fir dëse Poste virgesäit, si beschtefalls anekdotesch.

Véiertens: d'Landwirtschaft. D'Reform vum Agrargesetz an de ruralen Entwécklungsplang, déi 2016 gestëmmt goufen, droen de klimapolitesche Erausfuerderungen iwwerhaapt net Rechnung. D'Subventiounspolitik dréit zu enger Konzentratioun vun de Betriber bäi a virun allem gëtt d'Gewiicht ëmmer méi op eng intensiv Fleesch- a Mëllechproduktioun geluecht, déi mat hiren Niewenerscheinungen eng immens Belaaschtung fir d'Klima, d'Waasser, d'Biedem an d'Aartevillfalt bedeit.

Madamm Presidentin, dëst Land steet op enger Kräizung a mir mussen eis decidéieren, wou mer hiwëllen: Entweder mir maache weider esou wéi bis elo, mat all deene Konsequenzen, déi mer elo scho gesinn, oder mir orientéieren eis ëm a maachen domadder nei Perspektiven op.

Einfach weidermaache wéi bis elo géif bedeiten: Eng Minoritéit beräichert sech op d'Käschte vun deene villen hei am Land, gedriwwe vun enger schifer Wuesstumsdynamik, där mer wéi den Zauberlehrling hannendrulafen an net nokommen; e Wirtschaftsmodell, deen op Steiertricksereie berout, fundamental ongerecht ass a vun deem ëmmer manner Leit hei am Land eppes hunn, ënnert deem sengem Drock d'Wunnengspräisser an d'Astronomescht klammen an d'sozial Segregatioun zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss gëtt an deen eis an der internationaler Effentlechkeet ëmmer nees erëm wéi Schmuddelkanner am Eck stoe léisst.

Oder awer mir denken ëm a si bereet, eist Land ze veränneren, hin zu engem Land, an deem d'Ekonomie dem Mënsch déngt an net ëmgekéiert. E Land, wat seng Souveränitéit dozou notzt, Kompetenzen opzebauen an net dubiéis Nischen. E Land, dat a Kooperatioun mat sengen Nopere schafft an net a permanenter Konkurrenz zu hinne wierkt. E Land, an deem Aarbecht sech lount an d'Mënschen och vun där Aarbecht éierbar liewe kënnen an net mussen Angscht hunn, an d'Aarmut ofzerutschen. E Land, wat sech zum Zil setzt, déi materiell Aarmut auszeläschen, an net probéiert, se ënnert den Teppech ze kieren.

E Land, wat et all Bierger erméiglecht, anstänneg ze wunnen, ouni sech mussen iwwer béid Oueren ze verschëllen oder Loyeren ze bezuelen, déi engem d'Loft zum Ootmen huelen. E Land, an deem de Schoulsystem déi sozial Ënnerscheeder tëschent de Kanner méi kleng mécht, amplaz se nach ze verstäerken.

E Land, an deem de Schutz vun der Biodiversitéit an den natierleche Ressourcen als Atout ugesi gëtt an net als lästegt administratiivt Hindernis. E Land, dat resolutt an d'Energietransitioun investéiert an net iergendwellech Statistiken um aneren Enn vum Kontinent akeeft. E Land, dat seng Landwirtschaft biologesch ëmbaut.

E Land, an deem de Generatiounevertrag tëschent Jonken an Alen erneiert a bekräftegt gëtt an net ee géint deen aneren ausgepillt gëtt. E Land, an deem eeler Leit dee Respekt an déi Plaz an der Gesellschaft kréien, déi se verdéngt hunn, an net als ze reduzéierende Käschtefacteur ugesi ginn. E Land, an deem Jonker wierklech Perspektiven hunn, fir hir Dreem, Wënsch an Hoffnunge kënnen ze erfëllen.

E Land, an deem d'Kultur Mëttel an Ausdrock vun der Emanzipatioun vun de Mënschen ass an net degradéiert gëtt zu engem Amusement bei Schampesreceptioune vun der High Society. E Land, an deem d'Mënschen déi vill Sproochen hei als Stäerkt a Bréck erliewen an net als eppes, wat eis vuneneen trennt.

E Land, an deem déi breet Schëllere méi droe wéi déi schmuel.

E Land also, dat ronderëm Wäerter wéi Fräiheet, Gläichheet a Solidaritéit opgebaut ass. Jo, dat ass e ganze Programm. Mir mengen, datt et sech lount, duerfir ze schaffen. Mä duerfir brauche mer en Ëmdenken. Awer mir brauche virun allem eng aner Politik.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas, mengen ech emol. Et ass jo esou richteg, gell? Jo. Ass et richteg?

Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Här Statsminister, Vertrieder aus der Regierung, „An dëser Legislaturperiod huet Lëtzebuerg sech gutt entwéckelt", huet de Statsminister gëschter a senger ganz gudder Ried hei gesot. An dat kann een och nëmmen ënnerstréichen. Dat kann ee fir ganz vill Secteuren hei esou gesinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An dat gëllt mat Sécherheet och fir ee Secteur, deen zwar bis elo nach net esou am Vierdergrond vun den Diskussioune stoung, mä deen awer eng ganz grouss Wichtegkeet huet: Dat ass d'Landwirtschaft. Villes ass ouni Zweifel an deene leschte Jore geschitt. Natierlech bleift nach munches ze maachen, och wann e klengt Land wéi Lëtzebuerg natierlech net op all Entwécklungen Afloss kann hunn.

Et gouf wahrscheinlech an der Geschicht vun der Mënschheet nach keng Period, wou esou intensiv iwwer eng gesond Ernärung diskutéiert ginn ass wéi elo. Dat bréngt dann automatesch och mat sech, datt ee sech och muss méi grondleeënd Gedanken iwwert d'Landwirtschaft an eiser Gesellschaft maachen. Jiddefalls, d'Haaptakteuren - dat sinn d'Baueren, dat sinn d'Wënzer, dat sinn d'Geméisubauer, dat sinn d'Uebstubauer - mussen hei ëmmer méi an de Fokus geréckelt ginn.

An amplaz regelméisseg - dat muss ee leider feststellen - ëmmer erëm op dee Secteur ze klappen, soll ee sech awer emol méi mat senger wichteger Fonctioun an eiser Gesellschaft auserneesetzen. Och wann hiren Undeel um PIB moderat ass, sou däerf een awer net vergiessen, an dat gëllt besonnesch fir Lëtzebuerg, datt d'Landwirtschaft eng wichteg Roll ze spillen huet, wichteg am Hibléck op eis Kultur, wichteg awer och fir d'Formatioun vun eenzelne Regiounen.

Mir sollen eis alleguerte bewosst sinn, datt mer och fir d'Zukunft eng staark Landwirtschaft brauchen, déi natierlech ëmmer méi op eng ëmweltfrëndlech Produktioun setzt. Mä duerfir brauche mer awer och eng fair Partnerschaft zwëschen der Landwirtschaft an och dem Konsument.

An der Etüd Rifkin sinn natierlech ambitiéis Ziler zréckbehale ginn. Ech erënneren drun, datt den Här Rifkin mengt, mir sollte bis 2050 eng Landwirtschaft hunn, déi zu 100% bio fonctionnéiert. Dat ass natierlech en ambitiéist Zil. Mä et muss een awer och realistesch sinn an et muss een awer och wëssen, datt dat zwar nach e relativ laange Wee ass, datt een dat net vun haut op muer kann erreechen.

Jiddefalls, den Debat iwwert d'Lag vun der Natioun gëtt eis dann awer och d'Geleeënheet, fir u sech eis méi genee mat deem Secteur auserneenzesetzen. Et sti grouss Defie virun eis: de Klimawandel, deen ouni Zweifel och wäert säin Impakt op d'Landwirtschaft hunn, déi volatill Mäert, déi mir natierlech als klengt Land net kënne beaflossen, an dann, wéi gesot, de Wonsch vu ganz ville Konsumenten, fir an Zukunft nach méi gesond Produite kënnen ze konsuméieren.

An iwwert deem steet natierlech virun allem awer och den Afloss vun der PAC, dat heescht vun der gemeinsamer Agrarpolitik, déi jo elo zënter 1962 a Kraaft ass. Et ass déi, déi zu engem gudden Deel d'Lëtzebuerger Landwirtschaft och mat beaflosst, d'Landwirtschaft, déi natierlech och muss déi néideg Mëttelen zur Verfügung gestallt kréien, sief dat direkt Bäihëllefen, sief dat Ënnerstëtzung oder Investitiounen oder virun allem awer och um Niveau vun der Berodung a vun der Recherche an och der Weiderbildung.

D'PAC gëtt eis haut all déi Méiglechkeeten. An duerfir hu mir och hei zu Lëtzebuerg profitéiert, fir dat konsequent ëmzesetzen. Ech erënneren drun, datt mir am Développement rural hei zu Lëtzebuerg eng gutt gefëllten Handwierksgeschierkëscht hunn an datt op all Euro, dee vu Bréissel kënnt, mir der hei zu Lëtzebuerg nach véier dropleeën.

Jiddefalls däerf dës konsequent Politik net a Fro gestallt ginn. A wann ee sech d'Iwwerleeunge vun der Kommissioun zu der Weiderentwécklung vun der PAC ukuckt, da kann ee ganz gutt feststellen, datt jiddefalls dës Regierung an deene leschte Joren eng Approche ageholl huet vis-à-vis vun der landwirtschaftlecher Politik, déi am Fong geholl och am Sënn vun der PAC ass.

Et ass jo elo ugeduecht, fir an där neier PAC méi eng Subsidiaritéit materanzebréngen. Dat ass eppes, wat mir nëmme kënnen ënnerstréichen. Et ass jo virgesinn, datt um europäeschen Niveau d'Ziler esou solle gesi ginn, datt d'Memberstate méi Fräiraum solle kréien. Et muss ee sech also op eng spannend Zäit astellen. Et wäerten interessant Diskussioune kommen, déi jo och elo schonn ugefaangen hunn, jiddefalls alles dat, wat déi legislativ Prozedur vun der PAC no 2020 ubelaangt.

Wat mir brauchen, ass zu dësem Moment jiddefalls e staarke Plädoyer fir eng PAC. An et ass och de Beweis, a besonnesch och elo am Hibléck vun engem Brexit, et ass och de Beweis, datt Europa och an deem Secteur muss eng staark Positioun anhuelen. An et ass och virun allem, mengen ech, erëm de Beweis vis-à-vis vun deenen, déi ëmmer erëm e bëssen Europa wëllen negativ gesinn, negativ maachen, datt dat de falsche Wee ass, datt mer grad um europäesche Plang musse staark zesummestoen an och staark zesumme mussen agéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, eppes ass ganz kloer: Mir brauchen och hei zu Lëtzebuerg eng méi diversifizéiert Landwirtschaft, well all Betrib huet säi Stellewäert - och dat soll nach eng Kéier hei kloer ënnerstrach ginn -, sief dat en Hiersteller fir eng gewëssen Nisch vu Produiten, sief dat d'Biobaueren, ech hunn dat virdru scho gesot, well d'Nofro no deene Mëttelen ëmmer méi grouss gëtt, sief et, well se eben och eng direkt Vermaartung kënne maachen um Haff selwer oder och op regionale Mäert. Dann och Produkter hierstelle fir Leit, déi Glutenintoleranz hunn oder déi d'Laktos net verdroen, a Betriber, déi awer och déi Basisproduiten hierstelle fir agroalimentär Industrien: Och alles dat - dat däerf hei net vergiess ginn - wäert an Zukunft nach eng wichteg Nofro duerstellen.

Mir däerfen awer dann och net déi interessant Perspektive vergiessen, déi sech stellen, wann ee méi geziilt a méi staark och nei Technologien um Niveau vun der Landwirtschaft asetzt. Stéchwuert Precision Farming, oder och an der Vermaartung, wou d'Traçabilitéit vun dem Produit nach méi an de Vierdergrond gestallt soll ginn, virun allem awer och d'Qualitéitsbezeechnung, an natierlech och virun allem den E-Commerce, deen um Niveau vun der Agrarwirtschaft eng ëmmer méi interessant Roll wäert spillen.

An der Landwirtschaft gëtt jiddefalls d'Innovatioun mat engem groussen „I" geschriwwen. Duerfir ënnerstëtze mir als Demokratesch Partei och all Moossnam, déi um Niveau vun dem PEI geholl gëtt, dat heescht dem Partenariat européen pour l'innovation. Dat si Projeten, déi mat bis zu 600.000 Euro subventionéiert ginn.

Eppes ass ganz kloer: D'Regierung ass sech dem Stellewäert vun der Landwirtschaft bewosst. A si huet och net gezéckt an Zäiten, wou et méi schwiereg war, fir mat engem Hëllefspak ze hëllefen. Wéinst de schlechte Maartpräisser zum Beispill an de Joren 2015 an 2016, wou och grouss Betriber Liquiditéitsproblemer haten, ass d'Regierung zum richtege Moment agesprongen.

Just als klenge Rappell: 2015 goufe ronn 14 Milliounen un Hëllefen un d'Baueren ausbezuelt, 2016 5 Milliounen, an 2017 gouf jo och déi berüümten, bekannten „Année blanche" geschafen.

Nieft de Krisebäihëllefe sinn awer och eng Rei aner Instrumenter vun der Regierung proposéiert ginn. Ech denken un den „carry back, carry forward"-System, deen de Baueren et jo dann erlaabt, eventuell Gewënner oder och eventuell Verloschter op d'Joren duerno ze verlageren.

An dann däerf ee jo awer och net vergiessen, datt Assurancëprimmen agefouert ginn, dat heescht, zu 65% kënnen déi subventionéiert ginn. An et gouf och eng Grénglend-Assurance agefouert.

Och beim Ëmsetze vum Agrargesetz vum 27. Juni 2016, an op dat muss een hei besonnesch nach eng Kéier agoen, si jo eng ganz Rei Mesurë virgesinn, wat d'Investitiounen um Niveau vun der Agrarwirtschaft ubelaangt. An hei wëll ech virun allem op d'Jongbaueren hiweisen, datt grad d'Agrargesetz eis d'Méiglechkeet gëtt, fir Jongbauere ganz geziilt ze ënnerstëtzen. Dat ware Prioritéiten aus dem Agrargesetz, déi haut eng ganz grouss Wichtegkeet hunn. Mam Resultat zum Beispill, datt tëschent dem Juli 2014 an dem Mäerz 2018 net manner wéi 51 jonk Leit e Betrib konnte kreéieren. Dat beweist also och, datt si un d'Zukunft vun der Landwirtschaft gleewen. Dat beweist och, datt et eng Perspektiv fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft gëtt.

An e jonke Bauer kritt jo och, wann en Investitiounen innerhalb vu fënnef Joer no der Installatioun realiséiert, dann och nach eng Majoratioun vu 15%. Jiddefalls sinn och dat Moossnamen, déi derzou bäidroen, datt mer der Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg eng seriö Zukunftschance proposéieren.

Déi Selektiounskritäre goufe jo am Ufank esou kontradiktoresch a kontrovers diskutéiert, mä och do jiddefalls mierkt een haut, datt dat net méi esou en däischtert Gespenst ass, wéi dat duergestallt gouf. A jiddefalls konnt ënner anerem zum Beispill och e jonke Bauer sech elo op engem Betrib net nëmme méi eleng installéieren, mä dat zesummen och nach mat aneren. Dat ass och eng Fuerderung, déi jiddefalls laangjäreg vum Beruff selwer gestallt gouf.

Wichteg ass just, datt all dës Installéierungen an engem Betribsentwécklungskonzept virgesi sinn. An da soll och déi integréiert Berodung dem jonke Bauer eng Hëllefstellung a puncto Ëmweltaspekter ginn.

Bei den Investitiounen, wou jo dann d'Dossieren an d'Procédures de sélection vill méi komplex gi sinn, sinn dann awer och d'Delaien, fir dem Antragsteller innerhalb vu véier bis sechs Wochen ze äntwerten, agehale ginn. An et muss een och nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt innerhalb vun dräi bis sechs Méint Ausbezuelunge stattfannen, also och hei enorm Efforte gemaach gi vum zoustännege Landwirtschaftsministère. E Beweis och duerfir, datt, wann ee wierklech wëllt, d'Simplification administrative an der Praxis gutt dee Moment ka fonctionnéieren.

Mir hunn natierlech mat dësem neien Agrargesetz - op dat een ëmmer erëm awer soll zréckkommen -, et kann ee bal soen, ee vun deene beschte Kaderen a ganz Europa gesat. Ech wëll och drun erënneren, datt de Landwirtschaftsminister, de Fernand Etgen, elo kierzlech nach e Projet de loi deposéiert huet, fir den Hëllefstaux bei de jonke Baueren och ze accordéieren, wann d'Investissementskäschten elo iwwer 150.000 Euro erausginn.

Landwirtschaft ass u sech e Sammelbegréff. Ech hunn et virdru scho gesot: Dat beinhalt natierlech net nëmmen déi klassesch Landwirtschaft u sech, wou d'Baueren d'Akteure sinn, mä et beinhalt natierlech awer virun allem och de Wäibau, deen an dëser Legislaturperiod, ënnert dëser Regierung eng ganz wichteg Roll gespillt huet.

Natierlech muss een do bedaueren, datt et Ofsazschwieregkeete gëtt, datt de Lëtzebuerger Wäibau net méi déi héich Produktiounscapacitéit huet, well eben d'Nofro, a leider och hei zu Lëtzebuerg, zréckgaangen ass. Dat huet eng Rei vun Ursaachen, op déi een net am Detail hei kann agoen.

Eppes ass kloer: Och mir als Konsument, och vill Lëtzebuerger hunn ewell net méi automatesch de Reflex, wa se wäisse Wäin drénken, fir dann op deen exzellenten, gudde Lëtzebuerger Wäin zréckzegräifen. Dat ass e bëssen ze bedaueren.

Ech wëll drop hiweisen, zum Beispill 2016-2017 goufen 92.900 Hektoliter (veuillez lire: 82.900 Hektoliter) Wäin hei zu Lëtzebuerg produzéiert. Wa mer dann an der Zäit zréckginn op 1999-2000, du waren dat der nach 194.300. Den Export ass virun allem réckleefeg. Mä wéi gesot och nach eng Kéier: D'Nofro um heemesche Maart ass zréckgaangen. Bon, Ursaache kéint een der e puer nennen. Mä dat géif elo hei da vläicht e bëssen ze wäit féieren.

Jiddefalls, mir mussen et fäerdegbréngen, fir Lëtzebuerg op där internationaler Wäikaart nach besser kënnen ze placéieren. Un der Wäiqualitéit hänkt et mat Sécherheet net. Mir hunn exzellent Wäiner. Dat kann een net oft genuch hei ënnersträichen. D'Vermaartung kann nach vläicht verbessert ginn. Mä och do, et ass eng zoustänneg Etüd jo och gemaach gi vum Landwirtschaftsministère, och do ass d'Politik natierlech an deem Sënn gefuerdert, datt déi néideg Ënnerstëtzung muss accordéiert ginn.

An dowéinst musse mer och insgesamt, wéi gesot, nach versichen, d'Qualitéit an der Landwirtschaft ze verbesseren. Duerfir gëtt jo elo en Agrement fir en nationale Label hei agefouert. Mir hunn de Moment plus ou moins 20 Labelen. An et ass evident, dat ass net déi beschte Situatioun. Mir mussen also do méi reduzéieren, méi eppes Klores dohinnerstellen, ëmsou méi, an ech wëll hei e Lien maachen och op dat neit Soumissiounsgesetz, wat mer jo elo kierzlech hei diskutéiert hunn, wou jo och Kritäre virgesi sinn nieft dem Präis, Kritären, wat d'Qualitéit virun allem ubelaangt an d'Nohaltegkeet ubelaangt.

Dowéinst ass et och interessant, datt de Minister jo elo kierzlech e Gesetz hei deposéiert huet, wou dann, wéi gesot, en nationale Label soll agefouert ginn. Den Avis vum Statsrot ass jo entre-temps och do a mir wäerten an der Kommissioun esou séier wéi méiglech dat Gesetz och elo do zur Diskussioun stellen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, et ass scho vun deem engen oder deem anere Riedner hei ugeschnidde ginn: Dat ass natierlech och de Problem vun de landwirtschaftlechen Terrainen, vum Schutz vun de landwirtschaftlechen Terrainen. Mir brauche gudde Buedem. Mir hu gudde Buedem. An dat ass de Garant, fir Qualitéitsproduiten hierzestellen. Duerfir ass jo och elo am neien Naturschutzgesetz virgesinn, datt de wäertvolle landwirtschaftleche Buedem an Zukunft nach besser soll geschützt ginn.

An et ass och interessant, hei ze erwänen, nach eng Kéier, datt de Fernand Etgen drop bestanen huet, datt den Droit de préemption aus dem Plan sectoriel «Paysages» gestrach soll ginn.

Kompenséierungsmoossnamen däerfe jiddefalls an Zukunft net op guddem Lëtzebuerger Buedem stattfannen, dee prioritär fir d'Landwirtschaft reservéiert soll ginn. Do huet natierlech och den ONR eng interessant Roll ze spillen, haaptsächlech beim Tosch vun Terrainen. D'Zil muss et jiddefalls sinn, an Zukunft déi wäertvoll Terraine prioritär der Landwirtschaft zur Verfügung ze stellen, an dat net mat onméiglechen Oplagen.

Duerfir muss och an Zukunft vläicht déi Koordinatioun, déi Kollaboratioun zwëschen deenen zoustännege Verwaltungen aus dem Landwirtschaftsministère an och dem Ëmweltministère nach weider verbessert ginn.

Dann och nach e Wuert zum neie Pachtgesetz. Och dat bitt awer eng wichteg Perspektiv fir d'Baueren, besonnesch fir déi, déi, wéi gesot, Lännereie gepacht hunn. Och do si mer an der Kommissioun scho relativ wäit fort. Mir hunn elo schonn no dem Avis vum Statsrot eng éischt Analys vum Gesetz gehat. Mir waarden elo op den Avis complémentaire vum Statsrot, hoffen, datt deen esou séier wéi méiglech eis och virgeluecht gëtt, well et ass e wesentlecht, et ass och e wichtegt Gesetz. Et gëtt virun allem de Baueren awer méi eng Sécherheet an der Planung, wéi se hire Betrib an deenen nächste Joren da kënnen organiséieren. An ech mengen, et entsteet mat Sécherheet och e bessert Zesummeliewen zwëschen dem Piechter an dem Verpiechter, well dann och méi eng Rechtssécherheet, kann ee scho bal soen, och geschafe gëtt.

Lëtzebuerg brauch jiddefalls ouni Zweifel eng modern, eng dynamesch Landwirtschaft, déi, wéi gesot, resolutt no vir kuckt a wou awer och, an dat kann een net oft genuch ënnersträichen, e gutt Partenariat zwëschen der Landwirtschaft an och dem Konsument besteet. Dat ass ouni Zweifel keen einfache Wee. Dat ass och e Wee, deen d'Politik genee muss begleeden an och ënnerstëtzen. Well d'Landwirtschaft huet ouni Zweifel e Recht op eng sachlech Diskussioun, woubäi een allerdéngs net soll aus den Ae verléieren, datt d'Landwirtschaft natierlech och eng Rei Obligatiounen huet.

Ech denken do natierlech an éischter Linn un hir Obligatioune vis-à-vis vun dem Ëmwelt- an dem Naturschutz. Datt den Asaz vu chemesche Sprëtzmëttelen an och Düngemëttelen op e Minimum reduzéiert muss ginn, däers si mer eis alleguerte bewosst. Och d'Akteure si sech däers bewosst, obwuel och d'Politik do elo schonn eng Rei Pisten opgezeechent huet, och eng Rei gesetzlech Dispositiounen an deene leschte Jore geholl huet, wat eng ganz gutt Saach ass.

A mir mussen, wéi gesot, d'Biodiversitéit besonnesch och um Niveau vun der Natur an Zukunft nach besser fleegen, nach besser och schützen. Ech wëll drop hiweisen: Elo d'lescht Woch hat Bio-Lëtzebuerg dunn zur hirem 30-järege Gebuertsdag agelueden, wou ganz interessant Referater gehale gi sinn a wou och Pisten opgezeechent gi sinn, wéi an Zukunft nach eng besser Symbios zwësche Landwirtschaft an Naturschutz ka stattfannen. An ech mengen, mir sollen eis och deelweis dorun orientéieren, souwäit dat méiglech ass.

Da wëll ech och op en anere wichtege Punkt hiweisen, wou d'Landwirtschaft eng positiv Roll spillt. Zum Beispill um Niveau vum Stausséi, wou se jo mam SEBES am Kader vun der LAKU eng Partnerschaft gemaach hunn, wou eng Rei Betriber sech derzou verflicht hunn, fir u sech elo net méi esou eng direkt chemesch Behandlung vum Onkraut ze maachen, mä wou eng mechanesch Manéier agesat gëtt. Ech mengen, och dat si wichteg Initiativen, déi souwuel wëlle vun der Politik begleet ginn an déi mer och sollen der Landwirtschaft dee Moment guttschreiwen.

Schlussendlech däerf een awer och net vergiessen, datt och de Konsument awer eng wichteg Responsabilitéit ze spillen huet. Et ass ëmmer einfach, mam Fanger op deen aneren ze weisen. Mä vläicht soll ee sech awer och bewosst sinn, datt een och selwer kann derzou bäidroen, datt en Ëmdenke kënnt, datt eng Verbesserung kënnt, datt méi Qualitéitsproduiten hiergestallt ginn, déi méi ëmweltschounend hiergestallt goufen, wann deen Eenzelne beim Choix och emol eng Kéier vläicht sech bewosst ass, datt en domadder ka villes bewierken.

Mir bedaueren u sech ëmmer, datt d'Bioprodukter hei zu Lëtzebuerg net an deem Mooss konsuméiert ginn. Jo, mä wien ass dann dorunner schold? Mat Sécherheet net de Produzent, mä zu engem gudden Deel awer och de Konsument. De Konsument muss natierlech och bereet sinn, dann en ugemiessene Präis ze bezuelen. Mä wann e gär Qualitéit hätt, da soll en och, wéi gesot, déi Decisiounen huelen, wat immens wichteg ass. An dann droe mer och derzou bäi, datt u sech d'Produktioun vu Biomëttele ka gesteigert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer schonn iwwer eng modern, zukunftsfäeg Landwirtschaft diskutéieren, da kënnt een natierlech och net derlaanscht, iwwer eent vun de wichtegsten Elementer an der Landwirtschaft och e Wuert hei ze verléieren: Dat sinn d'Déieren.

A grad do si mer de Moment jo amgaangen, e wichtegt neit Gesetz - et kann ee roueg iwwerdreiwen, wéi gesot -, eent vun deene modernsten Déiereschutzgesetzer a ganz Europa hierzestellen. A mir sinn och do op der leschter Ligne droite. Mir waarden nach op en Avis complémentaire vum Statsrot. An ech sinn do ganz grousser Hoffnung, datt mer dat Gesetz an deenen nächste Wochen hei zur Ofstëmmung wäerte virleeë kënnen.

Et ass ouni Zweifel e wegweisend Gesetz. Ouni dat elo hei am Detail esou wëllen ze presentéieren, mä vläicht just: Ee wesentlechen, ee wichtege Punkt ass, an dat ass och den Haaptmessage, deen aus deem Gesetz erausgeet, datt d'Déier an Zukunft eng Dignitéit kritt, datt d'Déier net eng Saach ass, mä datt d'Déier en net mënschlecht Wiesen ass, wat och Gefiller huet. An dat ass dat, wat am Fong geholl hei wichteg ass, datt dee Message da ganz kloer no bausse vermëttelt gëtt.

An ech mengen, och dat hëlleft der Landwirtschaft. An ech sinn och iwwerzeegt, datt d'Landwirtschaft mat op dee Wee geet, datt d'Landwirtschaft sech bewosst ass, datt d'Déier eng wesentlech Roll spillt an deem ganzen Ëmfeld. A wa mer dat Gesetz bis hunn, sinn ech iwwerzeegt, datt sech dorauser wäerten nei interessant Pisten entwéckelen.

Et ass ouni Zweifel, ech mengen, et ass hei scho gesot ginn, dee leschten Debat iwwert d'Lag vun der Natioun an dëser Legislaturperiod. Duerfir ass et eben och vläicht erlaabt, nieft engem Réckbléck, wat jo d'Kolleege virdrun och alleguerte gemaach hunn, wat och verständlech ass, awer och e klengen Ausbléck ze maachen. Ech wëll dat ganz kuerz nach am Numm vun der Demokratescher Partei och maachen, wat eis Visioune fir eng modern Landwirtschaft an der Zukunft sinn.

Mir hu ganz villes duerch de Minister Fernand Etgen an deene leschte Joren ëmgesat, mä mir hunn natierlech awer och Virstellungen, wéi dee Wee nach ka weider poursuivéiert ginn. Do denken ech jo an éischter Linn och un d'Digitaliséierung. D'Digitaliséierung däerf och net virun der Landwirtschaft Halt maachen: zum Beispill mat Hëllef vu Sensoren, vun Dronen, déi ee ka ganz geziilt och fir eng ëmweltfrëndlech Landwirtschaft asetzen, fir eben dann och manner Pestiziden a chemesch Mëttelen dee Moment anzesetzen.

Mir wäerten eis och an Zukunft kloer derfir asetzen, datt d'Asetze vum Glyphosat zum Beispill soll verbuede ginn. Och do huet de Landwirtschaftsminister, zesumme mat der Ëmweltministesch, e ganz wichtegen, e ganz gudde Rôle um europäeschen Niveau gespillt. Datt se sech do net konnte ganz duerchsetzen, ass mat Sécherheet net hire Feeler. Mä d'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt mer och op deem Gebitt do musse ganz kloer no anere Léisunge sichen.

Mir wäerten dann awer och an Zukunft vill op d'Fuerschung setzen. Mir wäerten och kucken, datt mer manner ofhängeg vum Soja ginn, datt mer kënne méi Fuddermëttel produzéieren hei op eisem eegenen Territoire, déi net mussen importéiert ginn, déi net gewësse Gefore mat sech bréngen. An da si mer natierlech ganz kloer fir gentechnikfräit Geseems an och d'Zortevillfalt.

Jiddefalls, et mussen nach Kaderbedéngunge geännert ginn. Et mussen nach besser Kaderbedéngunge geschafe ginn. Dat sinn déi Virstellungen, déi mir op alle Fall fir déi nächst Joren hunn, fir datt u sech nach zousätzlech an nach méi Produiten aus eenheemescher Produktioun hei kënnen entstoen.

Eppes ass ganz kloer, an dat soll dee leschte Message sinn: D'Biolandwirtschaft huet ouni Zweifel eng grouss Zukunft viru sech. Mä et soll een hei kee Käil dreiwen tëschent déi sougenannt Biolandwirtschaft an déi traditionell Landwirtschaft. Ech wëll dat Wuert „intensiv" guer net méi benotzen, well och déi traditionell Landwirtschaft huet längst erkannt, datt se och méi ëmweltfrëndlech muss produzéieren. Kommt, mir sollen also do net eng Kategoriséierung maachen zwësche gudden a schlechte Baueren! Et gëtt u sech nëmme gutt Baueren. A mir sollen awer drop hiweisen, datt et wichteg ass, datt an Zukunft d'Landwirtschaft soll vill méi ëmweltfrëndlech produzéieren.

D'Demokratesch Partei jiddefalls ass gewëllt, op dee Wee ze goen. An an deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat wäre mer um Enn vun där éischter Ronn ukomm. Ech sichen de Finanzminister, deen haut dorop wollt äntwerten, wann ech dat richteg verstanen hunn.

(Interruption et brouhaha)

3. Ordre du jour

Da géife mer weiderfuere mam Ordre du jour. Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Chamber Bescheed ze soen, dass mer am Konsens eng kleng Ännerung am Ordre du jour vu muer de Mëtteg gemaach hunn: No den zwou erweiderte Froe wäerte mer direkt de Projet iwwert den Accord salarial huelen, also just eng Inversioun vun zwee Punkten. D'Kolleegen an de Rapporteur sinn domat averstanen, och selbstverständlech de Minister.

(La Chambre marque son accord.)

4. Changement de composition d'une commission

An da wollt ech d'Chamber ëm nach en Accord froen: Ech hu matgedeelt kritt vun de Kolleege vun der grénger Fraktioun, dass vum 1. Mee un d'Madamm Viviane Loschetter d'Presidence vun der Commission juridique un d'Madamm Sam Tanson wëllt iwwerginn.

Vu dass dat déi zwou lescht ëffentlech Sëtzungen elo virum 1. Mee sinn, wollt ech lech froen, ob d'Chamber mat där doter Ännerung d'accord ass.

(Interruption et assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Voilà, den Här Finanzminister ass dann elo prett an ech ginn him direkt d'Wuert.

(Interruptions)

5. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite)

Débat général (suite)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dir musst eis entschëllegen, mä mir verstinn hei elo d'Prozedur am Debat net méi. Mir hu gesot kritt bei eis, Leit, déi zu der Landwirtschaft wollte schwätzen, dat géif an en aneren Themeblock gehéieren. Den Här Graas huet elo gutt iwwert d'Landwirtschaft geschwat. Et ass kee Virworf un den Här Graas. Mä mir wëssen awer net méi, wou mer an der Prozedur dru sinn, well mir hu gesot kritt, d'Landwirtschaft misst beim Thema vum Bien-être...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Neen, Ekonomie!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …bei der Ekonomie matbehandelt ginn.

(Interruption)

Dofir si mer e bëssen duerjerneen, well mer elo net méi genau wëssen, wou mer an der Prozedur dru sinn, wat nach Débat général ass a wat elo déi eenzel Themebléck sinn. Ech wollt dat awer just gesot hunn, well et net méi mat deem opgeet, wat mir gesot kritt hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Spautz. Ech wëll lech just soen: Ech hunn den Här Graas zum Débat général gemellt kritt an ech hunn him och dofir d'Wuert am Débat général ginn. Bei de Wuertmeldunge gesäit een net, zu wat fir engem Thema dass ee schwätzt. Et kann een natierlech och soen, dass d'Landwirtschaft en Deel ass vun der Gesamtsituatioun.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Da musse mer dat déi nächste Kéier emol besser definéieren, fannen ech…

(Hilarité et brouhaha général)

Kann ech och elo direkt kommen, wa mer d'Landwirtschaft fäerdeg maachen?

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech wëll just soen, dass eng ganz Rei vu sozialen Themen och am Débat général ugeschwat gi sinn a mir awer och nach de Block Soziales hannendrun hunn.

Ech ginn dann direkt d'Wuert weider un den Här Finanzminister, de Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Regierungskolleegen, ech hat gefrot, fir kënnen haut ze äntwerten op déi Froen, déi direkt mat de Statsfinanzen a mam Budget verbonne sinn, woubäi et jo kloer ass, dass de Statsminister muer wäert Stellung huelen zu enger Rëtsch Froen oder Kommentaren, déi zur Lag vun der Natioun gemaach gi sinn.

Ech hunn a menger Ried gesot, dass eis Statsfinanze kärgesond sinn. An dozou stinn ech. Ech sinn och frou, dass d'Majoritéitsparteien dat d'selwecht gesinn. Mä dat ass net, dass si einfach eng Meenung hunn. Si beruffe sech do, sou wéi och d'Regierung, op d'Zifferen an op dat, wat d'Europäesch Kommissioun, d'OCDE, den FMI, alleguerten déi international Organisatiounen, soen.

Trotzdeem ass et hei engem gelongen, deen elo leider net am Sall ass, dem Här Gibéryen, fir ze soen, oder et fäerdegzebréngen ze soen, dass d'Situatioun vun eise Statsfinanzen haut net besser wär wéi 2013.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Sou ass et och!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An do muss ech soen, do brauch ee wierklech ganz vill Imaginatioun. An do muss een och ganz einfach net nogelauschtert hunn oder einfach d'Aen zougemaach hu bei all deenen Tableauen, déi ech gewisen hunn.

Ech hunn näämlech gewisen, an dofir soen ech et elo nach eng Kéier, well ech hat guer net d'Intentioun, laang doriwwer ze schwätzen, mä ech muss et awer hei nach eng Kéier widderhuelen: De Pacte de stabilité et de croissance, deen 2013 virgesi war, huet eis an de Gënz geféiert, eis aus der Bunn gehäit, a mir hätten d'europäesch Kritären net méi agehalen! Mir hätte se net méi agehalen!

An do waren zwou Saachen dru schold: Dat Eent war en Defizit, wou mer a posteriori wëssen, dass et ronn 500 Millioune waren deemools, an eng Perte vum Commerce électronique vun enger Milliard, vun där den Här Gibéryen kee Piipcheswuert gesot huet.

(Interruption)

Neen, neen, loosst mech emol mäi Räsonnement fäerdeg maachen! Dat heescht: Mir haten e Lach vun 1,5 Milliarden, wat mer hu misse stoppen. 1,5 Milliarden! A wou sti mer haut do? Mir stinn haut do, wat d'Administration centrale ubelaangt, fir 2017, mat engem klengen Defizit vu minus 220 Milliounen. A mir halen d'europäesch Kritären all largement an!

Fir dann op d'Konklusioun ze kommen, dass d'Situatioun net besser wär, wéi se virdru war, muss ech éierlech soen, ass intellektuell net novollzéibar!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Den Här Bodry huet richtegerweis ënnerstrach, dass déi eng Milliard Euro Commerce électronique 6% vun eise Revenue sinn. 6%! Dat ass eng riseg Zomm, déi mer hu misse kompenséieren. A mir hunn dat gemaach. Vun deem wëllt haut kee méi eppes héieren, och bei der Haaptoppositiounspartei wëllt een näischt méi dovunner héieren!

Et riet ee sech domadder eraus, dass ee seet: „Mir haten dat an de Programm geschriwwen, dass mer do eppes géife maachen." Mä zwëschen 2007 an 2013 ass näischt ënnerholl ginn! An et huet een där nächster Regierung d'Verantwortung iwwerlooss, Mesuren ze huelen.

An dës Regierung huet hir Verantwortung geholl an huet et gemaach an huet misse Mesuren huelen, déi net kamoud waren an net agreabel waren. An dofir wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir dat seriö gemaach hunn an dofir och déi gutt Ziffere schreiwen, déi mer haut hunn.

Well dat, wat ënnerschwelleg gesot ginn ass vun den Oppositiounsparteien oder insinuéiert ginn ass, wëll ech hei awer och riichtbéien: Et ass jo awer net esou, dass all déi Problemer, déi mer an de Statsfinanzen haten, also déi 1,5 Milliarde ronn, déi mer hu misse fannen, dass déi eis vun der Weltkonjunktur geschenkt gi sinn. Beileiwen net! Well och wann ee vill Croissance huet an doduerch e bësse méi Recettë kritt, kompenséiert een domat net e Lach vun där Gréisst!

Ech hunn a menger Ried gesot, an dofir wëll ech dat nach eng Kéier haut hei ënnersträichen, dass zwëschen 2015 an 2017 déi besser Resultater op der Administration centrale folgendermoossen zustane komm sinn: Zwee Drëttel kommen dovunner, dass mer manner Depensen hate wéi virgesinn a well mer den Zukunftspak gemaach hunn, an een Drëttel kënnt duerch besser Recetten.

An ech mengen, mat deem Ratio, zwee Drëttel zu engem Drëttel, kann een zu engem gewëssenen Deel déi zwee Elementer beschreiwen, déi eis gehollef hunn, déi gutt Zifferen ze schreiwen, déi mer haut hunn. Déi zwee Drëttel manner Depensen, dat ass natierlech dat, wat d'Mesurë vun der Regierung sinn. An deen een Drëttel, dat ass effektiv déi besser Konjunktur an Europa an zu Lëtzebuerg.

Dat bréngt mat sech, dass de Solde structurel fir d'lescht Joer zu Lëtzebuerg 2,2% ass, woubäi den Objectif de moyen terme nëmme minus 0,5 ass an dee viregten, dee méi streng war, plus 0,5. A wann ech mech gutt erënneren, oder wann ech dat net verpasst hunn, huet den Här Wiseler doriwwer iwwerhaapt kee Wuert verluer. Or hu mer 2014, 2015, 2016 déi ganzen Zäit vum Solde structurel geschwat. A mir hunn erkläert kritt vun der Haaptoppositiounspartei, dass et net responsabel wär vun dëser Regierung, fir den Objectif de moyen terme op minus 0,5 ze setzen, dat, wat d'Kommissioun eis en fait recommandéiert huet. Mä mir haten eis engagéiert, moralesch engagéiert, hei an dëser Chamber, dass mer natierlech alles géifen drusetzen, fir méi ambitiéis ze sinn a fir ze kucken, de plus 0,5 anzehalen.

A wat hu mer fäerdegbruecht? Mir sinn op 2,2!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- D'nächst Joer si mer dann op engem Solde structurel, deen nach ëmmer iwwer 1 ass. An da geet dee Solde structurel erëm kontinuéierlech an d'Luucht. Bref, mir halen den Haaptkritär vum Pacte de stabilité et de croissance largement an. An dofir behaapten ech nach eng Kéier, dass eis Statsfinanze kärgesond sinn.

Et ass ënnerstallt ginn, och hei, dass déi Ziffer vu minus 587 Millioune fir d'Joer 2018… Dat war erëm eng Kéier den Här Gibéryen, dee gesot huet: „Oh, wie garantéiert eis, dass déi Ziffer esou gëtt? Déi ka vill méi schlëmm ginn!"

En huet och mat Ziffere gespillt, déi vereelzt sinn. Eh bien, ech ka just Folgendes soen: Mir waren an deene leschte véier Joer ëmmer virsiichteg. A mir hunn ëmmer vill besser ofgeschnidde wéi dat, wat mer an de Budget geschriwwen hunn. An ech kann lech elo scho soen, dass ech ganz zouversiichtlech si fir d'Joer 2018, dass mer nach besser Ziffere wäerte schreiwe wéi déi verbessert Zifferen, déi mer haut hei op den Dësch leeën.

An ech sinn net deen Eenzegen, deen dat seet, de Conseil national des finances publiques seet dat och a sengem Avis, an deem e mengt, dass de Solde nominal souguer nach besser wäert ginn.

An dann eng lescht Noriicht: Wann ech deen éischten Trimester kucke vun dësem Joer, wéi do d'Recettë sinn, sinn ech och optimistesch gestëmmt, wat d'Ennresultat vun 2018 wäert sinn. Wat dann och kéint en Impakt hunn op d'Emprunten, dorobber, ob et iwwerhaapt néideg ass, dëst Joer een ze huelen. Mir brauchen do net an der Urgenz dat elo ze decidéieren, mä dat wäerte mer da méi spéit am Joer maachen.

Den Här Wiseler huet ganz richteg gesot, dass et d'Roll ass vun enger Regierung a vun engem Finanzminister, fir de Budget esou ze gestalten, dass ee fir déi nächst Kris preparéiert ass. Ech kann deem nëmmen honnertprozenteg zoustëmmen. Mä dat ass jo exactement dat, wat mer gemaach hunn!

Fir d'Éischt hu mer de Fonds souverain intergénérationnel gemaach. Do ass elo eng Véierelsmilliard dran. Dat sinn 240 Milliounen, fir méi präzis ze sinn. An déi Sue si fir déi nächst Generatiounen do, fir déi nächst Kris. An déi hélt och keen der nächster Generatioun méi ewech.

Une voix.- Ganz richteg.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dat ass nach ni gemaach ginn an dësem Land. An ech soen et nach eng Kéier: Mir haten zwëschen 1996 an 2007 mat Croissancen ze dinn, déi hiresgläiche sichen a wou mer Milliarden - deemools nach Lëtzebuerger Frangen - haten a wou et einfach gewiescht wär, eppes fir déi nächst Generatiounen ze maachen. Eppes, fir déi Kris vun 2008 besser ze verdauen, dat hätt ee kënnen an deene Jore maachen.

Bref, mir hunn do ambitiéis gehandelt. Wéi preparéiere mer dann nach d'Zukunft? Majo, mam Excedent vun der Sécurité sociale. Ronn eng Milliard d'Joer kënnt elo derbäi. Mir hunn 18,1 Milliarde Reserven am Fonds de compensation. Majo, domat séchere mer d'Pensioune vun der Zukunft an domadder maache mer eis Zukunft méi sécher.

Eng drëtt Manéier, wéi mer d'Zukunft sécheren, sinn d'Investissementer. Wat ass da méi intelligent haut ze maachen: Suen op engem Kont stoen ze loosse fir de Stat oder Sue fir 0,6% léinen ze goen, fir Investissementer ze maache fir déi nächst Generatioun? Ass dat net gutt fir de Futur vun eise Kanner a fir eis eegen Zukunft?

A well ënnerstrach ginn ass, wat net falsch war, vum Här Wiseler, dass mer net ëmmer de Maximum erreecht hu vun den Investissementer, déi mer eis als Zil gesat hunn - an dat ass richteg, dat kann ech net leegnen -, wëll ech soen: Dat ass net, well mer net wollten, mä dat ass, well een d'Projeten net ëmmer all zu 100% ëmgesat kritt.

Nichtsdestotrotz waren d'Investissementer am Joer 2016 fir d'Éischt iwwer zwou Milliarden, sinn duerno 2,3% gewuess 2017, also erëm en neie Rekord vun den Investissementer, a wäerten d'nächst Joer, dat heescht 2018, 12% wuessen. Déi 12% erkläre sech och duerch deen Decalage vu Projeten, déi nach net fäerdeg gi sinn.

Eng Schlësselfro, wann een de Budget preparéiert a wann een d'Exekutioun kuckt, ass de Wuesstum. Den Här Wiseler huet gesot, dass d'CSV zum Wuesstum steet. Dont acte. Ech si frou, dat ze héieren, well ouni Wuesstum kréie mer keng equilibréiert Finanzen an ouni Wuesstum kënne mer eis de soziale Stat, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn, net leeschten.

Elo ass vill geschwat gi vum Aarmutsrisiko: Jo, et ass en Aarmutsrisiko, et ass keng Aarmutscertitude - Punkt eent. An zweetens ginn an deem Aarmutsrisiko all déi Mesuren, déi sozial Mesuren oder d'Avantages en nature, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, net gekuckt. Et gëtt Statistiken an Europa, déi weisen, dass mir d'Nummer eent sinn an Europa, wéi mer Sozialleeschtungen a Saachleeschtungen utiliséieren, fir de Revenu vun deenen, deenen et schlecht geet, méi héich ze setzen.

Dofir, et muss een dat ëmmer erëm ënnersträichen. An ech sinn dem Här Berger dankbar, deen a senger Presentatioun gesot huet, mat Beispiller, dass d'Kafkraaft vu Kleng- oder Mëttelverdénger an engem Joer mat deene verschiddene Mesuren, déi geholl gi sinn, gewuess ass, wat zwëschen 3.000 a 4.000 Euro d'Joer ausmécht. Dat ass considerabel! Dat ass och méi wéi dat, wat een eleng mat der Steierreform kann erreechen.

Wat mech dann zur Steierreform bréngt: fir d'Éischt emol d'Steiergerechtegkeet. Et sinn déi eng oder déi aner, déi dat ugeschwat hunn. An et ass e Sujet, dee mer ganz nolàit, well mer do wierklech innovéiert hunn an eppes gemaach hunn, wat zu Lëtzebuerg nach ni gemaach ginn ass, wat och am Ausland net esou oft geschitt:

Mir hunn de Crédit d'impôt salarié an de Crédit d'impôt pensionné an de Crédit d'impôt monoparental verduebelt. Dat ass emol dat Éischt. Mä mir hu se sozial gerecht gemaach. Dat heescht: Déi sinn elo un de Revenu gekoppelt. Déi räich Leit kréien deen elo net méi. No 80.000 Euro pro Joer an der Steierklass 1 kritt een iwwerhaapt kee Crédit d'impôt méi. Wann dat net sozial gerecht ass, da froen ech mech, wat sozial gerecht ass!

An dofir ass dat eng besser Mesure wéi ënnen de Minimum an d'Luucht ze hiewen, well dee Minimum, deen een dann hieft, repercutéiert sech jo op d'ganz Steiertabell. Fir dann e Correctif ze maachen an ze soen: „Da muss ech uewen nach d'Tauxen erëm eng Kéier méi héich maachen", do gesäit ee jo, dass een do un der Steiertabell muss fréckelen a réckelen op ville Plazen, well dat Instrument esou kompakt ass an esou automatesch ass. An dofir ass de Crédit d'impôt salarial eng vill besser, eng vill méi modern Method.

Mir hunn dës Steiererliichterungen, déi mer gemaach hunn, haaptsächlech wéi gesot fir de Mëttelstand a fir déi méi kleng Salairë gemaach, mä si hunn awer herno all Mënsch benefissiéiert. An dofir ass et eng Steiererliichterung fir praktesch jiddweree gewiescht.

An déi Steiererliichterungen, déi hu mer jo och fir d'Entreprisë gemaach. Do ass d'Besteierung vun 21% op 18% erofgaangen. Déi 18% spille vun dësem Joer un. A bei de klengen Entreprisë si mer vun 20% op 15% erofgaangen. Deen Taux spillt scho vum leschte Joer un. Mir hunn also eppes Spezielles fir d'PMEe gemaach, fir d'Start-uppen.

An trotzdeem dass mer also Steiererliichterunge gemaach hu fir bal all Mënsch, mat Ausnam vun deene ganz Räichen, wou den Taux e bëssen eropgaangen ass, a fir alleguerten d'Entreprisen, mat engem speziellen Effort fir d'PMEen, hunn d'Oppositiounsparteien all dergéintgestëmmt. Dat muss emol ee mir erklären!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- De beschte Steierzueler bei den Entreprisen ass, richtegerweis, wéi och vum Här Wiseler ënnerstrach ginn ass, de Bankesecteur. An dat trotzdeem dass de Bankesecteur sech vill renouveléiert an transforméiert huet. An trotzdeem, oder vläicht grad well de Secret bancaire ofgeschaaft ginn ass an elo Transparenz besteet, entwéckelt sech dee ganze Finanzsecteur vill besser. A vläicht och dofir, well e sech selwer diversifizéiert.

Mir schwätze ganz vill vun der néideger Diversifikatioun vun eiser Ekonomie, an ech si voll hannendrun, ech hu mäi Liewe laang däers gemaach, an ech wäert es och weider maachen, am Interêt vum Land. Mä wat gradesou wichteg ass, dat ass, dass mer de Secteur financier selwer diversifizéieren. An dat ass an deene leschte véier Joer geschitt wéi nach ni, an zwar op zwou Haaptaart a -weisen.

Dat Eent ass mat FinTech, wou mer immens vill Efforte gemaach hunn, d'Luxembourg House of FinTech gegrënnt hunn, do Dosende Startuppen dran hunn an do e Stellewäert kréien, deen och international erkannt gëtt.

Ech war d'lescht Woch um Fonds monétaire international, do ass eng Expertegrupp vun enger Dose Leit, wou an Zukunft och e Lëtzebuerger Vertrieder wäert dra sinn, well Lëtzebuerg vill Kredibilitéit an deem Domän huet.

An eng zweet Saach, déi ech nawell ganz gär wëll ënnersträichen, dat sinn all déi Developpementer, déi mer maachen an der nohalteger Finanz, an der grénger Finanz. An ech hunn do mat der Madamm Minister Dieschbourg ganz vill Saache gemaach. Mir hunn eng hallef Dosen Initiative geholl - ech zielen déi elo net alleguerten op, Dir kennt se -, déi och ganz seeënswäert sinn. A mir waren zesummen zu Bonn, wou mer gemierkt hunn, dass vill vun deene Saachen, déi mir scho maachen, vun deenen aneren als Méiglechkeete beschriwwe ginn.

Mir sinn do Pionéier. A mir anticipéieren, an ech sinn och frou, dass den Här Kox all déi Aspecte beschriwwen huet. Hien huet och gewisen, dass mer budgetär vill méi fir d'Natur gemaach hunn, haaptsächlech am Domän vum Waasser, vum Waasserschutz, dass mer am Domän vun der Energie renouvelable, ob dat elo zum Beispill Wandenergie ass oder anerer, ganz vill Progrèse gemaach hunn. Och dat kascht alles Suen, mä bréngt natierlech ganz vill Benefisser.

Zum Ofschloss géif ech gäre soen, dass ech op jidde Fall, wat d'Statsfinanzen ubelaangt, iwwerhaapt keng alternativ Propositioun héieren hunn. Net eng! Et ass liicht kritiséieren: „Mir fannen dat net gutt, wat d'Regierung gemaach huet", trotzdeem, dass de Bilan ganz gutt ass. Mä et kéint ee jo emol aner Iddien hunn. Ech hu keng héieren!

D'Statsfinanze sinn also kärgesond an erlaben, d'Zukunft gutt virzebereeden. Wann Der mer eng kleng Uspillung erlaabt un den Här Wiseler, deen am Ufank, wéi ech mäin Amt ugeholl hunn, eng Remark doriwwer gemaach hat, géif

ech Folgendes soen: D'Qualitéit vun engem gudden Diplomat ass also net inkompatibel mat där vun engem responsabelen an effikasse Finanzminister.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth hat schéi fei gefrot fir d'Wuert. Ech géif Iech bieden, nach ee Moment heizebleiwen. Den Här Roth huet d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Zuele kann een natierlech liesen op ënnerschiddlech Manéieren. Dat gehéiert och zur Politik. Ech wëll awer just dorobber reagéieren, wat de Minister gesot huet: „Mir hu missen eng Milliard kompenséiere vum Commerce électronique."

De Commerce électronique war eng Nischepolitik, déi d'Lëtzebuerger Regierung, déi mir geholl hunn. Ech mengen, déi war largement gedroe sengerzäit, queesch duerch vun der Oppositioun deemools an de Majoritéitsparteien. Et war och eng Politik, déi et erlaabt huet, eng ganz Rei vun Internetfirmaen zu Lëtzebuerg direkt oder indirekt unzesidelen, mat all deene positiven Nieweneffekter, déi dat mat sech bruecht huet.

Elo wëll ech awer just dem Finanzminister soen, dass déi Regelung iwwert den E-Commerce dem Lëtzebuerger Land net manner wéi sechs Milliarden Euro bruecht huet. Sechs Milliarden Euro!

An, Här Finanzminister, Dir hutt dat elo gesot: „Mir hunn dat misse kompenséieren." Wësst Der, wat fir e Joer den E-Commerce am meeschten TVA dem Land bruecht huet? Mä 2014! An dëser Legislaturperiod hutt Dir vun deene sechs Milliarden zwou Milliarden iwwert den E-Commerce als TVA-Rentrée kritt.

An duerfir, mengen ech, ass et awer e bësse vermessen, fir deene fréiere Regierunge virzegeheien, dass do näischt gemaach gi wier, fir e Regime de remplacement ze sichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also ech kann, vu dass ech nach op der Tribün sinn, jo ganz einfach drop äntwerten. Dir hutt elo déi Ziffer fir 2014 verduebelt: Dat waren näämlech net zwou Milliarden, mä 2014 eng Milliard, maximal!

Une voix.- Eng!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Hien huet „zwou" gesot.

Mä dann hutt Dir Iech verschwat.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hu gesot, eng Milliard; 2014 war deen héchste Montant, deen d'Lëtzebuerger Land un TVA vum Commerce électronique kritt huet. An iwwert déi ganz Legislaturperiod 2014...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Richteg. Jo, jo. Da si mer eis eens.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...bis 2018 krut Der zwou Milliarden.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen, do si mer dann eis eens um Montant. Do ass guer keen Zweifel!

Mä wat een awer muss da soen, dat ass, dass, wann Dir dann déi véier Milliarden, déi Der virdru krut, wann Der déi an eng Reserv gesat hätt, dann hätte mir se och fonnt. Dat wär jo och eng praktesch Saach gewiescht!

(Brouhaha général)

Mä mir hu se net fonnt, well déi Recetten, vun deene mer woussten, dass mer se géife verléieren, ganz einfach a lafenden Depensen ausgi gi sinn. An dofir hu mir grad missen en Zukunftspak maachen, well, obwuel mer do nach eng Milliard erakruten 2014 an nach an der Period, déi duerno komm ass, de Residu, dat alles net méi opgaangen ass. Wat also eng virsiichteg Politik gewiescht wär bei enger Recette, déi net durabel ass, dat ass, dass een op d'mannst en Deel op d'Säit gesat hätt. Dat ass net geschitt!

An zweetens, an do hutt Der recht, wann Der dat ëmmer ënnersträicht, si mam Accord vum Parlament hei Emprunte gemaach ginn, fir kontrazyklesch Politik ze maachen. Mä mir sinn eis awer eens, mengen ech: Dir hutt déi Recetten, déi net durabel waren, ausginn an Dir hutt Emprunte gemaach. An dofir ass eben net gehandelt ginn. An dofir huet missen déi nächst Regierung handelen. D'Faite sinn eben esou. Ech ka se net änneren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Jo, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech wëll just dem Finanzminister - an dann hale mer op mat där Diskussioun - soen: Déi véier Milliarden, déi sinn net...

(Brouhaha général)

...déi véier Milliarden, déi sinn net einfach geholl ginn, fir ausginn ze ginn. Déi véier Milliarde si geholl ginn, fir d'Land an där schwieregster Wirtschaftskris,...

(Interruptions)

Une voix.- Genau!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...déi d'Land no dem Krich hat, fir d'Land do duerchzefidderen a fir ze kucken, dass Investissementer geregelt goufen an enger Situatioun, wou mer net déi Iwwerschëss haten an dem Budget, an enger Situatioun, wou de Wirtschaftswuesstum net dee war, deen zënter 2014 hei am Land, Gott sei Dank, eis zeguttkënnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Waart Dir dunn an der Regierung?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, dunn net! Dee gréissten Defizit hate mer 2004, bei engem Plus vu 4%. Ära CSV/DP...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, den Här Roth huet selwer gesot, dass d'Diskussioun eriwwer wär.

(Hilarité générale et interruptions diverses)

Une voix.- Bien trouvé!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann ass se och elo eriwwer.

Ech wollt awer, ier ech dem Här Spautz d'Wuert ginn, nach eng Explikatioun ginn zu där Fro, déi den Här Spautz virdrun opgeworf huet zu der Interventioun vum Här Graas am Débat général.

Ech wëll soen: Ech hunn déi ursprénglech Lëscht elo nach extra eng Kéier heihigeholl. Den Här Graas war en bonne et due forme bei engem sektoriellen Debat gemellt. Bei enger improviséierter Émfro, déi de Moien iwwert d'Riedezäite gemaach ginn ass an déi ech verulasst hunn, ass en, malgré lui, an déi éischt Kategorie eragerutscht.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Servicer hunn doru keng Schold, wann de President méi genee wëllt wëssen, wéi laang geschwat gëtt.

Also, Här Spautz: J'assume. A mat deenen Explikatiounen hoffen ech, dass dat dote keen dauernde Schued wäert...

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... hannerloossen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wéi ass et mat de Konsequenzen, Här President?

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, et ass ze spéit. Fir Konsequenzen ass et ze spéit, éierlech gesot. Also dat hätt Der Iech missen éischter iwwerleeën!

Den Här Spautz huet elo als Éischten d'Wuert zum Volet „Ekonomie a Kompetitivitéit" fir d'CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat sectoriel sur le volet «Économie et compétitivité»

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Dir assuméiert, sot Der. An dësem Punkt ass et dann also, wann ech richteg verstanen hunn, esou, dass alles, wat riichtleeft heibannen, waren déi aner, an alles, wat schifleeft, dat waart Dir, wann ech dat dann elo esou däerf...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech kann domat liewen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...kuerz resuméieren.

(Hilarité)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Wirtschaft, Aarbecht, Beschäftegung ware Voleten, déi am Débat général vu ville Leit gesträift gi sinn. Et ass och ënnerstrach ginn, an ech mengen, et waren e puer Riedner, déi dat gesot hunn, dass d'Aarbechtsmaartzuelen hei zu Lëtzebuerg gutt sinn an dass se erëm a Sphären zréckkomm sinn, wou se scho laang net méi waren. An dofir kann een all deene Leit, déi dozou bäigedroe hunn, Merci soen, ob dat d'Politik ass, ob dat d'Administration de l'emploi ass, ob dat d'Betriber sinn - well et sinn nach ëmmer d'Betriber, déi se schafen, an och dat ekonomescht Émfeld -, dass et do méiglech war, fir do erëm eng Kéier de Chômage méi déif ze kréien.

16.000 Leit sinn awer nach ëmmer op der Sich no enger Aarbecht. An do musse mer eis och d'Fro stellen, wéi mer deene Leit kënnen hëlfen. A mir mussen eis awer och gläichzäiteg d'Fro stellen, wa mer schwätzen, dass et eis a puncto Aarbechtsmaart esou gutt geet wéi scho laang net méi, firwat mer Wirtschaftsberäicher hunn, déi bal zur Halschent vun eise Grenzgängerkolleege musse bedéngt ginn. An ech wëll do zwee Secteuren ënnersträichen: Dat ass de Secteur vum Handwierk an dat ass och de Secteur vun de Fleege- a Gesondheetsberuffer, wou mer frou musse sinn, dass mer dat engagéiert Personal aus den Nopeschlänner hunn, wat mer do brauchen, well soss géif villes am Handwierksberäich, awer och am Gesondheets- a Fleegesecteur net méi gutt lafen.

An ech mengen, do solle mer eis och Froe stellen. An do musse mer eis d'Fro stellen, wéi mer et fäerdegbréngen, déi Beruffer méi attraktiv ze gestalten. Wéi kënne mer déi Beruffer méi attraktiv gestalten, fir dass och jonk Leit, jonk Residenten interesséiert sinn, fir sech fir déi Beruffssparten ze engagéieren?

Mir brauchen e Mentalitéitswiessel. Am Handwierk an och an de Beruffer an der Fleeg, obwuel dat zwou grondverschidde Richtunge sinn, musse mer de Leit méi Carrièresméiglechkeeten, méi Chancëgläichheetsméiglechkeete ginn. A mir mussen eis d'Fro stellen, wéi mer déi Betriber an déi Beruffer kënne méi interessant maache fir eis Residenten.

Well virun allem, och wa mer elo vun der Digitaliséierung a vun der Moderniséierung schwätzen, sou wäert och d'Digitaliséierung an d'Moderniséierung e groussen Afloss op d'Handwierk hunn, awer gläichzäiteg wäerte mer ëmmer Leit am Handwierk brauchen a mir wäerten och ëmmer Leit brauchen, déi an der Fleeg aktiv sinn.

A fir déi Viraussetzung ze schafen, fir do e Mentalitéitswiessel ze kréien, musse mer Efforte maachen. Mir mussen Efforte maachen an der Orientation professionnelle, mir mussen do weisen, wat alles an deene Beruffer méiglech ass. An dofir begréisse mir och ausdrécklech d'Schafung vun der Maison de l'orientation, déi gemaach ginn ass. Do géllt et och, elo nach zousätzlech Efforten ze maachen, fir et fäerdegzebréngen, dass d'Ministèrë vun der Educatioun, der Aarbecht an der Wirtschaft, déi jo do dra chaperonnéieren, soe mer et emol esou, an der Maison de l'orientation, nach méi mat deene Gegebenheeten, Chancen, déi déi Beruffer eis bidden, do eppes maachen.

Mir musse maachen, dass d'Beruffsausbildung opgewäert gëtt an dass d'Beruffsausbildung en anere Stellewäert kritt.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wa mer hei zu Lëtzebuerg kucken, wann een do seet: „Dat ass een aus dem Handwierk", da gëtt e komesch gekuckt. Wann Der an aner Länner gitt an do sot Der: „Dat ass en Handwierksbetrib mat esou vill Salariéen", dann ass dat e Groussen, en Décken an en Dynameschen. An dee Stellewäert huet d'Handwierk hei zu Lëtzebuerg net. Hei zu Lëtzebuerg hat d'Handwierk an der Zäit esou e Stellewäert, an deen ass net méi do. An do géllt et, dee Stellewäert erëm hierzestellen an et erëm fäerdegzebréngen, fir dass och erëm méi Leit vu sech aus alles wäerte maachen, fir och kënnen en Handwierksberuff, eng Beruffsausbildung ze kréien.

Do sinn d'Politik, d'Patronat, d'Gewerkschaften alleguerte gefuerdert. Do geet et drëm, un engem Strang ze zéien, fir dee Volet vill méi interessant ze maachen.

Do géllt et och, virun allem, wa mer schwätzen, fir dat méi interessant ze maachen, dass mer och méi investéieren an d'Dualausbildung. D'Dualausbildung, wat ëmmer hei zu Lëtzebuerg e groussen Erfolleg war, an dat Land, wat fir de Moment am beschten dosteet - a wa meng Chiffere stëmmen, mä d'Regierung huet héchstwahrscheinlech e bësse méi modern oder déi allerrezentst Chifferen -, ass virun allem och grad den däitsche Maart, deen eis am Handwierk ganz vill beliwwert, a wou d'Dualausbildung ëmmer ganz uewe steet. An do géllt et, fir nach méi Zesummenaarbecht ze maache mat deene jeeweilege Beruffschamberen, ob dat an Däitschland ass, wou ee kann och an der dualer Beruffsausbildung léieren. An et geschéie scho verschidde Formatiounen, wou een deen ee Volet hei zu Lëtzebuerg ka maachen an deen aneren am Ausland. Dass een dat och vläicht weider ausbaut, dass een och do dovun ausgeet, fir ze kucken, wéi een dat ka maachen.

A wann ech schwätze vun Dualausbildung, muss dat net onbedéngt heeschen, eemol d'Woch an d'Schoul, wéi dat emol an der Zäit war, oder zweemol d'Woch an d'Schoul an dräi Deeg am Betrib, mä dat kann een och mat Blockunterrecht maachen. An ech betounen dat mam Blockunterrecht. Dat huet jo och mat de Saisonen ze dinn, dat huet mat der saisonaler Aarbecht ze dinn, wou et oft och virkënnt, dass een am Wanter manner Aarbecht huet an am Summer méi an ëmgedréit, soudass een och dat muss kucken. An dat soll een ouni Hindernisser diskutéieren zwëschen de Ministèren, de Beruffschamberen, déi jo d'Träger si vun der Beruffsausbildung, ob een do net a verschiddene Beruffer nei Weeër ka goen, well et wichteg ass, dass mer et do fäerdegbréngen, méi Leit an d'Beschäftegung ze kréien, an dass mer et och fäerdegbréngen, méi Residenten an déi Beräicher eranzekréien.

Et geet och drëm, wa mer vun Aarbecht a Beschäftegung schwätzen, wa mer vu Formatioun schwätzen, dass mer och musse schwätzen iwwert d'Form vun der Aarbechtszäitorganisatioun. Et gëtt elo de Moment ëmmer vill geschwat, et muss een et méi fäerdegbréngen, fir d'Famill an d'Aarbecht uneneen unzepassen.

Ech mengen, dass et nach ëmmer ass, dass d'Famill muss do sinn an dass et dofir méiglech muss sinn, d'Organisatioun vun der Dagesaarbechtszäit, der Wochenaarbechtszäit, den Aarbechtszäiten pro Mount, Joer kënnen ze diskutéieren, an dass een do och an deem ganze Kader d'Liewensaarbechtszäit muss materanhuelen.

Well, wa mer iwwert d'Familljen an d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff schwätzen, ass et heiansdo oft schwiereg, déi zwou Saachen beieneenzebréngen, soudass mer do musse kucken, ob mer do net méi flexibel kënnen agéieren; flexibel agéieren, dat heescht, dass a verschiddene Betriber heiansdo méi Besoin ass, heiansdo manner Besoin ass. Mä et ass awer och bei der Famill, wou heiansdo doduerch, dass e Kand an iergendeng Situatioun geroden ass, ee méi Zäit brauch, fir kënnen doheem ze bleiwen, wéi dat soss de Fall ass, an do soll een ouni Virbehalt un déi Diskussiounen erugoen.

An dat ass eng Aufgab, déi een zesumme muss féieren, d'Sozialpartner mat der Politik, well et ass net un der Politik, fir vun uewen erof ze decidéieren, wéi et geet, mä d'Sozialpartner sollen an engem éischte Volet... Et ass un der Politik, de Kader ze setzen: Wat sinn d'Minima a wat sinn d'Maxima? Mä duerno ass et un de Sozialpartner an de Leit am Betrib, fir ze kucken: Wéi kënne mer eis organiséieren, fir déi zwou Saache méi no beieneenzeféieren?

An do ass et un eis als Politik, dee Wee ze maachen, fir dass mer et fäerdegbréngen, dass a) fir de Mëttelstand et méi attraktiv ass, a b) awer och fir déi Leit, déi dohinner schaffe ginn, an dass een der Bereetschaft vun deene Leit, déi wëllen dohinner schaffe goen, och ka Rechnung droen.

An dann e leschte Punkt dozou, dat ass dee vun den Aarbechtszäitkonten. An der Fonction publique komme se jo elo, an dofir wier et vläicht och gutt, wa mer do am Privatsecteur och déi Léisung géife fannen. An do ass et fir d'Éischt un de Sozialpartner, fir sech eens ze ginn. An et ass eréischt, wann d'Sozialpartner...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Ech wollt elo just soen: A wann d'Sozialpartner et dann net fäerdegbréngen, et ass eréischt dann un der Politik, als neutrale Vermëttler anzeklamme respektiv dann ze soen: „Elo geet et duer a mir maachen e gesetzleche Kader, fir et do mat dranzekréien."

Mä fir mech bleift et nach wie vor, dass et fir d'Éischt d'Sozialpartner solle sinn, déi an deem dote Punkt diskutéieren, an duerno ass et eréischt un der Politik, fir anzeschreiden.

An ech ka mech erënneren, dass emol eng Kéier viru laange Joren e Projet de loi do war, an deen ass deemools zréckgezu ginn, well et geheescht huet, mir misste kucken, an deenen zwee Wirtschaftszweiger virunzekommen. D'Fonction publique huet en elo, de Privatsecteur net. Dat ass kee Virworf un Iech.

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Jo, ech weess. Ech weess dat.

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Dofir musse mer dann elo, wann et esou ass, wéi Der sot, wann d'Sozialpartner net vum Fleck kommen, da musse mer elo en neie Projet kréien, wat d'Aarbechtszäitkonten ubelaangt, well et wichteg ass, wann ee kuckt, wéi dat an anere Länner ass, wat een an anere Länner domadder erreecht huet, dass mer och hei zu Lëtzebuerg do net hannendrustinn an dass mer et och fäerdegbréngen, Aarbechtszäitkonten hei zu Lëtzebuerg anzeféieren.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, wann ee schwätzt och vun der Digitaliséierung, da wësse mer alleguerten, dass d'Digitaliséierung vill Chancen huet fir en nohaltegen an ëmweltfrëndleche Wuesstum, och eng Chance ass fir

d'Humaniséierung vun der Aarbechtswelt an dass een och d'Aarbecht zum Deel ka vun doheem aus maachen. Eng Méiglechkeet also och, fir Famill a Beruff méi einfach mateneen ze verbannen a keng Zäit am Stau ze verléieren. Dat gëllt fir alleguerten déi Leit, déi an eisem klenge Ländche wunnen.

Alleguerten déi, iwwert déi mer de Moie jo och laang geschwat hunn, ob se vu Metz, vu Bernkastel oder vun Namur kommen, bei deene geet et net, well mer do opgrond vun de bilateralen Ofkommessen, déi et gëtt - et ass net, fir déi dräi an een Dëppen ze geheien, bei deem engen ass et méi einfach, bei deem aneren ass et méi schwéier -, well mer da Problemer kréien iwwert de steierleche Wee an de Wee vun der Sécurité sociale.

Dofir musse mer eis och do Froe stellen, wat mer do kënne maachen, wéi mer do kënne virukommen. Et si scho Modeller gesot ginn, den Här Gloden hat eng Kéier gesot, e kéint e grousst Gebai op de Potaschbierg stellen, da kéinte se just bis dohinner kommen a vun do aus Teleaarbecht maachen. Dat ass e Beispill, wat kéint goen. Mä et gëtt sécherlech och aner Modeller. An et muss ee sech och do d'Fro stellen, an ech weess, dass een dat net…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Um Potaschbierg…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Maja dofir, da kënnt e just bis op de Potaschbierg an e fiert net bis op de Kierchbierg oder op de Boulevard Royal, Här Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mä déi Däitsch, déi dohi géife kommen, falen ënnert déi Regel, déi Dir elo just ugeschwat hutt, dat heescht, déi ass ganz limitéiert praktesch op een Dag.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä wann een hei zu Lëtzebuerg schafft um Potaschbierg, Här Schmit?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat geet net.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A firwat dann net?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ah, um Potaschbierg geet dat. Okay, et ass gutt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Um Potaschbierg, deen ass jo hei zu Lëtzebuerg. Dofir fält een dann ënnert d'Lëtzebuerger Bedéngungen.

(Hilarité et interruptions diverses)

Dat ass elo ee Beispill. Et gëtt och nach anerer. Ech hätt och elo kënne soe laanscht d'N4, Här Haagen. Iech läit vläicht den Norde méi um Häerz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Oder d'N7! Oder d'N7!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Vun der N4 fuert Der riets eran, da sidd Der an der Belsch. Da sidd Der zu Rammerech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, Dir hat d'N7 gemengt.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, jo, jo!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä Dir hutt verstanen...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dir hutt vestanen, datt Der net vestanen hutt, datt dat awer net d'Léisung vum Problem ass.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dach, et kann deelweis d'Léisung sinn.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Neen, neen, neen. Dat huet jo näischt mat der Aarbecht ze dinn… Kommt, haalt op!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, kommt mer fueren elo emol erëm esou weider, wéi mer dee ganzen Dag gefuer sinn. Den Här Spautz...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Elo war et emol flott!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- De Punkt ass, et ass sécher net d'Léisung absolutt, Här Haagen, do sinn ech mat Iech d'accord. Mä et géif awer hëllefen, plazeweis, de Stau moies fir an den Zentrum vum Land ze entlaaschten.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dat ass an der Rei!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dat sinn och Méiglechkeeten, iwwert déi ee sollt nodenken.

Mä wann een iwwert den Teletravail schwätzt a wa mer vun der Digitaliséierung schwätzen, da musse mer och iwwert d'Aarbechtsrecht schwätzen. Well mir wësse jo, dass et do ganz vill Problemer am Aarbechtsrecht gëtt, tëscht Guillemets „Problemer". Well, et ka jo net sinn, dass d'Digitaliséierung d'Aarbechtsrecht komplett aushielegt. Dofir ass et wichteg, dass mer do och d'Aarbechtsrecht deenen neie Methoden, déi d'Digitaliséierung mat sech bréngt, mussen upassen an do verschidden Ännerunge virhuelen.

De Mënsch muss do am Mëttelpunkt stoen an net d'Technik. Dofir mussen och do déi sozial Basics stëmmen. D'Onlineaarbecht muss konform sinn zu der Lëtzebuerger Legislatioun an och deementspriechend bezuelt ginn. Déi gesetzlech Aarbechtszäite mussen agehale ginn. An et schéngt mer och kloer ze sinn, dass déi Klausel mat erreechbar an net erreechbar - mä wann ech hei an de Sall kucken an ech kucken déi 60 plus déi 15 dohannen, do wëssen déi och, wat ech mengen, wann een den Handy och emol eng Kéier kann ausmaachen an et muss een net erreechbar sinn -, dass och déi Roupausen, wou een net brauch erreechbar ze sinn, och kloer an däitlech mussen definéiert ginn. Och dat ass wichteg, wa mer schwätze vun de Virdeeler vun der Digitaliséierung, dass mer dat och net däerfen aus dem Kapp verléieren.

An da musse mer eng Fro stellen, wa mer schwätzen iwwer Digitaliséierung, Aarbechtsmaart, Beschäftegung, da musse mer och kucken, wat mer nach kënne maachen, fir de Mëttelstand och ze encouragéieren, fir nach méi Aarbechtsplazen ze schafen, wéi dat elo schonn de Fall ass, virun allem de Mëttelstand, deen deen zweetgréissten Arbeitgeber hei zu Lëtzebuerg als Secteur gekuckt ass, fir deem och e positivt Gefill ze ginn.

An ech mengen, déi Debatt, déi gefouert ginn ass, ob dat elo Google zu Colmer-Bierg oder Juggurt zu Beetebuerg ass, dass d'Leit d'Gefill hunn, et géif mat zweeërlee Mooss geschafft ginn an dass déi eng Entreprisë méi géife gehollef kréien, dass et méi séier prozedural géif lafe wéi bei aneren, dat ass net gutt. Mir mussen et fäerdegbréngen, dass och déi Betriber aus dem Mëttelstand, déi wëllen op nei Terraine goen, déi op nei Plaze wëlle goen, schnellstméiglech eng Standuertäntwert kréien, wou se sech kënnen nidderloossen a wou se sech kënnen implantéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wann ech dat soen, da geet dat och drëm, fir eng Planungssécherheet ze hu fir déi Betriber, wou se investéieren. An dofir waarde mer da voller Spannung op de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques», deen an deenen nächste Woche soll kommen, well dat kann hëllefen, engem Deel vun deene Problemer entgéintzewierken, déi déi Betriber hunn, déi amgaange sinn, nei Terrainen ze sichen.

Wann dee Chiffer stëmmt, deen ech emol eng Kéier an enger Ried vun dem Mëttelstand gelies hunn, da wieren 123 Betriber amgaangen ze sichen, fir nei aner Terrainen ze fannen, soudass mer deene Leit och kënnen hëllefen, dass déi Betriber, déi schonn zu Lëtzebuerg sinn, déi wëllen expandéieren, déi wëlle Succursalë bauen, och d'Méiglechkeet kréien, sech nidderzeloossen.

An dann hu mer awer och en anere Problem, deen an där ganzer Geschicht mat den Zone materakënnt, dat ass dee vum Bauschutt. A mir hunn de Moien iwwert de Logement geschwat. Do gëtt et Berechnungen. Also ech huelen déi just aus dem Rapport annuel vun enger Beruffschamber, well ech hunn déi net selwer gemaach. Dee Bauschutt, deen ufält, wann Der en neit Haus baut, dee kënnt Iech an der Valeur zu 10.000 Euro, deemno wou Der hifuert, deemno wou dee muss entsuergt ginn, an heiansdo, wa se net wësse wouhin dermat, da gëtt et nach méi deier. An dat geet jo och op de Präis vum Bau. Soudass et dofir wichteg wier, dass mer et géife fäerdegbréngen, nach Zone kënnen ze definéieren, wou een dat kann hiféieren.

An deemselwechte Bericht hunn ech gelies - ech wousst dat guer net -, dass, wann ee géif nei bauen, 50 Camione Buedem fortginn, fir kënnen duerno en Haus, dat ënnerkellert ass, dohinnerzestellen.

50 Camionen, wann ech mer déi ukucken, dat ass enorm. An dat sinn och Saachen, ech sinn éierlech, mir war dat net esou bewosst, do muss ee sech och duerch de Kapp goe loossen, wat fir eng aner Methoden et do gëtt. An do si jo verschidde Gemengen amgaangen, fir ze soen, eng aner Aart a Weis vu bauen, fir nohalteg kënnen ze bauen, dass een och dat materanhëlt. Mä gläichzäiteg däerf een awer net vergiessen, an den Här Berger huet et de Moien nach eng Kéier hei ënnerstrach, mir brauche 6.000 Wunnengen d'Joer an dësem Moment,…

(Interruption)

…da bräichte mer jo dann nach méi, déi mer géife bauen, an da rechent Iech dat elo emol vir: 6.000 mol 50 Camionen. Dat sinn der enorm vill, soudass mer dofir musse kucken, wéi mer dee Problem geléist kréien. Dat Nohaltegt ass ee Volet,…

(Interruption par Mme Carole Dieschbourg)

Dat ass ee Volet, Madamm Dieschbourg.

…dass mer op déi Aart a Weis kënne bauen, mä mir mussen eis och do d'Fro stellen, wéi mer dat hikréien an ob mer eis do net selwer blockéieren, a selwer soen: „Hei maache mer eis selwer e Problem, amplaz eng Léisung ze sichen."

An da misst een och, an eisen Aen, en Omnibus-2-Gesetz maachen. D'Omnibusgesetz vun 2017 huet Verbesserunge mat sech bruecht, mä och do muss et nach méi wäit goen. Mir haten dat och deemools heibannen am Plenum gesot a mir sinn der Meenung, dass een do och nach eng Kéier muss nofueren, fir dass mer déi Prozeduren an en aneren Zäitraum erakréien, dass déi méi räsonabel ginn, fir méi séier kënnen do och eng Äntwert ze ginn.

Ech war an engem Land elo dëser Deeg, et ass net wäit vun hei ewech, also do, wou ech war, war e bësse méi wäit ewech, mä et ass déisäit der Musel, an do hu mer geschwat iwwer bauen. Wa bei hinne bis feststeet, wou gebaut gëtt, geet et e bësse méi séier wéi bei eis!

Ob et bei hinnen esou laang dauert, prozedural, fir dohinnerzekommen, dat hänkt och nach bei hinnen dovunner of, ob et Bundesland ass, ob et Nationalgefüge ass, wéi d'Gemeng ass an a wat fir engem Bundesland et ass, mä am Allgemengen dauert et méi laang bei eis, fir grouss Projeten ze realiséieren, wéi do.

An ech wëll jo awer soen: Däitschland ass jo elo net grad op der sozialer Ketten an och net grad op der finanzpolitescher Ketten dat allerlescht Land. Sécherlech, sozialpolitesch hu se heiansdo op eis gewësse Retarden, heiansdo si se eis och a verschiddene Punkte viraus, mä et muss ee sech awer dann d'Fro stellen, ob een dat net aneschters kann organiséieren.

An datselwecht ass dat mat den Ëffnungszäiten, ass dat mat den Aarbechtszäiten. Och do gesäit een an deem Land - an de Moien, ech weess net méi, wien et hei ënnerstrach hat -, wat jo och den Exportweltmeeschter ass, ob een och net do aus deene Modeller ka verschidde Saachen iwwerhuelen. A wann dat an der Produktioun an an der Aarbechtszäit méiglech ass, misst et jo och méiglech sinn an de Prozeduren, wéi séier ee ka bauen an duerch wivill Verwaltungen een duerch muss, ier een eng Geneemegung huet - dat géif manner Leit ofschrecken -, fir och dodra méi ze investéieren.

Fir d'CSV ass et ganz kloer: Mir musse prioritär deene Kleng- a Mëttelbetriber hëllefen, dass se hei zu Lëtzebuerg bleiwen an dass se net un de Prozeduren erstécken, fir sech hei kënnen nidderzeloossen, mä dass mer hinnen och do mussen hëllefen, dee Wee ze maachen. An do kéint et och an deem Sënn sinn, dass och den SNCI ënner bestëmmte Konditiounen de PMEe kéint hëllefen. Si kënne jo de groussen Industriebetriber hëllefen, mä dass och do nei Méiglechkeete géife geschafe ginn, fir och de PMEe kënne finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen.

An et muss ee sech och do d'Fro stellen, ob een do net och steierlech aner Mesurë ka fannen, fir dass déi kleng Betriber erëm reinvestéiere kënnen, an dat iwwer eng länger Zäit, dass se zwee, dräi Joer kënne soe bei der Besteierung: „Mir reinvestéieren dann déi Suen an nei Anlagen". Well an engem klenge Betrib, wou manner Kapital ass, ass et heiansdo méi schwéier, fir Reserven ze bilde fir Zukunftsinvestitiounen, wéi dat an engem grousse Betrib de Fall ass. Dat just als Stéchwuert, dass een dat kéint maachen, äänlech wéi et och bei der SNCI ass fir déi gréisser Betriber.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ass fir eis wichteg, souwuel well een déi Betriber brauch fir d'Beruffsausbildung, well wa mer keng Handwierksbetriber hunn, brauche mer och net un der Beruffsausbildung am duale System ze schaffen, fir dat och kënnen attraktiv ze maachen.

Da wollt ech och ënnersträichen: Haut de Moien ass heibanne geschwat gi vum Problem vun Arcelor Diddeleng. De Claude Wiseler hat dem Etienne Schneider de Moie scho geäntwert. D'CSV ënnerstëtzt all Initiativen, déi do gemaach gi sinn, fir dass dee Betrib muss bleiwen, ënnerstëtzt mat, wat d'Regierung do ënnerhëlt.

Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, an och op d'Nofro hin hu mer dat nach eng Kéier gesot kritt: Et ass net d'Europäesch Kommissioun, déi de Choix vun Diddeleng gemaach huet. De Choix vun Diddeleng ass komm vum Betribsproprietaire. Dat heescht vum Haaptaktionär. Et ass net Bréissel, déi gesot hunn, et misst Diddeleng sinn, mä si hu gesot: „Déi éischt Lëscht, déi agereecht ginn ass vum Aktionär, vum Betrib ArcelorMittal, déi gefält eis net, gitt eis eng aner!" An do war Diddeleng drop. Mä et ass net d'Kommissioun, déi gesot huet, et misst Diddeleng sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Très juste.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wëll dat just eng Kéier gesot hunn. Mä et ass kloer, dass d'CSV all déi Initiative matënnerstëtzt, déi vun der Regierung do kommen, fir de Site vun där aler Galvalange, där aler Giebel, der haiteger ARBED Diddeleng, kënne matzeënnerstëtzen.

An ech wëll och do dem Aarbechtsminister an engem anere Punkt, mä deen och um europäeschen Niveau ass, d'Ënnerstëtzung vun der CSV zousécheren, an dat ass dee betreffend d'Chômagebezuelungen. An e weess dat. Mir haten och schonn an der Kommissioun e puermol driwwer rieds, dass an Zukunft d'Kommissioun driwwer nodenkt, an et kënnt ëmmer méi no, an de Ball gëtt ëmmer méi waarm, dass alles, wat vu Chômage…

(Interruption)

Neen, Dir hutt mech scho verstanen. …dass et dofir wichteg ass, dass mer och do zesummestinn, fir do kënnen dat Schlëmmst nach ze vermeiden, well do gesäit een, dass do vläicht Leit d'Situatioun vu Lëtzebuerg net kennen, well soss wéisste se, wat dat gegebenenfalls fir Lëtzebuerg ka bedeiten.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- A wie kéint dat sinn?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, ech kann Iech et net soen. Dir denkt elo bestëmmt un eng ganz aner Persoun wéi ech, gellt. Dovu ginn ech emol aus.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- D'Madamm Thyssen ass aus dem Nopeschland.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, d'Madamm Thyssen, ech hunn och un d'Madamm Thyssen geduecht. Dann ass et gutt.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Voilà, dann ass et gutt.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Soudass et dofir och wichteg ass, dass mer do och déi Beméiunge vun der Regierung ënnerstëtzen, fir do eppes kënnen ze änneren.

Wa mer da schwätze vun deene Leit, déi schaffe ginn, vun deene Leit an Ausbildung, geet et och ëm d'Famill, well da gëtt eng Famill gegrënnt. An do ass haut de Moie vum Här Bodry ënnerstrach ginn, dass d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei der Meenung ass, dass et och erëm misst zu Upassunge beim Index komme beim Kannergeld. Dat huet den Här Bodry eis heibannen haut de Moie gesot.

Ech stelle mer dann d'Fro, wat mam Projet de loi 7003 ass! De Projet de loi 7003 geet op en Accord zréck, deen tëscht der Regierung mat de Gewerkschafte getrennt an och mat de Patrone getrennt - dat hei war en Thema, dee se mat de Gewerkschafte fonnt haten - erauskomm ass. De Projet ass deposéiert ginn den 20. Juni 2016 an der Chamber. An den 20. Oktober 2016, dat ass elo annerhalleft Joer, ass deen Avis komm. Här President, ech hat Iech och schonn e Bréif geschriwwen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...well Der meng Question parlementaire refuséiert hat, well am Reglement steet, wann e Projet ënnerwee ass, däerf ee keng Question parlementaire méi stellen, wéi et dann elo mam Projet 7003 ass.

Ech verheelen et net, mir haten och deemools scho gemellt, dass mer mam Inhalt vum Projet verschidde Problemer hunn. A mir haten dat och vun Ufank u gesot. Ech hunn och duerno gelies, dass de Conseil d'État souguer schreift, de Projet wier a sengen Ae superfetatoire.

Ech weess elo net, wat richteg ass a wat d'Politik oder d'Majoritéit dovun denkt, ob de Projet 7003 elo nach kënnt oder ob d'Regierung decidéiert, de Projet 7003 ze stoppen an de Projet 7003 zréckzezéien. Mir fannen et awer trotzdeem komesch, dass e Projet färdeg doläit, vum Conseil d'État aviséiert, wou et dach soss ëmmer heescht, et géif net virugoen, et léich um Conseil d'État, an dass en awer elo schonn iwwer annerhalleft Joer doläit an et ass an der Chamber nach näischt geschitt. An ech hoffen, dass mer do an deenen nächste Wochen an Deeg och eng Äntwert kréien.

Här President, ech hat Iech am Mäerz eng Question parlementaire gestallt betreffend d'Situatioun, wa mer bei der Famill sinn, net vun de Jugend- an de Kannerstrukturen - d'Problemer, déi déi hunn, si scho vun anere Riedner haut de Moien hei ënnerstrach ginn, och dee Problem, deen et e bësse gëtt mat der Kannerbetreiung -, fir elo net all Thema wëllen eenzel ervirzehiewen, well ech nach menge Kolleeg muss Riedezäit loossen, mä ech hat do eng Fro gestallt, wéi et mat de Fleegebetter wier.

An, Här President, do hunn ech eng Äntwert kritt. An do hunn ech geäntwert kritt, dass d'Fleegebetterzuel vun 2013 bis 2017 ëm déi magesch Zuel vu 600 Better an d'Luucht gaangen ass. An dat ass och richteg. Et si 600 Better bäikomm. Ech muss Iech awer soen, déi 484 Better, déi 2013 bäikomm sinn, also ech weess emol, wat fir eng Regierung de Gros vun deene Better ageweit huet - en neit Altersheim zu Dikrech, en neit Altersheim zu Veianen, en neit Altersheim zu Clierf, eent zu Woltz -, ech muss Iech awer soen, dat ass awer net d'Regierung gewiescht, déi elo do ass! Dat waren awer, also ganz ouni elo wëllen iergendengem ze no ze trieden,…

(Interruption)

…dat waren awer alles Initiative sief et vun der Madamm Jacobs, sief et vun der HPPA gewiescht, sief et soss vun anere Privaten. A fir do elo ze soen an der Question parlementaire an der Statistik, et wäre säit 2013 bis 2017 600 Better geschaaft ginn! A wann een dann de Rapport hëlt, sinn et 484 Better, déi geschaaft gi sinn tëschent 2013 an 2014, an nach ganzer 116 vun 2014 bis 2017! Dat sinn d'Chifferen, déi aus de Rapporten erauskomme vun de Ministèren.

An an der Question parlementaire, ech kann net soen, si wier falsch, mä just: 2013, dat Joer, wat materageholl ginn ass, wou iwwer 400 Better vun deene 600 geschaaft gi sinn, do war et awer nach net dës Regierung, déi do war. Et ass just eng Remark, fir dat kënnen ze soen, well déi Chifferen, déi ech Iech elo genannt hunn, kënnt Der alleguerten noliesen an de Rapporte vun deenen eenzelnen Haiser an och an de Rapporte vun de Verwaltungen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, an dat ass ee vun de Problemer: Mir schwätzen doriwwer, wat mer maache fir eis Jugend, mir schwätzen doriwwer, wat mer maache fir eis Famillen, wat och gutt esou ass a wou mer och deene vill mussen hëllefen. Mä mir mussen och doriwwer schwätzen, wat mer maache fir déi eeler Leit, déi eeler Leit, déi am Fong de Verdéngscht hunn, dass dat Land haut esou dosteet, wéi et dosteet! Well dat waren net déi Jonk an dat waren net d'Kanner, mä déi, déi dat Land esou opgebaut hunn, wéi et esou dosteet, dat sinn haut déi Leit, déi an der Pensioun sinn an heiansdo Fleeg brauchen an déi och op déi Servicer musse kënnen zréckgräifen, soudass et och do wichteg ass, dass mer do genuch Better hunn, dass d'Leit net brauchen ze laang ze waarden, a virun allem, och wa mer e klengt Land sinn, dass se net musse 50, 60 km fueren, fir en Ënnerdaach ze fannen, mä bei hirer Famill, do, wou se sinn.

An och innerhalb vun den Haiser musse mer eis Froe stellen, well opgrond vun der Fleegeversécherung ass et oft och schwiereg: Een, dee méi en héije Grad huet, dee gëtt direkt geholl, an een, deen e manner héije Grad huet, dee muss e bësse méi laang waarden. An dat ass ekonomesch verständlech, awer mënschlech net!

Ekonomesch ass et verständlech, well dann natierlech den Taux méi héich ass a puncto Schlëssel fir d'Aarbechtsplazen, déi an deenen Alters- a Fleegeheemer sinn, soudass et dofir heiansdo méi interessant ass, een ze huele mat engem héije Bedierfnis u Fleeg wéi e Mënsch, dee guer keng Fleeg brauch. Dat ass e Problem, dee mer hunn, an dee Problem solle mer ugoen.

Ech weess och, dass dat net vun haut op muer ze léisen ass. Mä et ass awer wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, dass déi Leit do ënnerdaach kommen. Well fir mech ass et onmënschlech, wann deen ee Partner, well en Demenz huet, an deem engen Haus ugeholl gëtt, an dee Partner, dee keng Demenz huet, deen och eng Demande mécht, gëtt net geholl, well d'Fleeg net staark genuch ass, an da geet deen an en anert Haus. An do muss ech Iech soen: Dat ass da fir déi Betraffe ganz schlëmm! Mä dat ass och fir deenen hir Famill onverständlech, dass se heiansdo alt an därselwechter Uertschaft deen ee Partner an deem engen Haus hunn an deen anere Partner an deem aneren Haus, well do eben ënnerschiddlech Interesse sinn.

An et ass do, wou mer musse reagéieren a wou mer eppes musse maachen. Ech maachen do kengem e Virworf, mä et geet drëm, fir de Problem, wann een en erkannt huet - an ech ginn do no enger aler Regel: Voir, juger, agir! -, wann ee gesinn huet, wat de Problem ass, da soll een eng Decisioun huelen an och duerno handelen, fir dat kënnen ze maachen.

An do stellen ech mer dann och eng aner Fro. Ech hunn elo an der Zeitung gelies, den Här Minister Schneider géif de 7. Mee d'Sozialpartner an d'COPAS gesinn, fir iwwert d'Resultater vun deenen éischte véier Méint vun der neier Fleegeversécherung ze diskutéieren. Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ja.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …hei an dëser Chamber, an dësem Parlament huet den Här Schneider gesot, e géif no véier Méint, an dat wier den 30. Abrëll, d'Parlament informéiere kommen. Ech hu kee Problem, wann hie mat de Sozialpartner schwätzt a mat deenen e Bilan mécht, mä hie misst awer och d'Chamber informéieren, wat dann déi véier Méint bruecht hunn. A bis elo war et ëmmer üüblech, dass een emol fir d'Éischt mat der Chamber geschwat huet, ier een erausgeet an all déi aner Leit informéiert.

Här President, ech wëll dee Message just ginn hunn, an ech soen him et och nach selwer. Mä et wier gutt, wa mer eis awer heibannen eens wieren, dass, wa mer eis selwer den Optrag ginn, fir ze soen, dass mer no véier Méint e Bilan maachen, dass mer eis dann och heibanne selwer dorunner halen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir hunn och iwwer ganz aner Problemer geschwat, déi mer kennen. Ech hunn elo dee vum drëtten Alter gesot, ech kann och iwwert déi Problemer schwätzen, déi mer hunn an der Medezinn an an de Spideeler. De Claude Wiseler hat haut de Moie schonn e puer Saachen ugeschnidden. Ech wëll mer do just erlaben, bei der Gesondheet iwwer verschidde Fäll nozefroen. Ech wëll elo keng Detailer hei soen, mä awer dach de Prinzip, dass Leit, wa se Hëllef gebraucht hunn, dann ëmmer erëm gesot kruten, si missten an d'Ausland goen. Ech weess, dass dat mat den IRMe jo elo decidéiert ginn ass, dass Lëtzebuerg sech méi IRMe géif uschafen. Mä et muss ee sech och do d'Fro stellen,…

Une voix.- Enfin.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …ob mer net och doriwwer mussen nodenken, wéi laang déi Maschinne lafen. An ech mengen, dass do - ech kucken dofir op meng lénks Säit - e Parteikolleeg vun Iech, deen och Dokter ass, eng Kéier ënnerstrach hat, ob een do net misst kucken, fir déi Maschinnen anescht auszelaaschten. Well wéi ech elo d'lescht Woch dann am Ausland war, do hu se mer dat an engem Spidol gewisen. Déi Maschinne lafe jo iwwert d'Aktivitéit, déi Maschinne lafen iwwert d'Stonnen a ginn och iwwert d'Stonne verrechent.

An do ass jo och d'Technik! Well esou, wéi wa mer mam Auto aus der Garage erausfueren, deen da schonn näischt méi wäert ass, ass déi nächst Technik schonn hannendrun, a bei der medezinnescher Technik geet dat vill méi séier. An dat, wat am Januar, wann Der et bestellt, nach supermodern ass, wann Der dat am Abrëll geliwwert kritt, da si schonn erëm dräi méi modern Maschinnen entdeckt ginn. A wann ee weess, dass déi Maschinnen eréischt ersat ginn no de Stonnelafzäiten - dat heescht also, wann den Apparat manner laang leeft pro Dag, da brauch ee méi laang, fir op d'Gesamtstonnenzuel ze kommen - da muss ee sech do d'Fro stellen, ob een dann nach ëmmer dat Allermodernst huet, wann een da bis alles ageriicht huet, soudass een dann awer erëm e Problem huet.

An déi Kolleegen, déi méi am Oste wunnen, déi kennen déi Wanderung an déi däitsch Spideeler, virun allem an d'IRMen. Dat sollte mer verhënneren, dass se dee Pilgerwee maachen. Dat kéim och eisem Gesondheetssecteur hei zu Lëtzebuerg zegutt. An dat géif och sécherlech aner Méiglechkeete schafen. An et ass dofir wichteg, doranner ze investéieren.

Gläichzäiteg, ech hat et schonn a menger Aleedung gesot, musse mer et och fäerdegbréngen, dee Secteur méi interessant ze maachen, oder „méi interessant" ass vläicht e schlecht Wuert, mä méi Propaganda ze maache fir déi Méiglechkeeten, déi et do gëtt. Well an der Tëschenzäit géif am Gesondheetssecteur - net nëmmen, wat d'Dokteren ubelaangt, mä och, wat d'Fleegepersonal ubelaangt - de Lëtzebuerger System net méi fonctionnéieren, wa mer net op déi auslännesch Matbierger an op d'Frontaliere kéinten zréckgräifen. An dat sollt eis ze denke ginn. An do solle mer investéieren an d'Formatioun, an d'Propaganda, fir de Leit ze soen, wat een do alles ka maachen, fir an deene Secteure kënnen aktiv ze sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, e leschte Punkt, deen ech nach wollt bréngen, dat ass dee vun der sozialer Schéier. Ech hat dat am Fong net virgesinn, mä opgrond vun Aussoen, déi am Laf vum Dag hei gefall sinn, wëll ech awer just soen, dass een ëmmer héiert, et géif kengem a Lëtzebuerg méi schlecht goen, wéi dat 2013 de Fall war. An ech behaapten elo net, dass déi Zuelen, déi ech Iech elo wäert kommentéieren, vu mir kommen, mä dat sinn Zuelen, déi am „Quotidien", enger Zeitung, déi déi meescht heibanne kennen, den 31. Januar 2018 stoungen. An déi hu Beispiller ginn. An déi hu Beispiller gerechent, wat d'Entwécklung hei zu Lëtzebuerg matmécht.

Eng Famill mat zwee Erwuessener an zwee Kanner, eent a fënnef Joer al, déi hat 2008 e Revenu total vu 47.918 Euro. An eng Famill mat zwee Erwuessener an zwee Kanner, mam Salaire social minimum an engem Kand vun engem an engem Kand vu fënnef Joer, huet am Joer 2018 46.005 Euro d'Joer. A wann Der den Ënnerscheed maacht, da stellt Der fest, dass dat 1.805 Euro (veuillez lire: 1.913 Euro) manner sinn, ganz genau, nach mat allen dräi Kommaen hannendrun. An dat ass eppes, wou ech kengem e Virworf maachen, mä dann däerf een awer net soen dobaussen: „Et geet jiddwerengem besser." An ech wëll just soen: Déi Chiffere kommen net vu mir, si stoungen am „Quotidien", an et sinn d'Erklärungen an d'Berechnunge vum OGB-L a vun der Chambre des Salariés,…

(Interruption par M. Eugène Berger)

…déi hunn dat gemaach. Si schreiwen extra hannendrun, Här Berger, ech hunn dat net hannendrugeschriwwen, mä si haten dat schonn hannendrugeschriwwen: Do sinn d'Familljeleeschtunge selbstverständlech mat dran! Si hunn et extra betount. Si hunn Är Fro vläicht kannt. Oder si woussten dat schonn den 31. Januar, dass se dat esou derbäigeschriwwen hunn. An et ass dofir, wou ech soen: Dat do ass eng Kategorie. Et sinn aner Kategorien, do ass et anescht, do sinn ech mat Iech d'accord.

Mä et muss een awer soen, dass dat do Chiffere sinn, déi publizéiert gi sinn an enger Dageszeitung, si si publizéiert gi vun enger Gewerkschaft, si stinn an de Publikatioune vun der Chambre des Salariés, si stinn an der Publikatioun vun der Caritas, déi gëschter erauskomm ass, dem Sozialalmanach, deen dorobber hiweist, a si stinn och am Avis vum Conseil d'État zum Projet de loi iwwert d'Reform vum REVIS. An et ass de Conseil d'État, deen déi drageschriwwen huet, net ee vun eis. Dofir, et si keng Chifferen, déi ech elo selwer zesummegerechent hunn, Här Berger, et sinn alles Chifferen, déi op Documents parlementaires ganz kloer zustane komm sinn.

An ech hunn do keen héieren, weder vu Majoritéit nach Oppositioun, deen déi Chiffere contestéiert, déi de Conseil d'État do publizéiert huet. A wann déi vum Conseil d'État jo richteg sinn, da sinn och déi richteg, déi d'Chambre des Salariés publizéiert huet an och déi aus dem Sozialalmanach, well déi baséiere sech deelweis op dat Zuelematerial. Ech wëll domadder kengem e Virworf maachen, mä ech wëll just soen, dass een dann net andauernd soe kann: „Et ass alles besser an et ass näischt méi schlecht."

Also, dat, wou ech hiwëll, wat ech wëll soen, ass: Mir mussen eis bewosst sinn, dass, wann déi sozial Schéier méi wäit auserneegeet, dat net gutt ass fir d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg, an dass mer do zesummen - an ech betounen: zesummen! - mussen Initiativen huelen, fir déi Problemer kënnen ze behiewen. Et ass wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, dass hei zu Lëtzebuerg manner Leit dem Risiko vun Aarmut ausgesat sinn. An do spillt de Logement eng grouss Roll, an do spille virun allem - wa mer vun Aarmut am Alter schwätzen - d'Präisser an alles, wat an den Altersheemer geschitt, mat. A wann et an der Fleegeversécherung erofgeet, da geet d'Selbstbedeelegung méi an d'Luucht. Also ass dat och kloer, dass mer do mussen agéieren, fir dass och fir déi Leit, déi jo awer de Grondstee geluecht hunn, fir dass d'Lëtzebuerger Ekonomie an d'Lëtzebuerger Land esou dosti wéi haut, dat och erhale bleift.

Dir Dammen an Dir Hären, wat ech soen zu deem, wat am Alter geschitt, do solle mer och net déi Jonk géint déi Al ausspillen, mä mir sollen allen Alterskategorien déi Hëllef zoukomme loossen, déi se brauchen. Dofir solle mer bei verschiddene Saachen nodenken iwwert d'sozial Selektivitéit. Déi eng Leit brauche méi wéi déi aner. An do solle mer all zesumme kucken, wat mer do kënne maachen, awer verschidde Saachen och hannerfroen. Hannerfroen: War déi Decisioun, déi mer do geholl hunn, richteg? Solle mer net mat deene Suen eppes anescht maachen, wou mer vill méi konkret a vill méi präzis kënnen hëllefen?

Ech weess, dass een dat net vun haut op muer aus der Täsch rëselt, mä dass een déi Analys Fall fir Fall a Gesetz fir Gesetz mécht. Well et ass keng Schan, wann een an engem Gesetz eppes gemaach huet, wat net gutt war - mir haten dat jo schonn emol heibannen -, dass een dann dräi oder véier Méint drop seet: „Bon, mir mussen hei en Artikel änneren, do ass eis eppes ënnerlaf, dat hu mer net betruecht."

Dat soll e gemeinsame Message sinn, ob dat Oppositioun oder Majoritéit ass, dat ass scho jiddwerengem geschitt. Mä et soll een derzou stoen. An et soll een dann alles maachen, fir dee Feeler schnellstméiglech ze regléieren. Dat war an der Vergaangenheet esou, et waren och Regierunge mat der CSV, wou dat de Fall war, wou dat gemaach ginn ass. Da soll een och de Courage hunn, wa Problemer entstane sinn, wann een do Saache gestrach huet, fir déi och erëm réckgängeg ze maachen. Domadder fält kengem en Zack aus der Kroun. Mä et géif awer fir de Mënsch a fir déi Leit, déi dovu betraff sinn, däitlech Verbesserunge mat sech bréngen.

Här President, wa mir et fäerdegbréngen, déi sozial Problemer, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, an déi sozial Schéier méi kleng ze kréien, da kënne mer och aner Saachen an Ugréff huelen. Den Här Haagen hat mech beim Budget gefrot, wa mer géifen iwwert de Salaire médian schwätzen, ob ech do bereet wier, och Saachleeschtunge matanzerechnen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Wa se kënnen agerechent ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A mengem perséinlechen Numm soen ech Iech: Jo. Mä ech soen Iech awer, dass Eurostat…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Richteg,…

M. Marc Spautz *(CSV).*- …an all déi aner wäerte soen: „Gitt spillen!" Mä ech sinn awer der Meenung,…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …dass een och déi sozial Leeschtungen an och d'Prestation-ennaturen, déi kommen, soll mat an der Diskussioun féieren. Et schéngt mer evident ze sinn. Well anerefalls schwätze mer vun zwou verschiddene Saachen. Mä dat rett eis awer net virdrun, dass mer an de Statistiken nach ëmmer esou dostinn, wéi mer dostinn. Mä da solle mer och deen Debat objektiv féieren, zesumme féieren an dann och zesumme Léisunge fannen. Well ech soen Iech…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Da gi mer vu richtegen, objektiven Zuelen aus, an da kënne mer deen Debat féieren, an net Zuele géint Zuelen ausspillen! Dat ass kee Reproche, mä dat ass awer…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma da kommt, da maache mer eng Bestandsopnam an dann diskutéiere mer en connaissance de cause, jiddwereen, iwwer all dat, wat um Dësch läit, well dat géif hëllefen, dass d'sozial Kohäsioun hei zu Lëtzebuerg…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Richteg!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …besser gëtt. An dat géif dann och hëllefen, dass déi Schéier net ëmmer méi wäit auserneegeet.

Dass mer domat all Problem geléist kréien, do sinn ech mat Iech d'accord, dat gleewen ech och net. Mä mir géifen awer en Deel vun de Problemer geléist kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech kéint nach virufueren, mä da kréien de Léon Gloden an d'Martine Hansen gro Hoer, well déi brauchen och nach Aarbechtszäit,…

Une voix.- Ooh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …Riedezäit. Ech wëll just soen,…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Hien huet se schonn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …et geet drëm, fir konstruktiv déi Problemer hei unzegoen. A mir sollen eppes maachen am Interesse vum Mëttelstand an am Interesse vun deene Beschäftegten. An ech sinn dovunner iwwerzeegt, dass mer all zesummen dat och kéinte packen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech wollt awer just den Här Spautz froen, ob hien net och duerch e Malentendu an déi falsch Kategorie eragerutscht ass, well e ganze Koup vun deene Froen, déi hien opgeworf huet, déi hätten eigentlech an de Volet «Cohésion sociale et bien-être»…

Une voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …an net an d'«Économie et compétitivité» gehéiert.

Soudass ech elo awer an eiser klenger Ausenanersetzung géif mengen, dass et zumindest 1:1 steet.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, ech wollt Iech jo och just soen: Wa mir der hätte kënne méi beim Débat général aschreiwen - mir sinn dervun ausgaangen, et wier ee pro Fraktioun -, dann hätte mir der och sécher méi am Débat général gehat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Aah! Et ass also,...

(Brouhaha)

...et war also eng Kompetitioun do, wien an déi éischt Kategorie a wien an déi zweet Kategorie kënnt.

(Hilarité)

Nee. Dat gesot, wann...

(Interruption)

Ech wollt just soen: Wann den Här Spautz déi Froen iwwert den drëtten Alter muer de Moien opgeworf hätt, da wär selbstverständlech och de Sozialminister do gewiescht. Deen ass näämlech dervun ausgaang, dass déi doten Diskussioun muer de Moie géif stattfannen. Just als Präzisioun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Spautz ka jo nach eng Kéier erauskommen.

(Brouhaha)

Dann ass just keng Riedezäit méi do fir déi aner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat gesot,...

(Interruptions)

...dat gesot, huet elo deen nächste Riedner zu dem Thema «Économie et compétitivité» d'Wuert, den Här Franz Fayot.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Do si mer sécher, datt hien zum Thema schwätzt.

(Brouhaha)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et geet an enger éischter Phas nach e bësse weider mat «Cohésion sociale».

(Brouhaha)

Net laang. Awer e bëssen.

Une voix.- Lauschtert dem Här Fayot no!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, wann ech moies duerch mäi Quartier ginn, de Garer Quartier, an ech ginn iwwert d'Paräisser Plaz - wat eng flott Plaz ass, eng flott urban Plaz mat Caféen, Restauranten, wou d'Leit iesse ginn, een huele ginn -, da sinn ech an deene leschten Deeg a Wochen ëmmer moies laanscht ee Mann gaangen, deen do um Eck loung a sengem Schlofsak, mat senge Saachen nieft sech, deen no der Wanteraktioun ganz kloer op der Strooss war. A wann ech dann nach e bësse weiderginn an ech gi mer meng Mëtsch kafe bei den Namur, do sëtzt och ëmmer een...

Plusieurs voix.- Oh!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- An dat si Leit, wann een da mat deenen an d'Gespréich kënnt, da léiert een eng aner Realitéit kennen. Da léiert een eng Realitéit kenne vu Leit, déi keng Wunneng hunn, déi keng Pabeieren hunn, oft well se se verléieren op der Strooss oder well se se ofgeholl kréien, déi sech net kënne bei der ADEM aschreiwen, well se keng Adress hunn, déi natierlech och keen RMG kréien. Dat si Leit, déi komplett duerch de soziale Grill falen. Do schwätze mer net vun Aarmutsrisiko, do schwätze mer vun absolutter Aarmut!

Wann een e bësse weidergeet an Hollerech bei d'„Stëmm vun der Strooss": Déi haten 2015 1.046 verschidde Leit, déi se empfaangen hunn op hirem Site zu Hollerech, fir do eppes ze iessen, fir eng Dusch ze huelen, fir Kleeder ze kréien, bei de Coiffer ze goen oder bei den Dokter.

An 2017 waren et 3.600 verschidde Leit, déi iwwert dat Joer dohinnerkomm sinn. Dat ass e Plus vun 244%. Dat sinn net nëmmen Obdachloser, dat si Leit, déi Schwieregkeeten hunn, d'Enner zesummenzekréien um Enn vum Mount, oder déi och Gesellschaft sichen an a verschiddene Fäll e bësse Wäermt.

Wivill Obdachloser et gëtt, ass eng Donkelziffer. Dat weess kee genee. D'Caritas schätzt se op tëschent 100 an e puer Honnert.

Här President, ech weess, dass ech hei am Block «Économie et compétitivité» schwätzen, mä ech muss Iech soen, wann ech esou Realitéite gesinn an der Strooss a wann ech op där anerer Säit dee Räichtum gesinn, dee mer an dësem Land hunn, dee mer generéiere mat eiser Ekonomie, eis Croissance, dann dinn ech mech heiansdo schwéier, fir nach weider iwwer Wirtschaft a Kompetitivitéit ze schwätzen. An ech soe mer, dass d'Gesondheet vun enger Gesellschaft sech och dru miesst, wéi se mat deenen Allerschwächsten an der Gesellschaft ëmgeet. An do steet et net ëmmer ganz glorräich bei eis zu Lëtzebuerg.

Et sinn och net nëmmen déi Leit, déi ganz aarm sinn, d'Sozialfäll, déi vun eisem Wirtschaftsmodell net méi ganz profitéieren. Ech wëll just e puer Wuert soen iwwert d'Wunnengsproblematik. Déi ass schonn ugeschwat ginn, déi betrëfft mëttlerweil all Sparte vun der Gesellschaft an net nëmmen déi, déi am „Panorama social" vun der Chambre des Salariés ugeschwat ginn oder am „Almanach" vun der Caritas. Och guttgestallte Lëtzebuerger mierken, dass hir Kanner ouni Hëllef vun doheem sech zu Lëtzebuerg keng Wunneng méi kënne leeschten, oder wann, da just nach eng kleng. Well bei Präisser um Meterkaree vun tëschent 5.000 a 6.000 Euro an der nationaler Moyenne kritt ee vläicht e klengt Appartement. Mä wann dann dat éischt oder dat zweet Kand kënnt an ee muss eng méi grouss Wunneng kafen, dann ass Schluss.

Op där anerer Säit hu mer awer och eng Realitéit, wou Leit mat Terrainen an Haiser spekuléieren, wou dat e Spekulatiounsobjet ass, deen als reng Renditt gebraucht gëtt. Dës Woch war nach am „Land" en Artikel vun engem Journalist, deen d'Strukturatioun iwwert d'Immobiliefongen thematiséiert huet, iwwert d'SICAV-FIS. Do kann een Terrainen, Immobilien an e Fong paken an do am Fong dat komplett fiskal neutraliséieren an och d' Plus-valuë wäitestgeeënd neutraliséieren. Dat si Praktiken, déi u sech contradictoire sinn, am Géigesaz sinn zu där Politik, fir déi mer eis missten asetzen ze maachen a Richtung méi Offer, och a Richtung vu Mobilisatioun vum Foncier. An dat ass, mengen ech, eng Zäitbomm, déi tickt, déi mer onbedéngt mussen an Ugréff huelen.

Mäi Parteifrënd Yves Cruchten an och de Moien den Alex Bodry hunn do verschidde Mesuren ugeschwat, déi mer proposéieren als LSAP. An ech ënnerschreiwen déi natierlech mat zwou Hänn.

Muer kënnt meng Parteikolleegin, d'Taina Bofferding, hei op d'Bün, fir iwwert d'Cohésion sociale ze schwätzen, an dofir halen ech elo hei op, soss kréien ech effektiv erëm Reprochë gemaach, dass ech hors sujet wier.

Här President, ech wëll nach e puer Saache soen iwwert d'Digitaliséierung. Mat der drëtter industrieller Revolutioun huet eist Land sech e Plang ginn, wéi mer eise staarke Wuesstum méi harmonesch an ouni exzessiven Impakt op d'Émwelt kënne gestalten. Mir wäerten Enn Juni an enger Commission jointe de Punkt maachen iwwert de Fortschrëtt an der Ëmsetzung vun där Strategie no der Veréffentlechung vum Rapport intermédiaire Enn d'lescht Joer.

Wat kloer ass, dat ass, dass eis Wirtschaft an de kommende Joren nach vill méi staark wäert digitaliséiert ginn. Nei Technologien, wéi Algorithmen, artifiziell Intelligenz, Roboter an esou weider wäerten nach vill méi präsent ginn an der Aarbechtswelt.

Wat genee den Impakt gëtt op d'Aarbechtswelt, dat ass nach wäitgeeënd Zukunftsmusek. Et gëtt do zum Deel ganz pessimistesch Previsiounen. Et gëtt e bekannte Rapport vun den englesche Fuerscher Osborne a Frey aus dem Joer 2013, dee virausgesäit, dass ongeféier 47% vun den Aarbechtsplazen an den USA a wahrscheinlech och an aneren entwéckelte Wirtschaften à risque vun der Automatiséierung stinn. Déi Studie gëtt allerdéngs haut contestéiert an als depasséiert ugesinn.

Nei, e bësse méi reng Analyse ginn awer an d'Richtung, fir ze soen, dass et eng Polariséierung vum Aarbechsmaart gëtt. Et gesäit een, dass Aarbechten, déi manner repetitiv sinn, manner op Routine baséieren, besser Chancen hunn an enger digitaliséierter Welt. An Ekonomien, déi scho méi staark digitaliséiert sinn, gëtt do d'Offer vun deenen Jobbe méi héich wéi déi vu Routinnen- a repetitiven Aarbechten, ob dat manueller sinn oder intellektueller.

An dat féiert schonn zu enger éischter Konklusioun, oder enger éischter Pist, déi een awer, mengen ech, scho kann adoptéieren. Dat ass, fir ze soen, dass d'Mënsche sech am Fong solle spezialiséieren op dat, wou se net kënnen „ewechrobotiséiert" ginn. Dat ass d'Kreativitéit, dat ass d'Empathie, d'Mënschlechkeet. Alles, wat am Beräich vun de Soinen ass, wou et ëm de Mënsch geet, si gutt Pisten. An ech mengen, dat ass och eppes, wat ee kéint mat op de Wee huelen an eiser Educatiounspolitik, fir sech méi dorobber ze konzentréieren an eisem Bildungssystem.

E weideren Trend ass, dass déi nei Technologien och nei Aarbechte schafen, déi mer zum Deel nach net kennen. Ech mengen zum Beispill d'Autoen, déi muer wäerte selwer fueren, déi „self-driving cars": Do gesäit een, dass engersäits déi Autoen natierlech musse produzéiert ginn. Do sinn aner Piècen, déi nach derbäikommen, si musse reparéiert ginn, si mussen och programméiert ginn. An et kommen aner Aarbechten derbäi, wéi zum Beispill déi vun den Datenanalysen. Déi Autoe funktionéieren natierlech mat ganz vill Daten a Support-Servicer, déi wahrscheinlech méi opwendeg si wéi déi vun normalen Autoen.

An esou ass et och an anere Sparten. Et gesäit een, dass u sech bei all Hightech-Job, esou gëtt geschat, fënnef extra Jobben derbäi entstinn.

Här President, mir gehéieren als LSAP net zu deenen, déi mengen, et misst een onbedéngt Angscht hu virun der digitaler Zukunft. D'Wirtschaft wäert sech ganz sécher änneren. Aarbechtsplaze wäerte verschwannen. Mä anerer wäerten och geschaaft ginn. Wéi all industriell Revolutioun, an dëst ass eng, an et ass eng éischter gréisser, bréngt déi hei och zolidd Changementer mat sech. An et ass eis fest Iwwerzeegung, dass mer eis dofir mussen asetzen, dass d'Digitaliséierung encadréiert gëtt, fir dass eis Gesellschaft och kee Schued dovunnerdréit.

Da frot Der mech: Wéi mécht een dat? Wéi encadréiert een esou eppes wéi eng Digitaliséierung?

Ech mengen, do huet d'Politik e puer Levieren, fir dat ze maachen. Deen éischte Levier ass dee vum Dateschutz. Mir sinn amgaang, an der Chamber dat europäescht Reglement iwwert den Dateschutz, de GDPR, ëmzesetzen, fir de Moment an der Kommissioun vum Enseignement supérieur. De GDPR, deen iwwregens ënner Lëtzebuerger Presidence 2015 adoptéiert gouf, gëtt vun Dateschützer a Mënscherechtler als en Duerchbroch um Wee zu engem bessere Schutz vun der Privatsphär am Internet an op de soziale Medie bal gefeiert. An et gesäit een um Beispill vu Cambridge Analytica - där Entreprise, déi engem amerikanesche Milliardär gehéiert, dee fir den Donald Trump Campagne gemaach huet -, un deem Beispill alleng, dass grav Abuse kënne geschéien, wann Daten, an dësem Fall vu Facebook, mëssbraucht gi fir politesch Zwecker. Wahle kënne beaflosst ginn, Mënsche kënne manipuléiert ginn, sief dat fir kommerziell oder fir politesch Ziler.

„Data is the new oil", dat ass esou e Schlagwuert, wat een oft héiert, wat, mengen ech, komplett richteg ass. Date sinn effektiv dat, wat déi nei Ekonomie lafen deet. Et ass eng nei Wärung. An dofir ass et extrem wichteg, dass mer als Europäesch Unioun higaange sinn als Virreider an dësem Domän, am Schutz vun der Privatsphär vun de Leit. All déi Solutiounen, déi mer am GDPR hunn, ob dat den Droit à l'oubli ass, ob dat en Droit de regard ass op Daten, déi traitéiert ginn en rapport mat enger Persoun, dat sinn och Acquisen, déi scho virdru vun der Jurisprudenz vun dem Europäesche Geriichtshaff consacréiert waren, an déi fanne sech an deem Reglement do erëm.

Wat interessant ass, dat ass, dass dee GDPR amgaang ass, den neien internationale Standard ze ginn, dass en och adoptéiert gëtt vun de GAFAen, op d'mannst, wa se mat Europa ze dinn hunn, als eng Aart Benchmark fir hir Aktivitéiten och um internationale Plang.

Mir sinn amgaang, wéi gesot, un deem Projet de loi do ze schaffen. Deen trëtt den 23. Mee a Kraaft. Et besteet also do eng grouss Urgence. An ech wënsche mer just, dass déi Behörde CNPD, déi et jo scho gëtt, mä déi mer musse renforcéieren en vue vun der Entrée en vigueur vun deem Reglement, dass déi all d'Moyene kritt, fir déi enorm Tâche, déi op se zoukënnt, seriö ze maachen an déi Akteuren, déi och zu Lëtzebuerg - an där gëtt et der jo, an et si keng kleng - aktiv sinn, richteg ze iwwerwaachen an och ze sanktionéieren, wann et muss sinn.

E leschte Punkt am Beräich vum Dateschutz: Ech géif och gär begréissen, dass d'Regierung e Schrëtt gemaach huet am Beräich vun der Surveillance sur le lieu du travail. Am initiale Projet ass et do kee speziellen Traitement ginn. Mir wëssen, dass dat europäescht Reglement dat hiergëtt. An et ass elo en Amendement komm, fir effektiv, wann eng Surveillance gemaach gëtt um Lieu de travail - a mir wëssen alleguerten, dass dat extrem sensibel Traitements de données sinn, dass dat e ganz sensibele Beräich ass -, dass et do en Droit de regard gëtt vun der Délégation du personnel, dass et do verschidde Mechanisme gëtt, fir déi Traitementer do besser ze encadréieren. An dat fanne mer eng gutt Saach, dass dat elo säi Wee an de Projet de loi erafonnt huet.

Deen zweete Levier, Här President, ass dee vum Aarbechtsrecht. Als LSAP ass et eis extrem wichteg, dass och digital Aarbechtsplaze gutt a sécher Aarbechtsplaze sinn. D'Mënschen dierfen net an d'Prekaritéit falen, well se zum Beispill als falsch Onofhängeg, ouni Aarbechtsvertrag an ouni Sozialversécherung, fir eng Plattform wéi Uber schaffen. D'Aarbechtsrecht steet fir eis och an enger digitaler Welt net zur Dispositioun.

Ech hunn dem DP-Spriecher nogelauschtert, dee proposéiert huet, e Gesetz ze huelen, fir den Teletravail ze encadréieren. Ech mengen, dass dat eng Méiglechkeet ass. Dat ass och vläicht scho geplangt. Firwat net? Doriwwer kann een nodenken, wëssend, dass d'Schwieregkeet hei haaptsächlech eng steierlech ass an eng vun der Sozialversécherung. Mir wëssen awer och, dass op verschiddenen Duebelbesteierungsofkommessen, wéi deem mat Frankräich, mer elo 29 Deeg negociéiert hunn, wou d'Leit kënne vun doheem aus schaffen, wat natierlech mat de Frontalieren eng gewësse Flexibilitéit gëtt. An deem mat der Belsch, do sinn et der e bësse manner, an deem mat Däitschland och. Mä ech mengen, dat ass och e Wee, deen ee kann aschloen, fir am Teletravail mat de Frontaliere sech e bësse méi Marge ze ginn.

Et gëtt jo oft behaapt, oder gehofft, dass d'Aarbechtszäit tendenziell erofgeet an enger digitaliséierter Wirtschaft. Meng perséinlech Erfahrung - an ech si sécher, och déi vu ville Kolleegen heibannen -, säit ech e Blackberry an e Smartphone hunn, ass, dass se éischter eropgeet. Wann een déi ganzen Zäit Maile ka kucken, wann een déi ganzen Zäit connectéiert ass, da schafft een am Fong och méi. Dat ass e schläichende Prozess. Dat ass eng Zäit, déi ee vläicht net esou wouerhëlt, mä et kuckt ee seng Mailen owes, et kuckt ee se moies, et gëtt een och liicht ofhängeg vun deem Spillgezei an dat ass alles net komplett ongeféierlech.

Dofir ass et fir eis kloer, dass mer fir en Droit à la déconnexion sinn, dass mer mussen doriwwer nodenken, wéi mer dat och an eist Aarbechtsrecht verankeren, fir Iwwerfuerderung ze vermeiden a fir Burnouten ze evitéieren, déi do sécher wäerte kommen.

En anere ganz wichtegen Aspekt an der Aarbechtswelt ass natierlech dee vun der Formatioun. Weiderschoulung an Ëmschoulung sinn an enger Phas vun Transitioun an en anere Wirtschaftsmodell extrem wichteg. Den Aarbechtsminister Nicolas Schmit huet d'Initiativ „Digital Skills Bridge" presentéiert Enn d'lescht Joer. Dat gëtt den 2. Mee elo offiziell lancéiert an dat ass eng Initiativ, déi de Betriber soll hëllefen, déi amgaange sinn, sech ze digitaliséieren, sech op méi Digitalisatioun ëmzestellen, fir éischtens deenen hir Besoinen ze identifizéieren, wat d'Formatioun ugeet, ze kucken, wat fir eng Plaze méiglecherweis verschwannen a wat fir eng Leit mussen ëmforméiert ginn. A wann dee Plang, deen déi Entreprisen ënnerbreeden, approuvéiert gëtt, da kënnen déi profitéieren oder benefissiéiere vu Subside vum Ministère du Travail, souwuel wat d'Ëmschoulung ugeet oder och méiglecherweis bei enger Hëllef vun engem Reclassement, ob deen intern ass oder extern.

Ech mengen, dat ass e Beispill vu genee deem Wee, deen ee sollt aschloen. Dat ass och, mengen ech, esou e Beispill vu Good Practices, dat ee gesäit, wann een e bësse liest och international, wat iwwert dee Beräich do geschriwwe gëtt, dass gesot gëtt: Dat ass genau dat am Fong, wat ee sollt maachen; d'Leit fit maache fir déi nei digital Ekonomie duerch Formatioun, Formation continue, Schoulung an Ëmschoulung.

Mä et ass och wichteg, dass eis Schoulen do nei Weeër ginn. An ech si frou, dass de Bildungsminister och do ass. Ech hat him ufanks des Mounts eng Fro gestallt, déi net op menger eegener Mëscht gewuess ass, mä déi ech ofgekuckt hu bei de Representantë vum Jugendparlament a vun der Initiativ 99ID vum Nohaltegkeetsrot, déi all am Fong op eng konkordant Aart a Weis gesot hunn: „Éischtens kréie mir net déi richteg Schoulung, wat d'Informatik ugeet a wat den Ëmgang mat den informateschen Outilen ugeet, a mir mierken och, dass eis Proffen zum Deel net genuch preparéiert sinn an hiren Niveau an der Informatik net ëmmer gutt genuch ass, fir eis do op déi Saache virzebereeden."

Meng Fro ass, op meng Question parlementaire bezunn, éischtens, ob dee Constat gedeelt gëtt, an zweetens, wa jo, ob do verschidde Mesuren ugeduecht sinn am Ministère de l'Éducation, fir dat doten unzegoen. Mä ech mengen, dass et eng vu ville Froen ass, déi och op d'Schoul duerkënnt, wann et drëm geet, sech ze froen, wéi mer eis virbereeden op d'Digitaliséierung a wéi mer och déi Jonk virbereeden op d'Digitaliséierung.

Ech hunn et gesot, wann ee gesäit, dass et eng vun den Tendances lourdes ass, dass d'Kreativitéit an d'Empathie an, jo, vläicht och méi Sciencen, Mathematik eng wichteg Roll spillen an deenen neien Jobs, da sinn dat awer vläicht Pisten, déi ee sollt seriö huelen an iwwert déi mer och sollte bei eis seriö nodenken.

(M. Alex Bodry prend la présidence.)

En drëtte Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vum sougenannten „digital divide". Op Lëtzebuergesch géif een dat dann nennen, ech weess net, déi „digital Faille" oder „digital Spléck", mä op alle Fall ass et esou, dass et op allen Niveauen eng Gefor gëtt, déi an där ëmmer méi grousser Ofhängegkeet vum Internet läit. Dat ass dee sougenannten „digital divide". An eng Illustratioun vun dësem Phenomeen war déi Petitioun vun der ULC, déi virun enger Partie Méint dem Parlament ënnerbreet gouf a wou méi wéi 10.000 Leit ënnerschriwwen haten, déi sech u sech beschwéiert hunn iwwert de Fait, dass se aner Tariffer hätten duerch de Fait, dass si hir Transaktiounen am Guichet maachen - Bancomatsretraiten oder zum Beispill Viremenenten -, déi se net hunn, wa se hir Viremente per Internet maachen.

Et gëtt nach ëmmer vill Leit, déi kee Computer hunn oder net mat engem kënnen ëmgoen: al Leit, Kanner, Jonker. Jonker kënnen alleguerte spillen, ganz gutt, mat Tablets, mat Smartphones, mä ech weess dat vu mengem Teenager, si kënnen net super gutt mat hirem Laptop oder esou ëmgoen. Dora brauche se effektiv nach eng gewësse Formatioun. Och sozial schwaach Leit hunn net ëmmer Accès zu engem Computer. Si hu keen oder si kréien och keen zu hirer Dispositioun.

A sief et, ob an Administratiounen, Banken, op der Post oder wann ee wëllt Saachen online kafen, mir sollten oppassen, dass mer Leit net op der Streck loossen, net aus der Gesellschaft erausdrécken, well se ebe keen Accès zu engem Computer hunn. Dat ass och nach eng Lëtzebuerger Realitéit, dass et där Leit gëtt. Wéi gesot, do spillt och erëm e soziale Facteur mat.

An ech géif an dësem Kontext gären eng Initiativ hei wierklech ernimmen an och begréissen, dat ass d'Asbl Digital Inclusion. Dat ass eng Asbl, déi virun zwee Joer gegrënnt ginn ass vum Patrick de la Hamette an Isabelle Mousset, déi hunn elo eng Equipp vun enger Partie Leit, do sinn och Benevoller derbäi, an déi maachen e ganz flotte Projet mat ënner anerem Refugiéen, wou se Computeren, al Computeren an Tablets an iPhonen oder soss Tëlefone sammelen, déi reparéieren, astand setzen an déi da Leit zur Verfügung stellen. Si maachen och Coursen, Formatioune vun Digital Literacy fir Leit, déi näischt dovunner kennen. Dat ass och eng ganz flott Initiativ, déi een hei, mengen ech, sollt begréissen.

Här President, ech kommen dann zum Schluss. D'Digitaliséierung betrëfft eng ganz Rei vu Gebidder a vu Politikthemen. An e gudde Bewäis derfir war fir mech deen Hearing, dee mer organiséiert hunn d'lescht Joer am Hierscht zum Rifkin-Rapport. Do hate mer eng véier, fënnef Kommissiounen, déi zesummen hei all d'Representanten empfaangen hunn aus der Zivillgesellschaft. An do huet ee gemierkt, dass dee ganze Sujet vun der digitaler Transformatioun, vun der drëtter industrieller Revolutioun u sech am Fong en transversale Sujet ass.

An engem däitsche Bundesland, a Schleswig-Holstein ass de fréiere grénge Europadeputéierte Jan Philipp Albrecht, dee justement Rapporteur war vum Reglement iwwert den Dateschutz, elo just Minister gi fir Digitales, Agrikultur, Emwelt an Energie. An dat sinn och déi Beräicher, déi am Rifkin-Rapport wierklech eng zentral Roll spillen. An ech mengen, dat ass e Gedanke wäert, fir sech ze froen, ob mer net och zu Lëtzebuerg sollten nodenken iwwer e Ministerium fir d'Zukunft oder fir digital Ekonomie, an enger Form, iwwert déi ee muss schwätzen - gëtt dat e Koordinatiounsministère, gëtt dat e Ministère, wou verschidde Ressorte vläicht zesummekommen? -, mä justement, fir déi transversal Natur vun dëser industrieller Revolutioun mat ze begleeden a fir se richteg ëmzesetzen.

Ech mengen, dat wär e Gedanke wäert an dat ass sécher een, dee meng Partei wäert weiderdreiwen an och weider iwwerleeën am Kader vun hirem Wahlprogramm.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry, *Président de séance*.- Merci, Här Fayot. An als nächste Riedner hätt den Här André Bauler d'Wuert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Här President Alex Bodry, Dir Dammen an Dir Hären, egal ob mir iwwer eis...

(Hilarité et interruption par la présidence)

Et ass gär geschitt, Här Bodry!

(Brouhaha)

Egal ob mir iwwer eis Kompetitivitéit oder iwwer eise Wuesstum debattéieren, mir befaassen eis schlussendlech ëmmer mat de Stäerkten a mat de Schwächte vun eisem Lëtzebuerger Standuert. Dëse Standuert ass eng Erfollegsgeschicht! Et ass besonnesch d'Diversitéit u Standuertvirdeeler, déi d'Unzéiungskraaft vun esou engem spezielle Site wéi Lëtzebuerg ausmécht.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Lëtzebuerg ass bäi Wäitem net dat Land, wou d'Entreprisen am mannste Steiere musse bezuelen. Jo, et ass nach Sputt no ënnen, wat den Taux affiché ugeet. Mä et ginn nach aner Ursaachen, firwat Lëtzebuerg fir Investisseuren interessant ass.

Wat eise Standuert besonnesch attraktiv mécht, ass de Set, de Package u Virdeeler, déi mir als klengt Land matzen an Europa ubidden. Mir hunn e Standuert, dee sech souwuel duerch en ofwiesslungsräiche Schoulsystem wéi och duerch eng diversifizéiert kulturell Offer auszeechent. Eise Fuerschungssystem entwéckelt sech weider an e spezialiséiert sech. Mir garantéiere sozial Sécherheet a Sécherheet am Allgemengen. Mir liewen an engem Ëmfeld, an deem sech virun allem verschidden europäesch Kulture begéinen, a mir schwätzen, nieft eiser Heemechtssprooch, och nach aner Sproochen! Bei eis fille sech souwuel englesch-, franséischwéi och däitschsproocheg Mënsche wuel. Mënschen, déi hei liewen, wunnen a schaffen.

D'Begéinung tëschent ënnerschiddleche Bankkulture mécht eis Plaz méi attraktiv a méi staark. Hei kann ee vun deem anere léieren, vun deem anere senger Kultur a senger Eegenaart. Kommt, mir sinn éierlech mat eis selwer: Ouni eis performant Finanzplaz, ouni eist innovatiivt Handwierk, ouni eis mëttelstännesch Betriber, déi voll am Digitaliséierungsprozess dra sinn, an ouni déi vill schaffend Leit, déi all Dag hei zu Lëtzebuerg hiert Brout verdéngen, kéinte mer eis dee Wuelstand an dee Sozialstat, dee mer kennen, net leeschten!

Jiddwereen, deen zu Lëtzebuerg schafft, genéisst net nëmmen eng zolidd Sozialversécherung, e kritt och no senger Carrière eng Pensioun, mat där een dezent liewe kann.

Jo, de Lëtzebuerger Modell ass e sozial orientéierte Modell. Et ass och e Modell vum sozialen Dialog. Wann an anere Länner d'Leit op d'Strooss ginn, fir ze manifestéieren, gëtt sech bei eis am Prinzip ausgeschwat a verhandelt. Dat huet och a grad domat ze dinn, dass eis Ekonomie exzellent opgestallt ass.

Der DP läit dann och ganz vill dorunner, dass d'Aarbechtskonditioune vun de Leit, déi bei eis schaffen, dass déi Konditioune stëmmen. Wat eis awer op d'mannst genausou wichteg ass, dat ass, dass d'Leit och genuch Zäit hunn, fir ze recuperéieren a fir sech ze erblosen, dass se Zäit hu fir hir Famill, besonnesch fir d'Kanner. An op deem Plang sinn déi lescht Joren - et ass haut schonn e puermol gesot ginn - Akzenter a Richtung vu méi Flexibilitéit gesat ginn. Et geet dodrëm, de Bedürfnisser, de reelle Bedürfnisser vun de Leit entgéintzekommen. Mir hunn de Congé parental esou reforméiert, dass en och fir Pappen attraktiv ass. Mir hunn d'Congéen un d'Besoinen ugepasst.

Och dës Moossnamen droen zu der Attraktivitéit vun eisem Standuert bäi. An als DP wëlle mir derfir suergen, dass d'Aarbechtszäite weider am Interessi vun de schaffende Leit flexibiliséiert ginn. Kënnt een de Leit op deem Plang entgéint, huet dat ouni Weideres e positiven Néierschlag op der Aarbechtsplaz. Hei kann um Enn jiddweree gewannen, de Patron sougutt wéi de Salarié.

Här President, d'Akteuren op eisem Standuert hunn et och fäerdegbruecht, fir sech stänneg unzepassen. Aus engem Agrarland ass en Industrieland ginn, ier mer zu enger vun de bedeitendste Finanzplazen opgestige sinn. Am Zäitalter vun der Globaliséierung muss ee sech am Klore sinn, dass d'Digitalisatioun e weltwäiten an technologesche Phenomeen ass, dee sech beschleunegt, ob mir dat wëllen oder net. Mir hunn de Choix: Mir kënnen nokucken a stoe bleiwen oder mir huelen de Courage an déi zwee Gräpp a setzen eis mat der Digitaliséierung auserneen!

Déi lescht véier Joer hu gewisen, dass Lëtzebuerg déi zweet Optioun gewielt huet. Eist Land stellt d'Innovatioun an d'Kreativitéit vun de Mënschen an de Mëttelpunkt, well si si jo schliisslech de Schlëssel fir eng erfollegräich an eng ressourcëschounend Ekonomie.

Jo, e rasante Wuesstum iwwerfuerdert d'Leit a mécht ville Bierger Suergen. Denke mer, fir nëmmen ee Beispill ze nennen, un déi rapid Digitaliséierung vun der Aarbechtswelt. Et ass ganz kloer un der Politik, de Leit dës Suergen ze huelen an hinnen och d'Potenzialer vun dëser Entwécklung ze weisen, ouni awer d'Risike vun der digitaler Welt, denke mer zum Beispill un den Dateschutz, ze vernoléissegen oder erofzespillen.

Verschiddener vun eise Matbierger fäerten dann och, dass duerch d'Digitalisatioun Aarbechtsplaze wäerte verluer goen. Jo, a ville Beräicher wäerten déi klassesch Produktiounsmethode sech veränneren. Gläichzäiteg wäerten digital Innovatiounen derfir suergen, dass penibel, monoton an och geféierlech Aarbechten an Zukunft méi einfach a méi sécher wäerte ginn.

D'Digitalisatioun muss begleet ginn a si kann d'Liewen erliichteren. Et wäerte sécherlech Aarbechtsplaze verschwannen, mä gläichzäiteg wäerten och nei Aarbechtsplazen an nei Beruffsprofiller entstoen. Et ass un eis, fir haut esou vill wéi méiglech Mënschen, besonnesch awer déi Jonk, dorobber virzebereeden. Mir däerfe keen hänke loossen. An a ville Betriber gëtt sech beméit, fir d'Leit op déi dote Welt virzebereeden. Hei däerf keen am Ree stoe gelooss ginn, och a grad net eeler Leit, déi engem Betrib e Liewe laang kompetent a loyal Déngschter geleescht hunn!

Besonnesch am Handwierk hunn d'Patronatsvertrieder erkannt, dass et an Zukunft ouni Digitaliséierung net wäert goen, zemools wann ee bedenkt, dass de Manktem u qualifizéierten Aarbechtskräften akut ass an d'Unzuel u Léierbouwen a Léiermeedercher der aktueller Demande net gerecht gëtt.

2017 goufen am Ganze 4.600 Patronen an der Handwierksbranche am Handwierk gezielt, déi 50 oder méi Joer al sinn. Dës Chiffere weisen, wéi dramatesch sech d'Situatioun fir d'Lëtzebuerger Handwierk an deene leschte Joren entwéckelt huet, an dass een onbedéngt motivéiert, engagéiert jonk Leit brauch, déi d'Relève kënnen a wëllen iwwerhuelen.

Mat der Steierreform hu mir jo agefouert, dass bei der Transmissioun vun enger Entreprise d'Besteierung op der Plus-value vun Immobilien ewechfält, wann déi nächst Generatioun iwwerhëlt. Dat erliichtert sécherlech eng Reprise. Mä an deem Domän musse sécherlech nach weider Efforte gemaach ginn.

Amplaz dass se e Betrib grënnen, muss een deene jonken Entrepreneuren och als Alternativ proposéieren, e gutt gefouerte Betrib ze iwwerhuelen, dee schonns iwwer eng gewësse Renommee, e gewëssene Fonds de commerce verfüügt. Et ass näischt méi traureg, wéi wann e rentabele Betrib seng Diere muss zoumaachen, nëmme well e kee Repreneur fonnt huet.

Mir mussen och ganz kloer ewechkomme vun deem Bild, dass d'Handwierk Beruffsprofiller huet, déi net attraktiv wieren. Dat ass renge Mumpitz! D'Handwierk huet ënnerschiddlech Facetten. Do ginn net nëmme manuell Kompetenze gefrot, mä och där intellektueller a kreativer. Denke mer un de Schräiner oder un de Schneider, fir nëmmen déi zwee Beispiller ze nennen. A wann een et net gleeft, da brauch ee jo nëmmen an d'Stad kucken ze kommen. Do ginn all Dag zum Beispill Kleeder op Mooss kreéiert. An net nëmmen an der Stad! Oder et kann een och nach op Housen an d'Éislek fueren, do ginn héichwäerteg Brëllegesteller produzéiert, déi an aller Häre Länner exportéiert ginn, dacks zu Héchstpräisser. Oder et kann een op Stroossen e Betrib kucke goen, deen liewen op Mooss produzéiert. Dat sinn individuell Bestellungen, déi an der ganzer Welt verkaaft ginn.

Bal 10% vun eisem PIB ginn duerch d'Branchë vum Handwierk produzéiert. Interessant an deem Kontext ass, dass de Bankesecteur, eis Finanzplaz, déi jo ronn een Drëttel vum PIB duerstellt, mat hiren iwwer 46.000 Aarbechtsplazen am Verglach nëmmen hallef esou vill Aarbechtsplaze wéi d'Handwierk schaaft. Dofir musse mer eis weider konkret Gedanke maachen, wéi een d'Handwierksberuffer an Zukunft méi attraktiv gestalte kann.

D'Handwierk schonn am Fondamental ze thematiséieren, ass do bestëmmt eng pertinent Pist. Och muss een insistéieren, dass d'Beruffsausbildung e gläichwäertegen Zweig vun eisem Bildungssystem ass a fir gräifbar Perspektive steet. Dofir sinn ech zefridden, dass de Statsminister en Dënschdeg a senger Ried ugekënnegt huet, dass an noer Zukunft e Pilotprojet vum Bildungsminister virgestallt gëtt, deen et erlabe wäert, dass e Schüler parallell zu enger Première am Enseignement secondaire général en zweeten Ofschloss an der Beruffsausbildung ka maachen. Dat ass net nëmmen eng Opwäertung fir d'Formation professionnelle, mä et erméiglecht engem Jugendlechen och, fir sech all Méiglechkeeten opzehalen: an de Beruff eranzeklammen, weider ze studéieren oder sech drop virzebereeden, e Betrib, eng Entreprise ze iwwerhuelen.

Här President, souwuel eise Finanzsecteur wéi och eist Handwierk wieren awer ouni Digitalisatioun net méi denkbar an net méi konkurrenzfäeg. Dës Branchë vun eiser Wirtschaft si scho laang amgaangen, sech dorop anzestellen. Dat ass e Prozess, dat ass eng Evolutioun, dat ass jo näischt, wat op eemol vum Himmel gefall wier. An dës Entwécklung gëllt et ze notzen.

Et ass virleefeg och nach ëmmer esou, dass d'Digitalisatioun déi mënschlech Kreativitéit an déi emotional Intelligenz soubal net ersetze kann. Alles, wat e perséinlechen, en individuellen Touch huet, wat originell a moossgeschneidert ass, wat eenzegaarteg a sengem Genre ass, alles dat brauch souwuel innovatiounsfreedeg Käpp wéi och geschéckt Hänn. Nach viru Kuerzem sot en Éisleker Schräinermeeschter, dass säi Betrib längst ënnergaange wier, wa se net op d'Mooss géife schaffen a wa se sech net ëmmer eppes Neies géifen afale loossen. A si wieren och schonn d'Baach eragaangen, wa se sech deem Digitalen entzunn hätten.

Jo, mir mussen déi nächst Generatiounen op déi digital Erausfuerderunge virbereeden. Dës Regierung huet eng Informatiksektioun an de Lycéeën an d'Liewe geruff. Derniewent kruten dräi Lycéeën de Label vun engem sougenannten „Future Hub"; dat sinn da Clierf, de Lycée technique vun Esch an den Arts et Métiers. Dat heescht, dass dës als regional Kompetenzzentren deene Jonke spezialiséiert Formatioune wäerten ubidden. Den zoustännege Minister huet dës nei Bildungszentre passenderweis als „Léierbude vum 21. Jorhonnert" bezeechent, par analogie zu der Stolindustrie a fréierer Zäit.

Här President, Jonker mussen awer net nëmmen op digitalem Feld preparéiert ginn, mä och geléiert ginn, dass een dës Welt mat kriteschen Ae kucke muss a sech emol fir d'Éischt op säin eegene Kapp verloosse soll, ier een direkt un de PC denkt oder de PC fir sech denke léisst. A wann een dann och nach keng zwou lénker Hänn huet a souwuel fläisseg wéi och virwëtzeg ass, jo, dann ass ee flott eraus. Well wann ee mat sech selwer éierlech ass, da weess een, dass och dat Manuellt säi Stellewäert an eiser Gesellschaft huet. Vläicht vill méi, wéi munchereen denkt! Vill Handwierker verdéngen hiert Geld och domat, well et méi Leit gëtt, déi nach ni en Hummer, e Pinsel oder en Tournevis am Grapp haten an dofir op manuell Hëllef ugewise sinn.

Eis Digital Natives brauchen awer och fundamental Kompetenzen, déi net eleng duerch Computer & Co geléiert kënne ginn; Kompetenzen am Redigéiere vun Texter, d'Kompetenz fir ze formuléieren an ze konzeptualiséieren. Et brauch een also béides, souwuel dat Digitaalt, dat eis d'Aarbecht an eist alldeeglecht Liewen erliichtere soll, wéi och dat Fundamentaalt. Basics an der Mathé an och an de Sprooche sinn e Schlëssel, wann een dat mat Erfolleg studéiere wëllt, wat haut méi wéi jee gebraucht gëtt: Informatik, Naturwëssenschaften, Medezinn, Droit, Handwierkleches an esou weider.

Mir mussen d'Digitaliséierung als Chance gesinn, net als Problem, och net als Gefor. Si ass e wichtege Schlëssel fir d'Performance vum Erfollegsmodell Lëtzebuerg a fir deen och an Zukunft ze erhalen. Wie fit wëllt bleiwen, muss sech bewegen, sech upassen an däerf Ustrengungen net scheien. D'Digitalisatioun kënnt, dat wësse mer, an et ass och haut gesot ginn, esou oder esou, ob mer dat wëllen oder net.

D'Initiativ „Digital Lëtzebuerg" koordinéiert all d'Mesuren, déi mer an dësem Beräich lancéieren, soudass déi riets Hand och weess, wat déi lénks mécht. Well nëmmen esou kann een d'Chancen, déi eis déi nei Technologië bidden, op wierksam Manéier wouerhuelen. Géife mer vun haut op muer stoe bleiwen, wiere mer schonn e Schrack zréckgaangen. De Stat muss sech also d'Mëttele ginn, fir d'Gesellschaft op déi technologesch Veränneren anzestëmmen, well déi, déi mer grad erliewen, wäerte wuel och net déi lescht sinn.

Dës Regierung huet dat erkannt an déi lescht Joren ouni Zweifel duerchgezunn, wat muss duerchgezu ginn. Eréischt virun zwou Wochen huet Lëtzebuerg véier Deklaratioune mat aneren EU-Memberstaten am Kader vum Digital Day 2018 zu Bréissel ënnerschriwwen, fir eng Rei digital Prioritéiten ze definéieren an ze förderen. Et handelt sech heibäi ënner anerem ëm d'Zesummenaarbecht am Beräich vun der kënschtlecher Intelligenz, ëm d'Deele vun Daten iwwert d'Gesondheet vun de Leit an ëm den europäesche Partenariat am Beräich vun der Blockchain Technology.

Här President, Konnexioune mat héijer Vitesse a mat grousse Capacitéite ginn ëmmer méi wichteg, egal ob bei fixen oder mobillen Inter-

netverbindungen. An deem Kontext géif ech gären d'Beispill vum Glasfasernetz hei zu Lëtzebuerg uschwätzen. D'Post huet an de leschte Joren e puer Honnert Milliounen Euro an den Ausbau vun dësem Netz investéiert, mam Resultat, dass ufanks des Joers bal 62% vun de Wunnengen, de Menagen hei am Land couvréiert waren. D'Zil ass et jo, bis 2020 d'Glasfasernetz am ganze Land auszebauen. Elo scho si mer eent vun deene Länner, déi am beschte vernetzt sinn. Besonnesch den Taux vu Leit an Entreprisen, déi Zougang op de séieren Internet hunn, ass immens héich a wäert och an deenen nächste Jore weider klammen.

Wärend eis Nopeschlänner nach amgaange sinn, de 4G am ländleche Raum anzeféieren, steet bei eis zu Lëtzebuerg de 5G an de Startlächer. Fir de Leit hei am Land innovativ Déngschtleeschtungen op Basis vun engem leeschtungsfäegen Netzwierk an innovativen Technologien ubidden ze kënnen, gëtt de 5G ab 2020 schrëttweis agefouert. D'ICT bilden e Secteur, dee vill méi breet ugeluecht ass, wéi ee mengt. An dofir ass et wichteg, dass een all Facetten dovunner ofdeckt: Big Data, Cybersecurity bis hin zu Cloud Computing. An all dësen Domäne gëtt gekuckt, wou sech Opportunitéite fir eise Standuert erginn, fir dës och esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Här President, besonnesch fir déi Leit, déi bei hirer Aarbecht e Computer musse benotzen, ass d'Plaz, wou se sech aloggen, net onbedéngt wichteg. Dofir wëllt d'DP erreechen, dass d'Leit, an net nëmmen déi, déi um Computer schaffen, mä souzesoen tous secteurs confondus, erëm méi no bei hirem Wunnsëtz kënne schaffen. Dat kann een duerch verschidde Moossnamen erreechen:

Éischtens, dat Einfachst ass natierlech, dass een direkt vun doheem aus schafft. Den Teletravail, et ass jo scho vill haut dovunner geschwat ginn, do, wou e sënnvoll ass - ech betoune wierklech: do, wou e sënnvoll ass! -, gëtt ëmmer méi an Usproch geholl. Hei gëtt et sécherlech nach Spillraum no uewen. D'Viraussetzung ass awer, dass ënner anerem déi steierlech Froen, déi d'Grenzgänger uginn, gekläert ginn. Den Teletravail ass eng Optioun an et kann een en op eng limitéiert Manéier asetzen.

Zweetens, wat d'Grenzgänger ugeet, wat hinnen awer zegutt géif kommen, dat sinn déi sougenannt „Coworking-Strukturen", déi no un der Grenz leie géifen an esou och méi no un hirem Wunnsëtz. Et muss net jiddwereen an der Stad schaffen. Dee gréisste Stau ass meeschtens do, wou d'Leit bal um Zil sinn: a groussen Zonen, a grousse Quartiere wéi dem Kierchbierg oder der Cloche d'Or oder och nach natierlech dem Stadzentrum. De Statsminister huet et en Dënschdeg ugekënnegt: E Pilotprojet wäert an noer Zukunft an dësem Beräich um Belval ulafen.

Drëttens, eng aner Moossnam ass d'Usiidlung vu wirtschaftlechen Aktivitéiten do, wou vill Leit wunnen, an do, wou an Zukunft vill Leit wunne wäerten, well do Wunnprojeten, konkret Wunnprojete geplangt sinn. Um Kierchbierg gouf dat leider falsch gemaach. Do goufe fir d'Eischt d'Aarbechtsplaze geschaaft an elo si mer amgaangen, lues a lues d'Schéier tëschent Wunnraum an Aarbechtsplazen nees zouzemaachen.

Och staatlech Verwaltunge mussen net all an der Stad sinn. Den Ëmweltministère huet zum Beispill e puer Verwaltungen um Belval ugesidelt. Mä och an der Nordstad sollt de Stat op administrativem Plang weider dezentraliséieren. D'Direktioun vun der Natur- a Bëschverwaltung ass jo do en treffend Beispill.

Här President, d'Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen ass eng vun de Léisungen, fir de Verkéier zu Lëtzebuerg erëm méi fléissend ze kréien. Dofir ass et wichteg, dass déi dräi Mesuren, déi ech elo grad evoquéiert hunn, ëmgesat ginn. Dat géif d'Liewensqualitéit vun de betraffene Leit verbesseren an awer och déi Regioune beliewen, wou bis elo manner Aarbechtsplazen ugesidelt waren.

Här President, d'Lëtzebuerger Wirtschaft gëllt an der Welt als ultraconnectéiert, dynamesch an innovativ. Mir sinn eis all eens, dass Lëtzebuerg seng wirtschaftlech a gesellschaftlech Attraktivitéit behale muss. D'Politik kann dobäi vill hëllefen, virun allem duerch Investitiounen an Infrastrukturen, déi hëllefen, eis Ekonomie méi performant ze maachen an d'Liewensqualitéit vun eise Matbierger ze verbesseren.

Mir sinn eis bewosst, dass d'Verfüügbarkeet vun Humankapital eng besonnesch Erausfuerderung fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass, dat, mir wëssen dat jo, vun dauerhafter Ressourcëknappheet gepräägt ass. Humankapital ass deemno eng spierbar Contrainte, déi net eleng mat Investitiounen an de Bildungssystem gelockert ka ginn. Loosse mer eis näischt virmaachen: Eist Land ass zum Deel op héich qualifizéiert Leit aus dem Ausland ugewisen an eng echt Attraktivitéitspolitik an dëser Hisiicht ass zwéngend!

Mir sinn eis och bewosst, dass eisen aktuelle Wirtschaftsmodell u Grenze stéisst an dass en zu Enkpäss a Beräicher wéi Mobilitéit a Wunnraum féiert. Dofir ass et och noutwendeg, dass mer dëse Modell upassen. Sou eng schrëttweis Upassung oder Ëmgestaltung vun eisem Wirtschaftsmodell wier awer nimools ouni d'Gestaltungskraaft an d'Intuitioun vun den hei zu Lëtzebuerg schaffende Mënschen ze erreechen. Innovatioun ass net nëmmen duerch applizéiert Fuerschung méiglech! Innovatioun ass och a grad d'Resultat vun Interaktiounen tëschent kreativ denkenden an agéierende Leit!

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Wa Mënsche sech regelméisseg begéinen, sech iwwer Iddien a Produkter a Konzepter austauschen oder iwwer Aarbechtsmethoden a Léisunge schwätzen, kann et duerchaus vill méi liicht, vill méi séier zu Erkenntnisser kommen. Dofir kann een den Teletravail nëmme begrenzt asetzen. Innovatioun reimt eben och op tëschemënschlech Begéinungen. Si huet eppes mat wëssenschaftlechen Iwwerlappungen ze dinn, mat emotionaler Intelligenz a mat Intuitioun.

Mir erliewen dat grad am Finanzsecteur, fir e Beispill ze ginn, besonnesch am Beräich vun de Finanztechnologien, wou dës sougenannt - wéi dat an der Fachsprooch genannt gëtt - „spillovers" spillen a kreativt Schaffen ugesot ass. Et ass grad dat, wat ech um Standuert Lëtzebuerg, fir op dat Wuert „Standuert" nees zréckzekommen, esou spannend fannen. Hei kann ee vun deem anere léieren duerch dat Zesummespill vun ënnerschiddlechen ekonomesche Kulturen, Aarbechtskulturen, an doduerjer entstinn nei Produkter, nei Servicer.

An dësem Zesummenhang kann den Digitaliséierungsprozess beschtefalls en Hëllefsmëttel sinn. En ersetzt awer kengesweegs d'Kreativitéit vun de Leit. Grad dofir musse mer eis ëmmer nees déi human Dimensioun vum Wuesstumsprozess virun Ae féieren. Ouni dës wier en dauerhafte Wuesstumsmodell fir Lëtzebuerg ondenkbar.

Här President, de Standuert Lëtzebuerg attraktiv halen, dat bleift eng Prioritéit fir déi nächst Joren. Ouni dës Attraktivitéit kënne mer eis sozial Errungenschaften net verdeedegen. Et ass weiderhi wichteg net nëmmen, fir eis Ekonomie ze diversifizéieren, mä och innerhalb vun de verschiddene Branchen, den diverse Branchë vun eiser Ekonomie nei Produkter ze konzipéieren an unzebidden.

Ech denken do ganz konkret un eis Finanzplaz, déi an der Vergaangenheet och fir hiert robust Bankgeheimnis bekannt war. Dëst ass haut net méi de Fall. An et ass gemengt ginn, dat wier den Ënnergang vun der Plaz. Ma neen, de Géigendeel ass de Fall! D'Plaz ass amgaangen, sech nei ze erfannen, zum Beispill mat de Green Bonds, mat deene mer am Beräich vun den nohaltege Finanzprodukter zur Spëtzt gehéieren. Dat huet et eis och erlaabt, fir d'Finanzplaz nach e Stéck besser opzestellen, och a grad mam Bléck op déi grouss Defien am Beräich vun den neien an alternativen Energien. De Moment si scho 50% vun alle Green Bonds zu Lëtzebuerg cotéiert. Eis Finanzplaz besteet awer net nëmmen aus Fongen a klassesche Banken, si berout op engem kompakten a villsäitegen Ekosystem mat ënnerschiddlechen Akteuren.

Mir mussen de Lëtzebuerger Modell, de Lëtzebuerger Erfollegsmodell weider ausbauen, fir esou de jéngere Generatiounen eng gutt Liewensqualitéit an och konkret Beruffsperspektive garantéieren ze kënnen.

Här President, d'Demokratesch Partei gleeft un de Standuert Lëtzebuerg a seng Zukunft, e Standuert, dee sech ëmmer nees nei erfënnt an eng Eegendynamik entwéckelt zum Wuel vun eis all!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächst Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen. An ech mengen, et ass och déi lescht Riednerin fir den Owend. Madamm Hansen!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. An ech verspriechen Iech, datt Der um aacht Auer spéitstens fort sidd. Et dauert net esou laang.

Dir Dammen an Dir Häre, och d'Landwirtschaft, an d'Landwirtschaft am wäite Sënn, mam Gaardebau, Wäibau an esou weider, ass fir eis e ganz wichtege Wirtschaftssecteur. Leider huet de Premierminister bei senger Ried iwwert den État de la nation bal kee Wuert doriwwer verluer! Da maachen ech dat elo.

Mir haten a leschter Zäit eng Partie Treffe mat Bauerenorganisatiounen, fir e bëssen de Bols um Terrain ze fillen. A si fäerten definitiv, datt d'Landwirtschaft an Zukunft keen eegestännege Ministère méi hätt. A si begrënnen dës Angscht doduerch, datt an dëser Regierung, esou soe se - an dat war wahrscheinlech e Koalitiounsdeal -, de Landwirtschaftsministère näischt mécht, näischt decidéiert, ouni de Seege vum Ëmweltministère ze hunn.

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wéi kënnt Der esou eppes soen?!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An ech zitéieren och...

(Brouhaha)

Ech zitéieren dat, wat d'Leit soen, Madamm Loschetter. Mir hu mat de Leit geschwat. An ech soen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir sot, dat war en Deal. Wat ass dat fir eng Logik?

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- D'Madamm Loschetter versteet d'Wuert „Deal" net. Ech kann dat erklären: Ech huelen un, datt dat bei de Koalitiounsverhandlungen esou ausgemaach ginn ass.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wéi kënnt Der esou eppes soen?!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An da soe se och nach...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma ech ka jo awer sécher unhuelen, wat ech wëll, Madamm Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wéi kënnt Der esou eppes behaapten?! Dat ass eng Behaaptung!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An da soen ech och nach,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wann net eng Ënnerstellung!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...datt d'Bauere gesot hunn,...

(Brouhaha général)

...a si bezeechnen de Landwirtschaftsministère ganz dacks esou,...

(Interruption)

Une voix.- Jo, et ass wouer!

Une seconde voix.- Typesch Bauer!

Une troisième voix.- Déi Baueren!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...als „Marionett" vum Ëmweltministère. An ech fannen et schonn erstaunlech,...

(Brouhaha)

Une voix.- Voilà!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...datt d'Madamm Loschetter sech doriwwer esou opreegt hei.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Iwwer Äre Langage.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Sou. Dat kann net sinn.

Une voix.- Dat kann net sinn!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- D'Landwirtschaft brauch erëm dee Stellewäert, dee se verdéngt, a si brauch e staarke Vertrieder an der Politik.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A fir eis als CSV...

Also ech si frou, datt ech d'Leit schonn emol erëm erwächt hunn! Dat ass awer schonn emol net schlecht.

(Brouhaha général et hilarité)

Also fir eis als CSV...

Une voix.- Wann dat Är eenzeg Ambitioun ass!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Awer nëmmen déi, déi hei sinn!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Awer zumindest déi! Dat sinn der schonn eng Partie!

M. André Bauler *(DP).*- Vun Iech sinn der och net méi vill hei.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...steet et fest, datt mer net nëmmen en eegestännegen, mä och en eegestänneg agéierende Landwirtschaftsministère brauchen.

(Exclamations et brouhaha)

D'Landwirtschaft ass net nëmmen e wichtege Wirtschaftssecteur fir eist Land,...

(Brouhaha)

Une voix.- Mon Dieu!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Kolleegen!

La même voix.- Mon Dieu, mon Dieu!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ma da gitt emol Erklärunge fir dat, wat Der hei vun Iech gitt, wann ech gelift!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...si bewirtschaft 50%...

Ma ech gi se! An ech hunn Iech gesot, dat ass dat, wat d'Leit denken!

Si bewirtschaft 50% vun eiser Fläch, si erhält eis schéi Landschaft a si betrëfft eis alleguer all Dag, well mir musse schliisslech alleguer eppes iessen an déi meescht maachen dat nawell gären!

Mir schwätzen hei zu Lëtzebuerg am Moment vill iwwert de sougenannten „qualitative Wuesstum", mä an deem Kontext net esou vill iwwert d'Landwirtschaft, ausser enger ideologescher, net realistescher Visioun vun 100% Bio, déi eis absolutt esou net weiderbréngt an och net d'Biobaueren, well mir hunn nach keen 1% biologesch Landwirtschaft derbäigewonnen.

Mir stellen eis hei zu Lëtzebuerg Froen, an dat zu Recht: Wou solle mer wunnen, wa mer wuessen? Wou solle mer schaffen, wa mer wuessen? Wéi solle mer mobill bleiwen? Mä keen, an dat ass wierklech e Problem, stellt sech d'Fro: Op wéi enger Fläch solle mer sécher Liewensmëttel fir eis wuessend Bevëlkerung produzéieren?

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wéi solle mer déi 1 Millioun, 1,2 Milliounen Awunner ernären? Verloosse mer eis hei einfach nëmmen op Importer, wou mer et net an der Hand hunn, wéi produzéiert gëtt? Oder baue mer an Zukunft vläicht, well mer jo esou innovativ sinn, esou wéi ech et viru Kuerzem an enger Zeitung gelies hunn, op kënschtlecht In-vitro-Fleesch aus engem alimentären 3D-Drécker? Ech géif mengen, dat wëlle mer net.

Une voix.- Neen! Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Fir d'CSV kann dat op jidde Fall net de Wee sinn. Et ass a bleift wichteg, datt mer hei zu Lëtzebuerg natierlech, gutt Liewensmëttel produzéieren an datt mer an deem Beräich net nach méi ofhängeg gi vum Ausland. An dat ass keng Selbstverständlechkeet!

Duerfir musse mer eis Landwirtschaft ënnerstëtzen, a mir solle frou sinn als Gesellschaft, als Politik, soulaang mer nach jonk Leit fannen, déi e Betrib iwwerhuelen, déi en ausbauen an entwéckelen, sief et am Duerf oder och als Aussiidlungsbetrib. Et verdéngt ee keng gëlle Kou an deem Beruff. Mir solle si ënnerstëtzen an net drop klappen; ech mengen, esou äänlech hätt den Här Graas dat och gesot.

Dee fir d'Landwirtschaft wichtegste Produktiounsfacteur, de Buedem, d'Grondlag fir eis Liewensmëttelproduktioun, dee muss geschützt ginn. Déi vum Marco Schank a Romain Schneider virgeschloe Zone agricole ass vun dëser Regierung am Pabeierkuerf gelant. Ech weess net, wat den Här Minister Schneider an d'LSAP dozou soen - et géif mech awer interesséieren! -, mä als CSV soe mer: „Dat ass net gutt!"

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Sou däerf dee gudde Buedem net geholl ginn, fir zum Beispill ze kompenséieren. Dat gëtt awer gemaach an dat ass net akzeptabel!

An deem Sënn hate mer och een Amendement beim Naturschutzgesetz gemaach. Leider ass e vun alle Majoritéitsparteien an der Kommissioun refuséiert ginn. Och vun där Partei, déi seet, si wär manner fir d'Fliedermaus a méi fir de Mënsch, an och vun där Partei, déi an der leschter Regierung d'Zone agricole virgeschloen hat.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Datt vill Leit elo de Bezuch zum Buedem, zur Produktioun verluer hunn, dat weist och e Liesербréif vum 31. Mäerz aus dem „Wort" mat der Iwwerschréft: „Naturschutzaktivismus, eine unendliche Geschichte". Als Kompensatiounsmoossnam fir en Industriegelände op engem fréiere Schlakentipp solle fënnef Hektar frucht-

baren, gudden Akerbuedem opgefëllt gi mat Steng. Hei soll also bewosst fir d'landwirtschaftlech Produktioun oder d'Liewensmëttelproduktioun wäertvolle Buedem u sech zerstéiert ginn! Dat ass net nohalteg. Et ass u sech verréckt! Wa mer wëlle wuessen, musse wuessen, da kann et net sinn, datt et nëmme geet, wa mer engem anere Wirtschaftssecteur d'Produktiounsgrondlag forthuelen!

Ech erënneren nach eemol drun: Mir sollen och Liewensmëttel fir eis Leit, déi hei wunnen, produzéieren. An e puer Zaloten op den Diecher vu verschiddenen Héichhaiser uplanzen, dat ass keng Léisung. Mir brauche Buedem! Sou sot mer déi lescht Woch och nach e Vertrieder vun de Biobaueren dat an en huet mer dat confirméiert.

An ech ka mech nach un Zäiten erënneren, wou dat komplett anescht war. An et sinn heibannen nach e puer Leit, déi méi al si wéi ech, déi misste sech och nach dorunner kënnen erënneren.

(Interruption)

Ech komme vun Tarchamps, do ass de Remembrement gemaach ginn, ee vun deenen éischten hei am Land. Ech war nach zimlech kleng, mä ech ka mech nach drun erënneren, also ass eppes hänke bliwwen.

De Remembrement ass eng gutt Saach fir d'Landwirtschaft. D'Fläche si getosch ginn, soudatt jiddwereen d'Flächen zimlech ronderëm säin Haff konnt kréien. A mir hunn eng Fläch kritt, déi war zum Deel eng al, hiwweleg Steekaul. Dës Fläch ass riicht gemaach ginn; dat war dunn nach méiglech. Hei wäerten elo schonns däischterrout Luuchte bei de Gréngen ugoen! An ech ka mech gutt erënneren, datt mer do ganz vill Steng opgeraf hunn. Ech weess net, ob een heibannen ass, dee scho Steng opgeraf huet, mä ech kann Iech soen: Da reeft ee Steng op an et geet ee schlofen, et schléift ee gutt, et steet ee moies op an et mierkt een nach net, datt ee Steng opgeraf huet, well da leien nach ëmmer Steng do! An dat alles mat där Sisyphusaarbecht, fir u sech aus engem schlechten...

(Interruptions et hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...besonnesch wann et drëm geet, fir den éischte Steen ze werfen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hu kee geworf, mir hunn der opgeraf, Här Bodry!

(Brouhaha)

...fir aus engem net fruchtbare Buedem en anstännegt Akerland respektiv eng Wiss ze maachen. A mir kruten och nach mat op de Wee: Wann ech gelift ni ëmplouen, well soss kommen d'Steng erëm!

Mir hunn och do keng Natur zerstéiert. Ech behaapten dat. An ech sinn dovunner iwwerzeegt. Mir hunn eng aner Natur geschaaft, u sech mat vill Aarbecht, awer eng zousätzlech Grondlag fir eng Liewensmëttelproduktioun geschaaft. Mäi Papp krut souguer nach e Präis - dat wär wahrscheinlech elo och net méi méiglech -, well en ebe ronderëm déi Wiss, déi dunn entstanen ass, 160 Beem geplanzt huet. Sou!

Wann awer elo een aus der Stad, aus dem Environnementsministère dohinnerkéim, een, dee wahrscheinlech nach ni esou praktesch geschafft huet, an dee géif soen: „Elo musst Der erëm Steng do aschaffen!", esou wéi am Lieserbréif beschriwwen, dee géif soen, de Buedem, dee mat vill Méi verbessert gi war, misst erëm zerstéiert ginn, ech mengen, mäi Papp, an deen ass definitiv e ganz gedëllege Mënsch - ech hunn e bëssen do vun em geierft, awer net alles -,...

(Hilarité)

...dee géif dann awer liicht aus der Këscht sprangen! An hien hätt recht!

An esou denken hei zu Lëtzebuerg Gott sei Dank nach aner Leit. Awer op verschiddene Plazen, op Plazen, wou decidéiert gëtt, ech hunn et schonns gesot, hu ganz vill Leit de Bezuch zum Buedem verluer. An dat ass schued. Mat engem anere Wirtschaftssecteur géif een dat net maachen! Do géif ee sech net trauen, esou dermat ëmzesprangen!

En anert absurd Beispill: De Stat keeft Flächen op fir Kompensatiounen, verpacht se dann dem Bauer, dee se souwisou hat, erëm weider; dat ass och gutt esou. Mä den Ëmweltministère schreift dann eng Beweedung mat extensive Rasse vir. Obwuel de Bauer heimadder guer näischt um Hutt huet, awer an anere Produktioune ganz vill Know-how huet. Dat ass dem Ëmweltministère egal. Si soen, wou et higeet! Firwat dann net probéieren, mat - ech betounen „mat"! - dem Bauer een u säi Betrib ugepasste Projet ze maachen? Firwat diktéiert den Ëmweltministère ënnert dem Motto „Vogel friss oder stirb!": „Entweder du méchs mat oder en anere kritt d'Land!"? Dat kann net sinn!

Matenee schaffe gesäit anescht aus! Dat „Mateneen" an déi participativ Politik, déi ginn awer ganz dacks gepriedegt. An do froen ech mech ëmmer: Firwat agéiert hei net de Landwirtschaftsministère?

An nach e klengt Beispill iwwert d'Willkür an d'Muecht vum Ëmweltministère: Wann e Bauer mat engem Stall an der Gréngzon wëllt am Sënn vun der Nohaltegkeet vu sengem Betrib seng Produktioun ëmstellen, dat heescht seng Gebaier, seng Ställ zum Beispill fir aner Déiere benotzen, eng aner landwirtschaftlech Aktivitéit do maachen, ouni datt sech iergendeppes um gesamte Véibesaz géif änneren, da muss de Bauer awer fir d'Éischt Feu vert vum Ëmweltministère kréien, well et ass Zone verte. Dat ass och nach an der Rei.

An dann ass et schonns esou lues awer zur Gewunnecht gi vum Ëmweltministère, datt hie säin Okay nëmmen da gëtt, wann de Véibesaz am Ganze reduzéiert gëtt, dat heescht, wa manner produzéiert gëtt! An dat obwuel mer aner Gesetzer hunn, europäesch Direktiven hunn, un déi sech d'Bauere souwisou mussen halen! Dat ass ganz einfach nëmmen eppes imposéiert, eppes diktéiert, ouni iergendeng logesch Erklärung, awer mat engem direkten Afloss op d'Kompetitivitéit vun de Betriber. An och hei froen ech mech: Wat seet de Landwirtschaftsminister hei derzou?

An dës Willkür gëtt mat deem neien Naturschutzgesetz nach vill méi schlëmm. An ech maachen u sech nach eemol en Appell un déi Blo an ech erënnere si awer un de Sproch, si wäre manner fir d'Fliedermais, mä méi fir de Mënsch do: Iwwerleet Iech nach eemol, ob Der net awer mat eis eis Amendementer beim Naturschutzgesetz am Sënn och hei fir d'Landwirtschaft stëmmt!

Dir Dammen an Dir Häre, stellt Iech emol vir, dat géif mat engem anere Wirtschaftssecteur gemaach ginn! Zum Beispill e Schräiner an enger Aktivitéitszon wëllt seng Miwwelproduktioun, ech weess et net, vu Schief op Dëscher ëmstellen. Dat hätt jo och keen Afloss op d'Natur. Da misst hien dat fir d'Éischt emol froen. Dat géif wahrscheinlech scho schwiereg akzeptéiert ginn. Da krit en een Okay. Mä da géif den Ëmweltminister soen: „Okay, dat däerfs de maachen, mä da produzéiers de manner Dëscher!"

Dat ass mat den Hoer erbäigezunn, awer net méi mat den Hoer erbäigezu wéi dat Beispill aus der Landwirtschaft! Also, dat wär net ze akzeptéieren. Et géif net akzeptéiert ginn. An esou mann ass et och an der Landwirtschaft ze akzeptéieren. Den Environnementsministère däerf kee Fräifaartschäi kréien, fir all méiglech a virun allem onméiglech Fuerderungen ze stellen!

A wéi gesot, ech wéisst wierklech gären d'Positioun hei vum Landwirtschaftsminister, oder vun der Regierung. An ech hoffen, datt dat dann déiselwecht ass.

An ech wëll nach eemol betounen: Landwirtschaft an Ëmwelt, dat geet zesummen a muss zesumme goen! Eis Landwirtschaft wäert, genausou wéi alleguer déi aner Secteuren, genausou wéi mir an eisem Handelen, nach zousätzlech Efforten a puncto Ëmweltleeschtunge maachen. A fir dëst nach weider ze promouvéieren, kéint ee sech och virstellen, fir d'Ëmweltprogrammer alleguer, déi mat der Landwirtschaft ze dinn hunn, an dem Landwirtschaftsministère unzesidelen. Eng Ulafstell fir d'Baueren; ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt mer dann op vill méi breet Akzeptanz géife stoussen.

A wann et elo geschwë soll drëm goen, déi nei NEC-Direktiv ëmzesetzen, d'Ziler, fir d'Emissiounsreduktioun ze erreechen, da muss hei och onbedéngt mat den Akteuren aus der Praxis zesummegeschafft ginn. Hei wär et net schlecht, et géif e konkreten, objektive Monitoring gemaach gi vun de méigleche Moossnamen, fir dës Ziler ze erreechen. An ech betounen: en objektive Monitoring!

Hei muss, wéi gesot, mat der Landwirtschaft geschafft ginn an net vun uewen erof decidéiert ginn. A mir mussen alles drusetzen, am Sënn vun der Nohaltegkeet, datt dës zousätzlech Ëmweltleeschtungen och vum Maart honoréiert ginn. Dofir brauche mer e richtegt Marketingkonzept fir d'Landwirtschaft. Mir hu schonns eenzel Aktiounen, déi immens gutt sinn: „Fro de Bauer" oder och d'Foire agricole, déi all Joers zu Ettelbréck ass. Mä mir brauchen nach méi koordinéiert a systematesch Informatiounscampagnen. De Konsument muss d'Landwirtschaft kennen, fir datt hie se versteet an och hir Leeschtungen honoréiert, well d'Kluft tëschent deem, wat de Konsument mengt, wat d'Landwirtschaft wär, an deem, wat se tatsächlech ass, déi ass risegrouss. An déi Schéier riskéiert ëmmer méi wäit auserneenzegoen.

Dat musse mer verhënneren, an do wär et wichteg, schonns an der Grondschoul domadder unzefänken, mat enger richteger Informatiounsoffensiv. Firwat net Konventioune mat Betriber maachen? Et wär wichteg, wann d'Praktiker de Kanner géifen erklären, wéi d'Liewensmëttel produzéiert ginn. Si wëssen et. Da kéim och näischt esou eppes vir - ech schwätzen aus Erfahrung -, datt d'Kanner erkläert kréien, et géif „Vollkornkartoffeln" ginn. Ech maachen do kengem Enseignant e Virworf. Den Enseignant kann net Spezialist an allem sinn. Dofir soen ech: Firwat net hei d'Praktiker matabannen?

Just nach eng Klamer: Wa mer mat esou Konventioune schaffen, da muss och den Environnement erëm eng Kéier säin Okay ginn, an dat och an der Gréngzon. Wann deen d'„landwirtschaftlech Aktivitéit" ze vill enk gesäit, da kënne mer villes vergiessen. U sech brauche mer net nëmmen e Bioaktiounsplang, mä mir bräichten een Aktiounsplang „Regional Landwirtschaft an Ernärung".

Dir Dammen an Dir Hären, just nach ee Stéchwuert: Kompetenzzentrum. De Kompetenzzentrum steet am Regierungsprogramm. Ech hat hei eng Motioun deposéiert, déi war vun alle Parteien ugeholl ginn. Geschitt ass awer näischt. Souvill dann zur Bedeitung vun enger Motioun.

Awer ob mer et elo Kompetenzzentrum nennen oder anescht, mir mussen et fäerdegbréngen, duerch eng enk Zesummenaarbecht vun allen Akteuren d'Landwirtschaft ze stäerken an no vir ze bréngen. Et ass en Dauerschued, datt dës Regierung verhënnert huet, datt d'Schoul, d'Landwirtschaftskummer, d'ASTA op engem Site kënnen zesummekommen a Synergien notzen. Mir brauchen an Zukunft eng breet gefächert, villfälteg Landwirtschaft, eng gutt ausgebilte Landwirtschaft. Mir mussen déi jonk Bauere geziilt ënnerstëtzen. Mir brauchen eng innovativ Landwirtschaft. Mir mussen Alternative geziilt förderen, wéi Start-uppen an anere Beräicher, an hei däerf den Ëmweltministère net erëm eng Kéier bremsen. Ech soen nach eng Kéier d'Stéchwuert „activité agricole".

Fir d'Fuerschung, d'Berodung, d'Aus- a Weiderbildung, d'Innovatiounen, kuerz, fir d'Nohaltegkeet vun eiser Landwirtschaft wär e Kompetenzzentrum Landwirtschaft immens wichteg. Nëmme wa mer eis intensiv mat dem Thema Liewensmëttelproduktioun beschäftegen, stäerke mer eis Souveraineté alimentaire. An esou eppes misst dach méiglech sinn an engem Land, wat awer x Milliounen a Recherche stécht, och fir am Weltall Ressourcë sichen ze goen. Loosst eis dach emol eis natierlech Ressourcen hei am Land, eise Buedem, optimal notzen!

An ofschléisse wëll ech da mat der Fro: Firwat ass déi Motioun zum Kompetenzzentrum ugeholl ginn? Firwat steet et am Regierungsprogramm? Firwat ass näischt geschitt? Ech hoffen, dat spigelt d'Bedeitung vun der Landwirtschaft fir eis Regierung net zréck!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Weider Wuertmeldungen?

(Brouhaha)

Dat ass fir de Moment net de Fall. Da géif ech proposéieren, fir d'Sëtzung fir haut ofzeschléissen an Iech Rendez-vous gi fir muer de Moien néng Auer, fir dann déi Kapitelen „Sozial Kohäsioun a Wuelbefannen" an „Institutiounen a Reform vum Stat" ze diskutéieren, mat deenen Iwwerraschungen, déi mer da muer de Moie wäerte kréien.

Här Roth, Dir huet eng Fro.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Sot, mä den Här Etgen... D'Madamm Hansen huet jo awer hei konkret Froe gestallt, wéi dann d'Positioun vun dem Landwirtschaftsminister dozou wär. Wéini kréie mer déi Äntwerten dann? Och muer de Moien?

Une voix.- Muer.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Muer, bei der fräier Aussprooch. Dat ass dann notéiert.

Une autre voix.- Mir hu jo awer elo nach Zäit!

(Interruption par M. Alex Bodry)

La même voix.- Jo, mä a wat fir enger Prozedur si mer?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Also ech hu keng...

(Brouhaha)

...Wuertmeldunge kritt. Wollt den Här Minister eppes dozou soen?

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann ass et gutt, dass ech nach net geschellt hunn. Här Minister, wann ech gelift.

(Interruptions)

Déi, déi nach hei sinn.

(Brouhaha)

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci villmools, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt, deenen zwee Riedner, déi iwwert d'Landwirtschaft geschwat hunn, souwuel dem Här Gusty Graas wéi och der Madamm Hansen Merci ze soen, datt se dee wichtege Stellewäert vun der Landwirtschaft an der nationaler Ekonomie ervirgehuewen hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Och ech sinn der Meenung, opgrond vun deenen Evolutiounen, déi an der Landwirtschaft an deene leschte véier, fënnef Joer geschitt sinn, datt et wichteg ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg en „eegestännegen an eegestänneg agéierenden" Landwirtschaftsminister hunn.

An ech kann am Fong geholl och e puer Beispiller opzielen, firwat datt dat esou ass. Ech huelen d'Beispill vum Naturschutzgesetz. Mir kennen alleguer dee Projet, deen ënnert der viregter Regierung, ënnert dem fréieren Ëmweltminister, dem Marco Schank, deposéiert ginn ass. Mir hunn am Fong geholl dat Gesetz op enger ganzer Rei vu Punkte wesentlech am Interêt vun der Landwirtschaft kënnen änneren. Virun allem: An deem neien Naturschutzgesetz, wat elo vun dëser Regierung ficeléiert ginn ass, gëtt net méi konzeptlos kompenséiert, mä aus geziilte Flächepoolen, déi vum Stat oder der staatlecher Kontroll geréiert ginn. Ech mengen, dat ass eng ganz grouss Verbesserung, déi jiddefalls...

(Brouhaha)

M. Marco Schank *(CSV).*- De Flächepool war..., Här Minister, Dir wësst dat!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...vun de jëtzegen CSV-Memberen an der Ëmweltkommissioun Ënnerstëtzung fonnt huet.

(Interruptions)

Dat bréngt engersäits eng Rei Virdeeler am Kader vun den Autorisatiounsprozeduren, well op dës Flächepoolen zréckgegraff gëtt, an anerersäits awer och, well mer méi eng professionell Gerance vun den Terraine kréien.

Duerfir hunn ech mech och derfir agesat, datt den Office national du remembrement, wat eng Verwaltung ass, déi ënner menger Kompetenz steet, soll eng Hand mat upaken, well dëse Service eng grouss Kompetenz an deem dote Beräich huet. An déi kënnen dann de Contraintë vun der Landwirtschaft Rechnung droen, fir einfach besonnesch bei den Autorisatiounen, oder an Eenzelfäll de Bauerebetriber, ze hëllefen, eng Léisung ze fannen, wa Fläche betraff sinn, déi vun hinne bewirtschaft ginn.

Duerfir ass och an dësem Gesetz festgehale ginn, datt landwirtschaftlech gutt Biedem solle fir Kompensatiounsmesuren ausgeschloss ginn...

Une voix.- Dat stëmmt net.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...an datt dës Biedem hei zu Lëtzebuerg virrangeg solle geholl ginn, fir Liewensmëttel ze produzéieren.

Do dernieft ass dann och derfir gesuergt ginn, datt an Zukunft solle verschidden Ziler mat verschiddene Mesurë kënne verbonne ginn. Esou kann een zum Beispill an engem Waasserschutzgebitt gläichzäiteg och Mesurë vum Waasserschutz oder och Biodiversitéitsmoossnamen ëmsetzen. Dat heescht a ganz anere Wierder, datt et eben einfach méiglech soll sinn, datt op engem an deemselwechten Terrain kënne Liewensmëttel produzéiert ginn, Biodiversitéit ka produzéiert ginn an datt propert Waasser op därselwechter Fläch ass.

Am Kader vun de Plan-sectoriellen huet och de Landwirtschaftsminister sech derfir agesat, datt d'Fonction agricole soll definéiert ginn. An dann hu mer och nach gekuckt gehat am Plan sectoriel «Paysages», wou virauser de Stat sech ënnert dem Projet, dee vum Marco Schank de-

poséiert gi war, e Virkafsrecht op 42.000 ha reservéiert hat! An dat hu mer erofgesat, soudatt de Stat nach just dat Virkafsrecht op 7.000 ha huet.

(Brouhaha et interruptions)

Alles dat ass den Asaz vum Landwirtschaftsministère, fir dat hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

M. Marco Schank *(CSV).*- Dir wësst genee, datt de Projet net diskutéiert gouf an datt d'Kompenséierung iwwerhaapt nach net zur Sprooch koum. Dir wësst et ganz genee! Firwat sot Dir dat dann?

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Gelift?

M. Marco Schank *(CSV).*- Dir wësst ganz genee, datt d'Kompenséierung iwwerhaapt nach net diskutéiert gi war. Et war ee Projet do, deen emol net an der Chamber war.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Jo, mä et war awer am Gesetz esou dran, an u sech am Fong geholl hate mer net déi Méiglechkeet, déi...

(Interruptions et brouhaha)

Dann huet d'Madamm Hansen geschwat gehat vun der Zone agricole, déi...

(Brouhaha)

...ënnert der viregter Regierung proposéiert gi war. Mä ech mengen awer, datt mat deene Jurisprudenzen, déi mer haten, mer juristesch Schwieregkeete gehat hätten, fir esou eng Zon drop ze maachen, an datt awer och an där dote Fro de Beruff sech net eens war, well soss wier et awer schwéier ginn, fir an der Zukunft en Aussiidlerhaff an der Zone agricole ze implantéieren. An duerfir si mer eben de Wee gaangen, datt mer déi do Mesuren innerhalb vun deenen aschreiwe gelooss hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Dann huet d'Madamm Hansen gesot gehat, datt mer misste méi e grousse Stellewäert kréie vun der Landwirtschaft insgesamt. Si huet dann am Fong einfach eng ganz Rei gutt Mesuren ernimmt gehat, Aktioune wéi „Fro de Bauer", d'Foire agricole.

Mä mir sinn och higaangen a mir hunn déi Zäitschréft „GUDD!" un all d'Menagë verdeelt, wou mer wierklech eng positiv Reklamm fir d'Landwirtschaft maachen. Ënner eiser Presidence hunn ech mech derfir agesat, datt de Schoulmëllechprogramm an de Schouluebstprogramm solle fusionéieren. An ech sinn net wéineg stolz drop, well mer dat an eiser Presidence erreecht hunn.

(Brouhaha)

An do hu mer dann och gesot gehat, datt u sech grad bei deem dote Programm solle pädagogesch Moossnamen derbäi sinn. An et ass e Programm, deen awer eisem Land ganz vill Sue bréngt, fir dat ze maachen. An ech mengen, dat maache mer da besonnesch bewosst am Kader vun der Mëllechfro.

An esou kéint ee Punkt fir Punkt am Fong geholl all déi Saachen, déi d'Madamm Hansen elo hei gesot huet, widderleeën, an datt u sech dat, wat ëmmer erëm gesot ginn ass, awer net deem entsprécht, wat am Fong geholl d'Wourecht ass.

Ech jiddefalls si stolz, an dëser Regierung Landwirtschaftsminister ze sinn. An hei gëtt esou e bëssen d'Fro gestallt, wéi wa Landwirtschaft an Ëmwelt Géigner wieren. Ech soen: Landwirtschaft an Ëmwelt, dat si Partner!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Si hunn nämlech als Zil, fir am Fong geholl gesond Liewensmëttel op eng nohalteg Aart a Weis ze produzéieren. A mir hunn an deene verschiddene Gesetzer genuch Mesurë geholl, fir dat doten Zil ze erreechen. An ech mengen, et war nach keng Regierung, déi sech esou agesat huet fir eng nohalteg Liewensmëttelproduktioun hei zu Lëtzebuerg, wéi dat bis elo de Fall war.

A wann een da seet, datt d'Chance verpasst gi wier, fir e Kompetenzzentrum ze schafen, an datt d'Chance verpasst gi wier, fir Infrastrukture fir de Lycée technique agricole ze maachen, da froen ech mech awer: Wéi eng sinn da Reprochë vun Iech, enger Partei, déi 25 Joer un enger neier Akerbauschoul...

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ... geschafft huet, déi näischt Opweises hat,...

(Brouhaha)

...déi e Projet hei an der Chamber stëmme gelooss huet, wou se wousst, datt en u sech net ëmsetzbar wier, well se net de Kontakt zu deene betreffende Gemenge gesicht hat an déi doten Accorden net hat!

M. Gusty Graas *(DP).*- Très bien! Très bien! Jo, très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Ech muss eng Schlupp huelen.

(Brouhaha et interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech ginn ech d'Wuert. Den Här Minister huet de Choix, fir weiderzefueren,...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- D'Madamm Hansen wollt eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, wann de Minister gestatt, ganz gär. Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Fir d'Éischt wëll ech soen, datt ech gesot hunn: „Landwirtschaft an Ëmwelt muss zesumme goen", a géif och zesumme goen. Ech hu just gesot, den Ëmweltministère géif an dëser Regierung zimlech vill diktéieren. Dat war dat Éischt.

Dat Zweet, den Här Minister huet gesot...

(Brouhaha)

...den Här Minister huet gesot, an dësem Naturschutzgesetz géif stoen, datt op landwirtschaftlech wäertvollem Buedem net géif kompenséiert ginn. Da muss ech dem Här Minister soen, datt dat genau dat Amendement war, wat mir gemaach hunn. Well an dësem Projet de loi steet, et géif probéiert, fir ze verhënneren, datt op landwirtschaftlech wäertvollem Buedem soll kompenséiert ginn. Also do si relativ vill „wann a wannen" dran. A mir haten déi einfach fortgelooss a mir hu gesot: „Et gëtt net drop kompenséiert!"

An da wëll ech dem Här Minister nach als Drëtt soen: Ee Kompetenzzentrum ass net eng Schoul!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Dat weess ech!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Keng Schoul! Ech hu gesot: Dozou gehéiert en Zesummeschaffe vu méiglechst villen Akteuren, op engem Site am beschten. An dat do stoung am Regierungsprogramm, et war eng Motioun ugeholl ginn an et ass näischt geschitt!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Ech mengen also, datt déi gutt landwirtschaftlech Fläche solle vun der Kompensatioun ausgeschloss ginn a virrangeg fir den Ubau vu Liewensmëttel solle reservéiert ginn. Do hu mer am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Naturschutzgesetz nach genuch Méiglechkeeten, fir doriwwer ze schwätzen, well dat expressement awer an deem neien Naturschutzgesetz drasteet.

Dir huet dann u sech do awer eng aner Interpretatioun wéi déi, déi de Landwirtschaftsminister huet, a wéi dat, wat de Landwirtschaftsministère zesumme mat der Kolleegin Ëmweltministesch ausgemaach huet a wat expressement an zwee verschiddenen Artikele vum Naturschutzgesetz drasteet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun den Owend ukomm. An ech géif d'Sëtzung ophiewen an Iech wënschen: Kommt gutt heem! Bis muer de Moien.

(Fin de la séance publique à 19.48 heures)

SÉANCE 35

JEUDI,
26 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- *Débat sectoriel sur le volet «Cohésion sociale et Bien-être»: Mme Martine Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Gilles Baum (intervention de M. Roy Reding), M. Roy Reding, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Claude Wiseler et M. le Ministre Xavier Bettel)*
- *Débat sectoriel sur le volet «Institutions et Réforme de l'État»: M. Léon Gloden (interventions de M. le Ministre Dan Kersch), Mme Sam Tanson, M. Claude Wiseler (interventions de M. Eugène Berger et M. le Ministre Dan Kersch), M. Alex Bodry (intervention de M. Claude Wiseler), M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry (intervention de M. Claude Wiseler)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler, M. Fernand Kartheiser, M. Michel Wolter, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Eugène Berger), M. Marc Spautz (intervention de M. Eugène Berger), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Parole après ministre: M. Michel Wolter (interventions de Mme Lydie Polfer, M. le Ministre Xavier Bettel, M. André Bauler, M. Alexander Krieps et M. le Ministre Dan Kersch), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter et M. Alexander Krieps)*
- *M. Alexander Krieps (fait personnel) (intervention de M. Alex Bodry)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat d'Sëtzung op. A mer fueren direkt weider am Rame vum État de la nation mat de Voleten „Sozialkohäsioun a Wuelbefannen", gefollegt vun dem Kapitel „Institutiounen a Reforme vum Stat".

Als éischt ageschriwwe Riednerin, et geet also esou weider, wéi et gëschter Owend opgehalen huet, ass d'Madamm Martine Hansen.

(Interruptions par M. Alex Bodry et Mme Martine Hansen)

(Hilarité)

D'Madamm Hansen huet d'Wuert.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite)

Débat sectoriel sur le volet «Cohésion sociale et Bien-être»

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. „Education is the passport to the future", een Zitat vum Malcolm X. A wa mer vu Kompetitivitéit schwätzen, dann ass ee vun de Schlësselen, fir dëst ze erreechen, ze färderen, ze garantéieren, ganz sécher d'Schoul. Ech wäert awer elo hei net am Detail op d'Educatioun agoen. Do kréie mer nach ganz dacks d'Geleeënheet bis zum Summer, well et kommen nach vill Gesetzer bis zum Juli. An eng Hällewull vu Gesetzer, a meeschtens virun der grousser Vakanz, a meeschtens mat direktem Afloss awer op déi nächst Rentrée, dat ass u sech symptomatesch fir dës Regierung am Beräich vun der Educatioun.

An ech widderhuele mech, ech hunn dat schonn op ville Plaze gesot: Et kann ee vill maachen, erreechen, bewierken, an d'Weeër leeden ouni Gesetzer. An et kann een awer och vill zum Onwee maache mat enger Lawin vu Gesetzer, Reformen, virun allem, wann een d'Ëmsetzung um Terrain net anstänneg virbereet. An et huet sech vill Onrou breetgemaach. D'Léierpersonal, d'Elteren, d'Kanner hetze ganz dacks de Veränneren hannendrun. Mir brauchen endlech Rou a Stabilitéit an der Educatioun!

Eis Riedensaart: „Et soll een net méi lasskappen, wéi ee schëppe kann" beschreift et gutt. Awer genau de Géigendeel ass gemaach ginn. De Chaos war virprogramméiert. An ech erënneren hei nach eemol un de Chaos bei der leschter Schoulrentrée; ee gutt Beispill vun ze vill Lasskappen. Problemer sinn ze spéit erkannt ginn oder se wollten net erkannt ginn; dat weess ech net.

Op jidde Fall hat de Minister am September nach an engem Interview gesot, hien hätt kee

Stress, et wär alles optimal virbereet. Duerno, wéi d'Enseignanten aus der Regioun 15 Alarm geschloen hunn, huet e si indirekt als Ligener bezeechent, well dat wier alles net esou schlëmm. Duerno hat d'Verwaltung schold, well si nach e puer Joer virdru vun enger Lehrerschwemme geschwat hunn. Déi woussten awer wahrscheinlech zu deem Zäitpunkt nach net, wéi eng personalintensiv Reforme kéimen. Dann ass et och schwéier ze plangen. Duerno sollt een Audit gemaach ginn, an elo kënnt en neit Gesetz, fir kënne méi Enseignanten ze rekrutéieren. Ech ginn och net op dëst Gesetz an. Hei kréie mer och nach d'Méiglechkeet derzou.

Mä ech wëll soen: Eng Pompjeesléisung eleng - an dat ass dëst Gesetz -, dat geet net duer. Duerfir ass et u sech schued, datt d'Interpellatioun vum Här Adam, fir u sech méi eng breet Diskussioun iwwert de Beruff vum Enseignant ze kréien, datt déi, wéi den Här Adam nach hei war, zweemol vum Ordre du jour geholl ginn ass an datt se elo definitiv net méi um Ordre du jour ass.

An ech zitéieren den Hattie an dësem Kontext: „Wat d'Schüler léieren, hänkt vum Enseignant of." Op de gudden Enseignant kënnt et un! An déi musse mer stäerken. Dat ass 80% bis 85% vum Loyer, vill méi wichteg wéi Strukturen. Awer virun allem där Strukturreforme si gemaach ginn. Et si ganz vill Gremie geschaaft ginn. U sech Strukturen ouni wierklech Struktur. Et ass theoretesch ugeduecht, awer praktesch net duerchduecht a schwéier ëmsetzbar. An et huet een d'Kärgeschäft, näämlech d'Schoulhalen, d'Kanner, den Enseignant, komplett aus den Ae verluer. Mä op déi kënnt et un. Mir brauche motivéiert, gutt ausgebilten Enseignanten.

(Interruption)

An den Enseignant muss fachlech a pädagogesch um Topniveau sinn. Et ass och keen einfache Beruff, mä et ass ee ganz schéine Beruff. A fir datt mer déi gutt Leit, déi mer brauchen, erëm an den Enseignement kréien, muss de Beruff erëm méi attraktiv ginn. An dat ass sécher net mat engem Gesetz mat den neie Rekrutementsméiglechkeete gedoen.

Ech wëll duerfir hei just op dräi Punkten hiweisen, wou mer eppes mussen ënnerhuelen.

Éischtens, mir mussen de komplette Stage iwwerdenken an upassen. Einfach just eng Kierzung, esou wéi et elo virgesinn ass, dat ass Fassadegepléischters. Mir brauchen een anstänneg duerchduechtend Konzept, deen de jonken Enseignant begleet an ënnerstëtzt.

Ech erënnere mech do nach u mäi Stage. Dat ass schonn eng Zäitchen hier, mä ech weess net, ob sech esou vill do geännert huet. D'Theorie, déi huet mer net allze vill bruecht. Ech hu se geléiert an ech hu se och gepackt, mä dat ass e bëssen esou wéi danzen ouni Musek, an heiansdo och nach am Däischteren, well et weess een net ëmmer, wuer et soll higoen.

Wat mer awer eppes bruecht huet, dat ass, wéi ech Stonne gehalen hunn, wann ee mer gesot huet: „Dat do hues de net gutt gemaach. Maach dat do déi nächste Kéier besser!" An dann hunn ech et déi nächste Kéier anescht probéiert. Wann ech duerno kucke gaange sinn, wa mer zesummen Evaluatioune gemaach hunn, wa mer zesummen Tester virbereet hunn, wa mer also praktesch geschafft hunn.

An duerfir wëll ech allgemeng zum Stage soen: En ass nach ëmmer ze vill theoretesch. An déi leschte Kéier war ee Lieserbréif am „Lëtzebuerger Wort". Do ass beschriwwe ginn, wéi Enseignantë virun enger Kéistaart sëtzen a se hunn d'Kéistaart evaluéiert.

Bon, wann dat elo an der Beruffsausbildung gewiescht wier, da géif ech soen: Okay, de Bäcker muss wëssen, wéi eng gutt Kéistaart soll ausgesinn. Mä et war awer net an der Beruffsausbildung, et war am allgemengen Enseignement. Do kann ee sech zumindest Froe stellen; soen ech emol einfach. Ech soen erëm eng Kéier: danzen ouni Musek.

Dann ass nach ëmmer ze vill double Emploi an deem Stage. Dat heiten, d'Grondschoulenseignanten, dat si schonn ausgebilte Pädagogen. De Stage soll virun allem eng Hëllef si beim Schoulhalen, och bei der Elterenaarbecht. Dat ass och net einfach. Et soll eng Begleedung, ee Coaching sinn. An dee jonken Enseignant soll sech missen oder kënnen op d'Schoulhale konzentréieren an eben net op Dossiere schreiwen.

Da musse mer, zweetens, den administrativen Opwand reduzéieren. Ech hu mat ville Leit geschwat. Et hu souguer Enseignantë mer gesot, datt se géifen duerwéinster an de Régime préparatoire wiesselen, well si hätten es u sech genuch mat där gesamter, kompletter Administratioun an der Grondschoul. Well fir de Preparatoire ass et gutt, dann hu mer och do emol eng Kéier kee Mangel méi.

Mä mir mussen hei all virgeschriwwe Prozeduren, Note-de-servicen, Rapporten op de Leescht huelen an op e Minimum reduzéieren. D'Gremie mussen analyséiert ginn. D'Dechargë sollen op de Leescht geholl ginn: Wat muss wierklech vum Léierpersonal gemaach ginn a wat kéint een aneren iwwerhuelen?

Ech soen: Mir hu jo e Mangel beim Léierpersonal. Den Enseignant soll sech virun allem kënnen op d'Schoulhale konzentréieren. Vläicht kéinten och eenzel administrativ Aufgabe vun engem Schoulsekretariat iwwerholl ginn, oder et kéinten nei informatesch Programmer ausgeschafft ginn, déi déi administrativ Weeër verkierzen. Et gëtt Léisungen! Et muss ee se just sichen.

Da soen, drëttens, d'Enseignanten och ganz dacks, datt se net de Réck gestäipt kréien. Si fille sech ganz dacks eleng gelooss. D'Direktioun, déi Eenzeg, déi en hierarchesche Pouvoir huet, ass ganz dacks wäit fort an och zum Deel nach iwwerlaascht. Eng Direktioun, déi an der Schoul wär an net direkt iergendzwousch an der Regioun, déi kéint direkt agéieren, déi kéint direkt beim Schüler, bei den Elteren intervenéieren, wann et Problemer ginn. Déi kéint och d'Elteren emol an hir Responsabilitéit huelen.

Da sinn d'Prozeduren, fir verhalensopfälleg Kanner ze mellen, nach ëmmer schwéierfälleg. An d'Hëllef léisst och do dacks op sech waarden. An ech bezweifelen, datt déi virgesinne Prozedur mat den I-EBSen, den ESEBen, de Sousdirekteren dat Ganzt méi séier mécht. Mir haten do eng Evaluatioun gefrot. An ech hoffe wierklech, datt, wann alles bis um Lafen ass, déi Evaluatioun séier gemaach gëtt, a wann Upassungen noutwendeg sinn, datt déi dann och séier gemaach ginn.

Elo huet de Minister Meisch mat senger Propos, fir all Bachelor, deen iergendeppes mat den Ziler vun der Grondschoul ze dinn huet, zouzeloossen zum Stage - Gott sei Dank hu mer et fäerdegbruecht, datt hien elo averstanen ass, fir et zäitlech ze begrenzen -, mä en huet mat dëser Mesure nach eng ganz aner Diskussioun lancéiert, näämlech déi iwwert de Spezialist, esou wéi am Secondaire, oder de Generalist.

Hie féiert de Spezialist duerch d'Hannerdier an, well ee Bachelor an der Geschicht, an der Geo, am Däitschen, am Franséischen, am Sport - ech mengen, bal all Bachelor - kann elo Enseignant an der Grondschoul ginn. Hien huet doduerch d'Diskussioun lancéiert, mä u sech wëllt en déi Diskussioun awer net féieren.

Fir eppes kloerzestellen: Als CSV wëlle mir den Enseignant-Spezialist, esou wéi en am Secondaire ass, net an de Grondschoulen. D'Schüler brauchen eng Haaptbezuchspersoun an der Grondschoul.

Mä et muss een awer och d'Realitéit gesinn. An hei wëll ech op zwee Punkten agoen.

Den éischte Punkt ass: Et ass eng Tatsaach, datt mer an der Grondschoul schonns méi wéi een Enseignant pro Klass hunn, ganz dacks souguer méi Intervenanten, och doduerch, datt verschidde Leit nëmmen eenzel Fächer halen. Heiansdo hunn d'Kanner dann awer nach eng Basteljoffer, eng Museksjoffer, eng fir d'VieSo, een, dee fir den Appui kënnt, an da kommen d'I-EBSen nach an esou weider.

An zweetens ass et eng Tatsaach, datt mer net méi dee Generalist, deen alles kann, esou hunn. Dat ass natierlech och op eise Schoulsystem zréckzeféieren, wou mer och Schwächten zouloossen. Dat ass och okay esou, mä mir mussen et awer erkennen.

(Interruption)

Jo, Här Kartheiser, mir hunn nach ëmmer gesot: Och am Enseignement secondaire classique, och am Enseignement secondaire général, do kënne mer eng Kéier eng Schwächt zouloossen. Mä da muss een awer och soen: „Do ass eng Schwächt do."

Sou, an datt Schwächten do sinn, dat gesäit een engersäits bei de Resultater zum Opnametest vun der Uni.lu. Laut mengen Informatioune packen der ganz vill de Franséischtest net. Et sinn der awer och, déi d'Mathé, d'Däitscht oder och d'Sciencen net packen. Et muss ee 50% vun de Punkten hunn, fir den Test ze packen. An Der kënnt deen Test selwer eng Kéier maachen. Dir fannt en op bsce.assessment.lu/admission. Dir kënnt also selwer eng Kéier deen Test oder esou een Test probéieren.

Sou, mir ginn awer nach ëmmer dovunner aus, datt mer dee Generalist hunn, deen alles kann: vun de Sproochen, der Mathé, de Sciencen, der Geschicht iwwert d'informatescht Wëssen an esou weider. Dat ass an der Realitéit awer net méi esou. An ech mengen, dat ass och bal normal, well et wäre riseg Ufuerderungen.

Ech kréien och gesot, datt an de Schoule bei der Stonneplangorganisatioun zum Deel op dës Schwächten opgepasst géif ginn. Dat hänkt awer vun de Schoulen of. Dat ass awer u sech net gutt. Ech mengen, hei bräichte mer eng richteg Diskussioun heiriwwer. Well ech sinn näämlech dovunner iwwerzeegt, datt den Enseignant nieft der Pädagogik och säi Fach muss gutt beherrschen.

An och do erëm eng Kéier aus eegener Erfahrung - ech sinn Ingénieure agronome, ech hunn eng Spezialisatioun Agrarpolitik, Économie rurale, dann hunn ech mech nach am Grengland spezialiséiert -: Mäi fréiere Chef, deen huet ëmmer gemengt, en Ingenieur kéint alles. Ech ka vläicht soen: En Ingenieur ka vill, mä e ka sécherlech net alles!

An dunn hat ech eng Kéier misse Coursen hale bei der Fidderung vun de Schwäin. Schwäin ass elo net esou komplizéiert, well d'Fidderung fonctionnéiert äänlech..., oder d'Verdauung fonctionnéiert äänlech wéi beim Mënsch. Ech hunn dat och gemaach. Ech hunn och keng Dommheete gesot, well ech hu mech jo virbereet. Ech hunn also näischt Falsches gesot, mä wann een net 100%eg a sengem Fach ass, dann hält ee kee gudde Cours! Dann ass een net à l'aise! An dat ass schlecht! Dat soll een also probéieren ze verhënneren.

Firwat soe mer also net ganz éierlech: Mir akzeptéiere vläicht emol eng Schwächt beim Enseignant. Hie sollt d'Méiglechkeet da kréien, dës Lacune wärend dem Studium oder an der Weiderbildung opzeschaffen. Wann d'Lacune dann dobleift - a wuelverstanen, et däerf een awer nëmmen eng Lacune hunn -, dann däerf den Enseignant dat Fach net ënnerriichten.

Hie wär awer vläicht gutt an aneren Niewefächer, well och déi si wichteg. Ech soen zum Beispill d'Sciencen. Mir brauchen och gutt Leit, déi Sciencen an der Grondschoul ënnerriichten.

Dëst géif net méi Intervenanten op der Klass erfuerderen, et géif awer eng Qualitéit garantéieren, an eventuell krite mer souguer méi Enseignanten. Dëst bedeit awer eng e bësse méi opwendeg Schoulorganisatioun, wat erëm fir en Direkter an der Schoul schwätzt. An d'Schoulorganisatioun ass eng schwiereg Zäit. En Direkter, deen iwwert de Leit steet an Decisiounen hëlt, dee géif dem Léierpersonal hei vill Konflikter an Energie spueren.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, hei sinn nach vill Diskussiounspunkten, déi missten op de Leescht geholl ginn, zesumme mat de Leit vum Terrain. Ee Mangel u gudden Enseignanten ass dramatesch fir e Land. Ech widderhuelen nach eemol den Hattie: „Op de gudden Enseignant kënnt et un." Dat ass 80% bis 85% vum Loyer, net déi vill Strukturen. A mir mussen drëngend dru schaffe mat de Leit, fir de Beruff erëm méi attraktiv ze maachen. Mir brauche gutt Leit. Mir brauchen déi bescht Leit am Enseignement! An dat mécht een net eleng mat Gesetzer.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach vill „pain sur la planche" oder op Lëtzebuergesch „Brout op der Schéiss".

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'sozial Kohäsioun ass e Sujet, dee menger Partei, der LSAP, um Häerz läit. Fir eis zielen do ganz besonnesch d'sozial Gerechtegkeet, d'Aarmutsbekämpfung, d'sozial Ofsécherung, eng fortschrëttlech Aarbechtspolitik an och eng modern Familljepolitik.

De Statsminister sot a senger Deklaratioun: „Lëtzebuerg ass 2018 kärgesond a gutt opgestallt fir d'Zukunft." Effektiv, bal all zweeten Euro, dat sinn 11,7 Milliarden, fléissen an d'Sozialpolitik, sief dat fir Sozialleeschtungen oder an d'Sécurité sociale. Fir eis Sozialisten eng ganz wichteg Investitioun.

Trotzdeem geet et awer nach net jiddwerengem gutt hei am Land. Au contraire, vill Leit befanne sech a prekäre Situatiounen, sief et, well se keng Aarbecht hunn, se wéineg verdéngen oder nom Ofzéie vum Loyer net méi ganz vill Enn des Mounts iwwreg ass. An da ginn et och nach déi Leit, déi iwwerhaapt keen Daach iwwert dem Kapp hunn.

Heescht dat elo, dass d'Politik versot huet, dass d'Regierung hir Hausaufgaben net gemaach huet? Ben, ech mengen, dat kann een net esou soen. Dozou zwou Iwwerleeungen.

Éischtens, d'Schéier tëschent Aarm a Räich an der westlecher Welt ass esou grouss wéi säit 30 Joer net méi. No enger Etüd vun der OECD hunn d'Ongläichheeten an deene meeschten Industrielänner zougeholl, dat souwuel a gudde wéi och a schlechten Zäiten, schreiwen d'Auteuren.

En zweete Punkt ass d'Differenz tëschent dem Risque de pauvreté an der tatsächlecher Aarmut. De sozialistesche Wirtschaftsminister hat scho gëschter ugeschwat, dass d'Sachleeschtungen an d'sozial Transferen an der Aarmutsstatistik meeschtens net consideréiert ginn. Et geet net drëms, de Problem hei schéinzerieden, trotzdeem, mengen ech, muss een hei déi Differenz maachen. Mä op dee Punkt wäert ech spéider nach eemol zréckkommen.

Déi meescht Leit hei am Land profitéieren zwar weiderhi vum Wuelstand, wéi och schonn déi Jorzéngte virdrunner, mä mir mussen awer bei der Verdeelung vun de Friichte vum Wuesstum oppassen. An hei huet d'Regierung reagéiert. An dëser Legislaturperiod gouf wierklech vill ëmgesat, wat de Leit zeguttkënnt.

Fir méi sozial Gerechtegkeet an d'Stäerkung vun der Kafkraaft gouf et zum Beispill eng Steierreform mam Fokus op déi kleng a mëttel Revenuen an och op d'Elengerzéier, d'Erhéijung vum Mindestloun, dem RMG an d'Pensiounen, méi Remboursementer vun der CNS bei Brëll, Lënsen, Zänn an och bei de Leeschtunge fir d'Kanner. A vergiesse mer och net, dass mat dëser Regierung net um Index manipuléiert ginn ass an dass souguer d'Studiebourssen nees indexéiert goufen.

Bei der Bekämpfung vun der Aarmut an der Prekaritéit, eng weider Prioritéit fir d'Sozialistesch Partei, goufe vill wichteg Initiative géint de Chômage geholl, sief dat beim Laangzäitchômage, awer och bei deene Jonken. Denke mer do un d'Garantie pour la jeunesse oder de Pakt mat de Betriber, wou 5.000 ageschriwwen Demandeurs d'emploi solle weidervermëttelt ginn. Mir denken awer och un déi kierzlech agefouert Aide à la formation fir ebe Jonker, déi keng finanziell Moyenen hunn a sech awer an enger Formatioun wëlle weider ausbilde loossen.

Effektiv hu mer zurzäit en niddrege Chômagetaux, wuel wëssend, dass awer all Chômeur nach ëmmer ee Chômeur ze vill ass. De Kampf géint den Aarmutsrisiko an d'Inegalitéiten ass e permanenten, och a grad an engem Land wéi Lëtzebuerg mat engem héije Wuelstand.

Esou villfälteg och d'Facettë vun der Aarmut an der Prekaritéit sinn, esou verschidde mussen och d'Léisunge sinn. Eng wichteg staatlech Ënnerstëtzung dobäi ass den RMG. Mat der Reform, déi elo deemnächst gestëmmt ka ginn, ass et fir eis wichteg, dass net nëmmen d'Verpackung, also d'Nimm, changéiert, mä dass et och zu wierkleche Verbesserunge kënnt, dass deene Leit, déi eben hei a prekäre Situatioune sinn, gehollef gëtt.

No eiser méi kritescher Positioun begréisse mer, dass nach emol nogebessert konnt ginn an dass et eben elo zu Ännerunge kënnt, wéi gesot zu Verbesserungen, déi dann och d'Besoine vun de Familljen, ganz besonnesch deene Menagen, déi elengerzéiend mat engem Kand oder méi Kanner, méi staark berücksichtegen. Bon, d'Detailer dozou wäerte mer sécherlech spéider da beim Vott vum Projet de loi diskutéieren.

En nächste Punkt, deen ech wëll uschwätzen, ass de Phenomeen vum Working Poor. Laut enger Etüd vun der CSL ass de Risiko fir en Aarbechter, an d'Aarmut ze verfalen, hei méi grouss, obwuel mer jo den héchste Mindestloun an der EU hunn, wéi fir soss en Aarbechter an der ganzer EU. Et ass frappant an aus sozialistescher Siicht ongerecht an net akzeptabel, dass d'Zuel vun deenen, déi schaffen an engem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, an d'Luucht geet, an d'Zuel vun deenen, déi net schaffen an hiert Kapital schaffe loossen an ni dem Risiko ausgesat sinn, an Aarmut ze falen, och stänneg an d'Luucht geet.

Vu dass de Phenomeen multifaktorial ass, mussen och d'Instrumenter zur Bekämpfung multidimensional sinn. Ech verweisen hei op d'Ausso vum sozialistesche Fraktiounschef fir eng méi gerecht Besteierung vum Kapitalakommes vis-à-vis vum Aarbechtsakommes.

Beim Mindestloun wëlle mir Sozialisten, amplaz just eng Adaptatioun un déi allgemeng Lounentwécklung, strukturell Adaptatiounen a schloen dofir eng Erhéijung vum Mindestloun vir. Eng Rëtsch LSAP-Politiker hunn heizou scho ganz kloer Stellung geholl. Fir eis ass et näämlech eng Fro vun der Loungerechtegkeet, egal ob dëse Sujet elo op der politescher Agenda steet oder net.

Säit dem 1. Januar 2017 hu Mindestlounempfänger duerch den Index, d'Steierreform, awer och d'Upassung vum Mindestloun ongeféier 6% netto méi. D'LSAP wëllt nach weidergoen: wéi gesot, iwwer eng vollstänneg Be-

freiung vum Mindestloun vun der Akommessteier an eben duerch eng strukturell Erhéijung.

Wéi steet et iwwerhaapt da mat eise Sozialtransferen? Musse mer déi iwwerdenken? Obwuel se zu deenen héchsten an der EU gehéieren, hu mer awer nach ëmmer en héije relativen Aarmutsrisiko. An dofir ass de Ruff no méi sozialer Selektivitéit berechtegt. Bei ville Mesurë gëtt dëse Prinzip ugewannt, e misst awer eiser Meenung no an Zukunft nach vill méi staark applizéiert ginn, wéi zum Beispill bei de Familljeprestatiounen.

Mat der Reform virun zwee, dräi Joer hu mer en Eenheetsbetrag agefouert, fir alleguerten d'Kanner gläich ze behandelen, well jo dem Stat d'Kanner alleguerten och gläich vill wäert sinn. En Accord tëschent Regierung an de Gewerkschafte gesäit vir, dass e gesetzleche Mechanismus d'Prestation familiale all zwee Joer upasst, geméiss der Entwécklung vum Salaire médian. Dee Calcul schéngt awer net esou evident ze sinn. Dat stellt jo och de Statsrot a sengem Avis fest. Op Detailer gëtt et Divergenzen.

Mir stinn zu där Reform vum Kannergeld, mir sinn awer och der Meenung, dass et regelméisseg zu Adaptatioune muss kommen. An dofir froe mer eis, ob et net besser wär, d'Kannergeld carrement nees ze indexéieren, esou wéi de sozialistesche Fraktiounschef dat gëschter och schonn ugedeit huet.

A wa mer wierklech fir eng méi sozial Gerechtegkeet am System wëllen antrieden, musse mer eis iwwerleeën, ob mer d'Kannergeld net unhiewen a besteieren, d'Montante vum Kannergeld adaptéieren an da jee nom Steiertaux vum Menage ebe besteieren. Et ass eng Fuerderung, déi net nei ass, schonn a fréieren Diskussioune war, mä et huet ëmmer geheescht, dat vun der Steierverwaltung a vun der Kannergeldkeess, dass et an eisem System net méiglech wär, notamment well Lëtzebuerg keng Donnéeën hätt iwwert d'Akommes an d'Besteierung vun de Frontalieren an hirem jeeweilegen Heemechtsland.

Elo, duerch d'Steierreform 2017-2018, wat de Volet vun der Besteierung vun de Frontaliere betrëfft, hu mir an Zukunft déi néideg Donnéeën, och vun de Grenzgänger. An der Praxis géif dat dann näämlech bedeiten, dass d'Kannergeld géif erhéicht ginn an dann entspriechend dem Akommes an dem applizéierte Steiertaux vum Menage géif besteiert ginn. Dat heescht mat anere Wierder: Wie vill verdéngt a vill Steiere bezilt, géif méi ofginn a manner Kannergeld erauskréien; wie manner verdéngt a manner oder guer keng Steiere bezilt, géif da méi Kannergeld erauskréien. Also ganz am Sënn vun der sozialer Gerechtegkeet.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Mä allgemeng ass och den Appell un d'Regierung, fir d'Iddi vun enger Matrix vun de sozialen Transferen nach eng Kéier opzegräifen. Mir stellen näämlech fest, dass et net evident ass, fir erauszefannen, wien e Recht op wéi eng Sozialleeschtungen huet. Weder fir d'Bierger nach fir d'politesch Decideuren nach fir déi zoustänneg Verwaltungen ebe schéngt dëst ëmmer kloer ze sinn.

Mir bräichten emol e kompletten Iwwerbléck, en Tableau oder, nach besser, en informateschen Tool, wou ee säi Revenu, seng Familljesituatioun agëtt an dann op ee Bléck gesäit, wéi eng Hëllefen een zegutt huet respektiv wéi eng net. Dat géif der Politik näämlech hëllefen, de System besser ze steieren; Stéchwuert „Selektivitéit", „geziilten Aarmutsbekämpfung" an „Kohärenz vun der Politik". An et géif dem Bierger hëllefen, fir erauszefannen eben, wéi eng Aiden, wéi eng Sozialtransferen en dann am Endeffekt zegutt hätt a wéi eng em net zoustinn.

Här President, de Statsminister sot virun zwee Deeg: „Déi sozial Kohäsioun ass awer net just eng finanziell oder eng materiell Fro." Dat gesi mir Sozialiste genausou. An dofir stelle mir de PIB als eenzege Wuelstandsmoossstaf a Fro. De Wuelstand ass eben net exklusiv monetär ze erfaassen a schonns guer net am Kontext vun der Sharing Economy. Dofir setze mir op den «PIB du bien-être».

De Conseil économique et social huet e Set vu 65 Indicateuren ausgeschafft, déi vill méi breet erfaassen, wat Wuelstand a Liewensqualitéit hei am Land ass. Dat ass e wäertvollt Instrument a mir sollte méi systematesch dorop zréckgräifen, fir eist politescht Handelen ze evaluéieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- An deem Kontext stelle sech awer och nach eng Rëtsch Erausfuerderungen, déi mer ze bewältegen hunn, wéi zum Beispill: Wéi kënne mer den Accès vun de Fraen op den Aarbechtsmarché verbesseren?

Ech denken hei ganz besonnesch eben un déi Mammen, déi jorelaang aus dem Beruffsliewen eraus sinn, oder awer och déi Mammen, déi elengerzéiend sinn, oder eben och d'Männer, déi elengerzéiend sinn.

Virun allem stellt sech awer och hei d'Fro: Wéi packen d'Fraen de Sprong aus enger Deelzäitaarbecht nees zréck an eng Vollzäitbeschäftegung? Hei fuerdere mir Sozialisten e Recht op Aarbechtszäitverkierzung, dat - an ech mengen, dat ënnerscheet eis vläicht vun deenen aneren - mat enger Garantie vun esou engem Recht, eben och spéider erëm kënnen zu enger Volltâche ze kommen. Dat heescht, wann een de bewosste Choix trëfft, fir eng gewëssen Zäit manner u Stonnen ze schaffen, muss een d'Garantie hunn, herno eben zréckzekommen an erëm an enger Volltâche ze sinn.

Wat eise Steiersystem ugeet, muss d'Politik oppassen, dass si keng falsch Ureizer schaaft oder oprechterhält, déi besonnesch d'Fraen decouragéieren, an Aarbecht ze bleiwen oder hir Aarbechtsstonnen ze erhéijen. Ech schwätzen hei geziilt vu finanzielle Bremsen, der Niddreglounfal fir den Zweetverdénger am Stot. Déi riskéieren och, Altersaarmut ze provozéieren, well keng oder net genuch eege Pensiounsrechter opgebaut goufen. Trotz enger gudder Steierreform musse mer eben hei weider diskutéieren an och hei verweisen ech op d'Ausso vum LSAP-Fraktiounschef, dee gëschter gesot huet, dass mer musse kucken, wéi mer eise Steiersystem nach kënne besser opstellen.

Här President, e bessere Schutz géint Aarmut a sozial Ausgrenzung ass nach ëmmer eng gutt a gerecht bezuelten Aarbecht. A grad elo am Kader vun der Digitaliséierung ass dëst nach méi akut. Mat all deenen neien Aarbechtsforme geet et näämlech drëms, d'Aarbecht, d'Qualifizéierung, d'Matbestëmmung an och d'sozial Sécherheet weiderzedenken an un déi nei Defien unzepassen.

De Kolleeg Franz Fayot huet gëschter bei sengen Aussoen zur Digitaliséierung ganz kloer gesot, dass d'LSAP keng Angschtdebatt, mä eng Gestaltungsdebatt féiert.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Existenzängscht musse mer eescht huelen, gläichzäiteg awer no de Chancë gräifen an de Wandel sozial gerecht matgestalten. Fir eng gerecht Verdeelung vun de Produktivitéitsgewënn ze erzilen, plädéiere mer dofir fir eng Lounerhéijung oder eng Aarbechtszäitverkierzung. Déi erwirtschaft Produktivitéitsgewënn däerfe fir eis net just an d'Täsche vun de Patrone fléissen, mä fir eis ass et och ganz kloer, dass déi Beschäftegt dovunner musse profitéieren. Dat versti mer ënner sozialer Gerechtegkeet an dat ass säit ganz ville Joren den Erfolleg vun der sozialer Maartwirtschaft hei am Land.

Ofschléisse wëll ech mam Verweis, dass et anscheinend ëmmer méi Leit hei zu Lëtzebuerg ginn, déi keen oder nëmmen e limitéierten Zougang zu de Soins de santé hunn. Mir sinn der Meenung, dass een do onbedéngt muss Méiglechkeeten a Weeër sichen, fir fir jiddwereen, deen hei am Land lieft, Zougang zu enger héichwäerteger Gesondheetsversuergung ze kréien. Dofir plädéiere mer zum Beispill fir den Tiers payant généralisé.

Fir d'LSAP ass kloer: Eise Sozialsystem steet net zur Dispositioun. Eise System ass e ganz héichwäertegen, dee jiddwerengem Zougang zu deeneselwechten a gudde Leeschtunge garantéiert an op eng solidaresch Finanzéierung opgebaut ass. D'LSAP gëtt allen eng Ofso, déi sech aus der solidarescher Finanzéierung oder dem Conventionnement wëllen zréckzéien an déi op déi eng oder aner Aart a Weis dëse System a senge Grondprinzipien a Fro stellen an och d'Fundament a Fro stellen.

D'Sozialiste sinn de Garant fir d'Erhalen, d'Ofsécherung an den Ausbau vun eisem soziale System, deen op Solidaritéit opbaut an deen als héchst Zil huet, de sozialen Zesummenhalt ze garantéieren. Dat soll d'Obleie vun eis alleguerte sinn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Weider wëll ech awer och nach drop hiweisen, dass d'Liewenswierklechkeet vun de Familllje sech ganz staark verännert huet. Déi al Rolleverdeelung tëschent Fra a Mann entsprécht gréisstendeels net méi de Wënsch vun den haitegen Elteren. Vill Mamme wëllen hautdesdaags net komplett drop verzichten, aus der Aarbecht erauszeklammen a sech nach jorelaang dem Stot an de Kanner ze verschreiwen. Vill Mamme wëllen hautdesdaags déi zwee. Déi wëlle schaffen an nawell sech gutt kënnen ëm hir Kanner këmmeren a vill Zäit mat hinne verbréngen.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Genausou wéi och ëmmer méi Männer dat wëllen, déi net just de ganzen Dag wëlle schaffen an op de Feierowendpapp reduzéiert ginn, mä si wëllen Zäit, fir ebe mat hirer Famill, mat hirem Partner a ganz besonnesch mat hire Kanner ze verbréngen. Dofir dee Choix, jo, mä trotzdeem, mengen ech, solle mer awer net vergiessen, wat d'Elteren hautdesdaags verlaangen.

An ech mengen, do si mir als Politiker ebe gefuerdert. Och wann dat vläicht net all Konservativem hei däerft schmaachen, däerfe mer net vergiessen, dass mer mat enger Realitéit konfrontéiert sinn, déi eben net méi vläicht deem Bild entsprécht, wat virun 30, 40 Joer méi gefrot war, mä dass mer musse kucken, eben déi modern Familljepolitik zesummen op d'Schinn ze kréien.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Déi Familljenorganisatioun, wou een Elterendeel, meeschtens ass dat jo dann d'Mamm, doheem bleift, hat ëmmer zur Konsequenz, dass deen ee sech vun deem aneren, ebe meeschtens jo dann d'Fra vum Mann, wirtschaftlech ofhängeg gemaach huet. Allerdéngs, an ech mengen, dat gëtt oft vergiess, subventionéiert de Stat och nach ëmmer haut dëse Familljemodell, sief dat iwwer Droit dérivé, iwwert de Steiersystem an eise Sozialsystem, besonnesch dann, wann um Enn déi éffentlech Hand ebe muss asprangen, wa fir deen anere Partner, deen dann op eemol eleng dosteet, net méi genuch iwwreg ass, fir nach kënnen ze liewen.

Op alle Fall gëtt dat ëmmer nees an der Debatt vergiess, vläicht och bewosst, well et dann dee schéine Modell vun deem fräiwëllege Choix an en anert Liicht bréngt, mat alle Konsequenzen, déi hannendrunhänken, déi mer kennen an domadder eben d'Bild vun deem fräiwëllege Choix demontéiert.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- E weidere Punkt ass näämlech, wéi scho virdrunner gesot, dass d'Sozialleeschtungen net an d'Aarmutsstatistik mat aberechent ginn. Iwwerdeems d'Geldleeschtungen als Revenu erfaasst ginn, ginn d'Prestations en nature an d'sozial Servicer net als Revenu consideréiert a fléissen domadder och net an d'Berechnung vum Revenu disponible vun engem Menage mat eran. An dofir eben eis Fuerderung, méi Konsequenz op déi dote Calcullen zréckzeféieren.

An der Familljepolitik zum Beispill spillen dës grad eng ganz wichteg a ganz bedeitend Roll, wou mer jo manner op Geldleeschtunge setzen a vill méi cibléiert op Sachleeschtungen. An och grad dëst dierfe mer an der Diskussioun net vergiessen.

Et ass net gespuert ginn, wéi jo ëmmer esou schéi vun der Oppositioun monéiert gëtt, mä et gouf massiv investéiert. Ech denken do ganz konkret un Investitiounen an d'Kannerbetreiung, d'Fréikandfërderung an déi bilingual Betreiung. Ech denken awer och u Mesuren, déi den Elteren hëllefen, fir Famill a Beruff besser openeen ofzestëmmen, eben déi rezent Reform vum Congé parental, dann déi fräi Deeg, déi ee kritt, wann engem säi Kand krank ass, déi zousätzlech Deeg fir frëschgebake Pappen, awer och de Congé d'allaitement, deen elo all Mamm zousteet, onofhängeg ob se am Endeffekt eben niert oder net.

Fir d'LSAP beschränkt sech dofir eng fortschrëttlech Familljepolitik, déi och d'Lutte géint d'Kanneraarmut zur Aufgab huet, net just op d'Ausbezuele vun de Suen, mä se besteet eben aus engem Mix mat Geldleeschtungen a Sachleeschtunge mat Mesuren, déi allgemeng d'Konditioune vun de Familljen hei sollten ebe verbesseren.

Wann ech schonns bei der Familljepolitik sinn, awer nach eng Remark zu deem berüümtberüchtegte Choix. Och wann aus dem konservative Lager ëmmer erëm widderholl gëtt, wéi och gëschter, dass Mammen, déi doheem bleiwen, déi de Choix ebe gemaach hunn, doheem d'Kanner ze betreien, dass déi elo géifen alles ewechgeholl kréien, ass dat esou net richteg, och wann dës Ausso ëmmer erëm esou widderholl gëtt. Well dee Choix, vun deem ëmmer geschwat gëtt, ass am Endeffekt kee wierkleche Choix. Et war an et bleift e Choix fir déi finanziell besser situéiert Familljen hei am Land!

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Déi Familljenorganisatioun, wou een Elterendeel, meeschtens ass dat jo dann d'Mamm, doheem bleift, hat ëmmer zur Konsequenz, dass deen ee sech vun deem aneren, ebe meeschtens jo dann d'Fra vum Mann, wirtschaftlech ofhängeg gemaach huet. Allerdéngs, an ech mengen, dat gëtt oft vergiess, subventionéiert de Stat och nach ëmmer haut dëse Familljemodell, sief dat iwwer Droit dérivé, iwwert de Steiersystem an eise Sozialsystem, besonnesch dann, wann um Enn déi éffentlech Hand ebe muss asprangen, wa fir deen anere Partner, deen dann op eemol eleng dosteet, net méi genuch iwwreg ass, fir nach kënnen ze liewen.

Op alle Fall gëtt dat ëmmer nees an der Debatt vergiess, vläicht och bewosst, well et dann dee schéine Modell vun deem fräiwëllege Choix an en anert Liicht bréngt, mat alle Konsequenzen,

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

(Interruption)

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Deen Dag, wou ech lech iwwerzeegen…!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Gilles Baum.



M. Gilles Baum *(DP).*- Gudde Moien, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Moien, Här Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Gudde Moien, Kolleeginnen a Kolleegen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gilles Baum *(DP).*- Emol eng Kéier, wou ech däerf moies schwätzen, well dat kënnt jo och net all Dag vir.

(Brouhaha général et hilarité)

Mir hunn nach Manéieren hei am Parlament.

De Premier huet eis virgëschter a senger Deklaratioun, esou wéi en et schonn déi véier Joer virdru gemaach huet, nach eemol däitlech gemaach: Et ass de Mënsch, dee fir dës Regierung am Mëttelpunkt steet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dës Regierung huet erkannt, wat d'Biergerinnen an d'Bierger vun der Politik verlaangen, wat d'Fraen an d'Männer brauchen, wa si an der Rush Hour vun hirem Liewe sinn, wéi eng Ënnerstëtzung si brauchen, wa si sech entscheeden, eng Famill ze grënnen, wéi d'Zukunftsperspektive vun eise Kanner, vun eiser Jugend verbessert kënne gi mat Aussiichten, déi eiser Gesellschaft zeguttkommen an do ukommen, wou se am meeschte bréngen a wou se am meeschte gebraucht ginn.

Här President, iwwert déi lescht fënnef Joer war dës Regierung sech bewosst, wéi wichteg et ass, an d'Jugend an an déi kommend Generatiounen ze investéieren an déi an de Mëttelpunkt vun eisem Schaffen ze stellen. A fir si esou gutt wéi méiglech op d'Zukunft virzebereeden, goufen eng sëlleche familljepolitesch Mesuren a Reformen um Niveau vun der Schoul a vun der Kannerbetreiung geschafen.

Well d'Ongläichheeten an eiser Gesellschaft leider scho bei deene Klengsten ufänken, ass et wichteg, dass all Kand déiselwecht Startchancen a säi Liewe kritt. Fir all eise Kanner besser Zukunftsperspektiven ze bidden, huet d'Regierung massiv, massiv an d'Qualitéit vun der Kannerbetreiung investéiert. Eis Kanner sollen esou gutt wéi méiglech betreit ginn, och wann hir Eltere schaffe ginn. Duerfir sinn d'Qualitéitskritären agefouert ginn an de Personalschlëssel an de Crèchen ass ganz staark eropgesat ginn. Et geet awer mat Sécherheet net duer, d'Kanner nëmmen ze versuergen, mä et geet drëm, d'Kanner geziilt ze färderen. A mir wëssen, dass am fréien Alter, besonnesch tëschent een a véier Joer, d'Kanner ganz séier léieren.

Ee Wuert iwwert d'Gratuitéit och an der Kannerbetreiung. Ech kennen net d'Dekonte vun alleguerten de Gemengen, ech kennen awer den Dekont vun der Gemeng Jonglënster aus dem Joer 2016. An ech kann Iech soen, dass d'Participatioun vun den Elteren a menger Gemeng, dat heescht de Bäitrag, de finanzielle Bäitrag zu der Maison relais, zum Service éducation et accueil, dee läit nach bei ronn 10%. Dat ass och zréckzeféieren op déi sozial selektiv Kritären, déi iwwert d'Gesetz 6410 agefouert goufen. Also d'Participatioun vun den Elteren ass och massiv erofgaangen, wat natierlech zum Virdeel vun den Elteren an de Familljen ass an hirem Portmonni.

Et ass am jonken Alter, wou ee muss usetzen, wa mir wëllen, dass den Ëmgang mat de Sprooche spéider am Verlaf vun der Schoulcarrière net zur Brems gëtt. D'Crèchë souwéi och eis Schoule sinn e Spigelbild vun eiser Gesellschaft. An déi verschidde Mammesproochen, déi bei eis doheem geschwat ginn, däerfen net benodeelegt ginn. Well kleng Kanner besonnesch einfach a fréi Sprooche léieren, muss an der Kannerbetreiung d'Gefill fir eis Sprooch, eis Sproochen, vermëttelt ginn. Duerfir hu mer déi multilingual Fréifërderung agefouert.

A wéi ech et hei schonn e puermol gesot hunn: Et geet net drëms, dass d'Kanner solle Vokabele léieren, mä et geet drëms, op eng spilleresch Aart a Weis iwwer kleng Lidder, iwwer kleng Reimer, iwwer kleng Theaterspiller a kleng Geschichten de Kontakt mat der franséischer Sprooch an der Lëtzebuerger Sprooch ze kréien.

An ech wëll nach eng Kéier ganz kloer drop hiweisen, dass an all deene Crèchen, wou bis elo net Lëtzebuergesch geschwat ginn ass, och elo Lëtzebuergesch muss geschwat ginn. Dat heescht, déi auslännesch Kanner, déi an enger auslännescher Crèche sinn, an enger englescher Crèche, enger franséischer Crèche wäerten och an de Kontakt mat der Lëtzebuerger Sprooch kommen, wat natierlech eendeiteg zu enger Stäerkung vun eiser nationaler Sprooch bäidréit.

Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch op där enger Säit an awer och eis geliefte Méisproochegkeet op där anerer Säit, dat sinn zwee Standbeen, op déi mir kënnen, dat sinn zwee Standbeen, op déi mir sollen houfreg sinn a firwat aner Länner eis beneiden. Kommt, mir notzen déi Chance!

Lëtzebuergesch schwätzen ass in. Wann ee sech interesséiert fir d'Sproochecoursen, déi ugebuede ginn am Centre de langues oder an de Gemengen, do mierkt een, dass déi Coursë voll sinn. D'Lëtzebuerger Nationalitéit unhuelen ass in. An eleng d'lescht Joer hunn iwwer 9.000 Leit hei am Land déi Lëtzebuerger Nationalitéit ugeholl.

Ech mengen, et steet gutt ëm eis Lëtzebuerger Nationalitéit an et steet gutt ëm eis Sprooch.

Här President, dee beschte Moyen, fir de Kanner Zukunftsperspektiven ze erméiglechen, ass, derfir ze suergen, dass et an der Schoul klappt. D'Schoul muss zur Aufgab hunn, d'Ongläichheeten ze bekämpfen an ofzebauen. A wa mir wëllen, dass d'Schoul erëm als soziale Lift fonctionnéiert, musse mir derfir suergen, dass d'Schüler gutt duerch d'Schoul kommen an dass se och e Schoulofschloss kréien.

Mir wëssen awer och, dass net all Kand déiselwecht Stäerkten an Interessen huet. A well d'Lycéeën elo méi Autonomie kréien, nom Motto „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner", wäert et méiglech sinn, besser op d'Besoine vun den Eenzelnen anzegoen. An deem Kontext gëtt elo och d'Offer vun den ëffentlechen Europaschoulen am Fondamental an am Secondaire erhéicht, fir sech besser un d'Schülerpopulatioun upassen ze kënnen.

Här President, d'Schoul soll als Trampolin gëllen, fir alle Kanner déiselwecht Chancen unzebidden. A scho ganz fréi an der Kannerbetreiung an och weiderhin duerno an der Schoul sollen d'Sproochebarrièren ofgebaut ginn, well d'Sprooch ee Grond vum Échec scolaire ass. Mir wëssen awer och, datt de sozioekonomeschen Hannergrond vun der Famill en immens groussen Impakt op déi schoulesch Carrière vum Kand huet. D'Kanner aus sozial schwaache Familljen di sech an der Schoul méi schwéier. An déi Ongläichheet hält eben net am Klassesall op eemol op. Och wa Lëtzebuerg mat sengem PIB pro Awunner zu deene räichste Länner op der Welt gehéiert, ass en Aarmutsrisiko, an dat besonnesch bei de Kanner, reell an existent.

A besonnesch fir déi Familljen huet d'Regierung iwwert déi lescht Jore ganz konkret finanziell Entlaaschtungen decidéiert, ugefaange bei der Steierreform, déi fir däitlech méi Gerechtegkeet a Selektivitéit suergt. Hei kréie virun allem déi kleng a mëttel Akommessen däitlech méi Kafkraaft duerch eng Upassung vun der Steiertabell an och d'Verduebelung vum Crédit d'impôt, dat och bei de Pensionnairen. An och d'Monoparentaux, déi et jo wierklech am schwéiersten hunn, kruten hire Crédit d'impôt op elo 1.500 Euro am Joer verduebelt.

D'Steierreform setzt och hei un, andeems d'Abattemente bei engem Bausparvertrag fir Jonker bis 40 Joer op 1.344 Euro verduebelt ginn an d'Abattemente fir d'Scholdzënsen um Eegenheem däitlech no uewen adaptéiert ginn.

Zu Lëtzebuerg liewen, ass net bëlleg. An d'Wunnkäschte belaaschten de Portmonni vu ganz ville Bierger. Dat wësse virun allem Familje mat niddregem a mëttlerem Akommes. Duerfir gouf et och hei däitlech Verbesserunge beim Wunngeld. A säit 2016 existéiert d'Subvention loyer, déi och schonn nogebessert gouf. Zwee Drëttel vun de Locatairen zu Lëtzebuerg profitéiere vum Wunngeld vu bis zu 300 Euro de Mount.

An eng weider finanziell Entlaaschtung fir Famillje mat Kanner sinn déi zwanzeg Stonne gratis Kannerbetreiung. A bei dëser Rentrée kréien all Secondairesschüler hir Schoulbicher gratis. Eleng dës zwou Mesuren - eleng dës zwou Mesuren! - bedeite fir ganz vill Stéit zu Lëtzebuerg eng substanziell Entlaaschtung.

Sou zum Beispill huet e Stot, eng elengerzéiend Mamm oder en elengerzéiende Papp mat engem net qualifizéierte Mindestloun, eleng duerch d'Steierreform, d'Subvention loyer an duerch d'Schoulbicher ronn 300 Euro de Mount méi an der Täsch. Dat sinn 3.600 Euro am Joer, an dat ass en décke Batz u Sue fir e Stot, deen et net einfach huet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Ech wollt awer och nach eng Kéier op d'Kannergeld zréckkommen, well gëschter hei monéiert ginn ass, wéi vill dass d'Leit géifen ewechgeholl kréie respektiv wéi vill dass se géife verléieren. Et ass effektiv esou, dass den 1. August 2016 eng Reform agefouert ginn ass, bei där de Montant vun 265 Euro pro Kand bezuelt gëtt.

Ech géif awer da gäre wëssen, wat ewechgeholl gëtt! Well alleguer déi Leit, an där si jo awer nach eng Partie dobannen, och hei zu menger rietser Säit, déi nach Kannergeld kréie fir déi Kanner, déi schonn op der Welt ware virum 1. August 2016, déi hunn hoergenau bis op de Komma hannendrun datselwecht Kannergeld, wat se virun der Reform haten. An et ass falsch a mengen Aen, et ass falsch, et ass faktesch falsch an et ass och onéierlech, fir virzerechnen, wéi vill d'Eltere verléieren, déi d'Kanner duerno kritt hunn.

(Interruption par M. Roy Reding)

Här Reding, se kënnen näischt verléieren! Wa se virdru keng Kanner haten, da kréie se 265 Euro de Mount. A wa se der zwee hunn, da kréie se 530 Euro de Mount.

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat ass Sophismus!

M. Gilles Baum *(DP).*- An ech sinn an där glécklecher Situatioun, Här Reding, well Der mech grad ukuckt, Iech kënnen ze soen: Mäi Cousin huet zwee Kanner kritt. Dat lescht ass elo virun zwou Wochen op d'Welt komm. Mengt Der, deen hätt zu mir gesot, wéi vill Kannergeld dass e kritt? Leit - an ech gleewen onverbesserlech un dat Gutt um Mënsch -, déi frou matenee sinn, a Leit, déi wëlle Kanner kréien, déi kréie Kanner, well se frou matenee sinn an net, well se Kannergeld kréien.

(Interruptions diverses)

An déi Rechnung, déi hei gemaach gëtt vun der CSV, ass faktesch falsch an intellektuell onéierlech.

Une voix.- Neen, se ass richteg!

Une autre voix.- Très bien!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

M. Gilles Baum *(DP).*- A firwat ass se onéierlech? Ma well Der all déi Mesuren, déi ech Iech elo opgezielt hunn, an et kommen der nach, well Der all déi Mesuren, déi ech opgezielt hunn, dat heescht déi nei Tariffer an der Kannerbetreiung, déi zwanzeg Stonne gratis, d'gratis Schoulbicher an de Congé parental, an Ärer Rechnung einfach op der Säit loosst.

An dat ass net éierlech, an ech kann Iech soen, et gëtt nach eng Mesure am Kannergeld, déi derfir suergt, dass d'Leit méi hu wéi virdrun. An zwar ass et déi, dass, wann Der dräi Kanner hutt an ee Kand fält aus dem Kannergeld eraus, well et säi Lycéesofschloss huet, da fält net méi déi décksten Tranche beim Kannergeld ewech, wéi et bis elo war, mä et fält en Drëttel ewech.

An esou ass et, dass alleguer d'Elteren…

(Hilarité)

Jo, et ass awer esou. Et ass awer esou! Dir kënnt laachen. Et ass awer esou!

(Brouhaha général)

Et ass en Ënnerscheed, Här Kartheiser, ob Der, wann e Kand fortgeet aus der Rechnung doheem, 450 Euro ewechgeholl kritt vum Stat oder ob 300 Euro ewechfalen. Dat ass…

(Interruption par M. Fernand Kartheiser, brouhaha et hilarité)

Här Kartheiser, dat sinn einfach Fakten.

Dat sinn einfach Fakten. Voilà. An domadder, mat Fakte muss ee sech auserneesetzen, mat richtegen Zuelen, an net mat Saachen, wou gesot gëtt, wat d'Leit alles ewechgeholl kréien. Et ass falsch, wat hei vun der rietser Säit gesot gëtt, well alleguer d'Elteren hunn duerch dës Regierung däitlech méi am Portmonni duerch dat, wat fir d'Kanner an d'Kannerbetreiung gemaach gëtt.

Elo ass et Madamm Presidentin, gesinn ech hannendrun. Déi Leit, déi Hëllef brauchen, sollen a mussen och gehollef kréien. Si mussen ënnerstëtzt ginn, fir op eegene Been ze stoen. Loosst mech an deem Kontext e puer Wuert iwwert d'Reform vum RMG, dem neie REVIS soen!

Vill Commentairen zirkuléieren. Neen, de REVIS schaaft d'Garantie op e Mindestakommes net of. D'Zil vum REVIS bleift weiderhin, Leit ouni oder mat net genuch Akommes ze ënnerstëtzen. An d'Akteuren um Terrain, d'Akteure vum Secteur si sech alleguer eens: De System muss reforméiert ginn, den aktuellen RMG ass a senger Ausriichtung einfach net gerecht.

Et gëtt gemengt, de REVIS géif d'Beneficiairë stigmatiséieren. Et gëtt och gemengt, de REVIS géif manner Gerechtegkeet mat sech bréngen. Ech stellen Iech d'Fro: Ass et da gerecht, e System bäizehalen, an deem déi zweet Persoun am Stot, an dat ass jo ganz dacks d'Fra, kenger Aarbecht däerf nogoen?

D'Frae ginn am Moment vum Aarbechtsmarché ewechgehalen, amplaz hir Situatioun selwer kënnen ze verbesseren. Andeems déi zweet Persoun och elo däerf schaffe goen, kréien d'Leit och méi Suen. Am Moment ass den RMG-System esou ausgeluecht, dass et sech emol net lount, fir schaffen ze goen. An dat däerf net sinn.

A mir sinn eis eens: D'Zil vum RMG, d'Zil vum neie REVIS ass et net, fir jiddwereen op den Aarbechtsmarché ze kréien, well et gi Leit, déi bréngen dat einfach net färdeg. Duerfir mécht de REVIS e kloren Ënnerscheed tëschent op där enger Säit der professioneller Aktivatioun, fir déi d'ADEM zoustänneg ass, an op där anerer Säit der sozialer Aktivatioun. An Zukunft wäert den ONIS d'Betreiung vu sozial a gesondheetlech schwaache Leit assuréieren. Dem ONIS ginn dann och d'Moyenen zur Verfügung gestallt, fir déi beschtméiglech Betreiung ze garantéieren.

20% vun den RMG-Bezéier bestinn aus zwee Erwuessene mat engem oder méi Kanner, 13% sinn elengerzéiend mat engem oder méi Kanner. A ronn 7.000 Kanner liewen an RMG-Stéit a mir wëssen, dass den Aarmutsrisiko do besonnesch héich ass. An duerfir wäert de REVIS och genau do usetzen, an den Undeel fir e Kand, dat an engem RMG-Stot opwiisst, gëtt eropgesat vun 10% op 30% a bei de Monoparentaux vun 10% op 40%.

Här President, de Premier huet et virgëschter op de Punkt bruecht: An dëser Legislaturperiod gouf d'Approche vis-à-vis vun de Kanner an de Familllje geännert. Op Eegestännegkeet an Onofhängegkeet vun den Elteren - vu Mann a Fra! - an op d'Zukunftschancë vun de Kanner gouf grousse Wäert geluecht. D'Eltere wëlle méi Zäit mat hire Kanner verbréngen. An dat huet d'Reform vum Congé parental hinnen elo erlaabt.

Méi Eltere profitéiere vun dëser Zäit. An déi éischt Zuele beweisen, dass et an déi richteg Richtung geet. D'Demandë sinn zejoert ëm 70% eropgaangen a souguer ëm 190% bei de Pappen, wat mat Sécherheet dorunner läit, dass véier nei Modeller niewent deenen zwee besteeënde proposéiert gi sinn. An ech weess vu Kolleege vu mir, déi an de Congé parental ginn, dass besonnesch dat, dass se kënnen een Dag an der Woch wärend zwanzeg Méint bei hirem klenge Kand bleiwen, bei ganz ville Pappen eng attraktiv Offer ass, souwuel fir de Papp wéi och fir de Patron.

Ech denken awer och un de Pappecongé, deen eropgesat ginn ass, un de Congé de maternité fir all Fra, dee verlängert ginn ass op dräi Méint, dat heescht déi dräi éischt Méint no der Gebuert, onofhängeg dovun, ob déi Fra niert oder net, well dat geet kee Mënsch eppes un.

Wat Familljen haut brauchen, ass méi Zäit. Si wëlle méi Zäit mat hirer Famill verbréngen, an duerfir wëllt d'DP och weiderdenken am Congé parental an eventuell nach nei Flexibilitéitsmodeller proposéieren. Méi Zäit brauchen d'Leit och fir hir Hobbyen, fir de Benevolat, fir sech selwer. A fir déi Zäit och ze hunn, brauchen d'Leit méi Flexibilitéit, an dat haaptsächlech och um Niveau vun den Aarbechtszäiten.

D'Demokratesch Partei war 2013 mat engem Programm an d'Wahle gaangen, deen d'Ambitioun hat, fir eng modern an zäitgemëiss Politik ze féieren. Mir hunn an de leschte fënnef Joer an der Chamber Gesetzer gestëmmt, déi et de Leit erlaben, Familljen- a Beruffsliewe besser ënner een Hutt ze kréien. Mir hu Gesetzer gestëmmt, déi eis Schüler fit fir d'Zukunft maachen, well se den Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert gerecht ginn. Déi Leit, déi mussen ënnert d'Äerm gegraff kréien, wäerte mam REVIS nei Perspektive kréien, fir hir Plaz an der Gesellschaft ze fannen. Villes gouf gemaach, mir sinn um gudde Wee an et bleift och nach munches ze maachen.

D'Demokratesch Partei ass héich motivéiert, fir weiderhin an där doter Richtung weiderzeschaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci och.

(Hilarité)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Zur Kohäsioun gehéiert och, datt all Schichten, all Beruffer, all Leit an der Gesellschaft sech richteg a fair behandelt fillen. Dozou gehéieren och Baueren a Wënzer, Selbstänneger, Handwierker, Wiert, Hotelieren, Geschäftsleit a souguer déi béis Promoteuren.

Goufe si gutt a fair behandelt vun dëser Regierung? Mir mengen neen. D'Horesca (veuil-

lez lire: den Horeca) gouf zum Beispill ganz schlëmm gebeutelt, och, mä net nëmmen, duerch déi onsääglech TVA-Erhéijung, an dat an engem souwisou scho ganz, ganz schwieregen Ëmfeld.

Ech hat viru fënnef Joer de Pleséier, fir meng Partei hei zur Landwirtschaft ze schwätzen. Eise Premierminister huet a senger Ried geschwäermt vun eisem Land mat engem ländleche Raum, mat Natur, Bëscher, Wisen a Felder, en ass scho bal poetesch ginn. Jo, mir hunn eng Kulturlandschaft, well Baueren a Wënzer se mat Respekt virun der Schëpfung bewirtschaften. Hei ass ee Secteur, dee fir ganz wéineg Suen der Gesellschaft insgesamt ee Risendéngscht leescht.

Gi se ëmmer fair bezuelt fir hir Produiten? Ech soe kloer neen. Mä wat méi schlëmm ass: Kréie se de Respekt, dee se verdénge fir hir Aarbecht? An och hei soen ech kloer neen. Si waren déi éischt Affer vun dëser Regierung, hirem onsääglech Spuerpak. Ech weess elo net méi auswenneg, wéi vill Mesurë se getraff hunn, mä si waren déi Branche, déi am schrooste betraff ginn ass vun deene Mesuren.

Besonnesch administrativ Vereinfachung, an den Här Wiseler huet do gëschter mat Recht op dat neit Naturschutzgesetz verwisen a wat et alles wäert mat sech bréngen, muss fir d'Landwirtschaft wéi fir de Rescht vum Land eng Realitéit ginn a keng Floskel bleiwen. Et muss een och ee fir alle Mol kloerstellen, datt eng Simplification administrative net bedeit: Mir maachen der Administratioun d'Aarbecht méi einfach. Neen, mir mussen dem Bierger et méi einfach maachen, fir u seng Autorisatiounen ze kommen.

Ech erënneren u meng Ried am Numm vun der ADR zu deem onsääglecheGesetz iwwert d'Produits phytosanitaires, wou eng Dosen Administratioune kënnen Dag an Nuecht op Bauerenhäff Hausduerchsuchunge maachen a wou scho fir klengste Vergeeë grouss Geldstrofe bis eng Véierelmillioun Euro virgesi sinn, an dat an engem Secteur, dee souwisou mat deenen niddregsten Akommesse muss auskommen.

Madamm Presidentin, wéi dës Regierung ugetratt ass, war meng Partei skeptesch mat villem, mä mir hunn awer och gewëssen Hoffnung an den Här Bettel gesat, besonnesch wéi en deemools a senger Untrëttsried gesot huet, ech zitéieren: „A fir den Entrepreneuriat zousätzlech ze promouvéieren, hu mir eis iwwerluecht, fir e Statut vum Independant anzeféieren an dem Independant iwwert dee Wee gläichwäerteg sozial Rechter ze ginn." Dat aus dem Mond vum engem Mënsch, dee virdrun Independant war, huet Hoffnunge waakreg gemaach. Leider si se enttäuscht ginn!

Ech wëll just e weidert Beispill erausschielen, wou de Premier, an hie selwer, hie ganz perséinlech, schifläit. Digital Luxembourg ass eent vun deene groussen nationale Schlagwierder an deem Nation Branding an alt nees eng Kéier gouf sech hei ze wäit zur Fënster erausgeluecht.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Déi Offensiv an der Digitalisatioun ass gutt. Mir hu gutt Infrastrukturen, souwuel legal wéi technesch. Mä net méi spéit wéi Enn Mäerz dëst Joer hunn Organisatioune wéi AMCHAM, Fedil, ALFI, ASPI, Firme wéi Deloitte a PwC gemeinsam en SOS-Schreiwes un de Premier geriicht. Et kënnt extrem seele vir, datt esou Organisatiounen an esou Firmen eng Regierung offe kritiséieren. Den Hannergrond ass, datt et zwee bis dräi Méint dauert, fir eng Aarbechtsgeneemegung ze kréie fir Informatikspezialisten aus Drëttlänner oder och aner Spezialisten, déi dréngend gebraucht ginn. Oft sinn d'Kandidaten ofgesprongen, éier eng Decisioun ka geholl ginn, well dat si Leit mat héijer Qualifikatioun, déi x Offeren hunn, an natierlech akzeptéiere se déi, déi se am schnellsten an am einfachste kréien.

Et gouf scho ganz interessant Start-uppen hei zu Lëtzebuerg, déi Lëtzebuerg de Réck gedréit hu wéinst deem dote Problem. Firwat et net méiglech ass, schnellstens Ofhëllef ze schafen, dat erschléisst sech mir net, besonnesch wann ee Milliarden investéiert huet an d'Digitalisatioun an dann de Succès duerch esou bürokratesch Attitüden a Fro stellt, duerch eng falsch ideologesch a bürokratesch Approche vum Ausseministerium! Dat ass fir eist Land eng Katastroph an de Contraire vu gudder Publicitéit dobaussen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech ginn elo net op alles an, wat hei am Land net a Botter ass, egal wat soss gesot gëtt vu Regierungssäit, weder op déi onsozial Steierreform, d'Benodeelegung vun de Familljen, déi hir Kanner wëlle selwer grousszillen, Wittfraen a Wittmänner, déi sech an dësem Haus den Hohn vum Finanzminister ofgeholl hunn, d'Deierecht vum Wunnraum, net zulescht duerch d'Erhéijung vun der TVA op Mietwunnenge vun 3% op 17% an esou weider an esou fort. Dat huet de Gast Gibéryen scho gemaach an dorobber wäert och de Fernand Kartheiser nach agoen.

Ma deeselwechte Ras-le-bol wéi am Vollek gëtt et och an der Wirtschaft, am Commerce, bei Investmentfongen, Banken, bei Entrepreneuren, Promoteuren. Eisen Här Premierminister huet vläicht net Zäit, fir mat de Leit ze schwätzen, vu lauter Kussen an Heemelen.

(Brouhaha)

Wann Der mat hinne schwätzt, gitt Der gewuer, si sinn degoûtéiert! Si sinn degoûtéiert! Ëmmer méi Paperassen, ëmmer méi „red tape", ëmmer méi Verantwortung fir Scholden, eng Sàrl, déi keng Responsabilité limitée méi huet, an insgesamt ëmmer manner Respekt! A wann ëmmer méi vun deene Leit Iech soen - mir soe se et! -, datt se deemnächst wëlle verkafen, hire Buttek zoumaachen, ophalen, auswanderen oder an d'Pensioun goen, da wësst Der: Lëtzebuerg ass 2018 net eng Start-up-Nation, et ass eng Fed-up-Nation.

(Brouhaha)

D'Leit hunn es sat, d'Land huet es sat. Wéi am Prisong gi Stréchkalennere gefouert: nach 171 Deeg bis de 14. Oktober, 171 Deeg bis zum Wiessel. A wéi den Här Baum sinn och mir als ADR héich motivéiert, dozou bäizedroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschte Riedner zu dësem Block ass den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu gëschter eng Debatt ugefaangen iwwert den État de la nation. Ech wëll just drun erënneren, datt als Titel vun där Erklärung, déi den Här Premierminister hei presentéiert huet, op sengem Ziedel nach ëmmer steet „l'état du pays".

Ech wëll dat just nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, well et weist, wéi dës Regierung eigentlech zu deem Begréff vun der Natioun steet, well si huet et ageféiert ze probéieren, dee Begréff eben ze ersetzen, an ass nach ëmmer op där Schinn, obschonn dat ganzt Land jo schwätzt vun der Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun.

Déi Ried wor, wat se war. Ech mengen, et ass schonn amplement kommentéiert ginn, datt vill Leit hongreg bliwwe sinn, nodeem se dem Här Premierminister nogelauschtert hunn. Mä et kann ee sech zwou Froen emol direkt stellen. Et ass ëmmer erëm gesot ginn, mir wären eng räich Gesellschaft. Mä räich si mer am internationale Vergläich, obschonn et vill aarm Leit hei am Land gëtt.

Mä si mer net och eng materialistesch Gesellschaft? Si mer net och vläicht eng ze vill egoistesch Gesellschaft? Wa mer hei esou vill Scholde maachen, an d'Regierung huet och Scholde gemaach, a mir hunn awer fir Lëtzebuerger Begréffer eng héich Scholdelaascht, da gëtt dacks an de Vergiess gesat, datt jo déi Generatiounen no eis se mussen zréckbezuelen. Dat ass en Egoismus, dee mir als ADR net richteg fannen. An dofir hale mir och drop, fir de Budget ze equilibréieren.

Mä dann ass gesot ginn, mir géifen eng „modern" Politik maachen. Déi Regierung verschreift sech dem Begréff vun der „Modernitéit". Mä wat heescht dat eigentlech? Soll de Begréff „modern" eng Ursaach sinn, e Grond sinn, fir zum Beispill eng ethesch Dimensioun, eng Verantwortungsdimensioun aus der Politik hei am Land auszeklameren?

D'Gesellschaftsreforme sinn hei zitéiert ginn. An ech wëll der vläicht just dräi hei nennen, fir ze soen: Wou ass dann eigentlech dat, wat eis och misst auszeechnen an der Politik, näämlech déi Dimensioun, dat Bewosstsinn vun der Noutwendegkeet vun der Verantwortung?

Mir haten hei, den Här Statsminister hat et rappeléiert, d'Aféierung vum homosexuelle Bestietnis. Eng Aféierung, déi sech gemaach huet, andeem versicht ginn ass, eng éffentlech Diskussioun esou wäit wéi méiglech ze evitéieren, wou Petitionäre Problemer haten, hei an der Chamber gehéiert ze ginn. Dat ass net richteg!

Mir hu Konsequenzen haut dovunner. Mir hu Länner, déi eis keng Kanner méi zur Adoptioun gi wéinst där Aféierung vun deem Bestietnis.

(Interruption)

Et ass net vill driwwer diskutéiert ginn, mä et bleift fir eis eng Problematik an der Familljepolitik an an der sougenannter Moderniséierung vum Land.

Dat Zweet, wat hei vum Här Statsminister ënnerstrach ginn ass, dat ass d'Ofdreiwung. Et ass bal eng Kompetitioun gewiescht tëschent der Regierung an der CSV, wien an där Hisiicht am meeschte gemaach hätt. D'Regierung huet erënnert un hire Projet, dee se am Ufank vun dëser Legislaturperiod presentéiert huet, an d'CSV ass dunn direkt komm an huet gesot: „Jo, mir waren et jo awer, déi d'Fristeléisung ageféiert hunn."

Fir eis als ADR gräift dat alles ze kuerz. Fir eis ass de Schutz vum Liewen déi wichtegst Dimensioun. Natierlech muss eng Fra, déi an enger Situation de détresse ass, am Fall vu Gesondheetsproblemer fir si selwer, am Fall vun enger Vergewaltegung an esou weider an esou virun, déi Méiglechkeet kënnen hunn.

Awer fir eis ass d'Hëllef och fir d'Fra eng wichteg Dimensioun. An eis Politik mécht do net genuch. Mir sollen déi Fraen net eleng dostoe loossen, déi virun där Decisioun stinn. Déi zweet Consultatioun ass ofgeschaaft ginn, wat e Feeler ass. Mä och wann ech haut kucken: Wat geschitt dann, wat mécht de Stat da fir jonk Meedercher, déi op eemol an aneren Ëmstänn sinn, fir hinnen ze hëllefen, och fir vläicht d'Liewen ze schützen, fir ze probéieren, déi, déi dann an Nout sinn, zemools och mannerjäreg Meedercher, ze ënnerstëtzen? Ma esou gutt wéi näischt!

De Stat verléisst sech op Benevollen, op kleng Associatiounen, déi sech sacrifiéieren, déi eise ganze Respekt hunn. Mä wann de Stat deen Optrag vum Schutz vum Liewe géif eescht huelen, da géifen och do virun allem Moossname geholl ginn, fir deenen ze hëllefen, déi wierklech Hëllef brauchen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An déi drëtt Dimensioun, déi ech hei wëll ernimmen, dat ass dat neit Filiatiounsgesetz. Hei gëtt dat och als eng Neierung duergestallt. Mä d'Filiatioun, dat ass u sech eng nei ethesch Erausfuerderung un eis Gesellschaft. Et soll méiglech sinn, de Papp zum Beispill aus dem Liewe vun engem Kand komplett auszeklameren duerch eng PMA fir weiblech, lesbesch Koppelen. Dat gëtt scho gemaach hei am Land. Mä brauch dann net e Kand och säi Papp? Muss et net wëssen, wou et hierkënnt? Natierlech!

Da gëtt et eng PMA post mortem, dat heescht, de Stat wëllt hei erméiglechen, datt Weesekanner op d'Welt kommen, d'bewosst Erbäiféierung vun der Situatioun vum Kand als Weesekand. An d'Leihmutterschaft, eppes, wat viru Joren nach komplett inakzeptabel war, zemools och bei feministesche Kreesser, dat soll elo toleréiert ginn iwwert den Ëmwee vum Ausland. Dat heescht, d'Instrumentaliséierung vun der Fra als Gebärmaschinn, wéi et eben dacks kritiséiert gëtt.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dach, et ass genau dat.

(Interruption)

An och déi Tatsaach, datt e Kand an deem Fall an enger ganz schwiereger Situatioun ass, well et net eng kohärent Filiatioun méi kann hunn. An et ass schued, fir ze gesinn, datt eng CSV an der Kommissioun, an der juristescher Kommissioun, wou dat diskutéiert ginn ass, eigentlech genau op deemselwechte Wee ass wéi d'Regierungsparteien.

Wann ech scho vun der CSV schwätzen, da wëll ech dach kuerz op dem Här Wiseler seng Ried vu gëschter agoen. Ech hu geduecht, d'CSV leit vläicht ënner Amnesie. Si huet hei duergestallt, als wären nom Referendum 80% mat hir an deemselwechten Eck. Mä neen, d'CSV, wat hat se da gesot am Referendum? Si huet gesot: „Gitt gutt informéiert an d'Wahlkabinn!" Dat war déi Positioun, déi d'CSV vertrueden huet!

A wann ee se gefrot huet: „Wat maacht Der dann, wann eng Majoritéit géint d'Auslännerwahlrecht ass?", do huet se gesot: „Ma mir kucken emol, wivill Prozent." Dat heescht, den Opportunismus, d'Ëmfalen, dat war d'Politik vun der CSV. An déi eenzeg Partei, déi kloer, kloer dräimol nee gesot huet, dat war d'ADR!

A wann d'CSV sech haut wëllt eppes op de Fändel schreiwen, da ka se héchstens soen: „Gitt gutt informéiert an d'Wahlkabinn!", well dat war hir Politik.

(Interruption)

D'CSV huet och eng ganz, eng ganz komesch Approche iwwert déi Zukunft vun der Natioun, an deem Sënn, datt se et net opginn huet, d'Auslännerwahlrecht anzeféieren. A wat se eis elo proposéiert, dat ass d'Direktwahl vum Conseil national des étrangers. Ma dat géif dozou féieren, datt mer niewent der Chamber e Parlament vun den Auslänner hei am Land hätten. Dat heescht, si spléckt! Si spléckt! D'CSV, déi ëmmer seet, se wéilt zesummeféieren, geet eigentlech op de Wee, fir d'Gesellschaft ze splécken.

En Auslännerparlament, wat geschwë géif d'Majoritéit vun der Populatioun vertrieden, an derniewent eng Chamber, déi d'Lëtzebuerger da géif vertrieden, obscho mer jo an der Constitutioun hunn, datt mir dat ganzt Land vertrieden. Mä et géif esou duergestallt ginn, als wär d'Auslännerparlament vun der Majoritéit d'Konkurrenz vun dem Lëtzebuerger Parlament vun der Minoritéit. A wéi dat sech géif dann iwwert d'Joren entwéckelen, dat kann ee sech jo virstellen.

Dat heescht, dat, wat d'CSV eis hei presentéiert, wat si an de Wahlkampf féiert, dat ass d'Spléckung vum Land, dat ass d'Auslännerwahlrecht iwwert d'Hannerdier, dat, wat se jo elo gëschter behaapt hätt, wat se net wéilt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, dat do ass awer puren, pure Populismus!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass och en neien Defi am Land. An ech wëll hei ganz kloer och den Thema vun der Migratioun uschwätzen, genausou wéi den Här Gibéryen et gëschter gesot huet, a Verantwortung, mä awer an Objektivitéit.

Wat ass dat fir eng statsministerlech Erklärung, fir heihinnerzekommen an den Thema vun der Migratioun, den Thema, deen Europa spléckt wéi kaum eng aner Fro am Ableck an och hei am Land zu groussen Diskussioune féiert, emol net unzeschwätzen?!

D'Migratiounskris vun 2015 ass ausgeléist ginn duerch e Rechtsbroch vun dem Dublin-Ofkommes, vun esou villen aneren, vun der véierter Genfer Konventioun, vun der Asylrechtskonventioun vun 1951, op d'mannst en dräifache Rechtsbroch, deen déi Migratiounswell an Europa bruecht huet. Ass et dann net politesch verantwortlech, fir ze soen, mir hätte gär, datt mer zréckkommen an eng rechtlech kloer Situatioun? Ass et net eng rechtsstaatlech Approche, fir ze soen, mir hätte gär, datt d'Gesetzer respektéiert ginn?

Mir als ADR, mir soen: Mir respektéieren déi international Konventiounen. An dat heescht och - loosse mer och do kloer sinn! -, datt déi Leit, déi hei Schutz kréien no de Konventiounen, datt deen ëmmer nëmmen zäitweileg ass, datt, wa sech eng Situatioun an engem Land verbessert, déi Leit mussen zréckgoen. An et ass och richteg esou, well déi Leit an hire Länner gebraucht ginn, fir déi Länner nees opzebauen. Dat ass de Sënn vun de Konventiounen. An dat ass och eis Approche.

Eng Regierung muss rechtsstaatlech handelen. Dat heescht och, si muss d'Uerteeler vun de Geriichter respektéieren. Mir hunn hei virum Statsministère, den Här Statsminister huet se bestëmmt schonn heiansdo gesinn, eng Demonstratioun vu Leit, déi aus dem Irak kommen, déi all Prozeduren hanner sech hunn, déi ofgewise gi si vun eise Geriichter an aus engem Land kommen, wou u sech op bal deem ganzen Territoire keng krichsäänlech Risikosituatioune méi bestinn. Firwat sinn déi nach hei?

E Land muss och de Courage hunn, fir ze soen: Wie keen Usproch huet op Schutz, wann déi Situatioun an deem Land, wou se hierkommen, et erlaabt, se zréckzeféieren, wéi déi international Konventiounen et och virgesinn, da muss dat geschéien!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass fir eis ganz kloer, datt mir déi Risiken och mussen uschwätzen, déi mat där massiver Migratioun an Europa komm sinn. Et ass schonn eng Ausblennung hei, an dat ass eng Onverantwortlechkeet, fir dat net unzeschwätzen!

Gëschter - gëschter - ass den Aktivitéitsrapport vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Service de renseignement publizéiert ginn. Do sinn déi Risiken ënner anerem opgezielt. An all Fraktiounscheffen heibannen, déi si Member, d'ADR net. Dat heescht, wat ech Iech elo virliesen, ass net eng ADR-Politik. Neen, neen! Et sinn déi Fraktiounen hei vun der CSV bis déi gréng, déi do mat dra sinn. Si missten déi Risiken also kennen: „Infiltratioun vun de Flux de réfugiés vun Terroristen ass e Risiko, Radicalisation à propension violente, Efforts de propagande. Pour le Luxembourg la menace que représentent notamment la radicalisation violente et les tentatives de recrutement de personnes demeure élevée."

Dat seet eng Kommissioun, an där d'ADR net Member ass. Mä wann dat de Fall ass a wann

d'Fraktiounen dat jo wëssen, se sinn all dra vertrueden, firwat handele se dann net an deem Sënn?!

Mir wäerten als ADR d'Sécherheetsorganer hei am Land dowéinst och ënnerstëtzen, vun der Police bis all déi aner, der Arméi an esou virun.

Ech wëll nach e Wuert iwwert d'perséinlech Fräiheete soen. An dat ass jo och eppes, wat dës Regierung sech op de Fändel geschriwwen huet, wéi se un d'Muecht koum, och eppes, wat eis Hoffnung ginn hat a wou mer och enttäuscht goufen.

Mir gesinn, datt et iwwert d'Zäit ëmmer méi grouss Aschränkunge bei der Meenungsfräiheet gëtt. Mir erkennen Tendenzen an eiser Gesellschaft zu enger Zensur. Mir wëllen déi net! Mir wëllen déi fräi Ried! Dat ass en demokratescht Grondrecht.

Mir erkennen Tendenzen zu enger Denunziatiounskultur. Mir wëllen dat net! Mir wëllen, datt d'Leit wëssen, datt se, soulaang se net zu Gewalt opruffen, selbstverständlech, mä datt se awer net dat Gefill hunn, kënnen denunzéiert ze ginn, verfollegt ze gi wéinst enger Meenungsäusserung. An dat ass awer ëmmer méi dat Gefill, wat vill Leit hunn, datt se net méi richteg fräi sinn.

Mir erkennen och, datt d'Regierung verschidden Dispositiounen hëlt, fir hir ideologesch Convictiounen op aner Parteien opzedrécken. Mir huelen als Beispill d'Parteiefinanzéierung. D'Parteiefinanzéierung wor agefouert ginn, fir de Parteie Fräiheet, Onofhängegkeet ze ginn, notamment géintiwwer ekonomeschen Akteuren; Firmen, déi Parteie gesponsert hunn. An elo gesi mer, datt d'Parteiefinanzéierung geholl gëtt, fir de Parteien Iwwerzeegunge virzeschreiwen, déi vläicht hir guer net sinn, wéi zum Beispill d'Quoten. Dat ass eppes, wat verschidde Parteien net wëllen. An awer hänkt hir Finanzéierung elo dovunner of.

An da kann ee sech froen: Wat sinn déi nächst Fuerderungen? Och d'Finanzéierung vun de politesche Jugendorganisatiounen ass ewell u politesch Konditioune gebonnen. Mir wëllen dat net! Och do soe mir als ADR: Wien eng fräi Gesellschaft wëllt, deen däerf de politesche Parteie keng Konditioune virschreiwen!

E lescht Wuert iwwer Lëtzebuergesch an d'Lëtzebuerger Sprooch. Dës Regierung, spéit, well se d'ADR fäert, well se de Wee 2050 fäert, well se weess, datt de Lucien Welter mat senger Petitioun en enormen Erfolleg hat, huet ganz spéit déi Lëtzebuerger Sprooch entdeckt, obscho se alles mécht an der Realitéit, fir géint d'Lëtzebuerger Sprooch virzegoen! Ugefaange mat der multilingualer Fréierzéiung, mat dem Bradéiere vun der Nationalitéit an dem Nationalitéitegesetz, wou ee ka Lëtzebuerger ginn no 20 Joer, ouni e Wuert Lëtzebuergesch ze schwätzen, a mat esou vill anere Saachen, Frequenze vu Radiochaînen, déi op Lëtzebuergesch waren, déi elo op Franséisch sinn.

Déi Realitéit vun der Politik vun dëser Regierung ass net fir d'Lëtzebuerger Sprooch! Et gëtt awer behaapt. Am ëffentlechen Déngscht gëtt et ewell ëmmer méi Ausnamen, Sproochenausnamen, fir datt och am ëffentlechen Déngscht kënne Leit schaffen, déi kee Lëtzebuergesch kënnen. Och am Enseignement ass dat esou. An dat wëlle mir och net!

Mir hunn eng Proposition de loi gemaach, fir Lëtzebuergesch elo schonn an d'Verfassung opzehuelen. Firwat gëtt déi net ëmgesat? Elo kéinte mer et maachen. D'ADR huet eng Proposition de loi gemaach. Mir kënnen dat direkt votéieren, wa Gambia dann de Wëllen huet, wierklech eppes fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze maachen.

Och déi Traditiounen, déi mer hunn... D'Ofschafung vum Te Deum, do kann een driwwer schwätzen. Mir hunn eng Nationalfeierdagszeremonie elo mat zivillem Charakter. Doriwwer kann ee schwätzen.

(Brouhaha)

Mä si däerf net politiséiert sinn! A wéi ass dat méiglech, datt mer vu Joer zu Joer bei enger Nationalfeierdagsparad Riede mussen héieren, wou d'Regierungspolitik gefeiert gëtt, an zejoert...

(Interruption par la présidence)

Ech hale gläich op, Här President, awer mat enger leschter wichteger Bemierkung.

(Brouhaha)

...an zejoert, wann ech mech richteg erënneren, mat kengem Wuert an de Rieden op Nationalfeierdag drun erënnert gouf, datt mer eisem Grand-Duc säi Gebuertsdag bei där Geleeënheet feieren. Amplaz hu mer politesch Propaganda héiere fir Gambia. Dat wëlle mir net!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech muss de Grand-Duc hei verteidegen, de Monseigneur. Hei ginn Ënnerstellunge gemaach vis-à-vis vun eisem Statschef, dass dee Wahlpropaganda géif maachen. Ech muss mech awer vun där Saach distanzéieren.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Monseigneur.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir hunn de Block „Cohésion sociale et Bien-être" domat ofgeschloss.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat war ganz Bien-être, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An ech géif dann zum Volet „Institutiounen a Reform vum Stat" iwwergoen. An den éischte Riedner do ass den Här Léon Gloden.

Débat sectoriel sur le volet «Institutions et Réforme de l'État»

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Virun zwee Joer am Kader vum État de la nation hat ech folgende Saz op dëser Plaz gesot: „Den État de la nation ass méi wéi just Zuelen. Et geet och ëm d'Liewensqualitéit vun eise Bierger." An ee vu ville Kritären, fir dës Liewensqualitéit ze moossen, ass d'Sécherheet a méi präzis d'Sécherheetsgefill vun de Bierger. Dës Feststellung huet eise Premier och en Dënschdeg a senger Ried widderholl.

Am Januar 2017 hate mer eng Interpellatioun op Demande vun der CSV iwwert dëse Sujet. Wat ass an Zwëschenzäit geschitt?

Déi rezent Statistike vun der Police deiten op eng Baisse vun den Delikter de manière générale hin. 4,7% manner Delikter wéi 2016. Dëst begréisse mir. Ech wëll awer dem Premier seng Zuele korrigéieren a senger Ried. 2013 hate mer keng 43.000 Fäll vu Kriminalitéit, mä laut Policerapport 2017 39.957. Dee Chiffer, deen Der gesot hutt, ass dee vun 2014, Här Premier.

Mä spigelt sech dës positiv Entwécklung och an der Perceptioun vun der Sécherheet bei de Bierger zréck? Neen, ass d'Äntwert. Firwat ass dat esou? An de leschte Wochen a Méint waren eng Rei Incidenten, Iwwerfäll, geféierlech Verfolgungsjuegden, Messerpickereien, Iwwergréff op Leit an Uniform, sief dat Polizisten, Zuchpersonal, Rettungsdéngschter, also Leit, déi probéieren, aneren ze hëllefen.

D'lescht Woch huet de Justizminister eis och missen iwwer Mëssstänn am Prisong informéieren. Wéi den Etienne Schneider an engem RTL-Interview viru Kuerzem bedauert huet, hunn d'Bierger ëmmer manner Skrupel vis-à-vis vun den Autoritéiten. Mir als CSV bedaueren dat och ausdrécklech.

Fir d'CSV ass et ganz kloer: Verbal a physesch Attacke respektiv Menacen op uniforméiert Leit kennt just eng kloer Äntwert: null Toleranz! Do ass d'Regierung mat eis op enger Linn. Am Kader vun den Incidenten am Prisong hu mer och d'lescht Woch an der Kommissioun doriwwer geschwat, wéi et ka sinn, datt trotz, wéi et schéngt, Kontrollen Handyen an Droge kënnen erageschmuggelt ginn. Do ass eis gesot ginn, datt dat schwiereg ze kontrolléiere wier. Wann déi aktuell Kontrollen net duerginn, Här President, da musse se verschäerft ginn.

Mir hunn och d'Problematik ugeschwat, datt, wann d'Prisonéier géifen op hiren Handyen eraustelefonéieren, déi Kommunikatioune musse brouilléiert kënne ginn. Eise Statsminister huet a senger fréierer Carrière oft Questions parlementaires doriwwer gestallt. Déi Debatt ass also net nei. Et misst een awer opgrond vun der Evolutioun vun der Technik dach nach eng Kéier kënnen analyséieren, ob et dann haut net méiglech ass - an ech kann net gleewen, datt et net méiglech soll sinn -, esou ee System beim Prisong anzebauen, ouni Repercussiounen op de Fluchverkéier.

Här President, trotz der éischter positiver Bilanz, wat d'Statistiken ugeet, déi den Här Minister och ëmmer erëm nees gären an d'Fënster stellt, gëtt et bei ville Leit awer dat subjektiivt Onsécherheetsgefill. Jo, zum Gléck sinn zum Beispill d'Drogenaffären ëm 32% erofgaangen. Mä zum Beispill d'Abrécher an d'Autoe sinn ëm 27,4% an d'Luucht gaangen. D'Gesamtzuel vun Abréch a bewunnten an net bewunnten Haiser si vun 1.892 op 2.024 Fäll eropgaangen. Vols mat violence si mat 417 Infraktioune praktesch um selwechten Niveau wéi 2016. D'Jugendkriminalitéit ass vun 9,1% op 9,3% eropgaangen.

Wéi héich ass d'Donkelziffer vu Fäll, wou d'Victime keng Plainte mécht oder gesot kritt: „Et huet dach keen Zweck."? Laut Policerapport vun 2017 läit den Opklärungstaux vun de Strofdote bei 44,6%. 2016 louch dësen Taux nach bei 47%.

De Premierminister huet schonn dëse Constat a sengem Discours vun 2016 gemaach: „Dat subjektiivt Sécherheetsgefill bei de Leit ass awer net deementspriechend..." - bezunn op de Réckgang vun der Kriminalitéit - „...besser ginn. An duerfir ass et a bleift et wichteg, dass déi zoustänneg Autoritéite besser a méi effizient ginn, dass méi Präsenz ka garantéiert ginn, wou dat och gebraucht gëtt."

Ginn Action-de-pointë gemaach an engem Beräich, stinn natierlech manner Polizisten an anere Beräicher zur Verfügung. Et kann awer net sinn, wann d'Police op eng Plaz geruff gëtt, wann eppes geschitt ass, zum Beispill vun enger Gemeng, also enger ëffentlecher Instanz, datt si da soen, si kéinten do näischt maachen oder kéinten do net agräifen. Dat ass eng Deelkapitulatioun vun enger vun den Haaptmissioune vum Stat.

Et ass net nëmme bei de Leit, wou dat Gefill vun Onsécherheet hänkt, mä och bei de Policebeamten an aneren uniforméierten Agenten. D'Stëmmung, Här President, ass net gutt! A genee dowéinst ass och d'Politik gefuerdert, déi néideg Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir de Bierger, mä och den Agent ze schützen.

Ech wëll elo haut hei net op d'Reform vun der Police agoen. Déi Debatte solle jo deemnächst hei am Plenum stattfannen. Ech kommen awer net derlaanscht, nach eng Kéier op de Platzverweis ze schwätzen ze kommen.

Une voix.- Aah!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Eis Positioun ass kloer. Mir hunn dat oft genuch a Kommissiounssëtzungen an a Pressekonferenze matgedeelt a mir hu konkret Proposen op den Dësch geluecht. Mir krute méi wéi eng Kéier kloer Ofsoe vun der Majoritéit, bis op d'DP. Déi ass mat eis d'accord, mä muss sech klenghalen aus Koalitiounsraison. De Platzverweis bleift an eisen Ae sécherlech net dat eenzegt, mä trotzdeem en noutwendegt Instrument fir d'Polizisten. Dat soen iwwregens d'Policegewerkschaft an och d'Leit um Terrain.

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Et ass awer net déi eenzeg Saach, an där mir Ënnerstëtzung kréien. Genee wéi eis Fraktioun weisen och aner Kolleegen am Plenum dacks nervös op de Fait hin, wa Policekommissariater, a besonnesch am ländleche Raum, zougemaach ginn. Vill Kolleeginnen a Kolleege parteiiwwergräifend maache sech Suergen, well d'Policekommissariater zougemaach ginn. Neen, Här Minister, d'Zoumaache vu Policekommissariater ass a bréngt keng Verbesserung!

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV).*- D'Proximitéit ass a bleift an eisen Aen eng wesentlech Komponent vun der Policeaarbecht, sief dat um präventive wéi och um repressiven Niveau. De Premierminister sot a senger Ried, datt déi administrativ a präventiv Aarbecht net méi noutgedronge muss vu Leit an Uniform gemaach ginn. Bei der administrativer Aarbecht, Här Premier, si mer d'accord mat Iech, mä bei der präventiver Aarbecht um Terrain kann net outgesourcet ginn u privat Sécherheetsfirmen. Dat ass och eng Kapitulatioun vum Stat viru senger Mission régalienne.

Firwat dann net och Teaseren, Waffe mat elektreschen Impulsen, testen? Ech hunn zesumme mam Kolleeg Marc Spautz de Minister fir d'banneescht Sécherheet gefrot, ob d'Regierung gewëllt wär, deem Beispill vun eisen däitschen Nopere vun Tréier nozegoen, déi iwwer e Joer den Teaser getest hunn an e positive Bilan gezunn hunn. Och hei ass d'DP op eiser Linn, well de Claude Lamberty an de Max Hahn och esou eng Question parlementaire gestallt hunn.

(Interruption)

Nëmme wann ech mech sécher fillen duerch meng Formatioun, duerch mäin Equipement, kann ech deem anere seng Sécherheet garantéieren. Duerch Teasere kann een aggressiv Persounen neutraliséieren, ouni Blesséierter ze verursaachen. De Minister Schneider huet zwar ëmmer erëm gesot, e géif d'Resultater vun der Testphas suivéieren an analyséieren, mä en huet awer gläichzäiteg schonn zimlech däitlech kloergemaach, datt hien eis Police net mat esou enger alternativer Dissuasiounsmethod wëllt equipéieren.

Eis Fraktioun huet am Kader vun der Sécherheet awer och nach aner Méiglechkeeten ugeschwat, wéi zum Beispill den informatesche Fréiwarnsystem Precobs géint d'Abréch, wéi en notamment a Schwäizer Stied agesat gëtt. Och do huet de Minister séier ofgeblockt mat, fir eis, net iwwerzeegenden Argumenter. D'CSV kritt da just gesot, si hätte keng Virschléi.

Een anere Punkt, deen ech och scho méi dacks ugeschwat hunn, ass de Phenomeen vun den Incivilitéiten, déi sougenannte Klengkriminalitéit, déi de Leit vill Suerge bereet a wouraus och d'Gefill entsteet, d'Police hätt net méi genuch Moyenen.

Mir begréisse selbstverständlech de Fait, datt d'Regierung wëllt nei Polizisten astellen, mä och dës Regierung muss feststellen, datt d'Rekrutementer net esou schnell gi wéi geplangt. Vun 2017 op 2018 si just 57 Poliziste bäikomm.

Mir begréissen d'Initiativ vum Här Innenminister, dee virun engem Joer en neie Projet de loi iwwert d'Sanctions administratives deponéiert huet. Doropshi sinn eng Rëtsch vu kriteschen Avise komm, wat bei esou engem Sujet och net iwwerraschend ass. Fait ass awer, datt zënter Enn vum leschte Joer an dësem Dossier näischt méi geschitt ass.

Wéi geet et elo weider? Kënnt nach eng Suite, Här Innenminister?

(Interruption)

D'CSV ass op jidde Fall bereet, do aktiv a konstruktiv matzeschaffen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Gloden, erlaabt Der mer, Iech driwwer ze informéieren, dass dat doten eng falsch Informatioun ass, déi Der do zum Beschte ginn hutt. Do sinn Amendementen duerch de Regierungsrot gaangen an déi sinn um Instanzewee. Mä ech begréissen awer Aert prinzipiellt Averständnis zum Projet.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Jo, Amendementer, déi net mat eis diskutéiert gi sinn. Mä esou... Ech sinn alt scho frou, datt keng Circulaire kënnt, datt Der fir d'Eischt d'Gesetz maacht, éier Der d'Circulaire maacht.

(Hilarité)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech weess net, zënter wéini dass d'Regierung hir Amendemente mat Iech diskutéiert. Dat wär dann en neie Moment.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Och…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt d'Wuert, Här Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President.

Och d'Videosurveillance op bestëmmten ëffentleche Plazen ass en effikasse Moyen.

Här President, d'Leit sollen net nëmme Vertrauen an d'Forces de l'ordre hunn, mä och an d'Justiz. Och d'Justiz brauch néideg Moyenen, fir d'Sécherheet ze garantéieren. D'Debatt vun Hate-Speechen iwwer Facebook ass net nei. Fir eis ass et en absolutten No-Go, Hate-Speechen iwwer Facebook oder soss e Medium ze verbreeden. Dëst huet näischt mat fräier Aussprooch ze dinn. Mir als CSV fuerderen, datt esou Delikter konsequent poursuivéiert ginn.

En Hate-Speech ass kee Kavaléiersdelikt. A wa mer da Preuvë musse vu Konzerner an anere Juridictioune kréien, da muss den Dialog mat deene Staten opgeholl ginn, fir datt mer déi Preuven och do kënne kréien. Et kann net sinn, datt esou Preuvë refuséiert ginn. Nach eng Kéier: Hate-Speech fält net ënnert d'Recht op fräi Meenung.

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, d'CSV huet also kloer Iddien, ass dialogbereet a gëtt a ville Sujeten am Fong vun der DP ënnerstëtzt. Schued, datt keen Dialog mat der Regierung méiglech ass. De Wilhelm von Humboldt sot: „Ohne Sicherheit vermag der Mensch weder seine Kräfte auszubilden noch die Frucht derselben zu genießen; denn ohne Sicherheit ist keine Freiheit."

Let's make it happen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Här President, Här Premierminister, Dir Dammen an Dir Hären, Här Premierminister, Dir hutt bei Ärer Ried virgëschter gesot, Lëtzebuerg wier haut anescht wéi viru véier Joer. Dat ass richteg. An absënns vum institutionelle Plang hu mer en zolitte Sprong no vir gemaach. 2013, wann Der Iech richteg kënnt erënneren, an der Wahlcampagne, waren eng Rei Sujeten zum Dauerbrenner um institutionelle Plang ginn: d'Trennung vu Kierch a Stat, d'Aféierung vu Quote bei de Wahlen, d'Reform vum Statsrot, d'Nationalitéitegesetz an natierlech de Geheimdéngscht.

Hei si Reformen an de leschte fënnef Joer gestëmmt ginn, mat deene mer e Stéck méi am 21. Jorhonnert ukomm sinn. Anerer vun dësen

Dauerbrenner sinn ugepaakt ginn, „an der Maach", wéi ee seet. Dofir huet de Premier recht, wann e seet, d'Land wier en anert wéi 2013.

Och wa mer vun enger duusser Revolutioun schwätzen, mä mir musse weider Saachen änneren, fir ze bleiwen, wat mer sinn. Ugefaange mat der Constitutioun. Et gëtt zënter zéng Joer un der Verfassungsreform geschafft, parteiiwwergräifend. Ech wënsche mer, datt d'Aarbechten an der Kommissioun un dëser Reform esou séier wéi méiglech ofgeschloss kënne ginn, am beschten nach an dëser Legislaturperiod. Da kéint déi nächst Chamber eng nei Etapp vun der Aarbecht ophuelen, näämlech d'Preparatioun vun engem Referendum, fir iwwert d'Verfassung ofzestëmmen, ouni datt déi ganz Diskussioun nees hei an der Chamber opgerullt gëtt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Mir si weiderhin och der Meenung, datt d'Wielerinnen an d'Wieler zum wichtegsten Text aus onsem Rechtssystem musse befrot ginn. Jo, et si vill an technesch a komplex Froen. A jo, mir haten e Referendum, deen ënner anerem aus grénger Siicht negativ ausgefall ass, mä dat ass fir eis awer keen Argument, fir ni méi an absënns net op esou engem wichtegen Text d'Wieler ëm hir Meenung ze froen.

Mir mussen d'Léieren aus dem Referendum vun 2015 zéien. Mir all sinn hei gefuerdert, fir den Text ze erklären an ons Positiounen a Choixen ze justifiéieren. Et ass immens wichteg, datt all d'Biergerinnen an d'Bierger adequat informéiert ginn. Et ass wichteg, datt se genee wëssen, iwwer wat se ofstëmmen. Si musse wëssen, wat fir e Choix datt se hunn. A si mussen och wëssen, wat d'Konsequenze vun deem Choix sinn.

An där neier Constitutioun ass och en Organ virgesinn, vun deem mer scho laang schwätzen an dat mer och kënnen afëieren, ier d'Constitutioun a Kraaft ass: de Conseil supérieur de la justice. E Gesetz an deem Sënn wäert an den nächste Wochen deposéiert ginn.

Dëst Organ, wat net just dierf mat Magistrate besat sinn, wäert zwou fundamental Rollen hunn: éischtens, d'Onofhängegkeet vum Justizapparat stäerken, well d'Nominatiounsprozeduren iwwert de Conseil sollen ofgeweckelt ginn, an zweetens, de Gruef tëschent dem Justiciabel an der Justiz méi kleng maachen, well all Privatpersoun an och all Affekot sech wäert kënnen un den neie Conseil wenden, wann en e Konflikt mat der Justiz huet.

Zënter Jorzéngten ass och eng Reform vum Familljerecht an der Diskussioun. D'Filiatioun brauch e moderne Kader, deen och der medezinnesch assistéierter Prokreatioun muss Rechnung droen.

Et ass haut och nach ëmmer ganz ëmständlech, sech scheeden ze loossen. De Gesetzesprojet, deen d'Scheedungsprozedur soll änneren, ass op der leschter Ligne droite. Wann dee Projet bis gestëmmt ass, brauch een net méi een artificielle Feeler beim Partner sichen ze goen, fir eng Scheedung ze kréien. Dann ass d'Notioun vun der Faute, dat heescht vum falsche Behuelen, aus de Motivatioune fir den Divorce verschwonnen. Och dëst ass e grousse Schratt fir onse Rechtssystem, deen der Famill vum 21. Jorhonnert Rechnung dréit.

Mir hunn haut och en nei opgestalltene SCAS, de Service central d'assistance sociale, d'Käreléement, fir en uerdentleche Jugendschutz ze garantéieren. Jorzéngtelaang war an dësem Dossier näischt geschitt an an der Moyenne huet eng Famill respektiv e Kand an Nout bis zu zwee Joer misse waarden. Eréischt de jëtzege Justizminister huet sech dëser Saach ugeholl an eng wäertvoll Preparatiounsaarbecht geleescht en vue vun der Reform vum Jugendschutz.

Den 13. Abrëll, bal 20 Joer nodeems et hei an der Chamber eng Spezialkommissioun zu deem Sujet gouf, ass d'Jugendschutzgesetz elo vun engem grénge Justizminister deposéiert ginn. D'Regierung huet sech dëser Fro ugeholl, sech der Responsabilitéit gestallt an an der Diskussioun mam Secteur e wichtegt Gesetz zum Schutz vun deene Vulnerabelsten an eiser Gesellschaft deposéiert.

An domat sinn ech beim zweete Stéchwuert vu menger Interventioun: der Famill. Lëtzebuerg steet finanziell gutt do. Ons Ekonomie boomt, onse Wirtschaftsstanduert lieft, mä de Räichtum vun engem Land mécht sech net nëmmen duerch d'Zuele vum PIB aus.

Onse Räichtum sinn un éischter Stell d'Mënschen, speziell ons Kanner. Si sinn d'Zukunft vun onsem Land. Si sinn ons wichtegst Ressource. A grad ons Kanner sinn engem héijen Aarmutsrisiko ausgesat. De Rapport „Travail et cohésion sociale" vum Statec weist, datt se mat de Jonke bis 24 Joer zu där Kategorie gehéieren, déi am meeschten dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Grad ons vulnerabelst Matmënschen, grad déi, déi iwwerhaapt net kënne responsabel gemaach gi fir déi Situatioun, an där se sech befannen!

Deeselwechte Rapport weist op, datt och Familje mat Kanner, virop déi Elengerzéiend, méi engem héijen Aarmutsrisiko ausgesat sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat dierft an esou engem räiche Land eigentlech net sinn. A mir mussen ons all d'Moyene ginn, fir ons Kanner aus der Aarmut erauszehalen. D'Reform vum RMG mam REVIS ass e wichtege Schratt, zemools fir elengerzéiend Elteren. Mä och Koppele mat Kanner riskéieren nach ëmmer der Aarmutsgrenz ze ënnerleien. De REVIS ass eng gutt Saach, mä mir sollen an zwee, dräi Joer eng Evaluatioun heivu maachen an zemools aus der Perspektiv vun de Familje kucken, wat d'Resultat ass.

Mir mussen och nees iwwert d'Kannergeld nodenken, well et sinn net just d'Familljen, déi de REVIS bezéien, fir déi et schwiereg ass. A mer sollten ons och dowéinst net der Diskussioun vun enger Neesindexéierung vum Kannergeld verschléissen.

Et gëtt awer net nëmme Familljen, déi finanziell schlecht gestallt sinn. Et gëtt ganz vill Elteren, déi, fir alles ënner een Hutt ze kréien, am Hamsterrad dréien an dacks net méi wëssen, wou hinnen de Kapp steet an dee Kapp also och net méi fräi hunn, wa se Zäit mat hire Kanner verbréngen. Mir musse fir d'Wuel vum Kand a vun den Elteren de Mënschen Zäit zur Verfügung stellen. Kommt, mir profitéiere vun onser gudder finanzieller Situatioun a kafen de Mënschen Zäit!

D'Reformen, déi am Congé parental gemaach goufen, woren néideg a richteg, well de Congé parental méi flexibel gemaach gouf an dowéinst och elo méi Männer drop zréckgräifen. Mä sech dierfen Zäit huele fir seng Famill ass nach net ganz an de Mentalitéiten ukomm. Op ville Plazen ass et nach schlecht gesinn, wann een um hallwer sechs heemgeet, fir seng Kanner ofzehuelen, vu véier bis sechs Méint Congé parental guer net ze schwätzen. D'Politik muss hei weider, wéi et scho gemaach gouf, kloer Zeeche setzen, fir de Mentalitéitswandel ze ënnerstëtzen.

Jo, mir liewen an enger digitaler Welt. An dat ka seng Virdeeler hunn. Teletravail an Aarbechtszäitkonte kënnen och en Deel vun der Léisung sinn, mä eben nëmmen en Deel. Well déi Zäit, déi ech mengen, dat ass déi, an där ee fräi am Kapp ass, och wäit ewech vum Tëlefon a vum Computer. D'Besoine vum Kand, fir seng Elteren a sengem Alldag ze hunn, halen och net mat sechs Joer op. Am Idealfall sollen d'Elteren, op d'mannst bis hir Kanner eng gewëssen Autonomie hunn, dat heescht bis aacht, zéng Joer, fir hir Kanner kënnen do sinn.

Eng Verlängerung vum Congé parental an eng weider Flexibiliséierung vun de Méiglechkeeten, fir de Congé parental opzedeelen, sinn an onsen Ae wichteg Outilen, fir méi Zäit fir d'Kanner ze hunn a fir eng besser Aarbechtsopdeelung tëschent Mamm a Papp ze kréien.

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Mir sollen och iwwer e Recht fir Elteren nodenke kënnen, an Deelzäitaarbecht ze schaffe bis zu engem gewëssenen Alter vun de Kanner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach, op zwee weider Punkten anzegoen: den Zesummenhalt an d'Kultur. Punkten, déi ech an den Diskussioune vun de leschten Deeg e bësse vermësst hunn, zemools wat dee leschten ugeet.

Mir haten 2015 ee Referendum, deen dës ganz Legislaturperiod markéiert huet a wäert an d'Geschichtsbicher agoen. Mä mat esou engem Eintrag ass d'Geschichtsschreiwung vun der Integratioun vun den Netlëtzebuerger an onsem Land nach net gedoen. Mir sinn, Stand haut, zu 52% Lëtzebuerger. D'Nationalitéitegesetz huet d'Integratiounsméiglechkeeten an eis Gesellschaft wesentlech verbessert an ass e klore Succès. Mä domat ass den Trend héchstens gebremst an nach laang net inverséiert.

Mir kommen also an dëser eemoleger Situatioun net derlaanscht, ons weider Gedanken iwwert d'Integratioun ze maachen. De Gesetzesprojet, deen iwwert d'Sprooch virläit, ass positiv. E schützt ons Sprooch a setzt sech derfir an, datt se geschwat gëtt.

D'Aféiere vum Lëtzebuergeschen an de Crèchen ass positiv, well et d'Kanner am jéngsten Alter, do, wou se am receptiivsten derfir sinn, un ons Sprooch erubréngt. D'Nationalitéitesetz ass positiv, well eng Rëtsch Mënschen d'Nationalitéit kënnen unhuelen, fir déi et virdru méi schwiereg war.

Mä wéi implizéiere mer déi sëlleche Matbiergerinnen a Matbierger, déi net an deen dote Raster falen? Eng wichteg Realitéit däerfe mer näämlech net vergiessen: Zum Zesummenhalt, zu där vill strapazéierter Cohésion sociale gehéiert och den Zesummenhalt mat den Netlëtzebuerger. Mir brauche Methoden, fir och si mat anzebannen a mat eranzehuelen. A mir mussen déi selwer erfannen, entwéckelen, well Lëtzebuerg befënnt sech an enger eemoleger Situatioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Mä et gëllt, sech drunzemaachen. No de Wahle misst den Tabu vum Referendum jo esou wäit ofgekillt sinn, datt ee sech mam Sujet Participatioun vun den Auslänner nees kann auserneesetzen. Mir mussen ons Weltoppenheet erhalen, well och si ass en Deel vun onsem Räichtum.

Onse Räichtum ass awer alles näischt wäert ouni Kultur. E Wuert, wéi gesot, wat ech déi lescht Deeg zimlech vermësst hunn. Mir hunn eng formidabel Kulturzeen. Mir sinn houfreg alleguerten, mengen ech, op Oscaren, Grammyen. Mä fir dohin ze kommen, brauch et Fräiraim an Ënnerstëtzung vu jonken Talenter. Mir hunn an de leschte Jorzéngte massiv an ons Kulturinstitutiounen investéiert. Mir mussen ons elo ëm ons national Kreatioun an ëm ons Kënschtler bekëmmeren.

De Kulturentwécklungsplang an d'Assises culturelles si positiv. Elementer, déi et der nächster Regierung wäerten erlaben, wann de Wëllen do ass, och ons Kulturzeen weider no vir ze bréngen.

Mir wäerten an der nächster Legislaturperiod déi drëtte Kéier d'europäesch Kulturhaaptstad am Land hunn. Dat ass nees e wichtege Meilestee fir ons Kulturzeen, déi ons fir déi viregt Editioun belieft huet a Kulturhaiser bruecht huet. Et geet awer fir d'Zukunft manner drëms, ëmmer méi nei Institutiounen ze schafen, mä mer mussen d'Ressourcë vun dësen Institutioune besser verdeelen.

D'Bewegungsméiglechkeete sinn haut scho begrenzt. Zwee Drëttel vum Kulturbudget gëtt vun den Institutioune verschléckt. Mir brauchen uerdentlech an op e puer Joer verdeelt Konventioune mat den Haiser, wou en obligatoreschen Accent op d'national Kreatioun geluecht gëtt.

Mir mussen awer och ons Kënschtler besser vermaarten. De Lëtzebuerger Marché ass kleng, also musse mer exportéieren, am Sënn vu music:LX, eis mat enger eenzeger Agence fir all d'Kultursparten no bausse verkafen.

Mir mussen och iwwer e Kulturfong nodenken, deen de Fonctionnement vun der Kulturpolitik kéint vereinfachen. An och eis iwweraus lieweg Filmindustrie, op déi mer jo och esou houfreg sinn, wa se am Ausland Präisser kritt, verdéngt et, adequat zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ze ginn. De Projet vun engem grousse Filmzentrum zu Diddeleng wier an deem Sënn eng gutt Saach, en neit Markenzeeche fir onst Land. Well och dat ass en Deel vun onsem Räichtum.

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet onsem Land den Ament gutt. Fir datt dat esou bleift, musse mer ons weider veränneren, musse mer weider an ons Zukunft investéieren. Dat passéiert awer net nëmmen iwwert de Wirtschaftsstanduert. Dozou gehéiert och, ons Institutioune weider ze moderniséieren. Dozou gehéiert, verstäerkt an ons Kanner an an hir Elteren ze investéieren. Dozou gehéiert et, ons Weltoppenheet ze fleegen. A last but not least, dozou gehéiert och, ons Kënschtler ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet elo den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Awer net fir ganz laang, mä just fir e puer Wuert ze soen, well de President vun der sozialistescher Fraktioun mer gëschter iwwert de Sujet Verfassung eng Rei Froe gestallt huet a well ech dat awer net wëll ouni Stellungnam esou stoe loossen; dat heescht, eng Rei Äntwerten drop ginn, nach eng Kéier mat der Ausso, déi mer scho gëschter gemaach hunn, datt eist Land an eisen Ae ganz kloer eng nei Verfassung brauch.

Datt mer och als Partei, als Fraktioun eng nei Verfassung wëllen, dat hunn ech gëschter kloer zum Ausdrock bruecht. Ech hunn och gesot, datt mer bis elo inhaltlech eng ganz gutt Aarbecht geleescht hunn an der Commission des Institutions souwuel ënnert dem President Paul-Henri Meyers wéi ënnert der Presidence vum Alex Bodry an och an der Mataarbecht vun deenen dräi Rapporteuren, deene véier Rapporteuren, déi un deem Text bis elo geschafft hunn.

Ech wëll erklären, wat eis Positioun ass, wat déi nächst Etappe sollen an engem an eisen Aen awer wesentlechen Dossier sinn. Déi nächst Etapp ass an eisen Aen, datt mer elo déi Rapporte fäerdeg schreiwen an datt mer eis eens doriwwer ginn an datt mer domat d'Aarbecht vun eiser Kommissioun definitiv finaliséieren an datt mer dat och sollen ëffentlech a public maachen.

Den Här Bodry huet mer d'Fro gestallt, firwat mer net sollen dee Rapport an der Kommissioun ofstëmmen. Meng Äntwert ass: aus zwee Grënn.

Deen éischte Grond, dat ass, well dat an eisen Aen en éischten Deel vun der Prozedur ass a mer mengen, datt et der nächster Chamber sollt reservéiert sinn, fir déi ganz Prozedur vun hanne bis vir ze maachen, fir déi Verfassung ëmzesetzen.

An deen zweete Grond, dat ass, datt een och domat géif zum Ausdrock bréngen, datt deen Text, deen elo finaliséiert gëtt, och mat kengem Millimeter méi an Zukunft ännerbar ass. Mir mengen awer, datt op Basis vun deem festgehalenen Text nach eng grouss Explikatiounsphas an eng grouss Diskussiounsphas dobaussen obligatoresch musse stattfannen, fir eis all Chancen ze ginn, all Méiglechkeeten ze ginn, datt mer och positiv an esou e Referendum kënnen eragoen.

A mir sinn der Meenung, datt een dat net mécht mat engem Text, wou een de Leit elo scho seet, datt et deen Text ass an datt et keen anere ka sinn an datt kee Millimeter kann dru geännert ginn, datt een dohinnergeet an de Leit seet: „Vogel friss oder stirb!" Well wann een esou an eng Diskussioun erageet, da riskéiert een natierlech, vun de Wieler net seriö geholl ze ginn.

Mir wëllen also kloermaachen, datt mer nach eng Dier oploossen, datt, wann een an där Diskussioun géif gemeinsam, am Konsens feststellen, datt ee gréissere Sujet nach geännert misst ginn, mer déi Dier net definitiv zougemaach hunn. Dat ass fir eis wichteg. Et ass fir eis wichteg, well mer eis do all Konditiounen oder all Méiglechkeeten op eis Säit setzen, fir besser an esou e Referendum eranzegoen. An dat ass net, well mer wëllen deem engen oder deem anere säi Meritt huelen.

Ech wëll dat och kloer soen: Ech fannen, datt d'Institutiounskommissioun gutt geschafft huet. Ech fannen, datt déi zwee Presidenten an d'Kommissioun, wou ech Member sinn, eng gutt Aarbecht geleescht hunn an där leschter Zäit. Ech hunn och absolutt kee Problem, dat no bausse kloer an däitlech ze soen. Mir menge just, datt de Wee, dee mer virschloen, dee Wee ass, deen eis am meeschte Chancë gëtt, eng Referendumsprozedur uerdentlech, korrekt duerchzekréien.

An da wëll ech zum Schluss soen, datt eis Positioun ganz kloer ass an ech wëll se nach eng Kéier hei evident soen.

Éischtens, mir wëllen eng nei Verfassung.

Zweetens, mir mengen, datt eng nei Verfassung och sollt iwwer e Referendum kommen, well mer net gesinn, wat fir een aneren Text dann iwwer e Referendum sollt goen, wann een emol net géif soen, de Verfassungstext, wa mer e ganz nei maachen, esou wéi mer en amgaange sinn ze maachen, géif iwwer e Referendum applizéiert ginn, a well mer och Vertrauen hunn an deen Text, dee mer elo gemaach hunn, an eis Explikatiounscapacitéiten no baussen, a well mer Vertrauen an d'Lëtzebuerger hunn, datt mer iwwert déi Explikatiounen kënnen eng uerdentlech Diskussioun mat hinne féieren an datt se och déi Verfassung matdroen.

Mir hunn d'ailleurs och kloer gesot, an ech soen et nach eng Kéier, kloer gesot, datt mer zu deem Text wäerte stoen, datt mer eis engagéieren, ob mer an der Majoritéit sinn oder an der Oppositioun, fir deen Text no de Wahle matzedroen.

An ech wär just frou - eis Positioun ass kloer -, wann aner Parteien och hir Positioun esou kloer an esou däitlech géife soen, wéi mir eis gesot hunn, wat hiert Verhalen no den nächste Wahlen ugeet, ob se an der Majoritéit da sinn oder an der Oppositioun.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Eugène Berger)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President, datt den Här Wiseler awer prett ass, fir da meng Fro entgéintzehuelen. Ech hat se

eigentlech gëschter scho gestallt. Et war am Kader vu menger Interventioun, wou ech iwwert d'Gemengefusioun geschwat hat, wou jo d'CSV eng Fusioun proposéiert, fir nach just 60 Gemengen am Land ze hunn, wou mir, dat hat ech gëschter gesot, net domat d'accord wieren. Mä ech hat gëschter gefrot, well ech hunn an Erënnerung, datt virun e puer Méint d'CSV gesot huet, dat géif dann iwwer Referendum gekuckt ginn, ob déi Fusioune géife gemaach ginn, datt awer mir komesch fannen, datt zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg oder am Zentrum géife Leit decidéieren, wat fir eng Gemenge misste fusionéieren.

Gëschter hat ech dat net méi héiere vum Referendum. Duerfir meng Fro, ob dann nach an hirem Plang oder an der Propos vun der CSV esou e Referendum virgesinn ass oder net.

An eng zweet Fro war déi och vun der Kaart. Well wann een da 60 Gemenge fixéiert, ob et net awer da richteg wier, wann een och déi Kaart géif elo de Leit presentéiere virun de Wahlen an net iergendwann eng Kéier duerno.

Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soen dem Här Berger Merci fir seng Froen. Op déi zweet Fro ass meng Äntwert relativ kloer. Et kann een net eng Kaart vu Gemenge presentéieren, déi een nach net huet an déi een och nach net wëllt an dësem Moment hunn, well et fir mech evident ass, datt no den nächste Wahlen, wann een d'Méiglechkeet huet, eng grouss Consultatioun an deenen zwee éischte Jore muss stattfanne mat sämtleche Gemengeresponsabelen, mat sämtleche Gemengenadministratiounen, fir ze kucken, datt mer gemeinsam eng nei Kaart zeechnen. Et kann een net déi einfach vun uewen erof esou dohinnersetzen. Et muss ee se kloer an däitlech mat de Gemengen duerchdiskutéieren.

An dann, ob et der 60 sinn oder ob et der 58 sinn oder 62 sinn, dat ass fir mech keng Fro. Dat ass fir mech net de Problem. Ech hätt gär eng ganz zolidd Reduktioun vun de Gemengen, datt mer kënnen dee Wuesstum, dee mer amgaange sinn ze maachen, och a besseren an a gudde Konditiounen duerchstoen.

Ech fannen, datt dat eng Ausso (veuillez lire: Fro) ass, déi eis am Kader vun enger Wuesstumsdiskussioun och muss gestallt ginn: Wéi organiséiere mer eis um lokalen Niveau, fir qualitative Wuesstum ze maachen?

Reduktioun vun de Gemengen ass a mengen Ae wesentlech, well se den eenzelne Gemengen d'Capacitéit gëtt, Méiglechkeete gëtt, fir sech besser kënnen ze organiséieren, fir sech besser technesch ze organiséieren, fir sech besser administrativ ze organiséieren, fir besser den Accueil och vun de Leit ze garantéieren, fir iwwert déi eenzel Gemengen eraus och kënnen ze garantéieren, datt d'Qualitéit vun deem, wat ugebueden ass, iwwerall d'selwecht gëtt.

Duerfir fannen ech et eng Noutwendegkeet. Sech dann hannert der Gemengenautonomie ze verstoppen, fir ze soen: „Neen, mir maachen näischt", fannen ech eng Aart a Weis, déi u sech d'Ewechlafe virun de Responsabilitéiten ass.

Dir hutt fäerdegbruecht, an dëser Legislaturperiod véier Fusiounen ze maachen. Wa mer an deem Rhythmus weiderfueren, da si mer a 50 Joer nach net do, wou mer musse sinn!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dat ass dee Rhythmus, deen Dir virginn hutt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass déi Organisatioun… Jo, ech sinn…

(Interruption)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dat ass dee Rhythmus, deen Äre verantwortleche Minister, deem säi Ministère ech iwwerholl hunn, virginn huet. An dat ass dat, wat och fräiwëlleg entstanen ass. An dat ass och dat, wouzou mer stinn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir kënnen elo eng Diskussioun driwwer féieren. Ech soen, datt an deene leschte fënnef, zéng Joer, op där enger sinn der véier an där anerer fënnef oder sechs Fusiounen entstanen.

Ech diskutéieren net doriwwer, a wat fir enger Legislaturperiod et der elo am meeschte ginn ass oder am beschten oder wat fir ee Rhythmus virgesinn ass. Ech soen, datt dee Rhythmus, dee mir an deene leschte fënnef, zéng, fofzéng, zwanzeg Joer hate fir déi Fusiounen, déi mer alleguerten als Zilsetzung hunn, datt dee Rhythmus net duergeet, fir zu engem Zil ze kommen an enger Zäit, wou mer mussen zum Zil kommen.

Duerfir soen ech, datt mer national un déi do Saach mussen erugoen, well et en nationale Problem ass, an net fofzeg Joer derfir brauchen, fir déi Reorganisatioun ze maachen. Dat schéngt mer duerchaus d'Problematik ze sinn.

Op déi aner Fro, déi Der gestallt hutt, déi vum Referendum, hunn ech effektiv proposéiert, e Referendum ze maachen, well ech mengen: Wat ass méi demokratesch wéi e Referendum ze organiséieren, fir d'Leit ze froen, wat se da wëllen oder wat se net wëllen?

Wann Dir sot, dat wär keng demokratesch Aart a Weis, fir dorun ze goen, wann Der sot, dat wär eng Aart a Weis, wou mer iwwert d'Käpp vun de Leit ewech decidéieren, wa mer e Referendum bei de Leit organiséieren, da muss ech natierlech froen: Wat ass dann demokratesch, wann ee kee Referendum organiséiert?

An da soen ech, fir op Är Fro ze äntwerten: Ech sinn op fir eng Diskussioun, wéi een dee Referendum do soll organiséieren a wéi een dat soll maachen.

(Brouhaha général)

Elo, ech sinn der Meenung, datt natierlech bei esou engem Referendum…

(Interruption)

Ech sinn natierlech der Meenung, datt bei esou engem Referendum eng Majoritéit muss erauskommen, éier een an engem consultative Referendum d'Méiglechkeet huet, fir eng Verfassung wéi déi do ëmzesetzen.

Ech ka mer awer och, wann een Äre Bedenke wëllt Rechnung droen, déi ech par ailleurs awer verstinn, zum Beispill virstellen, datt ee seet, datt een eng qualifizéiert Majoritéit soll hu bei de Gemengen, déi sech derfir entscheeden, eng Zweedrëttelmajoritéit oder wat och ëmmer. Mir kënnen diskutéieren, fir och do en Accord ze kréien. Also dat si sécher Konditiounen, iwwert déi mer op sinn, fir ze diskutéieren.

Mä ech gesinn näischt, wat méi demokratesch ass, wat méi op ass a wouriwwer mer eng besser Diskussioun kënne féieren, wéi e Referendum driwwer ze organiséieren, fir esou eng wichteg Reform ze maachen.

Ech mengen, datt se noutwendeg ass, an ech mengen, et soll een déi an der Rou an am Calme duerchféieren, wann een d'Méiglechkeet huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hunn eng lescht Wuertmeldung vum Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, eis bleift nach eng Rei vu Riedezäit, dofir wëll ech dat och maachen an e puer Wuert soen zu deem ganze Volet vun deenen Institutiounen.

Den Här Wiseler huet reagéiert op meng Interventioun gëschter, op seng Interventioun virdrun. An ech si frou, dass en op ee Punkt hei net méi agaangen ass. Ech huelen un, dass en dee fale gelooss huet, deen eigentlech den Ausléiser war vu menger Interventioun, wéi e behaapt huet, de Referendum wär schold dorunner, dass mer ee Joer an de Prozedure verluer hätten, wat d'Constitutioun ugeet. Dat huet en hei net méi widderholl.

Ech huelen also un, dass en net méi dozou steet, well dat ass och net wouer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt elo haut de Moie kee Sträit mat Iech ufänken. Mä ech sinn do enger anerer Meenung wéi Dir.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt och besser, Iech net unzeleeën.

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech sinn do enger anerer Meenung wéi Dir, mä…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech kann Iech just soen, mir hate ganzer dräi Sitzungen an der Kommissioun, wou mer eis mat dem Gesetzesprojet iwwert de Referendum befaasst hunn. Mir hu weider un Amendemente geschafft. Mir hunn de 15. Mee 2015, dat war also just virum Referendum, 69 Amendemente geschéckt un de Statsrot. Dat war d'Resultat vun iwwer engem Joer Aarbecht, déi mer op deem dote Punkt haten. Dat wëll ech just hei soen. Do ass also keng Zäit verluer gaangen.

A wat Der hei da behaapt hutt, wat Der elo net méi widderholl hutt, dat ass och am klore Géigesaz zu deem, wat bei Ärer Kréinungsmass um CSV-Kongress am Oktober als Motiv gesot ginn ass, wou ech als President gewuer si ginn iwwert de Kongress, wat dann d'Positioun vun der CSV wär, wat de Referendum ugeet. Bis elo hat Der virdrun ni an der Kommissioun dat kloer gesot.

Do ass gesot ginn, ech zitéieren hei: „Wir sagen Nein zum Zeitplan und zur Eile, mit der die Regierungskoalition das Projekt vorantreibt." Also de Virworf war net, dass et géif ze lues goen, mä d'Motivatioun, fir ze soen: „Mir si géint e Referendum", dat war anscheinend déi Schnellegkeet, mat där dës Koalitioun deen dote Projet wëllt ofschléissen. Et muss een also wëssen, wat ee gären hätt. Et kann een net dat eent an dat anert behaapten, wéi et engem grad an de Krom passt.

Zweetens wëll ech nach eng Kéier soen, an ech géif do gär den Här Delpérée zitéieren, deen Iech jo politesch méi nosteet wéi mir, mä deen ech awer als Verfassungsrechtler uechten a mat deem ech och perséinlech e ganz gutt Verhältnis hunn, dee gesot huet, hei op der Konferenz zu Lëtzebuerg: «Il y a un moment à la discussion et un moment à la décision» an e wär absolutt der Meenung, dass de Moment à la décision elo komm wier, wat d'Lëtzebuerger Verfassungsreform ugeet.

Well mir sinn net eréischt zwou Perioden amgaangen! D'Madamm Tanson ass nach jonk, si ka sech dat net virstellen.

(Interruption)

Well den Ausgangspunkt meeschtens geholl gëtt dee Moment, wou déi éischt Proposition de texte deponéiert ginn ass. Mä déi Proposition de texte, déi den Här Meyers am Numm vun der Kommissioun deposéiert huet, ass jo d'Resultat gewiescht vu véier Joer laanger Aarbecht an der Kommissioun! Sou ass jo den éischten Text entstanen.

Dat heescht, et muss een also véier Joer bäirechnen an da si mer praktesch vun 2005 u bis 2018, also dräizéng Joer, wou mer amgaange sinn, un der Verfassungsreform do ze schaffen. A mir hu kee Firlefanz gemaach, mir hu seriö Aarbecht geleescht an der Kommissioun. An ech mengen, dass een och frou ka sinn, festzestellen, dass mer an der leschter Sitzung, déi mer viru véierzéng Deeg haten, en Accord haten um Text. Mir hunn d'Artikeldiskussioun ofgeschloss an déi véier Rapporteuren hunn den Optrag kritt, hiren Deel vum Rapport fir eng nächst Sitzung am Mee ze verfaassen, dass mer also de Projet de rapport do haten.

Fir mech ass et logesch, wann de Projet de rapport do ass, dass een och iwwert dee Projet de rapport ofstëmmt. Elo kann dee Projet de rapport a senge Konklusioune jo soen: „Dat heiten ass den Ofschloss vun eisen Aarbechte vun dräizéng Joer. Hei ass den Accord, dee mir hunn, dee gedroe gëtt vun enger breeder Majoritéit an der Kommissioun an deen och den Accord huet vum Statsrot." Well mir hunn den Accord op allem eigentlech an der Kommissioun, an der Majoritéit a mam Statsrot, soudass mer u sech dann an de Konklusioune jo och kënne soen: Wéinst der Proximitéit vun de Wahle maache mer dann de Referendum…, fënnt elo den éischte Vott net statt, a mir engagéieren eis awer, deen ze maachen an nächster Zäit.

Ech hunn der CSV eppes proposéiert gehat. Dat huet mech och queesch gemaach zousätzlech, wann hei e patheteschen Appell geriicht gëtt vum CSV-Spriecher un all déi aner Parteien, si misste sech elo hei formell engagéieren, mat deenen Antecedanten, déi d'CSV an deem heiten Dossier huet, déi manifestement iwwervirsiichteg war an, ech bleiwen derbäi, haaptsächlech aus parteipolitesche Grënn decidéiert huet: „Mir wëllen net méi, dass e Referendum soll an dësem Joer stattfannen."

Dann ass dat awer, muss ech soen, e bëssen eng Doppelmoral, déi hei virgefouert gëtt, wou ech him selwer proposéiert hunn, an dat ass ofgeleent gi vun der CSV, dass mer eng Resolutioun hei sollte stëmme vun dëser Chamber, wou dës Chamber sech engagéiert hannert deem doten Text a sech engagéiert virun allem, och no de Wahle gemeinsam déi Prozedur zu engem gudden Enn ze bréngen.

Ech reeditéieren nach eng Kéier hei meng formell Propositioun, dass mer zumindest no deem patheteschen Appell vum Här Wiseler dat géife maachen, dass d'CSV do net géif blockéieren an dass mer, nodeem mer de Projet de rapport zur Kenntnis geholl hunn an der Kommissioun, nodeem mer en dann och veröffentlechen an nodeem mer och den Text an enger Pressekonferenz virgestallt hunn, zumindest eng Debatt hei an der Chamber an ëffentlecher Sitzung sollen hunn!

Dat gehéiert och zur Ëffentlechkeetsaarbecht beim neie Verfassungstext, dass mir, d'Parlament, dann an enger gemeinsamer Resolutioun sollte soen: „Dat hei ass d'Resultat vun eisen Aarbechten. Mir schléissen déi elo net definitiv of, mä mir engagéieren eis alleguerten op der Basis vun deem doten Text, schnell an der nächster Legislaturperiod bis zu engem Delai x, no enger ëffentlecher Debatt, där mer genuch Zäit musse loossen, well et sech jo ëm eng nei Verfassung fir d'Land handelt, fir dat do zur Diskussioun ze hunn."

Ech reeditéieren nach eng Kéier déi Propos hei, déi vun der CSV, dat wëll ech nach eng Kéier soen, ofgeleent ginn ass bis heihinner. Ech mengen, dat wär propper no baussen, dat wär eng transparent Prozedur, dat wär eng demokratesch Prozedur an do géif och d'Parlament seng voll Roll an deem Ganze spillen. Well hei si mer wierklech an engem Domän, wou d'Kärkompetenz net bei der Regierung läit, mä d'Kärkompetenz läit beim Parlament a wou och ëmmer musse Majoritéite fonnt ginn, déi iwwert déi besteeënd Majoritéite vun enger Regierung erausginn. Dat war an der Vergaangenheet esou, dat wäert och dës Kéier esou sinn. Dat ass nach eng Kéier meng fair Propos, déi ech hei wéilt maachen. Dann ass kloergestallt, wéi et ass.

Fir meng Partei wëll ech nach eng Kéier hei widderhuelen: Et gëtt kee Grond, eppes un eiser Positioun ze änneren. Déi war schonn esou virun de leschte Wahlen. Dat heescht, dass mer et hei mat enger neier Verfassung ze dinn hunn. A wann een déi héchsten national Norm net méi kann engem Referendum ënnerwerfen, da froen ech mech, wat mer eigentlech engem Referendum kënnen ënnerwerfen, esou schwiereg déi Operatioun wäert ginn, esou vill Ängschten a Risikoe wéi ech spiere bei ganz villen hei. Dat geet och bis a meng eege Partei eran, dat wëll ech hei net verheemlechen. Aner Leit wéi de Paul-Henri Meyers an d'Simone Beissel hu sech och schonn zu deem dote Punkt geäussert.

Ech mengen awer, dass, wa mer eis Aarbecht seriö huelen, mer net brauchen Angscht ze

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

hunn, och opgrond vun der Qualitéit vun eiser Aarbecht, déi mer gemeinsam geleescht hunn iwwert déi lescht dräizéng Joer, dass mer dat Ganzt engem Referendum an enger ëffentlecher Debatt solle stellen an d'Fro kloermaachen, déi sech eigentlech stellt: Wëllt Der, dass déi besteeënd, déi al Verfassung bestoe bleift mat all hiren Imperfektiounen, mat all hiren Onzoulänglechkeeten a vereelste Passagen? Oder wëllt Der, dass se duerch déi heiten nei Verfassung ersat gëtt, déi sécherlech kengem senger Meenung zu honnert Prozent entsprécht, déi awer e gesonde Kompromiss duerstellt a ganz ville wesentleche Punkten an déi eis weiderbréngt par rapport zu deem Text, deen, wéi gesot, zu engem groussen Deel nach op dee belsche Verfassungstext vun 1831 zréckgeet?

Dat ass déi Fro, déi sech eigentlech stellt, an déi sollte mer gemeinsam ugoen. An ech géif et flott fannen, wa mer dat och géifen hei am Parlament duerch en Text, deen dëst Parlament géif huelen, no baussen dokumentéieren, dass dee Wëllen do ass, och iwwert d'Wahlen eraus, vun alle Leit, déi matgeschafft hunn un deem heiten Text, deen och op e gutt Enn ze féieren an der nächster Period.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dozou den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- E puer Äntwerte wëll ech awer dozou ginn. Dat Éischt, déi Ausso, déi gemaach ginn ass op Basis vun deem, wat d'CSV am Oktober 2016 gesot huet. Ech wëll just erënneren, a wat fir engem Moment mer an deem Moment waren a wat fir eng Propositioune mer um Dësch haten. Do ware Propositiounen um Dësch, déi éischt, dat war, fir e Referendum ze organiséieren deeselwechte Moment wéi d'Gemengewahlen, respektiv déi zweet Propositioun, dat war, fir e Referendum ze organiséieren am Januar 2018.

An ech hu sengerzäit am Numm vu menger Partei gesot, datt déi do Terminer, weder deen, fir e Referendum ze organiséieren am Oktober 2017 mat de Gemengewahlen, nach deen am Januar 2018 eis géife realistesch a sënnvoll erschéngen, fir eng uerdentlech parlamentaresch Aarbecht ze maachen, fir en uerdentlechen Text ze kréien.

Hätte mer dat näämlech gemaach, notamment am Januar 2018 scho wëllen an e Referendum ze goen, dann hätte mer am Oktober 2017 schonn deen éischte Vott misse maachen, dann hätte mer scho fréistens oder spéitstens am Juni, Juli 2017 missen e fäerdegen Text hunn. Mir sinn elo Abrëll 2018, mer hunn elo just den Text ofgeschloss, mer hunn elo nach keng Rapporten. Dat wär an eisen Aen eng iwwerstierzt Aarbecht gewiescht, déi éischtens op déi Aart a Weis, wéi se hätt misse vun der Kommissioun gemaach ginn, net seriö gewiescht wär, déi zweetens eis och net erlaabt hätt, d'Explikatiounen no baussen un d'Leit esou ze ginn, esou wéi ech mengen, datt se opportun an obligatoresch wären, wann een an e Referendum géif goen.

An duerfir hu mer am Oktober 2016 gesot, mir wéilten deen do Zäitplang net, well wa mer dee géifen huelen, dann hätte mer all Chancen, fir dës Verfassung derniewentzesetzen. An dat war d'Argumentatioun, déi sengerzäit ugefouert gouf. A wann ech kucken, wou mer haut dru sinn, datt mer elo just den Text fäerdeg hunn, Gott sei Dank, an datt mer an deenen nächsten zwou, dräi Wochen de Rapport kréien, da gesinn ech mech absolutt bestätegt an deem Zäitplang, dee mer sengerzäit gesot hunn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt ech mengen, datt ech dat, wat den Här Bodry elo virgeschloen huet, ganz gutt verstinn. Ech mengen, datt mer déi Aarbechte sollen an der Kommissioun uerdentlech, propper ofschléissen, datt mer dat och sollen no bausse soen, datt mer awer net sollen no baussen d'Impressioun ginn, datt mer et elo mat engem definitiv ofgeschlossenen Text ze dinn hätten, well déi Dier net oploossen, fir no enger Diskussioun nach am gemeinsame Konsens déi eng oder déi aner Ännerung ze maachen, dat mécht eis d'Diskussioun mat de Leit dobaussen an eisen Ae méi schwéier.

An duerfir si mer der Meenung, datt mer an der Kommissioun sollen en Accord fannen, fir den Text ofzeschléissen, fir eis Aarbechten ofzeschléissen, an net offiziell Akten an dem Chamberplenum duerch Votte setzen, déi da riskéieren, interpretéiert ze ginn dobaussen op eng Aart a Weis, déi d'Diskussioun mat de Bierger als iwwerflësseg erweist.

Ech géif gär all Konditiounen oprechterhalen, fir eng uerdentlech Diskussioun mat de Leit dobaussen ze kréien. Dir hutt eng aner Interpretatioun doriwwer. Dat ass eis Positioun. Ech fannen déi kohärent, logesch, propper. Mir wëllen déi Verfassung a mir ginn eis gär alleguer d'Konditiounen, datt mer se och kënne kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry huet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll nach op dat Lescht reagéieren. Et ass näämlech net logesch. Dir hutt hei en Appell gemaach, all Partei sollte sech bekennen, dass se dat als Ausgangsbasis huelen, déi Aarbecht, déi mir gemaach hunn, fir se an där nächster Period op e gutt Enn ze féieren.

Abee, ech proposéieren nach eng Kéier hei, dass mer genau dat do, wat Dir vun deenen eenzelne Parteien eenzel fuerdert, gemeinsam maachen an enger Resolutioun, wou mer net soen, deen doten Text misst eent zu eent ofgestëmmt ginn, mä wou mer soen: Dat do ass d'Basis, déi Aarbecht vun dräizéng Joer, wou mer en Accord politique hunn, en ass d'Basis, fir schnell an där nächster Period no enger breeder Consultatioun mat de Leit an e Referendum eranzegoen.

Dat ass genau dat, wat Dir gären hätt. Dir wollt just hei Parteipolitik maachen. Ech wëll dorauser en Akt vun dëser héijer Institutioun vum Parlament maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn lech eis Erklärunge ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat seet alles!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat hu mer eis Diskussiounen zur Lag vun der Natioun oder vum Stat gemaach. De Premierminister, den Här Xavier Bettel, huet d'Wuert fir d'Regierung a fir ze äntwerten.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech soen de Riedner Merci a wëll och schonn informéieren, dass, wann ech fäerdeg sinn, och de Minister Schneider an de Minister Kersch kuerz wäerten d'Wuert ergräifen.

Ech soe Merci, well ech mengen, et ass wichteg, dee Rendez-vous, dee mer haut hunn, fir wierklech e Balayage ze maache vun der Situatioun vun onsem Land.

Verschidden Orateuren hu probéiert ze behaapten, mir hätten hei nëmmen e bloen Himmel beschriwwen ouni Problem, wat falsch ass. Wat falsch ass! Mir sinn eis bewosst, dass et dem Land en gros gutt geet. Mir sti gutt do. De Finanze geet et gutt. Et geet eis besser wéi viru véier Joer. Mä selbstverständlech ginn et nach Dossieren, wou Problemer sinn. Mir hu selwer, an ech hunn et hei gesot, de Constat gemaach, dass mer am Stau stinn. Ech akzeptéiere just net, dass een d'Gefill gëtt, dass de Stau am Dezember 2013 kreéiert ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Iwwert d'Croissance si mer eis eens a mir hunn et déi lescht Jore scho gesot: Mir wëllen eng gesond Croissance, an et ass nach ni esou vill… An deen, dee gutt nogelauschtert huet, hätt jo scho misse verstoen, dass dës Regierung Waasserschutzzonen definéiert huet, déi et net gi sinn. Mir waarden net op en Text, op deen zwanzeg Joer elo gewaart gëtt, fir d'Buedemprotektioun, mir maachen et selwer!

Dowéinst, fir ze mengen, dass hei an dësem Land egal wou egal wat egal wéi vill autoriséiert a gebaut gëtt an dass dat der Regierung egal wier, ass falsch! Wann ech vum Baue schwätzen, erlaabt mer da just, well hei ass jo och opkomm, wéi wann de Logement dem Premierminister egal wär. Et ass dem Premierminister guer net egal! A mir sinn eis och bewosst, dass an der Logementspolitik keen, keen heibannen eng Baguette magique huet, wou e vun haut op muer d'Solutioun kann hunn, soudass et guer keng Problemer géif ginn.

An dofir fannen ech et hypokritesch, engem d'Gefill ze ginn, wéi wann ee kéint direkt vun haut op muer plangen, d'Infrastrukture kéint bauen, alles kéint amenagéieren a scho carrement de Bändche schneiden, fir eng Wunneng anzeweien. Mir hätte kënne méi aweien, wann eng viregt Regierung och méi preparéiert hätt!

Mä dofir erlaabt mer just awer, op déi verschidden Texter anzegoen, déi elo do sinn, fir awer nach eng Kéier drun ze erënneren.

Mä virun dräi Woche war e ganzen Dag, also e ganzen hallwen Dag en Debat iwwert de Logement. Dofir hunn ech mer geduecht, ech bräicht net nach eng Kéier dat ze widderhuelen. Mä, wann dat dann de Fall ass, erlaabt mer just, dass ech dann a kuerze Stéchwierder op de Baulückenprinzip aginn, dee vun dem Regierungsrot de 4. Juli 2014 ugeholl ginn ass a wou mer och zesumme mat de Gemenge kucken, wéi mer do kënne schaffen, woufir Diddeleng och e Beispill ass, wou do och konkret geschafft ginn ass.

De Baulandvertrag, wou mer och der Meenung sinn, dass, wann en Terrain bis an de Perimeter kënnt, et net ka sinn, dass et keng Delaie ginn, fir op deem Terrain och eppes ze bauen, a wou mer op den Avis vum Statsrot waarden - wou mer op den Avis vum Statsrot waarden!

D'Friche ArcelorMittal, wou mer eis eens gi si fir Wolz, fir Diddeleng, fir Suessem, fir Péiteng, fir Esch/Lalleng, wou ongeféier 60 ha fräiginn. Dat ginn eng Kéier 1.500 Wunnengen, wou 3.500 Awunner wäerten en neit Doheem fannen. Dat sinn och nei Terrainen, déi fonnt gi sinn. An ech sinn och ganz frou doriwwer. Dat hätt och jo scho kënnen eng aner Regierung diskutéieren, mä mir hunn net nëmmen driwwer diskutéiert, mir hunn et och gemaach!

De Plan sectoriel «Logement», d'Plans sectoriels wäerte muer um Ordre du jour vum Regierungsrot sinn. De Fonds du logement, 2016, fir d'Éischt… Ech wëll elo net agoen op d'Organisatioun, ech mengen, dat huet den Här Hansen och schonn hei erkläert, iwwert d'Reorganisatioun vum Fonds du logement.

Mä beim Fonds du logement 2016 ass also d'Zuel vun de Logementen en cours de réalisation 213% an d'Luucht gaangen, vun 93 Unitéiten op 292 Unitéiten! 2018 wëllt de Fonds du logement och ongeféier 180 Unitéite liwweren, a wann en alles fäerdegbréngt, da si mer 2020 bei 300 Unitéiten, déi se och maachen. An de Fong haut 2017, also Enn 2017, hat mat 1.890 dee gréisste Parc locatif och aus dem Land.

D'SNHBM huet sech nei Objektiver ginn. Dat ass, dass d'Zuel vun den Unitéiten op eng Moyenne vun 250 d'Joer soll kommen, wat am Fong eng Verdräifachung ass vun deem, wat se am Moment maachen, wou se ongeféier 83 tëschent 2005 an 2014 an der Moyenne haten. A se hunn dat Engagement geholl fir déi nächst zéng Joer. Si wëllen och an nei Immeublen investéieren, déi fir sozial Zwecker och kënne benotzt ginn. An och eleng, fir dat doten och kënnen ze realiséieren, dat ass de Bewäis, dass et och seriö gemengt ass, ass d'Zuel vun de Leit, déi bei der SNHBM schaffen, vu 46 Employéen 2014 op 90 2017 eropgeschrauft ginn.

D'Gestion locative sociale, wou mer zesummen och mat der AIS e grousse Succès hunn, wou och d'Leit sech engagéieren, dass se fir 30% bis 40% jo méi bëlleg eppes an d'Locatioun ginn, mä awer eng Garantie kréien, dass och menus Travaux gemaach ginn et cetera et cetera. Dat heescht, dass se och eng Garantie vis-à-vis vum Revenu hunn.

Mir hunn hautdesdaags ongeféier duebel esou vill Organismen, mat deene mer schaffen. Mir sinn op 16 Stéck, mir ware virdrun op 8. An d'Zuele vun de Logementen, déi subventionéiert waren, waren 360 2016 a mir sinn haut op 512. Dat heescht, et ass eng Progressioun an deene leschte véierzéng Méint vun 42%!

Dann hu mer de Pacte Logement, wou mer an enger Phas sinn, fir och do Verbesserunge kënnen ze maachen, zesumme mat de Gemengen. Aide d'épargne-logement, d'Bonification d'intérêts, d'Garantie locative. D'Klimabank! D'Klimabank, et huet keen elo laang driwwer geschwat, mä och, wou mer der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass aneschters gebaut gëtt, wéi dat deemools an der Zäit war, dass mer och d'Leit encouragéiere mat der Klimabank, fir dat och ze maachen, mam Prêt climatique à taux réduit an dem Prêt climatique à taux zéro.

Och d'Guichet-uniquen, fir d'Aidë beim Logement, dass een do all d'Informatioune kann zesummeféieren. D'Subvention loyer, déi geännert ginn ass, wou ongeféier 64% vun de Locataren am Moment um Privatmarché eligibel si mat deenen neie Konditiounen, déi mer geschafen hunn. D'Conditions des loyers hu mer geännert, d'Critères de salubrité, wa mer vum Logement schwätzen. Well et geet net nëmmen ëm d'Zuel, et geet och drëm, wéi d'Leit logéiert sinn. A mir hu regelméisseg Prozesser, déi de Parquet och duerchzitt, well verschidde Leit einfach Sue wëlle maache mat der en plus fragiller Situatioun vun deene Leit, déi scho ganz schwaach an onser Gesellschaft sinn an déi da 700 oder 800 Euro bezuele fir e Cafészëmmer oder iergendzwousch an engem Keller.

Jo, dës Regierung huet net nëmme geschwat, mä och agéiert. An do ass en Text den 21. Februar 2018 am Regierungsrot ugeholl ginn. A mir hunn doduerch, dass mer mam Interieur et erméiglecht hunn, mat deene verschiddenen Akteuren eng Plattform ze schafen, wou virun de Prozedure Konzertatioune stattfanne mat deene verschiddenen Akteuren, déi dann duerno och kënne beim PAP mat agebonne sinn, fir d'Éischt an der Geschicht vum Land méi wéi 200 PAPen 2017 approuvéiert. Wann een awer gesäit: D'Moyenne tëschent 2010 an 2013 war 148 PAPen. Ronn 6.700 Unitéiten, genee 6.719 wann ee wëllt ganz präzis sinn, sinn nei approuvéiert ginn, also en absolutte Rekord, zanter 2010 ni iwwer 4.000. Mir haten eng Moyenne deemools vun 3.414 a mir sinn elo, wéi gesot, bei 6.700, bal eng Verduebelung. An d'Zuele léien net, dat seet jo jiddwereen.

An de Budget am Logement, wann ech de Budget total kucken, war 2014 de Budget voté 135,86 Milliounen an de Budget voté vun 2018 216,25 Milliounen, dat heescht, et ass eng Variatioun vun 80,3 Milliounen, dat heescht, eng Hausse vu bal 60% vum Budget am Logement. De Bewäis, dass am Logement eppes geschitt ass! A virun e puer Wochen huet de Minister vum Logement et hei schonn ervirgehuewen. An dofir war et fir mech wichteg, net nees dat ze soen, wat ech d'lescht Joer virdru gesot hunn, mä wéi gesot, Iech kënnen ze annoncéieren, dass selbstverständlech dës Regierung am Logement där nächster Regierung - an ech hoffen, dass den Här Hansen dann och déi Logementer kann aweien - den Necessaire gemaach huet.

Et sinn hei och e puer Froe gestallt ginn zur Ëmwelt. Et ass dës Kéier déi éischte Kéier, dass Lëtzebuerg „on track" ass, wann een d'Klimaziler kuckt. A mir brauchen eis fir déi éischte Kéier eben net fräikafen ze goen - well hei ass gesot ginn, mir missten eis fräikafen -, mir brauchen eis net méi fräikafen ze goen, wéi dat virdrun ëmmer de Fall war. An dee Klimapakt ass ee gutt Instrument. En ass mat där viregter Regierung elaboréiert ginn an en ass och vun dëser Regierung konstant promouvéiert an ausgebaut ginn. An haut schafft zu Lëtzebuerg all Gemeng mat, an et ass och wichteg, dass dee Partner Gemengen direkt do matschafft.

Déi nei Klimaadaptatiounsstrategie gouf d'lescht Woch och vun der Regierung ugeholl. An zu den erneierbaren Energien: An de leschte véier an en halleft Joer gouf d'Stroumproduktioun aus der Wandkraaft, wann ee kuckt bis Enn 2017, quasi verdräifacht. A bei Solarenergie war et eng Augmentatioun vu méi wéi 50%. A wann ee kuckt, d'Administratioun huet ronn 15 Milliounen Euro Bäihëllefen ausgi fir d'Fotovoltaik op staatleche Gebaier, wat vum Ëmweltministère erauskoum.

Da sinn och gëschter eng Rëtsch vu Punkte soulevéiert ginn iwwert d'Justiz. Et ass zum Beispill gefrot ginn: Wou ass den Text iwwert d'Terrorismusbekämpfung? Dir wësst, mir waarden op den Avis vum Statsrot. Mir hunn Institutiounen an, dat ass de Prinzip, wa mer den Avis vum Statsrot hunn, da kënne mer och en Text stëmmen.

Et ass gefrot ginn, firwat mer d'Autorité parentale an den Divorce zesumme stëmmen. Well mer der Meenung waren, dass et wichteg ass, dass een zu Lëtzebuerg an där Institutioun ee Juge aux affaires familiales soll kréien, dass een ee Riichter huet, deen dat Ganzt suivéiert, dass net vun Affär zu Affär fir d'Éischt d'Scheedung gesprach gëtt, dann d'Autorité parentale, dann d'Pension alimentaire, dat heescht, dass een am Fong e Saucissonnage vun den Affaire-familiallen hat. An dowéinst si mer der Meenung, dass et wichteg ass, dat zesummen ze maachen.

An der Santé: Mir sinn eis ganz bewosst, dass et an der Santé Nachholbedarf ginn ass. An ech si ganz averstanen, dass et net normal war, dass een hei zu Lëtzebuerg bal fënnef Stonnen huet missen an enger Urgence - an enger Urgence! - waarden, fir drunzekommen. An de But ass, duerch deen Accord, dee fonnt ginn ass zesummen - an dat ass mer wichteg -, vun der Madamm Mutsch, zesumme mam Här Schneider, wou 150 eenzel Aktiounen a Léisungsvirschléi mat de Bedeelegten, mat den Dokteren, mat de Spideeler, mat den Urgentisten ausgeschafft gi sinn, dat bis 2019 op zwou an eng hallef Stonnen erofzedrécken. Et geet net duer, do si mir eis eens. Mä mir mussen awer och ufänken ze erklären, dass eng Urgence eng Urgence muss sinn an eng Urgence eben net den Dokter ass, deen do ass. An dowéinst ass den Tri a wéi een de Leit dat anstänneg erkläre kann, dat heescht, dass een d'Leit ka richteg guidéieren, ganz, ganz wichteg. A fir eis muss dat och gemaach ginn.

An 2015 ass och d'Pädiatrie reforméiert ginn duerch d'Schafung vun enger zentraliséierter Maison médicale pédiatrique an enger Reorganisatioun vun de Garden.

Dann iwwert d'IRMen: Mir sinn eis ganz eens, dass mat den IRMen, wann ee waart, well ee

vun engem Dokter gesot kritt: „Dir musst en IRM maachen, et ass en Doute do!“, all Dag, deen ee waarde muss, laang ass, all Dag. En Doute ass a Gesondheetsfroen dat Schwieregst. Mir hunn am Moment siwen IRMen zu Lëtzebuerg. An déi zwee Ministeren hunn en Accord de financement fonnt, dee virläit, fir dass mer elo op eelef eropkommen. An ech mengen, et ass wichteg, dass dat an den nächsten Etappen och weidergeet.

Erlaabt mer, wa mer vun de Problemer vun de Mënsche schwätzen, och ganz kuerz op verschidde Punkten zréckzekommen, iwwert déi hei diskutéiert ginn ass: iwwert d'Schéier, iwwert d'Leeschtungen. Mir sinn eis bewosst, an ech hunn et am Ufank scho gesot: Et geet dem Land gutt. Mä mir hu verschidde Leit, déi an dësem Land haut nach an enger prekärer Situatioun sinn. An doséinst war et dëser Regierung wichteg, bei de Sachleeschtungen deene Leit direkt ze hëllefen.

An ech mengen, de Moien huet eng Oratrice hei uewe gesot, dass déi Sozialleeschtungen et awer erméiglechen, dass déi Leit net an de Seuil de pauvreté falen. Mä dat soll eis net tréischte fir ze soen: „Da komme se just driwwer an da geet et duer.“ De But vun dëser Regierung ass net de Fatalismus, fir ze soen: „Et gëtt eng Aarmut, an déi muss een dann ebe geréieren.“ De But vun enger Regierung ass virun allem, d'Aarmut ze bekämpfen, andeem een de Leit hëlleft, déi an enger prekärer Situatioun sinn, fir aus där Situatioun erauszekommen.

De REVIS ass zum Beispill dee But. Et soll een net soen: Wann s de den RMG hues, dat ass eng Saach. Mä au contraire: Deaktivatiounl A gleeft mer et, dee Mënsch, dee sech bewosst gëtt, dass en nach fir d'Gesellschaft gebraucht gëtt, dass en eppes ka maachen, dat ass en anere Mënsch wéi deen, dee just waart fir ze kucken, wéini en dann eppes iwwerwise kritt. An dat ass dat, wat mer wëlle maachen. Mä fir eis ass et wichteg, dass de Portefeuille net de Choix ass, fir duerno zum Beispill an eng Kannerstruktur ze goen oder fir Kannerbicher, Schoulbicher ze kafen oder all déi dote verschidde Sujeten. Mir mussen deene jonke Leit do hëllefe kënnen.

Mir hunn hei och zesummen diskutéiert iwwert d'Zesummeliewen, Här President, d'Zesummeliewen. Hei ass zum Beispill iwwert d'Naturalisatioune geschwat ginn. Ech si ganz frou, ech mengen, d'Regierung hat am Koalitiounsaccord op der Säit 4 de Referendum an d'Nationalitéitegesetz ganz genau op därselwechter Säit. Dat heescht, wann hei behaapt gëtt, dass d'Nationalitéitegesetz eng Äntwert vum Referendum wier, ass dat falsch. Et steet souguer am Text, dass mer verschidde Saache mat der Sprooch wëllen änneren. An dowéinst ass et fir mech ganz wichteg, net ze soen, dass dat eent d'Reaktioun op dat anert war.

Wann ech de Referendum, Här President, haut nach eng Kéier misst maachen, géif ech en nach eng Kéier maachen. Ech hunn et zouginn, point de vue Organisatioun hu mir keng grouss Traditioun vu Referendumen a mir mussen eis eben aneschters organiséieren, wann e Referendum organiséiert gëtt. Mä déi Froe sinn tranchéiert. A fir dann nach engem hei de Reproche ze maachen, dass et just de But war, fir d'Land ze deelen oder eng Partei an den Eck ze drécken! Et war just, fir hei an der Gesellschaft ze wëssen, wat de Bierger wëllt. An de Bierger huet eng kloer Sprooch geschwat a mir respektéieren och dat, wat de Bierger mécht.

Mä fir dann op eng Kéier hei ze soen: Mir an déi 80% sinn do an deen Eck gedréckt ginn! Ech reklaméiere mech net, weder vun deenen 80% nach vun deenen 20%, Här President, ech wollt einfach, dass an där Fro d'Lëtzebuerger Vollek eng Entscheedung soll treffen. An ech wollt net probéieren, duerno e Benefiss vun deem engen oder vun deem anere Camp ze recuperéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Är Aussoe virum Referendum waren awer anerer.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hei ass och virdru gesot ginn,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Är Aussoe virum Referendum waren anerer.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …dach, ech muss Iech do ganz recht ginn, ech mengen, Här Kartheiser, ech muss Iech recht ginn.

(Interruption)

Jo, dat wierkt fir d'Opmierksamkeet hei am Sall.

(Hilarité)

Ech ginn Iech recht, Här Kartheiser, dass déi Propositioun vun der CSV, fir en zweet Parlament, oder eng zweet Chamber, oder wéi een et wëllt nennen, fir d'Auslänner ze maachen, net dat ass, wat ech, als Premierminister, an de Regierungsrot - ouni dass mer driwwer geschwat hunn -, géife proposéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat hu mer och net esou gesot, Här Bettel. Ech wëll Iech dat just kloer an däitlech soen. Detournéiert net dat, wat mer gesot hunn!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn der Meenung, dass mer et musse fäerdegbréngen, well hei ass gesot ginn,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Detournéiert net dat, wat mer gesot hunn!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …dass de CNE soll kënnen der Regierung Avisen zu den Texter schreiwen. Dat gëtt et scho laang. Also fir zwee fréier…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Majo selbstverständlech, dat gëtt et scho laang.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …Premier Conseilleren, wann Dir jo elo sot, dass dat schonn de Fall ass. An ech mengen, si hu scho regelméisseg Avise geschriwwen. Dowéinst ass dat näischt Neies.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ganz genau.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä wéi gesot, ze mengen, dass een de CNE soll renforcéieren, ass fir mech genau de Contraire vun deem, wat ech gär an dësem Land hätt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wéi dann?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass Divergenz. Ech hätt gär Konvergenz. Déi richteg Integratioun ass déi vun deem, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt a sech seet: „Mäin Zil ass, mech hei esou ze integréieren, dass ech gär de Lëtzebuerger Pass an der Täsch hätt.“

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da maacht elo emol Propositiounen, wéi Der dat wëllt maachen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wa mer scho vun Demokratie schwätzen: Mir wëlle keng Zwangsfusioune vu Gemengen. Dat soll och kloer hei gesot ginn. Mir wëllen dat net. Also Respekt fir de Ministère de l'Intérieur, mä et ass net an enger Administratioun, wou soll decidéiert ginn, wéi d'Land muer soll ausgesinn. Mir hunn eng Autonomie communale. Mir hu Leit, déi verschidden Traditiounen, verschidde Geschichten hunn, an dat soll een och respektéieren. Mir sollen als Regierung de Gemengen et schmackhaft maachen, fir Fusiounen ze maachen. Mir solle si encouragéieren, fir Fusiounen ze maachen. Mä ech hoffen,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass Iech jo gutt gelonge bis elo!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …dass och de President vum Syvicol, dee jo och bei Iech an der Partei ass, sech bewosst ass, wat Der do proposéiert hutt, an och mat senge Kolleegen am Syvicol wäert diskutéieren, fir wierklech ze kucken, ob dat dat ass, wat mer wëllen, dat heescht, vun haut op muer einfach bal 50 Gemengen hei am Land ze sträichen. Mir si géint Zwangsfusioune vu Gemengen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann ech vu Referendum schwätzen, an Dir hutt och vun engem Referendum geschwat, ech muss Iech ganz éierlech soen, Här President: Ee Referendum, wou am Fong elo schonn e bësse retropedaléiert gëtt, andeem gesot gëtt, dat kéint zum Beispill eng Majorité qualifiée sinn. Wéi, wat a wou? Et huet keen - an et soll keen et elo falsch huelen, ech si fréiere Buergermeeschter vun dëser Haaptstad - hei aus der Stad ze decidéieren, wat zu Wolz oder zu Esch geschitt. An et huet keen zu Wolz ze decidéieren, wat an der Stad oder zu Esch geschitt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gemengenautonomie heescht, dass d'Bierger och déi Decisioun solle selwer treffe kënnen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Organisatioun vum Territoire ass en nationale Problem.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hei ass och, wann ee vu Referendum schwätzt, Här President, an dat wëll ech just,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat hutt Dir awer proposéiert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …well ech perséinlech, Här President, well ech hei perséinlech attackéiert gi sinn. Ech sinn attackéiert ginn…

(Brouhaha)

…ech sinn attackéiert ginn, Här President.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Hei kritt herno jiddwereen d'Wuert, deen et freet, mä elo huet de Statsminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hu gëschter hei an de Mond geluecht kritt, dass ech gesot hätt,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann déi dote Positioun 1920 gewiescht wär, wär d'Stad Lëtzebuerg haut nach um Bockfiels.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann 1920 bei de Virgänger vun Iech souwuel als Statsminister wéi als Buergermeeschter vun der Stad, wéi d'Buergermeeschtere vun den Nopeschgemengen, vun Hollerech, vun Eech an aus dem Pafendall, déi dote Positioun gewiescht wier, da wär d'Stad Lëtzebuerg haut nach reduzéiert op de Bockfiels.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Dat ass richteg.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Wolter, Dir sidd jo am beschte placéiert, fir Lektiounen ze ginn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass einfach eng historesch Wourecht. Eng historesch Wourecht!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Dat ass en historesche Fakt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Oder sinn 1920 net och Fusioune gemaach ginn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wolter, och Dir, wann Dir d'Wuert gären hätt, frot Der Iech et.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just op ee Punkt agoen, well hei ass mir gëschter esou e bëssen e Wuert an de Mond geluecht ginn, wéi wann ech de Reproche gemaach hätt, dass déi Leit, déi bei engem Referendum net därselwechter Meenung ware wéi ech, domm wieren.

Ech wëll Iech just soen, Här President, dass ech Doudesmenacë kritt hunn. Ech hunn Doudesmenacë kritt an der Campagne vum Referendum! A wann ech da behaapten, dass een, deen eng Doudesmenace mécht bei engem Referendum, net grad deen Intelligentesten ass, behaapten ech mech haut nach eng Kéier: Dat war keng gescheit Ausso, an et war keng gescheit Schréft vun deem, deen dat geschriwwen huet. Ech hunn et deemools gesot an ech stinn haut nach ëmmer dozou.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, iwwert d'Gesellschaftspolitik ass vill geschwat ginn. Ech muss Iech soen: Jo, tatsächlech, fir déi eng war et eng Revolutioun. Ech muss Iech soen, fir mech perséinlech war et eng Evolutioun, mä et war eng Évolution nécessaire. Mir schreiwen 2018. A wann ech hei gesot kréien, et géif sech fir verschidde Leit just op d'Hochzäit, de Mariage pour tous oder op den Avortement oder vläicht op d'Trennung vu Kierch a Stat limitéieren, ass dat falsch, Här President.

D'Familljepolitik: Fir dass een d'Fraen encouragéiert, dass se net de Choix mussen treffen tëschent enger Aarbecht an enger Famill, ass Gesellschaftspolitik. Dass een an enger Schoul engem Jonken, egal wéi e Pass dass en huet, mam Multilinguismus, mam Lëtzebuergeschen, d'Chance gëtt, fir duerno an der Gesellschaft méi Chancen ze hunn, en Trampolin ze hunn, ass Gesellschaftspolitik. Dofir soll een ophalen ze mengen, dass d'Gesellschaftspolitik sech op zwee oder dräi Sujete géif limitéieren. Dat, wat ech gesot hu virun zwee Deeg, ass nach ëmmer richteg.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An all déi opgezielt, déi Der net gemaach hutt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Land ass haut anescht, Här President, an dat ass och gutt esou.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Här President, ech hat mech scho gemellt. Den Här Statsminister hat Iech och en Zeeche ginn, mä dat ass duerno iergendwéi am Eifer des Gefechtes verluer gaangen. Den Här Statsminister huet gesot, ganz oft géife Projete beim Statsrot hänken, dofir kéinte se net verabschit ginn. Ech kommen dann nach eng Kéier op meng Fro vu gëschter zréck, d'Kannergeldupassung. Dat, wat d'Regierung mat de Gewerkschaften ënnerschriwwen huet, do läit e Projet de loi vir. De Projet de loi ass un de Statsrot gaangen. Den Avis läit vir säit dem November 2016, dat ass elo iwwer annerhalleft Joer. Et ass awer näischt méi geschitt.

Wann een dann där Institutioun e Virworf mécht, dass et heiansdo net virugeet, da muss ee sech awer och d'Fro stellen, firwat dann elo scho säit iwwer 18 Méint den Avis vum Statsrot virläit, och wann d'Konklusioun engem vläicht net gefält, well de Statsrot seet, dee Projet wier vläicht superfetatoire. Da muss ee sech awer déi Fro stellen. Mä dann ass et net, fir heibannen ze soen, et géif net virugoen, dat géif heiansdo och um Statsrot leien.

Här Statsminister, dofir vläicht d'Äntwert vun Iech. Wat gedenkt d'Regierung mat deem Projet ze maachen, wou de Statsrot geliwwert huet a wou d'Chamber an och nach aner Leit drop waarden, wéi et endlech mat deem Projet virugeet?

An dann eng aner Remark. Dir hutt heibanne gesot, et wier ni eppes gesot ginn, fir d'CSV an den Eck ze drécke betreffend de Referendum. Also ech kann Iech just soen: Wéi et geheescht huet, dass mir bei deene véier Froen oder bei deenen Diskussiounen ëm déi Punkten do eng aner Meenung hätten an dass et jo awer nach ëmmer esou wier hei zu Lëtzebuerg, dass, wann ee gäre Verfassungssaachen ännert, een eng Zweedrëttelmajoritéit brauch, do hu Leit aus dëser Koalitioun, aus dëser Majoritéit gesot: „Ma wann d'CSV et net aneschters versteet, da wäerte mir hinnen et mat engem Referendum weisen!“

A fir elo ze soen, dat wier ni gesot gi vun de Majoritéitsparteien, Här Statsminister, dat ass net richteg. Dat ass vun de Majoritéitsparteie gesot ginn. „Da kréie si et op eng aner Method gewisen!“ An duerno ass dat geschitt. Just fir dat eng Kéier gesot ze hunn.

M. Eugène Berger *(DP).*- Wien, wou, wéini?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zwou Saachen. Also déi éischt Saach: Den Här Spautz seet, mir hätten hien an den Eck manövréiert. Ech wëll just soen, dass gëschter säi Parteipresident - neen, Dir sidd jo Parteipresident, mä dann de Spëtzekandidat - gesot huet, an hien huet selwer gesot: „80% a mir waren am selwechten Eck.“ Hien huet et gesot, ech hunn et net gesot, Här Parteipresident, Äre Spëtzekandidat huet dat gesot. Hien huet selwer gesot: „Mir waren an deemselwechten Eck wéi déi 80%.“ Also dowéinst, ech hunn et net gesot.

An déi zweet Saach ass: Hei sinn Texter, hei si spezifesch Froe gestallt ginn iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus, wou ech Iech soen, dass mer keen Avis vum Statsrot hunn. Mir hu ganz vill Avise vum Statsrot bei ganz villen Texter. A selbstverständlech, d'Chamber an d'Regierung organiséieren, och Dir, Ären Ordre du jour, wéi Dir et fir richteg fannt, an dat maache mer zesummen an der Conférence des Présidents, wann d'Texter prett sinn. Wann do nach Saache mussen diskutéiert ginn, da gëtt dat weidergemaach,…

(Hilarité)

…wa se prett sinn. Jo, mä Dir frot selwer Dialog, a wann een hei seet, et géif ee gären diskutéieren, da laacht Der. Ech weess net…

(Interruption)

Wéi ech jonken Deputéierte war, hate mer Proposition-de-loien, déi ware schonn zwanzeg Joer al, wann ech mech gutt erënnere kann, a mat Avis vum Statsrot et cetera, et cetera. Dowéinst, Här President, ech wier frou, wann een an der Oppositioun net alles géif schlechtrieden a mer och e bëssen Objektivitéit an dëser Chamber géife kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just vläicht zu deem Punkt, deen den Här Spautz ugeschwat huet vun der Upassung vun den Allocations familiales. Mir hunn e Bréif un d'Regierung gemaach, fir gewuer ze ginn, wat d'Intentioune sinn, an et wär gutt, wa mer och eng Äntwert doriwwer géife kréien. Just vläicht…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …en passant.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! Merci villmools. Da géif d'Wuert elo de Sozialminister kréien, den Här Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Et ass effektiv als Sozialminister, net als Sport- a Kooperatiounsminister, wou ech hei e puer Wierder wollt soen, well et mir awer virun allem als Sozialminister um Häerz läit. An engem Debat iwwert den État de la nation hunn ech schonn en Deel mat verfollegt, och en Deel kënne liesen, wou mir awer, ausser bei verschiddene Riedner, dee ganze soziale Volet gefeelt huet. An als Sozialminister laut ee vläicht heiansdo aneschters dorop, wéi wann ee generell a senge Ressorte schafft. Mä ech mengen, et ass mer éischtens wichteg, well eigentlech grad mir als Regierung et sinn, déi virun allem op europäeschem Niveau ëmmer drop drécken, datt mer dee ganze Volet, déi ganz Diskussioune ronderëm de Pilier social sollen héichhalen. Dat ass e ganz schwéiert Ënnerfangen, wat mer virun allem och gesi bei all eisen Entrevuen, déi mer zu Bréissel respektiv op informelle Conseilen hunn.

An ech hunn zesumme mam Nicolas Schmit wärend eiser Presidence agefouert, datt mer, wa mer de Budget kucken, net nëmmen dee finanzielle Volet kucken, mä och de sozialen Impakt vun all de Mesuren, déi an dësem Budget stinn. An dofir ass elo agefouert ginn - zënter eiser Presidence, no enger éischter Reunioun, déi mer hanner zouenen Diere gehalen hunn, ënner Sozialministeren an engem klenge Grupp -, datt all Kéiers dann, éier den ECOFIN, also d'Finanzministeren de Semestre européen kucken, en am Virfeld eng Kéier gekuckt gëtt vun dem EPSCO, de Sozial- an den Aarbechtsministeren. Dat ass en éischte Schratt an déi richteg Richtung.

An dofir ass et fir mech och ëmsou méi wichteg, datt een an dësem Debat - an ech ginn herno op eenzel Punkten an - dann net nëmme kuckt an all Kéiers d'Sécurité sociale an d'Spill brëngt, wann et drëms geet, ze weisen, wéi d'Situatioun vun der Administration publique ass, déi da selbstverständlech vill besser dosteet, well mer eben effektiv flott Solden aus deenen eenzelne Beräicher vun der Sécurité sociale hunn. An ech kommen dorop zréck.

Gewosst ass, och wa mer awer an der Administration centrale an der Tëschenzäit op ganz verstänneg Solde kommen, Här Wiseler, datt Dir awer ganz recht hutt mat Ärer Bemierkung, déi Dir gemaach hutt. Mä et ass mer awer wichteg, datt mer virun allem dëse Volet och eng Kéier ausdiskutéieren. An et goufe jo och eng Rei eenzel Punkten aus där ganzer Sozialpolitik erausgestrach, wou een och hei soll kloer Äntwerte ginn. Ech ginn herno an de Volete vun der Gesondheetskeess, der Fleegeversécherung a vun de Pensiounen dorobber an.

Ech wollt awer vläicht eng Kéier ufänken, datt, wéi ech 2013 dëse Ressort iwwerholl hu vu mengem Virgänger, Ärem jëtzege President, ganz schwiereg Situatioune waren, schwiereg finanziell Situatiounen an deenen eenzelne Keesen. Dat hat näischt mat mengem Virgänger ze dinn, mä dat hat virun allem domat ze dinn, datt et wichteg ass, datt déi Reformen, déi jo do geholl gi si bis 2013 - eng Gesondheetsreform, eng Pensiounsreform -, eréischt no 2013 gespillt hunn. An datt se gespillt hunn, gesi mer an deenen eenzelne Voleten.

An datt, niewent enger Konjunktur, déi elo wierklech gutt leeft a wou mer natierlech och duerch eng Création d'emplois besser Recetten hunn, mer an der Tëschenzäit an deenen zwee Volete Gesondheetskeess souwéi Pensiounskeess positiv Zuelen, richteg gutt positiv Zuele kënne schreiwen. A mer och an der Fleegeversécherung duerch eng Reform, déi jo scho vill am Virfeld kritiséiert gouf, elo nach kritiséiert gëtt, an der Tëschenzäit eng Perennitéit drabruecht hunn, déi déi nächst Joren och dës wäert ofsécheren.

Vläicht awer kuerz fir unzefänken zur Gesondheetskeess, wou mer, mengen ech, och politesch responsabel waren, zesumme mat de Sozialpartner, andeems mer eng positiv Situatioun, déi mer erëmfonnt hunn, mat Iwwerschëss, déi iwwert deem sinn, wat legal virgesinn ass, a wou mer hätte missen un d'Cotisatioune goen, fir déi erofzedrécken, gemeinsam an enger Quadripartite decidéiert hunn - a virun allem och an der Regierung decidéiert hunn -, datt mer net géifen un d'Cotisatioune goen, mä datt mer géife virun eis Reserven opbauen, fir dann, wa schwiereg Zäite géife kommen, kënnen dergéint virzegoen.

Mir hunn awer och op där anerer Säit Budgeten an der Gesondheetskeess opgestallt, déi engersäits all deenen neien Defie Rechnung droen. Dee ganze Plan hospitalier, déi nei Saachen, déi do nach kommen, fënnt een erëm. Et fënnt een de Kollektivvertrag am Spidolssecteur erëm. Et fënnt een eng ganz Rei vu Leeschtungen, déi och virun allem am Kader vum Plan hospitalier sinn, erëm, zum Beispill dee ganze Volet vum Finanzement vun deene véier IRMe fanne mer heiran zréck. An trotzdeem hu mer fir 2017 een Iwwerschoss vun 154 Milliounen, an d'Reserve ginn op 470 Milliounen erop.

Derniewent hu mer awer och decidéiert, fir een Deel vun deene Saachen de Leit zréckzeginn a Form vu Prestatiounen, déi mer nach zesummen an der Quadripartite decidéiert hunn. An dat war e Beräich vu plus ou moins 25 Milliounen. Een Deel dovunner goufen ëmgesat, déi konnte séier ëmgesat ginn iwwer Statutenännerungen. Een aneren Deel ass amgaangen ëmgesat ze ginn iwwer Ännerunge vun der Nomenclature respektiv och konkreten Akten, déi musse bäigefüügt ginn oder ersat ginn. Hei ass eng ganz Lëscht vun Ännerungen, déi decidéiert goufen an déi wäerte kommen; ech nennen der nëmmen e puer.

Engersäits alles dat, wat mer gemaach hunn am Beräich vun de Mesures socio-familiales, fir Familljen ze entlaaschten, all Remboursement zu 100% u Jugendlecher ënner 18 Joer, dee stattfënnt, alles dat ass schonn ëmgesat. Alles dat, wat ëmgesat ginn ass bei dem Beräich vun den Zänn, den zweeten Detartrage, d'Erofsetze vun de Protheese vu fofzéng op zwielef Joer. Anerer si mer de Moment nach amgaangen ze analyséieren, déi mussen an der Kommissioun Nomenclature decidéiert an diskutéiert ginn an duerno wäerten och si a Kraaft trieden. D'Auswäitung vun eenzelne Beräicher bei pathologeschen a chronesche Krankheeten, an hei als éischt Beispill dee ganze Volet vun der Diabetik, wou nei Prestatioune wäerte kommen.

Dann d'Modernisatioun vun de Standards de prise-en-chargen, virun allem a verschiddene Beräicher, sief et bei deem ganze Volet vum Lipom, deen och nei ugepaakt ginn ass, wou mer och besser Prestatioune wäerte maachen, fir och deem Beräich kënne besser entgéintzegoen, an an an. Dir gesitt, all déi Mesuren hunn een direkten Impakt op den Assuré a sinn eng Entlaaschtung fir d'Familljen, méi generell fir all d'Bierger dobaussen. A mir hunn awer net domadder all d'Keese geplëmmt, mir hu massiv Reserven opbruecht an derniewent nach fir 25 Milliounen nei direkt Prestatiounen un d'Leit viruginn.

Wichteg ass an deem dote Secteur och d'Ëmsetze vum Kollektivvertrag am Spidolssecteur, an ech verbannen heimat och de Secteur vun der Fleegeversécherung. Dat heescht, an dat soll een och vläicht eng Kéier rappeléieren, déi Honnerte Milliounen, déi dobaussen eigentlech am Ganzen, wann een iwwert d'Jore kuckt, investéiert ginn a richteg investéiert ginn, fir déi Aarbecht ze bezuelen, déi um Terrain vun deene Leit geleescht gëtt, ass dee richtege Wee gewiescht an ass och ee finanziellen Engagement, deen d'Regierung ginn huet an agehalen huet. Dat bedeit an der Moyenne eng Revalorisatioun vun der Carrière vun 10%, an dat, mengen ech, ass scho substanziell fir déi meeschte Leit, fir dat kënnen anzehalen.

Genausou, wéi mer déi heite Weeër gaange sinn am Beräich vun der Gesondheetskeess, wäerte mer och virufueren. A mir wäerten déi Diskussioun an deene leschte Méint vun dëser Koalitioun nach offensiv féieren, zesumme mat den anere Kolleegen aus der Regierung an hei virun allem a ville Beräicher zesumme mam Aarbechtsminister, wat de Volet vun den 52 Woche betrëfft, deen ugeschwat ginn ass.

Jo, et ass kee Konsens ënnert de Partner do gewiescht. Da muss ee politesch Responsabilitéit huelen an da muss ee soen: Dat heiten ass elo d'Solutioun, an dat ass och déi eenzeg Solutioun, déi de Moment geet, fir eng Verbesserung fir d'Leit, déi hei e massive Krankheetsproblem hunn, kënnen ze bréngen an der Optik, fir se virun an der Aarbechtswelt ze behalen. Well et si vill Leit, déi dat dote wëllen, trotz enger Krankheet och viru kënne sech anzebréngen. Mir wäerten do virun allem och déi progressiv Reprise du travail drunhänken, dat ass e wichtege Facteur: datt een no an no erëm kann an de Prozess zréckkommen, ouni doduerch dee ganze Status ze riskéiere respektiv säi Liewe respektiv och d'Krankheet erëm nei ausbriechen ze loossen.

Och d'Diskussioune ronderëm den Tiers payant généralisé - wa mer dann elo endlech eng Äntwert hu vun der AMMD - wäerte mer an der Kommissioun féieren. An duerno, wann déi Diskussioun gefouert ass, da musse mer och Konklusiounen huelen. An do musse mer Zeeche setzen, datt mer och hei endlech Dynamik an dëse Projet kréien, deen zënter Jorzéngten eng Iddi war, mä eigentlech ni konnt ëmgesat ginn.

Den zweete Volet ass dee vun de Pensiounen. D'Pensioune goufen hei ugeschwat. Si goufen eigentlech vu jiddwer Riedner ugeschwat- ausser dem Alex Bodry, deen ech héieren hunn, deen e puer Pisten hei opgezeechent huet, déi ee kënnt ernimmen, den Här Wiseler ass drop agaangen, den Här Gibéryen och liicht - a virun allem, virun allem gouf eng Analys gemaach an et gouf gekuckt: Jo, mir musse sécher eng Léisung fannen. Mir wëssen alleguerten, mengen ech, datt mer haut nach eng Situatioun hunn, wou eis Reserv - déi virgeschriwwe Reserv vun 1,5-mol de Montant vun den Dépenses annuelles - bis d'Joer 2035 ongeféier wäert reechen an datt mer dës Reserven ab 2043 epuiséiert hunn.

Haut si mer 2018, mä et ass awer richteg, datt d'Regierung d'Initiativ geholl huet, fir en Aarbechtsgrupp „Pensiounen" anzesetzen, zesumme mat de Chambre-professionnellen. Si sinn de Moment amgaangen, de Rapport zesummenzestellen, fir en da virunzeginn un d'Regierung an en duerno och an der Chamberskommissioun ze diskutéieren.

Mir mussen awer wëssen, datt mer hei eigentlech nëmme kënnen un zwee Rieder dréien. An ech kommen hei op deen ee Volet, wat d'Recettë betrëfft. Do ass eigentlech eng Ausso, déi e bëssen heiansdo erauszespiere war: „Jo, gutt, wann et net méi duergeet, da gi mer un d'Cotisatiounen erun, da regele mer et." Fir d'Depensen hunn ech eigentlech keng kloer Ausso héieren.

Eppes ass fir mech kloer: Déi Linn vun dëser Regierung war déi, datt mer op kee Fall géifen un den Niveau vun de Pensioune goen an op kee Fall och op eng Erhéijung vum Rentenalter. Mir hunn all Kéiers, an Dir konnt et noliese bei eise Recommandatiounen, déi mer op Bréissel geschéckt hunn, dorop gehalen. An et ass och e bëssen dat, wat den Alex Bodry hei gesot huet, datt mer viru probéieren, d'Leit esou laang wéi méiglech am Aarbechtsprozess ze behalen, andeem mer virun allem den Âge effectif an d'Luucht setzen, probéieren, deen an d'Luucht gesat ze kréie par rapport zum Âge légal.

An der Tëschenzäit si mer effektiv duerch eng Rei Mesuren, sief dat de Reclassement interne, sief dat virun allem och eng Rei vu Mesuren, déi konnte gemaach ginn a wou mer amgaange sinn, och drun ze schaffen, wat eng sougenannte Pension partielle betrëfft, wierklech och de Moment scho bei engem Alter ukomm vu plus ou moins 59 Joer, wann een déi eenzel Pensioune matenee vermëscht.

Mir weisen also, datt et effektiv méiglech ass, fir och an Zukunft ze kucken, d'Leit nach méi laang am Prozess ze halen, ouni datt een do u verschidden Dénger geet. Fir mech ass et op jidde Fall kloer an ech hunn och d'Ausso héiere vun dëser Regierung, datt mer an dësem Kader déi Analys maachen an datt duerno selbstverständlech all Partei sech zu de Pensioune soll och positionéieren.

Fir mech ass op jidde Fall kloer, datt meng Linn nach ëmmer déi war an an Zukunft wäert bleiwen, datt mer virun allem eis mussen domat befaassen, fir ze kucken, d'Leit, soulaang se kënnen aktiv sinn, och effektiv dran ze behalen, an den Âge effectif méi no un den Âge légal ze bréngen an datt mer effektiv hannendrun dann ëm d'Recettë kënnen eis Diskussioun féieren: Wat si Cotisatiounserhéijunge respektiv wat sinn nei Cotisantë vläicht an dësem System, déi kënne kommen?

Mir sollen op jidde Fall net de Feeler maachen a Renten an dësem Land kierzen, och wa mer wëssen - ech hu schonn de Moien den „Morgenmagazin" ganz fréi gekuckt, well ech deen all Kéiers kucken -, datt an Däitschland d'Debatt elo leeft, datt beim Ënnerscheed tëschent deem, wat ee verdéngt huet, an dann der Pensioun probéiert gëtt, op e Prozentsaz elo vun 48% ze kommen, vun dëser Regierung. Mir leie bei 88% vun Ersatz vun deem, wat mer verdéngen. Dat ass enorm, mä dat ass och gutt esou. An ech mengen, et ass och ee vun deene wichtege Facteuren, déi mer hunn, fir niewent dem Working Poor virun allem och den „Pension Poor" ze evitéieren.

Ech mengen also, datt mer hei selbstverständlech an deenen nächste Joren eis Responsabilitéite mussen iwwerhuelen. Mä ech mengen, mir hunn Zäit, fir dat ze maachen, a mir sollen dat an aller Rou analyséieren, fir déi richteg Entscheedunge fir d'Leit, fir d'Pensionären hannendrun och ze hunn.

Zum Ofschloss dann nach dee ganze Volet Reform vun der Fleegeversécherung, déi den 1. Januar 2018 a Kraaft getrueden ass. An ech muss soen, eng Fleegeversécherungsreform, vun där eigentlech ganz schnell Analysen, Bilane gemaach goufen, zwou Wochen, nodeem se eigentlech a Kraaft war.

An ech referéiere mech e bëssen an zu Recht och op d'Octavie Modert, dat eng Kéier an enger Debatt iwwert den Accord salarial gesot huet, an zu Recht gesot huet, muss ech soen, duerfir referéieren ech mech och drop, datt ee kee Bilan elo schonn no dräi Joer oder manner wéi dräi Joer mécht. Hei gouf e Bilan gemaach no zwou Wochen! Dat kann een net maachen. Et waren iwwerhaapt nach keng Vergläicher do. Et waren emol nach keng nei Evaluatioune gemaach, et waren nach keng Facturatiounen dobaussen.

Ech hu mech awer ewell am Virfeld, a genau de 14. Dezember, zesummegesat mat deenen eenzelne Partner, mat der COPAS a mat de Gewerkschaften, fir ze soen, datt mer no dräi Méint géifen eng Analys vun der Situatioun maachen. An dann, wa mer géife feststellen, datt effektiv Verschlechterungen am System wären, hunn ech deemools scho gesot, datt ech selbstverständlech direkt bereet sinn, Ännerungen ze maachen, sief dat reglementärer an, wann et gesetzlecher musse sinn, da maache mer gesetzlecher.

Well dës Fleegeversécherungsreform war op kee Fall geduecht an ass och net geduecht, fir Verschlechterunge fir déi eenzel fleegebedierfteg Persounen ze maachen! Et goung drëm, Qualitéit an de System eranzebréngen, Flexibilitéit eranzebréngen, Perennitéit an de System ze bréngen. Alles dat ass hautdesdaags garantéiert. An ech wäert mech de 7. Mee zesummesetze mat deenen dräi Partner, fir genau déi do Analys ze maachen op den Zuelen, déi mer elo hunn no dräi Méint vum 1. Januar bis den 31. Mäerz, op deenen neien Evaluatiounen, déi gemaach goufen, fir ze weisen: Wat hat et virdrun am System bruecht, wat huet et elo bruecht a wat sinn d'Ënnerscheeder? Mir vergläichen also Äppel mat Äppel.

A wann dobäi erauskënnt, datt souwuel am Domicile wéi am Etablissement Ännerunge musse gemaach ginn, majo da maache mer déi, da maache mer déi schnell. An esou, wéi ech d'Chamber hei verstinn, kann dat och, och wann dat gesetzlecher sinn, relativ schnell goen, well jiddwereen ass d'accord domadder, datt mer déi Ännerunge solle maachen, wa se musse gemaach ginn.

Zuelen, déi ech eng éischte Kéier konnt liesen, sinn déi, datt keng massiv Ännerunge musse

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

gemaach ginn. Et musse vläicht verschidde Saache kloergestallt ginn. Dat halen ech gutt. Dat ass mat Sécherheet och schnell ze maachen.

An ee Volet, deen hei ugeschwat ginn ass, war jo eigentlech dee grousse Scoop vun där Reform - ob ee se elo Course-sortie genannt huet oder Course-poursuite oder, wéi se eigentlech richteg geheescht hunn, Course administrative, ass eigentlech egal -, well all Partner, beim Brainstorming, deen ech am Virfeld vun där Fleegeversécherung gemaach hunn, waren eigentlech der Meenung, datt se soll, ech soen elo net grad, ofgeschaaft ginn, mä op jidde Fall eng massiv Ännerung kréien an eigentlech erëm eng Richtung kréien, datt se soll dozou féieren, datt d'Leit virun hir Autonomie behalen, datt se keng sozial Ausgrenzung aus der Gesellschaft solle behalen.

An dat hu mer geännert. Mir hu Qualitéit drabruecht. Mir hunn drabruecht, datt mer virun allem, d'Prioritéit Nummer 1, d'Leit sollen zesummebréngen, datt mer eben a Gruppe schaffen, wann d'Leit dat wëllen. Wann d'Leit dat net wëllen, da selbstverständlech musse se et net maachen, mä et ass eng Méiglechkeet, fir et ze maachen. A mir hunn och ganz kloer gesot, datt all déi individuell Saachen, déi se gemaach hu virdrun an de Courses administratives - nennen ech se dann esou, fir mech och net ze verschwätzen -, an de Course-administrativen, wéi Akafegoen, wéi an d'Apdikt goen, wéi an d'Bank goen, datt se dat och elo nach kënne maachen. Wa se et wëlle maachen, solle se hire Prestataire dovun informéieren, datt se déi Gruppen eben ëmänneren an individuell Stonnen. Dat ass méiglech.

An d'CNS huet net méi spéit wéi virun engem gudde Mount déi eenzel Prestatairen informéiert, datt an Tëschenzäit dat soll gemaach ginn an datt dat och esou ze interpretéieren ass. Ech muss soen, datt déi éischt Reseauen och ufänken, dat do ze applizéieren, an datt deen do Problem misst aus der Welt geschaaft ginn, zu Recht aus der Welt geschaaft ginn.

Ech halen awer nach drop, datt d'Prioritéit vum aktive Schaffe mat de Leit och ee Wëlle war an datt deen och viru soll verfollegt ginn, well eng Isolatioun, eng eenzel Isolatioun kann et net sinn. An et mierkt een ëmmer erëm méi, dann, wa Leit zesumme kënnen eppes organiséieren, dat ass dee richtegen Effet, fir och viru kënnen hire Gesondheetszoustand ze stabiliséiere respektiv ze verbesseren.

Den Här Spautz huet zu Recht gesot, datt ech an der Chamberskommissioun gesot hunn, ech kéim Enn Abrëll an d'Kommissioun, fir e Rapport ze maachen, e Bilan ze maachen. Et ass awer esou, datt ech deen Datum eigentlech ofgesot hunn, a menger ganzer Logik, well ech no Ouschterdag, nom hallwen Abrëll also wollt fir d'Éischt d'Partner gesinn, fir mat hinnen och den Echange ze maachen, wéi effektiv déi Donéeë kéimen, an duerno dann d'Chamberskommissioun wollt informéieren. Dat geet net drëm, datt ech ee prioritär wëll behandelen, mä ech mengen, mir hunn déi ganz Reform ausgeschafft mat de Partner, mat der COPAS, mat de Gewerkschaften, fir och eng Reform ze kréien. An et ass fir mech och evident, datt een e Bilan muss fir d'Éischt mat deenen diskutéieren, déi um Terrain schaffen an déi eis och vläicht nach kënnen een Input ginn, wéi mer d'Chamber sollen informéieren.

A soubal ech de 7. Mee déi Reunioun mat de Partner hunn, wäert ech och d'Chamberskommissioun informéieren iwwert déi Resultater, déi dobäi erauskoume respektiv och déi Konklusiounen, déi mer do zesummen da vläicht kënnen huelen, fir deen heite Punkt aus de Féiss ze kréien, an dann eis ze orientéieren hin zu enger Fleegeversécherung an Diskussiounen, déi ganz kloer geziilt waren, fir eng Verbesserung ze bréngen, méi Qualitéit dran, méi Flexibilitéit an eng Perennitéit vum System. Dat si wichteg Facteuren, déi ech mer erlaben, hei nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Als Nächsten huet d'Wuert den Innenminister respektiv Fonction-publiques-Minister Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Erlaabt mer, och kuerz nach eng Kéier op déi Thematik anzegoe vun enger Reduktioun vun der Zuel vun de Gemengen, well dat, mengen ech, eng vun deenen Diskussiounen ass, déi eis alleguerte bewegen a wou et kloer ass, dass déi politesch Positioune vu jiddwerengem dann och kloergestallt musse ginn.

Ech wéilt soen, dass ech zum Thema Zwangsfusiounen am Fong elo näischt méi brauch ze soen, well déi Aussoe vum Premier, mengen ech, esou kloer waren, wéi ee se méi kloer net ka maachen, an duerfir vu menger Säit aus e ganz grousse Merci. Mä ech mengen awer kënnen ze soen, dass déi dote Fro vun alle Regierungsparteie gedeelt gëtt an dass mer do alleguerte ganz kloer op enger Linn sinn. An et wär vläicht wichteg, dass mer an deem weidere Prozess vun der Diskussioun iwwert d'Reduktioun vun der Zuel vun de Gemengen och nach méi e grousse parteipolitesche Konsens fanne géifen iwwert de Wee, wéi mer dohinner kommen.

Ech muss awer soen, Här President, ech war e bësse schockéiert iwwert dat Beispill vum Zesummekommen oder der Fusioun vun der Stad Lëtzebuerg vun 1920. Ech mengen, dass déi Method am Joer 2018 op jidde Fall net méi ka fonctionnéieren, well se ganz einfach ënnerschléit, dass mer 1986 eng Charte de l'autonomie communale kritt hunn, déi mer als éischt Land an Europa ratifizéiert hunn, wou mer ëmmer ganz houfreg drop waren an déi genau déi dote Prozedur ënnerseet an domadder och onméiglech mécht.

Wa mer dat géife maachen, da géife mer deen internationalen Traité verletzen. A mir wëssen alleguerten, wéi eng Wichtegkeet déi international Traitéen an eiser Hiérarchie des normes hunn. Mir géifen also hei praktesch och eng Verletzung vun eiser Constitutioun maachen. Deen do Virschlag ass fir eis net gangbar an duerfir och, mengen ech, net méi weider ze diskutéieren.

Ech wollt nach vläicht ee Wuert soen, well dat awer och wichteg ass, iwwert d'Form, wéi mer eng Kéier kënnen dohinner kommen, a firwat dass onser Meenung no den nationale Referendum net déi richteg Approche ass. Mir sinn der Meenung, dass, wa mer esou en nationale Referendum géife maachen, d'Gefor ganz grouss wär, dass eng Bevëlkerungsmajoritéit aus dem Zentrum an aus dem Süde vum Land géif driwwer decidéieren, wéi déi am Osten an am Norden, well et geet haaptsächlech ëm déi Gemengen, missten zesummeliewen.

Dat huet onser Meenung no relativ wéineg mat Demokratie ze dinn, mä vill méi mat Bevirmondung vum städtesche Raum vis-à-vis vum ländleche Raum, an ass duerfir fir eis inakzeptabel.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech wëll awer nach eng Kéier ganz kloer soen, dass mer eis am Zil eens sinn. Mir musse probéieren, manner Gemengen ze kréien. Mir mussen och virun allem probéieren, an Zukunft nëmme méi Gemengen ze hunn, déi e Mindeststandard u Leit hunn, also eng Mindestzuel u Leit hunn. Mir sinn eis am Moment an der Method nach net eens, wéi mer dohinner kommen. Duerfir gëtt et en Diskussiounsbedarf, dat ginn ech ganz gären zou. A mir sollte probéieren, do eenheetlech Léisungen als Politik ze detektéieren, déi mer och herno op eng demokratesch Aart a Weis dem Vollek kënnen erklären.

Fusiounen - fir eis ass dat kloer - kënnen nëmme mam Accord vun deene Leit geschéien, déi dovunner betraff sinn. Duerfir brauche mer och net ze waarden, dass d'Chamberwahlen eriwwer sinn, mä mir sollten de Moment elo notzen, elo, wou d'Gemengewahle kuerz eriwwer sinn, wou déi nei Gemengeréit, déi nei Schäfferéit en place sinn, wou also nei Leit zum Deel um Pouvoir sinn, fir ze probéieren auszeloten, wat auszeloten ass, ze kucken: Wou ass eng Fusioun méiglech an nächster Zukunft a wou ass keng méiglech?

An ech wëll och nach eng Kéier hei betounen, dass ech dat net kann eleng als Minister maachen, mä dass ech do ganz frou wär, wann ech de Syvicol mat am Boot hätt. D'Fro, wéi de Syvicol sech zur Positioun vun der CSV, der aktueller Positioun vun der CSV - well ech nach ëmmer gudder Hoffnung sinn, dass mer do eng Kéier e Konsens fannen - wäert stellen, ass och ganz interessant, wann ee jo weess, dass ënnerhalb vum Syvicol awer eng Majoritéit vun CSV-Mandatären am Moment am Comité sinn. Mä, wéi gesot, dat ass eppes, wat ech mat hinne wäert bilateral klären, an dann d'Hoffnung net opginn, dass ech zesumme mam Syvicol den Tour vun de Gemenge ka maachen, fir dann erauszefannen, wou eppes ze maachen ass a wat net ze maachen ass.

E kuerzt Wuert nach vläicht zur Chambre des élus locaux, déi jo och hei erëm eng Kéier an d'Gespréich bruecht ginn ass. Ech mengen, och dat ass keng nei Propositioun. Si läit scho méi laang um Dësch.

Ech wëll och soen, dass ech mech net hei prinzipiell a kategoresch géint d'Aféierung vun esou enger Chamber wäert wieren. Mä ech mengen awer och, an deem Kontext eng Rei Froen dierfen ze stellen. Mir maache jo net eng Chamber, fir eng Chamber ze maachen an e puer Leit e Posten zouzespriechen, fir dass se da roueg sinn, mä wann esou eng Chamber kënnt, da musse mer eis natierlech eng Rei Froe stellen: Iwwer wat deliberéiert déi Chamber iwwerhaapt? Wat geschitt mat hiren Deliberatiounen? Gi se an en Tirang gehäit? Oder huet et konkret Repercussiounen, wat an där Chamber diskutéiert respektiv decidéiert gëtt?

Une voix.- Ganz richteg!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Komme mer an en däitsche Modell eran, wou mer e Vermëttlungsausschuss hunn, wann dëst héicht Haus an déi nei ze schafend Chamber sech eventuell net eens sinn? Hunn déi Deliberatioune vun där Chamber mindestens deen nämlechten Effet wéi eng Opposition formelle vun engem Statsrot? A wa mer dat alles beäntwert hunn, wéi eng Roll spillt de Statsrot dann nach eng Kéier an deem legislative Prozess? A riskéiere mer net duerch d'Schafung vun enger zousätzlecher Chamber dee legislative Prozess nach méi komplizéiert ze maachen, wat à l'encontre wär vun enger Simplification administrative?

Hei sinn also menger Meenung no just e puer Froen, mat deene mer eis am Kader vun deem dote Virschlag musse seriö ausenanersetzen. Ech mengen, esou einfach, wéi dat bis elo duergestallt ginn ass, ass et mat Sécherheet net.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zu zwee Punkte Stellung huelen, déi vum Statsminister an och elo vum Innenminister opgeworf gi sinn an där leschter hallwer Stonn, well ech der Meenung sinn, dass esou einfach, wéi de Statsminister et sech mécht an der Fro vum Referendum, d'Welt awer net ass. A well een d'Geschicht awer och net iergendwann eng Kéier kann op d'Kopp setzen.

De Referendum an d'Responsabilitéit vum Referendum virun der Geschicht leien an den Ae vun der CSV eendeiteg bei dëser Majoritéit. D'Aart a Weis, wéi de Referendum zustane komm ass, d'Froen, wéi se gestallt gi sinn, sinn an engem net demokratesche Prozess zustane komm, am stillen Kämmerlein vun enger neier Majoritéit.

Déi véier Froen, déi erausgesicht gi sinn, ware véier bewosst Froen, à l'exclusion vun anere Froen, déi een och hätt kënne stellen; an ech kommen a mengem zweeten Deel dorobber zréck. Et hätt een näämlech de Leit och zum Beispill zum Prinzip vun enger Gemengefusioun kënnen d'Fro stellen, wat eng ganz seriö, och verfassungsrechtlech relevant Fro ass. Déi Fro ass net gestallt ginn, well dat verschidde Leit net arrangéiert huet.

D'Froe si bewosst erausgewielt ginn, bewosst erausgewielt im stillen Kämmerlein vun e puer Leit, fir op Froen, wou ee wéisst, dass een eng verfassungsméisseg Responsabilitéit huet an eng verfassungsméisseg Majoritéit brauch, der CSV eigentlech hire verfassungsméissege Rang ewechzehuelen, andeem een iwwer e Referendum, wou ee fir e positive Vott 50,01% brauch, eigentlech d'Méiglechkeet vun der CSV, déi se verfassungsrechtlech, wéi aner Parteien iwwregens och, säit iwwer 150, 160 Joer huet, ewechhëlt.

Dass eng véiert Fro net gestallt ginn ass, ass och net demokratesch diskutéiert oder decidéiert ginn, war och de l'effet du prince, no enger Verhandlung, déi op anere Plaze gefouert ginn ass.

Ech erënnere mech un Aussoe vum Här Braz, deen d'Chamber hei gefrot huet an enger Debatt, also d'CSV gefrot huet am Kader vun enger Debatt hei an der Chamber, wat dann d'Positioun wier, wa 50,01% vun de Lëtzebuerger beim Referendum géife Jo stëmmen. Eleng d'Aart a Weis, wéi en déi Fro gestallt huet, weist jo kloer an däitlech, wat d'Finalitéit vun deem Referendum war! Elo heihinnerzekommen an ze soen, et wär eigentlech nëmmen e Versuchsballon gewiescht an et hätt ee vun de Leit zu verschiddene Froen eng Meenung wëlle kréien, entsprécht absolutt historesch net der Aart a Weis, wéi dee Referendum zustane komm ass.

Zur Fusioun, wat keng Zwangsfusioun ass! D'Propositioun vun der CSV ass alles - alles! -, mä net eng Propositioun vun enger Zwangsfusioun,…

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...well et eis och bewosst ass selbstverständlech, dass déi Fusiounen, wéi se fréier emol gemaach gi sinn, net méi esou kënne gemaach ginn. D'ailleurs, och schonn ënner CSV-Ministere sinn all Fusiounen, déi säit Enn der 90er Jore gemaach gi sinn, selbstverständlech engem Referendum ënnerluecht ginn, engem Referendum vun de Leit, déi hu missen zoustëmmen, a wou, wa se net zougestëmmt hunn, et net zur Fusioun komm ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Den Här Kersch mécht an där Aart a Weis…, Här President, den Här Minister mécht an där Aart a Weis, wéi en hei d'Froestellung nees gemaach huet, bewosst d'Vermëschung tëschent der Form an dem Inhalt. D'Ausso, déi ech virdrun an engem Tëscheruff gemaach hunn, dass, wann d'Leit deemools 1920 déiselwecht Reflexer gehat hätten, wéi verschidde Leit se haut an der Chamber hunn, notamment de Statsminister vun haut, fréiere Buergermeeschter vun haut, et zu der Fusioun vun 1920 net komm wier, dat war keng Ausso, fir ze soen, d'Aart a Weis, wéi d'Fusioun vun 1920 zustane komm ass, misst haut och op déi Aart a Weis weidergoen!

Dat war just eng Ausso, fir ze soen, dass scho virun honnert Joer d'Leit sech Froen iwwer Landesplanung, iwwert d'Organisatioun vum Land gestallt hunn, a Leit op eng aner Aart a Weis deemools iwwer Gesetz an awer och, nodeems se, huelen ech un, sech eng Rei Froe gestallt hunn, sech d'Fro gestallt hunn: Kann eng Stad, déi sech quasi op de Bockfiels an den Zentrum vun der Stad reduzéiert, kann déi d'Roll als Haaptstad an Zukunft féieren?

D'Äntwert vun deene Leit deemools war Neen. An dofir sinn d'Gemengen Hamm a Rollengergronn an Eech an Hollerech zesumme bei d'Stad geschloe ginn. An d'Fro, déi ech mer gestallt hunn,…

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Jo, jo, 1867, Madamm Polfer, 1867!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Neen, dunn ass den Traité ugeholl ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Du gouf den Traité ugeholl!

(Interruptions par M. Xavier Bettel et Mme Lydie Polfer)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, iwwert d'Geschicht vum Land ënnerhalen ech mech ganz gär mat jiddwerengem.

M. André Bauler *(DP).*- D'Festung ass méi spéit ofgedroe ginn.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An d'Festung ass bis Enn 19. Jorhonnert ofgedroe ginn.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Innerhalb vu fënnef Minutten. Neen, Dir hutt keng Riedezäit méi. Den Debat ass ofgeschloss an et ass Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass natierlech komplizéiert,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …wa Ministeren nei Debatten ufänken a Froe stellen, wéi den Här Kersch,…

(Interruption par M. Xavier Bettel)

…den Här Kersch huet jo Froe gestallt, dass een net kann dorobber äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, ech applizéieren d'Reglement, Här Wolter. Ech mengen, Dir sidd och menger Meenung, dass ech net à la tête du client kann d'Reglement applizéieren.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech si ganz Ärer Meenung.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Dir sidd vun 1920 op 1867 zréckgaangen. Wou haalt Der op am Zréckgoen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann natierlech Zwëschebemierkunge kommen, da kann ech déi net der Riedezäit vum Här Wolter urechnen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- D'Propositioun vun der CSV ass eng Propositioun, déi net nei ass an déi sech kloer an däitlech an d'Diskussioun iwwert d'Landesplanung areit, näämlech d'Fro: Wéi musse mer eist Land organiséieren, fir den Erfuerdernisse vun haut entgéintzegoen?

An dat, dat wollt ech dem Kolleeg vun der DP dohannen an der zweeter Rei soen, ass eigentlech d'Bréck zu 1920. Well d'Leit hu sech 1920 déiselwecht Froe gestallt!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- A mir sinn der Meenung, dass ee sech se nees muss stellen. An d'Fro vum Duebelmandat, déi och eng Fro ass, d'Fro vun der Chambre des élus locaux, ass eigentlech e Versuch, eng Äntwert ze ginn, fir ze kucken, an enger Welt, wou mer 60 Deputéieren, 60 Buergermeeschter sinn, dat war eigentlech den Ausgangspunkt vun der Diskussioun, ob dat 63 oder 64 oder 58 ass, dat ass eigentlech irrelevant, d'Fro ass: Si mer bereet, déi Diskussioun ze féieren? An d'Fro ass: Si mer wierklech bereet, net nëmmen an eise Wahlprogrammer, mä och an der Realitéit d'Duebelmandat ofzeschafen?

Do ass d'Propositioun vun der CSV eng méiglech Äntwert an eng Diskussiounsbasis, fir ze kucken, dass mer dat fäerdegbréngen. D'Fro vun der Chambre des élus locaux ass eng Äntwert drop, fir sech ze soen: Wann d'Kompetenz vum Gemengesecteur aus der Chamber géif verschwannen, doduerch, dass mer d'Duebelmandat ofschafen, wéi brénge mer et fäerdeg, dass déi Kompetenz awer am legislative Prozess nach bleift?

An d'Froen, déi den Här Kersch gestallt huet, déi si richteg. Mä déi stelle sech awer eréischt an engem Moment, wou een iwwerhaapt bereet ass, iwwert déi Fro ze diskutéieren!

(Interruptions)

A wann ee bereet ass, iwwert déi Fro ze diskutéieren, da muss ee selbstverständlech Äntwerte fannen, fir ze soen: Gi mer där Chambre des élus locaux legislative Pouvoir a gewëssenen Deeler? Gi mer hir e Pouvoir wéi bei engem Statsrot oder gi mer hir eng aner Form? Sou wäit si mer…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst zur Konklusioun kommen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Sou wäit si mer awer leider nach net komm. A fir ze soen, et wär just eng Diskussioun vum Osten a vum Norden, ech kommen dann dorobber, firwat dass mer der Meenung sinn, dass et en nationale Referendum soll sinn. Et sinn och Gemengen aus dem Süden an aus dem Zentrum betraff!

Huelt just de Briddel, d'Gemeng Koplescht, wou d'Demande kloer an däitlech ass, fir an en anere Bezierk ze komme souguer! Och dat ass fir eis eng Fro, déi an esou engem Referendum misst mat tangéiert ginn, d'Fro vun der Zuel, mä d'Fro awer och vun der Appartenance vun deenen eenzelne Gemengen.

(Brouhaha général)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Wolter, do ass et jo genau ëmgedréit! Déi wëlle keng Fusioun, mä déi wëllen eng Segregatioun.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Doraus ergëtt sech d'Fro vun engem nationale Referendum, deen een awer selbstverständlech verhandele muss! Et muss ee kucken, et kann een en nationale Referendum maachen, deen eng national, oder muss ee kucken, dass een och gewësse Majoritéiten…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wolter, kommt zur Konklusioun elo, wann ech gelift!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...um Niveau vun deenen eenzelne Gemenge muss hunn.

Fir awer ze mengen, an dat ass da meng Konklusioun, Här President, et kéint een eng nei Kaart zeechnen an et misst ee waarden, bis déi allerlescht Gemeng, egal a wat fir engem Bezierk se ass, domadder d'accord ass, bréngt an eisen Ae mat sech, dass een zu kenger Solutioun kënnt. An doraus ergëtt sech eis Fuerderung, fir en nationale Referendum ze maachen, quitte dass een e regional a lokal deklinéiert.

Merci.

(Brouhaha et interruptions)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- An elo ass et erëm anescht! Elo ass et erëm anescht! Domadder, mat deem, wat den Här Wolter elo gesot huet, huet e säin eegene Virschlag ersoff, de Fësch am Waasser ersoff.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry freet Parole après ministre.

Ech wëll awer, well den Här Premierminister elo wëllt de Premierminister vun Tunesien empfänke goen, ëm Versteesdemech vun der Chamber bieden, dass en eis elo verléisst.

Une voix.- Très bien!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry huet Parole après ministre gefrot.

M. Alexander Krieps *(DP).*- An ech och!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- E Wuert just opgrond vun där Debatt, déi mer elo haten, opgrond vun den Interventiounen och a vun der Äntwert vun de Regierungsmemberen,…

M. Alexander Krieps *(DP).*- …an der zweeter Rei.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll just eent kloerstellen, dat ass, dass déi Froe vum Referendum diskutéiert gi sinn, dass e Bréif gaangen ass u sämtlech Fraktiounen, u sämtlech Parteien hei am Parlament, fir Virschléi ze maachen, wat fir eng Froen an deem Referendum sollte behandelt ginn. An d'CSV huet nee gesot. Si huet net een eenzege Virschlag gemaach, fir am Referendum ze behalen.

Une voix.- Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, et soll een déi historesch Wourechten hei kloerstellen.

Déi véiert Fro, déi ugeduecht war, déi och ausformuléiert scho war, déi huet gehandelt iwwert d'Ofschafung vum Artikel, wat d'Bezuele vun de Gehälter a vun de Pensioune vun de Kierchendénger ugeet. Doduerjer, dass en Accord vun alle Parteien do war, mat Ausnam vun der ADR, fir op deen dote Wee ze goen, an d'Kierche selwer domadder averstane waren, dass dat do sollt aus der Constitutioun verschwannen, war keng Necessitéit méi, an enger Fro, déi esou eng breet Zoustëmmung hat, och nach e Referendum ze maachen. Dat zu där doter Erklärung.

Zweetens wëll ech soen, dass, wa mer iwwert d'territorial Reform schwätzen, ech kucken, wat hei behaapt ginn ass, ech liesen den CSV-Wahlprogramm vun 2013, ech liesen den Zwielefpunkteprogramm bei der Kréinungsmass vum Här Wiseler, do steet ganz kloer dran, dass Der wëlles hätt, déi Kaart vun de Gemengen nei ze zeechnen an iwwert déi Kaart soll et en nationale Referendum ginn.

(Interruptions)

Näischt mat deklinéieren, lokal, regional. Dat gëtt et guer net! Entweder du hues en nationale Referendum, da stëmmt jiddwereen driwwer of, oder du hues e lokale Referendum.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass en Deel! Neen, neen, neen. Dat ass en Deel vun der Diskussioun, déi mer gär féieren.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn iwwerhaapt kee Sträit mat Iech, ech hu just gesot, dass, wann ee Parole après ministre freet, ee fënnef Minutten huet an net aacht.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hu Parole après ministre gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma ech och.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt Parole après ministre gemaach! Dir hutt Parole après ministre gemaach, well Der soss d'Wuert iwwerhaapt net kritt hätt!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech ginn op dat an, wat den Här Kersch gesot huet iwwert de Referendum! Ech ginn dem Här Kersch recht. Dir hutt onrecht.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Just mat der CSV hutt Der Iech ausenanergesat.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Liest Är eegen Texter!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hu mäin Text gelies. Ech hunn e selwer geschriwwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Krieps huet d'Wuert. An da bieden ech Iech, Iech erëm ze berouegen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dann hutt Der hei eppes aneres verzielt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir refuséiert eng Diskussioun hei matzemaachen, déi wichteg ass.

(Coups de cloche de la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech hoffe jo, dass Der net vun Honger jäizt.

(Hilarité générale)

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech falen net aus der Rei.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Krieps huet d'Wuert.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Här President, ech schwätzen hei net als Fait personnel oder Parole après ministre an ech…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma da kritt Der d'Wuert net.

(Hilarité générale)

Et deet mer leed, Här Krieps, da setzt Iech erëm!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech wäert och net, Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Dir musst awer wëssen, wat Der frot.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Neen, ech weess, wat ech soen, net froen.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Här Deputéierte Krieps, a wat fir enger Prozedur si mer?

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech sinn ugesprach ginn als de Kolleeg aus der zweeter Rei. An ech wollt mäi Frënd aus der éischter Rei, den Här Wolter, awer drun erënneren, well e geschwat huet vun der Kompatibilitéit vun de Mandater, dass ech 1999 direkt an dat hei Parlament gewielt gi sinn an deen Eenzegen heibanne vu 60 war, deen net an enger Gemeng souz, deen Allereenzegen! Dir kënnt et kontrolléieren. Deen Zweete war mäi Frënd Niki Bettendorf, deen 2002 als Buergermeeschter zu Bartreng demissionéiert huet. Just fir den historesche Kontext vun den duebele Mandater. An ech ginn elo net bis d'Melusina zréck, 963.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Ech ginn also dovun aus, dass et e Fait personnel war,...

(Hilarité et brouhaha)

...soss misste mer et aus dem Compte rendu sträichen. Dat maache mer awer net.

Dat gesot,…

(Interruption par M. Michel Wolter)

Hutt Der eppes ze soen, Här Wolter?

M. Alex Bodry *(CSV).*- Deen douewen, ass dat eise President, Här Wolter? Deen douewen! E bësse besser Manéieren, wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo!

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Mir sinn um Enn vun den Diskussiounen ukomm. A fir dass d'Gemidder sech e bësse berouegen: Et hunn nach esou niewebäi eng Rei vun eis eng Bureaussëtzung am Sall Nummer 3.

Merci! D'Sëtzung ass heimat opgehuewen a mir fänken um zwou Auer erëm un.

(Fin de la séance publique à 12.14 heures)

Sommaire des séances publiques nos 33, 34 et 35

33e séance

Ouverture de la séance publique p. 438

Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR) p. 438-440

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)

- Débat général p. 440-449

34e séance

Ouverture de la séance publique p. 449

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat général (suite) p. 449-459

Ordre du jour p. 459

Changement de composition d'une commission p. 459

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat général (suite) p. 459-460
- Prise de position du Gouvernement p. 460-461
- Débat sectoriel sur le volet «Économie et compétitivité» p. 461-467
- Prise de position du Gouvernement p. 467-468

35e séance

Ouverture de la séance publique p. 468

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat sectoriel sur le volet «Cohésion sociale et Bien-être» p. 468-473
- Débat sectoriel sur le volet «Institutions et Réforme de l'État» p. 473-476
- Prises de position du Gouvernement p. 476-480

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3762	Gusty Graas	Radars de nouvelle génération
3763	Octavie Modert	Construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales
3774	Aly Kaes	Radars dans les tunnels
3777	André Bauler, Edy Mertens	Parc à gibier du Château de Clervaux
3781	Gérard Anzia	Fonctionnement du canal d'eau vive de canoë et de l'échelle à poissons à l'endroit «Al Schwemm» à Diekirch
3785	Martine Hansen	Nouvelles délimitations des lots de chasse
3786	Josée Lorsché	Pollution lumineuse au Luxembourg
3787	Fernand Kartheiser	Équipement des véhicules de secours
3788	Diane Adehm, Gilles Roth	Parc automobile de l'État
3789	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch	Lycée technique pour professions de santé
3791	André Bauler	Trafic routier à Diekirch
3792	Sam Tanson	Comité de sélection du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
3793	Claude Wiseler, Martine Hansen	Visites de personnalités politiques dans des écoles
3800	Martine Hansen, Marco Schank	Bureaux de recettes de l'Administration des contributions directes
3801	Marc Spautz	Zone industrielle «Um Monkeler»
3802	Max Hahn, Claude Lamberty	Recyclage de l'aluminium
3803	Octavie Modert	Travaux sur la Route du Vin
3804	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Dommages causés par le renard aux éleveurs de petits animaux
3806	Martine Hansen	Organisation des cours de base et des cours avancés
3807	Fernand Kartheiser	Renaturalisation de la vallée de la Pétrusse
3809	Martine Mergen, Sylvie Andrich-Duval	Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool
3810	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Projets de fusion entre le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique et le Centre Hospitalier du Nord
3811	Fernand Kartheiser	Mission de l'Armée luxembourgeoise en Irak
3812	Fernand Kartheiser	Parking de la caserne Grand-Duc Jean
3813	Fernand Kartheiser	Lignes directrices de la politique de défense
3814	Fernand Kartheiser	Équipement de l'Armée luxembourgeoise
3815	Fernand Kartheiser	Conservation des traditions de l'Armée luxembourgeoise
3816	Fernand Kartheiser	Musique militaire
3817	Jean-Marie Halsdorf	Passes à poissons
3818	Sylvie Andrich-Duval	Archives du Centre de documentation sur les migrations humaines
3819	Roy Reding	Promotion du sport mécanique
3821	Max Hahn	Hélicoptère de la Police grand-ducale
3822	Max Hahn, Eugène Berger	Réaménagement de l'«Entrée en ville» de Differdange
3824	Martine Hansen	Service CAPABS
3826	Jean-Marie Halsdorf	Glucomètre sans piqûre «FreeStyle Libre»
3828	Laurent Mosar	Luxembourg Automotive Campus
3829	Marco Schank	Service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto
3830	Martine Hansen	Renouvellement des zones de protection des eaux autour du barrage d'Esch-sur-Sûre
3831	Laurent Mosar	Entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données (RGDP)
3832 cf. 3848	Martine Mergen, Jean-Marie Halsdorf	Prise en charge de la douleur chronique
3833	David Wagner	Convention à conclure entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII
3834	Josée Lorsché	Banque de données sur l'infrastructure sportive nationale
3835	Marc Spautz	Révocation de l'ancien directeur du Service de la formation professionnelle
3839	Fernand Kartheiser	Voitures de police équipées d'un enregistreur de données d'accidents
3841	Henri Kox, Gérard Anzia	Nouvelles règles proposées par la Commission européenne pour réduire les déchets marins
3842	Octavie Modert	Musée d'art moderne Grand-Duc Jean
3843	Sam Tanson	Auditoire de la Villa Louvigny
3845	Max Hahn	Contournement de Dippach-gare
3846	Martine Hansen	Lycée technique pour professions de santé
3847	Nancy Arendt	Piste cyclable nationale 6
3848 cf. 3832	Fernand Kartheiser	Subside pour l'Association luxembourgeoise des patients à douleurs chroniques
3850	Sam Tanson	Demandes de protection internationale
3856	Laurent Mosar, Marc Spautz	Certificat de vie

Question 3762 (17.04.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **radars de nouvelle génération:**

Le Gouvernement français a décidé d'installer 455 radars de nouvelle génération, appelés «tourelle», dans toute la France jusqu'à la fin de 2018, le plus récent notamment sur la route d'Arlon à Thionville. En outre de constater les excès de vitesse, ces radars sont capables d'identifier bon nombre d'autres infractions, comme p. ex. le non-port de la ceinture de sécurité, l'utilisation du téléphone au volant, le non-respect des distances de sécurité etc.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les capacités des radars actuellement en service au Luxembourg? Quelles infractions, de plus des excès de vitesse, peuvent-ils constater?

- Est-il possible d'élargir les fonctions des radars luxembourgeois par une mise à jour du logiciel ou est-il nécessaire d'acquérir de nouveaux radars?

- Est-il prévu d'installer ce nouveau type de radars au Luxembourg dans les prochaines années?

- Étant donné que Monsieur le Ministre envisage de réserver éventuellement la troisième voie de l'A3 aux transports publics et au covoiturage, et que dans ce cas il serait opportun d'installer un radar contrôlant le respect de cette disposition, Monsieur le Ministre envisage-t-il de l'équiper également des fonctions supplémentaires susmentionnées?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les équipements actuellement en service sur le réseau routier luxembourgeois peuvent détecter les infractions suivantes:

- Dépassement de la vitesse autorisée dans les deux sens de circulation sur un maximum de trois voies.

- Circulation sur une voie réservée, par exemple sur la bande d'arrêt d'urgence (BAU).

D'autres infractions, telles que par exemple la non-observation des feux rouges, sont techniquement possibles, mais nécessitent par contre la mise à niveau des équipements en service, dont l'installation de modules et logiciels supplémentaires.

L'application gérée par le Centre national de traitement (CNT) a été développée dans l'esprit de pouvoir intégrer des infractions supplémentaires et des nouveaux types de radar. Néanmoins, dans ce cas, il faut faire effectuer des adaptations dans l'application du CNT.

Le contrôle de l'utilisation d'une voie dédiée aux transports publics serait concevable, via par exemple une combinaison de différentes technologies de détection et les radars. Cependant, la détection du nombre de passagers dans un véhicule nécessite l'utilisation d'une technologie supplémentaire, non disponible pour les équipements en place.

Question 3763 (18.04.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales:**

La nécessité de nouveaux locaux pour les Archives nationales fait unanimité. S'y ajoute que, du moment que le projet de loi en instance sur l'archivage sera adopté, les besoins en stockage vont encore augmenter. Or, dans un article paru au «Luxemburger Wort» le 22 février 2018, le Ministère de la Culture s'est refusé à donner de plus amples informations relatives au déménagement des Archives nationales du plateau Saint-Esprit vers un nouveau bâtiment sur le site de Belval, et le journaliste de conclure que ce projet sera planifié au plus tôt pour la période législative à venir. Le précité déménagement est pourtant prévu par l'actuel programme gouvernemental: «Les Archives doivent déménager dans de nouveaux locaux modernes pour assumer pleinement leur rôle d'acteur national dans ce domaine.»

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Quel est l'état actuel et l'avancée du dossier de la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales?

- Est-ce que les dépenses relatives à une telle construction sont budgétisées?

- Est-ce que le site de Belval constitue toujours le lieu d'implantation prévu par le Gouvernement pour le bâtiment futur des Archives nationales?

Réponse commune (04.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite se renseigner au sujet du projet des Archives nationales au Belval.

Le projet des Archives nationales est actuellement au stade d'études. Le dossier d'avant-projet sommaire sera finalisé pour fin mai 2018 et le dossier d'avant-projet définitif, qui constitue la base du projet de loi, est prévu d'être achevé pour fin octobre 2018; le projet de loi pourra ainsi être déposé avant la fin de l'année 2018.

Les dépenses relatives à la construction des nouvelles Archives nationales sont prévues dans les investissements pluriannuels du Fonds Belval.

Le nouveau bâtiment des Archives nationales sera réalisé à Belval par le Fonds Belval, conformément à la décision prise par le Gouvernement lors de sa séance du 27 mai 2016.

Question 3774 (24.04.2018) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **radars dans les tunnels:**

Les radars fixes et mobiles au Luxembourg ont contribué à augmenter et améliorer la sécurité sur les routes du pays. Selon mes informations aucun radar n'est actuellement installé dans un tunnel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Est-il prévu d'installer des radars fixes (et non des radars-tronçons) dans les tunnels et le cas échéant dans quels tunnels?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

- Sachant qu'un radar mobile peut également être utilisé en bord de route sur un trépied, est-il prévu d'installer ces radars à l'intérieur des tunnels?

- Par quels autres moyens peut-on contrôler la vitesse à l'intérieur d'un tunnel?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question écrite, l'honorable Député demande des renseignements concernant les radars dans les tunnels.

Actuellement, il n'est pas prévu d'installer des radars fixes dans les tunnels.

Les endroits sélectionnés pour les radars fixes reposent sur les critères de l'accidentologie, de la vitesse et de l'intensité du trafic. Lors de l'étude des sites, d'autres tronçons hors des tunnels s'étaient cristallisés. Nonobstant le fait que les radars-tronçons sont en principe utilisables sur toutes les sections courantes (hors carrefour ou échangeur), ce type de radar était préconisé pour les tunnels autoroutiers et ceci notamment, afin de ne pas générer des risques de freinage dans des infrastructures déjà à risque.

La Police grand-ducale a déjà effectué des contrôles de vitesse avec un radar mobile dans les tunnels.

Question 3777 (24.04.2018) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **parc à gibier du Château de Clervaux:**

Il nous revient que l'Administration de la nature et des forêts est en train d'effectuer des travaux importants dans l'ancien parc à gibier du Château de Clervaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur ce site naturel et sur les travaux y réalisés?

- Est-il prévu d'ouvrir le parc à gibier au grand public dès qu'il aura été remis en valeur?

- La commune de Clervaux et le Parc naturel de l'Our sont-ils associés à ces travaux?

- Une collaboration avec l'Administration des sites et monuments nationaux est-elle envisagée afin de retracer l'histoire du site en question et d'en accroître l'attrait touristique?

Réponse (08.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En effet, des travaux de restauration d'éléments subsistants du parc à gibier du 17e siècle, aménagé par les comtes de Lannoy, sont en cours. La restauration s'effectue sur base d'une étude historique poussée et d'un inventaire de terrain intensif des vestiges sur et autour du périmètre du parc.

L'approche est prudente et la démarche s'échelonnera sur plusieurs années. La patience est de mise pour comprendre au mieux le site avant de procéder aux restaurations.

- Le site est naturel dans le sens d'une gestion forestière qui n'a jamais été interrompue depuis l'origine du parc. La gestion future sera certainement moins sévère et plus proche de la nature que du temps des comtes, quand trois lignes de tir libres de végétation, discernables encore aujourd'hui, traversaient le parc.

- Il ne s'agit pas de rétablir un parc à gibier, mais de préserver et, si possible, restaurer ce qui reste des vestiges d'époque. Les constructions, comme les alentours de la chapelle de Lorette, l'ermitage avec son jardinet, la chapelle de Saint-Hubert et la chaire du même Saint, seront restaurées et remises en valeur. Ces travaux seront effectués avec un minimum de moyens, jouant avec l'écrin végétal et les matériaux naturels locaux.

Un exemple en est la restauration des murs secs endommagés du jardin de l'ermitage. L'ouvrage est de première qualité et un projet de restauration est en train de se mettre en place dans le cadre du projet Interreg IV - Grande région «Murs en maçonnerie sèche».

Un autre en est la plantation d'arbres dans des allées historiques aux bords et à l'intérieur du parc pour combler les lacunes ainsi que le dégagement des sujets anciens.

- Le parc est accessible au public depuis longtemps déjà, la fréquentation par les habitants de Clervaux et les visiteurs d'ailleurs est significative. La réparation de certaines circulations pédestres en améliorera l'accès. Les travaux en cours et projetés ne gêneront que peu les promeneurs.

- La commune de Clervaux et le Parc naturel de l'Our ont été impliqués dans le projet dès la première heure. Les deux institutions saluent vivement l'initiative et soutiennent le projet, chacune selon ses moyens et finalités. Le contact est permanent, selon les besoins.

- Le Service des sites et monuments nationaux est naturellement associé au projet, l'étude mentionnée supra, publiée dans une revue scientifique internationale, et des rapports de projet et d'exécution ultérieurs ont été présentés à la Commission des sites et monuments (COSIMO).

- Il est prévu d'installer des panneaux relatant la structure et le fonctionnement du parc à gibier aux entrées principales du parc. Aux points nécessitant utilement des explications plus ciblées, des panneaux discrets aux textes succincts et enrichis d'illustrations seront installés. Un circuit fléché aidera les visiteurs à voir les points d'intérêt sans se perdre dans le dédale de sentiers existants.

- Une courte monographie est envisagée au sujet du parc, aussi disponible et complétée par des informations téléchargeables à l'aide de codes sur les panneaux.

Ainsi l'Administration de la nature et des forêts, le Service des sites et monuments nationaux, Interreg IV - Grande région, la commune de Clervaux et le Parc naturel de l'Our allient leurs moyens pour créer un site touristique de qualité, un enrichissement pour la région.

Question 3781 (27.04.2018) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant le **fonctionnement du canal d'eau vive de canoë et de l'échelle à poissons à l'endroit «Al Schwemm» à Diekirch:**

Lors de l'utilisation du canal d'eau vive de canoë, la piste cyclable qui est implantée le long de la rive droite est régulièrement inondée en aval du barrage pneumatique situé à l'endroit «Al Schwemm» et par ce fait rendue impraticable à son utilisation! En outre, un problème avec le fonctionnement de l'échelle à poissons s'est présenté le lendemain de la compétition de canoë à Diekirch du dimanche dernier, comme elle a été vidée de toute eau et les poissons en transition de l'échelle y étaient piégés.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre est-elle au courant des problèmes d'inondation de la piste cyclable lors de l'utilisation du canal d'eau vive?

2) Si le phénomène est lié à une utilisation «normale» du canal, y a-t-il une signalisation systématique de déviation des cyclistes prévue?

3) Y a-t-il une solution de moyen ou long terme qui est envisagée pour rendre possible la pratique conjointe du canal et de la piste cyclable?

4) L'utilisation du canal d'eau vive est-elle soumise chaque fois à une autorisation de la part de l'Administration de la gestion de l'eau? Quelles personnes sont autorisées à manipuler le barrage pneumatique?

5) La problématique du non-fonctionnement de l'échelle à poissons est-elle connue ou s'agit-il d'un incident isolé, dû à une manipulation fautrice?

6) Qui est en charge du contrôle du paramétrage correcte du barrage pneumatique, après utilisation du canal, pour éviter que ce phénomène se reproduise au détriment de la flore aquatique?

Réponse (15.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Il faut noter que le site de l'«Al Schwemm», situé sur le cours d'eau de la Sûre à Diekirch, présente plusieurs éléments: un barrage gonflable sur la Sûre et un bras de contournement artificiel, désigné ici comme canal à eau vive, qui devrait remplir la double fonction de piste de canoë et de passe à poissons.

Le barrage gonflable règle le niveau d'eau de la retenue de la Sûre en amont de cet ouvrage par principe pneumatique. C'est-à-dire que le barrage gonflable est rempli ou vidé d'eau de façon à maintenir le niveau de l'eau de la retenue de la Sûre en amont de l'ouvrage. Dans le cas où le niveau d'eau risque d'excéder la hauteur de retenue prévue, le barrage est abaissé. Dans le cas d'une crue, le barrage est complètement à plat. L'utilisation optimale de la piste de canoë est assurée quand le barrage gonflable est sur son niveau maximal. Cependant, la commune de Diekirch, actuellement gestionnaire du barrage, a dû constater que la retenue du niveau maximal du barrage gonflable cause des inondations du chemin piéton situé sur la rive droite de la Sûre à Ingeldorf. Afin d'éviter ce phénomène, le barrage gonflable n'est actuellement jamais maintenu au maximum. Néanmoins, il y a lieu de noter que la piste cyclable qui se situe le long de la rive gauche de la Sûre n'est pas concernée par ces inondations.

ad 2) L'Administration communale de Diekirch est propriétaire du site, néanmoins, la partie inondée du chemin piéton se trouve sur le territoire de la commune d'Erpeldange-sur-Sûre. L'Administration de la gestion de l'eau n'est pas en connaissance d'une procédure de signalisation systématique mise en place par la commune en cas de (risque de) crue.

ad 3) L'Administration de la gestion de l'eau est en contact avec les administrations communales de Diekirch et d'Erpeldange-sur-Sûre afin de trouver une solution pour cette problématique d'inondation. En effet, une analyse supplémentaire s'avère nécessaire pour pouvoir remédier aux différents problèmes survenus lors de l'exploitation du barrage ayant une influence sur le fonctionnement de la passe à poissons, sur la pratique du canotage ou encore sur l'inondation de la piste cyclable.

ad 4) Dans ce contexte, il faut distinguer, d'une part, la pratique de l'activité sportive ou de loisir sur le tronçon de la Sûre concerné et, d'autre part, l'exploitation d'un ouvrage en annexe d'un cours d'eau.

En vertu de l'article 2, point 2, paragraphe e) du règlement grand-ducal modifié du 14 juin 1994 relatif à la pratique du canotage sur les cours d'eau, la pratique des activités sportives et de loisirs telles que la pratique de canoë-kayak est autorisée entre Ingeldorf et Diekirch sur une distance de 200 m en aval et 1.500 m en amont du barrage de Diekirch pendant toute l'année. L'utilisation du canal d'eau vive n'est pas soumise à une autorisation individuelle.

Vu l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'exploitation du présent site par la commune est soumise à autorisation, notamment parce qu'il s'agit d'une déviation partielle du débit naturel du cours d'eau «Sûre» et d'une exploitation d'un site, composé de plusieurs ouvrages (barrage gonflable, parcours d'eau vive, passe à poissons) situés dans une zone inondable.

Une autorisation pour l'exploitation du site de la part de l'AGE, valable pour une durée de deux ans a été délivrée à la commune de Diekirch, gestionnaire du site, en date du 21 décembre 2015, réglant les modalités du fonctionnement du site y compris le réglage du barrage gonflable et le canal d'eau vive qui devrait également faire fonction d'une passe à poissons pendant toute l'année.

Il a été convenu lors de la construction du barrage entre les différents partis que les agents de la commune de Diekirch en collaboration avec les responsables de la fédération FLCK sont seuls chargés du fonctionnement des installations du site, y compris du réglage du barrage gonflable.

ad 5) Le non-fonctionnement de l'échelle à poissons récente (avril 2018) près du barrage gonflable était dû à une manipulation fautrice du barrage gonflable, suite à l'abaissement du barrage après une compétition de canoë.

ad 6) Comme mentionné, la commune de Diekirch est le gestionnaire officiel du site et doit par conséquent surveiller le paramétrage correct du barrage, ainsi que le réglage de la vanne-toit pour garantir une dotation suffisante exigée dans les conditions de l'autorisation de l'exploitation aussi bien du canal d'eau vive que de la passe à poissons proprement dite.

Il faut préciser qu'il était prévu dans le projet que le canal d'eau vive et les deux passes à poissons devraient tous fonctionner en tant que passages à poissons. Les deux ans de validité de l'autorisation étaient prévus comme période d'essai. Pendant ces deux ans, l'exploitant a été chargé de faire des tests de paramétrage pour établir les conditions pour le meilleur fonctionnement de l'ensemble de l'installation. Or, le réglage du barrage gonflable était défectueux pendant ces deux ans et par conséquent, il était impossible de faire tous les tests nécessaires.

La passe à poissons à la hauteur du barrage gonflable comme celle à l'entrée du canal de canoë nécessitent toutes les deux une optimisation afin de garantir la migration de la faune piscicole. Le dimensionnement de cet ouvrage ne rencontre pas les critères requis pour une communauté piscicole typique du cours d'eau «Sûre». Ainsi une adaptation de la construction des passes à poissons s'avère indispensable pour permettre une franchissabilité des organismes aquatiques tout au long de l'année pour remplir les objectifs environnementaux de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Question 3785 (30.04.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **nouvelles délimitations des lots de chasse:**

La loi du 25 mai 2011 relative à la chasse prévoit le relotissement de certains lots de chasse pour la période cynégétique de 2021 à 2030.

Or, le plan des nouveaux lots présenté prévoit 656 nouveaux lots de chasse, tous entièrement redéfinis, avec un syndicat par lot de chasse et de surcroît des zones chassables et non chassables.

Il me revient également que cette nouvelle subdivision a été réalisée par un géomètre de l'Administration de la nature et des forêts, sans aucune consultation avec les personnes concernées et qui connaissent au mieux le terrain, à savoir les propriétaires et les locataires.

Par ailleurs, lors des deux présentations qui ont déjà eu lieu, les nouveaux plans n'ont été que très sommairement présentés aux propriétaires et locataires.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Pourquoi le nouveau plan prévoit-il le relotissement de tous les lots de chasse?

2) Est-il prévu que l'Administration de la nature et des forêts demande en temps utile les avis des personnes directement concernées et ainsi prendre en considération des critères cynégétiques et écologiques, et non simplement des critères purement administratifs?

3) Combien d'abris de chasse devront être démolis avec le nouveau plan?

4) Par qui et suivant quels critères seront définies les zones chassables et non chassables?

Réponse (11.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) La loi relative à la chasse ne stipule pas que certains lots soient relotis pour la durée du bail de neuf ans uniquement, mais l'article 21 de la loi relative à la chasse précise que le ministre élabore un plan de lotissement des lots de chasse répondant à des critères cynégétiques et écologiques. Avant d'entamer le processus laborieux du relotissement, l'ANF a analysé la nécessité de travailler sur les limites de tous les lots de chasse. Leurs conclusions ont par la suite été présentées et discutées au Conseil supérieur de la chasse. La solution du relotissement complet a été retenue.

Ces conclusions ont également été présentées lors des réunions avec les représentants des acteurs concernés, les chasseurs, les propriétaires fonciers, les exploitants agricoles et forestiers et ont trouvé leur consentement.

Les limites actuelles sont souvent problématiques puisqu'elles sont difficiles à repérer, que ce soit en milieu ouvert ou en forêt. Par ailleurs, les grandes infrastructures (autoroutes, chemins de fer, routes nationales) n'ont pas été prises en compte dans l'ancienne délimitation des lots (trait bleu):

(plans à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Aucune limite administrative, hormis évidemment la limite nationale, n'a été considérée pour l'élaboration du projet des nouvelles limites des lots de chasse. Bien au contraire,

l'ANF a pris en considération des limites bien identifiables sur le terrain telles que les routes, les pistes ou les chemins (autoroutes, routes nationales, chemin repris, …), les rails et les cours d'eau.

Le projet de relotissement s'est fait strictement en accord avec les dispositions prévues par l'article 21 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse:

«Un règlement grand-ducal arrête les limites des lots de chasse. À cet effet, le ministre élabore un plan de lotissement répondant à des critères cynégétiques et écologiques. Sont notamment à prendre en considération pour la constitution des différents lots des éléments biogéographiques, topographiques et hydrologiques, ainsi que des infrastructures importantes.»

(Carte à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) La loi concernant la protection de la nature permet d'autoriser l'installation de constructions servant à l'exploitation cynégétique en zone verte. Ces autorisations devront être renouvelées avec les nouveaux baux de chasse.

Il est évident que les constructions servant à l'exploitation cynégétique peuvent changer de propriétaire en cas d'un changement du locataire du droit de chasse sur le lot concerné.

ad 4) La délimitation en zone chassable/non chassable ne sera pas changée. La zone chassable est définie par l'article 3 de la loi relative à la chasse, s'y rajoutent les interdictions du droit de chasse de l'article 7 de la loi relative à la chasse.

D'une manière générale, les fonds non bâtis et non retirés compris dans le territoire d'un lot de chasse sont chassables.

Question 3786 (03.05.2018) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **pollution lumineuse au Luxembourg:**

L'expression «pollution lumineuse» désigne à la fois la présence nocturne anormale ou gênante de lumière et les conséquences de l'éclairage artificiel nocturne sur la faune, la flore, les écosystèmes ainsi que sur les effets suspectés ou avérés sur la santé humaine. Ainsi, l'éclairage artificiel nocturne risque entre autres de dérégler l'horloge biologique et d'altérer le système hormonal des êtres humains. Dans l'environnement il impacte les comportements, les rythmes biologiques et les fonctions physiologiques des animaux et des plantes.

Comme beaucoup de pays, le Luxembourg n'est malheureusement pas épargné par la pollution lumineuse: il a été estimé qu'environ 20% des communes sont trop éclairées la nuit.

Or, le problème des nuisances lumineuses résultant de l'éclairage du site CFL multimodal de Dudelange-Bettembourg a montré qu'il n'est pas toujours évident de trouver un bon équilibre entre les enjeux environnementaux et les questions de sécurité qui s'imposent sur certains sites industriels ou chantiers.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement et de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Quelles solutions ont pu être trouvées par les autorités responsables après que le fort éclairage artificiel nocturne au site CFL multimodal de Dudelange-Bettembourg a suscité de maintes critiques dues au fait que cet éclairage génère de fortes nuisances tant pour l'entourage humain que pour l'environnement?

2) Quel est l'état d'avancement des travaux relatifs au «Guide pour un meilleur éclairage extérieur», annoncé par le Ministère de l'Environnement début 2018?

3) Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la publication de ce guide devrait être accompagnée par une campagne de sensibilisation auprès des communes, commerces et entreprises?

Réponse commune (18.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Au sujet de l'éclairage du nouveau terminal, il y a lieu de rappeler que l'éclairage des lieux de travail doit être adapté au travail à effectuer. Il est soumis à de nombreuses réglementations et recommandations, imposant des valeurs limites à respecter. En respectant ces réglementations, l'employeur garantit la sécurité et la santé des salariés.

L'éclairage du site a été étudié suivant les normes européennes en vigueur. Il respecte la norme européenne EN 12464-2 spécifiant les tâches à réaliser sur les lieux de travail extérieurs et la lumière maximale admissible pour les installations d'éclairage extérieures. L'éclairage est conçu en conformité avec les prescriptions et classes environnementales (classe E2) de la norme européenne EN 12464-2.

Les classes environnementales sont définies comme suit:

- E1 correspond aux zones intrinsèquement sombres comme les parcs nationaux ou les sites protégés;

- E2 correspond aux zones de faible luminosité comme certaines zones rurales, résidentielles ou industrielles;

- E3 correspond aux zones de luminosité moyenne comme les banlieues résidentielles ou industrielles;

- E4 correspond aux zones de forte luminosité comme les centres des grandes villes et les zones commerciales.

Le système d'éclairage installé au site des nouveaux terminaux intermodaux rail/route à Bettembourg-Dudelange permet une gradation de l'éclairage afin de pouvoir s'adapter au mieux aux normes et prescriptions en vigueur.

Au mois de janvier 2018, il a été procédé à une optimisation du flux lumineux de la zone parking en y réduisant l'intensité lumineuse de l'ordre de 15% à 20% tout en respectant l'intensité lumineuse minimale prescrite de 20 lux.

Pour les zones du terminal à conteneurs et de l'autoroute ferroviaire le niveau d'éclairage mesuré correspond déjà au niveau règlementaire prescrit et il n'existe donc pas de marge de manœuvre pour réduire la puissance de l'éclairage.

L'angle d'inclinaison des sources lumineuses a été adapté en mettant les sources lumineuses en position horizontale dans le but de réduire davantage la diffusion lumineuse. De nouvelles mesures ont été effectuées par un organisme agréé et ont permis de constater une amélioration supplémentaire tout en confirmant le respect de la classe 2 de l'EN 12464-2.

ad 2) Le guide pour un «meilleur éclairage» extérieur élaboré par le Département de l'environnement et un groupe d'accompagnement en collaboration avec le bureau allemand «licht | raum | stadt | planung» est actuellement en cours de finalisation. Le guide sera présenté aux communes, aux autorités nationales compétentes ainsi qu'aux planificateurs à la fin du mois de juin 2018 dans le cadre d'un séminaire au sein du Département de l'environnement.

ad 3) La publication du guide se fera en parallèle avec une présentation dans le séminaire susmentionné pour parvenir à une sensibilisation des communes, des autorités nationales compétentes et des planificateurs. Le guide sera mis à disposition et pourra être téléchargé à partir de la fin de juin 2018 sur le site du Département de l'environnement www.emwelt.lu

En outre, les principes fondamentaux du guide pour un «meilleur éclairage» seront illustrés de manière facilement compréhensible moyennant un flyer qui sera également publié sur le site Internet et distribué aux participants du séminaire. Le flyer est principalement destiné à la sensibilisation des responsables politiques au niveau local ainsi que des particuliers ce qui n'empêche pourtant pas une utilisation par les commerces et entreprises. En fonction du feedback reçu après le séminaire, une distribution plus étendue du flyer aux niveaux national et local pourra être envisagé.

L'attention au niveau des médias sera assurée par une conférence de presse qui se tiendra le jour même de la présentation du guide suivi par la publication d'un communiqué de presse officiel. La possibilité d'une information des communes moyennant une circulaire se présente également.

Question 3787 (02.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant **l'équipement des véhicules de secours:**

An enger Situatioun, an där et ëm Liewen an Dout geet, ass et wichteg, all Asazgefier, dat eng séier Hëllefsdéngschtleeschtung garantéiere soll, esou ze equipéieren, datt all Eventualitéit, déi d'Hëllefsleeschtung zäitlech ausbremsen a behënnere kann, entgéintgewierkt gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Innenminister gär folgend Froe stellen:

1) Sinn d'Asazgefierer, déi eng séier Hëllefsdéngschtleeschtung garantéiere sollen - dorënner d'Ambulanz, de Pompjeeswon an de Policewon -, mat engem Navigatiounssystem equipéiert? Wann neen, firwat net?

2) Huet d'Asazzentral eng Méiglechkeet, fir d'Verkéierssituatioun an „real time" ze verfollegen an de Gefierer am Asaz déi séierst Streck an eventuell Auswäichstrecke matzedeelen? Wann neen, firwat net?

Réponse (12.06.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

ad 1) D'Ambulanzen an d'SAMUs-Gefierer vun der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter sinn aktuell mat engem Navigatiounssystem equipéiert. Déi Asazween, déi de CGDIS ab dem 1. Juli 2018 wäert uschafen, ginn zousätzlech mat engem Navigatiounssystem ausgerëscht, deen d'Adress vun der Asazplaz direkt vun der Asazzentral, dat heescht dem 112, geschéckt ka kréien. Zousätzlech ass den 112 ëmmer mat den aktuellste Kaarten equipéiert, fir d'Asazgefierer och bei Interventiounen ofsäits vum Stroossennetz (z. B. am Bësch) ze guidéieren.

ad 2) Doduerch, dass d'Rettungsdéngschter a ville Fäll bewosst mussen duerch ee Stau fueren, fir op d'Asazplaz ze kommen (z. B. bei engem Accident op der Autobunn), ass et fir den 112 net ëmmer méiglech an och net sënnvoll, d'„real time"-Verkéierssituatioun ze suivéieren. Den 112 huet allerdéngs Zougréff op d'Verkéierskaarten a -kamerae vum CITA a kann d'Asazween esou bei enger gréisserer Behënnerung am Verkéier guidéieren. Ausserdeem gëtt den 112 souwéi déi betraffen Asazzentere bei gréissere Chantiere vun den zoustännegen Autoritéiten informéiert.

Et sief an dësem Kontext och nach eng Kéier un d'Wichtegkeet vun der Rettungsgaass erënnert, déi et den Asazween och am Fall vun engem Stau erméiglecht, ouni gréisseren Zäitverloscht an ouni Emweeër hir Asazplaz ze erreechen.

Question 3788 (02.05.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **parc automobile de l'État:**

La circulaire budgétaire pour l'année 2018 a prescrit, pour les administrations et services de l'État, l'obligation de procéder à l'acquisition de voitures électriques respectivement de voitures plug-in. La circulaire a en outre précisé que l'achat de voitures diesel et essence n'est autorisé qu'à titre exceptionnel, que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures procède de façon centralisée à l'acquisition des voitures. La circulaire a imposé aux administrations de communiquer leurs besoins jusqu'au 31 janvier 2018 au Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien de voitures, tous services et administrations confondus, sont inscrites dans le budget de l'année 2018?

- Quelle est la ventilation entre les différentes catégories de véhicules (électriques, plug-in et autres)?

- Le marché centralisé relatif à l'acquisition des véhicules a-t-il été lancé?

- Si oui, à quel montant se chiffrent les économies qui résultent de l'acquisition centralisée?

- Si non, quand Monsieur le Ministre compte-t-il procéder à l'acquisition centralisée et quel est le montant des économies escomptées?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Suite à la décision du Conseil de Gouvernement du 17 février 2017, la circulaire budgétaire pour l'acquisition des voitures de direction et de service a été adaptée, de sorte qu'à partir de 2018, des voitures électriques ou plug-in hybrides seront acquises prioritairement. Pour l'acquisition d'une voiture à moteur de combustion, une justification écrite et préalable doit être adressée au Ministère du Développement durable et des Infrastructures, qui décide ensuite d'accorder ou de refuser la dérogation.

Pour l'année 2018, les ministères et administrations ont communiqué un total de 98 acquisitions de véhicules de catégorie M1 (voitures pour le transport de passagers comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum) au MDDI.

Suite à une analyse des besoins d'utilisation indigués par les ministères et administrations, il a été décidé d'acquérir 20 voitures électriques ainsi que 13 voitures plug-in hybrides. Un total de 65 dérogations pour l'achat de voitures à moteur de combustion a été attribué. La principale raison est que certains cas d'usages (par exemple: véhicule de police banalisé, véhicule pour service de permanence) ne s'apprêtent pour l'instant pas et certains équipements spécifiques (par exemple: transmission 4x4, attelage pour remorque) ne sont pas encore disponibles ou pas à un prix conforme à l'enveloppe budgétaire. Presque toutes les voitures prévues pour de simples déplacements de personnes sont des voitures 100% électriques ou, en cas de déplacements fréquents à l'étranger, des voitures plug-in hybrides.

La soumission concernant l'acquisition centralisée des voitures électriques et plug-in hybrides a été publiée le 8 juin 2018. Le marché se compose de 15 voitures électriques, à utiliser comme voitures de service, et de 13 voitures plug-in hybrides, dont trois véhicules sont des voitures de direction et dix constituent des voitures de service. Le nombre total de véhicules faisant partie de la soumission centralisée s'élève ainsi à 28 voitures réparties en trois lots distincts. À noter que cinq voitures électriques avaient déjà été acquises par un marché distinct et n'ont pas fait l'objet de la soumission centralisée.

Il est encore prématuré d'annoncer un chiffre quant aux économies pouvant résulter de l'acquisition centralisée, comme la remise et l'évaluation des offres devront être attendues. Cependant, une première expérience dans ce contexte a pu être faite dans le cadre du projet pilote lancé en novembre 2017, qui visait également l'acquisition centralisée d'un certain nombre de véhicules électriques et plug-in hybrides pour plusieurs administrations de l'État et dont l'objectif était de gagner un retour en expérience sur l'intégration de véhicules dans les flottes automobiles ainsi que de promouvoir le rôle exemplaire de l'État en matière de décarbonisation du transport. Dans le cadre de ce projet pilote, les remises accordées à l'État par rapport aux prix de liste des véhicules variaient entre 15% et 27%, en fonction du lot et du type de véhicule.

Question 3789 (02.05.2018) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **Lycée technique pour professions de santé:**

La loi relative à la construction d'une nouvelle infrastructure commune pour le siège et la région Centre du Lycée technique pour professions de santé (LTPS) sur le site scolaire Val St. André, en face du Centre hospitalier de Luxembourg, a été votée en juillet 2017.

Or, il devient de plus en plus urgent de remédier à la situation actuelle de l'enseignement dans le LTPS dans la région Centre, tel que souligné déjà par le Conseil d'État dans son avis du 9 mai 2017.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous donner des informations sur l'avancement des travaux?

- Quand le nouveau siège du LTPS ouvrira-t-il prévisiblement ses portes?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, la loi du 21 septembre 2017 relative à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen ainsi que la construction de logements pour étudiants et pour jeunes a été votée en date du 11 juillet 2017 par la Chambre des Députés.

Or, avant de pouvoir démarrer le chantier proprement dit, il faut procéder à des travaux d'assainissement et de démolition des anciens bâtiments Logopédie. Actuellement, deux de ces bâtiments sont encore occupés par des réfugiés.

Ceci a pour conséquence que le chantier doit être réalisé en deux phases. Lors de la première phase, l'ancien bâtiment administratif sera démoli pour ensuite entamer les travaux relatifs au hall des sports Logopédie et les logements pour étudiants et pour jeunes. Dès que les réfugiés seront relogés, les bâtiments restants pourront également être démolis. La deuxième phase du chantier, la construction du lycée, pourra dès lors être entamée.

Les travaux de démolition débuteront prévisionnellement mi-juillet 2018 et se dérouleront principalement durant les congés scolaires.

Vu que la date précise du relogement des réfugiés vers un autre site n'est pas encore connue, il est difficile, à ce stade, d'avancer une date pour l'ouverture du lycée; néanmoins elle sera possible au plus tôt à la rentrée scolaire 2022. D'après les plannings prévisionnels actuels, les autres bâtiments, tels que le hall des sports pour le Centre de logopédie et les logements, pourront être mis en service fin 2020.

Question 3791 (03.05.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **trafic routier à Diekirch:**

À Diekirch, un certain nombre de rues principales méritent d'être renouvelées. Tel est notamment le cas des rues suivantes: rue Clairefontaine (N17), rue du Palais (chemin repris), l'Esplanade (N7).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir, le cas échéant, des détails concernant une éventuelle remise en état de ces voies publiques?

- Monsieur le Ministre peut-il donner aussi des précisions relatives au trafic qui passe tous les jours par ces rues?

- Quand le site du «Herrenberg» (caserne Grand-Duc Jean) pourra-t-il être relié au giratoire «Fridhaff»?

- Dans quelle mesure un tel projet permettrait-il de délester la ville de Diekirch du trafic routier?

Réponse (26.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Un avant-projet pour le renouvellement de la rue Clairefontaine (N17) à Diekirch sera prochainement élaboré par l'Administration des ponts et chaussées. Le début des travaux pour ce tronçon de route est actuellement projeté pour 2020. L'état de la rue du Palais (CR351A) et de l'Esplanade (N17) est jugé satisfaisant et des travaux de renouvellement de la voirie ne sont donc pas prévus à l'heure actuelle.

En ce qui concerne le trafic qui passe tous les jours par ces rues, l'administration dispose uniquement de comptages du trafic pour la rue Clairefontaine (N17). À part les années 2016 et 2017, les postes permanents de comptages du trafic n'y ont pas enregistré de hausse entre 2009 et 2015. Le trafic journalier moyen sur la N17 est de 6.175 unités de Bleesbréck vers Diekirch et de 6.010 de Diekirch vers Bleesbréck. Le pourcentage des utilitaires durant les jours ouvrables est dans les deux sens d'environ 4%, dont font partie également les bus scolaires et autres bus en direction d'Echternach et d'Allemagne respectivement en provenance d'Echternach et de Bitbourg.

Durant les années 2016 et 2017 il fallait cependant noter une croissance exceptionnelle de l'ordre de 20% du trafic sur ce tronçon de route de la N17, et ceci en raison des déviations mises en place suite aux chantiers du renouvellement du pont de la Sûre à Diekirch (OA158) et de l'aménagement du rondpoint sur la route N14 à l'entrée de Diekirch dans le cadre de la construction du Lycée technique agricole sur les hauteurs du «Kréiwénkel».

En ce qui concerne la liaison du site du «Härebierg» (caserne Grand-Duc Jean) au giratoire au lieu «Fridhaff», le projet afférent devrait pouvoir être présenté en 2019 avec dans ce cas, une exécution des travaux prévisiblement en 2019-2020.

L'exécution de ce projet permettra de faciliter l'accès au «Härebierg» et de délester la ville de Diekirch du trafic originaire et à destination de la caserne Grand-Duc Jean.

Question 3792 (03.05.2018) de **Mme Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant le **comité de sélection du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle:**

Le comité de sélection du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (Fonspa) est - suivant l'article 12 de la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle - en charge des décisions suite aux demandes d'obtention d'une aide financière sélective prévues à l'article 9 de ladite loi.

Suivant les informations recueillies sur le site Internet du Fonspa, quatre sessions ont été fixées pour le comité de sélection pour février, avril, juillet et novembre 2018. Une cinquième session pour l'année 2018 a déjà été annulée.

Pour la session de février 2018, le montant de 14.263.000 euros d'aides financières a été alloué et le comité de sélection avait analysé 38 projets pour un montant total d'aides sollicitées de 26.044.098 euros. Pour la session de mars 2018, le montant de 6.819.959 euros d'aides financières a été alloué et le comité avait analysé 21 projets pour un montant total d'aides sollicitées de 13.748.253 euros. Le comité dispose d'un budget de 33 millions d'euros pour l'année 2018 (100 millions sur trois ans). Près de deux tiers du budget pour l'année ont dès lors déjà été dépensés pour cette année.

On peut lire dans le communiqué relatif à la réunion du comité de février 2018, que «une séance de décision au courant de l'année devrait être annulée». Or, les professionnels du secteur organisent souvent leur travail autour des dates des sessions du comité de sélection et nécessitent donc une certaine prévisibilité.

En parallèle, une discussion au sujet de l'aide financière sélective qui est basée sur un système à points est lancée sur le terrain. Ce système dépend d'une grille qui récapitule les caractéristiques principales de la production (techniciens, jours de tournage, lieux de tournage etc.) et selon laquelle l'aide à la production des films est déterminée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une session supplémentaire du comité de sélection du Fonspa n'aura pas lieu cette année, de sorte qu'il n'y aura au final que trois sessions?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il que le budget consacré au Fonspa est suffisant?

3) Est-il prévu de revoir le «système à points» et, dans l'affirmative, quel est le système qui est envisagé pour remplacer ce système?

Réponse (06.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

L'honorable Députée s'interroge sur les aides financières sélectives en relation avec le développement du secteur de la production audiovisuelle.

Je peux confirmer que le comité de sélection du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle a été sollicité, pour les deux premières sessions (sur cinq) de l'année 2018, par les producteurs luxembourgeois pour accorder des moyens financiers à 59 projets, pour un montant total de 39.792.351 euros et ceci au niveau de l'écriture, du développement et de la production.

Compte tenu de la qualité artistique et créative des projets soumis et eu égard des retombées sur le secteur de la production audiovisuelle, le comité de sélection a accordé des aides à 28 projets pour un montant total de 21.152.959 euros.

Comme le comité a ainsi investi au début de l'année la majorité des moyens disponibles, ensemble, le Fonds et les associations professionnelles ont analysé la possibilité de répartir différemment les sessions d'analyse sur l'année en cours.

ad 1) La décision si la quatrième session était ouverte à tous genres de projets ou si elle serait réservée aux demandes d'aides à l'écriture et au développement sera prise après la troisième session de juillet 2018, sur base des moyens financiers encore disponibles.

ad 2) Le budget alloué au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et resté stable au cours des dernières années et n'a donc pas été touché par le train de mesures visant à assainir les finances publiques dans un contexte budgétaire difficile. Pour être en mesure de pouvoir déterminer si le budget actuel correspond toujours aux besoins du secteur de la production audiovisuelle et eu égard aux récentes interrogations au sujet de l'allocation des aides financières sélectives, j'ai décidé de confier à un cabinet d'audit externe une mission de réaliser une analyse approfondie sur le système actuel d'allocation des aides, sur les critères d'attribution, ainsi que sur l'organisation et le fonctionnement du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

ad 3) Le soi-disant «système à points» est un mécanisme d'évaluation interne à l'administration du Fonds qui permet d'apprécier la relation entre les montants investis et le retour culturel, social et économique dans l'industrie luxembourgeoise de la production audiovisuelle nationale.

Les responsables du Fonds sont actuellement en discussion avec les associations professionnelles du secteur pour remplacer ce «système à points» par un système d'évaluation plus général permettant au secteur de rester compétitif dans un environnement européen où nos pays de coproduction classique se replient de plus en plus sur eux-mêmes et risquent de rendre les coproductions internationales plus difficiles.

L'objectif recherché à travers cette adaptation est d'accorder une légère flexibilité au producteur afin d'investir les moyens obtenus du Fonds de manière efficace, c'est-à-dire tant au niveau des retombées socio-économiques qu'au niveau de l'industrie audiovisuelle nationale par le biais de dépenses en production, en postproduction ainsi qu'en salaires techniciens et comédiens.

Par ailleurs, les moyens financiers maxima à accorder par projet seront réduits.

Bien que ces adaptations ne nécessitent de modifier le texte de la loi en question, je soumettrai prochainement à la Chambre des Députés quelques adaptations de la loi sur la production audiovisuelle qui devront tenir compte des considérations européennes découlant de la réglementation en matière d'aides d'état.

Question 3793 (03.05.2018) de **M. Claude Wiseler** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **visites de personnalités politiques dans des écoles:**

Selon nos informations, Monsieur le Premier Ministre s'est rendu récemment dans certains lycées pour aller à la rencontre des élèves pour un échange autour des sujets d'actualité politique.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer cette information?

2) Combien de réunions dans les lycées sont encore prévues par le Premier Ministre et les autres ministres?

3) Monsieur le Ministre de l'Éducation pourrait-il nous faire parvenir une liste des ministres et députés ayant fait des réunions dans des lycées depuis 2016?

4) Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que de telles réunions ne devraient pas être suspendues au moins pendant les six mois précédents les élections législatives?

5) En cas de réponse négative, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'en vue de contribuer à l'expression d'une vision diversifiée du monde politique, des politiciens d'autres sensibilités politiques devraient aussi pouvoir se rendre aux lycées pour discuter avec les élèves sur les défis politiques de notre temps?

Réponse commune (06.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Comme ses prédécesseurs, le Premier Ministre, Ministre d'État, accepte ponctuellement et si son emploi du temps le permet, les invitations d'écoles, de lycées et d'universités au Luxembourg et à l'étranger afin d'établir un dialogue et d'entrer en contact avec les élèves de ces institutions. L'échange avec les élèves est, selon le Premier Ministre, une des tâches primordiales qui incombe à un mandataire politique.

ad 2) Ces visites sont fixées au gré des demandes émanant des établissements scolaires. Il n'y a donc pas de calendrier fixe, les ministres réagissant aux demandes ad hoc de la part des établissements scolaires en fonction de leur emploi du temps.

ad 3) Le Gouvernement considère que chaque député ou membre de Gouvernement est libre d'accepter des invitations émanant des différents établissements scolaires, sans que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse fasse un suivi de ces déplacements.

ad 4) Les visites dans les lycées permettent au Premier Ministre et aux ministres de discuter avec des élèves sur des thèmes d'actualité comme par exemple le Brexit ou le futur de l'Union européenne. Ce sont des échanges qui permettent aux élèves de poser des questions tant sur le fonctionnement de l'Union européenne que sur la position du Gouvernement à l'égard de certaines questions. Ces visites n'ont donc pas le caractère de campagne électorale.

ad 5) Il est évident que tous les politiciens, sans égard à leur sensibilité politique, peuvent se rendre dans des lycées pour discuter avec les élèves sur les défis politiques de notre temps. Tel est d'ailleurs le cas, comme illustré par exemple sur le site Internet du Lycée classique de Diekirch, qui a accueilli Madame Viviane Reding, députée européenne, le 7 mai 2018, soit quatre jours après le dépôt de la présente question parlementaire.

Question 3800 (08.05.2018) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **bureaux de recettes de l'Administration des contributions directes:**

Il nous revient que les bureaux de recettes d'Ettelbruck et d'Esch-sur-Alzette de l'Administration des contributions directes devraient bientôt être fermés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Quel est le but poursuivi par cette politique de fermeture?

- Est-il prévu que les services susmentionnés seront déplacés vers le bureau de recette Luxembourg?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que la décentralisation de ces services doive être maintenue afin de mieux desservir les régions du pays?

- Combien de personnes travaillent actuellement à Ettelbruck et à Esch-sur-Alzette et seront-elles, en cas de fermeture des bureaux, transférées vers le bureau de recette Luxembourg?

- Quel est l'avenir de l'Administration des contributions directes en général sur les deux sites susmentionnés?

Réponse (12.06.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Force est de constater que les moyens accordés à l'Administration des contributions directes (ACD) ont trop longtemps été insuffisants pour lui permettre de remplir ses missions dans des conditions convenables.

Partant, ce Gouvernement a lancé un vaste programme de modernisation de l'ACD, comprenant notamment un renforcement considérable de ses ressources humaines, avec 100 nouveaux postes créés rien qu'en 2018, ainsi qu'un projet de refonte de ses systèmes informatiques, dont certains éléments remontent à plusieurs décennies. Il a en outre été demandé à la direction de l'ACD d'identifier d'éventuelles inefficiences dans le fonctionnement quotidien de l'administration et d'y remédier, le cas échéant, avec l'objectif d'améliorer l'accueil et le service aux contribuables.

L'ACD est actuellement organisée en 62 services respectivement divisions, qui sont répartis sur 23 sites à travers le pays. Les différents services occupent entre 2 et 53 agents et les divers sites représentent entre 6 et 258 agents. Une telle dispersion géographique engendre inévitablement certaines pertes d'efficience.

En outre, les immeubles à disposition de l'ACD sur ces différents sites ne sont pas tous conformes aux dernières normes, y compris en ce qui concerne l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Aussi, la protection des données, la protection du secret fiscal et les exigences internationales en matière d'échange d'informations et de confidentialité des données exigent-elles désormais que les sites de l'ACD soient équipés d'une zone dédiée aux visiteurs et d'une zone back-office distincte, non accessible au public. Partant, des travaux de mise à niveau, respectivement des déménagements, s'imposent au niveau de différents services.

En ce qui concerne plus précisément le domaine du recouvrement, l'ACD compte actuellement trois bureaux de recettes (Luxembourg, Esch-sur-Alzette et Ettelbruck), qui émettent chacun leurs propres contraintes, leurs propres déclarations de créances et disposent de leur propre compte bancaire, obligeant potentiellement le contribuable de changer de bureau de recette lors d'un déménagement.

L'ACD procède dès lors à une uniformisation des procédures de recouvrement de ces trois bureaux et une simplification des traitements informatiques correspondants.

De manière complémentaire, et au-delà du cas des bureaux de recettes, l'ACD réfléchit à la mise en œuvre de mesures organisationnelles de modernisation et de simplification tant pour les contribuables que pour l'administration. Par ailleurs, l'avancée des nouvelles technologies permettra à l'avenir à l'ACD d'offrir des prestations plus ciblées aux contribuables sans nécessiter leur déplacement physique.

Ainsi, des regroupements modérés bien réfléchis pourront s'avérer bénéfiques, tant pour augmenter l'efficience du fonctionnement de l'administration que pour améliorer l'accueil des contribuables. Dans cet esprit, des travaux sont actuellement en cours pour regrouper à terme un nombre de services, tout en veillant au maintien d'une présence adaptée et proportionnée sur le territoire national.

Il convient de souligner qu'au regard de la complexité de la matière, la mise en œuvre du programme de modernisation décrit ci-devant ne pourra se faire que de manière progressive et prendra plusieurs années.

Ainsi, il serait prématuré de donner à ce stade une date butoir pour le regroupement des bureaux de recettes.

Enfin, il convient de préciser qu'en tout état de cause, l'avenir de l'ACD sur les sites d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck n'est nullement remis en question. D'ailleurs, le Conseil de Gouvernement a retenu en date du 1er juin 2018 de considérer à l'avenir en priorité la Nordstad comme lieu d'implantation de services de l'État, qu'il s'agisse de la création ou du redéploiement de services publics.

Question 3801 (08.05.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **zone industrielle «Um Monkeler»:**

Le 11 février 2014, le Ministère du développement durable et des infrastructures a donné son feu vert à l'installation d'une usine de production d'asphalte dans la zone industrielle «Um Monkeler» à Schifflange.

Lors d'une réunion d'information ayant eu lieu le 13 février 2014 à Esch-sur-Alzette, Monsieur le Secrétaire d'État avait indiqué avoir pris ses responsabilités. Dans la foulée, il avait par ailleurs relevé que sur les 22 entreprises installées dans la zone industrielle «Um Monkeler», quatre se trouveraient dans l'illégalité.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Monsieur le Ministre et Madame la Secrétaire d'État peuvent-ils confirmer que l'ensemble des entreprises (exploitant un site permanent pour le recyclage de déchets de construction et d'excavation) installées dans la zone industrielle susmentionnée et se trouvant dans la même situation ont été soumises aux mêmes exigences en termes d'autorisation d'établissement (y compris l'installation d'une station de lavage pour pneus, le capotage de l'installation de concassage, la mise en place de couvertures et fermetures latérales des silos de stockage des matières concassées)? À défaut, existent-ils des raisons objectives justifiant un traitement inégalitaire?

2) Monsieur le Ministre et Madame la Secrétaire d'État peuvent-ils confirmer que les entreprises implantées dans la zone industrielle «Um Monkeler» respectent les autorisations d'établissement (humidification des matières brutes, arrosage des chemins d'exploitations, nettoyage et lavage des pneus des camions, contrôle des quantités maximales pouvant être déposées suivant les différents arrêtés)?

3) Monsieur le Ministre et Madame la Secrétaire d'État peuvent-ils m'indiquer quand les entreprises implantées sur place ont pour la dernière fois fait l'objet d'un contrôle in situ par les agents de l'Administration de l'environnement et de l'Inspection du travail et des mines?

4) Comment Monsieur le Ministre et Madame la Secrétaire d'État entendent-ils procéder pour soutenir les communes dans leurs démarches de réduire les émanations de poussières et le chargement de la canalisation des eaux pluviales par les débris et poussières répandus sur la voirie et le déversement d'agents polluants dans ladite canalisation?

Réponse commune (18.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) La loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, dite «commodo/incommodo», prévoit les classes 1, 1A, 1B, 3, 3A, 3B et 4. Les établissements des classes 1, 1A, 1B, 3, 3A, 3B nécessitent une autorisation individuelle du ou des ministres compétents en fonction du classement tandis que les établissements de la classe 4 sont soumis à des prescriptions générales, édictées par règlement grand-ducal.

La loi énonce dans son article 7 les éléments d'information à fournir lors d'une demande d'autorisation des classes précitées. Ces informations sont évaluées au cas par cas lors de l'instruction de la demande et, le cas échéant, des informations complémentaires sont demandées.

La considération individuelle est l'essence de la loi pour ces établissements. Elle permet de prendre en compte la situation des alentours et du voisinage, qui varie pour chaque établissement, ainsi que les conditions d'exploitations particulières, qui sont également différentes pour chaque établissement. Sans cette considération, le principe de l'autorisation individuelle et donc la prise en compte des alentours présents, serait dépourvu de sens.

Lors de l'instruction des dossiers de demande, tous les établissements sont évalués objectivement. Le résultat de cette instruction - informations à fournir, évaluation, conditions d'autorisation - diffère toutefois en fonction des établissements et des alentours. Il est donc tout à fait normal que deux établissements - même comparables mais localisés à des endroits différents - ne se voient pas imposer des conditions identiques.

ad 2) Dans le cadre des contrôles sur site et sur dossier effectués par les services compétents de l'Administration de l'environnement fin janvier 2018, il s'est avéré que neuf établissements sur 27 ne respectaient pas entièrement les dispositions de leur autorisation délivrée par le Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement en matière d'établissements classés. Ceux-ci ont été contactés et invités à pallier ces non-conformités.

Il est évident que les services de l'Administration de l'environnement ne peuvent être constamment sur place pour contrôler les établissements de la zone «Um Monkeler» l'unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement intervenant sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Outre le service prémentionné de l'Administration de l'environnement et ceux du Ministre ayant le Travail dans ses attributions, les officiers de police judiciaire, les agents de la police grand-ducale peuvent également constater des infractions à la loi et à l'autorisation.

Étant donné qu'aucun indice relatif à une infraction, ni réclamation en relation avec les compétences attribuées au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS) dans le cadre de la loi dite «commodo/incommodo» n'a été porté à la connaissance de l'Inspection du travail et des mines, aucun contrôle in situ n'a été effectué par les agents de l'Inspection du travail et des mines (ITM) dans ce cadre.

ad 3) Les derniers contrôles in situ par l'unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement se sont déroulés le 25 janvier 2018.

ad 4) Les autorisations en matière d'établissements classés des différents établissements situés dans la zone se sont tous vus imposer des conditions relatives à la réduction des poussières. Ces autorisations ne peuvent cependant pas imposer des conditions de réduction de poussières en dehors des sites de ces établissements c'est-à-dire les poussières amenées dans la zone et dans les établissements notamment par le trafic routier et le transport de matières pulvérulentes.

Des prescriptions générales pour réduire ce genre d'impacts pourraient par contre être définies par un règlement interne dont le respect pourrait être suivi par une entité de gestion d'une telle zone. La zone «Um Monkeler», située sur des terrains des communes de Schifflange et d'Esch-sur-Alzette, ne dispose toutefois ni d'une telle entité de gestion ni d'un règlement interne.

Question 3802 (08.05.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **recyclage de l'aluminium:**

Dans le cadre du paquet «économie circulaire», la Commission européenne a décidé de modifier entre autres la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages, dont le nouveau texte se trouve actuellement en dernière ligne droite. Une des nouvelles dispositions concerne notamment l'instauration d'un objectif de recyclage de l'aluminium. Ainsi il est prévu d'atteindre un niveau de 50% de recyclage jusqu'en 2025 et de 60% jusqu'en 2030.

Néanmoins, à l'heure actuelle beaucoup d'emballages, notamment constitués de feuilles d'aluminium, sont encore incinérés au lieu d'être recyclés, puisqu'ils ne sont pas acceptés par les centres de recyclage.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quel est le taux de recyclage d'emballages en aluminium actuel au Luxembourg?

2) Quelle est la stratégie gouvernementale afin d'atteindre les objectifs fixés par la nouvelle directive?

3) Madame la Ministre juge-t-elle opportun d'élargir le nombre d'emballages acceptés dans le sac bleu Valorlux, pour inclure les emballages constitués de feuille d'aluminium, comme p. ex. les emballages de portions de chocolat ou les capsules de café?

Réponse (14.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Les taux de recyclage en matière d'emballage à atteindre sont fixés par la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil, du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages. Cette directive prévoit un taux unique de 50% en poids à atteindre au plus tard le 31 décembre 2008 pour tous les emballages métalliques. Cette directive ne fait pas de distinction entre les emballages ferreux et non ferreux. Par ailleurs, les obligations de rapportage des différents acteurs en matière de gestion des déchets se font selon la classification européenne des déchets prévue par la décision 2000/532/CE. Cette liste de déchets ne prévoit elle-aussi qu'un code unique pour les emballages métalliques sans faire la distinction en fonction du type de métal.

Il s'ensuit que les statistiques dont dispose l'Administration de l'environnement et qui sont communiquées à la Commission, regroupent l'ensemble des emballages métalliques, des données spécifiques pour les emballages en aluminium ne sont pas disponibles.

Toujours est-il qu'en 2015, le taux de recyclage de tous les emballages métalliques, aluminium inclus, était de 90,7% soit largement au-dessus du taux à atteindre selon la législation actuelle et toujours supérieur au taux à atteindre selon la nouvelle directive.

Étant donné qu'à part les feuilles d'aluminium, le type d'emballage en aluminium est sensiblement le même que celui en métaux ferreux (boîtes de conserves, boîtes de boissons), il faut s'attendre à ce que le taux de recyclage pour les emballages en aluminium est également déjà très élevé.

ad 2) Le Luxembourg dispose actuellement d'un système de collecte d'emballages et de déchets d'emballages très efficace. Ceci est prouvé par des taux de recyclage qui dépassent largement depuis des années déjà les taux de recyclage fixés par la directive 94/62/CE. Le pays se trouve ainsi dans une situation favorable pour atteindre les objectifs fixés par la nouvelle directive dans ce contexte, pour autant que ces taux ne sont d'ores et déjà atteints.

Or, cette situation avantageuse ne veut pas dire que des efforts d'amélioration des systèmes de collecte et de gestion des déchets et des emballages ne sont pas entrepris continuellement.

Ainsi, à titre d'exemple, les syndics peuvent bénéficier des activités de conseil de la SuperDrecksKëscht pour mettre en place dans les résidences des systèmes de collecte séparée de différentes fractions de déchets, permettant ainsi de faire la séparation à la source des différents matériaux tout en maintenant la qualité de ces matériaux. Cette collecte présente en outre l'avantage que les résidents peuvent diminuer leur note de gestion des déchets dans la mesure où les communes concernées appliquent une taxation des déchets ménagers résiduels en fonction de la production réelle de ces déchets, telle qu'il est prévu dans la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

L'installation de tri utilisée par l'asbl Valorlux ne permet aujourd'hui pas d'effectuer un tri automatique de certaines fractions supplémentaires d'emballages, comme par exemple les films, les sacs et les sachets en plastique. Ladite installation sera donc modernisée au niveau de ses capacités techniques de tri vers la fin de l'année 2018. Ces modifications permettront alors un tri plus performant et un spectre plus large de matériaux pouvant être triés. Des emballages supplémentaires tels que par exemple les films plastics pourront alors être acceptés de façon généralisée dans le sac vert.

Ce dernier est pour le moment en place dans 20 communes au Luxembourg, dont notamment douze communes du syndicat intercommunal SIGRE et les huit communes du syndicat intercommunal SICA. Le nouveau système des sacs verts sera ensuite étendu aux autres communes du pays, une fois cette phase test terminée.

ad 3) Tel qu'il a été indiqué au point 2) ci-dessus, l'installation de tri utilisée par l'asbl Valorlux ne permet actuellement pas d'effectuer un tri automatique de fractions supplémentaires. Or, la modernisation prévue permettra un tri plus performant de bon nombre de fractions non encore couvertes aujourd'hui.

À ce moment-là, les feuilles plastiques pourront être collectées sur l'ensemble du territoire luxembourgeois moyennant le sac de collecte de Valorlux.

Actuellement, la gamme des produits collectés par l'asbl Valorlux moyennant le sac bleu est bien définie. Les citoyens peuvent en principe faire une bonne distinction entre ce qui rentre dans le sac et ce qu'il ne faut pas y mettre. Ceci est prouvé par un taux de résidus de tri de 16% ce qui est un bon résultat pour ce type de collecte.

En augmentant le nombre de fractions à collecter par le sac bleu, le citoyen risque de ne plus pouvoir bien faire la distinction entre ce qui rentre dans ce sac et ce qu'il ne faut pas y mettre. Le résultat peut en être l'utilisation du sac pour évacuer toutes sortes de déchets. Ce phénomène s'est produit en Allemagne avec le sac jaune qui accepte toutes sortes d'emballages. La qualité des matériaux collectés s'est dégradée, la séparation est devenue toujours plus compliquée ce qui résultait dans le fait que plus que la moitié des emballages collectés dans le sac jaune a dû être incinérée.

Un élément critique en est certainement aussi l'acceptation dans ce sac de produits putrescibles, ce qui est par exemple le cas pour les capsules à café qui contiennent encore le marc de café.

C'est dans ce contexte que le nouvel agrément de l'asbl Valorlux prévoit qu'une extension de la gamme des déchets d'emballages à collecter par le sac bleu ne peut se faire que sur base d'un avis positif de l'Administration de l'environnement et après réalisation d'une phase pilote, ceci pour évaluer les incidences négatives que peut avoir une telle extension tant sur la qualité des matériaux collectés que sur le comportement des citoyens.

En même temps, il faut analyser ensemble avec les différents acteurs les potentialités d'autres pistes de collecte des emballages en aluminium tels que les feuilles ou les capsules à café qui permettent d'atteindre les taux de recyclage à respecter.

Question 3803 (08.05.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **travaux sur la Route du Vin:**

Seit geraumer Zeit finden umfassende Arbeiten entlang der Route du Vin statt. Einerseits werden die Gemeinden Stadtbredimus, Wormeldingen und Grevenmacher an die regionale Kläranlage in Grevenmacher angeschlossen, andererseits werden der Belag und die gesamten Infrastrukturen der Route du Vin erneuert und ein Fahrradweg geschaffen.

So ist momentan der Streckenabschnitt zwischen Stadtbredimus und Hüttermühle wegen der Arbeiten ganz gesperrt. Seit längerer Zeit ist außerdem zwischen Ehnen und Wormeldingen sowie in Ahn und Grevenmacher der Verkehr auf eine Fahrbahn gelenkt und mit Ampeln geregelt.

In Anbetracht dieser Tatsachen möchte ich folgende Fragenblöcke an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

A)

- Bis wann sollen die Gesamtarbeiten an der Route du Vin komplett fertiggestellt werden?

- Was sind die einzelnen Bauphasen und Streckenabschnitte und wie ist der jeweilige Zeitplan?

B)

- Werden die Arbeiten des Bauabschnittes Stadtbredimus-Hüttermühle wie vorgesehen im „Frühling 2018" abgeschlossen sein? Falls dem nicht so sein sollte, was sind die Ursachen einer solchen Verzögerung? Welches ist der neue Zeitpunkt der Fertigstellung dieser Arbeiten?

- Wie lange wird der Abschnitt Stadtbredimus-Hüttermühle komplett für den Verkehr gesperrt bleiben? Wird dies noch mehrmals der Fall sein?

- Wissend, dass momentan ebenfalls entlang der deutschen Moselseite größere Straßenbauarbeiten stattfinden und fast die ganze Strecke, mit den Abschnitten Wellen-Temmels bis Perl, gesperrt ist und dementsprechend der Verkehr sich auf die luxemburgische Moselstraße verlagert, wurde sich mit den deutschen Behörden abgesprochen bezüglich der Koordinierung der Zeiträume dieser Arbeiten?

Réponse (08.06.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad A) Die Arbeiten entlang der Route du Vin stehen unter der Verantwortung verschiedener Bauherren, unter anderem der Straßenbauverwaltung, des interkommunalen Zweckverbandes SIDEST, des öffentlichen Telekommunikationsunternehmens Post Luxembourg, des Verteilungsnetzbetreibers Creos Luxembourg sowie mehrerer Gemeinden. Die Straßenbauverwaltung ist für die Neugestaltung der Nationalstraße N10 sowie für den Bau des Fahrradweges zuständig. Der Zweckverband SIDEST ist für die Anbindung der Kläranlage Grevenmacher im Hafen Mertert mittels Druckleitung verantwortlich.

Wegen des Ausmaßes der Arbeiten wurde das Projekt in verschiedene Streckenabschnitte aufgeteilt (siehe Anhang Karte). Die Streckenabschnitte unter der Aufsicht der Straßenbauverwaltung sowie des Zweckverbandes SIDEST sind:

- Machtum, fertiggestellt 2014

- Machtum-Ahn, fertiggestellt 2017

- Ahn-Wormeldange, im Bau, voraussichtlich fertiggestellt 2019

- Wormeldange, Bauarbeiten geplant für 2019-2021

- Ehnen-Hëttermillen, Bauarbeiten geplant für 2022-2023

- Hëttermillen-Stadtbredimus, im Bau, voraussichtlich fertiggestellt im September 2018.

Die Gesamtarbeiten an der N10 werden folglich voraussichtlich 2023 beendet sein.

ad B) Das Teilstück Hëttermillen-Stadtbredimus war vom 02. Mai - 25. Mai 2018 für den Verkehr gesperrt, weil alle Straßenquerungen auf einer Gesamtlänge von 2.500 Metern erneuert werden mussten. Bedingt durch die Vollsperrung konnte auch der Erdaushub auf dem letzten Stück in Hëttermillen beschleunigt werden. Die Arbeiten auf diesem Teilstück werden voraussichtlich im Juli 2018 fertiggestellt. Nach dem Sommerkollektivurlaub wird die N10 nochmals für zwei Wochen gesperrt, um die letzte Deckschicht aufzubringen. Wegen der teils schlechten Wetterbedingungen gab es eine leichte Verzögerung im Zeitplan. Als zeitintensiv haben sich außerdem die Recycling-Arbeiten der vorhandenen Straßenbaumaterialien erwiesen, da hier mit extremer Sorgfalt gearbeitet werden musste. Durch die Aufbereitung vor Ort mit einer Mischung von Bitumen und Zement wurde jedoch der Transport von Baustoffen wesentlich verringert und das Aufbringen von neuen Baumaterialien auf ein Minimum reduziert.

Da es sich bei den Belagserneuerungsarbeiten auf der deutschen Seite gemäß vorliegenden Informationen jeweils nur um lokale Baustellen handelt, welche zudem jeweils nur Tagessperrungen beinhalten, ist eine tief greifende Koordinierung nur schwer möglich.

Question 3804 (08.05.2018) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **dommages causés par le renard aux éleveurs de petits animaux:**

In der gemeinsamen Antwort der Ministerin für Umwelt und des Ministers für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz auf die parlamentarische Anfrage Nr.3008 vom 18. Mai 2017 betreffend der Schädigung von Kleintierzüchtern durch den Fuchs hat die Regierung mitgeteilt, dass ihnen keine wissenschaftlichen Daten bekannt wären, welche belegen, dass „Kleintierzüchter verstärkt durch den Fuchs geschädigt werden".

Anlässlich des kürzlich abgehaltenen Nationalkongresses des Jägerverbands informierte aber der Herr Staatssekretär für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur, dass die durch den Fuchs verursachten Schäden bei Kleintierhaltern, vergleichbar mit Zahlen von vor 10 bis 15 Jahren, auf dem gleichen Stand geblieben sind.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Staatssekretär für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur stellen.

- Auf welchen Statistiken fußen die Aussagen des Herrn Staatssekretär?

- Sind diese Statistiken öffentlich zugänglich? Wenn nicht, warum und gedenkt die Regierung diese Zahlen einer breiten Öffentlichkeit zugänglich zu machen?

Réponse (12.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Wie bereits in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.3008 vom 18. Mai 2017 geschrieben wurde, sind dem Ministerium für Nachhaltigkeit und Infrastruktur keine statistischen Daten bekannt, die belegen würden, dass Kleintierzüchter nach dem Fuchsjagdverbot verstärkt durch den Fuchs geschädigt wurden.

Die beim kürzlich abgehaltenen Nationalkongress des Jägerverbands gemachte qualitative Äußerung fundiert auf den Aussagen, einerseits des Präsidenten des Kleintierverbandes USAL, Christophe Hansen, andererseits des Präsidenten der luxemburgischen Jägerföderation, Dr. Georges Jacobs.

Herr Hansen schrieb in einer E-Mail vom 5. Februar 2018 an die Naturverwaltung von 794 durch den Fuchs getöteten Kleintieren im Zeitraum von Juni 2016 bis Juni 2017, also für einen Einjahreszeitraum nach dem Inkrafttreten des Fuchsjagdverbots.

Dr. Jacobs schrieb im Jahr 2011, also vier Jahre vor dem Inkrafttreten des Fuchsjagdverbots, öffentlich von „pro Jahr weit über tausend" Kleintieren. Weiterhin schrieb er in der öffentlich verfügbaren Broschüre „Füchse in Luxemburg": „Kleintierzüchter sind vielerorts gezwungen, durch sehr aufwendige Käfige, die alles andere als ressourcenschonend sind, ihre Tiere zu schützen."

Daraus kann man schlussfolgern, dass die Kleintierhalter bereits vor dem Fuchsjagdverbot ihre Tiere schützen mussten. Außerdem scheint die Anzahl der vom Fuchs getöteten Kleintiere, beiden Aussagen zufolge, eher abgenommen als zugenommen zu haben.

Question 3806 (09.05.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**organisation des cours de base et des cours avancés:**

À partir de l'année scolaire 2018-2019, en classe de 6e et de 5e de l'enseignement secondaire général, les langues et les mathématiques seront enseignées sous forme de cours de base et de cours avancés. Selon les informations de la presse et de certains syndicats, quatre mois avant la rentrée scolaire, l'organisation de ces cours n'est toujours pas clarifiée. Beaucoup de directions d'établissements scolaires tendent à faire une différenciation en interne. Or, cette tendance risque de se faire au détriment des élèves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre a-t-il émis des directives aux lycées pour l'organisation des cours de bases et cours avancés?

- Dans l'affirmative, lesquelles?

- Monsieur le Ministre est-il en faveur d'une différenciation interne ou externe?

- À partir de quel effectif les lycées sont-ils habilités à procéder par une différenciation externe?

Réponse (12.06.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, je me permets tout d'abord de rappeler la raison de l'introduction des cours de base et des cours avancés, à savoir la volonté de permettre aux élèves de l'enseignement secondaire général de progresser à des niveaux d'exigences mieux adaptés à leurs capacités et de leur éviter ainsi des échecs en raison d'une faiblesse dans une seule discipline par exemple.

Quant à l'organisation des cours de base et des cours avancés, elle est réalisée par les établissements scolaires dans le cadre de l'autonomie qui leur est conférée par la loi modifiée du 25 juin 2004, ceci dans le respect des limites imposées par le contingent et en fonction des ressources humaines disponibles.

Dans ce contexte, je signale encore que j'ai donné instruction à mes services d'inscrire dans les plans de recrutement à venir une vingtaine de postes supplémentaires par an en vue de la transposition des réformes tant dans l'enseignement secondaire général que dans l'enseignement secondaire classique.

D'un point de vue pédagogique, la question de la différenciation a fait l'objet d'études internationales depuis une trentaine d'années. Ces études révèlent les effets bénéfiques d'une différenciation «interne» lorsqu'elle est appliquée à des groupes d'élèves dont l'hétérogénéité n'est pas excessive. En cas de disparités trop importantes, les lycées appliqueront la différenciation dite «externe», c'est-à-dire qu'ils organiseront des cours séparés en fonction du niveau des élèves.

L'organisation des cours de base et des cours avancés ainsi que la question de la différenciation ont d'ores et déjà fait l'objet de formations organisées conjointement par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN). Les 7 et 8 mai 2018 par exemple se sont tenues deux journées «kick off» à l'intention des directions des établissements scolaires; IFEN et SCRIPT ont par ailleurs élaboré une offre complète de formations disponibles à la demande des lycées: demi-journées pédagogiques consacrées au sujet de la différenciation, accompagnement de la pratique des enseignants (formations, regroupements, «coaching»), formations continues des directions et des commissions nationales de l'enseignement secondaire (CNES). Finalement, une plateforme d'échange entre tous les acteurs a été mise en place en vue de l'accompagnement de la mise en œuvre de la réforme: elle comprend des représentants du ministère, du SCRIPT et de l'IFEN, les présidents des commissions nationales concernées, des représentants du Collège des directeurs, ainsi que les principaux formateurs impliqués dans le processus.

Question 3807 (09.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **renaturalisation de la vallée de la Pétrusse:**

D'Regierung plangt zanter längerer Zäit, de Péitrussdall ze renaturéieren.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur dës Froe stellen:

1. Ass de Bestand vun deene schéinen ale Beem am Péitrussdall a Gefor?

2. Wéi eng Beem solle verschwannen?

3. Gi se ofgeholzt oder ëmgeplanzt?

Réponse (11.06.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

A senger parlamentarescher Fro géif den Här Deputéierte gär méi iwwert de Renaturéierungsprojet am Péitrussdall gewuer ginn. Well et sech heibäi awer ëm ee Projet vun der Stad Lëtzebuerg handelt, ass de Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur net kompetent, fir d'Froe vum Här Deputéierten dozou ze beäntwerten.

Question 3809 (14.05.2018) de **Mmes Martine Mergen** et **Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool:**

Récemment, un article dans le «Spiegel» a attiré notre attention en ce qui concerne les présentations et facilités d'accès aux alcools dans les commerces. Le journaliste y critique le manque de courage politique en Allemagne concernant les réglementations plus restrictives de la vente.

Le Luxembourg fait partie des pays à haute consommation d'alcool qui, d'après une étude du «European Health Interview Survey 2017 (EHIS)», se situe au-dessus de la moyenne européenne.

Dans le programme gouvernemental de 2013 il est écrit: «Le Plan national alcool sera mis en œuvre.» Selon nos informations, une équipe d'experts aurait travaillé pendant des années à un plan prévu pour la période de 2016 à 2020, qui ne nous a pas été présenté à cette date. «L'Essentiel» rapporte dans un article du 13 avril 2018 que Madame la Ministre de la Santé envisagerait de limiter la publicité en matière d'alcool.

La prévention surtout chez les jeunes nous semble être un sujet qui mériterait d'être approfondi. Le repérage et le dépistage des comportements d'abus et de dépendance, quel que soit le motif initial du recours au système de soins, devrait de même être un des objectifs principaux d'une politique de santé nationale. Les personnes et les groupes à risque devraient être ciblés et pouvoir profiter d'interventions précoces.

Les patients pour qui une conduite addictive a été identifiée nécessitent un bilan, une orientation médico-psycho-sociale et une prise en charge spécifique pour réduire les risques liés à leur consommation aux fins d'organiser un sevrage et/ou de prévenir la rechute. Or, de tels soins dits «addictologiques» restent trop peu développés dans nos hôpitaux, et on ne se limite fréquemment qu'au traitement des complications.

À titre d'exemple, les jeunes en intoxication sont souvent uniquement accueillis aux services des urgences et regagnent leur domicile sans que le problème d'un abus ou d'une dépendance ne soit suffisamment abordé par une équipe qualifiée. Ce manque d'offre de soins addictologiques existe dans beaucoup de pays: pour y remédier, la France a par exemple, depuis le début du millénaire, multiplié ses services d'addictologie et d'équipes de liaison en soins addictologiques (ELSA) dans quasi tous les hôpitaux français.

Devant ce problème de santé publique qui concerne donc de nombreux citoyens de notre pays, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Quelles sont les raisons pour lesquelles le «Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool» (PALMA), élaboré depuis 2016 et qui donne des recommandations globales pour mieux prendre en charge les problèmes de santé liés à l'alcool, n'est-il toujours pas publié?

2) Quelles sont les mesures de prévention et de dissuasion que le Gouvernement entend faire intervenir? Quelles seront les possibilités de détection précoce et de prise en charge ambulatoire?

3) La nouvelle loi hospitalière a-t-elle prévu assez de places dans des services d'addictologie, pour accueillir les patients qui pourraient profiter d'une prise en charge spécialisée? La même question vaut pour la réhabilitation des patients ayant subi un sevrage éthylique?

4) Combien de patients concernés ont recours à une prise en charge à l'étranger?

Réponse (20.06.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

ad 1) Un avant-projet de plan d'action contre le mésusage de l'alcool a effectivement été élaboré par un groupe d'experts en addictologie et par des représentants des services compétents de la Direction de la santé.

Il s'agit donc d'un document d'experts qui comporte des recommandations allant bien au-delà des objectifs prévus au programme gouvernemental en matière de maladies de la dépendance.

Dans la mesure où il m'importe qu'un futur plan national puisse trouver la plus grande adhésion au niveau de tous les acteurs de la société et que les actions y proposées soient réalisables, ce document d'experts fait actuellement l'objet d'une consultation, afin de garantir qu'il puisse prendre en considération les récentes expériences réalisées par nos pays voisins dans ce domaine. Une telle concertation tant au niveau national qu'au niveau international permettra de profiter d'acquis réalisés grâce à des initiatives européennes pour aboutir à d'éventuelles mesures juridiquement contraignantes, et de contribuer ainsi à une approche commune au niveau européen en matière de prévention du mésusage de l'alcool.

ad 2) Le Gouvernement contribue à la promotion de comportements de santé sains et responsables en matière de consommation d'alcool, par le biais d'une communication claire et adaptée à la population cible, diffusée sur une base régulière.

Concernant le dépistage précoce du mésusage de l'alcool, l'objectif consiste à diminuer le risque d'évolution vers la dépendance des personnes faisant un mésusage de l'alcool en offrant à la population une détection précoce organisée et standardisée. En anticipation du futur plan national, les premières mesures recommandées par les experts ont déjà été entamées, notamment par la mise en place d'un service ambulatoire d'addictologie (Centre ADDI•C).

ad 3) Des offres de soins spécialisées existent déjà au sein de nos structures hospitalières, que ce soit pour des prises en charge dans des unités relevant des soins aigus stationnaires ou ambulatoires (en hospitalisation de jour) ou des services de réhabilitation. L'ensemble de ces prises en charge est conforté par l'entrée en vigueur de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification

hospitalière. En effet la loi permet l'autorisation de plusieurs services aigus ayant les compétences et l'organisation nécessaire pour assurer la prise en charge des patients présentant un mésusage de l'alcool.

Au-delà des soins aigus, la loi hospitalière prévoit l'autorisation d'un service national de moyen séjour de réhabilitation psychiatrique dont les missions principales concernent «la récupération optimale des performances fonctionnelles, la meilleure autonomie et qualité de vie des personnes atteintes de problèmes liés à l'abus de substances dans une approche multidisciplinaire».

Concernant plus spécifiquement l'adéquation du nombre de lits aux besoins de la population, et vu les informations issues de la carte sanitaire, les types de pathologies prises en charge selon les codes ICD10, les taux d'occupation, l'estimation des besoins de la population et les plans nationaux en cours, il est apparu nécessaire d'augmenter le nombre de lits pouvant être autorisés pour ces spécialités.

ad 4) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de chiffres concernant le nombre de patients ayant recours à une prise en charge à l'étranger. Force est toutefois de préciser que le recours à une prise en charge à l'étranger n'est pas forcément lié à la saturation de l'offre de soins nationale. En effet, pour des raisons personnelles et notamment de préservation de l'anonymat, certains patients préfèrent se rendre à l'étranger. Il est actuellement difficile d'estimer la part exacte de ces patients, mais ce point fut également relevé par les experts dans leur document stratégique et devra être pris en considération dans le futur plan national.

Question 3810 (14.05.2018) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **projets de fusion entre le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique et le Centre Hospitalier du Nord:**

C'est en présence de Madame la Ministre de la Santé que le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) et le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) ont annoncé en 2014, dans le cadre d'une conférence de presse, leur intention de fusionner en un centre hospitalier régional avec un pôle de compétences en psychiatrie et en médecine psychosomatique. Cette fusion devrait aboutir au 1er janvier 2020. Le plan stratégique du CHNP, quant à lui, a connu plusieurs adaptations dans le passé qui font foi plutôt d'un manque de vision que de permettre une sécurité de planification.

Selon nos informations, le président du conseil d'administration du CHNP vient de démissionner de son poste pour des «raisons personnelles». Des rumeurs circulent, par ailleurs, autour d'une éventuelle démission imminente du directeur général du CHNP.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle nous informer si les projets de fusion du CHdN et du CHNP sont toujours de mise? Si non, quelles en sont les raisons?

- Si oui, la vocation du nouvel établissement correspondra-t-elle au projet initial? Quel est l'état d'avancement des préparatifs de la fusion? L'échéance initiale du 1er janvier 2020 pourra-t-elle être respectée?

- La démission du président du conseil d'administration est-elle à voir en relation avec les projets de fusion?

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer qu'une démission du directeur général du CHNP est imminente? Si oui, quelles en seraient les raisons?

Réponse (19.06.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Tout en rappelant aux honorable Députées, qui s'enquièrent du projet de fusion entre le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) et le Centre Hospitalier du Nord (CHdN), ma réponse à la question parlementaire n°3640, je tiens à les rassurer que ledit projet reste toujours d'actualité.

Je me félicite tout d'abord de la dynamique retrouvée au niveau des organismes gestionnaires des deux établissements publics en ce qui concerne les pourparlers qui vont bon train en vue d'une fusion.

S'il est certes vrai que depuis 2014, les deux établissements ont chacun fait, à tour de rôle, un pas vers l'autre, force est de constater que ces multiples contacts à différents niveaux n'ont pas permis d'avancer significativement vers la réalisation d'un projet commun.

Si la concertation entre le CHNP et le CHdN en vue de la réalisation de cet objectif est tout à fait constructive, il est toutefois prématuré à ce stade de s'avancer tant sur la vocation du futur établissement, qui devra être créé par le législateur, que sur une date à laquelle cette fusion deviendra effective.

Il est vrai que le président du conseil d'administration du CHNP m'a remis sa démission pour des raisons personnelles. Le successeur pour assumer la fonction de président du conseil d'administration vient d'être désigné.

En ce qui concerne le directeur général du CHNP, son contrat de travail a été résilié d'un commun accord avec effet au 1er juin 2018. Le conseil d'administration, présidé par son vice-président, vient de désigner le directeur administratif et financier en tant que directeur général faisant fonction, tout en ayant décidé, en même temps, d'entamer dans les meilleurs délais la procédure en vue du recrutement d'un nouveau directeur général.

Question 3811 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **mission de l'Armée luxembourgeoise en Irak:**

D'Lëtzebuerger Arméi war bis haut net am Irak präsent.

Opgrond vun neien Informatioune wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, datt d'Arméi elo wëllt e klengen Detachement an den Irak schécken?

2. Wa jo, wat wär d'Missioun vun deem Detachement, fir wéi laang géing e bleiwen, wou wär e stationéiert a wat wären d'Modalitéite vun där Missioun an d'Risike fir eist militärescht Personal?

Réponse (04.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

ad 1. Ech hunn d'Arméi beoptragt, d'Maachbarkeet ze analyséieren, fir ee klengen Detachement an der „NATO Training Capacity Building Mission in Iraq" (NTCBM-I) ze deployéieren, an dat am Kader vun de lafende Planunge vum „SHAPE" (Supreme Headquarters Allied Powers Europe). Déi Missioun, déi sech also nach an der Planungsphas befënnt, soll dann zäitno decidéiert ginn. Dee Moment gëtt déi zoustänneg Chamberskommissioun zu deem Sujet informéiert.

ad 2. Den Detachement géif sech viraussiichtlech aus Spezialisten am Beräich vun der Satellittekommunikatioun zesummesetzen. Den Deploiement soll begrenzt ginn op sechs Méint (Rotatioun vun zweemol dräi Méint) ab dem Lancement vun der Missioun. Den Detachement soll zu Bagdad am „Force Headquarter" (FHQ) vun der Missioun stationéiert ginn. An där Zäitspan ass en zoustänneg fir d'Installatioun, den Entretien an de Monitoring vun de Satellittekapazitéiten an -equipementer, déi Lëtzebuerg der NTCBM-I wärend der Opbauphas zur Verfügung stellt.

Den Detachement gëtt am FHQ kasärnéiert, soudass sech d'Deplacementer ausserhalb vum FHQ op ee Minimum reduzéiere wäerten. D'Risike fir den Detachement sinn deemno begrenzt.

Question 3812 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **parking de la caserne Grand-Duc Jean:**

Déi Parkplaz virun der Dikrecher Kasär gehéiert am Ableck net zum Areal vun der Kasär. Dëst huet eng Rei vun Nodeeler. Sou kann d'Arméi keng Parkplaze reservéieren, fir de Fall wou déi sollte kuerzfristeg gebraucht ginn. D'Arméi kann d'Sécherheet an dem Beräich virun der Kasär net garantéieren an och net fir d'Hygiène an dem Areal suergen.

Dowéinst wollt ech deenen Häre Verdeedegungsminister an Infrastrukturminister dës Fro stellen:

- War d'Regierung bereet, fir déi néideg Moossnamen ze huelen, fir d'Parkplaz virun der Kasär Groussherzog Jean zu Dikrech an d'Kasär ze incorporéieren?

Réponse commune (18.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Déi néideg administrativ Prozeduren, fir d'Parkplaze souwéi och een Deel vun der Zougangsstrooss virun der Kasär als „terrain militaire" ze consideréieren, sinn an der Endphas.

Dëst erlaabt der Arméi an Zukunft, d'Sécherheet vun deenen Infrastrukturen duerch d'Gardiene vun der Arméi sécherzestellen, an ass virun allem wichteg, fir kënnen am Kader vum Vigilnat déi néideg Sécherheetsmoossnamen ze ergräifen an eng besser Kontroll vum Zougang zur Kasär ze assuréieren. Dofir soll de Parking souwéi d'Zougangsstrooss an den „terrain militaire", awer net infrastrukturméisseg an d'„enceinte sécurisée" vun der Kasär, incorporéiert ginn, fir sou wäit wéi méiglech onnéidege Verkéier a Parke vu Privatween op deem Terrain ze vermeiden.

D'Arméi ass dann och fir den Ënnerhalt vum Terrain zoustänneg.

Question 3813 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **lignes directrices de la politique de défense:**

D'Regierung huet sech viru Kuerzem Lignes directrices ginn, déi d'Verdeedegungspolitik an deenen nächste Jore solle beschreiwen.

An där Dokumentatioun, déi zu dem Thema existéiert respektiv publizéiert gouf, steet awer net, wéi dës Lignë solle konkret ëmgesat ginn, besonnesch wat d'Personal ugeet. Sonner Zweifel ass et jo esou, datt eng ganz Rei vun deene Lignë vill a gutt ausgebilte Personal brauchen, fir kënnen ze fonctionnéieren.

Dowéinst wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Besoine vun der Arméi u Personal, fir déi Lignes directrices kënnen ëmzesetzen? Wéi eng nei Beruffsprofiller mussen an der Arméi geschaaft ginn? A wéi engem Zäitraum sollen déi Leit rekrutéiert an ausgebilt ginn?

2. An der Carrière vum Offizéier sollen zukünfteg och Universitären aus dem ziville Beräich rekrutéiert ginn. Wat ass do geplangt an no wéi enge Modalitéite sollen déi Leit an de Corps vun den Offizéier integréiert ginn? Muss d'Militärgesetz zu deem Zweck geännert ginn?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt och an anere Carrièren d'Modalitéite vum Rekrutement musse modifizéiert ginn, fir deenen neie Besoine vun der Arméi besser entspriechen ze kënnen?

Réponse (18.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

ad 1. An de Lignes directrices hu mer de Grondstee geluecht, fir dass d'Arméi sech am Kontext vun hirer Entwécklung an de kommende Jore schrëttweis nei Funktionalitéiten uneegent. Mir hu fënnef grouss Linne fir d'Entwécklung an d'Diversifikatioun vun de Capacitéite vun der Lëtzebuerger Arméi a Verdeedegung definéiert - Land, Air, Space, Cyber a Militärmedezinn -, wou mer nei Leit rekrutéieren an ausbilde wëllen.

D'Lignes directrices leeën ons verdeedegungspolitesch Besoinen an Ambitiounen duer a beinhalten och e Besoin fir méi Personal, fir déi zukünfteg Entwécklungen an der Praxis ëmzesetzen. Dës Besoinen u Personal si mer aktuell amgaange méi präzis ze definéiere mat Hibléck op eng Rekrutementsstrategie, déi all d'Carrièren a Beruffer an der Arméi betrëfft, a mir wäerten den neie Profiller an deene fënnef viséierte Beräicher eng besonnesch Opmierksamkeet ginn.

Bei de betraffene Profiller handelt et sech haaptsächlech ëm Piloten, Loadmasteren, „cabin operator", Offizéier an Ënneroffizéier fir de Beräich Informatiouns- a Kommunikatiounssystemer (CIS), Militär- an Imageryanalysten, Cyberdefenceoffizéier, Militärdokteren a Militärinfirmieren.

Mir ginn dovunner aus, dass fir d'Ëmsetzung vun de Lignes directrices, am Verglach mat haut, de Rekrutement vu Beruffsmilitär pro Joer sech wärend der Period 2019 bis 2025 potenziell verduebelt, entspriechend dem Rhythmus vum Opbau vun de verschiddene Projeten, déi an der Maach sinn.

ad 2. + 3. Ech hunn d'Direction de la défense beoptraagt, en neit Militärgesetz auszeschaffen, fir dat aktuellt, dat op 1952 zréckgeet, ze ersetzen. Dat neit Militärgesetz soll méi einfach ze liese sinn, besonnesch a Bezuch op d'statutaresch Ännerungen, déi mat der Reform am ëffentlechen Déngscht 2015 a Kraaft getruede sinn, dem neien internationale Kontext Rechnung droen an zum Ëmsetze vun de Lignes directrices bäidroen. Et sinn aktuell Diskussioune mat der Arméi an de Gewerkschaften amgaangen, fir déi wichtegst Elementer vun dësen Ännerungen, déi de Statut an d'Carrièren am Militärgesetz betreffen, ze definéieren.

De Rekrutement vun Offizéier op Basis vun engem Universitéitsdiplom ass säit der Reform vun 2007 eng Realitéit an ass am Artikel 10 vum aktuelle Militärgesetz festgeschriwwen a gëtt „recrutement direct" genannt. D'Kandidaten a Kandidatinnen, déi iwwert dëse Wee an d'Offizéieschcarrière komm sinn, musse wärend hirer Stagezäit fir zwee Joer eng Formatioun an enger „école d'application militaire" besichen. No hirer Vereedegung ënnerscheede se sech net méi vun de Kandidaten, déi iwwer „recrutement indirect" (d. h. iwwer e Master op der Militärschoul) an d'Offizéieschcarrière komm sinn, an hunn déiselwecht Rechter a Flichte respektiv déiselwecht Carrièresperspektiven. D'Offizéier wäerten och an Zukunft iwwert dës zwee Weeër rekrutéiert ginn. De „recrutement direct" dierft dobäi méi wichteg ginn, fir Leit mat méi technesche Profiller unzeschwätzen.

Fir dem Bachelordiplom Rechnung ze droen, soll d'Militärgesetz beim Rekrutement vun den Offizéier ergänzt ginn. Sou kéinten d'Titulairë vun engem Bachelor an Zukunft iwwer zwee Weeër an d'Offizéieschcarrière kommen:

- an enger neier A2-Offizéieschcarrière, déi geschaaft géif ginn; oder

- an déi existéierend A1-Offizéieschcarrière, wa se no hirem Bachelor eng weider Formatioun vun engem bis zwee Joer op enger Militärschoul maachen, fir e Master ze kréien.

Bei den Ënneroffizéier gëtt an Zukunft d'B1-Carrière agefouert, fir den Ufuerderungen un dës Carrière besser Rechnung ze droe mat dem ëmmer gréisseren Asaz vun neien a Spëtzentechnologien an der Arméi an och fir zukünftegen Entwécklunge gerecht ze ginn. D'Konditiounen a Modalitéite vum Aféiere vun der B1-Carrière solle sech op déi vun der Policereform alignéieren.

Question 3814 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**équipement de l'Armée luxembourgeoise:**

Well anscheinend net genuch operationell Dingoen zur Verfügung stinn, muss de Lëtzebuerger Detachement a Litauen zum Deel op Charroi a Waffestatiounen zréckgräifen, déi schonn ausgemustert waren. Dëst bréngt ënner anerem logistesch a Formatiounsproblemer mat sech.

Dowéinst wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Arméi muss op al Ween an Equipementer zréckgräifen, fir hir Missiounen ze erfëllen?

2. Wéi ass déi aktuell Situatioun, wat d'Dingoen ugeet? Wéi vill sinn der am Asaz a wéi vill sinn der iwwerhaapt operationell? Wat mécht d'Regierung, fir d'Zuel vun den operationellen Dingoen an d'Luucht ze setzen?

3. Wéi eng Konsequenzen hunn dës Problemer bei den Dingoen op déi zukünfteg Akafspolitik vun der Arméi beim Charroi?

Réponse (14.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

ad 1. De Fuerpark an d'Equipementer, déi d'Arméi huet, setze sech aus Ween a Material zesummen, déi eng ënnerschiddlech Unzuel vun Déngschtjoren erof hunn. Déi Equipementer sinn awer operationell an asazfäeg, wann een elo vun deenen Ausfäll ofgesäit, déi wéinst logistesche Grënn onëmgänglech sinn (Astandsetzen, periodeschen Ënnerhalt, Feele vun Ersatzstécker, asw.)

Déi verschidde Gamme vu Ween an Equipementer erméiglechen der Arméi, den Asaz vum Material de spezifeschen Ufuerderunge vun de jeeweilege Missiounen an/oder eise Partner an dëse Missiounen entspriechend unzepassen.

Esou huet sech duerch operationell Considératiounen erginn, dass de Reconnaissance-Peloton, deen un der Missioun eFP (Enhanced Forward Presence) vu September bis Dezember 2018 a Litauen deelhëlt, mat gepanzerten HUMMER-Jeepen deployéiert.

Mir sinn des Weideren am éischte Semester 2018 am EUBG (EU Battlegroup) a vu Januar 2019 un an der VJTF (Very High Readiness Joint Task Force) am Stand-by. A béide Fäll sinn dobäi Reconnaissance-Contingente vun der Lëtzebuerger Arméi engagéiert, déi mat PRV (Protected Reconnaisance Vehicle), alias Dingo, ausgerëscht sinn. D'Zréckgräifen op den Dingo erméiglecht et, fir an deene verschiddenen operationelle Kontexter wärend engem EUBG- oder VJTF-Deploiement optimal equipéiert ze sinn. An deem Kader ass och ze erwänen, dass mer fir eist VJTF-Engagement veschidden nei Acquisitioune gemaach hunn, fir bestoend Equipementer ze vervollstännegen oder ze erneieren.

ad 2. Am Kader vum EUBG 2018 sinn néng Dingoen am Asaz. Fir d'VJTF 2019 (déi awer schonns 2018 an der Stand-up-Trainingsphas ass) sinn am Ganzen 21 Dingoen am Gebrauch.

Donieft sinn awer och Dingoe fir Trainingszwecker an den Unitéiten affektéiert, dorënner och d'Fahrschoul.

De Moment läit den Operationalitéitstaux vun den Dingo-Ween ëm déi 45%. Dat ass dorop zeréckzeféieren, dass déi héich sophistiquéiert Waffesystemer, déi ee grousse Bestanddeel vum Won ausmaachen, engem opwendege Maintenanceprogramm nokomme mussen an zousätzlech, an der Tëschenzäit, verschiddenen Obsolescencen ausgesat sinn. Dat heescht, dass verschidde Komponente vun de PRV-Waffesystemer net méi vun den Hiersteller ënnerstëtzt ginn, mat dem Resultat, dass d'Arméi keng Ersatzstécker fir dat betraffent Material geliwwert kritt.

Deemno schaffe mir un der Modernisatioun (mid-life upgrade) vun den Dingoen, fir se op de leschten equipements- a sécherheetstechnesche Stand ze bréngen. Dofir hu mer bei der NSPA (NATO Support and Procurement Agency mat Sëtz zu Capellen) a beim Constructeur eng „pre-design"-Etüd an Optrag ginn a loossen e Cahier des charges ausschaffen. Am éischte Semester 2019 kann den Optrag fir d'Modernisatioun vun de Ween ulafen, soudass mer vun 2023 un e moderniséierten Dingo-Park hätten. En dozougehéierende Servicekontrakt (e sougenannten „Service Level Agreement") garantéiert eng permanent Operationalitéit vun op d'mannst 70%. Wärend der Entwécklungsphas gëtt och e Prototyp entwéckelt, deen et erlaabt, virun der Serieproduktioun sécherzestellen, dass onse militäreschen Ufuerderungen och Rechnung gedroe gouf.

ad 3. Fir dem Haaptproblem vun der Obsolescence aus dem Wee ze goen, wäerte sech an Zukunft d'Acquisitiounen oder Modernisatioune vum Charroi a multinational Programmer aschreiwen. Esou kënne mer eis Uschafungen an Aklang bréngе mat gréissere Partnernatiounen, wat de Virdeel huet, dass mer eng ëmmer besser Interoperabilitéit kréien an op d'logistesch Ënnerstëtzung vun de Partnernatiounen oder vun internationalen Agencen (z. B. NSPA) zeréckgräife kënnen. Esou multinational Programmer hunn och de Virdeel, dass dat selwecht Material a grousser Stéckzuel (ëm déi 3.000 Ween) a verschiddene Länner benotzt gëtt an dofir garantéiert d'Industrie, dass déi Equipementer iwwer eng länger Zäit (mindestens bis 2035) technesch ënnerstëtzt ginn.

Des Weidere wäerte mer an Zukunft bei enger neier Uschafung och direkt ee „Service Level Agreement" mat virgesinn, soudass mer eng Garantie vun der Industrie hunn, dass eng am Virfeld fixéiert minimal Operationalitéit agehale gëtt.

Question 3815 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **conservation des traditions de l'Armée luxembourgeoise:**

An allen Arméien ass d'Traditiounsfleeg e wichtegen Deel vum militäresche Wiesen. Si dréit dozou bäi, d'Geschicht net ze vergiessen an all déi ze éieren, déi grouss Affer am Déngscht vun hirer Heemecht bruecht hunn. D'Spure vun der Traditioun fanne sech a Fändelen, Uniformen, Zeremonien, Monumenter, Uerden an Dekoratiounen an nach a villen aneren Aspekter vum militäresche Liewen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et och laang militäresch Traditiounen, déi zum Deel Joerhonnerten zréckreechen. De Wope vum Jang de Blannen, Uniformelementer aus der Zäit vun den Habsburger wéi och déi brittesch Uniforme sinn en Deel vun der Geschicht vun der Arméi a vum Land. D'Geschicht vun deene verschiddene militäreschen Unitéiten, Contingenten a Kompanien, déi Lëtzebuerg am Laf vu senger Geschicht hat, spigele sech haut nach am Liewe vun der Arméi erëm.

Dowéinst wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Traditiounsfleeg och an der Lëtzebuerger Arméi eng wichteg Roll soll spillen?

2. Wa jo, wéi eng Mëttelen u Personal an u Leit wëll d'Regierung der Arméi zur Verfügung stellen, fir datt si hir Geschicht an Traditioune kann historiographesch opschaffen a fleegen?

3. Wéi eng Roll kann de Militärmusée an dësem Beräich spillen?

Réponse (14.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

D'Traditiounen an d'Geschicht vun der Arméi spillen eng wichteg Roll an der interner an externer Kommunikatioun vun der Arméi:

- Am Kader vun hirer Formatioun kréien nei Rekrutte Coursen an Aktivitéiten offréiert, fir sech mat den Traditiounen, der Geschicht an de Wäerter vun der Lëtzebuerger Arméi ze familiariséieren. Et sinn dëst eng Visitt vum Militärmusée (MNHM) zu Dikrech, d'Geschicht vun der Lëtzebuerger Arméi, d'Nationallidd an d'Militärwäerter.

- D'Arméi huet 2005 an der Kasär um Härebierg, mat Hëllef vum Militärmusée, eng „salle des traditions" ageriicht. An dësem Sall ginn d'Fanionen an d'Uniforme gesammelt, d'Missioune vun der Arméi duergestallt an d'Material am breede Sënn, besonnesch déi verschidde Waffentippen, virgestallt. Dëse Sall kann och op Ufro besicht ginn.

- D'Arméi bedeelegt sech regelméisseg u Paraden a Gedenkfeieren, déi no bannen an no baussen d'Verbonnenheet mat den Traditiounen ënnermaueren. Den Nationalfeierdag an d'Mäertensfest sinn an där Hisiicht all Joer besonnesch wichteg Momenter.

De Militärmusée zu Dikrech huet säit 1994 eng Sektioun iwwert d'Lëtzebuerger Arméi ageriicht. Haaptthematike vun dëser Sektioun sinn

- d'Ufäng vun der Lëtzebuerger Arméi: Fräiwëllege Kompanie (1881-1940)

- den Opbau vun der Nokrichsarméi an den obligatoresche Militärdéngscht (1945-1967)

- Duerstellung vu verschiddene Friddensmissiounen an UN-Missiounen (z. B. de Korea-Krich 1950-1953).

Dem Militärmusée kënnt eng zunehmend wichteg Roll bei der historiographescher Opaarbechtung zou.

De Militärmusée spillt och eng aktiv Roll beim Oprechterhale vun de Lëtzebuerger militäreschen Traditiounen. Sou besichen d'Rekrutten de Musée am Kader vun hirer Grondausbildung. Dat gëllt och fir d'Schüler vum COPRAL (Cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise). Dës Visitte ginn, souwäit wéi méiglech, vu fréiere Krichsveteranen oder Friddenszaldoten an hiren Temoignage begleet.

Virun der Tatsaach, dass de Musée nëmmen iwwer eng limitéiert Unzuel vu Personal verfüügt a vill op der Aarbecht vu Fräiwëllege berout, stellt d'Arméi dem Militärmusée en Zivilist, deen den Direkteschposte besetzt, an en Zaldot zur Verfügung. D'Arméi iwwerléisst dem Militärmusée och regelméisseg Material.

Wat d'Geschichtsopaarbechtung betrëfft, ass och ze bemierken, dass mer amgaange sinn, mat der Uni Lëtzebuerg eng Konventioun auszeschaffe fir d'Finanzéierung vun enger Etüd iwwert d'lëtzebuergesch Militärgeschicht, déi zur Publikatioun vun engem Referenzwierk zu deem Sujet féiere soll.

Question 3816 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **musique militaire:**

D'Militärmusek huet Aarbechtskonditiounen, dei vun hirer Natur aus anescht si wei dei vun anere Membere vum ëffentlechen Déngscht, an och anescht wéi déi vun anere Membere vun der Arméi. Vill Concerte sinn zum Beispill de Weekend oder owes.

Et schéngt esou ze sinn, datt dei Ëmstänn am Ableck net an engem adequaten, rechtleche Kader fir d'Militärmusek festgeluecht an ofgeséchert sinn.

Dowéinst wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Besteet an den Ae vun der Regierung eng Noutwendegkeet, fir de Statut vun der Militärmusek nei ze definéieren a rechtlech ze verankeren?

2. Wa jo, wéi sollen déi Regelungen ausgesinn a wéi a wéini solle si am Gesetz verankert ginn?

Réponse (05.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Et besteet eng Noutwendegkeet, de Statut vun der Militärmusek ze ergänzen, fir den ausser-gewéinlechen Aarbechtszäite vun de Militärmuseker Rechnung ze droen. Dofir hate mer am Februar 2017 e groussherzoglecht Reglement iwwert de „régime spécial de la Musique militaire de l'Armée luxembourgeoise" op den Instanzewee geschéckt, fir dëst ze regelen.

A sengem Avis 52.120 vum 16. Januar 2018 huet de Statsrot awer drop higewisen, dass dat virgeluechtent groussherzoglecht Reglement sech mam Aarbechtsrecht befaasst an dass dëst «une matière réservée à la loi par l'article 11, paragraphe 5 de la Constitution» ass. Dofir gi mer elo op de Wee vun engem Gesetz.

Bei der gesetzlecher Verankerung wäerte mer déiselwecht Regelunge virgesi wéi am virgeschloene groussherzogleche Reglement.

D'Zil vun dëse Regelungen ass:

- eng kloer Organisatioun vun den Aarbechtszäite festzeleeën duerch d'Aféiere vum „travail collectif" (22 Stonne pro Woch fir d'kollektiv Prouwen an d'Concerten) a vum „travail individuel" (18 Stonne pro Woch fir d'Virbereedung an d'individuell Prouwen an Aarbechten) vun de Museker.

- d'Limitéiere vun den „activités accessoires" op maximal siwe Stonne pro Woch. All „activité accessoire" muss virop vum Verdeedegungsminister autoriséiert ginn. Fir iwwert déi siwe Stonnen erauszegoen, muss zousätzlech e positiven Avis vum Commissaire chargé de l'enseignement musical virleien.

Dës Ziler erfuerderen eng Rei Derogatioune géintiwwer dem allgemenge Statut vun de Statsbeamten, déi am Gesetz detailléiert ginn.

Dës Regelunge sollen am Kader vun der Reform vum Militärgesetz verankert ginn.

Bis dohi ginn dës Regelungen unhand vun enger interner Note de service vun der Arméi, déi ech ausdrécklech approuvéiert hunn, säit dem 9. Abrëll 2018 applizéiert.

Question 3817 (14.05.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **passes à poissons:**

Les passes à poissons sont des dispositifs permettant aux poissons de franchir des obstacles créés par l'homme dans des cours d'eau. Les poissons en ont besoin pour passer des seuils ou des barrages. Les passes à poissons contribuent ainsi à la diversité de l'écosystème de toutes nos rivières. D'ailleurs, il me revient que ces passes à poissons au Luxembourg ne seraient pas toutes dans un bon état.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quel est l'état actuel des passes à poissons au Luxembourg en général?

2) Existe-t-il un relevé des toutes les passes à poissons en fonctionnement?

3) Dans quelles rivières les passes à poissons font encore défaut et devraient ainsi être mises en place?

4) Quelle(s) autorité(s) est (sont) responsable(s) pour l'entretien et le contrôle?

5) Existe-t-il un plan d'action, voire un concept y afférent?

Réponse (14.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Certaines passes à poisson installées avant 1996 ne répondent plus aux standards scientifiques actuels de la libre circulation des espèces piscicoles. Des observations, études et publications scientifiques ainsi que des suivis biologiques dans le cadre de projets de pilotage sur la migration des poissons ont permis d'approfondir les connaissances sur le comportement des poissons et de développer des technologies plus efficaces.

En ce qui concerne l'entretien des passes à poissons, il faut noter que les passes techniques à fentes verticales ou les passes à bassins successifs requièrent, comparés aux rivières de contournement plus naturelles ou aux rampes, un entretien plus intense et plus régulier pour garantir leur bon fonctionnement vu le risque plus élevé d'entravement du passage par des débris flottants. Ainsi, moins l'ouvrage est technique et plus il est proche d'une rivière de contournement «naturelle», moins la passe à poissons nécessite un entretien régulier et plus le bon fonctionnement est garanti à long terme, permettant d'assurer la libre circulation de la faune piscicole, des macroinvertébrés, de la flore aquatique et des sédiments durant toute l'année.

Pour cette raison l'élimination complète d'un barrage existant, en cas de non-exploitation d'énergie hydraulique et en cas d'absence d'intérêt culturel ou historique et de risques hydrauliques, représente à long terme la solution la plus efficace, la plus durable et la moins coûteuse concernant la franchissabilité piscicole. L'absence d'obstacle garantit non seulement le libre passage de la faune et de la flore aquatique en général, mais favorise également la restauration d'habitats pour la faune et la flore aquatique typique, ainsi que le transport sédimentaire vers l'aval ce qui engendre une amélioration nette de l'écosystème et la restitution du régime hydraulique initial.

Dans le but d'améliorer les connaissances quant à l'état et au fonctionnement des passes à poissons, l'élaboration d'un registre national de classification des passes à poissons est en cours. Ce registre sera établi en tenant compte des récents progrès dans l'étude du comportement des poissons qui franchissent des ouvrages hydrauliques.

ad 2) Une évaluation hydromorphologique a été réalisée dans le cadre de l'établissement du Plan de gestion des districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse situés sur territoire luxembourgeois pour le cycle 2015-2021. Cet inventaire évalue 31 paramètres morphologiques, dont un des paramètres concerne la continuité écologique, notamment en termes d'interruption de la continuité écologique.

Au-delà de cet inventaire ayant pour but d'identifier et de localiser tous les obstacles et seuils (à partir d'une hauteur de 5 cm, correspondant à un obstacle significatif et infranchissable pour une espèce telle que le chabot par exemple) dans les cours d'eau luxembourgeois, une analyse consécutive plus approfondie sera réalisée en 2019 par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) en vue de l'établissement du projet de plan de gestion pour le 3e cycle de gestion (2021-2027).

Puisqu'il est nécessaire d'évaluer l'état des passes à poissons sur base de critères tels que le dimensionnement de l'ouvrage, les conditions hydrauliques au sein de l'ouvrage, les critères de repérabilité de l'accès à l'ouvrage et l'évaluation du transport sédimentaire, cet inventaire évaluera l'état actuel des ouvrages existants en se basant sur d'une méthodologie établie par les experts des États riverains. En effet, une telle analyse intègre plusieurs volets tels que la mesure des ouvrages de franchissabilité (dimensionnement de la passe à poissons, hauteur de l'obstacle transversal, régime hydraulique, etc.) ainsi qu'une évaluation de l'effet de la discontinuité sur les organismes aquatiques, le régime hydraulique et le transport sédimentaire, tout en tenant compte de l'état naturel et typique du cours d'eau.

Le but de cet état des lieux prévu pour 2019 consiste à répertorier l'état des passes à poissons existantes. Cette évaluation permettra de procéder à l'établissement d'un programme de mesures visant à augmenter l'efficacité des passes à poissons construites dans le passé et permettant de respecter à la fois les besoins écologiques et les obligations législatives.

ad 3) Toutes les eaux de surface répertoriées dans le Plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises), font l'objet de mesures destinées à rétablir la continuité écologique sur toute leur longueur. Il s'agit de toutes les masses d'eau de surface ayant un bassin versant de plus de 10 km².

La réalisation de ces mesures qui peuvent bénéficier d'un cofinancement par le Fonds pour la gestion de l'eau est cependant fortement dépendant des propriétés des barrages et des terrains riverains, de la bonne volonté des maîtres d'ouvrage, d'aspects de protection du patrimoine et d'aspects hydrologiques contraignants, tels que l'augmentation du risque d'inondation ou de l'abaissement du niveau d'eau dans la substance bâtie des immeubles.

Outre la réalisation progressive des mesures du rétablissement de la continuité écologique repris dans le programme de mesures repris au Plan de gestion pour le cycle 2015-2021, l'évaluation des obstacles et des passes à poissons prévue pour l'année 2019, mentionnée préalablement, permettra d'inventorier les déficiences relatives à la continuité écologique sur l'ensemble des cours d'eau.

ad 4) En vertu de l'article 17, paragraphe 1, de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, le maintien en parfait état des ouvrages de franchissabilité, de même que leur approvisionnement en eau, en quantité suffisante pour permettre le passage effectif des espèces piscicoles présentes se fait à la responsabilité et aux frais des propriétaires. L'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau a renforcé cette obligation.

En effet, en vertu de l'article 36, paragraphe 5, de la loi modifiée relative à l'eau, le propriétaire d'un ouvrage hydraulique doit pourvoir à l'entretien des eaux de surface créées par cet ouvrage. L'exploitation d'un barrage (obstacle transversal inhibant la libre migration de la faune aquatique) oblige le propriétaire à entretenir tous les passages potentiellement fran-

chissables dans les deux sens (montaison et dévalaison) par les poissons et macroinvertébrés afin de compenser l'impact créé par cet obstacle. L'entretien doit garantir la libre migration de la faune et de la flore aquatique, ainsi que la libre circulation des sédiments.

Le contrôle des passes à poissons incombe à l'Administration de la gestion de l'eau, qui procède à un contrôle technique surveillant le dimensionnement et les paramètres hydrauliques des ouvrages nouvellement construits. Il est également à noter que depuis quelques années tous les projets réalisés dans le cadre du rétablissement de la continuité écologique sont effectuées par l'Administration de la gestion de l'eau en concertation interdisciplinaire entre des experts en faune piscicole et en ingénierie hydraulique afin de couvrir les aspects biologiques, éthohydrauliques (aspects relatifs au comportement des poissons sous l'influence de paramètres hydrauliques), ainsi que les aspects purement hydrauliques et techniques.

De plus, un monitoring opérationnel qui consiste à effectuer un inventaire piscicole avant et après la réalisation de la mesure permet d'évaluer l'efficacité de la passe à poissons nouvellement construite.

Pour les passes à poissons existantes, le contrôle se fera par l'intermédiaire de l'inventaire détaillé des obstacles transversaux qui sera réalisé en 2019.

ad 5) Pour les ouvrages de franchissabilité faisant encore défaut:

Un premier registre des obstacles entravant la continuité écologique des masses d'eau de surface a été établi et fait partie intégrante du Plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse pour le cycle 2009-2015 et a été actualisé dans le cadre du Plan de gestion pour le cycle 2015-2021.

Les mesures de rétablissement de la continuité énumérées dans les programmes de mesure seront réalisées suivant la progression des négociations avec les propriétaires.

Pour les ouvrages de franchissabilité existants:

Une évaluation de l'efficacité des ouvrages existants est prévue en 2019 qui entraînera des mesures supplémentaires d'adaptation pour un bon fonctionnement et qui seront repris dans le programme de mesures du Plan de gestion pour le cycle 2021-2027.

Question 3818 (14.05.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **archives du Centre de documentation sur les migrations humaines:**

L'asbl «Centre de documentation sur les migrations humaines» (CDMH), fondée en 1995 à Dudelange, exposant et documentant depuis plus de 20 ans sur le thème de la migration, bénéficie actuellement d'une aide financière de l'«Œuvre de secours Grande-Duchesse Charlotte» pour assumer le budget lié à la rémunération du personnel engagé à des fins d'archivage. Alors que la convention avec cette dernière viendra à échéance prochainement, le conseil d'administration du CDMH s'inquiéterait de la suite de la prise en charge des frais de personnel pour l'archivage.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des inquiétudes du conseil d'administration du CDMH en ce qui concerne la future gestion financière de l'archivage?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à couvrir, dans le cadre d'une convention entre le ministère et le CDMH, une partie, voire la totalité des frais en question?

- Quelle autre solution Monsieur le Ministre pourrait-il envisager afin de garantir le bon fonctionnement du CDMH à l'avenir et notamment de sa bibliothèque?

Réponse (20.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Depuis 2001, le Ministère de la Culture soutient les activités du Centre de documentation sur les migrations humaines (ci-après le «Centre») par le biais d'une convention. Pour l'année 2018, la participation financière du ministère s'élève à 63.000 euros.

Afin de garantir le bon fonctionnement futur du Centre et d'assurer une conservation et un accès adéquat aux documents gérés par celui-ci, il est prévu que les fonds documentaires de l'association seront transférés dans un nouveau bâtiment en cours de construction par la Ville de Dudelange. Le Ministère de la Culture a été sollicité de soutenir cet effort par le biais d'un subside aux infrastructures culturelles régionales.

Question 3819 (14.05.2018) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **promotion du sport mécanique:**

An engem Pressecommuniqué schreift e potenziellen Organisateur vu senge Schwieregkeeten, fir en „Supercross" fir de gudden Zweck ze organiséieren. De Mann huet iwwer ee Joer laang etlech Gemenge gefrot an och verschidde Ministèren. Ufroe sinn och geschéckt gi fir d'Industriefrichen um Belval an zu Diddeleng. Säi Projet vun dëser Motoscourse op enger Pist, déi net permanent ass, mä just fir dat Evenement opgeriicht gëtt, stéisst iwwerall op daf Oueren. Dobäi ass de Projet geduecht fir e gudden Zweck (fir krank Kanner). Am Communiqué steet, datt de Glacis oder d'Herchesfeld zu Réiser gutt Plaze wären. Deelweis goufen d'Ufroe guer net beäntwert, deelweis koum et zu Ofsoen. An deem Kontext wëll ech der Madamm Ëmweltminister, dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Wunnengsbauminister an dem Här Sportsminister dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung generell zum Auto- a Motorsport, deen duerch Bierg-, Karting-, Stockcar-, Motocrosscourssen asw. asf. eng laang Traditioun hei am Land huet?

2. Wat sinn d'Ursaachen, fir do, wou d'Regierung zoustänneg ass, keng Geneemegung fir dës Zort Veranstaltung ze ginn?

3. Gëtt et Sécherheetsbedenke géint dës Zort Courssen, déi international professionell organiséiert an ouni Tëschefäll esouguer a groussen Halen iwwert d'Bün ginn?

4. Sinn et Ëmweltiwwerleeungen, déi d'Ursaach vun de Refuse sinn, a wat kann eng eemoleg Course mat net permanente Strukturen u Schued maachen? Ginn net an der belscher Nopeschregioun Motocrossevenementer esouguer an direkter Noperschaft vun Natura 2000-Sitten organiséiert, anscheinend ouni Bedenken, datt si fir d'Ëmwelt schiedlech wieren, vu datt se jo nëmmen een Dag am Joer stattfannen?

5. Wat wär de wirtschaftlechen Impakt vun esou enger Manifestatioun, déi sécher, wat d'Publikumszuelen ugeet, mat munchem groussen Open-Air-Concert kéint mathalen?

6. Motorsport an alle Variatioune spillt ëmmer méi eng Roll beim Marketing vu ville Länner, déi och vill Geld doranner investéieren. Gesäit d'Regierung kee Marketingpotenzial am Kader vum „Nation Branding" an esou enger Course? Wou sinn an deem Kontext d'Pläng drun, fir d'Formel 1 op Lëtzebuerg (eventuell op e Stadparcours wéi de Kierchbierg) ze invitéieren?

Réponse commune (26.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Jiddwereen, deen eng Course mat motoriséierte Gefierer wëll organiséieren, muss virdrun ofklären, ob säi Projet oder Tracé dem Gesetz no autorisabel ass, an, falls jo, sech ëm déi virgeschriwwen Autorisatioune këmmeren.

Am Fall wou d'Course net op ëffentleche Stroosse geplangt ass, brauch den Organisateur fir d'Eischt den Accord vum Proprietaire vum Wee respektiv vum Terrain.

Courssen op ëffentleche Stroosse brauchen eng „permission de voirie" vum Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur.

Courssen op befestegte Weeër, déi net zur ëffentlecher Strooss gehéieren an déi net am Bauperimeter sinn, brauchen eng Autorisatioun op Basis vum Naturschutzgesetz wéinst engem méiglechen Impakt op d'Déieren an op geschützte Gebidder. D'Gesetz verbitt Konstruktiounen, déi net fir d'Exploitatioun vun der Gréngzon gebraucht ginn. Deemno ass et net méiglech, Tribünen, Sprungschanzen oder äänlech Bauwierker opzeriichten. An deem Sënn kënne Stockcar-Courssen autoriséiert ginn, en „Supercross", fir deen e puer dausend Tonne Buedem opgeschott musse ginn, awer net.

Ganz allgemeng gi just déi Motorsportmanifestatiounen autoriséiert, déi keng substanziell Gefor fir d'Ëmwelt an de Bierger duerstellen. Indoor-Courssen an enger bestoender an autoriséierter Hal brauche keng zousätzlech Autorisatioun.

All gutt preparéiert an autoriséiert sportlech oder kulturell Manifestatioun, déi Visiteuren aus dem Ausland hei op Lëtzebuerg unzitt, huet natierlech ee positive wirtschaftlechen Impakt notamment op d'Betriber aus dem Horesca-Secteur. Des Weidere sinn esou Evenementer och ëmmer eng gutt Geleeënheet, fir Promotioun vu Lëtzebuerg ze maachen.

Question 3821 (15.05.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**hélicoptère de la Police grand-ducale**:

Le 19 janvier 2018, le Conseil de Gouvernement a approuvé l'acquisition de deux hélicoptères du type Airbus 145M. Les «lignes directrices de la politique de défense du Luxembourg à l'horizon 2025 et au-delà» prévoient le développement de la composante aérienne des forces armées ainsi que la mise en place de synergies dans le cadre de leur exploitation. Dans ce contexte, la Police grand-ducale pourra également utiliser ces deux nouvelles machines pour ses besoins.

Dans la réponse à la question parlementaire n°808 du 17 décembre 2014 au sujet de l'utilisation de l'hélicoptère de police pour des vols nocturnes, Monsieur le Ministre a précisé que l'utilisation future de l'hélicoptère serait analysée dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau plan d'intervention et que, le cas échéant, des mesures nécessaires seraient prises pour recourir au vecteur aérien pendant la nuit.

Dans ce contexte, il m'a été rapporté que des vols de nuit seraient désormais possibles à condition qu'une demande ait été introduite à l'avance.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre peut-il me faire part des conclusions du nouveau plan d'intervention de l'hélicoptère de la Police grand-ducale?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les vols de nuit sont désormais possibles et nécessitent une autorisation préalable?

3) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun qu'un hélicoptère puisse être opérationnel à tout? Dès lors, une permanence ne serait-elle pas de mise?

4) Combien de pilotes sont actuellement engagés au sein de la Police grand-ducale? Est-ce que l'effectif actuel est suffisant pour les besoins actuels et futurs?

Réponse (07.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Le plan d'intervention auquel il est fait référence dans la question parlementaire permet une optimisation de l'ancien concept. Le plan d'intervention est basé sur un contrat de service avec la société Luxembourg Air Ambulance SA (LAA) qui prévoit l'opérationnalité d'un hélicoptère, d'un certain volume horaire ainsi qu'une mise à disposition de pilotes conséquente. Ce contrat garantit à la Police grand-ducale une disponibilité opérationnelle de l'hélicoptère en semaine de 06.00 heures à 22.00 heures, durant les weekends et lors des jours fériés.

ad 2) Je peux confirmer que les vols de nuit sont autorisés et qu'ils sont soumis, pour des raisons d'organisation, à une procédure interne à la Police grand-ducale. La procédure des vols de nuit prévoit des concertations au préalable avec la LAA en vue de la mise à disposition d'un pilote ainsi qu'avec l'Administration de la navigation aérienne - Service des opérations aéronautiques, afin de l'informer sur le caractère de la mission effectuée en dehors des heures d'ouverture normales de l'aéroport (22.00 heures à 06.00 heures).

ad 3) Actuellement, les pilotes engagés par la LAA n'effectuent pas de service de permanence. À l'avenir, dans le cadre du projet d'acquisition de deux nouveaux hélicoptères de type H145M pour 2020-2021, un fonctionnement 24/24 h 7jours/7 sera préconisé du point de vue opérationnel. À cette fin, la police élaborera un nouveau concept de fonctionnement.

ad 4) La Police grand-ducale n'emploie actuellement pas de pilotes, mais c'est la LAA qui les met à disposition par le biais du contrat de service précité.

En ce qui concerne les besoins futurs, les effectifs devront être mis en relation avec le concept opérationnel à l'horizon 2020-2021, tel que développé sub 3).

Question 3822 (15.05.2018) de **MM. Max Hahn** et **Eugène Berger** *(DP)* concernant le **réaménagement de l'«Entrée en ville» de Differdange:**

Dans un article paru récemment dans la presse écrite, l'échevin de la ville de Differdange responsable pour le développement urbain et la circulation reproche aux CFL un manque de coopération avec l'administration communale, dans le cadre du projet de réaménagement de l'«Entrée en ville» de Differdange, notamment en ce qui concerne l'extension de la gare ou encore la mise en place du système de covoiturage «Flex».

Étant donné que Differdange constitue non seulement la troisième ville du Luxembourg en termes de population et que le réaménagement de la porte de Differdange, avec entre autres la construction d'un nouveau lycée ainsi que du centre commercial «Opkorn», y entraînera en plus une augmentation du trafic, l'élaboration d'un concept cohérent et prévoyant de la mobilité, en concertation avec tous les acteurs impliqués, semble raisonnable.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les travaux de réaménagement de la nouvelle «Entrée en ville» ont-ils été planifiés en concertation avec les différents acteurs, en particulier l'administration communale, l'Administration des ponts et chaussées et les CFL?

- Est-il prévu d'agrandir la gare de Differdange? Dans la négative, pour quelles raisons les CFL y renonceraient-t-ils?

- Pour quelles raisons la ville de Differdange ne fait-elle pas partie du réseau de covoiturage «Flex» des CFL?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le projet intitulé «Entrée en ville de Differdange» est un projet qui comprend le réaménagement complet de l'arrêt de Differdange, ainsi que la construction d'un nouvel ouvrage permettant une plus grande ouverture au niveau de la rue Emile Mark («Entrée en ville») afin de libérer une surface qui sera aménagée en tant que parvis. Ces études ont commencé en 2010 et ont été menées en étroite concertation entre les CFL, l'Administration des ponts et chaussées et la commune de Differdange.

Le phasage qui a été retenu entre les entités impliquées sur place, prévoit des travaux préliminaires à réaliser avant de pouvoir commencer le projet de réaménagement de l'«Entrée en ville» proprement dit. Dans un premier temps, une conduite d'azote de la société Air liquide a dû être déplacée. Ce déplacement n'a eu lieu qu'en 2017 après de longues négociations.

Dans un deuxième temps, il a été retenu que l'Administration des ponts et chaussées devait transformer le carrefour devant l'«Entrée en ville» afin de libérer de l'espace nécessaire permettant de reconstruire l'ouvrage d'art supportant l'actuel arrêt de Differdange sous trafic ferroviaire.

Afin de compenser le retard du projet «Entrée en ville», il a été proposé à l'administration communale de Differdange d'avancer sur la reconstruction de l'arrêt d'Obercorn, intégrant la suppression des deux passages à niveau 13 et 14. Ce projet a été réalisé en concertation étroite avec le Service technique de la commune pendant la période 2013-2016.

La continuation des travaux sur la suppression du passage à niveau 15 se situant à quelques centaines de mètres de l'actuel arrêt a aussi été assurée. Les discussions avec l'administration communale de Differdange sur la variante à retenir sont en cours, mais il est préférable que les deux projets restant à réaliser sur Differdange («Entrée en ville» et suppression du passage à niveau 15) soient fusionnés afin d'optimiser les barrages de la ligne ferroviaire nécessaire aux chantiers.

Le projet de reconstruction de l'arrêt de Differdange prévoit, outre une mise en conformité de l'arrêt par rapport aux personnes à mobilité réduite et aux spécifications techniques d'interopérabilité, l'allongement des quais de 190 m à 250 m avec toutes les infrastructures annexes figurant au catalogue des CFL (mBox, abris pour voyageurs sous la forme d'auvents architecturaux, système d'information aux clients, ascenseurs, etc.).

Concernant le réseau d'autopartage (carsharing) «Flex», ce produit a été mis en service au mois de février avec une vingtaine de stations.

Dans le cadre du choix des stations «Flex», une multitude de facteurs différents ont été considérés. Outre la taille de la commune et la situation géographique des gares de la commune, c'est surtout le nombre de montées et descentes de voyageurs dans les gares, ainsi que la distribution géographique équitable des stations «Flex» sur le territoire luxembourgeois lors de la phase de lancement qui étaient les facteurs décideurs.

Differdange, en tant que commune, a été considérée de par sa taille et son importance dès le début des réflexions pour une station potentielle de «Flex». Or, dans le souci de couvrir efficacement le territoire luxembourgeois avec les moyens élaborés, le fait de la proximité géographique des stations de Pétange et de Belval-Université et des options de placement des voitures «Flex» disponibles, le choix initial s'est porté sur d'autres stations.

Lors de l'extension du réseau «Flex» par des stations supplémentaires, l'arrêt de Differdange sera parmi les premières options à considérer. Dans cette optique, une entrevue entre les responsables de CFL Mobility et les responsables communaux de Differdange a d'ailleurs déjà eu lieu le 30 mai 2018.

Question 3824 (15.06.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **service CAPABS:**

Le service CAPABS (transport complémentaire d'accessibilité) transporte gratuitement les élèves de l'éducation différenciée, de même que les salariés handicapés vers les ateliers protégés ou les centres pour personnes handicapées physiques et polyhandicapées. Il me revient dans ce contexte que sur certains trajets le transport des élèves de l'éducation différenciée ne fonctionne plus de façon satisfaisante. En effet, certaines lignes accusent régulièrement des retards considérables, parfois de plusieurs heures, causant des inconvénients aux élèves et empêchant des parents de rejoindre leur lieu de travail en temps utile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Existe-t-il des problèmes au niveau organisationnel et le cas échéant lesquels?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (03.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire l'honorable Députée Martine Hansen souhaite recevoir quelques renseignements relatifs au fonctionnement du service de transport spécifique «CAPABS» transportant gratuitement les élèves et personnes handicapées à mobilité réduite vers les centres d'éducation différenciée ou d'autres structures spécialisées.

En effet, certaines courses d'autobus affichent parfois des retards, à l'instar de tous les autres roulements du réseau dû à la situation de trafic bien connue, et que notamment une course particulière avait subi un retard considérable de plusieurs heures, le 14 mai dernier; ce cas fut d'ailleurs médiatisé.

Les transports «CAPABS» avaient été réorganisés en 2015 suite à une soumission publique.

Des procédures de fonctionnement ont été mises au point, incluant des procédures en cas d'incidents.

Ainsi, les besoins de trajets sont formulés par les structures spécialisées. Par la suite, les courses sont validées par mes services pour être planifiées et exploitées par l'opérateur en charge de la course afférente. La procédure de l'organisation des transports est donc clairement définie et des problèmes particuliers constituent l'exception.

Tous les retards n'ont pas les mêmes raisons et il faut différencier au cas par cas. Il est vrai que des erreurs de planification ou des fautes de la part de l'exploitant sont susceptibles d'arriver. De même, des cas imprévisibles peuvent également se présenter, tels qu'une panne de véhicule, un chantier ou des congestions de trafic.

Dans le cas visé par l'honorable Députée du 14 mai dernier, le transporteur a évidemment dû fournir des explications écrites. Il a lancé une campagne «d'engagement qualité» au sein de sa propre entreprise, comprenant des mesures concrètes pour les conducteurs des véhicules «CAPABS» ainsi que pour son équipe de disposition.

Enfin, je me permets de préciser que mon département offre depuis 2017 des formations aux conducteurs des transports pour personnes handicapées à mobilité réduite.

Question 3826 (16.05.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **glucomètre sans piqûre** «**FreeStyle Libre**»**:**

FreeStyle Libre est un dispositif d'autosurveillance qui permet de mesurer toutes les minutes la concentration de glucose dans le liquide interstitiel qui est destiné à certains patients diabétiques et qui est en France devenu remboursable par la Sécurité sociale depuis mi-2017. Seul un achat en pharmacie permet le remboursement.

Au Luxembourg tel n'est pas le cas, comme seulement l'achat par Internet du dispositif est remboursé. Le patient ne peut donc pas recevoir de conseil d'un pharmacien, tandis qu'il est quand même obligé de se rendre à la pharmacie afin d'acheter son insuline.

S'y ajoute que, selon mes informations, la commande par Internet s'est avérée difficile lors du mois de mars, comme le fournisseur était en rupture de stock. Or, les pharmacies auraient plus facilement la possibilité d'avoir suffisamment de stocks afin de garantir les soins nécessaires aux patients. En plus, en pharmacie la charge financière (2x59 €par mois, frais de port en sus) n'existerait pas vu qu'il y a le tiers payant.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Santé:

- Pour quelles raisons le dispositif susmentionné n'est-il pas disponible en pharmacie?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que les fonctions de conseil et de contrôle du pharmacien seraient dans l'intérêt des patients concernés?

Réponse commune (30.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les informations recueillies auprès de la Caisse nationale de santé ne permettent pas de confirmer les informations figurant dans la question parlementaire.

En effet, le dispositif d'autosurveillance en question est pris en charge par l'assurance maladie depuis son inscription dans les statuts en date du 1er août 2016.

La prise en charge n'est pas limitée aux achats par Internet, comme le démontrent les chiffres pour 2018, où 35% de ces dispositifs ont été délivrés par les pharmacies ouvertes au public au Luxembourg et pris en charge via le tiers payant.

Question 3828 (17.05.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Luxembourg Automotive Campus:**

Dans un communiqué de presse du 24 mars 2016, le Ministère de l'Économie a fait savoir que le futur Luxembourg Automotive Campus sera implanté sur le territoire de la commune de Bissen et devrait héberger à partir de l'été 2018 les activités de recherche et d'innovation de plusieurs entreprises relevant du secteur automobile.

Selon le même communiqué, l'État devrait acquérir le site d'une surface de 14 ha, dès que l'entreprise Goodyear aura achevé la démolition des bâtiments de l'ancienne Wireplant pour y aménager les infrastructures d'une zone d'activités, devant accueillir à partir de l'été 2018 les entreprises Goodyear et IEE.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer des informations sur l'état d'avancement des travaux sur le site au lieu-dit Roost?

- L'État a-t-il entre-temps acquis les terrains en question? Dans l'affirmative, pour quel prix et suivant quelles modalités?

- La date d'achèvement des travaux d'aménagement du site pourra-t-elle être tenue?

- Les entreprises citées supra soutiennent-elles toujours l'idée du campus? Seront-elles prêtes à s'implanter sur le site en été 2018?

Réponse (02.07.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Présenté en date du 24 mars 2016, le Luxembourg Automotive Campus, implanté sur le territoire de la commune de Bissen près du lieu-dit Roost, est destiné à héberger les activités de recherche et d'innovation de plusieurs entreprises relevant du secteur automobile. Des infrastructures communes y sont prévues, comme des laboratoires et structures de recherche, des salles de conférences, des espaces de restauration et des aires d'exposition.

Profitant de la proximité du circuit d'essai de Goodyear, le site offre des possibilités de synergie pour les tests et la validation de prototypes, dans le domaine de la logistique, de la formation et de l'éducation. Le campus promeut également «l'innovation ouverte» et l'échange de technologies. Des activités de production industrielle n'y sont pas prévues. L'idée de créer un tel pôle d'innovation est née en 2013 au Ministère de l'Économie. Le concept a été développé par la suite au sein du Haut comité pour le soutien, le développement et la promotion de l'industrie, avec le soutien de l'Industrie luxembourgeoise des équipementiers de l'automobile (ILEA) et du Luxembourg Automotive Components Cluster qui est géré par Luxinnovation.

Après avoir effectué la cessation de ses activités sur le site de son ancienne tréfilerie à Bissen, y compris l'assainissement des parcelles ainsi que la démolition et l'enlèvement des bâtiments et équipements techniques, Goodyear a cédé ces parcelles d'une superficie d'environ 16 ha à l'État en 2016 suivant les conditions de marché.

Entre-temps les travaux d'infrastructures (chemins d'accès, emplacements de parking), de canalisation et des réseaux divers (eau, électricité, gaz, chauffage urbain) se trouvent à un stade avancé de réalisation. Sauf imprévus, ces travaux devraient être achevés au plus tard fin décembre 2018.

L'entreprise IEE s'y installera avec environ 400 employés au printemps 2019 dans un bâtiment administratif et un hall de prototypage et d'essais d'une superficie globale de 12.000 m². De son côté, Goodyear envisage de rassembler dans une première phase sur ce site ses équipes (environ 150 employés) occupées dans des nouveaux domaines innovateurs tels que flottes, électromobilité, ou encore conduite autonome. Leur bâtiment d'une superficie de 2.000 m² sera achevé fin 2020.

Question 3829 (18.05.2018) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto:**

La mobilité personnelle des personnes handicapées est l'une des conditions sine qua non à leur participation autonome et égalitaire à la vie sociale. Il me revient dans ce contexte que les personnes à mobilité réduite utilisant un scooter électrique spécialement conçu pour faciliter le déplacement des personnes âgées et handicapées ne sont plus admises par le service Adapto. Le Ministère aurait communiqué aux transporteurs que «par mesure de sécurité et à défaut de réglementation pour transporter ces scooters, notre direction recommande d'ailleurs aux clients ainsi qu'aux transporteurs d'éviter les transports des scooters.» De plus, les responsables du Ministère auraient suggéré aux personnes concernées d'utiliser un fauteuil roulant au lieu de leur scooter afin de pouvoir profiter du service Adapto ce qui réduit considérablement leur autonomie, étant donné que ces personnes, par manque de force et d'endurance, ne sont pas capable de faire leur déplacement seules en fauteuil roulant manuel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

2) Pour quelles raisons les scooters susmentionnés ne sont plus acceptés par le service Adapto?

3) Quels sont les problèmes de sécurité qui empêcheraient le transport des scooters?

4) Quelles solutions sont envisagées par le ministère afin que les personnes devant recourir à un scooter électrique pour se déplacer de manière autonome puissent à nouveau profiter des services Adapto?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Je peux confirmer que la Direction des transports publics avait recommandé aux exploitants, pour des raisons de sécurité, d'éviter le transport de ces scooters.

ad 2) En effet, certains exploitants se sont plaints que des clients s'étaient présentés avec des soi-disant «fauteuils roulants électriques» que ces derniers qualifiaient soit de «scooter», soit de «shopper». Or, de tels engins n'avaient jamais vraiment été acceptés ou prévus par le service Adapto.

ad 3) Les contrats de concession entre l'État et les exploitants indiquent les équipements dont doit disposer le matériel roulant affecté à ces transports. Les dispositifs de retenue et de fixation et les ceintures sont ceux pour retenir des fauteuils roulants, qu'ils soient manuels ou à moteur. Or, un «scooter» ou similaire ne peut pas être ancré de manière à ne pas constituer un danger potentiel pour le client, le conducteur ainsi que tout autre usager de la route, p. ex. lors d'une brusque manœuvre de freinage.

En détail le contrat indique ce qui suit:

«Les chaises roulantes doivent être fixées au sol avec un seul système de fixation et qui en outre s'adapte aux préparations du "Kraftknoten".

- Les quatre sangles sont à fixer à la chaise roulante uniquement aux quatre points d'attache préparés (anneaux en métal). Ces quatre points d'attache préparés (brides) sont les seuls endroits renforcés de la chaise roulante qui supportent la traction. Les autres parties de la chaise roulante (roues, supports pour pieds…) ne peuvent en aucun cas être utilisées pour attacher la chaise roulante.

- Les chaises roulantes vides dans le véhicule sont à fixer de la même manière que les chaises roulantes occupées.» Les exigences prévues par les contrats quant à l'équipement roulant sont publiées sur www.adapto.lu.

À noter dans ce contexte également l'article 8 du Code de la route (arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques) qui dispose que:

«1 Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 de l'article 12, le chargement d'un véhicule routier doit être disposé et fixé et, au besoin, être bloqué, verrouillé ou arrimé de manière qu'il ne puisse:

a) constituer un danger pour les personnes ou causer des dommages aux propriétés publiques et privées; …» (règlement grand-ducal du 19 mars 2008).

L'exploitant et son personnel sont tenus d'observer les prescriptions des lois et règlements concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et s'engagent à mettre en œuvre toutes les mesures actives et passives, utiles et appropriées en vue de la prévention d'accidents.

Le Code de la route indique encore que:

«5.4 Fauteuil roulant à moteur: véhicule à deux roues au moins, destiné par construction au transport d'une personne à mobilité réduite:

- qui comporte une place assise;

- qui est normalement propulsé par l'énergie fournie par un moteur électrique;

- dont la masse propre ne dépasse pas 300 kg;

- dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 500 kg;

- dont la vitesse maximale par construction ne dépasse pas 15 km/h;

- dont l'aménagement technique répond aux exigences de l'article 49ter.»

Il faut savoir que les véhicules utilisés qui sont équipés d'un système de prise en charge et de retenue de fauteuils roulants, disposent d'une homologation et d'une inscription adéquate sur la carte d'immatriculation du véhicule. Cependant n'y sont prévus que des «fauteuils roulants» et non des fauteuils roulants motorisés, distinction importante notamment au vu de leur masse. A côté, une uniformisation quelconque de fauteuils roulants et surtout leurs points de fixation n'existe pas, les fauteuils étant tous différents et adaptés aux besoins de la personne et non aux besoins d'un transport.

ad 4) Je crains que ni les utilisateurs, ni les constructeurs et fournisseurs de scooters ne s'étaient posés la question si l'utilisateur voudrait se faire transporter par un véhicule en emmenant un tel scooter. Je pense également que la plupart des personnes concernées disposent d'autres aides techniques pour leur déplacement. Finalement je me permets de remarquer que:

- le Département des transports tout comme tous les acteurs et opérateurs de réseaux de transports publics nationaux font des efforts considérables pour augmenter l'accessibilité des moyens et infrastructures des transports publics;

- le service Adapto est un pur service de transport, qui s'entend complémentaire aux transports publics suivant la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics (sont considérés comme «services occasionnels spécifiques les transports de personnes qui n'ont pas un caractère régulier et qui sont effectués en faveur d'une catégorie déterminée de voyageurs

moyennant des véhicules spécifiquement équipés, en présence de l'impossibilité d'y satisfaire dans le cadre de l'offre des services réguliers»). Vous mentionnez des clients en manque de force et d'endurance qui ne sont pas capables de faire leur déplacement seuls en fauteuil roulant manuel; or un client qui n'est pas capable de se déplacer seul peut se faire accompagner par une personne de son choix; en effet le contrat ne prévoit que le conducteur conduise le véhicule et «s'assure avant le départ que les personnes sont correctement attachées et, le cas échéant, que les chaises roulantes sont correctement fixées»;

- les mesures et décisions prises par le département des transports dans le contexte des offres de transports spécifiques, sont tout à fait conformes aux principes de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ci-après: la «CRDPH», ainsi qu'au Plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH;

- le service de transport Adapto dépasse considérablement les mesures indiquées par la CRDPH, et à la connaissance de mon département d'ailleurs il n'existe ni dans nos pays voisins ni parmi ceux qui ont approuvé la CRDPH un service de transport tellement sophistiqué qu'est le service Adapto, dont le budget annuel s'élève à quelque 13 millions d'euros.

Une solution imminente ne se présente donc pas encore, mes directions se concerteront cependant en vue d'une solution technique et, le cas échéant, une adaptation des textes nécessaires.

Question 3830 (18.05.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **renouvellement des zones de protection des eaux autour du barrage d'Esch-sur-Sûre:**

Le Lac barrage de la Haute-Sûre constitue la seule prise d'eau de surface au Grand-Duché de Luxembourg. Les mesures de protection sanitaire du barrage d'Esch-sur-Sûre sont fixées par la loi du 27 mai 1961. Selon mes informations la législation existante doit être remplacée fin 2018 par un nouveau règlement grand-ducal en vertu de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Le Gouvernement peut-il informer sur l'état actuel de la procédure de désignation des nouvelles zones de protection autour du barrage d'Esch-sur-Sûre?

2) Quand et de quelle manière la population et les communes concernées vont-elles être associées à cette procédure de désignation des nouvelles zones de protection?

3) Le Gouvernement peut-il donner des détails quant à l'entrée en vigueur des nouveaux règlements grand-ducaux?

4) Dans quel délai la population et les communes peuvent-elles formuler leurs objections éventuelles aux nouvelles zones de protection des eaux proposées?

Réponse (27.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La présente réponse reprend les éléments déjà fournis à la question de l'honorable Député Monsieur Marco Schank posée lors de la séance publique à la Chambre des Députés n°40 du 12 juin 2018, point n°4 «Heure de questions au Gouvernement».

ad 1) Conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, la délimitation des nouvelles zones de protection autour du Lac de la Haute-Sûre et déterminant les installations, travaux et activités interdites, réglementées ou soumises à autorisation dans ces zones a été réalisée sur la base d'un dossier de délimitation établi par le fournisseur d'eau, en l'occurrence le Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) suivant les instructions de l'Administration de la gestion de l'eau.

Sur base d'exemples étrangers et sur base de diverses études faisant partie du dossier de délimitation, le dossier a été finalisé dans le cadre de réunions avec les experts techniques du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, de l'Administration des services techniques de l'agriculture, du Service d'économie rurale, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de l'Administration de la nature et des forêts, de l'Administration des ponts et chaussées, de l'Administration de la gestion de l'eau et du Ministère de l'Économie.

Un avant-projet a été approuvé par le Gouvernement en conseil en date du 22 juin 2018 et sera adressé aux communes territorialement concernées aux fins d'enquête publique, conformément au paragraphe 6 de l'article 44 de la loi précitée. Le projet vise à remplacer, tout en l'abrogeant expressément, le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 déterminant les installations, travaux et activités interdites ou soumises à autorisation dans la zone de protection sanitaire II du barrage d'Esch-sur-Sûre pris en exécution de la loi du 27 mai 1961. Cette dernière sera quant à elle abrogée avec effet au 22 décembre 2018 en vertu de l'article 72, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ad 2) Les paragraphes 6 et 7 de l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau déterminent les étapes de la procédure d'enquête publique.

Le dossier est adressé aux fins d'enquête publique aux communes territorialement concernées, qui doivent initier la procédure d'enquête publique dans les deux mois à compter de la réception du dossier. Le dossier est consultable à la maison communale de la manière usuelle, tout en invitant le public concerné à prendre connaissance des pièces pendant trente jours. Dans ce délai, les objections contre le projet doivent être adressées au Collège des bourgmestre et échevins qui en donne connaissance au conseil communal pour avis. Ce dossier, avec les réclamations et l'avis du conseil communal, doit être transmis dans le mois de l'expiration du délai de publication au membre du Gouvernement qui a la gestion de l'eau dans ses attributions avec les pièces et observations afférentes.

Il m'importe de soulever que le délai de deux mois imparti aux communes dans le cadre de la loi donne aux communes concernées la possibilité d'organiser la consultation publique, qui dure 30 jours, dans son intégralité en dehors de la période de congés scolaires, à savoir après le 15 septembre 2018. Dès lors, j'estime judicieux que les communes recourront à cette disposition afin de veiller à une transparence maximale de la procédure de consultation du public.

Il est néanmoins à noter que plusieurs réunions ont déjà eu lieu avec différents acteurs concernés, afin de les informer sur la procédure de désignation de la nouvelle zone de protection de la réserve d'eau potable du barrage de la Haute-Sûre:

- le 30 janvier 2018 avec la «Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer»;

- le 14 février 2018 avec le Contrat de Rivière Haute-Sûre;

- le 16 avril 2018 avec les exploitants agricoles autour du Lac de la Haute-Sûre;

- le 25 avril 2018 avec les communes de Wahl, Rambrouch, Boulaide, Winseler, Esch-sur-Sûre et Lac de la Haute-Sûre, ainsi qu'avec le Contrat de Rivière Haute-Sûre;

- le 23 mai 2018 avec les communes de Wahl, Boulaide, Winseler, Esch-sur-Sûre et Lac de la Haute-Sûre;

- le 8 juin 2018 avec la Parc naturel de la Haute-Sûre.

Des réunions supplémentaires sont également prévues avec chaque commune territorialement concernée:

- le 25 juin 2018 avec la commune de Wahl;

- le 26 juin 2018 avec les communes de Boulaide et Winseler;

- le 27 juin 2018 avec les communes du Lac de la Haute-Sûre;

- le 28 juin 2018 avec la commune de Rambrouch;

- le 29 juin 2018 avec la commune d'Esch-sur-Sûre.

Afin d'informer toute la population des communes concernées, une réunion d'information publique sera organisée le 4 juillet 2018 à Esch-sur-Sûre.

Enfin, il convient de noter que dès l'approbation par le Gouvernement en conseil de l'avant-projet de règlement grand-ducal délimitant les zones de protection autour du Lac de la Haute-Sûre, le projet en question et ses annexes a été publié sur le géoportail national du Grand-Duché de Luxembourg (http://eau.geoportail.lu).

ad 3) Outre le délai fixé par les différentes étapes liées à la procédure d'enquête publique, il convient de prendre en compte le délai de traitement de chaque réclamation émise lors de l'enquête publique, le délai de rédaction de l'avis des différentes chambres professionnelles ainsi que le délai de rédaction de l'avis du Conseil d'État. Compte tenu de ces facteurs, il n'est pas possible d'indiquer une date précise de l'entrée en vigueur du nouveau règlement grand-ducal.

Il convient néanmoins de rappeler que le projet vise à remplacer, tout en l'abrogeant expressément, le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 déterminant les installations, travaux et activités interdites ou soumises à autorisation dans la zone de protection sanitaire II du barrage d'Esch-sur-Sûre pris en exécution de la loi du 27 mai 1961. Cette dernière sera quant à elle abrogée avec effet au 22 décembre 2018 en vertu de l'article 72, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ad 4) Les paragraphes 6 et 7 de l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau déterminent les étapes de la procédure d'enquête publique.

Le dossier est adressé aux fins d'enquête publique aux communes territorialement concernées. La procédure d'enquête publique doit être initiée par les communes territorialement concernées dans les deux mois à compter de la réception du dossier. Le dossier est consultable à la maison communale de la manière usuelle, tout en invitant le public concerné à prendre connaissance des pièces pendant trente jours. Dans ce délai, les objections contre le projet doivent être adressées au Collège des bourgmestre et échevins qui en donne connaissance au conseil communal pour avis. Ce dossier, avec les réclamations et l'avis du conseil communal, doit être transmis dans le mois de l'expiration du délai de publication au membre du Gouvernement qui a la gestion de l'eau dans ses attributions avec les pièces et observations afférentes.

Question 3831 (23.05.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données (RGDP):**

Le RGPD sera applicable à partir du 25 mai 2018 et signifiera un changement de paradigme en matière de traitement des données à caractère personnel. Il sera applicable à tous les acteurs actifs sur le territoire de l'Union européenne. Il a pour objectif de donner aux citoyens plus de contrôle sur leurs données personnelles et de responsabiliser davantage les entreprises dans la manipulation de ces données. En cas de violation des règles applicables en la matière, les entreprises risquent des amendes d'un montant maximal de 20 millions d'euros ou correspondant à 4% de leur chiffre d'affaires annuel mondial.

Beaucoup d'entreprises n'ayant pris conscience des enjeux de cette nouvelle réglementation que récemment et sachant que le législateur ne réussira pas non plus à tenir la date butoir du 25 mai 2018 pour la mise en œuvre des dispositions dudit règlement, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre considère-t-il que la Commission nationale pour la protection des données doive, dans un premier temps, faire preuve de retenue dans l'application des sanctions prévues par le règlement européen?

Réponse (22.06.2081) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

La Commission nationale pour la protection des données (CNPD) est une autorité de contrôle indépendante, c'est-à-dire qu'elle exerce ses missions et pouvoirs en toute indépendance - notamment du Gouvernement. Le projet de loi n°7184 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, actuellement en cours de procédure législative, consacre, voire vient même renforcer cette indépendance.

Aussi le Gouvernement ne saurait-il imposer de lignes directrices à la CNPD quant à l'exercice de ses missions, ni même suggérer ou appeler de ses vœux une certaine retenue dans l'application des sanctions prévues par le règlement européen.

S'il est vrai que l'entrée en vigueur du nouveau règlement dit «RGPD» confère à la CNPD le pouvoir d'imposer des sanctions financières importantes qui peuvent éventuellement inquiéter certains acteurs (un plafond de 20 millions d'euros ou 4% du chiffre d'affaires annuel mondial autorisés sous la nouvelle législation), il convient de rappeler que le rôle de la CNPD ne se limite pas à celui de juge-sanctionnateur: une mission essentielle de la commission est également celui d'accompagnateur des responsables du traitement en matière de protection des données personnelles. Le règlement européen dispose en effet que l'autorité indépendante a comme mission de guider, de conseiller et d'éduquer les institutions sur la façon de se conformer à la loi.

La CNPD a - dans ses interventions publiques des dernières semaines et mois - rappelé à plusieurs reprises cette mission de sensibilisation qui lui incombe et souligné l'importance qu'elle y attache - surtout dans les premiers mois d'entrée en vigueur du RGPD.

Question 3832 (23.05.2018) de **Mme Martine Mergen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **prise en charge de la douleur chronique:**

Dans la déclaration gouvernementale de 2013 il était écrit: «Le Gouvernement encouragera la création d'un ou plusieurs services hospitaliers de prise en charge de la douleur chronique à différents niveaux.»

La douleur chronique concerne entre 10 et 20% de la population dont un nombre estimé à 6.000 patients nécessiteraient une prise en charge algologique spécifique.

Afin de pouvoir offrir cette prise en charge aux patients concernés, le Cercle luxembourgeois d'algologie (CLA), contacté par le Ministère de la Santé en 2015 pour l'élaboration d'un concept national, négocie avec la Commission de nomenclature de la CNS depuis des années pour obtenir le remboursement des tarifs y relatifs, sans succès.

Dans la mesure où il n'est pas possible pour ces médecins de développer une offre suffisante, voire des réseaux de prise en charge, ils exercent l'algologie à côté de leurs autres activités. Par conséquent, les délais d'attente pour les patients se sont allongés, atteignant les six mois.

Le seul service d'algologie fonctionnant comme projet pilote au CHL, quant à lui, a vu son budget diminué de moitié en 2018 et, selon nos informations, il se terminera entièrement en 2019.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'état d'avancement du dossier concernant la prise en charge du traitement relatif aux douleurs chroniques, comme prévu dans la déclaration gouvernementale?

- Le projet pilote «Douleurs chroniques» du CHL a-t-il été évalué et quelles sont les raisons de ne pas le reconduire?

Question 3848 (04.06.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **subside pour l'Association luxembourgeoise des patients à douleurs chroniques:**

D'Schmäerztherapie ass eng wierksam Behandlungsmethod mat ville Virdeeler fir déi Betraffen, déi ënner chroneschem Wéi leiden. Duerch d'Reduzéiere vun engem dacks onmoossege Medikamentekonsum kënne gesondheetlech Folgeschied substanziell reduzéiert ginn. Bis elo gouf déi wichteg Aarbecht vun der „ALPADOC" (Association luxembourgeoise des patients à douleurs chroniques) mat engem Subsid vum Gesondheetsministère ënnerstëtzt. Dëse Subsid leeft awer dëst Joer aus an dat obwuel d'Schmäerztherapeuten haut schonns iwwerlaascht sinn an och d'Patiente mat Waardezäite vu bis zu sechs Méint rechne mussen.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Minister vun der sozialer Sécherheet dës Froe stellen:

1. Aus wat fir engem Grond gëtt dëse Subsid an Zukunft net méi ausbezuelt?

2. Gëtt et e Statut fir de Beruff vum Schmäerztherapeut?

3. Sinn déi zoustänneg Ministeren net der Meenung, datt d'Schmäerztherapie als eng unerkannte Behandlungsmethod an Zukunft vun der Krankekeess misst remboursëiert ginn?

4. Sinn déi zoustänneg Ministeren net der Meenung, datt een d'Schmäerztherapie insgesamt méi férdere misst, a wa jo, wéi?

Réponse commune (25.06.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Au Luxembourg, la prise en charge de la douleur chronique a été identifiée comme thématique d'action, qui est prévue dans la déclaration gouvernementale de 2013.

Ainsi, le Plan national cancer 2014-2018, qui est actuellement en cours de déploiement, poursuit pour objectif une meilleure prise en charge de la douleur chronique et une accessibilité sur l'ensemble du territoire.

La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit en matière de prise en charge de la douleur chronique:

- la création d'unités hospitalières de diagnostic, de traitement et de soins médicaux assurant la prise en charge de patients par une approche multidisciplinaire;

- la possibilité de créer un réseau de compétences pour la douleur chronique.

Concernant les unités hospitalières en charge de la douleur chronique, les demandes d'autorisation d'exploitation des établissements hospitaliers et des services hospitaliers avec lesquels ces unités sont en lien sont actuellement en cours.

La création du réseau de compétences pour la douleur chronique pourra être réalisée dès la mise en place du Comité de gestion interhospitalière et la validation du projet de réseau de compétences soumis auprès de cette instance par les hôpitaux qui seront intéressés à y participer.

Le traitement multidimensionnel de la douleur chronique, mis en œuvre par le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) dans le cadre du projet pilote «douleurs chroniques», a représenté une étape très importante pour évaluer l'efficacité et les modalités possibles de prise en charge et de coordination afin de répondre aux besoins des patients souffrant de douleurs chroniques. Ce projet a été porté depuis plusieurs années grâce aux compétences et à l'engagement des professionnels de santé avec le soutien fort d'une direction qui s'est pleinement investie.

Ainsi, en 2017, 1.189 patients (dont 348 nouvelles admissions ambulatoires) ont bénéficié d'un suivi par ce service qui a enregistré 8.188 consultations.

En 2016, 1.153 patients (dont 326 nouveaux patients) ont été pris en charge, avec un total de 7.039 consultations.

En 2015, 1.161 patients ont été prise en charge par ce service.

Ce projet pilote fait l'objet d'une convention signée entre l'État et le CHL, dont l'objectif est de soutenir le projet en augmentant notamment le temps médecin consacré par un médecin spécialisé en algologie, en permettant une approche multidisciplinaire, ainsi qu'une documentation et une évaluation. La convention a été reconduite pour le premier semestre 2018 et le sera également à la fin de l'exercice afin de permettre le relais par les unités de prise en charge telles que prévues dans la loi du 8 mars 2018 sans rupture pour le suivi des patients bénéficiaires.

Cela étant, la mise en place des unités hospitalières pour la douleur chronique et la création du réseau de compétences dans ce domaine spécifique permettront d'ancrer durablement le concept de prise en charge de la douleur chronique développé par le CHL et de le faire évoluer du statut de projet pilote à celui d'organisation structurée et reconnue par la loi hospitalière. Ce statut constitue une garantie de qualité et d'organisation de la prise en charge sur l'ensemble du territoire.

Par rapport à la nomenclature des actes et services des médecins, une saisine de la Commission de nomenclature a été effectuée en 2014, qui est actuellement en cours de discussion. Les travaux se sont pourtant heurtés à la problématique que les actes correspondants à créer ne peuvent pas, du moins actuellement, être ciblés aux médecins actifs dans ce domaine, alors que le règlement grand-ducal du 10 juillet 2011 fixant la liste des spécialités en médecine et médecine dentaire reconnues au Luxembourg ne prévoit pas de spécialisation dans ce domaine. La Commission de nomenclature a ainsi retenu de lier les actes d'algologie aux médecins agréés par le futur réseau de compétences.

Finalement, en matière de dotations proprement dites des unités traitant la douleur chronique, les établissements hospitaliers soumettent leurs demandes dans le cadre des budgets hospitaliers.

Question 3833 (25.05.2018) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **convention à conclure entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII:**

Dans la convention entre J'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg concernant l'organisation du cours commun «éducation aux valeurs» du 26 janvier 2015, l'article 3 stipule: «Il sera conclu entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII concernant le financement garantissant le bon fonctionnement de certaines missions de formation et de recherche. Vu l'ouverture à la participation des autres cultes conventionnés aux activités susmentionnées, la participation financière de l'État s'élève à 600.000 euros (n. i. 775,17).»

Cette convention entre le Ministère et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII sera signée le 1er juin de cette année.

Partant, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Le texte de cette convention est-il public? Dans la négative, pour quelles raisons? Dans l'affirmative, où est-il consultable?

2) Le Grand Séminaire remplit-il les conditions liées à l'octroi de ces 600.000 euros?

Plus précisément:

a) Quelles sont les «missions de formation et de recherche» prévues dans ce contexte?

b) En quoi consiste le programme de ces formations et combien d'étudiants s'y sont-ils inscrits?

c) Quelles sont les références et garanties académiques de ces formations?

3) En quoi consiste l'«ouverture à la participation des autres cultes conventionnés»?

Plus précisément:

a) Qui sont les partenaires de ces autres cultes et par quels accords sont-ils associés?

b) Quelles sont les contributions concrètes des autres cultes et où peut-on consulter ces accords?

4) Finalement, pouvez-vous m'indiquer de quelle manière la participation financière étatique de ces 600.000 euros sera gérée? Quelle autorité ou quel organisme public en sera chargé?

Réponse (31.05.2018) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Conformément à l'approche habituelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en ce qui concerne la publication des conventions pluriannuelles, la convention entre l'État et le Centre Jean XXIII - Grand Séminaire sera rendue publique après sa signature le 1er juin 2018.

En outre, je tiens à souligner que la mission, la stratégie, les domaines thématiques prioritaires et les indicateurs sont précisés dans la convention précitée.

En ce qui concerne la question sur l'ouverture à la participation des autres cultes conventionnés et selon les informations reçues, il y a lieu de noter que cette ouverture se situe au niveau des locaux, de la bibliothèque, du personnel et de certaines des activités de formation et de recherche du Centre Jean XXIII - Grand Séminaire.

Question 3834 (29.05.2018) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **banque de données sur l'infrastructure sportive nationale:**

Suite aux recommandations de la Commission de contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés résultant de deux contrôles successifs des programmes quinquennaux d'équipement sportif et du Fonds d'équipement sportif national par la Cour des Comptes, la création d'une banque de données sur l'infrastructure sportive nationale a fait l'objet du dixième Plan quinquennal d'équipement sportif pour les années 2013 à 2018.

L'objectif de la nouvelle application consistait à réaliser à partir de l'année 2013 un inventaire complet de l'infrastructure sportive du pays comprenant à la fois les installations étatiques et communales. Par ailleurs, il s'agissait de documenter leur répartition géographique et de collecter des données et informations facilitant la gestion et le suivi des infrastructures existantes, voire la planification raisonnable, efficace et durable des infrastructures futures.

Dans ce contexte, il a été prévu que cet outil informatique soit rendu accessible au public afin que celui-ci puisse se renseigner sur les possibilités de pratiquer l'un ou l'autre sport favori en fonction des dimensions et heures d'ouverture des différentes installations.

Du fait que le dixième Plan quinquennal est venu à terme sans que les informations susmentionnées soient devenues accessibles au public, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1) Quelles sont les raisons pour lesquelles le public ne peut toujours pas se renseigner par le biais de l'outil informatique susmentionné sur la localisation précise et les heures d'ouverture des différentes infrastructures sportives réparties sur le territoire du Grand-Duché?

2) Dans quel délai l'application informatique en question sera-t-elle opérationnelle pour le public?

3) À quelle hauteur se situe l'enveloppe budgétaire globale pour la création et l'exploitation de la banque de données sur l'infrastructure sportive du Grand-Duché?

4) Est-ce que l'inventaire qui a été dressé des infrastructures sportives existantes tient compte de leur ancienneté, leur état général et de leur usure afin de servir de base à une planification raisonnable et efficace de leur rénovation et/ou de leur extension?

5) Dans l'affirmative, cet inventaire a-t-il été transmis aux communes ou syndicats de communes responsables de la gestion et de la planification des infrastructures sportives communales et régionales?

Réponse (04.07.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Madame la Députée a trait à la banque de données relative aux infrastructures sportives du pays, banque de données dont la création a été décidée à travers la loi du 11 février 2014 autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième Programme quinquennal d'équipement sportif.

En complément aux renseignements déjà donnés à cet égard lors des réunions de la commission parlementaire compétente, je puis vous fournir les informations suivantes concernant cette banque de données censée remplir plusieurs missions, à savoir:

- faciliter l'établissement de futurs programmes quinquennaux;

- réaliser des études en vue de l'établissement de modèles de gestion;

- avoir un inventaire complet de toutes les infrastructures sportives disponibles avec des données notamment concernant la localisation et les heures d'ouverture intéressant le public;

- servir de programme de gestion entre le ministère et les communes pour le suivi du dossier et des paiements.

Afin de pouvoir remplir toutes ces missions, les données recensées auprès des communes sont multiples et comprennent notamment:

- la nature et la localisation (adresse et coordonnées GPS) de l'infrastructure;

- l'année de construction;

- toutes les données techniques en relation avec l'infrastructure;

- les données liées aux coûts des infrastructures;

- les données en relation avec le paiement des factures et le suivi du remboursement.

S'y ajoute qu'il a été décidé de collecter les données auprès des communes, non seulement pour les nouveaux projets, mais aussi pour tous les projets réalisés depuis 2003.

En raison du volume de travail effectivement sous-estimé, le projet connaît un certain retard par rapport aux estimations de 2014 de sorte qu'il se trouve actuellement toujours dans la phase de la collecte des données auprès des communes, suivie de la saisie de ces données dans le système informatique en question.

Le retard s'explique en outre par le fait que les communes étaient supposées saisir elles-mêmes les données, travail qui finalement est accompli avec la collaboration active de la Division des infrastructures du Ministère des Sports qui se déplace à cet effet, et au fur et à mesure, dans la majeure partie des communes.

Je suis confiant, cependant, que cette phase de collecte sera achevée sous peu de sorte à ce que les données intéressant le public pourront être rendues accessibles début 2019.

L'enveloppe budgétaire globale pour la création et l'exploitation de la banque de données se chiffre à 1.200.000 euros hors TVA (années 2014 à fin 2017). Le projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme d'équipement sportif prévoit un investissement supplémentaire pour la gestion et le développement supplémentaire de ladite banque de données à hauteur de 1.068.376 euros hors TVA.

Question 3835 (29.05.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **révocation de l'ancien directeur du Service de la formation professionnelle:**

L'ancien directeur du SFP fut révoqué de sa fonction via arrêté grand-ducal du 3 juin 2016, alors qu'il lui a été reproché de se trouver dans une incapacité durable d'exercer ses fonctions. En effet, depuis l'entrée en vigueur de la réforme de la fonction publique en octobre 2015, la loi relative au statut général des fonctionnaires prévoit que «les fonctionnaires [nommés à une fonction dirigeante] peuvent être révoqués de leur fonction s'il existe un désaccord fondamental et persistant avec le Gouvernement sur l'exécution de leur mission ou s'ils se trouvent dans une incapacité durable d'exercer leurs fonctions». Dans son arrêt du 17 mai 2018, la Cour administrative constate que la révocation du directeur était illégale et précise que si la façon de procéder du Gouvernement était accueillie favorablement, cela signifierait que «la partie publique serait dorénavant légitimée à révoquer pour raison d'incapacité d'exercer leur fonction par rapport à des postes, souvent sensibles, des titulaires de fonctions dirigeantes, chaque fois que sur le terrain les acteurs présents ne partagent pas la manière de procéder de ces titulaires et que des inefficiences de transposition d'une réforme sont alléguées par rapport à eux.

Pareille démarche reviendrait à ce que dorénavant les fonctions dirigeantes deviennent des sièges parfaitement éjectables et que les fonctionnaires en question ne disposent véritablement que de peu de protection malgré les garanties prévues en principe dans leur chef, notamment par le statut général et, plus loin, par les droits généralement garantis dans le chef des fonctionnaires publics en tant que travailleurs au sens du droit de l'Union européenne.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'analyse de la Cour?

- L'interprétation par les juges du terme «incapacité» avancé par le Gouvernement comme motif de révocation de l'ancien directeur du Service de la formation professionnelle est-elle partagée par le Gouvernement?

- À défaut, le Gouvernement entend-il revoir le cadre légal relatif aux motifs de révocation des personnes nommées à une fonction dirigeante?

Réponse commune (03.07.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député sur l'impact de l'arrêt rendu par la Cour administrative en date du 17 mai 2018 dans le cadre de la révocation de l'ancien directeur du Service de la formation professionnelle (SFP), force est de constater que cet arrêt constitue une décision de justice qui a autorité de la chose jugée. Comme tout justiciable, l'État l'appliquera.

La décision rendue par la Cour administrative n'affecte en rien les mécanismes prévus par la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État.

Question 3839 (29.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **voitures de police équipées d'un enregistreur de données d'accidents:**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr.3381 vum 23. Oktober 2017 iwwert d'Policeween, déi mat engem „Unfalldatenschreiber (UDS)" equipéiert sinn, huet den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet verschidden Informatioune geliwwert, déi awer nach misste weider präziséiert ginn:

Sou schreift hien an der Äntwert op meng drëtt Fro: „Donnéeën aus dem UDS sinn, no Informatioune vun der Police, bis elo an dräi diszi-

plinaresche Prozedure benotzt ginn, wouvunner der zwou am Joer 2014 sans suites klasséiert gi sinn, an an engem drëtte Fall vun 2015, wou ee Beamte bestrooft ginn ass."

Mengen Informatiounen no ass den UDS awer op d'mannst och schonn an enger disziplinarescher Prozedur benotzt ginn, déi 2008 ugefaange gouf an am Mäerz 2009 zu enger Disziplinarstrof (Ref. 2008/50509/696/(2009)MH) gefouert huet.

1. Kann den Här Minister dës Informatioun confirméieren? Wa jo, firwat gouf dës Informatioun dann net schonn an der Äntwert op meng éischt Question parlementaire vum Oktober 2017 matgedeelt? Ass déi Decisioun, dës Informatioun, wa si da confirméiert gëtt, der Chamber net matzedeelen, um Niveau vum Ministère oder vun der Police geholl ginn? Firwat ass dat esou gemaach ginn?

2. Wat fir eng Moossnam wëll den Här Minister huelen, fir sécherzestellen, datt d'Chamber komplett a richteg informéiert gëtt, och a Saachen, déi d'Police an déi bannenzeg Sécherheet betreffen?

3. Ass et richteg, datt d'Police keng Autorisatioun huet, fir déi Unfalldatenschreiber (UDS) ze benotzen?

4. Wéi eng Moossname si geholl ginn, fir datt séchergestallt gëtt, datt keng illegitimm Donnéeë méi duerch en UDS opgezeechent oder benotzt ginn?

Réponse (21.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Op Grond vun den Informatioune vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser huet d'Personaldirektioun vun der Police eng Recherche op d'Referenznummer 2008/50509/696(2009)MH gemaach. Effektiv huet déi Recherche erginn, datt ënnert dëser Referenz eng Disziplinarstrof gesprach gouf. Well awer den 31. Mäerz 2012 bei dem betraffene Beamten den Artikel 50 vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 „ayant pour objet la discipline dans la Force publique" ugewannt ginn ass, ass déi Affär net zréckbehale ginn. Den Artikel 50 vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 seet näämlech kloer, all Strofe wieren „comme non avenues" ze behandelen.

Deemno war d'Informatioun, déi ech dem Här Deputéierten a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr.3381 vum 23. Oktober 2017 ginn hunn, richteg.

ad 2. D'Informatiounen, déi un d'Chamber gaange sinn, ware korrekt.

ad 3. D'Benotze vum Unfalldatenspeicher huet bis elo baséiert op der Deliberatioun Nr.97/2009 vum 4. Mee 2009 vun der nationaler Dateschutzkommissioun.

ad 4. Zanter dem 25. Mee 2018, Datum vum Akraafttriede vun der Dateschutzregelung 2016/679, huet de System vum Dateschutz vun engem „contrôle a priori" op en „contrôle a posteriori" duerch d'national Dateschutzkommissioun geännert.

Dëst bréngt mat sech, datt de System vun den „autorisations préalables" ofgeschaaft an duerch d'Responsabiliséierung vum „responsable de traitement" ersat ginn ass. Dat heescht, datt, wann en Traitement vun Date gemaach gëtt, déi ënnert d'Dateschutzregelung falen, da muss den „responsable de traitement" déi néideg Precautiounen huelen, fir datt d'Leit, déi vum Traitement betraff sinn, driwwer informéiert ginn, wat fir eng Date gespäichert ginn a fir wat fir en Zweck geholl ginn.

Deementspriechend sinn déi intern Virschréfte vun der Police ugepasst ginn. All Beamte kann hei noliesen, wat fir eng Donnéeën erfaasst ginn an zu wat fir engem Zweck dës traitéiert ginn.

Question 3841 (30.05.2018) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant les **nouvelles règles proposées par la Commission européenne pour réduire les déchets marins:**

Ce lundi, 28 mai, la Commission européenne a rendu publique une proposition de directive visant à réduire l'utilisation de produits en plastique à usage unique et visant à lutter contre les déchets marins. La directive contient l'interdiction de certains produits en plastique, ainsi que des objectifs de réduction, de collecte et des mesures de sensibilisation.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quelle est l'opinion de Madame la Ministre à propos de la proposition de la Commission européenne?

2) Quels sont les stratégies et objectifs du Gouvernement dans le cadre du Plan national de gestion des déchets et des ressources?

Réponse (03.07.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Sur le principe, la Commission européenne est à féliciter pour cette importante avancée dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets en matières plastiques. La proposition de directive relative à la réduction de l'incidence sur l'environnement de certains produits en plastique ne vise pas seulement la réduction des déchets marins, mais d'une façon générale la réduction de l'impact de nombreux produits plastiques sur l'environnement en général. La proposition qui introduit de nouvelles règles pour les plastiques à usage unique en vue de réduire les déchets marins prévoit notamment une interdiction de certains produits contenant du plastique comme les bâtonnets de coton-tige, les couverts, les assiettes, les pailles, les bâtonnets mélangeurs pour boissons et les tiges pour ballons. La proposition de directive demande aux États membres d'introduire des objectifs de réduction de la consommation, notamment pour l'utilisation des récipients alimentaires et des gobelets pour boissons en plastique. Finalement la proposition introduit des obligations incombant aux fabricants qui prendront en charge une partie des frais de gestion et de nettoyage des déchets et des coûts liés aux mesures de sensibilisation concernant les récipients pour aliments, les sachets et emballages (par exemple pour les chips et les sucreries), les récipients et gobelets pour boissons, les produits du tabac avec filtres (tels que les mégots de cigarettes), les lingettes humides, les ballons et les sacs en plastique légers. Des mesures inciteront l'industrie à mettre au point des solutions de remplacement moins polluantes pour ces produits.

Néanmoins, la proposition doit encore être étudiée et analysée plus en détail avant de pouvoir se positionner définitivement, surtout en ce qui concerne la mise en œuvre et la faisabilité de certaines des nouvelles règles prévues. Aussi faut-il analyser si certaines des mesures proposées ne devraient pas être assorties avec des objectifs quantitatifs précis afin d'assurer une mise en œuvre cohérente dans les différents États membres et d'atteindre ainsi le but recherché.

ad 2) Comme partout ailleurs, les déchets plastiques constituent également pour le Luxembourg un défi majeur. Ce sont notamment les produits à usage unique qui contribuent de plus en plus à une augmentation des déchets plastiques.

De nombreuses initiatives ont déjà été prises dans le passé pour procéder à une collecte séparée des déchets plastiques en vue de les soumettre à un recyclage. Ainsi, en 2015 37.238 t de déchets plastiques ont été collectés de façon séparée au Luxembourg.

Néanmoins, il faut également constater que la part des déchets plastiques dans les déchets ménagers résiduels a augmenté au fil des années.

Ainsi, la dernière analyse de la composition des déchets ménagers résiduels effectuée en 2013 en application des dispositions afférentes de l'article 21 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets a montré que la fraction des matières plastiques dans la composition des déchets municipaux en mélange représente 17,81% en poids. Ceci correspond à une quantité spécifique de 39,73 kg par habitant et par an, soit 2,09 kg de plus que la quantité déterminée lors de l'analyse précédente effectuée en 2009. Une analyse plus détaillée a montré que ce sont surtout les fractions des films plastiques et des gobelets et blisters qui ont provoqué cette hausse. La fraction des flacons et bouteilles plastiques a par contre diminué de 16,3% entre les deux campagnes.

Au vu de ces résultats, le Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) prévoit un certain nombre d'initiatives qui visent à réduire les quantités de déchets plastiques dont les éléments essentiels sont repris à la suite:

a) En matière de prévention

Une fraction importante qui se retrouve encore dans les déchets résiduels est celle des films plastiques dont les sacs plastiques d'achat à usage unique. Une série de mesures concerne ces sacs plastiques.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2015/720, aucun sac en plastique léger ne peut être fourni gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits, à l'exception des sacs en plastiques très légers fournis comme emballage primaire pour les aliments en vrac lorsque ceci est nécessaire à des fins d'hygiène.

La législation actuelle ne vise donc pas ces sacs plastiques très légers distribués gratuitement aux rayons fruits et légumes des grandes surfaces et dans plusieurs commerces de détail. En effet, leur interdiction ou leur mise à disposition à titre onéreux risquerait de provoquer une augmentation des barquettes et blisters avec des portions préemballées. Dans ce sens, le PNGDR prévoit des mesures afin de favoriser et de promouvoir des alternatives réutilisables à ces sacs très légers.

En même temps, le projet «Éco-sacs», lancé en janvier 2004 par Valorlux en étroite collaboration avec l'Administration de l'environnement ainsi que la Confédération luxembourgeoise du commerce (clc), sera étendu à d'autres secteurs. Le recours à l'éco-sac sera également promu dans le cadre de marchés hebdomadaires. Utilisé actuellement surtout dans la grande distribution, le projet «Éco-sacs» a permis d'éviter environ 829 millions de sacs à usage unique ce qui représente une prévention nette d'environ 4.390 t de déchets plastiques. Son extension sur d'autres secteurs devra donc permettre de prévenir encore plus de déchets plastiques.

Un autre produit visé par la proposition de directive de la commission et qui présente un problème non négligeable en matière de produits plastiques à usage unique est celui des gobelets. En effet, il ressort de l'étude sur le littering de 2015 que les gobelets se retrouvent de plus en plus souvent le long des routes. Des actions seront menées afin de réduire les gobelets à usage unique. Ainsi, le recours à des gobelets réutilisables, à un système de retour ou à l'utilisation de sa propre tasse sera promu.

L'utilisation de vaisselle réutilisable est à renforcer lors de manifestations. C'est dans ce contexte que des initiatives telles que le «Spullweenchen» sont à promouvoir et à généraliser au niveau national.

Finalement, il y a lieu de mentionner la campagne «Clever iessen» mentionnée dans le PNGDR. Dans le cadre de cette campagne figure le projet «Ecobox» lancé en début du mois de juin 2018. Initialement conçu pour permettre aux clients des restaurants, cantines et cafés d'emporter leurs restes pour en profiter plus tard, il permet désormais également d'être utilisé pour remplacer des récipients à usage unique notamment dans les secteurs des take-aways, des fast-foods ou des stands où en peut consommer les aliments sur place. L'Ecobox consiste en un récipient pouvant être utilisé à maintes reprises. Il est distribué moyennant une consigne. En fin de vie, il est remis au producteur qui peut en faire de nouveaux produits. Le projet «Ecobox» rencontre un succès grandissant et douze restaurants se sont joints à l'initiative.

b) En matière de collecte séparée et de recyclage

Le PNGDR prévoit également un certain nombre de mesures visant à renforcer la collecte séparée des différentes fractions de déchets recyclables, dont également les déchets plastiques. Un principe général qui guide la mise en place des structures de collecte séparée est celui du maintien de la qualité des différents matériaux. Ce principe figure parmi les principes généraux de la gestion des déchets retenus dans le PNGDR. Il est également en ligne avec une des orientations de la stratégie sur les plastiques de la Commission européenne qui consiste à améliorer l'économie et la qualité du recyclage des déchets plastiques en Europe.

Afin de renforcer la collecte séparée des déchets plastiques, il est notamment prévu d'étendre le réseau des centres de recyclage. En effet, une densification de ce réseau permet d'atteindre un public plus nombreux et plus particulièrement les citoyens qui, pour des raisons de disponibilité et de proximité ne peuvent que difficilement bénéficier des infrastructures existantes. La mise en place d'un centre de recyclage pour chaque tranche de 10.000 à 15.000 habitants est visée. Actuellement, les centres de recyclage fonctionnent exclusivement au niveau communal ou syndical. Il est dès lors proposé de mettre en réseau les différents centres pour renforcer ainsi la coopération nationale et permettre aux citoyens l'accès à n'importe quel centre indépendamment de leur commune de résidence.

S'appuyant sur la conception et les conseils fournis par la SuperDrecksKëscht et soutenu par le Groupement des syndics professionnels du Grand-Duché de Luxembourg (GSPL), Valorlux, Ecotrel et Ecobatterien, le projet «Résidences» vise à optimiser la collecte séparée des fractions de déchets ménagers recyclables à la source, c'est-à-dire déjà dans les résidences mêmes. Ce projet, bien accueilli et déjà mis en œuvre dans de nombreuses résidences, sera davantage promu de façon à atteindre encore plus de résidences. En même temps, il y a lieu d'inciter les maîtres d'ouvrages à prévoir l'espace nécessaire au tri des déchets lors de la planification de nouveaux projets.

Tel qu'il ressort de la dernière analyse sur la composition des déchets ménagers résiduels, les quantités de films et sacs plastiques y contenus sont en augmentation. Depuis avril 2016 Valorlux réalise un projet pilote pour la collecte des films et sacs en plastique dans son sac de collecte. L'objectif du projet pilote consiste à déterminer dans quelle mesure la collecte des films et sacs en plastique à travers le sac Valorlux est techniquement réalisable. Les premiers résultats de ce projet pilote montrent que le poids total des sacs collectés a augmenté en moyenne de 15 à 20%. Les films et sachets en plastique représentent 4% du poids total du sac et une augmentation de 9% des fractions d'origine a été constatée. Les conclusions de ce projet pilote serviront à la décision quant à une extension de cette collecte sur l'ensemble du Luxembourg afin d'atteindre les objectifs de recyclage des déchets d'emballages prévus par le PNGDR. Une attention particulière est cependant à porter au maintien de la qualité des produits ainsi collectés pour garantir leur meilleur recyclage.

Alors que le sac de collecte de Valorlux se limite à la collecte de certains types d'emballages spécifiques, d'autres emballages ne sont pas acceptés dans ce système de collecte. C'est pour cette raison que Valorlux a mis en place les conteneurs de collecte «RE-box». Ce système, installé essentiellement près de centres commerciaux est destiné en particulier à la collecte de films et sacs plastiques, pots et gobelets, barquettes et blisters. La RE-box est actuellement installée sur les parkings de onze supermarchés. Le PNGDR prévoit que selon les besoins, le réseau est à élargir.

En même temps, le concept du centre de recyclage «Drive-in» dans les supermarchés, qui est actuellement en phase pilote est à poursuivre. Ce concept prévoit une infrastructure de collecte séparée de différentes fractions de déchets dans les supermarchés pour profiter ainsi des parcours faits par les clients et éviter des déplacements supplémentaires pour se diriger vers des centres de recyclage classiques.

Le PNGDR prévoit également d'étudier la possibilité d'un élargissement du principe de la responsabilité élargie des producteurs sur d'autres catégories de produit. Un tel élargissement présenterait l'avantage de responsabiliser les producteurs d'autres produits en matière plastique pour prendre en charge leur collecte et leur recyclage en fin de vie. Cette disposition est en ligne avec la proposition de la directive sur la réduction de l'impact de produits plastiques sur l'environnement qui prévoit également l'obligation d'introduire des systèmes de responsabilité élargie des producteurs pour un certain nombre de produits plastiques.

c) En matière d'information, de sensibilisation et de coopération

D'après l'étude sur le «littering» réalisée en 2015, les déchets d'emballages dominent dans toutes les sections de routes analysées. La fraction la plus fréquente est celle des déchets plastiques (bouteilles, gobelets, etc.). Des campagnes «anti-littering» sont prévues afin de réduire la quantité de déchets se trouvant le long des routes et sur des places publiques.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Depuis un certain temps, des produits avec les mentions «biodégradable», «compostable», «biosourcé», «dégradable» voire «oxo-biodégradable» apparaissent sur le marché. Ces mentions sont souvent sources de confusion. En effet, ces termes n'impliquent pas forcément la biodégradabilité à 100%. Ces produits ne sont pas acceptés, ni dans des installations de compostage, ni dans des unités de biométhanisation. En pleine nature, ces produits ne se dégradent que lentement et sont souvent sources de microplastiques dû à leur fragmentation lors du processus de dégradation. Dans ce sens, des campagnes de sensibilisation seront lancées afin d'informer la population de façon objective sur l'impact environnemental des sacs biodégradables et, ce faisant, de lutter contre le «greenwashing».

Un outil essentiel prévu dans la communication et la sensibilisation est l'élaboration d'un outil informatique commun en matière de gestion des déchets. Cet outil aura la forme d'une app téléchargeable sur un smartphone. Il permet aux citoyens de ne disposer que d'un seul outil qui leur donne toutes les informations spécifiques à leur lieu de résidence, même lorsque ce dernier change en cours de route. En même temps, cette app devra permettre de fournir aux citoyens de façon cohérente pour l'ensemble du pays des informations générales sur la gestion des déchets au Luxembourg.

La connaissance de la composition des déchets municipaux résiduels en mélange est primordiale afin d'évaluer l'impact des différentes mesures de gestion mises en œuvre et d'exploiter les potentiels de renforcement des collectes séparées et de la valorisation de certaines fractions de déchets, de même que les besoins supplémentaires en information et sensibilisation. Une telle analyse de la composition des déchets municipaux en mélange se fera tous les trois ans.

Les taxes communales relatives à la gestion des déchets doivent couvrir l'ensemble des frais encourus par les communes en matière de gestion des déchets en tenant compte des quantités réellement produites. En même temps, les taxes appliquées doivent définitivement être calculées en fonction de la production réelle des déchets ménagers résiduels et des déchets encombrants. Ce faisant, la population est incitée à participer à la prévention et à la collecte séparée des déchets et, par conséquent, à une réduction des quantités de déchets à éliminer.

Finalement, le PNGDR prévoit un renforcement de la coopération et la coordination des communes, syndicats et des différents systèmes, à savoir SuperDrecksKëscht, Ecotrel, Ecobatterien, Valorlux. Une meilleure coordination des différents systèmes, permet non seulement d'augmenter la collecte des différentes fractions de déchets et d'en optimiser l'utilisation des systèmes de collecte, mais elle permet également de donner une image publique homogène et claire aux citoyens.

Une campagne contre le «littering» est prévue pour l'été le long des autoroutes.

Question 3842 (30.05.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **Musée d'art moderne Grand-Duc Jean:**

Considérant que le démontage de l'œuvre communément appelée «Chapelle» de Wim Delvoye, exposée depuis l'ouverture en 2006 au MUDAM, est désormais définitivement acquis, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre voudra-t-il préciser combien de temps durera l'opération de démontage de ladite œuvre?

- Où est-ce que sera entreposée ladite œuvre et est-ce qu'un nouvel espace doit le cas échéant être prévu, voire pris en location? Quelle est la surface à prévoir pour ce stockage et à combien s'élèvent les coûts y afférents?

- Quel sera le coût global de l'opération de démontage?

- Est-ce que l'état de l'œuvre la «Chapelle» a été vérifié et va-t-il y avoir une restauration respectivement mise en état?

Réponse (26.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

La décision du démontage de l'œuvre de Wim Delvoye a été prise par la directrice du Musée d'art moderne Grand-Duc Jean avec l'aval de son conseil d'administration et non par le Ministère de la Culture.

D'autre part, l'honorable Députée a demandé à ce que la directrice soit à nouveau invitée à une prochaine Commission de la Culture de la Chambre des Députés. Ce sera l'occasion de lui poser les questions techniques soulevées.

Question 3843 (30.05.2018) de **Mme Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant l'**auditoire de la Villa Louvigny:**

La Villa Louvigny a vu naître la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion. Dans ces locaux historiques, bénéficiant d'une situation exceptionnelle dans le parc municipal de la capitale, se trouve un auditorium pris en service dans les années 1950, pouvant accueillir jusqu'à 400 personnes. Des musiciens de renommée internationale s'y sont produits et y ont été enregistrés et la villa a accueilli le Grand prix eurovision de la chanson à deux reprises, en 1962 et en 1966. Les émissions radio de RTL ont été diffusées à partir du studio y situé jusqu'à son déménagement au Kirchberg.

L'auditoire a été planifié et réalisé pour l'orchestre de Radio Luxembourg et bénéficie donc d'une acoustique spécifique en vue de l'enregistrement de concerts. C'est une salle pour travailler, enregistrer et se produire devant un public. Une rareté et une salle que les professionnels du secteur souhaiteraient pouvoir utiliser à des fins de répétition, d'enregistrement (également de musique de films) et de concerts.

Des exemples à l'étranger montrent que ce genre de salle peut être réaffectée à sa destination d'origine (p. ex. la Maison de la Radio, place Flagey à Bruxelles).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Culture:

1) Est-il prévu de classer la Villa Louvigny y inclus son auditorium comme monument national?

2) Ne serait-il pas envisageable de réaliser un projet comme celui de la Maison de la Radio Flagey à Bruxelles?

3) Dans tous les cas de figure, n'est-il pas possible d'ouvrir l'auditorium aux professionnels du secteur afin d'y répéter et enregistrer?

4) Ne serait-il pas opportun d'organiser de nouveau des concerts dans l'auditorium?

Réponse (26.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

La Villa Louvigny, inscrite au cadastre de la commune de Luxembourg, section LF de la Ville-Haute, sous le numéro 716/2163, est actuellement en procédure de classement comme monument national. Le Conseil d'État a été saisi du dossier le 29 janvier 2018, comme suite à l'avis positif de la Commission des sites et monuments nationaux.

Quant aux questions relatives à l'affectation du bâtiment, celles-ci relèvent de la compétence du Conseil de Gouvernement dans son ensemble et non de la seule compétence du Ministère de la Culture.

Question 3845 (31.05.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **contournement de Dippach-gare:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°3037 concernant le contournement de Dippach-gare, Monsieur le Ministre a annoncé que les travaux y relatifs seront mis en soumission en 2018, dans le but de pouvoir entamer le chantier à la fin de l'année. En effet, l'arrêt de la Cour d'appel, concernant l'expropriation pour utilité publique, avait été prononcé le 22 juin 2017.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état d'avancement de la procédure d'expropriation?

- Quel est l'état d'avancement du projet de contournement de Dippach-gare?

- Un appel d'offres a-t-il déjà été lancé?

- Quand les travaux du contournement de Dippach-gare pourraient-ils débuter? Le calendrier initial pourra-t-il être respecté?

- Quelle sera la durée du chantier?

- À quelle hauteur se chiffrent les coûts prévisionnels du chantier?

Réponse (14.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La procédure de l'instruction administrative ayant abouti par l'arrêt de la Cour administrative, l'avocat de l'État est chargé de l'assignation devant le tribunal civil en vue d'ordonner l'envoi en possession des parcelles faisant l'objet de l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'ordonnance de l'envoi en possession par le tribunal est susceptible d'être prononcé en automne 2018. Dès l'envoi en possession les travaux pourront débuter. À la suite, l'indemnité définitive sera fixée par le tribunal civil suite au rapport d'experts.

Le dossier de l'avant-projet concernant la réalisation du contournement de Dippach-gare dans le contexte de la suppression du passage à niveau sur la N13 a été approuvé en date du 18 mai 2018. Actuellement les études pour l'établissement du dossier de soumission sont en cours.

Après la finalisation des études géotechniques sur les terrains qui ne sont pas encore détenus par l'État, le dossier de soumission pourra être finalisé et à la suite un appel d'offres pourra être lancé.

Les travaux du contournement de Dippach-gare pourront alors débuter environ six mois après l'appel d'offres. Le calendrier initial n'a pas pu être respecté vu que, suite à l'élaboration de l'avant-projet détaillé, le dossier des emprises a dû être adapté.

La durée prévisible des travaux sera de 2,5 ans.

Le devis estimatif pour les travaux de la réalisation du contournement de Dippach-gare se chiffre à 17,4 millions d'euros, dont 50% à imputer sur les crédits du Fonds des routes et 50% sur ceux du Fonds du rail.

Question 3846 (31.05.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Lycée technique pour professions de santé:**

La profession d'infirmier joue un rôle important dans notre système de santé. Vu les besoins du secteur des soins qui explosent en raison de la croissance de la population, il est donc important d'investir dans l'éducation et la formation de la profession d'infirmer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

1) Dans la mesure où un nombre non négligeable d'étudiants a des problèmes avec la langue véhiculaire qui est pour la plupart des branches le français, Monsieur le Ministre a-t-il déjà considéré d'ouvrir une filière allemande pour les lycées technique des professions de santé (LTPS)?

Dans l'affirmative, peut-il nous fournir des informations supplémentaires?

Dans la négative, quelles en sont les raisons?

2) Étant donné que les stagiaires-infirmiers travaillent en équipe et que le transport public n'est pas assuré 24 heures sur 24 dans toutes les régions du pays, le nouveau LTPS à Strassen prévoit un internat proposant 35 chambres aux élèves majeurs et 14 chambres qui seront mises à la disposition des jeunes en difficulté.

Monsieur le Ministre, pour quelles raisons le nouveau lycée à Ettelbruck n'est pas doté d'un tel internat?

Quelles autres options existent pour offrir un logement aux élèves/étudiants fréquentant le lycée à Ettelbruck?

3) Monsieur le Ministre existe-t-il assez de places de stage pour les étudiants du LTPS dans les établissements hospitaliers?

Le ministre peut-il nous fournir des chiffres concernant l'offre et la demande de places de stage?

4) Selon nos informations, chaque année un nombre non négligeable d'étudiants du LTPS ne sont pas admis aux examens de fin d'études. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

De quelle manière le ministre envisage-t-il y remédier?

Réponse (03.07.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Depuis sa création, le Lycée technique pour professions de santé (LTPS), qui est le seul lycée avec quatre centres de formation dans le domaine des professions de santé, offre quelques classes à régime linguistique spécifique en français. Les programmes de toutes les autres classes sont à régime linguistique germanophone. La langue véhiculaire de ces cours étant l'allemand, ce qui peut donc communément être considéré comme la filière «allemande», seulement le cours de COSPI (concept de soins et problèmes infirmiers) est enseigné en français. Vu que la plupart des terrains hospitaliers, qui accueillent les élèves et étudiants luxembourgeois en soins infirmiers, ont une orientation francophone, il importe de préparer les stagiaires du LTPS à la réalité du terrain professionnel.

ad 2) Le nouveau bâtiment du LTPS à Strassen pourra accueillir jusqu'à 1.200 élèves et étudiants. De par les formations spécialisées et les stages cliniques suivis par les élèves et étudiants issus de tout le pays, la mise en place d'un internat s'est avérée nécessaire pour les élèves majeurs. Le Centre de formation Ettelbruck du LTPS est prévu pour un maximum de 430 élèves et étudiants dans les formations SI (Soins infirmiers) et AS (Aide-soignant) et accueille pour la plupart des candidats issus du Nord et de l'Ouest du pays. En cas de besoin, des chambres sont disponibles dans les internats de Diekirch (Jos Schmit) et d'Ettelbruck (Pensionnat Sainte Anne et Pensionnat Saint Joseph). Ceux-ci proposent également des chambres pour des séjours ponctuels ou de longue durée.

ad 3) Actuellement le LTPS est confronté à une diminution des places de stages disponibles surtout dans le milieu hospitalier, qui est le lieu de prédilection pour former les futurs infirmiers, mais également dans les institutions extrahospitalières. Ceci peut s'expliquer par des fusions et réorganisations d'institutions, par des situations de manque de personnel dans les hôpitaux ne permettant plus de garantir un encadrement efficace des élèves et étudiants, ou suite à des offres de stage pour des élèves étrangers ou d'autres formations (sapeurs-pompiers, etc.).

Ainsi, pour cette année scolaire, au LTPS à Luxembourg, 34 élèves de 1GSI (1re générale «Soins infirmiers») sur 140 n'ont pas trouvé de place dans des institutions hospitalières comme prévu par le programme enseignement clinique. Ces élèves ont dû être placés sur des terrains de longs séjours ou de soins à domicile.

Le même problème se pose pour les élèves aides-soignants, dont le seul et unique stage dans le contexte hospitalier lors de leur troisième année de formation va devenir facultatif, suite au manque de places de stage dans les hôpitaux.

Il faut également remarquer que la capacité et la volonté d'accueil concernant les élèves et étudiants du LTPS varie fortement selon les régions hospitalières du pays, comme le démontrent les chiffres ci-après:

(tableaux à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

ad 4) Le LTPS organise deux sections qui mènent à un examen de fin d'études: la section SI (Soins infirmiers) et la section SH (Sciences de la santé).

En section SI, l'obtention d'une maîtrise des compétences en enseignement clinique, suite à des stages de sept semaines, avec un encadrement et une évaluation continue par des professeurs-infirmiers, est une condition d'admission à l'examen de fin d'études.

En première année de formation infirmière (2GSI), l'évaluation de l'enseignement clinique reste formative. En 2e année (1GSI), certaines compétences des domaines du jugement professionnel, de la communication professionnelle, des prestations de soins et de l'engagement et actualisation sont évaluées d'une manière sommative, décisive pour la promotion, car elles sont des prérequis pour les deux années de formations BTS en soins infirmiers.

Environ 8 à 12% des élèves de la formation SI n'obtiennent pas la maîtrise des compétences visées: la majorité redoublent leur année, certains sont réorientés vers d'autres sections de l'ESG.

Concernant la 1GSH (Sciences de la santé), la réussite d'un travail d'envergure constitue la condition d'admission à l'examen. Pour l'année scolaire en cours, un seul élève a échoué à son travail d'envergure. Les années précédentes, un à deux travaux n'obtenaient pas la moyenne requise.

Cette condition d'admission à l'examen sera abolie avec la nouvelle section SH, ou le travail d'envergure deviendra un travail personnel, réalisé en 2GSH et qui comptera comme toute autre discipline pour la promotion de l'année.

Question 3847 (31.05.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **piste cyclable nationale 6:**

Alors que la promotion du vélo semble être une des priorités de la stratégie MoDu 2.0 présentée par le ministre en date du 29 mai 2018, il s'avère à notre avis indispensable de mettre à disposition des pistes cyclables dans un état qui répond aux exigences de sécurité. Or, il me revient qu'après des périodes de forte pluie, la piste cyclable nationale 6 (PC6) serait dans un mauvais état. Le passage d'un tunnel ne serait plus possible pour cause de boue et d'eau qui se trouvent en pleine rue. De même, selon mes informations, les pompes utilisées ne seraient pas vraiment en mesure d'évacuer les masses d'eau et de boue. Le tunnel serait donc soumis à un risque d'inondation. Une des raisons de ce problème est surtout le manque de goudron sur ce passage. Dans ces conditions, le passage du tunnel n'est pas assuré pour les nombreux cyclistes.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il informé de la problématique autour de cette piste cyclable?

- Dans l'affirmative, quelles mesures le Ministre entend-il prendre afin de remédier à cette situation?

- Combien de fois les services des Ponts et Chaussées assainissent-ils le passage après de fortes pluies?

- Les pompes utilisées sont-elles capables d'évacuer les masses de boue et d'eau? À combien de reprises, une maintenance de ces pompes est-elle prévue?

Réponse (04.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'itinéraire cyclable PC6 relie Pétange à Remerschen en passant par Sanem, Schifflange, Bettembourg, Altwies et Mondorf.

Sa liaison 01 relie Mondercange à Schifflange en se servant à la hauteur de la jonction Esch A4/A13 d'un chemin partiellement asphalté longeant un biotope du type «Roseaux» pour passer ensuite en dessous de l'autoroute A4 et de la bretelle reliant l'A4 à l'A13. En cas de fortes pluies, ces deux passages souterrains sont fréquemment inondés et temporairement fermés par des barrières automatiques. L'accès est alors interdit aux cyclistes ainsi qu'à tous les autres conducteurs et aux piétons.

Alternativement à la liaison 01, les cyclistes ont la possibilité de passer par le centre de Lallange en se dirigeant vers les laminoirs de Schifflange pour atteindre le «Brill» et ensuite rencontrer la liaison à la hauteur de l'échangeur Schifflange de l'autoroute A13.

Conformément à la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux, «l'entretien courant incombe aux communes sur le territoire desquelles se trouvent les différents tronçons ou parties des pistes cyclables». L'entretien courant concerne tant le nettoyage, le balayage et le fauchage que les services d'hiver.

Seul le tunnel de la piste cyclable qui passe sous l'autoroute A4 au point kilométrique PK 12.53 est équipé de pompes. La maintenance de ces pompes se fait suivant les règles de l'art et dans les délais prévus pour les équipements électromécaniques.

Question 3850 (05.06.2018) de **Mme Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant les **demandes de protection internationale:**

La loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire dispose en son article 26 que la demande de protection internationale est traitée endéans un délai raisonnable et au maximum endéans un délai de six mois.

Suivant les associations actives dans ce domaine, ce délai est très souvent dépassé et les demandeurs sont dans l'attente d'une décision. Elles estiment qu'un système de «tracking» de la demande pourrait alléger l'attente des demandeurs.

Depuis avril 2017, une nouvelle structure d'hébergement d'urgence («SHUK») a été installée à Kirchberg pour des demandeurs qui ont vocation à être transférés dans un autre État membre de l'UE en vertu du règlement Dublin. Beaucoup de demandeurs disparaissent avant leur transfert effectif. Parmi ces demandeurs, il y a:

- des personnes éligibles au statut de réfugié qui n'ont pas entamé de procédure d'asile dans un autre État membre, mais qui tombent sous l'application du règlement Dublin (empreintes digitales, visa, etc.);

- des personnes qui ont déjà déposé une demande de protection internationale dans un autre État membre;

- des personnes qui ont déjà eu une réponse négative en Europe.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) En ce qui concerne le délai de traitement des demandes de protection internationale, combien de demandes ont été formulées depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2015 et endéans quel délai ont-elles été traitées?

2) Un système de «tracking» des demandes en faveur des demandeurs est-il envisagé par le Gouvernement?

3) Le Luxembourg a pris 1225 décisions d'incompétence pour des cas Dublin en 2017.

a. Parmi eux, combien de personnes avaient déjà déposé une demande d'asile dans un autre État membre?

b. Combien n'avaient jamais déposé de demande dans un autre État membre?

c. Combien avaient déjà reçu une réponse négative dans un autre pays européen?

d. Combien ont effectivement été transférés vers un autre État membre?

4) Combien de personnes sont actuellement accueillies dans la SHUK?

5) Quel est le taux de disparition des demandeurs d'asile de cette structure depuis avril 2017?

6) Quel bilan le Gouvernement tire-t-il de la SHUK après une année?

7) La structure ne contribue-t-elle pas à une fragilisation de la prise en charge des demandeurs d'asile à des fins dissuasives aux dépens de la protection des personnes?

8) Ces personnes ne pourraient-elles pas être accueillies dans d'autres structures d'accueil?

Réponse (02.07.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1) Depuis le 4 janvier 2016, date de la mise en vigueur de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, l'évolution du nombre des demandeurs de protection internationale est la suivante:

2016: 2.035 demandeurs

2017: 2.322 demandeurs

2018 (jusqu'au 31 mai): 699 demandeurs.

Il convient de remarquer que les années 2015 et 2016 ont été marquées par un afflux de demandeurs afghans, irakiens et syriens. De plus, le Luxembourg s'était engagé à accueillir, par la voie de la relocalisation, 557 personnes à partir de l'Italie et de la Grèce. Ces personnes sont comptabilisées parmi les demandeurs et ont parcouru l'intégralité de la procédure d'asile au Luxembourg.

Cet afflux a entraîné un retard dans le traitement des dossiers; en 2015, le délai de traitement s'écoulant entre l'introduction de la demande et la première décision était de 21 mois. Cependant, grâce à la mise à disposition de ressources humaines supplémentaires, le délai de traitement s'est réduit à 7,5 mois en moyenne en 2017.

Cette réduction du délai de traitement va de pair avec une nette augmentation du nombre des décisions prises. Ainsi, 2.319 décisions ont été prises en 2016, ce qui représente une augmentation de 47% par rapport au nombre de décisions prises en 2015. En 2017, 3.186 décisions ont été prises et en 2018, jusqu'au 31 mai, 1.108 décisions ont été prises.

ad 2) Il convient de noter d'emblée que tous les demandeurs sont informés par écrit en cas de dépassement du délai de traitement de six mois. Sur demande, les demandeurs obtiennent de plus amples renseignements sur les raisons de ce retard.

Un système de «tracking» des demandes en faveur des demandeurs de protection internationale, allant au-delà de cette notification, n'est actuellement pas prévu par le Gouvernement. D'un côté, le retard en matière de traitement des demandes de protection internationale s'est considérablement réduit. D'un autre côté, un tel système, où le demandeur sera informé de l'état actuel de sa demande, ne présenterait guère d'avantages pour les demandeurs alors que la procédure se déroule en trois étapes majeures, à savoir l'ouverture de la demande par le demandeur, l'entretien quant au fond de la demande avec le demandeur et, finalement, la décision - des étapes bien identifiables et prévisibles quant à leur déroulement. Une information sur l'état d'une demande, qui serait fournie par un système de tracking, ne répondrait dès lors pas à la question majeure des concernés, à savoir celles de la durée de chaque étape, et le délai endéans lequel leur dossier est traité. Une telle information ne peut toutefois pas être fournie alors que l'examen individuel de chaque dossier rend impossible de fixer à l'avance un délai de traitement, ceci d'autant plus que des recherches supplémentaires peuvent s'imposer en cours de route.

ad 3) Le ministre avait émis une décision de transfert pour 1.224 personnes au total.

a. 1.083 personnes étaient concernées par une reprise en charge en application du règlement Dublin III.

b. 141 personnes étaient concernées par une prise en charge en application du règlement Dublin III.

c. 725 personnes ont déposé une nouvelle demande d'asile après un rejet dans un autre État membre et 63 personnes ont déposé une nouvelle demande d'asile après le retrait de leur demande dans un autre État membre.

d. 412 personnes ont été transférées du Luxembourg vers un autre État membre.

ad 4) Au 28 juin 2018, 61 personnes sont logées à la SHUK. Depuis sa mise en service au 1er avril 2017, la SHUK a accueilli un total 844 personnes. La moyenne mensuelle des personnes y hébergées s'élève depuis son ouverture et jusqu'au 31 mars 2018 inclus à 63 personnes.

ad 5) Depuis le 1er avril 2017, le taux de disparition des personnes assignées à résidence à la SHUK est de 64%.

ad 6) La SHUK héberge principalement des demandeurs de protection internationale de sexe masculin dont les empreintes digitales ont déjà été enregistrées dans le système Eurodac par un autre État membre. Cette structure a été mise en place pour décharger les structures d'accueil gérées par l'OLAI en tenant compte de la situation spécifique des personnes tombant sous le règlement Dublin III, par rapport aux autres demandeurs de protection internationale. De surcroît, elle a comme vocation à faciliter l'organisation et les opérations de transfert à la Police. Dans ce sens, la SHUK répond aux objectifs fixés au départ.

Depuis sa mise en place, le nombre de mouvements secondaires vers le Luxembourg, se traduisant par le nombre de personnes enregistrées dans le système Eurodac, a pu être réduit de 78,5% à 48% entre mars 2017 et juin 2018. En parallèle, nombreuses sont les personnes qui sont volontairement reparties du Luxembourg pour regagner l'État membre responsable du traitement de leur demande de protection internationale.

ad 7) La SHUK constitue une alternative à un placement au Centre de rétention et non une alternative à l'accueil. Pour les personnes assignées, le Luxembourg ne constitue pas l'État où elles ont déposé leur première demande d'asile, voire lequel est responsable pour le traitement de leur demande ou le retour en ce qui concerne les personnes déboutées. Dublin III limite la responsabilité du traitement d'une demande de protection internationale à un État membre tout en prévenant les mouvements secondaires.

La SHUK garantit aux assignés un encadrement psychosocial par le biais d'agents spécifiquement recrutés et formés à cette fin. Les personnes assignées profitent ainsi d'une prise en charge et d'un suivi beaucoup plus poussés et individualisés que dans d'autres foyers. En conséquence, même si la SHUK peut paraître moins accueillante qu'un foyer ordinaire, une prise en charge adaptée des concernés est garantie, ce qui est d'autant plus important que les concernés vivent souvent très mal leur situation, qui implique la perspective d'un transfert dans un autre État membre duquel ils sont partis auparavant. Dès lors, on ne peut pas affirmer que l'assignation à résidence en soi remette en cause une protection adéquate des personnes, ou qu'il y ait une fragilisation de la prise en charge des demandeurs.

ad 8) Au stade actuel, pour faciliter la gestion de la SHUK, les femmes et les couples hommes/femmes, et à plus forte raison les enfants sont logés dans des foyers de l'OLAI. Au-delà de cette population et sur base des arguments précités (cf. question 6), le Gouvernement ne mène pas de réflexion pour reloger les personnes assignées dans d'autres structures d'accueil classiques.

Question 3856 (08.06.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **certificat de vie:**

Dans son rapport général de la sécurité sociale 2017, l'Inspection générale de la sécurité sociale précise que 46,8% des pensions de décembre 2016 sont versées par la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) à des bénéficiaires non résidents, luxembourgeois et non luxembourgeois confondus.

Beaucoup de ces bénéficiaires, surtout lorsqu'ils résident dans des pays lointains, se félicitent de pouvoir faire leurs démarches en ligne. Il reste toutefois quelques bémols.

Pour pouvoir toucher leurs pensions, ces derniers doivent entre autres fournir un certificat de vie. Or, la CNAP n'accepte pas de transmission électronique de ces certificats.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faille permettre l'envoi des certificats de vie par voie électronique? À défaut, comment Monsieur le Ministre entend-il faciliter la tâche des bénéficiaires de pension résidant à l'étranger?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que toutes les autres démarches par rapport à la CNAP puissent se faire en ligne? À défaut, des projets de modernisation de modes de communication avec la CNAP sont-ils prévus?

Réponse (09.07.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) Pour justifier le maintien des droits à pension, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) effectue une fois par an un contrôle de vie des bénéficiaires de pension résidant à l'étranger. À cet effet un certificat de vie est envoyé par voie postale pour être complété par un organisme officiel. En cas de non-retour du certificat, la CNAP suspend le paiement de la pension.

En 2017, la CNAP a envoyé 81.692 certificats de vie à destination de bénéficiaires résidant dans 101 pays.

Lors de l'envoi retour des certificats de vie, le risque de falsification est élevé et la CNAP, dans le cadre de sa politique de lutte contre la fraude, doit exiger la présentation de pièces originales et par voie de conséquence ne peut pas accepter l'envoi des certificats de vie par voie électronique.

Afin de développer des solutions pour remplacer le certificat de vie par un échange direct de données entre les organismes de pension, la CNAP a conclu des conventions avec la DRV pour l'Allemagne, la CNAV pour la France et le SFP pour la Belgique.

Ces échanges sont efficaces sous condition que le bénéficiaire touche une pension respective des deux établissements et que les critères d'identification sont en concordance. Si la CNAP, après analyse des résultats, arrive à la conclusion que les résultats sont concluants, il est envisagé d'abandonner dans le chef des bénéficiaires de pension de ces trois pays qui remplissent les conditions requises, l'envoi d'un certificat de vie. Actuellement des efforts sont menés pour entamer des négociations avec les caisses de pension de l'Italie et du Portugal.

ad 2) Tous les formulaires de demande de prestations figurent sur le site Internet de la CNAP. Certains formulaires peuvent directement être remplis online. Dans tous les cas le formulaire doit être imprimé, signé et envoyé par voie postale. L'envoie électronique n'est pas possible en absence d'une signature électronique. La CNAP en collaboration avec le Centre commun de la sécurité sociale réfléchit sur la possibilité de proposer les différents formulaires sur «MyGuichet», la plateforme interactive de dépôt de démarches administratives en ligne.

N°13
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Accord salarial dans la fonction publique	p. 483	Sommaire des séances publiques nos36 à 38	p. 529	36e séance	Jeudi 26 avril 2018
«Vermummungsgesetz»	p. 489	Sommaire des questions parlementaires	p. Q199	37e séance	Mardi 15 mai 2018
«Naturschutzgesetz»	p. 521			38e séance	Mercredi 16 mai 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Die Herausforderungen der Digitalisierung für Parlamente



Herr Alexander Miesen



Dr. Wolfgang Schäuble



Herr Mars Di Bartolomeo



Frau Doris Bures



Herr Dominique de Buman

Die Digitalisierung als Chance und Herausforderung für Parlamente und Demokratien stand im Mittelpunkt der dritten Konferenz der Parlamentspräsidenten der deutschsprachigen Länder, die am 20. und 21. Juli in der luxemburgischen Abgeordnetenkammer stattgefunden hat. Auf Einladung ihres Präsidenten, Herrn Mars Di Bartolomeo, tauschten sich die Parlamentspräsidenten aus Deutschland, Dr. Wolfgang Schäuble, Österreich, Frau Doris Bures (Zweite Präsidentin in Vertretung von Präsident Wolfgang Sobotka), der Schweiz, Herr Dominique de Buman, sowie der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens, Herr Alexander Miesen, über ihre jeweiligen Projekte und Erfahrungen mit der Digitalisierung aus.

Digitalisierung als Chance und Gefahr für die Demokratie

„Digitalisierung einerseits regulieren und andererseits von ihren Vorteilen Gebrauch machen: Das ist eine Chance für Parlamente", stellte Herr Mars Di Bartolomeo fest.

„Digitale Technologien können einen Beitrag leisten, um demokratische Prozesse transparenter zu gestalten und Bürger stärker in Entscheidungen einzubeziehen", zeigte sich der Präsident der Abgeordnetenkammer überzeugt.

Er erinnerte dabei an die Erfolgsgeschichte der Online-Petitionen, die über die Internetseite des luxemburgischen Parlaments eingereicht und unterstützt werden können.

Mars Di Bartolomeo warnte jedoch auch vor den Gefahren der Digitalisierung: „Demokratie braucht Zeit. Politische Entscheidungen brauchen Zeit, um den demokratischen Prozessen gerecht zu werden", erklärte er.

„Parlamentarische Entscheidungsprozesse dürfen nicht zu kurz kommen, indem wir gezwungen werden, in 280 Zeichen zu denken und im Minutentakt zu handeln."

Bedenken zu allgemeinen Online-Wahlen

Können Wähler in Zukunft daheim auf dem Smartphone Abgeordnete wählen?

Die Herausforderungen des E-Votings standen ebenfalls im Mittelpunkt der Diskussion zwischen den Parlamentspräsidenten.

Diese erwähnten einzelne Pilotprojekte, äußerten jedoch allgemeine Bedenken, was eine baldige Einführung von Online-Wahlen angeht.

Zuvor gelte es, verfassungsrechtliche sowie Fragen zu Sicherheitsstandards zu klären.

Die generelle Diskussion der Parlamentspräsidenten über die Herausforderungen der Digitalisierung der Politik fand im Austausch mit zwei renommierten Wissenschaftlern auf dem Gebiet der neuen Technologien statt, den Professoren Dr. Ralf Lindner (Fraunhofer Institute for Systems and Innovation Research, Karlsruhe) und Dr. Bernhard Pörksen (Universität Tübingen).

Im Rahmen der Konferenz stand auch ein Besuch beim weltweit führenden Satellitenbetreiber SES im luxemburgischen Betzdorf auf dem Programm.

Austausch zwischen Parlamenten fördern

Die Konferenz der Parlamentspräsidenten deutschsprachiger Länder ist eine Plattform, die jährlich stattfindet und den interparlamentarischen Austausch fördert.

Sie wurde vor drei Jahren vom ehemaligen Bundestagspräsidenten Dr. Norbert Lammert ins Leben gerufen, der in Luxemburg als Ehrengast an Teilen des Programms teilnahm.

L'Europe doit répondre à de nombreux défis



La Chambre des Députés était représentée à Berlin par son Président M. Mars Di Bartolomeo (au milieu) et les députés Mme Josée Lorsché, M. Claude Haagen (à gauche) et M. Gusty Graas (ne figure pas sur la photo).



M. Mars Di Bartolomeo a rencontré le Président de l'APOSCE, M. George Tsereteli.

L'Europe se trouve dans une période difficile. Tel est le constat d'une grande partie des orateurs ayant pris la parole lors de la 27e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE) qui s'est tenue du 7 au 11 juillet 2018 à Berlin.

L'Europe est confrontée à un manque de coopération, à la méfiance, à des rhétoriques populistes et à des mesures unilatérales. Pourtant, il faut répondre aux défis qui se posent. Selon le Secrétaire général de l'OSCE, M. Thomas Greminger, qui a pris la parole lors de la séance plénière clôturant la session, il est essentiel d'éviter des culpabilisations, d'augmenter la confiance et de mener un dialogue constructif.

La sécurité en Europe aurait besoin d'approches innovatives. Les parlementaires, disposant d'un contact privilégié avec les décideurs, les gouvernements et les partis politiques, auraient un rôle important à jouer dans ce contexte.

L'OSCE, en tant qu'organisation internationale, constituerait un organisme respecté dans le domaine de la sécurité et de la coopération en Europe. Parmi ses missions se trouvent l'instauration d'un dialogue structuré, l'organisation d'opérations d'observation sur le terrain et la promotion de mesures de consolidation de la confiance mutuelle. Plus de 300 délégués, parlementaires des 57 pays participants, ont débattu sur le rôle des parlements dans la mise en œuvre des engagements de l'OSCE.

La déclaration finale résume les rapports et résolutions des trois commissions et des seize sujets additionnels proposés par les délégations.

Elle peut être consultée sur le site Internet www.oscepa.org.

300 parlementaires invités au Luxembourg pour 2019

40 ans après la première réunion du Parlement européen directement élu en 1979, l'hémicycle historique du Kirchberg pourra accueillir en 2019 une autre grande assemblée internationale: la 28e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE) sera organisée par la Chambre des Députés et se tiendra au Luxembourg du 5 au 9 juillet 2019.

C'est lors de la 27e session annuelle au Bundestag allemand que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a lancé l'invitation officielle aux quelque 300 parlementaires originaires de 57 pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord.

«Au sein de l'espace de l'OSCE nous savons que les valeurs que nous défendons depuis des décennies méritent toujours d'être portées haut et fort: la sécurité, les libertés, la démocratie, la justice, l'indépendance, la diversité, la solidarité, la coopération internationale et les droits de l'homme», a constaté M. Di Bartolomeo.

«En juillet 2019, vous allez découvrir que les habitants du Luxembourg vivent ces valeurs au quotidien», a ajouté le Président de la Chambre.

Session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du 25 au 29 juin 2018 à Strasbourg

«Une situation préoccupante»

«La situation de la société civile dans les États membres du Conseil de l'Europe est préoccupante», a constaté le député luxembourgeois M. Yves Cruchten lors de la présentation de son rapport devant les membres de l'APCE.

M. Yves Cruchten se préoccupe de la situation des ONG

Aux termes du rapport qui analyse les nouvelles restrictions des activités des organisations non gouvernementales (ONG) dans les États membres du Conseil de l'Europe, le Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE identifie deux tendances particulièrement préoccupantes: l'adoption de lois visant à imposer de nouvelles obligations aux ONG notamment en ce qui concerne la déclaration de leurs biens et de leurs dons provenant de l'étranger, comme par exemple en Azerbaïdjan et en Russie, ainsi que le harcèlement judiciaire ou administratif associé à des campagnes de diffamation organisées contre certaines ONG et leurs dirigeants.

Dans son rapport, M. Yves Cruchten explique qu'en Turquie, suite à l'introduction de l'état d'urgence en juillet 2016, près de 1.400 associations et 140 fondations ont été définitivement dissoutes et leurs avoirs ont été confisqués et qu'en Hongrie une nouvelle législation sur la transparence des organisations recevant de l'aide de l'étranger est entrée en vigueur, tout comme le paquet législatif «Stop Soros» visant à restreindre les activités des ONG aidant les migrants.

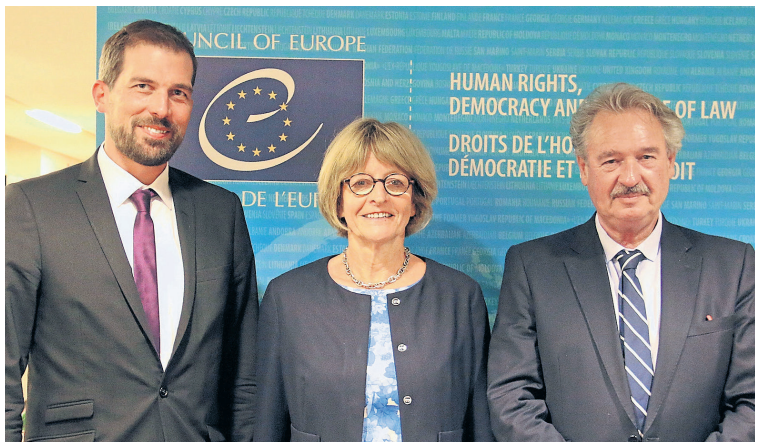
La recommandation adoptée à une large majorité par les membres de l'APCE suit la proposition du rapporteur de créer un mécanisme permettant de recevoir des alertes sur de nouvelles restrictions éventuelles du droit à la liberté d'association dans les États membres du Conseil de l'Europe, d'analyser ces informations et d'y réagir ou encore de développer et d'adopter des lignes directrices sur le financement étranger d'ONG dans les États membres.

M. Jean Asselborn plaide pour un «multilatéralisme efficace»

S'adressant dans son allocution officielle à l'assemblée, le Ministre des Affaires étrangères et européennes luxembourgeois, M. Jean Asselborn, a souligné que «la pérennité [du Conseil de l'Europe] passe par le respect de son fondement, le multilatéralisme efficace». Ce multilatéralisme comporte aussi bien des droits que des obligations collectives.

Parmi ces obligations figurent notamment la contribution au budget, le respect de la Convention européenne des droits de l'homme et surtout l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et la coopération de bonne foi avec les organes du Conseil de l'Europe.

M. Jean Asselborn a fortement critiqué la tendance vers un repli identitaire qui est le contre-exemple du multilatéralisme et qui pousse les responsables politiques à ignorer les avis et recommandations du Conseil de l'Europe et à remettre en cause leur légitimité. Il a ajouté que le Conseil de l'Europe se trouve en crise, ce qui s'explique par la remise en cause de ses valeurs par les États membres, y compris par l'Union européenne. Ces pays, par le biais de réformes nationales, s'éloignent de plus en plus de l'État de droit en remettant en cause l'indépendance de la justice et la séparation des pouvoirs.



M. Yves Cruchten, Président de la délégation luxembourgeoise, Mme Anne Brasseur, Présidente honoraire de l'APCE, et M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (à droite)

D'autres points à l'ordre du jour de la session ont porté sur l'adoption d'une résolution appelant à la libération des citoyens ukrainiens détenus en Russie, l'élection de la nouvelle Présidente de l'Assemblée parlementaire, Mme Lily Maury Pasquier (groupe socialiste, Suisse), la persécution des personnes LGBTI en Russie et Tchétchénie, la prévention contre les mariages forcés et les interventions du Premier Ministre croate, M. Andrej Plenković, et du Premier Ministre slovaque, M. Peter Pellegrini.

La Chambre des Députés était représentée par M. Yves Cruchten et M. Gusty Graas.

Visite kirghize à la Chambre des Députés



Les délégations parlementaires kirghize et luxembourgeoise

Les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont reçu, le 2 juillet 2018, leurs homologues kirghiz. Le Président de ladite commission, M. Marc Angel a constaté que le Luxembourg et le Kirghizistan ont plusieurs points en commun dont leur position géographique stratégique.

Tout comme le Luxembourg, le Kirghizistan, qui est au cœur de l'Asie centrale, est entouré de voisins influents et importants. «Pour le Kirghizistan, la Russie représente un partenaire stratégique ainsi qu'un élément essentiel pour la paix dans la région eurasiatique», a informé le Président de la Commission des Affaires internationales du Conseil suprême de la République kirghize, M. Iskhak Pirmatov.

Les membres de la délégation kirghize ont également déclaré que leur pays met l'accent sur une politique étrangère basée sur le multilatéralisme. Dans ce sens, ils ont souligné l'importance de renforcer les relations avec l'Union européenne, constat partagé par M. Marc Angel qui souhaite que l'UE et la République kirghize signent au plus vite l'accord de partenariat et de coopération en cours de négociation.

Un pays en voie de stabilisation démocratique

Le Kirghizistan, considéré comme le pays le plus démocratique d'Asie centrale, a dû faire face à des instabilités politiques ces dernières années. Les députés luxembourgeois ont félicité leurs homologues kirghiz de la transition pacifique que le pays a entamée suite aux dernières élections présidentielles en octobre 2017. Selon eux, cette transition pacifique est un signe que les institutions du pays sont stables. À plusieurs reprises, la délégation parlementaire kirghize a tenu à souligner que le Kirghizistan est «une démocratie en développement».

La lutte contre le terrorisme: une priorité pour le Kirghizistan

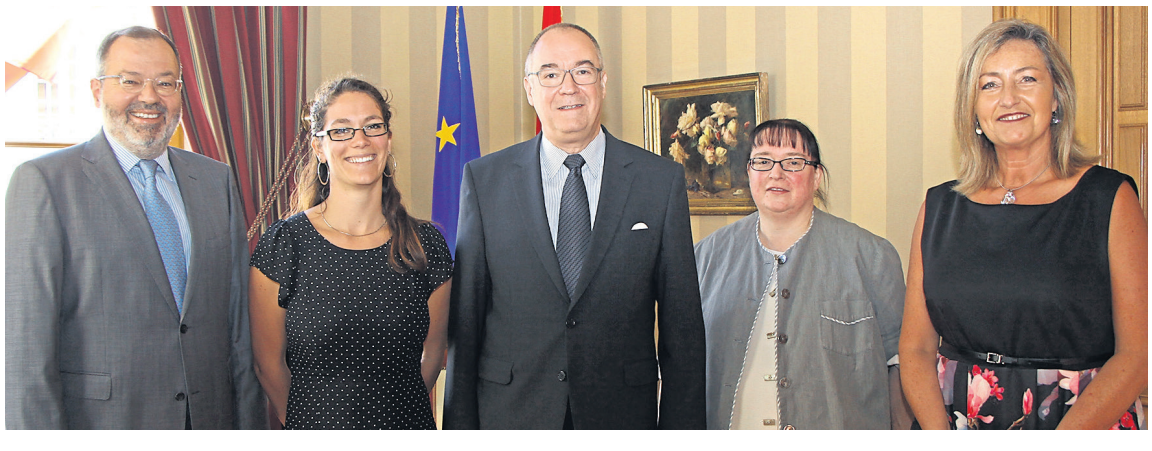
Au cours de l'échange de vues, les députés luxembourgeois et kirghiz ont notamment discuté de la montée de la menace terroriste. «Cette problématique représente le grand défi du 21e siècle», ont souligné les membres de la délégation kirghize. Ils sont également conscients que la sécurité du continent européen face à cette menace se construit dans la région eurasiatique.

L'intégration régionale, la coopération parlementaire au sein d'organismes comme l'Union économique eurasiatique ainsi que le multilinguisme étaient d'autres sujets évoqués lors de l'entrevue.

25 ans de relations diplomatiques

Le Luxembourg et le Kirghizistan fêtent le 25e anniversaire de leurs relations diplomatiques, des relations qu'ils aimeraient bien intensifier notamment dans le domaine du tourisme écologique ainsi que dans le secteur financier.

Assermentation d'un nouveau fonctionnaire



Mme Estelle Beck (2e de gauche), bibliothécaire-documentaliste à l'Administration parlementaire, fut assermentée le 2 juillet 2018 par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (au milieu), en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (à gauche) et Mme Isabelle Barra (2e de droite), et de la responsable du Service des Ressources humaines, Mme Manon Hoffmann (à droite).

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

…l'Ambassadeur des États-Unis, S. E. M. James Randolph Evans.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Protection des animaux

6994 - Projet de loi sur la protection des animaux

En créant un nouveau cadre juridique dans le domaine de la protection de la vie et du bien-être des animaux, le projet de loi a pour objectif d'assurer la dignité, la protection de la vie, la sécurité et le bien-être des animaux. Il s'agit d'une des premières lois à reconnaître la dignité d'un animal. Ainsi, la future loi définit un animal comme un «être vivant non humain doté de sensibilité en ce qu'il est muni d'un système nerveux le rendant apte à ressentir la douleur».

Pour atteindre l'objectif de la loi, il sera dorénavant interdit à quiconque de tuer sans nécessité ou de faire tuer un animal, de lui causer ou de lui faire causer des douleurs, des souffrances, des angoisses, des dommages ou des lésions.

Le projet de loi s'applique à tous les animaux vertébrés ainsi qu'aux céphalopodes sans préjudice des législations en matière de la chasse, de la pêche, de la lutte contre les organismes nuisibles et de la protection de la nature et des ressources naturelles et prévoit une dérogation concernant l'étourdissement de ces animaux lors de leur mise à mort dans ces domaines.

Ainsi, le projet de loi concerne en premier lieu des détenteurs d'animaux d'élevage et de compagnie. Cependant, d'autres activités en relation avec les animaux nécessitent également le respect du bien-être animal. Voilà pourquoi le présent projet de loi détermine également les conditions de transport des animaux, l'abattage et la mise à mort des animaux ainsi que l'utilisation des animaux à des fins scientifiques.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 24.05.2016

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

29.09.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.10.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
17.10.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
29.03.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.05.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État (suite)
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.06.2018

Loi du 27 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°537, page 1

Réforme de la Police grand-ducale

7045 - Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification:

1° du Code de procédure pénale;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

et portant abrogation:

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 2. le code d'instruction criminelle; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Le projet de loi a pour objet la réforme de la Police grand-ducale. Cette réforme traite principalement cinq volets: la réorganisation de la direction générale de la Police, la réorganisation territoriale, la réorganisation de la police judiciaire, le renforcement de la police administrative et la modernisation des ressources humaines de la Police.

Au premier chapitre du projet de loi, la Police grand-ducale est définie comme service national de police générale chargé d'assurer la sécurité intérieure. Elle veille au respect et contribue à la protection des libertés et des droits individuels, est proche de la population et agit par des actions préventives, pro-actives, dissuasives et répressives.

Le deuxième chapitre concerne les différentes missions de la Police, lesquelles se répartissent en missions de police administrative, missions de police judiciaire et autres missions.

Le troisième chapitre traite des réquisitions, dont les dispositions générales (première section) règlent les droits et devoirs de la Police et de l'autorité requérante, tandis que la seconde section traite du maintien de l'ordre public sur réquisition.

Au quatrième chapitre sont précisées les relations de la Police avec d'autres autorités, à savoir les autorités communales, les autorités judiciaires et les autorités militaires.

Le chapitre cinq s'occupe du traitement de données à caractère personnel et énumère de façon exhaustive les bases de données auxquelles les officiers de police administrative ou de police judiciaire ont accès dans l'exercice de leurs missions.

Le chapitre six contient l'organigramme de la Police grand-ducale, matière réservée à la loi par l'article 97 de la Constitution.

Le septième chapitre est relatif à toutes les questions concernant le personnel, en commençant par les dispositions communes (première section), puis énumérant les dispositions spécifiques pour le cadre policier (deuxième section) et finalement celles concernant le cadre civil (troisième section).

Les chapitres huit à onze concernent les dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Force publique

(Présidente: Mme Claudia Dall'Agnol):

27.09.2016	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
06.10.2016	Continuation des travaux
27.10.2016	Continuation des travaux
01.12.2016	Continuation des travaux
16.01.2017	Continuation des travaux
28.09.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation d'amendements gouvernementaux
05.10.2017	Continuation des travaux
22.02.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation d'amendements gouvernementaux
03.05.2018	Présentation d'amendements gouvernementaux
	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
31.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2018

«Naturschutzgesetz»

7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

Le projet de loi a pour objet d'effectuer une réforme intégrale de la législation sur la protection de la nature et des ressources naturelles. Partant du constat que l'environnement naturel au Luxembourg continue à se détériorer, les auteurs du projet de loi ont décidé de renforcer la législation sur la protection des habitats et des espèces, afin d'empêcher l'extinction des espèces, de restaurer les habitats et de rétablir les écosystèmes. Dans le cadre de ce renforcement législatif, il est prévu la mise en place de deux systèmes de mesures:

- les mesures d'atténuation, permettant au ministre, au lieu d'interdire tout projet qui serait susceptible d'avoir une incidence significative sur des espèces protégées, de mettre en place un système de mesures visant à annuler les perturbations éventuelles sur lesdites espèces, tout en autorisant au cas par cas le projet;

- les mesures compensatoires, prévoyant la création ou la restauration de biotopes ou habitats dans un but de compenser les déficits écologiques perpétrés suite à la destruction, la réduction ou la détérioration d'espaces naturels liées à la réalisation de projets d'infrastructure. Par le passé, la mise en œuvre de mesures compensatoires s'est avérée globalement insatisfaisante pour des raisons diverses. Le nouveau système prévu par le projet de loi prévoit:

* un système de quantification de la valeur écologique des biotopes et habitats (écopoints);

* la constitution de pools compensatoires faisant office de réserves foncières à haut potentiel d'amélioration écologique et servant à la compensation de projets ayant provoqué une détérioration du patrimoine naturel;

* la constitution d'un registre permettant d'enregistrer et de répertorier les mesures de compensation réalisées et de gérer l'attribution de ces mesures à des projets nécessitant des compensations.

Les autres nouveautés de la loi sont les suivantes:

- nouvelle définition de la zone verte (art. 3);

- règles plus claires concernant les nouvelles constructions autorisables en zone verte (art. 6);

- précision des règles concernant les constructions existantes (art. 7); en plus une dérogation importante est proposée pour les constructions ayant fait l'objet d'un classement par application de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments;

- introduction d'une limitation de la coupe rase (art. 13);

- introduction d'un régime d'autorisation pour la destruction de biotopes en dehors de la zone verte (art. 17);

- réorganisation des dispositions concernant les espèces protégées (chapitre 5), y compris les mesures d'atténuation;

- l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion des zones Natura°2000, qui permettront d'assurer un état de conservation favorable des habitats et des espèces et qui seront établis pour une durée de dix années avec une possible reconduction (art. 35);

- création de comités de pilotage Natura 2000 (art. 36);

- le droit de préemption, limité aux zones protégées d'intérêt national (art. 49);

- regroupement et clarification des dispositions relatives aux autorisations (chapitre 12);

- précision des sanctions pénales (art. 75);

- introduction d'avertissements taxés (art. 76);

- les recours contre les décisions prises en vertu de la loi. Jusqu'à présent, il s'agissait d'un recours en réformation, de sorte que les juridictions administratives devaient le cas échéant effectuer un travail complexe d'analyse concrète des demandes avec la possibilité de substituer leur appréciation. Il est proposé d'effectuer une modification en n'ouvrant contre les décisions prises que des recours en annulation et une simple appréciation de la légalité par les juridictions administratives.

Par le biais du projet de loi sous rubrique, la législation sur la protection de la nature et des ressources naturelles a également été rendue plus transparente et accessible. C'est ainsi que le projet de loi se trouve enrichi de définitions et d'intitulés à chacun des articles, eux-mêmes regroupés en chapitres et parfois en sections, voire en sous-sections. Ce travail de définition devrait permettre de ne plus avoir de doute sur l'interprétation des termes utilisés par la loi. Un travail approfondi a également été effectué afin de rendre le projet de loi plus cohérent, ceci par la réorganisation de certains articles.

Par ailleurs, le projet de loi établit une simplification administrative réelle de la loi par la réforme de certaines procédures:

- la mise en place d'un parallélisme des procédures pour les désignations de certaines zones, du moins concernant les délais d'application, avec une limitation à une publication dans deux journaux quotidiens publiés au Luxembourg;

- l'instauration d'une procédure claire, unique et rapide en vue de la délivrance d'autorisation comprenant la liste des documents à fournir, l'envoi d'un accusé de réception d'un dossier complet et, si le dossier est complet, la possibilité de solliciter une fois des informations complémentaires en vue de l'éventuelle délivrance de l'autorisation endéans les trois mois.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

15.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
21.09.2016	Échange de vues
22.11.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.11.2017	Continuation des travaux
27.11.2017	Continuation des travaux
29.11.2017	Continuation des travaux
	Continuation des travaux
05.12.2017	Continuation des travaux
12.12.2017	Continuation des travaux
03.01.2018	Continuation des travaux
28.02.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation de propositions d'amendements par le groupe politique CSV
21.03.2018	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
02.05.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
09.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2018

Service de médiation scolaire

7072 - Projet de loi portant

1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,

2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a identifié trois grands problèmes auxquels est confrontée l'éducation nationale, à savoir la scolarisation des enfants issus de l'immigration, la scolarisation des enfants à des besoins éducatifs spécifiques et le décrochage des élèves qui ne progressent plus dans leur apprentissage et ce pour des causes diverses.

Vu le nombre croissant de décrocheurs scolaires et la contrainte internationale en cette matière, le programme gouvernemental de la législature 2013-2018 prévoit la prévention du décrochage scolaire. En effet, quelque 1.700 élèves quittent prématurément chaque année les lycées, sans être titulaires d'un diplôme, ce qui correspond à un taux de treize pour cent de la population scolaire. Or, la stratégie Europe 2020 de la Commission européenne prévoit de réduire le taux de décrochage scolaire à dix pour cent dans chaque pays membre.

L'instauration du service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale est une des mesures proposées par le Ministère afin de lutter contre le phénomène de décrochage scolaire. En effet, cette instance est chargée de prendre en charge les situations individuelles d'élèves dont le parcours est en péril et d'examiner s'il s'agit de mises en œuvre inadéquates des ressources existantes ou si le système a échoué.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016
Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

12.07.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
27.09.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
10.01.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17.01.2018	Présentation d'un amendement concernant l'article 5
07.03.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
03.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Culture
(Président: M. André Bauler):

07.03.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un amendement parlementaire

Vote en séance publique: 16.05.2018
Loi du 18 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°548, page 1

Organisation de l'Université du Luxembourg

7132 - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de procéder à une refonte de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. La création de l'Université du Luxembourg en 2003 a représenté un facteur stratégique dans le développement économique, politique et social du Grand-Duché de Luxembourg. Conçue comme une réponse à un besoin croissant d'une main-d'œuvre hautement qualifiée - dans un contexte où le Luxembourg disposait d'un ratio de diplômés universitaires par rapport à la population active totale parmi les plus bas en Europe - et de diversification économique, elle s'inscrit dans un cadre européen de prise de conscience de l'importance vitale d'une économie du savoir compétitive au niveau mondial.

À l'exemple de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, la présente loi en projet n'est plus conçue comme loi fondatrice de l'université, mais comme loi portant organisation de l'université. Conformément au principe constitutionnel de la matière réservée à la loi formelle, il est proposé d'intégrer dans la loi bon nombre de dispositions qui jusqu'à présent étaient définies par des règlements grand-ducaux, ce qui renforce la sécurité juridique des dispositions afférentes.

De façon générale, le statut, l'objet et les missions de l'université restent inchangés par rapport à la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Le présent projet de loi précise les missions de l'université qui regroupent l'enseignement supérieur, la recherche et le soutien au développement social, économique et culturel de la société luxembourgeoise.

L'université est composée de trois organes: le conseil de gouvernance, le recteur et le conseil universitaire. Le conseil de gouvernance est responsable de la politique générale, des orientations stratégiques ainsi que du contrôle des activités de l'université. Il est proposé de porter le nombre des membres du conseil de gouvernance à treize, dans le but d'augmenter l'autonomie organisationnelle et décisionnelle de l'université. Ainsi, deux des membres du conseil de gouvernance sont proposés par le conseil universitaire, ce qui renforce le pouvoir décisionnel de celui-ci. Le président de la délégation des étudiants et le président de la délégation du personnel siègent d'office au conseil de gouvernance en vertu de leur fonction. Dans le but de renforcer l'efficacité du processus décisionnel, le rectorat, en tant qu'organe exécutif, est supprimé et remplacé par un recteur comme chef de l'exécutif, qui peut déléguer ses missions à ses trois vice-recteurs. Le conseil universitaire est composé exclusivement de membres internes à l'université, représentants du personnel. En voyant son indépendance institutionnelle renforcée et ses attributions plus clairement définies, le conseil universitaire peut mieux exercer son rôle de sénat universitaire, qui consiste en l'émission d'avis relatifs aux propositions du recteur en relation avec les activités d'enseignement et de recherche.

Finalement, une délégation des étudiants est créée par la présente loi en projet pour consolider de façon formelle la participation des étudiants aux prises de décision.

Comme le directeur administratif et financier ne fera plus partie des organes de l'université, l'administration centrale, dirigée par ce dernier, est instaurée en tant que nouvelle composante de l'université.

Le nombre de trois facultés est maintenu, bien que leur dénomination précise ne soit plus inscrite dans le texte du projet de loi. Par contre, le nombre maximal des centres interdisciplinaires est porté à six, permettant d'apporter une plus grande flexibilité à un modèle qui a fait ses preuves et qui constitue un facteur élémentaire pour l'établissement de la bonne renommée internationale de l'université.

Le présent projet de loi prévoit par ailleurs des modifications concernant les différentes catégories et sous-catégories de personnel et leurs dénominations, les critères en termes de compétences et de grade académique requis pour les différents postes ainsi que les procédures de recrutement et de nomination.

Un objectif central du présent projet de loi consiste à renforcer l'autonomie pédagogique et scientifique de l'université. Ainsi, il est attribué à l'université le pouvoir d'adopter un règlement d'études par le conseil de gouvernance qui précise, entre autres, les détails des programmes d'études, les critères d'évaluation ainsi que les procédures d'admission et d'exclusion.

Le projet de loi instaure également la coopération entre l'université et le groupement d'intérêt économique «Centre de gestion pour la formation continue et professionnelle universitaire», qui prend la relève de l'«Institut universitaire international de Luxembourg» («IUIL»). Placé sous la surveillance de l'université en collaboration avec le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, le nouveau centre est chargé de gérer la formation continue et professionnelle de l'université, les programmes d'études de l'université menant au grade de bachelor, en particulier ceux à caractère professionnalisant ainsi que la procédure de validation des acquis de l'expérience.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 08.05.2017
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace
(Présidente: Mme Simone Beissel):

04.12.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
06.12.2017	Continuation des travaux
07.12.2017	Continuation des travaux
11.12.2017	Continuation des travaux
03.01.2018	Continuation des travaux
04.01.2018	Continuation des travaux
09.01.2018	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
12.03.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.03.2018	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
28.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2018
Loi du 27 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°587, page 1

Bail à ferme

7153 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et

2° de certaines dispositions du Code civil

L'objet du projet de loi consiste à réviser la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme, afin d'améliorer la prévisibilité des rendements financiers des exploitants agricoles.

Le projet de loi prévoit la modification de la durée du bail à ferme dans le but de garantir aux exploitants une meilleure prévisibilité. En effet, la planification et l'autonomie financière des agriculteurs ne sont garanties que si les terres agricoles ne peuvent être exploitées pendant une période assez longue par les preneurs, sans cependant que cette période d'engagement soit tellement importante que les propriétaires deviennent trop réticents à s'engager. Pour ces raisons, la durée de bail portant sur une ferme entière ne pourra pas être inférieure à quinze ans, contre neuf ans actuellement.

Le bail portant sur des parcelles sera désormais prorogé par périodes de six ans, contre trois ans respectivement un an actuellement. Le dé-

lai de préavis est également revu à la hausse. La révision du fermage ne pourra désormais être demandée que tous les cinq ans.

Une autre modification visant à pérenniser la cultivation des terres louées est l'introduction d'une obligation du bailleur de notifier au preneur son intention de vendre le bien loué. Le preneur disposera d'un délai d'un mois à compter de la notification pour faire une offre d'achat au bailleur. La méconnaissance des droits reconnus au preneur entraîne la nullité de la vente.

Le législateur profite de la modification de la loi précitée du 18 juin 1982 pour étendre aux partenariats enregistrés les dispositions protectrices profitant actuellement au seul conjoint, en conséquence de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 26.06.2017

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

30.03.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.05.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.06.2018

Loi du 2 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°558, page 1

Organisation de l'enseignement fondamental

7206 - Projet de loi portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale;

6° de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale

Le projet de loi, dans sa teneur initiale, a pour objet d'apporter des modifications aux textes législatifs relatifs à l'organisation de l'enseignement fondamental. La plupart de ces adaptations s'imposent suite à la mise en œuvre de la réforme de l'inspection de l'enseignement fondamental. D'autres modifications trouvent leurs origines dans l'accord du 22 février 2016 au sujet des lignes directrices de la politique éducative pour le restant de l'actuelle législature, conclu entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Syndicat national des enseignants (SNE/CGFP).

Le texte initial a été complété par les amendements gouvernementaux du 13 février 2018. Ces derniers portent principalement sur les mesures visant à répondre à la pénurie des enseignants, à laquelle l'enseignement fondamental fait face depuis quelques années et qui s'est aggravée lors de la rentrée scolaire 2017-2018.

Afin de pallier cette pénurie, il est proposé d'agir sur trois niveaux:

- les modalités d'accès au concours de recrutement sont adaptées: actuellement, les candidats se présentant au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur doivent être habilités à enseigner dans les quatre cycles d'apprentissage, c'est-à-dire, au cycle 1 (éducation préscolaire), ainsi qu'aux cycles 2 à 4 (enseignement primaire). Cette condition est abolie. Le concours comporte désormais deux options, une «option C1» et une «option C2-4». Ainsi, les candidats pouvant se prévaloir d'une qualification pour enseigner au premier cycle de l'enseignement (C1) peuvent se présenter aux épreuves de l'«option C1». Les candidats disposant de la qualification pour enseigner dans les cycles 2 à 4 peuvent se présenter aux épreuves de l'«option C2-C4». Les candidats habilités à enseigner dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental peuvent se présenter, lors de la même session, aux épreuves des deux options. Pour les candidats qui suivent leurs études à l'étranger et qui disposent de la seule qualification pour l'une des deux options proposées, mais qui souhaitent tout de même enseigner dans les quatre cycles, il est créé la possibilité de suivre une formation en cours d'emploi pour obtenir l'habilitation à enseigner au niveau des cycles C1 à C4;

- l'accès à la fonction d'instituteur est ouvert aux détenteurs d'un diplôme de bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental, tels que définis au chapitre 1er, section 3, articles 6 et 7, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. Par conséquent, l'accès à la fonction d'instituteur n'est plus exclusivement réservé aux seuls détenteurs d'un diplôme de bachelor en sciences de l'éduction. À préciser que ce nouveau mécanisme s'applique seulement si le nombre de candidats brevetés en sciences de l'éducation est inférieur au nombre de postes à disposition. Il ne s'agit donc que d'une voie de recrutement subsidiaire. De plus, l'application de ce nouveau mécanisme est limitée à cinq ans;

- le stage des enseignants de l'enseignement fondamental est adapté: dorénavant, l'expérience acquise durant la formation initiale sous forme de stage pratique est davantage prise en compte. Il est proposé de faire bénéficier le stagiaire-instituteur, qui peut se prévaloir de quatre années d'études supérieures et d'au moins vingt semaines de stage pratique, d'une réduction de stage d'une année. À titre d'illustration, citons les détenteurs d'un diplôme de bachelor en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg, qui ont en général fait plus que trente semaines de stage pratique pendant leur formation initiale, et qui pourront ainsi bénéficier de la réduction susmentionnée. La durée de leur stage pédagogique est dès lors réduite à deux ans. Sur proposition du Conseil d'État, et eu égard au principe de l'égalité de traitement au sens de l'article 10*bis* de la Constitution, il est proposé d'introduire une dérogation transitoire permettant à tous les instituteurs-stagiaires actuellement en fonction de bénéficier d'office de la réduction de stage d'un an.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 07.11.2017

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

18.04.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen d'amendements gouvernementaux
19.04.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06.06.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2018

Loi du 22 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°518, page 1

Compétences élargies des agents municipaux

7214 - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Le projet de loi a pour objet de combler une lacune dans la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, à laquelle a rendu attentif l'Association des Agents municipaux (ASAM). L'article 99 de la loi communale donne compétence aux agents municipaux pour constater des infractions en matière de stationnement en décernant des avertissements taxés conformément aux alinéas 1er, 3 et 4[1] de l'article 15 de la loi modifiée du 14 février 1955 réglementant la circulation sur toutes les voies publiques. L'article 15 de la loi de 1955 sanctionne cependant le parcage, l'arrêt et le stationnement qui répondent chacun à une définition spécifique. Il existe donc une incohérence entre la loi communale et le Code de la route, à laquelle le projet de loi entend remédier par l'extension des compétences des agents municipaux aux infractions en matière d'arrêt et de parcage. Aucune qualification supplémentaire ne sera exigée des agents municipaux, puisque la procédure de constat et de répression des infractions d'arrêt et de parcage sera la même que celle appliquée en matière d'infractions de stationnement.

Par ailleurs, le projet de loi modifié tient compte de l'avis du 20 février 2018 du Conseil d'État qui constate que l'article unique initial «ne modifie pas la disposition de l'article 99, alinéa 2, de la loi communale selon laquelle les agents municipaux se trouvent, quant à l'exercice de leurs compétences en matière de circulation routière, 'sous l'autorité du collège des bourgmestre et échevins'». Comme les missions des agents municipaux, en matière de circulation routière, se rattachent à l'exécution des lois et règlements de police au niveau communal et qu'il appartient au bourgmestre, en vertu de l'article 67 de la loi communale, de veiller à l'exécution des lois et règlements de police, les agents municipaux sont soumis à l'autorité exclusive du bourgmestre.

[1] Le projet de loi remplace en outre la référence erronée à l'alinéa 2 par celle à l'alinéa 4.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 01.12.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

27.02.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018

Loi du 22 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°549, page 1

Reconstitution des ressources de l'AID

7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

La présente loi en projet a pour objet de sanctionner la contribution luxembourgeoise, à hauteur de 56.450.000 euros, pour la 18e reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID).

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 16.03.2018

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

27.04.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
04.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018

Loi du 6 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°464, page 1

SÉANCE 36

JEUDI,
26 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Question élargie n°29 de Mme Sylvie Andrich-Duval au sujet de la violence à l'école

- *Mme Sylvie Andrich-Duval - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

3. Question élargie n°30 de M. Fernand Kartheiser au sujet d'organisations non gouvernementales agréées

- *M. Fernand Kartheiser - M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*

4. 7182 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création

a) d'un Institut national des langues;

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

et portant abrogation

de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Yves Cruchten (interventions de M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Octavie Modert et M. Mars Di Bartolomeo, Président), Mme Octavie Modert, Mme Sam Tanson, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6708 - Projet de loi relative

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique;

- au transfert intangible de technologie;

- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes

et portant abrogation de

- la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

- la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;

- la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne

- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, Mme Simone Beissel, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics

6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal

6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics

- *Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 7179: Mme Viviane Loschetter*
- *Rapport de la Commission juridique sur la proposition de loi 6705: M. Fernand Kartheiser*
- *Rapport de la Commission juridique sur la proposition de loi 6909: M. Gilles Roth (interventions de M. Alex Bodry et M. Fernand Kartheiser)*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (interventions de M. Alex Bodry, M. André Bauler, M. Gast Gibéryen et M. Roy Reding), M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Lex Delles), M. David Wagner (interventions de M. Fernand Kartheiser), M. Laurent Mosar (interventions de Mme Josée Lorsché, Mme Viviane Loschetter et M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Claude Wiseler et M. Gilles Roth), M. Laurent Mosar (parole après ministre), M. le Ministre Félix Braz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7179*
- *Retrait du rôle des propositions de loi 6705 et 6909: M. Laurent Mosar, M. Fernand Kartheiser*
- *Dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a spuere mer déi traditionell Fro an iwwerloossen d'Froen deenen, déi se gestallt hunn. Fir d'Éischt eng éischt erweidert Fro, d'Fro N°29 vun der Madamm Sylvie Andrich-Duval iwwert d'Gewalt an der Schoul. Madamm Andrich, Dir hutt d'Wuert.

2. Question élargie n°29 de Mme Sylvie Andrich-Duval au sujet de la violence à l'école

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Merci, Här President. Déi rezent Aktualitéit vu Gewalt an der Schoul an an de Maisons relais huet, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net nëmme mech, mä sécherlech och lech interpelléiert. D'Enseignanten an d'Erzéier si konfrontéiert mat Gewalt- an Disziplinnsproblemer an der Schoul an och an de Betreiungsstrukturen. Ouni ze dramatiséieren, muss een dat awer ganz eescht huelen.

Vergläichend Studien, wéi d'Health Behaviour in School-aged Children vun 2016 vun der WHO, der Weltgesondheetsorganisatioun, oder PISA 2015 vun der OECD bestätegen dëst. Aggressioune stinn um alldeegleche Menü. An de Betreiungsstrukture gëtt d'Personal geschloen oder gebass. An der Schoul gëtt d'Klass gestéiert an d'Léierpersonal steet dacks eleng do.

Bei de Kanner selwer, ob Grondschoul oder Secondaire, läit Lëtzebuerg mam Mobbing an och mam Cybermobbing iwwert der Moyenne vun deenen anere Länner. Deen ze heefegen Zäitverdreif am fréien Alter mat Handy a Gewaltvideospiller huet och Konsequenzen op d'Gehir vum Kand. D'Basis fir Sucht- a Gewaltpotenzial ass domat ginn. D'Bildschiermsucht wäert och dofir ab Juni vun der WHO als nei Krankheet unerkannt ginn.

Wat wëllen d'Kanner an déi Jonk eis soen? Net nëmmen déi aggressiv an déi verhalensopfälleg, mä och déi, déi sech zréckzéien, déi ängschtlech, déi depressiv. Si si net d'Spigelbild vun eiser Gesellschaft? Misär an de Familljen, Stress a Leeschtungsdrock, nonstop digitalen Online, Fräiheet liewen ouni Grenzen, ouni Respekt virun Autoritéiten, emol net virun der Police.

Ass hei net en déiwe Malaise bei de Kanner an de Jonken? Ruffe se net ëm Hëllef? Mudde mer hinnen net ze vill zou? A loosse mer se iwwerhaapt nach Kanner sinn? Kréie se, oder hu se kritt, wat se wierklech brauchen? Zum Beispill fest Bezuchspersounen an der klenger Kandheet, en ugepasstene Liewensrhythmus, kloer Regelen a Grenzen.

Firwat net an deem Sënn och Direkteren an der Grondschoul aféieren, wéi d'CSV dat virschléit?

Doriwwer eraus ass och eng global Approche néideg. Mir all si gefuerdert: d'Elteren, déi Professionell, d'Gesellschaft an och d'Politiker, besonnesch Dir, Här Minister. Ass et net fir d'Éischt néideg, den Ursaachen emol op de Fong ze goen? Lëtzebuerg huet do munches nozehuelen.

De Minister huet vill reforméiert a leschter Zäit an e reagéiert elo nees iwwerstierzt op d'Aktualitéit, andeems en iwwer 400 nei Posten ugekënnegt huet fir eng intensiv Betreiung vu verhalensopfällege Kanner, och ausserhalb vun der Schoul. Maache mer hei Exklusioun amplaz Inklusioun? Wéi soll dat konkret um Terrain ëmgesat ginn? Ginn elo d'Clen, also d'Inklusiounskommissiounen, zu Diagnos- an Testmaschinne reduzéiert? Riskéiere se net och als Deel vum System hir Neutralitéit ze verléieren an och domat d'Vertraue vun den Elteren?

Ginn all d'Kanner mat Leidensdrock detektéiert oder just déi onbequem, déi stéieren? Sollt net eng ambulant sozioeducativ a psychologesch Hëllef méi no bei Hand sinn, anstatt um regionalen Niveau? Wéi gëtt dat Ganzt koordinéiert? Well et fënnt de Moment elo scho kee sech dran erëm!

Wéi eng Profiller sollen déi nei Professionell hunn? A wou gi mer se sichen? Wou ass dat globaalt nationaalt Konzept, och ministèreiwwergräifend, d'Plaz vun der Schoulmedezinn, d'Plaz vun de liberale Kannerpsychiateren oder Psychotherapeuten? Wivill verschidde Leit a Servicer këmmere sech ëm e Kand am Alldag an och, wann et Hëllef brauch? Ass dat dem Kand zoumuttbar, zemools wann et kleng ass? Eng regelrecht Odyssee fir d'Elteren an d'Kanner. Bräichte se net direkt eng neutral Referenzpersoun, eng Aart Case Manager, deen d'Kand net nëmmen och als Schüler gesäit? Wär et net néideg, emol alles, wat do ass, fir d'Éischt ze evaluéieren?

D'Betreiungs- an d'Léierpersonal hu keng Leit um Terrain. Si communiquéieren iwwer Formulairë mat engem enorme Waasserkapp. Misst d'Ausbildung vum Schoul- an Erzéiungspersonal net och ugepasst ginn? Sollt net méi präventiv geschafft ginn, fir problematesch Kanner virun der Aschoulung ze detektéieren, anstatt elo nees Pompjee ze spillen?

Et gëtt Elteren, déi leider net de Choix hunn an zu zwee musse schaffe goen. Si kënne sech och net ëmmer esou ëm hir Kanner këmmeren, wéi se dat vläicht gär géifen. D'Politik, och d'CSV, steet fir e Kader, dee méi flexibel Zäit erméiglecht. Sollten net och Eltereginn an d'Elteresinn, grad bei klenge Kanner, méi begleet ginn?

Här President, zum Schluss nach d'Fro, ob net, anstatt eenzel Pilotprojeten an de Schoulen, en nationalen Aktiounsplang géint Gewalt vläicht virzezéie wär, inklusiv d'Virbeuge vu Radikaliséierung an och Strategië géint de Mobbing an der Schoul.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vun der Madamm Andrich preoccupéiert mech. Ech war an de leschten zwee, dräi Méint ganz vill an de Grondschoulen ënnerwee, hunn do mat den Akteure geschwat, mat de Schouldirekteren - déi komescherweis hei nach ëmmer gefrot ginn; mir hu se! -, mat de Schoulpresidenten, mat den Elteren, an do stoung d'Problematik ronderëm Kanner, déi e Verhalen opweisen, wat de Fonctionnement an der Schoul méi schwiereg mécht, heiansdo och vläicht onméiglech mécht, eigentlech iwwerall op der Prioritéitelëscht.

Dat ass e Phenomeen, deen eis beschäftegt, deen eis och net nei ass, well mer jo säit enger gewëssener Zäit schonn eng Rei vu Politicken amgaange sinn ëmzesetzen, Politicken och, déi elo hei grad proposéiert goufen, wéi zum Beispill, datt onkomplizéiert kéint eng Hëllef an der Schoul, net um regionale Plang, mä an der Schoul präsent sinn. Mir hunn d'Fonctioun geschafe vum Instituteur spécialisé fir den Ëmgang mat Kanner mat extrae Besoinen, dozou gehéieren och déi doten. Mir sinn amgaangen, do weider ze rekrutéieren.

Ech kann Iech soen, datt eng vun deene Reaktiounen, déi ech awer och kritt hu bei de Visitten an de Schoulen, dat war, datt do, wou esou eng Persoun präsent ass, dat extrem begréisst ginn ass an do scho ganz, ganz villes kann um Terrain entschäerft ginn, well een Akteur do ass, dee sech zousätzlech, net nieft dem normale Schoulhalen, mä zousätzlech kann och emol an akute Situatiounen ëm eng Situatioun këmmeren, a well awer och en Akteur do ass, deen duerch seng Formatioun oder seng Beruffserfahrung ganz besonnesch gëeegent ass, fir och Weeër ze fannen, wéi en Encadrement an awer och en normale Fonctionnement an der Klass, an der Schoul méiglech ass.

Mir sinn amgaangen, op ganz ville Plazen, net nëmmen den Instituteur spécialisé, mä op ganz ville Plaze weider Ressourcen an d'Schoulen ze brëngen. D'Équipe de soutien pour enfants à besoins ass opgestockt ginn Enn d'lescht Joer mat 40 Posten. Momentan leeft e Rekrutement vu 35 Posten an et wäerten der och nach eng Kéier 50 relativ schnell duerfir nokommen.

Dir wësst och, datt mer en nationale Kompetenzzentrum amgaange sinn ze schafen, deen an deenen nächste Wochen hei wäert hoffentlech - jo mat grousser Majoritéit dann, wa mer där doter Problematik alleguerten eng Prioritéit wëlle bäimoossen - och gestëmmt ginn. Et ass e Kompetenzzentrum fir den Développement socio-émotionnel vun de Schüler, well mer do schonn d'Ursaach dra gesinn, wann deen een oder deen anere Schüler e schwieregt Verhalen an der Schoul un den Dag leet, fir en do méi kompetent souwuel ambulatoire, wéi grad gefuerdert, wéi awer och vläicht emol op enger anerer Plaz kënnen ze encadréieren.

Ech wëll awer gläichzäiteg - well wann een déi Wierder hei alleguerten esou héiert, da kéint ee sech schonn e bësse schudderen -, ech wëll gläichzäiteg och dedramatiséieren, datt och emol eng Kéier Kanner mateneen eng ganz normal Rolzerei hunn an datt d'Kanner och doduerjer léieren, hir sozial Kompetenzen ze entwéckelen. Ech denken, datt dat zur normaler Entwécklung och vum Kandsinn a vum Jugendleche gehéiert.

An dat hate mer ëmmer a wa mer un eis eege Kandheet zréckdenken, da falen eis déi eng oder déi aner Situatiounen esou an. Ech wäert elo net hei an den Detail goen; et wäert deen een oder deen anere schonn elo hei gefreet hunn. Mä doriwwer solle mer och kloermaachen, datt et dat net ass. An et ass evident, datt den Enseignant respektiv aner professionell Akteuren oder den Educateur an der Maison relais natierlech och mat där Situatioun absolutt musse kënnen eens ginn.

Da gëtt et och haut Kanner, déi op där enger Säit vläicht vernoléissegt sinn, op där anerer Säit vläicht iwwerprotegéiert, iwweraniméiert sinn, vläicht och duerch de Konsum vun neien digitale Medien - ech soen do bewosst „vläicht", well dat jo alles nach net esou ganz kloer ass, wat fir eng Auswierkungen datt dat huet - méi e schwieregt Verhalen entwéckelt hunn an opfälleg ginn an der Schoul, an der Maison relais oder op anere Plazen, an der Regel jo och an der Famill oder am private Raum.

An ech denken, datt mer do nach méi musse maachen, fir deem kënne gerecht ze ginn als Schoul an enger inklusiver Approche iwwert déi Weeër an déi Politicken, déi ech grad erkläert hunn: méi spezialiséiert Personal an der Schoul, direkt beim Kand, méi spezialiséiert Personal an der regionaler Direktioun, fir och do ambulatoire kënnen ze hëllefen, mat héijer Kompetenz, Erfahrung a Fachkompetenz kënnen ze intervenéieren an der Équipe de soutien pour enfants à besoins, awer och duerch systematesch Politicke vu Weiderbildung, vu Coaching, vu Begleedung, wat och eng Aarbecht wäert sinn an eng Aufgab wäert si vun den nationale Kompetenzzentren, fir d'Personal um Terrain a ganz kritesche Situatiounen ze begleeden.

An da gëtt et awer och, an dat ass jo och diskutéiert ginn am Laf vun deene leschten zwou, dräi Wochen, Kanner, an dat sinn der ganz, ganz wéineg - par rapport zu deenen 48.000 Kanner, déi mer an der Grondschoul hunn, géif ech wierklech soen, si mer do ënnert dem Promillberäich wahrscheinlech, ëm déi et hei dann och geet -, an et sinn och déi, déi d'Schlagzeile maachen, an et sinn och déi heiansdo, déi richteg Problemer maachen, wou ee sech wierklech muss d'Fro stellen, ob se an der Schoul adequat kënnen encadréiert ginn, ob mer net do an enger Situatioun sinn, wou ee sech fir d'Alleréischt dem Grondproblem vum Kand muss widmen, ier iwwerhaapt wierklech seriö u Schoulhalen an u Fonctionnement an der Schoul an och un en Encadrement an der Schoul ze denken ass.

Kanner, déi wierklech aggressiv sinn, Kanner, déi wierklech gewalttäteg si géint sech selwer, géint hir Schoulkolleegen, géint d'Léierpersonal, Educatricen an Educateuren, jo, dat gëtt et, mä et ass ganz kloer e Randphenomeen. An ech denken, datt mer do de Perimeter, den Aktiounskrees an d'Interventiounsméiglechkeete vun der Schoul awer depasséieren. An do musse mer eis aner Méiglechkeete ginn. Ech denken, datt do Centre-thérapeutiquen, Centre-psychothérapeutiquen an der Verantwortung sinn. Ech denken, datt mer do eng ganz intensiv Prise en charge socio-éducative brauchen an enger Form och, wéi d'Schoul se eigentlech selwer, well se e Léieroptrag huet a well se als Schoul muss fonctionnéieren, net ka leeschten.

An duerfir si mer higaangen a mir hunn en Appell gemaach un d'Träger aus dem sozioeducative Beräich, fir Centre-thérapeutiquen ze schafen, relativ kuerzfristeg och ze schafen, fir deem Besoin um Terrain kënne gerecht ze ginn.

Mir hunn iwwert déi Ouschterwochen emol nach eng Kéier méi am Detail gekuckt: Ëm wat fir eng Kanner geet et dann do? An ech wëll duerfir och warnen hei, an esou e kulturkriteschen Discours ofzefalen, wou een elo de Fonctionnement vun der Gesellschaft a Fro stellt, d'Manéier, wéi Kanner liewen an der Famill, wéi d'Famill sech organiséiert generell a Fro stellt. Also, ech kann hei net an den Detail goe vun deene Biographien, déi d'Kanner mat siwen, aacht, néng oder zéng Joer schonn heiansdo Opweises hunn. Mä wa mer dat gesinn, da versti mer, datt se och mat hirem aggressiven a gewalttätege Verhalen - an och vläicht heiansdo, andeem se sech roueg no banne kéieren, do sinn ech ganz domadder d'accord - da probéieren, op hir Situatioun, op hire Malaise opmierksam ze maachen. A mir mussen deen Hëllefruff do eescht huelen.

Also Kanner, déi Saachen erlieft hunn an der Realitéit, wéi aner Kanner se héchstens an Hollywoodfilmer vläicht um Bildschierm erliewen, déi eigentlech nach net fräi gi si fir Kanner an deem doten Alter, déi féieren natierlech och derzou, datt mer esou Situatiounen herno erliewen. An do ass d'Schoul mat hire Moyene sécherlech um Enn. An do mussen aner professionell Akteuren och intervenéieren, fir am Interessi vum Kand eppes kënnen ze bewierken. A mir wëssen och, datt déi Kanner finalement e Schoulhalen a Schoul an Dignitéit kënnen assuréieren iergendzwousch net méi méiglech maachen.

Mir hu festgestallt, datt et och fir déi dote Kanner e Mangel u Plaze gëtt. Mir hunn net nëmme festgestallt, datt et e Mangel u qualifizéiertem Personal direkt an der Schoul gëtt, wou mer mam I-EBS drop reagéieren, datt et um regionalen Niveau e Mangel u kompetentem Personal gëtt, mir hunn net nëmme festgestallt, datt mer och um nationale Plang eigentlech nach schwaarz Lächer hate vun Thematiken, déi guer net ofgedeckt waren - duerfir schafe mer dee Centre de compétence pour le développement socio-émotionnel an anerer och -, mä mir brauchen och nieft der Schoul, ausserhalb vun der Schoul Plazen, wou deene Kanner do wierklech mat grousser Fachkompetenz ka begéint ginn.

Et ass awer net nëmmen de Mangel u Plazen, dee mech hei interpelléiert, et ass och, an dat huet een och festgestallt unhand vu ganz konkrete Beispiller, datt mer eis Ofleef, eis Zoustännegkeeten, eis Prozeduren och mussen iwwerdenken.

Ech ginn Iech e Beispill: Et gëtt eng vun de Regiounen an der Grondschoul, déi mer gesot huet - wa mer Kanner no deem dote Profill emol detektéieren, déi wierklech opfälleg ginn an de Schoulen -, datt dat der bei hir an der Regioun eigentlech aacht wären, wou ee géif soen: „Do kann d'Schoul eigentlech momentan net méi richteg stattfannen an dat ass eng Belaaschtung fir d'Schoul. An och kënne mer deene Kanner do net hëllefen."

Siwe vun deenen aacht Kanner ware schonn an engem Centre thérapeutique! Siwe vun deenen aacht Kanner waren also schonn detektéiert ginn, sinn erauskomm, hunn och do gehollef kritt, sinn zréck an d'Schoul komm. Da stellt ee fest, datt se ganz oft och ouni eng Preparatioun zréck an d'Schoul komm sinn, datt d'Schoul ganz oft vum éischten Dag un nees iwwerfuerdert war mat där doter Situatioun, datt dee Retour do net preparéiert war. Et weess een och net ëmmer, opgrond vu wat fir engen Indikatiounen dee Retour dann do geschitt ass. Ass dat, well een no sechs Méint automatesch zréck muss, oder ass et, well d'Kand esou wäit - ech soen elo emol - „geheelt" ass, datt et an der Schoul herno ka fonctionnéieren an och vun engem Unterrecht ka profitéieren?

Duerfir hunn ech eise fréiere Premier Conseiller de Gouvernement, den Nico Meisch, chargéiert, eng Analys ze maachen iwwert déi dote Fäll an och iwwert déi dote Prozeduren an d'Schwaachstellen nach eng Kéier ganz kloer ze dokumentéieren. Et hëlleft sécherlech näischt, weider Ressourcen op den Terrain ze brénge respektiv aner Strukturen ze schafen, wa mer net och déi Ofleef do an déi Prozeduren do nach eng Kéier iwwerkucken a vläicht och duerno nach eng Kéier iwwerdenken. Och do ass Handlungsbedarf. Mä och do agéiere mer a reagéiere mer.

An nach eng Kéier: Ech denken, datt prinzipiell Diskussiounen iwwer Inklusioun an der Schoul eis hei um Terrain sécherlech net weiderhëllefen an och éischter kulturkritesch Diskussiounen, wéi se och an deem doten Zesummenhang ëmmer erëm ugefouert ginn, mengen ech, dem Besoin vun de Kanner an dem Besoin vun de Schoulen oder de Maison-relaisen alles aneschters wéi gerecht ginn.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Andrich, wëllt Dir nach eng Kéier nohaken? Dir hutt d'Wuert.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Och Merci, Här Minister, fir déi Explikatiounen. Eng Fro, déi ech opgeworf hat, war, ob et net och néideg wär, e bëssen eng Bestandsopnam vun den Ursaache vun deem Ganzen ze maachen, fir och do eng Analys ze maachen. Doropshi kéint een näämlech weider Aktiounspläng opbauen, fir dat kohärent unzegoen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, Merci, Här President. Ech denken, datt ech hei a mengen Ausféierungen och op méiglech Ursaachen agaange sinn. An déi Ursaache sinn esou villfälteg, wéi et Kanner gëtt. An ech hunn dräi Kategorien hei probéiert opzezielen.

Déi éischt, dat ass dat wibbelegt Kand, wéi mer vläicht alleguerte waren emol, well wa mer et net gewiescht wären, géife mer haut wahrscheinlech net hei sëtzen oder stoen.

Dat anert, dat si Kanner, déi, jo, vläicht och heiansdo en Environnement hunn, wat méi schwiereg ass, mä Kanner, déi vu sech aus staark sinn, déi vu sech aus resistent sinn an hire Wee awer wäerte maachen, wa se dann op gëeegenter Plaz, an dozou gehéiert och d'Schoul, an dozou gehéiert d'Maison relais, déi an enger inklusiver Approche musse schaffen, och kënne gehollef kréien, fir dat ze iwwerbrécken, wat se vläicht op anere Plazen net kritt hunn.

An et gëtt déi, an do schwätze mer wierklech vu ganz, ganz wéinege Kanner par rapport zu deenen 48.000 Kanner, déi mer an eiser Grondschoul hunn, déi traumatesch Erliefnisser hannert sech hunn a wou et evident ass, wat d'Ursaach fir hiert Verhalen a fir hiren Hëllefruff, dee se all Dag aussenden, ass. Ech kann, ech wëll eigentlech och hei, aus Respekt virun deene Kanner, net méi an den Detail goen. Ech kann Iech awer ganz gären déi eng oder déi aner Biographie vun deene Kanner mat siwen, aacht, néng oder zéng Joer eng Kéier dokumentéieren. Da versti mer, wat do d'Ursaache sinn. A mir sollen déi Kategorië vun Ursaachen, d'Kategorië vu Kanner och net matenee vermëschen, well mer soss sécherlech net déi richteg Äntwerte wäerte fannen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat hu mer déi éischt Fro ofgeschloss a mir kommen zu där nächster Fro. Déi kënnt vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Kritäre beim Agrement vun ONGen.

3. Question élargie n°30 de M. Fernand Kartheiser au sujet d'organisations non gouvernementales agréées

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Membere vun der Regierung, ech wollt hei den Här Minister befroen iwwert d'Kritären, fir enger Organisatioun den Agrement ze entzéien, wa se d'Bestëmmunge vun deem Agrement net anhält respektiv wa se d'Ziler vun der Entwécklungshëllef net respektéiert an hirer Aarbecht oder och den Orientéierunge vun der Lëtzebuerger Baussepolitik oppe widdersprécht.

Et ass eng Fro vun der Kohärenz an der Politik. Dir wësst, datt déi dräi „D"e sollen zesummegehéieren: den Developpement an d'Diplomatie wéi och d'Defense. An et ass also och eng Fro vun der Kohärenz, wéi d'Entwécklungspolitik an d'Baussepolitik erageet, respektiv och, ob dann déi Organisatiounen, déi d'Regierung finanziell ënnerstëtzt, och kohärent si mat den allgemengen Ziler vun der Entwécklungshëllefpolitik. Et wär jo net logesch, wann d'Regierung géif Organisatiounen ënnerstëtzen, déi deene widderspriechen.

De Minister huet och d'Recht, do nozefroen. Wann een déi verschidde legal Texter kuckt, da steet do, „logique d'intervention" an „stratégie opérationnelle" kéinten nogefrot ginn. Genausou wéi an den Texter steet, de Ministère kéint all zousätzlech Informatioune froen, déi en néideg fënnt, fir d'Opportunitéit vun deem Agrement ze iwwerpréiwen. Dat heescht, de Minister huet déi Méiglechkeet, den Agrement ze iwwerpréiwen, eng Appreciatioun ze maachen, déi néideg an och noutwendeg ass.

Elo ass et awer esou, datt, op jidde Fall a menger Appreciatioun, de Ministère eng Organisatioun ënnerstëtzt, déi deenen Ziler vun der Politik widdersprécht: Dat ass de Comité pour une paix juste au Proche-Orient. E schuet der Regioun ekonomesch.

Do muss ee wëssen, datt déi besate palästinensesch Territoiren, esou wéi d'Regierung se nennt, praktesch consideréiert gi wéi e Kooperatiounspartner. Et ass keen offizielle Kooperatiounspartner, mä si gi praktesch esou behandelt, wéi wa se ee wären. An dee Comité, deen awer Lëtzebuerger Entwécklungshëllef kritt, dee propagéiert eng Boykottpolitik fir déi Regioun: „Boycott, Divestment and Sanctions" (BDS), déi speziell och sollen déi Produite viséieren, déi aus deene Regioune kommen.

Wann een an der Literatur kuckt, dann heescht et, datt déi och dacks als antisemitesch agestuuft ginn, déi Operatiounen an deem dote Sënn. An de Comité huet och elo op senger Websäit e Kommentar, e Bréif zitéiert an och publizéiert, wou e gesot huet: «Le Parlement européen a voté en mai 2017 une résolution odieuse sur la lutte contre l'antisémitisme», wou e sech bezitt op déi Holocaust Remembrance Alliance, an déi Definitioun huet och Lëtzebuerg ugeholl. Dat ass also an den Ae vun där Organisatioun eng „définition odieuse" oder eng „résolution odieuse".

An elo muss ee wëssen, datt déi Kritären net ganz kloer sinn, op wat sech de BDS genau bezitt. Et gëtt do déi verschiddenst Interpretatiounen, och an där Stréimung. Mä et huet ekonomesch negativ Auswierkungen op déi besate palästinensesch Territoiren. Zum Beispill Sodastream ass e ganz bekannt Beispill: eng Entreprise, déi do zougemaach huet, wat och zum Verloscht vun Honnerte vun Aarbechtsplaze gefouert huet.

Och mat der Lëtzebuerger Diplomatie ass dee Comité net kompatibel. Politesch ass d'Regierung géint all Form vu Boykott vun israelesche Produiten. An d'Regierung huet och schonn e puermol ënnerstrach, datt si Boykottmoossname géint israelesch Produkter absolutt net ënnerstëtzt. Politesch wëllt d'Regierung gutt Relatioune mat Israel, wéi et och bei der Visitt vum Här Premierminister Bettel am September 2016 do ënnerstrach gouf.

Elo ass et awer esou, datt och op der Websäit vum Cercle de coopération, mat deem mir jo och zesummeschaffen, de Comité pour une paix juste Israel als „terrorisme d'État" bezeechent. Et ass och esou, datt e Konventioune mat den israelesche Universitéite kritiséiert, déi zwëschent der Universitéit Lëtzebuerg an deenen Universitéite gemaach ginn. An et ass esou, datt e Gewalt nëmme géint d'Population civile veruerteelt - esou steet et an der Charta -, awer net ausschléisst, datt Gewalt géint israelesch Sécherheetsautoritéite kéint gemaach ginn.

Des Weidere vergläicht en indirekt Israel mat der Naziokkupatioun zu Lëtzebuerg, andeem e seet, wa mer eis Politik net änneren, misste mer a 70 Joer - do den direkte Vergläich: «…présenter à la Palestine nos excuses pour notre complicité d'aujourd'hui dans son occupation...», fir de Peuple palestinien, «…et ses souffrances.»

D'Regierung ënnerstëtzt déi antiisraelesch Propaganda vun där Organisatioun an de Schoule mat enormen Zommen, och d'Frais administratifs vun där Organisatioun. Iwwer eng hallef Millioun Euro hu se kritt, 129.000 Euro eleng fir eng sougenannt Politique de sensibilisation, also antiisraelesch Propaganda an de Schoulen an op anere Plazen, héich Zomme fir Frais administratifs.

An d'Fro muss also gestallt ginn: Ass dat doten, déi antiisraelesch Propaganda, iwwerhaapt kompatibel mat den Ziler vun der Lëtzebuerger Baussepolitik, vun der Lëtzebuerger Regierung? Muss d'Lëtzebuerger Regierung net och, well déi BDS-Politik, déi Boykottpolitik an deene Gebidder kloer der ekonomescher Entwécklung vun deenen Territoirë widdersprécht, der Zesummenaarbecht mat deem Comité en Enn maachen?

Dat lescht Element vun der Fro: Wann eng Netregierungsorganisatioun och nach vun anere Länner finanziell ënnerstëtzt géif ginn, zum Beispill Qatar oder aneren, ass et dann opportun, wann d'Lëtzebuerger Regierung esou eng Organisatioun och géif weider ënnerstëtzen?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet direkt de Kooperatiounsminister, den Här Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Kartheiser fir dës Question élargie, wat eigentlech eng Question complémentaire ass zur Question parlementaire, déi Der u véier Ministere gestallt hat an, ech mengen, déi dës Woch misst erausgaange sinn, well d'Äntwerte vun deene véier Ministeren och hu misse koordinéiert ginn, fir eben op déi Froen ze äntwerten: engersäits de Volet vun de Konferenzen, wat d'Education ubetrëfft - ech resuméieren elo -, zweetens de Volet vun den Affaires étrangères, wat d'Politik vu Lëtzebuerg ubetrëfft par rapport zum Stat Israel, par rapport zu Palästina; op där anerer Säit virun allem och, drëttens, d'Kooperatiounspolitik, déi dee ganze Volet mat beliicht.

Ech mengen, Dir hutt eng konkret Fro gestallt iwwert den Agrement vun enger ONG. Déi hei ass eng vun den 93 ONGen, déi mer hunn. An ech mengen, et ass ganz kloer, datt all Agrement determinéiert ass op Basis vum Artikel 7 vum Gesetz iwwert d'Entwécklungshëllef, wou virun allem präziséiert gëtt, wat d'Aufgabe si vun enger ONG, déi se muss leeschten, datt se ebe muss verschidde Kritären erfëllen: engersäits Beispiller hunn, fir d'Ziler an der Entwécklungshëllef ze weisen, an op där anerer Säit virun allem weisen, datt se d'Kompetenzen huet, datt se d'Fäegkeeten huet an datt se d'Erfahrung huet, an der Entwécklungshëllef ze schaffen an dobäi, bei der Emsetzung vu Projete kënnen ënnerstëtzt ze ginn.

De Règlement grand-ducal präziséiert déi dann, d'Gesetz, an deene véier Punkten. An da kommen ech och zur eigentlecher Äntwert op d'Fro zréck, déi eigentlech dann och kläert, fir engersäits ze kucken... Et ginn natierlech d'Aktivitéite gekuckt, déi gemaach ginn. Anerersäits ginn nach eng Kéier d'Kompetenzen, ginn och déi eenzel Bilane gekuckt.

Et gi virun allem och, an dat ass de Schluss vun Ärer Fro gewiescht, déi finanziell Bedeelegungen un der ONG gekuckt, vu wou déi kommen. An dat gëtt och ganz kloer gepréift, datt mer hei, wat déi Lëtzebuerger ONG ass, ganz kloer bei Fonge sinn, déi vu Lëtzebuerger op Lëtzebuerger Konte sinn. An auslännesch Fonge gi ganz kloer ausgeschloss beim Kofinanzement, dee gemaach gëtt.

Et ass och esou, datt bei där heiter ONG... An dann ass et esou beim Agrement: Eng ONG kritt en Agrement all Kéiers fir zwee Joer. Deen Agrement gëtt dann erëm verlängert, an dee Moment op Basis vun eben där Kontroll, déi gemaach gëtt. D'Regierung huet och d'Méiglechkeet - Dir hutt et gesot, de Kooperatiounsminister -, fir effektiv och geziilt all Kéiers ONGen erauszesichen. Dat sinn der ëmmer fënnef d'Joer, déi mer huelen, fir ze kucken, spezifesch ze préiwen, méi am Detail ze préiwen, wéi déi eenzel Aktivitéite sinn, ob se effektiv deem entspriechen, wat virgesinn ass am Gesetz an derniewent am Règlement grand-ducal. An hei, opgrond och vun Ärer Fro, mengen ech, kënne mer selbstverständlech och dëse Prozess eng Kéier geziilt maachen, fir dat mat der ONG méi am Detail ze kucken.

Ech muss awer och soen, datt déi Projeten, déi mir kofinanzéieren, Projete sinn, déi aner Punkte viséieren. Ech mengen, Dir hutt an eise Rapporte gelies, wat genau déi sinn, déi mir maachen. Dat si virun allem Ënnerstëtzungen do an deene Projeten, déi mir och selwer als Kooperatiounsministère kënnen droen, déi ebe genau op d'Stäerkung vu verschiddene schwaachen Deeler aus eiser Gesellschaft aginn. An ech mengen, dat ass e Volet, dee mir matdroen.

Sensibilisatioun ass en anere Volet. Et ass och kloer eng Determinatioun dovunner, datt mer selbstverständlech ëmmer erëm wëllen och ONGen ënnerstëtzen, déi Sensibilisatioun maachen, korrekt Sensibilisatioun, déi selbstverständlech am Aklang ass mat deem, wat mir och prônéieren als Regierung op där anerer Säit. An och duerfir, déi Projeten, déi lafen, kënnen nëmmen ënnerstëtzt gi vun eis, wa se effektiv och dee But verfollegen.

D'Kohärenz, mengen ech, war et op där anerer Säit, déi Der ugeschwat hutt am Ufank. Natierlech, eng gewësse Kohärenz heescht och eng gewësse Libertéit, déi eis Gesellschaft huet, eng gewësse Fräiheet, déi mer grad an eisem Land hunn an déi och natierlech all ONG, der Zivillgesellschaft d'Méiglechkeet gëtt, fir sech fräi auszedrécken, eppes wat a verschiddene Länner ganz schwéier ass. Wat natierlech, an do ginn ech Iech honnert Prozent recht, konform zu Gesetzer ass! (veuillez lire: zu Gesetzer muss sinn!) Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn, datt mer déi mussen anhalen, souwuel nationaler wéi internationaler, ouni natierlech do mussen déiselwecht Meenung ze hunn wéi d'Regierung. Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn.

Mä eppes ass kloer: Wa mir dës ONGen ënnerstëtzen, wa mer Projeten ënnerstëtzen an dësem Beräich, da sinn et Projeten, déi genau cibléiert sinn op déi Achsen, déi mir och als Objektiver hunn. An dat läit mer um Häerz. Et ass awer och esou, wéi ech gesot hunn, selbstverständlech: Mir kënnen all Donnéeë froen, mir wäerten dat maachen. A mir maachen dat och regelméisseg bei allen ONGen. A mir kënnen hei och vläicht eng Kéier dee Prozess bei der Revisioun beschleunegen an déi Saach och vläicht eng Kéier méi am Detail kucken.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser wëllt nach eng Kéier nohaken.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, just e grousse Merci un den Här Minister. Ech wollt och dem Här Minister soen: Selbstverständlech, d'Meenungsfräiheet steet guer net zur Diskussioun. Hei geet et just ëm de Prinzip: Soll de Stat eppes finanzéieren, wat net kohärent mat senger Politik ass? Awer datt eng ONG kann hir Meenungsfräiheet voll benotzen, dat steet net zur Debatt.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Also ech mengen, ech confirméieren dat, wat ech gesot hunn. Ech mengen, Dir hutt am Prinzip d'Äntwert elo ginn: Meenungsfräiheet op där enger Säit. Op där anerer Säit: Eise Kofinanzement ass kloer baséiert op Projeten, déi geziilt eis Politik ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer och um Enn vun där zweeter Fro ukomm.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen: dem Projet de loi 7182, der Transpositioun vum Accord salarial an der Fonction publique. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

4. 7182 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création

a) d'un Institut national des langues;

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

et portant abrogation

de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, den 8. September 2017 huet den Här Kersch, Minister vum ëffentlechen Déngscht, e Projet de loi deposéiert, fir en Deel vun deem ëmzesetzen, wat hien am Numm vun der Regierung mat der Gewerkschaft vum ëffentlechen Déngscht, der CGFP, ausgehandelt huet. D'Kommissioun huet dozou en Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics kritt an natierlech och en Avis vum Statsrot.

Opgrond vum Statsrot senge Remarken huet d'Chamberskommissioun den 30. Januar dëst Joer eng zéng Amendementer ugeholl, fir dem Statsrot sengen Observatiounen an Oppositiounen zu eenzelne Punkte Rechnung ze droen.

Op Karfreideg, den 30. Mäerz, huet de Statsrot eis säin Avis complémentaire zoukomme gelooss an esou de Wee fräigemaach, fir dass mir haut kënnen dëst Gesetz stëmmen.

Mat dësem Projet de loi ginn néng aner Gesetzer ofgeännert an ee Gesetz abrogéiert. Haaptsächlech geet et drëms, eng Partie vun de 24 Punkten, déi am Accord salarial tëschent dem Stat a senge Beamten ofgemaach goufen, ëmzesetzen. Mam Gesetz vum 21. Mäerz zejoert gouf ewell ee Punkt, nämlech d'Prime unique, vun engem Prozent gestëmmt.

Haut gi weider Punkte vun dësem Accord ëmgesat. An zwar gëtt de Punktwäert fir d'Berechnung vun de Paien, dee beim Stat gëllt, ëm 1,5% geheicht, an zwar op den 1. Januar 2018. D'Iessensgeld gëtt op 144 Euro de Mount festgeluecht. Et gëtt mat enger Partie Inkohärenzen opgeraumt, déi et den Ablack nach bei den Indemnités de stage gëtt. D'Familljenzoulagen am neie Regimm ginn op 29 Punkte geheicht.

D'Rémunérations de base bei verschiddenen Employéscarrièren, déi eigentlech och deeselwechte schouleschen Niveau virschreiwen, ginn harmoniséiert. Domat gëtt also kloergestallt, dass mat identeschen Diplomer an der Täsch d'Employéë beim Stat och d'selwecht bezuelt ginn, an dat egal ob een an der Verwaltung schafft oder zum Beispill als Chargé am Enseignement. Hei gëtt eng grouss Ongerechtegkeet aus der Welt geschaaft.

Den aktuelle Congé pour travail à mi-temps gëtt ersat duerch en neien, méi flexibele System, dee verschidde Paliere virgesäit vun 90%, 80%, 75%, 70%, 60%, 50% respektiv 40% vun engem Vollzäitposten. Dat bréngt Famill a Beruff méi no beieneen.

Da gëtt och d'Méiglechkeet geschaaft, dass, wann den Déngscht et erlaabt, och féierend Beamten, also d'Fonctions dirigeantes, e Service à temps partiel kënnen accordéiert kréien.

Zu gudder Lescht gëtt och nach mat dësem Projet d'Prozedur ofgeännert fir d'Opléise vun engem Aarbechtsvertrag bei den Employés de l'État am Fall vu längerer Ofwiesenheet duerch Krankheet. Hei gëtt festgeschriwwen, dass zwee Méint ier den Delai vu sechs Méint Ofwiesenheet wéinst Krankheet ofleeft, de Verwaltungschef muss de concernéierten Employé informéieren, dass dësen Delai vu sechs Méint amgaangen ass ze versträichen. Den Employé kann doropshin op Basis vun engem Rapport médical eng Verlängerung vun dräi Méint vun dësem Delai ufroen.

Wéi esou dacks bei dëser Zort Gesetzer, gëtt dann och vun der Geleeënheet profitéiert, fir eng Partie Inkohärenzen oder kleng Feeler ze behiewen, déi an den aktuelle Gesetzestexter iwwert den ëffentlechen Déngscht opgetaucht sinn. An ech verweisen do fir den Detail op mäi schréftleche Rapport.

Als Rapporteur a President vun der Chamberskommissioun wéilt ech alle Membere Merci soe fir hiert konstruktiivt Matschaffen un dësem Gesetz, bei deem de schréftleche Rapport an der Sëtzung vum 19. Abrëll eestëmmeg ugeholl gouf.

Discussion générale

Als Spriecher vun der LSAP ginn ech natierlech och den Accord vu menger Partei a géif de Minister begléckwënsche fir deen Accord, deen hie fir d'Regierung mat der Statsbeamtegewerkschaft fonnt huet.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dobausse gi leider, an et ass och vläicht heiansdo verständlech, meeschtens just déi Saache kommentéiert, déi mam Gehalt vun de Statsbeamten ze dinn hunn. Den Accord salarial vum 5. Dezember 2016 geet awer vill méi wäit. Vun de 24 Punkten, déi ofgemaach goufen, sinn der just eng siwe Punkten, déi direkt oder indirekt d'Paie vun de Beamte betreffen. Déi aner 17 Punkte behandelen zum Beispill, wéi ech elo just sot, eng besser Vereenbarkeet tëschent Beruff a Familljeliewen, awer och d'Gesondheet, d'Sécherheet an d'Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz. Vläicht kann den Här Minister eis herno soen, wou mer do dru si bei der Ëmsetzung vun all dëse Punkten, déi a mengen Ae wuel esou wichteg si wéi just an eleng d'Paitut.

Als Deputéierte vun der LSAP ass et mer och nach wichteg ze rappeléieren, dass eigentlech d'Regierungsparteien 2013 an hirem Regierungsaccord festgehalen haten, dass et wéinst der deemoleger schlechter Situatioun vun de Statsfinanzen dës Legislaturperiod keng weider lineär Opwäertung vun der Pai beim Stat géif ginn.

Elo ginn d'Paien nawell ëm annerhallwe Prozent geheicht. Mir Sozialiste stinn dozou, well sech déi budgetär Situatioun vum Stat zanter 2013 wesentlech verbessert huet a mir der Meenung sinn, dass duerfir och eng Erhéijung vun de Paie gerechtfertegt ass.

Mir gesinn dat awer och als en Opruff un de Privatsecteur, endlech opzehale mat Nullronnen oder moderate Lounverhandlunge mat hiren Employéen oder Aarbechter. Déi Lëtzebuerger Wirtschaft brummt nees zanter e puer Joer an et gëtt Zäit, dass och déi, déi fir dësen Opschwong geschafft hunn, näämlech d'Arbeitnehmer, endlech eppes dovunner zréckkréien! Dat ass eng elementar Fro vu Gerechtegkeet, ënner anerem vun der gerechter Verdeelung vum geschafene Räichtum an eisem Land.

Mir wëssen, dass mer do nach vill Defiziter hunn an déi gëllt et, haut a muer unzepaken an aus der Welt ze schafen!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ass dat de Rapport oder ass dat...?

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech hu gesot, dass ech mäi Rapport gemaach hunn, an duerno hunn ech gesot, dass ech géif als LSAP schwätzen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mä normalerweis schwätzt jo awer d'CSV no dem Rapporteur.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dir däerft direkt duerno kommen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech soen Iech Merci, dass Der nogelauschtert hutt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, dat ass eng Regel, dass déi gréisst Fraktioun als éischt schwätzt, an net Dir als LSAP-Deputéierten.

(Interruption)

Dass zënter de Moien alles aneschters ass hei an deem héijen Haus, Här President,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir gitt elo gläich e Sondage maachen.

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Okay.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Här Roth, ech mengen, ech hat hei net vill gesot, wat verstéisst.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, wa Regelen do sinn...

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Neen, neen, neen. Ech halen och drop...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir sidd jo och ëmmer pingeleg mat eis. Wa Regelen do sinn, ass et um President, als Chef vun deem Haus, fir déi anzehalen.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Här Roth, ech mengen, dass ech ebe just net pingeleg sinn, dass ech ëmmer ganz korrekt sinn. A menger Funktioun als President vun där Chamberskommissioun hunn ech ëmmer derfir gesuergt, dass et en equilibréierten Debat souwuel an eiser Kommissioun gëtt wéi iwwerall. Also, ech loosse mer net gefalen, dass Dir mer hei sot, ech wier hei pingeleg an ech géif hei...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir sidd net attackéiert ginn.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat ass net fir Iech, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dann huelen ech dat net fir mech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth huet mech attackéiert an en huet mir ze verstoe ginn, wéi wann ech d'Reglement de Moien net richteg interpretéiert hätt. Ech hunn d'Reglement de Moie ganz richteg applizéiert. An ech wëll Iech och soen, dass et net déi éischte Kéier ass, dass e Rapporteur nom Rapport seet, kloer getrennt: „Dat hei ass eng Meenung vu menger Partei" an dann net méi optrëtt duerno.

(Brouhaha)

Une voix.- Dat hate mer alles schonn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech kann Iech och Beispiller do derfir liwweren, wann Der se wëllt. Och vun CSV-Rapporteuren.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech soen Iech Merci, Här President.

Une voix.- Haalt op!

Une autre voix.- Haalt dach op!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Wann Dir mengt, dass esou eng Diskussioun derwäert ass no zwee Sätz, déi de Rapporteur gesot huet, da maacht Dir dat. Ech assumuéieren dat da ganz gär. Sou!

(Brouhaha)

An ech ginn elo dervun aus, dass d'Madamm Octavie Modert d'Wuert huet.

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dann dem Rapporteur Yves Cruchten Merci soen,...

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- ...besonnesch fir säi ganz komplette schréftleche Rapport, dee wierklech extensiv war a gutt dokumentéiert war. An elo grad huet en e jo och mëndlech och gutt zesummegefaasst. Mech entbënnt dat dovunner, fir Detailer hei nach ze ernimmen, an ech kann dann direkt op him säi Rapport verweisen.

D'CSV wäert hir Zoustëmmung ginn zu dësem Gesetz.

Une voix.- Aah!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Et brëngt en Deel Veränneren, Verbesserungen an Nobesserungen op eenzelne Punkten a Beräicher, déi korrekt sinn. Dat sinn zum Beispill technesch Korrekturen an der Reform vun 2015, déi bei där Komplexitéit net ëmmer vun Ufank u gesi kënne ginn. Dat kënnt bei esou groussen a komplexen Texter sécher vir. An dat muss nogebessert ginn.

Dat sinn op där anerer Säit Punkten aus dem Ofkommes vun 2016, déi d'Wuelbefanne vun de Mënschen op der Schaff uginn an e soziale Charakter hunn. An dat ass ze begréissen.

D'Gesetz setzt och e gudden Deel vun de Punkte vum Accord salarial vun 2016 ëm. Vill Leit waarden dodrop. An ech wollt den Här Minister froen, ob a wéi eng Punkten aus dem Accord salarial nach net ëmgesat sinn a wéini dat dann de Fall wär.

Ech froen den Här Minister och, wéini en als Innenminister dat Gesetz fir d'parallell Ëmsetzung an dem Gemengesecteur deposéiert a wéi héich déi finanziell Konsequenzen dovunner fir d'Gemenge sinn. Wat sinn ausserdeem d'Implikatiounen op de konventionéierten an assimiléierte Secteur a sinn déi och drop virbereet?

Et kann een natierlech niewent deem Paradox, deen den Här Cruchten als mandatéierte Sprecher gesot huet, en aneren nach vläicht festhalen oder ernimmen: D'Regierung huet an hirem „Zukunftspak" genannte Spuerpak 14 Moossnamen am ëffentlechen Déngscht gemaach gehat - den Här Gramegna huet gëschter gesot, dee géif ganz ausgefouert - a gläichzäiteg ginn heimat da méi Suen ausginn, wéi een der virdrun agespuert huet.

An da muss ech natierlech froen: Wat kënnt nach? Et ass e Projet de loi deposéiert mat Moossnamen, déi budgetär Implikatiounen hunn iwwer aner Reklasséierungen an eenzelne Carrièren. Dann huet de Minister gesot, e géif gewësse gewerkschaftlech Fuerderunge wëllen an déi nächst Gehälterverhandlungen afléisse loossen, iwwregens eppes, wat de gewerkschaftleche Verhandlungspartner genau ëmgedréit gesäit, (veuillez lire: dat heescht fir dat zesummen ze integréieren,) wou dat soll hikommen. Et wär gutt, wann d'Regierung der Chamber haut méi Detailer doriwwer géif kënne ginn.

A wéini wëllt de Minister mat de Verhandlunge fir deen nächsten, den neien Accord salarial ufänken? Wëllt Der dat nach virun de Wahle maachen?

Wat wëllt Der eventuell nach aneres virun de Wahlen aféieren? A wéi stellt Der Iech dann den Iwwergang zur nächster Regierung vir, déi dann domadder virufuere muss - wien ëmmer dat ass?

Ech géif ze bedenke wëlle ginn, datt ee soll Sputt loosse fir Verhandlungen an der Zukunft a virsiichteg sinn.

Här President, d'Mataarbechter aus dem Secteur public an déi ëffentlech Verwaltunge stinn am Déngscht vum Bierger a vum Land. Et ass kee Selbstzweck, mä wichteg Mataarbecht an e Bestanddeel vum Weiderkomme vu Land a Leit, an also och vun der sozialer Kohäsioun. Dee ganze Secteur steet am Déngscht vun de Mënschen. A genau duerfir gefält mir den Ausdrock „ëffentlechen Déngscht" esou gutt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Déi nächst Riednerin ass… d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Entschëllegt, ech war kuerz eraus!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass kee Problem.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Okay. Ech hunn awer bal dee ganze Rapport matkritt. An ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi mëndleche Rapport. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech wollt awer ebe besonnesch de Fait ënnersträichen, dass hei och de Fonctionnairen erméiglecht gëtt, d'Familljeliewen an d'Aarbecht besser mateneen ze verbannen, andeems eben eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten erméiglecht gëtt mat méi kuerzen, also méi flexibele Modeller, fir kënnen ze schaffen, an dass och a Féierungspositiounen - well och dat ass wichteg - kënne Mi-tempsen agefouert ginn.

A mir begréissen dat ausdrécklech a mir ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Graas huet d'Wuert.

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha général)

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Prinzip suergen Accords salariaux an der Fonction publique jo fir Stabilitéit a Rou. Dat ass och gutt esou. Ech mengen, dat zeechent u sech och hei zu Lëtzebuerg d'Relatioun zwëschen dem Stat an der Fonction publique aus. Dat war net ëmmer esou. Et sinn der jo nach e puer heibannen, déi kënne sech vläicht nach un d'90er Joren erënneren. Do hate mer jo ganz aner Diskussiounen an och Mouvementer. Do sinn 30.000 bis 40.000 Leit op d'Strooss gaangen. Du koum et zu Streiken. Gott sei Dank sinn déi Zäiten de Moment elo eriwwer!

Dat wëll jo elo net heeschen, datt och vu gewerkschaftlecher Säit aus alles esou akzeptéiert gëtt, wéi d'Politik et de Moment decidéiert. Dat ass och gutt esou. Mir solle Gewerkschaften hunn, déi u sech ëmmer hir Fuerderungen duerstellen. Mä et huet ee jo awer emol de Moment d'Gefill, an net méi spéit wéi gëschter koum jo nach e Communiqué vun der CGFP, datt mer awer a relativ gudden Terme sinn an datt eng Rei Punkten natierlech mussen an der Zukunft diskutéiert ginn an datt dat awer soll an engem offene Geescht geschéien.

Haut, muss ee soen, komme mer elo endlech zu der leschter Etapp vun dem Accord salarial, dee jo de 5. Dezember 2016 ënnerschriwwe gouf. A sou wéi de Rapporteur, den Yves Cruchten, deem ech och Merci soe fir seng verschidde Rapporten, dat schonn zu Recht hei gesot huet: Et steet u sech net nëmmen dee reng materiellen Aspekt hei am Vierdergrond, mä et sinn eng Rei aner wichteg Aspekter, déi hei zum Droe kommen. An ech denken do virun allem och un déi gutt Symbios, déi elo geschafe gëtt zwëschen Aarbechtsliewen (veuillez lire: Aarbechtsliewen a Privatliewen), wou och de Leit am ëffentlechen Déngscht d'Méiglechkeet gebuede gëtt, hiert Beruffsliewe méi an Aklang ze brénge mam Familljeliewen.

Ech mengen, dat ass eppes, wat mir als Demokratesch Partei natierlech besonnesch begréissen. D'DP huet an deene leschte Jore ganz vill Efforte gemaach do am Interêt vun de Leit, déi Salarié sinn, déi Aarbechter sinn, fir datt déi sollen ebe kënnen do zu besseren Aarbechtskonditioune fannen.

D'Privatliewe gëtt doduerch ouni Zweifel och opgewäert. Dat ass eppes, wat mer ganz kloer begréissen. Ech mengen, et muss een hei nach eng Kéier soen, datt d'Organisatioun vum Familljeliewen natierlech am Laf vun der Zäit elo immens geännert huet. Déi klassesch Form huet an deem Sënn, ech wëll net soen ausgedéngt, mä ass net méi esou präsent. Dat ass natierlech och bedéngt doduerch, datt d'Roll vun der Fra an eiser Gesellschaft, zu Recht, ganz staark geännert huet.

Jonk Koppelen hunn haut eng aner Approche zum Liewen. Si wëllen natierlech hiert Haus bauen, si wëlle selbstverständlech Kanner hunn, wëllen awer och gläichzäiteg, souwäit wéi et méiglech ass, och am Beruffsliewe stoen. An dowéinst ass et och wichteg, datt d'Politik an deem Sënn deen néidege Kader setzt.

Ech erënneren nach eng Kéier drun, datt hei ganz vill Decisiounen an deene leschte Jore geholl gi sinn, sief dat de Pappecongé, sief dat déi Gratuitéit (veuillez lire: Gratuitéit vun der Kannerbetreiung) fir Kanner vun eent bis dräi Joer, sief dat awer virun allem och d'Reform vum Congé parental. A vu datt deen awer esou erfollegräich war, kann een awer roueg eng Kéier op déi Zifferen zréckkommen, déi an de leschten Deeg schonn e puermol hei zitéiert gi sinn. Zum Beispill hu mer vun 2016 bis op 2017 e Plus vu 70% ze verzeechne gehat. 2017 haten net manner wéi 10.881 Persounen dee Congé geholl. Bei de Pappen eleng war dat eng Hausse vun 190%. A laut enger rezenter TNS-ILReS-Etüd si jo 98% vun de befrote Leit mat deene Moossnamen d'accord. Dowéinst freet eis dat besonnesch als Demokratesch Partei, déi jo, mengen ech, awer do ee vun de Motore war an deenen Ëmsetzungen, datt och elo hei op dësem Niveau dat esou weidergefouert gëtt.

Natierlech sinn eng Rei aner Moossnamen, op déi ech elo net wëll am Detail hei agoen, déi och nach musse méi an d'A gefaasst ginn. Ech denken zum Beispill un den Teletravail, wou jo och um Niveau vum Statsapparat elo scho Pilotprojete lafen.

Mat dësem Accord salarial ginn also ouni Zweifel eng Rei nei Schinne geluecht, wat eng besser Harmonie zwësche Beruffsliewen a Privatliewen ubelaangt. Ech wëll och drop hiweisen, datt d'Allocation familiale jo och vu 27 op 29 Punkten hei gehéicht gëtt.

E wesentlechen Aspekt ass awer och de Service à temps partiel. Do gi mer jo elo fort vun deem ale System. Mir ginn elo iwwer zu där „Schéier", kann ee soen, vu 40% bis 90%. Et kann ee praktesch à la carte, dat soll elo net pejorativ gesi ginn, mä à la carte kann ee säi Beruffsliewen organiséieren, wat engem natierlech vill zousätzlech Méiglechkeete gëtt, fir dernieft nach aner Saachen am Liewen ze maachen. Dat heescht, et kënnt vill méi eng grouss Flexibilitéit.

Ënner anerem kann een déi och notze fir Weiderbildung; Weiderbildung, wat eppes enorm Wichteges an eisem gesellschaftleche Liewen haut ass. An et soll also elo kee kommen, et kéint een net och am fortgeschrattenen Alter sech nach weiderbilden. Ech erënneren drun, datt net méi spéit wéi virun e puer Méint eng Madamm, déi scho Mëtt 70 war, nach en Doktertitel op der Universitéit nogemaach huet, soudatt do also nach villes méiglech ass.

Datt eben och elo d'Fonctions dirigeantes an de Genoss vum Temps partiel kommen, ass eng Saach, déi mer guttheeschen. Natierlech muss een dat och realistesch gesinn. Dat dierft net iwwerall ganz einfach sinn, besonnesch, wann ee Verwaltungsdirekter ass. Mä dat muss eng Decisioun sinn, déi een als Eenzelne muss huelen. Et muss awer och eng Decisioun sinn, déi kompatibel ass mat den Usprëch vun där Verwaltung natierlech.

Datt 25% elo an Zukunft net méi méiglech sinn, ass an eisen Aen och novollzéibar. Mir wëssen aus der Praxis, datt dat natierlech a gewëssene Servicer och zu verschiddene Problemer konnt féieren.

Um Niveau vum Congé social gëtt och elo méi Flexibilitéit agefouert. Dat erlaabt och, wéi gesot, besonnesch am Fall vu Krankheet vu Kanner oder vun engem Conjoint, dat eben och besser dee Moment ze organiséieren.

Virun allem wëll ech awer och op de Volet vun der Retraite progressive hiweisen. Mir wëssen, datt dat ka fir deen Eenzelnen och schwiereg sinn, wann en abrupt aus dem Beruffsliewe gerappt gëtt. Hei gëtt eben elo d'Méiglechkeet geschafen, datt en dat an Etappe ka maachen. An et däerf een och net vergiessen: D'Experienz ass eppes, wat am Beruffsliewen immens wichteg ass, an déi kann also och elo nach deelweis dann an Zukunft verlängert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer dat, an dat muss een hei esou soen, dat „komplext Gesetz" gestëmmt hunn, wat vum 25. Mäerz 2015 staamt, du wousst een du schonn, datt natierlech nach am Laf vun de Méint, de Jore gewëssen Upassunge misste kommen. Mir bewegen eis hei an enger extrem komplexer Matière. A wat do am Laf vun der Zäit natierlech och opfält, datt muss nogebessert ginn, dat ass normal, wat jo och dann zum Deel duerch dëst Gesetz hei elo geschitt.

Dësen Accord salarial huet also ouni Zweifel an éischter Linn eng gewësse sozial Nues, wat mir als DP och nëmme kënne begréissen. An doweinst kann ech och elo scho soen, datt mir selbstverständlech eisen Accord wäerte ginn.

Natierlech stécht och d'Punktwäerterhéijung hei eraus. Ech mengen, 1,5% elo réckwierkend op den 1. Januar 2018 ass gerechtfertegt. Ech gi ganz éierlech zou, datt d'Demokratesch Partei do ëmmer méi liicht reservéiert war. Mä entre-temps muss een awer och soen, an dat si mer gëschter a virgëschter gewuer ginn, datt d'finanziell Situatioun vun dësem Land, vun dësem Stat, et kann ee scho bal soen, exzellent ass, an dann ass et och opportun, dann ass et och gerechtfertegt, datt och virun allem déi Leit, déi am Interêt vum Statsapparat schaffen, och dovunner solle profitéieren.

Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Iessensprimm, och wann, wéi gesot, nach wie vor gewësse Kategorien, ech denken un d'Magistraten, ech denken un déi Leit aus dem Enseignement, net voll kënnen dovu profitéieren, wat awer evident ass, vu datt se jo awer eng Rei méi fräi Méint hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Wochen a Méint ass jo och zum Deel ganz hefteg iwwert d'Stageindemnitéiten diskutéiert ginn. Ech mengen, déi representativ Gewerkschaft huet och déi eenzel Parteien dozou opgefuerdert, Positioun ze bezéien, wat och richteg ass, wat och gutt ass. Meng Partei huet dat natierlech entre-temps och gemaach.

Et kann ee sech natierlech elo Froe stellen iwwert déi 80-80-90-Regelung. Ech wëll déi Fro elo hei net verdéiwen. Mä dat ass eng Fro, déi ass natierlech net vum Dësch. D'Demokratesch Partei huet do eng ganz kloer Ausso gemaach. Mir sinn der Meenung, datt déi Stagezäit, déi de Moment dräi Joer ass, roueg kann op ee Joer zréckgeschrauft ginn, natierlech ënner verschiddene Konditiounen: Engersäits muss een dat méi sektoriell gesinn, anerersäits muss ee sech natierlech och do d'Fro stellen, ob net d'Formatioun iwwert déi ganz Carrière muss méi verstäerkt ginn an och, ob net de Stage nach méi spezifesch op de Stagiaire muss organiséiert ginn. Mä, wéi gesot, ech wëll dat elo hei net verdéiwen. Mä et ass awer eng wichteg Diskussioun, déi nach an der Zukunft hei muss gefouert ginn.

Et däerf ee jo awer net vergiessen, datt net nëmmen de Statsappart u sech, net nëmmen de Bierger, mä virun allem och eis Ekonomie dobausse profitéiert, wa mer en effikassen, gutt organiséierte Statsapparat hunn. An deen ass ëmmer dependant och vu motivéierte Beamten. Wann een net Beamten huet, déi gären op d'Aarbecht ginn, déi gär hir Fonctioun ausféieren, da fonctionnéiert den Apparat mat Sécherheet och net. An dowéinst muss een deem och ouni Zweifel Rechnung droen.

Mir fannen et duerfir och zum Beispill gutt, datt elo um Niveau vun dem Enseignement och déi Leit gläichgestallt gi mat den Employéen, déi e Bachelor respektiv e Master hunn. Si hu jo awer eng gewësse Formatioun hanner sech, da solle se och deementspriechend dat remuneréiert kréien.

Duerfir well ech ofschléissend nach eng Kéier hei d'Ennerstëtzung vun der Demokratescher Partei bréngen zu dësem Accord salarial, well e virun allem, wéi gesot, eng Rei familljepolitesch Moossname beinhalt, déi mir um Niveau vum Secteur privé och scho ganz staark mat ënnerstëtzt haten. Dat freet eis.

Mir sinn natierlech als Demokratesch Partei och op fir weider Gespréicher. Et sinn nach eng Rei Punkten, déi mussen diskutéiert ginn. Doweinst ass et och wichteg, datt een och an Zukunft eng kloer, eng oppe Sprooch mat der representativer Gewerkschaft féiert, wat wichteg ass, fir, wéi gesot, de gudde Fonctionnement vun eisem Statsapparat ze garantéieren, op dee mer roueg kënnen hei zu Lëtzebuerg houfreg sinn.

An deem Sënn soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Ech fänken och u mat engem grousse Merci un de Rapporteur, den Här Cruchten. D'ADR ass leider net an där Kommissioun vertrueden. Mä ech mengen, datt hie wéi och den Här Graas elo wonnerbar erkläert hunn, wat an deem Gesetz ass. An et sinn eng Rei Dispositiounen, déi mir nëmmen als gerecht empfannen, notamment all déi sozial a familljenorientéiert Dispositiounen, déi elo dra sinn, déi wichteg sinn eben och fir d'Familljeliewen, fir eng Gerechtegkeet och mam private Secteur an enger Rei vun Dispositiounen hierzestellen.

Dofir gi mir och eisen Accord zu dësem Projet. Villmools Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir wäerten dëst Gesetz, dës Propositioun, dës Propos natierlech och mat ënnerstëtzen.

Mir hoffen awer och, datt all déi Leit, déi elo zu Recht op d'Virzich vun dësem Gesetz higewisen hunn, och dorunner denken, wann an Zukunft Diskussioune kommen ëm d'Erhéijung vum Mindestloun am Privatsecteur. Ech mengen, datt dat, wat hei gestëmmt gëtt, och eng Signalwierkung sollt hunn op de Privatsecteur an eng Dynamik dorauser entstoe sollt.

Net nëmme well dat an der leschter Zäit an der Diskussioun war, wëll ech awer nach eng Kéier drop hiweisen, datt mir och mengen, datt déi gewerkschaftlech Fuerderung vun der Ofschafung vun der 80-80-90-Regel nach ëmmer aktuell ass an datt dës Chamber respektiv d'Regierung och dat nach ganz deemnächst misst op de Leescht huelen.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun. D'Wuert huet elo de Fonction-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Merci, Här President. En éischte Merci och un de Rapporteur Yves Cruchten, dee mer et erlaabt, op déi speziell 8 Punkte vun deem gesamten Accord, deen am Dezember 2016 geholl ginn ass, net nach eng Kéier musse speziell anzegoen, an duerfir awer vläicht, well och d'Demande hei war, op déi aner 16 Punkten, déi dësen Accord ëmfaasst huet.

Merci och un déi mandatéiert Spriecher vun alle Fraktiounen, wou sech jo undeit, dass d'Chamber da wäert haut en unanimë Vott huelen, fir dëse Projet de loi ze stëmmen. An als Minister kann ee sech doriwwer natierlech nëmme freeën.

Wéi gesot, ech ginn elo net nach eng Kéier speziell op déi 8 Punkten an, déi haut mam Gesetz verabschit ginn. Vläicht ass et méi interessant, nach eng Kéier déi 16 aner Punkten ze beliichten.

Fänke mer u mat der Prime unique - och well dat virdru vum Rapporteur schonn eng Kéier gesot ginn ass! -, effektiv ass dat schonn ëmgesat ginn, 1% vum Traitement, duerch e speziellt Gesetz. Dat ass iwwerall bekannt.

Dat nämlecht zielt dann och fir d'Limitatioun vun den néng Heures supplémentaires, wat och an deem Kontext wäert geschéien.

Wichteg ass, an dat ass awer eppes, wat ech ganz speziell hei wëll ernimmen, dass mer ofgemaach hunn, dass mer eng Etüd wéilte maachen iwwert d'Primmen an d'Accessoiren zu den Traitementen, déi mer am Moment an der Fonction publique hunn. A mir hu bei där nämlechter Geleeënheet ofgemaach, dass, soulaang wéi déi Etüd net ofgeschloss wär, och näischt géif un de Primme geschéien. Och wann ech muss zouginn, dass awer an der Tëschenzäit e puer Primme fir eenzel Beruffsgruppe bäikomm sinn. Mir hunn dat also net ganz duerchgehalen. Mä et ass op jidde Fall näischt, wat negativ fir d'Leit gewiescht wär.

Menger Meenung no huet déi Etüd do eng ganz grouss Importenz fir d'Fonction publique, och an nächster Zukunft, well se, an ech soen dat hei mat enger gewëssener Iwwerzeegung, well se d'Base si vu villen Ongerechtegkeeten an Inkohärenzen am System, och d'Base si vu ville Streidereien, ee géint deen aneren, souguer ënner Gewerkschaften, wou déi eng mat deenen aneren net d'accord sinn, eben duerch de Primmesystem. An dat fuerdert eis eraus, an deem Beräich do ze handelen.

Ech wëll just soen, dass mer, nodeems mer déi Etüd do ugefaangen hunn, ganz schnell festgestallt hunn, dass mer iwwer 1.000 verschidde Primmen an der Fonction publique hunn. An dat eleng weist, wéi grouss den Handlungsspillraum do ass. Ech wëll ganz kloer och eng Kéier soen, dass et bei deene Primmen der eng ganz Rei gëtt, déi méi wéi berechtegt sinn, a mengen Ae souguer net héich genuch sinn, mä awer op där anerer Säit och eng ganz Rei vu Primme gëtt, déi awer zumindest diskutabel sinn a wou ee sech dann eng Kéier muss méi am Detail domat ausenanersetzen.

Vläicht dann och eng weider Etüd, déi mer ofgemaach hunn: eng Etüd vun der Harmonisatioun vun de Carrièren C an D, mat der Virstellung, dass mer et géife färdegbréngen, opgrond vun den Etüden, déi gemaach gi sinn, déi Leit och an déi jeeweileg Carrière anzeklasséieren. Dat géif also heeschen, dass mer alleguerten déi Leit, déi dräi Joer Secondaires-Studien hanner sech hunn, géifen an d'Carrière C erophuelen, an alleguerten déi Leit, déi manner wéi déi dräi Joer hunn, an der Carrière D loossen. Och dat schéngt mer kloer ze sinn, dass een eng Kéier muss dat kënne realiséieren.

E weidere wichtege Projet, dee mer an eisem Ofkommes haten, war de Congé pour raison familiale, also d'Augmentatioun dovunner. An et kann ee soen, dass dat opgrond vum Artikel 29 vun eisem Statut och haut scho realiséiert ass.

Eng weider Fro, vill diskutéiert: de Congé social net méi 8 Stonne pro Mount, mä 24 Stonnen op dräi Méint, wat eng ganz aner Geschicht ka gi fir deen Eenzelnen, deen an deem Fall do ass. Dat soll ëmgesat gi mam Projet de loi 7171, dem Projet iwwert de Compte épargne-temps, wou mer en attente si vun engem Avis complémentaire vum Statsrot.

An da kommen ech direkt bei dee Projet de loi Compte épargne-temps, wou mer ofgemaach haten, dass de Minister sech engagéiert hat, nach virum Summer 2017 e Projet de loi ze presentéieren. Dat hu mer och fäerdegbruecht. Deen ass virun der grousser Vakanz 2017 duerch de Regierungsrot gaangen. Den Depôt war den 21. August 2017 hei an der Chamber. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass och schonn am Oktober 2017 komm, den éischten Avis vum Statsrot de 15. Dezember. D'Amendements gouvernementaux sinn an der Tëschenzäit och schonn deposéiert a mir waarden also elo mat enger gewëssener Ongedold, dat kann ee soen, op den Avis complémentaire vum Statsrot.

Ech wëll soen, dass dat a mengen Aen e ganz grousse Projet ass vu wierklech gréisster Wichtegkeet. Ech géif souguer soen: Et ass e Meilesteen an der Lëtzebuerger Aarbechtsgesetzgebung. Et wäert en direkten Afloss hunn op d'Aarbechtsgestaltung, déi dagdeeglech Aarbechtsgestaltung vun deem Eenzelnen, awer och net nëmmen an der Fonction publique, mä och ausserhalb vun der Fonction publique.

Dir wësst, dass ausserhalb vun der Fonction publique dat Thema do och scho méi laang an och méi haart diskutéiert ginn ass. Mir stelle fest, dass et dräi Joer praktesch zu engem Blocage komm war, well d'Sozialpartner sech net eens gi sinn, trotz engem gemeinsamen Avis vum Comité économique et social. Mä ech mengen, eleng duerch de Fait, dass mer et fäerdegbruecht hunn, an der Fonction publique e Projet de loi ze presentéieren, ass och erëm Bewegung an de Privatsecteur erakomm, wat mer net méi wéi begréisse kënnen.

An ech wëll hei e ganz klore Message ginn un d'Vertrieder vum Privatsecteur: Et kann een net op där enger Säit ëmmer méi Flexibilitéit vum Salariat fuerderen an op där anerer Säit net bereet sinn, och d'Salariat, wat u sech de Räichtum vun dësem Land schaaft, vun der Flexibilitéit, déi mer alleguerten zesumme wëllen ustriewen, profitéieren ze loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Méi wëll ech dozou zu dësem Moment net soen. Ech sinn iwwerzeegt, dass dat heiten, wa mer fäerdegbréngen - an dovu ginn ech aus -, et nach virun der grousser Vakanz hei an dëser Chamber an enger grousser Unanimitéit ze stëmmen, eng wierklech sozial Signalwierkung och op de Privatsecteur wäert hunn, well mer eng Rei vun deene Prinzipie vum Avis vum Comité économique et social och hei iwwerholl hunn, zum Beispill de Prinzip „eng Stonn ass eng Stonn", an net do ufänken, nach Fraktionéierungen ze maachen a komplizéiert Rechnungen ze maachen, an och iwwerzeegt, dass, wa mer dat heiten an der Fonction publique kënnen ëmsetzen, och de Privatsecteur net derlaanschtkënnt, fir dat iwwer kuerz oder laang ze realiséieren, och wann do verschidde Widderstänn nach haut ze spiere sinn.

Dann, e weidere Projet de loi, dee fir eis awer vu gréisster Wichtegkeet ass, dat ass, eng nei Administratioun wëllen ze schafen, wou mer engersäits d'Sécurité au travail, d'Santé au travail an de Bien-être au travail an enger Administratioun zesummeféieren.

Ech hunn deemools mech och engagéiert, de Personalbestand vun deenen dräi Saachen, déi mer am Fong an der Fonction publique haten - dat waren der bis elo a mengem Ministère ronn 15, 16 Leit, déi sech dorëms bekëmmert haten -, bis d'Joer 2018 praktesch ze verduebelen. Dat ass eis gelongen an der Tëschenzäit. Wéi gesot, de Projet de loi ass zënter dem 8. September 2017 deposéiert. D'Avise vum Syvicol a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sinn do. Mir sinn do en attente vum Avis vum Statsrot; soudass ech also och hoffen, dass mer dat nach wäerte ronnkréien.

Dann de Service à temps partiel pour raisons de santé: Och dee soll geregelt gi mat dem Gesetz iwwert de Compte épargne-temps, dem Projet de loi 7171. Also e weidere Punkt aus dem Accord vun 2016, deen domadder géif ëmgesat ginn.

Da sollen eng Rei vu Präziséiune gemaach gi beim Krankeschäin, Congé pour raisons de santé, haaptsächlech am Beräich, wa Leit Mitemps schaffen. Och dat geschitt iwwert de Projet de loi 7171 vum Compte épargne-temps, sou wéi ech dat virdru schonn hei beschriwwen hat.

Da soll e Groupe de travail kreéiert ginn tëscht der CGFP an dem Ministère, wat d'Prise en charge ugeet vun de Frais d'avocat oder vun der Verteidegung vun hire Rechter am Fall, wou déi Leit, déi an der Fonction publique schaffen, ugegraff ginn. A mir hu leider duerch d'Aktualitéit virun e puer Deeg gesinn, wéi konkret dat d'Leit an der Fonction publique beschäftegt.

Ech sinn och frou, dass ech mam Minister vun der Sécurité intérieure ganz séier konnt tranchéieren, dass mer deene Leit, déi do a Bedrängnis komm sinn, konnten en Affekot zur Verfügung stellen. Mä dat entbënnt eis awer net dovunner, eis grondleeënd Gedanken ze maachen, wéi mer dat an Zukunft méi kloer, méi transparent regelen, soudass och jiddweree gläichbehandelt gëtt. Mir hunn och do scho mat der CGFP eis zesummegesat. An d'CGFP huet gesot, si géif eis kuerzfristeg hir Virstellungen och schréftlech ënnerbreeden, soudass mer also och do kënnen zu klore Regelunge kommen.

Da war e ganz wichtege Punkt den mPass, vun deem mer am Ufank guer net geduecht hätten, dass en esou e Succès géif ginn. Mä deen hu mer ganz séier realiséiert. Schonn am Mäerz 2017 konnten déi ëffentlech Bedéngschtet da vun deem Prinzip profitéieren, dass se fir 150 Euro kënnen en mPass kréien - wierklech e risege Succès! -, dee mer och, kuerz nodeems mer den Accord ënnerschriwwen haten, realiséiert hunn. An déi Offer ass och méi wéi favorabel opgeholl ginn.

Mir hunn och nach zousätzlech ausgemaach, dass mer eis géife Gedanke maachen iwwert d'Procédure disciplinaire, wou do d'Iddi ass, fir dat e bëssen ze vereinfachen. Och do hu mer en Aarbechtsgrupp agesat. Ech gi ganz gären zou, dass dat net esou einfach ass, wéi mer eis dat vläicht am Ufank geduecht hunn. Do wäerten eng Rei vu juristesche Froe sech nach stellen. Mä do si mer an enger gudder Zesummenaarbecht mat der CGFP.

Dann hu mer d'Reform vum Système de recrutement. Ech mengen, do si mer scho ganz wäit, well mer do schonn um Niveau vu Règlement-grand-ducalle sinn, déi och scho vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics aviséiert ginn. Och de Statsrot huet eis do schonn eng Rei Saache mat weider op de Wee ginn.

An d'Iddi ass nach ëmmer, dass mer ab Juli dëst Joer kënnen en neien Examen, Statsexamen u sech offréieren, deen eng Rei vu weidere Vereinfachunge wäert bréngen a virun allem déi éischt Etapp, de sougenannten Entréesbilljee an d'Fonction publique, méi transparent mécht, méi einfach mécht a virun allem méi flexibel mécht, dass mer also net nëmmen een oder zwee Exame pro Joer hunn, mä praktesch all Mount an enger Ufanksphas en Exame kënnen ubidden, wat op jidde Fall d'Fro vum Rekrutement beim Stat wesentlech méi einfach wäert maachen.

Ech sinn och frou kënnen hei ze soen, dass mer dat och an Zesummenaarbecht mat eisem Sozialpartner CGFP gemaach haten. Mir waren zesummen op Bréissel de belsche System eis eng Kéier ukucken. An et ass och dorunner, wou mer eis orientéieren. An net méi spéit wéi virun zwee Deeg hunn d'Leit aus der Fonction publique dem CGFP-Nationalvirstand déi Iddien do presentéiert. An ech hoffen, dass do och vun där Säit aus de Projet géif ënnerstëtzt ginn.

E weidere Punkt, dee mer ofgemaach hunn, a ganz wichteg virun allem fir déi Leit, déi dovu betraff sinn, ass, eis emol Gedanken driwwer ze maachen, dass déi Leit, déi Schichtaarbecht beim Stat leeschten, op déi nämlecht Aart a Weis sollte behandelt ginn. Do si mer en attente vu weidere konkrete Propositioune vun der CGFP. Mä zumindest de gemeinsame Wëllen, déi Fro do unzegoen an een d'nämlecht ze behandele wéi deen aneren, kann een nëmmen ënnerstëtzen. An duerfir sinn ech och ganz optimistesch, dass mer do zu engem gudden Enn wäerte fannen.

Da geet et ëm d'Regele vun der „bonne conduite administrative". Ech mengen, dat hu mer realiséiert duerch déi Decisioun vum Conseil de Gouvernement vum 27. Januar 2017. Dat hu mer ausgeschafft zesumme mat der Mediateure, soudass mer also hei, mengen ech, och kënnen „mission accomplie" soen.

Dat heescht also, déi 24 Punkten, déi mer mat der CGFP am Dezember 2016 ofgemaach hunn, sinn erfëllt. Vun deene 24 Punkten, ech halen drop, fir dat eng Kéier hei ze soen, sinn der siwen, déi direkt Implikatiounen op d'Remuneratiounen hunn; zwee, déi de Verlaf vun de Carrièrë maassgeeblech wäerte beaträchtegen (veuillez lire: beaflossen); fënnef, déi eng besser Conciliatioun vu Vie professionnelle a Vie privée wäerten erméiglechen; eng, déi d'Responsabilitéit vum Employeur vis-à-vis vu senge Bedéngschteten ugeet, a véier, déi ganz konkret och eng Simplification administrative wäerte mat sech bréngen.

Ech si wierklech frou, dass mer dat Gesetz haut kënne stëmmen. Ech weess, dass d'Ongedold dobaussen ëmmer méi grouss ginn ass. Ech hunn och duerfir e gewëssent Verständnis. Mä op där anerer Säit wëssen déi Leit, zumindest déi, déi hei zesumme sinn, dass de legislative Prozess eben heiansdo esou laang dauert, wéi en dauert. Ech géif och hei soen, dass déi Ongedold, vun där ech virdrun hei geschwat hunn a fir déi ech e gewëssent Verständnis hunn, heiansdo éischter politesch bewierkt oder begrënnt war, wéi dass se onbedéngt existenziell Grënn gehat hätt. Mä wéi gesot, dat gehéiert zum Geschäft derzou.

Ech wéilt och soen, well och dat ganz wichteg ass an d'Fro och schonn hei ugeschwat ginn ass, dass déi Bestëmmungen, déi de Punktwäert an d'Allocation de repas uginn, direkt applikabel sinn am Gemengesecteur. Ech sinn och dankbar fir déi Fro, well et och doriwwer schonn eng gewësse Konfusioun ginn ass.

An et ass och geplangt, an och dat ass eng Ausso, wou ech mech elo e bëssen aus der Fënster leeën, mä et ass zumindest geplangt a mir sinn och esou opgestallt, fir dat, wat mer haut decidéieren, wat d'Pai ugeet, mat der Junipai, also Enn Mee, auszebezuelen.

Dat ass eng riseg Erausfuerderung fir d'APE, fir dat kënnen ze maachen, an ech entschëllege mech elo schonn am Viraus, wann dat eent oder dat anert dann net esou géif klappen, wéi ech et elo haut soen. Mä ech wëll haut soen: Déi Leit, déi an der APE sinn an och do an enger neier Organisatioun schaffen, leeschte wierklech Grousses! An duerfir, wann dat eent oder anert net direkt klappt, wär e bësse Verständnis vläicht opzebréngen.

Vläicht nach ee Wuert, well dat och gesot ginn ass, zum Accord Gouvernement - CGFP vun 2011. Do war e wichtege Punkt, an d'CGFP hat mech bei de Verhandlungen drop opmierksam gemaach, deen net ëmgesat ginn ass, dat war eng drëtt Crèche fir d'Leit, déi beim Stat schaffen.

Ech wëll soen, dass mer an der Tëschenzäit do ganz konkret an engem Projet dra sinn, näämlech zesumme mat der Gemeng Suessem zu Bieles,...

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- ...fir eng drëtt Crèche ze realiséieren, och am Kontext vun enger besserer Conciliatioun vu Vie professionnelle a Vie privée, wou also soll eng Crèche kreéiert gi fir 32 Kanner. Ee Véierel dovunner soll reservéiert si fir d'Kanner aus der Gemeng Suessem an de Rescht da fir Leit, déi beim Stat schaffen. Wéi gesot, d'Gemeng Bieles ass do ee vun eise Partner, op där anerer Säit da selbstverständlech och de Kolleeg Meisch mat senge Servicer, an awer och d'Gemeng Suessem. De Bauhär vun deem Ganze soll d'SNHBM sinn an d'Bauzäit soll ronn zwee Joer sinn.

Wann Der erlaabt, Här President, géif ech nach kuerz op dat agoen, wat elo hei an der Debatt och gesot ginn ass. D'CSV, an doriwwer sinn ech frou, attestéiert eis, dass dat, wat mer haut am Fong zesummen decidéieren, méi wäit geet wéi dat, wat mer an der Vergaangenheet vun der Fonction publique als Solidaritéitsbäitrag gefuerdert haten, fir de Budget kënnen ze sanéieren. Dat war och gewollt mat deem Ofkommes, wat 2016 mat der CGFP gemaach ginn ass.

Dann ass gefrot ginn, ob mer géifen iwwer en neien Accord verhandelen. Ech mengen, och dat ass kee Geheimnis. Ech hunn dat scho virun engem hallwe Joer gesot, dass mer selbstverständlech a weideren… A wann een nach weess, dass deen Accord salarial, dee mer haut hei diskutéieren, en Enn fënnt den 31. Dezember 2018, ass et normal, dass d'Regierung sech mat hirem Sozialpartner zesummesetzt.

Ech mengen, de Sozialpartner CGFP huet eng Rei vu Prioritéite gesot, déi een am Moment wéilt diskutéieren. An et ass evident, dass mer eis mat hinnen un en Dësch wäerte setzen. An esou wéi ech et ëmmer gesot hunn, gëtt et fir eis do keng Tabuthemen. Et ass um Sozialpartner, fir seng Prioritéiten ze formuléieren. An et ass un eis, fir dann dorobber ze reagéieren.

Vläicht nach ee Wuert zu deem, wat vum DP-Vertrieder gesot gëtt iwwert d'Reduktioun vun engem Stage. Ech mengen, esou wéi ech dat verstanen hunn, ass dat jo och eng vun deenen Diskussiounen, déi d'CGFP prioritär wéilt féieren. D'CGFP selwer huet d'Äntwert op den DP-Virschlag ginn, fir de Stage vun dräi op ee Joer zréckzezéien, näämlech dass dat am Moment kontraproduktiv wär. Ech deelen déi Aschätzung vun der CGFP.

Ech sinn der Meenung, dass mer dat, wat mer och deemools am Accord vun 2016 festgehalen hunn, dass mer eis musse méi Gedanke maachen iwwert d'Aféierung vun enger regelrechter Verwaltungsschoul a virun allem, an dat huet de mandatéierte Spriecher vun der DP jo och gesot, och iwwert d'Formation continue, dass dat also déi Saache sinn, iwwert déi mer eis prioritär sollten ënnerhalen. An ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass mer et wäerte fäerdegbréngen, doriwwer och parteiiwwergräifend e Konsens ze fannen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen iwwert de Projet de loi 7182 a mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7182 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo, domat ass also de Projet 7182 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet de loi 6708, wou d'Ekonomieskommissioun och gefrot hat, well se beim Modèle de base bliwwen ass, fir dem Rapporteur fënnef Minutte méi ze ginn.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

De Rapporteur, den Här Fayot, huet d'Wuert.

5. 6708 - Projet de loi relative

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique;

- au transfert intangible de technologie;

- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes

et portant abrogation de

- la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

- la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;

- la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Merci der Chamber fir déi Grousszügegkeet mat der Zäit. Ech probéieren, mech un zéng Minutten ze halen, mä ech kann net ausschléissen, dass ech déi fënnef Minutte brauch.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dëse Projet de loi betrëfft eng Matière, déi nawell sensibel ass. Et geet hei am Fong an der Haaptsaach ëm den Export, den Transit an den Import vu Waffen an anere sensibele Gidder.

Dëse Projet de loi ass net ganz rezent. Et ass e Projet de loi vum Juli 2014, deen eng Zäit gebraucht huet, bis en aviséiert ginn ass vum Statsrot, zu deem eng ganz Rei Kierperschaften hiren Avis ofginn hunn a mat deem mer eis als Ekonomieskommissioun am Oktober 2016 ugefaangen hunn ze beschäftegen, wéi, wéi gesot, den Avis vum Statsrot vum Juli 2016 bis virlouch.

Mir hunn dunn eng Lettre d'amendent eraginn am Ufank vum Joer 2017 an et huet dunn nach eng Kéier ee Joer gedauert, bis mer du schlussendlech konnten den Avis complémentaire vum Statsrot analyséieren an zum Enn vun eisen Aarbechte kommen.

Här President, dëse Projet de loi huet en duebelt Zil: Engersäits ass et néideg, fir déi eenzel Regelunge fir den Export, Import an Transit vu sougenannte sensibele Wueren a Bienen an engem eenzegen Text ze regruppéieren. Dat ass och am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung. An op där anerer Säit ass et d'Zil, fir déi bestoend Reglementatioun un déi aktuell Evolutioun vum Marché an un d'Besoine vun de wirtschaftlechen Akteuren ze adaptéieren.

De Gesetzesprojet abrogéiert domadder dat ëmgeännert Gesetz vum 5. August 1963 iwwert den Import, Export an Transit vu Wueren an iwwert d'Iwwerwaachung vun den Importatiounen, Exportatiounen an dem Transit vun de Wueren.

Dëse Projet de loi betrëfft den Office des licences vum Ministère de l'Économie. An ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir de Leit vum Office des licences aus dem Wirtschaftsministère an der Haaptsaach, mä och de Leit vum Ministère des Affaires étrangères, déi och vun dësem Projet betraff sinn, Merci ze soe fir hir ganz gutt Kooperatioun, an natierlech och de Kolleegen aus der Ekonomieskommissioun fir d'Mataarbecht op dësem Projet.

De Projet, wéi gesot, abrogéiert a remplacéiert d'Gesetz vun 1963 an och d'Gesetz vum 28. Juni 2012 iwwert d'Konditioune vum Transfert vu Verdeedegungswueren an der Europäescher Unioun. Dëse Gesetzestext respektéiert natierlech och d'Accorden an d'Zesummenaarbecht, déi Lëtzebuerg traditionell an dësem Beräich mat der Belsch hat, am Kader vun der UEBL, an och mat Holland an dëser Matière. Et gëtt also hei den nationalen, europäeschen an internationale Kontext a Betruecht gezunn, well mir setzen och nach eng Partie Restriktiounen, international Restriktiounen am Beräich vum Waffenhandel mat dësem Projet de loi ëm.

Et ass e ganz technesche Projet de loi, wann ech Iech e wierklech misst am Detail hei explizéieren, da géif ech keng 15 Minutte brauchen, mä 45. An dann hätt ech hei eng allgemeng „Saalflucht" viru mer, an dat wëlle mer net. Dofir maachen ech dat vill méi kuerz.

Den Domaine d'application vun dësem Gesetzestext betrëfft dräi Domänen: engersäits den Export, den Import an den Transfert vu Wuere vu souwuel enger strenger ziviller Natur wéi och vun deenen, déi an der Verdeedegung agesat ginn, also Waffen, an dann och vu Wueren, déi souwuel fir zivill wéi fir Verdeedegungszwecker agesat ginn. Dat sinn déi sougenannten „biens à double usage".

Zweetens applizéiert sech dëst Gesetz op d'Vermëttlung, den „courtage", op d'technesch Hëllef an immateriell Technologietransferten, an drëttens, wéi gesot, op d'Emsetzung vu verschiddene restriktive Moossname vum Sécherheetsrot vun der UNO a vum Rot vun der Europäescher Unioun.

Wéi gesot mécht dëse Gesetzestext eng administrativ Vereinfachung an och eng Kodifikatioun vun dem Contrôle vum Export, Import an Transit vu Wueren a sougenannten „biens sensibles".

Obwuel et net méiglech ass, fir existéierend Autorisatiounssystemer duerch e Régime de déclaration ze ersetzen, ass et awer zumindest méiglech, fir de System vun den Autorisatiounsufroe fir Exporter, Importer an Transiter vu verschiddene sensibele Wueren ze vereinfachen. Mir bréngen heimat Kohärenz an Homogenitéit an dëse ganz spezifesche Beräich vum Lëtzebuerger Gesetz a gläichzäiteg reduzéiere mer d'Unzuel vu Gesetzestexter, déi sech an dëser Matière uwennen, a mir regruppéiere se an engem eenzegen Text.

Wéi gesot, et geet hei ëm dräi Klasse vu Wueren: engersäits Wuere vun ziviller Natur, déi awer ënner verschidde Restriktioune falen, zweetens Produiten, déi fir militäresch Verdeedegung agesat ginn, an dann nach Produiten, déi susceptibel sinn, fir bei der Doudesstrof, der Folter an anere grausamen, onmënschlechen oder entwürdegende Behandlungen oder Bestrofungen agesat ze ginn.

Niewent dem Export, Import an Transfert vun dëse Wuere sinn och nach d'Vermëttlung, d'technesch Hëllef, den Transfert vun Technologien a restriktiv Moossnamen, déi sech aus den Embargoen erginn, wéi gesot, viséiert.

(Veuillez lire: Och wann de virleiende Gesetzestext d'Autorisatiounsprozedure fir Export, Import an Transit vu verschiddene sensibele Wuere festleet, esou touchéiert en awer net den Autorisatiouns- respektiv Verbuetsregimm vun enger Rei méi spezifesche Gesetzer an dësem Kontext.)

Am Beräich vun de Waffegesetzer handelt et sech hei zum Beispill ëm de Verbuetsregimm vun traumatesche Waffen, Streebommen, Sprengstoff a chemesche Waffen. An déi Matièrë sinn alleguerte vun dësem Text net tangéiert. Déi gi vu spezifeschen Texter geregelt a sinn, wéi gesot, heivun net betraff. Kulturgidder sinn och net betraff vun dësem Text.

Här President, ech géif gär e puer Wuert soen zu de parlamentareschen Aarbechten zu dësem Projet de loi. Ee vun deene relevanten, wichtegen Avisen hei ass dee vun der Konsultativer Mënscherechtskommissioun. An hirem éischten Avis vum November 2015 bedauert d'Kommissioun, dass d'Fro vun de Konditiounen, fir d'Autorisatiounen ze accordéieren, an engem Règlement grand-ducal virgesi sinn a sech net am Gesetzestext sollen zréckfannen, dat haaptsächlech aus Visibilitéitsgrënn. An hirem Avis mécht d'Konsultativ Mënscherechtskommissioun dann och nach eng Rei vu Recommandatiounen, wéi zum Beispill, fir eng Klausel an d'Gesetz ze schreiwen, dass all Transit, Export, Import vu sensibele Gidder muss konform zu eisen Engagementer am Beräich vun de Mënscherechter sinn.

D'CCDH ënnersträicht och, dass déi wichteg Erausfuerderung fir d'Autoritéite wäert sinn, ze kontrolléieren, dass d'Normen am Gesetz konsequent an uniform applizéiert ginn, fir eng integral Anhalung vun de Verflichtunge vu Lëtzebuerg am Kader vun den internationalen an europäesche Mënscherechter kënnen ze garantéieren. Soumat ass et hei net just eng Fro vu legislativem Kader, mä och nach vun den néidege Ressourcen, déi mer eis musse ginn, fir d'Gesetz kënne regelgetrei ze applizéieren.

Den Avis vum Statsrot huet an der Haaptsaach och Froe vum Cadrage normatif opgeworf, huet gesot, dass eng ganz Rei Dispositiounen aus deene Reglementer missten an d'Gesetz kommen, dat wéinst der Jurisprudenz, déi den Artikel 32 (3) vun der Constitutioun betrëfft viru senger Ofännerung. An dat hu mer dann och gemaach. An dat war eben och de Gros vun der parlamentarescher Aarbecht zu dësem ganz techneschen Text, fir eben déi Adaptatiounen do ze maachen am Gesetzestext, wéi de Statsrot dat verlaangt huet.

Här President, ech géif nach gären op eng Partie Diskussiounspunkten agoen, déi mer an der Ekonomieskommissioun haten zu e puer méi sensibele Punkten an dësem Gesetzesprojet. Praktesch ass dat hei natierlech eng Matière, déi vill Leit interesséiert, well et, wéi gesot, ëm Waffenexporter, -transiter an -importer geet.

An dofir war d'Fro: Jo, wat ass dann eigentlech an der Praxis heimat verbonnen? Wat fir eng Importer, Transiter maache mer hei zu Lëtzebuerg? Wat gëtt et hei?

An do krute mer erkläert, dass et am Fong an der Praxis effektiv hei haaptsächlech ëm Transiter geet vu sensibele Wueren. Et gëtt bei eis keen Export oder Import gemaach vu Waffen oder anere sensibele Wueren. Et geet hei wierklech an der Haaptsaach ëm den Transit.

An, bon, do hate mer nach eng weider Diskussioun iwwert de Courtage, iwwert d'Vermëttlung vu Waffen. Do ass och gesot ginn, dass dat eng Aktivitéit ass, déi bei eis net encouragéiert gëtt. Déi ënnerläit ganz strikte Konditiounen, enger duebeler Autorisatioun vum Justizministère an, wéi gesot, och vun eben dem Ekonomiesministère. An déi Konditioune si ganz restriktiv. Et ass wierklech gesot ginn: „Mir vermeiden dee Business, well domadder sinn natierlech méiglech Reputatiounsschied verbonnen, souwuel wat eben d'Destinatioun vun deene Gidder ugeet wéi och Froe vum Finanzement.

(Interruption)

À propos vum Finanzement…

Elo hunn ech schonn en éischt Opfer gemaach!

(Hilarité et interruption)

Jo, jo!

À propos vum Finanzement ass jo gewosst, dass mer alt emol an der Vergaangenheet kritiséiert gi sinn. Amnesty International hat 2016 e Rapport gemaach, wou d'Lëtzebuerger Finanzplaz e bësse kritiséiert ginn ass wéinst hire méiglechen Implikatiounen oder wéinst Faillen an eiser Legislatioun am Beräich vum illegale Waffenhandel.

An do ass gesot ginn hei ganz kloer: „Wann d'Operatioun illegal ass, dann ass och de Finanzement illegal." Dat ass dee grousse Prinzip an dëser Matière. An dee gëtt bei eis encadréiert an der Haaptsaach iwwert d'Gesetzer zum Antiblanchiment, mä och zu enger ganzer Rei Restriktiounen, wat de Waffenhandel ugeet, zu deene Lëtzebuerg natierlech adheréiert. Mä et ass ze hoffen, dass mat dësem Text eise legislativen Dispositif méi komplett gëtt, wéi och Amnesty International dat gefrot hat an hirem Rapport vun 2016, well och d'Kontrollen eben elo hei e bësse méi enk gezurrt ginn.

Déi aner Diskussioun, déi mer haten, betrëfft d'duebel Autorisatioun. Dat hei ass eng Matière, wou Exporter, Transiter an esou weider souwuel musse vum Wirtschaftsministère wéi och vum Ausseministère approuvéiert ginn. An an deem Zesummenhang hate mer och nach eng Diskussioun relativ zum Schluss - mä ech ka mer virstellen, dass den CSV-Spriecher dorobber wäert agoen - iwwert d'Transiter vu Waffen iwwer Lëtzebuerg.

Notamment war et apparemment de Fall, dass Waffen transitéiert sinn iwwer Lëtzebuerg an Destinatioun zum Beispill vun der Tierkei, wat en NATO-Memberstat ass a wat fir den Domän vum Transit vun eis als en „pays ami" consideréiert gëtt.

Gutt, dat sinn natierlech da Länner, déi net onproblematesch sinn, mä wou een, mengen ech, muss am éischte Plang eng Léisung dann op diplomateschem Wee fannen oder d'Fro stellen no der NATO-Memberschaft vun esou Länner. Mä ech mengen, et ass esou, dass d'Transitpolitik am Fong esou Waffentransiter nëmmen duerchwénkt. De Minister ka mer soen, ob ech mech do iren. Mä ech mengen, dat ass effektiv d'Praxis, déi hei applikabel ass.

E leschte Punkt betrëfft den Dateschutz. D'CNPD huet an engem rezenten Avis drop higewisen, dass mer missten en Artikel an d'Gesetz setzen - dat ass den Artikel 17 -, fir de Responsable du traitement virzegesi fir déi Donnéeën, déi hei an dësem Beräich behandelt ginn. Hei ass natierlech ze soen, dass dat eng Dispositioun ass, déi mer deemnächst wäerten erëm relativ schnell mussen änneren, well mer eben en neie GDPR ëmsetzen elo am Mee an, wéi gesot, dann op d'mannst d'Referenz op d'Gesetz vun 2002, mä wahrscheinlech och nach eng Rei aner Adaptatioune musse virgeholl ginn, fir eis hei an dësem Beräich konform ze setzen zu deem neien Dateschutzreglement.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Attentioun, fir Ar Gedold an ech ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, bei enger strikter Applikatioun vum Reglement hätt den Här Fayot sech eigentlech misse sëtze goen an dann duerno erëm opstoen. Mir kënnen eis d'Liewen awer géigesäiteg schwéiermaachen, maache mer awer net!

Als Nächsten huet d'Wuert den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Merci dem Rapporteur, deen en exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport ofgeliwwert huet, deen awer och de Mëtten eng Rei vu Froen thematiséiert huet, déi eis, mengen ech, alleguerten um Häerz leien, soudatt et net noutwendeg ass, datt ech nach eng Kéier am Detail op dee Projet aginn.

Ech wollt trotzdeem nach eng Kéier op zwee Punkten agoen, déi fir eis och vun enger grousser Wichtegkeet sinn. Deen éischte Punkt ass deen, trotzdeem, vun der Finanzéierung vun allméigleche Waffentransaktiounen. Do sollt schonn ënner viregte Regierungen, an och ënnert dëser, nach eng Kéier méi eng Präzisioun kommen an engem Waffegesetz, wat awer bis elo nach net komm ass.

Ech si jo perséinlech dervun iwwerzeegt, datt eis Finanzplaz awer nu guer näischt drun ze wannen huet, wann iwwert déi iergendwelch Zorte vu Waffegeschäfter géife finanzéiert ginn, souguer en admettant, datt se parfaitement legal sinn. An ech mengen, do muss sécherlech och eng nächst Regierung sech eng Kéier eng kloer Meenung doriwwer maachen, wéi mer mat Finanzéierunge vu Waffeverkeef ëmginn.

Eng zweet Fro - wéi gesot huet de Franz Fayot déi eigentlech ganz gutt schonn hei duergeluecht, ech wollt se awer nach eng Kéier widderhuelen -, dat ass déi vun deem duebelen Agrement. Dat ass e System, datt ebe bei ganz sensibelen, natierlech an éischter Linn Waffeverkeef, awer och iwwert den Transit hei zu Lëtzebuerg u sech muss e Rapport, en Avis gemaach gi vum Ministère des Affaires étrangères.

An do hu mer eis alleguerten eng Rei vu praktesche Froe gestallt, well - an dat stoung och iergendwéi eng Kéier virun e puer Wochen an der Press, wou och Lëtzebuerg als Numm erëm gefall ass - do awer eng Rei Waffen am Transit zum Beispill géifen un d'Türkei goen. Wat jo och um Pabeier, an de Franz Fayot huet et ënnerstrach, eigentlech parfaitement legal ass, vu datt d'Türkei jo en NATO-Partner ass.

Mä och do, mengen ech, misst ee sech awer am Moment eng Rei vu Froe stellen, wann ee jo och weess, wou déi Waffe vun der Türkei an deene leschte Wochen a Méint agesat gi sinn. Duerfir hate mir och zu e puer déi Fro opgeworf, wéi eigentlech och do déi Avise géife redigéiert ginn.

Ech weess elo net, ob de Wirtschaftsminister eis do kann eng Äntwert ginn, vu datt dat doten net direkt a senger Kompetenz ass, mä éischter an der Kompetenz vum Ausseminister. Mä ech mengen, datt dat trotzdeem Froe sinn, déi wichteg sinn. An et wär och gutt, wa mer eng Kéier vläicht géifen erkläert kréie vun deene jeeweilege Beamten, op Base vu wat déi doten Avisen och géife redigéiert ginn.

Dat gesot, gi mir awer als CSV-Fraktioun den Accord zu dësem ganz wichtege Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet elo d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och fir d'Éischt dem Franz Fayot en häerzleche Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem ganz technesche Projet.

Et geet jo drëm, fir an engem eenzegen Text u sech d'ganz Reglementatioun iwwert den Export, Import an den Transit vu Wueren, mä awer och vu sougenannte sensibele Gidder festzehalen an op där anerer Säit d'Situatioun vun den Acteurs économiques ze verbesseren.

Mir als DP si ganz frou, dass mer do - wéi gesot: mieux légiférer - an engem Text dat festhalen, dann huet een eng besser Iwwersiicht. Mä op där anerer Säit, an de Franz Fayot sougutt wéi de Laurent Mosar hunn et schonn ënnerstrach, ass et extrem wichteg, dass dee Regimm vun den Autorisatioune bleift, well et effektiv bleiwe muss. An et ass gesot ginn: Mir mussen terribel oppassen! Et ass eng Saach vun der Image de marque a vun der Seriositéit vu Lëtzebuerg, déi ganz Geschichte vum Transit.

Mir hate ganz vill Diskussiounen an der Kommissioun, déi ware ganz interessant, well wann deen u sech ganz strengen an duebelen Autorisatiounsregimm net bleift, hu mer als Lëtzebuerger Stat keng Iwwersiicht méi, wat hei iwwer Lëtzebuerg transitéiert. An notamment mat där sensibeler Positioun vun der Tierkei, déi u sech déi eng Säit NATO-Partner ass an déi aner Säit awer a Syrien Saache mécht, iwwert déi ee kann diskutéieren, ass et wichteg, dass deen Autorisatiounsregimm ganz streng gehandelt gëtt.

Deen Text hei gëtt dat hier. An dofir bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun. Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. E Merci un de Rapporteur, deen huet dat ganz detailléiert gemaach. Duerfir war et och berechtegt, dass en déi fënnef Minutten zousätzlech kritt huet an dësem Modell, fir dat ausféierlech ze beschreiwen.

Ech mengen, do ass alles gesot ginn. Eis louch et och als Gréng um Häerz, dass déi double Signature oder Autorisatioun géif bleiwen, wat dat sensibelt Thema ebe vun dem Waffentransit ugeet.

A fir de Rescht ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Och d'ADR wëllt sech deem uschléissen an dem Rapporteur häerzlech Merci soen. Mir stëmmen dësen Text mat Freed mat.

Ech wollt awer op dat zréckkommen, wat de Laurent Mosar gesot huet, wat mer och begréissen, wat d'Türkei ugeet an hire Rôle. Wa mer d'NATO als eng Wäertegemeinschaft betruechten, dann huet d'Türkei an der NATO näischt verluer.

Dat Land ass eng Menace fir Griichenland, dat Land ass eng Menace fir Zypern, dat Land üübt Mënscherechtsverletzungen aus, déi intolerabel sinn. Dat Land féiert en Invasiounskrich ouni internationaalt Mandat a Syrien. Eng Türkei, wa mer d'NATO als Wäertegemeinschaft an net als reng opportunistescht Bündnis betruechten, huet an där NATO näischt verluer!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech erklären domat d'allgemeng Diskussioun fir ofgeschloss. D'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister, den Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, Merci, Här President. Virun allem dem Rapporteur e grousse Merci fir dat komplizéiert Gesetz, wat wierklech vill Joren ënnerwee war, vill Joren och beim Statsrot loung, bis all Mënsch sech eens war, fir dat doten hinzekréien. Et ass eng ganz komplizéiert Matière, déi bis haut dann iwwer dräi verschidde Gesetzer geregelt ginn ass, iwwer 50 Règlement-grand-ducalle geregelt ginn ass an iwwer 20 Arrêté-ministérielle geregelt ginn ass.

Et ass also elo gutt, dass mer emol eng Kéier een Text hunn, deen zesumme mam Ausseministère ausgeschafft ginn ass an dee Kloerheet schaaft, wat den Export an den Transit, wat d'Lizenzen ugeet vun deene Matièren, vun deene mer hei schwätzen. Dofir e grousse Merci och der Chamberskommissioun, dass se deem esou zoustëmmt.

Zu deene Remarke vum Här Mosar vläicht ee Wuert, wat d'Finanzéierung vun de Waffentransaktiounen ugeet: Dat ass d'Kompetenz effektiv vum Finanzministère. Mä ech mengen, och do muss een elo op Basis vun deem Gesetz eng Kéier drugoen an dat ee fir alle Mol kloerstellen.

An dann zu deem zweete Punkt: Wa Waffen transitéiere vun engem EU-Land iwwer en anert EU-Land zum Beispill Richtung Türkei - kommt, mir huelen de Fall: Frankräich verkeeft Waffen un d'Türkei, déi awer fir d'Éischt op Lëtzebuerg hei op de Fluchhafe kommen, da vun der Cargolux weidergeschéckt ginn -, da si mir net zoustänneg, fir eng Lizenz ze maachen, mä dann ass et dat Land, dat exportéiert, näämlech an deem heite Fall wär dat Frankräich, dat d'Lizenz muss maachen, fir déi Waffen, wann et der da sinn, fir déi an d'Türkei ze ginn. Dat heescht, do si mir aus dem Coup eraus. Europa gëtt als Eent ugesinn. An et ass dat Land, wat de Pays d'origine ass, dat sech da muss ëm déi Lizenze këmmeren.

Voilà, dat gesot, wéi gesot, nach eng Kéier e grousse Merci un Iech alleguerten. Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 6708.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6708 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Mir hunn 59 Participatiounen um Vott, 59-mol Jo. Domat ass de Projet 6708 unanime ugeholl.

(Interruption)

War iergende Problem beim Vote?

(Concertation interne)

Also 60-mol Jo. Domat ass de Projet 6708 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet de loi 7233 betreffend d'Moderniséierung vun der Zuchstreck Lëtzebuerg-Klengbetten. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

6. 7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi komme mer zréck op d'Streck Lëtzebuerg-Klengbetten, déi eng Längt vun ongeféier 19 km huet an d'Stad Lëtzebuerg mam belschen Eisebunnsreseau verbënnt. Déi betraffe Linn ass donieft och Bestanddeel vum Projet Eurocap-Rail, dee geduecht ass, fir d'Verbindung tëschent Bréissel, Lëtzebuerg a Stroossbuerg massiv ze verbesseren, wat jo net vu Muttwëll ass.

Fir de Giddertransport stellt dës Streck eng Alternativ zum Korridor 2 duer, deen iwwer Rotterdam, Antwerpen, Beetebuerg a Basel/Lyon verleeft. Et kann een also soen, datt d'Klengbettener Streck net nëmme fir Lëtzebuerg eng grouss Bedeitung huet, mä datt se och am internationalen Zuchverkéier eng droend Roll spillt, mat beispillsweis bis zu 6.000 bis 7.000 Voyageuren am Dag.

Dir Dammen an Dir Hären, scho mam Gesetz vum 28. Abrëll 2014 hate mir unanime an der Chamber decidéiert, datt den Tronçon Lëtzebuerg-Klengbetten fir 60,8 Millioune sollt moderniséiert ginn, mat der Reelektrifikatioun vun der ganzer Streck. Aus enger ganzer Rei vun techneschen Ursaachen, déi haaptsächlech mat der Tensioun an der Interoperabilitéit vun deene verschiddene Systemer ze dinn huet, huet sech am Laf vun den Aarbechten erausgestallt, datt et mam initiale Budget net duergeet. Aus deem Grond ass eng Reevaluatioun vum gesamte Projet duerchgefouert ginn, fir déi eenzel Zousazbudgeten op deenen Aarbechte kloer ze definéieren.

D'Majoratioun, déi haut virläit, besteet aus véier Deeler a bezitt sech op d'Aarbechten an der Stater Gare, wou d'Catenairen un déi nei europäesch Normen ugepasst musse ginn, zweetens och op d'Upassungen um Niveau vun der Sécherheet vun de Systemer, der Fiabilitéit, dem Ëmweltschutz an der technescher Interoperabilitéit, déi och un d'Normen ugepasst ginn, déi d'Europäesch Kommissioun virschreift, dann drëttens op d'Rekonstruktioun vun zwou Brécken zu Mamer an enger zu Klengbetten, déi sech als méi komplex erausstellt, wéi uganks geduecht ginn ass. Déi véiert Majoratioun bezitt sech op d'Travaux de génie civil, op d'Fondatioune vun de Catenairen, déi standardiséiert ginn, an op d'Verbesserung vun der Sécherheet op der Streck fir de Fall, datt op der Streck geschafft muss ginn.

An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt d'Reevaluatioun vum Projet zu enger Majoratioun vun insgesamt 7,5 Milliounen Euro féiert. Op Basis vum Präisindex vum Abrëll 2016 klëmmt den initial gestëmmte Montant domat vu 60,8 Milliounen Euro op 71,9 Milliounen Euro.

Grad wéi de Franz Fayot wëll ech keng „Saalflucht" verursaachen a ginn net op déi technesch komplex Matière an. Dir kënnt déi awer gären am Projet de loi am Dokument 7233 noliesen, wann dat Iech interesséiert. Wéi gesot, et ass eng héich spezialiséiert Matière, déi net jiddwereen direkt versteet.

Deposéiert gouf dëse Projet de loi den 19. Januar 2018 vum Minister François Bausch. A sengem Avis vum 20. Mäerz 2018 war de Statsrot mam Inhalt vum Projet d'accord an och d'Kommissioun hat näischt drun auszesetzen, soudatt se den 19. Abrëll 2018 mäi Rapport eestëmmeg ugeholl huet.

Ech kommen zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a wéilt net nëmmen am Numm vun der grénger Fraktioun, mä och am Numm vun alle Leit, déi regelméisseg mam Zuch op Bréissel fueren a frou sinn, datt d'Streck moderniséiert gëtt, Iech invitéieren, dëse Projet de loi ze stëmmen.

An an der Hoffnung, datt och d'Belsch hir Hausaufgabe maachen, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. Als Éischte kritt den Här Marco Schank d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'Éischt am Numm vu menger Fraktioun der Madamm Josée Lorsché Merci soen, der Rapportrice, fir deen exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Si mécht dat gutt, wéi ëmmer.

An ech wollt och direkt am Ufank soen, datt mir dee Projet selbstverständlech wäerte stëmmen. D'lescht Woch an der Mobilitéitsdebatt hu mer däitlech gemaach, datt mir d'Investissementer an d'Schinn net nëmme begréissen, mä datt mer déi och ënnerstëtzen.

An ech hunn och ganz staark appreciéiert - ech wollt dat soen -, datt de Minister Bausch op déi sëlleche Froen, an ech hat der eng ganz Partie, och geäntwert huet am Kader vun där Mobilitéitsdebatt.

Just an enger Saach wëll ech nohaken, an zwar hate mer an der leschter Kommissioun vum Développement durable versprach kritt, mir géifen en Dokument kréie vun der CFL-Direktioun am Kontext vun de Retarden, der Pünktlechkeet vun den Zich. A mir hunn och een Deel dovunner kritt. Mir kruten näämlech d'Chifferen, d'Statistiken. Dat Eenzegt, wat mer net kruten, dat sinn déi Ursaachen, déi bedéngen, datt déi Onpünktlechkeeten déi sinn, déi se ebe sinn. An ech wollt am Fong de Message matginn un de Statssekretär, fir dat nach eng Kéier ze rappeléieren, datt mer dat och géifen nogereecht kréien.

Ansonste géif ech am Numm vu menger Fraktioun den Accord ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci der Madamm Rapportrice fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

No engem Debat, dee mer d'lescht Woch haten iwwert d'Mobilitéit, maache mer hei dann Neel mat Käpp. Et ginn direkt Suen investéiert an e Projet, dee mir nëmme kënnen ënnerstëtzen. Wann ee weess, datt mer zum Beispill 2013 nach 163 Milliounen Euro an d'Schinn investéiert hunn an 2017 et der schonn 399 waren an 2018 364, da gesäit een, datt do schonn eng nett Progressioun dran ass. Also vun 2013 un hu mer am Ganzen 1,6 Milliarden Euro an d'Schinn investéiert. An dat kënne mer nëmme begréissen. An dat hei ass e Projet, deen en Invest an d'Zukunft ass, e Projet, dee mer brauchen, fir datt eis Mobilitéit besser gëtt.

An duerfir ginn ech och hei ganz gären den Accord vun der LSAP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, déi Debatt vun der leschter Woch huet jo ganz kloer gewisen, datt Konsens herrscht, fir um Niveau vun dem ëffentlechen Transport a méi spezifesch um Niveau vum Schinnereseau nach méi ze investéieren. Et ass enorm vill an deene leschte Jore geschitt. Et brauch een net méi op den Detail anzegoen. Och deen heite Projet reit sech an déi Strategie an, e Projet, dee mir nëmme kënne begréissen.

Et ass natierlech och e Projet, deen een automatesch och dozou verleet, fir awer nach eng Kéier op déi Problematik hinzeweisen, déi besteet op der Streck zwësche Lëtzebuerg a Bréissel. A wann ee selwer regelméisseg mam Zuch dohinnerfiert, dann ass ee schonn dozou geneigt, fir am Fong geholl den Zuch eng Stonn éischter ze huele wéi fréier, an der Hoffnung, datt ee vläicht dann zurzäit um Rendez-vous zu Bréissel ass. Mä dat huet näischt direkt mat der Lëtzebuerger Eisebunn ze dinn. Mä et wär awer vläicht net onwichteg, wa mer ëmmer erëm am Dialog mat der belscher Eisebunn géifen drop hiweisen, datt et awer wichteg wär, datt déi Streck nach géif verbessert ginn.

Vläicht nach eng kleng Remark zum Schluss och nach: Dat Gesetz vum 10. Mee 1995, dat fänkt un, riseg ze ginn. Et fënnt ee sech wierklech net méi dran erëm. Et wier vläicht net schlecht, wann een do awer eng Kéier géif e Schlussstréch zéien a vläicht en neie Gesetzestext géif maachen. Bon, doriwwer sollt ee sech awer emol eng Kéier seng Gedanke maachen.

Onofhängeg vun deene puer Remarken ass dat heiten e ganz gudde Projet, dee mir als Demokratesch Partei selbstverständlech wäerten ënnerstëtzen.

An ech soen der Madamm Lorsché och nach e Merci fir hir verschidde Rapporten. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den nächste Riedner, den Här Gast Gibéryen, huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen deem uschléissen, wat all meng Virriedner hei gesot hunn. An ech wëll der Rapportrice, der Madamm Josée Lorsché, Merci soen an d'Zoustëmmung vun eisem Grupp bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vum allgemengen Debat ukomm. De Statssekretär am Nohaltegkeetsministère, den Här Camille Gira, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll mech ganz kuerzfaassen, virun allem der Rapportrice an all deene Merci soen, déi an enger ganz schneller Vitesse derfir gesuergt hunn, dass dee Projet hei esou séier kann ofgestëmmt ginn, also méi schnell wéi d'Vitesse op der Streck Lëtzebuerg-Bréissel, do si mer eis eens,…

(Hilarité)

…well soss wier dëse Projet net méi an dëser Legislaturperiod gestëmmt ginn.

Mä Spaass beiséit, Dir wësst, dass mer frou sinn, dass dat elo esou séier geschitt ass, fir dass dee Projet, deen zu engem groussen Deel ofgeschloss ass, awer an aller finanzieller Transparenz dann och gutt zu Enn ka gefouert ginn.

Ech kann Iech versécheren, dass an all bilateraler Reuniouns, sief et an deene sougenannten „Gäichel-Gespréicher", sief et awer och besonnesch tëscht dem Här Bausch an dem Här Bellot, déi Streck do um Ordre du jour steet an dass net eng Reunioun vergeet… Mä mir kennen d'Verhältnisser an der Belsch, déi, wann et drëm geet, Suen a Wallounien ze investéieren an a Flanderen, net ëmmer ganz einfach sinn. Ech hunn dat Gefill, dass mer e bëssen doru scheiteren. Mä et huet een awer dat Gefill, dass iergendwéi eng Kéier en Enn vum Tunnel vun där Streck - och wann op där Streck keen ass - ze gesinn ass.

Ech mengen och, dass een d'Gesetz vun 1995 eng Kéier kéint iwwerschaffen, fir dass och erëm jiddweree sech dodran erëmfënnt.

An dem Här Schank kann ech versécheren, dass mer dat noliwweren. Ech kann Iech awer och hei scho soen, dass eng vun den Haapturs aache vun den Delaien op alle Strecken dat ass, mengen ech, wat bei engem anere Projet de loi viséiert war, dee virun allem viru Kuerzem hei votéiert ginn ass an dee substanziell war, mengen ech, mat 170 Milliounen, dat sinn d'Enkpäss an der Gare Lëtzebuerg. Dat ass heiansdo de Leit am Éislek oder am Oste schwéier ze erklären, wann hiren Zuch fënnef oder zéng Minutte Verspéidung huet. Meeschtens ass et awer bedéngt duerch d'Enkpäss an der Gare. An do ass de Projet votéiert. An do sinn, mengen ech, substanziell Aarbechte geleescht gi mam Ofrappe vum Atelier. An do bestinn Hoffnungen, dass, wann deen éischte Quai bis fonctionnéiert Enn 2019, dass dann net nëmmen an der Gare Lëtzebuerg villes besser gëtt, mä op alle Strecken.

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7233 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7233 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo, de Projet 7233 ass domat unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen, dem Projet de loi 7234 iwwert de Bau vun engem Park & Ride zu Rodange. D'Rapportrice ass prett, d'Madamm Josée Lorsché.

7. 7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Et la suite!

Dir Dammen an Dir Hären, zur Ofwiesslung geet et bei dësem Projet de loi net ëm de Finanzement vun enger Schinneninfrastruktur, mä ëm de Finanzement vun engem Park & Ride, dee bei der Gare vu Rodange soll gebaut ginn, mam ganze Baussenamenagement, deen dozougehéiert.

Wéi Der Iech bestëmmt kënnt erënneren, stoung dëse Projet am Joer 2015 op der Lëscht vun de groussen Infrastrukturprojeten, déi den Accord de principe vun der Chamber kritt hunn. Mëttlerweil leien net nëmmen d'Detailpläng vir - d'Analyse si gemaach -, mä och de previsionnelle Budget, dee fir de Bau vun dësem Projet gebraucht gëtt. E beleeft sech op 43,470 Milliounen Euro an ass geduecht, fir déi ganz Parksituatioun op der Gare vu Rodange an de Gréff ze kréien.

Momentan ass et esou, datt et schonn an de fréie Moiesstonnen zu Enkpäss kënnt, mam Resultat, datt sämtlech Parkplaze ronderëm d'Gare moies um siwen Auer voll beluecht sinn. Dat féiert dozou, datt all Dag ëm déi 300 Chaufferen hiren Auto an e Wunnquartier süüdlech vun der Gare ofstelle ginn. A mir wëssen alleguer, datt dat keng dauerhaft Léisung ka sinn. Et ass evident, datt et net kann esou goen, datt d'Leit an d'Wunnquartiere stoe ginn, wa se mam Zuch wëllen op d'Aarbecht fueren, ëmsou méi, well den Drock op d'Gare vu Rodange ëmmer méi grouss gëtt an dee Problem net esou séier wäert geléist ginn.

En erkläert sech doduerch, datt dës Gare a Proximitéit zu der belscher an der franséischer Grenz läit an domat och beim Pôle européen de développement. Engersäits ass d'Gare och un den nationale Stroossereseau ugebonnen, anerersäits un eng europäesch Stroossenachs, déi massiv vun de belsche Frontaliere benotzt gëtt, fir an d'Land schaffen ze kommen.

D'Gare selwer besëtzt dräi Quaien a läit un dräi Linnen, dräi Eisebunnslinnen, déi aus der Stad a Richtung Rodange, Lonkech, Athus an Arel verlafen. Dobäi kënnt eng Gare routière, déi souwuel vu Schoulbusse wéi och vum TICE a vum RGTR bedéngt gëtt.

Well dës Gare en zentrale Pôle d'échange ass an der ganzer Regioun, huet d'Regierung zesumme mat der Gemeng Péiteng decidéiert, de Parkraum auszebauen, fir de Beruffstrafic a Richtung Zuch a Bus ze orientéieren.

D'Parkhaus, wat geplangt ass, besteet aus siwen Niveauen, mat insgesamt 1.560 Parkplazen, vun deenen der 35 fir Persoune mat agschränkter Mobilitéit reservéiert sinn. 44 Stellplaze gi mat elektresche Bornen ausgestatt, dovun 10, déi dem Carsharing virbehale ginn.

D'Gebai gëtt iwwerdaacht, soudatt Fotovoltaikpanneauen drop installéiert kënne ginn an donieft och eng Retentioun fir d'Reewaasser mat enger Gréngfläch.

Zu den Aarbechten, déi mat dësem Projet de loi finanzéiert ginn, gehéiert och de Reamenagement vum ganze Bausseberäich. Dëse besteet ënner anerem aus der Adaptatioun vun de Stroosseninfrastrukturen an aus dem Bau vun engem Rond-point, deen néideg ass, fir eng gutt Accessibilitéit zu der Gare ze garantéieren, respektiv och zum Park & Ride. Dobäi kommen eng Rei extern Amenagementer wéi beispillsweis Trottoiren a Maueren, technesch Installatiounen an de Bau vun den néidegen Infrastrukture fir d'Waassergestioun. A grad wéi bei anere Projete vun den CFL sinn och bei dësem Projet Lärmschutzwäll virgesinn.

De Projet ass an zwou Parten agedeelt, déi parallell zuenee realiséiert ginn. Déi éischt besteet aus der Konstruktioun vum Parking als solchem an déi zweet aus dem Amenagement vun den Zoufaartsstroossen an aus dem Bau vum Rondpoint, deen a verschiddenen Etappe wäert erfollegen.

Och hei verweisen ech fir déi vill technesch Detailer a fir d'Pläng op mäi schréftleche Rapport respektiv op d'Documents parlementaires 7234, wou ganz, ganz vill Detailer ze fanne sinn.

Bleift nach ze soen, datt de Projet de loi den 19. Januar 2018 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch deposéiert ginn ass an datt de Statsrot och hei näischt auszesetzen hat a sengem Avis vum 20. Mäerz 2018. Mir haten d'Aarbecht an der Kommissioun och hei séier ofgeschloss. An den 19. Abrëll 2018 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Fir dëse Projet de loi, mä och scho fir dee virdrun, wéilt ech den Häre Jeannot Poeker an Henri Werdel Merci soe fir hir Begleedung an der Kommissioun. Dir sidd ëmmer prett, wann et ëm méi schwiereg Froe geet an Dir hutt op all Fro eng Äntwert!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi ass e wichtege Bausteen, fir de Beruffstrafic direkt an der Grenzregioun op den ëffentlechen Transport ze orientéieren an d'Stroossen ze entlaaschten. Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens.

Domat invitéieren ech Iech, och dëse Projet de loi ze stëmmen, a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, mat engem Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. Éischte Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, der Rapportrice Merci fir dee gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Dir hutt vill Wourechte gesot. An et ass kloer, dass d'CSV dëse Projet de loi wäert stëmmen, well mir sinn der Iwwerzeegung, dass e Park & Ride e wichtegt Standbee vun der aktueller Mobilitéitspolitik ass an och vun där vu muer.

An Dir hutt gesot, de Grenzraum géif entlaascht, an dat ass sécherlech eng Tatsaach. Mä wann een dat da mécht, da muss een och aner Moossnamen huelen, notamment dass eben déi Moossnamen hannendrukommen, wéi zum Beispill, wa mer vum Kordall schwätzen, wa Péiteng elo entlaascht gëtt - an do dinn ech de Brëll u vun doënnen, ech weess, wéi schlëmm et ass, an Dir hutt dat jo och an Ärem Rapport gesot -, da muss och fir Käerjeng eppes geschéien. Do geschitt jo och eppes mam Contournement. Mä do muss och e Park & Ride kommen, dee virgesinn ass fir 400 Autoen. Da si mer um richtege Wee. Also d'CSV wäert ëmmer esou eng Politik ënnerstëtzen, wou mer op den ëffentlechen Transport histeieren.

Et ass logesch gewiescht, dass dat gemaach ginn ass, well jo och eng Verduebelung gemaach ginn ass vun de Gleiser. Dat muss ee wëssen. An deemools huet och d'Gemeng 2012 gesot, dass et noutwendeg wär, dass dee Park & Ride esou séier wéi méiglech kéim. An et ass och logesch, wéi et gesot ginn ass, dass een dat op d'Grenze setzt.

Wa mer elo deen neie Konzept kréien, wäerten och nach aner Ännerunge komme fir déi Leit an der Gemeng Péiteng. Éischtens emol wäert op der Gare selwer zu Rodange d'Barrière zougemaach ginn. Da wäerten d'Leit iwwer eng Bréck eran op Rodange komme respektiv an d'Gare. Dee ganze Raum vun der fréierer Rodanger Schmelz, deen ieweschte Raum, wäert verbaut ginn, mat Wunnengsbau a mat Büroen, soudass dee ganzen Eck also vill besser organiséiert wäert ginn.

Et ass also eng Plus-value fir déi Leit, déi doënnen am Eck sinn. An net nëmmen déi gemengepolitesch Responsabel vu Péiteng a ronderëm wäerte sech freeën, mä och d'Bierger, well mer effektiv heimat manner Verkéier wäerte kréien. Duerfir wënsche mer eis, dass dee Projet esou séier wéi méiglech kënnt.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Als nächsten ageschriwwene Riedner schwätzt den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, och vu mir aus e grousse Merci un d'Josée Lorsché als Rapportrice. Et ass wierklech e Projet, deen derwäert ass, datt een deen ënnerstëtzt, 43,7 Milliounen, déi gutt investéiert sinn. An et ass e Projet, deen u sech als Modell soll duerfir déngen, datt mer Park & Riden no bei d'Grenz bauen a vläicht souguer och iwwert d'Grenz ewech an eis Nopeschlänner. Vläicht, wann dat opportun ass, da soll een och drun denken, fir dat ze maachen.

E reit sech, wéi och dee Projet vu virdrun, an eng Rei vu Mesuren an, déi gutt sinn, iwwert déi mer an de leschten Deeg hei geschwat hunn, och den Ausbau vum Quai. An deen heite Projet wäert mat Sécherheet d'Situatioun am Süden a virun allem am Südweste vum Land verbesseren. A wann elo nach zu Käerjeng de Park & Ride kënnt, da kréie mer mat Sécherheet mat deenen zwee Park & Riden hei schonn eng wesentlech Verbesserung vun der Verkéierssituatioun am ganze Südwesten, soudatt ech sécher sinn, datt déi heite Sue ganz gutt investéiert sinn an d'Mobilitéit vun de Leit.

Merci fir dee gudde Projet an ech bréngen den Accord vun der LSAP.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et ass eng Tatsaach, datt de Stau natierlech zu engem gudden Deel duerch d'Frontaliere bedéngt ass. Dat soll allerdéngs elo net pejorativ gesi ginn. Ech fannen et och net richteg, wa mer dee Moment ëmmer d'Schold wëllen op d'Frontalieren ofleeden. Et däerf een net vergiessen, datt d'Frontalieren engersäits zu der gudder Ekonomie vu Lëtzebuerg bäidroen. Anerersäits huet eng rezent Etüd bewisen, datt 20% vun hire Revenuen hei zu Lëtzebuerg investéiert ginn, wat jo och net ze ënnerschätzen ass.

Et ass awer op där anerer Säit wichteg, datt mir als Lëtzebuerger Politiker deen néidege Kader setzen, fir datt ronderëm d'Grenze virun allem Park & Riden amenagéiert ginn. Dat geschitt mat dësem Projet ouni Zweifel. Duerfir, déi 43,5 Millioune sinn hei ganz gutt investéiert.

Wat ech och virun allem gutt un deem Projet fannen, ass, datt och ëmweltpolitesch Moossname virgesi sinn, sief dat d'Installatioun vu Fotovoltaik, sief dat awer och d'Opfänke vu Reewaasser. Op där anerer Säit soll een awer och nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt eng maximal Begréngung soll virgeholl ginn, fir datt eben och déi Installatioun sech beschtméiglech do integréiert.

Ech mengen, fir d'Gemeng Péiteng ass dat ouni Zweifel - an den zoustännege Schäffen huet dat jo och schonn hei duerchblécke gelooss - och e Virdeel, datt eng Rei Autoen do aus de Quartiere kënnen erausgeholl ginn an datt eben elo dat op enger zentraler Plaz ka geschéien, dee Parking.

An deem Sënn, wéi gesot, kënne mir dee Projet do nëmmen ënnerstëtzen. Ech soen och der Madamm Lorsché nach Merci fir déi eenzel Projeten a brénge selbstverständlech dann och den Accord vun der DP.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus nach eng Kéier e Merci un d'Kolleegin Josée Lorsché fir de Rapport.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, datt déi Park & Riden, déi un de Grenze sinn, datt dat déi richteg Politik ass. Et ass net, fir d'Park & Riden an den Zentrum ze maachen, wéi mer dat fälschlecherweis, eiser Meenung no, elo zweemol gemaach hunn, mä et soll een dat schonn un d'Grenze vun eisem Land setzen.

Ee vun deenen éischte Park & Riden, déi gebaut gi sinn, dat war deen zu Fréiseng. Deen ass schonn eng Kéier ausgebaut ginn. An ech hunn dem Här Minister Bausch dat och scho gesot: Et misst een onbedéngt och do drun denken, fir e Parkhaus ze bauen, well deen ass iwwerfëllt, a vun do aus gëtt et eng Busspur, déi direkt an d'Stad geet, a wann ee gesäit, wivill Bussen do fueren, an déi Busse sinn alleguer voll, well eben eng Busspur do ass.

An et muss een och drun denken: Mir gi jo dervun aus, datt eng Kéier d'Saarautobunn vu Fréiseng Richtung Saarbrécken opgeet! Mä wann deen Dag kënnt, da gëtt et doudsécher vill Leit, déi aus dem Saarland kommen, déi dann net méi wëllen an d'Stad fueren. Mä wa se kënnen zu Fréiseng op der Grenz erausfueren an och erëm eropfueren, dann ass dat e Parking, deen doudsécher och vu ville Leit, déi aus Däitschland kommen, profitéiert gëtt. Duerfir kann ech nëmme recommandéieren, fir drun ze denken, fir dee Park & Ride och ze vergréisseren an enger Gréisstenuerdnung wéi deen heiten. Dat wier sécherlech och do ubruecht.

An dobäi wëll ech dann awer zum Ofschloss och d'Zoustëmmung zu dësem Projet vun der ADR bréngen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet erëm de Statssekretär am Nohaltegkeetsministère, den Här Camille Gira.

Prise de position du Gouvernement

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wëll och hei der Rapportrice villmools Merci soe fir d'Vitesse, wéi dat duerch d'Chamber gaangen ass, awer och eise Leit, haaptsächlech vun CFL. D'Chronologie ass gemaach ginn, vun der Iddi bis zur Realisatioun si mer hei relativ gutt ënnerwee. An dass e Besoin grad an där doter Regioun besteet, ech mengen, dat zweifelt keen un.

Ech mengen, Dir hutt et matkritt, ech ka soen: Et ass deen éischte Park & Ride vun enger neier Generatioun an deem Sënn, an där Gréisstenuerdnung op der Grenz. Wann ech dat esou däerf soen: Fir eis ass dat déi zweet Couronne. Déi éischt Couronne, dat ass déi no bei der Stad.

Ech wëll awer d'Geleeënheet notzen, fir dat opzegräifen, mengen ech, wat schonn e Virriedner gesot huet: Mir sollten eis et net ze einfach maachen a soen, sämtlech Mobilitéitsproblemer zu Lëtzebuerg wieren d'Schold vun de Frontalieren, gellt! De Modal Split bei de Lëtzebuerger ass net wesentlech besser wéi bei de Frontalieren.

An dofir brauche mer net nëmme Park & Riden op de Grenzen. Eis éischt Couronne ass déi, déi op d'Endstatioune vum Tram kënnt. Dir wësst, dass e ganz grousse Park & Ride um Héienhaff geplangt ass, beim Fluchhafen, an op där anerer Säit och beim Stadion op der Cloche d'Or. Déi zweet Couronne, dat ass déi wierklech op de Grenzen, Rodange. Fir Fréiseng kann ech Iech soen, dass Diskussioune lafen, vläicht souguer, dass mer un Terraine kommen a Frankräich, fir dann do iwwer eng Konventioun eppes ze maachen. Waasserbëlleg ass ënnerwee.

Dir hutt awer och vläicht matkritt, dass mer schonn ënnerwee sinn, fir eng drëtt Couronne opzebauen, an zwar, fir d'Frontalieren awer déi Kéier wierklech nach éischter opzefänken. An zwar bei der Statsvisitt a Frankräich, do ass, mengen ech, no bausse relativ vill thematiséiert ginn, dass mer Suen an de Grapp huelen, fir d'Zuchstreck hannert der Grenz bis op Metz hëllefe méi sécher ze maachen, awer och auszebauen, fir dass d'Fransousen och méi Capacitéit kréien.

Wat manner eriwwerkomm ass, dat ass, dass mer prinzipiell d'accord sinn, fir zwee grouss Park & Riden zu Diddenuewen an zu Lonkech, wou all Kéiers och 700 Parkplaze solle kommen, fir déi zumindest matzefinanzéieren. Do mussen nach Projeten ausgeschafft ginn. Dat ass da scho fir eis déi drëtt Couronne, dat heescht, wou mer d'Frontaliere schonn an hirem Land opfänken, fir se dann op Zich a Bussen ëmzetässelen.

Do dernieft vergiesse mer awer net all déi Park & Riden, ech soen elo emol, déi iergendwou tëscht enger vun deenen dräi Couronnen do leien. Sou soll Käerjeng notamment vun 250 op 400 ausgebaut ginn. A mir hunn och op anere Garen nach Projeten, fir auszebauen. Well all Mënsch, dee ganz fréi, mengen ech, op den ëffentlechen Transport ëmklëmmt - vläicht ginn dat och Plazen, wou Carpoolingsleit sech nom Zuch zesummendinn, fir dach méi wäit ze fueren, do héiert Der geschwë vun eis mat eiser App, déi mer an deenen nächste 14 Deeg publizéieren -, well all Auto manner op enger Lëtzebuerger Strooss ass manner Stau, awer och manner CO_2.

An deem Sënn Merci all deenen, déi derfir gesuergt hunn, dass mer elo gläich zu Rodange kënne mat den Aarbechten ufänken.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7234 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7234 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet 7234 ass mat Unanimitéit mat 60-mol Jo ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass haut de Projet de loi 7179 betreffend d'Vermummung an déi zwou Propositions de loi 6705 an 6909 iwwert deeselwechte Sujet.

D'Presidentekonferenz huet proposéiert, dass d'Rapporteren noeneen de Projet respektiv d'Proposition-de-loie presentéieren, dass mer awer eng gemeinsam Diskussioun maachen nom Modell 2. An ech géif dann direkt d'Rapportrice vum éischte Volet vun eiser Diskussioun froen eropzekommen, d'Madamm Viviane Loschetter, zum Projet de loi 7179.

8. 7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics

6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal

6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics

Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 7179

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir de Werdegang vun dësem Projet de loi vläicht méi kloer ze erklären, erlaabt mer, datt ech chronologesch virginn!

Fir d'Éischt emol eng Bemierkung, an zwar déi: an der Chronologie war dat am Joer 1789 oder 1790, nämlech do, wou d'Gemengereglementer eng Base légale kritt hunn. An effektiv ass et esou, datt hei zu Lëtzebuerg vun deenen 105 Gemengen der 62 e Règlement de police hunn, a vun deenen 62 sinn et der effektiv 47, déi och d'Vermummung oder op Franséisch «l'interdiction de dissimuler le visage en public» reglementéieren.

Dat mécht plus ou moins, grosso modo 72,75% vun der Gesamtpopulatioun vum Territoire vun dësem Land aus. Dat ass natierlech vill. Dat heescht, domadder wären am Fong geholl praktesch dräi Véierel vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, duerch esou e Règlement de police, deen och nach d'Vermummung géif reglementéieren, ofgedeckt.

Natierlech muss een och wëssen, datt mer eng Autonomie communale hunn an datt déi praktesch Ëmsetzung net an alle 47 Gemengen onbedéngt déiselwecht ass. An dat mécht d'Saach net méi einfach, mä éischter e bësse méi komplizéiert.

Wat och nach wichteg ass ze ënnersträichen, an ech mengen, dat weess och all Buergermeeschter heibannen, dat ass, datt déi Gemengereglementer all den Ordre public matériel regelen, wat d'Securitéit ausmécht, wat d'Tranquillitéit a wat d'Salubritéit ausmécht. Sou steet et am Reglement.

An da maachen ech direkt eng kleng Bemierkung, well dann ass et och gesot: Deen heite Projet de loi wäert d'Réglementation communale net ofänneren, net a Fro stellen. Déi bleift weider en application, well et ass esou, datt en vertu vun der Autonomie communale just d'Gemenge selwer kënnen hire Règlement de police ofänneren.

Chronologesch kommen ech da bei eis Nopeschlänner. An da muss ee wëssen, datt eng Diskussioun natierlech ëm Vermummung am Allgemengen an och ëm Vermummung notamment, wat Burka an Nikab ubelaangt, lassgetrëppelt ginn ass. An 2010 huet Frankräich als Alleréischt e Gesetz gestëmmt, dat d'Vermummung vum Gesiicht am Espace public regelt respektiv verbitt. A kuerz duerno, am Juni 2011, huet dat anert Nopeschland, d'Belsch, datselwecht gemaach.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An da komme mer schonn op Stroossbuerg, näämlech zur Convention européenne des droits de l'homme. An d'Cour européenne des droits de l'homme huet am Joer 2014 am Juli eng Jurisprudenz, en Uerteel gesprach, well een aus Frankräich géint d'Land Frankräich geklot hat. An d'Cour huet effektiv déi Klo do ënner verschiddenen Aspekter vun der Konventioun analyséiert, éischtens, dem Artikel 8 vun der Konventioun, wat den «respect de la vie privée et familiale» ausmécht, dem Artikel 9 vun der Konventioun, wat den «droit à la liberté de manifester sa réligion ou ses convictions» ugeet, an am Kader vum Artikel 10 vun der Konventioun iwwert den «droit de la liberté d'expression».

D'Cour huet also an der éischter Halschent vun 2014 en Uerteel gefällt par rapport zu dëser Klo géint Frankräich. An do faassen ech mech e bësse méi kuerz, mä et sinn an de Konklusioune verschidde Punkte festgehale ginn:

Dat Éischt, an dat ass net onwichteg, dat ass, datt all méiglech Restriktioun muss duerch e Gesetz festgehale ginn.

An engem weidere Punkt huet d'Cour och festgehalen - an dat ass eng flott Ausso, déi d'Cour och mécht; bei „flott" wëll ech elo net beuerteelen, mä einfach zitéieren -, d'Cour seet: «qu'on ne saurait retenir que l'interdiction générale que pose la loi (...) est nécessaire, dans une société démocratique, à la sécurité publique ou à la sûreté publique (...).» Dat heescht ënner anerem - an duerfir soen ech, datt et flott ass, well et berouegt ons -, datt d'Cour awer seet, an engem demokratesche Land misst et eigentlech net noutwendeg sinn, fir esou eng Interdictioun ze maachen.

D'Cour huet awer zréckbehalen, an och dat ass net onwichteg fir Lëtzebuerg, datt «dans certaines conditions une interdiction de dissimuler le visage peut être justifiée par ce que le Gouvernement», en l'occurrence «français a qualifié de ‚respect des exigences minimales de la vie en société' ou de ‚vivre ensemble'.» Do geet et ënner anerem och ëm d'«protection des droits et libertés d'autrui», wourop d'Cour sech referéiert.

Voilà! An dat ass dann och d'Uerteel, dat säit 2014 virläit, wou effektiv den «vivre ensemble» zréckbehale ginn ass, deen, wann e proportionéiert ass, wann et Sënn mécht, och kann eng Liberté partiell aschränken. D'Cour huet datselwecht duerno nach eng Kéier gemaach par rapport zu der Belsch, déi iwwregens och nach aner potenziell Violatioune vun der Konventioun versicht hat nach mat als Argument ze ginn, déi alleguerte verworf gi sinn, awer den «vivre ensemble» an notamment d'«protection des droits et libertés d'autrui» sinn do nach eng Kéier zréckbehale ginn.

An da kommen ech zréck op Lëtzebuerg, chronologesch, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an zwar op dee Moment, deen Der och a mengem schréftleche Rapport erëmfannt, wou d'Regierung, déi eigentlech, wéi et e puermol richteg gesot ginn ass, net onbedéngt déi grouss Noutwendegkeet gesinn hat, fir en la matière ze legiferéieren, sech awer Froe gestallt huet, well ee jo och en Uerteel zu Stroossbuerg hat, dat net onbedéngt deem entsprach huet, wat ech Iech virdru gesot hunn, wat d'Gemengereglementer an hire Missiounen hunn, näämlech den Ordre public matériel.

An duerfir ass de Statsrot gefrot ginn an engem Bréif vum Premierminister, an dat war 2016, fir ze wëssen oder fir Kloerheet ze schafen tëschent engem Ordre matériel, wat een am Règlement de police communal erëmfënnt, wat dann - fir et nach eng Kéier ze widderhuelen - d'Tranquillité, d'Sécurité an d'Salubrité ausmécht, an engem Ordre moral, deen éischter ubruecht ass, fir den «vivre ensemble» ze definéieren.

De Statsrot huet och a senger Äntwert zimlech kloer gesot, datt: «Le règlement communal ne peut appréhender que des actes de nature à troubler la sécurité et la tranquillité physiques du citoyen.»

Och wësse mer, datt zu Stroossbuerg d'Cour zréckbehalen huet, datt mer net kënne genau déi doten Argumenter zréckbehalen, fir e Verbuet oder e partielle Verbuet vun enger Vermummung zréckzebehalen. An et ass eréischt doropshin...

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e bësse komplizéiert, wann ee wëllt chronologesch virgoen, well ech muss Iech soen, datt entre-temps och Däitschland 2016 legiferéiert huet an datt och de Senat an Holland befaasst ass mat engem Projet vun engem Gesetz iwwert d'Dissimulation - partiell dës Kéier - du visage.

An da kommen ech zréck op Lëtzebuerg, näämlech datt déi Léisung, déi herno zréckbehale ginn ass zu Lëtzebuerg, wou d'Regierung du schlussendlech e Projet de loi deposéiert huet, eng ass, déi sech éischter un deem orientéiert, wat mer och an Holland virleien hunn, näämlech eng Dissimulation partielle op Plazen, wou et wichteg ass, datt déi Interaktioun esou ass, datt een och d'Gesiicht gesäit, an net op allen ëffentleche Plazen. Dat war dann déi Solutioun, déi vun der Regierung zréckbehale ginn ass, déi och an der Kommissioun diskutéiert ginn ass.

De Projet de loi 7179 hält dann och zréck, datt et verbueden ass, säi Gesiicht ze vermummen op alle Plaze vun Transport collectif, bannent an am Ëmfeld - an der „enceinte" op Franséisch - vun Etablissement-scolairen, vun allen Typpe vum Enseignement, public et privé, an och op all deene Plazen, wou Mineuren, déi manner wéi 16 Joer hunn, sech ophalen, accueilléiert ginn: Maison-relaisen etc., Maisons des jeunes etc.

Et ass och verbueden, an den «établissements hospitaliers (…) y compris dans les ascenseurs et corridors» vermummt ze sinn. An et ass verbueden an deenen «locaux à usage collectif des institutions accueillant des personnes âgées», dat heescht «à des fins d'hébergement», Altersheimer, CIPAen an esou weider, «dans les bâtiments relevant des autorités judiciaires» a schlussendlech - d'Formulatioun, déi

de Statsrot zréckbehalen huet an déi d'Kommissioun an hirer Wäisheet och esou ugeholl huet - «dans les administrations publiques ainsi que dans les bâtiments ou dans les parties des bâtiments à l'intérieur desquels des services publics administratifs sont fournis par toute personne de droit public.»

Et gëtt selbstverständlech och an dësem Projet de loi Ausnamen. Déi ginn och definéiert: wa se justifiéiert sinn «pour des raisons médicales» oder Raisons professionnelles. An et ass och an dësem Projet de loi festgehalen, datt, wa verschidde Festivitéite sinn, déi Traditioun hunn an esou weider, do och Ausname méiglech sinn. Ech zitéieren elo keng.

D'Sanktioun, déi virgesinn ass an dësem Projet de loi fir den Non-respect vun dësem Artikel 563 10° ass eng Contravention de quatrième classe. Dat heescht, dat ass eng Amende, déi ka variéieren tëschent 25 an 250 Euro. Et ass also déi klengstméiglech oder déi duusst Amende, déi am Code pénal virgesinn ass.

Mir hunn ons zimlech séier, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet de loi befaasst, wéi en deposéiert ginn ass, schlussendlech och, well mer och mat zwou Proposition-de-loien an der Commission juridique befaasst waren. Mir hunn och herno déi zwou Propositionen an de Projet de loi zesummen all Kéiers thematiséiert.

De Projet de loi ass de 5. September 2017 deposéiert ginn. De Conseil d'État huet den Avis den 21. November 2017 ginn. Ech selwer sinn de 17. Januar 2018 als Rapportrice genannt ginn.

D'Regierung huet dunn den 22. Januar 2018 eng Rei Amendementer deposéiert. Duerno huet de Statsrot den 20. Mäerz 2018 nach eng Kéier an engem Avis complémentaire säin Avis ofginn. An an deem Avis complémentaire vum Statsrot ware Propositiounen, net méi vill, mä et ware Propositiounen, déi esou ugeholl gi si vun der Commission juridique, soudatt mer dat konnte guttheeschen, wat den Avis complémentaire vum Statsrot proposéiert huet, an de Rapport de 16. Abrëll 2018 konnte majoritairement an der Commission juridique unhuelen.

Fir d'Avise verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Et sinn der eng ganz Rëtsch erakomm. Déi sinn alleguerte ganz interessant, komplex, well d'Thema komplex ass. An domadder, Madamm Presidentin, wär ech och um Schluss vu mengem mëndleche Rapport ukomm.

Ech wëll awer och nach als Member vun der grénger Fraktioun soen, datt mir déi nuancéiert Manéier, mat där mat esou engem sensibelen Thema an dësem Projet de loi schlussendlech konnt ëmgaange ginn, appreciéieren an datt mir dëse Projet de loi wäerten als gréng Fraktioun selbstverständlech matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Loschetter. Dir wësst, mir hunn an dëser Matière ee Projet de loi an zwou Proposition-de-loien. Da géife mer elo der Rei no fueren, wéi d'Reglement dat virgesäit, an da géif ech direkt dem Auteur vun där zäitviischter Propositioun, dem Här Kartheiser, d'Wuert ginn, fir zu senger Propositioun ze schwätzen.

Rapport de la Commission juridique sur la proposition de loi 6705

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur-rapporteur.*- Villmools Merci, Madamm President. Ier ech d'Éier hunn, am Numm vun der juristescher Kommissioun dëse Rapport virzedroen, wollt ech just eng chronologesch Präzisioun ginn: De Projet de loi, deen d'Madamm Loschetter elo hei virgestallt huet, ass u sech deen drëtten an der chronologescher Rei vun de Projeten. Dee vun der ADR, dee Gesetzesvirschlag, wor deen éischten, duerno koum e Gesetzesvirschlag vun der CSV an duerno e Projet vun der Regierung. Mir hunn also an der Chronologie vun de Virstellungen hei net onbedéngt déi, déi elo an der Geschicht vun dëser Diskussioun déi richteg war.

Ech schwätzen elo am Numm vun der juristescher Kommissioun a wäert mech also all privater Meenung enthalen.

Déi legislativ Prozedur vum Gesetzesvirschlag 6705 huet de 17. Juli 2014 ugefaangen, wéi ech hei an der Chamber e Gesetzesvirschlag deposéiert hunn. Dee Gesetzesvirschlag wor begleet vun engem Exposé des motifs, Commentaire des articles, wéi dat ëmmer de Fall ass. De Statsrot huet säin Avis den 10. Juli 2015 ginn.

De 17. Januar 2018 ass dëse Gesetzesvirschlag dunn an der juristescher Kommissioun virgestallt ginn. An den Avis vum Statsrot gouf ënnersicht. Den Auteur, dat sinn ech an dësem Fall, huet de 24. Januar 2018 eng Rei vun Textännerunge proposéiert. De Statsrot huet den 20. Mäerz 2018 doropshin en zousätzlechen Avis erausginn. Den 28. Mäerz 2018 huet déi juristesch Kommissioun mech als Rapporteur fir dëse Gesetzesvirschlag genannt.

An de Sëtzunge vum 28. Mäerz a 16. Abrëll 2018 sinn dem Statsrot seng Observatiounen analyséiert an ugeholl ginn. An d'juristesch Kommissioun huet mech och den 28. Mäerz 2018 zum Rapporteur genannt.

De Gesetzesvirschlag huet d'Zil, am ganzen ëffentleche Raum d'Droe vu Gezei ze verbidden, dat d'Gesiicht vun enger Persoun verstoppt an dowéinst d'Identifikatioun vun där Persoun net méi erméiglecht. En huet och d'Zil, déi Leit ze bestrofen, déi sech net un dee Verbuet halen, an och déi, déi eng aner Persoun wéinst där hirem Geschlecht dozou forcéieren, hiert Gesiicht ze verstoppen, soudatt déi Persoun dann net méi kann identifizéiert ginn.

Et versteet sech, datt dëst Gesetz sech net géint e Verstoppe vum Gesiicht riicht, wann dat aus Grënn vu kulturellen Traditiounen, sportlechen Evenementer, Gesondheet an esou viru geschitt. De Gesetzesvirschlag schwätzt och net spezifesch vun enger bestëmmter Tenue, riicht sech net géint eng bestëmmt Relioun. Mä et ass nun eemol esou, datt déi Diskussiounen an Europa - d'Madamm Loschetter huet dat scho gesot - eben duerch d'Droe vu Burka an Nikab opkomm sinn, soudatt sech och hei am Land déi Froe vun ëffentlecher Sécherheet, Zesummeliewen an eiser Gesellschaft, Integratioun, Oprechterhale vun ëffentlecher Uerdnung an d'Fro vun de Rechter vun der Fra gestallt hunn.

Zu Lëtzebuerg gouf et an de Schoule schonn esou eng Diskussioun. Den 20. Juni 2014 ass dofir eng Direktiv un d'Schoul erausgaangen, wou u sech d'Vermummungsverbuet dra war. Et gëtt awer bis zu deem Zäitpunkt an och bis haut elo nach kee Gesetz, wat dat regelt, mä alles ass um Niveau vum Gemengereglement traitéiert ginn. Ech mengen, d'Madamm Loschetter hat dat och schonn erkläert.

An enger parlamentarescher Fro vum Juni 2011 iwwert d'Fro vun der Burka oder der Vermummung, ob dat elo soll op kommunalem Plang oder op nationalem Plang geregelt ginn, hat d'Regierung deen Ableck gesot, et wär net envisagéiert ze legiferéieren.

Den Auteur vun dësem Gesetzesvirschlag wollt awer eng praktikabel, kontrollabel an duerchsetzbar Léisung. En huet dowéinst d'Initiativ geholl, fir e Gesetz ze proposéieren. Dat ass erliichtert ginn duerch dat Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff fir d'Mënscherechter vum 11. Abrëll 2011, wat jo och, wéi d'Madamm Loschetter et scho gesot huet, festgestallt huet, datt esou e Vermummungsverbuet net géint d'Konventioun géif verstoussen, wann et duerch d'Zesummeliewen an der Gesellschaft géif justifiéiert ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et ass elo esou, datt de Statsrot a sengem Avis zu dësem Gesetzesvirschlag e puer Considératioune gemaach huet iwwert d'kommunal Reglementer. En huet et awer der Chamber natierlech iwwerlooss, déi politesch Opportunitéit ze evaluéieren, ob soll e Gesetz gemaach ginn oder net.

En huet awer och zwou Observatioune gehat, wat de Contenu vum Gesetzesvirschlag ugeet. Dat Éischt ass, datt en eng Präzisioun verlaangt huet, näämlech datt d'Gesiicht muss esou verstoppt ginn, datt eng Identifizéierung vun där Persoun net sollt méiglech sinn. An eng zweet wichteg Considératioun vum Statsrot - wa se net erfëllt gi wär, hätt e mat enger formeller Oppositioun gedreet -, dat war eben, datt eng Ausnam, wéi mir se virgesinn hate fir gesondheetlech, sportlech an aner Ursaachen, net däerf duerch e Reglement festgeluecht ginn, mä muss duerch e Gesetz festgeluecht ginn. An dat, well d'Begrënnung vun enger Beschëllegung ëmmer muss am Gesetz virgesi sinn.

Dat ass och geschitt. Den Auteur huet déi zwou Bemierkunge vum Statsrot an Textännerunge proposéiert. Déi sinn, wéi ech et virdru genannt hunn, an der juristescher Kommissioun och gekuckt an ugeholl ginn. Awer déi juristesch Kommissioun, nodeems se de Rapport hei considéréiert an ugeholl huet, ass der Meenung gewiescht, datt dëse Gesetzesvirschlag net soll gestëmmt ginn, mä datt éischter de Gesetzesvirschlag vun der Regierung sollt ugeholl ginn, well d'juristesch Kommissioun, mat e puer Ausnamen, der Meenung war, datt de Gesetzesvirschlag vun der Regierung méi eng nuancéiert Approche an dësem Domän géif offréieren. Dofir recommandéiert, wéi gesot, déi juristesch Kommissioun der Chamber, dëse Gesetzesvirschlag net unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet dann deen drëtte Rapporteur zu senger Proposition de loi, den Här Gilles Roth.

Rapport de la Commission juridique sur la proposition de loi 6909

M. Gilles Roth *(CSV), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen deenen zwee Virriedner op jidde Fall Merci, souwuel der Madamm Loschetter wéi och dem Här Kartheiser, fir hir sachlech Rapporten. Ech fannen, dass deen historesche Réckbléck, deen d'Madamm Loschetter gemaach huet, grad wéi déi Präzisiounen, déi den Här Kartheiser gemaach huet, eigentlech deen Debat richteg situéieren. Ech sinn zwar houfreg, dass ech no bal fënnef Joer Absenz erëm eng Kéier däerf e Rapport maachen, mä ech kann Iech soen, dass deen äusserst kuerz wäert duerfir och ausfalen.

D'Gesetzespropositioun, iwwert déi ech dann elo am Numm vun der juristescher Kommissioun, wéi den Här Kartheiser dat gesot huet, däerf de Rapport maachen, déi hunn den Här Mosar an ech selwer den 19. November 2015 deponéiert. An déi gesäit, éischtens, e generellt Vermummungsverbuet am ëffentleche Raum vir zu Lëtzebuerg. An en zousätzleche Punkt, dat ass, fir d'Zwangsvermummung och ënner Strof ze stellen.

D'Zil vun der Gesetzespropositioun, dat ass eigentlech, en äänleche Regimm zu Lëtzebuerg anzeféiere wéi an eisen Nopeschlänner, der Belsch an och a Frankräich. A konkret geet et eigentlech ëm zwéin Artikelen, déi mer duerfir proposéieren, an eise Code pénal anzeschreiwen. Et soll mat där Gesetzespropositioun eigentlech verbuede ginn, am ëffentleche Raum eng Tenue, meeschtens e Gezei, unzehunn, déi zum Zweck huet, d'Gesiicht ze verstoppen. Dat kann zum Beispill eng Cagoule sinn, dat kann eng Mask sinn, dat kann awer och e Voile sinn, esou zum Beispill eng Burka oder en Nikab, oder e ganz anert Kleedungsstéck.

D'Vermummungsverbuet soll sech, laut eiser Proposition de loi, an de sougenannten „lieux publics" - mat s - applizéieren, also am ëffentleche Raum. Dat kënnen eigentlech all ëffentlech zougänglech Gebaier sinn, dat kënnen ëffentlech Plaze sinn, mä och déi sougenannt „voirie publique", also den ëffentleche Stroossereseau, dat heescht also d'Stroossen an och d'Trottoiren, d'Feldweeër, dat wat dorënnerfält.

D'Wuert „lieu public", dat gëtt et och an dem belsche Vermummungsgesetz. An a Frankräich schwätze se net vun „lieu public", mä do schwätze se vun „espace public". D'Bezeechnung „lieu public", déi gëtt et iwwregens och - duerfir hu mir déi zréckbehale gehat - bei eis a verschiddenen Dispositiounen, notamment an onsem Code pénal, quitte datt et, an dat soll ee präziséieren, an engem anere Kontext ass.

Wann och d'Proposition de loi e generellt Vermummungsverbuet am ëffentleche Raum virgesäit, da ginn et och eng Rei Ausnamen. An dat ass all Kéiers, wann d'Gesetz zum Beispill eng Tenue virgesäit, wou d'Gesiicht verstoppt gëtt. Eng Ausnam ass och e Verstoppe vun dem Gesiicht aus medezinnesche Grënn, déi mat engem Attest vun engem Dokter beluecht sinn. Ausname kënnen och aus beruffleche Grënn sinn, zum Beispill wann een eng Mask unhuet, well ee Schweessaarbechte mécht. Weider Ausname kënne begrënnt sinn duerch de Sport, zum Beispill beim Fechten, oder bei traditionelle Fester, wou et Usus ass, dass een eng Mask ophuet, zum Beispill de Kleeschen, den Houseker, op der Fuesent oder op der Bün bei dem Theater.

Wann ee géint dat Vermummungsverbuet verstéisst, da kann een zu enger Geldstrof, laut dëser Proposition de loi, vu 25 bis 250 Euro verueerteelt ginn. An d'Gesetzespropositioun gesäit awer méi eng staark Strof vu bis zu engem Joer Prisong a bis zu 25.000 Euro Geldbouss vir, wann eng Persoun eng aner mat Gewalt oder Droung zwéngt, hiert Gesiicht ze vermummen. Wann dës sougenannt „Zwangsvermummung" oder „Zwangsverschleierung" géintiwwer engem Mannerjärege geschitt, da gëtt déi Strof eropgesat bis zu zwee Joer Prisong an d'Geldstrof geet och bis 50.000 Euro an d'Luucht.

De Statsrot huet d'Proposition de loi vum Här Mosar a vu mir den 21. November 2017, also ronn zwee Joer no dem Depot aviséiert. Hien hat awer eng Opposition formelle gemaach, net op dem Text, wéini d'Vermummungsverbuet sollt spillen, mä op den Ausnamebestëmmungen. A fir dass eis Gesetzespropositioun awer kéint an de Plenum kommen, wat hu mer du gemaach? Mä dunn hu mer ganz einfach déiselwecht Formulatioun iwwerholl wéi an dem Gesetzesprojet vun der Regierung, wat d'Ausnamebestëmmungen ubelaangt.

Zum Schluss wëll ech nach soen, dass d'Majoritéitsparteien och dëse schréftleche Rapport vun der Justizkommissioun matgestëmmt hunn, mä ënner folgender Bedéngung, an dat muss ech präziséieren: De Rapport misst näämlech präziséieren, dass d'Approche fir e generellt Vermummungsverbuet am ëffentleche Raum nëmmen d'Meenung vun den Auteure vun der Gesetzespropositioun géif erëmginn. An d'Justizkommissioun recommandéiert an hirer Majoritéit der Chamber, de Regierungstext unzehuelen, well dee méi nuancéiert wier an anscheinend manner aschneidend fir déi individuell Fräiheete vun de Bierger. Dont acte.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- „Anscheinend" steet awer net am Text!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- „Anscheinend" steet awer net am Text!

Une voix.- Et ass op Lëtzebuergesch iwwersat.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Bei der Madamm Loschetter stoung och net alles am Text.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur, deen e Schrëtt zur Säit gaangen ass. An ech géif en dann erëm bieden, de Schrëtt a Richtung Tribün ze maachen, fir als éischte Riedner kënne Stellung ze huelen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert erëm.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir hutt gesinn, ech hu versicht, mech exakt un d'Chambersreglement ze halen. Merci fir Är Zoustëmmung.

Also Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Här Minister, de fräie Geescht gehéiert eigentlech zu eisem Land. Et ass de Geescht vun enger oppener Natioun, awer och enger fräier Gesellschaft. Net just eng politesch Fräiheet, net just eng juristesch Fräiheet, neen, virun allem d'Fräiheet am Alldag vun de Bierger. Hei huet an eisen Aen eng falsch verstanen Toleranz keng Plaz, well si féiert an den Ae vun der CSV just zu Intoleranz am Resultat. D'CSV wëllt duerfir d'Intoleranz vun der integraler Vermummung net toléréieren.

Fir d'CSV steet näämlech d'Vermummung vum Gesiicht am krasse Géigesaz zu de Wäerter, déi eis Gesellschaft ausmaachen, näämlech d'Wäerter ebe vun der Oppenheet an och vun der Toleranz. Well an eise Breedegraden, do kucken d'Leit sech an d'Aen an an d'Gesiicht, wa se matenee schwätzen a kommunizéieren.

Eng integral Vermummung vum Gesiicht entsprécht net de Wäerter, net de Gewunnechten an och net den Traditiounen, déi eist soziaalt Matenee regelen. Dës Wäerter vum sozialen Zesummesinn a Matenee sinn déif an eiser Gesellschaft verwuerzelt.

Nach schlëmmer wéi déi fräiwëlleg Verschleierung ass awer déi opgezwonge Vermummung duerch Drëttpersounen. Si verstéisst net nëmme géint d'Gesellschaftswäerter, mä géint d'Dignitéit vun de betraffene Persounen an an dësem Fall virun allem der Fra. Esou eppes däerf an eisen Aen net gedult ginn, well mir sinn e klengt Land, wou ee sech fräi - Gott sei Dank fräi! - bewege kann.

D'Grondprinzipien iwwert d'Zesummeliewe mussen duerfir an eisen Aen och um nationale Plang geregelt ginn. An duerfir ass et richteg, dass leschten Enns dach elo - léiwer spéit wéi ni - d'Chamber, also d'Volleksvertrieder vun eisem Land haut hir Responsabilitéit iwwerhuelen.

Här President, déi Responsabilitéit huet d'CSV iwwerholl, andeems mir eng Proposition de loi am November 2015 deponéiert hunn, déi d'Vermummung vum Gesiicht am ëffentleche Raum strofrechtlech verbitt. Datselwecht Verbuet zielt fir de Phenomeen vun der sougenannter „Zwangsverschleierung".

D'Fro vun dem Firwat vun dëser Gesetzesinitiativ ass awer dach méi komplex. Et gëtt an där Fro an eisen Aen och keng absolutt Wourecht. An dat soe mir kloer. D'CSV ass sech jiddefalls däers vollops bewosst. Et gi sécherlech Argumenter fir déi eng oder déi aner Positioun.

Wëll ech, muss ech iwwerhaapt legiferéieren? A wa jo, wéi wäit wëll ech goen? A fir eis stellt sech d'Fro: Muss ech net grad als Volekspartei - a mir hunn awer als CSV dat Umooss - an deem Domän vläicht méi eng staark Retenue hunn? Ech mengen, dat ass eng berechtegt Fro. Et gi gutt a manner gutt Argumenter fir déi eenzel Approchen. An d'CSV, ech wëll dat och kloer soen, respektéiert hei jiddwerengem seng Meenung.

No Ofweie vun allen Argumenter ass d'CSV awer der Meenung, dass en nationaalt Verbuet vun der Vermummung am gesamten ëffentleche Raum déi vläicht besser Léisung ass.

Här President, haut, ronn zwee an en halleft Joer no dem Depot vun der Proposition de loi Mosar/Roth fille mir eis eigentlech bekräftegt an eiser Positioun. Dozou folgend Feststellungen:

Éischtens, Fakt ass, et gouf virum Depot vun der CSV-Propositioun am November 2015 schonns eng Gesetzesinitiativ vum ADR-Deputéierte Fernand Kartheiser zu der gläicher Fro. D'Zilsetzung vun der Proposition de loi Kartheiser aus dem Juli 2014 ass eigentlech déiselwecht wéi déi vun der CSV: e Vermummungsverbuet am gesamten ëffentleche Raum.

Mä et gëtt - an dat muss een awer och soen - en Avis vun dem Statsrot zu der Propositjon Kartheiser vum Juli 2015. An de Conseil d'État stellt hei onmëssverständlech fest: «Pour ce qui [est] de la proposition de loi sous avis», also déi vun dem Här Kartheiser, «il convient cependant de constater que l'auteur n'avance pas d'argument spécifique pour justifier une interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public au Luxembourg (...)».

De Statsrot stellt an deemselwechten Avis an no Analys vun der gesamter internationaler Rechtslag fest, dass e Vermummungsverbuet awer muss verhältnisméisseg sinn a legitimm Zwecker verfollegen, d'Madamm Loschetter huet dat och zur Genüge rappeléiert. Dës Grënn gëtt d'ADR-Propositioun vun dem Här Kartheiser awer net un.

An zousätzlech huet de Statsrot nach zwou Oppositions formelles ugefouert, wat d'Formulatioun vun dem ADR-Text ubelaangt. D'CSV-Propositioun dréit dogéint deenen Awänn Rechnung. D'Zilsetzung vun dem Zesummeliewen, dem «vivre ensemble», ass beschriwwen an eiser Proposition de loi an d'Definitioun vun dem ëffentleche Raum ass an der CSV-Propositioun verfassungsméisseg korrekt a präzis.

Mir haten eben den Avantage, dass mer eis konnten op den Avis stäipen, deen de Statsrot ginn huet par rapport zu der Proposition de loi vun dem Här Kartheiser. An et waren dat eis Beweeggrënn, fir eis Proposition de loi ze deponéieren, an net einfach, fir den Här Kartheiser ze kopéieren.

Zweetens, Fakt ass, et goufe Questions parlementaires Mosar/Roth an Adehm/Roth vun Oktober an November 2015, ob d'Regierung géif e Vermummungsverbuet am ëffentleche Raum aféieren. De Justizminister huet fortwärend geäntwert, dës Regierung géif net dodrun denken ze legiferéieren, well d'Vermummungsverbuet wier hei am Land duerch d'Gemengereglementer zur Genüge geregelt.

De Statsminister Bettel huet sech zum Enn vum Joer 2015 dann och prononcéiert am „Lëtzebuerger Wort", enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung: „Gemeinden sollen entscheiden: Burka-Gesetz ist vom Tisch." Den Här Bettel sot deemools: „D'Regierung ass sech eens, wat se wëllt maachen." Okay. „Also dës Majoritéit", esou den Här Bettel, „engagéiert sech fir den Text, dee mer hunn, dass mer op lokalem Niveau eng Rëtsch vun Dispositiounen hunn, wou d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, kënnen op hirem Territoire esou eng Dispositioun ze huelen." Sou den Här Bettel.

Dass net all Gemeng e Polizeireglement hätt, wat d'Vermummungsverbuet géif virgesinn, gouf natierlech net gesot. Dass d'Formulatioun vun dem Verbuet ganz ënnerschiddlech wier tëschent deenen eenzelne Gemengen, gouf net gesot. Dass esou eng Approche an der Praxis d'Strooss net géif halen, gouf wuel net beduecht oder vläicht wëssentlech net gesot. Dass herno de Statsrot och nach verfassungsrechtlech Zweifel mat der Regierungsapproche hat, dass een e Burkaverbuet iwwert d'Gemengereglementer kéint regelen, koum nach zousätzlech derbäi.

Et gouf du vu Regierungssäit gesot, et hätt ee keng aner Approche ewéi fréier CSV-Justizministeren an där Fro. Dat ass richteg, jo. Mä wann een untrëtt, Dir Dammen an Dir Hären, mam Usproch, den CSV-Mief, dee misst eraus, et misst een alles aneschters, alles besser maachen, da kann ee sech, wann et eescht gëtt, net all Kéiers hanner senge Virgänger verstoppen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Drëttens, Fakt ass, no dem Depot vun der CSV-Proposition de loi kritt den Dossier dann awer, Här Kartheiser, mat allem Respekt vis-à-vis vun Iech, vläicht e bësse méi Stullgang. D'Eenegkeet bannent der Regierung gëtt wuel strapazéiert an eng gewësse Kakofonie gëtt da scho méi grouss.

Well am Abrëll 2016, also dräi Méint, véier Méint no dem Depot vun eiser Proposition de loi, kënnt den Aarbechtsminister Nicolas Schmit mat engem Tweet. E schreift där anscheinend méi. Mä e schreift awer do: «La burqa...»

(Interruption)

Den Här Schmit, also Member vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, Member vun der Lëtzebuerger Regierung: «La burqa n'est pas compatible avec nos valeurs. Elle dégrade la dignité et l'égalité des femmes. Il faudra l'interdire dans la clarté.» Dat seet also den Här Schmit.

An e seet nach méi. Dem „Tageblatt", dat der CSV vläicht manner no steet wéi der LSAP.

Une voix.- D'„Lëtzebuerger Wort".

M. Gilles Roth *(CSV).*- „Er sei", esou den Här Schmit, „das ganze bisherige Wischiwaschi und die Pseudo-Rücksichtnahme in der Frage leid. Man könne sie nicht über Umwege lösen. Die Politik", esou den Här Schmit nach virun, „müsse eine klare Antwort (…) geben. ‚Wir sind keine Gesellschaft mit kaschierten Gesichtern, in denen Frauen zum Burka-Tragen gezwungen werden sollen. Wenn Leute die Werte unserer Gesellschaft nicht akzeptieren wollen, dann sollen sie dahin gehen, wo das Burka-Tragen ein solcher Wert ist.'" Fin de citation vum Här Schmit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Véiertens, e Bléck iwwert d'Grenze vun eisem Land eraus: Fakt ass, an eisen Nopeschlänner Frankräich a Belsch gëtt et och e generellt Burkaverbuet am gesamten ëffentleche Raum. An der Belsch koum d'Initiativ vum Daniel Bacquelaine, Member vum Mouvement réformateur, also der Partei vum aktuelle Premier an der Belsch, dem Charles Michel. D'Gesetzespropositioun gouf duerno mat 136 Stëmmen derfir an zwou Abstentiounen ugeholl.

Et sief drun erënnert, dass dee franséische Gesetzestext souwuel an der Assemblée nationale wéi och am Senat mat iwwerwältegender Majoritéit ugeholl ginn ass. Déi éischt Kummer huet den Text mat 335 Jo-Stëmmen, 1 Stëmm dergéint an 3 Abstentiounen ugeholl.

Am franséische Senat hunn 246 Senateuren derfir an een dergéint gestëmmt.

Déi franséisch Regierung huet sech 2010, d'Madamm Loschetter hat drop higewisen, an der Assemblée nationale folgendermoossen ausgedréckt: «La France n'est jamais autant elle-même, fidèle à son histoire, à sa destinée, à son image, que lorsqu'elle est unie autour des valeurs de la République: la liberté, l'égalité et la fraternité. Ces valeurs», esou déi franséisch Regierung, «sont le socle de notre pacte social; elles garantissent la cohésion de la Nation; elles fondent le respect de la dignité des personnes et de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce sont ces valeurs», nach ëmmer déi franséisch Regierung, «qui sont aujourd'hui remises en cause par le développement de la dissimulation du visage dans l'espace public, en particulier par la pratique du port du voile intégral. Même si le phénomène reste pour l'instant limité, le port du voile intégral est la manifestation communautariste d'un rejet», ech widderhuelen, «d'un rejet des valeurs de la République.» Dat seet déi franséisch Regierung. «Revenant à nier l'appartenance à la société des personnes concernées, la dissimulation du visage dans l'espace public est porteuse d'une violence symbolique et déshumanisante qui heurte le corps social.»

Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV deelt dës Argumentatioun. Et gi Wäerter, déi sinn net verhandelbar. Mir liewen an enger fräiheetlecher Welt, wou deen een deen aneren an d'Gesiicht kuckt, wou och en nonverbalen Austausch stattfënnt. An dësen Austausch fënnt an eisen Aen iwwerall dobaussen am ëffentleche Raum statt.

Et sief niewebäi bemierkt, dass de Phenomeen a Frankräich net méi oder manner marginal ass wéi hei zu Lëtzebuerg. Et goung 2009 a Frankräich rieds vu ronn 1.900 Fraen, wouvunner der 270 outre-mer gelieft hunn, bei ronn 65 Milliounen Awunner. Zu Lëtzebuerg geet rieds - op e genaue Chiffer leeën ech mech net fest - vu 16 oder vläicht e puer méi Fraen, déi vollverschleiert sinn. Mir befannen eis also an äänleche Proportiounen.

Et ass doriwwer eraus awer net esou - an dat soll een och ënnersträichen, well dat jo och dobaussen esou duergestallt gëtt -, well e Phenomeen marginal ass, dass eng Gesellschaft net däerf oder soll legiferéieren. Dat zielt net nëmmen an dësem Domän, mä a villen anere vun dem Lëtzebuerger a vun anere Strofrechter.

An der Belsch an a Frankräich goufen et Recourse géint d'Gesetzer virun de jeeweilege Verfassungsriichter. A béide Länner ass festgehale ginn, dass e generellt Vermummungsverbuet net géint d'Verfassung géif verstoussen. An dobäi wësst Der, dass déi belsch Verfassung praktesch eent zu eent op deene kruzialen Texter, déi hei spillen, deeselwechte Libellé huet wéi zu Lëtzebuerg.

Souguer den Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff gouf beméit géint dat franséischt Verbuet. Mä och déi Stroossbuerger Riichteren hunn onmëssverständlech festgehalen, dass kee Verstouss géif virleien. Si schreiwen: «L'interdiction (...) peut passer pour proportionnée au but poursuivi, à savoir la préservation des conditions du „vivre ensemble"», Objet vun eiser Proposition de loi, «en tant qu'élément de la „protection des droits et libertés d'autrui".» D'autrui!

Fënneftens, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat hei eis Proposition de loi an déi vun der Regierung trennt, ass eigentlech d'Fro no der Tragweit vun dem sougenannte Burka- oder Vermummungsverbuet. Mir soen: „De Verbuet muss iwwerall am ëffentleche Raum spillen." D'Regierung seet: „De Verbuet spillt just op eenzelne Plazen aus dem ëffentleche Raum." An da gëtt eng Lëscht ugefouert, wou d'Verbuet da méi oder manner konkret soll spillen.

D'Regierung argumentéiert, dass hiren Text sech um hollännesche Modell inspiréiert. D'Madamm Loschetter huet dat nach eng Kéier ënnerstrach an hirem Rapport. Si seet och, hiren Text wier méi equilibréiert a géif den Ufuerderunge vu Stroossbuerg Rechnung droen. Wat jo a contrario géif bedeiten, dass dat fir eis, d'CSV-Propositioun, an ech mengen, dat zielt och fir d'Propositioun vum ADR, net gëllt.

Or, Stroossbuerg huet sech genau op dem franséische Modell prononcéiert, un dee souwuel den Här Kartheiser wéi d'CSV sech alignéiert hunn. An duerfir gesi mir dat ganz einfach aneschters. Et entzitt sech och, an dat muss ech ganz éierlech soen, eiser Kenntnis, ob deen hollännesche Modell iwwerhaapt schonns vun dem Senat oder der Tweede Kamer an Holland gestëmmt ass. Ech weess dat net.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Eerste Kamer muss en nach stëmmen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Nee, et ass eng, déi et gestëmmt huet. Déi zweet eiser Meenung no net. Mä vläicht seet den Här Justizminister...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Tweede Kamer ass am Fong hir Chamber, wann ech dat däerf esou soen, si ass zwar déi wichtegst, heescht awer „Tweede Kamer", an de Senat ass eigentlech d'„Eerste Kamer". D'Eerste Kamer huet nach net gestëmmt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et sinn nach Diskussiounen op, si hu virun e puer Wochen ugefaangen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et entzitt sech...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Jo, an duerfir entzitt et sech - Här Bodry, Merci fir déi Präzisioun - awer ganz kloer eiser Kenntnis, ob dee Modell - an ech mengen, indirekt hutt Der d'Äntwert elo schonns ginn - an Holland, wou d'Regierung sech also drop berifft, iwwerhaapt scho rechtlech applikabel ass. A sollt dat wierklech net de Fall sinn, da muss ech awer als einfache Landdeputéierte soen, an ech mengen, et sinn eng Rei vun de Kolleegen,...

(Hilarité et brouhaha)

...déi dat och esou gesinn,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da musst Der Minister ginn, da sidd der kee Landdeputéierte méi.

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Vu wat fir engem Land schwätzt Dir?

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...dann ass dat fir esou en aarme Jong wéi mech awer e staarkt Stéck,...

(Exclamations)

...dass eng Regierung sech ëffentlech op e Modell stäipt, deen et rechtlech eigentlech iwwerhaapt nach net gëtt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et entzitt sech eiser Kenntnis duerfir. An ech kann doriwwer ewechgoen, mengen ech, dass och keen hollännescht Geriicht, vu dass et den Text jo nach net gëtt, domadder befaasst gouf, a vu Stroossbuerg brauch ech net ze schwätzen.

D'Lëtzebuerger Regierung huet sech bei der Definitioun vun de Plazen dann, wou d'Verbuet spillt, um rezente Lëtzebuerger - well beim hollännesche wier dat jo vläicht e bësse méi delikat - Fëmmgesetz inspiréiert. Fir de Statsrot stelle sech a sengem leschten Avis vun dem 28. Mäerz 2018 dach eng ganz Rei vu praktesche Froen, wat d'Uwendung vun dem Regierungstext ubelaangt. Déi bleiwen, mengen ech, och nom Avis vum Conseil d'État, wat en Avis complémentaire war, onbeäntwert. An ech mengen, et ass ganz einfach och do un de Geriichter, herno ze tranchéieren.

An et ass och dee Punkt, op deem mir eis also am meeschten ënnerscheeden. Dir sot, den Austausch fënnt nëmmen op verschiddene Plaze statt, fir et verkierzt ze soen, do wou e Service public erbruecht gëtt. Mir soen, den «vivre ensemble» fënnt un éischter Stell dobaussen op der Strooss, um Trottoir, do wou d'Leit sech kräizen, do wou d'Leit e Kaffi drénken, op de Spillplaze statt. Dat gesitt Dir aneschters. A mir mengen, dass Dir Iech do géift iren.

Et stellt sech eigentlech d'Fro vun der Praktikabilitéit vun Ärem Gesetz. Op der Strooss, do däerf ech eng Burka droen. Am Bus net méi. Am Auto, do weess ech et net, ob ech eng Burka däerf unhunn oder net. Geet een an eng Verwaltung eran, muss de Schleier ausgedoe ginn, verléisst een d'Verwaltung, deet een en erëm un, an esou weider an esou fort.

Virun der Schoul, wou jo vill geplote Mamme stinn, um Trottoir, do däerf een d'Burka unhunn, an am Schoulhaff nees net.

Une voix.- Dann erkennen d'Kanner hir Mamm net!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wann ech mir dat eigentlech virstellen, Dir Dammen an Dir Hären, a mech nëmmen ee Moment an d'Haut vun deene Persoune versetzen, da muss ech mer soen: „Da bleiwen ech besser doheem", well da riskéieren ech wierklech net, mam Gesetz a Konflikt ze kommen.

An och fir d'Touristen, Dir Dammen an Dir Hären, déi vu méi wäit op Lëtzebuerg kommen, stellt dëst Gesetz dach en Obstakel duer. Well ech mengen, do brauch ee schonn e Guide touristique oder eng Gebrauchsanweisung, fir sech an deem ganzen Dickecht erëmzefannen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Du kriss eng extra Landkaart.

M. Roy Reding *(ADR).*- Um Findel, wéi ass et um Findel?

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'CSV, Dir Dammen an Dir Hären - ech komme lues a lues zum Schluss -,...

Une voix.- Eng „Bur-Kaart"!

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...ass duerfir géint dat vun der Regierung virgeluechtent Vermummungsverbuet, wéi se dat och iwwerschreift: «dans certains lieux» - mat x - «publics», wéi et esou schéin heescht. Éischtens awer och ganz konkret, well d'Gesetz, ech hunn dat virdru gesot, an der Praxis fir eis am wouerste Sënn vum Wuert d'Strooss einfach net hält.

An zweetens, an dat ass awer och en Argument, well d'Fräiheet an «certaines parcelles», déi ass net ze kréien! Net zu Lëtzebuerg an och net doriwwer eraus. Den ëffentleche Raum, dat ass fir eis ee Ganzt. Entweder ass ee fir oder géint e Vermummungsverbuet. Mä en halleft Vermummungsverbuet, Dir Dammen an Dir Hären, mécht genausou vill Sënn wéi d'Ausso vun enger hallwer Schwangerschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wourecht ass eigentlech, dass - jiddwereen heibannen an, ech mengen, och dobausse weess dat - hei d'Koalitiounsraison sechs Méint virun de Wahle méi staark war wéi de gesonde Mënscheverstand.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Duerfir ass d'CSV géint dee faule Kompromëss, deen dann och nach ënner engem komplizéierte Libellé muss vun de Regierungsparteie verstoppt ginn.

(Interruption)

Eis, der CSV, geet et ëm den «vivre ensemble», ëm en oppent Zesummeliewen an eiser Gesellschaft. Här President, ech wëll ofschléissend betounen: D'CSV ass géint d'Burka am ëffentleche Raum. Mir soe Jo zu Reliounen zu Lëtzebuerg. Mir soe Jo zu Ausdrocksformen vun de Reliounen an eisem Land, mä Ausdrocksformen, déi zu Lëtzebuerg passen, Ausdrocksformen, déi eis Grondwäerter, eis Gebräich, eis Verfassung an eis Gesetzer an domadder och Land a Leit hei zu Lëtzebuerg respektéieren an net mat Féiss trëppelen.

Mir brauchen dofir eng Sensibilisatioun, Dialog an Erzéiung fir méi Rechter a fir méi Dignitéit vun der Fra, fir méi Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra. D'CSV wëllt mat hirer Gesetzespropositioun de Gesellschaftsvertrag vun eiser

Gesellschaft oprechterhalen. Mir wëlle sécherstellen, dass mir eis och an Zukunft nach een deen aneren an d'Aen, virun allem an d'Gesiicht kënne kucken. Mir wëlle sécherstellen, dass eis Gesellschaft oppe bleift. Mir wëlle sécherstellen, dass eis Fräiheeten net opgespléckt ginn.

D'Fräiheet ass net just en Usproch vum Eenzelnen am Hibléck op säin eegent Liewen, mä d'Fräiheet ass zugläich och e Moossstaf fir den Ëmgang mat aneren. An dat zielt net nëmmen op eenzelne Plazen, mä iwwerall hei zu Lëtzebuerg.

D'CSV stëmmt duerfir de Gesetzesprojet vun der Regierung net, an ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, ech mengen, ech muss e bësse méi laang aushuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deene Fanfarekläng hei vum Här Roth géif ech probéieren, vläicht e manner euphoreschen Toun hei unzestëmmen an an deem ganz schwierege Feld vun Ofweie vu verschiddene Rechter a Grondfräiheete sachlech ze bleiwen. Well dat musse mer hei bleiwen. Ech mengen, dass keen, dee sech an d'Matière anzeschaffe versicht, sech d'Äntwert op déi Fro, ob ee soll gesetzlech legiferéieren an deem heite Beräich a wéi een dat soll maachen, sollt einfach maachen.

Ech wëll och kloerstellen, entgéint deem, wat ee vläicht kéint mengen, dass et an deene meeschte Länner an Europa, an deene meeschten Demokratië keng national gesetzlech Regelung gëtt, wat d'Vermummung ugeet, a keen nationaalt Burkaverbuet gëtt. Et ass eng Minoritéit vu Länner, eng wuessend Unzuel vu Länner, dat ass wouer, mä eng absolutt Minoritéit vu Länner, déi de Wee vun engem gesetzleche Verbuet vun der Verschleierung vum Gesiicht gaangen ass.

Dat sinn zu engem gudden Deel och Länner, wou de Phenomeen méi Envergure huet, wéi dat hei zu Lëtzebuerg ass, soudass mer vläicht eis och doriwwer eens setzen, dass natierlech de Fait, dass 10, 20 Leit sech géife vollverschleieren, net eng riseg eminent Menace fir den Ordre public an och fir d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg duerstellt.

Et ass awer e Phenomeen, deen ee muss am A behalen a wou et, mengen ech, och soll politesch Signaler ginn. A mir sinn der Meenung, dass esou e politescht Signal vun dem Regierungstext ausgeet, dee kloer genuch ass, dee weist, dass mer der Meenung sinn - dat gëllt zumindest fir d'LSAP-Fraktioun -, dass eng Vollverschleierung vun der Fra net zum Gesellschaftsbild zu Lëtzebuerg gehéiert an dass dat net soll virkommen.

Mä mir mussen eis awer och bewosst sinn, dass mer eis hei am Beräich vun enger Aschränkung vun individuelle Fräiheete bewegen, sief dat d'Protektioun vum Privatliewen, sief dat och d'Reliounsfräiheet. Well et si genau déi doten zwou Grondfräiheeten, déi jo och gekuckt gi si vun dem Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter, deen och gesot huet, dass dat hei eng Aschränkung ass - ganz kloer -, déi gewëssenen Zilsetzunge muss entspriechen an déi och virun allem muss proportional sinn.

An d'Uerteel ass, dat hutt Der gesinn, ganz virsiichteg an där doter Fro an iwwerléisst eigentlech den nationalen Autoritéiten eng grouss Appreciatiounsmarge, nodeems se e gewëssene Kader gesat hunn. Wann Der den Detail och vun deenen Arrête gekuckt hutt, sief et deen, wat déi franséisch Gesetzgebung betrëfft, wéi och deen, deen déi belsch Gesetzgebung betrëfft, gesitt Der, dass et ëmmer och divergent Meenunge bei de Riichtere gi sinn, déi mat grousser Ferveur och an dissidente schrëftleche Positioune festgehale gi sinn.

Also et ass eng Fro, déi och juristesch kontrovers bleift an déi politesch och kontrovers diskutéiert gëtt an enger ganzer Partie Länner. Wa Lëtzebuerg deen heite Schrëtt mécht, da komme mer an d'Zuel vun deene Länner eran, déi e Burkaverbuet national virgesinn, an da sinn dat, no menger Rechnung, siwe Länner vun 28 vun der Europäescher Unioun. Dat heescht, 21 Länner an Europa hunn et net fir néideg fonnt bis elo, an deem dote Beräich ze legiferéieren. Dat nëmmen, fir den allgemenge Kontext duerzestellen, fir net den Androck ze ginn, mir wären hei déi Allerlescht an all déi aner hätte schonn alleguerten déi Saachen do geregelt. Dat ass net de Fall.

All Land deet sech schwéier mat deenen dote Problemer, a mat Recht, well et ëm d'Ofweie geet vu verschiddene Fräiheeten, déi a Kollisioun sinn, an et muss een decidéieren, wat ee schlussendlech als méi staark a méi schützenswäert empfënnt wéi dat anert. Ass et d'Recht, sech kënne fräi ze kleeden? Oder ass et d'Recht, fir aner Fräiheeten ze schützen doduerjer, dass Leit net däerfen en Zesummeliewen duerch hiert Behuelen erschwéieren oder praktesch onméiglech maachen? Dat ass déi Fro, déi mir eis alleguerten ze stellen hunn an déi mir als LSAP och beäntwert hunn.

Mir si fir e Vermummungsverbuet. Mir waren der Meenung, dass, wann déi kommunal Grondlag duergeet, een dat soll op dem kommunale Plang maachen, wéi dat zënter iwwer 100 Joer hei zu Lëtzebuerg geschitt! Bis op den Ufank vum leschte Jorhonnert ginn déi éischt Polizeireglementer zréck, déi e Verbuet, säi Gesiicht ze verstoppen, festgehalen hunn. An de Polizeireglementer! Ech selwer hunn nach, deemools war ech nach Schäffen zu Diddeleng, do hu mer nach eis Polizeireglementer frësch geschriwwen an den 90er Joren an do hu mer och eist Vermummungsverbuet zu Diddeleng bäibehalen, well mer gemengt hunn, dat wär gerecht.

Dat hat awer näischt mat der Burka ze dinn a mam Nikab ze dinn! Dat ass eng Diskussioun, déi méi spéit erakomm ass an déi natierlech déi Diskussioun an eng gewësse Richtung orientéiert huet an hir eigentlech en emotionale Charakter ginn huet, dee se bis elo net hat. Wéi mer déi doten Diskussioun am Gemengerot zu Diddeleng haten, ech kann Iech soen, dat war an enger Minutt eriwwer, deen dote Punkt, well een dat u sech aus reng sécherheetspolitesche Consideratioune gekuckt huet.

Elo ass et awer esou, dass et gutt Argumenter, juristesch Argumenter gëtt. Mä déi gëtt et eigentlech schonn net just zënter e puer Joer, déi gëtt et schonn zënter méi laanger Zäit. Well an der Belsch sinn eenzel Jurisprudenzen an déi dote Richtung gaangen, déi gesot hunn: Opgepasst, d'Gemenge kënnen zwar iwwer Polizeireglement all Froen traitéieren, déi mat der Sécurité publique a mat der Tranquilité publique ze dinn hunn - dat ass jo dat, wat hei och viséiert ass mat deem Vermummungsverbuet -, mä wann eng Reliounsfräiheet doduerjer zum Beispill tangéiert gëtt, da geet dat net méi, well ënner anerem déi belsch an déi Lëtzebuerger Verfassung soen, dass d'Reliounsfräiheet geschützt ass!

Och den Exercice même public vu senger Relioun ass zu Lëtzebuerg geschützt, wëll ech och nach eng Kéier hei betounen. Dat gëllt fir all Reliounen a besonnesch fir all unerkannte Reliounen. An ech wëll och mat ervirhiewen, dass och den Islam zu den unerkannte Reliounen hei zu Lëtzebuerg zielt, fir dat och nach eng Kéier kloerzemaachen, dass een och do keng Diskriminatioun ka maachen: op där enger Säit, wéi dat a Bayern geschitt, am léifsten och souguer d'Kappduch verbidden iwwerall, an da gläichzäiteg de Kruzifix op sämtlech Diere vun den Amtsstuben a Bayern hänken. Esou geet dat net!

Et muss een also dat am Kapp hunn, dass do e Problem vu juristescher Rechtssécherheet besteet, ob déi besteeënd Interdiktioune fir d'Vermummung, déi ursprénglech net fir de Fall vun der Verschleierung vun de Frae geduecht waren, sech och op déi kënnen applizéieren, ob déi an där doter Hypothees nach kënne gëllen. A wéi gesot, do gëtt et eenzel Jurisprudenzen, notamment an der Belsch, déi dat scho gesot hunn, dass dat net geet. Soudass sech also... An dat war ëmmer eis Positioun: Mir si fir e Vermummungsverbuet. Mir si fir e Vermummungsverbuet am léifsten op lokalem Niveau, wann dat déi néideg Rechtssécherheet brëngt. Mä wann dat net de Fall ass, da musse mer legiferéieren.

An dat war och d'Demarche, déi schlussendlech d'Regierung gemaach huet iwwert deen Avis, dee se beim Statsrot ugefrot huet. An de Statsrot huet jo an engem ganz savanten Avis déi Distinctioun gemaach, déi opbaut och op d'Propositioun oder d'Positioun, déi sech an der Doktrinn an der Belsch an a Frankräich erëmfënnt, fir ze soen, et misst een ënnerscheeden tëschent engem Ordre public moral a matériel. Matériel, dee ka geregelt gi vun de Gemengen, well deen och an de Beräich vun der Securité an der Tranquilité publique erafält. Awer en Ordre public moral, dat kann eigentlech nëmmen iwwer e Gesetz festgeluecht ginn.

Dat ass dee Wee, dee schlussendlech d'Regierung, opgrond vun deem Avis vum Statsrot, och gaangen ass. Dat ass déi Approche, déi d'LSAP-Approche eigentlech vun Ufank u war: sécherzestellen, ob Rechtssécherheet besteet. Wann déi Rechtssécherheet net do ass, da muss een national legiferéieren.

Et ass dee Wee, dee schlussendlech d'Regierung gaangen ass. An ech mengen, dat ass deen Appell, deen och den Nicolas Schmit gemaach huet, dass et Zäit géif ginn, elo do och national ze legiferéieren.

D'Fro, ob et opportun ass, an dësem Moment dat ze maachen, déi bleift op. Déi muss jidderee sech selwer stellen. Si mer momentan an esou enger Stresssituatioun an deem dote Punkt, dass ee muss e Strofgesetz hei aféieren? Déi Fro muss ee sech stellen.

An et muss ee sech natierlech och d'Fro stellen, mä mir hunn awer d'Äntwert drop ginn, wann een nëmme mat de Wäerter argumentéiert - an dat fënnt een an deem Uerteel vu Stroossbuerg awer net erëm -, wann ee mat de Wäerter argumentéiert - also wann ee Wäerter net deelt, kann een eigentlech jo net géint Wäerter verstoussen; et kann ee Wäerter net deele vun aneren -, ob dat muss ënner Strof gestallt ginn. Dat ass jo eng Fro, déi ee sech muss stellen, ob an enger fräier Gesellschaft de Fait, dass ee bestëmmte Wäerter net deelt, ob een dat muss penal sanktionéieren.

Et gëtt vill Saachen, déi engem net gefalen, e Behuelen... Et ass mir net wuel, wa Rietsextremer rassistesch Riff maachen an enger Manifestatioun, mä ech géif awer mengen, dass och d'Meenungsfräiheet esou wäit geet, dass déi awer nach weider däerfen demonstréieren. Dat ass also ëmmer eng Ofweiung, déi ee muss maache vu Fall zu Fall, an déi musse mer och an deem heite präzise Fall maachen.

An am Zweifelsfall, soen ech ëmmer, wann et ëm eng Aschränkung vun enger Fräiheet geet, fir aner Fräiheeten ze schützen - dat halen ech gäre gutt -, muss een ëmmer virsiichteg sinn, muss een ëmmer éischter méi kuerz usetzen, versichen, de Perimeter vun der Strofbarkeet méi enk ze setzen, anstatt fir alles no baussen nëmmen opzemaachen. Et ass en delikate Punkt.

Mir haten och an dësem Haus, et ass scho méi laang hier, schonn Diskussiounen iwwer Ordre public a wat misst gemaach ginn, fir den Ordre public ze respektéieren, a wéi een do misst gesetzlech virgoen, wat ee misst verbidden an esou. Dat sinn alles delikat Froen! Duerfir, esou een deem aneren hei Virwërf maachen, zumindest ënnerschwelleg, déi eng wäre méi oder manner fir d'Fräiheeten, dat ass geféierlech an deem heite Beräich, well mir hunn et hei mat engem Konflikt vu verschiddene Fräiheeten a Grondrechter ze dinn. Also duerfir mengen ech, an der Argumentatioun an am Tounfall vläicht e Krack erofgoen, dat wär an deem heite Fall net schlecht.

Et bleift also, dass mer et hei mat engem Gesetz ze dinn hunn, dat d'Vollverschleierung national verbitt, wat concurrement eigentlech nach kommunal Polizeireglementer bestoe léisst; déi sinn net ofgeschaaft. Allerdéngs stellt sech d'Fro, wa se natierlech kontradiktoresch wären zum Gesetz, da géife se sech an deenen Dispositiounen, mengen ech, eigentlech net méi kënnen applizéieren. Opgrond vun dem Prinzip vun der Hierarchie vun den Normen ass de Règlement de police communal natierlech ënnert der Norm vum Gesetz. Et bleift also méiglech, och do weider op lokalem Plang kënnen an deem dote Beräich aktiv ze ginn an ze reglementéieren.

Firwat deen heite Modell schlussendlech an net en anere Modell? Et wär sécherlech méi einfach gewiescht, an och dat hu mer an eiser Partei net eréischt virun e puer Méint, mä virun e puer Joer schonn diskutéiert, fir ze soen: „Ma mir huelen emol einfach dat, wat d'Fransousen an d'Belsch hunn." Dat hu jo och den Här Kartheiser an den Här Roth méi spéit gemaach.

Mir waren der Meenung, dass dat e bëssen ze einfach wär. Och wann ech mer bewosst sinn - ech si laang genuch an der Politik dobäi -, dass esou einfach Regelungen einfach ze erkläre sinn no baussen. An als Politiker ass ee vläicht an engem éischte Reflex tentéiert, deen einfache Wee ze goen, anstatt sech dach awer e bësse méi an d'Déift vun deem Ganzen eranzesetzen.

An ech hu mer déi Diskussiounen och e bëssen ugekuckt, déi an deenen eenzelne Länner waren. Och dee franséischen Text sollt am Ufank net esou ausgesinn, wéi e schlussendlech ausgesinn huet. Deen ass opgrond vun enger politesch atmosphäresch ganz staark gefierfter Debatt esou ginn.

Déi Kommissioun, déi iwwert d'Parteigrenzen eraus agesat gi war, déi huet op engem äänleche Modell geschafft wéi deen, dee schlussendlech vun enger vun den hollännesche Chambere gestëmmt ginn ass, fir méi anzëenken a fir méi spezifesch Situatiounen zréckzebehalen. Schlussendlech ass et awer op en anere Wee gaangen, well d'Atmosphär och relativ vergëft war an d'Diskussioun eigentlech total emotional gefouert ginn ass.

An Holland hunn ech nogefrot: Wéi ass deen hollänneschen Text entstanen? Deen ass entstanen, well déi viregt liberal sozialdemokratesch Regierung e Virschlag gemaach huet, dee méi wäit gaange war, an hire Conseil d'Etat - net d'Eerste Kamer, de Senat, mä si hunn och e Conseil d'Etat, deen da berodend agräift - huet a virulenten Avisen zwou Propositioune rejetéiert, déi him a sengen Aen ze wäit gaange sinn, well e gesot huet: „Dir musst dat méi op spezifesch Situatioune spezifiéieren."

An dat huet dozou gefouert, dass dann en neien Text gemaach ginn ass, deen, dat wëll ech awer soen, vun enger onheemlech breeder Majoritéit vun hirem Parlament gestëmmt ginn ass, déi vun der Aarbechterpartei bis hin zum Wilders gaangen ass. Also e relativ breeden Text ass do gemaach ginn an dee läit elo beim Senat. An de Senat, deen huet eng Rei vu Froe gestallt.

An de Senat, an dat ass déi Partikularitéit an hirem System, dee kann näischt méi ëmännere goen. De Senat ka just Jo oder Nee soen. Deen huet net d'Befugnis, fir Amendementen ze maachen, wann déi éischt Chamber sech schonn eng Kéier dozou an engem Vott ausgeschwat huet. An déi hunn elo eng Rei vu Froen un d'Regierung gestallt an do soll dann am Juli, mengen ech, déi Debatt bei hinnen do weidergoen. Den Text ass nach net d'application bei hinnen.

Ech hu matkritt, dass och am Quebec eng Diskussioun ass, fir éischter no dem Lëtzebuerger Modell - esou misst een dat dann nennen, wann d'Gesetz hei gestëmmt gëtt - virzegoen, fir och keen allgemenge Verbuet am ëffentleche Raum ze maachen, well dat och hinnen ze wäit geet. Vill Leit wéi den Trudeau si géint eng gesetzlech Regelung - hien huet dat ganz kloer gesot - vum Burkaverbuet. Also och déi Stëmme si ganz staark an deene Länner, wou d'ëffentlech Fräiheeten traditionell ganz héich gehale ginn. An duerfir ass dat, wéi gesot, eng Diskussioun, déi a Bewegung ass.

Ech hu mech och e bëssen ëmgekuckt, wéi d'Diskussioun an Däitschland ass. Dat hutt Der sécherlech och matkritt. An och do seet d'Majoritéit vun de Verfassungsrechtler, allerdéngs a Bezuch op déi däitsch Verfassung, déi d'Reliounsfräiheet ganz héich ophänkt: Dat do geet net. En allgemengt Verbuet fir d'Droe vu Burka an Nikab, déi fir déi Leit, déi se droen, als reliéist Bekenntnis gëllen, dat geet net.

An dat ass och eigentlech eppes, och den däitsche Bundestag, deen huet sech schonn am Joer 2010, wéi d'Diskussiounen a Frankräich an an der Belsch lassgaange sinn, eng Kéier mat där Fro beschäftegt an engem relativ laangen Avis, fir ze kucken, wéi dann déi rechtlech Situatioun an Däitschland wär.

A wéi gesot, de wëssenschaftlechen Dienst vum Bundestag kënnt an enger Ausarbeitung: „Das Tragen einer Burka im öffentlichen Raum" zu folgende Konklusiounen - et ass, wéi gesot, e Rapport, eng Expertise vu villen, mä et ass awer trotzdeem interessant, dat ze liesen -, déi seet: „Das Tragen der Burka im öffentlichen Raum wird von Artikel 4 des Grundgesetzbuches geschützt. Ein generelles Verbot der Burka im öffentlichen Raum verstößt gegen das Neutralitätsgebot des Grundgesetzes und lässt sich verfassungsrechtlich nicht rechtfertigen. Ein Verbot kommt nur im Einzelfall als Ergebnis einer Abwägung mit kollidierenden Verfassungsgütern in Betracht."

Et ass also eng relativ ferm Ausso, dass en allgemenge Verbuet vun dem Burkadroen am ëffentleche Raum no däitschem Recht, hirer Meenung no, verfassungsrechtlech net ze vertriede wär an net géif duerchgoen. Dat nëmme fir ze soen, dass ee muss nuancéieren, dass een déi Debatt muss kucken: Et ginn Argumenter an déi eng Richtung, et ginn Argumenter an déi aner Richtung.

Natierlech huele mer och gären zur Kenntnis, dass d'Mënscherechtsgeriicht net gesot huet, all Land misst e Burkaverbuet aféieren, mä gesot huet, ënnert deenen an deene Konditioune kann e Burkaverbuet ugesi ginn, dass et net konträr ass zur Konventioun vun de Mënscherechter.

Et muss een also wëssen, dass dat do eng kontrovers Fro ass, eng delikat Fro ass, dass mer eis do op engem relativ glëtschegen Terrain als Legislateur bewegen. An duerfir mengen ech, dass et gutt war, dass mer eis e bëssen Zäit gelooss hu mat där doter Diskussioun. Well net all Parteien hu jo déiselwecht Meenung iwwert déi ganz Zäit hi gehat.

Den ADR, dee war och schonn ënnert der viregter Koalitioun manifestement fir en nationaalt Burkaverbuet, soss wär déi Fro jo vum Här Kartheiser, denken ech, un déi viregt Regierung net gestallt ginn. An den ADR huet och, allerdéngs aus sécherheetspoliteschen Iwwerleeungen, a sengem Wahlprogramm stoen, dass e wéilt en nationaalt Burkaverbuet hunn. Ech

hunn dat nogelies. Ech kucken ëmmer, e bëssen ze dokumentéieren, wéi dann esou d'Entwécklung vun de Parteien ass an deenen eenzelne Froen.

An der CSV hir Positioun war eigentlech déi, dokumentéiert duerch eng gemeinsam Äntwert, net nëmme vum Här Biltgen mat der Madamm Delvaux, mä och vum Här Halsdorf - den Här Halsdorf, aktuell nach Member hei vun der CSV-Fraktioun -, deen a senger Fonctioun als Innenminister zesumme mam Här Biltgen als Justizminister a mat der Madamm Delvaux an enger gemeinsamer - déi war op Regierungsniveau ofgestëmmt - Positioun gesot huet 2011, esou laang ass dat nach net hier an d'Rechtslag huet och eigentlech net changéiert zënterhier, si wären der Meenung, dass et net noutwendeg wär ze handelen, well u sech déi kommunal Schinn, déi kommunal Grondlag, fir e Vermummungsverbuet ze reglementéieren, géif duergoen.

An ech hunn och nach ganz schnell den CSV-Wahlprogramm vun 2013 nogekuckt, well ech elo déi Verve hei notéiert hunn, mat där den Här Roth hei Selbstverständlechkeete gesot huet a vu Revirement op Regierungsniveau geschwat huet, vun „Kakofonie" op Regierungsniveau geschwat huet. Ma ech muss soen, déi Positioun, déi d'CSV haut huet, déi hat se net 2011 a si hat se emol net an hirem Wahlprogramm 2013! A si ass eréischt waakreg ginn, wéi den ADR eng Proposition de loi gemaach huet, wou se dann de franséischen oder belschen Text ofgeschriwwen huet.

Et muss een also soen, wat ass. Et ass net, dass iergendwéi eppes an der Rechtssituatioun geännert hätt an deenen dote Joren. Et war fir d'CSV esou en onwichtegen Thema, dass en hir emol net an hirem risege Wahlprogramm vun der leschter Kéier eng Piipcheszeil wäert war. An elo triede se hei op, wéi wa si eigentlech praktesch d'Verteideger vum Abendland wäre géint déi Leit, déi hei wéilten eist Zesummeliewe futtimaachen.

Duerfir géif ech mengen: alleguerten e bësse Bescheidenheet! Bei eis war och net rieds, ech mengen, och bei der DP net a bei deene Grénge net, ier dass hei soll…

(Interruption)

Ma selbstverständlech, jo, sécher! Mä eisen Tounfall ass jo hei e bëssen en aneren an där heiter Fro.

(Interruption)

An dass mer also der Meenung waren, opgrond och vum Fait, dass, dat soen ech ganz kloer, elo Texter virlouchen, an opgrond vun deem Avis, dee beim Statsrot gemaach ginn ass, dass een net kann an eng Jo-Neen-Logik erakommen, mä dass ee muss probéieren, hei vläicht och e Konsensus ze erreechen op engem klore politesche Message iwwer e Gesetz, dass d'Vollverschleierung net gewënscht ass hei zu Lëtzebuerg, mä et awer esou ze maachen, dass mer net iwwert d'Zil erausschéissen an d'privat Recht, sech unzedoen, wéi ee wëllt, d'privat Recht, säi Liewen ze gestalten, wéi ee wëllt, dass mer dat net fundamental doduerjer a Fro stellen.

Dat ass also de Firwat dass mer op dee Wee gaange sinn: sécherlech e Vermummungsverbuet national anzeféieren - dat ass de Message, mengen ech -, awer et esou ze maachen, dass mer net iwwert d'Strängt schloen.

Den Text vun der Regierung gëtt elo attackéiert, haaptsächlech: „Oh, en ass onpräzis, et weess een net genau, wat drënnerfält." Ech menge schonn, dass en esou präzis ass wéi ganz vill aner Texter. Wéi gesot, Froen, wou et beim Fëmmgesetz kee Mënsch interesséiert huet, ob dat präzis genuch wär. Do ass et jo nëmmen ëm d'Fëmmerte gaangen, där lafen der keng 10, 20 ronderëm, mä e bësse méi, an dat sinn elo Froen, déi och de Statsrot vill méi streng kuckt, wéi en et nach gemaach huet bei deem doten Text. Et gesäit een also och do, dass eigentlech net ëmmer mat därselwechter Messlatte verschidden Texter gekuckt ginn, jee nodeem, a wat fir engem Domän dass se spillen.

Ech mengen, dass d'Situatiounen, déi hei an deem Text elo kloer als Perimeter vun der Strofbarkeet definéiert sinn - et sinn déi vun de Schoulen, vun de Kannerstrukturen, Betreiungsstrukturen, et sinn déi vun de Spideeler, vun den Altersheimer, vun de Fleegeheimer, et sinn déi vun der Justiz, et sinn déi vun den Administratiounen an et sinn déi vum ëffentlechen Transport -, dass dat genuch ass, dass dat och duergeet, fir de Message ze maachen. An ech mengen och, dass dat déi Fraen, déi tentéiert wären, d'Burka ze droen oder den Nikab ze droen, dovunner géif ofhalen, fir dat ze maachen. Ech géif also mengen, dass den Zweck an deem Fall erfëllt ass.

Et muss een allerdéngs och soen, an et ass erstaunlech, dass bis elo keen dat ugeschwat huet, dass vill geschwat ginn ass, wat fir eng Gesetzer dann eenzelner vun eisen Nopeschlänner hunn, mä komescherweis net gefrot ginn ass: „Ma wat hunn déi Gesetzer da bruecht?" Dat war jo immens, dass mer kënne profitéieren: Wat fir en Effet hat dat Gesetz an der Belsch an a Frankräich? Et ass erstaunlech, dass do och an deene Länner - do wäerten et jo och vläicht parteipolitesch Ursaache ginn - souwäit ech weess keng richteg Evaluatioun gemaach ginn ass. Et ass jo awer dat, wat mer awer ustriewen, dass mer méi sollten, wa mer nei Gesetzer maachen, emol kucken: Wat huet d'Gesetz bruecht? Sinn déi Zilsetzungen erreecht ginn, déi mer haten?

Dat Eenzegt, wat ech fonnt hunn, dat war am „Monde": Déi hunn 2015, no fënnef Joer Applikatioun vun hirem Text, eng Rei vun Informatiounen zesummegedroen an do gesäit een eent, dass de Phenomeen net fort ass. De Phenomeen ass mat der Strofbarkeet och an där larger Mesure am ëffentleche Raum net verschwonnen. En huet souguer am Ufank dozou gefouert, dass eenzel Leit aus Trotz ugefaangen hunn, sech ze verschleieren, well se dat als Aggressioun betruecht hunn - zu Recht oder zu Onrecht - par rapport zu hirem Glawen. Et hunn also méi Leit ugefaangen, sech ze verschleieren, wéi dat virum Gesetz de Fall war.

Si hu ronn an deenen éischte Joren eng 300 Contraventioune pro Joer gehat. Mä déi Zuel ass net erofgaangen. Dat heescht, dass de Phenomeen also zumindest och bäibehale ginn ass, soudass een emol op jidde Fall ka soen, wann den Zweck gewiescht wär, dee Phenomeen do radikal ze enrayéieren, dass den Zweck vun deem Gesetz, wat elo hei gedroe gëtt vun dem ADR a vun der CSV, net erreecht ginn ass a Frankräich.

Fir d'Belsch, muss ech soen, hunn ech näischt fonnt. Wat erstaunlech ass, muss ech erëm eng Kéier betounen. Wann een esou Texter mécht, sollt een awer e bësse kucken, wéi dat dann an der Praxis am Endeffekt leeft.

Mä et ginn dann och Polizisten, déi zu deene gesot hunn: „Lauschtert emol, also mir hunn och aner Saachen ze dinn, wéi de Fraen an der Burka do nozelafen dee ganzen Dag! Mir hunn aner Prioritéiten an eiser Polizeiaarbecht, wéi dat doten ze maachen." Den Ordre public gëtt eigentlech duerch aner Punkte méi betraff wéi duerch esou Phenomeener, soudass sécherlech dat doten, mat Recht, wa se e Choix ze treffen hunn, net onbedéngt dat Eischt ass, wou se all hir Aarbecht drop konzentréieren. Ech denken, egal wat den Text ass, dass dat zu Lëtzebuerg och net wäert anescht sinn.

Et bleift also, dass sech déi Fro och bei eis hei muss stellen. An ech géif dat och proposéieren, dass d'Regierung sollt elo scho festhalen, dass een no enger Rei vu Joren awer och eng Kéier kuckt, egal wat fir en Text hei gestëmmt gëtt, wéi dann d'Applikatioun vun deem doten Text war, fir dass een dat ka kloerstellen.

Ech wëll och soen, dass entgéint deem, wat d'Auteure vun de Propositions de loi ADR an CSV hei behaapten, och hir Texter net an alle Punkte kloer sinn. Och do ginn et Zones d'ombre. Wou ass dann de Perimeter vum Lieu public? An ech betounen et hei nach eng Kéier: Et gëtt zu Lëtzebuerg keng gesetzlech allgemeng Definitioun vum Lieu public. Et gëtt Jurisprudenzen doriwwer. De Fait, dass et Jurisprudenze gëtt, beweist jo, dass et net ëmmer kloer ass, dass ëmmer muss vu Fall zu Fall gekuckt ginn: Wat ass dann e Lieu public?

An et gëtt effektiv eng Dispositioun am Code pénal - déi hätt eigentlech misse menger Ansicht no dann integréiert ginn an déi Texter vun de Propositions de loi, fir méi Kloerheet ze kréien, wat d'Auteuren drolecherweis net gemaach hunn -, wou eng Definitioun vum Lieu public besteet, mä déi awer kloer seet, dass déi Definitioun nëmme gëllt pour l'application vum Artikel 135-9 vum Code pénal, an dee beträfft terroristesch Attentater mat Explosiffen.

Elo si mer awer hei net an deem Beräich vun den terroristeschen Attentater mat Explosiffen - an ech géif mer och net wënschen, dass mer dee Lien hei géifen hierstellen -, soudass sech also hei d'Fro stellt: Lieu public ass net kloer definéiert. Och do ass et zum Beispill net sécher, wann dat do d'Definitioun wär, wann d'Geriichter déi géifen iwwerhuelen, ob den Transport en commun iwwerhaapt drënnerfält.

(Interruption)

Jo, e fiert drop. Et ass awer net d'Voirie. E fiert drop. Et ass net d'Voirie!

Well de Problem ass, dass an deemselwechten Artikel 135-10 zwou verschidden Definitioune stinn. Dat ass déi vum Lieu public, an déi ass kloer getrennt vun der Definitioun vum Système de transport public. Duerch déi Trennung ass en net an der Definitioun dra vum Lieu public. Et sinn zwou verschidden Definitiounen, déi den Text vum Code pénal gëtt. Also géif ech mengen, jiddefalls als Affekot géif ech dat ganz gäre plädéieren, wann Ären Text sollt zur Applikatioun kommen, fir ze soen: „Majo hei, Transport public fält net dodrënner, well deen Eenzegen, wou Der Iech drop referéiert,…

(Interruption)

Oh, ech plädéiere ganz gären erëm!

…do ass dat net méiglech." Einfach nëmme fir ze soen, dass et ze einfach ass, ze soen: „Bei Iech ass den Text net kloer a bei eis do ass den Text sonnekloer." Dat ass objektiv net wouer. Lieu public ass e Begréff, dee schwammeg ass, deen och evoluéiert an der Zäit duerch d'Jurisprudenz. An deen ass zu Lëtzebuerg net an engem allgemenggültegen Text definéiert. Also déi Schwaachstell, déi Der epingléiert bei dem Regierungstext, déi kéint een och bei Ären eegenen Texter erëmfannen.

Ech wëll domadder schléissen. Fir eis ass et, mengen ech, als Sozialiste wichteg, dass mer deen Akt hei setze vun deem nationale Verbuet, well et méi Rechtssécherheet bréngt, well et och kloer eng politesch Ausso ass par rapport zu der Diskriminatioun vun der Fra, eng Ausso ass par rapport zu engem Zesummeliewen, wéi mir eis et hei virstellen, ouni dat awer um Bockel auszedroe vun enger ze grousser Aschränkung vun de perséinleche Fräiheeten, déi mer onbedéngt och an dësem Land weider mussen héichhalen. Dat ass d'Positioun, déi mir hunn.

An ech fäerten, ech wäert mat engem Zitat ophalen, ech fäerten, dass dat kéint passéieren. An egal wat fir en Text dass mer haut stëmmen, wat am Avis ze liese war vun der Justice de paix vun Dikrech zu den Texter, dat huet mer awer relativ gutt gefall, vläicht net jiddwerengem, ech wëll et awer trotzdeem zielen: «(…) tout porte à croire», selon la justice de paix de Diekrich, «qu'une fois l'effervescence actuelle au sujet des bures et autres niqabs retombée, l'interdiction de dissimulation du visage dans certains lieux publics visée à l'article 563,10° du code pénal sombrera dans la même désaffectation que notamment les dispositions des points 1°, 3°, 6° et 9° du même article visant les devins, pronostiqueurs ou interprètes de songes, les auteurs de violences légères, les vagabonds et mendiants et encore le racolage sur la voie publique.» Enn vum Zitat.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. An nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Mir diskutéieren haut direkt iwwer dräi verschidden Texter, wou, ech mengen, mer eis alleguerte beim Zil eigentlech eens sinn. Et geet drëm, d'Vermummung am ëffentleche Raum zu Lëtzebuerg ze verbidden. Mä et ass de Wee dohinner, d'Ausleeung dovunner, déi ënnerschiddlech ass.

Mir liewen an enger Gesellschaft, Här President, wou ee soll deenen anere Mënschen, dem Géigeniwwer kënnen an d'Gesiicht kucken. Dat ass fir eis d'Selbstverständnis an den Ausdrock vun enger fräier an oppener Gesellschaft. Dat ass fir eis och eng Fro vum «vivre ensemble»: Wéi wëlle mer zesummen - ech betounen „zesummen" - an eiser Gesellschaft liewen? Et ass awer och eng Fro vun der Unerkennung an dem Respekt vun der Fra an der Gesellschaft.

E Kleedungssteck, dat just zum Zweck huet, d'Gesiicht vun enger Fra virun der Baussewelt ze verstoppen, dës Fra doduerjer als manner-wäerteg duerzestellen, ass net ze vereene mat eise Wäerter, wéi mir se zu Lëtzebuerg zanter Jorzéngte verdeedegen. D'Burka an den Nikab gehéiere genausou wéineg zu Lëtzebuerg, wéi datt se awer och zu enger Relioun gehéieren. Si si vill méi en Instrument vu Männer, an eisen Aen, déi hir Relioun mëssbrauchen, fir Fraen ënner sech selwer ze stellen.

Ech mengen, et ass och schonn e puermol gesot ginn, wivill et der ongeféier sinn, an och wa mer zu Lëtzebuerg just ganz wéineg mat dem Nikab a menges Wëssens iwwerhaapt net mat der Burka konfrontéiert sinn, ass et awer an eisen Ae richteg a wichteg, datt mer haut en Zeeche setzen: en Zeeche fir den «vivre ensemble», awer eben och en Zeeche géint d'Ennerdréckung vun de Fraen. En Zeechen, datt mer net akzeptéieren, datt d'Reliounsfräiheet mëssbraucht gëtt, fir de Patriarchismus aus aneren Zäiten ze retabléieren. En Zeechen, datt mer net akzeptéieren, datt zu Lëtzebuerg ee Geschlecht manner wäert soll si wéi dat anert.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Op dëser Plaz wëll ech och ganz däitlech soen: D'Vermummungsverbuet huet och näischt mat Reliounsfräiheet ze dinn. An dat gesi jo och d'Vertrieder vun den europäesche Moslemen esou, déi ëmmer erëm betounen, datt de Koran mat kenger Zeil virschreift, datt eng muslimesch Fra hiert Gesiicht muss verstoppen.

D'Vermummungsverbuet huet also och ganz vill, vläicht an éischter Linn, mat de Rechter vun de Fraen ze dinn. D'Fraerechtler an Europa an zu Lëtzebuerg hu sech Jorzéngten derfir agesat, datt d'Fraen déi nämlecht Rechter kréie wéi d'Männer. Mir kënnen also net akzeptéieren, datt eng Mentalitéit, déi mer awer gemengt hunn, verdrängt ze hunn, erëm zréckkënnt. D'Vermummung ass fir eis och e klore Réckschrëtt par rapport zu den Acquise vun de Rechter, och vun der Gläichstellung vun der Fra an eiser Gesellschaft.

Här President, ech hu virdru gesot, d'Burka huet näischt mat Relioun ze dinn. An ech mengen, duerfir sollte mer och ophalen, et als Ulass ze huelen, fir awer da géint Communautéiten ze hetzen, wéi een dat leider awer déi eng oder aner Kéier besonnesch op soziale Medie ka gesinn. Ech mengen, mir doen all Moslem och onrecht, d'Burka oder den Nikab mat hirer Relioun gläichzesetzen.

D'Regierung huet aus deene genannte Grënn e Gesetzesvirschlag gemaach, deen d'Vermummung an ëffentlechen Ariichtunge verbitt. Jo, d'Regierung huet mat hirem Text eng Solutioun presentéiert, déi an eisen Ae pragmatesch, equilibréiert a realistesch ass. An et ass scho gesot gi vun der Rapportrice, där ech och hei wëll Merci soe fir hire Rapport vum Projet, dee vun der Regierung presentéiert ginn ass: Mir hunn eis um hollännesche Modell orientéiert. An en ass och konform mat der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter.

Mäi Virriedner, den Alex Bodry, huet och eng Rei Remarke gemaach zum hollännesche Modell respektiv do zu der Prozedur, wou ech dann net méi weider wëll drop agoen. Mä awer och nach eng Kéier kuerz e Wuert zum Geriichtshaff fir Mënscherechter: Deen huet näämlech an Arrêten zu de Gesetzer a Frankräich an an der Belsch gesot, datt d'Vermummungsverbuet vereenbar mat dem Recht op d'fräi Kleederwiel ass, fir datt déi sozial Interaktioun - ech betounen „Interaktioun" - garantéiert bleift.

Effektiv ass jo eng Kommunikatioun mat enger Persoun net evident, wann een hiert Gesiicht net gesäit. An ech mengen, duerfir ass dat jo och de Punkt. D'Regierungspropos huet déi Approche, d'Vermummung op deene Plazen ze verbidden, wou déi sozial Interaktioun onerlässlech ass. Déi sozial Interaktioun, dat ass an de Schoulen, Klinicken, am ëffentlechen Transport, an allen aneren ëffentleche Gebaier; ech ziele se elo net méi alleguerten op.

Wie sech also net un dëst Verbuet hält, gëtt mat enger Amende tëschent 25 an 250 Euro bestrooft. Dat ass effektiv déi niddregst Strof, déi eise Code pénal virgesäit. A mir sinn op alle Fall frou, datt mer mat dësem Text eng Léisung fonnt hunn, déi net an d'Extremer verfält an awer och net weider esou mam Laisser-faire virufiert.

Jo, Här President, ech wëll Iech net verheemlechen, dat ass wéi an all Partei och bei der DP, datt deen een oder anere sech hätt awer kënnen nach eng Variant, en anere Modell virstellen, dee vläicht méi an déi eng oder déi aner Richtung geet. Mä ënnert dem Strëch wëll ech kloer soen: De Projet vun der Regierung ass de gesonde Mëttelwee, mat deem mir zu Lëtzebuerg schonn oft de richtege Wee gaange sinn.

Et bréngt kengem eppes, weder eise Wäerter nach de Fraen, déi ënnert der Burka musse liewen, wa mir haut als Virlag géifen dat strengste Gesetz an Europa stëmmen, wou jo eigentlech déi alldeeglech Situatioune komplett ënnerschiddlech sinn. Ech mengen, d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass ënnerschiddlech wéi zum Beispill a Frankräich oder wann ech u verschidde Quartieren zu Bréissel denken. Et ass och scho gesot ginn, datt et och Länner ginn, déi guer keng Reglementatioun hunn. Also och do mengen ech, datt mer e Projet oder e Modell hei hunn, deen awer och adaptéiert ass un déi Situatioun hei am Land.

An ech mengen, mir dierfen och net vergiessen, Här President, datt déi Fraen, déi mer hei viséiere mat deem Gesetz, och oft, wann net bal ëmmer, selwer Affer sinn. Affer! Et gi wahrscheinlech Fraen, jo, déi eng Burka oder en Nikab undoen an déi soe géifen, datt se dat eigentlech géife fräiwëlleg maachen, mä et soll een awer trotzdeem net vergiessen, datt se vu Klengem un esou erzu gi sinn. An da krute se e Fraebild vermëttelt, dat ganz sécher net eiser Virstellung vu Gläichberechtegung entsprécht. An dës Fraen dann duerfir ze bestrofen, oder ze

vill ze bestrofen, dat wier eigentlech och net dee richtege Wee an eisen Aen. Mir misste se eigentlech am Fong geholl nach méi beschützen.

Ech wëll dann nach kuerz e Wuert un déijéineg riichten, déi mengen, mir géife mat dësem Gesetz d'Mënscherechter zu Lëtzebuerg hannergoen. Ech hu scho gesot, d'Geriicht zu Stroossbuerg huet dat aneschters beuerteelt. Ech wëll och nach eng Kéier hei drun erënneren, datt et och hei schonn zu Lëtzebuerg virun dësem Gesetz Vermummungsverbueter gouf, näämlech an de Polizeireglementer vu ville Gemengen, 47 un der Zuel. An dës Gemenge representéieren awer ëmmerhin 72,75% vun der Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg.

D'Stad Lëtzebuerg zum Beispill huet schonn esou e Vermummungsverbuet an hirem Polizeireglement säit 1902. Mir erfannen also hei och näischt komplett Neies, dat muss een och soen. Mir legiferéieren eigentlech just an engem Beräich, wou et bis elo un Homogenitéit am Land gefeelt huet, an awer och, jo, well de Statsrot eis gesot huet, datt dat juristesch ufechtbar wier, wa mer géife bei där exklusiver Solutioun op kommunalem Niveau bleiwen.

De Stat regelt also d'Vermummungsverbuet an den ëffentlechen Ariichtungen an d'Gemenge kënnen och an Zukunft, muss een och soen, nach méi wäit goen, wa si dat wëllen. Mir als DP, mir plädéieren eigentlech fir déi zwee Instrumenter, also fir eng Kombinatioun, d'kommunal Reglementer an dat neit Gesetz zesummen ze applizéieren.

Dat heescht awer och ënnert dem Strëch, datt een dann d'Verstéiss och muss kënne bestrofen. An ech hu mer soe gelooss, datt dat bei de Policereglementer bis elo net ëmmer de Fall war. Also et wier och normal a konsequent, wann d'Gesetzer net just um Pabeier géifen existéieren, mä dann och um Terrain géifen applizéiert ginn, wann dann effektiv sech de Fall stellt. Mä wéi gesot, et sinn der jo ganz wéineg hei zu Lëtzebuerg, wann d'Statistike stëmmen.

Här President, ech hunn eigentlech dat Wesentlecht gesot. Déi puer Remarke gemaach, géif ech dann och hei den Accord vu menger Fraktioun zum Text vun der Regierung abréngen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, ech mengen, ech soe fir d'Alleréischt der Madamm Loschetter an och dem Här Roth Merci fir hir Rapporte fir déi jeeweileg Projeten, déi mer haut matdiskutéieren.

Ech sinn haut, wann ech hei stinn, ganz houfreg op meng Partei, well ech sinn der Iwwerzeegung, datt mer haut net géifen iwwer e Gesetz iwwert d'Burka hei am Land schwätzen, wann d'ADR net 2014 d'Initiativ geholl hätt. Ech gleewe kaum, datt dann d'CSV nokomm wär an datt d'Regierungsparteien an der Folleg nokomm wären, soudatt ech, mengen ech, ouni Iwwerdreiwung eis awer kann do de Meritt dofir ginn.

D'Regierung huet ganz laang argumentéiert, dat ass hei schonn e puermol exposéiert ginn, datt et eigentlech keen nationaalt Gesetz bräicht, datt et géif duergoen, esou kommunal Reglementer ze hunn. An dann ass natierlech d'Fro, den Här Bodry huet dat genannt „eng delikat Fro", wat dann d'Ursaachen dovu waren. An et goufen eng Rei Zitater hei bruecht.

Ech wëll Iech och eent bréngen, mengen ech, wat ganz, ganz déif kucke léisst. Dat ass en Interview um Radio op RTL vum 26. November 2015 vum Här Dan Kersch, Banneminister vun dëser Regierung, iwwert d'Burka ënner anerem, an en huet gesot, de Fokus vun der Welteffentlechkeet misste mer elo net op Lëtzebuerg lenken.

Mir géifen also kee Burkagesetz huelen, fir datt aner Leit net mierken, datt mir zu Lëtzebuerg - dat ass elo dat, wat ech soen, net dat, wat den Här Kersch gesot huet -, also u sech, mir bräichten dat net ze maachen, mir sollten et net maachen, fir datt verschidde Kreesser op dëser Welt net drop opmierksam ginn, datt mir hei eppes maache géint eng bestëmmte Form vum Islam, net bestëmmte Risikoe géife provozéieren. An dat ass eigentlech dat, wat domadder gemengt war.

Ech muss soen: Den Här Bodry, mengen ech, an anerer hu gesot, mir sollten hei… Den Här Bodry huet och d'Uerteel, net d'Uerteel, mä den Avis vum Dikrecher Geriicht virgelies an en huet gesot: „Bon, d'Poliziste wäerten dat wahrscheinlech net duerchsetzen." Mä wéi kann dann eng Partei, déi seet, d'Poliziste kéinten dat net duerchsetzen, oder wäerten et wahrscheinlech net duerchsetzen, awer jorelaang argumentéieren, d'Pecherte sollten et duerchsetzen?

Well dat wär jo d'Konsequenz gewiescht, wa mer dat do net national geregelt hätten, mä um Niveau vun de Gemengereglementer. Dann hätte mer dat do um Niveau vun de Pecherte gelooss an dat wär jo nach vill méi schwiereg fir déi betraffe Leit, d'Agents communaux, wéi dat haut elo mat de Poliziste vläicht de Fall ass.

Et wor och net, an dat soen ech mat allem Respekt fir den Här Roth, et wor och net d'Initiativ vun der CSV, déi derzou bäigedroen huet, déi hei Saach elo no vir ze dreiwen, nodeem e Gesetzesvirschlag vun der ADR do war, mä et wor eng international Entwécklung!

Vun 2015 un, do hate mir schonn eist Gesetz laang deposéiert, koum déi grouss Migratiounswell, et koumen och vill méi Attentater an Europa - ob do elo en Zesummenhang besteet oder net, wëll ech net diskutéieren - an et ass eng ganz grouss Sensibilitéit an der Opinion publique gewiescht iwwert déi heite Fro. An dat huet derzou bäigedroen, datt eben aner Parteien och do Initiative geholl hunn.

Ech wëll vläicht kuerz eng Kéier déi Positioun vun de verschiddene Parteien hei am Land beliichten. D'ADR hat sech positionéiert, d'CSV koum no. Bei de Sozialiste gouf et da vun engem Regierungsmember, vum Parteipresident och Stellungnamen. Bei der DP, dat huet mech ganz déif beandrockt, an net positiv, gouf et deemools e puer ëffentlech Verlautbarungen, prinzipiell géint d'Burka, mä: „Wat maache mer, wann de kuwaitesche Geschäftsmann op Lëtzebuerg kënnt?" Geld stënkt net!

Entweder et vertrëtt een de Prinzip vun der Fräiheet a vun der Dignitéit vun der Fra, dann ass dat hei am Land de Fall, mä et ass awer net de kuwaitesche Geschäftsmann, deen eis Prinzipie soll a Fro stellen.

D'Jeunesse démocratique, muss ech soen,…

(Brouhaha)

M. Lex Delles *(DP).*- Wien huet dat gesot an der DP?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'Jeunesse démocratique hat awer gesot, mir sollten déi bestrofen, déi aner Leit zwéngen, eng Burka unzedi wéinst hirem Geschlecht. Awer dat ass net an dëser Regierungspropositioun, déi mir haut hei diskutéieren. Do gëtt deen net bestrooft, deen eng Fra zwéngt, eng Burka unzedinn. An domadder sinn ech scho gespaant, ob d'Jeunesse démocratique dann op dëst Gesetz reagéiert.

Mir haten awer och e Pro-Burka-Lager, déi dat op kee Fall wollte verbidden. Déi Lénk, déi gréng, d'Jeunesse socialiste an déi jonk gréng, dat ass d'Pro-Burka-Lager hei am Land gewiescht. Kloer!

An et huet mech beandrockt, zum Beispill déi jonk gréng, déi profund Analys, déi déi gemaach hunn nach den 8. August 2017, wou déi jonk gréng eis erkläert hunn, datt d'Burkafro näischt mat Integratioun a Feminismus ze dinn hätt, mä nëmme mat där ongesonder männlecher Fixéierung op de weibleche Kierper.

(Interruption)

Déi anthropologesch Héichflich vun deene jonke Gréngen hunn allerdéngs wahrscheinlech mat derzou bäigedroen, datt mer esou e schwaacht Gesetz hu wéi dat, wat mer haut hei diskutéieren.

Ech wëll awer och nach e puer frëndschaftlech Wierder un d'Kolleege vun der CSV riichten.

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'CSV huet a mengen Aen, an ech ka mech selbstverständlech iren, mä si huet eng ongeschriwwen Deontologie an dësem Parlament verletzt. D'ADR hat praktesch déi identesch Proposition de loi ee Joer virdrun deponéiert. Näischt hätt verhënnert, datt d'CSV, déi jo an der Ausriichtung bal Wuert fir Wuert mat eiser Propositioun d'accord ass, jo hätt soe kënnen: „Kommt, mir maachen dat do zesummen! Maacht nach e puer Ännerungen! Deen Text, e puer Amendementer, dann droe mir dat do mat. A Klengegkeeten…"

Mir hätten et gemaach! Awer déi Obsessioun, fir do wëllen ze beweisen, datt se eis Iddien net klauen, obscho se et awer geleeëntlech maachen, huet dat do verhënnert.

(Brouhaha)

D'CSV huet och, wéi verschidde vu menge Virriedner zu Recht gesot hunn, net ëmmer esou geduecht. D'CSV-Ministeren 2011 hunn zesumme mat der LSAP eben dat refuséiert a vun enger „tolérance mutuelle" geschwat, vum „respect des autres" an esou weider. A si sinn eréischt waakreg ginn, nodeem d'ADR hir Proposition de loi gemaach hat.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Neen, et ass leider, leider eng Gewunnecht.

Den internationale Kontext wëll ech awer och hei ënnersträichen. Et gëtt jo europäesch Länner, ëmmer méi, déi d'Burka verbidden a verschiddene Formen, an och arabesch Länner. Och arabesch Länner! A Marokko an an aneren arabesche Länner ass d'Burka verbueden! An islamesche Länner! Dat musse mer och emol eng Kéier soen hei.

Am Iran - ech wëll dat och emol eng Kéier ënnersträichen, datt hei Parteien, déi awer traditionell soen, si hätten d'Fraerechter fir sech gepacht, wou ech grouss Zweifel drun hunn -, mir haten eng Chambersdelegatioun, déi an den Iran gaangen ass: Ech hat d'Madamm Loschetter bal net erkannt op der Foto, well esou vill Kappdicher hat se un!

An deemselwechte Land…

(Brouhaha)

An deemselwechte Land dinn haut couragéiert Fraen hiert Kappduch aus, stelle sech op ëffentlech Plazen, wénke mam Kappduch, fir fir hir Fräiheet ze demonstréieren! An eis Parlamentarierinnen, eis Gréng ginn dohinner mam Kappduch!

A Saudi-Arabien huet de Krounprënz gesot, e wéilt d'Vollverschleierung net méi. De genaue Wording musse mer kucken. Kappduch, jo. Dat si grouss Evolutiounen. An ech mengen, och dat musse mer gesinn, wa mer den internationale Kontext kucken.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et leider en Deel vun deene soi-disant feministesche Bewegungen, déi fir d'Burka argumentéieren. Dat ass schwéier nozevollzéien.

Mir hunn an eisem Gesetzesvirschlag natierlech mam Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff argumentéiert, dat ass awer eng Noutwendegkeet gewiescht juristescher Natur, mä näischt verhënnert, datt mir nach eng politesch Analys derbäisetzen.

An eis politesch Analys ass: Jo, et geet ëm d'Zesummeliewen, mä et geet och ëm d'Sécherheet. Et gouf Attentater, et gouf kriminell Akten ënnert dem Couvert vun der Burka. Et geet ëm d'Rechter vun der Fra, selbstverständlech. A mir wëllen an eiser Gesetzespropositioun jo déi bestrofen, déi en aneren zwéngen, eng Burka unzedinn. Dës Regierung bréngt dat emol net fäerdeg!

Et ass och esou, datt mir dee Gesellschaftsvertrag, vun deem d'CSV geschwat huet, selbstverständlech akzeptéieren. Dofir ass et jo och wichteg, datt eben eise westlechen, liberale Rechtsstat sech affirméiert géintiwwer engem klengen Deel vun enger radikaler Interpretatioun vum Islam, vu Salafismus a vun aneren, well an der Burka ass en Element vu Provokatioun. Et ass e Symbol vun enger Integratiounsverweigerung fir verschiddener vun deenen, déi esou eng undinn. Et ass heiansdo de Fändel vum politeschen Islam fir Verschiddener, alles dat, wat mir net wëllen, well et deene Grondwäerter, fir déi d'ADR steet, a villem widdersprécht.

Mir wëllen d'Dignitéit vun der Fra hei verdeedegen, net se an e stofftene Prisong stiechen. An dat Fräiwëllegkeetsargument, wat Verschiddener ufëieren, schéngt eis zweifelhaft ze sinn.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir wëllen hei och ganz kloer soen, datt d'Burkadiskussioun net déi eenzeg ass, wat d'Integratioun ugeet. D'Integratioun ass an eisen Aen och an enger Gesellschaft, déi multikulturell ass, an deem Sënn, datt vill verschidde Kulture sech hei erëmfannen, mä Multikulti heescht net, datt mer egal wat mussen toleréieren. Multikulti heescht net, datt mer virun all Fuerderung mussen noginn.

Well mir hunn nach aner Problemer och am Zesummenhang mat verschiddene Kulturen. Mir hunn an de Klinicke Männer, déi hir Fraen net eleng bei den Dokter loossen, fir datt se do kënnen ënnersicht ginn. Och dat ass en Deel vun der Realitéit vun dësem Land, wou mir soen: „Neen! D'Privatsphär vun der Fra beim Dokter, déi muss och kënne garantéiert ginn a protegéiert ginn." An där Saachen hu mer méi.

An et ass net, datt mir wëllen noginn, Schrëtt fir Schrëtt, géintiwwer Fuerderungen, déi eis kulturfriem sinn, déi eiser jüddesch-chrëschtlecher Zivilisatioun, eisem humanisteschen Ierwen net entspriechen. Mir ginn eis Zivilisatioun net op, net déi Wäerter, déi eis Kultur ausmaachen, fir ënnert der Pressioun vu verschiddene radikalen Elementer hei nozeginn.

Mir wëllen déi Gesellschaft esou erhalen, wéi d'CSV gesot huet, dee Gesellschaftsvertrag, an d'Kultur, déi mir hunn, déi bleift. A Leit, déi heihinnerkommen, solle sech un där ausriichten, un eise Wäerter, an net ëmgekéiert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass och esou, datt dee Regierungsprojet hei…

Ech verstinn déi gréng och net, also ech muss dat ëmmer erëm soen: Et ass eng Partei, déi mech wierklech verwonnert!

Si ginn hei no enger gewëssener Interpretatioun, salafistescher Interpretatioun heiansdo vum Islam. Et ass awer eng Partei, déi iwwert d'Joren alles gemaach huet, fir hei d'Trennung vu Kierch a Stat duerchzesetzen. Dat ass schonn erstaunlech!

Si wëllen d'Elektromobilitéit promouvéieren an d'Atomindustrie domadder ausbauen, well dat ass dat, wat se maachen, nodeem se jorelaang gesot hunn, si wäre géint d'Atomindustrie.

Si hu jorelaang behaapt, si wäre Pazifisten, a stëmmen hei all militäresche Projet mat! Et ass eng Partei, déi mech wierklech verwonnert, well prinzipientrei si se net.

Fir eis als ADR ass et awer de Contraire. Fir eis sinn eis Prinzipie wichteg a mir stinn zu hinnen. Mir akzeptéieren net eng Segregatioun an der Gesellschaft, mir hätte gär Integratioun! Mir akzeptéiere keng Ënnerdréckung vun der Frau, net d'Intoleranz, keng Parallellgesellschaften a kee Sécherheetsrisiko an eiser Gesellschaft.

An och dat ass wichteg, well zu enger Zäit, wou d'Regierung higeet a wëllt d'Polizei reformëieren, mierke mer schonn, datt a ville Beräicher och do keng richteg Energie derhannert ass. Déi Policereform, déi elo kënnt, déi bleift wäit hannert deem zréck, wat eis Gesellschaft wierklech géif brauchen!

D'Regierungspropositioun ass och onpraktikabel. Dat hat den Här Roth ganz gutt beschriwwen: undoen, ausdoen. Dat wor d'selwecht, wéi fréier mat de Gemengen: Bass de an där enger Gemeng, kanns de se undoen, d'Burka. An an där nächster Gemeng muss de se ausdoen. Hei ass et mam Bus oder mat soss eppes, wou s de se un- an ausdees. Dat ass net praktikabel!

Mir hunn eis och net un déi belsch an un déi franséisch Legislatioun gehalen, déi awer de gréissten Deel vun eisem Gesetzeswierk direkt beaflossen.

Et sinn net genuch Präzisiounen dran. Et hätt ee genausou gutt kënnen eng Interdiction d'accès ausschwätze bei verschiddene Verwaltungen. Och dat ass net geschitt. Dat wär vill méi einfach gewiescht.

Heiansdo, déi Begrënnunge vum Gesetz, do muss ee bal laachen, wann een et liest, wann een do op eemol de Kleesche verglach kritt mat der Burka. Also, ech muss soen: D'Fantasie vun dëse Regierungsparteien, déi ass heiansdo bewonnerenswäert! Mä ech mengen, mir kënnen awer all den Ënnerscheed nach maachen tëschent dem Kleeschen an enger Burka.

Et brauch een och… Mam Privatauto, do froen ech mech och heiansdo, wéi realistesch déi Leit da sinn. Ech ka mer virstellen, ech hunn et ni probéiert, mä ech ka mer virstellen, datt, wann ee mat enger Burka an engem Auto sëtzt, datt een dann net vill gesäit an datt dat eleng schonn aus Verkéierssécherheetsgrënn sollt verbuede ginn,…

(Brouhaha et interruption)

…och wann et e private Raum ass.

(Brouhaha)

An et ass ongerecht - wéi gesot, d'Jeunesse démocratique hat do recht, an der Jeunesse démocratique, do sinn der derbäi, déi kéinten haut an d'ADRenalin kommen -, well et ass jo ganz kloer, datt e Gesetz muss déi bestrofen,…

(Brouhaha et interruptions)

…déi anerer zwéngen, fir eng Burka unzedoen. Eppes, wat dës Regierung emol net capabel war!

An et freet mech - an domadder halen ech op -, et ass eng perséinlech Satisfaktioun, an Dir erlaabt mer, dat kuerz ze soen: Mir haten hei, wéi mer iwwert d'Meenungsfräiheet geschwat hunn, eng Diskussioun, den Här Minister Braz an ech, iwwert d'Interpretatioun vum Strofrecht, well den ECRI hat d'Lëtzebuerger Geriichter felicitéiert fir eng „large" Interpretatioun vum Droit pénal am Beräich vun der Meenungsfräiheet, vun der Repressioun vun der Meenungsfräiheet.

Dorobberhin hat ech gesot: «Le droit pénal est d'interprétation stricte», an ob den Här Minister dat och esou géif gesinn. An ech hat em nach eng schréftlech Question parlementaire gestallt, wou en da geäntwert huet ronderëm, mir hätten de Principe de légalité en droit pénal.

Awer de Saz: «Le droit pénal est d'interprétation stricte» ass virun e puer Méint nach net iwwer seng Lëpse komm. Haut huet de Statsrot an deenen Avisen zu dësem Gesetz der Regierung ech weess net wivill mol, fënnef-, sechsmol an d'Buch geschriwwen: «Le droit pénal est d'interprétation stricte.»! An och den Här Minister, mengen ech, huet dat an dem Kontext vun dëser Diskussioun gesot. Mä et gëllt net nëmme fir hei, et gëllt fir eist ganzt Strofrecht. An och fir d'Meenungsfräiheet! An ech mengen, d'ADR wäert och déi Diskussioun nach viruféieren.

An ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- No deenen „frëndschaftleche Wierder" ginn ech d'Wuert weider...

(Hilarité)

...un den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech versichen, frëndschaftlech ze bleiwen, Här President.

«N'êtes-vous donc pas jolie? Dévoilez-vous!» Dat stoung op Plakater zur Zäit vun der franséischer Kolonisatioun an Algerien. Do huet een dann esou Plakater gesinn, gezeechent: zwou Frae mat der algerescher traditioneller Vollverschleierung, dem M'laya, esou, an ee Meedchen, wat net esou eppes gedroen huet.

Deemools huet de Kolonialhär gemengt, et wier gëeegent, fir dem „Indigène" bäizebréngen, wat d'Lumièren, wat d'Zivilisatioun wier, déi, wéi mer jo all wëssen, exklusiv europäesch ass. Ganz nom Motto och vum ganz opgekläerte Jules Ferry, dee sot: «Il est du devoir des races supérieures d'éduquer les races inférieures.»

Deemools an Algerien sinn dann och jonk an aarm Fraen aus dem „bled" erausgeholl ginn, wa méiglech schéiner. Si sinn „à la française" ugedoe ginn a geschminkt ginn a konnten och op Soiréeë mat franséische Männer plus ou moins gewollt „Bekanntschaft" maachen.

Wësst Der, wat geschitt ass? Vill Frae wollte vun dëser ganz spezieller Zort vun Emanzipatioun näischt wëssen. A vill Fraen, déi emol net extra reliéis waren a souguer éischter feministesch waren, well se sech och am FLN engagéiert hunn, hunn ëmsou méi de Schleier ugedoen, fir grad de Kolonialhären ze weisen, datt si grouss an al a selbstbestëmmt genuch wieren, fir ze wëssen, wéi se sech undoe sollten, an datt se dofir kee Fransous bräichten, awer och keng Franséisin, déi hirer „oppriméierter" Schwëster hëllefe wéilt.

Dat relatéiert och - ech weess net, ob Der dee kennt - de Frantz Fanon a sengem Wierk - de Franz Fayot kennt de Frantz Fanon, dat wonnert mech net,...

(Hilarité)

...ech recommandéieren de Frantz Fanon wierklech - «L'An V de la révolution algérienne». Et ass immens interessant.

(Interruption)

De Franz Fayot ass och ze recommandéieren.

(Hilarité)

Här President, et ass ëmmer eng Umoossung, ze mengen ze wëssen, wat gutt ass fir en aneren oder fir en anert. An et ass eng Konstant vun dominanten Zivilisatiounen, net nëmme vun eiser, oder vun Imperien, ze mengen ze wëssen, wat richteg ass fir en aneren, och ënnert dem Deckmantel vum Fortschrëtt. Déi Dialektik „den Ziviliséierten an de Barbar", dat ass eppes Ales an dat fënnt een iwwerall ronderëm de Globus.

Et ass am Numm vu Gott koloniséiert ginn, mä et ass och am Numm vun der Opklärung koloniséiert ginn; wahrscheinlech souguer nach méi. Mä Fortschrëtt geet net géint d'Leit, e geet mat de Leit.

Här President, de Problem mat dësem Projet de loi vum Här Braz a mat den zwou Propositions de loi ass: Do sinn zwee Punkten, déi e bësse spezifesch sinn. Éischtens, si adresséiere sech jo - well et muss een awer Kloertext schwätzen - an éischter Linn un eng reliéis Gemeinschaft, näämlech den Islam, och wann dës Praxis ultraminoritär ass an och ganz ëmstridden ass. D'Gesetz seet et zwar net, mä et ass d'Intentioun. An zweetens: Dëst Gesetz ass wahrscheinlech dat éischt Kleederuerdnungsgesetz fir Fraen zënter Jorzéngten.

Ech wollt och e bëssen iwwert d'Frae schwätzen, well iwwert d'Fraen hunn ech haut awer relativ wéineg héieren. Ech gleewen zwar net un d'Wiedergeburt, mä hätt ech de Choix, da wéilt ech erëm als Mann op d'Welt kommen, net well ech der Meenung wier, datt dat dat bescht Geschlecht wier, mä well een et weiderhi méi einfach huet a weiderhi vill méi a Rou gelooss gëtt. Als Fra mécht ee jo ëmmer alles falsch: Eng Kéier ass een ze mann ugedoen, eng Kéier ass een ze vill ugedoen, eng Kéier ass een ze langweileg ugedoen oder geschmacklos ugedoen, de falschen Tailleur, d'Jupp ass eng Kéier ze laang, fir am Bistro ze schaffen, oder d'Jupp ass ze kuerz, fir am Büro ze schaffen.

(Interruption)

Oder ëmgedréit.

(Hilarité)

An et geet esou wäit, datt och eemol d'ADEM eng Campagne gestart hat, fir de Fraen ze hëllefen - et war eng amerikanesch Boîte -, sech besser beim Astellungsgespréich ze presentéieren, an och ënner anerem, wéi se sech sollen äusserlech a vestimentaire undinn. An do hunn ech awer och e Kommentar vum Aarbechtsminister deemools vermësst op Twitter, deen awer normalerweis esou prompt ass, fir matzedeelen, wat eng Oppressioun vun der Fra ass a wat net. A mir wësse jo all, datt d'Frae wierklech drop waarden, regelrecht drop waarden, datt d'Männer hinne virschreiwen, wéi se sech sollen undinn.

Et schéngt eng Konstant ze sinn, datt de Kierper vun der Fra weiderhin als Objet vun ëffentlechen Debatten, vu Reglementatiounen a vu Gesetzgebungen ass. An ech hunn e Problem als Mann an och als Gesetzgeber fillen ech mech einfach net beruff, fir iwwert d'Kleederuerdnung fir Fraen ze bestëmmen.

Här President, d'Fro, déi mir eis stellen als Lénk, ass déi folgend: Wat ass d'Finalitéit vun dësem Gesetz? Geet et ëm d'Befreiung vun der Fra? Ech mengen, d'Befreiung vun der Fra ass historesch ëmmer vun de Frae selwer gedroe ginn.

Befreiung, Här President, sief et vu Fraen oder vun anere Leit, ass historesch ni geschitt duerch d'Interventioun vu baussen. D'Befreiung vun de Schwaarzen, zum Beispill an den USA an de 50er a 60er Joren, ass net geschitt, andeems Wäisser gënnerhaft rassistesch Gesetzer ofgeschaaft hätten, mä nodeems déi Schwaarz jorzéngtelaang gekämpft hunn, an dat trotz brutaalster Ënnerdréckung. An datselwecht gëllt och fir den Apartheidsystem a Südafrika.

A vu wat wëlle mer dës Fraen och befreien? Solle mer se dervu befreien, datt se vollverschleiert dorëmmer lafen? An da muss ee sech d'Fro stellen: Si se tatsächlech ëmmer dozou gezwonge ginn? Duerch wien? Duerch hire Mann? A wa se Jonggesell sinn an trotzdeem verschleiert sinn?

Et ass eng sensibel Fro, mä ech wëll se trotzdeem opwerfen. Et gëtt oft monéiert, datt d'Fraen, déi ganz verschleiert sinn oder deels verschleiert sinn, dat opgrond vum Drock maachen, deem se ausgeliwwert sinn. Ass dat da wierklech och ëmmer esou? Ech mengen, et muss een ënnerscheeden, ob eng Fra an engem Land lieft, wou d'Droe vum Schleier obligatoresch ass oder an enger Gesellschaft lieft, wou et zwar net obligatoresch ass, mä wou de gesellschaftlechen Drock dann eben esou grouss ass, datt se schwéier derlaanschtkënnt.

A mir liewen net, glécklecherweis, an esou engem Land. Mir liewen awer an engem Land, wou keen engem anere Mënsch seng Liewensweis virschreiwen däerf an och net de Mann der Fra virschreiwen däerf, wéi si sech unzedoen huet. Dat geschitt bestëmmt awer nach all Dag, datt Männer doheem hire Frae Saache virschreiwen oder souguer gewalttäteg géintiwwer hire Frae sinn, an dat ganz onofhängeg vun der Relioun. An dogéint gëtt et och Gesetzer an déi si souguer streng. A vläicht muss een nach weider anerer fannen.

Här President, de Conseil national des femmes a sengem Avis, dee seet a senger Konklusioun, et wier respektlos, keng Interdiktioun ze maache vis-à-vis vun de Fraen, déi derfir kämpfen, de Schleier net mussen unzedoen a Länner, wou et obligatoresch ass. Här President, bon, fir d'Éischt emol den Avis vum... Wien de Conseil national des femmes kennt, weess, datt et u sech e Kompromëss war, well se sech och net eens waren intern, mä soit!

Ech sinn awer mat dëser Schlussfolgerung net averstanen, well wann een... An dat ass och gesot ginn. Den Här Kartheiser huet virdrun dovunner geschwat, vun de Fraen, déi kämpfen. Et ass heiansdo interessant ze gesinn, wéini d'ADR sech grad fir d'Fraen, déi fir hir Rechter kämpfen, zu Wuert mellt; normalerweis nëmmen, wann et ëm Muslime geet, soss net. Gutt, soit!

D'Fraen, déi zum Beispill am Iran oder an anere Länner refuséieren, den Tschador oder den Nikab ze droen oder d'Burka, déi soe jo net forcement, datt et misst verbuede sinn, deen an der Ëffentlechkeet ze droen. Mä si soen, datt et net soll obligatoresch sinn an datt d'Frae weiderhi solle kënne fräi entscheeden. A vläicht hu se och eng Mamm, déi ganz verschleiert ass an déi trotz dem Ophiewe vun engem Verbuet weiderhi vollverschleiert wäert op d'Strooss goen, well se sech dru gewinnt huet - ob dat gutt ass oder ob mir dat gutt fannen oder net, dat ass egal - oder well si sech aneschters onwuel spiere géif. Well, jo: Mir sinn all erzu ginn op eng Aart a Weis. Jiddweree vun eis! A mir kruten all positiv Saache mat an och all Macke mat.

A wann een och nach Frae kannt huet, déi grad feministesch sinn, déi aus der islamescher Welt kommen an déi op kee Fall, emol net e klenge Voile géifen undoen, oder deen tatsächlech och net undinn - an heiansdo brauche se Courage, déi Fraen! Déi fuerderen dat och net, datt et soll verbuede ginn am Maroc oder an Algerien oder an Tunesien. Ganz radikal Feministinnen, rouder ganz oft, déi fuerderen dat net, well si wëssen, datt dat net vill bréngt.

Dee Grappvoll Mënschen, déi sech esou wëllen accoutréieren an déi och an deene meeschte muslimesche Länner komesch ugekuckt ginn - an Nordafrika gi se „les Afghans" genannt, well et net derzou gehéiert, zum Beispill eng Burka ze droen, well dat aus dem Afghanistan kënnt, dat ass och traditionell -, déi maachen dat net, well de Stat oder d'Gesellschaft hinnen dat opdrängt, au contraire. Héchstens de Mann oder dat direkt Emfeld, dat mag sinn, dat ass net auszeschléissen.

Allerdéngs ass et awer och esou, datt et sech hei an Europa ganz oft ëm Neokonvertiten oder Reislamiséierter handelt, déi, wéi esou oft, e speziellen Äifer un den Dag leeën. A wat och ganz interessant ass ze wëssen, wann een esou liest, an ech mengen, dat kann de Justizminister confirméieren, dat ass vun de Refugiéen, well den Amalgam gëtt gemaach: Ënnert den DPIen, déi heihinner op Lëtzebuerg komm sinn, ënnert de Flüchtlingen, do gouf keng Frau, déi vollverschleiert ass, bis elo recenséiert, well meeschtens kommen déi Fraen net aus enger Géigend, wou dat ass, wou dat praktizéiert gëtt. Oder si maachen dat souwisou net gär, well et ultraminoritär ass oder ganz konzentréiert op gewësse Plazen.

Also, ech weess net, ob Fraen ëmmer gezwonge ginn, sech esou unzedinn. Et gëtt allerdéngs Länner, wou et eng Kleederuerdnung gëtt, wou d'Gesetz seet, datt d'Fraen en Tschador oder en Nikab oder eng Burka mussen undinn. Et gëtt och Länner, wou d'politesch Muecht et verbueden huet oder staark ageschränkt huet, wéi d'Tierkei oder Tunesien. Et gëtt Länner, wou et de Fraen iwwerlooss gouf, wéi an Algerien oder och souguer wéi an Israel, souwäit ech weess.

An et muss ee feststellen, datt, Verbuet hin oder hier, et ganz wéineg un der Situatioun geännert huet. D'Tierkei kennen ech net - ech war leider nach ni do -, mä an Tunesien, do hänkt et och ganz dovunner of, ob een an e flotte räiche Quartier vun Tunis geet oder ob een am ländleche Raum ass oder an enger méi aarmer urbaner Géigend. De Bezuch zur Relioun oder zur Coutume, an heiansdo gräifen déi zwee aneneen, dee variéiert staark, jee no sozialer Situatioun. D'Mënsche si capabel, Saachen ze maachen, déi een net ëmmer novollzéie kann, mä si maachen et trotzdeem, well se et fir richteg halen.

Här President, mir hunn eng prinzipiell Schwieregkeet domadder, datt d'Fraen erëm eng Kéier esou duergestallt ginn, wéi wa se aus Prinzip incapabel wieren, eng fräi Entscheedung ze treffen. An iwwerhaapt, mech géif och wonneren: Ass iwwerhaapt mat deene Frae geschwat ginn? Laut der Schura gëtt et der 15 hei zu Lëtzebuerg. Et hätt ee sech kënne schlaumaachen!

Et ass jo och net all Dag, datt en anscheinend ënnerbesatene Ministère wéi dee vun der Justiz, dee mat Projeten net ëmmer esou richteg weiderkënnt, e Gesetz mécht fir eng Handvoll vu Leit. An ech mengen, och do werft den Avis vun der CCDH, vun der Commission consultative des droits de l'homme, awer Froen op, wat een nach am Kader vun dësem legislative Prozess hätt kënne maachen, zum Beispill iwwerhaapt: «(…) reconsidérer l'opportunité politique de légiférer (…) analyser les implications potentielles (…) prévoir des mesures permettant d'éviter la marginalisation des femmes visées, les dangers de polarisation de la société» an esou weider an esou virun. Oder iwwerhaapt, ob ee sech dann net kéint iwwerleeën, eng Gesetzgebung ze maachen, déi vläicht dee bestrooft, deen eng Fra derzou zwéngt, esou eppes ze maachen.

Dat wier vläicht komplizéiert, mä vläicht wier dat eng aner Pist. D'Fro ass iwwerhaapt, ob esou e Gesetz effikass kéint sinn. A souguer wann et d'Intentioun wier, datt manner Frae sech vollverschleieren, wéi gëtt esou e Gesetz vun de Concernéierte bewäert? An, dat ass scho viru mir gesot ginn: Maache si et net grad ëmsou méi aus Trotz?

Ech weess, datt et e Sujet ass... Et ass e gliddegt Eisen an ech si mer bewosst, datt et méi einfach ass ze soen, et misst een d'Burka oder den Nikab verbidden an esou weider, wann een d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg kennt.

Et kritt ee souguer virgeworf, wéi den Här Kartheiser dat virdru gemaach huet, et wier een „pro Burka". Da géif ech awer gäre vum Här Kartheiser wëssen - ech schwätzen elo nëmme fir déi Lénk, hien huet e puer Organisatioune genannt -, wou en iergenden Text fonnt huet, wou déi Lénk géif behaapten, mir wiere fir eng Burka. Wou hutt Der dat fonnt? Ech weess et net. Wou hutt Der dat fonnt? Präzis!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, wann ech däerf äntwerten, well den Här Wagner mer elo eng Fro gestallt huet. Ech mengen, déi Diskussioun, déi mer haut féieren, ass: Wëlle mer d'Burka verbidden, jo oder neen? Et gëtt Parteien, déi sech derfir ausgeschwat hunn.

(Interruption)

Dat ass d'CSV an d'ADR. Et gëtt der, déi hunn esou eng Positioun, déi läit esou dertëschent. An et gëtt der wéi Dir, déi Der Iech vun Ufank un decidéiert hutt, fir géint e Verbuet vun der Burka anzetrieden. Wann Der also...

(Interruptions)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Dir hutt gesot, mir wiere fir d'Burka!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- An doduerch ass d'Konklusioun, datt Der déi toleréiert hei am Land, datt Der also dat akzeptéiert! An ech nennen dat „pro Burka".

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Also, Här Kartheiser, am Lycée, ech weess net, do hate mer Philo an do hate mer och e Fach dat „Logique" geheescht huet. Dir hätt do 0 vun 20 kritt.

(Hilarité)

Et war jo ëmmer vun 20. 0 vun 20! Déi Logik geet net op.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Bei eis ass et op 60 gaangen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou! Elo hutt Dir ganz eleng d'Wuert. A fuert virun!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Här President, ech stelle fest, datt d'ADR erëm eng Kéier Bullshit gesot huet.

Elektoral gesinn, bréngt dat natierlech vill méi, dat alles. Mä mir stellen eis awer d'Fro: Wat wäert esou e Gesetz eiser Gesellschaft bréngen, ausser Spannungen, déi mer eis hätte kënnen erspueren? A firwat gëtt dës Diskussioun lassgetrëppelt vu Kräften, déi sech kaum oder seele fir sozial Rechter vun den Aarbechter an Aarbechterinnen asetzen? Firwat ginn esou Diskussioune vu Leit lassgetrëppelt, déi kee Problem domadder hunn, datt zum Beispill zu Lëtzebuerg Botzfraen ënnerbezuelt ginn, ënnert dem legale Mindestloun bezuelt ginn a Prozesser musse maachen? An esou weider an esou virun.

Firwat ginn esou Diskussioune vu Leit lassgetrëppelt, déi awer géint d'Recht si vun de Fraen, fir selwer iwwert d'Ofdreiwung ze entscheeden?

Här President, de Refus vum Voile intégral, dee kënnt deelweis aus zwee Kreesser: deem konservative Krees, deen d'Fraerechter deelweis ganz rezent entdeckt huet, voire nach ëmmer net, mä se instrumentaliséiert, fir elektoral Gewënner ze maachen, op Käschte vun enger reliéiser Communautéit.

An dann, de Refus kënnt deelweis och aus méi fortschrëttleche Kreesser, déi et gutt mengen - ech mengen, si mengen et gutt -, déi mengen, et géif hëllefen d'Frae befreien, mä déi a mengen Aen éischter kontraproduktiv sinn, well souguer Muslimen, déi emol net am Dram drun denken, den Nikab anzeféieren, an dat sinn 99% vun dëser Populatioun, déi interpretéieren esou en Akt wéi eng weider - wéi soll ech soen? - Humiliatioun.

Et ass och an eisen Ae keen Text an och keng Diskussioun, déi gefouert gëtt, déi den „vivre ensemble" fërdert. Ech mengen, kuckt Iech nëmme Frankräich un. Déi schwätze permanent dovun, also d'Medien a gewësse Politiker. Déi meescht Fransousen, déi schwätzen net doriwwer, éierlech gesot. Déi hunn aner Problemer zurzäit, wéi iwwert d'Burka an de Voile ze diskutéieren. Dat interesséiert e puer Journaliste vu Saint-Germain-des-Prés, mä egal.

(Hilarité)

Mä et geet guer net ëm den „vivre ensemble". Genau de Géigendeel! Well mir hunn do duerno en Zesummegoe vun de Communautéiten. Et ass kee Gesetz, dat aus der Vernonft

entspréngt, mä dat aus der politescher Nout entspréngt. An ech stelle fest, datt d'Regierung sech leider e bëssen ze schnell dreiwe léisst vu reaktionäre Kräften. Ech hätt léiwer, datt aner Proposition-de-loien, iwwert de Logement zum Beispill, e bësse méi huerteg géifen hei diskutéiert ginn, well dat betrëfft net 15 Leit, mä Dausenden an Dausende vu Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger!

Ech soen Iech Merci. Mir wäerten natierlech géint déi dräi Gesetzer stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. De leschten ageschriwwene Riedner...

(Interruption)

...ass den Här Laurent Mosar, Coauteur vun der Proposition de loi.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een de leschten ageschriwwene Riedner vun esou enger Debatt ass, ass dat normalerweis ëmmer schwéier, well dann ass ganz vill gesot ginn, wat een och scho selwer gär gesot hätt.

Den Avantage ass awer, datt och vill Saache gesot gi sinn, op déi ee ka reagéieren. An ech muss eigentlech soen, an dat wëll ech fir d'Alleréischt ervirsträichen: Ech hunn eigentlech déi Diskussioun de Mëtten eng ganz ausgewogen, nuancéiert Diskussioun fonnt, déi eisem Haus, Här President, zu Éiere gereecht, well ech mengen, datt äänlech Diskussiounen zu äänleche Sujeten an anere Parlamenter wahrscheinlech zu méi heftegen Diskussioune gefouert hätten. Ech fannen och: Vun alle Riedner sinn hei Aussoe gemaach ginn, déi ech parfaitement hätt kënnen ënnerschreiwen oder kann ënnerschreiwen an déi ech och hätt kënnen deelen.

Ech wëll awer trotzdeem direkt am Ufank op zwou Aussoen agoen, déi mech trotzdeem e bësselche verwonnert hunn. Verwonnert huet mech déi Ried vum Eugène Berger, obschonn, an dat wëll ech da gradesou kloer hei soen, ech eigentlech a groussen Zich mat deem d'accord sinn, wat den Eugène Berger gesot huet. En huet ganz vill Richteges a senger Ried gesot.

Dat Eenzegt ass: En dierft eigentlech en conséquence vun deem, wat e gesot huet, d'Gesetz net stëmmen, mä e misst eng vun deenen zwou Proposition-de-loie stëmmen. An dat, wat den Eugène Berger gesot huet - an dat wëll ech hei nach eng Kéier ervirsträichen, well et eigentlech och eis Meenung ass -, dat ass, datt déi ganz Diskussioun iwwert d'Vermummungsverbuet oder de Burkaverbuet eigentlech guer keng Reliounsfro ass.

En ass allerdéngs, Dir Dammen an Dir Hären, do op enger ganz anerer Schinn wéi de Kolleeg Alex Bodry, dee sech an engem groussen Deel vu senger Interventioun hei mat der Reliounsfräiheet auserneegesat huet.

An ech wollt eigentlech de Mëtten iwwerhaapt net méi intervenéieren, mä well awer hei, ganz besonnesch vu sozialistescher Säit, elo ganz vill sech mat där Reliounsfräiheet a mat där Fro auserneegesat ginn ass, kommen ech trotzdeem net derlaanscht, awer do eng Rei vu fundamentalen Iwwerleeungen ze maachen.

Ech wëll mech awer och eng Kéier mam Kolleeg David Wagner auserneesetzen, deen ech eigentlech ëmmer respektéieren, well en zwar Meenungen huet, déi totalement contraire zu menger sinn, mä ech gestinn em awer ganz gär zou, datt en eng gewësse Linn an eng gewësse Konsequenz a sengem Denken huet, déi ganz oft aneren ofgeet. Allerdéngs huet den David Wagner mech de Mëtten awer schrecklech enttäuscht.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- En huet näämlech gesot - lauschtert gutt no! -, en huet sech hei e bëssen opgereegt, andeem e gesot huet, hie géif dat schlëmm fannen, datt permanent do géif iwwert d'Käpp vun de Fraen ewech iwwer Sujete vun de Frae legiferéiert ginn, datt dat meeschtens och nach Männer wären, déi doriwwer géife legiferéieren. En huet dat dann och ganz flott exposéiert.

An dunn op eemol sot en awer, en hätt den Avis vum Conseil national des femmes gelies an e wär nun awer iwwerhaapt net domadder d'accord. An do muss ech awer soen, Här Wagner,...

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...do sidd Der lech awer wierklech guer net konsequent! Wou elo emol eng Kéier d'Fraen hei e kloren Avis huelen, elo fannt Dir lech net méi mat...

(Interruption par M. David Wagner)

Neen, elo fannt Dir lech net méi... Ech wëll wierklech meng Ried fäerdeg maachen, Här President. Herno kann den Här Wagner ganz gär dorobber reagéieren.

Ech wëll iwwregens och dem Här Wagner soen: Genau déiselwecht Attitüd huet Terre des femmes, eng vun deene ganz groussen däitsche Fraenorganisatiounen, déi politesch op engem ganz anere Bord situéiert ass wéi mir, op ganz engem anere Bord! Ech géif wierklech do dem Här Wagner soen: Liest dat, wat Terre des femmes seet! An da muss ech lech soen: Här Wagner, ech liesen och ganz vill, och vu ganz ville Philosophen. An ech géif lech da vläicht och eng Kéier dee ganz gudde Rot ginn...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Une voix.- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et kommen der och nach fir lech, Här Bodry...

(Hilarité)

Ech géif lech wierklech eng Kéier uroden: Liest verschidden Artikele vum Élisabeth Badinter.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Eng femme de gauche, intellectuelle, écrivain.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Sidd Dir Fan?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo! Sinn ech Fan? Ech sinn heiansdo och, Madamm Lorsché... Ech sinn och heiansdo Fan, an ech wäert dat herno soen,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ah! Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...vu Fraen, déi äänlech Iwwerzeegungen hu wéi ech selwer.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Respekt!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- All Respekt, Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Gesitt Der, ech kann lech nach ëmmer iwwerraschen, Madamm Loschetter.

(Hilarité)

Ech sinn iwwregens frou, wollt ech lech soen, datt Der erëm opgetaucht sidd. Mir haten eis scho Suerge gemaach,...

(Hilarité)

...well Dir waart de Moien net um Radio, obschonn Der jo Rapportrice vum Projet sidd. An mir haten eigentlech erwaart, datt Der eis de Moie schonn do e puer flott Aussoe géift maachen. An dunn ass gesot ginn, Dir wäert leider verhënnert. Duerfir erlaabt mer ze soen: Ech si ganz frou, datt Der erëm hei sëtzt!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här Mosar. Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat sinn dat „frëndschaftlech Wierder"!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mäi Kolleeg, de Gilles Roth, an ech selwer am Numm vun eiser Fraktioun d'Initiativ ergraff hunn, fir eng Gesetzespropositioun iwwer e Burkaverbuet ze deponéieren, war et eigentlech fir eis vun Ufank u kloer - net, Här Roth? -, datt dës Propositioun nëmme kéint um Prinzip vum Zesummeliewen an eiser Gesellschaft a vu soss guer näischt baséieren. Weder Sécherheets- nach reliéis Iwwerleeunge si fir eis a Fro komm, fir déi Propositioun ze begrënnen. Wat dann och erkläert, datt Dir am Exposé des motifs vun eiser Propositioun keen eenzegt Wuert zur Sécherheet an zur Relioun erëmfannt.

Mir hunn dat gemaach, well mir eis intensiivst mat der Jurisprudenz vum Mënscherechtsgeriichtshaff zu Stroossbuerg op där enger Säit auserneegesat hunn, awer och, an dat ass de Mëtte vläicht e wéineg zur Geltung komm, mat enger ganzer Rei vun Decisioune vun der franséischer, awer och ganz besonnesch der belscher Cour constitutionnelle. Ech wëll elo net méi am Detail op dat alles agoen, wat de Kolleeg Gilles Roth sot. Deen huet dat, wéi mer et gewinnt sinn, op eng formidabel, exzellent, detailléiert Aart a Weis gemaach.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- „Frëndschaftlech Wierder".

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, fir op déi Decisiounen zréckzekommen,...

(Brouhaha et hilarité)

...si hunn alleguerten ee gemeinsame juristeschen Nenner. An dat ass ebe ganz genau, datt e Verschleierungsverbuet soll op d'Zesummeliewen an der Gesellschaft baséiert sinn. A genee deem entsprécht och eis Intentioun.

Esou huet den Arrêt, an en ass schonn e puermol zitéiert ginn, vun 2014 vun deem virgenannte Mënscherechtsgeriichtshaff ebe genau aus där Noutwendegkeet vum Zesummeliewen dat generellt - dat generellt! - Verbuet a Frankräich duerchgewénkt. Mä och scho virdrun, Här Bodry, sinn an enger ganzer Rei Arrête vun deenen zwou virgenannte Cour-constitutionnellë Verschleierungsverbueter genau op der Base vun deemselwechte Prinzip zréckbehale ginn.

An ech wëll hei net méi op den Arrêt vun 2014 zréckkommen,...

(Interruption par M. Alex Bodry)

...ech wollt lech awer, well ech eigentlech fannen...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, fait personnel!

(Exclamations)

Also, ech hu genau eis Positioun hei gesot, dass et eis Positioun wär, dass mer der Meenung wären, dass d'Burka net an d'Gesellschaftsbild zu Lëtzebuerg gehéiert, well en Zesummeliewen doduerjer onméiglech gëtt. Dat ass eist Haapt- an eenzegt Argument, fir de Regierungstext ze stëmmen!

Stellt et also net esou duer, wéi wa mer dat géifen ignoréieren! Dat ass dat eenzegt Argument, wat bleift! Dat ass dat eenzegt Argument, wat och europäesch Geriichtshäff als valabelt Argument erugezunn hunn, fir iwwerhaapt esou eng Legislatioun vun der Aschränkung vun där perséinlecher Fräiheet kënnen ze rechtfertegen.

Dat ass esou kloer, mengen ech, hätt ech gesot, wéi et nëmme geet! Wann Dir elo dorauser wëllt ech weess net wat bauen, dann deet et mer leed!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Neen. Also, Här President, ech hunn, dat muss ech awer éierlech soen,...

(Interruption)

...virdrun opmierksam dem Här Bodry nogelauschtert. Ech hat och all Moment op der Zong, fir eppes ze soen, ech hunn dat awer net gemaach, well ech d'Riedner net wëll ënnerbriechen. Duerfir géif ech awer gär och dem Här Bodry soen, mech ausschwätzen ze loossen, an herno kann ech ganz gär op all Froen äntwerten.

Ech hu jo net gesot, Här Bodry, datt Dir de Contraire gemaach hätt, dat hunn ech net gesot, bis elo. Ech hunn hei nach eng Kéier eis Motivatioun explizéiert an ech wollt elo just nach eng Kéier dropkommen, well ech näämlech fannen, datt d'Beschreiwung, déi déi belsch Cour constitutionnelle gëtt iwwer e Vivre en commun eigentlech déi Notioun exzellent beschreift.

An duerfir erlaabt mer trotzdeem, dat nach eng Kéier hei virzeliesen: «L'individualité de tout sujet de droit d'une société démocratique ne peut se concevoir sans que l'on puisse percevoir son visage, qui en constitue un élément fondamental. Compte tenu des valeurs essentielles qu'il entend défendre, le législateur a pu considérer que la circulation dans la sphère publique, qui concerne par essence la collectivité, de personnes dont cet élément fondamental de l'individualité n'apparaît pas, rend impossible l'établissement de rapports humains indispensables à la vie en société.»

Aus dëser Motivatioun geet also kloer ervir, datt eng Ganzverschleierung vum Gesiicht déi mënschlech Bezéiungen, ouni déi e Liewen an der Gesellschaft net méiglech ass, u sech hei onméiglech mécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och de Regierungsprojet, an ech kommen elo dodrop, fousst op dësem Zesummeliewen an der Gesellschaft. Do, wou awer dee ganz groussen Ënnerscheed besteet zwëschen Arem, dem Regierungstext, an eiser respektiv och dem Här Kartheiser senger Propositioun, dat ass, datt mir dat Zesummeliewen am gesamten ëffentleche Raum gesinn an et net op e puer Verwaltungsgebaier a Schoule respektiv Spideeler wëlle begrenzt gesinn.

An et ass och hei, wou fir eis dee kruziale Punkt ass a wou mir de Räsonnement vun der Regierung eben net kënnen novollzéien, datt e Verbuet net ka just nëmmen am Zuch an am Bus spillen an awer op der Gare, am Guichet vun der Spuerkeess, um Sportsterrain, op der Spillplaz a matten op der Strooss op eemol ophält.

Ech kann iwwregens - an ech respektéieren ëmmer honnertprozenteg anere Leit hir Meenung, Här President - novollzéien, datt de fréiere Recteur vun der Uni Lëtzebuerg, de Stéphane Braum, an engem par ailleurs ganz gutt juristesch fundéierten Artikel am „Lëtzebuerger Land" vum leschte Freideg aus philosopheschjuristeschen Iwwerleeungen e Vermummungsverbuet fir den ëffentleche Raum ofleent. Dat ass net eis, dat ass net meng Iwwerzeegung, awer zumindest ass déi Astellung konsequent. A si ass an enger gewëssener Logik, och wann, an ech kommen herno drop zréck, ganz vill aner Philosophen a Schréftsteller dat aneschters gesinn.

De Regierungstext, Här Minister, ass awer weder Fësch nach Fleesch a wäert derzou féieren, datt en an der Praxis net ëmsetzbar ass. An dat genau huet den Här Braum a sengem Artikel ganz kloer ënnerstrach, wou e seet, esou wéi dat dote Gesetz libelléiert wär, géif dat an der Praxis net kënne fonctionnéieren.

Här President, an ech kommen da bei den Här Bodry, dee virdru mat ganz ville gudden Argumenter a manner gudde versicht huet, déi, wéi hie selwer seet, méi nuancéiert Approche par rapport zum Burkaverbuet u sech ze justifiéieren. An obschonn ech, wéi gesot, dat eigentlech net wollt maachen, kommen ech dann trotzdeem net derlaanscht, déi ganz Diskussioun iwwer Vermummungs- oder Burkaverbuet effektiv virum Hannergrond vum Exercice vun der Reliounsfräiheet ze analyséieren.

Wann een dat wëllt maachen, an den Här Bodry huet dat gemaach, ech wäert dat dann och maachen, muss een natierlech sech dann och mat där Relioun auserneesetzen, op déi eng limitéiert Zuel vu Frae sech stäipen, fir hiert Gesiicht virun hire Matmënschen ze verstoppen. Ech wäert allerdéngs net op déi Fro agoen, ech mengen, dat huet den Alex Bodry och gesot, ob dat elo honnertprozenteg esou am Koran festgeschriwwen ass oder net, ech mengen och net, datt dat eppes Fundamentales un der Diskussioun géif änneren.

Här President, d'Reliounsfräiheet fousst u sech op dem Artikel 9 vun der Mënscherechtsdeklaratioun a fënnt sech bei eis, an d'Spezialiste wëssen dat, am Artikel 19 vun eiser Verfassung. D'Reliounsfräiheet ass e fundamentaalt Recht vun all Bierger, dat vum Rechtsstat ze respektéieren ass.

Fir meng Fraktioun grad wéi fir mech selwer ass d'Reliounsfräiheet e Grondrecht, dat net a Fro ze stellen ass an natierlech, a ganz besonnesch vun eiser Partei, net a Fro gestallt gëtt. Dat gesot, wëll ech awer gradesou kloer betounen, datt dëst Grondrecht net kann iwwer anere Grondrechter stoen an haaptsächlech sech net dierf géint aner Grondrechter stellen, an an dësem Fall, denken ech - an dat ass virdru jo och scho vum Eugène Berger hei gesot ginn -, virun allem géint e fundamentale Prinzip vun eiser Verfassung, näämlech de Prinzip vun der Gläichheet zwësche Mann a Fra.

An d'Reliounsfräiheet ka fir eis ni eng Worthüls oder en Deckmantel sinn, hannert deenen Unhänger vu Reliounen oder Sekte sech verstoppen, fir fundamentalistesch Fuerderungen un eng Gesellschaft ze stellen, déi net kompatibel sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat eiser Demokratie.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dëst trëfft iwwregens op all Reliounen zou, gradesou wéi op all Weltuschauungen.

Eenzel Regelen, déi vu Reliounen hire Gleeweegen operluecht ginn an déi net mat eenzelne vun eise Grondrechter vereinbar sinn, dierfen net akzeptéiert an och net toleréiert ginn. D'Reliounsfräiheet kann also ni absolutt an hirer Ausübung sinn an dierf ni iergendwéi mat Mënscherechtsverletzunge verbonne sinn.

Här President, dat zielt natierlech och fir déi Reliour, op déi sech eenzel Gleeweger baséieren, fir Fraen ze forcéieren deelweis, hiert Gesiicht ze verschleieren, näämlech den Islam. An dëser Relioun, a ganz besonnesch an der Scharia, gëtt et eng Rei vu Bestëmmungen, déi zumindest zum Deel absolutt net kompatibel si mat enger Rei vu Grondrechter, déi an eise Verfassunge verankert sinn.

Ech wëll mech awer de Mëtte just mat der Vollverschleierung beschäftegen. An ech hunn duerfir deeselwechten Exercice gemaach, deen den Här Bodry gemaach huet. Ech hunn näämlech e bësse gelies, wat d'Diskussioun esou an anere Parlamenter erginn huet. An ech hu mech awer vläicht e bësse méi mat Frankräich beschäftegt, Dir Dammen an Dir Hären, well, et ass scho gesot ginn, eis Propositioun sech méi op dat franséischt Recht bezitt. An ech hunn déi Debatt do nogelauschtert, nogelies, déi elo aacht Joer hier ass.

Ech kann lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, all déi Argumenter, déi do echangéiert gi sinn, déi sinn haut nach vun enger grousser Pertinenz. Well praktesch all Riedner hunn deemools an där Debatt drop higewisen, datt mer eigentlech an där ganzer Diskussioun a Präsenz vun zwou Visioune vun eiser Gesellschaft sinn: op där enger Säit déi vun allen demokratesche Staten, déi u sech d'Universalitéit vun de Mënscherechter ënnerstëtzen, an op där anerer Säit déi vun de Staten, fir déi dës Mënscherechter e

Kaddo sinn, dee Gott de Mënsche gemaach huet, fir méi glécklech op der Äerd ze sinn, Mënscherechter, déi awer duerfir mussen um Grond vun der Scharia interpretéiert ginn.

Mir missten eis eigentlech alleguerten eens sinn, datt et eng Rei Grondrechter an eisen demokratesche Gesellschafte gëtt, op deene mir keng Kompromisser kënne maachen. An ee Prinzip ass dee vun der Gläichheet vu Fra a Mann.

Nun ass et awer emol esou, datt genau dëse Prinzip vum Mainstream, wann ech dat emol esou ka soen, vum Islam leider a Fro gestallt gëtt. An dat a quasiment alle Länner, an deenen den Islam an der Majoritéit ass. A vun deene ville Rieden, déi deemools an der Assemblée nationale gehale gi sinn - iwwregens wëll ech soen, vu Riedner vu riets bis no lénks, an et ass virdru vum Kolleeg Gilles Roth gesot ginn, dee Projet ass mat enger riseger Majoritéit deemools ugeholl ginn an ech mengen, et ware just zwou Enthalungen -, mä, wéi gesot, vun all deene Rieden ass mer awer eng perséinlech an d'A gefall, op déi ech elo ganz kuerz wëll agoen.

Ech huelen un, datt den Här Bodry elo weess, wat kënnt. Mir hunn näämlech munch Saache gemeinsam, den Här Bodry an ech, notamment eng: Mir haten zu Paräis zesummen op der Uni e Proff - ech huelen un, bei him ass et d'selwecht wéi bei mir -, dee mech nohalteg geprägt huet, awer wierklech ganz nohalteg, dat ass näämlech de Robert Badinter gewiescht: e Mann, deen um lénke politesche Bord stoung, mat deem ech also politesch net ëmmer op därselwechter Linn louch oder leien, mä e Mann, dee fir mech e grousst Virbild ëmmer war an ass. Mir haten eng Kéier hei zesummen de Pleséier, de Robert Badinter ze empfänken. An et ass, ech soen dat, fir mech ee vun deene ganz grousse Politiker. An et ass haaptsächlech ee vun deene ganz grousse Rechtsdenker.

Den Här Badinter huet deemools eng Ried gehalen, déi als remarkabel duergestallt ginn ass. An ech wëll Iech einfach e puer Passagë vun där Ried do liesen, ganz besonnesch, well ech weess, datt den Här Bodry, grad wéi ech, den Här Badinter extrêmement appreciéiert.

Den Här Badinter huet also an där Ried gesot: «On ne peut pas transiger avec ce principe», principe de l'égalité entre hommes et femmes, «s'accommoder d'un signe, d'un signal, d'une tenue. Car le voile est porté où, et par qui? Ce sont les talibans qui contraignent les femmes à porter la burqa. Dès que les talibans prennent ou reprennent le pouvoir, la burqa devient obligatoire et, parallèlement, les filles sont retirées des écoles. C'est à ce moment-là que le port de la burqa prend toute sa signification. Au-delà même du port du voile intégral dans la rue, il faut voir le symbole qui est transmis, exprimé, inscrit dans cette tenue. Nous devons donc réagir. Il s'agit, je le répète, d'un principe avec lequel nous ne pouvons pas transiger, que nous ne pouvons pas abandonner.»

An e schléisst seng Ried mat folgendem Saz: «En interdisant le port du voile dans l'espace public, vous n'empêchez pas celles qui le veulent de pratiquer leur religion, mais vous ne tolérez pas que les éléments les plus intégristes et les plus fanatiques affichent et proclament leur vision, que nous ne pouvons pas accepter, d'une société où les femmes disparaissent de l'espace public et ne sont plus que des fantômes. Cela, non! Et c'est la raison pour laquelle je voterai ce projet de loi.», de Projet also vun der deemoleger franséischer Regierung.

Här President, ech kéint Iech nach ganz vill aner Zitater aus Riede vu Politiker, awer och vu Leit aus der Zivillbevëlkerung virliesen, déi genau an déiselwecht Richtung argumentéiert hu wéi de Robert Badinter. Dat maachen ech net, well mer d'Zäit fortleeft. Dir fannt se awer ganz gär erëm, wann Der duerno sicht.

Ech kommen awer net derlaanscht - erlaabt mer dat, et ass esou schéin! -, trotzdeem nach eng Ausso hei ze zitéieren, an de Kolleeg Gilles Roth huet eng aner zitéiert, näämlech déi vum aktuellen Aarbechtsminister Nicolas Schmit, eng aner, déi en och op Twitter diffuséiert huet, ech zitéieren: „Die Burka ist nicht vereinbar mit unseren Werten. Sie degradiert die Würde und die Chancengleichheit der Frauen." Ech hätt dat net besser kënne formuléieren wéi den Nicolas Schmit!

Här President, eng Relioun, an dësem Fall den Islam, deen, zumindest a senge radikalen Ausleeungen, d'Fräiheetsrechter vu Mënsche wëllt ofschafen, verdéngt Géigewand a keng Unerkennung vun der Politik.

Duerfir ass et wichteg, datt mer ëmmer erëm ënnersträichen, datt mir wuel tolerant si géintiwwer alle Reliounen an alle Glawensrichtungen, mä awer net bereet sinn, Konzessiounen op fundamentale Grondrechter vun eiser fräiheetlecher Demokratie ze maachen.

Ech soen awer gradesou kloer, datt d'Ausenanersetzung an Europa sech weder wäert ëm Burka, Nikab oder Gesiichtschleier dréien, mä virun allem ëm d'Käpp, d'Denken an d'Häerzer vun de Mënschen. Eis Gesellschaft soll sech näämlech net der Hoffnung higinn, datt de Spagat op där enger Säit zwëschen enger traditioneller, virun allem noëstlecher Fraeroll an op där anerer Säit der Gläichberechtegung, wéi mir se an eise moderne Gesellschafte praktizéieren, kann esou einfach bewältegt ginn.

Et ass definitiv un der Zäit, datt mir generell, awer och hei zu Lëtzebuerg, d'Demokratie mat hire ville Virdeeler méi erëm begrënnen an och erläuteren a ganz besonnesch deene jonke Leit an eiser Gesellschaft ëmmer erëm nei vermëttelen, well selbstverständlech ass d'Demokratie mat hire Grondwäerter näämlech ni!

D'Vertrieder vun alle reliéisen a weltuschaulechen Iwwerzeegunge musse sech un d'Regele vum fräiheetlech-demokratesche Rechtsstat halen.

Wien, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Rechtstat bekämpft, muss wëssen, datt e sech géint de Stat a seng Rechtsuerdnung stellt, a kann duerfir ni d'Reliounsfräiheet an Usproch huelen an hie kann och ni op eng onbegrenzten Toleranz vun der Gesellschaft zielen, well wéi sot schonn dee ganz groussen éisträichesch-englesche Philosoph Karl Popper, an ech zitéieren: „Onageschränkt Toleranz féiert mat Noutwendegkeet zum Verschwanne vun der Toleranz", fir duerno zur Konklusioun ze kommen: „Am Numm vun der Toleranz solle mir eis d'Recht virbehalen, d'Intoleranz net ze toleréieren."

Duerfir, Här President, sollen a musse mir vun alle Biergerinnen a Bierger, egal ob si bei eis ëmmer gelieft hunn oder ob se eréischt bei eis komm sinn, en aktiivt Antriede fir Mënscherechter, Demokratie, Rechtsstaatlechkeet, Toleranz, Fräiheet a Gläichheetsrechter afuerderen. An dëst huet weder eppes mat Friemefeindlechkeet nach mat Rassismus ze dinn, mä et ass eng Selbstverständlechkeet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Här Mosar, just an aller Frëndschaft: Erlaabt mer, drun ze zweifelen, dass Der eigentlech de Mëtten net wollt schwätzen!

(Hilarité générale et interruption par M. Fernand Kartheiser)

Merci. Mir sinn um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. Ech deklaréieren dat no Artikel 40. An den Här Justizminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech wollt u sech datselwecht soen. Ech sinn nohalteg beandrockt vum Här Mosar!

Une voix.- Aah!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.* Also fir een, deen net wollt...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Jo. Iwwerraschen net, awer beandrocken. Fir een, deen net wollt schwätzen, hei dans le texte säiteweis Badinter auswenneg ze zitéieren!

(Hilarité)

Ech huelen emol un, dass et auswenneg war. An Tweete vum Nicolas Schmit…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech verroden näischt.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- ...auswenneg ze zitéieren, ech muss soen: Dat beandrockt mech ganz déif!

(Brouhaha et interruptions)

Ech huele just un, dass Der mam Här Roth senger Interventioun eleng nach net ganz zefridde gestallt waart.

De Mëtten ass ganz vill haut schonn hei gesot ginn, notamment vum Alex Bodry - pour ne pas changer -, dee ganz villes vun deem, wat ech och denken an eigentlech och wollt soen, scho gesot huet, an och op eng exzellent Aart a Weis. Och d'Géigeriede sinn alleguerte gehale ginn. Ech wëll dofir net méi op all déi doten Aspekter agoen. Ech hunn och manner Riedezäit als Regierung wéi déi méi grouss Fraktiounen. Ech wëll just op e puer Saachen awer reagéieren.

Déi éischt, et ass verschiddentlech hei probéiert ginn, esou eng Duerstellung ze maachen, dass déi eng géint d'Vermummung wieren an déi aner quasi derfir, wat wierklech net déi richteg Aart a Weis ass. Ech wëll och dozou soen, dass an all deene Gespréicher, déi ech déi lescht Joren elo doriwwer hat - Jore war deen Dossier elo ënnerwee -, ech eigentlech kee begéint hunn - kee begéint hunn! -, deen der Meenung war, dass et eng gutt Saach ass, dass et Frae gëtt, déi hiert Gesiicht wëlle vermummen. Och net aus perséinlecher Iwwerzeegung vun deene Fraen eraus.

Ech hunn där kee begéint. Et gëtt keen, deen hei zu Lëtzebuerg dofir ass. Dat ass guer net d'Debatt. Dat ass guer net de Punkt. De Punkt ass, wéi een an enger oppener, liberaler Gesellschaft, déi d'Reliounsfräiheet respektéiert, domadder ëmgeet. Geet een domadder ëm mat Verbuet? Nëmme mat Verbuet? Oder vertraut een och op aner Kräften an eiser Gesellschaft, aner integrativ Kräften an eiser Gesellschaft, fir mat deem dote Phenomeen ëmzegoen?

Den Här Mosar huet virdrun op d'Taliban verwisen, wann e vum Här Badinter schwätzt, deen ech och esou respektéieren, wéi Dir och, wou ech och d'Geleeënheet hat, mech eng Kéier mam Här Badinter ze ënnerhalen.

Ech wëll Iech awer just rappeléieren, Här Mosar, dass mer hei zu Lëtzebuerg keng Taliban hunn!

(Interruption)

An nawell - nawell! - gëtt et Fraen, och wann et der net vill sinn, déi de Choix fir sech getraff hunn, dass si wëllen hiert Liewen, vläicht och hiert reliéist Liewen, esou ausliewen. Et ass also net doriwwer och, Här Mosar, wou mer brauchen hei ze diskutéieren. An d'Diskussioun, an d'Debatt an der Chamber weist dat jo och, ass glat keng Diskussioun tëscht de Parteien. Och wa verschiddentlech och probéiert ginn ass, dat de Mëtten hei esou duerzestellen.

D'Diskussioun geet duerch d'Gesellschaft, si geet duerch d'Parteien. An Ärer eegener Partei, ech hunn Iech dat schonn eng Kéier gesot, gëtt et eminent, och aktuell Memberen, déi mir ënner véier Ae soen, dass se mat där doter Linn, déi Dir an den Här Roth virginn hutt an déi den Här Wiseler matgedroen huet, guer net glécklech sinn. Och fréier eminent CSV-Membere si mat där Linn guer net zefridden a guer net d'accord. An dat geet queesch duerch d'Parteien.

Den Här Kartheiser huet virdru vun deene Grénge geschwat an en huet och da gesot, wou déi gréng dann ze stoen hätten. Dat ass guer net do, wou den Här Kartheiser mengt. Mir sinn och, mengen ech, déi eenzeg Partei, als Gréng - ech soen elo e Wuert als Grénge -, déi op engem Kongress och doriwwer diskutéiert huet, zesumme mat de jonke Grénge, an déi eng Resolutioun doriwwer ugeholl huet, mat enger Positioun, fir Iech ze rassuréieren, déi bal millimetergenee bei där läit, déi haut am Projet de loi vun der Regierung an der Chamber zur Ofstëmmung kënnt.

Et ass eng komplizéiert Debatt, well et gutt Argumenter derfir gëtt an et gëtt och gutt Argumenter dergéint. Et gëtt och schlecht Argumenter derfir an et gëtt och schlecht Argumenter dergéint. An ech mengen, dass déi Argumentatioun sech queesch duerch d'Parteien opdeelt. An déi Duerstellung, dass et eendeiteg Positioune gëtt bannent de Parteien op dëser Fro, déi ass net richteg. Et ass eng komplizéiert Diskussioun. Si ass net nëmme fir d'Chamber komplizéiert gewiescht, mä si ass och komplizéiert fir déi eenzel Parteien.

Ech wëll och e puer Saachen dann awer trotzdeem e bësse richtegstellen, notamment par rapport zum Här Roth senger Interventioun. Den Här Roth an den Här Mosar waren haut ganz sachlech. Och de Kolleeg Mosar. Um Twitter geléngt dat him nëmme bedéngt. Dat ass dann e bësse méi schwéier, wann e sech méi kuerz muss faassen, mat 140, awer neierdéngs 280 Zeechen. Da falen eng Rei Nuancen ewech.

Awer trotzdeem waart Der an Ärer Interventioun, Här Roth, dann awer e bësse selektiv, notamment bei der Duerstellung, wéi et zu dësem Projet de loi komm ass. Ech wëll et dofir nach eng Kéier kuerz rappeléieren.

Dës Regierung, grad ewéi déi virdrun, huet op der Fro, ob hei am Land misst nei legiferéiert ginn, datselwecht gesot wéi déi viregt Regierung. An enger gemeinsamer Äntwert op eng Question parlementaire vum Här Kartheiser waren d'Hären Halsdorf a Biltgen an d'Madamm Delvaux der Meenung, dass déi aktuell kommunal Reglementatioun déi heite Problematik ofdeckt. D'Regierung war och där Meenung. An Är Partei och, bis zu de Wahlen.

No de Wahlen hutt Der Är Meenung geännert. Dir sidd déi eenzeg Partei, déi op dëser Fro hir Meenung geännert huet, keng aus der Regierung. D'CSV ass déi eenzeg Partei, déi hir Meenung geännert huet. Well Dir hutt no de Wahlen, an doriwwer gëtt et schréftlech, Här Wiseler - schréftlech, Här Wiseler! -, Questionparlementairen, déi vun der CSV gestallt gi sinn, vum Här Mosar, wou argumentéiert gëtt mat der sougenannter „Flüchtlingswell", fir ze froen, ob dann elo net awer - dat war also den Élément matériel, deen invoquéiert ginn ass -, ob elo net awer déi Positioun misst iwwerduecht ginn.

D'Äntwert...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wéi war Är Positioun dann am Ufank?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Ech kommen nach derzou. Ech erklären Iech se, Här Wiseler. Mä et gëtt nëmmen eng Partei, déi hir Positioun geännert huet, an zwar ouni Grond.

Une voix.- Ouh!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- An zwar ouni Grond! Ouni Grond!

Plusieurs voix.- Ah!

(Interruptions)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Ouni Grond! Well den Här Mosar huet a senger Question parlementaire de Lien gemaach mat der héijer Zuel vu Leit, déi an Europa, Westeuropa, zum Deel dann och op Lëtzebuerg komm sinn, fir ze froen: „Misst een dann net elo awer op en anere Wee goen?"

E krut als Äntwert, an d'Madamm Cahen huet mer dat bestätegt nach viru Kuerzem - ech mengen, den Här Wagner hat et virdru gesot -, dass an all de Foyeren hei zu Lëtzebuerg net eng eenzeg Fra ass - net eng eenzeg! -, déi d'Burka gedroen hat. Et kann also kee Lien objectif et matériel bestoen tëschent deem, wat Der an Ärer Question parlementaire invoquéiert hutt, well dat war Äert Argument, an Dir krut eng Äntwert dodrop: Dat Argument ass inexistent. Et gëtt keng esou Beispiller!

Dir hutt Iech awer dovunner net beandrocke gelooss. An den Här Mosar huet dunn awer weider déi Schinn do developpéiert. Obwuel also objektiv gesinn näischt geännert huet par rapport zu deem Zäitpunkt um Enn vun der viregter Legislatur, wou Är Regierungskolleegen, wou Äre Justizminister déi Fro beäntwert hunn, obwuel do also näischt objektiv geännert huet, hutt Dir trotzdeem eng aner Attitüd ageholl an hutt ab do vehement fir eng aner Positioun plädéiert. Net als Éischt, Dir hutt Iech dem ADR ugeschloss. Dat ass de Werdegang!

Bei der Regierung ass et e ganz anere Werdegang. Ech hunn déiselwecht Positioun ageholl. Ech hunn awer och, an dat ass, ier mer dem Statsrot eng Question préalable gestallt hunn, an der Beäntwertung vun enger Question parlementaire vum Alex Bodry schonn drop higedeit, dass et Zweifel kéinte ginn, dass déi kommunal Reglementatioun juristesch wierklech belaaschtbar wier. Dat kënnt Der och erëmfannen. Do hat ech schonn doriwwer an enger Äntwert op eng Question parlementaire eng Vermutung ugestallt.

A well ech déi hat, hu mer ënner anerem och dowéinst de Statsrot mat enger Question préalable befaasst, fir ze froen, wat seng Attitüd wier. An d'Äntwert, déi kennt Der. Dem Statsrot seng Äntwert ass eng, déi tatsächlech en neie Moment, en neie Fait légal geschafen huet, andeems de Statsrot gesot huet: „Neen, den Dekret an d'Gesetz vu 1789 a 1790 si keng ausräichend Base légale, fir den Ordre public moral ze reglementéieren um Niveau vun de Gemengen." Wat awer eng Exigenz ass vu Stroossbuerg am Arrêt S.A.S. Déi soen, et misst ganz kloer eng Base légale virleien.

Mir haten also doropshin en neie Fait, doduerch dass mer woussten: Déi kommunal Reglementer decken dat also net of. Dat ass awer en neie wesentleche Punkt, dee sech Ärer Regierung an och dëser virdrun entzunn hat. Och Ärer Regierung hat sech deen dote Fait entzunn. Dat ass e fundamentalen neie Punkt.

Mir haten dunn dräi Méiglechkeete gehat.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Aus wat fir engem Grond hutt Der déi Fro dann dem Conseil d'État gestallt?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Mir haten dunn dräi Méiglechkeeten gehat,…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Aus wat fir engem Grond hutt Der se gestallt?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- ...entweder, ze soen: Da schafe mer elo de Gemengen eng Base légale. Dat wier jo eng Optioun gewiescht. Da maache mer dat elo. Do mécht d'Regierung e Gesetz, wat seet: „Mir ginn de Gemengen eng Base légale, fir an där doter Matière kënnen ze reglementéieren", fir dass also d'Gemengen d'Recht kréichen, hei am Land den Ordre public moral ze reglementéieren. Dat wier jo eng Optioun gewiescht.

Domadder hätte mer awer engersäits, duerno, an 102 - dee Moment, mengen ech, waren et

der nach 105 - Gemengen am Land potenziell Deliberatioune kritt iwwert déi hei spezifesch Fro, wat fir mech eng absolutt net vertrietbar Perspektiv war. Et kann net sinn, dass an de Gemengen 105 där doter Debatte géife gefouert ginn. An et kann och net sinn, dass mer en Ordre public moral hätten… Dee géif jo och net da bei dëser Fro stoe bleiwen, wann déi Base légale bis do wier, da kéinte jo d'Gemengen nach iwwer ganz aner Froe vum Ordre public moral sech Froe stellen an dat dann och nach reglementéieren.

Ech soen Iech ganz kloer: Als Justizminister war dat fir mech keng Optioun, ganz däitlech keng Optioun!

Well dat esou ass, hunn ech selwer derfir plädéiert, dass mer also sollen e Gesetz maachen, fir dann déi heite Situatioun, sou wéi mer se haut diskutéieren, ze regelen iwwer e Gesetz, wat domadder och, duerch de Fait, dass et och an de Code pénal agedroe gëtt, stattfënnt ënner all de Garantien, déi gemengerhand mat der Applikatioun vum Code pénal mateneeginn, wat, wann et um Niveau och vun der Gemengereglementatioun da bliwwe wier, ganz sécher eng aner Situatioun wier, an ech mengen, keng, déi mer eis hei zu Lëtzebuerg wëlle wënschen.

Dat war de Werdegang, wéi et zu dësem Text komm ass. An ech mengen, dass dës Koalitioun och duerno an der Ausaarbechtung vum Detail vun dësem Projet de loi, wou se sech effektiv an Holland inspiréiert huet, wou den Text nach net endgülteg gestëmmt ass,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Jo, wann et net op d'Käschte vu menger Zäit geet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, selbstverständlech geet et net op Är Zäit.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Mir hunn déi Diskussioun haut ganz sachlech gefouert an ech wëll och, dass se op deem sachlechen Niveau bleift.

Trotzdeem, Här Minister, Dir hutt elo Är Explikatiounen…

(Brouhaha général et interruptions)

Dir hutt elo Är Explikatioune ginn an der CSV eigentlech gesot, mir wieren déi eenzeg Partei, déi hir Meenung geännert huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass och esou! Dat ass ouni Zweifel de Fall.

Une voix.- Jo!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Minister, wa mer den Toun an d'Determinatioun vun Ären Äntwerten op iterativ Question-parlementairen héieren: „Mir denken net drun…", souguer de Statsminister: „Mir denken net drun, dat iwwer…"

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Genau.

M. Gilles Roth *(CSV).*- …e Gesetz ze regelen", mengt Der dann net, dass bei der Regierung de Sinneswandel awer vläicht komm wier, well notamment de Syvicol, also d'Vertrieder vun alle Gemengen, well déi unanime decidéiert hunn, dass dat fir d'Gemengen net géif a Fro kommen, dass si elo missten hir Gemengereglementer adaptéieren, well d'Regierung keng Eenegung fonnt huet, fir e Gesetz ze maachen?!

Ech mengen, dass dat de Punkt war! An Dir hutt herno…

(Interruption par M. Félix Braz)

Dir hutt herno geäntwert, wéi Der gemierkt hutt, dass d'Leit dobaussen, dass 80%…

(Interruptions)

…vun de Leit fir eng national gesetzlech Léisung waren. An dunn hutt Der gekuckt, iergendwéi mat engem faule Kompromëss d'Kéier ze kréien!

Mä mir bleiwe sachlech an duerfir setzen ech mech elo. Merci awer fir d'Opmierksamkeet!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech wollt Iech dat just froen!

(Hilarité)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Alles wat Der elo gesot hutt, Här Roth, ännert guer näischt dorunner, dass d'CSV als eenzeg Partei ouni Grond op dëser Fro, fir op enger gewëssener Well matzeschwammen, geännert huet.

Dir hutt mer eng Fro gestallt par rapport zum Syvicol. Ech kann Iech a mengem Numm ganz däitlech soen: Dat huet a menger Entscheedung keng Roll gespillt. Wat a menger Entscheedung eng Roll gespillt huet, ass d'Äntwert vum Statsrot op eis Question préalable, dee kloer gesot huet: D'Gemengen hu mat hirer aktueller Reglementatioun fir deen dote präzise Volet keng Base légale. Dat ass fir mech de Grond gewiescht, fir ze soen: „Da musse mer legal virgoen." An zwar sécher net, an dat war dann och am Sënn vum Syvicol…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also hutt Der Är Meenung geännert, well Der virdrun eppes anescht gesot hutt.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Nee. Mir hunn opgrond vun neie Fakten eng nei Decisioun mussen huelen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sot fir d'Éischt dat eent an dann huelt Der eng aner Decisioun. Dat ass eng Meenung änneren.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass eppes anescht wéi dat, wat d'CSV gemaach huet. Dir hutt ouni Grond d'Positioun vu mengem Virgänger a mengem Ministère, dem Fränz Biltgen, mat Féiss getrëppelt,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt se richteg geännert a mir hu se falsch geännert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- … obwuel et keen objektive Grond dofir gëtt. An ech sinn du mat dësem Projet de loi eigentlech an d'Richtung gaange vun deem, wat de Syvicol gesot huet, a mir hunn dat aus de Kompetenze vun de Gemengen erausgeholl a mir hunn dorauser eng national Solutioun gemaach am Sënn, wéi gesot, vum Avis vum Statsrot.

Et sinn dann de Mëtten och eng ganz Rei vehement Plädoyere gehale ginn, notamment fir dee franséische Modell. Ech wëll Iech awer och, léif Kolleege vun der CSV, rappeléieren, dass dee franséische Modell och begrënnt ass domadder, dass et a Frankräich eng Verfassung gëtt, déi awer e bëssen anescht ass wéi eis. Dee franséische vehemente Plädoyer fir déi dote Solutioun ass och an hirem Projet de loi deen, deen zu Stroossbuerg den Objet gemaach huet vun engem Arrêt. Dee war ganz staark domadder begrënnt, dass an der franséischer Verfassung vun 1958 am Artikel 2 d'Laïcitéit drasteet.

An Dir argumentéiert hei zu Lëtzebuerg op eng vehement Aart a Weis an der Rumm vun eiser Verfassung, eiser Verfassung, déi dat awer esou net kennt! An do verstréckt Der Iech a Widdersprëch. Ech hu jo nach gutt am Ouer, wat d'CSV-Fraktioun bei der Debatt ronderëm déi sougenannten Trennung vu Kierch a Stat gesot huet. An elo gitt Der hin an Dir iwwerhuelt e vehemente Plädoyer fir e franséischt Gesetz, wat praktesch eenzeg domadder begrënnt war, dass et an der franséischer Constitutioun d'Laïcitéit gëtt. «La République est laïque», steet an der franséischer Verfassung.

Ech wonnere mech doriwwer, dass Dir esou e Plädoyer kënnt maachen an Iech gläichzäiteg mat Hänn a mat Féiss dergéint wiert, wann zu Lëtzebuerg eng Debatt iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat gemaach gëtt. Wann Der gären hätt, dass zu Lëtzebuerg d'Laïcitéit an d'Verfassung stoe kënnt, dann hätt Der dat méi fréi och anescht kënnen artikuléieren.

(Brouhaha et interruption par M. Alex Bodry)

Dat wier dann och e Grond, Här Bodry, fir d'Debatten nach net ofzeschléissen. Da bräichte mer d'Debatten an der Institutiounskommissioun nach net ofzeschléissen.

Ech wëll zwou lescht Remarke maachen, Här President,…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- … iwwert d'Argumenter, déi ëmmer nees awer kommen iwwert d'Sécherheet an och iwwert d'Fraerechter.

Den Arrêt vu Stroossbuerg: De Mënscherechtsgeriichtshaff, dee jo zoustänneg ass fir d'Interpretatioun, huet kloer gesot an deem Arrêt iwwert dat franséischt Gesetz - a bestätegt duerno beim Arrêt iwwert dat belscht Gesetz -, dass e Vermummungsverbuet, dass dee sech och op d'Burka oder den Nikab applizéiert. An d'Cour - well dat och de Mëtten evoquéiert ginn ass - huet opgepasst, fir ze präziséieren, dass et net un eis ass, doriwwer ze befannen, ob dann d'Burka oder den Nikab zum Islam gehéieren oder net.

Dat decidéiert weder d'Cour zu Stroossbuerg nach d'Lëtzebuerger Chamber. Dat ass eng Fro, déi d'Cour awer beäntwert huet, andeems se gesot huet, eleng de Fait, dass e kéint interpretéiert ginn, de Vermummungsverbuet, als eppes, wat d'Reliounsfräiheet aschränkt, géif duergoen, fir dass ee besonnesch sensibel a virsiichteg domadder ëmgeet. Domat huet d'Cour net gesot, dass et zum Islam gehéiert oder net, mä dass een deem muss Rechnung droen. An dofir spillt och d'Relioun. An dat ass de Reproche och, deen ech der CSV-Fraktioun géif maachen: Wann Der sot: „Dat huet guer näischt mat Relioun ze dinn" - Är Positioun -, ma dat ass de Problem!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …den Här Berger!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass de Problem. Ech schwätzen elo mat Iech, Här Mosar. Mam Här Berger schwätzen ech ganz oft, dat brauch ech haut net hei ze maachen.

(Interruptions)

Dat ass de Problem.

(Brouhaha)

Gitt Der mer nach Zäit, Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass de Problem, Här Mosar, dass Dir an Ärer Argumentatioun maacht, wéi wann dat näischt mat Relioun ze dinn hätt. Et ass Dréi- an Aangelpunkt…

(Interruption)

…vun der Argumentatioun, dass et och kann eppes mat der Reliounsfräiheet ze dinn hunn, wéi mir se och hei zu Lëtzebuerg kennen an interpretéieren. An Dir sidd jo d'Partei mam C am Numm. Dir misst e besonnesch sensibelt Gespier dofir hunn, wéi eng Gesellschaft mat Relioun a mat Reliounsfräiheet ëmgeet. An ech hunn heiansdo den Androck, dass Der dat feint Gefill e bësse vermësse loosst.

Wann et ëm den Antisemitismus geet - well ech Iech jo op Twitter och verfollegen, eenzel Kolleege vun der CSV-Fraktioun -, fannen ech, dass Der ganz engagéiert sidd, op der richteger Säit sidd. Bei der Lutte géint d'Islamophobie muss ech awer däitlech Ofstrécher do feststellen. An do muss een oppassen. Um Niveau vun der Europäescher Unioun sinn och scho Konferenzen organiséiert ginn, zum Deel ënner Lëtzebuerger Presidence, wou déi zwee Themen, den Antisemitismus an d'Islamophobie, zesummen diskutéiert gi sinn, an aus guddem Grond.

An ech mengen, mir däerfen eis do vu kengem erandrécke loossen! Mir mussen hei zu Lëtzebuerg déi Wäerter, déi mer affichéieren ze verteidegen, dann och tatsächlech verteidegen, näämlech eis eegen, d'Lëtzebuerger Verfassung, déi d'Liberté réligieuse kennt, den Exercice public dovunner kennt, an all déi unerkannte Relioune mussen dovunner benefissiéieren. A mir däerfen deen Amalgam net maachen, dee verschiddentlech gemaach gëtt. An ech ruffen Iech och op als CSV-Fraktioun, Iech genausou vehement géint Islamophobie ze stellen, wéi Der Iech, a mengen Ae ganz zu Recht, géint Antisemitismus stellt.

Eng lescht Remark zu de Fraerechter. Och do huet Stroossbuerg kloer gesot: „Hei geet et net ëm d'Fraerechter." Ech verstinn natierlech allerdéngs alleguerten déi, an ech hunn der vill a menger eegener Partei, déi sech duerch eng Burka un hirem Bild stoussen, wat si vun der Roll a vun der Plaz vun der Fra a vum Zesummeliewen tëschent Mann a Fra an eiser Gesellschaft hunn. Mä trotzdeem seet Stroossbuerg: „Dir kënnt d'Reliounsfräiheet, d'Liberté réligieuse, net aschränke mat engem Argument vu Fraerechter." A Stroossbuerg seet och… A si hu jo do recht, well et jo och e bëssen absurd bal ass, ze soen, wa mer de Frae verbidden, sech op eng bestëmmten Aart a Weis unzedoen, hätte mer domadder e Fraerecht geschaaft. Dat ass kee Fraerecht, wat mer do geschaaft hunn. An et ass och vläicht nëmmen Zoufall, dass ech haut de Mëtten als siwente Mann doriwwer schwätzen hei an der Chamber.

(Hilarité)

Mir mussen also och do oppassen, wéi mer argumentéieren. Hei geet et schlussendlech drëms, dass mer och hei zu Lëtzebuerg, opgrond och vun eiser iwwer e Jorhonnert aler Traditioun aus de Gemengen, wou et déi generell Vermummungsverbueter scho gëtt, probéieren, eng aktualiséiert Äntwert op eng Diskussioun ze fannen, déi déi noutwendeg Nuancë mécht. Och am Respekt vun eiser Verfassung, net nëmmen andeems ofgeschriwwe gëtt, wat an anere Länner a Gesetzer steet. Dat ass dat, wat de Regierungstext ambitionnéiert ass, ze maachen. Dat ass dat, wat den Text vun der Majoritéit haut mécht.

Ech sinn aus Iwwerzeegung fir dësen Text. An ech sinn aus gradesou vill Iwwerzeegung géint den Text vum ADR a vun der CSV. An ech géif d'Chamber bieden, Här President, dem Projet de loi vun der Regierung zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Den Här Mosar freet d'Wuert nom Minister.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, well den Här Minister mech zweemol konkret ugeschwat huet an ech nach Zäit hunn, wollt ech dorobber reagéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Mosar, Dir kritt selbstverständlech d'Wuert fir Parole après ministre. Mä Dir hutt awer keng Zäit méi ze beusproche vun dem Debat virdrun, well deen ofgeschloss ass.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass an der Rei. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …vu dass mer de Moien déi Diskussioun haten; ënner Chamberspresidenten…

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …versti mer eis.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Minister, Dir hutt zwee Punkten, op déi ech nach eng Kéier wollt zréckkommen.

Dir hutt gesot, a Frankräich wär en anere System, do géif d'Laïcité an der Verfassung stoen. Dat ass richteg, wat Der gesot hutt. Allerdéngs hutt Dir mer dann awer net ganz richteg nogelauschtert, wéi ech virdrun déi ganz Diskussiounen an der Assemblée nationale resuméiert hunn a wéi ech och nach eng Kéier argumentéiert hunn, op wat eigentlech déi Decisioune faassen. Déi faassen néierens…, a kengem Arrêt, weder vun der franséischer Cour nach vun der belscher Cour nach vum Mënscherechtsgeriichtshaff gëtt vun der Laïcitéit geschwat. Do geet et reng nëmmen ëm de Prinzip vum Vivre en commun. Duerfir mengen ech, datt et hei keen Ënnerscheed gëtt tëschent Frankräich a Lëtzebuerg.

Zweetens: Dir hutt hei ënnerstrach, wouriwwer ech ganz frou sinn, datt ech mech ganz staark géint Antisemitismus engagéieren. Ech wëll just soen, ech hu virdrun a menger Ried zwee-, dräimol gesot, wat ech géif soen, géif sech vis-à-vis vun alle Reliounen, alle Reliounen a Glawensusiichten applizéieren. Allen!

A mir maachen an ech maachen och do iwwerhaapt keen Ënnerscheed. Ech muss Iech just soen, an dat huet elo näischt mat där enger oder anerer Relioun ze dinn, ech hunn dat och schonn a menger aussepolitescher Interventioun gesot, datt mer am Moment a verschiddenen europäesche Länner e reelle Problem vun Antisemitismus hunn, deen aus villen Ecke kënnt, aus ganz villen Ecke kënnt, mä deen ufänkt, extrem seriö ze sinn. Dir kënnt keen Dag méi iergendwéi den Internet opmaachen, ouni datt net erëm ee mat enger Kippa an Däitschland aggresséiert ginn ass. An ech weess, datt ech och Iech do op menger Säit fannen, ech mengen, datt dat e ganz seriöe Problem ass, wou mer alleguerte solle sensibel drop sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Den Här Minister freet sech d'Wuert nach eng Kéier.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Den Här Mosar huet e bësse laanscht mäi Punkt geäntwert. Ech wollt just soe mam Verweis op déi franséisch Constitutioun an d'Laïcitéit, dass mir eis Texter, déi mir eis hei ginn, net nëmmen däerfen a Frankräich oder an der Belsch ofschreiwen an da verweisen op Stroossbuerg, fir ze soen: „Grondsätzlech huet Stroossbuerg et validéiert", an da mengen, mir hätten d'Äntwert fir eis eege Situatioun fonnt. Mä mir sinn éischtens faktesch an enger anerer Situatioun - den Alex Bodry hat dat och virdrun developpéiert - a mir mussen och en Text fannen, dee bei eis Constitutioun genee passt, an dat ass net déi franséisch.

En Text, deen a Frankräich gutt bei d'Constitutioun passt mat senger Argumentatioun, well se d'Laïcitéit an der Verfassung hunn, passt dofir net eent zu eent bei eng Lëtzebuerger Verfassung. Mäi Plädoyer ass, dass mer solle bei der Ausaarbechtung vun eisen Texter eege Kreativitéit hunn, Rücksicht op eis eege reell Situatioun an eis Constitutioun huelen an net en Text einfach esou iwwerhuelen, deen op enger Verfassung baséiert, déi d'Laïcitéit am Artikel 2 héichhält.

Äre leschte Punkt, wou Der nach eng Kéier Ären Engagement bei der Lutte géint den Antisemitismus ënnersträicht, géif ech gären als versöhnlechen Ofschloss fir dës Debatt tëschent eis alleguerten unhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwergoen. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Commission juridique an hire Rapporten drop insistéiert huet, dass d'Commission juridique sech fir deen heiten Text (veuillez lire: fir de Projet de loi 7179) ausge-

schwat huet an d'Chamber opgefuerdert huet, dësen Text ze stëmmen an déi aner zwee Texter net ze stëmmen. Ech géif also mengen, dass ech richteg leien, wa mer der Commission juridique follegen an hei fir d'Éischt iwwert de Projet de loi 7179 ofstëmmen, wat jo da géif heeschen, dass déi zwee aner Texter, wann hei eng Majoritéit erauskënnt, dann hifälleg wären.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7179

Also géif ech de Vott lancéieren: fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen; dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn 32-mol Jo an 28-mol Nee, domat wär den Text vum Projet de loi 7179 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Tess Burton) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Marcel Oberweis), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marco Schank) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Retrait du rôle des propositions de loi 6705 et 6909

An ech mengen, et wär ubruecht, dass ech déi dräi Auteure géif froen, ob se dann hir Proposition-de-loien als net akzeptéiert géifen unhuelen an dass mer se mat deem Vott...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir sinn „versöhnlech", Här President.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... evakuéieren. Selbstverständlech. Entschëllegt, Här Mosar, den Här Kartheiser huet sech als Éischt gemellt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen lech villmools Merci fir d'Fro an deklaréieren heimadder, datt dës Proposition de loi, déi d'ADR haut virgeschloen huet, net méi um Ordre du jour vun der Chamber steet bis de 15. Oktober 2018.

Villmools Merci.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech wollt mech uschléissen an der Chamber Merci soe fir d'Aart a Weis, wéi dës Diskussioun gefouert ginn ass, Iech e schéinen Owend wënschen,...

(Concertation interne)

Dispense du second vote constitutionnel

Ah jo: Froe mer d'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir gesinn eis Mëtt Mee erëm. Merci gesot.

(Fin de la séance publique à 19.08 heures)

SÉANCE 37 MARDI, 15 MAI 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Claude Wiseler, Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n°316 du 14 mai 2018 de M. André Bauler relative à la situation des jeunes formés dans la carrière professionnelle de l'auxiliaire de vie, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
- *M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n°317 du 15 mai 2018 de M. Claude Wiseler relative la procédure de nomination d'un candidat à un poste vacant du Conseil d'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Claude Wiseler - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler)*

Question n°318 du 14 mai 2018 de M. Alex Bodry relative aux procédures d'autorisation d'exploitation concernant les centrales nucléaires à proximité du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement
- *M. Alex Bodry - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°319 du 15 mai 2018 de M. Roy Reding relative à la décision du «Bundesfinanzhof» en matière d'intérêts de pénalité auprès de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances
- *M. Roy Reding - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

Question n°320 du 15 mai 2018 de M. Franz Fayot relative à l'installation d'une galerie nationale dans les murs de l'ancien Athénée, adressée à M. le Ministre de la Culture
- *M. Franz Fayot - M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture*

Question n°321 du 15 mai 2018 de Mme Sylvie Andrich relative à l'avenir incertain des sites à Dudelange et à Käerjeng du groupe verrier américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

Question n°3820 du 14 mai 2018 de M. Eugène Berger et de M. Gusty Graas relative à la fermeture de deux usines du groupe américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie
- *Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Eugène Berger - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

Question n°322 du 15 mai 2018 de M. Laurent Zeimet relative à la transposition de la convention collective SAS au niveau des initiatives sociales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
- *M. Laurent Zeimet - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler
- *M. Claude Wiseler*

7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et la décision du président des États-Unis de se retirer de cet accord
- *Exposé: M. Marc Angel*
- *Débat: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Laurent Mosar)*

8. Question élargie n°31 de M. Henri Kox relative à l'énergie nucléaire
- *M. Henri Kox - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

9. 7214 - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Gusty Graas, M. Yves Cruchten, M. Roberto Traversini, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7175 - Projet de loi portant approbation de

1° l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017;

2° l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7177 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gäichel, le 4 juillet 2016
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7157 - Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. 7194 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

15. 7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Jean Asselborn, M. Nicolas Schmit, M. Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Ouni Wierder. Merci.

2. Communications

An ech wollt da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber maachen.

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroe grad wéi d'Lëscht vun de Projeten, déi deponéiert goufen, an d'Lëscht vun de Petitioune sinn entweder hei deponéiert um Büro vun der Administratioun oder un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite weidergeleet ginn.

Communications du Président - Séance publique du 15 mai 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, les projets de règlement grand-ducal et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7291** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 24.04.2018

***7292** - Projet de loi*

1) portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018, et

2) relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.04.2018

***7293** - Projet de loi portant modification*

1) du Code du travail;

2) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes;

4) de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

5) de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

6) de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7) de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.04.2018

***7294** - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.04.2018

***7295** - Projet de loi portant approbation de la révision 3, entrée en vigueur le 14 septembre 2017, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958 et approuvé par la loi du 1er août 1971 (Accord concernant l'adoption de Règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces Règlements)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.04.2018

***7296** - Projet de loi portant modification de l'article 108 (1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 30.04.2018

***7297** - Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de modifier le règlement grand-ducal du 14 novembre 2016 concernant la protection des salariés contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 04.05.2018

***7298** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 31 mai 2015 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission „Resolute Support" en Afghanistan*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 07.05.2018

***7299** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 07.05.2018

***7301** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018

***7302** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018

7303** - Projet de loi du *

1. portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis Heck et

2. modifiant la dénomination du lycée

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018

***7304** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018

***7305** - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) 2016/1103 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du Règlement (UE) 2016/1104 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés et modifiant le Nouveau Code de procédure civile*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 11.05.2018

***7306** - Projet de loi portant:*

1) transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

2) modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.05.2018

***7307** - Projet de loi sur le renforcement de l'efficacité de la Justice civile et commerciale portant modification:*

1) du Nouveau Code de procédure civile

2) du Code du travail

3) de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

4) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 14.05.2018

3) Les demandes de pétition publique et les pétitions ordinaires suivantes ont été déposées:

***996** - Pétition ordinaire: Pour l'installation d'un miroir pour la circulation à Alzingen*

Dépôt: Mme Marie-Thérèse Andreosso, le 10.04.2018

***997** - Demande de pétition publique: Imposer une obligation de tri des déchets papier/carton pour toutes les organisations professionnelles afin d´assurer leurs recyclages*

Dépôt: Mme Mélanie Pellissard, le 13.04.2018

***998** - Demande de pétition publique: Le contrôle de la mise en place de la récupération/tri des déchets des équipements électriques et électroniques (DEEE) ménagers par les distributeurs des DEEE ménagers*

Dépôt: Mme Mélanie Pellissard, le 13.04.2018

***999** - Demande de pétition publique: Interdire aux motards de circuler par la voie du milieu sur les autoroutes*

Dépôt: M. Didier Zaurrini, le 19.04.2018

***1000** - Demande de pétition publique: Le congé extraordinaire en cas de décès d'un parent ou allié au 2e degré*

Dépôt: Mme Margarida De Amorim, le 20.04.2018

***1001** - Demande de pétition publique: Passeport op 10 Joer verlängeren an net op 5 Joer loossen*

Dépôt: M. Kevin Krier, le 24.04.2018

***1002** - Demande de pétition publique: Réformation de la période maximale d'éducation des enfants connue sous le nom de „Baby Years"/ Opwäertung vun den Erzéiungsjoren „Baby Years"*

Dépôt: Mme Viviane Weisgerber-Hengesch, le 25.04.2018

***1003** - Demande de pétition publique: Chèques-services - Das Sozialgesetz steht nicht im Einklang mit dem Steuergesetz*

Dépôt: M. Joâo Lima Da Cruz, le 26.04.2018

***1004** - Demande de pétition publique: Arbeitszeiterfassung - Saisie du temps de travail*

Dépôt: M. Joâo Lima Da Cruz, le 26.04.2018

***1005** - Demande de pétition publique: Bei Verspéidungen (10 Min.) vum éffentlechen Transport, keng Kontroll ze maachen!!*

Dépôt: M. Sven Lutgen, le 26.04.2018

***1006** - Demande de pétition publique: Vignettes pour frontaliers*

Dépôt: M. Domenico Moscetti, le 26.04.2018

***1007** - Demande de pétition publique: Pour le plafonnement des loyers*

Dépôt: M. Joâo Lima Da Cruz, le 27.04.2018

***1008** - Demande de pétition publique: Diminution des prix du parking à l'aéroport*

Dépôt: Mme Catarina Fernandes, le 02.05.2018

***1009** - Pétition ordinaire: Frais de gérance*

Dépôt: M. Joâo Lima Da Cruz, le 14.05.2018

***1010** - Pétition ordinaire: Neuregelung der Chèques-services*

Dépôt: Mme Diana Gasteier, le 14.05.2018

***1011** - Demande de pétition publique: Les charges locatives*

Dépôt: M. Joâo Lima Da Cruz, le 04.05.2018

1012 *- Demande de pétition publique: Interdiction des animaux dans les établissements offrant des vivres à la consommation*

Dépôt: M. Frédéric Bonfond, le 09.05.2018

1013 *- Demande de pétition publique: Pas de devoirs pour les enfants scolarisés dans le primaire (6-12 ans)*

Dépôt: M. Domenico Laporta, le 11.05.2018

1014 *- Demande de pétition publique: Introduction d'un système d'honoraires proportionnels dégressifs en faveur des agents immobiliers dans le cadre de transactions immobilières en vue de freiner la flambée des prix sur le marché du logement*

Dépôt: M. Daniel Miltgen, le 12.05.2018

1015 *- Demande de pétition publique: Construction d'école fondamentale pour les quartiers Kirchberg et Weimerskirch*

Dépôt: Mme Martina Martina, le 13.05.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Dann huet d'DP-Fraktioun folgend Ofännerung iwwert d'Zesummesetzung vun der Delegatioun vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe proposéiert: Den Här Gusty Graas géif d'Madamm Anne Brasseur ersetzen, wann d'Chamber do dermat d'accord ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour mam Accord vun de Fraktiounspresidenten hutt Dir zougestallt kritt.

Ass d'Chamber mat deem modifizéierten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir fänken direkt u mat…

Une voix.- Den Här Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, entschëllegt, den Här Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wëll awer, éier mer mam Ordre du jour ufänken, nach zwee Punkten hei soen. Dat Éischt, dat ass, datt mer net méi d'accord kënne sinn iwwert déi Aart a Weis, wéi de Wirtschaftsminister respektiv de Polizeiminister hei mat der Chamber respektiv mat de Kommissiounen ëmgeet. Mir hunn eng Rei Demandë gestallt fir op den Ordre du jour, fir Diskussioune mat dem Wirtschaftsminister, Polizeiminister ze kréien. Aner Ministeren, wéi den Ausseminister, de Justizminister, wann d'Chamber freet, sinn direkt bereet, fir bei eis ze kommen, fir Explikatiounen ze ginn.

Hei an dësem Fall ass dat vun den Datumen hier awer bei eis bal inakzeptabel, esou wéi et elo geet. Mir hunn an dem Dossier vun Arcelor-Mittal de 17. Abrëll geschriwwen, mir hunn et nach eng Kéier den 9. Mee repetéiert. Mir kruten elo en Datum fixéiert an engem Dossier, dee mer awer als extrem urgent empfannen, op den 31. Mee. Dat ass awer fir en Dossier, dee vun dëser Urgenz ass, einfach d'Chamber wochelaang higehalen, woubäi Diskussiounen an Explikatiounen dobaussen a bei der Press awer konstant geschéien.

Deen zweete Punkt ass: Mir hunn den 19. Abrëll geschriwwen un de Polizeiminister, fir iwwert d'Evenementer vu Bouneweg an am Éislek de Polizeiminister an d'Kommissioun ze kréien, fir iwwert d'Froe vun den Autoritéite vun der Polizei respektiv d'Informatiounspolitik vun der Polizei ze schwätzen. Do hu mer nach keng Äntwert respektiv keen Termin kritt.

An drëttens: Mir hunn den 22. Mäerz 2018 geschriwwen, fir mam Wirtschaftsminister an der Ekonomieskommissioun ze schwätzen iwwer e Projet, dee muer um Ordre du jour steet, de Projet 7048, d'Naturschutzgesetz, fir ze kucken, am Kader vun der Simplification administrative, wéi dee Projet Implikatiounen hätt op déi Froe vun der Simplification administrative. Och do ass nach keen Termin gemaach ginn. Muer gëtt deen Text a priori an der Chamber gestëmmt. Mir fannen déi Aart a Weis awer en Émgang mat der Chamber, dee fir eis net akzeptabel ass.

Mäin zweete Punkt, dat ass, datt mer feststellen, datt d'Fro 3739 un d'Madamm Dieschbourg an un den Här Gramegna, déi deposéiert ginn ass viru ronn sechs Wochen iwwert d'Kompensatiounsflächen an de Kompensatiounspool, nach keng Äntwert kritt huet, ob jidde Fall bis haut de Moien. Mir hunn elo gelies, datt se erofgeholl ass vum Rôle als net beäntwert. Mä mir hunn awer nach keng Äntwert, weder elektronesch nach a Pabeierform, zougestallt kritt. Déi Fro ass awer fir eis relevant, well se och a Relatioun ass mat engem Gesetzesprojet, eben dem 7048, dee muer gestëmmt gëtt. A mir hätten entweder gär haut déi Äntwert um Pabeier oder mir froen, esou wéi den Artikel 80 vum Reglement eis et erlaabt, datt mer de Mëtteg an der Chamber eng mëndlech Äntwert op déi Fro do kréien.

Ech soen Iech Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Ech wëll soen: Zu där Leschter hu mer nogefrot, d'Äntwert ass de Mëtteg um hallwer eng erakomm. Dir kritt se selbstverständlech direkt. An ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass d'Chamber regelméisseg intervenéiert, fir dass déi Äntwerten termingerecht kommen. A wann aus iergendwellech technesche Grënn et net méiglech ass, et am Delai ze maachen a gutt Argumenter do sinn, ass d'Chamber och ëmmer bereet, fir en zousätzlechen Delai ze ginn.

Dat gesot, wéilt ech froen, zu deenen anere Punkten, déi vum Här Wiseler opgeworf gi sinn: Wëllt d'Regierung dozou Stellung huelen?

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Ech géif soen, Här President, ech huelen dat Uleies an déi Bedenke mat an de Ministère. Den Här Wirtschaftsminister ass am Moment op der Rees. Wann awer d'Kommissioun mech wëllt ruffen, fir dass ech dozou Stellung huelen, also ech sinn am Land.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also esou schnell wéi méiglech, ee vun de Regierungsmemberen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da ginn ech dovunner aus, dass dat Uleies op där richteger Plaz ukomm ass?

Une voix.- Ech menge schonn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer zu der Froestonn iwwergoen. Déi éischt Fro kënnt vum Här André Bauler an dréit sech ëm d'Situatioun vu Jonker, déi als Auxiliaire de vie forméiert ginn. An d'Wuert huet direkt de Froesteller, den Här André Bauler.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°316 du 14 mai 2018 de M. André Bauler relative à la situation des jeunes formés dans la carrière professionnelle de l'auxiliaire de vie, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den Här Aarbechtsminister stellen. Ech si gewuer ginn, dass et fir Jonker net ëmmer einfach ass, als Auxiliaire de vie berufflech ënnerdaach ze kommen. Eng Rëtsch vun hinne sinn op der Sich no enger definitiver Ustellung. An et gëtt och gesot, dass hir Ausbildung vum Privatsecteur, ob konventionéiert oder net, net ëmmer esou unerkannt gëtt, wéi een dat erwaarde kéint. Dacks géif och eng professionell Experienz gefrot ginn, déi déi betraffe Jonk awer net ëmmer opweise kënnen, well et net ëmmer esou liicht ass, fir an e Stage eranzekommen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister e puer Froe stellen:

Kann den Här Minister eis méi genee Informatiounen iwwert d'Situatioun vun den Auxiliaires de vie soen, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn?

Wéi laang dauert et en moyenne, fir si a Brout an Aarbecht ze bréngen?

Wat fir eng Betriber sinn am meeschten un hinnen interesséiert?

Stëmmt et, dass et der etlech ënner hinne gëtt, déi just zum onqualifizéierte Mindestloun bezuelt ginn?

An zum Schluss wollt ech nach froen: Wéi vill vun hinne sinn a Mesuren oder a Weiderbildungsprogrammer, fir si méi fit fir den Aarbechtsmaart ze maachen?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, Merci fir déi Fro. Ech well just soen: Mir sollen all deene Leit, déi an deem Secteur vum, nenne mer en emol „Care", schaffen, eis Estimmen ausdrécken. Well dat ass wierklech en zentrale Secteur an eiser Gesellschaft an duerfir verdénge se absolutt ons Appreciatioun.

50 Leit sinn an der ADEM ageschriwwe mat engem Diplom „Auxiliaire de vie", 43 Fraen a 7 Männer. Hiren Duerchschnëttsalter ass 32 Joer. Mä net all vun hinne wëllen an deem Secteur weiderschaffen. Nëmmen 29 hu sech expriméiert, fir weider an där Fonctioun vum Auxiliaire de vie ze schaffen.

Wichteg sinn natierlech d'Sproochekenntnisser. Déi meescht hu se, mä mir hunn och e puer Leit, déi mat engem auslänneschen Diplom kommen, dee plus ou moins equivalent ass. An duerfir ass natierlech de Kritär vun de Sproochen extrem wichteg.

Den Duerchschnëttszäitraum, deen en Auxiliaire de vie, deen an der ADEM ageschriwwen ass, brauch, bis en en Job fënnt, besonnesch dann an deem Secteur vum „Care", ass 15 Méint, wat ganz laang ass, dat muss ech ganz kloer soen. An duerfir ass natierlech dee ganze Problem vum Auxiliaire de vie e bëssen deen, datt mer en Diplom geschafen hunn - dat war nach d'Madamm Jacobs, wann ech mech gutt erënneren -, ouni awer deen Diplom richteg an enger Kategorie ageuerdent ze hunn, an duerfir hänke se e bëssen tëschent dem Educateur respektiv dem Aide-soignant an och dem ASF.

An dat ass awer elo verbessert ginn, well an deem viregten SAS-Kollektivvertrag sinn d'Auxiliaires de vie iwwerhaapt net mentionnéiert. Dat heescht, si ware guer net unerkannt vun deem Kollektivvertrag, wat och explizéiert, datt se wahrscheinlech op enger ganzer Rei vu Plazen mam net qualifizéierte Mindestloun bezuelt gi sinn. Wat net just ass, well den Auxiliaire de vie eigentlech e CATP oder, wéi mer de CATP haut nennen, en DAP ass an eigentlech mam qualifizéierte Mindestloun bezuelt misst ginn.

Bon, dat ass elo zumindest, wat den SAS-Kollektivvertrag ubelaangt, geännert. Do ass den Auxiliaire de vie absolutt unerkannt an ass och klasséiert op deem Niveau, wou e soll klasséiert ginn.

Elo ass et esou, datt, well en e bëssen tëschent verschiddene Kategorien hänkt, oft net op den Auxiliaire de vie zréckgegraff gëtt, mä op entweder den Educateur oder den ASF oder och heiansdo den Aide-soignant an duerfir déi Professioun heiansdo Schwieregkeeten huet, fir a verschidde Fonctiounen ze kommen. Dat ass och de Fall e bëssen an dem Fleegeberäich, wou net ëmmer op Auxiliaires de vie zréckgegraff gëtt, mä heiansdo op souguer, géif ech soen, manner Qualifizéierter.

Déi lescht Fro ass déi vu Mesuren. Bon, hei sinn eigentlech net ganz vill Auxiliaires de vie an enger Mesure. Mir hunn een Auxiliaire de vie an engem CAE, een an enger Mesure spéciale, dat heescht an enger Initiative sociale, an een ass am Service volontaire.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

A mer géifen zu där nächster Fro iwwergoen. Déi kënnt vum Här Claude Wiseler un de Premier- a Statsminister an dréit ronderëm d'Nominatiounsprozedur vu Conseilleren am Statsrot. Här Wiseler!

- Question n°317 du 15 mai 2018 de M. Claude Wiseler relative la procédure de nomination d'un candidat à un poste vacant du Conseil d'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Merci. De Statsrot kënnt net zur Rou. Virun enger Zäit hate mer scho komplizéiert Diskussiounen iwwert d'Nominatioun vun engem neie Member, deen d'ADR sollt sengerzäit proposéieren. Elo hu mer erëm eng onméiglech Diskussioun ronderëm eng Propositioun, déi de Statsrot gemaach huet.

Mir kënnen eis nëmme wonneren iwwert d'Aart a Weis, wéi hei Regierungsparteie respektiv Regierungsmemberen argumentéieren an och kommunikéieren. déi gréng hu sech schockéiert a sproochlos gewisen iwwert dem Conseil d'État seng Decisioun, déi awer an engem geheime Vott geholl ginn ass, esou wéi d'Gesetz et u sech verlaangt.

D'Regierungsparteien, dont déi gréng, waren d'ailleurs permanent géint den Avis vun der CSV, datt se gär déi Prozedur, esou wéi se elo haut ass, an d'Gesetz ageschriwwen hätt, e geheime Vott. A mir froen eis, wéi een da ka verlaangen, wann e geheime Vott an dem Text steet, datt ee gär säi Kandidat an engem geheime Vott gestëmmt hätt.

Da soen déi gréng per Pressecommuniqué, datt de Statsrot sech net géif un d'Gesetzer halen. An ech fannen et och scho besonnesch, datt eng Regierungspartei, zu där de Justizminister gehéiert, eng Institutioun accuséiert, sech net un d'Gesetz ze halen, an och nach mat engem Recours duerno an d'Welt… oder dee proposéiert.

Duerno schreiwen déi gréng e Bréif, wou se dem Conseil d'État sechs Froe stellen. An deen ass wann ech gelift gebieden, dorobber ze äntwerten! Si stelle sech Froen, ob net Kompetenzen outrepasséiert gi wären. Se froen de Conseil d'État eng Motivatioun vun engem geheime Vott a si hätte gär, datt de Conseil d'État seng Decisioun géif frësch huelen a frësch iwwerkucken. An deen Drock gëtt ausgeüübt.

Duerfir meng Froen un de Premier: Ass de Premierminister der Meenung, datt hei géint d'Gesetz verstouss ginn ass? Wann e Recours gemaach gëtt géint de Vott vum Conseil d'État, ass dee senger Meenung no recevabel? Oder geet dat net géint d'Nominatioun, déi de Grand-Duc mécht an de Premier muss contresignéieren? Fënnt de Premier et normal, datt wéinst der Prozedur de Conseil d'État vu Regierungsparteien a Regierungsmemberen esou ënner Drock gesat gëtt? A wat ass d'Positioun vun der Regierung?

A meng lescht Fro: Wann an Zukunft nom Artikel 7 de Parteiequiliber soll agehale ginn, wiem ginn dann déi nei Conseilleren zougerechent? Well wann déi als neutral consideréiert ginn, dann ass den Equiliber tëschent de Parteien, esou wéi en initialement ugeduecht war, net méi an deem Mooss hierzestellen. An déi lescht Fro: Ass de Premierminister der Meenung, datt deen Text, esou wéi en ass, nach haltbar ass?

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den honorabelen Här Wiseler huet méi Froen un de Fränz Bausch gestallt wéi un de Premierminister heibannen, e laangen Argumentaire gehat, fir am Fong Positiounen, déi en anere Regierungsmember geholl huet, ze kritiséieren an dann de Premier ze froen, wat en dovunner hält.

(Brouhaha)

Ech muss Iech soen, dass d'Philosophie vum Text déi ass, dass eng Proportionnalité politique och soll am Statsrot sinn. An dat huet och erlaabt, dass haut d'ADR e Vertrieder dran huet!

Une voix.- Tiens!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass dat, wat et mat sech bruecht huet, andeem mer eng Textännerung gemaach hunn. Soss wier hautdesdaags, op jidde Fall ënnert deenen anere Legislaturperiode bis haut, an ech ka mech erënneren un déi lescht 19 Joer, wou ech hei an dëser Chamber vill Jore souz, dass ëmmer vun der ADR gesot ginn ass, si hätten een zegutt. An haut hu se och e Vertrieder mam Nicky Stoffel. Dat heescht, dat ass den Équilibre politique, dass deen, deen zwou Legislaturperioden hei dräi Memberen op d'mannst huet, och d'Recht huet, fir an der Chamber vertrueden ze sinn, pardon, am Statsrot vertruede sollt sinn.

Mir hunn tatsächlech, Här President, am Text keng fest Quoten, déi soen, dass de Calcul ass 2,3/1,7. Mä de Calcul ass esou gemaach ginn an der Proportionnalitéit, dass, wann ee Grénge sollt ersat ginn am Statsrot, dat och dann e Recht wär vun déi gréng, fir eng Propositioun ze maachen. Et ass e Vote secret, dee stattfonnt huet. Ob deen elo am Conseil d'État oder hei stattfonnt huet, et ass e Vote secret! An e Vote secret ass ze respektéieren!

An elo ze fuerderen, dass, well dat ass jo och e bëssen dat, wat sous-entendu vum Här Wiseler hei gesot gëtt, ech dem Statschef soll soen, e soll dat doten net ënnerschreiwen…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, neen, dat hunn ech iwwerhaapt net suggeréiert, iwwerhaapt net!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir sot, ech géif jo da contresignéieren. A wann ech de Contreseing net ginn, da kann de Grand-Duc jo net ënnerschreiwen. Dat kënnt op datselwecht eraus. Dat heescht, dass de Grand-Duc déi Nominatioun um Schluss net validéiert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn Är Meenung driwwer gefrot.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech mengen, dass mer hei Institutiounen hunn. Déi Institutioune fonctionnéieren. Et ass e Vott, dee geholl ginn ass vum Statsrot. Deen hu mer och ze respektéieren. De Statsrot huet en Drëttel vu senge Memberen ze benennen, esou wéi d'Chamber en Drëttel nennt, esou wéi d'Regierung en nennt. An ech mengen, dass deen dote Choix ze respektéieren ass.

Et ass ugekënnegt ginn, dass vläicht eng Rekursméiglechkeet géif bestoen. Da verstitt Der, dass et, wann dat gesot gëtt, souwisou elo, fir ze soen, ob et legal ass, net legal ass, net u mir haut ass, dat ze tranchéieren, u mir als Premierminister, fir ze soen, wat richteg a wat falsch ass. Déi gréng Kolleegen hu sech d'Recht geholl, fir eben déi juristesch Schrëtt kënnen ze ënnerhuelen. Dat ass eng Decisioun, déi si ze huelen hunn.

Wéi gesot, mir wäerten als Regierung déi Decisioun vum Statsrot respektéieren, wann ech bis d'Ënnerschréft kritt hunn. Ech gesinn net an, dass ech sollt dem Grand-Duc net dat proposéieren, wat vum Statsrot gestëmmt ginn ass an engem Vote secret, nach eng Kéier, fir dat net ze respektéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fannen dat ganz richteg. Mä Dir sollt Äre grénge Kolleegen dat soen!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi nächst Fro kënnt vum Här Alex Bodry un d'Madamm Ëmweltministesch iwwert d'Autorisatiounsprozedure fir Atomzentralen un der Lëtzebuerger Grenz. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°318 du 14 mai 2018 de M. Alex Bodry relative aux procédures d'autorisation d'exploitation concernant les centrales nucléaires à proximité du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen herno nach eng Kéier op d'Fro vun der Atomkraaft zréck an engem méi breede Kader. Mä wat mech a menger Fro interesséiert, ass dat, wat sech ronderëm Lëtzebuerg deet. Cattenom, Tihange, dat sinn zwee Reakteren, déi a relativer Noperschaft zu Lëtzebuerg sinn. Als Diddelenger natierlech och, fofzéng Kilometer vu Cattenom, fillen ech mech besonnesch concernéiert.

Dir wësst alleguerten, dass mer géint d'Weiderféierung vun deenen dote Reaktere sinn. Ech hunn awer matkritt, dass elo decidéiert ginn ass op der däitscher Säit, vun enger gemeinsamer Matdeelung vun der grénger rheinland-pfälzescher Ëmweltministesch a vum SPD-Statssekretär fir Ëmwelt aus dem Saarland, fir ze soen, si hätten decidéiert, dass hir Länner net géife kloe géint déi geplangte Weiderverlängerung iwwer laang Jore vun der Betribsgeneemegung fir Cattenom.

Meng Fro ass: Wéi wäit war d'Lëtzebuerger Regierung mat implizéiert an deem dote Prozess? Ware Kontakter tëschent der Lëtzebuerger Ëmweltministesch mat hire Kolleegen aus Rheinland-Pfalz, aus dem Saarland, wat dat doten ugeet? A wat sinn d'Konklusioune vu Lëtzebuerg?

Ech hunn héieren, wat d'Konklusioune vun den Nopeschlänner sinn. Ech hu bis elo nach näischt héieren, wat d'Positioun ass vun der Lëtzebuerger Regierung, wat eng eventuell Klo géint eng Betribserweiderung ugeet vu Cattenom, wou jo vun der däitscher Säit den héije Käschtepunkt ugefouert gëtt an déi wéineg Chancen, déi géife bestoen, opgrond vun enger Etüd, déi si gemaach hunn, fir do mat an e Prozess eranzeklammen.

Datselwecht gëllt fir Tihange. Fir Tihange, souwäit ech weess, ass d'Verlängerung vun der Autorisatioun schonn ausgestallt ginn. Do lafen also Delaien. Do huet Rheinland-Pfalz matgedeelt, dass se sech géifen der Greenpeace-Klo uschléissen, fir géint déi Verlängerung virzegoen. Och do wëll ech wëssen: Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung? Maache mer do mat? Maache mer net mat? A wéi stinn do d'Chancen eigentlech, fir dass mer kënnen iwwert de juristesche Wee do zu eisem Succès kommen, dee mer alleguerte gären hätten?

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Madamm Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Closener, huet d'Wuert.

(Hilarité générale et brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Dat ass d'Sekretärin vun der Kulturkommissioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir hunn eng Mataarbechterin, déi e bleiwenden Androck hannerléisst, gradesou wéi d'Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Villmools Merci, Här President. A Merci och dem honorabelen Deputéierten, dass en déi Fro stellt, well et ass eng ganz pertinent.

Et ass esou, dass mer natierlech a Kontakt ware mat der rheinland-pfälzescher Ëmweltministesch, mat der Ulrike Höfken, déi eis u sech d'Konklusioune vun hirer Recherche, déi se zesumme mam Saarland gemaach hunn, matgedeelt huet an eis och matgedeelt huet, firwat se net géife kloen. Eben aus deem Grond, deen den Deputéierten och grad ernimmt huet, dass d'Aussiichte relativ schlecht wären, well am Moment ass fir kee vun de Reaktere vu Cattenom grad eng Autorisatiounsprozedur amgaangen, wou mer kéinten eppes maachen, wat tatsächlech d'Strooss hält.

Lëtzebuerg setzt sech, wann et ëm Verlängerunge geet vun Atomreakteren, am Kader vun der Espoo-Konventioun, wou et jo iwwert déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht am Kader vu Projeten, déi grouss Ëmweltimpakter hunn, geet, derfir an, dass all Moment ka genotzt ginn, fir kënne matzeschwätzen iwwert d'Grenzen eraus a fir och Elementer ze hunn, wou ee kann aktiv ginn. Dat ass an engem Adhoc-Aarbechtsgrupp am Kader vun der Espoo-Konventioun. Méi kloer Méiglechkeete sinn à ce stade vis-à-vis vu Cattenom, wou grad keng Autorisatiounsprozedur amgaangen ass, relativ geréng.

An do deelen ech dofir och d'Konklusioune vum Saarland a vu Rheinland-Pfalz. An ech mengen, wichteg ass et jo, dass, wa mer juristesch Schrëtt aleeden, eben och eng Aussiicht op Erfolleg do ass an dass mer eis déi néideg Moyene ginn. Dat mécht dës Regierung op ganz villen Niveauen. Hei schéngen eis Chancen net déi gréissten ze sinn.

Zu Tihange, jo, do, an der Belsch, lafe grad dräi parallell Prozesser, eng Kéier deen zu Tihange 2, wou d'Gemenge jo derbäi sinn. An do hu mer Holland, Däitschland, awer och Lëtzebuerg. Mir hu Woltz derbäi. Mir hunn de Buergermeeschter an Deputéierte Frank Arndt och hei sëtzen, wou mer aktiv sinn, well do hunn d'Gemengen en Intérêt à agir, fir dass mer eis méiglechst schnell fir d'Ofschalte vun Tihange asetzen. Déi gouf, an dat gouf richteg gesot, 2013 verlängert, ouni déi beschwate Concertatioun mat den Akteuren.

Deen zweete Recours Greenpeace, do gëtt Rheinland-Pfalz elo aktiv. Do geet et ëm d'ënnerschiddlech Interpretatioun, ob et richteg war, dee Reaktor erëm unzeschalten oder net. Do muss ee kucken. Do hat ech am Kader vun enger Entrevue vun der Allianz vun de Regioune mat der Ministesch Kontakt. An do suivéiere mer elo, well et ass nach en drëtte Prozess, dee grad amgaangen ass. Dat ass eng Question, déi gestallt gouf vum belsche Verfassungsgeriicht un den Europäesche Geriichtshaff, wou et genau dorëms geet, an dës Kéier handelt et sech ëm Doel, ëm d'Prolongatioun vun deenen eenzelne Reakteren an aféifern Leit mussen agebonne ginn. An ech mengen, dat ass ebe grad dee wichtege Punkt, wou mer mussen drop erauskommen, dass mer méiglechst als Akteure fréizäiteg mat agebonne ginn, eise kriteschen Avis ginn.

An do, wou et sech lount, an do, wou mer mengen, dass mer Chancen hunn, wéi bei Hinkley Point C, wou mer jo u sech géint d'Decisioun vun enger Kommissioun kloen, zesumme mat Éisträich, awer och bei Paks, wou d'Regierung och beschloss huet, dass mer d'Éisträicher rejoignéieren an enger Klo, do si mer ferm als Regierung.

Ech wëll nach hannendrusetzen, dass et wichteg ass ze kucken, wien agéiere soll an op wéi engem Niveau. An do ass et wichteg, dass et déi eng Kéier éischter d'Gemenge sinn, déi kënnen agéieren, déi aner Kéier ass et de Stat, dee kann agéieren. Do, wou mer Méiglechkeete gesinn, do kloe mer.

An natierlech ass et esou, dass dës Regierung all Méiglechkeete préift an dass mer do aktiv ginn, wou mer mussen aktiv gi fir de maximale Schutz vun eise Bierger.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Roy Reding, riicht sech un de Finanzminister an dréit iwwer eng rezent Decisioun vum Bundesfinanzhof.

- Question n°319 du 15 mai 2018 de M. Roy Reding relative à la décision du «Bundesfinanzhof» en matière d'intérêts de pénalité auprès de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ganz oft héiert een d'Bierger kloen, datt se mussen hei zu Lëtzebuerg op Steierscholden en dehors vum Fall vun Délai-de-paiementen 0,6% Zënsen de Mount bezuelen. Dat si 7,2% d'Joer. Et muss een dat a Relatioun setze mat den Intérêts légaux, déi en normale Mënsch kritt, wann en e Prozess ustrengt géint een, deem e Sue schëlleg ass, Loyer, e Prêt, Gott weess wat e kritt, 2,25%.

Och an Däitschland waren esou héich Verzuchszënse virgesinn, an zwar 0,5% de Mount, 6% d'Joer. An do huet e Contribuabel de Bundesfinanzhof befaasst, wat interessant ass, well mer jo och hei zu Lëtzebuerg, et ass jo eent vun eise rare preisesche Gesetzer, déi mer hunn, d'Abgabenordnung hunn, wou ee wierklech da ka Parallellen zéien. An do huet de Bundesfinanzhof geuerteelt, déi Zënsen „verstoße(n) wegen der anhaltenden Niedrigzinsphase gegen den allgemeinen Gleichheitssatz. Für die Höhe des Zinssatzes fehlt es der Entscheidung zufolge an einer Begründung." An de Bundesfinanzhof huet doropshin decidéiert, deem Kläger, deen déi doten Zënsen hätt misse bezuelen, recht ze ginn, „und setzte déi Vollziehung des Zinsbescheids in vollem Umfang aus".

Elo meng Fro un de Finanzminister: Wier et net och zu Lëtzebuerg normal, datt mer géife Verzuchszënsen op Steieren deem upassen, wat deen normale Bierger kritt als Intérêts légaux? An ass et normal, datt mer esou eng Wucherzënse vu Stats wege froen op Steierscholde par rapport zu dem normalen Zënssaz, deen um Maart gefrot gëtt? An dat virun allem och, wa mer bedenken, datt jo d'Steiertabell net inflatiounsugepasst ass, dat heescht, de Steierbierger huet u sech absolutt ëmmer nëmmen d'Noseeën. An do géif ech et normal fannen - dat ass da meng ofschléissend Fro -, datt ee géif den Intérêts-légaux-Zënssaz d'office applizéieren op all Scholde vum Bierger par rapport zum Stat.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, deen Arrêt vum Bundesfinanzhof ass relativ rezent. A mir hunn deen a mir sinn amgaangen, deen ze analyséieren, fir ze kucken, ob et Sënn géif maachen, sech dovunner ze inspiréieren. Méi kann ech haut zu deem Arrêt net soen.

Ech géif awer gären ënnersträichen, wat d'reell Situatioun zu Lëtzebuerg ass. Jo, zu Lëtzebuerg ass den Zënssaz 0,6% pro Mount. Dat si 7,2% d'Joer. Firwat ass deen Zënssaz esou héich? Mä do gëtt et zwee Grënn. Deen éischten ass, dass mer gären hätten, dass d'Leit sollen déi Steiere bezuelen, déi geschëllt sinn. A wann ee méi en héije Saz huet vu Retarden, dann encouragéiert dat natierlech de Steierzueler, fir séier ze bezuelen.

Deen zweeten ass à l'origine, dass, wann ee weess, dass een esou vill muss bezuelen als Intérêts de retard, een och vläicht eng Deklaratioun mécht, déi an der Rei ass, soudass een iwwerhaapt keng Steieren nozebezuelen huet.

Mä wat elo, mengen ech, dat Allerwichtegst ass, ass d'Pratique. An do si mir zu Lëtzebuerg immens gentil, géif ech soen, magnanime, well an der Pratique ka jiddweree froen, fir en Délai de paiement ze kréien. An den Délai de paiement zu Lëtzebuerg ass, wann een tëschent null a véier Méint freet, da bezilt een iwwerhaapt keng Intérêts de retard; tëschent fënnef an zwielef Méint bezilt een dann en Intérêt de retard vun 0,1%; tëschent engem an dräi Joer bezilt een 0,2%. 0,2% héichgerechent mol zwielef gëtt 2,4%. Do si mer an där Period bis dräi Joer nach ënnert dem Intérêt légal! An et ass nëmmen, wann ee seng Schold no dräi Joer wëllt zréckbezuelen - wou Der awer wahrscheinlech all d'accord wäert sinn, dass dat extrem laang ass -, et ass nëmmen dann, wou deen Taux vun 0,6% spillt.

Ech kréie vun der Steierverwaltung bestätegt, dass mer déi Demandë vun Délais de paiement extrem positiv beuerteelen, dass den Accès do ganz generéis ass. An dofir mengen ech, dass déi richteg Problematik zu Lëtzebuerg net déi ass vun deem Taux, dee vläicht ganz héich ass, mä dass mer an der Pratique en fait vill méi generéis sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

A mer kommen zu der nächster Fro, déi vum Här Franz Fayot gestallt ginn ass, sech un de Kulturminister riicht a ronderëm eng Nationalgalerie am fréieren Athenäum dréit. Den Här Fayot huet d'Wuert.

- Question n°320 du 15 mai 2018 de M. Franz Fayot relative à l'installation d'une galerie nationale dans les murs de l'ancien Athénée, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Franz Fayot *(LSAP).*- De Samschdeg konnt een am „Lëtzebuerger Wort", wou den Här Premier- a Kulturminister jo och Chefredakteur fir een Dag war, liesen, dass d'Regierung beschloss hätt am Regierungsrot d'lescht Woch, dass sollt eng „Galerie nationale d'art luxembourgeois" geschaaft ginn. Do kann ee liesen, dass Ufank 2019 sollten d'Embauaarbechten ugefaange ginn am ale Kolléisch an dass dann ugedockt un den Nationalmusée déi Nationalgalerie do sollt an d'Liewe geruff gi mat ongefeier 1.000 m² Ausstellungsfläch, Büroen um leschte Stack an dann dernieft nach Studioen op deene Stäck driwwer.

Ech hätt an deem Zesummenhang e puer Froen, fënnef Froen un de Kulturminister.

Déi éischt Fro ass déi, wéi sech dann elo dës Nationalgalerie generell an der Regierung hir Politik integréiert, wat all déi aner Kulturinstituter ugeet, an och, wat d'Ënnerstëtzung an d'Promotioun vun de Lëtzebuerger oder deene Kënschtler, déi hei resident sinn, déi hei liewen, wéi se sech doranner integréiert.

Déi zweet Fro bezitt sech op de Fait, dass et hei kee Gesetz gëtt. An dofir wollt ech froen, ob et scho méi eng präzis Iddi gëtt iwwert de Käschtepunkt vum Invest an den ale Kolléisch fir den Embau an dann duerno och, wat d'Fonctionnementskäschten ugeet vun dësem neien Institut.

Drëtt Fro, wéi gesot, ass: Et kann een an deem Artikel liesen, dass dës Nationalgalerie soll ugedockt ginn un den MNHA. An dofir ass meng Fro, ze wëssen, wat d'Repercussioune sinn op d'Aktivitéit vum MNHA, op d'Personal an och de Budget vum Nationalmusée.

Véiertens, den MNHA huet jo schonn e gewëssene Stock an e Fundus vu Konschtwierker vu Lëtzebuerger Kënschtler. Gëtt dat alles regruppéiert bei der Nationalgalerie an och do valoriséiert?

An da schlussendlech fënneft Fro: Wat sinn d'Depensen, wat d'Depensen ugeet fir déi Studioen? Dat gëtt jo och e gewëssene Käschtepunkt. Ginn déi Depensen och ouni Gesetz gemaach?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet de Kulturminister, den Här Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Ministre de la Culture.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem honorabelen Deputéierte Fayot Merci soe fir dës Froen. Mir haten nämlech am Regierungsrot wéi gesot scho virun enger gewëssener Zäit de Prinzip zréckbehalen, dass mer géifen an där aler Bibliothéik eng Nationalgalerie proposéieren. Dat war schonn am Joer 2016 zréckbehale ginn. An dunn ass un engem Avant-projet geschafft ginn, fir ze kucken, wéi dat doten och kéint ausgesinn.

D'Administratioun vun de Bâtiments publics mengt, dass den Ufank vum Chantier éischter an zwee Joer wäert sinn an och eng Durée vun dräi Joer wäert hunn. An de Budget, deen am Moment virgesinn ass, ass dee vu 36 Milliounen Euro. Doweinster ass keen Text, deen och gebraucht gëtt.

Ech wëll mech awer direkt hei engagéieren, Här President, vis-à-vis vun der Kulturkommissioun, dass ech och d'Méiglechkeet kréien, ech hunn elo nämlech och d'Architekte gefrot, fir nei Pläng ze kréien, an net nëmmen Architektepläng, mä och Biller en situation réelle, wéi et duerno sollt ausgesinn, ze kréien. Ech wëll déi och kuerz virstellen. An ech mengen, et wier och opportun, fir eng Kéier zesummen an der Kulturkommissioun deen dote Projet kënne virzestellen, fir dass et net laanscht d'Chamber geet. Och wann ech keng Obligatioun hunn, fir der Chamber den Text ze bréngen, mengen ech, ass et awer wichteg, bei esou engem Dossier och d'Chamber mat anzebannen.

Also de Konzept, wat sollt drakommen: Ech soen Iech e bësse cru, dass mer am Moment ganz vill an de Kelleren, op de Späicheren hunn. An ech mengen, dass mer och ganz vill kënnen ausstellen. Mir brauchen a mengen Aen och eng Plaz, wou mer et fäerdegbréngen - ob dat elo d'Molen ass, ob dat Skulptur ass, ob dat Zeechnen ass, ob dat den Art graphique ass, ob dat Fotoe sinn, ob dat Videoe sinn, ob dat nei Medie sinn -, wierklech eng Plaz, déi net, wéi verschidde Leit wëlle behaapten, e Ghetto sollt si vu Lëtzebuerger Kultur, mä au contraire eng Vitrinn sinn och vun deene ver-

schiddene Facetten, déi d'Lëtzebuerger Kultur huet.

Mir hu mat de Muséeën zesummen diskutéiert an och mat de Leit, och souguer mam Gemengemusée, fir ze kucken, wéi e Konzept am beschten dra géif passen. An et ass ganz vill vu virun 1940, do gëtt et scho verschidde Méiglechkeeten, wou déi och ausgestallt ginn. An d'Konklusioun ass, dass et immens wichteg wier, fir no 1940 bis haut, bis haut an och bis muer dann, wann déi Galerie fäerdeg ass, och déi Ausstellunge kënnen ze organiséieren.

De Prinzip, deen zréckbehale ginn ass, do sinn e puer Saachen. Wéi gesot, Dir hutt et och gesot vun de Wunnengen, wou eng 40 jonk Leit ongeféier, ech waarden do och op déi definitiv Pläng, eng 40 jonk Leit wäerte kënnen do logéiert ginn, wat mer och zesumme mam Ministère, deen d'Jugend, d'Bildung an d'Héichschoul huet, wëllen ausschaffen.

Niewebäi kënnt awer nach eppes, wat elo nach net ernimmt ginn ass. Dat heescht, mir hu jo op där enger Säit den CNA, dee fir den Audiovisuel zoustänneg ass. Mir hunn den CNL, dee fir d'Literatur zoustänneg ass. Mä mir hunn am Fong nach net e Centre d'archivage et de documentation am Sënn vun der Konscht! A mir mengen, dass dat och wichteg ass, fir deen doten och do ze komplettéieren, well d'Lëtzebuerger Konscht vum 20. Jorhonnert wéineg dokumentéiert an och studéiert ginn ass. Dat heescht, dass een och déi Méiglechkeet gëtt, dat op där doter Plaz kënnen ze maachen.

Si kritt keng eege Kollektioun. Dat heescht, et gi Prêten à moyen terme, à long terme och gemaach. Dat heescht, dass och d'Méiglechkeet besteet, dass Œuvren, déi am MNHA sinn, eriwwertransportéiert gi fir eng méi länger Zäit. Mä de But ass, wéi gesot, wierklech déi verschidde Facettë vun der Lëtzebuerger Konscht à travers vun 1940 bis haut kënnen ze weisen.

Et ass e Public cible, deen duebel ass. Eng Kéier hu mer, wéi gesot, op där Plaz Méiglechkeeten och, fir vill Touristen ze kréien. Dat heescht, dass se och ebe sensibiliséiert ginn op d'Artisten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, mat enger Collection permanente, awer och mat Expositiounen, déi mer wëllen temporär maachen, an op där anerer Säit och fir eis Lëtzebuerger. Dat heescht, dass mer wierklech eng Plaz hunn, wou een och gesäit à travers les temps, wat déi verschidde Facettë vun der Kultur hei waren.

Käschtepunkt, wéi gesot, Personal an déi Saachen: Selbstverständlech brauche mer méi Personal. Mä déi Punkte sinn nach net zréckbehale ginn. Well wann Der wësst, dass et eréischt 2022 oder 2023 kann opgoen, sinn déi dote Froen nach net gestallt ginn.

Wéi gesot, Här President, wann ech déi Dokumenter bis alleguerten hunn, wier ech frou, wann ech an der Kulturkommissioun déi kéint och präsentéiere kommen, fir Iech ze weisen, wat mer wëllen do maachen. Ech mengen, et ass wichteg, och eng Plaz ze hunn, wou mer wierklech och eng Kéier houfreg kënne sinn iwwert déi Kollektioun, déi mer zesumme fäerdegbréngen iwwert d'Konscht vun 1940 bis haut an och déi virdrun. Mä, wéi gesot, do ginn et och schonn aner Plazen. An de But ass net, fir double Emploien ze kreéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Déi nächst Fro kënnt gläich a schrëftlecher wéi och fir haut de Mëtteg virgemierkt als mëndlech Fro vum Här Eugène Berger, dem Här Gusty Graas an der Madamm Andrich-Duval an dréit ronderëm d'Zukunft vun de Wierker vun dem Guardian Group zu Diddeleng an zu Käerjeng. An ech géif dann d'Wuert un d'Madamm Andrich ginn, fir hir Fro ze stellen.

- Question n°321 du 15 mai 2018 de Mme Sylvie Andrich relative à l'avenir incertain des sites à Dudelange et à Käerjeng du groupe verrier américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- Question n°3820 du 14 mai 2018 de M. Eugène Berger et de M. Gusty Graas relative à la fermeture de deux usines du groupe américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Diddeleng kënnt, Här President, net aus de Schlagzeilen eraus, leider aus den negative Schlagzeilen, no der Hiobsbotschaft, dass ArcelorMittal hiert Wierk vun Diddeleng géife verkafen, wou de Wirtschaftsminister iwwregens méi mat der Press kommunikéiert wéi hei mat der Chamber. An den Här Wiseler ass elo grad virdrun drop agaangen.

Elo also déi rezent Nouvelle iwwer e méiglechen Aus vun zwee weidere Wierker, an zwar vum Flaachglasproduzent Guardian, e Betrib, deen zënter 1981 hei zu Lëtzebuerg installéiert ass. RTL-Informatiounen no missten 100 Milliounen Dollar an d'Anlag zu Diddeleng investéiert ginn, soss wier d'Wierk net méi ze retten. An och de Site Käerjeng kéint betraff sinn. Dat ass am Fong du Déjà-vu, well viru sechs Joer waren zu Diddeleng d'lewe jo scho praktesch aus.

An engem Communiqué vum September 2012 hu sech awer deemools d'Ministere Schneider a Schmit nach felicitéiert, dass si et fäerdegbruecht hätten, 263 Aarbechtsplazen ze retten an och déi industriell Aktivitéit vun Diddeleng ze perenniséieren, dat heescht an anere Wierder, se nohalteg ofzesécheren. Elo, sechs Joer duerno, schéngt dat manifestement net méi de Fall ze sinn.

Der CSV geet et un éischter Stell drëms, d'Aarbechtsplazen ze erhalen, Aarbechtsplazen, déi mer grad och am Süde bluttnoutwendeg hunn. An duerfir wollt ech folgend Froen un d'Madamm Statssekretärin stellen:

Ginn Diddeleng oder Käerjeng zougemaach? Oder vläicht déi zwee? Sollen eent oder déi zwee Wierker verkaaft ginn? Wa jo, u wien? Wivill vun deenen insgesamt 1.200 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg riskéiere verluer ze goen? Sinn do näämlech och de Fuerschungszentrum an den Europasëtz vu Guardian mat betraff? Dat ass net kloer.

An huet d'Regierung dat do net komme gesinn? A wat wëllt d'Regierung elo ënnerhuelen, fir dës industriell Aarbechtsplazen ze erhalen?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Gusty Graas, pardon, den Här Eugène Berger; et waren zwee Auteuren.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo. Merci, Här President. E klengt Wuert einfach zu wéi dee ganzen Oflaf war. Ech wollt eigentlech gëschter eng mëndlech Fro un de Wirtschaftsminister stellen. Déi war scho gestallt. Mä du krut ech gesot, dee wier net hei. Dunn hunn ech zesumme mat mengem Fraktiounskolleeg Gusty Graas eng schrëftlech gestallt. An dann ass et elo haut awer d'Statssekretärin, déi esou gentil ass, fir awer och Stellung dozou ze huelen. Duerfir ass d'Fro dann elo hei an der Prozedur opgedaucht, wou ech e bëssen den Iwwerbléck verluer hunn, mä soit.

Ech mengen, mir droen och d'Suerg. Mir suergen eis och ëm déi zwee Produktiounsstanduerter vun der Guardian am Süde vum Land, Diddeleng a Käerjeng. An natierlech ass och eis Suerg bei den Aarbechtsplazen, déi eventuell do kéinte verluer goen.

Et si schonn eng Rei Froe gestallt ginn. Ech wéilt awer och nach zwou, dräi Präzisiounen, wann dat méiglech ass, vun der Statssekretärin.

Zum engen - do kommen da vläicht och schonn e puer Äntwerten - ass et jo esou, datt de Wirtschaftsminister gëschter also nach an den USA war, wann ech dat richteg matkritt hunn. Et ginn do och Gespréicher gefouert mat de Responsabelen an Amerika. Ob do schonn éischt Resultater oder éischt Nouvellë gewuer ze gi wieren.

Dann awer och nach vläicht eng Fro: Virdrun ass vun 263 Aarbechtsplaze rieds gaangen. Effektiv, dat huet jo eventuell evoluéiert an de leschte Joren. Wivill Aarbechtsplaze genau géifen hei a Fro stoen?

Dann awer och: Wat fir eng Méiglechkeeten hätt de Wirtschaftsministère, fir präzis esou Entreprisen ze ënnerstëtzen? Mir wëssen, datt et do eng Rei Moyene ginn hei zu Lëtzebuerg. Mä wat kéint hei méi spezifesch awer eventuell invoquéiert ginn oder geholl ginn, fir dann d'Entreprise ze ënnerstëtzen?

An eng lescht Fro, dat ass: Firwat sinn déi 100 Milliounen, déi do am Raum stinn, firwat sinn déi geduecht? Ass dat, fir d'Apparater ze moderniséieren? Ass dat noutwendeg? Oder wat fir eng Ursaache sinn dat?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet d'Madamm Statssekretärin Francine Closener.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Här President, ech si ganz frou, dass d'Chamber sech esou staark fir eis Industriepolitik interesséiert a sech och esou staark fir eisen Industriestanduert engagéiert. D'Guardian ass effektiv eng ganz wichteg Entreprise fir Lëtzebuerg. Si gehéiert zu deene Betriber mat amerikaneschen Originnen, déi an de leschte Jorzéngte mat Erfolleg hir Aktivitéiten hei am Land ausgebaut a weiderentwéckelt hunn an déi wesentlech och zu der ekonomescher Diversifikatioun vu Lëtzebuerg bäigedroen hunn.

Bei esou grousse Betriber mat e puer Honnert Salariéen ass et och net anescht wéi bei engem Handwierksbetrib oder am Handel: Eng Entreprise muss regelméisseg investéieren, fir kompetitiv ze bleiwen. A mir sinn och als Wirtschaftsministère permanent a Kontakt mat Betriber wéi ebe Guardian, mat den Dirigeanten an de Mammenhaiser vun deenen Industriebetriber am Ausland. Mir encouragéieren, mir begleeden déi Entreprisen, fir weider hei ze investéieren, fir den nationale Standuert an déi domadder verbonnen Aarbechtsplazen ze halen.

A genee dowéinst ass de Wirtschaftsminister den Ament an Amerika! Hien hat gëschter eng Entrevue an den USA mam President a mam CEO vu Guardian Industries an och mam President vu Guardian Glass. Déi Entrevue war am Haaptsiège vu Guardian a Michigan. Dat Treffen, muss ech awer derbäisoen, war schonn zënter Woche geplangt an hat deemno guer näischt mat rezenten Artikelen an der Press iwwert d'Zukunft vun der Firma ze dinn.

Wat do an deenen diverse Pressemeldungen ze liese war iwwer eng eventuell Fermeture vun engem oder zwee Sitten, dat ass net nozevollzéien, am Géigendeel. Bei där Entrevue tëschent dem Wirtschaftsminister an den Dirigeantë vu Guardian ass et näämlech ëm d'Weiderentwécklung gaange vun deenen zwou Produktiounsanlagen zu Käerjeng an och zu Diddeleng, méi präzis ëm Investissementer an nei Equipementer, an nei Technologien an och an nei Rechercheaktivitéiten.

De Minister huet den Decideure vu Guardian nach eng Kéier d'Avantagen, d'Atoute vum Industriestanduert Lëtzebuerg am Detail duergeluecht. An ech kann Iech och soen, datt Guardian d'Efforten an d'Hëllefe vun eisem Wirtschaftsministère appreciéiert, fir d'Industrie weider ze digitaliséieren an och fir d'Zukunft op déi Manéier fit ze maachen; Stéchwuert Industrie 4.0.

Am Resumé: Bei der Entrevue tëschent dem Wirtschaftsminister a Guardian goung et ëm nei Investissementer, fir déi zwee Sitten auszebauen, ze stabiliséieren an ze erhalen. Et war keng Diskussioun doriwwer, fir ee Site zouzemaachen. D'Grondstëmmung bei deene Gespréicher war positiv, ganz positiv, am Sënn vu weideren Investitiounen zu Lëtzebuerg, fir déi zwee Standuerter ze stäerken.

Mir hunn als Wirtschaftsministère ausgemaach mat Guardian, fir déi nächst Wochen a Méint am Kontakt ze bleiwen, fir se bei där definitiver Decisioun ze begleeden an ze beroden. Här President, an dësem Dossier stinn d'Zeeche vun eiser Industriepolitik op Gréng.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Statssekretärin.

A mer kommen zu der leschter Fro fir de Mëtten, déi kënnt vum Här Laurent Zeimet a betrëfft d'Emsetzung vun de Kollektivverträg am SAS-Secteur.

- Question n°322 du 15 mai 2018 de M. Laurent Zeimet relative à la transposition de la convention collective SAS au niveau des initiatives sociales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, Enn 2017 ass vun der Regierung de Kollektivvertrag SAS d'obligation générale genannt ginn, och fir d'Beschäftegungsinitiativen. An elo ouni weider Virwarnung waren d'Beschäftegungsinitiativen invitéiert, deen dann och ëmzesetzen, an dat bis Februar dëst Joer, wat natierlech dann och dozou gefouert huet, datt d'Gehälterstrukturen hu missen iwwerkuckt ginn an den Initiativen an och nei Carrièren opgebaut ginn, dat dann och, fir déi méiglech finanziell Ennerstëtzung vum Ministère festzeleeën.

Duerfir wollt ech vum Minister wëssen, ob déi Transpositioun vum Kollektivvertrag dann elo bei alle Beschäftegungsinitiative virgeholl gouf, ob et och zu enger homogener Transpositioun vun därselwechter koum a wat de finanziellen Impakt dann och fir säi Ministère elo ass.

An deem Zesummenhang wollt ech de Minister froen, wat de Ratio ugeet tëschent Encadranten a Beneficiairen an Initiativen, also eent zu fënnef, an deemno wivill Leit ee betreit, huet een dann esou vill Betreier och zegutt. Ob de Minister net och der Meenung wär, datt dee Schlëssel eng Kéier misst iwwerkuckt ginn, datt och, fir vläicht eng Kéier den Ënnerscheed ze maachen tëschent deenen, déi éischter administrativ Aufgabe maachen, an deenen, déi wierklech d'Leit betreien, ob een dat net an dësem Zesummenhang eng Kéier misst iwwerkucken. A wa mech net alles täuscht, huet de Minister dat jo och emol scho bei Geleeënheet duerchblécke gelooss, datt et un der Zäit wier, dee Schlëssel eng Kéier ze iwwerdenken.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bon, ech mengen, ech woen elo emol ze soen: Jiddwereen heibannen ass jo en faveur vu Kollektivverträg. Duerfir kënne mer ons natierlech net opposéieren, wann am Beräich vu Beschäftegungsinitiativen och déi Situatioun gekläert gëtt an déi Beschäftegungsinitiativen och couvréiert gi vun engem Kollektivvertrag.

Do muss ee soen - Dir wësst dat héchstwahrscheinlech; wann net, da soen ech Iech et: Beim SAS-Kollektivvertrag sëtzt de Stat net um Dësch! An ech hunn och nach bis elo net erausfonnt, muss ech Iech éierlech soen, wien dann op déi gutt Iddi komm ass, fir datt och d'Initiatives sociales oder d'Initiatives d'insertion, wéi ech se léiwer géif nennen, op eemol an der Lëscht gelant sinn, déi vum SAS-Kollektivvertrag couvréiert ass.

Wéi gesot, de Stat sëtzt net um Dësch, e sëtzt awer och an der Keess; do sëtzt en. An dat hu mer natierlech missen transposéieren, well dat si jo net nëmmen d'Beschäftegungsinitiativen, déi vun deem SAS-Kollektivvertrag couvréiert sinn, mä vill aner Beräicher; mir hu virdrun notamment geschwat vun allem, wat Fleeg ass. An et wier jo net méiglech gewiescht, datt den Aarbechtsminister gesot hätt: „Ech deklaréieren d'obligation générale déi an déi an déi Deeler vun engem Kollektivvertrag, awer net déi aner." Duerfir ass et ganz kloer, dee Kollektivvertrag ass e Ganzt an huet missen och dann als Ganzt d'obligation générale deklaréiert ginn.

De Coût natierlech ass méi héich. Mir hunn emol fir d'Éischt gesot, datt mer géifen déi dräi Méint vum Joer 2017 integral à charge huelen an dat beleeft sech à peu près op 3,7 Milliounen héichgerechent. An déi Sue sinn aus enger extra Enveloppe budgétaire couvréiert ginn, déi, wann ech mech gutt erënneren, beim Innenminister oder bei der Fonction publique war. Also déi Sue sinn den Initiativen zur Verfügung gestallt ginn, fir dee Coût supplémentaire ze decken.

Nu wësse mer och, datt mer all Initiativen opgefuerdert hunn, bei sech eng Analys ze maachen, wat dat géif heeschen am Term vu Reklassement, ech menge vun Neiaklasséierung vun de Leit, déi an den Initiative schaffen. Mir kënnen dat jo net genau wëssen. Duerfir sinn all Initiativen, souwuel d'CIGen, déi un de Gemengen hänken, wéi och déi aner, opgefuerdert ginn, ons eng Rei Donnéeën eranzeginn, fir kënnen op där Basis en neie System opzestellen.

Firwat en neie System opstellen? Well mir der Meenung sinn, datt mer hei eng Approche forfaitaire mussen halen. Well wa mer déi Approche forfaitaire net hätten - mir hunn déi jo och virun e puer Joer agefouert, nodeem et jo an där enger oder där anerer Initiativ gréisser Problemer gi sinn -, da misste mer mat all Initiativ individuell negociéieren, wat hei a wat do vu Moyene géif zur Verfügung gestallt ginn. An entweder wier jiddweree glécklech oder jiddweree wier total onglécklech. Duerfir brauche mer déi Donnéeën an déi hu mer jo och du kritt, fir esou e Système forfaitaire opzestellen.

Derbäi muss ech soen: Net all Initiativen hate kee Kollektivvertrag. Et waren och Initiativen, déi een haten. Dat war net onbedéngt den SAS, mä ech kennen eng Initiativ, déi ech elo net hei wëll nennen, den Här Kaes kennt se och gutt, déi um SAS ugeschloss war viru laanger Zäit - viru laanger Zäit. Schonn ënner mengem Virgänger war déi couvréiert vum SAS-Kollektivvertrag.

Bon, elo komme mer an déi nei Phas 2019, wou dann natierlech dat voll Repercussioun huet. Mir hunn dat héichgeschat op Basis vun deem, wat mer bezuelt hunn op deenen dräi Méint, wat da bis zu 4,2 Millioune Méikäschten duerstellt, wat net negligeabel ass. Dat sinn à peu près, wann ech mech gutt erënneren, 5% méi, wann ech d'ganz Enveloppe kucken. A mir sinn natierlech der Meenung, datt déi Totalzomm net eleng ka gedroe gi vum Stat, well jo Gemengen och bei enger Rei vun Initiativen, notamment de CIGen, intervenéieren an duerfir och en Deel dovun droen, mä éischter dee méi klengen Deel droen.

Nun, Dir hutt mech gefrot iwwert deen neie System, deen elo aus deenen Donnéeë resultéiert huet, déi mer geliwwert kruten. Mir hunn den Encadrement vun de Leit - dee war elo 1,8 Salaire social minimum, déi si gedroe gi vum Stat -, deen hu mer eropgesat op 2,2 Salaire social minimum, déi iwwerhëlt de Stat. Dat hëlt also en compte den SAS, well dat ass jo méi deier, wéi dat bis ewell war, 2,2-mol de Salaire social minimum.

An och d'Frais de fonctionnement, an dat si jo déi normal Fraisen, déi ee soss huet, och administrativer, déi hu mer op 20% respektiv bei deenen, déi net un eng Gemeng ugegliddert sinn, op 30% gesat. Iwwregens déi Net-CIGe kréien 2,4-mol de Salaire social minimum, well déi jo net direkt ënnerstëtzt gi vun enger Gemeng.

Elo de Schlëssel Encadrant an…

(Coups de cloche de la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, jo!

…Encadrant a Leit, do hätte mer 1 zu 5, Verschiddener leien à peu près ronderëm deen 1 zu 5, anerer leien driwwer. Dat ass dann hire Problem a si musse kucken, wéi se do iwwert d'Ronne kommen. Ech sinn der Meenung, datt mer dee Schlëssel kënnen e bëssen eropsetzen, an zwar hu mer virgesinn, deen eropzesetzen op 1 zu 6 an de Budget 2019 an 1 zu 6,5 2020. Wann d'Ateliers protégés musse mat 1 zu 5 eens ginn, wou mer et mat Leit ze dinn hunn, déi schwéier Handicappen hunn, da muss et och méiglech sinn, mat esou engem Schlëssel an enger Initiative d'insertion iwwert d'Ronnen ze kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech mengen, Här Zeimet, déi nächste Kéier musst Der eng Interpellatioun maachen.

(Hilarité et interruptions)

Dat gesot, gi mer elo zum nächsten… Jo, den Här Wiseler freet d'Wuert.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wollt nach d'Wuert froe fir den Depot vun enger Proposition de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- Dat kann een zu jidder Zäit maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Proposition de loi. Et deet mer leed, wann ech net haart genuch geschwat hat! Fir den Depot vun enger Proposition de loi!

Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt eng Proposition de loi haut deposéieren zur Modifikatioun vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Conseil d'État. Dës Majoritéit huet 2017 deen Text frësch gestëmmt an huet dobäi erkläert, datt se fundamental Ännerungen um Fonctionnement vum Conseil d'État géif maachen an datt deen neien Text eng Garantie wär, fir där „Institution-clé", wéi se gesot hunn, eng Legitimitéit ze ginn a fir ze garantéieren, datt den Avis akzeptéiert géif ginn a vu jiddwerengem an engem largë politesche Spektrum och géif unerkannt ginn an och vu sämtleche Force-politiquë géif unerkannt ginn.

Dobäi huet se fixéiert, datt d'Designatioun d'selwecht géif bleiwen, wéi dat virdru war, an dräi agedeelt, alternativ fir d'Éischt d'Regierung, d'Chamber an dann de Conseil d'État. Dat huet net geännert. An zwee Kritäre sinn derbäigefouert ginn, dat ass d'Représentativité équitable an de Profill, dee muss ausgeschriwwe ginn, wann en neie Kandidat kënnt.

D'CSV huet sengerzäit deen Text net matgedroen, an eise Spriecher, de Léon Gloden, huet sengerzäit gesot, an ech zitéieren hien: „Hei stellt sech fir eis awer ëmmer nach d'Fro, wien dat kontrolléiert a wat geschitt, wa sech net dru gehale gëtt." „Deen Text", sot en, „riskéiert, Lettre morte ze bleiwen."

Well - an do fueren ech weider, seng Zitatioun ass eriwwer - déi Kritären, déi do drastinn, notamment d'Représentativité politique, extrem vag sinn. Si kënnen och d'ailleurs kontradiktoresch si mat aner Kritären, wann zum Beispill eng Partei dee grénge Profill proposéiert, deen anscheinend net deem entsprécht, dee proposéiert ginn ass oder dee gefrot ginn ass vum Conseil d'État.

Esou Diskussiounen, déi dann duerno entstinn, déi sinn net gutt fir de Conseil dÉtat, déi sinn net gutt fir d'Politik an déi sinn och schlecht fir déi législativ Aarbecht, well e flouen Text ëmmer Diskussioune bréngt.

D'CSV ass nach wie vor der Meenung, datt éischtens all neie Member déi noutwendeg Kompetenz, déi de Statsrot dee Moment brauch, muss hunn. An duerfir ass de Profill fir eis wesentlech.

Zweetens, datt d'Legitimitéit och muss an deem Sënn assuréiert ginn, an datt mer et besser géife fannen, wann alleguer déi Kandidate vun enger gewieltener Chamber géife gewielt ginn, dat heescht, all Nominatiounen iwwert d'Chamber gemaach ginn, esou wéi mer et virdru proposéiert haten. Dat wär an eisen Ae méi transparent a méi kloer.

An drëttens, datt de Prinzip vun der Représentativité politique net am Text tel quel géif stoen, well, wann en esou flou ass an net definéiert ass, dat ëmmer zu Diskussioune féiert.

Dat war eis Proposition de loi 6821, déi déi Prinzipie sengerzäit schonn enthalen huet. A mat eisem Text si mir iwwerzeegt, datt deen Duerjerneen, dee mir an deene leschten Deeg kannt hunn, net esou virkomm wär.

Duerfir, nodeems datt de Bewäis elo erbruecht ginn ass, datt de Regierungstext net uerdentlech fonctionnéiert, hu mer nach eng Kéier deen Deel, wat d'Designatioun vun de Memberen ass, frësch formuléiert, adaptéiert op den aktuellen Text.

An ech hunn d'Éier, Iech deen hei ze deposéieren, Här President. Deen ass ënnerschriwwe vun dem Här Paul-Henri Meyers, vum Här Léon Gloden a vu mir selwer. An ech deposéieren deen am Numm vun der CSV-Fraktioun. Wann ech gelift!

7308 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci.

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Merci.

Da komme mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Nuklearofkommes mam Iran, ugefrot vun der LSAP-Fraktioun. An et ass den Här Marc Angel, deen aféiert an déi Diskussioun. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et la décision du président des États-Unis de se retirer de cet accord

Exposé

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, haut genau virun enger Woch huet den US-President Trump den Ausstig vun den USA aus dem Wiener Atomofkommes mam Iran annoncéiert. En Accord, dee fir de Weltfridden insgesamt, awer besonnesch och fir e séchere Mëttleren an Noen Osten extrem wichteg ass.

Aus der Siicht vun der LSAP war dat e fatale Feeler vun den USA, well et doduerch zu engem neie Wettrüste komme kann an enger Regioun, wou et schonns vill Kricher, Stellvertriederkricher, arméiert Konflikter, humanitär Krisen a politesch Onstabilitéit gëtt.

Erlaabt mer, kuerz drun ze erënneren, dass den Nuklearaccord vun 2015 en 13 Joer laangen Atomsträit mam Iran bäigeluecht huet! Duerch dësen Accord, dee vum Iran, vun de fënnef permanente Vertrieder am UNO-Weltsécherheetsrot - USA, China, Russland, Frankräich a Groussbritannien -, awer och vun Däitschland ënnerschriwwe gouf, huet sech den Iran verflicht, fir mindestens zéng Joer grouss Deeler vu sengem Nuklearprogramm drastesch ze beschränken, fir keng Atomwaffe bauen ze kënnen.

Duerch déi unilateral US-Decisioun géint den Accord kéint elo am Noen Osten en atomaart Wettrüsten ausgeléist ginn. Méi Waffen, méi Militär, méi Droungen ass genau de Géigendeel vun deem, wat déi Regioun do brauch, an et ass och de Géigendeel vun deem, wat mir als Europäer wëllen.

D'Stockholmer Friddensfuerschungsinstitut SIPRI huet ausgerechent, dass sech den Import vu Waffen an den Noen a Mëttleren Osten an de leschten zéng Joer méi wéi verduebelt huet. 32% vun alle Waffeliwwerunge kommen do un, an dat, obwuel an dëser Regioun nëmme 5% vun der Weltbevëlkerung liewen!

Och hei wëll a muss ech niewebäi drun erënneren, dass Europa do eng Responsabilitéit dréit. An ech wëll hei kloer am Numm vun der LSAP soen, dass dat Thema „europäesch Waffenexporter" an der EU vill méi offen ugeschwat muss ginn.

Zréck nun zum Nukleardeal mam Iran. D'Europäesch Unioun a besonnesch déi Baussebeoptragten, d'Madamm Federica Mogherini, hunn e grousse Verdéngscht, dass dësen Accord mam Iran 2015 zustane komm ass. Dat huet natierlech seng Ursaachen. Mir hunn als Europäer de gréissten Interêt, schonn eleng aus geografeschen Ursaachen, well mir vill méi no beim Iran si wéi d'USA. Well dësen Accord mam Iran e Succès war an ass, muss d'Europäesch Unioun och elo alles maachen, fir dësen Accord ze retten.

Den Deal huet näämlech bewisen, dass et méiglech ass, eng Weiderverbreedung vun Atomwaffe mat diplomatesche Moyenen ze verhënneren. Eng Rüstungsjuegd am Noen Oste wier also elo de facto net nëmmen d'Enn fir den Atomwaffesperrvertrag, dee säit Märze 1970 a Kraaft ass, mä och fir den aktuelle System vun der nuklearer Rüstungskontroll.

A senger Ried vum 8. Mee 2018 huet den Donald Trump e Coup gelant, mat deem hien den Iran treffe wollt. Mä mir bedaueren als LSAP, dass dëst e Coup ass, mat deem en am Fong déi ganz Welt getraff huet.

Ech hu mer de Video vun der Ried am Diplomatic Room vum White House nach eemol ganz genau ugekuckt an nogelauschtert. Et huet mech wierklech verwonnert, dass den US-President do einfach esou behaapt huet, den Iran géif trotz Accord u sengem Waffeprogramm weiderschaffen, an e berifft sech dobäi op eng Pressekonferenz vum israelesche Premierminister Benjamin Netanjahu, an dat obwuel den neien US-Ausseminister Mike Pompeo an och den Dan Coats, den Direkter vum amerikaneschen nationalen Noriichtendéngscht, nach viru ganz Kuerzem an engem Hearing am US-Kongress ausdrécklech erkläert hunn, dass et keng Beweiser géife fir iranesch Verstéiss géint den Accord.

Wéi ech um Enn vum Här Trump senger Ried d'lescht Woch den John Bolton, de Sécherheetsberoder am Wäissen Haus, deem säi Laachen an och säi Gesiichtsausdrock gesinn hunn, dunn ass et mer bal kal de Réck erofgelaf, well et och genau deen John Bolton war, deen ënnert dem fréieren US-President Bush Junior trotz mangelnder Beweiser vu Massevernichtungswaffen am Irak deemools ee vun den Haaptkrichsdreiwer war!

Den Irak-Krich mat all senge Konsequenze war d'Resultat, an och déi verstäerkt Roll vum schiiteschen Iran an der Regioun ass iwwregens eng Konsequenz vun deem sënnlosen Irak-Krich. Et ass also ze hoffen, dass duerch dës nei Feeleinschätzung vun engem amerikanesche President et net nees zu weidere Kricher kënnt, an et ass ze hoffen, dass sech haut, 2018, Europa an dëser Fro net méi wéi deemools auserneendividéiere léisst.

Et ass haut ze begréissen, dass Frankräich, Däitschland a Groussbritannien an och déi ganz EU hannert dem Accord stinn an déi US-Decisioun condamnéiert hunn a virun Eskalatioune warnen.

Mir sinn als LSAP och der Meenung, dass sech duerch dës eesäiteg Decisioun déi gespaante Lag weder am Iran nach an aneren Deeler vum Noen a Mëttleren Oste verbessere wäert. Au contraire, et ass ze fäerten, dass d'Reformkräften am Iran geschwächt ginn an dass déi reliéis, äerzkonservativ an aggressiv Kräften an deem Land gestäerkt ginn an den Iran sech dann och eventuell net méi wäert un den Accord halen a seng Programmer, fir Nuklearwaffen hierzestellen, erëm ophëlt.

Wann da Saudi-Arabien, wat d'Atommuecht Pakistan finanziell ënnerstëtzt, och an de Besëtz vun Atomwaffe kënnt an och nach Ägypten, jo, da sinn d'Situatioun am Noen an am Mëttleren Osten an d'Sécherheet vun Israel sécher net garantéiert!

Här Minister, ech ginn Iech dofir vollkomme recht, wann Dir an engem Interview mam „Spiegel" gesot hutt, dass déi Liichtfertegkeet vum amerikanesche President Iech spraachlos mécht. D'LSAP begréisst och Är Ausso, dass d'USA vum Här Trump Europa net ze diktéieren huet, wéi et mam Iran als Europa ëmzegoen huet, an dass Europa keen Zwerg op der internationaler Bün däerf sinn, mä mat Stabilitéit an Entschlossenheet géintiwwer den USA optriede soll.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, all dëst wëllt awer net heeschen, dass een den Accord mam Iran inhaltlech och net kritiséieren däerf, an nach manner, dass een dee Regimm an d'Politik am Iran net méi kritiséieren däerf. Den Nukleardeal mam Iran war sécher net perfekt, mä et ass ganz einfach illusoresch ze gleewen, dass et zu engem besseren Accord komme kéint, andeems een dat Erreechtent einfach futtimécht.

An dat Erreechtent war ouni Zweifel dat Bescht, wat viru bal dräi Joer no laange Verhandlungen erauszeschloe war. Déi nuklear Ambitioune vum Iran goufe gebremst, den Iran hält sech un den Accord, an dat ass och duerch eng Dose Kontrolle festgestallt a festgehale ginn.

Den Iran huet allerdéngs och weiderhin Hegemonieusprëch am Noen Oste gestallt an en huet och weiderhin u ballistesche Rakéiteprogrammer geschafft. Jo, dat stëmmt! Mä dat kann een net, wéi dat verschidde Commentateuren elo maachen, als Rechtfertegung uginn, fir den nuklearen Accord ze kritiséieren, well dat waren net d'Ziler vun deem Accord, dat war net, wouzou sech den Iran an deem Accord verflicht huet.

International Politik vis-à-vis vum Iran däerf sech jo net just op den Accord beschränken an aner Problemer mussen eben op aner Weeër ugeschwat ginn.

A jo, de Reproche muss ee sech och als EU, fannen ech, muss ee sech och als EU kënne gefale loossen. Vläicht gouf dat an deene leschte Joren net méi staark genuch gemaach. Et gouf vläicht net genuch op d'Mënscherechtsverletzungen opmierksam gemaach, well sech ze vill op d'Ëmsetze vum Accord nucléaire konzentréiert gouf. Déi Kritik ass gerechtfertegt, mä se rechtfertegt an eisen Aen op kee Fall d'Opkënnege vun deem Accord.

Och musse mer als Europäer Aussoe vun iraneschen Hardliner, wéi zum Beispill dem Ayatollah Ahmad Khatami seng Priedegt vum leschte Freideg, wou e gedrot huet, dass den Iran, falls Israel onvernünfteg handele géif, déi israelesch Stied Tel Aviv an Haifa zerstéiere géif, dat muss een natierlech och op dat Schäerfste condamnéieren.

Fir d'Europäesch Unioun steet am Kontext ronderëm den Iran-Nukleardeal virun allem d'Sécherheet am Noen Osten an dobäi och ons eege Sécherheet um Spill an am Vierdergrond. Mä den Accord huet awer och e wirtschaftleche Volet, dee Volet, deen iwwerhaapt eréischt den Ureiz fir den Iran duergestallt huet, en Accord deemools ze verhandelen.

D'wirtschaftlech Sanktiounen iwwer Joren ewech hunn natierlech net zum Erfolleg gefouert. A säit dem Accord goufen dunn erëm ekonomesch Relatioune geknäppt. An och, wann dës ekonomesch Relatiounen, wann dovunner nach net esou vill beim iranesche Vollek ukomm ass, wéi dat ufanks erhofft war, fannen ech awer, dass mer op engem gudde Wee do waren.

Elo stinn awer net just déi iranesch ekonomesch Interessen um Spill, wéi dat den Iran och duerch déi Fuerderung no Garantië vun den Europäer innerhalb vun den nächste 60 Deeg däitlech gemaach huet, mä och wirtschaftlech Interesse vun der Europäescher Unioun, an dat besonnesch am Kontext vun de sougenannten US-sekundar Sanktiounen, déi europäesch Betriber treffe kënnen, wa se am Iran investéieren oder wa se weiderhi mam Iran Geschäfter maachen.

Dofir stellt sech dann eis d'Fro, wéi mir als Europäer wéi ugekënnegt den Accord oprechterhale kënnen an déi gefuerdert Garantien och ouni d'USA, wat den ekonomeschen Deel vum Vertrag ugeet, liwwere kënnen.

An erlaabt mer dozou ze froen, Här Minister: Ginn et dozou schonn éischt Diskussiounen an der EU, wéi mer dat garantéiere kënnen?

Eng zweet Fro: Fir dass dat iwwerhaapt gelénge kann, muss d'Europäesch Unioun dann net och derfir suergen, déi wirtschaftlech Konsequenzen op europäesch Betriber vun den US-Sanktiounen esou wäit wéi méiglech ze begrenzen?

Wat fir eis ganz wichteg ass als LSAP, Här President, ass, dass mer als Europäer an dësem Dossier weiderhin gëeent bleiwen a gemeinsam handelen.

An, Här Minister, mir zielen op Iech, dass Dir am Conseil zu Bréissel an an aneren internationale Foren dozou bäidroe wäert, dass mir als EU versiche wäerten, alles ze ënnerhuelen, dass et net zu enger Eskalatioun kënnt an esou en nukleaart Wettrüste verhënnert ka ginn.

Erlaabt mer, Iech nach eng lescht Fro zu Ärer Aschätzung op der politescher internationaler Bün ze stellen! Kënnt Dir eis eppes soen zu de Gespréicher mat Russland a China? Dat si jo och Partner vun deem Accord.

Als Konklusioun wëll ech soen, dass déi unilateral Handlunge vun den USA ënnert dem Här Trump, sief dat hei am Iran-Dossier oder och déi Decisioun, d'US-Ambassad op Jerusalem ze verleeën, dass dat Provokatioune sinn, déi sécher net zum Fridden an där Regioun bäidroen, wéi mer dat jo och gëschter leider hu misse feststellen op der Grenz vun Israel a Gaza. A mir wëllen als LSAP hei ganz kloermaa-

chen: Gewalt ass eppes, wat mir op dat Schäerfste condamnéieren!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt Merci un den Här Angel, fir d'Initiativ geholl ze hu vun dëser Heure d'actualité. Et wier natierlech och interessant gewiescht, de Mëtteg iwwert d'Situatioun Israel-Palästina ze diskutéieren. Leider hu mer d'Zäit net derfir. Mä dat kënne mer da vläicht, Här Ausseminister, bei enger anerer Geleeënheet nohuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, näischt am Noen Osten ass schwaarz oder wäiss. An dach, mengen ech, ass et kloer, datt den unilaterale Réckzuch vum US-President Trump aus dem Nuklearofkommes mat dem Iran, dem sougenannten Accord de Vienne, e schwéiere Schlag fir de Multilateralismus, fir d'Diplomatie a fir de Weltfridden ass.

Dës onglécklech Decisioun huet awer och den transatlantesche Bezéiunge schwéiere Schued zougefüügt. Hei si sech jo och déi däitsch Kanzlerin an den EU-Kommissiounspresident eens. A mir deelen als CSV-Fraktioun déi europäesch, awer och déi lëtzebuergesch Kritik un dëser Decisioun.

Bei all deem muss een awer gradesou kloer soen, bei all berechtegter Kritik un der Zickzackpolitik vum Här Trump dierf een d'Vereenegt Staten net op deeselwechten Niveau setze wéi den Iran, well dëst Land ass nun emol ee vun deene längsten an deenen eelste Partner vun der Europäescher Unioun, awer och vun eisem Land.

Trotzdeem bleift den Joint Comprehensive Plan of Action en historeschen Accord, well hie sécherstellt, datt den Iran net zu enger Atommuecht ka ginn, mat iwwregens engem klore Phasing out vum iraneschen Atomprogramm. Derbäi kënnt, datt dësen Accord ënner EU-Leadership entstanen ass an et ass domadder ee vun deene wéinege konkrete Succèse vun enger gesamteuropäescher Aussepolitik.

An all Réckschlag, Här President, stécht awer och ëmmer eng Chance. A vläicht ass grad d'Erausklamme vun den USA elo d'Geleeënheet fir d'europäesch Aussepolitik, fir aus de Kannerschong erauszeklammen a fir aussepolitesch op eegene Féiss an dësem Deel vun der Welt ze goen.

Här President, trotzdeem a grad duerfir muss Europa elo mat enger Stëmm dem Här Trump soen, datt mir definitiv hei net mat him averstane sinn an datt déi nei US-Sanktioune kontraproduktiv wäerte sinn, an dat net just wéinst der Gefor vun enger Explosioun vun de Pëtrolspräisser an domadder och vun enger zolitter Brems fir d'Weltkonjunktur. Virun allem awer, an dat wäerten d'Madamm Mogherini an hir Kolleegen aus Däitschland, Frankräich a Groussbritannien jo och haut zu Bréissel probéieren, muss alles ënnerholl ginn, datt den Accord mat dem Iran weider wäert Bestand hunn.

Duerfir ass et och wichteg, datt den Iran am Accord bleift an datt net eng nei nukleär Oprüstungscourse am Noen Osten entsteet, mä och, well dësen Deal jo grad déi moderat Kräften am Iran ënnerstëtzt a well en definitiivt Scheitere vun dësem Accord den Hardliner zu Teheran erëm géif neie Wand an hir Seegele ginn.

Nach wier et awer gradesou falsch, fir d'Ae virun enger gewëssener Realitéit hei zouzemaachen, well ganz ouni Grond huet jo déi amerikanesch Trump-Administratioun sech net aus dësem Accord zréckgezunn. D'Haaptursaach ass jo dat aggressiivt Verhale vum Iran an der gesamter Regioun vum Noen Osten, virun allem awer am Libanon, a Syrien, awer och am Jemen. Et muss een also ganz kloer soen, datt et dem Iran och hei virun allem ëm eng geopolitesch Virherrschaft am Orient geet.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Madamm Presidentin, d'Europäesch Unioun soll elo an den Diskussiounen hir Soft Power ausnotzen a versichen, déi iranesch Autoritéiten ze iwwerzeegen, datt et nëmmen an hirem eegene wuelverstanenen Interessi ka sinn, datt dësen Accord wäert weiderbestoen. An hei kënnt dann och déi wirtschaftspolitesch Dimensioun vun dësem Ofkommes an d'Spill.

Et kann net sinn, Dir Dammen an Dir Hären, datt an Zukunft europäesch, also och lëtzebuergesch Entreprisen elo vun den USA géife mat Sanktioune beluecht ginn, well si weider Handel mam Iran bedreiwen! Fir Lëtzebuerg sinn dat jo an éischter Linn den Technologiesecteur an d'Cybersécherheet.

Wéi kann elo d'Europäesch Unioun hir Entreprisë virun dëse Sanktioune vun den Amerikaner schützen? Wierksam wier et op jidde Fall, Här Ausseminister, Finanzéierungskanäl an Euro fir d'Iran-Geschäft bereetzestellen, well d'US-Sanktiounen et jo elo schonn illegal maachen, dem Iran Dollare fir Transaktiounen zur Verfügung ze stellen. A loosse mer eis hei kengen Illusiounen higinn: D'Zentralbank zu Teheran wäert vun den Amerikaner vum internationale Bankesystem an deenen nächsten Deeg ofgeklemmt ginn!

Madamm Presidentin, mir mussen eis allerdéngs bewosst sinn, datt d'Amerikaner alles wäerte maachen, fir Drock auszeüben, datt d'Europäesch Unioun sech och wäert den amerikaneschen Institutioune beugen. Mir mussen dann och lauschteren, wat dem Här Trump seng Regierung sech virstellt, wa se ëmmer erëm seet, se géif eigentlech wëllen d'Verhandlunge mat Teheran fortféieren, wat dann eigentlech déi nei Iran-Strategie vu Washington soll sinn.

Ech kommen zum Schluss. Madamm Presidentin, bei all deem mussen awer europäesch Wäerter vu Fräiheet, Gläichheet a Bridderlechkeet am Vierdergrond stoen. An zu deene gehéiert an éischter Linn de Fridden! Dorëms muss et Europa goen. Dës Welt brauch net méi, mä manner Nuklearwaffen!

Europa muss duerfir weider Hëllefsbrécke bauen, mä muss och duerfir aussepolitesch Faarf bekennen. Zu dëser aussepolitescher Faarf gehéiert nun emol am Noen Osten d'Nuklearofkommes mam Iran. An duerfir musse mir alles als Europäer ënnerhuelen, fir datt dësen Deal bestoe bleift, am Interessi net nëmme vum Fridden am Noen Osten, mä och am Interêt vum Fridde weltwäit.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Mosar.

Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Oh! Ech mengen, et ass e wéineg Duerjerneen.

(Interruptions)

Ech begréissen dann den Här Berger hei op der Tribün.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madamm Presidentin. Ech mengen awer, den Här Graas ass därselwechter Meenung wéi dat, wat ech elo wäert dann och hei soen.

Madamm Presidentin, virun zwee an en halleft Joer, am Januar 2016, ware mer als Lëtzebuerger Chambersdelegatioun zu Teheran. Dat war genau zu deem Zäitpunkt, wéi iwwert d'Agence internationale fir Atomenergie bekannt gi war, datt den Iran seng Engagementer, fir d'Uräicherung vum Uranium ze stoppen, erfëllt hätt an d'Sanktioune géint den Iran opgehuewe géifen.

Mir haten d'Chance, grad zu deem Moment als éischt Delegatioun vun engem Parlament aus Europa mat héichrangege Vertrieder aus dem Iran zesummenzekommen. An de President, deen de Moment dohanne steet, dee ka sech och nach gutt erënneren. Deemools ware mir also als éischt Delegatioun vun engem Parlament aus Europa do. Mir haten do Gespréicher mat héichrangege Vertrieder, mam President. An dat waren eigentlech ganz positiv, konstruktiv Gespréicher, Dialog, an et louch eng Stëmmung an der Loft, ech mengen net nëmme bei eis dee Moment, mä ech mengen och an Europa an doriwwer eraus, datt wierklech Hoffnung an Optimismus ugesot wären.

Jiddwereen huet positiv no vir gekuckt, well et sech ëm eng gewëssen, oder jiddwereen huet sech erwaart, datt eng gewëssen Normalitéit an de Relatioune mat dem Iran géif kommen. Sécherlech, deen Accord war net ganz perfekt, mä awer besser deen Accord wéi guer keen.

Bon, op där enger Säit hate mer déi wirtschaftlech Relatiounen, dat ass een Aspekt. Ech ka mech erënneren, datt, wéi mer ofgereest sinn, dat war de 16., 17. Januar 2016, du ware knapps d'Sanktiounen opgehuewen, du sinn och schonn déi éischt Delegatioune vun däitschen Entreprisen, et war och eng Delegatioun vum franséische Wirtschaftsministère, owes do ugereest, fir da kënnen och éischt Gespréicher ze féieren. Dat war deen een Aspekt.

Mä ech menge virun allem, wat jiddweree sech erwaart huet a wat jo och awer déi lescht zwee Joer méi oder wéineger lues agetratt war, dat ass, datt ee sech méi politesch Stabilitéit net nëmme mam Iran, mä awer an där ganzer Regioun deemools erwaart huet. An ech mengen, datt et deemools zu deem Accord komm war, deen eigentlech 2015 fäerdeg mat de Verhandlunge war, dat war sécherlech och e Succès, e grousse Succès eigentlech vun der europäescher Diplomatie, déi op Dialog gesat huet, op géigesäitege Respekt. A wann een zréckkuckt an der rezenter Geschicht, géif ech soen, ass et eigentlech ee vun deene gréisste Succèse vun der europäescher Diplomatie.

Ben, den Accord muss een och gesinn als e Schlësselelement a puncto weltwäiter nuklearer Ofrüstung, besonnesch och, wann een d'Perspektive kuckt, déi sech an der Nordkorea-Fro stellen. An aus all dëse Grënn, ech menge virun allem aus deene Grënn, Consideratioune weltwäiter nuklearer Ofrüstung, aus Consideratioune vu politescher Stabilitéit a méi Rou am Noen Osten, awer och aus deenen ekonomeschen Iwwerleeungen ass et wierklech extrem ze bedaueren, datt den Donald Trump, den amerikanesche President, eigentlech unilateral decidéiert huet, d'USA aus deem Accord do zréckzezéien, well dat riskéiert erëm awer grouss politesch Onstabilitéit an déi Regioun ze brengen.

A säit der Ukënnegung vum amerikanesche President, datt e sech aus deem internationalen Atomaccord do erauszitt, erliewe mer jo och - et ass vläicht net eleng d'Ursaach, mä dat huet sécherlech och nach Uelech op d'Feier geschott -, erliewe mer jo eng Rei Eskalatioune vun de Situatiounen am Noen Osten, datt also déi regional Stabilitéit erëm a Gefor ass.

Derbäi kënnt och, datt elo d'USA hire Récktrëtt aus dem Accord och mat Wirtschaftssanktioune géint Teheran verbannen, awer net nëmme géint Teheran, well, dat huet och scho mäi Virriedner gesot, dat huet natierlech och Implikatiounen op eng Rei europäesch Länner, och op Lëtzebuerg, well ekonomesch bei eis déi eng oder aner lëtzebuergesch Entreprise och do Relatiounen huet.

Bon, ech mengen, hei ass et net déi éischte Kéier. Et muss ee leider erëm feststellen, datt den amerikanesche President Donald Trump op en Neist d'Vertraue vu sengen internationale Partner och verletzt huet, datt e sech eigentlech net un - ech géif elo net soen d'Spill -, mä awer un eng Rei Regelen oder Acquisen hält. Ech denken och do an deem Kader un d'Klimaofkommes vu Paräis, wou en och jo do de Schrëtt gemaach huet, dee mer alleguerten net wollten, a sech och aus fréieren Engagementer jo eben erausgezunn huet.

D'Fro ass: Wéi geet et elo weider? Et muss ee betounen, datt deen Accord net opgeléist ass. Dat ass awer eppes, wat vläicht dobausse vun de Leit heiansdo falsch verstane gëtt. Deen Accord ass net opgeléist, well elo ee Land, d'USA, sech dorauser zréckzitt. Also, et ass kloer, datt den amerikanesche President net eesäiteg dee ganzen Accord kann ophiewen. An dat ass jo dat, woufir mer mussen och da weider plädéieren.

An dat ass och dat, wat positiv ass, well Europa awer de Moment, hunn ech d'Impressioun, weiderhin nach geschlossen dosteet. Et kënnt drop un, datt mir also weider zu deem Accord stinn an och als EU geschlossen do optrieden an och esou handelen.

Op alle Fall, fir d'DP ass et och kloer, datt mer zesumme mat der europäescher Gemeinschaft, mat eise Partner an Europa un deem positiven Accord, dee sécherlech net perfekt ass, weider festhalen, well awer all Säit, mengen ech, wierklech nëmmen ze gewannen huet; datt mer dorunner festhalen.

An haut komme jo d'Ausseministere vun der EU zesumme mat dem Chef vun der iranescher Diplomatie. An ech mengen, wann ech eisem Ausseminister eppes ka mat op de Wee ginn, wann ech mer dat dierf erlaben, ech mengen, da muss eise Message och kloer sinn, dee muss kloer eriwwerkommen, datt mer mussen un deem Accord festhalen an et musse fäerdegbréngen, datt och mir natierlech, mä awer och den Iran sech weider ka mat deem Accord identifizéieren, datt mer weider positiv dorobber weiderschaffen.

Eng lescht Fro, Madamm Presidentin, méi generell, dat ass, wou mer eis d'Fro musse stelle, wéi eis aktuell respektiv och eis zukünfteg Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an den USA sollen ausgesinn. Ech mengen, et sinn der, déi soen: „Anducken a waarden, bis datt en neie President gewielt ass." Ech weess net, ob dat déi richteg Taktik ass. Ech mengen, mir mussen och do kucken, datt mer dat net einfach aussëtzen, mä datt mer och kucken, wéi mer méi proaktiv, méi selbstbewosst dru schaffen, datt mer als Europa un eisen eegene Capacitéiten um Gebitt vun der Aussepolitik, um Gebitt vun der Wirtschaftsdiplomatie, um Gebitt vun der Defense, datt mer do weider dru schaffen an datt mer do och kënne selwer virukommen, egal wéi dann de President vun de Vereenegte Staten heescht.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Berger. Als nächsten ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Viviane Loschetter. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat senger Decisioun huet virun e puer Deel den Donald Trump et fäerdegbruecht, mat engem Schlag d'Aarbechte vun zéng Joer, ganz delikat diplomatesch Relatiounen, ze zerschloen. Ech schwätzen iwwerhaapt net hei vum Här Trump sengem Fangerspëtzegefill, mä just, fir ze soen: Mat där leschter Aktioun brécht an dësem Dossier och eng Kooperatioun mat der Europäescher Unioun, mat Russland a mat China.

Mir sinn als Gréng der Meenung, datt dem Donald Trump seng Decisioun d'Problemer an der Regioun op kee Fall wäert léisen. Bien au contraire, d'Problemer wäerte sech just verschäerfen, an zwar op e puer Niveauen, déi notamment och scho virdru genannt gi sinn.

Deen Deal, deen hat zumindest als Pluspunkt, datt mer wärend zéng Joer hätte kënne verhënneren, datt den Iran massiv an d'Atomwaff investéiert, produzéiert. An déi international Agence fir d'Atomenergie, also déi Institutioun, déi eleng dofir zoustänneg ass, fir ze iwwerpréiwen, datt den Iran sech konform zum Deal verhält, huet bis elo oder hat bis elo och confirméiert, datt den Iran sech effektiv un d'Konditioune vum Deal gehalen huet.

Wann deen Deal awer elo vun alle Säiten annulléiert gëtt oder géif ginn, hu mer iwwerhaapt keng Garantie méi. Esou kleng vläicht déi jëtzeg Situatioun u Garantien ass; wann iwwerhaapt keen Deal do ass, hu mer iwwerhaapt keng Garantien. An ech brauch hei jo elo keen Exposé ze maachen, wat eng nuklear Oprüstung, net nëmme vum Iran, mä an där Géigend, géif bedeiten.

Den zweete Punkt, dat ass: D'Populatioun, déi am Iran wunnt a lieft an déi grad amgaange war, sech vun enger wirtschaftlecher Kris ze erhuelen. De Kolleeg Berger huet et virdru scho gesot, mir konnten eis effektiv do ukucke virun zwee Joer, a wéi engem Zoustand datt dat ganzt Land war: d'Land, d'Infrastrukturen, d'Fligeren, d'Spideeler, wéi dat ausgesinn huet an u wat et iwwerall gefeelt huet. An déi Leidtragend schlussendlech sinn d'Leit, déi do wunnen, déi oft hir Meenung nëmme gefrot ginn, mä déi net ëmmer hir Meenung kënne fräi soen.

Mir haten och schonn am Iran, an et ass och gewosst, datt praktesch en Drëttel vun de Leit am Iran an informelle Secteure schafft, an datt elo duerch déi Erneierung vun där Kris, déi dat dote ka provozéieren, sech deen informelle Secteur sécherlech net wäert minimiséieren, mä datt dee sech wahrscheinlech erëm wäert verbreederen a vill méi Leit, wann iwwerhaapt, an illegale Secteure wäerte schaffen.

An dann den drëtte Punkt, deen och schonn hei genannt ginn ass. Ech mengen, et ass evident: Um bannepoliteschen Niveau besteet d'Gefor, mat dëser Situatioun a mat dëser Decisioun aus Amerika - unilateraler Decisioun -, datt am Iran erëm antiimperialistesch, ultranationalistesch oder radikal islamistesch Gefiller wäerten opkommen, datt déi wäerte gestäerkt ginn an datt genau déi Leit, déi am Fong geholl ons Ënnerstëtzung am meeschte géife brauchen, och déi Leit wäerte sinn, déi sech esou Mouvementer wäerten uschléissen.

An den Donald Trump huet am Fong geholl déi ganz Maschinerie fir den Haass vum Westen domadder erëm relancéiert. An déi Leit, déi dovunner wäerte benefisséieren, dat si genau déi Leit, déi hien eigentlech wëllt bekämpfen. Ech mengen, déi Erfahrung hu mir zum Deel hei an Europa gemaach, mä den Här Trump schéngt dat net esou ze gesinn, op jidde Fall net esou ze verstoen.

An da schlussendlech, wa mer iwwert d'sozial Ongläichheete schwätzen, esou wäerten déi och erëm eng Kéier wuessen och an deem Land, eben duerch déi radikal Kräften, déi dat nach wäerten ënnerstëtzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An da ganz zum Schluss selbstverständlech: Och mir Gréng wëssen, datt am Iran bei Wäitem - bei Wäitem! - nach net alles an der Rei ass, ugefaange bei de Mënscherechter, déi Dag fir Dag do mat Féiss getrëppelt ginn. D'Ënnerstëtzung, déi si un den Assad ginn, un déi extremistesch Gruppen: Jo, dat stëmmt alles, mä mir sollten oppassen, datt mer net en Amalgamm maache vun deem Ganzen an datt mer ëmmer erëm drun denken, datt mer gemooss ginn un där Loyalitéit, déi mer duerstellen, wa mer en Deal ënnerschreiwen.

Ech wëll Iech just nëmmen als lescht Remark soen, Här President: Mir hunn eis geduecht:

Wat denke se an Nordkorea, wat de Wäert vun engem Deal ass, wann ee gesäit, wat d'lescht Woch de President vun den United States mat deem Deal iwwert den Iran a seng Atomkraaft gemaach huet?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech soen der sozialistescher Fraktioun Merci, datt se déi Initiativ geholl huet, fir dës Debatt hei ze lancéieren.

Et war u sech eng Hoffnung, déi mer alleguer haten, wou deen Accord ënnert der Administratioun Obama-Kerry verhandelt gouf, well loosse mer eis hei kengen Illusiounen higinn: Et war u sech een Accord, deen d'Amerikaner verhandelt hunn, wou d'Europäer manner in „the lead" waren, wéi se et ëmmer soen, mä dacks antichambréiert hunn an heiansdo e bëssen nogelauschtert hunn, wéi sech bannen zerstridde gouf.

Et war trotzdeem, mengen ech, fir eis alleguer en Hoffnungsschimmer an et ass awer esou gewiescht, datt déi Terme vun deem Accord vun Ufank u contestéiert waren. Kaum war en ënnerschriwwen, hu lues a lues iwwer 200, an dat sinn der vill, héich amerikanesch Offizéier hir Kriticken ëffentlech gemaach, wou se op d'Schwächte vun deem Accord opmierksam gemaach hunn. An där gouf et der eng ganz Partie.

Verschiddener vun de Virriedner hu gesot, den Accord wär net ganz perfekt gewiescht. Et war u sech, wat den Accord, wat d'Glafwierdegkeet vum Accord ugeet, vun Ufank u kee gudden Accord. Et war e wichtege politeschen Accord, awer wat de Contenu militaire ugeet, war e vun Ufank un net gutt.

Dat Ofkommes war zum Beispill nëmme partiell verifiabel. An den Iran huet zum Beispill e puermol refuséiert, fir international Kontrollen op senge militäreschen Installatiounen zouzeloossen. Op zivillen Installatioune war dat méiglech; d'AIEA huet der e puer gemaach, op de militäreschen Installatiounen net.

Den Accord war an enger ganzer Rei vu wichtege Punkten zäitlech begrenzt oder huet keng absolutt Moossname getraff, fir eng militäresch Nuklearisëierung vum Iran ze verhënneren. Esou ass et zum Beispill esou gewiescht, datt d'Zuel vun den Zentrifugen zwar reduzéiert gouf, awer natierlech net op null gesat gouf.

Den ziville Programm huet en Deel dovu gebraucht, mä net nëmmen. Et gouf nëmme fir 15 Joer verbueden, den Uran unzeräicheren op eng militäresch Capacitéit. De Stock vun ugeräichertem Uran ass reduzéiert ginn, mä net eliminéiert ginn. Dat heescht, do waren awer eng ganz Rei Nodeeler an deem Programm vun Ufank un. A souguer d'AIEA, déi awer nëmme beschränkt iwwerhaapt konnt Kontrolle maachen, huet e puer liicht Verstéiss festgestallt, an notamment bei der Produktioun vu schwéierem Waasser.

Den Iran ass hei bezeechent ginn, ech weess et net, zimlech euphemistesch, wéi wann en elo eng Gefor wier vun enger Destabiliséierung. Mä den Iran ass dee Facteur, dee mat an där ganzer Regioun vum Mëttleren Osten d'Situatioun destabiliséiert, deen den Terror ënnerstëtzt wéi bal keen anert Land an där ganzer Regioun, an och zum Deel finanzéiert, wat mer elo am Ableck erliewen un der Grenz tëschent Israel an der Gazasträif.

Et ass eng Politik, déi kee Vertrauen inspiréiert. A wann ee mat esou engem Land een Accord wëllt maachen iwwer Ofrëschtungsmoossnamen, da muss een och kënne Vertrauen an de Partner hunn. A beim Iran ass dat wahrscheinlech net de Fall.

Den Iran. D'LSAP huet gesot, et wäre wuel Rakéitentester gemaach ginn, mä deen Zesummenhang mat dësem Accord wär net onbedéngt nozevollzéien. Dat ass falsch! Den Iran huet iwwert déi lescht Joren de ballistesche Rakéiteprogramm konsequent ausgebaut. Seng Rakéite sinn elo bei enger Portée vun 2.000 km. Dat heescht, Europa kann duerch iranesch Rakéiten erreecht ginn.

D'USA haten d'Opstelle vu Rakéitenofwier a Polen notamment justifiéiert mat der Gefor vun dem iranesche ballistesche Programm. Et ass schued, datt deemools Russland net mat associéiert gouf. Dat hätt eis vill Spannungen erspuert, mä Tatsaach ass: D'Argument vun den Amerikaner fir déi Systemer a Polen, dat ass den iraneschen nukleare ballistesche Programm, eng Violatioun vun der Sécherheetsresolutioun 2231, an dann natierlech och d'Entdeckunge vum Mossad, déi den Här Netanjahu d'lescht Woch bekannt ginn huet.

Et ass also esou, datt déi Decisioun, och wa se eis net gefält, awer novollzéibar ass an och rational ze begrënnen ass.

Wat musse mer maachen als Europäer? Mir sinn natierlech drun interesséiert, laangfristeg gutt Relatioune mam Iran ze hunn, ekonomesch Relatiounen, fir d'Mënscherechter an deem Stat anzetrieden, a Spannungen ze reduzéieren. Mä mir mussen dat zesumme mat den Amerikaner maachen.

Mir musse probéieren, en neit Ofkommes ze verhandelen. En neit Ofkommes kann awer nëmme kredibel sinn, wa mer d'Amerikaner an deem Effort mathuelen; keng europäesch Versich, fir eng Baussepolitik ouni d'USA oder géint d'USA am Mëttleren Osten ze maachen. Dat kann net fonctionnéieren. Si sinn dee wichtegste Partner.

Mir probéieren, an Europa eng Initiativ ze huelen, fir zesumme mat den USA méi e kredibelen, e méi verifizéierbart Ofkommes mat dem Iran ze verhandelen. Dofir brauche mer d'USA. Mir brauchen och Russland a China. An alt erëm musse mer soen: Et ass wichteg, datt mer eis Relatiounen och mat deene Länner, besonnesch mat Russland, verbesseren, fir datt mer si och als wichtegen diplomatesche Partner bei esou Efforte kënnen u Bord hunn.

En effikasst Ofkommes mam Iran. Ech mengen, d'Madamm Loschetter huet vun Nordkorea geschwat. Nordkorea, wann et da fonctionnéiert, fonctionnéiert duerch Ofschreckung. An ech mengen, datt déi Logik wahrscheinlech och beim Iran nach ëmmer ze begrënnen ass.

Mir wäerten op jidde Fall d'Regierung ënnerstëtzen, wa se fir weider verifizéierbar Ofkomme mat dem Iran am atomare Beräich antrëtt. Mir wäerten awer warne virun dem Versuch, Europa vun den USA bei dësen Efforten ze isoléieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de leschte Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'Geschicht ass e bëssen ironesch, well déi verschidden US-Regierungen an deene leschte Jorzéngten doe sech ganz schwéier mat der islamescher Republik vum Iran. Wann een awer bedenkt, datt déiselwecht Vereenegt State vun Amerika u sech e bëssen um Ursprong si vun dëser Republik oder se provozéiert hunn, nodeems se jorelaang e bluddege Regimm, dee vum Schah, ënnerstëtzt hunn. A schlussendlech koum et 1979 zur Revolutioun.

De Réckzuch natierlech aus dem Vertrag, deen unilaterale Réckzuch vun den USA aus deem Vertrag ass inakzeptabel. Ech mengen, mir sinn eis do all eens. An et ass och en Destabiliséierungsfacteur op der Welt. Ech mengen, d'USA spillen ëmmer méi eng destabiliséierend Roll op dëser Welt a constituéieren u sech och eng reell Gefor fir de Weltfridden.

Mir sinn elo an enger Situatioun, wou et fënnef offiziell Atommuechten am Weltsécherheetsrot gëtt. Et gëtt awer nach anerer, déi net offiziell sinn. Et gëtt Indien, et gëtt de Pakistan. Et goufe vill aner Länner, déi versicht hunn, eng ze hunn, wéi Südafrika deemools. Et gëtt natierlech och Israel, wat eng huet, wat et selwer net zougëtt a wou u sech och ni eng Inspektioun stattfonnt huet. An do mierkt een och, datt net all Land d'selwecht behandelt gëtt.

Dat ass d'Ëmfeld vum Iran. Wollt den Iran ëmmer en Atomwaffenarsenal opbauen? Et kann een héchstwahrscheinlech dovunner ausgoen.

Mir sinn natierlech fir eng total Ofrüstung. Mä et ass komplizéiert, wa gewësse Muechten op der Welt, déi iwwer Atomwaffe verfügen, anere Regionalmuechten oder Groussmuechte soen: „Dir däerft dat net hunn." Dat ass eng komplizéiert Situatioun, an dofir kann een déi natierlech och novollzéien, wann e Land ëmzingelt ass vu Länner, mat deene se plus ou moins manner befrënnt sinn an déi och iwwer Atomwaffe verfügen, an esou e Land gesot kritt: „Dir däerft keng hunn."

Mä ëmmerhi war den Iran bereet, an déi Richtung ze goen, wat wahrscheinlech och net einfach war, net nëmme fir d'Regierung, mä vläicht och fir d'Bevëlkerung am Iran, fir ze soen: „Mir mussen eis natierlech e bësse méi ducke wéi déi aner." Den Iran huet do Efforte gemaach.

D'Konsequenzen dovunner sinn natierlech ganz problematesch. Wéi mer wëssen, kann dat och gewësse Kräften innerhalb vun der islamescher Republik am Iran stäerken. Kräften, déi natierlech eendeiteg méi radikal sinn an deenen een u sech schlussendlech och erëm e Recht kéint ginn, fir ze soen: „Gesitt Der? D'Amerikaner sinn net seriö mat eis. Si hunn eis humiliéiert, gezwongen, an elo zéie se sech zréck."

Mä natierlech huet dat och Konsequenze fir aner europäesch Länner. Dovunner ofgesinn, datt dat natierlech och Konsequenze ka kréien op d'Uelechpräisser, et ass och gesot ginn, an op europäesch Betriber, déi sanktionéiert wäerte gi vun den USA. An u sech: All Betrib, dee mam Dollar handelt, also quasi all Betrib u sech, ka sanktionéiert gi vun den USA. Iergendwéi muss een dann och soen, datt et eng feindseeleg Approche vun der US-amerikanescher Regierung ass géintiwwer den europäesche Länner respektiv géintiwwer quasi all Land, wat net op der Linn ass vun den USA. Et wier vläicht och interessant ze wëssen, wéi vill Lëtzebuerger Betriber dovunner betraff wieren.

Mä ech mengen, dee gréisste Problem ass deen elo vum Weltfridden, deen do a Gefor ass. Ech mengen, dass jo och eng Angscht do besteet säitens der Achs USA-Israel-Saudi-Arabien; wat jo esou eng plus ou moins inoffiziell onhelleg Allianz ass do an der Géigend, vu datt sech jo déi russesch-iranesch Achs lues a lues do etabléiert a Syrien, an och duerch déi lescht Wahle am Libanon, wou u sech jo och d'Hisbollah an eng aner schiitesch Partei däitlech gewonnen hunn. Doriwwer muss ee sech Froe stellen.

Mä och nach, ech mengen, do derlaanscht komme mir och net, an ech wollt déi Fro och stellen, well et ass am selwechte Kontext. Ech hätt dem Här Ausseminister déi Fro haut de Moie gestallt, mä op der Lëscht stoung drop, datt en net kéint derbäi sinn. Mä trotzdeem, ech mengen, mir mussen doriwwer schwätzen.

Dat, wat a Gaza geschitt, huet jo och eng Inzidenz. An ech géif awer och gär wëssen, wat d'Positioun hei an der Chamber ass. Ech mengen, et muss ee kuerz eng Kéier driwwer schwätzen. An haut de Moien huet och nach déi israelesch Botschafterin, d'Simona Frankel, wat vun Israel fir d'Belsch a Lëtzebuerg zoustänneg ass, gesot, déi 55 Leit, déi do gestuerwe sinn - et sinn der méi gestuerwen -, wären all Terroristen.

D'Fro wier ganz einfach och, ob Lëtzebuerg e Gespréich mat dëser Botschafterin hätt an och freet, wat fir eng Evidenze si hätt, fir ze behaapten, datt all Eenzelnen, deen do gestuerwen ass, en Terrorist wier, a wéi et weidergeet an deem Kontext, well ech mengen, et kann een net ëmmer einfach nokucken.

An dat gëtt jo justement an där ganzer Géigend de berechtegten Androck, datt et en „deux poids, deux mesures" gëtt, datt net jiddwereen d'selwecht behandelt gëtt. Déi eng kënne sech alles erlaben, déi schlëmmste Massakeren, an déi aner gi ganz streng beobacht.

Ech mengen, iergendeng Kéier muss och de Weste verstoen, datt, wann e wëllt Lektioune ginn - well et kann ee Lektioune ginn, wann ee wëllt, ech si kee groussen Unhänger vu Lektioune ginn -, mä wann ee wëllt Lektioune ginn, da muss een och an der Situatioun sinn, fir kënne Lektiounen ze ginn, an dofir och e bësse makellos sinn, wann een dat vun anere fuerdert.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also ech wëll och fir d'Éischt dem Här Angel Merci soen, dass en déi Initiativ geholl huet. An ech mengen, wann ee gutt hei nogelauschtert huet, et ass eng grouss Unanimitéit ze verzeechnen.

Vill Politiker an och Analysten hate jo gefaart, dass den 8. Mee kee gudden Dag fir d'Weltgeschicht kéint ginn. An den US-President Donald Trump huet den Austrëtt vun de Vereenegte Staten aus dem Atomofkommes jo och deen Dag decidéiert. Nun, Frankräich, Däitschland, Groussbritannien an d'Europäesch Unioun hate sech am Virfeld an de leschte Méint ganz staark och mat den Amerikaner zesummegesat, mat deenen aus Amerika, mat deenen ee ka schwätzen. Mä dat huet näischt gedéngt. Dir wësst, dass dat e wéineg ëmsoss war.

Wéi Der och wësst, ass den Accord, dee jo offiziell Joint Comprehensive Plan of Action, JCPOA, heescht, de 14. Juli 2015 tëschent dem Iran op där enger Säit an deene fënnef permanente Membere vum UNO-Sécherheetsrot an Däitschland derbäi zu Wien ofgeschloss ginn.

Wat ass den Haaptobjektiv vun deem Accord, wou mer als Europäesch Unioun, ugefaange beim Javier Solana iwwert d'Catherine Ashton elo bis d'Federica Mogherini, dru geschafft hunn a wou et am Ufank esou war, dass just déi dräi Ausseministeren aus deenen dräi Länner Frankräich, Däitschland an England dru geschafft hunn? Dat war den Jack Straw, de Joschka Fischer a wéi et ugaangen ass den de Villepin.

Bon, mir sinn nach ëmmer dovunner iwwerzeegt, dass dat ee gudden Accord war an ass. En ass staark, en ass nohalteg, en ass verifiabel an et war ee wichtege Schrëtt an ee richtege Schrëtt, eng vun deene wéineg gudden Nouvellen, déi mer an de leschte Joren aus dem Noen Oste konnte kréien. Dësen Accord ass jo am Oktober 2015 a Kraaft getrueden an huet gewisen, dass multilateral Diplomatie fonctionnéiere kann, och wann een immens vill Ausdauer muss hunn, fir Resultater ze erreechen. Der wësst, vläicht kënnt Der Iech erënneren, vun der Wahl vum Ahmadineschād am August 2005 bis d'Wahl vum President Rohani 2013 war Funkstille. Do hu mer nëmmen iwwer Sanktioune geschwat, wa mer an der Europäescher Unioun iwwert den Iran rieds haten, natierlech och iwwer Mënscherechter.

Et huet gewisen, dass d'Diplomatie et ka fäerdegbréngen, gravéierend Problemer trotzdeem um friddleche Wee, jiddefalls versiche kann, ze léisen a Konflikter ze verhënneren. Bilateral hu mer am Kader vun der Emsetzung vun deem Accord eis Relatioune mat dem Iran normaliséiert, vill Länner an der Europäescher Unioun an och mir, dat heescht also Lëtzebuerg.

Dat heescht selbstverständlech net, an et ass e puermol hei gesot ginn, dass mer keng Bedenken hätten an dass mer och net vill Bedenken hätten, déi d'Amerikaner och hunn, wann et ëm d'Aspekter geet vun der iranescher Politik, d'Mënscherechtssituatioun am Land un éischter Stell, an eis Sanktioune vun der Europäescher Unioun si méi staark wéi d'amerikanesch Sanktiounen am Kader vun de Mënscherechter.

Mir hunn och natierlech déi Rakéiteprogrammer ëmmer a Fro gestallt, dass se domadder sollen ophéieren. Den Iran huet och eng kloer Verantwortung, dat hu mer ëmmer gesot, fir de Fridden a fir d'Stabilitéit an där Regioun. Mä mir musse wëssen, dass et bei deem Accord do ëm déi nuklear Oprëschtung gaangen ass am Iran an dass mer wollten eng Trennung maachen tëschent deem engen an deem aneren, soss wier iwwerhaapt näischt méiglech gewiescht.

Ech wëll och soen, virun allem dem Här Kartheiser, wann Der wëllt, Här President: Elo versicht de President Trump, en Accord ze kréie mat Nordkorea, fir dass Nordkorea säin Atomprogramm stoppt. Dat kann en nëmme maachen, well d'UNO, well de Multinationalismus et fäerdegbruecht huet, ganz, ganz staark Sanktioune géint Nordkorea fäerdegzebrénge mat grousser Solidaritéit vun alle Länner vun der Welt.

Bon, ech mengen, Här President, dass mer och an där Saach mat Nordkorea natierlech als Europäesch Unioun voll dohannertstinn, mä dass och de President Trump jo keng Garantie kritt, dass sech iergendeppes ännert, wann esou en Accord kënnt, un de Mënscherechter an Nordkorea, un der Innenpolitik an un der Aussepolitik an Nordkorea. Duerfir dat Argument, fir ëmmer drop hinzeweisen, dass den Iran net dat géif maachen aussepolitesch, wat mir wëllen, ass en Argument, wat ee kann total a Kontradiktioun setze mat deem, wat elo a Saachen Nordkorea an Amerika geschitt.

Mir gleewen eigentlech weiderhin, Här President, un en Engagement an un en Dialog mam Iran. D'Politik vum President Rohani, deen d'lescht Joer jo erëmgewielt ginn ass mat enger relativ grousser Majoritéit, bleift a mengen Aen déi beschte Chance op Reformen an deem Land, e risegt Land, e Land, vun deem mer wëssen, dass et a Konkurrenz steet, a staarker Konkurrenz steet mat Saudi-Arabien. Een Enn vum nuklearen Accord géif virun allem d'Hardliner an deem Land stäerke mat alle Konsequenzen, déi dat och kann hunn, wann ech d'Relatioun kucken, wéi se haut ass mat Saudi-Arabien.

Ech kann eigentlech nëmme bedaueren, dass den amerikanesche President virun enger Woch dës Entscheedung annoncéiert huet, aus dem Ofkommes erauszeklammen an dobäi nach d'Sanktiounen eropzeschrauwen. En huet wuertwiertlech gesot „the highest level of economic sanctions". Déi Entscheedung ass e wéineg rücksiichtslos oder souguer vill rücksiichtslos, wann ee bedenkt, dass d'international Gemeinschaft iwwer zwielef Joer laang hei ganz, ganz haart verhandelt huet, d'Amerikaner un éischter Stell, fir 2015 zu deem Accord ze kommen. D'Zil war, ass a bleift, ze garantéieren, dass den Iran keng Atombomm entwéckelt, an esou ze verhënneren, dass et an der Regioun zu enger geféierlecher Proliferatioun vun Atomwaffe kënnt.

„Et ass", wéi de President Trump schonn an der Wahlcampagne gesot huet, „dee schlechtsten

Deal, dee jee gemaach gouf." Stëmmt dat? Ech mengen: absolutt net! De President Trump huet den Deal am Wahlkampf an zënter dem Untrëtt am Wäissen Haus ëmmer nees kritiséiert, et wär en Ofkommes, dat keng effikass Kontroll géif erlaben - wat falsch ass -, et géif keng Garantië ginn, dass den Iran irgendwann net awer eng Atombomm kéint kréien. Mä ech mengen, am Fong ass dat a sengen Aen e schlechten Deal, well deen Deal ausgehandelt ginn ass vum President Obama.

Den Accord ass sécherlech net perfekt, wéi keen Accord perfekt ass, mä et gëtt keng Alternativ dozou. A fir eng nuklear Waff ze bauen, vläicht wann Der dat erlaabt, Här President, brauch een ugeräicherten Uranium, a fir deen hierzestellen, brauch ee speziell Zentrifugen. Den Iran huet dës Unzuel u Maschinne vun 19.000 op 5.060 aktiv Zentrifugen, Centrifugeuses, misse limitéieren. Den Uranium dierf och just nach op 3,67% ugeräichert ginn, héich genuch, fir an Atomkraaftwierker benotzt ze ginn, Stroum ze produzéieren, mä wesentlech ze niddreg, fir Atombommen ze bauen, well duerfir misst een d'Uräicherung op iwwer 90% kënnen héichschrauwen.

Donieft huet den Iran den Uranium, dee méi héich ugeräichert war an deen en hat, zu engem groussen Deel missen aus dem Land eliminéieren. All dës Mesurë gi vun der internationaler Agence fir Atomenergie AIEA observéiert, kontrolléiert. D'AIEA, ech soen Iech, ass zu Wien, eng UNO-Organisatioun. D'Experten huelen Emweltprouwen, iwwerwaachen, versigelen dat Atommaterial an analyséiere Milliounen Dokumenter an och Informatiounen. D'AIEA zu Wien huet bis elo all dräi Méint zertifizéiert, dass den Iran sech un all d'Oplage vum Accord hält. Si huet bis elo eelef Rapporte gemaach.

D'Inspektiounen op der Plaz gi professionell vun der AIEA ausgefouert. Et kann als dee stäerksten Atominspektiounsregimm vun der Welt opgefouert ginn. D'Experte vun der AIEA hunn och déi rezent Beschëllegunge vum israelesche Premierminister Netanjahu - an Dir gesitt déi Biller, déi mer alleguerten am Kapp hunn - ganz kloer an definitiv zréckgewisen. Den Iran strieft haut net méi no Atomwaffen dank dem Accord vun 2015.

Et ass wouer, dass deen Accord verschidde Klausele beinhalt, déi zäitlech begrenzt sinn. Dat sinn d'Sunset-Klauselen. Eenzelner lafen 2025 aus, mä den Accord garantéiert, dass d'UNO bis 2040 verstäerkt Kontrolle kann duerchféieren. Dank dem Accord an dem Ophiewe vun de Sanktioune géint den Iran wollte mer wirtschaftlech eppes opbaue mat den Iraner. D'Iddi war jo, iwwert dee Wee ee gewëssenen Drock kënnen auszeüben op d'iranesch Aussepolitik, mat där mer - ech hunn dat gesot - zum jëtzegen Zäitpunkt absolutt net kënnen zefridde sinn. Et ass wichteg, dem Iran selbstverständlech just dëse Moment d'Signal ze ginn, dass et fatal wier, fatal, wann dat Land géif muer oder iwwermuer erëm ufänken, Uranium unzeräicheren.

De Mueren huet den Ausseminister vum Iran, den Dschawad Sarif, mech och ugeruff - ech huelen un, en huet all Ausseminister aus der Europäescher Unioun ugeruff - an ech hunn him ganz kloer gesot, dass, wann dee Schrëtt géif gemaach ginn, mer dann natierlech machtlos wieren. En huet mer och bericht - an déi Fro ass gestallt gi vun engem Kolleeg heibannen -, dass Russland - e kënnt vu Moskau - an och China - e war zu Peking an de leschten Deeg - weiderhi voll hannert deem Accord stinn, an et ass ze hoffen, dass eben an de Gespréicher, déi haut jo ufänken tëschent deenen europäeschen Ausseministeren an him selwer, op jidde Fall de politesche Wëlle ganz kloer deklinéiert ka ginn, dass ee wëllt alles maachen, fir deen Accord ze retten.

D'Decisioun vum President vun Amerika, deen och POTUS heescht, ass op ganz vill Kritik gestouss, net nëmmen an Europa, mä an der ganzer Welt. Déi Decisioun ass net gutt fir d'Stabilitéit am Mëttleren Osten a fir de Fridden op der Welt. Hei ass liichtfankeg argumentéiert an decidéiert ginn, ouni Rücksicht - ech soen et nach eng Kéier - op d'Fakten a Rücksicht op d'Konsequenzen. D'Aféierung vun US-Sanktioune riskéiert eng ganz, ganz negativ Signalwierkung ze hunn, och fir déi wirtschaftlech Bezéiungen, déi Europa am Kader vum Ofkommes mam Iran jo relancéiert huet.

Dass d'USA hiren eegene Wee ginn, ass am Endeffekt ze acceptéieren, dat ass hir souverän Decisioun. De Risiko besteet awer, dass d'Europäesch Unioun duerch dem amerikanesche President säin Handele mat neie Gefore konfrontéiert gëtt. Mëttelfristeg kéinten, am Fall wou den Iran e militäreschen Atomprogramm erëm géif nei entwéckelen, iranesch Missillen Europa ganz séier menacéieren. D'Vereenegt Staten, wësse mer, leie méi wäit ewech. Et muss also alles gemaach ginn, fir dass den nuklearen Deal net zerbrécht, dat och am Interêt am Fong vu 500 Millioune Bierger an Europa.

Wann d'USA aus dem Ofkommes erausklammen a vun neien amerikanesche Sanktioune geschwat gëtt, dann ass dat eng Saach. D'US-Autoritéite kënnen awer Europa net soen, wat eigentlech ze maachen ass. Sekundar US-Sanktiounen, déi extraterritorial wierken an europäesch Firme géife penaliséieren, sinn net acceptabel. Et ass och trotzdeem eng Fro, mengen ech, vun europäescher Souveränitéit. Wann ee kuckt, déi gréissten ekonomesch Weltmuecht ass ëmmer nach Europa virun Amerika, déi jo elo also weider muss zesummestoen - an Dir hutt dat jo och hei gesot, verschiddener vun de Kolleegen - a sech geschlossen hannert den Accord stellen, och fir hir wirtschaftlech Interêten ze verdeedegen, jiddefalls dat mat alle Mëttel ze versichen an net vu virera schonn ze soen, dass et net méiglech ass.

Ech war déi leschte Kéier am Februar 2017 am Iran. Dat war déi drëtte Kéier no 2014. Mir haten eng Wirtschaftsmissioun do. De Wirtschaftsminister Schneider war am Oktober 2016 do, de Chamberspresident war am Januar 2016 do. A wärend menger leschter Visitt hu mer als Lëtzebuerg mam Iran en Traité ënnerschriwwen, fir eis gemeinsam Investissementer ze förderen an och ze schützen an esou eise bilateralen Handel ze stäerken.

Wéi ech scho gesot hunn, geet et hei drëm, déi politesch an ekonomesch Relatioune mam Iran ze normaliséieren an domadder d'Politik vun der Ouverture vum President Rohani ze ënnerstëtzen.

Nun, wat kann deen Impakt si vun der Decisioun vum 8. Mee op d'Regioun, op Europa an dann natierlech och an engem Wuert op Lëtzebuerg? Den Accord ass net dout, mä en ass staark fragiliséiert. Dozou wëll ech just bemierken, dass den nuklearen Accord mam Iran an der Resolutioun 2231 vum UNO-Sécherheetsrot vun 2015 verankert ass. Den US-President, natierlech och dësen, dee ka villes, awer e ka keng Resolutioun vum Conseil de sécurité ausser Kraaft setzen. Den Accord iwwert dem Iran säin Nuklearprogramm ass net ee bilateralen Accord. E gehéiert net engem Land. Et ass en Accord, deen der Allgemengheet gehéiert, deen dem internationale Recht ënnerläit, nodeem en am Conseil de sécurité guttgeheescht ginn ass.

Här President, haut treffe sech - ech hunn et ugedeit - d'Ausseministere vu Däitschland, vu Frankräich, vu Groussbritannien zesumme mam iraneschen Ausseminister Dschawad Sarif zu Bréissel an natierlech och a Präsenz vun der héijer Representantin Mogherini. Muer den Owend wäert och am Conseil européen zu Sofia iwwert dëst, wat virgefall ass, geschwat ginn. Mir ruffen als Europäesch Unioun den Iran op, sech weider un den Accord ze halen. Soulaang den Iran sech un den Deal hält, hale mir eis och drun. De Message, dee muss kloer sinn, an ech hoffen, dass déi moderat Kräften zu Teheran ëm de President Rohani och dee Message verstinn a sech fir den Erhalt vun der Substanz vum Accord a vu sengen ekonomeschen Dividenden och asetzen. Et ass iwwregens och dat, wat den Ausseminister vum Iran mer de Muere gesot huet, wat se wëlles hunn, ze maachen.

D'EU muss also elo mat Teheran verhandelen, fir d'Ëmsetze vum Atomaccord och ouni d'USA ze garantéieren, wat net einfach ass. Fir den Iran wirtschaftlech elo - wann ech esou däerf soen - bei der Staang ze halen, misst eigentlech d'Europäesch Unioun ee wirtschaftleche Pak opstellen, an deem vill vun de Virdeeler vun deem JCPOA fir den Iran weider bestinn. Dëst ass natierlech kruzial fir déi moderéiert Kräften am Iran, fir deenen déi néideg Elementer ze ginn, fir intern géint den Exit ze argumentéieren an d'Kontinuitéit an d'Ëmsetzung vum Accord ze garantéieren. Fir dem Iran seng Regierung ass den Handel mat der EU entscheedend, fir am Accord ze bleiwen.

Moossname kéinten elo geholl ginn, fir den europäesche Betriber a Banken déi néideg Confiance ze ginn a se virun den US-Sanktiounen ze protegéieren. Ech kann hei vläicht e puer Iddien entwéckelen. Eis Operateure brauchen objektiv Garantien, dass se net vun den amerikaneschen Autoritéite gestrooft ginn, wa se mam Iran handelen.

Eis Aarbecht ass et, hinnen esou gutt wéi méiglech bei der Sich vun dëse Garantien ze hëllefen. Dat ass virun allem wichteg fir Betriber aus dem Mëttelstand, där och ganz vill am Iran aktiv sinn aus Europa, fir déi et schwéier ass, d'amerikanesch Sanktiounen, déi extrem komplex sinn, ze interpretéieren. Mir musse wëssen, dass d'Betriber, déi och Relatiounen an Amerika hunn, ganz, ganz staarkem Drock wäerten ausgeliwwert sinn.

D'EU an déi eenzel Memberstate kéinten och hëllefen, andeems si hiren eegenen Interpretatiounskader schafen. An dësem Kontext hunn ech scho vun enger EU-Lizenz geschwat, déi beschreiwe géif, wat méiglech ass a wat net. D'Betriber géifen doduerch eng Rei Garantië kréien. Dobäi wier et wichteg, dass d'Europäesch Unioun natierlech och am Dialog mat den Amerikaner kéint bleiwen.

Mir wëssen, dass d'EU och spezifesch Energiebetriber schütze kéint. D'Fransouse vun Total hu 5 Milliarden investéiert de Moment am Iran. ENI, dat sinn d'Italiener, ebenfalls. Dës Geschäfter kéinten elo an Euro ofgewéckelt ginn, net méi an Dollar, well jo elo gläich den Dollar guer net méi däerf gebraucht ginn a kommerziellen Transaktioune mam Iran. Ee Betrib, ech hunn et gesot, wéi Total, mä och anere méi mëttelstännege Betriber, déi am Iran sinn, misste mer probéieren, d'Garantien ze ginn, dass se net ënnert déi Sanktioune vun den Amerikaner falen.

D'EU kéint sech och méi an Infrastrukturprojeten am Iran erasetzen. Eng aner Mesure, déi natierlech och muss diskutéiert ginn, wier, dass d'Banque européenne d'investissement hei vu Lëtzebuerg kéint Projeten am Iran matfinanzéieren a matgarantéieren.

Mä bon. Wéi eng Konsequenzen wäerten déi amerikanesch Decisioune spezifesch fir Lëtzebuerger Betriber hunn, déi am Iran aktiv sinn? Mir wëssen, d'Cargolux ass erëm aktiv, Paul Wurth ass aktiv, et sinn och aner Firmen nach aktiv. Ech ka se net alleguerten hei nennen. Dass villes méi komplizéiert gëtt wéi virdrun, ass doudsécher. Mä mir wäerten eis op jidde Fall fir déi Betriber och asetzen zesumme mat den europäesche Partner.

Ech mengen, Här President, de Message vun der Chamber hunn ech kritt, dass alles soll gemaach ginn, fir dass deen Deal oprechterhale gëtt, aus Grënn, déi d'Sécherheet uginn, mä awer och aus Grënn, dass natierlech och eis Relatiounen am Moyen-Orient, och déi ekonomesch Relatiounen am Moyen-Orient a virun allem och am Iran, déi vun enger gewëssener Wichtegkeet sinn, dass net alles kippt.

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, bleift nach just eng Sekonn hei. Den Här Mosar huet wahrscheinlech eng Zousaziwwerleeung oder -fro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci fir d'Éischt dem Här Ausseminister fir déi ganz detailléiert an och ganz interessant Explikatioun. Ech mengen, en huet och d'Thematik ganz gutt geschildert.

Ech wollt just awer nach eng Kéier op ee Punkt agoen, dee fundamental schéngt, deen en och selwer gesot huet, ech hat e virdrun och erausgestrach, dat ass, datt an Zukunft keng Transaktioune méi kënnen an Dollar ofgewéckelt ginn. Dat huet dann zwou Konsequenzen: Datt ee muss kucken - an ech hunn et virdrun och gesot -, eben zousätzlech Finanzéierungsquellen an Euro den Entreprisë bereetzestellen. An do kéint menger Meenung no och déi Europäesch Zentralbank eng féierend Roll spillen. Ech wollt dem Minister dat vläicht mat als Iddi op de Wee ginn an dat och froen.

An dann ass awer en zweete Problem - et ass schued, datt elo de Finanzminister net am Sall ass, well ech wäert och herno am Kader vum MiFID II nach eng Kéier op déi Fro zréckkommen -, mir wëssen, wéi d'Amerikaner reagéieren an esou Situatiounen. Mir hate virun e puer Méint déi Situatioun, datt eng Bank ee Moment anscheinend do Transaktioune mat Nordkorea gemaach huet. Wat maachen d'Amerikaner? Si knäppen direkt de Clearing an Dollar of.

A wann dat hei geschitt, dann ass keng Bank méi bereet, iergendwéi eng Entreprise ze finanzéieren, déi am Iran Geschäfter mécht. An dat ass, mengen ech, dee ganz grousse Risk, dee sech hei stellt. An ech mengen, do muss d'Europäesch Unioun kucken, Instrumenter ze fannen, well ech mengen, datt et net um gudde Wëlle vun den Entreprisë wäert feelen, fir weider am Iran normal hiren Aktivitéiten nozegoen. Et muss ee just wëssen, deemno wéi d'Amerikaner do reagéieren, hunn déi Entreprisen an haaptsächlech déi Banken, déi se hannendru finanzéieren, e Lach am Kapp.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, selbstverständlech.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also dat Eischt, dat ass: Och elo ouni dat, wat de President Trump gemaach huet, war et extrem schwéier, d'Bankefluxen an och d'Finanzfluxen ze organiséieren tëschent dem Iran, Europa an anere Länner.

All Iddien, déi elo um Dësch leien, si gutt, si wichteg, och d'Zentralbank. Ech mengen, dat gëtt och alles gekuckt. Ech wëll vläicht hei och éierlech mat Iech sinn, et ass dat, wat ech héieren aus europäesche Kreesser wéi och de Moien aus iranesche Kreesser, dass et extrem schwiereg ass, Garantien ze fannen, déi hiebund stichfest sinn, fir kënnen esou weiderzemaachen, wéi wann näischt geschitt wier. Mir musse wëssen, dass all déi Betriber, déi Relatiounen hu mam Iran an och Relatiounen hu mat Amerika, immensem Drock ausgesat ginn. Mir musse wëssen, dass all Bank an Europa, déi och Geschäfter mécht mat Amerika, do méi wéi Drock gemaach kritt a gesot kritt: „Entweder Du méchs Geschäfter mat eis oder Du méchs Geschäfter mam Iran mat der Konsequenz, déi dat bedeit."

De Problem, dee sech jo da stellt, ass, wa mer als Europäer keng Garantien, keng fest Garantië kënne ginn, dass dann am Iran sech zwou Saachen dinn. Dat eent, dat ass d'Fro: „Firwat hu mer dat iwwerhaapt misse maachen? Mir kënnen hinnen net trauen, mir hunn eis an eppes erageloss, wou mer keng Géigeleeschtung kréien." An dat Zweet, dat ass virun allem, wat am meeschten ze fäerten ass, dass déi, déi net op der Linn si vum President Rohani, dat heescht déi Onmoderat, dass déi ganz, ganz séier Iwwerhand kréien an dass déi et da fäerdegbréngen, fir d'Maschinnen erëm unzekierpen an dass mer dann op engem ganz anere Wee sinn.

Dat ass jo och d'Gefor, déi mer als Europäer versicht hunn, ier de President Trump seng Decisioun geholl huet, him bäizebréngen. Mir waren esouguer esou wäit gaangen, dass mer d'accord waren, wéi mir an engem Conseil doriwwer geschwat hunn, fir d'Sanktiounen, déi bestinn - et ginn op véier Punkte Sanktiounen: d'Mënscherechter hunn ech genannt, et sinn der och fir Syrien, et sinn der fir den Terror an et ginn nach op engem anere Punkt Sanktiounen -, dass mer souguer bereet gewiescht wieren, fir do d'Lëschten oder d'Persounen, déi drënner stoungen, eropzesetzen, fir ze weisen, dass Europa alles mécht, fir den Drock ze erhéijen, dass den Iran och aussepolitesch eng aner Positioun kritt.

Mä dat, wat ech gesot hu vun Nordkorea, dat ass awer net falsch. Och do, bei Nordkorea kéint et een Accord ginn iwwert den Nuklearaspekt, mä et gëtt jo ni en Accord, wéi dann elo emol de Kim Jong-un soll mënscherechtlech ëmgoen a sengem Land, wann den Accord iwwert den Atomvertrag geschloss gëtt.

Här President, ee Saz, dann halen ech op. Ech ka leider net äntwerten op all dat, wat den Här Wagner gesot huet. Mä ech mengen, mir fannen e Wee, fir hei driwwer ze schwätzen, och wat Israel a Palästina ugeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn. A mer géifen zur Question élargie vum Här Henri Kox iwwert den Ëmgang mat der Nuklearenergie iwwergoen. Den Här Kox huet fënnef Minutten an d'Regierung zéng Minutten, fir ze äntwerten.

8. Question élargie n°31 de M. Henri Kox relative à l'énergie nucléaire

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Et ass de Mëtteg schonn des Éfteren iwwert d'Atomenergie geschwat ginn op internationalem an op nationalem Plang. An ech kann dat nëmmen ënnersträichen, wat de Kolleeg Bodry viru Kuerzem hei gesot huet: dass eng Klo och zu Cattenom fälleg wär. Ech wär direkt dobäi, fir mat ze ënnerschreiwen, well ech war jo och Matinitiator géint Tihange am Fall vun de Gemengen, wou jo 40 Lëtzebuerger Gemenge matgemaach hunn.

Iwwert dës Regierung, mengen ech, kann ee soen, dass déi op allen Ebenen an der Antiatomenergie aktiv war, an net nëmmen ugekënnegt huet, mä och ëmgesat huet, wat se versprach hat. An ech mengen, déi Klo zesumme mat Éisträich géint Hinkley Point an England ass Beweis genuch, dass se och net scheien, op d'Geriicht kënnen ze goen.

Een Thema gouf awer och scho vun de viregte Regierungen nach net richteg ugepaakt, well mer och ni eng richteg Handhab haten, dat ass d'Reform vum Euratom-Vertrag aus de 50er Jore vum leschte Jorhonnert. En Euratom-Vertrag, deen de Stigma vun engem ondemokrateschen, vereelzte Friemkierper vun der EU nach ëmmer dréit an deen d'Entwécklung a mengen Ae vun engem offenen, nohaltegen Energiemoment an Europa nach ëmmer verhënnert, well et gëtt oft nach bei de Subventiounen op dee vereelzte Vertrag zréckgewisen an ënnert deem Deckmantel ginn déi och nach weiderbedriwwen. Dofir ass et wichteg, dass Allianzen an Europa kënnen opgebaut ginn, fir endlech och déi Reform kënnen unzepaken.

Firwat soen ech dat haut? Well d'Zäitfënster, mengen ech, fir eng Reform haut do ass. D'Brexit-Verhandlungen (veuillez lire: Am Kader vun de Brexit-Verhandlungen), esou schlëmm et och kléngt, dass e Land d'Europäesch Unioun verléisst, muss och iwwert den Euratom diskutéiert ginn. A wann, de Fall gesat, Groussbritannien aus deem Vertrag wëllt erausgoen, dann ass d'Méiglechkeet do, fir och endlech eng Kéier kënnen iwwert deen Euratom-Vertrag ze schwätzen.

Well an deem Vertrag, mengen ech, feelt e ganz groussen Deel wéi zum Beispill de Réckbau vun den Atomreakteren, d'Endlagerung vun de radioaktiven Offäll, sécher Tëschelager sinn och net erwäänt, a kengem Text no mengem Wëssen, an de Verursaacherprinzip.

Ech mengen, et ass en Haftungsgesetz elo viru Kuerzem oder zumindest emol eng Propos vun der Regierung deposéiert ginn, fir d'Haftungsgesetz besser ze regelen. De Verursaacherprinzip ass an deem Euratom nach ëmmer net richteg geregelt.

Ech mengen, no 60 Joer kann ee wuel behaapten, dass et vläicht awer un der Zäit wär, fir den Euratom-Vertrag kënnen ze diskutéieren. Dofir, Här President, ech hat u sech eng Heure d'actualité ugefrot, déi ass ëmgewandelt ginn an eng Question élargie. Ech hunn dräi Ministeren och hei sëtzen. Ech wäert och probéieren, dann dräi Froen ze formuléieren. Ech mengen awer, dass et och gradesou wichteg wär, eng Kéier an enger Kommissioun iwwert den Euratom selwer ze debattéieren, fir net zesumme vläicht eng Motioun kënnen ze verfaassen (veuillez lire: fir zesumme vläicht eng Motioun kënnen ze verfaassen), well mir keinten och Virreider sinn an engem Parlament fir aner europäesch Länner, fir dass si och do méi Drock an deem Punkt maachen.

D'Fro also un den Ausseminister: Ginn et Méiglechkeeten, elo an der Brexit-Diskussioun och iwwert den Euratom ze diskutéieren? D'Kommissioun schéngt jo och dat emol maachen ze wëllen. Wou stinn d'Diskussiounen, wann der de Moment amgaange sinn? An et war eng Kéier rieds och am Juni schonn eng Kéier, dass doriwwer kéint diskutéiert ginn.

Dann eng Fro un d'Ëmweltministesch: Do waren Allianzen. Scho virdru bei der Fro iwwer Cattenom ass iwwer Allianze geschwat ginn. Ech mengen, Dir waart viru Kuerzem zu Berlin. Déi däitschsproocheg Ministere sollte vläicht op Lëtzebuerg kommen. Ass dat och e Punkt, wou een ebe kéint Allianzen opbauen?

An eng drëtt Fro wär da fir d'Statssekretärin aus dem Wirtschaftsministère, wëssend, dass d'Hänn do vill gebonne sinn. Ech mengen, ee gudde Moyen, fir géint Atomenergie ze schaffen, ass d'Förderung vun erneierbaren Energien. Ech mengen, dës Regierung huet an deem Punkt vill gemaach bei de Privatclienten - a Lëtzebuerg huet jiddweree grénge Stroum -, wëssend et ass e fräie Marché. D'Betriber kënne sech fräi dobaussen akafen.

Et wär vläicht am Accord volontaire eng Kéier unzeschwätzen, ob net och eis Betriber kéinte mat an déi Richtung goen, fir ze versichen, och nëmme grénge Stroum entspriechend ze förderen, an och mat eisem gréissere Stroumfournisseur, wëssend och do si mer Haaptaktionär, wëssend, och si sinn op engem fräie Marché. Awer vläicht besteet och do eng Méiglechkeet, méi op grénge Stroum ze setzen.

Merci. Domadder hunn ech meng Zäit just agehalen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Jo, da fänkt den Här Ausseminister un.

Prises de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Ech ka vun hei aus dorobber äntweren. Ech sinn direkt fäerdeg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, da fuert duer!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Jo, just ee Saz. Also, d'Kommissioun ass amgaangen nozedenken, mä si huet nach net accouchéiert.

(Hilarité)

A mir hunn eis de Moien nach informéiert. Effektiv ass et esou, dass nach keng Kommunikatioun vun der Kommissioun, Här Kox, virläit. Wann déi Kommunikatioun virläit, dann, mengen ech, ass dat net nëmmen eng Affär vun der Regierung, dann ass dat selbstverständlech och eng Affär mat der Chamber. An da si mer bereet, fir dann zesummen ze kucken, wat d'Kommissioun sech virstellt. Ech weess net, ob dat eng gutt Nouvelle ass oder eng schlecht, dass se nach net konnt eppes op d'Blat bréngen. Der wësst, et gëtt d'Traktatiounen op deem Punkt an der Europäescher Unioun. Awer soubal wéi mer eppes wëssen, weess d'Chamber dat och.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Ausseminister. An d'Wuert huet elo d'Madamm Ëmweltministesch.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Villmools Merci och dem Henri Kox, dass en dëst Thema op den Ordre du jour gesat huet. An ech mengen, en huet et gesot: Natierlech géif jiddweree gären der Meenung sinn, dass mer nach méi aktiv an nach méi Méiglechkeete sollte kucken, fir ze kloe géint Cattenom. Mä à ce stade - an ech widderhuelen dat nach eng Kéier, wat ech och virdru scho gesot hunn - gëtt et keng formell Decisioun a Frankräich fir eng Betribsverlängerung. Déi hunn eng Autorisatioun op Liewenszäit. An dofir kënne mer à ce stade net agräifen als Stat, fir do eng Klo ze maachen.

An ëmsou méi wichteg ass et, iwwer Antiatomallianzen ze schwätzen, iwwert dat, wat am Moment amgaangen ass ze geschéien um regionale Plang, wou ech den 23. Abrëll d'Chance hat, op engem Treffe vun de Regioune fir en atomfräit Europa derbäi ze sinn, wou sech Gedanke gemaach gouf, engersäits d'Alternativen ze weisen, wéi een op 100% Erneierbarer geet, a mer anerersäits eben d'Chance haten, iwwer Haftung kënnen ze schwätzen, an drëttens eis ze organiséieren, fir méiglechst ze mobiliséieren, wann elo eng Zäitfënster do wär, fir dann och kënnen ze agéieren.

Op déi nächst Schrëtt hi vun den Allianzen ass et ganz kloer esou, dass mer den 11. an 12. Juni hei zu Lëtzebuerg wäerten en däitschsproochegen Ëmweltministeschtreff hunn. An do steet ebe grad eng Deklaratioun um Ordre du jour, déi mer wëlle mat de Partnerlänner maachen, fir eben an Europa d'Thema vun nuklearfräie Regiounen a Länner ze beschwätzen. Well mir hunn do mat Däitschland e Land, wat en Ausstigszeenario huet, mat Éisträich e Land, wat en entspriechende Referendum huet, mat Liechtenstein eent, wat wéi mir och keng eegen Atomenergie huet. An ech mengen, dass dat grad de Punkt ass, wou een esou eppes kann aus der Wéi hiewen, a wou d'Éisträicher, déi jo eis Partner sinn an der Klo géint Hinkley Point, och mat eis wollten op dee Wee goen, dat do op den Ordre du jour ze setzen.

An dann hu mer eis inspiréiert, well da musse mer d'Geschicht jo weiderdenken. Mir hunn d'Regiounen. Déi mussen da connectéiert gi mat deene Länner, déi wëllen aktiv sinn. An da wär et wichteg, do déi Connexioun ze maachen. Och do ass et wierklech esou: Mir hu länneriwwergräifend do scho geschafft. 2016 gouf déi Allianz vun de Regiounen zu Bréissel gegrënnt. Do sinn Däitscher derbäi, do si belsch Regiounen derbäi, do sinn Éisträicher derbäi. An d'Lëtzebuerger hu sech vun Ufank u mobiliséiert. An och do wäert e Suivi kommen am September vun dësem Joer. An da wäerte mer mussen en Outreach maachen.

A vläicht eng Informatioun den honorabelen Deputéierten hei am Raum bezüüglech dem Asaz vu Lëtzebuerg: Mir versichen op allen Ebenen. An dofir hunn och eis Mataarbechter zu Bréissel rezent an der Ouschtervakanz en immensen Job gemaach, fir am Kader vun der Energieunioun an der Gouvernance en Atomwording, e pronukleare Wording erauszekréien, nach iert dat op Ministeschniveau kënnt.

An do hate mer awer d'Ënnerstëtzung - an dat gëtt mer Hoffnung, dass mer déi Allianz nach kënne méi grouss maachen - vun de Schweden, vun Irland, déi schonn ëmmer op eiser Säit mat dostinn, vun Éisträich, Griichenland a Portugal. An natierlech kënne mer déi Allianz dann no an no erweideren. An ech hoffen, dass mer soumadder kënnen zesummen eng Stëmmung an Europa bréngen, dass eben den nukleare Wee net deen ass, dee mer sollte goen, mä dass mer sollten op 100% Erneierbarer setzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Statssekretärin am Wirtschaftsministère.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Här President, sollt eise gréisste Stroumfournisseur net exklusiv grénge Stroum ubidden? Dat kléngt ganz gutt a jiddwerengem sengen Oueren, mä et ass awer nach - nach! - net realistesch. Den honorabelen Deputéierten Henri Kox huet et jo selwer gesot. Laut EU-Direktiven an der Lëtzebuerger Legislatioun ka jiddwereen zu Lëtzebuerg, ob Privatpersoun oder Betrib, sech säi Stroumliwwerant an deemno och säi Stroumprodukt fräi eraussichen. Et si 26 Stroumfournisseuren an Tëschenzäit zu Lëtzebuerg ugemellt. An déi, déi privat Menagen als Clienten hunn, déi beliwwere jo haut schonn exklusiv mat Stroum aus erneierbaren Energien. An de Lëtzebuerger Stéit gëtt et also haut scho just an exklusiv grénge Stroum.

Wat d'Betriber ugeet, ass et eben net esou einfach. Bei de groussen Industrië sinn d'Stroumpräisser e ganz wichtege Käschtefacteur. A well bei deene Clientë vill Konkurrenz ass, ass et och fir dee gréisste Stroumfournisseur net méiglech, fir nëmme grénge Stroum ze verkafen, well en ebe riskéiert, soss déi Clienten ze verléieren.

Trotzdeem, an dat ass déi gutt Nouvelle, geet den Trend awer an déi richteg Richtung. Dem ILR no geet den Atomstroum, deen zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt, drastesch zréck. Den Undeel vum Stroum op Basis vun Atomenergie huet sech zanter 2011 méi wéi halbéiert. Deemools, also viru siwe Joer, louch den Undeel nach bei 25%. Haut si mer bei nach knapp 10%. Ech sinn also do ganz optimistesch.

Dann zum Accord volontaire. Ronn 70 Betriber hunn deen Accord ënnerschriwwen. Do sinn och déi gréissten aus dem Land derbäi. Dat éischt Zil vun deem Accord ass jo, fir Energie ze spueren, fir datt d'Emissioune reduzéiert ginn an domat och d'Käschten erofginn; also fir d'Éischt Energieeffizienz an dann de Rescht mat nohalteger Energie ofdecken.

Dat gesäit eben och deen neien Accord vir, deen Ufank d'lescht Joer ugelaf ass a méi ambitiéis ass wéi dee vu virdrun. Esou hu sech d'Betriber zum Beispill engagéiert, fir 7% Energie iwwer eng Period vu véier Joer ze spueren, hir Leit ze forméieren. Zousätzlech muss jo och all Entreprise nach en Energieaudit maachen.

An enger nächster Phas ass et awer menger Meenung no duerchaus denkbar, fir ee Schratt weiderzegoen, an an deen nächsten Accord, deen a véier Joer fälleg ass, Dispositiounen eranzehuele betreffend dee grénge Stroum.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Huet den Auteur vun der Fro nach eng Zousazfro? En hat der jo dräi matenee gestallt.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo. Merci. Da wäre mer um Enn vun der Question élargie ukomm. A mer géifen dann zu de Gesetzesprojeten iwwergoen. Fir d'Éischt de Projet de loi 7214, eng Ofännerung vum Artikel 99 vum Kommunalgesetz. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Yves Cruchten.

9. 7214 - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Am Projet de loi 7214 geet et, wéi Der elo just sot, ëm eng Ëmännerung vun eisem Gemengegesetz. Méi genee geet et hei ëm d'Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux.

Effektiv ass dëst Gesetz oder dës Ännerung um Gesetz néideg, well et eng Inkohärenz gëtt tëschent dem Gemengegesetz an dem Code de la route. Wärend am Ablack am Gemengegesetz drasteet, dass den Agents municipaux hir Kompetenz limitéiert ass op de Stationnement vun de Gefierer, esou gesäit awer de Code de la route op där anerer Säit dräi verschidde Fäll vir, an zwar nieft - ech soen et elo op Franséisch - dem „Véhicule en stationnement" och nach den „Véhicule à l'arrêt" respektiv den „Véhicule parqué". Fir all Onsécherheet aus de Féiss ze goen, ginn dës dräi Cas-de-figuren och elo am Gemengegesetz iwwerholl.

Här President, mir waren eis och alleguerten an der Kommissioun eens, fir dës Präzisiounen dann an d'Gemengegesetz ze schreiwen. An ech mengen och, duerfen hei am Numm vun eis alleguerte vun der Geleeënheet kënnen ze profitéieren, fir den Agents municipaux Merci ze soe fir hir wäertvoll Aarbecht, déi si all Dag am Déngscht vun der Allgemengheet leeschten. Mir wëssen näämlech alleguerten, dass déi Aarbecht mat Momenter net ëmmer einfach ass an dofir déi concernéiert Beamten et och verdéngt hunn, dass d'Gesetzer, déi si concernéieren, kloer a präzis sinn an net duerfen zu Interpretatioune féieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech schléisse mech selbstverständlech de Mercien u vun dem Rapporteur Yves Cruchten, deem ech och Merci soe fir säi Rapport. En huet just eppes net gesot, wat ännert no bal 20 Joer, näämlech dass an Zukunft d'Agent-municipallen - mir soen am Lëtzebuergeschen „d'Pecherten", ouni dass en si dat iwwelhuelen - net méi de Schäfferéit ënnerstinn, mä der Surveillance eleng vun dem Buergermeeschter.

An dat kënnt op eng Suggestioun vun dem Statsrot, deen, ech mengen, och richtegläit. Firwat? Mä well de Buergermeeschter jo op der Gemeng zoustänneg ass fir den Ordre public, an dat zënter engem Dekret vu 1789.

Mir sinn als CSV och fir déi Erweiderung vun de Kompetenze vun de Pecherten. Dat hei geet méi wäit, wéi dat an dem Gesetzesprojet esou steet, well d'Pecherte sinn an Zukunft zoustänneg fir de gesamte rouende Verkéier. Zum Beispill eng Infraktioun, déi e Pechert bis elo net konnt feststellen, dat ass, wann ee säin Auto wärend 48 Stonnen zum Beispill op enger Parkplaz stoe léisst. Dann huet e missen d'Police ruffen, well do konnt e selwer net aktiv ginn. Dat ass an Zukunft méiglech.

D'CSV ass doriwwer eraus awer fir eng Erweiderung generell vun de Kompetenze vun de Pecherten, fir zum Beispill déi sougenannten „Incivilitéiten". Ech hunn nach kee richtegt lëtzebuergescht Wuert derfir fonnt, obschonn ech dat dem Numm verflichtend scho misst maachen. Zum Beispill bei Hondsdrecker. Zum Beispill wa Leit, wat de Moment oft de Fall ass, méien op engem Samschdeg, op engem Sonndeg, obschonn et verbueden ass duerch d'Gemengereglementer, zum Beispill wann Hecken iwwer en Trottoir stinn an déi ginn net geméit. Dat si Saachen, do sot Der: „Dat si kleng Infraktiounen." Et reegt d'Leit awer dobaussen am dagdeegleche fuerchtbar op. A weder de Buergermeeschter kann handelen, nach de Pechert, well déi eenzeg, déi zoustänneg sinn, ass d'Police. An déi hunn net déi néideg Mëttel en termes humain, fir aktiv ze ginn.

Mir sinn also nach wie vor derfir, dass eng Erweiderung op aner Infraktioune fir d'Pecherte ka kommen.

A wat mer eigentlech bedaueren, dat ass, dass d'Regierung net mat op de Wee gaangen ass, deen de Conseil d'État a sengem Avis iwwert déi sougenannte Sanction-administrativë virgezeechent huet, näämlech dass e System kéint geholl ginn äänlech wéi bei de Radaren, näämlech eng Amende forfaitaire automatisée. Dat heescht, dass, wann e Pechert eng Infraktioun feststellt, dass da geschriwwe gëtt, dass déi betreffend Persoun, ech soen, eng Aart Avertissement heem kritt. A wann en déi bezilt, dann ass dat geregelt. Dat ass äänlech wéi eng Transaktioun. An et ass nëmmen, wann en net dermat d'accord ass, dass en da selwer muss d'Initiativ huelen, fir bei d'Justiz ze goen, an dësem Fall op d'Zuchtpolizeigeriicht.

Mir fannen, dass dat e System ass, deen de Conseil d'État virgezeechent huet, deen an déi gutt Richtung geet. Mir kënnen deen och appuyéieren. A mir bedaueren e bëssen, dass d'Regierung dat net opgegraff huet, fir an déi Richtung ze goen, well een eigentlech do, wat de Conseil d'État ugemierkt huet, de System vun der Kontroll vun der Justiz, de Procureur général, deen d'Surveillance huet vun den Agents municipaux, kéint bäibehalen an deenen Incivilitéiten entgéintwierken.

An dat gesot, géif ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Bal-Corapporteur.

(Hilarité)

Neen, et ass e klenge Clin d'œil. An d'Wuert huet elo direkt den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Ech mengen, hei ass zwar eng ganz kleng Ëmännerung, déi mer vum Gemengegesetz maachen, mä déi awer ganz wesentlech an och ganz richteg ass. Ech wëll och kuerz enchaînéieren un dat, wat den Här Roth hei gesot huet. Ech mengen, dat iwwerschneit sech zu engem gudden Deel mat deem, wat d'Demokratesch Partei och denkt. Och mir sinn der Meenung, datt d'Agent-municipallen sollen nach erweidert Kompetenze kréien. An et si jo genuch Kolleegen heibannen, déi och Kompetenzen um lokalen Niveau hunn. Déi wëssen, wéi problematesch datt et effektiv ass, fir d'Polizeireglementer, d'Kommunalreglementer ze iwwerwaachen.

Wann een haut d'Polizei rifft - an dat ass awer elo selbstverständlech net pejorativ gemengt; mir wëssen, datt dat aner Ursaachen huet -, da si se net ëmmer bereet, fir op d'Plaz ze kommen. Mir musse feststellen, datt et leider an eiser Gesellschaft ëmmer méi Leit gëtt, déi mengen, si hätten hiren eegene Code de la route, si hätten hir eege Reglementer.

An dat bréngt natierlech och ganz vill Onzefriddenheet um Niveau vun de Lokalpopulatioune mat sech. Dowéinst ass et wichteg, datt mer awer an Zukunft vläicht eng Autoritéit kréien, déi méi Kompetenz kritt bei der Iwwerwaachung virun allem, wéi gesot, vun de Gemengereglementer. Well och de Bierger dobausse muss verstoen, datt, wann e Gemengerot e Reglement hëlt, datt dat net nëmmen ass, fir de Pabeier ze schwäerzen, mä datt dat och ass, fir respektéiert ze sinn. A wann ee mengt, dat misst net de Fall sinn, dann ass awer och de Responsabelen, d'Autoritéit um lokale Plang, um nationale Plang, gefuerdert, fir déi néideg Moossnamen an d'Wee ze leeden.

An deem Sënn, wéi gesot, kënne mir dat heiten nëmme guttheeschen. Ech bréngen den Accord vun der DP, wëll awer och dem Yves Cruchten nach Merci soe fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, ech maachen dat dës Kéier richteg, hein.

(Hilarité et brouhaha général)

Et ass natierlech kloer, dass mer och als LSAP-Fraktioun den Accord zu deem Gesetz ginn. An ech wëll awer vläicht just dann och profitéieren, opgrond vun deem, wat den Här Roth och elo gesot huet, fir awer nach eng Kéier soen, dass jo e Gesetzesprojet, de Projet de loi 7126 iwwert d'Sanctions administratives, ënnerwee ass, dass d'Regierung dozou och nach Amendementer nogeschéckt huet, soudass mer souwisou hei nach an der Chamber an an der Kommissioun wäerten d'Geleeënheet kréien, fir iwwer all déi Saachen, déi hien ugeschwat huet, ze diskutéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet elo den Här Traversini d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech mengen, hei ass alles gesot. Heimadder bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Och mir ginn eisen Accord. Et ass effektiv eng Kompetenzerweiderung vun de Pecherte fir de gesamte rouende Verkéier, déi, mengen ech, richteg ass a mat där mer och liewe kënnen. Och wann ech d'Begeeschterung fir dee Gesetzesprojet, deen den Ament nach an der Maach ass, net esou honnertprozenteg deele kann, mengen ech, datt mer an Zukunft nach wäerten dorobber ze schwätze kommen.

Ech sinn och e bësse méi skeptesch, wat déi zweet Ännerung ugeet, näämlech datt d'Agent-municipallen elo ënnert der ausschliisslecher Responsabilitéit/Autoritéit vum Buergermeeschter sinn, well dat stellt awer och, mengen ech, an Zukunft fir d'Kompositioun vu Schäfferéit Froen: Wat ass dann d'Kompetenz vun engem Mobilitéitsschäffen, wann een Deel vun der Mobilitéit, wou jo awer d'Agent-municipallen derzou gehéieren, dann net méi bei engem Schäffe läit, engem bestëmmte Schäffen, mä beim Buergermeeschter?

Dës Remark bäigefüügt, gi mer awer, wéi gesot, och nach den Accord zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géif ech dem Ausseminister d'Wuert ginn, deen elo fir e puer Momenter Innenminister ass.

Plusieurs voix.- Aah!

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President.

(Brouhaha général)

Also, ech hunn den Optrag, fir zwou Saachen ze soen.

Plusieurs voix.- Pscht!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat Éischt, dat ass, dass den Här Cruchten eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet, e wonnerbare Rapport, an och immens gutt hei geschwat huet.

(Hilarité)

An da wollt ech soen, dass den Innenminister ganz frou ass,…

(Hilarité)

…dass elo beim Unhalen a beim Erausklammen an Eraklammen a beim Parken op virgesinnene Parkplazen d'Agent-municipallen, dass déi elo…

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, Dir gitt ganz séier erëm Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen.

(Hilarité)

…dass si och elo kënnen (veuillez lire: dass si och elo kënnen Avertissements taxés ausstellen, an dass dëst Gesetz) - passt op, et ass nach net fäerdeg! -,…

(Hilarité)

…a Concertatioun mat der Police, der Sécurité intérieure, mam Interieur, mat der Justiz, mam MDDI, mat der Ville de Luxembourg, mam Syvicol a mat der ASAM - dat ass d'Gewerkschaft vun de Pecherten -, eng grouss Verbesserung ass.

Merci.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dann, mengen ech, si mer prett, fir zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7214 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung iwwert de Projet 7214 fänkt un.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 7214 ass unanime ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispenz vum zweete Vott?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7175, een Ofkommes mat Italien an eent mat Rumänien, wat de gemeinsamen Austausch vu klassifizéierten Informatiounen ugeet. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

10. 7175 - Projet de loi portant approbation de

1° l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017;

2° l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Här Ausseminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen alleguerten, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Projet de loi geet et, wéi den Här President elo grad richteg sot, ëm zwee Accorden iwwert den Echange an ëm d'Protektioun vun de klassifizéierten Informatiounen, wéi mer der awer an der Vergaangenheet schonn eng ganz Partie hei gestëmmt hunn.

Dee leschte Vott dozou, deen hate mer de 14. Juni 2016 geholl, wou mer d'Accorde mat Groussbritannien an och mat Zypern hei gestëmmt hunn. Dës Kéier geet et dann, wéi och de President scho richteg sot, ëm den Accord mat Italien an ëm den Accord mat Rumänien. Déi zwee Accorde schafe jeeweils de rechtleche Kader, deen den Austausch an de Schutz vu klassifizéiertem Material vun de Vertragsparteie regelt.

Fréier, ech géif soen, bis nom Enn vum Kale Krich, do gouf d'Notioun vum „Protection des informations classifiées" éischter an engem méi militäreschen Zesummenhang gebraucht. Haut ass dat Ganzt e bësse méi differenzéiert, och well mer verstäerkt mat neien, oft vläicht manner visibele Menacë konfrontéiert ginn.

Éischtens, zum Beispill d'Menacen am Beräich vun der Sécherheet natierlech, Terrorismus, Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen, regional Konflikter an der Welt an natierlech och d'organiséiert Kriminalitéit.

Den zweeten Typ vu Menacen, an dat sinn déi, wou et ëm eise Patrimoine économique, financier an och scientifique geet. An do handelt et sech dann ëm Industrie- an Technologiespionage. Laut der Global Economic Crime Survey vun 2018 hunn 42% vun eise lëtzebuergesche Betriber uginn, schonn d'Zil vu Cyberkriminalitéit gewiescht ze sinn.

Dës Menacen, déi sinn also ganz reell. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer an deem Beräich ebe besser zesummeschaffe kënnen. Mir wëssen an deem Zesummenhang och, dass mer haut um europäeschen Niveau vill Programmer am Beräich vun der haute Technologie hunn. An all déi Programmer sinn natierlech mat villen, oft sensibelen Informatioune verbonnen. Wann een als Land also wëllt un esou Programmer deelhuelen, da muss een de Partnerlänner natierlech och kënne garantéieren, dass hir sensibel Informatiounen zu Lëtzebuerg genausou gutt protegéiert sinn, wéi dat an hirem Land de Fall ass.

D'Basis vun dëse bilateralen Accorden ass geluecht ginn duerch d'Gesetz vum 15. Juni 2004 „relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité". Duerch dat Gesetz huet Lëtzebuerg sech e juristesche Kader gi fir d'Klassifizéierung vu sensibelen Informatiounen: Wéini muss esou en Dokument klassifizéiert ginn? Wéi eng Geheimhaltungsstufe gëtt et? Wien dierf esou eng Klassifizéierung virhuelen? A wien huet och Zougréff op d'Material?

Et ass vläicht och nach wichteg ze bemierken, dass et net nëmmen där tëschestaatlech Ofkommesse fir de Schutz an den Echange vu klassifizéierte Piècen an Informatioune gëtt, mä et gëtt natierlech och multilateral Protektiounsregimmer, zum Beispill am Kader vun der NATO, der ESA an natierlech och vun der Europäescher Unioun.

Wat elo déi tëschestaatlech Ofkommessen ubelaangt, esou sief och nach erwäänt, dass mer, wéi ech am Virfeld scho sot, eng ganz Rei vun esou Accorde scho mat Drëttstaten hei gestëmmt, also ofgeschloss hunn, zum Beispill mat eisen Nopeschlänner Frankräich, Däitschland an der Belsch, mä och mat Lettland, Portugal, Spuenien, mat der tschechescher Republik, Éisträich, Schweden, der Slowakei, Finnland, Slowenien, Estland, Georgien a Kroatien. An 2006 hu mer, wéi ech ufanks scho sot, dann och nach Accorde mat Polen, Groussbritannien an Zypern gestëmmt.

Wann Der Iech nach erënnere kënnt, dann hu se eis deemools, 2006, an der aussepolitescher Kommissioun scho gesot gehat, dass och…

(Interruption)

Da waart Dir wahrscheinlech den Dag net an der aussepolitescher Kommissioun.

Mä déi, déi do waren, déi kënne sech sécher nach drun erënneren, wat 2016 do gesot gouf, näämlech datt den Accord mat Italien och fäerdeg verhandelt war. Trotzdeem huet et dunn nach bis Abrëll 2017 gedauert, bis dësen Accord dann och offiziell ënnerschriwwe konnt ginn.

Déi Accorden, déi hu praktesch ëmmer deen nämlechten Opbau. An duerfir ginn ech dann och elo net an den Detail oder an all eenzelnen Detail an. Wesentlech bei esou Accorden ass, datt all Vertragsstat déi néideg Mesuren hëlt, fir d'Protektioun vun dëse klassifizéierten Informatiounen, déi echangéiert ginn, ze garantéieren. Eng klassifizéiert Informatioun, déi ee vun engem Stat kritt an déi engem bestëmmten Niveau de sécurité entsprécht, déi kritt och deeselwechte Protektiounsniveau wéi déi eege klassifizéiert Informatiounen an deem bestëmmten Niveau de sécurité.

Fir dass dat an der Praxis och geschéie kann, erhält den Accord en Tableau d'équivalence vun de véier Niveaux de sécurité: „très secret", „secret", „confidentiel" an „restreint".

Mir hunn dee Projet eng éischte Kéier den 29. Januar an der aussepolitescher Kommissioun virgestallt kritt. Deen Dag gouf ech och zur Rapportrice vum Projet de loi genannt. De Statsrot huet de Projet de loi den 20. Mäerz 2018 aviséiert. An deen Avis hu mer dunn den 30. Abrëll dëst Joer dann och an der zoustänneger Kommissioun gekuckt. Mäi schréftleche Rapport gouf dunn den 9. Mee dëst Joer an der aussepolitescher Kommissioun ugeholl.

An ech hunn Iech elo mäi mëndleche Rapport hei presentéiert. Domat ass meng Aarbecht als Rapportrice vun dësem Projet de loi gemaach. Et bleift mer just nach, den Accord natierlech vun de Sozialisten ze ginn zu dësem Projet an Iech alleguerte Merci ze soe fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Au vote!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci der Madamm Rapportrice, der Madamm Dall'Agnol. Si huet dat esou iwwerzeegend gemaach. Et bleift mir just, den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt och, dass ech et net vergiessen, e grousse Merci un d'Rapportrice Claudia Dall'Agnol fir hiren exzellente Rapport, fir eis och un e puer wichteg Reunioune vun der Kommissioun ze erënneren.

Ech mengen, wann een iwwert deen Accord hei kéint eng Iwwerschréft schreiwen, da kéint ee soen, et ass „d'Lutte géint déi international Kriminalitéit, Terrorismus virun allem". An do ass et wichteg, datt mer an Europa, mä doriwwer eraus, un engem gemeinsame Strang zéien, fir datt mer do kënne schnell zesummeschaffen, reaktiv zesummeschaffen, awer och kënne präventiv schaffen, andeems mer déi sensibel Donnéeën och da kënne schnell echangéieren.

Ech mengen, an där Hisiicht ass dat also och eppes ganz Positives, e weidert Stéck an deem grousse Puzzle, wou dann och hoffentlech an den nächste Méint oder Joren nach aner esou Accorde kënnen ofgeschloss ginn, fir datt dat dann och wierklech flächendeckend a ganz Europa ka geschéien.

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, déi gréng schléisse sech de Mercien un a ginn den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus der Madamm Dall'Agnol e grousse Merci fir hire Rapport.

Ech mengen, hei sinn zwou Bemierungen ze maachen.

Déi éischt ass: Mir hunn nach ëmmer e relativ luese Rhythmus, wat den Ofschloss vun dësen Accorden ugeet. Ech mengen, mir schwätze jo hei mat Recht vun der Lutte géint den Terrorismus. D'Madamm Dall'Agnol huet jo och eng Rei vu Menacen opgezielt, mat deenen eis Entreprisë konfrontéiert sinn. Ech mengen, d'Utilitéit vun dësen Accorden ass onëmstridden. A wann eis Sécherheetsdéngschter, notamment de SRE an och anerer, mat auslänneschen Autoritéite wëllen a mussen zesummeschaffen, da muss et do eben och garantéiert sinn, datt mer den Accès op déi Dokumenter kréien. A mir

kënnen dowéinst och d'Regierung nëmmen encouragéieren, fir där Accorde méi a méi séier ofzeschléissen, souwäit dat dann och nëmme méiglech ass.

Den zweete Kommentar ass: An der Aarbecht ëm dësen Text ass jo nach eng Kéier rappeléiert ginn, ënner wéi enge Konditiounen dës Chamber muss en internationalen Accord virgeluecht kréien, fir en ze ratifizéieren. An u sech ass et just esou, datt et nëmmen eng Ausnam gëtt bei confidentiellen Dokumenter, déi dës Chamber net muss virgeluecht kréien. Dat ass, wann et e renge Rapport d'exécution ass, deen och nach explizitt als geheim agestuuft ginn ass. Dat sinn déi zwou Konditiounen, déi mussen erfëllt ginn. An den Ausseministère hat nach viru Joren en Avis juridique an där Saach geholl wéinst engem Accord, dee mer mat der Belsch an deem Sënn hu missen ofschléissen.

Dofir wëlle mir nach eng Kéier insistéieren, datt all Accord, esou wéi d'Constitutioun et och virgesäit, deen net déi do zwou Konditiounen erfëllt, och der Chamber virgeluecht gëtt. Dat ass net ëmmer de Fall. Mir insistéieren awer, datt dëst Parlament seng voll Rechter an dësem Beräich däerf ausüben.

Dat gesot, fir dësen Accord gi mer och ganz gär den Accord vun der ADR.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, fir ze soen, dass d'Regierung d'accord ass mat der Madamm Dall'Agnol.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 7175.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7175 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 7175 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech wollt d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer, de Projet 7177, en Ofkommes tëscht Lëtzebuerg an der Belsch iwwer radioaktiven Offall. An d'Wuert huet erëm d'Madamm Rapporteur Claudia Dall'Agnol.

11. 7177 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gäichel, le 4 juillet 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Dir gitt mech net esou séier lass de Mëtten. Här President, Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären alleguerten, de Projet de loi, dee mer elo gläich wäerte stëmmen, huet nëmmen een Artikel, mä an deem Artikel, do stécht villes dran. Deposéiert gouf dëse Projet de loi och vun eisem Ausseminister den 28. Juli (veuillez lire: de 4. September) d'lescht Joer.

Ëm wat geet et? Ma et geet drëms, e bilateralen Accord guttzeheeschen, deen e legale Kader schaaft, fir radioaktiv Offäll aus Lëtzebuerg an der Belsch ze stockéieren. Firwat an der Belsch? Ma well mer hei zu Lëtzebuerg nëmme ganz, ganz kleng Quantitéiten dëser Offäll produzéieren.

Wou kommen elo awer dës kleng Quantitéiten hier? Si entstinn zum Beispill an de Chimiescoursen am Lycée, wa bestëmmte Chemikalie matenee reagéieren an doduerch radioaktiv ginn. Deen een oder aneren huet vläicht bei sech doheem, an ech wëll Iech elo keng Angscht maachen, nach eng ganz al Auer oder e Wecker, déi zum Deel eng Radioaktivitéit ausstrale kënnen. Da sinn et och Stécker aus Rauchmelderen a Metalldetektoren, déi radioaktiv sinn an entspriechend entsuergt musse ginn. An da kënnt natierlech nach ee ganz wichtegen Deel vun den Offäll aus de Laboratoiren an aus dem medezinnesche Beräich, zum Beispill aus dem Centre de radiothéraphie.

Wisou sinn des Quantitéiten hei zu Lëtzebuerg dann awer esou minimal? Ma well mer hei am Land eben de Prinzip hunn, fir esou wéineg wéi méiglech där Offäll ze produzéieren. Dass also esou Offäll ufalen an an e Centre de stockage geschéckt musse ginn, ass also éischter d'Ausnam an och déi allerleschte Solutioun. A vu dass et esou wéineg ass, géif et och guer kee Sënn maachen, hei am Land en eegene Centre de stockage ze bauen. An dofir gëtt da gekuckt, via bilateral Ofkommessen eis radioaktiv Offäll an auslännesch Centre-de-stockagen ofzeginn.

Zënter 1990 gëtt et en Accord ministériel tëschent eis an der Belsch. Dësen Accord huet et erlaabt, e puer Transferten dohin ze maache vu wéi gesot ganz klenge Quantitéiten. Elo ass et awer esou, dass dësen Accord net méi de Kritäre vun der Direktiv mat der Nummer 2011/70/Euratom, dat Wuert ass de Mëtten hei schonn e puermol gefall, entsprécht. Dofir ass eben elo e bilateralen Accord néideg, fir dass mer, wéi eben aganks scho gesot, iwwert deen néidege legale Kader verfügen, fir da, wann et néideg ass, en Transfert an eist Nopeschland ze garantéieren, a mer soumat evitéieren, selwer e Centre de stockage mussen ze bauen.

An eisem Nopeschland sinn dës radioaktiv Offäll och sécher opgehuewen, well d'Belsch e gewëssenen Know-how op deem Gebitt huet. An iwwregens ass dëse bilateralen Accord eng Première op der Welt, wa mer deen dann herno esou wäerte stëmmen. Souvill zum Inhalt vum Projet de loi.

Zu eisen Aarbechten an der Chamber bleift ze soen, dass ech den 30. Abrëll dëst Joer als Rapportrice an der aussepolitescher Kommissioun genannt gouf. An därselwechter Reunioun hu mer de Projet analyséiert, mer hunn en diskutéiert a sinn och duerch den Avis vum Statsrot gaangen, deen iwwregens keng Remarken dozou gemaach huet. Mäi schréftleche Rapport gouf dunn de 7. Mee ugeholl an haut hunn ech Iech dann elo just mäi mëndleche Rapport zum Projet de loi gemaach.

Dat gesot, Här President, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen géif ech dovunner profitéieren, och nach eng Kéier den Accord vun de Sozialisten zu dësem Projet de loi ze ginn an eng leschte Kéier fir de Mëtteg vu menger Säit aus Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapporteur. D'Wuert huet erëm direkt den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, och hei huet d'Madamm Rapportrice erëm, wéi mer dat vun hir gewinnt sinn, eng exzellent Aarbecht gemaach. Duerfir eise grousse Merci.

An ech bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Mir hu jo de Mëtteg hei scho ganz vill iwwer Atomenergie, radioaktiven Offall geschwat. Hei bewege mer eis zwar an därselwechter Matière, mä a vill méi bescheidene Volummen. Ech mengen, mir kënne jo als Lëtzebuerg frou sinn, datt d'Belsch sech bereet erkläert, eis bescheide Quantitéiten unzehuelen.

Wann et erlaabt ass, vläicht de Kolleege vun der Belsch awer mat op de Wee ze ginn, gewëssen Efforten ze maachen, wat eben hir zwee Atomreakteren ubelaangt. Dat ass de Mëtteg och schonn hei ernimmt ginn. Mä bon, dat gehéiert net direkt zum Gesetzesprojet, duerfir wäert ech dat hei och net weider verdéiwen.

Ech profitéieren allerdéngs vun der Geleeënheet, fir der Madamm Dall'Agnol e grousse Merci ze soen a brénge selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Här President, och mir schléissen ons nach eng Kéier de Mercien un a ginn hei och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. E Merci nach eng Kéier un d'Madamm Dall'Agnol fir hire Rapport. Et ass richteg, mir hunn als Lëtzebuerg am Allgemenge wierklech nëmme ganz kleng Quantitéiten. Mir kënnen awer och net ausschléissen, datt, wéi et eis scho virkomm ass, op eemol iergendwou en Eisebunnswaggon ass mat méi grousse Quantitéite vun iergendwéi kontaminéiertem Material. An ech mengen, mir mussen dann och d'Fro stellen: Géif dat dann och ouni Problem goen, fir dat an der Belsch ze deponéieren? A wat wieren d'Käschten dovun?

Ee Schéinheetsfeeler vun dësem Accord ass näämlech, datt d'Belsch unilateral d'Käschte ka festsetzen, datt déi net verhandelt ginn tëschent der Belsch a Lëtzebuerg, mä et ass d'Belsch, déi eis da berechent, wat mer musse bezuelen. Et kann ee sech och froen, wéi d'Diskussioun an der Belsch virugeet ëm de Stockage vun de radioaktiven Offäll. Wéi d'Madamm Dall'Agnol richteg gesot hat, hu si och nëmmen e provisoresche Site. An der Belsch gëtt et nach keen definitive Site fir radioaktiv Offäll. An et muss een also och d'Fro stellen: Wéi geet déi Diskussioun an der Belsch virun? An ass et wierklech eng op laang Dauer kredibel Léisung, déi eis hei proposéiert gëtt?

Dat gesot, gi mir awer och ganz gär den Accord vun der ADR fir dësen Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech géif meng Ried widderhuelen, déi ech beim leschte Gesetz gehalen hunn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 7177.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7177 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

59-mol Jo. De Projet 7177 ass unanime ugeholl.

Résultat définitif: le projet de loi 7177 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Lex Delles), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7157 iwwert d'Ëmsetze vun Direktiven am Beräich vun de Finanzinstrumenter. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här André Bauler.

12. 7157 - Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zéng Joer no der éischter Direktiv iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter mat dem schéinen englesche Titel „Markets in Financial Instruments Directive", kuerz MiFID genannt, ëmfaasst déi nei Versioun, also MiFID II, Dausende vu Säiten. Dat ass en décke Batz an et ass fir en aarme Jong vum Land - fir e mëttlerweil kuranten Ausdrock vum Gilles Roth opzegräifen - net ëmmer einfach, duerch de Bësch vun den technesche Wierder a Formulatiounen ze kommen. Dofir hunn ech grousse Respekt virun de Fachleit vum Finanzministère, déi sech ëmmer méi dacks mat komplizéierten Texter mussen auserneesetzen. Hinnen dofir schonn emol am Viraus vu menger Säit e grousse Merci fir hir Hëllefsbereetschaft an hir pertinent Remarken.

MiFID II soll d'Vertraue vun de Bierger an d'Finanzmäert weider stäerken. D'Kris vun 2008 war effektiv eng Kris vum weltwäite Finanzsystem mat wirtschaftlechen a soziale Konsequenzen. Fir eng Kris vun deem Ausmooss an Zukunft ze evitéieren, ass et zu Reguléierungsustrengunge komm. Dat wichtegst Zil vu MiFID II besteet doranner, fir méi e grousse Schutz vun de Privatinvestisseuren a méi eng grouss Transparenz vun de Mäert ze erreechen. D'Clientë solle vun Ufank u wëssen, wat fir Käschten op si duerkommen, an d'Produzente vu Finanzprodukter ginn e gudde Krack méi responsabiliséiert.

De Gesetzesprojet, ëm deen et hei geet, huet als Zil, fir d'Direktiv 2014/65/UE, och nach MiFID II genannt, an nationaalt Recht ëmzesetzen. Dës Direktiv gouf vum europäesche Parlament a vum Conseil de 15. Mee 2014 ugeholl. Si betrëfft d'Finanzmäert, méi spezifesch d'Mäert vun de Finanzinstrumenter, a si ännert d'Direktiv 2002/92/CE an d'Direktiv 2011/61/UE ëm.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP), rapporteur.-* De Gesetzesprojet setzt och bestëmmten Dispositioune vum Reglement Nummer 600/2014, och nach MiFIR genannt, dat vum Parlament a vum Conseil de 15. Mee 2014 ugeholl gouf, ëm. Och d'Reglement betrëfft d'Mäert vun de Finanzinstrumenter an ännert d'Reglement 648/2012.

Wéinst deene villen techneschen Ännerungen, déi dëse Projet de loi um Gesetz vum 13. Juli 2007 iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter mat sech brëngt, schloen d'Auteure vir, eng komplett Refonte ze maachen. Et wäerten donieft och Ännerungen um modifizéierte Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur, och nach LSF-Gesetz genannt, virgeholl ginn.

Komme mer fir d'Éischt zum allgemenge Kontext an zu den Ziler vun dësem Gesetz! Zënter hirem Akraafttrieden am November 2007 ass d'Direktiv 2004/39 vum 21. Abrëll 2004 iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter, déi sougenannt MiFID-Richtlinn, eng Stäip, op där d'Integratioun am Beräich vun de Mäert vun de Finanzinstrumenter berout.

Dës Direktiv hat zum Zweck, fir all d'Regele vun der EU iwwert d'Déngschtleeschtungen am Investmentberäich wéi awer och déi reglementéiert Mäert ze verstäerken. Dobäi sollen zwee Ziler erreecht ginn, eischtens de Schutz vun den Investisseuren a vun der Integritéit vun de Mäert, andeems harmoniséiert Exigenze fir déi agreéiert Intermediairë festgesat goufen, an zweetens d'Promotioun, also d'Förderung, vun der Transparenz, der Wierksamkeet an der Integratioun vun de Finanzmäert.

D'Finanzkris vun 2008 an d'Entwécklungen op de Mäert, déi dorauser erfollegt sinn, hunn awer Schwächten opgewisen, wat de Fonctionnement an d'Transparenz op de Finanzmäert ugeet. Et ass däitlech ginn, datt d'Mäert vun de Finanzinstrumenter méi staark reglementéiert musse ginn, dëst virun allem, fir d'Investisseuren ze schützen, hiert Vertrauen an de System ze stäerken an déi net reglementéiert Domänen an Ugrëff ze huelen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Donieft sollten d'Iwwerwaachungsautoritéite mat zousätzleche Pouvoiren ausstaffiéiert ginn, fir hirer Missioun gerecht ze ginn.

D'Direktiv MiFID II muss gläichzäiteg mam EU-Reglement 600/2014 iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter gelies ginn, dee sengersäits d'Reglement 648/2012 ofännert. Dëst Reglement ass d'application directe, et applizéiert sech also direkt an dat nationaalt Recht vun de Memberstaten.

Dir mierkt elo schonn, datt et sech bei dësem Projet ëm e ganz techneschen an detailléierten Text handelt. An dofir wäert ech mech als Rapporteur op déi Haaptpunkte beschränken.

Gesondheet, Här Gibéryen.

(Hilarité)

Fir all deenen Ziler, déi ech virdru genannt hunn, gerecht ze ginn, heescht et, verschiddenen Exigenze Rechnung ze droen.

Éischtens: D'Finanzprodukter mussen op reglementéierte Plattforme gehandelt ginn. E puer Erklärungen dozou. Bei der Emsetzung vun dëser Direktiv an eist nationaalt Recht gëtt en neien Typ vun Handelsplattform agefouert. Et sinn dat déi sougenannt „Systèmes organisés de négociations", also organiséiert Handelssystemer. D'Aféierung vu méi strikten Transparenzregelen, déi op déi verschidde Plattformen applikabel sinn, huet als Zil, fir all Barrièren opzehiewen, fir datt eng méi gerecht a wierksam Präisbildung méiglech ass. Mat deenen neie Plattforme soll et och méiglech ginn, fir Finanzinstrumenter ze erreechen, déi bis ewell net ënnert d'Reglementatioun gefall sinn.

Zweetens: Dat zweet Zil ass et, fir den Zoutrëtt vun de klengen a mëttlere Betriber op d'Kapitalmäert ze vereinfachen.

Drëttens: D'Reglementatioun gëtt och un déi technologesch Innovatiounen ugepasst. Dozou e puer Explikatiounen. Dir wësst, den Trading huet an de leschte Joren eng staark Veränneerung erlieft. Ëmmer méi Handelsaktivitéite ginn elektronesch a mat méi séierer Vitesse ëmgesat, hei denke mer un den algorithmeschen Trading an den Trading mat héijer Frequenz. Et sinn dat Aktivitéiten, déi op informatesch Programmer zréckgräifen, fir Operatiounen duerchzeféiere mat Hëllef vu Finanzdonnéeën, déi séier à jour gesat musse ginn.

Fir awer hei ze vermeiden, datt duerch d'Vitesse vun den Transaktiounen d'Risike gesteigert ginn, brëngt d'Direktiv MiFID II eng Rëtsch Regele mat sech, déi derfir suerge sollen, datt dës Techniken den Trading op de Mäert net duerjerneerëselen.

Véiertens: D'Spekulatioun op de Matière-premièrë soll ageschränkt ginn duerch d'Aféierung vun engem harmoniséierte System um Niveau vun der EU, e System, deen d'Grenze festleet, wat déi gehale Positiounen a Saachen Derivater op Réistoffer ugeet. Déi national Autoritéite kënnen de Volume vun esou enger Positioun begrenzen. Dës Aschränkung huet als Zil, ze vermeiden, datt d'Spekulatioun eng Erhéijung vun de Präisser op de Produkter provozéiert, déi e Mënsch onbedéngt brauch fir ze liewen, esou zum Beispill Agrarprodukter.

De fënnefte Punkt betrëfft de Schutz vun den Investisseuren. Fir dëse Schutz ze erhéijen, gëtt gefuerdert, datt déi betraffe Firme beschtméiglech am Interesse vun hire Clienten agéieren, wa se hinnen Investment-Déngschtleeschtunge liwweren. Dës Firme si verflicht, fir d'Aktiva vun hire Clienten ze schützen a sech ze versécheren, datt d'Produkter, déi se lancéieren, esou ausgeriicht sinn, datt se de Bedierfnesser vun der Clientèle gerecht ginn.

D'Investisseure kréien och méi Informatiounen iwwert d'Produiten an d'Servicer, déi hinnen ugebuede ginn oder déi verkaaft ginn. Doriwwer eraus mussen déi betraffe Firmen derfir suergen, fir d'Leeschtung vun hirem Personal net esou ze bezuelen an net esou ze bewäerten, datt se géint d'Interesse vun hire Clientë ginn. Dat ka virun allem de Fall sinn, wann eng Bezuelung d'Personal derzou verleet, encouragéiert, bestëmmt Finanzinstrumenter ze recommandéieren oder ze verkafen, obwuel en anert Instrument wesentlech méi de Bedierfnesser vum Client entsprécht.

Zum sechste Punkt. Hei geet et ëm dräi nei Statute vu PSFen, also déi sougenannt „Professionnels du secteur financier". MiFID II gesäit vir, datt verschidde Basisdaten iwwert d'Finanzmäert iwwer Kommunikatiounsservicer musse geleescht ginn, déi een Agrement hunn an déi der Iwwerwaachung vun de kompetenten Autoritéiten ënnerworf sinn.

Dräi nei Statute vu PSFe ginn dofir an d'Liewe geruff. Ech hunn et d'éinescht gesot, fir d'Detailer verweisen ech hei op mäi schréftleche Rapport.

Komme mer dann elo zu de wichtegste Punkte vum MiFIR, also dem Reglement! Zesumme mat der Direktiv MiFID II huet dëst Reglement als Zil, fir en neien harmoniséierte Kader ze definéieren, deen uniform Exigenze festleet, déi op d'Finanzinstrumenter ze applizéiere sinn.

Beim éischte Punkt geet et ëm d'Verstäerkung vun der Transparenz. Déi nei Regelen hunn als éischt Zil, derfir ze suergen, datt d'Verhandlunge ronderëm d'Finanzinstrumenter an totaler Transparenz ofgewéckelt ginn.

Dat Zweet ass d'Verflichtung, fir op reglementéierte Plattformen ze handelen, also am Kader vun engem MTF, dat heescht, engem multilateralen Handelssystem, oder zum Beispill enger Plattform vun engem Drëttstat, déi als equivalent ugekuckt gëtt.

Den drëtte Punkt betrëfft d'Deklaratioun vun den Transaktiounen op d'Finanzinstrumenter. D'Detailer dozou stinn a mengem schréftleche Rapport.

De MiFIR-Reglement gesäit och Verflichtunge fir d'Investment-Entreprisë vir, wat de Reporting vun den Transaktiounen un déi zoustänneg Reglementatiouns- an Iwwerwaachungsautoritéiten ugeet. An dësem Fall ass dat jo d'CSSF. Dës Transaktioune mussen an enger detailléierter Deklaratioun festgehale ginn, fir datt d'CSSF potenziell Mëssbräich, sougenannt „Abus de marché", kann detektéieren an doriwwer enquêtéieren. Och geet et allgemeng drëm, derfir ze suergen, de gerechten a geregelte Fonctionnement vum Maart ze garantéieren an d'Aktivitéit vun den Investmentfirmen ze iwwerwaachen.

Nach e puer Wuert zur kompetenter Autoritéit. Den Artikel 44 vum Gesetzesprojet gesäit vir, datt d'CSSF déi kompetent Autoritéit ass, déi mat der Iwwerwaachung vun de Mäert vun de Finanzinstrumenter chargéiert ass. D'CSSF huet och als Missioun, datt d'Emsetzung vun dësem Gesetzesprojet vum Reglement MiFIR a vun de Moossnamen, déi geholl musse ginn, fir et ze exekutéieren, stattfënnt.

D'CSSF huet natierlech all Pouvoire vun Iwwerwaachung a vun Ënnersichung, déi noutwendeg sinn, fir hire Fonctiounen nozekommen. Dozou gehéiert och d'Muecht, fir administrativ Moossnamen oder Sanktiounen auszeschwätzen. D'CSSF ass och verflicht, fir wierksam an zouverlässeg Mechanismen en place ze setzen, fir datt potenziell oder manifest Violatiounen notifizéiert kënne ginn.

Den Artikel 49 vum Gesetzesprojet betrëfft d'Veröffentlechung vun dëse Mëssuechtungen. D'CSSF kann d'Aart vun de Violatiounen an den Auteur vun dësen op hirem Internetsite publizéieren. Gläichzäiteg gesäit deen Artikel awer och vir, datt d'CSSF an deem Kontext e gewëssene Spillraum huet, fir d'Stabilitéit vum Marché ze garantéieren.

Do dernieft seet dësen Artikel och, datt d'CSSF déi europäesch Autoritéit vun de Finanzmäert iwwer all administrativ Moossnam oder Sanktioun informéiere muss, déi se publizéiert huet.

Madamm Presidentin, ech kommen zu den Avise vum Statsrot. De Statsrot huet säin éischten Avis den 20. Februar 2018 geholl. An dësem Avis huet e formell Oppositioune formuléiert. Esou huet en zum Beispill Remarken iwwert d'Nomenclature gemaach, esou wéi de Gesetzesprojet se zréckbehalen huet. Dës Nomenclature géif mat Momenter par rapport zu där, déi d'EU-Reglement 600/2014 respektiv d'Direktiv 2014/65 virgesinn huet, ofweichen. Esou schwätzt de Gesetzesprojet zum Beispill vun „client particulier" amplaz vun „client de détail". Dat gëllt et deemno ze verbesseren, wat dann och geschitt ass.

Beim Artikel 45 iwwert d'Pouvoiren, déi der kompetenter Autoritéit zougestane ginn, do notéiert de Statsrot, datt de Pouvoir, fir d'Enregistrementer vun de besteeënden informateschen Echangen ze enregistréieren, déi een Telekommunikatiounsoperateur gespeichert huet, datt dëse Pouvoir net an der Lëscht vun de Pouvoire vun der CSSF ass, obwuel näischt si dovunner ofhale géif.

Dann huet de Statsrot nach kritiséiert, datt am Artikel 52 steet, datt sech den Informatiounsaustausch tëscht der CSSF an de kompetenten Autoritéite vun den anere Staten op Nofro hi mécht, sur demande also. Or, den Text vun der Direktiv seet awer klipp a kloer, datt déi betraffen Autoritéiten d'Informatiounen ouni Delai austauschen, esou wéi dat an hire Missioune steet. De Statsrot huet also verlaangt, dësen Iertum ze redresséieren.

Leschten Enns huet de Statsrot nach bemängelt, datt d'Dispositiounen am Artikel 63, wat d'Verwaltung vun der offizieller Cote ugeet, ze vag gehale sinn. Hei gëtt verlaangt, esou wéi den Artikel 32 vun der Verfassung dat virgesäit, datt virun allem d'Dispositiounen iwwert d'Zil vun den Ausféierungsmoossname souwéi d'Bedéngungen, deenen dës ënnerleien, an engem Gesetzestext mussen definéiert sinn an net an engem groussherzogleche Reglement.

Dofir huet déi héich Kierperschaft verlaangt, datt zousätzlech Präzisioune komme mussen, wat den Artikel 63 ubelaangt. Och no de proposéierten Amendementer huet sech de Statsrot nach net zefridde gewisen, soudatt hien nach eng Kéier seng Opposition formelle zu dësem Artikel bäibehalen huet, also se net ophiewe konnt.

Elo ass et esou, datt et kee Geheimnis ass, datt d'Zäit bei dësem Projet de loi ofgelaf ass. D'Europäesch Kommissioun leet lues awer sécher d'Muert op d'Säit an hëlt de Bengel eraus. Mir sinn deemno gutt beroden, d'Direktiv esou séier wéi méiglech ëmzesetzen, wat jo dann och haut geschéie soll.

De Statsrot huet hei eng Iwwergangsléisung virgeschloen, där mir an der Kommissioun nokomm sinn. Den Artikel 37 vum 2007er Gesetz iwwert d'Finanzmarchéë bleift bis op Weideres a Kraaft. Bei dësem Artikel geet et wéi gesot ëm d'Verwalte vun der offizieller Cote. D'Gesetz vun 2007 gëtt deemno bis op den Artikel 37 ganz abrogéiert.

Madamm Presidentin, ech hoffen, ech konnt e kuerzen Abléck an eng dach äusserst komplizéiert an technesch Matière ginn. Ech soe menge Kolleegen aus der Kommissioun, awer och de Beamten aus dem Finanzministère en häerzleche Merci fir d'Vertrauen a fir dat konstruktiivt Zesummeschaffen.

Iech alleguerte soen ech Merci fir d'Nolauschteren, jo eigentlech fir Är Gedold, a brénge gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci dem Här André Bauler. Als éischten agedroene Riedner hunn ech den Här Laurent Mosar. Kommt awer ganz hei un! Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Merci, Madamm Presidentin. De Projet de loi, dee mer haut de Mëtten hei diskutéieren, ass an dëser Legislaturperiod een, wann net souguer vläicht dee wichtegste fir d'Finanzplaz, där hir Architektur wäert hei substanziell verännert ginn.

Et geet, an den Här Rapporteur huet dat gesot, u sech hei ëm d'Emännerung vun enger éischter Direktiv aus dem Joer 2004 iwwert déi sougenannt „Marchés d'instruments financiers", eng Direktiv, déi u sech vläicht dee wichtegste Peiler vun der Integratioun vun de Finanzmäert an der Europäescher Unioun ass.

Wann d'Virgängerin vun dëser Direktiv, näämlech déi sougenannt MiFID I-Direktiv erlaabt huet, d'Integratioun, d'Kompetitivitéit an d'Effizienz vun de Finanzmäert vun der Europäescher Unioun ze stäerken, esou huet dach d'Finanzkris a ganz besonnesch d'Evolutioun vun de Mäert an deene leschte Jore gewisen, datt de Champ d'application vun där éischter Direktiv net wäit genuch gaangen ass an datt hei en absolutte Besoin bestanen huet, fir de Schutz vun den Investisseuren ze stäerken.

Duerfir dann och déi zweet Direktiv: Där hire wichtegsten Objektiv ass op där enger Säit, méi transparent Mäert ze schafen, op där anerer Säit awer och, de Schutz vun den Investisseuren ze stäerken.

Dës Direktiv wäert dann awer doniewent virun allem den Autorité-de-surveillancen, an dësem Fall bei eis der CSSF, wesentlech méi an haaptsächlech och méi effizient Kompetenzen accordéieren. Den Detail vum Projet ass Iech virdru scho vum Kolleeg André Bauler, esou wéi mir dat vun him gewinnt sinn, in exentenso op eng méiglechst verständlich Aart a Weis duergeluecht ginn.

An dem Rapporteur säi Meritt ass dës Kéier ganz besonnesch grouss, net nëmme wéinst der grousser Technicitéit vun dësem Projet, mä haaptsächlech awer och, wann een de Volume vun deenen Dispositioune kuckt, well mir si rar mat enger Direktiv saiséiert, déi trotzdeem esou en déckt Buch, bal schonn eng Bibel, duerstellt. Duerfir vu menger Säit aus e ganz grousse Merci un de Rapporteur, an ech wëll dann och eng Kéier - „une fois n'est pas coutume"- trotzdeem hei e Merci un d'Mataarbechter vum Finanzministère riichten, well déi hunn hei wierklech iwwer Wochen a Méint eng richteg Herkulesaufgab musse bewältegen, fir kënnen dës Direktiv ze transposéieren. An ech ka sécherlech nofillen, datt dat net ëmmer déi passionnantsten Hausaufgab ass. Ech géif éischter soen, dat war relativ dréchen.

Här President, ech kommen dann awer trotzdeem net derlaanscht, eng Kritik hei unzebréngen, näämlech déi, datt et esou laang gedauert huet, éier dës Direktiv konnt transposéiert ginn. Et ass gesot ginn, déi Direktiv ass u sech vun 2014. Mir hätte se scho misse säit engem Joer transposéiert hunn. Si gëtt dann elo awer mat engem substanzielle Retard transposéiert. Mir bedaueren dat. Ech wëll awer elo net erëm op déi Kriticken agoen, déi mer schonn e puermol hei virbruecht hunn, wou mir der Meenung sinn, datt de Finanzministère vläicht och misst vun den Effektiver nach e bësselche méi opgestockt ginn.

Ech begréissen dann awer och - an ech mengen, et muss ee jo och Saache luewen, déi ze luewe sinn -, datt d'Majoritéit, awer och d'Regierung enger fundamentaler Suerg vum Statsrot, awer och vun eiser Fraktioun, entgéintkomm ass, fir keng retroaktiv Applikatioun vun dësem Text ze maachen, mä dëse Projet trëtt genausou a Kraaft wéi all normale Projet de loi. Et wär näämlech fir mech e falscht Signal gewiescht, fir bei engem dach fir d'Finanzplaz extrem wichtege Projet, dëse retroaktiv a Kraaft trieden ze loossen.

Madamm Presidentin, ech wëll hei wierklech net méi an den Detail vun deene ganz villen techneschen Dispositiounen agoen, wéi gesot, de Kolleeg André Bauler huet dat gemaach. Ech wollt mech duerfir a menger Interventioun just op e puer ganz prinzipiell Observatioune beschränken.

Eng éischt Observatioun - an ech hunn et virdrun ugedeit - ass, datt an Zukunft déi europäesch Regulateuren an natierlech dann och d'CSSF ganz vill zousätzlech Kompetenze wäerte bäikréien. Ech weess, an ech wëll dat och hei ënnersträichen, datt d'CSSF gutt opge-

stallt ass, fir dës grouss Erausfuerderungen ze schëlleren, souwuel um Niveau vun hiren Effektive wéi awer och an der Preparatioun vun der Ëmsetzung vun dëser Direktiv, well d'CSSF an hir ganz valabel Mataarbechter hu jo elo net gewaart, datt mir haut géifen iwwert de Projet diskutéieren an ofstëmmen, ier se sech scho mat der Thematik befaast hunn.

Ech wëll iwwregens hei och eng Kéier eng Klammer maachen: Ech fannen iwwregens, datt d'CSSF eng exzellent Aarbecht mécht. An ech hunn och heiansdo Problemer, muss ech soen, nozevollzéien, wann een an der Press do staark Kriticke liest, well ech eigentlech fannen, datt vun där ganzer Direktioun, awer haaptsächlech vun deene ganz, ganz ville Mataarbechterinnen a Mataarbechter hei an enger deelweis extrem komplizéierter Matière eng gutt Aarbecht geleescht gëtt.

Ech sinn also optimistesch, datt, wann elo d'Gesetz a Kraaft trëtt, d'CSSF wäert prett sinn, fir och um Terrain déi nei Spillregelen ëmzesetzen, mä och haaptsächlech d'Kontroll an d'Surveillance vun dëser Ëmsetzung ze maachen.

Allerdéngs, Madamm Presidentin, an da kommen ech op dee Punkt, deen ech schonn e puermol hei opgeworf hunn, näämlech deen, datt jo och elo an dësem Text erëm eng Rei vu substanzielle Sanktioune virgesi ginn, déi d'CSSF dann och kann an Zukunft spriechen, wann eenzel Akteure sech net un déi Virgabe vun der MiFID II halen.

An do wëll ech dann nach eng Kéier e waarmen Appell - an et ass wierklech net deen éischten - un lech, Här Finanzminister, riichten. Mir wëssen alleguerten, datt d'CSSF an dëser Thematik wéi a ganz villen aneren och Partei a Riichter gläichzäiteg ass. An dëst ass eng ganz ongesond Situatioun, déi och riskéiert, mëttelfristeg eng Kéier zu Recoursen ze féieren, notamment virun der Cour vu Stroossbuerg. An ech fäerte ganz, wann een d'juristesch Situatioun analyséiert, datt et eis hei äänlech kann ergoe wéi deemools am Arrêt Procola am Kontext vum Statsrot.

Ech géif wierklech duerfir nach eng Kéier wëllen ënnersträichen, wéi wichteg et ass, Här Minister, datt mer déi zwou Fonctiounen trennen. Ech weess och, datt ech net deen Eenzege sinn hei an deem Haus, deen déi Suerg huet, well notamment de Kolleeg Fayot dat och schonn déi eng an déi aner Kéier ënnerstrach huet. A souguer den Här Generaldirekter vun der CSSF huet eng Kéier an engem Interview op déi Noutwendegkeet do higewisen.

Duerfir wär ech awer wierklech frou, Här Minister - well ech et schonn e puermol gesot hunn, ech waarden allerdéngs nach ëmmer op eng kloer Äntwert vun Iech -, wann Der eis de Mëtteg géift soen, wou dee Projet de loi do drun ass, ob Der nach gedenkt, datt dee virum Enn vun dëser Legislaturperiod wäert deposéiert ginn.

Madamm Presidentin, wann ech vun där doter Thematik schwätzen, da kommen ech awer och net derlaanscht, nach eng Kéier op en anere Risk vu Reputatioun (veuillez lire: en anere Risk fir d'Reputatioun vun der Finanzplaz) anzegoen, deen ech och schonn e puermol hei ugeschnidden hunn a wou ech och wierklech frou wär, wann ech et géif fäerdegbréngen, och do d'Regierung an deen zoustännege Regierungsmember duerfir ze sensibiliséieren.

Dir, d'Regierung, d'Chamber, mir maache ganz vill Efforten ëmmer erëm, fir international Reglementatiounen, Accorden ëmzesetzen. Mä mir wëssen, dat eleng geet net duer. Och den Netrespekt vun Dispositiounen, déi mer hei adoptéieren, muss sanktionéiert ginn. An ech hunn et virdru gesot, ech fannen, datt eigentlech hei d'CSSF e gudde Match mécht. Déi hu schonn eng ganz Rei vun Enquêten, Instruktioune géint eenzel Etablissementer hei gemaach. Si hunn och do zum Deel scho ganz substanziell Amendë géint deen een oder aneren Akteur prononcéiert.

Allerdéngs dat, wat mir an eis feelt, ass, datt keng strofrechtlech Konsequenze kommen. A kommt, mir maachen eis näischt vir! Wann hei eng CSSF Amendë vun e puer Milliounen Euro prononcéiert, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dat net, well do just eng Bank Bilanen net zurzäit publizéiert huet. A mir wëssen alleguerten, datt spéitstens 2020 deen nächsten Avis vun dem GAFI eis an d'Haus steet. An do wär et wierklech net gutt fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz, wann do net wierklech endlech och an den nächste Méint emol géifen Affäre vu Finanz- a Wirtschaftskriminalitéit poursuivéiert ginn.

Ech weess, Här Finanzminister, datt dat net direkt an Ar Kompetenz fält. Ech weess awer och, datt Dir fir deen dote Sujet sensibel sidd. An ech wollt, wéi gesot, bei der Geleeënheet vun der Diskussioun vum Projet de loi nach eng Kéier dorobber hiweisen.

Madamm Presidentin, ech kommen dann zu menger zweeter Observatioun. An déi bezitt sech eigentlech op déi ganz Thematik vum Échange d'informations, deen och elo an Zukunft tëschent deene verschiddene Regulateure wäert kommen. Do wëll ech fir d'Alleréischt nach eng Kéier op d'Wichtegkeet och vum Respekt vum Beruffsgeheimnis vun deene verschiddenen Autoritéiten hiweisen. An erlaabt mer et do trotzdeem, eng Fro opzewerfen, déi sech elo schonn e puermol gestallt huet a wou mer och erëm op engem aneren Niveau eigentlech e Präzedenzfall haten!

Hei geet et mir virun allem drëm, datt jo d'CSSF kann an an Zukunft och nach ka méi Decisiounen huele géint gewëssen Akteuren. A mir haten elo dee konkrete Fall bei enger lettescher Bank, déi quasiment vun der CSSF vun engem Dag op deen aneren zougemaach gëtt. Et ass allerdéngs elo esou, datt déi concernéiert Akteuren eréischt kënnen e Recours maache géint déi Decisioun, wann d'CSSF eng Amende sprécht. A géint déi Amende kann natierlech déi Bank oder deen Akteur bei de Juridiction-administrativen e Recours aleeën.

Elo wësse mer awer alleguerten och an dësem Text, datt et eng ganz Rei vu Méiglechkeete ginn, wou d'CSSF kann intervenéieren, wou net direkt e Recours virgesinn ass. An notamment dat Beispill vun där lettescher Bank ass e gutt Beispill, well do ass den Dossier jo du virugaangen un d'Juridiction de droit commun. An dunn eréischt konnt déi concernéiert Bank do hir Rekursméiglechkeete spille loosse mam Resultat, an do wëll ech net nach eng Kéier drop agoen, datt eigentlech u sech déi Decisioun vun der Mise en liquidation reforméiert gouf.

Dat, wourop ech eigentlech eng Kéier wollt opmierksam maachen, dat ass, datt mer jo schonn eng Kéier en äänleche Fall hate beim Échange d'informations um Niveau vun de Steierverwaltungen. Do wësst Der, datt justement kee Recours virgesi war an datt mer du condamnéiert gi si vum Europäesche Geriichtshaff, esou e Recours anzeféieren. An ech froe mech och - an dat ass eng Fro, déi ech och wollt stellen a wou ech frou wär, wann Der herno vläicht kéint drop äntwerten -, ob mer net awer hei Gefor lafen, eventuell op enger Decisioun, wou keng Rekursméiglechkeet direkt besteet um Niveau vun der CSSF, kënnen herno och condamnéiert ze gi vum Europäesche Geriichtshaff.

Madamm Presidentin, ech kommen domadder zu menger leschter Observatioun. An dat ass och schonn eng traditionell, déi ech e puermol hei scho virbruecht hunn. An hei géif ech vläicht nach eng Kéier domat ufänken an de Finanzminister froen - ech weess net, ob en dat elo de Mëtteg ka maachen, datt en eis vläicht déi Informatioune soss kéint zoukomme loossen -, wat genau den État de ratification vun dëser MiFID II-Direktiv um Niveau vun der Europäescher Unioun respektiv doriwwer eraus ass.

Et ass näämlech prioritär, datt am Respekt vum „level playing field", dee jo och dem Finanzminister ganz staark um Häerz läit, natierlech esou schnell wéi méiglech all Länner an der Unioun an och doriwwer eraus déi Ratifikatioun vun dëse ganz wichtege Reglementatioune virhuelen, fir och sécherzestellen, datt se sech iwwerall applizéieren.

Allerdéngs, an do kommen ech dann e bësselchen op dee Problem, dee mer Suerge mécht, hunn ech d'Gefill, datt, wann ech dann och e bësselchen déi heiten Direktiv a Relatioun setze mat de BEPS-Mesuren, mer do um Niveau vun der OECD net méi esou richteg virukommen.

Firwat komme mer net méi esou richteg virun? Well ganz besonnesch vun amerikanescher Säit trotzdeem an de leschte Wochen a Méint relativ vill blockéiert gëtt an d'Amerikaner schéngen haaptsächlech och e Problem ze hu mat deene ganz villen Transparenzbestëmmungen, déi souwuel an der MiFID II-Direktiv virgesi si wéi iwwregens och an deene ganze BEPS-Mesuren.

A mir gesinn ëmmer erëm, datt do déi amerikanesch Zentralregierung dës Obligatiounen einfach net wëllt hire verschiddenen Autoritéiten an deenen diverse Staten imposéieren. An do denken ech natierlech haaptsächlech u State wéi den Delaware, wou dann ëmmer erëm vu Washington gesot gëtt, datt si vu Washington aus dem Delaware do iwwerhaapt näischt ze imposéieren hunn, soudatt ech hei e bësselchen d'Gefill hunn - an ech wär och frou, wann den Här Finanzminister herno dorobber kéint agoen -, datt den Drock awer um Niveau vun der OECD an de leschte Méint, ganz besonnesch säitdeem d'Trump-Administratioun do un der Muecht ass, awer nogelooss huet.

Madamm Presidentin, ech kommen domadder zum Schluss, fir nach eng Kéier ze soen, datt dee Projet, dee mer haut wäerte stëmmen, eis Banken an eis Investitiounslandschaft wäert substanziell veränneren, dëst esouwuel um Niveau vun der Transparenz wéi awer och vun der Sécherheet vun den Investisseuren. Dëst Gesetz wäert sécherlech eng Rei vu positive Konsequenzen och fir eis Finanzplaz hunn. Allerdéngs dierf een net vergiessen, datt d'Ëmsetzung vun dëse villen neie Regelen erëm mat engem net onsubstanziellen zousätzleche Käschtepunkt fir eis Banke wäert verbonne sinn.

Iwwerhaapt, an dat ass dann déi lescht Suerg, mat där ech wëll ophalen, de Käschtepunkt vun all dëse Reglementatioune fir d'Finanz- a Bankewelt gëtt ëmmer méi en enorme Käschtefacteur an et gëtt mer och gesot, datt et och haaptsächlech ëmmer méi schwéier gëtt, fir iwwerhaapt den Know-how nach ze fannen hei bei eis am Land, fir dann iwwerhaapt och do déi Mesuren an deene verschiddene Bankenhaiser kënnen ëmzesetzen.

Wann een da weess, datt nach zousätzlech Direktiven an der Maach sinn, weess een, datt an den nächste Méint a Joren och nach zousätzlech Efforten do wäerte vun eiser gesamter Finanzplaz gefuerdert ginn.

Nach, an ech mengen, dat wësse mer alleguerten, hu mir keen anere Choix a mir sollen dës Reglementatiounen esou schnell wéi méiglech ëmsetzen. Mir deelen do d'Approche vun der Regierung, fir zu de First-moveren ze gehéieren, well et trotzdeem extrêmement wichteg ass, och fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz.

Dat gesot, Madamm Presidentin, wäerte mir dëst Gesetz stëmmen an ech bréngen heimadder och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Laurent Mosar. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Madamm President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dëse Projet de loi geheit mech e bëssen zréck a meng Jugend, un d'Enn vu menge Studien, wou ech effektiv zum Schluss vu mengem DEA zu Paräis mäi Memoire gemaach hunn iwwert d'Transpositioun vun der Directive «Services d'investissement», 1993. Dat heescht mäin DEA war 1996 an ech hunn do effektiv e Summer laang geschweesst iwwer esou Saachen, déi ech net gutt kannt hunn, wéi: reporting, pré/post transactions, transparence, règles de conduite, adéquation des fonds propres.

Ech géif haut ganz bestëmmt en anere Sujet de mémoire sichen. Mä nichtsdestotrotz war dat d'Okkasioun, fir mech an dës Matière eranzeschaffen, well d'Directive «Services d'investissement» war d'Groussmamm vun dësem Text, dee mer haut stëmmen. Dat war den Ufank vun der europäescher Reglementatioun am Beräich vun der Opsiicht vun de Finanzmäert.

An Dir kënnt Iech vläicht erënneren, dass 1992 ënnert dem Bill Clinton de Glass-Steagall Act ofgeschaaft ginn ass. Dat war dat Gesetz, wat u sech no der grousser Depressioun vun 1929 d'Trennung vum Investmentbanking an de Banques de détail agefouert hat. An 1992 gëtt allgemeng e bëssen ugesi wéi d'Gebuertsstonn vun enger Finanzindustrie, déi sech ëmmer méi vun der reeller Wirtschaft lassgekoppelt huet a mat enger Mëschung vu Gier, vu laxer Reglementatioun an op eemol och bëllegem Geld zur globaler Finanz- a Weltwirtschaftskris vun 2008 gefouert huet.

D'Directive «Services d'investissement» konnt dat net vermeiden. Si ass 1996 transposéiert ginn, Enn 90er Joren, Ufank 2000er Jore war d'Dotcom-Bulle, déi geplatzt ass mat enger éischter Kris. D'MiFID, déi 2004 verabschit gouf an 2007 agefouert gouf, konnt och déi grouss global Finanzkris net vermeiden. An et sief dohigestallt an et kann een et bezweifelen, dass MiFID II wäert à même sinn, déi nächst Finanzkris ze evitéieren, déi ganz bestëmmt op ons duerkënnt.

Dat gesot, ass MiFID II trotzdeem e wichtegen Text. E gëtt allgemeng begréisst als eng „landmark", als eng ganz wichteg Reform vun den europäesche Finanzmäert, déi och e groussen Impakt huet op d'Akteuren an op d'Infrastruktur an op d'Transparenz vum Marché. Dat ass gesot gi vu menge Virriedner an notamment och vum André Bauler, dee fir e Landjong nawell e ganz gudde Rapport zu dëser technescher Matière gemaach huet, fir deen ech em och Merci soen.

(Brouhaha)

Et ass, wéi gesot, eng wichteg a gréisser Reform. Mir haten d'lescht Woch den EU-Day, wou mer u sech am Fong ons alleguerten emol erëm eng Kéier virun Ae gefouert hunn, firwat d'EU wichteg ass an a wat fir enge Beräicher se wichteg ass. An ech mengen, dat hei ass och ee Beräich, wou d'EU am Fong dee Gremium ass, déi Organisatioun, wou ee kann ambitiéis Texter wéi dësen duerchbréngen, déi ee ganz sécher op nationalem Niveau net géif duerchbréngen.

Dësen Text geet vill méi wäit wéi déi éischt MiFID a munche Beräicher. Et ass scho gesot ginn, mä ech wëll just ganz kuerz drun erënneren, d'Protektioun vun de Clienten, dat si Regelen, déi an der Kontinuitéit vu MiFID I sinn, mä déi vill méi strikt sinn, wat déi Instrumenter ugeet, déi dierfe verkaaft ginn u Clienten, déi och méi Informatioune mat sech bréngen an och natierlech méi Obligatioune fir d'Intermediairen.

Dësen Text bréngt ganz kloer weider Verflichtunge fir d'Banken, fir all déi Intermediairë mat sech, déi an de Finanzmäert aktiv sinn. Dat ass natierlech net populär, och net op onser Finanzplaz, mä et ass awer wichteg, well MiFID II zitt all d'Lektiounen aus deene Verfeelungen, déi wärend der leschter Finanzkris constatéiert gi sinn, déi aus deem Court-termismus, aus deene Bezuelungspraxisse vun den Transaktiounen an all méiglechen anere Praxissen erausgaange sinn. An dofir ass et en Text, deen een am Fong nëmme vun deem Point de vue ka begréissen.

Dësen Text bréngt och méi Transparenz op de Finanzmäert. E bréngt et och mat sech, dass fir d'éischte Kéier nei Forme vun Handel, deen op neien Technologië baséiert wéi den „high-frequency trading", wéi den Handel duerch Algorithmen, dës Kéier reglementéiert ginn. An och dat ass natierlech e Fortschrëtt an eng gutt Saach. E begrenzt och den Handel mat Derivativen iwwer Liewensgidder a Rohstoffer. Och dat ass scho gesot ginn. Dat ass och ze begréissen. An e bréngt och méi Pouvoire fir de Regulateur mat sech.

Dësen Text ass och dowéinst wichteg, well hei d'CSSF elo erëm de vollen Ausmooss vun hire Pouvoire kritt an notamment och an der europäescher Kooperatioun. D'CSSF war am Fong an där Situatioun elo säit Januar, dass se net méi am vollen Ausmooss konnt zum Beispill europäesch Passeporten ausliwweren. An engem Pre-Brexit-Kontext ass dat natierlech problematesch. Dat heescht, elo kann d'CSSF, wa mer deen Text hei gestëmmt hunn, am Fong erëm voll kooperéiere mat deenen aneren europäesche Regulateuren an och hir europäesch Kooperatioun erëm voll wouerhuelen.

Trotz dem Fait, dass mer dësen Text stëmmen, dierf een net aus der Siicht verléieren, dass et aner Instrumenter gëtt, déi optauchen an déi am Fong komplett ënnert dem Radar sinn. Mir hate virun net allze laanger Zäit eng Debatt iwwer Kryptowärungen. Do ginn op eemol Instrumenter gehandelt iwwer Internet a vun Intermediairen, déi hei net dësem Text ënnerleien, déi komplett onreguléiert sinn, wou et keng Kontroll driwwer gëtt an déi riseg Risike fir d'Investisseure mat sech bréngen.

Ofschléissend, Madamm Presidentin, wëll ech just eng Observatioun maachen zu dësem Text, déi mer awer trotzdeem e bësse Suerge mécht. Mir sinn hei amgaangen, effektiv iwwer ee vun deene wichtegsten Texter an dëser Legislatioun ze schwätzen, wat onse Finanzsecteur ugeet.

Mir wëssen alleguer ëm d'Wichtegkeet vun dësem Secteur fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft. An et ass awer esou, dass dat heiten en Text ass, deen duerch seng extrem Komplexitéit, duerch säin enorme Volume am Fong deene mannste Leit zougänglech ass.

Wa mer elo éierlech sinn, da geet dat deene meeschte Kolleegen hei an der Chamber komplett laanscht de Kapp - ech wëll elo kengem ze no trieden - an dat ass och normal. Dat ass en Text, deen, de Rapporteur huet et gesot, bal dausend Säiten huet. Et kommen nach Mesures de niveau deux dobäi, déi och nach extrem detailléiert an technesch sinn. An dat ass, mengen ech, e Problem vun demokratescher Legitimitéit, vu Comprehensioun vun deenen Texter, well dësen Text betrëfft net nëmmen d'Banken an d'Akteuren vun der Finanzplaz. E betrëfft eben och déi Leit, déi investéieren an d'Finanzinstrumenter, e betrëfft d'Clienten, d'Justiciabelen.

An ech mengen, dass ee wierklech soll seriö driwwer nodenken, sief dat op europäeschem Niveau oder op nationalem Niveau, ob een net iergendeng Vulgarisatioun ka fanne fir dës Texter, dass ee se de Leit méi zougänglech mécht, dass ee se méi verständlech mécht fir am Fong Leit, déi sech trotzdeem fir dës Matière interesséieren.

Ech mengen, dat wär am Sënn vun engem bessere Verständnis vun der europäescher Reglementatioun, déi gutt ass, mä déi einfach

duerch de Volume an duerch d'Komplexitéit de Leit net méi zougänglech gëtt.

Dëst gesot, ass dat hei natierlech en Text, dee mir als LSAP matdroen, well en nach eng Kéier e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, an d'Richtung vun engem besser kontrolléierten a besser superviséierte Finanzmaart, méi strikte Finanzmaart och. An dofir droe mir dësen Text natierlech mat.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Fayot. Als nächst agedroe Riednerin hunn ech d'Madamm Viviane Loschetter. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Merci dem Rapporteur. Ech kann net aus menger Studentenzäit erzielen,…

Plusieurs voix.- Dach!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- …betreffend dëse präzise Projet.

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Et ass elo de Moment.

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo. Dofir wäert ech mech beschränken, andeem ech den Accord vun der grénger Fraktioun ginn zu dësem Projet.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ma Merci, Madamm Loschetter. Dann hunn ech nach den Här David Wagner op der Lëscht.

M. Roy Reding *(ADR).*- Madamm Presidentin!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ah pardon, Här Reding!

M. Roy Reding *(ADR).*- Et ass net schlëmm. Ech wollt och am Numm vun der ADR dem Rapporteur Merci soen. Ech sinn net esou pessimistesch wéi de Franz Fayot. Ech denken, souwuel de Rapporteur wéi de Kolleeg Fayot wéi och de Kolleeg Mosar hunn déi Matière elo hei wierklech zougänglech gemaach, net an den Detailer, mä awer an de grousse Linnen, wourëm et geet. An dat ass och dee Grond, firwat datt mir als ADR deen Text matdroen, well et ëm Konsumenteschutz geet an ëm d'Transparenz bei Finanztransaktiounen.

Ech soe speziell dem Laurent Mosar Merci, well en op e puer Punkten higewisen huet, déi och eis als ADR ganz vill um Häerz leien. Et ginn effektiv hei administrativ Käschte verursaacht, déi héich sinn an déi net ëmmer gerechtfertegt sinn. Ech soen nach ee Wuert dozou. Déi Käschte sinn net nëmmen zulaaschte vun de Banken, mä déi Käschte sinn in fine zulaaschte vun de Clienten, well d'Banke komme jo guer net derlaanscht, fir esou administrativ Käschten ofzewälzen.

Dir hutt och gesot, Kolleeg Mosar, datt vill Banke sech scho preparéiert hätten, d'CSSF wier preparéiert, dat ass och gutt esou. Se sinn esou gutt preparéiert, datt schonn déi éischt Questionnairen op Basis vun deem Text hei eraus sinn. A wann ech da gesinn, datt ee fir e Compte courant vun enger Firma, déi soss näischt huet wéi en Immobiliebesëtz an déi kengerlee Transaktioune mécht a Finanzleeschtungen, muss esou e Pak Formulairen ausfëllen, dat ass jo net nëmme fir de Client, deen dat muss ausfëllen, lästeg.

Dat sinn Examensfroen. Do gi Saache gefrot wéi: Wéi evoluéiert de Cours vun engem Call, wann d'Coursë vun der Aktie eropginn? Oder wann ech eng Obligation convertible hunn an den Aktiepräis geet erop, wéi evoluéiert dann de Cours vun där Obligation convertible? Geet deen erop oder erof? An da muss een dorobber äntwerten, fir datt d'Bank gesäit, wéi gutt datt ee Bescheed weess iwwer Finanzinstrumenter, dat, wéi gesot, fir eng ganz normal kleng Immobiliefirma, déi guer net op deem dote Maart aktiv ass.

Mir gesinn also den Nodeel vun deenen doten Texter, datt awer eppes kreéiert gëtt, wat um Schluss eng Usine à gaz ass, déi net ëmmer néideg ass, net ëmmer nëtzlech ass an déi, an do deelen ech dem Kolleeg Fayot säi Pessimismus, héchstwahrscheinlech déi nächst Finanzkris och net wäert evitéieren.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Dann ass et elo un dem Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Jo, et ass vum Käschtepunkt geschwat ginn, deen d'Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg fäert mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv. Wann een allerdéngs näischt ënnerhëlt an deem Domän, da kenne mer de Käschtepunkt weltwäit fir d'Mënschen, dat ass eng Veraarmung respektiv och eng Verhéngerung vu ganzen Deeler vun der Weltbevëlkerung. An ech mengen, datt dee Käschtepunkt eis méi Suerge muss maache wéi déi puer Suerge vun engem klenge Milieu, dee gewëssen Aktivitéiten huet.

Ech mengen, et ass natierlech eng komplizéiert Matière, den Här Fayot huet dat virdru gesot. A wann ee ganz éierlech ass, selbstverständlech mengen ech, ka keen hei behaapten oder ganz wéineg, op jidde Fall ech ziele mech net zu deenen, déi kéinte behaapten, datt se sech dat alles duerchgelies hätten. Ech hat einfach materiell déi Zäit net dofir. A wann ech et nach géif hikréien, misst ech och nach alles verstoen.

An et ass e reelle Problem, mat deem mer konfrontéiert sinn. An dat ass oft esou a Finanzfroen. Dat heescht awer net, datt ee guer näischt ka verstoen, well hei si mer mat enger Fro befaasst, déi engersäits natierlech d'Lektiounen zitt aus der Zäit vun der leschter Finanzkris ënner anerem, a wou decidéiert gouf, datt op eng méi reglementéiert a ganz transparent Aart a Weis misst op de Finanzmäert mat Derivater, déi och justement mat Spekulatioun vun Narungsmëttel ze dinn hunn, gehandelt ginn.

An da muss een natierlech och, wat ech da maachen an esou enger Situatioun, sech informéiere bei Organisatiounen, déi sech méi spezifesch mat der Fro auserneesetzen. Do ginn et verschidde Schoulen. Déi eng, déi schwätze vläicht da mat engem Finanzakteur, gi mat deem iessen an esou weider, fir ze kucken: Wat mengs de? Dat ass net meng Schoul.

Meng ass éischter déi, datt ech dann aner Quelle kucke gi wéi Oxfam oder esou. An déi soen: Jo, MiFID II ass an enger gewëssener Hisiicht en Effort. Am Europaparlament goufen et vill Kämpf, och Lobbyaarbecht vu gewëssene Milieuen, déi gefouert gi sinn. Et ass hin- an hiergaangen. A schlussendlech ass et en Effort, mä et geet net wäit genuch, zemools wann et, wann ech richteg verstanen hunn, ëm d'„position limits" geet. Dat heescht, datt et drëms geet, datt een d'Grenzwäerter, wivill Undeeler eenzel Finanzhändler u sech an engem Maart kënnen halen, nach ëmmer op eng Handvoll begrenzt ass - véier, fënnef Leit - an datt dat weiderhin nach ëmmer bemängelt gouf, datt dat awer nach ëmmer kéint problematesch sinn. Dat heescht, datt nach ëmmer relativ wéineg Akteure kéinten deemno wéi nach e gewëssenen Afloss hunn op gewësse Mäert.

Also do ginn et scho Suergen, déi do vun enger Partie vun der Zivillgesellschaft awer nach ëmmer ausgedréckt goufen. An an deem Sënn wäerte mir eis dann och u sech enthalen. Mir wëllen net dergéint sinn, well et wahrscheinlech a gewëssener Hisiicht e bëssen zu enger besserer Reglementéierung féiert. Mä mir wëllen eis awer och net d'Hänn banne loossen, well mer awer och der Meenung sinn, datt et net wäit genuch gaangen ass an datt mer héchstwahrscheinlech nach mat weidere Krise musse rechnen.

An da gesi mer och, wann déi nächst Krise kommen, déi Leit op der Finanzplaz, déi haut esou vill Suergen hunn, wa Saache reglementéiert ginn, a wann eng nächst Kris kënnt an där vläicht och d'Bevëlkerung eppes ze spiere kritt, wéi populär dann och déi gewësse Leit wäerten dostoen, déi sech géint d'Regelunge gewiert hunn. (veuillez lire: An da gesi mer och, wann déi nächst Krise kommen, vun deene vläicht och d'Bevëlkerung eppes ze spiere kritt, wéi populär déi Leit op der Finanzplaz, déi haut esou vill Suergen hunn, wa Saache reglementéiert ginn, wäerten dostoen.)

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Wagner. Mir hunn elo den Tour gemaach. Da géif ech den Här Finanz- a Budgetsminister bieden, fir Positioun ze huelen an op déi eng oder aner Fro ze äntwerten. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

An elo ginn ech Iech et nach eng Kéier hei op der Tribün.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci. Moien, Madamm Vizepresidentin.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir dee gudden Debat, dee mer elo just haten iwwert d'Transpositioun vun der Reglementatioun MiFID II, wéi se genannt ass, eng komplex Matière, mä eng ganz wichteg fir Lëtzebuerg a ganz besonnesch fir eis Finanzplaz.

Ech géif gären un dëser Stell fir d'Éischt dem André Bauler wierklech e ganz grousse Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht a fir deen Interessi an deen Asaz, deen e gewisen huet, fir dës Matière ze meeschteren.

Ech deelen dat, wat den Här Mosar gesot huet, fir den Equippe Merci ze soen, déi dorop geschafft hunn, well et ass eng komplizéiert Matière, och fir Spezialisten, an et ass eng Matière, déi ganz séier evoluéiert. Ech géif och gäre besonnesch der Chamberskommissioun felicitéieren, dass se esou séier geschafft huet, nodeem mer den Avis vum Conseil d'État am Februar kritt hunn. Fir an zwee an en hallwe Mount, dräi Méint bal dat fäerdegzebréngen, dass mer dat haut kënne stëmmen, ass scho wierklech remarkabel.

Et ass esou, dass mir effektiv zu Lëtzebuerg immens impaktéiert si vun dëser Legislatioun, déi hir Urspréng huet am MiFID I an nach méi fréi, esou wéi den Här Fayot dat richteg beschriwwen huet. D'Wuert „Architektur" ass gebraucht gi vum Här Mosar. Ech weess net, ob dat dat am beschte beschreift, mä den Impakt op déi existéierend Institutiounen, déi op der Finanzplaz täteg sinn, ass grouss. Et ass grouss am Fonctionnement vun der Bourse, et ass grouss am Fonctionnement vun der Fongenindustrie, fir déi zwee ze nennen. Et ass grouss och am Fonctionnement vun de Banken.

Dat Ganzt muss natierlech gelies ginn am Kontext vun der Weltfinanzkris, déi 2008 entstanen ass. A wann een zréckkuckt op MiFID I, do war d'Haaptzil, fäerdegzebréngen, dass Europa säi Marché financier géif besser integréieren. An ech mengen, dat ass och gelongen. Doropshin huet Lëtzebuerg sech och kënne gutt entwéckelen op där enger Säit, mä op där anerer Säit sinn d'Risken ënnerschat ginn 2004. Dat soll elo déi nei Reglementatioun, déi mer haut hei transposéieren an d'Lëtzebuerger Recht, änneren.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Déi zwee grouss Objektiver vun dëser Transpositioun sinn also fir d'Éischt, d'Transparenz an d'Resilienz vun de Finanzmarchéen ze assuréieren op där enger Säit, an zum Zweeten den Investisseur ze protegéieren a besser ze protegéieren, wéi dat virdrun de Fall war.

Wann ee schwätzt vu Resilienz an Transparenz vun de Finanzmarchéen, da mengt een och domat, dass ee géint eng Spekulatioun oder eng exzessiv Spekulatioun Mesuren aféiert, fir dass Saachen, wéi se 2008 geschitt sinn, net méi solle virkommen. Dozou déngt natierlech, dass een eng besser Informatioun huet, wie wéini Aktien oder Securities kaaft huet, an dat mécht de Reglement MiFIR, dee mir hei ëmsetzen, soudass een à tout moment kann nokucken, wéini eng Transaktioun geschitt ass.

Wat och ganz wichteg ass, dat ass, dass ee kann Transaktiounen ënnerbriechen. Dat heescht op Däitsch „Belastbarkeit der Systeme" oder op Franséisch „coupe-circuit", dat ass eng ganz wichteg Mesure; dat Wuert ass haut nach net gefall, dofir wollt ech et awer hei soen.

An och eng ganz wichteg Saach, wou all Mënsch versteet, dass dat vill geschitt ass an dass e puer Skandaler waren, dass och net eng Persoun oder eng Institutioun ka riseg Positiounen unhuelen, immens Risken huelen, déi dee ganze Marché influenzéieren an dann zu Katastrophe kënne féieren. Ech mengen, dat sinn dräi wichteg Elementer, déi eng wëll Spekulatioun kënne verhënneren.

An dann ass natierlech haut eng ganz wichteg Saach d'Veraarbechtung vun den Informatiounen, vun den Daten, vun den Data, an dat gëtt och besser geregelt doduerch, dass dräi nei Statute geschafe gi fir déi Entreprisen, déi dat als Metier maachen.

D'Protektioun vum Investisseur geschitt op verschidden Aart a Weisen - dat ass deen zweete grousse Punkt -, andeem fir d'Éischt d'Organer vun den Entreprisen eng verstäerkt Zäit musse verbrénge mat allem, wat mat Transaktiounen ze dinn huet. Dat ass souwuel wouer fir de Conseil d'administration wéi och natierlech fir d'Direktioun vun der Bank. Do ass elo d'Responsabilitéit vill, vill méi grouss. An ech kann lech soen, MiFID II trëtt elo a Kraaft, mä et ass op ville Plaze schonn zu Lëtzebuerg an enzwousch anescht, dass all déi, déi an deene Conseilen dra sinn, sech bewosst sinn, dass hir Responsabilitéit vill méi grouss gëtt.

Dat Zweet ass natierlech, dass een och de Client besser informéiert an dass een em Produiten ubitt, déi sengem Profill entspriechen. Ech sinn och iwwerzeegt, dass Verschiddener vun Iech als Client vun der Bank deen Exercice gemaach hu mat hirem Banquier, deen de Riskprofill versicht ze verstoen, an d'Konsequenz dovunner ass, dass en Iech Produiten ubitt, déi Ärem Riskprofill entspriechen. An da geet et net duer, dass een de Profill vum Client kennt. Et muss een dann och Produiten ubidden, déi deenen Ufuerderungen entspriechen. Alles dat ass hei an der MiFID II virgesinn. An da muss och séchergestallt ginn, dass déi Produiten, déi hei offréiert ginn, onofhängeg si vun deenen, déi de Banquier selwer entwéckelt.

Zum Schluss nach vläicht zwou Saachen. Déi eng, déi, mengen ech, nach net gesot ginn ass, déi awer wichteg ass, ass, dass e Label hei agefouert gëtt fir PMEen, wat eng ganz wichteg Saach ass, fir dass den Accès fir PMEe méi einfach gëtt op deene Finanzmäert.

An déi lescht Remark huet mat der CSSF ze dinn, déi natierlech hei déi Institutioun ass, déi d'Supervisioun mécht an derfir suergt, dass d'Akteuren alleguerten déi Regele wäerten anhalen. D'Pouvoire vun der CSSF an d'Sanktiounsméiglechkeete ginn hei méi breet gemaach.

Ech mengen, dat wär e Resumé, deen ee kéint maache vun deem, wat hei decidéiert gëtt. Ech wëll op e puer Froen, déi gestallt gi sinn, agoen.

Fir d'Éischt emol fir mech effektiv ze freeën, dass den Här Mosar och et richteg ageschat huet, dass et gutt ass, dass mer hei keng Retroaktivitéit virgesinn. Dat schéngt mer wichteg.

Dat Zweet, dat ass de Rôle vun der CSSF, deen hei erëm eng Kéier gestäerkt gëtt. Dir hutt mer d'Fro gestallt, wéi et dann en général mat de Pouvoire vun der CSSF ass, well mer do Froe vu Gouvernance gestallt kruten. Ech kann Iech soen, dass de Finanzministère op eng Modernisatioun vum Mechanismus vun de Sanktiounen an der CSSF hischafft. Mir inspiréieren eis do un deem, wat Frankräich gemaach huet oder amgaangen ass ze maachen, dat heescht eng Separatioun vun dräi Saachen: Wien d'Poursuite mécht an d'Enquête, dat wär weider muer, wann dat da fäerdeg ass, d'CSSF. An dann d'Sanktioune selwer géife vun engem Conseil de sanctions gesprach ginn.

Dat ass de Wee, op dee mer wëlle goen. An d'Equippe schaffen dorop, an de But ass, fir virun Enn des Joers mat engem Projet do fäerdeg ze sinn, wéi gesot sech inspiréierend un deem, wat a Frankräich elo gemaach gëtt. An domat wäre mer dann och konform mat deene leschte Jurisprudenzen.

En zweete Punkt, deen ech wëll hei ugoen, dat ass dee vum „level playing field". Dat ass ganz richteg, dass mer mussen ëmmer oppassen, dass all Mënsch dat heiten transposéiert. A wa mer da bannen an der EU sinn, kann ech Iech soen, dass mer nach am Mäerz vun dësem Joer an der folgender Situatioun waren, dass zéng Länner MiFID II nach net ëmgesat haten. Mir sinn eent vun deenen zéng. Haut setze mir dat dann ëm. Mir wäerten elo an den nächsten Deeg a Wochen och monitoren, wéi dat evoluéiert. Mä ech si ganz zouversiichtlech an der EU, dass mer alleguerten dat wäerten ëmsetzen.

Mä baussen der EU, dat war eng aner Fro, déi gestallt ginn ass: Wat maachen d'Amerikaner op all deene Sujeten? Bon, si sinn natierlech net gebonnen u MiFID II, si sinn net an der Europäescher Unioun, mä si hunn äänlech Regelen. Wat maache se mam Delaware? Wat maache se am Kontext - dat geet e bësse méi wäit wéi d'Diskussioun hei, Dir hutt mer d'Fro gestallt - vum Iran? Wat fir en Impakt huet dat, wann Amerika aus dem „nuclear deal" erausgeet?

Et ass jo evident, dass mer do als Lëtzebuerger dat nëmme kënnen observéieren, wéi dat weidergeet. Mä et muss een awer och realiséieren, dass d'Amerikaner zum Beispill mat hirer Steiereform, déi se d'lescht Joer adoptéiert hunn, eng ganz Serie vu Mesurë vu BEPS ëmgesat hunn! Et ass och net esou, dass Amerika sech un näischt hält. Ech mengen, et muss een dat au cas par cas kucke bei deene verschiddene Mesuren. Mir wäerten dat op jidde Fall ganz no suivéieren, well dat natierlech e ganz wichtegen Deel vun de Geschäfter ass, déi och zu Lëtzebuerg gemaach ginn.

An da géif ech gären e puer Remarke maachen zu deem, wat den Här Fayot richtegerweis hei ënnerstrach huet. Doduerch, dass mer dat hei elo transposéieren, kann d'CSSF erëm voll hire Rôle spillen an der Kooperatioun mat aneren Organer an Europa an dat ass begréissenswäert.

Eng Fro, déi mer, mengen ech, alleguerten am Hannerkapp hunn, ass déi, ze wëssen, ob mer da mat dëser Reglementatioun d'Riske vun enger Kris, vun enger futurer Kris méi kleng maachen, Riske vun Derapagen, vu Spekulatiounen, déi wéi da mat engem Schneiballeffekt ganz schlëmm Konsequenze kënnen hunn,

net nëmme fir eise Secteur financier, mä fir dee vu ganz Europa oder vun der ganzer Welt.

Ech mengen, do kennt keen d'Äntwert drop! Mä ee Beispill, wat haut genannt ginn ass vum Här Fayot, deelen ech ganz bestëmmt, dat ass dat vun de Cryptocurrencies, vun de Monnaies virtuelles. Dat ass eng ganz nei Welt. Mir hunn en Debat hei an der Chamber virun e puer Wochen doriwwer gehat. An déi falen net hei drënner! An et gëtt och keng einfach Léisung, fir ze soen: Déi falen elo drënner an dann ass dat esou! Dat géif och net esou kënnen eent zu eent ëmgesat ginn.

Mir wëssen, dass d'Zentralbanke vun der ganzer Welt amgaange sinn, sech Froen ze stellen, wéi een déi Émissioune vu Cryptocurrencies, vu Monnaie-virtuellë kéint encadréieren. Do gëtt et nach näischt. Wéi den Transfer vun der virtueller Welt an dann déi normal Wärungen, wéi dat muss kontrolléiert ginn, alles dat si Froen, déi am Raum stinn, mä wou et nach keng Äntwerte ginn.

Déi eenzeg Berouegung, déi een de Moment nach kann hunn, dat ass, dass d'Monnaie-virtuellen, obwuel se vill gewuess sinn an de leschten zwee Joer, nach awer Quantitéiten erreechen, déi nach net esou dramatesch héich sinn. Mä dat ass nëmmen en Trouscht. An dat hei ass ee Risk, deen hei evoquéiert ginn ass, deen also vun de Cryptocurrencies, dee bestëmmt reell ass an dee muss an d'A gefaasst ginn. Mä et gëtt der wahrscheinlech anerer, déi mer net kennen an op déi een och muss Uecht ginn, soubal se dann entsprangen.

A mäi leschte Punkt ass dee vun der Komplexitéit vun der Matière. Jo, d'Matière ass komplizéiert. Eis Welt ass haut komplizéiert. Mir hu jo och haut Maschinnen, déi d'Saache vill méi séier an akut kënne kontrolléieren. Mä trotzdeem, vläicht dierfte mer eng Saach net vergiessen: Hei ass Europa erëm amgaangen, wegweisend ze agéieren! Mir sinn déi, déi déi meescht, déi sophistiquéierst Reglementatioun hei op d'Bee setzen. Wa mer dann nach bedenken, dass mir eis mussen zu 28 eens ginn, fir dat ze maachen, dann ass dat d'autant plus bewonnernswäert!

An déi, déi Europa vill kritiséieren a soen, „Europa versteet een net!", deene muss een äntwerten: „Et huet kee Wäert, dass Der déi dausend Säite vum MiFID liest, fir Europa ze verstoen, mä Dir kënnt - an dat kann een zu Lëtzebuerg ganz gutt beweisen -, Dir kënnt gesinn, dass Europa fonctionnéiert, well mat deene Regelen, déi mer hunn, kënne mir zu Lëtzebuerg eng Finanzplaz hunn, déi uerdendlech fonctionnéiert, déi eng gutt Reputatioun huet an déi zum Wuelstand vun eisem Land bäidréit."

Hei ass een Domän, wou Europa gutt agéiert, wegweisend ass, eng Integratioun mécht, déi keen anere bis elo fäerdegbruecht huet. An ech mengen, doriwwer kann ee sech och freeën.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci dem Finanzminister fir all déi vill a gutt Explikatiounen. Ech begréissen och, datt e Projet de loi nach annoncéiert ass virum Enn vum Joer iwwert déi Separatioun. Et ass eng exzellent Saach.

Ech wollt awer nach op ee Punkt agoen, well Der deen och ugeschwat hutt, Här Finanzminister, well mer virdrun och am Kader vun de Relatiounen, de geschäftleche Relatioune mat Iran dorobber ze schwätze komm sinn, well ech mengen, datt dat awer misst um Niveau vun der OECD gekläert ginn. Dat ass, wann elo Sanktioune komme vun den Amerikaner géint Entreprisen, déi awer weider wëllen am Iran investéieren, och well den Accord dann tëschent Iran an der Europäescher Unioun weider wäert oprechterhale ginn, dann ass e ganz grousse Risiko, datt déi Banken, déi mat deenen Entreprisen do wäerte schwätzen oder schaffen, ee Moment kee Clearing méi an Dollare kréien. Dat heescht, datt de facto - a mir hate jo schonn esou Fäll - déi Banke kënnen zoumaachen.

An ech wollt do och nach eng Kéier dem Finanzminister d'Fro stellen, ob een net awer eng Kéier misst déi Thematik och um Niveau vun der OECD ugoen, well et ka jo net sinn, datt hei vun amerikanescher Säit iwwer esou eng Mesure eigentlech den Handel mat verschiddene Länner total onméiglech gemaach gëtt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech deelen d'Analys vum Här Mosar, dass mer hei e Risk hunn, wéinst der amerikanescher Attitüd als Europa virun e Fait accompli gesat ze ginn. Nun, wat déi richteg Plaz ass, fir dat ze diskutéieren, steet am Raum. Ech fannen Ár Iddi vun der OECD exzellent, muss ech soen. Mä ob wierklech d'OECD dann herno déi Plaz wäert sinn, wou dat diskutéiert gëtt, weess ech net. Mä et ass eng Iddi, déi ee kéint poursuivéieren.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass, wann déi aner Länner, déi an deem Accord mam Iran verwéckelt waren, dee wëlle weiderdreiwen, jo, da muss een déi Modalitéiten elo emol kennen. Wann ech awer elo kucken, wat d'Situatioun elo scho mam Iran war, hate mer nach ëmmer oder schonn ëmmer en Damoklesschwäert iwwert dem Kapp. An d'Damoklesschwäert iwwert dem Kapp ass wat? Majo, wann een Transaktiounen an Dollare mécht als Europäer!

Soulaang een net an Dollare schafft, dann huet ee manner en Damoklesschwäert iwwert dem Kapp. Mä wann ee mam Dollar schafft, wat awer mat deenen Drëttlänner bal ëmmer de Fall ass, huet een ëmmer de Risk, dass d'amerikanesch Autoritéite soen: „Well Der an Dollare geschafft hutt, mësche mir eis an a mir kënnen do soen, dass d'Reglementatioun vun Amerika net agehale ginn ass." Dat ass eng ganz schwiereg Diskussioun, déi mer an de leschte Méint jo nach eng Kéier erlieft hunn am Kontext vun enger spezifescher Bank, déi mer awer och gesinn hu fir eng grouss franséisch Bank, déi huet misse Milliarden Amendë bezuelen, well se verschidden Transaktioune mam Iran gemaach hat.

An ech kann Iech just soen, dass bei deene meeschte Banken, mat deenen ech geschwat hunn, déi hei zu Lëtzebuerg täteg sinn, eng ganz grouss Prudenz besteet par rapport zum Iran, well een dee Facteur vun der Utilisatioun vun der amerikanescher Wärung jo ni kann ënnerschätzen (veuillez lire: aschätzen), dee Risk, deen dee bréngt. An dann ass natierlech och d'Perspektiv vu Profitter, déi ee ka maachen, esou a Fro gestallt, well een dann e Risk huet, deen ee guer net ka moossen.

Mä ech mengen, Lëtzebuerg muss dat vu ganz Noem observéieren. An ech wäert natierlech dee Message mathuelen, dass een e Forum misst fannen, wou een dee Sujet kéint oppen diskutéieren. Well dat Schlëmmst, wat Europa ka geschéien an där Saach, ass, dass iwwerhaapt net driwwer geschwat gëtt an dass déi Onsécherheet einfach am Raum stoe bleift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mir sinn domat prett, fir iwwert de Projet de loi 7157 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7157 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Enthalung: Domat ass de Projet de loi 7157 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat och esou decidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 7165, eng Direktiv iwwert d'Wäertpabeieren. An de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler, ass prett, fir de Rapport ze maachen. Dir hutt d'Wuert, Här Bauler.

13. 7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet huet d'Zil, fir bestëmmten Dispositioune vum Reglement N°909 vum 23. Juli 2014 iwwert d'Verbesserung vum Reglement vun den Titren an der Europäescher Unioun an iwwert d'Dépositaires centraux de titres a Kraaft ze setzen. Duerch dëst Reglement ginn och nach d'Direktiven 98/26/CE an 2014/65/UE souwéi d'Reglement 236 aus dem Joer 2012 ofgeännert.

D'Reglement stellt uniform Exigenzen op, wann et ëm de Règlement vu Finanzinstrumenter an der Unioun geet, souwéi Regelen, déi d'Organisatioun vun den Dépositaires centraux de titres, déi sougenannt DCT betreffen. Dës Regele betreffen natierlech och d'Aktivitéite vun den DCT an hiert konkret Verhalen an dësem Kontext. Zwee bekannte Beispiller vun Dépositaires centraux de titres sinn Euroclear a Clearstream. Dat si jo Nimm, déi Iech eppes soen.

D'DCT exploitéieren d'Systemer, déi den Handel mat Titre regelen, si garantéieren och de Suivi vun der Zuel vun Titren, déi emettéiert ginn, d'Identitéit vun den Emetteuren an all Ännerung, wat de Besëtz vun Titren ugeet. D'DCT droen also net nëmmen zum gudde Fonctionnement vun de Finanzmäert bäi, si ginn och den Akteure vun dëse Mäert d'Vertrauen, dass all Transaktioune korrekt ausgefouert ginn, an dat an där gewollter Zäit.

Obwuel d'Reglement an all sengen Elementer direkt unzewennen ass, also, wéi dat esou schéin heescht, d'application directe ass, léisst et awer dem Parlament, also dem Legislateur, de Choix, fir déi national an zoustänneg Autoritéit ze bestëmmen, déi fir den Agrement an d'Iwwerwaachung vun den DCT zoustänneg ass.

De Gesetzesprojet schléit fir, dës Missiounen eiser CSSF unzevertrauen. D'CSSF wäert déi néideg Pouvoire kréien, fir dës Aufgaben ze erfëllen. Déi hunn net nëmme mat der Iwwerwaachung eppes ze dinn, ma och mat Beräicher wéi Interventioun, Inspektioun an der Méiglechkeet, fir ze enquêtéieren, wann et dann néideg ass.

De Gesetzesprojet féiert och e Regimm vun de Sanktiounen an. Et sinn dat effektiv, proportionéiert an dissuasiv, also ofschreckend Sanktiounen am Fall, wou d'Reglement mëssuecht gëtt. D'CSSF ass och dozou verflicht, fir wierksam Mechanismen anzesetzen, déi et erlaben, potenziell oder net ze bestreidend Violatioune vum Reglement, dem Gesetzestext, deen eis hei virläit, oder Moossnamen, déi fir d'Ausféierung geholl ginn, ze notifiéieren.

Da soll och nach präziséiert sinn, dass mat dësem Gesetzesprojet guer keng direkt Iwwerwaachungskompetenz am Kader vun den DC-Ten enger europäescher Autoritéit soll iwwermëttelt ginn. Fir all aner Detailer verweisen ech op de Commentaire des articles.

Zum Avis vum Statsrot wëll ech nach e puer Präzisioune liwweren. Dësen Avis ass den 20. Februar dëses Joers komm. De Statsrot huet doranner bemierkt, dass verschidden Dispositioune vum Gesetzesprojet schonn am Reglement drastinn. Well d'Reglement awer d'application directe ass an iwwert dësem Gesetz steet, brauchen dës Dispositiounen net am nationale Gesetz widderholl ze ginn. Dat ass besonnesch de Fall bei den Dispositiounen, déi d'CSSF verflichten, bestëmmten Entscheedungen der zoustänneger europäescher Autoritéit ze notifiéieren, also matzedeelen. Dozou wéilt ech awer ergänzen, dass d'Reglement net an alle Fäll präziséiert, wéi eng national Autoritéit fir eng bestëmmten Notifikatioun zoustänneg ass. An deene Fäll ass et nëtzlech, fir am Gesetz ze präziséieren, dass dës Notifikatioune solle vun eiser CSSF gemaach ginn.

Déi héich Kierperschaft war dann och nach der Meenung, dass dëse Projet der Verflichtung, fir Sanktiounen an aner administrativ Moossnamen ze etabléieren, déi d'Persoune betreffen, déi d'Dispositioune vun dësem Reglement mëssuechten, net komplett nokomm ass. Dofir hat de Statsrot dann och eng Opposition formelle ausgeschwat mat der Remark, dass de Gesetzgeber sech dorobber beschränkt, fir Obligations de résultat ze imposéieren, ouni dass d'Netrespektéiere vun dësen Obligatiounen an dësem Projet awer viséiert wier.

Dëser Remark ass selbstverständlech Rechnung gedroe ginn, soudass de Statsrot seng formell Oppositioun a sengem Avis complémentaire vum 24. Abrëll 2018 konnt ophiewen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci. Et ass de Mëtteg Bauler-Day.

(Interruptions et hilarité)

Nach eng Kéier e ganz grousse Merci fir eisen exzellente Rapporteur. Hei ass nach eng Kéier e wichtege Mosaiksteen an der Politik vun der Finanzplaz. Och hei brénge mir natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, och vu menger Säit e Merci un de Rapporteur, dee ganz ausféierlech war a sengem mëndleche Bericht. An ech géif och den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Här President, och mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi a soen dem Här Bauler Merci fir déi Aarbecht, déi e sech gemaach huet bei dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech wollt mech just de Wierder vu menge Virriedner uschléissen an den Accord vun der ADR zu dësem Projet brëngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An den Här Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech freeë mech och, dass mer hei esou e breede Konsens hunn,…

(Hilarité)

…a soen dem André Bauler nach eng Kéier Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht.

Et ass esou, dass mer hei och e puer Punkten haten, wou de Conseil d'État Schwieregkeete gemaach huet. Ech freeë mech, dass mer déi konnte léisen, a freeë mech, dass mer duerch dës Gesetzgebung eng méi effikass an eng méi sécher Reglementatioun hunn, wat déi Dépositaires centraux de titres sinn, déi wichteg Akteure sinn. Dir wësst, dass ee vun deenen zwee Groussen hei zu Lëtzebuerg täteg ass. Dat huet also en direkten Impakt op eis Finanzplaz. An dofir freeën ech mech, dass mer dee breede Konsens hei hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7165 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7165 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass de Projet de loi 7165 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marcel Oberweis), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi,

Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer ginn zum nächste Projet iwwer, de Projet de loi 7194, d'Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'Transparenz op de Finanzementsoperatioune vu Wäertpabeieren. An de Festival André Bauler geet weider.

14. 7194 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei sinn ech erëm.

(Hilarité)

D'Finanzkris vun 2008 huet eng ganz Rei Lacunne vum internationale Finanzsystem un d'Liicht bruecht. Dowéinst huet d'Europäesch Unioun zënterhier eng ganz Rei vu Moossnamen ugeholl, fir de Finanzsystem méi transparent a resilient, dat ass jo schonn de Mëtteg e puermol gesot ginn, ze maachen, vun deenen op dëser Plaz jo schonn eng Rëtsch ëmgesat goufen.

Eng weider Moossnam ass d'Reglement 2015/2365 iwwert d'Transparenz vun den „Opérations de financement sur titres et de la réutilisation", wéi dat esou schéi formuléiert ass, deen de Gesetzesprojet 7194 an nationaalt Recht ëmsetzt. Dëse Reglement definéiert nei Verflichtunge fir déi Akteuren, déi mat de sougenannten „Opérations de financement sur titres" handelen.

Ier ech op dës aginn, wollt ech fir d'Éischt präziséieren, wat „Operations de financement sur titres" oder op Däitsch „Wertpapierfinanzierungsgeschäfte" eigentlech sinn. Grosso modo kann ee soen, dass dat Finanzproduite sinn, duerch déi grouss Firmen a Banke sech Suen op Finanzmäert kënne léine goen. Et kéint een esou Operatiounen am Fong mat enger Hypothéik vergläichen, well een net just Sue geléint kritt, mä ëmmer am Géigenzuch Aktiva wéi Aktien oder Matière-premièren als Sécherheet, also als Garantie gëtt.

Zwee Beispiller vun esou Operatioune sinn, wéi déi Däitsch dat nennen, d'„Warenleihgeschäft" an dann, wéi d'Englänner et soen, d'„buy-sell back"- an „sell-buy back"-Geschäfter. Dëst sinn natierlech keng laangfristeg Prêten. Et handelt sech villméi ëm Mëttel, fir kuerzfristeg u Liquiditéit ze kommen. Vu dass dës alternativ Finanzéierungsméiglechkeeten net zum klassesche Bankesecteur gehéieren an dowéinst och bis elo net esou staark reglementéiert gi sinn, ass och dacks rieds vun engem „Schattenbankensektor", wéi déi Däitsch soen.

Tatsaach ass awer, dass eng Kris an deem Secteur och Konsequenzen op de Bankesecteur an de Finanzsecteur als Ganzt kann hunn, a vu dass relativ komplex Verbindungen an deem Beräich kënnen entstoen, ass et wichteg, fir dës Operatioune besser ze ëmrummen. Et si virun allem dräi Haaptverflichtungen, déi agefouert ginn:

Éischtens: Fir all „Opérations de financement sur titres" mussen eng Rei Informatioune bei engem sougenannte Referentiel central ugi ginn. Dat sinn Informatioune wéi zum Beispill déi bedeelegt Akteuren, de Wäert, d'Wärung, déi als Sécherheet benotzten Aktiva an hir Aart, hir Qualitéit an hire Wäert, den Datum vun der Echeance, den Taux, zu deem se kënnen erëmkaaft ginn an esou weider.

Zweetens: Déi, déi esou Operatiounen ubidden, mussen de Clienten déi néideg Informatiounen zur Verfügung stellen, fir kënnen de Risiko anzeschätzen, dee se aginn.

An drëttens: D'Neesverwendung, d'Reutilisation, wéi esou schéi gesot gëtt, vu Finanzproduiten, also de Weiderverkaf un Drëttpersounen, gëtt méi genee encadréiert, mat dem Zil, och hei d'Clientë besser ze informéieren iwwert de Produit a seng Risiken. Och mussen d'Clienten ausdrécklech hiren Accord ginn.

De Reglement 2015/2365 gesäit net vir, dass een déi national kompetent Autoritéite muss designéieren, déi fir de Respekt vun den neie Regele suergen, dat heescht d'CSSF an de Commissariat aux assurances, well de Reglement sech op aner gesetzlech Texter bezitt, déi dës zwou Institutioune schonn als kompetent Autoritéit designéieren. Allerdéngs kréie se duerch de Gesetzesprojet d'Muecht, fir d'Sanktiounen auszeschwätzen.

Zu gudder Lescht ginn nach dräi aner Gesetzer punktuell modifizéiert, fir de Reglement vollstänneg ëmzesetzen. Et sinn dat dat ofgeännert Gesetz vum 17. Dezember 2010 iwwert d'OPCen, also d'Organismes de placement collectif. Dann ass et nach d'Gesetz vum 12. Juli 2013 iwwert d'Verwalter vun alternativen Investmentfongen; Dir erënnert Iech, mir hate virun enger gewëssener Zäit dat Gesetz hei am Parlament. A schlussendlech dat ofgeännert Gesetz vum 7. Dezember 2015 iwwert de Versécherungssecteur.

De Statsrot huet säin Avis de 24. Abrëll 2018 erausginn. Den Text vum Projet fënnt dann och d'Zoustëmmung vum Conseil d'État. Déi héich Kierperschaft huet awer e puer Bemierkungen ze formuléiere gehat, virun allem d'Sträiche vun engem iwwerflëssegen Artikel oder och nach d'Harmoniséierung vu verschiddenen Dispositioune mat deene vun anere Gesetzgebungen, wat d'Formulatioun vun den Texter ugeet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech nach eemol Merci fir d'Nolauschteren a ginn och nach eemol hei den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Laurent Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, an och hei nach eng Kéier e Merci fir de Rapporteur an nach eng Kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci. Ech schléisse mech deem un. Och e Merci nach eng Kéier un de Rapporteur an den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Text.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ma eis geet et genau d'selwecht. Mir soe Merci dem Här Bauler a mir stëmmen dësem Projet zou.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, all Respekt dem Kolleeg Bauler fir säi richtege Marathon, deen en haut de Mëtteg hei hileet! An ech bréngen och den Accord vun der ADR zu dësem Text.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung. Ech géif gär dem André Bauler och felicitéieren an haaptsächlech och dofir, well en eis Beispiller ginn huet, firwat dës Instrumenter wichteg sinn. Déi gi gebraucht vun de Banken, fir sech ze refinanzéieren. A wann d'Banke sech net refinanzéiere kënnen, da fonctionnéiert de Weltwirtschaftssystem net méi. An dofir ass et wichteg, dass mer dat hei stëmmen. Ech freeë mech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7194 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7194 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo. Domat ass de Projet de loi 7194 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, de Projet 7263 iwwert d'Association internationale de développement. An, keng Iwwerraschung: De Rapporteur ass den Här André Bauler!

15. 7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci nach eemol, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss géif ech dann awer nach méi en digestë Projet presentéieren. D'Association internationale de développement, kuerz AID, ass zesumme mat der Banque internationale pour la reconstruction et le développement Deel vun der Weltbank. Si gouf 1960 gegrënnt mat dem Zil, déi ärmste Länner op der Welt bei hirer wirtschaftlecher a gesellschaftlecher Entwécklung finanziell ze ënnerstëtzen. An deem Sënn finanzéiert d'AID Projeten an de Beräicher Bildung, Gesondheet, Infrastruktur. Si ënnerstëtzt och d'Aktivitéiten, fir d'Gläichberechtegung vun de Geschlechter ze förderen, a Projeten, déi sech an de Kontext vum Kampf géint de Klimawandel aschreiwe loossen.

Am Géigesaz zur Banque internationale pour la reconstruction et le développement vergëtt d'Association internationale de développement allerdéngs keng normal Prêten un d'Entwécklungslänner, mä entweder Donen oder Prête mat niddregen Zënsen. D'AID adresséiert sech also virun allem un déi Staten, deenen hir Bonitéit hinnen et net erméiglecht, normal Prêten op de Finanzmäert ze kréien.

D'AID ass hautdesdaags eng vun deene wichtegsten Institutiounen, wann net déi wichtegst am Beräich vun de sougenannte Prêts concessionnels, also vergënschtegt Prêten. Besonnesch an eiser Zäit, an där déi international Instabilitéit erëm zouhëlt an an där mer mat neien Erausfuerderunge konfrontéiert sinn, wéi de Klimawandel, wéi grouss Fluchtbewegungen an Afrika an an Asien, wéi d'Verbreedung vu sozialen a politesche Konflikter uechtert d'Welt, spillt dës Institutioun eng wichteg Roll, déi et absolutt néideg ass ze ënnerstëtzen.

Mam Gesetzesprojet 7263 gëtt déi Lëtzebuerger Bedeelegung un der 18. Rekonstitutioun vun der AID, hire finanzielle Ressourcen, sanktionéiert. Lëtzebuerg hat sech an deem Kader engagéiert, e Montant vu 56.450.000 Euro ze ginn. Dat ass e Plus vu 6 Milliounen am Verglach zur leschte Kéier.

Am Kontext vun der 18. Rekonstitutioun gouf ausserdeem entscheet, dass d'AID zukünfteg op den internationale Finanzmäert däerf Sue léine goen, wat bis ewell net méiglech war. Op dës Manéier soll den Impakt vun der AID an hire Projete vergréissert ginn. Och d'Zesummenaarbecht mat privaten Akteuren am Kader vum Private Sector Window schreift sech an dës Iwwerleeung, an dës Strategie an.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 24. Abrëll dëses Joers keng Bemierkung an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng leschte Kéier Merci fir Är Opmierksamkeet. An heimat ginn ech natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. A schonns, wéi de Mëtteg gewinnt, huet den Här Mosar d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci fir dee leschten Akt vum Festival André Bauler. Nach eng Kéier en décke Merci an och hei brénge mir da fir d'Lescht fir de Mëtteg den Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, nach eng Kéier och Merci dem André Bauler vun eiser Säit fir säin impressionnante Kraaftakt haut de Mëtteg an den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Och mir soen dem Här Bauler eng leschte Kéier Merci fir haut a stëmmen deen heite Projet de loi och mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Mir diskutéieren hei iwwer 56.450.000 Euro. A mir hunn als ADR e klenge Problem domat, datt mer dat als Modèle de base net ganz vill kommentéiert hei sollen duerchwénken, well et ass vill driwwer ze soen. Den Här Bauler a senger exzellenter Introduktioun, a sengem Rapport, huet eis jo scho ganz vill wichteg Elementer ginn. An ech mengen, et ass derwäert, driwwer nozedenken. Vill sozial Projeten hei am Land, déi mer awer net realiséieren, géife wäit manner Sue froe wéi déi Suen, déi hei am Ableck zur Diskussioun stinn! An ech mengen, dat weist nach eng Kéier, wéi wichteg et ass, datt mer eis iwwerleeën, wéi mer déi 56 Milliounen hei ausginn.

Et ass emol éischtens eng Méiglechkeet, fir Kreditter ze verdeelen, zu enger Zäit, wou d'Verschëldung vu ville Länner an der Drëtter Welt nees zouhëlt. Dat ass e Problem. Et muss een also och iwwerleeën: Firwat gëtt ee Kreditter? A mir hunn hei eng Situatioun, wou mer jo u sech all der Meenung sinn, datt e Kreditt haaptsächlech soll en Investissement favoriséieren, wéi d'BIRD et mécht. An den Här Bauler huet dat jo och gesot: Et ass d'Banque internationale pour la reconstruction et le développement, déi u sech déi Funktioun iwwerhëlt, déi déi ekonomesch Vernonft am Kredittwiesen awer duerstellt.

Hei gi mer méi an de politesche Beräich an et kéint ee bal soen, méi an den ideologesche Beräich. An hei huet och den Här Bauler eis Beispiller gesot, soudatt een hei u sech d'Kreditter u Länner vergëtt, déi selwer net kredittwürdeg sinn no deene klassesche Kritären, fir u sech méi politesch Projeten ze realiséieren, wou se op anere Plaze keng Sue kéinte kréien. Dat muss een hannerfroen!

An dann ass och an deem Rapport ernimmt, datt déi Schold titriséiert gëtt. Bon, et gëtt hei och behaapt, dat wären AAA-Titren, déi hei da gehandelt ginn. Mä et muss een awer wëssen, datt dat hei Kreditter sinn, déi wahrscheinlech oder mat enger grousser Wahrscheinlechkeet net rembourséiert ginn! Dann ass et awer schwéier nozevollzéien, wéi ee ka vun AAA-Titre schwätzen, wéi eng Garantien dann do derhannertstinn, fir dat iwwerhaapt ze erméiglechen, well et sinn awer Titren, déi e Wäert representéieren, déi net oder zu engem Deel nëmme rembourséiert ginn. Ech mengen, dat wësse mer.

D'Fro, déi mir eis och musse stellen: Gëtt dat op d'Entwécklungshëllef ugerechent hei am Land? Ech mengen, den Här Finanzminister kann eis dat ganz sécher soen, a wéi enger Form dat ugerechent gëtt. Et ass fir eis eng Selbstverständlechkeet, datt dat muss a vollem Emfang op eis Entwécklungshëllef ugerechent ginn.

An da muss een och wëssen - an dat ass eng Kritik, déi d'ADR brëngt -: Mir hunn en Defizit am zentrale Budget vun der Administration centrale vum Stat. Ech weess, den Här Finanz-

minister héiert dat net gären. E rechent och gär esou, als wär deen Defizit elo net esou präsent, mä en ass awer reell, en ass do. An an där Situatioun gi mer eng Lëtzebuerger Participatioun nach eng Kéier ëm sechs Milliounen hiewen.

Mir soen als ADR, datt een an esou Zäiten, wou een en Defizit huet, muss probéieren, deen Defizit ewechzekréien an net Ausgaben nach an d'Luucht setzen, déi, wéi dës hei, vun héichpolitescher Natur sinn a wahrscheinlech och net der wirtschaftlecher Vernonft entspriechen, wahrscheinlech och emol net dem Interessi vun den Entwécklungslänner, deene jo awer am meeschten och gedéngt wär, wa mer besser Handelsbedéngunge géife schafen, déi hir laangfristeg Entwécklung géife favoriséieren. Ech sinn och iwwerzeegt, datt et net de fréieren Direkter vun der Chambre de Commerce ass, deen déi Theorie onbedéngt géif dementéieren.

Dann ass e leschte Kritikpunkt: Mir hunn als ADR ëmmer gesot, an all Beräich, wou mer international Verflichtungen hunn, datt mer mengen, datt mer als Lëtzebuerg sollten e proportionale Bäitrag bezuelen, net méi wéi déi aner, mä proportional zu eiser reeller Gréisst, zu eiser Wirtschaftsleeschtung, an dat ass hei net de Fall!

Ech kann Iech hei Vergläichsdate gi vu räiche Länner, zum Beispill de Kuwait, dee bezilt dann 0,19% vun de Kontributiounen, Neiseeland 0,12%, Singapur 0,15%, d'Tierkei 0,08%, e Land vun iwwer 80 Milliounen Awunner, a Lëtzebuerg bezilt 0,2%! Et ass also erëm e wäit iwwerproportionale Bäitrag, dee mir leeschten. Dat ass eppes, wat mir als ADR konsequent kritiséieren. Mir soen: An den internationalen Organisatioune solle mer e proportionale Bäitrag bezuelen an net eis pro Kapp ënnert déi alleréischt Kontributeure vun internationalen Organisatioune stellen.

Ech kann also eng Ausnam haut maachen, ech muss eng Ausnam haut maachen. Wa mer och haut dem Här Bauler ëmmer gefollegt hunn a senge Recommandatiounen, wäerte mer als ADR dëse Projet awer net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här David Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Fir unzefänke wéilt ech vläicht all déi Leit berouegen, déi mengen, datt mer als räich Länner duerch d'AID den Entwécklungslänner hëllefe géifen an datt mer vläicht do einfach esou Milliounen duerch d'Fënster puche géifen. D'AID gëtt oft esou presentéiert, an dat gouf jo och vum Rapporteur gemaach, wéi wann dat tatsächlech eng Organisation de bienfaisance wier. Et ass e bëssen esou, am Chrëschtentum ginn et zwou Schoulen och erëm eng Kéier: Et gëtt d'Häerz Jesu, déi Räich hëllefen deenen Aarmen an esou weider, an et gëtt déi aner, wou déi Aarm d'Peitsch huelen an d'Hypokritten aus dem Tempel erauspuchen. Ech hunn e klenge Faibel fir déi zweet Variant.

An ech géif gären drop zréckkommen, wéi iwwerhaapt d'AID historesch entstanen ass. Nom Krich, nom Zweete Weltkrich hunn déi Entwécklungslänner, déi jo am Prinzip ni op déi entwéckelt Industrielänner waarden, well se wëssen, datt se vun eis näischt ze kréien hunn, op jidde Fall net gratis, eng Initiativ gegrënnt, „The Special United Nations Fund for Economic Development". Dat war net innerhalb vun der Weltbank, mä innerhalb vun der UNO, wat natierlech ganz aneschters funktionéiert, well do goung et ëm de Prinzip vun „one country, one vote". An do hu sech d'Entwécklungslänner zesummegedoen, fir e Fong ze schafen a fir do deementspriechend Projeten ze schafen, déi si géifen interesséieren.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Awer dunn hunn déi industrialiséiert Länner gemengt: Dat doten, dat gefält, an dat doten, dat ka jo net demokratesch sinn, „one country, one vote"! Kommt, mir maachen elo d'AID, wou et natierlech no ganz anere Regele funktionéiert, nom Proporz, nom Zensus u sech: jee méi räich, desto méi kann ee matbestëmmen.

An et ass jo och net ouni Interesse geschitt, well zum Beispill d'Amerikaner, déi si jo ganz interesséiert gewiescht. An de fofzeger Joren hu si immens vill net konvertibel Deviseën aus Entwécklungslänner kumuléiert, well se hinnen hire Surplus agricole verkaaft haten. An do hu se sech missen iwwerleeën: Ma wéi kënne mer déi net konvertibel Deviseë vun Entwécklungslänner erëm eng Kéier investéieren an den Entwécklungslänner, andeems déi Entwécklungslänner duerno kënnen de Surplus agricole vun den industrialiséierte Länner ofkafen? Dat ass dat, wat am Hannergrond ass vun där Association internationale de développement. Et ass näischt, wat wierklech do ass, fir deene Länner ze hëllefen. Si wëssen dat jo och, wéi esou oft.

Den Eugene Black, also den éischte President vun der World Bank, dee sot et selwer, datt d'AID do geschafe gi wier, fir déi aner Initiativ vun den Entwécklungslänner ze blockéieren.

Dofir, déi, déi mengen, mir géifen do eppes ganz Feines maache fir d'Entwécklungslänner, déi kënne sech berouegen. Keng Angscht, dat ass net de Fall! Déi Lescht, déi dovunner wäerte profitéieren, sinn d'Entwécklungslänner! An dofir wäerte mer och net derfir stëmmen, esou wéi deemools.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Jo, ech menge mat ville vun Iech, dass dat hei e wichtege Projet de loi ass, wa mer hei 56,45 Milliounen Euro fir déi nächst aacht Joer fir d'AID decidéieren. Dat sinn effektiv 6 Millioune méi wéi dat, wat am viregte Programme pluriannuel virgesi war. An domat ka Lëtzebuerg senge Responsabilitéite gerecht ginn. Am Prozentsaz kontribuéiere mir, no den Zifferen, déi ech hunn, zu 0,18% vun der Enveloppe globale vun der AID, an net 0,2%, wéi gesot ginn ass, a leien domat do, wou déi meescht entwéckelt Länner leien. Et sinn am Ganzen 52 Länner, déi hei kontribuéieren, an d'Beneficiairelänner sinn der 75.

Déi Länner, déi hei kënnen dovunner benefisséieren, mussen zwee Kritären erfëllen: Éischtens musse se e Revenu vu manner wéi 1.185 Dollar pro Kapp hunn. Et muss ee sech jo virstellen, dat si ganz aarm Länner an et si Länner, déi keen Accès hu regelméisseg op de Marché financier.

Ech freeë mech, hei kënnen ze ënnersträichen, dass d'Chambre de Commerce dëse Projet de loi voll approuvéiert! D'Chambre de Commerce schéngt also eng Séil ze hunn. Mä dat wousst ech scho laang.

(Hilarité et interruptions)

Op jidde Fall méi wéi déi, déi hei géint de Projet de loi stëmmen!

Ech kann och déi, déi dergéint stëmmen, berouegen: Déi Kontributioun, déi mer hei maache vu 56 Milliounen iwwer eng Rëtsch Joren, déi gëtt natierlech voll ugerechent un eis Kontributioun fir d'Aide au développement. Ech géif och net verstoen, firwat dat net kéint de Fall sinn. Dat ass evidemment de Fall! A mir sinn, mengen ech, zu ganz vill hei houfreg, dass Lëtzebuerg eent vun deenen dräi eenzege Länner ass op der Welt, déi 1% Entwécklungshëllef maache par rapport zu hirem Räichtum.

An dat maache mer zu engem groussen Deel iwwert de Ministère de la Coopération, mä awer och iwwert de Finanzministère. An de Ratio ass ongefäier: 15% vun eiser Entwécklungshëllef gëtt iwwert de Finanzministère gemaach, zu engem ganz groussen Deel iwwer eis Kontributiounen iwwer international Finanzorganisatioune wéi déi hei.

Ech freeë mech mat Iech, dass Lëtzebuerg dës Ënnerstëtzung fir d'AID ka maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7263 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7263 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55-mol Jo, 5-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7263 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 19.04 heures)

SÉANCE 38 MERCREDI, 16 MAI 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7072 - Projet de loi portant

1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,

2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet, Mme Cécile Hemmen, M. Gérard Anzia, M. Max Hahn, M. Roy Reding (interventions de M. André Bauler et Mme Martine Hansen), M. David Wagner, Mme Martine Hansen (dépôt d'une motion) (interventions de M. Gast Gibéryen, Mme Viviane Loschetter et M. Roy Reding)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures (intervention de Mme Martine Hansen) (séance publique levée suite à un malaise de M. le Secrétaire d'État Camille Gira)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Claude Meisch, Ministre; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat d'Sëtzung op. An et schéngt net, wéi wann d'Regierung eis am Moment eng Matdeelung ze maachen hätt.

Da waarde mer bis herno a ginn direkt op den éischte Projet vun eisem Ordre du jour iwwer, d'Institutioun vun engem Mediatiounsservice, fir derfir ze suergen, dass déi Jonk esou laang wéi méiglech kënnen an der Schoul bleiwen, wann ech dat richteg resuméiert hunn.

An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

2. 7072 - Projet de loi portant

1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,

2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech géif soen, Dir hätt dat wonnerbar als Ufankssaz hei resuméiert. Mä e bësse méi déif gi mer dann awer nach an eisem Rapport.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, soss bräichte mer Iech jo net.

(Hilarité)

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Dat stëmmt. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, all Schüler, deen eng Schoul ouni Ofschloss verléisst, ass een ze vill. E Schoulofbroch, en Décrochage scolaire also, ass awer leider net just e Problem am Ausland, mä et ass och zu Lëtzebuerg eng Realitéit. All Joers sinn et ronn 1.700 Schülerinnen a Schüler, déi eis Lycéeë fréizäiteg, also ouni fäerdeg Ausbildung, ouni Ofschloss, ouni Diplom an der Täsch verloossen.

Et sinn Decisiounen, déi oft op ee Coup getraff ginn an awer laangfristeg Konsequenzen hunn. Well wann ee bis aus der Schoul eraus ass, da gëtt et vu Rentrée zu Rentrée méi schwéier, sech erëm motivéiert ze kréien, de Rucksak aus dem Eck ze huelen an erëm an der Schoul virunzefuere respektiv am September dann nei unzefänken.

Jo, et gi Fäll, wou de Wee vum Ophalen an der Schoul fir dee jonke Mënsch méi einfach schéngt, wéi no enger Léisung ze sichen, fir virunzefueren oder fir duerno am neie Schouljoer am September nees nei unzefänken. Dofir musse mir, d'Politik, de Schoulsystem, d'Gesellschaft u sech, alles drusetzen, dass d'Schüler an der Schoul bleiwen an eng Formatioun erfollegräich ofschléissen.

Dat läit am Interessi vun all Mënsch, dem Schüler un éischter Plaz, well et geet schliisslech ëm seng eegen Zukunft, mä awer och vum Land, well et geet dem Land da gutt, wann d'Zukunftsaussiichte fir d'Bierger am Land positiv sinn. A besonnesch déi jonk Generatioune brauche Perspektiven, dat besonnesch um Aarbechtsmarché, fir sech eng Zukunft kënnen opzebauen.

Ouni Diplom an der Täsch ass et immens schwéier, eng Aarbechtsplaz ze fannen. Den Aarbechtsmaart bitt hautdesdaags ëmmer manner bis kaum nach Plaze fir Onqualifizéierter un. Dat ass gewosst. Donieft kënnt awer och de Risiko vun der sozialer Marginaliséierung. Et kann ee seng sozial Kontakter net méi esou fleegen, et verléiert een da gär den Uschloss u seng Frënn, u säi gewinnt Émfeld an heiansdo souguer un d'Gesellschaft mat alle Konsequenzen, déi dat da mat sech bréngt.

D'Grënn fir esou e Schoulofbroch si villfälteg a si ënnerscheede sech och vu Schüler zu Schüler. Mol ass et e widderhuelten Echec, vläicht och e Gefill vun Netkënnen, vun Iwwerfuerderung, mol ass et esou, dass d'Schouloffer net un engem seng Talenter, Interessen oder Besoinen ugepasst ass, dass een zu engem gewëssene Moment kee Sënn méi an der Schoul gesäit an dofir einfach ophält.

Et feelt och heiansdo doheem un Ënnerstëtzung. Et kënnt vir, dass d'Schüler sech immens eleng gelooss fillen an dofir d'Bengelen dann einfach bei d'Tromm geheien. Et kënnt vir, dass d'Émfeld oder d'Émstänn immens schwéier si fir de Jonken an hien da léiwer deen einfache Wee vum Opgi geet. Et kënnt och vir, dass duerch verschidden Desavantagen, aus Mangel u Kënne vu Sproochen zum Beispill oder duerch en Handicap, Jugendlecher sech esou onwuel spieren a fillen an dann einfach opginn, well si et schwéier oder guer net méi erdroen. Oder et gëtt Jugendlecher, déi einfach emol an enger rebellescher Phas sinn an déi duerchliewen an aus Prinzip dee Moment kee Bock méi op Schoul hunn.

An ech kéint elo där Beispiller nach ganz vill opzielen. Mä et ass awer och genau dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Problematik vum Décrochage scolaire esou schwiereg mécht. Et gëtt eben net deen ee Grond, firwat Schüler d'Schoul ofbriechen, mä et gëtt der wahrscheinlech esou vill, wéi et insgesamt Schoulofbriecher an eiser Schoul gëtt.

Et gëtt deemno awer och net déi eng Zauberformel, mat där ee vun haut op muer all d'Schüler an der Schoul géif behalen. Wann een dat mengt, ass dat utopesch. Eis Ambitioun muss et awer sinn, dass vill eenzel Mesuren, Programmer an Initiativen um Terrain hir Friichten droen an dass se alleguerten am Kader vun hire Missiounen a Kompetenzen hiren Deel dozou bäidroen, fir d'Schüler an der Schoul ze halen oder, wa se dann net méi do sinn, se erëm esou séier wéi méiglech dohinnerzekréien.

Dat gouf och scho wärend der Lëtzebuerger EU-Presidence 2015 am Kader vun enger nationaler Konferenz iwwert de Maintien scolaire festgehalen. D'Zil vum Schoulsystem muss et sinn, Efforten ze maachen a Konditiounen ze schafen, fir dass eis Schüler duerch ënnerschiddlech Angeboter, Strukturen a Pädagogien eng beschtméiglech Chance hunn, fir hir Schoul kënnen erfollegräich ofzeschléissen.

Et gouf an et gëtt vill där Initiativen, déi de Schüler hëllefe kënnen, an dat op ganz ënnerschiddlechen Niveauen. Ech denken do zum Beispill un d'Mosaikklassen, un den SNJ, d'Antennes locales pour jeunes, un d'Maison de l'orientation. Ech denken awer och u Strukture wéi den Observatoire de la qualité scolaire, dee strukturell begleedend ass fir d'Schoul an deemno och fir d'Schüler, déi an der Schoul sinn.

Iewescht Zil, an ech widderhuele mech do: De Schüler soll all Méiglechkeet kréien, fir hei am Land net ouni fäerdegen Ofschloss aus der Schoul erauszekommen. Anescht gesot: An der Strategie géint den Décrochage scolaire musse mir all Moyen asetzen, deen et eis als Gesellschaft erlaabt, deene jonke Mënsche Perspektive fir hir eegen Zukunft ze bidden.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Mat dësem Gesetzesprojet kënnt elo ee Service derbäi, deen op seng Aart a Weis och genee dat als iewescht Zil huet: d'Lutte géint de Schoulofbroch. Wann ech soen „op seng eegen Aart a Weis", do kommen ech gläich drop zréck, obwuel den Numm eleng scho verréit, wouhin de Wee geet: de Service vum Médiateur scolaire.

Här President, de Mediateur gëtt e weidert Puzzlesteck, fir dem Décrochage scolaire entgéintzewierken an en am beschte Fall ze evitéieren. De Mediateur setzt déi individuell Situatioun vun deem Eenzelnen an de Mëttelpunkt a këmmert sech ëm konkret Eenzelfäll. De Mediateur hëlt Reklamatiounen entgéint, wou Situatioune fir d'Schüler entstinn, déi am gesetzleche Kader an enger Sakgaass gelant sinn, an ënnerstëtzt d'Schüler an d'Elteren an hiren Demarchen. Hie vermëttelt, also hie sicht no konkrete Léisungen. D'Zil ass et deemno, alles drunzesetzen, dass Jonker, déi net méi schoulflichteg sinn, net fréizäiteg e Schlussstréch ënner hir Schoulcarrière zéien.

De „Service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaire" agéiert, wéi den Numm et och schonn undeit, awer och nach an zwee anere Kärberäicher, näämlech an der Inklusioun an an der sozialer Integratioun. Grad hei leien déi grouss Erausfuerderunge vun eiser Éducation nationale.

De Volet vun der Inklusioun betrëfft haaptsächlech d'Scolarisatioun vun de Schülerinnen a Schüler mat spezifesche Besoinen, sief dat eng kleng Defizienz oder en Handicap. Et ass net déi éischte Kéier, dass mir hei am Haus iwwer Kanner mat spezifesche Besoine schwätzen. D'Regierung huet do a kuerzer Zäit extrem vill Efforte gemaach, fir deene Kanner op eng fachgerecht a spezifesch Aart a Weis ze hëllefen. Ech denken do zum Beispill un déi 150 spezialiséiert Enseignanten am Fondamental, déi sech an enger inklusiver Approche geziilt ëm dës Kanner kënne këmmeren.

Ech denken awer och un déi nei Plans de développement d'établissement scolaire, déi sougenannt PDSen an de Primärschoulen an an de Lycéeën, bei deenen d'Schoule sech selwer sollen Demarchë ginn, fir den Encadrement vu Kanner mat spezifesche Besoinen ze verbesseren. Dësen zweeten Aufgabeberäich vum Mediateur schreift sech also voll a ganz an deen dote Kader an.

Zum drëtte Volet dann: Dee betrëfft déi sozial Integratioun, zemools vun deene Kanner, déi net hir ganz Schoulzäit hei zu Lëtzebuerg verbruecht hunn an doduerch oft och Lacunnen an där enger oder anerer Sprooch hunn. Och dat ass keen neie Schwéierpunkt vun dëser Regierung, Stéchwuert: multilingual Fréifërderung oder europäesch Schoulofferen an eisen ëffentleche Schoulen a Lycéeën.

Dat sinn also déi dräi Aufgabegebidder, an deenen den neie Mediateur vermëttele soll: am Beräich vum Maintien scolaire, vun der Inklusioun an am Beräich vun der sozialer Integratioun. Et war aganks ugeduecht, fir ee Mediateur fir jiddwer eenzelne Beräich dovun ze schafen, deemno dräi Mediateuren am Ganzen. Op Recommandatioun vum Statsrot an no Diskussiounen an der Kommissioun gouf awer dunn zréckbehalen, dass ee Mediateur fir déi dräi Aufgabeberäicher geschaaft gëtt.

Här President, eppes ass de Mediateur awer ganz kloer net! Hien ass keng Meckerkëscht, an déi een alles kann drageheien, wat een am Schoulalldag vläicht net esou gutt fënnt. Wann ee Schüler zum Beispill eng Strof kritt, mä en aneren eng gestëbst huet, da kann dee Schüler net bei de Mediateur goen. Vläicht géife Verschiddener soen: „Schued!" Mä et ass awer esou. Oder wann e Schüler e Punkt ze vill an der Prüfung ofgezu kritt, dann ass och dofir de Mediateur net zoustänneg.

De Médiateur scolaire vermëttelt an deenen dräi Aufgabegebidder, déi ech Iech elo gesot hunn, a kuckt, fir zesumme mat de Schüler, mat den Elteren, mat der Schoul no Léisungen, no konkrete Léisunge fir hir Fäll ze sichen, an dat am Dialog, an der Vermëttlung an, wéi gesot, am Sichen no Léisungen, déi dem Schüler an der Schoul am Endeffekt zeguttkommen.

Här President, ech kommen dann nach zum Fonctionnement vum Médiateur scolaire a vu senger Equipp. Si ginn duerch schréftlech Reklamatioune vun den Elteren, groussjärege Schüler oder Beamte vun der Éducation nationale saiséiert. Si iwwerpréiwen dann d'konkret Situatioun an der Schoul, ob d'Schoul sech zum Beispill un hir Missioun gehalen huet, d'Reglementer respektéiert huet oder eng adequat Formatioun vun de Schüler ubitt. Si kënnen uschléissend eng Enquête opmaachen, fir méi genee ze kucken, ob dës Reklamatioun fondéiert ass, an eventuell weider Informatioune bei den zoustännege Schoulen oder och Servicer ufroen.

Opgrond vun deene Konklusioune formuléiert de Mediateur da seng Recommandatiounen un déi betraffen Akteuren. D'Zil ass et ze vermëttelen, fir zesummen e Règlement à l'amiable unzestriewen. De Mediateur kann doriwwer eraus och Verbesserungsvirschléi un de Minister an och un den Observatoire national de la qualité scolaire riichten. Et ass a mengen Aen och wichteg ze ënnersträichen, dass d'Schüler an hir Eltere wärend der ganzer Prozedur an deenen eenzelnen Demarchen ënnerstëtzt a vum Mediateur um Lafende gehale ginn. Si ginn also ni alleng gelooss.

Esou huet de Mediateur zum Beispill déi gesetzlech Verflichtung ze soen, wou déi eenzel Reklamatiounen dru sinn a wéi eng Suitte se hunn. Hie muss iwwerdeems och justifiéieren, firwat Reklamatiounen eventuell klasséiert ginn an deemno dann och keng Suitte géife kréien.

De Projet de loi gesäit och vir, dass de Mediateur all Joers e Rapport d'activité publizéiert an doranner unhand vu senge Recommandatioune präziséiert, wou genau de Schong dann dréckt. De Rapport gëtt schlussendlech un d'Chamber an un d'Regierung adresséiert an um Site vum Ministère ëffentlech gemaach.

Här President, zu dësem Projet de loi sinn och eng ganz Rëtsch Avisen un d'Chamber adresséiert ginn. Ech wëll allen am Numm vun der Kommissioun op dëser Plaz Merci soe fir hir pertinent Remarken. Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Mir bleift näischt anescht iwwreg, wéi Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren an dem zukünftege Mediateur a senger Equipp e gudde Start an eng glécklech Hand ze wënschen.

An ech ginn heimat an engems schonn den Accord vu menger Fraktioun, vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo d'Madamm Françoise Hetto fir d'CSV.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt soen ech emol dem Här Lamberty villmools Merci fir säi ganz explizitte Rapport.

Mat dësem Gesetzestext gëtt e Mediatiounsservice innerhalb vum Bildungsministère gegrënnt. An dee Service gëtt geleet vun engem Médiateur scolaire an enger Equipp aus Kollaborateuren, un déi souwuel d'Eltere wéi awer och groussjäreg Schüler sech mat hiren Doleancë kënnen adresséieren, an zwar an all deene Fäll, wou d'Schoul net esou fonctionnéiert huet, wéi se eigentlech misst.

Virdrun allerdéngs, an dat ass och gutt esou, musse se sämtlech administrativ Demarchë gemaach hunn, déi eise Schoulsystem virgesäit. D'Médiation scolaire muss einfach e Service de dernière instance sinn.

De Service schafft op dräi Aufgabefelder: engersäits der Integratioun vu Kanner a Jugendleche mat Migratiounshannergrond, dann der Inklusioun vu Kanner mat Léierschwieregkeeten an dem Maintien scolaire vun de Schüler. Ganz am Ufank war souguer fir jiddweree vun dësen dräi Beräicher en eegene Mediateur virgesinn, a mir begréissen, dass de Minister mat op de Wee gaangen ass, fir déi Iddi falen ze loossen an et bei engem eenzege Mediateur ze beloossen.

Wat elo d'Integratioun vu Kanner a Jugendleche mat Migratiounshannergrond ugeet, huet jo Lëtzebuerg duerch d'Flüchtlingswell an deene leschte Joren eng ganz Partie Leit opgeholl, dorënner och ganz vill Famillje mat Kanner am Schoulalter. An hei geet et wierklech kloer drëms, déi Kanner esou séier wéi méiglech an eise Schoulsystem ze integréieren.

Mä et sinn net nëmme Flüchtlingskanner, déi mir an eise Schoulen ophuelen. Et kommen effektiv och all Joers Familljen op Lëtzebuerg, Famillje mat Kanner, aus ganz aneren Ursaachen.

All dës Kanner brauchen en adaptéiert Encadrement, fir sech gutt a richteg an eise Schoulsystem ze integréieren. Duerfir hu mir och eng ganz Partie vu Strukturen, déi sech genee ëm déi Problematike bekëmmeren. Et gëtt d'Médiateurs interculturels, déi an d'Schoule kommen. Mir hunn d'CASNA, d'Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants, oder och nach de SECAM, de Service de la scolarisation des enfants étrangers, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Mir sinn der Meenung, dass all dës Servicer eng ganz gutt Aarbecht um Terrain leeschten, a mir bezweifelen, ob e Service de médiation fir grad dës Erausfuerderung eng reell Plus-value ass. Wéi soll d'Kollaboratioun tëscht all deenen eenzelne Servicer iwwerhaapt ausgesinn, fir en double Emploi an och nach Zäitverloscht ze evitéieren?

En zweete Volet bei der Inklusioun vu Kanner mat spezielle Léierusprëch: Do schwätze mer souwuel vu Kanner, déi e kierperlechen Handicap hunn, wéi awer och vu Kanner, déi Léierproblemer hunn, bedéngt duerch zum Beispill Hyperaktivitéit, eng Dyslexie, Legasthenie, Dyskalkulie, oder awer och vu verhalensopfällege Kanner oder och nach iwwerduerchschnëttlech intelligente Kanner. Ëm déi 1.350 Kanner hei am Land sinn dovunner betraff.

Mir hunn an dësem Beräich ënner anerem de CePAS, also de Service oder Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires, mir hunn d'Ediff, mir hunn d'ESEB, d'Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, de Centre de logopédie, d'Commission d'inclusion am Fondamental an och déi sougenannten I-EBSen, d'Instituteurs spécialisés.

E weidere Gesetzestext soll dann och elo d'Ediff reforméieren, wou mer dann aacht Kompetenzzentre kréien, an eng national Commission d'inclusion ersetzt déi aktuell Commission médico-psycho-pédagogique nationale.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, ganz, ganz vill verschidde spezifesch Ulafplazen, an et ass net ëmmer ganz kloer, wie wéini wou soll intervenéieren. Et gi ganz vill Berichter geschriwwen an et dauert dacks immens laang, bis déi reell Hëllef beim Kand ukënnt. Hei stellt sech d'Fro: Wéi kann dat alles besser ënnerenee koordinéiert ginn? Fir besuergt Eltere vu betraffene Kanner ass et quasi

onméiglech, fir an deem Dschungel u Strukturen a Servicer den Duerchbléck ze behalen. A mir bezweifelen, dass eng weider Ulafplaz, an dësem Fall de Médiateur scolaire, méi séier a méi effikass kann hëllefen.

Ass et net souguer esou, dass d'Elteren an hirer Verzweiflung sech vläicht éischter direkt un de Mediateur wennen, well se sech do méi eng séier Hëllef erhoffen? Ass et net esou, dass besonnesch déi Elteren, déi de Schoulsystem an eis Gesetzer gutt kennen, éischter Demarchen, fir bei de Mediateur ze goen, wäerte maachen, wéi Leit, déi sech domadder net esou gutt auskennen? Den Zougang, Här Minister, zum Mediateur däerf net u sozioekonomeschen a bildungskulturelle Viraussetzunge vu Schüler an Eltere scheiteren.

Duerfir hate mir och en Amendement abruecht. E Parallelismus hu mer am Fong geholl gesicht zum Santésmediateur. Ech liesen Iech vir: «L'élève et ses parents sont en droit de se faire assister dans leur démarche par une tierce personne de confiance librement choisie.» Dat kéint zum Beispill e Représentant des parents sinn, eng Fachkraaft aus dem psychosoziale Secteur oder awer och e Mataarbechter vum Service psycho-social et d'accompagnement scolaires. Eisen Amendement ass leider verworf ginn.

Drëtte Volet dann: Den Décrochage scolaire ass hei zu Lëtzebuerg - an de Rapporteur huet et mat Recht gesot - e reelle Problem. Ëm déi 13% vun eise Schüler briechen d'Schoul all Joers of, an dat si plus/minus 1.700 Kanner, Jugendlecher. Laut der leschter Etüd vun NEET haten 2016 5,4% vun de Jugendlechen tëschent 16 a 24 Joer weder eng Aarbechtsplaz nach eng Ausbildungsplaz nach ware se an der Schoul. An et ass kloer fir eis alleguer heibannen, dass dat Chiffere sinn, déi vill ze vill héich sinn.

Et muss och ugepaakt ginn um Terrain selwer. An do hu mer och schonn eng ganz Partie Strukture wéi de CePAS, de Service socio-éducatif, d'ALJ, déi jo mëttlerweil an den SNJ integréiert ginn ass, an d'Maison de l'orientation, fir der nëmmen e puer ze nennen.

D'CSV ass der Meenung, dass mat engem Médiateur scolaire de Problem vum Décrochage scolaire net wäert geléist ginn. Hei muss u ganz aneren Hiewele geschafft ginn, un der Orientatioun, un der Methodik, un der Didaktik, un de Programminhalter, un der Aart a Weis, wéi mir hei zu Lëtzebuerg Sproochen enseignéieren. An et misst eigentlech fir d'Éischt eng ganz genee Analys vun den Ursaache vum Decrochage gemaach ginn, well nëmmen, wa mer d'Ursaache kennen, da kënne mer och reagéieren.

Den Aufgabeberäich vum Médiateur scolaire léisst, wat d'Denominatioun ubelaangt, drop schléissen, dass hie sech haaptsächlech ëm déi dräi Voleten Inklusioun, Decrochage an Integratioun wäert bekëmmeren. Mä den Artikel 3, dee beschreift awer, dass hien en charge ass vun allem Schouleschen, wat net esou leeft, wéi et misst. An duerfir stelle mir eis d'Fro, ob en allgemengt Beschwerdemanagement mat klore Prozeduren op lokalem Niveau stattfënnt, ob dat iwwerhaapt stattfënnt. A wa Jo, ob dat eigentlech iwwerall bekannt ass.

Ginn d'Kanner, d'Elteren, d'Schoulpartner a Kenntnis gesat vun alle Weeër, déi hinnen opstinn, fir sech ze beschwéieren, vun alle Méiglechkeeten, déi se hunn, fir Konflikter ze léisen? Ech denken u Spriechstonnen oder eventuell och Mediatioun an der Schoul, an zwar ier se de Wee bei de Mediateur iwwerhaapt emol siche ginn.

Kéinten do zum Beispill d'Directeurs de région esou Best Practices ausschaffen, fir den Elteren ze hëllefen, déi richteg Ressourcë fir hir spezifesch Problemer ze fannen? Eng weider Iwwerleeung: Den Aufgabeberäich vum Médiateur scolaire, deen deckt jo am Fong geholl just de schoulesche Beräich of. Vu dass awer haut ganz vill Kanner ganzdaags betreit ginn, wier et wënschenswäert gewiescht, wann een hei eng ganzheetlech Approche am Interessi vum Kand gewielt hätt. Wier et net logesch, Här Minister, och eng Maison relais matanzebannen, wann zum Beispill opgrond vun der Interventioun vum Mediateur wesentlech noutwendeg Changementer am Ëmgang mam Kand sech géifen erauskristalliséieren?

Ech kommen dann elo zu menger Konklusioun. D'CSV ass der Meenung, dass een déi dräi Themefelder Maintien, Inklusion an Intégration scolaire muss verstäerkt an Ugréff huelen. Mä mir bezweifelen, dass de Médiateur scolaire dat kann eleng regelen. Et geet drëms, fir de betraffene Kanner an de Jugendlechen esou schnell wéi méiglech ze hëllefen. An duerfir misst fir d'CSV d'Transparenz an d'Effikassitéit vun der Aarbecht, d'Kommunikatioun tëschent deenen eenzelne scho besteeënde Servicer a Poste verbessert ginn. Déi eenzel Servicer misste vill besser koordinéiert, vernetzt an och weider gestäerkt ginn.

Ass iwwerhaapt scho mat de Leit um Terrain gekuckt ginn, wéi déi vill Servicer kéinten an hiren Ae besser zesummeschaffen oder wéi eng Moyene si gesinn, wéi eng Moyene si brauchen, fir kënne méi effizient an och virun allem méi séier ze reagéieren?

Här President, mir froen eis och, ob et richteg ass, dass d'Decisioun vun dem Mediateur finalement irrevocabel ass. A mir bedaueren och, dass d'Kritären, wat déi zousätzlech Qualifikatiounen ubelaangt, fir dierfen d'Fonctioun vum Mediateur ze iwwerhuelen, net genee definéiert gi sinn. De Conseil d'État hat dat och opgeworf. Et muss een elo kucken, wéi dëse Service sech an déi schoulesch Servicelandschaft integréiert, ob e senger neier Aufgab gerecht gëtt a gegebenenfalls muss een dann Ajustementer virhuelen.

Mir als CSV wäerten eis op alle Fall bei deem heite Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale, méi kuerz „Médiateur scolaire" genannt, ëm dee Projet geet et haut. Merci dem Rapporteur fir säi ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport an och der Kommissioun fir déi gutt Aarbecht an der Kommissioun, déi mer bei dësem Projet haten.

Dräi grouss Problemer, Dir Dammen an Dir Hären, goufen identifizéiert, mat deenen d'Schoul dann och am Allgemengen ëmmer erëm konfrontéiert ass: eng Kéier d'Scolarisatioun vun de Kanner mat Immigratiounshannergrond, zweetens, d'Scolarisatioun vu Kanner à besoins éducatifs spécifiques, an drëttens, den Decrochage vu Schüler, déi an hirem Apprentissage aus verschiddenste Grënn net virukomm sinn.

Et muss ee jo wëssen, dass Lëtzebuerg eng ganz speziell Situatioun huet, mat engem Undeel zum Beispill u Kanner mat Immigratiounshannergrond, deen an anere Länner sengesgläiche sicht. Dräi grouss Problemer, déi eis besonnesch Opmierksamkeet brauchen, zemools well et hei ëm eng vulnerabel Schoulpopulatioun geet, déi och speziell Hëllef brauch. An et gëtt schonn eng ganz Partie vun Hëllefen, déi en place sinn, esou wéi d'Madamm Hetto vun der CSV et elo virdrun och gesot huet mat der Opzielung vun all deene Mesuren, déi et scho ginn.

An ech ginn hir recht an deem Punkt, wa se seet, dass et schwiereg ass, den Duerchbléck bei all deene Mesuren ze behalen; all déi Mesuren, déi natierlech alleguer do sinn, fir där Populatioun ze hëllefen, fir déi se och geduecht sinn, an déi och alleguer hir Daseinsberechtegung hunn. Mä wann et fir de Professionelle scho schwiereg ass, fir duerch de ganze Bësch ze gesinn, dann ass et sécherlech och fir d'Eltere schwiereg.

Dat heescht awer net, dass alleguer déi Mesuren net noutwendeg sinn, mä dat soll eis encouragéieren, fir all déi Mesuren, déi et ginn, och nach besser bekannt ze maachen an Opklärungsaarbecht do ze leeschten, wou et noutwendeg ass. Well d'Problemer si mannegfalteg, sinn divers, si villschichteg a si komplex. An duerfir brauche mer och eng ganz Rei vu Servicer, déi sech där ganzer Problematik kënnen unhuelen.

Ech hunn et virdru gesot, d'Schoulpopulatioun zu Lëtzebuerg ass exceptionnel. Den Taux vu Kanner mat Immigratiounshannergrond ass a kengem Land esou héich wéi zu Lëtzebuerg. Mir hunn och en héije Prozentsaz vun der Population scolaire - 13%, also 1.700 Schüler -, déi all Joer eisen Enseignement ouni Diplom verloossen.

Alleguer déi Schüler wëllen awer herno eng Kéier op den Aarbechtsmaart, wëllen herno eng Aarbechtsplaz hunn, wëlle sech abréngen, wëllen och hiren Notzen an d'Gesellschaft matbréngen, wëllen och an der Gesellschaft gebraucht ginn. Duerfir ass et wichteg, dass mer eis ëm déi Populatioun do besonnesch bekëmmeren, well wat mer se méi fréi kënnen opfänken, wat mer hinne méi fréi kënnen hëllefen, wat hiren Astig an d'Gesellschaft besser geet an hir Roll an der Gesellschaft och méi gewürdegt gëtt.

D'Strategie vun „Europa 2020" vun der Kommissioun wëllt, dass mer dee Prozentsaz vun 13%, dee mer elo hunn, erofkréien op 10%. Duerfir ass all Mesure, déi an déi Richtung geet, och eng gutt Mesure. An ech kann Iech soen, a mengem professionelle Liewen als Assistant social, deen an der Schoul geschafft huet, kann ech och dovunner e Liddche sangen. Obwuel mäi professionellen Deel éischter an der Primärschoul war, konnt een do schonn Zeechen erkenne vun engem Décrochage scolaire, deen een herno konnt erliewen, wann ee se am Secondaire gesinn huet.

Duerfir weess ech, dass mer onbedéngt musse géint deen Décrochage scolaire do virgoen. A well mer déi exceptionnel Schoulpopulatioun hei zu Lëtzebuerg hunn, brauche mer och exceptionnel Mesuren. Duerfir gëtt dann haut dee Service de médiation geschaaft.

Dëse Service soll hëllefen, dass dann d'Zuel vun den Décrocheurs scolaires ofhëlt, dass ënnersicht gëtt, ob dat, wat vu Mesurë proposéiert ginn ass, adequat war oder ob de System Lacunnen huet. Et ass dat dann och d'Konklusioun vun engem europäesche Symposium „Staying on track", deen eis seet, dass mer eng Stratégie nationale sollen ausschaffen, fir eben deenen ze hëllefen, déi riskéieren ze decrochéieren.

An ënner anerem war nieft der Stratégie nationale och d'Kreatioun vum Mediateur eng vun deene Mesuren. De Mediateur, deen ass complementaire zum Observatoire national de la qualité scolaire, soll Avisen ausschaffe fir de Minister an awer och ebe grad fir deen Observatoire. De Mediateur ass, wéi de Rapporteur ganz richteg an exzellent gesot huet, net déi éischt Ulafstell, mä u sech déi lescht Ulafstell, wann all déi aner Recoursen epuiséiert, probéiert goufen, deen u sech dann eréischt soll als Ulafstell genotzt ginn.

Natierlech mussen d'Integritéit, den Dateschutz an och déi aner Donnéeën, déi d'Schüler uginn, och hei kënne geschützt ginn. De Mediateur muss och eng Rei vu Kompetenzen hunn, hie muss d'Schoul gutt kennen, hie muss Kontakter zu Service-juridiquen hunn, zu Psychologen, zu de Service-sociallen aus der Regioun oder aus dem Land hunn, muss präzis informéieren, muss Kommunikatiounsmethode kennen, muss präventiv schaffe kënnen, muss awer och Konflikter geréiere kënnen, natierlech eng exzellent Deontologie hunn. E muss och eng ganz Rei vu Viraussetzungen hunn, fir dass e seng Aarbecht kann optimal erfëllen: zum Beispill kontaktfreedeg sinn, calme a gedëlleg sinn, nolauschtere kënnen, oppe sinn, empathesch sinn, tolerant sinn, intellektuell kreativ sinn. - Bon, alles dat dote soen ech och, wann zwee Leit sech bestueden.

(Hilarité)

E muss also eng Fäegkeet hunn, déi zwee Leit, wann déi beienee sinn, och mussen hunn. E muss awer och neutral sinn an onparteiesch sinn an e muss och diskret sinn.

(Interruption)

Dat ass vläicht och wichteg, wann ee sech bestit, jo.

Et ass also eng weider Mesure, déi fir Schüler en place gesat gëtt, déi Schwieregkeeten hunn an eisem System. An duerfir ass et eng Mesure, déi mir och wäerten ënnerstëtzen.

Vläicht zu den Amendementer, déi nach zum Schluss vun der CSV agereecht goufen: ob de Mediateur sech selwer ka saiséieren. Bon, dat ass och beim Mediateur, beim Ombudsmann net de Fall an et ass u sech d'Philosophie vum Mediateur och net richteg respektéiert. An deen zweeten Amendement war, dass d'Leit sech kéinte berode loossen, wa se bei de Mediateur ginn. Dat ass effektiv de Fall, duerfir hu mer net deem Amendement do missen zoustëmmen. Also d'Leit kënne sech berode loossen, wa se bei de Mediateur ginn.

Ech wéilt awer nach eng Kéier op dat opmierksam maachen, wat d'Madamm Hetto gesot huet: Jo, et ginn eng ganz Rei vu Mesuren a mir mussen och duerfir d'Leit opklären, fir wat dass déi eenzel Mesuren, déi et ginn, och sinn. Mir mussen d'Leit also gutt informéieren, mussen déi richteg Informatiounscampagne do lafe loossen, fir dass d'Leit och den Duerchbléck behale bei all deene Mesuren, dass se sech un déi richteg Leit wennen, fir dann och déi richteg Hëllef ze kréien.

Wéi gesot, dat hei ass eng Mesure, déi mir kënnen ënnerstëtzen, well se an d'Richtung geet vu méi Hëllef fir eng Populatioun, déi vulnerabel ass. An duerfir ginn ech och heimadder den Accord vun der LSAP an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools Merci, Här President.

„Du fäls erof an erof, mä iergendwa muss de opstoen, fir datt s de weidermaache kanns", esou e jonke Schoulofbriecher kierzlech an engem Interview, dee vun „Zeit Online" publizéiert ginn ass. Dat ass e fromme Wonsch, mä d'Realitéit ass fir vill Schoulofbriecher leider eng aner. Nëmmen déi wéinegst stinn op a maache weider. Déi meescht gerode scho fréi an eng Ofwäertsspiral a sinn d'Chômeure vu muer.

Alarmant ass dobäi d'Tatsaach, datt an eisem Land all Joer eng 1.700 Jonker d'Bengelen an der Schoul bei d'Tromm geheien. Déi Zuel ass elo schonn e puermol genannt ginn. Dat sinn 13% vun de Schülerinnen a Schüler, mat steigender Tendenz, wat an eisem gutt entwéckelten an och zimlech deiere Schoulsystem net ze vertrieden ass.

Et läit also op der Hand, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Kampf géint den Décrochage scolaire als eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun der Politik muss ugesi ginn, dat ëmsou méi, well dëse Phenomeen nieft senge fatalen Auswierkungen op d'Liewe vum Eenzelnen och en negativen Impakt op eis Ekonomie, eis Sozialsystemer an op de sozialen Zesummenhalt an eisem Land huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir e Problem kënnen ze verhënneren, muss ee seng Ursaachen natierlech kennen an et muss ee versichen, se ze behiewen. Dat zielt net nëmme beim Problem vum Schoulofbroch, et zielt och bei Problemer, déi mat der Integratioun a mat der Inklusioun vu vulnerabele Schülergruppen an de Schoulsystem ze dinn hunn.

Virun allem beim Schoulofbroch sinn d'Ursaachen awer ganz komplex a villschichteg. Oft gëtt jo drop higewisen, datt Schoulofbriecher aus engem bildungsfriemen a sozial schwaache Milieu kommen, deen de Kanner schonn am niddregen Alter net genuch Halt, net genuch Vertrauen an net genuch Ënnerstëtzung bitt. Besonnesch bei dëse Kanner féiere Mëtsserfolleger an der Schoul schnell zu enger Ofwierhaltung vis-à-vis vum ganze Bildungssystem an dozou, datt si d'Schoulschwänze spéiderhin als déi eenzeg Méiglechkeet ugesinn, fir dem System ze entkommen.

Verstäerkt gëtt dës Entwécklung oft doduerch, datt déi Betraffe keng Bezuchspersoun am Schoulmilieu hunn a sech a Kreesser erabewegen, déi hir negativ Haltung zu der Schoul nach verstäerken, bis datt se schlussendlech guer net méi an d'Schoul ginn.

Här President, aus psychologescher Siicht ass eng Beschreiwung wéi dës natierlech net falsch a si soll och eescht geholl ginn. Si geet awer net duer, fir de ganze Problem vum Schoulofbroch ze erfaassen, well se sech op d'Defiziter vum Eenzelne limitéiert an déi strukturell Defiziter vum Schoulsystem ausblent. Grad wéi de sozialen a kulturellen Hannergrond vum Eenzelnen huet näämlech grad de Schoulsystem och en Afloss op de Schoulparcours vun all Kand an domat och op den Décrochage scolaire.

Eng vun den Haaptursaache vum fréie Schoulofbroch läit näämlech an der net méi zäitgemëisser Praxis vum „Sëtzebleiweloossen", wéi mer op Lëtzebuergesch soen. Virun allem méi vulnerabel Jonker ginn duerch d'Sëtzebleiwen destabiliséiert an entwéckelen d'Gefill, si kéinten an eiser Leeschtungsgesellschaft souwisou net mathalen.

Wann et an internationalen Etüden drëms geet, de Grënn vum Décrochage scolaire op d'Spur ze kommen, gëtt ganz speziell dëse Volet ervirgehuewen, esou zum Beispill an enger Etüd vun der Europäescher Kommissioun, déi am November 2017 drop opmierksam gemaach huet, datt zu Lëtzebuerg nëmme 40% vun de Schüler hire Schoulparcours zu Enn bréngen, ouni sëtzenzebleiwen. Dat heescht, 60% vun hinne redoubléieren op d'mannst eemol am Laf vun hirer Schoulzäit. Domat erreecht Lëtzebuerg ee vun den héchste Sëtzebleiftauxe vun der gesamter OCDE, woubäi et wichteg ass, ze ënnersträichen, datt 22% vum Décrochage scolaire op Mëtsserfolleger wéi Sëtzebleiwen zréckzeféiere sinn. Dat erfannen ech net, mä dat geet aus enger Etüd vum Statec ervir.

Dobäi liwwert dës Praxis alles anescht wéi d'Garantie fir Qualitéit an en héije Bildungsniveau. Och wann eng Rei Enseignanten nach ëmmer un hir Effikassitéit gleewen, esou kaschten déi vill Redoublementer de Sozialsystem ganz vill, wärend hir educativ Virdeeler souzesoen null sinn.

En zweeten ausschlaggebende Grond vum fréie Schoulofbroch besteet doran, datt Jonker entweder kee Patron de stage fannen oder keen Zougang zu der gewënschter Formatioun kréien. Laut dem Statec briechen iwwer 48% vun deene Schüler hire Studium of a fannen net méi an de Schoulsystem zréck.

En drëtte Grond läit dann op der emotionaler Ebene, dee scho bei der Aschoulung vun de Kanner eng wichteg Roll spillt an net eréischt

dann, wann et ëm Bewäertungen, Beruffsorientéierung oder Stageplaze geet. Och wann déi Europäesch Kommissioun zu deem Volet net esou vill seet, esou ass dësen Aspekt dach ganz wichteg. Laangzäitstudie weisen zum Beispill drop hin, datt d'Distanzéierung vun der Schoul schonn an der Spillschoul kann ufänken, am Fall wou Kanner regelméisseg op Onverständnis a sozial Ofleenung an hirem Schoulëmfeld stoussen, sief et wéinst hirem Verhalen, sief et wéinst hirem Ausgesinn oder engem Defizit.

Dir Dammen an Dir Häre, wann et dann drëms geet, esou negativ Entwécklungen ze verhënneren, wat mir jo mat dësem Projet de loi wëlle maachen, da mussen natierlech allerhand Hiewelen a Bewegung gesat ginn, och dat ass scho gesot ginn. Et sinn der och scho vill a Bewegung gesat ginn a grad wéi d'Madamm Hetto och sinn ech der Meenung, datt den Duerchbléck net ëmmer deen einfachsten ass, weder fir déi Professionell, an nach manner fir d'Elteren.

Een Hiewel besteet natierlech an der Verbesserung vum Dialog tëschent alle Schoulpartner, net nëmmen an der Grondschoul, mä och am Secondaire. Wat deen Dialog méi positiv a méi konstruktiv verleeft, wat schlecht Leeschtungen, mä och d'Angscht virum Versoen, de Stress an d'Fluchtgedanke besser ofgefiedert ginn.

Ganz genee an dës Logik passt dëse Projet de loi, dee mir als Gréng ënnerstëtzen. En ass geduecht, fir den Dialog tëschent de Schoulpartner ze verbesseren, Reklamatioune vun alle Säiten entgéintzehuelen, am Konfliktfall ze verhandelen, individuell Léisungen ze proposéieren a Recommandatiounen auszeschwätzen. Ech gesinn net, wat do soll dergéintschwätzen.

Dëst geschitt op dräi Ebenen: dem Décrochage scolaire, der Integratioun vu Kanner mat Migratiounshannergrond an der Inklusioun vu Kanner mat engem Defizit. U sech sinn dës dräi Beräicher ontrennbar, ganz einfach well eng gutt Integratioun an eng gutt Inklusioun vu vulnerabele Schüler déi éischt Viraussetzunge sinn, fir den Décrochage scolaire vun Ufank un ze verhënneren.

Ganz opschlossräich sinn an deem Kontext d'Aussoe vum Antoine Fischbach, dem Direkter vum LUCET, dem Luxembourg Centre for Educational Testing vun der Uni Lëtzebuerg. 2016 huet deen Här an engem Interview drop opmierksam gemaach, datt d'Schülerinnen an d'Schüler, déi aus enger sozial benodeelegter Schicht stamen a gläichzäiteg e Migratiounshannergrond mat enger net germanofoner Mammesprooch hunn, an eisem Schoulsystem zu den allergréisste Verléierer gehéieren. Bis zu zwee an engem hallwe Joer Bildungsréckstand si bei dëse Jonken am Alter vu 15 Joer festzestellen.

De Problem weist sech meeschtens direkt schonn an den éischte Schouljoren, wou schonn ee Fënneftel vun de Kanner den Ufuerderungen hannendrulafen, dat souwisou, mä zwee Drëttel vun dëse Kanner si Kanner mat Migratiounshannergrond, wat op en akuten Handlungsbedarf hiweist.

Wat d'Kanner mat kierperlechen oder mentalen Defiziter ugeet, esou misst et am Fong selbstverständlech sinn, Dir Dammen an Dir Hären, datt dës Kanner vun Ufank un an engem inklusive Schoul- a Betreiungsmilieu opwuessen, net nëmmen, well d'Gläichbehandlung vun deene Kanner e fundamentaalt Mënscherecht duerstellt, mä och opgrond vun der Behënnerterechtskonventioun, déi Lëtzebuerg am Joer 2011 ratifizéiert huet. Well d'Realitéit den Usprëch nach ëmmer hannendruleeft op dësem Gebitt, mécht et duerchaus Sënn, Här Minister, datt deen neie Service vun der Mediatioun sech net eleng op den Décrochage scolaire an op d'Integratioun vu Kanner mat Migratiounshannergrond konzentréiert. Et ass och wichteg, datt en op der Ebene vun der Inklusioun vu Kanner mat engem kierperlechen oder mentalen Defizit aktiv soll ginn.

Dobäi muss ee wëssen, datt mir d'Rad mat dësem Projet net nei erfannen. Äänlech Initiative ginn et schonn a villen anere Länner, un deene mir eis am Fong kënnen inspiréieren, esou zum Beispill a Portugal, wou 2008 e Projet fir erzéierech Mediatioun an d'Liewe geruff ginn ass. Mëttels Mediateuren, déi gläichzäiteg och Enseignant sinn, gëtt konsequent a strategesch agegraff, wann ee Jonke gefäerdet ass, zum Schoulverweigerer ze ginn.

En anere ganz interessante Mediatiounsprojet géint d'Schoulversoen ass och a Portugal an d'Liewe geruff ginn, dëst mat 14 Mediateuren aus Betriber. D'Zil ass hei, de Kontakt tëschent Schoulen a Betriber hierzestellen an dat soziaalt Ëmfeld vun deene Jonke matanzebezéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Projete wéi dës fanne mir besonnesch opschlussräich an interessant, well se sech net exklusiv op de Schoulmilieu limitéieren, mä aner Partner an d'Mediatioun aschléissen. Dat heescht net, datt mir de Mediatiounsservice, dee mat dësem Projet de loi an d'Liewe geruff gëtt, a Fro stellen. Mir wëlle just ze bedenke ginn, datt säin Aktiounsradius zimlech limitéiert bleift.

Natierlech ass et wichteg a richteg, datt de Mediateur all Hiewelen a Bewegung soll setzen, fir datt déi Jonk hire Studium weiderféieren. An et ass och wichteg a richteg, datt en do ass, fir am Konfliktfall ze verhandelen. Wann een dann awer weess, datt bal 50% vun de Schoulofbréch op e feelende Patron de stage oder op den Netzougang zu der gewënschter Formatioun zréckzeféiere sinn, da weess een och, datt de Mediateur séier mat sengem Latäin um Enn ka sinn, ganz einfach, well e mat dësem Projet de loi net direkt d'Missioun kritt, mat Patronen aus der Privatwirtschaft ze verhandelen a se dozou ze bewegen, Jonker an de Stage ze huelen.

Net anescht ass et beim Accès vu Jonken zu hirer gewënschter Formatioun, op déi kee Mediateur kann awierken, soulaang wéi eise Schoulsystem engem Jonken deen Accès d'office verspäert. Dobäi sinn et grad dës zwee Facteuren, wéi gesot, déi d'Haaptursaach vum Schoulofbroch duerstellen, nieft dem Échec scolaire, op deen de Mediateur och nëmme begrenzt Afloss kann hunn.

An anere Wierder, d'Mediatioun mécht Sënn, si ass awer just e Puzzlesték vun enger Gesamtstrategie, fir géint de Schoulofbroch an d'Exklusioun virzegoen. Zu där Strategie gehéieren all déi Moossnamen, déi d'Virriedner an d'Virriednerin scho genannt hunn - ech ginn net laang drop an -: d'Antenne locale pour jeunes vum SNJ ass och interessant, d'Maison de l'orientation, d'École de la 2e Chance, den Atelier „Stop and Go", de Pilotprojet mam Numm „Plateforme accrochage scolaire" an esou weider an esou fort.

Wat eiser Meenung no awer nach feelt, sinn zum Beispill genuch Internater, déi un d'Schoulen ugegliddert ginn. Esou Strukture géifen et erlaben, betraffe Jonker aus engem schwieregen oder konfliktträiche familiären Ëmfeld erauszehuelen a geziilt ze encadréieren, dëst zum Beispill iwwer Modeller wéi Coaching oder Tutorat.

Wat och nach feelt, ass eng konsequent Ënnerstëtzung vun de Betriber, déi Jonker an de Stage huelen an eng gewësse Verantwortung fir si iwwerhuelen. Dozou gehéiert an eisen Aen och, datt déi sozial Ofsécherung vun alle Stagiairë muss garantéiert ginn, och dann, wann de Stage just als Orientéierungshëllef oder als perséinlech Weiderbildung realiséiert gëtt an net am Kader vun engem agreéierte Stage.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, entscheedend fir en erfollegräiche Schoulparcours sinn doriwwer eraus nach aner Facteuren, déi schoulinterner Natur sinn an hoffentlech vum Mediatiounsservice opgegraff ginn, wann e bis besteet. Entscheedend ass zum Beispill d'Schoulklima, verbonne mat engem geschützten Ëmfeld, an deem Phenomeener wéi Mobbing oder physesch a psychesch Gewalt keng Plaz méi fannen.

Besonnesch a grousse Schoulkomplexer muss och drop higeschafft ginn, datt et bei de Schülerinnen a Schüler net zu enger Verfriemung kënnt an zum Gefill vun Anonymitéit. Grad well déi jonk Mënsche Gebuergenheet an der Schoul a Verbonnenheet mat der Schoul an den Enseignantë brauchen, fir sech dora wuelzefillen, muss deem Problem vun anonymen an onperséinleche Schoulkomplexer besonnesch Rechnung gedroe ginn an Zukunft.

Dobäi kënnt, datt verstäerkt un d'Fäegkeete muss ugeknäppt ginn, déi d'Kanner an déi Jonk aus hirer eegener Erfahrung matbréngen. Héich Usprëch un déi individuell Stäerkte verbonne mat enger intensiver perséinlecher Ënnerstëtzung wierke bei Kanner a Jonke motivéierend a verbesseren hir Leeschtung wäit méi wéi e System, deen op Defiziter baut.

Aus all deene Grënn wënsche mir eis, datt den neie Mediatiounsservice sech net just op den Dialog tëschent de Schoulpartner, op d'Léisung vu Konflikter an op d'Hëllef bei Demarché konzentréiert. Wichteg ass fir eis op alle Fall seng analytesch a berodend Missioun, déi dora muss bestoen, de Fanger an d'Wonn ze leeën an nei Pisten opzeweisen, dëst an Zesummenaarbecht mam Observatoire de la qualité scolaire, dat heescht, Recommandatiounen auszeschwätzen, wéi eise Schoulsystem et méiglechst alle jonke Mënsche kann erspueren, schonn am fréie Liewen als Versoer stigmatiséiert an ausgegrenzt ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wann de Mediateur dat fäerdegbréngt a wann d'Politik déi néideg Konsequenzen doraus zitt, dann huet dëse Projet de loi säin Zil méi wéi erreecht.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a wéilt awer och dem Kolleeg Här Lamberty nach villmools Merci soe fir säi gudde Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem grousse Merci un den Här Lamberty, deen eis dee Projet hei mat senger traditioneller Begeeschterung presentéiert huet. Mir wäerten als Oppositiounspartei e bësse méi e kritesche Bléck op dëse Projet de loi hei werfen.

Ech mengen, wann een d'Entwécklung an der Éducation nationale an de leschte Joren hei observéiert, da kann een dem Minister vill Virwërf maachen, awer ganz sécher net deen, datt en net den administrative Waasserkapp a sengem Ministère konsequent nach weider ausgebaut hätt. Mir hunn ëmmer méi Servicer kritt an de Schoulen, bei de Schoulen, wou och d'Utilitéit, op jidde Fall vun eiser Säit aus, net kann novollzu ginn. Mir haten dat elo bei der nationaler Programmkommissioun, beim Observatoire de la qualité scolaire. Haut hu mer erëm en neie Projet, wou ech awer wëll dovu profitéieren, fir prinzipiell an Erënnerung ze ruffen, datt d'ADR seet: „Esou vill Stat wéi néideg, awer och esou mann wéi méiglech."

Mir si prinzipiell fir e schlanke Stat. Et gëtt do zwou Consideratiounen:

(Brouhaha)

Engersäits soll de Stat net de Konkurrent si vun engem private Secteur, deen och héich qualifizéiert Leit brauch, an anerersäits soll de Ministère de l'Éducation nationale net a Konkurrenz si géintiwwer aneren dréngende Besoinen an anere Ministèren. D'Éducation nationale entwéckelt sech e bëssen zum Vampir vun der Fonction publique a leschter Zäit an hélt iwwerproportional vill Mëttele fir sech an Usproch.

(Brouhaha)

Mir ginn Iech awer gär recht: Et gëtt vill Erausfuerderungen an der Éducation nationale, awer ob do méi Administratioun a méi Bürokratie d'Äntwert ass, dat sief dohigestallt.

Dee Projet, dee mer haut hunn, huet Objektiver, déi mir och ënnerschreiwen. Dat ass louabel. Fir de Leit esou wäit wéi méiglech e Schoulofschloss ze ginn, ass richteg, zemools bei deene Leit, déi mat der Inklusioun konfrontéiert sinn. Och deenen, déi et scho méi schwéier am Liewen hunn, bäizestoen, ass eng Saach vun der mënschlecher Selbstverständlechkeet. An och do si mir der Meenung, datt dat richteg ass, fir hinne bäizestoen, hinnen ze hëllefen.

Awer et gëtt scho ganz vill Servicer, déi dat maachen. Et sinn der vill haut opgezielt ginn. An d'Fro ass ëmmer: Huet et dann e Wäert, niewent all deene psychosoziale Servicer an Initiativen, spezialiséierte Schoulmeeschteren, Direktiounen an esou weider der nach derbäizesetzen?

Dee Projet, dee mer haut hei leien hunn, ass virun allem e ganz ideologesche Projet, an dat an enger Villzuel vun Dimensiounen. Dat Éischt ass: Et ass eigentlech kee richtege Mediateur am Sënn vum Wuert, iwwert dee mer haut hei schwätzen. Et ass keng Vermëttlungsinstanz ier eng Decisioun kënnt oder am Laf vun engem Prozess. Et ass eppes ganz aneres: Et ass eng Instanz, déi no den Decisioune kënnt, nodeem all Ressourcë schonn epuiséiert sinn. Et ass domadder eng Verhandlung no der Verhandlung an domat och eng Aushielegung vun den Hierarchien am Kader vun der Éducation nationale. Dat ass eppes, wat mir prinzipiell net wëllen! Wann Decisioune geholl sinn no deene Regelen, da solle se stoen. E Mediateur huet héchstens eng Plaz do virdrun.

Dann ass et och eng Instanz, déi relativ vill Muecht huet op iwwerraschenden Domänen. Mir liesen am Gesetz, datt de Mediateur soll intervenéieren, wann eng Schoul d'Gesetz net respektéiert, d'Reglementer oder d'Instruktiounen net respektéiert. Mä dat ass net d'Aufgab vun engem Mediateur! Gesetzer a Reglementer si keng Verhandlungssaach! Déi mussen applizéiert ginn. Dat ass eng Responsabilitéit vun engem Direkter, vun engem Minister, och vun eis hei als Chamber, fir derfir ze suergen, datt déi ëffentlech Instanzen oder Organer wéi Schoulen d'Gesetzer respektéieren. A wann et eppes ass, wat de Code pénal interesséiert oder esou äänlech gelagert Problematiken, jo, da muss de Parquet informéiert ginn, awer kee Mediateur!

Drëttens geet et och ganz wäit, wann de Mediateur verlaangt, den Dossier ze gesi vun iergendeppes. Do ass erëm eng Kéier guer keng Grenz agebaut. De Secret däerf him net opposéiert ginn. Mir hunn eis gefrot, wann dann elo e Fall vu politescher Radikaliséierung ass, wou et awer sensibel Dokumenter kënnen an engem Dossier ginn, och dat alles muss engem Mediateur virgeluecht ginn, ouni datt do iergendwéi Grenze gezu ginn am Interessi vum Stat.

A véiertens, et ass och ganz typesch fir e Gesetz, wat esou e bëssen den „social engineering" vu verschiddene politesche Stréimungen hei erëmspigelt, datt de Feeler vun engem Décrochage scolaire prinzipiell bei der Schoul gesicht gëtt, am System, steet am Gesetz (veuillez lire: am Rapport): «(…) ressources existantes ou si le système a échoué.» Mä de Problem kann och beim Schüler leien! Déi Eventualitéit ass emol hei net virgesinn! Wéi ass et, wann en aus familiäre Problemer, aus psychologesche Problemer d'Schoul wëllt verloossen? Och do kann e Mediateur an der Regel net hëllefen, dat ass och net seng Aufgab. A wéi ass et, wann e Schüler einfach wëllt fréi an de Beruff oder wann en einfach faul ass? Och dat schéngt et an eiser Welt ze ginn.

Dann ass et och: Wat heescht eigentlech „de System"? Wat ass domadder gemengt? A wann een dat Gesetz liest, da fält een erëm genau op déi Definitioun: De System, dat sinn eigentlech eis Dräisproochegkeet hei am Land, eis sproochlech Ufuerderungen. Well et steet do, déi „exigences multilingues", déi géifen dann déi penaliséieren, déi do méi Problemer hätten, sech un eise Parcours scolaire dann unzepassen.

Mä déi Regierung hei iwwerrascht! Engersäits seet se, an do gi mer hir recht, de Multilinguismus an eisem Land, dat wär en Atout. Dat ass et och. An op där anerer Säit gëtt dann awer géint de Multilinguismus virgaangen. Dat wär eng Penalisatioun, eng Barrière an esou weider, wou d'Kanner da Problemer hätten, sech ze integréieren, an dofir misst eigentlech en anere Wee gesicht ginn.

Mä firwat dann do nach e Mediateur? Hu mer dann net schonn an der Schoul an deene leschte Joren esou vill Initiative geholl, fir eigentlech de sproochlechen Niveau op all Manéier esou wäit erofzesetzen, datt ee vun enger Erausfuerderung, vun enger Barrière, vun Integratiounsproblemer net méi seriö kann diskutéieren?

Mir hunn dach eng Segregatiounspolitik, doduerch datt verschidde Sproocheschoultyppe gemaach ginn. Mir hunn déi multilingual Fréierzéiung, d'Frankofoniséierung, Stéck fir Stéck, vun der Lëtzebuerger Schoul, d'Niveaudifferenzéierung an de Sproochen, d'Reduzéierung vun den Inhalter an dem Sproochenunterrecht, d'Ewechloosse vu Sproochen.

Wou soll dann do nach den Defi sinn? Wou ass dann nach d'Barrière, wann an deene Fächer dach wierklech an der Substanz ëmmer manner enseignéiert gëtt?

A wat d'Integratioun ugeet, hu mir als ADR kloer Virstellungen, déi mer och ëmmer erëm gesot hunn. Éischtens hu mir geschwat vu Classes d'accueil. Wa Leit aus dem Ausland kommen, da loosst se dach esou laang a staatleche Klassen, bis se de Sproochenniveau erreecht hunn, dee se brauchen, fir an eiser Schoullandschaft ze reusséieren! An op dee Wee ass d'Regierung net esou matgaangen, wéi mir et eigentlech proposéiert hunn.

Mir hunn och ëmmer gesot: „Informéiert d'Kanner an déi Jugendlech, hir Elteren, ier se op Lëtzebuerg kommen, wat hei déi sproochlech Situatiounen an déi sproochlech Ufuerderunge sinn!" Och dat géif deene Jugendlechen heiansdo ganz vill Problemer evitéieren, an och dat ass net gemaach ginn, wat awer eng elementar Vernonft eis géif ofverlaangen.

D'Argumentatioun fir dëse Projet de loi kann nach an aneren Hisiichten iwwerraschen. Da gëtt geschwat: „Mir hätte gär e quantitativt Zil." Firwat e quantitatiivt Zil? Et steet am Rapport: wéinst der „contrainte internationale". Mä et ass dach net vernënfteg, fir ze soen: „Mir wëllen 10%", wéi et hei proposéiert gëtt. Firwat net 9%? Firwat net 11%? Firwat net 8%? Firwat net 0%?!

Ech mengen, quantitativ Ziler sinn net d'Äntwert. Mä mir solle probéieren, Leit esou vill wéi méiglech iwwert déi vill Méiglechkeeten, déi eise Schoulsystem elo schonn offréiert, en Ofschloss ze ginn. Awer fir kënschtlech quantitativ Ziler ze setzen, ass sécher en illusoreschen, och en ideologeschen Usaz, dee mir esou net deelen. Mir solle géint de Phenomeen virgoen, probéieren, esou effikass wéi méiglech dat ze maachen, awer op enger realistescher Basis.

„Chancëgläichheet" ass och esou e Wuert, wat een ëmmer erëm héiert. Mä wat ass domadder gemengt? Wann een dëst Gesetz liest wéi och anerer, huet een den Androck, datt d'Chancëgläichheet e Synonym ass fir den Nivellement

vers le bas, datt mer wëlle probéieren, jiddwerengem en Diplom ze ginn, deen awer herno näischt méi wäert ass, an dann ze soen: „Bei eis huet jo jiddweree reusséiert."

Dat ass de Contraire vu Chancëgläichheet. Chancëgläichheet ass eng Chancëgläichheet au départ, déi Méiglechkeet, sech op enger wierklech gerechter Basis géintiwwer engem aneren ze bewären, an dat an enger gratis ëffentlecher Schoul, well mat all dësen Diskussiounen, déi mer hei hunn, verléiere mer dach d'Konzentratioun op de Schüler, déi wichteg ass.

Awer mir däerfen net aus den Ae verléieren, datt de Lëtzebuerger Schoulsystem als Ganzt och eng gesellschaftlech Funktioun ze erfëllen huet. An eng vun deene Funktiounen ass, fir eng leeschtungsfäeg Generatioun erunzebilde mat enger gudder Bildung an enger gudder Ausbildung, déi eisem Land och kann eng Zukunft ginn, déi eis ekonomesch konkurrenzfäeg léisst, déi eis administrativ leeschtungsfäeg léisst, déi eis d'Méiglechkeet gëtt, op intellektuell Wäerter opzebauen, well eppes aneres huet eist Land jo net ze bidden, wéi mer et jo genee wëssen.

An dat ass en Optrag vun der Lëtzebuerger Schoul, genausou wéi et den Optrag vun der Lëtzebuerger Schoul ass, eis Dräisproochegkeet ze erhalen, inklusiv Lëtzebuergesch! An eng Partei, déi sech op de Fändel „Zukunft op Lëtzebuergesch" schreift an awer an dem Schoulsystem Lëtzebuergesch ëmmer weider benodeelegt, déi muss sech awer hei Froe stellen, ob se hirer Kredibilitéit net schuet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschte Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Heiansdo huet een den Androck, datt mer geschwënn méi Organer hu wéi Léierpersonal hei am Land. Ech mengen, mir hate schonn eng Kéier driwwer diskutéiert. Mir wäerten net géint dëse Projet de loi stëmmen, mir wäerten och net derfir stëmmen, mä mir wäerten eis enthalen; dann ass dat schonn emol eng Kéier gesot.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Ech erzielen dat, ech soen dat, Madamm Loschetter.

De Problem ass deen, et ass jo vum Décrochage scolaire geschwat ginn. Mir hunn ongeféier 13% Décrochage scolaire hei zu Lëtzebuerg. Da kritt een esou eng Limitt gesat vun der Europäescher Kommissioun, et misst een op 10% erofgoen. Natierlech ass dat eng arbiträr Zuel. De Problem awer, de systeemesche Problem, déi systeemesch Fro gëtt net onbedéngt gestallt, fir ze wëssen, wat iwwerhaapt…, wéi de Schoulsystem Schüler accueilléiert.

Wat ass d'Finalitéit vun der Schoul? Wat ass e gudde Schüler? Wat soll e kënnen? An ech mengen, dat sinn alles Froen, déi an deene leschten zéng bis zwanzeg Joer wierklech net onbedéngt richteg diskutéiert goufe vun der Politik, mä déi awer vun de Gewerkschaften oft gestallt goufen.

Wat erwaarde mer vu Schüler? Dat heescht, datt se sech vläicht an e Moule erasetzen, fir herno gutt Salariéen ze ginn, a Konformitéit mat den Desiderata vun den Entreprisen an esou weider, an der Illusioun ze mengen, datt just eng gutt Formatioun - mir soe jo net, datt ee keng gutt Formatioun soll hu fir gewësse Beruffer, mä dat ass net onbedéngt dat, wat ausschlaggebend ass am Fondamental oder am Lycée -, mä datt just eng spezifesch Formatioun gutt wier, fir herno um Aarbechtsmarché eens ze ginn.

Mir wësse ganz genau, datt et ganz staark dovunner ofhänkt, aus wat fir engem soziale Milieu ee kënnt, iwwer wat fir eng gesellschaftlech Verbindungen ee verfüügt, an esou weider an esou virun, fir weiderzekommen. Natierlech spillt eng Formatioun mat. Mä einfach e spezifeschen Diplom, dee späert dech an an eng gewësse Kategorie.

Et ass evident, datt zum Beispill och am Prinzip Kanner, déi iwwer eng humanistesch Bildung verfügen an déi och aus engem gewëssene Milieu kommen, wou d'Elteren och iwwer esou eng Bildung verfügen, souwisou meeschtens herno och an der Gesellschaft et vill méi einfach hunn, fir eng Aarbecht ze fannen. Oft gëtt da fälschlecherweis behaapt, op esou Bildunge misst ee verzichten, well mer zukünfteg Mecanicienen oder Aarbechter ausbilde wäerten, an dat wier superfetatoire. An dat ass justement och net de Fall.

Mir sinn der Meenung, datt prinzipiell weiderhi muss, wann ee schonn un der Wuerzel d'Problemer wëllt upaken, datt een éischtens déi verschidde Regimmer esou no unenee muss brëngen, dat heescht a Richtung Tronc commun muss goen, wou ee lues a lues an och individuell op déi verschidde Capacitéiten a Besoine vun de Schüler kann agoen.

An duerno muss ee massiv och „bottom up" - ech versichen emol, Englesch och ze schwätzen, mä dat geet net ëmmer esou richteg; neen, mä dat ass awer esou in, mä dat geet net -, also „vun ënnen erop" massiv investéieren. An do gesi mer, datt et hei zu Lëtzebuerg ganz staark dorunner hapert, wat d'Formatioun vun den Enseignanten ugeet - et feelen eis der, an ech kommen nach an enger Question parlementaire méi spéit drop, wou mer och nach erëm e Problem hu fir déi nächst Rentrée, dat ass eng aner Saach -, wat d'Infrastrukturen ugeet, wat de Matériel scolaire ugeet.

An dann, datt een Enseignanten net iwwerfuerdert - dofir muss een der och schonn emol genuch hunn -, mä datt een d'Enseignanten net iwwerfuerdert an hirer alldeeglecher Aarbecht, datt se kënnen op d'Kanner agoen, datt se och musse staark präsent sinn an de Schoulklassen, datt se mussen och eng deementspriechend Ausbildung hunn, datt eng kollektiv Aarbecht muss stattfanne mat den Enseignanten an datt een och op d'Enseignantë respektiv op d'Representantë vun den Enseignanten a vum psychosoziale Milieu, vun der Ediff an esou weider, muss agoen, mat deenen zesummeschaffen, als Ministère op déi muss héieren.

A mir wëssen, datt dat net geschitt. Si soen dat op jidde Fall. De Ministère wäert natierlech soen: „Dat stëmmt net", mä ech hunn d'Tendenz, Honnerten oder Dausende vu Leit éischter eppes ofzekafe wéi engem Regierungsmember, muss ech einfach emol do zouginn.

Duerno hu mer awer och e puer Problemer, wat d'Durée vum Mandat vum Mediateur ugeet, wat seng Qualifikatiounskritären ugeet, wat seng Kompetenzen ugeet. Dat ass net kloer. Dat ass kloer zum Beispill scho beim Ombudsmann, dee mir hei wielen, deen dofir do ass, fir iwwerhaapt en amont kënne Konflikter ze schlichten. De Mediateur ass jo do, fir ze schlichten, ier de Konflikt optrëtt. Dat hu mer zum Beispill bei engem Ombudsmann, deen och vun engem Parlament - mir maachen dat jo och hei - gewielt gëtt.

Do ass et awer net kloer, also, d'Prozedur ass do erëm eng Kéier relativ obskur. Also, e gëtt vun der Regierung ernannt, also vum Grand-Duc ernannt; dat heescht u sech vum Minister. An u sech, seng Qualfiikatioun an esou weider ass an eisen Aen e bëssen arbiträr.

E schéngt awer relativ vill Muecht ze kréien. Schwätze mer iwwerhaapt vun engem Mediateur oder vun enger Aart Schoulriichter? Dat ass och d'Fro, déi ee sech muss stellen, well en huet och eendeiteg méi Capacitéiten wéi zum Beispill den Ombudsmann, dee mer hunn.

Da sinn esou Mesuren, wou ee sech d'Fro stellt, wat dat soll. Zum Beispill wa Kanner net opkräizen, well se blomaachen oder wat och ëmmer, well se net do sinn, da kann de Mediateur dann de Buergermeeschter informéieren, deen dann d'Elteren informéiere kann, datt et Sanction-pénalle gëtt. Firwat grad de Buergermeeschter? Dat ass eng Fro. Firwat och net d'Schoul direkt?

Ob dat wierklech eppes hëlleft, datt een d'Elteren drun erënnert, datt et Sanktioune gëtt, dat ass eng Fro, déi sech stellt, an ob een do wierklech och systematesch ëmmer d'Responsabilitéit op Eltere muss ofwälzen. Well et ass jo awer och esou, datt net all Eltere gläich si virun der Educatioun vun hire Kanner.

Et kann ee sech natierlech d'Liewen einfach maachen a soen: „D'Elteren hu Responsabilitéiten, wa se Kanner maachen, an duerno musse se domadder eens ginn." Mir wësse jo all: Kanner si schnell gemaach, mä fir se ze erzéien, ass eng aner Saach. An heiansdo sinn och d'Elteren total iwwerfuerdert, well si och selwer an engem Aarbechtsmilieu sinn, deen hinnen och net méi vill Zäit erlaabt.

Dofir huet een och e bëssen den Androck, datt dee Mediateur kéint - et ass den Androck, ech soen net, datt et esou wäert geschéien -, mä u sech, well et esou onkloer ass an dësem Gesetz, datt de Mediateur zu engem Schoulriichter kéint gi respektiv och eng Mission de flicage kéint kréie vis-à-vis vum Schoulpersonal selwer, dat schonn iwwerfuerdert ass a wou an deene fënnef leschte Joren näischt ënnerholl ginn ass, fir datt dat an eng aner Richtung géif goen, respektiv datt dat och eng Forme de flicage géintiwwer den Eltere selwer kéint huelen.

Duerno stellt ee sech och d'Fro, firwat et keng Possibilité de recours gëtt, wann de Mediateur decidéiert, datt eng Reklamatioun, déi vläicht och vun engem Schüler oder vun engem Papp, vun enger Mamm kënnt… Datt hie ka soen: „Okay, ech iwwerhuelen dat net", firwat een do kee Recours kann huelen.

Voilà! Do sinn an eisen Aen immens vill Saachen, déi wierklech flou sinn. Mir hätte léiwer, datt de Ministère méi Energie dran investéiert hätt, fir wierklech och dem Schoulpersonal déi Moyenen ze ginn, déi se brauchen, fir korrekt kënnen ze schaffen, datt se net iwwerfuerdert gi mat ze vill Bürokratie, datt se net fir alles responsabel gemaach ginn, mä datt se awer och wierklech kënnen do sinn, fir sech esou individuell wéi méiglech ëm d'Kanner ze bekëmmeren, an datt een och fundamental Reforme gemaach hätt fir dee Wahnsinn vun deene verschiddenen Ordre-scolairen. Iergendeng Kéier muss een domadder Schluss maachen. Ech weess, dat ass politesch schwéier unzepaken, mä et muss een et upaken, well soss kréie mer de Problem ni un der Wuerzel gepaakt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech schléisse mech deene Felicitatiounen un de Rapporteur, de Claude Lamberty, selbstverständlech un, deen eis hei an d'Matière de Mëtteg agefouert huet. Eng Matière, déi sécherlech komplex ass, well et e weidert Puzzlesteck ass vun där Landschaft, déi mer amgaange sinn ze skizzéieren, fir ze kucken, op eng ganz Rei vu Constaten awer kënnen adequat ze reagéieren.

Déi Constate sinn net nei. Mir kenne se alleguerten. Mir hunn d'Bildungsetüden aus de leschte Joren, heiansdo aus de leschte Jorzéngten, jo awer gelies. An hei geet et jo nach eng Kéier ëm déi Kategorië vun vulnerabele Schoulpopulatiounen, déi ëmmer nees och Thema vun deenen Etüden do sinn.

Mir wëssen, datt bei Kanner, déi extra Besoinen hunn, well se vläicht Léierschwieregkeeten hunn, well se verhalensopfälleg sinn, well se en Handicap hunn, datt do d'Tendenz besteet, datt d'Schoul schonn, ech mengen, d'Akteure vun der Regelschoul an der Klass heiansdo d'Tendenz hunn, fir ze soen: „Dorëms soll en anere sech këmmeren", an datt mer och Kräfte brauchen an engem Bildungssystem, déi do dergéint wierken, déi do heiansdo soen: „Neen, dat doten, dat kann et net sinn, do gëtt et Regelen, do gëtt et aner Solutiounen." A mir musse kucken, datt mer aner Weeër fannen.

Mir wëssen och, datt et hei zu Lëtzebuerg - an dat ass de Mëtteg, mengen ech, an der Debatt jo awer och vun deem engen oder aneren nach eng Kéier ervirgestrach ginn - ganz breet Schoulpopulatioune gëtt, wou eigentlech eise regulären Unterrecht, eis regulär Schouloffer nach ëmmer net esou richteg passt, déi Schülerinnen a Schüler, déi mat enger anerer Mammesprooch an d'Schoul kommen, nach ëmmer net - dat gesi mer a Statistiken, dat gesi mer an all deene Bildungsetüden - déiselwecht Chancen hunn op en Ofschloss, dorop, fir ouni Redoublement derduerchzekommen, op méi en héijen Ofschloss och duerno, fir vläicht nach an den Enseignement supérieur kënnen eropzekommen.

Alles dat wësse mer. An ech denken, datt mer och duerfir solle kucken, e besonnescht A och op déi dote Population cible weiderhin hei am Land ze hunn.

En aneren Defi ass dee vum Maintien scolaire, fir deen ze förderе respektiv den Decrochage (veuillez lire: den Decrochage ze verhënneren), de fréizäitegen Decrochage, do, wou Schüler aus ganz ënnerschiddleche Grënn - an ech soe ganz oft: „Et gëtt esou ënnerschiddlech Grënn, fir de decrochéieren, wéi et Decrocheure gëtt" - riskéieren, aus dem Schoulsystem auszescheeden ouni Diplom, ouni Ofschloss, eigentlech och ouni Perspektiven, duerno wierklech gutt duerch d'Liewe kënnen ze kommen.

A mir kënnen eis et eigentlech net leeschten haut am Joer 2018, dorobber ze verzichten, fir deenen dote Schülerinnen a Schüler déi beschte Méiglechkeeten ze ginn, an einfach weiderhin nozekucken, datt se eigentlech generell ënner hire Méiglechkeeten, ënner hirem Potenzial bleiwen.

An och an där Ambitioun schreift sech de Médiateur scolaire mat sengem Service an, wann déi dote vulnerabel Schoulpopulatiounen op anere Weeër eigentlech net zur Satisfaktioun komm sinn a wa se d'Gefill hunn, dann awer iergendzwousch net hire Wee ze fannen an der Schoul, datt en do kann nolauschteren, datt e ka vermëttelen, datt e bei Konflikter eben och d'Roll vun engem Mediateur kann iwwerhuelen, datt e kann no Léisunge sichen, well mer scho mierken, datt ganz vill Schüler, ganz vill Elteren awer och ganz oft hëlleflos op der Sich sinn no esou engem, deen duerch dee ganzen Dschungel vun all deene Mesuren, dee se zum Deel schonn duerchlaf hunn, zum Deel awer vläicht och emol guer net kannt hunn, ka féieren an dee kann ausliichten.

Et ass, denken ech, e wichtegt Element nieft all deenen aneren Efforten, déi mer maachen, fir Kanner mat engem anere Sproochenhannergrond eng aner schoulesch Offer kënnen unzebidden, fir Kanner mat extrae Besoinen och méi qualifizéiert Personal, spezifesch ausgebiltent Personal an d'Schoulen ze ginn. Um lokale Plang, um regionale Plang, um nationale Plang - doriwwer wäerte mer déi nächst Woche jo hei och nach eng Kéier schwätzen - ass et wichteg, fir ze kucken, datt och ganz individuell den eenzelne Fall, den eenzelne Schüler a säin Entourage do eng Guidance ka kréien a ka gehollef kréien am Fall, wou et Problemer ginn.

Gläichzäiteg denken ech, datt mer - an dat ass e Constat, deen ech awer déi lescht Jore gemaach hunn - als Bildungssystem insgesamt oft riskéieren, déi dote Schoulpopulatioun aus den Aen ze verléieren, och wa se ëmmer erëm Thema ass a Bildungsetüden, och wa mer hei ëmmer erëm driwwer schwätzen, datt awer op ville Plaze sech eigentlech net esou mat där Motivatioun ëm si gekëmmert gëtt, wéi dat eigentlech misst sinn, an datt mer iergendzwousch och en Affekot brauche vun deem, dee riskéiert ze decrochéieren, vun deem, dee vläicht mat engem anere Sproochenhannergrond aus anere Schoule kënnt, vun deem Schüler, deen en extrae Besoin huet.

Duerfir ass eng vun de Missioune vum Mediateur eben och, fir Recommandatiounen un de Ministère respektiv den Observatoire de la qualité scolaire ze riichten. Firwat de Ministère? Ma well dee sécherlech direkt ka kucken: Wou fonctionnéiert de System net? A seng Aufgab, seng ganz natierlech Aufgab ass et, dorobber ze intervenéieren. an den Observatoire de la qualité scolaire huet d'Méiglechkeet, weider méi déif gräifend, och systeemesch Etüden ze maachen, fir ze kucken, ob dat doten éischter e punktuelle Problem ass, ob et e systeemesche Problem ass. Hie kann och Recommandatiounen ausschaffen, wéi d'Politik - d'Politik, de Ministère, awer och eng Chamber - hir Verantwortung an deenen eenzelne Beräicher kann iwwerhuelen.

Ech denken, datt mer hei net aus der Flicht sinn, fir fir déi dote Schoulpopulatioun eng national Politik ze definéieren, e Schoulsystem, eng schoulesch Offer, eng Bildungslandschaft ze offréieren, déi hire Besoine Rechnung dréit. Et geet hei net drëms, fir iergendeng Ulafstell ze hunn, déi en Alibi ass an eis alleguerten aus der Verantwortung entléisst, eis als Politiker aus der Verantwortung entléisst, de Schoulsystem, de Rescht vum Schoulsystem, aus der Verantwortung entléisst, fir sech doriwwer net méi brauche Gedanken ze maachen a sech net méi op déi dote Besoine musssen auszeriichten. Mä et geet eben hei drëm sécherzestellen, datt déi Politik - déi mer ganz oft definéieren, déi kloer geregelt ass - um Terrain och esou ëmgesat gëtt.

A wann hei gesot gëtt: „Dat misst eigentlech eng Selbstverständlechkeet sinn, de Minister an d'Chamber an all déi sinn duerfir zoustänneg!" Jo, de Minister brauch Akteuren, déi dat doten dann och kënnen assuréieren, an de Mediateur wäert ee vun deenen Akteuren do sinn.

Ech bedaueren, datt mer hei net eng ganz breet Zoustëmmung hunn. Ech hunn eenzel Kritikpunkten héieren. Ech kann déi zum Deel novollzéien an huele se ganz gäre mat. Wa gesot gëtt: „Mir hunn esou vill ënnerschiddlech Akteuren an et weess een net ëmmer, wie fir wat ganz genee zoustänneg ass!", bei „et weess een net ëmmer" heescht dat dann net, datt net gewosst ass, wie fir wat zoustänneg ass, mä dann ass dat vläicht net ëmmer fir jiddwereen esou erkenntlech. Fir deen, deen net aus der Educatioun kënnt, fir deen, deen ausserhalb vum System steet, heiansdo och fir deen, dee Responsabilitéit am System dréit, ass dat net ëmmer esou kloer erkenntlech.

Do musse mer elo Efforte maachen, fir méi staark ze communiquéieren, och hei méi präzis kloerzemaachen: Wéini ginn ech bei de Mediateur? Wéini ginn ech awer och net bei de Mediateur, wat sinn aner Ulafstellen? Ech denken, de Rapporteur ass drop agaangen, datt, wann ech mengen, ech hätt onberechtegterweis eng Retenue kritt oder meng Prüfung wär emol falsch korrigéiert ginn, dann ass de Mediateur net déi éischt Ulafstell. Da ginn ech bei mäin Enseignant. Wann ech do keng Satisfaktioun kréien, da ginn ech bei den Direkter. Dat ass

ganz kloer, datt déi doten Akteuren dann d'Responsabilitéit hunn, fir déi Dossiere seriö kënnen ze kucken. Mä et geet hei eben drëms, fir ganz präzis an anere Fäll nach eng Instanz ze hunn, déi ka kucken, fir Léisungen ze fannen. Ech mengen, datt mer dat och musse kloermaachen. Ech si ganz gär bereet, deen dote Message matzehuelen.

Zu deenen Amendementen, déi d'CSV an der leschter Kommissiounssëtzung nach abruecht huet, deelen ech dat, wat hei och zum Deel gesot ginn ass. Jiddwereen huet natierlech d'Recht, sech do begleeden ze loossen, wann e bei de Mediateur geet. Ech denken, datt dat en allgemeng gëltege Rechtsprinzip ass, och hei an dësem Kontext, datt dat, wat net verbueden ass, erlaabt ass. A selbstverständlech ka jiddweree sech duerch iergendee begleede loossen, fir bei de Mediateur ze kommen an do seng Cause kënnen ze plädéieren. Dat ass kloer.

A mir haten awer Bedenken, d'Regierung wéi och d'Majoritéit an der Kommissioun, fir ze soen, datt de Mediateur, dee jo a ville Fäll awer och eng Mediatiounsaarbecht muss maachen - dee muss vermëttelen, dee muss Brécke bauen -, sech net kann autosaiséieren, also sech selwer engem Dossier kann unhuelen, well dann ass e jo schonn eng vun de Parteien. A fir kënnen ze vermëttelen, fir déi Brécken do kënnen ze bauen, muss hien tëschent de Parteie stoen. Duerfir si mer eben op deen dote Wee gaangen, wéi et d'ailleurs jo och beim Ombudsmann de Fall ass an eigentlech gängeg Praxis ass, wann ee vun enger fachmännescher Mediatioun doruechter schwätzt.

Ech soen all deene Merci, déi am Laf vun de leschte Wochen derzou bäigedroen hunn - virun allem an der Kommissioun -, datt mer elo op dee Wee hei kënne goen. Ech mengen, mir hate flott Diskussiounen. Et ass finalement jo och en aneren Text derbäi erauskomm, wéi en eigentlech initialement vun der Regierung proposéiert ginn ass, wou mer nach dräi verschidde Mediateuren, all Kéiers ee separat fir all Population vulnérable, proposéiert haten. Mir hunn elo ee Mediateur mat engem Service, dee sech awer deenen dräi Zilgruppen do ganz besonnesch wäert widmen.

Ech denken, datt et eng ganz konstruktiv Aarbecht war, déi mer do gemaach hunn. An ech wënschen natierlech dem zukünftege Mediateur a senger ganzer Equipp ganz vill Erfolleg bei senger Aarbecht, woubäi ech mer géif wënschen, datt en eigentlech keng Aarbecht hätt. Mä dat schéngt mer awer eng Illusioun ze sinn.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7072 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7072 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

32-mol Jo, 3-mol Nee a 25 Abstentiounen. Domat ass de Projet 7072 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwer, dem Projet de loi 7048, deem neien Naturschutzgesetz. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Henri Kox.

3. 7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg stëmme mer en neit Naturschutzgesetz, en Naturschutzgesetz, wat déi natierlech Liewensgrondlage vun eisem Land a vun eisen Awunner längerfristeg besser schützen a restauréiere soll, en Naturschutzgesetz, wat och de Mënsch schützt duerch proppert Waasser, intakt Biedem a gesond Loft.

Dëst neit Naturschutzgesetz ass eng Leitplank, fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land ze begleeden. Dëst neit Naturschutzgesetz steet fir Präventioun, d'Erhalung an d'Restauratioun vun ekologesche Systemer, d'Miniméierung vum Flächeverbrauch, méi Transparenz an administrativ Vereinfachung a kloer Regelen, méi Matsprooch an Zesummenaarbecht, méi professionell a sënnvoll Kompensatiounsmooss-namen, de Schutz vu gudde landwirtschaftleche Biedem a manner Spekulatioun op landwirtschaftleche Flächen.

D'Naturschutzgesetz, wat haut hei gestëmmt soll ginn, brëngt also eng Rei Verbesserunge vis-à-vis vum Naturschutzgesetz 2004, e Gesetz, wat awer net dat éischt Naturschutzgesetz hei zu Lëtzebuerg war. En éischt Gesetz ënnert dem Titel „Loi concernant la conservation de la nature et des ressources naturelles" gouf 1965 votéiert an 1978 modifizéiert. 1982 gouf dëst modifizéiert Gesetz vun 1965 duerch en neit Naturschutzgesetz ersat an de Begréff „conservation" duerch „protection" ausgetosch. Ab dem Joer 1982 gëtt deemno net vun Erhalen, mä verstäerkt vu Schutz geschwat. 2004 gouf eng weider gréisser Reform duerchgefouert, well zwou wichteg Direktive vun 1992 an 1979, déi sougenannten „Directives habitats et oiseaux" - haut éischter ënnert dem Begréff Natura 2000-Gebidder bekannt -, an d'national Gesetzgebung hu missen ëmgesat ginn.

D'Natura 2000 ass e Kärsték vun der europäescher Naturschutzpolitik, fir d'Erhalung vun der biologescher Villfalt fir déi zukünfteg Generatiounen ze garantéieren. Mat 66 Natura 2000-Gebidder huet Lëtzebuerg säi Soll haut erfëllt. 48 dovu si Schutzgebidder fir d'Liewensraim an 18 dovu sinn als Vulleschutzgebidder ausgewisen. An de Joren no 2004 huet nach e puermol un dësem Gesetz missen nogebessert ginn, deels duerch nei national Gesetzgebungen oder duerch d'Obligatioun, EU-Richtlinne besser ëmzesetzen.

Ënnert der viregter Regierung gouf dunn 2012 e Gesetzesprojet mat der Nummer 6477 deposéiert, wat d'Gesetz vun 2004 sollt modifizéieren. Duerch den Avis vum Statsrot 2013 wollt déi jëtzeg Regierung iwwert de Wee vu Regierungsamendementen d'Gesetzespropos 6477 amendéieren. Schlussendlech gouf awer decidéiert, eng integral Reform vum Gesetz iwwert den Naturschutz duerchzeféieren an eng eege Gesetzespropos ënnert der Nummer 7048 nei ze deposéieren.

Dës Neischreiwung huet och zu enger besserer Lieserlechkeet vum Gesetz bäigedroen, wat och vu villen esou erkannt gëtt, a wou awer gekuckt gouf, déi wichteg Artikele wéi den Artikel 17 och weiderhin als Artikel 17 am neie Gesetz ze beloossen. Ausschlaggebend fir eng integral Reform vum 2004er Gesetz war besonnesch d'Uerteel vun der Cour constitutionnelle an den Avis vum Conseil d'État zum Projet de loi iwwert den Aménagement du territoire betreffend den Droit de propriété, wat jo och zum Réckzuch vun de véier Plan-sectorielle gefouert huet.

Och den neie Plan national concernant la protection de la nature, de sougenannte PNPN2, huet et zwéngend gemaach, eng nei Gesetzespropos ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, firwat brauche mer dann iwwerhaapt en Naturschutzgesetz? Mir hunn dach alles! Eist Land ass dach esou schéin, mat schéine Koppen an Däller, Baachen a Flëss, Bëscher a Wisen. Et ass dach alles gutt, oder? Leider net! Ech wëll hei net den Däiwel un d'Wand molen, mä d'Situatioun an der Natur dobaussen ass schlecht, si ass deels ganz schlecht.

Et ass leider net alles gutt. Ech wëll dofir d'Fakten zum Zoustand an der Natur just un e puer Zuelen illustréieren. D'Datelag iwwert den Zoustand ass an dem virgenannten zweete Plan national concernant la protection de la nature op wëssenschaftlecher Basis beschriwwen. Dësen zweete Plang deckt d'Joren 2017 bis 2012 (veuillez lire: 2021) of a gouf den 13. Januar 2017 am Regierungsrot ugeholl an de 14. Februar d'lescht Joer am Memorial publizéiert.

An deem Dokument fënnt een d'Stratégie nationale a Saache Biodiversitéit: éischtens d'Objektiver an zweetens d'Mesuren an d'Aktiounen, fir dës Strategie ëmzesetzen. An den Annexen zu dëse Strategië sinn eng Rei Kaarte publizéiert, déi sech och op de Corridor écologique bezéien.

E puer Zuelen a Fakten iwwert den Zoustand vun der Biodiversitéit:

98% vun eise Waasserleef sinn a kengem gudden ökologeschen Zoustand. De chemeschen Zoustand vun de Waasserleef ass néierens gutt.

Lëtzebuerg ass staark fragmentéiert. Et ass souguer dat am stäerkste fragmentéierte Land an Europa.

Iwwert de Réckgang vun Insekte gëtt och ausféierlech bericht: Eng Rei Päiperleken, déi eigentlech immens heefeg sollte sinn, hunn déi lescht Jore staark gelidden a si besonnesch um Akerland zréckgaangen.

Bei den ze schützenden Aarte geet et 60% am Offeland schlecht, kenger geet et u sech gutt.

Eist ökologescht Gläichgewiicht ass deemno schwéier a Gefor. Et ass dofir wichteg a richteg gewiescht, fir d'éischte Kéier d'Erhalung an d'Restauratioun vum ökologesche System an d'Gesetz anzeschreiwen, niewent de besteeënden Zilsetzunge wéi dem Schutz vun den natierleche Ressourcen oder d'Wahrung vun den Déieren- a Planzenaarten. Dës wichteg Zilsetzunge sinn dofir direkt am Ufank vun dësem Gesetz ënnert dem Objektiv am Artikel 1 niddergeschriwwen.

Här President, erlaabt mer als Rapporteur just nach e puer perséinlech Gedanken. Wann een d'Kommentarer iwwert den Ëmwelt- an Naturschutz esou liest, esou maachen ech mer richteg Suergen iwwert de Stellewäert an och de Respekt vun eiser Gesellschaft vis-à-vis vun der Biodiversitéit an den natierleche Ressourcen hei am Land.

D'Banaliséierung vum Biodiversitéitsverloscht mécht mer Angscht. Ech kéint och hei d'Weisheet vun de Cree-Indianer zitéieren: „Erst wenn der letzte Baum gerodet, der letzte Fluss vergiftet, der letzte Fisch gefangen ist, werdet ihr feststellen, dass man Geld nicht essen kann."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz ass keen Allheilmittel a wäert och Lettre morte bleiwen, wa mer et net zesummen am géigesäitege Respekt uginn. Et ass e weidert wichtegt a richtegt Puzzlesteck am Ëmgang mat eisen natierleche Ressourcen. Ech wëll dofir d'Kärsték vun dësem Gesetz besonnesch ervirsträichen. Dëst Kärsték ass an der Sektioun 2 ënnert den Artikelen 63 bis 65 zréckzefannen, déi sougenannten „mesures compensatoires".

Eisen Ökosystem, sief et e Bam oder e Strauch, sprécht den Habitat am Allgemengen, kritt mat dësem Gesetz e Wäert a gëtt iwwer wëssenschaftlech Kritäre mat Ökopunkte versinn, déi och engem monetäre Wäert entspriechen. Dëse System erlaabt et, de Schutz oder déi entspriechend Restauratioun ze moossen an och ze evaluéieren.

Dem Minister erlaabt dës Virgeeënsweis, e Projet oder eng Infrastruktur net méi einfach ze refuséieren, mä d'Reduktioun vum Habitat da beschtefalls ze minimiséieren a bei eventueller Zerstéierung vu Biotoper an Habitater dës duerch en transparenten an ëffentleche Kompensatiounssystem ze ersetzen. Dës Kompensatioune geschéien deemno net méi hott an har an ënnerleien net méi der Responsabilitéit vum Promoteur, mä der Responsabilitéit vun der ëffentlecher Hand. Fir d'Kompensatioune kënnen duerchzeféieren, ginn dofir entspriechend Pools de compensation geschafen, déi als Office de réserves foncières mat engem héijen ökologesche Potenzial fir d'Restauratioun vum Ökosystem gëllen.

Ee weidere wichtege Punkt ass en transparente Register, deen dës Kompensatiounsmooss-namen éischtens festhält an zweetens e Suivi garantéiert. D'Emsetzung, wéi gesot, ënnerläit der ëffentlecher Hand a muss am Fall vun enger Kompensatiounsëmsetzung och vum Promoteur bezuelt ginn. Dës Sue gi gebraucht, fir déi entspriechend Terrainen ze kréien, d'Fraise fir d'Planifikatioun, d'Realisatioun an d'Gestioun iwwer 25 Joer ze bezuelen an och ze garantéieren.

Jo, d'Ëmwelt an d'Natur kritt deemno mat dësem Gesetz e Präis, deen awer net onbedéngt zu Käschtepunkte fir de privaten oder ëffentleche Promoteur beim Bau vun Infrastrukture muss féieren. Et geet drëms, net muttwëlleg e Biotop ze zerstéieren, mä bei optimaler Planifikatioun méiglechst vill vun dëse Strukturelementer, sprech hei an deem Fall Ökopunkten, mat ze integréieren.

De Projet zum Beispill vun „Wunne mat der Wooltz" - dee gouf schonn éfters hei ernimmt - weist op, wéi een an Zukunft Hand an Hand ka goen, fir méiglechst vill Elementer kënnen dès le départ mat ze berücksichtegen, wat schlussendlech zu der Liewensqualitéit - eiser Liewensqualitéit - vun den Awunner wäert bäidroen. Fir dass déi Pools de compensation och sënnvoll ugeluecht ginn, gëtt d'Land a fënnef ökologesch Zonen agedeelt, soudass och garantéiert gëtt, dass am selwechten ökologesche Secteur, wou zerstéiert gëtt, och entspriechend restauréiert gëtt.

D'Angscht vun der Landwirtschaft, dass héichwäertegt Agrarland fir dës Kompensatioun géif geopfert ginn, ass net berechtegt. Dofir gëtt mam Artikel 67 e Comité de gérance an d'Liewe geruff, wou sämtlech Partner, och d'Landwirtschaft, un engem Dësch wäerte sëtze mat ënner anerem dem Office national du remembrement. Gläichzäiteg steet explizitt am Gesetz: «de veiller à éviter la réalisation de mesures compensatoires sur des terrains à haute valeur agricole». D'Spekulatioun op d'Agrarflächen duerch den Opkaf vu Kompensatiounsflächen duerch Promoteure wäert och heimat ophéieren an ewechfalen.

Niewent dësem Kärsték wëll ech awer och nach op e puer aner Neierungen an dësem Gesetz agoen, ouni wëllen awer ze vill an den Detail ze goen. Dofir fannt Der déi Detailer och a mengem schréftleche Rapport zréck.

Et gouf eng nei Definitioun vun de Gréngzonen am Artikel 3, genau Regelen, fir an der grénger Zon ze bauen, am Artikel 6. Jo, d'Bauen an der Gréngzon ass weider erlaabt, mä mat ganz transparenten an novollzéibare Kritäre versinn.

Och goufen déi existéierend Konstruktiounen nei geregelt, an dat am Artikel 7. D'Aféierung vun engem «régime d'autorisation pour la destruction de biotopes en dehors de la zone verte»: Wann also eppes zerstéiert gëtt, da gëtt et eng Méiglechkeet, fir eng aner Autorisatioun trotzdeem ze ginn. D'Reorganisatioun betreffend den Espèces protégées, wat ganz wichteg ass; ech hunn lech d'Zuele virdru genannt. An den Artikele 35 a 36 geet et ëm d'Natura 2000-Gebidder. Do gëtt, éischtens, e Plan de gestion des zones Natura 2000 opgestallt an zweetens, ganz wichteg, d'Création de comités de pilotage Natura 2000.

Och hei nach eng Kéier e puer Wierder iwwert déi Natura 2000-Gebidder. Et ass keng Erfannung vu Lëtzebuerg, mä eng wichteg europäesch Verflichtung, de Schutz vun den Aarten a Liewensraim ze garantéieren. Wichteg ass an Zukunft, dass et eng Obligation de résultat an net méi just eng Obligation de moyen ass an de Schutzzonen Natura 2000, wat sécherlech zu bessere Resultater an dëse Gebidder wäert féieren.

Wat awer gradesou wichteg ass, dat ass, dass an deene Pools de compensation e Comité de pilotage an d'Liewe geruff ginn ass, wou all d'Partner un engem Dësch sëtzen a besonnesch och d'Proprietairë vun dësen Terrainen. Den Droit de préemption ass just op Terraine vun den Zones protégées d'intérêt national limitéiert ginn. Och zu deene vläicht e Wuert: Déi Zone leien haaptsächlech an den Natura 2000-Flächen an et kommen net nach iwwerdriwwe weider Flächen derbäi. D'Kaarten dozou sinn an deem virgenannte PNPN2 hannen an den Annexen ze fannen.

Ënner Regroupement et clarification des dispositions relatives aux autorisations am Chapiter 12 ass alles iwwert d'Autorisatiounen nach eng Kéier beschriwwe ginn. D'Prozedure gi méi kloer a präzis gemaach, wat sécherlech och zu enger administrativer Vereinfachung wäert féieren. An zum Recours: De Recours en réformation ass an dësem Gesetz ofgeschaaft ginn an duerch e Recours en annulation ersat ginn, well d'Geriichter sech dach relativ schwéiergedoen hu mat dem Recours en réformation.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu den Avisen. Avise krute mer vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Chambre d'Agriculture, dem Syvicol, der Centrale paysanne, dem Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, dem Mouvement écologique an der natur & ëmwelt. Fir keen hei wëllen auszeschléissen, hu mer als Kommissioun festgehalen, sämtlech Avisen als parlamentarescht Dokument ze akzeptéieren a se sinn dofir och a mengem schréftleche Rapport zréckzefannen. Och wann et net üüblech ass, denken ech, dass et zum bessere Versteesdemech vun dësem Gesetz bäidréit.

Jo, d'Gesetz geet deem engen net wäit genuch an deem anere leider schonn ze wäit.

Ech mengen, dass ech duerch meng Ausféierungen op déi Haaptkritickе vun den eenzelnen Avisen zu dësem Gesetz konnt agoen, ouni awer kënnen ausféierlech ze sinn. Wichteg schéngt et mir awer, nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass dëst Gesetz eng Participatioun vun den Akteure berücksichtegt wéi zum Beispill de Comité de pilotage vun de wichtegen Natura 2000-Flächen.

Et ass just e Mateneen, wa mer de Biodiversitéitsverloscht wëllen ophalen. Dofir brauche mer niewent dem Stat och d'Gemengen am Boot. Am Artikel 69 ginn dofir d'Gemengen explizitt erwäänt, fir hire wichtege Rôle bei de Missiounen, ënner anerem «de promouvoir sur le plan local la protection de la diversité biologique, la conservation et la restauration» an awer och de Rôle bei der «sensibilisation du public en faveur de la protection de la nature».

Zu den Aarbechten an der Kommissioun an dem Avis vum Statsrot: D'Gesetz gouf den 31. August 2016 deposéiert an ech gouf de 15. September 2016 zum Rapporteur bestëmmt. En éischten Avis vum Statsrot koum de 7. November 2017. De Statsrot huet a sengem éischten Avis - jo - 27 Opposition-formellen ausgeschwat. Wichteg ass et awer, hei ze ernimmen, dass dës Opposition-formellë sech haaptsächlech op juristesch Onkloerheete baséiert hu respektiv bei der net ganz eendeiteger, richteger Transpositioun vun der Direktiv.

Dës Avisen hunn awer dozou gefouert, e ganz kloere juristesche Gesetzestext haut hei ze kréien, awer déi politesch Orientatioun an och de Wëlle vum Legislateur gouf dobäi respektéiert. An dat ass och richteg esou.

An net manner wéi aacht Kommissiounssëtzungen ass dunn zu den Opposition-formellë Stellung geholl ginn an eng Serie Amendementer, déi an der Sëtzung vum 8. Januar (veuillez lire: 3. Januar) ugeholl goufen, dem Statsrot iwwermëttelt ginn. Den Avis complémentaire vum Statsrot ass den 20. Februar 2018 komm. An der Kommissiounssëtzung vum 28. Februar gouf dësen Avis analyséiert a mat enger zweeter Serie vun dräi Amendementer reagéiert. An därselwechter Reunioun goufen och 27 Amendementer vun der CSV-Fraktioun analyséiert, wou mer awer och e groussen Deel virdrun an anere Kommissioune scho beschwat haten. Si goufen an därselwechter Reunioun awer vun der Majoritéit ofgeleent.

Schlussendlech gouf an der Sëtzung vum 2. Mee den zweeten Avis complémentaire vum Conseil d'État vum 30. Mäerz analyséiert. De Rapport vun dësem Gesetz gouf an der Sëtzung vum 9. Mee vun de Majoritéitsparteie guttgeheescht, mat der Ofleenung vun der CSV-Fraktioun.

Här President, erlaabt mer nach eng Kéier e puer perséinlech Wierder zum Schluss. Ech si richteg houfreg gewiescht, Rapporteur vun dësem wichtege Gesetz gewiescht ze sinn, ee Gesetz, wat hoffentlech am Respekt vun eis all, awer virun allem am Respekt vis-à-vis vun der biologescher Villfalt dobaussen applizéiert gëtt. En Naturschutzgesetz, dat grad eis Biedem soll schützen, fir gesond Liewensmëttel kënnen ze produzéieren, also dach eppes fir d'Landwirtschaft. Schliisslech wëll ech menger eegener Duechter eng nohalteg Zukunft am Wënzerbetrib hannerloossen.

Ech soen dofir och gäre Merci fir déi vill konstruktiv, awer och kontrovers Debatten iwwert déi lescht Méint. Wäit iwwer honnert Amendementer - 104, mat deene vun der CSV-Fraktioun - goufe verfaasst an hunn zu engem besseren a verständleche Gesetz gefouert. Merci u meng Kolleegen aus der Ëmweltkommissioun, der grénger Fraktioun, de Mataarbechter vum Ministère an awer och un d'Sekretärin vun der Ëmweltkommissioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst neit Naturschutzgesetz ass keen Allheilmittel, mä et ass e wichtegt Puzzlesteck zum Schutz vun eise Liewensgrondlagen. Et ass eng Leitplank, fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land ze begleeden am Respekt vun der Biodiversitéit an den natierleche Ressourcë wéi Buedem, Waasser a Loft. Ech hoffen dofir op eng breet Zoustëmmung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An éischte Riedner ass den Här Laurent Zeimet fir d'CSV. Här Zeimet!

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss den Här Rapporteur leider enttäuschen. Mir stëmmen dëst Gesetz haut net mat. Mir stëmmen dat Gesetz haut net mat, well mer net iwwerzeegt sinn, datt et duerchduecht ass a seng Ziler kann erreechen, well et net wäit genuch geet an der Vereinfachung vun de Prozeduren, well et d'Landwirtschaft net méi staark als Partner behandelt.

Dëst Gesetz net matstëmmen heescht awer net, datt mer net de Constat deelen. De Constat, datt mer en neit Gesetz brauchen, de Constat, datt mer eis Biodiversitéit besser musse schützen an erhalen. Net matstëmmen heescht och net, datt net gutt Usätz an dësem Projet de loi sinn. Net matstëmmen heescht sécher net, datt mer géint den Naturschutz wieren.

Am mannsten Divergenzen hu mer sécher, wa mer de Constat maachen, datt trotz allen Efforten an de leschte Joren eis Biodiversitéit weider zréckgaangen ass, d'Instrumenter, fir deem entgéintzewierken, wuel net esou wéi gewënscht fonctionnéiert hunn an agesat goufen.

Här President, d'Regierung huet sech Zäit geholl, fir en neien Naturschutzplang auszeschaffen. Zanter leschtem Joer läit e vir mat ambitiéisen Ziler, déi bis 2020 sollen erreecht ginn. Dësem Plang soll och eng Utilité publique zougeduecht ginn, woubäi mir eis awer froen, ob dat ubruecht ass, vu datt dëse Plang ouni weider Diskussioun an dësem Haus vun der Regierung opgestallt a festgeluecht gouf. Dës Woch geet dann och déi nei Versioun vun de Plan-sectoriellen an d'Prozedur.

A bei aller Diskussioun ëm de Wuesstum a wéi mer an Zukunft wëllen an dësem Land liewen, stellt sech d'Fro, ob et eng kohärent, ob et och eng integral Approche vun der Regierung gëtt, fir all déi Objektiver, déi se sech setzt, kënnen ze erreechen.

Et soll weider Wunnraum geschaaft ginn, Infrastrukture mussen ugepasst ginn, et solle weider Betriber sech kënnen néierloossen a sech kënne weiderentwéckelen. Ech kéint elo op dëser Plaz op d'Juggurtsfabrik agoen, mä ech klameren dat emol aus. Niewent all dësem Wuesstum an dëser Entwécklung soll awer och d'Biodiversitéit erhalen an erëm verbessert ginn. D'Biodiversitéit, déi an de leschte 40 Joer schwéier gelidden huet an net zulescht wéinst dem Wuesstum a wéinst der Urbaniséierung, déi eng Konsequenz vun dësem Wuesstum ass.

Mam Naturschutzgesetz soll sech en Instrument gi ginn, fir eis och eng Entwécklung ze erméiglechen am Aklang an am Respekt mat eiser Ëmwelt. Mä ouni weider Agréffer wäerte mer eng Entwécklung net hikréien. Mä mir wëssen, eis Liewensqualitéit an eise Liewensraum kann net weider op d'Käschte vun der Biodiversitéit geschéien, well d'Biodiversitéit d'Grondlag vun eisem Liewen ass. Vermeiden, limitéieren a kompenséiere sinn dofir d'Virgab, fir Agréffer vun eiser Liewensweis an d'Natur an Aklang mat eiser Ëmwelt ze bréngen.

An de leschte Joren ass mat net wéineg Opwand e Biotopkadaster erstallt ginn. Dëst Instrument hätt an eisen Aen och eng legal Basis verdéngt. Sécher, d'Evolutioun léisst sech net duerch e Gesetz festschreiwen. Mä et wier am Sënn vun der Transparenz gewiescht, dësen Istzoustand och am Naturschutzgesetz ze verankeren, besonnesch well sech dorop duerno soll beruff ginn, fir Decisiounen ze huelen. An Naturschutz brauch Akzeptanz. A wann et en objektiivt, wann et en novollzéibart Instrument gëtt, firwat dann net och dozou stoen?

De Problem vum staatlechen Naturschutz ass jo grad deen, datt e bei villen Akteuren an net zulescht bei de Baueren dacks zimlech arbiträr eriwwerkënnt. Wat fir eng Biotope firwat solle geschützt ginn, doriwwer muss informéiert ginn, fir datt et novollzéibar an akzeptéiert ass.

De Marco Schank hat eng méi subsidiaresch Approche a sengem Text, dee jo och de Virleefer vun dësem Text ass. E wollt och de Rôle vun de Gemengen am Naturschutz stäerken. D'Gemenge kréien zwar am Gesetz weiderhi Missiounen am Naturschutz zouerkannt, Missiounen, déi se och am Kader vu Syndikater kënnen erfëllen, mä de Syvicol huet drop higewisen, datt et och keen Zwang zum Syndikat dierf ginn, esou wéi et am Naturschutzplang virgesinn ass, an datt mat neie Missiounen natierlech och déi entspriechend finanziell Mëttel musse bereetgestallt ginn, fir datt d'Gemengen déi Missiounen och kënne garantéieren.

Vill Gemengen a Syndikater setze sech haut scho fir den Naturschutz an, leeschte Pionéieran Iwwerzeegungsaarbecht. Mä wéi schwéier Biodiversitéitsprogrammer ze vermëttele sinn, dierfte munch Gemengevertrieder aus der Erfahrung wëssen, wa se an hirer Gemeng op méi eng naturno Fleeg vun hiren Anlage setzen an op den Asaz vu Pestizide verzichten.

Här President, dëse Projet de loi baséiert op engem Text, wéi gesot, dee vum Marco Schank deposéiert gouf. Mir sti weider hannert der Grondiddi vun den Ökopunkten an de Kompenséierungsflächen. Flächen, déi nei erschloss ginn, wou mer der Fauna an der Flora Liewensraum huelen, sollen a musse kompenséiert ginn. Mam Punktesystem kréie mer méi Kloerheet. Et weess een, wat ze maachen ass. Mat engem Pool vu Fläche weess een och, wou an ob déi Kompenséierung herno och virgeholl gouf.

Mir fannen et dofir richteg, datt dës Flächereserve sollen a staatlecher Hand, an ëffentlecher Hand bleiwen. Datt mer och am Prinzip solle kompenséieren, wou mer zerstéieren, hale mer och fir richteg. D'Éislek an d'Musel, de ländleche Raum soll net eleng en Naturpark sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Mä d'Konzentratioun an de Ballungsgebidder muss och eng flexibel a machbar Kompenséierung méiglech maachen, ouni den Drock op d'Terraine weider ze erhéijen. Dofir stellt sech d'Fro, ob e Flächeverbrauch ka reduzéiert ginn, wann ee géif op alternativ Kompenséierungen zréckgräifen. An d'Martine Hansen wäert op dëse Punkt zréckkommen.

Här President, wou mer awer méi eng nuancéiert Approche hunn, ass bei der Kompenséierung innerhalb vum Bauperimeter. Mir sinn der Opfaassung, datt op Flächen, déi u sech fir eng direkt Bebauung am Perimeter ausgewise sinn, keng Kompenséierung soll gefuerdert ginn. Flächen, déi fir eng Bebauung mat engem PAP virgesi sinn, solle bebaubar sinn a Projete sollen net duerch weider Ëmweltoplagen hypothekéiert ginn. Déi Zäit, wou esou Flächen am Perimeter net bebaut ginn, soll d'Natur sech kënnen entfalen. Natur op Zäit, wéi och vum Mouvement écologique proposéiert, schéngt eis méi eng sënnvoll Approche ze sinn, wéi wann d'Proprietairen higinn a präventiv alles ewechméien, fir datt nëmmen net e Biotop soll op hirem Terrain entstoen.

Här President, eenewee stellt sech elo d'Fro, ob den Ëmweltministère iwwerhaapt nach kann am Perimeter matschwätzen. Dës Fro stellt sech op d'mannst no engem Uerteel vun der Cour administrative vum 3. Mee 2018. An dësem Arrêt geet et ëm eng Fro iwwer e Klassement vun engem Terrain am neie PAG vun der Gemeng Käerjeng. An dësem Arrêt mécht d'Cour d'Ausso, datt sech dem Ëmweltminister seng Kompetenz u sech op d'Zone verte beschränkt. An d'Cour limitéiert och d'Necessitéit vun der SUP, vun der strategescher Ëmweltpréiwung am Kader vun engem PAG.

Ech ginn elo emol dovun aus, datt den Här Statssekretär dëst Uerteel kennt. An eis géif interesséieren, wat seng Lektür vun dësem Arrêt ass. Wéi verhält et sech zum Beispill mat de Servituden, déi elo vu Gemenge fir den Naturschutz sollen op Terraine geluecht ginn, déi am Perimeter leien?

A wat implizéiert dëst Uerteel, net nëmme par rapport zu dësem Projet de loi, mä och en vue vun de PAG-Prozeduren, déi am Ableck lafen oder lancéiert ginn? Wier et net ubruecht, datt och eng Interpretatioun vun dësem Uerteel géif de Gemenge matgedeelt ginn an datt mer eis an enger Commission jointe vun der Interieursan der Ëmweltkommissioun géifen domadder auserneesetzen? Well dëst Uerteel, esou schéngt et eis, dréit awer weider zur Konfusioun an zur Onsécherheet bäi. An et confirméiert eis an eiser Konklusioun, wat d'Gesetzgebung iwwert den Aménagement communal ugeet.

Mir sinn zur Konklusioun komm, datt et besser wier am Sënn vun enger Vereinfachung vun de Prozeduren, awer och am Sënn vun enger praxisnoer Handhabung vun den Texter, alles, wat den Aménagement communal an d'Bauen ugeet, an engem Text ze regruppéieren.

An domat ënnerscheet eis Approche sech fundamental vun der Approche vun der Regierung. Haut hu mer Virschréften zum Bebauungsplang an de PAPen am Gesetz iwwert den Aménagement communal. Mir hunn natierlech och déi verschidde kommunal Bauvirschréften. D'Bauen an der Gréngzon regele mer mam Naturschutzgesetz an d'SUPen och. A fir et méi einfach ze maachen, loosse mer parallell verschidde Prozedure mat verschiddenen Delaie lafen a loossen esou net wéineg Interpretatiounsspillraum a stellen eis selwer Fale fir Formfeeler op.

Här President, jo, dës Kritik betrëfft och Texter, déi vun der CSV gedroe goufen, mä mir maache Politik, fir Gesetzer ze verbesseren an net, fir recht ze behalen.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Mir sinn dofir zur Konklusioun komm, datt et sënnvoll wier, all d'Prozedure vum PAG iwwer PAP a Baugeneemegung an och d'Bauen an der Gréngzon an engem Text zesummenzefaassen, eng Konklusioun, déi och vum Syvicol a vum Statsrot gedeelt gëtt. Dofir bräichte mer eng fundamental Reform vum Gesetz iwwert den Aménagement communal am Sënn vun enger Vereinfachung an Acceleratioun vun de Prozeduren.

Well Prozedure si jo net geduecht, fir méiglechst vill Fale fir Formfeeler opzestellen, a komplizéiert Prozedure si virun allem keen Ausdrock vun enger lieweger Biergerbedeelegung. Laang a komplizéiert Prozedure schafe kee Wunnraum a se schützen och keng Biodiversitéit. Komplizéiert Prozedure suerge just derfir, datt alles laang dauert, näischt virugeet an alles méi deier gëtt.

D'Argument géint esou eng Reform ka jo net sinn, well et verschidde Ministere mat verschiddene Kompetenze gëtt, bräichte mer och verschidden Texter. Well Kompetenze kënnen och an engem Gesetz festgeluecht an openeen ofgestëmmt ginn. D'Viraussetzung dofir ass natierlech, datt et keen Denken a Festunge gëtt, mä gemeinsam Objektiver an eng kohärent Approche, wou mer kloer Regelen hunn. A wann déi kommunal Servicer gutt opgestallt sinn, da schwätzt an eisen Aen näischt dergéint, datt d'Baugeneemegung an enger Gréngzon och ka vun engem Buergermeeschter ausgestallt ginn.

Ech verheemlechen net, datt esou eng Kompetenziwwerdroung méi einfach ze realiséieren ass, wa mer manner Gemenge mat méi Kompetenzen hunn. An dat gesi mer net eleng esou. „Der aktuelle Stand von immer noch 102 Gemeinden ist schwierig für eine gewissenhafte Landesplanung. Daher machen Fusionen vor allem bei den kleineren Gemeinden Sinn", schreift d'natur & ëmwelt an hirem Fuerderungskatalog fir d'Chamberwahlen.

Gutt opgestallte Gemenge sinn eng Viraussetzung och fir eng kohärent Landesplanung am Sënn vun enger besserer Flächennotzung. An dofir brauche mer eng fundamental Reform. An dofir geet eis dat, wat an dësem Text virgesinn ass, net wäit genuch.

Här President, och wann eis dësen Text net wäit genuch geet, hu mer awer probéiert, op d'mannst nach an eisen Ae Verbesserungen a Vereinfachungen duerchzekréien. Mir hunn eng Rei Amendementer proposéiert, besonnesch wat d'Bauen an der Gréngzon ugeet. Hei huet et eis virun allem iwwerdriwwe geschéngt, datt och fir déi klengsten Transformatioun vu bestoende Gebaier eng Autorisatioun beim Minister muss ugefrot ginn. An et dierf ee jo net vergiessen, datt a ville Gemengen och nach eng Autorisatioun vun dem Buergermeeschter néideg ass.

Mir begréissen am Prinzip, datt Kloerheet soll geschaaft ginn. A mir sinn och am Prinzip der Meenung, datt an der Gréngzon - am Prinzip - net soll gebaut ginn, mä déi gewielten Approche ass eis ze restriktiv a virun allem net am Sënn vun enger Vereinfachung. Mir hätten eis méi Flexibilitéit am Sënn vun enger moderner Landwirtschaft gewënscht. A well och nach déi entscheedend Reglementer gefeelt hunn, war et schwéier nozevollzéien, wéi dës Texter sech herno an der Praxis wäerten auswierken.

A mir waren eigentlech och iwwerrascht, datt mer bei dëse Propose keng Ënnerstëtzung, op d'mannst vun der liberaler Bänk, kruten. Well wat hu mer net alles héiere vun de Kongresser an de leschte Wochen: vu gréngem Reglementéierungswahn a Fliedermais, déi méi wichteg wiere wéi Mënschen. Jo, mä wann et dann awer konkret gëtt, da gëtt et ganz roueg vun der liberaler Bänk, wa kee Mikro a keng Kamera do ass. Mä d'DP ass jo elo d'Partei vum „an" an dofir wahrscheinlech dann och elo vum Mënsch „an" vun der Fliedermaus.

Här President, de Conseil d'État hat en zimlech strengt Uerteel iwwert déi Versioun gefällt, déi d'Regierung an d'Prozedur ginn huet. Eleng 27 Oppositions formelles waren aus dem Wee ze raumen. D'Kommissioun huet an engem ganz strammen Tempo den éischten Avis vum Statsrot verschafft an en passant déi aner Avise gestraift. A mir waren, Här President, iwwert dësen Tempo net besonnesch begeeschtert. Eng schnell legislativ Aarbecht ass net ëmmer e

Garant fir e gudden Text, dee sech herno an der Praxis soll bewären.

A just als Illustratioun ee Beispill, wat eis markéiert huet. Den Artikel 7 (1) seet: «Lorsqu'une construction existante située dans la zone verte compromet le caractère d'un site, le ministre peut ordonner que son aspect extérieur soit modifié de façon qu'elle s'harmonise avec le milieu environnant.» Do hu mer eis dann d'Fro gestallt, wéi dat an der Praxis wär, wann de Minister dann iwwer Land fiert an iergendeng Scheier gesäit, déi em net gefält, datt en dann ordonnéiert, datt déi Scheier misst en aneren Aspect kréien.

Dësen Artikel steet och haut schonns am Gesetz dran. Dat hu mer an der Kommissioun diskutéiert. Mir hunn eis gefrot, ob et géif Sënn maachen, esou eng awer willkürlech Dispositioun bäizebehalen. An op Nofro an der Kommissioun gouf eis dunn och gesot, datt deen Artikel souwisou nach ni applizéiert gouf.

Wat kann een elo do als Konklusioun zéien? Mir hätten dësen Artikel gestrach, esou zweedeiteg wéi e formuléiert ass, wann en eenewee net gebraucht gëtt, mä d'Majoritéit war awer der Opfaassung, e soll stoe bleiwen. „Man weiß ja nie, wozu man ihn gebrauchen kann."

A mir haten als CSV nach eng ganz Rei vun aneren Amendementer proposéiert, 27 am Ganzen, vun deene keent de Wee an de Schlusstext fonnt huet. Emol net eis Propos, fir d'Recht vun de Bierger bäizebehalen, e Recours en réformation vun Decisioune virun de Verwaltungsgeriichter kënnen ze maachen, gouf zréckbehalen. Eng Decisioun, déi och de Statsrot net konnt novollzéien, firwat dëse Recours sollt ofgeschaaft ginn.

Här President, dësen Text misst méi wäit an der Vereinfachung goen. An esou, wéi e virläit, si mir der Meenung, bréngt en och net méi Rechtssécherheet. Meng Kolleegin Martine Hansen wäert nach op weider Punkten agoen, déi eise Vott vun haut wäerten erklären.

Ech soen dem Här Rapporteur Merci an Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen fir d'LSAP.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi ganz ausféierleche mëndlechen an och schréftleche Rapport zu engem Gesetzesprojet, deen eigentlech méi eng grouss Envergure kritt huet, wéi ursprénglech ugeduecht.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Am Koalitiounsaccord war eigentlech just virgesinn, de Gesetzesprojet 6477, dee jo scho virlouch, op engem konkrete Punkt ze iwwerschaffen, an zwar um Punkt vun den Terraine fir d'Kompensatiounen. Et goung virun allem drëms, e staatleche Flächepool ze schafen a kloer Regelen opzestellen, fir deen dann och ze verwalten.

Dat ass och ëmmer nach dee Punkt, dee fir d'LSAP am wichtegsten ass, soudass ech och als Alleréischt emol dorobber wéilt agoen.

De Kompensatiounssystem, wéi e bis elo besteet, ass a villen Hisiichten natierlech net zefriddestellend. Fir d'Promoteure war et an der Vergaangenheet oft ganz schwéier, gëeegent Kompensatiounsflächen ze fannen. An d'Resultat ass, dass si zum Deel massiv Terrainen opkaaft hunn als Reserv, fir bei den zukünftege Projeten eben net blockéiert ze sinn. Meeschtens hu se déi Terrainen natierlech och bei de Baueren ofkaaft.

D'Baueren, déi bekloe sech zu Recht, dass de Wuesstum mat sech bréngt, dass ëmmer méi landwirtschaftlech genotzte Fläche fir aner Zwecker opkaaft ginn. Terrainen, déi d'Grondlag vun hirem Beruff duerstellen, ginn ëmmer manner. Fir d'Baueren ass et immens schwéier, un Terrainen ze kommen, wa si hir Aktivitéite wëllen ausbauen, well dës Terrainen net zum Präis vun enger Wiss oder engem Feld verkaaft ginn, mä d'Promoteuren an enger Stee de Präis op dat Villfacht vun hirem Wäert an d'Luucht dreiwen.

Domat geet natierlech och erëm de Präis vum Projet an d'Luucht, wat am Fall vum Wunnengsbau d'Situatioun vun de Logementspräisser net verbessert. Dat alles ass nëmmen ze rechtfertegen, wann déi Kompensatiounen eng reell Plus-value fir den Naturschutz an och d'Erhale vun der Biodiversitéit bedeiten. Et schéngt awer esou, wéi wann d'Emsetzung vun deene Kompensatiounsmesuren net ëmmer optimal verlaf wier, soudass ënnert dem Strëch e groussen an och en deieren Opwand gedriwwe gëtt fir e ganz mässegt Resultat.

Wann d'Gesetz, wat mir elo haut stëmmen, bis a Kraaft ass, hëlt de Stat d'Kompensatiounsmesurë selwer an d'Hand a kann esou garantéieren, dass d'Qualitéit vun deene Projete stëmmt. Wann de System mat den Ökopunkte richteg fonctionnéiert, da gëtt dat och fir d'Promoteuren e grousse Schratt no vir. Wann et geléngt, dee System esou transparent ze maachen, dass ee quasi mat engem entspriechende Computerprogramm selwer ausrechne kann, wéi de Géigewäert vum Schued ass, deen de Projet vum Emweltaspekt hier mécht, an och d'Facteure kennt, déi dobäi agerechent ginn, da kann e Projet vu vireran och esou geplangt ginn, dass den Impakt méiglechst kleng ass.

Et gëtt jo och baulech Mesuren, déi och am urbanistesche Raum eng Opwäertung fir d'Natur bedeiten. Mat engem transparenten Ökopunktesystem kann een och relativ liicht ofschätzen, ob esou zousätzlech Mesuren ënnert dem Strëch net méi bëlleg si wéi d'Kompensatiounsmesuren, fir déi een dann och muss bezuelen.

Dat gëllt natierlech net nëmme fir Privatprojeten. Dat gëllt och fir dem Stat an der Gemeng hir Projeten. Wann zum Beispill e Contournement duerch en Natura 2000-Gebitt gebaut gëtt, dann hänkt do e Präisschëld mat drun a Form vun Ökopunkten, dat den Emweltschued an och déi néideg Kompensatiounsmesurë beziffert.

Bei all technescher an och baulecher Mesure, déi den Impakt reduzéiert, huet een esou eng chiffréiert Informatioun doriwwer, wéi staark den Emweltschued doduerch limitéiert gëtt. D'Verhältnesméissegkeet vun enger Mesure léisst sech esou evaluéieren an d'Prioritéite kënne méi effizient gesat ginn. Wann et eis schwéierfält, de Wäert vun der Biodiversitéit ze schätzen, fält et eis vläicht méi liicht, de Präis dovunner wouerzehuelen.

An der Budgetskontrollkommissioun ass d'Chamber jo och haut gewuer ginn, dass d'Käschte vum Projet vun der Transversale vu Clierf sech verduebele wäerten, zum engen, well jo zousätzlech Stabiliséierungsmoossname musse virgeholl ginn an och soss nach Terraine musse bäikaaft ginn, mä awer och, well nach méi muss kompenséiert ginn, wéi ufanks geduecht.

Dëst kéint eigentlech och hei als gutt Beispill déngen, wéi de System vun den Ökopunkten eng effizient Roll ka spillen, well een dës Zort vu Käschte jo da vu virera matrechne kann.

Och fir d'Chamber kann en Ökopunktesystem e ganz gutt Instrument sinn. Wann et e Regëster gëtt vun de verfügbare Flächen am Kompensatiounspool a mer eisen Accord de principe zu de grands Projets d'infrastructure solle ginn, wier et och eng grouss Hëllef, wa mer esou fréi wéi méiglech wéissten, wéi vill Ökopunkten all eenzelne Projet kascht. Mir kéinten dann net nëmmen eise monetäre Budget, mä och den Ökopunktebudget mat berücksichtegen, wa mer Prioritéite bei der Realisatioun vu Projete setzen.

Et bleift awer elo ofzewaarden, ob den Ökopunktesystem, wéi en elo virgesinn ass, och tatsächlech esou transparent ass. Et bleift jo awer e komplexe Mechanismus, wou een an der Praxis kucke muss, ob d'Resultater vun deenen Evaluatiounen ëmmer vergläichbar an och novollzéibar sinn. Vu dass et sech dobäi ëm e Règlement grand-ducal handelt, léisst dat sech jo och relativ gutt adaptéieren, falls d'Erfahrung géif weisen, dass et Onkloerheete gëtt.

De Prinzip vum Punktesystem ass op alle Fall däitlech besser wéi dat, wat mer elo hunn. Et ass en echte Virdeel, dass de Flächepool an ëffentlecher Hand geréiert gëtt. Mir begréissen et, dass d'Gemengen an deem Kontext och weiderhin eng Roll kënne spillen. Wa si selwer Reserven ugeluecht hunn, da kënne se op hiren Terraine Kompensatiounsmesuren huelen. Si kënnen awer och jidderzäit op de Flächepool vum Stat zréckgräifen, wa se selwer kee gëeegenten Terrain hunn.

D'Verantwortung, wat fir en Terrain fir Kompensatiounsmesuren opkaaft gëtt, déi läit an Zukunft och beim Stat. Mir begréissen, dass am neien Naturschutzgesetz ausdrécklech festgehale gëtt, dass Kompensatiounsmesuren net op qualitativ héichwäertege Biedem stattfanne wäerten, déi fir d'landwirtschaftlech Produktioun esou wichteg sinn. Et wier en totale Widdersproch mam Buedemschutzgesetz, wat rezent deposéiert gouf, wa wäertvoll Kulturflächen duerch Kompensatiounsmesurë géifen zerstéiert ginn.

En zweete wichtege Punkt ass de Biotopschutz. Mä éier ech elo awer am Detail heirobber zréckginn, wéilt ech op dëser Plaz och soen, dass d'LSAP sech ganz kloer zu engem Biodiversitéitspakt mat de Gemenge bekennt.

Dëst gesot, wéilt ech awer am Kontext vum Biotopschutz op de faméisen Artikel 17 zréckkommen. Dee suergt jo schonn zanter Jore fir kontrovers Diskussiounen a rezent nach fir en Uerteel, wou d'Emweltverwaltung net recht kritt huet. De Problem ass och net einfach ze léisen, well hei ënnerschiddlech Interessen openeestoussen, déi vu Fall zu Fall kënnen änneren.

D'Naturschutzgesetz, wéi et elo virläit, zesumme mam Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Biotopen, ass méi präzis wéi den entspriechenden Artikel am haitege Gesetz, mä de Grondproblem, dee mer haut hunn, dee bleift awer bestoen. Dat betrëfft virun allem déi Biotopen, déi net an enger Schutzzon leien, mä kënnen an enger Industriezon oder soss an engem Bauperimeter leien. D'Gesetz gëtt keng Äntwert dorop, wéi genau d'Qualitéit vun engem Biotop evaluéiert gëtt an ab wéini muss geschützt respektiv muss kompenséiert ginn.

De Biotopkadaster, dee baséiert zwar op enger klorer Method an engem Leitfaden, dee festleet, ab wéi enger Gréisst oder Unzuel vu Beem e Biotop vu Bedeitung ass, mä dës Dokumenter, déi hu leider keng legal Valeur. Et si just verwaltungsintern Orientéierungshëllefen. A wéi mer beim rezenten Uerteel gesinn hunn, bitt dat net déi néideg Rechtssécherheet.

Dat kann ee bedaueren, mä et muss een d'Saach och aus der Vue vun engem Proprietaire kucken, deen e Projet wëllt realiséieren.

Eis ganz Landesplanung, PAGen, PAPen an och soss Bautereglementer, d'Quelleschutzzonen, d'Naturschutzzonen an esou weider hunn ee wichtegen Zweck: Et soll een op ee Bléck kënnen erausfannen, wat ee konkret op engem präzisen Terrain ka realiséieren a wat net. Wann een innerhalb vum Bauperimeter op enger bebaubarer Zell Pläng huet, déi all d'Baunormen anhalen, misst ee genausou mat akalkuléiere kënnen, ob op dëser Parzell och nach e schützenswäerte Biotop ass oder net.

D'Lëscht vun de Planzen, vun den Déieren oder aneren Elementer, déi e Biotop kënnen ausmaachen, ass laang, mä just a Kombinatioun mam Leitfaden kann dee Betraffenen theoretesch erausfannen, ob en eng Autorisatioun beim Ministère ufroe muss oder net. A vu dass de Leitfaden keng legal Basis huet, misst de Proprietaire am Fong all Kéiers eng opwendeg Etüd maache loossen, wann en och nëmmen e gréissere Pull op sengem Terrain huet.

Ech soen dat elo net, well ech dat Ganzt an d'Lächerlecht wëll zéien oder der Emweltverwaltung e Virworf wéilt maachen. Et geet mer drëm ze weisen, dass déi Emsetzung vum Artikel 17 fir de grand Public an zum Deel awer och fir déi Professionell net ganz transparent ass. Och fir en einfache Bierger ass et mëttlerweil zimlech einfach erauszefannen, wéi héich dass en op sengem Terrain däerf bauen, wéi wäit dass e vum Nopergrondstéck muss ewech bleiwen, mä fir awer elo konkret erauszefannen, wat e schützenswäerte Biotop ass a wat net, dat ass guer net esou einfach.

An am Resultat féiert dat derzou, dass munch Decisioun, fir esou e Biotop ze schützen, beim Proprietaire als ganz schlecht Iwwerraschung kann eriwwerkommen. Déi Iwwerraschung, déi eigentlech herno Zäit kascht, déi Sue kascht an déi natierlech och vill lerger mat sech bréngt.

Esou Decisioune ginn dann och oft als willkürlech an onverhältnisméisseg empfonnt. Et wier der Saach wierklech gedéngt, wann een do méi Transparenz kéint kréien. Dofir: De Biotopkadaster ass eng gutt Saach, nach muss e juristesch awer och op feste Féiss stoen.

Derbäi kënnt nach en anere Problem, deen net nëmmen zu Ongonschte vun de Proprietairen, mä och vun der Verwaltung spille kann. D'Natur verännert sech permanent an d'Déiere fannen ëmmer erëm nei Nischen. Eis schéi Pläng an och eis schéin Zonen, déi spillen dobäi keng Roll. Eng nei Industriezon, déi de Liewensraum vun engem Typ vun Déieren zerstéiert, ka méi spéit eng ideal Nisch duerstelle fir aner Planzen an Déieren. E Stéck Terrain, dat gëeegent ass fir e bestëmmte Bauprojet an dat broochläit wärend de ganze Geneemegungsprozeduren, kann um Enn op eemol e Biotop sinn, wann de Bauhär ufänke wëllt mat bauen.

En Agréff an d'Natur, dee fir eng Rei vun Aarten existenzbedroend ass, kann awer erëm eng Chance si fir anerer. Wann een an deem Kontext eng Lëscht vu Gebidder an Aarten huet, déi méi staark bedrot sinn an domat méi schützenswäert si wéi anerer, muss een och permanent iwwerpréiwen, wéi bekannt oder nei Biotoper evoluéieren. E Plang, deen iwwer Jore gutt ass a jidderzäit als Basis fir Geneemegunge kann déngen, ass esou kaum méiglech.

Et gëtt deemno en Interessenskonflikt tëschent eisem Bedierfnis no Planungssécherheet an dem evolutive Charakter vun de Biotopen. Grad am Bauperimeter muss een hei mat Aemooss virgoen. Wann ee sech am Geoportail sämtlech Schutzgebidder a Biotoper uweise léisst, da gesäit een, dass ausserhalb vum Bauperimeter e ganz groussen Deel vu Flächen an iergendenger Form geschützt ass.

Et ass och ganz richteg, dass bei der Ausdeenung vum Bauperimeter an d'Gréngzonen eng ganz seriö Etüd gemaach gëtt, awéifern dës Erweiderung och en Impakt op d'Emwelt huet, mä an deenen Zonen, déi ausdrécklech virgesi sinn, fir ze bauen, kann et net sinn, dass andauernd erëm eng Kéier nei Oplage gemaach ginn. Wa mer wëllen an den Entwécklungszentre wuessen, wa mer wëlle schnellen neie Wuesstum schafen, Baulücke fëllen an och urbaniséiert Raim verdichten, da mussen déi Regele vu virera kloer sinn, fir dass déi Geneemegungsprozeduren och esou kuerz wéi méiglech sinn!

Fir de Proprietaire ass et jo och eng Fro vu Suen. Wien en Terrain keeft, fir en Haus ze bauen, wëllt natierlech och virdru wëssen, wat e kann do bauen a mat wéi engen Oplagen, well aneschters kann e jo och säi Budget guer net richteg ausschaffen.

Ausserhalb vum Bauperimeter sinn et am Allgemengen d'Baueren, déi och am stäerkste betraff sinn, wann nei Schutzgebidder ausgewise ginn. Si bekloe sech scho ganz laang driwwer, dass den Undeel vun den Agrarflächen, déi an enger Schutzzon leien an domat mat Oplage verbonne sinn, ëmmer méi an d'Luucht geet. Vill vun hinne gesinn den Emweltschutz als eng Contrainte, déi hir Produktivitéit reduzéiert an enger Situatioun, wou se souwisou schonn zum Deel hir Produkter ënnert dem Gestehungspräis musse verkafen.

Eng méi nohalteg Landwirtschaft, déi kompatibel ass mat eisen Emweltziler, muss awer net onbedéngt manner produktiv sinn. Et geet just net vum selwen. Wann d'Regierung wierklech wëllt, dass d'Landwirtschaft sech iwwert déi nächst Jorzéngten net nëmmen e bësselchen upasst, mä carrement ëmstellt, da musse mer eis mat ganz anere Moyene wéi bis elo opstellen!

Et geet net duer mat Subside wärend de Joren, an deenen de Betrib sech ëmstellt. De Volet Recherche an och d'Formatioun musse massiv ausgebaut ginn, fir Léisungen ze fannen, déi souwuel e valabele Rendement bidden, wat d'Liewensmëttelproduktioun ugeet, gläichzäiteg awer och e positive Bäitrag zum Emwelt- a Klimaschutz leeschten a virun allem d'Produktiounskäschten op engem vertrietbaren Niveau halen.

Et geet dobäi och ëm de mënschleche Facteur. Och d'Bauere brauchen Unerkennung a Wäertschätzung fir hir Aarbecht.

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Oft sti si einfach nëmmen an der Kritik, ouni dass hir Situatioun berücksichtegt gëtt. Et ass richteg, dass d'Landwirtschaft Energie a Waasser verbraucht, dass se mat hiren Emissiounen d'Loftqualitéit verschlechtert an och de Gebrauch vu Pestiziden an Dünger en negativen Impakt op hir Emwelt huet; oder op d'Emwelt am grousse Ganzen, net nëmmen „hir".

An där Hisiicht si se mat äänleche Problemer konfrontéiert wéi all anere produktive Wirtschaftszweig. Den Ennerscheed ass awer, dass grouss Industriegebidder meeschtens kéinten hiren Emweltbilan verbesseren, wa se op en Deel vun hirem Profitt géife verzichten. Vill Bauere sinn dogéint elo schonn am Defizit.

De Ball läit also ganz kloer beim Stat, fir zesumme mat de Baueren d'landwirtschaftlech Praxis esou ze veränneren, dass se d'Ziler vum Klima- an Naturschutz och esou ënnerstëtzen.

D'Naturschutzgesetz kann dës Froen natierlech eleng net beäntwerten. Et kann de Baueren awer punktuell entgéintkommen. Dat geschitt an dësem Gesetz zum Beispill am Fall vun den Aussiidlerhäff. Et war bis elo ëmmer erëm eng hoereg Diskussioun, wann de Bauer wollt aus dem Duerf eraus. Dat gëtt elo méi einfach. Et ass nun emol eng Tatsaach, dass vill Leit frou sinn, fir am ländleche Raum ze liewen, mä hir Toleranz fir de Bauer am Duerf, déi hält sech natierlech a Grenzen.

An dat gëtt mat dësem Gesetz unerkannt, soudass ënner bestëmmte Bedéngungen en Aussiidlerhaff och ka gebaut ginn, ouni jorelaangt Hin an Hier. Allerdéngs gëtt et kloer Virbedéngungen an et kann een och net esou grouss an esou vill bauen, wéi ee wëllt a wéi ee Loscht huet. D'Regelen, déi hei opgestallt goufen, schéngen eis och e vernünftege Kompromiss ze sinn, dee béid Säite misst zefriddestellen.

De Gesetzesprojet gesäit och nach eng Rei aner Veränneruge vir, déi virun allem fir eng besser Liesbarkeet suerge sollen a verschidden Aspekter präziséieren. De Rapporteur ass do am De-

tail drop agaangen, soudass ech dat och net op dëser Plaz wéilt widderhuelen.

Eng Ännerung wéilt ech awer ervirhiewen, well se sécher eng Erliichterung bréngt. An déi betrëfft den Denkmalschutz. Insgesamt ginn d'Bestëmmungen, wat besteeënd Gebaier an der Gréngzon betrëfft, liicht adaptéiert, woumat d'Regelen och méi kloer dierfte ginn. Virun allem gëtt ausdrécklech festgehalen, dass et eng Ausnam bei de Geneemegunge gëtt fir denkmalgeschützte Gebaier an der Gréngzon. D'LSAP begréisst dat, well et hei, äänlech wéi bei den Aussiidlerhäff, oft endlos Diskussioune gouf.

Als Konklusioun hält d'LSAP zréck, dass dat neit Naturschutzgesetz eng Rei Neierunge bréngt, déi et méi einfach dierfte maachen, Interessenskonflikter tëschent Naturschutz an neie Projeten ze geréieren. Dat gëllt un éischter Stell fir de System vun den Ökopunkte fir d'Kompensatiounsmesuren, mä wéi gutt dass dat elo an der Praxis fonctionnéiert, dat bleift ofzewaarden. Villes hänkt vun den neie groussherzogleche Reglementer of, déi nach um Gesetz drunhänken, a virun allem och un der Interpretatioun an och un dem Fangerspëtzegefill vun de responsabele Beamten. Dat gëllt ganz besonnesch fir d'Biotopen innerhalb vum Bauperimeter, wou ënner allen Ëmstänn e räsonabelen Equiliber tëschent deene verschiddenen Interesse muss geschafe ginn.

Ech soe mengem Kolleeg, dem Roger Negri, Merci, deen am Laf vun deene Chamberskommissiounen un dësen Diskussioune vum Naturschutzgesetz deelgeholl huet. Ech soen eiser äifreger Mataarbechterin Merci, dem Brigitte Chillon. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An ech gi selbstverständlech, Dir hutt et verstanen, den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg hu mer fir déi gréng e ganz wichtegt Gesetz, wat hei debattéiert gëtt. Dat ass e bëssen d'Kärstéck vun der grénger Politik, an zwar fir opzeweisen, dass et méiglech ass, zu Lëtzebuerg Naturschutz ze maachen an ze probéieren aus deem Konfliktfeld, wat mer zu Lëtzebuerg hunn, souwuel vun der wirtschaftlecher Entwécklung, vun der demografescher Entwécklung an och vun den Interesse vun der Landwirtschaft erauszekommen.

Den Naturschutz steet u sech ëmmer do an deem Spannungsfeld dran. An duerfir, mengen ech, ass dëst Gesetz an eng nohalteg Gesamtpolitik anzeuerdnen, déi ëmmer deenen dräi Kritäre vun der Nohaltegkeet muss gerecht ginn: dat ass dat Ekonomescht, et ass dat Soziaalt an et ass dat Ökologescht. An duerfir ass et wichteg, dass mer och eng Kéier déi dräi Voleten opwerfen, well se hunn hei mat Naturschutz ze dinn.

Brauche mer dann iwwerhaapt en Naturschutzgesetz? Brauche mer en neit Naturschutzgesetz? Ech mengen, do waren d'Virriedner, och de Virriedner vun der CSV, eens mat mer, dass mer u sech wëssenschaftlech beluechten Donnéeën hunn, dass mer e Réckgang souwuel vun de Liewensraim hu wéi vun den Aarten.

2007 huet den Observatoire de l'environnement naturel säi Rapport virgestallt. Deen ass gaangen iwwer dräi Joer, 2013 bis 2016, wou festgehale ginn ass, dass europäesch geschützten Aarten a Liewensraim zu 75% an engem defavorabelen Zoustand hei zu Lëtzebuerg sinn.

A si ginn och d'Ursaachen an deem Rapport un: d'Fragmentatioun vum Lëtzebuerger Land, déi vill méi staark ass wéi an deenen anere Länner niewendrun; déi grouss demografesch Entwécklung vun der Bevëlkerung; an natierlech den Impakt, deen awer d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg huet, an zwar deelweis d'Restrukturatioun vun eisem landwirtschaftleche Secteur, wou all Joer Betriber ophalen an u sech déi Terraine vun anere matbewirtschaft ginn.

An do gëtt awer och begréisst, dass verschidde Mesuren ëmgesat si ginn, ënner anerem deen europäesche Reseau vu Schutzgebidder an Natura 2000-Gebidder vervollstännegt ginn ass, dass en ausgewise ginn ass an dass deen zweeten nationalen Naturschutzplang Mesuren opweist, wéi dem Aarteschwund kann entgéintgewierkt ginn, an dass och do déi finanziell Mëttel an déi mënschlech Moyene virgesi sinn, fir dat ze erreechen.

Eng zweet Saach: Do hat Der gëschter am „Wort" en Artikel: „Der stille Frühling". Do geet et ëm de Réckgang vun de Vullenaarten zu Lëtzebuerg. Et ass kloer, deen ass besuergneserregend. A wann een dat iwwer hei déi 15, 20 Joer kuckt, da gesäit een, dass do zwee Drëttel vun den Aarten zu Lëtzebuerg ënner Drock sinn. An ech mengen, dat ass e Fakt. Déi komme vun eise lëtzebuergesche Statiounen, déi déi Donnéeën ophuelen. Et ass also eppes Beluechtes. Et ass net eppes, wat ee just gefillt erkennt, wou ee seet: „Déi eng oder déi aner Aart, déi hunn ech awer elo nach net esou dacks gesinn."

Ech mengen, do solle mer eis Gedanke maachen. Wann all Mënsch hei am Haus de Constat deelt, dass den Aarteschwund do ass, ma da musse mer eis och eens ginn, dass mer verstäerkten Naturschutz brauchen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- De gesonde Mënscheverstand geet do net duer. Dee gëtt jo ganz dacks beméit, virun allem an de Kommentaren a verschiddene Foren, dass et domat jo misst méiglech sinn, ouni grouss gesetzlech Kaderen der Biodiversitéit en Déngscht ze leeschten. Ma, ech mengen, dëst Gesetz muss leider och de Mënsch e bësse viru sech selwer schützen. Et ass duerfir och also sécherlech e Mënscheschutzgesetz an et huet net nëmmen d'Natur am Hannerkapp.

An dës Regierung huet schonn op verschiddene Plaze gehandelt an ëmgesat. D'Biotopquartéierung ass ugeschwat ginn. Si ass vum landwirtschaftleche Secteur gefuerdert ginn, an dës Regierung huet se public gemaach an huet och mat de Leit doriwwer diskutéiert. An och dat hu se sech net aus de Fanger gesuckelt. Dat sinn Opnamen op Terraine vu Wëssenschaftler, déi dat begaange sinn, déi also gekuckt hunn: Wou sinn déi Biotopen? An dat ass eben en „work in process". Do muss ee lafend mat Leit op den Terrain goen a kucken: Wéi ass den Zoustand vun deene Biotopen? Si se nach esou erëmzefannen? An dat ass duerfir eppes, wat ëmmer a stänneger Evolutioun ass.

Déi zweet Saach: d'Natura 2000-Gebidder. Et ass scho gesot ginn, de Rapporteur hat et gesot: 66 Gebidder sinn ausgewisen. Dat sinn europäesch Schutzgebidder. Déi sinn elo do! Dat ass eng Saach. Och déi sinn dem Public virgestallt ginn, och déi si mat de Leit diskutéiert ginn an ëffentleche Veranstaltungen, soudass och net ka gesot ginn, dat géif am stillen Kämmerlein gemaach ginn. Dat ass no bausse gedroe ginn an et ass duerchdiskutéiert ginn.

An et ass och elo esou, dass déi Gestiounspläng, dat heescht, déi Pläng, déi zu deenen europäesche Schutzgebidder gehéieren, ausgeschafft sinn. An dëst Gesetz leet u sech déi legal Basis, fir dass e participative Prozess kann entstoen, an zwar an deene Comités de pilotage Natura 2000.

An do hutt Der Vertrieder... Virdrun ass gesot ginn, de Gemengesecteur, deen, éischtens emol, och eng Roll an dësem Naturschutzgesetz kloer virgewise kritt, ass do bedeelegt. Deen ass an deene Comitéen dran, d'Gemengen an d'Gemengesyndikater. Do sinn d'Proprietairë vun den Terrainen dran, do sinn d'Interessensvertriedungen dra vun dem landwirtschaftleche Secteur, d'Administratioune vum Stat, souwuel landwirtschaftlech wéi Naturschutzadministratioune sinn dra vertrueden. An och Naturschutzorganisatiounen oder Organisatiounen, déi sech fir déi Beräicher interesséieren, sinn an deem Comité de pilotage dran.

Dat ass also eng breet Bedeelegung vun alle méiglechen Akteuren, fir an deene Schutzgebidder kënnen den Naturschutz ëmzesetzen. A wann awer elo virdru gesot ginn ass vu mengem Virriedner vun der CSV, him géif dëst Naturschutzgesetz net wäit genuch goen, ma da muss d'Fro erlaabt sinn, ob en dann derfir ass, fir dass mer méi Naturschutz misste maachen. Dat géif ech natierlech mat zwou Hänn direkt ënnerschreiwen.

Mä do muss een awer oppassen! Ech kann awer net alles matenee fuerderen! Ech kann och net fuerderen, dass ech op där enger Säit eis Infrastrukture weider entwéckelen, eng Hällewull Contournementen am Pak hunn, Ausbau och vu Stroosse virgesinn hunn, an dann awer net dermat averstane sinn, dass an dësem Gesetz fir d'Éischt emol nach eng Kéier de Kompensatiounssystem korrekt ageschriwwe gëtt, soudass et och méiglech gëtt, dat ëmzesetzen.

Et kann een net dat eent an dat anert hunn! Et muss ee sech do schonn e bëssen decidéieren: Wëll ech méi Naturschutz oder wëll ech e Wuesstum a wëll ech eng demografesch Entwécklung mat entspriechendem Verkéier an dem Ausbau vun de Verkéierstracen?

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Matenee geet dat net gutt. An duerfir, mengen ech, muss een oppassen, dass een erëm eng Kéier déi dräi Volete vun der Nohaltegkeet hei beieneekritt vun de Gesamtpoliticken.

Eng kuerz Reaktioun awer nach op den Invité vun der Redaktioun vun RTL-Radio de Moien. Dat war e Vertrieder vun der Landwirtschaftskummer. Ech mengen, et ass jo normal, dass een dorop soll an duerf reagéieren.

Bon, do war eng Iwwerleeung gefall, déi ech misst an en anert Liicht réckelen. Et ass gesot ginn, d'biologesch Villfalt zu Lëtzebuerg wär 27%, an domat wiere mir déi Éischt an Europa. Däitschland an d'Belsch, déi hätte just 15%.

Bon, éischtens emol konnt ech mat deem Begréff net esou richteg eppes ufänken. Wat awer ass: 27% vum Lëtzebuerger Territoire sinn ausgewisen als Natura 2000-Gebidder an domat si mer déi Véiert an Europa. Mir sinn also do net déi Éischt an der Rei; dat ass déi eng Saach. Wann ech déi 27% vun der Fläch kucken - déi si publizéiert am PNPN2, do si se an der Kartografie op der Säit 40 -, do fënnt een iwwer 50% vun den Natura 2000-Gebidder am Bësch erëm an de Rescht u sech am Oppeland an an deem urbaniséierten... Bon, net an deem urbaniséierte Raum, mä am Oppeland.

Do muss een oppassen! An der Gesamtsurface vu Lëtzebuerg hu mer een Deel Bësch, mir hunn een Deel urbaniséierte Raum a mir hunn een Deel Landwirtschaft. An dat mécht awer bal d'Halschent vum Territoire aus. Wann ech also kucken, wou déi Schutzgebidder leien, da leie se iwwerproportional am Bësch an zu engem méi klengen Deel an deene landwirtschaftleche Flächen. Dat ass just e Constat, deen ech maachen.

Dat sinn europäesch Schutzgebidder, zu deene mer ugehale gi sinn, fir se auszeweisen. An dat ass och gutt, dass an Europa net nëmmen Agrarpolitik gemaach gëtt, mä och heiansdo Ëmweltschutzpolitik, well soss géife mer och sécherlech hei zu Lëtzebuerg eng ganz Partie Mesuren am Ëmweltschutz net esou ëmsetzen, wéi mer dat am Moment maachen. Mä do kommen ech herno nach eng Kéier drop zréck.

Dann d'Fuerderung, déi eben och vun der Landwirtschaftskummer koum - ech mengen, si war och schonn am Avis dran zu dësem Gesetzestext -, fir d'Kompensatioun vu Biotopen eben net duerch e vergläichbare Biotop kënnen ze maachen, mä duerch eng Mesure an der Rénovation énergétique oder duerch Klimaschutzmoossnamen oder duerch d'Baue vu Fotovoltaikanlagen.

Mir ënnerstëtze se zu 100% dran, dass ee méi Gebaier soll isoléieren a manner Energie verbrauchen, dass ee méi erneierbar Energië soll opriichten, och op landwirtschaftleche Ställ. Mä et soll awer ee Mënsch mir erklären, wéi ee Liewensraum, deen ech elo géif reduzéiere fir iergendeng Vullenaart, ob deen dann elo géif op en Daach vun der Fotovoltaik baue goen! (veuillez lire: Mä et soll awer ee Mënsch mir erklären, ob eng Vullenaart, där hire Liewensraum ech elo géif reduzéieren, da géif op en Daach vun der Fotovoltaik baue goen!) Dat, mengen ech, passt net beieneen!

Mir hunn do europäesch Ziler anzehalen, mä mir kënnen nëmme Liewensraim, déi mer zerstéieren, och doduerch kompenséieren, andeem mer equivalent Liewensraim schafen. Dat ass leider net méiglech. An och dat war am Gesetz vun 2004 tel quel scho virgesinn. Duerfir mengen ech, dass mer eis op jidde Fall 2004 an der Chamber eens waren iwwert d'Parteien ewech, dass et u sech wichteg ass, ze kompenséieren a Liewensraim, déi zerstéiert ginn, och duerch Liewensraim erëm eng Kéier ze kompenséieren.

Et ass och net gutt, an do ginn ech deem Riedner recht, dass déi Polariséierung entstanen ass am landwirtschaftleche Secteur - mä duerfir si mir an dem Kader vum Naturschutzgesetz net zoustänneg - tëschent Bio a konventioneller Landwirtschaft. Ech mengen, mir bräichten eng nohalteg Landwirtschaft, an déi gëtt och ganz kloer um europäeschen Niveau an der neier GAP, an der neier europäescher Agrarpolitik gefuerdert. Dat sinn dräi Vektoren: dat Ekonomescht, dat Soziaalt an den Impakt op d'Ëmwelt, an dat geet dräimol wahrscheinlech schif am Moment fir Lëtzebuerg.

Dat Ekonomescht passt net. Ech erënnere mech - et misst zwee oder dräi Joer hier sinn -, dass landwirtschaftlech Vertrieder virgestallt hunn, dass d'Duerchschnëttsakommes an der Landwirtschaft ënnert dem Salaire minimum läit. Also dat Ekonomescht passt net.

Dat Soziaalt passt net. Firwat? Mir hunn do e ganzen Thema vu Burnout.

Une voix.- Och d'Biobaueren.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- D'Leit schaffe ganz haart, och d'Biobaueren. Duerfir maachen ech jo keen Ënnerscheed, dat ass d'Landwirtschaft. An zwar ass do den Asaz vun de Stonne grouss: 50, 60 Stonnen. Dat ass also dat Soziaalt, wat net klappt.

An den Ëmweltimpakt, jo, dat moosse mir hei och, andeem dass mer awer ganz kloer de Verloscht vu Biodiversitéit hei erëmfannen an deene wëssenschaftleche Studien.

De Konfliktpunkt, ech mengen, et ass ganz richteg a wichteg, ze soen, et geet just mateneen, et geet guer net géinteneen. An och dat, mengen ech, ass an dësem Gesetz berücksichtegt. Ech ginn nach eng Kéier e puer Beispiller zum Schutz vun deem gudde Buedem. Dir fannt dat erëm am Artikel 60. Wann eng Autorisatioun soll gi ginn - dat ass am Paragraf 4 erëmzefannen -, da gëtt gekuckt, dass eng esou minimal wéi méiglech «incidence sur les terrains à haute valeur agricole» geschéie soll. Am Artikel 63, wou et ëm den «objet et principe de mesures de compensation» geet, ass et erëm datselwecht, «veille à réduire l'impact sur les surfaces, terrains à haute valeur agricole». Dat ass also schonn am Hannerkapp, dass een net op déi Fläche wëllt Kompensatiounsplanzunge maachen.

Eng aner Saach, déi och matspillt, déi national Schutzgebidder, déi ausgewise ginn, déi fannt Der zum gréissten Deel erëm an deenen europäesche Schutzgebidder Natura 2000, soudass grad probéiert ginn ass, fir d'Landwirtschaft net duebel ze impaktéieren, mä dass ee seet: Déi national Schutzgebidder weise mer do aus, wou schonn Natura 2000-Zone sinn. An dat ass, mengen ech, och ee Wee, wou ee weist, dass eng Zesummenaarbecht an dass Gedanken do sinn, fir de landwirtschaftleche Secteur ze berücksichtegen an dësem Naturschutzgesetz, an zwar andeem dass am Plan national concernant la protection de la nature u sech dat tel quel erëmzeliesen ass. An nëmmen ee Fënneftel fannt Der net erëm an Natura 2000-Gebidder.

De Comité de pilotage hat ech scho genannt. Den Artikel 36 ass eng Participatioun ganz kloer vum landwirtschaftleche Secteur.

Dann nach ee Wuert zu mengem Virriedner vun der CSV, dee gesot huet, d'Gemenge sollen hir Verantwortung iwwerhuelen. Ech mengen, dass se se och iwwerhuelen, an dat gëtt nach gestäerkt an dësem Gesetz, an zwar doduerch, dass och d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, fir hire Pool de compensationrégionallen ze maachen, fir fir hiert eegent Bauen, dat si an hirer Gemeng hunn, virzesuergen a sech eng Kompensatiounsméiglechkeet ze schafen. Si kréien also vill méi en aktive Rôle, wéi dat an der Vergaangenheet (veuillez lire: de Fall) war, an dësem Naturschutzgesetz. An dat begréisse mir als Gréng eendeiteg.

Ech maachen et kuerz: europäesch Agrarpolitik. Mir ware mam Pierre Bascoul zesummen an enger Commission jointe, deen eis dräi Saache gesot huet aus der Vergaangenheet an an d'Zukunft eragekuckt huet. Éischtens, d'Agrarëmweltmoossnamen hate guer net deen Effekt, dee se sollten hunn. D'Biodiversitéit, déi sollt erhale ginn. De Schutz vum Klima ass net moossbar gewiescht. Duerfir wäerten déi op de Leescht geholl ginn an där neier europäescher Agrarpolitik 2020 bis 2027.

Zweet Saach, dat Ekonomescht: Lëtzebuerg ass eent vun deenen dräi europäesche Länner, wou d'Akommes nëmmen duerch d'Subsiden entsteet bei dem landwirtschaftleche Secteur. Et muss ee sech awer emol eng Kéier dorop besënnen. Also nëmmen dräi Länner an Europa kënnen ouni Subventiounen iwwerhaapt net iwwerliewen (veuillez lire: Also nëmmen an dräi Länner an Europa kënnen d'Baueren ouni Subventiounen iwwerhaapt net iwwerliewen), dat ass Lëtzebuerg an nach zwee aner Länner. An d'Duerchschnëttsakommes ass wesentlech ënnert deem vum Land. Dat ass also deen ekonomesche Facteur. An dat Soziaalt: D'Schwieregkeeten, fir jonk Bauere fir dëse Beruff ze begeeschteren, fir déi an d'Betriber ze kréien, och do wäert missen ugesat ginn.

Duerfir d'Konklusioun: D'Naturschutzgesetz schaaft eng legal Basis fir vill Verbesserungen an dësem Beräich, fir Konflikter an Zukunft mat der Entwécklung vum Lëtzebuerger Land entgéintzewierken an och fir der Lëtzebuerger Landwirtschaft d'Méiglechkeet ze ginn, sech zukunftsfäeg ze orientéieren. Et geet nëmme mateneen, et geet net géinteneen. Et ass e Gesetz, wat gutt ass fir d'Natur, wat gutt ass fir de Mënsch. An duerfir ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci dem Här Gérard Anzia. Als nächste Riedner ass den Här Max Hahn vun der DP ageschriwwen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Mat deem éischte Bam, deen ëmgehae gëtt, fänkt d'Zivilisatioun un a mat deem leschten, deen ëmfält, hält se op. Dëst ass e Bild, wat

d'Komplexitéit vum Naturschutz an engem Saz illustréiert. De Mënsch ka sech net entwéckelen ouni Agréff an d'Natur. Mä ouni d'Natur gëtt et och kee Liewen. Naturschutz ass deemno de Spagat ze maachen, dee richtegen Equiliber ze fannen tëschent gesellschaftlecher an ekonomescher Entwécklung an dem Erhale vun der Biodiversitéit a vum natierleche Liewensraum.

Mir liewen an engem Land, wou den Drock op den Terrain grouss ass. Dat läit um ekonomesche Succès vun eisem Land, awer och dorunner, wéi mir wunnen. De wirtschaftleche Succès an d'Fräiheet vum Eenzelnen, sech en Eegenheem no senge Virstellungen ze leeschten, gëllt et ënner een Hutt ze kréie mam Erhale vun natierleche Liewensraim. Déi mënschlech Entwécklung an d'Erhale vun natierleche Liewensraim musse sech awer net ausschléissen. Si kënnen och Hand an Hand goen. Der Politik hir Aufgab ass et, dee richtege Kader ze setzen, fir dass de Mënsch sech weiderentwéckele kann, an zwar mat der Natur an net géint d'Natur.

Datselwecht gëllt och fir eis Landwirtschaft. Och si fonctionnéiert besser mat der Natur ewéi géint d'Natur, well eent ass fir eis kloer: Émweltschutz geet nëmme mat de Baueren an net géint si.

Här President, d'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass besonnesch deen neie Kompensatiounssystem e gutt Beispill ass, wéi ee verschidden Interessie kann zesummeféieren. En ass eng immens Vereinfachung fir déi Leit, déi eppes op hirem Terrain wëlle maachen, mä un Émweltoploe gebonne sinn. Gläichzäiteg erhéicht dëse System d'Qualitéit vun der Kompensatioun fir d'Natur, kuckt, dass dës Kompensatioune méi schnell gemaach ginn, a suergt derfir, dass eiser Landwirtschaft duerch Kompensatiounsmesurë keng zousätzlech Terraine méi verluer ginn.

Well den neie Kompensatiounssystem a mengen Aen d'Häerzstéck vum neien Naturschutzgesetz ass, wäert ech herno nach dorop zréckkommen.

Här President, d'Naturschutzgesetz concernéiert awer net nëmmen déi Leit, déi baue wëllen, an eis Landwirtschaft. Neen, dëst Gesetz concernéiert eis alleguerten!

Den Naturschutz ass kee Luxus. En ass d'Viraussetzung, fir dass eis zukünfteg Generatiounen och d'Chance wäerte kréien, op engem gesonde Planéit kënnen ze liewen. Et ass d'Aufgab vun der Politik a vun all politescher Partei, e Kader ze schafen, fir eis Liewensraim ze schützen. Mir mussen eis Émwelt an eis Biodiversitéit erhalen, dat ass am Interessi vun all Eenzelne vun eis.

Mä d'Natur schützen huet näischt mat Onkloerheet, laange Weeër an onendleche Prozeduren ze dinn. Am Géigendeel! Fonctionnéieren eis Prozeduren net oder ginn et Onkloerheeten an der Interpretatioun, esou hänkt et ze vill vum eenzelne Beamten of, wat hie mengt. An dat féiert dozou, dass laanscht d'Gesetz geschafft gëtt, dass et zu Geriichtsprozesser kënnt, dass vill Frust op alle Säiten entsteet an oft ass der Natur dobäi net gehollef.

D'Gesetz, wat hei virläit, huet de Meritt, dass et virun allem méi Kloerheet schaaft an de Prozedurendschungel entflecht. D'Praxis muss elo weisen, ob dat duergeet, mä den Ufank ass gemaach. Jo, an Zukunft wäerte mir en Naturschutzgesetz hunn, wat méi verständlech ass, besser strukturéiert ass, mat kloren Definitiounen a klore Prozeduren.

Wann een dat zukünftegt Naturschutzgesetz mat deem vun haut vergläicht, mierkt een eng däitlech Verbesserung, déi net nëmme fir Rechtssécherheet wäert suergen, mä och deene Leit, déi alldeeglech domadder schaffe mussen, hëlleft, sech besser erëmzefannen a besser duerch de Prozedurendschungel ze kommen.

Besonnesch wat d'Bauen an der Zone verte ugeet, goufen et an deene leschte Joren ze vill Meenungsverschiddenheeten, déi oft och emol viru Geriicht gelant sinn. Et ass wichteg, dass d'Bauen an der Grëngzon kloer definéiert ass. Ech hu mat verschiddene concernéierte Bauerefamillje geschwat. Wat déi deelweis imposéiert kruten, do ass mäi liberaalt Häerz awer heiansdo stoe bliwwen! De Wénkel vum Daach, d'Unzuel vun de Quadratmeter an d'Unzuel vun de Schlofkummere waren esou genau definéiert, et hat ee wierklech wéineg bis guer kee Spillraum, fir säin Doheem matzegestalten. Et hätt just nach gefeelt, dass een och d'Faarf vum Schlofzëmmer imposéiert kritt hätt.

Natierlech verstinn ech, dass ee sech kee Schlass an der Gewan baue soll. Et goufe jo leider an der Vergaangenheet Leit, déi do iwwert d'Streng geschloen hunn. Mä beim Bau vun engem Aussiidlerhaff misst een dem Bauhär awer eng minimal Flexibilitéit loossen. Eng jonk Bauerefamill weess näämlech haut nach net, ob si muer Nowuess kritt an ob se Plaz fir zwee oder fir dräi Kanner muss mat aplangen.

Här President, vill vun Iech heibanne kenne jo och d'APEMH an hire Rôle, dee si hei am Land spille fir d'Inklusioun vu Mënsche mat enger Behënnerung. Wéi ech héieren hunn, wat si fir Schwieregkeeten haten, fir nei Infrastrukturen zu Lampech ze bauen, hunn ech mer awer misse Froe stellen. Dat ass gaange vum Roter Milan iwwert d'Fliedermaus iwwert d'Wëllkaz an an an, soudass dee ganze Projet insgesamt ëm sechs Joer retardéiert gouf.

Bei esou Decisioune brauche mir an Zukunft nach vill méi gesonde Mënscheverstand.

Här President, d'Demokratesch Partei begréisst och, dass d'Virkafsrecht fir de Stat, d'Gemengen an d'Gemengesyndikater am zukünftegen Naturschutzgesetz op déi national Naturschutzgebidder limitéiert ginn ass. Am Ufank war e Virkafsrecht geplangt op den Zones protégées d'intérêt communal, de Biotopen, op de Flächen, déi an de Kompensatiounspool komme sollen, an och op den Zonen, op deene Mesurë fir d'Erhalen an d'Restauréieren am Kader vum Aktiounsplang Habitats et espèces menacées ënnerholl musse ginn.

Wann een d'Fläch hëlt, op där e Virkafsrecht am Kader vum Gesetzesprojet 6477 vum Naturschutz, dee vum fréiere Minister Marco Schank deposéiert gouf, an am Kader vun dem Plan sectoriel «Paysages» vun 2013 virgesi war, da kënnt een am Ganzen op eng Fläch vun 41.000 Hektar Land. Ech muss Iech soen, domat wier d'DP net averstane gewiescht.

Mat dësem Projet de loi awer, zesumme mam Plan sectoriel «Paysages» Versioun 2016, sinn et nëmmen nach 7.000 Hektar Land, dat entsprécht ronn 6% vun de landwirtschaftlech notzbare Flächen hei zu Lëtzebuerg.

Här President, am Kader vun der Landesplanung war jo och am Gespréich, déi gutt landwirtschaftlech Terrainen ze definéieren an ze schützen, soudass op dëse just nach ausschliisslech Landwirtschaft bedriwwen hätt kënne ginn. Et wäert Iech net wonneren, mä bei deem heite Sujet ass och de Secteur selwer gespléckt. Engersäits wënsche sech d'Baueren natierlech, dass keen un hire gudde Buedem geet, mä anerersäits wësse mer awer och, dass och d'Baueren emol heiansdo gären en Deel vun hire Fläche fir zum Beispill Wunnengsbau zur Verfügung stellen.

Och d'Baue vun Aussiidlerhäff wier esou onméiglech gemaach ginn. Derbäi kënnt, dass ganz vill Bauerebetriber net Besëtzer vun hiren Terraine sinn, mä gréisser Fläche pachte mussen. Dass mir de gudde landwirtschaftleche Buedem elo duerch d'Naturschutzgesetz schützen, besonnesch wat d'Kompensëieren ugeet, ass fir d'DP dee richtege Wee.

Här President, wéi ech dëse Projet de loi nach eng Kéier am Detail duerchgelies hunn, hunn ech zimlech oft de Saz erëmfonnt: «Une autorisation du ministre est requise.» Am Ganze steet dat Wuert «autorisation» 108-mol an deene 84 Artikele vum Gesetzesprojet. Ech hu mir dobäi geduecht: Deen aarme Minister, wat muss dee vill Autorisatioune schreiwen! Huet deen iwwerhaapt nach Zäit fir aner Saachen? Mä am Verglach mat deenen 108 Autorisatiounen am Text steet awer och 72-mol «interdiction» oder «il est interdit» dran.

Dat ass awer och net verwonnerlech, et geet jo schliisslech ëm d'Natur an dorëm, déi ze schützen. An do mussen ebe verschidde Saache verbuede ginn. Dir stellt Iech elo bestëmmt d'Fro: Firwat erzielt hien eis dat? Ma och wann 72-mol Saachen drastinn, déi verbuede ginn, esou bleift et awer fir vill Saache méiglech, eng Autorisatioun ze kréien: eng Erlaabnis, fir an der Zone verte ze bauen, eng Erlaabnis, fir ze kompensëieren an esou weider.

De fin Mot vun dësem Zuelebeispill ass: Mir dierfen net alles verbidden. Mir mussen och kucken, dass verschidde Saachen nach méiglech bleiwen, an dat net op d'Käschte vun der Natur an der Biodiversitéit. An ech mengen, dëst Zil wäerte mir mat dësem Naturschutzgesetz erreechen.

Här President, eng vun de gréissten Neierunge vum Naturschutzgesetz ass sécherlech d'Aféierung vum Flächepool, fir de Flächeverbrauch vu Bauprojeten ze kompensëieren. An, Här President, ech muss Iech soen, dass dës Léisung, déi hei fonnt gouf, déi richteg ass an e grousse Fortschrëtt bedeit. Dofir wëll ech och elo e bësse méi ausféierlech op deen neie System a seng Virdeeler agoen.

De Prinzip ass kloer: Et zerstéiert een e Biotop, dowéinst muss een op enger anerer Plaz d'Natur ökologesch opwäerten, an dat op d'mannst an deem Mooss, wéi ee se op enger anerer Plaz futti gemaach huet. Um Prinzip ännert am Fong mat deem neie Gesetz net alles, mä dach ass deen neie System vill besser, och well deen aktuelle gréisser Lacunnen hat.

Ech erkläre kuerz, wéi den aktuelle Kompensatiounssystem fonctionnéiert huet. Wann e Promoteur e Lotissement gebaut huet an dowéinst e Biotop huet misse kompensëieren, war et seng Aufgab, eng Fläch ze fannen, wou hien dat konnt maachen. D'Sich no engem adequaten Terrain ass awer net esou einfach an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Land begrenzt ass an déi meescht - wéi soll et och anescht si bei der Entwécklung vun den Arpräisser? - léiwer Terraine kafen, wéi se ze verkafen.

Eng weider Contrainte ass, dass den Terrain, woudrop kompensëiert gëtt, huet missen an enger gewëssener Zon leien, déi geografesch no beim Bauprojet läit. Well de Promoteur jo wëllt, dass säi Projet virugeet a fir dass en esou séier wéi méiglech mat Bauen ufänke kann, koum et oft vir, dass hie landwirtschaftlech Terrainen op Steeë fir e Präis kaaft huet, deen däitlech iwwert dem Präis vum Marché louch, e Präis, dee kee Bauer bereet war, ze bezuelen, fir weiderhi kënne wirtschaftlech a rentabel dodrop Landwirtschaft ze bedreiwen.

Wat fir de Bauhär wichteg war, war, dass e séier Terraine fonnt huet, wou e konnt drop kompensëieren. Wat hien dorobber kompensëiert huet, war him awer am Fong éischter egal. Hie wollt sech just senger Obligatioun, ze kompensëieren, entleedegen. Esou ass dat elo säit Jore gaangen.

Dir gesitt, et gouf bei dëser Prozedur am Fong kee Gewënner. De Promoteur huet misse vill ze vill fir en Terrain bezuelen, wou en herno just drop kompensëiert huet, fir ze kompensëieren. Dës Depense mécht säi Projet natierlech och méi deier, wat d'Präisser vum Wunnengsmaart natierlech och nach weider an d'Luucht gedriwwen huet.

Falls hien engem Bauer en Terrain ofkaaft huet, wou virdru Landwirtschaft drop bedriwwe gouf, esou huet eis Landwirtschaft och dobäi verluer. Da goufe schonn emol Uebstbeem op Terraine geplanzt, wou dat ökologesch vläicht net onbedéngt ganz sënnvoll war, zum Beispill, bescht Beispill ass e Bongert, deen an engem Maisfeld ugebaut ginn ass. Et gouf och net systematesch duerno gekuckt, ob déi ökologesch Opwäertung och ënnerhale gouf an ob si och fënnef oder zéng Joer duerno nach ëmmer bestanen huet.

Dir gesitt, den aktuelle Kompensatiounssystem hat eng Hällewull u Schwächten. En huet net dozou bäigedroen, d'Logementsproblematik an de Gréff ze kréien, eiser Landwirtschaft si gutt landwirtschaftlech Biedem abhandekomm an der Natur gouf och net ëmmer esou gehollef, wéi dat am Sënn vum Gesetz virgesi war. Et war also alles nom Prinzip: „Egal wou an egal wat, Haaptsaach séier ofschléissen."

Här President, mam neie Kompensatiounssystem ass domadder Schluss. Duerch dat neit Naturschutzgesetz gëtt d'Kompensëieren elo anescht. An Zukunft gëtt net méi egal wou kompensëiert, just well muss kompensëiert ginn. An Zukunft gëtt intelligent a strukturéiert kompensëiert an net méi konzeptlos. An Zukunft gëtt och net méi op landwirtschaftlech guddem Buedem kompensëiert. A schlussendlech, an Zukunft gëtt och no de Kompensëierungsfläche gekuckt a se ginn ënnerhalen, fir dass si hiren ökologesche Méiwäert och nohalteg behalen. Dir gesitt, mat den neie Kompensatiounsmesurë ginn et just Gewënner.

Fir d'Alleréischt gewënnt de Bauhär Zäit. Ob et elo de Stat oder de private Bauhär ass, déi laangwiereg Sich no engem Terrain, fir ze kompensëieren, ass eriwwer. Wann ee säi Projet plangt, da weess een och an Zukunft genau, wéi vill Ökopunkten ee kompensëiere muss, an et keeft een déi da bei där neier staatlecher Instanz an. Dës staatlech Instanz kuckt dann, fir op enger passender Plaz ökologesch sënnvoll ze kompensëieren.

Et muss een och wëssen, dass den ONR an och d'ANF elo scho säit e puer Joer amgaange sinn, Terrainen opzekafen, fir ebe grad dëse Flächepool ze fidderen, well wann dëst Gesetz elo a Kraaft triede wäert an déi éischt Demandë kommen, da muss een och eppes ubidde kënnen. Et kann ee jo net soen: Waart elo emol, mir mussen emol fir d'Éischt Terraine fannen, fir Är Kompensatiounsmesurë kënnen drop ze realiséieren! Dat hätt net fonctionnéiert.

Neen, déi zoustänneg Instanzen hunn an deene leschten dräi Joer schonn eng remarkabel Viraarbecht geleescht. Den ONR huet an de Joren 2016 bis 2018 iwwer 100 Hektar uechtert d'ganzt Land opkaaft.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Parallell huet d'ANF och ugefaangen, fir e gewëssent Grondkapital u Flächen an deem neie Pool unzeleeën. Et kann ee soen, dass mat deene Flächen eng gutt Basis geschafe gouf, fir e groussen Deel vun den zukünftege Kompensatiounsbesoine fir staatlech Projeten ofzesécheren. An den ONR an d'ANF si grad eréischt um Ufank mat der Sich no adequaten Terrainen.

Här President, et gi sécherlech méi einfach Aufgaben, wéi engem Proprietaire Land ofzekafen. Do brauch een eng gewëssen Iwwerzeegungsaarbecht an et muss een och eppes ubidde kënnen. Jo, et muss een hien dovun iwwerzeegen, dass och hie bei där ganzer Saach eppes gewanne kann.

Ech wëll hei och eppes präziséieren, well ech gemierkt hunn, dass dat och net ëmmer vu jiddwerengem verstane gouf: De Stat keeft net systematesch gutt landwirtschaftlech Terrainen op, fir dorobber ze kompensëieren an dem Bauer seng héichwäerteg Aarbechtsfläch ewechzehuelen. Neen, de Stat keeft landwirtschaftlech Terrainen, fir dës dann, wann dann en Accord zustane kënnt, ze tausche géint Flächen, wou vläicht och Kulturen drop wuessen, mä déi, agronomesch gesinn, manner hierginn an dowéinst och manner interessant sinn.

De Bauer kritt d'Méiglechkeet, méi schlechte Buedem géint gudde landwirtschaftleche Buedem ze tauschen, an de Stat këmmert sech dann dorëms, dass op deem Terrain als Kompensatiounsmoossnam eng reell Plus-value fir d'Émwelt geschafe gëtt.

Wat och heiansdo falsch verstane gëtt: Dësen Terrain geet der Landwirtschaft dowéinst net onbedéngt verluer. Op Terrainen, déi ökologesch opgewäert ginn, kann och nach weider Landwirtschaft bedriwwe ginn, besonnesch déi extensiv Landwirtschaft kann op esou Terraine problemlos weidergefouert ginn.

Et kann een déi nei Kompensatiounsmethoden also als eng Win-win-Situatioun fir d'Baueren a fir d'Natur bezeechnen. Dëst fonctionnéiert natierlech nëmmen, wann een de Bauer mat an d'Boot hëlt an hie vun de Virdeeler vun esou Projeten iwwerzeegt. Dir gesitt, dës nei Method ass vill méi strukturéiert wéi dat Kompensëieren, wat bis elo gemaach gouf. A well den ONR an d'ANF och geziilt no Terraine sichen, wou dat gréisst Potenzial besteet, fir et ekonomesch opzewäerten, kënnen op engem Hektar vill méi Ökopunkte kompensëiert ginn, wéi dat bis elo de Fall war. Am Kloertext: Mat deem neie System brauch een och manner Land, fir ze kompensëieren, well d'Qualitéit vum Kompensëiere jo och zouhëlt.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- E ganz wichtege Punkt vum neie Kompensatiounssystem ass, dass ab elo déi Flächen, wou drop kompensëiert gëtt, ënnerhale ginn an an engem Register repertoriéiert ginn. Well d'Fläche jo dem Stat, enger Gemeng oder dem Syndikat gehéieren an dës och bestëmmen, wéi dorobber kompensëiert gëtt, ass et nëmmen natierlech, dass si och duerno kucken, dass dës ökologesch Opwäertung nohalteg bestoe bleift.

Do brauch een natierlech Fachleit, déi eppes vu Biodiversitéit kennen an dovun, wat fir eng Zorte vu Flora a Fauna a wat fir engem Eck vum Land am wäertvollste si fir eis Natur. Dofir kéint ech mir och gutt virstellen, dass de Stat den Naturschutzsyndikat SICONA an deem Kader géif mat an d'Boot huelen. Si sinn näämlech fir mech déi ideal Organisatioun, fir sech ëm den Entretien an d'Erhale vun der Biodiversitéit op de Kompensatiounsflächen ze këmmeren.

Här President, genau esou stellt d'Demokratesch Partei sech modernen Naturschutz vir, participativ statt repressiv. Et wëllt kee méi héieren: Du däerfs net hei an du däerfs net do maachen! D'Leit wëlle wëssen, wat se dierfe maachen, an dat muss een hinnen dann och erklären. Well wann ee sech d'Méi gëtt, hinnen dat ze erklären, da kritt ee se mat an d'Boot, dann ass d'Versteesdemech do an da kritt een och zesumme mat der Landwirtschaft eppes fir eis Émwelt gemaach.

De Bauer wëllt jo net d'Natur futti maachen. Neen, hie wëllt mat der Natur schaffen. An dat musse mer him och weiderhin erméiglechen. Et ass hautdesdaags méiglech, op engem an deemselwechten Terrain Waasserschutz ze maachen, Biodiversitéitsmoossnamen ze maachen an eng produktiv an nohalteg Landwirtschaft drop ze bedreiwen. Eis Landwirtschaft muss verstoen, dass, wann een Terrain an enger Waasserschutzzon oder an enger Naturschutzzon läit, den Terrain dann net verluer ass fir säi Betrib. Sécherlech huet hie Contrainten, mä e kann ëmmer nach produktiv dorobber schaffen am Respekt vun der Natur.

Här President, ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, fir folgend Ergänzung zum neie Kompensatiounssystem ze ginn an och e

puer Denkustéiss mat op de Wee ze ginn, wéi mer dëse System och an Zukunft esouguer nach besser kéinte maachen.

Et ass zum Beispill dee richtege Choix, dass och Wëldbrécken als Kompensatioun fir d'Verbaue vu Biotope gëllen. Si verbrauche wéineg Land a sinn awer immens wichteg, fir Korridore fir d'Déieren oprechtzëerhalen.

Wou sécherlech och vill Potenzial drastécht, fir zu Kompensatiounszwecker benotzt kënnen ze ginn, sinn eis Bëscher. Eng ökologesch Opwäertung vun eise Bëscher sinn zum Beispill e Wiessel vun Dännebeem op Lafhëlzer, do wou et néideg a sënnvoll ass, oder och Entfiichtungsmoossnamen an naassen Däller.

Vill Gemengen an och de Stat wäerten hir Bëscher op, mä dës Opwäertung gëllt net als Ökopunkten, gëtt net benotzt fir Kompenséierungsmoossnamen. Si gesinn dat als natierlech Aufgab un, fir no hire Bëscher ze kucken. Ech mengen, wa mir weider wuessen a mussen no Fläche siche fir Kompensatiounsmoossnamen, da wier et net verkéiert, dass all déi Mesuren, déi mir hei am Land ënnerhuelen, och als Ökopunkte kéinte geltend gemaach ginn. Ech denken do och un esou kleng Opwäertunge wéi d'Planze vu Beem oder Friichtebeem an de Gemengen, wann zum Beispill e Puppelchen op d'Welt kënnt. Dat gëtt a ville Gemenge gemaach a wäert dës Fläch, wou déi Beem dann och wuessen, och ökologesch op.

Ech froe mech: Firwat ginn et net och zum Beispill fir dës Beem Ökopunkten? Datselwecht gëllt fir d'Renaturéierung vun eise Gewässer. Déi lescht Joren hunn d'Gemengen hei vill Efforte gemaach an och dës Efforte kéint ee mat Ökopunkte belounen.

An da ginn et nach déi sougenannte produktiounsintegréiert Kompensatiounsmoossnamen, wéi se schonns an eisen Nopeschlänner praktizéiert ginn. Dës Kompensatiounsmoossname ginn, wéi den Numm et scho seet, a Produktiounsfläche vum Bauer integréiert a kënnen och op Flächen duerchgefouert ginn, wou intensiv Landwirtschaft bedriwwe gëtt.

E gutt Beispill heifir ass d'Schafe vu Fënstere fir Léiweckelcher. Dëst si Fläche vun zirka 20 Quadratmeter, op där de Bauer keng Sot auskeime léisst. Dës Fënstere bidden de Léiweckelcher an engem soss dicht bewuessene Kärefeld eng ideal Brutfläch. Och d'Feldhénger an d'Feldhiesercher profitéiere vun esou produktiounsfräie Fënsteren. Der Natur ass mat esou enger klenger, awer einfacher Mesure vill geholl ef an den Ausfall fir de Bauer op där Fläch ass minimal. An Däitschland ginn zum Beispill heifir och Ausfallprimme bezuelt, déi ganz interessant sinn.

Elo ass et awer esou, dass déi Flächen, op deenen an Zukunft kompenséiert dierf ginn, a staatlecher Hand musse sinn. Dat huet sécherlech seng Virdeeler, well esou garantéiert gëtt, dass ökologesch sënnvoll kompenséiert gëtt an och den Entretien kontrolléiert gëtt. Et misst een awer och ganz staark driwwer nodenken, ob een net och sollt an Zukunft Kompensatiounen zouloossen op Terrainen, déi net dem Stat oder enger Gemeng gehéieren, fir justement och ökologesch wäertvoll Moossname wéi d'Schafe vu Léiweckelcherfënsteren, duebel Satreienofstänn bei der Usat vu Wantergetreid oder och Bléisträife laanscht wiesselnd Akerflächen ze erlaben.

Och wann dës Terrainen net dem Flächepool ugehéieren, esou kéint déi Instanz, déi sech ëm den Entretien vun de staatleche Kompensatiounsflächen aus dem Flächepool këmmert, sech och niewebäi ëm den Entretien vun esou klengen a geziilte Kompensatiounsmesurë wéi dës këmmeren. Vill kleng Mesurë bréngen der Natur näämlech och eppes.

Ech mengen, dat ass eng Pist, déi mer musse verfolgen. Am Ausland fonctionnéiert dat och. Och wa mer fir déi nächst Jore genuch Fläch bereetstelle kënne fir d'Kompensatiounsmesuren, esou soll ee sech net verschléisse virun neie Methoden, déi quasi kee Land an Usproch huelen. Et seet ee jo net fir näischt: „Kleinvieh macht auch Mist."

Den Drock op d'landwirtschaftlech Terrainen ass zu Lëtzebuerg extrem gewuess. An dofir ass et wichteg, dass mir och duerch d'Kompensatiounsmesuren net nach zousätzlech deen erhéijen. Dëse Kompensatiounssystem gëtt scho säit Joren am noen Ausland mat Succès ugewannt an et ass en exzellenten Usaz, fir laangfristeg weiderzekomme fir d'Ekonomie, fir d'Landwirtschaft a schlussendlech och fir d'Emwelt.

Dëst gesot, soen ech dem Rapporteur Henri Kox Merci fir säin exzellente schrëftlechen an och mëndlechen Rapport a ginn domat och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Dir waart am roude Beräich ukomm.

(Hilarité et brouhaha)

Jo, den Här Reding ass prett. Här Reding fir d'ADR, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Här Rapporteur, léif Kolleegen, mir hu geléiert, ech hunn e schéint Lëtzebuerger Wuert geléiert dank dem Max Hahn: „Léiweckelchen", Alauda arvensis oder Alouette des champs. Merci, ech hunn hei am héijen Haus eppes bäigeléiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mir hunn dat awer scho kannt.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, mir hunn dat awer net kannt, Här President.

M. André Bauler *(DP)*.- Also am Éislek wësse se, wat dat ass!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Den Här Gibéryen huet et scho kannt. Den Här Kartheiser huet et net kannt. D'Madamm Hansen huet et och net kannt. Mir hunn alleguerte bäigeléiert.

(Brouhaha général)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Bei eis ass et eng Lerche.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Si mer alleguerten heibanne fir Naturschutz? Selbstverständlech! Si mer alleguerten heibanne fir Mënschenschutz? Garantéiert! Si mer géint d'Schikanéiere vu Mënschen? Och dat! Mir kommen dozou.

Dëst Gesetz huet luewenswäert Ziler. Mä fir se ze erreechen, brauch et rationell an transparent Moyenen, kloer Verfahren, kloer Recoursméiglechkeeten, Vereinfachung, Respekt virun der Proprietéit, keng onnéideg Unzuel vun Autorisatiounen. An ech wonnere mech, datt hei ee liberalen Deputéierte sech scho bal bretzt, datt an dësem Text 108 nei Autorisatiounen agefouert ginn. Fir eis ass dat absolutt inakzeptabel!

Mir si fir Biodiversitéit a fir Naturschutz. Am Rapport stinn dräi Facteure yun Degradatioun vun der Biodiversitéit. Dat Éischt ass de Verloscht an d'Degradatioun vun den natierlechen Habitaten. Natierlech, dat ass eng Binsenweisheit. E Land, wat esou ongebremst wiisst wéi eist, do kënnt et zur Zerstéierung vun Habitaten! D'Vernetzung vu Biotope geet verluer. Mir hunn an deene leschten Deeg an den Zeitunge gelies, datt d'Biodiversitéit leit, d'Bodenbrüter, déi verschwannen.

Wonnert dat eis? Mir haten heibannen en hollänneschen Expert, deen eis wëssenschaftlech nogewisen huet, datt de Verbuet vun der Fuussejuegd zur Ausrottung an zur Deziméierung vu Bodenbrüter féiert.

(Interruption)

D'Extensioun vu Réseaux de transport: Jo, natierlech, all Strooss zerschneit Biotopen! Dat ass eng Binsenweisheit! Dat ass ganz evident an et ass eng Folleg vun eisem Wuesstum. D'Pratique agricole gëtt genannt, Drainagen a Veränneerung vu Waasserleef. Natierlech ass et net schéin, wa Baachen a Bëton gefaasst ginn. Si mer do derfir? Neen, mir sinn do dergéint. Mir sollten déi renaturéieren.

Mä musse mer ganz Däller, déi virun 150 Joer vun eise Virfahre mat vill Geld dréchegeluecht goufen, fir géint d'Malaria ze kämpfen, haut renaturéieren, andeem mer se a Sümpfe verwandelen? Neen, ech denken net, datt mer dat musse maachen.

Muss am Perimeter en Ëmweltminister Moossnamen ergräifen? An do sinn ech ganz mam Här Zeimet d'accord: Neen, muss en net! Jo, kommt, mir loossen zou eng Natur op Zäit, wéi den Här Zeimet et ganz richteg gesot huet! Well wat ass näämlech d'Alternativ? D'Alternativ ass, datt do Terrainen agezäumt ginn, datt se beweedet ginn, datt kee Biotop opkënnt, da kann och kee Biotop zerstéiert ginn. Et ass e falsche Wee.

Zu de Verfahren. De Recours en réformation virum Verwaltungsgeriicht gëtt ofgeschaaft an ersat duerch e Recours en annulation. Dat kléngt elo emol harmlos an en normale Bierger ka sech do vläicht net direkt eppes drënner virstellen.

De Rapport seet da ganz schäinhelleg, dat wier, fir dem Riichter déi komplex Aarbecht ewechzehuelen, fir mussen en Dossier in concreto ze analyséieren a seng eegen Appreciatioun ofzeginn. A Wierklechkeet ass de Recours en annulation e Contrôle de pure légalité. Wann déi richteg Administratioun d'Decisioun geholl huet, wa keen Abus, keen Détournement de pouvoir virläit, da kann déi Decisioun net annulléiert ginn. Sou einfach ass et! An de Riichter huet net méi d'Recht, ze kucken, ob se sënnvoll ass, ob se proportionell ass, ob se hirem Zil gerecht gëtt. D'Ofschafung vun engem Recours en réformation an d'Ersetzen duerch e Recours en annulation ass e graven Agréff an d'Rechter vum Justiciabel.

An et ass net fir d'Éischt. Mir hunn hei schonn x Texter gesinn, wou dës Regierung einfach nëmme Recours en annulation agesat huet a keng Recours en réformation. An dat ass net, fir de Riichteren d'Liewe méi einfach ze maachen; et ass, fir de Bierger d'Liewe méi schwéier ze maachen a fir hinnen hir Méiglechkeet ewechzehuele vu Recoursë géint Autorisatiounen oder besser gesot géint Refus d'autorisation, well wie seet „Autorisatioun", seet „Refus d'autorisation". Dat ass de Fakt.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Hei hu verschidde Riedner vun de Majoritéitsparteien, den Här Anzia, d'Madamm Hemmen, geschwat vum Respekt virun de Baueren, vun hirem klengen Akommes an esou weider. Wou ass de Respekt, wann den Avis de la Chambre d'Agriculture a vu sämtleche Beruffsverbänn vun de Bauere seet, hei wieren Droit-de-préemptionen, déi ze wäit géife goen, hei wiere Servituden, déi équipollente sinn zu enger Expropriatioun, eng Atteinte au droit de propriété disproportionnée, eng grave Atteinte au droit de propriété, eng Expropriation de fait?

A mir ginn hei einfach doriwwer ewech, wéi wann déi Chamber an déi Beruffsvertriedungen näischt gesot hätten! Ass dat de Respekt, deen Der hutt virun deem Beruffsstand?

20 Règlement-grand-ducalle solle kommen, eng Hällewull, fir hei Detailer ze ginn. Genau do gesi mer schonn d'Onsécherheet vun dësem Gesetz. A mir wäerten als ADR a mir wäerten als betraffe Leit ganz genau kucken, datt déi Reglementer am Kader vum Gesetz geschéien a keen Dibbelche méi wäit gi wéi dat, wat d'Gesetz virgesäit, well d'Konditioune vun der Stee, déi ginn hei am Haus festgeluecht an net op iergendengem Ministère.

D'Ekopunkte sinn e gutt Beispill. Et ass „Newspeak". „Mir sinn all fir Ekopunkten." „Ekopunkten", dat kléngt immens schéin. „Ech sammelen Ekopunkten." Mä ganz konkret, ganz genau wat fir eng Punkte firwat, dat soll spéider iergendwann eng Kéier festgeluecht ginn. Et ass eng Worthülse, et ass eng Worthülse ouni Inhalt. An d'Madamm Hemmen huet scho virausgegraff, andeem se sot, do wiere jo da Règlements grand-ducaux, déi kéint ee jo dann änneren, wa se an der Praxis net géife gräifen.

Dat Lescht, wat eis als ADR dozou beweegt huet, fir 100% géint dëse Projet ze stëmmen, dat sinn déi zousätzlech Schikanen, déi agefouert gi fir Haiser a Gréngzonen.

Wourëmmer geet et? Et geet ëm besteeënd Haiser, ganz oft Millen oder Häff oder och Haiser, déi eben deemools gebaut gi si viru 50, virun 100 oder nach méi Joren, déi an der Gréngzon leien. Och bis elo konnt een do net egal wat maachen. Och bis elo konnt een déi net einfach vergréisseren. Mä et konnt een awer eng Autorisatioun froen, fir se ze vergréisseren. Et konnt een eng Autorisatioun froen, fir hir Destinatioun ze änneren. Dat ass haut eriwwer. Ausser wa se an e ganz restriktive Kader fale vun deem, wat ee kann an der Gréngzon maachen, däerf ee se net méi vergréisseren.

Mä nach méi schlëmm! Nach méi schlëmm! Elo moosst sech de Stat un ze soen: „Le caractère d'un site", wann dee compromettéiert ass duerch ee besteeënd Gebai, da kann de Minister ordonnéieren, datt säin Aspect extérieur verännert gëtt!

Léif Kolleege vun der DP, kënnt Der mat esou eppes d'accord sinn?! De Stat moosst sech un, d'Harmonie vun engem Site, vun engem besteeënde Site an enger Zone verte och nëmmen ze beuerteelen a Leit, Proprietairen ze ordonnéieren, se missten hiert Haus veränneren!

Wou liewe mer? A wat huet dat mat Natur ze dinn? Wat huet dat mat Natur ze dinn?

Datt d'Destinatioun net méi ka geännert ginn, ausser an deem ganz restriktive Kader vum Artikel 6, d'accord! Mä och Renovatiounen an Transformatioune bedéngen an Zukunft eng Autorisatioun vum Minister.

Wat heescht dat? Dat heescht ganz konkret…

(Interruption par M. Camille Gira)

Neen, dat ass haut net esou. Haut, wann ech en Haus hunn an der Zone verte an ech maachen d'Plättercher nei a mengem Buedzëmmer, dann däerf ech dat maachen. Dat sinn Aarbechten, déi ech der Gemeng deklaréieren. Meeschtens, an den allermeeschte Gemenge brauch ech emol keng Autorisatioun derfir. Ech deklaréieren der Gemeng se, mä ech brauch bestëmmt net eng Autorisation ministérielle, fir Plättercher a mengem Buedzëmmer ze änneren a mengem Haus an der Zone verte.

A wat huet dat mat Naturschutz, wat huet dat mat Biodiversitéit ze dinn oder mat Mënscheschutz? Dat ass ganz einfach nëmmen eng gréng Schikan.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- D'Strofen: Wann ech mäin Haus, wat dann net harmonesch genuch läit, a wou den Här Minister oder den Här Statssekretär fënnt, datt ech misst den Extérieur änneren, wann ech dat net maachen oder wann ech a mengem Buedzëmmer vu mengem besteeënden Haus an der Zone verte d'Plättercher änneren ouni Autorisatioun, da kann ech gestrooft gi mat sechs Méint Prisong oder 750.000 Euro Geldstrof. Dat ass fir eis inakzeptabel an ech soen: Dat sinn net déi mat der Flantermaus, dat sinn déi mat der Ratsch!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also, ech wëll just soen, dass mer hei e gefleegten Émgang normalerweis üben.

(Brouhaha)

Jo. Dir wësst jo, wann ech dat iwwersetzen, wat dat heescht. Gutt!

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Also, wann ech gelift, och wann d'Wahle méi no kommen, kommt, mir bleiwe bei deem komerodschaftlechen Emgang mateneen. Voilà!

(Interruption)

Jo, dat gëllt fir jiddwereen! Dat gëllt fir jiddwereen!

An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech versichen, genossenschaftlech ze bleiwen.

(Hilarité)

Muchas gracias. Här President, am leschte Jorhonnert war den Naturschutz vun der philosophescher Weltsiicht vum René Descartes dominéiert. Den Descartes war der Meenung, datt de Geescht an de Kierper net onbedéngt zesummegehéieren a vunenee getrennt mussen ugesi ginn. An déi dualistesch Approche war laang Zäit maassgeblech fir d'Naturverständnis vun de Mënschen, dat doranner bestanen huet, d'Gesellschaft an d'Natur getrennt vuneneen ze betruechten. D'Gesellschaft ass als rational ugesi ginn, d'Natur als irrational. An dëser Logik ass de Mënsch Här a Meeschter iwwert d'Natur a seng Roll par rapport zu dëser Natur beschränkt sech op de Schutz vun Naturschutzgebidder, déi hire wëllen an irrationale Charakter behalen a fir d'Gesellschaft als Attraktioun a Réckzuchsgebitt erhale bleiwen.

Dës Approche huet d'Naturverständnis an d'Politik an deem Beräich laang Zäit dominéiert. Se mécht et deelweis bis haut nach. Mat dem Entstoen awer vun der ekologescher Beweegung an de 70er, an den 80er Joren an neie wëssenschaftlechen Erkenntnisser ass dës Approche op alle Fall emol a Fro gestallt ginn. An et gouf doropshin ab den 90er Joren och politesch Entwécklungen op internationalem Niveau am Beräich Klimaschutz, Biodiversitéit, nohalteg Entwécklung an esou weider. Säitdeem gëtt et e Bewosstsäin derfir, datt d'mënschlech Aktivitéiten net vun der Natur an der Emwelt ofzetrenne sinn, datt déi mënschlech Aktivitéite Konsequenzen op d'Natur hunn an déi Konsequenzen och erëm deelweis ganz problematesch Auswierkungen op d'Organisatioun vun der Gesellschaft hunn.

Dat heescht iwwersat: Nach am 17. Jorhonnert zur Zäit vum René Descartes ware se tatsächlech der Meenung, datt ee sech misst d'Fro stellen, ob ee fir de Mënsch antrëtt oder fir d'Fliedermais. Glécklecherweis si mer hautdesdaags bal all e bësse méi wäit.

Fir déi Lénk ass op jidde Fall dëse Constat acquis. Mir ginn awer e Schrëtt méi wäit a bezéien och d'Froe ronderëm d'wirtschaftlech Produktiounsweis oder d'Besëtzverhältnisser mat an.

Mir soen, datt d'Organisatioun vun der Gesellschaft ausschlaggebend ass fir den Erhalt vun natierleche Ressourcen. Wéi produzéiere mir Wueren? Wie besëtzt den Terrain? Wéi ass d'Muecht an der Gesellschaft verdeelt? A wéi a wien huet déi meescht? Wéi grouss sinn d'Ongläichheete beim Revenu, der Bildung oder beim Zougang zu Ressourcen? Dës Froe si fir eis zentral. A mir sinn der Meenung, datt, jee nodeem wéi d'Äntwerten op dës Froe sinn, eng ekologesch Politik an Naturschutz guer net oder zumindest nëmme schwéier méiglech sinn.

Eis Kärausso ass also déi: Eng Gesellschaft, an där déi sozial Schéier ëmmer méi op geet an d'Aarmut wiisst; eng Wirtschaft, déi d'Rentabiliséierung vum Kapital als iewescht Prioritéit huet an alles a jiddwereen zur Wuer mécht, kënnen ekologesch net nohalteg sinn a kënnen den Erhalt vun der Emwelt an den Zougang zu den natierleche Ressourcen net erhalen.

Mat deem neien Naturschutzgesetz gëtt dee Spagat awer elo probéiert. Ouni elo an den Detail vun all Mesurë kënnen a wëllen ze goen, stelle mir fest, datt dëst Gesetz domat schonn eng Avancée ass, mä eben nëmmen an dem wirtschaftleche Kader, an deem mir eis befannen. Dat ass vläicht op kuerz Siicht zefriddestellend, mä laangfristeg geet dat awer och net duer. An och de Mouvement écologique bréngt et a sengem Avis an deem Sënn op de Punkt: D'Gesetz schaaft keng Viraussetzung, fir eng strukturell Verännerung an der Zukunft ze schafen.

Ech probéieren, e puer konkret Mesurë vum Gesetz an deem Kontext ze ëmräissen. D'Gesetz gesäit zwou verschidden Approchë fir de Schutz vun den natierleche Ressourcë vir: d'Verhënnerung oder d'Eliminatioun vun den negative Konsequenze vun engem Infrastrukturprojet engersäits an ebe Kompensatiounsmoossname fir dës Konsequenzen anerersäits.

Fir eis stellt sech hei schonn d'Fro, ob an aweifern den zoustännege Minister tëschent deenen zwou Approchen den Arbitrage ka maachen. D'Gesetz iwwerléisst d'Form vun de Mesuren, déi bei engem Infrastrukturprojet néideg sinn, der Appreciatioun och vum Minister. D'Verhënnerung ass wuel oft méi deier, méi opwenneg an erfuerdert eng Expertise, déi bei der Kompensatioun sécherlech manner an d'Gewiicht falen.

Am franséische Gesetz ass de Prinzip «éviter, réduire, compenser» maassgebend, an hei gëtt et och eng kloer Hierarchie. D'Kompensatioun ass ëmmer dat lescht Mëttel, et soll et zumindest sinn.

Wéi ass et elo bei dësem Gesetz? D'Kompensatioun vun der Degradatioun vun natierleche Ressourcen op enger anerer Plaz ass als Mesure net nei an dësem Gesetz. Mä fir eis stelle sech awer eng Rei prinzipiell Froen.

Wat soll kompenséiert ginn? Fir dat ze wëssen, muss een d'Ressourcen, d'Biodiversitéit an d'Zesummenhäng an deem Ekosystem komplett kennen. De Mouvement écologique kritiséiert an deem Zesummenhang dann och, datt déi objektiv naturwëssenschaftlech Grondlag, fir dat richteg kënnen ze maachen, de Biotopkadaster, net genuch gestäerkt gouf.

Ginn d'Incitatiounen, fir ze zerstéieren an dann ze kompenséieren, net méi grouss, andeem eng einfach Formel fir d'Kompensatioun ugebuede gëtt? Am franséische Gesetz hunn d'Kritiker deemools d'Stäerkung vun de Kompensatiounsmechanisme mat der Aféierung vun engem Droit à détruire gläichgesat. Opgrond vun der Schwieregkeet, fir eent zu eent ze kompenséieren, an natierlech och der Raritéit vun de verfügbaren Terrainen ass dat fir eis awer e ganz zentrale Problem.

Gëtt d'Monetariséierung vun der Natur net duerch dee Service clé en main bei der Kompensatioun verstäerkt? Sécherlech ass et esou, datt et fir de Fortgang vun Infrastrukturprojeten an och fir d'Kohärenz vun der ekologescher Kompensatioun um Terrain Sënn mécht, op dee Wee vun den Ekopunkten ze goen an déi da mat engem Geldwäert ze beleeën. Esou muss e Promoteur einfach just nach déi gefroten Zomm an deen neie Fong iwwerweisen an da kann e bauen.

Duerch déi Approche gëtt eppes quantifizéiert, wat eigentlech guer net ze quantifizéieren ass: d'Natur. Duerno gëtt e Montant dropgesat an domat gëtt d'Natur oder villméi d'Zerstéierung vun engem Stéck Natur zur Wuer. Ee Promoteur keeft am Fong e Recht op Zerstéierung, andeem en eng Zomm fir d'Kompensatioun iwwerweist.

D'Problematik vun der Monetariséierung gëtt fir eis natierlech bei dësem Gesetz doduerch entschäerft, datt d'Kompensatiounen an d'Flächen, op deene se solle gemaach ginn, vum Stat an de Gemenge kontrolléiert sinn. Sou bleiwe kompenséiert Biotoper mat all hirer Aartevillfalt an hire Ressourcen an ëffentlechem Besëtz a soumat zougänglech.

Et dierf natierlech ni de Feeler gemaach ginn, fir dës ekologesch Kompensatioun fir Privater zougänglech ze maachen, déi dorauser e spekulativen Invest maache kéinten. Do wäre mir dann net méi bei der Monetariséierung, mä bei der Finanziariséierung vun der Natur. An den USA ass dat schonn haut Realitéit, an europäesche Länner leider och.

Uknäppend un déi richteg Entscheedung, datt Stat a Gemenge fir d'Kompensatioun an d'Fläche verantwortlech solle sinn, stellt sech natierlech méi grondleeënd awer och d'Fro vum Besëtz an der Uschafung vun den Terrainen. An déi Thematik, déi kënnt an der Lescht immens oft an Debatten erëm, och deslescht bei der Landesplanung oder beim Logement oder erëm bei Bail à ferme.

Dat ass normal, well se determinéiert näämlech d'Portée an d'Realitéit vun deem, wat d'Chamber heibannen och decidéiert. A wéi an all anere Politikberäicher och, muss een och fir den Naturschutz soen, datt ouni Virkafsrecht vum Stat op allen oder zumindest op de meeschten Terrainen eng kohärent a wierksam Naturschutzpolitik wahrscheinlech guer net méiglech ass. An d'Regierung weess dat wahrscheinlech selwer och. Dofir huet se och eng Iwwergangsfrist vu siwe Joer virgesinn. Sou laang muss de Flächepool also nach net prett sinn.

An do hätt ech vläicht och nach eng Fro, déi eis do elo agefall ass: wéi et iwwerhaapt ausgesäit bei de Kompensatiounsmesurë par rapport elo an der aktueller Situatioun, awéifern och elo d'Promoteuren, déi eben och hu misse kompenséieren, ob et do e Bilan gëtt, ob do e Bilan gezu ginn ass, awéifern déi Kompensatiounsmesuren dann och effektiv duerchgesat goufen. Dat wier vläicht interessant. Ech weess net, ob den Här Statssekretär elo direkt drop äntwerte kann, mä et wier vläicht interessant, dat eng Kéier gewuer ze ginn.

De Schutz vun natierleche Ressourcen ass am Interessi vun der Allgemengheet. Da muss d'Allgemengheet awer och d'Mëttelen an och genuch Terraine kënnen hunn, fir dëse Schutz kënnen ze assuréieren. Wéi ech am Ufank sot, probéiert d'Regierung mat dësem Gesetz d'Stäerkung vum Naturschutz ënnert den Hutt ze bréngе mat enger wirtschaftlecher Entwécklung, bei där d'Natur awer an éischter Linn en Hindernis ass.

Dat huele mir esou zur Kenntnis a stëmmen d'Gesetz och mat, ouni awer aus dem Bléck ze verléieren, datt et op laang Dauer ouni e méi fundamentaalt Ëmdenken net méi ka weidergoen.

Mir erënneren dofir nach eng Kéier drun, wat d'Regierung soss esou vun Initiativen ergräift, déi a kompletter Kontradiktioun stinn zum Schutz vun natierleche Ressourcen, der Aartevillfalt an esou weider: eng Landwirtschaftspolitik, an där et ëmmer nach keen Ëmdenke gëtt; e Pestizideplang, deen ëmmer nach net steet; de Bau an den Ausbau vu Stroosse mat alle Loft- a Kaméidibelaaschtungen, déi domadder zesummenhänken; d'Usiidlung vu Betriber, déi mat hiren Aktivitéiten eis natierlech Ressourcen op d'Spill setzen; e Rentefong, dee weider a Multinationaler mat schiedlechen Aktivitéiten investéiert, de Space Mining; d'Zerstéierung vun natierleche Ressourcen, déi elo och nach an de Weltall verlagert gi soll. An esou weider.

Wa mir mat all deem esou weiderfueren, dann ass geschwë keng Natur méi ronderëm eis, déi ee beschütze kann. Dofir wäerte mer trotzdeem nach eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn, an der Hoffnung, datt mer och hei zu Lëtzebuerg zu engem fundamentalen Ëmdenke kommen an eiser ekonomescher Entwécklung.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An déi lescht Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen fir d'CSV.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech fänke mat enger Feststellung un: Wann een net d'accord ass mat deene Grénge, dann ass ee vun enger Bei gepickt, et ass een e Populist an et kritt ee gesot, et soll een näischt opféieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ben, ech ka just soen: Gutt, datt ech…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat sot Der richteg!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...net nach bei méi Gesetzer vun deene Grénge schwätzen, well soss kréich ech bis zum Summer wahrscheinlech nach méi Titelen. A well den Här Statssekretär Gira jo der Meenung ass, datt, wann zwou Saachen an ënnerschiddleche Ministèrë behandelt ginn, déi dann absolutt näischt mateneen ze dinn hunn - esou hat en dat zumindest bei RTL erkläert -, mä da kéint ech mech direkt erëm sëtze goen, well ech wollt iwwert d'Naturschutzgesetz aus der Siicht vun der Landwirtschaft schwätzen.

Majo, hei sinn ech dann, wéi esou dacks, net mam Här Gira d'accord, well obwuel Landwirtschaft an Emwelt an ënnerschiddleche Ministèrë sinn, hu se nawell vill mateneen ze dinn. An ech fänke mat all eise Schutzzonen un.

Laut den Aussoe vun der Bauerenallianz si ronn 37% vun eiser landwirtschaftlecher Fläch geschützt. Do gëtt et wahrscheinlech ënnerschiddlech Statistiken. Déi sinn da beluecht mat iergendwelche Servituden. Allgemeng musse mer eis duerfir d'Fro stellen: Wéi vill Schutzzone brauche mer nach, wëlle mer nach ausweisen? An ech wëll awer och hei soen: Wa mer op véierter Plaz leien innerhalb vun 20 Länner beim Undeel vu geschütztener Fläch, dann ass dat awer net esou schlecht.

An da sinn ech och schonns bei dem Plan sectoriel «Paysages». An ech wëll hei awer nach emol op meng Question parlementaire urgente agoen, wou ech gefrot hat, fir am Virfeld vum Vott vum Naturschutzgesetz d'Plan-sectorielle kënnen ze kréien an hei natierlech virun allem de Plan sectoriel «Paysages».

A wann déi Äntwert net déi gewiescht wär, wéi se war, dann hätt wahrscheinlech keen Hunn derno gekréit. Mä d'Äntwert, déi war awer zimlech, ech géif souguer soen, ganz speziell. Ech krut gesot, et géif u sech näischt dergéint schwätzen, fir eis Plan-sectoriellen ze ginn, mä mir krite se awer net. A wa mer se da kriten, dann däerfte mer näischt domadder ufänke bis den 28. Mee. Sou!

Den Här Gira sot dann och nach um Radio, et wär pure Populismus, wann ech esou eppes géif froen. Déi zwee Gesetzer hätten absolutt näischt mateneen ze dinn. An de beschte Bewäis wär et jo, datt se an ënnerschiddleche Ministèrë behandelt ginn.

Ech froe mech, majo fréier ass heiansdo vu Silosdenke geschwat ginn, an dat ass anere Leit virgeworf ginn. Hei kann een dat vläicht och emol eng Kéier froen.

Abee, ech sinn anerer Meenung, an dëst virun allem aus der Siicht vun der Landwirtschaft. Wann zum Beispill e Bauer wëllt aussidelen, de Betrib léich an engem Naturschutzgebitt oder einfach an enger Grénzon, da ginn et Bestëmmungen zu de Bauten an dësem Naturschutzgesetz a Règlement-grand-ducallen, déi mer nach net alleguer hunn.

Da kéinten dës Flächen awer och nach an engem Corridor écologique leien, deen am nationalen Naturschutzplang definéiert ass, wat kee Gesetz a kee Règlement grand-ducal ass. Et kéint awer och nach an enger Zone interurbaine leien, wat am Plan sectoriel «Paysages» beschriwwen ass. Et kéint och nach an enger Coupure verte leien, och am Plan sectoriel «Paysages». Et kéint och nach an enger Zone de préservation des grands ensembles paysagers leien, och am Plan sectoriel «Paysages».

An da muss de Bauer awer, och wann et zwee verschidde Ministèrë sinn, dës Kaarten iwwereneeleeën. An da stelle sech awer eng Partie Froen: Kommen duerch déi verschidden Zonen aus dem Plan sectoriel «Paysages» nach aner Aschränkunge wéi déi duerch d'Naturschutzgesetz? Kommen zum Beispill zu deenen am Naturschutzgesetz virgesinnene Virschréfte beim Bauen och nach anerer derbäi an dësen Zonen?

Et muss een also dat Ganzt zesumme kucken, an net separat, esou wéi den Här Gira dat sot.

Da gëtt an de Plan-sectoriellen och nach vun Activité agricole geschwat. An ech däerf dat hei soen, obschonns datt ech u sech näischt däerft soen iwwert d'Plan-sectoriellen, mä dat hat den Här Etgen beim État de la nation gesot. Also däerf ech den Här Etgen dann hei widderhuelen.

Mä wann iwwert d'Activité agricole bei de Plan-sectorielle geschwat gëtt, da kann ee sech awer och do Froe stellen. Do hätt ee sech jo kënne virstellen, datt op dëse Flächen net däerft kompenséiert ginn. Oder ass et éischter de Contraire? Eegne sech dës Fläche besonnesch gutt, fir ze kompenséieren?

Also ganz vill Froen, déi ee ka stellen. Also, mir da Populismus ënnerstellen an indirekt soen, ech wier net nëmme vun der Bei gepickt ginn, mä wahrscheinlech och nach vum Lämmes gebass, wann ech vernetzt Froe stellen, dat fannen ech en zimlech staarkt Stéck!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech kommen dann elo erëm op d'Schutzflächen zréck, op déi, soubal se ausgewise sinn, direkt oder indirekt Servituden dropkommen. Duerfir soe mir als CSV, an dat hate mer och duerch en Amendement gefuerdert, datt bei der Ausweisung vun dëse Fläche muss fir Transparenz gesuergt ginn, mä leider ware sech jo hei Rout, Blo a Gréng eens, fir dat léiwer net ze maachen.

Kompenséieren: ee weidere wichtege Punkt am Zesummenhang mat der Landwirtschaft. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et elo schonn e puermol héieren: Lëtzebuerg wiisst. D'Ëmwelt gëtt zerstéiert. Déi muss kompenséiert ginn. Wou? Ma meeschtens op landwirtschaftlech genotztem Terrain.

An d'Landwirtschaft verléiert zweemol duerch de Wuesstum - dat ass och de Moien nach eemol vum Här Schroeder vun der Landwirtschaft ënnerstrach ginn -, éischtens doduerch, datt hiren Terrain gebraucht gëtt, fir ze wuessen - ech mengen, do kann den Här Gira net soen, datt dat net de Fall wier -, an zweetens awer doduerch, datt hiren Terrain gebraucht gëtt, fir ze kompenséieren. Och wann dann nach iergendeng Landwirtschaft méiglech ass, mä et ginn awer Servituden dropgeluecht.

An ech krut an enger Äntwert vun enger Question parlementaire nach gesot: „Et geet net nëmme reng ëm d'Extensivéieren. Mir mussen dann eenzel verschidde Biotopen trotzdeem erëm dohinner kréien." Also kann een net soen: „Du kanns maachen domadder, wat s de wëlls."

Datt d'Landwirtschaft heiriwwer net frou ass, dat, mengen ech, misst ee verstoen. A mir hunn och näischt géint déi Ökopunkten - de Laurent Zeimet huet dat scho gesot -, mä fir eis ass et awer wichteg, datt mer net ze vill där Fläche verbrauchen, fir ze kompenséieren. A mir haten och hei een Amendement virgesinn, wou mer proposéiert haten ze sträichen, datt de Minister u sech d'Méiglechkeet huet, fir ze decidéieren, fir en X-facht vun deem, wat zerstéiert ass, als Kompensatioun ze froen.

D'Chambre des Métiers hat och heirop higewisen. Also vläicht nach een, dee vun der Bei gepickt ginn ass.

(Hilarité)

Dësen Amendement ass awer och vu Rout, Blo a Gréng refuséiert ginn.

D'Chambre des Métiers hat och nach drop higewisen, datt et wichteg wär, fir no innovative Kompensatiounsmoossnamen ze sichen, fir eben dee Flächeverbrauch ze reduzéieren. An eigentlech huet d'DP dat, wann ech dat richteg verstanen hunn, och gesot. An an deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun,...

Motion 1

La Chambre des Députés,

- reconnaissant la plus-value du principe d'un système numérique d'évaluation et de compensation en écopoints;

- considérant les avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de l'Agriculture qui indiquent la nécessité de prévoir d'autres mécanismes de compensation;

invite le Gouvernement

- à évaluer le système des écopoints et à en faire les adaptations nécessaires;

- à identifier des mesures compensatoires innovatrices et alternatives permettant d'éviter la perte de surfaces agricoles productives.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Léon Gloden, Aly Kaes, Marcel Oberweis, Laurent Zeimet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...wou mer d'Regierung opfuerderen, de System mat den Ökopunkten ze evaluéieren, déi néideg Upassungen ze maachen, an dëst eben ënnert dem Gesiichtspunkt vun enger Reduzéierung vum Flächeverbrauch a mat dem Opruff, fir no anere innovative Kompensatiounsmesuren ze sichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Da gëtt an dësem Gesetz elo festgehalen, datt de Stat Flächen opkeeft, fir de sougenannte Kompensatiounspool zesummenzestellen. Mä och do stelle sech eng Partie Froen.

Éischtens, no wéi enge Kritäre keeft de Stat dës Flächen op? An da muss een awer och verstoen an am Kapp behalen, datt duerch den Opkaf den Drock op d'Land net onbedéngt ofhëlt, virun allem, well de Verkeefer, an deem Fall, wou en et dem Stat verkeeft, jo net op d'Plusvalue besteiert gëtt. Do kann u sech en normale Bauer schlecht mathalen.

Déi zweet Fro, déi sech hei stellt, ass awer: Firwat steet net kloer am Gesetz dran, datt keng landwirtschaftlech wäertvoll Fläche geholl ginn, fir ze kompenséieren? U sech, wann ech de Leit nogelauschtert hunn, wëllt jiddwereen dat. Firwat dat awer net kloer draschreiwen? Elo steet dran: „De Minister passt op, fir ze evitéieren, datt..." Dat ass an eisen Aen net ganz kloer. Mir haten och do en Amendement gemaach, fir dat kloerzestellen. Och d'Landwirtschaftskummer hat dat gefrot. Also nach een, dee vun der Bei gepickt ginn ass. Awer och dat ass vu Rout, Blo a Gréng refuséiert ginn.

Da kommen ech zum Bauer an der Gréngzon.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Duerfir stierwen déi aus.

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- D'Madamm Loschetter mengt, si hätt elo d'Ursaach fonnt, firwat datt d'Beie géifen ausstierwen.

De Bauer an der Gréngzon: ee weidere wichtege Punkt, well de Bauerebetrib gehéiert ëmmer méi dohinner an ëmmer manner an d'Duerf. Datt een an der Gréngzon net ka bauen, wat a wou ee wëllt, ech mengen, do si mer eis alleguer eens. Fir awer eng nohalteg Landwirtschaft ze behalen, musse mer eis Landwirtschaft an Zukunft op méi breet Bee stellen. Wa mer gären an Zukunft hätten, datt eis Baueren net nëmme Mëllech sträichen oder Ranner mäschten, mä och innovativ sinn, dann ass awer eng Grondviraussetzung déi, datt mer dës Innovatiounen, Alternativen, zweet Standbeener och an der Gréngzon zouloossen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wéi gesäit et zum Beispill aus mat Chambres d'hôtes? Am Ausland profitéiere mer jo emol heiansdo gären dovunner.

Une voix.- Tourismus.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Hunn déi en direkte Lien mat der Matière première? Dat gëtt jo gefrot. Wahrscheinlech net! Vläicht ginn da mat dësem Gesetz héchstens Zëmmere wéi an engem Heehotel accordéiert, well mam Hee hätte mer jo zumindest den direkte Lien mat der Produktioun duergestallt.

(Interruption par M. Roy Reding)

Wéi gesäit et mat engem Erliefnesbauerenhaff an der Gréngzon aus? Mir hunn hei zu Lëtzebuerg zum Beispill een Haff, ee ganz schéinen Haff, dee läit, souwäit ech weess, an der Zone verte, zumindest net am Duerf. Do gi regelméisseg Kanner aus der Waldorfschoul dohinner. En ass och deementspriechend ageriicht.

Um Haff ass ënner anerem och een Naturata-Buttek an esou weider. Huet dësen elo en direkte Lien mat der Matière première vum Betrib? Dat ass mer am Prinzip egal, well mer brauchen an Zukunft nach méi esou eng Betriber, och konventioneller. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, datt eis Direktvermaarter, vum Bauerenhaff op den Dësch, och a verschiddene Betriber Butteker hätten, an dat an der Gréngzon.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ganz richteg!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mat dësem Gesetz wäert et awer schwiereg bis bal onméiglech ginn, fir dat ze accordéieren. Schued! Ma et steet dran, souguer explizitt, datt de Gäertner emol, mengen ech, keng Blummendëppen däerf zousätzlech verkafen, well déi net am Betrib do produzéiert ginn. Dat steet explizitt dran.

An dann hat ech och nach an der Kommissioun gefrot, ob et dann erlaabt wär, datt e Bauer als eng Niewentätegkeet, wann en ee fräie Stall hätt, zum Beispill eng Hondspensioun kéint opmaachen. Et si bestëmmt Leit heibannen, déi Hënn hunn. An et si bestëmmt och Leit heibannen, wa se hir Hënn an eng Hondspensioun féieren, déi da frou wären, wann deen Hond och Auslaf hätt. An da passt dat och nach besser an d'Gréngzon. Wahrscheinlech sinn d'Noperen och nach méi frou, wa se am Duerf keng Hondspensioun dernieft hunn. Et ginn der also gebraucht. An de Bauer kéint en zweet Standbeen opbauen.

Wat ass awer geschitt? An dat fannen ech schonn och erëm eng Kéier speziell: An der nächster Sitzung hate mer een Amendement doleien, wou elo explizitt drasteet, datt dëst verbueden ass.

Dir Dammen an Dir Hären, leider hat ech et gefrot! A Gott sei Dank hat ech net nach méi Beispiller gefrot, well soss wären déi wahrscheinlech och elo nach explizitt am Gesetz dran, datt déi verbuede wären.

M. Roy Reding *(ADR).*- Verbuetsministère!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An dëst beweist d'Astellung vun der Regierung: esou restriktiv wéi méiglech a keen Zeechen a Richtung Innovatiounen.

Och d'Päerdsställ kéint een als Beispill huelen. Och hei kann ee restriktiv Interpretatioune fäerten, mä och déi brauche mer.

Als CSV soe mer ganz kloer, datt mer déi landwirtschaftlech Aktivitéit musse flexibel gesinn. Mir mussen Alternativen, zweet Standbeener an Niewenaktivitéiten op de Betriber zouloossen a férderen; an och zweet Standbeener!

Da kommen ech bei d'Wunnhaiser an der Gréngzon. D'Astellung vum Ëmweltministère beleet folgend Beispill; ech hat et schonn eng Kéier hei erkläert, mengen ech: Wéi e Bauer eng Geneemegung gefrot hat, fir bei sengem Héngerstall en Haus opzeriichten, huet d'Madamm Minister Dieschbourg him geäntwert, d'Hénger missten net beim Eeërleeën assistéiert ginn, also krit hie keng Geneemegung.

(Interruption par M. Roy Reding)

Esou eng Aussoe vun enger Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, maachen d'landwirtschaftlech Produktioun lächerlech, sinn eng Frechheet fir d'Baueren a beweisen d'Astellung vun der Ëmweltministesch, dem Statssekretär!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Just eng kleng Klammer: De Bauer hat e laangen Otem an e krut herno viru Geriicht recht, mä leider huet net jiddwereen esou ee laangen Otem.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Firwat däerf en net?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Elo steet am Projet de loi, datt ee Wunnhaus beim Betrib nëmmen dann erlaabt gëtt, wann d'Aktivitéit eng dauerhaft Präsenz vum Betribsleeder erfuerdert. Wat heescht dat konkret, „eng dauerhaft Präsenz vum Betribsleeder"?

Dann zielt dëst Wunnhaus an Zukunft och als landwirtschaftlech Konstruktioun. Wat huet dëst fir Konsequenzen? Wat geschitt zum Beispill an engem Härtefall, wann de Mann géif stierwen, d'Fra huet en anere Beruff an et sinn nach kleng Kanner do? Déi kënnen de Betrib net weiderféieren. Wat geschitt dann? Ee Règlement grand-ducal hu mer nach net. Awer an der Lettre ministérielle, déi mer kritt haten, stoung: «Une fois que l'exploitation agricole aura cessé ou que le requérant aura cessé son activité, la construction sera enlevée.» Misst d'Haus dann an deem Fall ofgerappt ginn? Do ass net vill Spillraum dran. Härtefäll si keng virgesinn. Sou!

Am Wunnhaus kann dann nach ee Logement intégré virgesi ginn. Et muss awer deeselwechte Proprietaire sinn. Firwat deeselwechte Proprietaire, wann zwee Bridder den Haff hätten? Firwat kéinten do net d'Besëtzverhältnisser kloer geregelt ginn?

Sou! Mäi lescht Stéchwuert: Fräifaartsschäin. Am Artikel 61 vum Projet de loi steet dran, datt de Minister zu all Autorisatioun däerf, nieft de Bestëmmungen zu de Bauten, och iergendeng aner Moossname virschreiwen, wann de Gebrauch vun de Gebaier, net d'Gebaier selwer, mä de Gebrauch vun de Gebaier eng Gefor fir d'Ëmwelt am Allgemengen a fir d'Schéinheet vun der Landschaft an esou weider ass. „Schéinheet" ass e ganz vage subjektive Begréff.

(Interruption)

Ech hat emol eng Kéier ee Proff op der Uni, deen huet eis Diae gewisen. En huet dann Hiwwellandschafte gewisen an dann huet e gesot: „Do musse gro Kéi stoen." En huet flaach Landschafte gewisen an dann huet e gesot: „Do mussen där bronger Kéi stoen." Sou! Wann dat doten d'Schéinheet erkläert, da sinn do definitiv vill Méiglechkeeten dran, fir dat ze interpretéieren.

An och elo schonns huet den Ëmweltministère et sech zur Gewunnecht gemaach, wann ee Bauer zum Beispill ee Changement d'affectation freet, déi eng Zort Béischte ginn duerch déi aner Zort ersat, datt hien nëmmen da säin Okay gëtt, wann de Véibesaz am Ganze reduzéiert gëtt, dat heescht, wa manner produzéiert gëtt. An dat, obwuel mer aner Gesetzer, europäesch Direktiven hunn, un déi sech d'Bauere souwisou mussen halen!

Mat dësem Artikel kritt hien also elo een absolutte Fräifaartsschäin, fir esou eng Moossnamen ze diktéieren. Dat ass fir eis net akzeptabel!

Ech kéint elo esou weiderfueren, mä ech wëll ofschléissend zesummefaassen an ech wëll dem Här Gira dann och soen, datt mer net hu missen no Argumenter sichen, fir dergéint ze stëmmen. Mir hunn Argumenter!

Dëst Gesetz liwwert, wéi gesot, fruchtbare Buedem fir d'Willkür vum Environnementsministère. Transparenz zielt op jidde Fall net beim Ausweise vun de Schutzzonen. Administrativ Vereinfachung: Hei hu mer nach ganz vill Sputt no uewen. Manner Rechter fir de Bierger: De Recours en réformation gëtt ersat nëmme méi nach duerch de Recours en annulation.

Mir hate 27 Amendementer gemaach. Se sinn alleguer refuséiert ginn. Dat heescht: 23-mol Nee vun der CSV!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech wär ganz frou, wann d'Motioun géif verdeelt ginn.

(Brouhaha)

D'Motioun. Et ass jo kee Buch, et ass ee Blat.

(Hilarité)

Neen! Ech soen, dass et gutt wär, wann ee Stellung bezitt, dass se disponibel ass.

(Brouhaha général)

Den Här Statssekretär huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll als Alleréischt hei e ganz, ganz grousse Merci lassginn, virun allem un de President-Rapporteur, net nëmme fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht, mä virun allem fir d'Aart a Weis, wéi en d'Debatten an der Chamberskommissioun geréiert huet.

E Gesetz mat iwwer 80 Artikele mat enger héich komplizéierter Matière. Ech mengen, dat kënnen all d'Kolleegen an d'Kolleeginnen aus där Chamberskommissioun bezeien. Dat mierkt een och an eenzelnen Avisen, déi nach ëmmer de Kompensëierungssystem net verstanen hunn. Et esou ze leeden, dass mer dat Gesetz haut kënne stëmmen, dat ass zu engem ganz groussen Deel de Meritt vum Henri Kox. An duerfir e ganz grousse Merci un hien, awer och un all déi aner Memberen, wou mer wierklech konstruktiv Diskussiounen haten. An ech schléissen och ausdrécklech do d'Oppositioun mat an, a wärend den Diskussiounen an der Chamberskommissioun och déi gréissten Oppositiounspartei.

Jo, Här President, mat deene Grénge kann een, egal a wéi engem Land dass se sinn, ganz gäre streiden. Wann et ëm de Fong geet, ass dat iwwerhaapt kee Problem, mä da stelle mer herno fest: Déi eng hunn déi Meenung an déi aner eng aner. Wa mer e Kompromiss fannen, ass et gutt, a wa mer kee fannen, da sinn ebe Majoritéiten, déi decidéieren. An der Vergaangenheet war dat ganz oft géint eis. Elo ass et méi oft fir eis, well mer eben an der Majoritéit sinn.

Mä ech muss awer soen: Leider ass déi sereine Diskussiounskultur mat der gréissster Oppositiounspartei an der leschter Woch net méi méiglech gewiescht. Ech ginn net an den Detail an, mä wann eng Deputéierten higeet an der Regierung Ontransparenz virwërft, dann e Lien mécht tëschent zwee Gesetzer, dee wierklech ganz schlecht ze maachen ass, well dat, wat se verlaangt huet un Informatiounen, sinn Ausféierungsbestëmmungen, dat steet a Règlement-grand-ducallen dran oder a Plan-nationallen, wat déi exklusiv, mengen ech, Kompetenz vun der Regierung ass an net vun der Chamber.

Mä wann awer genau déi Informatiounen, déi déi Deputéierte gären hätt, schonn annerhalleft Joer am Memorial stinn... Här President, d'Secteurs écologiques, déi sinn zënter engem Joer am Memorial publizéiert. An ech hat der Deputéiert och ausdrécklech an der Chamberskommissioun gesot, si soll da wann ech gelift eng Recherche maachen, da kréich se all Informatiounen, fir…

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et sinn awer vill aner Zonen am Plan sectoriel «Paysages».

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, ech wëll et dobäi beloossen. Ech iwwerloosse jiddwerengem heibannen, wien an deem doten Dossier e Selbstgoal geschoss huet a wien net. An domat géif ech dat klasséieren, well ech och mengen, dass et derwäert ass, hei iwwert de Fong ze diskutéieren an net iwwer Niewesächlechkeeten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn amgaangen, den Aascht ofzeseeën, op deem mer sëtzen. 60% manner Insekten a 15

Joer an Däitschland, 30% manner Vullen a 15 Joer a Frankräich, 80% manner Fiichtgebidder a 50 Joer zu Lëtzebuerg. Dat si keng Klengegkeeten. Do geet et un d'Eingemachte an do geet et ëm d'Iwwerliewen. An dat soen net ech, Här President, dat hu 15.000 Wëssenschaftler aus 184 Länner virun e puer Méint an engem Hëllefsruff un d'Politik gesot.

A firwat, Här President, si mer dann als Mënschen esou wäit komm? Ech misst eigentlech elo hei e ganz laange philosopheschen Exkurs halen, mä mat 15 Minutte gëtt dat schwéier. Duerfir halen ech mech un déi Haaptpunkten.

Ech kann ufänke bei der Bibel, mam Sproch „Macht euch die Erde untertan", iwwert den Descartes, wéi den Här Wagner och richtegerweis hei gesot huet, dee mat sengem linearen Denken déi westlech Zivilisatioun ganz staark geprägt huet, bis awer och - an och dat, mengen ech, géif den Här Wagner interesséieren -, bis bei d'Wiese vum Kapitalismus, fir deen et de Produktiounsfacteur Natur net gëtt, well en déi Servicer, déi vun der Natur geliwwert ginn, als gratis viraussetzt.

Mir brauchen also hei, Här President, eng zweet kopernikanesch Revolutioun.

La séance publique est levée à 17.40 heures suite à un malaise de M. le Secrétaire d'État Camille Gira.

Malgré les premiers secours prodigués tout de suite en salle plénière, M. Gira est malheureusement décédé peu après à l'hôpital.

Le Président de la Chambre des Députés et les présidents des groupes politiques, très affectés par le décès de M. Gira, ont pris la décision, d'un commun accord, d'annuler la séance publique du 17 mai.

Sommaire des séances publiques nos36, 37 et 38

36e séance

Ouverture de la séance publique p. 481

Question élargie n°29 de Mme Sylvie Andrich-Duval au sujet de la violence à l'école p. 481-482

Question élargie n°30 de M. Fernand Kartheiser au sujet d'organisations non gouvernementales agréées p. 482-483

7182 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création

a) d'un Institut national des langues;

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

et portant abrogation

de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 483-486

6708 - Projet de loi relative

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique;

- au transfert intangible de technologie;

- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes

et portant abrogation de

- la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

- la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;

- la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne p. 486-487

7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 487-488

7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 488-489

7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics,

6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal

et

6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics p. 489-499

37e séance

Ouverture de la séance publique p. 500

Communications p. 500-501

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 501

Ordre du jour p. 501

Heure de questions au Gouvernement

Question n°316 du 14 mai 2018 de M. André Bauler relative à la situation des jeunes formés dans la carrière professionnelle de l'auxiliaire de vie, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 501

Question n°317 du 15 mai 2018 de M. Claude Wiseler relative la procédure de nomination d'un candidat à un poste vacant du Conseil d'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 501-502

Question n°318 du 14 mai 2018 de M. Alex Bodry relative aux procédures d'autorisation d'exploitation concernant les centrales nucléaires à proximité du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 502

Question n°319 du 15 mai 2018 de M. Roy Reding relative à la décision du «Bundesfinanzhof» en matière d'intérêts de pénalité auprès de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances p. 502

Question n°320 du 15 mai 2018 de M. Franz Fayot relative à l'installation d'une galerie nationale dans les murs de l'ancien Athénée, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 502-503

Question n°321 du 15 mai 2018 de Mme Sylvie Andrich relative à l'avenir incertain des sites à Dudelange et à Käerjeng du groupe verrier américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

Question n°3820 du 14 mai 2018 de M. Eugène Berger et de M. Gusty Graas relative à la fermeture de deux usines du groupe américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 503

Question n°322 du 15 mai 2018 de M. Laurent Zeimet relative à la transposition de la convention collective SAS au niveau des initiatives sociales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 503-504

Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler p. 504

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et la décision du président des États-Unis de se retirer de cet accord p. 504-507

Question élargie n°31 de M. Henri Kox relative à l'énergie nucléaire p. 507-508

7214 - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 p. 508-509

7175 - Projet de loi portant approbation de

1° l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017;

2° l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017 p. 509-510

7177 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gäichel, le 4 juillet 2016 p. 510

7157 - Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37 p. 510-514

7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012 p. 514-515

7194 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances p. 515

7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement p. 515-516

38e séance

Ouverture de la séance publique p. 517

7072 - Projet de loi portant

1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,

2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 517-521

7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles p. 521-529

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3840	Franz Fayot	Site de la villa gallo-romaine à Schieren
3851	Max Hahn, Claude Lamberty	mBox
3852	Nancy Arendt	Retards présumés lors de la distribution de journaux étrangers
3853	Laurent Zeimet	Processionnaire du chêne
3857	Françoise Hetto-Gaasch, M. Léon Gloden, Octavie Modert	Dommages causés par les intempéries
3858	Josée Lorsché, Sam Tanson	Mise en pratique de la loi concernant la profession de psychothérapeute
3860	Gusty Graas	Problème des mégots
3861	Max Hahn, Claude Lamberty	Pollution des cours d'eau
3862	Max Hahn	Mariage civil
3863	Octavie Modert	Avancement du processus de reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne
3864	Marc Angel	Situation politique au Niger
3865	Françoise Hetto-Gaasch	Lycée Ermesinde
3866	Martine Hansen, Octavie Modert	Campagne publicitaire dans le cadre de la loi sur la protection des animaux
3868	Martine Hansen, Aly Kaes, Marco Schank	Retour du loup
3869	Laurent Zeimet, Marc Spautz	Mise à disposition d'images vidéo professionnelles à des fins de promotion d'un parti politique
3871	Martine Hansen	Corridors écologiques
3872	Martine Hansen	Programme d'éducation plurilingue
3873	Françoise Hetto-Gaasch	École de la 2e chance
3877	Marc Spautz	Obtention du statut de salarié handicapé
3880	Max Hahn, Claude Lamberty	Congé pour raisons d'ordre personnel pour les indépendants
3902	Roy Reding	Sommet des chefs de Gouvernement libéraux à Senningen

Question 3840 (30.05.2018) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **site de la villa gallo-romaine à Schieren:**

Lors de la visite en octobre 2017 du Centre d'étude des peintures murales romaines (CEPMR) à Soissons restaurant les fresques trouvées sur le site archéologique de Schieren plusieurs options avaient été évoquées quant à la valorisation et la présentation au public de ce trésor culturel.

Une de ces options est la construction d'une infrastructure sur le site même de la villa gallo-romaine à Schieren afin d'y présenter les peintures murales restaurées et de donner ainsi à la commune de Schieren et toute la région une attraction touristique d'envergure. Le conseil communal de Schieren a d'ailleurs adopté une résolution pour encourager le Ministère de la Culture dans cette voie. Le conseil communal y invoque un «motif de fierté» pour les citoyens de Schieren et un atout majeur pour le développement d'activités culturelles et touristiques dans la commune.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Le Gouvernement encourage-t-il l'inscription du site de la villa gallo-romaine de Schieren sur le lieu-dit «Wieschen» sur l'inventaire supplémentaire prévu à l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux? Dans l'affirmative, quand est-ce que cette inscription pourra intervenir?

2) Le Gouvernement soutient-il la demande de la commune de Schieren de poursuivre et d'étendre «encore davantage la connaissance et la transmission du site archéologique» et de construire un environnement pour garantir la protection et la mise en valeur des éléments trouvés sur le site?

3) Quelles seraient les modifications au tracé de l'extension de la route nationale B7 à prévoir au cas où le site serait préservé et une infrastructure construite pour la présentation et la protection des fresques?

Réponse commune (11.07.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Il convient de préciser que le bâtiment principal de la villa gallo-romaine (pars urbana) de Schieren se trouve sur une unique grande parcelle appartenant à l'État. Le Gouvernement a toujours vivement encouragé l'inscription du site de la villa gallo-romaine de Schieren sur l'inventaire supplémentaire pour assurer dans le cadre de l'article 17 (loi du 18 juillet 1983) sa conservation et protection. Concernant la procédure de classement, la procédure d'inscription sur l'inventaire supplémentaire de la pars urbana sise au lieu-dit «Schlammgraecht» (pour différencier du lieu-dit «Wieschen» comprenant la pars rustica) a été finalisée par arrêté ministériel le 18 avril 2018.

ad 2) Le Gouvernement encourage et contribue financièrement à l'étude et la valorisation de ce haut lieu du patrimoine culturel qu'est la villa gallo-romaine de Schieren. Dans cette perspective, d'importants moyens financiers ont été budgétisés, d'une part sur cinq ans (2019-2023) pour poursuivre les fouilles archéologiques et recherches scientifiques associées, ainsi que, d'autre part, pour finaliser en trois ans (2019-2021) la restauration des fresques.

ad 3) L'Administration des ponts et chaussées et le Centre national de recherche archéologique sont en échange permanent et constructif pour trouver la meilleure solution respectant aussi bien les nécessités relatives à l'aménagement de la route B7 que la conservation des restes archéologiques du bâtiment principal de la villa de Schieren. Ainsi, une bonne coordination de la planification détaillée du projet routier en interaction avec les infrastructures envisagées pour le site archéologique est assurée. Les fouilles archéologiques menées ces dernières années visaient en premier lieu à libérer les zones concernées, à savoir les terrains situés parallèlement à la route au nord et à l'ouest de la villa antique. L'infrastructure envisagée pour la mise en valeur et la protection de la villa et des fresques n'impactera pas le tracé final de la route B7.

Question 3851 (05.06.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **mBox:**

Il nous revient que le dispositif de verrouillage électronique des parcs à vélos sécurisés mBox serait sujet à des dysfonctionnements réguliers, avec le résultat que la protection des bicyclettes ne serait plus garantie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

2) Le ministère établit-il des statistiques sur la fréquence de ces dysfonctionnements? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces statistiques? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas judicieux d'en établir?

3) Quels sont les efforts qui ont été faits afin de remédier à ce problème?

4) À quelle adresse est-il possible de signaliser un tel dysfonctionnement?

5) Dans le cas d'un dysfonctionnement du verrouillage, les utilisateurs, qui ont garé un vélo à l'intérieur de la mBox, en sont-ils informés? Dans la négative, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il serait opportun de le faire?

6) En cas de vol, qui est responsable pour le dédommagement de la perte?

7) Des vols ont-ils pu être constatés à cause du système de verrouillage défectueux des mBox?

8) Le cas échéant, à combien se chiffre le nombre de vélos volés jusqu'à présent?

Réponse (16.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Les parcs à vélos mBox sont des installations collectives sécurisées pour le stationnement de vélos privés. L'avantage d'un parc à vélos mBox est qu'il offre une double sécurité: premièrement le risque de vandalisme et de vol du vélo est réduit par le fait que seules les personnes autorisées peuvent accéder aux parcs à vélos; deuxièmement, le propriétaire attache son vélo à l'intérieur même de cette installation. À ce jour, mille clients se sont abonnés au service mBox du Verkéiersverbond.

Du point de vue du client, il suffit de faire une demande auprès du Verkéiersverbond et de payer une caution de 20€ pour bénéficier de l'accès au réseau mBox par le biais de sa mKaart (carte multifonctionnelle du Verkéiersverbond sur laquelle vous pouvez charger différents produits, tels que les titres de transport public et l'accès aux parcs à vélos mBox).

La protection des bicyclettes dans les parcs à vélos est garantie par un système de contrôle d'accès. Ce système de contrôle d'accès consiste en un dispositif de verrouillage électromagnétique commandé électroniquement. Seules les personnes disposant d'une mKaart avec le produit mBox ont la possibilité de déverrouiller la porte pour accéder aux mBox.

En cas d'un problème technique avec le dispositif de commande électronique, le verrouillage de la porte d'accès est assuré et la sécurité des vélos à l'intérieur de la mBox est ainsi préservée.

Dans le cas d'une panne électrique, le verrouillage électromagnétique n'est plus possible et par conséquent, la porte de la mBox concernée peut être ouverte sans être en possession d'une mKaart dotée du produit mBox. Dans ce cas, les équipes techniques sont averties afin de rétablir le dispositif de verrouillage électronique dans les meilleurs délais. Il est à noter que les clients sont responsables pour la sécurisation de leur cycle par le biais de leur propre cadenas à l'intérieur de la mBox et que les portes sont dotées d'un dispositif ferme-porte qui garantit que la porte soit du moins visiblement fermée.

Même si des dysfonctionnements du dispositif de verrouillage électronique ont été observés, ceux-ci ne peuvent en aucun cas être qualifiés de réguliers. Les équipes techniques, responsables du bon fonctionnement des mBox, n'interviennent qu'occasionnellement au cours de l'année et ceci pour un ensemble de 25 mBox à travers le pays.

ad 2) La fréquence des dysfonctionnements peut être observée à travers le nombre d'interventions de l'équipe technique pour la réparation du dispositif de verrouillage des portes:

Depuis le 1er janvier 2018 à ce jour, l'équipe technique est intervenue huit fois à des fins de maintenance sur cinq des 25 parcs à vélos mBox.

ad 3) Dans le cadre de mesures générales destinées à augmenter le niveau de service dans les mBox, plusieurs mesures ont été prises:

- installation de caméras de sécurité pour l'ensemble des mBox d'ici fin de l'année courante;

- mise en place d'une procédure simplifiée pour envoyer une équipe technique aux différents parcs à vélos mBox.

ad 4) Dans le cas de l'observation d'un dysfonctionnement du système de verrouillage d'une mBox ou pour toute information éventuelle concernant les mBox, plusieurs moyens de communication sont à disposition:

- guichets de centrales de mobilité;

- centre d'appels (+352 2465 2465);

- e-Mail (service@verkeiersverbond.lu);

- voie postale (B.P. 640, L-2016 Luxembourg).

Par ailleurs, chaque mBox dispose d'un panneau d'information à l'intérieur et à l'extérieur. Ces panneaux renseignent sur les numéros de téléphone à appeler en cas de problème technique ou autre.

ad 5) Comme susmentionné, l'accès aux parcs à vélos sécurisés est réservé aux clients étant en possession d'une mKaart avec le produit mBox.

Ayant conscience que chaque dysfonctionnement occasionne un désagrément pour ses clients, le Verkéiersverbond met tout en œuvre pour que chaque intervention technique soit réalisée dans les meilleurs délais.

La décision d'installer des panneaux d'informations dans les parcs à vélos sécurisés a été prise afin de faciliter la communication d'un dysfonctionnement et de garantir une intervention rapide de l'équipe technique.

ad 6) En règle générale, le propriétaire du vélo est responsable pour la sécurisation de celui-ci à l'intérieur de la mBox. Selon les articles 4.5. et 4.6. du règlement relatif aux conditions d'utilisation du service mBox, l'utilisateur s'engage aux points suivants:

«4.5. L'utilisateur doit veiller à sécuriser son cycle en l'attachant avec un cadenas ou tout autre moyen de sécurisation. Il doit également s'assurer qu'il n'encombre pas l'entrée et l'allée centrale de la mBox, que la porte de l'emplacement est correctement refermée à chaque entrée et sortie de la mBox, qu'il ne dépose pas d'objet(s) ou de colis autre(s) que le cycle à l'intérieur d'une mBox.

4.6. L'utilisateur certifie qu'il est titulaire d'une police d'assurance responsabilité civile.»

L'article 5.3. du règlement relatif aux conditions d'utilisation du service mBox précise que l'utilisateur est responsable en cas de vol ou de détérioration d'un vélo stationné dans une mBox.

«5.3. La responsabilité du Verkéiersverbond et de la Société nationale des chemins de fer ainsi que de son personnel ne saurait être engagée en cas de vol ou de détérioration d'un vélo stationné dans une mBox, sauf si l'utilisateur peut prouver une faute de ces derniers.

L'utilisateur est responsable de la sécurisation de son vélo à l'intérieur de la mBox, tandis que le Verkéiersverbond s'engage à assurer un accès restrictif aux parcs à vélos sécurisés.»

L'acceptation des conditions du règlement relatif aux conditions d'utilisation du service mBox est indispensable afin de recevoir accès aux parcs à vélos sécurisés.

ad 7) Le Verkéiersverbond n'a connaissance que d'un vol de vélo, commis au cours du mois de février 2018 au moment où une mBox n'avait pas été sécurisée suite à une panne électrique.

Dans le cas de la constatation d'un vol de vélo, il faut que le propriétaire du vélo fasse une déclaration de vol auprès de la police afin de déclencher une procédure d'investigation.

ad 8) Le Verkéiersverbond n'a connaissance que d'un vol de vélo, commis au cours du mois de février 2018 au moment où une mBox n'avait pas été sécurisée suite à une panne électrique. Depuis l'ouverture de la première mBox inaugurée le 7 avril 2014, le Verkéiersverbond n'a pris connaissance que de sept dépositions de plaintes pour vols de vélo qui n'étaient pas liés à une erreur technique.

Question 3852 (06.06.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **retards présumés lors de la distribution de journaux étrangers:**

Selon mes informations, certains journaux étrangers semblent être distribués par POST Luxembourg avec des retards considérables et réguliers. Selon ces mêmes informations, lesdits retards seraient une conséquence d'un manque de facteurs au sein même de POST Luxembourg. À tel point que même des tournées entières ne pourraient plus être assurées.

Le 3 mars 2018, le Syndicat des facteurs avait déjà dénoncé les conditions de travail des facteurs lors de son congrès annuel à Walferdange.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'annulation de tournées entières ainsi que les précités retards réguliers lors de la distribution de journaux étrangers par POST Luxembourg au Grand-Duché?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles mesures afin de remédier à ces problèmes?

3) Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une augmentation des effectifs de facteurs de POST Luxembourg pourrait être une solution aux problèmes abordés?

Réponse (16.07.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Il me revient des informations que j'ai obtenues de la part de POST Luxembourg que la référence à «certains journaux étrangers», comme énoncée dans la question de l'honorable Députée, est trop vague afin de procéder à une analyse concrète, sachant qu'il s'agit d'un marché libéralisé. En effet, POST Luxembourg est un acteur parmi d'autres dans le domaine de la distribution des journaux au Luxembourg.

Au sein de son réseau de distribution, POST ne fait aucune distinction et donc aucune discrimination entre les types d'envois (courrier, publicités, périodiques, journaux d'origine nationale ou étrangère) de sorte que «des retards considérables et réguliers» sont à exclure. En effet, POST respecte pleinement les obligations qualitatives en matière d'acheminement des envois postaux telles que prescrites par le régulateur national (règlement P13/10/ILR du 19 juillet 2013) et par d'autres dispositions internationales.

POST est évidemment reconnaissant pour toute information de la part de clients qui se considèrent victimes de retards dans la distribution de journaux.

Question 3853 (06.06.2018) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **processionnaire du chêne:**

Wie bereits in den vergangenen Jahren, breitet sich der Eichenprozessionsspinner vermehrt in Luxemburg aus.

In diesem Zusammenhang möchte ich der Ministerin für Umwelt folgende Fragen stellen:

1. Verfügt das Umweltministerium über aktuelle Informationen und Daten über das Aufkommen des Eichenprozessionsspinners in Luxemburg?

2. Wurden konkrete Maßnahmen zur Bekämpfung der Eichenprozessionsspinner unternommen?

3. Können Gemeinden und Privatpersonen auf eine staatliche Unterstützung bei der Entfernung der Raupen zählen?

4. Welche präventiven Maßnahmen oder Mittel stehen zur Verfügung, um das Aufkommen des Eichenprozessionsspinners einzudämmen? Werden diese Maßnahmen ergriffen oder diese Mittel eingesetzt?

Réponse (17.07.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. In den vergangenen Jahren wurde das lokale Vorkommen des Eichenprozessionsspinners mittels Pheromonfallen (Monitoring) aufgenommen. Zusätzlich werden die, der Naturverwaltung gemeldeten, Fälle dokumentiert, sodass das Aufkommen der Nester des Eichenprozessionsspinners zusätzlich nachverfolgt werden kann. Aktuell sind vor allem der Süden, die Region entlang der Mosel sowie das Zentrum des Landes betroffen. Die nördlichsten Meldungen sind aktuell aus der Region Diekirch.

ad 2. Das Gesundheitsministerium arbeitet, in enger Zusammenarbeit mit der Naturverwaltung und anderen betroffenen Verwaltungen und Assoziationen, aktuell an einem Aktionsplan, um zukünftig besser auf diese Problematik vorbereitet zu sein.

ad 3. Aktuell sind keine staatlichen Unterstützungen für die Entfernung der Eichenprozessionsspinner für Gemeinden oder Privatpersonen vorgesehen.

ad 4. Das vermehrte Aufkommen des Eichenprozessionsspinners kann mehrere Ursachen haben. Natürliche Fluktuationen in der Populationsdynamik, aber auch die, für die Entwicklung des Eichenprozessionsspinners günstigen, klimatischen Bedingungen dieses Frühjahrs können einen Einfluss auf seine Abundanz und Verbreitung haben. Diese Faktoren haben einen maßgeblichen Einfluss auf eine potenzielle Prävention und Maßnahmen.

Als Prävention können langfristige Maßnahmen, wie das Vermeiden von Eichenpflanzungen an vielbesuchten Orten wie Schulen, Parks oder Alleen, dienen. Im Kontext des weltweiten Biodiversitätsverlustes und Artensterbens sollten Pestizide nur als allerletzte Option in Betracht gezogen werden, da bis dato alle verfügbaren Mittel nicht über die gewünschte Selektivität verfügen und somit auch für andere Insekten, und letztendlich auch für das gesamte Ökosystem, schädlich sind. Weiterhin ist das Ausbringen eines Insektizides an diverse klimatische Bedingungen sowie ein genaues Monitoring des Larvenstadiums gebunden, welche den Einsatz erschweren. Von einer Bekämpfung mittels Insektiziden, außerhalb des unmittelbaren Gefährdungsbereiches für Menschen, ist aufgrund der potenziellen schweren Umweltschäden deshalb dringend abzuraten.

Ab dem Ausbilden der Spiegelhaare im dritten Larvenstadium ist lediglich die mechanische Entfernung sinnvoll. Das mechanische Entfernen der Nester ist sowohl hier in Luxemburg als auch im Ausland eine verbreitete Maßnahme.

Question 3857 (08.06.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Léon Gloden** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **dommages causés par les intempéries:**

Durch die massiven Regenfälle und die damit verbundene Überschwemmungskatastrophe der vorigen Woche wurde die Region Osten, mit der Gegend Müllerthal-Echternach sowie Greiveldingen, am heftigsten getroffen und es kam zu sehr hohen Sachschäden. Dank des großen Einsatzes der Feuerwehr- und Rettungsdienste sowie vieler Freiwilliger, konnte schnelle Akuthilfe geleistet werden, um die Betroffenen kurzfristig aus ihrer Not zu befreien. Neben den Schäden für Privatpersonen und Betriebe wurden auch etliche Straßen zerstört und sind folglich momentan nicht befahrbar.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen und an die Frau Ministerin für Familie und Integration stellen:

- Gibt es eine Auflistung aller Straßen, die im Zuge der Überschwemmungen zerstört wurden?

- Ist schon absehbar, wie zeit- und kostenintensiv die Reparaturarbeiten sich gestalten werden?

- Wie groß ist der Einfluss auf die täglichen Verkehrsflüsse? Wie viele Einwohner sind von den Straßenschäden direkt betroffen oder eingeschränkt?

- Wurden alle Betroffenen, der Überschwemmungen entlang der Ernz im Jahr 2016, mittlerweile entschädigt?

Réponse commune (17.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Im Zuge der Überschwemmungen in der Nacht vom 1. zum 2. Juni wurden Teile der folgenden Straßen komplett zerstört: CR364 Echternach (N10)-Berdorf, CR364 Vogelsmühle-Berdorf und CR128 Beaufort-Haller. Diese Straßen, inklusive der Stütz- und Brückenbauwerke, müssen saniert beziehungsweise neu aufgebaut werden. Weitere Straßen sind erodiert oder verschüttet worden und müssen ebenfalls in Stand gesetzt werden. Für die Region Müllerthal wird auf die beigefügte Liste der Antwort auf die dringende Anfrage Nr. 3854 vom 7. Juni verwiesen. Zusätzlich sind, verteilt über den Osten und Zentrum des Landes, weitere Straßen und Autobahnen in den letzten Wochen durch die schweren Regengüsse überschwemmt worden, beziehungsweise gab es Rutschungen an den Hängen, wie zum Beispiel an der N10 Wasserbillig-Moersdorf. Eine vollständige Auflistung der zusammengestellten Überschwemmungen vom 1. Juni 2018 ist der Antwort beigefügt.

Die Dauer und die Kosten aller Reparaturarbeiten sind momentan durch die komplexe örtliche, geologische und bautechnische Situation im Müllerthal nur bedingt abzuschätzen. Die Straßenbauverwaltung ist gleichzeitig mit der Erhebung der Schäden, der Ermittlung der Reparaturmaßnahmen, der geologischen und bautechnischen Studien und der Beseitigung der weniger schweren Schäden im Gange. Eine erste vorsichtige Schätzung der Kosten ergibt einen Wert von sieben bis acht Millionen Euro.

Für den Gemeindehauptort Berdorf, mit seinen 1.264 Einwohnern (Stand 01.12.17, siehe http://www.berdorf.lu/presentation-de-la-commune/la-commune-en-chiffres), ist die Situation dramatisch, da zwei von drei Zufahrtsstraßen nicht mehr befahrbar sind und die Erneuerung der zerstörten Straßenabschnitte mit dem kompletten Unterbau nicht kurzfristig durchführbar ist. Die Einwohner des Ortes Berdorf sind gezwungen, eine Umleitung über den CR137 nach Consdorf zu fahren.

Im Jahr 2016 hat das Familienministerium 107 Anfragen auf Entschädigungen von Betroffenen der Überschwemmung entlang der Ernz erfasst. Davon sind zum jetzigen Zeitpunkt alle, bis auf eine Anfrage, abgeschlossen; in diesem einzigen Fall hat der Versicherer noch keine Stellung bezogen.

Question 3858 (11.06.2018) de **Mmes Josée Lorsché** et **Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant la **mise en pratique de la loi concernant la profession de psychothérapeute:**

La loi précitée définit le cadre légal de l'exercice de la profession de psychothérapeute et arrête notamment le cadre de la prise en charge des actes de psychothérapie par le psychothérapeute. Ainsi la loi modifie l'article 17 du Code de la sécurité sociale qui prévoit désormais la prise en charge des psychothérapies visant le traitement d'un trouble mental.

Dans ce cadre, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Où en est la transposition de cette loi en général et plus particulièrement en ce qui concerne la prise en charge des frais de psychothérapies?

2) Quels actes seront remboursés?

3) À partir de quand ces remboursements pourront-ils être effectués?

Réponse (21.06.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) Depuis le début du mois de janvier 2018, la CNS et la Fapsylux, groupement représentatif des psychothérapeutes, sont en train de négocier la convention à conclure en vertu de l'article 61 du Code de la sécurité sociale. Le délai de négociation légalement prévu est de six mois. Si à l'échéance de ce délai (i. e. vers la mi-juillet 2018) les négociations aboutissaient à la signature d'une convention entre la CNS et la Fapsylux, la prochaine étape serait une saisine de la Commission de nomenclature en vue de la création d'actes spécifiques aux psychothérapeutes pris en charge par l'assurance maladie.

ad 2) Le Département de la sécurité sociale n'est actuellement pas en mesure de se prononcer sur les actes à rembourser étant donné que les négociations en vue de la conclusion d'une convention ne sont pas terminées.

ad 3) La réponse à la question sur le début du remboursement des actes des psychothérapeutes dépend de l'issue des négociations. Si une convention était signée dans le courant du mois de juillet 2018, il serait théoriquement envisageable de prévoir une entrée en vigueur au 1er janvier 2019. En cas d'échec des négociations conventionnelles, le Code de la sécurité sociale prévoit une procédure de médiation pendant une durée de trois mois et le cas échéant une intervention obligatoire du Ministère de la Sécurité sociale qui fixerait les dispositions obligatoires par voie de règlement grand-ducal.

Il convient de noter que les négociations ne sont pas aisées pour plusieurs raisons. Le cadre juridique n'étant pas clair, les relations entre médecins et psychothérapeutes œuvrant dans un champ d'intervention similaire sont potentiellement difficiles. S'y rajoute la revendication des psychothérapeutes à une autonomie absolue, difficilement conciliable avec l'article 23 du Code de la sécurité sociale qui prévoit en principe une intervention médicale obligatoire en tant que prescripteur ou au moins codéclencheur de la thérapie. Actuellement les discussions tournent autour de la détermination du périmètre de l'intervention de l'assurance maladie, étant donné que la CNS a décidé de débuter la prise en charge par l'assurance maladie des prestations de psychothérapie par une approche prudente en ne considérant que quelques pathologies et à raison d'un nombre limité de séances. La Fapsylux par contre revendique un champ d'intervention beaucoup plus large, le cas échéant, basé sur une prescription psychiatrique ou autre en ce qui concerne les pathologies plus graves.

Question 3860 (11.06.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **problème des mégots:**

Les mégots constituent un sérieux problème de pollution et sont malheureusement jetés quotidiennement par millions dans la nature. Notre pays ne fait pas d'exception. L'entreprise MéGo du Finistère près de Brest, créée il y a deux ans, a attaqué le problème en recyclant ces déchets tout en enlevant les quelque 4.000 substances chimiques. Ils sont ensuite transformés pour en faire des objets, comme entre autres des cendriers. La société prend actuellement en charge la collecte des mégots dans toute la France et en Belgique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre est-elle au courant de cette initiative?

2) Dans l'affirmative, est-ce que ce système pourrait réduire le problème massif des mégots, sachant bien qu'il s'agit d'une lutte de symptômes?

3) De quelle manière le recyclage de mégots pourrait-il éventuellement être promu auprès des communes et entreprises indigènes?

Réponse (16.07.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'environnement et l'Administration de l'environnement sont au courant de cette initiative et les premières mesures ont été prises pour entrer en contact avec l'entreprise MéGo.

ad 2) Conformément à la hiérarchie dans la gestion des déchets, la priorité est toujours donnée à la prévention des déchets. Ainsi, les campagnes d'incitation à l'arrêt du tabac doivent être poursuivies et les dispositions de la loi antitabac du 13 juin 2017 doivent être respectées.

De par leur nature, les mégots de cigarettes sont des déchets toxiques qui ne sont pratiquement pas biodégradables et qui prennent plusieurs années pour se décomposer dans la nature. D'après une étude de la Ville de Dudelange sur l'impact urbain du littering, 30% (en nombre) des déchets sont des mégots de cigarettes. Le même résultat a été trouvé dans d'autres villes européennes.

La campagne de sensibilisation multimédia contre le littering lancée en 2017 par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ensemble avec l'Administration de l'environnement s'est concentrée plus particulièrement sur les mégots. La campagne contre le littering de cigarettes et canettes le long des routes sera relancée cet été. En outre, cette communication sera étendue sur le milieu urbain où les cigarettes posent aussi une grande problématique. On n'adresse cependant non seulement les cigarettes, mais aussi les chewing-gums dans les villes.

Le système français intervient au moment où le déchet a été produit et propose un recyclage matière des filtres usagés. Ainsi, les mégots

sont utilisés et retraités en produits au lieu d'aggraver le phénomène du littering et d'être ramassés par les services de nettoyage pour être éliminés.

MéGo pourrait réduire le problème massif des mégots aux emplacements déterminés tels qu'à proximité des fumoirs, sur des places publiques ou à l'entrée des bâtiments à condition que le système soit accompagné de matériel et des moyens de communication appropriés. Il ne pourrait dès lors pas résoudre le problème des mégots en général.

Il faut préciser que selon le règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 en exécution de la loi relative aux déchets, l'action de jeter ou d'abandonner un déchet, dont plus particulièrement des mégots, dans la nature est illégale et donne lieu à un avertissement taxé de 49 euros.

ad 3) Plusieurs études ont montré que le littering ne peut être résolu uniquement par l'introduction davantage de poubelles ou de nettoyages plus fréquents. Ainsi, la collecte séparée et le recyclage de mégots doivent être accompagnés d'une campagne d'information appropriée.

La proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la réduction de l'impact de certains produits plastiques sur l'environnement prévoit qu'un système de responsabilité élargie du producteur sera introduit pour les filtres de cigarettes mis sur le marché de l'UE. Les producteurs deviennent alors responsables de leur collecte, de leur transport et de leur traitement. Ils doivent aussi supporter les coûts liés au littering et mener des campagnes de sensibilisation.

Question 3861 (11.06.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **pollution des cours d'eau:**

Lors d'actions de nettoyage des cours d'eau nationaux, une pollution importante et intentionnelle, notamment en termes de déchets solides, est régulièrement constatée.

De plus, la presse a dernièrement relayé à plusieurs reprises des cas de pollution chimique d'un cours d'eau.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Le ministère établit-il des statistiques quant à la pollution des cours d'eau, répartis par type et quantité? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle nous fournir ces statistiques?

2) Le cas échéant, quels sont les cours d'eau les plus pollués?

3) Qui est responsable de l'entretien des cours d'eau nationaux?

4) Existe-t-il des actions annuelles de nettoyage des cours d'eau, organisées par le ministère? Dans la négative, Madame la Ministre juge-t-elle opportun d'en organiser?

5) Existe-t-il un plan d'action afin de lutter contre le «littering» des cours d'eau? Dans la négative, Madame la Ministre juge-t-elle appropriée l'élaboration d'un tel plan d'action?

Réponse (13.07.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Toute pollution reportée par autrui ou constatée par les collaborateurs de l'Administration de la gestion de l'eau est répertoriée et suivie par l'équipe d'intervention pollution. Ainsi, pour l'année 2017, 101 pollutions ont été enregistrées. La plus grande partie de ces pollutions étaient causées par des hydrocarbures (33), suivi par des matières en suspension issues majoritairement de grands chantiers (15). D'autres sources de pollution majeures étaient le déversement d'eaux usées (15), de jus de sillage ou de purin (11) ainsi que de lait (6). À cela s'ajoutent 13 pollutions d'origines diverses et huit pollutions dont l'origine n'a pas pu être identifiée.

ad 2) Les pollutions ne se limitent pas sur certains cours d'eau précis, mais force est de constater qu'elles se répartissent sur toutes les régions du pays, avec une tendance élevée pour les cours d'eau qui traversent des zones urbanisées à densité élevée.

Pour revenir aux statistiques relevées pour l'année 2017, l'Alzette et la «Diddeléngerbaach» ont subi le plus grand nombre de pollutions.

Conformément aux dispositions de la directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE), l'état des masses d'eau de surface et des masses d'eau souterraine doit être évalué de façon régulière. Dans ce contexte, l'Administration de la gestion de l'eau a mis en place de nouveaux programmes de surveillance, voire étendu ses programmes de surveillance déjà en place afin de pouvoir dresser une image cohérente de l'état des eaux au Luxembourg.

L'évaluation de l'état des masses d'eau de surface repose sur plusieurs paramètres, à savoir les éléments de qualité biologiques, les éléments de qualité physico-chimiques, les éléments de qualité hydromorphologiques ainsi que les paramètres chimiques. Tous ces éléments de qualité et paramètres sont analysés dans le cadre des programmes de surveillance précités puis évalués afin de déterminer l'état des différentes masses d'eau.

L'objectif principal de la directive-cadre sur l'eau est que toutes les eaux européennes atteignent un «bon état» jusque fin 2015. Plus précisément, cela signifie l'atteinte du bon état écologique et du bon état chimique pour les masses d'eau de surface naturelles et l'atteinte d'un bon potentiel écologique et du bon état chimique pour les masses d'eau de surface fortement modifiées.

La dernière évaluation de l'état des masses d'eau luxembourgeoises a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion qui a été publié le 22 décembre 2015[1]. Il en ressort qu'uniquement trois des 102 masses d'eau de surface naturelles ont atteint l'objectif du bon état écologique tel que prescrit par la directive-cadre sur l'eau. Parmi les 102 masses d'eau de surface naturelles, huit ont affiché un état mauvais qui correspond à la plus mauvaise classification prévue par ladite directive. Par ailleurs aucune des huit masses d'eau de surface désignées comme étant fortement modifiées n'a atteint l'objectif du bon potentiel écologique et deux ont même affiché un potentiel mauvais. En ce qui concerne l'atteinte du bon état chimique, toutes les masses d'eau de surface naturelles et fortement modifiées n'ont pas atteint cet objectif.

Les raisons pour lesquelles les objectifs environnementaux définis par la directive-cadre sur l'eau n'ont pas été atteints jusque fin 2015 sont décrites en détail dans le plan de gestion susmentionné.

Il faut remarquer que la multitude des paramètres à surveiller pour l'évaluation de l'état ne comprend aucun indicateur relatif à la présence de déchets ou de macroplastiques. Dans le futur la stratégie «Plastiques» récemment publiée par la Commission européenne pourrait constituer une piste pour combler cette lacune.

ad 3) Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une administration de la gestion de l'eau, celle-ci a pour mission d'assurer l'entretien des eaux de surface. Dans ce contexte, les travaux d'entretien de petite et moyenne envergure et visant une amélioration écologique sont effectués par le personnel qualifié de l'Administration de la gestion de l'eau. La maintenance des grands ouvrages situés sur et dans les cours d'eau incombe à l'Administration des ponts et chaussées. Le Service de la navigation est en charge de la gestion des voies d'eau navigables luxembourgeoises.

La loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau précise dans son article 36 que l'Administration de la gestion de l'eau coordonne et surveille l'entretien des eaux de surface, en veillant à ce que soient mises en œuvre les mesures nécessaires pour prévenir la détérioration de ces eaux et des écosystèmes aquatiques. Ces mesures ont comme but de maintenir l'écoulement libre des eaux (surtout par temps de hautes eaux, si ceci est nécessaire pour garantir la sécurité des biens et des personnes), d'assurer la bonne tenue des berges, de réparer les dommages causés par les hautes eaux dans les lits et sur les berges des cours d'eau et sur les terrains inondés ainsi que de parer à la dégradation des lits des cours d'eau par érosion et sédimentation excessives.

L'entretien s'étend sur le lit, les berges, les zones riveraines et les zones inondables. Il comprend les travaux de reprofilage du lit pour y conserver sa profondeur et sa largeur naturelles, l'entretien de la végétation arbustive et arborée sur les berges et sur les rives, l'enlèvement d'embâcles et de débris, flottants ou non, pouvant porter préjudice à la salubrité du milieu, l'enlèvement de dépôts et d'obstacles ainsi que tous autres travaux comme les réparations relevant de l'entretien courant, nécessaires pour satisfaire les buts visés au paragraphe précédent.

Les frais occasionnés par les travaux d'entretien sont supportés par l'État. Les travaux réalisés sur demande et pour le compte de particuliers ou de communes sont payés par le bénéficiaire qui peut, toutefois, demander une aide financière auprès du ministre, l'Administration de la gestion de l'eau entendue en son avis. Les travaux réalisés sur demande et pour le compte de particuliers ou de communes doivent faire l'objet d'une convention conclue entre l'Administration de la gestion de l'eau et les particuliers ou les communes pour le compte desquels les travaux sont exécutés. La convention fixe les modalités d'exécution des travaux, ainsi que les dispositions financières y afférentes, compte tenu des dispositions de l'article 65 de la loi relative à l'eau. Le propriétaire d'un ouvrage hydraulique doit pourvoir à l'entretien des eaux de surfaces créées par cet ouvrage.

ad 4) Le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'organise pas d'actions annuelles ou régulières de nettoyage des cours d'eau, néanmoins il soutient financièrement les partenariats de cours d'eau qui ont notamment pour mission d'informer et de sensibiliser la population à une gestion intégrée et globale du cycle de l'eau.

Dans le cadre de la journée mondiale de l'eau, le partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette a organisé en mars 2018, pour la troisième année consécutive, une campagne de nettoyage des berges et des eaux de l'Alzette. Le but de ces campagnes étant d'informer et de sensibiliser le public de la problématique de la pollution des cours d'eau et des mers par les déchets. L'Administration de la gestion de l'eau et le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ont soutenu ces trois campagnes de nettoyage.

Sur proposition de l'Administration de la gestion de l'eau les déchets collectés ont été triés puis regroupés par type de déchet afin de voir quel type de déchet représente la plus grande fraction parmi les déchets trouvés. Le rapport établi pour la campagne de cette année fait ressortir que les petits emballages d'aliments à consommation rapide (sucreries, chips) restent le type de déchet trouvé le plus souvent. Les sachets à usage unique en plastique et les bouteilles en plastique suivent en position 2 et 3. Ces trois types de déchets ont représenté 65% des objets collectés en 2018.

ad 5) La Convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est, convention régionale de protection du milieu marin à laquelle le Luxembourg est partie contractante avec 15 autres parties, a décidé en juin 2013 de développer un plan d'action régional ambitieux visant la prévention et la gestion des déchets marins dans l'Atlantique du Nord-Est. Ce plan d'action a été adopté en juin 2014 et il comprend des mesures visant à réduire de façon considérable l'apport de déchets dans le milieu marin d'origine marine et tellurique ainsi qu'à les retirer autant que possible. Le Luxembourg en tant que membre de la Convention OSPAR participe à la mise en œuvre de ce plan d'action. Étant dépourvu de façade maritime, les actions menées au Luxembourg concernent essentiellement la réduction des déchets dans les cours d'eau, étant donné que tout déchet dans nos cours d'eau aboutira un jour dans la Mer du Nord.

Un des objectifs du Plan national de gestion des déchets et des ressources vise le «zero littering». Pour y parvenir, des campagnes «antilittering» seront lancées. Par ailleurs et sachant qu'une très grande majorité des déchets soumis au «littering» constituent des emballages, il convient en outre de sensibiliser la population à une gestion responsable des emballages et de promouvoir l'utilisation d'emballages à usage multiple.

Ainsi, le Plan national de gestion des déchets et des ressources prévoit un certain nombre de mesures afin de prévenir les déchets d'emballages dont notamment:

- l'extension du projet «Éco-sacs» à d'autres secteurs;

- la promotion de la vaisselle réutilisable et du «Spullweenchen»;

- la prévention de gobelets à usage unique.

D'autres initiatives ont déjà été mises en place ou sont actuellement en phase de préparation dont plus particulièrement:

- l'«Ecobox», un récipient réutilisable qui est prioritairement conçu pour lutter contre le gaspillage alimentaire dans la restauration, mais qui peut aussi être utilisé comme emballage réutilisable pour des denrées alimentaires à emporter;

- l'utilisation de gobelets réutilisables lors des marches populaires;

- la mise à disposition de sacs réutilisables pour l'achat de fruits et légumes en vrac dans les supermarchés;

- la promotion des gobelets réutilisables lors des manifestations publiques;

- la promotion des gobelets réutilisables pour cafés à emporter.

Par ailleurs, le Luxembourg s'est doté dans le cadre d'un renforcement de sa législation d'un catalogue de sanctions contre le «littering»: les amendes peuvent aller de 49 euros pour le jet d'un papier, de gobelets ou d'emballages vides à 145 euros pour le dépôt illégal d'un produit électroménager ou d'emballages remplis (par m³). Les amendes pour l'abandon ou le rejet de déchets dans des eaux de surface ou des eaux souterraines peuvent même aller jusqu'à 250 euros.

Question 3862 (12.06.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **mariage civil:**

Selon l'article 75 du Code civil, tout mariage est obligatoirement célébré à l'intérieur de la maison communale. Or, de plus en plus de couples renoncent à une célébration religieuse de leur mariage et désirent célébrer leur mariage civil dans un cadre plus festif que celui d'une maison communale. Il m'a été rapporté qu'il existe des communes qui seraient prêtes à offrir à leurs citoyens des lieux alternatifs pour célébrer le mariage, tels qu'un parc communal ou un château, si le Code civil le leur permettait.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de modifier le Code civil afin de permettre aux communes d'organiser les célébrations des mariages à d'autres endroits que la maison communale?

Réponse (17.07.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Conscient que le plus en plus de couples souhaitent célébrer leur mariage civil dans un cadre plus festif, la loi du 4 juillet 2014 portant réforme du mariage a revu le cadre législatif quant au lieu de célébration.

Les mariages doivent être célébrés dans la maison communale, à savoir dans le bâtiment dans lequel se réunit normalement le conseil communal, mais également dans une dépendance de la maison communale pour autant que celle-ci peut également être utilisée pour des réunions du conseil communal (suivant une décision prise après délibération par ce dernier).

Si, en raison de travaux à entreprendre sur les bâtiments de la mairie ou pour toute autre cause, aucune salle ne peut être utilisée pour les mariages pendant une certaine période, il appartient au conseil communal de prendre, après en avoir référé au procureur d'État, une délibération disposant que le local extérieur qui paraît propre à suppléer à l'habituelle salle des mariages rendue indisponible recevra l'affectation d'une dépendance de la maison communale, que des services municipaux pourront y être installés et que les mariages pourront y être célébrés.

Tel résulte des termes de l'article 22 de la loi communale et de l'article 165 du Code civil tel que modifié en 2014.

Au vu de cet ajustement, le Ministre de la Justice considère que la législation est maintenant suffisamment flexible pour permettre aux conseils communaux, qui le souhaitent, de trouver des lieux appropriés pour la célébration des mariages civils de leurs citoyens et qu'il n'y a pas de besoin de modifier davantage le Code civil.

Question 3863 (12.06.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**avancement du processus de reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne:**

En effet, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale a présenté le 9 mars 2017, ensemble avec Monsieur le Secrétaire d'État à la Culture, la stratégie du Gouvernement «pour promouvoir la langue luxembourgeoise». Au point 5 de cette stratégie figure la «Reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne», avec la précision que le «Gouvernement entreprendra des négociations avec les institutions européennes pour trouver un accord sur un «arrangement administratif».

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

[1] https://eau.public.lu/directive_cadre_eau/directive_cadre_eau/2015-2021_2e_cycle/publication-du-plan-de-gestion/index.html

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état de la situation concernant les précitées négociations en vue de faire reconnaître la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne?

2) Quelle est l'argumentation des services de la Commission européenne?

Réponse (26.06.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) Le Gouvernement a déposé le 11 janvier 2018 à la Chambre des Députés un projet de loi relatif à la promotion de la langue luxembourgeoise, projet destiné à fournir les moyens et les structures pour mettre en œuvre la stratégie du Gouvernement pour promouvoir la langue luxembourgeoise.

Comme indiqué par l'honorable Députée, le point 5 de la stratégie gouvernementale précitée prévoit que le Gouvernement entrera en négociation avec les institutions européennes pour faire appliquer au niveau européen l'usage fixé par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le Gouvernement en a informé le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne de manière informelle. Les négociations formelles avec les institutions européennes ne seront lancées qu'après la mise en place, dans le cadre du projet de loi précité, des moyens et structures pour mettre en œuvre la stratégie gouvernementale.

ad 2) Sans objet.

Question 3864 (12.06.2018) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **situation politique au Niger:**

Au Niger, plusieurs vagues d'arrestations ont successivement ciblé des acteurs de la société civile protestant contre une nouvelle loi de finance en 2018. À la suite de deux manifestations interdites, le 25 mars et le 15 avril 2018, 26 personnes ont été arrêtées, dont neuf personnalités de la société civile; une seule a été remise en liberté.

Ces événements, dénoncés également par la société civile luxembourgeoise, donnent lieu à des inquiétudes plus générales quant à la situation politique au Niger, pays partenaire de la coopération luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

1) Quelle est l'appréciation générale du Gouvernement quant à la situation politique au Niger?

2) Quelle est la position de Messieurs les Ministres face aux arrestations évoquées cidessus? Ont-ils entamé des procédures diplomatiques pour discuter avec le Niger de la libération des acteurs de la société civile?

3) Dans le cadre du troisième Programme indicatif de coopération conclu avec le Niger, quels projets sont soutenus pour renforcer l'État de droit, les libertés d'expression, de rassemblement et d'association et la société civile en général?

Réponse commune (11.07.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

ad 1) Depuis la réélection du Président Mahamadou Issoufou en avril 2016, la situation politique au Niger est généralement stable, malgré quelques mouvements de contestation sociale. Le Niger doit cependant faire face à d'importants défis en matière de sécurité. Il est victime d'attaques terroristes récurrentes en provenance du Mali, une situation instable qui s'explique aussi par les développements en Libye et la menace de Boko Haram dans la région du Lac Tchad. À cela s'ajoutent d'importants défis socio-économiques liés à une pauvreté persistante, de fortes pressions sur les finances publiques et une croissance démographique importante.

ad 2) Le Gouvernement suit au quotidien la situation dans ce pays partenaire de la Coopération luxembourgeoise, notamment par le biais du bureau de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Niamey. Nous sommes également en contact permanent avec la Délégation de l'Union européenne à Niamey et les autres partenaires internationaux sur place.

Les récents événements et les procédures judiciaires actuellement en cours sont suivis de près. La situation en termes de respect de l'État de droit et notamment les récentes arrestations de plusieurs acteurs de la société civile ont été discutées lors du dialogue politique dans le cadre de la 11e Commission de partenariat avec la République du Niger, qui s'est tenue le 28 mai 2018 à Luxembourg.

La situation de la société civile nigérienne est par ailleurs régulièrement évoquée, à Niamey, avec les représentants des États membres de l'UE et d'autres partenaires sur place. Les chefs de mission des États membres de l'UE à Niamey, dont le représentant du Luxembourg, ont récemment rencontré le Ministre de la Justice pour réitérer l'appel au dialogue et au respect des libertés constitutionnelles et de l'État de droit. Depuis cette rencontre, le juge d'instruction a auditionné chacun des représentants de la société civile.

ad 3) Le Gouvernement soutient neuf ONG luxembourgeoises au Niger dont les activités contribuent notamment au renforcement de la société civile du Niger. Les appuis se situent en dehors du troisième Programme indicatif de coopération conclu avec le Niger. De manière générale, la Coopération luxembourgeoise collabore étroitement avec les organisations de la société civile nigérienne dans le cadre de la mise en œuvre de ses programmes bilatéraux dans les secteurs d'intervention mentionnés dans le troisième Programme indicatif de coopération. En outre, la Coopération luxembourgeoise apporte un soutien à la société civile en Afrique de l'Ouest par le biais de son appui régional à Enda tiers monde qui couvre également le Niger.

De plus, le bureau de l'Ambassade à Niamey fait régulièrement le point avec la Délégation de l'Union européenne et les autres États membres présents au Niger sur la mise en œuvre du Programme d'appui à la société civile (PASOC III), un programme important financé par le Fonds européen de développement. La concertation dans le cadre européen porte aussi sur le processus de formulation de la prochaine phase, c'est-à-dire du Programme PASOC IV, ainsi que sur l'élaboration d'une nouvelle feuille de route de l'Union européenne pour l'engagement en appui à la société civile au Niger.

Question 3865 (12.06.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **Lycée Ermesinde:**

Le 5 juin 2018 les parents d'élèves du Lycée Ermesinde ont été invités à une réunion d'information portant sur les changements annoncés pour la rentrée scolaire 2018-2019 tels qu'ils sont prévus dans le cadre du nouveau projet du lycée pilote.

Sachant que le lycée met actuellement l'accent tout particulièrement sur la passion, l'amitié, la communauté, la promotion des talents et une bonne orientation en permettant aux élèves de découvrir et de développer leurs intérêts et leurs talents, le projet de loi semble conférer au lycée une nouvelle vocation régie par une nouvelle idéologie.

Tel qu'il est annoncé dans le projet de loi, le lycée misera dorénavant sur la production de biens et de services, la conception, la commercialisation d'un produit et la pérennisation de la production.

Lors de la réunion d'information pour les parents, un projet d'évaluation et un bulletin ont été présentés aux parents. Il est prévu d'évaluer l'activité de production des élèves en entreprise par une «évaluation orientative» en ayant recours à un jugement allant de une à cinq étoiles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des modalités d'évaluation que le lycée compte mettre en œuvre et de la forme des bulletins soumis aux élèves?

- Le projet du lycée pilote sera-t-il mis en œuvre pour la rentrée 2018-2019, tel qu'il a été annoncé aux parents d'élèves lors de la réunion d'information, sachant que le projet de loi y relatif n'a pas encore été avisé par le Conseil d'État?

Réponse (16.07.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, je tiens à indiquer que le projet du lycée pilote ne saurait être mis en œuvre pour la rentrée 2018-2019 étant donné qu'il n'a pas encore été soumis au vote de la Chambre des Députés. Le sujet des modalités d'évaluation et de la forme des bulletins est actuellement discuté par mes services avec les responsables du lycée pilote.

Question 3866 (12.06.2018) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **campagne publicitaire dans le cadre de la loi sur la protection des animaux:**

Suite au vote de la loi sur la protection des animaux, le Gouvernement vient de lancer une large campagne publicitaire y relative. Ainsi, des spots publicitaires sont diffusés dans la presse audiovisuelle, sur Internet et même dans les salles de cinéma. Alors que nous soutenons cette loi, nous nous interrogeons sur l'envergure et le coût d'une telle campagne.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Le Gouvernement envisage-t-il de lancer de telles publicités pour la mise en vigueur d'autres lois?

2) Sur base de quels critères les lois sont-elles choisies pour l'organisation de si larges campagnes publicitaires?

3) Quelle est l'attitude coordonnée du Gouvernement par rapport à l'organisation de campagnes de publicité sur l'entrée en vigueur de nouvelles lois?

4) Le Gouvernement estime-t-il que l'organisation de campagnes publicitaires telles que «#UnePremièreVictoire» constitue le meilleur moyen pour une information approfondie des citoyens?

5) Messieurs les Ministres voudront-ils donner des renseignements sur le coût encouru par cette campagne publicitaire?

6) Monsieur le Premier Ministre estime-t-il le coût de la campagne adapté à l'information véhiculée?

Réponse commune (11.07.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il faut souligner que le bien-être animal est un sujet hautement sensible, comme l'ont montré les nombreuses discussions menées et avis exprimés durant la procédure législative qui a précédé le vote du texte final à la Chambre des Députés. Souvent les discussions sont menées de manière subjective alors que les dispositions de la loi ont un caractère objectif et se basent sur des connaissances scientifiques.

ad 1, 2 et 3) À plusieurs occasions, la question quant à la diffusion des nouvelles exigences auprès du grand public ainsi qu'à l'existence d'un point de contact en matière de bien-être animal a été posée. C'est pour répondre à cette demande légitime qu'une campagne d'information, qui se base essentiellement sur la mise en ligne d'un site Internet spécifique, a été lancée. Ce site, facilement accessible, permet une mise à disposition au profit du grand public de textes législatifs, ainsi que des principales questions/réponses susceptibles de se poser.

En outre, le site offre la possibilité d'envoyer des questions, commentaires ou plaintes, qui seront traités par les experts dans leur domaine siégeant au sein de l'Administration des services vétérinaires.

De façon générale, la question de l'opportunité de lancer une campagne d'information à propos de nouvelles législations requiert une appréciation au cas par cas pour en déterminer l'utilité.

ad 4) La campagne de sensibilisation en question s'est avérée d'autant plus importante que cette loi est pionnière en matière de droits des animaux sur la scène européenne et qu'il est primordial d'en informer la société civile. Par ailleurs, et comme les animaux ne peuvent faire prévaloir eux-mêmes leurs droits, il a paru indispensable d'en informer le public.

Le Ministère de l'Agriculture a préféré cette voie de communication plutôt que celle d'une conférence de presse, puisqu'elle permet d'atteindre une proportion nettement plus importante de la population sur un intervalle plus étendu.

ad 5) Le coût encouru par cette campagne de sensibilisation se présente comme suit:

Coût total production:

- Consultance en communication, positionnement de la nouvelle loi, définition des messages essentiels: 8.330 euros

- Plateforme Internet et médias sociaux: 10.695 euros

- Conception et réalisation d'une vidéo et d'un spot radio: 22.200 euros

- Gestion du projet, community management et monitoring: 7.790 euros

Total: 49.015 euros HTVA

Coût total diffusion médias:

- Campagne plurimédia de deux semaines

- Les médias ont été choisis selon des critères spécifiques tels que le CPM (coût pour mille), qualité emplacement ou encore impact support.

Total: 48.570,74 euros HTVA

Le coût total de 97.585,74 HTVA a été supporté par un article budgétaire inscrit dans le budget du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

ad 6) Oui.

Question 3868 (13.06.2018) de **Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **retour du loup:**

So wie in den Nachbarländern, wird auch in Luxemburg kontrovers über die Rückkehr des Wolfes diskutiert. Vor allem Weidetierhalter machen sich Sorgen um ihre Nutztiere. Nach europäischem Recht ist der Wolf ein streng geschütztes Tier. Ein Zusammenleben von Weidetieren und geschützten Raubtieren ist daher nur unter sehr klaren Regeln möglich.

Um in den Genuss von Förderungen zur Beschaffung und Installation von Präventionsmaßnahmen zu kommen, müssen verschiedene Mindestanforderungen eingehalten werden, welche im Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg festgehalten sind.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

1. Sind diese Bestimmungen, um in den Genuss von Förderungen zu kommen, zusammen mit den betroffenen Tierhaltern diskutiert worden?

2. Welche Bestimmungen gelten diesbezüglich in unseren Nachbarländern?

3. Gibt es eine europäische Direktive oder andere Rechtsvorschriften in diesem Sinne?

4. In Anbetracht der hohen Präventionskosten - sieht die Regierung vor, den Wolfsmanagementplan anzupassen und die Beihilfemöglichkeiten auszuweiten?

5. Wie kann eine dauerhafte Kohabitation zwischen Wolf und Weidetieren gewährleistet werden?

6. Werden Tierhalter im Umkreis eines gesichteten Wolfes sofort von der Naturverwaltung gewarnt?

7. Werden Wölfe im Ausland mit GPS-Sendern bestückt? Wenn ja, werden die luxemburgischen Behörden gewarnt, wenn ein eindeutig identifizierter Wolf mit GPS-Sender beim Grenzüberschreiten geortet wird?

8. Teilt die Regierung die Ansicht der Tierhalter, dass eine systematische Besenderung von Wolfsrudeln in der Prävention von Wolfsrissen eine wirksame und verhältnismäßig kostengünstige Lösung bieten könnte?

9. Wie wird in der Praxis der Schadensersatz, auch für Kollateral- und Folgeschäden, im Zusammenhang mit Wolfsrissen ermittelt?

10. Wie viele Proben wurden im Rahmen des Wolfsmonitorings in Luxemburg bislang für genetische Untersuchungen gesammelt und untersucht?

11. Um welche Art von Proben handelt es sich?

12. Wurde schon Hybrid-Wolf-DNA nachgewiesen?

13. Wieweit werden Wolfsrisse in der nahen Grenzregion zu Luxemburg beim luxemburgischen Wolfspräventionsmanagement mitberücksichtigt?

Réponse commune (17.07.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Ja. Der Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg hat 18 Autoren, acht davon aus dem Sektor der Landwirtschaft und Viehzucht. Vor der Publikation

wurde der Plan in mehreren Sitzungen gemeinsam ausgearbeitet und diskutiert. Jeder Landwirt und jeder registrierte Schafs- und Ziegenhalter hat zudem ein Exemplar des Aktions- und Managementplans für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg per Post erhalten.

ad 2. Die Bestimmungen in den Nachbarländern sind sehr ähnlich wie bei uns. Bei der Ausarbeitung des Aktions- und Managementplans für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg wurden diverse Wolfsmanagementpläne aus dem Ausland analysiert.

ad 3. Laut unserer Kenntnis nicht.

ad 4. Der Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg ist kein statisches Dokument, sondern kann bei konkretem Bedarf angepasst werden.

ad 5. Für eine dauerhafte Kohabitation braucht es mehrere Faktoren, vor allem aber einen Managementplan, der den Umgang mit Wölfen klar regelt (cf. Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg) sowie den guten Willen aller betroffenen Akteure, sich sachlich mit dem Thema auseinanderzusetzen.

ad 6. Sobald ein eindeutiger Nachweis von Wolfsanwesenheit (C1 oder C2) erbracht ist, wird die Öffentlichkeit über die Presse zwar nicht gewarnt (dazu besteht kein Grund), aber umgehend darüber informiert. Sollte vor der definitiven Bewertung eines Wolfshinweises ein recht klarer Verdacht auf Wolfsanwesenheit bestehen, wird ebenfalls umgehend informiert (cf. Fälle Garnich 2017 und Fouhren 2018).

Eine reine Sichtbeobachtung (ohne Foto) wird dabei nicht in Betracht gezogen, da eine Bewertung einer solchen nicht möglich ist (cf. Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg, S. 27). Hinzugefügt sei, dass alle der ANF zugeschickten Fotos von „Wölfen" eindeutig Haushunde zeigten, mit Ausnahme von zwei Fotos: eines aus Leudelingen vom 5. Juli 2017, welches mit großer Wahrscheinlichkeit einen Wolf zeigt sowie eines auf der Autobahn A1 vom 27. September 2017, welches ein totes Wildschwein zeigt.

ad 7. Laut unseren Informationen gibt es aktuell in Deutschland einige Wölfe, die mit GPS-Sendern versehen sind. Sollte ein solches Tier nach Luxemburg einwandern, würde die ANF zwar nicht gewarnt (dazu besteht kein Grund), aber umgehend informiert werden. Eines dieser Tiere lebt übrigens seit dem 2. Januar 2018 in Flandern (Belgien).

ad 8. Eine Ausstattung von Wölfen mit einem GPS-Sender allein kann selbstverständlich nicht helfen, Risse zu verhindern. Die von den Tierhaltern ins Gespräch gebrachte „bereits existierende Kombination von GPS, geolokalisierten, virtuellen Zäunen und dort impulsgebenden Halsbändern" ist aktuell noch nicht genug ausgereift. Aufgrund der schnell fortschreitenden Technologie sind solche Möglichkeiten in der Zukunft sicherlich eine Option.

ad 9. Bei Wolfsrissen nehmen Vertreter der ASTA Kontakt mit den geschädigten Tierhaltern auf und ermitteln sowohl direkte als auch indirekte Schäden.

Der direkte Schaden umfasst die Entschädigung von toten und verletzten Tieren. Dabei wird der Wert des Tieres aufgrund seines Alters, Geschlechts und seiner Rassenzugehörigkeit sprich seines genetischen Wertes (Zuchttier mit Abstammungspapieren) ermittelt. Bei toten Tieren fließt die Marktnotierung (Fleischmarkt), sowie der genetische Wert im Falle von Zuchttieren (Angaben durch die Tierzuchtorganisation CONVIS oder auf Vorlage von Rechnungen), in die Berechnung mit ein. Bei verletzten Tieren werden zudem die Tierarztkosten inklusive der Folgebehandlungen übernommen.

Bei den indirekten Schäden, wird der Zeitaufwand, der im Rahmen des Einsammelns von verletzten, toten und eventuell geflüchteten Tieren entsteht, nach Maschinenringtarif berechnet. Das Gleiche gilt für das hierzu benötigte Material (z. B. Viehtransporter, Fanggitter) und eventuelle Reparaturen am Zaun. Müssen traumatisierte Tiere anschließend „resozialisiert" werden (Einstellung oder Haltung der Tiere in der Nähe des Hofs), dann werden Futter- und Zeitaufwand für den Tierhalter entschädigt (Maschinenringtarif und Futterkostenberechnung). Die für die Resozialisierung benötigte Zeit wird von den Vertretern der ASTA gegebenenfalls mit Hilfe des Tierarztes und der Tierzuchtorganisation CONVIS ermittelt. Außerdem wird bei den indirekten Schäden auch der Produktionsausfall entschädigt, z. B. bei Totgeburten, bei Produktionsausfall im Sinne einer geringeren Milchleistung. Bei gerissenen Mutterschafen, welche durch Zukauf eines Jungtieres ersetzt werden, fließt beispielsweise die unproduktive Phase in die Schadensersatzberechnung mit ein.

ad 10. Fünf.

ad 11. Rissproben, Haarproben und Kotproben.

ad 12. Nein.

ad 13. Dies wird so gehandhabt, wie es im Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg festgelegt ist. „Der Anspruch auf Präventionsförderungen tritt in Kraft, sobald in einem Umkreis von 10 km zur betroffenen Weide (grenzübergreifend) und innerhalb der vorangegangenen 12-Monatsperiode ein C1-Nachweis oder mindestens drei C2-Nachweise von Wölfen gemacht wurden."

Question 3869 (13.06.2018) de **MM. Laurent Zeimet** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **mise à disposition d'images vidéo professionnelles à des fins de promotion d'un parti politique:**

En effet, les auteurs de la présente viennent de constater - non sans une certaine stupéfaction d'ailleurs - qu'après le vote de la réforme de la Police grand-ducale le 12 juin 2018 à la Chambre, le parti socialiste a publié sur les réseaux sociaux un clip vidéo de promotion politique concernant la précitée réforme en utilisant des images mises à disposition, selon le message de remerciement sans équivoque à la fin du précité clip, par la Police grand-ducale.

Ainsi, nous nous permettons dès lors, de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

1) Monsieur le Ministre est-t-il au courant de la précitée mise à disposition d'images par la Police grand-ducale au parti socialiste?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il approuvé cette mise à disposition à des fins de promotion d'un parti politique?

3) Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer dès lors un changement paradigmatique dans la politique - jusqu'à ce jour très restrictive - du Gouvernement, de ses ministères et de ses administrations relative à la mise à disposition d'images pour les besoins de promotion des partis politiques? Quelles administrations disposent dans ce contexte de matériel vidéo? Quel est, dans ce cas de figure, le service de contact compétent pour les partis politiques intéressés?

4) Dans un même contexte, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner tout autant si la nouvelle politique constitue également un nouveau service à la presse voire à toute personne intéressée?

5) Dans la négative, enfin, Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer comment il entend réagir à cette utilisation - dans cette hypothèse non justifiée - d'images par un parti politique? Et quelles en seraient, dans cette hypothèse encore, les conséquences pour ledit parti ainsi que pour la communication politique au Luxembourg?

Réponse (16.07.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La Police grand-ducale fut contactée au sujet d'une mise à disposition de matériel cinématographique, mise à disposition qui a été accordée par la suite.

Toute demande de la part de personnes intéressées est à adresser au point de contact compétent au sein de la Police grand-ducale, le Service communication et presse.

Question 3871 (14.06.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **corridors écologiques:**

Aussi bien la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, de même que la future loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles comportent des dispositions ayant trait aux corridors écologiques. Pourtant, les définitions de la même notion divergent d'un texte à l'autre.

En effet, l'avant-projet de règlement grand-ducal rendant obligatoire le Plan directeur sectoriel «Paysages» pris en exécution de la loi du 17 avril 2018 définit la notion comme «voie de déplacement empruntée par la faune et la flore, assurant une liaison fonctionnelle entre les écosystèmes ou les habitats d'une espèce, qui permet leur dispersion et leur migration». Ces voies ne sont toutefois pas reproduites graphiquement.

La loi concernant la protection de la nature pour sa part se réfère aux corridors écologiques comme: «connexion entre des réservoirs de biodiversité offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie». Dans le cadre de cette dernière loi, entre autres les corridors écologiques sont considérés comme des zones protégées d'intérêt national.

À cet égard, nous notons que le Plan national concernant la protection de la nature (PNPN) pour la période 2017 à 2021 a publié une liste de zones protégées d'intérêt national à déclarer dont, sauf erreur de ma part, sept peuvent être qualifiées de corridors écologiques.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer pour quelles raisons aucun corridor écologique ne sera déclaré dans le projet de règlement grand-ducal rendant obligatoire le Plan directeur sectoriel «Paysages»?

2) Les divergences de définitions du même terme ne sont-elles pas source d'insécurité juridique?

3) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir la liste des règlements grand-ducaux ayant actuellement déjà déclaré des zones protégées d'intérêt national sous forme de corridor écologique, de même que la liste et la situation des corridors écologiques ainsi désignés?

4) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer que dans le cadre de la future loi concernant la protection de la nature, le Gouvernement envisage de désigner les sept zones protégées d'intérêt national reprises dans le PNPN sous forme de corridors écologiques? Quelle est au demeurant la valeur juridique du PNPN?

5) Quelles sont les charges et les servitudes pesant sur les propriétés situées dans lesdites zones?

6) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si les propriétaires de terrains situés dans lesdites zones ont été consultés avant la finalisation du PNPN?

7) Selon mes informations, des exploitations agricoles sont situées à l'intérieur des zones protégées d'intérêt national désignées sous forme de couloirs écologiques:

- Afin de faciliter leur développement, n'aurait-il pas été indiqué de les exclure desdites zones? Quelles sont les raisons ayant motivé le Gouvernement à ne pas le faire?

- Quelles sont les contraintes imposées à l'avenir auxdits exploitants? Lesdits exploitants ont-ils été informés?

Réponse commune (17.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Il a été décidé de ne pas intégrer la catégorie de paysages «Réseau écologique» incluant les corridors écologiques dans le projet de plan directeur sectoriel «Paysages» (PSP) publié en 2018 pour répondre aux avis reçus dans le cadre de la procédure relative aux plans sectoriels lancée en 2014 ainsi qu'aux demandes du secteur agricole.

Par ailleurs, avec l'intégration de la notion de «corridor écologique» dans le corps de la nouvelle loi concernant la protection de la nature, il sera dorénavant de mise que les situations concrètes pourront être analysées au besoin et au cas par cas.

ad 2) Non, alors que la finalité des deux définitions est la même. Rappelons ici que le projet de plan sectoriel est en voie de procédure de consultation et sera encore adapté suite à l'enquête publique actuellement en cours. Il nous semble pertinent que la définition donnée par la loi précitée soit également reprise dans le règlement grand-ducal afférent.

ad 3) À ce stade, aucun corridor écologique n'a été déclaré zone protégée d'intérêt national.

ad 4) Le PNPN prévoit l'installation de sept gros ouvrages «passage à faune» tels que visualisés dans son annexe F qui restaureront la connectivité écologique des milieux naturels, fragmentés par des infrastructures de transport. Cette annexe identifie onze sites prioritaires représentant des étroitures des corridors écologiques, appelés «goulots d'étranglement», où la connectivité est d'ores et déjà affectée. Dans ces onze sites des améliorations de la connectivité écologique sont impérativement à assurer, et des projets de transport ou d'urbanisation sont à omettre. Le PNPN liste les zones protégées d'intérêt national à déclarer dans son annexe E, dont la majorité des zones à déclarer jouent un rôle important dans la connectivité écologique.

Le PNPN est de nature sociopolitique et oriente la protection de la nature du Gouvernement. Le PNPN actuellement en vigueur et couvrant la période 2017 à 2021 a été approuvé par le Gouvernement en conseil en date du 13 janvier 2017. Il gardera toute sa pertinence scientifique au-delà de la date de la publication de la nouvelle loi.

ad 5) Les charges et servitudes qui peuvent grever les fonds situés dans une zone protégée d'intérêt national sont listées dans l'article 42 de la nouvelle loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. En relation avec les goulots d'étranglement, les interdictions et restrictions à appliquer dépendent du site, cependant visent essentiellement toute entrave à la connectivité écologique telle que l'interdiction de construire ou de changer l'affectation du sol, ainsi que de porter atteinte à la migration ou au déplacement des spécimens et au flux des gènes. Les zones agricoles y situées bénéficient dès lors d'une protection stricte contre toute forme d'urbanisation.

ad 6) L'article 51 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles disposait qu'un plan national concernant la protection de la nature soit établi par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions en collaboration avec d'autres administrations nationales, les communes, les syndicats des communes et les milieux concernés. La loi ne prévoit donc pas de consultation spécifique des propriétaires fonciers concernés, ce qui est logique compte tenu du fait que les terrains ne sont pas grevés d'une quelconque servitude.

Lorsqu'un fonds déterminé est déclaré comme zone protégée d'intérêt national, les propriétaires de terrains et les exploitants sont consultés dans le cadre de l'enquête publique en vertu de l'article 42 de la prédite loi (article 40 de la nouvelle loi), par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle et portant invitation à prendre connaissance des pièces.

ad 7) Comme aucun corridor écologique n'a été déclaré zone protégée d'intérêt national, les questions ci-dessus ne se posent pas.

Question 3872 (17.06.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **programme d'éducation plurilingue:**

Le programme d'éducation plurilingue a été introduit par la loi du 29 août 2017 dans les crèches, au profit des enfants d'un à quatre ans. Tous les enfants de cette tranche d'âge sont mis en contact avec le luxembourgeois et le français. Selon la loi du 29 juin 2017 portant modification de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, l'initiation au français est prolongée aux cycles 1.1 et 1.2 de l'enseignement fondamental. Pour garantir une cohérence et une continuité avec le programme d'éducation plurilingue dans les crèches, au précoce et au cycle 1, il a été annoncé de poursuivre l'apprentissage du français oral, à partir de 2018-2019, dès le 1er trimestre au cycle 2.1.

Dans la mesure où les enseignants du cycle 2 devraient être suffisamment informés, initiés aux instructions pédagogiques et équipés du matériel didactique adéquat, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Est-ce que le personnel enseignant du cycle 2 a déjà été informé sur les changements prévus?

2) Les enseignants ont-ils reçu des instructions concrètes? Dans l'affirmative, lesquelles?

3) Dans la négative, pour quelles raisons le ministère n'a-t-il pas encore élaboré de telles instructions?

4) Est-ce que des formations sont prévues dans ce contexte, voire ont déjà été offertes au personnel concerné?

5) Le personnel enseignant du cycle 2 dispose-t-il du matériel didactique adapté pour préparer l'enseignement et l'apprentissage du français chez les jeunes élèves? Dans l'affirmative, de quel matériel s'agit-il?

6) Dans la négative, quelles sont les raisons? Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de prémunir le personnel enseignant avec le matériel didactique nécessaire?

Réponse (10.07.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Afin de préparer au mieux l'implémentation de la nouvelle approche, tout le personnel ensei-

gnant de l'enseignement fondamental a été informé à plusieurs reprises sur les changements aux cycles 1 et 2:

ad 1) L'édition spéciale du Courrier de l'éducation nationale «Circulaire de printemps» de mai 2018 renseigne sur l'éducation plurilingue au cycle 1 ainsi que sur l'initiation à la langue française au cycle 2.

ad 2) Le 14 mai 2018, tous les enseignants ont été invités par courriel à une conférence au sujet de l'apprentissage du français au cycle 2 qui a eu lieu le 19 juin 2018 et lors de laquelle le nouveau matériel a été présenté.

ad 3) Le 19 juin 2018, j'ai informé la presse et le grand public des changements dans l'apprentissage du français au cycle 2 et de la parution du nouveau matériel lors d'une conférence de presse.

ad 4) Le même jour a eu lieu la conférence au Forum Geesseknäppchen, lors de laquelle Madame Hélène Vanthier, directrice adjointe, responsable des formations au Centre de linguistique appliquée (CLA) de l'Université de Franche-Comté et spécialiste de l'enseignement du français langue étrangère et seconde en direction des jeunes publics, a présenté un exposé intéressant intitulé «Enseigner le français aux enfants en contexte multilingue luxembourgeois à travers une pédagogie active». 700 enseignants de l'enseignement fondamental y ont assisté ainsi qu'à la présentation du nouveau matériel didactique «Salut, c'est parti!» pour l'initiation à la langue française au cycle 2.

ad 5) Le 25 juin 2018, tous les enseignants ont reçu par courriel un dossier avec des informations sur le nouveau matériel (contexte, méthodes et approches, composition du livre, formations).

ad 6) Le site www.efrancais.lu renseigne sur le concept et la méthode de l'initiation au français au cycle 2 et permet au personnel enseignant de consulter le manuel ainsi que le guide pédagogique et d'accéder aux fichiers audio ainsi qu'au matériel complémentaire.

Le 22 juin 2018, tous les enseignants du cycle 2 ont en outre reçu par «instruction ministérielle» des informations concernant à la fois les compétences à développer en français à partir du cycle 2.1 et l'organisation pratique des leçons de français.

En ce qui concerne les formations spécifiques à ce sujet, il y a lieu de préciser qu'un large dispositif a été mis en place et qu'à ce jour, environ 100 enseignants ont déjà été formés. Jusqu'au 20 juillet 2018, 14 formations supplémentaires seront offertes sur différents sites pour environ 330 enseignants au total. Aux mois de septembre et octobre, 18 formations supplémentaires seront dispensées pour quelque 400 personnes. Il reste à noter que ces formations ne sont pas obligatoires, mais que l'intérêt est cependant énorme et que presque toutes les formations affichent complètes. Elles continueront à être offertes tant qu'il y aura une demande.

L'honorable Députée demande en outre à savoir si le personnel enseignant du cycle 2 dispose du matériel didactique adapté pour préparer l'enseignement et l'apprentissage du français chez les jeunes élèves.

Le 25 mai dernier, tous les enseignants de l'enseignement fondamental ont été informés par courriel que le nouveau matériel didactique est disponible pour la rentrée et qu'ils peuvent d'ores et déjà le consulter en ligne ou bien commander un exemplaire du manuel pour l'élève et du guide pédagogique moyennant un formulaire annexé.

Le matériel varié et complet se compose:

- d'un manuel pour l'élève;

- d'un guide pédagogique pour l'enseignant;

- de cartes images pour l'enseignant;

- de matériel audio (comptines, écoutes, saynètes, chansons), accessible dès à présent au personnel enseignant sur le site Internet www.efrancais.lu;

- de fiches pour la classe, téléchargeables dès à présent sur le site Internet www.efrancais.lu;

- d'un complément de littérature de jeunesse (à disposition dès à présent sur le site Internet www.efrancais.lu);

- d'un complément sur les jours de fête au Luxembourg, dont l'élaboration est en cours;

- d'une application web pour les élèves (élaboration en cours).

Q204

Question 3873 (14.06.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**École de la 2e Chance:**

Laut Informationen der Presse ist angesichts steigender Einschreibungen in der „École de la 2e Chance (E2C)" - derzeit sind es an die 450 - ein größeres und modernes Gebäude dringend nötig. Im Gespräch sei ein Bau in Mamer mit Platz für an die 620 Schüler; dieses Projekt lässt jedoch auf sich warten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Frage an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur und an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

- Wann wird mit dem Bau eines neuen Gebäudes für die E2C begonnen, wissend dass der Mietvertrag für den aktuellen Standort 2019 ausläuft und damit die aktuellen Räumlichkeiten ab 2020 wahrscheinlich nicht mehr zur Verfügung stehen?

Réponse commune (27.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Was den Bau eines neuen Gebäudes für die „École de la 2e Chance (E2C)" in Mamer betrifft, werden die Arbeiten frühestens 2019 beginnen und dies nach Erhalt aller notwendigen Genehmigungen sowie nach der teilweisen Umänderung des Flächennutzungsplans der Gemeinde Mamer.

Question 3877 (18.06.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**obtention du statut de salarié handicapé:**

Afin de pouvoir prétendre au statut de salarié handicapé, la personne concernée, qu'elle travaille ou qu'elle soit sans emploi, doit présenter une diminution de sa capacité de travail de 30% au moins.

À noter dans ce contexte qu'il appartiendra au final à la commission médicale de l'ADEM de décider si la personne a droit ou non à la qualité de salarié handicapé. Cette commission se base sur un certain nombre de rapports médicaux, y compris le bilan médical détaillé du médecin du travail de l'ADEM.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Quelle est la valeur que la commission médicale attribue aux rapports médicaux établis par le médecin traitant, voire des médecins spécialistes externes?

2) En ce qui concerne les tests que doivent passer les «prétendants» au statut de salarié handicapé, s'agit-il de tests standardisés ou s'agit-il de tests qui mettent l'accent sur les pathologies décrites par le médecin traitant du demandeur, voire des médecins spécialistes consultés par ce dernier?

3) Plus précisément, des personnes présentant des troubles psychiatriques sont-elles spécialement examinées par rapport à leurs pathologies? L'ADEM dispose-t-elle des compétences nécessaires en la matière?

4) Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données sur le nombre de demandes traitées par la commission médicale de l'ADEM ces dernières années, sur le nombre de demandes avisées favorablement et refusées et sur le nombre de dossiers ayant fait l'objet d'un recours devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale et l'issue de ces recours?

Réponse (24.07.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant la détermination de la capacité de travail de 30% au moins, il faut noter que la reconnaissance en tant que salarié handicapé est tributaire des dispositions reprises à l'article 1 et 3 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et de celles de l'article 5 de son règlement.

En outre, les rapports médicaux introduits par les requérants, qu'ils soient de médecins généralistes, de médecins spécialisés ou des médecins du travail de l'ADEM ou d'autres médecins du travail des services de santé au travail, sont soumis à l'examen et à l'expertise des membres de la commission médicale en conformité avec les dispositions précitées.

La commission médicale est une commission autonome composée de cinq médecins spécialisés tel que prévu par l'article 32 de la loi citée. L'arrêté ministériel du 13 juillet 2016 portant nomination des membres de la commission médicale spécifie qu'il s'agit d'un médecin du travail, de deux médecins spécialistes en rééducation et réadaptation fonctionnelle, d'un médecin spécialisé en psychiatrie et d'un médecin de l'Administration du contrôle médical. La présidence est assumée par le médecin du Ministère (Direction de la santé).

Dans ce contexte, il faut noter que tout demandeur d'emploi ayant acquis la qualité de demandeur d'emploi inscrit à l'ADEM et prétendant au statut de salarié handicapé doit se soumettre à un examen clinique au préalable auprès du médecin du travail de l'ADEM. Le bilan médical établi par ce médecin du travail fait partie du dossier soumis à la commission médicale.

ad 1) Les informations médicales émanant des certificats des médecins traitants et spécialistes constituent la base afin de définir le pourcentage du handicap de l'intéressé. Nonobstant, il arrive fréquemment que d'autres pathologies non mentionnées dans les différents certificats fournis sont découvertes au cours de la consultation par le médecin du travail de l'ADEM ou les membres de la commission médicale. Ces constatations médicales peuvent éventuellement engendrer une augmentation du taux de pourcentage.

En outre, en conformité avec les dispositions précitées, la commission médicale peut également faire intervenir des experts et elle a le droit de se faire communiquer par des organismes publics toute pièce qu'elle juge utile ou indispensable à une analyse exhaustive de la situation du candidat.

ad 2) Lorsque le demandeur du statut de salarié handicapé bénéficie d'un examen clinique auprès du médecin du travail de l'ADEM, cet examen se focalise sur les pathologies susceptibles d'être mises en compte pour l'évaluation de l'incapacité fonctionnelle.

La commission médicale se base sur des barèmes médicaux pour l'évaluation du pourcentage relatif à la diminution de la capacité de travail et ne reprend pas nécessairement le taux indiqué au certificat médical.

Les décisions de refus sont motivées et les barèmes utilisés y sont indiqués.

ad 3) Concernant les personnes présentant des troubles psychiques ou psychiatriques, l'évaluation se base sur les compétences des deux médecins spécialisés en psychiatrie de la commission médicale. Ils ont souvent recours à l'expertise des médecins spécialisés en psychiatrie traitant le dossier du prétendant au statut de salarié handicapé afin de statuer.

ad 4) Veuillez trouver ci-après les statistiques sollicitées:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Statistiques concernant les recours contre les décisions de la commission médicale:

a) Recours contre la décision de refus du statut SH décidés par la commission médicale:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

b) Recours contre la décision d'accord du statut SH transitoire décidés par la commission médicale:

une seule personne a dressé recours contre la décision de la commission médicale d'accorder le statut SH de façon transitoire pour la durée de deux ans auprès du conseil arbitral. L'intéressé s'est fait accorder la reconnaissance du statut SH de façon définitive en 2018.

Question 3880 (18.06.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **congé pour raisons d'ordre personnel pour les indépendants:**

La durée du congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel qui est accordé aux pères à la naissance d'un enfant a été augmenté de deux jours à dix jours pour les salariés privés par la loi du 15 décembre 2017. Il est également prévu d'augmenter la durée de ce congé de quatre jours à dix jours pour les fonctionnaires. Les seuls à ne pas profiter d'un tel congé sont les indépendants.

Dans ce contexte, nous aimerons poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Le Gouvernement planifie-t-il d'introduire un congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel pour les pères travaillant en tant qu'indépendant afin de remédier au traitement inégal actuel des indépendants par rapport aux salariés et fonctionnaires?

Réponse (06.07.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, je tiens à préciser que je suis en principe en faveur de l'introduction d'un congé de paternité pour tous les pères travaillant au Luxembourg, y inclus les indépendants.

Toutefois, il y a lieu de noter que les indépendants ne relèvent pas directement de la compétence du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire pour ce qui est d'une telle mesure, étant donné que seuls les salariés relèvent de ce ministère.

Je suis disposé à saisir le Conseil de Gouvernement de la proposition d'étendre le bénéfice du congé de paternité aux indépendants.

Question 3902 (29.07.2018) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **sommet des chefs de Gouvernement libéraux à Senningen:**

E Mëttwoch 27. Juni huet zu Senneng am Schlass e Sommet stattfonnt vun „liberalen Stats- a Regierungscheffen" op Aluedung vum Lëtzebuerger Premierminister.

An deem Kontext wollt ech vun him wëssen:

- Ass hien net der Meenung, datt d'Organisatioun vun deem parteipoliteschen Treffen an enger Proprietéit, déi dem Stat gehéiert, en onglécklechen Amalgamm tëscht der Funktioun vum Statsminister/Regierungschef an där vun engem parteipoliteschen Acteur duerstellt?

- Wéi vill huet déi Organisatioun de Steierzueler insgesamt kascht an huet d'DP oder den ALDE-Grupp op d'mannst Loyer bezuelt?

- Steet d'Sennenger Schlass och anere Parteien an hire jeeweilegen europäesche Parteifamilljien (z. B. CSV/EVP oder ADR/ECR asw.) fir äänlech international Treffen zur Verfügung?

Réponse (09.07.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Ech confirméieren, dass de 27. Juni op Invitatioun vum Premier- a Statsminister eng Reunioun zu Lëtzebuerg war, un där d'Regierungscheffen aus den EU-Memberlänner Belsch, Holland, Dänemark, Tschechien, Estland a Slowenien deelgeholl hunn. Op engem Aarbechtsiesse waren dernieft och fënnef EU-Kommissären an de Leader vum liberale Grupp am Europaparlament invitéiert.

Dës Reunioun huet virun allem derzou gedéngt, déi aktuell Erausfuerderungen op europäeschem Niveau ze diskutéieren an och Allianzen ze forméiere mat anere Länner op Punkten, déi fir Lëtzebuerg a seng ekonomesch Zukunft vu fundamentaler Wichtegkeet sinn. Ech erlabe mer, den honorabelen Deputéierten drop hinzeweisen, dass mat Groussbritannien ee ganz wichtege Partner fir Lëtzebuerg op europäeschem Plang den Ament geschwächt ass an och an Zukunft net méi mat um Dësch setzt, wann Decisiounen ze huele sinn, déi eis Bankeplaz an d'Servicer am Finanzsecteur betreffen.

Esou halen ech et fir e grousse Succès, dass et gelongen ass, siwe Regierungscheffen, also ee Véirel vun den Decideuren an der Europäescher Unioun, un en Dësch ze kréien, fir iwwert d'Zukunft vun der EU ze schwätzen. De Fait, dass ausserdeem d'EU-Kommissären zu Senneng waren, déi fir den digitale Bannemaart, den Handel an de Volet vun de Statshëllefen zoustänneg sinn, ass ëmsou méi wichteg, wann ee bedenkt, dass grad dës Beräicher fir eist Land a seng wirtschaftlech Zukunft existenziell sinn.

Déi Reunioun war net zulescht aus organisatoreschen an aus Sécherheetsgrënn am Sennenger Schlass an ass esou organiséiert ginn, wéi et üüblech ass, wann auslännesch Regierungsmemberen oder EU-Mandatairen op Visitt zu Lëtzebuerg sinn - ganz onofhängeg, wéi eng politesch Affiliatioun déi Invitéen hunn. Selbstverständlech, an esou wéi et international üüblech an ubruecht ass, huet d'Regierung déi Gäscht op en Owesiessen invitéiert. Dat Owesiessen ass iwwert d'Budgetslinn vum Statsministère, déi fir esou Geleeënheete virgesinn ass, bezuelt ginn. De Budget vum Statsministère ënnerläit dem Contrôle financier an der Cour des comptes.

N°14
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

«Déiereschutzgesetz»	p. 535	Sommaire des séances publiques nos39 à 41	p. 575	39e séance	Mercredi 6 juin 2018
Réforme de la Police	p. 548	Sommaire des questions parlementaires	p. Q205	40e séance	Mardi 12 juin 2018
Organisation de l'enseignement fondamental	p. 559			41e séance	Mercredi 13 juin 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

236 séances plénières entre 2013 et 2018

«Nous avons des semaines et des mois de travail intensif derrière nous, ce qui nous a permis de mener à bien le programme chargé que nous nous étions donné», a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Le 27 juillet 2018, au lendemain de la dernière séance publique avant les élections, le Président a retracé les points forts de la session 2017-2018 et de la législature 2013-2018 dans le cadre d'une conférence de presse en présence des membres de la Conférence des Présidents.



Les membres de la Conférence des Présidents ont dressé leur bilan de la session parlementaire et sont revenus sur la faille informatique.

Le bilan des travaux législatifs

Pendant la session parlementaire qui touche à sa fin, 138 projets de loi[1] ont été déposés au Parlement alors que 182 projets de loi ont été adoptés (+78 par rapport à la session 2016-2017) au cours des 59 séances publiques (+10 par rapport à la session 2016-2017).

Durant les quelque 220 heures passées au sein de la salle plénière, les députés ont voté plusieurs projets de loi d'envergure pour les résidents luxembourgeois tels que:

- les réformes des services de secours, du divorce ou encore des prisons;

- les nouvelles lois sur la protection de la nature et des animaux;

- l'abolition des fabriques d'église;

- un nouveau dispositif des congés spéciaux («Pappecongé») et

- une panoplie de projets d'infrastructures (construction de routes, gares, écoles ou maisons de soins).

Le plus gros du travail législatif a été effectué au sein des commissions parlementaires: 646 réunions de commission ont eu lieu au cours des douze derniers mois, a mentionné le Président de la Chambre. Les députés ont notamment achevé leurs travaux sur une future Constitution pour le Grand-Duché.

[1] *Tous les chiffres datent du soir du 26 juillet et sont susceptibles d'évoluer jusqu'à la fin de la session le 30 octobre 2018.*

3.571 réunions pendant la législature

Le Président a donné un aperçu statistique sur la législature: 3.571 réunions ont été comptées à la Chambre des Députés dont 236 séances publiques. 466 projets de loi ont été déposés par le Gouvernement et 20 propositions de loi élaborées par un ou plusieurs députés. Les élus ont souvent recouru à la question parlementaire, un des moyens à leur disposition pour contrôler l'action du Gouvernement: 3.962 questions ont été posées entre 2013 et 2018 dont 617 au cours de la session 2017-2018.

La Chambre s'ouvre davantage

M. Mars Di Bartolomeo a insisté sur les efforts que fait la Chambre des Députés pour impliquer davantage les citoyens dans le processus démocratique. L'enthousiasme pour la pétition publique, qui a fêté ses quatre ans au printemps, n'a pas diminué: presque 695 pétitions publiques ont été déposées sur le site de la Chambre depuis mars 2014, dont 26 ont donné lieu à un débat public.

Les députés soignent également l'échange avec les jeunes. Une nouvelle initiative - qualifiée de «grand succès» - a consisté à créer un colloque des jeunes de la Grande Région.

De plus en plus de citoyens visitent le Parlement: en un an, la Chambre a accueilli plus de 100 visites de groupes et la Journée portes ouvertes a attiré plus de 2.500 personnes.

Des conclusions suite à la faille informatique

Lors de la présentation du bilan, M. Mars Di Bartolomeo a détaillé les suites que la Chambre a données à la faille informatique détectée en mars 2018. Entre-temps, une analyse post-incident ainsi qu'un audit technique ont été menés. Une évaluation a permis de comparer la sécurité de l'information à la Chambre aux bonnes pratiques et normes internationales.

Afin d'améliorer encore la sécurité des systèmes d'information du Parlement national, le Bureau de la Chambre a identifié quatre actions principales:

- mettre en place un comité d'accompagnement pour élaborer une politique de sécurité du système et implémenter les recommandations des missions d'expert;

- nommer un responsable de la sécurité des systèmes d'information;

- formaliser la coopération avec des partenaires publics;

- compléter l'expertise interne et externe dans le domaine informatique.

Visite du service de psychiatrie juvénile à Kirchberg



Le Président de la Chambre et les responsables du Service national de psychiatrie juvénile

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, s'est rendu le 8 août 2018 à l'Hôpital Kirchberg afin de se renseigner sur l'évolution et les défis actuels de la psychiatrie juvénile.

Le service de psychiatrie juvénile accueille des jeunes de 13 à 18 ans souffrant d'une pathologie psychiatrique en phase aiguë. Le service à vocation nationale à Kirchberg regroupe 23 lits. Les jeunes y restent en moyenne moins d'un mois.

M. Di Bartolomeo a pu rencontrer des jeunes et discuter avec les équipes responsables des points positifs et des problèmes de la psychiatrie juvénile.

Le projet de régionalisation de l'hôpital de jour ainsi que celui d'une école rattachée au Service national de psychiatrie juvénile (SNPJ) étaient d'autres sujets évoqués lors de l'échange de vues.

L'extension du service par la construction d'une annexe au bâtiment actuel est en cours et devrait permettre de disposer de 15 lits supplémentaires.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Lutte contre le terrorisme

6921 - Projet de loi adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification

1) du Code de procédure pénale,

2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,

3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

La lutte contre le terrorisme a dû s'adapter à de nouvelles dimensions suite aux attentats particulièrement meurtriers dans plusieurs villes européennes.

En effet, ces attaques terroristes ont considérablement secoué les mesures de sécurité existantes des différents pays, notamment européens.

Force est de constater que les nouvelles technologies en général et les outils informatiques en particulier utilisés par les terroristes lors de leurs communications, organisations et notamment préparations d'actes terroristes visant exclusivement et à chaque fois un nombre maximal de personnes civiles, n'ont à ce jour pas de réponse efficace pour contrecarrer la menace terroriste.

Il importe dès lors de s'interroger si notre législation est au point pour répondre de façon efficace à la menace terroriste et pour mettre en œuvre les outils d'enquête nécessaires. Si de nombreux efforts ont été entrepris au cours des dernières années, notamment dans le domaine du droit pénal, les événements dramatiques des dernières années ont montré qu'il y a lieu de renforcer certaines dispositions de la procédure pénale.

Les législations des pays limitrophes, en particulier celles de la France et de la Belgique, ont déjà évolué au cours des dernières années dans le domaine du terrorisme. Le projet de loi 6921 s'inscrit ainsi dans des initiatives similaires des pays limitrophes qui ont estimé nécessaire de renforcer leur arsenal législatif pour combattre le terrorisme.

Le projet de loi 6921 entend élargir les moyens d'investigation à disposition des enquêteurs et faciliter la consultation, la conservation et l'utilisation de données à caractère personnel.

Si le texte propose certaines innovations, il convient aussi de rappeler que la loi du 26 novembre 1982 portant introduction au Code d'instruction criminelle des articles 88-1, 88-2, 88-3 et 88-41 avait déjà permis au juge d'instruction d'ordonner «l'utilisation de moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes les formes de communication», traçant déjà le cadre des mesures qui attendent cependant d'être précisées pour admettre dans notre droit ce qui est connu dans d'autres pays.

Les innovations proposées par le projet de loi 6921 s'inspirent notamment des droits français et belge. Les propositions se situent dans la logique des textes actuels, telles la loi précitée de 1982 au domaine particulièrement large ou celle du 3 décembre 2009 portant réglementation de quelques méthodes particulières de recherche, parmi lesquelles figure l'infiltration, dont l'enquête sous pseudonyme proposée ci-après, connue en France sous la dénomination «cyber-infiltration», ne constitue qu'une variante.

1. Modification du Code de procédure pénale

Le projet de loi propose de modifier le Code de procédure pénale:

a) dans le cadre d'infractions en matière de terrorisme, de financement du terrorisme et de crimes et délits contre la sûreté de l'État:

- permettre, à titre exceptionnel et sur décision spécialement motivée du juge d'instruction, la prolongation du délai de rétention de 24 heures à un maximum de 48 heures dans le cadre d'une enquête de flagrance;

- permettre l'enquête sous pseudonyme dans le domaine des communications électroniques;

- permettre au cours de l'instruction préparatoire de procéder à des perquisitions à toute heure;

- prévoir formellement que les dispositifs techniques nécessaires à la sonorisation et à la fixation d'images peuvent être placés dans des lieux privés et des véhicules;

- étendre la surveillance et le contrôle de toutes les formes de communication à la captation de données informatiques et permettre que les dispositifs techniques puissent être placés dans des lieux privés ou par l'intermédiaire d'un réseau de communications électroniques;

b) dans le cadre de faits emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à quatre ans d'emprisonnement:

- permettre l'observation, avec aide technique de l'extérieur d'un bâtiment, afin d'en avoir une vue d'intérieur;

c) dans le cadre de faits emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement:

- permettre la surveillance et le contrôle des télécommunications ainsi que de la correspondance postale;

d) dans le cadre de l'enquête pour crime ou délit ou de l'instruction préparatoire:

- permettre de requérir auprès des opérateurs de télécommunications les données nécessaires afin d'identifier un abonné d'un service de communication électronique ou d'identifier les services de communications électroniques auxquels une personne donnée est abonnée.

2. Modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

La modification proposée permettra de mettre en place un fichier centralisé auprès de l'Institut luxembourgeois de régulation de façon à permettre, sous réserve d'une décision motivée, au procureur d'État, au juge d'instruction et aux officiers de police judiciaire visés à l'article 10 du Code de procédure pénale agissant dans le cadre de l'article 48-27 du Code de procédure pénale, ainsi qu'au Service de renseignement de l'État dans le cadre de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État, un accès direct aux fichiers des opérateurs de télécommunications électroniques.

3. Modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

La modification proposée concerne les données à relever par les services de communications électroniques, en ce qui concerne les numérotations luxembourgeoises, auprès des utilisateurs finaux.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 02.12.2015

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Sam Tanson):

08.11.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen des amendements gouvernementaux
07.02.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
28.02.2018	Examen du texte du projet de loi
07.03.2018	Continuation des travaux
23.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
09.05.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
06.06.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018

Loi du 27 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°559, page 1

Attribution de contrats de concession

6984 - Projet de loi sur l'attribution de contrats de concession et portant modification:

1. du Code pénal;

2. du Code du travail et

3. de la loi modifiée du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics

Le présent projet de loi a pour objet de définir un cadre juridique clair en matière d'attribution des contrats de concession, en procédant à la transposition en droit national de la directive 2014/23/UE du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession. Comme les contrats de concession diffèrent de par leur nature largement des contrats de marchés publics, la directive précitée est transposée par un texte auto me et n'intégrera pas la législation sur les marchés publics.

Ainsi la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et la directive 2014/25/UE du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE sont transposées par une loi à part, à savoir la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et par le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics.

Historique des règles applicables en matière de concessions

Si l'attribution des marchés publics est depuis des années réglée en détail au niveau communautaire et au niveau national par des textes normatifs, il n'en est pas de même pour l'attribution de contrats de concession.

La loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics a réglé de manière succincte l'attribution de concessions de travaux publics pour les contrats dépassant le seuil de 6.242.000 euros, mais en ce qui concerne les concessions de services, cette loi se limite à en donner une définition. Néanmoins, l'attribution des contrats de concession ne se faisait pas de manière discrétionnaire. Ainsi la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne retient que l'attribution de concessions de services, présentant un intérêt transnational, est soumise aux principes du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment les principes de libre circulation des marchandises, de liberté d'établissement et de libre prestation de services, ainsi qu'aux principes qui en découlent comme l'égalité de traitement, la non-discrimination, la reconnaissance mutuelle, la proportionnalité et la transparence.

Il s'est avéré qu'à défaut de normes claires et précises, et ce pour des contrats de grande envergure constituant des instruments importants dans le développement structurel à long terme d'infrastructures et de services stratégiques, il subsiste un risque d'insécurité juridique lié aux divergences d'interprétation des principes du traité sur l'Union européenne. Ce risque a été confirmé par la vaste jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, qui n'a toutefois traité que partiellement certains aspects de l'attribution de contrats de concession.

Il est apparu nécessaire d'appliquer de manière uniforme les principes du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de mettre fin aux divergences dans l'interprétation de ces principes au niveau de l'Union européenne. Cela permettra en outre d'accroître l'efficacité de la dépense publique, de faciliter l'égalité d'accès et la participation équitable des entreprises à l'attribution de contrats de concession, tant à l'échelon local qu'à celui de l'Union européenne, et de soutenir la réalisation des objectifs d'une politique publique durable.

Caractéristiques des contrats de concession

Les concessions sont des contrats à titre onéreux par lesquels un ou plusieurs pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices confient l'exécution de travaux ou la réalisation et la gestion de services à un ou plusieurs opérateurs économiques. L'objet de ce type de contrats est l'acquisition de travaux ou la réalisation de services par voie de concession, la contrepartie consistant en un droit d'exploiter les ouvrages ou services ou en ce droit accompagné d'un prix.

La caractéristique principale d'une concession, à savoir le droit d'exploitation de travaux ou de services, implique toujours le transfert au concessionnaire d'un risque d'exploitation de nature économique, avec la possibilité qu'il ne permette pas d'amortir les investissements effectués et les coûts supportés lors de l'exploitation des travaux ou services attribués dans les conditions d'exploitation normales, même si une partie du risque continue d'être supportée par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice.

Application en fonction de l'envergure du contrat de concession

La directive 2004/23/UE sur l'attribution des concessions prévoit des règles pour les concessions dont la valeur dépasse un seuil de 5.186.000 euros. Le présent projet de loi prévoit ainsi des règles obligatoires pour les contrats de concession dépassant ce seuil.

Pour les concessions ne dépassant pas ce seuil, les règles prévues par la directive 2004/23/UE sur l'attribution de contrats de concession s'appliquent également, mais de manière simplifiée, dans la mesure où certaines dispositions du projet de loi qui s'appliquent pour les contrats de concession dépassant le seuil de 5.186.000 euros ne s'appliquent pas aux contrats de concession qui sont inférieurs à ce seuil.

Ne s'appliquent ainsi pas aux contrats de concession de moindre envergure les règles relatives à la publicité des avis de concession au niveau européen, une publicité simplifiée au niveau national étant suffisante pour les contrats de concession de moindre envergure. De même la loi modifiée du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics s'applique uniquement aux contrats de concession dépassant le seuil de 5.186.000 euros.

Règles prévues

Le projet de loi sous rubrique incorpore le principe de la «libre administration» des autorités nationales et n'impose donc pas de recourir aux mécanismes de la concession pour des travaux ou la gestion de services, les autorités nationales pouvant décider d'y pourvoir par leurs propres moyens ou en coopération avec d'autres autorités publiques. Il règle en détail quels contrats tombent dans son champ d'application et quels contrats sont exclus.

Le projet de loi ne prévoit pas de règles préétablies en ce qui concerne les modes de passation des concessions (contrairement aux directives sur les marchés publics, qui fixent la procédure ouverte, la procédure restreinte, les procédures négociées, les accords cadres, le dialogue compétitif et le partenariat d'innovation). Il se limite à imposer la mise en concurrence pour les contrats de concession dépassant 5.186.000 euros.

Le projet de texte contient des dispositions relatives à la lutte contre la corruption et relatives à la prévention des conflits d'intérêts analogues à celles prévues dans la législation sur les marchés publics.

Au niveau de la procédure de mise en concurrence, des précisions quant à l'emploi non discriminatoire des spécifications techniques et fonctionnelles au niveau des documents de

concession, et des dispositions quant à la sélection et à l'évaluation qualitative des candidats sont prévues, ces dernières consistant en des hypothèses relatives à l'exclusion obligatoire et facultative des candidats.

Des dispositions relatives aux critères d'attribution sont également prévues, mais elles sont très souples par rapport à celles prévues dans la législation sur les marchés publics.

Le projet de loi énumère, à l'instar de la législation sur les marchés publics, pour quelles hypothèses l'attribution de contrats de concession, tombant certes dans son champ d'application, ne requiert pas de mise en concurrence. Il s'agit d'hypothèses similaires à celles qui justifient le recours à la procédure sans négociation préalable dans le cadre des marchés publics.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.05.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

23.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
04.01.2018 Examen d'amendements parlementaires
08.02.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.04.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
03.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018

Loi du 3 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°560, page 1

Réforme du divorce

6996 - Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification:

1. du Nouveau Code de procédure civile;

2. du Code civil;

3. du Code pénal;

4. du Code de la sécurité sociale;

5. du Code du travail;

6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes;

7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;

9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats;

11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

L'accord gouvernemental du 10 décembre 2013 prévoit dans la partie réservée à la justice que «la politique du Gouvernement visera la modernisation de la justice et la consolidation de son indépendance tout en la rendant plus efficace, accessible et compréhensible pour les citoyens».

Le Gouvernement s'est en outre engagé à introduire la fonction de juge aux affaires familiales et de procéder à une «modernisation du droit de la famille afin que les textes juridiques reflètent la réalité de la société luxembourgeoise». Le présent projet de loi vise précisément à mettre en œuvre ces engagements relatifs au droit de la famille en créant le juge aux affaires familiales, en réformant les procédures applicables en matière de divorce et en adaptant les modalités relatives à l'autorité parentale.

Il convient de rappeler que plusieurs tentatives de modernisation du droit de la famille ont été entreprises au cours de ces dernières années. Ainsi, une réforme du divorce avait déjà été entamée en 2003 par le dépôt du projet de loi n°5155 portant réforme du divorce. S'inspirant des législations adoptées pour les mêmes motifs à l'époque par d'autres pays européens, comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Grèce ou l'Espagne, le Ministre de la Justice M. Luc Frieden proposait de remplacer le divorce pour cause déterminée ou pour faute par une nouvelle forme de divorce, le divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales des époux.

Des réformes en matière d'autorité parentale ont été visées par la proposition de loi n°5553, déposée en 2006 par les honorables députés Marie-Josée Frank et Laurent Mosar, ainsi que par le projet de loi n°5867 relatif à la responsabilité parentale déposé en 2008.

Les analyses et avis émis dans le cadre des travaux relatifs aux différents projets prémentionnés ont nourri les réflexions menées dans le cadre de la rédaction du présent projet de loi, qui est appelé à remplacer lesdits projets.

1. Création du juge aux affaires familiales

La création de la fonction du juge aux affaires familiales est une demande de longue date faite par de nombreux organismes tels que des associations de protection des droits des enfants ou des droits des parents séparés. Il s'agit de regrouper un certain nombre de compétences pouvant être englobées sous le concept du «droit de la famille» entre les mains d'un magistrat unique.

Le projet de loi s'inspire très largement du droit français, qui connaît la fonction de juge aux affaires familiales depuis de longues années. Ainsi, il a été décidé de réunir un certain nombre de compétences qui sont actuellement dispersées entre différentes juridictions comme le juge de paix, une chambre civile du tribunal d'arrondissement, le président du tribunal d'arrondissement, le juge de la jeunesse ou le juge des tutelles. Toutes les compétences matérielles des juges aux affaires familiales sont énumérées à l'article 1007-1 du Nouveau Code de procédure civile.

1.1. Compétences matérielles

Les juges aux affaires familiales sont tout d'abord compétents pour toutes les procédures relatives au mariage, comme par exemple pour les litiges relatifs aux droits et devoirs respectifs des époux. Les juges aux affaires familiales sont également compétents pour connaître des procédures de divorce, que ce soit pour les mesures provisoires ou pour le fond du divorce.

Un autre contentieux très important qui relève des juges aux affaires familiales est celui relatif à l'autorité parentale. Le corollaire du principe de coparentalité introduit par le présent projet de loi est une harmonisation des procédures. Les juges aux affaires familiales seront donc compétents pour tous les litiges relatifs aux modalités d'exécution de l'autorité parentale peu importe si les parents sont mariés, vivent ensemble, sont divorcés ou séparés. Toutes les formes de familles sont mises sur un même pied d'égalité.

En outre, toutes les compétences qui concernent les mineurs et qui sont actuellement exercées par le juge des tutelles sont transférées aux juges aux affaires familiales, y compris l'organisation de la tutelle du mineur en cas de décès de ses deux parents.

Les juges aux affaires familiales sont également compétents pour connaître des requêtes visant la prolongation de la période d'expulsion d'une personne suite à un cas de violence domestique. Cette compétence relève actuellement du président du tribunal d'arrondissement.

1.2. Un juge unique

Tout comme la France, le projet de loi institue le principe que les juges aux affaires familiales siègent comme juge unique.

Le concept du juge unique est bien connu dans notre droit. Ainsi, à l'heure actuelle certaines fonctions juridictionnelles sont déjà exercées par un seul juge comme par exemple le juge de la jeunesse, le juge des tutelles ou le juge de paix.

Le but de la réunion des compétences relatives au droit de la famille entre les mains du juge aux affaires familiales est de permettre à ce magistrat de suivre une famille, dans la mesure du possible, à travers toutes les procédures qui peuvent surgir. Ce regroupement permet au juge aux affaires familiales d'avoir une vision globale de la famille au lieu de l'actuel saucissonnage des attributions entre les différentes juridictions.

Cependant, le principe du juge unique n'est pas absolu. Le juge aux affaires familiales peut décider soit d'office soit sur demande d'une des parties de renvoyer une affaire auprès d'une chambre civile du tribunal d'arrondissement, composée donc de trois juges dont au moins un est juge aux affaires familiales. Ce renvoi exceptionnel peut avoir lieu lorsque l'affaire présente une complexité particulière ou si une question juridique de principe qui n'a pas encore été jugée antérieurement se pose. Une autre exception au principe du juge unique est le contentieux des litiges relatifs aux difficultés de liquidation des communautés.

En instance d'appel, les recours contre les décisions du juge aux affaires familiales relèvent d'une chambre civile de la Cour d'appel. Cependant, cette chambre peut décider de déléguer une affaire à une chambre civile, mais composée d'un conseiller unique. Cette faculté est destinée à évacuer dans les meilleurs délais le contentieux qui ne comprend aucune difficulté juridique, comme par exemple la fixation des horaires du droit de visite et d'hébergement.

1.3. Des procédures simplifiées

La rédaction de la procédure applicable aux juges aux affaires familiales a été guidée par le souci d'une simplification des procédures actuelles tout en respectant les droits de chacune des parties. Le texte s'inspire de l'esprit de l'actuelle procédure établie par le règlement grand-ducal du 31 juillet 1979 déterminant la procédure à suivre devant le tribunal de la jeunesse lorsqu'il est saisi en application de l'article 302, alinéa 2 du Code civil.

À l'article 1007-3 du Nouveau Code de procédure civile est créée une procédure de principe dite de «droit commun» applicable aux juges aux affaires familiales, hormis pour les demandes en divorce et certains autres contentieux qui sont régis par des dispositions spécifiques.

Le juge aux affaires familiales est saisi par la voie d'une requête, donc par une demande formulée par écrit sur papier libre. Cette requête doit être déposée au greffe du tribunal d'arrondissement. Le choix du législateur est tombé sur cette procédure au lieu de la procédure dite classique en matière civile consistant en une assignation nécessitant l'intervention d'un huissier de justice. Le principe d'une procédure orale mise en place devant le juge aux affaires familiales a également été retenu pour les appels interjetés contre les décisions de ce dernier.

Une autre particularité de la procédure devant le juge aux affaires familiales est que la fixation des affaires est encadrée dans des délais restreints. Le texte entend par ce moyen garantir que les litiges dont est saisi le juge aux affaires familiales sont exposés et toisés dans les plus brefs délais. Le contentieux du droit familial concerne par essence des situations familiales très difficiles et il est dans l'intérêt des familles, et surtout des enfants, d'avoir des réponses judiciaires rapides aux litiges qui se posent au sein des familles.

Les parties sont convoquées par le greffe du tribunal d'arrondissement dans un délai de quinzaine à partir du dépôt de la requête. Les requêtes sont ensuite fixées dans un délai d'un mois à compter du jour de la convocation.

Ces délais permettent également d'éviter que des situations de fait ne s'installent. Ce risque existe surtout en matière d'exercice du droit de visite et d'hébergement où il arrive fréquemment que le parent auprès duquel l'enfant demeure habituellement refuse de remettre l'enfant à l'autre parent sous prétexte qu'aucun droit de visite n'a été fixé judiciairement. Dans ces situations, il y a urgence de convoquer les parents pour éviter une rupture des liens entre l'enfant et le parent auprès duquel l'enfant ne réside pas habituellement.

Il a en outre été décidé d'introduire une procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales. En cas d'urgence absolue qui doit être précisée dans la requête, une partie peut former une requête en référé exceptionnel afin d'obtenir des mesures provisoires. Est par exemple visée la situation de séparation d'un couple où l'une des parties se retrouve sans aucune ressource financière.

1.4. Des audiences en chambre du conseil

Le texte du projet de loi entend également renforcer le rôle conciliateur des juges aux affaires familiales sans pour autant se substituer à la médiation familiale qui existe actuellement et dont les bénéfices ne sont plus à prouver. Comme les parties sont obligées de se présenter personnellement devant le juge aux affaires familiales, la mission du juge aux affaires familiales ne se limite pas seulement à écouter les parties et à rendre par la suite un jugement.

Une autre particularité des audiences des juges aux affaires familiales est qu'en principe elles se déroulent en chambre du conseil et ne sont donc pas publiques. Le Gouvernement entend par cette disposition protéger la vie privée et familiale des parties et notamment celle des enfants concernés par la procédure.

Le principe de la publicité des débats est consacré par l'article 88 de notre Constitution ainsi que par l'article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme. D'un autre côté le respect de la vie privée et familiale constitue également un droit fondamental garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Le projet de loi met donc en balance d'un côté le principe de droit fondamental de la publicité des débats et de l'autre le droit fondamental du respect de la vie privée et familiale et a fait le choix de faire prévaloir le droit au respect de la vie privée et familiale.

Dans la mesure où toutes les attributions des juges aux affaires familiales ont trait à la vie privée et familiale des citoyens et concernent très souvent les intérêts de mineurs, le Gouvernement estime que la tenue à huis clos des audiences devant les juges aux affaires familiales est judicieuse.

Cependant, même si le principe général applicable aux audiences des juges aux affaires familiales est la tenue des audiences à huis clos, le juge aux affaires familiales peut, de sa propre initiative ou sur demande d'une des parties, ordonner la publicité des débats.

1.5. Les droits des mineurs renforcés

Diverses organisations qui travaillent dans le domaine de la protection des droits des enfants tant au niveau national qu'au niveau international plaident depuis longtemps pour un accès plus direct des mineurs aux juridictions pour les sujets les concernant immédiatement. Il a dès lors été décidé d'introduire la possibilité pour un mineur de s'adresser directement au juge aux affaires familiales.

Lorsque le mineur écrit au juge aux affaires familiales pour demander une modification de l'autorité parentale ou du droit de visite et d'hébergement le concernant, le juge aux affaires familiales procède à la nomination d'un avocat pour représenter le mineur.

Lorsque le mineur dispose déjà d'un avocat qui lui a été nommé, par exemple lors de la procédure de divorce de ses parents, la demande du mineur est immédiatement communiquée à cet avocat.

Il appartient ensuite à l'avocat du mineur d'introduire une requête conformément aux demandes du mineur. L'introduction de la fonction de juge aux affaires familiales engendre nécessairement une importante réorganisation judiciaire.

1.6. Une réorganisation au sein de la magistrature

Il est difficile d'évaluer la charge de travail que devront gérer les futurs juges aux affaires familiales, étant donné que les attributions du juge aux affaires familiales se trouvent actuellement éparpillées entre différentes juridictions. Cependant, on peut estimer qu'actuellement environ onze magistrats remplissent les attributions qui sont censées revenir à l'avenir au juge aux affaires familiales. Parmi ces onze magistrats huit sont déjà affectés au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Il est encore plus difficile d'évaluer le nombre de magistrats remplissant à l'heure actuelle, au tribunal d'arrondissement de Diekirch, les attributions devant être remplies à l'avenir par le juge aux affaires familiales, dans la mesure où ces magistrats siègent dans différentes matières. D'après une évaluation prudente, deux magistrats connaissent actuellement à plein temps des affaires devant relever du juge aux affaires familiales.

Lorsqu'il s'agit de prévoir le nombre de juges aux affaires familiales nécessaires pour remplir

toutes les missions qui lui seront conférées par le présent projet de loi, il faut tenir compte de plusieurs éléments.

La procédure devant le juge aux affaires familiales sera dans une très large mesure orale et se déroulera en présence des parties et le cas échéant de leurs avocats. Le juge aux affaires familiales ayant une mission générale de conciliation des parties doit s'entretenir avec chacune des parties afin de se faire une idée d'ensemble du litige qui oppose les parties et de recueillir les points de vue de chacune d'elles. Cette façon de procéder implique nécessairement un temps d'audience plus long, mais évitera de faire durer la procédure par un échange de corps de conclusions écrites. À cela s'ajoute que le projet de loi crée des délais maximaux endéans lesquels les affaires doivent être fixées à une audience du juge aux affaires familiales.

Outre une réorganisation des postes actuels, neuf nouveaux postes de magistrats seront créés afin d'assumer la fonction de juge aux affaires familiales, un poste de juge des tutelles existant sera converti en juge aux affaires familiales et un poste supplémentaire de conseiller aux affaires familiales sera créé à la Cour d'appel.

2. La réforme du divorce

En matière de divorce, la modernisation du droit de la famille se traduit principalement par la mise en place de règles visant une pacification des relations entre les conjoints par l'introduction du principe de l'autorité parentale conjointe ainsi que par des dispositions promouvant un traitement équitable des conséquences économiques du divorce.

Par ailleurs, outre la simplification des procédures déjà apportée par l'introduction du juge aux affaires familiales, les règles procédurales applicables au divorce subissent des adaptations supplémentaires permettant de tenir compte des exigences particulières de la matière.

2.1. L'abolition du divorce par faute

Parmi les principales modifications proposées par le projet de loi, il convient de citer en premier lieu l'abolition du divorce pour faute. Le divorce pour faute est en effet une forme de divorce particulièrement contentieuse, source de combats judiciaires longs et destructeurs. L'obligation d'établir la faute de l'autre a des effets néfastes sur les relations entre les conjoints, mais également sur celles avec les membres de la famille élargie et les amis éventuellement appelés à témoigner. Mais ce sont surtout les enfants, entraînés dans le combat de leurs parents, qui en sont les principales victimes. L'abolition du divorce pour faute doit permettre une pacification des relations entre les conjoints, tant pendant la procédure qu'après le prononcé du divorce, notamment dans l'intérêt des enfants communs.

Ainsi, le projet de loi ne prévoit dorénavant plus que deux types de divorce, à savoir le divorce par consentement mutuel et le divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales. Cette nouvelle forme de divorce doit permettre une dissolution du mariage sur des bases plus objectives, indépendamment de la preuve d'une quelconque faute. La rupture irrémédiable est un fait objectif qui est établi soit par l'accord des deux conjoints sur le principe du divorce, soit par la demande réitérée d'un conjoint sur une période déterminée. Ainsi, lorsque le conjoint défendeur conteste la rupture irrémédiable, la surséance à la procédure peut être ordonnée pour une période maximale de trois mois, renouvelable une fois. Si le conjoint ayant demandé le divorce persiste à l'issue de cette période, le divorce est prononcé.

La preuve d'un quelconque manquement de l'un des conjoints n'est donc plus requise. Ceci aura pour effet d'éviter les combats destructeurs visant à établir les torts respectifs des conjoints et de dédramatiser et d'accélérer la procédure.

Bien que la notion de faute soit abandonnée comme cause de divorce, certains comportements sont néanmoins considérés comme tellement graves qu'il ne peut pas en être fait complètement abstraction dans le cadre des effets du divorce. Les comportements visés sont certaines infractions pénales limitativement énumérées, commises à l'encontre du conjoint ou d'un enfant vivant au même foyer, respectivement la tentative de commettre une telle infraction: attentat à la pudeur, viol, coups et blessures volontaires, homicide et lésions corporelles volontaires, meurtre, assassinat, infanticide et empoisonnement.

Il y a lieu de noter que la commission d'une de ces infractions par l'un des conjoints ne donne pas lieu à un cas d'ouverture du divorce distinct, mais elle est prise en compte au niveau des conséquences du divorce. Le conjoint auteur d'une de ces infractions ne peut pas se voir attribuer de pension alimentaire et perd les avantages matrimoniaux éventuellement accordés antérieurement par le conjoint victime.

L'abandon du divorce pour faute soulève également la question de l'opportunité de maintenir les dispositions actuelles relatives aux devoirs du mariage. En vertu de l'actuel article 212 du Code civil, «les conjoints se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance».

Avec l'abandon du divorce pour faute, il serait envisageable de supprimer le devoir de fidélité. En effet, tel qu'indiqué ci-dessus, la rupture irrémédiable est un fait objectif qui est établi soit par l'accord des deux conjoints sur le principe du divorce, soit par la demande réitérée d'un conjoint. L'adultère n'a donc plus de pertinence en tant que cause de divorce. Dans la suite de l'abolition du divorce pour faute, les conséquences du divorce sont également détachées de toute notion de faute (sauf le cas particulier de certaines infractions pénales). Ainsi, l'adultère n'est plus sanctionné dans le cadre du divorce, ni au niveau de la cause du divorce, ni au niveau de ses conséquences.

Le projet de loi opte néanmoins pour le maintien du devoir de fidélité comme devoir du mariage. En effet, la fidélité est traditionnellement considérée comme participant de l'essence même du mariage et le fait que l'adultère n'est plus sanctionné dans le cadre du divorce, ne s'oppose pas en soi au maintien de la fidélité comme devoir du mariage.

2.2. Les conséquences du divorce

2.2.1.1. Les enfants

En second lieu, du fait de la réforme de l'autorité parentale opérée par le présent projet de loi, l'autorité parentale conjointe devient dorénavant la règle, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant. Ce principe s'applique tant aux enfants de parents divorcés qu'aux enfants de parents séparés non mariés. Concernant le divorce, le projet de loi ne prévoit donc plus de régime spécifique relatif à l'attribution et aux modalités d'exercice de l'autorité parentale et à la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants, mais renvoie aux règles générales de l'autorité parentale.

Parmi les dispositions du projet de loi relatives aux conséquences du divorce ayant trait aux enfants, l'on peut encore citer l'introduction de la possibilité pour le juge d'attribuer, sous certaines conditions et pour une durée limitée de deux ans maximum, la jouissance du logement familial au conjoint auprès duquel vivent un ou plusieurs enfants communs âgés de moins de douze ans révolus. La considération de l'intérêt des enfants est à la base de cette disposition, dont l'objectif est d'éviter d'arracher trop subitement de leur environnement familier de jeunes enfants, déjà confrontés à la rupture familiale.

2.2.1.2. Les conséquences économiques

En troisième lieu, le projet de loi propose des mesures visant à promouvoir un traitement équitable des conséquences économiques du divorce. Les dispositions relatives à la pension alimentaire, qui peut être due entre conjoints, s'inscrivent dans cet objectif. Elles visent à accorder plus de flexibilité au juge dans la fixation du montant de cette pension afin de lui permettre de tenir compte de la situation concrète des conjoints tout en les encourageant à rechercher leur indépendance économique après le divorce.

Ainsi, si le principe est maintenu selon lequel la pension est fixée selon les besoins du créancier et dans la limite des facultés contributives du débiteur, les besoins au sens du projet de loi ne se définissent pas simplement comme le minimum nécessaire à la survie. La répartition des tâches et le mode de vie des conjoints durant le mariage peuvent avoir des conséquences économiques à long terme, dont il convient de tenir compte dans la détermination des besoins. Alors qu'actuellement les juges n'ont que peu de latitude pour tenir compte de ces éléments, le projet de loi énumère expressément certains critères à prendre en compte visant à mieux refléter la situation concrète des conjoints, sans pour autant résulter dans un maintien du niveau de vie antérieur au divorce.

Le projet de loi fixe ainsi une liste de critères dont le juge doit tenir compte pour la détermination des besoins et des ressources des conjoints: l'âge et l'état de santé des conjoints, la durée du mariage, le temps déjà consacré ou qu'il faudra consacrer à l'éducation des enfants, la qualification et la situation professionnelles des conjoints au regard du marché du travail, leur disponibilité pour de nouveaux emplois, leurs droits existants et prévisibles, et leur patrimoine, tant en capital qu'en revenu, après la liquidation du régime matrimonial.

Il convient de souligner que tant l'octroi de la pension alimentaire que son montant sont donc indépendants de toute notion de faute (sauf le cas exceptionnel de la condamnation d'un conjoint du fait de certaines infractions pénales commises contre l'autre conjoint, privant l'auteur de l'infraction de tout droit à une pension alimentaire).

D'autre part, la période durant laquelle un conjoint peut bénéficier d'une pension alimentaire se trouve dorénavant limitée. En effet, le projet de loi prévoit que la durée d'attribution de la pension alimentaire ne peut, sauf circonstances exceptionnelles, être supérieure à la durée pendant laquelle les conjoints divorcés étaient mariés. Cette disposition doit encourager les conjoints à (re)trouver d'autres sources de revenus, tout en reconnaissant les difficultés qu'auront en pratique des conjoints ayant réduit ou cessé leur activité professionnelle pendant une longue durée, à retrouver une occupation à plein temps.

Ensuite, en matière de droits de pension, le projet introduit la possibilité pour un conjoint ayant cessé ou réduit son activité au cours du mariage d'effectuer un achat rétroactif auprès du régime général d'assurance pension.

En cas d'abandon ou de réduction de l'activité professionnelle par un conjoint au cours du mariage, il importe de tenir compte des lacunes qui en résultent au niveau de la carrière d'assurance pension pour éviter que ce conjoint ne soit défavorisé face à l'autre conjoint qui a profité lui aussi de cet abandon ou de cette réduction sans que ceci n'ait un impact sur sa propre carrière d'assurance pension.

Ainsi, dans le cadre de la liquidation et du partage des biens communs ou indivis, un montant de référence visant à contrebalancer ces lacunes entre en ligne de compte.

2.3. Des procédures simplifiées

En quatrième lieu, les règles procédurales du divorce, notamment celles applicables au divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales, sont réformées en profondeur afin de mettre en place une procédure rapide et flexible qui met l'accent sur la recherche de solutions consensuelles.

La demande de divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales est introduite par requête. L'assistance d'un avocat à la Cour est obligatoire.

La procédure devant le juge aux affaires familiales est enfermée dans des délais stricts. L'objectif est d'assurer que les dossiers soient traités rapidement, afin d'éviter que les conflits ne s'enlisent et que des situations de fait ne s'installent. Ainsi, la première audience doit être fixée au plus tard sept semaines après l'introduction de la demande de divorce. De même, tout au long de la procédure des délais précis sont prévus pour l'accomplissement des diverses étapes.

Le juge aux affaires familiales est appelé à jouer un rôle important dans la nouvelle procédure qui, dans une première phase, est une procédure orale. Le caractère oral doit faciliter l'échange entre les parties et le juge, ce qui doit permettre à ce dernier de mieux identifier tant les points conflictuels que les terrains d'entente potentiels. Le recours à la médiation est facilité par des aménagements apportés à la procédure. Des conclusions écrites pourront être versées dans une deuxième phase, lorsque des difficultés subsistent. Les parties seront assistées tout au long de la procédure par leurs avocats, qui continueront à jouer un rôle clef dans la défense des intérêts de celles-ci. La procédure en appel est également orale avec, là encore, la possibilité de verser des conclusions écrites dans une deuxième phase.

Enfin, dernière innovation, les mesures provisoires et le fond seront dorénavant toisés par le même juge, dans le cadre de la même instance. Ceci permet de gagner en efficacité et en rapidité dans la mesure où un seul et même juge est saisi et facilite en même temps les démarches pour le justiciable.

La procédure de divorce par consentement mutuel prévue par le projet de loi reste largement similaire au divorce par consentement mutuel tel qu'il existe actuellement. À noter toutefois que la deuxième comparution est supprimée. Il s'est avéré en pratique que l'introduction d'une demande de divorce par consentement mutuel, qui suppose la rédaction préalable d'une convention de divorce, est l'aboutissement d'un processus qui a permis aux conjoints de prendre conscience de toutes les implications de leur démarche et de s'informer en conséquence. Il paraît ainsi inutile de prolonger la procédure par l'exigence d'une deuxième comparution, ceci d'autant plus que le projet de loi introduit une sauvegarde supplémentaire en exigeant désormais que la convention soit rédigée par un professionnel, avocat ou notaire.

Concernant le divorce par consentement mutuel, on peut encore souligner que le projet de loi prévoit que la convention de divorce sera dorénavant homologuée par le tribunal. Elle fera ainsi partie intégrante de la décision de divorce. Ceci facilitera la reconnaissance et l'exécution, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, non seulement de la décision ayant prononcé le divorce, mais également des mesures contenues dans la convention des parties telle qu'homologuée par le tribunal et notamment celles concernant l'autorité parentale et le droit de visite et d'hébergement des enfants. Ainsi, cette convention de divorce sera considérée comme «décision» au sens des textes internationaux ou européens, tel le règlement (CE) n°2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n°1347/2000.

3. La réforme de l'autorité parentale

Les actuelles dispositions légales en matière d'autorité parentale ne reflètent plus la réalité de la société luxembourgeoise. Au moment de la rédaction des dispositions légales actuellement en vigueur, la très grande majorité des enfants étaient nés de parents mariés. Désormais, le mariage est concurrencé par d'autres formes d'union.

En outre, les dispositions des articles 302 alinéa 1er, 378 alinéa 1er et 380 alinéa 1er du Code civil relatives à l'autorité parentale ont été déclarées inconstitutionnelles par la Cour constitutionnelle par un arrêté du 26 mars 1999. Les objectifs de la réforme des dispositions légales relatives à l'autorité parentale sont dès lors multiples.

3.1. Le principe de la coparentalité établi en règle

Le projet de loi introduit le principe selon lequel les parents, qu'ils soient mariés ou non, exercent en commun l'autorité parentale à l'égard de leur enfant. La notion même d'autorité parentale a été précisée à l'endroit de l'article 372. L'autorité parentale est désormais définie comme étant «un ensemble de droits et devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant».

Actuellement, les règles d'attribution de l'autorité parentale varient en fonction du statut matrimonial des parents. Pour les enfants nés dans le mariage, l'autorité parentale est exercée conjointement par les deux conjoints. Par contre, pour les enfants nés hors mariage, l'actuel article 380 du Code civil dispose que même si les deux parents ont reconnu l'enfant, la mère exerce seule l'autorité parentale, sauf déclaration conjointe des parents devant le juge des tutelles ou décision judiciaire ordonnant l'exercice conjoint de l'autorité parentale. Cette disposition légale a été déclarée comme étant contraire à l'article 11 (2) de la Constitution par la Cour constitutionnelle dans l'arrêt précité.

Le principe de l'exercice commun de l'autorité parentale a comme conséquence qu'en principe l'accord des deux parents est nécessaire pour tous les actes usuels et non usuels qui relèvent de l'autorité parentale. Cependant, lorsqu'un des parents prend une décision qualifiée d'acte usuel, l'accord de l'autre parent est présumé, contrairement aux actes non usuels pour lesquels l'accord de l'autre parent n'est pas présumé.

En cas de désaccord des parents sur une décision à prendre, chaque parent est libre de saisir le juge aux affaires familiales qui devra alors trancher en fonction de ce que l'intérêt de l'enfant exige.

Le texte retient également l'obligation pour chaque parent de contribuer à l'entretien et à l'éducation des enfants dans le Code civil. Cette obligation n'est pas liée à l'exercice de l'autorité parentale mais au fait d'être parent.

Le corollaire du principe de la coparentalité est que la séparation des parents est sans incidence sur le principe de l'exercice conjoint de l'autorité parentale. Ce principe s'applique tant aux parents mariés, divorcés, séparés ou qui étaient liés par un partenariat. Le projet de loi introduit un régime uniforme d'organisation des modalités d'exercice de l'autorité parentale.

Après la séparation des parents, en écho avec l'article 9-3 de la Convention internationale des droits de l'enfant, est affirmé le droit de l'enfant au maintien des liens avec ses deux parents, tandis que chacun des parents a l'obligation de maintenir les relations personnelles avec l'enfant. En outre, chacun des parents a l'obligation de respecter les relations personnelles de l'enfant avec l'autre parent, et ce malgré la séparation. Cette règle s'applique non

seulement au parent avec lequel l'enfant réside habituellement mais aussi au parent avec lequel l'enfant ne vit pas habituellement ou au parent qui ne dispose pas de l'autorité parentale.

3.2. L'autorité parentale en cas de séparation des parents

Le projet de loi entend favoriser les accords entre les parents surtout en cas de séparation et ce conformément au concept de la coparentalité. Il appartient tout d'abord aux parents de rechercher un accord sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale. Les parents peuvent formaliser leur accord dans une convention qui peut, à leur demande, être homologuée par le juge aux affaires familiales.

Dans la poursuite de l'objectif de modernisation du droit de famille, la possibilité de fixer la résidence de l'enfant alternativement au domicile de chacun des parents est introduite. La résidence alternée n'impose pas un partage strictement égal du temps de résidence de l'enfant au domicile de chacun des parents.

Si l'exercice conjoint de l'autorité parentale des parents après leur séparation est le principe, le juge aux affaires familiales peut néanmoins décider d'attribuer l'exercice de l'autorité parentale à un seul parent, lorsque l'intérêt de l'enfant l'exige. Le parent qui n'exerce pas ou partiellement l'autorité parentale garde cependant en principe un droit de visite et d'hébergement, sauf lorsque des motifs graves s'y opposent.

Concernant l'exercice du droit de visite et d'hébergement, le législateur a souhaité consacrer une pratique qui existe déjà actuellement, à savoir que le droit de visite peut, lorsque l'intérêt de l'enfant le commande ou lorsque la remise directe de l'enfant présente un danger, s'exercer dans un espace de rencontre ou en présence d'une tierce personne.

Le juge aux affaires familiales doit prendre toutes les mesures pour assurer que la séparation des parents n'aboutisse pas à une séparation de l'enfant avec l'un de ses parents. L'enfant est en droit de garder des liens personnels et effectifs avec chacun de ses parents.

Afin de prévenir les enlèvements internationaux d'enfants ou les cas de non-retour d'enfants après l'exercice d'un droit de visite et d'hébergement, le Gouvernement a décidé d'introduire la possibilité pour le juge aux affaires familiales d'ordonner, dans des circonstances exceptionnelles, l'inscription dans le passeport de l'enfant de l'interdiction pour celui-ci de quitter le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sans l'autorisation des deux parents.

Le législateur a en outre décidé d'élargir le champ des personnes pouvant demander un droit de visite, voire un droit d'hébergement à des tiers qui ne sont pas nécessairement des membres de la famille de l'enfant.

Le projet de loi introduit également une nouvelle mesure visant à faciliter la vie quotidienne des familles recomposées par la création d'un mandat d'éducation quotidienne. Chacun des parents peut donner, avec l'accord de l'autre parent, un mandat d'éducation quotidienne à son conjoint ou partenaire lié par un partenariat avec lequel il vit de manière stable. Ce mandat permet au mandataire d'accomplir les actes usuels, et ces seuls actes, de l'autorité parentale. Il s'agit d'une mesure facultative qui est destinée à encourager les parents à se concerter sur l'organisation quotidienne de la vie de leur enfant.

L'intitulé actuel du Chapitre IV, du Livre 1er, Titre IX du Code civil «De la déchéance de l'autorité parentale» est modifié en remplaçant le terme «déchéance» par «retrait» qui est un terme plus neutre. Les dispositions relatives au retrait de l'autorité parentale ont été légèrement adaptées sans pour autant modifier l'esprit de ces articles.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.05.2016
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):

07.12.2016	Désignation d'un rapporteur
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
15.11.2017	Présentation d'amendements gouvernementaux
28.02.2018	Organisation des travaux
06.03.2018	Examen des articles
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation d'une série d'amendements parlementaires
13.03.2018	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
	Continuation des travaux
14.03.2018	Continuation des travaux
	Examen des dispositions applicables à la procédure de divorce
	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
21.03.2018	Continuation des travaux
22.03.2018	Continuation des travaux
23.03.2018	Continuation des travaux
27.03.2018	Continuation des travaux
28.03.2018	Continuation des travaux
	Examen des dispositions relatives à l'autorité parentale conjointe
16.04.2018	Examen des dispositions liées au droit de la sécurité sociale
	Examen des dispositions du Titre V du projet de loi
18.04.2018	Continuation des travaux
	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
09.05.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
06.06.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018
Loi du 27 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°589, page 1

Espèces exotiques envahissantes

7205 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes

Le projet de loi a pour objet de préciser les modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes qui relèvent des États membres de l'Union européenne. Le règlement européen en question établit des règles pour prévenir, réduire au minimum et atténuer les effets néfastes des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité et les services écosystémiques associés, tout comme sur la santé humaine et la sécurité, ainsi que pour réduire leurs incidences sociales et économiques. Il définit une série de mesures préventives et curatives qui s'appliquent pour tout organisme repris sur la liste d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne (ou liste européenne).

Cette liste constitue l'élément central du règlement européen car la plupart des obligations qu'il prescrit s'y réfèrent directement. Elle peut inclure des espèces encore absentes du territoire européen comme des espèces plus largement répandues. Seules celles qui sont considérées comme très néfastes pour l'environnement et dont l'impact peut être atténué moyennant une action concertée en Europe y sont reprises ou pourraient être reprises. Une première liste de 37 espèces a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne en date du 13 juillet 2016. Les États membres sont tenus de réaliser une cartographie dynamique détaillée des différentes espèces de la liste européenne présentes sur leur territoire.

Le projet de loi détermine l'autorité compétente pour coordonner l'exécution du règlement et les administrations chargées de la mise en œuvre pratique; il prévoit un régime de permis; il précise les mesures administratives ainsi que les conditions et modalités de recherche et de constatation des infractions de même que les sanctions pénales. Le projet de loi introduit la constitution de partie civile des associations écologiques agréées et réglemente la participation du public lors de la mise en place des plans d'action et des mesures de gestion.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.11.2017
Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

02.05.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018
Loi du 2 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°553, page 1

Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch

7211 - Projet de loi relatif à la rénovation et extension du Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch

Le projet de loi a pour objet le financement de la rénovation et de l'extension du Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch. Étant donné que ces travaux se chiffrent à une dépense de 47.500.000 euros, l'intervention du législateur s'impose, ceci conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État qui dispose qu'une dépense dépassant la limite des 40.000.000 euros doit être autorisée par voie législative.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

03.05.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018

Protection des espèces de faune et de flore sauvages

7219 - Projet de loi

1° concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) n°338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce;

2° abrogeant les articles 2 à 12 de la loi modifiée du 19 février 1975 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973

Le projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) n°338/97 du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce s'impose afin de tenir compte de la vingtaine de modifications du règlement européen intervenues depuis son entrée en vigueur.

Le règlement européen concerne la mise en œuvre dans l'Union européenne de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), conclue à Washington le 3 mars 1973, et dont l'objectif est de réglementer le commerce des spécimens de ces espèces afin de ne pas mettre davantage leur survie en danger et de n'autoriser leur commerce que dans des circonstances exceptionnelles.

Le Luxembourg a ratifié ladite convention par la loi modifiée du 19 février 1975. Cet acte de ratification a été complété en 1989 par une série de dispositions issues des efforts de coordination des politiques environnementales de la Communauté économique européenne afin de faire face aux difficultés et aux divergences d'application de la convention dans les pays de la CEE qui l'avaient ratifiée à ce moment.

L'Union européenne a contribué à l'harmonisation et au renforcement de l'application de la convention sur son territoire par l'adoption du règlement (CE) n°338/97 ainsi que par l'adoption du règlement (CE) n°865/2006.

Même si les réglementations européennes ont été adaptées à maintes reprises depuis leur adoption, la législation luxembourgeoise en la matière n'a guère évolué depuis 1989. C'est dès lors par le biais du projet de loi sous rubrique instaurant une nouvelle loi réglant les modalités d'application et les sanctions des règlements européens précités que les auteurs visent à mettre à jour la législation en la matière afin de contribuer efficacement aux objectifs de la convention.

Ainsi, le projet de loi désigne l'autorité compétente et les autorités de gestion et prévoit la désignation d'une autorité scientifique néces-

saire pour la bonne application du règlement européen et de la convention. Il prévoit un régime de permis, il précise les mesures administratives ainsi que les conditions et modalités de recherche et de constatation des infractions de même que les sanctions pénales.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 13.12.2017
Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

02.05.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018
Loi du 9 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°571, page 1

Lettres de gage «énergies renouvelables»

7232 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'apporter certaines modifications à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier afin d'y introduire une nouvelle catégorie de lettres de gage, la lettre de gage «énergies renouvelables».

La «Luxembourg Green Exchange» de la bourse luxembourgeoise est la première plateforme mondiale dédiée exclusivement à la finance verte. Elle cote actuellement plus de la moitié des obligations vertes du monde. La nouvelle lettre de gage énergies renouvelables est le premier instrument financier dont les critères de durabilité sont fixés par un cadre légal.

La présente loi en projet représente ainsi un premier point de référence sur un marché jusqu'à présent dépourvu de définition claire de la notion de projet «vert». Elle facilite le financement de la réalisation de projets générateurs d'énergies renouvelables et vise de cette manière à stimuler l'implantation et l'émergence d'initiatives dans ce secteur.

Le projet de loi s'inscrit dans une série d'efforts du Luxembourg de développer davantage le secteur. Par ces efforts, le Luxembourg démontre l'importance qu'il accorde au développement durable et à l'atteinte de ses objectifs climatiques. Parallèlement, outre l'aspect environnemental, le développement du secteur de la finance verte fait partie de la stratégie de diversification de la place financière et de l'économie luxembourgeoise. Le projet de loi introduit un nouveau produit financier d'un standard très élevé qui complète la gamme des produits à disposition sur le marché luxembourgeois. En même temps, il témoigne également de l'esprit innovateur du Luxembourg en la matière.

Finalement, suivant les recommandations de l'Autorité bancaire européenne (ABE), le projet de loi modifie encore ponctuellement certaines dispositions générales du régime des banques d'émission de lettres de gage.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.01.2018
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

17.04.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
05.06.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2018
Loi du 22 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°521, page 1

Lycée à Mondorf-les-Bains

7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification

1° de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster;

2° de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux;

3° de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

Suite à la création de l'École internationale de Differdange (EID) en 2016 et son extension à Esch-sur-Alzette, le présent projet de loi propose d'enrichir, d'étendre et de décentraliser l'offre européenne publique par la mise en place de trois nouvelles écoles européennes agréées dans l'est (Mondorf-les-Bains et Junglinster) et le nord (Clervaux) du pays.

L'offre scolaire de ces écoles européennes ne s'adresse non seulement aux élèves résidents qui désirent bénéficier d'un enseignement varié sur le plan linguistique et culturel, mais également aux jeunes qui ne résident que temporairement au Grand-Duché.

Les nouvelles écoles européennes susmentionnées fonctionnent selon les principes d'une école européenne agréée. Liées au système des écoles européennes par une convention d'agrément, elles offrent un enseignement qui correspond aux exigences pédagogiques fixées pour les écoles européennes, mais dans le cadre des réseaux scolaires nationaux.

Selon les besoins et les infrastructures disponibles, l'offre scolaire des écoles européennes comporte:

- le cycle de deux années de l'enseignement «early education - maternel» européen;

- le cycle de cinq années de l'enseignement primaire européen;

- le cycle de sept années de l'enseignement secondaire européen.

Les écoles européennes agréées offrent au moins deux sections linguistiques choisies parmi la section anglophone, la section francophone et la section germanophone. Les élèves choisissent donc la section linguistique selon l'offre proposée dans les différentes écoles:

- le Lënster Lycée offre une section anglophone et une section germanophone;

- le Lycée Edward Steichen offre une section francophone et une section germanophone;

- le Lycée Mondorf-les-Bains offre les trois sections linguistiques, à savoir une section germanophone, une section anglophone et une section francophone.

La formation est sanctionnée par un baccalauréat européen, reconnu comme titre permettant l'admission à l'enseignement supérieur dans tous les pays de l'Union européenne ainsi que dans plusieurs autres pays.

Il est prévu que l'école européenne agréée à Clervaux accueillera dans les années à venir quelque 300 élèves dans les classes de l'enseignement secondaire européen ainsi que quelque 300 élèves dans les classes de l'enseignement maternel et primaire européen. L'école européenne agréée à Junglinster accueillera quelque 500 élèves dans les classes de l'enseignement secondaire européen ainsi que quelque 150 élèves dans les classes de l'enseignement primaire et maternel européen. L'école européenne agréée à Mondorf-les-Bains accueillera au total quelque 1.500 élèves.

Le présent projet de loi fournit également la base légale pour la création d'un nouveau lycée sur le territoire de la commune de Mondorf-les-Bains.

Le projet de l'implantation et de la construction d'un nouveau lycée est fondé sur le rapport concernant le plan directeur sectoriel «Lycées» et vise à remédier au vide scolaire dans la région sud-est du pays.

Le lycée sera doté d'un internat, qui, selon les auteurs du projet de loi, répondra à deux types de besoins. Le premier est lié à l'éloignement et le second est lié à des conditions d'apprentissage compliquées par la situation familiale (activités professionnelles des parents, circonstances familiales difficiles pour le jeune...).

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 31.01.2018
Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

16.05.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2018
Loi du 13 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°652, page 1

Articles pyrotechniques

7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

L'article unique du projet de loi vise à modifier la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques.

La loi à modifier catégorise, dans son article 6, les artifices de divertissement en quatre groupes (F1 à F4). Les articles de la dernière catégorie (F4) présentent un risque élevé et ne sont destinés qu'à être utilisés par des personnes ayant des connaissances particulières. L'article 7 de cette même loi exige de l'utilisateur des articles de la catégorie F4 d'être en possession d'un «titre de compétence» délivré par l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Toutefois, dans la procédure d'autorisation des établissements classés, également les artifices de la catégorie F3 ne peuvent être vendus qu'à des personnes ayant suivi une formation dont le diplôme doit être reconnu par l'ITM. Cette procédure n'a cependant pas de valeur juridique.

La modification projetée vise donc à adapter la loi précitée du 27 mai 2016 à la procédure d'autorisation des établissements classés suivie par l'ITM, de sorte à traiter, à l'instar de ce qui se fait déjà en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne, les artifices de divertissement de la catégorie F3 de la même manière que les artifices de catégorie F4.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 15.03.2018
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

19.04.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2018
Loi du 27 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°540, page 1

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 39

MERCREDI,
6 JUIN 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, Député de 1994 à 2013

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 7308 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

- *Déclaration de recevabilité*

5. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la politique européenne de commerce et notamment des accords de libre-échange ainsi que sur la situation actuelle en matière d'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par les États-Unis

et

Question parlementaire n°3844 de M. Laurent Mosar relative à la mise en place annoncée par le président américain de barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie au 1er juin 2018

- *Exposé: M. Alex Bodry*
- *Débat: M. Laurent Mosar, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. Marc Baum (dépôt d'une motion)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

7. 6994 - Projet de loi sur la protection des animaux

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Edy Mertens, Mme Cécile Hemmen, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding (intervention de M. Alex Bodry), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7153 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et

2° de certaines dispositions du Code civil

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres; Mme Francine Closener et M. Guy Arendt, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat d'Sëtzung op. Gudde Mëtteg.

2. Hommage à la mémojre de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, Député de 1994 à 2013

An ech fänke mat engem Punkt op der Dagesuerdnung un, dee mer eis alleguer ganz gär erspuert hätten. Kolleeginnen a Kolleegen aus der Regierung an der Chamber, léif Famill a Frënn vum Camille Gira, wéi Dir och hunn ech grouss Schwieregkeeten, mech domat ofzefannen, dass eise Kolleeg a Frënd, de Statssekretär Camille Gira beim Debat iwwert dat neit Naturschutzgesetz, dat seng Handschrëft dréit, virun eisen Aen zesummegebrach ass a mir e puer Stonnen duerno d'Noriicht vu sengem Doud kruten.

Esou no kënne Freed - d'Satisfaktioun, dat wichtegt Gesetz an d'Plenière bruecht ze hunn - a Leed - dem Camille säi leschte Kampf - beieneeleien.

Mir waren all geschockt, wéi eise Kolleeg matzen a senger Antwert huet missen ophalen. An dach huet dëst Haus, Dir all an eist Personal, an deenen dramatesche Momenter eng exemplaresch Solidaritéit an Empathie gewisen: eis Dokteren, den Här Alexander Krieps an den Här Edy Mertens, déi alles gemaach hunn, fir de Camille erëmzekréien - Merci Alexander an Edy, och vum Simone, dem Camille senger Fra, an de Bouwen -, seng engste Frënn a Kolleegen, déi net vun em gewach sinn, a mir all, déi d'Chamber net verlooss hunn, obwuel d'Sëtzung definitiv ënnerbrach war. Jiddweree vun eis huet a Gedanke matugepaakt, fir dem Camille säin Häerz erëm un d'Schloen ze brëngen.

Ech wäert elo net probéieren, hien an all senge Facetten hei duerzestellen. Dat hunn anerer, déi de Camille besser kannt hu wéi ech, op eng berëierend Aart a Weis an deene leschte Woche gemaach. Ech wëll awer hei kuerz op säi Liewen, säi Schaffen a säi Schafen agoen.

De Camille war vu Beruff Fluchlotse, e Beruff, dee vill Disziplinn verlaangt a wéineg Kompromësser zouléisst. De Camille sollt säi Liewe laang och e Stéck Lotse bleiwen. Hien huet sech fréi an der Politik engagéiert an ass 1982 mat 23 Joer Schäffen a senger Gemeng Biekerech ginn. 1990 gouf de Camille Gira Buergermeeschter. Hie war deen éischte grénge Buergermeeschter hei am Land an huet seng Gemeng wéi keen anere gepräägt. 1994 ass hie fir d'éischte Kéier an d'Chamber gewielt an duerno véiermol erëmgewielt ginn. De 4. Dezember 2013 ass de Camille Gira Statssekretär am Nohaltegkeetsministère ginn.

Wärend sengen 20 Joer als Deputéierte war hien ënner anerem President vun der Kontekommissioun, Vizepresident vun der Émweltkommissioun a Vizepresident vun der Kommissioun fir nohalteg Entwécklung. Biergerbedeelegung war dem Camille wichteg, a senger Gemeng, mä och regional an national. Als President vun der Petitiounskommissioun ass hien ee vun de Pappe vun der elektronescher Petitioun.

De Camille Gira war fir vill Leit e Virbild. Hie war en Iwwerzeegten a konnt iwwerzeegen. Hien ass kenger Diskussioun aus dem Wee gaangen, et konnt ee mat him schwätzen, et konnt ee mat him streiden. Sträit - am gudde Sënn vum Wuert - war fir hien e Mëttel fir eng lieweg Diskussioun a fir weiderzekommen. Hien huet an der Diversitéit vun eiser Gesellschaft keng Gefor gesinn, mä eng Chance. Hien hat verstanen, dass een d'Leit net splécken, mä zesummeféiere soll. Duerfir huet hie sech och géint all Form vun Intoleranz an Auslännerfeindlechkeet gewiert.

De Camille huet sech op ville Plazen engagéiert. Hien hannerléisst vill Spuren: bei senger Famill a senge Frënn, a sengem Biekerech, a senger Regioun, mä och an dësem Haus, der Chamber, an der Regierung an iwwerhaapt an der Politik.

Camille, fir all dat, wat s du geleescht hues, a fir dee Mënsch, deen s du waars, esou wéi s du waars, hues du eisen héije Respekt verdéngt. A Gedanke si mir bei dir an denger Famill, där mer eist éierlecht Bäileed an eis Sympathie ausdrécken.

Um Enn vu menger kuerzer Interventioun wëll ech nach e Message virliese vum Camille senger Fra Simone an hire Bouwen. Ech zitéieren d'Simone: „A mengem Numm an am Numm vu menge Jongen erlaben ech mer, Iech all villmools Merci ze soen, dass Dir dem Camille esou eng schéin Trauerfeier organiséiert hutt, dat huet eiser Famill guttgedoen. Alle Leit, déi deen tragesche Moment hei an der Chamber materlieft hunn an him zur Säit stoungen, wëlle mir Merci soe fir hir Ënnerstëtzung", an duerfir, dass se en an deene schwéiere Momenter begleet hunn. „D'Schicksal wollt et, dass de Camille net konnt gerett ginn. Mir, mat Iech zesummen, behalen hien a beschter Erënnerung." Ënnerschriwwen: Simone, Michel a Louis.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech bieden Iech, Iech ze erhiewen, fir eisem Kolleeg ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Ech wollt froen, ob d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen huet?

(Négation)

Den Här Statsminister wénkt Neen. D'Regierung huet am Moment keng Kommunikatioun ze maachen.

Och wann et schwéierfält, et wär am Camille sengem Sënn gewiescht, dass mir hei weider zesumme schaffen.

3. Communications

An ech hunn Iech folgend Kommunikatiounen ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun erakomm sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn, grad wéi d'Lëscht vun deenen neie Petitiounen.

Communications du Président - séance publique du 6 juin 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7309** - Projet de loi portant modification*

1. du Code du travail;

2. du Code de la sécurité sociale

3. de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.05.2018

***7310** - Projet de loi portant réforme du notariat en modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 28.05.2018

***7311** - Projet de loi modifiant 1. le Code du travail; 2. le Code de la sécurité sociale*

Dépôt: Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 29.05.2018

***7312** - Projet de loi portant approbation du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, fait à Séoul, le 12 novembre 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.05.2018

***7313** - Projet de loi portant approbation*

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Arménie relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 8 décembre 2015;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cameroun relatif au transport aérien, fait à Luxembourg, le 26 janvier 2016;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à des services aériens, fait à New York, le 22 septembre 2017;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, relatif au transport aérien, fait à Luxembourg, le 4 février 2016;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à des services aériens, fait à Astana, le 21 mai 2015;

6° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Mongolie relatif à des services aériens, fait à Leipzig, le 1er juin 2017;

7° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Niger relatif au transport aérien, fait à Niamey, le 8 février 2018;

8° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Turkménistan relatif à des services aériens, fait à Ashgabat, le 6 septembre 2016;

9° de l'„Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Zambia on air services", fait à Luxembourg, le 29 février 2016

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.05.2018

Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires:

***3938** - Projet de loi complétant la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles*

Dépôt: M. Alex Bodry, Ministre de l'Aménagement du territoire, le 17.05.1994

Retrait du rôle des affaires: 17.05.2018

***5452** - Projet de loi modifiant et complétant la législation sur la chasse*

Dépôt: M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 23.03.2005

Retrait du rôle des affaires: 17.05.2018

***6477** - Projet de loi modifiant*

1. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

2. l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière;

3. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement; et

4. la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 14.09.2012

Retrait du rôle des affaires: 17.05.2018

***5351** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse*

Dépôt : M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.06.2004

Retrait du rôle des affaires: 24.05.2018

***6250** - Projet de loi 1) relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve et 2) portant modification du Code d'instruction criminelle*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 14.02.2011

Retrait du rôle des affaires: 24.05.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***1016** - Demande de pétition publique: Weltkulturerbe Unesco Luxemburg - Aufwertung des immateriellen Weltkulturerbes «Echternacher Springprozession» Patrimoine mondial Unesco du Luxembourg - Valoriser le patrimoine mondial immatériel «Procession dansante d'Echternach»*

Dépôt: M. Jos Scheuer, le 15.05.2018

***1017** - Demande de pétition publique: Amateurfunklizenze méi liicht gemaach*

Dépôt: M. Marc Klees, le 17.05.2018

***1018** - Demande de pétition publique: Vëlosfuerer musse vun den Autoen, Busser a Camionen 2 Meter Ofstand halen*

Dépôt: M. Marc Klees, le 17.05.2018

***1019** - Demande de pétition publique: Steiere fir Vëloen*

Dépôt: M. Marc Klees, le 17.05.2018

***1020** - Demande de pétition publique: All Vëlo soll eng Immatrikulatiounsplack kréien*

Dépôt: M. Marc Klees, le 17.05.2018

***1021** - Demande de pétition publique: Lac de loisirs sur le Plateau du Kirchberg*

Dépôt: M. Max Antony, le 18.05.2018

***1022** - Demande de pétition publique: Den Transport public komplett gratis maachen*

Dépôt: M. Marc Dax, le 22.05.2018

***1023** - Demande de pétition publique: Abolition du principe de l'imposition du bénéfice de spéculation immobilière lorsque l'intervalle entre l'acquisition et la réalisation d'immeubles est inférieur ou égal à 2 ans pour éviter la rétention du marché d'immeubles qui est coresponsable de la flambée des prix des logements*

Dépôt: M. Daniel Miltgen, le 22.05.2018

***1024** - Demande de pétition publique: Harmoniser le taux d'imposition entre les personnes mariées et les personnes célibataires*

Dépôt: M. Lionel Fouquet, le 22.05.2018

***1025** - Demande de pétition publique: Recevabilité de la preuve digitale lors d'infractions commises par les automobilistes/motards*

Dépôt: M. Philippe Malaisé, le 23.05.2018

***1026** - Demande de pétition publique: Pfingstdienstag als Luxemburger-Unesco-Kulturerbe-Tag zum gesetzlichen Feiertag bestimmen*

Dépôt: M. Henri Schumacher, le 24.05.2018

***1027** - Demande de pétition publique: Accorder la classe d'impôt 2 aux couples pacsés de la même manière qu'aux couples mariés*

Dépôt: M. Pascal Rennie, le 24.05.2018

***1028** - Demande de pétition publique: Autoriser l'utilisation de „Dashcam" ou caméras embarquées dans les véhicules au Luxembourg*

Dépôt: M. Brice Correia Flora, le 24.05.2018

***1029** - Demande de pétition publique: Contre l'abattement des forêts*

Dépôt: M. Andy Schloesser, le 24.05.2018

***1030** - Demande de pétition publique: Améliorer la sécurité des cyclistes sur la voie publique*

Dépôt: M. Emile Gutenkauf, le 24.05.2018

***1031** - Demande de pétition publique: Legalisierung des Cannabis mittels Coffeeshops*

Dépôt: M. Joé Schmit, le 27.05.2018

***1032** - Demande de pétition publique: Interdire aux employeurs de réclamer la langue portugaise pour un poste de travail au Luxembourg*

Dépôt: Mme Samantha Gaertner, le 28.05.2018

***1033** - Demande de pétition publique: Frais d'agence en cas de location d'un bien immobilier*

Dépôt: M. Miguel Martins, le 30.05.2018

***1034** - Demande de pétition publique: Plus de places de parking à Hamm*

Dépôt: Mme Jennifer Petiteville, le 30.05.2018

***1035** - Demande de pétition publique: Keen Ticket fir den ëffentlechen Transport*

Dépôt: Mme Bianca Utter, le 01.06.2018

***1036** - Demande de pétition publique: Vorschläge - Verbesserung am Pressegesetz - Anerkennung und Schutz des Journalistenberufs (wer darf sich Journalist nennen professionellen) (und wer nicht) Strengere Gesetzestexte - bei sogenannten Winkeljournalisten (schmutzige Boulevardpresse) - Dem Presserat und dessen Beschwerdekommission mehr gesetzliche Möglichkeiten geben, um gegen solche Winkeljournalisten - und schmutzige Boulevardpresse vorzugehen*

Dépôt: M. Lee Michel Baseggio, le 01.06.2018

***1037** - Demande de pétition publique: Cours de premier secours obligatoire pour passer un permis de conduire*

Dépôt: M. Eric Ludwig, le 05.06.2018

***1038** - Demande de pétition publique: Limiter les déplacements en voiture des travailleurs frontaliers*

Dépôt: Mme Catarina Bastos, le 05.06.2018

4. 7308 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Déclaration de recevabilité

Da wollt ech Iech matdeelen, dass d'Presidentekonferenz sech an hirer Reunioun vum 31. Mee fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat huet. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7308, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Statsrot, déi de 15. Mee vun deenen Häre Claude Wiseler, Léon Gloden a Paul-Henri Meyers deponéiert gouf.

Schléisst sech d'Chamber där Propositioun vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

5. Ordre du jour

De Projet d'ordre du jour fir d'Sëtzung vun haut hunn d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten zougestallt kritt. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

No där Dagesuerdnung huet d'Chamber fir de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert déi europäesch Wirtschaftspolitik, besonnesch wat d'Fräihandelsofkommessen ugeet, an d'Situatioun, nodeems d'USA Strofzëll op Aluminium- a Stolimporter agefouert hunn. Déi Aktualitéitsstonn ass vun der LSAP-Fraktioun ugefrot ginn.

Mir behandele gläichzäiteg och déi Fro, déi vum Här Laurent Mosar zu deem Thema abruecht ginn ass, wou sengerzäit d'Urgence net ugeholl ginn ass, well mer dat ebe fir haut als ee vun den Haaptpunkte programméiert haten. Dat ass och am Konsens mat jiddwerengem decidéiert ginn.

Den éischte Riedner ass de Vertrieder vun där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, an dësem Fall de Fraktiounschef vun der LSAP, den Här Alex Bodry.

6. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la politique européenne de commerce et notamment des accords de libre-échange ainsi que sur la situation actuelle en matière d'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par les États-Unis

Question parlementaire n°3844 de M. Laurent Mosar relative à la mise en place annoncée par le président américain de barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie au 1er juin 2018

Exposé

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, am Welthandel an an der Weltpolitik geet et haaptsächlech duerch déi Aktioune vun den USA, vum Donald Trump, duerch déi Politik vum Fait accompli am Moment drënner an driwwer.

Den Donald Trump huet seng Ukënnegunge wouer gemaach a Strofzëll op Stol an Aluminium, och fir d'EU, ab dem 1. Juni a Kraaft gesat. Betraff sinn net nëmmen d'EU-Staten, mä och nach China, Kanada, Mexiko, Australien, Argentinien, also alles Staten, déi am Welthandel zielen. Dat Skurrillst an dat Schockantst an eisen Aen ass virun allem och d'Motivatioun vun deenen Douanestaxen, déi vun den USA unilateral agefouert ginn - well et ass déi eenzeg Motivatioun, déi eigentlech d'Welthandelsorganisatioun zouléisst -: Als Motivatioun gëllt d'Gefor vun der nationaler Sécherheet fir d'USA. Also geet vu Länner wéi den EU-Staten, Australien, Kanada no Meenung vun der US-Regierung eng Gefor aus fir d'Sécherheet vun den USA.

Aus Partner, ech mengen, dat ware mer bis elo ëmmer an dat wëlle mer nach weider sinn, gëtt op eemol e Sécherheetsrisiko an den Ae vun den USA a vun hirem President. Wou bleift do déi vill beschwueren traditionell Partnerschaft a Wäertegemeinschaft, déi transatlantesch, déi soss esou gären eropbeschwuer gëtt?

No dem Austrëtt aus dem Paräisser Klimaofkommes, no dem Austrëtt och aus dem Atomofkommes mam Iran féiert den Donald Trump also seng Politik monter weider, fir sech eigentlech progressiv aus dem Multilateralismus an den internationale Relatiounen ze verabschiden. An et freet ee sech, wéi wäit ee sech nach ka weider an anere Froen op d'USA verloossen. Wéi steet et muer mat enger NATO? Wéi steet et muer mat anere Partnerschaften, déi iwwer Jorzéngten opgebaut goufen a gewuess sinn?

D'transatlantesch Frëndschaft huet sécherlech mat där doter Entscheedung a mat deenen Entscheedungen, déi déi leschte Méint vun den USA geholl gi sinn, schwéiere Schued gelidden. An et gesäit een eigentlech d'Enn net esou richteg vun där Spiral vun dem Auserneendriften, dat vum Donald Trump haaptsächlech aus innenpoliteschen Iwwerleeungen eraus declenchéiert ginn ass. An do wäert sech sécherlech um Sommet vun de G7-Staten elo den nächste Weekend näischt drun änneren. Deen Tweet, deen den US-President geschéckt huet nom Finanztreffe vun de G7, weist ganz kloer drop hin, dass sech do keng Ännerung ze erwaarden ass.

D'EU muss also ferm reagéieren. Si muss onmëssverständlech an eenheetlech Messagë ginn a Richtung USA. Dat heescht also, richteg eng Klo ze maache virun der Welthandelsorganisatioun, och wa mer wëssen, dass et jorelaang wäert daueren, bis do eng Entscheedung kënnt, wann déi Welthandelsorganisatioun iwwerhaapt nach ka fonctionnéieren. Well do ass jo och eng Obstruktiounspolitik, déi vun den USA iwwert déi lescht Méint do bedriwwe ginn ass.

Zweetens, Strofzëll op US-Produkter aféieren, am Sënn vun enger Verhältnismëissegkeet selbstverständlech, mä awer och vun enger klorer Äntwert. Well momentan par rapport zu den USA an hirem President Schwächt weisen, Onentschlossenheet weisen, dat, mengen ech, wär just dat Signal, wat nach géif méi lasstrëppelen op där anerer Säit. Dozou gehéiert och als drëtt Moossnam d'Weiderpréiwen, ob eventuell Schutzmoossname néideg si fir d'europäesch Stolindustrie, wann et sollt zu enger Iwwerschwemmung vum Stolmarché hei an Europa kommen duerch amerikanesch Produkter.

An nëmmen eng onmëssverständlech, eng staark Äntwert an en entschlossent Virgoe vun der EU a Konzertatioun och mat anere Länner ka vläicht Bewegung am positive Sënn an deen doten Dossier erabrengen.

Dës Entwécklung weist och, dass bilateral Handelsaccorden hir Wichtegkeet an hir Nëtzlechkeet hunn, méi wéi jee. Esou en Accord muss geziilt, mä awer a voller Transparenz an och mam feste Wëllen, héich international Standarden duerchzesetzen, weiderverfollegt ginn. D'Europäesch Unioun ass staark genuch, hir Positioun an esou bilaterale Verhandlunge bei Handelstraitéen och kënnen duerchzesetzen.

Dës Heure d'actualité hunn ech ënner anerem och ugefrot opgrond vun deem Wonsch, deen Deeler vun de Zivillgesellschaft geäussert hunn, dass fir deen Handelsaccord mat Japan, deen elo ausgehandelt ass op de wesentleche Punkten an deen deemnächst och soll ënnerschriwwe ginn, dass mer d'Méiglechkeet och hunn, dat an der Chamber hei ëffentlech ze debattéieren. Bis elo ass dat diskutéiert ginn an der zoustänneger aussepolitescher Kommissioun ënner hirem President, dem Marc Angel, wou den Ausseminister, de Jean Asselborn, a seng Mataarbechter de Kommissiounsmembere Ried an Äntwert stoungen, wat deen Handelsaccord mat Japan ugeet. An ech hunn den Androck, dass déi meescht Froen op jidde Fall, déi gestallt gi sinn, konnten eng zefriddestellend Äntwert kréien, wat deen Handelsaccord mat Japan ugeet.

Dësen Accord fält, europäesch gesinn, an d'Kompetenze vun den EU-Instanzen: vun dem Ministerrot, virun allem awer der Kommissioun, déi d'Verhandlunge gefouert huet mat engem Mandat selbstverständlech vum Ministerrot, a schlussendlech muss deen Accord och approuvéiert gi vum Europaparlament.

National Zoustännegkeete falen direkt net an deen Accord mat dran. Firwat? Majo well dee ganz komplexen a leedege Volet vun de Schiidsgeriichter eigentlech net an deem éischte Pak mat dran ass. Un deenen Dossiere gëtt weider verhandelt.

An och do, mengen ech, ass et wichteg, dass mer vigilent bleiwen. Fir d'LSAP ass et ganz kloer, dass mer do op kee Fall däerfen hanner CETA zréckfalen an dass d'Léisung nëmmen doranner ka bestoen, dass mer en eenheetlecht Schiidsgeriicht wäerten hu mat professionelle Riichteren, déi all d'Garantië vu Kompetenz a vun Onofhängegkeet kënne liwweren. Eppes aneschters kann net erauskomme bei deenen dote Verhandlungen.

Do wär et awer och gutt ofzewaarden, selbstverständlech, dass den Europäesche Geriichtshaff hei zu Lëtzebuerg och nach géif am Kader vum CETA déi juristesch Froen, déi do opgeworf ginn, klären, ier et eigentlech zu engem formalen Accord op deem dote Punkt mat Japan komme kann. Et ass eis gesot ginn, dass d'Japaner éischter un deenen traditionellen Handelsgeriichter wëlle festhalen. Abee, mir sinn der Meenung, dass et keen Accord op där doter Basis ka ginn. Dat muss en eenheetleche Geriichtshaff sinn, wann ee sollt bei der Schiidsgeriichtsbarkeet hei bleiwen am internationalen Handel.

Deen Text hei enthält och eng ganz Partie vu Garantien, déi jo och hefteg diskutéiert gi sinn, wéi mer eis Diskussiounen iwwer TTIP a besonnesch iwwer CETA gefouert hunn. Zu den Ängschten, déi bestanen hunn, dass déi Handelsverträg kéinten dozou féieren, dass Länner kéinte forcéiert ginn, eenzel Déngschtleeschtungen ze privatiséieren, oder am Géigesaz, dass kéint verhënnert ginn, dass et zu enger Reprivatiséierung vun eenzelnen Déngschtleeschtunge kënnt, all déi Ofsécherunge sinn an deem heiten Text, menge mir zumindest, op eng zefriddestellend Aart a Weis geléist ginn.

D'Länner aus der EU an d'EU selwer behalen och weider all Zoustännegkeeten, fir och hir Legislatiounen ze adaptéieren, ze änneren, souguer ze verschäerfen, wann dat engem legitimmen Interessi entsprécht a wann dat natierlech net eng verstoppte Schutzmoossnam ass, protektionistesch Moossnam ass, fir hire Commerce an hir Wirtschaft ofzesécheren.

Et ass also, mengen ech, esou, dass eng ganz Partie vun Elementer dra sinn, déi berouegen. Wat nach wie vor e Punkt muss bleiwen, wou mer hannendru musse sinn, dat ass de Fait, dass Japan eréischt zwou vun de Basiskonventioune vun der OIT ratifizéiert huet. Fir eng drëtt soll dat deemnächst geschéien, mä d'Zil muss sinn, dass selbstverständlech Japan sämtlech wichteg Konventioune vun der OIT ratifizéiert an dass mer si also iwwert deen Accord hei dozou drécken, dass dat soll an nächster Zäit geschéien. An do ass jo och selwer e Comité virgesinn, dee grad déi dote Fro soll och an deenen nächste Méint weider suivéieren.

De Precautiounsprinzip steet am Lissabonner Vertrag, ass duerfir och weider maassgeblech fir deen heite Vertrag, well jo d'EU näischt ka maachen hei an deem Vertrag, wat konträr wär zu hiren eegenen Texter. Si ka jo net hei konträr handelen zu hiren eegenen Texter, soudass och déi dote Fro ofgeséchert ass.

Eng aner kriddelech Fro, déi vill diskutéiert gëtt - ech komme gläich zum Schluss -, dat ass déi vun deenen technesche Kommissiounen, déi agesat ginn, déi, dat schéngt mer awer och elo méi kloer ze sinn, keng Decisiounsgewalt hunn, déi berodend sinn a wou muss derfir gesuergt ginn, dass déi Aarbechten do transparent sinn an dass op kee Fall déi Diskussiounen, déi do gefouert ginn, kënnen en Afloss hunn am Fong op d'Festleeung vun den Normen, déi nach wie vor nëmmen an deenen normalen, zoustännege Gremie kënnen diskutéiert ginn.

Et ass also kloer, dass een hei net däerf elo maachen, wéi wann do keng Problemer kéinten entstoen. Mir musse weider dee ganze Prozess hei verfollegen, och a senger Applikatioun kucken, wéi da wierklech déi dote Kommissioune fonctionnéieren, an derfir suergen, dass weiderhin och bei neien Accorden, well et sinn nei Opträg erausgaangen, wéi zum Beispill Verhandlungen ze féiere mat Australien, mat Neuseeland, dass do zumindest déiselwecht Standarde respektéiert ginn, wéi dat hei de Fall ass, well eist Zil muss sinn a bleift och, dass mer e faire Welthandel kréien, e Welthandel,

dee konform ass zu héije Standarden am sozialen, am Ëmweltberäich an och am Beräich vun der Demokratie.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV, dee seng eege Fro an d'Stellungnam vun der CSV zu der Aktualitéitsstonn iwwerhélt. Här Mosar wann ech gelift.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Ech gi jo dann dovun aus, datt ech och zéng Minutten hei hunn, well déi zwou Saachen zesummekommen. Villmools Merci.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt emol, der LSAP-Fraktioun Merci ze soen, fir d'Initiativ vun dëser Aktualitéitsstonn iwwert déi ablécklech Lag, wat d'Strofzëll vun de Vereenegte Staten op Stol an Aluminium aus Europa ugeet, geholl ze hunn.

An därselwechter Demande geet och rieds iwwert d'Handelsofkommes, wat d'EU soll mat Japan ofschléissen a wat mir iwwregens, an den Alex Bodry huet et och scho gesot, virun enger Rei vun Deeg am Detail an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert hunn. Ech wëll och direkt aleedend heizou soen, datt mir als CSV-Fraktioun dëst Ofkommes ënnerstëtzen, wat iwwregens fir eis op enger ganzer Rei vu Punkte Virbildcharakter huet a wat sécherlech och als Modell fir zukünfteg Fräihandelsofkommesse kann déngen.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt iwwert dëst Ofkommes mat Japan den Accès op deen enorme südostasiatesche Maart wesentlech méi einfach wäert ginn. An och duerch den Ofschloss vun dësem Ofkommes wäert e gewëssenen Drock op China ausgeüübt ginn, soudatt et dann och hoffentlech an Zukunft méi einfach wäert gi fir europäesch Entreprisen, sech kënnen a China nidderzeloossen.

Doriwwer eraus ass och aussepolitesch bei den EU-Relatioune mat Japan natierlech nach Loft no uewen. An och duerfir begréisse mir dëst Ofkommes.

Här President, mä elo zréck bei d'Strofzëll, déi jo säit dem leschte Freideg effektiv gi sinn. D'USA hiewen also bis op Weideres 25% Douanestaxen op Stol- an 10% op Aluminiumimporter aus der EU op. Meng Fraktioun an ech selwer maachen eis natierlech hei seriö Suergen, ganz besonnesch wat de Stolsecteur ubelaangt, wou mir jo dann als Land och direkt betraff sinn.

Ech hunn duerfir direkt eng parlamentaresch Fro gestallt, déi och dann elo de Mëtte mat der Heure d'actualité behandelt gëtt. „Behandelen", Här President, ass iwwregens am duebele Sënn e passend Wuert, well et am Moment dem transatlantesche Patient, den USA, wierklech net gutt geet. An datselwecht gëllt am Iwwregen och fir de Fräihandel an de Multilateralismus am Besonneschen. Iwwert d'Heure d'actualité vun haut eraus musse mer näämlech feststellen, datt mer eis géigewäerteg an enger vun deene schwéiersten transatlantesche Krisen zanter dem Zweete Weltkrich befannen.

An ech wéilt dann och direkt domadder ufänken. Well ënner kengen Ëmstänn, Här Ausseminister, dierf dësen Handelskonflikt mat der Trump-Administratioun zu enger laangfristeger politescher Spléckung vun der transatlantescher Allianz, vun der NATO, jo, iwwerhaapt vun der Wäertegemeinschaft Weste féieren. Och wann een am Moment éischter vum „Wilden Westend" wéi vun „Wäertewesten" ka schwätzen!

Här President, wat ass elo déi richteg Aart a Weis, fir ze reagéieren, wëssend, datt en Handelskrich jiddwerengem en fin de compte wäert schueden an zu enger globaler Weltwirtschaftskris ka féieren? Fir esou en Handelskrich ze evitéieren, sollte mer als Europäer fir d'Alleréischt - an den Alex Bodry huet an déiselwecht Richtung plädéiert - emol e klore Kapp behalen. Och wann ech d'Roserei, ganz besonnesch déi vu Berlin a Paräis, iwwer e Frënd, deen eis friem ginn ass an dee sech wierklech zu engem Rüpel, muss ee scho bal soen, vun der Weltwirtschaft entwéckelt huet, ka verstoen, dierf een op jidde Fall net iwwerreagéieren. Wien d'international Bezéiungen net fir een Dag, mä fir Joren a Jorzéngten heegt a fleegt, dee muss och den Dag duerno d'Gretchenfro vun der Diplomatie beäntwerten: Wat kënnt duerno?

Wat kënnt, wann d'Europäer dem Här Trump seng onerhéiert Strofmoossname géint seng eigentlech enk Alliéiert mat gläicher Mënz wäerten zréckbezuelen a wéi geplangt also op hirer Säit nei Handelsbarrièrë géint den amerikanesche Whiskey, Jeans oder Orangen ariichten? Den US-President huet scho fir dëse Fall mat weidere Strofzëll gedrot géint déi europäesch Autosexporter. Kënnt dës Eskalatiounsspiral emol richteg a Gang, gëtt et schwéier, sech herno dorauser ze befreien. An den Handelskrich aus der Weltwirtschaftskris vun 1929 soll eis ëmmer erëm e Beispill virun Ae sinn, wéi een et net soll maachen.

Wat sinn elo d'Alternativen? Normalerweis ginn Handelskonflikter vun de Schiidsgeriichter vun der Welthandelsorganisatioun geregelt. Souwuel d'EU wéi och Kanada hu jo schonn eng Klo géint d'USA bei dëser Welthandelsorganisatioun agereecht. A si weisen iwwregens ganz zu Recht drop hin, datt vun deenen amerikaneschen NATO-Alliéierte keng Gefor fir déi national Sécherheet vun den USA kann ausgoen.

Dem Trump seng Begrënnung fir déi Strofzëll ass also nëmmen e Virwand, fir seng lokal an national Industrie ze schützen, wat awer manifest géint d'Regele vun der WTO verstéisst.

Allerdéngs wäert en Trump sech net nëmme mat der Handelsbibel stoppe loossen, well säi Wiesen a säin Zil si jo grad déi bewosst Regelverstéiss. Souguer wann dann d'WTO den Europäer an de Kanadier géif recht ginn, an dovunner ass emol auszegoen, wäert den Här Trump sech kaum vun dëse Riichtersprëch influencéiere loossen. Well wéi huet schonn dësen amerikanesche President virun net esou laanger Zäit iwwert d'WTO geschwat? An ech zitéieren: „En Desaster", huet en d'WTO bezeechent.

An enger Welt vun der Muechtpolitik, an där d'Recht vum Stäerkeren a leider net d'Stäerkt vum Recht zielt, zitt ëmmer deejéinegen de Kierzeren, deen op de Respekt vun de Regele pocht. D'USA hu sech ënnert dem Trump dëser machiavellistescher Weltusiicht ugenähert, déi de russesche President Putin scho méi laang verinnerlecht huet. An Europa an dëser Diskussioun? Europa war bis elo ëmmer wirtschaftlech staark an erfollegräich, well et de Garant vun enger regelbaséierter Weltwirtschaftsuerdnung war. Wann dës Uerdnung sech allerdéngs elo ënnert dem Drock vum Power Play vun de Groussmächten opléist, da brauchen d'Europäer eng nei Strategie, fir hir perséinlech Interessien ze schützen.

Dëst, Här President, heescht allerdéngs net, datt Europa sech op dat perfid Spill vun engem Här Trump soll aloossen. D'Verdeedegung vun enger op gemeinsame Regele baséierender Weltwirtschaftsuerdnung muss fir Europa eng vun den absolutte Prioritéite bleiwen. Dat huet och eppes mat Verlässlechkeet ze dinn. Mä d'EU muss awer och hiert ganzt wirtschaftlecht Gewiicht duerfir vill méi staark an d'Woschuel werfen. Mat iwwer 500 Millioune Konsumenten ass den europäesche Bannemaart méi grouss wéi den amerikaneschen. A wann Europa sech eens ass, mat enger Stëmm ze schwätzen, da wäerte se souguer engem Trump seng Grenze kënnen opweisen.

Ech géif also op dësem Punkt dem däitschen Ausseminister Heiko Maas recht ginn, dee gesot huet: „Déi richteg Äntwert op ‚Amerika first' ass ‚Europe united'." Eenegkeet brauch Europa awer och, fir dem Trump mat senger Doppelstrategie ze begéinen. Éischtens dierf d'EU net kleng bäiginn, mä muss op Strofzëll mat eegene Sanktioune reagéieren, well den Dealmaker Trump versteet beim Muechtpoker nëmmen eng Sprooch: déi vun der Stäerkt. An duerfir sinn och déi Moossnamen, esou wéi se vun der EU-Kommissioun decidéiert gi sinn, déi richteg.

Eleng dergéintzehale kann awer och net déi eenzeg Äntwert sinn. Gläichzäiteg mussen d'Europäer den USA eng Offer maachen an op hirer Säit parallell d'Afuerzëll senken, wou si iwwert deenen amerikanesche fir Produkter aus der EU leien. An den Handel mat Autoen ass eigentlech hei en exzellent Beispill. Déi wirtschaftlech Konsequenze vun esou enger Offer sinn iwwregens och verkraftbar fir d'Europäesch Unioun, och, an dat wësse mer alleguer, fir déi franséisch Autosindustrie, déi sech jo natierlech haaptsächlech géint esou eng Zort vu Moossname wäert wieren. Dës Moossname sinn op jidde Fall vill méi geréng wéi de Schued, deen duerch en onkontrolléierten Handelskrich entstoe wäert.

Esou en Ofbau vun Douanestaxen an engem Handelskrich ass a sech déi richteg Äntwert, fir d'Spiral vum Schreck ze briechen. An dëst wär zugläich e staarkt Signal, Här President, géint de Protektionismus a fir de Fräihandel. Hei kënnt, Här President, den Europäer déi al Liewensweisheet entgéint, datt ee sech am Liewen ëmmer e puermol begéint. Mat anere Wierder: Iergendwéini wäerten d'USA och erëm op Europa ugewise sinn. Zum Beispill, wann et drëm geet, eng gemeinsam Strategie géint d'Dumpingpraktike vu China duerchzesetzen.

Zur Debatt wäert awer och déi ganz Diskussioun eng Kéier kommen iwwert den Déifstal vun den Droit-intellectuellen, wat alles Verstéiss géint d'WTO-Regelen duerstellt, iwwert déi sech an dësem Fall Amerikaner an Europäer gemeinsam opreegen. Wann hei d'Amerikaner wëllen e bëssen de chineesesche Koloss bewegen, ass den Här Trump op d'Hëllef vun Europa ugewisen.

Schlussendlech, Här President, muss Europa awer weider gedëlleg um Multilateralismus festhalen, well d'Welt vum 21. Jorhonnert dierf net an d'Zäite vu Bilateralismus, Unilateralismus, Protektionismus oder souguer vun engem regelrechte Chaos zréckfalen.

Et ass also an der Welthandelspolitik wéi am richtege Liewen: Et gëtt kaum eppes, dat esou negativ ass, datt et net och iergendwéi eppes Positives huet. An dësem Fall dat, datt Europa erëm méi enk zesummeréckelt! Dëst ass jo schonn eng Konsequenz aus dem Brexit-Prozess. Den Handelskonflikt mat den USA kann dës Dynamik weider verstäerken. Wa mir et also géife fäerdegbréngen, datt en nei vereentent Europa grad a schwieregen Zäiten och erëm mat enger staarker Stëmm an der Welt géif schwätzen, wäre mir als Europäesch Unioun e gutt Stéck virukomm.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schéngen eréischt um Ufank vum Trump-Poker ze sinn. Mam Här Trump ass jo eppes sécher: näämlech, dass näischt sécher ass.

Stroftaxe sinn ëmmer e Schlag an d'Gesiicht vun all deenen, déi fir e fräien a fairen Handel plädéieren. Dës Politik schuet eendeiteg der westlecher Welt. D'USA verloossen net nëmmen de bewäerte Kader vun der WTO, den Här Trump klëmmt och aus dem G7-Modell, wéi en zu Zäite vun Helmut Schmidt, Giscard d'Estaing a Gaston Thorn exzellent fonctionnéiert huet, eraus. Dëse Modell stoung bis ewell fir de fräie Welthandel. Mat sengen Entscheedunge verléisst den Här Trump domat bewosst e System, dee fir Wuelstand an der westlecher Gemeinschaft, mä net nëmmen do, gesuergt huet an dës och staark gemaach huet.

Stroftaxe sinn dacks en Zeeche vu Schwächt. Wann een et verschlof huet, fir en Deel vu sengen Industrien ze moderniséieren, fir um Weltmaart mathalen ze kënnen, da gräift een an déi bewäert Wullkëscht vun den Taxen oder techneschen oder hygienesche Virschréften, fir anere Länner den Zougang op den nationale Maart méi schwéier ze maachen.

Den Här Trump ass op dësem Wee. Et ass awer de falsche Wee, well e wäert domat d'Wirtschaftskraaft vum Weste schwächen an e wäert senger eegener Ekonomie keen Déngscht leeschten. En Handelskrich, deen eng Eskalatiounsspiral ausléise géif, schuet um Enn jiddwerengem, den Europäer an den Amerikaner. An zu de Verléierer gehéieren zu allem Iwwerdross och nach déi aarm Länner, déi et nach méi schwéier kënne kréien, fir en Zougang op e Maart am OCDE-Raum ze kréien.

D'USA an d'EU sollten awer un engem Strang zéien a sech net bekrichen. Dat schuet de Konsumenten op béide Säite vum Atlantik. D'DP bedauert net nëmmen dëse Wee, mä ënnerstëtzt och all Initiativ, fir dës Mesurë bei der Welthandelsorganisatioun unzefechten. D'Amerikaner hu sech meeschtens kooperativ gewisen, och den George Bush Junior hat am Ufank vun dësem Jorhonnert séier agelenkt, wéi hie gemierkt huet, dass d'EU-Moossname vun deemools verschiddene vu senge Wahlkreesser geschuet hunn.

Här President, et ass richteg, dass d'EU elo an dësem Handelsstrëit net aknéckt. D'Taxen op landwirtschaftleche Produkter wéi Gromperen an Tomaten treffen de ländleche Raum an Amerika, deen éischter republikanesch stëmmt. Wien Harley-Davidson-Motorrieder mat méi héijen Douanestaxe beleet, dee strooft de Wahlkrees vum Paul Ryan. A wie Bourbon Whiskey aus dem Kentucky, der Heemecht vum Majoritéitsleader am Senat, mat méi héijen Douanessteieren taxéiert, deen trëfft alt nees e Republikaner. Dat Ganzt kléngt natierlech kannereg. Ma wann een net aneschters kann oder wann et net aneschters geet, da muss een et ebe spieren.

Sécherlech gëtt et Ongläichgewiichter an der Taxatioun vun de Wueren. D'DP ass och der Meenung, dass een dës soll ofbauen. D'Taxe sollen aus eiser Siicht generell ofgebaut ginn, vu sämtleche Wueren. Aus der EU si 50% an den USA net besteiert, ëmgekéiert sinn ongeféier 28% vun de Wueren aus den USA an Europa net besteiert, an et ginn op dësen och keng Douanestaxen opgehuewen. Op dëst Ongläichgewiicht hinzeweisen ass legitimm. Mä d'Aart a Weis, wéi dem Här Trump seng Regierung dat elo mat der Erhéijung vun den Taxen op Stol- an Aluminiumsproduite mécht, ass inakzeptabel a muss condamnéiert ginn. An eent steet fir d'DP och fest: Mat de Muskele spillen, wéi den Här Trump dat elo mécht, kënnt vläicht gutt bei senge Wieler un, mä wäert sécherlech de Fong vum Problem net léisen.

Zum Schluss kann ee Folgendes festhalen: Et gëllt, eng Eskalatioun an en Handelskrich ze vermeiden. D'EU muss an dëser Matière zesummenhalen a staark optrieden. Effektiv, dat Gutt un der Situatioun ass, dass d'EU sech zesummerappe muss, fir gëeent no baussen opzetrieden, virun allem vis-à-vis vun engem Trump, deen e knallhaarde Geschäftsmann an alles anescht wéi en Diplomat ass, dee léiwer pokert a launesch optrëtt, wéi sech direkt a fair op fair, oppen, multilateral Gespréicher anzeloossen.

Dem méiglechen Handelskrich kann een awer eppes Positives ofgewannen: E wäert d'Europäer éischter zesummeschweessen. Zesumme musse mer verhënneren, dass op eis erëmgetrampelt gëtt. D'Zil muss et duerfir sinn, fir d'Problemer um Verhandlungsdësch ze léisen, op Aenhéicht. Et ass jo net, wéi wann d'EU net verhandlungsbereet wier.

D'Zil muss och ëmmer de fräien Handel mat héije Standarden an oppene Weltmäert sinn. En Handelskrich wiergt déi wirtschaftlech Entwécklung of an trëfft virun allem déi Schwaach an onser Gesellschaft. Eng Handelskrichsrhetorik wëllt leschten Enns keen. An duerfir heescht et, no der Opreegung vun de leschten Deeg esou séier wéi méiglech un de Verhandlungsdësch zréckzekéieren, fir d'Ongläichheeten ze behiewen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Henri Kox fir déi gréng.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol Merci och fir d'Initiativ. Och wa fënnef Minutten net vill sinn, esou erlaabt et awer, kuerz nach eng Kéier eis Positioun vun deene Gréngen zum internationalen Handel ze erklären.

Als Éischt: D'Welt an d'Europäesch Unioun bräichten eiser Meenung no eng ganz aner, eng nei Generatioun vun Handelsofkommessen. Si brauchen Handelsofkommessen, déi den Ëmweltschutz an d'sozial Kritären op déi alleréischt Plaz stellen, fir d'Klimaziler, d'sozial Gerechtegkeet och anzehalen. Si brauche fräi Handelsofkommessen, déi op demokratesche Grondprinzipie berouen. A si brauchen Handelsofkommessen, déi déi nohalteg Entwécklungsziler vun de Vereenten Natiounen nach méi eescht huelen. Si brauchen Handelsaccorden, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt, virun d'Interesse vu grousse multinationale Gesellschaften, setzen.

déi gréng stinn emol fir d'Éischt fir e Multilateralismus, wéi schonn e puermol hei erwäänt. Mä mam Begréff „Fräihandel" selwer hu mer schonn um Begréff e Problem, well et geet ni just ëm Fräihandel. Handel léisst sech net isoléiert vun allen anere gesellschaftleche Contrainten oder Besoine kucken, sief et déi sozial Normen oder och d'Ëmwelt an de Klima, haut ëmsou méi de Klima, d'Klimaproblematik. Déi Standarde sollen an däerfen net ausgehiewelt ginn, wou de Fräihandel da soll iwwer allem stoen, inklusiv eegene Geriichtsbarkeeten, wat jo awer ee vun de gréisste Problemer duerstellt. Mä d'Fräihandelsaccorde sollen dofir e Mëttel an net onbedéngt e Selbstzweck duerstellen. Fräihandelsaccorde sollen zu Léisunge vu Problemer bäidroen, do sollen de Mënsch an d'Gesellschaft insgesamt profitéieren an net just d'Kapital an déi grouss Firmen. Dofir wär de Begréff éischter einfach op Handelspolitik ze beloossen, anstatt ëmmer de fräien Handel an de Mëttelpunkt ze stellen.

Dofir hu mer an der Vergaangenheet besonnesch d'EU-Handelspolitik méi kritesch beliicht, besonnesch wat den TTIP ubelaangt, awer och, wat de CETA ubelaangt. Ech kommen herno nach eng Kéier kuerz drop zréck.

D'EU mécht eng ganz Rei vun Handelsaccorden, oder et sinn der ënnerwee, ech mengen 33, et sinn der en attente, et sinn der an der Iwwerschaffung, an ech mengen, 19 sinn der elo konkret an de Verhandlungen, an de Leschten - ech kommen och do drop zréck - ass dee mat Japan.

Vläicht nach eng Kéier déi véier Haaptgeforen, déi mir gesi bei deenen Handelsaccorde vun der Vergaangenheet. Dat ass éischtens d'Transparenz oder oft d'Ontransparenz, wat zu villen

Opreegunge gefouert huet, d'Verwässerung vum Rechtsstat, sief et am Recht an och op den Institutiounen, an dann d'Gefor vun de Schiidsgeriichter.

Vläicht just als Erënnerung zu de Schiidsgeriichter: A sech si se jo agefouert ginn, well Investisseuren a Länner gaange sinn, wou éischtens d'Korruptioun ganz grouss war oder eng wackeleg Justiz do war, fir eben eng Garantie ze hunn a sech selwer hir Geriichtsbarkeet ze ginn. Tëschent demokratesche Länner, mengen ech awer, wéi Lëtzebuerg - Kanada a Lëtzebuerg - Japan oder der Europäescher Unioun an deene Länner, misst et eben en anere System wéi just grad déi Schiidsgeriichter ginn.

An zum Schluss: Eng véiert Gefor ass, dass multinational Entreprisen op d'Gesetzer an d'Reglementer awierken.

Dofir dräi, véier Proposen: Transparenz, ganz wichteg! Dann eben, wéi virdrun och scho vum Här Bodry gesot, d'Geriichtsbarkeet! Wann se agefouert gëtt, da muss se ganz transparent sinn, natierlech onofhängeg a méiglechst och mat héich qualifizéierte Riichter ausgestatt. D'Reglementéierung vun Emwelt- a soziale Standarden ass gradesou wichteg. An: multilateral viru bilateral. Dat ass, mengen ech, och scho virdrun emol gesot ginn.

Vläicht zum Trump: Et ass jo virdru vill doriwwer gesot ginn. Och Lëtzebuerg wäert dorënner leiden, besonnesch wann et ëm de Stol geet, well mer do ganz héichwäerteg Produkter hunn, déi betraff sinn. An ech géif gären hei en Zitat vum Här Bütikofer, engem gréngen Europapolitiker, soen. Hie seet: „(...) die Ausrede, es gehe hier um Amerikas nationale Sicherheit. Eine starke Wirtschaft sei gut für die nationale Sicherheit, behauptet er. Tatsächlich heißt die amerikanische Botschaft: Recht soll sein, was den USA passt." Also dat kann et net sinn! An hie seet ganz kloer: Mir mussen eis wieren! Dat kënne mir nëmmen ënnersträichen. Awer mir mussen eis gëeenegt wieren, dat heescht, net mat Queeschschëss, déi awer ënnert den europäesche Länner de Moment de Fall sinn.

Et kann och eng nei Chance gi fir d'Europäesch Unioun - dat ass virdru vum Här Mosar an och vum Här Bodry scho gesot ginn -, wann ee wierklech eng Koalitioun mat Länner ageet, fir de Multilateralismus kënnen duerchzeféieren, fir och kënnen Drock opzebauen, wann een Alliéierter huet, sief et an Asien, an Afrika an a Südamerika.

D'Zäit leeft mer leider elo scho fort. Ech wëll awer och nach zwee Wuert zum JEFTA soen, zum Accord mat Japan. Effektiv hate mer eng ganz konstruktiv Reunioun de leschte Freideg, wou eng Rei Kriticke konnten entschäerft ginn. Et bleift awer, oder ech muss soen, dass d'Schiidsgeriichter jo erauskomm sinn, an dat wëll ech och der Zivillgesellschaft eng Kéier soen, dass et awer wichteg ass, sech anzebréngen. An dat huet och derzou gefouert, dass souwuel wat am TTIP ganz kritesch war wéi och am CETA, dem Accord mat Kanada, wat zu deene Schiidsgeriichter problematesch war, wat schliisslech um Geriicht lant, dass dat och hei erausgeholl ginn ass (veuillez lire: dass d'Schiidsgeriichter dofir hei erausgeholl gi sinn). Mä och do d'Gefor: Wat kënnt elo? An do kann den Här Minister eis vläicht eng Äntwert drop ginn, wat dann do als Konsequenz ze gesi wär.

Et géif nach aner Punkten ze soen, besonnesch, wat déi regulatoresch Kooperatioun ubelaangt. Vläicht do just ee Punkt, an dat war de leschte Freideg och an der Kommissioun esou gesot ginn, de Principe de précaution: Dat wär awer wichteg, wann de Minister dat nach eng Kéier méi offensiv no bausse géif verdeedegen. Wann dat esou ass, dass deen ëmmer gëllt, och bei Importprodukter, déi mer aus anere Länner kréien, dann, mengen ech, ass awer eng grouss Suerg vun der Zivillgesellschaft domadder aus dem Wee, well et ass keng Ënnerhielegung vu Standarden, déi an der Europäescher Kommissioun (veuillez lire: Europäescher Unioun) sinn, domadder passéiert.

Ech sinn um Schluss, scho wäit iwwerzunn, dofir Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir soen der LSAP Merci, fir d'Initiativ fir dës Debatt hei ze huelen. Mir waren awer e bësse verwonnert, well mer u sech déi Problematik hei scho virun e puer Wochen diskutéiert haten, an ausser datt dat agetratt ass, wat ugekënnegt war, gouf et eigentlech elo keen neit Element, wat dat hei elo justifiéiert hätt.

Mir wëllen awer, wann d'LSAP hei déi Initiativ hëlt, eng Feststellung maachen. Hei seet de Vertrieder vun der LSAP: „Mir mussen dat och hei am Parlament diskutéieren." Mä gläichzäiteg sinn et och déi europäesch Sozialisten, déi op europäeschem Plang dorobber hiwierken, datt u sech d'Decisioun iwwert d'Fräihandelsofkommessen ëmmer méi an d'Europaparlament verlagert gëtt an net méi den Accord mixte, deen och den nationale Parlamenter virgeluecht gëtt, an där Form respektéiert gëtt. Ewell si mer jo schonn op deem Punkt, datt mer solle getrennt Accorden hunn, wou de Gros am Europaparlament ratifizéiert gëtt an nëmme verschidde Rechtsdeeler, wou wierklech reng national Kompetenze sinn, dann an engem Accord séparé vun den nationale Parlamenter sollen ofgeseent ginn, dat an der Folleg vum Singapur-Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff.

Dat ass eng Perspektiv, déi mir als ADR net deelen, well mir soen: „All déi Aspekter betreffen natierlech och déi national Parlamenter, a mir wëllen eis net an eise Rechter als Chamber beschneide loossen!" Et ass eng Entwécklung, déi komm ass notamment opgrond vun deem, wat am wallounesche Parlament geschitt war.

Eng zweet Bemierkung: Et war verwonnerlech fir eis, der CSV hei nozelauschteren. Déi éischt fënnef Minutte waren anti-Trump, déi nächst fënnef Minutte waren eppes ganz aneres. Do huet den Här Mosar hei zu Recht gesot: „Mir mussen och mat den USA Allianze sichen. " An et gëtt effektiv Beräicher, wou mir vill ze vill iwwertaxéieren als Europäesch Unioun. Et ass also net eng arbiträr Decisioun vun den Amerikaner, wéi dat dacks duergestallt gëtt, mä och si hunn Ursaache fir Doleancë géintiwwer der Europäescher Unioun. A mir solle géintiwwer eisen amerikanesche Partner déi Eierlechkeet hunn, och de Balken an eisem An ze gesinn - fir dat ze zitéieren -, an net nëmmen d'Splaiter an hirem An.

Et ass och vläicht der CSV an Erënnerung ze ruffen, wa si seet, den transatlantesche Partner wär dee Kranken - ech hu geduecht: „E schwätzt elo vun Europa", mä neen, den Här Mosar huet sech op d'USA bezunn -, mä et wär vläicht Zäit, datt d'CSV mierkt, datt dat Europa, vun deem si ëmmer schwätzt, an där Form iwwerhaapt net méi existéiert! Mir hunn de Brexit, Italien, och e grousst Land, mécht elo eng aner Politik, Spuenien huet intern riseg Problemer, Polen huet aner Iddien iwwer Europa, Éisträich, Ungarn, ee Land nom aneren. Ass et dann nach logesch, ass et nach realistesch, ass et politesch nach am Sënn vum Méiglechen, esou ze maachen, als hätte mer eng eenheetlech europäesch Interesselag vis-à-vis vun den USA? Mir hunn dat net. An dat ass eng Erausfuerderung, och fir déi Lëtzebuerger Diplomatie, mat Realitéiten ze schaffen an net mat Wonschdreem, déi virun 20 Joer vläicht nach hir Berechtegung haten.

Dann, wat de Fong ugeet, musse mer och ganz kloer gesinn, datt mir als Europäer Interessi hätten, net nëmmen, fir dat erëm richteg ze maachen, wat mer vläicht falsch gemaach haten, mä och an den Amerikaner Alliéierter ze gesinn, fir déi Problemer, déi mer mat China hunn, ze léisen. Mir wëssen dach aus eiser industrieller Geschicht, aus der Geschicht vun eisen Handelsbezéiunge mat China, datt och mir Problemer hate mat der Propriété intellectuelle, mat der Protektioun vun den Droits d'auteur, mat dem Patentschutz. Alles dat kenne mer dach. Mir kennen et och aus der Geschicht vun eiser Stolindustrie.

An déi Doleancen, déi d'Amerikaner géintiwwer de Chineesen hunn, dat sinn dach och eis. An ech mengen, amplaz datt mer eng kënschtlech Rivalitéit oder eng feindschaftlech Stëmmung hei opkomme loossen, sollte mer net nëmmen eng fair a korrekt Verhandlung féieren iwwert déi Problemer, fir se ze léisen, mir sollten och an den Amerikaner Partner gesinn, fir déi strukturell Problemer, déi esou vill Länner hunn, notamment mat China, ze léisen. China ass e Land, wat nach ëmmer keng onofhängeg Justiz kennt. Den Investoreschutz a China ass fir eis wichteg, esou wéi e fir d'Amerikaner wichteg ass. Da loosse mer dat mat hinnen zesummen upaken!

Dann ass et eng Fro vun der nationaler Sécherheet. De President Trump hat erklärt, firwat et eng Fro vun der nationaler Sécherheet ass, datt déi amerikanesch Stol- an Aluminiumindustrien esou vill Problemer hunn. An et erkläert och d'Kritik vun dem President Trump zum Beispill géintiwwer enger NAFTA, well d'USA eng ganz Rei vun Delokalisatioune vu gesonde Betriber a Mexiko haten, a Kanada haten, Aarbechtsplaze verluer haten duerch de Fräihandel, eng vun deenen Ursaachen, firwat de President Trump iwwerhaapt gewielt gouf. Ech mengen, et muss een déi Komplexitéit an d'Realitéit vun der Situatioun einfach emol objektiv analyséieren, amplaz hien unzekloen, Alliéierter am Stéch ze loossen oder elo wëllen aus dem Multilateralismus erauszeklammen. Well, loosse mer dach éierlech sinn: De Multilateralismus ass eppes, wou mir zu Recht drun hänken, mä de Multilateralismus ass och eppes, wat net ëmmer esou gutt fonctionnéiert huet, wéi et soll.

Ech soen eng lescht Bemierkung zu eise grénge Frënn. Dee grénge Vertrieder kënnt heihinner a seet, u sech wäre se net fir de Fräihandel!

(Interruption par M. Henri Kox)

Mä ech wëll awer deene Grénge soen, datt déi ganz Lëtzebuerger Prosperitéit vun deene leschte Joren opgrond vun engem Fräihandelsofkommes opgebaut gouf, wéi et soss keent an der Welt gëtt! Dat heescht, de Bannemaart an der Europäescher Unioun, d'Liberté de circulation des biens, des personnes, den Déngschtleeschtungen, dat ass Fräihandel. Dat ass dat, wou déi Gréng och all Dag dervu profitéieren, an eist ganzt Land. Wann elo eng Partei heihikënnt a seet: „Mir si géint de Fräihandel!", hei zu Lëtzebuerg, da froen ech mech awer: Wat versteet déi gréng Partei vu Wirtschaftspolitik? Iwwerhaapt näischt!

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Oh mäi Gott!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Marc Baum fir...

(Brouhaha)

...déi Lénk. Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Baum huet ugekënnegt...

(Brouhaha)

Wann ech gelift! Den Här Baum huet ugekënnegt, dass hien eng Motioun géif deponéieren. Wann Der dermat d'accord sidd, da kann hien dat elo direkt presentéieren, da géife mer bei der Riedezäit deem Rechnung droen, soss misst hien nach eng Kéier eropkomme fir d'Motioun.

(Interruption)

Sidd Der domat d'accord, dass mer dat an engem Jet maachen?

(Assentiment)

Merci. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hunn där Aktualitéitsdebatt, déi d'LSAP gefrot huet, deenen eenzelnen Intervenantë ganz intensiv nogelauschtert. An et gëtt awer schonn e Paradox an der Argumentatioun, fannen ech. Engersäits gëtt vu praktesch jiddwerengem zu Recht kritiséiert, datt den amerikanesche President ewechgeet vun engem Konzept vu Multilateralismus an ëmmer méi just déi eegen Interessen an de Vierdergrond wëllt stellen, ob dat am Emweltberäich ass, wat d'COP21 ugeet, ob et de Welthandel ugeet, wou d'Amerikaner ufänken, d'OMC ausbludden ze loossen. An op där anerer Säit ass an därselwechter Heure d'actualité e bilateralen Accord tëscht der Europäescher Unioun a Japan, dat heescht, d'Europäesch Unioun wierkt hei an deem JEFTA-Accord och net multilateral, mä bilateral.

Här President, et ass elo annerhalleft Joer hier, datt d'Leit hei zu Lëtzebuerg zu Dausende géint e Fräihandelsaccord op d'Strooss gaange sinn. Net nëmmen hei am Land, mä a ganz Europa huet d'Beyëlkerung sech 2016 massiv mobiliséiert, fir d'Éischt géint den TTIP an duerno géint de CETA.

All dës Leit, kritesch, engagéiert Bierger, Gewerkschaften, Sozial- an Emweltverbänn, Konsumenteschutzorganisatiounen an ONGe waren a sinn net géint den Handel, obwuel se sech dee Virworf ëmmer erëm hu misse gefale loossen. Si hu sech zesumme gewiert géint eng Zort Fräihandelsaccorden, déi hanner zouenen Diere verhandelt gi sinn an déi kuerzfristeg Profittinteresse vu grousse Multinationallen iwwert déi legitimm sozial, demokratesch an ekologesch Bedenke vun der Bevëlkerung stellen. Si hu sech zesumme gewiert géint Fräihandelsaccorden, déi op internationalem Niveau fir eng verschäerfte Konkurrenz tëschent de Populatioune stinn an net fir eng gestäerkte Kooperatioun.

Déi Manifestatioune waren duerfir och net einfach just „dergéint". Et war virun allem en Opruff un d'Politik, sech fir Alternative staarkzemaachen, Weeër ze siche fir eng aner Handelspolitik, eng Handelspolitik, déi op Transparenz opbaut an op Consultatiounen, eng Politik, déi de sozialen Zesummenhalt an de Respekt virun der Emwelt als verbindlecht Zil ugesäit an net als lästegt Hindernis.

Här President, haut, annerhalleft Joer duerno, muss ee feststellen, datt dës Leit scheinbar net gehéiert gi sinn. Mir hunn elo e weideren Accord mat enger grousser Handelsmuecht virleien, mat Japan an dësem Fall, deen exakt op deemselwechte Modell berout wéi TTIP oder CETA a wou schonn nees dee ganzen Inhalt op d'Interête vu Multinationallen ausgeriicht ass.

An et fënnt een déiselwecht problematesch Konzepter wéi beim CETA erëm. Et geet ëm d'reglementaresch Kooperatioun an, domadder verbonnen, d'Gefor vun engem „standstill", datt esou vill Akteure kënnen transnational hir Avisen ofginn, datt sech eenzel Länner respektiv d'Europäesch Kommissioun bal net méi trauen, nach selwer d'Standarde weider an d'Luucht ze setzen. Et sinn déiselwecht Konzepter vun der Liberaliséierung vun de Servicer unhand vun Negativlëschten an et sinn déiselwecht Konzepter vun der Liberaliséierung vun de Marché-publicken a vun de Kapital- a Finanzflëss.

D'Schiidsgeriichter, an dat stëmmt, sinn hei provisoresch ausgeklamert, mä si sollen an enger zweeter Etapp nokommen. An et kann ee just déi allergréissten Hoffnung ausdrécken, datt dat net privat Schiidsgeriichter sinn, mä datt dat ëffentlech Riichter sinn, déi do wäerten zesumme mat Japan ausgehandelt ginn, an datt d'Europäesch Unioun do an hirer Haltung staark bleift.

Et sinn, no den Erfahrunge vun TTIP a CETA, grouss Versprieche gemaach ginn a Saachen Transparenz. Mä ech muss lech soen, datt mir als Deputéiert an deem ganze Verhandlungsprozess guer net involvéiert waren, gradesou wéi d'Bierger dobaussen och net informéiert waren doriwwer, am Géigesaz zu groussen Industrieverbänn, déi an Honnerte vu Reuniounen iwwer alles informéiert gi sinn, wat mer jo elo nach kierzlech confirméiert kruten.

Am Dezember d'lescht Joer gouf den Accord finaliséiert. Mä eréischt zanter sechs Wochen, also zanter dem 18. Abrëll dëst Joer, ass déi konsolidéiert Fassung um Site vun der Kommissioun ze fannen, en Dokument, wat awer ëmmerhi mat de jeeweilegen Annexen 1.500 Säite laang ass a wat den 23. Juni, also an emol net dräi Wochen dann, vun de Regierunge soll ënnerschriwwe ginn.

Mir mengen, datt do de Constat awer sans appel ass, näämlech: Amplaz sech mat de berechtegte Suerge vu Biergerinnen a Bierger ausenanerzesetzen an iwwer Inhalter ze schwätzen, gëtt weidergemaach wéi virdrun.

An der Kommissioun den 1. Juni, effektiv an enger vun zwou Kommissiounssëtzungen, hu Vertrieder vum Aussenhandelsministère Äntwerte ginn, Äntwerten op Froen, déi mir als Lénk och schrëftlech eraginn hunn. A mir hu sécherlech Äntwerte kritt, mä ech géif awer zumindest fir eis Säit behaapten, datt se eis op jidde Fall net honnertprozenteg zefriddestelle konnten.

Duerfir, Här President, deposéieren ech hei am Numm vun der Lénker eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, dësen Accord den 23. Juni net ze ënnerschreiwen. Wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que les négociations entre la Commission européenne et le Japon sur la mise en place d'un accord de libre-échange ont débuté en 2013 et ont été finalisées le 8 décembre 2017;

- que les membres de la Chambre des Députés, ainsi que le grand public, n'ont pu prendre note du texte final consolidé de près de 1.500 pages qu'à partir du 18 avril 2018;

- que le Conseil est invité à donner son accord pour la signature de l'accord JEFTA le 23 juin 2018;

- que la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés a uniquement été informée de manière très succincte du contenu du traité dans deux réunions (le 25 mai et - sur demande de déi Lénk - le 1er juin) et qu'aucune analyse détaillée des articles n'a été menée au sein de cette Commission parlementaire;

- que l'accord va loin au-delà d'une simple réduction des obstacles tarifaires pour comprendre entre autres une libéralisation des services, de l'investissement, du commerce électronique, de la circulation des capitaux, des modes de payement ou des marchés publics, ainsi que des dispositions de longue portée sur entre autres la coopération réglementaire, la gouvernance des entreprises ou la propriété intellectuelle et que par conséquent une analyse approfondie s'impose;

- qu'aucune étude d'impact de cet accord sur le Luxembourg n'a été réalisée et que les études d'impact de la Commission européenne, portant sur l'ensemble de l'Union européenne, présentent des déficiences méthodiques ostensibles;

- que le résultat des négociations JEFTA ne se différencie que très peu de l'accord CETA avec le Canada qui a fait l'objet d'une forte contestation de la part de la société civile luxembourgeoise et notamment des syndicats et des organisations environnementales, sociales et de développement;

- que toutes ces organisations réunies au sein de la plateforme «Stop TTIP & CETA» s'expriment en défaveur de l'accord de libre-échange JEFTA;

- que le résultat des négociations JEFTA a été fortement influencé par les lobbies industriels et que les craintes par rapport à un affaiblissement des normes sociales et environnementales n'ont pas pu être dissipées;

- que tout accord de libre-échange bilatéral mine les efforts de renforcer le cadre commercial multilatéral et mène à une déviation du commerce au détriment de pays tiers et notamment des pays en voie de développement;

invite le Gouvernement luxembourgeois

- à refuser au Conseil son consentement à la signature de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon (JEFTA).

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An der parlamentarescher Kommissiounssëtzung vum 1. Juni hunn d'Beamte vum Aussenhandelsministère zum Deel dat bestätegt, wat mir gefaart hunn. Et gëtt näämlech keng Impaktanalys op déi Lëtzebuerger Wirtschaft. Et konnt emol net graff gesot ginn, wéi eng Secteure vun eiser Ekonomie am meeschte géife profitéieren, geschweige dann, wéi eng riskéieren ënner Drock ze geroden, mä et ass ganz allgemeng gesot ginn: „Esou Accorde sinn ëmmer gutt fir déi ganz Ekonomie!"

An dat ass awer schonn erstaunlech, wa Lëtzebuerg elo awer mat deem JEFTA-Accord Deel vun der weltgréisster Fräihandelszon soll ginn, weltgréisst Fräihandelszon no deenen Accorde vun der neier Generatioun.

Am Kader vun den Debatten hei am Haus iwwer CETA ass den Aussenhandelsminister net midd ginn ze ënnersträichen, datt mer bei CETA an engem ganz anere Film wäre wéi beim TTIP, notamment wat d'sozial Rechter ugeet, well Kanada, am Géigesaz zu den USA, déi zentral ILO-Aarbechtskonventiounen ënnerschriwwen hätt. Mir gesinn awer elo hei bei Japan, datt zwou vun deene véier Kärkonventiounen net ënnerschriwwe sinn. An doropshi gëtt eis dann an där Kommissioun gesot, dat wär awer net schlëmm, well Japan géif sech engagéieren, dat nozehuelen. Mä genau dat doten Engagement, dat och zum Deel am Accord steet, ass alles mä net verbindlech. Et ass eng reng „Goodwill-Erklärung", am Géigesaz zu anere liberalen Dogmen, fir déi et verbindlech Regele gëtt.

Här President, et gëtt ee ganz dacks an Debatten iwwer esou Fräihandelsaccorden d'Gefill net lass, datt jiddwereen, deen déi aktuell Handelspolitik e bësse méi nuancéiert gesäit, entweder als nationalistesche Protektionist ofgestempelt gëtt, souzesoen als eng Zort Trump-Unhänger, oder awer als hoffnungslosen Utopist.

Mir mengen awer, datt déi Dausende Leit, déi op d'Strooss gaange sinn, och all déi Organisatiounen, déi se vertrueden hunn - an et brauch ee se net opzezielen, si sinn nach ëmmer regruppéiert an där Plattform -, weder Nationaliste sinn nach Protektionisten an och net Utopisten, mä et si Representantë vun der Lëtzebuerger Zivillgesellschaft. An ech denken, et wär gutt gewiescht, déi Bedenken och seriö ze huelen.

Ech mengen, datt se ofzestempelen e grousse Feeler wär, well esou eng Approche wär stellvertriedend fir eng Politik, déi d'Suerge vun de Biergerinnen a Bierger ignoréiert an déi onfäeg ass, sech kritesch mat deenen dominante wirtschaftlechen Dogmen auserneenzesetzen.

Här President, als Lénk si mir fir Handel, mir sinn och fir fräien Handel. Mä dat, wat haut ënner fräiem Handel verstane gëtt, dat ass en Handel ouni Regelen. Mir mengen, datt mer staark Regele brauchen. Mir brauchen eng Handelspolitik, déi mat de Bierger fir d'Bierger entsteet, eng Handelspolitik, déi de sozialen an ekologesche Fortschrëtt promouvéiert, eng Handelspolitik déi op Multilateralismus an net op Bilateralismus opbaut an d'Kooperatioun sicht amplaz eng verschäerft Konkurrenz tëschent de Länner. Mir brauchen och eng Handelspolitik, déi net per force Handelsiwwerschëss op d'Käschte vun anere Länner produzéiert, mä eng harmonesch Entwécklung an den internationale Bezéiunge promouvéiert.

All dëst fanne mir awer an dësem Accord mat Japan net erëm. Ganz am Contraire, mir mengen, dësen Accord geet alt nees an déi falsch Richtung. Duerfir fuerdere mir d'Regierung och dréngend op, dësem Accord zu Bréissel net zouzestëmmen. Net well mer als Lëtzebuerger géint den Handel sinn, mä well mer géint dës Handelspolitik vun der EU-Kommissioun sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun eiser éischter Ronn. An déi zweet Ronn, déi ass elo um Ausseminister, dem Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, also ech mengen, mir sinn trotzdeem domadder d'accord, dass déi Tensiounen, déi mer elo erliewen, eigentlech d'Konsequenz si vun enger Positioun an Amerika, déi sech total ënnerscheet vun deem, wat Amerika vum Enn vum Zweete Weltkrich u bedeit huet. Amerika huet de System vum Fonds monétaire international mat opgebaut, de GATT-Agreement. D'Amerikaner waren ëmmer déi grouss Promoteure vum fräien Handel, och an der OECD, a mir gesinn elo e Revirement, wat zimlech kategoresch ass.

Mir däerfen natierlech d'Aen elo net zoumaachen. An do hu verschidde Kolleegen hei recht, wann een d'Konsequenze kuckt vum Verhale vu verschiddene Länner, déi d'Regelen ëmginn duerch illegal Subventiounen, duerch Dumpingexporter, dass och dat natierlech den internationalen Handel staark perturbéiert.

Nun, d'Regelen, déi am Kader vun der WTO vun alle State gemeinsam geholl gi sinn, hunn et eigentlech erméiglecht, de Welthandel - an dorëms geet et fir unzefänken - méi transparent ze maachen, Protektionismus ofzeschafen, a virun allem ass et am Interêt vun deene manner gutt gestallte Länner, wann de Welthandel transparent an offe funktionéiert.

De System, dee mer hunn, ass doudsécher net perfekt. Mä denke mer drun, ech hunn dat elo an e puer Reunioune gesinn, souwuel zu Nairobi wéi och elo an Argentinien, dass déi äermste vun de Länner am meeschten drënner leiden, wann d'OMC hippt.

Wat vläicht de Stol fir d'Éischt ugeet, Här President, den Här Mosar ass jo speziell dorop agaangen a mir hate jo eng Debatt hei a mir hunn och an der Chamberskommissioun dacks driwwer geschwat: Dir wësst, dass elo zënter dem leschten Donneschdeg déi 25% zielen um Stol an déi 10% um Aluminium. Bon, mir si jo mam Aluminium als Land elo net esou concernéiert. Mir hunn alles gemaach, och zu Washington, fir eisen amerikanesche Frënn ze soen, dass mer awer och hei zu Lëtzebuerg Produkter hu wéi d'Grey-Träger, wéi d'Palplanchen, déi ganz spezifesch sinn. An et ass do net ausgeschloss, net nëmme mat Lëtzebuerg, dat huet elo näischt mat enger Desolidariséierung mat der Europäescher Unioun ze dinn, mä op verschiddene Marchéen, wa Produkter importéiert ginn an Amerika, déi produktspezifesch sinn, dass do kënnen och Ausname gefrot ginn. A mir hoffen natierlech, dass déi 10% vun eisem Stol, déi an Amerika ginn, dass déi eis Siderurgie net ze vill perturbéieren. Well ech mengen, et gëtt vill hei vu Multie geschwat, mä d'Multien an op jidde Fall d'Siderurgie zu Lëtzebuerg assuréiere jo awer Dausende vun Aarbechtsplazen, direkt an och indirekt.

Wat elo déi europäesch Reaktioun ugeet, och doriwwer kann ech näischt Neies erzielen, just formell soen, dass déi Géigemesuren elo fir déi éischt 2,8 Milliarden - de Volume gëtt geschat op 5,6 Milliarden -, also fir 2,8 Milliarden elo agefouert ginn. Direkt! Ech huelen un, dass dat uganks Juli geschitt, an dass fir de Rescht, déi 3,6 Milliarden, fir do Taxen och dropzesetzen, ofgewaart gëtt, wat fir eng Decisioun um OMC-Geriicht erauskënnt. An den Alex Bodry huet hei total recht. Et si siwe Riichter an deem OMC-Geriicht. De Moment si mer op véier. Wann nach een ewechfält, da kann dat Geriicht keng Decisioun méi huelen. Mä och dat ass mëttel- a laangfristeg geplangt ebe vun deem Stäerkste vun der Welt, doranner, fir vläicht zu deem Resultat ze kommen.

D'Unioun huet jo och sech decidéiert, fir juristesch Schrëtt ze huelen. Also, et ass... Den Här Kartheiser, mengen ech, war et, dee gesot huet, e géif verstoen, dass dat mat Sécherheet ze doen hätt an Amerika. Also, ech ka mer wierklech net virstellen, dass, wann europäesch Autoen an Amerika zirkuléieren, dass dat eppes ze dinn huet mat der amerikanescher Sécherheet. De President Trump huet ee Moment kloer gesot, e wéilt kee Mercedes, deen net an Amerika gebaut géif ginn, op hire Stroosse méi fuere gesinn.

Ben, mir musse wëssen, a mengen Aen, dass dat heiten en éischte Schrëtt ass, an dass en fait d'Potenzial vum Export vun der Europäescher Unioun a virun allem, wat d'Autoen ugeet, vun Däitschland an och vun Italien viséiert ass. Also mir, mengen ech, hu kee schlecht Argument virun der OMC, fir ze soen, dass dat doten, dass d'Sécherheet just evoquéiert gëtt aus enger Ursaach: Wann et d'Sécherheet ass, da kann de President eleng entscheeden, wann et net d'Sécherheet ass, ass et eng Affär, wou de Kongress matschwätzt.

Dann dat Drëtt. Et gëtt wéineg dervu geschwat, mä dat schéngt mer dat ze sinn, wat kann am meeschte wéidinn. Dat ass, wa keen esou e grousse Volume vu Stol méi op den amerikanesche Maart kënnt, da ginn aner Mäert gesicht, da ginn d'europäesch Mäert gesicht. Aus dem asiatesche Raum eraus kéint also nach méi eng Iwwercapacitéit an Europa op de Maart kommen, d'Präisser falen, an och dat huet Konsequenzen net nëmme fir eis Ekonomie en général, mä och fir d'Aarbechtsplazen an Europa.

D'Fro ass elo gewiescht am Conseil, Här President, Dir hutt dat jo e wéineg gefrot... Bon, et gëtt déi zwee gréisst Länner vun der Europäescher Unioun - déi Däitsch hunn natierlech en immensen Iwwerschoss un Export, wat Amerika ugeet, an d'Fransousen hunn dat net. D'Fransousen hunn éischter, dass se méi importéieren aus Amerika wéi se exportéieren. Duerfir waren och d'Interêten zwar déi nämlecht, fir geschlosse virzegoen, mä et ass do awer trotzdeem eng kleng Nuance dran. An d'Fro ass gaangen: Wivill leet een op d'Wo, fir am Virfeld vum leschten Donneschdeg dem amerikanesche President awer ze soen, mir als Europäer wäre jo bereet, fir och iwwert d'Regelen ze schwätzen, fir iwwer Taxen ze schwätzen, wa mer déi vergläichen - d'Camionen an d'Autoen an esou weider -, mä dat alles huet jo, wéi Der wësst, näischt gedéngt.

Ech wëll vläicht och soen, dass d'Cecilia Malmström, déi zoustänneg Kommissärin, ganz vill geschwat huet mam Här Ross, mam Här Leitheiser, awer mir sinn de Moment an enger Phas an Amerika, déi zimlech komesch ass. Well déi Leit, mat deenen ee schwätzt, soen engem zwou Saachen. Dat Éischt, dat ass: Si wëssen net, ob se mar nach do sinn, fir mat engem driwwer ze schwätzen. Mä virun allem soe se: „Et ass egal, wat mir ofmaachen, et ass ee Mann, deen a leschter Instanz decidéiert." Dat ass eben de presidentiale Regimm, wéi en de Moment an Amerika fonctionnéiert, an do weess keen, wat à la fin du compte richteg erauskënnt.

D'„Eenegkeet" vun der Europäescher Unioun, ech hat mer dat Wuert hei opgeschriwwen, effketiv. Bon: Aussepolitik, Migratiounspolitik, Handelspolitik - ech maachen hei kee Sammelsurium vu Saachen, wou nach Sputt no uewen do ass, oder vill Sputt no uewen do ass, mä dat ass ginn. Ech mengen, dass mer an där Fro hei bis dato, wann een emol eng Klammer mécht, wat den Iran ugeet an d'Positioun vun den Europäer, dass mer an der Handelspolitik dach awer, géif ech soen, zu 90% zesummestoungen an d'Staang och do, bis elo op jidde Fall, riichtgehalen hunn.

Wat och elo d'Handelspolitik ugeet, net nëmme mat Amerika, mä och mat China, wëll ech dem Här Mosar soen, Här President, dass d'Europäesch Unioun de leschte Freideg juristesch Schrëtt géint China bei der WTO ageluecht huet, well eis Betriber gezwonge sinn, hir Technologie ofzeginn, wa se a China Geschäfter maache wëllen. Ech mengen, och dat ass eppes, wat géint d'Basisregele verstéisst. An duerfir, mir hu schonn en Interêt, dass d'Geriicht vun der WTO weiderbesteet, an et kéint och och zum Beispill an deem Punkt hei tranchéieren.

Nun, bon, Här Baum, ech mengen, wann de Welthandel géif fonctionnéieren, wéi e misst fonctionnéieren, da bräichte mer, an do ginn ech Iech recht, keng bilateral Accorden ze maachen. Nu gëtt et awer bilateral Accorden op der ganzer Welt, well eben de Welthandel u sech net esou fonctionnéiert, wéi e misst fonctionnéieren. An do maacht Der e Feeler, a mengen Aen, wann ech Iech dat däerf soen: dass dat d'Schold wär vun den Europäer. Dat ass eng Tatsaach, déi mer hunn, wou eis Länner dru schold sinn, de Westen, wann ech esou däerf soen, mä awer och aner Länner, déi éischter zu de Länner an Afrika oder an Asien oder a Latäinamerika gehéieren.

Bon, mat Japan dann hu mer... Dat ass eise sechsten Handelspartner vun der Europäescher Unioun. A mir hunn am leschten Dezember - wann ech soen „mir": déi zoustänneg Instanze vun der Europäescher Unioun - dee Fräihandelsvertrag ofgeschloss. Vun do u steet och alles, wat negociéiert ginn ass, um Internetsite vun der Kommissioun. En ass elo aktualiséiert ginn. Do hutt Der recht, mä alles, wat am Dezember bestanen huet, ass fir de Public oppen.

An den 11. Juli ass jo e Sommet Japan/Europäesch Unioun, an da soll en ënnerschriwwe ginn. Ech géif, Här President, éischter soen, dass mer d'Motioun net kënnen unhuelen, well mir wiere mat absolutter Wahrscheinlechkeet dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, wat do géif e Problem gesinn. Et ass keen anert Land an der Europäescher Unioun, wat am Conseil Problemer ugemellt huet. An ech muss Iech och éierlech soen: Ech wéisst net firwat.

Den Investorenschutz, och fir dat hei eng Kéier kloer ze soen: Mir sinn net méi beim ISDS. Mir ware scho beim CETA net méi beim ISDS, dat heescht bei deene private Schiidsgeriichter. Mir hunn e spezifesche System entwéckelt, deen heescht ICS. Dat soll e Geriicht ginn, wat eng Compétence mondiale huet, mat gewielte Riichter, mat Riichter, wou ee kann e Recours maachen op deene Geriichter.

An deen ICS, ob deen agesat gëtt beim CETA oder net, hänkt jo dervun of, wéi den Avis ass vun der Cour européenne de justice. Deen Avis ass gefrot. Dat ka bis den Hierscht daueren, et kann awer och nach vläicht ee Joer daueren; dat weess een net. Mä wann deen Avis do ass an den ICS ass kompatibel mat der europäescher Gesetzgebung, dann, mengen ech, kënnt de Schrëtt, dass een dann och kéint den ICS, also dat internationaalt Geriicht, afléisse loossen an de CETA.

A mir hunn alleguerte gesot, an net nëmme mir hei an der Chamber oder mir an der Regierung, mä och d'Europäescht Parlament, an ech mengen, do soll een e wéineg Fiduz hunn, dat si jo awer och Leit, déi trotzdeem och wëssen, wat den Interêt vun Europa ass, an déi hu gesot: „Et gëtt näischt méi ënnert dem ICS." A wann et näischt gëtt ënnert dem ICS, da sinn déi normal Geriichter zoustänneg. Do si mer am Droit commun.

Elo kënnt Der soen, et géif jo ëmmer goen am Droit commun. Am Droit commun ass ee Problem, dass et kéint sinn, dass d'Geriichter soen: „Mir sinn net zoustänneg dofir. Dat do ass vëlkerrechtlech achséiert an duerfir si mir net zoustänneg", an da géif keen eng Decisioun kënnen huelen. Bon, et gëtt méi grouss Spezialiste wéi ech, mä ech mengen och, dass dat heite kéint lafen ouni dat, mä loosse mer ofwaarden, wat d'Cour européenne de justice seet, an da kucken, wéi d'Diskussioune weiderginn.

Dir wësst, mat Mexiko hu mer fäerdeg verhandelt, och zu dësen Zäitpunkt. Dat ass wichteg fir d'Mexikaner, well se an de Seeler hänke mam NAFTA. Mir hunn och zwee Mandater ugeholl, déi och um Internetsite sinn, mat Neuseeland a mat Australien, zwee Länner, déi ganz vill Interêt hunn, fir mat eis en Accord ze maachen.

Ee wichtegen Accord ass mam Mercosur. An do si mer jo net méi am Bilateralen, do si mer jo awer wierklech... De Mercosur ass eng regional Organisatioun a Latäinamerika. An Europa, wou mer gären hätten, dass mer géife virukommen, do wësst Der, dass alles, wat den Agrarsecteur ugeet, immens sensibel ass, mä do muss ee waarden, bis d'Wahlen a Brasilien eriwwer sinn, ier ee kann do weiderkommen.

Bon, mir hunn, mengen ech, och hei zu Lëtzebuerg, wann ech dat däerf soen, Här President, trotzdeem en immensen Interêt, dass déi Ouverture, déi eist Land ëmmer hat, net nëmmen um europäesche Bannemaart, mä och doriwwer eraus, net zougemaach gëtt. An ech denken do net un éischter Stell un eis Finanzplaz, mä ech denke virun allem un déi Zukunftsträger vun eiser Lëtzebuerger Ekonomie, déi Kleng- a Mëttelbetriber och.

An am Fall vu Japan musse mer wëssen, dass zum Beispill bei der Statsvisitt d'Iescht Joer ganz groussen Interêt war vu Lëtzebuerger Entreprisen, déi méi enk mat deem Land zesumme wëlle schaffen. Do ware ganz innovativ Betriber derbäi: Telekommunikatioun, Robotik an esou weider. A mir hunn eng Rei Betriber, déi Industriekomponente produzéieren.

A wann d'Tariffer tëscht Japan an der Europäescher Unioun erofginn, also d'Zolltariffer, da ginn eis Exporter an d'Luucht. Denke mer un d'Autoen zum Beispill. Also kéint dat och am Interêt sinn, wann dat steet, vun eise Kleng- a Mëttelbetriber. An do hutt Der schonn eng Äntwert op Är Fro, wat dat der Lëtzebuerger Ekonomie kéint bréngen.

Bon, de Vertrag huet och e speziellt Kapitel, dat et de PMEe méi einfach maache soll, vum Accord kënnen ze profitéieren. Et gëtt virun allem Wäert drop geluecht, d'Prozedure méi transparent ze maachen, fir dass d'Betriber méi séier an och méi einfach un déi néideg Informatioune kommen.

Bon, déi Handelsverträg. An ech sinn dee Leschten, Här Baum, dee seet, dass se net och géif Bedenken ausléisen an der Société civile. Dat ass kloer. An ech mengen, déi Angscht soll een eescht huelen. D'Globaliséierung ass e Phenomeen, deen an eiser Gesellschaft op d'Ëmwelt zum Beispill oder fir vill aner Saachen Awierkungen huet. An et kann een net einfach soen, dass dat Spënner sinn oder Leit sinn, déi op der Trump-Achs do gewéckelt wieren. Dat soen ech absolutt net!

Duerfir hu mer an deem Kontext och zu Bréissel... An och vun allen anere Länner aus der Europäescher Unioun ass drop geschafft ginn. An ech wëll fir d'Éischt emol soen, dass et essenziell ass, dass d'Aarbechtsnormen an dann och eis Ëmweltnormen net däerfe geaffert ginn - et steet kloer dran -, fir méi héich Profitter ze erwirtschaften.

Et ass och essenziell, dass déi Normen, déi eisen Alldag bestëmmen, net verwässert ginn. Ech denken do un d'Qualitéit vun eise Liewensmëttel, de Gesondheetssystem an d'éffentlech Déngschter. An ech mengen, do halen ech deen nämlechten Langage am Numm vun der Regierung wéi deen, deen ech bei CETA gehalen hunn.

Den Asaz elo fir d'Erhalen oder fir d'Verbesserung vun eisen Aarbechts- an Ëmweltnormen fënnt och net am geschlossene Raum statt am Kader vu Fräihandelsofkommessen. Neen! Mat de Fräihandelsverträg, do gi keng Entscheedunge getraff, déi eben eis Normen oder eis Regele changéieren, déi mer hunn. Dat gëtt an deene Kompetenzen, Enceinten diskutéiert wéi hei an der Chamber oder wéi zu Bréissel am Europaparlament. An d'Fräihandelsverträg, dat ass ganz kloer: D'Parteie si gehalen - den Droit de réguler -, dat heescht, sech selwer ze bestëmmen, wat se fir sech a fir hir Leit gutt fannen, an net, fir eben d'Normen en fait an Enceinten, déi niewebäilafen, ze änneren.

D'Fräihandelsverträg gesinn en Dialog vir. Dat ass kloer, dat ass bei alle Verträg dran. Déi verschidde Parteie kënnen do zesummekommen. Dat heescht awer net, dass mer probéieren, eis Partner ze iwwerzeegen, elo international agreéiert Normen ze adoptéieren, fir dass eis Entreprisen hir Produkter méi einfach kënnen exportéieren. Dat ass kloer. Ech ginn Iech ee Beispill: 2018 kann elo Béier, deen a Japan exportéiert gëtt, och „Béier" heeschen, an net méi „alkoholesche Softdrink", wéi dat bis elo de Fall war.

Bon, deen Dialog ass net méi wéi en Dialog. Decisioune ginn do net geholl.

Fir ofzeschléissen, Här President, wëll ech nach soen, dass ech och wëll erwänen, ob mer elo domadder d'accord sinn oder net, dass d'Zil vun europäesche Fräihandelsverträg jo net nëmmen exklusiv ka sinn, fir mat deene Länner ze verhandelen, déi um Enn vum Wee ukomm sinn an déi déi beschten Normen an alle Beräicher hunn. Ech mengen, et ass jo och an eisem Interêt, dass mer dat maache mat deenen, déi wierklech Fortschrëtter gemaach hunn, déi och bereet sinn, méi ze maachen, an dann ze kucken, d'Saachen ze verbesseren.

Ech mengen, de Respekt vun internationalen Aarbechts- a vun Ëmweltverträg, och dem Paräisser Klimaofkommes, ass jo awer e Beispill, e wichtegen Deel vun eisen Handelsaccorden, an do, wou et Mängel ginn, sech ze engagéieren als Partner, fir se ze verbesseren.

Et stëmmt zwar, dass dës Verträg elo keng Strofe virgesinn, wann et net weidergeet, mä et dierf een net ënnerschätzen, wéi schnell d'Saachen a Bewegung kënne kommen - do hutt Der och erëm recht -, wann d'Zivillgesellschaft an den Dialog implizéiert ass a wann d'Rapporte vun den Experte veréffentlecht ginn. Dat sinn Dispositiounen, déi eis an eise Verträg, déi mer ofschléissen, och bilateral, eng Upak ginn, déi mer net mat anere Länner hunn, wou mer keng Fräihandelsaccorden ofgeschloss hunn.

Duerfir, Här President, ech mengen, mir kéinte mat rouegem Gewëssen, géif ech emol am Numm vun der Regierung proposéieren, och mat deem Accord vu Japan d'accord sinn.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Ausseminister.

Motion 1

Wëllt ee vun de Kolleege Stellung zu der Motioun huelen?

(Négation)

Den Ausseminister huet dat gemaach. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen, wa keng weider Wuertmeldung kënnt.

Vote sur la motion 1

An ech géif d'Ofstëmmung da lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Interruption)

Mir droen deem Rechnung beim definitive Vott.

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. 2-mol Jo; 55, 56 oder méi Neen,...

(Interruption)

...wa mer dat kontabiliséiert hunn, wou d'Maschinn net gaangen ass. Mir maachen dat dann direkt. Merci.

Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 56 voix contre et 2 voix pour.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Simone Asselborn-Bintz, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger (par M. André Bauler), Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Edy Mertens), Mme Joëlle Elvinger (par M. Alexander Krieps), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir ginn zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer. Dat ass de Projet de loi 6994, an anere Wierder: dat neit Déiereschutzgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Gusty Graas. Här Graas wann ech gelift.

7. 6994 - Projet de loi sur la protection des animaux

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren: „D'Gréisst vun enger Natioun an hir moralesch Räifheet loosse sech doru moossen, wéi se mat hiren Déieren ëmgeet", esou den indesche Statsmann Mahatma Gandhi. An do läit ouni Zweifel ganz vill Wourecht dran. D'Relatioun Mënsch/Déier hëlt eng grouss Plaz an der Entwécklung vun der Mënschheet an. Et ass munchmol eng ugespaant Relatioun, wou oft och net genuch d'Interesse vum Déier vertruede ginn.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt sech um legislative Plang zënter 1879 méi intensiv mam Schutz vum Déier beschäftegt. 1924 hat den deemolegen Deputéierte René Blum eng éischt Proposition de loi an deem Beräich virgeluecht, déi allerdéngs eréischt 1937 vum Statsrot aviséiert gi war. An dat allerdéngs mat engem Avis négatif. 1965 krute mer u sech dat éischt richtegt Déiereschutzgesetz, 1983 en neit. An haut maache mer ouni Zweifel e grousse qualitative Sprong, fir nach méi Rechter vun den Déiere kënnen ze vertrieden.

Mat der Aféierung vum Term „Dignitéit" an eis Gesetzgebung iwwert de Schutz vum Déier duerchbrieche mer ouni Zweifel eng gewësse Schallmauer. Bis elo war jo d'Konzept vun der Dignitéit exklusiv dem Mënsch reservéiert. Dat ass also schonn e Paradigmewiessel. Mir ginn also deelweis den Anthropozentrissem op. Mir erkennen dem Déier de Statut vun engem net mënschleche Wiesen zou, wat Schmäerz a Sensibilitéit empfanne kann.

Bis elo huet u sech eréischt d'Schwäiz als éischt Land formell deen Term a seng Gesetzgebung 1992 ageschriwwen. Mir hunn déiselwecht Definitioun wéi d'Schwäizer iwwerholl, déi si am Artikel 3 vun hirem Gesetz vum 16. Dezember 2005 integréiert hunn.

An deem Kontext hei muss een och vläicht op den Artikel 13 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der EU hiweisen, an deem d'EU-Memberstaten opgefuerdert ginn, dem Wuelbefanne vum Déier Rechnung ze droen. An eisem Gesetz geet et och ëm de physiologeschen an de psychologeschen Zoustand vum Déier.

Den ekonomesche Volet vum Déierenhandel ass ouni Zweifel ganz grouss hei an Europa, natierlech och hei zu Lëtzebuerg. Ech wëll drop hiweisen, datt mer an der EU 23 Millioune Mëllechkéi hunn. Et ginn all Joer 22 Milliounen Tonne Schwéngefleesch an 13 Tonne Gefligelfleesch an der EU produzéiert. Donieft gëtt et 66 Millioune Kazen a 60 Milliounen Hënn, hei zu Lëtzebuerg eleng 50.000 Hënn.

Wann de Mënsch muss mat esou enger héijer Quantitéit vun Déieren ëmgoen, dann ass et normal, datt och muss eng streng Legislatioun geschafe ginn. An dat versiche mer ouni Zweifel mat dësem Projet de loi, deen den 23. Mee 2016 vum Landwirtschaftsminister Fernand Etgen deposéiert gouf.

An hirer Sëtzung vum 29. September 2017 hat d'Agrarkommissioun hire President zum Rapporteur genannt. Zwee Joer méi spéit, no ville wäertvollen Diskussiounen an Entrevuen, si mer haut prett, dëse modernen Text der Chamber virzeleeën. Ech wëll direkt awer hei betounen, datt dëst Gesetz sech just un d'Wirbeldéieren an d'Cephalopoden, also Kopffüßer, riicht, also applizéiert.

Et gëtt haut wëssenschaftlech Etüden, déi ganz kloer beweisen, datt d'Wirbeldéiere Péng kënne verspieren. Si hunn ouni Zweifel och e komplexen Nervesystem. Ech wëll awer och direkt hei ënnersträichen, datt d'Juegd an d'Fëscherei an déi schiedlech Organismen net ënnert dës Gesetzgebung falen.

Wat d'Juegd an d'Fëscherei ubelaangt, do gëtt et jo spezifesch Gesetzgebungen. An et soll een dat och ganz kloer hei ënnersträichen. Dat si jo zwou Aktivitéiten, déi awer och streng geregelt sinn.

Wat sinn elo déi markantst Punkte vun dësem Gesetz? Et sinn der ganz vill. Et kann een natierlech net an all Detail agoen. Ech wëll awer op déi wesentlechst hei agoen, selbstverständlech.

Duerch dëst Gesetz soll e wierdegen Ëmgang mam Déier garantéiert ginn. De Mënsch muss ouni Zweifel wëssen, datt seng physesch an och seng intellektuell Iwwerleeënheet net däerf zuongonschte vum Déier ausgespillt ginn. Den Artikel 4 soll duerfir e Garant sinn. Och nëmmen Déieren, déi op enger spezifescher Lëscht stinn, däerfe gehale ginn.

Et ginn natierlech Exceptiounen, zum Beispill fir en Zoo oder fir en Zirkus. Wa mer scho beim Zirkus sinn: Déi mussen dem Minister duerch eng Nott matgedeelt ginn. Datselwecht gëllt iwwregens och fir Déierenausstellungen oder Déieremäert. Dës Notifikatioun muss och 15 Deeg virun dem Evenement gemaach ginn. Et ass dat och am Sënn vun enger Simplification administrative.

Et sinn dann eng Rei aner Aktivitéite mat Déieren, déi awer am Virfeld vum Minister mussen autoriséiert ginn. Et gëllt also och, en Ënnerscheed ze maachen zwëschen Notifikatioun an Autorisatioun. Esou muss zum Beispill fir d'Zuucht vun Hënn a Kazen oder fir den Tournage vun engem Film mat Déieren eng Autorisatioun virleien. Pensiounen an och kommerziell Etablissementer fir Déiere brauchen natierlech och eng Autorisatioun vum Landwirtschaftsminister.

Besonnesch wichteg ass allerdéngs och d'Formatioun. Kee soll also esou eng Aktivitéit, wéi den Artikel 6 dat och virgesäit, ouni déi néideg Ausbildung ze hunn, ausübe kënnen. Fir esou eng Autorisatioun ze kréien, muss natierlech awer och e kompletten Dossier mat enger Rei elementaren Informatiounen opgestallt ginn.

Déiereschutzorganisatiounen, iwwregens och déi, déi hire Site am Ausland hunn, kënne vum Minister agreéiert ginn. An déi hunn och an Zukunft d'Méiglechkeet, sech als Partie civile ze konstituéieren am Fall, wou Infraktioune géint dëst Gesetz virleien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 7, dee regelt déi künstlech Zuucht vu Wirbeldéieren. Hei bewege mer eis jo ouni Zweifel och an engem ganz delikate Beräich. Grondsätzlech ass dëse Genre vun Ziichterei verbueden, wann e Risiko fir d'Gesondheet vum Déier oder vum Mënsch besteet, wéi zum Beispill, wann onnatierlech Organer oder Kierperdeeler wuessen oder natierlech Organer um Kierper ganz feelen, bref, wann et zu Mëssbildunge kënnt.

Ursprünglech war och an eiser Kommissioun virgesinn, fir den Term „animal nuisible" anzeféieren. Deen Term wär allerdéngs ze vill flou an dowéinst hat de Statsrot sech och oppséiert. Mir hunn duerfir d'Bezeechnung „organisme nuisible" zréckbehalen, déi jo och an der europäescher Gesetzgebung verankert ass.

Regelméisseg gëtt sech dann och iwwer Déierentransporter, an zu Recht, opgereegt, wou oft Schwäin, Kéi oder aner Béischte queesch duerch Europa gefouert ginn, an dat ënner oft inakzeptabele Konditiounen. Deem Aspekt gëtt och am Gesetz Rechnung gedroen. Op Basis vum europäesche Reglement 1/2005 stellt de Minister eng Autorisatioun aus. Besonnesch déi laang Transporter brénge jo Gefore fir d'Déiere mat sech. An duerfir ginn déi virun allem méi streng behandelt. Gläichzäiteg muss allerdéngs och den Transporteur am Besëtz vun engem „certificat d'aptitude professionnelle" sinn, deen hie bei der zoustänneger Verwaltung kritt.

Eng Konsequenz vun der wierdeger Behandlung vun engem Déier ass natierlech och, wéi de Mënsch en Déier doutmécht. Den Artikel 9 ass ganz kloer: En Déier däerf nëmmen doutgemaach ginn, nodeems et virdru betäubt gi war. Domadder ass och ausgeschloss, datt en Déier nach viru sengem Doud onnéideg Qualen erleide muss. Dës Dispositioun gëllt allerdéngs net fir d'Juegd a fir d'Fräizäitfëscherei respektiv och net bei der Lutte géint schiedlech Organismen. Ech maachen hei och eng Referenz op d'europäescht Reglement 1099/2009.

Wéi e roude Fuedem, an dat mierkt een och schonn aus den Ausféierungen, zitt sech natierlech den Term „Dignitéit" oder zéie sech och d'Termen „Dignitéit, Wuelbefannen, Schutz vum Déier" duerch dëst ganzt Gesetz. Et gëtt also drëms - och bei der Gefor, wéi gesot, sech hei ëmmer erëm ze widderhuelen -, datt d'Déier an alle Situatiounen aartgerecht behandelt gëtt. Dat gëllt och prioritär fir all Interventioun, déi un engem Wirbeldéier realiséiert gëtt. Duerfir kënnen och gewëssen Agréffer nëmmen ënner Anästhesie gemaach ginn, déi natierlech och just vun engem Veterinär erlaabt sinn. Ausnamen, zum Beispill fir wëssenschaftlech Zwecker, kënne vum Minister autoriséiert ginn. Och eng Amputatioun kann nëmmen op Urode vun engem Veterinär oder aus zootechnesche Grënn gemaach ginn.

Da ginn awer och eng ganz Rei vu Praktike verbueden. Esou däerfen Déieren zum Beispill net méi bei Concoursen, Lotterien, Wetten oder äänleche Geleeënheeten e Gewënn oder en Don sinn. En Déier däerf och net gezwonge ginn, Leeschtungen ze bréngen, fir déi et a priori net capabel ass. Verbueden ass och, Publicitéit mat engem Déier ze maache respektiv e Film ze dréien, wann dat mat Péng verbonnen ass.

Mir wësse jo, datt et eng Rei vu Länner ginn, wou et besonnesch beléift ass, Concoursen ze organiséieren, wou Déiere géinteneen opgehetzt ginn. Selbstverständlech ass dat bei eis och verbueden. Ënner Strof gestallt gëtt dann awer och, wann Déieren absichtlech mat Force gefiddert ginn. Datselwecht gëllt iwwregens och, an dat ass nei am Gesetz, fir sexuell Praktike mat engem Déier. Wéi gesot, och dës Dispositioun ass nei am Gesetz. Et däerfen och keng Produkter vu Kazen an Hënn kommerzialiséiert ginn, ausser fir medezinnesch oder wëssenschaftlech Zwecker.

Ech wëll dann awer och op de Punkt 13 vum Artikel 12 hiweisen. Bis elo war et jo och eng gängeg Praxis, datt zum Beispill männlech Jippelcher direkt no der Gebuert doutgemaach goufen, well se eben net zur Eeërproduktioun konnten déngen. Dës net novollzéibar Aktioun gëtt selbstverständlech och elo verbueden. An dat gëllt net nëmme fir Jippelcher, mä dat gëllt am Allgemenge fir all Déier. Wéinst reng ekonomeschen Ursaachen däerf also keen Déier doutgemaach ginn.

Zu villen emotionalen Diskussioune féiert jo selbstverständlech och de Gebrauch vu Pelz. Och dat ass en Discours, deen ëmmer fir vill Reaktioune suergt. Zënter Jorzéngte si mer dat jo gewinnt. Mir haten och eng deementspriechend Motioun hei an der Chamber. Jiddefalls ass et esou an Zukunft hei zu Lëtzebuerg, datt keng Déieren däerfe geziicht ginn exklusiv mam But, fir hire Pelz, hir Haut oder Plommen ze notzen an dorauser, wéi gesot, Produkter hierzestellen. Dat wëllt allerdéngs net heeschen, datt d'Droe vu Pelz an Zukunft hei zu Lëtzebuerg verbueden ass. Neen, ech mengen, mir sinn an der Europäescher Unioun an do gëtt et nach Länner, wou d'Produktioun, wéi gesot, vun deene Wueren nach ëmmer erlaabt ass.

Kazen an Hënn däerfen dann och net op engem Maart oder op enger Strooss gehandelt ginn. Strofbar ass jo och d'Non-assistance à personne en danger, an dat gëtt, wéi gesot, dann och iwwerdroen op d'Déier. Wann engem e Fall bekannt ass, wou Déiere mëssandelt ginn, dann ass een och verflicht, dat natierlech den Autoritéiten ze mellen.

Virun allem um Joresenn - an et muss ee jo éierlech zouginn, datt do eng Rei Leit dat och gären hunn - ass de Foie gras natierlech op der Menüskaart ze gesinn. An do gëtt natierlech oft d'Produktioun stigmatiséiert, wa virun allem Gänse mat Force gefiddert ginn, fir dann herno Foie gras ze produzéieren. Déi Praktike si selbstverständlech och hei zu Lëtzebuerg verbueden. Wat allerdéngs och erëm net heescht, datt een net awer däerf Foie gras konsuméieren.

Een och ganz staark diskutéiert Thema ass natierlech d'Benotze vun Déiere fir wëssenschaftlech Zwecker. Grondsätzlech ass déi Praxis hei zu Lëtzebuerg net verbueden, mä si ënnerläit och an Zukunft ganz strengen Oplagen an duerfir ass dann och en Agrement vum Minister noutwendeg. Esou e Projet muss awer schonn educativ oder wëssenschaftlech justifiéiert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat bescht Gesetz ass natierlech ëmmer nëmmen esou vill wäert, wéi et an der Praxis ka kontrolléiert ginn. A besonnesch do ginn awer och immens Efforte gemaach. Ech wëll do op déi Kontroll- a Sanktiounsmechanissmen hiweisen. Zum Beispill mat dem Artikel 14 ginn elo „mesures administratives d'urgence" agefouert, wat och eng Neierung par rapport zum Gesetz vun 1983 ass.

Esou kann zum Beispill den Direkter vun der Veterinärverwaltung bei Verstéiss engem Proprietaire d'Hale vun engem Déier verbidden oder och d'Schléissung vun engem Betrib ordonnéieren. Dës Ordonnance huet am Prinzip eng Dauer vun 48 Stonnen a muss awer duerch eng Decisioun vum Minister konfirméiert ginn. Bannent 40 Deeg ka selbstverständlech géint déi Decisioun och Recours beim Tribunal administratif gemaach ginn.

All Fraisen, déi doduerch entstinn an och duerch eng eventuell Saisie, ginn natierlech zulaaschte vum Proprietaire. Eng ganz Rei vu vereedegte Fonctionnairë kënnen nieft der Police, wéi gesot, och Infraktiounen zu dësem Gesetz um Terrain feststellen. Si mussen allerdéngs och eng speziell Formatioun maachen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

A bei engem Verdacht hu se och d'Recht, Dag an Nuecht déi viséiert Installatiounen opzesichen. Eventuell däerfe se och souguer tëschent hallwer siwe moies a Mëtternuecht an Haiser eragoen, wann e ganz grave Verdacht virläit. Et kënnen Analyse gemaach ginn, et kënnen Echantillone geholl ginn an och d'Déiere kënne saiséiert ginn. Opgrond vun enger Autorisatioun vum Procureur d'État kënnen och Déieren ageschléifert ginn.

D'Mainlevée vun der Saisie vun engem Déier ass dann am Artikel 16 genee reglementéiert, an an Drénglechkeetsfäll kann den Untersuchungsriichter bannent 14 Deeg eng Vente de gré à gré oder eng Stee organiséieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wéi eescht et dem Legislateur jiddefalls mat dësem Gesetz ass, fir Infraktiounen ze bestrofen, dat geet och aus dem Strofregëster ervir. Ëmmerhi kënnen elo Amenden tëschent 25 an 1.000 Euro fir méi kleng Vergoen ausgesprach ginn. Dozou gehéiert ënner anerem, wann een engem Déier net dat néidegt Ëmfeld ubitt, wat d'Temperatur oder d'Beliichtung ugeet, wann een Déieren hält, déi net där noutwendeger Geneemegung ënnerleien. Oder fir gréisser Dote ginn et natierlech da ganz aner Strofen. An zwar kënnen do Prisongsstrofe vun aacht Deeg bis dräi Joer respektiv Geldstrofe souguer bis zu 200.000 Euro ausgesprach ginn.

Et gëtt also hei e ganz kloert Zeeche gesat, datt verschidde Praktiken am Ëmgang mat Déieren inadmissibel sinn. Ech denken do zum Beispill u Fäll, wou Déiere quasi zu Doud gequäält ginn, ouni Grond amputéiert ginn oder wann een en Déier hält, obwuel en net méi dat Recht dozou huet. De Riichter kann iwwregens esou enger Persoun dëst Recht fir dräi Méint bis zu 15 Joer entzéien.

Eng wesentlech Neierung ass dann awer d'Aféierung vun Avertissements taxés, déi duerch e groussherzoglecht Reglement geregelt ginn. De Minimum ass hei 25 Euro an de Maximum 250 Euro.

Vläicht zum Schluss dann nach e puer Wuert zu deenen eenzelnen Avisen. An hirem Avis vum 18. Abrëll 2017 huet d'Landwirtschaftskummer drop higewisen, datt eng Distorsioun ënnert den EU-Memberstaten am Beräich vum Déiereschutz negativ Konsequenze fir d'Kompetitivitéit kéint hunn. Et soll awer hei ënnerstrach ginn, datt keng nei Oplage fir d'Landwirtschaft duerch dëst Gesetz entstinn, well et um europäeschen Niveau awer schonn eng Rei Bestëmmunge gi fir zum Beispill d'Hale vu Schwäin, Kaalwer oder Hénger.

Well all Mesuren am Interêt vum Béischt och Käschte mat sech bréngen, bedauert déi Kummer dann awer och, datt net ëmmer e gerechte Präis bezuelt gëtt fir déi Produiten, déi hiergestallt ginn.

A sengem Avis vum 15. Juni 2016 hat dunn de Collège vétérinaire och eng Rei Remarke formuléiert. Ënner anerem hat e sech um Term „transporteur d'animaux" gestéiert, well och eng Persoun, déi hiert Hausdéier dorëmmer féiert, u sech géif dorënnerfalen, wat mer dunn och geännert hunn.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 17. Mäerz 2017 siwen Oppositions formelles festgehalen. Deenen hu mer selbstverständlech alleguerte Rechnung gedroen, well et muss een och zouginn, datt de Statsrot sech intensiv mam Term „dignité" auserneegesat huet. En huet d'Diskussioun op en interessante philosopheschen Nenner do bruecht. D'Fro no der Valeur normative vun där Ausso, datt d'Déieren hir eege Würd hätten, gouf natierlech och opgeworf.

No engem éischten Avis complémentaire vum 20. Abrëll 2018 (veuillez lire: 20. Mäerz 2018), wou nach zwou Oppositions formelles dra waren, hat d'Kommissioun nach eng Rei zousätzlech Amendementer formuléiert. De Statsrot hat sech virun allem, wéi gesot, um Term „animal nuisible" gestéiert. Deen hu mer jo dann dunn duerno och ersat duerch „organisme nuisible".

An hirem zweeten Avis complémentaire vum 8. Mee 2018 haten dunn d'Membere vum Statsrot definitiv gréng Luucht fir de Projet de loi ginn. An de Rapport gouf den 11. Mee eestëmmeg vun der Kommissioun ugeholl.

Ech wëll ofschléissend och verschiddene Leit nach Merci soen, och an éischter Linn fir déi gutt a konstruktiv Aarbecht, déi mer an der Kommissioun haten. E spezielle Merci awer och de Vertrieder vum Ministère, dem Christian Lamesch aus der DP-Fraktioun, och dem Timon Oesch, dem Sekretär vun der Agrarkommissioun, wéi och senger Nofolgerin, dem Patricia Pommerell.

Wéi gesot, ech mengen, mir maachen haut e ganz wichtegen, qualitative Sprong no vir. Et ass dat am Interêt vum Déier. D'Déiere ginn eis vill als Mënschen. Mir als Mënsche si gefuerdert, och eppes zréckzeginn. A mir maachen dat haut duerch deen neie legislative Kader. Ech wär an deem Sënn frou, wann Der och deem neie Gesetz hei Är Ënnerstëtzung géift ginn.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Gusty Graas. Als éischte Riedner hunn ech elo ageschriwwen den Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, jo, wéi viru gutt 30.000 Joer den éischte Wollef domestizéiert ginn ass, ass souzesoen de Grondstee fir déi haiteg Déieren/Mënsch-Bezéiung geluecht ginn. Deemools, wéi de Mënsch nach Jeeër a Sammler war, war d'Relatioun zum Déier awer eng ganz aner wéi déi, déi mir haut a sech kennen.

Do war den Hond net do, fir mat em Gassi ze goen, mä den Hond ass ganz geziilt agesat ginn, fir bei der Juegd op aner Déieren ze hëllefen. Och déi al Ägypter wousste scho viru 4.000 Joer, d'Kaz fir hir Zwecker ze notzen. D'Kazen hu si geholl, fir d'Mais aus de Weesskummeren erauszehalen.

D'Mënschheet lieft deemno zënter Laangem schonn zesumme mat den Déieren. D'Déierenzuucht an d'Déierennotzung duerch d'Baueren ass ee vun den eelste Beruffer vun dëser Welt. Déi gemeinsam Geschicht vu Mënsch an Déier ass eng Geschicht vun Hëllef, vun Notzen, vun der zesumme verriichter Aarbecht, vun der Ernärung an och vun der Begleedung.

D'Relatioun tëschent Mënsch an Déier ass eng, déi am Verlaf vun der Zäit awer enorm evoluéiert huet. Ganz laang waren Déieren haaptsächlech Aarbechtsgeräter, Transportmëttel, Liewensmëttelliwweranten a virun allem en Hëllefsmëttel, fir dem Mënsch d'Liewen op eng räsonabel Aart a Weis ze gestalten an ze erliichteren.

Mat der Industrialiséierung awer si vill Déiere vun de Maschinnen als Notzdéier ofgeléist ginn. Si sinn ëmmer méi zum Partner vun de Mënsche ginn an et huet sech eng déif Bannung tëschent dem Mënsch an dem Déier entwéckelt. Haut, jo, haut ass et eis a sech egal, ob den Hond gutt ka joen oder ob d'Kaz ka Mais fänken. Haut gëtt och kaum nach e Päerd agesat bei den Aarbechten um Bauerenhaff. Fräizäit, Sport, Tourismus a punktuell Aarbechten am Bësch bleiwen a sech déi Beräicher, wou d'Päerd nach zum Asaz kënnt.

D'Déieren hunn haut e ganz anere Stellewäert an eiser Gesellschaft. Fir déi meescht Leit sinn hir Hausdéieren, ob dat eben Hënn, Kazen, Goldfësch oder vill anerer sinn, wichteg Begleeder an hirem Liewen an treie Frënd an hirem Alldag. Si ginn net méi als Objet, als Mëttel zum Zweck wouergeholl, mä ganz kloer als Liewewiesen.

Jo, Déiere si lieweg Wiese wéi mir och. Si si keng Saach, keen Objet, deen een einfach esou mir näischt, dir näischt ewechgeheien oder no Loscht a Laun quäle kann. Dowéinst ass den Déiereschutz e wichtegt Uleies vun enger zivilisséierter Gesellschaft, déi de Respekt virum Liewen, an zwar virun allem Liewen, op hirem Fändel wëllt stoen hunn.

Duerfir gehéiert all Déier beschtméiglech geschützt, geuecht a versuergt. Dës Grondprinzipie gi mam neien Déiereschutzgesetz net nëmme gefestegt, mä souguer verbessert a méi effikass. An dat, mengen ech, zum Wuel vun all Déier.

Virun allem de Fait, a virdrun huet de President a Rapporteur vun der Agrarkommissioun et scho gesot, datt d'Déiere mat dësem Gesetz eng Dignitéit kréien, ass als Novum ze gesinn. Och wann dëse Fait juristesch gekuckt vläicht net grad op festem Buedem steet, esou geet et hei a sech awer virun allem drëm ze soen, datt d'Déieren an eiser Gesellschaft vill méi musse respektéiert ginn.

Et ginn näämlech nach ëmmer ze vill Beispiller, wou Vereenzelter nach ëmmer net verstanen hunn, datt d'Déieren och eng ganz Rei vu Rechter hunn. A genee dës Leit, déi dës Grondprinzipien a Fro stellen, wëssentlech a wëllentlech géint si verstoussen, ginn an der Zukunft ganz kloer méi streng bestrooft.

Dat ass richteg esou, well et kann net sinn, datt ee sech aus iergendwelleche Grënn d'Recht eraushëlt, sech un Déieren ze vergräifen, si ze mësshandelen, hinne Péng zouzefügen, si ouni Grond an ouni Sënn doutzemaachen. Esou Praktiken, esou Machenschafte kënnen an däerfe mir net toleréieren. Do musse kloer rout Linne gezu ginn, déi net duerfen iwwerschratt ginn. An dat geschitt ganz kloer mat dësem Gesetz. Och gëtt, wann een en Déier hält, kloer definéiert, wéi eng Flichten een dësem Déier vis-à-vis ze erfëllen huet.

Ech wëll mer an dësem Kontext och erlaben, dem honorabelen Här Gusty Graas villmools Merci ze soe fir säi ganz ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, mat deem en eis am Detail d'Haaptneierunge vun dësem Déiereschutzgesetz explizéiert huet. Hie war och als President an der zoustänneger Agrarkommissioun ëmmer oppe fir all Zort vu Verbesserungsvirschléi, wat dozou gefouert huet, datt mer haut iwwer e modernt an awer och pragmatescht Déiereschutzgesetz kënnen ofstëmmen, wat mir natierlech als CSV-Fraktioun selbstverständlech och kënne matdroen.

Madamm Presidentin, Déiereschutz ass net nëmmen eng Fro vum Prinzip, et ass och eng Fro vun den Instrumenter, vun de Moyenen, déi ee sech ganz einfach gëtt, fir den Déiereschutz och gutt kënnen ze garantéieren. An et ass eng Fro vun der Bewäertung, déi den Déiereschutz an eisem Normesystem, an eiser Hierarchie vun de Regelen huet an anhëlt.

Fir eis gehéiert e valabelt Déiereschutzgesetz gradesou zu enger moderner Gesetzgebung wéi den Ëmweltschutz oder insgesamt eis sozial Gesetzgebungen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt elo just kuerz op e puer Punkte vun dësem Gesetz agoen. Den Artikel 12 definéiert eng ganz Rei, et ass virdru schonn erwäänt ginn, vu Praktiken, déi an Zukunft net méi mat Déieren duerfen duerchgefouert ginn.

Jo, ech wëll eent vun de Beispiller nennen: Wie weess net oder wie ka sech net u Kiermessen erënneren, wou et Déierebude gi sinn a wou een da konnt Louse kafen an e Goldfësch gewonnen huet oder e Wellensittich. Jo, dacks ass dee Goldfësch schonn um Réck geschwomm, ier een doheem ukomm ass, oder de Wellensittich ass an enger net aartgerechter a vill ze klenger Késcht verpaakt gi respektiv et huet een deen an de Grapp gedréckt kritt. Dat sinn alles Saachen, déi an Zukunft verbuede sinn. An, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass gutt esou.

Genausou begréisse mir, datt all Zort, awer och all Zort vun Déierekämpf verbuede sinn. Och si mer averstanen, datt keen Déier méi ouni Grond duerf doutgemaach gi respektiv Péng zougefüügt kréien. Et sinn am Ganzen, wann ech richteg gezielt hunn, 17 Punkten an deem Gesetz opgelëscht. Et wier vläicht gutt, wann ee grad hei de Leit géif ganz präzis dës 17 Punkte méi no bréngen.

Madamm Presidentin, och gëtt an deem Gesetz hei e ganze Strofekatalog opgestallt fir déi Leit, déi sech net un d'Spillregele vun dësem Gesetz halen. Jo, déi Strofe sinn zu engem gudden Deel e gudde Krack an d'Luucht gesat ginn. Et sinn neier derbäikomm. Fir d'CSV-Fraktioun sinn dës Strofen och an hirer Héicht ugepasst, well mir bréngen domadder zum Ausdrock, datt d'Quälen an d'Mësshandele vun Déiere kee Kavaléiersdelikt ass, wou bis elo an der Regel héchstens eng symbolesch Prisongsstrof gesprach ginn ass, déi dann awer kaum nach ugetruede ginn ass, well se extrem kuerz war.

Leit, déi mengen, si missten hir Roserei an hir Schlechtegkeet un engem Déier ausloossen, well dat sech jo bekanntlech an deene meeschte Fäll net ka wieren, déi musse wëssen, datt se an der Zukunft richteg bestrooft ginn. Et ass aarmséileg a feig - ech betounen nach eng Kéier: aarmséileg a feig! -, wann ee sech un engem Déier vergräift, well een, jo, Divergenze respektiv Problemer mam Patron vun deem Déier huet.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- D'Déierequälerei, dat muttwëllegt Doutmaache vun Déieren, d'Mësshandele vun Déieren, dat sinn eeschthaft, ganz eeschthaft Delikter, déi och mussen an Zukunft deementspriechend bestrooft ginn. Wie sech un engem Déier vergeet, vergeet sech un engem liewege Wiese mat Gefiller, wat Angscht huet a wat säi Wéi genausou spiert wéi mir Mënschen.

D'Déiere sinn an deene meeschte Fäll ze schwaach, wéi ech et scho gesot hunn, fir sech selwer ze wieren. Dat mussen d'Mënsche fir si maachen. Et muss an deem Kontext awer och séchergestallt ginn, datt Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz mat där néideger Prioritéit a Konsequenz behandelt ginn. Déi bescht Regelungen an dësem Beräich setze viraus, datt se och ugewannt ginn. Wann dat net geschitt oder geséchert ass, da sinn och déi beschten Texter näischt wäert.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Déiereschutz huet och mat aartgerechter Haltung vun Déieren ze dinn. Dat ass wichteg doheem an och an der Landwirtschaft. Dat bréngt mech zu eppes, wat mir perséinlech ganz besonnesch um Häerz läit a wat dacks an der Diskussioun ëm den Déiereschutz ze kuerz kënnt: Dat ass d'Wuel vun eisen Notzdéieren a besonnesch am Beräich vum Transport, deen och schonn hei ugeschwat ginn ass.

Den Transport vun Notzdéieren ass e sensibelt Thema a virun allem duerch europäesch Virschréfte reglementéiert, déi sech, jo, am Laf vun der Zäit Gott sei Dank verschäerft hunn. Den Ubléck vun total iwwerféllte Camione mat Béischten, mat Schwäin, mat Gefligel, déi dacks ouni Waasser an ouni Iesse stonnelaang queesch duerch Europa gefouert ginn, ass Gott sei Dank ganz selte ginn. Hei am Land hu mer streng Regelen, déi sech op den Déierentransport applizéieren. Ausserdeem hu mer hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, relativ kleng Distanzen ze fueren.

Et gëtt och gekuckt, d'Déieren esou no wéi méiglech bei där Plaz ze schluechten, wou se hierkommen. Domat gëtt d'Zäit vum Transport vu Schluechtvéi op den néidege Minimum reduzéiert an d'Déiere musse manner Stress erleiden, wat sech noweislech och op d'Qualitéit vum Fleesch auswierkt.

Wann ech scho beim Schluechte sinn, wëll ech och just kuerz soen, datt natierlech och beim Schluechtprozess selwer séchergestallt muss ginn, datt alles selon les normes ofleeft an datt d'Déier net onnëtz muss leiden. Och dat gëtt ganz kloer an dësem Gesetz geregelt.

Bon, ech kommen nach eng Kéier zréck op den Déierentransport. Mir hunn zu Lëtzebuerg ganz streng Kontrolle vun den Déierentransporter. Esou gëtt séchergestallt, datt d'Regelen, déi mer hunn, och agehale ginn. Mir sinn als CSV-Fraktioun der Meenung, datt weiderhin alles muss drugesat ginn, fir d'Fuerzäite beim Déierentransport op den absolutte Minimum ze reduzéieren, hei zu Lëtzebuerg, mä awer och virun allem an Europa, an datt weiderhin alles muss gemaach ginn, fir datt den Déierentransport, souwäit en iwwer Lëtzebuerg geet, op eng propper an anstänneg Manéier iwwert d'Bün geet.

E Schluechthaus, Här Minister, e Schluechthaus fir Gefligel hei zu Lëtzebuerg géif de Produzenten zum Beispill villes méi einfach maachen, och am Beräich vum Transport. Leider ass dat awer bis haut net de Fall.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Joren a Jorzéngten huet de gesellschaftleche Wäert vum Déiereschutz sech stänneg weiderentwéckelt. D'Bewosstsinn ëm d'Wichtegkeet an d'Néidegkeet vum Déiereschutz huet sech generaliséiert, kaum ee stellt d'Noutwendegkeet vum Déiereschutz haut

nach a Fro. Duerfir ass et gutt, datt mer dem Déiereschutzgesetz haut de Mëtten en neien Ustrach ginn.

Erlaabt mer zum Schluss, well den Här Rapporteur mat engem Zitat ugefaangen huet, da mat engem Zitat opzehalen, dat fir mech perséinlech e ganz besonnesche Stellewäert huet: „So mir, wéi s de mat Déieren ëmgees, an ech soen der, wat fir e Mënsch datt s de bass."

An deem Sënn, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Presidentin, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kaes. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Edy Mertens. Här Mertens, Dir hutt d'Wuert.

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, villes ass gesot ginn. Merci fir dem Här Kaes seng schéi Ried, do wor ewell villes dran, do wëll ech net nach eng Kéier drop agoen. Mä et ass duerch Zoufall, bei deenen tropeschen Nuechten hei kann ech net schlofen, kréie meng üüblech Schweessausbréch an da liesen ech dorëmmer, an duerch puren Zoufall ass mer virun e puer Deeg do en Artikel opgefall, wou drastoung: Wat ass eigentlech Déiereschutz? Wat bréngt et iwwerhaapt? Wouzou kann et féieren?

An deen Artikel wor ganz interessant, do stoung näämlech dran, datt e puer esou Hennessen erëm virhaten, zu Neu-Delhi an Indien dann esou e Becken ze schafen, wou e puer Delfinen draschwammen, obschonn datt déi - déi hu sech Spezialist genannt - wëssen, datt d'Delfinen e risege Raum brauchen, fir kënnen ze existéieren a fir kënne glécklech ze sinn an deem Waasser.

An deen aneren, deen hat en Elefant, deen ewell 40 Joer oder 50 Joer, stoung dran, un engem Fouss mat enger Ketten ugestréckt wor, an deen ass och fräigelooss ginn, well deen aarmen Däiwel, deen den Elefant do presentéiert hat a vläicht verlount hat fir déi eng oder aner kleng Aarbecht, konnt op eng aner Aart a Weis gehollef kréien.

A si hu geschriwwen, datt dat natierlech nëmmen dem Déiereschutz ze verdanken ass oder där Persoun, déi sech drëm gekëmmert hat, souguer an engem Land wéi Indien. An do stoung nach virun, datt do villes op de Wee bruecht ginn ass, fir eben op eis Déieren opzepassen. An ech fannen, de Mënsch, dat ass jo och heiansdo ganz komesch, de Mënsch stellt sech jo iwwer alles. Mir menge jo ewell..., oder mir bezeechnen eis als dat gescheitste Wiese vun der Welt an da bestëmme mer natierlech, wat mer maachen, wat mer mat den Déiere maachen an esou virun.

A mir hunn natierlech och eng Portioun - do zielen ech och derzou - Feigheet an eis. Well natierlech ass dat flott, wann ech esou e klenge Mippchen hunn an deen op de Schouss kann huelen. Dee frësst mech net. Dat ass jo méi einfach, wéi wann op eemol do e Krokodil mech bekuckt oder ech weess net soss eppes.

Ech hunn do e puer Problemer mat Spannen. Mat Spannen, wierklech, do kënnt Der mech egal wou hindreiwen, et ass schrecklech! Mä ech hunn an der Zäit meng Mamm ëmmer geruff: „Komm séier, et ass eng Spann hei." Also d'Leit hunn de Kapp gerëselt, da gouf d'Spann an d'Hand geholl a virun d'Dier gesat. Dat gouf et och nach. Mä ech hunn do wierklech meng Schwieregkeeten dermat.

Mä da muss ee jo soen als Mënsch: „Firwat dat do Déier an net dat anert?" Well et méi ellen drakuckt? Ech hat dat elo erlieft a Kambodja mat enger Tarantel, ech kann Iech soen, ech wor ni esou séier aus enger Toilette eraus wéi do. Awer net, well do eng Tarantel souz, mä well dat eng Maartplaz wor, wou d'Fra mer mat engem Plateau entgéintkoum a gesot huet: „Hätt Der gär déi do oder déi do gegrillt?" Also ech kann Iech soen, ech wor bal kollabéiert. Ech sot: „Ëm Gottes Wëllen, Madamm, hei kritt Der d'Suen, mä verschwannt mat där Tarantel!" Mä esou ass nun eben emol de Mënsch. Firwat ass et esou, datt dat eent Déier em gefält an dat anert net? Naja, esou si mir eben. An aner Kulturen hunn eben aner Gebräicher. Dann ass dat vläicht an deem Sënn méi einfach.

Jo, den Déiereschutz soll een eescht huelen. Dat hat d'Demokratesch Partei an hirem Wahlprogramm 2013 stoen. An ech muss och soen, datt mer dat eescht geholl hunn. Dofir sinn ech och houfreg haut, datt eise Landwirtschaftsminister, de Fernand Etgen, sech dëser Aufgab ugeholl huet an zesumme mat deene Leit vum Terrain, déi dagdeeglech mat Déieren ëmginn, sech ëm se këmmeren, wahrscheinlech dat fortschrëttlechst Déieregesetz gemaach huet, wat et am Ableck dorëmmer gëtt, oder ausgeschafft huet mat de Kolleegen a Kolleeginnen zesummen aus der Kommissioun, wou iwwregens eng fantastesch Zesummenaarbecht an deem Domän stattfonnt huet.

De Rapport vum Gesetzesprojet gouf unanime an der zoustänneger Chamberskommissioun do ugeholl. Och dat ass en Zeechen, datt mir e gutt Gesetz hei op d'Bee gestallt hunn, wat vu jiddwerengem gedroe gëtt a wou d'Finalitéite vu jiddwerengem als wichteg ugesi ginn.

Madamm Presidentin, wann ee bedenkt, datt en Déier hei zu Lëtzebuerg juristesch gesi bis elo, wéi den Här Kaes virdru gesot huet an och den Här Gusty Graas, en Objet wor, also eng Saach, als Saach definéiert gouf, da kann ee sech jo wierklech gutt virstellen, datt d'Strofen, déi do ugewannt goufen, ganz aneschters woren, wéi wann een do engem Mënsch e Leed ugedoen hätt.

Ma jiddereen, deen awer en Hausdéier doheem huet oder hat, dee weess, datt en Déier vill méi ass wéi eng einfach Saach. En Hausdéier ass fir vill Leit wéi e Member vun der Familljen. Mir schenken hinnen eppes, Zoutrauen, Léift, a si schenken eis dat retour. An ech ka mat Recht behaapten, datt et näischt méi Treies gëtt wéi en Hond. An ech kann Iech dat och aus Erfahrung soen, mir haten ëmmer doheem an der Familljen Hënn, an dee leschten, en Dackel vu 14 Joer, ass viru Chrëschtdag ageschléifert ginn aus Krankheetsgrënn. An ech wëll net soen, ech si relativ en Haarden, mä dat wor ganz dramatesch ginn. Do huet een einfach e Member vun der Familljе verluer. A wann een eleng ass, ech mengen, dat Vertrauen, wat ee kritt, an dann déi Trei, déi dat Déier wierklech engem beweist, souzesoen, hat do vläicht och erkläert, firwat datt ech mer aner Saachen net zougeluecht hunn am Haus; mä dat ass awer eng aner Fro.

(Hilarité)

Als Dokter kann ech Iech och soen, datt d'Déieren och an der Medezinn natierlech eng ganz wichteg Roll spillen. Ech schwätzen awer elo net vun de Versuchsdéieren. Dat ass strikt geregelt dran, a wou et nëmme méiglech ass, gi jo och keng Versuchsdéiere méi ugewannt. Hei am Land hat d'Zuel vun de Versuchsdéieren awer elo zougeholl. Mä ech mengen, et sinn nach just dräi Zorten, déi gebraucht ginn. Dat si Raten a Mais, an ech mengen, nach eng Zort. De Rescht awer net méi. Dat ass streng geregelt. Mä de Verbrauch vun deenen Déieren ass awer massiv gestigen duerch d'Anwesenheet vun eiser Universitéit.

Neen, ech schwätzen elo net dovun, ech schwätze vun den Therapiedéieren: Déiere wéi Hënn, Kazen, Päerd, souguer Lamaen, déi ginn dacks agesat bei psychiatresche Fäll, psychesche Kranken, neurologeschen Erkrankungen an awer och bei geeschteg behënnerte Kanner, bei Erwuessener. Mä ech mengen, Dir verstitt mech richteg an Dir wësst dat och, dës Déieren heelen natierlech keng Krankheeten. Dat kënnt Der vergiessen, déi do Krankheete sécher net! Mä si wierke sech awer ganz positiv op d'Moral an op d'Psyche vun deene Leit aus an dat kann, wéi gesot, ganz positiv Effekter mat gudde Resultater bei deene Patiente brëngen.

Ma och fir déi Leit, déi net krank sinn, mä einfach just eleng sinn, wat ech jo virdru gesot hunn, well zum Beispill de Liewenspartner kierzlech verstuerwen ass, sinn Hausdéieren eng grouss Hëllef. Dacks sinn et och eeler Leit, déi vun der Präsenz vun engem Hausdéier profitéieren, fir iwwer hiert Elengsinn ewechzekommen. Ech kann och soen aus Erfahrung, an ech hunn och esou eng Studie gelies, datt e Mënsch, deen zum Beispill en Hireschlag hat, laang am Spidol wor, méi séier erëm gesond gëtt an op d'Bee kënnt, wann e weess, doheem waart een, wann en dann heemgeet bei säin Déier. Alles dat ass sécher bewisen an Dir kennt sécher och där Fäll, gradesou gutt wéi ech.

Ma net nëmme fir déi eeler Leit sinn Hausdéiere gutt. Verschidden Etüden hunn eben erausfonnt, datt Kanner, déi mat Déiere groussginn oder op engem Bauerenhaff groussginn, manner Allergien opbauen, manner respiratoresch Infektiounen hu wéi aner Kanner. Dës Etüd, déi behaapt souguer, datt Kanner, déi mat Déieren opwuessen, och eng besser Laun un den Dag leeën, e bessert Verhale weise visà-vis vun anere Kanner, léiwer deelen, Selbstwäertgefill opbauen an esou virun.

Bewisen ass och, datt d'Hausdéieren e positiven Afloss op Leit mat Depressiounen hunn. Si hëllefen engem, wann een emol am Liewen en Down huet, wann een an en déift Lach gefall ass, vill méi einfach do erauszekommen. Hausdéieren hunn näämlech keng A-priorien, si kënnen engem bedéngungslos Zouneigung entgéintbréngen an engem d'Gefill vermëttelen, als Mënsch gebraucht ze ginn. Jo, si sinn och en Uspriechpartner, deen och a schwieregen Zäiten zur Verfügung steet a sech mat Gedold d'Problemer unhéiert, ouni ze jugéieren.

Fir Leit mat Depressiounen ass et eng Motivatioun, wa se en Déier hunn, fir sech aus dem Bett ze maachen. Dacks ass et jo esou, datt moies déi schlëmmste Phas vun der Depressioun ass, wou d'Leit Schwieregkeeten hunn, sech ze bewegen, a Gang ze kommen. Si wëssen awer: „Do ass en Déier, wat op dech waart, du muss mat deem erausgoen." An déi Studie beweist ënner anerem och, datt déi wëssen, datt se do musse si fir hiert Déier. A souguer bei deenen, déi do gefäerdet sinn, ass d'Rat vum Suicide méi niddreg.

Madamm Presidentin, wéinst all dëse Grënn ass et fir mech nëmme richteg, datt mat deem neien Déiereschutzgesetz d'Déieren net méi als Objet, mä als Liewewiesen ugesi ginn, déi Péng verspieren an eventuell souguer verschidden Emotioune kënnen ausdrécken. Dat neit Gesetz wäert d'Haus-, awer och d'Notzdéiere viru Mësshandlung, onnéideger Péng schützen an hiert Wuelbefanne garantéieren. Jo, eist Gesetz geet souguer esou wäit, wéi virdrun och gesot gouf, datt mer den Déieren hir Dignitéit unerkennen.

Ech wëll awer Verschiddener berouegen: Et wäert och an Zukunft méiglech sinn, eng Méck, Moustique oder anert Ongezifer mat der Méckebaatsch onschiedlech ze maachen. Datselwecht gëllt dann elo och fir Spannen, mä ech mengen och Seejomessen, déi gesetzlech als „organismes nuisibles" definéiert ginn - ass et esou, Här Rapporteur? -, a vun de Mesurë vun dësem Gesetz ausgeklammert sinn.

(Interruption)

Ech wëll och déi Leit, déi op d'Juegd ginn oder fësche ginn, berouegen: Do sti keng Strofen drop. Dat bleift alles, wéi et bis elo wor.

Madamm Presidentin, ech sinn zwar net vu Beruff Veterinär, mä ech wor awer ganz, ganz laang mam Veterinär ënnerwee, méi wéi zéng Joer, 15 Joer, an ech kann Iech soen, et gëtt kee Bauerenhaff, an dem Clierfer Kanton op alle Fall an an engem gudden Deel vum Wëltzer Kanton, wou ech net wor, wou ech net dobanne wor a jorelaang d'Betreie vun deene Béischte bei eise Bauere gesinn hunn. An ech kann Iech soen, deene meeschte Béischten, déi ech do gesinn hunn, geet et ganz gutt, an dat nëmmen, well eis Bauere sech natierlech ganz gutt ëm hir Déiere gekëmmert hunn.

D'Wuelbefanne vun den Déieren an der Landwirtschaft ass näämlech kee Widdersproch. Mir hunn zu Lëtzebuerg jo quasi nëmme Familljebetriber an ech muss soen, déi Béischten, déi déi Leit hunn, déi gehéiere praktesch zur Famill.

Ech verstinn och net, wann een heiansdo dobaussen héiert, dat wor déizäit, wann ech dann an d'Haiser koum als Hausdokter, datt dann heiansdo fierchterlech Saachen erzielt gi sinn, déi d'Leit um Fernseh gesinn hunn, déi Grujelhaltunge vun den Déieren do: Openeegepfercht leie se do, si hunn d'Schwänz zerbass an ech weess net wat nach alles, et ass wierklech grausam, déi Massentierhaltung. Ech mengen, an eise Familljebetriber ass mir jiddefalls an eisem Kanton kee bekannt, wou dat esou wor. An ech géif och mengen, do gëtt da Remedur geschaaft duerch d'Veterinärinspektioun an et gëtt do drop opgepasst, datt dat eben net de Fall ass.

Eis Betriber, déi hunn dat och verstanen, well et ass de Konsument, deen och net méi bereet ass - deen dat doten alles weess -, Produiten ze kafe vun Déieren, déi ënner onméigleche Konditioune gehale ginn. Ech mengen, datt eben de Bien-être vum Déier fir eis Landwirtschaft, esou kann een et vläicht ausdrécken, och en ekonomesche Facteur ass. Bei eis ginn d'Béischte meeschtens a Lafställ gehalen, ginn net ugestréckt, déi Käfeghaltung vun den Hénger ass ewell laang verbueden an och eis Schwéngsziichter halen hir Schwäin an neie Ställ, heiansdo a Gruppen, fir opzepassen, datt et och deene besser geet.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mat deem neien Déiereschutzgesetz ginn och verschidde Praktike ganz kloer verbueden. An Zukunft ass et verbueden, Déieren aus ekonomesche Grënn doutzemaachen; dat gouf virdrun och ewell gesot. Esou däerf ee keng männlech Jippelcher méi duerch de Schredder kéieren, well se ebe keng Eeër leeën an dofir net esou gebraucht gi wéi déi aner. Och däerfen Déieren net wéinst dem Pelz, de Plommen oder wéinst hirer Haut geziicht ginn.

Ech muss wierklech och soen, datt ech do heiansdo, wéi ech mam Veterinär matgefuer sinn, Saache gesinn hunn, wann da Mëssstänn festgestallt ginn: Dann hunn d'Leit sech un d'Polizei gewannt an d'Police ass da kucke gaangen, wat mat den Déiere lass wor. An do woren dann heiansdo Leit esou besuergt ëm déi Déieren, datt ech da mam Véidokter dohinnerkoum, datt deen da gesot huet: „Ma Madamm, dat sinn zwar Lamaen, mä déi ginn elo net..., bei minus engem Grad falen déi net ëm an déi sinn den aneren Dag erfruer an dout." Oder wéi ëmmer erëm de Problem, deen der alleguerte kennt, mat de Päerd: Wa Leit spadséiere ginn, gesi se Päerd op enger Wiss stoen... Do hat de Veterinär sech ëmmer geiergert a gesot: „Ma setzt dach emol e puer Artikelen an d'Zeitung, da sot Der, datt e Päerd gären dobaussen ass! E Päerd gehéiert dohin, et kritt säi Wanterpelz an esou virun."

Do maachen d'Leit sech dann iwwerméisseg Suergen, mä dat ass net ëmmer esou. An da gouf direkt d'Police ageschalt, déi dann e Certificat gebraucht hat, fir eben déi Leit ze berouegen. Mä dat huet sech da meeschtens awer agerenkt.

Ech kann och soen, datt ech e puer Fäll gesinn hunn, déi och an den Zeitunge stoungen, déi um Geriicht waren, déi grausam waren. Un ee Fall kann ech mech erënneren, dee wor ganz schrecklech. Do louchen d'Déieren an der Ketten, si woren dout, si kruten näischt ze drénken, kruten näischt ze iessen. Mä ech kann Iech awer soen, dat wor elo net normal, absolutt net normal, well déi Leit schwéier krank waren. Also, de Bauer, deen hat eng Psychos an hat den Optrag kritt, dat esou mat sengen Déieren ze maachen, an huet natierlech misse psychiatresch gehollef kréien. En zweete Fall, dee wor genausou, do si mer ëmmer mam Véidokter higefuer. Dunn huet de Bauer gesot: „Den Däiwel ass eraus, hënt wor den Däiwel bei menge Kaalwer a bei menge Kéi!" Mä et gouf awer opgepasst, de Veterinär ass regelméisseg kontrolléiere gaangen, fir eben ze verhënneren, datt elo op eemol och nach do den Optrag komm wier, fir deenen näischt méi ze iessen oder ze drénken ze ginn.

Ee Mënsch, deen awer elo absolutt kee Respekt virun Déieren huet, net psychesch krank ass an dee wierklech esou grausam Saache mécht, wéi ech se och gesinn hunn - en Hond läit als Skelett am Bësch un engem Bam ugestréckt an ass do erhéngert, wahrscheinlech, well een iergendengem e Geschenk wollt maachen, an herno konnte se den Hond net méi gebrauchen -, dee soll gestrooft ginn! An dofir sinn ech och frou, a mir si frou vun der DP aus, datt mat deem neie Gesetz Strofe fir déi Leit, déi sech net adequat verhalen, kënnen ausgesprach ginn an dës och däitlech eropgesat goufen. Ech fannen näämlech, an Dir alleguerten och, datt et näischt méi Degueulasses gëtt, wéi wann ee sech net ëm e Liewewiese këmmert, ob dat elo e Mënsch ass, fir deen een d'Responsabilitéit huet, oder en Déier.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Edy Mertens *(DP).*- Här President, en Déier ze mësshandelen ass kee Kavaléiersdelikt, a mat deem neien Déiereschutzgesetz wäert d'Déierequälerei och net méi als Kavaléiersdelikt behandelt ginn. Ech mengen, wann ech mech richteg erënneren, gëschter hat ech an der Zeitung gelies, datt nach ee Prozess am Ableck amgaang ass wéinst Hënn, déi esou gehale goufen. D'Strofe fir Leit, déi Déiere quälen, ginn drastesch an d'Luucht. Finanziell kann een an Zukunft eng Geldstrof vu bis zu 200.000 Euro kréien, a wann et eng Widderhuelungstat ass oder et féiert ee sech onméiglech op, wéi verschidde Leit, déi ni zur Raison kommen, kann et do emol passéieren, datt ee Prisong dofir kritt, an dat kann ausgesprach gi bis zu dräi Joer.

An Zukunft wäerten dann déi Leit, déi eng Infraktioun géint dat Gesetz konstatéieren, och d'Méiglechkeet hunn, méi séier ze reagéiere wéi bis elo. Bei administrative Sanktioune kënne si direkt déi Déiere confisquéieren an op enger Plaz ënnerbréngen, wou se dann och adequat versuergt ginn.

Här President, et gëtt awer och Leit, déi elo net muttwëlleg déi Déiere mësshandelen oder sech net richteg ëm se këmmeren, nee, wéi ech virdru gesot hunn, gëtt et och Leit, déi sech ze vill ëm d'Déiere këmmeren. Si huelen der eng ganz Partie un, déi se net méi bewältegen. Dir kommt an Haiser eran, do frot Der Iech wierklech! Do richt et nach just no Kazen an ech weess net wat. An obschonn een d'Leit gutt kennt a weess, datt déi alles fir déi Déiere maachen - déi liewe praktesch dann do mat den Déieren -, ass dat heiansdo ganz schwéier, deene bäizebréngen, datt dat awer esou net geet. An ech mengen, an deem Gesetz hei ass och déi eng oder déi aner Strof dofir virgesinn,

mä si brauchen natierlech net direkt dofir an de Prisong ze goen.

Wat d'Hale vun Hausdéieren ubelaangt, wëll ech dann awer och nach eng Kéier un de gesonde Mënscheverstand appeléieren. En Déier ze besëtzen ass, wéi gesot, eng Verantwortung, déi een net ënnerschätzen däerf. Et gëtt leider nach ëmmer Leit, déi hirem Kand oder dem klengen Enkelchen dann en Hausdéier fir Chrëschtdag schenken, well dat esou kuscheleg ass, well dat esou flott ass. An dann op eemol, de Wanter geet eriwwer, et kënnt d'Vakanz am Februar an da muss een an d'Schivakanz. A wat maache mer dann elo mat deem Hond, mat deem Déier? An da gëtt dat ausgesat. An dat ass dat, wat ech virdru gesot hunn: Dat ass grauenhaft! Also, wéi kann e Mënsch dat dote maachen? Et muss ee virdru ganz genau iwwerleeën: Hu mer Zäit? Hu mer Raum fir en Déier? Këmmere mer eis ëm dat Déier? Da kann dat jo wierklech ganz flott sinn. Mä dat doten, dat geet net!

An Dir braucht nëmmen d'Leit ze froen an den Déierenasyler: Déi si strubbelvoll mat Déieren, déi op déi Aart a Weis vun anere Leit dohinnergedroe goufen an déi do fachgerecht betreit ginn. Ech wëll och hei op dëser Plaz profitéieren, fir all deene Leit villmools Merci ze soen, déi sech dagdeeglech ëm déi ausgesat, mëisshandelt Déiere këmmeren, déi kucken, datt et hinnen erëm gutt geet a si erëm en neit Doheem fannen.

Ech hunn nach fënnef Minutten Zäit a wollt lech nach eng Geschicht erzielen, déi eemoleg vläicht ass, mä wat Der alles als Dokter erlieft. Ech wor als Hausdokter -virun et wäerten elo sechs, siwe Joer sinn - an engem Haus, an do wor ech an der Kichen an ech wor amgaang, d'Rezept ze schreiwen. Dunn op eemol kuckt aus der Stuff ee Kitz eran. Ee Réi kuckt eran! An ech hat gemengt: „Elo ticks du net méi richteg, oder wat ass hei lass?" Ech sot: „Ëm Gottes Wëllen, wat ass dat do dann?"-„Jo, dat, mä ech hunn dat fonnt dobaussen. Ech betreien dat." Du sot ech: „Madamm, dat geet awer net. Wann dat Kitz herno eraus ass, ass et total verluer, dann ass et sécher drun." - „Jo, de Jeeër sot mer dat och ewell, den Noper. Mä ech ginn dat net méi hier. Dat bleift esou."

14 Deeg méi spéit sinn ech erëm dohinnerkomm. Jo, dat Kitz, dat wiisst, gellt. Dat ass net méi op de Plättercher stoe bliwwen, dat ass dorëmmer gerëtscht. Ech sot: „Ëm Gottes Wëllen, also wann Der elo näischt maacht, da muss ech awer agräifen, da musse mer bei eng aner Instanz goen. Dat do ass net aartgerecht fir dat Réi." - „Jo, mä wann ech et an de Gaart doen, da sprëngt et herno iwwert den Zonk oder et gëtt vum Fuuss erbass oder ech weess net wat."

Dat gëtt et och. Mä d'Leit sollen dach mat deem Blödsinn ophalen! Mir hu jo och Stellen, wou een esou Déiere kann hiféieren. Nee, well wann dann op eemol am Haus e Réi do aus der Stuff kuckt, dat sinn awer scho komesch Situatiounen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat ass da mam Kitz geschitt?

M. Edy Mertens *(DP).*- Ma d'Kitz ass dunn awer ausgesat ginn, an d'Madamm hat behaapt, et hätt net allze laang gelieft, well dat fënnt sech dann net méi erëm - et si Jeeër heibannen, ech sinn net Jeeër - an dann huet et dobausse keng Chance méi. Also natierlech, e Kitz, wat beim Fernseh louch - et wor samschdes mëttes, d'Sportschau ass gelaf - also d'Kitz...

(Hilarité)

...louch do an der Stuff! Dat ass kee Witz, wat ech soen. Dat ass tatsächlech wouer! Esou en Unfug soll een natierlech net maachen.

An déi aner Geschicht, déi och ganz flott war, dat wor d'Madamm mam „Löw". Also, mir haten eng Cliente, oder Patientin, déi Madamm hat telefonéiert: „Kënnt Der net laanschtkommen, Véidokter, de Léiw ass krank?"

(Hilarité)

An dunn hat dem Véidokter seng Madamm dat op de Block geschriwwen: „De Léiw ass krank." A wéi ech dat gesinn hunn, sot ech: „Jo, wat ass dat do dann?" - „Jo, dach", sot hien, „déi huet e Léiw." Jo, dat wor alles schéin a gutt! Wéi mir dohinnerkoumen, wor de Léiw esou grouss, du wor dat nach esou e schéine Léiw, deen nach net dorëmmer gekraazt huet. An du sot hien erëm eng Kéier: „Madamm, et geet elo duer, Dir kënnt dee Léiw net halen. Dir wësst et jo." - „Oh, mäi Löw, mäi Löw" - si wor aus Däitschland -, „mäi Löw, et ass awer esou schéi mat deem Löw."

(Hilarité)

An dunn, e bësse méi spéit, e puer Méint méi spéit, hunn ech dunn d'Situatioun erlieft, datt de Papp Veterinär...

(Hilarité)

...datt de Papp Veterinär vu sengem Jong gesot krut: „Jo, Papp, du bass ewell al, an deemools hat Dir op der Universitéit dat net geléiert. Mir hunn zu Hannover eng extra Ausbildung gemaach, fir och mat Wëlldéieren ëmzegoen, mat Léiwen." Du sot hien: „Ma da fuer du, well ech fueren net méi. Elo sinn ewell esou vill Méint ëm. Also ech ginn net méi eleng dohinner, well wann dee Léiw, deen... Da bass du drun. Da gees du dohin."

An dat wor eng ganz flott Geschicht, déi guer kee Geheimnis ass. Et hat keng Stonn gedauert, du koum de Fils vum Véidokter mat enger zerrassener Box erëm, du wor hie beim Löw,...

(Hilarité)

...hie wor vun uewe bis ënnen zerkraazt. Also et wor eemoleg. Also, esou Saache soll een natierlech och net maachen! Du sot hie séier: „Oh Papp, du muss telefonéieren, et muss eppes geschéien, et muss eppes geschéien!"

(Hilarité)

Mä dat ass och net esou einfach, fir Léiwen ze behandelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat ass mam Löw geschitt?

M. Edy Mertens *(DP).*- Ma de Löw, deen ass... Du si mer zréckgefuer an de Löw ass mat enger Sprëtz betäubt ginn - dat gouf et déizäit och ewell - an dunn op déi richteg Plaz komm.

(Hilarité)

Jo, jo, jo.

(Brouhaha)

Gutt. Ech weess net méi, wou ech sinn.

Zum Schluss misst ee vläicht nach, no där schéiner Geschicht, e Wuert zu den Zirkusdéiere soen, well et jo do an der Vergaangenheet Déiere gouf, déi net esou gehale goufen, wéi dat soll sinn, do goufe Kontrolle gemaach. Zu Lëtzebuerg ass dat awer garantéiert, datt et keng mëisshandelt Déieren an Zirkusse gëtt, déi zu Lëtzebuerg Statioun maachen, well d'Déieren am Zirkus, mengen ech, Här Minister, komplett verbuede sinn - jiddefalls, wéi mer eis nach kënnen erënneren.

Här President, wéinst all deene Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, ass d'Demokratesch Partei der Iwwerzeegung, datt mir haut e gutt a wonnerbaart Déiereschutzgesetz wäerte stëmmen. Ech wëll nach eng Kéier villmools Merci soen all deenen, déi matgeschafft hunn an der Kommissioun. Wéi gesot, et wor eng ganz gutt Zesummenaarbecht. An dofir kritt dëse Gesetzesprojet natierlech a selbstverständlech den Accord vun der demokratescher Fraktioun.

An ech soen dem Här Gusty Graas villmools Merci fir dee gudde Rapport. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen fir d'LSAP.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken e grousse Merci dem Rapporteur fir säin ausféierleche mëndlechen an och schréftleche Rapport, wou wierklech ganz vill Detailer, virun allem hei am mëndleche Rapport, waren. Dat wäert mir et dann och erméiglechen, iwwert déi eng oder aner Saachen ewechzegoen. Oder ech wäert vläicht awer déi eng oder aner Kéier repetitiv sinn, well et mer wichteg ass, esou Saachen nach eng Kéier ze widderhuelen, déi an dësem Gesetzestext och hir Importenz hunn.

Dee Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut schwätzen, gouf jo scho méi oft als ganz progressiv, jo, als ee vun deene fortschréttlechsten an der Welt bezeechent. Dobäi muss ee soen, dass ganz vill Elementer aus dem aktuelle Gesetz iwwerholl goufen an d'Ënnerscheeder op den éischte Bléck och guer net esou revolutionär wierken. Dat, wat sech awer mat deem neie Gesetz ännert, ass d'Approche. Et gëtt eng kloer Unerkennung, dass en Déier keng Saach ass, mä e Liewewiese mat eegene Bedierfnesser a wat genausou Péng empfanne ka wéi e Mënsch.

Fir dat ze verdäitlechen, hu mer de Begréff vun der „Dignitéit" vum Déier agefouert. Dëse Begréff am Zesummenhang mat Déieren ze nennen ass schonn net onëmstridden, well mer e soss jo just fir Mënsche gebrauchen, awer net datselwecht mengen. An deem neie Gesetz ginn d'Déieren näämlech mat Mënschen net gläichgestallt. Et ass och an Zukunft erlaabt, Déieren ze halen, ze ziichten, ze verkafen, ze kastréieren, ze schluechten an ze iessen. Mat Dignitéit am mënschleche Sënn huet dat jo eigentlech näischt ze dinn.

Ech sinn awer frou, dass de Minister bereet war, nom Depôt vum initiale Projet nach eemol méi eng breet Diskussioun opzemaachen an Avise vu verschiddenen Akteuren ze berücksichtegen. Dobäi ass en och dem Wonsch vun der LSAP nokomm, fir eng präzis Definitioun vun der Dignitéit vum Déier am Gesetz ze hunn. A vu dass d'Gesetz sech staark un der Schwäizer Legislatioun orientéiert, wou esou eng Definitioun och dran ass, louch et op der Hand, fir sech bei dëser Definitioun un deen Text unzeleenen. Et muss jo net nëmme kloer sinn, dass mam Begréff vun der Dignitéit net eng Zort Mënscherechter fir d'Déiere gemengt sinn, mä et muss genausou novollzéibar sinn, wat d'Plus-value zum „bien-être de l'animal" ass, dee mer haut jo schonn an eisen Texter hunn.

Et geet hei net nëmmen ëm d'Flicht, d'Grondbedierfnesser vun engem Déier, wat een hält, ze erfëllen, mä dorëm, d'Déier als en eegestännegt Wiesen ze kucken an och ze respektéieren. Et bedeit, dass een ëmmer eng Rechtfertegung muss hunn, wann een d'Déier an iergendenger Form aschränkt, wann een em wéideet oder awer wann een et doutmécht. Den Notze fir de Mënsch muss ofgewie gi géint d'Leide vum Déier.

Dobäi muss ee betounen, dass dësen Notze vum Mënsch bestëmmt gëtt. Et ass an et bleift e Gesetz, dat vu Mënsche fir Mënsche gemaach gëtt, fir hiren Ëmgang mat den Déieren ze regelen. Am Kär ass dat eng ethesch Fro, déi zesumme mat der Gesellschaft evoluéiert. Wann ee kuckt, wéi mer zu Lëtzebuerg en général mat den Déieren ëmginn, wéi ëffentlech d'Diskussioune gefouert ginn a wat fir eng Decisiounen d'Konsumenten huelen, da kritt een och e Gefill derfir, wéi den allgemenge Konsens zum Thema Déiereschutz an der Gesellschaft ausgesäit.

D'Gesetz ass an deem Sënn progressiv, dass et probéiert, am Interessi vun den Déieren e bëssen iwwert dee Konsens erauszegoen, ouni awer d'Akzeptanz vum Gesetz an der Gesellschaft ze verléieren. De Fait, dass d'Gesetz sech un engem gesellschaftleche Konsens orientéiert, bréngt awer och eng Rei Inkohärenze mat sech, déi erklärbar an och legitimm sinn. D'Mënschen hu schonn eng ganz eege Logik, wat hiren Ëmgang mat Déieren ugeet, meng Virriedner si schonn e bëssen dorobber agaangen.

Eis Fäegkeet, Empathie ze empfannen, ass net fir all Déier d'selwecht. Eis Schutzinstinkter, déi kënne ganz staark si bei Déieren, déi souzesoen dem „Kindchenschema" entspriechen an déi Geräischer maache wéi e klenge Puppelchen. Mir hu méi Matgefill mat léiwe, klenge Pelzdéieren eréi mat Schlaangen, Fësch, Spannen oder groussen Déieren, déi mir als méi bedrolech empfannen. E ganz héije Stellewäert kann en Déier kréien, wa mer et als Hausdéier an eis Famill integréieren, wougéint deeselwechten Typ Déier eis relativ gläichgülteg léisst, wann e just gehale gëtt fir ze iessen. Vill vun eis iesse jo Schwéngefleesch. Mä wann en eenzelt Schwäin eréi e Mupp als Hausdéier gehale gëtt, da kritt et en Numm an de Besëtzer gëtt sech bewosst, wéi sensibel an och intelligent esou e Schwäin ass.

Fir de Mënsch ass dat Verhale ganz normal an et ass net domm, wa Mënsche grad bei bestëmmten Déieren och ganz emotional reagéieren. Et ass en normalen Ausdrock vun Empathie. E Mënsch, deen ouni Grond an ouni Hemmung en Déier quält, ass och am Ëmgang mat Mënschen net vertrauenswürdeg a wäit vu respektvoll.

Eis emotional Reaktiounen eleng bilden awer keng gutt Grondlag fir en Déiereschutzgesetz. D'Situatioun vum Déier muss onofhängeg dovunner gekuckt ginn, ob et léif ausgesäit oder net. De Gradmiesser ass dofir an eisem Gesetz d'Fäegkeet vum Déier, Péng ze spieren. Aus Grënn vun der Rechtssécherheet bezitt sech d'Gesetz iwwert den Déiereschutz just op d'Wirbeldéieren an op d'Kopffüsser an net, eréi am urspréngleche Text virgesinn, op alleguerten d'Déieren. Dat kënnt dohier, dass bei enger Rei vu Wirbellose kloer Indikatioune bestinn, dass se wuel Péng empfannen, mä et wëssenschaftlech nach kee Konsens gëtt. Bei de Kopffüsser, also Tëntefësch oder Äänlecher, ass et sécher, dass et sech ëm héich entwéckelt Déieren handelt, déi Péng spieren. Well si zum Deel fir Déiereversich benotzt ginn, war et awer wichteg, se ausdrécklech mat an de Geltungsberäich vum Gesetz eranzehuelen.

Nieft eiser emotionaler Relatioun zu den Déiere gëtt et rational Grënn, fir d'Déieren net ëmmer d'selwecht ze behandelen. Dat neit Gesetz ännert ausdrécklech jo näischt um Juegd-, Fëscherei- oder Naturschutzgesetz, et beschränkt sech deemno gréisstendeels op Hausdéieren, iwwert déi mir direkt d'Verantwortung hunn. Obwuel e wëllt Déier genausou leidensfäeg ass wéi en Hausdéier, wende mer hei en anere Moossstaf un. An der Natur gëllt näämlech d'Gesetz vum Dschungel, vum „survival of the fittest". Aus der Vue vum eenzelnen Déier kann d'Natur ganz grausam sinn. Mä all gesonden Ekosystem funktionéiert no deemselwechte Prinzip, d'Populatioune ginn nun eemol reguléiert iwwert d'Narungsangebot an d'Existenz vun natierleche Feinden. Mir behalen eis als Mënschen och d'Recht vir, eis géint Déieren ze schützen, wann zum Beispill eng Epidemie kënnt, wou fir eis oder eis Hausdéieren eng Gefor besteet.

Wat ännert dann elo ganz konkret mat dësem neie Gesetz? Et gëtt eng nei Approche, wéi ech scho gesot hunn, wat d'Hale vun Hausdéieren ugeet, déi an der Praxis zwar net vill ännert, awer, wéi och de Rapporteur scho gesot huet, e Paradigmewiessel ass. An Zukunft ass et jo generell verbueden, Déieren ze halen, mat Ausnam vun deenen, déi op enger Lëscht stinn. Aner, méi exotesch Déiere kënnen zwar an Zooen oder zu pädagogeschen Zwecker gehale ginn, mä dofir brauch een dann awer eng speziell Autorisatioun. Et gëtt och eng Iwwergangsbestëmmung fir Leit, déi am Moment Déieren halen, déi net op der Lëscht stinn.

Eng liicht Ännerung gëtt et bei der Aschätzung, wat fir en Notze mer als legitimm empfannen, fir Déieren ze schluechten, a wat fir een net. Nei an deem Kontext ass, dass mer verbidden, Déiere just fir hire Pelz oder fir hir Woll ze halen.

Déi meescht Ännerungen, wéi déi grad genannten, fanne mer bei den „pratiques interdites". Wéi kohärent dës Verbueter sinn a wat se konkret fir en Impakt hunn, ass och ganz ënnerschiddlech. Déi éischt Pratique interdite betrëfft d'Verlousen oder d'Verschenke vun Déieren am Kader vu Concoursen als Präisgeld an esou weider. Dat ass richteg a gutt, fir dat am Gesetz ze verankeren. Mä ech hunn zanter ville Joren och net méi gesinn an och net méi héieren, dass dat nach géif gemaach ginn, soudass sech hei kaum eppes ännert. Äänlech gesäit et och aus mam Verbuet, fir Hënn a Kazen op Mäert, op der Strooss oder awer an Akafszentren ze verkafen.

E bësse speziell, wann awer och richteg, ass de Verbuet, fir d'Déiere sexuell ze mëssbrauchen, wat bis elo nach net am Gesetz stoung.

Nei ass och de Verbuet vu Qualzuuchten, wat bedeit, dass een d'Déieren net däerf duerch Ziichten esou veränneren, dass se zousätzlech Kierperdeeler hunn oder hinne Kierperdeeler feelen oder dass hir Kierperform e Liewen ouni Péng a Gesondheetsproblemer onméiglech mécht. Dat schéngt op den éischte Bléck selbstverständlech ze sinn, ass et awer net.

Äänlech Verbueter gëtt et och an eisen Nopeschlänner, mä mat der Ëmsetzung deet ee sech generell ganz schwéier. Wann een dee Verbuet eescht hëlt, misste verschidden Honds- a Kazerasse verbuede ginn, déi duerchaus beléift sinn, wéi Hënn ouni Pelz, déi, déi e verkrëppelt Gebëss an eng Immunschwächt hunn, oder Kazen ouni Pelz a Schnurrhoer, déi awer schlussendlech e wichtegt Sënnesorgan sinn, oder awer wäiss Perserkazen, déi oft daf sinn.

Och d'Landwirtschaft kéint betraff sinn. Esou dierft zum Beispill déi belsch Rannerrass „Blanc bleu belge" ënnert den Artikel 7 falen, déi duerch d'Ziichtung en enorme Muskelzouwuess huet, woubäi d'Becke vun de Kéi ze enk ass, fir normal ze kaalwen.

Et stelle sech och Froe bei Gefligel, déi esou schnell Fleesch usetzen, dass, wa se net ausgewuess sinn, d'Schanke vun den Déieren au fur et à mesure vun hirem Alter se net méi kënnen droen. Jee, ob den Artikel 7 rechtlech standhält, fir gewëssen Zuuchtpraktiken ze ënnerbannen, bleift dann elo ofzewaarden.

Méi kloer ass elo de Verbuet vun den Amputatiounen, déi net medezinnesch begrënnt sinn, deen och iwwert dëst Gesetz erweidert ginn ass. Déiere mat net erlaabten Amputatiounen, wéi zum Beispill Hënn mat coupéierten Oueren oder Schwänz, däerfen net méi gehalen oder verkaaft ginn.

Souwuel bei deene besteeënde wéi bei deenen neie Verbueter gëtt et der, déi éischter e symbolesche Wäert hunn, well mer am europäesche Bannemaart sinn an domat och den Handel mat bestëmmte Produkter net kënne verbidden. Zu de Klassiker, mir hunn et schonn haut de Mëtten héieren, gehéieren de Foie gras an och d'Stoppe vun de Gänsen, eng Praxis, déi zu Lëtzebuerg verbueden ass an och bleift.

Äänlech ass et mat deem virdrun zitéierte Verbuet vun de Pelzfarmen. Soulaang déi an den aneren EU-Länner zougelooss sinn an et zu Lëtzebuerg eng Demande gëtt, fir Pelzmäntel oder Äänleches ze kafen, huet esou en nationale Verbuet just Symbolcharakter.

Ganz onnëtz ass et awer net, well et an der EU schonn oft esou war, dass d'Virbild vun eenzelne Memberstate vun anere Länner iwwerholl ginn ass an et schlussendlech zu engem EU-wäite Verbuet koum. Dass dat net ganz vun der Hand ze weisen ass, weist e Bréif vun „Fur Europe", dee mer als Deputéiert kruten an dee probéiert, dëse Verbuet zu Lëtzebuerg ze verhënneren.

En neie Verbuet, deen am internationale Verglach nach ganz wäit geet, gesäit vir, dass een Déieren net aus reng ekonomesche Grënn däerf doutmaachen. Dorënner fält ënner anerem dat vill diskutéiert Schreddere vu Jippelcher. Et betrëfft awer och aner Déieren, wou jee no Zweck vun enger bestëmmter Rass nëmmen déi weiblech oder déi männlech Déiere gebraucht ginn a gewënnbréngend kënne verkaaft ginn. Esou gi generell och aner Rassen als Mëllechvéi gehale wéi als Fleeschvéi.

Et gëtt en Iwwerschoss vu Källefcher vu Mëllechvéirassen, déi meeschtens schnell an Holland exportéiert ginn. Well d'Mäschte vun dësen Déieren net immens rentabel ass, sinn och d'Bedéngungen, ënnert deenen dës Källefcher hiert kuerzt Liewe fristen, net onbedéngt vereinbar mat engem progressiven Déiereschutzgesetz.

Mä vu dass et net zu Lëtzebuerg geschitt, hu mir och dorobber keen Afloss. Mam Schreddere vun de Jippelcher ass et äänlech. Et sinn nun eemol d'Hénger an net d'Hunnen, déi d'Eeër leeën. Eng Rass, déi drop geziicht ass, e Maximum un Eeër ze leeën, brëngt net och männlech Déieren ervir, déi gëeegent sinn, fir ze mäschten. A jee no Geschlecht ass also ëmmer d'Halschecht vun de Jippelcher ze vill an ouni ekonomeschen Notzen.

Mat Ausnam vun e puer klengen Initiativen a Pilotprojete gëtt bis elo keng Alternativ zu der Selektioun gebueden, soudass de Konsument hei zu Lëtzebuerg eigentlech och kee geziilte Choix huet an och keng aner Produktiounsmethod kann ënnerstëtzen.

Eng schnell Léisung fir dee Problem gëtt et net, hunn ech elo grad gesot. Allerdéngs kënnen den Drock vu Politik a Gesellschaft, awer och ëffentlech Investissementer an d'Recherche an och alternativ Ziichtungen et mat der Zäit méiglech maachen, fir vläicht ganz op dat Schreddere vun de Jippelcher ze verzichten.

Et bleift, dass och dat fortschrëttlechst Déiereschutzgesetz den Déiere just eppes brëngt, wann et strikt ugewannt gëtt; wat och vu menge Virriedner hei scho gesot gouf. Wivill sech zu Lëtzebuerg an deem Sënn verännert, hänkt zum Deel vun der Interpretatioun vum Text, mä virun allem och vun de Kontrollen a vun de Sanktiounen of. Dat neit Gesetz geet vill méi am Detail op dës zwee Voleten a wéi dat aktuellt, soudass d'Grondlag fir eng seriö Bestrofung vu Verstéiss géint d'Gesetz elo do ass.

Et bleift ze hoffen, dass dat a Realitéit och vun der Police an de Geriichter esou ëmgesat gëtt. De Fait, dass agreéiert Déiereschutzorganisatiounen an Zukunft als Partie civile kënnen optrieden an och soss méi Méiglechkeete kréien, fir matzeschaffen, dierft e Bäitrag an dësem Sënn leeschten.

Eng vun deene Saachen, déi d'Leit am Allgemengen am meeschten opreegt, si schwéier Fäll vun Déieremëßhandlung, wou de Responsabele mat enger liichter Strof dervukënnt oder d'Affär klasséiert gëtt. Oft ginn esou Fäll ganz staark mediatiséiert, awer d'Uerteel, wat vill méi spéit geschwat gëtt, gëtt net onbedéngt veröffentlecht, soudass den Androck entsteet, dass hei näischt gemaach géif.

An deem Kontext wéilt ech vläicht kuerz eng Informatioun hei weiderreechen, déi ech net méi spéit wéi op der Generalversammlung gëschter Owend vun der Déiereschutzliga nach matgedeelt krut: dass et ëmmer erëm virkënnt, dass Déiere mussen iwwer laang Zäit, jo, alt bis zu zwee Joer, an d'Asyl kommen, well ebe just hire Proprietaire an enger Geriichtsprozedur ass, déi onendlech laang dauert. An och do wär et wierklech vu Virdeel, och am Sënn vum Déier, wann do eppes géif ënnerholl ginn, fir dass déi Prozedure géifen acceleréiert ginn.

Et wier deemno ebe just am Sënn vun der Mediatisatioun begréissenswäert, wann et eng besser ëffentlech Kommunikatioun zum Déiereschutz géif ginn. Esou wéi de Ministère kierzlech e Portail zur Landwirtschaft ageriicht huet, kéint een och d'Thema Déiereschutz vill méi siichtbar maachen, Här Minister.

Well ganz vill Instanzen zoustänneg sinn, fir d'Anhale vum Gesetz ze iwwerwaachen, kéint een op esou engem Site och eng eenzeg Kontaktstell uginn, wou d'Leit e Fall vun Déierequälerei kéinte mellen. All Kloen an Uerteeler kéint een do veröffentlechen, soudass et fir jiddweree siichtbar gëtt, dass e Verstouss géint d'Déiereschutzgesetz seriö Konsequenzen huet. Dës Form vun Transparenz kann hëllefen, d'Diskussioun ronderëm den Déiereschutz méi sachlech ze maachen.

Ech kommen zur Konklusioun. Als LSAP begréisse mir dat neit Déiereschutzgesetz a mir gi selbstverständlech mat Freed eisen Accord. Mir ënnerstëtzen d'Zil vum Gesetz, fir d'Déiere mat Respekt ze behandelen an unzëerkennen, dass et Liewewiese mat eegene Bedürfnisser sinn, déi leiden, wa mer se ouni Rücksicht fir eis Zwecker benotzen. Mir hoffen dofir, dass och an der Praxis den Déiereschutz eescht geholl gëtt a Verstéiss géint d'Gesetz konsequent bestrooft ginn.

Ech wéilt och op dëser Plaz mäin déifste Respekt alleguerten deenen Déiereschützer ausdrécken, déi net op dëst Gesetz gewaart hunn an déi sech onermiddlech permanent fir den Déiereschutz agesat hunn.

Ech hunn Iech et gesot, ech war gëschter op enger interessanter Generalversammlung an ech hunn Iech eng Citatioun matbruecht, déi mech ganz speziell markéiert huet: „E Mënsch, dee sech fir Déieren asetzt, vergësst heiansdo, dass d'Déier am Mëttelpunkt sollt stoen, an net de Mënsch." Merci der Madamm Liliane Ferron. Si mécht Ëffentlechkeetsaarbecht an der Déiereschutzliga a si huet eis dës Citatioun mat op de Wee ginn.

An, wéi gesot, ech soe Merci fir d'Nolauschteren an ech widderhuelen, dass eis Fraktioun mat Freed den Accord gëtt fir dëst Déiereschutzgesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia fir déi gréng. Här Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en neit Déiereschutzgesetz fir Lëtzebuerg, e Modell fir d'Groussregioun: dem Déier eng Dignitéit zougestoen, et als Liewewiese wouerhuelen, em Rechter zougestoen. Hei ka Lëtzebuerg, mengen ech, Nation Branding maachen iwwert den Déiereschutz an e Modell sinn, fir no baussen ze wierken.

E grousse Merci un de Rapporteur, un de Gusty Graas, deen ausféierlech d'Artikele beliicht huet an dat alles och detailléiert a sengem Rapport gemaach huet. An duerfir wëll ech och net op alleguerten déi Aspekter zréckkommen. An ech probéieren, Iech hei e bësse mat op eng Rees ze huelen.

déi gréng, déi si säit 2016 amgaang, ganz intensiv op dësem Thema ze schaffen, an zwar an engem internen Aarbechtsgrupp, wou mer eng Partie Entrevuen haten, souwuel mat de Ministèren an de Verwaltunge wéi mat der Uni, mat Fuerschungsinstituter, wou mer och déi Thematik vun de Schluechthaiser ugaange sinn a wou mer och zu deem Thema zwou Tableronden organiséiert hunn.

En Déiereschutz ass also en Urthema vun deene Gréngen. Wou se e puer Froe stellen, dat ass d'Ethikfro, déi Froen zum Gesondheets- a Verbraucherschutz an och déi Froen zum Matenee vu Mënsch an Déier. An duerfir huelen ech Iech gär mat op esou eng Aart Billerrees duerch d'Naturschutzgesetz (veuillez lire: d'Déiereschutzgesetz) mat Biller, déi eis all an de Käpp ronderëmginn, wa mer un Déieren denken an iwwer Déiere schwätzen. An déi Etappen, déi ech mat Iech wëll goen, dat sinn emol déi, dass d'Déier keng Saach ass, dass mer och de Volet vun den Déiereversich zu Lëtzebuerg hunn, dass den Déierentransport an d'Schluechthaiser en Thema sinn an och zum Schluss ganz kloer d'Notzdéierenhaltung hei zu Lëtzebuerg.

D'Bild vun Hausdéieren, Kaz an Hond, déi net genuch Auslaf hunn, déi geschloe ginn, déi maltraitéiert ginn, déi am Auto an der Sonn sëtzen, déi eleng gelooss ginn, dat kenne mer alleguerten, oder déi ganz einfach ausgesat ginn, well se net méi an eist dagdeeglecht Liewenskonzept passen. Dat ass eppes, wat eng Realitéit zu Lëtzebuerg ass. An den Déierenasyl ass voll mat deenen Déieren, vun deenen ech hei elo grad schwätzen.

An och vu mir aus, wéi mäi Virriedner dat och gemaach huet, mäi Respekt an e Merci un déi Equipp am Déierenasyl, déi sech fir déi Saach do hiergëtt!

Hei setzt dëst Gesetz ganz effikass un, andeem dass et ganz säfteg Strofen ausschwätzt, déi am Fall vun esou enger Mëßhandlung vun Déiere wäerte gräifen. A ganz kloer ass en Déier keng Saach, déi mer wéi eng al Schlapp kënnen an d'Dreckskëscht werfen, wa mer se net méi brauchen.

En éischt Bild, e Bild zu den Déiereversich: Da kommen engem d'Laboen an d'Kopp, wou een eng Haltung do viru sech huet, wou déi Déieren dann natierlech engem Versuch ënnerzu ginn. Dat hu mer och hei zu Lëtzebuerg, an dat a verschiddenen Instituter, an duerfir wëll ech dat just mat e puer Zuelen ënnerleeën. Säit iwwer dräi Joer gëtt un dësem Déiereschutzgesetz geschafft. An duerfir huelen ech och d'Zuelen, déi elo publizéiert gi sinn, vun 2015 bis 2017, da gesitt Der, wat fir eng Dynamik an deem Secteur ass. 2015 hate mer am Total bei de Versuchsdéieren ëm 3.500 Déieren, virun allem 3.000 Mais a Raten, a wat elo de Virriedner net méi wousst, dat waren d'Zebrafësch, déi drëtt Gattung, op déi zu Lëtzebuerg an der Fuerschung gesat gëtt.

2017, déi Zuele sinn elo eraus, hu mer en Total vu 25.800 Déiere mat 5.500 Mais, och nach en Deel Raten an dann 20.000 Zebrafësch. Mir hunn also do e ganz staarken Uwuess, well ebe verstäerkt gefuerscht gëtt.

An déi grondsätzlech Fro, déi ee sech do muss stellen: Sinn Déiereversich noutwendeg? Kann een net ganz dorop verzichten? Gëtt et net och Alternativen zu dëse Methoden? A solle mer net zu Lëtzebuerg och op dës Methode setzen, grad well mer am medezinnesche Beräich an der Fakultéit vun der Uni wëllen e Kompetenzzentrum fir d'Groussregioun sinn?

An et ass och ganz encourageant, an deem Beräich ze héieren, dass ee Fuerscher zu Lëtzebuerg, deen am Luxembourg Centre for Systems Biomedicine op der Uni Lëtzebuerg fuerscht, den internationale Lush-Präis 2016 kritt fir den Entworf vun engem In-vitro-Modell vum Daarm, an dat als Alternativ zu Déiereversich.

Et ass och ganz encourageant, wann ee weess, dass eng EU-Richtlinn ënnerwee ass, fir d'Déiereversich carrement ze eliminéieren a fir alternativ Versuchsmethoden ze promouvéieren. An dorop soll Lëtzebuerg och ganz massiv setzen, fir grad do eng Innovatiounsnisch ze besetzen a fir sech entspriechend opzestellen. An och elo scho gëllt fir all eis Fuerschungsinstituter déi Regel vun deenen dräi „R"en: Replacement, Reduction a Refinement, mat där si all hir Projeten, déi se uginn, a sech beliichten, iwwerkucken an och probéieren ze verbesseren.

„Wou ass elo de Lien mat dësem Gesetz?", frot Der Iech. Ma d'Fuerschung ass zum Deel ausgeklammert respektiv huet Spezialbedéngungen. An deene Gréngen no wär et ganz wichteg, dass mer duerfir am Zuch vun dësem neien, modernen Déiereschutzgesetz och géifen de Règlement grand-ducal vun 2013, deen d'Protection des animaux utilisés à des fins scientifiques ugeet, iwwerschaffen, an zwar op zwee präzise Punkten: Deen éischte Punkt, dat wär de Gréngen no d'Aféierung vun engem Comité d'éthique, besat mat onofhängegen Experten, déi déi Projeten all Kéiers géife beliichten, ënnersichen, an dat, fir se och entspriechend op hir Sënnhaftegkeet an op hiren Notzen ze bewäerten.

En zweete Volet, dat wär eng informatesch Plattform opzebauen, eng Austauschplattform vu Fuerschungsergebnisser fir eis Instituter. E Fuerschungsnetzwierk, wou a sech all Resultater vun deene Fuerschunge géifen dran afléissen, och d'Resultater vun deene Fuerschungen, déi a sech net dat gewënscht Resultat erbruecht hunn an déi a sech och duerfir net schréftlech an enger Aarbecht niddergeluecht gi sinn an och net entspriechend nozeliese sinn.

Do ass et natierlech ëmmer ze beuechten - well mer déi Diskussioun och mat deene Leit aus dem Secteur haten -, dass dat natierlech an der Groussregioun misst geschéien, dass ee muss oppassen, dass déi Instituter jo och a Konkurrenz zuenee stinn an dass natierlech eben do och e gewëssene Volet vu Kompetenz net dierf verluer goen. An dat géif awer erméiglechen, redundant Versich mat äänlechen Usätz, déi zu näischt gefouert hunn, a sech ze eliminéieren.

En anert Bild ass d'Bild vun den Déierentransporter a vun de Schluechthaiser. Ass et am Zeeche vum Déiereschutzgesetz, wann Déieren openeegepfercht, gestresst, zesummegedriwwen an duerch d'hallef EU transportéiert ginn? Ass et am Zeeche vun engem Déiereschutzgesetz, wann Déieren a Panik duerch d'Schluechthaiser geschleist ginn, fir den Aarbechtsprozess maximal ze rationaliséieren? Nee, dat kann an dierf - der Meenung vun deene Gréngen no - net sinn! Den Transport ass ganz kloer op EU-Niveau geregelt an dat gëtt och hei zu Lëtzebuerg entspriechend agehalen a gëtt och ënnersicht. Mir mussen awer ganz kritesch hannerfroen, wéi déi Transporter a sech organiséiert sinn.

Zum Beispill ass den Transport vun trächtege Kéi verbueden an trotzdeem tauchen och hei zu Lëtzebuerg an och am noen Ausland an de Schluechthaiser Kéi op, bei deenen, wa se geschluecht ginn, de Fötus a sech am Endstadium ass. An do mengen ech, dass mir dat op nationalem Niveau hei zu Lëtzebuerg och missten opgräifen an awierken.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Et mussen och Alternative fonnt gi fir d'Schluechten, wat jo eng Fatalitéit ass, well et zesummegeet mat dem Fleeschkonsum vun der Gesellschaft, fir dat méi stressfräi, wann dat iwwerhaapt méiglech ass, fir d'Déieren ze gestalten, am Sënn vun der Déierewürd a vum Respekt vun dem Liewewiesen.

Alternative wären do op enger Säit natierlech Betäubungsmethoden, déi agesat ginn, an op där anerer Säit och den Asaz vu mobille Schluechthaiser, wat natierlech eng Alternativ ka sinn zu dem Transport vun den Déiere bis an e Schluechthaus eran, deen da kéint vermidde ginn.

Elo kënnt awer ëmmer erëm datselwecht Argument, dat Argument vum Präis vun dësen alternative Methoden. Da muss ech awer hei elo ganz däitlech soen, dass, wa mir wëllen den Déiereschutz eescht huelen an héichhalen, da musse mir als Konsument och bereet sinn, den entspriechende Méipräis ze bezuelen, soss si mer fir eis selwer net glafwierdeg. Mir kënnen eis net opreegen iwwer Biller vu Schluechthaiser, vun Déierentransporter, wa mer net bereet sinn, op Alternativen ze setzen.

Een anert Bild: dat Bild vun der Héngerhaltung. Et ass virdru gesot ginn, an dësem Gesetz wär et verbuede ginn, dass a sech d'Déiere kënnen ouni d'Notze vun hirem Fleesch geschluecht ginn, ëmbruecht ginn. D'Beispill vun de männleche Jippelcher ass genannt ginn, déi direkt nom Schlüpfe geschreddert ginn. Domat ginn natierlech d'Halschent vun deene Jippelcher an d'Dreckskëscht gepucht. Dat ass elo verbueden hei zu Lëtzebuerg, dat ass gutt!

Dat gëllt awer och fir ze schwaach Fierkelen an dat gëllt och fir Källefcher. Virdrun ass geschwat gi vun de männleche Källefcher bei Mëllechvéi, déi eben och kee Fleesch usetzen. Esou Beispiller kenne mer, wou déi Déieren eliminéiert ginn, aus dem noen Ausland. Ech wëll net soen, dass dat hei zu Lëtzebuerg d'Regel ass. Mä do musse mer awer oppassen, dass den ekonomesche Volet sech net duerchsetzt. An de Problem hannendrun ass jo dee vun deenen, menger Meenung no, iwwerziichte spezialiséierte Rassen. Virdrun ass vun de Qualzuuchte geschwat ginn, vum Bleu de Belgique, déi a sech esou vill Fleesch usetzen, dass se a sech…

Une voix.- Blanc bleu belge.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Den „Blanc bleu belge", Merci. Den Numm war mer entwutscht. Dat kann emol virkommen.

…vum Blanc bleu belge, deen a sech esou vill Fleesch usetzt, dass d'Källefcher just nach per Kaiserschnëtt kënnen op d'Welt kommen. Mir hunn déi Rassen och zu Lëtzebuerg. An da musse mer oppassen, ob mer net do am Verstouss zu engem Artikel aus eisem Déiereschutzgesetz sinn. Dat kann net am Sënn vun der Zuucht sinn.

Déi Zuuchten, déi mer elo hunn, sinn eben ëmmer och en Optiméierungsprozess vun entweder Fleesch-, Mëllechproduktioun, Eeërproduktioun oder ebe Fleesch bei der Héngerproduktioun. An do gëtt et awer och positiv Beispiller. Ech nennen do eent, dat heescht „Romeo & Julia". Dat ass a sech e Projet vun der Biolandwirtschaft mat enger anerer Rass, déi souwuel Eeër produzéiert wéi eben och Fleesch usetzt. Weder esou vill Eeër, wéi dat eng Eeërzuucht mécht, nach esou vill Fleesch, wéi eng Fleeschzuucht et mécht, mä wou natierlech och dat eenzelt Produkt erëm méi kascht, an do kann de Konsument da Verantwortung iwwerhuelen, wann en an déi Richtung geet an dëst Produkt eraussicht.

Ech muss e bëssen hei zouleeën. En anert Bild, dat mer haten op RTL, ass dat vun der Héngerhaltung. Dat ass dee Stall zu Wëntger, deen do genannt ginn ass mat 16.000 Pouleten op zirka 1.100 m^2. Do ass fir all ausgewuessene Poulet nach een DIN A4-Blat Rescht. Wa sech do soll beweegt ginn, dann ass dat à la queue leu leu, da muss een deen aneren e bësse weiderdrécken. An da muss een nach soen, dass mer zu Lëtzebuerg do wäit ënnert der europäescher Norm sinn. Déi gëtt gerechent am Liewendgewiicht mat 42 kg/m^2, an zu Lëtzebuerg dierfen dat maximal 33 kg/m^2 sinn. An an der Biolandwirtschaft geet dat nach eng Kéier erof op 21 kg/m^2. Do ka jo jiddweree sech ausrechnen, wéini wat fir een Déier méi Plaz do hätt.

Als Verbraucher musse mer do och oppassen, d'Bild gëtt ëmmer projezéiert vun den Hénger, déi dobaussen iergendwou an der Wiss schären a Wierm picken. Dat ass en Trugschluss. Dat ass net dat, wat bei eis um Teller lant a wat an d'Dëppe kënnt a gekacht gëtt.

Ee Volet, deen do och ass - ech maachen et do e bësse méi kuerz: Zwangsweis bei der intensiver Haltung vun Déiere musse méi Medikamenter agesat ginn, musse méi Antibiotika

agesat ginn. An am Sënn vun der Gesondheet vun eis selwer, vun dem Konsumenteschutz, vun engem präventive Verbraucherschutz misste mer eis iwwerleeën, wat fir Haltungsforme mer och do mat géife promouvéieren. An da musse mer eis entscheeden, ob mer léiwer bëlleg Liewensmëttel hunn oder ob mer méi Déiereschutz an aartgerecht Haltung wëllen an domat och a sech eiser eegener Gesondheet eppes Guddes géifen dinn.

An dee Schwaarze Péiter kënne mer net dem Bauer zouschousteren. Do musse mer och bereet sinn, dann den entspriechende Präis ze bezuelen, déi Suen an de Grapp ze huelen, fir dee Méiopwand - et si manner Déieren, déi eben da musse gehale ginn - och ze bezuelen. Dat ass ganz kloer, do ass d'EU gefuerdert, d'Politik, déi national Gesellschaft an all Eenzelnen, fir kënne géigenzesteieren.

Datselwecht gëllt och fir Schwäin. Och do hu mer äänlech Oplagen a wéineg Raum fir déi Déieren an eng Haltung zu Lëtzebuerg, déi et och mat sech bréngt, dass deelweis d'Zänn gestutzt ginn, dass präventiv de Schwanz geschnidde gëtt an och, dass mer do leider präventiv an d'Kastréierung eraginn, déi net onbedéngt zwéngend noutwendeg wär an och op EU-Niveau a sech de principe esou verbueden ass.

Ech wëll eng Kéier ganz kuerz och op d'Kéihaltung agoen, well mer dat och wichteg ass, well dat mat dee gréisste Secteur zu Lëtzebuerg ass, eis Fleeschproduktioun an eis Mëllechproduktioun. Och do hu mer e Bild am Kapp, dat vun de Kéi mat Haren, déi op enger Almwiese, ganz gréng, do Kraider iessen. An dat Bild geet ëmmer méi an eng Richtung, déi deem guer net méi entsprécht hei an der Groussregioun an och zu Lëtzebuerg. D'Kéi sinn Häerdendéieren, si Widderkäuer, valoriséieren d'Grénglan, wat de Mënsch jo net ka maachen. An dat ass awer net méi d'Realitéit. Mir kommen ëmmer méi an eng Stallhaltung eran. Mir kommen an eng Haltung eran, wou méi mat Kraaftfudder geschafft gëtt, mam Silage, mat dem Soja, woumat, wéi een Expert an net ech selwer gesot huet, mir eis Kéi géifen halen e bësse wéi d'Schwäin a se géife mäschten.

An do musse mer an eng aner Richtung goen, do sinn ech iwwerzeegt dervun. An ech stelle mer d'Fro, ob mer do net an där méi aartgerechter Haltung och missten higoen a soen an iwwerleeën, ob mer net de Weidegang fir d'Kéi missten an iergendenger Aart a Weis obligatoresch enzwousch aschreiwen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz ass e modernt Gesetz. Et ass e gutt Gesetz a gëtt dem Déiereschutz en anere Stellewäert zu Lëtzebuerg. Wat eis Notzdéieren ugeet, do musse mer op EU-Niveau an op nationalem Niveau nach ganz kräfteg nosteieren, fir dem Déiereschutz méi eng aartgerecht Haltung och als Vektor bei eisen Notzdéieren ze ginn. Mir mussen dat eescht huelen.

An ech wëll nach eng Kéier zum Schluss widderhuelen, dass de Konsument och deen ass, deen ee muss mat op de Wee huelen, fir e gerechte Präis fir Liewensmëttel ze bezuelen, fir dem eenzelne Bauer et och ze erméiglechen, dass de Méi un Déierewuel méiglech gëtt an och garantéiert gëtt an dass seng Aarbecht och valoriséiert gëtt.

Eng Iddi kéint do sinn, en Déierewuel-Label anzeféieren, en Usaz, deen de Konsument géif guidéieren a sengem Kafverhalen an deen et och géif méiglech maachen, dass de Bauer, deen an deem Sënn wierklech eppes ënnerhëlt, deen do och staark Kritären anhält, och géif seng Wuer anescht kënnen duerstellen.

Mir sinn do all Eenzelne gefuerdert, an dës Richtung ze wierken. An duerfir ginn ech d'Zoustëmmung vun der grénger Partei zu dësem Projet de loi, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir sinn als ADR immens frou iwwert dëst neit Gesetz a soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi wierklech extrem komplette Rapport, an och de Virriedner, déi alleguerten op hir Aart a Weis e Bäitrag bruecht hunn zu dëser Thematik an all hiren Dimensiounen. Ech hunn also eng gutt Nouvelle: Ech wäert mech zimlech kuerzhalen.

Et muss een dem Här Minister Etgen eppes loossen, e kann immens gutt ofschreiwen. Säi Projet de loi, deposéiert de 24. Mee 2016, definéiert d'Déier als «être vivant non humain doué de sensibilité».

„Kredjéft!", hunn ech geduecht, „dat doten hues de dach schonn iergendwou eng Kéier gelies." An dunn hunn ech nogekuckt. A richteg, an der ADR hirer Proposition de loi vum 13. Oktober 2015 steet dach net tatsächlech, d'Déiere missten definéiert ginn als «êtres vivants doués de sensibilité dont la dignité doit être reconnue». Dat war déi Proposition…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- A wou hat Dir et ofgeschriwwen?

M. Roy Reding *(ADR)*.- Dat war déi Proposition de loi, déi mer gemaach hunn zur Modifikatioun vum Code civil, fir datt do d'Déier net méi soll als reng Saach ugesi ginn.

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir hutt net d'Autorenrechter dorop, zimlech sécher.

(Interruption)

Solle mer google goen?

M. Roy Reding *(ADR)*.- Firwat déi Propositioun, aviséiert vum Conseil d'État, net zesumme mat dësem Projet de loi traitéiert gouf, erschléisst sech mir genausou wéineg wéi d'Fro, firwat der ADR hir Propositioun, d'Verfassung ze änneren, eis Proposition de révision 6889, och vum 13. Oktober 2015, net och haut ofgestëmmt gëtt, well anscheinend besteet jo och do e breede Konsens iwwert deen Text, wou mer gefuerdert hunn, de Stat «reconnaît aux animaux le statut d'êtres vivants doués de sensibilité et veille à protéger leur dignité et leur bien-être». Zesumme wieren déi dräi Texter en nach méi staarkt Zeeche gewiescht, wéi eescht dës Chamber den Déiereschutz hëlt.

An och de Statsrot huet a sengem Avis moniéert, datt de Code civil net ugepasst gëtt an datt do d'Déieren nach ëmmer als eng reng Saach definéiert sinn.

Elo zum Fong vun der Saach: Ech mengen, kee vun eis ass dergéint, datt d'Déierequälerei wesentlech méi streng a méi adequat an Zukunft bestrooft gëtt. All zesumme kënne mer deene Leit, déi Dag fir Dag schaffen zum Wuel vun den Déieren, siefen dat Pompjeeën, Polizisten, Benevollen, Déiereschutz an esou weider an esou fort, guer net genuch Merci soen.

Wa mer an dësem Kontext u grujeleg Biller denken, da kommen engem oft déi schrecklech Biller vun der Massendéierenhaltung - an et ass hei e puermol ugeschwat ginn - an de Sënn. Eng aartgerecht Déierenhaltung ass déi eenzeg Méiglechkeet, fir Déieren, déi geziicht a gehale ginn, fir eiser Ernärung ze déngen, e wierdegt Liewen ze garantéieren.

An hei leet d'Chambre d'Agriculture an hirem Avis de Fanger op d'Wonn: De Fleeschpräis ass einfach lächerlech niddreg. Am Moment kritt e Bauer fir ee Kilo Schwéngefleesch 1,42 Euro. Wéi soll esou e Präis engem Betrib d'Iwwerliewe garantéieren, ouni ze schwätze vun de Méikäschten an der Mannerproduktioun, déi zum Beispill eng aartgerecht Fräilandhaltung necessairement géif mat sech bréngen? An hei musse mir eis all froen: Si mir als Konsumente bereet, de Präis ze bezuele fir Fleesch aus aartgerechter Haltung? A si mir als Politik bereet, aartgerecht Haltung ze promouvéieren an och ze subventionéieren?

Dann eng Fro, déi ech mer gestallt hunn: Gëtt et aartgerecht Schluechten? Déiere kann een net doutheemelen. Wat mer awer kënne maachen, ass d'Déier net onnéidegem Stress auszesetzen. En Highland-Rand, wat op der Wiss aartgerecht op d'Welt koum, nimools e Stall, geschweige dann e Camion vu banne gesinn huet, fir dat ze zwéngen, agefaangen, eventuell betäubt, agespaart, an e Schluechthaus transportéiert ze ginn, dat ass net aartgerecht. Hofschlachtung sollt also promouvéiert, vereinfacht, wa méiglech och subventionéiert ginn. An och d'Kooperatioun tëschent Bauerebetriber, déi sech op enger Plaz esou Installatioune schafen, sollt onbedéngt gefërdert ginn. Och dat ass Déiereschutz. Och dat ass Respekt virum Liewen.

En allerlescht Wuert - et ass ugeschwat gi vum Cécile Hemmen, dankenswäerterweis -, d'Déierenasyler kréien, wéi si richteg gesot huet, oft Déieren zougewisen, déi mësshandelt ginn, déi net richteg gehale ginn. An da musse se méintan oft jorelaang waarden, kënnen net adoptéiert ginn, bis endlech een Uerteel virläit. An hei musse mer eis einfach emol virstellen, datt e mësshandelten Hond, dee vläicht eng Liewenserwaardung huet vun aacht oder vun zéng oder vun zwielef Joer, eng ganz aner Opfaassung huet vun der Zäit wéi eis Bürokraten an eis Justiz. An hei denken ech, brauche mer dréngendst d'Procédure d'urgence, fir deem dote Mëssstand Einhalt ze gebidden a fir et ze erlaben, datt deenen doten Déieren hiert Leide verkierzt gëtt, datt se schnell kënnen adoptéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Aartgerecht gehalen an ofgeriichten Hënn kënnen och ni nëmmen duerch hir Rass geféierlech sinn. Mä doriwwer schwätze mer da muer mat de Petitionären zur Fro vun de Lëschtenhënn.

A well esou vill schéin Zitater komm sinn, erlaabt mer, ausnamsweis och eent ze bréngen, an zwar vum Albert Schweitzer. „Ich bin Leben, das leben will, inmitten von Leben, das leben will", sot hien 1923. An dat Liewen ze respektéieren, duerfir steet meng Partei, duerfir steet d'ADR zu 100%, fir d'Déieren, mä och fir de Mënsch.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An d'Wuert huet elo dee leschte Riedner, den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech fille mech e bëssen onwuel, fir iwwert den Déiereschutz ze schwätzen, net well ech géint den Déiereschutz wier. Am Géigendeel! An dat heite Gesetz geet mir souguer am Fong geholl net wäit genuch. Ech erklären herno, firwat. Mä ech fille mech e bëssen onwuel, well ech mech an enger hypokritescher Situatioun befannen. Wahrscheinlech sinn ech net deen Eenzegen an deem Fall, well ech sinn näämlech e Fleeschiesser! Jo, a wahrscheinlech iessen ech souguer méi Fleesch wéi néideg, wann et iwwerhaapt néideg ass, Fleesch ze iessen. Ech mengen, de Georges Christen ass e gutt Beispill, e liewege Bewäis derfir, datt et net néideg ass.

Ech hunn Déiereprodukter ganz gären. Eeër, zemools déi vun Tandel, a Kéis hunn ech och ganz gär, an alles.

(Brouhaha et hilarité)

Voilà, elo kréien ech eng Dose gratis.

(Interruptions)

Jo, mä justement, de Problem mat den Zoossissen: Da gesäit een eng Zoossiss oder en Tournedos oder eng Träip an da mécht ee sech d'Liewen einfach an et vergësst een, datt e sensibelt Liewewiese säi Liewe fir eise Confort u sech geopfert krut.

(Interruption et hilarité)

Wann een eng Kou… Ah, ech sinn e bësse kathoulesch erzu ginn an dat schlecht Gewëssen, dat huet een einfach, dat gëtt een einfach net lass.

(Interruptions et hilarité)

Mä eng Realitéit ass déi, wann een eng Kou gesäit, dann huet ee keng Loscht, déi Kou ëmzebréngen. An ech mengen, déi Sympathie kann een och bei aneren Déiere kréien. E Schwäin kann ee léif fannen an deeselwechten Dag ësst een herno eng Hameschmier. Mir si wierklech an enger komplexer Situatioun.

Op Facebook ginn dann och Videoe gedeelt, wou een da gesäit, wéi en Hond a China gequäält oder doutgemaach gëtt. An dat fanne mer natierlech och insupportabel. Mä mir iessen trotzdeem Déieren, wou mer net onbedéngt wëssen, ob si virun hirem Doud manner gelidden hunn. An dovunner ofgesinn hu mer och e bëssen eng eurozentresch Approche, wat den Ëmgang mat den Déieren ugeet. Mir fannen et onméiglech, datt Hënn giess ginn, wat an Europa nach am leschte Jorhonnert Usus war, genausou wéi en Inder eisen Ëmgang mat Kéi oder Rëndvéi als barbaresch empfënnt.

Et fënnt een onméiglech vläicht, datt Muslimen a Judden Déiere schächten, a Muslimen a Judde fannen et komesch, datt ee Schwäin iesse kann. Mir reegen eis op iwwer, jo, vläicht fragwürdeg Traditiounen op de Färöer Inselen, wou Walfësch am Fräie massiv ëmbruecht ginn, a vergiessen, datt an eise Schluechthaiser och Déieren ëmbruecht ginn. An dat ass ni schéin ze gesinn. Mä ëmmerhi sinn déi net aus Glas an dat mécht d'Saach méi einfach, well wa se aus Glas wieren, da géif ee gesinn, wat dobanne geschitt. Ech mengen, à la limite kann ee soen, d'Färöer, déi hu wéinstens d'Éierlechkeet, ze weisen, wat se maachen.

Et ass ëmmer einfach, deenen anere Lektiounen ze ginn. Doranner si mer gutt. Mä méi schwéier ass et, viru senger eegener Dier ze kieren. An doranner si mer net esou gutt.

An och, wa mer mat dësem Projet de loi de Biesem aus dem Schaf awer erausgeholl hunn, ass nach net fäerdeg gekiert ginn.

Här President, och wa mir der Meenung sinn, datt dëse Projet de loi bäi Wäitem net wäit genuch geet, ginn et - ëmmerhin - keng Verschlechterungen. Am Géigendeel! Wann dëst Gesetz sollt a Kraaft trieden, da kann ee mat Verbesserungen a puncto Déiereschutz rechnen. Aus deem Grond wäerte mer och dee Projet de loi matstëmmen.

Wat positiv ass, dat ass, datt elo d'Déiereschutzveräiner endlech de Statut vun enger Partie civile kréie bei Verletzunge vun der Gesetzgebung géintiwwer Déieren an datt direkt och en Avertissement taxé vun der Police oder der Veterinärsinspektioun op der Plaz kann ausgestallt ginn an datt och d'Peinen eendeiteg méi streng ginn.

Och begréisse mer, datt ab elo Welpen net einfach esou op der Strooss fir en Apel an e Stéck Brout kënne verkaaft ginn. Do kann d'Police am Prinzip dann och agräifen.

En anere Punkt, dee mech och freet, dat ass, datt an Zirkusser keng wëll Déiere méi däerfen optrieden zur Belustigung aller. Et huet mir scho souwisou als Kand ni gefall u sech, datt d'Déieren am Zirkus do hu missen optrieden, well als Kand huet ee vläicht eng Sensibilitéit, et mierkt een, datt eppes net korrekt ass doranner, an et spiert ee wahrscheinlech, datt déi Déieren dat net aus Freed maachen oder net glécklech sinn. Déiere sinn net do, fir datt den Uz mat deene gemaach gëtt. A wann ee sech opreegt iwwert d'Corrida - zu Recht! - a Portugal, a Spuenien, a Frankräich, da muss ee sech och iwwert d'Zirkussen opreegen, wou d'Déieren och op laang Zäit, och wa se net ëmbruecht ginn direkt, op laang Zäit gequäält ginn. En Zirkus ass do fir Mënschen, wou Mënsche matmaachen, déi dat aus Iwwerzeegung a fräiwëlleg matmaachen.

Här President, souwisou, de fräie Wëllen ass scho beim Mënsch net einfach ze deiten, mä bei Déieren nach manner. Dofir fanne mer et trotzdeem schued, datt weiderhi sougenannten Haus- oder Notzdéiere wéi Hënn oder Geesse kéinten am Zirkus optrieden. Zwar gëtt ënnerstrach, datt se net kënne gezwonge ginn, Saachen ze maachen, déi se net wëllen. Ech géif awer gäre wëssen, wéi een dat kann aschätzen, wat en Déier wëllt maachen oder net wëllt maachen, ob mer Spezialisten hunn an der Déieresprooch, ob mer den Dokter Dolittle hunn am Landwirtschaftsministère. Ech si mer do net ganz sécher. Ech mengen, dat kann een net aschätzen. An ech mengen, an deem Fall muss een einfach drop verzichten.

Här President, och wa mer dëse Projet de loi matstëmmen, kann een en net als ganz grousse Worf bezeechnen. An do freet ee sech, ob d'Regierung et wierklech ganz eescht hëlt mam Déiereschutz. Mir hunn éischter den Androck, datt hei e Gesetz a minima geschriwwe gouf, dat heescht, datt nëmme minimal Fuerderungen och vun EU-Säit iwwerholl gi sinn.

An et heescht och, datt d'Regierung awer geknéit huet virun der Lobby vun der Agroindustrie, well weiderhi barbaresch Methode bei Notzdéiere wéi Rëndvéi méiglech sinn: Kastréieren ouni Anästhesie, d'Coupéiere vu Schwänz, Agréff an der Zong, d'Benotze vun elastesche Réng an ätzende Substanze beim Ewechhuele vun den Haren an esou weider, elektresch Asätz beim Auder.

Fir d'Schwäi gesäit et net besser aus. Et hätt ee missen derfir suergen, datt dës Déieren och permanent Zougang zu Waasser sollen hunn a sech och permanent mat Stréi kënne beschäftegen. Do hätt een och sollen d'Coupéiere vun de Schwänz verbidde genausou wéi d'Ofklemme vun den Zänn bei de Fierkelen, d'Asetze vun Nuesréng, genausou wéi d'Klameren an d'Dréit an der Rüsselscheif hätte misse geregelt sinn.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mä dat ass net geschitt.

Och méi generell hätt ee sollen d'Amputatioun vun den Déieren aus ästhetesche Grënn oder fir d'Steigerung vun der Produktivitéit verbidden. An och si mer der Meenung, datt een déi laang Transportweeër vu liewegen Déieren hätt misse staark reduzéieren, zum Beispill op sechs Stonnen.

Fir dat alles hinzekréien, fir dat alles och ze kontrolléieren, muss ee sech natierlech och d'Mëttele ginn, zum Beispill andeems een och d'Administration des services vétérinaires gestäerkt hätt. Mä ech mengen, dat ass och elo net virgesinn. An dat ass och de Problem: Wann een eng Administratioun stäerke wëllt, da muss een natierlech investéieren. Dat kascht näämlech eppes. Mä fir ze investéieren, brauch ee Recetten, an et kann een net, esou wéi déi liberal Ideologie et virschreift, Recettë vum Kapital erofschrauwen a mengen, et hätt een nach Sputt, fir ze investéieren.

An ech wëll och nach e bësse bei der liberaler Ideologie bleiwen, well wann d'Déieren onnëtz leide mussen, dann huet dat mat der Maxi-

méierung vum Profitt ze dinn, och an der Landwirtschaft! D'Notzdéiere leide wahrscheinlech haut méi wéi virun honnert Joer oder virun nach vill méi Jorhonnerten.

D'Industrialiséierung vun der Véizuucht, d'Sich nom maximale Rendement, den Drang, fir ze exportéieren, fir ze rationaliséieren, dat alles si Konsequenze vun enger kapitalistescher Maartwirtschaft, déi alles zur Wuer mécht. D'Natur gëtt denaturaliséiert, de Mënsch gëtt deshumaniséiert an d'Déiere ginn objektivéiert. Et geet awer aneschters.

An dofir muss een ophalen, eng Landwirtschaftspolitik ze bedreiwen, déi dem 20. Jorhonnert ugehéiert, déi also der Vergaangenheet ugehéiert. Mir mussen ewechkomme vun enger produktivistescher Landwirtschaft, well déi, éischtens, kleng Landwirten ekonomesch ruinéiert, de Buedem an d'Émwelt zerstéiert, d'Déiere quäält an ëmmer manner natierlech Produkter produzéiert, mat deene sech d'Leit lues a lues vergëften. Et ass also fir kee gutt.

An ech profitéieren och vun der Okkasioun, well den Här Minister ass jo och fir de Konsumenteschutz zoustänneg. Dir wësst - ech hat dat schonn eng Kéier gesot, mengen ech -, Dir hutt op den Zigarettepäck jo esou Warnungen, wou dropsteet, datt et net gesond ass an esou weider. Ech hunn och kee Problem domadder. Ech weess et ganz gutt, datt et net gesond ass, an et ass och wichteg, datt et dropsteet. Mä firwat kann déi Logik net och weidergedriwwe ginn?

Wann een an de Supermarché geet an et huet een d'Bioprodukter; d'Bioprodukter sinn a Wierklechkeet déi normal Produkter! Dat ass u sech dat Normaalt, dat ass dat, wat d'Normalitéit misst duerstellen. An de ganze Rescht, dat, wat verschafft gouf, wat net bio ass, dat ass anormal an et ass am Prinzip jo och ongesond. An op Dauer weess ech net, ob et manner schlëmm ass, wéi Zigaretten ze fëmmen, wat gewësse kriibserreegend Saachen ugeet.

Et kann ee sech wierklech... Jo, ech weess, Dir maacht „hm, hm", mä ech weess net, ob een déi ganz Chemie aus der Agroindustrie, wann een déi all Kéiers ësst... Also well Zigarette si schlecht. Ech halen och eng Kéier op mat fëmmen.

(Interruptions)

Et ass méi einfach opzehale mat fëmmen, wéi ëmmer ganz genau ze wëssen, wat een ësst. Dat ass de Problem! An a Wierklechkeet misst een an de Supermarchéen oder an de Geschäfter wierklech ugezeechent hunn: Hei, dat doten ass Chemie an Dir riskéiert dat an dat, wann Der dat iesst. Wann ee konsequent wier, misst een dat maachen. Et ass keng Ironie, ech mengen dat wierklech.

Bon, an duerno kritt een dat alles net vun haut op muer verännert, well ech mengen, och wat d'Baueren ugeet, et muss een awer och d'Baueren ënnerstëtzen, well eng Landwirtschaft kann een net vun haut op muer ënnerstëtzen (veuillez lire: ëmkrempelen). A mir hunn eng Méiglechkeet verpasst deemools beim PNR, wou een awer och hätt kënne justement déi Bauere finanziell ënnerstëtzen, déi eng korrekt Déierenhaltung maachen.

Well natierlech, et kann een net einfach soen: „D'Konsumente musse méi bezuelen!" Dat ass einfach gesot. Et ass net jiddweree gläich. An et kann een och net soen: „D'Bauere mussen einfach kucken, datt se selwer eens ginn." Neen, do muss de Stat eng aner Prioritéit setzen, wat d'Finanzéierung ugeet vun de Baueren a Richtung korrekt Behandlung vun den Déieren, ënner anerem.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat ass d'allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet den Här Minister, den Här Fernand Etgen.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn houfreg, Iech haut eent, wann net dat modernste Gesetz a puncto Déiereschutz an Europa virzestellen. Fir d'Éischt awer wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Deputéierte Gusty Graas, villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci och der Chamberskommissioun fir hir gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht.

Fir mech ass dësen Text eng éischt Victoire, e Schrëtt an déi richteg Richtung. Dir musst wëssen, datt urspréinglech virgesi war, deen Deel iwwert d'Sanktioune vun deem ale Gesetz nei ze maachen. A bei der Redaktioun vun dëser Modifikatioun hu mer direkt festgestallt, datt dat aalt Gesetz vun 1983 a verschiddene Punkten net méi zäitgemëiss wier. Dofir hu mer et virgezunn, e ganz neie Gesetzestext ze schreiwen, amplaz just déi eenzel Artikelen ze änneren.

Domadder ass d'Envergure vun der Aarbecht eng aner ginn. Mir hunn eis am Ausland ëmgekuckt, wéi déi verschidde Länner d'Problematik vum Déiereschutz juristesch ugepaakt hunn a versicht, aus deene verschiddene Legislatiounen déi bescht Saachen erauszehuelen.

Mir haten net beim Här Reding ofgeschriwwen, well wat wichteg ass, dat ass, datt mer bei där ganzer Definitioun den „non humain" bäigesat hunn, datt mer wollte kucken, fir Rechtssécherheet ze kréien. A wann den Här Reding an der Kommissioun derbäi gewiescht wier, dann hätt och hien déi kleng Nuance do jiddefalls matkritt.

(Brouhaha et protestations)

Dëst ass e ganz neien Text bei deem Projet, deen haut hei zum Vott steet, an et gouf Zäit, wann ee weess, datt all déi al Bestëmmunge vun 1983 stamen a längst iwwerlieft sinn.

Duerch déi sëllechen nei wëssenschaftlech Erkenntnisser huet och d'Astellung vun de Leit vis-à-vis vun den Déieren onwahrscheinlech geännert. Mir hunn där Evolutioun an dësem Gesetz Rechnung gedroen. Mä ech kann Iech elo scho soen: D'Welt dréit weider an et wäert doudsécher keng 35 Joer méi daueren, bis och dëst Gesetz nees wäert adaptéiert ginn.

Wann ee bedenkt, a wéi engem Mooss eis Attitüd an eisen Émgang mat den Déieren an deene leschten honnert Joer geännert hunn, dann ass dat schonn impressionnant. D'Relatioun Mënsch-Déier huet onwahrscheinlech evoluéiert. Haut huet d'Hausdéier e ganz anere Stellewäert an eiser Gesellschaft, an de fransëischen Term stellt et nach besser duer: Et ass en „animal de compagnie" ginn, een Déier, wat eis Gesellschaft leescht. Fréier wier dat onvirstellbar gewiescht. Fréier hunn d'Leit Déiere gehalen, fir sech ze ernieren a fir sech viru Geforen ze schützen. D'Déiere goufen als Maschinn, sief et fir um Feld ze schaffen oder fir d'Leit ze transportéieren, agesat.

Eréischt méi spéit ass d'Zuel vun den Hausdéieren explodéiert, dat well d'Déieren eng wichteg Roll fir d'Wuelbefanne vum Mënsch spillen. Si spenden Trouscht a ginn dacks als moralesch Ënnerstëtzung ugesinn. De Besëtzer gesäit säin Déier net méi als Saach, mä als Partner un. Deemno baséiert d'Relatioun Mënsch-Déier net méi eleng op materiellen Aspekter. Ech mengen, déi verschidde Riedner hunn am Fong dës Relatioun mat ganz flotte konkrete Beispiller illustréiert.

Dëser Evolutioun hu mer probéiert beim Ausschaffe vun eisem Gesetzestext Rechnung ze droen. Mat dësem Gesetz maache mir en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung, virun allem awer maache mer hei ee ganz wichtege Schrëtt, well d'Déier elo net méi als eng Saach, mä als Liewewiesen ugesi gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Objektiv vun dësem Gesetz ass elo net nëmmen, fir d'Déiere besser ze schützen, mä och fir hir Dignitéit, hir Sécherheet an hiert Wuelbefannen ze garantéieren. De Respekt vun der Dignitéit vum Déier ass also ee ganz neien Aspekt an dësem Projet. Och gëtt dem Déier eng Sensibilitéit zougesprach an et ass elo wëssenschaftlech unerkannt, datt d'Déiere Gefiller wéi Péng kënne verspieren.

An dësen neien Text sinn och Avise vu verschiddenen Déiereschutzorganisatioune mat agefloss, déi jo vill praktesch Erfahrungen um Terrain hunn. D'Veterinärverwaltung huet e groussen Deel zu dësem neien Text bäigedroen, well hir Inspekteren dagdeeglech mat Verstéiss géint d'Déierewuel konfrontéiert sinn a gutt kënne beuerteelen, wou d'Lacunne bestinn a wou am ale Gesetz Verbesserungsbedarf bestanen huet.

Et kann een also soen, datt dat neit Gesetz den Déieren nei Rechter zougesteet, déi zu hire Gonschte kënnen ageklot ginn.

Den zweete Quantesprong, dee mer an dësem Gesetz maachen, ass a puncto Strofdoten, wou et am viregte Gesetz grouss Defiziter goufen, déi leider vill ze dacks als Konsequenz haten, datt ënner anerem d'Police net genuch an der Hand hat, fir en Delikt festzestellen, oder d'Geriichter net déi néideg legislativ Basis haten, fir Delikter ze bestrofen.

Dat ännert elo mat dësem neie Gesetz. Mir féiere méi a méi streng Strofen an. Virun allem awer sinn déi eenzel Delikter och vill méi präzis beschriwwen, wat et méi einfach fir d'Geriichter mécht, fir d'Gravitéit vun der Strofdot festzeleeën an deementspriechend Sanktiounen ze spriechen. De Katalog vun de penale Sanktioune gesäit eng Maximalstrof bis zu dräi Joer Prisong respektiv eng Geldstrof vu bis zu 200.000 Euro vir, wann d'Geriicht eng Persoun wéinst engem grave Verstouss géint d'Déiereschutzgesetz veruerteelt. Dës verhältnisméisseg héich Strofe sollen an Zukunft, esou hoffen ech, och e verstäerkten ofschreckende Charakter hunn.

Eng aner interessant Neierung ass d'Méiglechkeet, datt e Veterinärinspekter bei klenge Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz direkt e Protokoll ka schreiwen, äänlech wéi bei Verstéiss géint de Code de la route. Dës Avertissements taxés ginn an engem neie Règlement grand-ducal festgehalen. Hei huet den Inspekter op der Plaz also eng schnell Handhab.

Zousätzlech féiere mer niewent deem penale Volet also och elo administrativ Strofen a Mesures d'urgence an, wou den Direkter vun der Veterinärverwaltung séier eng Decisioun kann huelen, fir d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun den Déieren ze retabléieren.

Duerch dës administrativ Moossnamen ass et an Zukunft zum Beispill méiglech, engem Betrib d'Autorisatioun ewechzehuele respektiv en zouzemaachen. Dësen neien Arsenal u Strofen ass fir mech och ganz kloer déi drëtt wesentlech Verbesserung an dësem Text.

An der Vergaangenheet hu mer näämlech ëmmer nees festgestallt, datt mer e ganz schwierege Wee virun eis haten, wann et geheescht huet, den Déieren esou séier wéi méiglech ze hëllefen a se weiderzevermëttelen. Dat gëtt heiduerch elo méi einfach.

Bis elo war et jo och esou, datt an deene meeschte Fäll Déiere bei enger Saisie an engem Déierenasyl respektiv bei Leit vun Déiereschutzorganisatiounen ënnerbruecht goufen. Dacks huet et dann awer bis zu engem Joer oder driwwer eraus gedauert, bis d'Déierequälerei viru Geriicht koum, eng laang Zäitspann, an där een net wousst, wat mam Déier geschitt. Dat ass ënner anerem och e Grond, firwat d'Déierenasyler leider aus allen Néit platzen.

Dee Prozess gëtt elo acceleréiert. Am Fall vun enger Urgence kann den Untersuchungsriichter, wann de Proprietaire net reklaméiert, an engem Delai vu véierzéng Deeg decidéieren, d'Déier fir de Verkaf fräizeginn. D'Asyl oder déi Organisatioun, déi d'Déier vum Geriicht ënner Obhutt kritt huet, kann dann d'Déier adoptéieren, fir fräi iwwert d'Déier ze verfügen an et deemno och bei eng Famill ze vermëttelen.

Dat ass am Sënn vum Déier, datt et net méi fir länger Zäit an engem Asyl muss ënnerbruecht ginn, ass awer och am Sënn vun den Asyler, déi doduerch nees e bësse Loft kréien.

Eng véiert grouss Neierung an dësem Gesetz ass, datt et zu Lëtzebuerg verbueden ass, Déieren aus ekonomesche Grënn doutzemaachen, wéi zum Beispill d'Schreddere vu männleche Jippelcher oder d'Eliminéiere vu männleche Kaalwer am Kader vun der Mëllechproduktioun. Heimadder si mer dat éischt Land an Europa, wat dat aféiert.

Mir hunn zum Wuel vum Déier iwwregens och an dësem Text schwaarz op wäiss festgehalen, datt bei all Interventioun, déi mat Péng ka verbonne sinn, eng Anästhesie vun engem Veterinär muss gemaach ginn. Dat ass zwar virdrun och schonn esou gehandhabt ginn, elo gëtt et awer zousätzlech gesetzlech verankert.

Ee fënnefte Punkt, deen nei ass an deen ech wëll ervirsträichen, ass, datt mer an Zukunft net nëmme soen, wéi een d'Déieren hale soll, mä och nach, wéi eng Déieren datt een däerf halen. Zu dësem Zweck hu mer eng Positivlëscht opgestallt fir Mammifèren an Netmammifèren, wéi zum Beispill Fësch, Reptilien, Schlaangen an esou weider. Grad beim Hale vun Hausdéiere war et noutwendeg, fir esou eng Lëscht opzestellen, well ënner Hausdéier versteet een net méi wéi fréier e Goldfësch, en Hamster, en Hond oder eng Kaz. Hautdesdaags empfannen d'Leit och ëmmer méi Begeeschterung fir Frettercher, Raten, Mais, exotesch Fësch oder Schlaangen.

Op där Positivlëscht ass präzis detailléiert, wéi eng Déieren een däerf an Zukunft halen. Wann een en Déier huet oder wëllt, wat net op dëser Lëscht steet, muss een eng Demande un de Minister maachen. Falls een déi verschidde Konditiounen, wat d'Infrastrukturen, d'Kenntnisser an eventuell Formatioun ubelaangt, erfëllt, kritt een dann déi néideg Autorisatioun, déi u verschidden Oplage gekoppelt ass.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Eng äänlech Positivlëscht gëtt et och am Zesummenhang mat den Zirkusdéieren. Do dierfen awer just sougenannt Hausdéieren, wéi zum Beispill Honn, Kazen oder Kanéngercher, optrieden; déi sougenannt „wëll Déieren" sinn an Zukunft am Zirkus hei zu Lëtzebuerg verbueden.

Et ass och wichteg hei ze präziséieren, datt dëst Gesetz sech net op d'Invertébrés, mä just op d'Vertébrés, also op d'Wierbeldéieren, bezitt. Dëst aus deem ganz einfache Grond, well wëssenschaftlech Etüde weisen, datt d'Wierbeldéiere Gefiller an notamment Péng kënne verspieren, wat bei den Invertébréen net de Fall ass. De Sënn vun dësem Gesetz ass jo, d'Dignitéit, d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun den Déieren, déi laut der Positivlëscht, déi via Règlement grand-ducal definéiert gëtt, däerfe gehale ginn, ze assuréieren.

Wéi scho gesot, betrëfft d'Gesetz weder d'Méck un der Mauer nach d'Seejomes um Buedem. Dat neit Déiereschutzgesetz enthält och eng Notioun vun „organismes nuisibles". Dat neit Gesetz erlaabt, dës Déieren ouni Betäubung doutzemaachen, mä verflicht deejéinegen, an der Handhabung all onnéideg Péng a Qual vum Déier ze vermeiden.

Wat d'Hale vun Notzdéieren ubelaangt, esou ännert sech duerch dësen Text eigentlech näischt Wesentleches fir d'Baueren. Fir d'Notzdéieren hu mir souwisou schonn eng ganz Rei Dispositiounen um communautairë Plang festgehalen, wéi zum Beispill, wéi vill Meterkaree d'Béischten am Stall musse Plaz hunn.

D'Bauere sinn awer natierlech duerch dëst Gesetz och gehalen, d'Dignitéit, d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun den Déieren ze garantéieren. Mä dat war bis op e puer schwaarz Schof allgemeng souwisou och scho virdrun de Fall. Et dierf een net vergiessen, datt de Bauer en ekonomesche Virdeel huet, wann e seng Déiere gutt hält. Dëst Gesetz gëtt eis allerdéngs nach eng besser Méiglechkeet, fir déi schwaarz Schof auszesortéieren. Am Kader vum Cross Compliance hunn d'Baueren eng Verflichtung, eng aartgerecht Haltung am Respekt vum Déiereschutz ze garantéieren, soss kënnen d'Primme gekierzt ginn. Dat hei kann eigentlech just eng Plus-value fir de Bauer sinn.

Mir sinn och frou, datt de Statsrot keng weider Oppositions formelles um Fong, mä just a puncto Form hat. Allerdéngs, an dat muss een awer ervirsträichen, huet de Conseil d'État eng Rei philosophesch Froen opgeworf, well dat hei eigentlech jo e ganz subjektive Sujet ass, wou d'Emotiounen eng ganz grouss Roll spillen, déi duerch dëst Gesetz awer en objektiven a sachleche Charakter kréien. Anescht wier et jo och net méiglech gewiescht, fir Strofdote respektiv Strofe festzeleeën. An déi eenzel Delikter, dat hunn ech uganks jo scho gesot, si par rapport zum viregten Text vill méi detailléiert beschriwwen, wat fir d'Geriichter ee vill besseren Outil duerstellt, fir d'Gravitéit vun der Strofdot ze ermëttelen an deementspriechend Strofen ze spriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ech bei der Ausaarbechtung vun dësem ganz modernen Text esou flott fonnt hunn, ass, datt en op enger breeder Consultatioun fousst. Wëssend, datt et eng ganz komplex Matière ass, déi op engem wëssenschaftlechen Hannergrond baséiert an awer op eng ganz emotional Manéier diskutéiert gëtt, hu mer eis eng ganz Partie Avisen ageholl, zum Beispill vun den Déiereschutzorganisatiounen. Mir hunn eng Partie vun hire Propositiounen an de Gesetzesprojet matagebaut.

Erlaabt mer op dëser Plaz drop hinzeweisen, datt d'Déiereschutzorganisatioune mat hire ville Benevollen, déi jo eng wesentlech Roll am Anhale vum Déiereschutz spillen, eng wäertvoll Aarbecht um Terrain leeschten an och ganz effizient mat den offizielle Kontrollinstanzen zesummeschaffen. Hinne vun hei aus ee ganz grousse Merci!

Derbäi koum, datt verschidde Petitiounen zu deem Thema déi néideg Zuel vun Ënnerschréften erreecht hunn an dofir hei am Haus mat de Petitionären an enger ganzer Rei vun Deputéierten diskutéiert goufen. A bei deenen Diskussioune koumen och eng Rei vu gudde Virschléi zum Virschäin, déi mer versicht hunn, an den Text anzebauen.

Zu gudder Lescht hu mir och nach déi eng oder aner Virschléi vun de Justizautoritéite kritt, déi mer versicht hunn, esou wäit dat méiglech war an eisen Text anzebannen. Dat nennen ech ee participativen, demokratesche Prozess, deen awer grad bei dësem Gesetz wichteg war!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, mir hunn eis d'Aufgab net einfach gemaach a versicht, praktesch an der Diskussioun mat der gesamter Gesellschaft dëst komplext Thema, dat souwuel eng ganz subjektiv an emotional Komponent huet, op eng objektiv Aart a Weis an engem juristeschen Text ze behandelen. An ech hoffen, datt dat eis gelongen ass, an dat am Interêt vun den Déieren.

Loosst mech zum Schluss dann awer och nach eng Kéier eppes kloerstellen. Ech hunn déi eng

oder aner Kéier héieren, datt de Landwirtschaftsminister eigentlech net och fir den Déiereschutz dierft zoustänneg sinn. Dat wier de Bock zum Gäertner gemaach.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Fakt ass awer, datt d'Veterinären d'Experten an dëser Matière sinn. Et sinn d'Veterinären, déi d'wëssenschaftlech Kenntnisser hunn, op deenen dëst Gesetz fousst, an d'Veterinärinspektioun ënnersteet nun emol dem Landwirtschaftsministère, an dat ass och gutt esou.

Ech wëll op jidde Fall de Veterinären, mat un der Spëtzt hirem Direkter, dem Dokter Wildschutz, villmools Merci soe fir hire fantasteschen Engagement an deenen dote Froen.

An ech ka mech nëmme widderhuelen: Dësen Text ass a mengen Aen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst elo zur Konklusioun kommen, Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...eng éischt Victoire, jo, well en an déi richteg Richtung geet. De Fait, datt mer d'Déieren elo net méi als Saach consideréieren, mä als ee Liewewiesen, wat Péng verspiert a Gefiller kann empfannen, ass de Bewäis, datt mer eis beim Redigéiere vun dësem ganz neien Text op déi rezent wëssenschaftlech Erkenntnisser baséiert hunn.

Et ass e modernen Text, mat deem Lëtzebuerg eng Virreiderroll an Europa spillt. Fir eis ass dësen neien Text eng éischt Victoire och am Kader vum Nation Branding, well déi aner europäesch Memberstate sech a Saachen Déiereschutz nëmme positiv bei eis kënnen inspiréieren.

Mat dësem Gesetzestext leeë mir de Grondstee fir den Opbau vun engem modernen „Code du bien-être animal" a mir ginn dem Landwirtschaftsministère déi legislativ Basis, déi e brauch, fir dësen opzestellen, an och de Kontrollinstanzen déi néideg Moyenen, fir déi schwaarz Schof an dësem Beräich ze poursuivéieren an adequat ze strofen.

Mir hunn och eng Sensibilisatiounscampagne virgesinn…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister,...

(Brouhaha)

...Här Minister, wann ech gelift, kommt zum Schluss!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Erlaabt mer nach just deen dote Saz!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir ware scho ganz fei mat Iech.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Mir hunn eng Sensibilisatiounscampagne virgesinn, an där mer wëllen d'Leit informéieren, wat an deenen eenzelne Beräicher wäert änneren. Vu muer un, wann den Text elo gestëmmt gëtt, wäert extra doweinst en Internetsite - déiereschutzgesetz.lu - online sinn, souzesoen eng Plattform, wou een d'Gesetz kuerz an einfach virgestallt kritt an eng Äntwert op seng Froe fënnt. Et geet hei drëms, d'Leit opzeklären…

(Brouhaha général)

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, Här Minister, maacht elo e Punkt!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Ech wëll just dann ebe schléissen, andeems datt ech soen,...

(Hilarité générale)

...Déiereschutz ass eppes, wat eis alleguer ugeet, sief dat als Besëtzer oder als Halter...

(Interruption par la présidence)

...vun engem Déier, awer och als Konsument vu Liewensmëttel, déi vun den Déieren ofstamen.

Ech soen Iech Merci fir Ärt Nolauschteren. Merci, Här President, fir Är Gedold a Merci fir eng breet Zoustëmmung!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6994.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6994 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Da ginn ech dovun aus, dass mer zu 60 waren?

(Assentiment)

Dann ass et 60-mol Jo an de Projet de loi 6994 ass mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Interruption)

Jo, selbstverständlech.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir kommen zu eisem leschte Projet vun de Mëtteg, dem Projet 7153 betreffend de Bail à ferme. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Gusty Graas.

8. 7153 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et

2° de certaines dispositions du Code civil

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet geet et drëms, fir d'Gesetz vum 18. Juni 1982 iwwert de Bail à ferme ze verbesseren. Ech betounen direkt: ze verbesseren! Och wann d'Zuel vun de landwirtschaftleche Betriber hei zu Lëtzebuerg vun 1990 u permanent zréckgaangen ass, an zwar vun 3.803 op 2.022 am Joer 2015, esou ass awer gläichzäiteg déi landwirtschaftlech Fläch am selwechten Zäitraum ëm 5.000 Hektar an d'Luucht gaangen.

Zënter 1985 hu mer eng kloer Tendenz hei bei eis, datt ëmmer méi Baueren och Land pachte mussen. 1985 waren nach eng gutt 66.000 Hektar a Privatbesëtz, 2015 waren dat der nëmmen nach ongeféier 53.000. 2015 hunn 11.988 Hektar de Famillje gehéiert, wärend awer 65.337 Hektar an der Hand vun Drëtte waren, déi keng Familljerelatioun mam Piechter haten. An duerfir gëtt et och eng Rei Ursaachen: d'Landesplanung, den Emwelt- an den Naturschutz, d'Entwécklung vu landwirtschaftleche Strukturen, den Drock op de Grondbesëtz an natierlech och de Wunnengsbau.

Wa mer awer wëllen an Zukunft eng nohalteg Landwirtschaft kënne garantéieren, da mussen d'Bauere selbstverständlech fruchtbart an och gutt Land zur Verfügung kréien. Si musse virun allem awer och eng Perspektiv hunn, datt se iwwer e längeren Zäitraum och kënnen hir Fläche bewirtschaften. A grad dat Zil wëlle mer mat dësem Gesetz erreechen. D'Sécherheet an d'Planung an och déi finanziell Onofhängegkeet vun de Bauere kënnen nëmme garantéiert ginn, wann d'Land an engem relativ laangen Zäitofschnëtt ka geréiert a kultivéiert ginn. Allerdéngs däerf dës Zäitspan och net iwwerméisseg laang sinn, well soss kann ee sech awer och virstellen, datt eenzel Proprietairen net esou ganz frou driwwer wieren.

Natierlech spille bei der Fixatioun vun der Pacht d'Offer an d'Demande eng Roll. Zënter 1983 huet zum Beispill de Loyer vum Agrarland sech méi wéi verduebelt, an zwar vun 112 Euro den Hektar op 233 Euro den Hektar. Dat war awer och nëmme méiglech, well de Bail ebe just eng Dauer vun dräi Joer hat.

Nach méi eng grouss Garantie muss natierlech spillen, wann en Haff gepacht gëtt. Schliisslech ass dann awer och e grousse Maschinnepark gefuerdert an eventuell ass och vill a Béischten investéiert ginn. Duerfir ass et och jiddefalls nëmmen ze begréissen, datt elo d'Mindestpachtdauer vun engem Haff vun 9 op 15 Joer eropgesat gëtt.

D'Kënnegungsfrist, déi de Verpiechter muss accordéieren, déi gëtt vun dräi op fënnef Joer eropgesat. Wann an där Situatioun de Piechter nach e ganzt Joer um Haff ass, gëtt automatesch en neie Bail vu 15 Joer geschafen. Bis elo waren dat nëmmen dräi Joer. An deem Fall bleift de Preavis vun der Kënnegung bei néng Méint. Mir waren der Meenung, deen Delai net ze héijen, well e Piechter, dee gekënnegt krut, dee soll awer net déiselwecht Rechter kréie wéi een, deen de Bail net denoncéiert krut.

Bei de Parzelle kann de Bail elo fir sechs Joer verlängert ginn. Bis elo waren dat jo nëmmen dräi Joer. Och de Preavis ass no uewen ugepasst ginn, an zwar bedréit deen elo an Zukunft dann zwee Joer. Eng Revisioun vun der Pacht kann nach just all fënnef Joer ugefrot ginn. Meeschtens gi jo dann d'Loyeren net onbedéngt no ënnen ugepasst. Et ass jo éischter dann de Contraire. Eng Verlängerung vum Delai vun dräi op fënnef Joer ass dann och am Interêt vum Preneur.

Dës Ännerungen hunn dann och e Virdeel bei der Ufro vun enger Rei vu Primmen; ech denken zum Beispill un d'Mesures agro-environnementales oder d'Landschaftsfleeg, déi d'Dauer vu fënnef Joer u sech jo munchmol depasséieren. An doweinst ass et och besser, datt mer hei déi Verlängerung och virgesinn.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt jiddefalls och profitéiert, fir der gesellschaftlecher Entwécklung Rechnung ze droen, an zwar wat agedroe Partnerschaften ubelaangt. Esou gi Schutzmesuren och dem Partner iwwerdroen an dat am Sënn vum Gesetz vum 9. Juli 2004 „relative aux effets légaux de certains partenariats".

Eng aner wichteg Neierung an dësem Gesetz ass, datt elo de Proprietaire dem Piechter muss matdeelen, wann e säi Land wëllt verkafen. D'Vente kann dann net virun engem Mount geschéien an an deem Delai huet de Preneur d'Méiglechkeet, fir eng Kafoffer ze maachen. Wann de Bailleur dës Klausel net respektéiert, ass seng Vente ongülteg. Dës Klausel spillt awer net, wann de Bailleur decidéiert, e Verkaf duerch eng ëffentlech Ausschreiwung ze maachen, oder wann et sech ëm eng Vente forcée handelt. Ech wëll awer och hei ënnersträichen, datt de Preneur hei net en Droit de préemption huet.

Da gëtt och den Artikel 815-1 vum Code civil geännert, wat d'Indivisioun an eng Attribution préférentielle am Fall vun enger Successioun ubelaangt. D'Indivisioun kann a verschiddene Fäll opgrond vun enger Decisioun vum Tribunal bäibehale ginn, dat awer nëmme fir maximal fënnef Joer. Deen Delai kann awer ënner gewëssene Konditioune verlängert ginn, ënner anerem bis zur Groussjäregkeet vum jéngsten Nokommen. Wann eng Exploitatioun op Basis vum Artikel 815-1 net an der Indivisioun bleift an och net den Objet vun enger Attribution préférentielle duerstellt, kann den Ierwen awer Rechter op de Betrib mam Véibestand froen.

Fir dem Bailleur dann awer och nach méi Sécherheet ze gi bei der Restitutioun vu sengem Terrain no Oflaf vun der Pacht, kommen nach Obligatioune fir de Preneur, wat d'Planzen, d'Erhalen oder d'Ersetze vu Wäibierger a Bongerten ubelaangt.

Natierlech mussen och elo eng Rei Iwwergangsdispositiounen hei virgesi ginn, fir datt keng Problemer mat de lafende Pachtverträg entstinn. Den Artikel 41 hält duerfir folgend Delaie fest: Am Fall vun engem Haff, deen zënter mindestens sechs Joer gepacht gëtt am Moment, wou dëst Gesetz a Kraaft trëtt, kann de Bail mat engem Preavis vun zwee Joer gekënnegt ginn. Wann et ëm Grondstécker geet, déi zënter mindestens dräi Joer verpacht sinn, ass de Preavis zwee Joer. Schlussendlech, wann et ëm Grondstécker geet, déi zënter wéinstens néng Joer no Akraafttriede vun dësem Gesetz verpacht sinn, dann ass de Preavis fir eng Kënnegung néng Méint.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert och nach zu den Avisen. D'Chambre d'Agriculture, wéi och net aneschters ze erwaarden, huet natierlech dëse Projet de loi gelueft, weist awer drop hin, datt domat awer net de Problem vu Penurie vu Land hei zu Lëtzebuerg geléist ass.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 7. November 2017 eng Opposition formelle zum Artikel 35bis gemaach, wat d'Obligatioun vum Bailleur ubelaangt, de Piechter iwwer en eventuelle Verkaf ze informéieren. Doropshin hate mer dann och an der Kommissioun eng Rei vun Amendementer ugeholl, déi de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 8. Mee 2018 guttgeheescht hat.

Och wann et sech bei dësem Gesetz deelweis ëm e juristesch ganz komplexe Kader handelt, esou wäert et awer am landwirtschaftleche Milieu ouni Zweifel op e ganz positiven Echo falen, well eben doduerch elo vill méi Planungssécherheet entsteet. Ech gi ganz gären zou, datt dat hei, wéi gesot, net esou einfach ze verdauen ass. Mä denke mer un déi Leit, déi dovunner hei profitéieren! An doweinst géif ech lech och ofschléissend bieden, dësem Gesetzestext zouzestëmmen, a ginn och gläichzäiteg den Accord vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Éischt Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, an och e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Gusty Graas, fir säi ganz ausféierleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, och 1982 war et immens wichteg, datt mer en neit Pachtgesetz kritt hunn. Et ass och extra eng Broschür gemaach ginn deemools. An ech mengen, déi Broschür, déi läit an all Bauerebetrib doheem. Elo musse mer also ee fannen, deen eis eng nei Broschür mécht.

Fakt ass op jidde Fall an der Landwirtschaft: Den Undeel vum Eegentum hëlt of, den Undeel vu Pachtland hëlt zou. D'Betriber ginn ëmmer méi ofhängeg vum Pachtland. An dofir begréisse mer et als CSV, datt d'Planungssécherheet fir déi landwirtschaftlech Betriber duerch dëst Gesetz an d'Luucht geet. D'Mindestpachtdauer gëtt jo eropgesat an d'Verlängerung, wann e Pachtvertrag bis ausleeft, gëtt och eropgesat. D'Planungssécherheet gëtt also am Ganzen eropgesat, wat immens wichteg ass fir eis Baueren. Dofir ginn ech och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech hunn awer nach zwou Froen. An zwar, den Här Graas huet gesot gehat, wa Pachtland verkaaft gëtt oder wann ee Pachtbetrib am Ganze verkaaft gëtt, da muss de Verkeefer dem Pächter Bescheed soen an de Pächter huet u sech ee Mount Zäit, fir eng Offer ze maachen.

An ech hunn dozou zwou Froen. Dat Éischt ass: Firwat ass net iwwerluecht ginn, fir awer dem Pächter, dat heescht dem Bauer, eventuell e Virkafsrecht zouzegestoen?

An déi zweet Fro ass: De Bauer kritt ee Mount Zäit, fir eng Offer ze maachen, dëst och beim Verkaf vu ganz ville Flächen oder och beim Verkaf vun engem ganze Betrib. Ee Mount, dat ass extrem kuerz, dat huet de Conseil d'État och gesot. Dat bezilt ee jo net aus der Täsch, fir ee ganze Betrib oder och 50 Hektar ze kafen. Déi Suen huet een normalerweis net. Et muss een also e Prêt maache goen, et muss een op d'Bank goen, et muss een e Businessplang erareechen an esou weider. Ee Mount ass definitiv zimlech kuerz.

Also do meng Fro dann nach: Firwat ass dës Zäit net eropgesat ginn? Bon, hei hätt d'Gesetz an eisen Aen nach kënne verbessert ginn. Mä wéi gesot, mir ginn awer den Accord zu dësem Projet de loi, well et am grousse Ganze wichteg ass, datt d'Planungssécherheet zouhëlt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci un de Rapporteur, de Gusty Graas, fir säin exzellente mëndlechen an och schréftleche Rapport. E war esou komplett, dass deem näischt bäizefügen ass. Duerfir maachen ech et kuerz: Ech ginn direkt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Villmools Merci un de Gusty Graas fir de Rapport. Et ass kloer, dass d'Situatioun vis-à-

vis vun 1982 sech komplett gedréit huet à l'envers, dass just nach en Drëttel vum Land an Eegentum ass an zwee Drëttel a Pachten. Duerfir ass et och gutt, dass d'Landwirtschaft hei eng Planungssécherheet kritt, déi et erméiglecht, d'Betribsstrukturen entspriechend ze organiséieren.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech bréngen och den Accord vun der ADR zu dësem Text a schléisse mech och der Fro vun der Madamm Martine Hansen un. Effektiv, e Virkafsrecht ass jo normalerweis, dass de matgedeelt kriss: „Ech verkafen zu deem an deem Präis", an dann exercéiers de däi Virkafsrecht. Hei ass just eng Offer, op déi een dann awer net muss agoen. Et ass e bëssen en drolege Mechanismus, deen hei virgesinn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dës Gesetzesännerung soll jo de Baueren, déi en Haff oder Parzelle loune mussen, eng méi staark ekonomesch Sécherheet ginn, andeem ënner anerem d'Lafdauer vun de Pachtverträg verlängert gëtt an aner Dispositiounen dra sinn, fir et fir d'Locatairë méi previsibel ze maachen.

Déi proposéiert Ännerunge ginn och eiser Meenung no an déi richteg Richtung, mä mir mengen, datt mer eis awer mat dësem Gesetz an engem méi breeden a komplexe Kader bewegen. Wann een d'Gesetz liest, da kéint ee bal mengen, datt d'Problematik vum Drock op d'Präisser vum Akerland an de schwéieren ekonomesche Bedéngunge besonnesch fir déi meescht méi kleng Betriber vum Himmel gefall wär.

Mä et ass awer eiser Meenung no eng Konsequenz vun enger bestëmmter verfeelter Landwirtschaftspolitik, déi och ënnert dëser Regierung weider an déi falsch Richtung gedriwwe gouf. An et ass d'Resultat vun enger Politik par rapport zum Bueden, déi d'Feeler aus der Landesplanung a besonnesch och aus der Logementspolitik iwwerhëlt.

Am Exposé des motifs gëtt op de Réckgang vun de Bauerebetriber an der wuessender genotzter landwirtschaftlecher Fläch higewisen. Et gëtt och ënnerstrach, datt déi meescht Fläch mëttlerweil vu Betriber gelount muss ginn. Dës zwou Entwécklunge sinn Ausdrock vu méi fundamentale wirtschaftleche Problemer.

Engersäits si se d'Konsequenz vun enger Industrialiséierung an enger Konzentratioun innerhalb vun der Landwirtschaft. Dat ass eppes, wou mer gesinn, datt d'Weichen an Europa wéi och zu Lëtzebuerg ëmmer méi a Richtung intensiv Véihaltung gestallt ginn. Dat heescht, d'Zuel vun de Ranner pro Betrib geet och zu Lëtzebuerg wesentlech an d'Luucht, och dat an deene leschte Joren.

Well e Betrib pro Rand eng gewëssen Agrarfläch virweise muss, muss e Betrib, dee seng Produktioun u Fleesch an/oder Mëllech eropschrauwe wëllt, ëmmer méi Agrarfläch zur Verfügung hunn. Dësen Drock op d'Betriber ass héich, well d'Liberaliséierung op europäeschem Niveau an d'Enn vun de Mëllechquote si ëmmer méi dozou zwéngt ze wuessen, fir iwwerhaapt nach kënnen ze iwwerliewen.

Dernieft gëtt awer och national eng Subventiounspolitik mat der Strenz gemaach, déi grouss Betriber tendenziell bevirdeelegt. D'Resultat vun deem ass, datt eng Course entstanen ass ëm de landwirtschaftleche Buedem, d'Präisser ginn erop an d'Betriber geroden ekonomesch ëmmer weider ënner Drock.

Anerersäits befanne mer eis hei an engem Beräich, an deem de Grondbesëtz natierlech och ganz zentral ass. A wann ëmmer méi Fläch vun ëmmer manner Betriber gelount gëtt, da weist dat am Ëmkéierschloss, datt d'Landwirtschaftsnotzfläch ëmmer méi am Besëtz vun e puer groussen Terrainsbesëtzer ass an also eng Muechtkonzentratioun an a ronderëm d'Landwirtschaft amgaangen ass ze entstoen.

A grad an deem Zesummenhang feelt eis an dësem Gesetz, äänlech wéi d'Madamm Hansen et virdru scho gesot huet, d'Aféierung vun engem wierklechen Droit de préemption vum Exploitant-Locataire, wann de Proprietaire vum Haff oder der Parzell verkafe wëllt. Och de Statsrot weist a sengem Avis dorobber hin!

D'Landwirtschaft steet an engem Spannungsfeld tëschent dem Manktem un an dem Besoin no Flächen engersäits an dem ëmmer méi staark konzentréierte Besëtz vun deene Flächen anerersäits. Datselwecht Phenomeen besteet am Logement. Mir wëssen, a wéi eng dramatesch Schiflag eis dat féiert!

Här President, mir hu kee Problem mat deem, wat am Gesetz steet, mä mir mengen, datt esou Mesuren onzouräichend sinn, fir op eng positiv Aart a Weis op d'landwirtschaftlech Entwécklung anzewierken. Mir mengen, datt d'ekonomesch Sécherheet vun de Betriber an d'Resilienz vun der lëtzebuergescher Landwirtschaft esou net verbessert ginn. Duerfir bräicht een aner Mëttelen.

An am konkrete Fall vun den Terraine stelle mer eis vir, datt, wéi elo am Kader vum Naturschutzgesetz, de Stat e Virkafsrecht op d'Landwirtschaftsnotzfläch misst hunn, fir op deem Wee Betriber, ob bestoender oder neier, ze ënnerstëtzen an déi Betriber ze ënnerstëtzen, déi no sozialen an ökologesche Kritäre schaffen, an domadder d'Lëtzebuerger Landwirtschaft op méi eng breet a méi eng stabill Basis ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech all deene Mercien, déi virauser ausgeschwat gi sinn, vu ganzem Häerzen uschléissen.

Ech wëll just ee Merci derbäisoen, dat ass am Fong de Merci un d'Vertrieder vum Beruff fir hir Virschléi, hir Suggestiounen an hire wäertvollen Input, well mir hunn näämlech mam Secteur selwer d'Fro, ob mer net sollten e Virkafsrecht do mat abréngen, diskutéiert a mir sinn eis mam Secteur eens ginn, wéinst deem enormen Drock, deen hei zu Lëtzebuerg um Foncier ass, fir dorobber ze verzichten.

Ech mengen, e bëssen aus deeneselwechten Ursaachen eraus hu mer et du bei deem Informatiounsrecht eben och bei engem Mount belooss, well dat Ganzt jo keng verflichtend Konditioun ass, well et jo nëmmen en Informatiounsrecht ass. An duerfir si mer dann eben deen dote Wee gaangen.

Ech mengen, ier am Joer 1982 dat éischt Pachtgesetz gestëmmt gouf, ass d'Pacht iwwert de Code civil geregelt ginn. Dem Legislateur war et am Pachtgesetz schonn deemools wichteg, de Betriber eng gewësse Planungssécherheet ze bidden. Elo, bal 36 Joer méi spéit, muss awer onbedéngt nogebessert ginn, well d'Situatioun vun eise Bauerebetriber, wéi dat scho gesot ginn ass, eng aner ass.

Eis Dierfer hu sech zu engem Liewens- a Wunnraum fir ëmmer méi Leit entwéckelt, an dat heiansdo zum Nodeel vum Bauer. War et viru Jorzéngten nach esou, datt d'Bauerebetriber oder Familljememberen déi meeschten Terraine selwer besiess hunn, musse Betriber elo ëmmer méi Terraine vun Drëttpersoune pachten. D'Betriber hunn haut prozentual gesi vill manner Eegebesëtz wéi fréier. Esou sinn 2015 11.988 Hektar vun de Familljebetriber vum Bauerebetrib un de Betrib (veuillez lire: vun der Famill un de Betrib) selwer verpacht ginn, awer schonns iwwer 65.000 Hektar hu misse vun Drëttpersoune gepacht ginn.

Dat féiert noutgedrongen zu enger Situatioun, wou déi eenzel Bauerebetriber ëmmer méi ofhängeg vun den Decisioune vun Drëtte ginn. De Bauer ass domat mat deen Eenzegen, dee sech säi wichtegt Handwierksgeschir - d'Land, fir drop ze schaffen - net méi esou einfach leeschte kann. Bei kengem anere Beruff ass dat an deem Ausmooss de Fall. De Bauerebetrib huet haut niewent der Wirtschaftlechkeet vill Erausfuerderungen, wéi zum Beispill d'technesch Evolutioun vu Produktiounstechniken an en héije Bedarf vu Kapital am Allgemengen.

Derbäi kënnt deen immensen Drock op d'Land hei zu Lëtzebuerg an déi héich Präisser vun den Terrainen. Well d'Bauerebetriber fir eist Land awer vu kruzialer Wichtegkeet sinn, muss alles gemaach ginn, datt si och an Zukunft genuch Planungssécherheet hunn an d'Terraine méiglechst zu akzeptabele Präisser kënne verpachten (veuillez lire: pachten). Duerfir hu mer, esou wéi de Rapporteur dat gesot huet, am Fong nach eng Rei Dispositiounen, wat d'Pachtdauer, d'Kënnegungsfrist, d'Lafzäit vun de Kontrakter, déi Informatiounsflicht do ugeet, awer agefouert, fir dat dann och ze maachen.

Awer besonnesch hu mer och d'Delaie geännert, fir eben de Pachtpräis ze änneren, well et eben einfach och wichteg gëtt, datt de Bauer eng gewësse Planungssécherheet kritt.

An deem Sënn soen ech Iech och scho fir dëse Projet Merci fir eng breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7153 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7153 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7153 ass mat der Unanimitéit vun 58 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Gérard Anzia), Mmes Josée Lorsché (par Mme Sam Tanson) et Sam Tanson;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous d'nächst Woch. Merci an e schéinen Owend!

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)

SÉANCE 40 MARDI, 12 JUIN 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *M. Claude Wiseler, M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°323 du 11 juin 2018 de M. Gusty Graas relative à la situation politique actuelle au Nicaragua, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
- *M. Gusty Graas - M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*

Question n°324 du 12 juin 2018 de Mme Nancy Arendt relative à la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes pris en charge par l'assurance maladie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *Mme Nancy Arendt - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°325 du 12 juin 2018 de M. Georges Engel relative au conflit social au sein de la maison de soins à Bettembourg, ainsi que d'une éventuelle intervention de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

Question n°326 du 12 juin 2018 de M. Marc Baum relative à la grève dans une maison de soins à Bettembourg et à son financement, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *M. Georges Engel - M. Marc Baum - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°327 du 12 juin 2018 de M. Gast Gibéryen relative aux aides pour le secteur touristique suite aux intempéries, adressée à M. le Ministre de l'Économie
- *M. Gast Gibéryen - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

Question n°328 du 12 juin 2018 de M. Henri Kox relative aux inondations récentes et aux mesures de prévention, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement
- *M. Henri Kox - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°329 du 12 juin 2018 de M. Laurent Zeimet relative à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 6 juin 2018 relatif à l'article 17, alinéa 1er, première phrase de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement
- *M. Laurent Zeimet - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°330 du 11 juin 2018 de M. André Bauler relative aux nuisances olfactives de l'élevage porcin, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°331 du 12 juin 2018 de M. Marco Schank relative au déroulement de l'enquête publique sur la désignation des nouvelles zones de protection autour du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. Marco Schank - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

5. 7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles (suite)

- Prise de position du Gouvernement (suite): Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
  - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
  - *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

6. 7045 - Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification:

1° du Code de procédure pénale;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

et portant abrogation:

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

- *Rapport de la Commission de la Force publique: Mme Claudia Dall'Agnol (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf)*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. le Ministre Etienne Schneider et M. Michel Wolter) (dépôt de trois amendements), Mme Claudia Dall'Agnol (interventions de M. Léon Gloden), M. Max Hahn, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (intervention de M. le Ministre Félix Braz)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure (intervention de M. Gast Gibéryen)*
- *Votes sur les amendements 1 à 3 (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7232 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7299 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen, Kolleegen, wann Der wëllt Plaz huelen, da kann ech d'Sëtzung opmaachen. An ech brauch déi traditionell Fro net ze stellen.

2. Communications

D'Kommunikatioune vun eis aus sinn dann och déi gewinnten: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. An d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung agaange sinn, an d'Lëscht vun de Petitioune sinn un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergaangen.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivant ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7314** - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union et modifiant*

1. la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale et

2. la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre de technologies de l'information de l'État

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.06.2018

***7315** - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aides de minimis*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.06.2018

***7316** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.06.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***1039** - Demande de pétition publique: Vignette pour les voitures étrangères*

Dépôt: M. Joel Maikel Ferreira Machado, le 06.06.2018

***1040** - Demande de pétition publique: Eng gratis Zeitung ganz op Lëtzebuergesch*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 07.06.2018

***1041** - Demande de pétition publique: Gratis lëtzebuergesch Sproochecoursë fir d'Awunner Cours de luxembourgeois gratuits pour les résidents Gratis Luxemburgischkurse für Einwohner*

Dépôt: Mme Lucia Granieri, le 07.06.2018

***1042** - Demande de pétition publique: Verbot von Feuerwerk in Luxemburg - Interdiction des feux d'artifice au Luxembourg*

Dépôt: M. Kim Meyer, le 09.06.2018

***1043** - Demande de pétition publique: Helmflicht um Vëlo bis 12 Joer*

Dépôt: Mme Mandy Michels, le 11.06.2018

***1044** - Demande de pétition publique: Legalisierung vom Cannabis in Luxemburg*

Dépôt: M. Andy Schumacher, le 11.06.2018

3. Ordre du jour

Dann den Ordre du jour, dee vun der Conférence des Présidents virgeschloe ginn ass an deen Der iwwermëttelt kritt hutt: Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer fänken d'Sëtzung vun haut mat enger Froestonn un d'Regierung un. Dir wësst, dass de Froesteller zwou Minutten huet an d'Regierung véier Minutten, fir dorobber ze äntwerten. A wann Der mat mir d'accord sidd, wäert ech och drop oppassen, dass dat esou agehale gëtt.

Den Här Wiseler freet d'Wuert?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wollt awer nach virdrun eng Remark maachen, notamment iwwer eng Demande de convocation, déi mer geschriwwen haten den 19. Abrëll, fir an der Commission de la Force publique an an der Commission juridique iwwert déi Incidente vu Bouneweg a vu Lausduer ze schwätzen, haaptsächlech am Kader vum Respekt vun der Autoritéit vun der Polizei engersäits an op där anerer Säit vun der Informatiounspolitik bei esou Evenementer.

Bal zwee Méint duerno, virun e puer Deeg hu mer d'Äntwert dorobber kritt, wou déi zwee Ministeren eis soen, doriwwer kéint an dësem Moment net diskutéiert ginn, well hei e Secret de l'instruction drop wär an Informatiounen iwwert dës Affär exklusiv vum Parquet général oder vum kompetente Parquet géife gemaach ginn.

An et gëtt esouguer de Procureur général hei zitéiert, deen an engem Bréif da schreift, datt de Principe de séparation des pouvoirs dat net géif méiglech maachen, fir eis an dësem Moment en „quelconque rapport sur l'état d'avancement des instructions en cours" ze ginn.

Dat wësse mir selbstverständlech och, datt dat net méiglech ass. Et ass och net dat, wat mer gefrot haten an deem Bréif, an där Demande de convocation, déi mer geschéckt haten. Mir hätte gären a mir géife gäre mat deenen zwee Ministeren iwwert déi besser Autoritéit vun der Polizei, wéi se kéint respektéiert ginn, schwätzen. Wéi kënnen d'Poliziste besser geschützt ginn? A mir géife gär mat de Ministere schwätzen iwwer eng besser Informatiounspolitik, wou mer och wëssen, datt de Justizminister jo de Service virun enger Zäit reorganiséiert huet.

Et ass iwwert dat an iwwer näischt aneres, wou mer wëllen driwwer schwätzen, net iwwer e Secret de l'instruction. An déi Froen, déi mer gestallt hunn, dat si Froen, wou ee sech net kann hannert dem Secret de l'instruction verstoppen. A mir fannen, datt mer duerchaus berechtegt sinn, fir déi Froen hei an der Chamber ze stellen.

Dofir insistéiere mer, datt deen do Sujet a Präsenz vun de Ministeren an der Kommissioun ugeschwat gëtt, well mer mengen, datt dat besser wär, wéi wann en hei am Plenum misst ugeschwat ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler fir d'Präzisiounen. An ech géif dann d'Wuert direkt un den Här Justizminister weiderginn, fir dorop ze reagéieren.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech géif dem Här Wiseler just wëlle proposéieren: Vu dass mer hei awer och an enger schrëftlecher Prozedur sinn, wou eng Demande vun der CSV komm ass, déi mir och schrëftlech beäntwert hunn, geet et eis drëms, fir kloerzestellen, dass mer fir dat gemeinsamt Gespréich iwwert d'Informatiounspolitik, iwwer Interna vun der Polizei, wéi déi organiséiert sinn, an dat hu mer och an eisem Bréif un Iech, allen zwee zesummen, jo direkt am éischten Alinea kloer festgehalen, selbstverständlech ëmmer zur Verfügung sinn, fir mat der Chamber iwwer all Punkt ze diskutéieren, deen an eng vun eisen Attributioune fält. Dat ass ganz evident.

Dir hutt Iech awer an Arem initiale Bréif op zwou präzis Affäre bezunn: Lausduer a Bouneweg. An dat ass dee Punkt, wou mer kloer musse soen: Doriwwer kënne mer net mat den Deputéierten diskutéieren. Den drëtte Pouvoir mécht seng Aarbecht a vollstänneger Onofhängegkeet, notamment wat d'Informatiounspolitik betrëfft. Déi ass beschriwwen am Code de procédure pénale. Dee Rappell hu mer an deem dote Bréif gemaach. An dee Punkt, mengen ech, ass och domadder präziséiert.

Wann elo den Här Wiseler am Numm vun der CSV-Fraktioun quasi hir Demande reformuléiert a seet: „Mir wëlle gären onofhängeg vu Lausduer an onofhängeg vu Bouneweg oder vu soss iergendenger anerer Affär, déi an der Instruktioun ass, de façon générale mat deenen zwee Ministeren iwwert d'Informatiounspolitik an d'Organisatioun vun der Polizei diskutéieren", sti mir dozou selbstverständlech zur Verfügung.

Ech géif also dem Här Wiseler proposéieren, eis dann eng nei Demande zoukommen ze loossen, déi déi Ambiguitéit evitéiert an déi kloermécht, dass et net ëm eng präzis Affär geet. Da wäerte mir selbstverständlech esou séier wéi méiglech e gemeinsamen Datum fannen, fir doriwwer ze schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wiseler freet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also ech soe Merci fir déi Äntwert. Ech gesinn zwar net, firwat ech eng nei Convocatioun soll erausschécken, well mer relativ kloer gäre géife schwätzen iwwer „comment mieux faire respecter l'autorité de la police et comment mieux informer le public". Déi Demande hu mer hei expriméiert an iwwert déi Demande géife mer gär esou an enger Kommissioun schwätzen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech fäerte ganz, Här President, da gi mer net eens. Mir hunn e Bréif kritt vun der CSV-Fraktioun, dee sech kloer op zwou lafend Affäre bezitt, wou eng Instruktioun amgaangen ass. Op dee Bréif hu mir geäntwert. Wann dat dee leschte Stand och weiderhi bleift vun der Demande, dann ass eis Äntwert och eise leschte Stand vun der Äntwert.

Ech proposéieren dem Här Wiseler ganz frëndschaftlech, eis eng reformuléiert Demande ze stellen, déi Abstraktioun mécht vun enger lafender Affär. Dat ass kee Problem. An da si mir selbstverständlech direkt bereet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech géif all deene proposéieren, eise Bréif ze liesen. Mir schécken Iech dee gären nach eng Kéier eran.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Vu dass mer eis am Fong eens sinn, misste mer och an der Form eng Eenegung kënne fannen, well et geet jo hei schliisslech ëm de Fong. Ech ginn da vun der Wäisheet vun deenen zwou Säiten aus, dass mer dat och an der Praxis kënnen esou maachen.

An da gi mer zur Froestonn un d'Regierung iwwer. Déi éischt Fro kënnt vum Här Gusty Graas an dréit sech ronderëm d'politesch Situatioun an Nicaragua. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°323 du 11 juin 2018 de M. Gusty Graas relative à la situation politique actuelle au Nicaragua, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem 18. Abrëll ginn et ganz seriö Onrouen am mëttelamerikanesche Stat Nicaragua. Ursaach sinn am Fong geholl déi geplangte Reformen um Niveau vun der Pensiounspolitik vum President Daniel Ortega, dee jo zënter 2007 do um Rudder ass. Leider hu sech déi Onrouen elo och zu bluddegen Opstänn entwéckelt. Entre-temps sinn eng 130 Leit do ëmkomm, virun allem Studenten. An en Enn ass nach ëmmer net ofzegesinn. An déi Protester hu sech och elo géint aner Sujeten entwéckelt: géint Korruptioun, géint Fraendiskriminatioun an och géint onopgekläerte Morden.

Wa jiddefalls den Här Ortega, virun allem och seng Fra, d'Rosario Murillo, zënter 2017 iwwregens Vizepresidentin, um Rudder bleiwen an deem Stat do, da riskéiert leider erëm en zweete Biergerkrich auszebriechen, dee jo schonn zënter 1981 bis 1990 do war. Erstaunlech ass och, datt u sech an der internationaler Press iwwert déi Entwécklung do relativ wéineg ze liesen ass. Mä ech mengen, eis als lëtzebuergescht Land kann dat awer elo net onberéiert loossen, virun allem well eben Nicaragua en Zilland ass vun eiser Entwécklungspolitik. An zënter den 1990er Jore maache mir do eng ganz geziilten Entwécklungspolitik. Mir sinn de Moment am drëtte PIC, an zwar ass dee jo verlängert ginn op 33 Milliounen, virun allem am Beräich vun der Santé an dem Tourissem. Dee soll jo bis 2019 lafen.

Duerfir wollt ech den Här Minister vun vun der Kooperatiounspolitik hei awer méi spezifesch op dräi Punkte froen: Éischtens, wéi schätzt d'Lëtzebuerger Regierung de Moment d'Situatioun an Nicaragua an? Zweetens, ass d'Sécherheet vun eise Leit op der Plaz garantéiert? Mir wëssen, datt jo do eng Rei vu Leit, virun allem vu Lux-Dev a vun der Ambassad, täteg sinn. Drëttens, huet déi negativ Entwécklung an deem mëttelamerikanesche Land och gegebenenfalls eng negativ Konsequenz fir eis Kooperatiounspolitik mat Nicaragua?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo de Kooperatiounsminister, den Här Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Graas fir déi Fro, eng Fro, déi eis selbstverständlech als Kooperatiounspolitik och beschäftegt. Ech mengen, richtegerweis huet en hei gesot, datt zënter iwwer 50 Deeg effektiv Onrouen an Nicaragua sinn, dat opgrond vun Decisiounen, déi geholl goufen, wat de Beräich vun de Pensioune betrëfft, virun allem d'Baisse vun de Pensiounen.

Et huet sech awer ausgeweit. Am Ufank goufen et vehement Reaktioune vun der Regierung selwer mat Gewalt géint d'Leit an duerno waren et awer virun allem och d'Demonstranten, déi sech zesummegedoen hunn an déi dann natierlech och am Kader dovun eng Rei aner Saache mat a Fro gestallt hunn: engersäits natierlech de Schluss vun der Gewalt op de Stroossen an hannendru virun allem och dee ganze Volet vun der Korruptioun respektiv deen och vun der Zensur eigentlech op dem Informatiounsfloss, och ee wichtege Punkt.

An da fuerdere se virun allem, mengen ech, awer och de fréizäitege Récktrëtt vum President Ortega a virun allem och vu senger Fra, der Vizeministesch (veuillez lire: Vizepresidentin) Rosario Murillo. Ech mengen, dat sinn d'Hannergrënn gewiescht. Dunn ass natierlech déi ganz Situatioun eskaléiert. An ech mengen, dowéinst koum et dann dozou, datt effektiv bis elo iwwer 130 Leit gestuerwe sinn, zum Deel erschoss gi sinn. Et ass jo du reagéiert ginn, andeems sech zesummegesat gouf, fir ze probéieren, en Dialog ze kréien. Deen Dialog huet och stattfonnt, dee geet awer relativ zéi virun.

Fir eis als Lëtzebuerger Kooperatioun ass dat wichteg. Ee vun de Partnerlänner zënter laangem, wéi richteg gesot gouf, Nicaragua, wou mer och wierklech flott Projeten zesummen haten, virun allem dee Volet vun der Stäerkung vun der Zivillgesellschaft, de Volet awer och vun der Educatioun, vun der Formatioun bei der Jugend, de Volet vum Tourismus, déi mer virugedriwwen hunn. A mir sinn natierlech och ganz besuergt iwwert d'Situatioun vun der Sécherheet dohannen. A mir hunn och kloer Sécherheetsmesurë geholl, fir déi Lëtzebuerger respektiv déi, déi ënner Lëtzebuerger Mandat do schaffen, weider ze securiséieren. Hei si Moossname geholl ginn.

Mir hunn eis och zesummegeschloss mat de Spuenier, wa Leit misste rapatriéiert ginn, datt dat direkt kéint stattfannen. Déi Lëtzebuerger kéinten also direkt zréckkommen, wann d'Situatioun géif eskaléieren. An effektiv op där anerer Säit hu mer eis och mat den EU-Länner ausgetosch, fir ze kucken, wéi d'Situatioun permanent ass.

Déi Fro, mengen ech, déi Dir konkret hutt, ass: Wéi geet et viru mat eiser Kooperatiounspolitik? Ech mengen, et ass kloer, datt grad zu deene Momenter, wou et virun allem déi dote Froe sinn, déi a Fro gestallt ginn, déi vun der Stäerkung vun der Zivillgesellschaft, déi vun der Stäerkung vun deem ganze Kontakt mat der Zivillgesellschaft, dat genau gréisstendeels déi Projete sinn, déi mer och wäerte viruféieren. Et ass do, wou mer grad elo, mengen ech, mussen d'Zivillgesellschaft stäerken. Et ass awer och ganz kloer esou, datt déi Projeten, wou mer en direkte Finanzement un d'Regierung maachen, op Äis geluecht sinn.

De Moment ass et ganz kloer, fir d'Situatioun de Moment och an deem Volet ganz kloer ze ënnerscheeden - an deem neie PIC hate mer jo ewell déi Richtung geholl -, datt mer d'Zivillgesellschaft effektiv méi wëlle stäerken, fir datt eben déi och grad an dëse Situatiounen hire Poids kritt an eben och en neit Gewiicht an deenen eenzelnen Decisiounen eriwwerkënnt.

Ganz kloer, mir halen d'Situatioun am A. Eis Entwécklungspolitik wäert virugoe fir d'Stäerkung vun der Zivillgesellschaft, d'Stäerkung vun der Jugend. Mä all déi Projeten, wou Regierungsbedeelegung mat drop ass, wäerten op Äis geluecht ginn de Moment.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Nancy Arendt, riicht sech un de Sozialminister an dréit ronderëm d'Nomenclature vun de Servicer vum Kiné a vum Masseur, déi vun der Krankekeess iwwerholl ginn.

- Question n°324 du 12 juin 2018 de Mme Nancy Arendt relative à la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes pris en charge par l'assurance maladie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Duerch Changementer an der Nomenclature vun de Kinesitherapeuten, déi den 1. Januar 2017 a Kraaft getratt sinn, sinn eng Rei vu Patiente mat schwéiere Krankheeten am Fall, datt se elo eng Participation personnelle droe mussen, déi nawell erheblech ass, woubäi se virun der Reform näischt hu misse bäileeën. Esou zum Beispill Patiente mat Polyneuropathien, déi oft duerch Kriibsbehandlunge wéi Chemotherapie oder duerch Diabète provozéiert ginn.

Déi Kinésbehandlunge ginn elo net méi 100%eg remboursëiert oder en charge geholl vun der CNS, well se elo net méi ënnert deene sougenannte Pathologies lourdes erëmzefanne sinn. Ënner anerem figuréieren och d'Amputatiounen - dat muss ee sech emol virstellen - net op dëser Lëscht, wat bedeit, datt ee Patient, deen zwee Been amputéiert huet, keng Pathologie no Äre Kritären huet, also och net kann zu 100% remboursëiert ginn.

Dat huet als Konsequenz, datt ee Patient, deen zweemol an der Woch Kiné doheem kritt huet, elo 15 Euro pro Seance bäileeë muss. Dat mécht 1.627 Euro am Joer, fir néng- bis zéngmol am Mount Kiné ze kréien, wat awer absolutt noutwendeg ass bei esou Krankheetsbiller.

Ass den Här Minister sech bewosst, datt déi Polyneuropathien net mat iwwerholl gi sinn a Beenamputéierter och net ënner Pathologie lourde falen an doduerch d'Patienten esou vill musse bäileeë bei hirem Kinéstraitement?

Och kënnen dës schwéierkrank Leit nëmmen aacht Seancë beim Kiné op eng Ordonnance médicale kréien, woubäi der awer 64 erlaabt wären, wann hir Krankheet als Pathologie lourde klasséiert wär. An doduerch musse se no all aacht Seancen zréck bei hiren Dokter, fir frëscher verschriwwen ze kréien, wéi wa se net scho genuch geplot wären.

Handelt et sech hei ëm en Oubli? A besteet nach eng Kéier d'Méiglechkeet, déi Oplëschtung vun de Pathologies lourdes ze iwwerkucken an direkter Zukunft?

D'Associatioun vun de Kinesitherapeuten huet och schonn des Éfteren op dës Méssstänn higewisen, allerdéngs ouni Erfolleg.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Sozialminister, de Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Madamm Deputéiert, Är Fro, déi gestallt gouf, ass jo eigentlech och eng Suite vu Froen, déi mer engersäits hei mëndlech gestallt goufen, eng Kéier vum Dokter Mertens, an och eng Kéier als schréftlech Fro, déi gestallt gouf am Kader vun där neier Nomenclature, déi am Beräich vun de Kinée respektiv de Masseure besteet. Ech mengen, et ass eng Nomenclature, déi erstallt gouf zesumme mat dem Daachverband vun de Kinéen, der Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes diplômés. An ech mengen, an deene goufen eng Rei Saachen nei gegliddert. Am Ufank, mengen ech, hate mer d'Diskussiounen, datt d'Ulafschwieregkeete relativ schwéier waren, bis dat konnt lafen.

An der Tëschenzäit ass dat alles geregelt. An ech mengen, d'CNS huet déi Saachen och zesumme mam Daachverband an de Gréff kritt an och am Echange mat den Dokteren, soudatt, mengen ech, dee Volet ofgedeckt ass. Et ass och kloer gewiescht vun Ufank un, datt selbstverständlech dann, wann een eng nei Nomenclature mécht, an dat war och en Uleies vum Daachverband an och en Uleies vun der CNS, ee regelméisseg déi Saache kuckt, wéi se um Terrain lafen, ob effektiv och alles esou ukënnt, wéi et effektiv geduecht ass. An dat ass d'CNS de Moment och amgaangen ze maachen. Virun allem dee ganze Volet vun de Pathologie-lourden ass ee schwéieren, fir genau ze definéieren, wat drënnerfält.

A bei deene Beispiller, déi Dir hei zitéiert hutt, ass fir mech ganz kloer, wéi d'Äntwert do muss sinn: Do muss een, wann dat esou ass, Revisiounen dovu maachen. An deem do Kader ass jo zum Beispill ee Volet vun enger ganz geziilter Aktioun, déi hei och eemol Thema war, de ganze Volet ronderëm d'Lipödemen. Dat ass jo ee Beräich, deen zum Beispill an d'Luucht gesat ginn ass. Do komme mer vun 8 op 24 Seancen. Dat weist also och, datt selbstverständlech déi Nomenclature net nëmmen eng Rei vun neie Problemer bréngt, mä eigentlech och eng nei Orientatioun brëngt. Mä déi dote spezifesch Problemer ass d'CNS amgaangen, am Kader vun de Pathologie-lourden ze kucken. An ech wäert se och nach eng Kéier opfuerderen, dat schnellstméiglech ze maachen a mer och e Rapport doriwwer ze maachen.

Merci bien.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Déi nächst Fro kënnt vum Här Georges Engel, riicht sech och un de Sozialminister an dréit ronderëm de Streik zu Beetebuerg respektiv de Konflikt, deen et am Secteur vun de Soine gëtt. Den Här Georges Engel huet d'Wuert.

- Question n°325 du 12 juin 2018 de M. Georges Engel relative au conflit social au sein de la maison de soins à Bettembourg, ainsi que d'une éventuelle intervention de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Question n°326 du 12 juin 2018 de M. Marc Baum relative à la grève dans une maison de soins à Bettembourg et à son financement, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Et geet, wéi Der gesot hutt, ëm de Streik an der Résidence pour personnes âgées An de Wisen zu Beetebuerg. An der Press stoung, dass d'Haus vun enger quasi Faillite géif schwätzen. D'Gewerkschaft schwätzt vun engem dubiose Firmekonstrukt. A Suerge maachen ech mir ëm d'Personal an natierlech ëm d'Awunner, ëm d'Pensionären aus dësem Haus.

Ech hunn hei zwou Froen un de Minister. Et geet bei dësem Konflikt ëm d'Personal, dat entweder am SAS oder am FHL ënner Kollektivvertrag agestallt ass.

Éischtens, kann de Minister eis soen, ob déi néideg budgetär Mëttelen zur Verfügung gestallt gi sinn, fir d'Salairen, nodeems et ënner anerem bei verschiddene Carrièren Upassunge goufen, kënnen deementspriechend auszebezuelen? An zweetens, sinn déi Sue beim Personal ukomm? Oder ginn et hei Problemer op engem aneren Niveau?

Ganz wichteg ass et, dass d'Pensionären hir Soine kréien, déi se brauchen. Heizou dräi Froen:

Éischtens, ass hei an dësem Fall vun engem Streik d'Qualitéit vun de Soine weider assuréiert? Zweetens, ass genuch Personal disponibel, fir déi Soine kënnen ze ginn? An drëttens, huet d'Personal, wat aktuell déi Soinen do mécht, déi néideg Qualifikatioun a Kompetenz, fir déi Soinen och kënnen ze prestéieren?

Eng weider Fro handelt iwwert d'Sécherheet vun de Pensionären. D'Personal mécht vu sengem Streikrecht Gebrauch. D'ITM war gëschter och op der Plaz, fir sech e Bild vun der Situatioun ze maachen.

Éischtens, kann de Minister eis schonn Detailer iwwert d'Appreciatioun vun der Situatioun, wat d'ITM ugeet, gi respektiv eis assuréieren, dass d'Wuel vun de Pensionären net a Gefor ass?

An da meng leschte Fro: Awéiwäit ass deen Agrement, deen d'Madamm Minister vun der Famill hei ginn huet, nach respektéiert, well jo een Agrement muss gefrot gi fir all Haus vun dësem Zweck a well dësen Agrement jo am Règlement grand-ducal vum 10. Oktober 2009 festschreift, souwuel am Artikel 7 an och am Artikel 17 an och am Artikel 34, wat d'Mataarbechter vun der Qualifikatioun mussen hunn, wat hir Obligatioune sinn - ...

(Interruption par la présidence)

...ech si ganz, ganz séier fäerdeg -, dass d'Regelen, d'Gesetzer an d'Reglementer vun der Sécherheet, der Hygiène an der Solidaritéit mussen agehale ginn? Et stellt sech also d'Fro, ob dësen Agrement an der spezieller Situatioun hei nach agehalen ass a wat d'Konsequenzen dovunner kënne sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir behandelen d'Fro vum Här Marc Baum zum selwechte Sujet mateneen. Da kann den Här Sozialminister zesummen op déi zwou Froen äntwerten.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den Här Engel ass schonn op Deeler agaangen. Mir hunn haut de sechsten Dag vun engem Streik, deen een duerchaus kann als historesch bezeechne fir lëtzebuergesch Verhältnisser. Et ass déi éischte Kéier an der Geschicht vun eisem Land, wou Beschäftegter aus dem Fleegesecteur d'Aarbecht nidderleeën doduerch, well Gerantë vu verschiddene Fleegehaiser sech vu kollektivvertraaglech ausgehandelte Verbesserungen net betraff fillen.

Objet am Moment ass natierlech dat Fleegeheim An de Wisen zu Beetebuerg, wat och an der Vergaangenheet schonn ëmmer erëm zu Diskussiounen Ulass ginn huet an zu soziale Konflikter gefouert huet. D'Bedreiwergesellschaft vun An de Wisen ass Sodexo Asbl, eng Duechterorganisatioun vun enger global agéierender Multinationall - Sodexo - mat engem Chiffre d'affaires vun iwwer am zweestellege Milliardeberäich.

An der Vergaangenheet huet och scho Sodexo ëmmer nees erëm behaapt, si kéinten déi kollektivvertraglech Verbesserungen net finanzéieren. Ee Moment huet souguer ee Sozialplang an der Loft gehaangen. An dat erstaunt awer ëmsou méi, well no Gewerkschaftsinformatiounen d'Asbl dem Mammenhaus Prêten a Milliounenhéicht mécht.

A mer fannen et och erstaunlech, datt si an hire Bilanen uginn, datt verschidden ausgelagert Prestatioune sech an deene leschte fënnef Joer verduebelt hunn, ouni datt dorauser hätt kënnen e Mehrwäert ersiichtlech sinn, ausgelagert Prestatioune vun der Asbl un d'SA, also intragroupe souzesoen. An et kann och sécherlech net um Loyer leien, dee ganz dezent ass mat 1.000 Euro de Mount.

Duerfir d'Froen un den Här Minister. Well en 2017 an enger Chamberskommissioun gesot huet, de Ministère géif déi Situatioun am Detail kucken, wollt ech da froen: Ass déi Analys gemaach gi vun deem dote spezifesche Grupp, wou et sech jo awer ëm eng speziell Konstruktioun handelt? Sinn do Irregularitéite festgestallt ginn?

An déi grouss Fro ass natierlech: Wou ginn d'Suen hin?

An der Vergaangenheet ass och ëmmer gesot ginn, datt d'Valeur monétaire an d'Luucht gesat ginn ass. De Minister huet gesot, d'Geld wier do. Elo ass et awer esou, datt zwee verschidde Kollektivverträg domadder befaasst sinn. Wéi gedenkt de Minister oder gedenkt de Minister do nach eng Kéier un d'Valeur monétaire ze goen, en aneren Distributiounsmechanismus eventuell ze entwéckelen am Interessi vun de Salariéen an dësem Sozialkonflikt?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo de Sozialminister, den Här Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Et waren esou vill Froen, datt ech hoffen, an där Zäit vun dräi Minutten och dee gréissten Deel dovunner ofgehaakt ze kréien. Wann net, da musse se schréftlech nogestallt ginn. Selbstverständlech äntwerten ech dann och drop.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Véier!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Véier Minutten? Ah, Merci, Här President. Dann hu mer ewell eng Minutt gewonnen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A vu dass et zwou Froe sinn, sidd Der e bëssen…

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Okay. Très bien! Da fueren ech lass, soss verléieren ech nach méi Zäit.

Bon, ech mengen, déi zwou Froen, déi hei gestallt sinn, weisen op ee Problem hin, deen net nei ass. Et ass ee Problem, deen zënter laange Jore besteet. Ee Problem, deen iwwer eng gewëssen Zäit emol erëm eng Kéier geléist gi war, andeem ganz einfach bei enger Konventioun virun allem och gekuckt gouf, bei der Valeur monétaire, bei der Verdeelung vun der Valeur monétaire, grad deenen, déi eben en Differentiel haten, dat auszegläichen.

Dat gouf dunn ee Moment erëm arrêtéiert, soudatt de Problem eigentlech haut deen ass, deen een eng Kéier kuerz ka beschreiwen, andeem ee seet: Gutt, mir hunn am SAS-Secteur de Kontrakt SAS, a mir hu verschidde Leit, déi do schaffen, ongeféier eng ronn 650, soen ech emol esou, déi ancien FHL-Kontrakter hunn, wou et ganz kloer ass, datt, wann een déi eenzel Käschten hélt, datt en Ennerscheed besteet tëschent deenen zwee.

Wéi dunn d'Kollektivvertragshandlunge waren a Verbesserunge koumen - dat muss ech och emol eng Kéier soen -, bal zu 10% an deenen eenzelne Carrièren, déi - an dat ass hei richteg vun deenen zwee Riedner gesot ginn - och finanziell begleet goufe vun der Regierung am FHL-Secteur iwwert d'Erhéijung vun der Enveloppe budgétaire an am Kader vum SAS iwwert d'Erhéijung vun der Valeur monétaire. Déi huet jiddweree kritt. Also, déi Erhéijung vun deem, wat am Gehälterofkommes koum, ass virugaangen eent zu eent, soudatt natierlech de Problem vum Differentiel vu virdru bestanen huet.

Et ass awer esou, wann ee kuckt, ech kommen da spezifesch op d'Haus An de Wisen, wat Der hei zitéiert hutt, wou ech selbstverständlech och net kann dermat d'accord sinn, datt dee Streik do viruleeft an datt nach keng Léisung de Moment fonnt ginn ass. Et ass och esou, datt ech d'Haus selwer, plus déi aner zwee Haiser oder Gruppen, déi och nach dovunner betraff sinn, déi net deenen 300 Leit, déi am Spill sinn, de Moment déi Sue viruginn hunn, déi mir och eleng schonn an der Valeur monétaire erhéicht hunn, niewent deem Differentiel, deen nach besteet, dertëschent wäert kuerzfristeg ruffen, zesumme mat anere Regierungsvertrieder respektiv anere Verwaltungen, fir och do de Punkt nach eng Kéier ze maachen an och wierklech nach eng Kéier d'Situatioun vun den Haiser ze kucken, och nach eng Kéier ze kucken, wat fir eng Méiglechkeeten do sinn, och ganz einfach eng Kéier d'Fongen ze kucken, déi do sinn, datt et wierklech esou ass, datt een an der Faillite ass respektiv datt keng Gelder do sinn, fir dat auszebezuelen.

Dir hutt zu Recht zitéiert, datt mer virun enger Zäit schonn d'Haus An de Wisen, de Grupp Sodexo, eng Kéier gekuckt haten. Mir hunn dat gemaach. Mir hunn eis deemools zesummegesat mat zwee anere Ministèren - mam Ministère des Finances a mam Ministère de la Famille -, well Dir wësst, datt dat Haus conventionnéiert ass iwwer an der Tëschenzäit keng Konventioun méi mam Ministère de la Famille, mä virun allem iwwer ee Bail emphytéotique mat de Finanzen.

An deem Kader hu mer eis zesummegesat a mir hunn och eng Léisung proposéiert, déi, fir mech, an där Reunioun, déi mer haten, gedroe gouf vun deem Partner, deen awer da kuerz Zäit duerno geschriwwen huet, hie misst dat nach eng Kéier juristesch préiwen.

Ech mengen, déi Léisung, déi mir proposéiert haten, fir dat, wat ech och eng Kéier an der Chamberskommissioun gesot hat, fir effektiv eng Perennitéit an de System ze bréngen, ass eng, déi dréit an déi effektiv eng Rei Solutioune bréngt an déi och eng Léisung kéint ginn, fir effektiv hei déi Paien auszebezuelen. Dat, mengen ech, geet ganz kloer aus där Entrevue eraus, déi mer deemools zesummen haten.

Hannendru gouf d'Fro gestallt, datt de Moment d'Situatioun am Haus esou ass, datt ee misst préiwen, wéi den Zoustand vun de Leit ass. Dat ass fir mech déi ganz éischt Prioritéit: datt selbstverständlech alles muss erfëllt ginn. Déi Informatioun, déi mir haten, ass, datt dat de Fall wier, mä mir hunn et elo esou gemaach, datt eis Verwaltung, déi zoustänneg ass, fir vun eiser Säit aus ze kontrolléieren, datt déi Prestatiounen, déi d'Leit kréien, och erfëllt ginn, wäert dohinnergoen. Zesumme mat der Santé wäerte se dohinnergoen, fir dat ze préiwen op der Plaz, fir eis dann e Rapport ze maachen, wéi d'Situatioun ausgesäit.

An ech mengen, da gesi mer jo, ob effektiv déi Saachen, déi hei zitéiert goufen vum Här Engel respektiv vun Iech, erfëllt sinn oder net. Ech ginn dervun aus, datt dat dote misst ofgemaach ginn, mä dat kréie mer de Mëtteg. D'Leit vun der neier Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance plus déi vun der Direction de la santé ginn op d'Plaz, fir dat doten ze préiwen.

Dann d'Fro: Wéi kann et weidergoen? Et ass esou, wéi ech gesot hunn, datt deen Differentiel jo nach ëmmer besteet. A wann een dee wëllt opfänken, da muss een en opfänke fir all d'Leit, déi an deem dote Beräich sinn. Dat geet et net nëmmen ëm déi 300, déi opstinn, mä da geet et ëm déi, soen ech emol, 650; ouni datt ee mech un déi Zuel do festneelt. An da musse mer kucken, wat fir eng finanziell Moyenen datt mer hunn, fir dat ze maachen.

De Minister vun der Sécurité sociale huet gesetzlech keen anere Moyen wéi iwwert d'Enveloppe budgétaire am FHL-Secteur an iwwert d'Valeur monétaire am SAS-Secteur. An da muss ganz einfach eng Decisioun kommen, datt staatlech nei Gelder erakommen.

Et ass och dofir, datt ech déi Analys zesumme mat deenen dräi Haiser wäert maachen an dann och dem Regierungsrot dat doten zur Diskussioun ginn, wou een da muss engersäits d'Situatioun vun den Haiser kucken a muss kucken, wéi adequat et do ass, datt de Stat do deen doten Differentiel dréit, fir datt d'Leit dann eben och virun allem hir Suen ausbezuelt kréien, well et geet jo virun allem och dorëmmer. Déi eng hunn déi Haussë kritt an déi aner hunn déi Haussen nach ëmmer net kritt.

Ech mengen, datt déi doten Decisiounen elo imminent ustinn. Mir mussen endlech kucken, datt mer dee Streik do op en Enn kréien. Ech hoffen, datt béid Partner an déi Richtung schaffen, virun allem am Interessi vun de Leit, déi dohanne versuergt ginn, wat, wat ech nach ëmmer hoffen, zur vollster Zefriddenheet vu jiddwerengem stattfënnt.

Merci bien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An déi nächst Fro kënnt vum Här Gast Gibéryen, riicht sech un de Wirtschaftsministère an dréit ronderëm d'Hëllefen am Tourismussecteur no deene schlëmmen Iwwerschwemmungen. An d'Madamm Statssekretär am Wirtschaftsministère wäert drop äntwerten. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°327 du 12 juin 2018 de M. Gast Gibéryen relative aux aides pour le secteur touristique suite aux intempéries, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, an de leschten Deeg a Wochen hate mer schwéier Wiederen hei am Land, wou och schwéiere Schued war. De Mëllerdall war ganz staark betraff. An ech mengen, et muss een och soen, datt eng ganz grouss Solidaritéit hei am Land gespillt huet vis-à-vis vun deene Leit, déi Schued hunn.

Mir hunn Instrumenter, dat ass och vun der Regierung esou gesot ginn, fir deene Leit ze hëllefen. Och gëtt et Formulairen, et gëtt Prozeduren, fir de Leit ze hëllefen. Mä meng Fro, déi ech haut wëll stellen, ass méi spezifesch a geet am Fong iwwert déi Leit, déi vläicht net direkt duerch d'Wieder e Schued haten, mä déi awer en Ausfall an hirem Commerce haten duerch dee Schued, deen entstanen ass, wéi zum Beispill Bäerdref, wou vun dräi Zoufaartsstroossen der zwou gespaart sinn. Et ka souguer sinn, datt déi Méint bis ee Joer gespaart ginn. An et ass am Fong nëmme méi eng Zougangsstrooss do, déi och nach net aus dem Touristegebitt Mëllerdall oder Iechternach kënnt.

An esou gëtt et sécherlech nach Géigenden an deem Eck, wou Leit e Schued hunn, wat e kommerziellen Ausfall bedeit, well mer eben elo just virun der Touristesaison sinn an déi Leit do och mat Ausfäll ze rechnen hunn. Souwuel déi Haiser, déi e Schued an hirem Commerce hunn, wéi déi Haiser, déi direkt kee Schued an hirem Commerce hunn, dierften Ausfäll kréien. An duerfir geet meng Fro an déi Richtung, wat d'Regierung an dëse spezifesche Fäll vu Moyenen huet, fir deene Leit ze hëllefen a wéi déi Hëllef kéint zustan kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet direkt d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère, d'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Merci, Här President. Déi Iwwerschwemmunge waren effektiv oder sinn och elo nach ëmmer en zolitte Coup fir jiddwereen, deen dovunner betraff ass, a besonnesch am Mëllerdall, a besonnesch fir de Secteur vum Tourismus, dee pro Joer 45 Milliounen Ëmsaz mécht, 450.000 Nuitéeën all Joer, a 64% dovunner eleng an deenen dräi Méint Juni, Juli, August. Besonnesch fir de Camping sinn dat decisiv Méint, souzesoen de Karschnatz, well do 75% vun hirem Chiffre d'affaires gemaach ginn.

Duerfir ass et natierlech wichteg, dass mer de Mëllerdall, awer och déi aner Géigende vum Land, séier erëm op d'Been kréien, dass mer alles maachen, fir deene Leit ze hëllefen. D'Regierung huet jo och séier reagéiert a schnell 30 Milliounen Euro deblockéiert fir Privatleit engersäits an awer och fir Betriber anerersäits.

Wat d'Iwwerschwemmungen elo vu gëschter ugeet, krute mer bis haut de Mëtte keen neie Fall gemellt, wou e Betrib Schued erlidden hätt. Ech schléissen awer net aus, dass dat vläicht nach kënnt. Mä, wéi gesot, bis elo krute mer nach näischt gemellt. Par contre sinn erëm e puer Hotellen an och Campinge betraff, déi schonn den 1. Juni betraff waren.

Haut de Mëtten ass, zu dësem Moment, eng Reunioun amgaang, déi koordinéiert gëtt vum Office régional du tourisme am Mëllerdall op der Heringer Millen, déi jo selwer och gelidden huet. An do gëtt de Point gemaach mat sämtlechen Akteuren aus der Regioun, ënnert der Leedung, wéi gesot, vum ORT. Nach hu mer jo net alleguerten d'Schied opgelëscht, geschweige da gefléckt an nei opgeriicht. Dat dauert jo nach eng Zäit.

Vläicht wichteg ze nennen: Et sinn am Ganzen 22 Betriber, déi sech bis elo bei eis gemellt hunn um Wirtschaftsministère: 7 Hotellen, 5 Campingen, 1 Restaurant, 2 Garagisten an nach e puer méi kleng Betriber; déi meescht aus dem Mëllerdall, mä och aus anere Regiounen. A mir kënne jo als Wirtschaftsministère do, wou d'Assurance net aspréngt, eng finanziell Hëllef ginn. Dat hu mer schonn am Iernzdall gemaach, wou mer am Ganzen 13 Betriber konnten hëllefe mat am Ganze 630.000 Euro.

Dës Kéier ass de Schued vill méi héich. An duerfir ass et och gutt, dass mer aus den Iwwerschwemmungen am Iernzdall Konsequenze gezunn hunn, näämlech am neie Bäihëllefegesetz fir kleng a mëttelgrouss Betriber. An dat Gesetz gëtt an deenen nächste Méint hei gestëmmt. Doranner hu mer explizitt drageschriwwen, dass mer kënne bei enger Catastrophe naturelle bis zu 100% vum Schued rembourséieren.

Et ass awer méiglech scho virum Vott vun deem Gesetz ze hëllefe mat bis zu 200.000 Euro Direkthëllef pro Betrib. An zwar geet et duer, wann d'Betriber, déi Schued hunn, Devisen zum Beispill vun Elektriker oder Installateure bei eis eraginn.

De Schued wäert dës Kéier - den direkte Schued - an e puer Milliounen Héicht grouss sinn. Et ass elo nach net ofzeschätzen. Do musse jo nach fir d'Éischt déi Devise gemaach ginn. D'Experte mussen alleguerte laanschtgoen.

Wat awer stëmmt, dat ass, dass et och indirekte Schued wäert ginn, ebe well och Stroossen zougemaach gi sinn, well et och zu Annulatioune wäert kommen, well de Passage natierlech och an enger ganzer Rei vu Betriber massiv wäert erofgoen, well eben d'Stroossen zouginn. An duerfir ass et gutt, dass deen Artikel 9 an deem neie PME-Gesetz eben och virgesäit, dass ee kann ee Betribsausfall, ee Geschäftsausfall kompenséiert kréien duerch de Stat.

Natierlech gëtt et do europäesch Regelen ze beuechten an ze respektéieren. Duerfir musse mer dat och ganz genee kucken, mä theoretesch gëtt et déi Méiglechkeet, och iwwert deen doten Artikel d'Betriber ze entschiedegen.

Merci, Här President. Dat war et.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Statssekretärin. An déi nächst Fro kënnt vum Här Henri Kox, riicht sech un d'Ëmweltministesch an dréit ronderëm d'Preventiounsmoossname géint Iwwerschwemmungen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°328 du 12 juin 2018 de M. Henri Kox relative aux inondations récentes et aux mesures de prévention, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. U sech geet et an déiselwecht Richtung wéi virdrun och bei mengem Kolleeg Gast Gibéryen, iwwert déi dramatesch Zoustänn vun eise Wiedersituatiounen.

Et muss ee leider feststellen, dass eben de Klimawandel awer och hei ukomm ass, dass duerch déi Temperaturerhéijung méi Loftfiichtegkeet an der Atmosphär gesammelt gëtt an dass et - an dat waren d'Previsioune scho virun 10, virun 20 Joer - zu esou lokale Wiedersituatioune ka kommen.

Hei kann een awer och nach eng Kéier soen, an et ass virdru vu Solidaritéit geschwat ginn, dass een awer e grousse Merci un eis Rettungsdéngschter kann ausschwätzen, déi eng ganz gutt Aarbecht um Terrain geleescht hunn. A wat een och ka feststellen, dat ass Gott sei Dank esou, dass kee Mënsch zu Schued komm ass direkt, soudass dat awer glimpflech ausgaangen ass.

Wichteg sinn awer elo déi Preventiounsmoossnamen. A mir hunn der, wéi virdrun am Finanziellen, wat e bëssen no der Katastroph de Fall ass. Esou hu mer awer Méiglechkeeten, mengen ech, déi am Gesetz vum Waasser virgesi sinn, fir eis un de Klimawandel unzepassen. An ech mengen, et gëtt verschidde Regiounen, déi schonn eppes gemaach hunn.

Et wär wichteg, dat nach eng Kéier vun der Ministesch ze héieren. An dofir ass och meng Fro, wat genau vu Preventiounsmoossname kënnen um Terrain ëmgesat ginn, wat deen Eenzelne ka maachen. Sécherlech kréie mer dat doten net alles an de Gréff, mä mir kënne munches besser plangen, besser virgesinn, soudass am Endeffekt vläicht dann net de Wirtschaftsminister muss antrieden, fir Hëllefen zur Stell ze bréngen.

Mä allgemeng muss een awer hei feststellen, dass mer als ganz Regierung, als ganzt Land eng ganz gutt Aarbecht um Terrain geleescht hunn, wëssend, an dat huet sech jo gëschter erëm erausgestallt, dass et awer dramatesch ka sinn, wann eng ganz Autobunn och nach eng Kéier op eemol ënner Waasser gestallt gëtt, wat ganz vill Auswierkungen op dee ganze Verkéier dann huet. Dat wär d'Fro un d'Ministesch.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Ëmweltministesch huet direkt d'Wuert, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Deputéierten, dem honorabelen Deputéierten Henri Kox e grousse Merci fir déi Fro, déi, mengen ech, eng grouss Aktualitéit huet.

Ben, mir hunn et hei mat Extremereignisser ze dinn, an dat gouf scho gesot, wou eis klassesch Héichwaasserkaarten net spillen. Mir hunn an de leschte Jore vill investéiert, well mer déi och brauchen am Kader vum Klimawandel, well mer mussen och fir d'Wanterméint insgesamt gerüst sinn.

Dofir gëtt et haut vill besser Previsiounen. An dat huet d'ailleurs an dësem Fall an deene leschte Wochen, wann et d'Sauer betrëfft, an dat, wat an d'Sauer erakoum, ganz gutt geklappt, soudass vill Leit konnten hir Saachen erophiewen, bezéiungsweis Preventiounen huelen. Dofir ass déi klassesch Previsioun eng wichteg Saach. An do hu mer jo och Verbesserunge gemaach, soudass een haut och do am Internet awer och scho per Mail kann avertéiert ginn. An do wäert deen nächste Schrëtt sinn, dass mer dat nach verbesseren.

Des Weidere si mer amgaangen, eng Risikokaart ze erstelle fir genau dee Beräich vun de staarke Reefäll, well et gëllt, elo an deene betraffene Gebidder, awer och iwwert d'ganzt Land, déi Risiken nach méi däitlech an de Gréff ze kréien an ofzefiederen. An do hu mer am Kader vum Waassergesetz, wat hei gestëmmt gouf virun net allze laanger Zäit, awer e groussen Deel vun der Preventioun scho mat dran, andeems mer d'Renaturéierunge wëlle méi förderen, do méi Gelder eragemaach hunn, de Krees vun deenen, déi kënne renaturéieren, d'ailleurs och opgemaach hunn, bis hin zu de Privatleit, fir dem Waasser genuch Plaz ginn an uerdentlech Retentioun maachen.

Beim Plange vun neie Wunnregiounen, vun neien Industriezonen, do gëllt et ëmmer erëm, dem Waasser genuch Plaz ze ginn, Reen an Ofwaasser ze trennen, Réckhaltebecke si wichteg.

An ech mengen, dat Ganzt hu mer zesummegefaasst an enger Upassungsstrategie. Dat ass e Pabeier, deen ass am Abrëll duerch de Regie-

rungsrot gaangen, do spillt de Waassermanagement eng ganz wichteg Roll, och am Zesummenhang mat all deenen anere Secteuren, déi dee Moment getraff ginn. An déi Explikatioune wäerte mer am Fong och ginn, do komme mer nach gären eng Kéier heihinner, fir genau all d'Mesuren, eng no där anerer, ze explizéieren, well do hu mer schonn eng Risikoanalys gemaach fir 13 Secteuren hei am Land, vun der Landwirtschaft iwwert d'Wirtschaft, iwwert den Tourismus, awer eben och iwwert d'Bëschbewirtschaftung.

An ech mengen, wa mer eis där Strategie unhuelen, wa mer konkret déi Mesuren, déi Saachen och ëmsetzen, fir déi mer eis iwwert d'Waassergesetz haut scho Moyene ginn hunn, da kënne mer zumindest offiederen, wat de Leit geschitt ass, wa mer dem Waasser genuch Plaz loossen. An eis dann drun erënneren, an Zäiten, wou et net esou staark reent, dass, wa mer nei Gebidder erschléissen, mer déi Regelen dann och respektéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi nächst Fro kënnt vum Här Laurent Zeimet, riicht sech och un d'Ëmweltministesch an dréit ronderëm en Arrêt vun der Cour constitutionnelle zum Naturschutzgesetz.

- Question n°329 du 12 juin 2018 de M. Laurent Zeimet relative à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 6 juin 2018 relatif à l'article 17, alinéa 1er, première phrase de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et les ressources naturelles, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, léif Dammen an Hären, den Artikel 14 vun eiser Verfassung, deen hält de Prinzip fest, datt et keng Strof ouni Gesetz ka ginn. Den Artikel 17 Alinea 1 vum Naturschutzgesetz verbitt d'Zerstéierung vu Biotopen a stellt esou eng Zerstéierung dann och ënner Strof.

Elo war d'Cour constitutionnelle gefrot ginn ze analyséieren, ob den Artikel 1 konform wär zum Artikel 14 vun eiser Verfassung, a koum de 6. Juni zu enger Konklusioun. Si huet analyséiert a festgestallt, et géif keng kloer a präzis Definitioun vu Biotope ginn, déi géif feelen, besonnesch fir déi Fäll, déi net am Gesetz opgezielt wieren. Dëst géif ze vill Interpretatiounsspillraum zouloossen. An esou koum d'Verfassungsgeriicht zur Konklusioun, datt den Artikel 17. 1 net kompatibel wier mam Artikel 14 vun eiser Verfassung.

Elo ass d'Fro un d'Madamm Minister, ob se d'Repercussioune vun dësem Uerteel kann aschätzen an natierlech och, ob d'Definitioun am Naturschutzgesetz, wat jo haut nach eng Kéier um Ordre du jour steet, dann elo der Verfassung vun eisem Land méi gerecht géif ginn.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Madamm Ëmweltministesch ass prett, fir ze äntwerten. Madamm Dieschbourg, wann ech gelift.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Bon, déi dote Fro ass kloer formuléiert ginn, d'Analys ass och scho vum Här Zeimet gemaach ginn, dofir ass meng Äntwert och ganz kloer. D'Analys war déi, dass de Biotop am Artikel 17 vum alen Naturschutzgesetz net genee genuch definéiert ass an alles, wat net nominal opgezielt ass, deemno hei contraire ass. An dat wäerte mer de Mëtteg mat Ärer Ënnerstëtzung iwwert dat neit Naturschutzgesetz an deem neien Artikel, wou dann och de Biotope protégé definéiert gëtt, natierlech léisen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi nächst Fro kënnt vum Här André Bauler, erëm eng Kéier un d'Madamm Ëmweltministesch, an dréit ronderëm d'Gerochsbelaaschtung vun der Schwéngszuucht.

- Question n°330 du 11 juin 2018 de M. André Bauler relative aux nuisances olfactives de l'élevage porcin, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Och ech wollt nach eng Fro un d'Madamm Ëmweltministesch stellen. Och wa vill Schwéngsziichtereien ausserhalb vun eisen Uertschaften installéiert sinn an alle Qualitéitsstandarde vun enger korrekter Véihaltung entspriechen, esou gëtt et nach ëmmer deen een oder anere Betrib, deen no bei den Haiser läit a bei schmeieren, summerlechen Temperature fir vill Gestank suergt, wahrscheinlech, well en net propper schafft. Et héiert een och vu verzweifelte Leit, dass esou Betriber net ëmmer an deem Mooss kontrolléiert géife ginn, wéi ee mengt. Si reklaméieren da bei de staatlechen Instanzen. Bon, dat Ganzt hätt net ëmmer eng Suite, d'Ëmweltverwaltung kéim seelen à l'improviste, an da kéinten déi betraffe Betriber Virkéierungen treffen an de Stall botzen. Duerno géing de Misär dann awer erëm vu vir un.

An deem Kontext wollt ech d'Madamm Minister Folgendes froen: Kann d'Madamm Minister mir soen, wéi d'Schwéngsbetriber hei am Land kontrolléiert ginn, wat hire Volet ugeet? Gouf et a leschter Zäit Reklamatioune vu Leit, déi sech iwwert d'Loftqualitéit an hirem Duerf beschwéiert hunn? Sinn déi Reklamatiounen iwwerpréift ginn, a krute se eng Suite? Stëmmt et, dass d'Ëmweltverwaltung net ëmmer, oder guer net, à l'improviste kënnt? A wa jo, wat fir Aufgabe kréien déi Betriber operluecht, fir deen onagreabelen, jo, duerchdréngende Gestank an de Grëff ze kréien, a wéi ginn dës duerno nees iwwerpréift?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Ëmweltministesch, d'Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Och hei dem honorabelen Deputéierten, dem Här Bauler, e grousse Merci fir déi Fro, well eréischt ganz rezent hate mer d'Freed, mat eisen dräi Verwaltungen eng Pressekonferenz iwwert d'Ëmweltkontrollen ze maachen. A mir konnte berichten, dass eis Ëmweltverwaltung am leschte Joer 101 Kontrolle gemaach huet am Ëmweltberäich, dovunner sinn der 20 am Beräich vu Gerochsbelaaschtunge gewiescht. Dëst Joer sinn d'Zuelen: 64 Kontrollen an 9-mol wéinst Geroch.

Ech muss awer soen, dass mir elo perséinlech kee spezielle Fall bezüüglech Schwéngsziichtereien an dem leschten een an en halleft Joer gemellt ginn ass. Wichteg ass awer ze wëssen: Mir hunn e Formulaire online stoen, wou d'Leit eis kënnen, wann eppes net an der Rei wär, schreiwen, an da geet eis Ëmweltverwaltung natierlech direkt op den Terrain a kontrolléiert dat, do si mer an der Flicht.

Déi grouss Betriber d'ailleurs falen ënnert d'IED a gi regelméisseg all dräi Joer kontrolléiert. Fir déi Betriber, iwwer 2.000 Déieren, do gëllt d'Kommodosklass 1. Do muss no der däitscher Gerochsemissiounsrichtlinn eng Ausbreedungsetüd gemaach gi vum Geroch. Fir déi Betriber gëtt et also Begrenzunge vun der Gerochsbelästegung. Déi méi kleng Betriber, déi falen dann ënnert d'Klass 2 oder 4 a falen net hei drënner. Wann also eppes ass, a wa Leit elo Problemer hätten, da ginn eis Leit vun der Ëmweltverwaltung wierklech gären op den Terrain, si sinn ënnerwee, an dat kann een um Internet an engem Formulaire och ufroen. Da sinn d'Leit sécher, dass se gutt geschützt sinn an dass hir Liewensqualitéit garantéiert ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An eis lescht Fro fir de Mëtte kënnt vum Här Marco Schank, riicht sech alt erëm un d'Ëmweltministesch an dréit ronderëm den Oflaf vun der ëffentlecher Ëmfro zu den Naturschutzzone ronderëm de Stauséi.

- Question n°331 du 12 juin 2018 de M. Marco Schank relative au déroulement de l'enquête publique sur la désignation des nouvelles zones de protection autour du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och meng Fro dréit ëm d'Waasser an der Regioun vum Stau. Et gëtt de Moment ganz vill iwwert dat neit Waasserschutzzonekonzept diskutéiert, an et gouf ab 2012 och eng éischt Phas vun Abezéie vun de Gemengen, virun allem vun der Landwirtschaft a vun de Professionellen aus dem Tourismus. D'LAKU gouf gegrënnt, d'Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer, an et war och eng zweet Phas Participatioun geplangt. Dës zweet Phas ass awer net zustane komm. D'Gemenge krute keng Asiicht an dat entspriechend Gutachten, dat am Hierscht 2017 virlouch.

Déi éischt Suerg, déi d'Gemengeresponsabelen dunn haten, mat all den Interessegruppen an der Naturparkregioun, virun allem och de Baueren, ass déi, datt d'Enquête publique géif an d'Summervakanz falen, mat all den Nodeeler, déi dat mat sech brëngt, an dem zwangsleefege Virworf un d'Regierung, et hätt een eppes ze verstoppen, zu Recht oder Onrecht. An enger Demande vun de Buergermeeschteren aus der Regioun an enger kuerzfristeg aberuffener Reunioun huet awer, dat muss ee soen, d'Ministesch gesot, datt se dat awer net wëllt.

Eng zweet Suerg ass déi, datt de Gemengen, de Baueren an all deenen aneren aus der Regioun ze wéineg Zäit zur Verfügung steet, fir op de Projet vum Règlement grand-ducal ze reagéieren, zum Beispill, sech fachlech a juristesch beroden ze loossen a sech kritesch mat deene geplangte Moossnamen auserneenzesetzen.

Meng Fro deemno: Erlaabt den Oflaf an den Timing vun de Prozedure mat der Enquête publique, esou wéi d'Regierung sech se virstellt, eng vernünfteg Reaktioun ouni Zäitdrock säitens de Gemengen an all deenen aneren Akteuren aus der Stauséiregioun, wuel wëssend, datt d'Gemengen och nach Avisen zu Plans sectoriels zu deemselwechten Zäitraum mat zousätzleche Congéen, mat deenen ee jo muss ëmgoen, vun de Leit aus de Gemenge mussen artikuléieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Ëmweltministesch ass ënnerwee.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Villmools Merci. An och hei e Merci fir d'Fro, well dat erlaabt mer, nach eng Kéier op d'Kritikpunkten anzegoen. An ech verstinn déi Gemengeresponsabelen natierlech, wa se Suergen hunn, dass se sech wëlle seriö ëm en Dossier këmmeren.

Dofir hat ech och an enger gemeinsamer Reunioun, déi mer haten - eng d'lescht Woch, eng, déi awer schonn eng ganz Zäitchen hier ass -, mat de Gemenge vum Stauséi, gesot: „Et ass eis wichteg, dass d'Leit agebonne ginn, an et ass eis wichteg, dass d'Prozeduren agehale ginn."

Och kommen ech ganz gär nach eng Kéier dorobber zréck, wéi hei den Timing virgesinn ass. D'Schutzzon, deen Avant-projet, dée soll elo geschwënn an de Regierungsrot goen. A wann de Regierungsrot déi Etapp validéiert huet, da wäerte mer fir d'Éischt de Gemengeresponsabelen nach eng Kéier eingehend an en détail d'Zon virstellen. Eng ëffentlech Veranstaltung ass scho virgesinn. Déi soll de 04.07. sinn. Duerno hunn d'Gemengen dann, wéi et de Regelen am Waassergesetz entsprécht, zwee Méint Zäit, fir déi ëffentlech Prozedur unzegoen, wou also scho kann analyséiert an iwwerluecht ginn.

An dann ass ee Mount laang, wärend 30 Deeg, Zäit, wou d'Leit och kënnen den Avis un d'Gemenge ginn, soudass dann d'Procédure publique Mëtt Oktober wäert fäerdeg sinn, well mir ginn natierlech net an d'Vakanz. Dat ass mer ganz wichteg hei ze betounen, dass et net esou ass, dass mer eng Procédure publique an der Vakanz maachen! Mir fänken déi de 15.09. hoffentlech zesumme mat de Gemengen un, ech vertrauen op déi Gemengeresponsabel, dass si dee Moment dee Volet, dee jo hir Aufgab ass, eescht huelen, an dass mer dann eng Procédure publique maache kënnen. Dann hunn d'Gemengen nach eng Kéier ee Mount Zäit, fir hiren Avis eranzeschécke, an dann hoffen ech, dass mer bis Enn dës Joers dës wichteg Waasserschutzzon hunn, déi eise gréissten Drénkwaasserreservoir schützt a soumat d'ganzt Land mat guddem Drénkwaasser beliwwert.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci villmools. Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mer géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7048, wou mer alleguer matkritt hunn, dass eise Kolleeg, de Camille Gira, an der Äntwert vun der Regierung duerch déi Ëmstänn ënnerbrach ginn ass, déi mer kennen. An dofir huet haut d'Madamm Ëmweltministesch d'Wuert, fir d'Äntwert vun der Regierung op déi Diskussiounen ze ginn, déi haut virun dräi Wochen hei an der Chamber gelaf sinn.

D'Madamm Ëmweltministesch huet d'Wuert.

5. 7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles (suite)

Prise de position du Gouvernement (suite)

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, eist Land, eis Landschaft, eis natierlech Ressourcë si begrenzt, si stinn eis net onendlech zur Verfügung. Eis Landschaft an eis Natur hunn e Wäert, si sinn eist Kapital, dat vun eis Mënsche genotzt gëtt an dat eng Generatioun un déi nächst weidergëtt.

D'Regierung, d'Parlament, d'Gemengen, d'Geriichter, all d'staatlech Institutiounen hunn an der Konstitutioun den Optrag, eis Ëmwelt ze schützen an zu engem Gläichgewiicht tëschent Naturschutz an de Besoine vun de Mënsche bäizedroen. An dëst Naturschutzgesetz ass eent vun deene Gesetzer, wat deen allgemengen Optrag aus eiser Verfassung am Artikel 11bis präziséiert a konkretiséiert.

An ech mengen, mir sinn eis eens, dass den Naturschutz ee vun deene Voleten ass, deen de Mënschen hei zu Lëtzebuerg, a virun allem och an Europa, immens wichteg ass. An dofir wëlle mer haut mat dësem Gesetz, mat dem Vott hei an der Chamber, dat aalt Naturschutzgesetz, wat der haiteger Zäit an den haitegen Erausfuerderungen an Ufuerderungen net méi ugepasst ass, upassen a votéieren.

D'Prozedure gi gestrafft, d'Biergerbedeelegung an d'Biergerinformatioune gestäerkt, d'Jurisprudenzen - dat hate mer elo just - ginn an d'Gesetzesartikelen integréiert, nei Begréffer an Definitioune kréien e legale Charakter, wéi zum Beispill d'Biotopes protégés, d'Corridors écologiques, d'Connectivité écologique an d'Services écosystèmiques.

Jo, Naturschutz ass kee Luxus. D'Natur ze schützen ass eng Konditioun an d'Basis, fir eist Liewen ze erhalen. A mir liewe just mat där Natur, an de Camille huet et gesot: „Mir sollen den Aascht, op deem mer sëtzen, net ofseeën!" Dofir wëll ech och net, an akzeptéieren ech perséinlech och net, dass mer eng Géintiwwerstellung maachen tëschent Mënsch an Natur, tëschent Wirtschaft an Natur. Et geet just mateneen an ouni polariséierend Debatten.

D'Natur erhalen heescht och, an dat ass elo ee vun de Piliere vun de Gesetzer, do, wou mir eppes kapottmaachen, och erëm fir Ersatz ze suergen. Dëse fundamentale Prinzip, deen nenne mir Kompensatioun. Fir dass eng Kompensatioun, also esou eng Ersatzmesure, awer tatsächlech wierkt, an de Wäert vun der Natur erhale bleift, mussen dës Mesurë richteg konzipéiert, geplangt an och realiséiert ginn, an net all Professionellen am Secteur an net all Verursaacher huet dat néidegt Wëllen oder och Kënnen, fir dat richteg ze maachen. Mä nom Prinzip „pollueur-payeur" ass et esou, dass de Verursaacher responsabel ass fir d'Kompenséierung vum Schued. Dofir féiert dëst neit Naturschutzgesetz en neie Kompensatiounssystem an, bei deem dëse Schued monetariséiert gëtt.

Dir Dammen, Dir Hären, wa mir eis de Fonctionnement ukucken, da geet dat am Prakteschen esou: D'staatlech Verwaltung, d'Natura Bëschverwaltung iwwerhëlt d'Planung an d'Realiséierung vun den ekologesche Mesuren an de Verursaacher bezilt dës Leeschtung a brauch sech net ëm Weideres ze këmmeren. Dës Monetariséierung vun der Natur geschitt an zwee Schrëtt: engem éischte Schrëtt, wou de Biotop, de Liewensraum, en ekologesche Wäert kritt, deen an Ekopunkten ausgedréckt gëtt, an an engem zweete Schrëtt, wou de Käschtepräis ermëttelt gëtt, also d'Geldzomm, déi muss bezuelt ginn. An ech kann Iech och scho soen, dass déi éischt Berechnungen erginn hunn, wat en Ekopunkt wäert ass: Den Zoufall ergëtt et, dass een Ekopunkt genau een Euro ass.

Dat heescht, an Zukunft wäert et ganz kloer sinn, auszerechnen, wat d'Zerstéierung vun engem Biotop oder vun engem Liewensraum ausmécht. De Käschtepunkt wäert also bei alle Projete bekannt sinn. Da kann een also soen: „Do kann een dermat rechnen!" An ech hoffen natierlech, dass, wann ee mat deem Käschtepunkt rechne kann, et zu engem Erofsetze vun Zerstéierunge féiert an och Incitatioune gëtt, fir méi ze erhalen.

Elo kënnt Der natierlech soen: „Dat do ass eng Privatiséierung, reng op d'Geld gespillt!" Mä dat ass et eben net! D'Kritik wär nämlech berechtegt, wann de Präis dem private Marché géif iwwerlooss ginn. Dëst ass awer net de Fall. De Stat, deen ass deen Eenzegen, deen dee Punktwäert iwwer e Règlement grand-ducal festleet, deen Eenzegen och, deen d'Punkte verkeeft. Wuel kënne Gemengen a Gemengesyndikater och e regionale Flächepool uleeën, mä et ass awer ëmmer nach den Ëmweltministère, dee kontrolléiert an nom selwechte System geréiert.

Den neie Flächepool, deen neie System, do maache mir, an dat ass mer wichteg ze soen, op engem Minimum vun Terrain e Maximum vu Punkten, well mer integréierten Naturschutz a Waasserschutz maachen, well mer Situatioune kreéieren, wou mer wierklech op engem klengen Terrain grouss Erfolleger kënnen erzilen, dat heescht, mir verbrauche manner Fläch wéi bis elo. An déi Fläch, déi verbraucht gëtt, do gëtt et och nach Chancë fir d'Landwirtschaft drop, well si bleift der Landwirtschaft erhalen, mat de Basisprimmen an natierlech och mat den Zousazprimme fir d'Biodiversitéit.

An et gëtt schonn éischt Beispiller, déi mer amgaange sinn en place ze setzen, déi eben eng gutt Gestioun mat de Bauerebetriber wirtschaftlech och interessant maachen an déi deeselwechte Verdéngscht versprieche mat manner Aarbecht, manner Stress.

Mir sinn also gutt preparéiert. Mir hu schonn éischt Beispiller. Mir hu scho méi wéi 450 Hektar kaaft an zwar - an dat ass och wichteg - an deene fënnef Secteur-écologiquen, déi per Gesetz definéiert sinn. Mir si prett an de Reglement ass fäerdeg.

D'Grondprinzipien däerfe mer awer trotzdeem net vergiessen, och wa mer elo e Flächepool hunn: Do gëllt et als Éischt ëmmer erëm, d'Zerstéierung ze evitéieren, zweetens d'Zerstéierung ze minimiséieren, an als Drëtt, an dat ass dann awer eréischt déi lescht Alternativ, heescht et ze kompenséieren.

Dir Dammen, Dir Hären, déi zweet wichteg Neierung, dat ass, dass de kommunalen Naturschutz gestäerkt gëtt. De kommunalen Naturschutz kritt am Artikel 69 hei eng legal Basis. Et ass eng Unerkennung fir d'Aarbecht vu ville Pionéier an dësem Beräich, dréit awer och derzou bäi, dass dës net exklusiv eng Affär vum Stat ass, mä dass mer alleguerten um Terrain praktesch solle matupaken. Dat ass äänlech wéi am Klimaschutzberäich, dass mer all d'Akteure brauchen, an och do si mer kohärent a prett. Mir fänke gläich a véier Regioune mat Comité-de-pilotagen fir d'Natura 2000-Gebidder un, am Minett, am Ourdall, am Atertdall an awer och am Mëllerdall.

D'Kohärenz an d'Aféierung vun dëse Comité-de-pilotagen, fir dass d'Gestiounspläng am Natura 2000-Gebitt gemaach an ëmgesat ginn, ass ganz wichteg. An hei sinn et grad d'Gemengen, déi d'Haaptakteure sinn. An déi Mesuren, déi hu mer jo schonn am Virfeld, am zweeten nationalen Naturschutzplang, festgeluecht, a mer hunn net nëmme Mesuren an Aktioune festgeluecht hunn, mä sinn och nach vu 50 op 100 Milliounen eropgaangen, déi mer wëllen investéieren. Dat soll eis e ganz grousse Schrëtt weiderbréngen, wat den Naturschutz ugeet, an zwar mat de Partner, well alleng wäerte mer et net schaffen.

Déi drëtt wichteg Ännerung, dat sinn eben d'Ziler an déi nei Definitiounen. Heizou just véier Beispiller: déi sougenannt Services écosystémiques, also d'Déngschtleeschtungen, déi d'Natur eis gëtt, gratis, sief et duerch eng Renaturéierung vun enger Baach, déi och nach en Héichwaasserschutz bedeit, wa vill Reen op eis duerkënnt. Oder Fliedermais, déi eis hëllefen, gratis Insekten ze verdillegen, an esou der Landwirtschaft hëllefen.

Dann eng weider Definitioun: d'Corridors écologiques, well et ass immens wichteg, dass mer e geneteschen Austausch hunn an net nëmme vereenzelt Naturschutzgebidder, déi natierlech eis Kärstécker sinn, mä dass do Korridore sinn, wou e geneteschen Austausch ka stattfannen, an dass mer zum Beispill Wëldbrécke maachen iwwer eis grouss Zerschneidungen, Autobunnen oder den Zuchreseau.

Drëttens gëtt awer och de landwirtschaftlechen Terrain geschützt. An Zukunft ass dëst e Kritär fir Autorisatiounen an der Zone verte, an dat gëllt natierlech och fir staatlech a kommunal Projeten. An dofir kann et duerchaus sinn, dass dat e Kritär ass, wou emol eppes net gemaach kéint ginn, well et ass eis wichteg, dass genau deen Terrain och geschützt gëtt.

Op déi rezent Diskussioun vun de Biotopen, wou mer jo elo just an der Question parlementaire geschwat hunn, ginn ech elo net méi an, dat hat ech elo op dësem Punkt vir.

Deen nächste wichtege Punkt ass natierlech d'Transparenz, kloer Regelen. Dëst Gesetz hei ass besser strukturéiert, et fënnt ee sech besser dran zréck. D'Naturschutzgeneemegunge gi méi transparent kommunizéiert, fir dass all d'betraffe Bierger kënne kucken, wat bei hinnen an der Grëngzon geschitt. A generell ginn all naturschutzrelevant Informatiounen online gesat.

Mir raumen dann och mat verschiddene Saachen op, déi laang onkloer waren a fir Sträit gesuergt hunn, zum Beispill den Artikel 17 iwwer Biotopen innerhalb vum Bauperimeter. Innerhalb vum Bauperimeter wäert et esou sinn, dass Biotopen op Demande zerstéiert kënne ginn, si mussen awer monetär kompenséiert ginn. Domat, mengen ech, beendege mer e jorzéngtelaange Sträit.

Da ginn och d'Regele fir d'Bauen an der Grëngzon méi kloer, well hei mat engem Règlement grand-ducal geschafft gëtt, fir dass mer et äänlech hu wéi op anere Plazen, a vun A bis Z iwwerall d'selwecht jugéiert gëtt.

D'Indemniséiere vum Schued vu geschützten Aarten ass en Thema, deen an dësem Gesetz och ugaange gëtt, an hei handelt et sech natierlech ëm geschützten an net jobar Aarten an Indemnisatiounen, déi domadder zesummenhänken. Dës kréien elo duerch dat neit Naturschutzgesetz eng legal Basis, fir dass de Stat fir dëse Schued opkomme kann.

Dir Dammen, Dir Hären, mir schafe mat dësem neien Instrument, mengen ech, eppes ganz Schlagkräfteges, fir dem Aarteschwond, deem mer begéinen, entgéintzewierken. Mir setzen - an dat hat den Henri Kox a senger Ried gesot - Leitplanke fir d'zukünfteg Entwécklung vu Lëtzebuerg, Leitplanken, fir d'Liewensqualitéit hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Wichteg ass - an dat war ee vum Camille senge Messagen -, dass awer net ee Gesetz eleng eis wäert aus deem ganzen Aarteverloscht, Verloscht vu Biodiversitéit eraushëllefen. Et wäert och mussen esou sinn, dass mer seriö iwwert d'Agrarpolitik schwätzen, déi gemeinsam Agrarpolitik, déi elo zur Debatt steet, well mir brauche souwuel e gutt Naturschutzgesetz, mä awer och all d'Partner um Terrain, déi mat an déiselwecht Richtung zéien.

Ech hoffen op jidde Fall dorop. An ech gesinn am Alldag ganz erfreelech Beispiller vu jonke Baueren, déi fir den Naturschutz schaffen, an och uerdentlech Leeschtungen dofir erwaarden. An ech mengen, dass, wa mer an déi Richtung ginn, mer hei zu Lëtzebuerg, genau wéi beim Klimaschutz, och am Naturschutz e Stéck weiderkommen. Dorobber ziele mer.

An ech wëll dës Bün elo net verloossen ouni e puer Mercien. Ech wëll fir d'Éischt emol dem Camille senger Famill e grousse Merci soen, dass si mir dem Camille seng Ried zur Verfügung gestallt hunn, fir mech fir de Mëtteg ze inspiréieren. Mir hu se natierlech ëmgeschriwwen op den haitegen Dag, dofir menge Mataarbechter, déi och douewe sëtzen an déi lescht Woche matgekämpft hunn, e grousse Merci, dass si mir gehollef hunn, dass mer dat heiten haut hikréien. An net zulescht dem Camille fir säin Asaz e grousse Merci. An hie géif sech freeën, haut derbäi ze sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Ëmweltministesch. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7048 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7048 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 34-mol Jo, 26-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7048 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn dann nach mat enger Motioun vun de Kolleege vun der CSV saiséiert. Ech ginn dervun aus, dass d'Motioun virgestallt gi war vun der Madamm Martine Hansen.

Ass de Wonsch do, fir dozou nach Stellung ze huelen?¨

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer. 26-mol Jo a 34-mol Neen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7045, der Reform vun der Police. An d'Madamm Rapportrice, d'Claudia Dall'Agnol, ass prett fir hire Rapport.

6. 7045 - Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification:

1° du Code de procédure pénale;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

et portant abrogation:

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Rapport de la Commission de la Force publique

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ech mengen, Dir wësst et am Allerbeschten als fréiere Rapporteur: Virun net grad 20 Joer, am Mee 1999, hu mer hei zu Lëtzebuerg eng déif gräifend Reform duerchgefouert, déi aus der deemoleger Police an der Gendarmerie ee gemeinsame Corps geschafen huet, esou wéi mer en haut kennen, näämlech d'Police grand-ducale.

Säitdeem gëllt hei am Land, dass et eng Police gëtt, déi fir d'Sécherheet am Land zoustänneg ass, also ee gemeinsame Corps.

Wann een nach eemol dee Rapport noliese geet vun deemools, da stellt ee fest, dass d'Ziler vun där Reform 1999 och haut nach ëmmer gülteg sinn, näämlech ze garantéieren, dass d'Police schnell op der Plaz ass, wa se gebraucht gëtt, an dat natierlech 24 Stonnen op 24, dann eng Vereinfachung och vun den interne Strukturen an d'Festschreiwe vun de präventiven a repressive Mesuren, déi d'Police huele kann, fir sech am Kontext vun enger ëmmer méi komplexer Kriminalitéit gutt opzestellen.

Genau dëst waren net just d'Ziler vun der Reform vun 1999, mä et sinn och d'Ziler vun der Reform haut.

An da kéint ee sech jo froen: Firwat brauche mer dann eigentlech nach eng Reform, wann d'Ziler eigentlech déiselwecht bleiwen? Ma ganz einfach: D'Welt, an dat wësse mer alleguerten, ass an de leschten 20 Joer net stoe bliwwen, a genausou wéineg natierlech d'Police. Mir brauchen awer haut aner Moyenen, fir déiselwecht Ziler ze erreechen an och e gudde Fonctionnement vun der Police garantéieren ze kënnen.

Säit 1999 huet sech zu Lëtzebuerg an an der Welt natierlech ganz vill verännert. An d'Police huet eng ganz Rei nei Aufgaben derbäikritt. Ech zielen lech elo hei just déi wichtegst op: de VisuPol, de Service vun der Videoiwwerwaachung hei an der Stad; de Service fir d'international Relatiounen, dee sech ëm déi ëmmer méi wichteg international Responsabilitéite vun der Police këmmert; d'Operatioune vum Schengener Informatiounssystem hei zu Lëtzebuerg an natierlech déi méi enk Zesummenaarbecht mat de Policeservicer vun deenen anere Memberstate vun der EU; oder och elo nach ganz rezent d'Aféiere vun de Radaren. Do muss jo dann och een déi net ganz beléifte Protokoller verschécken an och d'Fotoe vun de Blëtzer kontrolléieren.

Mä och aner nei Aufgaben hu bei der Police spezifescht Fachpersonal erfuerdert, sou zum Beispill d'Begleetpersonal fir de Policehelikopter, dee mer zënter 2005 hunn. An dann natierlech och Informatiker a Programméierer, souwuel fir d'Präsenz vun der Police um Internet an an de sozialen Netzwierker wéi och speziell ausgebilte Beamten, fir d'Kriminalitéit an dësem Secteur ze bekämpfen. Eng Kriminalitéit, déi et esou virun 20 Joer nach quasi iwwerhaapt net gouf.

En vue vun all dësen zousätzlechen Aufgaben, déi ech elo opgezielt hunn, vun der Police, zousätzlech nach zu der demografescher Entwécklung hei am Land, verwonnert et och sécher net, dass d'Police mat engem Manktum u Personal ze kämpfen huet.

(Interruption par la présidence)

Ech huelen un, dat war net fir mech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Dann ass et gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et war fir...

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Dat braucht Der mer elo net ze soen.

Zwar ass d'Unzuel u Poliziste vun deemools 1.593 op haut 1.840 Leit eropgaangen, zousätzlech zu engem méi groussen Undeel un Zivillpersonal och an der Police, fir si ze ënnerstëtzen, mä net an deem Mooss, wéi et néideg gewiescht wär, fir den Entwécklunge Rechnung ze droen.

Derbäi kënnt dann natierlech och, dass ëmmer méi héichqualifizéiert a spezialiséiert Personal och gebraucht gëtt, fir héichtechnesch Dossieren ze behandelen, wéi zum Beispill an der Wirtschafts- oder och der Finanzkriminalitéit.

D'Personal brauch awer och regelméisseg ugepasste Formations continues an natierlech och dat entspriechend Material, fir effikass schaffen ze kënnen. Dofir goufe jo och d'Waffe vun de Polizisten no laange Joren endlech ausgewiesselt.

Mä et geet net duer, einfach just méi Personal anzestellen, och wann dat natierlech e ganz wichtege Volet ass. Et muss een och kucken, dass déi Fraen a Männer op den Terrain kommen an hir Aarbecht och anstänneg do verriichte kënnen. Dofir gesäit dës Reform och eng Territorialreform vir, well et huet sech an

de leschte Jore gewisen, dass d'Opdeelung tëschent de Centres d'intervention a Commissariats de proximité dobausse vum Bierger net verstanen an eigentlech och net gebraucht gëtt.

Wat de Bierger interesséiert, dat ass, wann en op de Büro geet, op de Policebüro geet, wou „Police" dropsteet, dann och Police dran ass respektiv e Polizist och do ass, deen em virunhëllefe kann.

Déi aktuell Comissariats de proximité sinn allerdéngs haut oft zou. Firwat? Well do meeschtens just véier bis fënnef Poliziste schaffen. Wann dovunner dann ee krank ass, een am Congé ass an ee vläicht nach detachéiert gouf op eng national Missioun, fir ze hëllefen, dann ass entweder de Büro zou oder et fanne keng Patrulle méi statt. An dat wëlle mer mat dëser Reform dann definitiv änneren.

De Volet vun der Territorialreform an dësem Gesetz gesäit dofir vir, dass et zukünfteg just nach véier a keng sechs Policeregioune méi wäert ginn: d'Regioun ronderëm d'Haaptstad (Région capitale), Norden, Süden-Osten an Zentrum-Westen (veuillez lire: Süden-Westen an Zentrum-Osten), mat hire jeeweilegen Zentralen an der Stad, zu Dikrech, zu Esch an zu Gréiwemaacher.

Doduerch, dass et manner Regioune wäert ginn, gëtt eng besser Gestioun, Organisatioun an och Kooperatioun tëschent de Policeservicer erméiglecht. Ausserdeem gëtt et, wéi ech grad schonns erkläert hunn, an Zukunft just nach Polizeikommissariater a keng CIen oder CPe méi. D'Proximitéit beim Bierger ass zukünfteg elo d'kloer Missioun vun all Polizist a Polizistin.

Zu de Fusioune vun de Policekommissariater, déi och ni ouni Averständnis vun de betraffene Gemenge gemaach ginn, ass et vläicht och wichteg, emol oder nach eng Kéier ze soen, dass et ebe grad drëms geet, méi Polizisten op den Terrain ze kréien a se doduerch eben och disponibel ze maache fir d'Leit, de Bierger an d'Biergerin also. Well wat bréngt et, an all Duerf e Büro mam Schëld „Police" ze hunn, wann dee Büro quasi ni op ass?

Bis elo hu schonn dräi där Fusioune stattfonnt. Déi éischt waren d'Porte du Sud zu Schëffleng an de Kommissariat Syrdall, donieft hunn och déi zwee Kommissariater vun Esch fusionéiert. Zousätzlech hunn awer och eng ganz Rei Kommissariater sech emol fir eng Versuchsphas zesummegedoen. Eleng doduerch gëtt d'Disponibilitéit vun de Polizisten an deene Gemengen ëm ronn 80% gesteigert.

Dës Iwwergangsphas soll et an de betraffene Gemengen erméiglechen ze gesinn, dass dëst fir si effektiv eng gutt Léisung ass an domat e bessere Service um Bierger kann duerstellen, fir dass se dann och hoffentlech eemol definitiv fusionéiere kënnen. Säit Januar d'lescht Joer sinn et insgesamt aacht där Communautéite vu Kommissariater.

Donieft ass awer och eng besser intern Struktur vun der Police néideg, fir dass eben effikass Decisioune kënne getraff ginn. Dofir gëtt dann och d'Direktioun vun der Police ëmorganiséiert. An Zukunft gëtt et nieft dem Directeur général just nach een Directeur général ajdoint an dofir véier Directeurs centraux, déi fir d'Police administrative, d'Police judiciaire, Ressources et compétences a Stratégie et performance zoustänneg wäerte sinn.

Dës sechs Leit, déi bilden da gemeinsam de Comité de direction, deen dofir do wäert sinn, generell Froen ze klären an och d'Richtung vun der Police allgemeng festzeleeën. Dëse Comité soll dem Directeur général als Berodungsorgan déngen, fir wichteg strategesch Decisiounen ze huelen.

Mä net nëmmen d'Cheffe ganz uewen, mä d'Cheffen op allen Niveaue sollen doriwwer eraus méi staark responsabiliséiert ginn a fir Decisioune stoen, fir dass d'Police insgesamt besser fonctionnéiere kann an och méi dynamesch gëtt.

Schliisslech ass et och noutwendeg, eng modern Personalpolitik bei der Police kënnen ze bedreiwen. Dofir geet et an dëser Reform och drëms, eng méi strategesch Gestioun vun de Ressources humaines ze erméiglechen, sief dat fir de Rekrutement, d'Formatioun oder och d'Carrièresméiglechkeeten an der Police, déi duerch d'Aféierung vun de Carrièren A2 a B1 verbessert an un den allgemenge Statsbeamtestatut ugepasst ginn.

Zousätzlech muss och d'Zivillpersonal nach besser matagebonne ginn, fir d'Police bei all deenen Aarbechten ze ënnerstëtzen, déi keng reng Policeaarbechte sinn.

Schlussendlech gëtt och d'Ausbildung an der Policeschoul reforméiert. An déi zukünfteg Poliziste ginn deenen anere Fonctionnaires-stagiaires beim Stat wäitestgeeënd gläichgestallt.

Eng weider Baustell, déi betrëfft d'Police judiciaire. Duerch déi bishereg Opdeelung huet et un enger nationaler koordinéierter Virgeeënsweis vun der PJ wäitestgeeënd gefeelt. Doduerch, dass et net ëmmer eng kloer Kompetenzenopdeelung tëschent der PJ an de SRECe gouf, konnt net ëmmer optimal zesummegeschafft ginn. A grad an Zäiten, wou d'Kriminalitéit awer, wéi ech virdru scho sot, ëmmer méi komplex an och iwwerregional an iwwert d'Landesgrenzen ewech fonctionnéiert, ass esou eng Zesummenaarbecht immens wichteg. Dofir gëtt d'PJ esou reforméiert, dass d'SRECen doran integréiert ginn, ouni awer, an dat ass immens wichteg, de proaktive Volet vun hirer Aarbecht um Terrain doduerch ewechfalenzeloossen.

Et wäert an Zukunft just nach eng Zort vun Enquêteure ginn, déi an der Police judiciaire zesummeschaffen, mat enger nationaler Koordinatioun an dezentraliséierte regionale Servicer.

Ausserdeem gëtt e Comité d'accompagnement vun der PJ geschaaft, dee paritéitesch besat gëtt vun der Justiz a vun der Police, fir an der Haaptsaach d'strategesch Prioritéite vun der PJ ze definéieren.

E leschte Volet betrëfft awer och déi legal Mesuren, déi der Police zur Verfügung stinn, fir dass d'Police am Déngscht vum Bierger ka schaffen an och effikass agéiere kann. Dofir brauch se déi néideg Moyenen, fir d'ëffentlech Uerdnung och kënnen ze erhalen an och soumat d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren.

Dofir sollen duerch dës Reform och definitiv d'Mesurë vun der Police administrative, also der vorbeugender Policeaarbecht, legal kloer definéiert ginn. Dat selbstverständlech, an dat betounen ech, ouni de Schutz vun de Fräiheete vun de Leit ze gefäerden. Grad op deem Volet gouf och ganz vill a laang verhandelt, geschafft an diskutéiert, fir hei e gudden Equiliber ze fannen.

An ech ginn hei kuerz op zwee Punkten an, wou vill Diskussioune waren, wéini d'Mesures de police administrative solle kënnen agesat ginn.

Dat Éischt betrëfft d'ëffentlech Uerdnung, déi an a fir sech eng relativ vag Notioun ass, déi sech och mat der Zäit gewandelt huet. Mä déi wichtegst Elementer dovunner sinn d'ëffentlech Sécherheet, d'ëffentlech Rou an d'Propretéit vum ëffentleche Raum. Mir hunn dofir bei deene meeschte Mesuren ëmmer kloer derbäigeschriwwen, a wéi engem konkrete Fall se dierfen ugewannt ginn.

Dat Zweet betrëfft d'Notioun vun enger Gefor, déi „grave, concret et imminent" muss sinn, fir dass esou Mesuren iwwerhaapt dierfe geholl ginn. Virun allem beim „imminent" hu sech ganz vill Froe gestallt, wéi sech dat an der Praxis gestalte kann. Et gouf dofir och kloergestallt, dass et sech dobäi net ëm eng Gefor handelt, déi direkt antrëtt, well da wär et jo quasi schonn ze spéit, mä dass et awer kloer ass, dass se sech deemnächst wäert ofspille respektiv wann den Zäitpunkt vun enger erhéichter Gefor schonn am Viraus kann determinéiert ginn.

D'Police, déi kritt also an Zukunft d'Méiglechkeet, wann dës Konditioune jeeweils erfëllt sinn, e Sécherheetsperimeter ze etabléieren, a wann een do erawëllt, Identitéitskontrollen duerchzeféiere bezéiungsweis bei engem Auto och eng Duerchsuchung vun deem Auto ze maachen, e Commerce oder en ëffentlecht Gebai vorübergehend zouzemaachen, eng Saisie vun Objeten duerchzeféieren oder och eng Persoun, déi kéint eng gesichte Persoun sinn, esou laang festzehalen, bis hir Identitéit konnt festgestallt ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn Iech elo vill vun den Entwécklunge vun der Police an de leschten 20 Joer geschwat an och vun de Grënn, firwat dës Reform batter néideg ass, an de Léisungen, déi dës Reform ubitt. Mä och de Wee bei dës Reform war e längeren, deen ech dann och hei kuerz an Erënnerung ruffe wëll.

Et sinn awer entre-temps och schonns bal zéng Joer, dass mer dovunner schwätzen, dass et néideg ass, d'Police ze reforméieren. Am Regierungsaccord vun 2009 gouf eng éischte Kéier festgehalen, dass d'Police sollt reforméiert ginn. Bis 2013 hu mer awer net vill matkrut dovunner. Dunn, an ech hunn den Datum nach eng Kéier erausgeschriwwen, de 4. Juli 2013 krute mer endlech en Avant-projet de loi presentéiert.

Dëse Projet gouf vun der leschter Regierung net méi deposéiert. Dofir stoung am Regierungsaccord...

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Dach, e gouf deposéiert! E gouf deposéiert als Avantprojet.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- ...vun der neier Regierung, also vun dëser Regierung, och dran, dass mer déi Reform maache géifen, awer eréischt nodeems op der Basis vun engem externen Audit d'Situatioun genau analyséiert gi wär.

Den 30. Oktober gouf dësen Audit lancéiert. Am Juni 2015 gouf dunn de Bilan vum Audit gezunn. An déi wichtegst Konklusioune goufen den 22. Juni 2015 an der Kommissioun presentéiert.

Dës Konklusiounen hunn och schonns eng Rei Piste presentéiert, déi hire Wee schlussendlech och an déi Reform fonnt hunn: esou d'Reduktioun vun de Policeregiounen, d'Fusioun vun de Kommissariater, eng Reorganisatioun vun der Police judiciaire, eng Reorganisatioun vun der Policedirektioun an och d'Aféierung vun zousätzleche Carrièren an der Police, fir d'Police dann och méi attraktiv ze maachen.

Doropshi goufen an der Police sechs thematesch Aarbechtsgruppen agesat, fir konkret Propose fir d'Reform auszeschaffen. An deene waren all d'Carrièrë vun der Police grad wéi d'Personalvertriedungen an d'Associatiounen och vertrueden.

De Bilan vun dësen Aarbechte gouf der Chamberskommissioun dunn den 21. Dezember 2015 presentéiert. An ier déi legislativ Texter dunn definitiv finaliséiert goufen, hate mer den 28. Juni 2016 nach e groussen Débat de consultation hei an der Chamber.

Am August datselwecht Joer gouf dunn de Projet de loi deposéiert an de 27. September eng éischte Kéier an der Kommissioun presentéiert. An duerno si mer natierlech an enger ganzer Rei Sitzungen Artikel fir Artikel duerch den Text gaangen.

Natierlech krute mer och d'Avise vu ganz villen Akteuren, sou wéi vun den Associatioune vun dem Zivillpersonal, de Cadres supérieurs an dem Personal vun der Police judiciaire, an da selbstverständlech och dee vum SNPGL, der Policegewerkschaft.

Den éischten Avis vum Statsrot koum de 14. Juli 2017. An d'Regierung huet doropshin nach eng ganz Rei Amendementer gemaach, déi eis ëmmer erëm an der Kommissioun och presentéiert goufen, bis de Statsrot schlussendlech a sengem zweeten Avis complémentaire de 24. Abrëll 2018 keng weider Opposition formelle méi ze maachen hat.

Den 3. Mee goufe vun der Kommissioun dräi Amendementspropose vun der CSV ofgeleent, déi vun der Kommissioun majoritär fir onnéideg befonnt goufen.

Ech selwer gouf iwwregens den 28. September 2017 offiziell zur Rapportrice vun dësem Gesetzesprojet ernannt. Mäi schréftleche Rapport, dee sollt dunn ursprünglech de 17. Mee ugeholl ginn, mä opgrond vum trageschen Doud vum Statssekretär Camille Gira een Dag virdrun hu mer natierlech dës Sëtzung ofgesot a se op den 31. Mee verréckelt.

An dësem Rapport recommandéiert d'Kommissioun der Chamber selbstverständlech, dëse Projet haut ze stëmmen. Si weist awer och drop hin, dass mer de Projet de loi 7044, deen d'IGP reforméiert, en temps utile wäerte musse stëmmen, fir dass béid Gesetzer zäitgläich a Kraaft kënnen trieden. A viséiert gëtt do ufanks Juli.

Domat wär meng Aarbecht als Rapportrice vum Projet de loi dann elo ofgeschloss. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. A menger Fonctioun als Presidentin och vun der Kommissioun vun der Force publique profitéieren ech awer - den Hals gëtt awer esou lues dréchen - nach eng Kéier dovunner, fir all deene Leit, déi an iergendenger Form dozou bäigedroen hunn, dass mer dëst Gesetz haut kënne stëmmen, en oprichtege Merci ze soen: ënner anerem natierlech der Police an och hirer Direktioun, allen zoustännege Ministèren an all hire Mataarbechter - et sinn der ze vill, fir déi elo hei eenzel opzezielen -, den Associatiounen an de Personalvertriedungen, déi eis op d'Fangere gekuckt hunn, dem Personal natierlech aus der Chamber a virun allem dem Nathalie Schmit, eiser Mataarbechterin an der sozialistescher Fraktioun.

Voilà! D'Mercie si verdeelt, mä den Accord vun de Sozialisten, dee ginn ech nach net zu dësem Projet de loi, well ech kommen herno dofir nach eng Kéier zréck, fir dann och de Projet de loi aus der Vue vun de Sozialisten ze beliichten.

Fir elo emol villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden fir d'CSV.

Plusieurs voix.- Très bien!

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Merci direkt der Madamm Rapportrice fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi.

De Minister Schneider sot an engem RTL-Interview de 4. Mee, an ech zitéieren, et wier „einfach irresponsabel, wann eng Partei wéi d'CSV dat do net wëllt stëmmen, wéi gesot, bon, mam Virwand vun eppes, wat eigentlech Kabes ass." Viru seet en...

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Et fänkt gutt un!

(Hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV).*- Lauschtert gutt no, well et gëtt net besser fir Iech!

Viru seet en: „Ech kann et net novollzéien an ech muss Iech ganz éierlech soen, datt d'CSV hei e Projet wëllt blockéieren, dee wierklech am Interêt ass vun enger Verbesserung vun der Sécherheet vun de Bierger, vu méi Proximitéit a virun allem och, fir der Police hir Aarbecht ze vereinfachen."

Här President, et ass keng wesentlech Verbesserung, dëse Projet de loi, net fir d'Sécherheet an net fir d'Proximitéitsaarbecht vun der Police! D'CSV huet konkret Virschléi gemaach, déi mir e puermol an der Kommissioun an och hei am Plenum, notamment am Kader vun der Debatt zur Lag vun der Natioun wéi och an enger Interpellatioun 2017, virgedroen hunn.

Déi do dach e bëssen arrogant Positioun vun engem Minister weist, datt en iwwerhaapt net drop...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Léon Gloden *(CSV).*- ...aus ass... Dach, Här Minister! Lauschtert no! Dir sidd iwwerhaapt net drop aus, fir en Accord ze fannen.

(Brouhaha général)

D'Amendementer sinn einfach ofgeschmettert ginn ouni nohalteg Géigenargumenter... Dach! Den Här Schneider huet een Haaptargument: „Et ass alles Kabes." Ech hunn dunn am Internet nogekuckt, firwat de Kabes alles esou gutt ass. An ee vun den Effets bénéfiques vum Kabes ass, datt e gutt ass géint d'Moschwieren.

(Hilarité)

Här Minister, Dir hutt besser, d'europäesch Produktioun vum Kabes opzekafen, well déi Polizisten, déi déi Reform hei mussen ëmsetzen, wäerte ganz vill a ganz oft Moschwiere kréien.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ech widderhuelen et nach eng Kéier, Här President, hei direkt am Resumé, ier ech am Detail drop aginn: Dës Regierung huet sech zum Dogma gemaach, d'Commissariats de proximité zouzemaachen. Här Minister, och wann am...

(Brouhaha)

Här President, et ass vill Opreegung, wann d'CSV schwätzt.

(Brouhaha général)

Och wann am Text steet, Här Minister: «La Police est proche de la population, à laquelle elle fournit conseil et assistance.», beweist dat net, dass Der Iech fir d'Proximitéitsaarbecht asetzt, well dat do ass einfach eng generell Floskel, eng Considération générale vun engem Text.

Mir hätte gär eng richteg Police de proximité, déi déi néideg Mëttel zur Verfügung gestallt kritt, fir de Service um Bierger um Terrain beim Bierger auszeüben. De Problem ass, Här Minister, Dir sidd net um Terrain! Ech sinn alt frou, datt Der haut hei sidd, fir Äre Projet de loi ze verdeedegen, well no Iech...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Léon Gloden *(CSV).*- ...ass et jo eng Jorhonnertreform. Well déi lescht Zäit war Är Präsenz an der Chamber jo net berauschend! Mä gleeft mer, mir sinn um Terrain bei de Leit a mir wëssen, wou de Schong dréckt!

(Brouhaha général)

Zweetens, zweete Punkt...

(Brouhaha général)

Une voix.- Mir si ganz wäit ewech!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Kolleegen, et huet just een d'Wuert, deen awer muss a Kaf huelen, wann en esou attackéiert, dass och Onmut geäussert gëtt.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Zweete Punkt: de Platzverweis. Hei huet d'Regierung... Oh, Här Bodry, verteidegt net ze vill den Här Schneider, well en huet Iech haut de Moien net verteidegt!

(Hilarité et brouhaha)

Hei huet d'Regierung, zum Platzverweis...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, esou schlecht ass d'Dräierkoalitioun awer net.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ah! Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Gesitt Der, Dir hutt en...

Une voix.- Wann s de dee Blödsinn do héiers!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Léon Gloden *(CSV).*- Zum Platzverweis. Hei huet d'Regierung et sech praktesch zur Aufgab gemaach,...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

...vehement géint d'Fuerderung vun der CSV virzegoen. Dëse Refus absolu, fir de Platzverweis an d'Gesetz anzeschreiwen, kënne mir einfach net verstoen! D'DP ass derfir. Souguer an der Stater Schäfferotserklärung steet dës Fuerderung. D'Syndikater fuerderen et och. Op der leschter Versammlung am Garer Quartier ass dovunner geschwat ginn. A mir kréien dann, wéi et Är Aart a Weis ass, Här Minister, esou lapidar einfach gesot, mir wiere géint d'Heescherten!

Ech soen Iech just, Här Minister, ganz besonnesch d'Geschäftsleit hunn et déck do sëtzen! A virun e puer Wochen ass et zu engem Incident komm bei engem Geschäft bei der aler Bourse, wou d'Polizisten hu misse geruff ginn, well d'Leit sech net méi getraut hunn, aus dem Geschäft erauszegoen. Mir als CSV fannen dat...

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dat ass jo awer gutt fir d'Geschäftsleit!

M. Léon Gloden *(CSV).*- ...net normal. A wann Der der Meenung sidd, Här Minister, datt d'Proximitéitsaarbecht am Gesetz esou verankert ass, wéi Dir dat de Leit dobaussen erkläert, da gëtt et keen Argument, fir géint de Platzverweis virzegoen. Et ass eng Mesure administrative, déi de Polizisten et erméiglecht, präventiv ze agéieren an net mussen ofzewaarden, bis eppes geschitt. Mä Dir wëllt d'Leit jo just ewechspären!

Mir fuerderen dann och nach bei der Police judiciaire direkt Rekrutéierungsméiglechkeete souwéi eng Antenn vun der Police judiciaire an der Stad.

Här President, alles dat si legitimm Fuerderungen, déi vum Terrain kommen, souwuel vun de Leit wéi vun de Polizeigewerkschaften. Ier ech am Detail awer op dës Punkten aginn, erlaabt mer, e chronologesche Réckbléck ze maachen.

D'Rapportrice huet et gesot: Den aktuelle Gesetzeskader vun der Police geet op 1999 zréck. Den deemolegen Innenminister Michel Wolter hat dunn d'Police an d'Gendarmerie fusionéiert an ënner anerem och d'Commissariats de proximité op där enger Säit an d'Centres d'intervention op där anerer Säit agefouert. Mir wuesse permanent. Et kënnt deemno och ëmmer méi Aarbecht op d'Polizisten duer. D'Erausfuerderunge ginn och ëmmer méi komplex. Mir sinn eis eens, datt d'Strukturen an d'Moyene vun der Police un déi nei Realitéiten ugepasst musse ginn.

Genee dat hat déi viregt Regierung och an hirem Programm stoen! Et sollt zu enger Revisioun vum Gesetz iwwert d'Police an d'Generalinspektioun vun der Police, ma och vum Disziplinargesetz an der Force publique kommen. Sou huet de fréieren Innenminister Jean-Marie Halsdorf och mat de Viraarbechte vun enger Gesetzesupassung ugefaangen an hat der Police den Optrag ginn, fir eng gréisser Analys vun der Policeaarbecht ze maachen, déi dann de Guide fir d'Reform sollt ginn. Dës grouss Linne sinn och an der Kommissiounssëtzung vum Juli 2013 virgestallt ginn, an no mengen Informatiounen, Madamm Rapportrice, ass dunn och den Avant-projet de loi am Regierungsrot am Juli 2013 ugeholl ginn.

Déi fundamental Elementer wéi d'Proximitéit, d'Interventioun an d'Autonomie régionale woren net a Fro gestallt gi vum Här Halsdorf. Hie wollt dësen Esprit am Gesetz bäibehalen. Et bräicht een awer eng méi grouss Flexibilitéit an Effikassitéit, wat d'Asetze vu Personal an deene jeeweilege Kommissariater ugeet.

An deem Kontext huet de fréiere Minister am Kader vu Pilotprojeten op verschiddene Plazen am Land d'CIen an d'CPe regruppéiert an op anere Plazen, virun allem am ländleche Raum, sougenannt „communautés de commissariats" getest.

Ma och, wat d'Organisatioun vun der Policedirektioun ugeet, goufe scho konkret Pläng opgestallt, déi och an de grousse Linne vun der Regierung an dësem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, iwwerholl ginn. Dës Regierung huet an hirem Programm stoen, si géif d'Policereform, an ech zitéieren: „finaliséieren". Dat heescht fir eis, datt se um Avant-projet vum Här Halsdorf géif baséiert a fäerdeg gemaach ginn. Virdru sollt awer nach en Audit iwwert d'Organisatioun an de Fonctionnement an der Police gemaach ginn, op enger transparenter an objektiver Basis, mat Implikatioun vun allen Akteuren, déi concernéiert sinn.

Den Audit, Här President, huet ganzer sechs Méint gedauert, an zwar vun November 2014 bis Mee 2015, an huet ronn 215.000 Euro kascht. Domadder awer nach net genuch, well déiselwecht Firma, déi fir den Audit mandatéiert ginn ass, krut och nach zousätzlech 1,6 Milliounen Euro, fir d'Police an der Ëmsetzung vun der Reform ze begleeden an ze ënnerstëtzen.

De Rapport vun dësem Audit ass schlussendlech awer just an enger resüméierter Versioun dem Public presentéiert ginn. Op enger Pressekonferenz am September 2015 hat mäi Fraktiounskolleeg, de Michel Wolter, staark bedauert, datt mir als éischte Pouvoir vum Land d'Méiglechkeet net kritt hunn, fir dee ganze Rapport ze liesen. Just op konsequent Nohake via Bréiwer un de Chamberspresident kruten d'Deputéiert dunn endlech d'Méiglechkeet, an d'Chamber ze goen an den Audit sur place ze liesen. Et gouf eis awer strengstens verbueden, eppes iwwert de Contenu dobaussen ze soen.

Mä och d'Objektivitéit ass fir eis ze kuerz komm, well d'Regierung respektiv den Auditeur kee Bilan vum aktuelle Gesetz gemaach huet. Den Audit huet vill Facettë vun der Police guer net erwäänt, sief et d'Gesamtaufgab vun der Police, d'Schwächten an d'Stäerkten, de Problem vun der Police des transports, d'Relatiounen tëschent Präventioun an Interventioun an d'Zesummenaarbecht an d'Roll vun de Gemengen. Och wat d'Rekrutéierungsproblematik an der Police ugeet, ass kee Wuert am Audit gefall.

Här President, eis Fraktioun hat am Oktober 2015 eng Orientéierungsdebatt ugefrot, déi awer vun der Regierung ignoréiert ginn ass a ganzer sechs Méint méi spéit an eng Konsultatiounsdebatt ëmgewandelt ginn ass. Dat d'autant plus, well den Débat de consultation just zwee Méint virum Depot vun dem Text Énn August stattfonnt huet. Wat bréngt do nach eng Debatt, wou d'Regierung d'Chamber iwwer e Sujet consultéiere soll? Hei hat de Michel Wolter nach eemol de Manktum un Transparenz, Objektivitéit an Implizéiere vun allen Akteure mat Recht kritiséiert.

Den Dépôt final vun deenen dräi Projet-de-loien, d'Police, d'IGP an de Statut disciplinaire, ass wéi gesot wärend der Summervakanz Enn August virun zwee Joer gemaach ginn.

Am Kader vun de Kommissiounsaarbechte muss ech awer och hei nach eemol ganz kloer soen, datt mir d'Manéier, mat där hei gefuer ginn ass, net korrekt a seriö fannen. Hei sinn d'Ministere mat enger Armada vu Beamte mat TGV-Tempo duerch déi eenzel Artikele gefuer, ouni sech Zäit ze huelen, fir déi eenzel Dispositiounen am Detail ze analyséieren a mat de Membere seriö duerchzediskutéieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Fläisseg!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Et ass kee Signe vu Fläissegkeet, Madamm Loschetter! Et war manifest... Dir hutt jo och dofir haut esou e flotten orangë Schal un!

Et war manifestement guer kee Wëllen do fir eng konstruktiv Kooperatioun oder en Dialog.

(Interruptions)

Zum Fong, Här President.

(Brouhaha et interruption par Mme Viviane Loschetter)

Wéi och schonn d'Rapportrice gesot huet, war den éischten Avis vum Statsrot relativ kritesch ausgefall. Et ass hei besonnesch ëm d'Vermëschung tëschent den Autorités de police an de Forces de police gaangen, also deenen, déi iwwer eng Mesure decidéieren, an deenen, déi se exekutéieren, an awer och ëm d'Recoursméiglechkeeten an deenen neien administrative Missioune vun der Police, déi am urspréngleche Text net virgesi waren.

All deene Kriticke vum Statsrot ass an der éischter Serie vun de Regierungsamendementer Rechnung gedroe ginn.

Déi nei Struktur vun der Policedirektioun fënnt eis Zoustëmmung, well se sech och inspiréiert um Projet de loi vum Jean-Marie Halsdorf.

Une voix.- Ah!

M. Léon Gloden *(CSV).*- An Zukunft gëtt et nieft dem Generaldirekter just nach een Adjoint. Zesumme mat deenen anere véier Zentraldirektioune forméiere si de Comité de direction. An zwou vun deenen Zentraldirektiounen, nämlech d'Ressources et compétences an d'Stratégie et performance, däerfe sech elo zivill Leit op Direkteschposte mellen.

Ech kommen dann zu den Haaptpunkten.

Nach eng Kéier d'Proximitéit: Deen Term, deen am Gesetz vun 1999 ageschriwwe gouf, ass elo fale gelooss ginn. Mir als CSV kënne mat dësem Prinzip net d'accord sinn. Fir eis ass a bleift d'Mission de proximité eng Conditio sine qua non vun der Police, esou wéi et am Projet de loi steet am Artikel 2: «La Police est proche de la population (...)». Wéi gesot, seet dat net vill aus.

Fir de Proximitéitsgedanken am Gesetz bäizebehalen, hu mir als Fraktioun an enger Kommissiounssëtzung am Oktober 2017 en Amendement deposéiert, deen an déi richteg Richtung geet.

Mir hunn eis inspiréiert...

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Gloden!

M. Léon Gloden *(CSV).*- ...un enger Proposition de loi vum 11. September 2017 vum franséische Senat, déi d'Police de proximité nees rehabilitéiere wëllt, nodeems déi vum fréiere President Sarkozy sengerzäit ofgeschaaft ginn ass. D'CSV ass der Meenung, datt een d'Proximitéit kloer am Gesetz soll verankeren an datt d'Missiounen, d'Moyenen an d'Formatiounen den haitege Realitéiten ugepasst solle ginn. An eisen Aen ass dëst mat dësen...

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Gloden,...

M. Léon Gloden *(CSV).*- Loosst mech viruschwätzen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- ...dierf ech Iech eppes froen?

M. Léon Gloden *(CSV).*- Loosst mech meng Iwwerleeung fäerdeg maachen! Duerno däerft Der mech eppes froen.

An eisen Aen ass dëst mat dësem Projet de loi net garantéiert. Aus de fréiere CPen a CIe ginn elo just nach Policekommissariater, deenen hir Missiounen awer net kloer definéiert sinn. D'Rapportrice huet selwer gesot: Elo ka jiddwereen alles maachen. D'CSV steet fir eng kloer Police de service de proximité.

Här Minister!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Gloden, ech géif Iech just... Dir zitéiert ëmmer d'Gesetz just deelweis. Dierf ech Iech froen, den Artikel 2 vum Gesetz eng Kéier ganz ze liesen?

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ech hunn deen am Ufank ganz zitéiert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Neen, Dir hutt en net ganz zitéiert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dach, am Ufank...

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Neen, Dir loosst ëmmer en Deel vum Saz...

M. Léon Gloden *(CSV).*- Neen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- ...ewech, wat d'Proximitéit ugeet.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Neen, ech hunn e ganz am Ufank...

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dierf ech Iech da rappeléieren, dass do net just steet: «La Police est proche de la population, à laquelle elle fournit conseil et assistance.» Do steet och nach: «Elle agit par des actions préventives, pro-actives, dissuasives et répressives.» Wann dat net Proximitéit ass, da froen ech mech wierklech, wat se ass!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass just eng Definitioun.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Et ass eng Definitioun, et ass keen Term „proximité" dran.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...dat ass d'Differenz vum Ënnerscheed.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, en anere Bewäis...

(Brouhaha)

...derfir, datt d'Regierung keng Proximitéitsaarbecht ënnerstëtze wëllt, sinn déi vill Fermeturë vun de Polizeikommissariater. Net nëmmen eis Memberen hu sech doriwwer gewonnert a sech Suerge gemaach, mä och d'Kolleege vun der DP an LSAP hu méi wéi eng Kéier eng Question parlementaire dozou gestallt.

An deem Kontext hu mir eis kloer och fir eng Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux, de sougenannten „Pecherten", ausgeschwat. Do diskutéiere mer jo zurzäit och e Projet de loi mam Här Innenminister.

Fir eis ass et op jidde Fall net normal, wann d'Police hire fundamentale Missiounen, deene vum Maintien de l'ordre, net méi nogoe kann. Dat ass eng Kapitulatioun vun enger vun den Haaptaufgabe vun engem Rechtsstat! D'Regierung war awer net bereet, mat op dee Wee ze goen.

Zu de Mesure-administrativen, d'Madamm Rapportrice huet hei eng ganz Rei Mesuren opgezielt. Esou kréien d'Polizisten d'Méiglechkeet, am Fall vun enger eeschter, konkreter an eminenter Gefor zum Beispill, Identitéitskontrollen duerchzeféieren, e Sécherheetsperimeter opzestellen, Autoen ze duerchsichen, sech Zougang a Gebaier ze verschafen, Geschäftshaiser fir eng gewëssen Zäit zouzemaachen, eng Saisie ze maache souwéi eng Persoun en détention ze setzen. Och d'Eropsetze vun der Durée, fir eng Identitéitskontroll ze maachen, vu véier op sechs Stonne kënne mir matdroen. Dëst war iwwregens am initialen Text net dran. A meng Fraktioun huet dat vun Ufank u gefuerdert.

Alles dat sinn nei präventiv Instrumenter, déi mir als Fraktioun begréissen. Trotzdeem si se fir eis net komplett.

Wat d'Identitéitskontrollen ugeet, hu mir bemängelt, datt dës just fir verschidde Kontexter virgesi sinn an in fine d'Moyene vun de Polizisten aschränken. Zum Beispill däerf e Polizist keng Identitéitskontroll maachen, wann d'Tranquillité publique viséiert ass. D'Reform gesäit nieft enger Fouille de véhicules, also enger Autoduerchsichung a bestëmmte Fäll, keng Fouille de sécurité vun enger Persoun vir. D'Regierung - an de Justizminister sëtzt hei - ass elo op de Wee gaangen an huet e separate Projet ausschaffe gelooss, deen och deponéiert ginn ass, betreffend d'Fouilles administrative a judiciaire.

Här Minister, wa mer am Prinzip dee Projet kënne begleeden, opgrond vun éischten Avisen, mengen ech, musse mer awer e bëssen un der Formulatioun schaffen, well en ass heiansdo konfus formuléiert, datt een net richteg weess, wou ass elo den Ënnerscheed tëschent der Fouille administrative a judiciaire.

Mä mir bemängelen awer virun allem, datt d'Regierung net dovunner profitéiert huet, fir och de Platzverweis mat an de Katalog anzeschreiwen. Mir hate schonn an eisem leschte Wahlprogramm de Platzverweis stoen. Jiddweree fuerdert och de Platzverweis, just net d'Regierung!

A menger Interpellatioun iwwert d'Sécherheet vum Land den 19. Januar 2017 wollte mer d'Regierung froen, wéi si déi rezent Kriminalitéitsfäll an och dat subjektivt Sécherheetsgefill bei de Leit gesäit a wëllt dergéint virgoen. An deem Kontext hu mer als Fraktioun eng éischt formell a konkret Initiativ ergraff an d'Regierung via Motioun opgefuerdert, de Platzverweis an de Katalog eranzehuelen. Dës Motioun gouf un déi zoustänneg Kommissioun verwisen an am Virfeld vun dëser Decisioun kloer vun der DP duerch hiren Deputéierte Max Hahn ënnerstëtzt als effikass Mesure.

Och d'Stater Buergermeeschtesch hat sech am August 2015 ganz kloer an däitlech fir de Platzverweis ausgeschwat. Trotz dëser positiver Haltung vun enger vun de Regierungsparteien, wat de Platzverweis betrëfft, ass eis Initiativ aus Koalitiounsgrënn spéider verworf ginn.

Och d'Policegewerkschaft SNPGL, d'Croix-Rouge an d'Caritas ënnerstëtzen eis an där Approche.

Mir hunn deemools ugekënnegt, datt mir, am Fall wou d'Motioun net vun der Majoritéit géif matgedroe ginn, en Amendement géife maachen. De Platzverweis ass duerfir an eisen Ae wichteg - awer net nëmmen, wéi gesot - fir d'Sécherheet vun de Bierger, mä och fir d'Sécherheet vun de Beamten, vun de Pompjeeën, Polizisten, Ambulancieren an anere Leit, déi sech asetzen. Wann hei eng Persoun oder e Grupp vu Leit den Ordre public stéieren a refuséiere fortzegoen an doduerch eng Gefor duerstellen, kënnen d'Polizisten, ouni mussen op eng Commission d'infraction ze waarden, also ouni drop ze waarden, datt een eng Strofdot begeet, intervenéieren. Mir verstinn dës Haltung vun der Regierung einfach net!

De Minister hat als Géigenargument zum Platzverweis gesot, datt d'Gesetz d'Méiglechkeet gëtt vun der Détention administrative. Dës Dispositioun, Här Minister, ass awer vill méi restriktiv wéi eise Platzverweis. An duerfir versti mer Är Haltung net.

Zur Police judiciaire. Zu deenen anere Missioune vun der Policeaarbecht gehéieren déi, déi manner visibel fir de Bierger sinn, mä déi och genausou wichteg sinn, fir d'Vertrauen an d'Justiz och ze gewannen. Et handelt sech ëm d'Police judiciaire, also d'Enquêteuren, déi um Terrain sinn, wann eng Dot geschitt ass a wou d'Präventioun net méi duergaangen ass. E Polizist kann nun emol net déi ganzen Zäit op alle Plaze gläichzäiteg stoen. Do ginn et, am Verglach zu der Police administrative, awer relativ wéineg Artikelen am Projet de loi.

De Gesetzesvirschlag gesäit och eng Restrukturatioun vun de Servicer vun der Police judiciaire vir. Nieft der Direktioun vun dem SPJ kommen dräi regional Antennen derbäi, an zwar an de Regiounen Norden, Südwesten an Zentrum-Osten. Heizou hu mir als Fraktioun och nach virgeschloen, eng véiert Antenn an d'Haaptstad ze setzen. Dës soll genee wéi déi aner dezentraliséiert Servicer sech ëm déi méi kleng Kriminalitéit um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg këmmeren an ass also net ze verwiessele mat der Direktioun, déi och an der Stad hire Sëtz huet, mä déi sech ëm déi méi grouss Kriminalitéit këmmert, déi sech mat deene méi grousse Kriminalitéitsfäll befaasst.

Fir eis ass dëst esou wichteg, well mir d'Proximitéitsaarbecht wëlle bäibehalen, déi, och wat d'Aarbecht vun den Enquêteuren ugeet, soll lokal verankert bleiwen.

Doriwwer eraus hu mir och virgeschloen, datt d'Relatiounen tëschent deene verschiddene Servicer vun der PJ souwéi och den Informatiounsaustausch regelméisseg solle stattfannen. Dësen Ajout ass fir eis wesentlech, fir datt kohärent an effikass Enquêtë garantéiert ginn an d'Aufgabe vun de verschiddene Servicer kloergestallt ginn. Och dat ass verworf gi vun der Regierung.

Här Minister, Dir hutt haut de Moien um Radio gesot, wann ech lech gutt verstanen hunn, dat géif jo am Text stoen, well et wier e Comité d'accompagnement. Ech muss lech dann invitéieren, Ären Text eng Kéier ze iwwerliesen. Artikel 48.(1) «La direction centrale police judiciaire comprend le Service de police judiciaire (...) composé d'une direction, de départements subdivisés en sections, de services décentralisés de police judiciaire dans les régions Nord, Sud-Ouest et Centre-Est. Le nombre de départements et de sections ainsi que leurs missions respectives», also just d'Departementer an d'Sektiounen, «sont déterminés sur avis du comité d'accompagnement.» Do steet näischt vun de Services décentralisés dran.

E leschte Punkt: Wat de Regimm vun der Responsabilité civile ugeet, do war am initialen Text eng Derogatioun fir d'Poliziste virgesinn, déi awer vum Statsrot eng Rout Kaart wéinst „différence de traitement" ausgedeelt krut. Doropshin huet d'Regierung déi Dispositiounen einfach aus dem Text erausgeholl a gesot, si géif dat iwwer e separate Projet regelen.

Och hei hätte mir léiwer gehat, datt déi Fro am Kader vun dësem Gesetz geregelt gi wier. Mir sinn awer der Meenung, datt een d'Fro vun der Haftflicht am Fall vun engem Accident fir jiddwer Beamten, deen eng Waff a senger Funktioun dréit, soll regelen, dat heescht, fir d'Police an awer och d'Arméi, d'Douanieren an d'Membere vum Geheimdéngscht.

Här President, ech deposéieren déi dräi Amendementer, déi dann herno jo och zur Ofstëmmung kommen, déi och sechs Signaturen hunn. Wann ech gelift!

Amendement 1

Amendement

L'article 2 est modifié comme suit:

«Art. 2. Dans l'exercice de ses missions la Police exerce un service de proximité tendant à maintenir l'ordre public et à assurer des relations de confiance avec la population, veille au respect et contribue à la protection des libertés et des droits individuels.

La Police est proche de la population, à laquelle elle fournit conseil et assistance. Elle agit par des actions préventives, pro-actives, dissuasives et répressives, tout en prenant en compte les attentes de la population.»

Commentaire de l'amendement

Pour notre groupe politique, la mission première de la Police doit être celle de la prévention. Elle n'est pas là uniquement pour faire de la répression, mais doit en quelque sorte rappeler et expliquer les règles et prendre également en compte les attentes de la population en matière de sécurité locale. Pour ce faire, elle doit être en contact permanent avec les citoyens, sensibiliser la population aux questions de sécurité pour favoriser également une participation active des citoyens, dans l'objectif d'établir une relation de confiance entre la population et les forces de l'ordre. Bien que la notion de proximité ait été introduite dans le cadre de la loi du 31 mai 1999, censée être remplacée par le projet de loi sous rubrique, l'évaluation de la criminalité mais aussi de la technologie et des modes de vie ont accentué au fil du temps la rupture du lien entre la police et le territoire. C'est pour cette raison que nous estimons que la notion de proximité devrait être maintenue dans le cadre légal tout en soulignant que les missions doivent être clairement définies et les moyens nécessaires mis à disposition.

Le Gouvernement actuel a l'intention de fusionner un certain nombre de commissariats de proximité. Une telle réorganisation est compréhensible à condition de contribuer effectivement à une meilleure efficacité et disponibilité des agents de police sur le terrain. Afin de garantir cette amélioration, nous proposons de réintégrer la notion de «proximité» dans le projet de loi en nous inspirant de la proposition de loi du 11 septembre 2017 de la Chambre haute du Parlement français (Sénat) visant à réhabiliter la police de proximité.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Nancy Arendt, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar.

Amendement 2

Exposé des motifs

Le groupe politique CSV estime que la réforme de la police envisagée par le Gouvernement actuel devrait être mise à profit pour fournir à la police les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Ainsi, le CSV soutient l'ambition du Gouvernement - une ambition d'ailleurs partagée par les Gouvernements précédents - de procéder à un renforcement des effectifs de la police (policiers et cadre civil). D'autre part, le CSV salue la volonté du Gouvernement de détailler une à une les mesures de police administrative que pourront actionner les agents de la police.

Nous considérons que l'accomplissement efficace des missions de police administrative est fondamental pour assurer le maintien de l'ordre public, pour prévenir les infractions et protéger les personnes et les biens. Il s'agit de faire jouir leurs habitants des avantages d'une bonne police, comprenant la propreté, la salubrité, la sûreté et la tranquillité dans l'espace public.

C'est au vu de toutes ces considérations que notre groupe politique a, à plusieurs reprises, notamment via motion déposée le 19 janvier 2017, invité le Gouvernement actuel à introduire dans notre arsenal juridique l'instrument du «Platzverweis». À la différence du périmètre de sécurité qui limite l'accès à ou le séjour dans celui-ci généralement à toute personne, l'injonction de quitter un endroit vise une personne voire un groupe de personnes déterminé(e) qui menace ou trouble l'ordre public.

Nous considérons dès lors que les agents de la force publique devraient pouvoir enjoindre à une personne troublant l'ordre public de quitter un endroit pour une durée limitée dans le temps.

De surcroît, la police devra, pour empêcher la commission d'infractions, pouvoir interdire à des personnes déterminées l'accès et le séjour dans un endroit précis. Prenons l'exemple de soi-disant «supporteurs» connus pour avoir été impliqués dans des exactions au bord de matchs de football. Via la mesure de l'interdiction d'accès et de séjour prononcée à l'égard de telles personnes, la police devra pouvoir utilement prévenir la commission d'infractions.

Il va de soi que lors de l'exécution de ces mesures, la police veille au respect de la protection des droits et libertés fondamentales, et notamment des libertés d'expression, de réunion et de circulation.

Amendement

Il est ajouté un nouvel article 7 libellé comme suit:

«Art. 7 (1) Lorsqu'une personne ou un groupe de personnes se comportent de manière à créer un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique, le bourgmestre ou le ministre respectivement son délégué, à la demande du bourgmestre peut, tant que ce danger perdure, instituer pour la période de temps qu'il détermine et qui ne peut excéder dix jours renouvelables sur décision du bourgmestre ou, le cas échéant, du ministre respectivement de son délégué, une interdiction d'accès et de séjour sur une partie de la voie publique ou dans les lieux accessibles au public concernés par ce danger, qui sont déterminés par le bourgmestre ou, le cas échéant, par le ministre respectivement par son délégué. L'interdiction d'accès et de séjour peut être instaurée sur décision orale du bourgmestre ou, le cas échéant, du ministre respectivement de son délégué, à confirmer par écrit dans les quarante-huit heures.

Si l'interdiction d'accès et de séjour est susceptible de concerner le territoire de plusieurs communes, l'institution en appartient au ministre ou à son délégué.

(2) Toute personne concernée par l'interdiction d'accès et de séjour, qui se maintient dans la partie concernée, peut être éloignée, au besoin par la force.

(3) L'interdiction d'accès et de séjour est faite par un officier de police administrative.»

Commentaire de l'amendement

À l'instar du Gouvernement, notre groupe politique souhaite fournir à la police les moyens lui permettant d'être plus efficace dans le domaine de la police administrative et donc de la prévention. Nous considérons que les mesures prévues par le texte de loi en projet sont à cet égard insuffisantes.

Le libellé du nouvel article 7 est inspiré de la législation de certains Länder allemands, tels la Rhénanie-du-Nord-Westphalie ou Bade-Wurtemberg.

Le paragraphe 1er précise que la police peut ordonner à une personne, qui, par son comportement ou son action, trouble ou menace la sécurité publique, de quitter immédiatement un lieu déterminé ou de ne plus y accéder temporairement. Cette mesure viendra en sus de la mesure dite du périmètre de sécurité qui, tel que cela ressort du commentaire du nouvel article 6 du projet de loi n°7045, ne pourra par exemple pas être actionnée en cas de rassemblements de personnes intimidant les passants.

Au cas où la personne n'obtempère pas à l'injonction, elle pourra être éloignée, si nécessaire, par la force.

Le nouvel article 6 accorde à la police la possibilité d'interdire à des personnes déterminées, tels par exemple des «hooligans», l'accès et le séjour à un endroit précis. Cela permettra à la police de prévenir la commission d"infractions. L'interdiction d'accès est toutefois limitée dans l'espace et dans le temps, à savoir dix jours au plus, par analogie des contrôles d'identité, de l'instauration d'un périmètre de sécurité et des fouilles de véhicules, et est également susceptible d'un recours en réformation devant le tribunal administratif. Elle ne peut être exécutée que par un officier de police administrative.

L'ajout de ce nouvel article aura comme conséquence que la numérotation des articles subséquents, de même que les renvois à ces articles devront être adaptés.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Nancy Arendt, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar.

Amendement 3

Amendement

L'article 49 (ancien article 48), paragraphe 1, est modifié comme suit:

«Art. 49. (1) La direction centrale police judiciaire comprend le Service de police judiciaire, désigné ci-après „SPJ", composé:

1° d'une direction;

2° de départements subdivisés en sections;

3° de services décentralisés de police judiciaire dans les régions Capitale, Nord, Sud-Ouest et Centre-Est.

Le nombre de départements et de sections ainsi que leurs missions respectives sont déterminés sur avis du comité d'accompagnent.

Le SPJ a son siège dans la Région Capitale.

Le SPJ et les services décentralisés entretiennent des relations régulières et s'échangent les informations utiles à leurs missions respectives.»

Commentaire de l'amendement

Toujours dans l'esprit du maintien de la proximité dans le travail policier, notre groupe politique estime qu'à côté des trois services décentralisés de police judiciaire, il serait opportun de prévoir un service décentralisé dans chaque région, y compris la région «Capitale». Il importe de préciser que ce service, de par ses missions, se distingue du siège du SPJ, également situé dans la région «Capitale».

La centrale de SPJ dispose donc, à côté de ses trois services décentralisés (antennes) déjà prévus dans le projet de loi, à savoir ceux de Diekirch, Esch/Alzette et Grevenmacher, d'une antenne implantée à Luxembourg-ville. À l'instar des autres services décentralisés de police judiciaire, dont l'intérêt principal est la proximité géographique, elle est compétente en matière de criminalité générale, de délinquance juvénile, de vols organisés et de stupéfiants.

Dans le cadre de leurs missions respectives, la centrale et les antennes régionales sont tenues d'entretenir des relations et échanges réguliers. Cette obligation découle de l'intérêt commun à mener des enquêtes efficaces et coordonnées dans les régions respectives. Il est en effet d'une importance cruciale d'avoir un échange d'informations régulier entre les différentes entités afin de ne pas mener des enquêtes parallèles ou d'exécuter des missions qui, en fait, de par leur nature, devraient être attribuées à la centrale respectivement au service décentralisé territorialement compétent.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Nancy Arendt, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Zum Schluss vun dëser Ried wëll ech awer Merci soen all deene Polizisten, déi dagdeeglech hiert Bescht ginn am Déngscht vum Bierger. Ech maachen och en Hommage un déi, déi am Asaz hiert Liewen hu misse loossen oder verletzt gi sinn, an dat mat de Wierder vum Hervé Vlamynck, e franséische Magistrat an ancien Commissaire principal de police, dee sot a sengem Buch iwwert d'Policereform a Frankräich: «A la mémoire des policiers pour qui le métier de policier, métier difficile physiquement, nerveusement, émotionnellement et familialement, constituait un véritable sacerdoce.»

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Claudia Dall'Agnol fir d'LSAP.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Ech hat net domat gerechent, dass et esou séier schonn erëm u mir wär. Här President, Dir Häre Ministeren, d'Sécherheet, dat ass e Grondrecht. Ouni Fräiheet keng Sécherheet an ouni Sécherheet keng Fräiheet: Ech mengen, dat gouf scho méi dacks hei, net nëmme vu mir, vu ville Riedner op der Tribün gesot.

D'Sécherheet vun de Bierger, a vun alle Bierger, ze garantéieren, dat ass eng primär Aufgab vum Stat an zwar vum Stat ganz eleng. Wann ee Stat dëser Aufgab net méi nokomme kann, da féiert dat zur Privatiséierung vu Sécherheet, zur Schafung vun „gated communities" fir Superräicher, zur Kreatioun vu Bürgerwehren duerch besuergte Bierger, déi d'Gesetz an déi eegen Hand huele wëllen. Et féiert also onweigerlech dozou, dass Leit an hire Grondrechter, an hirer Sécherheet souwéi an hirer Fräiheet beschnidde ginn.

Leider sinn esou Zeenarien och hei an Europa keng abstrakt Schreckgespenster méi, mä et gëtt ëmmer méi konkret där Beispiller. Esou wäit däerf et hei zu Lëtzebuerg, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ni kommen!

An dofir brauche mer eng modern Police, eng Police, déi den Erausfuerderunge vun eiser Zäit gewuess ass an déi och déi noutwendeg Moyenen zur Verfügung huet, fir dës Erausfuerderungen unzegoen.

D'Reform vum Policegesetz, ëm dat et haut geet, ass dozou ee ganz zentralen an och immens wichtege Bausteen, well duerch d'Gesetz d'Police déi wichteg an néideg Moyenen op enger legaler Basis zur Verfügung gestallt kritt, fir eben hir Aarbecht, déi keng einfach ass, gutt kënnen ze maachen.

Mä d'Reform vun eiser Police, déi fänkt haut net mat dësem Text oder mat dësem Vott un! Zur Reform gehéieren och eng ganz Rei net legislativ Mesuren, déi zum Deel schonn ëmgesat goufen an och éischt Resultater bréngen. Sou huet eise Minister, den Etienne Schneider, quasi vun Ufank un de Rekrutement fir d'Police massiv an d'Luucht gesat doduerch, dass en all Anwärter, déi den Opnamexame gepackt hunn, och zur Ausbildung zougelooss huet, a jiddwereen, deen den Ofschlossexame gepackt huet, och als Polizist vereedegt an agestallt ginn ass.

Zousätzlech ass och vill méi zivillt Personal agestallt ginn, fir d'Police bei hirer Aarbecht ze entlaaschten. Dat war eng éischt, awer eng immens wichteg Mesure, fir d'Situatioun, wéi mer se virfonnt hunn, an de Grëff ze kréien. Sou konnten d'Effektiver vun der Police netto vun 2.153 am Joer 2014 op 2.341 am Joer 2017 klammen.

Dernieft hunn éischt Kommissariater fusionéiert - ech si virdrun am Rapport drop agaangen -, wou een och e ganz positive Feedback kritt. Et soll een also net maachen, wéi wann dat en Echec wär!

Wichtegt Material ass erneiert gi bei quasi allen Unitéiten a Servicer, wéi zum Beispill bei der Spezialunitéit. An d'Police huet och endlech, wéi ech virdru scho sot, nei Déngschtwaffe kritt. Ech si virdrun am Rapport drop agaangen, dofir ginn ech elo net méi an den Detail.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Budget vun der Police ass dofir och vun 208,5 Milliounen am Joer 2014 op méi wéi 227 Milliounen 2017 eropgaangen.

Zousätzlech dozou ass jorelaang um sougenannten „virtuelle Kommissariat" geschafft ginn, fir dann déi Proximitéit zum Bierger och

online Realitéit ginn ze loossen. An dësen ambitiéise Projet soll jo och elo séier Realitéit ginn.

Dës Mesuren an déi gutt Aarbecht, déi vun de Leit an der Police geleescht gëtt, déi dréit och hir Friichten, well d'Kriminalitéit hei am Land ass säit 2014 vu Joer zu Joer kontinuéierlech ëm ronn 4,5% zréckgaangen. Dat ass elo definitiv eng gutt Noriicht an och e positive Bilan vun der Aarbecht, déi vun allen Akteuren an de leschte Jore geleescht gouf.

Mat deem Policegesetz, dat mer haut hei stëmmen, kënnt awer e wichtege Bausteen derbäi. An d'Emsetzung vun dësem Gesetz och iwwert dës Legislaturperiod, déi elo gläich wäert zum Schluss kommen, eraus wäert d'Basis vun enger erfollegräicher Policeaarbecht fir déi nächst 20 Joer bilden.

Mä kommt, mir kucken nach eng Kéier kuerz zréck! Virdrun ass vun der Fusioun geschwat ginn. D'LSAP hat deemools déi Fusioun an hirem Wahlprogramm. A wa meng Informatioune richteg sinn, da koum se deemools net an de Regierungsprogramm eran, well d'CSV dat net wollt. An eréischt wéi een hanne bäi a vir widder war, du konnt den Alex Bodry, den deemolege Policeminister, déi Fusioun do ugoen. Et soll een also hei keng Geschichtsverfälschung maachen a maachen, wéi wann och déi Fusioun deemools op der Mëscht vun der CSV ganz eleng gewuess wär!

An da kommen ech natierlech och net derlaanscht, fir e puer Wuert zu den CSV-Amendementer ze soen an och, firwat meng Partei, d'Sozialisten, déi net matgedroen huet an der Kommissioun an déi och hei herno net wäert matdroen.

Ech fänke mam Platzverweis un. D'CSV huet mat der Fuerderung nom Platzverweis jo ëmmer erëm datselwecht gemaach. Offiziell fuerdert se déi, fir zum Beispill géint Hooligans virzegoen. Mä an den Debatte komme se dann awer ëmmer erëm op dat zréck, ëm wat et hinnen eigentlech geet, näämlech ëm d'Heescherten. An dat kann een och am Analyteschen...

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dat ass jo guer net wouer!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- ...noliesen, well do gouf d'Kand all Kéiers mam Numm genannt. An, Här Gloden, hei ass den Analytesche vum 19. Januar an och dee vum 9. Februar. Ech hu leider net Zäit genuch, soss hätt ech lech e puer Saachen dovunner virgelies. Mä jiddweree kann dat selwer doheem noliesen.

(Interruptions)

Soll ech eppes virliesen? Maja.

(Brouhaha)

„Et entsteet awer eng Kontrovers op d'Mendicitéit." Sinn dat net Heescherten?

Plusieurs voix.- Dach!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Voilà! An dann: „Eleng ronderëm de Royal Hamilius souzen op 100 Meter dräi bis véier Heescherten."

Une voix.- Oh!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Uuh! Wat kann ech dann nach virliesen? Kommt, ech huelen dann een aneren!

(Brouhaha et interruption par la présidence)

„Et geet drëm, mam Platzverweis mat enger onbürokratescher Mesure schnell um Terrain an am ëffentleche Raum ze handelen, wann d'Biergerinnen an d'Bierger an hirem subjektive Sécherheetsgefill affektéiert ginn." Op dat Subjektivt kommen ech awer nach eng Kéier zréck.

Haut gouf effektiv d'Kand net eng Kéier mam Numm genannt. Mä kommt, mir huelen emol nach eng Kéier dat offiziellt Argument, dat se dann hei virbréngen, dass eng Persoun oder eng Persounegrupp, déi Hooligans, solle kënne vun enger ëffentlecher Plaz verwise ginn, wann, esou soe se, si sech géifen esou behuelen, dass se eng Gefor fir d'ëffentlech Sécherheet wieren! Hei gëtt et zwou Mesuren am Policegesetz, déi déi Fäll ofdecken! E Sécherheetsperimeter - ech si virdru schonns drop agaangen -, an dee keen erandäerf, vun deem d'Identitéit net kontrolléiert gouf. A wann do eng Persoun da randaléiert, dann dierf se natierlech och aus deem Perimeter erausgehäit ginn.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dee muss awer fir d'Éischt definéiert ginn.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Wann also elo gewosst ass, dass op en internationale Fussballsmatch Hooligans kommen, an dat ass meeschtens gewosst, mir kenne jo d'Equippen, géint déi eis Nationalequipp spillt, da kann een och déi Gefor domadder matzäit ënnerbannen.

A fir déi aner Fäll, do gëtt et och en Artikel, den Artikel 14, laut deem eng Persoun, déi eng Gefor fir sech selwer oder fir anerer duerstellt, ka bis zu 12 Stonne matgeholl ginn. Dat war virdrun den Artikel 37. Dir kënnt Iech erënneren, d'Policedirektioun huet extra nach Präzisiounen ausgeschafft.

Dofir bleiwe mir Sozialiste bei eiser Meenung, dass déi Mesuren duerginn an dass mer dee Platzverweis hei net brauchen.

De Problem vum Platzverweis: Dee wär an engem Fall, wou wierklech eng Gefor vun enger Persoun géif ausgoe fir d'ëffentlech Sécherheet, deemno iwwerhaapt net effikass genuch, well wéi wëllt ee kontrolléieren, wann d'Police deen elo mathëlt, dass en net direkt erëm zréckgeet oder op enger anerer Plaz - mir schwätze meeschtens vun der Stad Lëtzebuerg -, op enger anerer Plaz vun der Stad Lëtzebuerg da randaléiert? Muss dann d'Police deem Mann oder där Fra duerch d'ganz Stad hannendrulafen? Ech mengen, déi Froen hunn ech hei schonn eng Kéier bei der Debatt opgeworf gehat.

Wéi gesot, der CSV geet et eigentlech och guer net ëm dat, wat se hei freet, ëm d'Hooligans. Dofir huet jo och, wéi gesot, den Här Gloden zweemol zu deem Thema hei d'Heescherte genannt. Ech sot virdrun, en hätt gesot: „(...) wann de Bierger oder d'Biergerin an hirem subjektive Sécherheetsgefill affektéiert ginn". Bon, bei allem Versteesdemech derfir, dass ee sech perséinlech onwuel fille kann, ech mengen, dat hat jiddweree vun eis schonn emol déi eng oder déi aner Kéier, mä d'Police kann awer net opgrond vun enger gefillter Gefor vun enger Persoun Leit vun enger Plaz verweisen!

De Platzverweis, dat wär en Agréff - an dat wësst Dir als Jurist besser wéi ech - an dat vun eiser Verfassung garantéiert Grondrecht, sech op der Place publique fräi kënnen opzehalen an ze bewegen. An dat Grondrecht, dat kann een net ausser Kraaft setze just duerch individuell gefillte Situatiounen, wou d'Grenzen iwwregens fir all Persoun anescht leien. Deen ee fillt sech éischter onsécher wéi deen aneren.

M. Léon Gloden (*CSV).*- Dat do Argument...

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Mä dat soll nëmmen an objektive Fäll de Fall sinn.

M. Léon Gloden (*CSV).*- ...spillt fir all Mesure administrative.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Mir als Sozialisten, an ech soen et nach eng Kéier, mir bleiwen dofir bei eisem Standpunkt, deen ass, dass de Plazverweis, wéi Dir e fuerdert, net sënnvoll ass an dass d'Mendicitéit virun allem e soziale Problem ass, deem een och duerch sozial Mesurë begéine muss. An dat ass net primär e Sécherheetsrisiko.

A wa mer bei der Stad Lëtzebuerg sinn, ech mengen, Här Gloden, Är Partei huet jo och do Verantwortung. Dir hutt eng Sozialschäffen, d'Madamm Wiseler, an den Här Wilmes soll e Plan logement ausschaffen. Gesitt an der Stad déi néideg Léisunge vir, gesitt genuch Sozialwunnengen a Projete vir fir déi Leit. An da kann een dee Problem vun der Mendicitéit, vun den Heescherten och sécherlech an der Stad Lëtzebuerg an de Grëff kréien.

(Brouhaha)

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dir sidd hors sujet.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- An dann zur...

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ee Moment, ee Moment. E bësse Rou, wann ech gelift!

Madamm Dall'Agnol, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt? Oder zum Schluss?

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Nee. Den Här Kartheiser huet herno Riedezäit genuch. Ech fueren elo a mengen Iwwerleeunge weider,...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Nee? Okay. E kann Iech eng Fro stellen, mä nodeem Der fäerdeg sidd.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- ...well ech hunn net esou vill Riedezäit.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Da waart en e bëssen.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- D'CSV seet och - ech kommen zur Proximitéit -, dass mer d'Proximitéit géifen ofschafen. Ech mengen, mir hunn elo laang a breet heiriwwer diskutéiert, de Minister ass och schonn drop agaangen, si huet dofir och nach eng Kéier en Amendement proposéiert, fir dat am Gesetz ze erhalen. An dobäi steet direkt am Artikel 2 vum neie Gesetz, dee gouf och zitéiert: «La Police est proche de la population (...)».

Ech weess jo, dass hei an deem Haus ganz vill Wäert op Lëtzebuergesch geluecht gëtt, dofir iwwersetzen ech dat dann: „proche de la population", dat heescht „no beim Bierger", also Proximitéit, an zwar fir déi ganz Police. Dat ass e Schrëtt no vir an net een no hannen, well virdru waren esou gesinn eigentlech just déi Policiste vun de Commissariats de proximité dofir zoustänneg an all déi aner Polizisten net.

An Zukunft ass virgesinn, dass d'Missioun vun all Polizist a Polizistin déi ass, no bei de Leit ze sinn, an zwar an der Praxis an net just an der Theorie.

Ech mengen, ech hunn dat virdru schonn erkläert: Mä nëmmen dofir maache mer eigentlech iwwerhaapt eng Territorialreform, fir dass d'Polizisten erëm op den Terrain kommen, do wou d'Bierger sinn, a fir dass de Policebüro och op ass, wann de Bierger wëllt dohinnergoen.

An da kommen ech nach zu der Police-judiciaire-Antenn an der Stad. An därselwechter Logik vun anscheinend feelender Proximitéit freet d'CSV dann nach, dass et nach en zousätzleche Service décentralisé vun der Police judiciaire an der Stad soll ginn. An dat, obwuel sech an der Stad jo grad d'Zentral vun där Police judiciaire befanne soll. Mä mir hu laang iwwert de Personalmangel geschwat, deen et an der ganzer Police gëtt. An dofir muss d'Police déi Ressourcen, déi se huet, och méi effikass kënnen asetzen. An da solle mer net erëm higoen an double Emploi maachen an erëm eng Kéier en onnéidegen, zousätzleche Poste schafe fir en dezentraliséierte Service vun der PJ op därselwechter Plaz, wou och d'Zentral vun där PJ ass. Fir eis ass dat...

(Interruption)

...kontraproduktiv. Dofir hu mer deen Amendement och net matgedroen. Mir mussen déi Ressourcen, déi mer hunn, kënne gutt asetzen, esou gutt, wéi et geet.

Här President, ech hu virdrun als Rapportrice d'Virdeeler vun dësem Gesetzestext och presentéiert. Pardon, et ass d'Madamm Presidentin.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Et ass kee Problem.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Ech hunn och nach eng Kéier elo hei kloergemaach, firwat mir als Sozialisten net hannert de Virschléi, den Amendementer vun der CSV stinn.

Ech wëll mech dofir och elo net allze laang widderhuelen, mä just nach eemol betounen, dass dësen Text der Police et erlaabt, méi effikass ze schaffen an och erëm méi präsent um Terrain ze sinn, duerch eben déi Territorialreform an och duerch déi intern Reformen, duerch méi Moyene fir d'Police administrative an och eng besser Zesummenaarbecht mat der Justiz an der Police judiciaire.

An duerch dës Reform ginn d'Carrièren an der Police och zum Deel opgewäert an un d'Fonction publique ugepasst, dat gouf virdru scho gesot. An dat wäert och d'Attraktivitéit vun deem Beruff duerchaus steigeren.

Et ass laang an et ass vill un dësem Gesetzestext geschafft ginn. An den Text, dee representéiert e Kompromëss aus ville verschiddene Points de vue an och aus verschiddene berechtegte Fuerderungen, sief dat vun de verschiddene Beruffssparten an der Police, hirer Gewerkschaft, der Policedirektioun, der Justiz an natierlech och eis, der Politik. E Kompromëss, an dat wësst Der alleguerten, dee bréngt et logescherweis mat sech, dass net jiddwereen zu 100% ka Satisfaktioun kréien. Mä et ass awer wichteg, dass ënnert dem Stréch d'Police an domat d'Sécherheet hei am Land herno besser opgestallt si wéi virdrun. An dat wäert hei definitiv de Fall sinn, wa mer dat Gesetz herno hei stëmmen.

Mä d'Reform wäert domat stoen a falen, dass d'Police genuch Moyenen zur Verfügung huet, fir se ëmzesetzen, sief dat, nach eng Kéier, genuch Personal, genuch Material, genuch Moyenen a virun allem och déi richteg Moyenen. Dës Reform ass weder den Ufank a scho guer net den Endpunkt vun engem Reformprozess, deen dës Regierung lancéiert huet. Dofir ass et eis als Sozialisten och immens wichteg, d'Emsetzung vun där Reform och an deenen nächste Méint an och Jore konsequent ze begleeden an och virunzebréngen. Zum Beispill doduerch, dass d'Astellungspolitik, déi ënner eisem Minister ugefaange gouf, och weidergefouert wäert ginn, fir dass mer ni méi zu esou engem Enkpass kommen, wéi mer en elo virfonnt hunn.

Nei Poliziste mussen och verstäerkt an deenen Unitéiten a Plazen agesat ginn, wou elo déi gréissten Nout um Mann an un der Fra ass. An dobäi muss virun allem och drop opgepasst ginn, dass déi Jonk net a verschiddenen Unitéiten elenggelooss ginn. Wa se keen erfuerene Beamten dobäi hunn, fir se unzeléieren, dann, dat wësst Der alleguerten, geet dat schif.

En aneren, immens wichtege Volet hei sinn och d'Formatiounen, déi fir d'Aarbecht vun alle Polizisten eng extrem wichteg Basis duerstellen, sief dat um Terrain, wou d'Polizistinnen an d'Polizisten et net ëmmer einfach hunn, ganz am Géigendeel, vu dass d'Policeaarbecht leider, an dat wësse mer zënter deene rezente Virfäll, ëmmer méi gefäierlech gëtt, sief dat och an enger PJ, wou méi spezifesch Formatioune gebraucht ginn, fir eng gutt Enquêteursaarbecht garantéieren ze kënnen.

Ech weess, dass de Règlement grand-ducal iwwert d'Formatiounen deemnächst soll veröffentlecht ginn. An ech mengen, de Minister wäert herno vläicht e puer méi präzis Informatiounen dozou kënne ginn.

D'Aféiere vun der Fouille corporelle, déi an engem separaten Text vum Justizminister behandelt gëtt, oder d'Erweiderung vun de Kompetenze fir d'Pecherten ënnert der Fiederféierung vum Innenminister, fir d'Police dann och nach weider kënnen ze entlaaschten, sinn zwee immens wichteg Gesetzestexter, déi mer schnellstméiglech brauchen.

Dir gesitt, dass d'Aarbecht eis als Politik, mä och der Police an hirer Direktioun, an deenen nächste Méint an an deenen nächste Joren net wäert ausgoen.

Mä haut kënnen a solle mer och stolz drop sinn, dass mer dës ganz wichteg Etapp zesumme gepackt hunn. An ech wëll dofir dann och am Numm vun de Sozialisten nach eng Kéier dem zoustännege Minister, senge Mataarbechter an natierlech och der ganzer Police, de Beamtinnen a Beamten um Terrain e grousse Merci soen, och fir hir Mataarbecht bei dëser Reform. Si hunn, dat gouf vu mengem Virriedner och scho betount, eng wichteg Aarbecht, si hunn eng schwéier Aarbecht, déi se all Dag am Déngscht vun eis, vun der Politik, fir de Bierger an d'Biergerin dobausse maachen. An dofir en oprichtege Merci!

An domat ginn ech awer elo wierklech den Accord vun de Sozialisten zu dësem Projet de loi.

An ech soen Iech awer Merci, nach eng Kéier, dass Der mer fir d'Zweet och nach eng Kéier nogelauschtert hutt. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Dall'Agnol. An als nächste Riedner hunn ech den Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. D'Police ass am Déngscht vum Bierger, ëmmer disponibel, e Corps, dee Verantwortung iwwerhëlt an deen op déi nei gesellschaftlech Phenomeener reagéiert. Fir dass d'Police och no deene Prinzipie fonctionnéiere kann, muss si déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt kréien. Elo, wou déi nei visuell Identitéit, den neie Look vun der Police déi Aspekter no baussen hi vermëttelt, ass et un der Zäit, der Police de gesetzleche Kader heifir ze ginn.

D'Rapportrice vun dësem Gesetzesprojet huet d'Ausriichtung vun der Reform an d'Hannergrënn, op deene se berout, op de Punkt bruecht. Et ass keen einfachen Exercice, eng ausschlaggebend Reform, op déi elo schonn esou laang gewaart gëtt an déi eng ganz Rei technesch Detailer behandelt, kloer a verständlech an ouni simplistesch ze sinn eriwwerzebréngen. Am Numm vun der Demokratescher Partei soen ech hir Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Madamm Presidentin, wéi eng Roll d'Police als Institutioun an eisem Land anhëlt, weist sech an hirer deeglecher Aarbecht, am Emgang vun de Beamte mat de Bierger, an hirer Fäegkeet, aus hiren Handlungen ze léieren, an der Kontroll, déi se selwer op sech ausüübt. Et weist sech doran, wéi se mat hirer Muecht an hire Befugnisser ëmgeet, awer och wéi innerhalb vum Corps mateneen ëmgaange gëtt. D'Relatioun mam Bierger seet vill iwwert d'Police aus. An zwar: Wéi huelen d'Bierger d'Polizistinnen an d'Poliziste wouer, wat erwaarden d'Bierger vun der Police a wéi gi se mat de Beamten ëm?

D'Police muss hir Aarbecht an de beschtméigleche Konditiounen ausübe kënnen. Hir Aarbecht ass „präventiv, proaktiv, dissuasiv a repressiv". Si muss ëmmer asazbereet sinn, an dat flächendeckend. Si muss gutt forméiert an equipéiert sinn. D'Police muss permanent e Sécherheetsgefill vermëttelen, däerf dobäi awer op kee Fall de Bierger a senge Fräiheeten aschränken.

An hirem Beruff gëtt vill vun hinnen ofver-

laangt a si schaffen ënner enormem Drock. Asätz, déi uganks harmlos wierken, kënne schnell kippen. Derbäi kënnt, dass d'Gewaltbereetschaft an der Gesellschaft méi grouss gëtt an d'Beamte gi selwer och zum Zil vun Iwwergréff.

Dëst Gesetz stellt fir d'Police an domat fir de Bierger eng kloer Verbesserung duer, sief et duerch d'Reorganisatioun vun der Generaldirektioun, d'Reorganisatioun vun der Police judiciaire, d'Moyene vun der Police administrative oder och nach déi nei territorial Organisatioun. An dat wäert virun allem dem Bierger zeguttkommen. Eleng duerch d'Zesummeleeë respektiv duerch d'Fusioun vun de Kommissariater wäert d'Policepräsenz an d'Disponibilitéit an domat hir Proximitéit zum Bierger wesentlech verbessert ginn.

Duerch déi erweidert Ëffnungszäite wäert d'Police fir den eenzelne Bierger méi accessibel sinn. 13 Kommissariater si 24 op 24 Stonnen an dat siwen Deeg op siwen op, déi aner vu moies 7.00 bis owes 21.00 Auer. Derbäi kënnt, dass de Bierger och d'Méiglechkeet huet, e Rendez-vous um Kommissariat ze huelen, an an noer Zukunft wäert och en E-Kommissariat e weidert Mëttel sinn, fir sech un d'Police ze wenden. Wou „Police" dropsteet, wäert deemno och wierklech Police dra sinn.

Madamm Presidentin, eng ganz Rei Mesurë wéi d'Saisie administrative oder de Sécherheetsperimeter wäerten d'Aarbecht vun der Police administrative um Terrain effikass ënnerstëtzen. Hei gouf sech un der franséischer an der belscher Legislatioun inspiréiert. Selbstverständlech war et wichteg, en Equiliber ze fannen tëschent der Méiglechkeet fir d'Police, den Ordre public ze garantéieren an de Bierger déi individuell Fräiheeten ze garantéieren. Dofir gouf fir all déi administrativ Handlungen d'Autorité compétente festgehalen. Dat ass de Minister a fir verschidde Fäll de Buergermeeschter.

Madamm Presidentin, säit der Fusioun vun der Police an der Gendarmerie am Joer 1999 liewe mir an engem anere Kontext. Eis Gesellschaft ass 2018 eng aner wéi deemools. Déi sozial Realitéit, déi demografesch an déi wirtschaftlech hu sech geännert an domadder och d'Erausfuerderunge fir d'Police. Erlaabt mer, op e puer dovun anzegoen!

Et ass kee Geheimnis: Bei der Police feelt et u Leit. Een Zil vun der Reform ass jo, d'Zuel vun de Beamten eropzesetzen. Dës Regierung huet awer net op dës Ofstëmmung gewaart, mä ass de Problem direkt ugaangen. D'Casernement wärend der Formatioun ass dunn direkt vun zwee op ee Joer erofgesat ginn. 2015 si fir d'Formatiounen um Verluerekascht gläich 105 Kandidaten zougelooss ginn, wat eng Steigerung vu 75% am Verglach mat de Jore virdru war.

D'Casernement no der Instruction tactique de base awer ganz ofzeschafen, huet net nëmme Virdeeler: Wuel wëssend, dass déi Entscheedung mam neie Statut vun de Schüler ze dinn huet, ass et awer genee wärend dëser Zäit, wou sech den Esprit de corps bilt. Wärend deene Méint léieren d'Schüler zesummenzehalen, an dat och ausserhalb vun de Coursen. Dat Zesummenhalen ass duerno am Beruff um Terrain wichteg, a jo, a verschiddene Fäll souguer liewenswichteg. Deen Zesummenhalt ass ee Grondstee vun der Policeaarbecht.

No zwee Joer Formatioun ass dann och eng speziell Vereedegung virgesinn an d'Schüler hunn da Befugnisser vun engem Agent de police judiciaire respektiv vun engem Agent de police administrative. Mat där Mesure kënnen d'Policeschüler um Terrain e groussen Deel vun der Aarbecht offiziell iwwerhuelen.

E Stat, dee seng Bierger och an Zukunft schütze wëllt, muss sech am Klore sinn, dass déi Sécherheet och en Zil an der Digitaliséierung muss sinn, Stéchwuert Cybersécherheet. Do sinn digital Ermëttlungsmethoden an zäitgeméiss Instrumenter gefrot. D'Police brauch och Spezialisten an aneren héich techneschen Domänen, wéi zum Beispill an de Finanzen an an der Wirtschaft. Gesellschaftlech, wirtschaftlech an technesch Entwécklungen um nationalen an internationalen Niveau verlaange vun der Policeaarbecht eng stänneg a flexibel Upassung. Mä och an hirer interner Organisatioun ass d'Police gefuerdert, sech stänneg unzepassen. Intern brauch d'Police Féierungskräfte fir eng modern Personalféierung.

Wéinst all dëse Grënn muss d'Police diversifizéiert Profiller kënnen unzéien an alle Carrièren a besonnesch och am Cadre supérieur. Wéi och an anere Verwaltunge vum Stat gëtt op en effikasse Management Wäert geluecht. Deen Typ Aarbecht ass hautdesdaags mat ganz spezifesche Studiegäng verbonnen. Beruffserfahrung an deem Domän kann och nëmmen eng Plusvalue sinn. An deem Sënn kann ee sech d'Fro stellen, ob een, fir esou Profiller an der Police ze kréien, déi obligatoresch Formatioun an der Offizéieschschoul net sollt iwwerdenken. Besonnesch Leit mat Beruffserfahrung kann esou eng Formatioun ofschrecken.

Eng aner Pist bleift natierlech d'Astelle vun Zivillpersonal. Selbstverständlech bleift et extrem wichteg, dass och de Cadre supérieur de Beruff um Terrain kenneléiert.

Madamm Presidentin, d'Reform féiert och zwee nei Groupe-de-traitementen an - de B1 an den A2 - an de Groupe de traitement D gëtt ofgeschaaft. Well de Personalmangel net zum Sécherheetsproblem dierf ginn, gesäit ausserdeem en Artikel vir, dass d'Unzuel vun zousätzleche Posten am B1 pro Joer ëm 20 Stéck kann eropgesat ginn. De Beamten aus dem B1 wäert kënne méi fréi de Statut vum Officier de police judiciaire kréien. E gudden Officier de police juidiciaire ass op enger Déngschtstell, wou et richteg virugeet, vu grousser Wichtegkeet. Et ass och d'Erfahrung, déi e gudden Officier de police judiciaire ausmécht.

Madamm Presidentin, fir d'Police um Terrain ze entlaaschten, sollen d'Agents municipaux deemnächst eng ganz Rei nei Kompetenze kréien. Mir kréien et ëmmer nees vun de Gemengeresponsabele vun de gréissere Gemengen, a jo, besonnesch och vun der Stad Lëtzebuerg, gesot: „D'Police ass ze iwwerlaascht, fir kënne bei klengere Verstéiss géint d'Policereglement ze intervenéieren", zum Beispill beim Méien, beim Dreck um Trottoir, Hondsdreck an esou virun.

Mam neie Kader fir d'Agents municipaux geet et net drëms, dass d'Police Kompetenzen opgëtt, vill méi gëtt d'Police ënnerstëtzt. D'Police wäert um Terrain entlaascht ginn. Et ass sécherlech sënnvoll, no e puer Joer Praxis hei e Bilan ze maachen an iwwer Upassungen an eventuell Erweiderungen ze diskutéieren.

Madamm Presidentin, zum Effectif wéilt ech nach eng lescht Iwwerleeung am Numm vun der Demokratescher Partei virbréngen, an zwar déi vum Gefaangenentransport, dee weiderhin d'Kompetenz vun der Police bleift. Och an den Diskussiounen ëm d'Reform vun der Prisongsverwaltung ginn d'Argumenter duergeluecht, firwat et zu deem Entschloss komm ass. Trotzdeem: D'Faart an de Prisong, dann op d'Geriicht an dann d'Waarde wärend de Sëtzungen, dat benéidegt Polizisten, déi eis um Terrain feelen.

D'Kompetenze vum Justizvollzuchsbeamte bei eisen däitschen Noperen, dat ass an eisen Aen e Statut fir d'Giischtercher, iwwert dee weider nogeduecht muss ginn. Sinn et dann net grad d'Giischtercher, déi d'Prisonnéier betreien an d'Prisonnéier am beschte kennen? Kéint ee sech net virstellen, dass d'Giischtercher duerch eng weider Formatioun a mat erweiderte Kompetenzen d'Prisonnéier och ausserhalb vun de Prisongsmauere kéinte begleeden?

Madamm Presidentin, mir wëllen a mussen nees méi Beamten op den Terrain kréien. Fir dat ze erreechen, leet d'Reform grousse Wäert op eng effikass Organisatioun vun der Policeaarbecht. Déi soll ënner anerem duerch eng Optimiséierung vun den informatesche Moyenen erreecht ginn.

Erlaabt mer, an deem Kontext eppes zur Simplification administrative an dem Gebrauch vun der Informatik ze soen. Dat waren och Punkten am Resumé vum Audit. Fir Iech heibannen emol e Bild ze verschafen, wéi dat um Terrain konkret ausgesäit, hunn ech mer erkläre gelooss, wat alles un administrative Schrëtter, also Bürosaarbecht, ufält bei enger relativ geleefeger Handlung vun der Police, näämlech dem Ofschleefe vun engem Auto.

Eleng d'Unzuel un Akteuren, déi bei esou enger Affär gefuerdert sinn, ass impressionnant. Dat geet vum Operateur um 113, meeschtens en Zivilist, iwwert de Polizist am Centre d'intervention aus där zoustänneger Regioun, der Patrull vun der zoustänneger Déngschtstell bis bei d'Beamte vun der Police de la route, déi fir d'Fourrière zoustänneg sinn.

Wann d'Aarbecht um Terrain dann emol ofgeschloss ass an den Agent traitant zréck op d'Déngschtstell fiert, fänkt eng informatesch Herkulesaarbecht un. Do completéiert hien den „journal des incidents" mat deenen op der Plaz gesammelten Informatiounen. Da mécht de Beamten de Brouillon an der „information policière" op, der IP, an dréit dann an engem Interface, deen Windows-3.11-würdeg ass, déiselwecht Informatiounen an, déi scho virdrun an de JDI agedroe goufen. D'Informatioune mussen nach eemol eenzel an d'IP agedroe ginn, well keng technesch Méiglechkeet besteet, se ze kopéieren.

Näischt ass vun engem Programm an deen anere Programm iwwerdrobar. Da muss de Polizist sech duerch de Menü, de Submenü, de Subsubmenü regelrecht kämpfen a sech duerch en Urwald vu Feelermeldunge klicken, fir eng vun den einfachsten Interventiounen um Terrain erfollegräich ofzeschléissen.

Domadder awer net genuch: Gouf d'Geldbouss boer bezuelt, muss déi Transaktioun zesumme mat all den Donnéeën nach eng Kéier separat an engem MS-DOS-Programm agedroe ginn. Och hei ass et net emol usazweis méiglech, eng Copy-paste-Fonctioun unzewenden. Déi, déi sech an den 80er Joren net mat der Informatik ofginn hunn, wëssen emol, mengen ech, net méi, wat MS-DOS ass.

An dëser Software kann een emol net de Cursor vun der Maus vum Computer benotzen. Domadder, Madamm Presidentin, hätte mir eis Zäitrees duerch d'Informatik vun der Police dann ofgeschloss a wären am Joer 1985 ukomm. Vereenzelt Poliziste schätzen, dass duerch déi informatesch Ergonomie pro Dag zwou bis dräi Stonnen op de Kapp kéinte gespuert ginn. Ech erspueren Iech dann elo déi Geschichten, déi mir zougedroe goufen, wat d'Kontabiliséiere vun Nuets- an Iwwerstonnen op verschiddenen Déngschtstellen ubelaangt.

Madamm Presidentin, d'Lëtzebuerger Police wäert no dëser Reform hir Aarbecht a bessere Konditiounen ausübe kënnen. An och op deen eenzelne Beamte wierkt sech d'Reform positiv aus. Et ginn hinnen nei Perspektive gebueden an de Beruff gëtt insgesamt méi interessant gemaach. Dat fänkt beim Policeschüler un, deen elo wéi am Rescht vun der Fonction publique de Statut vum Fonctionnaire-stagiaire wäert hunn, woumadder och säi Basisgehalt eropgeet.

Positiv fir d'Perspektive vum Beruff ass et och, dass e Polizist sech fir e Poste mat méi Responsabilitéite ka mellen an dofir net eleng seng Anciennetéit eng Roll spillt, mä och säin Asaz. Am Kontext vun de Postes à responsabilité ass et dann och gutt, dass an den Dispositions transitoires de Contingent vun de Postes à responsabilité vu 15% op 20% - wéi an anere Verwaltungen iwwregens - gehuewe ginn ass.

Op d'Formatioun ass awer och grousse Wäert geluecht ginn. Esou zum Beispill kënne säit Kuerzem d'Beamte sech wéi och am Rescht vun der Fonction publique déi Formatiounen eraussichen, déi hinnen am meeschten zousoen an hinnen och am meeschte bréngen. De Changement de carrière ass och en Aspekt, dee fir d'Motivatioun wichteg ass. Dee muss ëmmer méiglech bleiwen an intern Barrièren duerfen dofir net entstoen.

Fir déi heite Regierung war et wichteg, fir Polizisten, déi riskéieren ugesicht ze ginn, well se am Numm vum Stat Gewalt ausgeüübt hunn, net am Ree stoen ze loossen. Deemno soll bei der Reform vum Waffegesetz e Régime de responsabilité civile dérogatoire virgesi ginn. Et steet also ausser Fro: D'Reform mécht de Beruff vum Polizist méi attraktiv.

Madamm Presidentin, et si Primme vun 20 Punkte fir verschidde Poste virgesinn: fir den Officier an den Agent vun der Police judiciaire, fir d'Membere vun der Unité spéciale a fir déi Polizisten, déi fir de Service de protection vun der Regierung detachéiert sinn. Och d'Hondsmeeschtere kréie fënnef Punkte méi.

Wou awer och Bedarf besteet, ass a puncto Valorisatioun vun der Aarbecht, déi ausserhalb vun de Bürosstonne prestéiert gëtt. Mir wëssen, dass d'Nuetsschichteschaffen en negativen Impakt op d'Gesondheet huet. Vläicht misst een en anere Kompensatiounsmodell fanne wéi zum Beispill d'Individualiséierung vun de geleeschtene Stonnen.

Am Moment ass et esou, dass e Polizist iwwert d'Joer gesi 440 Stonne muss prestéieren, fir iwwert dat ze kommen, wat d'Prime d'astreinte scho bezilt. Wann e Polizist zum Beispill 440 Nuetsstonnen a sechs Méint schafft an dann aus Krankheetsgrënn, wéinst engem Congé parental oder well en an der Police d'Plaz gewiesselt huet de Rescht vum Joer keng Astreinte méi schafft, da gëtt et fir Nuets-, Weekends- a Feierdeegstonne keen Euro weider. D'Stonne ginn näämlech iwwert dat ganzt Joer kontabiliséiert an net pro Mount.

Madamm Presidentin, d'Gewaltbereetschaft vis-à-vis vu Polizisten, mä och generell am Rettungsdéngscht hëlt zou. Et vergeet kee Weekend, wou net an der Press ze liesen oder ze héieren ass, dass e Polizist physesch oder verbal ugegraff gouf. Leit, déi Leit an Nout wëllen hëllefen a fir Uerdnung musse suergen, musse mat deem néidege Respekt behandelt ginn. Well dëse Respekt awer oft feelt, ass d'Politik gefuerdert, méiglechst zousätzlech Strofen an deem Kontext an d'An ze faassen.

Madamm Presidentin, d'Akraafttriede bréngt net nëmmen der Police als Corps nees Rou, mä deenen eenzelne Policememberen an de verschiddensten Unitéiten eng relativ Planungssécherheet, wat hir berufflech Zukunft ubelaangt.

Dës Reform war a villen Aspekter säit Joren iwwerfälleg. Et gouf scho laang virun dëser Regierung doriwwer diskutéiert. Och wann d'Erausfuerderungen um Terrain eis keen anere Choix loossen, wéi de Fonctionnement an d'Opstellung vun der Police unzepassen, brauch esou eng Reform awer och de politesche Wëllen. Eng Institutioun wéi d'Police ze reforméieren, ass keng einfach Saach a geschitt net iwwer Nuecht. De grousse Kader ass elo gesat an dat heite Gesetz erlaabt et der Police, sech nei opzestellen. Elo ass et un der Policedirektioun, sech intern ze strukturéieren an d'Polizisten ze motivéieren.

Madamm Presidentin, mir dierfen eis näischt virmaachen: D'Aarbecht vun der Police wäert mat de Jore bestëmmt net méi einfach ginn. D'Aarbecht vun der Politik wäert et da sinn, an zwee bis dräi Joer en éischte Bilan ze maachen, all d'Säiten ze héieren an ze kucken, wou eventuell Upassunge mussen ënnerholl ginn.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren, gi mat grousser Satisfaktioun den Accord vun der Demokratescher Partei a soen, d'selwecht wéi meng Virriedner dat gemaach hunn, de Leit um Terrain, de Polizisten, de Leit aus der Verwaltung, dem Ministère plus de Kommissiounsmemberen e ganz grousse Merci fir hiren Asaz.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox ageschriwwen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, de Mëtteg stëmme mer also en neit Policegesetz.

En neit Policegesetz, wat sech den héijen Ufuerderunge vun haut stelle muss an hinnen och gerecht muss ginn, sief et am direkte Kontakt mat de Biergerinnen a Bierger an dem Anhale vum Ordre public, dem sougenannten Dräiklang: Tranquillité, Sécurité a Salubrité, fir de kriminelle Gauneren op d'Spur ze kommen an net zu Lescht der internationaler Kriminalitéit an dem Terrorismus d'Stir ze bidden.

En neit Policegesetz, wat de Gréngen no duerch nei, iwwersiichtlech Strukturen a besser Moyenen dësen Ufuerderunge wäert gerecht ginn.

Ufänke wëll ech awer fir d'Éischt mat engem Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Claudia Dall'Agnol, fir hiren ausféierleche Rapport, souwuel dee schrëftlechen, awer och fir dee mëndleche Rapport virdrun hei. Hir detailléiert Ausféierunge mat villen Zuelen an awer och konkrete Beispiller vum Terrain erlabe mir et, net méi op alles mussen anzegoen a just déi Punkten erauszehuelen, déi mir als Gréng nach eng Kéier besonnesch ernimmt wollten hunn.

Mir stëmmen haut dëst Gesetz mat, net, well et esou am Koalitiounsvertrag virgesi war, mä well mer der Iwwerzeegung sinn, dass dëst Gesetz effektiv eng ganz Rei vu Verbesserunge mat sech bréngt, ouni awer de Respekt - an dat wëll ech awer ënnersträichen - vun de fundamentale Rechter vun eise Biergerinnen a Bierger aus den Aen ze verléieren.

Dass eng Reform vum Policegesetz néideg war an och ass, gouf och schonns vu menge Virriedner erwäänt. No der grousser Policereform vun 1999 mat der Zesummeleeung vun der Gendarmerie grand-ducale an der Police war eng Iwwerschaffung méi wéi ubruecht. D'Policegesetz vun 1999 war an ass den Ufuerderunge vum 21. Jorhonnert net méi gewuess an dofir war déi Iwwerschaffung méi wéi néideg.

Et huet awer och zu engem gewëssene Reformstau gefouert, well schonn am Koalitiounsvertrag vun 2009 stoung an der Regierungserklärung: „Mir wëllen dës Reform duerchféieren." Ech wëll dëser Koalitioun, awer och der Majoritéit hei Merci soen, dass konsequent iwwert déi lescht fënnef Joer hei an der Chamber un deem neie Gesetz geschafft ginn ass an d'Viraussetzung geschafe ginn ass, fir dass mer haut dëst Gesetz hei kënne stëmmen.

Esou wéi am Regierungsprogramm och ugekënnegt, gouf am Virfeld vun dëser Gesetzesiwwerschaffung en Audit duerchgefouert. En Audit, dee mat engem Bilan opgehalen huet an deen a verschiddenen Aarbechtsgruppen och behandelt gouf, ënner Abezéiung vun der Police an natierlech mat engem Débat de consultation, deen hei am Joer 2016 an der Chamber ofgehale gouf, wat schlussendlech dann zu der Gesetzespropos 7045 gefouert huet.

Sécherlech wäert dëst Gesetz seng Stäerkten, awer och seng Schwächte weiderhin hunn. An d'Zukunft wäert och weisen, wou da vläicht nogebessert muss ginn. Wichteg schéngt et mir awer, dass eng breet Abezéiung bei dem Ausaarbechten an awer och wärend dem ganze legislative Prozess bestanen huet, fir e

méiglechst gudden an ausgewogene Gesetzestext ze kréien.

Eng Refonte vun dëser Envergure, besonnesch och dann, wa vill Personal mat am Spill ass, ass ëmmer eng Gratwanderung a verlaangt och e gewëssent Fangerspëtzegefill, dat de Minister hei, mengen ech, gewisen huet. Dass et sech do och ëm Kompromisser handelt, versteet sech da vum selwen. Et kann een eben dann net jiddwerengem gerecht ginn, mä déi generell Ausriichtung muss zu enger Verbesserung um Terrain dobausse bei de Beamten am Allgemengen, awer virun allem bei der Aarbecht dobausse bei de Biergerinnen a Bierger féieren.

déi gréng sinn dofir der Iwwerzeegung, dass dëst Policegesetz déi richteg Äntwert op d'Erausfuerderung vun haut gëtt an och déi néideg Verbesserunge mat sech bréngt. Wichteg ass et awer, dass mat der néideger Energie dës Reform elo a Musek ëmgesat gëtt. A wa sollte Schwaachpunkten optrieden, wéi mäi Virriedner och hei scho gesot huet, soll een dann awer net nach eng Kéier 19 Joer waarden, fir eng Reform kënnen duerchzeféieren, a méiglechst schnell dann dat aus der Welt schafen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre..., oder „Här" President elo direkt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi zwee.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President an nach Presidentin, ech ginn dann op déi Haaptelementer vun dëser Reform nach eng Kéier kuerz an, déi mir als Gréng nach eng Kéier wollten ervirsträichen.

Éischtens - bon, ech orientéiere mech do e bëssen un der Rapportrice hirem schréftleche Rapport, deen, wéi virdru gesot, ganz exzellent ass, an ech huelen och déen éischte Punkt do - ass dat näämlech d'Reorganisatioun vun der Generaldirektioun. Ech denken, d'Reorganisatioun war iwwerfälleg an och néideg. Eng modern Verwaltung vun haut muss kënnen duerch kloer an onmëssverständlech Organigrammen organiséiert sinn. Mir ënnerstëtzen ausdrécklech dës Reorganisatioun, well se de Besoinen op ville Punkten ebe gerecht gëtt. Eng propper an iwwersiichtlech Struktur kann nëmme vu Virdeel si fir eng attraktiv Verwaltung a muss och eng Viraussetzung dofir sinn.

Dës Reorganisatioun vun der Direktioun ass awer kee Selbstzweck, mä muss zu enger effikasser Struktur an der ganzer Verwaltung bäidroen, ouni zu engem „déi do uewen" an „déi do ënnen" ze féieren. Et ass ee Corps, et ass eng Police an d'Strukture mussen dofir kloer novollzéibar sinn. An ech mengen, d'Viraussetzung vun dësem Gesetz ass ginn.

Zweete Punkt: déi territorial Reorganisatioun. Déi territorial Reorganisatioun ass vläicht déi Ännerung, déi am meeschte vun eisen Awunner wouergeholl gëtt an déi och am meeschte vläicht contestéiert ass. Net averstane sinn ech mat der CSV, dass hei eng Verschlechterung vum Service an der Proximitéit soll geschéien. Duerch d'Zesummeleeung vun de Centres d'intervention an de Commissariats de proximité, de sougenannten CIen an den CPen, an déi regional Zesummeleeung vun de Kommissariater zu engem Commissariat de police sollen déi néideg Ressourcë fräi ginn, fir déi néideg Präsenz um Terrain ze garantéieren.

An ech hat d'Chance eben als Buergermeeschter vu Réimech, iwwer aacht Joer ganz enk mat engem Kommissariat zesummenzeschaffen, do wou souwuel den CI an den CP doheem waren, iwwregens eng ganz gutt Zesummenaarbecht iwwert déi Joren!

Eppes hunn ech jiddefalls ni verstanen: firwat am Gesetz vun 1999 déi Struktur, déi Trennung deemools esou agefouert ginn ass. Sécherlech huet et vill mat de Cheffen deemools och ze dinn, wéi eng Zesummenaarbecht um Terrain ass. Mä et kann net nëmme vun de Persounen ofhängeg sinn, mä ganz kloer, wann d'Struktur dat net hiergëtt, ass et och ganz schwéier, dann um Terrain déi néideg Zesummenaarbecht kënnen ze maachen. A wa leider dann eng mënschlech Komponent dertëschentkënnt, ass et net dénglech, wat d'Zesummespill ubelaangt, an da kann et net sinn, dass de Ball da vun deem engen deem aneren zougeschoustert gëtt.

Dofir mengen ech, dass dës Reform méi wéi iwwerfälleg war an dass dës Zesummeleeung vun deenen zwee - CI an CP - zu engem Commissariat de police iwwerfälleg war. An dofir kënne mer dat och nëmme mat zwou Hänn ënnerschreiwen an dat wäert och déi néideg Ressourcefräiheeten dann zur Verfügung stellen, fir déi Proximitéitsaarbecht och kënnen ëmzesetzen.

Déi geografesch Zesummeleeung ass natierlech e bësse méi komplizéiert. Et ass ëmmer schwéier, de Leit um Terrain dobaussen ze soen, insbesondere de Biergerinnen a Bierger, wann eppes soll zougemaach ginn, ouni dat am Detail genau wëllen ze erklären. Et gëtt gesot, dass effektiv duerch dës Zesummeleeung, CPen an CIe mat de regionalen zesummen, 80% méi Präsenz ka garantéiert ginn, déi eben de Biergerinnen a Bierger kann zur Verfügung gestallt ginn.

Ech mengen, och wann nëmme 50% an der Realitéit herno um Terrain eraussprangen, da sinn ech sécher, dass d'Proximitéit wäert gestäerkt ginn. Ech kann dofir och net déi Schwaarzmolerei vun der CSV hei deelen.

Wat de Standuert ubelaangt, an do géif ech dann och nach eng Kéier... De Buergermeeschter vu Mondorf, ech kucken e kuerz un. Dass effektiv zwee CPe sollen zesummegeluecht ginn, ech stëmmen deem och zou. Et ass mer och u sech egal, wou en da schlussendlech soll sinn, zu Réimech oder zu Mondorf. Wat et net däerf sinn, an dofir wëll ech dat awer och hei nach eng Kéier ernimmen, dat ass, dass en op der grénger Wiss soll entstoen.

Wann nei Kommissariater solle gebaut ginn, da wann ech gelift net op eng gréng Wiss, zum Beispill zwësche Réimech a Mondorf am „Triangle Vert". Dat géif ech als falsch Plaz gesinn, well déi mussen awer fir mech an engem Zentrum, no bei engem Zentrum sinn, well et gehéiert dohin an dat ass och en Zeeche vu Proximitéit, d'Gefill, dass e Kommissariat nach an der Emgéigend ass.

Wat genau d'Fallbeispill elo vu Réimech a Mondorf ubelaangt, ech hat deemools nach en Terrain uginn. Ech kann dat jo haut dem Buergermeeschter vu Mondorf matdeelen, dass e staatlechen Terrain zu Réimech zur Verfügung steet. Mä vläicht kann de Minister selwer herno nach eng Kéier op déi verschidden Zesummenaarbechten tëschent deenen eenzelne Corpsen agoen, a wéi déi Zesummenaarbecht haut schonn an der Praxis ass. An dat weess ech och erëm aus dem Beispill vu Réimech a Mondorf, dass déi Zesummenaarbecht awer exzellent funktionéiert an dass doduerch och d'Proximitéitsaarbecht vill méi no komm ass.

Den drëtte Punkt ass d'Reform selwer, de Renforcement vun der Police administrative an der Police judiciaire, woubäi ech bei der Police judiciaire vläicht gären op d'Ausféierunge vun der Rapportrice zréckverweisen, déi dat Néidegt scho gesot huet.

Jo, eng Rei Moyene ginn dobäi zur Verfügung gestallt, fir de sougenannten Dräiklang, ech hat e virdru schonn eng Kéier gesot, d'Tranquillité, d'Sécurité an d'Salubrité publique, kënnen anzehalen.

Vill Mesurë sinn och scho genannt ginn, déi sinn hei am Gesetz opgezielt. Et ass de Contrôle vun der Identitéit, et ass den Etablissement vun engem Périmètre de sécurité, et sinn d'Fouillen, also d'Duerchsichung, d'Fermeture vun den Etablissementen an esou weider, och deels mat der Aschränkung ëmmer vun de perséinleche Fräiheeten, wat natierlech ëmmer am Respekt vun dem néidege Gesetz muss geschéien.

An dat ass och hei an deem Gesetz e Kompromiss gewiescht, well d'Definitioun ass haut: «danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique». Den „imminent" schéngt mer awer och de gesonden Equiliber tëschent eben dem Anhale vum Ordre public an awer och der Anhalung oder der Securitéit vun der perséinlecher Fräiheet ze bewaren.

„Imminent" schéngt vläicht an der Praxis deem engen oder aneren nach schwéier ze falen, fir et ze interpretéieren. Ech mengen awer, dass et ganz wichteg ass an engem Rechtsstat, dass mer dee gesonden Equiliber do weiderhin oprechterhalen.

An déi verschidden Avise vun der Commission consultative des droits de l'homme oder och nach vum Parquet général, mat ageschloss deem vun der Stad a vun Dikrech, weisen op dee wichtegen Equiliber hin. Et ass och eng Erklärung nach eng Kéier ginn, dat steet och nach am Rapport, iwwert d'„imminence d'un danger" an den „danger immédiat", soudass een do awer déi néideg Erklärung fënnt, fir kënnen den Equiliber do ze fannen.

E puer Wuert nach zum Platzverweis, well och mir Gréng - an d'Madamm Claudia Dall'Agnol als Rapportrice..., net als Rapportrice, mä virdrun als mandatär Spriecherin vun der LSAP huet et och hei scho gesot -, mir Gréng hunn dräi Argumenter, firwat mer et u sech net onbedéngt brauchen: well de Platzverweis fir eis keng Plus-value mat sech bréngt. Et gi Moossnamen, déi et kënne bewierken, et ass virdru schonn eng Kéier genannt ginn. An dësem Gesetz stinn der och derbäi.

En zweet Argument: De Platzverweis ass oft nëmmen eng Symptombekämpfung an de Problem gëtt u sech verlagert, vun A no B verschoben, wat also keng onbedéngt Léisung ass.

An dat drëtt Argument, wat och an dësem Zesummenhang gëllt - an ech wëll och do nach eng Kéier op d'sozialistesch Vertriederin hei verweisen -, ass, dass déi, déi cibléiert sinn, op der ënneschter Spross vun der Sozialleeder stinn an oft dann éischter stigmatiséiert ginn, wat mir op kee Fall kënnen akzeptéieren. Dofir ass aus eiser Siicht éischter do eng cibléiert Sozialpolitik néideg, fir deem entgéintzewierken, an net onbedéngt e Platzverweis.

Dann denken ech, dass och d'Kameraiwwerwaachung e bëssen an déi Richtung geet. Ech mengen, den Direkter vun der Police hat an engem rezenten RTL-Interview gesot, dass et wahrscheinlech awer och bei der Kameraiwwerwaachung zu enger Verlagerung vun der Problematik kënnt. Och do stellt sech déiselwecht Problematik, dass een et anescht muss ugoen.

Dann nach zu der Moderniséierung vun de Ressources humaines, ech mengen, dat ass de Knackpunkt. Ech mengen de Knackpunkt ass, fir eng attraktiv Police duerzestellen. Mir brauche vill nei Rekrutementsleit, déi sech engagéieren, fir dee schwéiere Beruff auszeféieren. Ech mengen, dass eng Rei Verbesserungen an dësem Gesetz och virgesi sinn, fir d'Carrièren opzewäerten, wëssend, dass déi, déi haut elo scho bei der Police sinn an déiselwecht Ausbildung schonn haten, déi mat der Première, da vläicht en ongutt Gefill hunn, fir net direkt an déiselwecht Carrière ze kommen. Ech mengen awer, dass am grousse Ganzen déi Opwäertung méi wéi néideg war an och richteg esou ass.

Dofir ass d'Schoul eng ganz wichteg Rekrutementsméiglechkeet. D'Schoul muss gestäerkt ginn. D'Schoul muss professionell sinn. D'Schoul muss awer och déi néideg Infrastrukture kréien. A Gespréicher mat der Policegewerkschaft hu mer laang iwwert d'Formatioun geschwat. Ech denken, dass dat en Uleies ass, dat och der Direktioun net onbekannt ass. Dofir wär et wichteg, dass mer wierklech duerch dëst Gesetz de Rekrutement stäerken. A mir mussen eis vläicht op nei Weeër astellen, fir méi Leit kënnen ze rekrutéieren, fir dass d'Police och dobaussen déi néideg Stäerkung fënnt.

Madamm Presidentin, oder Här President - en ass erëm do -, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen also zum Schluss.

déi gréng ënnerstëtzen dës Policereform, well mer fir dëst Land ganz kloer Verantwortung wëllen iwwerhuelen. Mir maache keng Schwaarzmolerei, well mir si sécher, dass d'Proximitéit heimadder gewaart ass, a mir maachen och keng onberechtegt Angscht.

Dës Policereform ass wichteg fir eist Land, well se mat aneren Institutiounen de wichtegen Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft garantéiert. Dofir kënne mer nëmmen zu dëser Policereform Jo soen a mir ginn de Jo zu der Gesetzespropos vun haut.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus fir d'Éischt emol e ganz häerzleche Merci un d'Madamm Dall'Agnol, déi eis wéi gewinnt hei dee Projet mat vill Temperament virgedroen huet. Dofir e grousse Merci!

Ech wëll soen, et wär, mengen ech, net richteg an net fair, wann ech dës Ried net géif ufänke mat engem Kompliment un de Minister Schneider, deen eng komplizéiert Reform awer haut hei presentéiert, wat net einfach war a wou mer eis och driwwer freeën, datt Verschiddenes an där Reform ass, wat mir als ADR scho laang gefuerdert haten, wéi zum Beispill eng am Gesetz verankert Police administrative. Och huet de Minister an deene leschte Joren effektiv derzou bäigedroen, datt d'Effektiver vun der Polizei an d'Luucht gesat goufen. Dat sinn Efforten, déi ee muss unerkennen. Dat maache mer och.

An no deene Komplimenter, muss ech awer soen, komme soss awer elo keng méi an deenen zéng Minutten, déi eis zur Verfügung stinn, well et gëtt an dësem Gesetz ganz villes, wat ee kann a wat ee muss kritiséieren.

(Interruption)

Dat Éischt ass d'Attitüd vun der Regierung géintiwwer der Sécherheetspolitik, géintiwwer de Sécherheetsorganer. A mir hunn dat schonn e puermol monéiert hei an dëser Legislaturperiod, datt d'Regierung ëmmer dat Gefill vermëttelt - a menger Meenung no huet een dat Gefill och zu Recht -, datt dës Regierung eigentlech hire Sécherheetsorganer net traut, datt se hinnen net wëllt Kompetenze ginn. Firwat, muss si selwer wëssen.

An et äussert sech och op Pläng, déi mir net kënnen akzeptéieren. Dat Éischt ass en individuelle Plang, den eenzelne Polizist. Den eenzelne Polizist huet e Recht op eng Protection du fonctionnaire, en huet e Recht drop, vu senger Regierung geschützt ze ginn an net am Ree stoe gelooss ze ginn. En huet Recht drop, bei der Rebellioun ënnerstëtzt ze ginn. En huet Recht op d'Assistance juridique a priori, vu vireran, quitte datt herno muss e Recours geholl ginn - alles dat gëtt et hei net. An et ass net nëmmen individuell, mä och kollektiv, well mir mierken, datt eigentlech d'Hierarchie an der Police op verschiddene Punkten hei a Fro gestallt gëtt, relativéiert gëtt, wat fir e Corps aus der Force publique och keen einfache Prozess ass an och wäert zu Schwieregkeete féieren.

Wann eng Regierung kee Vertrauen an hir Police huet, an hir Sécherheetsorganer, da brauch ee sech och net ze wonneren, datt et u Kompetenze feelt, do wou se néideg wären, quitte datt d'Police hei méi Kompetenze kritt a verschiddene Beräicher wéi se hat, mä awer net dat, wat ee brauch an eisen Zäiten, net dat, wat der Situatioun wierklech ugemiess ass.

Als Éischt wëll ech de Contrôle d'identité vläicht als Beispill huelen, eng Selbstverständlechkeet, datt ee sech muss kënne géintiwwer der Police ausweisen, wann dat néideg ass. Dat gëtt hei ënner ville Kontrollen deelweis komplizéiert erlaabt, eng Selbstverständlechkeet!

Gëschter si mer nach gewuer ginn, datt d'Police emol net deen normalen Accès, „sauf dans le cadre d'une enquête", op de Fichier huet vun de Fangerofdréck vun den Demandeurs d'asile. Dat misst eng Selbstverständlechkeet sinn. An déi Virfäll, déi mer viru Kuerzem an Däitschland haten, déi sollten eis jo och nach eng Kéier drun erënneren, wéi wichteg esou elementar Saachen awer sinn.

De Platzverweis: Ech wëll Iech soen, ganz kloer, zemools nodeem datt den Här Hahn besonnesch laang haut iwwert de Platzverweis a senger Ried geschwat huet, datt dat eppes ass, wat d'ADR voll matdréit. De Platzverweis ass net nëmme fir Hooligans, wou een et am Viraus weess. Et ass och, fir Attroupementer kënnen entgéintzewierken, déi net virauszegesi sinn. Et ass e wichtegt Sécherheetsinstrument, wat och iwwerall ronderëm eis fonctionnéiert. Mir hätten et och gär zu Lëtzebuerg.

Dat Argument, dat wär fir d'Heescherten, dat muss ee relativéieren. Mir gebrauchen dat an eiser Argumentatioun net, well bei deenen Heescherten, déi an enger sozialer Noutlag sinn, do kënne mer sympathiséiere mat deem, wat gesot ginn ass, datt een do muss eng sozial Approche hunn. Ech mengen, dat ass mënschlech.

Mä et gëtt och déi organiséiert Heeschebanden. An dat ass eppes, wou net sozial Mëttelen dergéint hëllefen, mä do muss ee kloer soen, dat ass en Abus vum Bewegungsrecht an der Europäescher Unioun. Dat ass den Usazpunkt, deen ee muss huelen, fir géint dat Iwwel virzegoen. Do ass de Punkt. An ech mengen, mir mussen einfach och an där do Diskussioun differenzéieren. Mä mam Platzverweis huet dat an eisen Aen näischt ze dinn. Hei si mer am Beräich vun der Sécherheetspolitik an do hätte mir gär dat Instrument.

Och géife mir als ADR der Police kee Maulkuerf ginn, wéi et am Ableck ass. Eis Effentlechkeet huet e Recht drop, transparent an objektiv iwwert d'Sécherheetslag informéiert ze ginn, net ënner engem ideologesche Brëll, net mat den Non-dits, déi nëmmen zu Spekulatiounen Ulass ginn an herno d'Analys vun der Sécherheetssituatioun am Land doduerch méi schwéier maachen, datt kee méi esou richteg weess, wat eigentlech lass ass, wouduerch d'Spekulatiounen iwwerhaapt eréischt opkommen.

Och sollte mer d'Kompetenze vun der Police nach eng Kéier iwwerdenken, an zwar virun allem och do, wou se mat anere Corpse muss zesummeschaffen: mat der Douane bei Fouillen, bei Grenzkontrollen, a mat der Arméi deelweis, fir ze kucken, datt mer awer an engem Asaz äänlech disziplinaresch an äänlech Kompetenzdispositioune kënnen hunn.

Mir hätte gär als ADR eng effikass Police an eng Police, déi weess, datt se sech kann op hir Autoritéite verloossen. Dat ass am Ableck leider net de Fall.

E grousse Problem, dee mir och ëmmer als ADR uschwätzen, ass dee vun der Gewaltentrennung. Mir hätte gär, datt et ganz kloer ass, datt d'Police eng Verwaltung vum Pouvoir exécutif ënnert der Verantwortung vum Polizeiminister ass. Mir hunn do eng kloer

Linn. Mir wëlle keng Verwëschungen. Mir wëlle virun allem net, datt d'Autorités judiciaires do kënne matschwätzen, wou net hir Plaz ass.

D'Autorité judiciaire, d'Justiz allgemeng, ka sech total op d'Ennerstëtzung vun der ADR verloossen do, wou si eben an hirem Rôle ass. Si ass net an hirem Rôle, wann et drëm geet, fir d'Nominatiounen an der Police judiciaire matzebestëmmen! Si ass net an hirem Rôle, fir d'Inspection générale de la Police ze féieren! Si ass net an hirem Rôle, fir de SREL ze féieren! Dat ass net d'Aufgab vun der Magistratur.

An d'Magistratur ass manner kontrolléiert, manner demokratesch kontrolléiert wéi all anert Organ vum Stat, wéi all aner Institutioun. Och dat ass e strukturellen Nodeel. An dofir insistéiere mir op eng kloer Gewaltentrennung an op d'Verantwortung vun deene respektive Ministere vun der Regierung fir dat, wat an der Police geschitt.

Mir wëllen och ganz kloer nach eng Kéier deen Aspekt vun der Carrière vun den eenzelne Polizisten hei ervirhiewen. Et gëtt an dësem Gesetz Verbesserungen. An déi begréisse mer ausdrécklech. Et ass e schwéiere Beruff. Et ass e Beruff, deen ëmmer méi Qualifikatioune verlaangt vun deene Leit, déi de Courage hunn, déi en Engagement weise fir eis Gesellschaft, fir sech an der Police ze engagéieren.

Awer dës Regierung huet net nëmme Verbesserunge bruecht. Si huet hir Carrière hei, hir Legislaturperiod ugefaange mat däitleche Verschlechterungen, mat der Affär ronderëm d'Déngschtwunnengen an esou villem, net nëmme bei der Police, mä wou se och erëm gewisen huet, mat wéi engem Geescht se eigentlech mat de Sécherheetsorganer wëllt ëmgoen. Et war eng traureg Geschicht, wou grouss materiell Verloschter fir vill Poliziste dermat verbonne waren.

Och den Ëmgang mat de Polizeigewerkschaften huet eis verwonnert, well mer eis jo virun allem vun enger LSAP geduecht hätten, datt déi méi en entspaanten Ëmgang ka mat Gewerkschaften hunn. Dat war net de Fall. Och den Audit war komplizéiert aus enger ganzer Rei Ursaachen; aner Virriedner si schonn drop agaangen. Alles onnéideg an dacks klenglech Iwwerleeungen: klenglech Iwwerleeungen, wann et och ëm kleng statutaresch Froe schlussendlech gaangen ass, wéi den Ufank vun der Carrière, de Casernement an d'Denominatioun vun deenen, déi an der Carrière ufänken. Dat si klenglech Problemer. Alles dat wär net néideg gewiescht.

Mir soen als ADR, datt déi, déi an der Force publique sinn, am SREL, an der Douane, an den Administrations pénitentaires och, datt déi vill Affer brénge fir eist Land an doduerch sollen dignement traitéiert ginn.

Mir hunn d'Police gär, dat soen ech hei ganz kloer, mä mir hu se net esou gär, datt mer der zwou oder dräi gär hätten. Eng geet duer! An och dat ass eng Derive, déi mer am Ableck e bësse feststellen, datt d'Police, déi jo d'Fusioun mat der Gendarmerie hannert sech huet, wou mer alleguerte soen: „Et ass gutt, datt mer ee Corps hunn", datt et awer Tendenze gëtt, fir do ze subdiviséieren, sief et wéinst der Ambitioun vun den Autorités judiciaires, datt mer Subënnerscheeder maachen tëschent der administrativer Police, tëschent der judiciairer Police. Fir eis ass dat ee Corps, wou och e gerechten Iwwergang vun deem engen zu deem anere muss méiglech bleiwen.

A mir brauche scho guer net eng drëtt Police a Form vun der Inspection générale de la Police. Wa mer iwwert dat Gesetz schwätzen, wäerte mer och do besonnesch insistéieren, datt mer net dräi Policen am Land brauchen, wou u sech eng vëllegen duergeet.

De Rekrutement vun der Police ass natierlech eng Erausfuerderung. Den Niveau scolaire muss gekuckt ginn, och well och dës Regierung eng Verantwortung dofir dréit, datt den Niveau an eisem Enseignement weider erofgeet. Awer d'Besoinen um Terrain, déi ginn net erof! Dat heescht, mir mussen de Schoulniveau eropschrauwen. Mir musse jo sécherstellen, datt wann e Polizist e Rapport schreift, datt dee Rapport ka virun der Justiz Bestand hunn, datt e gutt formuléiert ass, datt en en zouverlässegt Beweismëttel kann duerstellen.

An egal wat hei u Schoulpolitik an dëser Regierung virbruecht gëtt, d'Realitéit um Terrain, dat ass dat, mat deem mer konfrontéiert sinn. A mir mussen einfach derfir suergen, datt mer gutt ausgebilte Polizisten hunn, och an deenen dote Beräicher.

Fir vläicht eng Konklusioun ze zéien: Mir wëssen heibannen - op jidde Fall wësse mir et an der ADR -, datt mer dat Gesetz geschwë mussen nobesseren. Eis Police verdéngt e bessert Gesetz wéi dat, wat mer haut virgeluecht kréien. Eis Gesellschaft muss kënnen a Sécherheet liewen. Dat ass op jidde Fall fir eis als ADR eng Prioritéit. Mir stinn hannert der Police a mir wäerten d'Police weider moderniséieren. Dat Gesetz hei ass allerhéchstens en éischte klenge Schrëtt an déi richteg Richtung, mä leider huet et esou vill Nodeeler, datt mir et net kënne matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech hat scho bei der Debatt d'Geleeënheet, dat hei ze soen, mä ech soen et erëm eng Kéier: An enger besserer Welt bräicht ee wéineg Police, vläicht souguer guer keng. D'Leit komme weder schlecht nach gutt op d'Welt. Si entsprangen hirem Milieu, deen hir sozial Bezéiungen, hir Educatioun, hir Verhalensweis bestëmme wäert. An natierlech spillt och de fräie Wëlle vun all Eenzelnem, well mir Mënsche si weder ganz determinéiert, nach si mer fräi vun allen Zwäng. Jee no Schicksal hätt deeselwechte Mënsch en Dokter oder Pompjee kënne ginn, dee Liewe rett, oder e Kriminellen, deen aneren d'Liewen hëlt oder d'Liewen zur Häll mécht.

Mir liewen nach an enger Gesellschaft, déi Gewalt op allen Niveaue produzéiert. A wann déi sozial Gewalt an d'Schéier tëschent Räich an Aarm ëmmer méi grouss gëtt, da wäerten déi aner Forme vu Gewalt weider zouhuelen. Et geet eis net drëms ze entschëllegen. Et geet eis drëms ze erklären, datt d'Gewalt net vum Himmel eroffält oder do ass, well et Leit gëtt, déi einfach esou wieren. Et brauch een nëmmen uechtert d'Welt ze kucken: An deene Länner, wou den Ecart tëscht ganz aarm a ganz räich ganz grouss ass, do huet een et och mat extreme Forme vu Gewalt ze dinn.

Eng Saach ass awer wichteg ze verstoen, an ech wëll dat och betounen, well ech mengen, datt een déi Nuance erabrénge muss: Eng materiell a finanziell aarm Gesellschaft ass net gezwongenermoosse gewalttäteg. Et sinn d'Ongläichheeten, déi dës Gewalt produzéieren! Dofir stellt een oft vill méi Gewaltdelikter a Crimmen a grousse Metropole fest, wou déi zwou Welten openeeknallen.

Ech kann awer nëmmen do virdru warnen, ze mengen, datt een dës Problemer mat ëmmer méi Polizei an ëmmer méi Polizeimesurë bekämpfe kann, amplaz eng reell sozial an ekonomesch gerecht Politik ze maachen. D'Polizei spillt an engem gewëssene Mooss Pompjee vun de Resultater vun de sozialen Ongläichheeten.

Här President, ech hunn et virdru gesot, datt eben an enger besserer Welt mer net vill Police bräichten, mä mir si leider nach net esou wäit. Dofir ass an eisen Aen d'Police e wichtege Service public, deen e Minimum vu Gerechtegkeet ka bréngen do, wou Ongerechtegkeet geschitt. An dofir brauche mer eng Police, déi do ass fir d'Bierger, där hir Missioune kloer definéiert sinn. An dat ass zemools wichteg fir d'Bierger, mä och fir d'Polizistinnen an d'Polizisten, déi um Terrain schaffen a mat heiansdo komplizéierte Problemer konfrontéiert sinn a wou et och fir si besser ass, datt si sech an engem kloer definéierten an delimitéierte Kader bewegen, wou se wëssen, wat se dierfen a wat se net dierfe maachen.

Et gi gewësse Mesuren, déi geschafe ginn am Kader vun der Police administrative, op déi ech herno zréckkommen an deem Sënn. Mir zweifelen drun, well de Flou weder gutt ass fir Bierger nach och fir Terrainspolizisten.An der Police ass et wéi och an alle Beräicher an der Gesellschaft: Et si meeschtens déi, déi ënne sinn, déi d'Zopp ausläffele mussen. Et huet ee gemierkt op der leschter Generalversammlung vum SNPGL, datt e richtegt Ongerechtegkeetsgefill bei der Police, zemools ënnert den ënneschten a mëttlere Carrièren, herrscht géintiwwer hirer eegener Direktioun.

Ech sinn net genuch an dëser Welt bewandert, fir mer eng objektiv Meenung ze bilden, mä ech lauschteren no, wat d'Leit soen, dat prinzipiell, an ech huelen dat och eescht. An do muss ech awer soen, datt e puer Saache mech schockéiert haten, zum Beispill déi Saach och mat den Iwwerstonnen, déi Stagiairen net bezuelt kritt hunn.

Ech duecht ee Moment, ech hätt net richteg héieren. Ma neen, dat ass esou! Dat gouf souguer confirméiert. An et ass och nach an der Fonction publique, wou et geschitt. De Minister huet och op eng Question parlementaire geäntwert gehat, vum Här Kartheiser gestallt, datt dat och kéint geregelt ginn, ënner anerem och iwwert de Compte épargne-temps.

Mä elo hu mer souwisou awer trotzdeem... Well et ass net alles schlecht an deem Gesetz, dofir wäerte mer eis och enthalen, dat soen ech Iech dann och elo direkt. Et ass awer ze begréissen, datt elo am Gesetz den normale Regimm och vun de Stagiairen agefouert gëtt wéi am Rescht vun der Fonction publique, wat hinnen dann och eng besser Ufankscarrière garantéiert. Eng Ufankscarrière, déi zwar, muss een erëm betounen, aus klengleche Spuergrënn viru véier Joer verschlechtert gouf. Et huet een awer héieren - et ass jo elo gläich Wahlkampf -, datt déiselwecht, déi se verschlechtert hunn, et erëm wëlle réckgängeg maachen. Et misst all Joers Wahlkampf sinn, da géife manner Dommheete geschéien.

Et muss ee leider awer och bedaueren, datt weiderhi gewësse Servicer vun der Police net déi néideg Opwäertung kréien, déi se verdéngen. An dorobber kommen ech nach zréck, wat den ECOFIN ugeet.

Da gëtt et och nach deen anere Problem, do stellen ech mer einfach e puer Froen, an zwar dee vum Transport vun de Prisonnéier. Do huet och d'Policegewerkschaft gefuerdert, datt den Transport vu Prisonnéier vum Prisongspersonal, am Volleksmond vun den „Giischtercher", misst assuréiert ginn. Dee gëtt awer vun der Police assuréiert. De Problem ass awer deen, datt e Prisonnéier engem Polizist wahrscheinlech verständlecherweis manner gutt gesënnt ass wéi engem Giischtjen, well en deen net onbedéngt als Feind ugesäit.

Souwäit ech weess, ass de Justizminister net der Meenung, datt d'Police dat misst iwwerhuelen. Vläicht kann een dorop eng Antwert kréien. E weist Neen, mä da kënne mer…

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Ech stinn zu 100% hannert deem Text, dee mer haut stëmmen, ouni iergendeen Zweifel.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Okay. An der Rei.

An da misst een awer och nach iwwer een Deel justement schwätzen, iwwert déi ekonomesch a finanziell Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, wou mer wëssen, datt deen Deel, déi Sektioun vun der Police staark ënnerbesat ass. A vläicht ass dat och bewosst ëmmer esou gewiescht. Ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen, deen dat mengt. Ech mengen, och d'Presidentin vun der APPJ huet dat an engem Interview am „Quotidien" ugedeit.

An et konnt een och noliesen am Audit, datt d'ECOFIN-Sektioun net genuch ausgebilt ass, mä och net déi néideg Formatioun kritt, fir esou komplex Dossieren ze meeschteren. Zu Lëtzebuerg si se wahrscheinlech nach méi komplex wéi op anere Plazen. D'Resultat ass, datt PJ-Leit sech ebe méi op manner komplex Dossiere konzentréieren, dat heescht och op méi kleng Fësch, well fir déi déck ze fänken, huet d'Police weder d'Zäit nach d'Mëttel. An dat dréit och net zur Moral bäi an deem Service, well déi Leit wëssen dat och. An dat kann och zu Burnout-Fäll féieren.

Et ass also en historesche Fall souwisou vu Klassejustiz, well grad e staarke Renforcement vun deem Service kéint derzou bäidroen, datt ee kéint géint déi grouss Kriminalitéit, déi am Col blanc, virgoen. Dat ass natierlech manner mediewierksam wéi iwwer Platzverweis oder géint Obdachloser ze schwätzen. Et sinn der, déi reege sech regelméisseg iwwert d'Heescherten op, e puer aarm Däiwelen, déi e puer Euro froen, mä déi, déi Millioune klauen, déi schéngen déiselwecht manner ze interesséieren.

Här President, och wann dës Policereform néideg war, mierkt een, datt se nach staark geprägt ass vun der Ambiance, déi d'Attentater a Frankräich an an der Belsch an an nach anere Länner hannerlooss huet. Et soll ee sech awer viru Politiker hidden, déi Gesetzer maache wëllen no engem schlëmme Fait divers oder souguer no engem Attentat, wa jiddwereen ënner Schock ass.

Dat wierkt gutt an engem éischte Moment virun de Kamerae vun der Télee, mä et ass op laang Dauer geféierlech, well eppes Ausserguewéinleches gëtt zur Normalitéit. Et ass och um Terrain wahrscheinlech net esou effikass, wéi ee mengt, an heiansdo souguer kontraproduktiv. A mir stellen eis awer och Froen iwwert d'Pertinenz vun enger Rei Mesuren an neie Méiglechkeeten am Kader vun der Police administrative.

Natierlech kann ee soen: „Dat geschitt alles am Kader vum Gesetz", mä dat wëllt näischt heeschen, well et geschitt ëmmer alles am Kader vum Gesetz. E Gesetz garantéiert net onbedéngt ëmmer all Fräiheeten. Och e Polizeistat, dee mer glécklecherweis net sinn, schafft am Kader vum Gesetz. Dat däerf een ni vergiessen.

Bon, do gëtt et Beispiller, eben dat faméist Beispill vun den Identitéitskontrollen am Kader vun engem „danger grave, concret et imminent", wou och d'Commission consultative des droits de l'homme gesot huet: „Et gëtt awer en Ënnerscheed tëschent ‚imminent' an ‚immédiat'." Ech mengen, de Parquet huet dat och gesot, wou de Minister Kontrollen iwwer zéng Deeg renouvelabel kann ordonnéieren. Dat ass eng Fro, a souguer de Cabinet d'instruction stellt déi Fro och, ob dat wierklech net e Flou bedeit, dee kéint problematesch ginn.

Am Kader vun engem Refus kann déi Persoun awer och a Retentioun gehale ginn, wou een net wierklech weess, wat dat kéint bedeiten. Mir hunn zwar nach genuch Vertrauen an den aktuelle Fonctionnement vum Stat a vun der Police, datt och net an deem Kader automatesch eng grouss Zuel vun Exzesser bedriwwe gëtt, mä d'Gesetz mécht an deem Sënn d'Dier op fir méiglech Exzesser, wann de politesche Kader sech ännere géif.

An et däerf een net vergiessen, datt et a Frankräich, wat och e Rechtsstat ass, zu Exzesser koum. Dat fënnt ee vläicht anekdotesch, bis een emol selwer eng Kéier dovunner betraff gouf.

Och wat d'Fouillë vun Autoen ugeet, sinn d'Dieren opgemaach ginn. Bis elo sinn déi vun der PJ exekutéiert ginn. Dat gouf am Gesetz vun 2007 festgehalen. An enger éischter Fassung war deemools net virgesinn, datt de Procureur d'État déi misst unuerdnen. Dat ass duerno awer op Urode vum Statsrot an de Code d'instruction criminelle eragefloss. Elo ass et awer esou, datt mer méi wäit ginn, net nëmmen, datt de Procureur d'État net méi muss unuerdnen, mä datt en plus d'Police administrative an net méi d'PJ dat kann an deem Kader duerchféieren.

Mir stellen eis och Froen iwwert d'provisorescht Zoumaache vu Geschäfter a Caféen. De Problem ass deen, datt deemno wéi och finanziell Aboussen geschéien oder datt esou e Betrib souguer e Reputatiounsverloscht kann erleiden, wat ëmsou méi komplizéiert ka sinn, wann et net verdéngt war oder wann e grad eréischt opgemaach huet.

An dann den Traitement vu perséinlechen Daten, wou sech op déi Autoritéit vun 2002 beruff gëtt, wou zwee Membere vun der CNPD an de Procureur d'État général dra sinn. De Problem ass just, datt se weder iwwer e Budget verfüügt nach iwwer Ressources humaines, fir hir Missiounen iwwerhaapt ze erfëllen.

Dat heescht, et kann een ëmmer Saachen an e Gesetz schreiwen, mä wann de Contrôle iwwert d'Abusen net geschitt, dann ass dat e Pabeiertiger.

Voilà! Ech hunn e bëssen ze vill geschwat an, ech mengen, et geet och elo duer. Dofir, aus deenen Ursaachen: Et gëtt positiv Avancéeën, op déi ech net all konnt agoen, dofir wäerte mer net dergéint stëmmen, mä et gëtt e puer Doutten, déi mer awer trotzdeem hunn, dofir wäerte mer och net derfir stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet den Här Etienne Schneider, den zoustännege Minister fir déi bannenzeg Sécherheet.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Merci, Här President. Fir d'Alleréischt wëll ech der Rapportrice, der Madamm Dall'Agnol, e grousse Merci soe fir dee schréftlechen an och mëndleche Rapport, a virun allem och fir déi Gedold an déi vill Reuniounen, déi mer haten, fir déi heite Reform endlech hinzekréien.

Ech mengen, dass jiddweree mat mer d'accord ass, och déi, déi haut net fir de Projet stëmmen, dass et eng schwiereg Reform war. Eng schwiereg Reform aus enger Rei Grënn, ënner anerem dowéinst, well et ganz vill Akteure gi sinn an där heiter Reform. Et ass net nëmmen eng Reform, wou de Minister, deen zoustänneg ass fir d'bannenzeg Sécherheet, implizéiert ass, mä och de Justizminister ass dran implizéiert, och de Fonction-publiques-Minister ass dran implizéiert an och den Interieursminister ass a verschiddene Voleten an déi Reform implizéiert. Mä domat geet et net duer.

Mir hunn et och an där Reform mat enger grousser representativer Gewerkschaft vun der Police ze di gehat a mat enger ganzer Rei Personalvertriedunge vun der Police ze di gehat. Mir hu misse mat de Gemengen op enger ganzer Rei Punkten eens ginn. Mir hunn awer och misse mam Parquet eens ginn, fir déi Reform hei hinzekréien. An ech kann Iech soen, aus deene Joren awer vun Diskussiounen, déi mer elo haten, dass vill Interête vun deene verschiddenen Akteuren diametral opposéiert waren an dass et dofir net ëmmer evident war, fir ze tranchéieren a fir eng Léisung ze fannen.

Dofir sinn ech och d'accord mat deene Riedner, déi haut hei gesot hunn, dass déi Reform

net jiddwerengem zu 100% gefält, mä ech mengen, an där Refom hei kann een awer zréckhalen, dass se richteg ass, dass se gutt ass an dass se d'Police e gutt Stéck wäert virubréngen.

Mir hu probéiert, wéi mer mat där Reform hei ugefaangen hunn, dat an aller Transparenz ze maachen. Dat huet ugefaange mat engem Audit, deen och hei schonn erwäänt ginn ass, dee mer transparent gefouert hunn, wou all Polizist, dee wollt matschaffen, och konnt matschaffen. Mir hunn duerno e Comité de suivi agesat, wou och jiddwereen, dee wollt matschaffen, konnt matschaffen.

Mir hunn eis bei all Text, dee mer proposéiert hunn, bei all Text, dee mer ausgeschafft hunn, mat de Gewerkschaften an de Personalvertriedunge getraff, fir déi verschidde Voleten ze diskutéieren. Och do ass vill, oft an hefteg diskutéiert ginn. Och do ware mer eis net ëmmer op all Punkt eens, mä mir hunn herno tranchéiert. An d'Resultat hutt Der haut zum Vott hei leien.

D'Zil vun där heiter Reform ass, méi Präsenz um Terrain ze kréien duerch eng besser Organisatioun vun der Police, awer och doduerjer, dass mer der Police besser Moyene ginn - legal Moyenen, budgetär Moyenen. Mir ginn der Police awer och eng ganz Rei nei Kompetenzen. An d'Rapportrice ass am Detail dorobber agaangen.

An deem Kontext gëtt ënner anerem d'Direction générale, also de Kapp vun der Police, reforméiert an hirer Organisatioun. Mir hunn awer och eng territorial Reorganisatioun virgeholl, wou mer zum Beispill vu sechs op véier Regiounen zréckginn, déi dann och am Accord si mat den Arrondissements judiciaires. Alles dat geschitt, fir de Waasserkapp bei der Police ofzebauen a fir méi effikass kënnen ze schaffen.

Mir hunn d'Commissariats de proximité an d'Centres d'intervention an deem Sënn ofgeschaaft an et ginn nach just d'Kommissariater. 13 dovu si 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen op. An déi aner sinn an Zukunft vill méi laang op, an zwar am Prinzip tëschent siwen Auer moies an néng Auer owes. Et kann een och zu all Moment e Rendez-vous bei dem Kommissariat vu sengem Choix huelen als Bierger.

A mir wäerten den nächste Mount online goe mat eisem E-Kommissariat, wou d'Bierger kënnen eng Rei Aktivitéiten, déi se bei der Police hunn, wann et drëm geet, eng Plainte ze maache respektiv e Vol ze annoncéieren oder aneres, online maache vun doheem, an dat ganz onkomplizéiert.

Mir hunn eng komplett Reorganisatioun vun der Police judiciaire virgesinn, wou mer an Zukunft nëmme méi een nationale Service vun der Police judiciaire wäerten hu mat dräi Antennen. Och dat, fir méi koordinéiert kënne géint d'Kriminalitéit hei am Land virzegoen. An dee Service de police judiciaire kritt ee Comité d'accompagnement, dee presidéiert gëtt vum Procureur général. An dee Comité d'accompagnement mam Procureur général un der Spëtzt soll dann och iwwert d'strategesch Prioritéite vun der Police judiciaire kënnen decidéieren.

Mir hunn awer och fir d'Polizisten nei Carrièresméiglechkeeten agefouert, andeem mer souwuel d'Bachelorcarrière wéi och d'Redakteschcarrière bei der Police agefouert hunn.

Mir hunn - an ech hunn et virdru gesot - der Police eng ganz Rei nei Kompetenze ginn am Beräich vun der Police administrative. Et ass virdrun e puermol erwäänt ginn, dass d'Police, contrairement zu deem, wat d'Leit oft mengen, mä dass se kann, dass Saachen, déi et haut nach net ginn et an Zukunft ginn, dass se kann ënner gewëssene Konditioune Fouillë maachen (veuillez lire: dass et, contrairement zu deem, wat d'Leit oft mengen, an Zukunft Saache wäerte ginn, déi et haut nach net gëtt, dass d'Police ënner gewëssene Konditioune Fouillë ka maachen), Fouillë vu Vehiculë ka maachen, Contrôle-d'identitéë ka maachen, Etablissementer kann temporär zoumaachen oder och e Périmètre de sécurité kann aféieren. Alles dat sinn nei Kompetenzen, déi d'Police brauch, fir hir Aarbecht am Interêt vun der Sécherheet vun dësem Land kënne besser ze maachen.

En attendant ass et awer esou, dass mer net just un der Reform geschafft hunn, mä mir hu villes scho realiséiert, wat mer konnte maachen, ouni d'Gesetz vun haut hei ze hunn, esou zum Beispill déi Communautés de commissariats, déi mer agesat hunn, dat heescht, wou mer Kommissariater zesummegeluecht hunn, fir dass si hir Effektiver zesummekréien, fir doduerjer méi Präsenz um Terrain kënnen ze weisen a méi effikass kënnen ze schaffen. Mir hunn och mat enger Rei Gemengen Accorde fonnt, fir Fusioune vu Kommissariater ze maachen.

Mir hunn der Police entre-temps eng ganz Rei nei Equipementer ginn, an net nëmmen nei Pistoulen, mä och aner Equipementer. Mir hunn de Budget vun der Police dofir e gutt Stéck an d'Luucht gesat. A mir hu rezent jo och déi Diskussioun nach gehat, dass mer op verschiddene Plazen, op verschiddenen Hotspotten am Land an Zukunft och nach méi mat Videosurveillance wäerte schaffen.

Mir hunn och, fir der Kriminalitéit entgéintzewierken, an dëser Legislaturperiod eng ganz Rei Razzien organiséiert, speziell eben am Drogemilieu, mat engem relativ interessanten Erfolleg. Dat geet natierlech net duer. Mir wäerten och do weider dru schaffen. Mä mir hunn och eppes anescht gemaach, wat, mengen ech, batter néideg war: Mir hunn de Personalbestand vun der Police e gutt Stéck an d'Luucht gesat. Mir hunn decidéiert als Regierung, dass all Mënsch, dee wëllt Polizist ginn an deen d'Exame packt, och ugeholl gëtt als Polizist, well mer jo selwer gesinn, dass et e Mangel u Personal bei der Police gëtt. Iwwert dee Wee hu mer an deene leschte Jore méi wéi 200 zousätzlech Poliziste kënnen astellen.

Mat all deenen dote Mesuren, also ouni elo nach d'Gesetz ze hunn, well dat kënnt jo eréischt dann ab haut, wann Der dat da stëmmt, hu mer et fäerdegbruecht, dass d'Kriminalitéit am Schnëtt zënter dem Joer 2014 all Joer ëm 4,5% erofgaangen ass. An ech kann Iech soen, dass mer dovunner ausginn, dass mat där Reorganisatioun, mat där Reform, déi mer haut hei wäerte stëmmen, deen doten Trend nach däitlech wäert verbessert ginn.

Ech wëll awer ee Wuert soen zu der Approche vun der CSV, wat dat heite Gesetz ugeet: Ech fanne se ganz einfach schued! Ech erënnere mech drun, dass d'CSV laang an oft de Justizminister hat, dass d'CSV laang an oft de Policeminister hat, dass d'CSV souguer zäitweis de Justizminister hat, dee gläichzäiteg Policeminister war. An all déi Punkten, wéinst deene se haut dat Gesetz net wëllt stëmmen, huet se awer net fir néideg fonnt ëmzesetzen, deemools, wéi se de Pouvoir hat, fir dat ze maachen. Dat fannen ech ganz schued an dat weist, wéi éierlech et hinne mat deenen doten Amendementer gemengt ass.

Dovun ofgesi schwätzt d'CSV dauernd vu Proximitéit. Ech wëll d'Kolleege vun der CSV drun erënneren, dass et d'Kolleege vun der CSV sinn, déi an hirem Gesetz en Ënnerscheed gemaach hunn tëschent Policebeamten, déi zoustänneg si fir d'Proximitéit, an deenen, déi net dofir zoustänneg sinn. Et ass duerch dat heite Gesetz, wou mer deen Ënnerscheed ophiewen a wou an Zukunft all Polizist an dësem Land zoustänneg ass fir d'Proximitéit beim Bierger.

An dann nach eppes, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Wa mer haut méi wéi 200 Polizisten netto méi um Terrain hunn, da mengen ech, ass dat Proximitéit gelieft. Dat ass, mengen ech, vill méi wäert, wéi farfelu Artikelen an engem Gesetz wëllen ze änneren. Et geet drëm, Polizisten anzestellen a Polizisten op den Terrain ze kréien. An et ass genee dat, wat mer mat där heiter Reform wäerte maachen. Dofir fannen ech et schued, dass d'CSV decidéiert huet, déi batter néideg Policereform hei, am Interêt vun der Sécherheet vun de Bierger, mä och am Interêt vun den Aarbechtskonditioune vun der Police, net ze stëmmen. Dir weist domadder, dass Der net hannert der Police stitt. An ech fannen dat schued.

(Brouhaha)

Une voix.- Eieieieiei!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech fannen dat schued fir eng Partei, déi dat Land hei wëllt geréieren a regéieren. Ech fannen dat definitiv schued. An ech géif mer d'Fro erlaben, ob Der dann an Äre Wahlprogramm schreift, dass Der d'Policegesetz, wann Der da gewielt gitt, erëm opmaacht an dann déi doten Amendementer alleguerten do drabréngt. Ech huelen un, dass ech do nach eng Äntwert wäert drop kréien.

Ech wëll op alle Fall vun där heiter Plaz alle Bedeelegten e grousse Merci soen, déi hei un där Reform matgeschafft hunn, deene ville Polizistinnen a Polizisten, déi mat dru geschafft hunn. Ech wëll der Gewerkschaft, dem SNPGL, an deenen anere Personalvertriedungen e grousse Merci soe fir hir Mataarbecht. Och wann et net ëmmer einfach war, och wa mer eis oft an den Hoer haten oder Divergenzen haten op verschiddene Punkten, war Är Mataarbecht awer extrem wichteg, fir dass eppes Seriöes hei dobäi erauskënnt.

Ech wëll och der Generaldirektioun vun der Police Merci soen an un hirer Spëtzt dem Philippe Schrantz, dee ganz, ganz vill Nerven och huet missen opbréngen, bis mer dee Gesetzesprojet hei haut konnte stëmmen. Ech wëll och dem Parquet Merci soe fir déi ganz gutt Kollaboratioun, déi mer mat hinnen haten. An da wëll ech natierlech och dem Frank Reimen an dem Martine Schmit stellvertriedend fir all meng Leit aus dem Ministère vun der Sécurité intérieure Merci soe fir déi vill Iwwerstonnen, déi se och hei hu misse maachen, fir dat doten hinzekréien, an natierlech och de Kolleegen aus der Regierung, speziell dem Félix Braz an dem Dan Kersch, déi zesumme mat hire Beamte ganz vill un deem Projet matgeschafft hunn.

Finalement wëll ech am Numm vun der Regierung hei awer och d'Geleeënheet notzen, fir alle Polizistinnen a Polizisten, mä och dem Zivillkader vun der Police e grousse Merci ze soe fir hiren Asaz am Alldag am Interêt vun der Sécherheet hei am Land, wat net ëmmer einfach ass, wat ganz oft schwéier Konditioune fir si sinn. E grousse Merci un Iech fir Ären Asaz am Interêt vun der Allgemengheet!

An domat schléissen ech meng Ried a soen Iech elo scho Merci fir de Vott vun deem do Gesetz. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat doten huet scho bal wéi eng Abschidsried geklongen.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Freet Iech net ze fréi!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ier mer zur Ofstëmmung vum Gesetz iwwerginn, komme mer zu den Amendementen, déi vun de Kolleege vun der CSV abruecht gi sinn.

Amendements

Ass et gewënscht, déi Amendementen zousätzlech ze erklären? Ginn et soss Stellungnamen dozou?

(Négation)

Dat ass dann net de Fall. Da géife mer fir d'Éischt den éischten Amendement, deen den Artikel 2 vum Projet betrëfft, zur Ofstëmmung bréngen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha)

Une voix.- D'DP ass e bëssen duerjernee mat den Amendementer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Muss ech et molen?

(Hilarité)

Et geet ëm déi dräi Amendementen, déi abruecht gi si vun de Kolleege vun der CSV. Déi, déi mat den Amendemente vun der CSV averstane sinn, stëmme mat Jo.

Une voix.- Mir haten et verstanen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An déi, déi net mat den Amendementen averstane sinn, stëmme mat Nee. Ass dat verstanen?

(Brouhaha)

Jo, ech ginn dovun aus. Ass de Vott ofgeschloss? Huet jiddweree korrigéiert, wat ze korrigéiere war? Okay.

(Brouhaha)

Nee, et geet net duer.

(Hilarité)

Et ass 30-mol Nee an 29-mol Jo.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 1 est rejeté par 26 voix pour et 34 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Exclamations et brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, den Här Bodry hat awer recht. Den Här Bodry hat recht.

(Brouhaha)

Une voix.- Probéier nach eng Kéier, mir hunn zwou Chancen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da géife mer zum Amendement Nummer 2 iwwergoen.

Vote sur l'amendement 2

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo an 33-mol Nee.

(Exclamations et brouhaha)

Domat ass den Amendement ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 2 est rejeté par 26 voix pour et 34 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da géife mer zum drëtten Amendement iwwergoe betreffend den Artikel 48.

Vote sur l'amendement 3

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

34-mol Nee a 26-mol Jo. Domat ass den Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi iwwergoen. Déi, déi mam Projet d'accord sinn, stëmme mat Jo. An déi, déi net mam Projet an där doter Form d'accord sinn, stëmme mat Nee.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7045 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

32-mol Jo, 26-mol Nee, bei 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet 7045 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7262 iwwert d'Feierwierksartikelen. D'Rapportrice ass d'Madamm Tess Burton a si huet direkt d'Wuert.

7. 7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Genau. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer elo zu de Feierwierkskierperen. De Projet de loi, deen ech Iech elo hei presentéiere wäert, ass e ganz klenge Projet, mat deem mer eng Ongenauegkeet aus der Welt schafen. Ëm wat geet et genau?

De 27. Mee 2016 hate mer hei am Haus e Gesetz gestëmmt, mat deem mer eng Direktiv iwwert d'Feierwierkskierperen ëmgesat hunn. D'Feierwierkskierpere sinn a verschidde Kategorien - F1, F2, F3 an F4 - agedeelt, jee nodeem, wéi en héije Risiko se kënnen hunn. Deemools ass festgehale ginn, dass d'Kategorien F1, F2 an F3 kéinte fräi verkaaft ginn, mä fir d'Feierwierkskierperen aus der Kategorie F4 muss de Keefer eng Autorisatioun noweisen.

Dëst ass allerdéngs net am Aklang mat der ITM hirer Bestëmmung. Dofir wäerte mir mat dësem Gesetzestext d'Kategorie F3 och ënnert d'Autorisatioun an ënnert d'Konditioune vun der ITM stellen, esou wéi dat aktuell de Fall ass mat de Feierwierkskierperen aus der Kategorie F4.

Mat der Kategorie F3 sinn also dann och déi Feierwierkskierpere concernéiert, déi e mëttlere Risiko duerstellen, déi dobaussen am Fräien agesat kënne ginn op groussen an oppene Plazen, mä wou de Schall, also de Geräischpegel kee Gesondheetsrisiko fir d'Mënschen duerstellt.

D'Feierwierkskierperen aus der Kategorie F4 presentéieren en erhéichte Risiko an anescht wéi aktuell fir d'Kategorie F3 dierfen d'Feierwierkskierpere vun där Kategorie och just vu Leit benotzt ginn, déi e speziellt Wëssen duerch eng Formatioun erlaangt hunn.

Här President, mat dësem Gesetzestext ännere mer dann elo d'Zougangsbestëmmunge vun der Kategorie F3. Wéi elo scho bei der Kategorie F4 wäerte just nach Leit mat enger spezieller Formatioun Feierwierkskierpere vun der Kategorie F3 kënne kréien a benotzen. Esou bleiwen um Enn nach d'Feierwierkskierpere vun de Kategorien F1 an F2, déi net ënnert d'Zougangsbestëmmunge vun der ITM falen. D'Kategorie F1 si Feierwierkskierperen, déi e ganz schwaache Risiko duerstellen an e minime Schall hunn. Si kënnen a geschlossene Raim benotzt ginn. An d'Feierwierkskierperen aus der Kategorie F2 stellen och e schwaache Risiko a Geräischpegel duer. Si kënnen dobaussen am Fräie benotzt ginn oder an zouene Raim.

Déi zwou Kategorië si fräi fir jiddwereen um Marché verfügbar. Mir alignéieren eis mat dësem Gesetzestext och un eis Nopeschlänner, d'Belsch, Däitschland an Holland, déi d'Kategorie F3 mat der Kategorie F4 scho gläichgestallt hunn. Domat brauch een also an Zukunft als Verbraucher eng speziell Formatioun, souwuel fir d'Feierwierkskierperen aus der Kategorie F4 wéi och aus der Kategorie F3 kënnen ze kafen.

De Moment ass et esou, dass d'Feierwierkskierperen aus der Kategorie F3 net zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, well de Stockage vun esou enger Wuer ze opwendeg ass. Wann esou Feierwierkskierperen de Wee op Lëtzebuerg fannen, dann ass dës Wuer am Ausland kaaft ginn. Hei zu Lëtzebuerg ginn et haaptsächlech zwee Rendez-vousen am Joer, wou Feierwierkskierpere kaaft ginn. Dat ass fir Nationalfeierdag, wat jo elo geschwënn ass, an och fir Sylvester.

Mat dëser Präzisioun am Gesetz soll d'Zuel vun den Accidenter mat Feierwierkskierpere reduzéiert ginn. D'Statistike vun 2013 bis 2014 (veuillez lire: 2016), dat heescht wärend véier Joer, hu 35 Accidenter an de Klinicken opgewisen. Allerdéngs ginn et keng Detailer, mat wéi enge Feierwierkskierperen dës Accidenter geschitt sinn, ob dat elo Knupperten aus der Kategorie F1, F2, F3 oder F4 waren.

Voilà, nach e puer technesch Informatiounen: De Projet de loi gouf de 15. Mäerz 2018 vum Wirtschaftsminister deposéiert. Eng Woch drop koum schonn den Avis vun der Chambre de Commerce an dräi Wochen drop huet de Statsrot säin Avis publizéiert.

D'Chambre de Commerce an de Statsrot haten an hiren Avise keng weider Remarken, soudass de Rapport zu dësem Projet den 3. Mee an der zoustänneger Kommissioun ugeholl konnt ginn.

Voilà. Dëst scho gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. Kann ech dovun ausgoen, dass sämtlech ageschriwwe Riedner - d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch, déi Häre Max Hahn a Gérard Anzia - den Accord bréngen, oder ass deen een oder deen aneren, dee méi wëllt dozou soen?

Une voix.- Ech si Feier a Flam.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Dir sidd alleguer Feier a Flam, hunn ech héieren. A wéi ass et mam Här Minister?

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- De Minister ass ganz zefridde mam Rapport vun der Rapportrice vun der Kommissioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo da géif ech Merci soen a mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7262 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung vum Projet de loi 7262 fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn Unanimitéit mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum Projet de loi 7232 iwwergoen. Dat ass e Projet iwwert d'Lettres de gage am Finanzsecteur. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler.

8. 7232 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Beräich vun de grénge Finanzen ass e Secteur, deen eng speziell Relevanz fir Lëtzebuerg huet. Zum engen ass et e wichtegt Element an der Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft a besonnesch hei vun eiser Finanzplaz. Et ass e Creneau, deen enorm gewuess ass an de leschte Joren a weiderhin nach vill Potenzial huet.

Lëtzebuerg huet do viru méi wéi zéng Joer déi richteg Jalone gesat, fir dass et haut weltwäit ee vun de beschte Standuerter fir d'Green Finance ass. Méi wéi d'Halschent vun de grénge Obligatiounen op der Welt ginn hei bei eis cotéiert.

Lëtzebuerg huet an dësem Kontext fréi d'Chancë gesinn an Innovatiounsgeescht bewisen. Mir waren a si Virreider an deem Beräich a wëllen dat och weider bleiwen, doduerch dass mer ënner anerem nei an innovativ Produkter fir d'Finanzmäert schafen, esou wéi dat mat dësem Gesetzesprojet geschéie soll.

De Finanzsecteur ass zum aneren awer och eng wichteg Plattform, fir déi nohalteg Entwécklung an d'Dekarboniséierung vun eiser Energieproduktioun ze finanzéieren. Et muss ee sech bewosst sinn, dass déi ëffentlech Hand déi massiv Investitiounen an erneierbar Energien, an d'Kreeslafwirtschaft an an den Ëmweltschutz net eleng meeschtere kann.

Duerfir ass et néideg, privat Investisseuren a privat Kapital unzezéien, doduerch dass de Stat den néidege Kader an déi néideg Sécherheete bitt. Tatsächlech ass d'Definitioun vun „gréng" oder „nohalteg" am Kader vu Finanzprodukter nach ëmmer relativ flou, well et keng international Standarde gëtt. Et gi wuel Labels wéi den „Green Bond" Label oder den „Climate Finance" Label, fir Investisseure méi eng grouss Sécherheet ze bidden.

Mat dësem Gesetz gi mer allerdéngs nach e Schratt méi wäit: Duerch d'Schafe vun enger „lettre de gage énergies renouvelables", also engem Pandbréif fir erneierbar Energien, leeë mer per Gesetz ganz präzis Kritäre fest, fir dass esou e Finanzprodukt als grénge Pandbréif ka gëllen. An et muss ee wierklech soen: Dat ass e weltwäiten Novum. Dat gëtt et bis ewell soss néierens. Op dës Manéier hunn d'Investoren eng grouss Sécherheet a Vertrauen an de Produit, dee se kafen.

Wat genee ass déi Lettre de gage énergies renouvelables? A wat gëtt am Gesetz diesbezüglech festgehalen? Mam Gesetzesprojet 7232 kréie Banken, déi op d'Emissioun vu Pandbréiwer spezialiséiert sinn, d'Méiglechkeet, fir eng nei Zort Schold opzehuelen, näämlech déi, déi duerch Rechter a Sécherheeten op materielle Gidder fir d'Produktioun vun erneierbaren Energië gedeckt ass.

Dës Rechter a Sécherheete mussen, wa se net an engem ëffentleche Regëster agedroe kënne ginn, duerch e juristeschen Avis bestätegt ginn. De Gesetzestext definéiert dës Gidder och ganz genee. Dat sinn zum Beispill d'Material fir d'Produktioun, de Stockage an d'Transmissioun vun Energie, d'Assurancen, d'Rechter, d'Creancen an d'Akommes vun enger Entreprise an deem Beräich an esou weider an esou fort.

Duerch d'Droits de substitution gëtt des Weideren d'Kontinuitéit an d'Capacitéit vum Projet, fir Revenuen ze generéieren, garantéiert. Donieft gi mat dësem Gesetzesprojet op Ureegung vun der Europäescher Bankenautoritéit och nach punktuell Annerungen um generelle Regimm vun de Pandbréifbanke gemaach.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 29. Mee weider keng Observatioun, keng Bemierkung ze maachen an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll de Beamten aus dem Finanzministère Merci soe fir déi kompetent Begleedung an dësem Dossier, besonnesch dem Här Andy Pepin, deen eis hei och op der Tribün en direct nolauschtert. Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Wéi mir dat vum Rapporteur gewinnt sinn, huet hie wéi ëmmer en exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport ofgeliwwert. A mir bleift just nach, den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da wär et um Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President, dat hei ass e Projet, dee mir als LSAP begréissen, well e sech an de Secteur, an de Beräich vun de grénge Finanzen areit, wat eng wëllkommen Diversifikatioun ass vun onsem Finanzsecteur, wou schonn eng ganz Rei Produiten an nei Instrumenter geschaaft gi sinn. De Rapporteur huet de LuxFLAG genannt, déi gréng Bourse, mä och aner Initiativen zéien do de Finanzsecteur à contribution, fir och eppes fir d'Ëmwelt ze maachen, an dat ass natierlech eng gutt Saach.

Mir krute gesot an der Kommissioun vun de Beamte vum Finanzministère, dass et hei Akteure gëtt, déi sech dofir interesséieren, fir iwwer Lëtzebuerger Pfandbréifbanken esou Instrumenter ze emettéieren. Dat ass am Fong en neien Elan fir en Instrument, d'Pfandbréiwer, déi zu Lëtzebuerg ni schrecklech vill Succès haten. An dofir, mengen ech, ass dat och en interessante Punkt hei. Dat ass effektiv e ganz séchert Instrument, wat meeschtens e ganz héije Rating huet an dofir och sécher ass fir d'Investisseuren.

Mir kruten och gesot, an dat ass, mengen ech, och wichteg, dass et hei kee Risiko vun deem sougenannten „greenwashing" gëtt, dat heescht där Praxis, déi am Fong doranner besteet, dass ee Saachen, jo, „gréng" wäscht, dat heescht Saachen, déi a Realitéit näischt ze dinn hu mat den Erneierbaren, dass déi effektiv dann esou ugestrach ginn.

Et ass esou, dass déi Bienen, déi Avoiren, déi hei all déi Pfandbréiwer do ofsécheren, ëmmer mussen e Lien hu mat den Erneierbaren, sief dat Infrastrukturen, sief dat Creancen oder soss aner Gidder, mä et muss ëmmer e Lien hu mat erneierbaren Energien.

Dann en drëtte Punkt, deen och nach, mengen ech, derwäert ass, genannt ze ginn, dat ass, dass et bei der Valorisatioun vun dësen Avoiren, déi munchmol e bëssen delikat ka sinn, am Fong och eng Ofsécherung gëtt, doduerch dass e spezielle Reviseur hei muss eng Valorisatioun ofgi vun deene Bienen no enger Method, déi „en bon père de famille" geschitt, dat heescht, op eng ganz virsiichteg Aart a Weis iwwert d'Bün geet, soudass een, mengen ech, hei en Instrument huet, wat sécher ass, wat am Interêt vun enger Diversifikatioun vun onsem Finanzsecteur ass. An dofir, mengen ech, sollt et och vu jiddwerengem kënne guttgeheescht ginn.

Dat gesot, géif ech nach dem Rapporteur André Bauler Merci soe fir säi gudde Rapport an den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet direkt den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll et och ganz kuerz maachen, mä erlaabt mer, dass ech awer zwou Minutten d'Wuert ergräifen. Ech wëll fir d'Éischt dem Här Bauler Merci soe fir den ausféierleche Rapport hei vun dësem, ech mengen, wichtege Gesetz. Dëst Gesetz reit sech an d'Klimapolitik vun der Lëtzebuerger Regierung an. Ech mengen, d'COP21 huet gewisen, dass mer vill mussen ënnerhuelen. An ënner anerem huet Lëtzebuerg jo och deemools bewisen, dass et och op esou enger Konferenz ganz gutt ka mathalen.

Ech hat d'Chance, bei der COP23 och nach eng Kéier derbäi ze sinn zu Bonn. An de Finanzminister war mat op Bonn. Et war wierklech déi éischte Kéier, wou e Finanzminister mat op esou eng Klimakonferenz gaangen ass. An et waren eng ganz Rei vun interessante Virträg vu Lëtzebuerger Initiativ am Lëtzebuerger

Pavillon, fir eben ënner anerem déi verschidde Finanzprodukter, déi et mëttlerweil an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg ginn, och dem grand Public virzestellen. Dëst reit sech effektiv an eng ganz Rei vu gudden Initiativen an.

An et ass och wichteg, dass mer finanzkräfteg Leit fir dat sensibiliséieren, well mir brauchen eng Hiewelwierkung, fir kënnen dat ze stemmen, d'Iddi vun deemools vum Juncker-Projet, fir ze soen, d'Europäesch Investitiounsbank gëtt eng gewësse Garantie, a mir probéieren, um private Marché Suen ze fannen, fir an déi Richtung ze goen. A vun deene Sue gi jo och ganz vill Projeten an d'erneierbar Energien. A wa mer d'Transition énergétique wëlle packen, kann et nëmmen iwwert dës Instrumenter goen.

Den Här Bauler hat et nach explizitt och erkläert: De Greenwashing ass och eppes, wat eis uewe läit. An dofir ass et wichteg, dass heimadder och ganz kloer Kritäre verbonne sinn, fir kënnen dann den Investisseuren, awer och dem grand Public no baussen ze weisen, dass et ëm effektiv richteg Finanzéierung vun erneierbaren Energië geet.

Ouni dësen Invest kënne mer et net packen. Dofir kënne mer nëmmen hei dat begréissen. An ech bréngen dofir den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet den Här Finanzminister d'Wuert, den Här Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll e puer Wuert hei vun der Tribün soen, well dëse Projet ass nawell e wichtegen, well et eng Weltpremière ass, déi mer hei aféieren. Esou e finanzielle Produit gëtt et de Moment op der Welt nach net. An dofir freeën ech mech, dass Lëtzebuerg dat Land ass, wat dat aféiert.

Fir d'Éischt e grousse Merci un den André Bauler fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. En zweete Merci geet un alleguerten d'Akteuren an der Procédure législative, dass mer dat relativ séier hei kënnen an der Chamber stëmmen. D'Initiativ ass um Ufank vum Joer gewiescht. Mir hunn hei no enger kuerzer Zäit dat kënne fäerdegbréngen.

Den André Bauler huet eis richtegerweis erkläert, dass déi Lettres de gage op Lëtzebuergesch Pandbréiwer sinn. Dat ass en typescht lëtzebuergescht Wuert, wat natierlech aus dem Däitsche kënnt. Mir hu scho Pandbréiwer zu Lëtzebuerg gehat, awer nach keng nohalteger, nach keng gréng.

Wat wichteg ass, a souwuel den André Bauler wéi och den Deputéierte Fayot an den Deputéierte Kox hunn drop insistéiert, dat ass, dass dat hei - tëschent Guillemeten - e ganz „seriöe" Produit gëtt, dat heescht, wou d'Moossstief, wou d'Standarden, déi virgesi sinn, seriö sinn, fir dass dat e kredibele Produit op den internationale Marchéen ass. Dat hei erlaabt eis, eis Finanzplaz ze diversifizéieren. An déi héich Standarde wäerten och dann zum Succès vun dësem Produit bäisteieren.

Ech géif gären och hei soen, dass et derno ausgesäit, wéi wann am zweete Semester dann och déi alleréischt esou gréng Pandbréiwer géifen op de Marché kommen. Dann hu mer net nëmmen als Éischt e Gesetz, mä och als Éischt dee Produit op de Maart bruecht. Dat komplettéiert dann eis Panoplie vu grénge Produiten.

Ech wëll vläicht ënnersträichen, dass ronn een Drëttel vun den nohaltegen Investitiounsfonge schonn haut zu Lëtzebuerg gefouert ginn, dass bal zwee Drëttel vun alle Mikrofinanzfongen, déi et an der Welt gëtt, och hei zu Lëtzebuerg ugesidelt ginn. Dir gesitt, dass mer also hei am Domän vun den Obligatiounen a vun de Fongen un der Spëtzt leien.

Wann ech scho vun Obligatiounen, vun nohaltege gréngen Obligatioune schwätzen, erënneren ech drun, dass déi alleréischt 2007 zu Lëtzebuerg - dat war och eng Weltpremière - listéiert ginn ass vun der Banque européenne d'investissement. Mir hunn als Lëtzebuerger Regierung an deene leschten zwee Joer mat der BEI, déi jo hei hire Sëtz huet, eng ganz Rëtsch Initiative geholl. Ech rappeléieren, dass mer eng Plattform mat hinnen hu vu 60 Milliounen Euro, hallef an hallef, wou ech als Lëtzebuerger Regierung zesumme mat der Madamm Minister Carole Dieschbourg op der Lëtzebuerger Säit dat lancéiert hunn. Mir hunn en Accelerateur geschafen a mir hunn haaptsächlech dat Ganzt ëmmer ënnert d'Zeeche vum Klimaschutz gesat.

Et ass esou, dass vill vun deene grénge Saachen net onbedéngt mam Klimaschutz ze dinn hunn. Déi kënne ganz diversifiéiert an aner Zwecker hunn. Mä de Fait, dass mer et haaptsächlech versichen am Klimaschutz ze maachen, erlaabt eis, d'Konventioun vu Paräis méi séier a méi breet ëmzesetzen, well wa mer wëllen déi ambitiéis Ziler vun der Paräiser Konventioun ëmsetzen, da geet et net duer, dass Lëtzebuerg seng Emissiounen erofsetzt, wat mer natierlech wäerte maachen, mä da musse mer de Levi er, dee mer mat eiser Finanzplaz hunn, ausnotzen, fir deenen Ziler méi no ze kommen.

D'Lëtzebuerger Finanzplaz ass vun enger Agentur, déi Green Financial Centres kuckt an zertifizéiert, gekuckt ginn, an déi seet, dass Lëtzebuerg déi zweet Finanzplaz op der Welt ass, wat d'Penetratioun ubelaangt vu grénge Instrumenter. Mat dësem Produit, mat deene grénge Pandbréiwer, déi mer haut hei aféieren zu Lëtzebuerg an eiser Gesetzgebung, stäerke mer déi Positioun, déi Lëtzebuerg do an der Welt huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7232 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7232 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech, dann d'Procuratiounsstëmmen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn Unanimitéit mat 59 vun 59 ofginnene Stëmmen: Domat ass de Projet de loi 7232 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7232 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An als leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer eng Ofännerung, en Ofännerungsvirschlag un eisem Chambersreglement. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Alex Bodry.

9. 7299 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zesumme mat de Kolleege Viviane Loschetter a Claude Wiseler hunn ech eng eng Proposition de modification vun eisem Reglement hei ënnerschriwwen, dat opgrond vun Diskussiounen, déi mer an der Conférence des Présidents haten.

Bei dësen Ofännerunge vun eisem eegene Chambersreglement geet et eigentlech drëm, fir zwee Gesetzer, déi mer kierzlech gestëmmt hunn, och an eist eegent Reglement ëmzesetzen, well u sech do Elementer dra sinn, déi net méi konform sinn zu deem, wat mer haut am Reglement stoen hunn.

Dat ass fir d'Éischt emol e Gesetz vum 7. November 2017 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement, deen ënnert d'Fitticher vun der Chamber fält, déi also fir deen elo och dann zoustänneg ass. An ënnert déi Zoustännegkeet vun der Chamber gehéiert och, dass déi d'Finanzkontroll vun deem Centre pour l'égalité de traitement mécht. Déi gëtt d'selwecht opgebaut, wéi dat haut schonn de Fall ass bei der Cour des comptes respektiv beim Mediateur. An et ass also esou, dass dat geschitt iwwer eng Spezialkommissioun vun der Chamber a mat Hëllef vun engem Réviseur d'entreprises, dee Joer fir Joer vun der Chamber bestëmmt gëtt. Déi nei gesetzlech Bestëmmung gëtt dann elo ëmgesat an eist Chambersreglement.

E bësse méi eng gréisser Ofännerung betrëfft dann u sech d'Chamber selwer, wat hir Sessiounen ugeet a wat hir Organisatioun betrëfft, an dat, well mer eis jo och iwwer eng Ofännerung vun eisem Wahlgesetz eens waren, duerch e Gesetz vum 15. Dezember 2017, wou mer zwee wichteg Prinzipien eigentlech festgehalen hunn, an zwar déi, déi drop erauszilen, dass kee parlamentaresche Vakuum entsteet, wa bis Wahle festgesat sinn, dass, wann et also zu engem normale Wahltermin kënnt, dann u sech déi besteeënd Chamber am Amt ass, bis déi nei Chamber hir Wahle validéiert huet an also kann eng éischte Kéier zesummekommen.

Och do hu mer jo am Gesetz geännert, dass et elo net méi duerch eng Convocatioun vum Statsminister ass, wou déi nei gewielte Chamber zesummekënnt, mä dass dat à date fixe geschitt, an zwar den drëtten Dënschdeg no dem Wahlsonndeg. Dat heescht also, am Kloertext gëllt dat elo bei deene Wahlen, déi mer de 14. Oktober hunn, dass dann den 30. Oktober géif déi nei gewielte Chamber zesummekommen. A bis dohinner bleift dës Chamber am Amt.

Duerch deen neien Termin vum Oktober, wou elo d'Wahlen an Zukunft wäerten, sauf accident de parcours, ëmmer stattfannen, kréie mer eng kleng Interferenz mat der Dispositioun aus eisem Chambersreglement, déi seet, dass sech dës Chamber fir eng Session ordinaire all Joers den zweeten Dënschdeg am Oktober automatesch trëfft.

Dat musse mer virgesinn, well d'Verfassung nach ëmmer vu Sessioune schwätzt. Mir hunn eigentlech wëlles gehat, dass mer déi Iddi vun de Sessioune sollte fale loossen an Zukunft, dass am Fong d'Chamber sech géif permanent an enger Sessioun befannen. Mä, wéi gesot, den Ausdrock vun der Sessioun steet nach ëmmer am Artikel 72.(1) vun der aktueller Verfassung, wou drasteet zur Session de la Chambre»: «La Chambre se réunit chaque année en session ordinaire (...)», an eist Chambersreglement seet dann, wat dat heescht. Dat heescht also, dass se sech muss d'office versammelen den zweeten Dënschdeg am Oktober.

Dat géif elo dëst Joer an e puer Méint dozou féieren, dass mer u sech de 14. Oktober Wahlen hunn an dass mer den 9. Oktober, also e puer Deeg virum Wahltermin, hei missten zesummekommen. Et ass jo schéin, fir sech erëmzegesinn, mä et huet awer keen esou richteg Loscht an et gesäit virun allem keen de Sënn an, firwat mer dann eng feierlech Ouvertür, eng Rentrée parlementaire praktesch sollten hunn den 9. Oktober, wou dann och de President an de Chambersbureau géifen nei bestëmmt ginn, wou mer u sech kéinten d'Kommissiounen nei bestëmmen, fir dass mer eis dann an e puer Deeg bei Wahle géifen erëmfannen.

Duerfir ware mer der Meenung, dass eigentlech misst méi Flexibilitéit an deen dote System erakommen. An dat geschitt doduerjer, dass elo an eist Reglement géif stoe kommen, dass d'Chamber d'Méiglechkeet huet, op Propositioun vun der Conférence des Présidents ze decidéieren, dass d'Chamber net deen zweeten Dënschdeg am Oktober automatesch zesummekënnt. Et ass also geduecht haaptsächlech, fir eben op dës speziell Situatioun an de Wahljore kënnen ze reagéieren.

Do hate mer Eestëmmegkeet och an der Conférence des Présidents, an der Commission du Règlement, fir op deen dote Wee matzegoen.

A wann dat heite bis gestëmmt ass, da gëtt d'Reglement publizéiert. A wann et bis publizéiert ass, da kënne mer dann och gläich drop eng Resolutioun stëmmen, wou mer da fir deen heite Fall vun dësem Joer géifen draschreiwen, dass d'Chamber net bräicht den zweeten Dënschdeg am Oktober zesummenzekommen. Domadder wär dee Problem, mengen ech, geléist.

Et gëtt eng nei Situatioun, wa mer eng nei Verfassung hunn. Wann den Text esou gestëmmt gëtt, wéi en elo proposéiert ass, da brauche mer dat ganzt Gedeessems ronderëm déi Sessioun eigentlech net méi nach eng Kéier virzegesinn an eisem Reglement. Mä fir de Moment gëllt déi aktuell Verfassung an duerfir musse mer weider un deem heite System festhalen. Dat gëtt also déi néideg Flexibilitéit, déi mer brauchen. An doduerjer, eis Interpretatioun wär dann, dass eis ordinär Sessioun, déi elo leeft, verlängert wär bis zu deem Moment, wou déi nei gewielte Chamber da géif den 30. Oktober zesummekommen.

Voilà, an deem Sënn géif ech Iech proposéieren am Numm vun der Reglementskommissioun, déi esou léif war, mech als Rapporteur ze bestëmmen, fir deen heiten Text och unzehuelen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Den Här Claude Wiseler huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soen och dem Rapporteur Merci fir dee Rapport. Dat huet alles logesch a sënnvoll geklongen, wat en do gezielt huet. Duerfir hunn ech et och mat ënnerschriwwen a proposéiere selbstverständlech, datt mer et als CSV-Fraktioun matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll och d'Geleeënheet net verpassen, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir säi Bericht. Ech mengen, en huet wierklech all déi wichteg Elementer gesot.

Ech wëll vläicht just eng Kéier an engem Saz ervirsträichen, datt et hei virun allem drëms geet oder datt ee vun deene wichtege Punkten elo vun deenen Ëmännerungen deen ass, datt mer dat upassen un d'Wahlgesetz, wat mer am Dezember 2017, wou ech d'Éier hat, Rapporteur gewiescht ze sinn, gestëmmt hunn, datt mer also do dann deen Timing och esou agencéiere mat eisem Reglement, wéi gesot, datt dann dës Chamber oder respektiv eng besteeënd Chamber sech eréischt opléist, wann déi nei net nëmme gewielt ass, mä dann och déi éischte Kéier zesummekënnt.

Respektiv och déi Bemierkunge vun der Session ordinaire, wou mer dann hoffentlech mat enger neier Verfassung, déi an deenen nächste Joren awer eng Kéier wäert iwwert d'Bün goen, och dat kënnen definitiv regléieren.

Dat alles gesot, fir awer och kënnen hei ze bestätegen, datt d'DP-Fraktioun dësem Reglement hir Zoustëmmung gëtt. Merci!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech soll och am Numm vun der ADR dem Kolleeg Bodry Merci soe fir säi gudde Rapport - hien ass e bësse Spezialist an der Matière ginn - a gläichzäiteg och d'Zoustëmmung vun eisem Grupp bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech kann deem och näischt bäifügen. Mir ginn och den Accord zu dëser Ännerung vum Reglement.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. Da géife mer kënnen zur Ofstëmmung vun eiser Reglementsännerung iwwergoen.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7299

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass d'Ännerung vun eisem Reglement adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo,

Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An hei brauch ech déi klassesch Fro jo wuel net ze stellen.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir de Mëtteg ukomm. Ech soen Iech Merci a ginn Iech Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 18.29 heures)

SÉANCE 41

MERCREDI, 13 JUIN 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7206 - Projet de loi portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale;

6° de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Gilles Baum, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Président, Mme Nancy Arendt et M. Gast Gibéryen), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Martine Hansen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification

1° de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster;

2° de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux;

3° de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gilles Baum, Mme Tess Burton, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7132 - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Simone Beissel, Mme Taina Bofferding (intervention de Mme Octavie Modert), Mme Sam Tanson, M. Roy Reding, M. Marc Baum, M. Franz Fayot, M. Alexander Krieps*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg, ech maachen heimat d'Sëtzung op. An ech mengen, ech kann direkt dem Rapporteur vum Gesetz 7206, dem Lex Delles, d'Wuert ginn, deen eis de Projet iwwert d'Neierunge beim Rekrutement vun Enseignanten am Fondamental wäert maachen. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

2. 7206 - Projet de loi portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale;

6° de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 7206 sollt am Fong just e puer punktuell Änneruge vu Gesetzestexter virhuelen. D'Änneruge sollte virun allem op d'Reform vum Inspektorat, also der Aféierung vun de regionalen Direktiounen am Fondamental zréckgoen. Aner Modifikatioune sollten deem oft ugeschwatenen Accord tëschent dem Educatiounsministère an dem SNE Rechnung droen. Wann do näischt derbäikomm wier, da wier ech elo scho bal fäerdeg mat mengem Rapport.

(Hilarité)

Et ass awer Gott sei Dank nach ganz vill derbäikomm, näämlech eng ganz Rëtsch Pisten, déi den Educatiounsminister an Zesummenaarbecht mam SNE ausgeschafft huet, fir den Defi vum Rekrutementsmangel am Fondamental unzegoen an an de Gréff ze kréien. Een Defi, dee sech scho säit Jorzéngten ugedeit huet, mä dee bis elo nach net richteg an definitiv an de Gréff geholl ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech géif da mat deene Mesuren ufänken, déi dësem Projet de loi hire Stempel opdrécken. Wéi ech scho virdrun ugedeit hunn, ginn dës Mesuren op en Accord zréck, deen den Educatiounsminister an de Syndicat national des enseignants, den SNE, zesumme fonnt hunn. Derbäi steet virun allem d'Attraktivitéit vum Beruff an d'Qualitéit vum Enseignement a vun de Schüler am Mëttelpunkt.

Den Hiewel gëtt u sech bei dräi konkrete Punkten ugesat: beim Accès zum Concours, beim Concours selwer a bei der Dauer vum Stage.

Fänke mer mam Accès zum Concours un! Do war et bis elo esou, datt ee just konnt de Concours matschreiwen, wann een een Diplom hat, fir an alle Cyclen ze enseignéieren, also vum Cycle 1 bis de Cycle 4 oder, wéi et fréier geheescht huet, vun der Spillschoul bis d'sechst Schouljoer.

Falls een also zum Beispill ee Bachelor fir d'Éducation préscolaire hat, huet een nach e Passerellesjoer missen am Ausland drunhänken, fir dann och kënnen am Enseignement primaire ze ënnerriichten an domat zum Concours zougelooss ze ginn. Déi Konditioun gëtt elo ofgeschaaft.

De Concours gëtt dofir gewëssermoossen an zwee gespléckt. Et ginn zwou Optiounen agefouert: eng Optioun C1, fir de Cycle 1 also, an eng Optioun Cycle 2 bis 4 fir de Rescht. D'Enseignanten, déi deemno eng Qualifikatioun fir den C1 hunn, kënne sech dem Concours stellen, andeems se sech fir d'Optioun C1 aschreiwen. Dat nämlecht gëllt fir d'Diplméiert aus dem C2 bis C4; déi kënne sech da fir déi aner Optioun aschreiwen.

D'Enseignanten, déi een Ofschloss hunn, fir am ganze Fondamental kënnen ze enseignéieren, vum Cycle 1 bis de Cycle 4, kënne sech selbstverständlech eraussichen, fir wéi eng vun deenen zwou Optioune se sech aschreiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Et gëtt awer och nach eng weider Méiglechkeet agefouert. Falls een Enseignant zum Beispill am Ausland studéiert hat an do - entre guillemets - „just" en Ofschloss fir de Préscolaire hätt, an awer wéilt am ganze Fondamental enseignéieren, da kann hien déi Formatioun elo wärend dem Schouljoer beim IFEN nohuelen.

Et muss een also net méi e ganzt Passerellesjoer am Ausland maachen, mä et kann een eng Formatioun en cours d'emploi nohuelen. Déi fënnt innerhalb vun engem Schouljoer statt an huet e Volumen vun 216 Stonnen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum zweete Punkt oder besser gesot zu enger weiderer Dier, déi opgemaach gëtt, fir sech eventuell eng Kéier kënnen dem Concours ze stellen. Bis elo war deen näämlech just Bacheloren en sciences de l'éducation virenthalen. Dës Dier gëtt awer elo an Zukunft net opgerappt, mä just e Stéckelche weider opgemaach.

Et geet elo ëm déi vill thematiséiert Quereinsteiger, Bacheloren, déi en Ofschloss an engem

Fach hunn, dat mat den Ziler vun der Éducation nationale iwwereneestëmmt. Ech wëll awer direkt virausschécken, datt d'Dier just opgemaach gëtt, falls sech net genuch Kandidaten iwwert den normale Wee mellen, falls also déi ausgeschriwwe Plazen net kënnen all besat gi vu brevetéiertem Léierpersonal. Et geet also nom Prinzip: „Esou mann wéi méiglech, mä esou vill wéi néideg!"

An deem Fall - an nëmmen nach an deem Fall! -, gëtt eng extra Rekrutementskommissioun convoquéiert, déi den Dossier vun esou Kandidaten analyséiert. Och dës Bachelore mussen natierlech eng pädagogesch Formatioun beim IFEN nohuelen, éier se sech dann nom erfollegräichen Ofschloss vun dëse praktesche an theoretesche Coursë fir de Concours kënnen aschreiwen.

An der Educatiounskommissioun gouf iwwerdeems entscheet, fir dësen neie Mechanismus mat de Quereinsteiger op eng Dauer vu fënnef Joer ze limitéieren. Duerno - also bis 2023 - muss een da weider kucken, ob een heirunner festhält oder net.

Ech komme schonn zum drëtten a leschte Punkt; dee betrëfft de Stage. Och dee gëtt elo zugonschte vu ville jonken Enseignanten adaptéiert. Huet een nämlech wärend senger Studienzäit vu véier Joer scho mindestens 20 Woche Stage gemaach, da kritt een ee Joer guttgeschriwwen. De Stage gëtt deemno vun dräi op zwee Joer verkierzt.

Wa mir zum Beispill e Student vun der Uni.lu huelen, dee mécht wärend senger véierjäreger Ausbildung méi wéi drësseg Woche Stage. Him seng Stagezäit gëtt also op zwee Joer verkierzt.

Et war ugangs u sech ugeduecht, datt d'Formatioun vum Enseignant dann ëmmer sechs Joer sollt hunn, entweder véier Joer Uni mat zwee Joer Stage oder dräi Joer Formatioun an dräi Joer Stage; also ëmmer sechs Joer.

De Statsrot huet allerdéngs gemengt, dat kéint problematesch si fir déi Stagiairen, déi elo schonn am Stage dra sinn an déi eventuell en drëtt Joer Stage missten untrieden. Hien huet zwar keng Opposition formelle ausgeschwat, mä huet awer virgeschloen, eng temporär Derogatioun an d'Gesetz ze schreiwen. Deem ass d'Kommissioun och nokomm, esou datt d'nächst Joer jiddwer Stagiaire, deen elo am zweete Joer Stage ass, keen drëtt Joer maache muss.

Här President, d'Efforte vun der Regierung droen hir éischt Friichten. Mat 201 frësch diplomëierten Enseignantë stelle sech 2018 méi wéi duebel esou vill Kandidaten dem Concours wéi nach am Joer virdrun; 2017 waren et där nämlech nëmmen 91. Am Ganzen hu sech fir dëst Joer 239 Kandidaten ageschriwwen; d'lescht Joer waren et der just 168. Et erkennt een also eng däitlech Hausse.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann zum zweeten Deel vum Rapport, also deen iwwert déi aner kleng Adaptatiounen, déi dëse Projet de loi nach mat sech bréngt.

Esou wéi et am Accord tëschent dem Educatiounsministère an dem SNE virgesi war, kréien d'Schoulen nach zwou Stonnen an hire Contingent derbäi, fir de Schoulentwécklungsplang, de sougenannte Plan de développement d'établissement scolaire - oder kuerz PDS -, auszeschaffen.

Doriwwer eraus gëtt awer och d'Tâche vun den Enseignanten aus dem Cycle 1 adaptéiert, falls dat an den eenzelne Schoule fir sënnvoll empfonnt gëtt. Viru kuerzem gouf et jo do schonn eng Adaptatioun. D'Enseignanten aus dem Cycle 1 krute manner Stonnen am Kader vum Appui pédagogique ze leeschten an dofir méi Stonnen, fir am Interêt vun de Schüler an der Schoul ze schaffen, notamment 18 Stonnen, fir de Programm vun der méisproocheger Fréiförderung ze preparéieren.

D'Gesamttâche ass allerdéngs onverännert bliwwen. D'Stonne si just aneschters opgedeelt.

De Projet de loi gesäit elo vir, datt een ausnamsweis d'Tâche fir den Appui pédagogique erëm kann op 54 Stonne pro Joer erhéijen - also esou wéi et fréier war - an d'Tâche am Interêt vun de Kanner an der Schoul deementspriechend ze verkierzen.

Firwat gëtt dës Méiglechkeet agefouert? Et huet sech erausgestallt, datt d'Reduktioun vum Appui pédagogique a verschiddene Schoulen zu organisatoresche Problemer geféiert huet, besonnesch bei der Surveillance vum Depart an der Arrivée vum Schoultransport.

Well et eng Fro vun der Schoulorganisatioun betrëfft, kann d'Initiativ fir esou eng Adaptatioun vum Schoulcomité kommen, déi dann un de Gemengerot weidergeleet gëtt. D'Decisioun ënnerläit dem Minister. Hie kann, no engem favorabelen Avis vun der regionaler Schouldirektioun, dës Derogatioun fir sämtlech Cycle 1-Klassen aus enger Schoul erlaben.

Ee weidere Punkt vun dësem Projet de loi betrëfft d'Affektatioun vun de Stagiairesschoulmeeschteren, déi all Examen gepackt hunn, mä nach net offiziell nominéiert gi sinn. Dës konnte sech bis elo just op der Lëscht 2 aschreiwen. An Zukunft kënne si sech och fir ee vakante Poste vun der Lëscht 1 oder der Lëscht 1bis aschreiwen. Dat erméiglecht natierlech net nëmmen, eng besser Kontinuitéit vun der Schoulequipp an enger Gemeng ze garantéieren, mä erlaabt den Enseignantë virun allem och, hir Klass an engem zweete Cyclesjoer weider ze halen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi schléit nach e puer méi kleng Adaptatiounen am Gesetzestext vir. Ech wéilt awer fir déi op mäi schréftleche Rapport verweisen.

Zu dësem Gesetzesprojet sinn och zwee Avisen un d'Chamberskommissioun adresséiert ginn, ee vun der Chambre de Commerce an ee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Béid hu sech gréisstendeels zefridde mat de proposéierte Verbesserunge gewisen, an ech wéilt och hei op mäi schréftleche Rapport verweisen.

Dat war et fir de Rapport. Mäi Kolleeg Gilles Baum wäert fir d'Fraktioun vun der DP nach weider Erklärungen ofginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen fir d'CSV.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Fir datt ech net vergiessen: Och e grousse Merci dem Här Lex Delles fir säi Rapport.

Dir Dammen an Dir Häre, an dësem Projet de loi, deen den 18. Oktober 2017 deposéiert gi war, waren u sech just kleng Ännerunge virgesinn - den Här Delles huet et gesot. Dat war eben, wéi gesot, den 18. Oktober, kuerz nom 15. September, kuerz no där awer katastrophaler a chaotescher Rentrée scolaire vum leschte Schouljoer.

(Interruption)

Den 13. Februar dëst Joer ass dunn u sech op dee Chaos reagéiert ginn an et sinn eng Partie nei Amendementer proposéiert ginn.

Ech wëll awer fir d'Éischt nach eemol op déi lescht Rentrée scolaire agoen. De Rekrutementsproblem war jo dunn u sech am Hierscht eskaléiert an an eisen Ae stelle sech do zwou Froen.

Dat Éischt ass: Firwat war de Rekrutementsproblem net virausgesi ginn? An dat Zweet dann natierlech: Wéi kréie mer de Rekrutementsproblem elo an de Griff? An do soll jo dann elo de Projet de loi hei eng Äntwert ginn.

Ech fänken awer mat där éischter Fro un - Firwat war de Problem net virausgesi ginn? -, well ech denken, datt et ganz wichteg ass, datt déi do Fro och gestallt gëtt an datt mer och do eng Äntwert kréien.

Firwat ass de Problem net matzäit vum Ministère erkannt ginn? Well de Minister, dee sot jo zur Rentrée nach an engem Interview, hie wier net am Stress, et wier alles optimal virbereet. Oder ass de Problem just net unerkannt ginn? Dat weess ech net.

Well wéi d'Enseignanten aus der Regioun 15 Alarm geschloen hunn, sot de Minister indirekt, si géifen net ganz d'Wourecht soen, well dat wär net esou, wéi si dat géife soen.

Tatsaach ass awer, datt ganz Schoulklasse riskéiert hunn, keen Enseignant ze hunn, datt d'Léierpersonal selwer huet missen no Léisunge sichen. D'Enseignanten hunn dunn Iwwerstonne gemaach. Klasse sinn opgeléist ginn a Kanner goufen op aner Klasse verdeelt. Dat heescht, d'Léierpersonal huet sech agesat, fir de Chaos ze regelen. Si hu Verantwortung iwwerholl an et ass selbstverständlech, datt si sech liicht am Stach gelooss gefillt hunn.

Ob dat elo bewosst, gewosst oder onbewosst geschitt ass, dat ass am Prinzip egal. De Minister huet duerno senger Verwaltung indirekt d'Schold ginn, well hie sot, hie wär geschockt, well virun zwee Joer hätte seng Servicer hien nach virun enger Lehrerschwemme gewarnt. An et gouf du quasi ofgeroden, fir den Enseignantsberuff ze léieren.

Hie sot dunn awer och, et géif een Audit gemaach ginn, fir erauszefannen, firwat seng Verwaltung de Problem net erkannt hat. An do wär et wierklech interessant, ze wëssen, ob hei elo eng konkret Analys och vun de Prozedure gemaach ginn ass, fir eben erauszefannen, firwat de Problem net matzäit erkannt ginn ass. An, wa Jo, sinn do prozedural Verbesserungsvirschléi gemaach ginn?

Allgemeng wëll ech awer och soen, datt eng Grondviraussetzung, fir kënne konkret Previsiounen ze maachen, déi ass, datt een och genau weess, wat alles geplangt ass respektiv wou iwwerall Personal verplangt ass.

An ech mengen, datt dat net de Fall war. Well ech hat eng Question parlementaire am September 2016 gestallt, wou ech u sech als Äntwert kritt hunn, datt fir 2017-18 239 Poste virgesi wären. Dat Joer duerno krut ech als Äntwert, fir datselwecht Schouljoer, et wären 291 Poste virgesinn. Dat heescht, fir datselwecht Schouljoer 50 Poste méi, wéi dat nach d'Joer virdru geplangt war.

Dat hei war jo elo keng Previsioun iwwer eng laang Zäit, mä et war just eng Previsioun iwwer ee Joer. Déi 50 zousätzlech Posten, entspriechen déi vläicht deene ville Posten IEBSen, IDSen an esou weider, déi d'lescht Joer geschaaft gi sinn?

Wann dat esou ass, a wann déi Poste vläicht dat Joer virdrun nach net bekannt waren, da léisst et sech natierlech schwéier Previsioune maachen. Mä wann dat de Problem vun de Berechnunge war, dann ass en awer och einfach ze léisen. Et soll een einfach matzäit wëssen a kommunizéieren, wat een alles wëllt lasskappen. An am beschten och virdru kucken, ob ee genuch Leit huet, fir dat alles ze droen, wat lassgekappt ginn ass.

Wann dat awer net de Problem war, dann hu mer nieft dem Rekrutementsproblem definitiv och ee richtege Planungsproblem - wou ech dann hoffen, datt mer e mëttlerweil am Griff hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Tatsaach, datt mer ee Mangel u qualifizéiertem Léierpersonal hunn, ass dramatesch fir eis Schoul. Op de gudden Enseignant kënnt et un, dat sinn 80 bis 90% vum Loyer, an net d'Strukturen. An duerfir hätte mer eis als CSV eng breet Diskussioun gewënscht, am Virfeld vum Minister sengen Amendementer zu dësem Projet de loi.

Wa mer bei esou engem wichtegen Dossier keng breet Diskussioun hunn, da weess ech net, bei wéi engem Dossier soss. An duerfir fannen ech et och schued, datt d'Interpellatioun vum Här Adam, an elo vun der Madamm Lorsché, u sech net konnt am Virfeld gefouert ginn, well do hätte mer méi breet kënnen diskutéieren.

Ech verstinn awer och, datt et kee Sënn méi elo mécht, elo wou mer d'Gesetz stëmmen, nach Interpellatioun ze maachen, dat ass e bëssen „moutarde après dîner" oder Beschäftegungstherapie. An ech ginn dovunner aus, datt mer alleguer beschäftegt genuch sinn!

Ech wäert dann awer elo op déi eenzel Punkten aus dem Projet de loi agoen. Mat dësem Projet de loi, den Här Delles sot et, kritt all Schoul zwou Stonne bäi am Contingent fir de Schoulentwécklungsplang. Ech hat schonns bei der Reform vun der Grondschoul gesot, datt d'Schoulentwécklung an eisen Ae muss en dynameschen a participative Prozess sinn, datt en awer leider zimlech schwéierfälleg definéiert ass a vu ville Leit éischter als zousätzlech Laascht empfonnt gëtt wéi als Chance zur Schoulentwécklung.

Als CSV hu mer elo näischt géint déi zwou Stonnen zousätzlech fir de Plan de développement scolaire. Mä an eisen Ae wär et méi wichteg gewiescht, fir de gesamte Prozess op de Leescht ze huelen, ze vereinfachen a sech Gedanken ze maachen, wéi ee kéint méi geziilt Schoulentwécklungsaktivitéiten ënnerstëtzen, esou zum Beispill wéi de Projet d'établissement an de Lycéeën. Esou eppes ass motivant a fërdert och Innovatiounen.

Da kommen ech och schonn zu den Amendementer vum Februar, ebe mam Haaptzil, fir op de Rekrutementsproblem ze reagéieren. Fir elo méi Enseignanten an d'Grondschoul ze kréien, proposéiert den Här Minister ënner anerem, d'Zoulassungsbedéngung zum Concours ze änneren. Ab där nächster Schoulrentrée sollen elo och Studenten, och dat sot den Här Delles, déi entweder just fir de Cycle 1 oder och just fir de Cycle 2-4 habilitéiert sinn, fir Schoul ze halen, u sech kënnen ufänke mat Schoul halen. Dat betrëfft virun allem d'Studenten aus der Belsch.

Falls dës Kandidaten dann eng Formatioun en cours d'emploi maachen, déi se dann och packen, si se am Prinzip fir all Cycle habilitéiert, fir do ze ënnerriichten. Mat dëser Moossnam kréie mer elo natierlech fir déi nächst Rentrée souzesoen eng Verduebelung vun de potenzielle Kandidaten. Mer rekrutéieren nämlech zwee Joergäng op ee Coup, wat de Problem sécherlech fir déi nächst Rentrée hëlleft, ze léisen. Wat awer fir déi iwwernächst Rentrée riskéiert, zu engem Schoss ze ginn, dee kéint no hanne lassgoen, well mer eben, wéi gesot, elo zwou Studentekohorte rekrutéieren. Do feelen eis der awer dann d'Joer duerno.

An deen zweete Punkt, dee mer net däerfen aus den Ae verléieren, ass: D'Belsch ass amgaangen, hir gesamt Ausbildung ze reformëieren, soudatt mer riskéieren, och doduerch an den nächste Joren nach manner Studente vun do ze kréien. Also musse mer wierklech déi Reform aus der Belsch an den Ae behalen.

De Minister kierzt dann och de Stage. Mat dësem Gesetz gëtt elo festgehalen, datt déijéineg Studenten, déi véier Joer Uni hunn a mindestens 20 Woche Stage - am Prinzip déi vun der Uni.lu -, ee Joer manner Stage kréien.

Och hei hu mer als CSV näischt géint eng Reduzéierung vum Stage. Mä einfach just eng Kierzung, dat ass Fassadegepléischters. An ech weess och nach net, ob d'DP sech elo parteiintern eens ass, wéi vill soll gekierzt ginn, well wéi den Här Minister moies „ee Joer" gesot huet, dunn huet mëttes seng Parteipresidentin - e bëssen nom Motto: Wie bitt méi? - schonns direkt vun „zwee Joer" geschwat.

Bon, fir eis als CSV wär et méi logesch gewiescht, zumindest wann een dovunner ausgeet, datt de Stage eppes soll bréngen - an ech hoffe jo, datt jiddwereen heibannen dovunner ausgeet, datt dat soll de Fall sinn. Mä dann hätt ee fir d'Eischt missen iwwert d'Form an d'Inhalter vum Stage diskutéieren, amplaz direkt op d'Stee ze goen.

Fir eis ass et kloer, datt de Stage muss komplett op de Leescht geholl ginn, de Stage muss ugepasst ginn. E soll eng Hëllef sinn a keng Plo.

An ech hat dat och schonn eng Kéier hei beim État de la nation gesot, ech ka mech nach relativ gutt u mäi Stage erënneren, ech hunn elo keng behalen dovunner, mä ech hunn et awer verhalen, datt d'Theorie, wann een déi léiert, da packt ee se, mä si bréngt engem net onbedéngt ganz vill. Dat, wat engem eppes bréngt an der Schoul, virun allem am Schoulhalen, wann ee vun der Uni kënnt, dat ass, wat ee gesot kritt, wann ee lauschtere kënnt, wann een da gesot kritt: „Hei dat do, probéier, dat emol anescht ze maachen!" Wann ee bei en anere Stonne lauschtere geet, wann een zesummen Tester preparéiert, wann ee kuckt, wéi soll evaluéiert ginn an esou weider, dat bréngt engem eppes.

Duerfir, de Stage muss an déi Richtung ugepasst ginn. En ass nach ze vill theoretesch. Et ass zum Deel och nach ze vill double Emploi dran, well, ech widderhuele just, eis Grondschoulsenseignanten, dat si schonn ausgebilte Pädagogen. De Stage soll also virun allem eng Hëllef si beim Schoulhalen, awer och bei der Elterenaarbecht; och déi ass wichteg, an ech mengen, déi gëtt nach ëmmer méi wichteg. Coaching, Begleedung soll e sinn, e muss esou reformëiert ginn. An esou eng Reform, dat kéint och dozou bäidroen, datt den Enseignantsberuff erëm géif méi attraktiv ginn.

Da solle mat dësem Projet de loi elo och all Bacheloren zum Concours zougelooss ginn, déi eng Ausbildung am Zesummenhang mat den Ziler vun der Grondschoul hunn. Dat kann elo e Bachelor, en Educateur sinn, et kann ee Geschichtsbachelor, ee Geo-, ee Science-, een Däitsch-, ee Sportbachelor, also awer bal jiddweree sinn.

Déi Fro, déi ee sech, mengen ech, muss stellen, ass: Soll esou de Spezialist duerch d'Hannerdier agefouert ginn? Dës si jo vun hirer Ausbildung hier éischter Spezialisten. Wann dat esou ass, dann denken ech, da muss een oppen doriwwer schwätzen. Als CSV hu mer vun Ufank u gesot, datt dëst eng geféierlech Ouverture wär. D'Qualitéit vum Unterrecht hänkt an éischter Linn vum Enseignant of - ech hunn dat schonn e puermol gesot - an och vill méi wéi vun iergendwelleche Strukturen.

An duerfir, ech widderhuele mech, ass et traureg, datt mer dëst Gesetz elo mussen als Pompjeesléisung stëmmen, ouni eis richteg Gedanken iwwert de Problem ze maachen. Mat dëser Ouverture hätte mer riskéiert, wann den Här Minister net averstane gewiescht wär, fir et zäitlech ze begrenzen, datt et op eemol méi interessant gi wär, iergendee Bachelor ze maachen, fir sech dem Concours ze stellen, amplaz ee Pädagogiestudium ze maachen, well mer wëssen, wann ee Sciences de l'éducation studéiert, dann huet een u sech net vill aner Jobméiglechkeeten, wéi an d'Grondschoul schaffen ze goen. Wann ech awer iergendeen anere Bachelor ka maachen, da stinn engem vill méi Dieren op.

Wann dat sech zu enger richteger Alternativ entwéckelt hätt, dann hätte mer definitiv ee Problem kritt, an dëst virun allem, wéi gesot, well mer eis am Virfeld net genuch Gedanke

gemaach hunn. Duerfir begréisse mer och, datt de Minister, nodeems en zwee-, dräimol Nee gesot hat zu enger zäitlecher Begrenzung, dës Léisung dann am Endeffekt awer akzeptéiert huet.

Fir eis als CSV ass et wichteg, datt mer alles drusetzen, fir gutt ausgebilten Enseignanten an eis Grondschoulen ze kréien. Dës Bacheloren, déi kréien elo direkt ee CDI a maachen dann eng Formation en cours d'emploi vun 216 Stonnen a ginn dann zum Concours zougelooss. Si ginn also direkt fest agestallt.

Ass dat sënnvoll? Ech denken, déi Fro kann ee sech stellen. Virun allem: Wat geschitt, wa se d'Formatioun net packen? Se si fest agestallt, dann däerfe se awer Schoul halen!

Hir Formatioun maache si wärend dem Schouljoer. Si kréien eng Referenzpersoun zur Säit gestallt a se kréie fënnef Stonnen Decharge. Eng Referenzpersoun, eng Decharge sinn u sech wichteg, ganz wichteg, fir datt d'Leit sech anstänneg kënnen op hire Beruff virbereeden. Dës Referenzpersoun, déi de Chargé aféiert an d'Gebai, déi en aféiert a seng Tâchen, an d'Missiounen, déi en assistéiert, beréit a guidéiert, déi muss dat laut IFENs-Gesetz gratis maachen. Ech hat och deemools schonn drop higewisen. An ech weess net, wéi vill motivéiert Enseignanten ze fanne sinn, fir dës Tâche ze iwwerhuelen. Et wär awer eng ganz wichteg Tâche. Den Terrain ass, wéi gesot, op d'mannst esou wichteg wéi d'Theorie.

An heizou dann awer nach eng Bemierkung. Mir hunn och nach Chargéen, déi am Track 2 dee ganze Studium nomaachen, also ee richtege Bachelor en sciences de l'éducation, an dëst beruffsbegleedend. Dat erfuerdert zimlech Asaz. Ech hat och eng Kéier esou ee Master niewebäi gemaach.

An der Kommissioun krute mer awer erkläert, datt déi Kandidaten am Track 2 keng Decharge kréien. Hei bevirdeelegt de Ministère also kloer déi Leit, déi eng Formatioun beim IFEN maachen, vis-à-vis vun deenen, déi e Studium en cours d'emploi bei der Uni maachen. An do kann ee sech froen, firwat.

Ech stellen d'Fro elo emol einfach esou: Ass den Här Minister mat der Formatioun, wéi se op der Uni.lu ugebuede gëtt, net esou ganz zefridden? An der Kommissioun krute mer näämlech erkläert, datt eis Uni och géif op d'Recherche virbereeden, wat an der Belsch esou net de Fall wär a wat ee beim Schoulhale jo och net onbedéngt esou bräicht.

Mä wann de Ministère mat der Ausbildung op der Uni net esou zefridden ass, da géif ech mengen, da misst ee wierklech emol mat deene Verantwortleche Kontakt ophuelen a vläicht diskutéieren, wéi déi Ausbildung kéint nach verbessert gi respektiv nach méi praktesch orientéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Schoul diskutéieren, däerfe mer d'Qualitéit vum Enseignement definitiv net aus den Ae verléieren. Ech hunn dat scho méi dacks gesot: Op dee gudden Enseignant kënnt et un an dee muss fachlech a pädagogesch top sinn.

An duerfir, fir datt mer déi gutt Leit dohinner kréien, musse mer de Beruff och erëm méi attraktiv maachen. Et ass elo keng Zäit, fir dat am Detail ze diskutéieren, mä just e puer Stéchwierder.

De Stage - hei war ech schonn drop agaangen - muss reforméiert ginn. Mir mussen den administrativen Opwand reduzéieren. Mir mussen déi virgeschriwwe Prozeduren op de Leescht huelen. Wann Hëllef gebraucht gëtt an de Schoulen, da muss déi Hëllef séier do sinn. An als CSV si mer nach ëmmer der Meenung, datt, wa mer eng Direktioun op der Plaz hätten, ee Pouvoir hiérarchique op der Plaz hätten, dat sécherlech hëllefräich wier. Eist brevetéiert Léierpersonal soll virun allem kënne Schoul halen.

De Minister huet elo doduerch, datt hien all Bachelor am Zesummenhang mat den Ziler vun der Grondschoul zum Concours zouléisst, bewosst oder onbewosst d'Diskussioun iwwert den Enseignant-Spezialist lassgetrëppelt.

Als CSV soe mer, datt mer net de spezialiséierten Enseignant wéi am Secondaire an der Grondschoul wëllen. An der Grondschoul brauchen eis Kanner eng Haaptreferenzpersoun. Mä et ass awer och eng Tatsaach, datt mer dee Generalist, deen alles kann, esou net méi hunn. An dorun ass den Enseignant net schold. Dat ass zum Deel sécher op eise Schoulsystem zréckzeféieren, wou mer jo och Schwächten zouloossen.

Den Opnametest vun der Uni.lu bestätegt dëst och. An Dir kënnt lech selwer testen. Ech hat och do schonn eng Kéier d'Adress uginn, op http://bsce.assessment.lu. Et muss ee 50% vun de Punkten hunn, fir et ze packen. A ganz vill Studente packen awer net dee Franséischtest, anerer net d'Mathé, d'Däitscht oder och d'Wëssenschaften. Elo kann ee vun deem Test halen, wat ee wëllt, e beleet awer, datt mer den absolutte Generalist esou net méi onbedéngt hu respektiv vläicht net méi an där Masse critique hunn, wéi mer e bräichten.

Do solle mer dann awer net d'Aen zoumaachen, an dëst am Sënn vun der Qualitéit vum Enseignant, well pädagogesch top ass wichteg, mä dat eleng geet net duer! Een Enseignant, dee Franséisch enseignéiert, muss d'Franséischt perfekt beherrschen. Een Enseignant, deen awer och d'Wëssenschaften enseignéiert, muss och a sengem Beräich sech doheem fillen, well soss bréngt e keen interessanten Unterrecht vir.

An ech hat dat Beispill och schonn eng Kéier hei gesot: Wann een an der Grondschoul erkläert kritt, datt et „Vollkornkartoffeln" ginn, da muss ee sech Froe stellen!

(Hilarité)

An dann, mengen ech, wier et besser, wann ee sech an engem Fach net wuelfillt, datt een dat Fach net hält, an dann hält een en anert Niewefach, wou ee gutt ass, well et ass wichteg, datt ee gutt doranner ass. An dat gëllt fir all d'Fächer, fir de Sport, fir d'Musek. Wann ech engem misst Sange ginn, ma dat aarmt Kand! An da wier et definitiv besser fir all Mënsch, ech bräicht dat net ze maachen, an och fir mech, well ech wär net gutt dran.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, an ech stellen déi Fro wierklech hei: Wie vun eis heibanne mengt dann, hie wier an all Fach 100%eg gutt?

Une voix.- D'Madamm Viviane Reding!

(Hilarité générale)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech mengen, dat géif heibanne kee behaapten.

(Hilarité)

Wär et dann net méi éierlech vu jiddwerengem, géif ech elo emol soen,...

Also zumindest sinn ech frou, datt jiddwereen heibannen net behaapt, datt en an all Fach gutt ass!

Also, solle mer dat dann och vläicht net vun den Enseignantë verlaangen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mä, Madamm Hansen, Dir sidd awer elo e bëssen iwwerrascht.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Datt keen et hei behaapt? Jo. Jo, mä mäi Gott, ech sinn awer frou, datt ech eng Äntwert kritt hunn.

Also, Dir wësst jo, am Enseignement muss een d'Leit ëmmer erëm eng Kéier zou sech kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, dat stëmmt!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- A wa se dann eng Kéier alleguerte gelaacht hunn, eppes gesot hunn, dann huet een erëm eng Kéier d'Opmierksamkeet.

Sou, da soen ech: Wier et dann awer net méi éierlech, ze soen, eis Enseignantë kënnen och net an alle Beräicher de Spezialist sinn? An do, wou se et net sinn, kéinte mer hinne vläicht ee Platten erlaben a si missten d'Méiglechkeet kréien, dat entweder an hirem Studium oder an der Weiderbildung nozehuelen. A wa si dann eng Schwächt behalen, dann ass dat vläicht och nach keen Drama, mä am Sënn vun der Qualitéit vum Unterrecht däerfte si dat Fach net enseignéieren. Natierlech däerf den Enseignant awer nëmmen an engem Haaptfach oder eventuell an engem Niewefach eng Schwächt hunn. An da missten d'Enseignanten no hire Stäerkten zesummen als Equipp eng Klass encadréieren.

Och am Moment hu mer schonns méi wéi een Enseignant op der Klass. Dëst géif allerdéngs eng aner, eng méi opwenneg Stonneplangorganisatioun, Schoulorganisatioun erfuerderen. Alt erëm ee Punkt, dee fir ee Schouldirekter an der Schoul, eng Professionaliséierung vum Schoulpresident schwätzt.

Ech denken, datt dëst eng vu ville Pisten ass, déi ee misst duerchdiskutéieren. Leider konnte mer dës Diskussiounen am Virfeld vun dësem Projet de loi net féieren. Mir brauchen awer eng breet Diskussioun an net... Ech soen et nach eng Kéier, et ass awer e bëssen eng Pompjeesléisung, erëm ee Projet de loi, dee mer elo kuerz virun der Vakanz musse stëmmen. An duerfir wäerte mer eis als CSV bei dësem Projet de loi enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum fir d'DP. Dat sinn déi speziell Regelen.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. „Auf den Lehrer kommt es an", dat ass wuel eent vun deene bekanntesten Zitater, déi een zurzäit an de Bildungs- a Fachkreeser héiert. Et staamt vum renommëierten neuseeländesche Bildungsfuerscher John Hattie, deen an enger Synthees vun iwwer 300 Meta-Etüde probéiert huet erauszefannen, op wat et da wierklech am Enseignement ukënnt, fir dass e gutt ass.

A senger Aarbecht „Visible Learning" sinn iwwer 50.000 eenzel Ennersichungen a Wäerter vun iwwer 250 Millioune Schüler agefloss. A bei deem Volume un Donnéeë kléngt seng Konklusioun am Fong ganz einfach: Et kënnt op den Enseignant un! Dës Ausso trëfft et genau op de Punkt: den Enseignant, dee mat sengem Wëssen, senger pädagogescher Fachkenntnis, sengem Engagement seng Schüler vun Ufank bis zum Schluss begleet, hinnen eppes bäibréngt, si inspiréiert an hinnen och Wäerter vermëttelt a mat op de Wee gëtt.

Et sinn d'Enseignanten, déi hir Schüler am beschte kennen, déi wëssen, wéi déi eenzel Talenter vun de Schüler am beschte musse gefërdert ginn a wéi ee ka Lacunnen opfänken an opschaffen. A genau dat ass d'Erausfuerderung vun engem Enseignant: jiddwer Schüler ze férderen op eng differenzéiert Aart a Weis, den individuelle Besoine vun de Schüler ugepasst. Dat ass eng nobel Aufgab, déi vill Engagement a vill Häerzblutt erfuerdert, an dat Dag fir Dag, vun eisen Enseignanten. An ech wëll dat hei op dëser Plaz emol eng Kéier an aller Däitlechkeet gesot hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech awer kann e gudden Enseignant ginn, muss ech emol als Eischt agestallt ginn. An dat ass den Objet vun dësem Projet de loi, deen eng ganz Rei Verbesserunge mat sech bréngt, wéi mäi Kolleeg Lex Delles et schonn erkläert huet.

De Problem, fir genuch diplomëiert Enseignanten ze fannen, gëtt et net eréischt zënter gëschter an och net säit der Rentrée 2017. Scho méi laang stelle mer fest, dass sech net genuch diplomëiert Enseignanten dem Concours stellen an dass een dem Rekrutementsplang soumat permanent hannendrunhänkt.

Dat ass awer keng spezifesch Lëtzebuerger Problematik. Och an Däitschland feelt et enorm un Enseignanten. Eleng an Nordrhein-Westfalen feele 4.000 Enseignanten, an et huet elo e Kolleeg mer déi Deeg zougedroen, dass an der Schwäiz et och déi Problemer gëtt. An an der Schwäiz si se amgaangen, hiert Léierpersonal, wat an d'Pensioun gaangen ass, erëm ze rekrutéieren, fir auszehëllefen.

Ech wëll awer direkt betounen, dass dat allerdéngs net nëmmen an der Educatioun de Fall ass. U sech betrëfft et déi ganz Fonction publique. D'Administratiounen, d'Gemengen, d'Police, d'Giischtercher, d'Magistratur, d'Steierverwaltung, si all hu Problemer, fir genuch qualifizéiert Personal ze rekrutéieren, a si si frou fir all Mann an all Fra, déi eng Hand mat upake kënnt.

De Rekrutement ass eng allgemeng Erausfuerderung fir den ëffentlechen Déngscht. Ech fannen, et sollt een dat am Hannerkapp behalen, wa mir haut spezifesch iwwert den Defi an der Educatioun schwätzen. Den ëffentlechen Interessi dobaussen ass natierlech vill méi grouss, wann et ëm d'Schoule geet. Klassesäll ouni Schoulmeeschter oder ausgefale Schoulstonnen, dat suergt mat Sécherheet fir méi Opreegung, léisst sech och politesch besser vermaarten, wéi wann an enger Administratioun eng Plaz net besat gëtt. Dat ass wuel och net gutt, mä et ass awer mat Sécherheet méi einfach ze iwwerbrécke wéi an der Educatioun.

Bis elo stoung nach keng Klass ouni Schoulmeeschter do. Och net am Norde vum Land, wou et jo uganks der Rentrée zu enger gewëssener Opreegung koum. Fakt ass, dass an alle Regiounen de Cours normal konnt ufänken an dass déi virgesinne Schoulstonnen iwwerall am Land konnten assuréiert ginn. An de Collège des directeurs de l'enseignement fondamental, déi fréier Inspekteren, huet och relativ séier an engem Communiqué déi doten Informatioun confirméiert.

Dat verhënnert allerdéngs net, dass ee sech dem Defi muss stellen! Ech sinn der Meenung, dass een dat sollt op eng sachlech an onpolemesch Aart a Weis maachen, well dëse Sujet parteipolitesch auszeschluechten, ech mengen, dat notzt kengem. Do huele mer eis alleguerte bluddeg Nuesen, d'Virgängerregierung an déi heiten. An ech mengen, dat ass och net am Interêt vun deenen, ëm déi et hei geet, näämlech d'Kanner.

D'Bildung sollt een a mengen Aen aus de politesche Spillercher erausloossen. An dofir huet de Minister Claude Meisch jo och d'Iddi vun engem Bildungsdësch lancéiert. A wann ee fir déi néideg Rou wëllt suergen, da muss ee sech zesummen un den Dësch setzen an dofir probéieren, dee gréisstméigleche Konsens ze fannen.

Här President, ech wäert elo op déi verschidden Ursaache vun der Penurie agoen, éier ech dann awer och d'Léisungsvirschléi vun dësem Projet de loi beliichten.

Eng vun den Haaptursaachen ass sécherlech, dass d'Unzuel vun de frësch diplomëierten Enseignantë sech zanter Joren a Grenzen hält. Fir 2017-2018 zum Beispill war et virgesinn, fir der 291 ze rekrutéieren, also anzestellen. Et hu sech der awer nëmmen 168 fir de Concours gemellt. A vun dësen 168 waren der och just 91 frësch diplomëiert. Déi aner ware scho Chargé de cours an hu schonn zu deem Moment am Enseignement geschafft. Dat kann natierlech op laang Dauer net gutt goen a scho guer net, wa mer wëssen, wéi sech eist Land, wéi sech eis Schoulpopulatioun an den nächste Joren entwéckele wäerten.

Et fält awer och besonnesch op, dass d'Ofschlëss op der Uni.lu zréckginn. Dat ass och net gutt. An hei muss a mengen Aen eng genau Analys gemaach ginn, firwat dass dat esou ass. An ech ka mer eventuell virstellen, dass et un deene strenge Selektiounskritären hänkt. Mir kommen dofir mat Sécherheet net derlaanscht, fir d'Uni eng Kéier op dësem Gebitt besser ze beliichten, soudass si hir Formatioun kann ausbauen a genau zentréieren op d'Besoine vun der Éducation nationale. Also, do hu mer nach eng Aufgab virun eis.

Eng aner Ursaach fir déi aktuell Penurie huet natierlech mat der Entwécklung vun der Schoulpopulatioun ze dinn. Wat ee méi Schüler huet, brauch ee jo logescherweis méi Personal. Dat ass eng logesch Konsequenz. Mir wëssen, dass mir an de leschte Jore vill gewuess sinn, a mir wëssen, dass mir och weiderhi wäerte wuessen. Dat gëtt op ganz anere Plazen en Defi. Et ass och en Defi, fir d'Qualitéit vum Enseignement ze assuréieren.

Eleng tëschent Mäerz 2016 a Juli 2017 sinn 844 Schüler nei an eis Schoulen derbäikomm. Dat ass enorm! A fir dat ze stämmen, huet de Ministère ronn 700 Stonne Contingent méi zur Verfügung gestallt. Vum leschten op dëst Schouljoer sinn am Ganze 4.200 Stonne pro Woch um Contingent derbäikomm.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt also net un de Schoulstonne gespuert, mä et stinn haut méi Stonne pro Schüler zur Verfügung, wéi dat fréier de Fall war. Den Educatiounsministère huet also net nëmmen op d'Hausse vun de Schüler reagéiert, mä huet och weider an d'Qualitéit vum Enseignement investéiert. A grad fir den Enseignement fondamental huet d'Regierung sech d'Moyene ginn, fir zousätzlech spezialiséiert Personal an eise Schoulen ze engagéieren.

Ech denken do zum Beispill un déi IEBSen, déi sech an de Klassesäll ëm d'Kanner mat spezifesche Besoine këmmeren. D'Schoule froen no esou speziellen a spezialiséierten Enseignanten, déi si am Klassesall kënnen ënnerstëtzen. Déi Offer, an dat wësse mer, wäerte mer an Zukunft nach sécherlech missen ausbauen.

Ech denken awer och un d'Instituteurs spécialisés en développement scolaire, also un d'Enseignanten, déi an der Schoulentwécklung hëllefen. Wann ee wëllt méi Qualitéit an den Enseignement kréien, da muss ee sech och dofir d'Moyene ginn. An et geet net duer mat Sätz wéi „et soll een net méi kappen, wéi ee ka schëppen", wéi eng Deputéiert et an der Kommissioun gesot huet. Ech mengen, domadder ass kengem am Enseignement gehollef.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mä wéi den Educatiounsminister Claude Meisch gesinn huet, dass een de Kanner mat spezifesche Besoinen net genuch Rechnung konnt droen an dass ee misst besser, méi séier a fachgerecht hëllefen, dunn huet hien d'Schëpp net am Schapp stoe gelooss, mä hien huet ugepaakt an hien huet eppes ënnerholl, fir genau deene Kanner ze hëllefen, déi Schwieregkeeten hunn, fir am reguläre Schoulbetrib mat virunzekommen. Dat erfuerdert Ressourcen, dat erfuerdert Efforten.

Här President, wa mer iwwert de Récklaf vum diplomëierte Personal schwätzen, da gëtt och ëmmer erëm iwwert d'Attraktivitéit vum Beruff geschwat. Et gëtt gesot: „De Beruff ass net méi attraktiv. Déi Jonk wëllen dat do net méi maachen. De Stage hält vill Leit of." Dat sinn déi üüblech Sätz, déi een héiert, déi awer, mengen ech, net fondéiert sinn.

Kloer muss de Beruff vum Enseignant attraktiv sinn a bleiwen. Mä ech mengen, dat gëllt och fir alleguerten déi aner Beruffer. An et mécht een et sech e bëssen einfach, wann een et dobäi beléisst, ouni op de Fong vun de Saachen ze goen.

Wat ass dann déi éischt Konditioun iwwerhaapt, fir kënnen an deem Beruff ze schaffen, fir kënnen an deem Beruff virunzekommen a fir kënnen an deem Beruff glécklech ze ginn? Ma déi éischt Konditioun ass, dass ee muss frou mat de Kanner sinn. An déi zweet Konditioun ass, dass een och mat de Kanner eens gëtt. Een, deen an dee Beruff do wëllt goen an deen déi zwou Konditiounen do net erfëllt, dee wäert mat Sécherheet eng ganz laang, awer och eng ganz traureg an onzefriddestellend Carrière viru sech hunn, och fir d'Kanner.

„Et ass net attraktiv", dat ass esou eng Ausso, déi ëmmer iergendzwousch aus dem Kontext gerappt gëtt an dann dohinner gesat gëtt, wou se engem passt. Si ass awer absolutt nichtssagend. Iwwert d'Attraktivitéit vun engem Beruff kann ee vill schwätzen. An ech fannen, grad mat der Éducation nationale hu sech an der leschter Zäit eng Rei Opportunitéiten opgemaach, déi de Beruff méi attraktiv, méi divers maachen an déi engem et erlaben, méi Verantwortung ze iwwerhuelen, wann een dat wëllt.

Ech denken zum Beispill un déi spezialiséiert Enseignanten an der Carrière vum IEBS, dat heescht d'Enseignanten, déi sech ëm d'Kanner bekëmmere mat Besoins spécifiques. Ech denken un d'Posten an de regionalen Direktiounen. Ech denken un déi Leit, déi fir d'Schoulentwécklung zoustänneg sinn, awer och fir d'Formatiounen, fir d'Vie-et-sociétés-Coursen, wou een nach eng Kéier ee ganz aneren Zougang zu senge Schüler ka kréien. Dat sinn alles Carrièresméiglechkeeten, déi engem en anere Bléck an d'Éducation nationale erlaben a wou ee ganz vill vu senger Beruffserfahrung ka mat erabréngen. Wann ee scho vun Attraktivitéit schwätzt, da soll een och dës nei Aspekter net aus den Ae verléieren.

Et gëtt och behaapt, d'Aféierung vum Stage géif vill Leit ofhalen, fir Enseignant ze ginn. Ech muss lech soen: Dat kann ech net verstoen, well wann een aus Begeeschterung de Beruff wëllt maachen, da stéiert ee sech bestëmmt net um Prinzip vun engem Stage! Natierlech kann een iwwert d'Form vum Stage diskutéieren, de Minister huet dat jo och gemaach an de Stage an deem Sënn zesumme mat de Schüler zweemol nogebessert.

Et ass awer a mengen Ae falsch ze soen, de Stage wär ee vun de Grënn, fir d'Penurie vun de Leit am Beruff ze erklären, a firwat dass manner Leit wëllen an dee Beruff kommen. Ech ka mech erënneren, wéi ech ugefaangen hunn, war ech och déi zwee éischt Joer am Stage. Et war zwar net de Stage, wéi en haut ass, mä ech hat déi zwee éischt Joer keng fest Ustellung, a wann d'Gemeng mer gesot hätt nom éischten oder nom zweete Joer: „Du muss trëppelen, mir wëllen dech net méi hei!", dann hätt ech dat och misse maachen. Dat war déizäit och eng Proufzäit, eng Stagezäit, an ech komme souwisou geschwënn nach eng Kéier op de Stage zréck.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei all de Mesuren, déi mäi Kolleeg Lex Delles virdru scho virgestallt huet, geet et drëms, fir op déi ugeschwate Penurie ze reagéieren. An am Vierdergrond steet natierlech d'Qualitéit vum Enseignement, dat ass der Regierung an der DP natierlech besonnesch wichteg.

Ech wëll virun allem op déi sougenannt Quereinsteiger agoen, also op déi Kandidaten, déi mat engem Bachelor - dat heescht, déi dräi Joer Uni gemaach hunn - kënne rekrutéiert ginn. Ech wëll dat Ganzt mat engem Rendezvous bei engem Dokter vergläichen. Et ass net esou, wéi wa si sech géifen en Ticket zéien a si kéinten dann direkt an d'Dokteschzëmmer eragoen. Neen, si huele sech als Éischt emol an der Salle d'attente Plaz, a falls keen diplomiérten Enseignant méi virun hinnen ass, eréischt dann ass et un hinnen, eréischt da kënne si sech bewerben. Dat heescht, si kënne sech nëmme bewerben, wa fräi Plazen do sinn.

Ech muss soen, déi Leit, déi elo hei a Fro kommen, déi hunn dräi Joer Uni gemaach. Ech mengen, mir vergiessen, dass mer do awer trotzdeem wierklech qualitativ héichwäertegt Personal kënne kréien. Ech wëll drun erënneren, dass mer am Moment Leit hunn, déi Schoul halen, déi eng Première hu plus véier Woche Formatioun. Ech mengen, wa mer awer een hunn, deen dräi Joer Uni huet an duerno 240 Stonne ka maachen, dass dat awer eng qualitativ Opwäertung vum ganzen Enseignement wäert sinn.

Ech betounen et nach eng Kéier kloer an däitlech: Et kann nëmmen op déi Leit zréckgegraff ginn, falls net all d'Plaze vun diplomiértem Personal besat ginn! Falls dat de Fall ass, da mécht eng Rekrutéierungskommissioun eng Selektioun vun deene Kandidaten, déi duerfir iwwerhaapt a Fro kommen. Duerno maache se wärend engem Joer eng zousätzlech theoretesch a praktesch Formatioun vun 240 Joer, pardon, 240 Stonnen d'Joer. 240 Joer, dat wär eng laang Carrière, dat wär eng laang Carrière!

(Hilarité)

En diploméierten Enseignant, dat ass kloer, deen huet seng véier Joer gemaach, huet och seng Stagë gemaach. Mä ech wëll nach eng Kéier betounen: Mir maachen e Qualitéitssprong, wa mer et kënnen erméiglechen, dass Leit mat engem Bachelor vun der Uni kommen, well mir hu Leit an der Schoul, déi hunn eng Première oder eng Treizième plus véier Wochen.

Op där anerer Säit muss ee sech awer och agestoen, dass vill Klasse géifen ouni Enseignant dostoen, wa mer net scho säit laange Joren - säit ganz laange Joren!- géifen op d'Chargé-decoursë kënnen zréckgräifen. Déi meescht dovunner hu véier Woche Stage an der Grondschoul, éier se da kënnen iwwer Wochen, Trimesteren oder ganz Schouljoren ersetzen. Zukünfteg Enseignantë mam Bachelorniveau ze rekrutéieren ass, wéi gesot, natierlech e Qualitéitssprong an der Réserve des suppléants, an dës Reserv gëtt valoriséiert.

Ech kommen zu der Organisatioun vum Concours u sech. Do ginn, wéi gesot, schonn zwou Optiounen agefouert, eng Kéier d'Optioun Cycle 1 an eng Kéier d'Optioun Cycle 2 bis 4. Dat erméiglecht et Studenten aus dem Ausland, déi souwisou entweder nëmmen e Cycle 1 oder déi méi Grouss wëllen enseignéieren, sech direkt am Concours ze stellen. Si mussen an deem Fall kee véiert Joer méi drunhänken. Falls si awer an deene véier Cycle wëlle Schoul halen, kënne se dat dann iwwert d'Formation en cours d'emploi nohuelen. Den Accès zum Concours gëtt also elo méi séier an och méi flexibel.

Ee Wuert zu der Réduction de stage, eng Mesure, mengen ech, déi vun den Enseignantskandidaten am meeschte begréisst gëtt. Dëse gëtt vun dräi op zwee Joer verkierzt, falls de Kandidat e Studium vu véier Joer hannert sech huet a wärend deene véier Joer och 20 Stonne Stage, praktesche Stage, an de Schoule kann noweisen. Déi praktesch Erfahrung vum Studium gëtt also an Zukunft méi valoriséiert.

Ech wëll awer ënnersträichen, dass de Prinzip vun engem Stage net soll verdäiwelt ginn. Wéi mir virun dräi Joer iwwert d'Schafe vum IFEN heibannen diskutéiert hunn, do ware mir eis alleguerten eens, dass de Stage soll eng Hëllefstellung sinn. Et geet net drëms, déi zukünfteg Enseignanten zousätzlech ze schikanéieren, mä fir si wärend engem Prozess ze begleeden a se esou beschtméiglech op dat virzebereeden, wat si duerno am Klassesall erwaart.

Souwäit zum Fong. Sécherlech kann een iwwert d'Form an iwwert déi konkret Organisatioun vum Stage nach schwätzen, mä ech mengen, dass den Educatiounsminister Claude Meisch d'Doleancë vun de Kandidaten do ganz eescht geholl huet an och relativ gespréichsbereet war. Dat ass jo elo rezent geschitt. An ech denken do zum Beispill just un de Kalenner vun de Formatioune vum IFEN, deen adaptéiert gouf. Et gi keng Formatioune méi ugebueden direkt no der Rentrée oder wärend der Period, wou d'Bilansgespréicher virgesi sinn, de Choix vun de Formatiounen ass méi grouss ginn, et ass méi eng individualiséiert Hëllef agefouert ginn. Dat si konkret Verbesserungen, déi den Enseignanten zeguttkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi éischt Zuele vun dësen Adaptatioune loosse sech weisen. Fir de Concours hu sech dëst Joer méi wéi duebel esou vill Leit ugemellt, wéi dat d'lescht Joer de Fall war. Am Ganze sinn et 239 Kandidaten, dat sinn der däitlech méi wéi am Joer 2017, wou sech der nëmmen 168 gemellt haten.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoul ass, bleift a wäert och ëmmer an engem stännegen Evolutiounsprozess bleiwen. An et muss ëmmer derfir gesuergt ginn, dass mer weiderhi genuch gutt ausgebilt an och motivéiert Leit hunn, déi dësem nobele Beruff oder dëser nobeler Beruffung nogoe kënnen.

D'Fransouse schwätzen an dësem Kader vum „plus beau métier du monde", dat ass esou, an ech géif dann net mat engem Zitat ophalen dës Kéier. Ech géif lech e Film un d'Häerz leeën, deen esou heescht, de Film huet deeselwechten Titel: „Le plus beau métier du monde" mam Gérard Depardieu. Wann Der eng Kéier Zäit hutt an Dir wëllt kucken, wéi et ass an deem Beruff: Et ass net alles schwaarz a wäiss, et ass net all Dag einfach, et ass awer och net all Dag schwéier. Wann Der eng Kéier Zäit hutt, kuckt lech dee Film un.

Domadder géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An elo ass den Tour um Här Georges Engel fir d'LSAP.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi et schonn e puermol gesot gouf, a wéi de Rapporteur - deem ech hei wéilt Merci soen duerfir - et och a sengem exzellenten a gudde schréftlechen a mëndleche Rapport gesot huet, huet deen Text hei zwee Voleten: een urspréngleche Projet, deen u sech eng Rei méi technesch Adaptatiounen, déi duerch d'Reform vun der Inspektioun an d'Aféierung vun den Direkteren am Enseignement an der École fondamentale néideg gi sinn, sollt virhuelen, an du koumen eng Rei vu Regierungsamendementer am Februar, an de Projet, deen huet u sech eng nei Envergure, eng nei Nues kritt, well doduerch och elo eng Reform vum Stage fir d'Enseignantë virgeholl gouf an och un dem Rekrutement geschafft ginn ass, fir aner Leit mat an den Enseignement eranzekréien.

Déi Mesuren hei sinn am Aklang mat dem SNE geholl ginn. Effektiv ass den 23. Januar en Accord zustane komm tëscht dem Minister, dem Ministère an dem SNE, fir haaptsächlech beim Rekrutement méi effikass ze ginn, ouni awer un der Qualitéit vum Enseignement ze verléieren.

Deemno ass d'Flexibiliséierung bei der Optioun C1 an der Optioun C2 bis C4 agefouert ginn. Dat ass eng gutt Saach, virun allem fir déi, déi am Ausland, ënner anerem an der Belsch, hir Studie maachen, déi mussen dann net onbedéngt dat zousätzlecht Joer maachen.

Mir haten do als LSAP an der Kommissioun nogefrot, an de Minister hat ze bedenke ginn, dass an der Belsch am Moment gréisser Reformen an deem Beräich géife lafen. An duerfir meng Fro, ob de Minister do nei Erkenntnisser huet, ob hie weess, wat do geplangt ass a wat déi Reform da mat sech bréngt, a virun allem, wéi déi Reform dann och Auswierkungen huet op eis Enseignanten, déi dann eng Kéier hei am Enseignement solle schaffen. Wa mer do nach weider Informatioune kéinte kréien, wär dat ganz fein.

E weidere Punkt ass, dass déi praktesch Stagë wärend der Ausbildung eng Réduction de stage vun engem Joer bedeite kënnen. Doduerch kréie mer och eng Opwäertung vum Bachelor an der Educatioun op der Uni Lëtzebuerg. Si mussen da just nach zwee Joer Stage maachen. U sech ass dat eng gutt Saach, hei de Stage un deen ausgeschaffte Bachelor vun eiser Uni unzepassen. Doduerch huet een dann och e Virdeel, wann een dëse Bachelor gemaach huet, wat dann och deemno eng Opwäertung vun der Formatioun ass.

D'Praxis wärend dem Bachelor a Kombinatioun mat deenen zwee Joer Stage um Terrain sinn eng gutt Basis, fir dann am Beruff kënnen ze stoen. Et gouf hei virdru gesot, dass d'Praxis ganz wichteg ass - d'Madamm Hansen huet dat gesot -, dass een d'Theorie zwar muss hunn, mä wann een herno effektiv um Terrain schafft, da gesäit een, wat déi Theorie wäert ass, an ech ginn hir do och vollkomme recht, dass een déi praktesch Ausbildung net däerf vernoléissegen.

Dës Regel wäert och fir déi Leit gëllen, déi aktuell am Stage sinn, an eng Entrevue d'lescht Woch mat der SNCSE huet eis en direkte Retour vum Terrain ginn. Et ass och en Challenge fir déi Leit, déi aktuell am Stage sinn, sech deementspriechend ëmzestellen. Si brauchen doduerch d'Ënnerstëtzung vun den Direktiounen, an déi Direktioune sinn och ganz motivéiert, fir déi Ënnerstëtzung ze ginn. Mä et ass awer och d'Aufgab vun der Politik a vum Ministère, duerfir ze suergen, dass déi Direktiounen genuch Moyenen hunn, fir déi Stagiairë kënne gutt ze ënnerstëtzen.

Dann nach e ganz wichtege Punkt. Mir maache mat dësem Gesetz de Rekrutement vun Enseignanten am Fondamental op fir Leit mat engem Bachelor, e Bachelor, deen a Relatioun mat den Ziler vum Fondamental muss stoen. Et ass virdrun och schonn oft genuch gesot ginn a jo, hei gëtt et eng Rei vu Kriticken. Zum Beispill hu mir an der Kommissioun driwwer diskutéiert, ob een net soll eng kloer Lëscht vu Bacheloren definéieren, déi hei sollen zougelooss ginn, fir dee Wee do kënnen anzeschloen. Dat ass awer u sech ganz schwiereg en vue vun där grousser Unzuel vun deene verschiddene Studiegäng, déi et gëtt, a mir wollten d'office och keen ausschléissen, well wann een net op esou enger Lëscht erfaasst wier, da kéint deen u sech net rekrutéiert ginn. Hien hätt awer wahrscheinlech oder vläicht e ganz interessante Studiegang fir de Fondamental kënnen absolvéieren, an esou wär deen dann ausgeschloss. Duerfir ass du vun där Lëscht ofgesi ginn.

Eng zweet Kritik: Leit, déi de Beruff vum Schoulmeeschter net geléiert hunn, hätten net genuch Anung vu Pädagogie a géifen elo an dës Carrière erageholl ginn. Effektiv kann een déi Kritik do deelen. Et ass wichteg, dass een eng fundéiert Formatioun kritt, well Leit no zwou Wochen oder véier Wochen Intensivtraining virun eng Klass ze stellen, dat ass net esou ohne. Jiddwereen, deen emol eng Kéier selwer e Cours gehalen huet, an heibanne sinn där jo och, déi wëssen, dass dat net esou einfach ass, och wann een dat kéint mengen.

An dat ass och sécher net den Idealfall, well Kanner, grad wa se kleng sinn, musse vun deene beschte Leit d'Basis fir d'Liewe matkréien. A vläicht kann de Minister eis dann och nach e puer Präzisiounen zu där pädagogescher Ausbildung do ginn.

Mä, an dat huet eis dann och beweegt, den Text hei matzedroen: Mir kënnen eis just ausriichten nom Ist-Zustand an net nëmmen nom Idealfall. Et däerf een net vergiessen, dass mer och haut scho Leit am Enseignement hunn, vun deenen eng ganz Rei eigentlech nëmmen eng limitéiert pädagogesch Ausbildung hunn, an dat sinn eis Chargé-de-coursen, vill engagéiert Leit, déi säit Joren e feste Bestanddeel si vun eisem Schoulbetrib an ouni déi eise Schoulbetrib och iwwerhaapt net méi kéint assuréiert ginn. Awer si hunn dës Ausbildung vum Enseignant jo och net, maachen awer zum allergréissten Deel eng wonnerbar Aarbecht, déi een net denigréieren däerf. Duerfir kann dat hei eng wichteg Chance sinn, eng Rei diploméiert Leit an de Schouldéngscht eranzekréien, déi a Relatioun mat den Ziler vum Fondamental sinn.

Dobäi soll een dann och net vergiessen, onbedéngt weider de Chargé-de-coursen all d'Chancen ze ginn, fir dann den Diplom op eng uerdentlech Aart a Weis, déi machbar ass, nozehuelen. D'Erfahrung, déi dës Leit mat engem anere Bachelor aus hirem Studium aus engem anere Beruff an um Terrain mat sech bréngen, déi kann een och als Plus-value fir d'Kanner an der Schoul gesinn, wann ebe garantéiert ass, dass si déi pädagogesch Ausbildung dann och kréien.

An och si wäerte grad am Ufank zousätzlech Ënnerstëtzung brauche vun den Direktiounen, an do ass, oder do muss dann, wéi gesot, d'Politik der Direktioun déi Méiglechkeeten och ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Een anere Kritikpunkt, deen ass dann och vum SEW-OGB-L geäussert ginn: Wa mer aner Leit géifen eranhuelen, géif doduerch de Bachelor an der Educatioun, déi dat geléiert hätten, entwäert ginn a sech an Zukunft nees manner Jonker fir dëse Bachelor aschreiwen. Dës Kritik wär berechtegt, wann et eng dauerhaft Mesure wär. Deem ass awer net esou. De Minister huet den Appell do héieren an huet déi richteg Decisioun hei geholl, dass hien der Mesure hei d'office eng Grenz vu fënnef Joer opgesat huet an dass d'Studenten, déi mat engem Bachelor aus der Educatioun kommen - dat huet den Här Baum virdrun nach ganz kloer eng Kéier an e puer Sätz ëmmer erëm widderholl -, eng absolutt Prioritéit hunn.

Dat ass eng gutt Decisioun. An ech mengen, dass mat där Mesure hei, déi begrenzt ass, déi awer Plaz léisst fir déi Leit, déi dat geléiert hunn, mer heimadder kënnen eng Deelléisung hu fir de Problem.

Voilà. Alleguerten eens ware mer eis, dass dës Mesure absolutt noutwendeg ass, fir deem akute Mangel un Enseignanten am Fondamental entgéintzewierken. A vu dass dat heiten eng zäitlech begrenzte Mesure ass, ass et eng pragmatesch an eng gutt Deelléisung. De Risiko wär näämlech gewiescht, dass mer am September kee virun de Klasse gehat hätten, fir Schoul ze halen.

Ech soen Deelléisung, well ee sech awer muss e puer prinzipiell Froe stellen. Prinzipiell muss ee sech näämlech d'Fro stellen, firwat mer en Enkpass un Enseignanten hunn. Dat ass zwar net eréischt säit gëschter de Fall, mä elo ëmsou méi akut.

Ass dat, well de Beruff net méi attraktiv genuch ass? Well d'Ufuerderunge vläicht ze héich sinn? Well de Studiegang net deem entsprécht, wat ee sech virstellt? Well et am Enseignement am Ganzen awer vläicht e bëssen ze vill Reforme gouf an doduerch de System un d'Wackele koum an et doduerch eng Instabilitéit gëtt, déi Onsécherheet mat sech bréngt? Déi Froen, mengen ech, muss ee sech däerfe stellen. Och wann een hei déi Reformen, déi alleguer zum Zil hunn, dass et an der Schoul besser geet, matgedroen huet, däerf ee sech déi Fro awer stellen.

Fir d'Sozialisten ass et kloer: Mir mussen dem Personalmangel an der Schoul begéinen, bei den Enseignanten, mä och op allen aneren Niveaue vum Schoulbetrib, well nëmme mat genuch qualifizéiertem Personal an alle Beräicher vun der schoulescher an ausserschoulescher Betreiung sinn ambitiéis pädagogesch Konzepter an der Schoul ëmsetzbar, fir all Kanner mat-

zehuelen, fir se ze förderen an hir Kompetenze beschtméiglech ze entwéckelen. An hei muss een dann och d'Fro stelle vun der Orientéierung vun eise Schüler no der Première, déi jo virausschauend muss sinn an déi den Defie vun deenen nächste Jore muss gerecht ginn, well déi Leit musse jo nach eng Zäit studéieren.

A wa mer haut Gesetzer maachen, wou mer Leit brauchen, déi mer awer net hunn, da muss ee sech och Gedanke maachen iwwert d'Orientéierung vun deene Schüler no der Première. Wa mer haut zum Beispill vill Orthophoniste brauchen, da musse mer matzäit dee Studiegang virbereeden an d'Leit och an dee Studiegang orientéieren. Orthophonist ass ee Beruff, deen ech elo erausgeholl hunn, mä et gëtt nach eng ganz Rei anerer.

Fir déi laangfristeg Problemer ze beäntwerten, brauche mer duerfir och eng gréisser Analys, déi eis haut nach feelt an déi eis an der aktueller Situatioun jo och net direkt hëlleft, dem Noutstand vun den Enseignanten, dee mer hunn, direkt entgéintzewierken.

Duerfir sinn déi Mesuren, déi an dësem Gesetz virgesi sinn, gutt Mesuren. Si bidden eng gutt a pragmatesch Léisung fir de Problem, dee mer elo hunn, an duerfir dréit d'LSAP dee Projet hei mat a wäert dëse Projet och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech ass et jo kaum ze verstoen, datt ee vun de weltwäit deierste Grondschoulsystemer mat enger Penurie u qualifizéiertem Personal ze kämpfen huet trotz deenen dach gudde Salairen, déi an deem Secteur bezuelt ginn, jiddefalls wann ee mam Ausland vergläicht.

Dat ass e grousse Problem, dee mat dësem Projet de loi kuerzfristeg behuewe ka ginn. Kuerz gesot geet et nieft enger ganzer Rei méi klengen Adaptatioune jo dorëms, d'Penurie ze behiewen, an dëst Gesetz ass dann och tëschent der Enseignantsgewerkschaft SNE an dem Educatiounsministère ausgehandelt ginn, wärend déi aner Enseignantsgewerkschaft SEW sech éischter mat Hänn a Féiss géint eenzel Punkte gewiert huet, well se d'Beruffsbild vum Enseignant a Gefor gesäit. D'Ausgangssituatioun ass also net ganz einfach.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu der éischter a wahrscheinlech ëmstriddenster Dispositioun. Hei geet et, wéi gesot, dorëms, datt d'Inhaber vun engem Bachelor ënner gewëssene Konditioune Schoulmeeschter oder Léierin däerfe ginn, wann hire Studium a Relatioun stoung mat de Missioune vun der Grondschoul, wéi et am Gesetzestext heescht. Dës Dispositioun ass, wéi all déi aner, aus der Urgence eraus decidéiert ginn an ass op fënnef Joer limitéiert. Si huet de Virdeel, kuerzfristeg sécherzestellen, datt am Hierscht all Klass mat engem Enseignant besat ass.

Dat ass d'Haaptviraussetzung, Dir Dammen an Dir Hären, fir datt eis Grondschoulen am Hierscht iwwerhaapt kënne fonctionnéieren, an duerfir droe mir als Gréng dës Decisioun.

Allerdéngs hu mir och eng Rei Bedenken, op déi ech kuerz wéilt agoen. Dëse Projet de loi definéiert näämlech net kloer, ëm wéi eng Bacheloren et geet a wéi eng Bacheloren Prioritéit kréien. Dat ass ganz schwiereg. Den Här Baum huet dat och esou erkläert. Mä duerfir léisst dës Dispositioun awer och Plaz fir Spekulatioun. Eng vun de Méiglechkeete besteet jo doran, datt Sozialpädagogen oder eben Éducateurs gradués sech fir déi Poste bewerben an effektiv rekrutéiert ginn. Hire Profill läit net wäit ewech vum Profill vum Enseignant, si hunn eng gewëssen Erfahrung am Emgang mat Kanner, a schonn alleng duerch de Choix vun deem Beruff hu se bewisen, datt se sech zu sozialpädagogeschen an educative Missioune beruff fillen.

Hannendru stellt sech dann awer eng Fro, Här Minister: Wat geschitt, wann d'Educateuren an d'Sozialpädagoge massiv kandidéieren a vun der Selektiounskommissioun als déi gëeegenst Kandidaten ausgewielt ginn, am Fall, wou vill där Leit gebraucht ginn? D'Konsequenz wier jo dann déi, datt dës Persounen aus dem Betreiungssecteur an de Schoulsecteur ofwanderen, mam Resultat, datt d'Penurie vum Schoulsecteur an de Betreiungssecteur verlagert gëtt.

Attraktiv ass dës Ofwanderung an d'Grondschoul allemol, schonn alleng doduerch, datt d'Gehältertabell an der Grondschoul méi attraktiv ass wéi am Betreiungssecteur. Attraktiv ass de Wiessel an d'Grondschoul och, well eng voll Tâche an der Grondschoul méi niddreg ass wéi am Betreiungssecteur, méi Vakanz versprécht an doudsécher och manner belaaschtend ass wéi d'Aarbecht an engem Kannerheem, wou Nuetsschichte musse gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, am Fong kann de Risiko vun der Penurie am Betreiungssecteur just verhënnert ginn, wann net vill Kandidaten aus deem Secteur ugeholl ginn, obscho se sech wahrscheinlech am beschten duerfir eegnen.

An dat féiert dann zu eiser zweeter Fro. Et ass déi: Wat geschitt, wa Persoune rekrutéiert ginn, déi nach ni e Kand vun no gesinn hunn, och wann hire Bachelor mat engem Schoulfach ze dinn huet? Datt eng perfekt formuléiert Lettre de motivation - déi jo ausschlaggebend ass - oder eng villverspriechend Selbstduerstellung um Pabeier net duerginn, fir déi mënschlech an educativ Capacitéite vun engem Mënsch richteg aschätzen ze kënnen, weess jiddwereen, dee regelméisseg mat Astellungen am educative Secteur ze dinn huet. Eng Persoun, déi zum Beispill e Bachelor an der Mathé huet an d'Hannerdier vun dësem Projet de loi benotzt, fir méiglechst schnell Geld ze verdéngen, muss nach laang kee gudden Enseignant sinn. Am Hierscht riskéiert hien, virun enger Klass ze stoen an iwwerfuerdert ze sinn.

An deem Kontext werfen ech d'Fro op, wéi de Problem vu fréizäitegen Demissioune geléist ka ginn am Fall, wou verschidde Persoune mierken, datt se awer net fir dësen Job gemaach sinn a sech no e puer Méint nees zréckzéien. Gëtt dee Moment op d'Réserve des suppléants zréckgegraff? Oder ginn direkt nei Bachelorinhaber agestallt?

A schlussendlech froe mir eis och, ob de sougenannten „Track 2" fir Leit, déi och zum Deel e Bachelor hunn, nach attraktiv ka bleiwen. Hei geet et jo drëms, datt d'Chargéen, déi op d'mannst fënnef Joer Schoul gehalen hunn, hir Formatioun och en cours d'emploi kënne maachen. Den Énnerscheed zu der neier Dispositioun ass allerdéngs deen, datt dës Persounen hir Formatiounen ausserhalb vun de Schoulzäite musse maachen, wärend déi nei rekrutéiert Bachelorinhaber een Dag d'Woch fir d'Formatioun fräigestallt ginn. Mir ginn ze bedenken, datt dës Fräistellung net nëmmen zu Reiwereien um Terrain ka féieren, mä och zu Schwieregkeete bei der Organisatioun vum Schoulalldag, wann déi nei rekrutéiert Kandidaten a Kandidatinnen all zesummen all Mëttwoch feelen, fir an d'Formatioun ze goen. Mir mengen, datt dat net esou einfach wäert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Konklusioun, déi mir als Gréng an dësem éischte Punkt zéien - dat ass deen heikelsten - , ass kuerz gesot folgend, d'Fransouse géife soen: «À situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle.» Dat heescht, mir droen dës Moossnam mat, well et sech ëm eng Noutléisung an enger Noutsituatioun handelt.

A mir begréissen ausdrécklech, Här Minister, datt Dir bereet waart, dës Bréck fir Quereinsteiger op fënnef Joer ze limitéieren am Hibléck op eng Evaluatioun, grad wéi och d'Dispositioun, datt dëse Leit net d'Prioritéit wäert ageraumt ginn. Dat ass ganz wichteg.

Den zweete Punkt, op deen ech ze schwätze kéim, betrëfft d'Reduktioun vun der Ausbildungszäit op de belschen Unien, och mam Zil, kuerzfristeg méi Enseignanten op den Terrain ze kréien. Studenten, déi entweder fir de Cycle 1 oder fir d'Cyclen 2 bis 4 ausgebilt sinn, kréien domat d'Méiglechkeet, no hiren dräi Joer Studium schaffen ze goen an hire Brevet en cours d'emploi ze kompletéiere mat 160 Stonne Formatioun um IFEN. Dës Moossnam ass natierlech sënnvoll, fir der Penurie entgéintzesteieren. Allerdéngs sende mir domat d'Signal aus, datt e Studium vun dräi Joer duergeet, fir Schoul ze halen. Ob dat dee richtege Message ass, doriwwer kann een diskutéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mir dann am Hierscht déi Leit aus der Belsch huelen, déi véier Joer studéiert hunn, fir hire Brevet fir d'Cyclen 1 bis 4 ze kréien, a wa mir donieft och déi huelen, déi dräi Joer studéiert hunn, fir entweder am Cycle 1 oder an de Cyclen 2 bis 4 ze ënnerriichten, da kréie mer effektiv fir d'nächst Rentrée vill Enseignanten op den Terrain.

Allerdéngs musse mer och op d'Rentrée duerno kucken, wou kaum nach ee mat véier Joer aus der Belsch wäert kommen, well dräi Joer Studium jo dann duerginn. Fir d'Studente vun der Uni bedeit dat eng gewëssen Diskriminatioun, géife mir mengen, well se net an de Genoss vun dëser Moossnam kommen, souwäit hunn ech dat emol verstanen.

Virun allem muss een awer bedenken, datt d'Formation initiale vum Léierpersonal an der Belsch deemnächst wäert reforméiert ginn. An absehbarer Zukunft muss all Mënsch, deen an der Belsch wëllt Schoul halen, mindestens e Bac+4 ofgeschloss hunn. Interessant ass dobäi, datt d'Breveten anescht ënnerdeelt ginn. Et wäert e Brevet fir de Cycle 1 an 2 ginn, e Brevet fir d'lescht Joer vum Cycle 1 bis zum Cycle 4 inklusiv an e Brevet fir de Cycle 4 bis zum Ënnergrad vum Secondaire inklusiv.

Wa mir da wëssen, datt haut méi wéi d'Halschent vun den Enseignanten am Fondamental an der Belsch forméiert gi sinn, dann däerf dës Reform eis net egal bleiwen, an da lande mir noutgedronge bei der Fro, ob mir weiderhi sollen dru festhalen, Generalisten auszebilden, fir den Term vu mengem Virgänger an dësem Dossier, dem Claude Adam, ze gebrauchen, wann eist Nopeschland konsequent op de Wee vu Spezialiste geet.

An deem Kontext wier et net vu Muttwëll, ze evaluéieren, wat et eise Grondschoulen iwwerhaapt bruecht huet, d'Formatioun vum Enseignant am Joer 2004 ze uniformiséieren an den Enseignant fir de Cycle 1 ofzeschafen. Dat ass déi sougenannte Spillschoulsjoffer oder de Spillschoulsmeeschter, wann een en esou däerf nennen.

D'Belsch féieren dëse Brevet, wéi gesot, nees an: mat der Extensioun op de Cycle 2 an op Basis vun engem Bac+4.

Den drëtten a leschte Punkt, op deen ech ze schwätze kommen, betrëfft d'Reduktioun vun der Stagezäit vun dräi op zwee Joer, nodeems de Stage 2015 am Kontext vun der Reform an der Fonction publique agefouert gi war. Hei muss ee bedenken, datt dës Moossnam schonn a Kraaft trëtt, éier déi éischt Period vun dräi Joer Stage iwwerhaapt emol eriwwer ass. Evaluéiert konnt se also nach net ginn, wat d'Netpertinenz vun deenen dräi Joer ënnersträicht.

Natierlech kann ee grad wéi virdru soen, datt och dës Moossnam aus der Nout eraus geholl gëtt, fir méi educativ Stonnen erauszeschloen oder awer och fir de Beruff vum Enseignant nees méi attraktiv ze maachen, wat eng Interpretatioun ass, déi net vu jiddwerengem gedeelt gëtt.

Ob aus der Nout eng Tugend gëtt, dat muss d'Zukunft weisen. Mä se weist et net vum selwen. Fir erauszefannen, Här Minister, ob dës Moossnam grad wéi aner Moossname sënnvoll a richteg sinn oder ebe kontraproduktiv a falsch, féiert kee Wee laanscht eng Evaluatioun, déi Dir jo och an der Kommissioun versprach hutt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dës Evaluatioun muss an engem festgeluechten Zäitraum stattfannen, an dat ass deen eenzege Wee, fir ze wëssen, wéi et an Zukunft soll weidergoen. Domat mengen ech och net just d'Evaluatioun vun dësem Gesetz, mä d'Evaluatioun vu sämtleche Rekrutéierungsmoossnamen an der Fonction publique.

D'Fonction publique ass schliisslech e Ganzt a soll e Ganzt bleiwen, och wann d'Moossname jee no Secteur, jee no Ministère a Verwaltung verschidde kënnen ausgesinn. Well wat fir en Informatiker oder en Ingenieur ka richteg sinn, muss net richteg si fir e Jurist oder en Ekonomist an och net fir e Schoulmeeschter oder eng Léierin.

Dobäi ass et kee Geheimnis, datt net nëmmen d'Grondschoul mat personnellen Enkpäss ze kämpfen huet. Och d'Ministèren an d'Verwaltunge fanne kaum nach Kandidaten, wann et drëms geet, Ingenieuren, Informatiker oder Juristen ze rekrutéieren. E Stage vun dräi Joer mécht d'Situatioun hei och net besser an och net méi attraktiv. En dréit näämlech weder dozou bäi, datt méi Kandidate fonnt ginn, nach datt déi richteg Kandidaten um richtege Poste landen a motivéiert schaffen. Duerfir brauch ee ganz aner Moossnamen.

Duerfir plädéiere mir als Gréng duerfir, datt an Zukunft net méi just iwwert d'Dauer vum Stage diskutéiert gëtt. Déi Diskussioun féiert zu näischt, well se sech net mat den Inhalter, mat de Methoden a mat den Ziler auserneesetzt an och net mat der Fro vun Alternativen zum Stage am Hibléck op eng besser berufflech Aglidderung op allen Ebene vun der Fonction publique.

Op den Enseignement fondamental bezunn, heescht dat ganz vill. Éischtens muss analyséiert ginn, wéi de Beruff vum Enseignant nees méi attraktiv ka ginn. Iergendee Grond muss et jo ginn, firwat esou wéineg Leit sech duerfir interesséieren. An deem Kontext däerf d'Diskussioun ronderëm d'Reform oder carrement d'Ofschafung vum Stage natierlech net feelen, ebe grad well d'Enseignantë scho wärend hirem Studium eng ganz Rei Stagë gemaach hunn.

Eng aner Pist, fir de Beruff vum Enseignant méi attraktiv ze maachen, gesi mir awer och an der Entbürokratiséierung vum Beruffsalldag. D'Léierinnen an d'Schoulmeeschtere mussen nees méi no bei d'Kanner réckelen, wat nëmme méiglech ass, wann de bürokrateschen Opwand an de Grondschoule reduzéiert gëtt.

Zweetens muss och d'Ausbildung nees zum Thema gemaach ginn. Dozou gehéiert, wéi scho gesot, d'Diskussioun, ob mir net äänlech wéi eis belsch Noperen op de Wee vun der Spezialiséierung no Altersgruppen, Leeschtungsniveauen a Spezialfächer wéi Sangen - d'Madamm Hansen huet dat Fach genannt, et ginn der nach méi, zum Beispill och de Sport - kënne goen. D'Situatioun an eise Schoule gëtt näämlech net ëmmer méi einfach, se gëtt ëmmer méi komplex a méi komplizéiert. Fir eis ass dat ee Grond méi, fir sech intensiv mat de Kompetenzen auserneenzesetzen, déi en Enseignant an Zukunft brauch, fir eiser villsprooceger, multikultureller a sozial fragiller Schoulbevëlkerung gerecht ze ginn.

D'Diskussioun iwwert d'Roll an d'Missioune vum IFEN a vun der Uni Lëtzebuerg gehéiert natierlech an deeselwechte Kontext, grad wéi och d'Analys iwwert déi vill Echecken op der Uni Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en drëtte Volet, dee muss analyséiert ginn, betrëfft deen zukünftege Personalbedarf an der Grondschoul, mä och generell an der Fonction publique. Wann ee sech de rasanten demografesche Wuesstum ukuckt, da kann een dovun ausgoen, datt an Zukunft nach méi Personal an de Schoule gebraucht gëtt wéi haut an datt dowéinst nach méi Personal rekrutéiert muss ginn. Dat ass logesch.

Wa sech dee Moment erausstellt, datt net méi genuch Fësch am Baseng sinn, déi ee ka fänken, da muss een a méi e grousse Baseng fësche goen, fir et bildlech auszedrécken. Dat heescht, wann net méi genuch Kandidaten ënnert de bestoende Bedéngungen ze fanne sinn, da mussen d'Bedéngunge geännert ginn. Dozou gehéiert, datt den Accès zu der Fonction publique an domat och den Accès zu der ëffentlecher Schoul erweidert muss ginn, ouni datt d'Qualitéit dorënner däerf leiden.

Wier et wierklech en Drama, wann en Informatiker, deen an enger Verwaltung schafft an net a Kontakt mat de Bierger a Biergerinne kënnt, net gutt Lëtzebuergesch schwätzt?

Une voix.- Ah voilà.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mir mengen net. All dës Elementer bilden e grousse Chantier, op deem mir an Zukunft musse schaffen. Zesumme mat de Sozialpartner an allen anere Partner musse mer et fäerdegbréngen, d'Fonction publique an eben och déi ëffentlech Schoul nees op fest Féiss ze stellen an un d'Besoine vun eiser multikultureller Gesellschaft unzepassen.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke ganz gär u mat engem Merci un den Här Lex Delles, deen eis dee Projet hei mat vill Begeeschterung virgedroen huet, wéi mir dat vun him gewinnt sinn.

Et ass e Projet, dee ganz déif blécke léisst, well engersäits ass en och ze gesinn an dem Zesummenhang mat där Onrou, déi mer am September zejoert hate bei der Rentrée, wou mer jo och eng Diskussioun hate ronderëm dat, wat wierklech do am Éislek geschitt war. Ech muss soen, déi Diskussioun war net ëmmer transparent, vläicht och net ëmmer ganz éierlech. Mä virun allem musse mer gesinn, datt déi Rekrutementsproblemer, déi mer elo hunn, net nëmme vun eis ausginn, well mer jo och e grousse Wuesstum vun eiser Populatioun hunn, mä och d'Resultat si vu ganz ville Feelentwécklungen am Enseignement.

Et ass näischt, wat einfach esou vun haut op muer entstanen ass. An ech wëll hei just vläicht eng Gewerkschaft zitéieren, den SNE, deen och am Kontext vun dëser Diskussioun gesot hat, et wär eng Konsequenz vun „ressourcenfressenden Reformen im Fondamental". An e Beispill dovunner ass och, datt mer zum Beispill ganz vill Léierpersonal fräistellen, fir Recherchen ze maachen an innovativer Pädagogik. Nach dëst Schouljoer huet de Minister d'Zuel vun de Stonne prozentual ganz héich an d'Luucht gesat, déi consacréiert ginn, fir Recherchen ze maachen an innovativer Pädagogik.

Wa mer awer gesinn, datt Leit um Terrain feelen, froe mir eis: Ass dat wierklech néideg? Eiser Meenung no gehéiert d'Léierpersonal an d'Schoulklassen. Dat ass d'Prioritéit. Mir si géint dee grousse Waasserkapp am Schoulministère.

Dat Zweet ass, datt et ganz vill Problemer mat der Demotivatioun vum Léierpersonal gëtt. An

och dat huet eng ganz Rei vu verschiddenen Ursaachen. Dat Éischt ass emol d'Disziplinn an de Schoulen, wou Gewalt, Gewaltproblemer (veuillez lire: wou et Gewaltproblemer gëtt), déi net däerfe klenggeriet ginn, wou et gutt wär, wann eng Hierarchie, eng Direktioun op der Plaz wär, fir och kënnen no de Schoulen ze kucken. An och d'Bürokratie, dat hunn hei scho Verschiddener ugeprangert, muss reduzéiert ginn. Mä et sinn ausgerechent déi Parteien, déi déi Bürokratie ageféiert hunn, déi haut soen, mir missten d'Bürokratie zréckschrauwen.

Mir als ADR waren ëmmer dergéint, wat de Plan de développement scolaire ugeet, wat d'Bilanen ugeet, an esou vill aner onnéideg Bürokratie, déi an eis Schoulen ageféiert gouf.

A loosse mer dann och emol e Bléck werfen op d'Ausbildung, déi hei am Institut de formation vun der Éducation nationale geleescht gëtt! Do ass zum Beispill d'Fro - an ech wëll do vläicht eng Klammer opmaachen -: Fält et da kengem an all deene quotebegeeschterte Regierungsparteien op, datt net vill Männer an dee Beruff wëllen, obschonn e jo attraktiv an interessant ass?

Iwwerall triet Der fir Quoten an. Hei ass dat op jidde Fall keen Thema, wann hei net vill Männer wëllen de Schoulmeeschterberuff ergräifen. Huet dat vläicht eppes mat deem Gegenders am Unterrecht ze dinn, och eng iwwerflësseg Saach, déi säit Jore forcéiert gëtt? An huet et net och eppes domadder ze dinn, net datt net vill Männer do komm sinn,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, wann ech gelift, et ass e bësse vill Gegrommels am Sall.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mech stéiert dat net, Här President.

(Hilarité et brouhaha)

Si grommele vu Begeeschterung, an dat ass ganz richteg esou.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Wéi ee Mann!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech fäerte ganz, dass dat net d'Ursaach ass, Här Kartheiser.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir wäert elo gesinn, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech fäerte ganz, Dir kritt dat net duerch.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir wäert gesinn, mat deem, wat ech elo soen, wäerte Verschiddener heibanne grommelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da wäert ech se awer och net méi stéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, stéiert se net.

(Hilarité)

Et ass näämlech esou, wann Der dee leschte Rapport „Antisémitisme au Luxembourg" gesinn hutt, déi Leit aus de Regierungsparteien hunn dat bestëmmt, deen ass näämlech ganz interessant. An eng Starroll an dësem Rapport spillt de Comité pour une paix juste au Proche-Orient, dee kenne mer jo, deen an dësem Antisemitismusrapport vill zitéiert gëtt.

Wat interessant ass, ass, datt deen am IFEN ka Schoul halen an datt, wéi de Minister mer och als Äntwert ginn huet op eng Question parlementaire, déi Coursen, déi Seminäre vun dem Comité pour une paix juste au Proche-Orient sont „reconnus au même titre que les autres cours offerts à l'IFEN".

Mir hunn also eng Situatioun an Europa, wou déi meeschte Regierungen an Europa géint den Antisemitismus kämpfen, an dës Regierung mécht den Antisemitismus zu engem Schoulfach. Ech géif mer an Ärer Plaz emol richteg Froe stellen, wie bei Iech däerf enseignéieren a wat Der mat deem maacht. Antisemitesch Organisatiounen hunn an eiser Educatioun näischt verluer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann e véierte Punkt, wou mer gesinn, datt grouss Problemer an der Schoul sinn, dat sinn natierlech déi flexibel Aarbechtszäitmodellen, vill Congésdemanden. Och dat kann een an de Statistike vum Ministère liesen. Awer et komme weider Geforen op eis Schoul zou, och weider Facteuren, déi eis Schoulleit, eist Léierpersonal demotivéieren. An dat ass och den Nivellement vers le bas.

An déi Gefor kënnt och, dat muss ech de Kolleege vun der CSV awer och virhalen, wa si an eng Regierung kommen. Och dann ass déi Gefor net gebannt. Si hunn och scho geschwat vun Entschlake vu Schoulprogrammer, d'Sprooche wären nach ëmmer ze vill komplizéiert. Brauche mer de Passé simple? Och d'CSV geet weider op de Wee, fir de Leit ëmmer manner bäizebréngen.

Eng wëssenschaftlech Etüd a Frankräich huet viru Kuerzem gewisen, datt vun 1987 bis 2009, zwanzeg Joer, de Schoulniveau ëm dräi Joer gefall ass, dräi verluere Schouljoren duerch déi Reformen, déi komm sinn an déi och hei zu Lëtzebuerg an enger ganz äänlecher Form erabruecht gi sinn.

Wa mer haut ëmmer méi laang Studienzäiten hunn, ëmmer weider d'Schoul verlängeren, wär et dann net dee gudde Wee, fir den Niveau erëm eropzesetzen an domadder Zäit ze spueren? An deen Niveausverloscht, dee gesi mer am Statsexamen, am Premièresexamen an och am Concours elo, fir d'Léierpersonal opzehuelen. Mir hunn elo scho Leit, déi dee Stress net méi aushalen, Affer vum kompetenzorientéierten Unterrecht. A mir wësse vun der Uni, vun deene Leit, mat deene mer do schwätzen, datt dat, wat do produzéiert gëtt, vun deene Leit, déi Sciences de l'éducation studéieren, dacks net an engem Franséisch formuléiert gëtt, wat een iwwerhaapt nach ka verstoen.

Ech huelen een Zeien, deen net verdächteg ass, den Här Claude Adam, dee mer elo leider net méi bei eis hunn, an hien huet an engem Artikel am Lëtzebuerger Wort an engem Interview vum 21. Mäerz dëst Joer gesot: „Das Ministerium will, dass die Uni mehr Kandidaten mit Defiziten aufnimmt und ihnen bei der Aufarbeitung ihrer Schwächen hilft. ‚Das ist schön und gut', sagt Adam" - de Gréngen, also ech stinn elo net am Verdacht, dat hei ze behaapten - „‚Was (…), wenn sie am Ende der Ausbildung ihre Defizite nicht aufgearbeitet haben? Was zertifiziert die Uni in solchen Fällen?' Adam ist skeptisch. Die Erfahrung zeige, ‚dass nur wenige Studenten mit einer Admission conditionnelle aktiv an ihren Defiziten arbeiten', so Adam. ‚Wir riskieren, Generalisten auszubilden, die keine mehr sind.'" Dat ass d'Wourecht. Dat ass einfach esou, wéi et ass.

Mä firwat sinn net d'Konsequenzen, déi d'Politik dorauser zitt, datt mer konsequent géint den Nivellement vers le bas virginn, datt mer kucken, datt d'Leit erëm eppes léieren an eppes kënnen, an net d'Leit an d'Schoul eraloossen, déi selwer net méi deen Niveau hunn, dee se brauchen, fir iergendengem aneren eppes bäizebréngen?

Well loosse mer dach d'Realitéiten esou uschwätzen, wéi se sinn! D'ADR ass, an dat ass meng déif Iwwerzeegung, déi eenzeg Partei heibannen, déi dee feste Wëllen huet, den Nivellement vers le bas ze stoppen. Dat ass e Wahlversprieche, wat mir mat un déi éischt Plaz setzen. Mat eis geet dat do net esou virun, well mir féieren eist Land an eng Situatioun, déi eis net méi konkurrenzfäeg mécht, déi eis Verwaltungen net kann um Fonctionnéieren halen, déi eiser Ekonomie schuet. Dat dauernd Ronderëmgeschwätz ronderëm d'Problemer an der Educatioun hëlleft kengem Mënsch.

Une voix.- Ganz richteg! Ganz richteg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wa mir dat Gesetz hei kucken, musse mer eis och dräi fundamental Froe stellen. Dat Éischt ass: War et iwwerhaapt néideg, wa mer elo dës Weeër opmaachen, datt mer d'Sciences de l'éducation esou virgeschriwwen hunn, fir kënnen an d'Schoulen enseignéieren ze goen? Wann dat net fonctionnéiert huet - an et huet jo offensichtlech net fonctionnéiert - an elo aner Voien opgemaach ginn, ass dann net d'Konklusioun och déi, datt mer mussen déi urspréinglech Orientatioun iwwerpréiwen?

De Stage an der Fonction publique: Haut maache Parteie wéi d'DP Propositiounen am Wahlkampf, einfach esou: „Mir reduzéieren de Stage ëm ee Joer, ëm zwee Joer." Den 13. Oktober sinn et zwee Joer a sechs Méint. Mä et ass jo awer dës Regierung, déi decidéiert huet, de Stage net nëmmen ze harmoniséieren, mä ze uniformiséieren an der Fonction publique.

Wéi eng Konsequenzen huet dann dës Entwécklung an der Éducation nationale op de Stage allgemeng? Wat soen dann déi aner Berufsgruppen an der Fonction publique zu deenen Entwécklungen? Mir si gespaant. A wéi wëllt d'Regierung dann arbitréieren?

An dann, wéi gesot, hu mer Ongerechtegkeete géintiwwer deene Studenten, déi am Ableck am véierte Joer op der Uni sinn. Ech mengen, och do muss ee sech drëm këmmeren, wann dës Solutioun ageféiert gëtt.

Fir d'ADR ass dat hei e Gesetz, wat mer net matstëmmen, mä mir enthalen eis. Mir enthalen eis, well et fir eis wichteg ass, datt mer eng Noutsituatioun elo palliéieren, well mer och mengen an der Iwwerzeegung sinn, datt mer mussen de Schoulbetrib um Lafen halen.

Mä et ass eng Noutsituatioun, et ass näischt, wat mer gutt fannen. Et ass eppes, wat mer als Noutwendegkeet matdroen. Mä dee grousse Problem Schoul, dat gëtt fir eis eng Prioritéit am Wahlkampf. Mir sinn net d'accord, datt d'Schoul weider esou mësshandelt gëtt, wéi et an de leschte Jorzéngten de Fall war. Mir wëlle se erëm opriichten am Interessi vun eise Kanner an am Interessi vun der Zukunft vun eisem Land.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Emol een, deen d'Wourecht seet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

Une voix.- Et gëtt ëmmer eng éischte Kéier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Elo ass et eriwwer mat der Mäerchestonn.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, alleguerten d'Virriedner si schonn drop agaangen, datt dat heite Gesetz oder deen heite Projet als Haaptobjet huet, fir eng Penurie am Enseignement ze verhënneren oder eng Äntwert op eng Penurie ze ginn, fir datt bei der Schoulrentrée am Hierscht net eng Katastroph geschitt.

Déi Penurie, dat muss een dann awer soen, déi huet verschidden Ursaachen. Engersäits sinn net méi genuch Kandidaten, déi dee ganze Parcours wëllen aschloen. An ech hu scho vill Grënn héieren, firwat et net esou vill Kandidate méi ginn. Deen neisten hunn ech elo héieren, dee mech awer elle verwonnert, dee wier, datt esou vill Gegendert géif ginn. Ech mengen net, datt dat ee vun den Haaptgrënn fir d'Penurie ass.

Wat dëse Projet awer mécht, dat ass, datt en an eisen Aen de Problem vun der Penurie regelrecht ëmgeet. An e stellt am Géigenzuch éischter d'Qualitéit vun der Ausbildung vun den Enseignanten an domadder och d'Qualitéit vum Unterrecht a Fro. Virun allem d'Zouloossung vum Inhaber vun engem ganz vag formuléierten alternative Bachelor, also engem Bachelor an engem Beräich, dee vaguement eppes mat den Objektiver vum Fondamental ze dinn huet, also alles ausser de Sciences de l'éducation, steet fir eng Entwäertung vum Diplom vun de Sciences de l'éducation, domadder natierlech och vum Beruff vum Enseignant. A wie seet Entwäertung, dee seet natierlech dann och, datt et e Beruff ass, dee manner attraktiv gëtt.

Dës Mesure gouf zwar duerch den Asaz vu Gewerkschaften oder de Widderstand vu Gewerkschaften op fënnef Joer begrenzt an och nëmmen dann (veuillez lire: an däerf nëmmen dann ugewannt ginn), wa sech net genuch Kandidaten am Concours presentéiere mat deem richtegen Diplom, also mam Diplom vun de Sciences de l'éducation.

Dës Mesure sollt also trotzdeem déi absolutt Ausnam bleiwen, fir géint dësen Ëmstand virzegoen. Mir mengen, datt, wann ee wierklech muss op dës Mesure zréckgräifen am nächste Joer, een dat net hätt nëmme sollen op fënnef Joer, mä op zwee Joer begrenzen.

Ech kommen awer op den Ufank zréck, näämlech d'Fro, firwat sech esou wéineg Leit mellen, fir iwwerhaapt dee ganze Formatiounszyklus matzemaachen. An ech mengen, datt dat wierklech eppes mat der Attraktivitéit vun deem Beruff ze dinn huet, déi awer an der Vergaangenheet gelidden huet. D'Stéchwierder dozou sinn awer, mengen ech, d'Stagezäit, déi nei agefouert ginn ass, awer och d'Kierzung vu Gehälter respektiv mat der Stagezäit verbonnen och déi Contrainten, datt d'Leit mussen e Memoire maachen, déi, op jidde Fall bei all deene Leit, mat deenen ech geschwat hunn, net wesentlech zur Attraktivitéit vun deem Beruff bäigedroen hunn. A wann et elo nach gläichzäiteg dozou aner Leit ginn, déi quasi als Quereinsteiger do kënnen erakommen, dann ass dat, mengen ech, eng weider Entwäertung vum Beruff.

Ech mengen awer, datt e Grond vun der Penurie net nëmmen deen ass vun de Kandidaten oder de feelende Kandidaten, mä och deen ass, datt den Educatiounsministère an deene vergaangene Joren an och an deene vergaangene Méint net midd ginn ass, seng eege Ressourcen ze verstreeën duerch d'Schafung vun entretemps ronn 16 spezialiséierte Schoulorganismen, deenen hir Missioune sech awer och zum Deel iwwerschneiden. Géint de Schoulofbroch a fir d'Réussite scolaire ass et an eisen Aen awer wichteg, gutt ausgebilten Enseignanten, Sozialpädagogen a Psychologe fir d'Schoule selwer ze rekrutéieren, well do gi se och gebraucht.

Wann d'Enseignanten hir Tâche opginn, fir als Instituteur spécialisé an engem vun deenen x pädagogeschen Zentre Perspektiven op och eng deelweis méi attraktiv Pai an och méi attraktiv Aarbechtskonditiounen ze kréien, da stellt de Ministère sech an eisen Aen domadder selwer e Been.

Duerfir menge mer, datt dëse Projet allerhéchstens, allerhéchstens eng kuerzfristeg Noutléisung ass, fir am Hierscht eng Katastroph ze verhënneren, mä datt et net emol den Ufank vun der Debatt ass vun der Ursaacheforschung, firwat mer do sinn, wou mer sinn, an datt awer heimadder och de Risiko leeft, datt eng ganz Rëtsch Mëssstänn souguer nach weidergefouert gi respektiv souguer neier geschafe ginn.

Dëst gesot, wäerte mer eis bei dësem Projet och enthalen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un de Rapporteur, dee jo nach eng Kéier den Historique an d'Motivatioun fir dëse Gesetzesprojet, mä awer och déi eenzel Dispositioune virgestallt huet. Ech wëll deenen eenzelne Riedner Merci soen, wëll awer op e puer Aspekter nach eng Kéier agoen.

Et ass deelweis ugeklongen, datt mer heimadder effektiv besser opgestallt si bei der nächster Rentrée. An duerfir wonnert et mech awer, datt d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi hei net méi grouss ass a méi breet ass. An eigentlech hätt se missen unanime sinn. Well wa mer gesinn, datt mer fir déi nächst Rentrée heiduerjer däitlech méi a méi héich qualifizéiert Schoulpersonal kënne rekrutéieren, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war, an ee sech dann heihinnerstellt a seet, et wéilt een eppes fir d'Qualitéit an der Schoul maachen a Qualitéit an der Schoul wär mat gutt qualifizéierten Enseignanten ze kréien, da misst eigentlech d'Zoustëmmung hei méi breet sinn, wéi se da finalement ass.

Mir wäerte fir d'Rentrée 2018 380 Poste publizéieren. Et ass de Mëtteg scho gesot ginn. Mir hu fir de Concours am Fondamental 243 Kandidature virleien, déi mer jo alleguerten dann no deenen neie Regele kënnen huelen. Do sinn der nëmmen 39 dobäi, déi scho bei eis an der Réserve des suppléants schaffen, well se vläicht virdru just den Zougang zum C1 haten, well se vläicht virdrun nach d'Preliminairen net gepackt haten. Mä 204 sinn nei Diplomiérter, déi de Bachelor en sciences de l'éducation hunn, also wou mer eis jo alleguerten eens sinn, datt et dat ass, genau dat ass, wat mer gären hätten, wat d'Enseignanten hei solle kënne virweisen, fir an d'Enseignantscarrière eranzekommen.

Ech hunn de Mëtteg keen héieren, deen eppes aneres gesot huet. Heimadder erreeche mer dat doten. Am Verglach mat deenen 204 diplomiérten Enseignanten, déi mer dëst Joer nei kënnen an de System rekrutéieren, hate mer der d'lescht Joer just 91 kënne rekrutéieren. An dat war eng vun den Haaptursaachen, firwat mer punktuell Problemer - ech wëll nach eng Kéier betounen: punktuell Problemer - virun allem an enger Regioun vum Land hate bei der Rentrée 2017.

Déi grouss Ännerung, déi och hei de Mëtteg diskutéiert ginn ass, dat ass, wa mer feststellen - an dorobber hu mer jo keen Afloss, dat stelle mer fest -, wéi vill Kandidaten datt mer hunn, wéi vill Leit datt wëllen an den Enseignement fondamental schaffe kommen, a mer mierken, et geet net duer, datt mer eis hei eng aner Méiglechkeet gi wéi déi, déi mer haut hunn, fir awer qualitativ héichwäerteg Leit kënnen ze fannen, déi dann déi Posten do occupéieren. An do muss een awer ganz kloer emol nach eng Kéier soen, wéi bis elo (veuillez lire: wéi dat bis elo gemaach gouf) - an dat war net nëmmen d'lescht Joer an dat war och net nëmmen déi lescht puer Joer, dat war déi lescht Jorzéngten esou, well déi lescht Jorzéngten hu mer eng Penurie am Enseignement fondamental gehat -: Da si Leit geholl ginn, déi eng Première haten, déi véier Woche Stage haten an déi ganz Tâchen hu missen iwwerhuelen. Dat wëlle mer eben elo net méi.

Mir wëllen, datt weiderhin deen, deen eng Première huet, véier Woche Stage huet, punktuell emol kann ersetze goen, ee Moien, zwee Deeg, dräi Deeg, vläicht emol eng Kéier eng ganz Woch, wann ee méi laang krank ass. Mä datt awer deen, deen e Congé de maternité, e Congé parental ersetzt, e Congé sans traitement ersetzt, fir déi Tâche iwwer laang Zäit vläicht als Titulaire de classe kënnen ze maachen, eng aner Formatioun huet. An haut ass et eben esou, datt deen e Bac huet plus véier Woche Stage an da riskéiert, scho mat esou Aufgaben am Enseignement fondamental betraut ze ginn. Ech soen et nach eng Kéier: Dat ass net nei, dat ass d'Realitéit zanter Laangem.

An domadder raume mer haut hei op, wa mer dat Gesetz hei stëmmen.

An duerfir verstinn ech och net, datt hei Kolleeginnen a Kolleegen higinn an net matstëmmen an awer gläichzäiteg soen, mer missten eppes fir d'Qualitéit vun eiser Schoul maachen. Mir ersetzen hei net den diploméierten Enseignant duerch een, dee vläicht e Bachelorstudium an engem anere Fach huet. Mir ersetzen hei deen, deen eng Première plus véier Woche Stage huet, duerch een, deen e Bachelor huet an dann 240 Stonne Formatioun wäert maache wärend engem Joer, da seng Preliminairë muss maachen a sech dann am Concours muss placéieren. Dat ass d'Realitéit. An domadder maache mer eis Schoul besser, Dir Dammen an Dir Hären.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech wëll Iech duerfir, Här President, e klengt Dokument ginn, well ech hunn elo vill Chiffere genannt. Dat kann ee vläicht eng Kéier ronderëm ausdeelen an och mat publizéieren.

(M. Claude Meisch dépose un document.)

Dat vergläicht eigentlech nach eng Kéier déi Chiffere vun der Rentrée 2017 mat deenen, déi elo méiglech sinn an nëmmen elo méiglech si mat dësem neie Gesetz.

D'Fro ass absolutt pertinent a se ass vu bal alle Riedner och ugeschwat ginn, firwat mer dann an enger Situatioun sinn, wou et schwéier virauszegesinn ass, wéi vill Enseignanten datt sech d'nächst Joer mellen, wou et och net ëmmer einfach virauszegesinn ass, wéi vill datt mer der eigentlech brauchen. Et ass vill doriwwer geschwat ginn. An eigentlech kenne mer d'Äntwerten.

Et ass een Aspekt, deen eigentlech net genuch diskutéiert ginn ass, well dee mécht et eis haut op den Dag nach relativ schwéier, fir festzestellen, wéi vill Leit mer nach zousätzlech brauche fir den nächste 15. September. Dat sinn d'Congéen, déi ugefrot ginn. E Congé parental, e Congé de maternité, e Congé sans traitement, e Congé pour travail à mi-temps oder en Temps partiel, déi hu vun der Rentrée 2016 op d'Rentrée 2017 ëm cumuléiert insgesamt 120 Posten zougeholl, net 120 Leit, déi dat gefrot hunn, mä cumuléiert 120 Poste méi innerhalb vun engem Joer.

A wa mer da gesinn, datt mer just à même waren, 91 nei diploméiert Enseignanten ze rekrutéieren, nun, ech mengen, da stellt ee fest, datt dat doten ee ganz groussen Impakt huet.

Een aneren Impakt ass deen, datt jonk Studenten, an dat begréisse mer eigentlech, sech no hirem Bachelorstudium net onbedéngt direkt engagéieren, fir an der Schoul ze schaffen, mä e Master maachen.

Mer hu selwer Carrièren opgemaach fir e Master an der Sonderpädagogik oder den Instituteur spécialisé fir den Ëmgang mat Kanner mat extrae Besoinen, de Master an der Schoulentwécklung, den Instituteur spécialisé pour le développement scolaire, deen och Enseignanten, déi en zousätzleche Masterstudium hunn, kënne maachen. An deen Appell ass gehéiert ginn. An ech muss soen, ech begréissen dat, datt deen een oder deen anere seet: Ech ginn net direkt elo an de Beruff, ech maachen nach deen dote Master, an datt en zwee Joer méi spéit kënnt.

Duerfir, wann een hei seet, mir hätten elo eigentlech just eng Bréck gebaut an déi wär nëmmen eemol ze bauen, well mer aus der Belsch e Joergang méi fréi géife kréien, nun hei sinn och déi, déi d'lescht Joer net komm sinn, well se e Master maachen, déi kommen dann d'nächst Joer, se komme mat engem Master, se si besser qualifizéiert. Och dat, mengen ech, solle mer würdegen. A se kënnen aner Fonctiounen, déi mer dringend brauchen an eise Schoulen, dann och unhuelen.

Et war ganz schwéier, erauszefannen, wéi vill Studentinnen a Studenten op den Héichschoulen doruechter - zu Lëtzebuerg geet dat jo nach, mä an anere Länner, notamment an der Belsch oder an der Schwäiz - ënnerwee sinn.

Ech si selwer bei d'Lëtzebuerger Studentinnen a Studente mat enger Equipp vum Ministère gefuer, duerch d'Belsch bis an d'Schwäiz, hu mat hinne geschwat, hunn och Kontakt opgeholl mat den Autoritéite vun de Schoulen, fir einfach méi regelméisseg Informatiounen ze kréien an awer och nach eng Kéier eis Rekrutementsprozeduren a -kritären, déi mer jo hei nach eng Kéier änneren, do op der Plaz ze diskutéieren.

D'ailleurs ass do och ganz vill iwwert de Stage diskutéiert ginn. An ech mengen, wa mer e mëttlerweil jo schonn zweemol geännert hunn, dann ass dat zum Deel och opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer do mat den zukünftege Leit vum Terrain haten.

Et ass och net evident, d'Schülerzuele vun engem Joer op dat anert virauszesoen. Mir wësse jo awer, datt mer eng gewësse Croissance démographique am Land hunn. Mir wëssen, datt d'Leit och vu bausse bei eis kommen. Mir wëssen, datt déi och emol Kanner matbréngen. Dat ass eis jo awer alleguerten net ganz friem. A ganz vill Député-mairen, déi hei am Sall sinn, déi hu mer an de leschte Méint Bréiwer geschriwwen, se bräichten nach deen een oder aneren zousätzleche Posten, well se grad déi dote Situatioun an hirer Gemeng hunn.

Da wonnert et mech awer, datt d'Madamm Hansen hei freet, wéi et da méiglech wär, datt d'Zuel vun Enseignanten, déi an engem Joer solle rekrutéiert ginn, dann awer herno nach eng Kéier no uewen adaptéiert gëtt. Ma ganz genau well mer déi leschten Zuelen eben nach eng Kéier kucken a well mer ganz no un der Entwécklung dru sinn an dann deem och nach eng Kéier Rechnung droen! Mer kënnen dach do virdrun net d'Aen zoumaachen. An duerfir hunn ech déi Fro nu wierklech net kënnen novollzéien.

(Interruption)

Wéi ech och net richteg kann novollzéien, Här President, datt hei awer net unerkannt... Dach, ech kann et novollzéien, well mer si jo hei an enger politescher Debatt. Et ass jo och ee Moment, wou dat da méi schwéier ass, vläicht nozevollzéien. Mä eigentlech si mer jo hei amgaangen, Problemer ze léisen.

Mat dësem Gesetz a mat aneren Diskussioune léise mer Problemer. Eis hei virzewerfen, mir géife selwer déi dote Problemer schafen, well, wéi esou schéi gesot gëtt, mir géifen dann ëmmer ze vill lasskappen doruechter,...

(Interruption)

...ma da muss een eis awer emol erklären, wat mer dann net sollte lasskappen! Solle mer da keng Instituteurs spécialisés huele fir den Ëmgang mat Kanner, déi extra Besoinen hunn,...

(Interruption)

...fir d'Inklusioun kënnen ze garantéieren an de Schoulen? Solle mer dat dann net maachen?

E Rechtsusproch vun den Elteren, dee vun 1994 u gëllt, deen an eisem Gesetz steet, datt, wann d'Eltere soen: „Ech hätt gären, datt mäi Kand an der Regelklass bleift", datt dat och kann ageléist ginn.

Ma mir mussen endlech do handelen, fir datt mer dat doten och kënnen hikréien. An do brauche mer och déi personell Ressourcen.

Mir mussen eis endlech an enger Rei vun Domäner an der Educatioun Moyene ginn, fir eis Ambitiounen ze erfëllen, an net eis Ambitioune reduzéieren a se just nach eise Moyenen an eise Ressourcen upassen. Dorënner leiden d'Schoulen an dat geet zulaaschte vun der Qualitéit vun eisem Enseignement.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, wéi virdru probéiert ginn ass, d'Penurie vun Enseignanten ze léisen; de Contingent ass agefouert ginn. Iwwer zéng Joer sinn 300 Posten agespuert ginn an der Grondschoul, well de Contingent agefouert ginn ass.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et war awer nach ni esou eng Rentrée scolaire!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- An ech denken, datt dat virun allem och Virstellungen an de Wonsch vum Finanzminister waren deemools, deen dat dote gemaach huet.

(Interruption)

Dës Regierung, Här President, ass higaangen an huet déi 150 Posten, déi agespuert gi sinn iwwert de Contingent, an dëser Legislaturperiod vun 2014 bis 2019, ëmgewandelt a se zréck op den Terrain, zréck an d'Schoule ginn als Instituteurs spécialisés.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et si just keng Leit do...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dat ass déi Politik, déi dës Regierung mécht, fir de Schoule besser Moyene ze ginn, fir besser kënnen ze fonctionnéieren. A mir probéieren iwwert dëst Gesetz natierlech och, fir hannendrun deementspriechend gutt a méi héich qualifizéiert Leit fir eis Grondschoulen ze fannen.

Sech heihinnerzestellen an ze soen: „Dir hutt elo regional Direktioune gemaach." Natierlech schaffen do Leit, an dat sinn alleguerte fréier Enseignanten, déi do schaffen! An dann ze soen, dat wier eng Ursaach vun där Situatioun, an am selwechten Otemzuch,...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Vun der Feelplanung!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ...am selwechten Otemzuch awer ze soen: „Mir brauchen en Direkter an all Schoul." Wéi wann dat net fréier Enseignantë wären, déi dann net méi virun der Klass wären! Also, do muss ee sech awer wierklech un de Kapp fillen...

(Interruption)

...fir dat nach alles kënnen nozevollzéien.

Grad esou, mä, ech mengen, et kann een net alles gelies hunn. Ech weess, datt d'Madamm Hansen ëmmer ganz akribesch all Dossier kuckt, mä dat heiten hutt Der iwwersi gehat. Och déi Accompagnateuren, déi déi nei Chargé-de-coursen, déi elo mat Bachelor erakommen, wäerte begleeden an de Schoulen, kréien eng Indemnitéit. Déi maachen dat net gratis. Si wäerte 40 Euro Index 100 pro Trimester a pro Kandidat kréie bei der Begleedung vun deene sougenannte Quereinsteiger. Mä, ech mengen, et kann een do sécherlech och emol dat eent oder dat anert kënnen iwwersinn. Dat ass net schlëmm.

Mir begleeden...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, erlaabt Der eng kuerz Reaktioun?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Wann et mer bei menger knapper Zäit herno net ugerechent gëtt, jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, selbstverständlech.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Well ech hunn nach e puer Saachen ze soen!

Une voix.- Ouh?!!

(Interruptions)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Just ganz kuerz. Ech hunn dat nogelies beim IFEN-Gesetz. A beim IFEN-Gesetz stoung dran, datt fir déi Leit, déi d'Chargéë géife begleeden, u sech näischt géif bezuelt ginn. Déi missten dat gratis maachen. Dat war deemools och ugeschwat ginn an do krut ech och als Äntwert, et géif tatsächlech u sech de Risiko bestoen, datt et u sech géif drun hänken, datt iergendee Fräiwëllege sech géif melden.

Ech begréissen dann natierlech, wann dat elo geännert ginn ass.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Beim neie Règlement grand-ducal wor dat doten esou dran definéiert ginn, fir datt déi dat net benevoll maachen, mä datt se ugepasst zu hirem Aarbechtsopwand och duerfir honoréiert ginn.

Mir begleeden déi Reform an der Belsch natierlech. An ech mengen, datt dat net dat Eenzegt ass, wou mer eis sollte Froen driwwer stellen. Froen, déi och hei an der Debatt opgeworf goufen, déi absolutt berechtegt sinn, wou mer sécherlech awer och ënnerschiddlecher Meenung sinn a wou ech mengen, datt mer net konnte virum Vott vun dësem Gesetz, sief et an enger Interpellatioun, an enger anerer geaarteter Diskussioun se alleguerten esou beäntwerten, datt mer prett wäre fir déi nächst Rentrée an eng Rei vu Mesuren, déi kuerzfristeg gräife kënnen, ze huelen.

Mir hunn Informatiounen, jo, iwwert déi Reform an der Belsch. Et geet an déi Richtung, wéi d'Madamm Lorsché och hei beschriwwen huet. Allerdéngs wësse mer nach net, ob se esou ëmgesat gëtt. Eis schéngt et, an eenzelnen Akteuren an der Belsch awer och, esou ze sinn, datt deen Timing, deen emol annoncéiert gouf, net onbedéngt ze halen ass, datt do virun allem hire Conseil d'État sech momentan domadder beschäftegt a gekuckt gëtt, wéi dat Gesetz do erauskënnt an ob dann eng politesch Majoritéit do ass, fir an déi dote Richtung ze goen, oder wat herno wäert iwwreg bleiwen.

Mä et kann eng Repercussioun op eis Rekrutementer hunn, woubäi ech nach mengen, datt se net - wann et esou geet, wéi momentan presentéiert ass an der Belsch - wäerte fundamental Repercussiounen hunn op eis Rekrutementskritären, oder dat muss net onbedéngt sinn. Well deen, deen elo en C1-Zougang huet plus nach e Cycle 2, wéi et virgesinn ass, kann ëmmerhi bei eis an den C1 goen, wéi et elo ass. Deen, deen d'Cyclen 2 bis 4 kann enseignéieren, an och nach dat lescht Joer vum C1 respektiv déi éischt Jore vum Secondaire, kann ëmmer seng Kandidatur stellen, och fir bei eis vum 2 bis 4. Mä trotzdeem ass et interessant ze wëssen, wat aner Länner maachen, fir och vläicht ze kucken, wat de Profill vun den Enseignanten da bei eis soll sinn.

An do si Froen opgeworf ginn, déi awer, mengen ech, och herno déif gräifend organisatoresch Verännerunge mat sech bréngen. Ech muss Iech soen, datt ech a priori eigentlech nach ëmmer en Unhänger si vum Generalist, en Enseignant an der Grondschoul, an datt ech eigentlech e Problem domadder hunn, wann ech an eenzel Klassen erakommen oder mat Kanner doruechter schwätzen a froen: „Wien ass dann deng Joffer? Wien ass däi Schoulmeeschter?", an da kréien ech dräi, véier oder heiansdo fënnef Leit genannt, déi an der Woch sech do d'Klensch an de Grapp ginn.

A wa mer deen dote System elo nach verallgemengeren, andeems mer Enseignanten hunn, wou et kloer ass, datt deen een eigentlech just Franséisch a Mathe däerf enseignéieren, deen aneren awer just Däitsch an d'Sciencen däerf enseignéieren, da riskéiere mer, datt mer dat doten net zesummegedréckt kréien, datt mer dat doten net reduzéiert kréien, mä datt mer et éischter nach wäerten ausgedeent kréien.

An do maachen ech mer awer scho Suergen. Organisatoresch Ännerunge géif dat dote jo bedeiten. An ech weess net, ob jiddwereen, dee sech haut de Mëtteg dofir ausgeschwat huet, sech dees bewosst ass. Déi Zoudeelung un d'Enseignantë vun den eenzelnen Tâchen ass jo dann net méi méiglech, wéi et haut ass, wéi et an de Permutatiounsreglementer vun de Gemenge steet, datt et zum ganz groussen Deel no der Anciennetéit ass. Alles dat, wat do haut besteet, dat geet iwwer Bord, wa mer de spezialiséierten Enseignant hunn, dee just däerf eenzel Fächer enseignéieren an anerer net. Da kréie mer eng ganz aner Organisatiounsform. An ech mengen net, datt jiddwereen dat esou ganz kloer gemengt huet, wéi en et vläicht de Mëtteg hei wollt soen.

Nun, déi Fro, déi hunn ech mer och gestallt, wou ech Minister gi sinn: War et opportun, fir virdrun hinzegoen an d'Ausbildung esou ze generaliséieren op der Uni Lëtzebuerg, datt ee vum Cycle 1 bis de Cycle 4 kann enseignéieren? Well ech éischter scho ganz kloer aner Aufgaben och gesi fir de Cycle 1, zum Deel Aufgaben, déi sech iwwerschneide mat deem, wat mer an der nonformaler Bildung och maachen, wéi herno am Cycle 2 bis 4. Nu kann et interessant sinn, datt deen, deen herno am Cycle 2 bis 4 ass, och dat dote gesinn huet, mä deen aneren, deen am Cycle 1, huet och dat dote gesinn an e kann et eigentlech net all Dag an der Beruffspraxis och ëmsetzen. Mä ech mengen awer och, datt mer dat net all puer Joer sollen änneren. Mä da solle mer nach eng Kéier eng Evaluatioun doriwwer maachen an nach eng Kéier d'Käpp beieneestrecken, wéi iwwer vill aner Punkten, a kucken, wéi et da fir déi nächst Jorzéngten eigentlech gutt wär.

Mir hunn d'Käpp mat der Uni Lëtzebuerg beieneegestreckt a se nach eng Kéier kloer un hir Aufgab och rappeléiert, näämlech, datt se, wann et déi eenzeg Héichschoul hei am Land ass, déi eenzeg Uni hei am Land ass, déi Enseignanten ausbilt, se eigentlech och esou passgenau op eis Besoinen hei zu Lëtzebuerg kann ausbilden. A mir wëssen, datt dat anerer sinn, déi vläicht op anere Plazen, wou Ausbildunge kënne geschéien..., da musse se méi wéi haut, vläicht héchstens e Véierel vun eisem jäerleche Besoin och als Effektiver erauskréien.

Se si sech där Responsabilitéit op der Uni.lu och bewosst a wäerten och scho fir déi nächst Rentrée Efforte maachen, an och lafen Diskussiounen, fir substanziell vun ongeféier 60 jonken Diploméierten, déi erauskomme pro Joer, awer op ee Chiffer, deen ongeféier enger Verdräifachung wäert relativ nokommen, géifen erauskommen. Do sinn awer och Investitiounen op hirer Säit dann noutwendeg.

Nach een allerlescht Wuert, Här President, wann Der erlaabt, zum Stage, deen dës Regierung jo net erfonnt huet, mä virun allem d'Riedner vun der CSV, wa se hei stinn, sech misste rappeléieren, datt et jo d'CSV war, déi och dee Stage do erfonnt huet, deen dës Regierung ëmgesat huet, esou wéi en ofgemaach war tëschent der viregter Regierung an de Gewerkschaften, dee bei mir net op esou eng grouss Géigeléift gestouss ass, soss hätt ech e wahrscheinlech mëttlerweil net scho mat dësem Gesetz fir d'zweete Kéier adaptéiert. An ech si fest dervun iwwerzeegt, datt mer och weiderhi mussen driwwer nodenken; déi Erliichterungen, déi mer elo hei maachen, fir ze soen, et kann een en Deel Stage, deen een aus enger Initialausbildung gemaach huet, wou déi haiteg Enseignanten, déi scho bei eis schaffen, virun an hirer Initialausbildung a Klasse waren, begleet waren an evaluéiert goufen op deem Stage, dat muss een dach awer urechnen, datt dat vläicht net dat Eenzegt ass, wat muss ugerechent ginn, well mer musse wierklech gesinn, an och dat huet deen een oder anere gesot, datt den Enseignant am Fondamental ausgebilt ass, fir eenzeg an eleng am Fondamental kën-

nen ze schaffen, an datt mer duerfir vläicht net dee Stage brauchen, wéi mer e bei anere Kategorië vu Fonctionnairë queesch uechtert d'Fonction publique brauchen. Mä dat ass eng Saach, déi mer sécherlech intensiv an den nächste Méint an hoffentlech dann och duerno kënnen diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir hätt dat wuel kënne spezifesch ëmsetzen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7206 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7206 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung gëtt elo mat engem Hechtsprong ofgeschloss.

(Hilarité)

32-mol Jo an 28 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7206 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Simone Asselborn-Bintz, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen: de Projet de loi 7240, d'Schafung vun engem neie Lycée zu Munneref. An de Rapporteur, den Här Lex Delles, dee weess eppes doriwwer ze erzielen.

3. 7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification

1° de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster;

2° de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux;

3° de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer elo zu engem laang erwaartene Projet de loi. A gleeft mer, ech weess, vu wat ech schwätzen! Ech selwer war net am Alter, wéi de Lycée sollt op Munneref kommen, fir kënnen an de Lycée ze goen, mä et ass awer scho säit ganz laanger Zäit, wou driwwer geschwat gëtt.

Eng vun deene gréissten Erausfuerderunge vun eiser Schoul, wann net souguer déi gréissten, ass déi vun där ëmmer méi heterogener Schoulpopulatioun. Ëmmer méi Kanner schwätzen doheem zum Beispill kee Lëtzebuergesch als éischt Sprooch méi um Iessdësch. Wärend dem Schouljoer 2015-2016 louch de Prozentsaz vun de Primärschoulkanner, deenen hir éischt Sprooch doheem net Lëtzebuergesch ass, bei 63,5%, am Verglach zu 54,2% am Schouljoer 2009-2010. Am Enseignement secondaire ginn iwwer 52% vun de Schüler eng aner Sprooch wéi Lëtzebuergesch als geschwate Sprooch doheem un.

Wann d'Schüler sech änneren, dann dierf eis Schoul net déiselwecht bleiwen. Et dierf net sinn, dass mir just fir d'Halschent vun de Kanner eng Schouloffer ubidden, déi et hinnen erméiglecht, ze reusséieren. Bei dësem Projet de loi schwätze mer guer net vum „Nivellement vers le bas" oder vun enger Privatiséierung vun der Éducation nationale. Bei dësem Projet de loi geet et eenzeg an eleng ëm Chancëgläichheet.

D'Regierung schafft zanter Joren drun, déi schoulesch Offer ze erweideren, ze diversifiéieren an ze flexibiliséieren. D'Ambitioun vun der Regierung besteet doran, all Student dozou ze brengen, seng maximal Léiercapacitéiten auszeschëpfen a jiddwerengem eng Chance ze bidden, fir schoulesch erfollegräich ze sinn, onofhängeg vun der sozioekonomescher Situatioun vum betreffende Schüler oder der Sprooch, mat där en doheem schwätzt.

E breet opgestalltene Bildungssystem mat enger differenzéierter Offer ass een Atout och fir de Standuert Lëtzebuerg. D'Philosophie vun de Reformen, déi um Secondairesniveau gemaach ginn, ass getrei dem Motto „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler" initiéiert ginn. D'Schoule krute méi eng grouss Autonomie zougesprach, soudass se hiert Educatiounskonzept a Funktioun vun der Besonneschkeet vun hirer Schoulbevëlkerung selwer definéiere kënnen an anerersäits d'Schouloffer op hir Besoinen adaptéiere kënnen.

Här President, no der Aféierung vun enger Formation préparatoire fir den internationale Baccalaureat an de britteschen Diplomer, huet d'Ouverture vun der Internationaler Schoul zu Déifferdeng am Joer 2016 eng nei Etapp bei der Differenzéierung vun der lëtzebuergescher Educatioun markéiert. Am Géigesaz zu aneren europäesche Schoulen zu Lëtzebuerg ass déi International Schoul zu Déifferdeng déi éischt ëffentlech Schoul an der lëtzebuergescher Educatiounslandschaft, déi op Basis vun de Programmer vun den europäesche Schoule gegrënnt ginn ass an déi fir jiddwereen zougänglech ass, an dëst ouni Aschreiwungsfraisen.

Dës nei Schouloffer hat esou e grousse Succès, dass d'EID direkt no engem Joer huet missen extra Klassen zu Esch/Uelzecht organiséieren, fir der wuessender Demande Meeschter ze ginn. Dëst ass och de Grond, firwat dës Schoul mëttlerweil an International Schoul Déifferdeng an Esch/Uelzecht - EIDE - ëmbenannt ginn ass.

(Interruption)

Dëse Projet de loi proposéiert, d'Offer vun ëffentlechen europäesche Schoulen ze vergréisseren an ze dezentraliséieren, andeems dräi nei europäesch ëffentlech Schoule gebaut ginn, dovunner zwou am Osten, zu Munneref an zu Jonglënster, an eng am Norden, zu Clierf. D'Educatiounsoffer, déi an dësen europäesche Schoulen ugebuede gëtt, adresséiert sech net nëmmen un eenheemesch Schüler, déi vun enger sproochlech a kulturell villfälteger Bildung wëlle profitéieren, mä och u jonk Leit, déi just iwwergangsméisseg am Grand-Duché wunnen.

Déi hei genannten nei europäesch Schoule fonctionnéieren no de Grondsätz vun enger unerkanntener europäescher Schoul. Verbonnen duerch eng Konventioun mam europäesche Schoulsystem, bidde se eng Léier un, déi de festgeluechten Educatiounsvirausetzunge vun den europäesche Schoulen entsprécht, dëst am Kader vum nationale Schoulreseau. Duerfir sinn d'Verwaltung, d'Finanzéierung an d'Personal vun den zoustännegen europäesche Schoule ganz ënnert der Leedung vum Educatiounsministère, wärenddeem d'Programmer, d'Grille-horairen an d'Zertifizéierung vun de Richtlinnen den europäesche Schoulen ënnerleien.

Den Enseignement an dësen europäesche Schoulen ass multilingual a multikulturell. Besonnesch Opmierksamkeet gëtt op d'Promotioun vun der europäescher Iddi geluecht, notamment wat d'Educatioun vu géigesäitegem Respekt tëschent Kulturen an Offenheet zur Aussewelt ugeet.

Här President, ofhängeg vun de Besoinen an den disponibelen Infrastrukturen, bidden déi europäesch Schoule folgend Cyclen un: e Cycle vun zwee Joer préscolaire, déi sougenannten „early education", d'Maternelle; ee Cycle vu fënnef Joer Enseignement primaire; ee Cycle vu siwe Joer Enseignement secondaire. D'Ausbildung gëtt duerch een europäeschen Diplom zertifizéiert, deen an all EU-Memberstat an a villen anere Länner unerkannt gëtt an de Schüler esou d'Méiglechkeet gëtt, sech schoulesch weiderzebilden an deementspriechend d'Chance ze hunn, op eng Héichschoul oder eng Uni studéieren ze goen.

Et gëtt erwaart, dass d'Europaschoul zu Clierf an de kommende Joren engersäits ongefeier 300 Schüler an diversen europäesche Secondairesklassen an anerersäits nach eng Kéier ongefeier 300 Schüler an der Spillschoul an an der Primärschoul ophuele wäert. Déi europäesch Schoul, déi zu Jonglënster geschaaft gëtt, bitt Plaz fir ronn 500 Schüler am Secondaire souwéi 150 Schüler an der Primärschoul an an der Spillschoul. Déi International Schoul zu Munneref kann am Ganzen insgesamt ronn 1.500 Schüler ophuelen.

Déi akkreditéiert europäesch Schoule bidden op d'mannst zwou Sproochesektiounen un. Et muss een de Choix tëschent der englescher, der franséischer oder der däitscher Sprooch treffen. D'Schüler wielen also d'Sproochesektioun no der Offer, déi an deene verschiddene Schoulen ugebuede gëtt. De Lënster Lycée bitt eng engleschsproocheg Sektioun an eng däitschsproocheg Sektioun un. De Lycée Edward Steichen bitt eng franséisch- an eng däitschsproocheg Sektioun un. De Munnerefer Lycée bitt déi dräi Sproochesektiounen un, Franséisch, Däitsch an Englesch.

Wichteg ze betounen ass, dass d'Regierung sech och der grousser Bedeitung vun der Lëtzebuerger Sprooch als Kommunikatiouns- an Integratiounssprooch an eisem multilingualen a multikulturelle Land bewosst ass. Mat dësem Projet de loi gëtt an deem Sënn och eng Obligatioun fir d'europäesch Schoulen agefouert, dass an all Cyclen obligatoresch Coursen op Lëtzebuergesch mussen ugebuede ginn. D'Aféiere vu Schoulen nom europäesche Modell an d'Fërdere vun der Lëtzebuerger Sprooch schléisse sech deemno op kee Fall aus.

Här President, dëse Projet de loi bitt och d'legal Basis fir d'Schafe vun engem neie Lycée an der schéiner Gemeng Munneref. Enfin!

Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Well elo kënnt näämlech d'Fro: Wouhinner kënnt dës Schoul dann zu Munneref genee?

Et ass esou, dass de Site „Um Gremelter" feste Bestanddeel schonn ass, fir dës Schoul och duerno kënnen ze accueilléieren, an d'Terraine souwéi d'Infrastruktursaarbechten do scho virgesi sinn, fir weiderzefueren. An der Tëschenzäit ass et awer esou, dass eng provisoresch Struktur uewe bei der „Villa Ungeheuer" schonn erausgesicht ginn ass, wou…

(Interruption)

Déi heescht esou.

…wou d'Infrastruktursaarbechten an d'Konventiounen tëschent dem Ministère, der Gemeng an dem Domaine thermal och schonn ofgeschloss sinn, dem Bau vun enger provisorescher Struktur also net nëmmen näischt méi am Wee steet, mä schonn ugefaangen huet an d'Halschent vun där Containerstruktur och scho fäerdeg ass an de Rescht an den Detail duerno iwwer Konventioune geregelt ass.

D'Implantatioun an d'Konstruktioun vun dem neie Lycée baséieren op dem Rapport vum Plan directeur sectoriel «Lycées». Et geet natierlech haaptsächlech drëms, dem Oste vum Land eng ugepassten Offer u schouleschen Infrastrukturen ze bidden. Dernieft dezentraliséiert een awer och d'Schouloffer. Et reduzéiert een d'Distanzen an domat d'Trajete fir d'Schüler an et verstäerkt een den Entwécklungs- an Attraktiounszentrum an der Regioun.

Här President, fir den Detail vun dësem Rapport souwéi d'Avise verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem Här Lex Delles villmools Merci soe fir e wierklech explizitte schréftlechen an och mëndleche Rapport. Mir stëmmen also haut engersäits d'Schafe vun engem neie Lycée zu Mondorf a gläichzäiteg awer och d'Integratioun vun dräi agreéierten Europaschoulen an deem neie Lycée zu Mondorf, awer och an de besteeënde Lycéeë vu Lënster a vu Clierf.

De Rapport vum Plan directeur sectoriel «Lycées», deen hat effektiv deemools erginn, dass de Südoste vum Land, wat d'Lycéeën ubelaangt, zimlech eidel ass. An de Lycée vu Mondorf, dee soll dann dat Lach do combléieren. Agreabelen Nieweneffekt ass natierlech och d'Entlaaschtung vun eise Stroossen. An d'Zukunft mussen d'Schüler dann aus där doter Regioun net méi onbedéngt bis, ech soen emol, op Diddeleng, Esch, Maacher oder an d'Stad bruecht ginn, mä d'Schüler kréien endlech e Lycée, deen no bei hirem Wunnuert ass.

E Lycée am Südoste vum Land ass dann och e weidere Schrëtt vun der Dezentraliséierung hin zu enger flächendeckender Offer vun der ëffentlecher Schoul. An der Internationaler Schoul zu Mondorf fanne ronn 1.500 Schüler Plaz an e weideren Atout vun där Schoul, vun deem Lycée ass, dass do och en Internat wäert si fir ronn 100 Schüler. Flott och natierlech, dass déi Schüler herno kënne vun deem neie Velodrom profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wier awer och elo gutt ze héieren, wou bei deem Lycée Munneref de Schwéierpunkt soll ugesat ginn an ob sech do och mat deenen anere Lycéeën aus der Ëmgéigend ofgeschwat ginn ass, fir wierklech eng kohärent an eng global Offer kënnen ze schafen, soudass déi eenzel Lycéeë sech am Fong geholl mat hire jeeweilegen Offere kënnen ergänzen an domadder och dem Besoin vun der Populatioun an dem Raum Südoste Rechnung gedroe gëtt.

Dir sot ëmmer, Här Minister, „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler". Abee, déi ënnerschiddlech Schoule brénge natierlech och ënnerschiddlech Fonctionnementssystemer mat sech. An do stelle sech fir eis awer dach eng ganz Partie Froen.

Mir froen eis zum Beispill, ob et gesond ass, innerhalb vum selwechte Gebai Leit ënner ganz ënnerschiddleche Statute schaffen ze hunn. Déi eng si Fonctionnaires publics, déi aner sinn Employés publics, nees anerer si Fonctionnaires stagiaires an da gëtt et och nach Salariés vum Stat. D'Fro ass do: Ënner wéi engem Statut ginn dann elo déi sougenannten Employés enseignants, wéi se am Gesetz genannt ginn, agestallt?

Zweetens: Obwuel mer hei an enger ëffentlecher Schoul sinn, sinn déi sproochlech Ufuerderungen un d'Personal net ëmmer déiselwecht. Déi eng mussen déi dräi administrativ Sprooche vu Lëtzebuerg beherrschen, déi aner, wéi déi Employés enseignants respektiv „native speakers", awer och d'Assistant-sociallen oder och d'Psychologen, déi brauche just eng vun den dräi administrative Sproochen ze kënnen, an dat just am Niveau B2. Do froe mer eis: Wéi wëllt Der an deem Fall garantéieren, dass d'Kommunikatioun optimal tëschent all deene Leit kann oflafen, déi awer mat deene Kanner do schaffen?

Drëttens: D'„native speakers", déi engagéiert ginn, déi dierfe Schoul halen an den europäesche Klassen, mä net am Lëtzebuerger System. An do froe mer eis, ob eise Generalist aus dem Fondamental mat deem Ganzen do a Fro gestallt gëtt.

Véiertens: Gëtt et Passerellë vum europäesche System an de lëtzebuergeschen oder net?

Fënneftens stelle mer fest, dass am Primaire d'Klassen net, wéi bei eis am Lëtzebuerger System, den Directions de région ënnerstinn, mä engem Schouldirekter. An e Schouldirekter fir de Primaire ass jo zanter Laangem eng Fuerderung vun der CSV.

Sechstens: Riskéiere mer net hei och e Broch ze kreéiere mat eisem System, wa mer wierklech schonn ufänken, am Primaire esou eng europäesch Offer unzebidden?

Dir Dammen an Dir Hären, d'Sprooch ass a bleift aktuell den Haaptproblem an eisem Bildungssystem. Op Hibléck vun der kultureller a sproochlecher Heterogenitéit vun eiser Bevëlkerung ass et fir eis wichteg, dass déi Lëtzebuerger Sprooch vu klengem un als Integratiouns- an Kommunikatiounssprooch gefërdert gëtt. Dëst kënnt och der sozialer Kohäsioun zegutt.

Mir begréissen dohier, dass obligatoresch Lëtzebuergeschcoursë stattfannen an dass à terme den Niveau B1 a B2 vum europäesche Sproochereferenzkader fir d'Lëtzebuergescht viséiert ass. Am Primaire gi Basiskompetenze vermëttelt an dat Ganzt soll da verdéift ginn am Secondaire. Eng Villfalt vun ënnerschiddleche Schoule kann allerdéngs net déi eenzeg Äntwert op d'Sproocheproblematik sinn. De Sproochenunterrecht u sech muss einfach reforméiert ginn.

Här President, ech kommen zu menger Konklusioun. Och wa mir eng ganz Partie Kritikpunkten hei opgeluecht hunn an och nach e puer Froe gestallt hunn, wou ech hoffen, dass de Minister eis kann eng Äntwert dorobber ginn, esou ënnerstëtzt d'CSV awer de Projet vum Lycée zu Mondorf, deen iwwregens nach

ënnert der viregter Regierung vum deemolegen Infrastrukturminister Claude Wiseler an d'Wee geleet ginn ass. A mir ënnerstëtzen och déi nei Offer vun europäesche Schoulen, déi mer an déi zwee besteeënd Lycéeën, Lënster a Clierf, integréieren.

Et wier allerdéngs flott, wann een an e puer Joer géif kucken, wéi dat Ganzt sech entwéckelt an ob dann och d'Integratioun vun deenen dote Kanner sech an eis Gesellschaft mécht.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An nächste Riedner ass den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Et ass de Mëtten e puermol ugeklongen, „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler". Abee, dat ass eng Approche, déi einfach der Realitéit dobaussen am Land Rechnung dréit.

Dat, wat mer de Mëtten hei stëmmen, dat bedeit méi Autonomie fir d'Schoulen an et bedeit méi Handlungsspillraum fir eng ëmmer méi heterogen Schoulpopulatioun. Déi ëffentlech europäesch Schoulen, déi de Mëtten hei zu Clierf, zu Mondorf an zu Jonglënster kreéiert ginn, déi féieren zu engem international unerkannten Diplom. An de Mëtteg vergréisse mer a mir dezentraliséieren d'Offer, déi ugebuede gëtt.

Zu Mondorf, do wäert eng däitsch, franséisch an och eng englesch Sektioun entstoen. An ech sinn iwwerzeegt, dass do mam neie Mondorfer Lycée an och mat der ëffentlecher Europaschoul, déi do entsteet, wäerte ganz flott Synergië méiglech si mam Schengener Lycée.

D'Europaschoul zu Clierf, déi wäert dem Kanton an der ganzer Géigend guttdoen. Si ass complementaire par rapport zu der besteeënder Offer an et ass e weideren Attrait an der schoulescher Landschaft am Norden.

An zu Jonglënster, do wäerten elo schonn ab September déi europäesch Klassen opgoen. Virgesi war, fir am Fondamental eng englesch Klass ze maachen an eng däitsch am éischte Schouljoer. A virgesi war och, fir am Secondaire, dat heescht op der Septième, eng englesch an eng däitsch Klass ze maachen.

Ech hu Récksprooch geholl mat deene Responsabelen aus dem Lycée, déi dee Projet do och an Informatiounsversammlunge presentéiert hunn, an et ass esou, dass den Attrait wierklech ganz, ganz grouss ass. Am Fondamental wäerten net eng englesch Klass opgoen, mä et ass virgesinn, fir zwou englescher opzemaachen an eng däitsch. An op der Septième, dat heescht am Secondaire, wäerten zwou Klassen am Däitschen opgoen an zwou am Engleschen. Et kann een also soen, dass dat dote schonn en absolutten Erfolleg ass. De Besoin ass do. Dës Regierung huet op de Besoin vun de Leit dobausse reagéiert a mir passen eis einfach der Realitéit un.

Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass an deene Klassen - well ech weess, dass heibanne Leit sinn, fir déi dat ganz wichteg ass - och Lëtzebuergesch um Programm steet fir déi europäesch Klassen. An ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Klassen, déi do opginn an deenen europäeschen internationale Schoulen, net nëmme Klasse si fir auslännesch Kanner, mä dass och lëtzebuergesch Kanner kënnen an déi Klassen a kënnen an déi Schoule goen.

Dat gesot, géif ech den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Educatioun gehéiert ganz kloer zu de politesche Prioritéite vun der LSAP. Bildung ass e Grondrecht fir all Kand, onofhängeg vu senger Hierkonft, vu sengem Geschlecht, vum Akommes vu sengen Elteren an och onofhängeg vu senger Nationalitéit. Eng gutt a sozial gerecht Bildung ass fir d'Zukunft vun all Kand entscheedend. An och ass d'Bildung onverzichtbar fir déi sozial Kohäsioun an eisem Land. An och den ekonomesche Succès vun eisem Land hänkt mat der Bildung vun eise Kanner zesummen. All Kand ass nääämlech eng Beräicherung fir eist Land.

An dofir ass et wichteg, dass eise Schoulsystem ëmmer erëm op eis Kanner adaptéiert gëtt, fir esou all Kand déi bescht Viraussetzungen ze bidden, fir säi schoulesche Parcours ze meeschteren, an et esou och op seng Zukunft virzebereeden. An och grad an deem Sënn muss eise Schoulsystem fir méi Chancëgerechtegkeet fir all Kand suergen.

Duerfir begréisse mir et als LSAP, dass niewent der Internationaler Schoul zu Déifferdeng an zu Esch elo och déi schoulesch Offer zu Clierf, zu Lënster an zu Mondorf, wat den internationale Volet betrëfft, erweidert gëtt. Esou schafe mer domat a weidere Regioune vum Land eng Schouloffer, déi sech eisen heterogene Schüler upasst. Eng breet Schouloffer ass net nëmmen en Atout fir de Standuert Lëtzebuerg, mä och fir déi eenzel Regiounen an eisem Land. Mir valoriséieren domat déi eenzel Regiounen, well d'Familljen, fir déi esou eng international Schouloffer wichteg ass, mussen elo net méi dohinner wunne goen, wou dës Schouloffer ugebuede gëtt, respektiv d'Kanner hu moies net méi esou e laange Schoulwee, fir an esou eng Schoul ze fueren.

All Kand, egal wou et hei am Land wunnt, huet elo d'Méiglechkeet, a senger Regioun vun enger internationaler Schouloffer ze profitéieren.

Här President, niewent den internationale Sektiounen an deene verschiddene Schoule schafe mer mat dësem Gesetz awer och e komplett neie Lycée, an dat am Südoste vun eisem Land, zu Mondorf. Domat gëtt d'Schouloffer am Osten och flächendeckend komplettéiert. D'Fläch vum Osten erstreckt sech iwwer eng relativ laang Streck, soudass mer elo mat véier Lycéeën am Osten an all Regioun d'Offer ofgedeckt hunn.

Niewent dem Lycée Iechternach, dem Maacher Lycée an dem Lënster Lycée kritt dann elo och den drëtte Kanton am Osten e eegene Lycée. Voilà, an dat scho gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet.

An ech soen natierlech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Als nächst huet d'Madamm Josée Lorsché d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi dréit engersäits dozou bäi, datt d'Lycéesoffer der wuessender Demande gerecht gëtt a geografesch gutt verdeelt ass. An anerersäits geet et bei dësem Projet de loi natierlech och ëm d'Integratioun vun engem agreéierten internationale Konzept an eise klassesche Schoulsystem. An et sinn och dës zwee Voleten, op déi ech kuerz wéilt agoen, grad wéi meng Virriedner.

Zu den Infrastrukturen: Wann ee sech de Bevëlkerungswuesstum ukuckt, da weess ee ganz gutt, datt Lëtzebuerg an den nächste Joren nei Schoulinfrastrukture brauch. An net fir näischt sinn an de leschte fënnef Joer ganzer 50 Projeten um Niveau vun de Lycéesinfrastrukturen accordéiert, geplangt oder awer scho fäerdeggestallt ginn. An och an Zukunft wäert keng Regierung sech op deem Gebitt langweilen.

Eleng an zéng Joer sinn d'Schülerzuele vu 36.900 op iwwer 45.000 gewuess, wat den Handlungsbedarf an dësem Gebitt ënnersträicht. Esou zum Beispill an der Regioun ronderëm Mondorf am Südoste vum Land, wou schonn zanter zwielef Joer op de Bau vun engem neie Lycée gewaart gëtt. Den Här Deputé-maire weess, vu wat ech schwätzen.

D'Finanzéierungsgesetz, wat dat neit Gebai soll finanzéieren, wäert viraussiichtlech virum Summer gestëmmt ginn, wat der Qualitéit vum Unterrecht natierlech wäert zeguttkommen. An ech denken, och doriwwer sidd Dir net onglécklech.

Handlungsbedarf gëtt et awer net nëmmen um Niveau vun den Infrastrukturen. Et gëtt och Handlungsbedarf, wat d'Konzepter vun der ëffentlecher Schoul ugeet, jiddefalls wa mer wëlle verhënneren, datt mir viru Privatschoulen oder Parallellwelte stinn a vun deenen iwwerrannt ginn. Eng Parallellwelt mat Privatschoule gëtt et net nëmmen zu Lëtzebuerg, et gëtt se och am Ausland, wou iwwer 3.000 Schüler, déi zu Lëtzebuerg wunnen, scolariséiert sinn.

Ganz oft hu si net de Profill, fir an eiser klassescher Schoullandschaft Fouss ze faassen a flüchte souzesoen an auslännesch Schoulen, wou se a ville Fäll reusséieren. De Problem läit net an engem Mangel un Intelligenz, mä doran, datt hir Sproochekultur eng Hürd duerstellt, déi net esou séier iwwerwonne ka ginn.

Eent vun de Konzepter, fir deem Problem Rechnung ze droen, awer och fir eis Schouloffer generell ze diversifiéieren, ass ebe grad d'Konzept vun der agreéierter internationaler Schoul, ëm déi et an dësem Projet de loi geet.

Dir Dammen an Dir Hären, no zwou Chamberdebatten, déi schonn zu dësem Thema stattfonnt hunn, ass d'Positioun vun der grénger Fraktioun längst bekannt. Als historescht Immigratiounsland mat iwwer 170 Nationalitéiten, déi gutt zesummeliewen, mä och als historesche Sëtz vun europäeschen Institutioune kënne mir eis et net leeschten, eise Schoulsystem virun internationale Modeller ze verschléissen, wuel wëssend datt och Lëtzebuergesch an dëser Schoul wäert enseignéiert ginn.

Dat heescht, eng international Gesellschaft brauch eng gratis international Schoul, wa se alle Kanner wëllt gerecht ginn, déi an eisem Land liewen, an net just engem Deel dovun. A se brauch och eng gratis international Schoul, wa se de sozialen Zesummenhalt an eisem Land net wëllt a Gefor brëngen.

Aus deem Grond stounge mir der Integratioun vun esou Konzepter vun Ufank u positiv vis-à-vis a mir begréissen och grad dëse Projet de loi. Et ass e Projet am Sënn vun der Kontinuitéit a vun engem duerchduechte Konzept, wat mir heimat net nei erfannen, mä wat sech längst bewäert huet.

Här President, dat heescht net, datt mir blauäugeg sinn a mengen, datt mat engem Schoulmodell wéi dësem all sozial Problemer geléist kéinte ginn. A mir verstinn och der Chambre des Salariés hir Suerg, datt international Schoule Gefor lafen, privilegéiert Instituter fir bessergestallte Gesellschaftsschichten ze ginn.

Well de Prinzip vun der direkter Proximitéit vum Wunnsëtz bei der Opnam net zielt a well grad déi bessergestallte Schichten am beschten iwwert d'Schoulofferen informéiert sinn, ass de Risiko vun der „non-mixité sociale", wéi d'CSL sech ausdréckt, natierlech net ganz ausgeschloss. Allerdéngs ass dat fir eis kee Grond, fir déi international Ausriichtung vum Enseignement generell a Fro ze stellen. Et ass vill méi en Ustouss, fir eng besser Informatiounspolitik ze bedreiwen a konsequent ze versichen, sämtlech sozial Schichte fir alternativ ëffentlech Schoulmodeller ze begeeschteren.

An Zäite vu gratis ëffentlechem Transport a gratis Schoul fir all Schüler a Student ass dat keng Fro vu Geld, mä eng Fro vun Informatioun a Motivatioun. Mir si jiddefalls zouversiichtlech, datt déi nei international Schoul de Schoulparcours vu ville Jonke wäert beräicheren an zum Erfolleg maachen, net am Ausland, mä zu Lëtzebuerg, an dëst och net nëmmen zu Déifferdeng, wou se scho besteet a bewisenermoossen eng grouss sozial Mixitéit opweist, dat hunn ech mer vum Deputé-maire vun Déifferdeng soe gelooss a bestätege gelooss. Dat wäert och zu Mondorf, zu Lënster an zu Clierf de Fall sinn, an dëst duerch dëse Projet de loi.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun, natierlech net ouni dem Här Lex Delles Merci ze soen, mä mat engem grousse Merci. Ech hat et virdru vergiess an duerfir soen ech Iech elo zweemol Merci fir Äre gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, da fänken ech do un, wou d'Madamm Lorsché opgehalen huet: E grousse Merci un den Här Delles, Felicitatiounen och a senger Qualitéit als Buergermeeschter fir déi nei Schoul, déi elo op Munneref kënnt.

Et ass awer e ganz interessante Projet. Och mir als ADR hate schonn e puermol d'Geleeënheet, op déi Logik anzegoen, déi hei hannendrusteet. Esou schéin et ass, datt mer méi Schoulen, méi Lycéeën an d'Land kréien, musse mer eis awer froen, firwat et déi heiten Entwécklung gëtt. Firwat steet se?

Mir hunn natierlech och duerch eise Wuesstum e relativ séieren demografesche Wuesstum an der Schoulpopulatioun, och ëmmer méi divers, dat ass hei ernimmt ginn. Mä et gëtt zwou Grondapprochen, déi ee kann zu där Entwécklung huelen. Déi éischt ass de verstäerkte Wëllen zur Integratioun vun deene Jonken, fir hinzegoen a se esou wäit wéi méiglech an de Lëtzebuerger Schoulsystem ze integréieren, och ebe wou Lëtzebuergesch normal geschwat gëtt, oder awer de Wee vun der Segregatioun, de Segregatiounswee, deen d'Kanner vu klengem un iwwert d'Nationalitéit, iwwert d'Sprooch vuneneen trennt.

Dat ass dee Wee, deen d'Regierung wielt. Et ass net de Wee vun der ADR. Hei hu mer e fundamentalen Ënnerscheed. Mir als ADR sti fir Integratioun. D'Regierung vertrëtt hei d'Philosophie, wann een dat esou kann nennen, vun der Segregatioun. Do ass also eppes, wat fir eis onvereinbar ass a firwat mir och deen hei Projet net matdroen.

Selbstverständlech - mir si jo Realisten - och fir déi ekonomesch Entwécklung vun eisem Land brauche mer en Angebot fir auslännesch Kanner, deenen hir Elteren nëmmen e puer Joer heibleiwen, dat ass eng Selbstverständlechkeet. D'europäesch Institutioune si genannt ginn. Jo gutt, do gëtt et jo de System vun den Europaschoulen. Et gëtt och international Schoulen, wou Firmen heiansdo de Minerval bezuelt hunn. An och do hätt ee kënne kucken, ob de Stat net do intervenéiert, fir keng sozial Ënnerscheeder entstoen ze loosse bei Kanner, déi ebe just fir eng kuerz Zäit hei am Land sinn.

Dat ass eng speziell Situatioun. Mä fir déi aner, fir déi allgemeng Regel, hätte mir ëmmer plädéiert fir Classes d'accueil. Dat maache mer nach ëmmer, fir auslännesch Kanner sproochlech eben op deen Niveau erunzeféieren, deen hinnen et erlaabt, fir an der Lëtzebuerger Schoul ouni Risiko, wéinst sproochlechen Ursaachen net kënnen ze reusséieren, kënnen integréiert ze ginn.

U sech, wann een dat politesch beschreift, ass dat heiten net en Ëmgoe mat der Diversitéit, mä et ass d'Kapitulatioun virun der Diversitéit. Et ass de Verzicht vun der Lëtzebuerger Regierung, eng Integratiounspolitik ze bedreiwen.

Dir sot, et si vill Lëtzebuerger an deene Schoulen. Jo, mä wat fir eng Wiel hu vill jonk Lëtzebuerger haut? Si hunn an der Lëtzebuerger gratis ëffentlecher Schoul u sech zwou Wielméiglechkeeten, déi och elo national iwwert d'Land verdeelt ginn. Entweder si bleiwen an eisem méi traditionelle System, wou se net wëssen, wéi den Niveau sech weiderentwéckelt, well se - mir haten et virdru beschwat an deem Projet de loi, dee mer virdrun haten - dee kontinuéierlechen Nivellement vers le bas gesinn. Elo ass de Premièresexamen nach eng Kéier ausgehielecht ginn. Si wëssen net: Wat ass deen Diplom nach wäert, deen ech an e puer Joer hunn, wann ech an enger traditioneller Lëtzebuerger Schoul bleiwen?

An dann hu se d'Alternativ am selwechten ëffentleche lëtzebuergesche Schoulsystem mat engem international unerkannten Diplom, wou also och gewësse Garantië sinn, datt den Niveau awer muss an engem bestëmmte Rayon erhale bleiwen. Et gëtt eng besser Garantie op e valabele Schoulofschloss. An doduerch ass et och eng rational Decisioun fir vill jonk Lëtzebuerger, déi Lëtzebuergesch schwätzen doheem, fir léiwer a Richtung Sécherheet ze goen, léiwer an d'Richtung vun engem Diplom, dee manner séier säi Wäert verléiert wéi dat, wat mer am Ableck an eisem Schoulsystem soss erliewen.

Et ass och eng ideologesch Ausriichtung. Do gëtt d'Promotion de l'idée européenne gemaach, wat u sech jo eng gutt Saach ass, wann een emol wéisst, wouriwwer een hei schwätzt. Wat ass domadder gemengt hautzudaags? Ass et just, wéi hei gesot gëtt, de Respekt viru jiddwerengem? Dat ass eng elementar Saach. Ech wëll just drun erënneren, dat ass och an engem Reliounsunterrecht enseignéiert ginn, deen dës Regierung jo awer méi wéi séier ofschafe wollt. De Respekt u sech ass net d'Idée européenne. Mir wëlle jo keng politesch Endoctrinatioun. Mir sollen de Kanner emol Substanz bäibréngen a Wëssen. Ech mengen, dorunner feelt et am meeschten.

An e leschte Punkt, firwat mir als ADR dat hei net matstëmmen, dat ass eben, datt an der Lëtzebuerger ëffentlecher Funktioun Sproochenausname beim Personal kreéiert ginn. Mir halen drop, datt déi lëtzebuergesch ëffentlech Funktioun lëtzebuergeschsproocheg ass, och eng Konstant an eiser Politik. Mir sinn op kee Fall bereet, Ausnamen ze maache fir Leit, déi heihinnerkommen an da just ee B2 an enger vun deenen dräi administrative Sprooche vum Land hunn. Mir soen: Jiddwereen ass wëllkomm, mä déi, déi heihinnerkommen, si gebieden, Lëtzebuergesch ze léieren op engem héijen Niveau an déi dräi administrativ Sprooche vum Land ze kënnen. Wien heihikënnt, huet eng flott Carrièresperspektiv, en huet eng gutt Pai. Dat kann ee vun de Leit erwaarden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Ech schléisse mech all deene Mercien un un de Rapporteur, de Lex Delles, fir deen et sécherlech e besonnesche Moment hei war, nach eng Kéier iwwert d'Success Story vun den europäesche Klasse generell kënnen ze schwätzen an eisem Schoulsystem, mä dann awer och der Chamber dat Gesetz ze presentéieren, wat e Lycée schaaft a senger Gemeng, wou en d'Chance huet, Buergermeeschter ze sinn, nääämlech zu Munneref.

Effektiv, mir hu virun net emol zwee Joer d'École internationale zu Déifferdeng opgemaach. Mir hunn och hei driwwer geschwat. Mir waren eis och net alleguerten eens dee Moment. A mir woussten net richteg: Ass dat dat, wat bei eis passt? An haut wësse mer: Et ass genau dat, wat bei vill vun eise Schülerinnen a Schüler passt. Mir hunn déi lescht Rentrée, ee Joer méi spéit, schonn e Gebai zu Esch annexéiert an elo nach eng Kéier ee Joer méi spéit, näämlech bei der nächster Rentrée, ass et esou, datt dann och zu Munneref, zu Clierf an zu Jonglënster europäesch Klasse wäerten opgemaach ginn.

An et ass hei schonn ugeklongen, Dir hutt et héieren an deene Gespréicher, déi mer an der Kommissioun haten, vläicht och an de Gespréicher mat deem engen oder aneren Direkter vun deene Schoulen, näämlech datt et e ganz, ganz grousse Succès ass. Ech selwer hat d'Geleeënheet, op e puer Informatiounsversammlungen dobäi ze sinn. Ech kann lech soen, ech hunn der an deene leschte fënnef Joer net esou vill erlieft, wou d'Leit gespaant a mat grousser Hoffnung och dohinnerkomm sinn, fir eng alternativ schoulesch Offer ze fannen.

An et verwonnert eigentlech och net, datt grad de Modell vun den Europaschoulen esou interessant ass an esou e Succès zu Lëtzebuerg fënnt. Well firwat goufen d'Europaschoule gegrënnt? Den Europaschoulmodell ass geschafe gi fir Kanner vun den europäesche Fonctionnairen, déi dann an engem anere Land geschafft hu bei den europäeschen Institutiounen, déi eng ganz ënnerschiddlech Mammesprooch haten, fir se an enger Schoul, an engem Schoulsystem awer och méisproocheg kënnen opwuessen ze loossen. An nun ass dat jo awer grad d'Situatioun, déi mer ganz heefeg hei zu Lëtzebuerg hunn. An duerfir passt dee Modell do ganz gutt bei ganz vill Schüler. An duerfir ass et och, mengen ech, eng Alternativ fir all Schüler.

Um Ufank ass nach gemengt ginn, et wär fir eng „expert community", et ass gemengt ginn, et wär vläicht fir déi Immigratioun, wéi mer se schonn zënter Längerem zu Lëtzebuerg hunn. Dunn ass gemengt ginn, deen een oder deen aneren, deen eben an der Regelschoul net eens gëtt, geet dohinner. Mir mierken haut, datt eigentlech do d'Mixitéit wierklech ganz, ganz breetgeschriwwe gëtt an deene Schoulen, net nëmme vun de Mammesproochen hier, net nëmme vun deem, wat d'Eltere schaffen, net nëmmen och wou d'Eltere da mat de Kanner wunnen, mä virun allem och déi sozial Mixitéit, déi ganz breet ass an eigentlech en absolutt Spigelbild ass vun der Lëtzebuerger Gesellschaft, esou wéi mer se och an deenen anere Schoulen queesch uechtert d'Land am Fondamental op jidde Fall fannen.

Jo, et ass gesot ginn a vu jiddwerengem gelueft ginn, datt mer hei... Vun engem ass et net, mengen ech, explizitt gelueft ginn, deen huet sech an deenen Diskussioune virdrun ëmmer méi domadder gehat. Et ass vun deenen allermeeschten da gelueft ginn, datt hei Lëtzebuergesch enseignéiert gëtt, d'selwecht wéi et och op deenen anere Plaze bei den europäesche Klasse gemaach gëtt, well mer scho gesinn, datt mer e Problem hunn, datt, wa Kanner a Schoule ginn, wou aner Sprooche regimmer sinn, wou aner schoulesch Offere sinn, wou d'Lëtzebuergescht net déi natierlech Emgangssprooch ass, datt mer eben en zousätzlechen Effort an den Investissement musse maachen, an den Apprentissage vun der Lëtzebuerger Sprooch, fir duerno d'Integratioun an d'Lëtzebuerger Gesellschaft kënnen och ze garantéieren. Mä gläichzäiteg - mä dat läit op der Hand, wien Europaschoule seet, dee weess, datt dat quasi Synonym ass vun der Méisproochegkeet - gëtt d'Méisproochegkeet hei ganz, ganz staark gefërdert.

Nun, ech mengen, an ech betounen dat ëmmer erëm, déi Schoulen hei, déi agreéiert Europaschoulen, déi sinn net besser wéi déi aner Schoulen, mä se sinn awer besser fir eng ganz Rei vu Schülerinnen a vu Schüler. An dat ass wichteg.

Eis Bildungslandschaft gëtt heimadder nach eng Kéier vill méi villfälteg a se gëtt esou villfälteg eigentlech, wéi eis Populatioun villfälteg ass a wéi eis Schülerschaft an de Schoule villfälteg ass. Wa mer all Kand wëllen eng fair Chance op eng gutt Qualifikatioun an op en Ofschloss ginn, da mengen ech, musse mer an der Schoul och déi Villfalt do ofbilden, wéi mer se an eiser Gesellschaft hunn.

D'Madamm Lorsché huet zu Recht drop higewisen, wa mer méi schoulesch Offeren ubidden, da musse mer och kucken, datt dat richtegt Kand de Wee bei déi richteg Schoul fënnt, déi grad bei säi Besoin passt. Ënner anerem duerfir hu mer jo och nach eng Kéier déi Orientatiounsprozedur méi opgemaach, den Elteren do méi Méiglechkeete matginn. Mir ënnerscheeden haut bei der Orientatioun tëschent dem Fondamental an dem Secondaire eigentlech net méi nëmmen tëschent enger Orientatioun an de Modulaire, an den Enseignement secondaire général oder an den Enseignement secondaire classique, well mer ebe ganz vill aner Méiglechkeeten hunn.

Bei den europäesch Klasse wëll ech awer op dëser Plaz och emol eng Kéier betounen, datt et eigentlech e Gesamtschoulmodell ass, dee mer hei aféieren, dee mer virun zwee Joer schonn agefouert hunn, wou mer dat an absolutter Rou gemaach hunn, wou keen eigentlech gréisser doriwwer diskutéiert huet. Mä hei gi Kanner zesumme vum éischten Dag bis herno de Bac an eng gemeinsam Klass. Se léieren zesummen a se maachen hiren Ofschloss zesummen, egal ob se hir Orientatioun nom sechste Schouljoer an den Enseignement secondaire général oder den Enseignement secondaire classique haten; eppes, wou mer eis virun dräi Jorzéngten eigentlech vill hei am Land driwwer ënnerhalen hunn a mer net ëmmer enger Meenung waren, gëtt hei an aller Rou elo agefouert.

Mä wat ech wollt soen, dat ass, datt mer scho musse kucken, datt déi richteg Kanner de Wee bei déi richteg Schoul fannen. Duerfir och déi adaptéiert Orientatiounsprozedur, duerfir awer och en Internetsite mengschoul.lu, wou mer all déi Informatiounen do nach eng Kéier flott beienee resuméiert hunn.

Selwer war ech elo nach eng Kéier op ville Plazen ënnerwee an d'Leit stelle sech d'Froen: „Wat ass déi beschte Schoul fir mäi Kand?", a probéiere schonn déi Ënnerscheeder vun de Modeller erauszefannen an ze kucken, wat dann elo wierklech e bessere Parcours ass an och wou hiert Kand besser Chancen op Reussite huet. An duerfir muss een et wëssen. An duerfir wäerte mer och weider Efforte maachen, dat bei d'Leit ze bréngen.

Zu Munneref sinn ech frou, datt mer och nach elo déi nächst Rentrée déi Schoul kënnen opmaachen. Dat wär net ouni déi gutt Zesummenaarbecht mat der Gemeng Munneref gaangen, déi wierklech e Lycée wëllt, déi ganz kloer seet: „Eis Regioun brauch dat doten, eis Leit brauchen dat do, eis Kanner brauchen esou eng Infrastruktur an der Regioun", an datt dat fir de Strukturwandel an den Opschwong am Südoste vum Land sécherlech nach eng Kéier e groussen Impakt wäert hunn a sécherlech definitiv herno flott, och urbanistesch flott an ee ganz neie Quartier wäert integréiert ginn.

Zu Jonglënster si mer frou, datt mer hei e weidere Pilier eigentlech opbaue fir déi Schoul, iwwert déi mer an deene leschten zwee, dräi Joer oft diskutéiert hunn. Do hu mer Klassen, déi vläicht net deen néidegen Effectif hunn. Déi Offre scolaire, déi mer do maachen, déi stéisst net onbedéngt op déi Nofro an der Regioun. An duerfir mierke mer hei, datt genau déi heiten Offer, déi mer maachen, op extrem grouss Nofro an der Regioun do stéisst. An duerfir passt dat ganz gutt an ass complementaire zu der Offer vun deene reguläre Klassen aus dem Enseignement secondaire général oder dem Classique, déi zu Jonglënster ugebuede ginn.

D'ailleurs sinn ech awer frou, datt ech als Minister dann nach e bësse méi informéiert si wéi den Här Deputéierte Baum. Et ass näämlech net esou, datt nëmmen zwou Klassen am Engleschen am Primaire opgemaach ginn, mä mer wäerte vum P1 bis de P5, also fënnef Klassen am Engleschen opmaachen. An och dat ass nach eng Kéier eng Reaktioun vun eiser Säit aus a vun der Schoul aus op déi grouss Nofro, déi do bestanen huet.

An e bëssen d'selwecht ass et eigentlech och fir de Lycée zu Clierf, wou mer nieft deene Klassen aus dem Secondaire général an dem Secondaire classique och hei en drëtt Standbee wäerten developpéieren. Dat och do, an do hätt vläicht deen een oder deen anere kënnen Zweifel drun hunn, absolutt op eng Nofro stéisst. An och do wäerten d'Klasse vum éischte Joer u gutt gefëllt sinn, wou mer do, an dat ass och interessant, probéieren, déi Offer an der Grondschoul éischter mat de Gemengen an de Gemengeschoulen och ze developpéieren. An do e grousse Merci och un déi Gemengeresponsabel aus där Regioun, datt dat do méiglech ass an datt mer dat déi nächst Jore kënnen zesummen opbauen.

Jo, d'Fro ass gestallt ginn: Wéi ass et mat deenen europäesche Grondschoulen? Et ass net Usus, datt de Stat selwer Grondschoule geréiert a se dann och nach ënnert d'Direktioun stellt vun engem Lycée. Mä et ass eng vun de Konditiounen, fir en Agrement vun den Europaschoulen ze kréien, datt ee sech net nëmme konzentréiert op de Secondaire, mä och eng Offer am Primaire ubitt.

Mir halen déi Offer am Primaire en fonction vun deem Besoin, wou mer wierklech gesinn, datt Schüler do sinn, déi net onbedéngt elo an déi regulär Klasse vläicht passen an déi hei besser Chancen hätten. Ech mengen net, datt mer elo d'Ambitioun hunn, fir landeswäit en zweete Primairesystem opzebauen. Datt mer och hei e Wee hunn, deen iwwert déi Primaireklasse vum europäesche System an de Secondaire européen eraféiert, an awer och nach eng Kéier een, datt déi, déi e reguläre Primaire gemaach hunn an hirer Gemeng, an hirem Quartier duerno, nom sechste Schouljoer kënnen dohinner wiesselen. Dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn.

Ech mengen net, datt mer hei de Prinzip vum Generalist a Fro stellen, andeems mer och an deem dote Primaire da Leit mat anere Sproochekompetenzen enseignéieren hunn. Dir hutt virdru mäi Plädoyer hei héieren an alleguerte matkritt, datt mäin Häerz eigentlech um Generalist als Grondprinzip vum Enseignement am Fondamental hänkt an ech sécherlech net drun denken, hei iergendwéi an déi dote Richtung elo iwwert deen dote Wee e grousst Changement kënnen ze maachen.

Datt mer Personal vun ënnerschiddlechem Statut a Schoulen hunn, dat ass net nëmmen hei bei deenen europäesche Klassen esou. Do kënnt nëmmen nach e Statut derbäi, well mer dann déi Leit hunn, déi derogéieren zu de reguläre Sproochekonditiounen dann iwwert deen dote Wee kënnen erakommen. Mä fir de Rescht hu mer Professeren, mir hu Professeur-Candidaten déi hiren TC nach net gemaach hunn, mir hu Chargé-de-coursen an de Schoulen, mir hunn Expert-externen, déi och emol Formatiounen hale kommen. Mir hu verschidde Kategorien och elo mëttlerweil nach eng Kéier vu Chargé-de-coursen am A1 an am A2. Also déi Cohabitatioun do, déi fonctionnéiert eigentlech ganz gutt an de Schoulen. An ech sinn optimistesch, datt se och an den europäesche Klasse wäert fonctionnéieren.

Ech soen hei fir déi grouss Zoustëmmung vun der Chamber villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. A mer géifen dann direkt zur Ofstëmmung vum Projet 7240 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7240 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. 55-mol Jo, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet 7240 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut kommen: de Projet de loi 7132 betreffend d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg. An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här André Bauler.

4. 7132 - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng héich qualifizéiert Bevëlkerung an eng performant Wirtschaft droe wesentlech dozou bäi, de Standuert Lëtzebuerg an Zukunft ofzesécheren. Am Zäitalter vun der Digitaliséierung an der Globaliséierung kënnen nëmmen déi Länner an der éischter Liga matspillen, deenen hir Wirtschaft innovativ ass, déi Virreider an de Secteure vun der Zukunft sinn an déi nei Iddien a Léisungen unzebidden hunn. Gläichzäiteg ass eng gutt Ausbildung vun deene Jonken net nëmmen d'Viraussetzung fir de wirtschaftleche Succès, mä och d'Grondlag fir eng oppen an dynamesch Gesellschaft.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Bildung, Fuerschung an Innovatioun, dëst sinn déi dräi Sailen, déi eis Gesellschaft an eis Wirtschaft haut an an Zukunft droen. An dësem Kader huelen d'Uni, d'Centres de recherche publics an de Fonds national de la recherche eng zentral Plaz an. Aus deem Grond ass och am Budget pluriannuel fir den Zäitraum 2018 bis 2021 fir déi genannten Institutiounen eng Steigerung vu 25% am Verglach zum Budget vu virdru virgesi ginn. Dat ergëtt insgesamt eng budgetär Enveloppe vu bal annerhallwer Milliard, soit e Plus vu bal 300 Milliounen, déi mer an dee Secteur investéieren. Dat neit Unisgesetz, dat haut gestëmmt soll ginn, schreift sech an dëse Kontext an.

De Gesetzesprojet 7132 huet effektiv als Zil, d'Gesetz vum 12. August 2003, dat d'Universitéit Lëtzebuerg geschafen huet, an en neie Kader ze géissen. Déi gesetzlech Rumm iwwert d'Organisatioun an de Fonctionnement vun der Uni gëtt der Entwécklung vun der Uni selwer grad wéi dem nationalen an internationalen Emfeld an de leschte 15 Joer ugepasst. D'Schafung vun der Universitéit Lëtzebuerg am Joer 2003 war eng strategesch Entscheedung an der wirtschaftlecher, gesellschaftlecher Entwécklung vum Grand-Duché. Si sollt eng Äntwert sinn op déi wuessend Besoinen no héich qualifizéierten Aarbechtskräften.

Op där anerer Säit goung et drëm, d'Wirtschaft ze diversifizéieren a se an deem Sënn méi breet opzestellen. Doriwwer eraus huet et awer och geheescht, den Uschloss un d'Wëssensgesellschaft net ze verpassen.

Zënterhier huet d'Uni Lëtzebuerg sech bannent 15 Joer rasant entwéckelt. Fläisseg a motivéiert Fuerscher a Professeren hunn duerch hir Aarbecht dozou bäigedroen, dass d'Universitéit sech haut op internationalem Plang net ze verstoppe brauch. Duerfir ass et wichteg, dass si och an Zukunft hire Wee erfollegräich ka weidergoen.

Eng gutt Ausbildung, eng innovativ Wirtschaft an eng dynamesch Fuerschung gehéieren zu de wichtegste Bedéngungen, fir den Erausfuerderunge vu muer beschtméiglech kënnen ze begéinen an als Standuert attraktiv ze bleiwen. Op europäeschem Plang gouf dowéinst ënner anerem 2009 de strategesche Kader Educatioun a Formatioun 2020 ausgeschafft, dee véier Haaptziler verfollegt. Dorënner och d'Verbesserung vun der Qualitéit an der Wierksamkeet vun der Ausbildung an d'Ënnerstëtzung vum Esprit d'entreprise. Dës Ziler goufen 2014 aktualiséiert an nach méi präzis formuléiert.

Des Weidere gouf mat der Reform vum Bologna-Prozess versicht, nach méi eng staark Integratioun um Niveau vum Héichschoulwiesen ze erreechen an d'Bildungssystemer europawäit ze harmoniséieren, fir esou déi jeeweileg Qualifikatioune méi einfach kënnen unzëerkennen.

Nieft den Initiativen am Beräich vun der Héichschoul ass d'Schafung vun engem europäesche Raum vun der Fuerschung eng weider Zilsetzung vun der Bréisseler Kommissioun. D'Kommissioun huet hei sechs Prioritéite fixéiert, fir déi wëssenschaftlech Exzellenz, d'Kompetitivitéit an d'Innovatioun ze förderen. Et geet hei drëm, d'Wierksamkeet vun den nationale Fuerschungssystemer ze verbesseren, d'Zesummenaarbecht an déi transnational Konkurrenz ze optimiséieren, den Aarbechtsmaart fir Fuerscher opzemaachen, d'Gläichbehandlung vun de Geschlechter ze erreechen an d'Dimensioun Männer-Fraen an d'Fuerschung eranzebréngen, d'Wësse besser ze verbreeden an e fräien Zougang ze garantéieren a letztendlech déi international Zesummenaarbecht ze förderen.

D'Reform vun eiser Uni, esou wéi dëst Gesetz et virgesäit, schreift sech an dee Kader an. Sou sinn och bei dëser Reform déi wichtegst Elementer gréisstendeels déiselwecht wéi bei den Unisreformen an aneren EU-Länner. Et geet, wéi an deene meeschte Fäll, drëm, fir d'Gouvernance ze moderniséieren, derfir ze suergen, dass d'Etablissementer am Beräich vum Héichschoulwiesen autonom sinn, dass mat externe Partner zesummegeschafft gëtt, d'Finanzéierung diversifizéiert gëtt, Privatfongen opgestockt a Bewäertungsprozeduren age-

fouert gi souwéi och d'Verflichtung, fir Resultater opzeweisen.

Madamm Presidentin, komme mer zum nationale Kontext!

Eisen Héichschoulsystem huet sech an deene leschte Jorzéngten zolidd entwéckelt. D'Centres de recherche publics goufen 1987 an 1988 geschaaft, de Fonds national de la recherche 1999 an d'Uni am Joer 2003. Dat sinn déi zentral Projeten, déi et erlaabt hunn, fir en duusse Start op en héijen Niveau ze erméiglechen, deen international mathale kann. Rezent hu mir jo mam Gesetz vum 3. Dezember 2014 d'Organisatioun vun de CRPen an deem Sënn geännert, dass nei Dispositiounen iwwert d'Gouvernance vun dësen agefouert goufen, dat mam Zil, fir hir Aarbecht méi wierksam ze gestalten.

Wat sinn elo déi wichtegst Elementer vun dëser Reform?

Fir d'Gesetz vum 12. August 2003 ze moderniséieren, huet d'Regierung entscheet, fir d'Gesetz net einfach op ville Plazen ze änneren, mä e komplett neien Text virzeleeën, dee méi liesbar a méi kohärent soll sinn. De Gesetzesprojet 6283, deen 2011 deposéiert gi war, hat als Zil, fir dee vun 2003 nozebesseren. An nodeems d'Uni 2016 bewäert gi war, gouf schlussendlech entscheet, fir dësen Text vum Rôle erofzehuelen an en neien Text ze formuléieren.

Dësen neien Text ass a siwen Titelen ënnerdeelt. Deen éischten Titel couvréiert de Statut, den Objet an d'Missioune vun der Uni. Dës bleiwen onverännert.

Den neie Gesetzestext sollt d'Uni ursprénglech ënnert d'Tutelle vum Minister, deen d'Fuerschung am ëffentleche Secteur ënner sengen Zoustännegkeeten huet, stellen, well eben d'Ëmsetzung vun de Recherche-Aktivitéiten zu de fundamentale Missioune vun der Universitéit gehéiert. An hiren Amendementer vum 9. Januar 2018 huet d'Héichschoulkommissioun awer festgehalen, dass d'Referenz op dëse Minister ofgeschaaft gëtt, well de Grand-Duc dës Kompetenz eenzeg an eleng dem Héichschoulminister zougestanen huet. Och wier esou eng Formulatioun inkompatibel mam Artikel 67 vun der Verfassung. De Gesetzesprojet präziséiert méi kloer d'Missioune vun der Uni, déi nieft der Recherche och virun allem den Enseignement supérieur assuréiert souwéi déi sozial, wirtschaftlech a kulturell Entwécklung vun der Lëtzebuerger Gesellschaft ze begleeden huet.

Zum zweeten Titel: d'Organer an d'Gouvernance. D'Universitéit setzt sech aus dräi Organer zesummen: de Conseil de gouvernance, de Recteur an de Conseil universitaire. Den Dekanat, deen am Gesetz vun 2003 nach een Organ war, gouf ofgeschaaft, fir méi kloer tëschent den Organer an de Composantë vun der Uni ze ënnerscheeden. D'Funktioun vum Doyen gëtt awer bäibehalen; hien oder si ass den Direkter vun enger Fakultéit.

Zum Conseil de gouvernance. Hien ass verantwortlech fir déi generell Politik an déi strategesch Orientéierunge souwéi d'Kontroll vun den Aktivitéite vun der Uni. Fir seng Roll ze verstäerken, war ufanks virgesinn, d'Zuel vun de Membere vu siwen op néng eropzesetzen. Mat den Amendementer vum 9. Januar 2018 gouf dës Zuel vun néng op 13 eropgesat, mam Zil, fir déi organisationell an decisionell Autonomie ze verstäerken.

Vun de véier zousätzleche Membere ginn der zwee duerch de Conseil universitaire genannt, wat deem seng Entscheedungsmuecht soll verstäerken. Déi aner zwee Membere sinn de President vun der Delegatioun vun de Studenten an de President vun der Personaldelegatioun. Alle véier hu se Voix au chapitre, Stëmmrecht also am Conseil de gouvernance. De Recteur kann nëmme mat berodender Stëmm am Conseil sëtzen an d'Participatioun vum Vertrieder vun de Proffen als Observateur gëtt och ofgeschaaft.

Wat de Poste vum Recteur ugeet, esou gëtt deen iwwer eng ëffentlech Annonce rekrutéiert. E Comité de recrutement gëtt agesat, deen d'Kandidature kuckt an dem Conseil de gouvernance eng Propos mécht. De Conseil de gouvernance ernennt schlussendlech de Recteur. Fir d'Poste vun deenen zwee Vizerecteure gëllt déiselwecht Prozedur. Wann d'Mandat vum Recteur bezéiungsweis vum Vizerecteur erneiert soll ginn, da muss d'Ausübung vun hire respektive Funktioune gekuckt a bewäert ginn. Dat geschitt duerch de Conseil de gouvernance, dee letztlech entscheet, ob d'Mandat erneiert gëtt oder net.

D'Attributioune vum Conseil universitaire, dee jo als eng Aart akademesche Senat ugesi gëtt, gi méi präzis definéiert. Dëse Rot setzt sech ausschliisslech aus interne Membere vun der Uni, déi engersäits dat akademescht Personal wéi d'Professeren, d'Fuerscher, d'Assistenten an esou weider, anerersäits dat administratiivt an technescht Personal an d'Studente vertrieden, zesummen.

Dëst Organ kritt de Pouvoir, fir d'Orientéierung vun de Studieprogrammer festzeleeën. D'Amendementer vum Januar vun dësem Jor detailléieren och d'Ernennung vun de Membere vun de berodende Kommissiounen. Wat seng Zesummesetzung ugeet, esou gëtt d'Zuel vun den Assistants-chercheurs verduebelt, de Conseil gëtt net méi d'office vum Recteur presidéiert, mä vun engem Member, dee vum Conseil universitaire gestëmmt gouf. De President vum Conseil universitaire däerf awer net gläichzäiteg och Member am Conseil de gouvernance sinn. Domat gëtt et eng Trennung vun de Pouvoiren innerhalb vun der Uni.

D'Membere vum Rectorat, den administrativen Direkter, den Delegéierte fir d'Chancëgläichheet, den Delegéierte fir d'Aménagements raisonnables, den Doyen an d'Direktere vun de Centres interdisciplinaires, hu just nach eng berodend Stëmm an de Sëtzunge vum Conseil universitaire. De Generalsekretär vum Conseil de gouvernance an ee Vertrieder vun der Personaldelegatioun huelen och mat berodender Stëmm un de Versammlungen deel. De Conseil facultaire, deen am urspréngleche Reformtext ofgeschaaft gi war, gëtt erëm agefouert.

D'Uni gëtt dann och ënnert d'Kontroll vum Rechnungshaff gestallt. Dat war der Kommissioun och ganz wichteg. Dëse préift, ob déi finanziell Mëttel richteg a konform zu de virgeschriwwene Regelen agesat ginn.

Mat dësem Gesetz gëtt och eng Delegatioun vun de Studenten agefouert, fir dass och si am Entscheedungsprozess derbäi kënne sinn.

Zum drëtten Titre dann. Hei geet et ëm d'Composantë vun der Uni. Déi zentral Verwaltung gëtt als nei Composante vun der Uni insituéiert. Et gi weider dräi Fakultéite bäibehalen. Am Géigenzuch gëtt déi maximal Zuel vun den interdisziplinären Zentren op sechs eropgesat. Dat erméiglecht eng méi grouss Flexibilitéit, besonnesch well dëse Modell sech bewäert huet an zur gudder Renommee vun der Uni bäidréit.

D'Fakultéiten an d'Centres interdisciplinaires wäerten d'Méiglechkeet hunn, fir Dokterschoulen a gemeinsam technologesch Plattformen anzeféieren.

Dann zum véierten Titre, dee concernéiert d'Personal. D'Gesetz vun 2003 hat zwee Typpe vu Personal virgesinn: engersäits de Personnel enseignant-chercheur, anerersäits de Personnel scientifique, administratif et technique. Well dat awer zu Konfusioune konnt féieren, ass d'Notioun vum Personnel scientifique ofgeschaaft ginn. Et gëtt elo vu Personnel administratif, financier et technique geschwat.

Wat dat akademescht Personal ugeet, esou gi verschidde Kategorien, Benennungen an déi minimal Kritären a puncto Kompetenzen a Grade fir déi verschidde Poste präziséiert souwéi och hir Nominatiouns- a Rekrutementsprozeduren.

Dëse Gesetzesprojet gesäit och vir, dass verschidde Kategorië vun den Enseignants-chercheurs iwwer eng intern Promotioun kënne weiderkommen, dat also nieft der Prozedur vun der ëffentlecher Ausschreiwung. Hei geet et och drëm, déi ze fideliséieren, déi e grousst Talent hunn an déi een net einfach verléiere wëllt.

D'Gesetz gesäit och d'Notioun vum Professeur associé vir, deen zum Professeur ordinaire kann opsteigen. Dat gëllt och fir de Professeur assistant, deen de Rang vum associéierte Professer no enger favorabeler Bewäertung ka kréien.

De fënneften Titre geet iwwert d'Organisatioun vum Enseignement a vun der Fuerschung. En zentraalt Zil ass et, fir d'Autonomie vun der Uni op pädagogeschem an op wëssenschaftlechem Plang ze verstäerken. D'Gesetz gëtt der Uni de Pouvoir, fir e Règlement d'études unzehuelen, deen d'Detailer vun de Studieprogrammer, d'Bewäertungskritären an d'Prozedure vun der Admissioun an der Suspensioun präziséiert.

De Regierungsrot hat a senger Sitzung vum 22. Mäerz 2017 och der Uni d'Méiglechkeet ginn, fir spezialiséiert Medezinnstudien unzebidden. Un déi aktuell Ausbildung an der Médecine générale, déi an der Uni integréiert gëtt, kënne sech eng oder méi spezialiséiert Formatiounen drunhänken. Da gëtt d'Prozedur iwwert d'Validatioun vun den Acquis d'expérience reviséiert a präziséiert. Och ginn d'Dispositiounen an d'Gesetz iwwert déi sougenannt Aménagements raisonnables dragesat. Fir all weider Detailer verweisen ech do op mäi schréftleche Rapport.

Den Titre sechs geet iwwert d'Qualitéit an d'Bewäertung. Fir eng héich Qualitéit an der Fuerschung an am Enseignement selwer ze halen, gi regelméisseg Bewäertungen duerchgefouert. De gesetzleche Kader heizou gëtt ugepasst. Intern gëtt d'Personal jäerlech bewäert. Dat gëllt och fir déi nei Studieprogrammer. All véier Joer kënnt et zu enger externer Bewäertung. Déi zweejäreg Bewäertung vun der Uni gëtt ofgeschaaft, well déi, d'Erfahrung huet dat gewisen, keng grouss Plus-value, kee grousse Méiwäert mat sech bruecht huet. D'Evaluatioun gëtt vun onofhängegen Experten an Agencen, déi vum zoustännege Minister designéiert ginn, duerchgefouert.

Den Titre siwe geet iwwert d'Bezéiungen tëschent der Uni an dem Stat, d'Finanzéierung vun der Uni an d'Finanzgestioun. An deem Zesummenhang kann een nach soen, wat d'Kooperatiounsaccorden ugeet an d'Prises de participation, dass d'Nomenclature an dësem Gesetz mat där iwwert d'Centres de recherche publics harmoniséiert gëtt.

D'Universitéit gëtt och autoriséiert, fir Participatioun an engem Groupement économique oder an engem Groupement européen d'intérêt économique, an enger Fondatioun oder/an enger Vereenegung ouni Gewënnzweck ze halen, enger Asbl also. D'Uni kann och Bedeelegunge via Apports en nature a Gesellschafte mat Gewënnzweck halen, déi beim Handelsregëster agedroe ginn an deenen hiren Aktivitéitsradius mat deem vun der Universitéit vereenbar, kompatibel ass.

Dës Apporten zum gesetzleche Kader vun der Uni sinn als Basis geduecht, fir mat dem geplangte GIE mam Numm Centre de gestion pour la formation continue et professionnelle universitaire zesummenzeschaffen. Dëse soll jo d'Relève vum Institut universitaire international, dem sougenannten IUIL, huelen a wäert ënner anerem d'Weiderbildung op der Uni verwalte souwéi d'Validatiounsprozedur vun den Acquis d'expérience geréieren.

Komme mer nach zu de verschiddenen Avisen! Fir d'Avise vun de professionelle Kummere verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Et kann een awer ervirhiewen, dass d'Chambre des Salariés an hirem Avis vum 11. Juli 2017 fir e Gläichgewiicht vun de verschiddenen Organer vun der Uni plädéiert hat an drop gepocht huet, dass den Text fir e grousse Konsens soll suergen.

De Conseil d'État huet säin éischten Avis den 28. November 2017 veréffentlecht an doranner néng Oppositions formelles formuléiert. Fir d'Éischt huet e verlaangt, dass den Objet vum Gesetzesprojet an den Artikel 2 soll integréiert ginn, esou wéi den Artikel 108bis vun der Verfassung dat verlaangt. Dann hat en nach eng aner Onzoulässegkeet festgestallt, well de Projet direkt zwee Ministere Kompetenzen iwwerdroen huet. A senger urspréngleche Versioun wollt de Paragraf 3 vum zweeten Artikel d'Universitéit ënnert déi duebel Tutelle vum Minister, deen den Enseignement supérieur ënner sech huet, a vum Minister, deen d'Fuerschung a sengen Attributiounen huet, placéieren. Dat awer geet géint den Arrêté grand-ducal vum 28. Januar 2015, deen d'Ministèrë constituéiert huet. An deem stoung kloer dran, dass de Grand-Duc dem Minister vun der Héichschoul eenzeg an eleng d'Universitéit uvertraut huet.

Ech wëll elo net méi op all Oppositioun agoen a verweisen och do op mäi schréftleche Rapport.

A sengem éischten Avis complémentaire vum 6. Mäerz 2018 huet de Statsrot jiddefalls matgedeelt, dass déi parlamentaresch Amendementer vum 9. Januar 2018 alle Recommandatioune vum Statrot Rechnung droen, soudass e seng Oppositions formelles kann ophiewen. Dat gëllt och fir déi parlamentaresch Amendementer vum 27. Mäerz dëses Joers. A sengem zweeten Avis complémentaire vum 8. Mee huet de Statsrot och do all Veränneru ng oder all Ännerung guttgeheescht. Et goung ëm d'Verflichtung fir d'Studenten an all fräi Auditeuren, an dem gesetzleche Regimm vun der Assurance maladie affiliéiert ze sinn, dat als Bedéngung, fir zur Uni zougelooss ze ginn.

De Projet de loi 7004, deen nach an der Prozedur ass, hätt dofir misse virum Unisgesetz ugeholl ginn. Fir awer net dorobber ze waarden, gouf entscheet, fir all Dispositiounen iwwert d'Affiliatioun vun de Studenten an der Krankeversécherung an de Gesetzesprojet 7004 anzeschreiwen an dësen an deem Sënn ze änneren. Domat kann de Gesetzesprojet iwwert d'Uni ugeholl ginn, ouni op de Vott vum Projet 7004 waarden ze mussen, soudass d'Uni all organisatoresch a strukturell Upassunge virun der akademescher Rentrée 2018-2019 virhuele kann.

Dat gesot, soen ech der Presidentin vun der Héichschoulkommissioun, déi als Presidentin elo vun der Assemblée hei hanner mer sëtzt, an de Kolleegen aus der zoustänneger Kommissioun fir hir konstruktiv, lieweg a kritesch Begleedung vun dësem Dossier, déi um Enn zu engem akzeptabelen a breede Kompromëss gefouert huet, Merci. Iech all heibanne Merci fir d'Nolauschteren a fir den Interessi!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur André Bauler. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei zu Lëtzebuerg just eng ëffentlech Uni, eis Uni.lu, an op déi kënne mer u sech ganz houfreg sinn. Si huet sech an der leschter Zäit international ganz gutt etabléiert an dat wierklech an där kuerzer Zäit, wou et se eréischt gëtt.

Eis Matière grise, dat ass déi wichtegst Matière première, déi mer hunn. Ëmsou méi wichteg ass et, datt mer eiser Uni eng ganz gutt gesetzlech Basis ginn. Ier ech awer op den Inhalt vum Gesetz aginn, wëll ech nach op zwee Punkten agoen.

Dat Éischt, ech wëll dem Rapporteur, dem Här André Bauler, villmools Merci soe fir säi Rapport. Also dee war definitiv komplett, ausféierlech, ganz gutt. Do kann ech mech dann, brauch ech op jidde Fall op eenzel Punkten net méi anzegoen.

Zweetens wëll ech awer nach kuerz iwwert de Wee hin zu dësem Gesetz schwätzen. De François Biltgen hat 2011 eng Loi modificative deposéiert mam Zil, fir d'Uni no de Start-up-Jore méi demokratesch, méi participativ ze organiséieren an doduerch hir Autonomie ze stäerken.

Déi aktuell Regierung hat d'Reform fir d'Éischt emol op Äis geluecht, schliisslech dunn decidéiert, de Projet de loi zréckzezéien, an huet dunn eréischt am Mee 2017 dëse Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren, deposéiert.

Et wär also u sech genuch Zäit do gewiescht, fir am Virfeld mat de Leit vum Terrain ze diskutéieren an och op si ze lauschteren. Mä esou, wéi u sech den urspréngleche Entworf vum Gesetz ausgesinn hat, kann ech mer net esou richteg virstellen, datt dat gemaach gi war.

Sou hat zum Beispill de François Biltgen probéiert, de Conseil universitaire ze stäerken. Nom éischten Entworf vum Här Hansen wär en u sech éischter geschwächt ginn. Eréischt wéi nom Depôt d'Leit sech massiv zu Wuert gemellt hunn, sinn Upassunge gemaach ginn. Ben, éischtens verstinn ech déi allgemeng Virgeeënsweis net an zweetens verstinn ech och net, firwat dës Regierung dann onbedéngt wollt de Conseil universitaire éischter schwächen.

Tëschent 2013 an 2017 wär genuch Zäit gewiescht, fir mat de Leit ze schwätzen, dann hätte mer eis u sech dësen Zickzackkurs kënne spueren. Mä Haaptsaach, d'Upassunge si gemaach ginn!

Dann zum Projet de loi selwer. An hei wëll ech mat der Autonomie ufänken, iwwert déi jo esou dacks diskutéiert gëtt.

Laut der European University Association gëtt d'Autonomie duerch véier Haaptpiliere markéiert: d'akademesch Autonomie, d'finanziell Autonomie, d'personell Autonomie an dann d'organisationell Autonomie. Bei deenen dräi éischte Piliere leie mer am europäesche Spëtzefeld. D'Autonomie vun eiser Uni ass also schonn zimlech gutt. An d'Viraussetzungen heifir ware schonns mam Grënnungsgesetz vun 2003 geschafe ginn.

(Éternuement)

Gesondheet!

(Hilarité)

Une voix.- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Sou. E bësse méi schlecht schneide mer just bei der organisationeller Autonomie of. An hei wëll ech awer op déi spezifesch Situatioun vun eiser Uni hiweisen.

Et ass eis eenzeg ëffentlech Uni!

De Stat steiert dee gréissten Deel vum Budget bäi, 160 Millioune pro Joer. Ech rechne jo ëmmer a Lycéesgebaier: Dat gi bal zwee Lycéesgebaier pro Joer. Keng ze vill grouss. Eng vun den Aufgabe vun der Uni ass jo och „service to society", contribuer au développement social, culturel et économique du Luxembourg; esou steet et am Gesetz. De Stat huet deemno och eng gewësse Verantwortung, wat mat de Steiergelder geschitt. Zumindest ass dat d'Meenung vun der CSV. An dëst gëtt dann och duerch d'Konventioun, déi d'Uni an de Stat maachen, geregelt.

Wa mer vun Autonomie schwätzen, da kann ee sech awer och d'Fro stellen, wéi vill Opträg

d'Regierung enger Uni soll ginn. Ee ganz schlecht Beispill ass op jidde Fall hei den Institut fir Zäitgeschicht. An hei wëll ech net deem seng Aarbecht beuerteelen, mä d'Aart a Weis, wéi d'Regierung deen der Uni als interdisziplinäert Zentrum imposéiert huet. Dat war u sech, ouni Rücksicht op d'Autonomie vun der Uni ze huelen. Déi Decisioun hätt misse vun der Uni zesumme mat der entspriechender Fakultéit getraff ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Allgemeng kann een awer soen, datt d'Regierung, déi ënnerschiddlech Ministèren natierlech sollen a kënnen enk mat der Uni zesummeschaffen. Optimal wär et, wann d'Opträg vun der Regierung kéinten am Kader vun der Convention pluriannuelle definéiert ginn, zumindest de Gros dovunner. Dat géif op jidde Fall d'Organisatioun innerhalb vun der Uni wesentlech vereinfachen.

D'Gouvernance, ee wichtege Punkt, och bei der Uni! D'Gouvernance vun eiser Uni huet vun Ufank un op den dräi Pilieren, den Här Bauler huet dat gesot, dem Conseil de gouvernance, d'Strategien, d'Kontrollorgan, dem Rectorat, d'Exekutiv an dem Conseil universitaire baséiert. Hannert dësem Modell sti mer als CSV och weiderhin. An ech si frou, datt de Minister och hei säin urspréngleche Text u sech net bäibehalen huet. Hien hat näämlech d'Präzisioun, datt de Conseil de gouvernance, do wou also d'Strategië festgeluecht ginn, géif am Interêt vun den Ziler an de Missioune vun der Uni agéieren, am Ufank einfach gestrach. Dat hätt natierlech vill Spillraum fir vill verschidden aner Interêten zougelooss. Firwat dëst gestrach gi war, well Sträiche mécht ee jo trotzdeem awer bewosst, dat weess ech net. Mä och hei erëm eng Kéier: Haaptsaach, et steet erëm dran!

De Fränz Biltgen wollt, wéi gesot, bei senger Gesetzesännerung dem Conseil universitaire méi Poids ginn, well dës Form vun Organisatioun nëmmen da funktionéiert, wa mer eng anstänneg Balance of power hunn. Am Här Hansen sengem urspréngleche Projet de loi war dëst Gläichgewiicht béis un d'Wanke komm. Wéi gesot, ech weess net, firwat dat gewollt war, mä, wéi gesot, et sinn Ännerunge gemaach ginn. Den Här Bauler ass och ausféierlech drop agaangen. An dat freet eis natierlech. An deem urspréngleche Projet de loi hätt de Recteur näämlech u sech, am Prinzip, just ee Géigegewiicht no uewe gehat, näämlech de Conseil de gouvernance, an et wier kee richtegt Géigegewiicht méi no ënnen do gewiescht. Mir begréissen also déi Upassungen, déi gemaach gi sinn.

Aus dem Rectorat gëtt elo ee Recteur. D'Regierung huet sech hei fir den net kollegiale Modell entscheet. Et kéint also elo méi eng One-Man-Show ginn. Hei musse mer elo ofwaarden, wéi dës Decisioun sech auswierkt.

Dann ass de Recteur, mat dësem Projet de loi, u sech elo deen Eenzegen, deen am Conseil de gouvernance, do wou d'Strategië festgehale ginn, just mat Voix consultative deelhëlt. Ech hat an der Kommissioun den neie Recteur, den Här Pallage, dorobber ugeschwat, an hie sot, en hätt dat zur Kenntnis geholl, hie géif awer mengen, dat misst duergoen, fir datt hie seng Doleancë kéint un de Mann/un d'Fra bréngen. Ben, och hei, denken ech, musse mer ofwaarden, wéi dës nei Zesummesetzung vum Conseil de gouvernance an déi nei Definitioun vum Recteur zesumme funktionéieren.

De Medezinnstudium ass nei an dësem Gesetz. D'Méiglechkeet, fir e ganze Medezinnstudium op eiser Uni ze organiséieren, gëtt mat dësem Gesetz geschaaft. Am Moment soll d'Offer sech op ee Bachelor begrenzen an op Spezialiséierungen an der Onkologie an an der Neurologie. Datt mer hei zu Lëtzebuerg lafend gutt Medezinner brauchen, ech mengen, do si mer eis alleguer eens. Datt eis Studenten nom éischte Joer Ausbildung ganz dacks Schwieregkeeten am Ausland hunn, fir op enger Uni ugeholl ze ginn, och dat ass leider ee Fait. Lëtzebuerg huet also och seng Verantwortung an dësem Beräich ze iwwerhuelen.

Vläicht hei eng kleng Remark. 2013, een Interview am „Lëtzebuerger Land" mam Här Tarrach, do war e gefrot ginn, ob mer hei zu Lëtzebuerg genuch potenziell Patienten hätten, fir dëse Studiegang ze organiséieren. An den Här Tarrach sot: „U sech net." Mä e sot awer och: „Ee Land ka bal net ouni Medezinnstudium auskommen."

Mir hunn awer, op där anerer Säit, an ech denken, dorunner muss een awer ëmmer denken, och zwielef Medezinnfakultéiten op zwou Stonnen ewech. Et soll een dofir an eisen Aen, an och am Sënn vun der Exzellenz, ganz enk mat dësen zesummeschaffen. Sech op e Bachelorstudium begrenzen, bréngt och nëmmen eppes, wann duerno séchergestallt ginn ass, datt eis Studenten de Masterstudium op enger anerer Uni kënne maachen. Wann dat näämlech net de Fall wär, dann hätte mer u sech de Problem just no hanne verréckelt.

D'Regierung sot, si géif eng Evaluatioun maachen a gegebenenfalls ee Master ubidden. Ech ginn awer ze bedenken, datt, falls eis Studente géife riskéieren, net ugeholl ze ginn, da misst relativ séier ee Masterstudium op d'Bee gestallt ginn. An hei stelle sech e puer Froen: Wéi konkret sinn hei schonns d'Iwwerleeunge gemaach ginn? Soll dee Master an Zesummenaarbecht mat enger oder mat méi auslänneschen Unien organiséiert ginn? An dann: Wéi ka respektiv soll dës Zesummenaarbecht formaliséiert ginn?

D'Regierung hat zesumme mam Bachelorstudium och déi geplangte Spezialisatioune virgestallt. Och hei stelle sech e puer Froen. Souwäit mer informéiert gi sinn, soll dat een Text vum Gesondheetsministère sinn. Ech ginn awer emol dovunner aus, datt den Héichschoulministère och eppes domadder ze dinn huet, vu datt et eng Héichschoulausbildung ass. Dës Spezialisatioune sollen, deenen Informatiounen no, déi mer kritt haten, 2018-2019 offréiert ginn. Dat ass definitiv net méi laang. Och hei: Wou ass den Text drun? Gëtt den Zäitplang agehalen? Well och hei hätte mer eng Partie Froen ze stellen.

Dann hat eis Uni d'lescht Joer eng Partie Schwieregkeeten. Dës Schwieregkeeten hu gewisen, datt et, onofhängeg, wierklech onofhängeg vum Gesetz wichteg ass, datt kloer Prozeduren definéiert ginn, datt d'Kommunikatioun funktionéiert tëschent de Gremien, datt Transparenz besteet, datt fir Transparenz gesuergt gëtt. Dat misst elo am Règlement interne festgehale ginn. Hei läit elo natierlech de Ball bei der Uni. Dat ass een immens wichtege Punkt fir de Management a fir de Funktionement vun der Uni.

Autonomie op där enger Säit bedeit op där anerer Säit awer och Responsabilitéit iwwerhuelen a Rechenschaft ofleeën iwwert dat, wat gelaf ass. An deem Sënn ass déi intern an extern Evaluatioun vun der Uni immens wichteg. Bei der interner Evaluatioun hätte mer et als CSV léiwer gehat, wann déi sech net nëmme géif beschränken op d'Personal an op d'Programmes d'études. Eng intern Evaluatioun ass ee wichtege Motor fir d'Entwécklung a muss dofir méi breet gefaasst ginn. Mir hätten et och léiwer gesinn, datt eist Markenzeechen, eis allgemeng Prinzipie vun der Uni, näämlech d'Mobilitéit, de Multilinguismus, d'Interdisziplinaritéit an d'Internationalitéit, méi kloer visibel am Gesetz stéingen. Am Moment si se e bësse verstoppt. Doriwwer si mer net begeeschtert, mä mir kënnen domadder liewen.

Ofschléissend, Dir Dammen an Dir Häre: Mir sinn e klengt Land, mir hunn eng kleng Uni. Mir wäre gär ee Land mat Exzellenz. Mir brauchen och eng Uni mat Exzellenz, an dëst an enger limitéierter Unzuel vu Beräicher. Mir brauchen exzellent Leit op der Uni, Stéchwuert: „A-players attract A-players, B-players attract C-players."

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Eis Uni muss connectéiert sinn an dëst op verschidden Aarten: mam Ausland, mat First-class-Universitéiten, mat der Industrie, mat Betriber, mat de Recherchezentren an esou weider. Eis Uni soll eng Lokomotiv am Beräich vun der Digitaliséierung sinn. Mir brauchen een On-Campus.

Eis Uni huet also nach ganz vill Erausfuerderunge viru sech. Eis Erwaardunge si grouss. Dat, wat definitiv opgebaut ginn ass, muss kënnen erhale ginn a sech weiderentwéckelen. An als CSV hoffe mer, datt mat dësem Gesetz d'Basis fir d'Schaffen nach eemol verstäerkt gëtt. An domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, haut ass e wichtegen Dag am Lëtzebuerger Héichschoullandschaftswiesen, an dofir wëll ech virop e puer Mercie lassginn.

Fir d'Éischt dem Rapporteur André Bauler fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Mä awer och dem Minister Marc Hansen, deen ech elo erlieft hunn a wierklech laanger Zäit, déi lescht laang Méint, fir seng Efforten, säin Asaz, awer och seng Motivatioun, fir dëst Unisgesetz wierklech zu engem gudden Ofschloss ze bréngen. Net ze vergiessen doniewent säi super Team, den Dokter Diederich, d'Madamm Huberty an den Här Misteri notamment. A wann ech elo kee wëll vergiessen, déi eng optimal Hëllef ginn hunn, an lech alleguerten als Membere vun der Kommissioun och en häerzleche Merci. Mir haten intensiv Diskussiounen, mä Dir hutt alleguerte matgemaach. Ech mengen, mir wëssen alleguerten, ëm wat et hei geet an dass dat Gesetz wichteg ass, trotzdeem dass een ëmmer ka Kritticken ubréngen an et kann een et jo och nach spéiderhi verbesseren.

Här President, e Land, wat wëllt modern sinn, innovativ a fuerschungswëlleg, brauch eng héichkaräteg Universitéit. Mir hunn elo 20 Joer gebraucht - 20 Joer! -, fir dëst wichtegt Gesetz zu engem Ofschloss ze bréngen, an dorëm geet et.

Här President, d'DP huet erkannt, dass sougutt d'Héichschoul wéi d'Innovatioun wéi och d'Fuerschung vital si fir d'zukünfteg Generatioune vu Lëtzebuerg, well si solle gutt ausgebilt, kompetent a staark sinn. Dofir soll Lëtzebuerg an deem Secteur eng Virreiderroll spillen. Et geet drëm, fir Talenter unzezéien. Dir wësst alleguerten déi Secteuren, wou mer wëllen extrem performant sinn. Et geet ëm ICT, et geet ëm molekular Biologie, et geet ëm Weltraumressourcen a mir wëllen no Qualitéit an Exzellenz striewen, fir dass mer eis am internationale Ranking ëmmer besser positionéieren.

Mir sinn elo bei de jonken Universitéiten, dat heescht, an dem Ranking vun den Universitéiten ënner 50 Joer, an dee gëtt jo vum „Times Higher Education" geféiert, do si mer op Plaz zwielef. Wann een international kuckt, an och sportlech an den Top Twenties, mengen ech, leie mer schonn op enger ganz gudder Plaz. Mä et geet drëm, dass mer dat viru verbesseren.

Et ass u sech eng Question d'honneur fir d'DP, dass mer alles maachen, fir en exzellenten, legale Kader ze schafen. Mir hu ganz vill Upassunge gemaach. Mir hunn dee ganze Kader optimiséiert, fir dass mer elo en exzellent Gesetz kréien.

Nom Gesetz vun 2003, wat jo d'Ufanksgesetz war, a wou mer u sech, wéi mer ëmmer hei zu Lëtzebuerg sinn, ganz virsiichteg waren, well et Neiland war, koum dat ganzt wichtegt Gesetz 2014 iwwert d'Centres de recherche publics an dat war och wichteg, dass dat du geholl ginn ass.

Madamm Hansen, et kann een driwwer diskutéieren, ob do wierklech sollt e Lach bliwwe sinn, am Timing, mä, ech mengen, dat Fuerschungsgesetz, dat war ganz wichteg. Wéi 2017 den definitiven neie Projet vum Minister Marc Hansen komm ass, dat huet sech u sech an enger Logik agereit. An, ech mengen, mir kucken elo no vir, an dat ass och gutt esou.

Et geet vill rieds hei iwwer Autonomie. D'Autonomie gëtt gestäerkt. Meng Virriedner hunn dat alleguerte schonn ënnerstrach. Et geet drëm, dat ass wichteg an international, op all Uni soll de Freigeist gestäerkt ginn. De Freigeist, de kritesche Geescht, dee Loscht huet, ze léieren, mä och Loscht huet, d'Saache kritesch ze begutachten - wat jo eng vun den Erausfuerderunge vun all Uni ass: „faire des têtes bien pleines, mais aussi des têtes bien faites", wou ee wierklech oppasst, wéi een un d'Saachen erugeet, an dat ass hei garantéiert ginn. Ech ginn net méi dorop an. Dir hutt dat alleguerte scho gutt beliicht.

Autonomie beinhaltet awer méi Eegeresponsabilitéit. Dat ass och ënnerstrach ginn. Eng intern méi gestrafften Opstellung, Visiounen, déi ganz kloer ëmrass sinn, wéi déi ganz organisationell Opstellung soll goen.

Wat ganz wichteg ass, an, ech mengen, wat eis alleguerte gefall huet an der Kommissioun, dat ass, dass ebe méi de Geescht vun der Participation démocratique oder Démocratie participative - mir streiden ëmmer iwwert déi Wierder, wéi se zesummegehéieren - nach gestäerkt gëtt, notamment mat de Studenten, notamment mam Personal, déi vill méi agebonne ginn. An, ech mengen, fir d'Wuelgefill vun der ganzer Universitéit ass dat positiv, well da fillt d'ganz Equipp sech besser a méi zesummen.

Här President, wie vun Autonomie schwätzt, schwätzt natierlech automatesch och vu Finanzen. Well et gëtt keng Autonomie, wann d'Finanzen net klappen. Ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen: Momentan ass et esou, dass all Joer 450 Millioune vun der Regierung an ënner wierklech och dem Opdriff vun dem Minister Marc Hansen an de ganze Secteur fléissen. Dat heescht, fir d'Studentebourssen, fir d'Universitéit a fir d'Fuerschungszentrum. Dat ass wierklech eng importent Zomm an dat ass e ganz wichtegen Invest. Well, ech mengen, an dësem Secteur kann een net vu Käschtepunkt schwätzen, et soll ee vun engem Invest schwätzen, engem Invest an d'Zukunft vun de jonke Leit, an d'Zukunft vun onsem Land. Well mir brauche se alleguerten, fir dat Land hei beschtméiglech..., an och vun anere Länner, wou se Responsabilitéit kréien, dass se do hire Mann oder hir Fra stellen, fir eng exzellent Gestioun vun hire Länner ze garantéieren. En Invest an d'Zukunft also, kee Käschtepunkt.

E lescht Wuert zum Budget pluriannuel. 1,45 Milliarden, wann ee sech dat op der Zong zergoe léisst, zwëschent 2018 an 2021. Do hu mer d'Contrats de performance um Secteur vun der Recherche, mir hunn d'Contrats d'établissement am Secteur vun der Uni selwer. Ech mengen, dat si wichteg Zommen, déi weisen, dass d'Regierung gewëllt ass, no vir ze goen. An de Minister Marc Hansen, ënnert der Égide vun der ganzer Regierung, huet eben déi Montanten duerchkritt. Dir wësst, dass ëmmer mam Finanzminister an all Land muss gekämpft ginn, fir esou Zommen ze féieren. Mä mir wëllen déi Uni no vir kréien. Mir wëllen déi Uni stäerken. An dofir ass dee Montant dat, wat mer op d'mannst brauchen. A wann dat esou virugeet an och déi gutt Resultater, déi mer geliwwert kréien, da ginn déi Zommen natierlech ugepasst.

300 Millioune méi wéi de Plang vu virdrun, dat si 25%. Ech mengen, dat éiert eis alleguerten zesummen, dass mer dat esou gesinn an dass mer dat virubréngen.

Dee ganze Projet hei, quitte dass, wéi dat bei all schwierege Projet zu Lëtzebuerg ass, heiansdo e bëssen Hickhack war - et ass nogebessert ginn, et ass ganz vill mat de Leit geschwat ginn, mir hu versicht, fir esou vill wéi méiglech d'Leit anzebannen. An do wollt ech och dem Minister Merci soen, well ech krut vu bausse gesot, dass wierklech extrem vill Gespréicher hei gelaf sinn. Dee ganze Projet geet also an déi richteg Richtung an ech bréngen hei mat Freed den Accord vun der DP.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz ass wuel eent vun deene wichtegsten an dëser Legislaturperiod, well mer mat dëser Reform d'Uni als en zentraalt Element vun der intellektueller an der kultureller Entwécklung vun eisem Land stäerken.

No ronn 15 Joer Existenz, déi duerch rasant a virun allem eng erfollegräich Entwécklung gekennzeechent ass, maache mer elo hei essenziell Ännerungen.

No enger éischter Phas, nenne mer se Startphas, sinn Upassungen néideg, fir der Uni ze erlaben, elo an eng Konsolidéierungsphas iwwergoen ze kënnen. Mat dësem Gesetz gëtt d'Autonomie vun der Héichschoul ausgebaut. Si kritt den néidege Fräiraum, fir sech am Beräich vun der Léier a virun allem och op dem héijen Niveau weider kënnen ze entwéckelen.

D'LSAP huet sech ëmmer fir eng eegestänneg Uni hei am Land ausgeschwat an och ëmmer dofir gekämpft. Mir Sozialiste gesinn d'Uni als eng Plaz fir de kritesche Meenungsaustausch, deen domadder wesentlech zur Weiderentwécklung vun eisem Land an och senge Matbierger bäidréit, an och, fir Lëtzebuerg als Wëssenschafts- a Fuerschungsstanduert op der Weltkaart fest ze verankeren.

An eisem Wahlprogramm vun 1999 hu mer schonn ausféierlech dozou Stellung geholl. Mir hu plädéiert, an ech zitéieren hei den deemolege Spriecher, de Ben Fayot, beim Debat vun 2003, wou mer d'Gesetz gestëmmt hunn: „(…) fir eng international Universitéit zu Lëtzebuerg, déi op sollt si fir Studente vu Lëtzebuerg a vun der ganzer Welt. (…) Mir hu plädéiert fir eng autonom funktionéierend Uni, an där sech Fuerschung an Enseignement géigesäiteg géifen inspiréieren, a mir hunn déi Spezialitéiten opgezielt, an deenen een an der Zesummenaarbecht mat den Universitéite vun der Grussregioun esou eng Universitéit schafe kéint. Schliisslech hu mer fir en dezentrale Modell plädéiert, dee lues a lues opgebaut an organesch wuesse soll."

Mat esou Iwwerleeungen hu mer eis ëmmer ganz kloer vun anere Parteien ofgegrenzt. D'DP zum Beispill ass an hiren deemolegen Aussoen, an ech sinn hei nach bei der Zäit virun 2003, ëmmer zimlech vag bliwwen.

D'CSV huet sech hirersäits bei der Schafung…

(Interruption)

…dovunner iwwerzeegt gewisen, datt d'Uni hir Roll an der wirtschaftlecher Entwécklung wäert spillen, dat virun allem um Niveau vun der ekonomescher Diversifizéierung.

Wahrscheinlech gouf dat deemools esou gesot, fir d'Gemidder ze berouegen, well d'Uni net vu jiddwerengem direkt gedroe war. Och hei muss ee soen: Et gouf net ëmmer eng eenheetlech Meenung. Och net an der CSV, well kee gerëngeren - an dorunner kann ech mech nach erënneren - wéi de laangjärege Statsminister Jean-Claude Juncker huet sech ëmmer vehement géint eng komplett Uni hei zu Lëtzebuerg gestäipt.

Fir eis ass d'Uni awer en Instrument, fir méi Chancëgläichheet ze schafen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- En huet sech awer herno iwwerzeege gelooss vum Géigendeel!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Wat gelift?

Mme Octavie Modert *(CSV).*- En huet sech awer vum Géigendeel iwwerzeege gelooss. Dofir ass d'Gesetz jo och du komm.

(Interruptions)

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Mir si jo och frou, dass Der haut d'Reform wäert matstëmmen.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wien ass si?

Une voix.- Jo, d'Madamm Bofferding!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, dat kléngt scho besser!

Une voix.- Jo. Ech hu se mam Numm genannt!

Une autre voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Okay. Wéi gesot, fir eis ass d'Uni ëmmer en Instrument, fir méi Chancëgläichheet ze schafen. Dëst, andeems eng Uni de jonke Leit eben erlaabt, hei am Land en Héichschoulofschloss ze absolvéieren.

Wéi d'Erfahrung aus deem leschten annerhallwe Jorzéngt weist, kommen eng ganz Rei Jonker eréischt op d'Iddi vu postsecondairë Studien, nodeems se iwwert de Wee vun der Uni gewuer gi sinn, wat d'Uni alles unzebidden huet, an dass dat och eppes fir si kéint sinn. An deem Sënn dréit d'Uni och konsequent dozou bäi, datt Lëtzebuerg d'Objektiver vun der Strategie „Europa 2020", déi doranner bestinn, datt an zwee Joer 66% vun der Bevëlkerung tëschent 30 a 34 Joer en Héichschouldiplom soll hunn, an dëst net nëmmen iwwert de Wee vun der Immigratioun.

Eng Uni ass fir eis fir d'Éischt awer och emol eng sozial a kulturell Noutwendegkeet, dann awer eng wëssenschaftlech an eng wirtschaftlech.

D'LSAP ënnerscheet sech och grondleeënd vun deenen, déi den direkte wirtschaftleche Gewënn vun enger Uni gesinn, also bei allem ëmmer en „return on invest" fuerderen. Als Sozialistin, mä virun allem och als Soziologin, kann ech nëmme soen, datt fir mech d'Grondlagefuerschung, also d'Schafung vu Wëssen an och d'Vermëttlung vun dësem Wëssen, virun enger reng wirtschaftlecher mat direkter praktescher Uwendung muss stoen.

Aus deene genannte Grënn iwwerrascht et also och net, dass d'LSAP, bei aller Iwwerzeegung vun enger Wichtegkeet ebe fir eng Uni fir eist Land, mam Gesetz 2003 net ganz glécklech war. Och d'Entwécklung vun der Uni an den éischte Joren hu mer kritesch gesinn, well dës nëmme mat enger zentraliséierter Top-down-Gouvernance konnt erreecht ginn an domadder wäit ewech vun engem participative Modell, engem Bottom-up, wéi mir eis e wënschen. Wann dëse System an den éischte Joren novollzéibar war, well et jo nach keng Uni gouf, esou mécht dat awer fir eis no 15 Joer Sënn, déi néideg Adaptatiounen ze maachen.

Ouni hei wëllen op déi wuel villfälteg Grënn anzegoen, firwat et an deene leschte Joren, annerhalleft Joer, Schwieregkeeten op der Uni gi sinn, kann een awer wuel soen, dass sécherlech zu engem groussen Deel d'Resultat vun deene Schwieregkeete wuel selwer am System läit. Déi extern Evaluatiounsrapporte weisen drop hin, dass d'Strukturen et am Moment net erlaben, fir eng transparent Meenungsbildung ze organiséieren. Déi vill, meeschtens ganz kritesch, awer bal ëmmer konstruktiv Stëmmen aus dem akademesche Milieu, déi sech an an no der sougenanntener Kris zu Wuert gemellt hunn, awer och elo an der Diskussioun ronderëm d'Reform, déi beweisen, dass et héich Zäit gëtt, fir um gesetzleche Plang eppes ze änneren.

„D'Administratioun vun der Uni Lëtzebuerg soll professionaliséiert ginn." Dat, Här President, sot den neie Recteur viru Kuerzem an enger Radiosemissioun. D'Uni misst méi transparent ginn an eng besser, och intern Kommunikatioun kréien. D'Uni wär laang als Start-up geréiert ginn, mä dat wier se haut net méi. Dofir misst d'Administratioun méi no un hire Clientë sinn, an dat wieren d'Studenten, d'Professeren an d'Chercheuren.

Prinzipiell kënne mir Sozialiste mat dësen Aussoen averstane sinn, och wann hien am Interview keng Detailer iwwert dës Aarbechtsmanéier ginn huet. Mä vläicht ergëtt dëst sech jo mam neie Gesetz, well et e bësse méi präziséiert gëtt. Mir hoffe just, dass den Ausdrock „Client" sech net dorobber bezitt, dass den neie Recteur d'Uni wéi eng Entreprise, sprécht wéi eng Post wëllt féieren. Mä dofir si mir jo als Legislateur do, fir de Kader fir déi zukünfteg Gouvernance ze setzen.

Wat de Projet de loi betrëfft, si mer frou, dass dësen nogebessert gouf. De Minister, dee war dialogbereet, hat ëmmer en oppent Ouer, an och an der zoustänneger Kommissioun hu mer vill diskutéiert an et gouf ganz vill geschafft. Duerfir wëll ech och elo nach dem Rapporteur felicitéiere fir seng zwee Rapporten, wou en och am Detail déi verschidden Ännerungen op eng ganz verständlech Manéier erkläert. Mäi sozialistesche Kolleeg, de Franz Fayot, dee wäert herno nach op eenzel Punkten agoen, déi an eisen Ae wichteg si fir d'Weiderentwécklung vun der Uni.



Wéi Der awer aus mengen Ausféierungen erkenne kënnt, ass fir d'LSAP d'Gouvernance an d'Matbestëmmung d'Käruleies. Mir hunn eis engagéiert, fir vun deem ufanks dach éischter entreprise-orientéierte Féierungsstil ewechzekommen, datt et bei de Pouvoiren eben zu enger neier Opdeelung soll kommen. Als Garant vun der akademescher Fräiheet muss d'Matbestëmmung vun allen Akteuren - an d'Betounung läit hei wierklech bei „vun allen Akteuren" - vun der Uni onbedéngt gestäerkt ginn.

De Conseil de gouvernance als rengt externt Gremium huet extrem vill Muecht. Hei konzentréiert sech de Gros vun de Pouvoiren. Zum Verglach: Op deenen aneren europäeschen Unien ass et Traditioun, datt d'Professere matschwätzen a matdecidéiere kënnen.

Hei zu Lëtzebuerg muss een awer feststellen, dass deene Leit, déi inhaltlech an och formal aus enger Uni iwwerhaapt eng Uni maachen, d'Proffen, d'Chercheuren an d'Studenten, dass deenen elementar demokratesch Matsproocherechter an der Gouvernance vun der Uni verweigert ginn.

Et ass deemno also héich Zäit ginn, dass mer dës Reform maachen, fir hei kënnen eben d'Gouvernance unzepassen, domadder eben ewech vun enger staark ausgeprägter Zentraliséierung hin zu enger méi partnerschaftlecher Gouvernance mat méi demokrateschen Entscheedungsprozesser.

Mir Sozialisten hunn eis och staarkgemaach, dass den Universitéitsrot, deen zwar weiderhin e consultatiivt Gremium bleift, awer Rechter bäikritt, fir esou méi Poids, also méi Géigegewiicht zum Rektorat an zum Conseil de gouvernance ze kréien.

De Conseil universitaire kritt also méi Afloss a ka seng eegen Dynamik entfalen. Duerfir ass et gutt, dass de Recteur och net méi d'office President vun dësem Gremium soll sinn.

Iewescht Organ bleift weiderhin de Conseil de gouvernance. A mir si frou, dass dësen duerch zwee proposéiert Membere vum Universitéitsrot an och dem President vun der Personaldelegatioun an dem President vun de Studenten (veuillez lire President vun der Studentendelegatioun) dann elo an Zukunft erweidert gëtt, dass si och Membere mat vollem Stëmmrecht wäerte ginn.

Doduerch ass d'Uni selwer am wichtegsten Organ representéiert. Gären hätte mer och gehat, dass bei der Opdeelung vun den Decisiounen tëschent dem Conseil de gouvernance an dem Conseil universitaire, en faveur vun dësem leschtgenannten, e bessere Reequilibrage komm wär. Mir hätten zum Beispill kee Problem domadder gehat, wann och de President vum Universitéitsrot Member vum Conseil de gouvernance gi wär.

De Kompromëss, dee mer awer elo fonnt hunn, gëtt op alle Fall dem Personal an de Studente méi Matsproocherecht an dësem Opsiichtsrot. Dat begréisse mer absolutt. Den interne Sozialdialog gëtt gestäerkt. Och eppes, wat insgesamt vun der Uni wéi vun der Personalvertriedung an och vum OGB-L begréisst gëtt.

An eisen Aen ass dat extrem wichteg, fir eben och esou en equilibréierte Mix ze kréien, well dëst, wéi gesot, soll an eisen Aen och eng Stäerkt vun dëser Uni sinn, déi mer natierlech absolutt ënnerstëtzen. An dofir, wéi gesot, wëlle mer hei nach eng Kéier soen, dass mer frou sinn, dass vereenzelt Nobesserunge komm sinn an dass mer hei konnten awer, an eisen Aen, e ganz gudde Kompromëss erzilen.

Dëst zu mengen Ausféierungen. An déi Reschtzäit ginn ech dann nach dem Kolleeg Franz Fayot, fir nach op weider Punkten anzegoen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Jo, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn nach eng ganz jonk Uni. Si kritt zwar elo schonn hiert zweet Gesetz, mä den internationale Standarden no ass se jonk. Dat wësse mer op d'mannst zënter dem Times Higher Education Ranking vun der viregter Woch iwwer jonk Unien, an deem Lëtzebuerg sech dëst Joer op der zwielefter Plaz placéiert. Bei dëse jonken Unien geet et ëm Unien ënner 50 Joer.

D'Uni Lëtzebuerg, wéi mer se kennen, gëtt et zënter 2003. Deem si ganz vill Debate virausgaangen. D'Madamm Bofferding huet elo nach eng Kéier drop higewisen: Bei hirer Grënnung hu vill Leit net esou richteg dru gegleeft, datt et kéint eppes ginn. Mä, wéi sou dacks bei contestéierte Projeten: Haut ass d'Uni net méi aus dem intellektuelle Liewe vu Lëtzebuerg ewechzedenken.

Si huet sech an de leschte 15 Joer etabléiert, eng gewësse Renommée kritt, wéi och de Ranking weist, an elo gëllt et, d'Strukture vun der Uni unzepassen. Et gëtt en neit Gesetz, quitte datt sech näischt Fundamentales soll änneren. Déi wesentlech Aspekter, dat gouf jo elo schonn hei duergeluecht, esou wéi 2003 fixéiert, solle bleiwen, alle virop den internationale Charakter, dee jo vu Studentesäit absolutt gelongen ass mat 57% net Lëtzebuerger Studenten, den enke Lien tëscht Enseignement a Recherche, och hei ervirzesträichen - fir d'Joer 2015/2016 si 600 Doktoranden op 6.000 Studenten ageschriwwe gewiescht -, d'Villsproochegkeet an d'Interdisziplinaritéit. Woubäi et bei der Villsproochegkeet e klenge Bemoll gëtt, ervirgestrach vum Michel Pauly an engem Fräie Mikro um Radio 100,7 an zwar deen, datt de Multilinguismus sech just op de Bachelor an de Master bezitt an de Risiko kéint bestoen, wéi dat aktuell schonn a verschiddene Fuerschungszentren de Fall ass, datt all Projet vun enger Thees misst op Englesch presentéiert ginn.

Den Haaptdréipunkt vun dësem neie Gesetz ass d'Stäerkung vun der Autonomie vun hiren Haaptorganer, och doriwwer ass elo scho vill gesot ginn, dem Conseil de gouvernance an dem Recteur.

Wéi de fréiere Rektor Rolf Tarrach et den 13. Januar 2018 an enger Tribün am „Lëtzebuerger Wort" geschriwwen huet, huet et der Uni bis ewell virun allem un organisatorescher Autonomie gefeelt. Dat soll mat dësem Projet behuewe ginn: De Conseil de gouvernance, also dat Organ, dat déi generell Politik a Strategie vun der Uni soll festleeën, kritt méi Pouvoiren a gëtt verstäerkt.

Absolutt begréissenswäert ass och fir ons Gréng de Fait, datt dat hei am Dialog mat den Akteuren um Terrain a virop der APUL, der Associatioun vun de Proffen, stattfonnt huet, a verschiddene vun hire Revendicatiounen am Projet Rechnung gedroe gouf.

Et dierf een awer net vergiessen, datt hei verschidden Interêten am Spill sinn. Jiddwer Akteur begréisst d'Verstäerkung vun der Autonomie, mä inwéifern de Conseil de gouvernance soll autonom si par rapport zu de Proffen an dem Personal vun der Uni, ass déi Fro, déi jo fir vill Opreegung gesuergt huet. Dës Opreegung koum vläicht grad, well d'Diskussioun ronderëm de Projet an eng Phas vun Onroue gefall ass, déi et virun e puer Méint op der Uni gouf, an déi weisen, datt Dialog an Transparenz wichteg Elementer am Liewe vun der Uni sinn. D'Uni dierf op kee Fall duerch Krise geréiert ginn, déi doduerch géife provozéiert ginn, datt de Conseil de gouvernance net géif op d'Enseignantë lauschteren, also op de Conseil universitaire, dat internt Organ vun der Uni, wann hien en Avis vum Conseil universitaire anhëlt, zum Beispill betreffend d'Ofschafe vun engem Centre disciplinaire oder bei Nominatiounen.

Natierlech gëtt et do déi ënnerschiddlechste Modeller am Ausland, vu komplett autogeréierten Universitéiten, also vun den Enseignantë geréiert, bis hin zu managerial gefouerten Institutiounen. Mir hunn e Mëttelwee gewielt: Eelef Membere gi vun der Regierung genannt, wouvun der fënnef Universitéitsproffe musse sinn, an déi aner eng Experienz a Kompetenz am Héichschoulsecteur oder an der Gestioun a Gouvernance mussen hunn. An och wichteg: Just 40% dierfen (Veuillez lire: Mindestens 40% mussen) dem ënnerrepresentéierte Sexe ugehéieren.

Datt d'Enseignanten e Wuert matzeschwätzen hunn, ass elementar. Wéi schreift de Professer Luc Heuschling a sengem Commentaire zum Projet de loi?: «Ce sont les professeurs, spécialistes en leur domaine, qui sont les mieux placés pour innover à la fois en recherche et en enseignement; dès lors, si la société veut au maximum tirer profit de la capacité d'innovation de ses enseignants-chercheurs, elle doit leur reconnaître, par un acte de confiance et par intérêt mûrement réfléchi, (...) un rôle (crucial, décisionnel) dans les choix stratégiques arrêtés au sein de l'université.»

Confiance, d'Vertrauen, ass e Wuert, wat am Kontext vun dësem Projet dacks erëmkënnt. An et ass schued, datt, wann ee mat de Vertrieder vun de Proffen diskutéiert, erauskléngt, si eng gewësse Mooss u Mësstrauen aus dem Projet erausgelies hunn. Dowéinst ass et jo positiv, datt de Conseil universitaire, dat Organ vun der Uni, an deem Enseignanten, Chercheuren a Verwaltungspersonal vertruede sinn, elo e

Recht drop huet, zwee Leit an de Conseil de gouvernance ze nennen. Dat war jo am ursprénglechen Text net virgesinn, dat ass schonn e puermol ervirgestrach ginn. An de President vun der Studentendelegatioun genee wéi de President vun der Personaldelegatioun sinn och d'office vertrueden.

D'Pouvoire vum Conseil de gouvernance sinn elo impressionnant, souwuel inhaltlecher Natur, wéi déi generell Ausriichtung vun der Uni, d'Strategie, d'Kreatioun, d'Erhalen oder d'Suppressioun vu Fakultéiten an interdisziplinären Zentren, souwéi personalpolitescher Natur mat wichtegen Nominatiounen wéi där vum Recteur, Vizerecteur, Doyenen, grad wéi d'Remuneratiounspolitik an och de Finanzvolet mat notamment dem net onwichtegen Aspekt vun de Frais d'inscription. Doséinst ass d'Decisioun doriwwer, wien an Zukunft an de Conseil de gouvernance kënnt, schonn eng iwwert d'Ausriichtung, déi ee sech fir dës Uni wënscht, an et wäert och an Zukunft ganz vill vun der Zesummesetzung vun dem Conseil de gouvernance ofhänken. E puer vun dësen Decisioune mussen awer nach vum Minister approuvéiert ginn.

Mir Gréng begréissen d'Usätz vun dësem Gesetzesprojet, mä mir hoffen awer, datt d'Uni als ëffentlech Institutioun weiderhin zwou fundamental Rolle wäert spillen: éischtens, eng Méiglechkeet, e breede Spektrum u Fächer a gudde Konditiounen ze studéieren, an och an engem breede Spektrum u Fächer Recherche ze bedreiwen, zweetens, fir jiddwer potenzielle Student zougänglech ze sinn.

Ech erkläre mech: Eng Rëtsch kritesch Téin aus dem Beräich vun de Kulturwëssenschafte fäerten déi ëmmer méi finanztechnesch Orientéierung vun der Uni. Den „return on invest" géif op der Uni ze vill eng wichteg Roll spillen, an et wier dacks méi schwiereg, fir dës Sparte méi Moyenen accordéiert ze kréien, dat misst méi beluecht gi wéi bei méi rentabele Filièren zum Beispill.

Eng Orientéierung reng an dës Richtung wär natierlech immens schued, well de Plus vun onser Uni läit net just an de Finanzwëssenschaften, mä ënner anerem och an der Geschicht, de Sproochen an der Philosophie. Ech erënneren an dësem Kontext och un d'Missiounen, déi d'Madamm Hansen schonn opgezielt huet, déi am Artikel 3 Paragraf 1. 3 vum Projet fixéiert sinn, an deem och virgesinn ass, datt d'Uni sech nieft dem ekonomeschen och um sozialen a kulturellen Developpement vu Lëtzebuerg bedeelege soll. Den Accent op d'Kulturwëssenschaften ass néideg, fir dëser Aufgab gerecht ze ginn.

Den zweete Punkt betrëfft d'Aschreiwungskäschten. Ech hu vun Diskussiounen héieren, fir d'Aschreiwungsfraise fir eenzel Studiegäng konsequent eropzesetzen. Dat ass fir eng jonk Uni schonn e gewote Schratt, mä virun allem géif et riskéieren, en delikate Präzedenzfall ze schafen. Et kann een d'Iwwerleeunge verstoen. Och aner Unien, virop an den USA an a Groussbritannien, mä ëmmer méi och an Europa, hunn horrend Aschreiwungsgebüren. Mä ons Uni ass en Établissement public, deen zolidd vum Stat ënnerstëtzt gëtt, an d'Aschreiwungsgebüren dierfen an onsen Ae keng Hürd fir Studente mat manner Moyenen duerstellen.

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- All Student muss kënne finanziell d'Méiglechkeet hunn, hei am Land seng Studien ze maachen. Mat engem aktuelle Stand tëschent 200 a 400 Euro d'Semester ass dat méiglech. Wann do eng Null méi derhannert stéing, wier de fräien Accès op d'Uni net méi ginn.

D'Kompetenz, fir d'Fraise festzeleeën, läit elo beim Conseil de gouvernance, muss awer vum Minister approuvéiert ginn. Et bleift ze hoffen, datt dës Fraise fir jiddwereen accessibel bleiwen. Et gi scho genuch Barrièren am Liewe vun engem Schüler, fir de Wee op d'Uni ze fannen, finanzieller soll et an onsem Lëtzebuerg net ginn.

Vu déi verschidde Suergen, déi mat dësem Gesetz verbonne sinn, ass et och gutt, datt weiderhin eng extern Evaluatioun am Véierjoresrhythmus virgesinn ass, déi den Enseignement an d'Recherche, d'Zentralverwaltung an déi intern Organisatioun soll kucken.

Mat där Remark wëll ech meng Interventioun op en Enn bréngen. Ech soen och dem Rapporteur nach emol Merci fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt nëmme ganz kuerz Stellung huelen. Mir sinn absolutt fir d'Onofhängegkeet vun der Universitéit Lëtzebuerg a begréissen déi Strukturen, déi hei en place gesat ginn a wäerten dat Gesetz als ADR och matstëmmen.

Ech muss mech allerdéngs wonneren, wann als Grondsaz vum Projet gesot gëtt: „Mir halen héich d'Fräiheet vun de Gedanken, d'Fräiheet vun der Fuerschung, d'Fräiheet vun der Léier, déi soll fräi si vun alle politeschen, ekonomeschen, reliéisen an ideologeschen Emprisen" - ech iwwersetzen dat emol mat „Bevormundungen" -, datt da grad an esou engem Text en onsääglechen Délégué au genre genannt gëtt an datt an esou engem Text Quoten agefouert ginn, wou an engem Conseil de gouvernance 13 Leit sinn, vun deenen da 40% mussen engem spezielle Sexe ugehéieren. Dat ass de Contraire vu Fräiheet, dat ass de Contraire vu Qualitéit, dat ass de Contraire vun deem, wat mir fir richteg fannen. De Conseil universitaire kann zwee Leit an dee Conseil de gouvernance nennen, dovunner muss deen ee mat an deen aneren ouni Schniedel sinn.

Mir fannen esou eppes net richteg, mä trotzdeem fanne mer d'Strukture vun der Uni richteg, an duerfir stëmme mer dat Gesetz trotz dëse prinzipielle Gedanke mat.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Als Alleréischt wëll ech mech entschëllegen, datt ech zu dësem effektiv ganz wichtege Gesetz just ganz sommaire intervenéieren. Eigentlech sollt mäi Kolleeg, den David Wagner, dozou Stellung huelen, dat ass him leider net méiglech gewiescht, an ech wënschen him vun hei op jidde Fall eng gutt Besserung.

Wat een zu dësem Gesetz soe muss, ass, datt eng vun deenen zentrale Froen an eisen Aen awer nach ëmmer net gekläert ass, näämlech, wat dann déi gesellschaftlech Roll, déi gesellschaftlech Aufgab vun där Universitéit soll sinn. Ass et e Mëttel zum Zweck vun ekonomeschen Interessen, ekonomeschen Aktivitéiten? Oder ass et eng Institutioun vu Wëssensschafung a Wëssensvermëttlung?

Ech hunn dem Rapporteur intensiv nogelauschtert an ech hunn awer och scho gläich a sengen éischte Sätz ganz staark e Penchant zu deem Éischten héieren, näämlech datt et ganz vill géif drëm goen, den Esprit d'entreprise ze schäerfen, datt et zur wirtschaftlecher Kompetitivitéit géif bäidroen, wat alles sécherlech Elementer si vun der Aufgab vun enger Universitéit, esou wéi mir eis se virstellen, awer sech op kee Fall dorobber beschränke kann.

An ech mengen, datt dëse Projet, och wann en duerchaus verschidde fortschréttlech Akzenter setze kann, awer nach ëmmer verhaft bleift an enger fundamental liberaler Orientéierung, déi ganz utilitaristesch geduecht ass. An d'Madamm Tanson huet virdru scho gesot, datt et duerchaus bei ganz vill Sparte berechtegt Kriticke gëtt, datt d'Orientéierung un der Wirtschaftlechkeet, um „return on invest", ganz staark a bestëmmte Beräicher priméiert virun deem, wat eigentlech d'Mission publique misst sinn a wat och d'Fräiheet vun der akademescher Fuerschung misst duerstellen.

A wann een dann natierlech mat där liberaler Ancréierung eng Universitéit zum Deel wéi e Betrib, e privatwirtschaftleche Betrib geréiert, da stellt dat eis natierlech virun eng ganz Rëtsch Problemer, och Problemer vun der Aart a Weis, wéi se geréiert gëtt. An der Vergaangenheet ass et eng ganz staark Zentraliséierung gi mat enger Top-down-Decisiounsfannung, an dat ass och mat dësem Projet an dëse punktuelle Verbesserungen net prinzipiell aus dem Wee geraumt. Mir mengen, datt den Universitéitsrot nach ëmmer net dat Géigegewiicht zum Conseil de gouvernance duerstellt, wéi dat eigentlech misst sinn, an duerfir d'Matbestëmmung - och wann et ganz kleng Fortschrëtter gëtt - wierklech nach hannert deem zréckläit, wat ee sech eigentlech vun enger Universitéit misst erwaarden.

An duerfir wäerte mir eis och bei dësem Projet enthalen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, 1991 hunn ech mäin éischt Joer Droit gemaach, deemools um Centre universitaire. Ech hat deemools en Noexamen am Droit constitutionnel an an der Makroekonomie. Makroekonomie, dat war beim Michel Wurth, deen deemools Finanzdirekter bei der ARBED war. Et huet mech net ofgehalen, 20 Joer duerno da Budgetsrapporteur ze ginn hei an der Chamber. Et huet mech och net ofgehalen, Member ze gi vun der Constitutiounskommissioun. Dat sinn also tardif, awer flott Revanchen op mäin deemools e bëssen, jo, net esou super Curriculum am éischte Joer Droit.

Ech zielen dat, well u sech de Centre universitaire deemools keng schlecht Schoul war, mä de Corps enseignant war zesummegestallt vu Leit aus der Privatwirtschaft, vun héije Beamten, Affekoten, Lycéesproffen an e puer franséischen Uniproffen.

Tëscht 2001 an 2006 war ech du selwer TDs-Chargé am éischte Joer Droit, an ech hunn deemools déi Transitioun matgemaach vun dem Centre universitaire eriwwer op d'Uni Lëtzebuerg, also vun deem Nukleus vun enger Uni, dee jo selwer aus där Ofschafung vun der Collation des grades erausgaange war 1969, op eng richteg Universitéit nom Gesetz vun 2003. An ech ka soen, dass déi Transitioun rasant war, impressionnant, an dorauser déi wierklech scho staark Uni erausgaangen ass, déi mer haut hunn, déi sech ganz schnell professionaliséiert huet an entwéckelt huet a bal alle Beräicher.

Här President, d'Taina Bofferding huet schonn op den Historique vun der politescher Diskussioun 2003 higewisen. Mä ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, dass et fir meng Partei ëmmer eng Evidenz war, dass mer eng Uni hei am Land bräichten, well mir eis och als klengt Land eis eegen intellektuell Instrumenter musse ginn, fir eis Problemer ze léisen.

D'Uni ass wichteg aus all deene Grënn, déi d'Taina Bofferding, d'Sam Tanson an och de Rapporteur, deem ech gär Merci soe fir säi gudde Rapport, scho genannt hunn. Mä et gëtt nach e weidere Grond, firwat déi Uni fir eist Land esou wichteg ass. D'Uni Lëtzebuerg ass en ëffentlechen Déngscht a si soll dofir och den éischten Uspriechpartner vun der Politik insgesamt ginn. Dat ass e Reflex, dee mer nach net ëmmer hunn. Et ass e Reflex, op dee mer higewise gi sinn duerch déi Initiativ vum FNR mam „Pairing Scheme", wou mer eis, mengen ech, alleguerte bewosst gi sinn - oder déi Kolleegen, déi do matgemaach hunn -, wat de Räichtum ass vun eiser akademescher Zeen, wat déi méiglech Ressourcë si fir d'Politik.

Lëtzebuerg huet eng ganz Rei Problemer hannert der Fassad vum Wuelstand, zum Beispill d'Wunnengspolitik, d'sozial Kohäsioun, d'Schoul- an d'Sproochesituatioun, d'Digitaliséierung a villes méi. Gëschter hu mer iwwer Saache geschwat wéi de Plazverweis. Mir schwätze vill iwwert de Wuesstem hei am Land. An iwwer all déi Froe gëtt gefuerscht, och bei eis. An ech woen ze behaapten, dass mer déi Diskussiounen - an ech schléisse mech do sécher net aus - net ëmmer op deem leschten Zoustand vun der Wëssenschaft féieren, an ech mengen, dass et do utile wär, wa mer als Politiker d'Uni géife méi à contribution zéien.

Här President, wa mir als LSAP ee klenge Regret hunn an der Aart a Weis, wéi dëst Gesetz ausgeschafft ginn ass, dann ass et, dass am Virfeld wuel consultéiert ginn ass vum Minister a vu senge Leit, mä dass een u sech net dee breede grondsätzlechen Debat hei hat, mat allen direkt Concernéierten, ob dat Enseignantë waren, Chercheuren, Personal, Studenten, awer och mat der Zivillgesellschaft, iwwert d'Lëtzebuerger Héichschoul. Dat ass net an där Breet gefouert ginn, wéi een dat vläicht hätt kënne maachen.

An deem Kontext hätt ee sech kënne virstellen, fundamental Froen iwwert d'Ausriichtung an d'Funktiounsweis ze diskutéieren, a probéieren, op déi spannend Fro ze äntwerten: Wéi eng Uni wëlle mer iwwerhaapt an dësem Land, elo, 15 Joer nodeems mer se agefouert hunn? Elo gëtt sech ganz vill mat Strukturchangementer befaasst, déi an eisen Aen absolutt noutwendeg sinn, an trotzdeem vermësse mer eben déi Diskussioun an eng Ausso iwwer eng Visioun zur Lëtzebuerger Héichschoulpolitik.

An deem Kontext hätt een dann och déi Diskussioun zum Beispill iwwert d'„medical school" gefouert, wou ech effektiv der Meenung sinn, a meng Partei och, dass een u sech à moyen terme net derlaanschtkënnt, eng vollstänneg „medical school" bei eis am Land ze kréien. Esou eng Offer gëtt ëmmer méi wichteg, well déi auslännesch Unien ëmmer méi streng gi bei der Zouloossung vu frieme Studenten. A fir d'Ofsécherung vun onser medezinnescher Versuergung a fir d'Entwécklung vun der medezinnescher Fuerschung zu Lëtzebuerg à terme ass esou eng „medical school" absolutt noutwendeg.

Här President, an de Wochen a Méint nom Depôt vum Projet sinn dann eng Rei interessant Avisen erakomm vun de Chambre-professionnellen, et ass schonn drop higewise ginn, besonnesch vun der Chambre des Salariés a vum OGB-L. Och vun der Uni selwer koumen eng Rei wichteg Bäiträg wéi déi vum Conseil universitaire vum Professer Heuschling, deen och schonn zitéiert ginn ass, a vun der APUL. An och de Recteur Tarrach huet sech zu Wuert gemellt iwwert d'Press. Et war also eng Diskussioun, déi sech an der Suite vum Dossier relativ gutt entwéckelt huet an déi, mengen ech, néideg a wichteg war.

Meng Partei hat eng Rei Entrevuë mam OGB-L, mat der Délégation du personnel, och mat enger Partie Professere vun der Uni. Mir haten och Entrevuë mam Minister Marc Hansen a mir haten och gutt Diskussiounen an der Chamberskommissioun, Diskussiounen, wou mer verschidde Punkten an der Gesetzesvirlag diskutéiert hunn a probéiert hunn ze amendéieren. Verschiddener sinn effektiv amendéiert ginn, anerer net. Mä ech mengen, dat war eng gutt an eng konstruktiv Aarbecht, iwwert déi mir op alle Fall als LSAP ganz zefridde waren.

Ee wesentleche Punkt, deen ass och schonn e puermol hei beschwat ginn, dat ass dee vun der Autonomie vun der Uni. D'Autonomie ass d'Basis vun der intellektueller Onofhängegkeet. An ech mengen, et ass net contestéiert, dass d'Qualitéit vun der Aarbecht vun enger Uni eropgeet mam Degré vun der Autonomie op där Uni.

D'Uni Lëtzebuerg gëtt an der Haaptsaach vum Stat finanzéiert, deen doriwwer eraus Méijorespläng mat der Uni ofschléisst. De Finanzement iwwert de Statsbudget ass u sech e politeschen Akt. Soulaang, wéi d'Relatiounen tëschent Uni a Stat gutt sinn, a wou och dat néidegt Geld do ass, stellt sech kee Problem. Mä d'Institutioune vun der Uni mussen esou gutt sinn, d'Contre-pouvoire mussen esou fonctionnéieren, dass och emol Konflikter mam Stat kënnen ausgedroe ginn, wou d'Interesse vun der Uni dann ofzeséchere sinn. Et huet missen zu engem Reequilibrage vum Entscheedungspouvoir kommen.

Déi zentraliséiert Struktur an de relativen Desequiliber vu Pouvoire war an ass d'Haaptcharakteristik vun der Uni Lëtzebuerg. D'Orientéierung, déi, wéi jo schonn eng Kéier gesot ginn ass, vläicht an den éischte Joren no der Kreatioun wichteg a richteg war, muss elo ugepasst ginn, fir den Ufuerderunge vun enger moderner ëffentlecher Uni gerecht ze ginn a Feeler a Mëssgeschécker aus der Vergaangenheet ze evitéieren.

Här President, d'Uni Lëtzebuerg huet eng Structure facultaire, mä d'Nimm vun de Fakultéite ginn elo net méi am Gesetz festgeluecht, fir ebe méi flexibel an der Zukunft ze sinn. Dat ass e Stéck ewech vun der Logik vun 2003. Déi Struktur gëtt och opgeweecht duerch déi Centres interdisciplinaires, déi mer schonn hunn a wou d'Zuel elo vun dräi op sechs eropgesat gëtt. Mir sinn d'accord mat där Weiderentwécklung, verstinn net komplett d'Zuel vu sechs, mä kënnen awer domadder averstane sinn. Mir gesinn haut, dass déi Centres interdisciplinaires u sech e gudde Modell sinn, en nëtzleche Modell an enger Zäit, wou d'Wëssen net méi a präzis Kategorien agedeelt ka ginn, an déi besteeënd Centres interdisciplinaires, sief dat den SnT, den LCSB oder och de CCDH, dee viru Kuerzem geschaaft ginn ass, den Centre for Contemporary and Digital History, si Success Stories. Och de CCDH, bei deem d'Digitalisatioun zesumme mat der historescher Fuerschung geet, schafft gutt, mécht eng exzellent Aarbecht fir eng modern an oppe Geschichtsfuerschung ronderëm den Zweete Weltkrich, awer och ëm méi rezent Tranchë vun eiser Geschicht a bezitt d'Digitaliséierung an d'Aarbecht mat an.

Et gëtt nach eng ganz Rei aner positiv Aspekter an deem neie Gesetz. Mir begréissen dobäi ganz ausdrécklech alles, wat déi intern Promotioun vum Personal betrëfft. Selbstverständlech gëtt de gréissten Deel vun den akademesche Plaze wéi bis elo international ausgeschriwwen an un déi Kandidate mat de beschten Dossiere verginn, egal wou se hierkommen. Wann dat exklusiv esou gehandhabt gëtt, ass den Desavantage dobäi, dass dat eegent Gewächs vun der Uni da keng Chance huet. Dofir goufen déi sougenannt Promotions internes geschafen, fir verschiddene Kategorië vu wëssenschaftlechem Personal hei Rechnung ze droen, an zwar fir 25% vun de Posten niewent deem sougenannten „tenure track" ze erlaben, no enger Zäit iwwer eng Evaluatioun vun der Aarbecht eng Pretitularisatioun ze kréien.

Mat der Chambre des Salariés wëll ech virun zwou Gefore beim Personal warnen an och domadder hei zu engem Schluss kommen. Déi eng ass d'Prekariat vun de Fuerscher a besonnesch vu jonken Enseignanten a Postdoktoranden op der Uni, eppes, wat och schonns vun auslänneschen Evaluateure virbruecht gouf an

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

eppes, wat ech schonn e puermol hei an der Vergaangenheet gesot hunn. Déi Situatioun, déi mer haut op der Uni hunn, wou d'Leit CD-Den enchaînéieren oder alternéiere mat de Centre-de-recherchen an net richteg Fouss faassen am Liewen doduerch, ass keng gutt Situatioun. An dat ass eng, iwwert déi mer wierklech sollten nodenken.

Déi aner Gefor ass d'Gefor vun der Privatiséierung vun der Fuerschung iwwert de Wee vu Sharen, déi vu Firme finanzéiert ginn. D'Chambre des Salariés proposéiert hei eng Mutualiséierung vu privaten Apporten, déi dann objektiv verdeelt kënne ginn.

(Interruption par la présidence)

Et ass eng gutt Approche, iwwert déi mer och menger Meenung no sollten nodenken. Dat gesot, kann ech mech net erënneren, ob d'Madamm Bofferding schonn den Accord vun der Fraktioun ginn huet. Wa se dat net gemaach huet, da maachen ech dat elo a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A leschte Riedner ass den Här Alexander Krieps.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här President.

(Interruption)

Ech wäert versichen, mech net opzereegen hei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hëllefen Iech.

(Brouhaha)

M. Alexander Krieps *(DP).*- Wat? Neen, neen. Dat maachen ech selwer. Jo.

(Brouhaha)

Hei ass en Extrait aus menger Ried vun 2003. Ech hat de Privileg, säit 1999 hei an deem Haus ze sinn, wou keng politesch Partei d'Uni Lëtzebuerg am Wahlprogramm 1999 hat, net eng eenzeg. Genau wéi och keng politesch Partei deemools den Tram am Wahlprogramm hat.

Éischtens, den Här President, dee seet, dat war deemools net den Här Di Bartolomeo, well deen hat mech op der Säit dräi eng Kéier ënnerbrach, mä dat war en aneren...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war mäi Koseng.

M. Alexander Krieps *(DP).*- ... mä ech wäert alles gemaach hunn, fir dass Der mech géift ënnerbriechen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war mäi Koseng.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Deemools war d'sozialistesch Aarbechterpartei an der Oppositioun. D'Madamm Minister war d'Madamm Hennicot, d'Rapportrice d'Madamm Nelly Stein. An do waren zwee Leit am Ministère - entre autres den Här Dondelinger -, déi ganz vill un dësem Gesetz geschafft hunn.

Mäi Saz ass deemools ugaang: „Dir Dammen an Dir Hären, genau wéi meng Fraktiounskolleegen" - dat war den éischte Saz - „vun der demokratescher Fraktioun (...) deelen ech déi pessimistesch Approche vun der sozialistescher Dagespress vun haut ganz a guer net", hunn ech deemools gesot. „Dës Gesetzgebung, dat ass de Moien e puermol gesot ginn" - do hate mer e ganzen Dag en Debat - „wäert héchstwahrscheinlech eng vun deene wichtegste vun dëser Legislaturperiod bleiwen." Esou ass mäi Saz ugaang. „All Hoerspläckerei hätt ons nach 100 Joer kascht, bis mer ukomm wären." Ech liesen hei ee Saz nom aneren. „Verschidde Virriedner hunn et de Moien natierlech erëm fäerdegbruecht, zugläich dergéint an derfir ze sinn." Dat gëtt et jo méi oft hei am Haus. An da soen ech, do luewen ech d'Madamm Hennicot. Dat ass mer net oft virkomm, hein.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Alexander Krieps *(DP).*- Dat war guer net vill. An ech hunn och deemools scho gesot: „D'Kommissioun selwer huet an engem ganz gudden iwwerparteileche Geescht un deem heite Projet vill Aarbecht geleescht."

(Interruption)

Jo. An do hate mer nach eng laang Diskussioun, well mer hate keng Zäit virdrun - an ech zitéieren erëm: „fir déi besteeënd Strukturen an déi connectéiert Strukturen e Funktiounsaudit ze maachen."

An da geet et virun, dat ass nach méi interessant: „Prinzipiell deelt d'Demokratesch Partei och net d'Meenung vun der Europäescher Kommissioun," - an do war den Här Juncker nach net do - „dass d'Héichschoulerzéiung eng gesellschaftlech Leeschtung wär, eng Déngschtleeschtung wéi all aner, an dass de Student nëmmen e Konsument wär." Dat hunn ech deemools gesot. „Dee finanziellen Zougang zu der Héichschoulausbildung soll fir e Student nom Meritt an net nom Geld gëllen, hein, geséchert bleiwen. A wéi aner Virriedner de Moie scho gesot hunn, schénge mer 20% vun de Recettë vun der Uni Lëtzebuerg wat d'Aschreiwungen ubelaangt, wéi d'Note financière dat ausweist, vill ze héich ze sinn."

Ech weess net, wéi dat haut wär, da géift Der net vill ëmrappen op der Uni, hein, deemools war dat näämlech an der Note financière ausgewisen, dass 20% vun de Recettë vun der Äschreiwung komme sollten.

An dann hat ech och nach derbäigesot, well net all Student op der Luxembourg School of Finance wär, deemools, déi hätte misse méi bezuelen: „Mir wëllen hei kloergestallt hunn, dass dëst eng ëffentlech Uni ass an net eng privat Uni."

Dat hunn ech hei am éischte Saz gesot. Ech erspueren Iech e puer Tëschesätz. Et war eng Diskussioun, well mer op der Uni geierft haten: den IST, den ISERP, de LIASIT an ech nenne se net all, wéi déi integréiert géife ginn. An do hat ech nach gesot, ech wier e Fan vun der vertikaler Integratioun an net fir eng horizontal Integratioun. Dat gëtt et néierens. Dat gëtt et weder an der Autosindustrie nach an de Spideeler. Néierens gëtt et eng horizontal Integratioun.

Wat awer och nach gutt war: Wéi d'Leit nominéiert géife ginn op déi Uni. Et gëtt ëmmer beklot, et wären net ze vill Lëtzebuerger do als Proff oder hei an do. Mech huet dat ni gestéiert, well ech sinn och e Baaschtert, meng Mamm war Brittin. Dat heescht, wa mer ze vill ons Lëtzebuerger huelen hei an do oder wa se haaptsächlech d'Politesch-Partei-Opnamexame packen, dat géif eng Inzuchtsituatioun ginn. An ech hat och nach gesot, mir sollten net vergiessen, mir wären nëmmen eng vu 4.000 Héichschoulen an Europa. Eng vu 4.000!

An da war eng ganz interessant Déngen, déi ass am Fong ni opgegraff ginn, de Michel Pauly huet déi am „forum" viru 15 oder bal 15 Joer opgegraff, d'organesch Relatioun tëschent der Uni Lëtzebuerg, de Centres de recherche publics an dem Fonds national de la recherche, well déizäit war och an Däitschland eng Debatt, ob d'Max-Planck-Instituter sollten onofhängeg virubestoen oder den Unien ënnerbreet ginn. A Frankräich mam INSERM war dat dat nämlecht.

An dann hat ech och nach gesot, nodeem dass den Här Di Bartolomeo mech ënnerbrach hat,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat hat ech da gesot?

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, dat steet leider net hei, Dir hat de Mikro net ugemaach. Mä, dat war awer gentil!

(Hilarité et brouhaha)

Dir misst et maache wéi verschidde Kolleege vun der CSV: Dir musst fir d'Éischt op de Mikro drécken, da kënnt et an den Text.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn an deene leschte fënnef Joer vill bäigeléiert.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, jo.

(Hilarité)

Mir zwee, och wann ech elo al sinn, mä ech behalen e laange Verhalt, well ech huele jo sechs Pëlle moies a fënnef owes, dann...

(Brouhaha)

Ech maachen och keng Reklamm fir d'Pharmaindustrie, mä maacht dat och an Zukunft!

Da liesen ech mäi leschte Saz vun deemools. Also, ech hunn Iech Der vill net gelies. „An eiser Multikulti-Gesellschaft, wou mer bis elo méi multi wéi kulti hunn, ass et ouni Zweifel sécher, dass d'Uni Lëtzebuerg zu engem besseren Zesummeliewen an onser Gesellschaft bäidroe wäert. Leschtlech wënsche mer all deene Verantwortlechen, ugefaange bei de politesche Verantwortlechen," (veuillez lire: bei der Ministesch Hennicot an hire Mataarbechter,) „déi notwendeg Ausféierungsbestëmmunge glécklech an haaptsächlech kloer ze faassen."

Mä mer sinn nach ëmmer, 15 Joer duerno hu mer nach...! Et ass gutt, dass ech hei ophalen, well soss mellen ech mech an d'Héichschoulkommissioun.

Merci.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci villmools. An domat ass den allgemengen Debat ofgeschloss. An den Héichschoulminister, den Här Marc Hansen, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, léif Deputéiert alleguerten, ech si frou, dass mer esou eng konstruktiv Debatt haten. Net nëmmen an der Chamberskommissioun, mä ech mengen och haut ronderëm alleguerten d'Bänken ass vill iwwert d'Universitéit geschwat ginn an och vill positiv geschwat ginn, wat se och verdéngt huet.

Ech géif ufänken, fir och dem Rapporteur Merci ze soen, dem André Bauler, fir säi Rapport, deen e gemaach huet haut, dee ganz ausféierlech war, deen eis alleguerten e bëssen erspuert huet, op d'Detailer anzegoen. An dee schréftlechen, deen ass gradesou komplett, an hien huet dat natierlech och perfekt op déi Aart a Weis eis alleguerten zur Verfügung gesat.

D'Roll vun der Universitéit hautzudaags ass ënnerstrach gi vun deem engen oder anere Riedner. D'Universitéit hei zu Lëtzebuerg huet eng enorm Wichtegkeet a se gëtt vläicht och ganz dacks, an do ginn ech dem Franz Fayot recht, ganz dacks vergiess, vun eis alleguerten, awer och der Gesellschaft, oder deene Leit, déi och do aktiv ginn, fir och do vläicht sech emol heiansdo mat deem engen oder aneren zesummenzesetzen an da sech op wëssenschaftlech Fakten ze baséieren, fir da seng Argumenter auszeféieren. Dat géif eis, mengen ech, an enger Gesellschaft, wou mer hautzudaags sinn, gutt zu Gesiicht stoen, fir eis och heiansdo méi op Fakten ze beruffen.

Ech géif och dofir nach e puer där Fakten am Ufank wëllen an d'Diskussioun awer ginn, fir och de Punkt ze maachen, ier dat neit Gesetz da gestëmmt soll ginn, wou mer dann och hautzudaags mat der Uni dostinn.

Mir hunn, nieft deenen dräi Fakultéiten, déi dräi Centre-interdisciplinairen, wou dee leschten de sougenannten Institut fir Zäitgeschicht ass. An do vläicht direkt awer och eng Remark fir d'honorabel Deputéiert Hansen iwwert deen Institut fir Zäitgeschicht, déi sech gefrot huet, wéi deen dann zustane komm wär, an dass se déi eng oder aner Fro doriwwer géif stellen.

Ech géif Iech awer uroden, Madamm Hansen, fir och eng Kéier bei Äre Virgänger nozefroen, wéi et dann deemools zu deem zweeten an deem anere Centre interdisciplinaire koum, dem LCSB, wéi deen deemools op de Wee bruecht ginn ass, an ob do de politesche Wëllen net och ganz wichteg war, fir dee Beräich hei zu Lëtzebuerg ze etabléieren.

Awer dat, wat wichteg ass an Ärem Saz, an dofir soen ech dat och: D'Resultat ass dat, wat zielt. Dir an ech, mir si frou, dass deen LCSB do ass. Dee fuerscht näämlech exzellent. An ech sinn och frou, dass et deen Institut fir Zäitgeschicht gëtt, well dee mécht genee datselwecht. An an där kuerzer Zäit, wou en do ass, huet e ganz vill scho beweegt. An ech sinn och dovunner iwwerzeegt, dass en dat och an deenen nächste Jore wäert maachen.

Et gëtt eelef Unité-de-recherchen, 13 Programme-d'étuden, déi bei de Bachelor féieren, 41 bei de Master, 15 Formations qualifiantes a Formation continue a véier École-doctorallen.

E puer Zuelen aus der Année académique 2017-2018: Et si 6.366 Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg sinn, aus 110 verschiddenen Nationalitéiten. Dovunner sinn 2.866 Lëtzebuerger, 45% also. 2.850 hunn d'Nationalitéit aus engem vun deenen anere Länner aus der EU, dat si 44%. Dat sinn awer dann och ganz dacks Residenten. An da sinn 10%, also 650 Studenten, déi komme vun anere Plazen op der Welt op d'Uni Lëtzebuerg.

1.660 Studente sinn op der Faculté des sciences, de la technologie et de la communication, 2.491 op der Faculté de droit, d'économie et de finance an 2.215 op der Faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences de l'éducation. Dat ass d'Opdeelung, wéi de Stand hautzudaags ass. An déi kennen alleguerte mat de Centre-interdisciplinairen eng formidabel Entwécklung. Déi verschidde Rankinge sinn och hei vun de Virriedner ernimmt ginn. An dat ass, mengen ech, och e Meritt vun deem ganze Land a vun all deene Leit, déi och an der Vergaangenheet d'Decisioun geholl hunn, fir esou eng Uni hei ze kreéieren.

2006 hu 450 Leit op der Universitéit geschafft, am Moment sinn et der ronn 1.825. D'Moyenen, déi d'Universitéit vum Stat kritt, déi sinn och deementspriechend an d'Luucht gaangen. Zum Beispill 2006, fir dat Joer eng Kéier erauszepicken, goufen et 48 Milliounen Euro Dotatioun. A mir sinn elo bei 176,5 Milliounen Euro. Dat ass also impressionnant, wat de Stat hei zur Verfügung stellt!

Dir wësst et, et gëtt d'Contrats d'établissement, déi déi véierjäreg finanziell Dotatioun vum Stat begleet. Do gëtt et och Indicateuren, wat d'Uni am Fong ze leeschten huet. Déi gëtt et a verschiddene Secteuren. Et sinn Indicateuren, wat d'Publikatiounen an d'Zitatiounen ugeet. Et gëtt och Indicateuren, wat d'Diplomer ugeet. An natierlech och esouer vu struktureller Natur, wéi zum Beispill eng Charte pédagogique, den Tutorat oder och d'Mobilitéit. A wann ech scho bei der Mobilitéit sinn: Ech mengen, dat ass och e wichtege Punkt vun der Universitéit a vun de Studenten, déi do ageschriwwe sinn.

Den aktuelle Kontrakt, dat wësst Der, dee mer ënnerschriwwen hu mat der Universitéit, dee geet vun 2018 bis 2021. Et si 766 Milliounen Euro doranner virgesinn. Dat sinn 30% méi wéi an deem leschte Contrat d'établissement an dat ass natierlech och ganz substanziell.

Ee Wuert, well dat och kuerz vun den Orateuren hei ernimmt ginn ass, iwwert de Financement tiers oder dat, wat vläicht an dem sougenannte Privatsecteur soll gesicht ginn. Dat Wuert „financement tiers" heescht net, dass déi Suen alleguerten aus dem Privatsecteur kommen! De Financement tiers, dat sinn dann och Sue vun dem Fonds national de la recherche oder europäesch Suen.

An ech mengen, et gëtt ganz dacks esou ënnerschwelleg bemierkt, an dat ass och hautzudaags e bëssen awer an der Debatt erauskomm, wéi wa schrecklech Sue kéimen oder beaflosst gëtt vun deem Privatsecteur. Méi wéi 95% vun de Moyene kommen aus ëffentlecher Hand, well dee Financement tiers, wann ech vum Fonds national de la recherche schwätzen oder vun europäesche Gelder, dat ass och d'ëffentlech Hand! An dat muss een awer och emol eng Kéier op dëser Plaz an d'Welt vun de Fakten zréckréckelen, soudass et net d'Finanz- oder d'Privatwirtschaft ass, déi dat dote bestëmmen. An och, wa Sue vun deene kommen, passt d'Universitéit och schonn esou drop op, dass do natierlech déi akademesch Fräiheete respektéiert ginn.

Nieft deenen dote Moyene sollt ech awer och op dëser Plaz, mengen ech, ernimmen, dass et Infrastrukturméiglechkeete gëtt, déi d'Uni huet, déi sinn och vum Stat finanzéiert ginn, sief et um Belval, sief et an der Stad Lëtzebuerg. An dat ass natierlech och nach eng Kéier, wat ee misst derbäibréngen.

D'Resultater: Och eng Kéier vläicht d'Joer 2016 erausgegraff, fir och ze weisen, dass déi Indicateuren awer och befollegt ginn. 1.096 Publikatiounen, ronn 9.200 Zitatiounen, 94 Theesen, 10 Breveten, déi deposéiert goufen, an 2 Spinoffen. Dat weist awer och, dass op der Uni e ganze Koup u Saachen an deenen doten Indicateuren dann erreecht ginn. An dat gëtt och ëmmer vun dem Stat am Kontext vun dem Contrat d'établissement iwwerwaacht.

D'Uni huet also e wäite Wee gemaach zanter der Kreatioun. Et ass also och Zäit gewiescht, fir d'Gesetz ze adaptéieren. Déi Adaptatiounen hätt ee kënnen, an dat ass och vun dem Rapporteur hei ernimmt ginn, et hätt ee kënnen op deenen Adaptatiounen eleng weiderfueren. Aus Visibilitéitsgrënn eraus ass awer gesot ginn: Mir maachen en neit Gesetz. Et si jo och e ganze Koup u Punkten an d'Gesetz gehuewe ginn, déi mer eben aus dem constitutionnelle Prinzip vun der Matière réservée à la loi hu missen drasetzen.

De Conseil d'État huet eis och doranner recht ginn, an där Vue. Dat ass am Virfeld och e bëssen diskutéiert ginn, mä de Conseil d'État huet dat och a sengen Avisen ënnerstrach, soudass dat, mengen ech, och dozou gefouert huet, dass et e substanziellt Gesetz gouf, wat fir déi nächst Joren d'Universitéit opstellt, fir eben an d'Zukunft ze kucken.

Ee Wuert awer, well dat och ernimmt ginn ass hei, wéi et dann zu dem schlussendlechen Text koum.

Ech hunn héieren, et wär en Depôt vum Gesetz gewiescht an do virdrun hätt ech net vill mat Leit geschwat oder méi mat Leit hätt misse schwätzen. Ech kann Iech soen, dass ech ganz vill do virdru mat Leit geschwat hunn, Leit consultéiert hunn, déi verschidde Representantë vun de Professeren, vun de Studenten, mat deenen hunn ech iwwert dat dote geschwat. An dofir mengen ech, dass do ganz vill consultéiert ginn ass, souguer vill méi, wéi dat jee virdru gemaach ginn ass!

Dat wëll ech awer och soen, well ech dann hei héieren, mir hätten net genuch consultéiert. An deene Gesetzer virdru gouf et ganz dacks just e Gespréich tëschent zwee Leit an dunn ass en Text geschriwwe ginn. An ech mengen, ech hunn op vill Plaze probéiert ze intervenéieren, mat ville Leit probéiert ze schwätzen.

An, Madamm Hansen, wann Dir mir sot, ech hätt net mat genuch Leit geschwat: Ech hat Iech souguer proposéiert, fir mat Iech am Virfeld driwwer ze schwätzen, an ech mengen, dat weist jo, dass ech mat ganz villen Akteuren heiriwwer e Wuert wollt verléieren, ier mer den Text gemaach hunn.

Da war et och keen Zickzackkurs, wéi op eemol d'Gesetz nach eng Kéier adaptéiert ginn ass, mä ech fannen, dass et grad an Zäite vu Politikverdrossenheet immens wichteg ass, wann an engem Joer, wat mouvementéiert war op der Universitéit, e Minister sech dann och duerno nach eng Kéier Zäit hëlt, fir no deene mouvementéierten Zäite mat deene verschiddenen Akteuren ze schwätzen, se ze consultéieren. Duerch dat, wat jo am Finanzkontext an deem Joer op der Uni geschitt ass, si jo och vill Leit, déi sech emol nach eng Kéier Gedanke gemaach hunn. Dofir hunn ech mer déi Zäit geholl, fir mat deenen doriwwer eng Consultatioun ze féieren, fir verschidde Saachen nach eng Kéier afléissen ze loossen.

An ech menge grad, dass dat an deenen Zäiten hautzudaags net als Zickzackkurs ka bezeechent ginn, mä dass een dat soll och an deem heite Moment eng Kéier ënnersträichen, dass et dann och wichteg ass, fir de Leit nozelauschteren, fir se net nëmmen ze ruffen, net nëmmen Avise schreiwen ze loossen, mä och nach eng Kéier e reellen Echange mat hinnen ze hunn a fir dann och nach verschidden nei Punkten an den Text afléissen ze loossen, wat och geschitt ass, fir op de schlussendlechen Text ze kommen.

Deen Text, deen ännert haaptsächlech op deene Punkten, wéi de Rapporteur, den André Bauler, et ernimmt huet. Ech ginn net méi an den Detail an. Et ass jo ganz vill geschwat ginn och iwwert d'Gouvernance, déi ugeschwat ginn ass, dass déi eben och adaptéiert ginn ass, dass et do méi demokratesch an deem Sënn kann hiergoen. De Conseil universitaire gëtt gestäerkt. Et ass elo vill driwwer geschwat ginn iwwert d'Nominatioun, dass de Conseil universitaire zwee Membere kann an de Conseil de gouvernance nennen. Mä et muss een awer och soen, dass de Conseil universitaire a senger Fonctionnementsweis wesentlech gestäerkt ginn ass. Bis elo war de President dovunner de Recteur. Dat ass net méi esou. Se kréien elo e President, dee vun de Leit selwer gewielt gëtt. Dat gëtt deem Ganzen och schonn e ganz anere Poids.

An en zweete Punkt, dee mer agefouert hunn, ass, dass all déi Leit aus dem sougenannte Management Board, dat sinn dann d'Recteuren, d'Doyenen an alleguerten déi Leit, d'Direktere vun de Centre-interdisciplinairen, dass déi och just nach mat Voix consultative mat derbäi sinn. Dat heescht, do ass wierklech d'Communauté universitaire gefuerdert, fir iwwert déi Texter oder alles, wat se ze beschléissen hunn, fir och selwer doriwwer ze debattéieren an dann hir Avisen ze verfaassen.

An et gëtt och e Support administratif agefouert fir de Conseil universitaire, well et muss ee jo och vun deene Leit erwaarden, déi doranner sinn, dass déi och nach aner Beschäftegungen op der Uni hunn, wéi elo just am Conseil universitaire ze sëtzen. Dat si Studenten, dat si Professeren, dat si Leit, déi do schaffen. Si kréien also do och e Support, fir dass deen Outil oder dat Organ zolidd gestäerkt gëtt.

De Conseil de gouvernance, dee kritt also nei Membere mat derbäi, nieft deenen zwee, déi vum Conseil universitaire designéiert ginn. Do sinn der zwee d'office mat dran, de President also vun der Delegatioun an de President vun der Studentendelegatioun. Déi Studentendelegatioun, déi jo och eng éischte Kéier am Gesetz elo iwwerhaapt optaucht. An ech mengen, do sinn e ganze Koup un deene Saachen, déi adaptéiert gi sinn, fir och dee participative Volet a fir och d'Communauté universitaire méi anzebannen.

Wa mer vill iwwert déi verschidden Organer schwätzen, wëll ech op dëser Plaz awer och soen, dass d'Regierung en tant que tel jo och Pouvoiren ofgëtt. Bis elo gouf de Recteur net vun dem Conseil de gouvernance genannt. Dat wësst Der. Dat ännert elo op déi heiten Aart a Weis. Dat heescht, do geet un d'Universitéit mat hire verschiddenen Organer och e ganze Koup u Pouvoire weider.

Da wëll ech awer och ee Punkt ernimmen, deen ass zwar vläicht méi kleng, deen ass awer gradesou wichteg. Et gëtt och elo ewell en Delegéierte fir d'Aménagements raisonnables, wat awer och, mengen ech, ganz wichteg ass an och begréisst gëtt. Et gouf vun deene verschiddenen Orateuren hei gesot: Et ginn nei Promotiounskritären, et ginn, wat d'Etüden ugeet, Saache méi präzis gestalt, wat net onwichteg ass. Et gëtt och déi intern Promotiounskritären, déi an deem Gesetz hei nach eng Kéier agefouert ginn, wat awer och dozou féiert, mengen ech, dass d'Leit motivéiert sinn an dass mer gutt Leit, déi op der Uni sinn, och kënnen op der Universitéit behalen.

Ee Wuert, well dat och ernimmt ginn ass als Fro an ech dat awer och wëll eng Kéier hei beäntwerten: d'Saach vun den Inscriptiounen. Éischtens huet d'Madamm Tanson dat ernimmt an den Här Krieps huet jo elo nach eng Kéier gesot, wéi dat dann deemools war an der Debatt. An dem Budget hautzudaags vun der Universitéit - dat sinn da ronn 230 Milliounen - si just 9 Milliounen Euro, déi hautzudaags iwwert d'Inscriptiounen erakommen. Dat sinn esou just 4% op deem dote Budget. Dat ass och eng vun de Recettë vun der Universitéit, mä déi ass awer marginal. Natierlech wäert do de Minister oppassen, dass déi net an d'Luucht wäerte goen.

An dernieft wëll ech bemierken, dass mir jo och nach Aide-financièrë souwisou hunn. An déi Aide-financièren, do gëtt et och e Volet, wat d'Inscriptiounskäschte sinn, déi d'Studenten zréckkréien. Dat sinn 3.700 Euro, 1.850 iwwert d'Bourse, 1.850 iwwert d'Prêten. An dofir géif et jo net vill Sënn maachen als Stat, fir elo op eemol d'Inscriptiounen do an d'Luucht ze hiewen, well déi misste mer jo op där anerer Säit da bei den Aide-financièrë fir déi Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg sinn, souwisou erëmbezuelen. Dat heescht, do hätte mer och net vill domat geschafft. Als Universitéit sécher, mä als Stat hu mer natierlech net vill dovunner, wa mer soen, mir géifen dat accordéieren, wa mer op där anerer Säit se erëm ausginn als Aide-financièren. Dat soll een ëmmer, mengen ech, an der Diskussioun awer och zréckbehalen.

Et sinn nach zwou, dräi Remarke gewiescht vun de Riedner virdrun, och wat d'Medezinnstudien ugeet. Natierlech passe mer op, dass, wann elo de Bachelor opgestallt gëtt, do eis Studenten, déi aus dem Bachelor kommen, am Ausland ënnerdaach kommen. Dir wësst et, ech war an der Kommissioun, fir iwwert den Accord och mat de Fransousen ze rapportéieren, wou mer jo elo schonn, ier dee Curriculum steet, mat der Regierung festgehalen hunn, dass déi Studenten, verschiddener, kënnen eben aus dem Lëtzebuerger Bachelor an d'Formatioun a Frankräich da kommen. A géigesäiteg huele mer der och op, déi vun de Fransousen hei an eise Spideeler kënne Stagë maachen.

Ech wëll zum Schluss soen, dass mer hei e modernt Gesetz maachen, vill Adaptatiounen, opbauend op deem, wat bis elo schonn hei am Land geschitt war, well eppes, wat och, mengen ech, bis elo nach keen esou richteg gesot huet, wat ech awer wëll ënnersträichen an deem heite Beräich: An der Héichschoulpolitik gëtt et awer vill politesche Konsens! Ech sinn och frou, dass et och net vill politescht Geplänkels gëtt iwwert déi heiten esou wichteg Sujeten, dass mer do awer eens sinn an dass dat heite mat breeder Zoustëmmung haut gestëmmt gëtt, well och dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass opgebaut op deem, wat d'Virgänger gemaach hunn.

Dat war bei deem Gesetz, wat 2003 gestëmmt ginn ass, dat ass opgebaut op deem, wat 2011 och deposéiert ginn ass, och wann dat zréckgezu ginn ass. Och do ware vill Saachen iwwerholl ginn. An dat ënnersträicht awer och, dass mer hei, an ech fannen dat och wichteg, an engem Beräich, wou mer am Fong déi eenzeg Ressource, déi Lëtzebuerg nach huet, ënnerstëtzen, näämlech d'Matière grise vun eise jonke Generatiounen, wou mer déi ënnerstëtzen, wou mer do, wéi d'Madamm Beissel et gesot huet, net iwwer Käschte schwätzen, mä iwwer en Invest, dass mer eis do iwwer esou Sujeten net vill politesch an d'Käpp schloen, fannen ech wichteg. Ech wollt dat awer och op dëser Plaz eng Kéier ënnersträichen, ier mer dann zum Vott kommen.

Ech géif dann, well och an där Héichschoulkommissioun awer ëmmer gutt zesummegeschafft ginn ass, och dem Kolleeg - ech hunn dat héieren - Wagner gutt Besserung wënschen; deen huet sech och ëmmer mat abruecht. An awer och zwee Kolleegen ernimmen, déi vill un dësem Text matgeschafft hunn: Dat waren d'Kolleegen Negri an Adam, déi an deene leschte Joren och vill un deem heiten Text awer matgeschafft hunn.

An ech géif domadder schléissen, fir alle Riedner an allen, déi heimadder dozou bäidroen, dass mer en neit Gesetz kréien, wat d'Uni am Konsens esou wäert opstellen, dass mer d'Zukunft vu Lëtzebuerg kënne garantéieren, och Merci ze soe fir déi Ënnerstëtzung, déi Der deem heite Gesetz bréngt mat dem Vott vun haut de Mëtten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer direkt zum Vott iwwergoen iwwert de Projet de loi 7132.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7132 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55-mol Jo, keng Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7132 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen (par M. Aly Kaes), Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes, Michel Wolter (par M. Marco Schank) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An ech géif mer erlaben, zum Schluss an eiser aller Numm dem David ze wënschen, dass en esou séier wéi méiglech erëm bei eis ass. Ech mengen, mir brauchen eis net allze vill Suergen ze maachen. Et ass en zéie Brudder!

(Hilarité)

Merci!

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Sommaire des séances publiques nos39, 40 et 41

39e séance

Ouverture de la séance publique p. 530

Hommage à la mémoire de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, Député de 1994 à 2013 p. 530

Communications p. 530-531

7308 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État p. 531

Ordre du jour p. 531

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la politique européenne de commerce et notamment des accords de libre-échange ainsi que sur la situation actuelle en matière d'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par les États-Unis

et

Question parlementaire n°3844 de M. Laurent Mosar relative à la mise en place annoncée par le président américain de barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie au 1er juin 2018 p. 531-535

6994 - Projet de loi sur la protection des animaux p. 535-542

7153 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et

2° de certaines dispositions du Code civil p. 542-543

40e séance

Ouverture de la séance publique p. 544

Communications p. 544

Ordre du jour p. 544-545

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°323 du 11 juin 2018 de M. Gusty Graas relative à la situation politique actuelle au Nicaragua, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire p. 545

- Question n°324 du 12 juin 2018 de Mme Nancy Arendt relative à la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes pris en charge par l'assurance maladie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 545

- Question n°325 du 12 juin 2018 de M. Georges Engel relative au conflit social au sein de la maison de soins à Bettembourg, ainsi que d'une éventuelle intervention de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

- Question n°326 du 12 juin 2018 de M. Marc Baum relative à la grève dans une maison de soins à Bettembourg et à son financement, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 545-546

- Question n°327 du 12 juin 2018 de M. Gast Gibéryen relative aux aides pour le secteur touristique suite aux intempéries, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 546

- Question n°328 du 12 juin 2018 de M. Henri Kox relative aux inondations récentes et aux mesures de prévention, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 546-547

- Question n°329 du 12 juin 2018 de M. Laurent Zeimet relative à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 6 juin 2018 relatif à l'article 17, alinéa 1er, première phrase de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 547

- Question n°330 du 11 juin 2018 de M. André Bauler relative aux nuisances olfactives de l'élevage porcin, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 547

- Question n°331 du 12 juin 2018 de M. Marco Schank relative au déroulement de l'enquête publique sur la désignation des nouvelles zones de protection autour du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 547

7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles (suite) p. 547-548

7045 - Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification:

1° du Code de procédure pénale;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

et portant abrogation:

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police p. 548-557

7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques p. 557

7232 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables p. 557-558

7299 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés p. 558-559

41e séance

Ouverture de la séance publique p. 559

7206 - Projet de loi portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale;

6° de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale p. 559-566

7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification

1° de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster;

2° de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux;

3° de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 p. 566-568

7132 - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg p. 568-574

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3836	Franz Fayot	Boîtiers pour raccordement électrique
3838	Fernand Kartheiser	Évolution du suivi psychologique et psychiatrique pour adultes et enfants
3842	Octavie Modert	Musée d'art moderne Grand-Duc Jean
3849	André Bauler	Évolution des événements météorologiques
3859	Nancy Arendt	Enquêtes en ligne contre des pédophiles
3867	André Bauler	Traversées de Grosbous
3870	André Bauler	Bifurcation près de la Poste à Colmar-Berg
3874	Laurent Zeimet	Reprise des enseignants de religion
3876	Tess Burton	Réfection des routes endommagées lors des intempéries
3878	Martine Mergen	Réfugiés mineurs non accompagnés
3881	Laurent Mosar, Léon Gloden	Extension du système des avertissements taxés
3884	Gérard Anzia, Josée Lorsché	Zones d'activités économiques à caractère national
3885	Franz Fayot, Yves Cruchten	Fonds d'investissements spécialisés
3887	Fernand Kartheiser	Programme Recherche Nursing
3889	Max Hahn, Claude Lamberty	Installation d'un système de climatisation dans des maisons passives
3890	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Utilisation de la gare ferroviaire dans le sous-sol de l'Aéroport de Luxembourg
3892	Laurent Mosar, Jean-Marie Halsdorf	Jeux de hasard
3893	Martine Mergen	Imposition des associations sans but lucratif et des associations agricoles
3894	Yves Cruchten	Fin du programme d'assistance financière à la Grèce
3896	Yves Cruchten	Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme
3900	Sam Tanson	Auditoire de la Villa Louvigny
3901	Lex Delles	Jeux de hasard
3905	Sam Tanson	Représentation luxembourgeoise à la Frankfurter Buchmesse
3906	Josée Lorsché, Sam Tanson	Gratuité des transports en commun pour les élèves âgés de plus de 25 ans fréquentant l'enseignement secondaire
3908	Franz Fayot	Politique de lutte contre les drogues
3909	Viviane Loschetter	Missions d'observation électorale organisées par l'OSCE
3912	Marc Spautz, Martine Hansen	Utilisation d'une bonne base de données étatique à des fins personnelles
3914	Sam Tanson	Chômage partiel dans le secteur de la production cinématographique
3915	Serge Wilmes	Quartier de Limpertsberg
3916	Nancy Arendt	Route nationale N33 entre Esch-sur-Alzette et Rumelange
3917	André Bauler, Edy Mertens, Alexander Krieps	Orientation vers les professions de santé
3920	Martine Hansen, Marco Schank	Système Sanitel
3922	Martine Hansen	Contrôle du stockage de lisier
3923	Henri Kox, Josée Lorsché	Abattement fiscal pour mobilité durable
3927	Nancy Arendt	Nouveau site du «Sportlycée»
3928	Octavie Modert	Règles déontologiques pour les membres du Gouvernement
3929	Martine Hansen	Conseil national pour étrangers
3931	Claudine Konsbruck	Signature électronique
3936	Marc Baum	Accords des investissements UEBL
3937	Georges Engel, Simone Asselborn-Bintz	Chargés de cours
3939	Lex Delles	Réorganisation des commissariats de police
4011 urgente	Diane Adehm, Gilles Roth	Listes électorales
4013 urgente	Claude Lamberty, Max Hahn, Eugène Berger	Désistement de candidats avant des élections

Question 3836 (29.05.2018) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **boîtiers pour raccordement électrique:**

Nombreux sont les bâtiments au Luxembourg au pied desquels sont installés des boîtiers individuels ou collectifs, le plus souvent grisâtres, abritant des raccordements électriques et électroniques. Ces caissons, dont le contenu est certes indispensable dans un monde hautement technologisé, représentent néanmoins une certaine nuisance esthétique au niveau du paysage urbain.

La situation est particulièrement grave si les boîtiers en question sont installés devant des bâtiments faisant partie du patrimoine protégé. Dans bon nombre d'autres pays, notamment dans nos pays voisins, ces installations sont systématiquement enterrées dans la chaussée, surtout pour des raisons esthétiques mais aussi pour des raisons de sécurité et de prévention contre des actes de vandalisme.

De plus, il me revient que nombre de ces caissons sont vides et ne sont plus utilisés, d'autres largement surdimensionnés.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'appréciation que les boîtiers pour raccordements électriques et électroniques installés au pied de bon nombre de bâtiments représentent une certaine nuisance esthétique au niveau du paysage urbain, spécialement s'ils se situent au pied de bâtiments et édifices protégés?

- Messieurs les Ministres disposent-ils de chiffres concernant l'évolution du nombre de ces boîtiers, de leur localisation géographique et de leurs utilisations respectives? Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'information selon laquelle nombre de ces caissons ne sont plus utilisés et d'autres largement surdimensionnés?

- Quelle est la réglementation en vigueur concernant l'installation de ces «caissons gris» et autres mobiliers de signalisation de voirie (feux tricolores, lampadaires, panneaux de signalisation) devant des immeubles en général et devant des bâtiments et sites protégés en particulier?

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'un changement de cette réglementation, en vue surtout d'une protection et d'une meilleure valorisation du patrimoine protégé ne s'impose, notamment en instaurant l'obligation pour les différents opérateurs d'enfouir leurs installations?

Réponse commune (10.08.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'*Économie, et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les boîtiers en question peuvent effectivement représenter une certaine nuisance esthétique au niveau du paysage urbain et ne contribuent pas à un aménagement harmonieux de l'espace extérieur. Les armoires en sous-sol ne constituent pas un obstacle et s'intègrent bien dans l'espace urbain; en plus elles ne sont pas l'objet d'actes de vandalisme. Par contre les armoires enterrées sont vulnérables aux conditions climatiques (pluie, neige, inondations …), elles doivent résister aux charges de circulation. De plus, l'accessibilité à ces armoires doit être aussi facile que possible ce qui ne peut pas toujours être assuré pour les armoires escamotables.

De tels boîtiers sont notamment érigés par les opérateurs de télédiffusion par câble, par POST Luxembourg ou encore par les gestionnaires de réseau de distribution électrique.

Pour ce qui concerne les boîtiers érigés par les gestionnaires de réseau de distribution d'électricité dans le cadre de raccordements électriques basse tension des clients résidentiels au Luxembourg, la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après «la Loi électricité») dispose dans son article 5 que chaque gestionnaire de réseau a l'obligation de raccorder à son réseau, tout client final et tout producteur qui en fait la demande et qui est situé dans sa zone de transport ou de distribution. La même loi prévoit encore dans ses articles 27 et 36 que «l'établissement, la modification, le renouvellement et l'exploitation de tout ouvrage électrique sont réalisés aux conditions économiquement les plus avantageuses par le gestionnaire de réseau qui conserve le choix quant au mode d'exécution».

D'un autre côté, la Loi électricité prévoit aussi dans son article 40 que les «concessionnaires ont le droit de faire gratuitement usage des domaines public et privé de l'État et des communes pour établir des ouvrages électriques et l'exécution de tous les travaux y afférents», mais qu'avant «d'établir des ouvrages électriques sur les domaines public et privé de l'État et des communes, le concessionnaire en possession de toutes les autorisations requises transmet pour information le plan des lieux et les caractéristiques d'aménagement pour l'usage des domaines concernés aux autorités compétentes et aux communes concernées». L'article 38 de la Loi électricité dispose encore que «S'il est demandé par une personne de droit public à un gestionnaire de réseau de modifier des ouvrages électriques, pour autant qu'une telle modification soit techniquement raisonnable et n'entraîne pas d'inconvénients sérieux pour le gestionnaire du réseau en cause, cette modification est réalisée aux frais du demandeur.»

Sur demande, le plus grand gestionnaire de réseau de distribution, Creos Luxembourg SA, a signalé qu'il dispose actuellement de 25.914 armoires de distribution électrique basse tension.

Aux abords des routes de l'État, les concessionnaires sont tenus de solliciter une autorisation préalable auprès du Ministre du Développement durable et des Infrastructures - Département des travaux publics.

Les propriétaires et gestionnaires de réseaux d'électricité ainsi que la société POST Technologies, en charge de la mise en place et de la maintenance des réseaux de télécommunications fixe et mobile, bénéficient d'une permission de voirie générale accordée aux deux concessionnaires en date du 18 janvier 2018.

Question 3838 (29.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**évolution du suivi psychologique et psychiatrique pour adultes et enfants:**

Ëmmer méi dacks héiert ee vu Leit, datt si a psychologescher Betreiung oder psychiatrescher Behandlung sinn oder emol waren. Et sinn awer net just Erwuessener, déi dëse Wee iwwert de Psycholog oder Psychiater ginn oder gaange sinn, fir Hëllef a bestëmmte Liewenssituatiounen ze kréien. Et ginn ëmmer méi Jonker an och kleng Kanner, déi professionell Hëllef brauchen, well si mat hirer Liewenssituatioun eleng net fäerdeg ginn.

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gäre folgend Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Gesondheetsminister konkret Zuelen zur Entwécklung vun där Situatioun zu Lëtzebuerg? Wéi vill Mannerjäreger a wéi vill Erwuessener sinn oder ware respektiv 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 an 2018 a psychologescher oder psychiatrescher Behandlung?

2. Wéi deele sech dës Zuelen no Alterskategorien op?

3. Wéi deele sech dës Zuelen no der Form vun der Behandlung oder Betreiung op (mat Medikamenter, ambulant, stationär, internéiert)?

4. Wéi hu sech d'Zuelen an deene leschten 20 Joer entwéckelt, besonnesch bei klenge Kanner a Jugendlechen?

5. Bedreift Lëtzebuerg Ursaachefuerschung an iergend enger Form? Sinn d'Resultater vun dëser Fuerschung, wann et se gëtt, ëffentlech zougänglech?

Réponse commune (31.07.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*, de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité so-*

cigle, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'Chiffrë vun de Joren 2013 bis 2017, déi an dëser Äntwert presentéiert ginn, komme vun der Gesondheetskees (CNS) a bezéie sech op Ofrechnungen. D'Chiffrë vun 2017 si preliminär, well Patienten en Delai vun zwee Joer hunn, fir hir Rechnungen eranzeschécken (Artikel 84, Alinea 3 vum Code de la sécurité sociale).

D'Donnéeë bezéie sech nëmmen op Résidenten, déi vun der CNS couvréiert sinn an zu Lëtzebuerg behandelt goufen.

D'Altersgruppe vu fënnef Joer sinn esou opgebaut, dass e Patient wärend fënnef Joer an därselwechter Grupp bleift. Als Referenzdatum, fir den Alter ze bestëmme gouf den 31. Dezember 2017 geholl. Eng spezifesch Analys fir Mannerjäreger war mat den Donnéeën, déi vun der CNS zur Verfügung gestallt goufen, net méiglech.

Behandlunge vu Psychologe konnten net matgezielt ginn, well se net vun der CNS remboursëiert ginn.

Consideréiert goufen nëmme Medikamenter, déi an den ëffentlechen Apdikten verkaaft goufen. Medikamenter, déi wärend engem Spidolsopenthalt verofreecht goufen, konnten net berücksichtegt ginn, well se net erfaasst ginn.

ad 1. Unzuel vun de Persounen, déi zwëschent 2013 an 2017 eng medezinnesch oder medikamentös Behandlung haten[1].

(Tableau à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Zousätzlech zu deene Chiffrë vun der CNS an am Kader vum Gesetz vum 16. Dezember 2008 betreffend „Aide à l'enfance et à la famille (AEF)" dierf den Office national de l'enfance (ONE) de Forfait 9 fir „consultation psychologique ou psychothérapeutique" ausbezuelen:

Abrëll 2016: 125 Mesurë Forfait 9

Oktober 2016: 123 Mesurë Forfait 9

Abrëll 2017: 175 Mesurë Forfait 9

Oktober 2017: 189 Mesurë Forfait 9

Abrëll 2018: 251 Mesurë Forfait 9

ad 2. Unzuel vun de Persounen no Alterskategorie, déi zwëschent 2013 an 2017 eng medezinnesch oder medikamentös Behandlung haten[1].

(Tableau à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3. Verdeelung vun den Zuelen no der Form vun der Betreiung zwëschent 2013 an 2017.

(Tableaux à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 4. Generell ass eng representativ Analys vun den Zuelen aus den 20 leschte Joren net méiglech, well nei Akten zwëschent 2007 an 2008 an d'Nomenklatur bäikomm sinn. Wann néideg kann d'CNS Donnéeë fir eng zousätzlech fënnef Joer exploitéieren a schécken.

ad 5. Der Direktioun vun der Santé ass keng Ursaachefuerschung zu Lëtzebuerg bekannt.

Question 3842 (30.05.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **Musée d'art moderne Grand-Duc Jean:**

Considérant que le démontage de l'œuvre communément appelée «Chapelle» de Wim Delvoye, exposée depuis l'ouverture en 2006 au Mudam, est désormais définitivement acquis, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre voudra-t-il préciser combien de temps durera l'opération de démontage de ladite œuvre?

- Où est-ce que sera entreposée ladite œuvre et est-ce qu'un nouvel espace doit le cas échéant être prévu, voire pris en location? Quelle est la surface à prévoir pour ce stockage et à combien s'élèvent les coûts y afférents?

- Quel sera le coût global de l'opération de démontage?

- Est-ce que l'état de l'œuvre la «Chapelle» a été vérifié et va-t-il y avoir une restauration respectivement mise en état?

Réponse complémentaire (13.08.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Je propose à nouveau à l'honorable Députée de poser ces questions lors d'une réunion de la Commission de la Culture en présence de Madame la Directrice du Mudam.

En effet, il n'appartient pas au Ministre de la Culture de communiquer à la place d'une institution culturelle dont les décisions sont prises par le conseil d'administration.

Question 3849 (05.06.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution des événements météorologiques:**

Les orages violents de ces derniers jours, entre autres dans la région de l'Ernz Noire, ont provoqué des dommages matériels importants, et pour les citoyens concernés et pour bon nombre d'entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur la fréquence des pluies torrentielles depuis l'an 2000 au Grand-Duché de Luxembourg?

2) Quels sont les cantons du pays les plus touchés par ces événements météorologiques?

3) A-t-il été possible d'évaluer dans tous les cas les dommages causés?

4) Comment le niveau du barrage de la Haute-Sûre a-t-il évolué depuis août 2017?

5) Dans le contexte précis des pluies abondantes et sur base des observations faites ces dernières années, existe-t-il une carte spécifique qui indiquerait les zones à risque élevé afin d'avertir et les communes et toute autre personne intéressée?

Réponse commune (06.08.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

ad 1) Suivant les informations fournies par Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, une évolution des phénomènes météorologiques, en particulier celui de la pluie, ne peut se faire sur une période de 18 ans suite à la grande variabilité interannuelle des phénomènes. L'Organisation météorologique mondiale recommande en effet d'utiliser des périodes de 30 ans afin de comparer les évolutions des variables météorologiques.

À cette fin, le service météorologique de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) a évalué les stations météorologiques en service depuis plus de 60 ans sans lacune majeure.

Le tableau 1 ci-dessous montre le nombre de journées avec précipitations fortes et extrêmes, moyennées sur quatre périodes de 30 ans chacune. Une journée est classifiée comme ayant eu des précipitations fortes ou extrêmes, si le cumul journalier est au-dessus du 95e percentile des cumuls journaliers de la station en question durant la période 1981-2010. Comme les stations d'Arsdorf et de Roeser n'ont été mises en service qu'en 1954, la moyenne pour la période 1951-1980 ne pouvait être évaluée pour ces stations.

Le tableau montre pour les trois stations analysées une augmentation progressive du nombre de journées avec précipitations fortes et extrêmes.

(Tableau à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 2) Le service météorologique de l'ASTA a récemment fait une analyse des valeurs de temps de retour des précipitations pour les stations météorologiques actuellement en service. Le tableau 2 montre, à titre exemplaire, les résultats pour la meilleure estimation (médiane de l'intervalle d'incertitude) du niveau pour un temps de retour de dix ans. Cette valeur indique avec une certitude de 50% qu'une quantité supérieure au niveau ne soit mesurée que tous les dix ans.

On y voit qu'il existe une grande variabilité entre les différentes stations, et il n'existe pas de canton au Luxembourg qui est plus ou moins touché par les précipitations extrêmes. Les différences s'expliquent par les conditions régionales et locales de chaque station.

(Tableau à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3) Tout d'abord il faut souligner qu'il est encore trop tôt pour chiffrer exactement le montant des dégâts causés par les intempéries du 1er juin 2018.

Pour ce qui est des dégâts causés aux entreprises privées, 13 dossiers ont déjà été traités par la Commission aides d'État du Ministère de l'Économie. Le montant d'aide pour les dégâts déclarés de ces 13 dossiers dépasse légèrement un million d'euros. D'autres dossiers sont en cours de traitement. Suite aux intempéries du 22 juillet 2016, 13 dossiers ont été traités par la Commission aides d'État pour un montant total d'aides d'environ 550.000 euros.

S'agissant du tourisme en particulier et afin de pouvoir venir en aide aux administrations communales et aux associations sans but lucratif œuvrant en faveur du tourisme dont les infrastructures touristiques ont été détruites ou sévèrement abîmées, le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique prévoit la possibilité de subventionner les investissements visant à réparer les dommages causés jusqu'à 100%.

Au lendemain des intempéries du 1er juin 2018, quelque 45 sentiers étaient temporairement impraticables dans la région concernée du Mullerthal. Or, la majorité (93%) des sentiers ont pu être réouverts dans les deux à trois semaines qui ont suivi les intempéries d'une exceptionnelle violence grâce à l'intervention commune de nombreux acteurs sous la coordination de l'Administration de la nature et des forêts en collaboration avec l'Office régional de tourisme (ORT) Mullerthal-Petite Suisse luxembourgeoise. La prise en charge des frais de matériel par le Haut-Commissariat à la protection nationale a grandement accéléré l'avancement des travaux en question. À ce jour, uniquement neuf sentiers qui nécessitent de plus importants travaux de remise en état restent encore fermés. Ainsi, le remplacement des infrastructures endommagées avance rapidement et, à l'exception de deux sentiers particulièrement ravagés, le restant des sentiers devrait être ouvert au public dans les meilleurs délais.

De surcroît, les intempéries du 1er juin 2018 ont causé des dégâts à des cours d'eau et des chemins forestiers ainsi qu'à des infrastructures publiques, dont notamment les routes de la région du Mullerthal. Les frais liés incombent à l'État, l'Administration des ponts et chaussées, l'Administration de la nature et des forêts ainsi que l'Administration de la gestion de l'eau sont chargées de la gestion afin de remédier à la situation. Une évaluation détaillée desdits dommages suivra dans les meilleurs délais.

Finalement, en ce qui concerne les entreprises agricoles et les chemins ruraux, la situation est moins grave par rapport aux dégâts occasionnés par les intempéries de la vallée de l'Ernz. L'Administration des services techniques de l'agriculture est actuellement en train de faire un inventaire complet des dégâts causés.

ad 4) Il convient de rappeler que les eaux du lac de barrage de la Haute-Sûre ont de multiples fonctions, dont notamment la protection des localités en aval face aux risques d'inondation, la sécurisation de l'alimentation en eau potable, la production d'hydroélectricité ou encore l'utilisation pour les activités de loisirs. Le niveau d'eau du barrage est ainsi régulé afin de garantir la bonne utilisation du lac pour ces différentes utilisations.

(Tableau à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 5) En réponse aux inondations dévastatrices survenues dans le bassin de l'Ernz Blanche en juillet 2016, l'Administration de la gestion de l'eau a mis en œuvre une stratégie à moyen terme pour réduire les implications potentielles des crues subites consistant dans l'élaboration de cartes déterminant les zones exposées à un risque d'inondation suite à des événements de pluies intenses. À cette fin, une modélisation hydrodynamique bidimensionnelle d'une pluie abondante sur l'ensemble du territoire luxembourgeois est en cours d'élaboration. Les processus d'écoulement de surface y seront simulés, déterminant les chemins d'écoulement préférentiels de l'eau de pluie et les endroits submergés. Ce processus permettra d'identifier les localités et les infrastructures à risque lors de fortes pluies et permettra de guider les décisions d'aménagements futurs.

Grâce au modèle numérique de terrain de résolution de 2x2 m, il est possible de prendre en compte les processus de manière très détaillée. De plus, le modèle est capable de déterminer des effets hydrodynamiques, tels que par exemple la simulation des effets de refoulement dans les ouvrages. Ces cartes d'écoulement surfacique suite à des événements de pluies intenses, serviront comme données de base pour la dérivation et la préparation d'un ensemble intégral de mesures de prévention de risques. Ainsi, les autorités locales recevront un jeu de cartes des risques qui permettra de localiser et concrétiser le besoin d'action ex ante.

Les premiers résultats sont attendus pour le dernier trimestre 2018. Le projet de carte sera transmis aux administrations communales afin de pouvoir valider les résultats obtenus de la simulation et de les compléter, le cas échéant, grâce aux connaissances locales. Les remarques et observations formulées seront intégrées dans le projet si elles sont considérées comme fondées. Une nouvelle simulation sera lancée, permettant de refléter au mieux la réalité du terrain. La carte définitive est attendue pour le printemps 2019.

Question 3859 (11.06.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **enquêtes en ligne contre des pédophiles:**

Laut Schätzungen der zentralen Sicherheitsbehörde der Vereinigten Staaten (FBI) sind weltweit etwa 750.000 Pädophile täglich im Netz auf der Suche nach Kinderpornografie. Die Opfer sind meist Minderjährige aus armen Ländern Südostasiens, die zu sexuellen Akten vor der Webcam gezwungen werden. Viele Täter stammen aus westlichen Industrieländern. Ein großes Problem bei den Ermittlungen ist die sogenannte „Keuschheitsprobe". Um in die einschlägigen Foren und Chaträume zu gelangen, verlangen die Administratoren, dass Nutzer zunächst selbst eine kinderpornografische Darstellung verschicken. In vielen europäischen Ländern dürfen Ermittler jedoch bei ihrer Arbeit keine Straftaten begehen. Die hessische Justizministerin Eva Kühne-Hörmann startet nun auf Bundesebene, zusammen mit ihren Kollegen in Bayern und Rheinland-Pfalz, eine Initiative, die es Ermittlern ermöglichen soll, mit computergenerierten Bildern in die Pädophilen-Netzwerke einzudringen, um mehr Täter überführen zu können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Justiz stellen:

1. Herr Minister, welche Möglichkeiten stehen luxemburgischen Ermittlern zur Verfügung, um gegen den sogenannten Cybersex mit Minderjährigen vorzugehen?

2. Wie viele Ermittlungsbeamte stehen in diesem Kontext in Luxemburg zur Verfügung? Ist diese Anzahl ausreichend?

3. Wie viele Fälle von Cybersex mit Minderjährigen wurden 2017 in Luxemburg festgestellt?

4. Gedenkt der Minister der deutschen Initiative zu folgen und den rechtlichen Rahmen für Ermittler anzupassen?

Réponse commune (23.07.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Innerhalb der Großherzoglichen Polizei ist die Abteilung Jugendschutz der Kriminalpolizei („Service de police judiciaire") zuständig für die Ermittlung von Pädophilie- und Kinderpornografiestraftaten im Internet. Die meisten der derzeit von dieser Abteilung bearbeiteten Fälle wurden gemeldet und stammen von ausländischen Polizeibehörden. Der Kampf gegen Kinderpornografie setzt eine grenzüberschreitende Strafverfolgung voraus, welche hauptsächlich internationale Rechtshilfeersuchen und den polizeilichen Informationsaustausch unter Einschluss von Europol und Interpol beinhaltet.

Im Hinblick auf Computersoftware zur Erkennung von kinderpornografischem Material, das von Tätern im Netz hochgeladen wurde, verfügt die Großherzogliche Polizei über leistungsfähige Computerprogramme, die dabei helfen, kinderpornografische Bilder zu erkennen und zu isolieren. Dabei müssen die Ermittler kontinuierlich Schritt halten mit der ständigen Weiterentwicklung des Internets und der Computermedien.

Die Dauer einer Untersuchung hängt vom Umfang der auf den Datenträgern gefundenen Daten, der Anzahl der mit dieser Aufgabe betrauten Ermittler sowie dem Umfang der internationalen Rechtshilfe und des polizeilichen Informationsaustausches ab.

[1] E Patient, deen e puermol betreit gouf, ass eemol berechent.

Die massive Zunahme der Internetnutzung bringt ein Anwachsen der Datenmenge mit sich, die von den ermittelnden Beamten verarbeitet werden muss, was wiederum einen erheblichen Einfluss auf die Länge der strafrechtlichen Untersuchung hat.

ad 2. Derzeit befassen sich zwei speziell geschulte Ermittler der Abteilung für Jugendschutz auch mit Fällen von Kinderpornografie im Internet. Der weitaus größte Teil von kinderpornografischem Material wird im Laufe von Ermittlungsverfahren auf klassischen Datenträgern sichergestellt oder wurde in der Cloud von ansässigen Tätern gespeichert. Sonstige kinderpornografische Dateien, selbst wenn auf in Luxemburg verorteten Servern gehostet, haben meistens keinen Täterbezug zu Luxemburg.

ad 3. Im Jahre 2017 wurde kein Fall von Cybersex mit Minderjährigen in Luxemburg festgestellt.

ad 4. Da es zum jetzigen Zeitpunkt keine Erkenntnisse dafür gibt, dass der bestehende gesetzliche Rahmen strafverfolgungsbehindernde Unzulänglichkeiten aufweisen würde, ist im Moment nicht vorgesehen, gesetzliche Initiativen in diesem Sinne zu ergreifen.

Question 3867 (13.06.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **traversées de Grosbous:**

Durant les dernières années, les traversées de Grosbous (N12 et N21) ont subi plusieurs travaux d'infrastructures, tel que le renouvellement de la canalisation ainsi que des réseaux de gaz et d'électricité, si bien que le revêtement routier se trouve actuellement dans un mauvais état.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir, le cas échéant, des détails concernant le renouvellement de la couche de roulement des traversées de Grosbous (rue Principale/rue de Wiltz)?

- Monsieur le Ministre peut-il donner aussi des précisions relatives au trafic qui passe tous les jours par ces traversées depuis l'an 2010 à nos jours?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer éventuellement d'autres voies routières dans le canton de Redange qui seront réaménagées dans un avenir proche?

Réponse (26.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Je confirme qu'en effet, un certain nombre de travaux de renouvellement d'infrastructures sont en cours d'être réalisés dans la localité de Grosbous. Comme ces travaux sont sous la direction exclusive des autorités communales compétentes en collaboration avec d'autres gestionnaires de réseaux, l'Administration des ponts et chaussées attend la fin de tous ces travaux pour ensuite procéder au renouvellement de la couche de roulement dans la traversée de Grosbous, afin d'offrir aux usagers de la route le confort qui correspond aux attentes qu'ils ont envers les routes du pays.

En ce qui concerne le trafic journalier des traversées de Grosbous (N12 et N21), l'Administration des ponts et chaussées dispose des postes de comptage du trafic suivants depuis quelques années:

- sur la N12 à la sortie de Grosbous en direction de Lehrhof/Hierheck (comptage dans les deux directions);

- sur la N21 à la sortie de Mertzig en direction de Oberfeulen (comptage dans les deux directions).

À noter qu'un nouveau poste de comptage du trafic vient d'être installé en 2017 sur la N12 à l'entrée de Pratz (en venant de Grosbous) et qu'il faudra un certain laps de temps pour pouvoir disposer de chiffres utiles provenant de ce poste de comptage.

En 2010, le nombre moyen journalier de véhicules enregistré sur la N12 était de 637 en provenance de Hierheck et de 650 en sens inverse. En 2017, ces chiffres ont augmenté à 835 respectivement à 868 véhicules, donc d'environ 30%. Sur la N21 en provenance de Oberfeulen, le nombre moyen journalier de véhicules enregistré était de 2.433 et de 2382 en sens inverse. En 2017, les chiffres enregistrés sur la N21 sont de 2.337 en provenance de Oberfeulen et de 2.239 en sens inverse, on constate donc une baisse d'environ 5%.

En ce qui concerne d'autres projets routiers prévus dans le canton de Redange dans le proche avenir, il y a lieu de citer, à côté des travaux annuels de renouvellement de couches de roulement, le redressement du CR306 à Vichten, la reconstruction du pont OA322 sur la N22 à Ell et le réaménagement du carrefour à Reichlange (N12/N22/N23).

Question 3870 (13.06.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **bifurcation près de la Poste à Colmar-Berg:**

La bifurcation près de la Poste à Colmar-Berg pose depuis longtemps des problèmes de sécurité. En effet, à cet endroit ne se rencontrent pas seulement les véhicules passant par la N7 et la N22, mais également ceux venant du CR345 (rue de Mertzig), qui débouche entre autres dans la rue de la Poste, cette dernière menant tout droit vers la bifurcation évoquée en touchant également la N22 (avenue Gordon Smith).

Aux heures de pointe, lorsque des véhicules arrivent de tous les côtés, il devient non seulement difficile d'accéder à la N7 (voie prioritaire) en venant par exemple de la N22, l'on constate également des formations fréquentes de bouchons qui peuvent être à l'origine de problèmes de sécurité.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions relatives aux nombres d'automobiles qui passent tous les jours par la bifurcation en question, notamment aux heures de pointe?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer, le cas échéant, si le ministère a déjà réfléchi à un réaménagement éventuel de cette bifurcation afin d'améliorer la sécurité en ce lieu précis?

Réponse (26.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le carrefour N7/N22/CR3459 avec la voirie communale peut apparaître problématique du point de vue de la sécurité routière. Or, depuis l'année 2011, aucun accident grave n'a été constaté à cet endroit. Par ailleurs, vu la situation des lieux, il n'y a guère d'autre configuration qui se prête à cet endroit.

La localité de Colmar-Berg étant dépourvue d'un compteur permanent, des comptages de trafic ont été effectués entre le 27 février 2015 et le 15 mars 2015 moyennant des compteurs installés à proximité de Colmar-Berg. Les chiffres ainsi obtenus accusent les charges suivantes du carrefour:

(tableau à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Il convient de noter que les flux (entrées et sorties) de la cité «Rue de l'Alzette» située près du compteur 5072 ne sont pas pris en considération.

Étant donné que l'Administration des ponts et chaussées ne dispose pas de données relatives à la direction des flux au niveau de la bifurcation, il n'est pas possible de se prononcer sur l'évolution de la capacité de cette bifurcation.

Vu la géométrie très serrée (en plan et en élévation) du carrefour, un réaménagement s'avère très difficile. Il est toutefois concevable de tenir compte de la situation lors d'un reclassement de la voirie et de dévier alors le CR345A par la rue «Ënneschte Wee».

Question 3874 (14.06.2018) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **reprise des enseignants de religion:**

Suite à l'abolition de l'instruction religieuse à l'école fondamentale, un certain nombre d'enseignants ont été repris par l'État. Le Gouvernement s'était engagé à garantir la rémunération et la carrière des enseignants concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

1) Selon nos informations, un certain nombre d'agents concernés subissent une perte de revenu alors que l'État avait garanti la reprise à rémunération égale, Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons? Les ministres envisagent-ils remédier à cette incohérence?

2) Certains concernés ont constaté que la durée de service dans l'enseignement public n'est pas prise en compte entièrement par l'État. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer cette information? Dans l'affirmative, les ministres envisagent-ils y remédier?

3) Le Gouvernement s'était engagé à établir une simulation de carrière individuelle pour chaque enseignant concerné. Or, selon nos informations, une telle simulation n'a pas été réalisée. Est-ce qu'il est prévu de donner suite à cet engagement?

4) L'interprétation des missions et des tâches des auxiliaires éducatifs définies à l'article 22 de la loi du 2 août 2017 semble varier selon les différentes directions régionales. Ne serait-il pas opportun de garantir une interprétation et une application homogènes de ces dispositions?

5) De même il semble que certaines directions régionales ne respectent pas les décharges accordées à certains des concernés. Est-ce que les ministres peuvent confirmer cette information et dans l'affirmative est-ce que les directions furent invitées à respecter les décharges?

Réponse commune (23.07.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

ad 1) et 2) De nombreux enseignants et chargés de cours de religion ont en effet demandé de:

a) pouvoir bénéficier des articles 7 et 8 de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État;

b) se voir reconnaître l'intégralité du temps de service passé dans l'enseignement public sous l'autorité de l'Archevêché pour l'application du régime de pensions des fonctionnaires de l'État;

c) voir adapté leur indemnité à partir du 1er septembre 2017 en fonction de la valeur du point indiciaire applicable en tenant compte de leur ancienneté reconnue par l'article 24, paragraphe 2 de la loi du 2 août 2017 portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion.

Pour justifier ces prétentions, les catéchètes ont invoqué l'application de l'article 24 de la loi du 2 août 2017 ainsi que l'application des conventions conclues entre l'État et l'Archevêché et dans ce contexte plus particulièrement celle du principe pacta sunt servanda.

Ces demandes ont toutefois été refusées:

1) Pour ce qui est de l'accord trouvé entre l'Archevêché et l'État, se matérialisant en l'article 18 de la convention du 26 janvier 2015 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et les communautés religieuses établies au Luxembourg, l'État s'est engagé:

a) à respecter le principe général du droit pacta sunt servanda; d'après les travaux parlementaires, ceci signifie que le Gouvernement s'est engagé à l'égard de ses partenaires cultuels à respecter le régime des traitements et pensions des collaborateurs des cultes touchés par les conventions initialement en place. Les traitements des personnes qui occupent les postes définis par la convention du 31 octobre 1997 et approuvés par la loi du 10 juillet 1998 continueront à être calculés selon les règles fixées par ces textes.

b) à créer une offre de reprise qui:

i. garantit la rémunération et la carrière des enseignants et chargés de cours de religion au moment de la conclusion de la convention;

ii. crée des perspectives professionnelles grâce aux procédures de validation des acquis de l'expérience et grâce à une offre de formation continue;

iii. permet d'aboutir à un emploi dans le domaine de l'éducation nationale.

En application du principe pacta sunt servanda, la situation des enseignants et chargés de cours de religion ne doit pas être négativement affectée par l'offre de reprise. Cela implique que dans leur nouvelle fonction d'employé de l'État, ils ont la garantie de bénéficier d'une situation identique à celle qu'ils avaient auprès de l'Archevêché.

Conformément à ce principe, les enseignants et chargés de cours de religion concernés qui étaient liés à l'Archevêché par un contrat de travail de droit privé, se sont vu proposer un contrat de travail d'employé de l'État qui, du point de vue de la rémunération, garantit en principe le maintien de leur situation initiale.

2) Le mécanisme de reprise et les règles de calcul afférentes de la rémunération sont explicités à l'article 24 de la loi précitée du 2 août 2017, qui dispose en son paragraphe 3 que l'agent concerné «est repris au niveau de l'échelon barémique atteint dans sa carrière auprès de l'Archevêché conformément aux dispositions prévues à la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire et au règlement grand-ducal pris en son exécution ou, à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur dans le grade E2.»

Les travaux parlementaires précisent, à titre d'explication, qu'«il était nécessaire de prévoir une mesure garantissant que l'agent repris conserve au moins son traitement perçu auprès de l'Archevêché avant sa reprise. Il est dès lors prévu qu'à défaut de correspondance du niveau de l'échelon barémique du grade E2, l'agent bénéficie de la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur.»

Cet article détermine de manière claire et non équivoque les règles selon lesquelles la rémunération des enseignants de religion et des chargés de cours de religion repris dans la réserve de suppléants et la réserve des auxiliaires éducatifs de l'enseignement fondamental est déterminée.

À défaut de disposition spéciale prévoyant, au bénéfice des personnes concernées, une véritable reconstitution de carrière ab initio, les articles 7, 8 et 9 de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ne sont pas applicables.

Si telle avait été l'intention du législateur, il aurait prévu une disposition spécifique pour les enseignants de religion et les chargés de cours de religion à l'article 9 de la loi précitée du 25 mars 2015.

À défaut, seuls les points a) à f) prévus à cet article peuvent être pris en compte pour l'application des délais prévus aux articles 7 et 8 de la loi précitée du 25 mars 2015.

Au vu des développements qui précèdent, l'État n'a pas pu réserver de suite favorable aux demandes précitées des enseignants et chargés de cours de religion.

Finalement, et dans la mesure où des recours en la matière sont pendants devant le tribunal administratif, nous tenons à souligner que le Gouvernement attendra la décision définitive des juridictions administratives avant de procéder à une éventuelle reconsidération des dossiers.

ad 3) La loi sur la reprise des enseignants de religion prévoit deux cas de figures qui découlent de leur engagement préalable auprès de l'Archevêché et de leur degré de qualification. D'un côté les enseignants de religion qui sont en possession d'un diplôme de fin d'études secondaires ou reconnu équivalent et de l'autre côté les enseignants ne remplissant pas cette condition.

Les premiers ont été repris dans la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental. La loi prévoit dans ce cas de figure un reclassement au grade E2. Ce reclassement peut engendrer un changement au niveau de la carrière en faveur de l'agent concerné. Des simulations de carrières ont été établies par l'Administration du personnel de l'État et transmises aux concernés par courrier du MENJE en date du 27 juin 2017.

Les chargés de cours qui ne possèdent pas de diplôme de fin d'études secondaires ont été repris dans la réserve des auxiliaires éducatifs. La loi ne prévoit ni de reclassement, ni de développement de carrière pour ces agents. Voilà pourquoi le MENJE a renoncé à établir une simulation de carrière pour ces agents.

ad 4) La tâche et les missions des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs sont clairement définies dans l'article 22 de la loi du 2 août 2017 portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion.

La tâche des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs peut comprendre les missions suivantes:

1) l'accueil et la surveillance des enfants ou des jeunes avant, après et entre les cours;

2) la surveillance temporaire d'un groupe d'enfants ou d'une classe d'élèves en cas d'absence du titulaire ou de son remplaçant;

3) l'accompagnement des enfants ou des jeunes pendant des sorties, des déplacements occasionnels ou réguliers;

4) l'aide et l'assistance axées sur les besoins cognitifs, physiques, sociaux et émotionnels des enfants ou des jeunes à besoins éducatifs spécifiques;

5) l'aide et l'assistance d'enfants ou de jeunes souffrant temporairement d'un trouble de santé invalidant.

Il va de soi que, selon la situation locale, l'exercice d'une ou de plusieurs des missions énumérées ci-dessus s'avère plus prononcée, afin de répondre au mieux aux besoins spécifiques de la population scolaire d'une école. Dans cette optique, les équipes pédagogiques d'une école procèdent régulièrement à l'évaluation et, le cas échéant, à l'adaptation des mesures de différenciation mises en place au profit des élèves pour optimiser l'intervention des ressources disponibles.

Le volume de la tâche hebdomadaire des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs intervenant dans l'enseignement fondamental en période scolaire comprend:

1) 28 heures de présence auprès d'enfants;

2) quatre heures de surveillance d'enfants;

3) deux heures de concertation et de consultation avec des parents d'élèves, fixées en fonction des besoins du service par le supérieur hiérarchique.

Au cas où un membre de la réserve des auxiliaires éducatifs bénéficie d'une tâche partielle, les heures de présence auprès des élèves, les heures de surveillance d'enfants et les heures de concertation et de consultation avec des parents d'élèves sont adaptées au prorata de la tâche exercée.

Tel que précisé dans les dispositions législatives, il incombe au directeur de chaque direction de région d'informer les membres de la réserve des auxiliaires éducatifs des modalités d'organisation des heures de concertation et de consultation avec des parents d'élèves à dispenser.

La tâche des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs détachés dans un établissement d'enseignement secondaire ou d'enseignement secondaire technique ou dans une administration ou un service dépendant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse correspond à celle des agents exerçant des tâches correspondantes auprès des établissements ou services précités.

ad 5) Au cours de l'année scolaire 2017-2018, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a dû intervenir rarement pour régler un différend entre un membre de la réserve des auxiliaires éducatifs et une direction régionale au sujet des décharges hebdomadaires et des jours de congé de récréation supplémentaires pour raison d'âge.

Suite à une entrevue avec une délégation des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs en date du 27 mars 2018, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a décidé de transmettre les dispositions législatives en vigueur par le biais d'un courrier adressé aux directions de région et aux membres de la réserve des auxiliaires éducatifs.

Ces informations concernaient les décharges pour raison d'âge et des jours de congé de récréation supplémentaires des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs ainsi que les modalités à respecter au cas où un agent souhaiterait prester les décharges hebdomadaires ou les jours de congé de récréation supplémentaires pour raison d'âge en tant qu'heures supplémentaires.

Question 3876 (18.06.2018) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant la **réfection des routes endommagées lors des intempéries:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°3854 du 7 juin 2018 concernant les dégâts des routes donnant accès à Berdorf, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a fait savoir qu'au vu de l'envergure des dégâts, la réalisation des études et ensuite des travaux n'est pas réaliste à court voire à moyen terme. Selon l'annexe jointe à cette réponse, la durée estimée de ces travaux pour une partie des routes concernées est d'une année entière.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si, dans le cadre d'un plan d'urgence, des mesures spécifiques sont prévues pour raccourcir le plus possible les délais indiqués à l'annexe précitée? Les travaux pourront-ils se poursuivre pendant le congé collectif?

- Madame la Secrétaire d'État peut-elle me dire, si des mesures similaires sont prévues afin de réaménager les sentiers du Mullerthal Trail dans les meilleurs délais?

Réponse commune (26.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Francine Closener,** *Secrétaire d'État à l'Économie:*

Toutes les mesures possibles, tant d'un point de vue administratif que législatif, ont été prises pour raccourcir les délais estimés des travaux de réparation des routes endommagées. Au vu de l'envergure des sinistres, l'élimination des dégâts routiers de moindre envergure a déjà été réalisée ou le sera avant le début du congé collectif d'été. En ce qui concerne les trois endroits où l'infrastructure routière a été complètement détruite, les études géologiques, de levé topographique et de génie civil ont déjà été entamées et dès que des concepts de stabilisation seront établis, les travaux de reconstruction des routes commenceront et ceci en appliquant les procédures d'urgence prévues par la loi relative aux marchés publics.

Au lendemain des intempéries du 1er juin 2018, quelque 45 sentiers, représentant 30% de l'offre touristique de la région, étaient temporairement impraticables. Or, ce nombre a rapidement pu être revu à la baisse.

En effet, sous la coordination de l'Office régional du tourisme (ORT) du Mullerthal - Petite Suisse luxembourgeoise, et grâce à l'intervention concertée des équipes de balisage régulières engagées par le Ministère de l'Économie, des centres de triage régionaux de l'Administration de la nature et des forêts, des équipes du CIG, ainsi que des équipes supplémentaires mises à disposition par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire et sociale, la majorité des sentiers ont pu être réouverts dans les deux à trois semaines qui ont suivi les intempéries d'une exceptionnelle violence.

À ce jour, uniquement une dizaine de sentiers qui nécessitent de plus importants travaux de remise en état restent encore fermés. Néanmoins, cette situation n'entrave en rien le bon déroulement de la saison touristique, car des alternatives bien indiquées sur le terrain permettent aux randonneurs de découvrir la région dans des conditions qui garantissent leur sécurité.

Il reste à signaler que la prise en charge des frais de matériel par le Haut-Commissariat à la protection nationale a grandement accéléré l'avancement des travaux en question.

Ainsi, le remplacement des infrastructures endommagées avance rapidement et, à l'exception de deux sentiers particulièrement ravagés, le restant des sentiers devrait être ouvert au public dans les meilleurs délais.

Question 3878 (18.06.2018) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **réfugiés mineurs non accompagnés:**

Selon nos informations, il s'avérerait qu'un certain nombre de réfugiés mineurs non accompagnés ayant demandé la protection internationale au Luxembourg soient placés dans le Centre socio-éducatif de l'État, respectivement dans l'Unité de sécurité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Les ministres peuvent-ils nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, de combien de mineurs non accompagnés s'agit-il?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles ces mineurs y ont été placés?

Réponse commune (26.07.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

À la date d'aujourd'hui un seul mineur de sexe masculin, né en août 2000, se trouve placé par un juge de la jeunesse à l'Unité de sécurité (UNISEC) du Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) à Dreiborn depuis une ordonnance du 11 mai 2018, prenant effet au 14 mai 2018.

Avant ce transfert à l'UNISEC, il avait été placé à la section disciplinaire du Centre pénitentiaire de l'État suite à un nombre d'infractions commises sur le territoire luxembourgeois.

Ce dernier a fait une demande de protection internationale laquelle lui a été refusée. Il a lancé un recours contre ce refus auprès du tribunal administratif. En date du 21 avril 2018 l'avocat du mineur a demandé la radiation de l'affaire dans la mesure où le mineur a souhaité effectuer un retour volontaire dans son pays d'origine.

À l'heure actuelle, le mineur a fait savoir qu'il souhaiterait quand même rester au Grand-Duché. Il semble néanmoins qu'aucune démarche en ce sens ne fût entreprise par lui.

Selon la direction du Centre socio-éducatif de l'État (CSEE), aucun réfugié mineur non accompagné ayant demandé la protection internationale au Luxembourg n'est placé au CSEE.

Question 3881 (19.06.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**extension du système des avertissements taxés:**

Le système des avertissements taxés, en ce que la sanction est immédiate, semble être un instrument efficace dans la lutte contre les infractions moins graves.

C'est ainsi, et eu égard à ce qui est notamment prévu à l'article 48 du règlement de police de la Ville de Luxembourg:

«Dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la voie publique, de la salubrité et de la tranquillité publiques, il est interdit à toute personne de s'exposer sur la voie publique en vue de la prostitution.

Par dérogation à ce qui précède, cette interdiction ne s'applique pas entre 20.00 heures et 03.00 heures dans les rues limitativement énumérées ci-après, à condition que ni la sécurité et la commodité du passage ni la salubrité et la tranquillité publiques ne s'en trouvent affectées:

- rue d'Alsace, tronçon compris entre la place de la Gare et la rue Wenceslas Ier,

- rue Wenceslas Ier.»

que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres considèrent-ils que le système des avertissements taxés puisse être appliqué aux personnes contrevenant aux dispositions communales précitées?

- Messieurs les Ministres entendent-ils saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi permettant de conférer une base légale à un tel système? Dans l'affirmative, endéans quel délai?

Réponse commune (23.07.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

- Dans le régime actuel, les communes peuvent déjà prévoir des sanctions pénales à leurs règlements de police. À titre d'exemple, l'article 53 du règlement de police de la Ville de Luxembourg précise que «sans préjudice des peines plus fortes prévues par la loi, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies d'une peine de police. [...]».

De nos jours, le système des avertissements taxés, introduit pour la première fois en droit luxembourgeois par la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur les voies publiques, est encore prévu pour sanctionner le non-respect des règles en matière de lutte antitabac, de transports publics, de déchets, de pêche, de navigation intérieure et de chien d'assistance.

L'article 99, alinéa 2, de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 prévoit notamment que «les agents municipaux concourent, sous l'autorité du bourgmestre, en accord avec le commandant du commissariat de police, à la constatation des infractions en matière de stationnement, d'arrêt et de parcage en décernant des avertissements taxés conformément aux alinéas 1er, 3 et 4 de l'article 15 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques».

Force est de constater qu'il n'est actuellement pas possible d'appliquer le système des avertissements taxés en matière de racolage, alors que cette procédure n'est pas explicitement prévue par la loi.

- Il n'est pas prévu de généraliser la procédure des avertissements taxés dans le cadre du non-respect des dispositions communales.

Il y a lieu de renvoyer au projet de loi n°7126 relative aux sanctions administratives communales. L'article 20 dudit projet de loi énumère notamment les faits où des sanctions administratives peuvent être créées par les communes, tel que le fait «d'occuper la voie publique afin d'y exercer une profession, une activité industrielle, commerciale, artisanale ou artistique sans y être autorisé par le bourgmestre». La création de sanctions administratives par les communes n'atteint pas leur compétence de prévoir des peines de police. Or, il ne doit pas y avoir de cumul de sanctions administratives et pénales pour les mêmes faits afin de respecter le principe non bis in idem et pour éviter le risque d'interférences avec des faits pénalement réprimés.

Tandis que l'«avertissement taxé est une sanction de nature pénale[1]», la sanction administrative communale, en projet, revêt la forme d'une amende administrative qui s'élève au minimum à 25 euros et au maximum à 250 euros.

Le Gouvernement a clairement opté pour un système de sanctions administratives, au lieu d'un système généralisé des avertissements taxés, et seule sa mise en œuvre pratique permettra d'évaluer son efficacité.

Question 3884 (20.06.2018) de **M. Gérard Anzia** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **zones d'activités économiques à caractère national:**

Les zones d'activités économiques (ZAE) à caractère national sont de façon générale destinées à l'implantation d'entreprises de production industrielle, contribuant à renforcer et diversifier la structure économique du Grand-Duché.

À cette fin, les ZAE à caractère national sont en principe mises à disposition des entreprises concernées sous la forme de droit de superficie contre paiement d'une participation aux frais des infrastructures d'approvisionnement et d'évacuation et autres, rendant possible la production.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Existe-t-il une base légale permettant à l'État de vendre à une entreprise la parcelle de terrain sur laquelle elle envisage de s'implanter?

2) Quelles sont le cas échéant les conditions qui déterminent si un terrain est mis à disposition de l'entreprise sous la forme de droit de superficie, respectivement si le terrain est vendu à l'entreprise? Dans ce dernier cas, quelle est l'instance qui est responsable de la fixation du prix de vente et suivant quels principes est-il défini?

3) Existe-t-il des entreprises qui sont déjà en possession de terrains appartenant à des ZAE à caractère national? Dans l'affirmative, de quelles entreprises s'agit-il et pour quelle raison cette ou ces ventes ont-elles eu lieu?

Réponse (27.07.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

La loi du du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et l'équilibre régional de l'économie prévoit à l'article 13 (2) que «l'État, représenté par les ministres compétents, et les communes, sous l'approbation de l'autorité supérieure, sont autorisés à échanger, à vendre ou à louer de gré à gré ces terrains à des entreprises dont les projets d'activité industrielle ou de prestation de services sont reconnus comme étant particulièrement aptes à contribuer au développement et à l'amélioration structurelle de l'économie (…).»

Alors que la mise à disposition de terrains moyennant droit de superficie est pratique courante, dans des cas isolés, et suite à des négociations avec les entreprises industrielles, les ministres compétents, à savoir les ministres ayant dans leurs attributions l'Économie et les Finances, ont consenti à la vente de terrains.

Les entreprises Fanuc (Echternach), Procap (Wiltz), Worldrubber SA, Sisa (Foetz) et Fage (Bettembourg) sont propriétaires du terrain abritant leurs bâtiments et équipements industriels.

Question 3885 (20.06.2018) de **MM. Franz Fayot** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **fonds d'investissements spécialisés:**

Dans un article paru dans l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» du 20 avril 2018 («Olos, Pharos & Cluster») est thématisée une pétition refusée par la Chambre des Députés, qui interrogeait le bien-fondé et la justification du point de vue de l'équité fiscale d'un modèle de structuration de la propriété immobilière au Luxembourg.

Il s'agit des «fonds d'investissement spécialisés» constitués sous la loi du 13 février 2007 investis

[1] Jean-Luc PUTZ, Le permis de conduire, Promoculture-Larcier, 2014, p. 536

dans la propriété immobilière luxembourgeoise. Ces fonds sont réservés à des investisseurs avertis et permettent, à condition de rester en dessous d'un seuil de 10% du capital total du fonds, d'exonérer totalement de toute imposition les plus-values distribuées. L'accroissement de valeur peut se composer de plus-values, mais aussi de loyers encaissés et de bénéfices de spéculation réalisés sur des objets immobiliers détenus par le FIS depuis moins de deux ans.

Ce traitement fiscal favorable est confirmé en ce qui concerne les actifs immobiliers des FIS par la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n°100/1 du 13 juillet 2007.

Le Luxembourg a ainsi créé un régime défiscalisé permettant à des «investisseurs avertis» (investissant au moins 125.000 euros) de défiscaliser les plus-values réalisées sur les actions de capitalisation des FIS détenant des actifs immobiliers, y compris des actifs immobiliers luxembourgeois.

D'après les informations relevées par l'article de presse, il ne s'agit pas d'un phénomène marginal, alors que les fonds de trois grands promoteurs immobiliers luxembourgeois totaliseraient à eux seuls une valorisation de 1.167.820.075 euros (au 31 décembre 2016, étant observé que les comptes les plus récents du plus important de ces fonds, Olos, datent du 31 décembre 2014).

Il nous revient par ailleurs que de nombreux autres propriétaires fonciers et investisseurs luxembourgeois et étrangers auraient d'ores et déjà recouru à la structure des FIS pour défiscaliser leur portefeuille immobilier.

Dès lors, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Combien de structures FIS existent à l'heure actuelle, ou sont en phase d'instruction, ayant pour objet l'investissement dans l'immobilier luxembourgeois? Quel est le déchet fiscal estimé de ces structures de défiscalisation?

2) Est-ce que le Gouvernement estime que cet instrument de défiscalisation est conforme au principe d'égalité devant l'impôt, alors que seul des investisseurs fortunés («investisseurs avertis») peuvent en profiter, à l'exclusion des propriétaires n'ayant pas accès à de telles structures?

3) Messieurs les Ministres ne craignent-ils pas que l'instrument des FIS contribue à augmenter encore la pression sur les prix des terrains, alors que les FIS sont en situation nettement avantagée, étant donné que leur bénéfice en cas d'urbanisation des terrains ne sera pas amputé d'impôts ni dans le chef du FIS ni dans le cas d'investisseurs imposables au Grand-Duché? N'estiment-ils pas qu'il s'agit là d'un incitatif supplémentaire à la spéculation et à la rente immobilière, particulièrement néfaste dans la situation déjà désastreuse du marché immobilier luxembourgeois?

Réponse commune (30.07.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Le fonds d'investissement spécialisé (FIS) a été créé par la loi du 13 février 2007 dans le contexte de la diversification de la place financière. Le FIS est un organisme de placement collectif agréé et supervisé par la CSSF lequel peut investir dans toutes sortes d'actifs, sans restriction au niveau géographique. Ainsi, il se prête autant bien comme fonds investissant en valeurs mobilières, en capital à risque ainsi qu'en immobilier. Vu sa flexibilité et sa souplesse, le FIS est une structure ouverte aussi bien aux résidents qu'aux non-résidents, et contribue ainsi à l'attractivité de la place financière luxembourgeoise comme plateforme internationale.

Alors que les honorables Députés qualifient le FIS comme «instrument de défiscalisation», il convient de préciser qu'à l'instar des autres organismes de placement collectifs, il est soumis à une taxe d'abonnement annuelle basée sur la totalité des avoirs nets évalués au dernier jour de chaque trimestre. Lorsqu'un FIS distribue des dividendes à une personne physique résidente ou lorsque cette dernière vend ses parts du FIS endéans un délai de détention de six mois, ces revenus sont pleinement imposables selon le barème d'imposition luxembourgeois, dont le taux maximal est fixé à 42%.

Lorsque les parts dans un FIS sont cédées après un délai de détention de six mois, la plus-value de cession est également soumise à l'impôt sur le revenu si la participation représente plus que 10% du capital de la société. S'il s'agit d'un contribuable non résident, les revenus sont imposables selon les règles fiscales de son pays de résidence.

Si les FIS sont réservés à des investisseurs «avertis», il faut toutefois souligner que sont considérés comme tels non seulement les investisseurs institutionnels et les investisseurs professionnels, mais également tout autre investisseur qui déclare par écrit qu'il adhère au statut d'investisseur qualifié et qui soit investit le montant minimum prévu par la loi soit bénéficie d'une attestation émise par un établissement de crédit ou d'une société de gestion. Partant, l'affirmation des honorables Députés selon laquelle «seul des investisseurs fortunés (…) peuvent en profiter» ne peut guère être partagée.

En ce qui concerne la question des honorables Députés sur le nombre de FIS investissant dans l'immobilier au Luxembourg, il n'existe aucune statistique y relative. Si la liste des FIS enregistrés auprès de la CSSF est librement accessible sur son site Internet, celle-ci ne permet pas d'isoler ceux qui investiraient exclusivement ou partiellement dans l'immobilier au Luxembourg. Ainsi, il n'est pas possible d'établir un éventuel déchet fiscal, ni d'évaluer un hypothétique impact sur le marché immobilier.

Question 3887 (21.06.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Programme Recherche Nursing:**

De Lëtzebuerger Gesondheetssystem benotzt deen a Kanada entwéckelte PRN-System (Programme Recherche Nursing), fir déi organisatoresch a personaltechnesch Gestioun vun de Klinicke sécherzestellen. Et schéngt awer esou ze sinn, datt d'Fleegepersonal an de Klinicke mat dëser Organisatiounsstruktur net zefridden ass, haaptsächlech wéinst dem héijen Opwand, deen déi vum PRN virgeschriwwen Dokumentatioun vun de Fleegeaarbechte mat sech bréngt. An engem den 1. Februar 2013 am „Lëtzebuerger Land" verëffentlechten Artikel gëtt ee Betraffenen aus dem Fleegesecteur folgendermoossen zitéiert:

„Ich muss aber nicht nur dokumentieren, was genau ich gemacht habe (...) sondern auch, warum. Hebe ich einen Patienten aus einem Rollstuhl in sein Bett und klappe dabei die Armlehnen am Rollstuhl beiseite, damit alles einfacher geht, muss ich aufschreiben, weshalb das nötig war."

Des Weidere soll et esou sinn, datt all Joer fir zwou Wochen Experte vun der kanadescher Firma EROS op Lëtzebuerg kommen, fir ze kontrolléieren, ob de PRN-System och richteg ugewannt gëtt. Déi Betraffen um Terrain kloe schonns zanter Laangem, datt d'Qualitéit vun der Fleeg duerch déi rationaliséiert Kontrollmechanisme vum PRN-System ofhëlt.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Minister vun der sozialer Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass et aktuell nach ëmmer esou, datt kanadesch Experte vun der Firma EROS fir zwou Wochen op Lëtzebuerg kommen, fir d'Uwendung vum PRN-System ze kontrolléieren an, wa jo, wat sinn d'Käschte vun där Expertise?

2. Gëtt aktuell nach ëmmer d'Versioun 6.0 vum PRN-System benotzt? Wa jo, wat sinn déi integral Käschte vun deem aktuelle System? Wann neen, wat fir eng Versioun gëtt aktuell genotzt a wat sinn déi integral Käschte vun där Versioun?

3. Wéi ass de bürokrateschen Opwand, deen de PRN mat sech bréngt, an den Ae vun de Ministeren ze veräntwerten?

4. Sinn déi zoustänneg Ministeren net der Meenung, datt een de Notze vum PRN-System iwwerdenke misst an/oder eng nei Method aféiere misst, fir esou eng méi praxisorientéiert Gestioun vun de Fleegeariichtunge sécherzestellen?

Réponse commune (25.07.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. D'Societéit EROS validéiert de PRN. D'Käschte vun dëser Expertise belafe sech op 56.100 €, dovunner sinn 42.900 € Honorairen.

ad 2. D'Versioun 6.0 vum PRN gëtt zurzäit applizéiert. De Gesamtkäschtepunkt vum PRN chiffréiert sech op 1.675.700 €, déi wéi follegt verdeelt sinn:

- Lizenzkäschten: 19.600 €

- Validatioun vum Audit: 56.100 €

- Salairë vun den Infirmièren, déi auditéieren (ETP=16,25): 1.600.000 €

ad 3. Den Audit PRN berout op de schréftlechen Notizen, déi an de Fleegedossiere vun de stationäre Klinikunitéiten agedroen ginn. Dës Aschreiwunge si virun allem onerlässlech, fir d'Qualitéit an d'Sécherheet vun der Fleeg ze garantéieren a fir bei all Patient kënnen nozeverfolgen, wat fir eng Fleeg hie kritt huet.

Et ass am Interêt vum Patient, dass dës Informatiounen, dat heescht den Diagnostic infirmier, de Fleegeplang, déi ausgeféiert Fleegehandlungen (och déi, déi vum Patient ugefrot goufen) an déi Fleeg, déi net duerchgefouert gouf, an dem Patientendossier schréftlech agedroe ginn.

All dës Informatiounen, déi och fir d'Koordinatioun vun de Soignanté wichteg sinn, ginn, op eng verständlech Manéier, vum a fir d'Fleegepersonal festgehalen an no international ugewannten „bonnes pratiques" organiséiert. D'Fassong, wéi dës Informatioune sollen notéiert ginn, gëtt zu Lëtzebuerg wärend der Ausbildung zum Infirmier/ère geléiert.

Eréischt duerno ginn dës Informatioune vun de PRN-Auditeure konsultéiert, d'Auditeure sinn net direkt an d'Fleeg agebonnen.

Op dës Manéier huet déi administrativ Aarbecht vum PRN, déi vun de PRN-Auditeure duerchgefouert gëtt, nëmme ganz bedéngt en Afloss op d'Fleegenotizen.

ad 4. D'Dokumentatioun vun den Diagnosen, vun den Interventiounspläng an de Fleegehandlunge muss den unerkannten „règles de bonnes pratiques" entspriechen. Dëst ass néideg, fir d'Koordinatioun an d'Qualitéit vun de Fleegehandlungen, mat oder ouni PRN, ze garantéieren.

De Gesondheetsministère an de Sozialministère betruechten et als ganz wichteg, dass d'Fleegeunitéiten iwwert dat néidegt Personal fir d'Fleeg verfügen, souwuel wat d'Unzuel wéi och d'Ausbildung an d'Kompetenze betrëfft. De PRN erfëllt dat quantitatiivt Zil.

Et gëtt am Moment an eise Spideeler keng aner validéiert Method, fir d'Besoinen u Fleegepersonal ze bestëmmen.

D'Asetze vun enger strukturéierter a standardiséierter Dokumentatioun vun de medezinneschen Akten - eng Prioritéit vum Gesondheetsministère a vum Ministère fir sozial Sécherheet - ass am Gesetz vum 8. März 2018 betreffend d'Spideeler an d'Spidolsplanung festgehalen.

An Zukunft kéinten d'Informatiounen aus dëser Dokumentatioun eng wäertvoll zousätzlech Quell fir d'Allocatioun vum Fleegepersonal an de Klinicken (Unzuel a Qualifikatioun) duerstellen.

De PRN ofschafen, ouni eng aner gläichwäerteg Method, fir de Bedarf u Personal an de stationäre Fleegeunitéiten an an de Klinicken ze bestëmmen, kéint als Konsequenz hunn, dass d'Spideeler keng valabel Method hätten, fir de Bedarf u Personal vis-à-vis vun der Krankeversécherung ze rechtfertegen, a kéint zu Inegalitéiten an der Allocatioun vum Personal féieren.

Question 3889 (21.06.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**installation d'un système de climatisation dans des maisons passives:**

Depuis le 1er janvier 2017 tous les nouveaux bâtiments d'habitation doivent être à consommation d'énergie quasi nulle. Cette exigence n'empêche pas en soi l'installation d'un dispositif de climatisation pour assurer un confort thermique en été, mais complique pourtant le respect de la valeur directrice sur la consommation d'énergie du passeport énergétique.

Or, les maisons dites passives ont tendance à s'échauffer considérablement en été, malgré toute isolation et limitation des apports solaires à travers les fenêtres. De plus, les exigences du passeport énergétique n'empêchent pas l'installation ex post d'un dispositif de climatisation.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'introduire une dérogation pour les systèmes de climatisation dans l'établissement du passeport énergétique pour les nouveaux bâtiments?

- Dans la négative, quelles autres modifications de la législation actuelle Monsieur le Ministre envisage-t-il afin de garantir le confort thermique en été dans les maisons passives?

Réponse (27.07.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation (ci-après le «Règlement») exige qu'à partir du 1er janvier 2017 tous les nouveaux bâtiments d'habitation doivent être à consommation d'énergie quasi nulle. En 2016, le Règlement a été complété par des dispositions visant le renforcement des exigences minimales à respecter par tout bâtiment d'habitation neuf en ce qui concerne la protection thermique d'été. Les dispositions concernées imposent des mesures concrètes en matière de protection solaire pour éviter toute surchauffe du bâtiment, principalement pendant les mois d'été. Le respect de cette exigence est à confirmer et à documenter vis-à-vis de l'autorité compétente en matière d'autorisations de bâtir. Le but des modifications apportées au Règlement est donc clairement, d'éviter toute nécessité pour l'installation de systèmes de climatisation dans les bâtiments d'habitation neufs, tout en permettant un confort thermique adapté. C'est ainsi que le calcul de la performance énergétique des bâtiments d'habitation ne considère pas des besoins en énergie pour climatisation.

Reste à préciser que la réglementation sur les aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement exclut comme règle générale toute aide aux logements équipés de systèmes de climatisation active. Sont toutefois permis l'équipement de bâtiments d'habitation avec des pompes à chaleur réversibles (en combinaison avec l'installation d'un dispositif évitant la formation de rosée sur les superficies du système de climatisation) respectivement des systèmes de refroidissement par source naturelle, par exemple par l'intermédiaire d'un échangeur de chaleur géothermique ou de sondes géothermiques sans fonctionnement d'un compresseur.

Au vu de ce qui précède, il n'y a pas de nécessité de procéder à des modifications du cadre réglementaire actuellement en vigueur.

Question 3890 (21.06.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**utilisation de la gare ferroviaire dans le sous-sol de l'Aéroport de Luxembourg:**

En abandon depuis des années, Monsieur le Ministre avait présenté ses plans pour une utilisation rationnelle de cette gare souterraine en juin 2016. Une étude serait, d'après les dires de Monsieur le Ministre, arrivée à la conclusion que l'implantation d'un centre de données (data center) et de commerces serait propice pour le développement futur du Findel. Jusqu'en 2021, le site autour du Findel serait par ailleurs réaménagé avec la construction de parkings supplémentaires et d'un hôtel.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous préciser si les travaux en relation avec l'implantation du centre de données et des commerces dans la gare souterraine du Findel vont bon train?

- Quid des autres projets annoncés et dont la réalisation devrait être achevée en 2021?

Réponse (23.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'option de l'implantation d'un data center dans les locaux prévus initialement pour la gare souterraine de l'Aéroport de Luxembourg est toujours d'actualité. lux-Airport continue de mener des pourparlers avec des clients potentiels. L'installation de commerces sur la partie intermédiaire entre la gare souterraine et l'accès aux parkings fait partie de la première phase du projet Airport City.

Le projet Airport City entre dans sa première phase avec la planification concrète des immeubles prioritaires destinés à servir de bureaux et de parkings. La mise en œuvre de cette première phase sera réalisée au cours de l'année prochaine. La réalisation de l'ensemble du projet Airport City va se faire en plusieurs phases sur une période prolongée.

Question 3892 (22.06.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **jeux de hasard:**

Déjà en avril 2016, notre groupe avait thématisé l'installation de jeux de hasard dans les débits de boissons en contravention avec la législation applicable. Dans sa réponse à la question parlementaire n°2045, Monsieur le Ministre avait d'ailleurs répondu avoir continué un cer-

tain nombre d'informations aux parquets de Luxembourg et de Diekirch.

Depuis lors, le phénomène semble s'accentuer, de sorte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Combien d'enquêtes/instructions sont actuellement en cours en raison de l'exploitation illégale de jeux de hasard? Combien de débits de boissons sont concernés?

- Combien d'affaires ont jusqu'à présent abouti à des condamnations pénales?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faille durcir la législation et les sanctions applicables en la matière?

Réponse (23.07.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

En ce qui concerne les deux premières questions, je tiens à attirer l'attention des honorables Députés sur le fait que le Ministre de la Justice ne dispose pas d'informations relatives à des enquêtes judiciaires en cours. En tout état de cause, des jugements toisant des affaires quant au fond n'ont pas été prononcés.

Si des enquêtes judiciaires étaient en cours, le parquet ne manquerait pas de communiquer au moment jugé opportun.

Quant à la troisième question, je me permets de rappeler des éléments fournis par ma réponse à la question parlementaire n°2045 du 20 avril 2016: «Le libellé de l'article 3 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives est clair et sans équivoque: dès qu'un appareil installé notamment dans un débit de boissons offre, moyennant enjeu, des gains autres que le droit de continuer à jouer, il est interdit par cette loi et les dispositions pénales y afférentes sont applicables.»

Si à l'issue d'éventuelles enquêtes judiciaires, il en ressortait que la législation applicable serait inadaptée par rapport à la situation concrète qu'elle est supposée régir, cette législation ferait évidemment l'objet d'un réexamen.

Question 3893 (25.06.2018) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant l'**imposition des associations sans but lucratif et des associations agricoles:**

Diverses associations se sont vu adresser pour la première fois au courant de l'année 2017 une demande de remise de déclaration pour l'impôt sur le revenu, l'impôt commercial et l'impôt sur la fortune des collectivités résidentes.

Même si, aux termes de la loi, certaines de ces associations pourront se prévaloir d'exemptions légales, d'autres n'échapperont pas à l'imposition (même si leurs revenus et/ou fortune sont faibles voire inexistants).

Il va de soi que pour certaines d'entre elles, même une imposition minimale sera lourde de conséquences en termes de trésorerie.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer ce nouvel acharnement de l'Administration des contributions directes vis-à-vis de ces associations?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille revoir la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), de même que celle du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune afin d'éviter qu'un préjudice grave et définitif soit causé auxdites associations? En attendant cette loi, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le directeur des contributions directes doive, par voie de circulaire ou via une note de service, d'ores et déjà œuvrer en ce sens?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la formule inscrite par exemple à l'article 161, paragraphe 1er, 1. de la L.I.R. que «par décision du Gouvernement en conseil, prise sur avis du Ministre des Finances, certaines activités des associations sans but lucratif ne sont pas considérées comme activités à caractère industriel et commercial lorsque l'objet ou les objets en vue desquels l'asbl est formée présente(nt) un intérêt public particulièrement accusé et lorsque l'asbl ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel» accorde un pouvoir quasi arbitraire au Gouvernement et qu'il faille davantage libérer les associations sans but lucratif de ces contraintes fiscales? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (23.07.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Députée fait état d'un «nouvel acharnement» de la part de l'Administration des contributions directes vis-à-vis de diverses associations sans but lucratif et associations agricoles sans pour autant donner plus de précisions quant à l'objet social ou l'activité réellement déployée par les associations en question. Par ailleurs, contrairement à ce que la députée insinue dans sa première question, l'imposition des associations agricoles et des associations sans but lucratif n'a pas changé les dernières années.

En matière des impôts directs, une association sans but lucratif («asbl») constituée selon la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, est considérée comme un contribuable assujetti à l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt commercial et de l'impôt sur la fortune. Ainsi, notamment l'article 159 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu («L.I.R.») énumère explicitement les asbl.

Nonobstant des règles générales d'assujettissement prévues au susdit article, l'alinéa 1, numéros 1. et 8. de l'article 161 L.I.R. prévoit pour les asbl et les associations agricoles une exemption de l'IRC si différentes conditions sont remplies.

Il faut qu'une asbl, suivant ses statuts ou son pacte social et son activité, poursuive directement et uniquement des buts culturels, charitables ou d'intérêt général. Dans cette hypothèse, elle bénéficie, en principe, de l'exemption personnelle d'impôt prévue par l'article 161 L.I.R.

Par contre, cette exonération n'est que partielle si l'asbl exerce une activité à caractère industriel ou commercial ou cherche à procurer à ses membres un gain matériel. Dans ce cas, cette partie des revenus reste passible des impôts directs.

Les conditions d'exonération sont définies et délimitées par l'ordonnance dite «Gemeinnützigkeitsverordnung» du 16 décembre 1941.

Tout comme les asbl, les associations agricoles profitent également d'une exemption personnelle de l'IRC si leurs activités concernent:

a) l'utilisation en commun de machines ou installations agricoles ou forestières;

b) la transformation ou la vente de produits agricoles ou forestiers provenant des exploitations agricoles ou forestières de leurs membres, à condition que la transformation ou la vente reste dans le domaine de l'agriculture ou de la sylviculture.

Les dispositions mentionnées ci-avant sont également valables pour l'impôt commercial (IC).

En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, les asbl et les associations agricoles sont, en principe, assujetties à l'impôt sur la fortune. Toutefois, le paragraphe 3, alinéa 1er, numéros 6 et 8 de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (VStG) dispose que: «(1) Von der Vermögenssteuer sind befreit:

6. Körperschaften, Personenvereinigungen und Vermögensmassen, die nach der Satzung, Stiftung oder sonstigen Verfassung und nach ihrer tatsächlichen Geschäftsführung ausschließlich und unmittelbar kirchlichen, gemeinnützigen oder mildtätigen Zwecken dienen. (…);

8. les associations agricoles pour autant que leur activité concerne:

a) l'utilisation en commun de machines ou installations agricoles ou forestières;

b) la transformation ou la vente de produits agricoles ou forestiers provenant des exploitations agricoles ou forestières de leurs membres, à condition que la transformation ou la vente reste dans le domaine de l'agriculture ou de la sylviculture. Ces associations ne perdent pas l'exemption par le fait de la poursuite occasionnelle d'activités non visées à la phrase précédente pour autant que les recettes d'exploitation provenant de telles activités n'atteignent pas 10 pour cent du total des recettes d'exploitation autres que les revenus des participations visées ci-après. (…)»

En conclusion, la L.I.R. et la VStG prévoient des dispositions spécifiques d'exemption si différentes conditions sont remplies.

Comme les règles d'application n'ont pas changé dans le passé, il devrait y avoir d'autres raisons pour lesquelles diverses associations se sont vu adresser, selon les sources de l'honorable Députée, pour la première fois au courant de l'année 2017 une demande de remise de déclaration pour l'IRC, l'IC et l'IF.

Étant donné que le cadre juridique actuel prévoit déjà aujourd'hui des exonérations spécifiques pour les asbl et les associations agricoles, un changement législatif n'est pas opportun.

Question 3894 (25.06.2018) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **fin du programme d'assistance financière à la Grèce:**

Lors d'une réunion de l'Eurogroupe à Luxembourg le 21 juin 2018, les Ministres des Finances de la zone euro ont annoncé l'expiration du programme de soutien financier conclu avec la République hellénique en 2010 dans la foulée de la crise des marchés financiers et de la dette souveraine dans plusieurs États membres de l'UE.

Aussi, selon des informations publiées par le Gouvernement fédéral allemand et relayées par la presse, le seul État allemand aurait réalisé un bénéfice de 2,9 milliards d'euros sur les prêts accordés à la Grèce depuis le début du premier programme d'aide en 2010.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les détails de l'accord intervenu au sein de l'Eurogroupe lors de la réunion du 21/22 juin 2018 concernant la fin du programme d'assistance financière à la Grèce?

- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer le bénéfice réalisé par le Trésor luxembourgeois sur l'ensemble des opérations de refinancement des États membres en difficulté économique, tant au niveau bilatéral que dans le cadre du FESF et du MES?

- Le cas échéant, le Gouvernement pourrait-il s'imaginer de reverser à certains États membres débiteurs, dont notamment la Grèce, les bénéfices réalisés grâce aux différents instruments bi- et multilatéraux d'assistance financière, par exemple sous forme d'aide humanitaire destinée à couvrir une partie des coûts liés à l'accueil de réfugiés?

Réponse (24.07.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Lors de sa réunion du 21 juin 2018, l'Eurogroupe est parvenu à un accord en vue de la finalisation du troisième programme d'assistance financière en faveur de la Grèce qui arrivera à son terme le 20 août 2018. Cette date marquera la fin d'une période difficile pour ce pays qui a débuté en 2010 et au travers de laquelle les États membres de la zone euro ont fait preuve d'une solidarité inédite, en octroyant de prêts pour un total de 245 milliards d'euros à la Grèce.

L'accord conclu lors de cette réunion de l'Eurogroupe a permis de constater que 450 mesures de réformes ont été in fine accomplies par les autorités grecques au titre du troisième programme d'assistance, ce qui permettra de débloquer une tranche finale de 15 milliards d'euros en faveur de la Grèce. Celle-ci s'est engagée en contrepartie à continuer de remplir tous les engagements qu'elle a pris depuis 2010 après la fin du programme et d'assurer de la sorte la compétitivité du pays.

Afin de contribuer davantage à la solidité financière de l'État grec, l'Eurogroupe s'est aussi mis d'accord sur une nouvelle série de mesures d'allègement de la dette publique de la Grèce qui consistera à accorder une extension de dix ans de la maturité de prêts octroyés via le FESF ainsi qu'un report supplémentaire de dix ans des paiements d'intérêts et de l'amortissement des prêts FESF. Finalement, la Grèce bénéficiera jusqu'à la fin de l'année 2022 de paiements supplémentaires de la part de ses partenaires européens, et ce pour des montants équivalant aux intérêts encaissés par l'Eurosystème et à condition qu'elle continue à remplir ses engagements.

Au total, la Grèce terminera le programme d'assistance avec une réserve de liquidités de 24,1 milliards d'euros, ce qui devrait lui permettre de respecter ses engagements financiers sur les 24 mois à venir et à regagner à terme son accès aux marchés des capitaux pour des refinancements futurs.

Quant à un éventuel bénéfice réalisé par l'État luxembourgeois sur les opérations de solidarité avec les États européens en difficulté financière, il faut tout d'abord noter que le Gouvernement n'a jamais considéré sa contribution comme un acte purement financier. La solidarité à l'égard des partenaires européens va bien au-delà des considérations comptables et l'impact agrégé de l'apport financier et des mesures de réformes réalisées ne peut pas être réduit à un simple calcul de gains ou de pertes en termes purement économiques.

Nonobstant ce qui précède, les opérations de solidarité en faveur de l'Espagne, du Portugal, de Chypre et de l'Irlande ont été opérées via le FESF et/ou le MES, de sorte que l'État n'a touché aucun gain financier ni reçu de dividende de la part des deux institutions précitées. Au contraire, le Luxembourg - tout comme les autres pays de la zone euro - accorde une garantie au FESF qui se chiffre actuellement à environ 500 millions d'euros et qui contribue à hauteur de 0,9 point de pourcent à la dette publique du Grand-Duché exprimée en pourcent du PIB. Le Luxembourg a également contribué pour un montant total de 200 millions d'euros au capital souscrit du MES afin que ce dernier dispose d'une base capitalistique suffisamment forte pour assumer son rôle en tant que filet de sécurité pour la zone euro.

Quant à la Grèce, l'apport financier total de 245 milliards d'euros évoqué ci-avant se compose en effet aussi en partie de prêts bilatéraux qui ont été accordés dans le cadre de la «Greek Loan Facility» mise en place par l'Eurogroupe. L'octroi de prêts bilatéraux était nécessaire en 2010 pour soutenir la Grèce dans l'urgence, étant donné que les instruments du FESF et du MES n'étaient pas encore en place à l'époque. Le Luxembourg a dans ce contexte octroyé à la Grèce des prêts bilatéraux pour une valeur totale de 139,9 millions d'euros. Les intérêts et les commissions réalisés au total depuis 2010 par la Trésorerie de l'État sur ces opérations de prêt se chiffrent à 10,8 millions d'euros au 30 juin 2018. En même temps, l'État luxembourgeois a restitué à l'État grec, conformément à un accord conclu à l'Eurogroupe en 2012, la somme totale de 28,3 millions d'euros de 2012 à 2014 pour compenser les intérêts qu'ont touchés les banques centrales nationales des pays respectifs au titre de leurs programmes ANFA et SMP. Ces paiements avaient été suspendus en 2015 dans le contexte de la renégociation du programme d'assistance financière, mais ils seront toutefois repris dès la fin de cette année à la suite de l'accord conclu à l'Eurogroupe du 21 juin dernier. Le Gouvernement continuera donc à restituer à la Grèce d'éventuels gains d'intérêt réalisés par la Banque centrale.

Question 3896 (26.06.2018) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme:**

Il me revient que certaines banques luxembourgeoises bloquent des virements effectués par une organisation non gouvernementale reconnue et cofinancée par l'État au motif d'appliquer les règles contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Il est certes indispensable que les établissements financiers exécutent leurs obligations en la matière avec toute la diligence requise.

Cependant, il s'est avéré dans ce cas précis que l'ONG censée être bénéficiaire du virement ne figure sur aucune des listes noires officielles de l'UE, qui sont régulièrement mises à jour. Elle figurait par contre sur la liste d'une entreprise privée dont les critères pour y placer une ONG ne sont pas clairs et peuvent par conséquent être utilisés pour y répertorier des ONG pour des buts autres que la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Après l'intervention déterminée de l'ONG luxembourgeoise, le blocage a finalement pu être levé pour ce virement.

Cette situation soulève cependant des questions plus fondamentales, lorsque des entités sans légitimité politique ni juridique servent de référence pour prendre de telles décisions par les institutions financières.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Existe-t-il une circulaire du ministère, sinon de la CSSF, sur quelles sortes de données les instituts bancaires luxembourgeois sont censés se baser pour répondre à leurs obligations en matière de blanchiment et de financement du terrorisme?

- Dans la négative et face à ces événements, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'émettre une telle circulaire?

- Quelle est la valeur juridique d'une «liste noire» établie par une entreprise privée?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que seules les listes noires officielles de l'UE devraient constituer la base pour une telle évaluation?

Réponse (26.07.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Une des missions de la CSSF consiste à veiller à ce que les professionnels du secteur financier respectent les obligations professionnelles qui

leur incombent au titre de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Aux fins de satisfaire à leurs obligations légales, les professionnels du secteur financier sont tenus de se doter de procédures appropriées en la matière.

Ainsi, les professionnels du secteur financier doivent procéder à l'identification des clients et ayants droit, assurer le suivi des transactions et, le cas échéant, faire des déclarations suspectes et coopérer avec les autorités compétentes.

Il relève de la responsabilité des établissements de crédit de déterminer les sources d'informations qu'ils prennent en compte pour assurer le suivi des clients et des transactions effectuées par le client et par conséquent pour respecter leurs obligations légales.

Si, au titre du suivi des transactions, le professionnel a un doute qu'il ne parvient pas à lever en relation avec une opération, la loi prévoit que le professionnel n'exécute pas l'opération en question.

La CSSF publie sur son site Internet dans la rubrique «Criminalité financière» les listes publiques directement applicables aux professionnels du secteur financier au Luxembourg. Y figurent notamment les listes établies par l'Union européenne portant sur les personnes, groupes, entités soumis à sanctions financières par l'Union européenne ou encore les décisions de l'ONU ou les règlements ministériels concernant des mesures restrictives supplémentaires en matière financière dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme. Le Ministère des Finances publie également des listes publiques sur son site Internet.

Question 3900 (28.06.2018) de **Mme Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant l'**auditoire de la Villa Louvigny:**

Rappelant la réponse à la question parlementaire n°3843 dans laquelle le Secrétaire d'État à la Culture a déclaré qu'il ne pouvait pas répondre vu que l'affectation du bâtiment Villa Louvigny relèverait de la compétence du Conseil de Gouvernement dans son ensemble, je me permets d'adresser une question modifiée à Monsieur le Premier Ministre.

L'auditorium de la Villa Louvigny peut accueillir jusqu'à 400 personnes et a été planifié et réalisé pour l'orchestre de Radio Luxembourg. Il bénéficie donc d'une acoustique spécifique en vue de l'enregistrement de concerts. C'est une salle pour travailler, enregistrer et se produire devant un public.

Il s'agit d'une rareté que les professionnels du secteur souhaiteraient pouvoir utiliser à des fins de répétition, d'enregistrement (également de musique de films) et de concerts. Des exemples à l'étranger montrent que ce genre de salle peut être réaffectée à sa destination d'origine (p. ex. la Maison de la Radio, place Flagey à Bruxelles).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1) Ne serait-il pas envisageable de réaliser un projet comme celui de la Maison de la Radio Flagey à Bruxelles?

2) Dans tous les cas de figure, n'est-il pas possible d'ouvrir l'auditorium aux professionnels du secteur afin d'y répéter et enregistrer?

3) Ne serait-il pas opportun d'organiser de nouveau des concerts dans l'auditorium?

Réponse (09.08.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

J'aimerais tout d'abord rappeler la réponse apportée par Monsieur le Ministre de la Culture à la question parlementaire 3843 du 30 mai 2018 de Madame la Députée dans laquelle ce dernier avait rendu attentif au fait que le bâtiment Villa Louvigny se trouve actuellement en procédure de classement comme monument national.

Comme ledit bâtiment appartient à l'État et qu'il abrite toujours le Ministère de la Santé, cet immeuble ne me semble pas comparable au sort du bâtiment «Flagey» à Bruxelles.

Sans vouloir préjuger de la possibilité d'entrevoir une réutilisation à l'avenir de l'ancien auditorium à des fins conformes à sa destination initiale, il importera d'attendre, avant tout autre progrès, les avis sollicités, en conformité à la procédure fixée par la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, par la Commission des sites et monuments par rapport à son avis positif quant au classement de ce site en tant que monument national.

Question 3901 (28.06.2018) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant les **jeux de hasard:**

Les jeux de hasard sont réglés au Luxembourg par la loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportifs. Dans ce contexte, il m'a été rapporté qu'une administration communale a été confronté à une demande d'ouverture d'un club «privé» de Bingo sur le fondement de l'article 2 (1) a) de la loi précitée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'une demande d'ouverture d'une salle «privée» de Bingo sur le fondement de l'article 2 (1) a) de la loi précitée?

2) Monsieur le Ministre partage-t-il l'opinion qu'une société commerciale ne pourrait jamais mener un projet de loteries ou de tombolas en se fondant sur l'article 2 (1) a) de la loi précitée, même si elle redistribuait une partie de son chiffre d'affaires à une œuvre sociale?

3) Le Gouvernement planifie-t-il de prendre des mesures afin de contrecarrer les tentatives d'une société commerciale de contourner la loi précitée, par exemple en informant par circulaire les communes sur les dispositions législatives en la matière?

Réponse (02.08.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1) Concernant la première question de l'honorable Député, je peux confirmer que j'ai eu connaissance d'une demande d'ouverture d'une salle de Bingo adressée à deux communes sur base de l'article 2, paragraphe 1er, lettre a), de la loi modifiée du 20 avril 1977 sur les jeux de hasard et les paris sportifs.

ad 2) Quant à la deuxième question de l'honorable Député, il importe de relever tout d'abord que la phrase liminaire de l'article 2, paragraphe 1er, précité prévoit que des loteries et tombolas peuvent être autorisées lorsqu'elles sont destinées entièrement ou partiellement à un but d'intérêt général à caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique, social, sportif ou touristique. Il en résulte, implicitement mais nécessairement, que l'objet social d'une personne morale introduisant une demande à cette fin n'est pas un critère d'exclusion en soi.

Cependant, il résulte également de la lettre et de l'esprit de l'article 2 précité qu'il ne saurait constituer la base légale pour une exploitation commerciale permanente de loteries et de tombolas, alors que cette disposition vise clairement des loteries et tombolas organisées occasionnellement pour une des finalités d'intérêt général y mentionnées. Le seuil de 12.500 euros prévu par les lettres a) et b) de l'article 2, paragraphe 1er, précité est déterminé, comme le texte le précise, par le total de la valeur des billets à émettre afin de participer à une loterie ou à une tombola. Or, cela ne saurait être mis en œuvre que lorsqu'il s'agit d'une loterie ou d'une tombola à tirage unique, ce qui exclut une exploitation commerciale permanente de loteries et de tombolas sur base de cette disposition légale.

La preuve a contrario résulte de façon non équivoque des autres dispositions de la loi modifiée du 20 avril 1977 sur les jeux de hasard et les paris sportifs, notamment de l'article 4 sur les paris relatifs aux épreuves sportives et des articles 5 et suivants sur les casinos de jeux, qui ne prévoient pas de seuil ou de limite en fonction de la valeur totale des billets de participation à émettre, alors que ces dispositions visent précisément une exploitation de jeux de hasard dans une approche commerciale permanente.

Force est donc de constater que l'autorisation d'une salle de Bingo, afin d'y exploiter de façon permanente et durable des jeux de hasard sur base de l'article 2, paragraphe 1er, précité, n'est pas concevable alors que la logique du tirage unique ayant présidé à la rédaction de cette disposition ne le permet pas, et cela même si l'organisateur de cette salle de Bingo reverserait une partie des bénéfices commerciaux réalisés à des œuvres d'intérêt général au sens de l'article 2, paragraphe 1er, précité.

ad 3) Quant à la troisième question, je tiens à informer l'honorable Député que sa question parlementaire, ensemble avec la présente réponse, sera communiquée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, aux fins d'information des communes.

Question 3905 (29.06.2018) de **Mme Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant la **représentation luxembourgeoise à la Frankfurter Buchmesse:**

Monsieur le Ministre a annoncé par communiqué du 20 juin 2018 les œuvres retenues pour le stand du Luxembourg à la Frankfurter Buchmesse. Il y fut expliqué que 57 œuvres de 13 maisons d'édition ainsi que 20 manifestations avaient été retenues par un jury indépendant et confirmées par l'équipe de coordination, composée de représentants des auteurs et des maisons d'édition, du Conseil national du livre et du Ministère de la Culture.

Ce communiqué fut suivi de certains remous, alors que fut contesté entre autres la composition du jury de même que le choix des livres finalement retenus. Les critiques, notamment émises par une chronique de Madame Valerija Berdi diffusée sur la radio 100,7 («Transparenz a Souveränitéit op Lëtzebuergesch»), relèvent que des livres, qui ne rentraient pas dans les critères de sélection, figurent quand même sur la liste de sélection.

Le fait que les auteurs luxembourgeois bénéficient cette année de nouveau - après une absence de plusieurs années - d'une présence autonome et d'un soutien à la «Frankfurter Buchmesse» est absolument à saluer. Se pose néanmoins la question de la transparence des critères et de leur application, de même que des critères ayant gouverné la mise en place du jury et du Comité de coordination.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Culture:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer de la procédure suivie pour mettre en place le jury et le Comité de coordination, de même que pour les règles régissant la sélection?

2) Quels sont les critères de sélection retenus?

3) Quel était le nombre de candidatures?

4) Monsieur le Ministre peut-il nous informer en quoi consiste en pratique la participation des auteurs retenus?

5) Est-ce que le contrôle du respect des critères de sélection est suffisant ou est-ce que des améliorations sont éventuellement déjà envisagées en vertu des expériences faites lors de cette procédure de sélection?

6) Est-ce qu'une évaluation détaillée de cette première participation sous cette nouvelle forme est prévue?

Réponse (13.08.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Les modalités et les critères de la participation au stand luxembourgeois au salon du livre de Francfort ont été présentés au secteur lors d'une réunion d'échange au Cercle Cité, en date du 6 mars 2018.

Une procédure sous forme d'un appel à projet a été mise en place, cette procédure prévoyant l'intervention d'un jury indépendant composé d'experts en littérature luxembourgeoise, d'un organe consultatif regroupant des experts en littérature et en animation culturelle ainsi que d'un comité de coordination composé de membres du Conseil national du livre et d'auteurs et d'éditeurs ayant une expérience avérée aux foires internationales du livre.

La mission du jury indépendant était de sélectionner des ouvrages d'actualité parmi les ouvrages introduits par les éditeurs suivant la procédure de l'appel à projet. La mission de l'organe consultatif était de faire une présélection des projets de promotion introduits. La mission du Comité de coordination était de veiller à la cohérence du programme de manifestations dans la limite du budget disponible.

L'appel à projet s'est articulé autour de deux axes: d'une part, la soumission d'ouvrages d'actualité récents; d'autre part, la soumission de projets de promotion.

- Les éditeurs luxembourgeois ont pu soumettre une ou plusieurs publications récentes en vue de l'exposition de livres luxembourgeois d'actualité selon deux catégories:

- ouvrages de fiction et de non-fiction en langue luxembourgeoise, allemande, française et/ou anglaise, publiés sur le territoire du Grand-Duché entre octobre 2017 et octobre 2018

- ouvrages de belles-lettres de grande qualité en langue luxembourgeoise, allemande, française et/ou anglaise, publiés sur le territoire du Grand-Duché au cours des trois dernières années.

- Les acteurs du livre (éditeurs, auteurs, libraires, bibliothécaires, instituts…) ont par ailleurs pu soumettre un projet de promotion ou d'échange culturel en vue du programme événementiel sur le stand et les scènes de lecture à Francfort.

Les critères de sélection portaient par ailleurs sur la qualité et l'intérêt des ouvrages et projets pour un public étranger (professionnel ou grand public) ainsi que sur la représentativité de la diversité de la production luxembourgeoise. Le groupe de coordination a en outre vérifié la cohérence générale du programme en veillant notamment à la représentation équilibrée des langues et des genres littéraires.

Parmi 113 ouvrages introduits par 21 éditeurs, 57 ouvrages de 16 maisons d'édition ont été retenus. Parmi 27 manifestations introduites, 20 ont été retenues, choix qui est respecté par le Ministère de la Culture.

Une cinquantaine d'auteurs et de modérateurs participeront à des manifestations (lectures, tables rondes, discussions) sur le stand et sur différentes scènes spécifiques de la foire du livre (Lesezelt, Kids' stage et Gourmet Bühne).

Les auteurs et éditeurs retenus seront encadrés par un agent littéraire pour préparer et obtenir des rendez-vous professionnels à Francfort. Un workshop préparatoire a été organisé avec succès en date du 28 mai écoulé.

La coordinatrice de la présence du Luxembourg à la Foire du livre de Francfort, engagée auprès de l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle, a, entre autres, comme mission de rédiger un rapport final de la présence du Luxembourg à la Foire du livre de Francfort.

Question 3906 (02.07.2018) de **Mmes Josée Lorsché** et **Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant la **gratuité des transports en commun pour les élèves âgés de plus de 25 ans fréquentant l'enseignement secondaire:**

Monsieur le Ministre a récemment annoncé que les transports en commun seront gratuits à partir du 1er août 2018 pour toute personne âgée de moins de 20 ans sur simple présentation de son titre d'identité.

Nous saluons cette mesure qui est non seulement une mesure de simplification administrative et une mesure sociale, mais également une mesure en faveur des transports en commun. Elle s'inscrit dans une accessibilité de plus en plus large de la gratuité des transports en commun, alors que tous les étudiants inscrits à l'université ou dans des établissements postsecondaires peuvent, depuis l'année dernière, bénéficier de la gratuité des transports en commun jusqu'à l'âge de 30 ans accomplis.

En outre, les jeunes qui n'ont pas encore accompli les 25 ans et qui participent activement à une mesure dans le contexte d'une intégration socioprofessionnelle de la formation adulte du Service de la formation des adultes (SFA) ou à une mesure du Service national de la jeunesse (SNJ) peuvent également bénéficier, depuis le 1er septembre 2017, d'une myCard Jeunes qui leur donne droit à la gratuité des transports publics.

Toutefois, une catégorie de personnes semble avoir été oubliée, à savoir les personnes inscrites dans un établissement d'enseignement secondaire ayant dépassé l'âge de 25 ans, comme par exemple des personnes ayant décidé de retourner sur les bancs de l'école après avoir arrêté l'école à un moment de leur parcours. Ainsi, l'école de la deuxième chance est par exemple ouverte aux élèves jusqu'à l'âge de 30 ans. Les mesures prises en matière de gratuité des transports ne semblent donc pas bénéficier aux élèves de 25 à 30 ans, qui peuvent néanmoins se retrouver dans des situations financières précaires.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que les élèves âgés de plus de 25 ans et inscrits dans un établissement scolaire d'études secondaires ne bénéficient pas de la mesure de gratuité des transports en commun?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de remédier à cette situation et d'ouvrir la possibilité de bénéficier de cette mesure à tous les élèves, voire au moins aux élèves jusqu'à l'âge de 30 ans étant donné que tel est l'âge limite de l'école de la deuxième chance?

Réponse (16.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La gratuité du transport scolaire pour les élèves fréquentant un établissement scolaire de l'enseignement postprimaire fut longtemps accordée aux élèves et étudiants jusqu'à l'âge de

20 ans inclus, les élèves et étudiants qui avaient atteint ou dépassé l'âge de 21 ans au 1er septembre de l'année scolaire pouvaient encore en bénéficier s'ils donnaient droit au paiement des allocations familiales; elle n'était ainsi pas accordée au-delà de l'âge de 27 ans accomplis.

Ainsi, avec l'entrée en vigueur de la loi du 12 juillet 2016 sur les prestations familiales qui ne maintient le droit à l'allocation familiale que jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis au lieu de 27 ans, la limite d'âge des élèves pour le bénéfice de la gratuité avait été ajusté de la même manière (règlement ministériel du 22 août 2016 modifiant le règlement ministériel du 19 décembre 2012 fixant les tarifs des transports publics).

En ce qui concerne l'opportunité d'étendre la gratuité des transports jusqu'à l'âge de 30 ans accomplis en faveur notamment de ceux qui fréquentent l'école de la deuxième chance, j'estime qu'aussi longtemps que d'autres avantages tels que notamment le droit aux allocations familiales ne sont pas étendus, il n'y a pas lieu d'accorder une gratuité dans un souci de cohérence des privilèges accordés par l'État dans une situation pareille.

Question 3908 (03.07.2018) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **politique de lutte contre les drogues:**

La problématique du trafic de drogues dans le quartier de la gare de la ville de Luxembourg reste toujours d'actualité, malgré les efforts considérables de la Police grand-ducale. Dans ce cadre, il a récemment été tenu une réunion avec les citoyens du quartier pour discuter de l'installation éventuelle de caméras de surveillance.

Il n'est cependant guère surprenant que les moyens supplémentaires pour le volet répressif de la politique de lutte contre les drogues et la toxicomanie ne puissent, à eux seuls, arriver à une solution durable de la situation.

Les exemples positifs de certaines villes confrontées à des situations comparables, comme Zurich, montrent la nécessité d'une stratégie globale axée sur les volets pro-actifs, de soins et de réinsertion des toxicomanes.

Dans le cadre d'un symposium organisé récemment par le «Suchtverband Lëtzebuerg asbl» celui-ci a révélé encore de nombreuses failles dans notre système, dont l'accès restreint aux soins, la problématique de structures spécifiques manquantes ou encore le manque de structures de mises au travail pour consommateurs actifs de psychotropes.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Quelles conclusions, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a-t-il tirées de la réunion au sujet de l'installation de caméras et quel est le timing envisagé? Quels seront les effets de la réforme de la police sur les moyens de la police pour intervenir efficacement dans le quartier de la gare?

2) Madame la Ministre de la Santé partage-t-elle les conclusions du «Suchtverband»? Étant donné que les recommandations concernent de nombreux ministères, seront-elles discutées au sein d'un comité interministériel? Quelles en seront éventuellement les conséquences pour la stratégie gouvernementale en matière de lutte contre les drogues?

Réponse commune (25.07.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) La réunion au sujet de l'installation de caméras entre autres dans le quartier de la gare a d'une part permis d'être à l'écoute directe des doléances des citoyens en matière de sécurité et a d'autre part confirmé les conclusions relatives à la nécessité d'une telle installation.

La police indique que la mise en place des caméras de vidéosurveillance autour de la place de Strasbourg pourrait se faire au cours du quatrième trimestre 2018, alors que l'installation des caméras de vidéosurveillance des autres zones du quartier de la gare (rue Adolphe Fischer, rue du Commerce, rue Fort Wedell…) ainsi que des zones déterminées à Bonnevoie est prévue au cours de l'année 2019.

La réforme de la police est placée sous le signe de la proximité avec le citoyen. Les nouvelles structures territoriales mises en place permettent à la police de garantir une meilleure présence policière et d'augmenter le nombre de patrouilles sur le terrain, notamment pendant les heures de grande affluence, en cours de matinée et dans la soirée. Par ailleurs, les commissariats disposent désormais d'une plus grande flexibilité dans la gestion de leurs ressources, ce qui permet une meilleure adaptation aux spécificités locales.

ad 2) L'élaboration et, si nécessaire, l'adaptation de la stratégie nationale en matière de réponse aux phénomènes des drogues et des toxicomanies, par nature dynamiques et changeants, s'articulent autour d'une multitude de mécanismes, d'acteurs et d'instances. Il convient de citer l'évaluation externe du Plan d'action gouvernemental en matière de drogues d'acquisition illicites et des addictions associées, mais également l'interaction des autorités publiques avec les acteurs spécialisés dans la prévention, la prise en charge et le traitement des toxicomanies, tout comme la consultation d'instances internationales telles que l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) qui se complètent mutuellement dans cet exercice continu.

L'asbl «Suchtverband Lëtzebuerg», mentionnée par l'honorable Député, constitue à cet égard un partenaire de choix dans le suivi des évolutions et l'analyse des besoins émergents, ainsi que dans l'exécution de la réponse nationale en la matière. Eu égard à la nature transversale de la problématique, un ensemble de ressorts ministériels sont par ailleurs impliqués. L'élaboration de la stratégie nationale s'effectue de façon soutenue, notamment au sein du Groupe interministériel toxicomanies (GIT), dont l'une des missions consiste précisément à assurer le suivi des nouvelles tendances et à soumettre de nouvelles initiatives au Gouvernement.

L'ensemble des éléments cités, dont font partie les observations et recommandations du «Suchtverband», élaborées lors d'un symposium récent, auquel j'ai eu le plaisir de participer, seront considérés dans le processus d'élaboration du prochain Plan d'action national en matière de drogues illicites et des addictions associées. À noter enfin qu'un certain nombre de mesures mentionnées par le «Suchtverband» sont déjà en phase d'implantation et de développement dans le cadre de l'actuel Plan d'action national (e. g.: prévention auprès des jeunes et élargissement des options de prise en charge, offres de logements encadrés, mesures occupationnelles et encadrement d'usagers de drogues vieillissants).

Question 3909 (03.07.2018) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant les **missions d'observation électorale organisées par l'OSCE:**

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a la tradition de participer aux missions d'observation électorale organisées par l'Union européenne ainsi que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ces missions louables et utiles sont annoncées par le Ministère et tout citoyen peut présenter une candidature pour y participer.

Or, selon nos informations, le Ministère aurait cessé de participer aux missions organisées par l'OSCE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) À combien de missions d'observation électorale, organisées par l'UE et l'OSCE, le MAEE a-t-il participé pendant les trois dernières années?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le MAEE a effectivement cessé de participer aux missions d'observation électorale organisées par l'OSCE? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter le nombre de missions d'observation électorale à l'avenir?

Réponse (25.07.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) Depuis 2015, le Luxembourg a participé à 33 missions d'observation électorale organisées par l'UE et l'OSCE. En tout, le Luxembourg a déployé 63 personnes lors de ces missions.

ad 2) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes continue de participer aux missions d'observation électorale en fonction des opportunités qui se présentent. La participation aux missions d'observation électorale organisées par l'OSCE a été temporairement suspendue en raison de l'adaptation de la base légale. L'adoption du projet de loi n°7325 portant modification 1. de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales; 2. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 3. de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires, permettra de déployer plus efficacement des observateurs dans le cadre des prochaines missions d'observation électorale de l'OSCE.

ad 3) La participation aux missions d'observation électorale fait partie intégrante de la politique étrangère du Luxembourg. Elle est une des expressions concrètes de nos efforts visant à soutenir les droits fondamentaux, les libertés publiques et l'État de droit. Le Luxembourg entend continuer à œuvrer dans ce sens par une participation régulière aux missions d'observation électorale de l'UE et de l'OSCE.

Question 3912 (03.07.2018) de **M. Marc Spautz** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation d'une bonne base de données étatique à des fins personnelles:**

Selon nos informations, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a fait éditer à titre personnel un livre intitulé «Staark Kanner - Eng Häerzenssaach» chez Éditions Phi SA.

Toujours selon nos informations, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a utilisé une base de données interne pour envoyer, par l'intermédiaire du chef de service «Communication» du Ministère, une invitation à la présentation officielle de son livre le jeudi, 5 juillet 2018 au Science-Centre à Differdange.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, et à Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations?

- Le Gouvernement peut-il confirmer que le livre susmentionné n'a pas été publié par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, mais par Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à titre personnel?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il exclure que Monsieur le Ministre ou une personne de son Ministère ait accédé à une base de données étatique pour diffuser l'invitation précitée?

- Dans la négative, le Gouvernement ne considère-t-il pas qu'il s'agit d'un accès et d'un recours illicites à une base de données étatique?

- À qui cette invitation a-t-elle été expédiée? Les destinataires ont-ils consenti à recevoir cette invitation?

- Plus généralement, le Gouvernement confirme-t-il que la manière de procéder dans cette affaire a été conforme aux règles applicables en matière de protection des données à caractère personnel?

Réponse (25.07.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je souhaite informer les honorables Députés que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse transmet régulièrement à ses collaborateurs des informations et des invitations en relation avec leur activité professionnelle qui est l'éducation nationale.

Ainsi, quelque 157 envois ont été effectués ces dernières années par les services concernés aux collaborateurs du ministère, à des enseignants de l'enseignement fondamental ou secondaire par le biais des listes de diffusion du MENJE.

L'envoi du 5 juillet 2018 avec l'invitation à la présentation du livre «Staark Kanner - Eng Häerzenssaach», qui traite de la politique de l'éducation, n'a donc rien d'exceptionnel. Au contraire, le recours aux listes de diffusion susmentionnées s'inscrit dans la démarche d'information et de communication usuelle que le ministère met en œuvre à l'intention de ses agents depuis des décennies.

De plus, le ministère juge qu'il est évident que l'adresse email professionnelle d'un agent de l'État peut être utilisée par son administration afin de lui faire parvenir des informations importantes dans l'exercice de ses fonctions, sans accord préalable. L'utilisation de telles listes dans le cadre d'échanges professionnels est en l'occurrence conforme aux règles applicables en matière de protection des données à caractère personnel.

J'estime par ailleurs qu'il aurait été peu approprié et peu respectueux de ma part que les collaborateurs du ministère et les directeurs des écoles et lycées, avec lesquels je travaille en étroite collaboration depuis cinq ans sur ces sujets, ne prennent connaissance de la publication de ce livre que par voie de presse, quelques jours après sa présentation.

Question 3914 (04.07.2018) de **Mme Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant le **chômage partiel dans le secteur de la production cinématographique:**

Selon mes informations, le secteur du film luxembourgeois traverserait actuellement une période de problèmes financiers qui pourrait détruire à court terme un nombre important d'emplois du secteur. Une entreprise ayant demandé le bénéfice du chômage partiel pour le mois de juillet s'est vu refuser sa demande.

Alors que le Luxembourg a travaillé pendant 30 ans pour se construire une renommée internationale dans le domaine du cinéma en développant un cadre légal favorable ainsi que les infrastructures et le savoir-faire nécessaires, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Sous quelles conditions les entreprises du secteur de la production cinématographique luxembourgeois pourraient-elles obtenir le bénéfice du chômage partiel?

2) Quels autres moyens Messieurs les Ministres préconisent-ils afin d'aider les entreprises souffrant de la crise?

Réponse commune (02.08.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Les différents régimes du chômage partiel sont avisés par le Comité de conjoncture qui siège une fois par mois.

Les demandes pour pouvoir bénéficier du chômage partiel de la part d'entreprises du secteur cinématographique sont analysées à la lumière des mêmes critères d'éligibilité applicables à toute autre entreprise.

Quatre régimes de chômage partiel sont applicables:

- Le régime du chômage partiel pour cas de problèmes économiques conjoncturels vise à soutenir les entreprises qui font partie d'un secteur ou d'une branche économique en crise et qui rencontrent temporairement des difficultés d'ordre conjoncturel. Il doit être établi que le secteur entier souffre d'une récession économique généralisée et les entreprises concernées doivent prouver qu'elles rencontrent une baisse prononcée de leur taux d'activité de façon à ce que le maintien dans l'emploi de leurs salariés est menacé. Afin de ne pas créer une distorsion de concurrence, le chômage partiel de source conjoncturelle ne pourra pas être appliqué dans les secteurs hautement concurrentiels. L'octroi du chômage partiel conjoncturel est refusé si les difficultés ne sont pas d'ordre conjoncturel, mais de nature structurelle, financière ou autre.

- Le régime du chômage partiel en cas de problèmes économiques structurels vise à soutenir les entreprises qui rencontrent temporairement des difficultés de nature structurelle (c'est-à-dire liées à l'organisation juridique, sociale, fiscale et commerciale de l'entreprise). Le recours au chômage partiel de source structurelle se fait dans le cadre de la confection d'un plan de maintien dans l'emploi.

- Le régime du chômage partiel en cas de force majeure peut être appliqué de façon exceptionnelle à l'entreprise qui rencontre des difficultés économiques suite à un événement subi dont elle n'est pas la cause et qui rend impossible la continuation de l'activité économique habituelle. Le chômage partiel en cas de force majeure s'applique aux entreprises qui ne peuvent plus exercer leur activité à cause de la survenance d'un événement externe à l'entreprise, autre que l'endommagement du matériel productif. Il doit être établi que l'entreprise requérante subit les conséquences économiques ou juridiques d'un événement externe qui rend impossible la continuation de son activité économique, sans que la survenance de cet événement ne puisse lui être attribuée.

- Le régime du chômage partiel pour lien de dépendance économique vise les entreprises faisant face à des difficultés économiques suite

à la perte d'un ou plusieurs de leurs principaux clients ou en raison des difficultés rencontrées par ces derniers.

Le chômage partiel pour lien de dépendance économique s'applique aux entreprises qui:

- travaillent principalement pour une autre entreprise dont les commandes baissent de façon importante ou qui a rompu le contrat existant;

- travaillent pour une ou plusieurs entreprises (par exemple en sous-traitance) qui bénéficient, elles-mêmes, du chômage partiel au Luxembourg.

Il s'avère malheureusement que les différents régimes de chômage partiel ne sauraient s'appliquer à l'heure actuelle au secteur cinématographique. Le Ministre des Communications et des Médias, notamment sur la base des conclusions de l'audit en cours du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, prendra les mesures qui s'imposent pour encadrer le développement du secteur de la production audiovisuelle.

Question 3915 (04.07.2018) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **quartier de Limpertsberg:**

Pour remédier aux importantes difficultés de circulation dans le quartier de Limpertsberg, le Gouvernement avait annoncé en mai 2016 que la population écolière à Limpertsberg devrait être considérablement réduite. Ainsi, le Lycée Michel Lucius et le Lycée technique du Centre devraient déménager au Kirchberg, respectivement au quartier Midfield et être opérationnels d'ici 2025, afin de réduire le nombre d'élèves à Limpertsberg de 8.000 à 1.500.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres, quand débuteront les relocalisations des deux lycées?

- Sur quels terrains seront-ils définitivement implantés?

- Quel est l'état actuel d'avancement de ces dossiers?

- Quel sera l'évolution du nombre d'élèves fréquentant le campus Limpertsberg à moyen et à long terme?

- Existe-t-il des chiffres sur le nombre de bus et de voitures privées amenant quotidiennement les élèves aux différents établissements scolaires du quartier à Limpertsberg?

- Pour soulager à court terme le trafic au Limpertsberg, les ministres ne jugent-ils pas opportun de mettre en place une plateforme au Glacis où les élèves, fréquentant les écoles et lycées dans la partie inférieure du Limpertsberg, puissent les rejoindre à pied, alors que les élèves fréquentant les établissements dans la partie supérieure puissent y être amenés par des navettes (de gabarit moyen)?

Réponse commune (27.07.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les relocalisations du Lycée Michel Lucius et du Lycée technique du Centre sont prévues pour l'année 2025 au plus tôt.

Il est prévu de délocaliser le Lycée Michel Lucius ensemble avec son école fondamentale sur le site «op der Schleed» au Kirchberg. Il s'agit d'un quartier en développement urbain, qui se situe entre le boulevard Konrad Adenauer et le boulevard Pierre Frieden.

L'implantation du futur Lycée technique du Centre est prévue au sein du nouveau quartier en voie de développement du Midfield. Le quartier intégrera la nouvelle gare périphérique de Howald et se situera à proximité du nouveau Lycée Vauban déjà en place.

Actuellement, les études préliminaires des deux projets sont en élaboration.

Suite au déplacement de 1.200 étudiants de l'Université du Luxembourg vers Esch/Belval et la délocalisation du Lycée Vauban direction «Ban de Gasperich» début 2018, le nombre d'élèves a baissé de 8.050 à 5.500.

Avec le déménagement de la Waldorfschoul et le déménagement du Lycée Michel Lucius direction Kirchberg ainsi que du Lycée technique du Centre direction Midfield, le nombre d'élèves fréquentant le campus Limpertsberg à moyen et à long terme continuera à diminuer pour atteindre le nombre de quelque 2.000 élèves en 2025.

Le nombre maximal d'autobus desservant les lycées du Limpertsberg est de 68, amenant plus de 2.500 élèves au Limpertsberg. Ce nombre ne comprend que les bus du matin (aller).

Concernant la mise en place d'une plateforme au Glacis servant de pôle d'échange, nous estimons opportun d'attendre d'abord la rentrée scolaire de septembre 2018 qui fournira les informations nécessaires quant aux nouvelles habitudes que prendront certainement les élèves avec la circulation du tram et de ne prendre qu'après les décisions qui s'imposent éventuellement.

Question 3916 (04.07.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **route nationale N33 entre Esch-sur-Alzette et Rumelange:**

Il me revient que plusieurs fissures ont été détectées début juin sur la nationale N33 à hauteur de la firme Intermoselle. Des forages seraient nécessaires afin d'évaluer la situation et de dégager les causes de ces fissures. Le bourgmestre de Rumelange a comparé cette situation à celle de la décharge de déchets inertes de Mondercange. Pendant plus de trois ans, les usagers de la route étaient contraints de passer par Foetz et Ehlerange.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons des fissures constatées sur la route nationale N33?

- Au cas où des forages devraient avoir lieu, est-il prévu de fermer la route au trafic et le cas échéant pour quelle durée?

- Une déviation éventuelle passerait-elle par Kayl et Tétange?

- Quelle serait la durée approximative des travaux de réfection de la N33?

Réponse (13.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, de légères fissures ont été détectées dans la couche de roulement de la route en question, précisément au lieu-dit «Laangegronn», en décembre 2016. Vu leur emplacement et le moment de leur apparition, ces fissures, sur une longueur d'une cinquantaine de mètres, ont été mises en relation avec un chantier de construction d'un bâtiment se trouvant en contrebas de la route, à savoir un terrassement important et un blindage du talus par un clouage et par des éléments de béton projetés ou coulés sur place.

Un suivi topographique réalisé aussitôt a révélé que le système de retenue du versant n'était pas en mouvement et qu'il n'y avait pas de risque imminent de grand glissement de terrain. Étant donné que les fissures ne montraient pas beaucoup d'évolution par la suite et le chantier étant à l'arrêt, la situation a été surveillée sans qu'une restriction particulière de la circulation ait été jugée nécessaire.

Après une reprise des travaux sur le chantier au courant du mois d'avril 2018 et notamment la poursuite du terrassement et des opérations de clouage, de nouvelles fissures sont apparues dans la route, respectivement les fissures existantes se sont élargies.

L'analyse détaillée par les services de l'Administration des ponts et chaussées, complétée par l'expertise d'un bureau d'études en la matière, a révélé que des anciennes galeries d'exploitation du minerai de fer existent dans l'environnement immédiat du site, en partie sous la route. Les trois niveaux de la galerie en question qui font partie de la mine «Laangegronn», fermée depuis 1957, sont en partie effondrés ou dans un état très instable, de sorte qu'un léger affaissement du terrain sous la route s'est produit lors des travaux adjacents.

Par mesure de sécurité, les précautions suivantes ont été prises:

- l'arrêt immédiat des travaux de terrassement, de forage et de clouage;

- la stabilisation complémentaire du pied de talus par la mise en place d'un remblai technique;

- la limitation de la circulation à une seule bande avec des feux tricolores;

- la vitesse maximale autorisée est réglementée à 70 respectivement à 50 km/h.

Par ailleurs, une étude de prospection des vides sous la route par des méthodes géophysiques non destructrices a été réalisée.

La reprise des travaux sur le chantier en contrebas de la route sera subordonnée à la réalisation d'une étude géotechnique appropriée suivant les normes en vigueur et la présentation d'un concept de stabilisation des vides souterrains existant dans le versant et sous la route. Les opérations éventuelles de forage ne nécessiteront en principe pas un barrage complet de la route et aucune déviation n'est actuellement prévue.

Seules les mesures géophysiques susmentionnées ont nécessité un barrage complet pendant quelques heures. Elles ont été effectuées durant la soirée et la nuit, afin d'en limiter les effets sur la circulation.

Les résultats des études n'étant pas encore disponibles, aucune estimation sur la durée des travaux de réparation ne peut être faite à ce moment.

Question 3917 (05.07.2018) de **MM. André Bauler, Edy Mertens** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant l'**orientation vers les professions de santé:**

Il nous revient de la presse écrite que les infirmiers et infirmières qui ont été formé(e)s au Luxembourg et qui travaillent dans nos hôpitaux et maisons de soins représentent à peine 10% de l'effectif total. À noter que les autres professions de santé éprouvent aussi un manque chronique de personnels.

À ce rythme, il est facile de prévoir un manque endémique de ces personnels d'ici dix ans. Certains estiment également qu'il faudrait réviser l'approche pédagogique retenue pour les stages.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Les ministères en question ont-ils l'intention de sensibiliser davantage les élèves de nos lycées par une orientation plus ciblée vers les professions de santé?

2) Ne serait-il pas nécessaire de mieux rémunérer les professions de santé qui travaillent souvent pendant les nuits, les weekends et les jours fériés?

3) Est-il prévu de procéder à une évaluation de l'accompagnement pédagogique des élèves pendant les stages?

Réponse commune (27.07.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Le Ministère de la Santé dispose des chiffres suivants concernant le pays dans lequel s'est déroulée la formation des professionnels de santé ayant obtenu en 2017 l'autorisation à exercer leur profession au Luxembourg:

(tableau à consulter auprès de l*'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

En ce qui concerne la nationalité des professionnels de santé actifs au Luxembourg en 2017, le Ministère de la Santé dispose des données suivantes:

(tableau à consulter auprès de l*'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Conscient de la situation que ces données reflètent, le Ministère de la Santé participe régulièrement à la foire de l'étudiant qui représente la plateforme destinée aux divers acteurs du secteur pour présenter leurs institutions et fournir les informations et aides d'orientation aux futurs étudiants.

Dans ce contexte, le Ministère de la Santé informe les élèves sur les nombreux débouchés des professions de santé au Luxembourg et cela dans tous les secteurs d'activité. Il renseigne sur les professions de santé peu connues par les jeunes telles que l'assistant technique en chirurgie, l'assistant technique en radiologie, l'ergothérapeute, etc. et soutient la valorisation et l'attractivité de ces professions pour les jeunes, en mettant en avant l'aspect technologique et le contact humain de ces mêmes professions.

Le Gouvernement s'exprime en faveur d'une planification nationale en matière de professions de santé en partenariat avec les différents acteurs du terrain, à savoir le LTPS, la FHL et la COPAS, ainsi que le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Une telle planification doit s'appuyer sur une enquête nationale commune concernant la situation des professions de santé dans les différents secteurs (état des lieux, besoins actuels) et les besoins futurs, en nombre et en profils de compétences, afin d'offrir une réponse pérenne aux besoins de santé de notre population.

En ce qui concerne le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) réalise un important travail de sensibilisation et de promotion des professions qu'il forme, à travers sa cellule et son équipe d'orientation en faisant de nombreuses visites dans les autres lycées pour expliquer les spécificités et les avantages des professions de santé.

Force est cependant de constater que les diverses actions de promotion entreprises ne connaissent pas le succès escompté. Ceci peut s'expliquer par une formation exigeante qui prépare à un monde du travail très évolutif, complexe et demandant de prendre de nombreuses responsabilités. De plus, cette réalité ne se retrouve pas dans les représentations dépassées de la société luxembourgeoise sur ces professions.

De manière générale, une campagne nationale permettrait de mettre en valeur l'intérêt et l'attractivité des professions de santé et de susciter des vocations pour ce secteur d'activité en expansion. De manière plus spécifique, l'identification des besoins futurs permettra de mener une telle campagne de manière cohérente dans le processus de planification nationale, en tenant compte des capacités nationales de formation et de recrutement de ces professionnels.

Dans cette perspective, un travail de concertation des différents ministères impliqués est actuellement en cours en vue d'une réforme éventuelle des études de certaines professions de santé au Luxembourg.

ad 2) Les questions relatives à la rémunération des professionnels de santé ne relèvent pas du ressort des ministères soussignés.

ad 3) Au niveau de la formation de l'aide-soignant, une personne référente, appelée tuteur professionnel, qui a suivi une formation organisée par la Chambre de Commerce, le MENJE et le LTPS, accompagne l'élève aide-soignant lors de son enseignement pratique (ENSPR) sur les terrains cliniques.

Le tuteur scolaire du LTPS participe à l'encadrement de l'élève aide-soignant en stage et ceci en collaboration avec le tuteur professionnel.

La fonction et le rôle du tuteur professionnel sont inscrits dans le règlement grand-ducal du 1er février 2010 relatif à l'organisation des stages en formation professionnelle initiale. Le LTPS organise chaque année une journée de bilan et de rencontre entre tuteurs professionnels et enseignants, permettant de discuter des améliorations à apporter au système d'encadrement des élèves aides-soignants.

Il n'existe pas de règlement prévoyant une personne de référence pour l'encadrement des élèves/étudiants lors de l'enseignement clinique (ENSCL). Le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier stipule uniquement dans l'article 3:

«… L'infirmier preste des soins infirmiers préventifs, curatifs ou palliatifs qui sont de nature relationnelle, technique ou éducative.

En outre, dans le cadre de l'exercice de sa profession, il peut assurer une mission d'encadrement et de formation; …».

Dès lors, les infirmiers des institutions hospitalières ou extrahospitalières ne sont pas obligés d'encadrer un ou plusieurs élèves/étudiants en stage.

Une modification des démarches d'évaluation de l'étudiant-infirmier prévoit un entretien d'évaluation formalisé de l'enseignant, du tuteur-infirmier et de l'étudiant et sera mis en œuvre à partir de l'année académique 2018-2019.

Ensemble avec l'IUIL (Institut universitaire international du Luxembourg), le LTPS a mis au point une formation de quatre jours pour les tuteurs-infirmiers.

Jusqu'à ce jour, quelque 130 soignants ont été formés, cependant avec une distribution disparate. Par exemple, pas tous les hôpitaux permettent à leurs soignants de suivre cette formation en tant que formation continue, et ne peuvent par conséquent pas mettre à disposition des élèves/étudiants-infirmiers des tuteurs-infirmiers qualifiés dans l'évaluation par compétence appliquée par le LTPS.

Depuis l'année académique 2017-2018, le LTPS lui-même effectue à la fin de chaque semestre de ses formations BTS une enquête dans le cadre de sa démarche qualité par un questionnaire sur l'ENSCL pour recueillir les avis et suggestions des étudiants sur leurs stages pratiques.

Concernant les employeurs, le feedback qu'ils donnent au LTPS sur les nouveaux diplômés sortant du lycée est en général positif et encourageant.

Question 3920 (10.07.2018) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **système Sanitel:**

De System Sanitel ass en Informatiksystem, mat deem Déiere wéi Ranner, Schof, Gefligel asw. an der ganzer Produktiounslinn registréiert, gespäichert an identifizéiert kënne ginn. Domadder gëtt d'Traçabilitéit assuréiert, well all eenzel Déier zu all Moment kann identifizéiert ginn. Laut eisen Informatiounen, sinn ab dem 1. Juli nei Ouermarken obligatoresch. Wéi et schéngt, wieren awer vill Baueren nach net iwwert dëse Schrëtt informéiert gi respektiv wéissten net, dass nei Ouermarken am Ëmlaf wieren.

Dofir wollte mir dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eis dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, firwat sinn d'Baueren net iwwert dës Changementer a Kenntnis gesat ginn?

3. Wat geschitt, wann ee Bauer bei enger Kontroll elo net konform wär?

Réponse (19.07.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. De System Sanitel, dee vun der Divisioun „Identification et enregistrement des animaux" vun der Veterinärsinspektioun geréiert gëtt, huet als Aufgab, d'Halter vu verschiddenen Déierenaarten (Ranner, Schwäin, Schof a Geessen) ze enregistréiere grad wéi och d'Déieren, déi zu engem bestëmmte Moment an hirem Besëtz sinn. Dëse Service ass och zoustänneg fir d'Gestioun an d'Verdeele vun den Ouermarke souwéi de Rannerpäss, déi Bestanddeel si vun der Traçabilitéit vum Déier, mä och vum Fleesch, dat aus deenen Déiere gewonne gëtt.

Wat d'Ranneridentifikatioun ubelaangt, ass den neie Règlement grand-ducal der europäescher Reglementatioun ugepasst ginn. Eng grouss Änneru vun dem Reglement besteet doranner, dass ab dem 1. Juli 2018 déi neigebuere Kaalwer zwou Ouermarken ukréien, wouvun eng elektronesch ass, dat heescht, dës Ouermark ass mat engem Microchip ausgestatt, deen et erlaabt, d'Sanitelsnummer mëttels Liesegerät elektronesch ze erfaassen.

ad 2. Dës Changementer goufe per Communiqué vum Ministère via d'landwirtschaftlech Press matgedeelt. Zousätzlech kritt all Bauer bei der Bestellung vun Ouermarken en Informatiounsblat matgeschéckt, dat dës Neierung erläutert an déi néideg Erklärunge gëtt, wéi déi nei Ouermarken ze handhabe sinn.

ad 3. Vu dass et duerch de grousse logisteschen Opwand net méiglech war, bis den 1. Juli all Bauer mat den neien Ouermarken ze versuergen, an dëst no an no geschitt, si sämtlech Kontrollinstanzen ugewisen, bis Enn 2018 an deem Beräich keng Non-Konformitéiten ze notéieren an den Déierenhalter haaptsächlech op déi Neierung opmierksam ze maachen. Enn 2018 maache mir dann de Bilan vun der Aktioun a leeën déi weider Virgoensweis fest.

Question 3922 (11.07.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **contrôle du stockage de lisier:**

Ab dem Mount Juli gëtt eng grouss landeswäit Kontrollcampagne vun der Douane ënnert der Leedung vun der Ëmweltverwaltung organiséiert, fir an de landwirtschaftleche Betriber d'Kommodosoplagen an de Klassen 1, 3 a 4 ze kontrolléieren. Notamment soll de Stockage vu Gülle kontrolléiert ginn.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an der Madamm Ëmweltminister folgend Froe stellen:

1. Besteet aktuell en akuten Handlungsbedarf a puncto Kommodo-Inkommodo-Oplagen, datt elo matten am Summer, wou d'Betriber vill Aarbecht hu mat der Recolte, Kontrollen an de Betriber duerchgefouert ginn?

2. De Stockage vu Flëssegdünger gëtt bei de Flächekontrollen opgrond vun der Agrarpolitik systematesch mat kontrolléiert. Firwat ordonnéiert d'Madamm Ëmweltministesch nach zousätzlech Kontrollen?

3. Ass dës Aktioun mam Landwirtschaftsministère, dee jo fir déi aner Kontrollen zoustänneg ass, am Virfeld ofgeschwat ginn?

4. Ass et Usus esou eng Kontrollcampagne mediewierksam ze annoncéieren a riskéiert esou eng medienannoncéiert Campagne net een direkten Afloss op den Image vun enger spezifescher Beruffsspart ze hunn? Gi Kontrollen a puncto Kommodo-Inkommodo-Oplagen an anere Beruffssparten och mediewierksam annoncéiert an duerchgefouert?

Réponse commune (08.08.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1. D'Waasserverwaltung gouf 2017 insgesamt mat eelef Pollutioune befaasst, déi mat Piff ze dinn haten. Fir d'Joer 2018 waren dat der schonns eng ronn 20. A ville Fäll waren déi Pollutiounen doduerch bedéngt, datt de Pifftank net dicht war oder datt Ventiller net richteg zou waren, respektiv datt se duerch Onopmierksamkeet opgaange sinn.

Onkontrolléiert Auslafe vu Piff zerstéiert déi ganz Biologie, am Buedem an och an de Gewässer, déi dann nees Jore brauchen, fir sech ze regeneréieren.

Vu den Zouwuess vun de Problemer mat dem Auslafe vum Piff ass decidéiert ginn, de Stockage dovu méi genau ze kontrolléieren. Well de Stockage selwer awer iwwert d'Kommodosgesetz geregelt ass an iwwert dee Wee mat deenen néidege Konditioune beluecht ass, ass am Kader vun der Zesummenaarbecht tëschent Waasserverwaltung an der Ëmweltverwaltung vun deenen zwou Verwaltunge festgehale ginn, datt déi Kontrolle vun der Ëmweltverwaltung organiséiert solle ginn.

D'Kontrollen u sech ginn, op Demande vun der Ëmweltverwaltung, vun der Douanesverwaltung duerchgefouert, esou wéi dat an enger Konventioun den 21. Dezember 2015 festgehale gouf.

ad 2. De Stockage vum Piff ënnerläit de Bestëmmunge vun dem Kommodosgesetz. Nieft der ITM, déi zoustänneg ass fir de Volet vun der Aarbechtssécherheet, ass d'Ëmweltverwaltung déi kompetent Administratioun fir d'Ëmsetzung vun dëser Legislatioun.

Verstéiss géint d'Kommodosgesetz kënnen, nieft der Douane an der Police, nëmme vun deene Verwaltunge festgestallt ginn, déi an deem Gesetz explizit opgezielt sinn. Flächekontrollen opgrond vun der Agrarpolitik gi vun dem Service d'économie rurale duerchgefouert. Dëse Service huet opgrond vum Kommodosgesetz awer keng Kontrollkompetenz. Wann also am Kader vun de Flächekontrollen de Stockage vu Flëssegdünger matgekuckt gëtt a bei Onregelméissegkeeten de Betrib drop higewise gëtt, dann ass dat eng wäertvoll Informatioun fir de Betrib. Esou Iwwerpréifunge kënnen awer op kee Fall als legal verbindlech Kontrollen op Basis vum Kommodosgesetz ugesi ginn.

ad 3. Et gouf an de Méint virdrun eng Rei Gespréicher zu dem Thema «Stockage vu Piff» tëschent der Waasserverwaltung an der Agrikultur. Donieft goufen och Diskussioune mat der Unité de contrôle vun dem Service d'économie rurale gefouert.

Allerdéngs ass et och net Usus, Kontrollen am Virfeld mat anere Ministèren ofzeschwätzen.

ad 4. D'Annoncéiere vun esou enger Campagne ass virun allem do, fir déi betraffe Betriber dorop hinzeweisen, datt Kontrolle wäerte gemaach ginn, an hinnen doduerch d'Méiglechkeet ze ginn, selwer nach eng Kéier ze kucken, ob alles an der Rei ass, fir datt da bei der Kontroll d'Konformitéit vun de gesetzlechen Oplage festgestallt ka ginn.

D'Tatsaach, datt eng Kontrollcampagne am Virfeld annoncéiert gëtt, heescht also net, datt de concernéierte Secteur ënner Generalverdacht steet. Am Géigendeel, et geet dorëm, de concernéierte Betriber esou d'Chance ze ginn, fir de Fall wou se net konform zur Gesetzgebung wieren, sech am Virfeld ze konformëieren an doduerch, zu gudder Lescht, e positive Bilan zéien ze kënnen.

D'Approche, déi d'Ëmweltverwaltung hei gewielt huet, ass am Prinzip genau déiselwecht, déi d'Police hëlt, wa se iwwert déi verschidde Medie Vitessekontrollen annoncéiert. Deemno kann een hei net vun enger mediewierksamer Annonce schwätzen, mä éischter vun enger Transparenz a Bezuch op geplangte Kontrollen.

Dëse Communiqué ass och un déi vun der Landwirtschaft betraffe Verwaltunge gaangen, un d'Chambre d'Agriculture an un déi eenzel Verbänn, mat dem Hiweis, si sollen hir Memberen doriwwer informéieren, dëst och nees am Sënn vun der néideger Transparenz.

Wat aner Beruffssparten ugeet, wäerten d'Kontrollcampagnen och nees am Virfeld ugekënnegt ginn.

D'Ëmweltverwaltung huet och scho virdrun iwwer Kontrollcampagnen am Viraus kommunizéiert. Dëst ass zum Beispill de Fall bei den Offalltransportkontrollen, wou en entspriechenden Inspektiounsplang um Internet publizéiert ass. Och bei de Betriber, déi ënnert d'Direktiv vun den „émissions industrielles" falen, ass de Planning mat de Kontrolle vun deene betraffene Betriber publizéiert.

Question 3923 (11.07.2018) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**abattement fiscal pour mobilité durable:**

Afin de rendre le transport individuel plus durable, le Gouvernement a introduit, par le biais de la réforme fiscale 2017, un abattement fiscal pour mobilité durable (AMD). Dans ce contexte, un AMD de 300 euros s'applique à l'achat d'un vélo ou d'un cycle à pédalage assisté (pédélec) neuf. Pour en bénéficier, le ou la contribuable doit joindre la facture du vélo ou du pédélec, ensemble avec les pièces probantes, à la déclaration d'impôts ou à la demande de décompte annuel.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Combien de ménages ont jusqu'à présent profité d'un AMD lors de l'achat d'un cycle ou d'un pédélec?

2) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent nous fournir une première évaluation de l'AMD s'appliquant aux vélos et aux pédélecs?

Réponse commune (14.08.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Parmi les dossiers déjà imposés pour l'année d'imposition 2017, le nombre de déductions AMD (abattement pour mobilité durable) pour l'achat d'un cycle ou d'un cycle à pédalage assisté s'élève à 1.523 (1.429 déductions par imposition par voie d'assiette et 94 déductions par décompte annuel).

En ce qui concerne l'année d'imposition 2018, il est à signaler que l'Administration des contributions directes ne dispose pas encore de chiffres, étant donné que les déclarations pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'année 2018 seront à remettre après écoulement de l'année 2018. Pour le moment, trois abattements pour mobilité durable pour l'achat d'un cycle ou d'un cycle à pédalage assisté ont été accordés dans le cadre de la retenue d'impôt sur traitements et salaires pendant l'année d'imposition 2018.

Il s'agit de premiers résultats encourageants en vue de l'objectif recherché par la réforme fiscale d'une mobilité plus active et plus durable.

Une évaluation définitive de l'abattement pour mobilité durable ne peut pas encore être fournie étant donné que le traitement des dossiers pour l'année d'imposition 2017 n'est pas clôturé.

Question 3927 (12.07.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **nouveau site du «Sportlycée»:**

In einer gemeinsamen Antwort auf die parlamentarische Frage Nr. 3675 vom 6. März 2018 gaben die Minister für Bildung, nachhaltige Entwicklung, Infrastrukturen und Sport bekannt, dass das neue Sportlyzeum im Stadtteil Gasperich auf dem Gelände „Midfield" angesiedelt werden soll.

Im Rahmen der Diskussionen rund um den Gesetzestext Nr. 7301 zur „École de la deuxième Chance (E2C)", am 11. Juli 2018, ließ der Bildungsminister verlauten, dass das neue Sportlyzeum, wie die E2C, in Mamer gebaut werden soll.

Hinsichtlich der widersprüchlichen Aussagen der betroffenen Minister möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Wo soll schlussendlich das neue Sportlyzeum errichtet werden?

- Wann soll mit dem Bau begonnen werden?

- Können wir zusätzliche Informationen hinsichtlich des gesamten Baukonzeptes erhalten?

- Wissend, dass am aktuellen Standort des Sportlyzeums beim INS auf Cents Sportinfrastrukturen bestehen, plant die Regierung beim Neubau eigene Sportinfrastrukturen? Welche wären das und welche Sportarten könnten dort ausgeübt werden?

- Werden die Nationaltrainer aus den nationalen Sportzentren abgezogen um am neuen Standort wieder eingesetzt zu werden?

- Wenn nicht, wie wird der Transport der Schüler vom neuen Standort zu bereits bestehenden nationalen spezifischen Infrastrukturen wie der Coque, der Fußballschule in Monnerich, dem Basketballzentrum in Mersch, der nationalen Leichtathletikpiste auf Cents und dem geplanten Velodrom in Mondorf geregelt?

Réponse commune (16.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Was den zukünftigen Standort des neuen Sportlyzeums betrifft, so wird zurzeit geprüft, wie das Gymnasium zusammen mit der „École nationale pour adultes" neben der Europaschule und dem Lycée Josy Barthel in Mamer am besten realisiert werden kann.

Da die Vorstudien zum Bau des neuen Sportlyzeums erst angelaufen sind und erst nach Abschluss der Detailplanung (avant-projet détaillé) eine Gesetzesvorlage zur Finanzierung ins Parlament eingebracht werden kann, wäre es zu diesem Zeitpunkt verfrüht, ein konkretes Datum für den Baubeginn zu nennen.

Das Konzept für das neue Gebäude des Sportlyzeums beinhaltet optimierte Schulinfrastrukturen, ein Internat, ein Restaurant sowie die benötigten Sportinfrastrukturen.

Das Sportlyzeum hat mit 16 Sportverbänden Konventionen unterzeichnet und somit die Aufgabe, die Koordination zwischen den verschiedenen Formationszentren zu gewährleisten, indem es ihnen die benötigten Sportinfrastrukturen zur Verfügung stellt.

Bei den sportlichen Disziplinen, die morgendliche Trainingseinheiten am neuen Standort erhalten sollen, handelt es sich um Mannschaftssportarten (Basketball, Fußball, Handball, Rugby und Volleyball) sowie Einzelsportarten (Tischtennis, Badminton, Geräteturnen, Kampfsport, Radsport, Triathlon und Schwimmen).

Die morgendlichen Trainingseinheiten in Tennis, Squash und Golf werden weiterhin an anderen Standorten organisiert werden.

Die spezifischen Trainingseinheiten, welche am Nachmittag stattfinden, werden in den bestehenden sowie in den zukünftigen nationalen Zentren organisiert:

- Fußball im nationalen Zentrum für Fußball in Monnerich;

- Tennis im nationalen Zentrum für Tennis in Esch/Alzette;

- Squash im CK Sportcenter in Kockelscheuer;

- Radsport auf der zukünftigen Radrennbahn in Mondorf.

Die Nationaltrainer aus den bestehenden nationalen Sportzentren werden nicht aus diesen abgezogen, sodass die neuen Infrastrukturen, neben den morgendlichen Trainingseinheiten, von den Sportverbänden genutzt werden, welche noch über keine Räumlichkeiten verfügen. Die neuen Infrastrukturen werden somit helfen, den steigenden Bedarf an benötigten Infrastrukturen abzudecken sowie die permanente Nutzung während des ganzen Jahres zu gewährleisten.

Selbstverständlich soll der Transport auch weiterhin zwischen den verschiedenen Standorten sichergestellt werden. Da das neue Sportlyzeum bestens an den öffentlichen Transport angebunden sein wird, ermöglicht dies eine deutliche Verbesserung der entsprechenden Organisation.

Question 3928 (12.07.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **règles déontologiques pour les membres du Gouvernement:**

Par arrêté grand-ducal du 15 janvier 2018, le Gouvernement a modifié une deuxième fois l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il procédé à la suppression de l'alinéa 2 de l'article 10 de l'arrêté grand-ducal précité qui stipule que «[l]es membres du Gouvernement ne pourront accepter une nouvelle fonction honorifique qu'après avis conforme du Comité d'éthique»?

- S'agissait-il d'une réaction à un éventuel avis négatif du Comité d'éthique? Dans l'affirmative, à quelle fonction honorifique se rapportait cet avis négatif?

- Combien de fois le Comité d'éthique a-t-il été saisi depuis fin 2014 et combien d'avis a-t-il rendu?

Réponse (17.07.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Depuis fin 2014, le Comité d'éthique a été saisi à trois reprises. Les lettres de saisine et les avis y relatifs sont publiés sur la page Internet: https://gouvernement.lu/fr/systeme-politique/gouvernement.html).

L'article 10, alinéa 2, de l'arrêté grand-ducal modifié du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs droits et devoirs dans l'exercice de la fonction, a été supprimé suite à la mise en question de l'utilité et de l'opportunité de cet alinéa, par le Comité d'éthique dans le contexte de son avis du 15 décembre 2017.

En effet, le Gouvernement partageait l'opinion émise par le Comité d'éthique dans son avis précité que les «fonctions» qui pouvaient être acceptées par les membres du Gouvernement, après avis conforme du Comité d'éthique sur base de l'article 10, alinéa 2, représentaient des fonctions «passives» et «symboliques» et ne constituaient, de ce fait, pas des «fonctions», mais étaient plutôt à qualifier de «titres de nature honorifique». Cette hypothèse est déjà réglée par le dernier alinéa de l'article 10.

Cette suppression ne constituait donc pas une réaction à un avis négatif du Comité d'éthique.

Grâce à cette suppression, le Gouvernement a enlevé toute ambiguïté éventuelle entre le terme de «fonction» et de «titre». Le dispositif de l'article 10 est désormais clair en ce qu'il prévoit que l'interdiction d'exercer une fonction honorifique dès la prise de fonction se perpétue durant toute la durée de l'exercice du mandat.

Question 3929 (13.07.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Conseil national pour étrangers:**

Jusqu'à récemment le CNE n'a pas fonctionné convenablement. Les élections de février 2018 ont à cet égard fait renaître une lueur d'espoir auprès de nombreux résidents étrangers.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Madame le Ministre peut-elle m'informer du fonctionnement actuel du CNE?

2) Qu'en est-il du mandat donné par Madame le Ministre au CNE de réfléchir à ses missions futures? Madame le Ministre peut-elle me livrer le détail de ces réflexions?

Réponse (26.07.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) La réunion constituante du Conseil national pour étrangers (CNE), nommé par arrêté ministériel du 18 janvier 2018, a eu lieu le 23 janvier 2018.

Le CNE a mis en place six groupes de travail et six commissions:

Groupes de travail:

- La politique de communication du CNE
- Les langues au Luxembourg
- Le règlement d'ordre intérieur du CNE
- Les juristes du CNE
- L'origine géographique des membres du CNE
- Les binationaux au Luxembourg

Commissions:

- Commission pour les jeunes, l'éducation et la formation continue
- Commission pour les seniors
- Commission pour la participation civique et les asbl
- Commission de liaison des CCCI
- Commission pour les migrants et les frontaliers
- Commission pour les réfugiés et les DPI

Le CNE a émis deux avis, l'un sur le Plan national d'intégration 2018 (PAN) et l'autre sur le projet de loi n°7231 relatif à la promotion de langue luxembourgeoise.

ad 2) Lors de la réunion plénière du 28 février 2018, à laquelle j'ai assisté, j'ai demandé au CNE de mener une réflexion sur ses missions et sur son mode de fonctionnement. Ces réflexions sont actuellement en cours.

Question 3931 (16.07.2018) de **Mme Claudine Konsbruck** *(CSV)* concernant la **signature électronique:**

La signature électronique qualifiée est une faculté pour les usagers à l'heure actuelle.

La loi prévoit qu'à des fins d'authentification et de signature électronique, le titulaire majeur de la carte d'identité peut demander l'activation des certificats électroniques au moment de sa demande de carte.

Pour procéder par signature électronique, il faut disposer d'un lecteur de cartes et installer un logiciel compliqué.

La procédure est partant lourde et coûteuse, ce qui explique que ce système connaît actuellement peu de succès auprès des consommateurs, que ce soient des particuliers ou des entreprises.

Paperjam a relaté récemment qu'un groupe belgo-luxembourgeois venait de lancer une plateforme certifiée pour permettre aux PME d'accéder à moindres frais à un système de signature électronique. LuxTrust travaillerait actuellement sur un projet comparable.

Dans l'ère du paperless et de la digitalisation et compte tenu des efforts du Luxembourg pour devenir une «Smart Nation», il serait utile de développer davantage ce procédé.

L'État pourrait jouer un rôle précurseur en la matière.

Ainsi, une signature électronique qualifiée généralisée pour tous les univers numériques permettrait d'avoir accès à divers services publics et les opportunités sont importantes: signature de documents officiels, identification auprès de banques et assurances et confirmation de paiements, eSanté (accès au dossier médical, gestion des prestations, remboursements), eCommerce, etc.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre de l'Économie sur cette question?

- Combien de personnes disposent actuellement d'une signature électronique certifiée?

- Est-ce qu'il ne serait pas opportun d'innover et de proposer une identité numérique gratuite pour tous les résidents luxembourgeois avec une application d'identité mobile officielle (utilisable sur un appareil mobile)?

- Quand est-ce que LuxTrust sera en mesure de présenter un projet similaire?

Réponse (02.08.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

La confiance étant un facteur indispensable au développement économique, le Ministère de l'Économie met en place des systèmes d'accréditation et de certification par le biais de l'ILNAS, investit dans la sécurité de l'information par le biais de securitymadein.lu et est à l'origine de la création de LuxTrust.

Même si la convivialité d'une solution est importante pour son acceptation, un niveau élevé de confiance et de sécurité prime sur la convivialité, puisqu'un seul incident de sécurité peut détruire toute confiance.

L'offre de LuxTrust s'inscrit pleinement dans l'axe des préoccupations exprimées par Madame la Députée. En effet, les citoyens disposant de souscriptions LuxTrust bénéficient d'une identité électronique définie comme substantielle, selon les termes du règlement européen eIDAS (electronic IDentification, Authentication and trust Services).

Chaque identité électronique est enregistrée sous forme d'un fichier électronique appelé certificat. Les certificats sont stockés soit sur des dispositifs à puce (smart cards et signing sticks) soit sur un serveur sécurisé et centralisé, appelé Signing Server. Des 550.000 certificats LuxTrust activés, environ 500.000 sont stockés sur le Signing Server et 50.000 sur des dispositifs à puce.

Alors que ces derniers sont déjà de type qualifié, les plans actuels de LuxTrust prévoient que la majorité des certificats stockés sur le Signing Server le seront également avant la fin de l'année. À partir de là, la majorité des abonnés LuxTrust disposeront de certificats qualifiés permettant de générer des signatures qualifiées, équivalentes dans leur effet juridique, à la signature manuscrite.

Les souscriptions dont les certificats sont stockés sur le Signing Server permettent une mobilité maximale. En effet l'application mobile LuxTrust (appelée LuxTrust Mobile app), permet à son détenteur de s'authentifier et de signer des documents et des transactions à partir des plateformes mobiles iOS et Androïd.

Chaque citoyen peut disposer d'une souscription Signing Server gratuite par le biais des banques de détails. Cette dernière est utilisable dans toutes les applications (privées ou publiques) ayant intégré les services d'authentification et de signature LuxTrust.

LuxTrust a comme projet d'offrir, avant la fin de cette année, un service de signature en mode SaaS (Software as a Service) permettant à tout citoyen de signer des documents sur base de certificats LuxTrust ainsi que de valider la ou les signatures incluses dans un document.

LuxTrust offre déjà une plateforme de signature pouvant offrir des workflow complexes, mettant en œuvre des signatures qualifiées. Dans l'état actuel des développements, cette plateforme est installée dans les data centres des clients. Cette configuration offre les bénéfices d'une confidentialité maximale car les documents confidentiels ne doivent pas être transférés à un tiers pour être signés.

Question 3936 (17.07.2018) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **accords des investissements UEBL:**

Dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL), le Luxembourg et la Belgique ont mis en place un réseau de plus de 60 accords bilatéraux visant la protection des investissements.

Selon nos informations, la Belgique est en train d'élaborer un nouveau modèle pour ces accords bilatéraux, lequel contient un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) basé sur des tribunaux privés. Il paraît que ce nouveau modèle aurait été soumis au Gouvernement luxembourgeois par les autorités belges.

Sachant que Monsieur le Ministre s'est prononcé dans le passé pour une abolition du mécanisme ISDS (notamment dans le cadre des négociations TTIP et CETA) et qu'il a soutenu la mise en place d'un tribunal multilatéral des investissements, tel que proposé par la Commission européenne, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Pouvez-vous nous confirmer que la Belgique a élaboré un nouveau modèle pour ce genre de traité bilatéral et qu'une proposition dans ce sens a été soumise au Gouvernement luxembourgeois?

2) Dans l'affirmative de la question 1, pouvez-vous nous confirmer que ce nouveau modèle contient bien des dispositions permettant le recours à un tribunal d'arbitrage privé du type ISDS?

3) Dans l'affirmative de la question 1, quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la proposition belge et plus spécifiquement par rapport à d'éventuelles dispositions ISDS dans les futurs accords de protection des investissements de l'UEBL?

4) Dans l'affirmative de la question 1, pouvez-vous nous transmettre la proposition des autorités belges? À quel stade comptez-vous associer les membres de la Chambre de Députés aux travaux?

Réponse (25.07.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Les discussions relatives aux accords de libre-échange avec les États-Unis et le Canada ont permis aux citoyens d'exprimer leurs attentes quant au respect des normes sociales et environnementales ainsi que leurs inquiétudes quant aux dispositions relatives au système de règlement des différends entre investisseurs et États. En 2015, à l'occasion de sa Présidence du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg s'est engagé de manière décisive pour que le système ISDS de règlement des différends soit remplacé par un standard plus conforme aux attentes des citoyens. C'est également dans cette même lignée qu'en date du 20 mars 2018, le Conseil a adopté les directives de négociation autorisant la Commission européenne à négocier, au nom de l'UE, une convention instituant un tribunal multilatéral chargé du règlement des différends en matière d'investissements. Les directives de négociation ont par ailleurs été rendues publiques.

Tandis que les accords de libre-échange de l'Union européenne ne contiennent pas forcément tous des clauses relatives à la protection des investissements, ces dernières sont au cœur du dispositif mis en place par les traités bilatéraux d'investissement que les États membres de l'Union concluent avec des États tiers. L'engagement du Luxembourg en faveur d'une nouvelle norme en matière de règlement des différends s'étend donc tout naturellement à ces accords bilatéraux.

C'est précisément pour cette raison que le Ministère des Affaires étrangères et les autorités belges ont conjointement élaboré un nouveau modèle d'accord bilatéral d'investissement dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Du côté belge, cet exercice a impliqué le Service public fédéral des affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement ainsi que des représentants des régions wallonne, flamande et de Bruxelles-Capitale.

L'objectif premier de cet exercice a donc été de remplacer l'ancien standard ISDS. Le système de règlement des litiges qui est désormais prévu dans le modèle d'accord est similaire au système de tribunal d'investissement contenu dans l'accord européen avec le Canada.

Le modèle d'accord a été finalisé au niveau technique. La compatibilité du système de tribunal d'investissement avec les traités européens étant en cours d'examen par la Cour de justice de l'UE, le Ministère des Affaires étrangères a décidé de ne pas entamer le processus de validation politique de ce nouveau modèle tant que la Cour n'aura pas donné son avis.

Les accords négociés sur base de ce modèle seront soumis à la Chambre des Députés pour ratification.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Question 3937 (18.07.2018) de **M. Georges Engel** et **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant les **chargés de cours:**

Les chargés de cours représentent un pilier fondamental de notre système éducatif. Depuis de nombreuses années, ils ont réclamé des possibilités de formation en cours d'emploi pour obtenir le diplôme en sciences éducatives. Pour l'année académique 2016-2017, une telle formation, nommée «Track 2», a finalement été offerte par l'Université du Luxembourg, après des négociations avec le Ministère de l'Éducation. En pratique, cette formation ne reste cependant pas sans problèmes.

Dans ce cadre, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Durant les deux premières années de formation, seulement une vingtaine de personnes ont réussi à l'examen d'entrée à la formation. Face à ces chiffres, Monsieur le Ministre estime-t-il que l'examen d'entrée est adapté à des personnes qui travaillent déjà à plein temps dans le secteur?

- Il nous revient que les personnes qui se sont présentées à l'examen cette année ont été prévenues en dernière minute que la formation ne sera finalement pas offerte cette année.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pourquoi la formation ne sera-t-elle pas offerte?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il aurait fallu prévenir les candidats dans un délai raisonnable, et non seulement une journée avant l'examen d'entrée?

- La formation sera-t-elle offerte de nouveau l'année prochaine?

- Monsieur le Ministre peut-il s'imaginer d'offrir aux chargés de cours ayant un diplôme de fin d'études secondaires une autre possibilité d'obtenir le diplôme de bachelor par une formation en cours d'emploi qui ne nécessite pas d'examen d'entrée et qui reconnaît directement les connaissances pratiques des chargés de cours?

Réponse (16.08.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, il m'échoit d'apporter les éléments de réponse suivants:

Étant donné que l'examen d'entrée à la formation est organisé par l'Université du Luxembourg, il est évident que cet examen relève de la compétence de l'université.

Au regard des trois personnes ayant marqué leur intérêt pour l'examen d'entrée à la formation, l'université a renoncé à l'organisation de cette formation.

J'ai marqué mon accord à cette décision au vu du nombre restreint de candidats sous condition que la situation soit réévaluée au vu des inscriptions à l'examen d'entrée à la formation pour l'année académique 2019-2020.

L'accès à la profession d'instituteur exige un diplôme de bachelor qui devra être émis par une université.

Question 3939 (18.07.2018) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant la **réorganisation des commissariats de police:**

Début 2017, il a été procédé à une adaptation du fonctionnement des commissariats au niveau national. Depuis, des communautés et fusions de commissariats fonctionnent avec des horaires de guichet adaptés, en alternance sur leurs différents sites et avec des heures de fonctionnement étendues. Cette réorganisation a comme but d'optimiser les moyens en personnel et d'offrir un meilleur service au citoyen.

Selon la Police grand-ducale, «la très grande majorité des commissariats de proximité fonctionne suivant le nouveau principe».

Cette réorganisation est censée démontrer aux autorités communales les avantages de ce nouveau mode de fonctionnement.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre peut-il déjà tirer un premier bilan de la nouvelle organisation? Les implantations des différents commissariats, notamment de ceux à trois roulements, répondent-elles aux objectifs visés?

2) Est-ce que les commissariats qui n'ont pas fusionné et qui n'ont pas été intégrés au sein d'une communauté de commissariats coopèrent également avec d'autres commissariats? Dans l'affirmative, en quoi consiste cette coopération? Qu'en est-il du commissariat de Mondorf-les-Bains?

3) Concernant l'affectation des agents de police aux commissariats fonctionnant en unité isolée, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les agents de police y affectés débutent et finissent leur service au même commissariat?

Réponse (13.08.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) La nouvelle organisation et le regroupement de la majorité des commissariats, le principe de la prise de rendez-vous du citoyen avec le policier, l'adaptation des heures de guichet ainsi que l'extension des heures de fonctionnement permettent d'offrir un meilleur service au citoyen, notamment par une présence policière et une disponibilité accrues.

Les implantations des différents commissariats n'ont pas changé, notamment les commissariats à trois roulements restent installés sur leurs 13 sites tel que cela a été le cas avant la réorganisation territoriale.

ad 2) En vue d'assurer la continuité et le bon fonctionnement du service, il arrive qu'un commissariat, qui ne fait pas partie d'une communauté ou d'une fusion, coopère avec d'autres commissariats. Une telle coopération de fait peut s'avérer nécessaire, notamment entre le commissariat à Mondorf-les-Bains et celui à Remich en vue d'éviter qu'un membre d'un commissariat reste seul, isolé ou bloqué à son unité au lieu de s'associer avec les membres d'un commissariat voisin pour commencer le service et pour assurer ainsi une présence et une visibilité policières. Il peut donc s'avérer indispensable de créer de telles synergies entre commissariats pour contrecarrer les difficultés d'un fonctionnement en unité isolée au détriment de la qualité du service offert au citoyen.

ad 3) En raison des difficultés susmentionnées qu'un commissariat fonctionnant en unité isolée peut rencontrer, les policiers peuvent s'organiser de manière à ce qu'ils commencent et terminent leur service au commissariat avec lequel ils coopèrent de fait. Ce choix est motivé surtout pour des raisons de sécurité individuelle des agents qui, autrement, seraient amenés à effectuer seuls le trajet entre les deux unités en voiture de service ainsi que de gain de temps considérable.

Question urgente 4011 (21.08.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **listes électorales:**

L'article 15 de la loi électorale dispose que:

«Tout citoyen peut prendre inspection et demander par écrit une copie des listes actualisées ainsi que des pièces mentionnées ci-dessus au secrétariat de la commune jusque et y compris le cinquante-huitième jour avant le jour des élections. La copie sera délivrée ou bien sous forme papier ou numérique en mains propres du demandeur ou bien par un moyen de communication sécurisé de façon appropriée. Les données des citoyens contenues dans les listes ne peuvent pas être utilisées à des fins autres qu'électorales.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que la disposition légale susmentionnée est quelque peu surannée au vu des nouvelles règles européennes en matière de protection des données?

- Dans la négative, quelles sont les obligations des communes vis-à-vis des citoyens dont les données sont consultées respectivement extraites et mises à disposition de tiers? Quels sont les droits des citoyens vis-à-vis des communes respectivement de ceux qui prennent inspection de, ou se voient communiquer, leurs données?

Réponse commune (27.08.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La disposition à laquelle les députés semblent vouloir se référer constitue l'article 20, alinéa 3, de la loi électorale et non l'article 15.

L'accès public aux listes électorales avant les élections constitue un principe du patrimoine électoral européen et un élément fondamental de notre procédure électorale nationale depuis la deuxième moitié du 18e siècle. L'accès public aux listes électorales fait d'ailleurs partie des lignes directrices, contenues dans le Code de bonne conduite en matière électorale, adoptées par la Commission de Venise lors de sa 51e session plénière (5-6 juillet 2002, point 1.2.iii).

La tenue correcte des listes électorales présente un caractère essentiel dans la garantie du suffrage universel. L'accès public aux listes électorales par tous les électeurs a comme finalité de garantir une grande transparence et une précision accrue des listes électorales en permettant à tout électeur non mentionné de se faire inscrire ou d'obtenir la correction des données erronées. L'inspection des listes électorales par les électeurs est cruciale pour renforcer la qualité et la légitimité du processus d'inscription de chaque électeur et remplit une fonction indispensable dans un régime démocratique basé sur le suffrage universel et où le droit de vote constitue un droit garanti par notre Constitution.

Comme toute donnée personnelle, les listes électorales sont soumises aux dispositions relatives à la protection des données découlant du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (ci-après «RGPD»). Bien que le cadre juridique européen de la protection des données à caractère personnel ait été modernisé, il reconduit les principes fondamentaux régissant cette matière depuis la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 (tout en renforçant la responsabilité des acteurs, les moyens de contrôle et de sanctions applicables et les droits des personnes concernées). L'appréciation du caractère légitime des finalités visées et des conditions qui doivent être réunies pour que les traitements de données, auxquels ladite faculté légale peut donner lieu, soient considérés comme licites et loyaux, restent valables au-delà de l'entrée en vigueur des nouvelles règles européennes.

En 2008, la Commission nationale pour la protection des données avait favorablement avisé (avis du 28 octobre 2008 / doc. parl. n°5859/02) la disposition de l'article 20, alinéa 3, comme répondant à une finalité légitime inhérente à la transparence du processus électoral dans une société démocratique: «La finalité de la tenue des listes électorales consiste en la constatation de la qualité d'électeur des personnes physiques remplissant les conditions reprises dans le Titre I de la loi électorale. Le droit d'inspection des listes électorales, ainsi que le droit d'en prendre copie rentrent dans le cadre de cette finalité, notamment aux fins de vérifier l'exactitude des listes électorales ou de constater et de vérifier le nombre d'électeurs inscrits au sein d'une commune. Le droit ouvert à chaque citoyen de se pourvoir en justice contre toute personne indûment inscrite, omise ou rayée sur les listes électorales constitue le corollaire nécessaire de cette finalité, qui s'inscrit dans un but de contrôle démocratique. La Commission nationale considère que la prospection des électeurs inscrits par les divers partis politiques, notamment pour leur adresser les programmes politiques, rentre également dans le cadre de cette finalité électorale».

Les dispositions imposées par le RGPD ne s'opposent donc pas à la nécessité de transparence du processus d'inscription, de confection et de contrôle des listes électorales, conditions qui sont nécessaires au suffrage universel et à la légitimité du processus électoral.

En effet, ce sont plusieurs droits fondamentaux et principes démocratiques (droit de vote, suffrage universel et protection des données personnelles) qui touchent concomitamment à la question des listes électorales et il est nécessaire de trouver un équilibre entre les différents droits impliqués. En aucun cas, la disposition de l'article 20, alinéa 3, ne saurait être considérée comme surannée, bien au contraire, elle est indispensable à l'exercice du droit de vote ainsi qu'à la légitimité et la régularité du processus électoral.

En ce qui concerne les obligations des communes vis-à-vis des citoyens, les communes sont tenues, en leur qualité de responsable du traitement des données, de satisfaire aux principes généraux en matière de protection des données consacrés par le RGPD, tels que veiller à ce que les données personnelles ne soient pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec la finalité prévue, entourer la délivrance de copies des listes d'un certain nombre de garanties pour limiter le risque d'une utilisation illégitime, d'abus ou de détournement de finalités et assurer l'intégrité et la confidentialité des données à l'aide de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Les communes ne sont par contre pas tenues de notifier la délivrance de copies aux citoyens électeurs inscrits alors que le traitement de données est expressément prévu par la loi (cf. art 14 § 5 lettre c) RGPD). Pour la même raison, les citoyens ne peuvent pas se prévaloir d'un droit d'opposition à l'inspection et à la communication de leurs données figurant sur les listes électorales, ni réclamer l'effacement des données communiquées, pour autant que le traitement des données reste conforme aux conditions légales et nécessaire pour les finalités visées.

Les dispositions de la loi électorale assurent par elles-mêmes le droit d'accès des citoyens aux données contenues dans les listes électorales, d'en prendre inspection et, le cas échéant, de demander leur rectification en cas d'inexactitude.

En cas d'utilisation des données contenues dans les listes électorales pour des fins de prospection politique, par exemple par l'envoi de courriers postaux sur base de données ainsi obtenues, les citoyens doivent se voir communiquer les informations prévues à l'article 14 du RGPD. Les citoyens disposent par ailleurs à l'encontre de ceux qui les traitent d'une série de droits prévus par le RGPD tels que le droit d'accès aux données traitées, le droit de rectification et d'effacement de ces données, le droit de s'opposer à leur traitement et le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNPD.

Finalement, il y a lieu d'ajouter que les communes ont été informées, par voie de la circulaire n°3613 du 19 juillet 2018, sur les conditions d'utilisation des listes électorales et les prescriptions en matière de protection de données en la matière.

Question urgente 4013 (22.08.2018) de **MM. Claude Lamberty, Max Hahn** et **Eugène Berger** *(DP)* concernant le **désistement de candidats avant des élections:**

En date du 21 août 2018, la presse a relaté que plusieurs personnes figureraient sur une liste de candidats pour les élections législatives, sans pour autant avoir donné leur accord préalable à une telle inscription. Selon les affirmations des candidats concernés, ceux-ci auraient notamment été victimes d'«actes de manipulations et de falsifications».

Indépendamment des suites qui pourraient y être réservées par les autorités judiciaires, la loi électorale modifiée du 18 février 2003 prévoit la possibilité de retirer une candidature avant l'expiration du délai fixé pour les déclarations de candidature. En effet, l'article 137 de ladite loi dispose qu'«un candidat inscrit sur une liste ne peut en être rayé que s'il notifie au président du bureau principal de la circonscription, par exploit d'huissier, la volonté de s'en retirer. Toute liste peut être complétée par les noms de candidats qui sont présentés par tous les signataires de la liste. Les notifications et les compléments, dont question aux alinéas qui précèdent, doivent avoir lieu avant l'expiration du délai fixé pour les déclarations de candidature.»

Ce délai étant expiré, l'article précité ne semble plus pouvoir être invoqué par les candidats concernés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le délai pour une action basée sur l'article 137 de la loi électorale est déjà expiré?

- Dans l'affirmative, les personnes concernées ont-elles une autre possibilité de se retirer a posteriori?

- Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas opportun d'adapter la loi électorale afin de permettre aux éventuelles victimes d'un abus de faiblesse de se retirer a posteriori d'une liste de candidats?

Réponse (24.08.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Il peut être confirmé que, conformément à l'article 137 de la loi électorale, le délai pour notifier sa volonté de se retirer d'une liste a expiré le jour de la déclaration des candidatures, c'est-à-dire le 16 août 2018.

La loi électorale ne prévoit pas d'autres possibilités pour se retirer a posteriori d'une liste.

Le Gouvernement ne s'oppose pas à étudier les possibilités d'une modification des dispositions concernées de la loi électorale tout en donnant à considérer qu'il faut nécessairement préserver une période incompressible avant les élections pour lancer l'impression des bulletins qui sont par ailleurs envoyés bien avant la date des élections aux électeurs ayant opté pour le vote par correspondance.

N°15
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Réforme du divorce et de l'autorité parentale p. 576
Mesures en faveur de l'inclusion scolaire p. 597
Programme quinquennal d'équipement sportif p. 609

Sommaire des séances publiques nos42 à 44 p. 622
Sommaire des questions parlementaires p. Q217

42e séance Jeudi 14 juin 2018
43e séance Mardi 26 juin 2018
44e séance Mercredi 27 juin 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Kommemoratioun vum Generalstreik vun 1942 zu Wolz



Vill Leit hunn un der Gedenkzeremonie zu Wolz deelgeholl, wou de Generalstreik 1942 ugefaangen hat.



De Chamberspresident Mars Di Bartolomeo huet den Affer vun 1942 geduecht.

A senger Usprooch um 76. Joresdag huet de Chamberspresident un d'Affer vun deemools erënnert an en Appell fir méi Solidaritéit lancéiert.

„76 Joer no deem schrecklechen Hierscht erënnere mir eis mat déiwem Respekt a mat Bewonnerung un déi Helden, déi eigentlech keng Helde wollte sinn, mä sech fir dat agesat hunn, wat fir eis haut selbstverständlech ass." Dëst si Wierder aus dem Chamberspresident Mars Di Bartolomeo senger Usprooch zu Wolz bei Geleeënheet vun der Kommemoratioun vum 76. Joresdag vum Generalstreik, den 31. August 1942. Bei der Gedenkfeier war och d'Chamber gutt vertrueden.

D'Ukënnegung duerch d'Nazien, fir jonk Lëtzebuerger ze zwangsrekrutéieren, hat 1942 zu deem Streik gefouert. Et war net nëmmen déi éischt an déi gréisst kollektiv Aktioun, wou d'Lëtzebuerger sech géint den Nazi-Okkupant gewiert hunn, et war och den éischte Generalstreik iwwerhaapt am besaten Europa, huet de Chamberspresident erënnert. „Domat hat eist klengt Land eng grouss Virbildfunktioun fir aner Staten an - esou tragesch et och ass - de Streik huet dem Land Unerkennung bruecht. Dat klengt Lëtzebuerg huet e Kapitel an der Weltgeschicht geschriwwen. 260 Zeitungen an 53 Länner hunn an hire Reportagë vun der couragéierter Aktioun vu Resistenz bericht."

D'Erënnerung un d'Evenementer vun deemools ass extrem wichteg fir de Chamberspresident: „Mir si Kanner, Enkelen an Urenkele vun den Affer. (…) A mir hunn als Missioun, ze verhënneren, dass esou eppes Schreckleches nach eemol geschitt, hei bei eis an dobaussen."

Duerfir dem Mars Di Bartolomeo säin Appell: „Mir mussen eis Grondwäerter wéi Demokratie a Fräiheet an d'Mënscherechter mat aller Kraaft verdeedegen a géint all Form vu Rassismus, Antisemitismus, Haassverbriechen, Haassrieden a Friemenhaass kämpfen."

De Chamberspresident huet de Courage gefuerdert, fir „Neen!" ze soen: „Neen zu simplisteschem, populisteschem, geféierlechem Politspektakel, zu Ligen, Hetz a Fake! Neen zu Charlottesville, Chemnitz! Neen zu Reinkarnatioune vun Hitler, Mussolini a Co.! Neen zu Massemord wéi a Syrien an am Jemen! Neen zu neie Maueren, pickegem Drot a Lageren!"

Grad elo ass et fir de Mars Di Bartolomeo noutwendeg, sech net auserneendividéieren ze loossen: „Haut wunne méi verschidden Nationalitéiten an eisem Land zesummen, et gi méi verschidde Sprooche geschwat.

Mä d'Solidaritéit an d'Zesummenhale sinn haut nach do a musse garantéiert bleiwen, heiheem an och an der europäescher Famill."

Une délégation parlementaire iranienne reçue à la Chambre des Députés

L'accord nucléaire au centre des discussions



Les délégations parlementaires iranienne et luxembourgeoise

Le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien était au cœur d'un échange de vues entre une délégation parlementaire de la République islamique d'Iran et les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes le 4 septembre 2018 à la Chambre des Députés.

Les députés iraniens ont demandé à leurs homologues luxembourgeois de mobiliser leurs partenaires européens en faveur du maintien de l'accord sur le nucléaire iranien. Cet accord, qui fut signé en 2015 à Vienne par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni) ainsi que l'UE et l'Iran, est remis en question par les États-Unis. Il a comme but de contrôler le programme nucléaire iranien et de faire lever les sanctions économiques qui touchaient l'Iran.

Le Président de la Chambre des Députés a souligné que le Luxembourg est fortement attaché au respect de cet accord. «La poursuite de la mise en œuvre de l'accord sur le nucléaire iranien reste une priorité pour le Luxembourg», a-t-il expliqué face à la délégation iranienne.

M. Di Bartolomeo a rappelé qu'à l'occasion de sa visite officielle en Iran en 2015, il avait vécu personnellement l'espoir que cet accord international avait suscité parmi les Iraniens.

Il a également évoqué le respect des droits de l'homme ainsi que le respect des minorités lors de l'échange de vues avec la délégation parlementaire.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°15** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Denrées alimentaires

6614 - Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

L'objectif du projet de loi est double:

- d'une part, il vise à mettre la législation luxembourgeoise en conformité avec la réglementation européenne en en étendant de manière substantielle le champ d'application;

- d'autre part, il vise à réorganiser le système de contrôle par l'intermédiaire de la mise en place d'un Commissaire au gouvernement en charge de la coordination des opérations de contrôle en matière de denrées alimentaires, dont la mission sera notamment de coordonner les opérations de contrôle sur le terrain, et à harmoniser des procédures et modalités de contrôle des établissements du secteur alimentaire.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 17.09.2013
Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

22.04.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et échange de vues général
25.11.2014	Présentation générale du projet de loi
07.07.2015	Examen du projet de loi
11.07.2017	Présentation des amendements gouvernementaux
27.02.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17.04.2018	Présentation générale du projet de loi
29.05.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
19.06.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs
(Président: M. Gusty Graas):

25.11.2014	Présentation générale du projet de loi
	Explications concernant les missions et la coopération des différents services intervenant dans le contrôle alimentaire au Luxembourg
11.07.2017	Présentation des amendements gouvernementaux
30.03.2018	Examen du projet de loi amendé en vue de la rédaction d'un avis pour la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Vote en séance publique: 28.06.2018
Loi du 28 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°675, page 1

Programme quinquennal d'équipement sportif

7173 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif

À notre époque, on n'a plus besoin de prouver que la pratique régulière d'activités physiques et sportives influe directement sur le bien-être, la santé et la vitalité des individus. Il y a lieu de reconnaître que le sport doit être, dans une société saine et vitale, bien plus qu'une occupation accessoire agréable: il doit devenir une composante entière indispensable dans la vie humaine, tout comme le travail, le repos et le temps libre.

La progression des disciplines et pratiques sportives ainsi que la croissance de la population et du nombre des élèves au Grand-Duché de Luxembourg font qu'il existe un besoin constant en infrastructures sportives.

En même temps, il y a lieu de constater que la pratique du sport de compétition s'est professionnalisée dans la plupart des disciplines et que les concours au niveau international présupposent des infrastructures et équipements qui sont à la pointe du progrès.

À la lumière de ce qui précède, le onzième programme quinquennal d'équipement sportif est donc à considérer comme une suite logique dans la planification de l'infrastructure sportive nationale depuis 50 ans tout en se voulant une déclinaison d'un concept intégré pour le sport allant de l'enfance de bas âge pour l'enseignement non formel (crèches, maisons relais, garderies) jusqu'au sport non organisé et corporatif en passant par l'enseignement formel - constitué par l'enseignement fondamental (communes) et l'enseignement secondaire (établissements scolaires et de formation), les clubs et associations (entraînements, compétitions, temps libre), les personnes handicapées physiques et mentales ainsi que le troisième âge. Le onzième programme quinquennal d'équipement sportif aspire donc à réaliser ce qui est nécessaire et ne stimulera certainement pas des ambitions démesurées.

Localisation des équipements sportifs

À l'image du dixième programme quinquennal d'équipement sportif, le onzième programme quinquennal envisage les localisations des équipements sportifs dans les centres urbains existants pour favoriser un accès par les modes de transport durables.

À côté du développement des installations dans les centres de développement et d'attraction «CDA», la création d'infrastructures près des écoles fondamentales et des services d'éducation et d'accueil des enfants est également privilégiée.

D'autre part, des partenariats sont recherchés notamment pour les installations coûteuses telles les piscines. Des synergies sont recherchées de ce fait entre communes ou entre l'État et les communes pour la réalisation d'équipements utilisés à la fois par l'enseignement post-primaire, l'enseignement fondamental et le grand public.

Préservation des équipements en place

Outre la planification des nouveaux équipements, la préservation de l'infrastructure sportive en place et en service reste de mise. En effet, priver les collectivités locales concernées de l'aide étatique et donc laisser se dégrader le patrimoine d'équipements sportifs existants reviendrait à mettre en péril les acquis des dernières années et à anéantir les efforts consentis depuis le démarrage des programmes quinquennaux. Ici encore, il y a lieu de constater une innovation majeure. Celles des installations qui, en raison de leur âge, se trouvent présentement dans un état désuet et nécessitent en conséquence une rénovation complète, le cas échéant à la lumière du facteur loisir pour ajouter un brin de rentabilité aux frais d'entretien et de fonctionnement, seront dès à présent définies dans une liste à autoriser par règlement grand-ducal.

Réalisation de zones de motricité dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants

La loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse instaure un cadre de référence national qui comprend un descriptif des objectifs généraux et des principes pédagogiques fondamentaux pour l'action des services d'éducation et d'accueil pour enfants. Il ressort de ces objectifs qu'à l'avenir les services d'éducation et d'accueil devront être aménagés de sorte à prévoir des zones multifonctionnelles accessibles librement aux enfants dont notamment une zone de motricité. Le Ministère des Sports entend participer au financement de ces zones dans le cadre du présent projet de loi.

À côté des infrastructures sportives proprement dites, les zones de motricité doivent être aménagées de sorte à ce que les enfants puissent y accéder à tout moment et pratiquer librement sans instructions plus poussées et selon leur propre envie des mouvements, des jeux, etc. ayant une influence positive sur la motricité.

Les acquis fondamentaux de mouvement, qui jadis étaient développés naturellement par les enfants, sont actuellement malheureusement sous-développés chez eux et ceci déjà dès le plus jeune âge. À travers ces zones de motricité les enfants auront la possibilité d'acquérir et de développer de nouveau ces mouvements fondamentaux de mobilité.

Enveloppe financière du onzième programme quinquennal

Sur base des projets réalistes actuellement déjà disponibles[1], un chiffre de 112.000.000 euros sera nécessaire afin de subventionner les projets prévus par le onzième programme quinquennal. Or, comme le programme en question couvre une période de cinq ans, d'autres projets non encore signalés vont s'ajouter à ceux déjà connus. Dès lors, le montant de 112 millions d'euros devra être augmenté d'un montant de l'ordre de 6.750.000 euros afin de faire face à ces demandes ainsi qu'au financement des zones de motricité. S'y ajoutent encore les frais liés à la gestion du programme d'infrastructures, estimés à 1.250.000 euros.

Ainsi une enveloppe de 120 millions d'euros est donc à prévoir pour tenir compte des besoins imminents liés à l'exécution du onzième programme quinquennal. Même si les efforts consentis depuis 50 ans à travers les dix plans quinquennaux réalisés portent leurs fruits et que beaucoup de fédérations et de clubs sont mieux desservis, l'évolution démographique, les besoins en infrastructures scolaires et le manque en infrastructures sportives au niveau de l'accueil des enfants en bas âge rendent nécessaire l'implémentation de ce nouveau programme quinquennal.

Il est évident que les programmes de construction sont limités au seul nécessaire selon des exécutions et choix architecturaux en dehors de tout luxe coûteux. Tous les superflus sont écartés sur la base de paramètres stricts pour ne retenir que les dépenses subventionnables nécessaires dans l'intérêt d'une bonne pratique sportive.

L'enveloppe financière fixée par le projet de loi est estimée au strict nécessaire compte tenu à la fois des besoins connus et des efforts d'économies à réaliser. Cette enveloppe doit pouvoir être ajustée en cas de nécessité absolue si des projets de rénovations urgentes surgissent. Les adaptations éventuelles sont à décider par la loi budgétaire.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre des Sports, le 01.09.2017
Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

12.09.2017	Présentation du projet de loi
30.01.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État ainsi que des autres avis relatifs audit projet de loi
21.02.2018	Désignation d'un rapporteur
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
30.03.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.05.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
29.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.06.2018
Loi du 18 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°610, page 1

Mesures en faveur de l'inclusion scolaire

7181 - Projet de loi portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire et modification de

1° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2° la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Le présent projet de loi a pour objet de créer des Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire.

La prise en charge des enfants à besoins éducatifs spécifiques, telle qu'assurée par le système actuellement en vigueur, connaît deux principes.

Premièrement, chaque enfant à besoins éducatifs spécifiques est considéré comme étant scolarisable, bien que l'offre scolaire en sa faveur puisse différer considérablement des programmes scolaires de l'enseignement régulier.

Deuxièmement, chaque enfant à besoins éducatifs spécifiques est scolarisé dans une classe de l'enseignement régulier, à moins que les parents n'en décident autrement. Ces derniers ne sont donc pas dans l'obligation de revendiquer la scolarisation de leur enfant en milieu dit régulier, qui est la règle et ne requiert pas de procédures préalables.

Ces deux principes ont fait leurs preuves et sont préservés dans le présent projet de loi.

Au cours de cette législature, le Gouvernement a considérablement intensifié ses efforts pour favoriser l'inclusion des enfants à besoins éducatifs spécifiques. Le Gouvernement a notamment réorganisé leur prise en charge à trois niveaux:

- au niveau local, les instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques («I-EBS») assistent les élèves en classe et coordonnent leur scolarisation;

- au niveau régional, chaque direction de région de l'enseignement fondamental a désigné un directeur adjoint qui est responsable de l'organisation des équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques («ESEB»). Celles-ci ont dorénavant pour mission d'assurer, en collaboration avec les écoles et les instituteurs concernés, l'élaboration d'un

[1] La liste prévisionnelle des projets comprend jusqu'à présent quelque trente-trois projets, dont notamment des centres sportifs, des halls des sports, des halls multisports et omnisports, des piscines, des terrains de football avec vestiaires, un stand de tir ainsi qu'un nouveau stade d'athlétisme à Differdange.

premier diagnostic et le suivi de la prise en charge de ces enfants, si la prise en charge assurée par l'école s'avère insuffisante;

- au niveau national, il appartiendra aux centres de compétences créés par le présent projet de loi d'assurer la prise en charge des enfants, pour lesquels l'encadrement aux niveaux local et régional est insuffisant. L'offre s'adresse aux enfants ainsi qu'aux jeunes ayant dépassé l'âge de 18 ans, si leur formation l'exige.

Huit centres de compétences sont créés dont cinq se fondent sur des structures existantes:

- l'actuel Centre de logopédie intégrera le Centre pour le développement des compétences langagières, auditives et communicatives;

- l'actuel Institut pour déficients visuels intégrera le Centre pour le développement des compétences relatives à la vue;

- l'Institut pour infirmes moteurs cérébraux intégrera le Centre pour le développement moteur et corporel;

- les Centres d'éducation différenciée intégreront le Centre pour le développement intellectuel;

- l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques intégrera le Centre pour le développement des enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme.

Les centres suivants sont nouvellement créés:

- le Centre pour le développement socio-émotionnel (enfants et jeunes à troubles du comportement) dans le cadre duquel les connaissances et le savoir-faire du Centre d'intégration et d'observation scolaires seront pris en compte;

- le Centre pour le développement des apprentissages (dyslexies, dyscalculies, etc.);

- le Centre du suivi des enfants et jeunes intellectuellement précoces, à savoir pour les élèves dits «surdoués» ou à haut potentiel.

La prise en charge par les centres se veut subsidiaire, c'est-à-dire qu'elle ne se substitue pas entièrement à l'enseignement dit régulier qu'elle entend plutôt soutenir. Les élèves qui bénéficient d'un accompagnement d'un centre de compétences restent ainsi inscrits dans leur école ou lycée d'origine afin d'assurer un certain rapprochement. Les centres de compétences spécialisés dans un domaine spécifique assureront également la prise en charge ambulatoire des élèves à besoins éducatifs spécifiques faisant partie de leur population cible.

Le présent projet de loi prévoit également la création d'une agence de transition à la vie active en faveur des jeunes à besoins éducatifs spécifiques pour lesquels l'offre des structures de mise au travail existantes n'est pas suffisamment individualisée. L'agence assure la mise en réseau et la coordination de l'offre propédeutique professionnelle des centres de compétences, engage des actions facilitant l'accès à la formation professionnelle, l'insertion sur le marché de travail, l'admission dans un atelier protégé ou dans une structure d'activités de jour des jeunes à besoins éducatifs spécifiques. Elle tend donc à accompagner et à soutenir ces jeunes et leurs parents lors des nouvelles étapes qui s'annoncent dans la vie active.

Il est également créée une Commission nationale d'inclusion (ci-après «CNI»), appelée à remplacer l'actuelle Commission médico-psycho-pédagogique nationale. La nouvelle commission sera l'autorité de tutelle des commissions d'inclusion des régions pour ce qui est de l'enseignement fondamental, voire des lycées. Elle veillera à ce que chaque enfant profite de l'étayage indiqué, ainsi qu'au respect des procédures par les partenaires scolaires.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.09.2017

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

15.11.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
29.11.2017	Continuation des travaux
30.11.2017	Continuation des travaux
06.12.2017	Continuation des travaux
02.05.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation d'une série d'amendements
06.06.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°664, page 1

Adaptation du Code de procédure civile

7203 - Projet de loi complétant le Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'un titre VIIbis relatif à la conversion de l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires émise sur base du règlement (UE) n°655/2014 en saisie exécutoire des comptes bancaires

Le règlement (UE) n°655/2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale (ci-après «le règlement»), a instauré une procédure européenne uniforme visant à préserver les fonds détenus sur des comptes bancaires.

Ainsi que le titre du règlement l'indique, son objet est de créer une mesure conservatoire en faveur du créancier «qui empêche que le recouvrement ultérieur de sa créance ne soit mis en péril par le transfert ou le retrait de fonds». L'effet principal de la procédure européenne ainsi instaurée est donc de préserver les fonds saisis en obligeant la banque les détenant à s'assurer qu'ils ne puissent faire l'objet d'aucun transfert ou retrait.

En revanche, le règlement ne régit pas le recouvrement proprement dit de la créance, c'est-à-dire le droit du créancier d'obtenir paiement de sa créance sur les fonds saisis après obtention d'un titre exécutoire (jugement, acte authentique ou transaction judiciaire) reconnaissant l'existence de sa créance. La question est donc régie par le droit national de l'État concerné.

Or, il apparaît que l'application des règles luxembourgeoises dans ce contexte soulève certaines difficultés.

Ainsi, en procédant à une harmonisation partielle du droit, le règlement oblige à distinguer deux phases de la procédure de saisie des fonds détenus sur des comptes bancaires: une phase conservatoire, régie par le règlement, et une phase d'exécution, régie par le droit national de l'État concerné. Dans les États membres où une telle distinction existe déjà, la coordination entre la procédure européenne et le droit national ne devrait guère présenter de difficultés.

La situation est cependant légèrement différente au Grand-Duché de Luxembourg. La procédure nationale équivalente à la procédure instaurée par le règlement est la saisie-arrêt qui permet en droit luxembourgeois la saisie des comptes bancaires. Or, la procédure de saisie-arrêt ne sépare pas nettement les phases conservatoire et d'exécution (dénommée validation en procédure civile nationale) de la saisie. Bien au contraire, la procédure luxembourgeoise lie les deux phases. Le créancier doit, dès le début de la procédure de saisie-arrêt (dans les huit jours), prendre des mesures visant à préparer l'exécution finale de sa créance en assignant le débiteur en validation de la saisie et en dénonçant cette demande à la banque tierce saisie. La première de ces mesures est prévue à peine de nullité de l'ensemble de la procédure, et le banquier aurait le droit de transférer les fonds à défaut de la seconde.

Cette absence de séparation entre les phases conservatoire et d'exécution fait naître certaines difficultés d'interprétation susceptibles de générer une insécurité juridique. Ainsi, en l'état actuel de la législation, on peut s'interroger si l'applicabilité du droit européen à la première phase écarte l'application des exigences prévues par le droit national et devant être effectuées au cours de la première phase. En outre, il est nécessaire de déterminer les règles de droit luxembourgeois qui s'appliqueront à la phase d'exécution régie par le droit national et, le cas échéant, de les adapter. Enfin, il convient de rappeler que la procédure luxembourgeoise de validation de la saisie-arrêt prévoit que le juge luxembourgeois non seulement constate que le créancier détient un titre exécutoire justifiant le paiement par le tiers saisi des fonds détenus au créancier saisissant, mais aussi qu'il vérifie que la saisie a été régulièrement pratiquée et qu'il la valide.

Or, dans le cadre de la procédure européenne, l'ordonnance européenne de saisie conservatoire aura le plus souvent été émise par un juge d'un autre État membre de l'Union européenne. Le règlement donnera alors compétence exclusive à ce juge ayant émis l'ordonnance européenne pour en contrôler la validité, sur recours du débiteur. En tant que juge de l'État d'exécution, le juge luxembourgeois n'aura qu'une compétence limitée lui permettant non pas de se prononcer sur la validité de la procédure ayant abouti à l'ordonnance européenne de saisie conservatoire, mais seulement d'en refuser l'exécution au Luxembourg, pour un nombre de causes limitativement énumérées par le règlement. Cette répartition des compétences entre juge d'origine et juge de l'État d'exécution est désormais traditionnelle dans les instruments de procédure civile de l'Union et résulte du principe général de confiance mutuelle dans l'administration de la justice dans les autres États membres, consacré tant par les règlements européens que par la Cour de Justice de l'Union européenne.

Le meilleur moyen de résoudre les difficultés exposées ci-dessus est d'instaurer en droit national une procédure spécifique d'exécution applicable à la seule ordonnance européenne instaurée par le règlement, sans référence à la procédure de validation de la saisie-arrêt en vigueur en droit national. Tel est l'objet du présent projet de loi.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.11.2017

Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Sam Tanson):

06.06.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des amendements gouvernementaux
	Examen des avis du Conseil d'État
20.06.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2018

Loi du 18 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°634, page 1

Promotion de la langue luxembourgeoise

7231 - Projet de loi relative à la promotion de la langue luxembourgeoise et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

Le présent projet de loi est à voir dans le contexte de la stratégie pour la promotion de la langue luxembourgeoise, adoptée par le Conseil de gouvernement le 8 mars 2017. Ladite stratégie vise à renforcer l'importance de la langue luxembourgeoise, à faire avancer la normalisation, l'usage et la recherche dans ce domaine, à promouvoir l'apprentissage de la langue et de la culture luxembourgeoises et à encourager la culture en langue luxembourgeoise.

Étant donné que ces objectifs touchent pratiquement tous les domaines de la vie publique et concernent tous les ministères, le Gouvernement préconise une stratégie concertée qui fédère tous les efforts. La stratégie de promotion de la langue luxembourgeoise prendra la forme d'un plan d'action sur vingt ans, qui peut être adapté tous les cinq ans, et sera élaborée en accord avec tous les acteurs de la société.

Un poste de commissaire à la langue luxembourgeoise sera créé pour élaborer le plan d'action et renforcer l'engagement du Gouvernement envers le luxembourgeois. Il aura pour mission de conseiller le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de la Culture pour tout ce qui touche à la promotion du luxembourgeois et de coordonner les efforts de tous les ministères et administrations en la matière.

Le commissaire donnera également un cadre aux mesures et efforts existants, assurera le suivi et cultivera le dialogue entre tous ceux qui œuvrent pour l'usage de la langue et de la culture luxembourgeoises.

Un centre pour le luxembourgeois sera créé autour du commissaire à la langue luxembourgeoise. Parmi ses missions figurera, entre autres, l'étude et la normalisation de la langue luxembourgeoise et plus largement de la situation linguistique au Luxembourg. Il sera aussi en charge de la promotion de la langue, au sein de la société luxembourgeoise comme dans un contexte européen et international.

Finalement, le projet de loi sous rubrique confère une nouvelle base légale au Conseil permanent de la langue luxembourgeoise («CPLL»), qui est un organe consultatif entendu sur les questions suscitées par la mise en œuvre de la politique de la langue luxembourgeoise et qui donne son avis sur les questions concernant les règles régissant l'orthographe et la grammaire de la langue luxembourgeoise, la phonétique et le bon usage de la langue luxembourgeoise. Le CPLL émet également des avis sur tous les projets et propositions de loi concernant la langue luxembourgeoise et la situation langagière au Luxembourg.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 11.01.2018

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

07.03.2018 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
20.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Culture
(Président: M. André Bauler):
07.03.2018 Présentation du projet de loi
20.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 27.06.2018
Loi du 20 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°646, page 1

Tribunal administratif

7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Le projet de loi 7252A prévoit le recrutement de deux juges supplémentaires au tribunal administratif jusqu'au 16 septembre 2018 sur la base de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice. Cette initiative a été transférée du projet de loi n°6563B vers le présent projet de loi, afin de pouvoir procéder rapidement à ces recrutements. Le recrutement rapide de personnel supplémentaire est motivé par la charge de travail élevée au tribunal administratif, résultant par exemple du risque d'une augmentation considérable des recours relatifs aux PAG et PAP communaux dans les prochains temps et de textes législatifs en préparation prévoyant soit de nouvelles compétences, soit des procédures accélérées. S'y ajoutent les divers congés pour raisons familiales dont les membres des juridictions sont en droit de bénéficier.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 11.06.2018
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):
06.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
20.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.06.2018
Loi du 13 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°596, page 1

Nationalité luxembourgeoise

7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Le projet de loi a pour objet d'apporter certaines adaptations techniques à la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, entrée en vigueur le 1er avril 2017.

Au niveau des pièces exigées pour examiner l'honorabilité des candidats à la nationalité luxembourgeoise, il convient de combler un vide législatif et de renforcer la sécurité juridique. Ainsi, il est proposé non seulement de compléter la liste des casiers judiciaires étrangers à produire par les candidats à la nationalité luxembourgeoise, mais également d'aligner la législation sur la nationalité luxembourgeoise sur les prescriptions de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire.

En ce qui concerne les personnes possédant à côté de la nationalité luxembourgeoise une ou plusieurs nationalités étrangères, le projet de loi vise à préciser les règles d'attribution et de transposition du nom et des prénoms. L'objectif poursuivi est de garantir une identification adéquate des personnes concernées tout en réalisant une simplification administrative. Ainsi le projet de loi propose d'habiliter les procureurs d'État à ordonner la rectification des actes de l'état civil dans le sens que ces actes mentionneront les nom et prénoms portés en application de la législation du pays étranger dont le titulaire du certificat de nationalité luxembourgeoise possède également la nationalité.

Dans un souci de renforcer la sécurité juridique, il est proposé de redresser la terminologie employée au niveau des dispositions régissant l'annulation des actes d'indigénat et l'interdiction d'introduire une nouvelle procédure d'acquisition ou de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise. Est visée l'hypothèse où le candidat a fait de fausses affirmations, dissimulé des faits importants ou agi par fraude.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 01.03.2018
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):
13.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des amendements gouvernementaux
Examen des avis du Conseil d'État
20.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.06.2018
Loi du 20 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°728, page 1

Accord UE-Arménie

7260 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 24 novembre 2017

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 24 novembre 2017.

Le nouvel accord, qui porte sur des questions relevant des domaines de compétence et d'intérêt de l'UE, a une portée globale, reflétant la vaste coopération existante en matière économique, commerciale et politique, ainsi que concernant les politiques sectorielles. Il élargit les domaines de coopération existants, fournissant ainsi une base à long terme pour la poursuite du développement des relations entre l'UE et l'Arménie. En renforçant le dialogue politique et en améliorant la coopération dans un large éventail de domaines, l'accord ouvre la voie à une relation bilatérale plus efficace avec l'Arménie.

L'accord comprend les clauses politiques standard de l'UE sur les droits de l'homme, les juridictions pénales internationales, les armes de destruction massive, les armes légères et de petit calibre et la lutte contre le terrorisme. Il contient également des dispositions relatives à la coopération dans des domaines tels que les transports, l'énergie, la santé, l'environnement, le changement climatique, la fiscalité, l'éducation et la culture, l'emploi et les affaires sociales, la banque et les assurances, la politique industrielle, l'agriculture et le développement rural, le tourisme, la recherche et l'innovation, ainsi que l'exploitation minière. Concernant la recherche, les universités arméniennes pourront participer à des projets de recherche de l'Union européenne dans le cadre du programme Horizon 2020. Il porte aussi sur la coopération judiciaire, l'État de droit, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, de même que sur la lutte contre la criminalité organisée et la corruption. Par ailleurs, l'accord crée une plateforme pour la société civile des deux parties et lui confère le droit d'adresser des recommandations aux gouvernements.

Par rapport à l'ACP de 1999, l'accord de partenariat global et renforcé a la vocation de créer une meilleure base pour des investissements en améliorant le cadre règlementaire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.03.2018
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
23.04.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
04.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
11.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.06.2018
Loi du 13 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°605, page 1

Accord UE-Australie

7261 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part, fait à Manille, le 7 août 2017

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part, fait à Manille, le 7 août 2017.

Cet accord constitue la base pour l'approfondissement des relations entre l'UE, et ses États membres, et l'Australie, y compris sur des questions politiques et de portée internationale. L'accord promeut la coopération bilatérale, régionale et internationale de même que le renforcement des relations stratégiques. Il se base surtout sur des valeurs partagées entre l'UE, et ses États membres, et l'Australie, notamment le soutien à la Charte des Nations Unies, l'attachement aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, ainsi qu'à l'État de droit. Par ailleurs, le développement durable, la croissance économique, mais aussi les affaires environnementales, y inclus le changement climatique, constituent des inquiétudes communes rappelées par l'accord.

L'accord permet un engagement plus efficace de l'UE et de ses États membres avec l'Australie en matière de justice, de liberté et de sécurité, le développement mondial et l'aide humanitaire, la coopération économique et commerciale, la coopération au sein des organisations régionales et internationales, la criminalité internationale, les marchés publics, les douanes, la propriété intellectuelle, la politique de concurrence, les services financiers, la fiscalité, la transparence, les matières premières, le commerce et le développement durable, le dialogue avec la société civile, le tourisme, les migrations, la protection consulaire, les données à caractère personnel, la recherche, l'innovation, la société informatique, l'éducation, la culture, la protection civile, l'énergie, le transport, l'agriculture, le développement rural et la sylviculture, la pêche et les affaires maritimes, l'emploi et les affaires sociales, la santé, la gestion des crises, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, et la circulation des armes légères et de petit calibre.

Des domaines plus sensibles, dont notamment la lutte contre le terrorisme et son financement, la criminalité transnationale organisée et la corruption, le trafic de drogues, la cybercriminalité et le blanchiment de capitaux, sont aussi inclus dans l'accord.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.03.2018
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
23.04.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
04.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
11.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.06.2018
Loi du 13 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°600, page 1

SÉANCE 42

JEUDI,
14 JUIN 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6996 - Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification:

1. du Nouveau Code de procédure civile;

2. du Code civil;

3. du Code pénal;

4. du Code de la sécurité sociale;

5. du Code du travail;

6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes;

7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;

9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats;

11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth et M. Léon Gloden), M. Eugène Berger, M. Roy Reding (intervention de M. le Ministre Félix Braz), Mme Sam Tanson (interventions de M. Gilles Roth) (dépôt d'une motion), M. Marc Baum (intervention de M. le Ministre Félix Braz), M. Laurent Mosar (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. le Ministre Félix Braz et M. Alex Bodry)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Gilles Roth), M. Gilles Roth (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Gilles Roth et M. Laurent Mosar), M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: Mme Sam Tanson, M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

3. 6921 - Projet de loi adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification

1) du Code de procédure pénale,

2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,

3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Roy Reding, M. Marc Baum (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Marc Baum (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7205 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7219 - Projet de loi

1° concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce;

2° abrogeant les articles 2 à 12 de la loi modifiée du 19 février 1975 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia (interventions de M. Edy Mertens et M. Gast Gibéryen)*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6984 - Projet de loi sur l'attribution de contrats de concession et portant modification:

1. du Code pénal;

2. du Code du travail; et

3. de la loi modifiée du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Georges Engel, M. Gusty Graas*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7211 - Projet de loi relatif à la rénovation et extension du Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Claude Haagen (intervention de M. Alex Bodry), M. Frank Colabianchi*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Mir kënnen direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen: d'Reform vum Scheedungsgesetz, de Projet de loi 6996. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Rapportrice Sam Tanson.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

2. 6996 - Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification:

1. du Nouveau Code de procédure civile;

2. du Code civil;

3. du Code pénal;

4. du Code de la sécurité sociale;

5. du Code du travail;

6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes;

7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;

9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats;

11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Oscar Wilde huet et op de Punkt bruecht: „D'Bestietnis ass déi éischt Ursaach vun der Scheedung." Well mer awer entgéint e puer Boutaden an déi Richtung d'Bestietnis net wëllen ofschafen, wäerte mer haut déi gesetzlech Scheedungsursaache reforméieren an deem neie Scheedungs- an Autorité-parentales-Gesetz.

Ech komme fir d'Éischt op d'Scheedung ze schwätzen, ier ech de Volet „Autorité parentale" behandelen.

Erlaabt mer allerdéngs an dësem ganz wichtege Moment e kuerze Bléck no hannen, fir den historesche Kontext duerzeleeën! D'Scheedungen hu sech an de leschte Jorzéngte lues a lues banaliséiert. Woren an den 1950er Jore just 5% vun de bestuetene Koppelen no 30 Joer gescheet, esou ass dee Pourcentage op 16% an de 60er Jore geklommen, fir 23% an den 1970er Joren ze erreechen. An haut gëtt quasi ee Bestietnis op zwee gescheet.

D'Scheedunge woren zu Lëtzebuerg op Basis vun engem Gesetz vun 1803 erlaabt. E Gesetz, wat iwwer 150 Joer a Kraaft wor an den Esprit vun där Zäit erëmgëtt.

Et goufen zwou Kategorië vu Scheedungen: den Divorce pour faute an den Divorce par consentement mutuel. Dëse wor allerdéngs esou streng encadréiert, datt en net vill genotzt gouf an d'Leit deemools schonn dacks op den Divorce pour faute zréckgegraff hunn, fir dës Regelen ze ëmgoen.

Fir en Divorce par consentement mutuel ze kréien, huet een net dierfe méi wéi 20 Joer bestuet sinn, et huet ee missen d'Erlaabnis vun den Elteren hunn, falls dës nach gelieft hunn, an, virun allem, et huet ee sech net dierfe scheeden, wann d'Fra iwwer 45 Joer hat - och wann d'Fra d'accord wor.

Dës Konditioune sinn eréischt duerch e Gesetz vum 6. Februar 1975 verschwonnen. E Gesetz vum 5. Dezember 1978 huet eng nei Scheedungsursaach agefouert, an zwar den Divorce pour séparation de fait, deen een nach ëmmer laut haitegem Artikel 230 vum Code civil ufroe kann, wann een dräi Joer getrennt ass, voire fënnef Joer am Fall vun enger Trennung wéinst Aliénation mentale vum Partner.

Och den Divorce pour faute ass duerch d'Gesetz vun 1978 vereinfacht ginn. Iwwreg bliwwe sinn nëmmen nach als Konditiounen déi, déi och haut am Artikel 229 vum Code civil stinn. Dat da wieren „Excès, sévices ou injures graves d'un des conjoints envers l'autre".

Zënter engem Gesetz vun 1993 huet och just nach eng Scheedung, déi wéinst „torts exclusifs", also den exklusive Feeler, vun enger Partei gesprach gëtt, als Konsequenz, datt dës laut Artikel 300 vum Code civil kee Recht op Alimenter huet.

Et gëtt scho laang iwwer eng Reform vun der haiteger Prozedur diskutéiert. 2003 hat den deemolege Justizminister Luc Frieden schonn e Gesetzesprojet deposéiert, deen als Zil hat, den Divorce pour faute ofzeschafen. Et huet deemools am Exposé des motifs geheescht: «Cette forme de divorce pousse les époux à se livrer à un combat judiciaire destructeur et à étaler au grand jour la vie privée du couple. Ainsi, l'époux demandeur énonce dans son assignation, en les grossissant, les griefs qu'il invoque contre son conjoint qu'il blâme comme étant l'unique coupable de l'échec du mariage. L'époux défendeur, humilié et blessé par les imputations des fautes contenues dans l'assignation, cherchera à son tour à accabler son conjoint. Très souvent, le tribunal prononcera alors le divorce aux torts partagés.»

Dëse Constat ass haut, 15 Joer méi spéit, nach ëmmer genausou richteg. De Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, schaaft den Divorce pour faute komplett of.

Et sinn deemno nach zwee Scheedungsgrënn virgesinn: den Divorce par consentement mutuel an den Divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales, de sougenannten „Zerrüttungsprinzip".

D'Bestietnis kann elo opgeléist ginn, ouni datt en Accord besteet an ouni datt e Feeler vun deem anere muss bewise ginn. D'Parteie musse sech awer hei vun engem Affekot begleede loossen.

Et sinn och Delaie virgesinn, fir ze verhënneren, datt ee sech aus enger Laun eraus scheede léisst. Wann de Partner dës „Zerrüttung" contestéiert, da kann de Riichter en Delai vun dräi Méint fixéieren, bannent deem keng Decisioun geholl gëtt. Dësen Delai kann eemol ëm dräi Méint verlängert ginn.

D'Ontreiheet fält also als juristesch Ursaach fir d'Scheedung ewech. Den Devoir de fidélité bleift allerdéngs am Artikel 212 bestoen. Et heescht deemno weider bei engem Bestietnis: «Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.»

Wat d'Scheedung a géigesäitegem Averständnis ubelaangt, esou ass et mat dësem Projet elo esou, datt d'Parteie just nach eemol an net, wéi bis elo, zweemol musse beim Riichter erschéngen. Se musse sech och beim Riichter net duerch en Affekot vertriede loossen. Allerdéngs muss d'Scheedungskonventioun, déi d'Detailer regelt, vun engem Affekot oder vun engem Notaire geschriwwe sinn.

De Feeler verschwënnt, wéi gesot, aus der Scheedungsprozedur. Déi eenzeg Plaz, wou de Feeler nach bestoe bleift, ass bei den ekonomesche Konsequenzen. Wann eng vun de folgende strofrechtleche gravéierenden Infraktiounen - attentat à la pudeur, viol, coups et blessures volontaires, homicide et lésions volontaires, meurtre, assassinat, infanticide, empoisonnement - géint de Partner oder d'Kand vun der Koppel - zu enger Veruerteelung vun engem Partner féiert, da verléiert dësen, op Demande vun deem anere Partner, säi Recht op eng Pension alimentaire a seng Avantages matrimoniaux, déi en eventuell vun deem aneren am Kader vun engem Contrat de mariage accordéiert krut.

Wat d'ekonomesch Konsequenzen ausserhalb vun dësen exzeptionelle strofrechtleche Prozeduren ugeet, esou bleift de Prinzip bestoen, datt de Riichter d'Pension alimentaire jee no Besoine vun deem fixéiert, deem se zegutt kënnt, an no Méiglechkeete vun deem, dee se bezilt.

Et kommen awer elo eng ganz Rëtsch Kritären dobäi, op déi de Riichter sech baséiert, fir d'Héicht vun der Pension alimentaire ze bestëmmen: den Alter an d'Gesondheet, d'Dauer vum Bestietnis, d'Zäit, déi verbruecht gouf, fir d'Kanner grousszezéien, d'Qualifikatioun a professionell Situatioun, d'Méiglechkeet, eng nei Aarbecht ze fannen, an de Patrimoine vum Partner.

D'Period, wärend där e Recht op d'Pension alimentaire besteet, gëtt an der Zäit begrenzt a kann, sauf circonstances exceptionnelles, net méi laang si wéi d'Dauer vum Bestietnis selwer.

Wat d'Pensiounsrechter ubelaangt, gëtt eng Méiglechkeet agefouert fir de Conjoint, dee wärend dem Bestietnis opgehalen huet mat schaffen, oder manner geschafft huet, e retroaktive Réckkaf vu senge Pensiounsrechter ze maachen.

Wat de Logement ubelaangt, wann d'Koppel Kanner huet, déi manner wéi zwielef Joer hunn, da kann deen Elterendeel, bei deem d'Kanner hiren Haaptwunnsëtz hunn, e Recht kréien, fir an der Wunneng ze bleiwen, falls dat am Interessi vun de Kanner ass. Dëst gëtt allerdéngs op eng Dauer vun zwee Joer nom Divorce limitéiert an eng Indemnitéit fir d'Notzung vum Logement gëtt fixéiert.

Et goung an dësem Projet awer och drëms, d'Prozeduren ze vereinfachen. Laang gëtt och schonn zu Lëtzebuerg iwwer e Familljeriichter geschwat, wéi et en zum Beispill a Frankräich gëtt. Dëse Riichter traitéiert e groussen Deel vun den Affären, déi d'Famill betrëfft, a kann doduerch och d'Famill suivéieren. Et sinn dat d'Affäre ronderëm d'Bestietnis, d'Scheedung, d'Autorité parentale, d'Mineuren, déi haut vum Juge des tutelles behandelt ginn, oder och nach d'Requêten am Kader vun enger Prolongatioun vun der Expulsioun vun enger Persoun aus sengem Doheem, well se gewalttäteg gouf.

Dëse Riichter fungéiert als „juge unique", deen also eleng siegéiert, wéi dat haut schonn de Juge de la jeunesse, de Juge des tutelles oder och de Friddensriichter mécht.

Bei méi komplizéierte Fäll, oder wann eng Partei et freet, kann de Riichter awer d'Affär virun eng Composition collégiale vun dräi Riichter verweisen. Am Appell gëtt d'Affär vun enger ziviller Chamber behandelt. Mä och dës kann erëm den Dossier awer dann un een eenzelnen Appellsriichter verweisen, fir ze erlaben, datt einfach Froen, wéi zum Beispill d'Horairë vum Droit de visite, kënne séier behandelt ginn.

Dës Ännerungen an der Organisatioun vun der Magistratur brénge mat sech, datt néng Magistratsposte geschafe ginn an een Tutellesriichter zum Juge aux affaires familiales ëmfonctionnéiert gëtt. Do derbäi gëtt een zousätzleche Posten als Conseiller op der Cour kreéiert.

Wat d'Prozedur en tant que tel ugeet: An Zukunft muss een net méi iwwert den Dierwiechter fueren, fir den Divorce ze froen; eng Requête op fräiem Pabeier, wéi et se och an anere Beräicher, zum Beispill dem Aarbechtsrecht gëtt, geet duer.

D'Delaien, bannent deenen d'Affären elo behandelt ginn, ginn encadréiert, fir ze erméiglechen, datt dës net schleefen a schleefe gelooss ginn, an datt déi Onsécherheet, déi dacks wärend de Scheedungsprozesser besteet, esou séier wéi méiglech op en Enn kënnt.

Bannent 15 Deeg vum Depôt vun der Requête ginn d'Parteie geruff an duerno gëtt d'Affär op ee Mount fixéiert.

Et gëtt och en aussergewéinleche Referé agefouert, eng séier Prozedur, fir provisoresch Moossnamen decidéieren ze loossen, zum Beispill an dréngende Fäll, wann ee vun de Partner ouni iergendwellech finanziell Ressourcë wier a séier misst eng Léisung fonnt ginn.

De Riichter kritt an dësem Projet ëmmer méi d'Fonctioun vun engem Conciliateur, ouni datt awer dowéinst elo d'Mediatioun, wéi mer se kennen, a Fro gestallt wier.

D'Audienze sinn och elo net méi an der Ëffentlechkeet. Dëst, fir d'Privatsphär vun de Parteien, déi awer hei ganz privat Detailer vun hirem Liewen diskutéieren, ze garantéieren. De Riichter kann awer ëmmer vu sech aus, oder wann eng Partei et freet, d'Publicitéit vun den Debaten ordonnéieren.

Zu deenen dann, déi dacks am meeschten ënner enger Scheedung leiden: de Kanner. De Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, berengegt och ons Legislatioun op engem Punkt, vun deem mer op d'mannst zënter engem Arrêt vun der Cour constitutionnelle vum 26. Mäerz 1999 wëssen, datt en net verfassungskonform ass: d'Dispositiounen zu der Autorité parentale aus eisem Code civil.

Ech zitéieren aus dem Arrêt 07/99 vu virun 19 Joer: «Considérant dès lors que l'instauration du principe de l'exercice privatif de l'autorité parentale par la mère naturelle, créant dès l'abord une inégalité entre le père naturel par rapport à la mère naturelle et au père légitime, et par là-même un clivage entre les situations des enfants selon qu'ils sont nés ou non dans le mariage, constitue une différenciation qui n'est ni adéquate ni proportionnée à son but; considérant qu'il s'ensuit que l'article 380, alinéa 1er du Code civil, en ce qu'il attribue l'autorité parentale d'un enfant naturel reconnu par les deux parents privativement à la mère, n'est pas conforme à l'article 11 (2) de la Constitution.»

Dëst Gesetz ännert dat elo. Ob Eltere bestuet sinn oder net, si üben an Zukunft gemeinsam d'Autorité parentale aus. D'Eltere sollen un éischter Stell zesumme probéieren, en Accord iwwert d'Modalitéite vun der Ausübung vun der Autorité parentale an enger Konventioun ze fannen. Dës kann da vum Geriicht homologéiert ginn. Se kréien och d'Méiglechkeet, d'Residenz vum Kand ofwiesselnd bei engem an deem aneren ze fixéieren. Dat heescht zum Beispill, eng Woch iwwert déi aner.

De Riichter kann allerdéngs entscheeden, d'Autorité parentale, wann den Interessi vum Kand et verlaangt, just op ee vun den Elterendeeler ze iwwerdroen.

D'Méiglechkeet vum Mineur „capable de discernement", fir selwer eng Ännerung vun der Autorité parentale oder dem Droit de visite ze froen, gëtt elo gesetzlech encadréiert. Och haut gëtt dem Mineur ab engem gewëssenen Alter nogelauschtert, wann e seng Meenung heizou äussert. De Projet, deen ons virläit, gesäit elo vir, datt de Mineur sech kann un d'Geriicht wenden an datt d'Geriicht dann, falls de Mineur net schonn en Affekot huet, een nennt. Den Affekot muss dann, bannent engem gewëssenen Delai, no engem Mount, eng Requête beim Geriicht deposéieren, wou en dem Mineur seng Demande virbréngt. D'Geriicht kann dann dem Mineur a sengen Elteren eng Mediatioun proposéieren, fir datt zesummen eng Léisung fonnt gëtt.

D'Méiglechkeet, och nees am Interessi vum Kand, fir den Droit de visite op enger neutraler Plaz auszeüben, gëtt och elo gesetzlech verankert, nodeems se sech jorelaang an der Praxis bewäert huet.

Béid Eltere mussen, egal ob se d'Autorité parentale ausüben oder net, zum Ënnerhalt an der Educatioun vun de Kanner bäidroen.

D'Kanner hunn e Recht op eng Verbindung zu hiren Elteren an all Elterendeel ass verflicht, de Kontakt zu senge Kanner oprechtzeerhalen, ob en elo d'Autorité parentale huet oder net.

Fir déi Kanner ze schützen, déi riskéieren, international entfouert ze ginn, gëtt elo d'Méiglechkeet fir de Familljeriichter virgesinn, an aussergewéinleche Fäll, am Pass vum Kand aschreiwen ze loossen, datt dëst d'Land nëmme ka verloossen, wann déi zwee Elteren hiren Accord ginn hunn.

An Zukunft dierfen och Leit en Droit de visite ufroen, déi net Famill mam Kand sinn. An et gëtt eng nei Moossnam agefouert, de Mandat d'éducation quotidienne, deen een Elterendeel kann deem anere ginn, fir déi üüblech Akte vun der Autorité parentale auszeüben.

D'Dispositioune vun dësem Gesetz trieden den éischten Dag vum véierte Mount no der Publikatioun vum Gesetz a Kraaft. Eng Ausnam ass virgesi fir d'Dispositiounen iwwert d'Autorité parentale; dës trieden dräi Deeg no der Veröffentlechung a Kraaft.

Erlaabt mer, nach kuerz op d'Date vun dësem Projet anzegoen! De Projet gouf de 27. Mee 2016 deposéiert. En éischten Avis vum Statsrot koum de 6. Dezember 2016. D'Regierung huet den 22. September 2017 Amendementer deposéiert. Den Avis complémentaire vum Statsrot koum den 30. Januar 2018.

Et gouf bis den 18. Abrëll an eelef Kommissiounssëtzungen iwwert de Projet diskutéiert an deen Dag sinn och parlamentaresch Amendementer ugeholl ginn.

Den zweeten Avis complémentaire vum Statsrot koum den 8. Mee 2018 a gouf den 9. Mee an der Kommissioun analyséiert. An där Sëtzung gouf ech och als Rapportrice genannt, eng Fonctioun, déi ech vum Viviane Loschetter iwwerholl hunn.

De Rapport vun der Kommissioun gouf an der Sëtzung vum 6. Juni ugeholl. Mat agefloss an den Text sinn och Elementer aus de sëllechen Avisen, déi zum Projet erakoumen, a chronologescher Reiefolleg: vun der Chambre de Commerce, der Pensiounskeess, der Cour supérieure de justice, dem Tribunal vu Lëtzebuerg, de Parquete vu Lëtzebuerg an Dikrech, dem Friddensgeriicht vun Esch, dem Parquet général, dem Friddensgeriicht vun Dikrech, dem Nationale Fraerot, der Chambre des Salariés, der Notaireskummer, der Dierwiechterkummer, der Chambre des Fonctionnaires, dem Groupe de travail „Séparation et divorce", dem Conseil de l'Ordre vun den Affekoten, der Associatioun vun de Mediateuren, dem Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand an dem Comité du travail féminin. Fir den Detail vun dësen Avisen, verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Ech soen de Membere vun der Justizkommissioun Merci...

(Interruption par la présidence)

...fir d'Zesummenaarbecht a ginn a menger Interventioun duerno den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Rapportrice. Also, ech hat net fir si geschellt!

(Interruptions)

Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, «un mariage réussi est un édifice qui doit être reconstruit chaque jour», seet den André Maurois. Am Fong geholl huet dee franséische Schréftsteller recht. Mä heiansdo passen d'Bausteng vum Liewen einfach net oder net méi beieneen. Da kann een zwar probéieren, säi Liewensbauwierk all Dag nei opzebauen, mä wann et net geet, da geet et net. Dat ass da fir déi Betraffen oft eng schwéier Situatioun. Et ass awer fir si och keng Schan, mä et ass ganz einfach eng gesellschaftlech Realitéit.

Fakt ass, dass haut praktesch zwee vun dräi Mariagë gescheet ginn. An eng biergerno Politik muss dëser gesellschaftlecher Wierklechkeet och Rechnung droen. Duerfir ass et gutt, dass haut dat aalt Scheedungsgesetz op de Leescht geholl gëtt, well d'Leit erwaarden dat vun eis a si maachen dat och mat guddem Recht.

Nach muss een awer hei vläicht e bësse méi nuancéiert virgoen, wéi eis Regierung a virun allem de Justizminister dat wollte maachen, well schwaarz oder wäiss ass eng Scheedung ni. An duerfir dierf och d'Scheedungsgesetz net schwaarz oder wäiss ze sinn. Et muss villméi e Gesetz sinn, dat alleguer d'Grotéin vun der Saach och mat ofdeckt, fir duerno erëm e méiglechst faarwegt Liewe fir all Bedeelegt ze erméiglechen. A wéi schonns gesot, virun allem fir eis Kanner, déi mer méiglechst aus der ganzer Prozedur mussen eraushalen.

Här President, mir stëmmen haut also iwwer en neit Scheedungsgesetz of. Dozou ass villes ze soen. Mir sinn och duerfir frou, dass no laangem Hin an Hier schlussendlech ee méi laange Riedemodell fir haut de Mëtteg festgehale konnt ginn, well net all Majoritéitsvertrieder aus der Justizkommissioun wollt der CSV eng ugemoosse Riedezäit fir dëse wichtege Gesetzesprojet ginn. Dat entsprécht zumindest net dem Demokratieverständnis vun der CSV-Fraktioun! An dat verwonnert ëmsou méi bei enger Majoritéit, déi eigentlech ugetrueden ass fir déi grouss demokratesch Erneierung hei am Land!

D'CSV seet jiddefalls, an dat soe mer haart an däitlech, der Presidentin an der Rapportrice, der Madamm Sam Tanson, Merci fir hir Ënnerstëtzung a Saache Riedezäit. Mir soen doriwwer eraus hir och ausdrécklech Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Bericht, dee sécher vill Sachverstand, mä och Aarbecht kascht huet, well déi zwee ginn ëmmer mateneen. An Dir hutt haut eng exzellent Duerstellung vun enger ganz komplizéierter Matière och op dëser Tribün gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2018 ass och d'Joer vun de Bilanen an domadder och vum Verglach tëschent Usproch a Wierklechkeet. Nun, dëse Projet de loi gehéiert zu deene Gesetzesprojeten, déi am Ufank vun dëser Legislaturperiod als Meilesteen vun enger, ech zitéieren, „neier Gesellschaftspolitik" vun der Gambia-Regierung mat vill Brimborium ugekënnegt goufen. Mä bei aneren Dossieren huet een an deene leschte véier an halleft Joer, wéi och zu dësem Projet, net allze vill héieren. An haut gëtt dësen zentrale Projet kuerz virun neie Wahlen duerch d'Chamber gebaatscht!

An dobäi sinn all Demanden, ech wëll dat nach eng Kéier soen, vun der CSV, fir gläich no dem Depôt vum Gesetzesprojet, ëmmerhi schonns am Mee 2016, also viru geschloen zwee Joer, an der Justizkommissioun an d'Detailanalys ze goen, héiflech, mä duerfir ëmsou méi systematesch refuséiert ginn.

An d'CSV huet d'ailleurs souguer no dem Avis vun dem Statsrot op eng Rei Ongereimtheete vun dësem Projet higewisen! Um Niveau vun de Renterechter - e kënnt elo eran - an net nëmmen do, do mécht och haut nach keen dem Paul-Henri Meyers mat sengen 81 Joer eppes vir!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, dat ass esou!

(Brouhaha)

Well, Dir Dammen an Dir Hären, grad eisen Eelsten hei aus eise Reien huet an der Justizkommissioun Propose gemaach, fir Feeler am Text ze änneren, déi weder der Verwaltung nach der Regierung nach dem Statsrot nach aneren Deputéierten opgefall waren!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Aner Froen...

(Interruption)

Jo, mir sinn eng Fraktioun, Här Minister!

(Brouhaha)

Aner Froen, déi d'CSV um Niveau vun der Besteierung beim Réckkaf vun de Renterechter gestallt huet, déi bleiwen dergéint bis haut nach onbeäntwert, an dat iwwregens op d'Käschten an zum Leidwiese vu ville Leit, déi op dësem Punkt gäre Rechtssécherheet hätten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et scho gesot: D'Scheedungsgesetz betrëfft eigentlech direkt oder indirekt bal zwéin vun dräi Bierger an hirem Liewen. Duerfir muss esou een Text och juristesch a virun allem an der Praxis absolutt d'Strooss halen! Dat ass bei eisem Scheedungsgesetz awer, wéi et elo virläit, absolutt net de Fall. An dat bedauert d'CSV ausdrécklech! Grad well an dëser zentraler Liewensmatière keng Plaz fir e Flou artistique ass! Et geet bei eisem Scheedungsgesetz näämlech net méi ëm eng realitéitsfriem Ideologie, mä et geet ëm praxistauglech Gesetzestexter. An dat ënnert dem Deckmantel vun enger sougenannter „fortschréttlecher a moderner Politik"; wat och ëmmer dat heescht.

De Gesetzesprojet, esou wéi en elo virläit, ass jiddefalls éischter e faule politesche Kompromëss tëschent Regierungsparteie wéi eng Scheedungsprozedur aus engem Goss. An d'Resultat ass éischter en ongenéissbare Bulli, dee vir an hannen an der Praxis d'Strooss net hält. Dat soen iwwregens net just mir, mä dat soe vill Leit op dem Terrain, op déi praktesch guer net, virun allem zum Schluss, gelauschtert ginn ass.

A symptomatesch heifir ass och de Vott ze verstoen de viregte Mëttwoch an der Justizkommissioun. E Majoritéitsvertrieder, ech nennen en net, huet beim Vott den Aarm misse carrement héich gehale kréie vun dem Fraktiounspresident! An dee sot do derbäi: „dies iræ", also Dag vun der Roserei, well déi wierklech Leidtragend vun dësem falsche Kompromëss wäerten am Endeffekt déi betraffe Bierger sinn!

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, zu dem Fong. D'CSV begréisst, d'Madamm Tanson ass dorobber agaangen, d'Aféiere vun dem Familljeriichter ausdrécklech. Mir sinn awer der Meenung, dass Entscheedungen an der Regel vun engem Riichterkollegium vun dräi Riichter sollte getraff ginn, mat gegebenenfalls enger Delegatioun un ee Riichter. Jiddefalls fënnt d'CSV dës Approche besser ewéi den ëmgedréite Wee, deen am Gesetzesprojet gewielt gouf, wou am Prinzip den Eenzelriichter statuéiert an nëmmen, wann en net méi weider weess, dann un e Riichterkollegium vun dräi zréckgegraff gëtt. Well bei Scheedungen ass net einfach d'Scheedung ze schwätzen, mä et si virun allem d'Punkte vun der Liquidatioun an de Partage vun enger Communautéit, an do ass et besser, wa sechs Aen dat gesi wéi zwee.

Zweetens: Fir d'CSV soll och am Familljerecht d'Regel vun der ëffentlecher Sitzung sinn, selbstverständlech mat der Méiglechkeet vun engem Huis clos. Awer mir sinn der Meenung, dass net, wéi am Gesetzesprojet virgesinn, d'Regel sollt déi si vun der Chambre du conseil, also Verhandlungen ënner Ausschloss vun der Ëffentlechkeet, well eise Rechtsstat, deen ass a priori ëffentlech! An duerfir huet och de Statsrot sech ganz kritesch par rapport zu dem Huis clos op dëser Plaz geäussert: «Le Conseil d'État a des réserves à voir l'exception du huis clos être érigée en règle dans toute procédure devant le juge aux affaires familiales au regard du principe fondamental de la publicité de la justice. Autant il comprend la nécessité d'exclure le public dans l'intérêt des enfants, autant il s'interroge sur le huis clos si le litige a un objet purement patrimonial.»

Drëttens. Nach e weidere Punkt fir méi Rechtskloerheet: Fir d'CSV soll d'Prozedur bei Familljenugeleeënheeten och wéi an aneren Zivillprozesser schrëftlech sinn. Schonns eleng wéinst där genannter Rechtssécherheet vun den Uerteeler, well Cassatioune wäerten hei sécherlech net ausbleiwen, ganz einfach, well d'Riichteren net voll empfänglech op all Argumenter statuéiert hunn, déi vun de Parteie virbruecht goufen.

Véiertens. An dat och eng realitéitsfriem Approche: D'Zoustellung vu Geriichtsakte soll am Fall vun enger Scheedung fir d'CSV weiderhi mat Dierwiechtere gemaach ginn. Mir si jiddefalls géint de Prinzip vun der Requête, esou wéi en hei ugeduecht ass, dat heescht, dass ech mäi Scheedungsschreiwes, dass ech dat bei de Greffier op dem Geriicht ofginn an deen dann d'Zoustellung iwwer ageschriwwene Bréif mécht. Hei gëtt mat dem Gesetzesprojet eigentlech d'Praxis vun den Dierwiechterzoustellungen a Scheedungsprozeduren ofgeschaaft, mat der Begrënnung, dat géif méi bëlleg ginn.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, eng Zoustellung vun engem Dierwiechter aus der Stad op eng Gemeng, déi ech nawell gutt kennen, Mamer, kascht tëschent 150 an 165 Euro. Dovun - lauschtert gutt no! - si 60 Euro fir dem Dierwiechter seng Aarbecht, 32 Euro Droit de timbre an Enregistrement, jee nodeem, wivill Säiten dass déi Zoustellung huet, de Rescht ass TVA an dann nach Kilometergeld a Fotokopien. Am Verglach zu de Gesamtkäschte vun enger Scheedung, Dir Dammen an Dir Hären, falen dës 150 bis 165 Euro wierklech net an d'Gewiicht, awer si bréngen op där anerer Säit vill, näämlech Rechtssécherheet.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- A wann de Stat wierklech hätt wëllen d'Fraisen dovunner reduzéieren, ma dann hätt Der sollen higoen, Dir Dammen an Dir Hären, an d'Dierwiechterzoustellung vum Droit de timbre a vum Droit d'enregistrement befreien an den TVA-Saz op d'Dierwiechterzoustellung am Familljerecht erofsetzen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'Zoustellungen iwwert d'Dierwiechter waren elo jorzéngtelaang gutt. Mä elo muss jo alles aneschters gemaach ginn! Mä anescht maachen heescht net, alles besser maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et kënnt nach! Elo geschitt dat...

(Hilarité et interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Nach en Timber! En zweeten Timber!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, lauschtert, Madamm Loschetter! Elo geschitt dat Ganzt duerch de Greffier, an Dir hutt dat jo mat aller Verve an der Justizkommissioun verteidegt. Mä am Fall vun enger Scheedung, Madamm Loschetter, wunnen deen, deen usicht, an deen, deen ugesicht gëtt, allermeescht op enger Adress. A wann also de Bréifdréier schelle kënnt an et ass keen do oder et mécht keen op, jo, da lant den Accusé de réception wou? An der Boîte! An do brauch ech lech, mat mengem einfache Landbuergermeeschterversteesdemech, jo awer näischt...

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général)

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...virzemolen, wat alles ka geschéien! Entweder...

Une voix.- E bësse méi seriö!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...deen, deen ugesicht gëtt - jo, jo, e bësse méi seriö! -, dee geet de Recommandé net sichen.

(Interruptions)

Den Avis de passage vum Bréifdréier, dee lant, aus onerkläerlechen Ursaachen, tëschent de Reklammen a geet verluer a lant domat am Drecksbac, ier de gudde Mann oder déi gutt Fra, fir deen en eigentlech geduecht war, iwwerhaapt Kenntnis dervu kritt huet.

(Interruptions)

A soulaang, Här Kox, ier de Partner net touchéiert ass, leeft viru Geriicht näischt oder, fir net ze soen, net ganz vill!

Hei hu mer et erëm eng Kéier mat enger Scheinvereinfachung ze dinn, déi och gradesou realitéitsfriem ass. D'Scheedungsprozedur gëtt esou net méi einfach, mä just méi laang a virun allem méi onkloer. Vun Zoustellungen aus dem Ausland - a grad an der Groussregioun wunnen och ëmmer méi Lëtzebuerger, iwwregens grad duerch Scheedungsfäll, wou dacks genuch och nach muss d'Haus verkaaft ginn - net emol ze schwätzen. Ob sech um Tribunal, an dat muss d'Praxis dann nach weisen, iwwerhaapt Greffiere mellen op dëst neit Familljegeriicht, dat sief dann och emol dohigestallt.

Fënneftens: D'Aféierung vun dem Zerrüttungsprinzip als Scheedungsméiglechkeet, dat heescht, dass eng Scheedung ka vun engem Partner bei Geriicht ugefrot ginn, mat der Feststellung, dass de Stot ganz einfach net méi geet. Hei brauch och kee Feelverhale méi vun deem aneren Ehepartner ugefouert ze ginn. A wann dann eng Iwwerleeungsfrist vun dräi Méint verstrach ass, da kann déi Scheedung op Wonsch vun dem Antragsteller gesprach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dës nei Scheedungsform, déi kléngt zwar u sech ganz harmlos, mä si ass am Fong geholl awer ganz hefteg, eng gewësse Form eigentlech vun enger Repudiatioun, also vun engem regelrechte Verstoussen, well ee bannent dräi Méint - dräi Méint, dat ass net ganz laang! - ouni Ufëiere vun engem Grond eng Scheedung kann erbäifëieren. An ech soen: Trotzdeem, trotzdeem begréisst d'CSV grondsätzlech den Zerrüttungsprinzip als nei Form vun der Scheedung, well et gëtt et net nëmmen an Nopeschlänner, mä et erlaabt eigentlech eng Scheedung, wann de Consentement mutuel net geet, fir net mussen op d'Prozedur vun enger Faute zréckzegräifen, ob een dat kann noweisen oder net.

Ob déi dräi Méint, an dat soe mer awer gradesou kloer, vum sougenannten Délai de réflexion dann awer duerginn? Well an der Belsch ass net fir näischt, d'ailleurs op Drock vun de belsche Barreauen, deen Delai vun dräi Méint op ee Joer eropgesat ginn. Firwat? Mä fir e sougenannten Divorce par coup de tête ze verhënneren. Dat muss also d'Praxis weisen, an ech ginn dervun aus, dass vun de Majoritéitsparteien deemnächst och eng Motioun abruecht gëtt.

Sechstens: D'CSV - an nach emol, net just mir! - huet awer staark Bedenken, an dat soe mer och gradesou kloer, fir an Zukunft d'Méiglechkeet vun engem Divorce pour faute ganz ofzeschafen. Et ass richteg, an d'Madamm Tanson huet nach eng Kéier ënnerstrach, dass an engem éischte Gesetzesprojet aus dem Joer 2003 - an dat si 15 Joer hier, dat ass och richteg - vun der deemoleger CSV/DP-Regierung dat och esou virgesi war.

Une voix.- Ah!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den deemolege Statsminister, den Här Jean-Claude Juncker, hat dat iwwregens bei der Ried vun der Lag vun der Natioun schonn 2001 ugekënnegt, ënnert dem Motto, an dat soll een och soen, fir dem Trennungsmarasmus vun den Elteren entgéintzewierken. An nach méi, well et ass och am Exposé des motifs vum Projet de loi Frieden opgefouert, och den deemolege franséische Statspresident, de Jacques Chirac, deen hat datselwecht ugekënnegt mat de Wierder, d'ailleurs virun der franséischer Cour de cassation: «Il ne faut pas que la procédure ajoute du conflit au conflit.»

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An dat ass och, soen ech ganz éierlech, nozevollzéien. Et wëllt een eigentlech eng Scheedung erlaben, ouni musse voyeuristesch Penibilitéite vun dem Privatliewe vun enger Koppel viru Geriicht auszedroen.

Allerdéngs, an dat wëll ech och gradesou däitlech soen, an dat explizéiert och dee vun dem Minister nach de Moien ugeschwate Revirement vun der CSV-Positioun op deem Punkt, ass no der Ukënnegung vum franséische Statspresident am Joer 2004 a Frankräich een neit Scheedungsgesetz komm, wou no laangen Diskussiounen an der Assemblée nationale eng Form vum Zerrüttungsprinzip agefouert gouf, mä den Divorce pour faute, also wéinst Feelverhalen, awer bäibehale gouf, an dat aus gudde praktesche Grënn.

Och an der Belsch, déi 2007, d'ailleurs ënner sozialisteschem Leadership, een neit Scheedungsgesetz kruten, huet eng sougenannte Faute grave vun engem Ehepartner, déi ee Weiderféiere vun dem Bestietnis onméiglech mécht, Auswierkungen op d'Konsequenze vun dem Divorce a besonnesch um Niveau vun dem Bezuelen oder Netbezuelen, jee nodeems ob e Feeler virläit oder net, vun der Alimenterent.

Zu Lëtzebuerg schéngt et mat dësem Gesetzesprojet, zumindest an eisen Aen, dach ee politesche Kouhandel ginn ze sinn. Dëse Kouhandel, eisem Rechtsverständnis no - a wat mer esou matkritt hunn, schéngen d'LSAP an déi gréng éischter géint den Divorce pour faute ze sinn, d'DP schéngt awer, zumindest hanner virgehalener Hand, éischter derfir ze sinn -, deen hält awer an der Praxis d'Strooss net.

Formell gëtt et zwar mat dësem Gesetzesprojet keen Divorce pour faute méi, mä duerch d'Hannerdier, Dir Dammen an Dir Hären, féiert Der en awer nees an!

Ech erkläre mech: Laut Gesetzesprojet kann een dem Ex-Ehepartner seng sougenannten Avantages matrimoniaux, dat heescht d'materiell Virdeeler, déi hien duerch d'Bestietnis krut, respektiv eng Alimentepensioun, no der Scheedung streideg maachen. Wéini? Ma wann ee wärend dem Bestietnis sech géintiwwer sengem Ehepartner oder de Kanner wéinst Vergewaltegung, Kierperverletzung oder engem Ugréff op d'Schimmt schëlleg gemaach huet. Allerdéngs, an do läit d'Kromm an der Terrassenheck, muss dëst duerch en definitiivt Strofuerteel festgehale sinn.

Dat heescht also Folgendes: Haut ass et esou, wann ech zum Beispill een Appartement, ee Bauterrain vun den Eltere mat an d'Bestietnis erabruecht hunn, da fält dat an déi gemeinsam Giddergemeinschaft, well d'Schwéierleit dat geschenkt hunn oder well mir een deem aneren am Kontext vun enger sougenannter Communauté universelle, also enger Giddergemeinschaft, een deem aneren alles vermaacht hunn. Wann awer nu mäin Ehepartner géint déi ehelech Flichte verstéisst, well hien zum Beispill friemgaangen ass, da verléiert an deem Fall, wou ech elo gesot hunn, vun engem Divorce pour faute, dësen all seng Urechter op dat Appartement oder op de Bauterrain vun de Schwéierleit, respektiv säi Géigewäert. De schëllegen Ehepartner - entre guillemets - kritt och keng Alimenter no der Scheedung.

„Dat wier jo och nach méi schéin!", sot Der vläicht elo. Mä esou ass et awer elo mat där neier Gambia-Scheedung, well mat dem formellen Ofschafe vum Divorce pour faute fält dëst duerch d'Gesetz ganz einfach ewech. Dat heescht am wierkleche Liewen: Obschonns een Ehepartner eendeiteg géint d'Flichte vum Mariage verstouss huet, deelt hien am Fall, wou ech elo grad beschriwwen hunn, voll empfänglech zum Beispill de Wäert vum Bauterrain vun de Schwéierleit mat. Fréier hätt eng prominent DP-Vertriederin eigentlech dozou gesot: „Dat kann dach net sënn!" Abee, ab haut ass dat elo esou, an d'Leit vum Terrain, Dir Dammen an Dir Hären, déi schwätzen do vun engem Cynisme pur.

Een anert Beispill: Eng Fra, déi wëllt sech scheede loossen, well hire Mann Spillscholden huet a well hien an Alkoholexzesser regelméisseg hir dobaussen d'Liewen zur Häll mécht. Dat, jo, dat gëtt et och nach haut, an net just am Dostojewski sengem grotesken „Spieler"-Roman, Madamm Loschetter. Mä an eisem Fall gëtt d'Liewen dann nach méi grotesk ewéi am Roman, well déi betraffe Fra kann dann an Zukunft net méi gescheet ginn, well hire Mann am Feeler ass, well den Divorce pour faute, dee gëtt ganz einfach ofgeschaaft. An eppes, wat et net méi gëtt, jo, vläicht well et ideologesch et net méi däerf ginn, dat kann och net méi invoquéiert ginn.

D'Scheedung ass also fir déi betraffe Fra nëmme méi méiglech am Kader vun dem Zerrüttungsprinzip, well de Mariage ganz einfach net méi geet. D'Satisfaktioun fir déi betraffe Fra: Glat null.

An de Clou bei der Saach: Obschonns de Mann d'Scholde gemaach huet, d'Sue vum Stot also dropgemaach huet, deelt hien an Zukunft monter déi gemeinsam Gidder hallef an hallef mat. Beschtefalls kann een hei soen: „Gutt gemaach, awer d'Klatz voll niewent de Kullang vum Liewe gesat."

An Zukunft verléieren ech bei der Liquidatioun vun der Ehegemeinschaft déi materiell Avantagen oder eng Alimentepensioun nëmme méi, wann ech mech enger Vergewaltegung am Stot, Kierperverletzung am Stot, engem Ugréff op d'Schimmt géintiwwer dem Ehepartner oder de Kanner schëlleg gemaach hunn. Et brauch ee sech jo net virzemolen, zu wat fir Situatiounen dat an der Praxis wäert féieren: zu engem Prozess virun engem Strofgeriicht mat alle familiären an ëffentleche Konsequenzen, wat dat fir déi Bedeelegt an notamment fir d'Kanner ënner Ëmstänn bedeit, en ëffentleche Prozess mat virdru méintelaangen Enquêté bei der Police, Instruktioune beim Untersuchungsriichter a Verhéier vu Kanner, Mamm, Papp, Schwéierleit, Familljen, Frënn oder noe Bekannten, eng regelrecht Justizschluecht, déi de Sträit, dee jo ouni däers schonns do ass, dann nach weider wäert unhëtzen.

Une voix.- Voilà!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ouni dëse regelrechte Prozessbulli, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt de Mariage einfach opgeléist, well de Stot jo net méi geet.

Wéi grouss d'Feelverhale vun engem Ehepartner ëmmer mag sinn, et gëtt dann einfach hallef/hallef gedeelt. Ob dat eng modern Scheedungsreform ass, ob dat zu enger Befriddung vun der Scheedung féiere soll, ob dat bei endlose Strofprozesser mat Appell a gegebenenfalls Cassatioun zu enger Beschleunegung vun der Scheedung soll féieren, ass fir d'CSV, an ech mengen, net nëmme fir eis, och heibannen, zumindest zweifelhaft.

Fir d'CSV soll een duerfir nieft der Scheedung am Gudden, also dem Divorce par consentement mutuel, nieft der Scheedung wéinst der Zerrüttung, also dem Divorce pour rupture irrémédiable onbedéngt och en Divorce pour faute grave rendant impossible toute continuation de la vie conjugale bäibehalen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Bei dëser Scheedung wéinst schwerwiegendem Feelverhale vun engem Ehepartner ginn dann d'Avantagë vum Bestietnis bei der Deel vun der Ehegemeinschaft bis elo verluer. D'Tatsaach, dass ech dem Bierger d'Méiglechkeet vun dem Divorce pour faute grave loossen, heescht jo net, an dat soll een och soen, dass ee se muss huelen, mä dass ee kann dorop zréckgräifen, wann een dat da wëllt.

D'CSV, Dir Dammen an Dir Hären, steet do, wéi och op anere Plazen, fir de Choix, an an dësem Fall fir de Choix vum wierkleche Liewen. Well wa Buttek am Stot ass, an dee gëtt et ënner iergendenger Form ëmmer, wann eng Scheedung usteet, da brauch ee virun allem pragmatesch Léisungen. Et kann een dem Bierger net aus ideologeschen oder politesche Grënn einfach Léisunge virenthalen. An nach manner kann een de Leit seng dogmatesch Schäinléisungen einfach opzwéngen.

Oft spillt bei enger Scheedung och d'Satisfaktioun, Dir Dammen an Dir Hären, mat. Dass een net un der Opléisung vun dem Bestietnis schold ass, spillt besonnesch géintiwwer vun de Kanner eng net onwesentlech Roll. Och deem Aspekt muss ee Rechnung droen.

Wat ass soss nach d'Sanktioun vun dem Verspriechen, wat der vill gemaach hu virun dem Buergermeeschter vun hirer jeeweileger Gemeng, si sinn een deem aneren Trei, Hëllef a Bäistand schëlleg? Mat dem Regierungsprojet kennt dës Bestëmmung aus dem Code civil keng Sanktioun méi, et sief, et féiert een niewent dem Scheedungsprozess nach e separaten ziville Prozess op Basis vun den Artikelen 13. 82 an 83 aus dem Code civil, wou ee wéinst Violatioun vun den Devoirs conjugaux Schuedenersaz reklaméiert. Wat dat awer mat enger Vereinfachung vun de Prozeduren ze dinn huet, Dir Dammen an Dir Hären, steet fir eis just an de Gambia-Stären.

Elo kéint een nach soen, fir déi Leit, déi sech zukünfteg bestueden, dass si d'Regele vum Spill kennen, éier d'Schwéierleit eng Schenkung oder en Terrain vermaachen, éier den Ehepartner een Appartement mat an de Stot bréngt, éier eng Giddergemeinschaft geschloss gëtt. Dat zielt awer net fir déi Leit, déi elo schonns eng Schenkung vun de Schwéierleit, eng Giddergemeinschaft, also eng Communauté universelle hunn. Déi hate ganz einfach Pech, well d'Regele vum Spill en cours de route geännert hunn. Mä d'Liewen, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass kee Spill, an de Mariage iwwregens och net, an duerfir dierf een och net domadder spillen.

D'CSV huet an der Justizkommissioun och dee Problem opgeworf. Mir hate virgeschloen, duerfir eng Iwwergangsléisung virzegesinn. D'Äntwert vun dem Ministère fir d'CSV-Propos vun enger Iwwergangsbestëmmung: „Duerfir gëtt et effektiv keng Léisung!"

Abee, de Regierungstext, Dir Dammen an Dir Hären, deen ass op deem Punkt an eisen Ae verfassungswiddreg. D'Regierungsapproche, fir Leit an hirem Contrat de mariage de facto festzehalen, dass näämlech trotz Scheedung hir Schenkunge bäibehale musse ginn, obschonns sech d'Viraussetzunge geännert hunn, wéi se béid de Bestietniskontrakt ofgeschloss hunn, verstéisst géint de Prinzip vun der sougenannter Confiance légitime, deen ontrennbar ass vun der Sécurité juridique. An déi béid Prinzipien, déi kommen aus dem EU-Recht a si gi virun der Cour de cassation an och virun eisem Verfassungsgeriicht invoquéiert.

Een, deen en Appartement iwwer eng Giddergemeinschaft mat an de Stot bruecht huet, konnt legtimmerweis dervun ausgoen, dass hien dat Appartement am Kontext vun engem Divorce pour faute géif alleng zréckkréien. Dat seet engem jo eigentlech schonn de gesonde Mënscheverstand. An och Elteren, déi enger Koppel een Terrain geschenkt hunn, konnte legitimmerweis a gudde Glaafs dervun ausgoen, dass den Eedem oder d'Schnauer net géifen deelen, wa se wéinst engem Feeler géife gescheet ginn. Abee, dës Schenkung, dës Giddergemeinschaft, déi ass elo duerch en Notairesakt gemaach, an d'Leit kommen aus deem Akt, wa se net géigesäiteg domat d'accord sinn, ganz einfach net méi eraus, an, Akt hin oder Akt hier, et gëtt einfach hallef/hallef gedeelt.

Et besteet also eendeiteg eng Ongläichheet tëschent deene Leit, déi eng Communauté universelle gudde Glaafs ofgeschloss hu virun dësem Gesetz, an deene Leit, déi a Kenntnis vun deem Gesetz deemnächst eng Giddergemeinschaft ofschléissen.

De Prinzip vun der Confiance légitime hätt verlaangt, dass de Gesetzgeber zumindest eng Iwwergangsléisung virgesinn hätt, wou een déi Avantagen nach hätt kënnen zréckzéien. Esou ass et einfach nëmmen e Schlag an d'Gesiicht fir déi betraffe Partner, an dee Schlag, dee kënnt net nëmme vum Ehepartner, mä e kënnt virun allem vun dem Legislateur.

Iwwregens hat, fir bei der ganzer politescher Wourecht ze bleiwen, de Projet de loi Frieden esou eng Bestëmmung ausdrécklech drastoen. «...les donations de biens à venir», esou steet et am Projet de loi Frieden, «et tous les avantages matrimoniaux accordés par l'un des époux au profit de l'autre, soit par contrat de mariage, soit pendant la durée de l'union, ne sont pas maintenus, sauf volonté contraire des époux...» Abee, dat do hätt Der sollen an den Artikel 299 vun eisem Code civil bäischreiwen, dann hätt Der zumindest deen dote Problem geléist gehat.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'Jurisprudenz vun eisem Verwaltungsgeriicht a puncto Confiance légitime ass och konstant an deem Fall a si hält zréck: «Le principe général de la confiance légitime, qui s'apparente au principe de la sécurité juridique (...), et qui a également été consacré par la jurisprudence communautaire» - dat soen net ech, dat schreift eist Verwaltungsgeriicht - «tend à ce que les règles juridiques (...) soient empreintes de clarté et de prévisibilité (...). Ainsi, les destinataires de ces décisions sont notamment en droit de voir respecter (...) leurs droits acquis» - leurs droits acquis! - «voire ceux qui leur ont été reconnus sous une législation donnée, tant que le cadre juridique et factuel reste le même.»

Hei geet d'Regierung onwëssentlech oder wëllentlech, oder béides zesummen, mam Kapp duerch d'Mauer a stéisst dobäi vill Leit widdert de Kapp. Et wëllt een hei wierklech eng reng ideologesch Positioun duerchbréngen, déi ganz einfach rechtlech d'Strooss net hält.

An dat Ganzt - ech kommen elo zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären -, dat Ganzt wier eigentlech net esou bedauerlech, wann net d'Chamber an de Conseil d'État schonns eng Kéier an enger äänlecher Situatioun domadder befaasst gewiescht wieren, an dëst am Kontext vun dem Gesetzesprojet 3359 aus dem Joer 1990 iwwert d'Alimenterenten am Kontext vun enger Scheedung. Do ass et drëms gaangen, fir Ausnamen ze maachen zum sougenannte Prinzip vun der Immutabilitéit - dat heescht, dass een eppes net kann änneren - vun den Alimentepensiounen am Kader vun engem Divorce par consentement mutuel.

Virun deem Gesetz war eng Alimentepensioun, déi duerch eng einvernehmlech Scheedung, also duerch e Consentement mutuel, festgeluecht gouf, net méi ze änneren, egal wéi d'Vermëigenssituatioun vun de jeeweilege Partner herno positiv oder negativ evoluéiert ass. Mat dësem Gesetz war sengerzäit - richtegerweis, muss ech soen - festgehale ginn, dass an Ausnamefäll, wann d'Situatioun vun dem Ex-Partner sech onofhängeg vu sengem Wëlle verschlechtert huet, eng Adaptatioun vun der Alimenterent, déi duerch e Scheedungsakt festgehale gouf, kéint vum Riichter geännert ginn.

D'Fro, mat där de Conseil d'État befaasst war, war déi: Konnt nom Akraafttriede vun deem Gesetz och d'Konventioun geännert ginn, déi virdru schonns Bestand hat? An de Statsrot, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet do eng kloer Sprooch geschwat, well 1992 huet e carrement d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel refuséiert, well e gesot huet: „Keng Iwwergangsbestëmmung ka festhalen, dass och Alimentepensioune kënne geännert ginn, déi tëscht de Partner virun engem Consentement mutuel a virun deem neie Gesetz schonns festgeluecht waren."

D'Begrënnung vun dem Statsrot, an ech liese se hei op der Tribün vir: «La convention de divorce doit normalement tenir lieu de loi» - de loi! - «à ceux qui y ont adhéré, conformément au principe de l'autonomie de la volonté des parties consacré par l'article 1134» aus dem Code civil, dee seet: Les conventions font loi entre parties. A weider: «Le nouveau texte permettrait» - a lauschtert gutt no! - «de remettre rétroactivement» - rétroactivement! - «en cause des situations juridiques qui pouvaient légitimement être considérées comme étant irrévocablement acquises. Une telle situation», seet de Conseil d'État, «est tout à fait inadmissible.» Fin de citation.

Wennt dat hei ganz einfach un un d'Avantagematrimoniallen, déi duerch Acte-notariéé festgeluecht goufe virun der Entrée en vigueur vun dësem Gesetz, an dann hutt Der d'Äntwert op d'Verfassungsméissegkeet vun Ärem Text!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun ass eigentlech hei genau déiselwecht, well Schenkungen, materiell Virdeeler duerch d'Bestietnis, Giddergemeinschaften duerch en Notairesakt ganz einfach gudde Glaafs ofgeschloss gi sinn, mat dem Wëssen, dass am Fall vun enger Scheedung wéinst Faute dës materiell Virdeeler fir dee schëllege Partner evidenterweis fleete wieren. Ganz kloer am Artikel 299 vun deem haitege Code civil!

Abee, déi Leit, déi sinn elo, op gutt Lëtzebuergesch gesot, ugeschmiert. Si sëtzen do mam Fanger am Mond. Et gëtt, mat oder ouni Feeler, ganz einfach hallef an hallef gedeelt, an deejéinegen, deen d'Virdeeler accordéiert huet, deen hat ganz einfach Pech. Well ouni Averständnis vu sengem Partner kënnt hien aus där Nummer ganz einfach net méi eraus. An an der Praxis bleift dat Ganzt oft genuch dann eng schwéier Situatioun.

Esou eng gesetzlech, ech géif soen am Süden „Hierrëssegkeet", am Zentrum „Onzoulänglechkeet", déi ass ganz einfach net ze vertrieden! Et muss ee keen Hellseher sinn, dass dës Argumentatioun, déi ech elo hei virbruecht hunn - déi kënnt jo och an d'Document-parlementairen -, dass déi viru Geriicht da wäert ugefouert ginn an och mat alle Konsequenzen, wat dat fir déi betraffe Leit wäert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Konklusioun vun der Form hu mer et hei mat engem Gesetzesprojet ze dinn, deen elo nach séier virun Toresschluss muss mordicus duerch d'Chamber gebaatscht ginn. Schliisslech muss dee gesellschaftspolitesche Bilan vun dëser Majoritéit zumindest op dem Pabeier jo stëmmen.

An der Praxis awer geet dës Scheedungsreform laanscht d'Wierklechkeet virun allem vun de Leit. D'Approche ass onbekëmmert an ech géif soe realitéitsfriem. Ënnert dem Deckmantel vu Befriddung vun der Scheedung, Vereinfache vun de Prozeduren, vermeintlech gestäerkte Rechter vun de Kanner - den deputéierte Kolleeg Laurent Mosar wäert herno nach eingehend dorobber agoen - ass et e konterbont an arbiträert Zesummewürfele vu franséischer a belscher Legislatioun mat zousätzlech Lëtzebuerger eegener Koproduktioun, mam Resultat vun engem inkohärenten Text, dee plazeweis, ech hunn et virdru gesot, souguer verfassungsrechtlech d'Strooss net hält.

Resultat ass, dass dës eng Reform ass, déi an der Praxis zu vill Onmutt an Duerjernee wäert féieren, zum Leidwiesen iwwregens vu ville betraffene Bierger. Mam Resultat, datt mer hei a groussen Deeler just mat renger Ideologie ze dinn hunn, déi sech am Endeffekt géint d'Leit wäert riichten.

D'CSV hat vun Ufank un hir Mataarbecht ugebueden. Mä déi war, aus haiteger Siicht, offensichtlech sécherlech net erwënscht. An duerfir muss d'Regierung fir dëse Gesetzesprojet och ganz eleng hir Responsabilitéit droen.

Well, wann dëst Gesetz eppes net erreecht huet, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass et eng Befriddung vun der Scheedung, vun de Kanner emol nach net ze schwätzen. An aus all deene Grënn wäert d'CSV géint dës Reform stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Reform vum Bestietnis am Ufank vun dëser Legislaturperiod gëtt elo mat der Reform vun der Scheedung, mat der Aféierung vun engem Familljeriichter a mat der Reform vum Regimm vun der Autorité parentale e wesentleche Punkt vun der Moderniséierung vum Familljerecht duerchgefouert.

Als LSAP géife mer ons wënschen - mir wëssen, dass et knapp gëtt -, dass och nach deen een oder anere Projet, deen an dëser Regierung an d'Prozedur eragaangen ass, wéi dee vun de Geschlechtsëmwandlungen, d'Androen an den État civil, och nach kéint gestëmmt ginn. Et gëtt enk, mä et wär wichteg, wann deen doten zousätzlechen Akzent vu Moderniséierung vun eisem Familljerecht och nach kéint ënnert dëser Period stattfannen. Immens vill Leit waarden drop, wéi ganz vill Leit op déi heite Reform waarden.

Ech ka mech u wéineg Gesetzesprojeten erënneren, wou een esou oft an deene leschte Méint drop ugeschwat ginn ass: Wéini kënnt dat neit Scheedungsgesetz? Wéini kënnt déi nei Reform vun der Autorité parentale?

Abee, si ass do! Si ass do a si ass do, well de politesche Wëllen do war vun dëser Koalitioun, fir déi heite Reform och zu engem gudden Enn ze bréngen.

Kee behaapt, dass dat hei e perfekten Text ass, wéi och dem Här Frieden säin Text vun 2003 sécherlech kee perfekten Text war, obwuel en d'Ënnerschrëft gedroen huet vun engem CSV-Minister, well dee Projet ass esou sang- und klanglos ënnergaangen, wéi seelen hei e Gesetzesprojet, zënter dass ech hei an der Chamber sinn. En ass mat kengem Här begruewe ginn. En ass verscharrt ginn, nodeem 2010 festgestallt ginn ass, dass d'Kar esou wäit am Dreck war, dass een net méi géif erauskommen.

An, déi Ried, déi grad hei virdrun de Spriecher vun der CSV gehalen huet, ass näischt aneres wéi eng Demolitioun éischter Klass vun dem Projet de loi vun deem eegene Parteimember, deejéinegen, deen anscheinend sech…

(Brouhaha)

Praktesch all déi Kriticken, déi Der hei geäussert hutt, dat si Kriticken um Projet de loi vum Minister Frieden, deen iwwregens an enger CSV/DP-Koalitioun hei agereecht ginn ass.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hätt vläicht besser, op d'Kriticken ze äntwerten!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Zerrüttungsprinzip, Här Wiseler, Zerrüttungsprinzip! Dee gëtt vun Iech hei a Fro gestallt, déi gëtt vun Iech hei...

(Interruption)

Jo, jo, jo, jo…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Iwwerhaapt net!

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...dee gëtt vun Iech hei,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir kënnt et nach dräimol soen, mä et ass awer net wouer.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- … net prinzipiell, mä awer a Fro gestallt!

Plusieurs voix.- Oooh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wann et näämlech fir Iech eng Repudiatioun ass, dann däerft Der net derfir sinn. Ass et eng oder ass et keng? Ass et Jo oder Neen? Ass et dat eent an dat anert?

Alt erëm eng Kéier ëmmer déiselwecht Leier hei vusäite vun der CSV, soubal et ëm gesellschaftlech Reforme geet. Et gëtt dat eent an dat anert behaapt,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt awer kloer eis Virstellungen héieren. Dir hutt se ganz kloer héieren!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …dann hutt Der den Hardliner recht ginn, a gläichzäiteg huet een deene Leit, déi e bësse méi offen denken, dann och net voll an d'Gesiicht gefacht.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Voilà!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An et huet een d'Realitéit richteg gesinn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Esou geet dat hei vum Ufank bis zum Enn.

Wéi waren dann d'Konditioune vum Zerrüttungsdivorce an dem urspréngleche Projet vum Här Frieden? War dat grondsätzlech anescht wéi hei?

(Interruption)

Wat war da beim Logement virgesinn am Projet de loi vum Här Frieden? War dat eppes aneres eigentlech, vum Grondsaz hier, wéi dat, wat hei virgeschloe ginn ass?

All déi Saachen do gi vun Iech kritiséiert. Ech ka mech nëmme wonneren. Ech mengen, mir féieren hei net dës Debatt am Joer 1975 - wou ech mech heiansdo zréckversat fillen, wann ech déi Debatte kucken, wéi séngerzäit déi Gesetzer an de 70er Joren hei an der Chamber gestëmmt gi sinn -, mä mir sinn hei am Joer 2018 an ech hat gemengt, do wier awer esou wäit bei alle Parteien d'Meenung do, dass eng Rei vu Grondprinzipien net méi ze hale sinn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da sollt Dir och vläicht iwwert de Projet vun 2018 schwätzen!

Une voix.- Jo. Ganz genau!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wann Der näämlech den Divorce pour faute als voll Ursaach fir en Divorce bäibehaalt, da maacht Der jo eigentlech näischt aneres, wéi dat bäizebehalen, wat et haut scho gëtt,...

(Interruption)

...déi berüümten „excès, sévices et injures graves", déi et onméiglech maachen, fir dass d'Bestietnis nach weider besteet. Dir wëllt also de Status quo bäibehalen.

A fir all déi, déi d'Nostalgiker si vun deem dote Scheedungsgrond: Ech war net laang als Affekot täteg. Ech war et eigentlech néng Joer laang, wéi ech aktiv deen dote Beruff ausgeüübt hunn. An ech muss soen, wat fir mech zu deene penibelsten Aufgabe gehéiert huet, dat waren déi Enquêten, déi Zeienunhéierung a Scheedungsprozesser mat deem schéine Begréff vum Divorce pour faute, wou een deem anere virwerft, bal dass e friemgaangen ass, bal dass e knaschteg ass, bal dass en d'Hausaarbecht net mécht, bal dass en dëst oder dat mécht. Familljememberen, Frënn, Nopere ginn zitéiert, fir dat doten dann ze bestätegen oder net ze bestätegen. A wann déi eng passéiert sinn, da ginn déi aner vun der Géigesäit geruff.

Et gëtt keen Element an eiser Gesetzgebung, wou esou vill Meeneeder geleescht ginn, wéi grad an deenen dote Saachen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ass de Conseil national des femmes net fir den Divorce pour faute?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wëllt Der dat weiderféieren? Wëllt Der dat weiderféieren?!!

M. Léon Gloden *(CSV).*- An an Ärem Projet ginn d'Kanner zitéiert!

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir wëllt an engem aneren Numm deen doten ale vereelzten a schrecklech humiliante System bäibehalen! D'LSAP wëllt dat net an dat ass ee vun de Grënn, firwat dass mer deen doten Text wäerte stëmmen,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...dass mer hannert där doten Iddi sinn, déi och e François Biltgen gedeelt huet, déi och e Luc Frieden gedeelt huet, déi anscheinend haut vun der CSV net méi gedeelt gëtt. Dat ass net d'CSV vum 21. Jorhonnert. Dat ass d'CSV vun den 1970er Joren, déi haut hei d'Wuert ergraff huet,...

(Brouhaha)

...mat engem Jargon, deen äähnlech ass wéi an deenen doten Zäiten!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et wär vläicht gutt, wann Der zum Text géift kommen, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Keng Angscht, ech hunn nach eng ganz laang Riedezäit!

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat heescht, d'Fransousen ënner sozialistescher Féierung, déi hunn dat och bäibehalen, déi sinn dann och an de 70er Jore stoebliwwen, Här Bodry?!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här Roth, Dir wëllt jo hei net den Androck ginn, dass déi meeschte Länner an Europa den Divorce pour faute nach hätten?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ass d'Zivillrecht...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir wësst, Här Roth, besser wéi anerer - mä Dir sot et net -, dass an de skandinavesche Länner, an Däitsch-

land, an Éisträich et zënter laangen, laange Joren den Divorce pour faute net gëtt. Do gëllt den Zerrüttungsprinzip. Déi meeschte Länner hei an Europa hunn den Zerrüttungsprinzip. Et si just nach e puer Länner, ënner anerem Frankräich, déi den Divorce pour faute bäibehalen hunn.

Deen heite Projet ass an der Linn vun der Majoritéit vun de Scheedungsgesetzer an Europa, an notamment och op der Linn vum belsche Scheedungsgesetz, wat genau dat mécht, wat dëse Projet och mécht, et schaaft den Divorce pour faute of als eegestännege Grond, fir eng Scheedung duerchzeféieren, mä et hält awer d'Faute nach mat bäi fir Violences conjugales - ass et bei hinnen -, wat d'Effete vum Divorce ugeet. Dat ass eigentlech dat, wat d'Belsch mécht, an näischt aneres mécht deen heiten Text.

Ass d'Belsch elo zesummegebrach an deene leschten eelef Joer, wou deen heiten Text besteet?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ass Frankräich zesummegebrach?

(Interruption par la présidence)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ass do eppes geschitt, wat et net soll ginn? Solle mer dann éiweg stoebleiwen? Solle mer bei éiwege Prinzipien da bleiwen, déi méi wäit zréckginn, d'Madamm Tanson huet et hei ganz richteg gesot, souguer wéi d'1970er Joren, well déi Prinzipien do sinn eigentlech jo nach vill méi al? Oder solle mer net kucken, wéi d'Situatioun ass? A solle mer net endlech dat Martyrium (veuillez lire: ophale mat deem Martyrium) do vu ville Prozessparteien iwwer Joren - dat doten dauert jo net e puer Méint - mat enger Demande principale, enger Géigendemande, an da kommen d'Enquêten an da geet et weider mat den Delaien, déi mer op de Geriichter hunn.

Dat si jorelaang Prozesser, déi hei gefouert ginn. Dat arrangéiert sécherlech eng Partie Leit, meeschtens eng vun de Prozessparteien, a sécherlech och d'Affekoten, déi déi dote Prozesser féieren, kann dat doten och arrangéieren. Mä ech mengen, insgesamt fir d'Gesellschaft an insgesamt fir d'Leit ass et net gutt, dass mer deen ale System bäibehalen.

Duerfir si mer frou, an duerfir hu mer an iterative Wahlprogrammer stoe gehat, dass mer eis Reform vum Scheedungsgesetz wéilte maachen, dass mer den Zerrüttungsprinzip wéilten aféieren, dass mer d'Faute wëllen aus eisem System eraushalen, well dat nëmmen zu Onfridde féiert an net zu méi Gerechtegkeet féiert.

Well Dir wësst och: Dat eent ass recht hunn, dat anert ass recht kréien. Eent ass eppes kënne beweisen, wat a véier Wänn sech ofspillt, an eent ass, dat net kënnen ze beweisen.

Duerfir ass et besser, et fänkt een net un, hei d'Zeien eppes aussoen ze loossen, wat sech eigentlech a véier Wänn ofspillt, an et hält een dat ganz aus deem ganze Scheedungsprozess eraus.

Dat ass dat, wat hei probéiert ginn ass, wat och den Här Frieden an och eng CSV emol wollt maachen. Mä dat war 2003 an elo si mer am Joer 2018. An d'CSV wëllt manifestement net méi mat op deen dote Wee goen. Ech bedaueren dat perséinlech.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wéi stitt Der dann zu der Perte vun...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech war selwer nach an der Koalitioun derbäi, wou eigentlech awer nach e Konsens op deem dote Punkt bestanen huet, mat enger Rei vu Vertrieder vun der CSV zumindest.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann den Här Bodry...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wann Der erlaabt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...dat zouléisst. Dir sidd och net ënnerbrach ginn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Okay.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass e Modell 2. Et steet ganz vill Zäit zur Verfügung.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wéi steet den Här Bodry dann zu der Perte vun den Avantages matrimoniaux, déi ofgeschaaft ginn?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech fannen, dass dat duerchaus vertrietbar ass. Ech fannen, dass dat duerchaus vertrietbar ass, jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat heescht, Dir fannt et normal, dass eng Fra en Appartement mat an e Stot erabréngt, de Mann huet e Feelverhalen, an dass de Mann dann awer nach monter hallef-hallef deelt? Dat fannt Dir normal?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- De Mann huet e Feelverhalen; vläicht huet d'Fra och e Feelverhalen - mir wëlle jo déi ganz Geschichten do eraushalen.

Plusieurs voix.- Oooh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Majo, mä et ass jo awer dat!

(Brouhaha et interruptions)

Dir wësst jo awer och, dass am aktuelle System, wann et dozou kënnt, no deem alen Text,...

(Interruption)

...deen en vigueur war - déizäit, wéi et dat nach ginn ass -, déi meescht Divorcen à tort réciproque prononcéiert gi sinn. Jo. An et war ëmmer eng Demande déi eng Säit an et ass eng Demande reconventionelle komm op där anerer Säit.

(Interruption)

Mä et ass jo eng Fro. Ech hu jo schonn...

(Interruptions)

...erkläert, wéi penibel dat ass. Do si Parteien, déi wëllen eenzel Zeien net ruffen, well se wëssen, wat dat fir déi Zeien heescht!

(Interruptions)

An et soll mer kee soen...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir lieft awer un der Realitéit vun den eenzelne Liewensgeschichten erlaanscht!

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...aus Spaass, et wier flott, fir déi Zeienunhéierung do bei Divorcen duerchzeféieren. Dat meescht kann een eben net anescht beweise wéi duerch Zeien. An, ech sot, dat ass vun enger Peinlechkeet, déi kaum nach ze iwwertreffen ass.

Ech soen et nach eng Kéier: Et ass mir ëmmer ënnert d'Haut gaangen. Et si vläicht Leit, déi méi déck Hait hunn, wann et ëm déi dote Privatsaache geet. Ech net. An ech si frou, dass Schluss mat deem Humbug ass an dass mer an en anere System hei erakommen; wéi déi meeschte Länner an Europa an deem dote System drasinn.

Wat gëtt mat deem heiten Text erreecht? Wat sinn eigentlech d'Zilsetzungen, déi mer mat deem heiten Text hunn?

Mir wëllen, dass d'Prozedure solle vereinfacht a beschleunegt ginn. Mir wëllen, dass d'Scheedung soll dedramatiséiert ginn, méi liicht gemaach ginn. Dass d'Scholdfro, wéi ech gesot hunn, soll erausgehale ginn an den Zerrüttungsprinzip eigentlech zum Kärpunkt vum Scheedungsgesetz gëtt. An dass mer bei der Opléisung vum Bestietnis och d'Fro vun de Pensiounsrechter kënnen endlech regelen, déi haut guer keng Regelung hunn. Well haut verfalen eigentlech fir deen, deen decidéiert huet, wéinst der Famill zréckzeschrauwen a sengem beruffleche Liewen, verfalen eigentlech déi Pensiounsrechter an e kann eigentlech net op iergendeppes zréckgräifen. Et sief, e gräift a seng eegen Täsch, fir e Rachat ze maachen.

A mir si frou, dat war jo och eng Fuerderung vum Conseil d'État, doduerch ass jo en anere Projet iwwert d'Autorité parentale hänke bliwwen an der Vergaangenheet, dass hei e Familljeriichter agefouert gëtt, wou sämtlech Prozeduren, sämtlech Prozesser, déi mat der Famill ze dinn hunn, bei engem Riichter konzentréiert ginn, deen och kann u sech d'Situatiounen da suivéieren. A wou mer och mengen, dass eben duerch deen dote Wee, déi Spezialisatioun do, och d'Qualitéit eigentlech vun der Rechtsspriechung garantéiert ass.

E wichtege Punkt natierlech ass deen och vun der Autorité parentale, dass mer elo an e Prinzip vun enger Garde conjointe erakommen, Garde commune erakomme vun den Elteren an dass et net esou ass, dass bei Scheedungen deen een d'Suergerecht kritt an deen anere just nach en Droit de visite et d'hébergement, à la rigueur de surveillance, dann zougesprach kritt. Dat ass also eng fundamental a wichteg Änneruing, wou mer elo och do Rechtssécherheet op deem dote Punkt kréien.

Mir sinn der Meenung, dass, wann ech déi Kritären huelen, no deene mer deen heite Projet wëlle bewäerten, well dat eis Grondiddie sinn, déi mer zënter Joren, an ouni ofzeweiche vun eiser Positioun, vertrieden, da si mer der Meenung, dass déi Kritäre praktesch integral hei erfëllt si ginn. Eenzel Aschränkung ass déi, dass awer d'Faute nach iwwert d'Hannerdier hei erakënnt, bei den Effete vum Divorce; dat ass akzeptabel.

Et muss een allerdéngs elo kucken an der praktescher Duerchféierung vun deem Ganzen, zu wat fir engen Effeten dat dote féiert. Well natierlech an engem Gesamtsystem, deen op der Non-faute eigentlech opgebaut ass, deen op der Zerrüttung opgebaut ass, ass en Élément de faute, wat och niewendrun erakënnt, ëmmer en Élément perturbateur fir dee ganze Projet a fir dee ganze System.

Duerfir hate mer jo och an der Kommissioun gefrot, dass mer, ënner anerem dowéinst, och sollten no dräi Joer e Bilan zéien, fir dann ze kucken, eng Evaluation qualitative ze maache vun der Applikatioun vun deem heite Gesetzestext, wou immens vill Neierungen dra sinn um Fong a wat d'Prozedur ugeet, a wou et wichteg ass, dass mer dann do kënnen déi néideg Konklusiounen zéien an eventuell deen een oder aneren Ajustement maachen. Dat ass keen Drama an deem heite Fall.

Ech wëll hei d'Lëscht net vun all deene Gesetzer opzielen, déi och no een, zwee Joer, an heiansdo souguer schonn éischter, geännert gi sinn, well festgestallt ginn ass, datt dat eent oder dat anert vläicht net esou och interpretéiert gëtt, wéi et d'Absicht war vum Legislateur. An da muss et, mengen ech, och erlaabt sinn, dass de Legislateur dann do klenger Korrekture wäert ufëieren.

Ech si frou, dass déi Iddi vum Bilan och festgehale ginn ass an der Kommissioun. Et ass, mengen ech, wichteg insgesamt, dass mer bei esou wichtege Gesetzestexter, déi Neierungen duerstellen, eis och selwer eng objektiv Aart a Weis ginn, fir ze kontrolléieren, ob déi Ziler, déi eigentlech mat dem Ofstëmme vun engem Gesetz verbonne waren, ob déi och an der Praxis erreecht gi sinn. Dat gëllt net nëmme fir deen heite Fall. Ech mengen, dat ass eng allgemeng Iwwerleeung, déi mer méi pousséiert musse féieren, ob déi ëffentlech Politicken och déi Objektiver erreechen, déi déi Responsabel eigentlech gesat hunn, an dat gëllt natierlech och fir Reformen am Familljerecht.

Ech hunn et scho gesot: Mir sinn net déi eenzeg, déi op deen heite Wee ginn. An der Belsch ass dat och scho passéiert an engem Gesetz vun 2007. Et war d'Madamm Laurette Onkelinx, déi responsabel war als Justizministerin fir deen dote Projet. A bei hinne waren am Fong äänlech Iwwerleeungen, déi zu där Reform 2007 gefouert hunn. Och bei hinnen ass et drëm gaangen, fir eng Vereinfachung vun de Prozeduren ze kréien. Och bei hinnen ass et drëm gaangen, fir u sech d'Scheede méi liicht ze maachen, fir den Zerrüttungsprinzip anzeféieren. D'Madamm Onkelinx huet souguer geschwat vun engem Recht op Scheedung, deen eigentlech an deem heiten Text verankert sollt ginn. An och bei hinne war et esou, dass déi chrëscht-demokratesch Partei deen Text sengerzäit net gestëmmt huet.

Mä och bei hinnen, wëll ech soen, sinn eenzel Saachen an deem Gesetz, déi haut ganz schaarf kritiséiert ginn. A wou ech bis elo net matkritt hunn, wann een do d'Jurisprudenz an och d'Doktrinn an der Belsch liest, dass dat fundamental zu gréissere Schwieregkeete gefouert hätt.

Och bei hinnen ass et esou, dass a ville Prozeduren d'Assistenz vum Affekot net méi obligatoresch ass. Och bei hinnen ass et esou, dass déi Scheedungsdemanden net méi iwwer eng Assignatioun oder eng Citatioun agereecht ginn, also iwwer Dierwiechter agereecht ginn, mä och duerch Requête a wou d'Geriicht dann och déi nächst Schrëtt mécht, fir d'Parteien ze informéieren. Genau dat, wat eigentlech hei am Regierungsprojet och virgesinn ass. An ech hunn net bis elo matkritt, dass se dat changéiert hätten oder dass Diskussioune wären, fir dat ze maachen, also esou schlecht schéngen déi Prozeduren, déi hei esou schaarf kritiséiert gi si vum Spriecher vun der CSV, zumindest an der Belsch, net ze fonctionnéieren. A wann et an der Belsch méiglech ass, da misst dach bal och zu Lëtzebuerg méiglech sinn.

Duerfir, mengen ech, soll een net defaitistesch un déi Saach hei erugoen an där Prozedur hir Chance ginn. Ech erkennen doranner de Wëlle vun dëser Regierung, vun dëser Koalitioun, fir och de Käschtepunkt ze drécke vun de Scheedungsprozeduren, déi oft an Dausenden an Dausenden Euro sech summéieren, a fir och derfir ze suergen, dass déi Prozedur méiglechst einfach gëtt.

Natierlech bleift, dat soen ech och, eng gutt Rechtsberodung immens wichteg. An ech géif kengem, dat muss ech soen, och wann ech net méi haut um Barreau ageschriwwe sinn, géif ech kengem awer recommandéieren, a komplizéiert Prozeduren eranzegoen, ouni sech ofgesécherт ze hu bei engem Affekot oder bei engem Rechtsgelehrten, wéi dat Ganzt ze verstoen ass a wéi dat Ganzt ze gesinn ass. Dat ass ëmmer virsiichteg, fir dat ze maachen.

Woubäi ech awer mengen, dass och eng Obligatioun besteet vum Stat aus, derfir ze suergen, dass déi heiten Texter och op eng verständlech Aart a Weis de Leit nobruecht ginn. Dat hei sinn déi Texter, ob ee wëllt oder net, wou ee riskéiert, domadder konfrontéiert ze ginn a sengem Liewen. An duerfir ass et och wichteg, dass hei de Stat senger Aufgab nokënnt an hei eng Informatiounspolitik mécht iwwert deen neie Regimm, wat dee Regimm ënnerscheet vun deem ale Regimm, an och d'Rechter an d'Flichte vun de Leit ganz kloer mécht. Dat ass, mengen ech, e wichtege Punkt, wann ee wëllt, dass déi heiten Texter och an der Praxis gräifen, dass déi néideg Opklärungsaarbecht bei de Leit dobausse gemaach gëtt, fir dass déi Texter och richteg verstane ginn an dann och op där richteger Plaz a richteg applizéiert ginn.

An deem heiten neie System fält eigentlech dem Riichter nach vläicht méi eng grouss Roll zou, wéi et haut schonn de Fall ass. E spillt e bëssen och Mediateur. Et gëtt vill Wäert drop geluecht, dass d'Leit selwer kommen, quitte dass dat net ëmmer muss de Fall sinn. Da kann een, wéi haut, natierlech och op eng Comparution personnelle des parties zréckgräifen. Et ass also, mengen ech, scho wichteg, och de Fait, dass dat Ganzt sech an der Chambre du conseil also ofdréit, also an net ëffentlecher Sitzung ofdréit. Och dat soll et jo eigentlech méiglech maachen, dass d'Leit selwer dohinner kommen, fir dass och de Riichter sech kann e Bild maache vun der Situatioun. Dat ass immens wichteg.

Dat ass, mengen ech, eng Idée sous-jacente an deem ganzen Text, fir och do déi Proximitéit eigentlech tëschent der Justiz an dem Justiciable, an deem heite Fall, e bësse méi kleng (veuillez lire: grouss) ze maachen. Dat heescht also, dass awer villes och vum Riichter ofhänkt.

Duerfir brauche mer motivéiert Riichter. Mir brauche spezialiséiert Juristen, awer och Riichter, déi mat gesondem Mënscheverstand eigentlech un déi Aarbechten do eruginn. A mir mengen, dass mat där Spezialisatioun vum Familljeriichter dat do och misst méiglech sinn, well den Text hei, dee steet a fält och duerch déi Aart a Weis, wéi herno seng Grondiddien ëmgesat ginn an der praktescher Handhabung vun eise Geriichter.

Et ass am Prinzip en Eenzelriichter, de Juge aux affaires familiales, mä a komplizéierten Affäre kann en op eng kollegial Kompositioun zréckgräifen. Dat gëllt beispillsweis natierlech och an Appellinstanz.

Et ass vill Diskussioun gefouert gi ronderëm d'Méiglechkeet - dat betrëfft elo eigentlech déi Fro vun der Autorité parentale -, d'Méiglechkeet, déi hei gi gëtt de Jugendlechen, also deene Mineurs, déi en Discernement hunn, fir kënne selwer eng aktiv Roll ze spillen am Beräich vun der Organisatioun vun der Autorité parentale, déi si selwer betrefft.

Dat ass effektiv eng Neierung. Ech muss soen: Meng éischt Reaktioun war och éischter eng gewësse Skepsis. Ech wëll dat net hei verstoppen. Wat mech allerdéngs berouegt huet, muss ech soen, dat war awer déi Explikatiounen, déi mer vun der Vertriedung vun der Generalstatsanwältin kritt hunn an eiser Sitzung, déi eis gesot huet, dass et eigentlech dat do an enger ofgeschwächter Form schonn haut gëtt - ouni dass d'Texter et virgesinn, well haut och scho virkënnt, dass Kanner, Jugendlecher dem Geriicht oder dem Parquet schreiwen, an an deem Fall ass et esou, dass automatesch praktesch, wann nëmmen en Element ergëtt, dass dat do eng seriö Demande ass, dass dann u sech dat weidergereecht gëtt an dass dann u sech den zoustännege Riichter zesummekënnt, dass eng Enquête sociale gemaach gëtt, fir ze kucken, ob déi Demande, déi do formuléiert ginn ass, ob déi Bemierkungen, déi gemaach si ginn, ob déi richteg sinn an dozou kënne féieren, dass muss eng nei Organisatioun vun der Autorité parentale, vum Suergerecht also, stattfannen.

Soudass ech mengen, dass mer elo vum Fong hier keen immens grousse Quantesprong maachen, mä dass mer u sech an der Linn bleiwen, wat et haut scho gëtt, déi Praxis am Fong reguléieren. Natierlech, de Jugendleche gëtt hei Prozesspartei; dat ass den Ënnerscheed, e gëtt Prozesspartei. Ech wëll awer och soen, dass schonn haut eis Coden d'Méiglechkeet ginn, dass e Jugendlechen intervenéiert. Ech wëll hei, den Artikel 388-1 zitéieren, deen 2009 eréischt agefouert ginn ass, dee seet: «Dans toute procédure le concernant, le mineur capable de discernement peut, sans préjudice des dispositions prévoyant son intervention ou son consentement, être entendu par le juge ou, lorsque son intérêt le commande, la personne désignée par le juge à cet effet. Cette audition est de droit lorsque le mineur en fait la demande.»

Also, och schonn haut gëtt et dat an deem Kader, wou et sech géif ëm d'Autorité parentale handelen. Wann de Jugendlechen dat freet, da muss de Riichter e souguer héieren. Dat

heescht, en ass zwar doduerch net Prozesspartei, mä en ass awer matzen am Prozess dran.

Soudass ech also mengen, dass dee Sprong, deen hei gemaach gëtt, éischter an der Kontinuitéit läit vun deem, wat 2009 hei agefouert ginn ass, an net e Broch ass mat deem, wat mer eigentlech 2009 hei agefouert hunn, an an der ganzer Linn ass, fir eigentlech d'Rechter vun de Kanner, vun de Jugendlechen ze stäerken, och an de Prozedure viru Geriicht.

Et ass jo hei virgesinn, dass och nach en Affekot him zur Säit gestallt gëtt. E kritt deen och bezuelt vum Stat. An duerfir mengen ech, dass also hei déi Risiken, déi dat Ganzt ka beinhalten - ech wëll dat jo net ofstreiden, dass e Jonke vläicht ënner Afloss steet vun engem vun den Elteren oder vläicht vun Drëttpersoune vun dobaussen -, mä duerfir si jo dann d'Geriichter do, fir dat ze tranchéieren an ze kucken, wéi d'Situatioun ass. An deem dote Fall géif jo och dann, denken ech, eng Enquête sociale ordonnéiert ginn; de Parquet kann och zu all Moment intervenéieren an deenen doten Affären, soudass ech mengen, dass een där doter Reform och hir Chance sollt ginn an net direkt, aus Angscht virun eventuelle Mëssbräich, d'Reform selwer géif bremsen.

Wat ännert sech? Bon, elo wëll ech net alles dat widderhuelen, wat d'Rapportrice, där ech ausdrécklech hei wëll Merci soe fir hire Rapport, hei schonn erwäänt huet. Ech wëll awer och - an dee Rapport, deen erlaabt dat - d'Madamm Loschetter hei materanhuelen, déi wärend laanger Zäit deen Dossier hei pilotéiert huet an der Kommissioun, déi et net ëmmer einfach hat - net mat mir, mä mat anere Membere vun der Kommissioun -, an déi awer och do formidabel Aarbecht geleescht huet. Also och vun eiser Säit aus net nëmmen der Madamm Tanson, mä och der Madamm Loschetter en häerzleche Merci fir déi Aarbecht, déi se gemaach hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Consentement mutuel. Dat ass jo eigentlech, mengen ech, nach ëmmer déi Form vu Scheedung, déi mer alleguerten am léifsten hätten. An déi muss och, mengen ech, weiderhin déi sinn, déi eigentlech déi heefegst ass, well déi setzt jo viraus, éischtens, dass en Accord ass mam Prinzip vun der Scheedung an dass en Accord ass iwwer sämtlech Konsequenze vun der Scheedung, soss kënnt et net zu enger „Scheedung am Gudden", wéi am Lëtzebuergesche gesot gëtt.

An duerfir ass et, mengen ech, wichteg, dass och déi dote Form vu Scheedung weider am Zentrum bleift vun eisen Iwwerleeungen. An do fannen ech et richteg, dass de Mindestalter, deen haut nach besteet an eisem Text, vun 23 Joer, dass deen ofgeschaaft gëtt an dass och d'Mindestdauer vum Bestietnis vun zwee Joer ofgeschaaft gëtt. A virun allem, dass déi zweet Comparutioun vun de Leit ofgeschaaft gëtt, deen Delai vu sechs Méint, wou an 99% vun de Fäll dat doten näischt bruecht huet, wou d'Leit bei hirer Meenung bliwwe sinn. A wann eppes näischt bréngt, eng Prozedur, da soll een och de Courage hunn, fir se ofzeschafen.

Dat geschitt mat deem heiten Text. Also, den Divorce par consentement mutuel bleift nach ëmmer déi attraktiivste Form vu Scheedung. Dat war e Schéinheetsfeeler, wëll ech soen - do äntwerten ech och en Deel op eng Remark, déi den Här Roth gemaach huet. Dat war e Schéinheetsfeeler bei der belscher Reform.

Wat hu se an der Belsch näämlech festgestallt? Well si nach eng Rei vu Konditioune beim Consentement mutuel gelooss haten, war op eemol den Divorce pour mésentente irrémédiable, wéi et an der Belsch heescht, méi attraktiv wéi de Consentement mutuel. Dat erkläert och menger Ansicht no den Haaptgrond, firwat nogerüst ginn ass an do bei där zweeter Form Delaien agefouert gi sinn, déi méi laang si wéi déi dräi Méint, well se festgestallt hunn, d'Leit maache kee Consentement mutuel méi, mä si huelen déi zweet Prozedur, well déi méi einfach a méi schnell ass, vum Zerrüttungsprinzip. Dat ass net den Zweck vun der Übung. U sech soll nach ëmmer de Consentement mutuel, wou all Froe geregelt sinn, déi eigentlech Haaptscheedungsform bleiwen. A wann eben deelweis Desaccord besteet op den Effete vun der Scheedung, da kënnen d'Leit op den Divorce wéinst Zerrüttung vum Verhältnis zréckgräifen.

Wat nei ass allerdéngs, dat fannen ech gutt: Wann een et einfach mécht, muss een d'Kontroll verstäerken. Dat ass jo déi Iddi, déi hei zréckbehale ginn ass. De Riichter homologéiert déi Konventioun vun de Parteien an enger Scheedung am Gudden. Dat war bis elo net de Fall. Déi ass einfach aktéiert ginn an de Riichter ass net intervenéiert an de Contenu eigentlech vun där Konventioun.

Dat ass elo de Fall. An de Riichter muss préiwen, ob d'Interesse vum Kand bewaart sinn, an e muss préiwen, ob net, wéi et hei steet, eng manifest disproportionéiert Atteinte besteet géint d'Interesse vun enger vun den zwou Parteien.

Do kënnt also en zousätzlecht Element mat derbäi. Da kann de Riichter fir d'Éischt d'Leit drop opmierksam maachen a soen, si sollten dat do nach eng Kéier iwwerschaffen, iwwerkucken. Wa se dann zréckkommen, dann hëlt en eng Decisioun, ob en dann deen Text homologéiert. Oder wann e mengt, e kéint dat net maachen, da muss en dat an enger kollegialer Kompositioun dann zu dräi Riichtere kucken. An natierlech sinn och Rekursméiglechkeete géint déi Decisioun do virgesinn.

Alimenter kënnen, wéi elo, revidéiert gi wärend dem Divorce, wann eng nei Situatioun kënnt. Och dat ass méiglech. An dann ass et u sech um Riichter, fir dann déi néideg Decisiounen ze huelen.

Wéi gesot, d'Scheedung am Gudden, de Consentement mutel, bleift an eisen Aen déi einfachst an déi schnellst Form vu Scheedung. Si soll eigentlech de Regelfall sinn, wa Leit decidéieren, sech ze scheeden.

Da kënnt déi zweet Form, déi nei Form, Divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales, Dat ass den Zerrüttungsprinzip, deen, wéi gesot, a ganz ville Länner scho méi laang besteet, dee mer haut an enger ofgeschwächter Form hunn duerch eisen aktuelle Scheedungsgrond vun der Separatioun vu méi wéi dräi Joer. Do gëtt jo dann eigentlech och Zerrüttung festgestallt, mä dräi Joer ass natierlech eng laang Zäit! An oft gräifen d'Leit jo op déi dote Froen, op déi dräi Joer Scheedung och zréck, well se net wëllen eng aner Scheedung maachen, mat deenen Zeiegeschichten, déi mer kennen. Obwuel natierlech ee vun de Partner nach ëmmer kann äntwerte mat enger Demande reconventionnelle, wou en dann deem aneren e Feelverhale virwerft, an da geet et awer duerch déi ganz Millen.

Se kann ugefrot gi vun deenen zwee, déi dote Form vu Scheedung, si kann och vun engem nëmmen ugefrot ginn. Si gëtt ugefrot vun deenen zwee, wann d'Leit sech eigentlech iwwert d'Scheedung eens sinn, mä sech awer net iwwert d'Regelung vun alle Konsequenze vun der Scheedung eens sinn. Ob dat elo d'Alimentefro ass oder ob dat d'Fro vum Suergerecht vun de Kanner ass oder ob dat d'Opdeelung ass vun deem, wat se hunn. Duerfir musse se dann eben och op e Geriicht zréckgräifen, wat dann am Prinzip no dräi Méint oder souguer no sechs Méint Reflexiounszäit dann och där doter Demande recht gëtt. Et brauch ee kee spezielle Beweis unzetrieden.

D'Effete vun der Scheedung, déi kenne mer alleguerten. Dat sinn déi ganz Froen, déi sech ronderëm d'Kanner dréien. Et sinn d'Alimenter, wou et och wichteg ass, mengen ech, ervirzehiewen, dass sech do eigentlech un der Form vun den Alimenter näischt soll änneren. Och an Zukunft, wéi haut, ass d'Regel déi, dass bei der, no der Scheedung Alimenter nach kënnen zougeuerdnet ginn engem vun den Ehepartner, mä déi mussen da senge Bedürfnisser entspriechen a se mussen natierlech och de finanzielle Capacitéite vun där anerer Säit entspriechen.

Wat nei hei ass: Et ass eng ganz Rëtsch vun Applikatiounselementer am Gesetz opgezielt ginn, déi de Riichter ze consideréieren huet, wann een déi Héicht vun den Alimenter festleet. Do huet en also méi Spillraum eigentlech, wéi dat haut de Fall ass. E kann also méi flexibel un déi eenzel Situatiounen erugoen. An do kënnt och mat derbäi - dat ass eng Fro, déi mer laang diskutéiert hunn -, do kënnt d'Fro vun der Dauer vum Bestietnis mat derbäi, wat en Élément d'appréciation ass, mä wat awer och méi spéit an de Gesetzestext nach eng Kéier kënnt, wou gesot gëtt: Am Prinzip ass et esou, dass déi Alimentenzahlungen net méi laang däerfen daueren, wéi eigentlech d'Bestietnis gedauert huet. Dat mag an de meeschte Fäll klappen. Et kann awer an Ausnamefäll net klappen an zu Härtesituatioune féieren.

Duerfir gesäit d'Gesetz jo och vir, dass exceptionnellement, wann dat esou ass, de Riichter kann, och iwwert déi Durée vum Bestietnis eraus, Alimenter engem accordéieren. Allerdéngs, wéi gesot, ass et dann esou, dass awer déi Persoun muss an engem État de besoin sinn. Also wierklech praktesch an enger Noutsituatioun sinn, da kann de Riichter doriwwer erausgoen. Och do, mengen ech, ass dat en Element, wat ee soll kucke beim Bilan, deen een zitt bei der Applikatioun vun deem heiten Text, ob do wierklech keng Härtefäll entstane sinn an ob déi doten nei Regelung dann och wierklech gutt fonctionnéiert.

D'Iddi hannendrun ass natierlech, dass jiddweree soll säi Liewen erëm eng Kéier kënnen opbauen, dass jiddwereen also net soll ëmmer nach eng Vergaangenheet mat sech schleefen, déi en ni richteg ka lassginn, déi Schwieregkeete mécht, och nei ze starten a sengem Privatliewen, a sengem Familljeliewen. Duerfir ass vum Prinzip hier déi dote Regel ze verstoen. Déi ass och esou am belsche Gesetzestext mat dran. Mä et ass awer eppes, wat ee muss weider am A behalen.

Nei ass och d'Regel, wat d'Wunneng ugeet. Och do war am Projet Frieden schonn eppes dran. Ech mengen, deemools hate se sech a Spuenien oder an Éisträich inspiréiert, ech weess et net méi. Et war fir eis op jidde Fall eng relativ exotesch Source d'inspiration, déi deemools de Minister Frieden hat. Mä hei ass eppes virgesinn, wat, mengen ech, relativ sensiéiert ass, wou d'Interesse vum Kand erëm eng Kéier an de Vierdergrond gestallt ginn a wou et also méiglech ass, dass, obwuel d'Scheedung scho gesprach ass, eventuell och dat Haus do, déi Wunneng engem vun de Partner attribuéiert ginn ass, wou d'Kand eigentlech net bei him wunnt, da kann dat derzou féieren, dass d'Kand awer ka bleiwen, am Prinzip bis den Alter vun zwielef Joer, maximal zwee Joer insgesamt, mä da muss natierlech deen aneren eng Indemnité d'occupation bezuelen, wann u sech déi Wunneng där anerer Partei gehéiert.

Bon, besonnesch Neierung, wou laang dru gedoktert ginn ass, dat ass d'Fro vun de Pensiounsrechter. Déi Diskussioun ass gefouert ginn zënter 2003 beim éischte Projet schonn, wou munches proposéiert ginn ass. Déi Texter hu variéiert vun Etapp zu Etapp beim ale Projet. Si hunn deelweis variéiert och hei bei dësem Projet. An et ass elo eng Léisung fonnt ginn, déi ganz no ass eigentlech um allgemenge Recht, wat d'Pensiounsrechter ugeet. Wou eis Gesetzgebung jo elo virgesäit - dat war och net ëmmer de Fall -, dass ee kann e Rachat maache vu senge Pensiounsrechter, also sech erëmkafe vun deem, wat een net abezuelt huet, gëtt déi Iddi hei eigentlech iwwerholl a si gëtt dann ëmgemënzt an eng Regelung, déi seet, dass, wann een dat freet, dass dann de Riichter kann, nodeem e sech déi néideg Donnéeë verschaaft huet bei der nationaler Keess vun der Assurance pension, wéi gesot, wann ee manner schaffe gaangen ass wärend dem Bestietnis wéinst der Famill, u sech deem déi Méiglechkeet ginn, Pensiounsrechter zréckzekafen iwwer gemeinsam Gidder, iwwer Gidder, déi hinne gemeinsam gehéieren, deenen zwee Ehepartner, oder déi an Indivision sinn.

Esou mengen ech, dass mer do e Stéck méi Gerechtegkeet hunn, par rapport zu deem, wat et haut gëtt, wou déi dote Méiglechkeet am Kader vun enger Scheedung net besteet.

Dat do gëtt net jiddwerengem Satisfaktioun, dat wësse mer alleguerten, mä et ass awer sécherlech e Fortschrëtt am Sënn vu méi Gerechtegkeet par rapport zu deem, wat mer haut an deem doten Domän kennen, well eigentlech do awer d'Familljenaarbecht unerkannt gëtt vun engem vun den Ehepartner. An da fanne mir et och normal, dass deen aneren Ehepartner do soll contribuéieren.

Mir wëssen allerdéngs, wann näischt do ass, da kann dat do net spillen. Wa keng gemeinsam Gidder do sinn, da kann déi Regel do net spillen. Dat bleift e Schéinheetsfeeler. Mä et ass fir eis wichteg, dass mer deen dote Punkt hei kloer setzen am Kader vun där heiter Reform. Dat ass sécherlech ee vun de ganz positiven Aspekter, déi hei dra sinn.

Eng Fro, déi ech mer gestallt hunn, wéi ech gëschter Owend meng Ried preparéiert hunn, dat war déi: Wéi gesäit et mat der Besteierung aus vun deenen zwee Ehepartner, notamment am Zesummenhang mat deem Kapitel, wou ech elo als Lescht wäert drop agoen, dat ass dat vun der Autorité parentale?

Haut ass et relativ kloer. Deen een huet d'Suergerecht an deen aneren huet en Droit de visite et d'hébergement. Normalerweis ass d'Kand dann och méi bei deem aneren. Deen ee bezilt Alimenter an deen aneren, deen huet d'Kand de gréissten Deel vun der Zäit bei sech wunnen. Do ass et kloer, dass deen een dann an d'Steierklass 1A kënnt an deen aneren, deen huet d'Méiglechkeet, bis zu engem gewëssene Plaffong déi Alimenter, déi e bezilt, dann och steierlech geltend ze maachen.

Dat ass den haitege System. D'Fro ass: Wéi geschitt et elo mat deem neie System? Wéi sinn do d'Situatiounen? Da wär et vläicht gutt, wann den zoustännege Minister, de Justizminister, eis e puer Indikatioune kéint ginn, wéi eigentlech déi dote Fro haut gehandhabt gëtt a wat fir Perspektive sech vläicht ergi mat deem neie System.

Dann, Autorité parentale, net d'Steierfro, mä déi aner Froen, déi sech stellen. Wichteg ass fir eis - et ass eng Fro, déi erwaart gëtt vu ganz villen Elteren -, dass elo wierklech d'Garde commune de Prinzip gëtt. Mir sinn also an engem Partage vun der Garde hei dran. Gläich Deeler, selwecht Flichten a Rechter vun den Elterendeeler par rapport zu de Kanner.

Den Artikel 371 ass net verännert ginn. Dee seet: «L'enfant à tout âge, doit honneur et respect à ses parents.» Dat kléngt vläicht liicht verstëbst, muss ech soen, mä duerfir ass awer deen Artikel, deen drukënnt, verännert ginn. An dee gefält mer eigentlech ganz gutt. Do ass näämlech nieft déi aktuell Formulatioun, déi schonn drasteet, dass d'Elteren als Flicht hunn: «protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité», derbäikomm: «pour assurer son éducation et permettre son développement dans le respect dû à sa personne.»

Och dat, mengen ech, ass e staarken Akzent awer, wou d'Rechter vum Kand, jee no sengen eenzelne Liewensetappen, och unerkannt ginn duerch de Legislateur iwwert dat dote Kapitel vun der Autorité parentale.

Jiddwer Elterendeel muss säi Bäitrag zum Ennerhalt an zu der Erzéiung vun de Kanner leeschten, an dat geméiss sengen eegene Ressourcen an natierlech och deene vum aneren Elterendeel, an de Bedürfnisser selbstverständlech och vum Kand.

Wat wichteg ass, an dat ass déi Neierung: D'Trennung vun den Elteren ass ouni Auswierkungen op d'Ausübung vun der Autorité parentale. Si bleiwen also gläichberechtegt. Natierlech kann d'Geriicht och an Ausnamefäll engem Elterendeel d'Suergerecht eleng ginn. Mä dat muss natierlech dann awer och dem héijeren Interesse vum Kand erëm eng Kéier entspriechen, wat den eenzege Kritär ass, deen an deem heite Fall och ze kucken ass.

Wat och nei ass, dat ass, dass hei eng Konventioun eigentlech consacréiert gëtt am Code civil, wou déi béid Elterendeeler kënnen d'Organisatioun vun der Autorité parentale ënner sech regelen. Dat muss natierlech homologéiert ginn duerch de Familljeriichter. A wann e Sträitfall ass, entscheet natierlech och de Riichter. An natierlech kann, wann en neit Element kënnt, och déi Konventioun ëmmer erëm ëmgeännert ginn. Natierlech spillt do d'Homologatioun vum Riichter selbstverständlech mat.

Aner interessant Iddien, déi hei am Text dra sinn, dat ass d'Délégation partielle ou totale vun der Autorité parentale un een Drëtten, sief dat e Member vun der Famill, sief dat een ausserhalb oder sief dat un eng Institutioun. An och natierlech de Retrait partiel ou total de l'autorité parentale. Och do ass dat „partiel" immens wichteg, well och eng aner Grondiddi, déi an deem heiten Deel vun der Reform dran ass, déi ass, dass awer soll ëmmer gekuckt ginn, nach e Lien ze behalen zu den Elteren. Ausser wann et absolutt net anescht ze verantworten ass, soll nach ëmmer nach e Lien bestoe bleiwen, dass een net all Relatioune sollt kappe mat den Elteren. An dat ass, mengen ech, och gutt esou, dass een dat hei erëmfënnt.

Wéi gesot, also och dee Volet vun de Suergerechter vun de Kanner ass wichteg. En entsprécht och eisem Wahlprogramm wéi de Familljeriichter, wéi d'Scheedung, wéi den Zerrüttungsprinzip. A fir eis ass et immens wichteg, dass mer et elo mat Normen am Familljerecht ze dinn hunn, déi der Optik vun der Gesellschaft vun haut entspriechen. Dorëms geet et hei.

Et ass an eisen Aen e gudden Text, deen e Recht op Scheedung consacréiert, e Recht op en Neiufank och consacréiert. An d'Praxis wäert weisen, ob mer iwwerhaapt mussen do norüsten an nächster Zäit. Mir mengen u sech, dass hei awer zolidd Aarbecht geleescht ginn ass an dass no iwwer zéng Joer Getrëppels op der Plaz mer e grousse Schratt no vir gemaach hunn, an duerfir wäerte mer deen heiten Text stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och mat e puer Statistiken ufänken. Et si schonn déi eng oder aner, déi hei gesot gi sinn, ënner anerem déi, datt mëttlerweil mer en Taux vun iwwer 50% vu Scheedungen hunn. Dat heescht, vu Leit, déi sech bestuet hunn an dann duerno, an engem gewëssenen Zäitraum, nees auserneeginn.

Ech hat och um Statec nach eng Kéier gekuckt, fir och vläicht e bëssen den historeschen Iwwerbléck ze hunn. Bon, ech hunn eigentlech nëmme gekuckt vun 1998, fir mer ze soen, déi lescht 20 Joer, wéi do d'Evolutioun war bei de Bestietnisser, bei de Scheedungen. Et ass esou, datt an der Moyenne säit 1998 - e bëssen erop, e bëssen erof - 2.000 Bestietnisser d'Joer ge-

feiert ginn an ab 1998 an der Moyenne 1.000, awer mat engem liichten Ustig an de leschte Joren, 1.200, 1.300 Scheedungsspriechungen am Joer sinn.

Wann een elo dann och nach méi genau kuckt, an deene leschten dräi Joer mat konkreten Zuelen, dat hei, dat sinn da Moyennen, konkret Zuelen: 2015: 1.345 Koppelen, déi sech scheede gelooss hunn; 2016: 1.241 Koppelen; 2017: 1.121 Koppelen; Total an dräi Joer: 3.707 Koppelen. Dat si 7.000, ronn 7.400 eenzel Leit, déi betraff sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An de leschten 20 Joer - well ech gesot hunn, ech géif dat kucken - hu mer esou héichgerechent ronn 20.000 Koppelen oder, aneschters ausgedréckt, ronn 40.000 Leit, an de leschten 20 Joer, déi also vun esou enger Situatioun betraff waren. An hei rechnen ech elo nach net d'Kanner mat an, déi jo hei och dann eigentlech oder ganz oft leider déi sinn, déi am meeschten dovunner betraff sinn, déi och am meeschten dorunner ze schaffen hunn.

Wat ech awer wëll soen, ass: D'Scheedung ass e Gesellschaftsphenomeen, deen ech net wëll bewäerten. Et ass virun allem e perséinleche Choix vu Leit, deen ee muss respektéieren, ouni deen een oder aneren ze jugéieren. Et ass eng Evolutioun, déi ee beschtefalls ka statistesch bewäerten, wéi ech dat elo gemaach hunn. Datt dat also e Gesellschaftsphenomeen ass, wou dat awer, an den Zuelen ausgedréckt, eng dach impressionnant Zuel ass a wou dann d'Suerg vun der Politik déi muss sinn, datt mer deen noutwendeg legale Kader schafen, setzen, fir datt déi Koppelen dat am géigesäitege Respekt da kënnen ofwéckelen, a virun allem, datt dat och esou ka gemaach ginn, wou den Interessi vum Kand ëmmer muss, wann eng Bezéiung opgeléist gëtt, datt do den Interessi vum Kand muss beschtméiglech geschützt a consideréiert ginn.

Wéi gesot, et ass also mat deenen Zuele gewisen, datt ganz vill Leit hei zu Lëtzebuerg betraff sinn, datt also d'Demande aus der Gesellschaft och da grouss ass, déi een net kann ignoréieren, an datt een also och muss als Politik dorobber reagéieren.

Mir hate sécherlech an der Vergaangenheet schonn eng ganz Rei gesetzlech Dispositiounen. Ënner anerem si jo do och am Laf vun deene leschten, géif ech bal soen, 200 Joer ëmmer erëm Adaptatioune komm. Mä mer mussen awer och kucken, d'Gesellschaft, an där mer liewen, huet sech verännert, an den Defi war et also, fir elo eng modern an zäitgeméiss Legislatioun op d'Been ze stellen, déi all deene gesellschaftleche Veränneurungen, déi mer an eiser Gesellschaft kannt hunn, och gerecht gëtt.

Ech mengen, d'Reforme vum Scheedungsrecht, der Autorité parentale ware laang, ganz laang an der politescher Diskussioun, och hei an der Chamber, wann een op déi lescht 20 Joer zréck kucke geet. Déi eng oder aner Gesetzesvirschléi si presentéiert ginn, erëm zréckgezu ginn, am Tirang verschwonnen an de Punkt war deen, datt awer ni eppes Konkretes de Wee bis hei an de Plenum gepackt huet. Ech mengen, och mäi Virriedner huet jo do déi eng oder aner Aspekter gesot.

Ech mengen, wou een och dësem Projet hei muss e ganz grousse Meritt urechnen, dat ass, datt endlech konkret en Text um Dësch läit, mat enger ganzer Rei vun Aspekter vu Modernisatioun vun der Gesetzgebung, déi dat hei am Divorce da mat sech bréngt.

Sécher, déi eng oder aner Punkten - mir hunn dat jo gesinn an de Kommissiounssitzungen - sinn heiansdo heftegst diskutéiert ginn. Bon, vläicht hätt een, jo, déi eng oder aner Punkten och kënne liicht aneschters schreiwen. Mä mir hunn elo den Text a mir mussen awer einfach soen, datt dat eng gutt Saach ass. An da musse mer eben an Zukunft kucken, ze analyséieren oder ze suivéieren an, wann dat noutwendeg ass, dann och ze bilanzéieren. Mir hu jo eng Motioun, déi dat och ausdrécklech virgesäit, soudatt dat also dann och d'Geleeënheet gëtt an der Zukunft, dann, wann do déi eng oder déi aner Saache missten nogebessert ginn, datt da roueg sollen ze maachen.

Mir mussen einfach deem Gesetz hei eng Chance ginn, fir sech an der Praxis ze bewären a virun allem och de Leit d'Verbesserungen an d'Erliichterungen, besonnesch de betraffene Kanner, zoukommen ze loossen.

Wann ech soen: Hei ass eng Reform vum Divorce, dann huet de Legislateur d'Regierung hei eigentlech op dräi groussen Achsen ugesat. Mir féieren de Juge aux affaires familiales an. Mir hunn d'Reform vum eigentleche Gesetz iwwert den Divorce. An den drëtten Aspekt ass, datt och d'Autorité parentale reforméiert gëtt.

D'Regierung huet an dësem Projet déi do dräi grouss Prioritéiten an engem Worf zesummegeschriwwen. An dat mécht och Sënn, well se jo allen dräi awer méi wéi zesummenhänken an déi eng och Implikatiounen op déi aner huet.

Madamm Presidentin, ech wëll elo net bei den eenzelne Modifikatiounen op all Detail agoen. D'Rapportrice, där ech hei och wëll Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Bericht - ech schléissen natierlech och do d'Viraarbechte vum Viviane Loschetter an, do wëll ech Merci soen -, huet also eng ganz Rei Saachen hei erkläert, och am schrëftleche Rapport. Och mäi Virriedner ass nach op ganz vill interessant Detailer agaange vun deenen eenzelne Mesuren. Ech wëll mech also hei wierklech nëmmen op e puer Punkte konzentréieren, déi awer an den Ae vun der DP ganz wichteg sinn.

Ugefaange beim Juge aux affaires familiales, dem Familljeriichter also, dee sech an Zukunft ëm alleguerten d'Affären am Familljerecht bekëmmert, déi bis elo iwwer verschidde Geriichter a mat méi Riichter ofgewéckelt gi sinn, verstreet waren. An dee Familljeriichter, dee gouf scho vu ville Säite laang gefuerdert. En ass also elo endlech do. Dat ass also och e positiven Aspekt an deem Gesetz. Mir sinn op deem Punkt, kann ech awer soen, als DP och 100% zefridde mat der Aféierung vun dem Juge aux affaires familiales.

Ech muss soen, mir setzen awer och eng Rei, wann net ze soe ganz vill Erwaardungen an dee Juge aux affaires familiales, näämlech, datt en et wierklech fäerdegbréngt, eng effikass a séier Prozedur dann och ze organiséieren oder ze orchestréieren. A virun allem, datt deen awer dann, well et ee Juge ass, e besseren Iwwerbléck huet, datt e ka méi differenzéiert och da mat deene Familljerelatiounen ëmgoen an datt dat also och eppes ass, eng Prozedur, déi de Prozess viru Geriicht och vill méi mënschlech a méi würdeg ka gestalten.

Et ass also just nach ee Riichter, deen an der éischter Instanz mat den Affäre befaasst gëtt, dee sech also och ka vill méi intensiv, méi individuell mat där familiärer Situatioun eventuell ausenanersetzen, deen e bessert Gesamtbild dann och huet, well virdrun huet ee bei all Etapp praktesch misse bei null heiansdo ufänken an dann eben erëm eng Kéier en Dossier nei entdecken.

Zur Mënschlechkeet oder zur Würd beim Ofwéckele vun esou Prozesser gehéiert an eisen Aen och, datt d'Audience beim Familljeriichter am Prinzip net méi public ass. Dat ass och wierklech eng ganz gutt Saach, well dat schützt d'Privatsphär vun deene Betraffenen an ass sécherlech am Interêt vun enger gudder Ofwécklung vum Prozess.

Et muss een awer just hei an der Praxis oppassen, datt een dat och raimlech op dem Geriicht esou organiséiert, datt dat awer net herno, wann een, soen ech emol, an der Warteschlange steet, awer e Schaulaufen ass. Ech hunn héieren, datt dat an der Vergaangenheet - ech weess net, wéi et ass an der Praxis -, mä datt do awer da verschidden Deeg, zum Beispill beim Bestietnis, beim Consentement mutuel oder bei der Scheedung, datt dat dann e gewëssenen Dag ass, wou do dann awer 17 oder 20, oder wat weess ech, Koppele stinn an niewendrun ass en ëffentleche Prozess, datt dann awer do dann déi eng an aner opgeruff ginn an dat och net awer dat war, wat d'Leit sech gewënscht hunn. Mä einfach nëmme fir ze soen, datt een dat dann och an der Praxis herno richteg organiséiert.

De Riichter soll och an Zukunft d'Roll vun enger Aart Conciliateur oder Mediateur spillen, wéi een et wëllt huelen, wat och d'Méiglechkeet gesäit, e Sträitfall zwëschent de Bedeelegte vläicht am Friddlechen ze regelen, vläicht se ze iwwerzeegen, sech net scheeden ze loossen. Ech mengen, dat ass och en Aspekt, dee ganz positiv an eisen Aen ass.

E weidere Punkt, deen eis wichteg ass an dee mer och begréissen, dat ass, dass an Zukunft och d'Kanner d'Méiglechkeet kréien, de Juge aux affaires familiales unzeschreiwen, wann et ëm hir Interête geet, wéi zum Beispill, wa se sollen op Besuch goen, wou se am léifste géife wunnen, an aner Detailer, déi awer ganz wichteg si fir d'Kanner. An deem Fall kréien d'Kanner en eegenen Affekot zur Säit gestallt a gi vum Riichter gehéiert. Ech mengen, dës Neierung hunn och vill Kannerrechtsorganisatioune gefrot an hei stinn d'Rechter vun de Kanner am Vierdergrond.

Dat ass hei e wichtege Punkt, deen ee muss ënnersträichen. Sécherlech bleift hei och Potenzial fir Mëssbrauch, zum Beispill wann, déi Méiglechkeet ass net ausgeschloss, een Elterendeel da versicht, vläicht iwwert dee Wee och d'Kand - wéi soll ee soen? - opzestëppele géint deen anere Partner, a versicht, géint dee virzegoen.

Dee Risiko ass näischt Neies. Och an der Vergaangenheet hate mer dat scho mat deem ale Gesetz, wou dann och Kanner emol ugehéiert gi sinn. Do war och dee Risiko do. Ech mengen, hei muss een einfach Vertrauen an de Riichter hunn, datt deen awer esou Taktiken dann enttarnt, respektiv datt en am Endeffekt awer gesäit, wat de richtegen Interêt vum Kand ass. Ech mengen, hei muss och d'Praxis weisen, wéi dat sech um Terrain dann ofwéckelt.

Bon, mir sinn eis bewosst, datt duerch d'Bündelung vun deene verschiddenen Aufgabe beim Juge aux affaires familiales, awer och duerch d'Zuel vun de Fäll - d'Statistiken hat ech jo virdrun opgezielt -, mer an Zukunft also eng Rei méi Riichtere brauchen. Duerfir ass jo och eng Opstockung virgesinn. Och do muss ee kucken, ob dat an Zukunft dann duergeet oder net an eventuell dann nach eng Schëpp noleeën.

En zweete Volet, mat deem mir méi wéi averstane sinn, Madamm Presidentin, dat sinn d'Modifikatioune ronderëm d'Autorité parentale. Fir eis ass et kloer a wichteg, datt béid Elterendeeler, d'Mamm an de Papp, an net d'Mamm oder de Papp, fir hir Kanner mussen do sinn. Si mussen allen zwee hir Rechter a Flichte vis-à-vis vun de Kanner erfëllen. Papp oder Mamm sinn, heescht Verantwortung ze iwwerhuele fir säi Kand an dës Verantwortung net ze delegéieren.

D'Kanner, déi hänke gewéinlech un hiren Elteren, sinn op iergendeng Aart a Weis affektiv u se gebonnen, un d'Mamm, un de Papp. An dobäi interesséiert et eigentlech d'Kanner och net, wa se op d'Welt kommen, dat steet jo och net den Elteren op der Stir geschriwwen: Mir si bestuet, mir si gepacst, mir liewen an enger fräier Verbindung. Dat zielt fir d'Kanner jo och net. An duerfir war et och net zäitgeméiss an och net am Sënn vun de Kanner, datt d'Autorité parentale conjointe just bei bestuete Koppelen automatesch, an der Vergaangenheet, attribuéiert gouf. D'Verfassungsgeriicht huet jo och an engem Uerteel kloer festgeluecht, datt dat net méi konform zu eisem Grondrecht ass an, ech géif soen, sécherlech och net zu de Kannerrechter.

Ech mengen, et ass am 21. Jorhonnert, an där Gesellschaft, wou mer liewen, net méi wéi richteg, datt déi zwee Elterendeeler, egal wat fir ee Liewensmodell se ausgewielt hunn, sech entscheet hunn, fir zesummenzeliewen, datt déi zwee zesumme verantwortlech an och disponibel si fir d'Erzéiung vun hirem Kand an datt dat och elo an engem Gesetzestext ganz kloer festgeschriwwe gëtt.

An dat ass jo och ganz kloer, wann et dann awer zur Scheedung kënnt, datt dann déi Obligatioun respektiv déi Verantwortung, déi Responsabilitéit weider muss fir déi zwee bestoe bleiwen. Dat ass nëmmen am Interessi vum Kand, wann d'Koppelen no hirer Scheedung sech gemeinsam ëm hir Kanner këmmeren. Sief dat, datt dat an der Praxis natierlech déi eng oder aner Arrangementer huet, wou deen een oder aneren am léifste vläicht wéilt wunnen, oder wéi dat dann opgedeelt gëtt, mä ënnert dem Strëch si se awer ëmmer - an dat muss hinnen och bewosst sinn - gemeinsam verantwortlech fir hir Kanner.

Här President, oder Madamm Presidentin, da kommen ech schonn zum drëtte Volet vun dësem Projet de loi, dee fir vill Diskussioune gesuergt huet. Et handelt sech eigentlech ëm d'Reform vum Scheedungsrecht en tant que tel. Ech mengen, eng Scheedung ass sécher näischt Flottes fir déi Betraffen. Dat kënnen och all déi Koppelen, déi ech virdrun an der Statistik opgezielt hunn, bezeien. An et ass esou, datt, wann ee sech fir eng Scheedung decidéiert huet, da muss een awer kucken, datt een eben de Realitéite vun eiser Gesellschaft an, ech géif net soen de Besoinen, mä awer der Würd vun deem engen an deem aneren, datt een deem gerecht gëtt.

Et kann eben net ëmmer - dat ass esou am Liewen - alles laang riichtgoen. A wann ee keng Optioun hätt, fir sech kënnen ze trennen, dat géif och zu ville Problemer a Leed a perséinlechem Drama féieren.

Fréier, obwuel hei d'Legislatioun zwar et erméiglecht huet, mä an anere Länner... Et ass jo erstaunlech, ech hunn do kuerz nogekuckt, wéi ech e bësse mech an den Dossier ageschafft hunn, datt zum Beispill an europäesche Länner, ech menge Malta, nach bis virun e puer Joer d'Scheedung guer net méiglech war. Ech mengen, dat ass jo och eppes. Fréier ass dat awer och hei déi eng oder aner Kéier de Fall gewiescht, datt dann, wéi een esou schéi seet: „den Deckel drop gehale ginn ass", mat all deene Konsequenzen, déi dat awer fir déi eng oder aner hat. Et ass vill weider gestridde ginn a virun allem: D'Kanner hu vill drënner gelidden.

Ech mengen, et muss een einfach soen: D'Scheedung ass eben dann de Constat vun engem oder vun zwee Mënschen, datt se, aus wat fir Grënn och ëmmer, net méi wëllen oder kënnen zesummeliewen. Duerfir soll een dann eben och de System vun der Scheedung esou einfach wéi méiglech maachen, datt dat net e prozeduralen Hürdenlauf gëtt.

An eisem aktuelle System muss een awer soen, datt dat awer nach net esou einfach war. An duerfir ass et gutt, datt mer dat also och hei reforméieren.

Ech mengen, et ass jo elo esou, wann ee kuckt, wat fir Méiglechkeeten datt mer hunn, déi mer och elo schonn haten, dann hate mer natierlech den Divorce pour consentement mutuel; deen ass et scho ginn. Dat ass eigentlech och, wann ech d'Statistiken kucken, ech mengen, d'lescht Joer, wann ech nëmmen dat Joer kucken, hate mer do ronn d'Halschent vun de Koppelen, déi gescheet gi sinn, déi dat sous forme vum Consentement mutuel gemaach hunn. Dat huet natierlech och nach eng Rei Prozedure benéidegt, wat och eng gewëssen Zäit, Delai bedeit huet. An et ass gutt, datt also elo do och den Delai eigentlech erofgesat ginn ass, respektiv datt ee just nach muss eng Kéier virun de Riichter goen. Natierlech muss ee virdrun dann och säin Accord, fir et emol esou ze nennen, beim Notaire, ënner anerem, gemaach hunn.

Mä mir féieren awer elo eng nei Form vu Prozedur an, dat ass den Divorce pour rupture irrémédiable, den Zerrüttungsprinzip, wou de Partner ebe feststellt, datt d'Bestietnis net méi fonctionnéiert an datt eng Scheedung net ze verhënnere war.

Bis elo war dat nëmmen de Fall, oder war dat iergendwéi méiglech, wa bestuete Koppele mindestens dräi Joer net méi deen näämlechte Wunnsëtz haten. Dräi Joer war awer zimlech laang, wann een net méi mateneen konnt auskommen. Duerfir ass dat also och hei kloer eng Verbesserung. Elo kann déi Prozedur dräi bis sechs Méint dann daueren. Dat ass vill méi kuerz. Dat ass also an eisen Aen e ganz positive Punkt, fir generell d'Prozedure méi einfach a méi schnell kënnen ze maachen.

Dann hate mer och virdrun den Divorce pour faute an eiser Gesetzgebung, deen elo esou en tant que tel ofgeschaaft gëtt. Et muss ee soen, ech soen emol, de „klasseschen" Divorce pour faute war effektiv eng Form vun Divorce, wou een dann huet missen d'Infidelitéit, d'Friemgoen op Lëtzebuergesch, invoquéieren a wat dann awer déi eng oder aner Kéier zu penibelen oder onwürdege Beweisféierungen oder Aussoe gefouert huet, wou Detektive emol an den Asaz komm sinn, wou da gären och dreckeg Wäsch op der Place publique oder bal op der Place publique gewäsch ginn ass, wat och wierklech eppes ass, wat net méi zäitgeméiss ass, soudatt et wierklech och gutt ass, datt et also dee klasseschen Divorce pour faute elo net méi gëtt, well ech mengen, an deenen normale Fäll ass et esou, datt eigentlech bei engem Bestietnis et net onbedéngt muss e Schëllege ginn, net ee muss e Feeler gemaach hunn, well en a senger affektiver Liaisoun eben aner Choixe getraff huet.

Fir eis awer, Madamm Presidentin, fir d'DP war et wichteg, datt d'Faute, wann et schlëmm Virfäll sinn am Stot, déi e penalen Aspekt hunn, Gewalt, Coups et blessures an aner schlëmm Saachen, déi oft awer mat Gewalt ze dinn hunn, datt een dat awer net kann ignoréieren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Duerfir ass jo virgesinn, datt och nom Divorce, wann duerno eng Faute pénale vun de Geriichter festgehale gëtt, dat ka berücksichtegt ginn. Da mussen nodréiglech wesentlech Elementer vun engem Divorce, wéi Alimenter oder Pensions alimentaires, erëm nei gekuckt ginn. Dat steet jo am Exposé des motifs vun dem Gesetz, datt eigentlech déi Form vu Faute, wou et wierklech ëm schlëmm Verstéiss geet, awer och nach hei op eng gewëss Aart a Weis hiren Aklang fannen.

Ech mengen, dat sinn natierlech Aspekter, well ee vun de Virriedner huet do op eng Rei speziell Fäll higewisen, wat emol kéint do entstoen, natierlech sinn dat Aspekter vum Gesetz, déi een elo an der Praxis muss seriö suivéieren a kucken, analyséieren, ob do eventuell awer dat, wat déi eng vläicht befäerten, ob dat sech da géif bewahrheiten oder net. An duerfir ass et jo ebe gutt, datt een dann och e Bilan mécht respektiv, wann do ganz speziell Situatiounen enstinn, misst een och de Courage hunn, och nach vläicht méi kuerzfristeg kënnen dorobber ze reagéieren an eventuell d'Gesetz do ajustéieren.

Ech mengen, dat Ganzt soll awer net - wéi gesot, et ginn Diskussiounspunkten - dovun oflenken, datt déi nei Scheedungsprozedur fir eis, ënnert dem Strëch, e Gewënn fir déi be-

traffe Leit duerstellt. A wat fir eis och ganz wichteg ass, dat ass: Den Interêt vun de Kanner gëtt am neie Gesetz nach méi an de Mëttelpunkt gestallt.

D'Prozedure gi vereinfacht, de Riichter huet méi Flexibilitéit, och wat déi finanziell Auswierkunge vun de Scheedunge betrëfft. Dat gëtt och d'Méiglechkeet, fir eventuell Härtefäll kënnen ze evitéieren. Well wat op alle Fall och muss eis Suerg sinn, dat ass, datt mat deem neie Gesetz net eventuell géifen nei Härtefäll entstoen, wou ee muss ëm seng finanziell Existenz fäerten, well e sech zum Beispill wärend dem Mariage entscheet hat, fir sech wärend enger Zäit ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze bekëmmeren.

An an dësem Kontext, Här President, erlaabt mer awer eng Remark! Ech mengen, an dësem Kontext muss een awer dann eis Reformen an der Familljepolitik, déi mer an de leschte fënnef Joer gemaach hunn, och gesinn. Well et ass jo esou, besonnesch d'Frae riskéiere bei enger Scheedung, a méi schwiereg, haaptsächlech materiell oder finanziell, Situatiounen ze kommen, wa se eng länger Zäit opgehalen hate mat schaffen, fir sech exklusiv de Kanner ze widmen. Duerfir hu mer jo Mesuren agefouert wéi gratis Kannerbetreiung, wéi den neie Congé parental, fir datt eben d'Elteren, awer och besonnesch eng Mamm, ka besser Beruff a Famill ënner en Hutt bréngen, datt ee sech net muss entscheeden zwëschen deem engen oder aneren, mä déi zwee ka matenee verbannen. Letztendlech ass dat also och eng Politik, fir datt beim Fall vun enger Scheedung net e Partner riskéiert, ouni Aarbecht an Akommes do ze stoen, a riskéiert, an d'Prekaritéit ze falen, well dat jo awer oft, hu mer gesinn, am Endeffekt d'Frae sinn.

Och déi Méiglechkeet vum Rachat vun de Pensiounsrechter gesi mer als ganz positiv un. Do sinn natierlech och nach déi eng oder aner Saachen, déi ee kéint an Zukunft weider developpéieren.

Här President, ech géif et dobäi beloossen, mat deene puer Remarken, fir ervirzesträichen, wat awer fir eis alles vu positiven Aspekter an deem Gesetz sinn. Wichteg ass fir eis ënnert dem Strëch, datt mer endlech en neit a modernt Gesetz kréien, op dat vill Leit hei am Land gewaart hunn. A virun allem sollte mer dësem Gesetz eng Chance ginn an der Praxis. An déi wäert jo dann och weisen, ob nach déi eng oder aner Modalitéite mussen nogebessert ginn.

Duerfir kënne mir also och där Motioun zoustëmmen. An ech géif dann och mat deene Remarken den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Ier mer iergendeng Gesetzgebung reforméieren, musse mer eis froen: Wéi ass déi besteeënd Gesetzgebung?

Eist aktuellt Scheedungsgesetz ass beileiwen net perfekt, dat weess ech aus der Praxis, an dat wëssen aner Kolleegen hei aus hirer Praxis. Gott sei Dank ginn déi allermeeschte Scheedungen haut iwwer Consentement mutuel ofgewéckelt. Déi Prozedur funktionéiert prinzipiell ganz gutt. D'Koppel, déi feststellt, datt hire Mariage net méi funktionéiert, muss sech iwwert d'Konsequenze vun hirer Scheedung eens ginn.

Wat sinn déi Konsequenzen? Bei wiem liewen d'Kanner? Wivill Alimenter fir d'Kanner bezilt dee Partner, wou se net liewen? Wat fir eng Pension alimentaire à titre personnel gëtt eventuell bezuelt? Wéi gëtt eis Communauté opgedeelt?

Bei enger Communauté légale ass dat eng Communauté, déi dat begräift, wat säit dem Bestietnis a bis zur Trennung ugefall ass; u Guddem an u Schlechtem, un aktiv an u passiv, an dat gëtt fifty-fifty gedeelt.

De Scheedungsvertrag gëtt beim Geriicht deposéiert an d'Koppel gëtt zweemol am Zäitraum vu sechs Méint convoquéiert, fir ze bestätegen, datt se sech nach ëmmer wëlle scheede loossen, an dann ergeet automatesch e Scheedungsuerteel.

Déi Prozedur ass fundamental net schlecht an et freet ee sech, firwat datt een déi elo muss total op d'Kopp geheien.

Datt e spezielle Juge aux affaires familiales Kompetenz kritt, fanne mir tipptopp. Datt d'Geriicht perséinlech verstäerkt gëtt, ass extrem begréissenswäert. Wann een hätt wëllen eppes änneren, hätt ee kënne soen: „Ma mir bleiwe bei deem System, wéi en haut ass. Just, datt d'Koppel nëmmen nach eng eenzeg Kéier convoquéiert gëtt, kommt, mir soen emol bannent engem Mount, nodeems se hire Vertrag deposéiert hunn, an dann d'Scheedungsuerteel automatesch erfollegt!"

Et gouf ee Fall an der Vergaangenheet, dee Problemer gemaach huet, an dat war, wann ee vun deenen zwee an der Séparation de biens, an deem Notairesakt virun där Konventioun, verzicht huet op Immeublen, géint eng grouss Pension alimentaire an der Konventioun, dann awer dee Partner déi net méi bestätegt kritt virum Riichter an dann déi Pension alimentaire hifälleg war.

Dat war ee spezielle Punkt, deen enger Reform bedürft hätt. Méi hätt net misse sinn!

Elo gëtt dës Prozedur weder méi einfach nach méi schnell a ganz bestëmmt och net méi bëlleg. Ech mengen, d'Leit mussen nach ëmmer hir Communauté opdeelen. Dat bedéngt ëmmer nach een Notairesakt. D'Leit kënne selwer hir Requête ofginn ouni d'Interventioun, mä si mussen dann awer en Exposé des faits et moyens invoqués ginn, an hirer Requête. Ass dat einfach? Ech weess et net.

Wann déi Konventioun dem Juge net gefält, da kann hien d'Parteien zwéngen, se nei ze schreiwen. Wa se dat net maachen, dann ass se hifälleg, caduc. Dat heescht, d'Leit ginn net gescheet. Den Divorce gëtt dann eventuell net gesprach.

Géint dat Uerteel kënnen d'Leit Appell maachen, mä nëmmen zesummen, gemeinsam. An d'selwecht ass et mat enger Cassatioun: Wann hir Scheedung nach ëmmer net gesprach ass am Appell, musse se gemeinsam d'Cassatioun maachen. Ech verstinn net, wat dat soll. Kee Praktiker kann dat verstoen, an deen Text resistéiert och kengem Contrôle vum Stroossbuerger Mënscherechtsgeriichtshaff. Dat zum Consentement mutuel, wéi gesot, deem heefegste Fall, deen een hätt kënne ganz, ganz liicht mat ganz wéinege Retouchë sënnvoll reforméieren.

An da komme mer zu deem vill méi rare Fall, wou am Moment eng Assignation en divorce muss gemaach ginn, déi via en Affekot vun engem Dierwiechter zougestallt gëtt.

Wéini ass dat? An do huet eise Justizminister, mengen ech, déi falsch Virstellung, datt déi Assignatioune géifen aus engem Esprit revanchard gemaach ginn, oder well ee wëllt e moralesch héije Stand huelen: „Du bass schold!" Meeschtens gi se gemaach, zu 95% gi se gemaach, well d'Leit sech eben net eens ginn, wéi se sollen deelen.

Klassescherweis ass deen, deen d'Haus wëllt iwwerhuelen, der Meenung, et wär X wäert an deen, dee soll ausbezuelt ginn, ass der Meenung, et wär X plus ech weess net wat wäert. D'Wourecht ass ganz oft do dertëschent. Et ass ganz normal, datt deen, deen et soll iwwerhuelen, probéiert, e Montant mussen erauszeginn, deen e ka rembourséieren, an deen, dee säin Immeuble verléiert, wëllt e Montant hunn, deen him et erlaabt, en neit Liewen opzebauen. An do gi se sech eben net ëmmer eens, à tort ou à raison, an duerfir gëtt et d'Assignation-en-divorcen; dat ass zu 95% déi eenzeg Ursaach.

An asoufern begréisse mir als ADR ganz ausdrécklech den Zerrüttungsprinzip, fir datt ee sech ebe kee Feeler méi muss virwerfen, wann déi eenzeg Ursaach, firwat ech net e Consentement mutuel maachen, déi ass, datt ech mer net eens ginn, wéi gedeelt gëtt. Wou d'Kromm wierklech an der Heck läit hautdesdaags, dat ass déi onsääglech Dauer vun deene Scheedungsprozeduren, an duerfir begréisse mer ausdrécklech déi personell Opstockung vum Geriicht. Vun deem Moment un, wou d'Leit haut gescheet sinn, bis zu deem Moment, wou gedeelt gëtt, wou et eventuell schlëmmstefalls zu enger Licitatioun vum Haus kënnt oder vum Appartement, vergi ganz, ganz vill Joren, an dat ass fir kee gutt, weder fir déi gescheete Leit nach fir hir Kanner. Hei war et sënnvoll ze reforméieren, e JAF anzesetzen an déi Prozedure kräfteg ze acceleréieren.

Mä erfëllt dëse Projet wierklech deen Zweck? Ech denken net! No der Requête en divorce, déi d'Assignatioun ersetzt - dat heescht, d'Leit spueren elo, wéi de Gilles Roth ganz richteg gesot huet, eng 150 Euro, vun deenen 100 Euro fir de Stat waren -, muss dann haut e Greffier Kopië maachen, d'Leit convoquéieren. Wat dat de Steierzueler pro Dossier kascht! Ech denken, méi wéi dat, wat soi-disant gespuert gëtt. Et ass einfach „window dressing": Déi Prozedur gëtt méi einfach oder méi bëlleg. Et ass net wouer, si gëtt weder méi einfach nach méi bëlleg.

No där Requête kann deen, deen net wëllt gescheet ginn, oder deen, deen net d'accord ass mat enger Evaluatioun, soen: „Ech hätt elo emol gären ee Mount Zäit, fir mech iwwer Mediatioun ze informéieren." Ma deen, deen den Divorce ugefrot huet, wëllt keng Mediatioun. Fir eng Mediatioun musse mer zu zwee sinn. Deen eenzegen Effekt ass, datt deen, deen net wëllt, e Mount Zäit gewënnt. Da kann de Riichter zweemol dräi Méint Zäit ginn, fir ze kucken, sech ze reconciliéieren. Ma een, deen den Divorce gefrot huet, wëllt sech net reconciliéieren, e wëllt gescheet ginn. Et féiert also zu engem Verloscht vu siwe Méint an der Prozedur, siwe Méint, déi feelen, siwe Méint, déi total onnéideg sinn.

Da gëtt, wéi scho gesot ginn ass, den Divorce pour faute einfach ofgeschaaft, an dat ass falsch. Ech verweisen op dat, wat de Gilles Roth gesot huet. Zwee Beispiller ganz kuerz ëmrass: Wann de Partner haut an enger Situatioun ass, wou e kéint eng Pension alimentaire geltend maachen, verléiert en deen Usproch, wann hien den Tort exclusif kritt, wann hie schëlleg ass un der Scheedung. An datselwecht, dat ass ganz gutt hei erläutert ginn, gëllt fir Communautéen, wou e Kaddo gemaach ginn ass vun engem vun de Partner. An dee Kaddo ka revoquéiert ginn, wann den anere Partner alleng schëlleg ass.

Dat ass grujeleg fir déi Leit, déi haut bestuet sinn, fir déi Leit, an dat huet de Gilles Roth ganz richteg gesot, déi en légitime confiance, am gudde Glawen, eng Konventioun ënnerschriwwen hunn, wou se e Verméigen hierginn hunn, oder hir Familljen e Verméigen hierginn huet, am gudde Glawen, datt dat kéint revoquéiert ginn, wann de Partner sech net un d'Spillregelen hält, zum Beispill friemgeet. An dat ass haut dann net méi méiglech, invoquéiert ze ginn. Dat ass ganz einfach schrecklech fir déi Leit, an zumindest hätt missen eng Iwwergangsléisung fonnt gi fir déi dote Fäll. An et geet hei net ëm eng ideologesch Verblendung, wéi den Här Bodry e bësse gemengt huet, e Combat d'arrière-garde. Et geet ëm ganz seriö juristesch Noutwendegkeeten.

A sengem Äifer huet den Här Justizminister sech net vun der Pertinenz vun dëser Argumentatioun iwwerzeege gelooss, wat schued ass. Mä ech si genausou sécher wéi de Kolleeg Roth, datt dat do engem Contrôle de constitutionnalité net standhält.

Fir de Rescht muss een deene Leit, déi ab elo bestuet ginn, ab dem Akraafttriede vun dësem Gesetz, roden, sech ganz gutt virdrun ze informéiere bei engem Notaire, bei engem Affekot, an esou Konventiounen net méi ze maachen, déi Kaddoen net méi ze verdeelen.

Dann enthält dëse Projet nach eng ganz Rei vun, ech wëll et net dramatiséieren a soe Grujelechkeeten, mä kommt, mir soen Ongereimtheeten, op déi muss higewise ginn! Exzellent ass et jo natierlech, datt d'Renterechter kënnen nokaaft ginn, wann ee vun de Partner seng berufflech Carrière zäitweis reduzéiert oder souguer opginn huet, fir sech der Famill ze widmen. Heizou muss ech soen, datt, wann den ADR-Virschlag géif ugeholl ginn, datt mer endlech een uerdentlecht Familljegeld oder Kanner- an Elteregeld géife bezuelen an dann de Partner, deen doheem bleift, dovunner géif seng eege Cotisatioune bezuelen, da bräichte mer dat dote guer net. Mir brauchen et natierlech fir déi Fäll, déi haut bestinn.

Déi Suen, déi néideg sinn, fir d'Renterechter nozekafen, sollen dann zu 50% vun deem gedroe ginn, dee muss nokafen. D'Fro ass: Woumadder? An déi aner 50% aus dem Actif commun, an de Limitte vun deem Actif. Absolutte Quatsch ass dann déi Regelung, datt deen, dee bezuele muss, dat kann entweder un d'Rentekeess maachen, d'CNAP, oder direkt un de Partner. De Partner muss dann un d'CNAP iwwerweisen, a wann deen dat net mécht, da kann en déi Suen nees zréckfuerderen. Firwat net einfach soen: „Et muss un d'Rentekeess iwwerwise ginn!"? A wat geschitt, wann de Partner, deen déi Sue kritt huet, a se net un d'CNAP iwwerwisen huet, se dropgemaach huet? Da steet deen, dee bezuelt huet, mam Fanger am Mond do a Renterechter huet deen aneren nach ëmmer net. Et ass ganz einfach onlogesch. Praxistipp: Bezuelt ëmmer direkt un d'CNAP, da kommt Der net an deen dote Fall!

Ganz besonnesch abstrus ass dann d'Regelung vun der Pension alimentaire à titre personnel. Ech hu se net verstan. D'Gesetz seet, datt déi an Zukunft festgeluecht gëtt op Basis vum Alter, der Dauer vum Mariage, der Zäit, déi fir d'Kannererzéiung opbruecht gouf, d'Qualifikatioun, déi een huet fir op den Aarbechtsmaart an esou weider an esou fort. Bref, mir kennen eng ganz Partie vu Kritären, mä mir wëssen absolutt näischt, wéi déi da wäert an Zukunft definéiert ginn. Haut wësse mer et. Haut seet ee Riichter: „Majo, jiddweree muss prinzipiell fir sech selwer opkommen, an à moins, datt eng ganz laang Dauer vun engem Mariage virläit, gëtt et keng Pension alimentaire." Ass haut de Liewensstandard mat ausschlaggebend, deen een huet? Jo oder Neen? D'Fro ass gestallt.

Wat a priori sécher ass, ass, datt déi Alimenter nëmme mussen esou laang bezuelt ginn, wéi d'Bestietnis gedauert huet. Sécher? Neen, et ass net sécher, well schlussendlech gëtt alt nees eng Kéier gesot: „Mä d'Geriicht kann dat awer verlängeren, wann néideg, mä dann awer nëmmen fir de strikten Etat de besoin vum Creancier ze befriddegen." A contrario heescht dat jo dann, datt déi limitéiert Pension alimentaire net op de strikte Besoin limitéiert ass an datt do eng Aféierung vun engem Liewensstandard, zumindest indirekt, am Text steet, am Sënn vum Text ass.

Elo wësse mer awer, datt bei enger Scheedung d'Leit jo necessairement manner Suen hunn, well wann ech mat mengem Revenu zwee Haushalter muss bezuelen anstatt een, huet jiddwereen, ob Mann oder Fra, necessairement manner Suen. Wat déi do Iwwerleeunge sollen, kann ech net novollzéien.

Dann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Entschëllegt, Här Reding, erlaabt Der eng Fro?

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, um Schluss gär.

Da komme mer op de Punkt vun der Kapitalisatioun vun der Pension alimentaire. Si ka kapitaliséiert ginn, dat heescht, de monatleche Betrag, dee festgeluecht gëtt, gëtt multiplizéiert duerch déi Méint, déi d'Bestietnis gedauert huet. An da kréien ech dat als Kapital bezuelt.

Wann een dat mécht, seet den Text, dann ass d'Pension alimentaire weder revisabel nach revocabel. Firwat soll iergendeen domadder averstane sinn? Wann ech se näämlech net kapitaliséieren a se all Mount bezuelen, dann ass se revocabel, zum Beispill, well den Ex sech nei bestuet, mä awer och, well en an enger Partnerschaft lieft oder souguer nëmmen an enger Communauté de vie mat engem aneren, wat mer ausdrécklech begréissen, well dat si Fäll, déi et haut gëtt. A si ass revisabel, wann deem engen oder deem anere seng Situatioun sech verschlechtert, wat jo ganz oft de Fall ass, wann ee seng Plaz verléiert oder an d'Pensioun geet. Praxistipp: Sidd nimools mat enger Kapitalisatioun d'accord!

E lescht Wuert zu de Kanner. Et ass gutt an normal, datt d'Kanner am Âge de discernement kënne vum Riichter gehéiert ginn. Dat ass och haut esou. Dat ass haut éischter d'Regel ewéi d'Ausnam. Mä d'Kanner awer elo zu enger Partei ze maachen - an ech mengen, de Kolleeg Mosar geet dorobber nach méi am Detail an -, d'Kanner zu enger Partei am Prozess vun hiren Elteren ze maachen, de Kanner de Pouvoir ze ginn, fir ze soen: „Ma wann s du mir dat doten elo net gëss oder domat net averstane bass, da froen ech e Changement vum Droit de visite oder ech froen e Changement vum Droit d'hébergement oder ech froen en Transfert de garde!", dat ass eng ganz onméiglech Saach a ganz bestëmmt net déi Pazifikatioun, vun där den Här Braz dreemt.

Datt par contre haut d'Kanner a Foyere placéiert ginn, déi zum Beispill Grousselteren hunn, déi sech ganz gutt kéinten ëm si këmmeren, fannen ech perséinlech eng Sënn an eng Schan, genausou wéi insgesamt déi Praxis, wou de Stat ëmmer méi offensiv an d'Kannererzéiung agräift a Kanner placéiert, déi ganz gutt, wann net bei hiren Elteren, da wéinstens an hire Famillje versuergt wieren. Dat nëmmen um Rand bemierkt.

D'Obligation alimentaire vun de Kanner: Ech mengen, dat ass haut Jurisprudence constante, datt déi och iwwer 18 Joer muss bezuelt ginn. Elo seet den Text: «Elle ne cesse pas de plein droit lorsque l'enfant est majeur.» Ma firwat net schreiwen, wat an der Jurisprudenz gesot gëtt, näämlech „tant que l'enfant est en scolarité justifiée"? Dann hätt een e kloren Text an net esou e Wischiwaschi.

De Knackpunkt vum Logement: Wéi mer gesinn hunn, ass dee gréisste Contentieux an den Divorcen de Logement, d'Valeur vum Logement. Haut gëtt gesot: „La Partie économiquement plus faible" - an dat ass prinzipiell déi Partei, bei deem d'Kanner hebergéiert sinn - „kritt den Domicile conjugal provisoresch zougesprach." Elo seet den Text, datt dat nëmmen nach de Fall ass, wann e Kand ënner zwielef Joer do ass, an nëmme limitéiert op zwee Joer.

Firwat? Firwat zwielef Joer? Firwat muss e Puppelchen zwee Joer am Haus bleiwen? Firwat däerf e Kand vun 13 Joer net am Haus bleiwen? Ech verstinn de Räsonnement net. An da gëtt gesot: „Et muss awer eng Indemnité d'occupation bezuelt ginn." Wat ganz richteg ass. Mä anstatt ze profitéieren an dann endlech emol eng Kéier ze determinéieren, wéi héich déi dann ass, gëtt hei näischt gesot. D'Jurisprudenz, déi schwankt haut tëschent dem héchste Saz, dee ka fir Loyer gefrot ginn, oder iergendeppes dertëscht.

Also dësen Text, mat Ausnam vun der Kreatioun vum JAF, der Opstockung vum Geriicht, dem Nokaf vu Renterechter, dem prinzipiellen Aschreiwe vun der Autorité parentale conjointe bréngt fir de Rescht Ongereimtheeten, Méikäschten, Onsécherheeten an net vill aneres par rapport zu deem, wat mer haut hunn.

Ech denken, den Här Braz muss sech mat dësem Text net bretzen. E soll sech net dermat bretzen. Dëst ass definitiv keng Jorhonnertreform, keen neie Gesellschaftsmodell. A wéi ech elo vu Virriedner héieren hunn a vun deenen, déi no mer kommen, och nach wäert héieren, ass et definitiv ee Gesetz, wat elo scho reformbedürfteg ass a wäert deemnächst reforméiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Wann den Här Braz mer elo wëllt eng Fro stellen, gär.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dem Här Reding seng weiderféierend Explikatioune waren duerno esou kloer, dass ech meng Fro net méi brauch ze stellen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Majo très bien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson, déi leider iwwerspronge ginn ass. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Dat ass guer kee Problem, Här President. Ech wollt virun allem eng Motioun virbréngen, déi d'Majoritéitsparteien elo ënnerschriwwen hunn - leider just d'Majoritéitsparteien, trotz enger anerer Perspektiv an enger éischter Phas - a wou et dorëms geet, dass mer an dräi Joer, no der Akraafttriedung vum Gesetz, eng qualitativ Evaluatioun wëlle maache vun deem heite Projet.

Firwat soe mer dat? Contrairement vläicht zu mengem Virriedner sinn ech der Meenung, dass dat heiten, wéi den Här Braz et och de Moien um Radio gesot huet, eng Jorhonnertreform ass, an effektiv eng ganz Rëtsch vun...

(Interruption)

Jo, ech weess, en huet och zitéiert, den Här Mosar anscheinend. Bei der Originalversioun war ech net dobäi, duerfir zitéieren ech elo Iech, Här Braz.

(Interruption et hilarité)

Gutt! Also effektiv ännert sech elo ganz, ganz vill an der Praxis. Et si vill Affekoten, déi elo hir Habituden op d'Kopp stelle mussen. Ech mengen, mir kennen dat alleguerten, déi, déi heibannen de Beruff ausüben, dass een awer op Modeller zréckgräift, dass een dat nach eng Kéier mécht, wat ee scho gemaach huet, quitte dass een dann d'Fakten ännert, an dass ee sech elo natierlech muss d'Fro stellen: „Wat muss ech dann elo aneschters maachen?" Och d'Riichter mussen an enger éischter Phas sech ëmstellen. Vläicht si Saachen, déi herno mussen nogebessert ginn, reng technescher Natur. Da muss dat gemaach ginn. Mä duerfir ass et wichteg, dass mer hei eng ganz objektiv Évaluation qualitative, wéi et an der Motioun heescht, wëlle maachen an dräi Joer. Dat ass déi Motioun, déi ech elo virbréngen.

Ech wollt awer nach ee Punkt soen zu där neier Prozedur, déi agefouert gëtt fir d'Mineuren, déi u sech iwwerhaapt net nei ass. Den Här Bodry huet et scho gesot: Si gëtt just formaliséiert. Och haut schonn huet e Mineur capable de discernement, also net e Kand, mä en Teenager, eng Meenung a kann - a mécht dat och oft - se ausdrécken a soen: „Ech sinn net zefridden, ech sinn net d'accord mat deem, wat meng Elteren ofgemaach hunn." Dat kënnt och net ondacks vir a Situatiounen, wou d'Eltere grad eens sinn, dat heescht, wou d'Elteren eppes fixéiert hunn an der Harmonie, souwäit dat an enger Scheedung méiglech ass, an d'Kand iergendwann eng Kéier seet: „Dat do ass mir zum Beispill ze vill." Mir kennen alleguerte Situatiounen, wou d'Garde opgedeelt ass Woch fir Woch, wou awer d'Kanner soen: „Ech hätt gär méi e feste Wunnsëtz." Et gëtt och Situatiounen, wou ab engem gewëssenen Alter e Jong vläicht léiwer bei sengem Papp ass, e Meedche vläicht léiwer bei senger Mamm, oder och ëmgekéiert. Ech mengen, et kann ee sech all Optioun do virstellen.

Jiddefalls, Stand haut, an den Här Bodry hat et och schonn zitéiert, mä ech wollt et awer och nach eng Kéier rappeléieren, seet den Artikel 388-1 vum Code civil, dass e Mineur ka gehéiert ginn, wann en dat freet, an ech zitéieren de Paragraf 1 vun deem Artikel: «Dans toute procédure le concernant, le mineur capable de discernement peut, sans préjudice des dispositions prévoyant son intervention ou son consentement, être entendu par le juge ou, lorsque son intérêt le commande, la personne désignée par le juge à cet effet.» A wann een de Commentaire des articles vun deem Gesetz liest, da gesäit een, dass do expressis verbis och op den Divorce an op den Droit de garde Referenz gemaach gëtt. Dat heescht, dat ass zréckgaangen op eng Revendicatioun vum ORK. Et war och schonn deemools esou geduecht, dass e Kand am Kader vun enger Divorceprozedur eng institutionaliséiert Méiglechkeet kritt, fir vum Riichter gehéiert ze ginn.

Jo, mir ginn elo hei nach e Schratt méi wäit an deem Sënn, dass et méi formell am Text steet, dass d'Kand, ech soe Kand, dass de Mineur capable de discernement - a mengen Aen en Teenager vun 13, 14 voir 17 Joer - kann dem Riichter schreiwen a soen: „Ech sinn net d'accord mat deem, wat meng Eltere fir mech decidéiert hunn." An dass de Riichter da seet: „Ma da stellen ech dir en Affekot op deng Säit." En Affekot, deen och - well mir hu ganz vill Affekoten, déi spezialiséiert sinn an deem dote Beräich - capable de discernement ass a weess - contrairement och do zu mengem Virriedner -, wéini et hei ëm eng Instrumentaliséierung oder e Chantage, wéi gesot goung, geet, an deen och scho kann eng Evaluatioun vun der Situatioun maachen.

An erlaabt mer just nach zwee Wierder zu deem faméise Chantage vun den Elteren, oder en Instrument, de Chantage vun de Kanner! Also dat geet wierklech ganz wäit, ze mengen, dass e Kand, well et iergendeppes net kritt, eng Modifikatioun vum Droit de visite oder garde géif froen. Mä et ass éischter d'Instrumentaliséierung vun den Elteren, eppes, wat jo ganz oft virbruecht gëtt eben an deem heite Kontext. Leider ass et och haut schonn esou, dass an deenen allermeeschte Scheedungsfäll, wou et méi héich hiergeet, d'Kand op iergendeng Aart a Weis instrumentaliséiert gëtt, mir brauchen eis jo awer do näischt virzemaachen, sief et bewosst oder och oft onbewosst, vun den Elteren. Déi vläicht net esou gutt iwwert den Ex-Partner schwätzen, déi onbewosst oder bewosst Saachen zum Mineur, zum Kand, soen op eng regelméisseg Aart a Weis, déi denigrant si par rapport zu deemjéinegen, vun deem se sech getrennt hunn.

Och dat ass eng Zort vun Instrumentaliséierung, déi et haut scho gëtt, an déi kann natierlech och vill méi wäit goen. Mir kennen alleguerte Fäll vu Kanner, wou d'Eltere wierklech en Afloss drop geholl hunn, fir de Kanner ze soen: „Jo, mä komm bei mech, oder et geet mir net gutt, well ech hätt awer léiwer, du wiers bei mir." Et kann een natierlech och nach vill méi wäit goen, deem aneren e Virworf maachen, deem anere säin neie Partner a Fro stellen an esou weider an esou fort. Dat si keng nei Situatiounen, an et ass net duerch dëst Gesetz, wou déi Situatioune geschafe ginn. Au contraire, si ginn elo einfach kloer geregelt, et gëtt gesot, wat fir d'Kand an Zukunft d'Regel ass. D'Kand, ech soen erëm d'Kand, mä et ass de Mineur capable de discernement, ech mengen, mir wëssen alleguerten, wat domadder gemengt ass.

An dann nach eng lescht Remark, wou ech e bësse perplex wor, wou den Här Roth virdrun opgeworf huet, wéi e gesot huet, et wier schued - ech hunn Iech och vläicht falsch verstan, Här Roth, mä ech hunn Iech esou verstan -, et wier schued, dass den Divorce pour faute géif verschwannen, well dat wier och wichteg fir d'Kand, ze wëssen, wéi een Elterendeel schold un der Trennung wär. Ech kann dat absolutt net novollzéien. Et geet do ëm Relatiounen tëscht Erwuessenen, wann een deem anere friemgaangen ass. Dann hunn ech Iech och vläicht falsch verstan. Mä wann dat esou, sot mer roueg, jo!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wat ech nach eng Kéier soen: Et ass esou bei de Majoritéitsvertrieder e bëssen, dass et gutt ass, wann een eng schréftlech Ried huet.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Majo duerfir, ech hu jo nogefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Och par rapport zum Här Bodry nach eng Kéier, dee wollt der CSV jo ënnerstellen, mir hätten...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Neen, neen, neen. Dat doten, bon, dat ass Är Appreciatioun. D'CSV huet ganz kloer gesot, dass mir gär hätten, nieft dem Divorce par consentement mutuel, nieft dem Zerrüttungsprinzip och den Divorce pour faute lourde rendant impossible toute continuation du mariage bäizebehalen. An da kënnt de Saz hannendrun, wou mer gesot hunn: Wa mer dee bäibehalen, iwwregens grad wéi d'Fransousen, heescht dat jo net, dass ee muss eng Faute invoquéieren, mä dass een eng kann invoquéieren, wann een net wëllt, oder net eens gëtt am Consentement mutuel, oder wann et net iwwert den Zerrüttungsprinzip geet.

An déi Geschicht, déi Dir elo uschwätzt, do ass et esou, dass dee betraffenen Ehepartner, deen dervun ausgeet, dass säi Conjoint, oder Ex-Conjoint, dass deen am Feeler war, d'Satisfaktioun kritt, dass hien net un dem Opbrieche vun deem Mariage responsabel ass. Et ass d'ailleurs dat och eng Positioun, déi ënner anerem vum Conseil national des femmes zréckbehale gëtt.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Jo. Mä wann ech mech net iren, hutt Der an engem Niewesaz nach hannendru gesot: „A fir d'Kanner och."

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Hutt Der dat net gesot?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Dann hat ech eng Hallucination auditive.

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hu gesot, vis-à-vis vun de Kanner, fir dee betraffenen Ehepartner, wat eppes aneres ass wéi d'Kanner...

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Jo, vis-à-vis vum Kand...

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...vis-à-vis...

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Majo, mä dat ass jo genau dat, wat ech mengen. Dat heescht, wat maacht Der da mat deem Vis-à-vis? Dir sot dem Kand: „Ech sinn dee Gudden an deen aneren ass dee Schlechten." An dat ass eben dat, et geet elo net ëm Iech oder dat, wat Dir gesot hutt, et geet mir generell ëm de Prinzip, dass dat haut dacks stattfënnt, eben och, well et den Divorce pour faute gëtt, dat heescht, dass oft ebe grad op engem Feeler ronderëmgeridde gëtt. A wann herno en Uerteel virläit, wou een en plus engem eng Schold gëtt, respektiv wéi et oft haut de Fall ass, en Tort réciproque ausschwätzt, da beruffen d'Partner sech jo och dorobber, an déi soen et jo och aneren, och de Kanner, och doheem, et gëtt jo vill driwwer geschwat. Zemools mat méi grousse Kanner, wou da gesot gëtt: „Dat do ass d'Ursaach" - loosst mech just mäi Saz fäerdeg maachen - „dat do ass d'Ursaach vun der Scheedung. Deen aneren ass mer friemgaangen an duerfir hu mer eis getrennt."

Ech mengen, meng Grondiddi ass einfach déi, fir ze soen: D'Instrumentaliséierung, iwwert déi elo hei vill geschwat gëtt a vläicht och nach geschwat wäert ginn, déi existéiert am Kader vun der Scheedung leider souwisou, ob bewosst oder onbewosst. Et ass net duerch dat heite Gesetz, wou se agefouert gëtt. Et ass éischter duerch dat heite Gesetz, wou probéiert gëtt, deem Ganzen e Kader ze ginn. Mä awéifern en Elterendeel sech par rapport zu sengem Kand behëlt oder net, dat kënne mer leider net an engem Gesetz am Code civil festhalen. Dat war dat, wat ech wollt soen, Här Roth!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech ginn Iech recht. Also, egal wat mir an d'Gesetz schreiwen, déi Aart a Weis, wéi herno d'Elteren an enger Scheedung vis-à-vis vun de Kanner ëmginn, dat kann dat beschte Gesetz net regelen.

Ech wëll Iech awer soen, och an där Situatioun, wou den Divorce pour faute dann elo ofgeschaaft gëtt, och an där Situatioun, wann een Elterendeel onbedéngt wëllt drop pochen, fir ze soen: „Ech hunn awer recht, deen aneren ass schëlleg!", da wësst Der, dass deen da muss zousätzlech, an dat hunn ech och gesot, dass dat de beschwéierleche Wee ass, oder en huet dann d'Méiglechkeet, fir op reng zivillrechtlechem Plang, op Base vun den Artikelen 13.82 an 13.83, zivillrechtlech virzegoen, fir ze soen: „Ma déi Prinzipien, déi bei enger Eheschliessung spillen, Trei, Hëllef a Bäistand schëlleg, déi sinn net respektéiert ginn, a well déi net respektéiert ginn, grefféieren ech, oder maachen ech dorobber e Recours op dem Zivillgeriicht an ech froen dowéinst Schuedenersaz." Och dat ass mat dësem Gesetz net ausgeschloss.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Okay, dat ass richteg. Mä dat wäerten och an Zukunft, géif ech mengen, déi wéinegst Leit maachen.

Gutt. Ech hu mäi Punkt gemaach. Wat maachen ech mat menger Motioun, Här President? Ginn ech Iech déi?

Merci. Et ass déi éischte Kéier. Voilà.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la création du juge aux affaires familiales représente un changement fondamental en ce qu'il représente une offre de la Justice axée en premier lieu sur les besoins des citoyenne-s et nécessitera des efforts de réorganisation non négligeables au sein de la magistrature;

- estimant que les acteurs concernés par les nouvelles procédures seront sans doute amenés à identifier des défis ou besoins en cours de route et non couverts par le texte de loi;

- rappelant que la Commission juridique a exprimé le souhait d'évaluer les incidences des nouvelles procédures au bout d'un certain temps,

invite le Gouvernement

- à réaliser, après trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, une évaluation qualitative de la réforme.

(s.) Sam Tanson, Alex Bodry, Eugène Berger.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn d'Motioun dann direkt weider. An deen nächste Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. All Trennung tëschent zwee Mënschen, ob bestuet oder net, bedeit eng Verletzung, bedeit Enttäuschungen. A mir ënnerstëtzen dëst Gesetz, well et vu senger Ausriichtung a vu senger Philosophie hier bedeit, datt et ausgeriicht ass op d'Pazifizéierung vun de Konflikter tëschent deenen zwee Leit a virun allem och op d'Ausweeër an d'Perspektive fir Kanner, déi eventuell an esou engem Konflikt eng drëtt Partei sinn, déi eventuell ënner esou engem Konflikt ze leiden hunn.

D'Gesetz huet fir eis, vun der Ausriichtung hier, eben dräi positiv Säiten, och a senger Struktur. Dat ass engersäits d'Reform vum Scheedungsrecht, wou virun allem den Divorce par faute ofgeschaaft gëtt, wou den Här Bodry virdrun a senger Interventioun ganz andrécklech drop agaangen ass, zu wéi enge penibelen an humiliante Situatiounen dat an der Vergaangenheet ëmmer erëm féiere konnt. Et bleift den Divorce par consentement mutuel, an zweetens den Divorce duerch dat sougenannt Zerrüttungsprinzip. Dat heescht, et brauch een an Zukunft keng Beweiser méi fir eng Faute nozeweisen, well se eben ofgeschaaft ass. Mä déi zwee Conjointë stellen entweder zesumme fest, datt et net méi geet, oder awer ee Conjoint muss widderholl d'Demande maachen, fir dee Mariage opzeléisen, och do awer no enger Iwwerleeungsfrist, dat heescht och net aus engem Affekt eraus, wéi dat eventuell haut am Pacs relativ einfach méiglech ass.

Wat awer bleift, dat ass den Artikel 212 vum Code civil, wou drasteet, d'Conjointen „se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance". Wou mir eis awer allerdéngs d'Fro stellen, wann d'Faute opgehuewe gëtt, wat dann de Begrëff vun der Fidélité nach wäert ass. Dat ass awer eng Fro, déi ee sech och an anere Beräicher stelle kann. Ech mengen, alle 60 hei hu mer dem Grand-Duc Fidelitéit geschwuer, an ech hoffen awer, datt kee vun eis ausschliisslech eng amouréis Relatioun mat engem aus der Nassauer Famill huet. Dat heescht, dee Begrëff vu Fidelitéit muss een dann an Zukunft anescht gesinn, anescht interpretéieren, oder awer et kéint ee sech och Gedanke maachen, ob en iwwerhaapt am Artikel 212 wierklech nach seng Plaz huet.

Et si Modifikatiounen, positiv Modifikatioune bei den ekonomeschen Effekter, déi den Divorce huet, notamment wat d'Méiglechkeet ugeet fir den Achat rétroactif vu Pensiounsrechter.

Deen zweete grousse Volet, dee mir och a senger Ausriichtung begréissen, dat ass d'Reform vun der Autorité parentale, well ab elo, ob bestuet oder net, béid Elteren d'Autorité parentale kënnen exercéieren an och d'Autorité parentale definéiert ginn ass als «ensemble de droits et devoirs ayant pour finalité l'intérêt supérieur de l'enfant». Dat ass fir eis zentral an där ganzer Fro vun der Autorité parentale a vun der Aart a Weis, wéi e Stellewäert d'Kanner an där dote Fro hunn.

Béid Eltere sinn obligéiert, souwuel zum Entretien wéi och der Educatioun vum Kand bäizedroen. An d'Kand selwer, oder d'Kanner kréien d'Recht, de Lien mat béiden Eltere kënnen oprecht ze halen a béid Eltere sinn och dozou obligéiert. An dat gëllt och dann, wéi et a verschiddene Fäll méiglech ka sinn, wa just een Elterendeel d'Autorité parentale huet.

Den neie Riichter, an dat ass deen drëtte positive Punkt, deen neie Riichter, dee mam Juge aux affaires familiales agefouert gëtt, muss all deenen Desiderata, deene Wënsch vum Kand och Rechnung droen, an en huet doduerjer och eng gewësse Flexibilitéit an der Appreciatioun vun der Situatioun.

A virun allem begréisse mer, datt de But ass, en Accord tëschent den Elteren ze favoriséieren an datt et méiglech ass, datt den Domicile vum Kand alternativ op béiden Adresse vun den Elteren am Fall vun enger Scheedung festgeluecht ka ginn.

Virun allem ass awer dee Juge aux affaires familiales begréissenswäert, well e verschidden Ins-

tanzen, oder bestëmmte Prozeduren, déi op verschiddenen Instanze bis elo waren, zesummebréngt, datt e se regruppéiert, souwuel wat de Mariage ugeet, souwuel wat d'Autorité parentale ugeet, d'Scheedung respektiv d'Tutelle. Dat bedeit, mengen ech, och fir déi Betraffen, vereinfacht Prozeduren. An och déi Dispositioun, déi à première lecture vläicht e bësse komesch wierkt, datt d'Audiences en chambre du conseil à huis clos sinn, mécht awer hire Sënn, wann ee weess, ëm wéi eng deelweis perséinlech a privat Faiten et do geet, an datt d'Publicitéit awer wuel méiglech ass. De Juge kann d'Publicitéit ordonnéieren op eventuelle Wonsch vun engem vun de Partner.

Mir mengen, datt d'Rechter vun de Kanner heimadder renforcéiert ginn. Den Intérêt supérieur de l'enfant priméiert, wat och eng ganz laang Fuerderung vu Kannerrechtsorganisatiounen ass. Et bleiwen awer och verschidde Froen. A mir mengen och, datt et Sënn mécht, dëst Gesetz no dräi Joer ze evaluéieren, fir op eventuell konkret Problemer, déi esou nach net virauszegesi waren, och an hirer Technizitéit, kënnen anzegoen.

Et bleiwen och aner Froen. Dat Éischt ass, mir haten et virdru gesot, de Pacs ass vum Achat rétroactif ausgeschloss. Do ass d'Fro, ob dat net och eng Dispositioun hätt kënne sinn, wou een dat do hätt kënnen uwennen. An d'Recht op den Achat rétroactif gëllt ab fënnef Joer Non-activité oder Réduction de l'activité professionnelle an der Period vum Bestietnis. Wat geschitt also mat Koppelen, déi manner wéi fënnef Joer bestuet waren?

An och domadder verbonnen: Wéi kann een d'Réduction de l'activité professionnelle noweise bei Non-salariéen, wou d'Flexibilitéit an d'Fluctuatioun vum Salaire oder vum Revenu jo eigentlech grondleeënd si fir déi Aktivitéit? A virun allem: Wien huet oder hätt d'Kompetenz, fir dëse Constat ze maachen? Ass dat och de Juge aux affaires familiales oder ass dat d'CNAP?

Voilà, dëst gesot, mengen ech, oder menge mir als Lénk, datt et e gudde Projet ass, datt seng Philosophie a seng Ausriichtung richteg sinn, datt e certes verbesserungsfäeg ass, mä datt dat hei awer op jidde Fall e ganz richtigen an och e wichtege Schrëtt an déi gutt Richtung ass.

Dës Koalitioun huet ugefaangen domadder, datt se de Mariage reforméiert huet, an dës Koalitioun hält virleefeg domadder op, datt se den Divorce reforméiert. Et ass en Zyklus zu Enn domadder. A mir mengen, datt dat hei op jidde Fall zu deene Saache gehéiert, déi positiv un dëser Koalitioun waren. Maacht Iech awer keng Suergen: Beim nächste Gesetz wäerte mer do scho ganz anerer Meenung sinn!

Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, den Här Baum huet sech selwer geäntwert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wollt dem Här Baum just soen, dass e sech vläicht kann drun erënneren, dass ech beim Mariage pour tous dat heiansdo den Divorce pour tous genannt hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut ass e schlechten Dag fir ganz vill Familljen a Kanner hei an eisem Land! De Projet de loi, iwwert dee mer haut an hei diskutéieren, riskéiert, an ech mengen, dat ass schonn aus Ausféierunge vu ganz ville Riedner ervirgaangen, fir ganz vill Leit negativ Konsequenzen ze hunn a ganz besonnesch fir Kanner negativ Konsequenzen ze hunn.

Mä Fraktiounskolleeg, de Gilles Roth, ass mat enger exzellenter an extrem fundéierter juristescher Argumentatioun op déi wesentlech Kriticken agaangen, déi mer par rapport zum Volet „Divorce" hunn.

(Interruption par M. Alex Bodry)

A mir bleift dann op menger Säit, mech méi intensiv mam Volet „Autorité parentale" ze beschäftegen, deen awer en net onwesentlechen Deel vun dësem Projet ausmécht.

Här President, Dir kennt mech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech sinn normalerweis e rouege Mënsch.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech reege mech och net esou schnell op, obschonn ech all Grond bei dëser Regierung hätt. Mä haut muss ech mech awer wierklech opreegen, well hei sinn Dispositiounen an deem Text, mat deenen ech nu wierklech net ka liewen! An ech wäert och méi spéit dorop agoen.

Eng zweet Remark ass eng vu Merci, eng vu Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Tanson, déi hei en exzellente Rapport gemaach huet, souwuel schréftlech wéi mëndlech, där ech och wëll felicitéieren, well se et fäerdegbruecht huet, an der Kommissioun eng ganz gutt Atmosphär ze schafen, wou mer kontradiktoresch Diskussiounen haten, wou mer bien entendu um Fong net ëmmer därselwechter Meenung waren, mä ech hunn awer fonnt, dat war agreabel, an där Kommissioun op dësem Text ze schaffen.

Ech wëll awer och soen, par rapport zu der fréierer Presidentin, dat war vläicht heiansdo méi schwiereg. Et ass awer vläicht och eis Schold. Ech mengen, et muss een ëmmer éierlech…

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruptions diverses)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...et muss een ëmmer éierlech sinn, dat war heiansdo méi schwiereg. Ech hoffen, well jo och d'Madamm Loschetter net méi wäert kandidéieren, datt se eis dat awer verzeit.

(Hilarité)

Dat war ni, Madamm Loschetter, perséinlech gemengt, dat wësst Der. Dat hat ëmmer nëmme mam Fong vum Text ze dinn.

(Interruptions diverses)

Eng drëtt Observatioun, déi ech wëll maachen, déi huet e bëssen och domat ze dinn, wat verschidden aner Kolleegen a Kolleeginnen hei gesot hunn. Ech mengen, jiddwereen, notamment den Här Bodry, huet aus sengen Erfahrungen als nach méi jonken Affekot geschwat.

Une voix.- Dat ass laang hier.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat ass laang hier. Ech kann och e bësselche vun deenen Erfahrunge schwätzen. Et ass mindestens gradesou laang hier, Här Bodry.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat weist, datt mer net méi déi Jéngst sinn. Mä ech muss awer dem Här Bodry an engem Punkt recht ginn: Déi Divorceprozedure ware mat déi penibelst, déi een als jonken an och als manner jonken Affekot konnt maachen.

Ech muss awer elo eppes soen, fir mech, an ech hunn eigentlech net esou vill aus menger Affekotecarrière zréckbehalen, et ass awer ee Fait, deen ech ëmmer behalen hunn, an dat huet justement mat Kanner ze dinn. An ech wëll och vläicht domadder ufänken, well déi Kriticken, op déi ech haut an de Mëtteg hei haaptsächlech wäert agoen, hu mat de Kanner ze dinn.

An ech erënnere mech do, ech hat eng Kéier eng Koppel, déi si bei mech deemools komm, fir e Consentement mutuel ze maachen. Déi Koppel hat ee klengt Kand, e Meedche vun eelef, zwielef Joer, wat den Discernement nécessaire sécherlech hat. An d'Elteren hate mech deemools gefrot, si wéissten net richteg, ob d'Kand sollt bei d'Mamm goen oder bei de Papp. A si wollten eigentlech dat am Interêt vum Kand maachen. Si wollten hir Meenung net duerchsetzen, mä si wollten eng roueg Diskussioun mam Meedchen hunn an herno hätte se da gär gehat, datt de Wëlle vum Meedchen och respektéiert géif ginn an datt dat dann och esou an déi Konventioun géif drageschriwwe ginn.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss Iech soen, dat war ee vun deenen dramateschste Momenter a menger Affekotecarrière, well dat Meedchen, dat huet do missen eng Decisioun huele géint ee vu sengen Elterendeeler! Dat huet geronge mat sech wärend Wochen! Wärend Wochen! An ee Moment sot et dunn: „Här Affekot, ech hu meng Entscheedung getraff." Et huet gesot: „Kann ech Iech se soen, awer ouni meng Elteren?" D'Eltere sinn erausgaangen an d'Meedchen huet mer gesot: „Wësst Der, Här Affekot, déi Entscheedung, déi meng Elteren hei vu mir froen, déi packen ech bal net! Déi packen ech bal net! Ech weess awer, datt et méi praktesch ass fir meng Elteren, wann ech bei der Mamm bleiwen." D'Meedchen huet ugefaangen, schrecklech ze kräischen an et ass erausgelaf.

Ech wëll Iech just déi kleng Episod do zielen, fir Iech ze soen, wéi schwéier datt dat ass, besonnesch fir kleng Kanner, wa se mussen eng Decisioun huelen, bei wat fir engem Elterendeel se wäerten a mussen eventuell bleiwen. An ech soen dat, well ech hunn déi Erfahrung ni méi repetéiert, ni méi, well ech net méi wollt, well ech…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Här Bodry, ech hunn Iech net ënnerbrach! Loosst mech dach, wann ech gelift, hei meng Ausféierunge maachen!

Ech kommen dann awer op déi Dispositiounen, wou mir e reelle Problem hunn, an ech kommen dann awer net derlaanscht, fir e bësselchen, Här Minister, den Historique vun der Autorité parentale conjointe ze maachen.

Ech hunn Iech de Moien opmierksam nogelauschtert an Ärem Interview, an do ass eppes gesot ginn, dat war net Är Schold, ech soen dat direkt, do huet e Journalist gefrot, ob d'CSV géint d'Autorité…

(Interruption par M. Félix Braz)

Neen, ech hu gesot: Et war net Är Schold. Dir hutt ganz richteg geäntwert, dat wëll ech gär hei ënnersträichen. Dee Journalist huet gefrot, ob d'CSV géint d'Autorité parentale conjointe wier.

An ech muss soen, wéi ech dat héieren hunn, ech war leider net do, fir kënnen ze reagéieren, an Dir hutt awer richteg do reagéiert, Här Minister. All déi Leit, déi mech kennen, déi wëssen, wann ee Sujet mer an deene leschte Jore wierklech wichteg war, dann ass et d'Autorité parentale conjointe gewiescht! An Dir wësst selwer, datt ech selwer 2006 eng Proposition de loi deposéiert hat justement iwwert déi Autorité parentale conjointe.

Firwat hunn ech dat gemaach deemools? Mir haten 1999, an dat ass haut nach net oder vläicht nach net extensiv gesot ginn, en Arrêt vun der Cour. An deen Arrêt vun der Cour huet schonn deemools gesot, datt déi Situatioun, wéi mer se hei am Land hätten, net konform wär mat der Verfassung, well onbestueten Eltere keng Autorité parentale conjointe hätten. Dat war also 1999. Haut stëmme mer elo d'Gesetz. Mir hätten d'nächst Joer, wann ech dat kann esou soen, de Gebuertsdag, den 20. Gebuertsdag vun enger Decisioun vun der Cour.

Dorobberhin, méi spéit, hunn ech 2006 déi Propositioun gemaach. An ech soen dat och ganz éierlech a ganz haart hei: Ech kann och de viregte Regierungen - och de viregte Regierungen! - an dëser de Virworf net erspueren, datt hei bei der Autorité parentale conjointe ganz vill Zäit verluer gaangen ass a ganz vill Eltere leider net konnte vun der Autorité parentale conjointe profitéieren, deenen hir Kanner haut scho wahrscheinlech majeur sinn. Déi konnten also ni eng Autorité parentale conjointe ausüben, wat trotzdeem, an do solle mer eis da vläicht alleguerte mat den Oueren huelen, u sech keng gutt Saach ass.

Mir wäerten also an Zukunft, an dat ass hei gesot ginn, eng Autorité parentale conjointe kréien, déi sech fir jiddwereen applizéiert, bestueten, onbestueten, gepacsten, gekummert Elteren. An ech mengen och, datt dat nëmme richteg esou ass.

Do, wou mer awer Problemer hunn, Här President, dat ass, wat verschidde Prozeduren ugeet, déi elo hei opgemaach gi fir mannerjäreg Kanner. An do wëll ech eng éischt Observatioun maachen, an zwar datt een an deem engen oder aneren Avis, deen zu dësem Projet gemaach ginn ass, och eigentlech déi Fuerderung erëmfënnt. An ech weess, dat war elo verfréit, fir dat an dësem Text ze maachen. Ech wéilt awer trotzdeem soen, Här Minister, datt eigentlech deen nei geschafene Juge aux affaires familiales, dee jo elo eng Zoustännegkeet hei kritt bei der Autorité parentale conjointe, wat mer expressement begréissen, datt een eigentlech sollt och virgesinn an deenen Texter, déi kommen - ech denken do haaptsächlech un den Text vun der Filiatioun, och vun der Adoptioun -, och do sech sollt iwwerleeën, ob een net och deem Juge aux affaires familiales eng Kompetenz gëtt, fir et och den Eltere méi einfach ze maachen, datt se wëssen, wien dann elo fir hir Affären zoustänneg ass.

Ech kommen dann awer och net derlaanscht, Här Minister, fir hei ze kritiséieren, datt d'Regierung, obschonn e Projet virlouch, et leider net fäerdegbruecht huet, en anere wichtege Sujet iwwer Gesetz ze regelen, nämlech d'Filiatiounsgesetz. Do ass e Projet do, iwwert dee mer och oft an ech fanne ganz gutt diskutéiert hunn, e Projet, dee ganz vill Aspekter a Facetten huet. Leider Gottes wäerte mer deen net méi hei an de Plenum kréien, wat ech regrettéieren.

Firwat regrettéieren ech et? Den Här Bodry huet virdru gesot, d'CSV wär net am 21. Jorhonnert ukomm. Si wär nach am 20. oder am 19. stieche bliwwen. Abee, ech muss Iech soen: Wann ech kucken, datt mir haut nach an eisem Code civil en Ënnerscheed hunn tëschent Enfant légitime an Enfant naturel - a mir si wahrscheinlech dat eenzegt Land a ganz Europa, wat nach esou en Ënnerscheed huet -, dann ass dat och, Här Bodry, eng Dispositioun, an ech mengen, do si mer eis eens, aus dem 19. Jorhonnert! Dës Regierung huet et, an dat muss ech esou kloer soen, leider verpasst, datt mer zumindest déi doten Ongerechtegkeet aus der Welt geschaaft hätten.

Eng zweet Observatioun, Här President, ass déi, datt mer eis Problemer hu mat enger anerer nei geschafener Prozedur, näämlech där, datt an Zukunft e sougenannte Mandat d'éducation quotidienne kann un de Liewenspartner vun engem Elterendeel goen, dat allerdéngs nëmmen, wann deen aneren Elterendeel domadder d'accord ass.

Esou wéi dës Dispositioun elo formuléiert ass, wäert dat also nëmmen a Situatioune méiglech sinn, wou d'Eltere sech eens sinn. An do, an dat ass eis Meenung, déi d'ailleurs a ganz villen Avise gedeelt gëtt, do hätt een iwwerhaapt näischt Spezifesches brauche virzegesinn, well all Elterendeel ka souwisou seng Autorité parentale transferéieren, wa säi Kand zum Beispill an d'Vakanz geet. Also dat ass och elo scho méiglech. Duerfir gesi mer eigentlech net, wat dat heiten elo als Plus-value bréngt.

En plus, an ech mengen, dat seet jo och de Conseil de l'ordre ganz kloer, an deene meeschte Situatiounen, wou et Sträit tëschent den Elterendeeler gëtt, an dat ass leider Gottes de Fall, wäert et souwisou ni en Accord op dësem Punkt ginn, mam Resultat, datt mer also hei och nach en zousätzleche Contentieux wäerte schafen.

Ech kommen dann, Här President, awer zu deem Punkt, deen eis am meeschte Bauchwéi mécht. Den Här Roth huet der eng ganz Rei virdru genannt, déi d'Divorceprozedur selwer betreffen. Hei geet et also ëm déi Prozedur, déi elo virgesäit, datt d'Kanner, „qui ont le discernement nécessaire" - a mir hunn déi Fro an der zoustänneger Kommissioun gestallt; dat kënnen also scho Kanner si vun aacht, néng, zéng Joer -, déi Kanner kënnen also an Zukunft selwer Partei an engem Prozess ginn, kënnen hir Elteren ukloen, hir Geschwëster ukloen, wa se net mat enger Dispositioun d'accord sinn iwwert den Exercice vun der Autorité parentale conjointe.

An do hunn ech, wat ech jo och ëmmer maachen, dem Här Bodry an der Madamm Tanson genau nogelauschtert. Déi soen: „Am Moment hu mer esou e System." Dat ass richteg, Madamm Tanson an Här Bodry, datt mer esou ee System hunn, ee System, dee mir iwwregens begréissen, vun deem mer fannen, datt e ganz gutt fonctionnéiert, d'ailleurs zur Zefriddenheet vun deene concernéierten Institutioune wéi dem ORK. A mir hätte léiwer gesinn, an dat wësst Der, datt déi Dispositiounen an dësen Text ageschriwwe gi wären.

Elo sot Dir: „Dat hu mer schonn!" An dat ass juristesch falsch! Wat mir am Moment hunn, an ech liesen et vir, well den Här Bodry an Dir selwer, Dir liest ëmmer nëmmen den éischten Deel vun engem Artikel vir an net de leschten Deel. Hei steet effektiv am éischten Alinea vun deem Artikel 388, alinéa 1: «Dans toute procédure le concernant, le mineur capable de discernement peut, sans préjudice des dispositions prévoyant son intervention ou son consentement, être entendu par le juge ou, lorsque son intérêt le commande, la personne désignée par le juge à cet effet.»

Da steet awer am Alinea 5: «L'audition du mineur ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure.» A genau do, Dir Dammen an Dir Hären, ass dee groussen Ënnerscheed! Haut kann e Kand gehéiert ginn, wann de Parquet dat als noutwendeg empfënnt. An Zukunft, wann elo de Mëtteg Äert Gesetz gestëmmt gëtt, kann all Kand selwer Partei an enger Trennungs- oder an enger Scheedungsprozedur ginn! An dat ass, et deet mer leed, e ganz groussen, e ganz groussen Ënnerscheed, op deen een awer eng Kéier hei muss insistéieren, well Dir maacht esou, wéi wann eigentlech näischt géif changéieren.

Dach, hei changéiert eppes! Hei ginn d'Kanner an Zukunft Partei, dat heescht, si kréien hiren eegenen Affekot a si kënne géint hir Mamm, géint hire Papp, géint hir Geschwëster kloen. An ech soen Iech, dat ass fir eis net akzeptabel!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Mosar, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vun der Madamm Loschetter?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech kréien dat vun der Zäit jo guttgeschriwwen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech! Madamm Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här Mosar, Dir waart wahrscheinlech scho fort bei där Sëtzung, wéi d'Madamm Flammang extra…

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech war do, ech hunn alles matkritt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Neen, neen, Dir waart net do bis ganz zum Schluss, well mëttes sidd Dir an den Här Roth jo, well Der net ganz frou waart iwwert d'Meenung vun der Majoritéit par rapport zu Ärer Propositioun, du sidd Der fortgaangen. Dir waart wahrscheinlech net méi do, wéi d'Madamm Flammang eis gesot huet, datt och haut, wann e Kand et freet - et freet! -,...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ... net nëmmen, wann de Parquet dat fir néideg fënnt, mä wann e Kand et freet, da gëtt dat Kand gehéiert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, dat hunn ech gelies.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir hutt et anescht gesot. Dir hutt gesot: „Wann de Parquet et fir néideg fënnt."

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wann de Parquet d'accord ass mat der Demande vum Kand…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wann d'Kand et freet.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An dat huet d'Madamm Flammang eis gesot, dofir hu mer se jo geruff. Dofir hu mer se - loosst mech just! - geruff moies a mëttes an d'Kommissioun, fir datt si eis wierklech erkläert, wéi et haut ofleeft. A si huet eis präziséiert, datt, wann e Kand freet, da gëtt e Kand gehéiert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma voilà, Dir hutt dat ganz gutt erkläert. A justement dat ass den Ennerscheed! Haut gëtt e Kand just gefrot. An Zukunft gëtt e Kand Partei, dat heescht, d'Kand ka selwer d'Initiativ huelen, bei en Affekot goen a säi Papp a seng Mamm a seng Geschwëster usichen!

Ech ginn ëmmer d'Beispill: Huelt emol eng Famill vun dräi Kanner! Papp a Mamm ginn auserneen. Do si Kanner, déi an der Pubertéit sinn. A mir hunn alleguerte Kanner, oder déi nach keng hunn, déi kréien der. Mir wëssen alleguerten, wéi schwéier et ass mat Kanner, déi an der Pubertéit sinn. Elo wësse mer, wéi dat doten an der Praxis fonctionnéiert. Do ass een...

(Interruptions)

Ech géif awer wierklech gär virundeveloppéieren, ech kann awer net permanent…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Braz huet eng Fro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Neen, ech kann net permanent hei ënnerbrach ginn! Neen, neen!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Wann Der erlaabt?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Herno hutt Dir eng hallef Stonn, fir ze äntwerten, da kënnt Der op alles äntwerten. Loosst mech awer, wann ech gelift, elo virufueren! Ech mengen, et sinn hei wichteg Beispiller.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech hu mam Här Schneider zesummen 20 Minutten!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech huelen also elo d'Beispill, do sinn dräi Kanner. Do ass elo ee Kand, an dat kënnt a jiddwer Famill vir, ech hat elo nach virun e puer Deeg do eng Fro vun enger Kolleegin gestallt kritt, do ass d'Meedchen, dat ass net zefridden, well d'Mamm et net laang genuch owes erausgoe léisst. Dat kënnt iwwerall vir. Dat kann also elo an Zukunft usichen,...

Une voix.- Ooh!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...et kritt säin Affekot zur Verfügung gestallt an et muss herno do vum Geriicht driwwer tranchéiert ginn. Ech weess, vill Leit, déi rëselen de Kapp, mä dat ass awer d'Realitéit an dat Gesetz wäert dat brëngen!

Ech ginn en anert Beispill. Dir kënnt also an Zukunft, Madamm Loschetter, an Zukunft kann also e Kand vun aacht oder zéng Joer, wann et léiwer mat sengem Papp an d'Disneyland wéi an d'Éislek an d'Vakanz geet, virum Riichter kloen. Dat ass d'Realitéit, och wann dat lech...

Une voix.- Oh là là!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Neen, net oh là là, dat do ass d'Realitéit! A kommt, mir maachen eis näischt vir! Mir wëssen alleguerten, wéi einfach Kanner ze manipuléiere sinn, besonnesch an engem gewëssenen Alter.

An ech kommen, well dat dote soen ech jo net eleng. Duerfir erlaabt mer elo emol d'Avisen ze zitéieren, déi doriwwer sech ausgeschwat hunn, well ech muss lech soen, an deem ganze Projet de loi sinn eenzel Dispositiounen, déi si méi oder manner kritiséiert ginn! Hei ass awer eng vun deenen Dispositiounen, déi vun all Institutioun kritiséiert gëtt! Ech hu keen Avis fonnt, Madamm Tanson, Madamm Loschetter, keen Avis, deen awer nëmmen halbwegs positiv zu dëser Dispositioun ass! An ech erlabe mer awer elo trotzdeem, déi Avisen do virzeliesen, well déi wichteg sinn.

De Conseil de l'ordre werft fir d'Alleréischt eng méi fundamental rechtlech Fro op, déi den Här Bodry och nach net beäntwert huet, näämlech déi, ob déi generell Prinzipie vum Droit iwwerhaapt d'Méiglechkeet virgesi fir e Mannerjäregen - e Mannerjäregen! -, selwer e Geriicht ze saiséieren. Ech mengen, dat ass eng wichteg Fro, déi ass net diskutéiert ginn. Ech weess och net, wéi eventuell eng Cour constitutionnelle op déi dote Fro wäert äntwerten.

An ech zitéieren hei de Conseil de l'ordre. Dat si schlussendlech déi Leit, d'Affekoten, déi all Dag um Terrain mat Scheedungen ze dinn hunn. Do seet also de Conseil de l'ordre: Le Conseil de l'ordre est réservé sur la question de la saisie du tribunal par le mineur. «La procédure prévue (pour le mineur de saisir la justice) déroge aux principes généraux du droit, qui ne prévoient aucune possibilité pour un mineur de saisir le tribunal. Il faut clarifier si le mineur peut effectivement saisir le tribunal alors que l'exposé des motifs précise que le tribunal n'est pas valablement saisi par le courrier d'un mineur à son attention, mais uniquement par la requête subséquente de son avocat.» D'Fro ass also net gekläert, weder duerch den Amendement, deen ugeholl gëtt, nach duerch d'Diskussioun, wéi mer deen dote Problem léisen!

Dann deen aneren, an do zitéieren ech och nach eng Kéier de Conseil de l'ordre, wou de Conseil de l'ordre op de Risk vu Manipulatioun hiweist! Do seet also de Conseil de l'ordre Folgendes: «La possibilité d'une requête par le mineur (…) expose le mineur à un risque de manipulation extrême» - lauschtert dat no! -, «un risque de manipulation extrême et en fait une partie prenante au procès.» Ganz genau dat, wat ech soen! «S'il est effectivement important que l'enfant puisse avoir un accès au juge, ce droit ne doit pas être détourné à des fins contraires à ses intérêts.»

An dann en aneren Avis, dee fir mech vläicht nach méi maassgebend ass, näämlech den Avis vum ORK. Dat sinn déi Leit, déi, ech mengen, am beschte wëssen, wat d'Kanner brauchen, déi all Dag mat Problemer mat Kanner befaasst sinn, wou d'Elteren an d'Scheedung ginn. Ech zitéieren hei den Ombudscomité, deen näischt mat dem Här Roth, mat mir, mat eis ze dinn huet, wat wierklech en objektive Gremium ass, deen eigentlech eng super Aarbecht mécht.

Wat seet hei den ORK? Concernant la saisie directe par le mineur du juge pour demander une modification de l'autorité parentale ou des droits de visite le concernant, «l'ORK estime qu'il serait préférable de prévoir que le parquet, en sa qualité de protecteur de l'enfant et de personne neutre, soit seul compétent pour juger du bien-fondé de la demande de requête.» Aux yeux du ORK «il est important que l'avis du mineur compte et que ses doléances soient prises au sérieux. Mais il faut aussi éviter le risque de pression ou manipulation exercées sur l'enfant pour qu'il abonde dans le sens de l'un ou de l'autre de ses parents. L'enfant en ayant la possibilité de saisir le juge, n'est pas à l'abri du risque de devenir une partie au procès et d'être exposé à plus de pression encore.»

Ech mengen, Här President, déi dote Kriticken, déi net vun eis kommen, si méi wéi pertinent! A mir kënne se mat zwou Hënn ënnerschreiwen!

Ech hu virun e puer Deeg, wéi ech mech och e bësselchen op meng Ried hei virbereet hunn, mat enger Persoun geschwat, déi, wéi gesot, ganz vill an deem dote Secteur schafft, an déi huet mer erëm eng Kéier confirméiert, mat deelweis wat fir enge Methoden, déi ganz regrettabel sinn, déi mer awer kenne vun de Parteien a Scheedungen, Drock op Kanner gemaach gëtt, wou Kanner instrumentaliséiert ginn. An ech hunn hir dunn och déi Fro gestallt. A si sot, dat dote wär wierklech keng gutt Saach, well si géif fäerten, datt den Drock do nach vill, vill méi grouss wäert an deenen nächste Jore ginn.

Mir kënnen also, Här President, eis als CSV op kee Fall, an dat soen ech ganz haart, mat dëser Dispositioun ufrënnen, déi riskéiert, Här Minister, Kanner zum Spillball vun hiren Elteren an Trennungsprozeduren ze maachen.

Wat mech awer ganz besonnesch hei stéiert, Dir Dammen an Dir Hären, ass, datt de Justizminister all Warnungen (veuillez lire: all Warnungen ignoréiert), déi vu ganz villen Institutioune ganz besonnesch zu dësem Punkt gemaach gi sinn, och Warnunge vu villen Deputéierten, d'ailleurs, Här Minister, net nëmme vun Deputéierte vun der Oppositioun, ganz besonnesch zu dësem Punkt. An ech weess, datt ganz vill Kolleegen Deputéierten aus der Majoritéit ganz besonnesch mat dësem Punkt ganz grouss Schwieregkeeten hunn. An ech froe mech d'ailleurs, wéi ee Vott géif ausgoen, wa kee Fraktiounszwang géif zielen op dësem Punkt.

Mä nach eng Kéier: Dir lauschtert hei net no, Dir lauschtert och net de Kriticken no an Dir gitt hei, dat muss ech einfach esou soen, mam Kapp duerch d'Mauer!

(Interruption)

An da wëll ech nach eppes hei betounen: Dëse System - de System, deen Dir hei aféiert - gëtt et a kengem Land! Ech hunn iwwerall elo nach Recherchë gemaach. Et gëtt et net an Europa, et gëtt et och souguer net a Skandinavien, wat jo ganz open-minded Länner sinn. Et gëtt et néierens! Op der ganzer Welt gëtt et keng Prozedur, déi mannerjärege Kanner erlaabt, hir Elteren op d'Geriicht ze huelen.

Mir ginn also hei e System aféieren, wou et null Erfahrungswäerter gëtt, null, a kengem Land! An ech muss lech soen, an duerfir reegen ech mech op, hei geet et, Här President, ëm d'Interessie vun de Kanner! Mat de Kanner mécht ee keng Experimenter!

(Brouhaha)

Dat ass eppes, wat fir eis net akzeptabel ass. An duerfir kënne mir och mat där doter Dispositioun op kee Fall d'accord sinn.

Ech wëll och hei eppes ganz kloer soen, Dir Dammen an Dir Hären. Den Här Roth huet schonn eng Rei vun Dispositiounen hei opgezielt, mat deene mir guer net kënne liewen. Mir kommen elo a Wahlzäiten eran. An ech mengen, do soll een och kloer de Bierger dobausse soen, wat ee wëllt maachen, wann een dann un d'Regierung kënnt. Mir wëssen net, ob mir d'Vertraue vun de Wieler kréien. Mir wëssen och net, ob mir d'nächste Kéier an enger Regierung sinn.

Dat, wat ech awer kann am Numm vun alle Kolleegen hei soen, dat ass, datt dat Gesetz do eent vun deenen éischten ass, wat op de Leescht kënnt! Wat op de Leescht kënnt. An op deenen doten Dispositiounen, déi awer fir eis rout Linne sinn, rout Linnen, dat heescht, op deenen dote Punkten ass kee Kompromiss mat der CSV méiglech. Ech mengen, et ass wichteg, datt d'Leit dat dobaussen och alleguerte wëssen, well hei gëtt et fir eis keng Diskussioun an hei wäerte mir och dobäi bleiwen

Duerfir kann ech och direkt…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass net schwéier.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...reagéieren op der Madamm Tanson hir Motioun. Si proposéiert, no dräi Joer.

(Hilarité)

Ech muss lech soen, Madamm Tanson, mir wëlle keng dräi Joer waarden!

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also, wa mir senger Liewen an d'Verantwortung kommen, dann ass dat do eent vun den éischte Gesetzer an dann iwwerlieft dat Gesetz emol net säin éischt Joer! Dat kann ech lech am Numm vun der CSV hei verspriechen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wat seet Äre Koalitiounspartner?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Da muss eise Koalitiounspartner…

(Hilarité générale)

Maacht lech do keng Suergen, Madamm Loschetter! Maacht lech keng Suergen!

Här President, ech kommen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech lauschtere ganz gutt no, Här Mosar.

(Interruptions et hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech kommen zum Schluss.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ganz gutt no!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Här Braz huet mech zitéiert de Moien an deem virgenannten Interview, ech hätt eng Kéier vun enger Jorhonnertreform geschwat. Dat ass richteg, Här Braz.

Well, an ech soen lech, e gudde Projet de loi, deen anstänneg opgesat ass, wéi dat lescht Divorcëgesetz ufanks de 70er Joren op den Instanzewee gesat ginn ass, wat e puermol just an Detailer geännert ginn ass, huet et 50 Joer gepackt, Dir Dammen an Dir Hären. 50 Joer! Dat heescht, d'Halschent vun engem Jorhonnert.

(Interruptions)

Do kann ee vun enger Jorhonnertreform schwätzen. Bei lech, Här Braz, do soen ech lech, spéitstens no engem Joer wäert Schluss sinn. Duerfir kann een hei mam allerbeschte Wëllen net vun enger Jorhonnertreform schwätzen.

(Interruption)

Als Konklusioun: Den Här Roth an ech selwer hunn lech gesot, firwat datt mir dat Gesetz hei net kënne stëmmen. Dat, wat awer fir eis an och fir mech dat Allergravst ass, dat ass, datt hei Kanner, mannerjäreg Kanner wäerten de Spillball riskéieren ze gi vun hiren Elteren. Hei ginn - an ech soen dat ganz däitlech a ganz haart - Kanner als Versuchskanéngercher vun enger verblennter grénger Ideologie gebraucht.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An Dir verstitt, datt et aus deene Grënn ausgeschloss ass, datt mir dëse Projet de loi kënne stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

(Interruption)

Jo, selbstverständlech. D'allgemeng Diskussioun ass ofgeschloss an d'Wuert huet elo de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prises de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wäert probéieren an deenen 20 Minutten, déi den Här Schneider an ech zesummen hunn, op en Deel vun deem, wat gesot ginn ass, anzegoen. Ech kann natierlech net op alles dat äntwerten, wat d'CSV a méi wéi enger Stonn gesot huet. Mä dat ass och vläicht net op all de Punkten onbedéngt noutwendeg.

Ech wëll ufänken domat, dass ech der Rapportrice a Presidentin vun der Kommissioun e grousse Merci wëll soe fir déi exzellent Aarbecht, déi se gemaach huet, och an där kuerzer Zäit, déi se hat, fir sech an déi nei Roll eranzeschaffen, awer och dem Viviane Loschetter als viregt Presidentin, déi maassgeblech dofir gesuergt huet, dass dëse Projet an der Kommissioun konnt diskutéiert ginn an dass mer deen haut och kënnen zur Ofstëmmung brëngen, an och all de Membere vun der Kommissioun insgesamt.

E puer Remarken, Här President, muss ech haut awer kënne lassginn. Den Här Roth huet an der Introduktioun vu senger Ried un d'Adress vun „Gambia", wéi hien déi groussherzoglech Regierung e bëssen despektéierlech nennt, gesot, mat Verweis op dem Här Meyers seng onbestridde Kompetenzen, dass bei „Gambia" keen do wier, deen dem Här Meyers eppes kéint virmaachen.

Ech hu Loscht, lech ze äntwerten, Här Roth, dass bei der CSV keen do ass, deen dem Här Meyers eppes kann nomaachen.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dann hutt Der geschwat vun Ideologie. Och den Här Mosar hélt sech gären deen doten Term, fir eng Kritik ze äusseren. Och dozou just e puer Remarken.

Ideologesch, Här Mosar, sinn ëmmer nëmmen déi aner, selwer ass een et jo net. Mä wann een am Beräich vum Divorce gesellschaftspolitesch wëllt virukommen, wann dat ideologesch ass, da war och fir lech, wann Der déizäit schonn hei gewiescht wiert, wär et schonn ideologesch gewiescht, oder deenen hätt Der dat virgeworf, déi den Divorce iwwerhaapt méiglech gemaach hunn. Dat war net jiddwerengem am Land seng Meenung. Dir hätt zu deene gehéiert, déi gesot hunn, déi wieren ideologesch.

Wou d'Fraen erlaabt kritt hunn, en eegene Bankkont opzemaachen, deenen hätt Der wahrscheinlech och gesot, si wieren ideologesch. Wou mer den Avortement virun e puer Joer an dëser Legislatur esou organiséiert hunn, dass et haut eng Fro vun der Selbstbestëmmung ass vun der Fra, da waren déi och ideologesch. Och dat ass ouni Är Stëmme geschitt. A wa mer haut dëse Projet stëmmen, da wäert och deen ouni Är Stëmmen iwwert d'Bün goen.

Den Här Wiseler probéiert zënter enger Zäitchen, ze erklären, dass hei am Land och Gesellschaftspolitik op all de Pläng mat der CSV ka gemaach ginn. Dir widderleet fir d'Zweet an dëser Legislatur, dass modern an zäitgeméiss Gesellschaftspolitik mat de Stëmme vun der CSV ka gemaach ginn. Dee Beweis bleift Der weiderhin nach schëlleg.

Wat mir hei maachen, huet näischt mat Ideologie ze dinn. Et huet domat ze dinn, dass mer d'Realitéiten akzeptéieren. Kuckt op d'Geriichter! Dir sot jo, Dir hätt Erfahrung. Mir hu mat ganz ville Leit geschwat am Kader vun deem heite Projet. D'Realitéiten akzeptéiere mir a mir probéieren, passend Äntwerten ze ginn, déi dofir suergen, dass déi Prozedure pacifiéiert sinn, dass se méi séier kënnen iwwert d'Bün goen, dass se manner Geld kënne kaschten fir déi Leit, déi an deene Prozedure sinn. A mir vertrauen de Leit, déi an där Situatioun si mat dësem Gesetz, well mir hinne méi Spillraum wéi virdru loossen. Mir wëlle se net bevirmonden. Mir vertrauen de Leit, déi an där Situatioun definitiv geplot genuch scho sinn.

Dann hutt Der och eng Rei Argumentatiounen opgebaut, e bësse bric-à-brac. Da ginn Avisen zitéiert vum Statsrot. Et ginn e puermol Behaaptungen opgestallt, hei wäre Saachen am Text, déi géint d'Verfassung géife verstoussen. Dir zitéiert Avise vum Statsrot aus de 70er Joren, aus den 90er Joren.

Also, nach eng Kéier just, wéi déi normal legislativ Prozedur am Land ass: All Zeil, déi haut hei an der Chamber zur Ofstëmmung kënnt, ass vum Statsrot aviséiert, dee seng Fonctioun erfëllt. An ech ka mech nëmme wonneren, dass ee mat engem Avis, deen iwwer 20 Joer zréckläit, eis Réckschléss wëllt erlaben zu engem Text, deen haut um Dësch läit an deen haut vum Statsrot op all senge Punkte fir gutt befonnt ginn ass. Dat ass d'Meenung vum Statsrot haut zu dësem Text vun der Regierung a vun der Koalitioun.

Dann erwäänt Der an Ärer Argumentatioun den Terrain. A wann een Iech nolauschtert, dann ass heizou vum sougenannten Terrain alles schlecht fonnt ginn, bei deem, wat Der virdru gesot hutt, Här Mosar, awer och, wat den Här Roth gesot huet. Ech hunn awer hei e ganzt Dokument vun aacht Säite mat Zitater aus Avisen, och vum Terrain, déi sech zu deenen eenzelne Punkten do äusseren.

Wa mer d'Abolitioun vum Divorce pour faute huelen, d'Cour supérieure de justice - dat ass jo awer och e bëssen Terrain dat, do si mer eis jo eens -, d'Cour supérieure de justice begréisst ausdrécklech d'Ofschafe vun der Faute. Den TAL, den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg, d'selwecht. Ech erspueren Iech, dat elo virzeliesen dans le texte. Ech kann Iech awer gären eng Kopie heivunner ginn.

D'Generalisatioun vun der Requête amplaz vun der Assignatioun ass och verschiddentlech kritiséiert ginn. „Il convient d'applaudir cette procédure", schreift d'Cour supérieure de justice; och Terrain, wéi gesot, gell?!

D'selwecht den ORK zu där Vereinfachung, déi och d'ADR bemängelt huet, de Caractère oral vun der Procédure. Déi ënnerstëtzen dat alleguerten. D'Dispositiounen zum Logement familial, déi Der zum Deel bemängelt, ech kommen herno nach eng Kéier dozou, ausdrécklech ënnerstëtzt vun all deenen. Ech kann eng laang Lëscht hei weiderféieren.

Déi lescht ass, Äre rezenten Artikel, Dir Hären Deputéierte Roth...

(Interruption)

Neen, ech hunn dräimol probéiert, wéi Dir geschwat hutt, eng Fro dierfen ze stellen. Ech soen Iech elo schonn, fir all Är nächst Interventiounen, Dir frot…

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir ënnerstellt eis Saachen, déi mir net gesot hunn!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här Roth, Dir kënnt herno gären d'Wuert huelen. Ech loosse mech weder vum Här Mosar nach vun Iech elo ënnerbriechen. Dir hutt dat Angebot virdrun net ugeholl, dat geet dann awer och an zwou Richtungen!

Dir hutt och de leschte Samschdeg am „Lëtzebuerger Wort" en Artikel publizéiert, déi zwee Deputéierten, Här President, Mosar a Roth, wou Der ënnerstellt, dass dës Reform géif der laangjäreger Terrainserfahrung vun all deene Fachleit iwwerhaapt net Rechnung droen. - Ech kann nëmme staunen!

No den Avise vun all deenen Autoritéite sinn iwwer honnert Amendemente gemaach ginn - iwwer honnert Amendemente vun der Regierung! -, fir all deenen Avisen do Punkt fir Punkt Rechnung ze droen. Notamment bei der Prozedur, déi mer elo de Kanner méiglech maachen, ech kommen herno nach dozou, wou d'Avisen net esou sinn, wéi Dir se wëllt duerstellen a wéi Dir se wëllt liesen.

Den Terrain huet also op deenen allermeeschte Punkten op senge Grondtendenzen dës Prozedur hei ausdrécklech ënnerstëtzt. An déi Duerstellung, déi Dir gemaach hutt, entsprécht net der Realitéit.

Dann zum Ofschafe vun der Faute. Den Här Roth huet e bësse virgegraff an huet aus dem Projet de loi Frieden vun 2003 virgelies. An en huet wëllen duerstellen, wéi wann zënterhier eppes Substanzielles geännert hätt. Dat géif dann de Revirement vun der Positioun vun der CSV erklären.

Ech liesen Iech do nach eppes vir, et ass op Lëtzebuergesch, an zwar aus der Ried vum deemolege Statsminister beim État de la nation, den 3. Mee 2001. An dat, wat do steet, do huet bis haut näischt geännert, bei deem Constat, deen den deemolege Premier - Äre Premier! -, och ee vum Terrain dann an dëser Matière, op där heite Fro gemaach huet.

Ech zitéieren: „Eist Recht kennt eng Scheedungsform, déi besonnesch grousse Schued bei de Kanner hannerléisst." Den Här Mosar huet sech jo ganz staark gemaach fir d'Kanner. „Et ass dat d'Scheedung wéinst Feelverhalen, de sougenanten Divorce pour faute. Deen hannerléisst besonnesch grousse Schued bei de Kanner", sot Äre deemolege Premier. „An där Scheedungsvariant ginn d'Kanner nach méi déif" - nach méi déif! - „an den Trennungsmarasmus vun den Elteren eragezu wéi bei anere Scheedungen. Dacks musse si näämlech Partei ergräife fir deen een oder aneren Elterendeel." Dat, wat Dir bemängelt hutt virdrun, dat géif geschéien, dat ass dat, wat mer am Kader vum Divorce pour faute hunn zënter laange Joren a bis haut hunn. Genee dat do, dat ass näischt Neies. Dat ass dat, wat mer haut hunn, dat seet Äre deemolege Premier.

„Wärend der Scheedungsprozedur an och dono kann ee bei de betraffene Kanner" - Här Mosar! - „iwwregens och bei den Elteren", seet de Premier, „ganz grav psychesch a sentimental Stéierungen observéieren." Duerch den Divorce pour faute!

An aus all deene Grënn do, kënnegt en un, dass de Justizminister vun deemools, den Här Frieden, e Projet de loi wäert deposéieren - wat en och gemaach huet - am Numm vun der CSV/DP-Koalitioun, fir all deene Mëssstänn do kënne bäizekommen.

Dee Projet ass, wéi den Här Bodry et propper an anstänneg resuméiert huet, do gelant, wou Der wësst.

Dës Koalitioun huet en neie Versuch gestart. De Projet de loi ass virun der Halschent vun der Legislatur deposéiert ginn an e gëtt elo an der zweeter Halschent vun der Legislatur votéiert. Dat ass eng ganz gutt Aarbecht, déi gemaach ginn ass am Parlament, och vun all deenen, déi hei Avisen ofginn hunn, notamment och dem Statsrot, deen hei ganz vill Input geliwwert huet.

Dat zum Ofschafe vun der Faute, wou also Äre Revirement mat strictement näischt begrënnt ass. Well dat, wat deemools scho gesot ginn ass - a schwätzt mat all de Leit vum Terrain, déi heirobber schaffen -, deen dote Constat ass haut esou wouer wéi deemools. Do huet strictement näischt dru geännert an et besteet en direkte Lien vu Cause à effet tëschent dem Divorce pour faute an der Situatioun, déi sech wärend dem Scheedungsprozess ganz oft verschlëmmert, zum Nodeel als Éischt vun de Kanner an net vun den Elteren.

Da wollt ech op den Här Mosar agoen, deen och aganks vu senger Interventioun erklärt huet, dass et him besonnesch ëm d'Kanner géif goen an där heiter Matière. Ech hunn e puer Saache scho virgelies. Ech wëll och dem Här Mosar an där ganzer Chamber nach eppes aneres virliesen. Well wa mer vun de Kannerrechter schwätzen, a mir schafe jo elo hei an enger Prozedur eng Neierung, da wëll ech rappeléieren, dass mer an der Chamber alleguerten, an och dobaussen, de Conseil de l'Europe an anerer, och den ORK, deen Der zitéiert hutt, an anerer, ëmmer nees drop verweisen, dass et wichteg ass, dass Kanner an deene Matièren, déi si interesséieren, aus der Passivitéit mussen erauskommen an Akteure ginn, net Victimmen, net Spectateuren, mä Akteure musse gi vun deene Saachen, déi se selwer perséinlech betreffen. Mir sinn eis jo eens: Am Kader vun enger Scheedung si Kanner, si Mannerjäreger definitiv ganz staark betraff vun deem, wat do geschitt.

Duerfir huet jo och d'Chamber, ech mengen an Eestëmmegkeet, viru Kuerzem an där Kommissioun, déi den Alex Bodry presidéiert, an der Institutiounskommissioun en Text approuvéiert, dee vun der Verfassungsrevisioun, wou mer eng ganz Rei och nei Saache wëllen aschreiwen. Domat war jo d'CSV d'accord. Notamment den Artikel 38 iwwert d'Objektiver a Valeur constitutionnelle.

Ech liesen Iech nach eng Kéier pour rappel dat vir. Den zweeten Alinea: «Dans toute décision qui le concerne, l'intérêt de l'enfant est pris en considération de manière primordiale.» An deen Artikel huet och e véierten Alinea. An dee véierten Alinea seet: «L'État veille», dat ass also eng Obligation de moyens, déi de Stat sech hei selwer gëtt, «à ce que chaque enfant puisse exprimer son opinion librement sur toute question qui le concerne. Son opinion est prise en considération, eu égard à son âge et à son discernement.» A genau dat lescht Wuert ass jo dat, wat elo an dësen Text stoe kënnt. Dass do, wou e Kand Discernement huet, an dat Wuert Discernement ass opgrond vun enger ganzer Rei vun Avisen erakomm, déi also net kritesch waren zum Prinzip, dass Kanner dat prozeduraalt Recht kréien, mä déi gesot hunn, wann Der schonn op dee Wee gitt, da suergt awer och dofir, dass dat awer ageschränkt ass op déi Kanner, déi Discernement hunn.

Déi Amendementen hu mer jo gemaach. Déi sinn elo dran. Dat war déi eenzeg Kritik an deen eenzege Mangel, deen un där Dispositioun war. An dat steet elo am Text.

Et ass also net, wéi Dir sot, Här Mosar, elo virdrun nach eng Kéier, mat enger awer klenger Portioun mauvaise Foi, wann Der sot: Kanner vun aacht Joer, néng Joer, zéng Joer, et gëtt keen Alter am Gesetz. Et gëtt e Kritär vun Discernement, an deen ass iwwerhaapt net nei. Am Ëmgang domadder hunn d'Geriichter ganz vill Erfahrung, well se regelméisseg dat dote mussen applizéieren, wann d'Kanner ëm hir Meenung gefrot ginn, a bestëmmten Affären haut schonn.

Duerfir, dat, wat mer hei maachen, dat, wat d'ganz Chamber gutt fonnt huet an der Institutiounekommissioun, dat mer an d'Verfassung elo wëllen anzeschreiwen, dass d'Kanner, déi Discernement hunn, do eng ganz wichteg Roll spillen, wann et ëm si geet, Här Mosar, Här Roth, léif Kolleegen alleguer, dat geet net duer!

Et geet net duer, dat ze enoncéieren, dat in abstracto gutt ze fannen. Da musse mer et och iergendwann eng Kéier applizéieren an engem Text. Mir ginn Iech hei d'Geleeënheet, à dix jours d'intervalle tëschent Ärer Approbatioun an där enger Kommissioun, wou Der dësen Artikel gutt fonnt hutt, et elo eng éischte Kéier hannendrun direkt an engem Text esou ze verankeren, dass déi Kanner tatsächlech e Recht kréien.

An da gëtt et nach en zweet Mëssverständnis, fir net méi ze soen. Dir hutt virdru gesot, déi Kanner kréien d'Recht - Dir hutt eng ganz laang Oplëschtung gemaach -, duerch dës nei Prozedur géint d'Elteren, géint de Papp, géint d'Mamm, géint d'Geschwëster virzegoen.

Neen, dat ass net de Punkt! Si kréien d'Méiglechkeet, fir hir Rechter...

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- ...virzegoen. Fir hir Rechter! Hei geet et ëm den Intérêt supérieur de l'enfant,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- ... deen an internationale Konventioune steet. Hei geet et ëm dat, wat Der an der Verfassung gutt fonnt hutt.

Déi Kanner kréien hei just d'Recht, sech ze artikuléieren. Dat, wat se haut nëmmen däerfen am Kader vun engem scho lafende Prozess, näämlech de Fanger auszestrecken, dofir brauche si net d'Erlaabnis vum Parquet, si hunn d'Recht, si hunn dat Recht schonn elo, hir Meenung ze soen, mä de Prozess, d'Affär muss vun engem aneren initiéiert gi sinn. Hei hu se datselwecht Recht mat engem Ënnerscheed, an dat ass schonn e Fortschrëtt, dat ass schonn eppes Neies, mä et ass keng Revolutioun.

Mir bewegen eis hei am Kader vu Saachen, déi mer scho kennen. Kanner kréien hei d'Recht, dat, wat se haut an engem Prozess op hir eegen Demande schonn däerfen, och an Zukunft däerfen ze maachen, awer an enger Affär, wou si selwer d'Impressioun hunn, dass hir Rechter net respektéiert ginn. Si siche keen un. Et ass net géint een. Et ass fir sech. Dat ass e fundamentaalt Mëssverständnis, mengen ech, bei Iech, soss kéint Der déi Duerstellung, déi Der do déi ganzen Zäit maacht, absolutt a mengen Aen net maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Da schwätzt Der och iwwert d'Autorité parentale. An Dir hutt drun erënnert, Der hutt en Deel vun der Geschicht gemaach, fir drop ze verweisen, dass Der eng Proposition de loi gemaach hutt. Jo, dat ass an der Rei.

Ech wëll awer och da rappeléieren, dass dee fundamentale Prinzip, dass d'Autorité parentale soll conjointe sinn, zënter '99 an engem Arrêt vun der Cour constitutionnelle verankert ass, dass mer bis Enn 2013, also 2014, wou d'CSV ëmmer an all Regierung de Justizminister gestallt huet, op deem Punkt do näischt gemaach hunn, näischt! Dat ass jo, do si mer eis eens, net d'Schold vun dëser Regierung.

(Interruption)

Et ass... An ech fannen, Är Selbstkritik éiert Iech, wann Der deen dote Rappell maacht.

Mir hunn en neien Ulaf geholl, dee jo iwwert déi Reform erausgeet, déi virdru probéiert gi war. Dat wier jo d'Reform vum Divorce. Mir hunn eng Reform vum Divorce proposéiert als Koalitioun, als Majoritéit, plus d'Emsetze vun deem Arrêt vun der Cour constitutionnelle plus och nach d'Aféiere vum JAF.

Ech si ganz frou, dass ech haut ka soen: Mir hu mat deem Vott, dee mer elo huelen, endlech deen Arrêt vun '99 ëmgesat. Fir mech ass dat e Grond vu Satisfaktioun iwwert all déi aner Aspekter eraus, déi mer haut maachen.

Dann hutt Der och geschwat vum Projet de loi iwwert d'Filiatioun, wou Der sot, dat wär schued, dass mer déi net hikritt hunn. Ech wëll Iech just soen, d'Chamber huet wierklech immens vill op deem Projet de loi geschafft mat der Ennerstëtzung vum Ministère. Déi Amendemente sinn am September 2017 oder am Juli 2017 un de Statsrot gaangen. Si sinn elo beim Statsrot, deen zënterhier extrem vill Aarbecht op villen anere Projete gemaach huet. Et kann een och net alles verlaangen, och vum Statsrot.

An Dir proposéiert, dass dat eventuell och soll kënnen als Attributioun bei de JAF kommen. Ech wëll Iech just soen, dat steet am Commentaire des articles vun deenen Amendementen, just als klenge Rappell. Dat ass do scho virgesinn. Da si mer eis wéinstens op deem dote Punkt eens.

Ech kommen zur Konklusioun, well den Här Romain Schneider wollt och nach kuerz e Wuert kënne soen.

(Interruptions)

Just fir Iech ze soen, dass ech et eigentlech schued fannen, dass Der mat enger Rei vu Argumenter, déi der net wierklech sinn, probéiert, e Revirement an Ärer Positioun ze justifiéieren, dee mat näischt ze justifiéieren ass.

Ech stelle just fest, dass mer also haut eng gréisser Reform wäerte maachen, dass d'CSV net wäert derfir stëmmen, dass d'Autorité parentale reforméiert gëtt. Dat mécht sech ouni Är Stëmmen. Dat passt dann net ganz bei Är Interventioun.

Ech wëll Iech ganz éierlech soen, ech hätt et verstanen, wann Der aus enger Rei vu Grënn Iech enthalen hätt, dass ee seet: „Et si ganz vill positiv Saachen dran, mir hunn awer e puer Punkten, wou mer e Problem hunn. Gutt, da gi mer eis do net eens."

Mä dass Der hei aus evidente Grënn, en vue vu Wahlen, déi virun der Dier stinn, op eng méi radikal Positioun Iech wëllen ze bewegen, passt net!

(Interruptions)

Dat huet absolutt kee Sënn par rapport zum Text, dee mer haut stëmmen, wat en nuancéierten Text ass, deen e grousse gesellschaftleche Fortschrëtt haut mécht, deen eng Debatt, déi mer wärend 15 Joer net konnten ofschléissen, endlech zu engem Enn bréngt.

Ech si ganz houfreg op jidde Fall op deen heiten Text. Et ass eng grouss Satisfaktioun, mengen ech, fir d'ganz Koalitioun, haut dësem Text kënne seng Zoustëmmung ze ginn. Iech alleguerte Merci dofir.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth, Parole après ministre.

M. Gilles Roth *(CSV).*- E leeft fort, mä dat ass egal.

(Interruptions)

Une voix.- E leeft net wäit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen, neen, e bleift heibannen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den Här Braz, den Här Justizminister huet elo vill geschwat oder der CSV de Reproche gemaach, et wier eng réckstänneg Positioun, eis Positioun iwwert den Divorce pour faute.

Hien huet vill geschwat. Ech stellen him just eng konkret Fro: Wat hien deene Leit seet, déi elo e Contrat de mariage hunn, wou eng Com-

munauté universelle komm ass, wou eng Fra en Appartement mat an e Stot erabruecht huet, wou Schwéierleit en Terrain enger Koppel geschenkt hunn a wou deen aneren Ehepartner e Feelverhalen huet, wat dass hien deene Leit seet? Seet hien einfach: „Pech, domm gaangen! Dir deelt elo hallef-hallef"?

An da stellen ech em déi konkret Fro - en huet vill de Projet de loi Frieden zitéiert -, firwat dass en net eng Iwwergangsbestëmmung a säi Projet de loi dragesat huet, fir ze soen: Ma alleguerten déi Avantages matrimoniaux, déi elo schonns gi gi sinn, déi sinn einfach opgeléist, sauf disposition contraire vun de Parteien. Dat ass eng konkret Fro, déi ech Iech stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här President, mir hunn dat doten an der Kommissioun laang diskutéiert an am Detail. Ech hunn de Mëtten e puermol probéiert mat der CSV, wou se d'Wuert haten, an d'Gespréich ze kommen. Dat ass net gewënscht gewiescht. Ech hu fir haut dësem Projet kee weidert Wuert bäizefügen.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech stelle fest, dass déi Leit alleguerten dobausse mam Fanger am Mond dostinn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech wollt nach eng Kéier op dee Punkt agoen, wou den Här Braz ganz vill Saache gesot huet, déi ech kann ënnerschreiwen. Ech mengen, ech hunn dat och a menger Interventioun gesot. Awer op engem Punkt kann ech e wierklech net suivéieren, dat ass, nach eng Kéier: Et stellt keen a Fro, Här Minister, datt d'Kanner, wa se dat froen am Kader vun enger Separatiouns- oder Divorceprozedur oder wat och ëmmer, kënnen en Affekot kréien a kënne gehéiert ginn. Dat ass dat, Här Minister, wat déi international Konventioune virschreiwen. Dat an net méi.

Wat Dir awer elo aschreift, ass, datt d'Kanner selwer kënne Partei ginn. An elo sot Dir: „Dat geet net géint d'Elteren."

Mä dach! Géint wien geet et dann, wann d'Kanner net méi d'accord si mam Droit de garde oder mam Droit de visite, dee präziséiert gëtt?

(Interruption)

Da geet et forcément...

A fir nach eng Kéier op dat konkret Beispill zréckzekommen: Da sinn de Papp an d'Mamm obligéiert, fir sech och en Affekot ze huelen an, le cas échéant, mussen och nach d'Kanner sech en Affekot huelen.

An dat do, an dat ass déi Fro, déi ech Iech wëll stellen - wann dat esou wär, wéi Dir sot -: Firwat gëtt et a kengem Land op der Welt esou eng Prozedur? A kengem Land op der Welt gëtt et esou eng Prozedur!

Une voix.- Et voilà!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech ka mech da just widderhuelen. Nach eng Kéier, hei geet et net drëms, dass déi Kanner géint ee virginn. Si wëllen…

(Interruption)

Neen, dat ass awer e wichtege Punkt, dass een deen Ënnerscheed mécht. Hei kréien…

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Hei kréien d'Kanner d'Recht, an enger…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Hei kréien d'Kanner d'Recht, an enger Prozedur, déi fir si fundamental wichteg ass, dofir kënnen ze suergen, dass hir Rechter gewaart ginn, doduerch, datt se eppes ufänken an ufroen. An dann entscheet nach ëmmer e Riichter, ob déi Demande justifiéiert war oder net.

(Interruption)

Et kann also net dorunner scheiteren, dass Elteren, déi am Clinch matenee sinn, um Enn dofir suergen, dass e Kand net kann zu senge Rechter kommen.

Da sot Der: Firwat si mer déi Éischt? Ech mengen, mir sinn e souveräänt Land. Mir kënnen och opgrond vun eisen Traditiounen, vun eise Prozeduren, déi mer par ailleurs hei hunn - ech hunn der e puer do uewen developpéiert -, mir kënnen als souveräänt Parlament, als souveräänt Land esou eng Demarche ënnerhuelen an am Sënn vun deem, wat mer bei der Verfassungsrevisioun amgaange sinn ze maachen, och emol eppes maachen, wat mer als Éischt maachen.

Mir brauchen och dofir net bei der Belsch oder a Frankräich alles ëmmer nëmme brav ofzeschreiwen. Mir kënnen eis do inspiréieren, an dat maache mer jo ganz vill a ganz zu Recht. Mä mir kënnen och do eegene Lëtzebuerger Input an déi Texter bréngen. Et ass e souveräänt Parlament vun engem souveräne Land. An ech mengen, dass dat, wat mir hei maachen, absolutt rechtens ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Et ass nach ganz wéineg Riedezäit fir d'Regierung iwwreg. Mä ass d'Chamber d'accord, fir dem Sozialminister kuerz d'Wuert ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Den Här Sozialminister huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech bleiwen dann hei stoen. Da wannen ech déi Zäit alt, ier ech dorobber kommen.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeg Minister, ech mengen, et ass flott, datt mer grad an dësem Gesetz iwwert d'Scheedungsreform och de Volet vun de Pensioune mat ugepaakt hunn. Et ass dat e wichtege Schrëtt. Ech mengen, et ass dat virun allem och eng Unerkennung un déi Partner, déi wärend hirer Partnerschaft, wärend hirem Mariage doheem bliwwe sinn an hir Aktivitéit opginn hunn, hir Schaffaktivitéit opginn hunn, fir sech kënne verschiddene Familljenaufgaben ze widmen.

Mir hunn et baséiert op d'Basis vum Achat rétroactif, wat ee Prinzip ass, deen am Pensiounsregimm virgesinn ass. Hei sinn d'Regele kloer, déi sinn einfach. An, ech mengen, dat hei ass e Recht, dat opgeet, fir datt effektiv och eng Unerkennung fir déi kënnt. An dat sinn an der Regel ganz dacks Frae gewiescht, déi hei kënnen hir Carrièren opfëllen duerch dat heite Recht, fir och eng Pensioun ze kréie respektiv hir Pensioun ze verbesseren.

Ech fannen, dat ass ee richtegen, en éischte Schrëtt am Kader vun de Pensiounen. Dat wäert an Zukunft selbstverständlech an där neier Gesellschaft, an deenen neie Generatiounen, doduerch, datt elo meeschtens déi zwee Partner schaffen an eng ganz Aktivitéit, an eng ganz Carrière hunn, zum Deel auslafen. Mä hei ass e gudde Schrëtt fir déi, déi de Moment am Fall sinn.

An dofir, mengen ech, Merci fir eis Kollaboratioun, déi mer haten, e Merci och der Chamberskommissioun, och den iwwergräifende Chamberskommissiounen, déi hei zesummegeschafft hunn, fir dat heite Recht an dësem Gesetz mat ze verankeren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Sozialminister. Mir hu keng zousätzlech Riedezäit emol misse ginn.

Mir wären dann um Schluss ukomm vun eisen Diskussiounen a mir géifen dann zum Vott kënnen iwwergoen iwwert de Projet 6996.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6996 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

34-mol Jo, 26-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 6996 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Max Hahn), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Serge Wilmes), Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

Motion 1

Mir géifen dann zur Motioun iwwergoen, déi vun der Madamm Sam Tanson fir d'Majoritéit abruecht ginn ass.

Wëllt Der d'Motioun nach kommentéieren?

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Ech hat se scho presentéiert.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Zousätzlech Wuertmeldungen dozou? Ech mengen, den Här Mosar hat och Stellung dozou bezunn. Den Här Minister?

(Interruption)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Wann d'Regierung opgefuerdert gëtt, an dräi Joer e Bilan iwwert d'Gesetz ze maachen, da maache mer dat.

(Hilarité générale)

Une voix.- Et voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Ech gi jo dovun aus, dass de Vote électronique gefrot ass. Da stëmme mer iwwert d'Motioun of.

Vote sur la motion 1

Wien dofir ass, stëmmt mat Jo, wien dogéint ass, stëmmt mat Neen. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

35-mol Jo a 25-mol Neen. Domat ass d'Motioun 1 adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est adoptée par 34 voix pour et 26 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Max Hahn), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Serge Wilmes), Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 6921, d'Reaktioun op den Terrorismus. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Viviane Loschetter.

3. 6921 - Projet de loi adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification

1) du Code de procédure pénale,

2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,

3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hei geet et ëm e Projet de loi, deen den 1. Dezember 2015 vun der Regierung deposéiert ginn ass an dee sécherlech eng Inzidenz huet op dat, wat kuerz virdrun zu Paräis geschitt war. Ech kommen herno nach drop zréck.

Wat ganz speziell ass un dësem Projet: D'Regierung huet zimlech direkt nom Depot dräimol eng Serie vun Amendementer deposéiert: deen éischten am August 2016, duerno am Abrëll 2017 an duerno nach eng Kéier am Februar 2018.

Firwat dat de Fall war? Mä ganz einfach, well wéi dee Projet, éier ech elo op den Inhalt kommen, deposéiert ginn ass, du war et den ausdréckleche Wonsch vun der Regierung, an notamment och vum Justizminister, fir datt engersäits d'Dateschutzkommissioun an anerersäits d'Commission consultative des droits de l'homme hiren Avis géifen dozou ofginn; wat och geschitt ass. Et waren och Entrevuen tëschent engersäits dem Minister an anerersäits eben deenen Institutiounen, wou en Avis gefrot gi war.

An ech kann Iech elo och scho soen, éier ech op den Inhalt aginn, datt sämtlech Recommandatiounen aus deenen Avise vun der Dateschutzkommissioun a vun der Commission consultative des droits de l'homme an dëse Projet de loi agefloss sinn, esou wéi en Iech haut zum Vott presentéiert ginn ass.

De Projet de loi huet eigentlech a sengem Inhalt net changéiert, sech net geännert, mä en ass adaptéiert ginn am Sënn, datt virun allem d'Prozedure präziséiert gi sinn, vläicht méi ausféierlech beschriwwe gi sinn an domadder och herno souwuel d'Dateschutzkommissioun wéi och d'Commission consultative des droits de l'homme sech konnte mat deem Inhalt vun dësem Projet de loi och averstanen erklären.

Ech sinn den 8. November 2017 als Rapportrice designéiert ginn. An de Statsrot hat en éischten Avis de 7. Februar 2017 an duerno nach en Avis de 16. Januar 2018 ofginn. An no deem éischten Avis complémentaire huet d'Chamberskommissioun ugefaangen, an enger ganzer Rutsch vu Reuniounen un deem Projet de loi ze schaffen.

Elo zum Inhalt. Wéi ech gesot hunn: Sécherlech ass den Declencheur vun deem Projet de loi no deenen Attacken zu Paräis, oder en ass duerch déi Attacken zu Paräis declenchéiert ginn, well och do nach eng Kéier, an zwar op eng dramatesch Manéier, konnt bewise ginn an och konnt constatéiert ginn, datt déi nei Technologien am grousse Ganzen, awer virun allem d'informatesch Instrumenter, ganz vill vun Terroriste gebraucht ginn, souwuel fir d'Kommunikatioun wéi och fir d'Organisatioun an och fir d'Preparatioune vun terroristeschen Akten, an datt et mat onser Legislatioun - iwwregens si mir net déi Eenzeg, mä déi aner Länner, notamment vun der Union européenne, si genau an deemselwechte Cas de figure -, déi mer haten, immens schwéier, voire schwéierfälleg war, fir kënnen effikass op déi Menace ze reagéieren, well déi ganz Instrumenter, déi gebraucht ware fir d'Enquêten, eben net gi waren.

Wéi gesot, an dësem Projet de loi geet et drëms, fir d'Moyenen, déi den Enquêteuren zur Verfügung gestallt ginn, ëm en Deel ze vergréisseren, den Teller e bësse méi grouss ze maachen, fir d'Consultatioun ze facilitéieren, zweetens fir och... An domadder gi mer un deen Aspekt vum Dateschutz, wou ech nach eng Kéier wëll ënnersträichen, datt dëse Projet de loi och herno complètement konform ass oder wäert ginn, wann déi nei Dateschutzregelung, sprëch wann dat neit Dateschutzgesetz dann an e puer Wochen och hei wäert gestëmmt ginn; dat heescht, wat d'Versuerge vun Daten an och wat de Gebrauch vun Date vu Private mat Charakter ubelaangt.

D'Regierung huet sech bei dësem Projet de loi souwuel um franséische Recht wéi och um belsche Recht orientéiert. A mir hunn eigentlech principalement engersäits de Code pénal, mä awer och d'Gesetz vun 1982 an d'Gesetz vun 2009 modifizéiert.

An der Modifikatioun vum Code de procédure pénale, do geet et am Kader vun den Infraktiounen ëm: éischtens, den Terrorismus, zweetens, de Finanzement vum Terrorismus an, drëttens, d'Crimes et délits contre la sûreté de l'État. An nëmmen an dësen dräi Fäll si se verbessert ginn oder geännert ginn.

Éischtens, «à titre exceptionnel et sur décision spécialement motivée du juge d'instruction» kann een den Délai de rétention vu 24 op maximum 48 Stonne verlängeren «dans le cadre d'une enquête de flagrance».

Zweetens gëtt engem Enquêteur erlaabt, ënner engem Pseudonym am Beräich vun de Communications électroniques ze agéieren.

Drëttens gëtt erlaabt, wärend enger Instruction préparatoire, fir Perquisitiounen zu all Auerzäit virzehuelen.

Véiertens ass formellement virgesinn, datt Dispositifs techniques nécessaires fir eng Sonorisatioun an awer och eng Fixation d'images kënnen an de privaten Habitatiounen, also an de

private Raimlechkeeten an och an den Autoen, virgeholl ginn.

Fënneftens, d'Surveillance an och de Contrôle vun alle Forme vu Kommunikatiounen a vu Captatioune vun informateschen Donnéeën.

A sechstens, datt een och déi Dispositifs, ebe fir dat ze kréien, ka placéieren, datt een déi kann infiltréieren a private Raimlechkeeten oder iwwert den Intermediaire vun engem Réseau électronique, dat heescht iwwert den Äther.

Dann, zweetens, am Kader vun enger «peine criminelle ou une peine correctionnelle», wou déi maximal Prisongsstrof véier Joer oder méi ass, do kann een eng Observatioun mat enger technescher Hëllef vu bausse vun engem Gebai erlaben, fir kënnen an engem Gebai ze kucken.

Dann, drëttens, am Kader vun enger «peine criminelle ou une peine correctionnelle», wou de Maximum zwee Joer oder méi ass, ass eng Surveillance oder e Contrôle vun den Telekommunikatiounen an och vun der Correspondance postale erlaabt, dat heescht vun allem, wat iwwert d'Post kënnt.

An dann, véiertens, am Kader vun enger Enquête pour crime ou délit ou de l'instruction préparatoire kann een ebe bei d'Opérateurs de télécommunications goen, fir ze identifizéieren, wien en Abonné ass vun engem Service de communications électroniques oder och déi Servicer ze identifizéieren, mat deenen hien eben abonnéiert ass.

Voilà! Dat war elo am Kader vun der Procédure pénale.

Dann ännere mer och mat dësem Projet de loi d'Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert d'Protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques. An do geet et drëms, fir e Fichier centralisé ze schafe beim ILR, wou et erlaabt ass, «sous réserve d'une décision motivée, au procureur d'État, au juge d'instruction» - an drëttens - «aux officiers de police judiciaire» - an nëmme fir déi -, fir kënnen... pardon, an un de Service de renseignement de l'État, wou een da kann an deem Fichier en Accès direct kréien, fir Saachen nozesichen, do, wou et gebraucht gëtt.

Voilà! Dat ass op eng vereinfacht - an entschëllegt mech, datt ech mech elo versiche kuerzzefaassen - Manéier ernimmt, wat alles changéiert, wat alles elargéiert gëtt, fir datt et duerch dëse Projet de loi an Zukunft wäert ganz restriktiv an nëmme fir verschidde Leit méiglech sinn, un Donnéeën ze kommen, déi haaptsächlech mat der Communication électronique ze dinn hunn - net nëmmen, mä haaptsächlech -, fir kënne virun allem der Menace terroriste besser a méi effikass entgéintzewierken.

Dann, drëttens, gëtt och d'Gesetz vum 27. Februar 2011 geännert, ebe fir d'Réseaux an d'Services de communications électroniques, fir eben déi dote Saache kënne mat afléissen ze loossen.

Mir haten am Ganze véier Avise vun der Dateschutzkommissioun, een Avis vum Ordre des avocats, een Avis vun der Commission consultative des droits de l'homme an dräi Avisen, oder een Avis an zwee Avis complémentaires vum Statsrot. A mir hunn de Rapport virun zwou Wochen hei an der Commission juridique à l'unanimité des membres présents gestëmmt. An ech hoffen, datt mer och hei haut fir dëse Projet de loi eng breet Zoustëmmung kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, erlaabt mer och, direkt den Accord vun der grénger Fraktioun hei ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Loschetter. An d'Wuert huet den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt och Merci un d'Madamm Viviane Loschetter fir hire schréftlechen a mëndleche Bericht. Den Depot vun dësem Gesetzesprojet, Dir hutt et gesot, dee geet ëmmerhin awer schonns op den 1. Dezember 2015 zréck an dee war och deemools op den Androck vun den terroristeschen Attacken zu Paräis an dem „Bataclan" zréckzefeieren.

Kuerzfristeg sollt dann och de Lëtzebuerger Regierungstext iwwert déi terroristesch Menace a Kraaft trieden. Et sinn awer zënter dem Depot, dat muss een awer och soen, elo bal zwee an en halleft Joer vergaangen, well et huet schonns bis den November 2017 gedauert, bis dass d'Justizkommissioun, d'ailleurs op Demande vun der CSV eréischt, mat deem Projet befaasst gouf.

Ech muss Iech awer soen: Mir hunn dat deemools bedauert. An, ech mengen, do louche mer net esou falsch, well zanter dem Depot...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

...zanter dem Depot, Madamm Loschetter, huet d'Regierung schonn zweemol nogebessert, an dat opgrond awer vu fundéierten Avise vun der Dateschutzkommissioun an och vun der Mënscherechtskommissioun. Och den Avis vun dem Statsrot, dee louch schonns zanter dem Februar 2017 vir.

A mir hunn eigentlech dozou zwou Erklärungen.

De Minister, deen huet sengem Text wuel selwer net getraut. En Text, wéi sech herno erausgestallt huet, deen awer net esou equilibréiert war, wéi de Statsminister an och de Justizminister dat bei dem Depot ugekënnegt haten.

Oder de Minister wollt net mat den Argumenter vun der CSV konfrontéiert ginn, well dat, wat an de virgenannten Avise stoung, dat hate mir deemools den 1. Dezember och schonns op der Chamberstribün hei gesot.

Et schéngt eis also, wéi wann et net gutt zu engem grénge Justizminister gepasst hätt, vun engem CSV-Deputéierten erkläert ze kréien, wat dann d'Grondrechter an d'Fräiheeten och an dem sensibele Beräich vun der Terrorismusbekämpfung wieren.

Här President, d'CSV stëmmt awer dësen Text. En huet zum Ufank - dat soll een awer kloer an däitlech soen - sécher iwwert d'Zil erausgeschoss. Duerfir gouf et och sécherlech déi Hällewull kritesch Avisen a virun allem déi Hällewull Opposition-formellë vun dem Statsrot.

Mir begréissen och duerfir, dass d'Regierung vun hirem urspréngleche Text dann ewechkomm ass, well do ware wierklech eng Rei vu Gaffen dran, déi mat de Prinzipie vun engem Rechtsstat, och souguer dem Lëtzebuerger Rechtsstat, einfach net vereinbar waren:

Wéi d'Méiglechkeet vun engem 48-Stonne-Verhéier - esou stoung dat am urspréngleche Text dran - mat nëmmen 30 Minutte Concertatioun fir dee Suspekten, well deen ass emol net beschëllegt, mat engem Affekot. Dat war deemools schonn a Contradiction flagrante mat engem anere Projet de loi, nämlech den ABC-Direktiven, déi schonns an dem legislative Prozess waren.

Wéi d'Méiglechkeet vum Asetze vu sougenannten Trojaner, ouni dëst op de Kärberäich vun der suspekter Persoun ze limitéieren. Dat gëtt elo gemaach! Ech wëll hei keen Hond opdreiwen. Ech wëll Iech just soen, dass Trojaner och beim Geheimdéngscht agesat ginn. An dat, wat hei an deem Text steet, mengen ech, misst ee sech seriö Gedanke maachen, opgrond vun der Rechtméissegkeet, ob dat net och misst an den Text iwwert de SREL drastoe kommen.

De mangelhafte Schutz vun Drëttpersoune war och an dem urspréngleche Text, besonnesch a puncto vun Enquêten ënner Pseudonym.

Et gouf och e mangelhafte Schutz vun der Privatsphär am Kontext vum Asetze vu Wanzen a Kameraopzeechnungen a suspekte Privathaiser.

An et gouf och en ongenügende Schutz vun dem Beruffsgeheimnis vun den Affekote respektiv den Dokteren.

D'Positioun vun der CSV a puncto Terrorismusbekämpfung, déi ass kloer! Mir wëllen eise Sécherheetsautoritéiten duerfir méi Pouvoire ginn. Mir wëllen d'Mëttele vun der Pousuite den neie Forme vun der Kriminalitéit och upassen. Mir wëllen eng uerdentlech Kooperatioun mat den auslännesche Sécherheetsautoritéiten.

Fir d'CSV däerfen awer d'Grondprinzipie vun dem Rechtsstat och net am Kampf géint den Terrorismus a Fro gestallt ginn, well all Aschränkunge vun de perséinleche Fräiheete vum eenzelne Bierger musse virun allem duerch d'Gesetz legitiméiert sinn. An dat war mat dësem Projet de loi sécherlech net de Fall. Si mussen och enger strikter Kontroll ënnerleien. An all Agréff an d'Privatsphär vun dem eenzelne Bierger muss och op seng Rechtméissegkeet a virun allem op d'Verhältnisméissegkeet vun de Mëttele gepréift ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Korrekturen, déi d'Regierung gemaach huet, gi fir eis an déi richteg Richtung a fannen och duerfir den Appui vun der CSV.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Den Text ass elo méi equilibréiert, och wann en op eenzelne Punkten, wat de Schutz vun der Privatsphär ubelaangt, wäit eragräift.

An d'Madamm Loschetter huet eng Dispositioun zitéiert. Haut ka schonns an enger Infraktioun, wou de Maximum vun der Prisongsstrof zwee Joer ass, eng Iwwerwaachung vun den Telekommunikatiounen, dat heescht vum Telefon, vun den Handyen, vun de Computeren, gemaach ginn an och de Secret vun der Post, dee gëtt opgehuewen. Eng Infraktioun vun engem Maximum mat Prisong vun zwee Joer! Ech wëll Iech just soen: De Vol qualifié, dorop sti fënnef Joer Prisong.

Mä d'Forme vun der Kriminalitéit hu sech geännert an duerfir mussen och d'Forme vun der Repressioun deem ugepasst ginn, well ouni Sécherheet gëtt et sécher och keng Fräiheet. An duerfir gi mer als CSV d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Ah, et deet mer leed. Ech hunn de Franz Fayot hei stoen. Sorry! Den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat huet, opgrond vun aneren Engagementer haut, geännert, well de Mëtten e Face-à-face war, e wichtege Face-à-face, soudass ech elo responsabel vum Dossier sinn an dat Ganzt hei erëm iwwerholl hunn.

D'Fro, déi ech muss stellen, ass déi: Si mer prett, fir wierksam op terroristesch Menacë kënnen ze reagéieren? Verfüge mer hei zu Lëtzebuerg iwwert déi néideg Investigatiounsmëttelen, fir virun allem präventiv, mä awer och bei der Opklärung vun esou Verbriechen aktiv ze ginn? Ass d'Polizei, ass de Parquet, ass den Untersuchungsriichter, sinn also all déi wesentlech Akteuren, wann et ëm Verbriechensbekämpfung geet, an enger Situatioun, fir géint schwéier Verbriechen, besonnesch international terroristesch Verbrieche kënne mat Erfolleg virzegoen? Dat ass déi Fro, déi mer eis musse stellen, haut méi wéi jee, och wa mer d'Chance bis elo haten, vun terroristeschen Attacken hei zu Lëtzebuerg verschount ze bleiwen.

Mir wëssen awer och, dass mat all deem, wat sech ronderëm eis deet, dee Risiko net kann ausgeschloss ginn. Duerfir musse mer eng objektiv Iwwerpréiwung maachen, wat vun Investigatiounsmëttelen néideg ass. A wa mer der Meenung sinn, dass mer net déi Mëttelen hunn, déi mer bräichten, fir wierksam virzegoen, musse mer och bereet sinn, eng Rei vu gesetzlechen Upassungen ze maachen. Upassungen, déi an eisen Nopeschlänner, déi méi fréi a méi intensiv vun där Menace concernéiert waren, scho virun enger Rei vu Jore gemaach si ginn.

Déi zousätzlech Investigatiounsmëttele mussen awer präzis definéiert sinn, an hirem Uwendungsberäich kloer begrenzt sinn, an d'Applikatioun vun deenen Texter ënnersteet selbstverständlech onofhängege riichterleche Kontrollen.

Als LSAP geet et eis, mengen ech, wéi munch aneren hei, dass mer léiwer hätten, mir bräichten eise Code de procédure pénale eigentlech net ze muscléieren. Ma dat ass et hei. Hei kritt d'Polizei, de Parquet, hei kritt den Untersuchungsriichter zousätzlech Investigatiounsmëttelen a spezifesche Situatiounen, well déi zousätzlech Mëttelen, déi mer hei ginn, déi stellen och eng Begrenzung duer vun de Fräiheete vum Eenzelnen, stellen och en Agréff an d'Privatliewen duer.

Dat kann een net ofstreiden. Dat ass esou. Duerfir si mer hei an enger ganz delikater Matière dran an och sécher op engem glëtschegen Terrain, wou et wichteg ass, dee richtegen Equiliber ze fannen. An de Moossstab, wéi mer als LSAP un déi dote Froen eruginn, ass selbstverständlech deen, dass muss gewäerleescht ginn, dass déi Grondrechter a Fräiheeten, déi eis Verfassung garantéiert, respektéiert ginn an dass och dat Ganzt geschitt a vollem Respekt vun enger ganzer Rëtsch vun internationalen Texter a besonnesch der Europäescher Mënscherechtskonventioun. Dat ass selbstverständlech de Maassstab fir dat Virgoen, dat mer hei maachen, mat deenen Ofännerungen haaptsächlech am Code de procédure pénale.

Elo muss een natierlech genau e Bléck werfen op besonnesch den Artikel 8 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, wou et ëm de Schutz vun der Privatsphär, de Schutz vum Privatliewe geet, wou selbstverständlech de Schutz muss bleiwen. Allerdéngs seet och déi Konventioun, dass kënnen Aschränkungen zu deem absolutte Schutz bestoen, mä déi Aschränkunge mussen enger Rei vu Konditiounen entspriechen.

Eng Aschränkung kann nëmme gemaach ginn opgrond vun enger gesetzlecher Bestëmmung. Dat si mer amgaangen, haut hei ze maachen. Déi Aschränkung muss verhältnisméisseg sinn. De Principe de proportionnalité ass e ganz wichtege Kritär. Déi Aschränkung muss an enger gesonder Relatioun stoen zu deem Zil, wat een eigentlech verfollegt. An natierlech ass et och esou, dass déi Aschränkung nëmme méiglech ass, wa se engem legitimmen Interessi entsprécht. A bei der Opzielung vun de legitimmen Interessen, déi an der Europäescher Mënscherechtskonventioun dra sinn, ass och opgefouert d'ëffentlech Sécherheet. Et ass also méiglech, dass eng Aschränkung vun deem Schutz vun der Privatsphär am Interessi vun der Warung vun der ëffentlecher Sécherheet ginn ass.

Mir sinn der Iwwerzeegung, dass d'Gesetz a senger Endversioun, iwwert déi mer haut ofstëmmen, deenen dote Kritären zu 100% entsprécht.

Den Ursprong - ech mengen, déi meescht Leit erënnere sech drun - vun där heite Gesetzesinitiativ vun der Regierung war net iergendwéi eng, géif ech soen, parteipolitesch Initiativ, mä dat ware ganz kloer déi Evenementer zu Paräis, „Bataclan", wou och eng gewëssen Opreegung war, wou gesot ginn ass: Si mer eigentlech prett, fir op esou eng Menace kënnen ze reagéieren? An et sinn och net d'politesch Parteien, déi hei Virschléi gemaach hunn, wat fir Ännerungen néideg wäre fir den Instrumentarium, dee mer vun Investigatiounsméiglechkeeten hunn, auszedeenen, mä et ass haaptsächlech de Parquet gewiescht, deelweis d'Polizei gewiescht, déi hei Virschléi gemaach hunn. An en Deel vun deene Virschléi si vun der Regierung opgegraff ginn a si gegoss ginn an dee Projet de loi, dee vum Justizminister da virun enger Rei vu Jore schonn hei abruecht ginn ass. Wéi gesot, relativ kuerz nodeem déi dramatesch an tragesch Evenementer zu Paräis waren.

Déi éischt Textversioun war perfektibel, loosse mer dat esou soen, a si ass verbessert ginn an engem richtege Sënn, doduerjer, dass se hei déi néideg Präzisioune kritt huet, dass de Perimeter vun deenen eenzelne Moossname kloer definéiert ginn ass an dass och Kontrollmechanisme mat agebaut si ginn.

Wichteg war et, dass hei nogelauschtert ginn ass. Nogelauschtert ginn ass vun der Regierung, well et war haaptsächlech iwwer Regierungsamendementer, wou geschafft ginn ass, mat Ausnam vun deem leschten Train vun Amendementer, déi iwwert d'parlamentaresch Kommissioun gelaf sinn. Nogelauschtert ginn ass, op all déi Remarken, op all déi Kriticken, déi och komm si par rapport zu dem éischten Text vun der Regierung, wou besonnesch eis national Dateschutzkommissioun eng ganz Rëtsch vun Avise gemaach huet, d'Commission consultative des droits de l'homme an och de Conseil d'État sech wierklech am Detail mat deenen eenzelne Moossname beschäftegt hunn. An déi dräi Institutiounen haten eng Richtlinn: Dat war déi, ze kucken, fir u sech d'Rechter vum Eenzelne maximal ze schützen, ouni d'Moossnam u sech awer a Fro ze stellen.

Et war also eng Feinaarbecht un den Texter, déi huet missen hei gemaach ginn. An ech mengen, dass dat Resultat vun där legislativer, legistescher Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass, sech duerchaus weise léisst, wéi och d'Rapportrice, d'Madamm Loschetter, schonn drop higewisen huet. An ech wëll hir ausdrécklech och Merci soe fir déi Aarbecht, déi si hei gemaach huet iwwert hire schréftlechen a mëndleche Rapport. An hire besonnesch och mëndleche Rapport mécht et mer hei méi einfach. Et brauch een net méi am Detail op déi eenzel Moossnamen ze schwätzen ze kommen.

Et kann een och weider, et soll een och weider vläicht kritesch zu deenen eenzelne Punkten hei stoen. Och hei wär et wichteg, mengen ech, e Bilan ze zéien no enger Zäit, fir ze kucken, ob dann déi nei Investigatiounsmoossnamen u sech hir Ziler och erreecht hunn oder ob do eng Rei vun Ajustementer musse gemaach ginn opgrond vun der praktescher Erfahrung.

Fir eis als LSAP-Fraktioun ass et déi fest Iwwerzeegung, dass mer mat deem heite Gesetz u sech zu Lëtzebuerg de Rechtsstat respektéieren. E Rechtsstat, deen och d'Aufgab huet, seng Bierger ze schützen, ze schütze géint Terrorismus a Kriminalitéit, mä awer och d'Grondrechter muss héichhalen an net däerf akzeptéieren, dass se an hirer Essenz géifen ausgehielecht ginn.

Duerfir ass et wichteg - d'Madamm Rapportrice huet och an hirem Rapport drop higewisen -, dass de gréissten Deel vun deenen neien Investigatiounsmëttelen, déi hei sollen de Polizei- a Justizorganer zur Verfügung gestallt ginn, nëmmen an engem präzise Beräich gëllen, also e ganz enke Perimeter hunn, an zwar

am Beräich vun der Bekämpfung vum Terrorismus, vun der Finanzéierung vum Terrorismus an am Fall vun Delikter oder Crimmen, wat d'Statssécherheet ugeet.

Dat gëllt notamment fir d'Erweiderung vun der Retentioun, wou d'Leit also nach eng Kéier kënne fir zousätzlech 24 Stonnen a Retentioun geholl ginn, wann et sech ëm eng Flagrance handelt, e flagrant Délit oder e flagrant Crime.

Dann och d'Perquisitioun, déi haut jo zäitlech am Dag begrenzt ass, déi soll och elo wärend dem ganzen Dag méiglech sinn, awer nëmmen an deenen dote präzise Fäll, déi ech opgezielt hunn.

Dat gëllt och ënner anerem fir déi Méiglechkeet, fir sougenannte Statstrojaner hei anzesetzen. Och dat ass ausdrécklech begrenzt op de Beräich vun der Terrorismusbekämpfung. An dat ass, mengen ech, och gutt esou, dass hei net opgemaach gëtt fir sämtlech Fäll, mä dass hei wierklech bei deenen inzisive Moossnamen do een dat esou wäit wéi méiglech an engem enke Perimeter vun engem Champs d'application behält.

Aner Moossnamen, déi sinn un Infraktioune gekoppelt, déi eng gewësse Gravitéit hunn, déi also gewësse Maximalstrofe mat sech bréngen. Dat gëllt fir d'Observatioun vu baussen an dat gëllt och fir d'Kommunikatiounsiwwerwaachung. Allgemenge Charakter hunn zwou Moossnamen, haaptsächlech déi, fir bei den Telekommunikatiounsoperateure kënnen d'Nimm vun den Abonnéen nozefroen an och hir abonnéiert Kommunikatiounsservicer kënnen nozefroen.

Wichteg schéngt eis besonnesch, datt dat éischter eng Vereinfachung duerstellt an der praktescher Handhabung, ouni dass domadder eng Aschränkung eigentlech vun de Fräiheetsrechter zousätzlech verbonne wär, dass en zentrale Fichier geschafe gëtt beim Lëtzebuerger Institut vun der Regulatioun, wou also sämtlech Donnéeë vun de Kommunikatiounsabonnementer zesummelafen a wou dat doten d'Aarbecht vun de Justiz- a Polizeiorganer an deem Sënn vereinfacht, och vum Service de renseignement, well se dann net brauchen all déi eenzel Operateuren eenzel ze kontaktéieren an unzeschreiwen, mat all Kéiers neie Prozeduren, mä dass se kënnen an enger zentraler Stell direkt op déi doten Donnéeën zréckgräifen. Wéi gesot, dat ass haut scho méiglech, awer gëtt haut ebe gemaach, andeems se déi eenzel Operateure musse kontaktéieren. An Zukunft kann dat also méi einfach op enger zentraler Stell gemaach ginn. Dat doten ass also, menge mir, eng Méiglechkeet, fir méi effikass kënne polizeilech a Justizaarbechten ze leeschten.

Här President, ech kommen zum Schluss. Als LSAP hätte mer sécher léiwer gehat, mir bräichten esou eng Gesetzesännerung net ze maachen, et wär net néideg, dat ze maachen, mir wären net konfrontéiert mat engem Risiko vun engem terroristeschen Uschlag, mir missten net präventiv an deem dote Beräich och virgoen. Mä leider si mer net an esou enger Welt. A wann een den Optrag, dee mer als Stat hu vum Schutz vum Bierger, vu sengem Liewen a vu senge Gidder, seriö hélt, da musse mer eis och Méiglechkeete ginn, fir do kënne wierksam dat ze garantéieren, ouni awer Grondrechter an hirer Essenz auszehielechen.

Mir mengen, dass dat gelongen ass mat deenen heiten Texter, an hirer Versioun, wéi se eis elo virleien, dass do eng gutt Aarbecht, legislativ Aarbecht iwwert déi lescht Jore geleescht ginn ass. Et ass heiansdo och gutt, wann e bëssen Zäit vergeet, dass een net ëmmer direkt an der Hektik déi Saache mécht. Dat huet eis hei d'Méiglechkeet ginn, mengen ech, e verbesserten Text ze hu par rapport zu deem, wat an der éischter Reaktioun dann op den Instanzewee geschéckt ginn ass.

Hei ass wierklech probéiert ginn, nozelauschteren, probéiert ginn, alle Remarken, esou wäit wéi méiglech, Rechnung ze droen. An et ass, mengen ech, en uerdentlechen Text dobäi erauskomm, deen ausgeglach ass - dat ass dat Wichtegst hei - an deen et fäerdegbréngt, dee ganz schwieregen Equiliber vu konfliktuelle Rechter a Fräiheeten ze garantéieren. An deem Sënn wäerte mer och deen heiten Text stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Madrid, Bréissel, Paräis 2015, „Bataclan", dat sinn Datummer a Plazen, déi fir bluddeg, terroristesch Attentater, Leed a Misär stinn. A si hunn och gewisen, datt terroristesch Akten net eppes ass, wat wäit ewech ass, mä et kéint och mëtten an eise Stied virun eiser Hausdier passéieren.

Ech wëll elo d'Gefor vun Attentater net eropbeschwieren oder iwwerspëtzen, mä mir mussen eis bewosst sinn, datt och Lëtzebuerg hei keng Insel ass. Mir kënnen elo Holz upaken a soen, hoffen, datt ni eppes hei geschitt, mä mir dierfen awer, wa mer verantwortlech Politik wëlle maachen, och keng Efforte scheien, fir optimal op Präventioun ze setzen.

Dat heescht, datt mer eis also och déi néideg materiell a juristesch Moyene ginn, fir awer och am Respekt vum Rechtsstat, am Respekt vun de Biergerrechter effikass géint eminent oder potenziell Gefore kënne virzegoen.

An, ech mengen, dee virleienden Text reit sech an déi Logik an. Sécherlech, wéi mäi Virriedner gesot huet, am léifsten hätte mer alleguerten, wa mer keng esou Texter bräichten. Mä, wéi gesot, et muss een awer, wann een op Präventioun setzt, esou Texter och hei stëmmen. Mä deen Text reit sech awer an déi Logik a vun op där enger Säit Präventioun, effikass Moyenen, an op där anerer Säit de Respekt vun den eenzelne Biergerrechter.

Ech wëll net op all Detail agoen, well d'Rapportrice dat gemaach huet, an ech wëll där och Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech wëll duerfir einfach nëmmen e puer Remarke maachen, fir e puer Elementer nach eng Kéier kuerz ze beliichten.

Ech mengen, dat, wat een elo gesinn huet, d'Opschaffe bei eisen Noperen, déi esou Attentater haten, huet gewisen, datt et och heiansdo méiglech gewiescht wier, an deem engen oder anere Fall, fir verschidden Attentater ze verhënneren, wann een déi richteg Instrumenter, och juristesch Instrumenter, méi schnell zur Verfügung gehat hätt oder wann een déi och schonn an deenen eenzelne Legislatioune gehat hätt.

An, ech mengen, et ass och duerfir, datt d'Regierung ganz séier reagéiert huet an dëse Projet de loi schonn en hallwe Mount no dem Paräiser Attentat vum 13. November 2015 an der Chamber deponéiert hat. D'Regierung huet also deemools hir Verantwortung iwwerholl, net nëmme mat dësem Projet de loi, och mat aneren direkte Mesuren 2015. Ech wëll nëmmen drun erënneren, datt mer och deemools ganz schnell déi Decisioun geholl hunn, datt keng anonym SIM-Kaarte méi däerfen am Ëmlaf sinn.

Mir fänken och net ganz bei null hei un, mä dëse Projet de loi, dee reit sech an eng Rei Gesetzer an, déi mer schonn an der Vergaangenheet gestëmmt hunn, mä déi eis awer net all d'Moyene ginn hunn, déi mer eventuell bräichten.

Mir hunn och europäesch Texter, wou et ëm Kooperatioun am Kampf géint Terrorismus geet, international Konventiounen, déi mer gestëmmt hunn, wou mer kënne mat eise Partner zesummeschaffen, och aner national Gesetzer, déi mer gestëmmt hunn. Ech erënneren do nëmmen och un dat neit SRELs-Gesetz.

Ech mengen, den effiziente Kampf géint den Terrorismus, deen zeechent sech an éischter Linn duerch gutt equipéiert Autoritéiten aus, déi séier an och onkomplizéiert dann agräifen, wann et wierklech absolutt noutwendeg ass. A gläichermoosse wichteg ass et awer och, datt d'Grondrechter vu jiddwerengem respektéiert ginn an et hei net zu Mëssbräich kënnt. Ech brauch lech net ze soen, datt als Liberal dat fir eis ganz wichteg ass. Et geet also drëm, en Equiliber ze fannen tëschent Präventioun vun terroristeschen Akten an dem Respekt vu fundamentale Rechter a Fräiheete vun all Eenzelnen.

An dee Projet de loi, dee mer haut stëmmen, dréit, ech hunn et scho gesot, deenen zwee Aspekter Rechnung. Eis Autoritéite kréien nei Pouvoiren am Kampf géint den Terrorismus a si gläichzäiteg strenge Kontrollmechanismen ënnerworf, déi sécherstellen, datt kengem seng Grondrechter verletzt ginn.

Et muss een och ëmmer am Hannerkapp hunn, datt hei net Mesuren agefouert ginn, déi d'office géint all onbescholtene Bierger kéinten agesat ginn. Dat soll een net vergiessen. Hei steet net, mat deene Mesuren, jiddwereen hei am Land ënner Generalverdacht. Ech mengen, mat dësen Texter sinn ëmmer Persoune viséiert, wou e ganz seriöen, en eminente Verdacht besteet, well se schonn eventuell déi eng oder aner Akten oder Dote gemaach hunn, versicht hunn ze maachen, déi net nëmmen am penale Beräich anzestufe sinn, mä déi och Indizien opweisen, datt se kéinten zu engem konkreten Akt vu schwéierer Strofdot oder Terrorismus oder Bäihëllef zu Terrorismus iwwergoen.

Dat gëllt also fir all déi nei Mesuren, déi mer mat dësem Gesetz aféieren. An et ass och wichteg, datt déi nei Instrumenter, déi mer haut schafen, keng Alibimesurë sinn, mä datt se konkret a sënnvoll sinn, fir eis am Kampf géint den Terrorismus ze hëllefen.

Ech wëll dat einfach nëmmen illustréieren an der Praxis. Am Kader vu Verbriechen, déi an Zesummenhang mat engem versichten oder engem erfollegten Attentat stinn, kann den Untersuchungsriichter jo elo unuerdnen, datt eng verdächtegt Persoun 48 Stonnen, amplaz 24 Stonnen, ka festgehale ginn. An dat mécht absolutt Sënn.

Wa mer nëmmen d'Attentat vu Paräis 2015 kucken, dann erënnere mer eis, mir kënnen eis erënneren un d'Biller an de Reportagen, datt déi Nuecht an och deen Dag duerno nach e gewëssenen Duerjerneen dominéiert huet. D'Rettungsdéngschter an d'Police waren dermadder beschäftegt, nach Mënschen ze retten, Plazen ofzesécheren, mä et war awer eng Zäit net kloer: Sinn nach Attentäter op de Stroossen, an de Gebaier ënnerwee? Sinn nach weider Mënscheliewen a Gefor? An et konnt ee sech also net sécher sinn, wien och am Endeffekt vläicht Affer oder Täter war.

A stellt Iech elo emol vir, an esou enger Situatioun, déi also vläicht een, zwee Deeg dauert, wou vill Duerjerneen ass, datt een do dann ee Verdächtegen nëmme kéint 24 Stonne festhalen, fir dann eventuell Preuven ze fannen, fir dee Verdächtegen da kënnen an Untersuchungshaft ze setzen!

Ech mengen, et mécht also duerchaus Sënn, datt den Autoritéiten dann deen néidege Sputt vu 24 zousätzleche Stonne ka gi ginn, fir genuch Zäit ze hunn, fir all Elementer ze sammelen, fir och déi richteg Decisiounen dann ze treffen. Well ech wéilt mer elo net ausmolen, wann hei am Land iergendeppes wier, en Attentat, an et misst een dann ee vun den eventuellen Täter lafe loossen, well een en nëmme 24 Stonne kéint festhalen, datt een all d'Epreuven hätt! Ech mengen, do brauche mer eis net auszemolen, wat fir eng Diskussioune mer dann hei hätten.

Ech mengen, déiselwecht Iwwerleeungen, déi kéint een och bei enger anerer Mesure ustellen, déi hei mam Gesetz agefouert gëtt, an zwar d'Perquisitiounen zu all Auerzäit an - ech soen emol e bëssen iwwerspëtzt - net nëmmen zu de Büroszäite vu moies sechs bis owes sechs. Ech mengen, och hei erkläert sech dat vum selwen, firwat dës Mesure absolutt noutwendeg oder berechtegt ass an esou engem Fall.

Ech mengen, wann d'Autoritéiten en Hiweis kréien, iwwer Nuecht zum Beispill, datt do imminent en Attentat kéint ausgefouert ginn oder geplangt ginn, dann ass et normal, datt een dann net seet: „Jo, mir waarde bis muer de Moie sechs Auer, ier mer da kucken anzegräifen." Ech mengen, och hei gesäit een, datt dat awer Saache sinn, déi absolutt Sënn maachen.

Mam Gesetz, an dat ass jo dat, wou een da méi oppasst, ob dat dann awer och am Aklang ass - ech soen emol - mat all de Biergerrechter. Et gi jo och verschidden Instrumenter agefouert, fir d'Lokalisatioun an d'Kommunikatioun vu potenziellen Täter ze suivéieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Och hei huet ee sech missen, an dat ass jo och e Fait, un déi nei Technologien upassen, an och eis Texter deem upassen. Et ass nun haut emol esou, datt am internationalen Terrorismus net méi iwwer onverschlësselt Kanäl, iwwert den Haustëlefon oder oft souguer emol net méi haut iwwert den Handy communiquéiert gëtt. Et gëtt gewéinlech mat anere Kommunikatiounsmethode gemaach, déi schwéier ze dekryptéiere sinn oder déi schwéier ofzelauschtere sinn: Skype, verschlësselt Mailen an esou weider.

An och do muss een also kënnen usetzen, well och an der Vergaangenheet huet ee jo gesinn, datt et och méiglech ass, eben haaptsächlech wann een d'Kommunikatioun kann interceptéiere vu potenziellen Terroristen oder Täter, datt een do awer eng gewëssen Erfollegsrat huet. Nëmmen als Erënnerung, datt, ech mengen, dat war virun zwee Joer, zu Léck verschidden terroristesch Attentäter konnte festgeholl ginn, ier se deen Dag duerno praktesch wollten zu der Aktioun iwwergoen.

Et ass natierlech och kloer: Eenzeltäter, déi et och gëtt, déi sinn natierlech schwéier ze erfaassen, och mat esou Systemer, well déi jo da gewéinlech net musse mat engem anere communiquéieren.

Ech mengen, och d'Infiltratioun, d'Benotze vu Pseudonymer an aner technesch Hëllefsmëttel, ouni se elo nach eng Kéier all opzezielen, dat gehéiert einfach haut zu enger moderner, géif ech emol soen, virun allem enger effizienter Antiterrorstrategie. An duerfir muss ee sech awer och kënnen déi Moyene ginn, fir dorobber ze setzen.

An ech wëll och soen: Hei déi Mesuren, déi kënne jo ëmmer nëmmen agesat ginn, wa wierklech en Terrorakt oder e Verbrieche géint d'Sécherheet vum Stat am Raum steet. A se ginn och vu strenge Kontrollmechanisme begleet. Duerfir si jo och nach déi eng oder aner Kéier d'Texter e bëssen ajustéiert ginn. Déi Instrumenter sinn also net geduecht, fir se géint den normale Bierger, géif ech emol soen, anzesetzen. Hei ass dat wierklech net de Fall! Dat muss ech ëmmer erëm betounen.

An, wéi gesot, bei all deene Mesuren, an dat ass eis eben och wichteg an engem Rechtsstat, sinn ëmmer eng ganz Rei Autorisatiounskontrollmechanisme virgesinn. Et dierf also keen arbiträr hei sinn. Et ass also esou, datt déi Prozedure wierklech nëmme virgesi sinn, wann et wierklech ëm verdächteg potenziell Attentäter geet.

Ech mengen, och duerfir, wéi gesot, dat ass ëmmer eis Suerg als Liberal, datt do de perséinlechen Dateschutz garantéiert ass. An dat ass awer hei fir eis an deem Text kloer de Fall mat all de Garantien. An duerfir kënne mir och deem Text zoustëmmen.

Här President, ech hunn eigentlech e bëssen déi äänlech Konklusioun wéi schonn d'Virriedner. Dëst Gesetz hei hätt eigentlech kee sech gewënscht, mä et ass absolutt noutwendeg, wa mer wëlle gutt an effikass opgestallt sinn, fir präventiv géint Terrorismus virzegoen.

Hei mat deem Gesetz kënne mer eis esou opstellen, datt mer de Risiko op e Minimum reduzéiere kënnen. Duerfir brauche mer dëst Gesetz. Duerfir brauche mer awer och de Service de renseignement, d'Police a Justizautoritéiten, déi déi néideg Instrumenter kréien, fir beschtméiglech kënne präventiv ze schaffen, heiheem an a Kooperatioun mat hiren europäeschen an internationale Partner an an der Hoffnung, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer bis an all Eiwegkeet verschount bleiwe vun esou Attentater.

Dat gesot, géif ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Berger. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Och mir schléissen eis de Virriedner vollumfänglech un. Wéi se richteg gesot hunn, besonnesch och den Alex Bodry: De Schutz vum Bierger ass déi virdrénglechst, ass déi éischten Aufgab vum Stat.

Et ass zwar schrecklech, datt mer esou ee Gesetz brauche wéi dat heiten, mä et ass gutt, datt mer et elo kréien. Wéi mir hei d'Verfassung geännert hunn, fir der Regierung a Krisefäll wäitestgehend Pouvoiren zouzegestoen, sote mir als ADR, dat wier an eisen Aen dee falsche Wee. Wann ee jo wéisst, wéi eng Bedroungen op eis zoukommen, da wier et besser, dat a Rou mat Aemooss zurzäit ze maachen. De Gesetzgeber soll et maachen a soll entspriechend Instrumenter schafen. Hei ass eent dervun. Et ass net dat eenzegt an der Präventioun. Ech kommen drop.

Duerch dëst Gesetz, wat d'Terrorismusbekämpfung ugeet, maache mer en éischte Schrëtt. Wann ee mir als Droitstudent oder jonken Affekot, an anere Kolleegen heibanne geet et d'selwecht, gesot hätt virun 30 Joer, mir géifen enges Daags engem Gesetz zoustëmmen, wat dem Stat esou wäitgehend Pouvoire gëtt - Ophiewung vum Bréifgeheimnis, Oflauschteraktioun doheem, am Auto, Infiltratioun a Computeren an esou weider an esou fort -, mir hätten déi Leit fir verréckt erkläert. An haut stinn ech awer hei a soen: Et ass gutt, datt mer dëst Gesetz kréien!

Mir kréien et, well et néideg ass. Keng aner Partei, keng vun eise Parteien hei géif deem Gesetz zoustëmmen, wann et net leider Gottes batter néideg wier.

An da komme mer zum Thema Präventioun. Wéi eng Ideologie deem blannen, verblennten islamisteschen Terror zugronn läit, ka wahrscheinlech kee vun eis rational verstoen. E gouf net verhënnert, mä e gouf gefërdert duerch de Fakt, datt Honnertdausende Mënschen ënnert dem Begréff „Flüchtling" an d'EU koumen, déi net erfaasst goufen: weder hir Identitéit, hir Nationalitéit, hiert Hierkunftsland, hire Wunnuert, mä schwätze mer guer net vum richtegen Alter oder vu Fangerofdréck. A Violatioun vun nationalen an internationalen Texter sinn déi an d'EU erakomm!

Vill vun dëse Mënsche si keng Asylanten am Sënn vum Asylrecht, wat indiskutabel all Mënsch zousteet an zoustoe muss, deen a sengem Land wéinst senger politescher Astellung, senger Relioun, senger sexueller Ausriichtung an esou weider verfollegt gëtt an ëm säi Liewe baange muss.

Si sinn och oft keng Krichsflüchtlingen am Sënn vun der Genfer Konventioun: Leit, deenen indiskutabel temporäre Schutz ze gewären ass, bis se nees kënnen heemkommen; déi Situatioun, déi mir selwer hei am Land virun nëmmen zwou Generatioune matgemaach hunn.

Déi meescht si Migranten, déi dat mënschlech duerchaus éierbart an novollzéibart Zil verfolgen, fir sech, hirer Famill oder hirer Duerfgemeinschaft eng besser Zukunft ze sécheren a materielle Wuelstand. A selbstverständlech sinn dës sozial Migranten net d'office Krimineller a scho guer net Terroristen, och wa se selbstverständlech eng enorm Belaaschtung fir d'sozial Kohäsioun vun eiser Gesellschaft a vun eise Sozialsystemer duerstellen.

Mä eben och d'Terroriste profitéiere vum Fait, datt eis EU-Baussegrenzen net geséchert sinn! Do ass d'Krux, wa mer wëlle vu Präventioun schwätzen! Mindestens zwee vun den Attentäter vu Paräis vum „Bataclan" sinn als Flüchtlingen iwwert d'Insel Leros an Europa agereest, genau ewéi zwee weider Membere vu genau där IS-Terrorzell. Wéinstens eng Dose weider IS-Terroriste si mat äänleche gefälschte Päss an Europa komm. Mir wëssen net, wou se sech befannen. Si liewen onerkannt matzen ënner eis.

Ee vun den Terroriste vu Bréissel, Mäerz 2016, koum als Bootsflüchtling aus der Türkei. D'Attentat op d'Londoner Metro, op de Chrëschtmaart bei der Berliner Gedächtniskirche, déi vun Ansbach a vu Würzburg: Si all goufe vun esou infiltréierten islamisteschen Terroriste verüübt!

Anescht wéi duerch Methoden, déi dëst Gesetz virgesäit, kënne mer eis net schützen, kënne mer eis Bierger net schützen, kënne mer eisem virdréngleche Statsoptrag net gerecht ginn, mä zu där Präventioun gehéiert och endlech eng seriö Iwwerwaachung vun eisen EU-Aussegrenzen.

Et ass schrecklech, datt mer dëst Gesetz brauchen, an et ass gutt, datt mer et haut kréien.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als nächste Riedner ass den Här Marc Baum ageschriwwen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Dëst Gesetz huet jo e Virlaf. E Virlaf, op dee verschidde Virriedner och schonn agaange sinn an deen als wesentlechst oder als markéierendst Element d'Attentater vum November 2015 zu Paräis hat.

Et huet nëmmen e puer Woche gedauert, bis zum 1. Dezember, bis d'Regierung dunn en éischte Jet vun dësem Projet deposéiert huet. An engem Zoustand vun enger gesellschaftlecher Hysterie, well Faite geschitt sinn, op déi eis Gesellschaft an deem dote Mooss net preparéiert war an déi se an där doter Form och esou net kannt huet, obwuel an Europa den Terrorismus eppes ass, wat zënter 30, 40, 50 Joer a verschiddene Länner gang und gäbe ass a wou déi verschidde Länner och Erfahrungen domadder hunn. Mä et hat eng nei Qualitéit, dat, wat do geschitt ass.

An nach eng Kéier, e puer Wochen drop, ass eng Proposition de révision constitutionnelle deposéiert ginn, déi den État d'urgence, deen duerno dann ofgeschwächt État de crise genannt sollt ginn, sollt erweideren. Dispositiounen, déi et schonn dee Moment an der Verfassung gi si fir international Konflikter oder international Krisen, sollten dunn och ausgebaut ginn op national Krisen; dëst alles am Numm vun der Terrorismusbekämpfung.

Dunn, nach eng Kéier e puer Wochen a Méint duerno, sinn dann déi éischt Avisen zu dësem Gesetz komm: d'Avise vun der nationaler Dateschutzkommissioun an d'Avise vun der konsultativer Mënscherechtskommissioun. An déi zwee Avisen haten eppes gemeinsam, nämlech datt se allen zwee d'Hänn iwwert dem Kapp zesummegeschloen hunn a wesentlech - wesentlech! - Elementer vun deem Projet, deen dolouch, kritiséiert hunn.

D'Regierung huet doropshin e puermol nogebessert, mä souguer nach bei der éischter Nobesserung war awer net esou wäit nogebessert ginn, datt zum Beispill net drastoung (veuillez lire: datt zum Beispill dragestanen hätt), datt Pseudonym-Enquêten net kéinten duerchgefouert gi mat Nimm vu reell existéierende Persounen.

Dunn Enn 2017 ass den Avis vum Statsrot komm. An deen Avis, dee war gradesou vernichtend, wann een dat esou ka soen. Et stoung dran, an ech liese vir: «La simple lecture des mesures ainsi proposées fait apparaître que lesdites mesures que les auteurs considèrent comme n'étant ‚pas dramatiques', sont au contraire des dispositions qui affectent certains droits fondamentaux des citoyens. Est ainsi affectée la protection de la vie privée garantie par l'article 11 (3) de la Constitution. Il en est de même de la liberté individuelle garantie par l'article 12 de la Constitution, plus particulièrement par la troisième phrase de cet article. Est encore restreinte l'inviolabilité du domicile (article 15 de la Constitution).» A véiertens: «L'inviolabilité du secret de la correspondance (article 28 de la Constitution) est elle aussi touchée par ces mesures.»

Alles dëst sinn awer Elementer, déi weisen, a wéi engem Esprit zumindest déi éischt Fassung vun deem doten Text geschriwwe ginn ass. A wann den Här Bodry virdru gesot huet, datt déi éischt Fassung „perfektibel" gewiescht wier, da muss een zumindest zréckhalen, datt dat en Euphemismus, mengen ech, ass.

Mir orientéieren eis an der Terrorismusbekämpfung an all deene verschiddene Mesuren a Gesetzer oder souguer a Verfassungsännerungen, a mir als Lénk hunn dat ëmmer erëm kritiséiert, ganz staark un deem, wat a Frankräich an an der Belsch geholl ginn ass vu repressive Mesuren. A mir hunn eis relativ wéineg un deem orientéiert, wéi Däitschland mat dem Phenomeen vum Terrorismus ëmgaangen ass, wéi eng Mesurë si geholl hunn oder virun allem net geholl hunn a wéi se op d'Kraaft vun hirem Rechtsstat vertraut hunn.

Madamm Presidentin, deen zweete grousse Problem, dee mer mat dësem Text hunn, dee läit a sengem Titel. Et ass en Text, deen d'Procédure pénale verännere wëllt, «lié(s) à la menace terroriste». An da si mer beim Begréff vum Terrorismus. Mir wëssen, den Här Braz huet virdru gesot: Den Ideolog ass ëmmer deen aneren. Den Terrorist ass och ëmmer deen aneren. Dat, wat verschidde Staten als Terroriste bezeechnen, gesi mir als Helden, an ëmgekéiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madamm Presidentin?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ee Moment! Här Baum, erlaabt Der, dass...?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech mengen, den Här Kartheiser wéilt mer eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech wollt just den Här Baum froen, ob e kéint dat präziséieren, ob dat elo gemengt war fir déi Lénk oder ob dat méi eng allgemeng Ausso war. Ech wollt e just froen, wéi eng Helden hien da géif consideréieren, déi iergendwou anescht als Terroristen ugesi ginn. Et wär awer interessant, dat hei gewuer ze ginn.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech mengen zum Beispill, wat an der Türkei geschitt an déi Denominatioun vun deene Leit, déi do als Terroriste bezeechent ginn an déi an anere Länner, notamment och bei eis, deelweis als Fräiheetskämpfer gesi ginn, Verteideger vu liberale Rechter. Ausser Dir géift dat elo, Dir hätt do eng aner Interpretatioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Esou formuléiert, kann ech dermat liewen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Gutt! Här Baum, un Iech.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech fäerten, ech hunn elo eppes falschgemaach.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen, et ass fein. Här Baum, et ass un Iech.

(Hilarité)

Den Här Baum huet eleng d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Madamm Presidentin, dee Begréff „Terrorismus" ass, wéi e fir d'Éischt an eis Gesetzgebung agefloss ass, näämlech 2003, vun Ufank un extrem schwammeg gewiescht. An dat ass och dee Moment 2003 vu ville kritiséiert ginn. Et ass kritiséiert ginn deemools vun deene Gréngen. Et ass kritiséiert gi vun der LSAP, déi och duerfir dergéint votéiert hunn, well de Begréff eng Nebulös ass, deen awer gläichzäiteg vum repressive Potenzial onheemlech vill Méiglechkeeten opmécht a wou genau d'Proportionalitéit a Fro gestallt ginn ass, déi notamment mat deem Begréff vum Terrorismus zesummenhänkt.

Et ass also e Begréff, deen, an eisen Aen, net gekläert ass an deen awer, zumindest an der Referenz, d'Basis zum Deel vun dësem Text duerstellt. En Text, wou an der Procédure pénale d'Mëttelen erweidert ginn, d'Intrusioun erweidert gëtt; Aschnëtter, déi deelweis wäitgoend Konsequenze kënne fir d'Privatliewen hunn.

Mir hätten eis gewënscht, dës Regierung hätt an deene leschte fënnef Joer dee Chantier ugepaakt an hätt versicht, dee Begréff méi ze klären, fir all deem, all deene Kriticken, déi ganz dacks an der Vergaangenheet och erëmkomm sinn, net nëmmen de Wand aus de Segelen ze huelen, mä virun allem d'Berechtegung ewechzehuelen. Dat ass leider net geschitt. An duerfir liewe mer elo nach mat deem ganz schwammegen, nebulöse Begréff.

Eppes, wat mech weider e bësse stéiert oder souguer ganz staark stéiert un deem Text hei, dat ass, datt, wéi mer iwwert den État d'urgence diskutéiert hunn, wat jo deelweis och eng hefteg Diskussioun war, déi och an der Zivillgesellschaft gefouert ginn ass, dunn ass ëmmer erëm een Argument erëmkomm, wat doranner bestanen huet, fir ze soen: „Mä kommt, et ass besser, et ass méi fortschrëttlech, mer schreiwen den État d'urgence, also den Ausnamezoustand, an d'Verfassung, mir reglementéieren deen, mir maachen do méiglechst vill Garde-fouen, well dat verhënnert, datt mer ebe justement eng weider Repressioun am Droit ordinaire kënne virhuelen!"

An ech stellen elo awer fest, datt mer béides maachen! Dat heite si repressiv Mesuren, a mir hunn och nach den État d'urgence erweidert an der Verfassung.

Duerfir menge mir als Lénk, datt mer nieft der Fro, ob mer prett sinn, eis virun terroristesche Menacen ze schützen, och prett misste sinn, fir eis rechtsstaatlech Grondfräiheeten ze schützen. A mer mengen, datt dësen Text leider Gottes nu wierklech net dozou bäidréit. An duerfir wäerte mer och géint dësen Text stëmmen.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Ech hunn elo keen aneren Deputéierte méi ageschriwwen. Da géif ech elo den Här Justizminister bieden, op d'Tribün ze kommen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Madamm Presidentin. Den Text, iwwert dee mer haut diskutéieren, dat ass scho gesot ginn, ass den 1. Dezember 2015 offiziell deposéiert ginn. An do war natierlech e Lien mat den drameteschen Evenementer vum „Bataclan" zu Paräis, déi, wéi Der nach all wësst, freides den 13. November 2015 waren. Mir hunn also en Text bannent ganz kuerzer Zäit no deenen Evenementer deposéiert.

Et si virdrun, ech mengen, et war den Här Baum, Begréffer gefall wéi „Hysterie" an deem heite Kontext. Esou hunn ech dat net an Erënnerung. Et war dee Moment hei am Land wéi och soss iwwerall an Europa eng ganz grouss Betraffenheet. Trauer, Roserei, Suerg ass ausgedréckt ginn.

An op der Säit vun de politesche Responsabelen hunn ech och keng Hysterie festgestallt, mä et war éischter Responsabilitéit a Realismus iwwert dat, wat net wäit vun eis ewech geschitt ass a vun deem mer leider mussen unhuelen, dass kee Land, trotz all de Moyenen, déi et deployéiere kann, eng Garantie huet, dass et dat Land net trëfft.

Dofir kann ech nëmme mat all deenen d'accord sinn, déi virdru scho gesot hunn, dass mer gären op dëst Gesetz verzicht hätten an dass mer souguer hoffen, dass d'Gesetz hoffentlech net brauch zur Uwendung ze kommen, well mer mat deem Phenomeen net an deem Mooss wäerte konfrontéiert sinn, wéi dësen Text et eis awer erlaabt, fir drop ze äntwerten.

Mir hunn also effektiv séier en Text gemaach. Dat war awer keen Akt, deen oniwwerluecht war, well déi Mesuren, déi haut am Text drastinn, sinn duerchaus Mesuren, iwwert déi sech och scho virdrun, um Niveau vun de Verfolgungsautoritéiten an der Haaptsaach, Gedanke gemaach gi sinn. An dofir war et och méiglech, a relativ kuerzer Zäit en éischten Draft vun dësem Text op den Dësch ze leeën.

Et ass ganz vill iwwert dësen Text gesot ginn, leider och ganz villes, wat net zoutrëfft, wat net stëmmt. Dësem Text ass virgeworf ginn, et wär en Iwwerwaachungstext, e géif d'Grondrechter a Gefor bréngen, all d'Leit, och déi, déi sech näischt virzewerfen hätten, kéinte prinzipiell hei vum Stat iwwerwaacht ginn, d'Polizei kréich Rechter, déi wäit an eigentlech ze wäit géife goen, an déi Mesurë wären zum Deel hautement contestabel.

Ech wëll dozou just e puer Remarke maachen.

Déi éischt ass, fir ze ënnersträichen, dass deen heiten Text - an dat ënnerscheet eis zum Deel däitlech vun deem, wat an anere Länner gemaach ginn ass, an dofir sinn ech och mam Här Baum op deem Punkt do net d'accord -: Mir hunn hei net dat gemaach, wat an anere Länner, och no bei eis a ronderëm eis, gemaach ginn ass, well deen heiten Text all seng Mesuren, déi e beinhalt, judiciariséiert huet. Hei si mer exklusiv am Beräich vum Judiciaire, dat heescht och mat all de Garantien, déi et am Beräich vum Judiciaire gëtt, duerch eis eegen national Texter, duerch eis Verfassung an och duerch international Texter a Konventiounen, zu deene Lëtzebuerg seng Zoustëmmung ginn huet.

Mir sinn hei net am Beräich vun der Police administrative, wou mer géife Rechter, contrairement zu deem zum Beispill, wat Frankräich deelweis gemaach huet, wat d'Belsch deelweis gemaach huet... Eis Demarche fënnt ausschliisslech statt am Beräich vum Judiciaire. Dat ass e fundamentale Punkt, deen net oft genuch an deem heite Beräich erwäänt gëtt.

Déi zweet Remark, déi ech wëll maachen, an déi hänkt un där éischter mat drun: Hei si mer net am Beräich vun der Iwwerwaachung, fir kee Bierger an dësem Land. Hei si mer am Beräich vun der Strofverfolgung. D'Justizautoritéiten, d'Strofverfolgungsautoritéite ginn aktiv dee Moment, wou eng Infraktioun virläit oder wou zumindest de Verdacht, de begrënnte Verdacht op eng Strofdot virläit.

Et ass also keng Mesure, déi wahllos op Leit applizéiert gëtt, déi duerch Zoufall géifen an esou eng Kontroll geroden. Wien ënnert d'Applikatioun vun dësen neien Artikele vum Code pénal, vum Code de procédure pénale fält, si Leit, déi schonn eng Strofdot begaangen hunn oder déi zumindest am begrënnte Verdacht stinn, dass se eng Strofdot an deem enk limitéierte Beräich vum Terrorissem an der Sûreté de l'État begaangen hunn, well och do gëtt et eng ganz däitlech Limitt, wat de Champ d'application vun dëse Mesuren ass.

Et ass wichteg ze ënnersträichen, fir net, zum Deel a Phantasmen, ze mengen, dass mer hei amgaange wieren, ganz aner Saachen heimadder ze maachen.

Deen Text, wéi mer en deposéiert hunn, war begleet vun Demandë vun Avisen. Déi Avisen, déi komm si vun der CCDH, vun der CNPD, si vun der Regierung gefrot ginn. Dat ware keng kritesch Avisen, déi eis wollten op d'Plaz setzen. Dat sinn Avisen, déi d'Regierung selwer gefrot huet, well se wollt dès le début en Text maachen - well en aneren Text hätt ech heibannen net verteidegt! -, deen op all Zeil an op all Wuert deenen héchsten Usprëch vun den internationale Konventiounen am Beräich vun der Protection de la vie privée a vum Dateschutz gerecht gëtt!

Haut hu mer esou en Text! A fir dass esou en Text méiglech gëtt, hu mer Institutiounen hei am Land, déi eis dobäi hëllefen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wann eng Regierung mat hire Servicer ëmmer eleng à même wier, en Text ze maachen, deen iwwer all Kritik erhabe wier, da bräichte mer keng CCDH, da bräichte mer keng CNPD! Firwat hu mer spezialiséiert Gremie wéi eng CCDH, wéi eng CNPD? Mä justement, well déi eng Expertise an en Know-how hunn, déi eis et erlaben, iwwert dat erauszegoen, wat mir selwer kënnen op den Dësch leeën.

An dann - an dat ass de sprangende Punkt - muss eng Regierung och gewëllt sinn, deenen Avisen do nozelauschteren! D'CNPD an d'CCDH hunn an der Vergaangenheet - net bei dëser Regierung - schonn oft Avise gemaach, déi guer net oder bal net respektéiert gi sinn!

Ech beéiere mech am Numm vun dëser Regierung, dass déi Avisen, déi mer gefrot hunn, och integral befollegt gi sinn, vun der CNPD a vun der CCDH! Dat ass d'Demarche vun der Regierung. Et ass net just en initialen „Jet", deen et hei ze bewäerte gëtt. Et ass och déi Demarche hannendrun, déi mir initiéiert hunn an déi mer befollegt hunn.

An nawell war dat net gutt genuch, well nodeems mer den Avis vun der CCDH a vun der CNPD integréiert haten, koum deen éischten Avis vum Statsrot. An obwuel mer do CNPD- a CCDH-konform waren, huet de Statsrot nach eng Kéier eng ganz Rei Awänn fonnt, déi mer och do nach eng Kéier befollegt hunn. An och beim zweeten Avis ass et nach eng Kéier esou gaangen.

Um Enn bleift en Text - an och dat héiert een dann net -, deen net nëmmen all déi Remarken integréiert huet - vum Statsrot, vun der CNPD, vun der CCDH -, mä um Enn ass och en Text, well wann ee verschidden Interventioune gelauschtert huet, da mengt een, den Text vun der Regierung wier auserneegeholl ginn.

Dofir, nach eng Kéier, och do wëll ech ënnersträichen: Den Text vun der Regierung huet sechs Mesurë proposéiert, deen initialen Text. Déi sechs Mesurë sinn nach ëmmer do. Keng eenzeg Mesure ass am Respekt vun den Avise vum CCDH, CNPD a Statsrot gestrach ginn! Wat geännert huet, ass, dass d'Libelléen, fir et nach méi kloerzemaachen, wou d'Limitte si vun der Applikatioun dovun, dass déi präzi-

séiert gi sinn, mä déi Duerstellung, do wär e bal raibereschen Text gemaach ginn, deen duerno komplett ersat gi wier duerch eppes anescht, déi ass schlichtweg falsch.

Déi sechs Mesuren, déi proposéiert gi sinn: Eng dovunner ass elo an een anere Projet de loi eriwwergaangen, mä se besteet do, an déi aner sinn an dësem Text bliwwen, soudass d'Regierung par rapport zu de Mesuren an den Instrumenter, déi se de Strofverfolgungsbehërden hei zur Verfügung stellt, keng eenzeg huet missen änneren oder sträichen. Et ass d'Applikatioun, d'Präzisioun op de Ränner vun der Applikatioun, déi geännert huet, an do hu mir all Avis befollegt.

Ech mengen, dass dat méi e richtegt Bild wërft, souwuel op den Ecart tëschent dem initialen an dem Text, dee mer haut zur Ofstëmmung bréngen, an och zu der Demarche vun der Regierung.

Ech sinn op jidde Fall frou, dass mer an dësem Land et fäerdegbréngen, an dëser Matière, déi eng ganz delikat ass, eng fundamental wichteg ass, et haut fäerdegbréngen, esou en Text mat enger ganz breeder Majoritéit ze stëmmen, deen à la fois de Strofverfolgungsbehërden déi Instrumenter a Moyene gëtt, déi se brauchen, an op där anerer Säit sämtlech an héchst Ufuerderungen am Beräich vum Schutz vum Privatliewen, vun de Grondrechter assuréiert. Dat ass net esou einfach hinzekréien. Mir hunn dat zesummen hikritt an ech sinn doriwwer ganz frou.

An eng lescht Remark, fir ze ënnersträichen, dass et och keng Alternativ gouf zu där Demarche. Wann Der alles dat kritiséiert, dass mer en Text gemaach hunn, obwuel mer alles integréiert hunn, dass deen awer heihinner… Sou, da froen ech: Wat wier dann d'Alternativ gewiescht? Dass mer net reagéieren? Dass mer einfach soen: Okay, mir kucken eis nach e puer aner méi politesch agreabel Saachen un, déi fir eis all an der Confortzon sinn, déi och utile kënne sinn, mä do, wou et ëm d'Substanz geet vun de Moyene vun de Strofverfolgungsbehërden, hätte mer dann einfach näischt gemaach. Dat wär da richteg gewiescht? Sorry, dat ass einfach net an der Realitéit, wou deen doten Discours ka stattfannen!

Mir hunn eng Realitéit. Där hu mer eis gestallt, an zwar esou, dass mer mat guddem Gewësse kënne soen, dass d'Grondrechter zu Lëtzebuerg an deem heite Fall respektéiert sinn an dass eis Strofverfolgungsbehërden déi Moyene kréien, déi se brauchen, fir an dëser Matière kloer beschriwwen, kloer delimitéiert kënnen aktiv ze ginn; wat et misst sinn a wat mer alleguerten hoffen, dass et net wäert antrieden.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Parole après ministre!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn dat direkt erkannt. Dat stoung Iech um Gesiicht geschriwwen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, jo. Also ech mengen awer, datt ech och mat ganz villem kann averstane sinn, wat den Här Braz gesot huet, an ech hu jo och net gesot, datt keng Veränerungen un deem Text gemaach gi wieren. Nawell ass et keng Phantasmagorie, dee franséischen Text aus dem Conseil d'Etat, deen ech virgelies hunn, mä dat stoung schwaarz op wäiss do, datt e gemengt huet a sengem éischten Avis, datt véier grondleeënd Verfassungsprinzipien, wat déi klassesch biergerrechtlech Fräiheeten ugaange wieren, a Fro gestallt wieren.

Woumat ech awer wierklech net averstane sinn, dat ass elo déi pauschaliséierend Duerstellung! Et gëtt just Schwaarz oder Wäiss. Entweder maache mer näischt an da si mer alleguer irresponsabel, oder mer maachen dat do an da gëtt et och just dat doten.

Ech hunn a menger Interventioun drop higewisen, datt aner Länner anescht domat ëmgaange sinn. An ech hätt mer och an dësem Fall méi däitsch Besonnenheet gewënscht, une fois.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, dat ass och net dat, wat ech Iech wollt reprochéieren. De Punkt war, dass Dir bei Ärer Analys stoe bliwwe sidd bei den initialen Avisen.

Mä Punkt war just, fir ze soen, d'Regierung ass bis zum Enn deen dote Wee gaangen, mat deenen Avisen. An deen Text, dee mer haut hunn - an dat war d'Demarche vun der Regierung, well, nach eng Kéier, een aneren Text hätt ech heibannen net verdeedegt -, deen Text, dee mer haut um Dësch leien hunn, ass en Text, deen all deenen Avise Rechnung dréit, déi mir gefrot hunn, déi mir gewëllt waren, ze befollegen, fir dass mer um Enn en Text hunn, deen deem doten alles entsprécht. Dat war just de Punkt. Et geet net duer, ze soen: „Initialement huet emol eng Kéier ee geschriwwen…"

An nach eng Kéier: Déi sechs Mesuren, déi d'Regierung proposéiert huet, sinn elo konform zu all deenen Avisen. An déi sechs Mesurë sinn nach ëmmer an de Gesetzestexter. Do ass keng den Affer gi vum Respekt vun deenen doten Avisen.

A meng aschränkend Remark, Här Baum, huet sech och just bezunn op dat, wou Dir sot, dat wär elo Schwaarz oder Wäiss. Neen, meng Fro war am Beräich vun der Strofverfolgung, well, nach eng Kéier, dësen Text mécht nëmme Strofverfolgung.

Wa mer dat hei net gemaach hätten, wiere mer dann der Meenung gewiescht, dass mer am Beräich vun de Strofverfolgungsinstrumenter guer näischt bräichten ze maachen?

Une voix.- Ganz richteg!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech schwätzen nëmme vun der Strofverfolgung. Dass et och aner Moyene gëtt, déi ee supplementaire ka maachen, do si mer eis eens. Mä och d'Strofverfolgung muss hei begaange ginn. An ech mengen, dass et keng Alternativ war, an der Strofverfolgung näischt ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Da gi mer zur Ofstëmmung iwwer iwwert de Projet de loi 6921.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6921 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

58-mol Jo, bei 2 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet de loi 6921 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par Mme Martine Mergen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marco Schank) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour: de Projet de loi 7205, d'Transpositioun vun engem EU-Reglement géint d'Verbreedung vun invasiven exoteschen Aarten. An den Här Gérard Anzia huet d'Wuert.

4. 7205 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) nº1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei, wéi elo schonn ugedeit, ëm d'Ëmsetzung vun engem europäesche Reglement betreffend d'Aféierung an d'Ausbreedung vun invasiven exoteschen Aarte vun Déieren a vu Planzen.

Den Objectif läit hei ganz kloer an der Präventioun, am Erkennen, am schnelle Reagéieren an am Management vun dësen Aarten. An dat à court terme, à long terme an och, fir ebe verschiddene Vektore Rechnung ze droen, an zwar éischtens emol dem ekonomesche Schued, deen dës Planzen an Aarten, Déieren hei kënne verursaachen, den ökologesche Schued, de Schued fir d'Biodiversitéit an och de Schued vun der Gesondheet vum Mënsch.

Ech géif fir d'Éischt awer emol op dee Volet agoen, wéi mer hei virgaange sinn. Den Depot, dee war de 7. November 2017 hei an der Chamber. De Conseil d'État huet säin Avis den 30. Mäerz ofginn. D'Chambre de Commerce respektiv d'Chambre d'Agriculture hunn hir Avisen den 2. an den 20. Mäerz dëst Joer ofginn. Den 2. Mee hu mer dozou an der Environnementskommissioun geschwat a mech selwer als Rapporteur benannt. An de Rapport, deen ass den 9. Mee ugeholl ginn.

Déi Aarten hei, déi invasiv exotesch Aarten, déi sinn entweder per Accident oder se si ganz bewosst duerch de Mënsch agefouert ginn. Et gëtt geschat, dass op EU-Niveau dären 12.000 Stéck do sinn um Territoire. Déi ginn awer geregelt - an dat ass dat wichtegst Element an dësem ganze Projet de loi - an u sech a Lëschten opgefouert, déi och deenen dräi Kritäre Rechnung droen, den ekonomeschen, den ökologeschen oder de gesondheetleche Schued.

Deen éischte Jet vun dëser Lëscht, dee war am Juli 2016 erauskomm. Do ware 37 Aarten drop. Déi zweet Nobesserung ass 2017 komm, och am Juli. Do waren 12 Aarte bäikomm. Dat sinn därer elo 49 op dëser europäescher Lëscht, dovun 23 Planzen a 26 Déieren, déi do wieren.

A ganz wichteg: An dësem Projet de loi féiere mer och d'Méiglechkeet an am Artikel 5, dass mer kënne Lëschten op nationalem Niveau aféieren, wou mer aner Aarte kënnen dropsetzen, déi fir eis an deenen dräi Vektoren ebe kënne Schued verursaachen.

Ech géif ganz kuerz op déi verschidden Artikelen agoen, wat an dësem Projet de loi hei gemaach gëtt, a virdrun nach eng Kéier op den Avis vum Statsrot agoen.

Den Avis vum Statsrot war just op engem Punkt, dat war betreffend dem Artikel 2, wat d'Permisen ugaangen ass, dat heescht, d'Geneemegungen, wat de Volet vun der Fuerschung, vun dem medezinnesche Vektor ass, wou awer esou Aarte kéinte genotzt ginn. Do war u sech den europäesche Reglementstext net vollstänneg ëmgesat ginn an duerfir si mer där Opposition formelle nogaangen. Mir hunn dat komplett ëmgesat.

Den Avis vun der Chambre de Commerce, do ass bedauert ginn, dass dëst Reglement e bësse méi spéit oder ze spéit géif ëmgesat ginn. D'Chambre d'Agriculture erkennt d'Problematik vun dësen Déieren- a Planzenaarten op lëtzebuergeschem Territoire an ass och do ganz alerte an ënnerstëtzt d'Aféierung vun dëse Lëschte respektiv de Mesuren, fir dergéint virzegoen.

Am Artikel 1 gëtt festgeluecht, wie kompetent an dësem Dossier ass. Dat ass den Ëmweltministère. Am 2, do sinn déi Permisen, déi Ausnameregelunge festgehalen, déi kënnen erdeelt ginn, fir awer op dësen Aarten oder mat dëse Planzen an Déiere kënnen ze schaffen.

Am Artikel 3, do kënnt dat, wat ech gesot hunn, dee wichtegen Artikel vun där nationaler Lëscht, wou mer als Beispill op der europäescher Lëscht d'Nilgäns drop hunn a wou mer awer genau wëssen, dass deenen hir Cousinen, nennen ech déi elo, déi kanadesch Gäns, zu Lëtzebuerg ganz vill Schued maachen an déi einheimesch Gänse verdreiwen. An duerfir kéint dat esou eng Aart sinn, déi u sech op déi national Lëscht géif komme vun deenen exoteschen invasiven Aarten.

Am Artikel 4 gëtt festgeluecht, wéi de Public kann deelhuelen, an zwar wa Plan-d'actionen ausgeschafft ginn, fir géint d'Ausbreedung vun dësen Aarte virzegoen.

Am Artikel 5 sinn u sech all déi administrativ Mesurë festgehalen, wéi ee ka virgoen, fir dergéint ze wierken, dass ee Mesures d'urgence kann ergräifen, wann eng Aart, zum Beispill eng Planzenaart, eben iwwerhandhëlt respektiv wéi ee kann e Prelevement aus der Natur maachen.

Am Artikel 6 geet et u sech drëm: Wie kann alles elo Infraktioune géint dëst Gesetz nogoen? An do hu mer dräi Akteuren, eng Kéier d'Douane, d'ANF an d'AGE, déi och do all Kéiers d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire kréien, nodeem dass se eng entspriechend Formation professionnelle gemaach hunn.

Am Artikel 7 geet et drëm, wat fir Rechter a Prérogatives de contrôle do sinn. Natierlech, d'Police grand-ducale ass ëmmer do am Recht, an déi virgenannten Akteuren och, fir u sech Saisien ze maachen oder fir kënnen anzegräifen.

Den Artikel 8, ganz wesentlech, do ginn d'Sanction-pénalle festgeluecht, an déi si ganz straff an dësem Projet de loi: vun aacht Deeg bis ee Mount Prisongsstrof respektiv 50.000 Euro bis 500.000 Euro Geldstrof, oder eent vun deenen.

Am Artikel 9 gëtt nach eng Kéier den Droit de recours agefouert vun den Associations écologiques.

An dann hu mer nach den Artikel 10, deen de Recours en réformation virum Tribunal administratif festleet, wann een hei mat enger Decisioun vum Minister am Kader vun dësem Règlement européen net averstanen ass.

Ier ech elo de Schluss maachen an den Accord gi vun der grénger Fraktioun, wëll ech awer elo - net, well ech elo nach därmoosse vill Riedezäit hunn; dat hat den Edy Mertens eng Kéier hei gesot an eng Geschicht vun engem Léiw gezielt -, wëll ech awer trotzdeem eng Geschicht zielen, fir dat e bëssen ze illustréieren.

Zwou Saachen: Wat sinn iwwerhaapt déi exotesch Aarten? Do hu mer de Riesenbärenklau, e grousse Problem. Dat ass eng Planz, déi iwwerhandhëlt an och geféierlech fir d'Gesondheet ass. Damwëld, agefouert vu verschidde Jeeër, an duerno ass dat an d'fräi Natur iwwergesidelt. De Wäschbier kennt Der. D'Nilgäns, hat ech scho gesot, an de Signalkriibs. An da kommen ech bei mengem Beispill un.

Am Hierscht 2016 sinn ech mat mengem Meedchen Äppel plécke gaangen; et muss ee jo eng Geschicht aus dem Norden zielen.

(Interruption)

An zwar ass dat an enger Wiss, wou eng kleng Baach laanschtleeft. Du ginn ech och mat mengem Meedche laanscht d'Baach kucken an do entdecken ech dann ee Steen, dee bougéiert. Deen huet mech natierlech e bëssen intriguéiert, well Steng meeschtens bei wéineg Waasser net wackelen. An dat war natierlech kee Steen, mä et war e Signalkriibs, dee 15 Zentimeter laang war. Ech hunn natierlech dunn eng Foto vun deem gemaach. Ech hat och ëmmer gemengt, et wier en amerikanesche Kriibs, mä et war awer u sech ee Signalkriibs.

Ech hunn eng Foto gemaach an dat op der ANF gemellt. An dann e grousse Merci un den Tiago De Sousa, deen direkt mat senger Equipp komm ass. Si hu Reisen opgestallt an där klenger Baach, well déi u sech ustéisst un en Naturschutzreservat, an hunn därer 40 Stéck do erausgefaangen.

Fir déi Leit, déi interesséiert sinn: Sou gesäit de Gesell aus! Mä dat gesäit een op där Opléisung vun dësem Blat ganz sécher net an der Kamera.

(M. Gérard Anzia montre une photo à la Chambre des Députés.)

(Interruptions)

Ah, Dir wëllt dat och gesinn?

(Interruptions)

Do ass de Kandidat. An de President och.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Aah, villmools Merci!

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Et voilà!

(Interruptions)

Et ass och esou, dass déi 40 Stéck wäerten engem kulinaresche Genoss zougefouert ginn, souwäit ech do informéiert sinn.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, hei kritt Der Äre Kriibs erëm.

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur, och fir den Anschauungsunterrecht. An éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis, wann ech mech net iren.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President. No deem klengen Ausfluch bei d'Kriibsewelt wollt ech dem Gérard Anzia Merci soe fir de mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech ginn och den Accord vun der CSV, wollt awer mer erlaben, eng Fro ze stellen, well mer de 27. Abrëll dëst Joer mat enger Recommandatioun vum interregionale Grupp befaasst si ginn. An do steet dran an engem interessante Saz: Déi dräi Länner, Belsch, Lëtzebuerg an Däitschland, sollten an hirem nordesche Gebitt - Äifel, Ardennen an och dem Éislek - kucken, wat do alles vun invasiven Déieren a Planzen erëmgeeschtert.

An deen zweeten Aspect an där Resolutioun ass nach méi interessant. Et soll am Biologieunterrecht de Kanner vermëttelt ginn - wat nei ass -, dass mer eis mat esou Planzenaarte mussen ausenanersetzen. Mir hu grad e Fall gesot kritt vun engem Kriibs. Mä et gi jo och Kanner, déi sech do verbrannt hu bei dem Bärenklau an esou virun. Dat heescht also, do leeft eppes zesummen. Dat sollte mer also méi schaarf kucken.

Den Accord vun der CSV hunn ech bruecht. Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann d'Madamm Asselborn.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Majo, ech hunn dann déi grouss Éier, am Numm vun der LSAP dem Rapporteur fir d'Éischt emol Merci ze soe fir säi Rapport haut de Mëtten hei an och dee schréftlechen, deen en eis geliwwert huet. An ech ginn dann den Accord vun der Sozialistescher Partei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Och ech géif dem Rapporteur ganz gäre Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport, virun allem fir déi ganz erfrëschend Geschicht um Schluss. À refaire, géif ech soen. An an deem Sënn...

Une voix.- Déi kritt Der och vun eis!

M. Max Hahn *(DP).*- ...ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

(Hilarité et interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus fir d'Éischt emol e Merci un de Rapporteur fir alles dat, wat en eis erzielt huet an erklärt huet.

Mir hunn als ADR mat der Ausriichtung vun dësem Gesetz kee Problem. Mir schléissen eis awer och den Observatioune vun der Chambre d'Agriculture un, déi jo kritiséiert huet, datt bei 13 Aarten, déi am Ableck bal um ganzen Territoire, op jidde Fall wäit verbreet sinn hei um Territoire, nach net genuch gemaach gouf, fir deem entgéintzewierken. An d'Fro ass natierlech: Wat mécht d'Regierung, fir déi Situatioun ze geréieren?

Et ass och esou - an ech mengen, et ass dorobber ugespillt ginn -, datt mer verschidde Kontradiktiounen nach hu bei der Ëmsetzung vun der europäescher Lëscht an eisen nationale Reglementatiounen. Och déi mussen ugepasst ginn.

De Problem, dee mer an dëser Diskussioun hunn, ass méi ee vu rechtsstaatlecher Natur. Mir hunn hei éischtens ganz héich Strofen, wou d'Chambre de Commerce - mä net nëmme si - seet, déi sinn ze héich fir dat, iwwer wat mer hei schwätzen.

Mir hunn och nach ëmmer eng Regelung fir d'ONGen, datt déi sech kënne Partie civile constituéieren, obschonn zënter Joren ee Ministère public déi ganz Responsabilité sociale huet an de ganzen Domän kann ofdecken. D'Fro stellt sech also, ob mer nach un där Méiglechkeet solle festhalen, datt ONGe sech kënnen als Partie civile och constituéieren, wou u sech de Ministère public scho laang Kompetenzen huet.

An déi drëtt a méi grondsätzlech Fro ass: Gi mer net dauernd méi Leit, Administratiounen, déi eigentlech net derfir geduecht sinn, Polizeirechter? Den Här Anzia hat se a sengem Rapport opgezielt, wien alles hei kann Officier de police judiciaire sinn, wéi eng Rechter déi hunn, déi och zimlech wäit ginn an déi souguer eng Visite domiciliaire ënner gewëssene Konditiounen net ausschléissen.

D'ADR seet do ganz kloer, mir sollen net eng Proliferatioun vun Officiers de police judiciaire hunn. Mir sollen éischter kucken, datt mer am Kader vun der Douane, awer de préférence vun der Police eng Ëmweltpolizei schafen, déi déi ganz Panoplie vun dëse Gesetzer géif ofdecken. Dat si Leit, déi sinn ausgebilt. Déi sinn an engem klore rechtsstaatleche Kader, fir déi Saache kënnen ze maachen, soudatt d'Ëmweltverwaltung an aner Verwaltunge sech kënnen op hir eigentlech Tâchë konzentréieren. A mat Verfolgung och vu Strofdoten am Ëmweltberäich erëm hei an de Kompetenzberäich vun der Polizei usidelen, do, wou et rechtsstaatlech am einfachsten ass an am richtegsten ass, fir domadder ëmzegoen.

Wéi gesot, d'ADR ass mam Gesetz per se d'accord; mat der Ausriichtung onbedéngt. Awer well mer eng aner Attitüd hunn, eng aner Iwwerzeegung, wéi mer solle Strofdoten am Ëmweltberäich ugoen, wäerte mir eis an dësem Gesetz enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Och e Merci un de Rapporteur, och fir seng liefhaft Geschicht, wou ech ee Moment gefaart hat, wéi e mam Kriibs ugefaangen huet, e géif iwwert de Kolleeg Alexander schwätzen,...

(Hilarité)

...deen, wéi mer wëssen, jo och duerchaus exotesch ka sinn, mä vläicht net grad esou envahissant. Mir stëmmen deem Projet zou.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo kënnt Der frou sinn, dass den Här Alexander Krieps kee Fait personnel invoquéiert!

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- E fillt sech geéiert!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet elo d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Fir d'Éischt emol wëll ech dem Rapporteur, dem Gérard Anzia, e grousse Merci soe fir dee vollstännegen a gudde Rapport. An da versichen ech awer, nach eng Kéier ganz kuerz op déi invasiv Aarten anzegoen, déi wierklech e grousse Problem sinn, well et e groussen Impakt huet, 20 Milliarden Euro am Joer an der EU, dat sinn op weltwäitem Niveau 5% vum GDP. Ech mengen, dat ass net keen Impakt, an dofir ass et ganz wichteg, dass mer dat heiten haut maachen an dass mer natierlech awer och Sensibiliséierung maachen.

An da kommen ech op dem Här Oberweis seng Fro - do sinn immens vill Leit haut schonn um Terrain ënnerwee. Mir waren dat viru ronn zwee Joer eng Kéier mat der Press kucken, wat een alles géint invasiv Aarten - do ginn et jo ënnerschiddlecher; dat eent sinn d'Déieren, dat anert sinn d'Planzen, an dann hu mer och nach Schuedorganisme wéi Pilzbefall zum Beispill un eisen Eschen. Dofir ginn déi kapott.

Dofir ass et wichteg, dass all Akteure matmaachen. An haut hu mer schonn d'Natur- a Bëschverwaltung ënnerwee. Mir hunn d'Waasserverwaltung, mir hunn d'Naturparken, d'biologesch Statiounen. An et gëllt natierlech ëmmer, an dat insbesondere do - de Riesenbärenklau ass gefall -, wou mer e Problem hu vun der Gesondheet vun de Leit - well do kann ee sech dru verbrennen, dat gëtt immens Blosen -, ze sensibiliséieren.

Do hoffe mer natierlech op d'Mataarbecht vu jiddwerengem. Mä déi Efforte sinn, wéi gesot, haut scho ganz massiv amgaangen. An do soen ech den Akteuren um Terrain, déi wierklech gutt Aarbecht laanscht eis Baachleef gemaach hunn an iwwerall soss och, wierklech e ganz grousse Merci, well dat ass e ganz sensibelt Thema.

Nach méi sensibel gëtt et natierlech, an dat kënnt Der Iech denken, wann et ëm Déiere geet wéi Wäschbieren oder Gänsen, wou jo och nach de Risk ass, dass deen een oder anere fënnt, dass dat ganz léif Aarte sinn. Dofir sinn do d'Aktiounsplang, déi mer musse maachen, ganz wichteg. Wichteg ass och, dass mer eis hei d'Moyene ginn, hei e Suivi ze maachen, e Comité ze maachen, dee mer nei instauréieren, deen eis beréit.

D'ONGen, Här Kartheiser, ech mengen, do ass awer Aarhus ganz wichteg. An et ass eng Ëmsetzung. An ech mengen, do bleiwe mer op deem Wee. An d'Police ka jo och OPJ sinn. An ech mengen, dass mer hei Experten um Terrain hunn, déi duerchaus hir Aufgabe kënne maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer iwwert de Projet de loi 7205 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7205 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

56-mol Jo, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7205 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7205 est adopté par 57 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marco Schank) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

An ech froen lech nach d'Dispens. D'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An da komme mer vun deenen Aarten, déi bei eis net esou erwënscht sinn, bei déi Aarten, déi riskéieren eis auszestierwen: de Projet de loi 7219, och d'Transpositioun vun engem EU-Reglement. An de Fachmann ass scho prett. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift mat Anschauungsunterrecht!

5. 7219 - Projet de loi

1° concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce;

2° abrogeant les articles 2 à 12 de la loi modifiée du 19 février 1975 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, jo, jo. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo sinn ech natierlech gefuerdert, an ob ech de Fachmann sinn... Da probéieren ech, esou wäit wéi méiglech net ze enttäuschen.

Et geet hei u sech ëm d'Aarteschutzofkommes vu Washington vun 1973, wat ëmmer lafend verbessert ginn ass, wou eben och, wéi elo gesot ass, eng europäesch Reglementatioun muss an nationaalt Gesetz ëmgesat ginn.

Et geet ëm eng Konventioun iwwert den internationalen Handel mat wëllen Déieren a Planzen an Deeler vun deenen, déi vum Ausstierwe bedrot sinn. Besser bekannt ass dat an Insiderkreesser ënnert dem Ofkierzel CITES. Ech ginn op d'Antecedenten an an duerno e bëssen duerch d'Artikele vun dësem Projet de loi.

Den Depot war den 13. Dezember d'lescht Joer vun der Ëmweltministesch. De Conseil d'État huet säin Avis den 30. Mäerz dëst Joer ofginn, d'Chambre de Commerce hiren den 2. Mäerz dëst Joer. Den 2. Mee hate mer et an der Ëmweltkommissioun. Si hu mech dann als Rapporteur ernannt, an dunn hu mer och den Avis vum Conseil d'État ënnersicht. De Rapport ass den 9. Mee dëst Joer ugeholl ginn.

Am Projet de loi geet et u sech drëm, d'Autorités compétentes an Analogie zu deem Gesetzestext, dee mer elo virdru behandelt hunn, festzeleeën, och nach eng Kéier, wien op dem Terrain ka Kontrolle maache goen. D'Penalitéite gi festgeluecht an dësem Projet de loi. An och d'Awänn vun den ekologeschen Organisatioune wäerten heira festgeschriwwe ginn.

Den Avis vum Conseil d'État: Do hate mer just e puer kleng Verbesserungen, déi mer direkt iwwerholl hunn.

Den Avis vun der Chambre de Commerce: Déi huet Bedenken, dass déi Koordinatioun tëschent de verschiddenaartegen Akteuren u sech, do wäert ech nach eng Kéier drop agoen, Douane an aner Akteuren, gutt ka klappen an der deeglecher Aarbecht vun dësen Instanzen, déi sollen d'Gestioun hei iwwerhuelen.

Dat gesot, kommen ech dann op d'Artikelen. D'Kompetenz läit bei dem Ëmweltministère, am Artikel 1 festgeschriwwen.

Am Artikel 2 sinn d'Organes de gestion beschriwwe ginn. Dat ass hei e bëssen anescht. Hei hu mer eng Kéier fir d'Éischt d'Administration des services vétérinaires, well et jo och ëm Déiere geet. Mir hunn awer och Planzen, duerfir och d'Administration des services techniques de l'agriculture, déi hei wäerten als Akteur optrieden. An zwar ass et och erëm d'selwecht, dass déi eben och mussen eng entspriechend Formatioun da matmaachen.

Am Artikel 3 hu mer eng Autorité scientifique, déi mer aféieren, an zwar fir den Avis ofzeginn a fir de Minister an de Ministère an deenen entspriechende Fäll fir dëse Règlement européen ze beroden.

Ganz wichteg: Et gëtt och e Comité CITES agefouert, deen ebe verschiddenaarteg besat ass, fir dass eben do déi richteg Entscheedunge getraff ginn. Dat ass am Artikel 4 de Fall.

An dann den Artikel 5, dat ass dee ganz wichtegen Artikel fir eis, eis national Gesetzgebung. An zwar gi mer eis do d'Méiglechkeeten, dass déi Specimens, déi an der Annex A a B sti vum europäesche Reglement, dass mir do kënnen e Règlement grand-ducal verfaassen op nationalem Niveau, fir op e puer Vektoren ze intervenéieren: eng Kéier op dem Import vun Déieren, Planzen an Deeler vun Déieren a Planzen; eng Kéier um Transport fir kommerziell Zwecker, fir iwwerhaapt dee kommerziellen Notzen, fir de Verkaf oder fir den Akaf vun Deeler, Déieren, Planzen, déi op den Annexen A a B vum europäesche Reglement stinn.

Do kéint een zum Beispill un den Handel vun Elfenbein denken, deen een eben iwwert dee Volet kéint hei zu Lëtzebuerg aschränke respektiv souguer verbidden.

Den Artikel 6 leet d'Mesure-administrativë fest, wann ënner anerem do eng Saisie ass, wat jo dat Normaalst ass op der Douane. Wann do festgestallt gëtt, dass esou eng exotesch bedroten Aart do ass, eng wëll Aart do ass, da kann eng Saisie gemaach ginn, oder och Deeler vun Aarten, well Der jo wësst, dass a verschiddene Länner Deeler vun Déieren nogesot gëtt, dass déi däermoossen Effekter hunn, wat d'Sexualliewen ugeet, an duerfir och deementspriechend gehandelt ginn an eben och probéiert gëtt, se duerch d'Douane ze schmuggelen.

Dann hu mer den Artikel 7. Do geet et ëm d'Recherche a wéi déi Infraktioune kënne festgestallt ginn. Do sinn dann déi Akteure benannt. Ech hat scho virdru gesot: Et ass d'Douane, et ass awer och d'Administration des services vétérinaires, et ass d'ASTA, et sinn natierlech och déi Agente vun der Administration de la nature et des forêts, déi eben do déi Qualité d'officier de police judiciaire kréien no der entspriechender Formatioun.

De Pouvoir de contrôle gëtt hei och nach eng Kéier festgehalen. Natierlech: D'Police grand-ducale an déi virgenannten Akteure kënnen do aktiv ginn.

Am Artikel 9 sinn erëm eng Kéier d'Sanctions pénales festgehalen, och aacht Deeg bis sechs Méint Prisong a 50.000 bis 500.000 Euro Geldstrof.

Den Droit de recours ass am Artikel 10 festgehale fir d'Associations écologiques. An dann de Recours en réformation virum Tribunal administratif géint d'Decisioun vum Minister ass hei festgehalen.

Zum Schluss, ier ech elo den Accord vun der grénger Fraktioun ginn, kann ech elo net eng groussaarteg Geschicht huelen, mä ech géif awer d'Geschicht vu mengem Kolleeg Edy Mertens opgräifen, déi mam Léiw, well dat wär gradesou eng Aart, déi…

Une voix.- Den „Löw".

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, den „Löw", mä esou géif ech jo net soen, duerfir, ech muss mengem Mond no schwätzen. Also, de Léiw, oder „Löw" op Héichéislekesch, dee géif natierlech hei drënnerfalen. Deen dierft also weder gehale ginn nach gehandelt ginn nach geschluecht ginn an eenzel Deeler vun em hei verkaaft ginn.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Une voix.- Den „Löw".

(Brouhaha général)

M. Edy Mertens *(DP).*- Här President, ech wëll just korrigéieren: D'Madamm hat gesot „Löw", mä op Ëlwenter heescht dat: en „Liw".

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä e geféiert awer zu der Aart vun den „Katzen".

(Hilarité)

Une voix.- Kazen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zu Ëlwen sinn dat „Kitzen".

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da géife mer ufänke mam Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President. Nodeem den Här Gérard Anzia, de Rapporteur, esou ëmfangräich alles erkläert huet, kann ech just den Accord mat erabréngen.

Mä en huet ee Wuert gesot gehat, dat interpelléiert mech: En huet vum Elfenbein geschwat. Ech wollt just drop hiweisen, dass elo ganz rezent no engem leschte Bericht, deen ech gelies hunn, Är Enkelkanner, meng Enkelkanner vläicht net méi déi Déiere wäerte gesinn, déi Elfenbein droen, also d'Elefanten. Da wäert ab 2050 d'Kou dat gréissten Déier vun der Welt sinn. Déi aner wäerten also fort sinn. Dat ass traureg, mä well jiddwereen do mengt, e misst dat lénks a riets zerstéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Madamm Asselborn!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Majo, grad ewéi virdru géif ech dann dem Här Anzia Merci soe fir de Rapport. An ech ginn dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Här Hahn wäert datselwecht maachen.

M. Max Hahn *(DP).*- Neen, net ganz. En dräifache Merci vu mir: eng Kéier fir dee schréftleche Rapport, eng Kéier fir dee mëndleche Rapport an eng Kéier och, fir mech un déi memorabel Ried vu mengem Fraktiounskolleeg Edy Mertens hei zum Naturschutzgesetz erënnert ze hunn.

Merci.

Une voix.- Déiereschutzgesetz!

M. Max Hahn *(DP).*- D'Déiereschutz! Ech revidéieren: d'Déiereschutzgesetz.

Une voix.- Wann ech net un alles denken!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gesitt Der, Här Hahn, dat ass, wann een däers Gudden ze vill wëllt maachen.

(Hilarité)

Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Och hei wëll ech soen, datt d'ADR, éischtens, Merci seet fir déi ganz gutt Presentatioun. Dat Zweet ass: Mir sinn och hei mat dem Sënn an Zil vun deem Gesetz komplett d'accord. Mir wäerten eis trotzdeem enthalen, well mer, wéi gesot, dergéint sinn, datt all Verwaltung oder ganz vill Verwaltungen ewell Polizeirechter kréien; eng Tendenz, déi mer wëllen ëmdréien an dat ebe konzentréiere bei der Police grand-ducale.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Mir wäerten eis net enthalen, mä derfir stëmmen, well et néideg a sënnvoll ass, wéi den Här Anzia dat och, mengen ech, ganz gutt duergestallt huet. An dem Här Mertens och Merci gesot, datt ech elo e bësse weiderkomm sinn a menge Sproochkenntnisser, wat Ëlwen ugeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat hu mer déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Ben, och ech soen dem Här Anzia Merci. A virun allem soen ech den Dammen an Hären Deputéierte Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung fir dëse wichtege Schrëtt. Et ass e wichtege Schrëtt fir den Déiereschutz, och international, fir dass eis Kanner eben och nach kënne verschidde wëll Déieren, déi wierklech bedrot sinn a wou mer haut wierklech eng Ausstierwewell hunn... Ganz rezent dëst Joer konnt Der liesen: „Dat lescht grousst Nashorn vu senger Aart". Dëst Joer: erëm eng Rass fort. Et ass ganz wichteg. All Dag stierwe Rassen aus. An dofir e Merci fir d'Ënnerstëtzung.

An ech wëll awer och soen, wat dat doten ausmécht. Mir hunn, wärend mer an der Chamber debattéiert hunn, en éischte Kontakt mat der Cargolux gehat, déi bis zu deem Zäitpunkt nach Saachen transportéiert huet, déi ënnert dës Reglementer falen. An net méi spéit wéi d'lescht Woch gouf dunn annoncéiert, dass si eng Gesellschaft wäerte sinn, déi dat net méi wäert transportéieren an eis esou an deem Kampf géint d'Ofmetzele vun dësen Déieren ënnerstëtzen. Dofir, mengen ech, gesäit een direkt, wéi eng flott Wierkung esou eng Legislatioun kann hunn, dass mer all zesumme fir den Déiereschutz antrieden.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An da géife mer iwwert de Projet de loi 7219 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7219 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7219 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marco Schank) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

D'Fro vun der Dispens: Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer kommen dann zum Projet 6984, e Projet, dee sech mat de Konzessiounsverträg respektiv de Marchés publics befaasst. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Henri Kox.

6. 6984 - Projet de loi sur l'attribution de contrats de concession et portant modification:

1. du Code pénal;

2. du Code du travail; et

3. de la loi modifiée du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Bon, hei léisst sech elo net direkt esou eng schéi Geschicht erzielen. Ech probéieren, dat awer och kurz und bündig ze maachen. Et geet ëm Konzessiounen. Dir wësst, viru Kuerzem hu mer hei d'Marché-publics-Gesetz ofgestëmmt. Dat heescht, Dir sidd all dobausse konfrontéiert, insbesondere déi, déi an de Gemengen ënnerwee sinn, fir de Marché public gesetzlech konform ze maachen. Hei ass d'Konzessioun. Et ass eng Direktiv, déi ëmgesat muss ginn.

D'Konzessiounen, wat ass dat? Déi sinn am Waasserberäich, an der Energie, am Transport, an dem Postsecteur, déi soss iwwer Konzessioune geregelt waren. Ech wëll awer direkt am Virfeld soen, well d'Waasser genannt gouf: D'Waasser fält explizitt an dësem Gesetz net ënnert dëst an et wäert och keng Konzessioun dozou ginn. Et bleift an ëffentlecher Hand, et gëtt net ausgelagert. An dat ass och explizitt am Artikel 11 ernimmt. Dofir wollt ech dat am Virfeld direkt soen.

Den Historique e bësse vun de Konzessiounen: Et war, wéi virdru gesot, ënnert dem Marché-publics-Gesetz geregelt, awer net alles, wat ënnert d'Konzessioune fält. Wéi d'Aarbechten, déi waren erkläert, awer déi Servicer, wéi eben d'Postservicer oder anerer, waren net explizitt ernimmt, mä just eng Definitioun. Dat huet dann derzou gefouert, dass eben d'Europäesch Unioun duerch Uerteeler e bëssen e Rechtskader do ginn huet. An doraus ass dann eng Direktiv komm, ebe fir de Principe de libre circulation des marchandises, Liberté d'établissement an esou weider kënnen ze erfëllen, wat jo ënnert der EU geregelt ginn ass.

Dofir ass déi Direktiv komm, déi hei mat dësem Gesetz dann ëmgesat gëtt. Den Objet huet u sech dräi grouss Punkten.

Éischtens, wat versteet een ënnert der Konzessioun? Also, d'ëffentlech Hand gëtt zum Beispill eng Konzessioun. Op d'Géigespill vun engem gewëssene Montant kann e Prestataire dat dann erfëllen. Dee Prestataire kann natierlech dorauser och Sue maachen, well en Investitioune muss maachen. Ee Beispill ass do zum Beispill d'Creos, en Netzbedreiwer. Dir wësst alleguerten: Mir bezuelen, wa mer Stroum verbrauchen, och d'Netz mat. An déi Netzgebüre ginn och kontrolléiert, zum Beispill vum ILR, dass d'Creos net ze vill fir déi Netzbedreiwung freet. Zum Beispill, dat si 6%, déi kënne se ofschreiwen. Also, dat kann de Prestataire dann ofschreiwen.

Et gi Seuilen, fir wéini esou eng Konzessioun muss propper ausgeschriwwe ginn. De Montant ass am Gesetz beschriwwen: iwwer 5 Milliounen; 5.186.000 Euro. Domadder gëtt da gesot, dass eben déi Prozeduren, esou wéi et e bëssen am Marché-publics-Gesetz och virgesinn ass, mat Publikatiounen an esou weider, fir dass dat och där richteger Konkurrenz ausgesat gëtt. Et gëtt dann och europäesch ausgeschriwwen.

Ënnert dësem Seuil ass dat dann net de Fall. Do ginn et méi simplifiéiert Ausschreiwungen, wat och deels e bësse kritiséiert gouf. Awer dee Beräich ass net esou grouss.

Ech mengen, dat wär dat Wichtegst, wat ech an dësem Fall wollt soen.

Et sinn dozou och Avise komm. Selbstverständlech dee vum Statsrot. An och hei hate mer am Ufank eng Rei Navetten nach misse maache mam Statsrot. Wéi am Marché-publics-Gesetz waren heiansdo Onpräzisiounen do respektiv net 100%eg d'Ëmsetzung vun der Direktiv, mä, ech mengen, duerch dat gutt Zesummespill mat de Leit aus dem Ministère, wou ech och hei wëll Merci soen, ass et eis gelongen, awer entspriechend e Gesetz dann haut kënnen ze deposéieren an och hei kënne vläicht ze stëmmen.

Dann hu mer en Avis vun der Chambre de Commerce an awer och vun dem Conseil de la concurrence, well et natierlech och ënner Konkurrenz steet, wann eng Konzessioun no baussen ausgeschriwwe gëtt.

Nach e puer Daten. Wéini d'Gesetz selwer deposéiert gouf: Dat gouf de 4. Mee 2016 deposéiert. Ech selwer sinn den 23. November als Rapporteur bestëmmt ginn. Wéi gesot, et goufen déi eenzel Avisen, och vum Statsrot, wou och e Complementairesavis nach komm ass. An d'Kommissioun huet dëst Gesetz den 3. Mee unanime ugeholl.

An ech géif gläichzäiteg och den Accord vun der grénger Fraktioun heizou ginn.

Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Ech hu Wuertmeldungen hei stoe vum Här...

(Interruption par M. Marco Schank)

Ah, ech hunn en aneren Numm hei stoen. Dir iwwerhuelt wahrscheinlech.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, fir d'Éischt emol ugefaange mat engem Merci un de Kolleeg Henri Kox fir deen exzellente Rapport, deen technesche Projet. Mir hunn héieren, datt d'Direktiv 2014/23 ëmgesat gëtt mat dësem Projet. A wichteg ass, mengen ech, datt nieft de Prozeduren ënner anerem eben och Dispositioune géint d'Korruptioun respektiv am Kontext vun Interessenskonflikter do virgesi sinn.

De Rapporteur huet dat ganz verständlech gemaach. Ech ka mech also ganz kuerzfaassen.

Ech wollt just de Begréff „Waasser" opgräifen, well dat erënnert mech, dat wäert 2011, 2012 gewiescht sinn, wéi an Däitschland, awer net nëmmen an Däitschland, ganz vill Oprou war, well am Projet virgesi war, déi Drénkwaasserversuergung hätt eventuell kënne privatiséiert ginn. An et muss ee soen, duerfir wëll ech dat betounen, et ass am Fong op dat positivt Awierke vun dem Europäesche Parlament zréckzeféieren an och insgesamt op ee ganz groussen ëffentlechen Debat, en ëffentlechen Drock, deen entstanen ass, datt dat eben net geschitt ass. An de Michel Barnier, de Kommissär, hat dat deemools zréckgezunn.

Dat gesot, géif ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet bréngen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci un den Här Schank. Den Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, l'essentiel est dit. Merci dem Henri Kox fir dee Rapport. An ech ginn heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei kann een u sech vun engem Marché-publics-Gesetz bis schwätzen, well jo eng Rei Parallellen ze erkenne sinn. Et ass e ganz komplizéierten Text. Ech gi ganz gären zou, datt en, jiddefalls wat mech ubelaangt, meng Capacitéit vum Verständnis awer wäit iwwersteigt. Duerfir wëll ech mech och net ze vill domat am Detail auserneesetzen, awer vläicht nach op zwee Punkten hiweisen.

Dat Éischt ass den Artikel 23, wou et ëm d'Inklusioun geet vu Leit, déi en Handicap hunn. Ech mengen, et ass immens flott, datt eben och elo Atelier-protégéé kënnen ënner Konzessiounsvertrag falen.

Da muss een awer och nach drop hiweisen, datt vill Flexibilitéit an deem Gesetz hei mat dran ass, wat zum Beispill d'Delaien ubelaangt an esou weider an esou fort.

Mä selbstverständlech bréngen ech den Accord vun der Demokratescher Partei a soen awer och nach dem Henri Kox Merci fir seng verschidde Berichter.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Déi zwee aner Kolleege si wahrscheinlech därselwechter Meenung. An da kritt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wëll natierlech och dem Henri Kox Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport vun engem komplexe Projet, och der Chamber fir déi breet Zoustëmmung.

An ech wëll awer just un engem Beispill festmaachen, datt mer op där enger Säit natierlech frou sinn, wa verschidde Saachen ewéi d'Waasser natierlech eraus sinn aus deene Saachen hei, mä et op där anerer Säit awer och richteg ass, datt d'Kommissioun sech mat enger Direktiv befaasst huet an eng op den Instanzewee geschéckt huet, well et vill aner Saache gëtt, wou Konzessioune souwisou vergi ginn, well de Privatsecteur do aktiv ass, mä wou d'ëffentlech Hand net ëmmer am allerbeschten ewechkomm ass.

Ech wëll Iech just ee Beispill ginn. Mir hunn dat geännert an dëser Legislaturperiod, schonn ier déi Direktiv iwwerhaapt hei komm ass. Dat ass, datt zu Lëtzebuerg d'Tankstellen op den Autobunnen zum Beispill oder op groussen Nationalstroossen, wou mer jo Konzessiounen hunn, dat ass ni ausgeschriwwe gi virdrun. Dat hu mer virun e puer Joer geännert. Dunn hu mer Ausschreiwunge gemaach. An natierlech, mir hunn déi eenzel Prestatairen a Konkurrenz gesat.

An ech kann Iech soen: Dat war net zum Nodeel vum Stat. Dat heescht, et gesäit een awer schonn, datt an deene Beräicher, wou et kloer ass, wou souwisou de Privatsecteur hei säi Rôle soll spillen an awer de Stat oder d'Allgemengheet Terrainen zur Verfügung stellt an och jo am Fong duerch Infrastrukturen, déi mer bauen, derfir suergt, datt verschidden anerer och kënne Sue verdéngen, datt de Stat an d'Allgemengheet doduerjer awer och en Deel muss zréckkréie respektiv mat dru bedeelegt ginn.

An ech kann Iech soen: D'Resultater ware ganz konkluant hei. An duerfir sinn ech och elo frou, datt mer déi Direktiv hunn, datt mer dat verallgemengeren.

Niewebäi gesot, hu mer och e bësse Verspéidung. Ech si frou, datt mer se elo endlech ëmsetzen. Et huet e bësse laang gedauert wéinst der Technizitéit. Mir sinn och e bëssen en retard. Mir riskéieren awer, dat soen ech awer direkt, keng Penalitéiten hei, well dat heite fält nach ënnert déi al Regelung. An de Fait, datt mer et elo stëmmen, ass kloer, datt, souguer wann nach géif en Uerteel géint eis kommen... Et war eng Prozedur hei géint eis ageleet, well mer schonn e bësse Verspéidung hunn. Dat ass awer kee Problem. Mir kréie keng Penalitéiten, well mer d'Gesetz jo haut stëmmen. Duerfir e grousse Merci un d'Chamber.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mer géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6984 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6984 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss

58-mol Jo. De Projet de loi 6984 ass mat Unanimitéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6984 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Marel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Marc Spautz), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marco Schank) et Laurent Zeimet (par M. Gilles Roth);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

D'accord fir d'Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7211, d'Vergréisserung vum Lycée classique vun Dikrech. An d'Wuert huet direkt deeselwechte Rapporteur, den Här Henri Kox.

7. 7211 - Projet de loi relatif à la rénovation et extension du Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, ech wëll Iech net onbedéngt verbesseren, awer et ass d'Annex Miersch,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- ...déi u sech Bestanddeel vun dësem Gesetzesprojet ass, e Finanzéierungsprojet. Ech denken, eise Kolleeg heibannen, de Frank Colabianchi, weess bestëmmt vill méi iwwert dee Lycée ze zielen, mä, ech mengen, e misst renovéiert ginn, awer och deels nei gebaut ginn, well et ginn och e puer Fligelen nei gemaach.

Vläicht ganz kuerz zu der Geschicht vun deem Lycée. Ech mengen, en ass 1963 ugaangen als «Centre de formation ménagère rural», wou u sech d'Meedercher hikomm sinn, fir eben déi Schoul do kënnen ze besichen. 1979 bei der Reform vun de Lycée-techniquen, wéi déi agefouert gi sinn, ass et och zum Lycée technique komm, mä d'Schülerzuel déizäit huet ofgeholl, soudass ee Moment just nach 100 Schüler do waren. Dofir ass 1994 eben déi Zesummenaarbecht mam Dikrecher Lycée komm, fir eben da méi eng breet Palett do kënnen opzemaachen, wat dann derzou gefouert huet, dass erëm 400 bis 500 Schüler do konnten hikommen.

Also, mir kommen awer elo e bëssen an den Alter, 50 Joer. Ech hat mech och e bëssen ëmfrot. Effektiv muss dat Gebai onbedéngt sanéiert gi respektiv en Deel, wéi ech virdru gesot hunn, och nei gebaut ginn.

Wat passéiert? Ma haut sinn nach 300 oder 400 Schüler do, 27 Klassen. Awer wat ech virdrun net gesot hunn: Et ass och en Internat do. An haut sinn 72 Schüler, déi do kënnen ënnerkommen. Wann déi Renovatioun bis fäerdeg ass, da soll et eropgoen op 750 Schüler. D'Diversifizéierung vun dem schouleschen Angebot soll vergréissert ginn, soudass dann och am Beräich Miersch, dee jo wiisst an der nächster Zäit, wou och an dem Plan sectoriel «Logement» eng Rei Projeten dra sinn, d'Angebot entspriechend besser ka ginn.

D'Internat gëtt e bësse méi kleng, awer dofir kréie se déi sougenannten Nasszellen, wéi een dat esou seet. Et ass dann op 66 Kanner reduzéiert.

Zwee Punkte wëll ech erausschiele fir de Projet selwer. Ech mengen, dat hu mer ganz flott an der Kommissioun erklärt kritt: Dat ass éischtens d'Accessibilitéit. D'Mobilité réduite ass e ganz wichtege Punkt. Ech mengen, den Zuch ass net allze wäit, also d'Ubannung ass gutt. A wann et soll heeschen, dass eben d'Kanner aus dem Mierscher Raum, aus Miersch kënnen dohinner goen, ass natierlech de Vëlo, d'Zefoussgoen e ganz wichtege Punkt.

En zweete Punkt, deen ech wëll ervirsträichen, och dat ass ëmmer en Diskussiounspunkt, wa mer ëffentlech Gebaier diskutéieren an där leschter Zäit: Dat ass hir Durabilitéit. Wéi ass de Projet selwer gebaut? Also do, mengen ech, huet Bâtiments publics eng richteg a wichteg Strategie opgeluecht, éischtens, eng gutt Sanéierung ze maachen, eng ëmweltfrëndlech Sanéierung ze maachen, awer och richteg ze sanéieren an och propper ze sanéiere mat nohaltege Materialien, an natierlech energetesch optimal auszenotzen. An hei soll niewent engem grénge Daach och versicht ginn, 1.000 m² Fotovoltaik ze installéieren, wat mer jo an der leschter Zäit ëmmer bei deenen ëffentleche Gebaier maachen. Gëschter ass jo nach zu Esch e Projet an deem Sënn ageweit ginn, wat jo zukünfteg ëmmer méi wichteg gëtt.

D'Finanzéierung. Et kascht natierlech eppes, wann een eppes wëllt sanéieren an och nei bauen: 47,5 Milliounen Euro. Wat och wichteg ass, dat ass: Déi lafend Fonctionnementskäschte sinn am Gesetz och nach eng Kéier hei ernimmt. Do handelt et sech ëm 4.760.000 Euro, dat heescht, wat alles do fir de Fonctionnement soll weider kommen.

Vläicht, et gëtt bei enger Rei vu Gebaier eng Mise en conformité gemaach. Da gëtt och eppes transforméiert. Dat ass insbesondere d'Internat. An de Schoulkomplex gëtt ganz nei gebaut. Dofir ass et net nëmmen eng Renovatioun.

Et funktionéiert weider. En Deel geet bei den Ermesinde. Vis-à-vis ass nach Plaz, fir d'Schoulklassen ënnerzekréien. Dat Ganzt soll dräi Joer u sech daueren an 2021 soll dat Ganzt da fäerdeg sinn.

E puer Daten. De 14. November ass d'Gesetz d'lescht Joer deposéiert ginn. De Conseil d'État huet den 30. Mäerz dëst Joer säin Avis ginn. Ech war den 3. Mee zum Rapporteur bestëmmt ginn. An den 9. hu mer de Rapport eestëmmeg ugeholl. An ech ginn dervun aus, wann ech haut elo mäin Accord gi vun der grénger Fraktioun, dass mer och hei alleguerten zesummen dëse Rapport oder dëst Gesetz stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den éischte Riedner ass den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Erlaabt mer, dem honorabelen Här Kox villmools Merci ze soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, en huet wierklech am Detail déi ganz Invester, déi do geschéien, explizéiert.

Erlaabt mer nach ze soen, datt dat vläicht e flott Beispill och a puncto Sport ass, well schlussendlech geschitt um Site zu Miersch zënter zéng Joer eng ganz flott Zesummenaarbecht tëschent der Formatioun fir de Basket, dem Lycée vun Dikrech an natierlech der Basketballfederatioun.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, hei gi wierklech Talenter... Et ass eng Schmëtt fir jonk Basketballspiller, ganz besonnesch fir Basketballspillerinnen. An ech mengen, datt et eis ganz gutt zu Gesiicht steet, well de Basket jo awer en enorme Stellewäert hei an deem Land huet. An duerfir, mengen ech, ass et richteg, datt dat do geschitt.

Richteg ass och, datt mer weider all déi Projete begleeden duerch Ëmweltmoossnamen, an deem Sënn, datt ee Fotovoltaik op den Daach leet, datt een eng Begréngung zum Deel vum Daach mécht. Dat gesot, géif ech den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn a Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Yves Cruchten.

M. Claude Haagen *(LSAP), en remplacement de M. Yves Cruchten (LSAP).*- Här President,...

(Interruption par M. Alex Bodry)

...als Remplaçant vum Här Yves Cruchten…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, ech muss en Drobréif an d'LSAP-Fraktioun schécken!

M. Claude Haagen *(LSAP), en remplacement de M. Yves Cruchten (LSAP).*- Leet Äre Kapp a Rou!

(Hilarité)

Mat engem Merci un de Rapporteur géif ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat hätt den Här Cruchten schwéierlech besser gemaach!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann, mengen ech, leien ech awer richteg mam Här Frank Colabianchi.

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Här President, léif Kolleegen heibannen, ech mengen, gëschter huet ee wierklech d'Freed um Gesiicht vum Kolleeg Lex Delles gesinn, wou et da geheescht huet, dass de Munnerefer Lycée géif Realitéit ginn, am „schéine Munneref", ass gesot ginn.

Jo, ech wëll awer och soen, dass am net manner schéine Miersch et och wichteg ass, dass do endlech eppes geschitt. Et ass net vu Muttwëll. Sécherlech, hei am Haus, wann ech mech richteg erënneren, ass 1996 e Projet gestëmmt ginn, fir d'Annex vun Dikrech zu Miersch méi grouss ze maachen. Dat ass och geschitt. Du sinn endlech déi néideg speziell Säll dohinnerkomm, déi néideg Infrastrukturen, fir uerdentlech kënne Schoul ze halen. Eent ass allerdéngs deemools net gemaach ginn, dat war d'Renovatioun vun deene méi ale Säll, an dat war wierklech katastrophal. Do ass nëmme gepléischtert gi gewiescht, fir eenegermoossen uerdentlech Schoul kënnen ze halen.

An ech hunn an der Mëttesstonn dunn de Face-à-face um Radio héiere gehat, wou den Här Mosar geschwat huet vu Fënsteren, dräifach Verglasung, déi verdonkelt wären an absolutt net méi géifen opgoen. Elo muss ech soen: Mir wäre frou gewiescht zu Miersch, wa mer déi gehat hätten!

(Hilarité)

Eis waren net méi dicht, net méi isoléiert a mir krute se net méi zou.

(Hilarité)

An där Beispiller kéint ech elo nach eng ganz Rei opzielen. Hei war et nach wéi an där schéiner aler Zäit; verschidde Säll, do war kee Lavabo dran. Wann et da geheescht huet, dass d'Schüler sech hu mussen ofwiesselen, mam Eemerche missten op d'Toilett beginn, fir dann do dat néidegt Waasser ze huelen, fir d'Tafel propper ze kréien. A méi wéi eng Kéier, do souzen dann d'Schüler an och d'Enseignanten am Klassesall (veuillez lire: mam Mantel am Klassesall), fir dann am Wanter do Schoul ze halen, well alt nees eng Kéier de Chauffage ausgefall war.

Also, Dir gesitt, vu Muttwëll war dat dote wierklech net!

An ech wollt och vun dëser Säit profitéieren, fir éischtens de Schüler an och den Enseignantë Merci ze soe fir hiert Verständnis, fir hir Gedold och, well et huet laang gedauert, bis dass elo eppes hei an dësem Dossier geschitt ass. A virun allem wäert sech och d'Direktioun freeën, déi Leit, déi wierklech sech ëmmer fir dat Gebai agesat hunn. An ech denken do un de Vic Adehm an och un de Robert Bohnert, déi fréier Direkteren, an och un den haitegen Direkter, de Marcel Kramer, dee mat ganz vill Energie, Enthusiasmus an Asaz dat Gebai do leet.

Ech wëll awer dann och Merci soen dem Rapporteur vun haut, dem Henri Kox, dee mat ganz villen Detailen opgewaart huet. Ech kéint nach vläicht e puer Spiichte bäisetzen, mä ech kann dat net esou gutt wéi den Edy. An et ass och schonn e bësselche spéit, dofir wëll ech et net ze laang maachen.

Une voix.- Ooh!

M. Frank Colabianchi *(DP).*- Ech versuerge mer dat da fir eng aner Kéier.

Op alle Fall, et war een exzellenten ausféierleche Rapport. Merci fir deen. Iech soen ech och en décke Merci fir d'Nolauschteren. An ech géif dann och profitéieren heivun, fir den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dervun aus, dass den Här Kartheiser an den Här Baum, déi ageschriwwe waren, zu därselwechter Konklusioun kommen. An, ech mengen, och de Minister wäert zu därselwechter Konklusioun kommen.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wëll déi Harmonie hei net méi laang stéieren. Ech wëll just dem Henri Kox Merci soen an der Chamber fir déi breet Zoustëmmung.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A bleift nach! Mir mussen elo ofstëmmen iwwert de Projet 7211.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7211 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ostëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

59-mol Jo. Domat ass de Projet de loi 7211 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen (par Mme Martine Mergen), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marc Spautz), Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marco Schank) et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

D'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Merci villmools.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech wënschen Iech e schéinen Owend an d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 19.39 heures)

SÉANCE 43

MARDI,
26 JUIN 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Changement de composition d'une commission parlementaire
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry
- *Exposé: M. Alex Bodry*

6. Ordre du jour (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Résolution de M. Alex Bodry relative à la décision de ne pas siéger en session ordinaire le 9 octobre 2018 à 14.30 heures
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

8. 7181 - Projet de loi portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire et modification de

1° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2° la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen (dépôt d'une motion), M. Gilles Baum, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gast Gibéryen), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

9. 7203 - Projet de loi complétant le Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'un titre VIIbis relatif à la conversion de l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires émise sur base du règlement (UE) n°655/2014 en saisie exécutoire des comptes bancaires
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, Mme Simone Beissel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. Ordre du jour (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

11. 7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

12. Ordre du jour (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

13. 7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Gilles Roth)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Matdeelung huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Justizminister.

2. Communications

Dann hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten a vun de Petitiounen, déi zënter der leschter Sëtzung erakomm sinn, sinn un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 26 juin 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7317** - Projet de loi sur les activités spatiales et portant modification de la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 12.06.2018

***7318** - Projet de loi*

1) transposant la directive (UE) 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur;

2) modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3) modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial («Gewerbesteuergesetz»);

4) modifiant la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);

5) modifiant la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 19.06.2018

***7319** - Projet de loi portant modification:*

1. du Code du travail

2. du Code de la loi du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 20.06.2018

***7320** - Projet de loi portant:*

1) transposition de la directive 2016/343 du Parlement et du Conseil du 09/03/2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence,

2) modification du Code pénal,

3) modification du Code de procédure pénale, et

4) modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 20.06.2018

***7321** - Projet de loi portant approbation des modifications de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999 (Protocole de Vilnius), de l'Appendice D (RU CUV), de l'Appendice F (RU APTU) et de l'Appendice G (RU ATMF), adoptées par l'Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, à Berne, le 30 septembre 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.06.2018

***7322** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 27 septembre 2008 relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.06.2018

***7323** - Projet de loi portant organisation du Conseil suprême de la justice et modification:*

1. du Code pénal;

2. du Code de procédure pénale;

3. de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure de cassation;

4. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

5. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif;

6. de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle;

7. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22.06.2018

***7324** - Projet de loi portant introduction d'un compte épargne-temps et modifiant:*

1. le Code du travail;

2. le Code civil;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 25.06.2018

***7325** - Projet de loi portant modification:*

1. de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales;

2. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

3. de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 25.06.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***1045** - Demande de pétition publique: Eng blo Luucht fir d'Dokteren, déi op een Noutfall fuere mussen*

Dépôt: Mme Pia Klein, le 12.06.2018

***1046** - Demande de pétition publique: Le parking public doit rester public.*

Dépôt: M. Jean-Philippe Binamé, le 12.06.2018

***1047** - Demande de pétition publique: Eng gesetzlech bezuelten Aarbechtdispens, fir an de chrëschtleche Gottesdéngscht ze goen*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 13.06.2018

***1048** - Demande de pétition publique: Camiontransitverkéier op der Strooss verbidden an op d'Schinn verleeën*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 13.06.2018

***1049** - Demande de pétition publique: Für die Einführung eines sich an der Armutsgrenze orientierenden BEDINGUNGSLOSEN GRUNDEINKOMMENS (BGE) zur Förderung des freien, bewusstseinsfördernden, individuellen Denkens und der sozialen Zukunft Luxemburgs.*

Dépôt: M. Alfred Groff, le12.06.2018

***1050** - Demande de pétition publique: Den Weg ebnen, um eine Hanfindustrie in Luxemburg zu schaffen*

Dépôt: M. Jean Colombera, le 14.06.2018

***1051** - Demande de pétition publique: Remplacer le Quick par un Burger King à Esch/Lallange*

Dépôt: M. Bryan Martins Andrade, le 14.06.2018

***1052** - Demande de pétition publique: Géint d'Verdrängung vum Lëtzebuerger vum privaten Aarbechtsmaart - Aféiere vun engem gerechte Quotesystem*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 14.06.2018

***1053** - Demande de pétition publique: Contre la précarisation des chercheurs au Luxembourg*

Dépôt: Mme Maria Pacheco, le 16.06.2018

***1054** - Demande de pétition publique: Rendre gratuit et obligatoire l'enseignement du luxembourgeois pour tout étranger résidant de longue durée sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg via un contrat d'intégration obligatoire*

Dépôt: M. Vianney Sakita, le 16.06.2018

***1055** - Demande de pétition publique: Réduire les loyers immobiliers*

Dépôt: Mme Diane Gutenkauf, le 17.06.2018

***1056** - Demande de pétition publique: Dopingtest am Arbeitsplatz - Dopingbekämpfung per Gesetz*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 17.06.2018

***1057** - Demande de pétition publique: Introduction du droit à la déconnexion*

Dépôt: M. Mohamed Ali Mohamed Shiha, le 14.06.2018

***1058** - Demande de pétition publique: Prise en charge des soins préventifs dentaires (parodontie)*

Dépôt: Mme Françoise Veron Chivard, le 19.06.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changement de composition d'une commission parlementaire

Dann hu mer eng zäitweileg Ännerung an enger Chamberskommissioun. An der Kommissioun vun der Gesondheet, Égalité des chances a vum Sport huet d'LSAP-Fraktioun gefrot, fir dass d'Madamm Taina Bofferding d'Madamm Claudia Dall'Agnol wärend den Diskussiounen iwwert de Projet de loi 7286 iwwert d'Südspidol ersetzt.

Ass d'Chamber mat där provisorescher Ännerung d'accord?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

4. Ordre du jour

De Projet d'ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

An dann hunn ech d'Demande vum Här Alex Bodry, fir am Numm vun der Reglementskommissioun, wann ech mech net iren,…

(Interruption)

…vun der Conférence des Présidents e Projet de résolution ze deponéieren.

5. Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Jo, Merci, Här President. Dat heiten ass d'Suite vun där Modifikatioun vun eisem Reglement vun der Chamber, déi mer viru Kuerzem hei gestëmmt hunn, wou mer jo de Prinzip festgehalen hunn, dass all Joers den zweeten Dënschdeg am Oktober d'Chamber zesummekënnt fir eng nei Sessioun. Mir hunn awer och d'Méiglechkeet virgesinn, dass op Virschlag vun der Conférence des Présidents d'Chamber iwwer eng Resolutioun kann decidéieren, dat net ze maachen.

Mir waren alleguerten eestëmmeg der Meenung an der Conférence des Présidents, dass elo, mat deene Wahle vum 14. Oktober dëst Joer, et net vill Sënn géif maachen, fir sech hei den Dënschdeg virum Wahlsonndeg a feierlecher Ouverture vun der Sessioun ze begéinen.

Duerfir géife mer hei proposéieren, dass mer vun där Méiglechkeet vum Reglement elo Gebrauch maachen an als Chamber géifen decidéieren, dass mer elo net den 9. Oktober um hallwer dräi géifen zesummekommen, mä dass u sech natierlech dann déi aktuell Chamber nach weider a Funktioun bleift bis zu de Wahlen an, wann eng Necessitéit besteet, natierlech kann zesummekommen, mä dass mer awer déi Eréffnungssitzung, dat heescht, dass mer d'Session de clôture vun der lafender ordinärer Sessioun an d'Ouverture vun där nächster Sessioun elo net géifen den 9. Oktober virhuelen. An deem Sënn ass en Text verfaasst ginn an ass duerch d'Conférence des Présidents gaangen, an deem géif ech Iech bieden, dann och hei zouzestëmmen am Laf vun dësen Diskussiounen.

Merci.

Résolution

- Vu l'article 72 (1) de la Constitution;

- vu l'article 1er (2) du Règlement de la Chambre des Députés;

- considérant que les élections nationales auront lieu le dimanche 14 octobre 2018;

- considérant que la rentrée parlementaire aurait normalement lieu le deuxième mardi du mois d'octobre, c'est-à-dire, le 9 octobre 2018;

- considérant que cette séance de la Chambre des Députés serait de pure forme;

- considérant que la Chambre des Députés conserve la faculté de siéger en cas de besoin;

- considérant la proposition de la Conférence des Présidents du 21 juin 2018;

la Chambre des Députés

décide de ne pas se réunir en session ordinaire le 9 octobre 2018 à 14.30 heures.

(s.) Alex Bodry.

6. Ordre du jour (suite)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci dem Här Bodry. Ech gesinn, mir sinn eigentlech esou gutt besat, dass mer vläicht direkt déi Diskussioun kënne féieren, wann d'Chamber do dermat d'accord ass.

(Assentiment)

Merci.

7. Résolution de M. Alex Bodry relative à la décision de ne pas siéger en session ordinaire le 9 octobre 2018 à 14.30 heures

Da wollt ech froen, ob et dozou Wuertmeldunge gëtt?

Den Här Bodry war an der Presentatioun also esou kloer, dass mer kënnen iwwert d'Resolutioun ofstëmmen.

Kënne mer do per Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien derfir ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Unanimitéit! Villmools Merci. Dann ass d'Resolutioun ugeholl an da maache mer dat esou.

Dann zum nächste Projet: de Projet 7181, wou et ëm den Ausbau vu Kompetenzzentren am Schoulberäich geet fir Kanner mat spezifesche Besoinen. An de Rapporteur, den Här Lex Delles, huet d'Wuert.

8. 7181 - Projet de loi portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire et modification de

1° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2° la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.-* Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng École pour tous, ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguerten eens, dass dat d'Zil muss sinn: eng Schoul, déi oppe muss si fir jiddwer Kand, all Schüler a Schülerin eng Chance bitt, si encadréiert a si fërdert. Mir brauchen eng Schoullandschaft, déi net nëmmen d'Stäerkten, d'Schwächten an déi individuell Besoine vun eise Kanner erkennt, mä se muss konkret op dës agoen a wa méiglech hëllefen, se ze iwwerwannen.

Wa mir haut iwwert d'Centres de compétences schwätzen, da geet et ëm Kanner, déi sech hiren Handicap, hir Verhalensopfällegkeeten, hir punktuell Defiziter doudsécher net selwer erausgesicht hunn. Et ass duerfir am Sënn vun der Chancëgläichheet a virun allem am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet, dass mir deene Kanner op eng differenzéiert Manéier, méi inklusiv Manéier hëllefen.

Ech erënnere mech do un eng Metapher, déi et am Fong op de Punkt brëngt: D'Schoul huet net d'Aufgab, jiddwerengem en Apel ze plécken, mä d'Schoul huet d'Aufgab, och deem Klengsten eng Leeder dohinnerzestellen, fir dass hie sech selwer kann deen Apel plécken.

Une voix.- Très bien!

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.-* Genau dorëms geet et: jiddwerengem déi Hëllefstellung ze ginn, déi e brauch, fir ze reusséieren.

Et si knapps 100 Joer hier, du war dat nach net de Fall. D'Schoulgesetzer vun 1881 an 1912 hunn d'Kanner mat engem physeschen Handicap vun der Schoul fräigestallt. D'Kanner mat engem mentalen Handicap hunn eréischt guer net dierfen an d'Schoul goen. Eréischt d'Gesetz vun 1973 iwwert d'Schafe vun der Éducation différenciée huet dësen trauregen Zoustand behuewen. Dëst Gesetz kann een duerfir ouni Zweifel als Meilesteen vun der Prise en charge vun de Kanner mat spezifesche Besoine bezeechnen.

D'Kanner sinn zu där Zäit an de regionalen Zentre vun der Ediff respektiv a speziellen Instituter encadréiert ginn. Aus haiteger Siicht also wéineg inklusiv.

D'Gesetz vun 1994 iwwert d'Intégration scolaire huet de Schüler du schlussendlech och d'Recht ginn, fir un de reguläre Schoulcoursen deelzehuelen. Och dat war ee wesentleche Progrès.

Här President, den Esprit vun dësem Gesetzesprojet ass u sech, net nëmmen d'Recht op Bildung an op d'Inklusioun ze stäerken, mä virun allem och ee Recht op eng Formatioun anzefëieren. Dëse Volet ass nääamlech bei de viregt ugeschwate Gesetzer vernoléissegt ginn. Och gëtt sech d'Éducation nationale mat dësem Text d'Moyenen, fir spezialiséiert Pädagogen, fir Spezialisten op den Terrain ze schécken.

Dat kléngt u sech selbstverständlech, mä ass et awer net. Ausser dem Centre de logopédie, deen iwwer en eegent Gesetz geregelt ass, waren déi aner Zentre vun der Ediff censéiert, ouni spezifescht Fachpersonal auszekommen.

Dat wëllt natierlech op kee Fall heeschen, dass do keng gutt Aarbecht geleescht ginn ass. Am Géigendeel! Mä et brauch een nun emol fir spezifesch Besoinen och spezifescht Personal, dat op eng méi fachgerecht Manéier den Apprentissage vun deene Schüler ugeet an deen ënnerstëtzt. Wann also et fréier éischter drëm gaangen ass, déi betraffe Schüler ze betreien, ze soignéieren an ze protegéieren, maache mer elo e Paradigmewiessel. De Fokus réckelt elo wierklech a Richtung Apprentissage vun de Kanner a Jugendlechen.

Här President, d'Prise en charge vu Kanner mat spezifesche Besoine fousst zu Lëtzebuerg op zwee wichtege Grondprinzipien, déi eis par rapport zu eisen Nopeschlänner ënnerscheeden. Et si Prinzipien, déi sech iwwert déi lescht Jore bewäert hunn an un déi dëst neit Gesetz och net fréckele geet.

Éischtens gëtt zu Lëtzebuerg am Prinzip all Kand mat engem sonderpädagogesche Förderbedarf als scolarisabel ugesinn. Virun net allze laanger Zäit war dat, wéi gesot, nach net de Fall. Zweetens ginn dës Kanner an der Regel och am reguläre Schoulbetrib enseignéiert, et sief dann, d'Eltere géifen dat anescht entscheeden. De reguläre Schoulbetrib, déi inklusiv Approche ass also d'Regel an net d'Ausnam. Dat ass wichteg ze betounen.

Trotz dem Schafe vu Kompetenzzentre gëtt awer och um Subsidiaritéitsprinzip festgehalen. Et geet also net drëms, deen een Enseignant duerch en aneren ze ersetzen, mä éischter en ze ënnerstëtzen. D'Schüler, déi vun engem Centre de compétences gehollef kréien, bleiwen och weiderhin, an dat ass en Novum, an enger regulärer Schoul ageschriwwen. Dat ass och e wichtegt Zeechen no baussen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann elo zu den eigentleche Centres de compétences, zu hire Missiounen an zu hirer Funktiounsweis.

Dëse Projet de loi schaaft am Ganzen aacht national Kompetenzzentren. Dovunner fousse fënnef Stéck op scho besteeënde Strukturen an et kommen deemno dräi neier derbäi.

Ech ziele se eng Kéier kuerz op. De Centre de logopédie gëtt an de Centre pour le développement des compétences langagières, auditives et communicatives integréiert. Den Institut pour déficients visuels gëtt an de Centre pour le développement des compétences relatives à la vue integréiert. Den Institut pour infirmes cérébraux kënnt an de Centre pour le développement moteur et corporel. D'Centres vun der Éducation différenciée ginn an de Centre pour le développement intellectuel integréiert, an den Institut pour enfants autistiques et psychotiques gëtt an de Centre pour le développement des enfants et des jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme integréiert.

Et ass a mengen Ae wichteg, ze betounen, dass bei dësen nationale Kompetenzzentren net just eng aner Etikett dropgepecht gëtt. Et kënnt zu engem Paradigmewiessel an der pädagogescher Approche. Déi jeeweileg Zentre kréien eng pädagogesch Autonomie zougesprach. Si iwwerhuelen an Zukunft méi Aufgaben a kréien duerfir och méi Ressourcen.

Dat zu deene besteeënde Strukturen. Da kommen der awer, wéi gesot, dräi neier derbäi. Dat sinn eng Kéier de Centre pour le développement socio-émotionnel, de Centre pour le développement des apprentissages an de Centre du suivi des enfants et jeunes intellectuellement précoce. Et huet ee festgestallt, dass ee grad fir dës Schüler, also Schüler mat Verhalensopfällegkeeten, mat spezifesche Léierschwieregkeeten oder héich begaabte Schüler, net déi néideg Ressourcen huet. Oft goufen zum Beispill Kanner mat Verhalensschwieregkeeten an d'Ausland geschéckt. De Problem war, dass een do ganz oft net deen néidege Suivi hat. Dat erschwéiert dann natierlech eng spéider Reintegratioun an eise Schoulsystem.

Och d'Schüler mat spezifesche Léierschwieregkeete konnten dacks net wéinst hire klengen Defiziter am reguläre Cours nokommen. Ech denken do virun allem un d'„Dyssen": Dyslexie, Dyscalculie, Dysphasie. Et huet bis ewell einfach un enger fachgerechter Prise en charge an u Ressourcë gefeelt, déi op de spezifesche Problem konnten agoen.

Op d'Besoine vu Schüler mat engem iwwerduerchschnëttlechen IQ, vun héich begaabte Kanner also, ass bis ewell bal nach guer net agaange ginn. Dobäi brauchen och dës Kanner ee spezifescht Encadrement an eng adequat Förderung. Den Enseignant war bis elo ganz oft eleng gelooss ginn.

Déi national Kompetenzzentre sollen am Reseau verschaffen, vernetzt also. Et gëtt duerfir e Collège des directeurs an d'Liewe geruff, an deem ënner anerem déi jeeweileg Direkteren a Sous-Direktere vun de Kompetenzzentren drasëtzen. Dëse Collège soll fir déi néideg Zesummenaarbecht a fir regelméisseg Echangen tëschent deene verschiddene Centre-de-compétencë suergen.

Här President, ech kommen elo zu deenen eenzelne Missioune vun de Centres de compétences. Am Gesetz sinn där eng ganz Rëtsch virgesinn. Ech wéilt se gären a verschidde Kärberäicher ënnerdeelen. Um Niveau vun der Prise en charge vun de Schüler stiechen natierlech eng fréizäiteg Hëllef an ee systemateschen Depistage vun deene jeeweilege Kompetenzzentren ervir. Si loossen duerno ee sougenannten Diagnostique spécialisé ausschaffen. Ech kommen duerno nach eng Kéier op deen zréck.

Si schaffe fir déi concernéiert Kanner a Jugendlech ee Plan éducatif individualisé aus an assuréieren de Suivi dovunner. Jee no spezifeschem Besoin vun de Kanner intervenéiere si entweder ambulant oder kënnen een differenzéierten Unterrecht an den Zentren ofhalen. Ech kommen duerno, wéi gesot, nach eemol op déi genau Prozedur vun der Prise en charge ze schwätzen.

Um Niveau vun den Eltere geet et virun allem ëm Informéieren, Conseilléieren a Sensibiliséieren. Déi national Centres de compétences sollen an hirem jeeweilege Kompetenzberäich een direkten Uspriechpartner sinn an hinnen op méiglech Froen eng Äntwert ginn. Si schaffen och mat de Schoulen zesummen, sief dat an de Grondschoulen oder de Lycéeën. Si suivéieren déi wëssenschaftlech Evolutiounen an deenen eenzelne Beräicher a beroden doropshin d'Regierung. Schlussendlech solle si och d'Mise en réseau, also d'Vernetze vun deenen ënnerschiddlechen Offeren an Intervenanten am Beräich vun der Psychopädagogie, fërderen.

Här President, ech kommen elo bei de genauen Oflaf vun deem Diagnostik an der Prise en charge vun den nationale Kompetenzzentren. Hei spillt déi nei national Inklusiounskommissioun eng entscheedend Roll. D'Commission nationale d'inclusion oder kuerz CNI genannt ersetzt d'Commission médico-psycho-pédagogique nationale.

An dëser CNI sinn ënnerschiddlech Profiller vertrueden. Dat geet vun engem Vertrieder vum Minister als President, engem Psycholog, engem Assistant social, engem Psychiater, deen an der Pädiatrie spezialiséiert ass, engem Vertrieder vum ONE, Vertrieder vun deene betraffene Ministèrë bis hin zum President vum Collège des directeurs vun de Centres de compétences. Dës Leit sinn d'office an der CNI an hunn en deliberatiivt Stëmmrecht.

Derbäi kënnt dann nach ee Vertrieder vum Elterecomité, den Direkter vum betraffene Centre de compétences an deemno, ob iwwer e Kand aus dem Fondamental oder Secondaire deliberéiert gëtt, de President vun der regionaler Commission d'inclusion, de lokalen IEBS an ee Vertrieder vun der Équipe de soutien oder de President vun der Inklusiounskommissioun aus dem Lycée an ee Vertrieder vum Service psycho-social et d'accompagnement scolaire, falls dee Jugendlechen e Lycéesschüler ass. Et ass also eng multidisziplinaresch Equipp, déi souwuel aus Leit besteet, déi aus dem educativen ewéi och medezinnesche Beräich kommen. Virun allem sinn awer och Leit dran, déi spezialiséiert sinn an déi déi betraffe Kanner a Jugendlech kennen.

Wat mécht déi CNI dann elo genee? D'CNI gëtt u sech d'Referenzautoritéit fir déi Professionell, d'Institutiounen an d'Elteren. Si gëtt mat allen Demandë fir eng spezialiséiert Interventioun vun den Zentre betraut. D'Demandë kënnen entweder vun den Elteren oder grousssjärege Schüler selwer oder vun enger Commission d'inclusion kommen. Wann d'Elteren hiren Accord ginn, kann d'Demande fir eng Prise en charge och vun Organisme kommen, déi am sozialen, familiären an therapeutesche Beräich täteg sinn. Och huet de Médecin traitant vun de Jugendlechen d'Méiglechkeet, d'CNI mat enger motivéierter Demande ze saiséieren.

Opgrond vun engem Dossier iwwert de betraffene Schüler oder Jugendlechen entscheet d'CNI dann, ob si en nationale Kompetenzzenter mat engem sougenannten Diagnostique spécialisé chargéieren. Dësen Diagnostik ënnerläit der Verantwortung vun de jeeweilege Centres de compétences a fousst op deenen ënnerschiddleche Rapporten a Bilanen iwwert déi speziell Besoine vum Schüler, seng Entwécklung an déi virgeschloe Moossnamen.

D'CNI iwwerpréift doropshin nach eng Kéier den Dossier a schléit Mesurë vir. Dës Mesurë kënnen allerdéngs just mam Accord vun den Elteren ëmgesat ginn. Si behalen also ëmmer dat lescht Wuert.

Ëmmer, wann et fir néideg empfonnt gëtt, kann d'CNI déi national Kompetenzzentren op en Neits domat beoptragen, fir ze kucken, ob déi getraffen Entscheedungen nach sënnvoll si

fir déi Eenzel oder ob ee muss eppes un der Prise en charge änneren. D'Intervention spécialisée ambulatoire oder den Enseignement an engem Centre hëlt en Enn op Propositioun vun deem nationale Kompetenzzenter a wann de Conseil de classe an d'CNI domadder averstane sinn.

Esou wäit zu der Prozedur. Ech verweisen do gären op mäi schréftleche Rapport, wou déi eenzel Etappen nach eng Kéier genee drastinn.

Här President, nieft deenen aacht nationale Kompetenzzentre gëtt awer och nach eng Agence de transition à la vie active geschafen. Dës Agence koordinéiert d'Aarbecht vun den Zentren, fir déi Jugendlech op den Aarbechtsmaart virzebereeden. D'Agence ass zoustänneg, fir de Jugendlechen den Accès op den Aarbechtsmaart ze erliichteren oder hinnen ze hëllefen, an engem Atelier protégé ënnerzekommen. Dat hänkt eben ëmmer vun den individuelle Situatiounen of. Déi Jonk selwer ewéi och hir Elteren an d'Patrone gi vun der Agence beroden an accompagnéiert.

D'Agence ass souzesoen den Uspriechpartner fir alles, wat dat spéidert Liewe vun de Jugendlechen ugeet. Si schaaft u sech eng Bréck, e wichtegt Stéck tëschent de Centren an den zukünftegen Etappen am Liewe vun deene Jugendlechen.

Här President, ech sinn esou lues beim Schluss vu mengem Rapport ukomm. A wéi ech gesinn, d'Zäit erlaabt mer et net, bis op deen allerleschten Detail anzegoen. Ech wéilt duerfir gäre fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport verweisen.

Ech wëll awer nach am Numm vun der Educatiounskommissioun den Auteure vun deene villen interessanten Avise Merci soen, déi zu dësem Projet de loi erakomm sinn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An éischt agedroe Riednerin ass d'Madamm Martine Mergen fir d'CSV.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Lex Delles villmools Merci soen, am Numm vun onser Fraktioun, fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, grad ewéi der Equipp vum Ministère, déi an de Sëtzunge vun der Kommissioun eng ganz Rei Erklärunge ginn hunn zu engem komplexe Projet, engem Projet, deen ausserdeem a Relatioun muss gesat gi mat enger Rei anere Gesetzer, déi och de près ou de loin mam Sujet ze dinn hunn: d'Gesetz vun 2017 iwwert de Fondamental, sief et awer och d'Gesetz iwwert d'Mediatioun.

Mir bedaueren e bëssen, dass mer wärend den Aarbechten an der Kommissioun net méi op den Terrain konnte goen, fir d'Aarbecht vun den elo existéierende Strukture besser kennenzeléieren a fir d'Plus-value vun deem haitege Gesetz am Detail a Pathologie fir Pathologie ze erfaassen. Mä et ass ons gesot ginn, dass et presséiert. Dat ass schued!

Wa mer iwwer gläich Chancë schwätzen, da si mer ons bewosst, dass all klenge Mënsch, deen op d'Welt kënnt, net déiselwecht Chancë vu sech aus matbréngt. Betraffen Eltere musse fir d'Éischt emol dee Schock verkraaften, wa se erausfannen, dass hiert Kand anescht ass. Da setze se alles drun, dee beschte Wee ze fannen, dass et eng glécklech Kandheet a Jugend verbréngt, dass et esou wäit wéi méiglech eng Ausbildung ka kréien an dass et herno autonom ka liewen. Dëst ass natierlech eng Kuerzfaassung, e Resumé, eng Generaliséierung, mä déi Besonnerheet vun hirem Kand wäert hire weidere Liewenswee net nëmme begleeden, ma och bestëmmen. Koppele falen ausenaner, Mamme ginn hire Beruff op, an et besteet ëmmer am Hannergrond déi grouss Angscht, déi grouss Fro, déi si sech stellen: Wat gëtt mat mengem Kand, wann ech net méi do sinn?

Dofir musse mir als Gesellschaft mat dëse Kanner a mat den Elteren eng grouss Solidaritéit weisen. Mir mussen alles drusetzen, dass si en normaalt Liewe kënne féieren an dass si all een Deel vun dëser Gesellschaft kënne ginn. Dat heescht fir ons „Inklusioun".

Natierlech gëtt et ënnert der Terminologie „spezifesch Besoinen" eng grouss Panoplie vu Pathologien, grouss Ënnerscheeder an der Beeinträchtegung vum deegleche Liewen, grouss Ënnerscheeder och an der Aart a Weis, wéi esou eng Educatioun an och eng Inklusioun kënne geschéien.

Am Exposé des motifs fanne mer en interessanten historesche Réckbléck, wéi onst Land iwwer Zäite mat Behënnerungen a mat der Scolaritéit ëmgaangen ass a wéi d'Offer sech hei bei ons entwéckelt huet. Effektiv huet dat alles laang gebraucht bis haut - a vläicht nach virun. Et gëtt keng einfach Äntwert op déi komplex Entreprise an d'Offer muss sech dofir den individuellen Demandë kënnen upassen.

E grousse Fortschrëtt war d'UNO-Konventioun vun 2006 iwwert d'Rechter vun de Behënnerten, déi Lëtzebuerg am Joer 2011 ënnerschriwwen huet. Heimat hu mer ons verflicht, dës Inklusioun och duerchzezéien. Vun elo u schwätze mer net méi vun einfacher Integratioun, mä vun Inklusioun. De Conseil d'État huet a sengem Avis den Ënnerscheed tëschent Inklusioun an Integratioun exzellent beschriwwen.

Et geet drëm, dass d'Kanner, wa mer elo bei der Inklusioun an der Educatioun bleiwen, net nëmme raimlech an enger Schoul kënnen zesumme sinn, mä et geet och ëm d'Adaptatioun vun hirer Prise en charge oder „Beschoulung", wéi d'Enseignantë sech ausdrécken, dat duerch Methoden a spezifesch Programmer, déi sollen Obstakelen aus dem Wee raumen, fir de Besoine gerecht ze ginn am Hibléck op eng voll Participatioun an alle Beräicher.

De Meritt vum Educatiounsminister läit doran, dass en de Sujet emol erëm eemol attackéiert. De Conseil d'État interpretéiert da weider, dass d'Gesetz souwuel dëser Konventioun wéi och der Kannerrechtskonventioun, déi mer am Joer 1993 an nationaalt Recht ëmgesat hunn, gerecht gëtt. Dat ass awer net d'Meenung vum Conseil supérieur des personnes handicapées, mä op dës Diskussioun kommen ech herno nach eemol zréck.

Ech géif elo wëlle fir d'Éischt déi positiv Aspekter vum Projet eraussträichen.

Am wichtegste schéngt mer ze sinn, dass déi nei Centre-de-compétencë mat hire Strukturen net nëmmen d'Missioun hunn, hir Kanner op déi einfach Akte vum deegleche Liewen ze preparéieren a si ze schützen, mä och fir hinnen eng Schoulausbildung ze ginn. Dat ass elo net iwwerall de Fall. An enger Rei Strukture gëtt et de Moment iwwerhaapt kee Léierpersonal.

Positiv ass och, dass esou vill an d'Centres de compétences investéiert soll ginn, souwuel wat d'Strukturen ubelaangt wéi och beim Personal. Den Här Delles huet et scho beschriwwen: 150 Instituteurs spécialisés op lokalem Plang, déi d'Schoule solle berode bei der Prise en charge vu schoulesche Schwieregkeeten; 56 nei Poste bei de SePAS - fréier SPOS - an de Lycéeën; 127 an en hallwen, hunn ech gelies, Poste fir d'Centre-de-compétencen. Dat sinn d'Spezialisten, déi an deem Fach, mat deem se betraff sinn, ausgebilt sinn.

Mir froen ons just: Wou sollen déi Leit all hierkommen, wann ee weess, dass mer schonn haut eng Penurie hu beim Léierpersonal?

Dee Schema, deen huet den Här Delles schonn duergestallt, de Schema, wéi dat soll lokal, regional, national vu sech goen: lokal Betreiung duerch d'Schoul- an d'Sonderschoulpersonal, déi I-EBSen, op regionalem Niveau gëtt d'Direction régionale, de SREA, ersat duerch d'Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers et spécifiques. Dat sinn déi sougenannten ESEBen. Ech hunn eng Zäit gebraucht, fir mech mam Jargon ze familiariséieren, ech ginn et zou. A schliisslech op nationalem Plang, wou d'Leit vun de Centre-de-compétencë fir hir spezifesch Pathologien agesat kënne ginn. Dat kléngt ganz gutt.

Mir begréissen och, dass aacht Centres de compétences geschafe ginn, well bis elo eenzeg d'Logopädie an den Institut pour déficients visuels souwéi an engem gewëssene Mooss den IMC wierklech spezialiséiert waren. Woubäi ee ka soen, an ech wëll dat awer erausträichen, dass zum Beispill den Institut pour déficients visuels op exemplaresch Aart a Weis d'Inklusioun an de Schoule praktizéiert.

Bei deene Kanner, déi ënner Ediff an ESEB gelaf sinn, waren awer Fäll mat ganz ënnerschiddleche Pathologien zesummegewierfelt. Ech weess zum Beispill vun engem Fall, do ass e Kand wéinst enger net erkannter Epilepsie an der Ediff gelant, a wéi de Schouldokter et bis erkannt hat an et do erausgeholl huet, dunn ass seng Epilepsie behandelt ginn an et konnt normal ageschoult ginn. Hei kënnt et zu enger Differenzéierung tëschent verhalensgestéierten, autisteschen a geeschteg retardéierte Kanner. A mir kréien dann och, wat mer och begréissen a wat säit Jore vun de Leit dobaussen a vun den Eltere verlaangt gouf, een Zentrum fir d'Kanner mat enger „Dys"-Problematik. Dës Kanner hu bis elo oft mussen am Ausland en charge geholl ginn. Gradesou wéi mer och als leschten Zentrum, awer nëmmen op der Lëscht, ee kréie fir surdouéiert Kanner. Och dat begréisse mer, och dat war bis elo hei zu Lëtzebuerg net an onser Panoplie vun Offeren dran.

An den Zentre sollen d'Equippen iwwert déi Zort vun Expertise verfügen, déi op de Formekrees vu Pathologien zougeschnidden ass. Mir géifen ons dem Statsrot awer uschléissen, deen a sengem éischten Avis freet an an engem zweeten Avis nach eemol drun erënnert, dass en d'Funktiounen an déi präzis Kompetenze vun dësen Institutioune gäre beschriwwe gehat hätt. D'Majoritéit an der Educatiounskommissioun ass awer der Regierung nogaangen, wéi se gemengt huet, et sollt een déi Definitioune méi generell halen, och fir méiglech vill Flexibilitéit ze loossen an och neien Erkenntnisser net am Wee ze stoen, déi ee vläicht duerch méi restriktiv Definitioune géif ausschléissen.

Een neit Moment ass och, dass d'Offer vun den Zentren ausgedeent gëtt op 18 Joer an nach driwwer eraus, wann d'Ausbildung dat esou verlaangt. Ons gefält och ganz besonnesch d'Agence de transition à la vie active, déi domat befaasst ass, dass déi Jugendlech, déi spezifesch Problemer hunn, och inhaltlech déi Formatioun kréien, déi se op de regulären Aarbechtsmaart preparéiert respektiv déi se an e gëeegenten Atelier protégé orientéiert. Ech hunn dat Beispill esou gutt fonnt, dass een, deen net gutt gesäit, zwar op enger Télefonszentral ka schaffen, awer net een, deen net gutt héiert. Ech hunn dat Beispill exzellent fonnt. Et ass och ganz kloer.

Am Idealfall kéint ee sécher méi vun dëse Persounen, déi hir Schoulen ofgeschloss hunn, op den éischten Aarbechtsmaart bréngen - d'Spezialiste schwätze vun 80%, dovu si mer wäit ewech -, wat hinnen en autonoomt Liewen an der Dignitéit géif garantéieren.

Wat mer ons awer froen, Här President, Här Minister, dat ass, zu wellechem Zäitpunkt dës Agence aktiv gëtt respektiv wéi hir Kompetenze mat deene vun der ADEM kompatibel sinn.

Esou wäit déi Punkten, déi an onsen Aen zu enger Verbesserung vun der haiteger Situatioun féieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéim elo zu deene Punkten, déi ons net esou gutt gefalen.

Dat, wat ons feelt, dat ass eng Vue no vir. Dëst Gesetz wäert duerch den enormen Opwand d'Prise en charge vu Kanner a Jugendleche mat spezifesche Bedürfnisser verbesseren do, wou se elo net gutt klappt. Et wäert Mängel an Onzoulänglechkeete behiewen, déi elo bestinn, mä et bleift an onsen Aen déiselwecht Philosophie. Et bleift eng Momentopnam a bréngt keng Dynamik am Hibléck op méi an eng besser Inklusioun.

Ech erkläre mech: Wat mir ons erwaart haten, dat war eng kloer Ausso fir méi Inklusioun; dat war e Gesetz mat enger Visioun, wéi een duerch besser Strukturen, enger méi grousser wëssenschaftlecher Implikatioun, awer och enger anerer Opfaassung vun der Inklusioun d'Schicksal vun deene Kanner sollt kënnen dréien.

Fir dass mer emol wierklech den Ufuerderunge vun der UNO-Konventioun iwwert d'Rechter vun de Behënnerte gerecht ginn, muss d'Behënnerung am Alldag esou „normal" sinn, dass se ons net méi opfält. Inklusioun an der Schoul muss bedeiten, dass déi wäertvoll Säiten an Talenter vun dëse Kanner kënne gefërdert ginn an unerkannt ginn, dass och hir Matschüler Freed an der Aufgab hunn, se mat duerchzezéien, si ze ënnerstëtzen. Si sollten aus dem Schoulsystem kënnen entlooss ginn an d'Erwuesseneliewe mat enger gewëssener Autonomie, dass si wäertvoll a schliisslech och produktiv Elementer an onser Gesellschaft kënne ginn. Ech verweisen do op auslännesch Etüden, déi ausgerechent hunn, wéi dat sech mat der Produktivitéit verhält.

Dat ass dat, wat och d'Eltere sech fir sech an hir Kanner wënschen. Dat ass dat, fir wat eng grouss Quantitéit vun Organisatioune sech um Terrain mat ganz vill Engagement asetzen. Leider gëtt dës Vue un der Inklusioun anscheinend hei am Land als utopesch gesinn. Mä si ass méiglech!

Här President, Kanada war mer ze wäit a Finnland louch net op menger Streck, duerfir war ech mer dat an Italien ukucken, méi präzis war ech a Südtirol, wou ech duerch e Kolleeg déi Persoun getraff hunn, déi sech do ëm d'Inklusioun am däitsche Schoulsystem - si hu jo en däitsche Schoulsystem am italienesche Schoulsystem - këmmert.

Viraus goung e Gesetz vun 1977 - vläicht kënnen d'Medezinner ënner Iech sech nach dorun erënneren -, dat huet fir ganz Italien d'Scolarisatioun fir all Kand an enger Regelschoul obligatoresch gemaach. Mat deem nämlechte Gesetz vum Här Basaglia sinn och geschlosse psychiatresch Anstalten deemools ofgeschaaft ginn. Dës Reform huet an der Volée vun den 68er Joren op der ganzer Welt zu vill Diskussiounen an de Fachkreesser gefouert an huet awer e wichtege Schrëtt duergestallt um Wee zu enger moderner Psychiatrie.

Dat war natierlech keng progressiv Approche an d'Inklusioun. De Schoulsystem ass an d'kaalt Waasser gehäit ginn an huet misse kucken, wéi en da mat deene Schüler eens gëtt, fir déi en do quasi vun haut op muer zoustänneg gouf.

Am Joer 1983 ass an Tirol, Südtirol, dat jo eng gewëssen Autonomie huet, d'„Teilhabegesetz" gestëmmt ginn, wat dat éischt Inklusiounsgesetz a Südtirol ass, a säithier hu si d'Inklusioun a Musek ëmgesat.

Ech erspueren Iech d'Eenzelheeten, nëmmen esou vill, fir ze verstoen, dass d'Moyenen, déi zur Verfügung stinn a stoungen, guer net esou massiv waren. Et gëtt eng Inklusiounsléierpersoun op 100 Schüler. Si si Spezialisten an der inklusiver pädagogescher Didaktik. Si sinn also zoustänneg fir vill Kanner a maachen och keng individuell Begleedung. Si ginn agesat zur Steierung vun der Inklusiounsfäegkeet vun der Klass. De Professer Lemayr ass do ganz formell: Et ass d'Klass, déi de Geléngungsfacteur vun der Inklusioun ass, net d'Léierpersonal.

Parallell dozou ass d'Ausbildung vum Léierpersonal esou ausgeriicht ginn, dass all Schoulmeeschter an all Professer an de Lycéeë Kenntnisser an der inklusiver Pädagogik huet. Zousätzlech stinn zu deem Encadrement „Mitarbeiter zur Integration" zur Verfügung. Dat sinn awer meeschtens medezinnesch, fleegeresch Beruffer, déi Assistenz zur Autonomie ginn an de Schoulen. Dat kënnen hygienesch Moossname sinn, dat kënnen alimentär Moossname sinn oder och Hëllef bei der Bedéngung vun den Hëllefsmëttel, vun den techneschen Hëllefsmëttel, déi d'Kanner hunn.

Fir all Kand gëtt eng Funktiounsdiagnos gestallt an dorauser eng Funktiounsanalys gezunn, dat vun enger multidisziplinärer Kommissioun, déi ech mer esou äänlech virstelle wéi ons zukünfteg CNI. D'Diagnos ass net exklusiv pathologiebezunn, mä hëlt och aner Parametere mat an d'Evaluatioun, zum Beispill déi besonnesch Talenter, déi esou e Kand huet.

Bei de Léierpläng gëtt ënnerscheet tëschent engem „zilgleichen" Bildungsplang, dat ass de Schoulprogramm fir all Kanner, an do, wou d'Kand dëse Plang net kann erfëllen, do ginn „zildifferent" Bildungspläng spezifesch op d'Kand zougeschnidden. D'Kand kritt da keen „normalen" - tëschent Gänseféisercher - Ofschloss, awer eng Kompetenzbescheinegung.

E puer Punkten hu mech besonnesch frappéiert an ech mengen, ech muss déi haut soen.

„Inklusioun", sot de Professer, „ass méi einfach a Klasse mat méi héijen Ufuerderungen." Also a klassesche Lycéeën. Dat erkläre si sech esou, dass hei d'Matschüler oft iwwer eng méi grouss sozial Kompetenz verfügen a méi bereetwëlleg hire behënnerte Matschüler hir Hëllef bidden. D'Klass ass den „Cocoon", an deem de behënnerte Matschüler sech kann entwéckelen.

D'Personal, dat fréier an de Sonderschoule geschafft huet, ass fräi gi fir Berodung vun de Schoulen, awer och vun den Elteren. Südtirol huet exzellent PISA-Notten. De Professer Lemayr - hie leet zu Bozen d'Kompetenzstelle Integration und Inklusion - huet eng laang Beruffserfahrung a seet ganz kloer, dass a Klassen, wou inklusiv Schoul gehale gëtt, meeschtens besser Schoulresultater virleien.

Finnland huet en anere Wee gewielt. Hei sinn d'Sonderschoulen net zougemaach gi vun haut op muer, mä si hunn hiert Tätegkeetsfeld progressiv an d'Regelschoule verluecht. Haut gëtt et quasi keng Schüler méi ausserhalb der Inklusioun. D'PISA-Notte vu Finnland sinn Iech, mengen ech, bekannt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erzielen dat hei net, fir meng Ried méi kuerzweileg ze gestalten. An dat, wat ech erzielen, dat ass och keng Utopie an och net onerschwénglech. Au contraire! 1999 huet eng Etüd an Däitschland gerechent, dass d'Segregatioun an de Sonderschoulen - well esou wëll ech se nennen -, wann een alles rechent, méi deier ass wéi inklusiv Educatioun.

Firwat also déi Retizenzen? Firwat erliewe mir eng géigeleefeg Tendenz? Am Exposé des motifs vum Gesetz steet zwar, dass bei ons nëmmen 1% vun de Kanner a Sonderschoule sinn, ma dat ass mir ze vill optimistesch, wann een all déi Kanner a Jugendlech derbäirechent, déi de Moment net hei bei ons am Land betreit ginn.

Ech bréngen aner Chifferen, déi och aus enger Statistik vum Educatiounsministère kommen. Vun 2009 bis 2015 ass d'Zuel vun den Ediff-Kanner vu 608 op 918 eropgaangen - dat si 50% méi a sechs Joer -, wärend d'Gesamtschülerzuel an därselwechter Zäit vu 84.992 op

88.266 Schüler eropgaangen ass. Dat sinn iwwert den Daum 4%.

Wéi ass dëse Phenomeen ze erklären? Dass méi Schüler an den Ediffe sinn, ass sécher net doduerch ze erklären, dass d'Schülerzuel esou staark zougeholl huet. Dat ass mat dëse Chiffere net méiglech.

Et sinn net nëmmen de Mangel u Ressourcen oder ze wéineg Personal, déi der Inklusioun bei ons, op d'mannst, wat déi méi problematesch Fäll opweisen, eng negativ Konnotatioun ginn. Et ass och sécher net de globale Mangel un Engagement. Et gëtt hei am Land exzellent Beispiller fir gelongen Integratioun an Inklusioun. Et gëtt Léierpersounen, déi sech an hirer Fräizäit déi néideg Kenntnisser uneegnen, fir d'Methodiken an der Inklusiounspädagogik besser zum Profitt vun hire Kanner kënnen unzewenden. Et si ganz aner Ursaachen derhannert.

Fir mech ass d'Haaptursaach, an dat betrëfft eigentlech net nëmmen d'Schoul, besonnesch an deene méi problematesche Fäll, ech denken do haaptsächlech un d'Kanner mat Verhalensstéierungen oder autistesch Kanner - do ass d'Inklusioun d'Ausnam an d'Sonderschoul ass d'Regel -: Et gëtt keen natierlechen Emgang bei ons mat der Inklusioun, weder vusäite vum Léierpersonal - am Allgemengen! - nach vusäite vun den Eltere vun de Matschüler. Den Handicap, een, deen „anescht" ass, dat mécht jiddwerengem Angscht.

D'Léierpersonal, dat keng Ausbildung huet an der Sonderpädagogik, ass hoffnungslos iwwerfuerdert, besonnesch och, well et och nach aner Problemer ze bewältegen huet, déi vläicht an onse Länner méi gravéierend si wéi an deene Länner, déi ech zitéiert hunn. Dat ass zum Beispill d'Méisproochegkeet an d'Integratioun vun deene villen neien, zougezunnenen auslännesche Kanner.

D'Equippen, déi bis elo SREA waren an an Zukunft ESEB, dat si Generalisten, dat sinn Educateuren. Si beschäftegen d'Kanner zwar, zum Deel e puer Stonnen, zum Deel méi Stonnen, zum Deel ganz, mä si schaffen awer an der Regel net mat hinnen, well si eben och keng Spezialiste sinn an deene verschiddene Pathologien an déi Methoden, déi néideg wieren, fir mat deene Kanner eng Educatioun ze maachen, net kennen.

D'Elteren hunn och haut schonn déi lescht Decisioun ze huelen, ob hiert Kand an der Regelschoul bleift oder an enger Sonderschoul. Dat gëtt vun dësem Gesetz confirméiert an dat ass positiv. Mä vill vun hinne gesi sech engem immensen Drock ausgesat, dass si schlecht Eltere wieren, wa si drop bestinn, hiert Kand an der Inklusioun ze loossen, géint d'Meenung vun de Kommissiounen oder vum Léierpersonal.

Wat ännert sech konkret un dëser Situatioun? Wie steet op der Säit vun den Elteren an der Commission d'inclusion, wa vusäite vun der Schoul eng geballte Resistenz hinnen entgéintschléit? Si sinn awer nun eemol Expert am spezifeschen Domän vun hirem Kand senger Behënnerung a si sollten dat och unerkannt kréien. Si sollten also op all Niveau vun den Diskussioune mat abezu ginn a gegebenenfalls och en externen Expert vun hirem Choix kënne matbréngen.

Onser Meenung no offréiert d'Gesetz zousätzlech Ressourcen, mä d'Philosophie, d'Bestoen op eng weider segregativ Beschoulung mat der Kreatioun vu Klassen an den Zentren, déi gëtt net a Fro gestallt, gëtt net prinzipiell a Fro gestallt. An deene Centre-de-compétencen, wou scho Klasse bestinn, wäert sech sécher net vill änneren, a wann der an aneren Zentre bäikommen, wou ass dann do méi Inklusioun?!

Ech hat an de leschte Wochen a Méint allerhand Kontakter mat verschiddenen Organisatiounen, déi sech ëm Inklusioun beméien. Ganz besonnesch d'Eltere fäerten, dass si nach méi ënner Drock gesat ginn, dass si an de Meandrë vu Kommissiounen, Direktiounen, Agencen a Collègen mat hirem Belaang ënnerginn. Net ze vergiessen d'Strukture wéi de Service de médiation, dee jo eigentlech och bei dëse Problemer e Wiertche matzeschwätzen huet. Dëst Gesetz hu mer jo de 16. Mee dëst Joer gestëmmt, an en heescht och „au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires". Wéi ass seng Roll an dësem Zesummenhang?

A wann d'Eltere sech staark dem Avis vun de Kommissiounen an hire Fachleit widdersetzen, dat si Prozesser, déi lafen iwwer Joren. Dat ass näischt, wat innerhalb vun enger Woch oder innerhalb vun engem Mount sech entwéckelt. Da steet do hannendrun d'Damoklesschwäert vum Jugendriichter. Här Minister, à bon entendeur, salut!

Et bleiwen dann nach e puer Froen op, déi ech nach wéilt kuerz drunhänken.

Wat den Transport ugeet, esou schéngt dat ee vun deenen Domänen ze sinn, déi schwiereg ze organiséiere sinn, net zulescht, well et net an der Kompetenz vun der Educatioun läit. Och wann ee regional Antenne vun de Centres de compétences virgesäit, wäerten awer och an Zukunft vill Faarten néideg sinn, fir d'Kanner an d'Jugendlech op déi richteg Plaz an erëm heem ze transportéieren.

Ech illustréieren déi praktesch Problemer mat engem Beispill. Mir kruten an enger Entrevue erzielt, dass ee Kand, dat zwar schonn am Jugendalter ass, mä awer op kengem héijen intellektuellen Niveau - et huet den intellektuellen Niveau vun dräi Joer -, an dofir seng Adress net kennt, no laanger Ierfaart mat engem neie Chauffeur schliisslech vun deem Mann ganz verzweifelt iergendwou aus dem Bus erausgelooss ginn ass. An d'Elteren hunn duerno zimlech laang no em gesicht.

Mat den neie Bestëmmungen däerfen anscheinend Leit, déi op dëse Busser fueren, keng Télefonsnummer méi vu sech erausginn. Ons schéngt et deemno wichteg, dass op d'mannst d'Kanner, wa si aus der schoulescher Struktur heemgefouert ginn, e Badge droe mat hirer Adress an der Kontaktnummer vun den Elteren oder dem Tuteur.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Allgemeng gëtt et oft Schwieregkeeten op den Transporten. An d'Demande ass dofir, do, wou et néideg ass, Begleetpersoune mat op den Transport ze setzen.

Wat ass an Zukunft virgesinn? Wann dat keng Fro un Iech ass, Här Minister, stellen ech se deemnächst un Äre Kolleeg mat der Transportkompetenz.

Mir hunn och e Problem domat, wat d'Kritäre sinn, fir déi eenzel Educateuren a Sonderschoulpersounen ze affektéieren. Huet do d'Personal de Choix? Oder gëtt et Mindestaffektatioune pro Regioun? Gëtt et Kritären zu spezifesche Kenntnisser, déi eenzel Persounen hunn, anerer awer net, zum Beispill d'Membere vun der ESEB, fir an hire spezifesche Pathologië kënnen agesat ze ginn?

A mir froen ons och, an dat schéngt ons immens wichteg, ob et virgesinn ass, dass op der Uni Lëtzebuerg am Curriculum vum zukünftege Schoulpersonal d'Inklusiounspädagogik en obligatorescht Fach wäert ginn.

An Éisträich zum Beispill ass dat Fach mat 30 ECTSen obligatoresch fir all Student, fir spéider Léierpersoun ze ginn. Domadder ass hien zwar nach kee Spezialist an allen Domänen a Léiermethoden, esou wéi dat an de Centres virgesinn ass, mä et wier jiddefalls fir ons e wichtege Schrëtt fir méi Offenheet a Begeeschterung fir d'Inklusioun bei allen zukünftege Léierinnen a Schoulmeeschteren. Mat deene Leit, déi elo aktiv sinn an der Educatioun, kéint een dëst iwwer gëeegent Weiderbildungen erreechen.

Et gëtt leider bal nëmmen iwwert déi schwiereg Fäll geschwat an der Press, an deenen Organisatiounen, déi sech mat der Inklusioun befaassen. Wat ass awer mat deene Kanner, déi nëmme minimal vum Standard ofwäichen? Mussen déi och en Dossier an d'CNI eraginn oder steet hinne weiderhin eng Hëllef iwwert d'Commission - nach eng Kommissioun! - des aménagements raisonnables zur Verfügung? Wou sinn d'Kritären? Wou ass d'Grenz? Wéini gëtt deen därege Wee iwwert d'CNI néideg? Dës Fro huet iwwregens och d'Statsbeamtekummer an hirem Avis gestallt.

Ech wollt dann och nach ganz kuerz op dee méi spezifesche Problem vun de Verhalensstéierungen agoen, mä d'Zäit, zwar ass et e Modell 1, mä d'Zäit gëtt awer méi kuerz, dofir froen ech den Här Minister nëmme ganz kuerz, Här President: Hien huet an der Press ugekënnegt, dass eng 40 bis 50 Kanner aus dem Fondamental géifen an intensive Betreiungsstrukturen ausserhalb vun der Schoul, déi hien amgaange wier ze schafen, ënnerbruecht ginn, temporär oder méi laang. Kann hien ons dozou Präzisioune ginn?

A schliisslech nach meng lescht Fro, déi ass e bësse provokativ, mä et schéngt mer awer wichteg ze sinn: Wie kontrolléiert d'Centre-de-compétencen?

Dir gesitt also, Här President, dass nach vill Froen op sinn, mä ech hu mech aus Zäitgrënn op déi puer hei limitéiert. Et huet jo presséiert. An dofir ass d'Gesetz esou, wéi et ass.

Wéi Der mengen Ausféierungen entholl hutt, also deene leschteren, net deenen éischten, si mer der Meenung, dass et gutt Usätz huet, et gëtt awer keng Strategie. Et gouf sech vill dovun erwaart. Vill Leit, déi grouss Hoffnungen an dëst Gesetz gesat haten, sinn enttäuscht, well si frou waren, wéi de Ministère an den Här Minister, no laange Jore vu Stëllstand, de Sujet erëm op de Leescht geholl hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir haten de Moien an onser Fraktioun eng laang a lieweg Diskussioun doriwwer, ob mer ons wéinst deenen negative Punkten, déi ech elo grad erausgestrach hunn, sollten enthale beim Gesetz oder ob mer deene positive Punkten, déi ech ugangs vu menger Ried opgezielt hunn, sollte Rechnung droen an de Projet matstëmmen. Mir hu schlussendlech ofgestëmmt an eng knapp Majoritéit huet sech derfir ausgeschwat, dass mer de Projet matstëmmen.

Ech ginn Iech dofir elo hei och den Accord vun onser Fraktioun, wäert mech awer selwer bei der Ofstëmmung vertriede loossen.

Fir onser Skepsis awer Rechnung ze droen, hu mer eng Motioun preparéiert, déi eng fréier Motioun ergänzt, déi mer d'lescht Joer bei der Reform vum Fondamental presentéiert haten an déi vun Iech all ugeholl gouf.

Ech géif se vläicht ganz kuerz direkt presentéieren, wann den Här President erlaabt. Mir rappeléieren d'Dispositioune vun der Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, dass à long terme eng inklusiv Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg soll entstoen an dass déi handicapéiert Persounen hir Rechter op allen Niveaue sollten zougestane kréien, dass de But initial vum Projet de loi awer eng méi staark Inclusion scolaire ass an haaptsächlech och d'Formatioun vun de Kanner mat spezifesche Besoinen. Mir huelen zur Kenntnis, dass d'Educatiounspolitik hei am Land sech weider soll, weider muss engagéieren um Wee vun der Inklusioun.

Mir notéieren, dass d'inklusiv Schoul an enger Logik vun Accessibilitéit muss entstoen, an där den Enseignement spécialisé, also d'Beschoulung a Sonderschoulen, wéi eng subsidiär Mesure ausgesinn, erfaasst gëtt… Ech hätt besser, se op Franséisch virzeliesen, ech fueren also op Franséisch virun: «(…) considérant que le système initié par le projet de loi innove sur certains points permettant une meilleure prise en charge des enfants concernés, mais ne constitue pas en soi un changement de paradigme vers une meilleure inclusion scolaire; constatant dès lors que le projet de loi ne serait qu'un premier pas vers une réelle inclusion; notant que les dispositions prévues dans le projet de loi sont complexes et difficiles à suivre pour des personnes non averties, invite le Gouvernement à suivre étroitement la mise en œuvre des mesures proposées, à présenter à la Chambre des Députés au plus tard trois ans après la mise en vigueur de la loi y relative une évaluation de l'efficacité des nouveaux instruments eu égard à une meilleure inclusion, à multiplier les initiatives de sensibilisation envers une école inclusive, à considérer d'inclure dans le curriculum du personnel enseignant la formation à l'éducation inclusive et à sa mise en œuvre», a schliisslech, «à mettre à disposition du public un guichet d'information pour guider les parents et les élèves majeurs dans les procédures.» Dat huet och an zwee Avisen zum Gesetz gestanen.

Ech géif also wëllen am Numm vu menger Fraktioun dës Motioun un de Chamberspresident iwwerginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, le Luxembourg poursuit à long terme le développement d'une société inclusive, au sein de laquelle les personnes handicapées pourront exercer leurs droits à tous les niveaux;

- notant que le but initial du projet de loi est de promouvoir l'inclusion scolaire et la formation des élèves à besoins éducatifs spécifiques;

- notant que l'éducation nationale doit continuer à s'engager progressivement sur la voie de l'école inclusive;

- notant que l'école inclusive s'inscrit dans une logique d'accessibilité universelle, dans laquelle l'enseignement spécialisé est envisagé comme une mesure subsidiaire;

- considérant que le système initié par le projet de loi innove sur certains points permettant une meilleure prise en charge des enfants concernés, mais ne constitue pas en soi un changement de paradigme vers une meilleure inclusion scolaire;

- constatant dès lors que le projet de loi ne serait qu'un premier pas vers une réelle inclusion;

- notant que les dispositions prévues dans le projet de loi sont complexes et difficiles à suivre pour des personnes non averties,

invite le Gouvernement

- à suivre étroitement la mise en œuvre des mesures proposées,

- à présenter à la Chambre des Députés au plus tard trois ans après la mise en vigueur de la loi y relative une évaluation de l'efficacité des nouveaux instruments eu égard à une meilleure inclusion,

- à multiplier les initiatives de sensibilisation envers une école inclusive,

- à considérer d'inclure dans le curriculum du personnel enseignant la formation à l'éducation inclusive et à sa mise en œuvre,

- à mettre à disposition du public un guichet d'information pour guider les parents et les élèves majeurs dans les procédures.

(s.) Martine Mergen, Diane Adehm, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Zeimet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Ech wéilt ofschléisse mat engem Zitat vum Här Chamberspresident.

Dat passt fir mech wéi d'Fauscht op d'A an de Prozess vun der Inklusioun, net nëmmen an der Schoul, mä d'Schoul ass e ganz wichtegen Deel dovun. Hie sot de leschte Samschdeg an der Philharmonie: „Mir brauchen an dësem Land oppe Geeschter, oppen Häerzer an oppe Grenzen."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Exzellent!

Une autre voix.- Dat ass net falsch!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech war elo eng Sekonn ofgelenkt.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dat kann ech ganz gutt verstoen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Gilles Baum fir d'DP.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, 1973 ass d'Gesetz iwwert d'Éducation différenciée gestëmmt ginn. Zanterhier hunn eist Land an och seng Populatioun sech grondleeënd verännert. Zanterhier hunn eis Schoul an och d'Kandheet sech vill verännert. Zanterhier hunn d'Usprécher un d'Schoul, awer och d'Problemer, déi d'Kanner kënne mat an d'Schoul bréngen, sech vill verännert.

An obwuel d'Usprécher un déi eenzel Zentre vun der Éducation différenciée an de Joren doudsécher net manner gi sinn, huet eng Regierung no där anerer d'Zentren, d'Intervenanten, d'Personal a virun allem och d'Eltere vun de concernéierte Kanner op déi nächst Legislaturperiod vertréischt. A bis op e puer Schéinheetskorrekture gouf d'Gesetz vun 1973 ni grondleeënd op de Leescht geholl an iwwerschafft.

Ech sinn dofir frou, an ech kann dëser Regierung an dem Educatiounsminister Claude Meisch nëmmen derfir felicitéieren, dass mir haut Neel mat Käpp maachen an eng grondleeënd Reform vun der Éducation différenciée unhuelen, an dat zum Wuel vum Kand.

Fir d'DP ass et kloer, dass d'Inklusioun dobäi am Vierdergrond muss stoen. Dat stoung och esou implizitt an eisem Wahlprogramm. Et geet awer net duer, ëmmer nëmmen iwwer Inklusioun ze schwätzen, mä et muss een och d'Bedéngunge schafen, dass dat an der Schoul iwwerhaapt méiglech ass an et net bei eidele Wierder bleift.

Dat geet wuel iwwer méi Autonomie vun der Schoul, et geet awer virun allem och iwwer eng méi enk Ubannung vun der Schoul un déi eenzel spezialiséiert Strukturen. A wann ee wierklech wëllt eng École pour tous schafen, da musse mer och bereet sinn, déi néideg Ressourcë fräizestellen. Et kann een net méi inklusiv mat manner Personal schaffen. Dat geet net! An dës Regierung ass dofir op de Wee gaangen, fir souwuel d'Strukture vun der Ediff ze reforméieren ewéi och dat néidegt spezialiséiert Personal op den Terrain ze schécken.

Ech wëll drun erënneren, dass am Budget vun dësem Joer Lëtzebuerg sech endlech d'Moyene ginn huet, fir déi international Verflichtungen, déi international Verflichtungen, wéi d'UN-Konventioun fir d'Rechter vun de Mënsche mat Behënnerung se virgesäit, ze erfëllen. A fir d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoinen an eise Schoulen ze erméiglechen, huet de Stat sech déi néideg Moyene ginn, fir ronn 200 Leit zousätzlech spezialiséiert Personal anzestellen, fir dës Kanner besser ze betreien. Wien A seet, muss och B soen an dat huet d'Regierung heimadder gemaach.

Här President, dëse Projet de loi, deen déi national Centres de compétences schaaft, ass am

Fong dat lescht Puzzlesteck vun enger neier Organisatiounsstruktur an der Éducation différenciée. D'Prise en charge vu Kanner mat spezifesche Besoine gouf ëmstrukturéiert an op dräi Niveauen opgedeelt, d'lescht Joer op de lokalen an de regionalen Niveau an haut, mam Schafe vun den aacht nationale Kompetenzzentren, op den nationalen Niveau.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz drop agoen, well et awer net onwichteg ass, fir den Esprit vun dësem Text ze verstoen.

Am Kader vun der Reform vun der Grondschoul, wou déi 15 regional Direktiounen an d'Liewe geruff goufen, hu mer gläichzäiteg den Terrain preparéiert, fir d'Prise en charge vu Kanner mat spezifesche Besoinen ze verbesseren. D'Verbesserungen hunn deemools de lokalen an de regionalen Niveau betraff. Op lokalem Niveau huet ee sech engagéiert, iwwer véier Joer 150 Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des enfants à besoins (veuillez lire: à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques) oder kuerz I-EBS anzestellen. Déi hunn elo schonn dëst Schouljoer an de Schoulen ugefaange mat schaffen, wuel nach net alleguerten, awer schonn en Deel vun deenen.

Dëst Personal schafft um Terrain an enger inklusiver Approche, fir sech ëm dës Kanner ze këmmeren a sech zesumme mam Léierpersonal a mat den Elteren iwwert d'Situatioun vum Kand ze concertéieren. Méi inklusiv geet net!

An der Grondschoul an an de Lycéeën huet ee sech och mam Schoulentwécklungsplang, also dem sougenannte PDS, en Instrument ginn, fir d'Schoulen dozou ze bréngen, hir eegen Inklusiounsdemarche ze definéieren, ze dokumentéieren an natierlech och ëmzesetzen.

Op regionalem Niveau sinn dann d'Équipes de soutien des enfants à besoins (veuillez lire: à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques), kuerz d'ESEB, an d'Spill komm. Ënnert der Responsabilitéit vun der Direction régionale këmmere si sech ëm d'Kanner, deenen net genuch an de Schoulen um lokalen Niveau ka gehollef ginn.

Wann den I-EBS also feststellt, dass dem individuelle Besoin vun engem Kand net genuch Rechnung an der Schoul ka gedroe ginn, dann iwwerhëlt, mam Accord vun den Elteren, d'Équipe de soutien d'Prise en charge vun deem betraffene Kand.

Déi Équipes de soutien setze sech zesummen aus enger Équipe de diagnostic an enger Équipe d'assistance vu Psychologen, Pädagogen, Infirmièren, Educateuren, Assistants sociaux, also Leit, déi nach besser op déi spezifesch Besoine vun deenen eenzelne Kanner kënnen agoen.

An anere Wierder: Et gouf also eng regelrecht Teamaarbecht op verschiddenen Niveauen agefouert, ëmmer ënnert der Opsiicht vun der Direction régionale an der Commission d'inclusion, déi en Dossier mat all de wichtegen Informatiounen iwwert d'Kand, seng Besoinen an och säin Diagnostic uleet. Et huet een also zu all Moment de Suivi vum Kand.

Här President, dat waren, wéi gesot, a graffen Zich d'Verbesserungen, déi um lokalen a regionalen Niveau stattfonnt hunn. Mam Projet haut kënnt awer nach den nationalen Niveau derbäi. Mat dem Schafe vun de Centres de compétences kënnt haut u sech d'Spëtzt vun der neier Pyramid elo derbäi.

D'DP begréisst virun allem, dass sech elo verstäerkt de Kanner mat enger „Dys"-Problematik ugeholl gëtt. Als Schoulmeeschter kann ech lech aus menger eegener Erfahrung soen, dass Schüler, déi net frëi genuch e professionellen Diagnostic an duerno déi adequat Hëllef kritt hunn, an eise Schoulen e regelrechte Parcours du combattant hileeë mussen. Vun den Eltere guer net ze schwätzen. Dat huet zu vill Frust, lerger an duerno souguer zu ville Selbstzweifel gefouert, dat net nëmme beim Kand a bei sengen Elteren, mä och beim Léierpersonal.

Natierlech ass et dem Schoulmeeschter säin Job, eng éischt Feeleranalys ze maachen a säin Unterrecht esou differenzéiert ze gestalten, dass all Kand ka beschtméiglech gefuerdert ginn. Mä nieft dem Generalist war et awer och héich Zäit, och geziilt Spezialiste mat anzebannen, fir déi Kanner elo méi geziilt a fachgerecht ze ënnerstëtzen an hinnen ze hëllefen, weiderzekommen.

Dat nämlecht gëllt iwwregens och fir héich begaabte Kanner. Dat schéngt op den éischte Bléck paradoxal, mä, nach laang net all héich intelligent Kand ass och e gudde Schüler. Bei verschiddene Kanner ass et grad ëmgedréit. Déi ginn an der Klass duerch déi permanent Ënnerfuerderung esou ongläcklech, dass se kënnen depressiv oder verhalenskreativ ginn.

Dir Dammen an Hären, ech si frou, dass mir eis mat dësem Gesetz endlech enger Problematik unhuelen, déi scho säit Längerem, säit ganz Laangem besteet. Déi multidisziplinaresch Missiounen, d'Vernetzen ënnereneen, dat spezifesch forméiert Personal, déi inklusiv Approche souwéi d'Zesummeschaffe mat de Schoulen an alle Schoulpartner maachen dëst Gesetz zu engem gudde Gesetz, dat et erlaabt, sech an Zukunft méi geziilt, méi fachgerecht a méi inklusiv ëm d'Kanner mat spezifesche Besoinen ze këmmeren.

Aus all dëse Grënn stëmmt meng Fraktioun natierlech fir dëst Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wunnen an enger komescher Welt. An ech maache meng Remark elo net op dat, wat virdrun hei meng Virriedner gesot hunn, mä op eppes aneres: Déi, déi sech fir eppes asetzen, déi, déi schaffen, déi hunn et schwéier, ebe grad, well se eppes maachen. Et schéngt, wéi wann et heiansdo besser ukënnt, näischt ze maachen. Da mécht ee jo och näischt falsch, gëtt gesot.

Ma ech sinn där Meenung absolutt net! Well falsch mécht et deen, deen näischt mécht, well e sech net de Problemer stellt. Deen, dee jorelaang un engem Ee schielt an et da leie léisst, dee mécht alles falsch, an net deen, dee sech de Problemer unhëlt a se upeekt.

Wahrscheinlech wäert den Här Meisch och bei verschiddene Leit als domm a liddereg eriwwerkommen, dat, well e sech suergt a well en eng ganz Rei vun Initiative geholl huet, fir eise Schoulsystem ze moderniséieren. Ech sinn net der Meenung, dass de Claude Meisch domm a liddereg ass, gradesou wéi ech och net der Meenung sinn, dass déi aner Memberen an der Regierung liddereg an domm sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mä hautdesdaags schéngt et jo esou ze sinn, dass de mat rüpelhaftem Behuelen op eppes muss opmierksam maachen, wann den Inhalt vun deem, wats de ze soen hues, net vill hiergëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 7181, deen ass ganz vill am Haus Engel diskutéiert ginn a mir waren eis och net ëmmer eens. Et ass e Gesetz, wat drëms handelt, fir fir déi Schwaach aus eiser Gesellschaft besser an nach méi ze suergen an d'Inklusioun an der Schoul ze förderen.

Fir d'LSAP ass et kloer, dass eisen ëffentleche Bildungssystem esou wäit wéi méiglech dem Leitmotiv vun der Inklusioun nokomme muss. Fir dass Inklusioun an der Praxis funktionéiere kann, brauch een adequat Mëttelen a genuch qualifizéiert Personal, fir deene Schüler, déi e spezifesche Förderbedarf hunn an op eng méi speziell Ënnerstëtzung ugewise sinn, dës och kënnen ze ginn.

Wann eise Schoulsystem enger beschtméiglecher Inklusioun verflicht ass, da brauche mer an de Schoulen och genuch sozioeducativt Personal. Mir brauchen e vernetzt, differenzéiert an inklusiivt Schaffen an der Erzéiung an am Unterrecht. Nieft dem schoulesche Beräich musse mer och an der nonformaler Bildung Efforte maachen. An duerfir brauche mer ebe grad dat differenzéiert, vernetzt an inklusiivt Schaffen, net just an den Haaptfächer, mä och grad vläicht bei de sportlechen an de kënschtlereschen Aktivitéiten.

Och d'Gemenge kënnen hei einfach an onkomplizéiert eng Hand mat upaken, wann de politesche Wëllen do ass, fir dass zum Beispill all Kanner kënne mat schwamme goen. Deen einfache Wee ass et sécherlech, fir verschidde Kanner vu verschiddenen Aktivitéiten auszeschléissen, wann den Encadrement dann e bësse méi schwéier schéngt. Mä d'Gemenge kënnen awer och hir Roll spillen, andeems se zousätzlech Mëttelen zur Verfügung stellen, fir d'Inklusioun weiderzedreiwen.

Ausserdeem musse mer dohinnerkommen, dass no an no all eist Léierpersonal och jee no Besoin eng geziilte Weiderbildung kritt, fir mat alle Fäll vu Kanner an hirer Klass schaffen ze kënnen. Lifelong Learning ass op allen Niveauen an alle Formatiounen ëmsou méi wichteg.

Inklusioun, an d'Wuert seet et jo och, muss, souwäit et geet, also am ganz reguläre Schoulbetrib stattfannen. Mä nach gëtt et eenzel Fäll, wou et am Interessi vum Kand ass, dass et fir eng gewëssen Zäit eng méi intensiv a fachgerecht Betreiung benéidegt. Ech betounen awer: Dat muss ëmmer am Interessi vum Kand sinn an net am Interessi vun der Schoul.

Duerfir brauche mer trotz allem och spezifesch Strukturen, déi sech ganz speziell ëm déi speziell Fäll këmmere kënnen. Als Sozialisten hu mer laang fir esou en inklusive Schoulmodell geschafft a mir sinn houfreg op dat, wat mer bis elo gepackt hunn, mä natierlech si mer nach net um Enn ukomm. Duerfir sinn et och an dëser Legislaturperiod eng Rei Ännerungen op dësem Volet ginn an déi sinn och gutt gemaach.

Et ass scho vill driwwer gesot ginn, just nach net vu jiddwerengem, ech wäert awer och nach en Deel vum lokalen, regionalen an nationalen Niveau schwätzen. De lokalen an de regionalen Niveau goufe jo scho reforméiert. Et ass gesot gi virdrun. Mä zur Erënnerung: D'Schoule si gehalen, am Kader vun hirem Schoulentwécklungsplang e Konzept zur Inklusioun vu Schüler mat spezifesche Besoinen ze entwéckelen.

D'Schoule kréien, wéi bis och elo, eng direkt Ënnerstëtzung duerch spezialiséiert Léierpersonal, dat sur place an de Schoulen, wou direkt mat de Kanner geschafft gëtt. An ech kommen nach eng Kéier dorop zréck, wat d'Madamm Mergen virdru gesot huet. Dëst ass den Idealfall, well d'Kanner esou an hire Klasse bleiwe kënnen an eng reell Inklusioun dann och stattfënnt. An dëst soll a muss och an Zukunft de Regelfall bleiwen, well soss bewege mer eis ewech vun dem Idealfall vun der inklusiver Schoul.

Zwou Remarken awer zu deem, wat d'Madamm Mergen virdru gesot huet. Bei de Kanner, déi gehollef kréien an de Klassen, do géife se beschäftegt ginn an et géif net richteg geschafft ginn.

Ech mengen, dass dat net der Realitéit entsprécht, wat Der do sot. Ech wëll net soen, dass dat net op verschiddene Plazen de Fall ass. Mä ech mengen, dass de Gros, an deene meeschte Fäll et esou ass, dass do ganz geziilt a ganz exakt och geschafft gëtt, an dass déi Leit, déi sech do mat de Kanner auserneesetzen, fir deenen eng spezifesch Förderung ze ginn, och spezifesch mat deenen, ganz spezifesch, schaffen. Et ass net Beschäftegungstherapie.

An déi zweet Remark, déi mech och e bësse gestéiert huet, dat ass d'Fro vum Badge. Also, wa mer vun Inklusioun schwätzen, da fannen ech verschidde Kanner mat engem Badge auszestatten awer net ganz an d'Richtung vun der Inklusioun, esou wéi mer se u sech wëllen hunn. Wa mer déi eng zeechne mat engem Badge an déi aner net, dann hunn ech awer e Problem, fir vun enger Inklusioun a vun enger gesamtheetlecher Inklusioun ze schwätzen.

(Interruption par Mme Martine Mergen)

Ech weess, dass dat heiten haaptsächlech de Fall ass fir Kanner, déi mam Transport dann iergendwou mussen higefouert ginn. Mä do gëtt et sécherlech aner Léisungen, wéi se mat engem Badge ze kennzeechnen.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Fir dass dat an de Schoule klappe kann, wat ech virdru gesot hu vum lokalen a regionalen Niveau, gouf am Kader vun der Reform vum Inspektorat um regionalen Niveau an den Direktiounen ëmmer en Directeur adjoint genannt, dee spezifesch fir d'Koordinatiouun vun dem ESEB-Volet zoustänneg ass. Hei muss d'Praxis dann och weisen, ob dat och gutt ass, dass dofir ëmmer eng Persoun aus der Direktiounsequipp zoustänneg ass, ob et net besser ass, ob et an Zukunft besser klappt, oder kucken, wéi et vläicht méi ideal ka verlafen, wann dës Kompetenze vun der ganzer Direktiouun als integrative Bestanddeel vun hirer Aarbecht ugesi gëtt a sech gedeelt gëtt. Dat muss vläicht d'Erfahrung weisen, ob dat net vläicht besser ass.

Schliisslech ginn op dem nationalen Niveau déi Kompetenzzentren hei an dësem Gesetz dann och en place gesat, fir eng méi intensiv Betreiung vu Kanner ze erméiglechen, wann dëst am Interêt vum Kand néideg ass. An ëm dës Kompetenzzentren, hunn ech virdru gesot, geet et jo och an dësem Projet de loi.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn e bësse méi wäit ausgeholl, fir awer elo erëm zréck op de Projet ze kommen. Mä et war mer awer wichteg, e Gesamtbild hei nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen, fir dass een och weess, vu wat ee schwätzt. An d'Kompetenzzentren, déi sinn ee Bestanddeel vun deem ganze System. Dat kann een net separat kucken.

Wéi de Rapporteur et gesot huet, deem ech och Merci wëll soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, kommen nieft déi schonn existéierend Kompetenzzentren dann nach dräi neier derbäi. An déi, déi do sinn, ginn zum Deel méi breet opgestallt. Dräi neier fir Kanner mat Léier- an Opmierksamkeetsschwieregkeeten, fir Kanner mat Verhalensschwieregkeeten a fir héich begaabte Kanner.

Fir mech perséinlech ass et besonnesch wichteg, dass mer de Centre de compétences pour le développement socio-émotionnel schafen, wou also Kanner mat Léier- an Opmierksamkeetsschwieregkeete solle speziell Hëllef kréien. Fir dës Kanner gëtt et aktuell just e ganz klenge Centre, deen duerch seng Mëttelen a seng Méiglechkeeten, déi zimlech begrenzt sinn, schonn eng gutt Aarbecht mécht, awer net déi richteg adequat Prise en charge fir se all kann assuréieren. Natierlech hunn och déi aner zwee Centren, déi elo geschafe ginn, vun de Verhalensschwieregkeeten a vun den héich Begaabten, hir Berechtegung.

E wichtege System aus de bisherege Kompetenzzentren, deen och fir d'Zukunft gëlle wäert, ass folgenden: D'Kanner ginn d'office an eng regulär Klass ageschriwwen. D'Eltere mussen also net nees derfir kämpfen, dass hiert Kand an eng normal Klass ka goen. Par contre, wann et am Interêt vum Kand an de Wonsch vun den Elteren ass, dass hiert Kand un engem adaptéierten Unterrecht an engem Kompetenzzentrum soll deelhuelen, dann ass déi Méiglechkeet do och ginn. Hei geet et also drëms, eng Prise en charge ze assuréieren, déi subsidiär ass - et ass virdrun och scho gesot ginn -, déi ënnerstëtzend, déi begleedend ass zu deem, wat den Enseignant an der Klass alles elo scho virgesinn huet.

D'Centres de compétences kënnen a sollen der Regelschoul also mat Conseil a Guidance zur Säit stoen. Et ass als Enseignant iwwerhaapt net einfach, sech op all déi spezifesch Situatioune vun deene verschiddene Kanner anzestellen. Et brauch ee bei där enger oder anerer Situatioun Hëllef, Berodung, e gudde Rot, eng professionell Hëllef, fir mat engem spezifesche Fachberäich och dann eens ze ginn. Dem Enseignant ass sécherlech gehollef, wann en op professionell Hëllef kann zréckgräifen. An dësen Ambulatoire muss da wierklech natierlech och vun all Centre de compétences ugebuede ginn a vun der Regelschoul als déi erwaart Hëllef och ugesi ginn.

Positiv ass och, dass et bei dësem Service ambulatoire wäert esou sinn, dass mer d'Personal esou no wéi méiglech bei d'Kanner bréngen an net ëmgedréit. Dat wäert am Umkehrschluss natierlech och heeschen, dass vill Leit vill Zäit am Auto verbréngen, fir vun enger Plaz op déi aner ze fueren. Hei muss een dann no praktesche Léisungen um Terrain sichen.

Wichteg wäert natierlech och sinn, wéi d'Kompetenzen tëschent de Centres de compétences opgedeelt ginn. Wéi ass d'Prise en charge vu Kanner mat multiple Schwieregkeeten, wou e puer Kompetenzzentren zoustänneg sinn? Do muss eng gutt Koordinatioun geschéien. Do muss sech ofgeschwat ginn, fir dass d'Population cible net verpasst gëtt a fir dass och keen double Emploi gemaach gëtt.

Ee weidere positive Punkt vum Projet: déi nei geschafen Agence, déi déi Jugendlech da bei dem Iwwergang an d'Aarbechtsliewe begleede wäert. Wärend d'ADEM natierlech responsabel bleift fir de Placement um Aarbechtsmarché vun allen Aarbechtssichenden an domat och vun den Aarbechtssichende mat speziellem Förderbedarf, ass et awer wichteg, dass duerch déi nei Agence ee méi enke Kontakt hiergestallt gëtt tëschent dëse Jonken, hire Formateuren aus dem Kompetenzzentrum, der ADEM an de Patrone vum éischten Aarbechtsmarché oder vun den Ateliers protégés, jee nodeem, wat fir dëse Jonken déi beschten Optioun dann ass.

Och grad hei si bei de Privatpatronen nach ëmmer vill Viruerteeler ofzebauen, wat d'Astelle vun enger Persoun mat Förderbedarf ugeet, well - jo! - déi oft, oder éischter als Laascht wéi als Atout ugesi gëtt an engem Betrib. An d'Agence kann do sécherlech hëllefen, och hei weider Efforten ze maachen.

An déi Agence ass wichteg, well d'Eltere sech vill Froe stellen, wat geschitt, wa si méi al ginn, wann hir Kanner méi al ginn, wann d'Schoul bis eriwwer ass. Den Iwwergang vu Schoul op Aarbecht ass e ganz essenziellen. E muss gutt preparéiert ginn an d'Agence dréit sécherlech dozou bäi, dass d'Elteren der Zukunft méi berouegt kënnen entgéintkucken. D'Martine Mergen huet dat och ganz gutt virdrun ernimmt.

Ausserdeem gëtt mat dësem Gesetz d'Commission nationale d'inclusion, d'CNI, geschafen, déi déi fréier CCPN ersetzt. Si ass dann zoustänneg derfir, wéi eng Kanner wou betreit ginn. Och hei gëtt den Akzent erëm op d'Inklusioun geluecht. An den Accord vun den Eltere muss dann och hei gi sinn.

Doduerch, dass mer national Kompetenzzentren hunn, kënnen d'Intervenanten am Idealfall iwwert d'ganzt Land esou agesat ginn, wéi se am dréngendste gebraucht ginn an am effikassten och kënne schaffen. Dat ass emol d'Zil.

Déi präventiv Aarbecht dierf net ganz aus de Schoule verschwannen.

Duerfir brauche mer och erëm genuch Personal. An d'Personalfro, déi virdrun och gestallt ginn ass, ass eng Fro, déi natierlech bei alle Schoulprojeten ëmmer erëm zréckkënnt.

Wou solle mer dat spezifesch ausgebilt Personal fir dës Kompetenzzentren och ëmmer hierhuelen? An och, wann et elo méi kloer gëtt, wat d'Astellung vun de Leit gëtt, well se jo mat deene Kanner mat spezifesche Besoinen elo solle schaffen, well et jo och elo iwwert de Contingent soll lafen, esou ass et awer effektiv och wouer, dass déi Leit net einfach direkt elo esou séier do sinn.

Mir mussen duerfir och an der Personalpolitik laangfristeg plangen. Wa mer haut kloer soen: An den nächste Jore ginn esou vill Orthophonisten, Logopäden, Psychomotoriker an ech weess net, wat nach alles, gebraucht, dann ass dat eng Info, déi och bei de Leit vum CEDIES, déi och bei de Proffe vun de Schüler muss ukommen, fir dass d'Schüler sech eventuell och fir déi Beruffer interesséieren an decidéieren, doranner hir Ausbildung dann och unzegoen. D'Orientatioun vun de Schüler, déi muss en Deel vun der ganzer Politik sinn, déi vu vir bis hannen duerchduecht muss sinn.

Mir schafen haut e Gesetz a ginn domadder e Signal, wat mer an der Zukunft brauchen, fir dass mer an dräi bis siwe Joer och um Terrain do ukommen, wou mer hiwëllen. Dat mag laang erschéngen. Mä wa mer wëllen anstänneg schaffen, da musse mer och iwwert d'Legislaturperioden eraus Projete maachen an net all fënnef Joer en neie System installéieren.

Mat dësem Gesetz maache mer dat: Mir kucke laangfristeg. An duerfir ginn ech heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och an eisen Ae verfollegt dëse Projet de loi ganz kloer d'Zil, déi schoulesch Inklusioun weiderzedreiwen am Sënn vun enger École pour tous, esou wéi de Kolleeg Lex Delles et a senger Presentatioun gutt ausgedréckt huet. An ech wéilt him och villmools Merci soe fir säin interessante Rapport.

De Projet de loi baséiert op der Behënnerterechtskonventioun vun de Vereenten Natiounen, déi mir am Joer 2011 ratifizéiert hunn. Domat huet Lëtzebuerg sech kloer dozou engagéiert, et net bei Ofsiichtserklärungen ze beloossen, mä d'Konventioun Schrëtt fir Schrëtt mat konkrete Moossnamen ëmzesetzen. Esou och am Enseignement, wou d'Exklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoine jorzéngtelaang d'Regel war.

Dir Dammen an Dir Hären, an der Zäit hunn net nëmme munch Elteren, mä souguer Enseignanten déi schrecklechst Wierder benotzt, wann et drëms gaangen ass, Klassen ze beschreiwen, an deenen d'Kanner mat Léierschwieregkeeten oder kierperlechen Defiziter ausgeschloss gi sinn. Ech denken, datt all déi vun Iech, déi scho méi laang op dëser Welt ënnerwee sinn, sech gutt un déi Terme kënnen erënneren. Et war puer Diskriminatioun!

Deemgéintiwwer waren Terme wéi Integratioun an Inklusioun bis eran an d'1990er Joren zu Lëtzebuerg kaum en Thema. A wann een déi Termen haut an de Mond hëlt, da muss ee sech och ëmmer nees bewosst ginn, wat se bedeiten a wat se ënnerscheet.

Schonn am Joer 1996, dat ass nach net gesot ginn, laang virun der Ratifizéierung vun der Behënnerterechtskonventioun, huet Lëtzebuerg sech mat dëser wichteger Thematik auserneegesat an huet sech eng Charte ginn, fir der Exklusioun vu Schoulkanner aus de Regelklassen en Enn ze setzen. Dës Charte war zwar e klengt, mä net onwichtegt Virleeferdokument vun der UN-Behënnerterechtskonventioun an huet festgehalen, datt déi Lëtzebuerger Schoul eng Schoul fir all Kand muss sinn an nom Prinzip vun der Inklusioun muss funktionéieren.

Laut deem Prinzip ass et net um Kand mat engem Defizit oder engem Handicap, fir sech esou wäit unzepassen, datt et an de System integréiert ka ginn, oder anescht gesot „passend" ka ginn. Ganz am Géigendeel, et ass d'Aufgab vun der Schoul, fir derfir ze suergen, datt all Kand mat sengen individuelle Fäegkeeten, Schwächten an Talenter um normalen Unterrecht kann deelhuelen. Dat heescht, den Defi vun der Veränneruing läit an deem Fall bei der Schoul, an et ass och déi Approche, déi mat dësem Projet de loi ugestrieft gëtt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dir Dammen an Dir Hären, wann et dann drëms geet, all Kand beschtméiglech an dësem System ze förderen, dann trenne sech d'Geeschter. An engem gewëssene Sënn kann ee behaapten, dëst Gesetz géif de Prinzip vun der Inklusioun net ëmmer respektéieren, well et aacht verschidde Kompetenzzentre schaaft respektiv bestoender um Liewen hält oder se reforméiert. D'Madamm Mergen huet dee Volet jo och kritiséiert. Jee no hire sozialen, kierperlechen a mentale Bedürfnisser, hirem Verhalen an hiren Talenter ginn d'Kanner effektiv fir eng méiglechst limitéiert Zäit awer an déi Zentren orientéiert, wou hinnen eng intensiv a fachgerecht Ennerstëtzung soll zoukommen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat sinn ech bei de Risiken an de Schwieregkeeten, déi d'Konzept vun der Inklusioun, vun der totaler Inklusioun an eiser historesch gewuessener Schoullandschaft mat sech brëngt. Vill Wëssenschaftler hu sech mëttlerweil mat deem Thema beschäftegt a wäerten dat och weiderhi maachen. Eng absolutt Wourecht gëtt et an dëser Matière net. An ech ka soen, als Léierin, déi 28 Joer Schoul gehalen huet a wierklech vill Kanner mat besonnesche Bedürfnisser an hirer Klass hat, hunn ech mech ganz vill mat deem Thema beschäftegt an hunn et och um Terrain konkret erlieft.

D'Vertrieder vun der kategorescher Inklusioun, wéi zum Beispill de beschtbekannten däitschen Dokter a Professer Andreas Hinz, gesi schonn eleng d'Konzept vum sonderpädagogesche Förderbedarf als problematesch un. An enger 100% inklusiver Gesellschaft däerf et de Beruff vum Sonderpädagog eigentlech guer net méi ginn, laut där Theorie, well e geduecht ass, fir betraffe Kanner sonderpädagogesch ze behandelen an domat ze kategoriséieren. Dat heescht, den onageschränkten Zougang zu de Regelklasse muss an deem Konzept fir all Kand eng Selbstverständlechkeet sinn, mam Zil, datt et als Erwuessene fäeg gëtt, selbstbestëmmt ze liewen, matzebestëmmen a matzegestalten.

Dir Dammen an Dir Hären, ëm genee datselwecht Zil geet et allerdéngs och bei der zweeter Approche, déi un der Sonderpädagogik festhält. De Wee ass hei allerdéngs en aneren. E setzt op spezifesch Förderdmoossnamen, a speziellen Zentren an dësem Fall, wou d'Kanner an de Regelklassen iwwerfuerdert sinn; an d'Enseignanten net manner.

Madamm Presidentin, déi prinzipiell Fro, déi sech an dësem Zesummenhang stellt, ass déi, ob en Unterrecht ouni d'Abannung vu Spezialisten iwwerhaapt ka gutt funktionéieren. Vill unerkannte Fachleit stinn dëser entspezialiséierter Form vun Unterrecht jiddefalls kritesch vis-à-vis, an där ginn et der grad esou vill wéi där anerer. Ganz einfach, well et bal onméiglech ass, datt eist breet ausgebilt Léierpersonal ëmmer an alle Situatiounen alle Kanner gerecht ka ginn.

An anere Wierder: Wann d'Enseignantë breet forméiert sinn, wat se an eisem Land jo duerchweegs sinn, da feelt et hinne munchmol un der néideger Fachkompetenz. Mam Risiko natierlech, datt eng bedéngungslos a konsequent Inklusioun vun engem Kand mat spezifesche Besoinen an der Vernoléissegung vun deem Kand kann endegen.

Dat däerf natierlech net geschéien an dat soll mat dësem Projet de loi verhënnert ginn!

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Kanner beschtméiglech trotzdeem zesummenzehalen an de Risiko vun der Vernoléissegung auszeschléissen, mécht dëse Projet de loi am Fong eng Zort Spagat oder eng Gratwanderung. Op där enger Säit respektéiert en de Prinzip, datt all Kand d'Recht op eng Plaz an der Regelschoul huet a behält. Dat ass wichteg a relevant fir dëse Projet de loi. Op där anerer Säit leet e Wäert drop, datt all Kand entspriechend sengem Profill beschtméiglech gefërdert gëtt.

Am Sënn vum sougenannten „Fallkonzept" ass et fir d'Eischt emol un der Schoul, fir eng optimal Förderung op d'Been ze stellen. Och dat ass wichteg, gesot ze sinn. Sollten trotz allen Efforten, déi do erfollegen, Schwieregkeeten optauchen, gesäit de Projet de loi vir, datt d'Schoul e gewëssene Pool u Fachkräften a Mëttel zur Verfügung gestallt kritt, fir op déi Schwieregkeeten ze reagéieren.

Sollt et sech dann awer erausstellen, datt et och domat net duergeet, fir de Besoine vum Kand gerecht ze ginn, kënnen d'Kompetenzzentren och ausserhalb vun der Schoul aktiv ginn.

E positiven Aspekt ass dobäi, datt de Profiller vun de Kanner mat dëser Approche méi wéi jee Rechnung gedroe ka ginn. Dozou just ee Beispill: Wéi wichteg eng zousätzlech Hëllefstellung ka sinn, fir verhalensopfälleg oder carrement aggressiv Kanner ze encadréieren, weess all Mënsch, dee scho virun enger Klass stoung.

D'Missioun vum Kompetenzzentrum besteet an deem Fall net doran, d'Kanner aus dem Grupp ze isoléieren, fir se ausserhalb vum Grupp mat alle Mëttelen a Methode rouegzestellen. D'Missioun besteet villméi doran, d'Ursaache vun der Verhalensopfällegkeet ze erfuerschen an alles drunzesetzen, fir datt et dem Kand lues a lues besser geet.

Verhalensopfälleg Kanner, Dir Dammen an Dir Hären, sinn näämlech keng béis Kanner, mä onglécklech Kanner.

E Kand, wat am familiären Alldag Gewalt erlieft oder net genuch Zouwendung a Vertraue kritt, riskéiert ganz einfach, verhalensopfälleg ze ginn, well seng primär Bedürfnisser net erfëllt sinn. Um Kompetenzzentrum ass et dann, zesumme mat den Elteren a professionelle Partner e Plang auszeschaffen, fir d'Kand op fest Féiss ze stellen a seng Startchancen an d'Liewen domat ze verbesseren.

Eng äänlech individuell Approche hunn och déi siwen aner Kompetenzzentren, déi alleguer op een eenzege Beräich spezialiséiert sinn an ëmmer gehale sinn, d'Eltere mat anzebannen. D'Zäiten, wou d'Spezialiste vun der Ediff sech eng Stonn ëm d'Förderung vun engem Kand mat Autismus hu misse këmmeren, déi Stonn duerno ëm d'Förderung vun engem Kand mat enger psychescher Problematik an déi Stonn duerno ëm d'Förderung vun engem Kand mat enger Lies- a Rechtschreifschwächt, sinn domat endlech eriwwer.

Dir Dammen an Dir Hären, dat kléngt alles ganz positiv a mir sinn iwwerzeegt, datt dës Reform och positiv wäert verlafen, wann d'Emsetzung um Terrain geléngt. Duerfir musse genuch Ressourcë mobiliséiert ginn - dat ass eis ganz wichteg! - an d'Organisatioun muss och klappen.

An där Hinsicht, menge mer, bleift nach munches ze klären an et bleiwen nach vill Froen ze beäntwerten, wou ech der e puer wéilt hei stellen. Besonnesch well d'Règlements grand-ducaux, déi de Fonctionnement vun deenen eenzelnen Zentre regele sollen, nach net virleien, mä zum Gléck - den Här Minister huet mer dat virdru bestätegt - si se ënnerwee a wäerten a kuerzer Zäit presentéiert ginn.

Virun allem muss bei der Ëmsetzung vun dësem Projet de loi séchergestallt ginn, datt d'Chancëgläichheet garantéiert ass, och hei, an datt all Kanner mat spezifesche Besoinen déiselwecht Rechter kréien an d'selwecht behandelt ginn. Dat heescht zum Beispill, datt e Kand, deem seng Eltere mat eisem komplexen administrative System iwwerfuerdert sinn, net däerf benodeelegt gi par rapport zu engem Kand, deem seng Eltere sech perfekt an eisem Administratiounsdschungel auskennen a wëssen, wéi se sech sollen uleeën, fir dat Bescht fir hiert Kand erauszeschloen.

Datselwecht zielt och fir e jonke Mënsch, e Jugendlechen, dee vill op sech selwer gestallt ass an doheem keng Ennerstëtzung kritt. Dëse Jonke muss a gläichem Mooss vun engem Kompetenzzentrum profitéiere kënne wéi e Gläichaltregen, deen op d'Ennerstëtzung vu senger Famill ka bauen, an datselwecht zielt dann och fir d'Hëllef vun der Agence de transition à la vie active, déi mer ganz besonnesch begréissen.

Mir hoffe jiddefalls, datt et net zu Muechtkämpf kënnt tëschent deene verschiddenen Ebene vun Ennerstëtzung an domat och net zu der Bevirdeelegung vu Kanner aus bessergestallten a besser informéierte Schichten.

Eng aner Suerg, Här Minister, déi eis als Gréng beschäftegt, bezitt sech op d'Mëschung vun de Gruppen. Wann d'Inklusioun am Mëttelpunkt soll stoen, da muss et och erlaabt sinn, d'Fördergruppen ze mëschen. Dat heescht zum Beispill an de Kompetenzzentren, datt d'Fachleit d'Méiglechkeet kréien, e Kand, fir dat si eng Prise en charge assuréieren, mat anere Kanner zesummenzebréngen. Dat heescht, d'Diversitéit vun de Gruppe muss séchergestallt ginn.

Dee Fall stellt sech zum Beispill am Kompetenzzentrum „Sprooch, Héieren a Kommunikatioun", dem haitege Centre de logopédie. Hei muss et méiglech ginn, héiergeschiedegt Kanner mat anere Kanner zesummenzebréngen. Dat erlaabt net nëmmen den héiergeschiedegte Kanner, datt déi sech um sougenannte Mondbild vun net héiergeschiedegte Kanner orientéiere kënnen a vun hinne léiere kënnen, et erlaabt hinnen och, realitéitsno Situatiounen ze erliewe mat Gläichaltregen an den Uschloss zu hirem sozialen Ëmfeld net ze verléieren.

Weider Froe stelle sech dann um Niveau vum Personal a vu sengem Rekrutement. Där sinn der schonn eng Rei opgeworf ginn. Eng wichteg Fro stelle mir eis och, et ass déi, wéi en Impakt d'Astellung vu qualifizéiertem Personal an d'Kompetenzzentren op d'Penurie vu qualifizéiertem Personal an der Grondschoul hat a weiderhi wäert hunn. Wat näämlech méi qualifizéiert Personal aus de Regelklassen un e Kompetenzzentrum detachéiert gëtt, wat méi qualifizéiert Personal um Terrain vun de Klasse feelt. An do feelen der jo haut scho vill.

Woubäi mir och wéilte wëssen, Här Minister, ob d'Posten, déi an Zukunft an de Kompetenzzentre besat solle ginn, ëffentlech ausgeschriwwe wäerte ginn. Mir denken, datt mer do un eng ganz Rei Leit kommen, déi de Moment net vum System erfaasst sinn. Dee Volet ass interessant fir Leit, déi momentan vläicht nach guer net am Schoulsystem schaffen.

Eng aner Fro, Här Minister, bezitt sech op de sougenannte PEI, de Plan éducatif individualisé. Hei wéilte mir wëssen, ob an Zukunft fir all Kand, wat vun engem Kompetenzzentrum suivéiert gëtt, wierklech e PEI muss opgestallt ginn, esou wéi et am Artikel 5 vum Gesetzesprojet suggeréiert gëtt. Am Fall, wou e Kand léierplanggetrei ënnerriicht gëtt, war e PEI bis haut net néideg. Wann en dann an Zukunft soll obligatoresch ginn, da bedeit dat an eisen Aen awer e grousse Surplus un administrativem Opwand, op dee mer awer léiwer géife verzichten.

Eng Fro, Dir Dammen an Dir Hären, stellt sech och um Niveau vun den Infrastrukturen. An der Educatiounskommissioun ware mer frou ze héieren, datt déi staatlech Loyerskommissioun an Zukunft méi Efforte wëllt maachen, wann et drëms geet, hir eege Raimlechkeet fir d'Kompetenzzentren an der Proximitéit vun de Schoulen zur Verfügung ze stellen.

Dat ass wichteg, fir ze verhënneren, datt d'Kanner aus hirem soziale Milieu erausgerappt ginn a wäit Distanze mat hiren Eltere mussen zréckleeën. D'Erfahrungen, déi ech als Schoulschäffin vun enger gréisserer Gemeng mat der staatlecher Loyerskommissioun gemaach hunn, kënne jiddefalls nëmme besser ginn.

Et kann net sinn, datt d'Gemenge mussen asprangen an opkommen, fir staatlech Schoulorganer ënnerzebréngen an der Proximitéit vun de Schoulen an dann net dofir entschiedegt ginn! Jiddefalls schéngt et fir eng Rei Kompetenzzentren, déi nach a provisoresche Strukturen ënnerbruecht sinn, bis ewell net kloer, wou se hir definitiv Raimlechkeete wäerte kréien a wéi eng Kritären dobäi mussen erfëllt ginn.

Nieft der Aarbecht an de Klasse selwer muss et jo méiglech ginn, a klengen oder gréissere Gruppen ze schaffen, ganz differenzéiert, jee no Fall, Eenzelförderung a verschiddene Beräicher ze maachen oder awer therapeutesch aktiv ze gi respektiv och Psychomotorik mat de Kanner ze maachen.

Datt dës Tâchen net an de Schoulgäng, de Kopieszëmmeren oder de Virraim vun den Toilette kënne realiséiert ginn, läit fir eis alleguer op der Hand, wuel wëssend, datt d'Gemengen hir Verantwortung mussen iwwerhuelen, wann et ëm déi intern Raim vun der Grondschoul geet, wärend de Stat um Niveau vum Enseignement secondaire gefuerdert ass.

Dir Dammen an Dir Hären, alles dat si wichteg Froen, déi nach geklärt musse ginn. Als Gréng hoffe mir dat Bescht a mir wënschen dësem Projet de loi e groussen Erfolleg, well wann d'Emsetzung geléngt, da liwwert en e wäertvolle Bäitrag zu enger besserer Schoulbildung, bessere Beruffschancen an engem gudde Start an d'Liewe fir all eis Kanner.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänke mat engem häerzleche Merci un den Här Delles, deen eis hei dee Projet presentéiert huet. Ech muss soen, et ass elo eng Diskussioun, déi mer verfollegt hunn, déi vu lauter Spezialiste gefouert gouf. Mir haten d'Meenung vun engem Dokter, vun dräi Schoulmeeschteren, vun engem Educateur. An, ech mengen, si alleguer si wierklech héich qualifizéiert, fir dëse Projet ze beliichten.

Et ass un eis, fir elo vläicht zwee, dräi politesch Kommentarer ze maachen, well ech mengen, de Fong ass wierklech hei gutt beliicht ginn.

Deen éischte Kommentar ass, datt mer dat, wat d'Madamm Mergen hei gesot huet, ganz gutt verstinn. Och mir haten déi Diskussioun bei eis, wéi mer eis zu dësem Projet de loi solle stellen, well en eis net zefriddestellt. Et si ganz

vill Froen, déi sech dra stellen, mä mir hunn awer decidéiert, à l'unanimité, datt mer dat heiten ënnerstëtzen,...

(Interruption)

…datt mer et ënnerstëtzen...

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och dat gëtt et!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass eng Konscht! Bei e puer staarke Charakteren ass dat eng Konscht, mä mir hunn dee Wee gewielt a mir ënnerstëtzen dat hei, well mer der Meenung sinn, datt all Schrëtt, deen an d'Richtung geet, fir déi Kategorië vu Mënschen ze ënnerstëtzen, fir hinnen ze hëllefen, fir hirem Emfeld ze hëllefen, an déi richteg Richtung geet. An dowéinst wëlle mir och dee politesche Geste maachen a Jo soen zu dësem Projet. Net aus Begeeschterung, mä fir d'Richtung ze ënnerstëtzen.

Dat Zweet ass, datt mer eis awer och gefrot hunn an dësem Zesummenhang, elo, wou mer praktesch um Enn vun der Legislaturperiod sinn, ob mer zefridde si mat der Aarbecht, déi Gambia geleescht huet, fir iwwerhaapt Leit mat enger Behënnerung ze ënnerstëtzen. Ass an deene fënnef Joer genuch geschitt fir déi Leit? Do si mir der Meenung: Et ass net genuch geschitt, och wann hei den Här Meisch...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat war och eestëmmeg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat war och eestëmmeg. Well och wann den Här Meisch wuel Saache geholl huet a sengem Kompetenzberäich - hei si jo déi 150 Schoulmeeschtere rappeléiert ginn, dëst Gesetz gehéiert derzou, aner Moossname kommen elo nach bis zum Enn vun der Legislaturperiod, do och d'Unerkennung vun der Gebäerdesprooch -, et si Saache geschitt, mä a fënnef Joer u sech net vill. Wann ee kuckt, wat dës Regierung mat enger Energie an aneren Domänen investéiert huet, déi hir wichteg waren, wat do fir eng Energie, eng Konsequenz, finanziell Mëttelen dragesat goufen, dann ass dat hei wäit zréck bliwwen.

D'ADR huet fir sech decidéiert, datt mir aner Prioritéite setze wéi dës Regierung. An eben den Emgang, d'Hëllef fir déi Leit, déi besonnesch Hëllef brauchen, dëse mënschlechen Engagement, deen ass fir eis mat un éischter Plaz. Mir hätte gär, datt mir alleguer och mënschlech wuessen, datt eis Gesellschaft dru wiisst, datt mer déi Leit, déi Problemer hunn, an eis Mëtt huelen, datt mer si ënnerstëtzen. Dat ass en Optrag, dee mir mat op déi éischt Plaz setzen an eiser politescher Aarbecht.

Wat elo dëse Projet ugeet, ass e wierklech, mengen ech, esou in extenso beschriwwen an diskutéiert ginn, datt ech dat net hei brauch ze widderhuelen. Ech wëll just soen, datt mir mat op de Wee vun der Inklusioun ginn. Dat ass richteg. Et muss een allerdéngs och do realistesch sinn. Et kann net en absolutten Usproch sinn.

Et muss een ëmmer kucken: Wat ass méiglech? Wat ass wierklech och am Interessi vun deene Betraffenen? Wat ass méiglech am Schoulbetrib? Wann ech der Madamm Lorsché hir Ausféierungen hei verfollegt hunn, mat zum Beispill deene Kanner, déi divers Bezeechnungen hei kruten: „verhalenskreativ" sot den Här Baum, „verhalensopfälleg" soten anerer, anerer géife soen „Kanner, déi vläicht och e Gewaltpotenzial hunn".

Wann een dann do iwwerleet: Sinn déi iwwerhaapt... Ass et vertrietbar, eng inklusiv Approche ze hunn? Awéiwäit? Ech mengen, mir als ADR, mir huelen do einfach e realisteschen Usaz a keen dogmateschen Usaz am Sënn vun enger Rigueur an eiser Approche. En Dogma ass jo heiansdo eng Erliichtung, mä hei schwätzen ech net vun der Erliichtung, mä vun der Rigueur.

An dat ass, mengen ech, net de Fall. Et muss een eng pragmatesch, eng Flexibilitéit hunn an ëmmer ofweien: Wat ass wierklech sënnvoll am Sënn vum Betraffenen an am Sënn vum Schoulbetrib allgemeng?

Och d'Transitioun an d'Beruffsliewen ass hei ernimmt ginn. An et ass wierklech en essenzielle Beräich, mä alt erëm eng Kéier: Wann een esou vill Kategorië vu betraffene Leit kuckt, huet dann dës Regierung wierklech eppes geleescht, fir deene Leit, déi eng Behënnerung hunn, eng besser berufflech Perspektiv ze erméiglechen? Huet se eppes geleescht, fir hinnen an anere Beräicher vum Alldag wierklech entgéintzekommen: am Wunnen, an der Remuneratioun, an esou villen anere Saachen, déi ee kéint nennen? Wéi gesot, déi Legislaturperiod ass eng verpasste Chance gewiescht an dësem Beräich.

Selbstverständlech, wann de Projet seet, mir mussen no um wëssenschaftleche Fortschrëtt sinn, mir musse genuch finanziell Moyene mobiliséieren, da si mir déi Lescht, déi soen, mir wären net d'accord, awer mir sinn awer net zefridden, well déi Manéier, wéi all déi Saachen ëmgesat ginn, ass dach ganz Gambia-méisseg, ganz bürokratesch. Och hei hu mer Begréffer, déi an där ganzer Legislaturperiod ëmmer erëmkomm sinn, wéi déi Cellule de développement scolaire, dee Plan de développement scolaire.

Mir kreéieren aacht Strukturen hei, wou mer och gläichzäiteg am Gesetz soen: Déi aacht Strukture mussen zesummeschaffen! Synergië mussen entstoen! An da kann ee sech jo froen, ob et wierklech néideg ass, aachtmol eng Struktur ze schafen, wann een dat hätt vläicht kënnen anescht upaken.

Och muss ee sech froen: Déi Zentren, mat deenen dräi neien, déi hei geschaaft gi sinn, passen déi vun hirer Natur aus an dat Gesamtkonzept, dat jo awer méi op d'Behënnerung ausgeriicht ass, op d'Erfëllung vun der Behënnerterechtskonventioun, wéi Verschiddener et ënnerstrach hunn. Ass zum Beispill en Zentrum fir Héichbegaabter op der Plaz, an esou engem gedankleche Konzept? Ass och eng Plaz fir Leit, déi, wéi hei elo och gesot gëtt, vläicht sozioemotional Schwieregkeeten hunn, déi Verhalenskreativ, déi Verhalensopfälleg an esou weider an esou virun? Ass dat déi richteg Plaz?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ass et och net falsch, déi perséinlech Verantwortung ze vermësche mat enger Gesellschaft oder mat engem gesellschaftlechen Optrag? Mir hunn hei eng ganz aner Situatioun. Natierlech kann et sech ëm onglécklech Kanner handelen, déi da vläicht op déi Manéier hirem Frust Ausdrock ginn. Dat muss awer net ëmmer de Fall sinn. A mir mussen och do einfach kucken: Wa mer esou Situatiounen hunn, wéi gi mer am beschten dermat ëm? A loosse mer och net den Eenzelnen aus senger Verantwortung entloossen, zemools wann e schonn e bësse méi al ass!

Mir hunn also, wéi gesot, déi Decisioun geholl, datt mer mat op de Wee ginn, fir dat heiten ze ënnerstëtzen, bestëmmt net aus Begeeschterung, bestëmmt net, well mer mat der Approche vun der Regierung d'accord sinn, mä fir ee Message ze ginn, dee gutt an eist Gesamtkonzept erapasst. Dat ass eis absolutt Verflichtung géintiwwer deene Leit, déi Hëllef brauchen, well mir sinn och do als Politik, fir déi opzefänken, fir déi ze begleeden, déi genausou wéi mir Deel vun eiser Gesellschaft sinn an an d'Mëtt vun eiser Gesellschaft gehéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hu virdru ganz vill Bäiträg héieren iwwer eng inklusiv Schoul, déi mer alleguerte wéilte cibléieren, déi mer alleguerten ustriewen. Vläicht eng inklusiv Schoul och als Grondlag vun enger inklusiver Gesellschaft, vläicht souguer als Viraussetzung vun enger inklusiver Gesellschaft.

Mir hunn et elo haut hei mat engem Projet ze dinn, dee vläicht als leschte Volet vun der Saga vun der inklusiver Schoul um Programm steet, wéi se sech den Educatiounsminister virstellt, also d'Kreatioun vun aacht Kompetenzzentre fir d'psychopädagogesch Betreiung vu Schüler mat spezifesche Bedürfnisser. Eng Saga an dräi Akten, well dësem Gesetz sinn och schonn aner Gesetzer virausgaangen, déi zum Deel och d'Basis heifir liwweren, mat deene mer och zum Deel awer eis Schwieregkeeten haten.

No:

- der Schafung vun de regionalen Direktiounen an dem Plan de développement scolaire an der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, den ESEB;

- dem Rekrutement vun 150 Instituteurs spécialisés an der Scolariséierung vu Kanner mat spezifesche Bedürfnisser, den I-EBSen - dat ass e Rekrutement, deen an de Schoule stattfonnt huet -;

- der Schafung vun de Commissions d'inclusion scolaire op regionalem Niveau;

- den Amenagementer bei den Evaluatiounsaarbechten an Ofschlossexame vu Schüler mat spezifesche Bedürfnisser, schéngt also elo dem Minister säi Versprieche vun enger inklusiver Schoul endlech verwierklecht ze ginn iwwert d'Schafung vun de psychopädagogesche Kompetenzzentren, iwwert déi mer haut hei ofstëmmen. Mä mer mussen eis awer d'Fro stellen, ob et wierklech de Fin mot ass vun enger inklusiver Schoul oder ob et net eng éischt Etapp dohinner ka sinn a wou och schonn aner Elementer un deem Wee dohinner an deene leschte Méint a Jore gestëmmt gi sinn, déi éischter en Obstakel dohinner duerstellen.

Duerfir erlaabt mer kuerz, dëse klenge Sprong zréck an d'Zäit vun de gesetzleche Virreider vun dësem Projet, fir vu vireran eng Rei Onkloerheeten, Kritikpunkten opzedecken, vun deene sech dëst Gesetz net konnt befreien an déi och bewierken, datt d'Schoul och an Zukunft net wäert esou inklusiv sinn, wéi ee sech dat awer vläicht wënsche géif.

Allgemeng kann ee soen, datt duerch all dës vergaange Mesuren, déi ech elo opgezielt hunn, déi administrativ Chargë vun den Enseignanten, an niewelaanscht gesot och d'Ongläichheeten an de Carrièrë vum spezialiséierte Schoulpersonal, an der Vergaangenheet gewuess sinn. Mir haten nach virun zwou Wochen d'Debatt hei an der Chamber iwwert d'Penurie vum Schoulpersonal am Fondamental. An een Element dovunner ass sécherlech och déi administrativ Surcharge vum Léierpersonal, déi sécher net derzou bäidréit, dee Beruff méi attraktiv ze maachen.

Zënter dem Optakt vun der Reform vum Fondamental hunn d'Enseignanten net nëmme méi administrativ Aarbecht a manner Zäit a Moyene fir den Unterrecht u sech, mä si ënnerleien och enger permanenter Evaluatioun entspriechend enger gewëssener Kompetitivitéitslogik, och enger Kompetitivitéit tëschent de Schoulen. A mir hunn den Androck, datt an der Vergaangenheet an och zum Deel heimadder en administrative Waasserkapp geschaaft gëtt mat enger Hällewull vu Strukturen, Institutiounen a virun allem Prozeduren, an deenen ee sech ganz séier verlafen a ganz séier verire kann. An dat gëllt, mengen ech, fir alleguer d'Akteuren, déi betraff sinn.

Mir hunn och an der Vergaangenheet festgestallt, datt den Dialog mat de Concernéierten, den Enseignanten, awer och deenen aneren Intervenanten um Terrain zumindest suboptimal war. An ech erënneren och nach drun, datt just opgrond vum Engagement vu Gewerkschaften an Enseignantë vun der Éducation différenciée konnt verhënnert ginn, datt 169 Enseignantë vun der Ediff ouni Consultatioun detachéiert gi wieren an déi nei Equipp vun der ESEB, an dat am Kontext och vum Personalmangel vun der Ediff.

Här President, dëse Projet, eleng gekuckt, stellt sécherlech Verbesserungen duer. E stellt awer och eng ganz Rëtsch Froen, déi och verschidde Virriedner opgeworf hunn. Allgemeng stellt sech och elo, an och mat dësem Projet nach ëmmer d'Fro vun der Definitioun vun de spezifeschen oder speziellen educative Bedürfnisser vun engem Schüler oder, besser gesot, vun der Approche, mat där dës Bedürfnisser identifizéiert ginn.

Spezifesch Bedürfnisser loosse sech net eleng op Dysfonctionnementer, motoresch Stéierungen, visuell a logopädesch Behënnerungen, Verhalensstéierungen, intellektuell Defizienzen oder, am Géigendeel, Iwwerkompetenzen, also d'Surdouéen - déi sougenannten -, dat léisst sech alles net dorobber reduzéieren.

Mir mengen, datt eng inklusiv Schoul och bedeit, datt all Schüler spezifesch Bedürfnisser huet an datt dës Bedürfnisser der Diversitéit vun de Schüler hei am Land entspriechen. Géife mer, als Beispill, déi eenzel sozial Facteure vun Échec scolaire mat a Betruecht zéien, dann hätte mer vläicht wäit méi Schüler mat spezifesche Bedürfnisser.

D'Chancëgläichheet an eiser Schoul kann nëmmen da garantéiert sinn, wann d'Inklusioun vun alle Schüler iwwer eng individuell Betreiung an d'Konzentratioun vun den néidege Ressourcen um Terrain, also an de Schoulen an an de Klassesäll, stattfënnt.

Eis Enseignantë brauchen Ënnerstëtzung, awer virun allem keng weider zousätzlech administrativ Belaaschtung. Déi pädagogesch Betreiungsaarbecht kann a muss besser opgedeelt ginn an esou gutt wéi et geet am Klassesall mam néidegen Equipement stattfannen. Duerfir brauche mer och multiprofessionell pädagogesch Equippen an dat wa méiglech an all Klassesall.

De Rekrutement vun deenen 150 I-EBSe bedeit a Wierklechkeet jo esou vill, wéi datt all Schoul een eenzegen I-EBS kritt. Also eppes, wat bäi Wäitem net duergeet an och bäi Wäitem net den Erausfuerderunge vun deenen eenzelne Schoulen an och de Schüler, déi an deene Schoule sinn, entsprécht. Do ass nach ganz vill Sputt no uewen. An et fänkt, wéi esou dacks, mat engem Bewosstsinn vun deem un.

Här President, mir sinn natierlech net géint d'Entwécklung vu psychopädagogeschen Zentren, déi sech mat psychologeschen a physesche Verhalensproblemer oder diverse psychomotoresche Barrièrë beschäftegen, doriwwer recherchéieren an nei pädagogesch Konzepter entwéckelen, fir den Enseignantë kooperativ ënnert d'Äerm ze gräifen. Mir denken och, datt d'Personal vun dësen Zentre muss autonom kënne schaffen, an engem Kader, dee fir si och optimal ass. An duerfir menge mer och, datt muss op dat Personal gelauschtert ginn.

Mir gesinn awer éischter kritesch, datt d'Zentren an hiert Personal enger konstanter Evaluatioun vu medezinneschem Personal ënnerleien an duerch administrativ Chargë weider belaascht ginn, datt d'Gefor besteet, datt si sech och doduerjer alt erëm eng Kéier net kënnen op dat Wesentlecht vun hirer Aarbecht konzentréieren.

Ech mengen, datt et wierklech d'Zil muss sinn, datt verhënnert gëtt, datt Therapien ugebuede ginn, déi enger reng klinescher Approche ënnerworf sinn, well dat géif näämlech bedeiten - an dat géif et onbedéngt ze verhënnere gëllen! -, datt et zu enger Zort Medikaliséierung vum Échec scolaire géif kommen.

Här President, dëst Gesetz huet, eleng gekuckt, sécherlech Fortschrëtter, déi een net niéiere kann, mä et reit sech awer an an eng insgesamt Orientéierung vun der Schoulpolitik, déi eis zumindest d'Gelénge vun deem doten a Fro stelle léisst. An duerfir wäerte mer eis bei dësem Projet enthalen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An zum Ofschloss huet den Här Claude Meisch, eisen Erzéiungsminister, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Merci virop dem Rapporteur, dem Lex Delles, fir seng Explikatiounen. Merci awer och all den Intervenanten an och Merci fir déi awer ganz breet Zoustëmmung finalement, wou een och gesäit, datt deen een oder deen anere mat sech gerongen huet am Laf vun deene leschte Wochen a Méint.

Ech denken awer, datt dat e gutt Zeechen ass fir d'Lëtzebuerger Politik, wéi deen een oder deen aneren et hei gesot huet, wann et ëm d'Kanner geet, déi eis brauchen, déi Hëllef brauchen, well se iergendwéi en anere Besoin nach hu wéi Kanner, déi vläicht vum selwen hire Wee ganz gutt kënne maachen, datt mer do d'politesch Differenze sollen aus de Féiss raumen a kucken, dat an de Vierdergrond ze stellen, wat eis eent. Ech denken, datt dat Signal de Mëtten hei ganz kloer a ganz staark och ass.

Mir sinn eis eens, datt d'Prioritéit bei dësem Gesetz, bei anere Mesuren ass a muss sinn a weider muss sinn: déi vun der Inklusioun. Ze kucken, datt mer eng Schoul hunn, datt mer eng Bildungslandschaft hunn, déi all Schüler mathëlt, all Kand mathëlt an den ënnerschiddlechste Besoine vun de Kanner gerecht gëtt, d'Kanner do ofhëlt, wou se mat hire Viraussetzunge stinn, a kuckt dohinnerzekréien, esou gutt wéi méiglech dohinnerzekréien, fir herno hiert Liewe kënnen ze maachen. Mir wëssen, datt dat net bei all Kand méiglech ass, mä bei all Kand soll et op de Maximum probéiert ginn, esou fachmännesch wéi méiglech an esou kompetent wéi méiglech.

Normalfall soll d'Inklusioun sinn. Dat war eigentlech theoretesch an den Texter virdrun och schonn esou a gëtt hei nach eng Kéier ganz däitlech confirméiert. Dat kréie mer awer nëmme realiséiert, wa mer genuch Personal hunn, wa mer Personal an der Schoul hunn, wa mer Personal hunn, kompetent Personal, wat an d'Schoul och nach zousätzlech ka kommen, fir eben de jeeweilegen an de ganz ënnerschiddleche Besoine vun all Kand och do kënne gerecht ze ginn.

Et ass de Mëtteg schonn e puermol agaange ginn op deen Dräistufemodell, wou mer d'Schoul stäerke mat zousätzlechem Personal - 150 Instituteurs spécialisés -, wou mer d'Regioun stäerke mat zousätzlechem Personal - 2017 an 2018 zesumme sinn do net manner wéi 75 Éducateur-graduéen, Psychologen, Pädagogen engagéiert ginn - an elo nach eng Kéier 127,5 zousätzleche Poste fir d'Kompetenzzentren, déi och zu engem groussen Deel, net exklusiv, mä zu engem groussen Deel awer wäerten an de Schoulen, bei de Schüler um lokalen Terrain intervenéieren, no engem Subsidiaritéitsprinzip: Do, wou d'Moyene vun der Schoul net méi eens ginn, gräifen d'Moyene vun der Regioun. Do, wou d'Moyene vun der Regioun a vun der Schoul zesummen net méi eens ginn, do muss dann och vum nationale Plang bei spezifesche Besoinen, ganz spezialiséierte Besoinen, eng zousätzlech ambulatoire Hëllef kommen.

An et ass net nëmmen d'Aufgab vum Kompetenzzentrum, direkt mam Kand och um Terrain ze schaffen, et ass och d'Aufgab vun de Kom-

petenzzentren, d'Schoul ze coachen, d'Equipp an der Schoul, déi Professionell an der Schoul ze coachen, fir duerno besser eens ze gi mat deene ganz spezifesche Besoine vun deem jeeweilege Kand, Formatiounen unzebidde vum Schoulpersonal a vun aneren Intervenanten an der Schoul, fir der Aufgab, déi effektiv net jiddwereen a senger Basisausbildung gesinn huet, fir déi déi Allermeeschten eigentlech och net dee Beruff do gewielt hunn, fir deem awer esou gutt wéi méiglech finalement kënne gerecht ze ginn.

Dat sinn innerhalb vun zwee Joer, Här President, dach däitlech Efforten, déi d'Regierung hei mécht. Wa mer kucken, datt bis ewell dee ganze Rayon vun der Éducation différenciée den 1. Januar 2017 560 plein Poste waren, wa mer déi doten elo zesummerechnen, da si mer bal op 300 Posten, déi nach eng Kéier do derbäikommen, innerhalb vun zwee Joer, also eng Augmentatioun vun iwwer 50%.

Dat beschreift awer och nach eng Kéier dee considerabelen Effort, deen d'Regierung hei gemaach huet; beschreift awer och nach eng Kéier, jo, deen Effort, deen noutwendeg war, well mer gemierkt hunn, datt mer eigentlech an der Vergaangenheet ganz staark Penurië geréiert hunn, och an deem doten Domän, datt et net ëmmer nëmmen esou war, datt gekuckt ginn ass, wivill Stonnen Hëllef dat Kand do opgrond vu sengem extrae Besoin brauch, mä wivill Stonnen Hëllef iwwerhaapt do sinn, fir ze verdeelen, an da gekuckt ginn ass, datt déi op déi eenzel Kanner verdeelt gi sinn.

An ech denken, datt dat - an dat ass kaum de Mëtten hei ugeklongen -, datt dat déi gréisste Revolutioun, op jidde Fall dee gréisste Schratt no vir ass, datt mer mat dësem Gesetz och e Prinzip vun engem Contingent definéieren, esou wéi mer an der Grondschoul an am Secondaire kucken, wivill Schüler mer hunn, déi mer mussen encadréieren, an och hannendrun da kucken, wivill Enseignantë mer brauchen. An an Zukunft ass et och am Domän vun de Kanner mat extrae Besoinen esou, datt mer kucken, wivill Kanner mat extrae Besoinen mer hunn, och hiren extrae Besoin kucken, an do gëtt et international Normen, un déi musse mer eis an Zukunft och halen, an dann och deementspriechend ausrechnen, wivill kompetent an a wat fir eng Richtung geschoult Personal mer do brauchen. Ënner anerem wäert och dat geregelt ginn an deene groussherzogleche Reglementer, déi mer an deenen nächste Wochen effektiv kënnen och ganz gären an der Kommissioun nach eng Kéier presentéiere kommen.

Et ass méi komplex, wéi et an der Schoul ass, well mer hei wierklech ganz ënnerschiddlech Besoinen hunn, ganz ënnerschiddlech Pathologien hu vun de Kanner. Mä et ass méiglech. An ech setze wierklech drop, datt mer doduerjer an eng Situatioun net méi sollen erakommen, wéi mer haut sinn oder an de leschte Jore waren, datt mer wierklech Penurie do geréiert hunn.

Et ass jo schonn esou, datt, wa mer kucken, wéi mer mat de Kanner mat extrae Besoinen an der Schoul ëmginn, an eisem Bildungssystem ëmginn, da gesi mer eigentlech och, wat fir e Land datt mer sinn a wéi mer de Mënsch gesinn a wéi mer deen Eenzelnen an eisem Land gesinn. An do, mengen ech, si mer eis alleguerten eens, datt mer alles musse maachen, fir déi néideg Ressourcen dann ze fannen, bis un déi Limitten ze goen, an och dat ass de Mëtten hei ugeschwat ginn, un déi mer vläicht stoussen, fir kompetent Personal an där doter Stéckzuel, och an deem enk gestréckten Zäitraum, kënnen ze fannen.

Ech muss awer soen, datt déi Messagen och gehéiert ginn, datt ganz vill oder däitlech méi Jonker momentan op den Universitéiten, op den Héichschoulen ënnerwee sinn am Beräich vun der Sonderpädagogik, well se och de Message verstanen hunn, datt Opportunitéiten do sinn, datt wäert rekrutéiert ginn, däitlech méi wéi an der Vergaangenheet. Soudatt mer do, och wa mer haut vläicht nach net dat doten alles tel quel kënne besetzen, dach an den nächste Jore kënnen op méi kompetent Personal zréckgräifen.

Mir bleiwen derbäi, datt d'Eltere finalement de Choix sollen hunn. An ech sinn d'accord mat deenen, déi d'Gefill ausdrécken, och de Mëtten hei, wéi och vill betraffen Eltere mer dat ëmmer nees gesot hunn, datt et zwar en theoretesche Choix ass, mä datt een effektiv d'Gefill huet: „Kann ech hei wierklech wielen? Op där anerer Säit weess ech net, ob d'Schoul prett ass, gewëllt ass, d'Moyenen huet, fir da wierklech an der Inklusioun alles ze maachen, datt et mengem Kand do gutt geet an et all säi vollt Potenzial kann developpéieren."

Ech verstinn dat, well mer d'Penurie geréiert hunn. An duerfir war meng éischt Prioritéit, datt mer an deem doten Domän kucken, fir där theoretescher Méiglechkeet vum Choix kënne gerecht ze ginn, fir datt et wierklech eng Wahlméiglechkeet ass, datt mer d'Schoul prett maachen, fir och mat all Kand, mat deenen ënnerschiddleche Besoinen, kënnen an der Schoul ze schaffen. Soss bleift et ebe just e Choix um Pabeier.

Ech soen awer gläichzäiteg, an dat ënnerscheet mech vläicht vun deem engen oder aneren, deen eppes an den Avisen och ausgedréckt huet, och mat deem, wat de Mëtten hei a Form vun der Erfahrung an Italien zum Ausdrock komm ass, dat ënnerscheet mech awer: Ech denken, datt, wa mer den Elteren de Choix wëlle ginn, da solle mer hinnen en och loossen an och de Choix respektéiere fir eng spezifesch Schoul, eng aner Schoul, en anere Modell. Mir sollen déi eben net zoumaachen an net aus enger, sief et enger ideologesch begrënnter Vue oder enger aner begrënnter Vue soen: „Dat doten, dat wëlle mer net méi." Da solle mer kucken, datt deen ee Choix respektéiert gëtt an deen anere Choix respektéiert gëtt an datt se alle béid, déi béid Méiglechkeeten a gudder Qualitéit um Terrain mam Kand kënnen exekutéiert ginn.

D'Erfahrung, och déi politesch Erfahrung, déi gemaach ginn ass, zum Beispill an Nordrhein-Westfalen, déi deen dote Wee wollten aschloen, fir sämtlech Sonderschoulen a ganz kuerzer Zäit zouzemaachen an ze soen: „Mir gi souwuel dat sonderpägagogesch geschoult Personal an d'Regelschoul wéi och déi Kanner an d'Regelschoul", huet gewisen, datt dat awer net ëmmer am Interessi vun all de Kanner ass an datt et och politesch net ëmmer de gewënschte Wee ass.

D'Madamm Josée Lorsché huet ënnerstrach, datt dëse Projet de loi op der Behënnerterechtskonventioun vun der UN baséiert. Esou gesi mir et och. Mir wëssen, datt et aner Stëmme gouf, déi sech am Debat och hei bemierkbar gemaach hunn. Ech deelen awer do zu 100% och den Avis vum Conseil d'État, deen, mengen ech, nach eng Kéier ganz kloergemaach huet, datt mer hei e gesamte Schoulsystem hunn, deen alles mécht, fir Kanner mat extrae Besoine eng optimal Beschoulung och kënnen ze erméiglechen an hiert vollt Potenzial kënnen ze developpéieren. Et ass dat, wat gefuerdert gëtt. An och do dem Kand a virun allem den Elteren d'Méiglechkeet ze ginn, ze decidéieren, a wat fir enger Struktur datt dat dote méiglech ass, dat stäerke mer jo nach eng Kéier, wéi ech elo grad probéiert hunn ze erklären.

Déi Kompetenzzentren, déi mer brauchen, déi wäerte sécherlech net an alle Fäll, esou wéi se et haut net si fir déi fënnef besteeënd och, muer esou sinn, datt dat zentral Schoule wäerte si fir Kanner mat enger bestëmmter Typologie vun engem Besoin.

Beim Kompetenzzentrum fir Léier, fir d'Apprentissagen zum Beispill gesinn ech net, datt mer muer do Klassen opmaache fir Kanner mat deenen eenzelnen „Dys"-Problematiken. Ech gesinn, datt mer do eng Struktur hunn, déi kompetent ass, déi héichgradeg kompetent ass, fir den Enseignanten an der Klass, de Schüler an hirer Schoul kënnen ze hëllefen, déi Methoden entwéckelen, déi och berodend täteg sinn, déi coachen um Terrain, déi och der Politik kënne soen: „Do oder do musse mer nach méi maachen, well mer vläicht d'Methoden oder d'Material net hunn." An esou wäert et och bei deenen anere Kompetenzzentre sinn.

Et gëtt der awer och haut, wou mer eng zentral Beschoulung hunn. Mir kennen déi. An ech mengen, datt mer déi och an nächster Zäit nach wäerte brauchen. Ausser mer gesi wierklech, datt d'Eltere ganz massiv an eng aner Richtung do wéilte goen.

Déi nei Kompetenzzentren, déi dräi nei - also dee fir d'Apprentissagen, dee fir de sozioemotionalen Developpement an och dee fir déi Kanner, déi eng Héichbegabung hunn -, decken awer dräi schwaarz Lächer, déi mer bis elo an eiser Bildungslandschaft haten, zou. A mir hunn awer ganz vill Leit gehat, déi mat vill Misär a vill Verzweiflung no Hëllef gesicht hunn a se hei net fonnt hunn, déi op Plazen heiansdo deiert Geld hu misse bezuelen, déi an d'Ausland gaange sinn, déi vun enger Gemeng an déi aner geplënnert sinn, well et do emol eng Kéier e Projet gouf, deen op vill guddem Wëllen da baséiert huet. An ech mengen, datt mer hei de Grondstee leeën, fir landeswäit déiselwecht kohärent Prise en charge ze kréien, fir all Kand. An dat si mer finalement all Kand schëlleg.

Här President, Dir sidd de Mëtte schonn eng Kéier zitéiert ginn. Ech wëll Iech nach eng Kéier zitéieren.

Une voix.- Lues! Maacht lues!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Net eppes, wat Der an der Effentlechkeet gesot hat, mä eppes, wat Der mir eng Kéier an engem Télefonsgespréich gesot hutt.

(Brouhaha)

Et gëtt elo net ze vill intim. Freet Iech net direkt!

(Hilarité)

Et war e Samschdegmoien. Dee Samschdeg, wou d'Fondatioun vum Grand-Duc a vun der Grande-Duchesse den Dys-Forum um Kierchbierg organiséiert huet. Et war kuerz viru Mëtteg. An Dir hutt mer ugeruff a gesot: „Claude, ech mengen, du muss heihinnerkommen. Hei brennt et." Ech hu gesot: „Jo, ech sinn de Mëtten do." An Dir hutt mer e bëssen erkläert, wéi d'Stëmmung do war. An et war eng Stëmmung vun Hëlleflosegkeet, vun Opgereegtheet, vu Frustratioun par rapport zu deem, wat alles net geklappt huet.

An ech sinn och mëttes dohinnerkomm an ech hunn dat, wat mer de Mëtten alles hei diskutéiert hunn, um lokale Plang, um regionale Plang an iwwert d'national Kompetenzzentren, dee Plang do presentéiert. An ech hu gespuert, datt e bëssen Hoffnung opkomm ass. Datt Skepsis do war, well gefaart ginn ass: „Deen doten huet eis elo hei eppes Schéines erzielt, mä et kënnt awer net esou." Nun, ech si frou, datt et haut esou komm ass.

Ech sinn och frou, datt grad d'Grande-Duchesse duerch hiren Asaz och am Beräich vun der Dys-Problematik villes a Bewegung bruecht huet, op déi Problemer och opmierksam gemaach huet. An duerfir wäert ech der Regierung proposéieren, datt de Centre de compétences pour le développement des apprentissages «Centre pour le développement des apprentissages ‚Grande-Duchesse Maria Teresa'» wäert heeschen, fir och deen Engagement nach eng Kéier ganz kloer ze honoréieren.

Eng aner Neierung, dat ass déi vun der Agence de transition fir Jonker, déi aus deem doten Domän erauskommen, fir matzäiten - an dat ënnerscheet schonn d'Aufgabegebitt vun deem vun der Administration de l'emploi - op den éischten Aarbechtsmaart, den zweeten oder op e protegéierten Aarbechtsmaart kënnen hinzeféieren, ze kucken: Wat ass d'Potenzial? Wat sinn déi Kompetenzen, déi een och an den Déngscht vun engem Patron dobaussen oder an engem protegéierte Secteur kann en valeur setzen; Kontakt maachen, éischt Kontaktpunkte knäppen, wou een deen anere kenneléiert, ier een eigentlech herno um Aarbechtsmaart ass an dann eréischt eng ADEM kann iwwerhaapt emol aktiv ginn.

Ech denken och, datt dat e ganz grousse Fortschrëtt ass; virun allem, well mer nach eng Kéier d'Alterskategorien eropgesat hunn, fir déi mer an dësem Domän täteg sinn, ass dat doten eigentlech eng éischt Noutwendegkeet.

Et ass hei - an dat géif ech awer nach bei menger knapper Zäit, Här President, kuerz wëlle korrigéieren - gesot ginn, mir hätte 50% méi Kanner an der Éducation différenciée elo iwwert déi lescht Joren. Dat stëmmt esou, jo. Wann een dat kuckt, da muss een awer kucke goen, duerch wat et ass.

Wa mer elo d'Alterskategorien nach eng Kéier eropsetze ginn a soen: „Et geet elo bis 18 Joer", da soen ech Iech schonn, datt mer der och an Zukunft wäerte méi hunn. An dat ass eng Explikatioun, firwat mer an deene leschte Joren dann och méi Kanner an der Éducation différenciée haten; awer och well d'Offer ausgedeent ginn ass. De Gros dovunner, dat si Kanner, déi eng Prise en charge hu vum Centre de logopédie; net am Zentrum selwer, a regionalen Antennen, an de Schoulen, am Cycle 1.

An déi Offer huet eigentlech bis elo nach guer net bestanen. Dat heescht, wa mer hei just kucken a mer probéieren, fir d'Zuel vun deene Kanner do méiglechst kleng ze halen, fir datt ech ka soen: „Ech glänzen domadder international an iergendwelleche Statistiken", da géif ech op där anerer Säit de Kanner eng Méiglechkeet ewechhuelen, virun allem hei fréi an héich kompetent Ënnerstëtzung ze kréien; wou mer jo awer alleguerte wëssen, datt et grad dat ass, wat mer musse maachen. Do musse mer also e bësse méi genau hikucken.

Et ass och Bewegung am Dossier, wat den Transport ubelaangt. Do ass de Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen amgaangen, eng App ze entwéckelen, wou herno souwuel d'Eltere wéi och deen zoustännege Kompetenzzentrum eigentlech permanent wëssen, wou de Schüler drun ass.

Mir hu scho vill doriwwer diskutéiert. An ech deelen eigentlech déi Kriticken hei, déi och vun der Madamm Mergen geäussert goufen. An ech hoffen, datt mer domadder awer d'Qualitéit vun deem Transport an och d'Prise en charge wärend dem Transport nach eng Kéier däitlech verbessert kréien.

Och de Mediateur wäert eng Roll hunn, jo, virun allem, an och dat ass gesot ginn, datt een oft d'Gefill huet, déi geballte Resistenz vun de Schoulen a vun den Akteuren an der Schoul, déi spillt do, fir d'Kand awer finalement an eng aner Struktur ze kréien. An do brauche mer een, deen Uspriechpartner ass, deen Ulafstatioun ass an deen och de Schoulen, hire Responsabelen, dem Direkter oder den Direktiounen heiansdo seet: „Do hutt Der eigentlech Är Aufgab net erfëllt." An och de Minister kann dorobber opmierksam maachen. Duerfir erwaarden ech mer dovunner och ganz, ganz vill.

Nun, et bleift nach vill ze soen. Dat heiten ass e ganz considerabele Schrëtt a Richtung vun der Inklusioun. Mir setze Moyenen zur Verfügung, fir datt Inklusioun um Terrain iwwerhaapt ka stattfannen a ka fonctionnéieren. Mir wäerten dat an enger realistescher Manéier maachen. Et ass, denken ech, och well mer dat Gesetz vun der Éducation différenciée zanter de leschte 45 Joer - zanter de leschte 45 Joer! - net grondleeënd ugepaakt hunn, awer en historesche Schrëtt, dee mer hei maachen. An ech si ganz d'accord, datt et net nach eemol soll 45 Joer daueren, bis een en nächste Schrëtt a Richtung vu weiderer Verdéiwung vun der Inklusioun ka maachen.

Duerfir wëll ech, Här President, zur Motioun nach just soen, datt ech vläicht mat e puer Ännerungen, mä déi kënnen herno vläicht am Plenum nach eng Kéier diskutéiert ginn, eigentlech mat deem, wat gefuerdert gëtt vun der Regierung, och averstane sinn. Hei ass et esou, datt mer schonn e Gesetz gestëmmt hunn an haut de Mëtten nach eng Kéier wäerte stëmmen. An natierlech maache mer alles, fir dat ëmzesetzen. A mer hunn absolutt kee Problem, och no engem räsonabelen Delai nach eng Kéier ze kucken, wat et wierklech bruecht huet, wat seng Effete sinn a wou mer mussen nobesseren.

Villmools Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, wann Der scho wëllt déi Ännerunge proposéieren, da wär dat, mengen ech, dee richtege Moment.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dat kann ech ganz gäre maachen.

Et ass am - 1., 2., 3., 4. - 5. Paragraf. Do, denken ech, datt mer eis éischter eens géife ginn, wa mer do den zweeten Deel vum Saz ganz géife sträichen. An an deem Paragraf duerno «un premier pas» géifen ersetzen duerch «un pas important vers une réelle inclusion».

Mir sinn eis eens, datt Inklusioun en Zil ass, dat mer vläicht och iergendwann nach net erreecht hunn, mat allen aneren Efforten, déi nach ze maache sinn, an datt et weider Schrëtt an déi dote Richtung muss ginn. Mat all deem aneren, wat vun der Regierung gefuerdert gëtt, wéi gesot, kann ech ganz, ganz gutt liewen. Ech fannen dat absolutt räsonabel a géif d'Chamber do eigentlech och ëm Zoustëmmung bieden, wann d'Auteure vun der Motioun d'accord wären, déi Ännerungen unzehuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech kréie signaliséiert, dass do en Accord ass, mä mer géife fir d'Éischt ofstëmmen an da vläicht zur Motioun kommen.

Mir wären da prett, fir iwwert de Projet de loi 7181 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7181 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. A fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

56-mol Jo, bei 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7181 adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7181 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Gilles Roth), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina

Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

A mer géifen zur Motioun iwwergoen.

Wëllt nach ee vun de Kolleegen dozou Stellung huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ech hu signaliséiert kritt gehat vun der Madamm Mergen, respektiv wann dat offiziell nach soll...

Den Här Mosar?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hu kee Problem mat der Ofstëmmung.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, okay. D'Auteure vun der Motioun sinn d'accord mat deenen Änneurungen, hat ech vun der Madamm Mergen signaliséiert kritt.

Plusieurs voix.- Jo.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- rappelant que conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, le Luxembourg poursuit à long terme le développement d'une société inclusive, au sein de laquelle les personnes handicapées pourront exercer leurs droits à tous les niveaux;

- notant que le but initial du projet de loi est de promouvoir l'inclusion scolaire et la formation des élèves à besoins éducatifs spécifiques;

- notant que l'éducation nationale doit continuer à s'engager progressivement sur la voie de l'école inclusive;

- notant que l'école inclusive s'inscrit dans une logique d'accessibilité universelle, dans laquelle l'enseignement spécialisé est envisagé comme une mesure subsidiaire;

- considérant que le système initié par le projet de loi innove sur certains points permettant une meilleure prise en charge des enfants concernés;

- constatant dès lors que le projet de loi n'est qu'un pas important vers une réelle inclusion;

- notant que les dispositions prévues dans le projet de loi sont complexes et difficiles à suivre pour des personnes non averties,

invite le Gouvernement

- à suivre étroitement la mise en œuvre des mesures proposées,

- à présenter à la Chambre des Députés au plus tard trois ans après la mise en vigueur de la loi y relative une évaluation de l'efficacité des nouveaux instruments eu égard à une meilleure inclusion,

- à multiplier les initiatives de sensibilisation envers une école inclusive,

- à considérer d'inclure dans le curriculum du personnel enseignant la formation à l'éducation inclusive et à sa mise en œuvre,

- à mettre à disposition du public un guichet d'information pour guider les parents et les élèves majeurs dans les procédures.

(s.) Martine Mergen, Diane Adehm, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Zeimet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sidd Der d'accord, fir mat Handophiewen iwwert d'Motioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass dermat d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass unanime ugeholl. Merci.

A mer géifen dann zum nächste Projet iwwergoen: de Projet de loi 7203, eng Ofännerung vum neie Code de procédure civile. An d'Madamm Sam Tanson huet d'Wuert als Rapportrice.

9. 7203 - Projet de loi complétant le Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'un titre VIIbis relatif à la conversion de l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires émise sur base du règlement (UE) n°655/2014 en saisie exécutoire des comptes bancaires

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Jo. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir proposéieren Iech haut zum Vott e Projet, deen effektiv den NCPC modifizéiert, an zwar méi genau d'Prozedur vun der Saisie. Mir hunn haut schonn eng Lëtzebuerger Prozedur vun der Saisie; „Saisie-arrêt" heescht déi, déi déi Prozedur regelt, wann ee Creancier ass an et muss ee Sue recuperéieren. Da kann ee vis-à-vis vun enger Bank eng Saisie maachen, fir eben déi Suen ze blockéieren an dann herno liberéiert ze kréien.

Mir hunn och en europäescht Reglement zënter zejoert, wat op europäeschem Niveau d'Saisie reglementéiert. An et huet sech bei der Applikatioun vun deem Reglement erausgestallt, dass et Problemer gëtt vun deenen zwou Phasen, déi eng Saisie normalerweis huet. D'europäesch Saisie berifft sech exklusiv op déi sougenannt „Phase conservatoire", dat heescht, déi Phas, wou d'Sue blockéiert ginn.

An am Lëtzebuerger Recht sinn awer déi zwou Phasen, dat heescht d'Phase conservatoire an d'Phase d'exécution, e bësse méi vermëscht, soudass ee scho muss Akte vun der Phase d'exécution wärend der Phase conservatoire huelen. Doropshin ass dann decidéiert ginn, eng spezifesch Prozedur an eisem NCPC virzegesinn, fir eben déi Phase d'exécution och ze regelen an Applikatioun vun deenen europäesche Saisien.

De Projet ass de 6. November 2017 deposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 20. Mäerz 2018 ofginn. D'Regierung huet eng Rei Amendementer de 14. Mee 2018 ofginn. De Statsrot huet e complementairen Avis den 29. Mäerz 2018 eraginn.

(Interruption par la présidence)

Merci fir Är Ënnerstëtzung, Här President.

A wärend der Reunioun vum 6. Juni 2018 sinn ech als Rapportrice designéiert ginn.

Et sinn eng Rëtsch Avisen zu dësem Projet erakomm: vum Ordre des avocats, vun der Cour supérieure de justice, vum Tribunal vu Lëtzebuerg, vum Tribunal vun Dikrech, vun der Justice de paix vu Lëtzebuerg, vun där vun Esch, vun där vun Dikrech an och vun den Dierwiechter. Allgemeng si virun allem technesch Saachen dozou gesot ginn, wat notamment d'Fro vun de Fraisen ubelaangt an och nach d'Roll vum Dierwiechter. Ech komme ganz geschwënn eng Kéier kuerz dorobber zréck, well hei schonn e Changement vun der Funktioun vum Dierwiechter mat an d'Spill kënnt.

An dann zwou e bësse méi fundamental Froen. Dat Éischt ass déi: d'Ursaachen, déi kënnen opgeworf gi vum Debiteur, fir d'Conversioun vun der Saisie ze evitéieren. An dat Zweet ass déi vum double Degré de juridiction. Et ass elo hei an där heiter Phas vun der Prozedur keen zweeten Degré de juridiction méi virgesinn.

Dësen zweete Punkt ass net geännert ginn, well mer der Meenung sinn, dass d'Reglement ganz detailléiert a ganz vill Moyene virgesäit, fir kënne géint d'Saisie virzegoen, dass also dat heite wierklech den Endstadium vun der Prozedur ass, wou net nach eng Kéier muss en double Degré de juridiction virgesi ginn.

Wat allerdéngs geännert huet opgrond vun den Avisen, sinn d'Ursaachen, déi kënne virbruecht ginn, fir deen Acte de conversion kënnen ze evitéieren.

Voilà! Ech ginn eng Kéier kuerz duerch déi Haaptännerungen.

Et ass en neien Titre elo am NCPC, am Nouveau Code de procédure civile. An der éischter Partie, Livre VII, dat ass den Artikel 718-1, dee regelt op dem éischte Volet virun allem, wéi de Creancier säin Acte de conversion muss dem Tiers saisi, also der Bank, zoustellen. E regelt awer och, wat alles muss do derbäileien natierlech an dass eng Kopie dovunner dem Debiteur muss zougestallt ginn.

An dann, an dat ass eben déi e bëssen Neierung an eisem Recht: Den Debiteur huet da 15 Deeg Zäit, fir ze contestéieren. An déi Contestatioun, déi gëtt beim President vum Tribunal d'arrondissement wéi en matière de référé evakuéiert. Mä virun allem gëtt d'Contestatioun dem Dierwiechter zougestallt. Den Dierwiechter kritt hei eng speziell Roll. Hie kritt d'Contestatioun vum Acte de conversion zougestallt. An hien ass och deen, deen herno muss e Certificat etabléieren, fir duerzeleeën, ob esou eng Contestatioun erakomm ass oder net.

Wa keng esou Contestatioun erakomm ass, da ginn d'Sue vum Tiers saisi ausbezuelt. Wann eng Contestatioun erakomm ass, da gëtt déi eben och erëm evakuéiert.

Voilà! Dat sinn u sech déi Haaptmodifikatiounen, déi elo an eisem NCPC kommen.

Ech soen Iech Merci fir Är Attentioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. Wuertmeldungen hunn ech vum Här Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen der Rapportrice Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

En technesche Projet de loi. Et ass net déi éischte Kéier, datt mer iwwert dat Reglement schwätzen. Mir hu schonn eng Kéier iwwert dat Reglement geschwat, wou d'CSSF d'Kompetenz krut, fir de Leit matzedeelen, wou Konte bei de Banke sinn, wann et en transfrontalier Litige (veuillez lire: Litige transfrontalier) ass. Hei gëtt elo eng Vereinfachung vun der Prozedur och gemaach am Kader vun enger Saisie européenne conservatoire.

An d'CSV gëtt heimadder den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, Merci un d'Madamm Tanson fir hire gudde Rapport. Si huet dat hei ganz ausféierlech a kloer explizéiert.

Et ass effektiv, wéi de Léon Gloden elo just sot, e Projet de loi, deen u sech d'Gesetz vum 17. Mee d'lescht Joer komplettéiert - ech war Rapporteur vun deem Projet -, wou mer schonn d'europäescht Reglement 655/2014 an eist Recht ëmgesat hunn, mat dem Mécanisme de notification duerch d'CSSF.

An hei ass et esou, dass mer eben elo mat dësem Gesetz vläicht eng kleng Incertitude oder Insecuritéit clarifiéieren, wat eben d'Phase exécutoire ugeet, duerch eben dee Mechanismus vun där Mise en conformité.

Et ass, mengen ech, eng gutt Reform, well si ass an der Linn vun äänlechen europäesche Regularien, wéi notamment deem iwwert d'Injonction de payer, dem Reglement petits litiges. Dat sinn am Fong alles Regelwierker, déi et erméiglechen, haaptsächlech an transfrontalière Transaktioune méi schnell kënnen u säi Geld ze kommen. Dat ass jo haaptsächlech interessant an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wou et vill där Transaktiounen do gëtt. An duerfir ass dat och gutt an ze begréissen.

Et ass nach ee Commentaire am Avis vum Statsrot, deen een hei vläicht ka mentionnéieren, deen interessant ass. De Statsrot recommandéiert a sengem Avis, fir driwwer nozedenken, ob een déi zwou Prozeduren, déi national Prozedur vun der Saisie-arrêt, net wéilt vläicht harmoniséieren oder alignéieren op déi europäesch.

Ech mengen, dat hätt effektiv de Meritt, déi Matière hei e bëssen ze simplifiéieren. Et wär dann an deem Moment kloer, dass déi national sech misst op déi europäesch alignéieren, mä, ech mengen, dat wär op alle Fall e Gedanke wäert.

Dat gesot, bréngen ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Och vun eis de Merci un d'Madamm Rapporteur Sam Tanson fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, meng Virriedner hunn et scho gesot: Mir sinn amgaangen ze versichen, déi europäesch Legislatiounen, wa mer se schonn net harmoniséiert kréien, op d'mannst méi no beieneen ze féieren, ze rapprochéieren. Dat mécht näämlech ëmmer nëmme Sënn. An et gëtt och eng besser Sécurité juridique, wann all d'Leit, déi dorëmmer reesen, sougutt d'Creanciere wéi d'Debiteuren, wëssen an deem Land, wou se grad schaffen, wéi d'Regele sinn.

D'Simplificatioun ass hei wëllkomm. Wéi gesot, de Franz Fayot huet et scho gesot, mir hate schonn en éischte Projet, dee mer d'lescht Joer ugeholl hunn oder dee schonn an déi Richtung geet.

Wat ech ganz wichteg fannen, dat ass déi nei Roll, déi elo den Dierwiechter hei spillt. Dee muss d'Notificatioun vun der Contestatioun kréien, well déi vun Iech, déi mat Saisien ze doen haten, déi wësse ganz oft, dass et meeschtens drëm geet, fir de Huissier opzehalen, dass deen net ze vill schnell schafft, fir ebe just, dass deen net schonn hei dem Tiers saisi den Uerder gëtt, wat jo meeschtens d'Bank ass, fir schonn auszebezuelen. A wann den Dierwiechter Bescheed weess an e gëtt e bësse gebremst, dat ass ëmmer e wéineg eng Sécurité fir den Debiteur.

Mat dem double Degré de juridiction hunn ech ganz liicht awer reng theoretesch Bedenken, well ech e grousse Verfechter dervu sinn a well mer schonn an de leschten 20 Joer mat Momenter international, an notamment op dem europäesche Geriichtshaff, mam Ouer geholl si ginn, well den double Degré de juridiction e bësse laxistesch hei zu Lëtzebuerg gehandhabt gëtt.

An dëser Prozedur mécht et awer Sënn, well hei ass trotzdeem eng bestëmmte Rapiditéit d'Beispill vun Effikassitéit. Et muss een elo kucken: Wann een eng Kéier drun denkt, fir do eng Kéier dergéint e Recours ze maachen, da kann een dat jo à la limite nach nobesseren. Mä jiddefalls ass et eng ganz gutt Reform. An ech ginn hei den Accord vun der DP.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hunn am Moment keng weider Wuertmeldungen. Da géif ech dem Här Justizminister d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech kann och ganz kuerz sinn. Ech wëll mech de Mercien un d'Adress vun der Rapportrice uschléissen, och déi ganz Kommissiounen dran abannen.

Ech wëll just kuerz op den Här Fayot reagéieren, deen déi Suggestioun vum Statsrot nach eng Kéier soulevéiert huet. Ech mengen, dass déi Suggestioun duerchaus pertinent ass fir déi zwou Prozeduren, déi vun der nationaler Saisie-arrêt an déi europäesch, op Basis vum Reglement méi no beieneen ze bréngen. Ech mengen awer och, dass et richteg war, dass mer dës Reform elo direkt gemaach hunn, dass mer also déi weiderféierend Reflexiounen an enger zweeter Etapp nëmme maachen.

Dëst Gesetz, mengen ech, war séier noutwendeg, dass mer de Vott haut kënnen huelen. Et ass duerfir ganz gutt. Dat komplettéiert op deem Punkt vun der europäescher eisen Text. Deen ass och elo kloer. E gëtt all de Parteien - dem Debiteur an dem Creancier, an de Banken - d'Garantien, wat d'Prozedur betrëfft, dass och näischt ka schifgoen. Duerfir, mengen ech, et ass wuel derwäert, iwwert déi weidergeeënd Reform nozedenken. Mä dass mer dat heite virgezunn hunn a méi séier ofgehaakt hunn, mengen ech, ass awer richteg.

Dat gesot, Merci fir Äre Vott.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

A mir géifen dann iwwert de Projet de loi 7203 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7203 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. De Projet de loi 7203 ass mat der Unanimitéit vu 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi,

Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

10. Ordre du jour (suite)

Ech hu vun enger Rei vu Kolleegen, déi den Owend bei engem offiziellen Ulass ënnerwee sinn, d'Demande gestallt kritt, dass mer bei deenen zwee anere Projete géifen d'Diskussioun maachen a muer driwwer ofstëmmen en début de séance.

Ass dat am Sënn vun der Chamber?

(Assentiment)

Da géife mer dat esou maachen.

Mir fueren da weider mat der Diskussioun a géife muer ofstëmmen.

Voilà! Dat gesot, gi mer zum Projet 7252A iwwer. An d'Rapportrice ass scho prett, d'Madamm Sam Tanson. Da brauch ech et net ze erklären. Dir maacht dat direkt.

11. 7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Et ass och ganz kuerz. Ech mengen, mir géifen och nach séier mat deenen zwee Projeten iwwert d'Bün kommen.

Hei ass e Projet, deen de 7. Februar 2018 virgestallt gouf an der Kommissioun. E gouf de 14. Februar 2018 deposéiert. Ech fänken domadder un, well zënter dem Depôt ass en e bësse geännert ginn. Mir hunn en eigentlech an zwee scindéiert.

De Statsrot hat näämlech a sengem Avis vum 29. Mee 2018 eng Rëtsch ganz pertinent Remarken iwwert den zweete Volet, iwwert dee mer haut net wäerten ofstëmmen, dee vun der Prozedur virum Verwaltungsgeriicht, gemaach. Duerfir hu mer decidéiert, dee Volet elo emol erauszehuelen.

A mir stëmmen haut just iwwert deen éischte Volet of, deen awer och ganz wichteg ass fir d'Verwaltungsgeriicht. Dat ass d'Schafung vun zwee neie Posten um Verwaltungsgeriicht.

Firwat sinn déi néideg? D'Verwaltungsgeriicht ass mat ëmmer méi Affäre konfrontéiert, haaptsächlech elo am Moment scho mat allem, wat PAGen ubelaangt, mat Contestatioune géint déi vill nei PAGen, déi uechtert d'Land ugeholl ginn an de Gemengen.

Et sinn awer och eng Rëtsch Texter, déi nei Aufgabe fir d'Verwaltungsgeriicht virgesinn, notamment och een Text, dee mer elo wahrscheinlech d'nächst Woch géife stëmmen, deen iwwert d'Administration transparente, wou d'Verwaltungsgeriicht och nees nei Kompetenze kritt. Duerfir géif ech Iech deen heite Projet proposéieren, ebe mat den zwee supplementairë Riichter fir d'Verwaltungsgeriicht.

Den Avis vun der Cour administrative vum 1. Mäerz 2018 ass, wéi erwaart, ganz positiv. An de Statsrot huet säin Avis, wéi gesot, den 29. Mee 2018 eraginn. Ech selwer sinn de 6. Juni 2018 Rapportrice genannt ginn. Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech war zwar net ageschriwwen, mä den Här Gloden huet eis missen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, mir si flexibel.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir sidd flexibel.

D'CSV ënnerstëtzt dat hei. Et ass richteg, dass d'Verwaltungsgeriicht nei Kompetenze kritt. Déi Juridiktioun, déi ass och bei de Bierger dobausse geschat. D'Leit hu vill manner Retizenzen, fir Recoursen ze maachen, wéi dat nach fréier beim Conseil d'État war.

Duerfir dréit d'CSV dat hei mat, well mir och gesinn, dass, wann eng schnell Ofwécklung vun den Decisioune vum Verwaltungsgeriicht virläit, dat am Sënn vun der Rechtssécherheet ass, och vum gudde Fonctionnement vun dem Rechtsstat.

D'Madamm Tanson huet net zu Onrecht déi vill Recourse mentionnéiert, déi de Moment géint eenzel PAGe vun de Gemenge lafen. An ech mengen, do ass et am Sënn vun engem gudde Fonctionnement, souwuel vun der Landesplanung wéi och vun der Gemengenamenagéierung, dass och déi Recourse kënnen an engem vernünftegen Zäitrahmen ofgeschloss ginn, ouni emol dat ze mentionnéieren, wat alles vu Recourse bei Refugiésdossieren ass, déi och e grousse Volume vun der Aarbecht vun dem Verwaltungsgeriicht ausmaachen.

Dat gesot, ginn ech d'unanime Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, ech wéilt déi schéin Eestëmmegkeet hei net duerchbriechen.

Et ass awer eben esou, dass sécherlech eng Noutwendegkeet besteet, fir eist Verwaltungsgeriicht ze verstäerken. Et ass net déi éischte Kéier, wou mer decidéieren, fir d'Verwaltungsgeriichter méi staark mat Riichteren ze versinn, well effektiv am Laf vun de Joren nei Zoustännegkeete komm si respektiv d'Zuel an eenzelnen Deelberäicher staark zougeholl huet. Et ass schonn d'Beispill genannt gi vun de Refugiésdossieren. An esou wäert et och an Zukunft weidergoen.

Et muss ee jo soen, dass déi Reform vun der Verwaltungsgeriichtsbarkeet, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass, eng vun deene Justizreforme war, déi sécherlech e grousse Succès war, well e Geriicht geschaaft ginn ass, wou sech iwwert déi laang Joren erausgestallt huet, dass et u sech gutt war an néideg war, déi dote Reform ze maachen.

Et ass virun allem och weiderhi garantéiert duerch déi relativ strikt Delaien, déi mer am Gesetz stoen hunn, dass d'Prozeduren an engem akzeptabelen Delai kënnen oflafen. Duerfir, mengen ech, ass et och wichteg, dass mer deen uerdentleche Fonctionnement, deen eist Verwaltungsgeriicht huet, och weider garantéieren doduerjer, dass genuch Riichteren do sinn.

Nach musse mer natierlech déi Riichtere mat der néideger Qualifikatioun och ëmmer fannen! Dat wäert ëmmer méi enk ginn hei zu Lëtzebuerg, well jo net nëmmen am Beräich vun de Verwaltungsgeriichter zousätzlech Riichtere gesicht ginn, mä mer och am ziville Beräich, am penale Beräich ëmmer erëm nei Zoustännegkeete schafen, nei Geriichtsinstanze schafen.

Mir wäerten dat deemnächst och nach eng Kéier maachen. Mir hunn et elo mam Juge aux affaires familiales gemaach. Mir wäerten et maachen da mam Juge à l'application des peines. Dat alles bedeit also och en zousätzleche Rekrutement vu Magistraten. An dat setzt eis sécherlech op d'laang Siicht dach awer virun eng ganz grouss Erausfuerderung. Et soll ee sech also näischt virmaachen.

Dat gesot, wëlle mir och dem Rapporteur, der Madamm Tanson, Merci soe fir dee Rapport, dee se hei virbruecht huet. A mir géifen och als LSAP-Fraktioun deen heiten Text stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Merci och vun ons nees eng Kéier der Madamm Tanson fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wollt mech u sech hannert dat hänken, wat meng Virriedner gesot hunn. Ech wollt och nach drop hiweisen: Dir wësst alleguerten, dass mer nach u sech dräi grouss Gesetzesprojeten hei an de Plenum kréien.

Dat eent ass den Accès à l'information oder déi sougenannten „Administration transparente". An do hu mer notamment Recourse virgesinn, wann d'Leit net un d'Dokumenter kommen. A fir dass dee ganze System, wou mer jo wëllen den Accès garantéieren, Sënn huet, muss och do e Verwaltungsgeriicht hannendru sinn, wat relativ schnell ka schaffen. Dat war schonn ee vun de Soucien och vum President vum Tribunal administratif, dee gesot huet: „Dir maacht hei Prozeduren, mä wa mir déi néideg Moyenen net kréien, da bleift dat Gesetz do Lettre morte."

Dir wësst, et kommen och nach déi zwee grouss Projeten iwwert d'Protection des données, wou och Recourse virgesi sinn. A wann dee ganze System soll funktionéieren, brauche mer wierklech eng Opstockung. Mir hunn der am Moment zwee. Ech hat der scho méi proposéiert, mä dann ass gesot ginn: Wou fanne mer se?

Ech géif mengen, dass, wann een de jonke Juristen, soubal wa se ufänken an d'Cour-complémentairen ze kommen, seet: „Hei, mir brauchen an deenen doten an an deenen dote Sparte Riichter, well mir hunn de Moment net esou vill Leit, déi sech am Droit administratif spezialiséieren." Si maache bal all Droit des affaires, well se mengen, do géife se méi schnell méi Geld verdéngen. Mä wann ee ka mat Zäit d'Carrièren opmaachen a soen: „Wann ech gelift, do brauche mer Leit, a forméiert lech am Droit administratif, well Dir hutt Méiglechkeeten!", dann hätte mer och an absehbarer Zäit erëm eng Kéier e Pool vu Leit, déi dee Moment kënnen d'Carrière vum Verwaltungsriichter unhuelen. Also, ech mengen, dat géife mer schonn hikréien.

An ech brénge bien entendu den Accord vun der DP. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll mech all menge Virriedner uschléissen, besonnesch dem Alex Bodry. Et ass richteg a wichteg, datt mer hei opstocken, mä d'Fro stellt sech awer trotzdeem, wéi een et fäerdegbréngt, qualitativ dee richtege Rekrutement an Zukunft ze maachen.

Wéi deemools d'Verwaltungsgeriicht an d'Cour administrative geschaaft gi sinn no deem berüümten Arrêt Procola, hate mer déi eemoleg Chance, datt mer déi Carrière opgemaach hu fir Quereinsteiger, fir Juristen aus dem Privé, fir Affekoten. An den Erfolleg huet gewisen, datt déi Leit sech ganz schnell konnten aschaffen a ganz schnell eng ganz grouss Qualitéit vu Jurisprudenz entwéckelen. An d'Fro stellt sech - ech hu se schonn an der Kommissioun gestallt an ech wollt et haut hei widderhuelen -, ob et net awer eng Iddi wier, fir ze soen, mir maachen d'Carrière vun der Magistratur och fir Seiteneinsteiger méi spéit an hirer Carrière op.

An England zum Beispill ass dat eng Éier fir en eeleren Affekot, geruff ze ginn, fir op enger Cour ze sëtzen. Do kréie mer Leit mat Erfahrung, Leit mat Liewenserfahrung, och Leit mat juristeschem Sachverstand. Dat kéint der Qualitéit nëmme Guddes doen. An ech mengen, dat Eenzegt, wat deem entgéintsteet, ass u sech déi Carrièresgeschicht vu Beruffsmagistraten, déi vun Ufank un do waren. Wéi kritt een déi Quereinsteiger do agebonnen, ouni datt do Problemer entstinn? Mä ech denken, dat ass een iwwerwannbare Problem. Et wier jiddefalls eng Méiglechkeet, fir relativ schnell un e relativ grousse Pool vun erfuerene Riichter ze kommen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Projet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Nach eng Kéier Merci un d'Madamm Tanson fir hire Rapport an och un déi ganz Commission juridique.

Ech kann deem, wat gesot ginn ass, largement bäiflichten. Ech wëll just zwou, dräi weider Remarke maachen.

Wa mer soen, dass mer haut zwee Posten ab dem 16. September schafen, da kléngt dat net no vill, zwee Posten. Wann een awer weess, dass den Tribunal administratif nëmmen 13 Magistraten huet, dann ass dat eng Augmentatioun vu 15%. Et ass also schonn eng méi grouss Augmentatioun, déi mer maachen. Et ass also e seriöe Renforcement fir den Tribunal administratif, dee mer haut virhuelen.

D'Zuel vun neien Affären um Verwaltungsgeriicht ass schwankend. Mir haten an der Vergaangenheet Joren, wou et der däitlech méi gouf wéi déi lescht zwee Joer. Par contre hu mer awer och e Phenomeen, näämlech bei den Demandë vun den Demandeurs d'asile, wou ee gesäit, dass d'Zuel vun deenen Affären, wou et ëm d'Procédure accélérée geet, all Joers eigentlech klëmmt. Dat heescht, mir sinn haut do bei nobäi 40% vun den Affären, déi déi dote Prozedur betreffen.

A wa mer net wëllen, dass aner Affären um Verwaltungsgeriicht méi lues ginn opgrond vun deem dote Moment, da musse mer och déi néideg Moyene kënnen zur Verfügung stellen. Dat maache mer haut. Dofir, mengen ech, ass dat am Interêt vu jiddwerengem, wa mer déi Verstäerkung maachen. D'Verwaltungsgeriichtsbarkeet zu Lëtzebuerg funktionéiert gutt an dat soll och, mengen ech, esou bleiwen.

Verschiddener hunn natierlech op déi potenziell Schwieregkeete verwisen, déi sech beim Rekrutement kënne stellen. Ech wëll drop hiweisen, dass déi Schwieregkeeten, wa mer se an Zukunft géife begéinen, net nei wieren. Mir haten déi Schwieregkeete scho virun enger Partie Joren, wou mer e puer Joer hannerenaner Plazen, déi ausgeschriwwe waren, net besat kritt hunn.

Mir hunn d'Gesetz missen änneren, fir justement, Här Reding, de Quereinsteiger, déi vum Barreau eriwwer an d'Magistratur wëlle wiesselen, d'Méiglechkeet ze ginn, an d'Magistratur kënnen ze kommen. Duerch déi gesetzlech Änerung do, ënner anerem, hu mer et an de leschte véier Joer all Joers fäerdegbruecht, dass déi Plazen, déi ausgeschriwwe waren, tatsächlech konnte besat ginn. Mir hunn also schonn en Deel vun deem doten Effort gemaach. An dat garantéiert eis am Moment, dass mer genuch nei Magistrate kënne fannen. Mä mir hunn natierlech no vir gekuckt. Dat kann dëst Joer schonn anescht sinn, dat kann d'nächst Joer anescht sinn. Do gëtt et keng Garantie.

Wat den Här Reding an och den Här Bodry gesot hunn, déi Méiglechkeet vum Transfer aus dem Affekoteberuff eriwwer, ouni dass déi Carrière- a Rangfroe sech géife stellen, ass natierlech eng komplizéiert Diskussioun. Mä ech behaapten, Här Reding, souguer wa mer dat géifen envisagéieren, hätte mer domadder nach net all d'Garantien, dass mer ëmmer genuch Leit géife fannen. Well all déi Leit, déi mer an d'Magistratur wëllen ophuelen, déi vum Barreau eriwwerkéimen, missten och all d'Konditioune vum Lëtzebuerger erfëllen. A wann Der kuckt, wat zu Lëtzebuerg och bei deenen zwee Barreauen ass, da gesäit een, och do ass de Lëtzebuerger Affekot eigentlech eppes, wat net méi esou heefeg ass.

Mir hunn also déi Exigenz och vum Lëtzebuerger an der Magistratur. An dat géif maachen, dass souguer trotz där doter Reform, wann een e bësse méi wäit no vir kuckt, sech ënner Ëmstänn dann nach ëmmer kéinte Schwieregkeete beim Rekrutement stellen. Haut si mer net esou wäit. Haut kënne mer, am Moment, all Joers déi Plaze fannen (veuillez lire: fëllen). Mä wa mer wierklech eng Kéier wëllen no vir kucken, da musse mer eis alleguerte just doriwwer bewosst sinn, wou d'Schwieregkeeten alleguerte kënne sinn, déi mer da misste stemmen.

Mä wéi gesot, haut si mer net esou wäit. A mat dësem Vott vun haut, mengen ech, hëllefe mer der Verwaltungsgeriichtsbarkeet ganz zolidd. An ab dem 16. September hoffe mer dann och, déi zwee kënne präsent ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mer kéinten domat zur...

(Interruption)

Ah! Ech ginn nach eng Kéier 30 Sekonnen zréck.

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Muer en début de séance stëmme mer driwwer of. A mir ginn zum nächsten...

(Brouhaha)

Une voix.- Mir si jo awer nach bal alleguerten hei!

12. Ordre du jour (suite)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also lauschtert, ech hunn Iech virdrun d'Fro gestallt, ob mer dem Wonsch vun de Kolleege géifen nokommen oder net. Ech hunn hei geäntwert kritt: Jo. Wann Der elo anerer Meenung sidd, da sot mer et!

Plusieurs voix.- Neen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da gi mer zum Projet de loi 7256 iwwer, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit. An d'Wuert huet direkt erëm d'Madamm Sam Tanson.

13. 7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, deen drëtte Projet elo fir haut, dat sinn eigentlech reng technesch Adaptatiounen zum

Nationalitéitegesetz. Dir erënnert Iech, dat ass den 1. Abrëll 2017 en vigueur getratt.

D'Kommissioun ass de 7. Februar mat engem Avant-projet saiséiert ginn, dee presentéiert gouf, fir e puer Modifikatiounen un deem Projet virzehuelen. De Statsrot huet de 24. Abrëll säin Avis ofginn. D'Regierung huet nach eng Rëtsch Amendementer de 24. Mee eraginn an de Statsrot huet en Avis complémentaire den 12. Juni eraginn. Den 13. Juni sinn ech als Rapportrice genannt ginn. An den 20. Juni hu mer de Rapport ugeholl.

Wéi scho gesot, et geet ëm reng technesch Adaptatioune vun deem Gesetz och hei erëm, déi sech an der Praxis gestallt hunn. Den Haaptvolet betrëfft u sech de Casier. Op där enger Säit, wien dee Casier kann ufroen. Et gëtt geklärt, dass d'Demande net vum Demandeur selwer kënnt, mä dass dee seng Autorisatioun gëtt, fir de Casier 2 unzefroen. Da gëtt präziséiert, wéi eng auslännesch Casiere mussen derbäigeluecht ginn.

An da gëtt d'Problematik vun den Nimm festgehalen, dass just, wéi dat och soss am Code civil festgehalen ass, zwee Nimm eigentlech de Prinzip bei ons sinn. Et gëtt awer och nach eng Prozedur vun der Rektifikatioun am Acte d'état civil vun den Nimm festgehalen am Fall vun e puer Nationalitéiten. Dat gëtt präziséiert. An da gëtt och nach kloer gesot, a wéi engem Delai een d'Nationalitéit kritt oder verléiert.

Voilà. Esou vill fir mäin Deel.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Rapportrice. An d'Wuert huet den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soe fir d'Éischt der Rapportrice Sam Tanson Merci fir hiren drëtte Rapport d'affilée vun dësem Mëtteg.

D'CSV, dat wësst Der, hat sech virun dräi Joer staarkgemaach an der Referendumscampagne fir e vereinfachten Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit. Dee Projet de loi, deen hei läit, berout och wesentlech op enger Inspiratioun vun enger Proposition de loi, déi vum Här Wiseler am Numm vun der CSV-Fraktioun sengerzäit deposéiert gouf. Mir stoungen zu dësem Gesetzesprojet a sti selbstverständlech och zu den techneschen Änderungen, déi néideg sinn.

Et wier gutt, wann een a Rou, Här Justizminister, eng Kéier kéint kucken, et sinn eng Rei Leit oder Bierger, déi regelméisseg un een eruntrieden, déi Problemer hunn, notamment Leit, déi zum Beispill aus Kanada kommen, well déi mat deene Piècen, déi gefrot ginn, fir hir Nationalitéit hei ze kréien, Problemer hunn, well se praktesch an der Impossibilité matérielle sinn, fir déi Piècen, jee nodeem vu wou se kommen, wa se net, ech soen, aus deene grousse Ballungszentren aus Kanada kommen, fir déi ze kréien. An ech mengen, et wier gutt, wann eng Kéier an enger Justizkommissioun, zesumme mat de Vertrieder vun deem Service, dee bei Iech ugesidelt ass, och déi Problemer kéinten diskutéiert ginn.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Alex Bodry d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech weess net, ob mer déi Debatt nach eng Kéier solle féieren iwwert d'Nationalitéitegesetz. Mä ech mengen, dat Gesetz, wat gestëmmt ginn ass, fousst op dem Regierungsprogramm vun dëser Koalitioun.

An hei geet et drëm, dass mer eng Rei vun techneschen Adaptatioune maachen, déi sech eigentlech aus der praktescher Uwendung erginn hu respektiv aus där Ofännerung, déi mer relativ kierzlech gemaach hunn, iwwer eist Gesetz, wat de Casier judiciaire ugeet, mat deene verschiddene Bulletinen. Ech mengen, mir begréissen als LSAP, dass dat hei op där enger Säit a Richtung geet vun enger gewëssener Vereinfachung vun de Prozeduren: Do, wou haut zwee Bulletine vum Casier gefrot ginn, soll an Zukunft also nëmme méi ee gefrot ginn. Dat fanne mer eng richteg Decisioun.

An zweetens gëtt och gekuckt, eng Rei vu méi Rechtssécherheet eigentlech eranzekréien a gewëssene Situatiounen, déi sech am Prakteschen erginn hunn. Notamment déi ganz Fro och wat d'Virnimm an d'Nimm vun de Leit ugeet, déi verschidden Nationalitéiten hunn, wou et ka virkommen, dass se op hiren offiziellen Dokumenter, op hire Päss mat verschiddenen Nimm stinn. An elo gëtt eng vereinfacht Prozedur eigentlech virgeschloen, fir kënnen eng Vereenheetlechung, wat jo wichteg ass, vun den Nimm op den offizielle Reesdokumenter ze kréien.

Alles dat, mengen ech, si wichteg technesch Ajustementer, déi hei gemaach ginn. An zum Deel och eng Praxis, déi op enger Ausleeung vum Text berout, déi kann elo an definitiv Texter gegoss ginn. Alles dat ass, mengen ech, wichteg, dass mer deen dote Wee ginn. An duerfir wäert och d'LSAP-Fraktioun deen heite Gesetzesprojet stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Eugène Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Et ass elo iwwer e gutt Joer hier, datt mer dat Gesetz iwwert d'Nationalitéit gestëmmt hunn hei an der Chamber. Mir haten och an enger Kommissiounssitzung Zuele presentéiert kritt viru Kuerzem, déi weisen, datt eigentlech d'Naturalisatiounen och am leschte Joer mat deem neie Gesetz an d'Luucht gaange sinn, staark an d'Luucht gaange sinn. Nëmme fir ze soen, datt quant au fond also dat Gesetz sech komplett bewäert huet an och eigentlech säin Zil elo, kann ee scho soen, no engem Joer wierklech erreecht huet.

An der Praxis huet sech erginn, datt déi eng oder aner kleng technesch Adaptatioun muss gemaach ginn. D'Rapportrice, d'Madamm Sam Tanson, huet déi erklärt. Ech wëll hir och Merci soe fir hire mëndlechen a schréftlechen Rapport. A mir kënnen och deene klengen Adaptatiounen, déi sech einfach an der Praxis erginn hunn - an dat ass jo och gutt, datt een da kuerzfristeg hei als Chamber kann dorobber reagéieren -, op alle Fall och zoustëmmen an den Accord zu dësem Projet de loi brëngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Roy Reding d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Et gëtt hei e bësse verharmlosend geschwat vun techneschen Adaptatiounen. Et ass zumindest eng, mat där mir als ADR op kee Fall kënnen d'accord sinn.

Déi Persoun, déi zwou verschidden Nationalitéiten huet, ka froen, datt de Certificat de nationalité net op deen Numm ausgestallt gëtt, dee se laut Lëtzebuerger Acte de naissance huet oder dem zu Lëtzebuerg transcrivéierten Acte de naissance, mä deen aus hirem zweete Pass oder drëtten oder véierten.

Am urspréngleche Text wollt d'Regierung, datt dee Certificat de nationalité mat deem aneren Numm automatesch géif transcrivéiert ginn um État civil. De Conseil d'État huet sech deem dunn opposéiert an en huet gesot: Ma de Certificat de nationalité ass do, fir d'Nationalitéit ze beweisen. En ass net do, fir den État civil ze änneren. An en huet dunn och gesot, allerhéchstens kéint esou e Certificat dann d'Basis sinn, fir eng Demande en rectification de l'état civil ze maachen, eng Rectification de nom ou de prénom.

Duerch en Amendement gouvernemental, deen du leider Gottes beim Conseil d'État net weider kritiséiert ginn ass, ass du gesot ginn, wann dann dee Certificat do virläit, da kéint de Procureur d'État ordonnéieren, den Acte d'état civil ze änneren.

(Interruption)

Op Demande, jo, jo.

Also fir d'Éischt emol ass et fir eis insupportabel, datt ee Procureur iergendeppes ordonnéiert. Duerfir ass fir eis e Procureur net do. Scho guer net engem Officier d'état civil. A virun allem féiere mer hei eng insupportabel Diskriminatioun an tëschent deene Leit, déi nëmme Lëtzebuerger sinn, an deene Leit, déi och Lëtzebuerger sinn.

En Nëmmen-Lëtzebuerger, dee säin Numm wëllt änneren, huet eng Prozedur ze befollegen, déi extrem komplizéiert ass. E muss eng Demande motivée un den Här Justizminister maachen. Dee muss en Avis froe beim Procureur général. Duerno kënnt et zu enger Délibération du Gouvernement en conseil, dann zu engem Arrêté gand-ducal. Dee gëtt publizéiert am Memorial an da gëtt et eng Asprochsfrist, wou all Interesséierte ka soen: Ech sinn do dergéint, ech wëll dat net. Dat Ganzt dauert mindestens ee Joer.

Den Och-Lëtzebuerger, dee freet hei de Changement du certificat de nationalité. An e freet beim Procureur an deen ordonnéiert dann déi Transcriptioun op sengem Acte de naissance oder op der Transcriptioun vu sengem Acte de naissance. Dat ass fir eis eng absolutt insupportabel an och onerkläerlech Diskriminatioun. Si mir fir eng méi einfach Prozedur beim Changement de nom et de prénom? Jo. Mä et muss déiselwecht si fir all Mënsch.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Marc Baum kritt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo. Ech deelen net d'Analys vu mengem Virriedner. Mir hunn d'Debatt gefouert hei iwwert d'Nationalitéitegesetz. An déi doten Änderunge ginn a Richtung vun enger administrativer Vereinfachung, enger Vereinfachung vu Prozeduren. A mer kënnen dat doten an där doter Form och nëmmen ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci nach eng Kéier, Här President. Ech wëll dann der Madamm Tanson, fir an der Sprooch vun der Weltmeeschterschaft ze bleiwen, Merci soe fir hiren Hattrick vun haut de Mëtteg an och den anere Membere vun der Commission juridique Merci soen. Ech schléisse mech all deene Remarken nach eng Kéier un, déi gemaach gi sinn.

Ech wëll da just op zwee Punkte reagéieren. Deen een huet den Här Roth opgeworf, wann e verweist op d'Schwieregkeeten, déi sech a Kanada deelweis kënne stellen, deemno wou ee wunnt, dat kann tatsächlech wäit ewech si vu ganz villem. Déi hunn dann och nach aner Problemer an hirem Ravitaillement. Mä mir hunn awer am Gesetz eigentlech schonn en Artikel stoen, deen et erlaabt, do, wou e Kandidat an der Impossibilité matérielle ass, fir dësen oder dee Certificat ze produzéieren, dass ee kann iwwert deen ewechgoen.

Mir hunn eigentlech esou en Artikel agebaut, fir kënnen a bestëmmte Fäll de Leit entgéintzekommen. Mir kënnen awer gären diskutéieren, ob déi do spezifesch Fäll, déi Dir viséiert, do kéinten drënnerfalen. Mä mir hu par rapport zum ale Gesetz, wat keen esou en Artikel kannt huet, an deem neie Gesetz, am aktuellen, en Artikel agebaut, deen et erlaabt, d'Produktioun vun deene Certificate kënnen ze dispenséieren. An ech mengen, dass deen awer a priori misst kënnen duergoen, fir déi Fäll do ze beäntwerten. Wann net, da kënne mer awer ganz gären doriwwer diskutéieren.

Zweet Remark...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Entschëllegt. Da muss och déi Impossibilité matérielle vun Äre Servicer an deem Sënn gelies ginn.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Jo, dofir soen ech, wann dat do e Fall wier, deen ieren net doduerch ofgedeckt wier, sinn ech gäre bereet, ze diskutéieren, well d'Intentioun ass am Gesetz dran. D'Gesetz huet d'Absicht, par rapport zum viregte Gesetz op deem Punkt eng Verbesserung ze maachen, déi eng gewësse Flexibilitéit erlaabt, well et gëtt där Fäll, wou et tatsächlech eng Impossibilité matérielle gëtt, an d'Gesetz gesäit dat haut eigentlech scho vir.

Mä wéi gesot, wann do nach Fäll net drënnerfalen, ass et sécher am Sënn an am Interêt vum Gesetz, fir dat doten nach kënnen auszeweiten.

Fir och kuerz op den Här Reding ze reagéieren: Ech mengen, Dir vermëscht awer eigentlech zwou Saachen, déi net grad déiselwecht sinn. Hei ass jo keng normal Prozedur fir de Changement de nom. Hei geet et ëm déi zwee Nimm, wann Der esou wëllt, déi e Kandidat huet; en huet an engem Pass een Numm an en huet an deem anere Pass deen aneren. Et geet also hei net, wéi Dir gesot hutt, ëm Netlëtzebuerger. Hei geet et och ëm Lëtzebuerger. Et geet ëm déi Lëtzebuerger, déi zwou Nationalitéiten hunn. Et geet also net ëm Netlëtzebuerger, et geet ëm Lëtzebuerger, déi zwou Nationalitéiten hunn an déi duerch déi zwee Päss eng Divergenz am Numm hunn.

Mir sinn also net an enger Prozedur, wou een, deen e bestëmmten Numm huet, aus engem spezifesche Grond sech e ganz aneren Numm wéilt ginn, well en en Numm huet, dee schwéier ze droen ass, well em do eppes virgefall ass. Mir sinn hei net am Zeenario also vum klassesche Changement de nom, wou Der recht hutt: Dat ass eng e bësse méi opwendeg a komplizéiert Prozedur. Hei si mer net am fräie Choix vum Numm, hei si mer just am Alignement vun zwee Nimm, net an der Prozedur vum fräie Choix vum Numm.

Dofir mengen ech, ass dee Verglach, deen Der do maacht, net ganz zilführend. Hei ass et am Interêt vun deem Lëtzebuerger do, dass en an all sengen offiziellen Dokumenter deeselwechten Numm huet. An dass dat och op eng administrativ liicht Aart a Weis geet, kann och nëmmen am Interêt vun deenen dote Lëtzebuerger sinn. Dofir mengen ech, maache mer hei dat Richtegt.

Mir maachen aus engem gudde Gesetz en nach bessert.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat war eng gutt Konklusioun fir eis Aarbechte vun de Mëtten. Wéi gesot, mir géifen da muer en début de séance iwwert déi zwee Projeten ofstëmmen.

Ech soen Iech Merci. An d'Sëtzung ass heimat ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 17.20 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 44

MERCREDI,
27 JUIN 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7260 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 24 novembre 2017

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (interventions de M. Marc Angel)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Marc Baum (parole après ministre), M. Marc Angel (intervention de M. Marc Baum)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7261 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part, fait à Manille, le 7 août 2017

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7173 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Claude Lamberty, Mme Josée Lorsché (intervention de Mme Nancy Arendt), M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Nancy Arendt), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre des Sports*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7231 - Projet de loi relative à la promotion de la langue luxembourgeoise et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty (intervention de M. Gast Gibéryen)*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen (intervention de M. le Ministre Claude Meisch) (dépôt d'une motion), M. André Bauler, Mme Simone Asselborn-Bintz, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Claude Meisch, M. Alex Bodry et M. Gast Gibéryen), M. Marc Baum (intervention de M. André Bauler)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Mme Martine Hansen (parole après ministre), M. le Ministre Claude Meisch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Romain Schneider et M. Claude Meisch, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Matdeelung ze maachen huet un d'Chamber.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Sozialminister.

Mir géifen dann direkt zu eisem Ordre du jour iwwergoen. A mer fänken u mam Projet de loi 7260, en Ofkommes tëschent den EU-Staten an Armenien. An de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel, ass scho prett.

2. 7260 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 24 novembre 2017

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, et ass also en Accord de partenariat global et renforcé, esou wéi dat am EU-Jargon heescht, tëschent der Europäescher Unioun an Armenien. Dir wësst, dass Armenien eng fréier Sowjetrepublik ass, also e Land, wat elo dräi Milliounen Awunner zielt, et läit am Kaukasus an am Westen huet et Grenzen zu der Türkei, am Osten zu Aserbaidschan an am Norde mat Georgien an am Süden zum Iran.

D'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an Armenien, déi sinn opgebaut gi säit 1999 am Kader vun engem deemolegen Accord de coopération et de partenariat. Deen Accord war deemools schonn d'Basis vum politeschen Dialog tëschent der Europäescher Unioun an Armenien a säit dem Lancement vun der europäescher Noperschaftspolitik am Joer 2003 sinn déi Relatioune mat deenen neien Nopere vun der Europäescher Unioun nach intensivéiert ginn.

D'EU huet hir Zesummenaarbecht mat den Nopere verdéift an huet och Georgien, Moldawien, Ukrain an Armenien deemools e sougenannten DCFTA, dat heescht en „Deep and Comprehensive Free Trade Area" proposéiert. Dat ass en allëmfaassend Handelsofkommes. An am Laf vun den Negociatiounen ass Armenien ofgesprongen, well et gläichzäiteg dunn der Union économique eurasienne bäigetratt ass. Dat war ënnert dem Drock och vu Russland an do konnt mat Armenien net esou en Accord ofgeschloss ginn, wéi e mat deenen anere Länner ofgeschloss ginn ass, déi ech elo opgezielt hunn.

(Interruption)

Trotzdeem war awer de Wëllen do, souwuel bei Armenien wéi och bei der Europäescher Unioun, fir d'Relatiounen ze verdéiwen, ouni eben esou e grousst Fräihandelsofkommes ofzeschléissen. An dat erkläert sech ganz einfach, well d'Europäesch Unioun den zweete wirtschaftleche Partner vun Armenien ass no Russland an d'EU ass och den Haaptexportmarché fir Armenien.

Dofir ass 2015 d'Decisioun geholl ginn, fir dass d'Negociatioune fir esou en Accord-cadre, dee mer haut ofstëmmen, ugoe sollten. An duerch dësen neien Accord gëtt de politeschen Dialog nach verstäerkt. Et gi méi sektoriell Politicken, déi an der EU-Kompetenz leien, traitéiert, wéi dat virdrun an den Accorde war. Den Accord beinhaltet och déi politesch Standardklauselen iwwert d'Mënscherechter, penal international Juridictiounen, de Kampf géint den Terrorismus, de Kampf géint d'Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen.

Wat awer och ze soen ass zu deem Accord, ass: E schaaft e bessert Investitiounsklima, e bessert regulatorescht Ëmfeld an Armenien. Den Accent gëtt och op de grénge Secteur geluecht, d'Promotioun vun de grénge Energien. Déi Kleng- a Mëttelbetriber an Armenien solle méi transparent ginn duerch deen Accord an och besser un international Standarden erubruecht ginn. Den Accord ass och, mengen ech, wichteg, wat d'Servicer ubelaangt. Besonnesch Consulting, Finanzen an Transport, dat sinn déi Secteuren, déi fir Lëtzebuerg an dësem Kader interessant sinn, krute mer gesot vun de Vertriederinnen a Vertrieder vum Ministère.

Déi ëffentlech Marchéen an Armenien ginn och op fir europäesch Betriber. Et gëtt och eng Partie méi fair Regelen, wat d'Propriété intellectuelle ubelaangt an och d'Kompetitivitéit. An d'Europäesch Unioun wäert och Armenien hëllefen, wat déi nuklear Sécherheet ugeet. Ech mengen, dat ass och wichteg, well do ginn et nach Atomkraaftwierker aus der Sowjetzäit. Ech mengen, dofir ass dee Punkt net ze ënnerschätzen.

An natierlech gëtt och d'Sekuritéit vun de Produits alimentaires, dat ass fir de Konsumenteschutz wichteg, un EU-Standarden erubruecht.

A wat och wichteg ass, ech hunn et scho gesot: Dësen Accord renforcéiert den Dialog an d'Demokratie. Dofir ass et och wichteg, dass eng Plattform an d'Liewe geruff gëtt, fir d'Société civile weiderzebréngen.

Wann een iwwer Armenien schwätzt, Dir Dammen an Dir Hären, däerf een net vergiessen, deen territoriale Konflikt tëschent Armenien an Aserbaidschan, wat den Haut-Karabagh ugeet, ze ernimmen. An dësem Konflikt ass et d'Linn vun der Europäescher Unioun, awer och d'Linn vu Lëtzebuerg, d'Efforte vun der OSZE, fir den Dialog oprechtzëerhalen, ze ënnerstëtzen. An dësen Accord bezitt sech op den Territoire vun Armenien, esou wéi en international unerkannt ass. An de Sproochgebrauch an dësem Text vun der Unioun ass och deeselwechte Sproochgebrauch, wéi d'Mediateure vun der OSZE e gebrauchen.

Iwwregens ass och en Accord amgaangen ausgeschafft ze ginn tëschent der EU an Aserbaidschan, also där anerer Konfliktpartei. An do gëtt och vun der EU aus a vun där anerer Konfliktpartei de Jargon an d'Sprooch, de Sproochgebrauch vun den OSZE-Mediateure gebraucht.

Et kënnt also an deem Accord och zu enger verstäerkter Kooperatioun tëschent der EU an Armenien am Domän vum Zoll, fir ebe géint d'Fraude douanière virzegoen. An déi Kooperatioun mam Zoll ass, mengen ech, och besonnesch wichteg an der Fro, fir d'Originne vun de Wuere richteg kënnen ze identifizéieren, fir ze wëssen, wou hir Originnen hierkommen. Dat war eng Fro, déi mer och an der Kommissioun opgeworf haten.

Den Accord besteet aus aacht Titren, vum Dialogue politique iwwert d'Coopération sectorielle bis hin zum Commerce an den Entreprisen. Den Titre 8, do geet et ëm d'institutionell Dispositiounen, et gëtt e Conseil de partenariat ageféiert, e Comité de partenariat, e Comité parlementaire de partenariat an eng Procédure de règlement de différends am Fall, wou et Streidereie géife ginn.

De Conseil d'État huet den 29. Mee säin Accord ginn, keng Bemierkung gemaach. An dofir well ech och elo hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Merci fir d'Alleréischt dem Här Rapporteur, deen, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, en exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport gemaach huet. Hien huet eis och am Detail erkläert, wat deen Accord do comportéiert.

Ech wéilt just nach eng Kéier betounen, datt dat hei en Accord ass mat Armenien, engem ganz wichtege Land, wat, och wat d'Gouvernance politique betrëfft, dat hu mer an deene leschte Méint kënne constatéieren, eigentlech op engem gudde Wee sech befënnt. De Rapporteur huet dat och ënnerstrach, soudatt ech mengen, datt dësen Accord ëmsou méi wichteg wäert sinn. An duerfir bréngen ech dann och den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Effektiv, dat hei ass awer keen onwesentlechen Accord. Et ass e wichtege Bestanddeel vun der europäescher Aussepolitik. Armenien huet sech an deene leschte Méint positiv gewisen, andeems datt et do zu engem Muechtwiessel koum, deen onbluddeg iwwert d'Bün gaangen an, wat jo an där Regioun do net onbedéngt ëmmer d'Regel ass. Dowéinst kann een dat och nëmme begréissen. Ech fannen et och duerfir gutt, datt mir och, wat den Aspekt vun den Institutiounen ubelaangt, als Europäesch Unioun do weider Ënnerstëtzung wäerte ginn.

Et ass natierlech ze bedaueren, datt dee Konflikt do vu Bergkarabach, zënter 1991 besteet dee schonn, nach ëmmer net geléist ass an datt deen ëmmer erëm permanent direkt zu Ausenanersetzungen tëschent Armenien an Aserbaidschan féiert. A wann een um Niveau vum Conseil de l'Europe oder vun der OSZE ass, da mierkt een u sech, datt dat méi wéi e Konflikt ass, datt do scho bal e bëssen en Haass tëschent deenen zwee Vëlker ass. Ech géif och soen, do huet d'Europäesch Unioun vläicht an Zukunft eng wichteg Vermëttlerroll ze spillen.

Duerch esou Accorde kënne mer dat ouni Zweifel och an deem Sënn verbesseren. Et ass e gudden Accord. An an deem Sënn bréngen ech selbstverständlech och d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei a soen dem

Marc Angel nach Merci fir seng Rapporten. Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da ginn ech dovun aus, dass den Här Henri Kox schwätzt? Jo.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Och Merci dem Rapporteur fir säin ausféierleche Bericht virdrun hei bei der Duerstellung. Och fir säi schréftleche Rapport wëll ech Merci soen. Ech mengen, d'Virriedner sinn op den Detail agaangen, soudass näischt méi bäizefügen ass. An dofir ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, vläicht och véier Bemierkunge vun eiser Säit, woubäi déi éischt e ganz grousse Merci un den Här Angel ass fir e Rapport, deen en eis jo wéi ëmmer ganz kompetent virgedroen huet.

Dräi Bemierkungen, wat den Inhalt vun dësem Accord ugeet.

Déi éischt ass, mir mussen eis froen, den Här Angel hat dat och gemaach, mir hunn eng ganz Rei vu Klauselen hei, déi eigentlech op de politeschen Dialog, op déi politesch Situatioun am Partnerland ofzilen, theoretesch och ëmgekéiert. Mä mir gesinn, datt déi politesch Situatioun an Armenien ganz schlecht ass! An et muss ee sech dann d'Fro stellen: Ass et dann appropriéiert, ënnert dëse Konditiounen de Rapport oder hei d'Gesetz ganz normal ze ratifizéieren? Wéi gi mer eigentlech ëm mat deem Engagement, dat mer huelen, fir eng Rechtsstaatlechkeet an engem Partnerland hierzestellen oder mat ze stabiliséieren, wa mer gesinn, datt dat net de Fall ass?

Déi zweet Iwwerleeung ass déi iwwert déi ekonomesch Situatioun an iwwert déi schwiereg Relatioun tëschent enger Westbindung hei mat der Europäescher Unioun an enger weiderer ekonomescher Relatioun mat Russland, wéi se och déi armenesch Ekonomie kennzeechent.

Mir haten als Europäesch Unioun ebe genau deeselwechten Dilemma net consideréiert an net respektéiert mat der Ukrain! An et ass ee vun deene Facteure gewiescht, datt mer leider och gehollef hunn, dat Land mat ze zerrappen, dat ass, datt mer déi ekonomesch Ubannung vum Oste vun der Ukrain mat Russland ignoréiert hunn. Hei muss ech zu menger Zefriddenheet feststellen, datt dat hei anescht gehandhabt gouf. Et war net ënner Drock vu Russland, wéi dat séier behaapt gëtt, mä et ass einfach den ekonomeschen Interessi vun enger ganzer Rei vun deene Republicken, déi fréier an der Sowjetunioun waren, datt se eng ekonomesch Transitioun kënne färdegbréngen, wou e groussen Deel vun hirer Ekonomie nach op Sowjetstandard oder russeschem Standard haut fonctionnéiert an awer probéiert gëtt, och am Weste kënne Marchéen ze kréien. Dat ass en Dilemma. Hei ass et besser geléist gi wéi an der Ukrain, wou ganz vill Feeler gemaach goufen.

Déi drëtt Bemierkung ass: Wéi gi mer ëm mat besaten Territoiren? Mir hunn där Situatiounen net vill, mä awer eng ganz Partie trotzdeem op der Welt. Déi Fro vun Nagorny-Karabach ass eng vun deenen. Den Här Angel huet och déi ugeschwat. Mir hate se an der Kommissioun diskutéiert. Mä mir mussen insistéieren als ADR, datt mer awer gär eng Linn doranner hätten, eng Kredibilitéit vun der Europäescher Unioun, datt mer net bei enger Situatioun vu besatenen Territoiren oder onklorer territorialer Rechtszoustännegkeet anescht handele wéi an engem anere Fall.

Mir haten elo zum Beispill nach rezent... Mir hunn där Fäll e puer, ech wëll se net all opzielen, mä hei den Nagorny-Karabach. Mir hunn de Westsahara zum Beispill. A mir haten nach viru ganz Kuerzem eng Situatioun, wou de Peuple sahraoui protestéiert huet géint eng Handlung vum Conseil vun der Europäescher Unioun, well den Europäesche Geriichtshaff - ech mengen 2016, ech hat mer dat och opgeschriwwen - festgestallt hat, datt déi lokal Autoritéiten am Sahara occidental misste gefrot ginn, wann et ëm d'Handelsrelatioune mat der Europäescher Unioun geet. An de Conseil huet awer elo mat Marokko Dispositioune geholl, wou dat net respektéiert gouf.

Et ass fir eis als ADR wichteg, datt mer eis kohärent sinn, wa mer vum internationale Recht a vum Ëmgang mat Territoirë mat onsécherem Rechtsstatus schwätzen oder déi an enger Okkupatioun sinn, datt mer eis do net an engem Widdersproch verfänken. Datselwecht gëllt selbstverständlech och fir Nordzypern, wat zënter 1974 besat ass a wou d'Tierkei bis haut déi Obligatiounen an der Union douanière net ëmgesat huet, déi e Memberstat vun der Europäescher Unioun betreffen. Och hei ass eng Inkohärenz. Eis Regierung probéiert nach ëmmer, Bäitrëttsverhandlunge mat engem Stat ze féieren zur Europäescher Unioun, deen d'europäescht Recht flagrant verletzt. Dat ass fir eis och net akzeptabel.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wéilt och awer nach e puer Remarke maachen zu deem heiten Accord, well ech mengen, datt et schonn duerchaus wichteg ass, och den historesche Verlaf nach eng Kéier ervirzeruffen.

Et ass esou, datt d'Europäesch Kommissioun am Ufank vun den 2010er Joren eng Liberaliséierungsoffensiv gestart huet géint déi östlech Länner, notamment d'Ukrain, Armenien a Moldawien. An der Ukrain wësse mer, zu wat et gefouert huet. Et war ënnert der ultraliberaler, konservativer Barroso-Regierung (veuillez lire: Barroso-Kommissioun), wou eigentlech d'Ukrain just de Choix hat: Entweder, mir kommen an de Giron vun der EU, vun der europäescher Aflosssphär, oder mer bleiwe bei Russland.

Armenien hat zu deem Zäitpunkt schonn déi doten Negociatiounen ofgebrach, och well hir ekonomesch Dependance vu Russland wesentlech méi grouss ass, wéi dat bei der Ukrain de Fall war. Et muss een der Kommissioun loossen, der neier Juncker-Kommissioun loossen, datt et hire Verdéngscht ass, datt eng nei Zort Accord fonnt ginn ass, déi net op der Exklusivitéit berout huet, wéi dat nach urspréinglech ugeduecht war ënnert dem Barroso, mä datt et duerchaus méiglech ass, datt Armenien weiderhi Member vun der Zollunioun mat Russland bleift a gläichzäiteg awer ka verdéiften ekonomesch Relatioune mat Europa hunn.

Et wonnert Iech net, datt ech awer soe muss, datt et weiderhin e Liberalisatiounsaccord ass, deen zimlech wäitreechend ass, deen iwwert dat erausgeet, wat am Moment d'Regele vun der OMC sinn, dat heescht, wou och erëm eng Kéier net déi multilateral Approche gewielt ginn ass, mä déi bilateral. Et geet ëm Liberaliséierung a Beräicher vu Servicer a Marché-publicken, Propriété intellectuelle, Nidderloossungsrecht an natierlech och Konkurrenzrecht.

An dat, wat mech awer wierklech erstaunt un dësem Projet, ass eigentlech seng Prozedur! Nääämlech, et ass üüblech, datt mer esou Accorden hei an der Chamber presentéiert kréien an an der Regel ass da schonn den Accord gi vum Europaparlament. Hei ass dat net de Fall.

D'Europaparlament soll eréischt de 4. Juli iwwert dësen Accord ofstëmmen, wat wierklech eng erstaunlech Prozedur ass, datt mir als lëtzebuergesch Chamber dat hei virzéien. Et si bis elo zwee aner, just zwee aner EU-Staten, déi dat gemaach hunn. Dat sinn zwee vun deenen dräi baltesche Staten, déi den Accord duerch hir jeeweileg Chamber bruecht hunn.

Firwat Lëtzebuerg elo ausgerechent dat drëtt soll sinn, virum Vott am Europaparlament, dat géif mech awer nawell interesséieren, well dat jo awer e bëssen den drëngleche Charakter ënnersträicht oder d'Importenz ënnersträicht, déi Lëtzebuerg dësem Ganze gëtt an deen awer net direkt ersiichtlech ass.

Här Angel, wëllt Dir mir eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Angel?

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech wollt Iech ausschwätze loossen an Iech herno eppes soen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Okay. Also et ass eng Fro. Wann Der d'Äntwert hutt, kënnt Der mer se gär ginn, also da sinn ech net méi wéi frou doriwwer, wann Der mer se herno gitt.

Et ass awer natierlech keen Accord, deen esou wäit geet wéi den Accord CETA respektiv dee mat Japan. Et bleiwen Zëll bestoen. D'Investissementer sinn erausgeholl aus deenen heiten Accorden. Dat muss een natierlech och betounen an deem Ganzen.

Wat eis awer positiv stëmmt bei dësem Accord, ass eben dat, wat ech ugangs gesot hunn, datt et wierklech kann als zum Deel, jo, diplomatesche Succès duergestallt ginn an eng nei Approche un d'ekonomesch Relatioune mat den Nopeschlänner vun der Europäescher Unioun, datt et eben net „take it or leave it" ass, mä datt et Armenien erméiglecht, souwuel méi staark ekonomesch Relatioune mat Russland ze hunn an awer gläichzäiteg och mat der Europäescher Unioun.

An dat, wat och verhënnert, datt mer géint dësen Accord stëmmen, ass, datt mer awer och gesinn hunn, wat erreecht ginn ass duerch dës Negociatiounen, och am Parlament, doduerjer, datt zum Beispill d'Violence domestique duerch deen Accord mat der EU elo am armenesche Parlament verbuede ginn ass, wou ee mierkt, datt et e gesellschaftleche Fortschrëtt bedeit, wat och dozou féiert, datt mer net géint dësen Accord stëmme wäerten, mä eis just enthalen. Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Den Här Baum huet ganz recht, wann e seet, d'Europaparlament hätt dat nach net gestëmmt. Dat hunn ech och a mengem schréftleche Rapport esou festgehalen. Et sinn natierlech, dat huet en och zu Recht gesot, zwee aner Länner, déi et scho gestëmmt hunn. Ech kann den Här Baum awer rassuréieren, dass ech ëmmer suivéieren, wat an der zoustänneger Kommissioun am Europaparlament geschitt. Dat ass et d'INTA-Kommissioun an dësem Fall, déi fir den internationalen Handel zoustänneg ass. An do waren all déi Diskussiounen zu dësem Projet an och de Rapport positiv ugeholl ginn, soudass ech mer keng Suerge maachen, fir dass dee Projet d'nächst Woch am Europaparlament gestëmmt gëtt.

Mä fir dass en en vigueur ass, muss en am Europaparlament gestëmmt ginn an an allen nationale Parlamenter. Mir waren hei ënner Zäitdrock. Ech versichen, d'Projeten esou séier wéi se kommen ofzeschléissen, dass mer eis Aarbecht hei kënnen uerdentlech maachen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass d'allgemeng Diskussioun ofgeschloss. Den Här Sozialminister a Vertriedung vum Ausseminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, Merci bien, Här President. Ech schwätzen effektiv a Vertriedung vum Ausseminister, deen eng aner Obligatioun huet, dee mech och gebieden huet, am Numm vun der Regierung effektiv hei éischtens emol dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport, op där anerer Säit virun allem och der Kommissioun, déi, mengen ech, duerch dëse Gesetzesprojet relativ zügeg gaangen ass mat effektiv och enger grousser Zoustëmmung, wéi och de Mëtteg hei vun deenen eenzelne Fraktiounen ernimmt.

Ech mengen, déi aacht Titren, wann een eng Kéier duerch dësen Accord geet, weisen kloer de Renforcement vum Accord, deen de Moment jo scho besteet, souwuel wirtschaftlech wéi derniewent och am Beräich vum kommerzielle Volet. Mä e weist awer och dorop hin, datt dee ganze politesche Volet och an dësem Accord staark ausgeprägt ass. Ech mengen, datt den Dialogue politique grad an Armenien, virun allem och mat dem Konfliktgebitt am Haut-Karabagh, ee ganz wichtegen ass, deen och viru muss gefouert ginn. An dëse muss virun allem och gefouert ginn iwwert d'OSZE, wéi elo schonn hei ugedeit ginn ass a wat - wéi ech och géif mengen - déi richteg Positioun ass, fir effektiv hei eng Léisung ze fannen.

Bon, an deem Sënn, mengen ech, kann ech nëmme begréissen, datt mer dësen Accord de Mëtteg kënnen ofschléissen. Ech begréissen natierlech och, wéi gesot gouf hei vu verschiddene Riedner, datt een och, wat d'Relatioune betrëfft, déi net nëmme mam Westen ausbaut, mä och déi mam Orient net brauch opzeginn, soudatt Armenien effektiv och béidsäiteg ka seng Relatioune virupoursuivéieren.

An deem Sënn Merci der Kommissioun, Merci och fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung…

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah jo, Här Baum!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Här Rapporteur an dem Här Minister Merci fir d'Explikatiounen. Ech hu just op meng Fro net geäntwert kritt, wat d'Ursaach ass, firwat mer de Vott hei an der Chamber virzéie virum Vott am Europaparlament. Datt d'Prozeduren agehale ginn, do sinn ech komplett mat Iech averstanen, mä et ass awer eng onüüblech Prozedur. A mech géif einfach de Grond interesséieren, firwat dat esou ass. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Angel als Rapporteur huet d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech mengen, dat war einfach eng Kalennersaach. Wa mer elo net am leschte Mount vun der Legislaturperiod gewiescht wären, hätt ee kënne waarden. Mä mir hunn esou vill Projeten, déi nach kommen. Ech mengen, et ass erlaabt, et ze maachen, et ass net Usus. Mir maachen et normalerweis net. A wann ech nach eng Kéier d'Responsabilitéit géif kréien, déi Kommissioun ze presidéieren, géif ech och derfir suergen, dass dat net de Fall wier. Mä et war éischter eng Kalennersaach. Et ass elo net schlechte Wëlle gewiescht. Voilà!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et hätt ee kënnen en aneren Datum eraussichen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer zum Vott iwwert de Projet de loi 7260 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7260 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7260 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

3. 7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (suite)

Sou wéi mer dat gëschter decidéiert haten, géife mer elo zum Vott iwwert déi zwee Projeten iwwergoen, wou mer gëschter Owend net méi ofgestëmmt hunn. Fir d'Éischt de Projet 7252A.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7252A et dispense du second vote constitutionnel

Ech géif d'Ofstëmmung lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo. De Projet de loi 7252A ass mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marcel Oberweis), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen?

(Assentiment)

Merci. Da maache mer dat esou.

4. 7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite)

A mir ginn zu deem zweete Projet iwwer, wou mer och nach net ofgestëmmt haten. Dat ass de Projet 7256, déi kleng Ännerung iwwert d'Gesetz zur Lëtzebuerger Nationalitéit.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7256 et dispense du second vote constitutionnel

An ech géif dann d'Ofstëmmung ufänken. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7256 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marcel Oberweis), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Och hei stellt sech d'Fro vun der Dispens. Sidd Der d'accord, fir déi unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen dann zur Diskussioun vum nächste Projet de loi iwwergoen: de Projet de loi 7261, en Accord tëschent den EU-Staten an Australien. An de Rapporteur, den Här Marc Angel, ass scho prett.

5. 7261 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part, fait à Manille, le 7 août 2017

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Mir ginn elo nach méi wäit wéi de Kaukasus virdrun. Mir gi carrement an de Pazifik, mir ginn an Australien, e Land oder e Kontinent souguer mat 23 Milliounen Awunner, 7,692 Millioune km². Wann ech richteg rechne kann, ass dat méi wéi 3.000-mol méi grouss wéi eist klengt Ländchen.

Australien an d'Europäesch Unioun, dat sinn och enk Partner, trotz där Distanz vu 24 Fluchstonnen. An dat kënnt eben duerch déi historesch, déi kulturell, déi ekonomesch an awer och déi politesch Lienen. Dat ass d'Ursaach vun dëser enker Partnerschaft.

Australien ass genau wéi d'Europäesch Unioun e grousse Verteideger um internationale Plang vun Demokratie, vun der Rechtsstaatlechkeet, vun de Mënscherechter. Et sinn zwee aktiv Akteuren um multilaterale Plang. An ech mengen, Lëtzebuerg an Australien ware jo och zesummen 2013 bis 2015 am UNO-Weltsécherheetsrot, wou mer zesummen eis agesat hu géint Terrorismus an och géint Massevernichtungswaffen. Mir an Australien sinn also a ganz ville Punkten „like-minded", wéi een dat esou schéin nennt, d'Europäesch Unioun, awer och Lëtzebuerg.

1997 koum et zu dem éischte formaliséierte Partenariat tëschent der Unioun an Australien. An 2003 gouf dat duerch e Programme de coopération ergänzt. 2008 krut dat Ganzt, déi ganz Relatioun, eng nei Dynamik duerch en neie Partenariat an doduerch koum et och all Joers zu enger Réunion ministérielle am Kader vum Dialog UE-Asie-Pacifique.

D'Europäesch Unioun ass den drëtten Handelspartner vun Australien, direkt hanner China a Japan. An et ass den éischte Partner, wat d'Investitiounen ugeet, direkt hannert den USA a Südkorea.

Wat d'Relatioune mat Lëtzebuerg ubelaangt, wéilt ech och nach drun erënneren, dass mer säit 2016 souwuel mat Australien wéi och mat Neuseeland déi sougenannten „Accords programme vacances-travail" an d'Liewe geruff hunn. Et ass also e Visa, e System, deen et erlaabt, dass honnert Jonker aus Australien oder aus Lëtzebuerg kënnen e Joer am jeeweilege Partnerland sinn, wa se tëschent 18 an 30 Joer al sinn. Klammer zou, ech kommen zréck bei dësen Accord.

Den Oktober 2011 huet de Conseil decidéiert, dass d'Europäesch Kommissioun dësen Accordcadre ausschaffe sollt, fir eben deem Accord de partenariat vun 2008 en Enn ze setzen. D'Europaparlament huet dësem Accord de 26. Mäerz 2018 säin Accord ginn; elo si mer erëm an eisem traditionelle Wee, wéi mer hei schaffen. Den Objet vun dësem Accord ass eben eng Basis, fir dass d'Relatiounen tëschent deenen zwee Partner weidergedriwwe kënne ginn.

Duerch dësen Accord verflichte sech och Australien an d'Europäesch Unioun, um internationale Plang méi enk zesummenzeschaffen. Besonnesch sief ervirgestrach, an dat ass och an der Kommissioun gesot ginn, wéi de Projet presentéiert ginn ass, an ech mengen, dat freet de Kooperatiounsminister, dass an de Voleten Entwécklungszesummenaarbecht an humanitärer Hëllef och vill méi eng enk Zesummenaarbecht kënnt tëschent der EU an Australien an dass och Froe vu Klimaschutz an Émweltfroen an de Vierdergrond gestallt solle ginn.

An ech mengen, déi Decisioun huet schonn hir éischt Friichte gedroen, well mir wëssen, dass deen heiten Accord, dee mer haut ofstëmmen, net vu laanger Dauer wäert sinn, well schonn en neien Accord, e Fräihandelsaccord an der Verhandlung ass. An do ass scho festgehale ginn, well jo d'Mandat publizéiert ginn ass a well och de Minister eis jo schonn an der Kommissioun driwwer informéiert huet, dass bei deem neien Accord den Accord de Paris eng Clause essentielle gëtt, dat heescht, wann eng vun de Parteie géif do erausklammen, da wär dee ganzen Accord null.

Den Accord vun haut, dee beinhalt zéng Titren. Dat geet vun den Dispositions générales, wou d'Mënscherechter an d'bonne Gouvernance ernimmt sinn, entre autres iwwert den Dialogue politique, wou et weider ëm de Kampf géint d'Proliferatioun vu Waffe geet, de Kampf géint den Terrorismus, déi international Sécherheet, awer och Froe vu Cyberspace ginn ugeschwat. Am Titre 3 geet et ëm e wirtschaftlech nohaltege Wuesstum, d'Reduktioun vun der Aarmut. Am Titre 4 geet et ëm d'Zesummenaarbecht um ekonomeschen an um handelspolitesche Plang. Justizkooperatioun ass den Titre 5.

Awer och ganz wichteg an dësem Accord sinn déi vill Artikelen, wou et ëm Fuerschung an Innovatioun geet. Titre 7: Educatioun a Formatioun a Jugend a Kultur. Am Titre 8 geet et ëm den Développement durable, de Changement climatique, deen ech schonn ugeschwat hunn. An da gëtt et och nach en Titre, deen, wéi an all deenen Accorden, den institutionelle Kader definéiert. An hei gëtt et dann e Comité mixte.

An och hei, wéi an deem Accord iwwregens virdrun, kann een ëmmer um Internet nokucken, wat an deene Comitéen diskutéiert gëtt, wat d'Ordre-du-joure sinn a wat do vun Decisioune geholl gëtt.

De Conseil d'État huet säin Avis, e ganz positiven Avis ginn. En hat guer keng Observatioun ze maachen. Dofir wëll ech haut hei och den Accord vun der LSAP ginn, sachant, dass déi nächst Chamber, wéi gesot, muss um Accord de libre-échange tëschent Australien an der Unioun schaffen. A mir wëssen, dass dat Accorde sinn, wou sech eis Société civile vill Suerge mécht, dass dat Accorde sinn, wou d'Biergerinnen an d'Bierger sech vill Suerge maachen, dass dat Accorde sinn, déi mer mussen, wéi mer dat an der Vergaangenheet gemaach hunn, als Chamber ganz no verfollegen.

A wéi gesot, wann ech d'Chance kréien, nach eng Kéier derbäi ze sinn, wäert ech mech och derfir asetzen, dass mer deen nächsten Accord mat Australien hei an der Chamber ganz gutt analyséiere wäerten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci och hei dem Här Rapporteur Angel fir seng ganz gutt Rapporten. Ech mengen, en huet alles gesot. En huet och nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun deem Accord do ënnerstrach, deen och fir eis eigentlech Virbildcharakter huet fir aner Accorden, déi och an Zukunft wäerten ofgeschloss ginn.

Et ass hei en handelspolitesche Volet, et ass e wirtschaftspolitesche Volet, et ass och en nohaltegkeetspolitesche Volet. An ech mengen, et ass och e ganz grousse wichtege Schrëtt a Richtung vun engem Fräihandelsaccord, deen, dat huet de Rapporteur och ënnerstrach, mengen ech, dee mer eis alleguerten natierlech wënschen, deen och net wäert esou einfach ginn. Ech deelen do dem Rapporteur seng Suergen. Nach, mengen ech, ass e vu grousser Wichtegkeet. Duerfir wäerte mir och dësem Accord eis Zoustëmmung ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet den Här Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Australien läit, wéi de Rapporteur gesot huet, deem ech och wëll direkt Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, op där anerer Säit vun der Welt. Fir vill vun eis ass et en Dram oder am beschte Fall eng Vakanzendestinatioun. Et ass awer e wichtegen ekonomeschen a politeschen Akteur, net nëmmen am Pazifik, mä doriwwer eraus. A se sinn och net nei, d'Relatioune mat der Europäescher Unioun an och eenzel Aspekter, déi Lëtzebuerg mat deem Kontinent, mat deem Land huet, ënner anerem och, et ass schonn drop higewise gi vum Rapporteur, déi Méiglechkeet, datt och Lëtzebuerger Studente kënnen do säit Kuerzem e spezielle Visa kréien, fir ze schaffen.

Ech mengen, et ass och wichteg an Zäiten, wou mer mat anere Kontinenter oder grouss Natiounen de Moment vläicht e bësse méi Schwieregkeeten an de Relatiounen hunn, datt mer awer duerfir mat anere Kontinenter an Natiounen da kucken, déi beschtméiglech Relatiounen ze hunn. An deen Accord hei, dat ass d'Basis eben, fir déi Relatiounen, déi mer schonn hunn, nach auszebauen. Ech ginn net méi op all d'Elementer an, vläicht just een, zwee och nach eng Kéier erausgepickt.

Ech mengen, déi Elementer vu Mënscherechter, Klimaschutz, Nohaltegkeet an awer och zum Beispill de Kampf géint den internationalen Terrorismus a Kriminalitéit sinn och wichteg. Dat gesot, géif ech awer den Accord och hei vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Madamm Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President.

(Hilarité)

Ech sinn do, voilà. Also, wéi gesot, och mir soen dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen an och fir säi mëndleche Rapport a mir gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Och vun eis aus nach eng Kéier e grousse Merci un den Här Angel. D'ADR dréit och dësen Accord mat. Et ass awer vläicht ze ënnersträichen, datt mer jo och alleguer wëssen, datt déi ekonomesch Diplomatie ëmmer méi wichteg gëtt. An ech wëll just ënnersträichen, datt zu Canberra all Europäesch-Unioun-Memberstaten eng Ambassad hunn, bis op Lëtzebuerg! Also Malta ass vertrueden, Zypern, Estland, Lettland, Litauen an anerer, déi méi kleng sinn. Just Lëtzebuerg ass nach net do vertrueden.

(Brouhaha)

Also, wien och ëmmer - wien och ëmmer -, Här President, mat eis an déi nächst Regierung geet, mengen ech,...

(Hilarité)

...sollte mer higoen an och zu Canberra un eis Vertriedung denken. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Rebelote, Här President. Mir hate virun e puer Wochen de Partnerschaftsofkommes mat Neuseeland hei an der Chamber. An eigentlech kéint een datselwecht zu deem Accord soe wéi zu deem Accord mat Australien hei. Mir hu géint dësen Accord näischt. D'ailleurs sinn ech elo grad gewuer ginn, datt ee kee Partnerschaftsaccord brauch, fir e Partner an Australien ze hunn. Mä dëst gesot, natierlech deen Accord selwer ass ganz gutt, ass ganz fortschrëttlech. Mä mir wëssen awer, op wat en erausleeft, den Här Rapporteur huet et och selwer gesot: e Fräihandelsaccord.

A mir zweifelen dorun, datt et wierklech esou e Virbild gëtt fir Accorden, wéi den Här Mosar dat virdru gesot huet. Mir fäerten éischter, datt et en Nobild gëtt, well mer kennen Inhalter vun Accorde mat Kanada a Japan, déi eis awer ganz bedenklech erschéngen an och ganz vill Froen oploossen. An duerfir wäerte mer eis äänlech wéi bei Neuseeland bei dësem Accord enthalen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet wéi virdrun, a Vertriedung vum Ausseminister, de Sozialminister, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, Merci, Här President. Merci och nach eng Kéier dem Rapporteur fir säi Rapport, awer och der Kommissioun an de Fraktioune fir dëse grousse Support bei dësem Accord mat Australien, deen hei Lëtzebuerg als Member vun der Europäescher Unioun, mengen ech, nach méi enk un Australien liéiert an déi international Zesummenaarbecht nach méi stäerkt.

Ech mengen, Dir wësst, datt Australien e staarke Partner vu Lëtzebuerg ass op der UNO respektiv an aneren internationalen Institutiounen. An ech mengen, grad dat heite weist och, datt mer hei e staarkt Bündnis hu mat Australien, fir eben och wat déi bilateral ekonomesch Bezéiungen ugeet, awer och derniewent, an de Rapporteur huet zu Recht gesot, och virun ze kucken, datt mer virun allem am Beräich vun der Entwécklungshëllef nei Pisten opgemaach kréien, fir zesummenzeschaffen op der ganzer Welt, och do am Partenariat, am bilaterale Partenariat, fir och do Aktiounen a Projeten zesummen unzegoen.

Et gesäit een och, datt grad an dësem Kader och d'Ännerschréft, déi den Ausseminister gemaach huet de 27. September 2016 zu Canberra iwwer eben, och schonn hei ugeschwat, déi Méiglechkeet vum „Work and Holiday visa arrangement" fir honnert Jonker tëschent 18 an 30 Joer, fir eben ee Joer an e Land ze goen, fir effektiv do Experienzen ze maachen, engersäits fir d'Land kennenzeléieren, op där anerer Säit fir ze schaffen, datt dat dee richtege Wee ass. An ech mengen, et ass och dat, op Basis vun deem gutt Relatiounen tëschent zwee Länner kënnen entstoen. Dofir ass dësen Accord och wierklech breet gesinn e flotte Succès an erméiglecht eis nei Méiglechkeeten an dësem Beräich. Merci bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7261 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7261 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7261 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum Projet de loi 7173 iwwergoen: den 11. Fënnefjoresplang fir de Sport. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Cécile Hemmen.

6. 7173 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Jo, Dir hutt et richteg gesot, mir sinn effektiv scho beim 11. Fënnefjoresplang, wou et dës Kéier drëms geet, fir dem Sport ëmmerhin eng Zomm vun 120 Milliounen Euro zur Verfügung ze stellen an esou iwwert déi nächst fënnef Joer, also bis Enn 2022, de Bau, d'Renovatioun oder awer d'Modernisatioun vu bestoenden Infrastrukturen ze garantéieren.

Ech erënneren drun, dass d'Fënnefjorespläng am Budgetsgesetz vun 1967 scho festgehale goufen ënnert der Bezeechnung „Fonds d'équipement sportif national". Eigentlech sollten déi Fënnefjorespläng sech awer nëmmen op zwanzeg Joer beschränken, mä well d'Popularitéit vum Sport an och d'Besoinen op lokalem, regionalem an och nationalem Niveau sech esou bedeitend verbessert hunn, huet dat Ganzt zur Weiderféierung gefouert.

Den 1. September 2017 ass dëst Gesetz vum 11. Fënnefjoresplang vum Sportsminister Romain Schneider deposéiert ginn. De Comité olympique huet den Text direkt e Mount drop aviséiert. Duerno am November huet de Syvicol säin Avis eragereecht an am Dezember dunn och de Conseil d'État.

Den 30. Januar 2018 ass de Gesetzestext eng éischte Kéier an der zoustänneger Kommissioun dunn analyséiert ginn an am Laf vun den nächste Sëtzunge sinn eelef parlamentaresch Amendementer ausgeschafft ginn, an nom zweeten Avis complémentaire vum Statsrot konnt de Rapport dunn den 29. Mee ugeholl ginn.

Och an dësem 11. Fënnefjoresplang, grad ewéi an deem virdrun, gëtt den Akzent op déi sportlech Infrastrukture geluecht, déi op deene Plaze sinn, déi liicht zougänglech sinn, mä doriwwer eraus kommen nach alleguerten déi derbäi, déi an de CDA, also an de Centres de développement et d'attraction gebaut ginn, grad ewéi all Sportsinfrastruktur no bei de Schoulen an de Structures d'accueil fir d'Kanner.

Partenariater si gewënscht fir déi méi deier Baute wéi d'Schwämmen zum Beispill. Hei kënnen d'Gemengen zesummeschaffen oder awer de Stat mat de Gemengen, fir dass esou jiddwerengem dee beschtméiglechen Accès soll garantéiert ginn, vum Fondamental iwwert de Postprimär bis hi bei de grand Public.

D'Planifikatioun vun neie Strukturen ass eng Saach. Mä doriwwer eraus sollen déi Bauten och wann néideg renovéiert a moderniséiert ginn. An deem Sënn sinn iwwert dëse Fënnefjoresplang staatlech Hëllefe virgesi fir d'Renovatioun an d'Modernisatioun. An et ass och festgehalen, ënner wéi enge Konditiounen eng komplett Renovatioun vun ale Sportsinfrastrukture ka subventionéiert ginn.

Nei an dësem Fënnefjoresplang ass och, dass de Sportsministère sech bis zu 750.000 Euro un de Salles de motricité, de sougenannte Bewegungsraim, ka bedeelegen, déi am Kader vun den Aarbechten an och den domat verbonnenen Objektiver vun de Maisons relais ugeduecht sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Et geet hei drëms, de Kanner eng Méiglechkeet ze bidden, fir iwwer eng gutt equipéiert Infrastruktur all méiglech basesch a fundamental Bewegungserfahrunge méi no ze bréngen. Klammen, Sprangen, Kopplabunz, Gläichgewiicht, Schaukelen, bref alles dat, wat iwwer eng aktiv Motoriksaarbecht ganz einfach ze realiséieren ass a wourun et de Moment leider a besonnesch bei deene Klengen hapert a feelt.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Esou e Sall muss dann och mindestens 60 m² hunn a ka mat engem Airtramp, mat engem Klettergerüst an och soss Schaukelen equipéiert sinn. Et wär begréissenswäert, wann och d'Schoul oder eventuell d'LASEP, jo, firwat net d'Kanner an hirer Fräizäit op dës Offer, spriech den Zougang zu dësem Sall mat den Equipementer, géifen zréckgräifen.

D'Personal gëtt wuel an d'Encadrement agefouert, mä eigentlech ass et geduecht, dass d'Kanner selwer no Loscht a Laun op de Geräter kënnen turnen a sech esou vill wéi méiglech bei Spill a Spaass natierlech bewegen. Dës Bewegungsraim ginn am Kader vun den normalen Tauxe vum Sportsministère subventionéiert an, wéi ech et scho gesot hunn, zu engem Plaffong vu bis zu 750.000 Euro.

Wat elo déi finanziell Enveloppe ugeet, esou hat ech virdrun de Chiffer vun 120 Milliounen Euro jo scho genannt. Fir déi 33 previsionell an och bekannte Projeten, wéi se elo annoncéiert sinn, wéi zum Beispill d'Sportszentre Biissen, Miersch, Stengefort, d'Sportshalen, d'Omni- an d'Multisportshalen, d'Schwämme Miersch, Born a Réimech zum Beispill, Fussballsterraine mat de Vestiairë Bouneweg an Hamm, Housen gehéiert och nach dozou, e Schéissstand, deen zu Bruch virgesinn ass, oder en Athletikstadion, also e Liichtathletikstadion zu Déifferdeng/Woiwer, si ronn 112 Millioune budgetiséiert.

An dësen 112 Millioune fanne mer och déi zweet Tranche mat 20 Milliounen erëm fir de Bau vum nationale Fussballs- a Rugbystadion op der Cloche d'Or, wou jo schonn den 10. Fënnefjoresplang déi éischt Halschent, also déi éischt 20 Milliounen, ofgedeckt hat.

Well dëse Finanzéierungsprogramm sech awer iwwert déi nächst fënnef Joer zitt, kann een dovun ausgoen, dass nach eng etlech Projete wäerten derbäikommen, déi elo nach vläicht net bekannt sinn. Duerfir ginn nach 6.750.000 Euro zousätzlech virgesinn, wou iwwregens och d'Subventioune fir d'Bewegungsraim, also déi beschriwwe Salles de motricité, dra sinn.

Den Informatiksprogramm vun der Gestioun vun den Infrastrukture schléit mat 1.250.000 Euro zu Buch, soudass mer, wéi gesot, un de globale Montant vun 120 Milliounen erukommen.

Et muss awer och nach drop higewise ginn, dass déi finanziell Hëllefstellungen nëmmen da spillen, wann d'Kritäre vum „stricte nécessaire" agehale ginn an dat souwuel wat de Choix vun der Exekutioun wéi d'Architekturaarbechte betrëfft. Sollten elo am Laf vun de Joren onerwaarten a ganz dréngend Renovéierungsaarbechte musse gemaach ginn, da kann dës Enveloppe och ugepasst ginn a gegebenenfalls iwwert d'Budgetsgesetz gestëmmt ginn.

Dir hutt gemierkt, dass ech näischt iwwert de geplangtene Velodrom hei gesot hunn an dass ech deen net ernimmt hunn. Keng Angscht, déi Sue sinn och nach do! Schliisslech waren déi am 8. Fënnefjoresplang virgesinn. Se goufen och net ausginn, mä se si schéi mat virugeholl ginn. An ech ka mer virstellen, dass de Buergermeeschter vu Mondorf dat net nëmme freet, mä e wäert och héchstwahrscheinlech a senger Interventioun dorobber zréckkommen.

(Interruptions)

Déi lescht fofzeg Joer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hu gewisen, wéi wichteg den Invest an de Sport ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Haut sinn nach eng etlech wëssenschaftlech Erkenntnisser derbäikomm, déi drop hiweisen, dass de Sport an all Alterskategorie seng Berechtegung huet. Och ass eis Bevëlkerung jo an d'Luucht gaangen, d'Leit gi méi al a se sinn och Gott sei Dank méi laang aktiv.

Erschreckend ass, dass awer grad déi jonk Kanner un d'Bewegung mussen erugefouert ginn. Erfreelech ass et dann awer erëm, dass et déi ëffentlech Hand ass, déi et erméiglecht, fir dat iwwert déi equipéiert Bewegungsraim ze garantéieren.

Nach vläicht e puer Wuert zu den Avisen. De Comité olympique huet a sengem Avis vum 10. Oktober 2017 wësse gelooss, dass et ëmmer nach wichteg an noutwendeg ass, fir d'Fënnefjorespläng weiderlafen ze loossen, well et ëmmer nach e Manktum u Sportsinfrastrukture gëtt a verschiddene Géigende vum Land, an dass grad am Hibléck op déi demografesch Entwécklung de Sportsbesoine muss lafend Rechnung gedroe ginn, sief et duerch Ersetzen, Renovéieren, Moderniséieren oder awer Vergréissere vun existente Strukturen.

De COSL begréisst och a sengem Avis, dass an der Kontinuitéit vum Héichleeschtungssport an där domat verbonnener Professionalisatioun och Infrastrukture virgesi sinn, déi op d'Recherche achséiert sinn. Dass d'Bewegungsraim dozou dénge wäerten, fir am Kader vun dem nationalen Aktiounsplang „Gesond iessen, méi bewegen" grad bei deene Klengen d'Motricitéit ze verbesseren, gesäit de COSL och als eng ganz begréissenswäert Initiativ.

Am Avis kënnt de Comité och nach emol op seng Remarken a Recommandatiounen zréck, déi e schonn an de viregte Fënnefjorespläng geäussert hat. Am Hibléck op Neibaute vun de Sportsinfrastrukture wär et näämlech wënschenswäert, dass e pousséierte Cahier des charges-type géif ausgeschafft ginn oder awer, dass eng speziell Aarbechtskommissioun am Conseil supérieur géif derfir suergen, dass schnellstméiglech Planungsfeeler opgedeckt ginn an dass et och méi a méi Konzepter vu multifunktionelle Strukture solle ginn, wou e Maximum u sportlechen Disziplinne kënnen an de beschtméigleche Konditioune praktizéiert ginn.

Och soll méi regional wéi lokal geduecht a geplangt ginn an och a puncto Gestioun soll déi esou verbessert ginn, dass déi jeeweileg Halen oder soss Sportskomplexer d'ganz Woch iwwer, d'Weekender abegraff, kënne benotzt ginn.

Une voix.- Richteg!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Eng weider Revendicatioun bleift d'Demande nom gratis Accès an d'Benotze vun de Sportsinstallatioune fir d'Federatiounen an aner agreéiert Sportsassociatiounen. Alles an allem ass de COSL awer dësem 11. Fënnefjoresplang ganz positiv gesënnt.

Gradesou positiv gesäit de Syvicol dat och a begréisst nach eemol d'speziell Erhéijung vun der finanzieller Enveloppe par rapport zu där virdrun a fënnt och, dass d'Subventioune vun de Bewegungsraim eng ganz gutt Saach ass.

De Statsrot huet dräimol en Avis zu dësem Gesetz bruecht an huet zum Beispill d'Fro gestallt, wéi eng Infrastruktur dann elo ugeduecht ass, fir den aktuelle Liichtathletiksstadion op der Areler Strooss ze ersetzen, dee jo verschwanne wäert, wann den neie Fussballsstadion op der Cloche d'Or a Betrib ass.

Des Weideren huet de Statsrot drop higewisen, dass e puer nei Dispositiounen, déi am groussherzogleche Reglement sollte verankert ginn, wéi zum Beispill d'Definitioun vum Seuil de subventionnement, eigentlech hir Plaz am Gesetz selwer hätten. Esou ass dann elo gesetzlech festgehalen, dass e Renovatiounsprojet vu fënnef Milliounen un als Projet de grande envergure consideréiert gëtt an dass Projete vun de sportlechen Equipementer bis zu enger maximaler Grenz vun 1,5 Milliounen Euro als Projet de faible envergure agestuuft ginn an och net mussen op d'Lëscht vum groussherzogleche Reglement agedroe ginn.

Andeems d'Kommissioun dëser Remark Rechnung gedroen huet, war d'Opposition formelle domat opgehuewen. Och huet d'Kommissioun eng Propositioun guttgeheescht a puncto Remboursement vun de Subsiden, soudass beim zweeten Avis complémentaire keng Observatioune méi ugefall sinn, an de Gesetzesprojet ass du vun de Kommissiounsmemberen den 29. Mee ugeholl ginn.

Alles an allem huet dëst Gesetz siwen Artikelen an et bleift vläicht nach ze präziséieren, wat am Artikel 6 steet, näämlech dass nieft den Depensen a Subventioune vun de sougenannte Projets d'envergure, déi am groussherzogleche Reglement deemno definéiert sinn, nach zousätzlech Ausgabe virgesi sinn am Budgetsgesetz fir alles, wat den Ënnerhalt an d'Renovatioun betrëfft vun de Projets de faible envergure a Realisatiounsprojete vun Equipementer de faible envergure.

Alles an allem ass dësen 11. Fënnefjoresplang 20% méi héich wéi den 10. Fënnefjoresplang. Vun 1968 bis 2022 wäert de Stat domadder net manner wéi 558 Milliounen an d'Entwécklung vun de Sportsinfrastrukturen investéiert hunn. Geet een elo dovun aus, dass et jo hei ëmmer nëmmen eng prozentual gestaffelt Subventioun ass vu 35%, 50% oder 75%, déi bei de Gemengeninvest bäigeluecht ginn, da sinn ëmmerhin 2 Milliarden Euro ausgi gi fir de Sport. Do dernieft sinn och 8.000 Aarbechtsplaze geschafe ginn am Beräich vum Sport an deene leschte ronn 50 Joer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Rapport weist villes op, wat ganz positiv ass. Meng Fraktioun wäert dëst Gesetz och voll ënnerstëtzen. Ech ginn och dofir heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen e grousse Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nancy Arendt.

Discussion générale

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, et gëtt héich Zäit, datt mer dësen eelefte Fënnefjoresprogramm fir déi sportlech Infrastrukturen, Equipementer, Renovatiounen, nei derbäi d'Zones de motricité, d'Banque de données, ëmsetzen, well vill Gemengen, Syndikater oder sportlech Organisatioune waarden op hir Suen.

Ënnert dësem Plang erlaabt d'Regierung, mat enger Enveloppe vun 120 Milliounen, sportlech Infrastrukturen ze finanzéieren, entweder 35%, wa se lokal Bedeitung hunn, 50%, wa se en Interêt régional hunn an iwwer 70%, falls et national Projete sinn.

Fir dëse permanent wuessende Budget besser ze verstoen, ass et wichteg, d'Bevëlkerungszuelen ze analyséieren, virun allem an deene leschte Joren, wou tëschent 2006 an 2016, also a knapp zéng Joer, Lëtzebuerg ëm 22% gewuess ass. Konkret heescht dat 127.206 Awunner méi. Och d'Zuel vun eise Schüler geet konstant an d'Luucht. An dann ass et jo evident, datt eis Sportsinfrastrukture sech mussen upassen a komplettéieren, fir dësem Developpement nozekommen.

Mir mussen allerdéngs net nëmme reagéieren op eng Populatioun, déi stänneg wiisst, mä och op eng klammend Zuel vun de Sportaarten, déi permanent nei an d'Liewe geruff ginn. An dann ass et och nëmmen normal, datt de Besoin vun neien, ugepasste Sportsinfrastrukturen eng logesch Konsequenz ass.

D'Leit ginn an der Moyenne jo och méi al, an dofir gëtt et ëmmer méi wichteg, de Sport am méi héijen Alter ze förderen, well all Etüd beweist, datt et engem Land zeguttkënnt, wa seng Bierger esou laang wéi méiglech fit a mobill bleiwen. Mir brauchen hautdesdaags kengem méi ze erklären oder ze beweisen, wéi wichteg regelméisseg sportlech Aktivitéite si fir eist Wuelbefannen a fir eis Gesondheet, an et sollt eigentlech eng indispensabel Composante vun eisem Alldag sinn, esou wéi d'Aarbecht oder de Schlof.

D'Mentalitéit, fir gäre Sport ze maachen, däerf eigentlech net ophale beim Schoulsport oder Sport an de Veräiner, mä soll och an der Fräizäit e feste Bestanddeel vun eisem Liewensstil ginn, wa mer gären eng gesond, präventiv an nohalteg Approche zu eisem Kierper wëlle kréien.

D'Weltgesondheetsorganisatioun recommandéiert all Dag ronderëm eng Stonn den Dag fir d'Kanner, fënnefmol an der Woch fir déi Erwuessener an huet der Sedentaritéit de Kampf ugesot, fir den neie Stréimunge vun enger ëmmer méi digitaliséierter Gesellschaft entgéintzewierken, déi oft laangt Sëtzen an net genuch Bewegung mat sech bréngt. Dofir brauche mer also net nëmme Gebaier a Material, mä mir mussen dat, wat mir hunn, a regelméissegen Ofstänn ëmmer erëm frësch an d'Rei setzen. An dat ass jo och virgesi mat dësem Programm.

En anere Phenomeen ass deen, datt den Héichleeschtungssport sech riicht weider professionaliséiert an doduerch op déi ëmmer méi spezifesch Besoine muss reagéiert ginn, wa mer net den Zuch vis-à-vis vum Ausland wëlle verpassen. Och de Comité olympique fënnt et wichteg a richteg, datt mir deenen ëmmer méi spezifesche Besoine vum Héichleeschtungssport Rechnung droen. Dobäi muss et awer erlaabt sinn ze froen, ob et wierklech Sënn mécht an ob mer wierklech ëmmer selwer alles hei zu Lëtzebuerg mussen an d'Liewe ruffen oder ausprobéieren a komplett nei opbauen, amplaz eis bei Ausnamathleten a bestëmmte Fäll un déi auslännesch Institutiounen an Experte mat laangjäreger Erfahrung unzeschléissen, zemools well mer net an all Gebitt am Héichleeschtungssport kënne mathalen an, mengen ech, och net déi néideg Masse critique hätten.

Här President, extrem wichteg ass eiser Meenung no, vun allerklengstem Alter u Bewegung ze förderen. An dofir begréisse mir als CSV eng Iddi, déi mir eigentlech schonn de 4. Juli 2008 an engem Gesetz iwwert déi Jugendlech am Familljeministère gebuer haten an déi den éischte Kader gesat huet als national Referenz, mat enger Beschreiwung vu generelle Bewegungsobjektiver a pädagogesch fundamentale Prinzipien an der Kannerbetreiung.

Mir all wëssen, datt eis Kanner hautdesdaags net méi esou d'Méiglechkeet hu wéi fréier, sech dagdeeglech dobaussen an der Natur auszetollen, wéi dat nach zu eiser Zäit Usus war, a mer mat motoreschen Defiziter an Iwwergewiicht ze kämpfen hunn, an dat leider scho vu klengstem Alter un. A mir mussen agéieren, fir dësem Phenomeen entgéintzewierken.

Dofir ass et eis wichteg, de Message ze ginn, sech net nëmmen innerhalb vun den Infrastrukturen ze bewegen, mä virun allem erëm de Wee no baussen ze fannen a sech d'Zäit ze huelen a mat de Kanner an eis Natur, an eis Bëscher ze goen an dobausse spilleresch, an der Bewegung, d'Welt mat eisen eegene Féiss an Hänn erëm entdecken.

Ech wollt hei nach eng Kéier op all déi rezent Etüden agoen, déi bekannt Gehierforscher verdeedegen, wéi wichteg de Sport an eise Grondschoulen ass a wat regelméisseg Bewegung dobaussen an der Natur fir d'Gesamtentwécklung vun eise Kanner bedeit. Ech mengen, dat hat ech genuch gemaach an der Debatt iwwert de federéierte Sport. Ech wäert also dann elo net nach eng Kéier hei dorobber agoen.

Zréck zu de multifunktionelle Bewegungszonen, wou d'Madamm Rapportrice schonn drop opmierksam gemaach huet, wou kleng Kanner sech am Alldag elo no Loscht a Laun fräi bewege sollen. Iwwregens eng Iddi, déi an der Ligne directrice vum nationale Sportskonzept fest verankert ass, déi vum Comité olympique schonn 2014 virgestallt gouf. An och wann de Statsrot drop hiweist, datt dëst COSL-Dokument zwar keng legal Basis huet, fanne mir awer an der CSV, datt hei eng ganz Rei vu konkrete Pisten opgezeechent ginn, wéi mir déi alldeeglech Bewegung vu Jonk bis Al promouvéiere kënnen an de Stellewäert vum Sport an eiser Gesellschaft förderen.

D'Ënnerstëtzung vun den Zones de motricité an de Betreiungsinfrastrukture fir Kanner - net manner grouss wéi 60 m², mat Strukturen, fir ze klammen, ze sprangen, d'Balance ze halen - ass e klore Must fir eis Kanner vun der Zukunft. A fir d'CSV ass et en Ufank, en Usaz an déi richteg Richtung. Et kann allerdéngs nëmmen ee klengt Puzzlesteck an engem Gesamtkonzept duerstellen, wann et ëm déi physesch gesondheetlech Entwécklung bei eise Kanner geet.

Mir wëssen net eréischt zënter gëschter an haut, datt mir e klore Manktum u sportlech fitte Kanner hunn, wann d'Kanner an d'Grondschoul kommen oder wa se déi verloossen. Dës Bewegungszonen, wou d'Promotioun vun der Bewegung vu klengstem Alter un am Mëttelpunkt steet, ass eppes, wat an asiatesche Länner scho laang ënnerholl gëtt, an et brëngt eis ewech vun enger Mentalitéit, datt eis Klengst solle permanent roueg sëtze bleiwen, mä sech physesch, aktiv fräi solle bewegen, wat sech net nëmme positiv op hir Motricitéit auswierkt, mä och nach hir kognitiv Wäerter verbessert.

Dëst brëngt natierlech eng komplett nei Mentalitéit, Astellung an Erausfuerderung vun deene Leit mat sech, déi dës Kanner encadréieren, well bis elo bei eis eng méi streng Mentalitéit vu rouegem Sëtzen éischter Usus war an elo eigentlech éischter de Contraire promouvéiert gëtt. Mir froen eis dofir als CSV, och wann et bei dësem Projet ëm Gebaier a Material geet: Wéi gesäit et mat der extrem wichteger Fro vun der Formatioun an dësem Beräich aus, virun allem an eise Betreiungsinfrastrukturen, wou et ëmmer méi als wichteg ugesi gëtt, déi sportlech Bewegung ze ënnerstëtzen?

Dëst bleift fir eis en extrem wichtegen Deel vun deem Ganzen a mir hoffen, datt mir hei nach villes ugebuede kréien, fir datt all déi Leit, déi dës Kanner ënner hirer Obhut hunn, op eng gutt Formatioun kënnen zréckgräifen, wa se an Zukunft sportlech Aktivitéite mat de Kanner sollen ubidden, fir e positiven Effekt op d'gesamt Wuelbefanne vun eise Klengsten ze hunn, well Sport oder aktiv Bewegung eng alldeeglech Normalitéit eigentlech misste ginn.

Wat elo speziell d'Bewegungszonen ubelaangt, begréisse mir ausdrécklech, eiser Iddi nokomm ze sinn, déi mir an der Kommissioun opgeworf hunn, an datt de Minister gewëllt war, elo net just op 20% vun dem Subventionnement ze bleiwen, mä dat esou unzehiewen, wéi et och déi aner generell finanziell Ënnerstëtzung bei de Sportinfrastrukture mat sech brëngt.

Allerdéngs menge mer, datt de Plaffong, an d'Madamm Rapportrice huet et gesot, vu 750.000, dee virgesinn ass, awer liicht iwwerdriwwen ass. Mir wëlle jo keng kleng Prunkpaläst, fir datt déi Kleng sech bewegen, och wann eng Gemeng mengt, sech esou eppes kënnen ze erlaben. Mir hätten éischter begréisst, wann den Taux vun dëm Subventionnement vun dëse Bewegungszonen nach e bëssen an d'Luucht gesat gi wär, fir en Zeechen ze setzen a fir méiglechst vill Gemengen ze motivéieren, op dëse Wee matzegoen, awer mat funktionellen, wéi gesot, einfache Beräicher ouni Schickimicki.

De Statsrot freet sech dann, genausou wéi mir an der CSV, firwat dëst elo hei iwwert de Budget vum sportleche Fënnefjoresprogramm finanzéiert gëtt an net iwwert den Educatiounsministère oder dee vun der Jeunesse: «…le Conseil d'État s'interroge sur l'opportunité de procéder à ces investissements par le biais du programme quinquennal d'équipement sportif. Cette façon de procéder risque de constituer un précédent et de mener à un éparpillement des moyens dudit programme. Le Conseil d'État estime qu'il serait plus utile d'effectuer ces investissements par le biais du ministère compétent, en l'occurrence le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.»

An dat ass jo och normal, well hei geet et ëm d'Kanner an hir gesondheetlech Entwécklung. Et ass jo och kloer, datt duerch d'Asiicht vum Minister, fir iwwert déi 20%, déi urspréinglech virgesi ware vum Subventionnement, op 35% eropzegoen, elo, Här Minister, mengen ech, déi 6,7 Milliounen net méi duerginn, fir dat doten ze finanzéieren. Ech wär frou, wann Dir mer do kéint soen, ob dat da kee Problem duerstellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gesäit een och däitlech d'Pist, fir déi lokal Infrastrukturen am Zentrum vun de Gemengen ze favoriséieren. Dat ass verständlech, wann een et aus dem Bléckwénkel vun de kuerze Weeër an der Sécherheet kuckt, genausou, wéi d'Grondschoulen, d'Betreiungsinfrastrukturen an d'Sportméiglechkeeten no beienee geluecht ginn.

Mä och fir de Secondaire mécht et Sënn, zukünfteg Schoulen esou ze plangen, fir Sport a Schoul optimal op enger Plaz ze kombinéieren, wat d'Infrastrukturen ubelaangt a wou een an Zesummenaarbecht mat LASEP, LASEL an de Veräiner am Interêt vun eise Kanner de Sport vill méi regelméisseg an hiren Alldag integréiere kéint, a se net musse stonnelaang am Auto hin- an hierkutschéiert ginn, mä wou kuerz Transportweeër nëmme vu Virdeel kënne si fir jiddwereen.

Fir eis si mir, virun allem wann et ëm den Héichleeschtungssport a seng national Infrastrukture geet, awer nach e Stéck ewech vun enger optimaler Léisung, wou et wierklech kee Sënn méi mécht, e Sportslycée um Cents ze hunn, de Velodrom zu Mondorf, en nationale Fussballszentrum zu Monnerech, den nationale Basketszentrum zu Miersch, d'Coque mam „Health, Spa and Recovery Center" um Kierchberg an d'Recherche zu Déifferdeng.

Mir mussen et an der Zukunft fäerdegbréngen, eis gutt Sportler, déi souwisou schonn extrem an hirer Zäit agëengt sinn, sech op hiren Training an hir Schoul kënne konzentréieren ze loossen, amplaz dass se am Trafic hänken, fir an eis national Zentren ze kommen, déi esou verstreet am Land sinn ewéi d'Billardskugelen op hirem Spilldësch.

Natierlech sinn och Synergië begréissenswäert tëschent de Gemenge fir regional Projeten, fir méi deier Infrastrukturen. Eis Presidentin vun der Kommissioun ass schonn dorobber agaangen.

Dëst ass jo méi wéi oft de Fall bei de Schwämmen. Allerdéngs stellen déi concernéiert Gemengen do awer oft schonn no e puer Joer fest, datt se dann aus allen Néit platzen, well einfach déi verschidde Sportméiglechkeeten an d'Villfalt, fir an all Alter sech am Waasser ze bewegen - wou ee jo nëmmen en Zéngtel vum Kierpergewiicht ze droen huet a wat fir vill Leit en immense Virdeel ass, fir sech sportlech ze bewegen -, einfach net duerginn an eis Piscinne ganz oft méi schnell ausgelaascht sinn, wéi mir dat mengen, mat Aktivitéiten, vu Babyschwammen, Schoulschwammen, Waasseraerobic, Waasserball, Clubschwamme bis zum Trainingsbenotze vun eiser Police.

Och eise President ass jo dat liewent Beispill, ech weess, wéi e mäi Schnorchel benotzt, fir regelméisseg an d'Schwämm seng Längten zéien ze goen.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- D'Fro bleift fir eis - och wann et elo manner an dëse Kader passt - och berechtegt vum Besoin vun der Piscine um Härebierg, wou Äre Regierungskolleeg Etienne Schneider net midd gëtt ze soen, datt am Kader vun der NATO finanziell Engagementer gäre gesi ginn, fir eisen Obligatiounen nozekommen, an zu gläicher Zäit an eis Infrastrukture kéinte fléissen, fir se ze verbesseren oder nei an d'Liewen ze ruffen, vun deene mir hei zu Lëtzebuerg an och eis Leit profitéiere kéinten, souzesoen eng Win-win-Situatioun.

Ech erënnere mech genau un dem Minister seng Wierder am Kader vun der Renovatioun vum Site um Härebierg. Hei géif an der Ausbildung vun eiser Arméi a Police sécherlech eng Schwämm Sënn maachen, virun allem, wann ee weess, datt déi Dikrecher Schwämm elo zoumécht a mir esou zwou Mécke mat engem Schlag hätte kënne realiséieren, wann ee weess, an huelt mer dat net iwwel, wann ech dat soen, datt och vläicht dann den Norden endlech eng 50-Meter-Piscine kéint kréien.

Dat muss fir eis selbstverständlech kee Bijou si wéi d'Coque, déi jo eng weltwäit Renommée huet, mä eng einfach, praktesch, funktionell Trainingsschwämm, déi hiren Zweck erfëlle kéint a wou eis Zaldoten, d'Police oder vläicht och souguer d'Pompjeeë fir hiren Asaz prett kéinte gemaach ginn.

Här President, mir begréissen dann nach eng Kéier ausdrécklech d'Iddi vun der Banque des données, well et einfach en nëtzlechen Outil ass an e gudden Iwwerbléck verschaaft vum Ensembel vun alle sportlechen Infrastrukturen, gradesou wéi de Suivi, den Zoustand oder d'zukünfteg Aarbechten, déi nach ustinn.

Allerdéngs géife mer et als CSV awer och begréissen, wann hei méi detailléiert géif gekuckt ginn, wéi den Taux d'occupation vun dëse Sportsinfrastrukturen ausgesäit, wéi se ausgelaascht si virun allem an de Vakanzen, fir eng besser a méi optimal koordinéiert Notzung vun de Gebailechkeeten ze erlaben. Dëst géif sécher eng besser Gestioun an eng méi effektiv Utilisatioun garantéieren an hëllefen, d'Präsenz vum Encadrementspersonal besser kënnen anzedeelen, dat dës Infrastrukture surveilléiert.

Virun allem kéint een dann iwwert dëse Wee feststellen, grad an de Vakanzen, wéi oft dës sportlech Infrastrukturen zou sinn aus Manktum vu Portieren oder Schwammmeeschteren. An do misst ee jo onbedéngt reagéieren, fir datt virun allem, wann eis Kanner Zäit hunn a keng Schoul, dës sportlech Infrastrukturen 100%eg zur Verfügung stinn.

Gradesou géife mer begréissen, wann ee méi detailléierte Bilan géif gemaach gi vun de viregte Programmer a wou se mat hiren Exekutiounen dru sinn, fir e bëssen en Iwwerbléck ze kréien, iwwregens och e Virschlag, deen de Comité olympique gemaach huet.

Zum Schluss denke mir als CSV, datt mir bei allen Infrastrukturen natierlech net d'Accessibilitéit vun de behënnerte Leit däerfe vergiessen, well et grad fir dës Matbierger esou extrem wichteg ass ze beweisen, wat hire Kierper nach alles kann.

Mir däerfen op kee Fall d'Fro vun dem Energieverbrauch aus den Ae verléieren, e Fait, deen de Comité olympique opgeworf hat, an ech géif et och begréissen, datt déi rationell Utilisatioun vum Waasser, eventuell Reewaasser, mat virgesi soll gi bei den neien Infrastrukturen, genausou wéi d'Solarenergie am Kader vun der nohalteger Entwécklung, déi eis et géif erlaben, d'Fonctionnementskäschten an d'Entretienskäschten an der Zukunft besser a Kontroll ze halen.

(Interruption)

Mir hoffe jo, datt eise Fussball- a Rugbystadion oder de Velodrom an dësem Sënn mat iwwerluecht gi sinn. Dat kann den Här Minister eis jo vläicht beäntwerten.

Här President, léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, dësen eelefte Joresprogramm ass eng logesch Suite an der Planung vun de lëtzebuergesche sportlechen Infrastrukturen, déi zënter gutt 50 Joer existéiert, déi säitdeem progressiv klëmmt a wou mir am aachte Joresplang fir déi alleréischte Kéier iwwer 100 Millioune geklomme sinn, iwwregens dee Joresplang, wou eise Velodrom drastoung, dee jo och endlech Realitéit soll ginn, dat huet den Här Minister an enger Pressekonferenz confirméiert. D'Fro stellt sech awer, well mer do jo nach ëmmer eng Zomm disponibel hunn am aachte Joresprogramm, ob déi dann an der Tëschenzäit nach duergeet. Mir wësse jo all, wéi d'Präisser hei am Land klammen, a méi bëlleg gëtt et jo bestëmmt net.

Eng aner Fro, och wa se net hei an dem Plang verankert ass, ass, wéi et ausgesäit mat dem nationale Liichtathletikszentrum. Soll deen effektiv um Cents bleiwe mat alle Problemer, déi dat do mat sech brëngt, vum Site, der Gréisst, dem Parking an dem Transport, op deen ech elo net nach eng Kéier wëll am Detail agoen, wuel wëssend, datt en anere Site fir de Sportslycée an d'A gefaasst gëtt?

Wéi wäit sidd Dir, Här Minister, mat Ären Iwwerleeunge vun deem neie Site fir de Sportslycée, deen Dir analyséiert hutt? Hutt Der do schonn nei Detailer oder sidd Dir do schonn zu enger méi konkreter Konklusioun komm?

Här President, ech wëll selbstverständlech zum Schluss eiser Rapportrice a Presidentin vun der Kommissioun, der Madamm Cécile Hemmen, e grousse Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

An et bleift eis wichteg, als CSV ervirzehiewen, éischtens, datt mer selbstverständlech dëse Fënnefjoresprogramm erëm matdroen, mä datt mer awer och iwwerzeegt sinn, datt et weiderhin extrem wichteg ass, an de Sport an a seng Infrastrukturen ze investéieren, selbstverständlech gutt koordinéiert an iwwerluecht, net ze vill Bling-Bling, mä praktesch, fir sech dagdeeglech ze bewegen. Well mir wëssen all, datt déi Mënschen, déi regelméisseg Sport maachen, an der Regel e grousst Laache vun Zefriddenheet op hirem Gesiicht hunn, zumindest wa se en hanner sech hunn, well se eppes fir sech ganz alleng an hire Kierper konnte maachen an esou zum Gesamtwuelbefanne vun eiser Gesellschaft bäidroe konnten.

Allerdéngs geet et net just duer mat Infrastrukturen alleng, fir eist Gewëssen ze berouegen. Vill méi wichteg ass dat, wat bannendran an dëse Gebaier geschitt, dat, wat d'Häerz vum Sport duerstellt an dës Infrastrukture mat Liewe fëllt: Gutt ausgebilten Traineren, Sportsproffen, Schoulmeeschteren, Educateuren a Benevollen hunn zumindest genauesou eng Importenz, fir eis Bierger, grouss oder kleng, dobäi ze begleeden, aktiv, begeeschtert, dynamesch Mënschen ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Merci, Här President. An en éischte Merci, fir dass ech dat op kee Fall vergiessen, der Rapportrice, der Madamm Hemmen, fir hiren exzellente Rapport, souwuel schréftlech wéi awer och ganz besonnesch mëndlech.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, d'Investissementer, déi iwwert dëse Fënnefjoresplang finanzéiert ginn, wäerten derzou bäidroen, fir dem breede Public de Sport méi no ze bréngen. Dat geet vum Amateur, deen a sengem Fussballklub Fussball spillt, iwwert den Hobbysportler, deen all mëttwochs mat sengen Aarbechtskolleegen eng Partie Fiederball oder Tennis an der Mëttespaus spille geet, bis hin zum Leeschtungssportler, deen natierlech och muss op gëeegent Infrastrukture kënnen zréckgräifen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Ziler vun deene Fënnefjoresplänge sinn iwwert d'Joren am Fong déi nämlecht bliwwen. Scho bei deem éischte Fënnefjoresplang 1968 ass et drëms gaang, fir dem Mangel u Bewegung an der Heefegkeet vun Häerzkreeslaferkrankungen entgéintzewierken. Esou Investissementer an d'Gesondheetsförderung sinn haut méi wéi jee ubruecht. D'Beruffsbiller an domadder d'Bewegungsgewunnechten hu sech zanterhier staark geännert. Et sëtzt een haut ganz vill a ganz oft op der Aarbecht an et beweegt ee sech dowéinst halt einfach ze mann. Dobäi kommen nach déi sougenannte Generatiounskrankheete wéi Diabetes duerch den iwwermoossegen Zockerkonsum an esou weider. Jee, Investissementer, déi zum Wuelbefanne vun de Leit bäidroen an domat d'Gesondheet vun der Populatioun förderen, sinn duerchaus net vu Muttwëll.

Et ass haut schonn e puermol ugeklongen: All Euro, deen een an de Sport investéiert, ass en Euro, deen zur Gesondheet vun der Gesellschaft bäidréit. Do sinn ech ganz eens mat Iech alleguer. Een anere Grond fir esou e Fënnefjoresplang ass natierlech de Wuesstum vun eiser Populatioun. Wann déi an deene leschten zéng Joer méi wéi 22% gewuess ass, da mussen natierlech och eis Infrastrukturen deementspriechend ausgebaut ginn. Dat schéngt logesch an dierf op kee Fall vernoléissegt ginn, well dat hätt dann immens negativ Konsequenze fir d'Bewegungserzéiung vun de Kanner, fir d'Veräiner, fir den Nowuess an de Veräiner, jee, fir eis Sportaarten allgemeng, an dat hi bis zu de jeeweilegen Nationalequippen.

Madamm Presidentin, wat genee ass dann elo am eelefte Fënnefjoresplang dran? De Plang ëmfaasst ronn 33 Projeten, dorënner nei Sportszentren, Sportshalen, Multisporten, Schwämmen, Fussballsterraine mat Vestiairen, e Schéissstand, den nationale Liichtathletiksstadion zu Déifferdeng an esou weider an esou weider.

D'Infrastrukture ginn ausgebaut, renovéiert oder et kommen ganz einfach neier derbäi. Mir fannen et als DP weiderhi sënnvoll ze kucken, dass déi Infrastrukturen an alleréischter Linn funktionell gebaut ginn. Mir brauche keng zweet, drëtt an och keng véiert Coque am Land. Mir solle bei iwwerflëssegen „nice to have"-Saache spueren, do sinn ech ganz mat menger Virriednerin eens, an dofir nach méi an d'Qualitéit investéieren an esou bauen, dass déi Infrastrukturen optimal vun eise Sportler kënne benotzt ginn, an dat queesch duerch d'Land,

vum Norden an de Süden a vum Westen an den Osten, ouni den Zentrum natierlech ze vergiessen.

Madamm Presidentin, eppes, wat an dësem Fënnefjoresplang ervirstécht, dat sinn natierlech déi schonn erwäänt sougenannte Salles de motricité. Dat begréisse mir als DP ausdrécklech. Ech héieren an der Lescht ëmmer erëm Aussoe wéi: „Hm, haut hunn effektiv vill Kanner Problemer, e Ball richteg ze fänken." Oder: „Fréier konnte mer nach de ganzen Dag fräi dorëmmer lafen an op e Bam klammen. "Dat stëmmt an awer och net. Well och fréier gouf et Kanner, déi sech éischter schwéiergedoen hunn, e Ball ze fänken, a fréier hu sech och déi eng oder aner éischter onwuel an engem Schwammbaseng gefillt. A fir d'Pessimisten ze berouegen: Ech hu gëschter nach e Kand gesinn, dat e Ball konnt fänken, a keng Angscht, et geet ëm haut nach gutt.

Mä Spaass beisäit. Wärend honnert, Honnerte Millioune Kanner op der Welt net genuch ze iesse kréien, gesäit d'Realitéit an der sougenannter entwéckelter Welt anescht aus. An och zu Lëtzebuerg weist d'Entwécklung vun der Obesitéit bei Kanner a bei Jugendleche leider no uewen. Um europäeschen Dag vun der Obesitéit zejoert hunn d'Spezialiste vun der Clinique de l'obésité vum CHL eng signifikativ Hausse och an zemools bei Kanner a bei Jugendlechen zu Lëtzebuerg festgehalen. Dat kann deels vun iwwergewiichtegen Eltere kommen, also quasi an de Gene leien, huet de Spezialisten no awer och mat falschem Iessen, nach eng Kéier, wéi gesot, ganz oft ze vill Zocker a mat leider ze wéineg Bewegung ze dinn.

Genausou kloer ass, dass de Kanner a Jugendlechen hir Fräizäitbeschäftegunge sech am Laf vun de Jore geännert hunn, ewech vum klassesche Spillen dobaussen, hin zu méi organiséierten Aktivitéiten, awer och leider zu ganz vill Zäit vun organiséierten Aktivitéite virun engem Computer, enger Playstation oder Smartphonen.

Eng interessant Zuel: Viru véier Generatioune sinn d'Leit an der Moyenne 15 Kilometer den Dag ze Fouss gaangen, haut schwätzt een, ech ginn zou, déi Pessimisteschst, vu just nach 600 Meter. Egal wéi bedeit manner Bewegung ëmmer erëm eng negativ Konsequenz op de Kierper an op de Geescht. Et ginn haut sécher méi Elteren, déi hir Kanner net méi einfach esou dorëmmer lafen a spille loossen, wéi dat an der Zäit emol de Fall war, an dofir begréisse mer et ëmsou méi, dass dëse Fënnefjoresplang d'Ariichte vun deene sougenannten „Zones de motricité dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants" virgesäit.

Madamm Presidentin, dës Bewegungsräim si fir d'DP eng enorm wichteg Neierung, fir d'Motricitéit vun de jonke Mënsche bedeitend ze verbesseren. Mir musse kucken, dass mir dem Bewegungsmangel fréi entgéintwierken, éier dat laangfristeg Gesondheetsschied mat sech bréngt. Den Educatiouns- an de Sportsministère hunn an deem Beräich an deene leschte Jore ganz vill Efforte gemaach, Efforten, déi der Gesondheet an awer och der Bewegungserzéiung insgesamt an domadder och dem Lëtzebuerger Sport zeguttkommen.

Ech denken zum Beispill nëmmen un déi agefouert Qualitéitskritären an der nonformaler Bildung, déi de verschiddene Strukture kloer virschreiwen, u wat se sech mussen halen. Dozou zielen och déi sougenannt Bewegungszonen, wou d'Kanner kënnen eng Freed un der Bewegung entwéckelen, mat hire Frënn hin- an hierjauwen, a wou Motricitéit gefërdert gëtt. Kopplabunzen, Sprangen an Danzen dierften an Zukunft also nees méi liicht falen.

Op Gemengenniveau kënnen also d'Schoul an d'Betreiungsstrukturen elo mat esou engem multifunktionelle Bewegungsraum amenagéiert ginn, fir dass déi Jonk, et ass scho gesot ginn, sech do fräi kënne bewegen a spillen, esou, wéi si ebe Loscht hunn, an zwar ouni dass een Erwuessenen hinnen dobäi seet, wat se musse maachen. Déi Räim sollen, dat ass och scho gesot ginn, ronn 60 Meterkaree grouss sinn an zum Beispill mat engem Loftkëssen, mat enger Kloter- oder mat enger Schaukelstruktur equipéiert sinn. A wann een da seet, 60 Meterkaree, dat ass net näischt, mä op där anerer Säit ass et awer och net d'Welt. An d'Gemenge si jo souguer fräi, fir nach kënne supplementär Efforten ze maachen, wa se dat géife wëllen.

Ech fannen dat eng super Saach, déi eise Kanner wäert vill Freed maachen an hinnen och zousätzlecht Selbstvertrauen a sech an an hire Kierper wäert ginn, ganz einfach Spaass ze hu mat hire Kolleegen an un der Bewegung, mol fir e puer Minutten, mol fir e bësse méi laang, mä haaptsächlech esou dacks, wéi et nëmmen iergendwéi geet. Kanner, déi spillen a sech bewegen, dat ass dat Natierlechst vun der Welt. Wéi gesot: All Cent, dee mer haut an déi kierperlech Aktivitéit vun der jonker Generatioun investéieren, et kann een et net dacks genuch widderhuelen, ass eng Virsuerg fir d'Gesondheet vun den Erwuessene vu muer.

Generell begréisst d'DP et och, dass de Budget vum Fënnefjoresplang vis-à-vis vu sengem Virgänger ëm iwwer 10% op elo 112 Milliounen an d'Luucht geet. Op déi Zomm kommen dann nach eemol déi 6,7 Milliounen Euro derbäi fir déi genannte Bewegungsräim a fir soss nach net chiffréiert Depensen.

De Budget vum Sport huet wärend deene Joren, wéi et dem Land finanziell vläicht net esou gutt gaangen ass, liicht gelidden. Dat muss een och esou soen. Elo sti mer eis nees besser, an dofir ass et nëmmen normal, dass dat och am Budget Auswierkunge fënnt an och an deenen nächste Jore fanne muss.

Madamm Presidentin, erlaabt mer awer och bei dëser Geleeënheet, e Projet ervirzehiewen, deen net ënnert deenen 33 steet, mä fir deen awer hei d'Basis geluecht gouf! Zanter ech mat nach klenge Riedercher um Vëlo gefuer sinn, a wahrscheinlech nach laang virdrun, gëtt hei am Land vun engem Velodrom geschwat. Dat war besonnesch natierlech de Fall an deene leschte Joren ënnert der sougenannter „Schleck-Mania" hei am Land, mä awer och duerno.

Et ben, den neie Velodrom gëtt Realitéit a soll an de Sportkomplex zu Munneref integréiert ginn.

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Dëse Komplex, mat allem wat derzou gehéiert - mat Sportshal, mat Schwämm, mat Tennis -, steet an dësem Fënnefjoresplang dran. Et wäert also elo net méi allze laang daueren, bis déi éischt Cyclisten do kënnen hir Ronnen dréien.

Ech wëll op dëser Plaz dem Minister Romain Schneider an awer och mengem Fraktiounskolleeg, dem Lex Delles, dofir speziell gratuléieren, datt si mat hiren Decisioune vun haut de Velodrom vu muer méiglech gemaach hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Dat ass eng gutt Noriicht fir d'Lëtzebuerger Sportlandschaft an doriwwer eraus kéint et als Modell fir d'Zukunft déngen: Synergien do sichen a fannen, wou se Sënn maachen, fir fir Sportaarten iwwergräifend Erfolleg ze hunn. Dofir nach eemol, Felicitatiounen un de Sportsministère an un d'Gemeng Munneref fir déi Initiativ.

Madamm Presidentin, am Fënnefjoresprogramm geet et ëm Infrastrukturen. Infrastrukture sinn awer näischt Wäert ouni dee richtege personellen Encadrement. Ech hat scho bei menger Interpellatioun iwwert de Sport am Februar ënnerstrach, an iwwregens och onse Fraktiounschef, den Här Eugène Berger, bei der Debatt iwwert de viregte Fënnefjoresprogramm, datt mer déi Dausende Benevollen am Sport net dierfen am Ree stoe loossen. Si suergen derfir, datt déi 120.000 Leit hire Sport hei am Land kënne maachen.

An déi fräiwëlleg Aarbecht, zu där leider ëmmer manner Leit bereet sinn, muss méi belount ginn, soss kann et sinn, datt mer enges gudden Daags zwar immens schéin Halen do stoen hunn, mä leider kee Mënsch méi dra fannen, dee Sport ka maachen.

Dofir musse mir an Zukunft méi Efforte maachen och op deem dote Plang. Dat fänkt bei der fräiwëlleger Aarbecht an de Veräiner un an zitt sech weider bis op d'Federatiounsniveauen. Grad d'Professionaliséierung vun eise Sportsfederatioune bleift weiderhin e grousst Uleies vun der Demokratescher Partei. Ech hunn dat, wéi gesot, schonn am Kader vu menger Interpellatioun ënnerstrach.

Déi national administrativ Strukture bleiwe ganz oft am Benevolatsberäich hänken an duerfir gëtt et ëmmer méi schwéier, alles ze meeschteren. D'Organiséiere vun den nationale Kompetitiounen, d'Organisatioun vun den Nationalequippen, d'Erfëlle vun immens héijen internationalen Normen, d'Vermaarte vun der Sportaart, an de Medien a bei de Sponsoren, kombinéiert mat ëmmer méi Problemer, fir Benevoller ze fannen. Jee, et gëtt es ëmmer méi.

Do muss de Stat seng Verantwortung iwwerhuelen an de Federatioune finanziell ënnert d'Äerm kënne gräifen. D'DP fuerdert dofir, wéi gesot, méi subventionéiert Posten, fir déi vill Fräiwëlleg kënnen ze entlaaschten.

Ech hunn et och scho gesot, an ech bleiwen derbäi: D'Professionaliséierung vun all eenzel Struktur am administrative Beräich assuréiert am Endeffekt, ob eng Sportaart eng Zukunft huet oder eben net.

Madamm Presidentin, och de Congé sportif solle mir an Zukunft méi opmaachen. Den Ament kritt een dee jo just als Sportler, Dirigeant oder als Arbitter. Ech denken, dass de Congé sportif eng wichteg Komponent ass, fir de Stellewäert vum Sport weider kënnen ze festegen.

An ech hat de Sportsminister och richteg verstanen, dass en, mengen ech, do ganz menger Meenung ass.

Mir mussen als Gesellschaft an als Politik bereet sinn, nach méi an dee Congé ze investéieren. En hëlleft näämlech natierlech dem Athlet, mä och vill Leit ronderëm déi jeeweileg Sportaart, fir kënne sportlech Aktivitéiten ze organiséieren oder als Arbitter Lëtzebuerg op der Weltkaart ze vertrieden.

Am Joer 2016 hat de Sportsministère a sengem Aktivitéitsrapport festgehalen, datt 852 Deeg u Kollektivsporte gaange sinn an 1.210 Deeg un Eenzelsportler. Et ass op alle Fall evident, datt de Sport zu Lëtzebuerg zesummebrécht, wa mer net méi kënnen op de Benevolat zréckgräifen. Et muss ee sech jo och emol bewosst sinn, wat all Dag am Sport hei am Land Organisatoresches geleescht gëtt, obwuel souzesoen alles am fräiwëllegen Nieweberuff gemaach gëtt.

Mir mussen dofir, an eisen Aen, méi an de Congé sportif investéieren, fir de ville Fräiwëllege méi Zougänglechkeeten ze garantéieren, dat natierlech net ouni kloer an transparent Kritären, wien da vu wat kann an dierf profitéieren.

Madamm Presidentin, ech kommen zum Schluss. All Dag, wou heibannen e Fënnefjoresplang gestëmmt gëtt, all Dag, wou e Projet am Sport Suen investéiert kritt, ass a bleift e gudden Dag fir de Lëtzebuerger Sport!

(Interruption)

Dat wäert wahrscheinlech och den COSL mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

A sengem Avis, an dat ass ausféierlech vun der Madamm Hemmen erkläert ginn, ass natierlech den COSL ganz positiv vis-à-vis vun dësem Fënnefjoresplang. An, ech mengen, dee klenge Bemoll, dee se deemools beim Avis nach mam Velodrom haten, ech denken, datt se deen och elo absolutt net méi esou géife schreiwen a se ganz zefridde sinn.

Madamm Presidentin, loosst mech e lescht Wuert soen: „No Sports", dat war vläicht gëscht. „More Sports", dat ass d'Zil fir muer.

Ech soen Iech Merci a ginn natierlech den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet.

Une voix.- Ganz gutt!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Lamberty. Als nächst ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat kann ee bal net iwwertreffen, Madamm Presidentin! Dir Dammen an Dir Hären…

(Interruptions)

Ech versichen. Ech maache mäi Bescht!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- E bësse Rou, wann ech gelift. Madamm Lorsché, wann Der esou gentil wäert, unzefänken.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Majo, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger si sportbegeeschtert, sief et beim Fräizäitsport, beim Leeschtungssport oder als Zuschauer bei Kompetitiounen, heescht et um offiziellen Internetportal vum Grand-Duché. Ech ginn emol dovun aus, datt mat Lëtzebuerger och eis ausländnesch Matbierger a Matbierginne gemengt sinn, well ech denken, se sinn op d'mannst esou sportlech wéi d'Lëtzebuerger.

Fir dëser Sportbegeeschterung gerecht ze ginn a fir d'Bewegung generell ze förderen, stellt de Stat jo mam 11. Fënnefjoresplang 120 Milliounen Euro fir d'Infrastrukturen zur Verfügung. Dat ass vill Geld an dat ass och fir déi gréng ganz begréissenswäert. Dobäi kommen zousätzlech Zommen, déi vun de Gemengen investéiert ginn, wann et drëms geet, Sportshalen, Schwämmen, all Zorte vun Terrainen, Ministaden, Vestiairen an esou weider ze erriichten. An et sinn och meeschtens d'Gemengen, déi zoustänneg si fir d'Gestioun an den Ënnerhalt vun den Infrastrukturen, déi sech op hirem Territoire befannen.

An deem Kontext wéilt ech nach eemol zréckkommen op dee leschte Fënnefjoresplang, Här Minister, wou nach eng Rei Froen opstinn, déi och scho vun der Madamm Arendt ernimmt gi sinn. Fir d'Gestioun vun deene bestoenden Infrastrukturen ze vereinfachen an de Finanzement vu Renovatiounen oder Neibaute méi previsibel ze maachen, sollt mam viregte Fënnefjoresplang jo eng entspriechend Datebasis finanzéiert ginn. Dat ass och geschitt. Dës Banque de données ass geduecht, fir Transparenz ze schafen a puncto Alter, Zoustand an Amortissement vun den Infrastrukture vum Lëtzebuerger Territoire, dëst mam Zil, fir d'Planung oder awer d'Opstelle vun de Budgeten an deem Beräich ze vereinfachen, souwuel um kommunale wéi och um nationale Plang.

Dës Decisioun war bekanntlech op Urode vun der Budgetkontrollkommissioun getraff ginn, nodeems d'Cour des comptes sech kritesch zu Wuert gemellt hat, wat de finanzielle Suivi vun de Sportsinfrastrukturen ugeet.

Besonnesch begréisst hu mir deemools, datt d'Effentlechkeet mat dësem Instrument och d'Méiglechkeet sollt kréien, sech vun där nei geschafener Datebank iwwert déi geografesch Verdeelung an iwwert d'Effnungszäite respektiv d'Auslaaschtung vu sämtlechen Infrastrukturen ze informéieren, fir ze wëssen, wou a wéini een déi eng oder aner Sportaart zu Lëtzebuerg ka bedreiwen.

Haut musse mer leider feststellen, wa mer de Site vum Sportsministère consultéieren, datt dës Informatioune Jore méi spéit nach ëmmer net fir de Public zougänglech sinn. An et schéngt och esou, wéi wann d'Opstellung vun der Datebank an deem dote Sënn net esou richteg vum Fleck kéim. Um Site steet eigentlech just: «Ultérieurement une recherche détaillée des installations sportives du Luxembourg sera proposée sur ce site.»

Mir wäre frou, wann dat elo schonn de Fall wär. Déi eenzeg Infrastrukturen, déi méi detailléiert um Site virgestallt sinn, sinn eigentlech just d'Coque, den INS an d'Base nautique vu Lëlz.

Duerfir wéilt ech lech froen, Här Minister, wou dann d'Problemer leien, firwat dee Projet net esou richteg weiderkënnt, a wéi et mat der Kollaboratioun mam SIGI ausgesäit, dee jo zoustänneg ass, fir d'Datebank ze fiddere mat Daten. Mir géifen et jiddefalls bedaueren, wann et net géif weidergoen.

Dir Dammen an Dir Hären, wat dann den neie Fënnefjoresplang ugeet, dee mir haut wahrscheinlech jo mat grousser Majoritéit hei wäerte stëmmen, esou enthält e ganzer 33 Projeten, déi d'Madamm Hemmen an hirem Rapport virgestallt huet, a fir deen ech hir dann och wéilt e grousse Merci ausdrécken. Zesummegefaasst gehéieren dozou 21 multifunktionell Sporthalen, déi an eisen Ae ganz sënnvoll sinn, well se eng Panoplie vu sportlechen Aktivitéiten erlaben, dem Schoul-, Veräins- a Fräizäitsport vill Opportunitéite bidden an net just enger Minoritéit vu Sportler a Sportlerinnen zeguttkommen. Begréissenswäert ass och de Liichtathletikstadion, deen op Déifferdeng soll kommen an absolutt néideg ass, vu datt et an der ganzer Regioun ronderëm Déifferdeng a Bieles schonn zanter Jorzéngten un esou engem Stadion feelt.

Eng besonnesch Plus-value ass natierlech déi, datt dëse Stadion no internationalen Norme gebaut wäert ginn, wat dann erlaabt, och international Kompetitiounen do ofzehalen, vu datt et um INS jo net wäert méiglech ginn, an déi Richtung ze goen.

(Interruption)

Wat gelift? Et ass alles gutt, wat zu Déifferdeng gebaut gëtt.

E klenge Bemoll, an dee wéilt ech awer als Presidentin vun engem Liichtathletikklub eng Kéier lassginn, ass a bleift fir d'Sportaart vun der Liichtathletik deen, datt et am ganze Land eigentlech keng iwwerdaachten Hal fir déi Sportaart gëtt. D'Coque ass hei keng Alternativ, well just Topathleten an där Infrastruktur trainéiere kënnen an dëst mat der obligatorescher Präsenz vun engem Nationaltrainer.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Der grousser Basis steet se net zur Verfügung, woubäi sech déi fundamental Fro stellt, ob d'Coque hirer initialer Missioun eigentlech nach gerecht gëtt oder ob se net éischter amgaangen ass, sech zu engem ze vill profittorientéierte Betrib ze entwéckelen, zum Nodeel vum Sport, de Sportveräiner an de Federatiounen.

Här Minister, dat kléngt vläicht e bëssen haart, mä et ass eng Fro, déi a Sportkreesser regelméisseg opgeworf gëtt. A mir wäre frou, Är Meenung ze héieren.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat ass d'Realitéit.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Déi feelend iwwerdaachten Infrastruktur fir d'Liichtathletik féiert jiddefalls dozou, datt d'Trainings-

méiglechkeete virun allem an de Sprint- an Hürdendisziplinnen, mä och an de Sprong- a Worfdisziplinnen extrem limitéiert sinn hei am Land, soubal wéi d'Wieder net méi matspillt. Am Wanter ass et einfach ze vill geféierlech, fir dobaussen Hürden ze lafen oder Vitesse ze trainéieren. Dat alles ass net ganz leeschtungsförderend.

Dobäi kënnt, datt och d'Kannerliichtathletik, déi jo aus der spillerescher Vermëttlung vun deene verschiddenen Disziplinne besteet, am Wanter net a gudde Konditioune kann oflafen, och wann d'Kanner sech trotzdeem vill dobausse solle bewegen. Datselwecht zielt fir de Jugendberäich, wou d'Technik soll verfeinert ginn an deene villen Disziplinne vun der Liichtathletik a wou eng multifunktionell Liichtathletikhal bestëmmt géif Wonner wierken an d'Leeschtungen hei am Land géif massiv verbesseren.

Fir deem Problem opzehëllefen, an dat ass eng gutt Noriicht, huet de Schäfferot vun enger gréisserer Südgemeng virun e puer Méint ugekënnegt, eng Liichtathletikhal mat regionalem Charakter op hirem Territoire opzeriichten. Dat ass ganz erfreelech. Mä wann ee sech dann de Fënnefjoresplang ukuckt, da muss ee feststellen, datt dëse Projet net an der Lëscht ze fannen ass.

Dat féiert mech zur Fro, Här Minister, ob Dir schonn eppes vun deem Projet wësst an ob Dir an d'A faasst, dëse Projet vläicht ze subventionéiere mat deene Gelder, déi fir zousätzlech Infrastrukturen zur Verfügung stinn.

Dir Dammen an Dir Hären, op weider Detailer vun den 33 Projeten, déi duerch dëse Projet de loi finanzéiert solle ginn, ginn ech net an. Mä wéi gesot ënnerstëtze mer se alleguer. All dës Investissementer si sënnvoll a wichteg. An awer kënne mer esou vill investéieren, wéi mer wëllen, wann d'Freed un der Bewegung feelt, da bleiwen d'Infrastrukturen eidel.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An deem Sënn si mir ganz frou, datt dëse Fënnefjoresplang grad wéi säi Virgänger net just op Leeschtungs-, Kompetitiouns- a Breedesport ausgeriicht ass, mä e besonneschen Akzent op d'Bewegung an op d'Motricitéit vun de Kanner leet.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et ass do, wou dat natierlecht Bedürfnis, sech ze bewegen, am gréissten ass, an et ass och do, wou d'Freed un der Bewegung nohalteg an engem Mënsch verankert ka ginn.

Eng ganz begréissenswäert Neierung, dat ass schonn oft gesot ginn, ass notamment och fir eis déi, datt d'Installatioun vu Motorikzonen an de Betreiungsservicer obligatoresch gëtt an datt de Ministère sech mat 35% respektiv 50% un deenen Zone bedeelegt, wann et ëm de Finanzement geet, jee nodeem dann ob se kommunal oder regional ausgeriicht sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens, eng Psychomotorikzon oder eng Motorikzon, ganz einfach ausgedréckt, kann d'Natur net ersetzen, well d'Kanner an esou enger Zon net déiselwecht Erfahrunge kënne maache wéi an der fräier Natur. Op e Bam ze klammen, ass fir d'Entwécklung vun der Motorik a vun de Sënner nun emol méi gewënnbréngend, wéi op eng Leeder ze klammen, esou héich wéi d'Leeder och ass. An de Sprong vun enger Mauer erof an eng Wiss ass och net vergläichbar mat engem Sprong vun enger hëlzener Këscht op eng Matrass.

De Virdeel vun de Bewegungszonen ass allerdéngs deen, datt se déi feelend natierlech Bewegungsraim op d'mannst kompenséieren a complementaire Aktivitéiten zum Schoulsport erméiglechen. Virun allem bei klenge Kanner ass dat jo bal liewenswichteg, well d'Kanner d'Bewegung esou wichteg brauche wéi d'Loft, fir ze ootmen.

Besonnesch am klengen Alter huet d'Motorik an déi fräi Form vu Bewegung eng grouss Wierkung, well se déi ganzheetlech an autonom Entwécklung vun de Kanner férdert. Se stäerkt och net nëmmen de Kierper an d'Kierpergefill, se stäerkt d'Selbstvertraue vun de Kanner a féiert dozou, datt se schonn am klengen Alter eng positiv Bezéiung zu sech selwer entwéckelen an domat och zu hirem Kierper.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Regelméisseg a villsäiteg Bewegung férdert doriwwer eraus déi emotional Intelligenz an huet souguer e positiven Afloss op d'Konzentratiouns- an d'Léierfäegkeet. An deem Sënn kann ee behaapten, datt mat dësen Zonen eng wichteg Viraussetzung fir en erfollegräiche Schoulparcours ka geschafe ginn. Net fir näischt sinn ëmmer méi Gehirfuerscher an Entwécklungspsychologen der Meenung, datt Konscht, Musek a Sport déi wichtegst Schoulfächer iwwerhaapt sinn. Firwat? Well dës Fächer déi 100 Milliarden Nervenzellen, iwwert déi e Gehir verfüügt, wäit méi stimuléiere wéi all déi aner Fächer zesummen, besonnesch bei klenge Kanner.

Gewënnbréngend sinn d'Motorikzonen och um Plang vun der Chancëgläichheet, well se souwuel deene leeschtungsstaarke wéi och deene leeschtungsschwaache Kanner oder ängschtlechen an zréckgezunnene Kanner d'Chance bidden, sech gemääss hire Fäegkeeten an Talenter ze entfalen. Aus deem Grond ass et ebe grad wichteg, datt se de Kanner fräi zur Verfügung stinn. All meng Virriedner hunn dat do betount.

Dës Zone sinn also net geduecht, fir d'Kanner mat Programmer ze iwwerfalen oder eng Erwaardungshaltung op si ze leeën. D'Zil ass vill méi, datt d'Kanner do interagéieren an domat och hir Sproochkompetenzen, hir Kreativitéit an hiert soziaalt Verhalen am Kontext vun der Bewegung stäerken. An eisen Aen ass dat e wichtegen a ganz innovative Volet vun dësem Fënnefjoresplang, deen onbedéngt ervirgestrach muss ginn. An duerfir kann een et net oft genuch widderhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, et féiert ze wäit, fir nach méi déif op dee Volet anzegoen, mä wéi gesot, e läit eis als Gréng besonnesch um Häerz. Mir sinn nääml ech der Meenung, datt dëst Beispill soll Schoul maachen an och op aner Institutioune soll erweidert ginn. Iwwerall soll d'Bewegung zum Alldag ginn, virun allem och an de Grondschoulen a Lycéeën, wou d'Bewegung nom Konzept „Die bewegte Schule" kéint ëmgesat ginn. Dëst Konzept geet zréck op de Schwäizer Urs Illi, dee schonn ugangs den 1980er Joren duerfir plädéiert huet, datt méi Bewegung an déi traditionell Sëtzschoul soll kommen an datt op Still verzicht soll ginn. A ville Schoulentwécklungspläng vun auslännesche Schoule spillt dësen Usaz mëttlerweil eng entscheedend Roll. Firwat net och bei eis, esou absurd wéi dat fir munchereen och klénge kann?

Feststeet jiddefalls, datt dës Approche „d'Still aus de Schoulen" sech ëmmer méi duerchsetzt an zu erstaunleche Resultater féiert. D'Kanner kommen net nëmme léiwer an d'Schoul, se si méi konzentréiert, se erreechen an der Moyenne besser Resultater a bleiwe virun allem virun Haltungsschied a Réckeproblemer verschount.

An domat kommen ech bei déi gesondheetlech a sozial Volete vum Sport a vun der Bewegung. Et läit op der Hand, datt de Sport eng präventiv gesondheetserhalend, sozial an integrativ Funktioun kann hunn. Dat héiert a liest een iwwerall an et besteet och keen Zweifel méi drun, datt dat alles stëmmt.

Wat awer manner oft thematiséiert gëtt, sinn d'Schietsäite vum Sport a virun allem d'Schietsäite vun der Sportbesiessenheet. Datt Sportdreiwen ënner Leeschtungsdrock verbonne mat engem iwwerdriwwene Kierperkult méi ongesond a schiedlech ka sinn, wéi jorelaang um Canapé ze leien, fir et e bëssen iwwerspëtzt auszedrécken, däerf an dëser Diskussioun net ignoréiert ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat heescht net, datt Sport Mord ass, wéi de Winston Churchill et ausgedréckt huet. Et heescht awer…

(Interruption et hilarité)

Et heescht awer, datt ee mat de sportlechen Ambitiounen, déi ee sech selwer oder déi een de Kanner setzt, net soll iwwerdreiwen. Hannendru verstoppt sech nääml ech de Risiko vum Dopping an de Risiko vun der Magersucht bei ville Jonken, mä och de Problem vun der Diskriminatioun vun deene Mënschen, déi dem sportleche Kierperideal net entspriechen. Souwuel den iwwerdriwwene Leeschtungsdrock wéi och de gesellschaftlechen Zwang, eng sportlech Figur ze hunn, kënnen nääml ech fatal Konsequenzen hunn, besonnesch bei Kanner a Jugendlechen, déi e puer Kilo ze vill op den Hëften hunn an net esou séier an esou flénk si wéi déi aner.

Dir Dammen an Dir Hären, natierlech fanne mir et ganz wichteg, der ongesonder Obesitéit mat alle Mëttelen entgéintzewierken, a mir wëllen dee Problem och net verharmlosen. Gradesou wichteg ass et awer, obèse Kanner an Erwuessener net ze stigmatiséieren, well ob e Kand iwwergewiichteg gëtt oder net, hänkt net just of vum Choix tëscht Fritten oder Uebstzalot an och net just dovun, wéi oft a wéi intensiv et sech beweegt.

Och d'Genen an d'Prägung vun den Eltere respektiv de Stress a belaaschtend Erliefnisser an der Famill spillen eng Roll a kënne Kanner dauerhaft zu Aussesäiter maachen. Datt schonn déi Jéngst ënnert dem Stigma vum Décksi leiden an äänlech onglécklech mat hirem Liewe gi wéi Gläichaltreger, déi eng schwéier Krankheet hunn, ass dobäi eng traureg Tatsaach. An anere Wierder: D'Phobie virum Décksi mécht vill Mënsche krank, mä nëmmen déi wéinegst méi sportlech a méi dënn.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mir iwwer Sport, Leeschtung, Präventioun a Gesondheet schwätzen, da muss och dës Debatt eemol méi déif gefouert ginn. Interessant wier et och, iwwer Themen ze schwätze wéi Dopping, Sportmedezinn an Inklusioun duerch de Sport. Alles dat muss eng Kéier méi verdéift ginn, grad ewéi d'Thema vum Sportdreiwen an der fräier Natur an am ëffentleche Raum.

D'Thema vum Sport ass esou villfälteg a wichteg, datt dëst héicht Haus sech nach oft domat soll befaassen.

An an deem Sënn ginn ech den Accord a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ganz gutt!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Lorsché. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem grousse Merci un d'Madamm Hemmen, déi eis hei de Projet, dee ganz komplex a grouss ass, jo ganz gutt erkläert huet. Villmools Merci dofir. Si huet mat Recht op d'Wichtegkeet vum Sport fir d'Gesondheet higewisen. Dat ass eppes, wat mir mat zwou Hänn ënnersträichen. Dofir begréisse mer och dëse Programm a mir droen en och mat als ADR.

Et ass wichteg, datt de Sport all Mënsch kann erreechen, all Kategorië vu Leit mat hire spezifesche Besoinen, bei de Schoulkanner ugefaangen. Mä loosse mer och eben déi behënnert Leit net vergiessen, déi eng geeschteg oder eng kierperlech Behënnerung hunn! Et däerf ee sech net nëmmen ëmmer op de Spëtzesport fokusséieren, mä et muss een och déi Leeschtungen, déi déi Leit bréngen, absolutt respektéieren an unerkennen an och si encouragéieren, fir sech am Sport ze engagéieren. Datselwecht gëllt och fir déi eeler Leit, wou vill Gemengen och eng wäertvoll Aarbecht maachen, fir och déi eeler Leit un de Sport erunzeféieren oder se dranzehalen. Dofir brauch et Infrastrukturen, selbstverständlech, mä och adequat Programmer.

Mir begréissen, wéi vill anerer et virun eis scho gemaach hunn, d'Infrastrukturen, déi elo zu Munneref geplangt sinn. A mir deelen och d'Iwwerzeegung, déi d'CSV hei bruecht huet, datt mer d'Sportinfrastrukturen um Härebierg sollen ausbauen. Ech mengen, dat huet och nach deen Effekt, datt mer Suen op de Militärbudget kënnen urechne loossen, vun deem eis jo nogeluecht gëtt, datt mer e sollen erhéijen. Mat enger Schwämm oder gudde Sportinfrastrukturen, mengen ech, ass dat och e wäertvolle Wee, fir dat ze maachen.

D'Infrastrukturen am Sport solle wa méiglech gläichzäiteg, esou wäit wéi dat geet, dem Spëtzesport déngen, awer och dem Breedesport. Ech mengen, mir hunn e Land mat net onendleche Méiglechkeeten. Mir sollten eis also net ze vill op eent konzentréieren. Mir kucken, datt mer eis Infrastrukturen esou gutt geréieren, datt mer hinnen d'Plaz fir déi zwou Forme vu Sport awer loossen.

Och ass et wichteg, déi Infrastrukture laangfristeg an der Rei ze halen. Dat gëtt mat dësem Programm geplangt an och duerchgeféiert. An och dat begréisse mer ausdrécklech.

Mir hunn eng aner Positioun, dat wär och interessant, fir vläicht ze wëssen, wat d'CSV genau gemengt huet. D'Madamm Arendt huet hei exposéiert, datt déi Infrastrukturen dacks méi wäit géifen auserneeleien, wat dat och ëmmer heescht an engem ganz klenge Land wéi eisem, wann déi Infrastrukturen e puer Kilometer vuneneen ewechleien. Ech mengen, et ass einfach wichteg, datt mer et net konzentréieren, mä datt mer an eisem Land flächendeckend sportlech Infrastrukture vu Qualitéit hunn an net alles op enger Plaz zesummeféieren. Mir sollen net ufänken, Regiounen ze benodeelegen, wéi mer et leider och an anere Beräicher maachen, mä wou da keng Infrastrukture wären. Ech mengen, dat ass dee falsche Wee.

Mir hunn och als ADR e besonneschen Accent ëmmer geluecht op d'Accessibilitéit, Barrièrefräiheet fir behënnert Matbierger. Et ass esou, datt mer heiansdo a Sporthale sinn, wou e Mënsch, dee sech an engem Rollstull deplacéiert, emol net kann op eng Tribün eropkommen. Alles dat gëtt et nach hei am Land. Datt kee Lift do ass, dee breet genuch ass, fir gewësse Rollstill eranzeloossen, alles dat däerft et eigentlech scho laang net méi ginn. An et ass wichteg, datt mer alleguerten en A drop werfen, fir ze kucken, datt iwwerall am Land déi Mënschen, déi mat enger Behënnerung ze dinn hunn, och kënnen iwwerall Zougang hunn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kartheiser, erlaabt Der, dass d'Madamm Arendt lech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, wann ech dat net vu menger Zäit ofgehale kréien, jo.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, jo, dat ass kee Problem. Madamm Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech wollt just reagéieren, well Der mech zitéiert hutt. Selbstverständlech ass d'CSV och fir verstreeten Infrastrukturen esou wäit wéi méiglech. Mä hei ass et reng ëm den Héichleeschtungssport gaangen, reng ëm national Zentren. A wann Der e Kand hutt, dat Héichleeschtungssport mécht, sëtzt Der heiansdo véier an eng hallef Stonn am Auto, fir et kënne vun enger Plaz op déi aner ze féieren. A genau op dat war ech agaangen. Selbstverständlech ass d'CSV och dofir, fir esou vill wéi méiglech Infrastrukture flexibel am Land ze hunn, datt esou vill Leit wéi méiglech Sport kënne maachen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ben…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Iech Merci fir déi Kloerstellung. Här Kartheiser, et ass erëm un Iech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gutt. Ech soe just, déi Kloerstellung war néideg, well virdrun huet dat e bëssen anescht geklongen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dann hutt Der net nogelauschtert.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kartheiser, et ass un Iech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann ass et och wichteg, datt mer bei verschiddene Sportzentre Logementsméiglechkeeten hunn, fir och méi laang Trainingsperioden op der Plaz ze erméiglechen. Déi Infrastrukture sollten och zesumme geduecht gi mat de Gemengen. Ech mengen, och dat ass eppes, mir hate jo och an dëse leschte Joren eng Debatt iwwert d'Schwammmeeschteren, d'Schwammmeeschteren an hir Interventioun an der Schoul. Ech mengen, dat war e gutt Beispill dofir, datt de Stat an d'Gemengen géigesätzlech Usätz zum Deel haten, fir de Sport ze organiséieren. Dat waren Debatten, déi net néideg gewiescht wären, well mer drop ugewise sinn, datt d'Schwammmeeschteren och hir Kontributioun leeschten, och am Schoulsport, an datt et eben och wichteg ass, datt déi Gemengeninfrastrukturen oder Sportinstallatiounen esou ugeluecht sinn, datt se och zu engem méiglechst groussen Zäitraum dem Public disponibel sinn.

Dann ass et och ganz wichteg, datt déi Sportinstallatiounen, déi mer hunn, och engem Sporttourismus zeguttkommen. Mäi Kolleeg, den Här Reding, hat nach viru Kuerzem eng Question parlementaire gestallt iwwert den Auto- a Motorsport, well et wichteg ass, ze wëssen, datt ganz vill Leit op esou Evenementer kommen, fir sech dat unzekucken. An d'Regierung huet an hirer Äntwert datselwecht ervirgestrach, nääml ech datt dat e groussen touristesche Wäert, e groussen touristeschen Impakt huet och op d'Horeca, op d'Tourismusinfrastrukturen allgemeng. An dat muss een och unerkennen, datt niewent dem Kongresstourismus och e Sporttourismus kann eng interessant Approche si fir de Sport (veuillez lire: den Tourismus) hei am Land.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wat d'Notzung vun den Infrastrukturen ugeet, mengen ech, ass et awer och eng Saach, déi eis um Häerz läit, datt mer net an eng Richtung ginn, fir eng Geschlechtertrennung ze maachen oder Tenuen an de Schwämmen oder anere Strukturen zouzeloossen, déi eisen hygienesche Kritären net ëmmer entspriechen.

Dëse Gesetzesprojet leet e besonneschen Accent op d'Mobilitéit vun deene ganz Klengen. Dat ass en Zil, dat mir deelen. Mir wëllen awer och dozou e puer Kommentare maachen. Natierlech, et ass wichteg, datt déi Kleng mat hire Sënner den dräidimensionale Raum entdecken an datt se hir Mobilitéit entwéckelen. Mä mir mussen oppassen, wa mer esou Espaces de motricité a staatlechen Infrastrukture férderen, da stellt sech och d'Fro: Wéi ass et mat privaten Infrastrukturen? Maache mer hei net eng weider Konkurrenz tëschent staatlechen Infra-

strukturen (veuillez lire: tëschent staatlechen Infrastrukturen a privaten Infrastrukturen), zugonschte vun ëffentlechen Infrastrukturen, wou dann d'Leit vläicht och éischter an esou Strukture gi wéi a privat Infrastrukturen, well se do mengen, eben datt d'Mobilitéitsméiglechkeet fir déi Kleng besser ginn ass?

Et wär op jidde Fall net schlecht, fir och mat privaten Ubidder an deem do Beräich eng Kéier dee Volet ze diskutéieren, wéi d'Mobilitéit an deenen Infrastrukturen, wou jo och ganz vill Kanner sinn, ka besser assuréiert sinn a wéi de Stat sech dozou stellt.

Dat Zweet ass, wann ee mat klenge Kanner Sport mécht oder Mobilitéit mécht, sollt een och eng Formatioun an deem Beräich hunn - eng Formatioun, wat déi kierperlech Entwécklung vun de Kanner an deem Alter ugeet, ganz sécher, awer net nëmmen dat. An hei verweise mer op en Avis vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, dee jo och gesot huet, et sollten ethesch Regele gi fir déi Leit, déi mat Kanner Sport maachen oder sech ëm hir Mobilitéit këmmeren, datt déi ganz kloer och ethesch Regelen hunn, wéi se sech solle verhalen an deem Beräich.

Dann ass eng Form, déi normaalste Form, oder eng vun deenen normaalste Forme vun der Mobilitéit vun deene ganz Klengen, dat sinn natierlech d'Spillplazen. Och eng Saach, wou de Stat, haaptsächlech d'Gemengen eng wichteg Roll ze erfëllen hunn. An et ass e Manktum hei am Land vun iwwerdaachte Spillplazen. Well se kéinte vill méi genotzt ginn am Hiersch, am Wanter selbstverständlech, déi vill Deeg, wou mer schlecht Wieder hei am Land hunn, wa méi iwwerdaachte Spillplazen do wären. Dat ass kee groussen Investissement, mä een, deen och der Mobilitéit vun de Kanner ganz vill géif entgéintkommen.

De Schoulsport misste mer och iwwerdenken. Et ass am Ableck esou op ville Plazen, datt de Schoulsport net zur Freed, net zur Zefriddenheet vun deene Jonke gemaach gëtt. Et gëtt do déi onméiglechste Situatiounen, och hei an der Stad. Wann zwou Stonne Sport um Programm stinn an et ass grad Schwammen, da sinn d'Schüler vun deenen zwou Stonne bal iwwer eng Stonn ënnerwee a Bussen oder esou, fir iwwerhaapt bis op d'Plaz ze kommen. A wat schlussendlech do u Sport gemaach gëtt, dat sinn dann nach e puer Minutten.

Dat si Situatiounen, déi natierlech net zefriddestellend sinn. Mir hunn eis dofir och schonn an eisem leschte Wahlprogramm engagéiert, fir de Schoulsport ze iwwerdenken. E soll méi Freed maachen, et soll méi Sport sinn. De Schüler soll méi fräi sinn dobäi. An ech mengen, dofir ass et wichteg, mat de Federatiounen a mat de Sportsprofesseren dat eng Kéier ze iwwerkucken, wéi wäit Sport, deen een op anere Plaze mécht, och kann am Schoulsport unerkannt ginn. Dat géif jo och de Veräiner dozou verhëllefen, fir méi jonk Leit an de Sportsveräiner kënnen ze begréissen a fir se do ze encadréieren, a wann et méiglech wär, en Deel wéinstens vum Schoulsport och an de Veräiner ze maachen, datt dat zertifiéiert géif ginn.

An et géif der Schoul erlaben, am Schoulsport an der Schoul vill méi spezifesch op d'Besoine vu Kanner anzegoen a vu Jonken, déi vläicht och besonnesch Bewegungsproblemer hunn oder besonnesch e schwéieren Zougang zum Sport, fir op deenen hir Besoine besser anzegoen. Ech mengen, et wär also wichteg, déi ganz Thematik vum Schoulsport eng Kéier grondsätzlech ze iwwerdenken.

Dat gesot, ass dat heiten e Programm, deen dem Besoin vun dem Land entgéintkënnt, dee mer begréissen, well en d'Wichtegkeet vum Sport fir eis alleguer a fir d'Gesondheet selbstverständlech nach eng Kéier ënnersträicht. An d'ADR dréit dat hei mat Freed mat.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir droen och den eelefte Fënnefjoresplang am Sport mat. Dir wësst, mir hunn deelweis jo och heiansdo Faibele fir Fënnefjorespläng, op jidde Fall dann, wa se Sënn maachen. A mir mengen, datt dat hei een ass, deen absolutt Sënn mécht.

Ech wéilt een Element just positiv ervirsträichen. Dat sinn notamment d'Investissementer, déi virgesi sinn an d'Salles de motricité, am wäitste Sënn, wann een esou ka soen, d'Mobilitéit vun deene ganz Klengen, de Breedesport. A mer fannen et och ganz begréissenswäert, datt dat eng ëffentlech Missioun ass an och an ëffentlecher Hand ass a bleift. A mer mengen éischter souguer, datt et ëmgekéiert, datt déi privat Ubidder... An normalerweis handelt et sech jo an deem Fall, wat mäi Virriedner gemengt huet, wahrscheinlech ëm Maisonrelaisen, déi privat sinn. Mir mengen, datt et wierklech déi ëffentlech Missioun ass an datt dëse Programm déi ëffentlech Missioun nach eng Kéier ënnersträicht. An dat fanne mer ganz sënnvoll a wichteg.

Dëst gesot, ënnerstëtze mer dëse Projet voll a ganz.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo de Sportsminister, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

(Brouhaha)

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Merci, Här President. Effektiv, de Wee heihinner ass scho Bewegung an et sinn Hürden dotëschent. Mä dat ass och, fir Sport ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice fir dee flotte schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci och der Kommissioun, déi ganz intensiv Gespréicher gefouert huet. Mer hunn eng Rei Suggestiounen, déi erakoume souwuel vun der Majoritéit wéi vun der Oppositioun, diskutéiert an zum Deel och mat agebonnen an dëse Projet de loi, deen also nach ee verbesserten ass par rapport zu deem, deen do louch.

Ech hunn nëmme 15 Minutten Zäit, dofir kann ech net op all Punkten agoen, virun allem well eng ganz Rei vu Punkten iwwert de Kader vum eelefte Fënnefjoresplang erausginn, déi mer zum Deel ugeschwat hunn, wéi mer iwwert d'Sportspolitik hei zu Lëtzebuerg a virun allem do d'Wichtegkeet vun der Bewegung diskutéiert hunn. Ech hunn och eng Rei Messagen héieren. Eng Rei Messagë kann ech novollzéien. An Dir wësst, dass ech bei enger Rei Messagë selbstverständlech och op där Linn sinn, fir och an Zukunft aktiv Rollen ze spille respektiv aktiv Projeten ze maachen oder Programmen en place ze setzen.

Et muss een awer vläicht nach eng Kéier hei erwänen, well ech bei verschiddene Riedner e bëssen d'Gefill hat, datt een dat net direkt weess, wat de Mëtteg dëse Projet de loi bedeit. Dëse Projet de loi ass am Prinzip eng Enveloppe budgétaire vun 120 Milliounen, déi mer zur Verfügung stellen a wou natierlech an deem Projet eng Rei vu Projeten ugedeit ginn, déi gemaach ginn. Mä dat heescht awer net, datt dat d'Enn ass vun de Projeten, déi kënne kommen.

An dofir, Madamm Lorsché, wann nei Iddien do sinn, selbstverständlech kënnen déi afléissen, well all Projet gëtt herno iwwer e Règlement grand-ducal definéiert, déi sougenannte Lëschten, wéi mir dat nennen, sief dat déi éischt Lëscht, sief dat déi zweet Lëscht, an a verschiddene Fënnefjoresprogrammer souguer nach eng drëtt Lëscht, déi nokoum. Also Iddie sinn ëmmer do. Nei Projete kënnen erakommen.

All déi Projeten, déi och hei de Moment schonn drastinn, och déi hu mer erëmfonnt an eenzele Projete wéi an engem aachten, an engem néngte Fënnefjoresplang. Zum Beispill Projeten, déi ni realiséiert goufen, déi herno och op där anerer Säit vun de Gemengen net méi duerchgezu goufen, well d'Gemenge sinn eise gréisste Partner doran.

A wa mer d'Gemengen net hätten, fir Projeten ze realiséieren, da géife mer och all déi 120 Milliounen, déi mer hei virgesinn, net kënnen ausginn, well mer jo op där anerer Säit de Prozentsaz brauchen. Mir hunn engersäits 35%, mir hunn zum Deel 50%, déi aner musse geliwwert gi vun de Partner, an dat sinn nun eben emol d'Gemengen, déi hei eng wichteg Roll ze spillen hunn. Dofir soll ee ganz kloer ënnerscheeden tëschent där Enveloppe, déi hei zur Verfügung gestallt gëtt, an op där anerer Säit de Projeten, déi determinéiert ginn an definéiert ginn an de Reglementer hannendrun.

Et ass awer ze gesinn, mengen ech, datt mer hei zënter iwwer 50 Joer am Kader vu Fënnefjorespläng schaffen. An déi lescht Enveloppen, déi mer haten: déi vun engem néngte Fënnefjoresplang mat 100 Milliounen, een zéngten, deen e bëssen erofgaangen ass mat 90, an elo hei ee vun 120 Milliounen.

A wat heescht dat, déi 120 Milliounen? Dat heescht 650 Milliounen, déi investéiert ginn, fir Sportinfrastrukturen in- an outdoor hei zu Lëtzebuerg ze bauen, ze bauen am Interesse net nëmme vun dem Kompetitiounssport, net nëmme vum Elittesport. Nee, fir mech, fir Sport vun 0 bis 99 Joer ze ënnerstëtzen. Dat gouf och vun all de Riedner hei opbruecht. Et ass dat en Deel vum Sportkonzept, deen opgebaut (veuillez lire: gëtt), an d'Infrastrukturen ass selbstverständlech ee wichtegen Deel dovunner.

Wichteg och hei vläicht drop anzegoen, an et gouf schonn hei gesot, déi véier grouss Punkten eigentlech vun deem, wat hei ofgedeckt gëtt iwwert déi 120 Milliounen. Engersäits selbstverständlech nei Sportinfrastrukturen - nach eng Kéier déi wichteg Roll vun de Gemengen ënnerstrach -, op där anerer Säit d'Renovéieren an d'Reamenagéieren, och dat gouf hei gesot.

Wichteg, datt een och all Kéiers e Suivi dovunner hält. An et gouf hei geschwat vun der Base de données, déi eis ganz wichteg Donnéeën awer gëtt, zum Beispill wat dee ganze Benchmarketing betrëfft vun de Präisser, déi effektiv bestinn. Och do konnte mer, an ech kommen herno nach eng Kéier op d'Seuillen an op d'Plafongen zréck, déi mer hei effektiv och konnte maachen, soudatt mer effektiv och dës 120 Millioune kënnen effikass asetzen an och wierklech all Euro fir de Sport ausginn a mer keng Prunkbaute maachen, keng gëlle Klensche musse maachen, mä do investéieren, wou mer mussen investéieren. An dat ass op de Sportflächen, dat ass do, wou Sport gemaach gëtt.

An dat ass och eng wichteg Roll vun der Base de données, déi eis awer och Méiglechkeete gëtt, an dat hu mer opgeschafft de Moment. Mer hu missen zréckgoen op een aachte Fënnefjoresplang schonn, fir och wierklech Elementer ze hunn, Erkenntnisser ze hunn. A mir sinn de Moment natierlech ugewisen och op d'Donnéeën, déi mer vun de Gemenge kréien. An an deem Sënn ass dat doten ee Prozess, dee leeft, deen net ofgeschloss ass, dee mat Sécherheet awer an deenen nächste Méint, ech soe souguer an deenen nächste Jore wäert komplett ginn. Dann och en Uleies, wéi Der richteg gesot hutt, dat ass d'Benotzung vun deenen eenzelne Sportshalen. Och dat wäert do mat afléissen, fir och dat kënnen no baussen ze weisen.

Dann nei Bewegungsraim, Salles de motricité, war hei en zentralen Thema, deen ugeschnidde gouf. Ech hat an der Chamberskommissioun dat Bichelche matbruecht „Bewegungsraim", fir ze kucken: Wat gëtt et, wat ass dat eigentlech, wat beinhalt dat a wat gëtt et eigentlech do vu Méiglechkeeten, fir de Kanner am klengen Alter ze weisen, wéi ech mech richteg bewegen? Dat ass e Konzept, dat mer aus Däitschland matgeholl hunn. Et gëtt et an Europa. Déi Ënnerstëtzung, dës Schafung vun dëse Raim gëtt et eigentlech de Moment an zwee Länner, vun deenen ech weess. Dat ass Däitschland an dat ass elo Lëtzebuerg.

Mir sinn also relativ no bäi do, fir och kënnen hei richteg a wichteg Akzenter ze setzen, wat d'Bewegung vun eise Kanner betrëfft, wat fir mech en Élément clé ass an där ganzer Entwécklung och vun eiser Gesellschaft, och vun all deem, wat gesot gouf, wat d'Obesitéit betrëfft, wat d'Aggressivitéit betrëfft an esou weider. Et ass ee wichtegt Element.

An ech mengen, hei hu mer an deene leschte Méint, an deene leschte Joren - an ech gesinn, den Educatiounsminister ass och hei - e ganz flott Zesummeschaffen och kritt, fir och do Konzepter zesummen ze maachen. Ech steieren nëmmen hei „Die bewegte Schule" un, wat e flott Konzept ass tëschent zwee Ministèren, iwwergräifend, a wou mer och wierklech konkret um Terrain gesinn, wat do alles machbar ass, selbstverständlech mat deem qualifizéierte Personal dobäi an och do déi nei Roll, déi effektiv déi nei ENEPS kritt, fir och hei zesumme mam IFEN déi Programmer ze entwéckelen, fir och do souwuel d'Léierpersonal wéi och d'Personal vun Educateuren an Educatricë kënnen auszebilden, fir och dat hei richteg, net nëmmen an de Bewegungsraim, mä generell am Schoulsport, am Sport an de Betreiungsstrukture kënnen unzebidden.

De Volet hannendrun ass deen, wat d'Base-de-donnéeë betrëfft. D'Base-de-donnéeën hunn ech zitéiert. E wichtege Punkt, dee mer hunn, engersäits fir kënnen opzehuelen, wat fir eng Infrastrukturen et gëtt, op där anerer Säit se awer och auszebauen, an dat iwwert de GESCOM, deen drunhänkt, fir séier d'Gemengen ze indemniséieren.

Hei kënnen d'Rechnungen och direkt online eragereecht ginn, déi dann och scho mat Avancë kënne bezuelt ginn. Mir hoffen awer och do erëm eng Kéier, datt déi Zomm, déi mer zu Verfügung hunn, optimal ka genotzt ginn an datt net nach zousätzlech Interêten derbäikommen, déi musse bezuelt ginn, wa Prête lafen. Also dat séiert Ofwéckele vun deenen eenzelne Beräicher, dat iwwert de GESCOM zesumme mat dem SIGI, ass e ganz wichtegen, ass e flotte Programm, dee mat Sécherheet an dësem Programm elo nach eng Kéier méi wäit wäert goen.

Mir hunn eis och festgehalen un den Tauxen, déi mer haten, déi 35% fir lokal, 50% fir regional. Hei ass ëmmer méi eng Zesummenaarbecht ze begréissen op regionalem Niveau vun de Gemengen, déi sech zesummeschléissen, fir Saachen ze maachen. An op där anerer Säit sinn et 70%, wat national Projeten ubetrëfft bei den Aarbechte respektiv Renovatiounsbauten.

Wichteg ass och ze soen, datt mer och eng Simplification administrative hei agefouert hunn. All déi Projeten „de faible envergure", wéi mer se nennen, vun 1,5 Milliounen Euro, déi brauchen net méi iwwert d'Lëscht, net méi iwwert de Règlement grand-ducal ofgeweckelt ze ginn, mä déi ginn d'Méiglechkeet, méi Flexibilitéit fir d'Gemengen ze kréien, méi Reaktivitéit a méi Simplification administrative eranzebréngen.

Mir hunn awer och bei de Renovatiounen e Seuil agesat, ab deem se effektiv och mussen op d'Lëscht kommen, well mer och hei gesinn hunn, datt op eemol Renovatiounsaarbechte waren, déi scho bal engem neie Projet entsprach hunn. An och do ass de Seuil 5 Milliounen, ab deem se mussen op eng Lëscht kommen, fir ebe kënnen subsidiéiert ze ginn.

An da wär nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt mer och e Plaffong no uewen agesat hunn, bei Schwämmen, bei Sportinfrastrukturen, bei Sporthale virun allem, vun 10 Milliounen Euro, fir eben deene Prunkbauten entgéintzegoen, déi ee Moment de „Slang" haten, fir ze entstoen. An et ass och wichteg, datt mer an Zukunft d'Sportflächen, all déi Saachen, déi direkt mam Sport ze dinn hunn, wéi d'Vestiairen natierlech, wéi all déi Raim, wou ech mech drop preparéieren, wou ech och duerno versuergt ginn, och duerno soignéiert ginn, kënnen ënnerstëtzen, mä mer mussen elo net iwwerall gëlle Krinn hunn, fir Sport ze maachen.

Wichteg ass och, mengen ech, datt mer an där ganzer Period, an do kann ech awer zréckkucke bis op 2009, ëmmer probéiert hunn - eppes, wat hei ugeschwat gouf, d'Saach vun de wäite Weeër -, d'Infrastrukturen no beieneen ze bréngen. An ech mengen, hei hu mer vun Ufank un, souwuel an der viregter Regierung wéi virun allem och an dëser Regierung, probéiert, en Dräiecksverhältnis opzestellen, datt mer d'Schoulinfrastrukturen, d'Infrastrukture vun de Maisons relais an d'Sportinfrastrukturen op ee Site bréngen; do, wou et méiglech ass selbstverständlech.

Dat ass natierlech ganz dacks de Problem, mä et huet sech awer esou erginn, datt bei all deenen neie Sportinfrastrukturen, déi opgemaach gi sinn, dat ganz dacks de Fall war. Soudatt mer hei effektiv och déi Zäit, déi zur Verfügung bleift, virun allem am Schoulsport, optimal kënnen notzen, a mer net mussen nach mat Busse respektiv wäit Trajeten op eis huelen, ier et iwwerhaapt zum Sport kënnt.

Wat déi iwwerdeckte Sportflächen ubetrëfft: Och do gëtt et schonn eng Rei vun interessante Projeten, déi bestinn, déi mer zesumme mam Tourismusministère gemaach hunn. Ech kennen een an der Gemeng Eeschwëller, dee mer do gemaach hunn, do, wou zum Beispill fir kleng Kanner esou eng Méiglechkeet ass, wou se sech kënne bewegen a wou et iwwerdeckt ass a wou och d'Eltere kënne suivéieren, och begleet mat Personal derbäi. E flotte Projet tëschen Tourismus a Sport, deen ugedeit ass.

Déi 33 Projeten, déi elo hei zitéiert sinn, vun deenen der eng Rei - dat ass richteg gesot - elo schonn an der Phas sinn, fir datt se gebaut gi respektiv, an enger Phas, wou et mam Bauen ugeet, wou d'Pläng fäerdeg sinn.

Et sinn eigentlech 33 grouss Projeten, déi elo agereecht goufen. Si gi queesch duerch d'Land. Dat sinn der ganz vill an der Stad Lëtzebuerg, déi ugeduecht sinn. Och do, mengen ech, ass déi Partnerschaft, déi do entstanen ass an deene leschte Joren, virun allem och am Kader vum Bau vum nationale Fussballstadion, eng exemplaresch, fir och hei Prioritéiten ze setzen an de Sport, grad och an der Haaptstad.

Dann zu Biissen, zu Esch-Uelzecht, zu Bartreng, zu Suessem, zu Déifferdeng, zu Hesper, zu Diddeleng, zu Réimech, zu Stroossen, zu Feelen, fir nëmmen déi ze nennen. Dir gesitt, et geet queesch duerch d'Land, do, wou d'Gemenge bereet sinn, d'Prioritéit ze setzen, fir a Sportinfrastrukturen ze investéieren.

Selbstverständlech sti grouss Projeten un. Ee vun deenen ass de Projet zu Mondorf. An et gouf hei gesot: E Velodrom ass wichteg. Jo, e Velodrom stoung am aachte Fënnefjoresplang. Déi Sue sinn och nach ëmmer blockéiert, fir dat ze maachen.

Derniewent hu mer awer gebraucht: éischtens, ee Site, fir et kënnen ze maachen, a mir wollte virun allem och mat engem Partner schaffen, dee sech och bereet erklärt huet - nodeem mer jo en Appell gemaach haten un d'Gemen-

gen, si solle sech mellen, wa se gär e Velodrom hätten -, fir Synergien ze sichen. A mir kréien hei op engem Site eng Sporthal, eng Schwämm, déi souwuel ka genotzt gi vu Lokaler, wéi vum Velodrom selwer mat enger Rei Infrastrukturen, wéi vum Lycée, deen zu Mondorf wäert entstoen.

Also, mir maachen hei wierklech eng Win-win-Situatioun, déi do entsteet. An dat wäert hëllefen, datt mer engersäits de Velodrom kënne bauen an derniewent dann och virun allem de Lycée an deem doten Eck seng Sportinfrastruktur kritt a virun allem och d'Gemeng Mondorf. An och hei, mengen ech, ass eng ganz flott Partnerschaft, déi mer do hunn, an och am September elo nach eng Kéier mat engem konkrete Projet, dee mer dann dobausse kënne weisen, wou ee genau gesäit, wat de Velodrom gëtt a wat déi Infrastrukture gi mat Sporthalen, mat Schwämm a mat Tennisterrainen. Do wäert Der gesinn, datt dat wierklech eppes Ganzes ass, wat och Sënn gëtt.

Hei ass och de Liichtathletikstadion am Kordall virgesinn. Och dat ass eng Plus-value, mengen ech, fir de Süden, déi do entsteet. Ech mengen, och hei ass de Besoin zënter Laangem do. Ech si frou, datt d'Gemenge sech zesummegedoen hunn, fir och dee Projet do kënnen ze realiséieren; niewent deem, wat jo um INS zousätzlech fir d'Liichtathletik derbäikënnt, wat een net hei erëmfënnt, wat jo iwwert de Budget vum MDDI wäert erausgoen.

Dann natierlech d'Raimlechkeete vum LIHPS zu Déifferdeng, déi och do Büroe fir de LIHPS engersäits, an derniewent virun allem de Volet vun der Recherche ofdecken. Dat fënnt een och an dësem Fënnefjoresplang erëm.

An dann natierlech den nationale Fussballstadion, wou mer hei deen zweeten Deel dra fannen, deen zu Gaasperech gebaut gëtt an dee wierklech vun Dag zu Dag wiisst a wou ee gesäit, wat fir ee flott Element mer do wäerte kréien, fir och dann déi international Matcher kënnen ënner exzellenten an ënnert deene beschtméigleche Konditiounen ze spillen, souwuel fir de Fussball wéi och fir de Rugby.

Ech si frou, datt hei eng Saach, déi versprach gouf, och elo gemaach gëtt: De Velodrom, d'Liichtathletik an op där anerer Säit de Fussballstadion gi Realitéit. An ech mengen, et ass gutt dobausse fir d'Sportswelt, dat ze gesinn an och de Mëtteg nach eng Kéier ze héieren.

Et waren e puer Punkten hei ugeschwat ginn, zum Beispill wat de Sportlycée ubetrëfft. Och do si mer amgaangen, en neie Site ze sichen. A 14 Deeg wäert an der Commission d'analyse critique gekuckt ginn, wou se mat deenen eenzele Sitten dru sinn, wou effektiv den MDDI zesummen ass mat der Educatioun a mam Sport, fir eng Analys ze maachen op deene Sitten, déi do sinn.

Et weess een, datt een do natierlech ee gewëssenen Areal brauch, fir déi Infrastrukturen ze kréien. An dat ass och de Problem e bëssen, fir ze soen: „Mir hunn eis grouss Sportinfrastrukture verdeelt an eisem Land." Et ass gewosst, datt mer an eisem Land elo net vun Honnerte Kilometer schwätzen, wou mer auserneeleien, mä fir déi all op eng Plaz ze kréien, do brauche mer Hektaren. A wann ech elo scho gesinn, wéi schwéier et ass, iwwerhaapt emol een Hektar zesummenzekréien oder zwee Hektar, dann ass et einfach esou, datt et besser ass: Mir riichten d'Infrastrukturen op, mir notze se a mir kucken, se effikass mat Synergien och an deem Moment an der Praxis auszenotzen.

Zum Schluss, mengen ech, ass dat heite fir mech ee wichtege Moment fir de Sportsmouvement dobaussen. Ech mengen, hei kréie mer effektiv eng Subventionéierungsméiglechkeet, fir an deenen nächste Jore kënnen d'Landschaft vun de Sportinfrastrukturen outdoor/indoor nach eng Kéier ze verbesseren, se op ee ganz héije Level ze setzen. An ech mengen, dat ass och gutt an dat ass och richteg esou. An ech mengen, Lëtzebuerg ass prett, fir senge Bierger adequat a user-frëndlech Infrastrukture bereetzestellen: fir de Schoulsport, fir de Sport loisir, fir de Kompetitiounssport a fir den Elittesport.

An dësem Sënn, mengen ech, zum Ofschloss vläicht dat, wat mer a leschter Zäit ëmmer flott als Team notzen an alle Beräicher, mat der Partner och: „Let's go, Team Lëtzebuerg!" Hei ass de richtege Wee. An ech mengen, mir sollen alles esou schnell wéi méiglech fäerdeg maachen an elo schonn iwwert deen nächste Fënnefjoresplang nodenken, well dee wäert mat Sécherheet och kommen.

Merci bien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. A mer géifen da kënnen iwwert de Projet de loi 7173 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7173 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Unanimitéit. De Projet de loi 7173 ass ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Marc Angel), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Eng sportlech Natioun!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 7231 fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch. An de Rapporteur, den Här Claude Lamberty, ass prett.

7. 7231 - Projet de loi relative à la promotion de la langue luxembourgeoise et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass nach net allze laang hier, do hätt ech haut op dëser Plaz meng Ried op Franséisch gehalen an net op Lëtzebuergesch. Vill Leit, a besonnesch déi jonk Generatiounen, wëssen dat haut guer net méi, dass hei am Haus eigentlech eréischt säit den 90er Joren op Lëtzebuergesch diskutéiert gëtt.

(Interruptions)

Haut ass et eng Selbstverständlechkeet, dass mir an der Chamber an eiser Sprooch, dem Lëtzebuergeschen, debattéieren. An dat ass och gutt esou.

Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Däerf ech just eng kleng Nuance erabréngen?

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Dir dierft natierlech, Dir sidd President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Et ass schonn zënter dass ech mech kann erënneren, dass ech douewe souz, nëmmen an deene seltenste Fäll Franséisch geschwat ginn. An de Gros vun den Diskussiounen hei am Parlament ass och schonn zu där Zäit, wou ech douewe souz, op Lëtzebuergesch gefouert ginn. Dat ass scho laang hier.

(Brouhaha)

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Do gesitt Der, wéi lieweg dat ass a wéi laang.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, ech sinn awer net den Udo Jürgens.

(Hilarité et brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dir waart nach net op der Welt, do ass schonn hei Lëtzebuergesch geschwat ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, Dir awer och net.

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Da géif ech soen, haut ass et eng Selbstverständlechkeet, dass mer an der Chamber…

(Exclamations)

…an eiser Sprooch, dem Lëtzebuergeschen, debattéieren. An dat ass och gutt esou.

An et ass awer och net allze laang hier, do ass ville vun eis Lëtzebuergesch liese méi schwéier gefall, wéi zum Beispill liesen op Däitsch oder op Franséisch. Haut liesen a schreiwe mir Lëtzebuergesch permanent: op Noriichtesäiten, an de soziale Medien, an eiser Mailkorrespondenz oder och wa mer eise Frënn a Kolleegen SMSe schreiwen. An och wann déi meescht vun eis d'Orthografie ni richteg an der Schoul geléiert hunn, gesäit een dach ëmmer méi korrekt geschriwwent Lëtzebuergesch doruechter.

De Lifelong Learning klappt a puncto Lëtzebuerger Sprooch also ganz gutt. An déi nei Hëllefsmëttel, besonnesch via Internet - ech denken do ganz besonnesch un den LOD oder och un Initiative wéi de Spellchecker -, hu sécherlech dozou bäigedroen, dass mir do mat ganz grousse Schrëtt an de leschte Jore virukomm sinn.

Eis Sprooch lieft, se entwéckelt sech weider, hire Wuertschatz wiisst. An déi positiv Entwécklung muss d'Politik weider ënnerstëtzen a begleeden. An haut geet et hei ëm d'Stäerkten an d'Weiderentwécklung vun der Lëtzebuerger Sprooch, ee Sujet, dee vill Leit beréiert, vill Leit beweegt, mat deem vill verbonne gëtt an deen och selwer vill verbënnt.

Lëtzebuergesch ass näämlech net just eng Sprooch, et ass esou vill méi. Well eis Sprooch ass de Kär vun eisem kulturelle Patrimoine an et ass e wichtege Pilier vun eiser Identitéit.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Als Integratiounssprooch verbënnt an integréiert d'Lëtzebuerger Sprooch Leit mat verschiddene Kulturen a Liewensgeschichten an dréit esou wesentlech zu der Stäerkung vun der gesellschaftlecher Kohäsioun hei am Land bäi. An dëst steet absolutt net am Widdersproch dozou, dass och d'Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg gehéiert a gefërdert muss ginn.

D'Förderung vum Lëtzebuergeschen an der Méisproochegkeet ginn Hand an Hand. An dat ass et, wat eist Land ausmécht. Mir schwätze Lëtzebuergesch a mir si méisproocheg. D'Sproochendebatt hei am Land dierf ebe keng Fro vun derfir oder dergéint sinn, vun deenen enge géint déi aner, mä eng vu Mateneen.

Här President, d'Lëtzebuerger Sprooch konnt sech an deene leschte Joren, jo Jorzéngten trotz enger ëmmer méi heterogener Populatioun duerchsetzen. Dat beleet och eng rezent Émfro am Optrag vum Bildungsministère. 77% vun der Bevëlkerung schwätze Lëtzebuergesch. Dëst ass en héijen Undeel, wann ee bedenkt, dass ënnert de Befroten och eng 40% Netlëtzebuerger waren. Bei där nämlechter Émfro huet sech och erausgestallt, dass eng grouss Majoritéit, näämlech 78%, der Meenung ass, dass d'Lëtzebuerger Sprooch am Alldag nach méi gestäerkt sollt ginn.

Och wa fir déi meeschten Awunner, näämlech fir 73%, d'Sproochesituatioun am Land kee Problem duerstellt, besteet awer de Wonsch, fir dem Lëtzebuergeschen am Alldag eng nach méi grouss Roll zoukommen ze loossen. Dës Émfroe weisen eis ganz kloer, dass Lëtzebuergesch engersäits net nëmmen déi éischt Sprooch vun de Lëtzebuerger ass, mä anerersäits och vu ganz villen auslännesche Matbierger geschwat gëtt.

Dëse Succès ass ouni Zweifel och op d'Lëtzebuerger Schoul an op déi ganz vill Lëtzebuergeschcoursë fir Erwuessener zréckzeféieren, déi queesch duerch d'Land ugebuede ginn. D'Zuel u Leit, déi un dëse Lëtzebuergeschcoursen deelhuelen, ass enorm an d'Luucht gaangen. Mëttlerweil sinn et 12.000 Leit, déi un esou Coursen deelhuelen. 12.000! Par rapport zum Joer virdru sinn dat 4.000 Fraen a Männer méi am Land, déi aktiv dru schaffen, fir eis Sprooch, eis Lëtzebuerger Sprooch ze léieren. Dat ass enorm.

Den Institut national des langues bitt mëttlerweil 240 Klassen un, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren. Dat sinn der 90 méi wéi nach dat Joer virdrun.

Här President, den Interessi un eiser Sprooch ass ganz grouss. D'Regierung huet sech mam virgestallte Strategiepabeier fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch eng Richtlinn ginn, fir de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch iwwert déi nächst Jore konsequent weider ze stäerken. D'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch als Kommunikatiouns-, Integratiouns- a literaresch Sprooch gouf domat vun der Regierung kloer unerkannt.

Nieft all deene Mesuren, fir d'Lëtzebuergescht ze stäerken, sollt een awer op kee Fall eis geliefte Méisproochegkeet vergiessen, well och dat ass Lëtzebuerg. Dofir engagéiert sech d'Regierung an hirem Strategiepabeier, nieft der Promotioun vum Lëtzebuergeschen och gläichzäiteg fir d'Promotioun vun der Méisproochegkeet ze suergen.

Fir elo net an dee leschten Detail vum Strategiepabeier ze goen, soen ech Iech, wat déi véier grouss iwwergräifend Ziler sinn. Éischtens, de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken. Zweetens, d'Normëierung, de Gebrauch an d'Etüd vun der Lëtzebuerger Sprooch virunzedreiwen. Drëttens, d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur ze förderen. A véiertens, d'lëtzebuergeschsproocheg Kultur ze promouvéieren.

Här President, d'Zilsetzung vun dësem Projet de loi ass am Fong, eng Rëtsch Punkten aus dem Strategiepabeier gesetzlech ze verankeren. Et geet heibäi konkret ëm d'Schafe vun engem Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch, engem Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch an dem gesetzleche Verankere vum Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch.

Fänke mer mam Kommissär un! Et gëtt, wéi gesot, de Poste vun engem Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch geschafen. Hie gëtt ënner anerem dofir zoustänneg, den Zwanzegjoresplang ronderëm d'Lëtzebuerger Sprooch zesumme mat allen Akteuren aus eiser Gesellschaft auszeschaffen an d'Émsetzung ze koordinéieren. Hie wäert de Bildungsministère an de Kulturministère och am Hibléck op d'Promotioun vum Lëtzebuergesche beroden an d'Efforten an deem Beräich koordinéieren. Donieft suergt de Kommissär fir eng national Plattform, an där all Formatiounen, d'Coursë fir Lëtzebuergesch a soss wichteg Informatiounen zesummegedroen an aktualiséiert ginn. Hie kuckt och, dass d'Offer u Lëtzebuergeschcoursë grouss genuch ass, fir d'Demande, déi besteet, zefriddenzestellen.

Eng weider Aufgab an Erausfuerderung ass, dat richtegt didaktescht Material kënnen zur Verfügung ze stellen. Hie mécht dann och de Suivi vun de Reklamatiounen iwwert de Gebrauch oder Netgebrauch vum Lëtzebuergeschen an den éffentleche Servicer.

Komme mer dann zum neien Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch! Dëse befaasst sech mat der Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg a bekëmmert sech ëm d'Promotioun vum Lëtzebuergeschen, dat souwuel op nationalem wéi op internationalem Niveau. Den Zenter schafft enk mat deenen aneren Akteuren aus dem Beräich, zum Beispill der Uni Lëtzebuerg, zesummen. Wat seng Mataarbechter ugeet, wäerten dës sproochlech a kulturell Experten aus verschiddene Beräicher sinn: Linguistik, Sproochgeschicht, Educatioun, Kultur, an do kann een der nach vill hannendrunzielen.

Den Zenter kritt den Optrag, fir d'Lëtzebuerger Sprooch, hir Geschicht, Dialekter, mä och de villsproochege Kontext ze dokumentéieren. D'Organiséiere vun Ausstellungen, Konferenzen an en alljäerlechen nationalen Dag vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur ass eng weider Aufgab vum Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch.

Zu gudder Lescht gesäit de Projet och vir, dass de Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch, och nach CPLL genannt, dee säit 1988 iwwregens besteet, mat dësem Gesetz eng legal Basis kritt. Dëse CPLL besteet aus eelef Experten aus dem Beräich vun der Lëtzebuerger Sprooch. De Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch gëtt engersäits säin Avis iwwert d'Regele vun der Schreifweis a vun der Grammatik vun der Lëtzebuerger Sprooch of an anerersäits iwwert d'Phonetik an de korrekte Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Här President, ech kommen elo zu den Avisen. An deene verschiddenen Avise ginn d'Efforte vun der Regierung, fir d'Lëtzebuerger Sprooch

ze stäerken, begréisst. D'Wichtegkeet vun engem harmoneschen Zesummespill tëschent eiser Méisproochegkeet an der Lëtzebuerger Sprooch, sief dat an der Schoul, am Beruffsliewen oder am Alldag, gëtt an all Avis ugeschwat an ënnerstrach.

Déi verschidden Avise verdäitlechen, dass der Lëtzebuerger Sprooch och an Zukunft weider e grousse Stellewäert muss zougesprach ginn. Fir den Detail vun dësem Projet souwéi och vun den Avise verweisen ech natierlech gär op mäi schréftleche Rapport.

Här President, ech wéilt zum Schluss vu mengem Rapport all deene Leit Merci soen, déi sech zënter Joren, ech géif souguer soen zënter Jorzéngte fir d'lëtzebuergesch Sprooch asetzen a se, sief et iwwer Literatur, iwwer Konscht, iwwer Theaterstécker, iwwer Lidder, iwwer Wierderbicher oder och iwwer informatesch Outile wéi de Spellchecker, fleegen, fërderen a se esou stäerken. Et ass op dee Sockel, op deen dëse Projet opbaut. Ouni déi exzellent Viraarbecht vu villen, oft Fräiwëllegen, wier eis Sprooch haut sécherlech net dat, wat se ass. Hinne gëllt e grousse Merci an eis Unerkennung.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Ech ginn awer elo hei nach net den Accord vun der DP-Fraktioun, well déi Éier iwwerloossen ech mengem Fraktiounskolleeg André Bauler, wat iwwregens eisen Expert an der Fraktioun ass, wa Froen iwwert d'Lëtzebuerger Kulturlandschaft ze beäntwerte sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An éischt Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen fir d'CSV.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als CSV begréisse mer all Efforten, déi gemaach ginn, fir eis Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken. Lëtzebuerg ass fir eis onvirstellbar ouni eis Lëtzebuerger Sprooch. Natierlech ass Lëtzebuerg awer och nach vill méi, och méi Sproochen. Mä d'Lëtzebuerger Sprooch ass dee Kitt, dat Band, dee Link, wann ech Neilëtzebuergesch géif schwätzen, deen u sech alles verbënnt. A Sprooche mussen zesummenhalen an net trennen a splécken. Zumindest ass dat eis Visioun vun der Lëtzebuerger Sprooch a vun eiser Aart a Weis, fir zesummenzeliewen.

Eis Sprooch huet dofir och eng ganz bedeitend Roll bei der Integratioun ze spillen, well ouni gemeinsam Sprooch hu mer keng Kommunikatioun. Ouni Kommunikatioun hu mer kee Versteesdemech an ouni Versteesdemech hu mer keng sozial Kohäsioun. A mir kënnen houfreg sinn, datt mir dës sozial Kohäsioun nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht hunn. Dat geet net vum selwen. Heiru muss lafend geschafft ginn, an eis Sprooch stäipen ass ee Pilier heivunner. Als CSV hu mer eis ëmmer agesat fir eist Lëtzebuergescht a mir wäerten dat och an Zukunft nach maachen.

Just e puer Beispiller: Esou ass wärend der leschter Legislaturperiod festgehale ginn, datt eis Sprooch an der Verfassung verankert gëtt. De Paul-Henri Meyers war President vun der Kommissioun.

(Interruption)

Den LOD, de Lëtzebuerger Online Dictionnaire, ass ënnert dem Octavie Modert als Kulturministesch an d'Liewe geruff ginn. De Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch ass ënnert dem Erna Hennicot-Schoepges gegrënnt ginn. An och de Precoce ass agefouert ginn ënnert dem Erna Hennicot-Schoepges, an dat mam Zil, eise Kanner alleguer dat Lëtzebuergescht als gemeinsam Sprooch ze léieren, iwwregens mat engem gudde Resultat.

De Congé linguistique war vum Fränz Biltgen an dem Fernand Boden zesumme mam Mady Delvaux agefouert ginn, fir d'Betriber dozou ze ermonteren, hir Leit fräizestellen, fir a Lëtzebuergeschcoursen ze goen. Dës Moossnam ass leider bei dëser Regierung enger Spuermesure zum Opfer gefall. Dat ass u sech schued an och net ze verstoen, wann ee seet, et wéilt ee vill fir déi lëtzebuergesch Sprooch maachen.

Ech kéint elo esou weiderfueren. Ech wëll awer hei op dëser Plaz dem Här Lamberty Merci soe fir säi ganz ausféierleche Rapport. Haut steet dann, wéi gesot, de Projet de loi 7231 um Ordre du jour, an dëse Projet de loi huet ganz genau dräi Kapitelen.

An engem éischte Kapitel gëtt festgehalen, datt en Aktiounsplang op 20 Joer ausgeschafft gëtt, fir déi allgemeng Ziler am Zesummenhang mat eiser Lëtzebuerger Sprooch u sech ze erreechen. An engem zweete Kapitel ginn nei Gremie geschaaft: ee Kommissär, een Zenter fir dat Lëtzebuergescht mat engem Direkter, engem Sousdirekter an och nach soss Personal. An de Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch kritt eng nei gesetzlech Basis. An dat drëtt Kapitel besteet just aus „dispositions modificatives, transitoires a finales".

Genau heiriwwer schwätze mer also haut, iwwer näischt méi, well et steet net méi am Gesetz. De Projet de loi heescht zwar „Projet de loi relative à la promotion de la langue luxembourgeoise". Hei hätt ee sech vill kënne virstellen. Hei hätte mer eis och méi erwaart, wéi virun allem nei Strukturen ze schafen. Mä wéi gesot, et ass net méi dran.

Mir stëmmen also net iwwer iergendwelch Aktiounen of, fir eis Sprooch ze stäipen, well där sti keng am Gesetz.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ben, dach, et steet eng eenzeg dran, well mat dësem Gesetz gëtt elo d'Méiglechkeet geschaaft, fir der Sprooch ee Präis ze widmen. Dat ass déi eenzeg konkret Mesure, déi am Gesetz steet. An an eisen Aen ass dee Präis sécherlech net d'Rettung vun eiser Sprooch. An et ass schwéier ze verstoen, firwat d'Regierung just dës Mesure als eenzeg Moossnam erausgepickt huet, fir an d'Gesetz ze schreiwen.

Ech ginn dann awer op déi zwee éischt Kapitelen an, wéi gesot, d'Mesures transitoires, ech mengen, do brauch ech net drop anzegoen. An ech fänke mam Aktiounsplang un a wäert duerno op déi nei Strukturen, Gremien, agoen.

Am Projet de loi steet, datt den Aktiounsplang, op 20 Joer ausgeschafft, sollt Richtlinne festhalen, fir d'Politik am Zesummenhang mat eiser Sprooch ëmzesetzen. Den Aktiounsplang soll vum Kommissär proposéiert a vun der Regierung ugeholl ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, eng éischt Bemierkung: 20 Joer, dat ass eng laang Zäit. Do leeft vill Waasser de Bierg erof. Als CSV denke mer, datt een Aktiounsplang, eng Charta fir eis Lëtzebuerger Sprooch wichteg ass. Mä fir ze verhënneren, datt 20 Joer laang kéint vill geschwat ginn, ouni datt vill misst ënnerholl ginn, misst den Aktiounsplang an eisen Ae vill méi strikt cadréiert si mat méi enger enker Zäitrumm. Da kéint och ganz kloer an einfach evaluéiert ginn. Iwwregens huet d'Statsbeamtekummer och op dëse Problem higewisen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och nach kuerz op dat, wat den Aktiounsplang soll sinn, agoen, well ech weess net, ob de Begréff ëmmer kloer ass an ob genau gewosst ass, wat den Ënnerscheed tëschent dësem Aktiounsplang, deen hei am Gesetz steet, an dem Strategiepabeier ass, dee mer jo am Mäerz mat senge 40 Mesurë virgestallt kritt haten a wou mer och doriwwer diskutéiert hunn.

Just eng kleng Bemierkung: Ech fannen et komesch, datt de Strategiepabeier, deen am Rapport vun der Kommissioun steet, net méi honnertprozenteg deeselwechte Strategiepabeier ass, deen u sech hei presentéiert gi war.

Sou! Da sinn ech, wéi gesot, net honnertprozenteg iwwerzeegt, ob d'Begréffer ëmmer kloer sinn. Dat heescht, ech sinn u sech éischter honnertprozenteg iwwerzeegt, datt dat net de Fall ass. An ech erkläre mech och.

De 16. Januar huet de Premierminister Bettel annoncéiert bei der ëffentlecher Debatt iwwert d'Petitioun, fir e Kommissär fir déi Lëtzebuerger Sprooch, dee soll kucken, wat ee kéint verbesseren, ze schafen. Du stoung alt schon emol fest, datt ee Kommissär kéim.

De 25. Januar, eng gutt Woch duerno, krute mer dunn erkläert, datt d'Regierung, an net wéi elo am Gesetz steet, géif een Aktiounsplang ausschaffen, fir eis Sprooch ze förderen. Dunn hunn ech mech scho gefrot, ob dat dann net e bëssen d'Päerd vun hanne gesuedelt wär: D'Regierung mécht een Aktiounsplang a stellt duerno de Kommissär an, dee soll kucken, mat wéi engen Aktiounen een eis Sprooch kéint stäerken.

Wéi mer dunn awer am Mäerz sollten en Aktiounsplang virgestallt kréien, du war deen op eemol ee Strategiepabeier fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch, an deem 40 eenzel Moossname stoungen, vun deenen der méi wéi 20 net nei waren. Ech hat dunn och gefrot, wat dann elo konkret den Ënnerscheed wär tëschent der Strategie mat deene 40 Moossnamen op där enger Säit an dem Aktiounsplang op där anerer Säit.

Den Här Minister Meisch huet mer doropshin erkläert, an ech zitéieren aus dem Rapport vum 7. Mäerz: «Alors que la stratégie précitée constitue un relevé des initiatives existantes», also existantes. Hien hat awer nach an enger Pressekonferenz vun enger Gebuertsstonn vun enger laangfristeger Strategie geschwat. Dat ass komesch bei „initiatives existantes". An hie sot, ech zitéieren erëm: «Le plan d'action sur 20 ans détermine les lignes directrices permettant la mise en œuvre de la politique gouvernementale de la langue luxembourgeoise.» Okay, also de 7. Mäerz war d'Strategie d'Oplëschtung vu 40 Moossnamen an den Aktiounsplang war d'Richtlinne fir 20 Joer.

Awer zwee Deeg duerno, do war et schonns erëm e bëssen anescht. Ech zitéieren aus dem Rapport vum 9. Mäerz: «Le Gouvernement ambitionne de mettre en place le plan d'action au cours de cette législature. Parmi les 40 mesures certaines sont d'ores et déjà en place, d'autres sont en cours d'élaboration.» Do war dann erëm op eemol d'Strategie mat deene 40 Moossnamen datselwecht wéi den Aktiounsplang.

An den Här Asselborn huet gëschter an enger Äntwert op eng Question parlementaire vun der Madamm Modert gesot, dëse Projet de loi wär do «pour mettre en œuvre la stratégie du Gouvernement pour promouvoir la langue luxembourgeoise.» Esou, no där Ausso wär dëse Projet de loi do, fir déi 40 Mesuren, wou den Här Minister Meisch gesot hat, déi wiere schonn do, ëmzesetzen.

Bon, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, ob Dir elo konkret wësst, wat den Ënnerscheed tëschent Strategieplang an Aktiounsplang ass. Et deet mer op jidde Fall leed, mä dat hei ass en zimlecht Gewulls a vu klorer Definitioun kann een op jidde Fall net schwätzen. Et kann een definitiv drun zweifelen, ob dat, wat zu deene verschiddenen Zäitpunkten ëmmer séier annoncéiert ginn ass, och bis zum Schluss duerchduecht war.

Et wär awer op jidde Fall ze wënschen, datt de Kommissär, dee mer jo extra geschaaft hunn, fir den Aktiounsplang auszeschaffen, awer wéisst, wat ënner Aktiounsplang ze verstoe wär a wat e misst maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech wollt dann awer eng kleng Klammer opmaachen an awer inhaltlech op d'Question parlementaire vum Octavie Modert agoen. Hatt hat beim Minister Meisch nogefrot, wéi wäit hien…

Une voix.- Si hat…

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Si, pardon. D'Octavie ass net esou empfindlech.

(Brouhaha)

Si hat beim Minister Meisch nogefrot, wéi wäit hie wär mat senger Annonce aus dem Strategiepabeier, datt d'Regierung géif mat den europäeschen Institutiounen Negociatiounen ophuelen, fir mat hinnen u sech een Arrangement ze fanne fir eis Sprooch.

De Minister Meisch, deen dat jo awer annoncéiert hat, huet dunn awer geäntwert, hie wär an dësem Punkt inkompetent an huet se un den Här Asselborn weiderginn. An dee sot, datt am Prinzip nach näischt geschitt ass. Et gëtt elo emol op d'Gesetz gewaart. Also erëm ee Beispill vu ganz séier vill Annoncë maachen.

Am Zesummenhang mam Aktiounsplang oder der Strategie, wat et och ëmmer ass oder soll sinn, géif ech awer nach gären op dem Här Meisch seng Ausso op RTL reagéieren, wou hien am Zesummenhang mat der Diskussioun iwwer eis Sprooch gesot huet, hie wär gespaant, wéi d'CSV sech géif positionéieren. Hie sot och, ech zitéieren: „D'Kritik war bis elo, mir géifen ze vill wäit goen…"

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Ech sinn nach ëmmer gespaant.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- „...an dat ass déi arrogant Haltung vun Eenzelnen am Land, déi anere Leit e schlecht Gewësse maachen, wa si sech fir déi Lëtzebuerger Sprooch staarkmaachen."

Sou, ech fannen dat doten, esou eng Ausso een zimlech staarkt Stéck. A vu datt den Här Meisch hei konkret d'CSV ugeschwat huet a mech am Interview och e puermol genannt huet, wëll ech hei op dës Ausso reagéieren. Ech ginn elo net op d'Arroganz an, déi ech da virgeworf kritt hunn. Dat huelen ech dann als subjektiv Meenung vum Minister zur Kenntnis. Mä datt de Minister der CSV virwerft, mir hätte bis elo just kritiséiert, datt hie géif ze vill maachen, dorobber wëll ech awer reagéieren. Mä vläicht hätt den Här Minister gären, datt mer dat géife soen, an da seet hien dat och alt emol esou. Mä ech zitéiere just aus menger Ried.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Mir musse jo elo awer net Är Reaktioune beim Depot vum Projet de loi zrécksche goen?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech zitéieren aus menger Ried, aus menger Konklusioun vun der Ried zum Strategiepabeier, do wou mer iwwert déi 40 Mesuren diskutéiert hunn, an dat ass zimlech kloer: „Mir hätten eis vun enger Strategie méi" - ech betounen: ‚méi'! - „gewënscht."

Wou mer eis awer Froe gestallt hunn an eis och nach ëmmer stellen, dat ass, ob mer déi Villfalt vu Gremien - ee Kommissär, een Zenter mat Direkter, Sousdirekter an nach zousätzlechem Personal -, ob mer all dës Poste brauchen, fir eis Sprooch geziilt an effizient ze stäipen. An dës Froe stellen net nëmme mir eis, mä déi hu sech och de Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gestallt.

An ech gi jo emol dovunner aus, datt den Här Minister deenen net wëllt ënnerstellen, datt déi och géife soen, hie géif ze vill maache fir eis Sprooch. D'Fonction publique seet näämlech an hirem Avis zum Projet de loi: «(…) celui-ci se limite à énumérer d'abord, dans un chapitre 1er les principaux objectifs de la politique sur la langue luxembourgeoise adoptée par le Gouvernement, pour ensuite créer, dans un 2e chapitre, une panoplie d'institutions et d'organes qui auront pour mission de contribuer à mettre en œuvre cette politique.»

A well d'Opdeelung vun den Aufgaben tëschent den neien Organer net ganz kloer ass, soe si och, an dat, wat si soen, ass kloer, ech zitéieren: «(…) il faudrait éviter de créer un tas d'organes hydrocéphales avec des missions (…) similaires, ayant pour seule conséquence d'engendrer des complications administratives et des frais importants à charge du budget de l'État (…) il serait en effet plus judicieux de regrouper toutes les attributions et missions liées à la promotion de la langue luxembourgeoise sous l'égide d'une seule autorité ou administration.» Dat seet d'Statsbeamtekummer.

Och d'Chambre de Commerce seet, ech zitéieren: «Elle est d'avis qu'il ne relève pas d'une gestion saine et raisonnable des finances publiques de multiplier la création de structures aux fonctions et missions parfois très proches. Dans cette optique, la Chambre de Commerce s'interroge notamment si les missions du commissaire à la langue luxembourgeoise, dont les fonctions ne semblent pas clairement établies et en tout cas (…) très proches de celles du Centre», an net esou, wéi et am Rapport steet vum CPLL, «ne pourraient pas être confiées au directeur du Centre.»

An dësem Projet de loi stinn elo, wann ech richteg gerechent hunn, 536 Euro (veuillez lire: 536.000 Euro) pro Joer fir nei geschafe Posten, wou ech net weess, ob de Sousdirekter dran ass. Dozou kommen dann nach d'Funktionementskäschten. Bon, am Moment geet et eis gutt. Mä ech soen et dann emol mat engem Lëtzebuerger Sproch: „D'Beem wuessen net an den Himmel."

Wär et net méi effizient an aus finanzielle Grënn och méi sënnvoll gewiescht, emol mat enger Struktur, zum Beispill dem Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch, unzefänken? Wär net eng Ulafstell, een Haaptuspriechpartner, wou alles zesummeleeft, am Sënn vun der Effikassitéit besser gewiescht? Wär et net méi sënnvoll gewiescht, een Deel vun deenen investéierte Suen zum Beispill direkt a konkret Aktiounen ze stiechen?

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi gëtt just eng Rumm geschaaft, fir eis Lëtzebuerger Sprooch ze ënnerstëtzen. Dës Rumm ass an eisen Aen nach net ganz schlësseg geformt. Hei misst nach dru geschafft ginn. An och wann d'Rumm da bis geformt ass, dann ass et d'Bild, an dësem Fall den Aktiounsplang, dat decidéiert, wat um Terrain geschitt. An ech zitéieren de Lex Roth: „Eis Sprooch muss do gehollef kréien a gestäipt ginn, wou se all Dag vun de Leit gebraucht gëtt." An ech hoffen, datt de Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch dat och esou gesäit a säin Aktiounsplang deementspriechend opbaut.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, mir sinn net ganz glécklech mat dësem Gesetz. Mir hätten eis u sech méi erwaart, wéi virun allem Poste schafen. Dofir deposéieren ech am Numm vun der CSV och eng Motioun.

Wann ech gelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi sous référence prévoit la mise en place d'un plan d'action sur la langue luxembourgeoise qui porte sur une période de vingt ans;

- sachant que le projet de loi prévoit l'institution d'un commissaire à la langue luxembourgeoise ainsi que la création d'un Centre pour le luxembourgeois, ayant tous les deux comme mission de contribuer à la mise en œuvre de la politique de la langue luxembourgeoise;

- notant que la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics regrette dans son avis en date du 17.05.2018 que la répartition des attributions entre les institutions susmentionnées n'est pas toujours évidente et qu'elle se demande s'il ne serait pas judicieux de regrouper toutes les attributions et missions liées à la promotion de la langue luxembourgeoise sous l'égide d'une seule autorité ou administration;

- constatant encore que la Chambre de Commerce dans son avis en date du 27.02.2018 s'interroge sur le fait de savoir si les missions du commissaire à la langue luxembourgeoise ne pourraient pas être confiées au directeur du Centre pour le luxembourgeois,

invite le Gouvernement,

- à procéder à une évaluation de l'instrument du plan d'action, trois ans après la mise en vigueur de la loi y relative,

- à procéder à une évaluation du fonctionnement des structures créées,

- à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation.

(s.) Martine Hansen, Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Mergen, Serge Wilmes, Laurent Zeimet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, d'Instrument vum Aktiounsplang, deen op 20 Joer ausgeschafft gëtt, ze evalueieren, an dat virun allem och am Hibléck op déi Zäitrumm, déi relativ laang ass, an zweetens d'Funktionement vun de verschiddene Gremien an hir Zesummenaarbecht ënnereneen hin op hir Effizienz ze evalueieren a bei Bedarf déi noutwendeg Upassungen ze maachen.

An ech hoffen natierlech op eng breet Zoustëmmung, dëst och am Sënn vun eiser Sprooch.

Dir Dammen an Dir Hären, all déi opgezielte Bedenken am Hannerkapp ënnerstëtze mer, esou wéi mer dat nach ëmmer gemaach hunn, all Efforten, fir eis Sprooch ze stäerken. An ech ginn dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächste Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Sprooch lieft, sot den Här Rapporteur. Dat kann een effektiv roueg behaapten, wann een déi sëlleche Bicher kuckt a studéiert, déi an eiser Nationalsprooch verfaasst goufen a ginn, ob Theaterstécker oder Krimien, Geschichten oder Romaner, ob Poesie oder Prosa. Mir Lëtzebuerger scheien et net, fir eis literaresch auszedrécken. D'Sprooch erlieft schonn zënter Joren eng gewësse Renaissance an dat stëmmt een optimistesch fir d'Zukunft.

Déi nei Medie maachen et méiglech, dass eis Sprooch gelies a geschriwwe gëtt wéi nach ni virdrunner an eiser Geschicht. Dat ass en neien Trend, mat deem eigentlech keen esou richteg rechne konnt. Déi sozial Medie sinn an deem Sënn eng Chance, e wäertvollt Instrument, fir eis Sprooch lieweg ze halen a se engem méi grousse Krees vu Leit zougänglech ze maachen. Et ass net schlëmm, an et ass och virdru scho gesot ginn, wann dann emol Feeler geschriwwe ginn. Dat kënnt deem beschte Sproochmates vir. Et kënnt op d'Tatsaach un, dass Lëtzebuergesch geschriwwe gëtt, dass sech mat eiser Sprooch auserneegesat gëtt an dass alles ënnerholl gëtt, fir se ze ënnerstëtzen.

Den „spellchecker" - duerfir gëtt et nach kee richtegt Lëtzebuerger Wuert -, de Lëtzebuerger Online Dictionnaire „LOD" a Co maachen et méiglech, dass mer eist Lëtzebuergescht Stéck fir Stéck verbesseren an eis Mammesprooch esou besser fleegen.

A propos fleegen: Et gëtt dacks Situatiounen, wou eis Sprooch regelrecht entstallt gëtt. Jiddwereen, dee sech a sengem Beruff un ee Public riicht, misst sech eigentlech am Virfeld informéieren, wéi zum Beispill den Numm vun enger Uertschaft richteg heescht. Heischent ass eben net Hengescht oder Héinescht, wéi een heiansdo héiert. An Angelduerf ass net Aangelsduerf, dat Duerf gëtt et iwwerhaapt net.

An da kënnt nach déi schrecklech Verdäitschung derbäi. Hei e puer Beispiller, déi een och alt emol an der geschwater Press héiert: „Si sinn an den Zuch gestiegen." D'Lëtzebuergescht kennt dat Wuert iwwerhaapt net. Mir soen, dass mer an den Zuch klammen oder geklomm sinn, oder dass mer aus dem Zuch oder Bus erausklammen.

En anert Beispill: „De Gaart an Heem veranstalt ee Bal." Ëm Himmels wëllen, e Bal gëtt net veranstalt, mä organiséiert! Mir ginn och net an d'Vakanz op de Strand, mä op d'Plage. An nach esou e Wuert, et handelt sech ëm d'Verb „knirschen". „Knirschen" heescht, mat den Zänn grätschen. De Journalist sot um Enn vun der Militärparad den 23. Juni, nom Ofspille vun der Europahymn, dass et an Europa iwwerall géif „knirschen". An deem Fall kann een net vun „knirschen" schwätzen, dee gudde Mann huet eigentlech kréckele gemengt. An Europa kréckelt et also un allen Ënnen an Ecken. Dat huet menger Liewen näischt mat „knirschen", also mat den Zänn grätschen, ze dinn.

Mä loosse mer dës onglécklech Verrenkungen an eiser Sprooch vergiessen an zu deem méi Fundamentalen zréckkommen!

Här President, déi organiséiert Sproochendebatten, d'Campagne „schreiwen.lu", méi Sproocheklasse fir d'Lëtzebuerger Sprooch am INL, obligatoresch Optiounscoursen an de Lycéeën, de Strategiepabeier an elo dëse Gesetzestext, dat alles weist, dass d'Regierung Efforte mécht, fir d'Lëtzebuergescht ze stäerken, doheem, am Alldag, an der Schoul a souguer op europäeschem Niveau.

Bei der CSV hunn ech gelies, dass si sech op hirer Spëtzekandidatskréinung fir eng «Mise en place d'une charte de la langue luxembourgeoise qui aura pour objectif de promouvoir l'usage et le développement de notre langue» agesat hunn. Esou steet et jiddefalls an der gréisster Oppositiounspartei hirem Plang fir Lëtzebuerg.

Ech froe mech elo, wat eigentlech de fundamentalen Ënnerscheed tëschent enger Charte an engem Strategiepabeier oder engem Aktiounsplang, egal wéi den Inhalt dann elo vun dësem ausgesäit, ass. Ech mengen, do si mer eis am Fong méi eens, wéi mer mengen. Ech denken och, dass den Här Minister eis spéider nach eemol präziséiert, wéi hien deen Aktiounsplang definéiert.

Onofhängeg dovunner sinn ech jiddefalls frou, dass sech dës Regierung der Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch bewosst ass an hire Stellewäert net nëmmen erhalen, mä och weider stäerke wëllt.

De Rapporteur Claude Lamberty, deem ech op dëser Plaz wëll Merci soe fir säin op Lëtzebuergesch verfaasste Rapport, ass schonn op d'Haaptpunkte vun dësem Gesetzestext agaangen. Ech erlabe mer, dat Ganzt aus der Siicht vun der gesellschaftlecher Kohäsioun an eisen Traditiounen ze beliichten. Do spillt eis Sprooch näämlech eng Schlësselroll. Duerch déi staark Immigratioun huet d'Lëtzebuerger Sprooch an de leschte Jore riskéiert, un Afloss, u Gewiicht ze verléieren. Mir sinn nun eemol e villsproochegt Land. Dat ass eng ekonomesch Tromp an en enorme Virdeel fir eis Lëtzebuerger, déi d'Chance hunn, fir vu Klengem u mat op d'mannst zwou Sprooche konfrontéiert ze ginn. Dat gehéiert zu eiser Geschicht an zur Tatsaach, dass mer e klengt Land sinn, dat an allen Hisiichten op d'Ausland ugewisen ass.

Den Här Angel hat virdrun a sengem Rapport vun engem „klenge Ländchen" geschwat. Ech hu léiwer, et seet een en „klengt Land", well loosse mer eis net méi kleng maachen, wéi mer sinn! Dat awer just als Remark niewebäi.

All Dag komme ronn 180.000 Grenzgänger bei eis, déi hir Mammesprooch schwätzen an a ville Fäll net op eis Sprooch ugewise sinn. Ouni dës Leit kéint eis Wirtschaft awer net funktionéieren. An duerfir schwätze mir Lëtzebuerger mat hinnen Däitsch oder Franséisch oder awer och Lëtzebuergesch, well ënner hinnen och etlech Äifeler an Neibelsch sinn, déi eiser Sprooch an eiser Aart a Weis zimlech no sinn. Mir mussen eis och bewosst sinn, dass et Grenzgänger sinn, déi déi Plazen unhuelen, déi mir Lëtzebuerger dacks net ustriewen. Eis Gesellschaft zeechent sech awer och duerch eng ganz Rëtsch vu Leit aus, déi aus aller Häre Länner queesch bei eis kommen, sief et aus reng beruffleche Grënn, sief et, well se hei bei eis am Land eng besser Existenz an eng méi sécher Zukunft sichen. Hinnen eis Sprooch méi no ze bréngen, ass ouni Zweifel eng riseg Erausfuerderung. Eierlech gesot, et ass dacks d'Quadratur vum Krees, well si an hirem beruffleche Alldag och net onbedéngt op eis Sprooch ugewise sinn.

Et erstaunt duerfir vläicht och net, dass vill vun dëse Leit kaum e Sënn doranner gesinn, eis Sprooch ze léieren, well se an hirem Mikrokosmos kaum Lëtzebuerger begéinen. Dat ass awer net gutt fir de sozialen Zesummenhalt, well mir kënnen eis dauerhaft kee Land leeschten, dat sproochlech gespléckt wier, e Land, an deem verschidde sproochlech Gemeinschaften einfach niewentenee liewen a schaffen. Mat der Zäit géif dat an eng gesellschaftlech a kulturell Sakgaass féieren. Duerfir ass et begréissenswäert, dass vill Leit, déi bei eis schaffen a wunne kommen, sech fir eis Sprooch interesséieren an dës och léiere wëllen.

Eng Kolleegin, déi Lëtzebuergeschproff ass, sot mer viru Kuerzem, dass ëmmer méi ausländnesch Matbierger sech an d'Coursen aschreiwen, dat aus ënnerschiddleche Grënn, Dir wësst et sécherlech och, well se un der duebeler Nationalitéit interesséiert sinn a sech hei am Land definitiv néierloosse wëllen.

Mat hinne soll een och konsequent Lëtzebuergesch schwätzen, amplaz sech mat hinnen an hirer Mammesprooch ze ënnerhalen. Wéi solle se eis Sprooch léieren, wa mir selwer hinnen dozou keng Geleeënheet ginn? Duerfir nach eemol folgend Feststellung: Déi gesellschaftlech Kohäsioun gëtt och a virun allem iwwer eis Heemechtssprooch gefërdert. Si soll a muss dee gemeinsamen Nenner sinn, deen d'Lëtzebuerger mat auslännesche Matbierger zesummebréngt. Fir dass dat geléngt, an do musse mer mat eis éierlech sinn, muss all Dag dodru geschafft ginn, an de Veräiner, an de Betriber, a virun allem an der Schoul. Duerfir ass et och esou wichteg, dass eis Schoul, pardon, jo, eis Sprooch esou fréi wéi méiglech enseignéiert, dass eis Sprooch esou fréi wéi méiglech geléiert gëtt. An dat geet nun eemol an der Crèche lass. Do iwwerhuelen d'Spill- an d'Primärschoul dës Roll a parallell dozou d'Maison relais.

D'Léiere vum Lëtzebuergeschen a fréiere Joren ass de Schlëssel fir eng gelonge sproochlech Integratioun, bei där mer all de Kanner déiselwecht Startchancë ginn. Hei heescht et, dat pädagogescht an didaktescht Konzept weiderzëentwéckelen, dat déi Jonk esou fréi wéi méiglech mat eiser Kultur an eiser Sprooch familiariséiert.

Et ass gutt, dass de Bildungsministère dëse Wee am Kader vun der Kannerbetreiung ageschloen huet. Virun dëser Entscheedung gouf et iwwerhaapt kee Konzept, fir eis Sprooch bei deene Klengsten ze förderen. Et gouf schonn zu Recht den Term „Wildwuchs" gebraucht. Deemools gouf a ville Crèchë just Franséisch geschwat, an et schéngt kee Mënsch gestéiert ze hunn, zemools net déi, déi et hätte kënnen änneren.

Ech fannen et symptomatesch, dass mer am Kader vun der méisproocheger Kannerbetreiung dacks just iwwert d'franséisch Sprooch diskutéiert hunn oder dass doriwwer diskutéiert gëtt. Jo, d'Kanner kommen elo scho méi fréi mat der franséischer Sprooch a Kontakt. Si léiere se awer net, mä solle just en Ouer duerfir entwéckelen. Dat kann een am Fong geholl net dacks genuch soen. Virun allem kënnt mat der méisproocheger Fréiförderung awer och d'Lëtzebuergescht an d'Crèchen. Dat ass elo bei all eise Klengsten d'Integratiounssprooch. Et konnt dach net méi sinn, dass zeg Kanner a Crèchen, déi sech op eisem nationalen Territoire installéiert hunn an ëffentlech Gelder kruten, just op Franséisch oder Englesch betreit goufen an da spéider mat engem sproochleche Retard an d'Spillschoul kommen.

Jo, et ass richteg, dass ee seng Mammesprooch gutt genuch beherrsche soll, ier een eng aner Sprooch léiert. Et ass jo net esou, wéi wann a franséischsproochege Stéit owes oder de Weekend kee Franséisch mam Kand geschwat géif ginn.

Mir mussen awer och agesinn, dass d'Kanner spilles aner Sprooche léieren, zemools wann dëse Léierprozess richteg ugepaakt gëtt. An Däitschland an a Frankräich gëtt et zum Beispill zeg bilingual Schoulen, an deenen zwou Sproochen enseignéiert ginn. Am Elsass gëtt et Schoulen, déi dat konsequent a mat Erfolleg maachen an d'Kanner an hirem Patois ofhuelen, ee Patois, deen um Schoulhaff weider geschwat gëtt. Viru Jore war ech mer dat op d'Plaz ukucken, ob Bindernheim am Elsass an op Sarreguemines. Dat klappt wonnerbar an dréit seng Friichten.

Sécherlech gëtt et vill Kanner mat sproochleche Schwieregkeeten. Ma hätt ee viru Joren eng kohärent Approche an deem Kontext entwéckelt, dann hätte mer eis vläicht vill Problemer erspuert. Wéi gesot, den Ufank ass gemaach. A wat luewenswäert dobäi ass, dat ass d'Verflichtung vun de Verantwortlechen an de Crèchen, déi staatlech Gelder kréien, Lëtzebuergesch ze schwätzen an ze vermëttelen, virun allem mat deene Kanner, déi aus enger Famill kommen, an där kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt.

Fir déi kleng Lëtzebuerger huet dëst och en enorme Virdeel, well si gi scho ganz fréi un d'Franséischt gewinnt, wat sech duerno positiv op d'Léiere vun dëser Sprooch auswierkt, wat sech bei ville Kanner am Moment als ganz schwiereg erweist.

Här President, komme mer nach eemol op déi gesellschaftlech Kohäsioun an d'Integratioun zréck. Eis Sprooch soll en Integrationns- a keen Exklusiounsfacteur sinn, d'Sprooch soll d'Leit zesummeféieren an net dividéieren. Dat verlaangt natierlech riseg Efforten, mir sinn eis däers bewosst. Et ass awer noutwendeg, well ouni Ustrengung a Saachen Integratioun drifte déi verschidde Gemeinschaften hei am Land auserneen. Dat kënne mer eis awer net leeschten, weder aus ekonomescher nach aus kultureller oder mënschlecher Perspektiv.

Jo, d'Lëtzebuergescht ass nach ëmmer ee wesentlecht Stéck vun eiser kultureller Eegenaart. Wann et an engem Land keng gemeinsam Sprooch méi gëtt, gëtt et och keen Zesummegehéieregkeetsgefill méi. Da lieft ee laanscht deen aneren. Fir eng Natioun ze sinn, brauch een eng gemeinsam Sprooch. Frankräich an Däitschland ënnerscheede sech och a grad duerch hir eege Sprooch, an dës Sprooch ass enk verbonne mat enger eegener Kultur an eegenen Traditiounen. Mä fir eng Natioun ze sinn, brauch et méi wéi just eng gemeinsam Sprooch. Et brauch een och nieft engem eegenen Territoire an engem kollektive Gediechtnes eng gemeinsam Solidaritéit, déi et erlaabt, grad a Krisesituatiounen, wou engem Land seng Existenz als eegestännege Stat um Spill steet, all Streidereien, Partikularinteressen an ideologesch Ënnerscheeder vergiessen ze dinn.

D'Sprooch ass a bleift awer d'Haaptelement vun eiser kultureller Identitéit. Iwwert d'Sprooch loosse sech eis Kultur, eis Traditiounen an eis Geschicht vermëttelen. E puer Wuert zu eisen Traditiounen an hirer Bezéiung zu eiser Sprooch. D'Traditioune maachen déi kulturell Eegenaart an Diversitéit vun engem Land aus. Si liewen an iwwerliewen awer nëmmen, wa se och praktizéiert ginn. D'Traditiounen iwwerliewen also nëmmen, wa se an eisem Gediechtnes an an eise Reflexer ageschriwwe sinn, wa se mat Häerz gefleegt ginn. Geld eleng geet net duer, fir dass Traditiounen iwwerliewen. Duerfir brauch et e feste Wëllen an eng Iwwerzeegung. An et brauch Leit, déi bereet sinn, dës Traditiounen un déi Jonk ze iwwerliwweren duerch d'Beispill, dat si selwer ginn.

Traditiounen droen zum kulturelle Selbstverständnis vun engem Vollek bäi. Och duerch si léisst sech déi kulturell Identitéit vun enger Natioun besser verstoen. An d'Identitéit vun eiser Natioun ass vu ville kulturellen Aflëss geprägt ginn. Eis Identitéit ass d'Resultat vu verschiddene kulturellen Eegenaarten, déi sech am Laf vun de Jorzéngten oder Jorhonnerten op eisem Territoire begéint sinn a géigesäiteg beräichert hunn.

Ëmmer nees musse mer eis awer mat der Fro auserneesetzen: Wéi wéilte mer Mënschen aus anere Länner an eiser Gesellschaft integréieren, hätte mer selwer keng Eegenaarten, déi eis auszeechnen a stäerken, hätte mer selwer keng eege Sprooch?

D'Identitéit vun engem Land definéiert sech also net nëmmen duerch seng Sprooch. Déi kulturell Eegenaart ass ebe méi wéi d'Sprooch a si entwéckelt sech am Laf vun der Zäit. Ma ouni Sprooch lieft keng Traditioun. Och heiheem ass all Traditioun oder Gebrauch enk mat eiser Heemechtssprooch verbonnen. Et ass eis Sprooch, déi de Charakter vun den Traditiounen ausmécht. D'Sprooch gëtt der Traditioun hir Patine. Si zeechent se als spezifesch lëtzebuergesch aus. D'Sprooch ass ëmmer erëm e Band, iwwert dat sech d'Integratioun an eis Gesellschaft vollzéie kann. Iwwert d'Sprooch eraus kënnen awer och eis Traditiounen den Zesummenhalt förderen. Dat verlaangt awer, dass mer doriwwer an der Schoul schwätzen, d'Kanner an déi Jugendlech mussen de Sënn an den Ursprong vun enger Traditioun novollzéie kënnen.

Mécht eng Traditioun kee Sënn méi, mobiliséiert se keng Leit a se geet ënner. Mécht eng Traditioun Sënn, gëtt awer net gelieft, da geet se och zugronn. Op jidde Fall ass et esou, dass eng Traditioun, déi net mat Iwwerzeegung gelieft an domadder och iwwerliwwert gëtt, kee Bestand huet. An et ass net nëmmen d'Traditioun u sech, déi mer weiderginn, mä och déi domat verbonne Gesten an dat spezifescht Wëssen.

Et muss een dankbar sinn, a meng Virriedner hunn dat och ënnerstrach, besonnesch de Claude Lamberty, dass d'Lëtzebuerger Auteuren iwwer zeg Joren all dës Traditioune studéiert hunn. Ouni dës Historiker, Linguisten an aner Spezialiste wier vill Wësse verluer gaangen. An deem Kontext freet ee sech, ob et net géif Sënn maachen, fir verstäerkt och op eiser Uni d'Fuerschung iwwert den Ursprong an d'Entwécklung vun eisen Traditiounen a Gebräicher grad am Kontext vun der sproochlecher Entwécklung ze verdéiwen.

An de Geschichtscoursë loosse si sech beliichten a kontextualiséieren. Hei ass sécher nach en Hoff méiglech, och beim Léiere vu Lëtzebuerger Lidder an eiser Primärschoul. Heiansdo sinn ech paff, wa Kanner beim Fakelzuch dacks mat méi Begeeschterung sange wéi munnech Erwuessener. Dat ass och de Meritt vun etleche Léierpersounen an Elteren.

Unerkennung an Dank gëlle jiddefalls all deenen, déi eis Traditiounen a Gebräicher liewe

loossen, souwéi duerch hir Schréften dokumentéieren a beliichten, fir villes, dat net däerf verluer goen an zu eiser immaterieller Ierfschaft geheiert, der Nowelt ze erhalen. An Unerkennung an Dank gëlle besonnesch all deenen, déi sech zanter Jorzéngte konsequent fir eis Sprooch agesat hunn an alles drugesat hunn, fir se ze fleegen an ze förderen.

Mat dësem Gesetzesprojet maache mer haut e wichtege Schrëtt no vir. Elo gëllt et, dësen Text ëmzesetzen an e virun allem mat Liewen ze erfëllen, zum Wuel vun eiser Lëtzebuerger Sprooch.

Nach ee Wuert: Fir d'Demokratesch Partei däerf ee keng Politik mat eiser Sprooch maachen, mä eng Politik fir eis Sprooch.

(Hilarité)

Ech soen lech Merci a ginn den Accord vu menger Fraktioun, der Demokratescher Partei, der DP.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Op Lëtzebuergesch, wann ech gelift!

(Hilarité)

Nächst Riednerin ass d'Madamm Sylvie Asselborn, pardon, Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Ech kommen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat kléngt och gutt.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*-

„E Wittmann wunnt ënnen
An handelt mat Uewen;
Eng Wittfra wunnt uewen
An handelt mat Ënnen.
Der Fra mat den Ënnen
Gouf d'Zäit laang do uewen;
Dem Mann mat den Uewen
Gouf d'Zäit laang do ënnen.
Hätt si dach do ënnen
Dee Mann mat den Uewen!
Hätt hien dach do uewen
Déi Fra mat den Ënnen!
Wéi soll deen do ënnen
Ukommen do uewen?
Wéi soll déi do uewen
Ukommen do ënnen?
Do duecht d'Fra, géi ënnen
A kaf der en Uewen;
De Mann duecht, géi uewen
An handel der Ënnen!
Eng Trap gong vun ënnen,
Enk däischter duer uewen.
Drop koum si vun uewen,
An hie koum vun ënnen.
Du stéisst dee vun ënnen
Sech un d'Fra vun uewen:
Bonzënnebonzuewen
Du louche se ënnen.
‚Zesummen hält ënnen
Dach ëmmer mat uewen!
Dat wollt Gott do uewen!'
Rifft d'Fra mat den Ënnen.
Haut handle se ënnen,
Haut handle se uewen,
Mat Ënnen an Uewen
An Uewen an Ënnen."

(Hilarité)

Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

(Hilarité et brouhaha)

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- …léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dëst Gedicht ass vun eisem Nationaldichter Edmond de la Fontaine, dem Dicks. An ech fannen, dat gëtt ganz gutt de Räichtum vun eiser Sprooch erëm an et weist och ganz schéin, wéi ee mat eise Wierder ka spillen.

Ech hunn dat Gedicht erausgesicht, fir ervirzeréichen, dass eis Sprooch derwäert ass, geschwat ze ginn an och gesongen oder gespillt ze ginn. Mä keng Angscht, ech sangen awer elo net.

(Exclamations)

An deem Gesetz, dat mer haut stëmmen, geet et jo drëms, de Stellewäert an d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken, d'Norméierung, de Gebrauch also, an d'Recherche iwwer eis Sprooch ze ënnerstëtze wéi och d'lëtzebuergeschsproocheg Kultur virunzedreiwen an d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch a vun der Lëtzebuerger Kultur ze förderen.

Wéi ech 1989 ugefaangen hunn, als Educatrice ze schaffen, hunn ech all Geschicht, déi ech de Kanner aus Kannerbicher wollt virliesen, deemools op Lëtzebuergesch wärend dem Liese musse simultan iwwersetzen. Haut gëtt et eng Abberzuel u lëtzebuergesche Kannerbicher mat ville flotten, moderne Geschichte fir all Alter.

An de Librairië war an der Zäit esou e klengen Eck mat e puer Lëtzebuerger Bicher vu Lëtzebuerger Auteuren oder och op Lëtzebuergesch geschriwwen. An haut ass den Eck an de Librairië vill, vill méi grouss ginn an et huet ee mëttlerweil een enorme Choix u Bicher aus der Luxemburgensia. Et mierkt een iwwerall, dass d'Lëtzebuerger Sprooch méi wéi jee geschwat a geschriwwe gëtt. Dat beleet jo och dann déi rezent Ëmfro, déi vun TNS ILReS am Optrag vum Kultur- a vum Educatiounsministère gemaach ginn ass. An de Rapporteur huet dat jo och schonn ernimmt.

Dräi Véierel vun eisen Awunner schwätze Lëtzebuergesch. Jonker am Alter vu 16 bis 24 schwätzen all Lëtzebuergesch a kënne sech awer niewebäi och an der däitscher, franséischer an englescher Sprooch ausdrécken an dacks souguer nach an zousätzleche Sprooche wéi Italienesch, Portugisesch oder Serbokroatesch. 78% vun de Leit, déi un der Ëmfro deelgeholl hunn, soen, dass d'Lëtzebuerger Sprooch am Alldag sollt gefërdert ginn. A mat deem heite Gesetz maache mer jo do ee grousse Schrëtt an dës Richtung.

Hei gëtt elo en Zwanzegjoresplang - Här Baum, en Zwanzegjoresplang, net e Fënnefjoresplang, dat ass nach méi laang - fir d'Förderung vun eiser Sprooch festgehalen, deen zesumme mat villen Akteuren aus ville Beräicher aus der Gesellschaft ausgeschafft gëtt. E Poste fir e Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch gëtt geschafen, fir d'Ministèrë vun der Educatioun an der Kultur ze beroden. E wichtege Posten also, dee vun engem interministerielle Comité begleet soll ginn a wou dann och ronderëm dëse Kommissär en Zentrum fir d'Lëtzebuergescht geschafe gëtt.

Hei schaffen da Mataarbechter a sproochlech a kulturell Experten aus verschiddene Beräicher zesummen am Sënn vun der Etüd an der Norméierung vun eiser Sprooch.

Ech wëll op dëser Plaz awer och drun erënneren, dass et de Sozialist C.M. Spoo war, deen als Éischten hei Lëtzebuergesch an der Chamber geschwat huet, an dat war 1896. An ech mengen, Här President, do souzt Der awer nach net uewen op der Tribün.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Awer esou just.

Une voix.- Do wär ech mer net esou sécher.

(Hilarité)

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Mir hunn eis als LSAP mat aneren zesummen agesat, dass d'Lëtzebuerger Sprooch als Nationalsprooch och an eis Verfassung stoe kënnt, an dat begréisse mer besonnesch. Et geet awer net just ëm eng Symbolpolitik, mä virun allem och ëm konkret Moossnamen.

An deem Kader wëll ech och drun erënneren, dass et d'LSAP war, déi déi éischt Fassung vun der neier Verfassung och op Lëtzebuergesch iwwersetze gelooss huet. Well eiser Sprooch ass net mat Polemik a bëllegem Populismus geholl ef, egal vu wou et kënnt, mä mat ganz konkreten, positiven Aktioune wéi där doter vun eiser Partei oder deenen, déi mer elo zesummen duerch dëst Gesetz ëmsetze wëllen.

Wat awer fir eis als LSAP och ganz wichteg ass, dat ass, dass d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch nëmmen am Verbond mat anere Sproochen ze gesinn ass. Et soll eng Strategie sinn, déi positiv an och zukunftsorientéiert ass an eis Gesellschaft verbënnt an net auserneendreift. Eis Méisproochegkeet an eiser multikultureller Gesellschaft däerf net de Kierzeren zéien an hëlleft weiderhin och an der Integratioun.

Mir sollen a mussen eise Sproochemodell weiderhin ënnerstëtzen an nieft eiser Heemechtssprooch eis aner Amtssproochen Däitsch a Franséisch och nach weider bäibehalen. Wann een haut mam Bus oder mam Zuch ënnerwee ass, dann ass dat net just gutt fir d'Ëmwelt, mä et kënnt een och des Éfteren an de Kontakt mat Gruppe vu Jonken. Do geet et fléissend iwwer vun enger Fro op Lëtzebuergesch zu enger Äntwert op Portugisesch an enger zweeter Remark op Franséisch an herno erëm nees zréck op Lëtzebuergesch.

Dat ass eng geliefte Méisproochegkeet, déi wierklech eenzegaarteg ass an op déi mir houfreg kënne sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- E ganz wichtege Facteur ass d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Schoul an an de Betreiungsstrukturen. D'Léiere vu Lëtzebuergesch, zesumme mat Franséisch an Däitsch a spéider och nach Englesch mécht, dass eis Kanner an enger immens privilegéierter Gesellschaft opwuessen. Mir hunn d'Chance, an eisem Land méisproocheg opzewuessen, an hunn iwwerall d'Geleeënheet, och e puer Sprooche kënnen ze praktizéieren, well et léiert een eng Sprooch virun allem iwwert de Gebrauch. An dat klappt bei de Kanner a Jugendlechen am beschten.

Mir sollen dës Chance notzen an hinnen esou vill wéi méiglech d'Basis liwweren, fir eis Mammesprooch ze léieren, ze gebrauchen an och aner Sproochen ze léieren a schwätzen ze kënnen. Selbstverständlech sinn déi Lëtzebuergeschcoursen, déi ugebuede ginn an der Erwuessenebildung fir eis auslännesch Matbierger oder och fir Persoune mat DPI- oder BPI-Statut, vu grousser Bedeitung.

Ech brauch kengem hei ze soen, an et ass jo och schonn e puermol ernimmt ginn, dass iwwert d'Sprooch d'Integratioun méi liicht geet an d'Leit sech besser an eiser Gesellschaft wuelfille kënnen. An dësem Beräich, grad och wéi am Beruffsliewen, musse mer kënne genuch Méiglechkeeten ubidden, fir déi Matbierger, déi eis Sprooch nach net esou beherrschen, ze forméieren an hinnen ze hëllefen.

Et ginn immens vill Sproochecoursen um Terrain ugebueden an et sinn och vill Leit, déi dovunner profitéieren, wat jo e grousse Succès ass. An dem Santésberäich oder och an den Alters- a Fleegeheemer maache ganz vill auslännesch Matbierger Lëtzebuergeschcoursen a kënnen dat dann och direkt uwennen. Et ass esou wichteg, dass grad hei eis Leit kënnen an där Sprooch kommunizéieren, wéi se gewinnt sinn.

Et mussen awer vläicht och nach méi cibléiert Offere fir alleguerten déi beruffstäteg Leit ugebuede ginn, déi zum Beispill am Horeca-Beräich täteg sinn. Ech kréien do ganz dacks gezielt, dass et net einfach ass, als Kach oder als Patron vun engem Restaurant oder Café Lëtzebuergesch ze léieren. Dacks passen hir Schaffzäiten net gutt iwwerenee mat de Sproochecoursen a si hu méi Schwieregkeeten, do alles an Aklang ze kréien. Do musse mer besser Léisungen iwwer zousätzlech Offere fannen.

E wichtege Punkt fir mech an och fir meng Partei ass d'Promotioun och vun der lëtzebuergeschsproocheger Kultur, wat jo och hei an dëst Gesetz verankert gëtt.

Wann ech un dee Sondage denken, deen am Juni 2016 der Press virgestallt ginn ass, wou am Optrag vum Kulturministère iwwert de Stellewäert vun der Kultur am Alldag befrot ginn ass, do stellen ech mer dann awer e puer Froen. An deem Sondage ass erauskomm, dass zwee Drëttel vun de Leit, déi matgemaach hunn, fannen, dass d'Kultur extrem wichteg oder ganz wichteg ass fir déi zukünfteg Entwécklung vun eiser Gesellschaft. 92% fannen och, dass Lëtzebuerg seng eege Kultur huet an empfannen et och als ganz wichteg.

Wann een dann awer méi wäit am Sondage gesäit, dass 44% vun de Befrote guer keen Numm vun iergendengem Lëtzebuerger Kënschtler kennen an dass déi Nimm, déi genannt gi si wéi Serge Tonnar iwwer Thierry Van Werweke, Fausti an Desirée Nosbusch an anerer, dat geet dodriwwer eraus, awer nëmme mat 9 bis 4% ernimmt ginn, da maachen ech mer eeschtlech Gedanken. Ech wëll elo hei déi genannte Kënschtler net ofwäerten, well se hunn ouni Zweifel ganz vill Meritten an der Lëtzebuerger Konschtzeen, mä et ass e Fait, dass do nach ganz vill Nohuelbedarf ass, fir eis Lëtzebuerger Artisten, Museker, Schréftsteller, Schauspiller, Auteuren nach besser bekannt ze maachen.

Fir mech kann et awer och net sinn, dass eis Kanner a Jonker, also spéider Erwuessener emol net méi eis Nationaldichter wéi Dicks, Lentz oder Reuland kennen oder Lëtzebuerger Gedichter wéi „D'Maus Ketti" oder „De Wëllefchen an de Fiisschen" nach ni gelies oder nach ni héieren hunn. A menger Erfahrung hunn ech awer gemierkt, dass do vill vun eise Jonken an och vun eisen Erwuessenen net méi wëssen, wien dat ass. An do musse mer onbedéngt entgéintwierken an eis lëtzebuergeschsproocheg Kultur ëmmer erëm méi a méi promouvéieren.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Här President, et geet mer elo net ëm eenzel Literatur oder eenzel Kënschtler, mä dat soll e Ganzt sinn. Dofir ass meng Hoffnung grouss, dass mer elo mat dësem Gesetz net nëmme kuerzweileg Projeten a Präisser ronderëm d'Lëtzebuerger Kultur schafen, mä dass mer ganz konkret dru schaffen, déi kulturell Bildung an eise Schoulen a Betreiungsstrukturen ze verbesseren an ze stäerken.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Well fir d'LSAP ass et wichteg, dass och d'Kultur, an net nëmmen eleng déi lëtzebuergesch Kultur an d'Schoulstonnen agebonne soll ginn a jiddwerengem zougänglech gemaach soll ginn. Et bleift do nach Etleches ze maachen an ech si voller Hoffnung, dass mer do nach zesumme vill kënnen erreechen.

Zum Schluss wëll ech dann awer och dem Rapporteur Här Lamberty Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn och heimat den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

An, Här President, d'Lëtzebuergescht huet seng fest Plaz an eisem Land, genau wéi d'Méisproochegkeet hir fest Plaz bei eis huet. An dofir, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, soen ech lech zum Schluss dans les trois langues administratives de notre pays, stellvertretend für alle anderen Sprachen, die in unserem schönen Land gesprochen werden, villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mäin Ufank ass vill méi kuerz a manner verstréckt wéi dee vu menger Virriednerin, mä am selwechte Geescht. E besteet just aus véier Zeilen:

„D'Maus Ketti sëtzt bei hirem Lach
zu Biermereng am Feld;
‚Wéi schéin, denkt se, ass d'Liewen dach,
wéi gutt ass 't op der Welt.'"

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir Dammen an Dir Hären, d'Fabel vun der Maus Ketti, déi hir Kusin Mim a Clausen besicht huet a festgestallt huet, datt ee mat wéineg dacks méi glécklech gëtt wéi mat Iwwerfloss a Suergen, geheiert zum Patrimoine vun der Lëtzebuerger Literatur. Hiren Auteur, den Auguste Liesch, war net nëmme Schréftsteller, e war och Riichter, Minister, Direkter vun der Douane a Member vum Statsrot, bis en am Zweete Weltkrich deportéiert ginn ass an am Joer 1949 gestuerwen ass. „D'Maus Ketti" steet symbolesch fir vill aner Wierker, déi eis Lëtzebuerger Literatur auszeechnen. An hiren Auteur steet symbolesch fir vill aner Auteuren, déi eis Kultur, eis Geschicht an eis Sprooch gepräägt hunn.

Et wier net ze verantworten, Dir Dammen an Dir Hären, wann all dës Wierker, mä och d'Biografie vun hiren Auteure géifen an de Vergiess geroden. An deem Sënn kann ech der Kolleegin Simone Asselborn-Bintz also nëmme recht ginn.

Fir datt dat net passéiert, mussen d'Wierker an d'Biografië vun den Auteuren un déi folgend Generatioune weidergereecht ginn, am beschte schonn an der Schoul. Ech profitéiere vun dëser Geleeënheet, fir d'Positioun vun deene Gréngen am Kontext vum Lëtzebuergeschen an der Schoul nach eemol ze ënnerstréichen. D'Schoul ass ëmmerhin ee vun de wichtegsten Akteuren, wann et ëm d'Léieren an ëm d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch geet a steet dowéinst och an direkter Relatioun mat dësem Projet de loi.

Fir zréckzekommen op „D'Maus Ketti": Als Gréng si mir kloer der Meenung, datt all Schoulkand der Maus Ketti a villen anere Figuren aus der Welt vun der Lëtzebuerger Literatur, de Fabelen, de Gedichter, de Geschichten, mä och de Lidder op sengem Schoulparcours soll begéinen. Net eleng fir datt eis Literatur iwwerlieft, mä och well et wichteg ass, datt d'Kanner, egal op et Lëtzebuerger sinn oder net, op eng flott Manéier mat eiser Sprooch a Kontakt kommen a Freed dorun entwéckelen. Dat ass keng Hexerei an duerfir brauch een och kee groussen Hexemeeschter ze sinn. An dat heescht och net, datt mir d'Lëtzebuergeschcoursë massiv mussen ausbauen an eise Schoulen an dowéinst aner wichteg Coursë wéi Wëssenschaften, Friemsproochen, Konscht a Sport aus de Schoule solle verdreiwen. Och déi Fächer si wichteg an hunn hir Daseinsberechte-

gung an der breet gefächerter Educatioun vun eise Kanner.

Am Schoul- a Betreiungssystem kann déi Lëtzebuerger Sprooch awer op eng ganz aner an och op ganz verschidde Manéieren zum Droe kommen, dat heescht ausserhalb vun de geregelte Schoulprogrammer. An et ass genee dat, wat och an eise Schoule gemaach gëtt. D'Basiskommunikatioun tëschent Léierpersonal a Schülerinnen a Schüler verleeft scho souwisou op Lëtzebuergesch, jiddefalls souwäit wéi dat nëmme méiglech ass.

Donieft bidde vill Fächer d'Geleeënheet, Lëtzebuergesch afléissen ze loossen, ouni datt et sech ëm e geregelte Cours muss handelen, esou zum Beispill d'Musekscoursen, d'Gesangscoursen, Schooltheater, Liesatelieren, Medienerzéiung, de Cours Vie et Société, grad wéi och d'Science- an d'Ëmweltfächer oder awer d'Installatioun vun enger Bibliothéik an enger Schoul, wou et net däerf u Lëtzebuerger Literatur feelen. Lëtzebuergesch kann also mat all senge Facetten op eng ganz interaktiv Manéier an der Schoul vermëttelt ginn.

Flott Méiglechkeete bidde sech och an der nonformaler Bildung, déi ausserhalb vun de geregelte Schoulprogrammer ofleeft. An deem Beräich sinn der Kreativitéit guer keng Grenze gesat. Et hänkt just dovun of, wéi iwwerzeegt a motivéiert d'Personal zu Wierk geet a wéi kompetent et ass. An deem Sënn spillt eis Sprooch an der Ausbildung vum Schoul- a Betreiungspersonal eng wichteg Roll.

Dir Dammen an Dir Hären, alles dat ass wichteg. Et däerf awer net verhënneren, datt mir eis Schouloffer weiderhi sproochlech differenzéieren, fir alle Kanner gerecht ze ginn. Och dat gehéiert zum Esprit vun enger „École pour tous", iwwert déi mer nach gëschter op dëser Plaz geschwat hunn.

Vill Leit, déi bei eis wunnen a schaffe kommen, hunn en anere Schoulsystem duerchlaf wéi dee lëtzebuergeschen. Se schwätzen dowéinst och net Lëtzebuergesch mat hire Kanner, well se d'Sprooch net beherrschen. Hir Kanner si schoulflichteg a liewen hei, haten awer nach kaum Kontakt mat eiser Sprooch. Fir datt dës Kanner net vu virera benodeelegt ginn an en adequate Bildungsniveau erreeche kënnen, an dat ass wichteg, mussen d'Sproocheregimmer an eise gratis ëffentleche Schoule weiderhin opgemaach ginn, esou wéi dat zu Déifferdeng, Mondorf, Lënster a Clierf schonn de Fall ass.

Fir eis villsprooceg Gesellschaft, hir Ekonomie an hire sozialen Zesummenhalt ass dës Ouverture liewenswichteg a verhënnert, datt d'Sprooch zum Exklusiounsfacteur gëtt. Dat heescht net, datt Lëtzebuergesch aus internationale Schoule soll verbannt ginn. Ganz am Contraire, och do muss Lëtzebuergesch geléiert ginn an et gëtt och do geléiert.

Ech kommen dann zum zweete wichtege Beräich, der Förderung vun eiser Sprooch an domat och der Vermëttlung vun eiser Kultur am Beruffsliewen a generell an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft a vum Zesummeliewen. Och do geet et drëms, opzepassen, datt Lëtzebuergesch sech vis-à-vis vun anere Sprooche behaapte kann an d'Schlappen net verléiert. Duerfir féiert kee Wee laansch eng breet gefächert Offer vu Lëtzebuergeschcoursen, Congé linguistique, informatesche Léierprogrammen a villen aneren Instrumenter, déi nach kënnen entwéckelt ginn.

An deem Zesummenhang begréisse mir, datt de Statut vum Lëtzebuergesche mat dësem Projet de loi weiderhi gestäerkt soll ginn, Här Minister, datt d'Regierung och ustrieft, Lëtzebuergesch als offiziell Sprooch vun der Europäescher Unioun unerkannt ze kréien a se an eiser Verfassung ze verankeren.

Dir Dammen an Dir Hären, deem géintiwwer steet natierlech eis Sproochevillfalt, déi zu Lëtzebuerg esou grouss ass wéi a kengem anere Land op der Welt. Esou wéi den Eiffeltuerm de kulturelle Räichtum vu Paräis symboliséiert, esou symboliséiert eis Sproochevillfalt de kulturelle Räichtum vu Lëtzebuerg. A wann ech vu Sproochevillfalt schwätzen, da mengen ech domat och eise sozialen Zesummenhalt an eis Oppenheet no baussen hin. Et ass ganz genee dee Volet, deen an der ganzer Diskussioun ronderëm eis Sprooch net däerf vergiess gi mat alle Vir- an Nodeeler, déi d'Villsproochegkeet nun emol mat sech bréngt, a mat allen Erausfuerderungen, déi mir och an Zukunft musse meeschteren.

Nieft dem Bildungswiesen, wou nëmme 37% vun de Kanner Lëtzebuergesch als Mammesprooch schwätzen, ass den Aarbechtsmaart wahrscheinlech dee Beräich, an deem d'Vir- an d'Nodeeler vun der Méisproochegkeet sech am stäerkste weisen. D'Nodeeler begéint een net a groussen, oft internationale Betriber, wou déi intern Kommunikatioun meeschtens keng weider Problemer schaaft an a ville verschiddene Sproochen ofleeft, mat Franséisch an neierdéngs Englesch un éischter Plaz.

D'Nodeeler vun eiser Méisproochegkeet begéint een deementgéint staark am Spidols- a Fleegesecteur. Dat ass bekannt an et gëtt ëmmer op en Neits Ulass zu Onzefriddenheet. Regelméisseg kënnt et an de Spideeler, Alters- a Fleegeheimer zu engem Dialogue de sourds, well d'Barrièren tëschent der Sprooch vun den Assuréen an der Sprooch vun de Salariéen oft net ze iwwerwanne sinn. Dobäi ass et weder d'Schold vun de Patienten nach déi vun de Salariéen, datt dës Barrièren esou héich sinn. Eng bekannt Ursaach läit doran, datt um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart net genuch Personal ze fannen ass, fir d'Besoinen an deem Secteur ofzedecken. De Gros vum Fleegepersonal muss nun emol dowéinst am Ausland rekrutéiert ginn.

Dobäi kënnt en zweete Facteur: Enger Ëmfro no si momentan beim Personal 30 verschidden Nationalitéite vertrueden a bei de Patienten iwwer 160 Nationalitéiten, déi a 40 verschiddene Sprooche kommunikéieren. Dat ass esou am CHL. An ech denken, an aneren Institutiounen ass et net vill anescht.

Laut dem Gesetz huet awer all Patient en Usproch drop, datt an där Sprooch mat him geschwat gëtt, déi e versteet. Datt dat hei net evident ass, wann esou vill Sprooche geschwat ginn, dat wësse mer alleguer. D'Situatioun ass also komplex. A fir komplex Problemer ginn et keng einfach Léisungen.

De Strategiepabeier an den Aktiounsplang fir d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch hunn de Verdéngscht, dat soen ech ganz kloer, konkret Moossnamen opzeweisen, déi eis Sprooch solle stäerken a Feelentwécklunge sollen entgéintsteieren, ebe grad um Niveau vun de Schoulen a vum Gesondheets- a Fleegesecteur a villen aneren. Quitte datt d'Diskrepanz tëschent de geplangte Moossnamen an hirer Ëmsetzbarkeet nach ze wënschen iwwreg léisst, dat ass vun enger Rei Akteure kritiséiert ginn, esou stelle se trotzdeem eng gutt Basis duer, fir weiderzekommen.

Déi éischt Aufgab vum Kommissär, dee mat dësem Projet de loi geschafe gëtt, muss eiser Meenung no dora bestoen, d'Moossnamen op hir Machbarkeet hin ze iwwerpréiwen an de Fall gesat nozebesseren. Wichteg ass och, Här Minister, datt d'Ëmsetzung etappeweis evaluéiert gëtt, esou wéi d'Madamm Mélanie Wagner vun der Uni Lëtzebuerg sech haut de Moien um Radio 100,7 ausgedréckt huet.

Mir kënnen effektiv net 20 Joer waarden, huet si och gesot, fir erauszefannen, wéi eng Moossname gräifen a wéi eng net. Dat ass evident. Datt sämtlech Coursë fir Lëtzebuergesch, déi an eisem Land offréiert ginn, an enger Plattform sollen zesummefléissen, ass an deem Kader eng gutt Dispositioun. Si erlaabt net nëmmen, d'Effentlechkeet iwwert déi gesamt Offer ze informéieren - haut ass et esou, datt een net ëmmer weess, wou Coursen ze fanne sinn an a wéi engem Niveau -, si erlaabt och, ze analyséieren, wéi et mat der Quantitéit an der Qualitéit vun alle Coursë steet respektiv wéi wäit eis Sprooch effektiv an ëffentleche Servicer geschwat gëtt a wéi wäit net.

Fir eng Situatioun ze verbesseren, Dir Dammen an Dir Hären, brauch een näämlech verlässlech Daten an net just Gefiller an Emotiounen, déi bekanntlech séier héichkachen, wa Leit sech sproochlech net verstinn. An eisen Ae bitt de Plang zur Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch jiddefalls e gudden Usaz. Virun allem weist en, datt dës Regierung de Kapp net an de Sand stécht, wann et drëms geet, eiser Sprooch méi Gewiicht ze ginn. A wéi seet een esou schéin: „Wien näischt mécht, deen näischt brécht."

Méi kulturell ugehaucht ass dann d'Missioun vum Zenter fir Lëtzebuerger Sprooch, deen och mat dësem Projet de loi geschafe gëtt. E kritt den Optrag, sech net nëmme mat der Festegung vum Lëtzebuergeschen am Alldag ze befaassen, mä och mat senger Geschicht, senger Norméierung, der Orthografie a sengen Dialekter.

Als Gréng fanne mir dee Volet ganz interessant a wichteg. Engersäits muss d'Geschicht vun eiser Sprooch natierlech héichgehale ginn, an domat och hir Etymologie, déi de Sproochmates Alain Atten jo op eng ganz pädagogesch an humorvoll Manéier ëmmer ze vermëttele weess a senge Sendungen. Anerersäits gesi mir nach vill Fuerschungs- an Dokumentatiounspotenzial um Niveau vun den Dialekter, déi zu Lëtzebuerg zwar nach geschwat ginn, mä lues a lues zréckgedrängt ginn.

Den Ufank vum Dialektstierwe geet u sech zréck op d'1920er, 1930er Joren, wou de Radio sech an de Wunnhaiser vun de Familljen niddergelooss huet. Mat deem Medium huet och dat Héichlëtzebuergesch méi wéi jee Agang an d'Wunnenge fonnt an huet d'Familljen an enger eenheetlecher Sprooch beriselt. D'Resultat ass, datt d'Dialekter u Bedeitung verluer hunn a weiderhin u Bedeitung verléieren. Besonnesch bei deene Jonken hëlt d'Zuel vun Dialektschwätzer konstant of, wärend d'Sprooch vu ville Jonken ëmmer méi mat Anglizismen an nei geschafene Wierder vermëscht gëtt, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä generell.

D'Sproochfuerscher bewäerten dës Entwécklung net direkt negativ, mä stinn dem Verloscht vun den Dialekter éischter neutral vis-à-vis. An trotzdeem bedeit de Réckgang vun den Dialekter an eisen Aen e kulturelle Verloscht. Dialekt huet ëmmerhi vill mat regionaler Kultur ze dinn. A wann eng speziell Ausdrocksweis ewechfält, da geet domat och e Stéck vu regionaler Kultur verluer. Aus deem Grond begréisse mir ausdrécklech, datt den Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch sech mat dëser Matière soll beschäftegen, dëst an Zesummenaarbecht mat eise kulturellen Instituter.

Bleift dann nach de Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch, dee jo scho besteet a mat dësem Projet de loi eng legal Basis kritt.

Dir Dammen an Dir Hären, generell begréisse mir, wéi gesot, all dës Dispositiounen, well se de Stellewäert vum Lëtzebuergesche stäerken, ouni de Räichtum vun eiser Sproochevillfalt a Fro ze stellen. All Effort an déi Richtung ass wichteg. Wichteg an eisen Aen ass awer och, datt d'Kaz hir Jonk nach fënnt an deem ganze Bësch vun Institutiounen, Programmer a Strukturen, déi et mëttlerweil um Niveau vun der Sproocheförderung gëtt. Kompetenz- a Postegerangel, Intransparenz an Iwwerschneidunge vun de Missioune vun deem engen an deem anere wiere kontraproduktiv a mussen op alle Fall verhënnert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wéilt ech dem Här Lamberty nach Merci soe fir säi gudden a ganz originelle Rapport, deen zum Deel op Lëtzebuergesch an zum Deel op Franséisch redigéiert ginn ass. Dat hate mer bis haut nach ni, souwäit ech mech kann erënneren.

(Interruption)

Wéi gutt eis Sprooch sech mat anere Sprooche verdréit, gesäit een awer net nëmmen am Rapport vun dësem Projet de loi. Vill vun eis konnten et och op Nationalfeierdag an der Philharmonie erliewen, wou eis kulturell a sproochlech Villfalt nees zum Droe koum.

Här President, ënnert dem Stréch kënnt et och net ëmmer drop un, a wéi enger Sprooch ee schwätzt, mä et kënnt ëmmer drop un, wat ee seet.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Merci un den Här Lamberty fir säi Rapport. Ech muss allerdéngs soen, datt beim Burka-Gesetz d'ADR de Rapport op Lëtzebuergesch geschriwwen hat. Ech mengen, dee war also e bëssen éischter do wéi dem Här Lamberty säin, wat awer näischt vum Meritt ewechhëlt, fir e Rapport op Lëtzebuergesch ze schreiwen.

Mir sinn als ADR mat dësem Gesetz d'accord. Mir stëmmen et. Mir stëmmen et, well keen eis soll kënne soen, datt, wann eng Moossnam geholl gëtt, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken, mir déi wären, déi dat net géifen ënnerstëtzen. Dat heescht net, datt mer alles gutt fannen, wat an dësem Gesetz steet. Dat heescht net, datt mir et esou géife maachen, wéi et an dësem Gesetz steet. Mä dat heescht, wann eppes gemaach gëtt fir d'Lëtzebuergescht, da si mir op där Säit vun deenen, déi dat ënnerstëtzen.

Mä ech wéilt awer d'Regierung felicitéieren an déi dräi Parteien, déi dëst gemaach hunn, net fir den Inhalt vun dësem Gesetz, mä fir hire Culot. Dräi an en hallwe Mount virun de Wahle kënnt eng Koalitioun, déi fënnef Joer oder bal fënnef Joer eng Moossnam no där anerer géint d'Lëtzebuerger Sprooch geholl huet, heihinner a mécht esou, wéi wa se mat dësem Gesetz elo eppes fir d'Lëtzebuerger Sprooch géif maachen.

Eng Koalitioun, déi higaangen ass a Segregatioun no Natioun an no Sprooch an eise Schoulsystem ageféiert huet. Eng Koalitioun, déi multilingual Fréierzéiung ageféiert huet. An hei gëtt gesot, dat wär, fir datt Lëtzebuergesch an d'Crèchë kënnt. Neeb, esou ass et net! Well wann d'Regierung dat gewollt hätt, dann hätt se sollen e Gesetz maachen, no deem an all Crèche muss Lëtzebuergesch geschwat ginn. Mir brauche kee Franséisch dofir a lëtzebuergeschsproochege Crèchen.

Mir haten nach bei der Madamm Delvaux déi Iddi, fir eng lëtzebuergeschsprooceg Sektioun an de Lycéeën anzeféieren. Dovunner ass hei keng Rieds méi gaangen. Mir haten net genuch Ënnerstëtzung fir d'Lëtzebuergesch an de Grenzregiounen. Eng Radiosfrequenz, déi op Lëtzebuergesch war, gëtt et elo nëmmen nach op Franséisch. D'Nationalitéitegesetz: De Sproochenniveau ass erofgesat gi mat der Hëllef vun der CSV, fir et net ze vergiessen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien. A wien 20 Joer am Land ass, ouni e Wuert Lëtzebuergesch geléiert ze hunn, dee kritt d'Nationalitéit geschenkt, eng Iddi vun der CSV a vun Iech matgedroen.

Wa mer hei Beruffstitelen aus dem Ausland unerkannt hunn aus europäeschen Direktiven, hu mir gesot: Mir musse Lëtzebuergesch draschreiwen. Dat ass all Kéiers refuséiert ginn. Haut hu mer am Spidolswiese bei deenen eelere Leit an den Heemer déi Situatioun, datt mer eben déi Sproocheproblemer hunn. Dat ass net vum Himmel gefall, dat ass eng Karenz vun der Lëtzebuerger Politik, déi dat verursaacht.

Mir hate gefrot, datt bei LuxTram soll Lëtzebuergesch geschwat ginn. Et ass refuséiert ginn. Mir hunn an dëser Legislaturperiod d'Fonction publique, déi ëffentlech Funktioun ëmmer méi opgemaach fir Leit, déi kee Lëtzebuergesch kënnen, och an der Educatioun, wou et jo wichteg wär, datt een dat kann.

D'ADR huet an engem Wahlprogramm nom aneren dofir militéiert, datt Lëtzebuergesch soll als europäesch Sprooch unerkannt ginn. Wat si mer ausgelaacht ginn! Bis virun annerhallwem Joer de Minister Meisch dat och gesot huet. An elo gesi mer, datt dat hei soll och promouvéiert ginn, awer eréischt iergendwéini no de Wahlen, well effektiv esou vill Resistenz och an dëser Koalitioun do ass, datt et net soll gemaach ginn. Mir stinn dozou!

D'Lëtzebuerger Sprooch gëtt vun dëser Koalitioun als Geisel geholl, fir déi nei Verfassung mat duerchzekréien. Mir hunn als ADR eng Proposition de loi gemaach, fir d'Lëtzebuerger Sprooch elo kënnen an d'Verfassung eranzeschreiwen. De Statsrot huet dat aviséiert. Mir kéinten dat am Juli nach ofstëmmen. Et gëtt net gemaach, well gesot gëtt: „Déi nei Verfassung, do kënnt d'Lëtzebuergesch dran.' Dat ass d'Geisel, d'Lëtzebuerger Sprooch, fir datt déi nei Verfassung soll méi appetitlech ausgesinn, trotz all hire Problemer. Op dee Wee gi mir net mat. Mir kënne Lëtzebuergesch och esou an direkt an d'Verfassung eraschreiwen, ouni déi nei ze brauchen.

D'CSV kënnt heihinner a mécht eigentlech dat Spill mat vun der Regierung. Mir haten eng Motioun no där anerer an deene leschte Joren hei proposéiert fir d'Lëtzebuerger Sprooch. D'CSV huet se all refuséiert, alleguer!

D'Lëtzebuerger Sprooch: Iwwert de Rettungsdéngscht, fir en op Lëtzebuergesch ze nennen. Datt déi Leit, déi do engagéiert ginn, misste Lëtzebuergesch kënnen, wat jo an Noutsituatioune wichteg ass. Iwwert de Rekrutement a verschiddenen Administratiounen. Iwwert d'Promotioun vum Lëtzebuergeschen an den Administratiounen. Alles huet d'CSV refuséiert! An haut kënnt se heihinner a wëllt sech zum Affekot vun der Sprooch maachen. Och dat ass Hypokrisie.

Une voix.- Jee, jee, jee.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Mir hunn hei u sech en Angschtgesetz, en Angschtgesetz virum Wieler, en Angschtgesetz och virun der ADR. Ech war siele méi houfreg, an dëser Partei ze sinn, well ouni eis géif et dat hei net ginn.

(Brouhaha)

Ouni d'Petitioun fir d'Lëtzebuerger Sprooch géif et dat hei net ginn. Et ass en Angschtgesetz. An de Slogan vun der DP „Zukunft op Lëtzebuergesch!" ass en Angschtslogan, e Panikslogan, fir dräi an en hallwe Mount virun de Wahle sech duerzestellen als eng Partei, déi eppes fir d'Sprooch wëllt maachen.

An deem Text, dee mer presentéiert kruten, ass iwwerall, wou iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch geschwat gëtt, gläichzäiteg vun der Méisproochegkeet rieds. All Kéiers gëtt sech bal entschëllegt, wahrscheinlech ënnert dem Afloss vun deene grénge Kolleegen, datt een eppes wëllt maache fir d'Lëtzebuerger Sprooch ouni gläichzäiteg och fir déi aner Sproochen. Mä kee Mënsch hei am Land - ech hunn nach ni ee gesinn - seet: „Mir musse Lëtzebuergesch promouvéieren op Käschte vun enger anerer Sprooch!" Dat ass eng Fantasie, eng Fantasterei vun dëser Regierung. Dat gëtt et net!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Dir

hutt et grad am Zesummenhang mat de Crèchë gesot, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Alleguer wësse mer, alleguer wësse mer, datt d'Méisproochegkeet wichteg ass an engem klenge Land wéi eisem. An et ass ni d'Diskussioun gewiescht, datt d'Lëtzebuergescht soll op Käschte vun enger anerer Sprooch entwéckelt ginn.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dir hutt et grad gesot am Zesummenhang vun de Crèchen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn hei e Land, wou d'Lëtzebuergescht wierklech Problemer huet. Dir kënnt mat Statistike vun der berüümter TNS ILReS kommen, wéi Der wëllt, mat Äre 77%, mir wëssen, datt Lëtzebuergesch eng menacéiert Sprooch ass, mir erliewen et am Alldag.

A wat proposéiert Dir eis? Bürokratie, e Kommissär ouni Kompetenzen. Dat brauche mer net. Dir proposéiert eis en Zwanzegjoresplang, fir iwwer véier Wahlen ewechzekommen, ouni Evaluatioun, ouni iergendeen Inhalt. Et gëtt emol ausgeschafft, et gëtt temporiséiert. Dir proposéiert eis en Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch. Mir hu genuch Institutiounen. Mir brauche kee Kuddelmuddel vu ville verschiddenen Institutiounen. An de Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch soll mat Benevolle fonctionnéieren. Do gesäit ee jo och, wéi wichteg Iech dat eigentlech ass.

Wat soll gemaach ginn? Eng Ausstellung iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch. Fein. Bei den Internetsitte solle verschidde Contenuen, heescht et, op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, emol net alles. An et sollen Etüde gemaach ginn iwwert de Sproochgebrauch bei deene jonke Leit. Fein. Awer och dat alleng rett net eis Sprooch an eis Zukunft, eis kulturell Zukunft, mat der Lëtzebuerger Sprooch.

Mir hunn an deene leschte Joren esou vill Saache gehat, déi Dir hei als Avantagen, als Engagement fir Lëtzebuergesch duerstellt, déi iwwerhaapt keng sinn. Dat ass zum Deel absurd, wat Der eis hei sot. An de Lycéeën Orthografie als Optiounsfach. Firwat net als normaalt Fach? Firwat ass dat net Deel vun deem, wat soll gemaach ginn?

De Congé linguistique, deen zu 50% bezuelt gëtt. Ech mengen, beim Spuerpak ass dee Prozentsaz nach erofgesat ginn. Dir sot, am soziale Secteur „kann" den Agrement mat Konditioune verbonne ginn. Firwat „muss" en net mat Konditioune verbonne ginn? Et gëtt keng nei Obligatiounen am Gesondheetswiesen. Beim Contrat d'accueil et d'intégration, do kann een eng vun dräi Sprooche besichen, fir gefërdert ze ginn. Eng vun dräi Sproochen, net Lëtzebuergesch. An trotzdeem steet dat hei an dësem Gesetz. Wat huet et do verluer?

Dat ass dach net kohärent. Da sot Der, mir féieren en nationalen Dag fir d'Lëtzebuerger Sprooch an. Fir d'ADR gëtt et 365 Deeg am Joer fir d'Lëtzebuerger Sprooch. Dir wëllt en nationale Präis aféiere fir d'Lëtzebuergescht. Och dat kléngt gutt, mä all zwee bis dräi Joer. Wou ass do den Engagement? Wat ass dat fir e Wëllen? Datt Dir Iech net schummt, eis esou eppes heihinner ze leeën!

Dir hutt an Ärem ganzen Text eigentlech just zesummegekraazt, wat Dir mengt, wat nach kéint als Argument gëllen, fir iergendeen Engagement vun der Säit vun dëser Regierung fir eis Sprooch ze dokumentéieren. Eis iwwerzeegt Der net. A wann et nach iergendee Beweis gebraucht hätt, datt Der iwwerhaapt net als Gambia-Regierung hannert dëser Sprooch stitt! Trotz alle Gedichter - an dat ass esou schéin lech nozelauschteren, wann Der un en Dicks erënnert an un esou vill aner Leit - mä de politesche Wëllen, an eiser politescher Landschaft an der Realitéit vum Land, eiser Sprooch no vir ze hëllefen, dee feelt.

An an dësem Gesetz iwwert d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch, do ass en Artikel 9 dran - just fir deen ze zitéieren - an an deem Artikel 9, do geet et ëm en Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch. A wësst Der, wat een net brauch, fir am Zenter vun der Lëtzebuerger Sprooch ze schaffen? Lëtzebuergesch! Well d'Regierung seet: „Et geet duer, wann een en C1 huet an enger Sprooch" - dat muss awer kee Lëtzebuergesch sinn – „an enger vun deenen dräi administrative Sprooche vum Land."

Dat ass dach de Beweis vun enger Absurditéit, vun enger Hypokrisie, vun engem Netwëllen, wann Der higitt an Dir schaaft en Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch, an deem déi Leit, déi do solle schaffen, eis Sprooch emol net kënnen!

Ech muss e Fazit zéien. Mir stëmmen et mat. Ech hunn Iech jo gesot, firwat mer et matstëmmen.

(Interruption et hilarité)

Normalerweis géife mer esou e Gesetz ni matstëmmen, well et huet net den Niveau vun deem, wat mir als ADR kéinten approuvéieren. Mä mir sinn net déi, déi dat do wëlle bremsen. Mä ech soen Iech awer, et gëtt hei am Land, mat dëser Diskussioun, déi mer haut haten, mat der Hypokrisie vun der CSV, et gëtt an dësem Land eng Partei, déi sech kloer, däitlech, éierlech an engagéiert fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzt, an dat ass d'ADR.

An ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Une voix.- Dat hätte mer elo net geduecht.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Une seule voix.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, op déi kënnt et un.

Une voix.- An nach net op Lëtzebuergesch.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. An d'Wuert huet elo den Här Marc „Bam".

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wann, dann Escher, wann ech gelift, dann „Bom" an net „Bam".

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay, „Bom". Gebongt.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP).*- Familljennimm kann een net deforméieren.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Den Här Minister huet elo grad zéng Minutten nogelauschtert. An ech fäerte ganz, datt dat do en Deel ass vun der „Zukunft op Lëtzebuergesch!" Op jidde Fall vun där Zukunft, déi mir perséinlecht grujelt. Viru 15 Méint hate mer hei an der Chamber schonn eng Debatt iwwert d'Promotioun vum Lëtzebuergeschen. An och deemools hu mer scho gesot, datt der Regierung hir sougenannte Strategie bei Wäitem net duergeet, datt et virun allem keng Strategie ass, och wann duerchaus interessant Elementer dra sinn. Well fir eng Strategie ze entwéckelen, bräicht een als Alleréischt Ziler, déi een definéiert. Et bräicht een Objektiver, déi een erreeche wëllt, an dat géif da viraussetzen, datt mer déi dann och benenne missten, oder datt mer och benenne missten, wou eis Sproochelandschaft dann an zwanzeg Joer soll sinn oder wéi déi da soll ausgesinn.

Ech si mer och bewosst, datt dat certes net einfach ass, fir esou en…

Une voix.- Certes?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech wëll elo net ee vun deene sinn, déi d'Lëtzebuerger Sprooch „menacéieren", wéi ech virdrun héieren hunn, duerfir: Ech si mer bewosst, datt dat sécher - sécher! - net einfach ass, mä ech mengen, datt et awer den intellektuellen Effort, den intellektuellen Opwand, duerchaus wäert wier.

(Hilarité)

Et hätt näämlech bedeit, datt een domadder hätt kënne Pespektiven opmaachen, a wéi engem Zesummenhang déi verschidden Initiativen, déi an där Strategie dra sinn, da géife stoen. Dovunner war an ass och bis elo eiser Meenung no keng Spuer. Mä et ass eppes gemaach ginn, näämlech een Element vun der Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg erausgeholl ginn, an dat ass d'Lëtzebuerger Sprooch, an et ass beschriwwe ginn, wéi eng Instrumenter, Institutiounen ee schafe soll, fir déi ze förderen.

Et muss een awer soen, dat ass scho relativ einfach. Well wann et eppes gëtt, wat wierklech konsensfäeg ass, dann ass et, datt mir alleguer, déi mir hei sëtzen, d'Lëtzebuerger Sprooch förderе wëllen. Et gëtt net eng eenzeg Kraaft, net eng eenzeg politesch Kraaft hei zu Lëtzebuerg, déi géint d'Förderung oder d'Promotioun vum Lëtzebuergeschen ass. Och wann et Kräfte ginn, déi net midd ginn, dat ëmmer nees erëm ze behaapten, an och behaapten, eis Sprooch wier um Ausstierwen, wat objektiv falsch ass. Eng Sprooch, déi an de Kommunikatiounsmëttelen esou oft - esou dacks - benotzt gëtt wéi déi Lëtzebuergesch, an an der rezenter Vergaangenheet ëmmer méi benotzt gëtt, déi ass definitiv net virum Ausstierwen.

Ech hu Bréiwer vu menger Mamm gelies, déi si un hir Eltere geschriwwen huet, déi huet si op Däitsch oder Franséisch geschriwwen. Haut géif kee méi seng Bréiwer un d'Elteren op Däitsch oder Franséisch schreiwen, mä op Lëtzebuergesch. Dat heescht, d'Sprooch ass wäit ewech dervun, datt se ausstierft.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Lëtzebuerg ass e Land, wou definitiv méi Sprooche geschwat ginn. An et ass jo och duerfir, datt mer soen: Lëtzebuerg ass e méisproochegt Land. An déi méi Sproochen, déi geschwat ginn, déi sinn Deel vun eiser Geschicht a sinn domadder och Deel vun deem, wat mir dann ëmmer gären eis Identitéit nennen.

An déi Méisproochegkeet stellt awer och eng Erausfuerderung un eis Gesellschaft. An déi Erausfuerderung gëtt méi grouss, wat souwuel d'Intensitéit vun deene méi Sproochen an d'Luucht geet wéi awer och d'Sprooche selwer. War et an der Vergaangenheet virun allem dat Däitscht an dat Franséischt, wat nieft dem Lëtzebuergeschen d'Méisproochegkeet ausgemaach huet, esou ass an de vergaangene Jorzéngte virun allem d'Englescht bäikomm, an a verschiddene Beruffssparten duerch d'Immigratioun och nach aner Sproochen wéi d'Italienescht, d'Portugisescht.

An déi Méisproochegkeet ass eng Erausfuerderung fir eis Gesellschaft a se ass virun allem eng Erausfuerderung fir all d'Leit, déi hei am Land wunnen, liewen a schaffen, also souwuel fir déi, déi hei gebuer sinn, wéi och fir déi, déi heihinner geplënnert sinn oder all Dag duerch hir Aarbecht zum Räichtum vun eisem Land bäidroen. Fir all déi Leit, fir eis ganz Gesellschaft, ass d'Méisproochegkeet eng Erausfuerderung. An duerfir menge mir och, datt et sënnvoll gewiescht wier, deem ganze Phenomeen vun der Méisproochegkeet seng Opmierksamkeet ze widmen, ze ginn, an net nëmmen een Element erauszehuelen, wat sécher interessant ass, näämlech d'Promotioun vum Lëtzebuergeschen, mä et am gesamte Kontext ze gesinn.

Eis Sprooch, déi ass, an dat hu mer och scho gesot, jonk op där enger Säit, se ass awer och historesch gewuess. A se ass och ganz enk verbonne mat der Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg. Doduerch, datt se esou jonk ass, huet se eben d'Fäegkeet, d'Capacitéit, fir aner Sproochen a sech selwer opzesuckelen.

Keen anere wéi mäi Virriedner huet haut déi Ried gehale vun alle Riedner zu deem heite Gesetzestext, déi am meeschte franséisch Terme benotzt huet! An dat ass d'lëtzebuergesch Sprooch, well souwuel däitsch Termen dra si wéi och franséisch Termen a well se austauschbar sinn. An dat ass d'Stäerkt an d'Kraaft vum Lëtzebuergeschen!

An duerfir menge mer och, datt dat Lëtzebuergescht sech immens gutt eegent, fir eng Bréckesprooch ze sinn, fir genau dat ze maachen, wat eist Land, op jidde Fall an der Vergaangenheet, och ëmmer konnt maachen a gemaach huet, näämlech eng Bréck ze sinn tëschent deenen zwee grousse Kulturkreesser, dem germaneschen an dem romaneschen, wou mer dertëschent leien.

Här President, de Projet selwer elo. Mat dësem Projet ginn e Kommissär, en Zenter an e Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch geschafen. An deenen dräi Institutioune sollen - op jidde Fall hunn ech et esou erausgelies - an enger éischter Phas insgesamt véier Leit haaptberuffleh schaffen; also deen ee Kommissär, dann den Direkter vum Zenter an zwee Mataarbechter.

Och wa mer mengen, datt d'Missiounen, d'Aufgaben an d'Funktioune vun deenen dräi nei geschafenen Institutiounen duerchaus sënnvoll an ënnerstëtzenswäert sinn, a mer duerfir och de Projet matdroen, mengen ech, datt awer aner Instanzen och eng ganz Rëtsch Froe gestallt hunn, déi, mengen ech oder menge mir, op jidde Fall hir Berechtegung hunn.

Éischtens, et stellt sech wierklech d'Fro, ob mer domadder net nees e weideren administrative Waasserkapp schafe mat enger Iwwerkomplexitéit u Strukturen, u Prozesser, déi éischter d'Promotioun vum Lëtzebuergesche kënnen net onbedéngt verhënneren, mä awer dee Prozess net onbedéngt esou séier kënne weiderféieren, wéi wann een do méi eng eenheetlech Struktur geschaaft hätt.

Et ass och onkloer, dat ass den zweete Punkt, oder mer fannen et op jidde Fall onkloer, datt d'Kompetenzopdeelung net esou vuneneen ofgetrennt ass, datt ee wierklech soe kéint: „Deen een ass fir dëst zoustänneg, deen anere fir dat", an datt et virun allem och kloer wier, wéi déi verschidden Instanze géife mateneen interagéieren, well déi entspriechend Dispositioune sinn am Text awer relativ vag. An dat ass awer och ee vun de Kritikpunkten oder vun de Bedenken, déi an de verschiddenen Avisen zur Sprooch komm sinn.

Här President, et ass och een Element vun dësem Projet, dat ass d'Promotioun vun der lëtzebuergescher Kultur, a mer haten och scho viru 15 Méint gesot, datt et net onbedéngt e weidere Präis misst ginn, deen dann elo iwwerreecht gëtt, well mer mengen, datt et schonn eng ganz Rëtsch Präisser gëtt a virun allem datt et och net vill hëlleft, wann een zum Beispill engem Literat de Servais-Präis iwwerreecht an de Kulturminister verwiesselt en zoufälligerweis mat sengem Brudder. Dat wier ongeféier esou, wéi wann de Sportsminister den Andy an de Frank Schleck géif matenee verwiesselen.

(Interruption)

Mä ech mengen, datt d'Wäertschätzung vun de Kënschtler, déi och op Lëtzebuergesch schaffen, datt déi anescht misst orientéiert sinn an datt déi wesentlech méi e grousse Bestanddeel misst si vun der lëtzebuergescher Förderung. An dat ass genau dat, wat den Nico Helminger och 2008 gesot huet, wéi en eng éischte Kéier de Batty-Weber-Präis kritt huet.

Mä de Problem ass awer an eisen Aen an där ganzer Diskussioun ronderëm d'Lëtzebuergescht an déi lëtzebuergesch Kultur, datt een den Androck net lassgëtt, datt et guer net ëm d'Lëtzebuergescht geet, mä datt et ëm eppes anescht geet. Et geet ëm dat Däitscht an de soi-disant Géigner vum Däitschen: dat Franséischt!

Och virdrun ass gesot ginn - ech hu mer et opgeschriwwen -: „Mir brauche kee Franséisch an de Crèchen." An et ass erstaunlech an et bestäerkt mech doranner, datt déiselwecht Leit, déi no bausse soen, datt si déi eenzeg wieren, déi fir d'Lëtzebuerger Sprooch sinn, awer guer net begeeschtert sinn, wann anerer e Virschlag maachen, fir op Lëtzebuergesch ze alphabetiséieren! Dat ass erstaunlech, well dat misst jo eigentlech vun deenen direkt opgegraff ginn. Ma neen, et geet eben net ëm d'Lëtzebuergescht. Et geet ëm d'Däitscht!

Et geet ëm déi soi-disant Frankofoniséierung, déi zu Lëtzebuerg géif stattfannen. An dat stënkt awer, well dat erënnert eis u ganz schwaarz Kapitele vun eiser Geschicht, wou och schonn esou oder esou äänlech Kulturkämpf gefouert goufen. Deemools huet et net „d'Frankofoniséierung" geheescht, mä „d'Verwelschung" vum Lëtzebuergeschen. Den Inhalt war awer genau deeselwechten. An ech denken, datt mer eis vun deem a vun deenen Elementer wierklech keng Lektioune ginn ze loossen hunn, wéi den Emgang vun eiser Sprooch ass a wéi mer wëllen eis lëtzebuergesch kulturell Identitéit och oppen an an Zukunft weider affirmativ no vir droen.

Här President, ech halen dann op och mat engem Gedicht. Ech sinn inspiréiert gi vun engem aneren Auteur, awer och engem lëtzebuergeschen Auteur, deen Deeler vun dëser Debatt fir mech ganz gutt resuméiert. Et ass de Poutty Stein.

„Du meng Heemecht, Lëtzebureg,

Staark am Soff, mä soss net ureg,

Huewermiel gëtt Huewerpangkuch,

A wann et päift, da fiert den Zuch."

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat ass eis allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, normalerweis géif ech hei ufänken an dem Rapporteur Merci soen, dem Claude Lamberty, dat maachen ech och, an da géif ech bei esou enger breet erwaarter Zoustëmmung och dann dem Plenum Merci soen, datt jiddwereen hei mat grousser Iwwerzeegung, oder bal jiddwereen, dat Gesetz da géif stëmmen. Dat kann ech haut jo schlecht maachen, well et schéngt jo awer esou ze sinn, wéi wann deen een oder aneren Deputéieren hei manner aus Iwwerzeegung, mä aus takteschen Iwwerleeungen dat Gesetz géif stëmmen. Dat ass op jidde Fall de Mëtteg hei kloer an däitlech ginn.

Ech wëll, Här President, ufänken, net fir mech entschëllegen, well et war net esou gesot. Et war net meng Intentioun, dat kënne mer awer gären dann eng Kéier zesummen nolauschteren, der CSV eng Arroganz virzewerfen.

Et ass meng Intentioun, fir drop hinzeweisen, datt Eenzelner probéieren, déi Akteuren am Land, déi sech fir eis Sprooch asetzen, an dat op ganz ville Plazen an op ënnerschiddlech Manéiere kënne maachen, heiansdo emol als provinziell an och heiansdo als rietspopulistesch duerzestellen. Deenen ënnerstellen ech awer eng gewëssen Arroganz. An ech wëll och soen, datt déi dem Debat, engem sachlechen Debat, net ëmmer ganz förderlech sinn.

Ech hunn do ganz breet viséiert. Mir fale Leit an, déi Politik maachen an ënnerschiddleche Parteien. Mir falen awer och Leit an, déi keng Politik maachen. Mir fale Leit an, déi Politik gemaach hunn. An ech hu sécherlech net hei déi Oppositiounspartei, déi gréisste Partei am Haus

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

hei, domadder viséiert. Dat wollt ech kloerstellen. Wann Eenzelner sech do ugeschwat fillen, da solle se dat mat sech selwer ausmaachen.

Nun, trotzdeem hunn ech gesot a kann et haut nach eng Kéier widderhuelen, datt d'CSV jo der Meenung ass, dat Gesetz géif hei an eenzelnen Dispositiounen ze wäit goen, et wär ze vill Struktur, déi géif geschafe ginn, et géifen ze vill Poste geschafe ginn, dat géif ze vill Käschte generéieren, fir duerno opbauend dorobber geziilt eng Politik kënnen ëmzesetzen, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze förderen. Dat ass virun enger Rei vu Méint gesot ginn. Dat ass de Mëtteg och hei nach eng Kéier esou widderholl ginn. Dat ass eng Positioun, déi absolutt legitimm ass. Ech denken awer, datt mer grad dat dote brauchen.

Mir schafen hei d'Fonctioun vun engem Kommissär, an de Rapporteur huet et am Detail explizéiert, fir virun allem iwwer sämtlech Ministèren a Verwaltungen ewech eng Koordinatioun hinzekréien tëschent eenzelne Mesuren, fir esou en 20-järegen Aktiounsplang kënnen opzestellen, zesumme mat eenzelne Verwaltungen, zesumme mat eenzelne Ministèren, déi natierlech herno kompetent si fir d'Ëmsetzung dovunner.

Et kënnt hei kee Superminister, dee Weisungsbefugnis bis an all Departement vun all Ministère huet, mä et ass awer do, wou eng ganz Rei vu Fiedem zesummelafen. Et ass och do, wou soll gekuckt ginn: Wat kënnt dann an deen nächsten Entworf vun deem Aktiounsplang?, an awer gläichzäiteg och: Wou si mer da bei der Ëmsetzung dorunner? An da kann natierlech och deementspriechend intervenéiert ginn, wa vläicht dat eent oder dat anert muss ergänzt ginn oder awer och vläicht nach méi Drock muss opgebaut ginn.

An deem Sënn ass et absolutt complementaire zu deem Zentrum fir d'Lëtzebuerger Sprooch, dee mer mat dësem Gesetz hei schafen, well dee jo nieft der Norméierung vun der Sprooch awer och d'Aufgab huet, selwer Initiativen ze ergräifen, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze förderen. Mir gesi jo bei deem éischten Aktiounsplang, deen d'Regierung virgeluecht huet, wou 40 Mesuren drastinn, awéiwäit dat an eenzel Departementer erareecht. An dat muss och esou sinn. E wär net komplett, wann dat net esou wär.

An do brauche mer een, deen dat och neutral an onofhängeg superviséiert a koordinéiert. An een Akteur, dee ganz konkret och an der Ëmsetzung mat befaasst ass, ass den Zentrum fir d'Lëtzebuerger Sprooch. An ech denken, datt deen net onbedéngt déi Positioun huet, fir mat deem ganzen Iwwerbléck, der Distanz an der Objektivitéit kënnen déi Koordinatioun do ze maachen. Duerfir si mer op de Wee gaangen, fir déi zwou Strukturen hei complementaire niefteneenzesetzen.

Et gëtt dann e bësse belächelt, mir wéilten en 20-Joresaktiounsplang hei opleeën, dat wär jo alles vill ze laang. Nun, ech kann lech emol invitéieren: Gitt emol an aner Länner kucken, déi hir Sprooch wëlle weiderentwéckelen, hir Sprooch stäerken! Do léiert ee ganz schnell, datt mat kuerzfristege Mesuren eigentlech näischt ze erreechen ass.

Et brauch een Zäit an et brauch een och Kontinuitéit. An duerfir, denken ech, ass et wichteg, datt mer eis iwwert dat heiten Instrument, den 20-järegen Aktiounsplang, déi Zäit an och déi Kontinuitéit ginn. An natierlech muss déi och regelméisseg ugepasst ginn. Natierlech muss et esou sinn, datt och innerhalb vun deenen 20 Joer eng Evaluatioun vun der Ëmsetzung gemaach gëtt, datt nei Elementer och kënne mat erafléissen.

Et ass gesot ginn, dat Gesetz hätt hei nëmmen dräi Kapitelen. Nun, et ass jo awer einfach dann och ze liesen an et ass ee relativ schnell derduerch. Do steet ganz kloer, datt no fënnef Joer eng Evaluatioun vun der Ëmsetzung vum Aktiounsplang gemaach gëtt an en dann och eventuell erweidert gëtt, en ajustéiert wäert ginn. An ech denken, datt dat sech eigentlech vum selwen hei versteet.

Mir falen haut schonn Iwwerleeungen an, déi mer misste mat ophuelen. An et sinn och de Mëtten an der Debatt hei déi eng oder déi aner proposéiert ginn, déi mer eigentlech an eisem haitegen Aktiounsplang nach net hunn. Do kann et natierlech net sinn, datt ee muss 20 Joer ofwaarden, fir eng nei Iwwerleeung eng Kéier eranzekréien. A vläicht, wa mer eng Kéier genau kucken, da falen eis och déi eng oder déi aner op, wou mer soen: „Bon, dat doten, dat hu mer erreecht, oder dat doten, dat kënne mer net erreechen, oder dat doten, dat wëlle mer eigentlech elo mat där doter Prioritéit net méi weider poursuivéieren."

Duerfir hunn ech och, Här President, fir dat vläicht direkt ze soen, wéineg Problemer mat där Motioun, déi vun der CSV-Fraktioun hei abruecht ginn ass. Ech froe mech, firwat d'Chamber deenen eenzelnen Avisen hei, déi virleien, déi dote Prominenz wëllt ginn, mä dat ass dann der Chamber hir Saach. Ech géif just invitéieren, datt, wann een déi Motioun do géif unhuelen, aus deenen dräi Joer, no deenen dann dat Instrument vum Aktiounsplang géif evaluéiert ginn, awer fënnef Joer géif maachen.

Ech menge wierklech, et mécht kee Sënn, d'Instrument selwer als solcht eng Kéier a Fro ze stellen, éier dann awer emol iwwerhaapt en Deel vun där Period eng Kéier duerchlaf ass, éier een eng propper Evaluatioun vum Instrument selwer ka maachen. Wann een do dräi Joer duerch fënnef Joer géif ersetzen, dann hätt ech sécherlech domadder kee Problem, wann d'Chamber dat géif unhuelen.

Vläicht e Wuert zu der Wichtegkeet vum ganze Bildungssystem. Natierlech ass d'Schoul, natierlech ass d'Crèche, natierlech si Jugendaarbecht, ausserschoulesch Aktivitéiten extrem wichteg, fir d'Lëtzebuerger Sprooch u jiddweree weiderzeginn, virun allem och un déi zwee Drëttel vu Kanner, déi an eis Schoul kommen, déi se net doheem als Mammesprooch héieren, léieren an all Dag schwätzen.

Datt dat eis geléngt, weist awer och dee Sondage, datt grad bei deene Jonken d'Lëtzebuerger Sprooch praktizéiert gëtt; quasi néng vun zéng schwätze se a versti se, däitlech méi nach emol, wéi dat an der Moyenne vun der gesamter Populatioun de Fall ass. Dat weist, datt dat doten zum groussen Deel och nach ëmmer ganz gutt fonctionnéiert, obscho mer net ganz vill Stonne fixéiert hunn, wou muss Lëtzebuergesch geléiert ginn, obscho mer net verlaangen, datt nieft dem Däitschen, dem Franséischen, dem Engleschen oder anere Sproochen, och nach geléiert gëtt, Lëtzebuergesch ze schreiwen.

Et kann ee sécherlech driwwer nodenken, op wat fir eng Manéier datt dat och kéint geschéien, mä et gesäit een, datt mer eigentlech do nach ëmmer ganz, ganz gutt Resultater erzilen, net ëmmer am Klassesall, mä ganz oft awer am Schoulhaff, wou d'Lëtzebuergescht un d'Kolleege weidergedroe gëtt.

Trotzdeem gesi mer awer haut, datt d'Land sech awer an engem gewëssene Rhythmus ännert, wéi et vläicht net oft virdrun de Fall war, datt awer ganz vill Leit bei eis kommen, hei wunnen, déi zum Deel och hei schaffen, a wat derzou féiert, datt am Alldag d'Lëtzebuergescht net onbedéngt als esou präsent empfonnt gëtt, wéi esou Statistiken oder esou Ëmfroen dat doten erginn, datt mer och doduerjer e Stéck wäit nach méi musse maache wéi an der Vergaangenheet fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch, fir kënnen ze kucken, datt nieft deem Effort, dee mer maache bei der neier Generatioun, déi eropwiisst, fir och ze kucken, datt mer dat bei deenen Erwuessene maachen, an deene jeeweilegen Domäner vun der Gesellschaft kucken, wou mer d'Lëtzebuergescht méi staark kënnen ënnerstëtzen a förderen.

An duerfir huet dat Gesetz hei esou eng grouss Bedeitung, well mat dësem Gesetz schafe mer a gi mer eis d'Struktur a gi mer eis och d'Moyenen, fir genau déi dote Politik kënnen ëmzesetzen. Ouni Struktur an ouni Moyene wäert all gutt Propos, all gutt Iwwerleeung eigentlech net kënnen zum Zil féieren! Duerfir ass dat heiten eng extrem wichteg Viraussetzung. An duerfir sinn ech awer frou, datt mer finalement hei mat breeder Majoritéit dat Gesetz do kënne stëmmen.

Mir hunn an deem TNS-ILReS-Sondage jo och gefrot, wat se vun der aktueller Politik halen, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze förderen. Déi Proposen, déi mer hei am Gesetz elo hunn, déi Strukturen ze schafen, wéi awer och eenzel Mesuren, fannen dräi vu véier Leit am Land, Lëtzebuerger an eigentlech am quasi selwechte Mooss och Netlëtzebuerger, déi richteg Richtung, déi mer do aschloen. Ech denken, och dat ass da mat där méi breeder Zoustëmmung awer hei nach eng Kéier dokumentéiert.

Et ass gesot ginn, mir géifen eis hei op Strukturen a Fonctioune limitéieren. Jo, mir ginn eis eng Methodologie. Mir ginn eis en Instrument. Mir definéiere Prozesser, wéi mer an Zukunft iwwer laang Zäit d'Lëtzebuerger Sprooch wëllen an der Gesellschaft verankeren; ech muss net soen „um Liewen erhalten", well se ass lieweg, méi lieweg wéi jee, mä garantéieren, datt dat an Zukunft och esou wäert weidergoen.

An all déi eenzel Mesuren, déi mer an deem éischten Entworf vum Aktiounsplang hunn, déi och de Mëtten zum Deel an der Diskussioun hei ugeschnidde goufen, déi mer héieren hunn, de Guy Arendt an ech, an deene Sproocheronnen, wou mer bei de Leit am Land ënnerwee waren, déi mer och op Sproocheronn.lu opgeschnaapt hunn, an de Leit d'Geleeënheet ginn hunn ze soen, wou si da mengen, datt nach méi kéint fir d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch gemaach ginn, ech denken, datt dat alles ganz gutt Propose sinn an datt mer déi och alleguerten eescht sollen huelen an och all Energie drusetzen, fir déi ëmzesetzen, mä déi musse mer jo awer wierklech net an e Gesetz faassen.

Dat géif jo wierklech kee Sënn maachen, déi alleguerten eent zu eent hei an e Gesetz ze schreiwen. An ech denken, datt jiddwer Deputéierten, dee sech mam Gesetzgebungsprozess awer e bësse beschäftegt huet, och misst agesinn, datt déi Mesuren net hir Plaz an esou engem Gesetzestext hunn, mä datt et hei ëm déi grouss Linn, ëm d'Moyenen an ëm d'Strukturen an ëm e Prozess fir déi nächst op d'mannst 20 Joer wäert goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech villmools Merci fir déi zum Deel interessant Debatt, déi sachlech Debatt. Et ass net ëmmer ganz kloer, datt dat awer esou sachlech an argumentativ kann ausgetosch ginn, wéi dat de Mëtteg hei de Fall war. An duerfir wollt ech all deenen, déi dozou bäigedroen hunn, e ganz, ganz grousse Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Madamm Martine Hansen huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Parole après ministre, geet dat?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma fir d'Éischt wëll ech Merci soen. Mir sinn averstanen, wann déi dräi Joer op fënnef Joer eropgesat gi fir d'Evaluatioun. Do soen ech Merci, datt den Här Minister do averstanen ass mat eiser Motioun.

An dann, zweetens, hunn ech awer nach eng Fro zum Aktiounsplang, well u sech ass de Begréff mer elo nach manner kloer wéi virdrun. De Minister sot näämlech elo virun e puer Minutten, datt och elo schonns misste Moossnamen an deen haitegen Aktiounsplang derbäigesat ginn. Ech krut awer u sech gesot, datt de Strategiepabeier net den Aktiounsplang wär, mä datt den Aktiounsplang misst vum Kommissär ausgeschafft ginn.

Wann de Minister elo vum haitegen Aktiounsplang schwätzt, da wär et u sech awer trotzdeem fir mech wichteg ze wëssen: Wat ass dat elo konkret? Oder ass et awer de Strategiepabeier, an dann hat ech puermol falsch Erklärunge kritt?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, Här President. Ech denken, mer schwätze jo alleguerten déiselwecht Sprooch hei. An da misste mer se jo och verstoen. Da misste mer eis géigesäiteg och gutt nolauschteren an da wäerte mer dat dote scho getässelt kréien a schonn den Ënnerscheed kënne maachen.

D'Regierung huet gekuckt, an engem éischten Entworf vun engem Aktiounsplang all déi Mesuren emol opzegräifen - dat ass zum Deel kritiséiert ginn, mä dat war esou gewollt -, déi schonn an deenen ënnerschiddlechste Ministèren a Verwaltungen um Lafe sinn, fir dat emol alles eng Kéier beieneenzekréien.

Dir hutt gesot, d'Halschent wären der, déi schonn um Lafe gewiescht wären. Déi aner Halschent waren der, wou d'Volontéit vun der Regierung hannendrustoung, vun dëser Regierung momentan, fir elo eppes ze maachen. Do si mer op 40 eenzel Mesurë komm. A wann ech déi nach eng Kéier kucken, da steet bei deene 40 eenzelne Mesuren zum Beispill d'Schafe vun engem Zentrum fir d'Lëtzebuerger Sprooch, d'Schafe vum Posten a vun der Fonctioun vun engem Kommissär. An an deem Kontext ass och gesot ginn, datt mer en Instrument brauche vun engem 20-Joresplang.

Ech denken, datt mer et elo absolutt onkomplizéiert sollte maachen. Deen éischten Entworf, deen d'Regierung virun annerhallwem Joer presentéiert huet vun deem Aktiounsplang, dat soll jo eppes sinn, wat lieft. An dat soll een elo, wann de Kommissär en place ass, deem mat op de Wee ginn. An e soll elo natierlech och scho kucken, wéi wäit mer domat komm sinn, a mat senger Koordinatioun ufänken. E soll awer gläichzäiteg och nach eng Kéier, opbauend op deem, wat virläit, kucken: Wat gëtt et vläicht vu weidere Mesuren?, well souwuel innerhalb vun de Ministërë wéi vun de Verwaltungen ass weider geduecht ginn.

An ech denken, wann d'Lëtzebuerger Sprooch och an enger nächster Wahlcampagne wäert en Thema sinn - dat ass jo net ganz auszeschléissen -, da wäert eng nächst Regierung, en nächst Parlament och vläicht nach Iddien hunn. A mir hu bei Sproocheronnen an eise Reunioune queesch uechtert d'Land nei Iddie kënnen opfaassen, wou ech et absolutt wäertvoll fannen, fir dat, wat scho virläit a gemaach gëtt, ze ergänzen, gradesou op Sproocheronn.lu.

An da wäert een opbauend op deene 40 Proposen do kucken, datt deen Aktiounsplang, ausgeriicht op eng Ëmsetzung vu bis zu 20 Joer, da komplettéiert gëtt.

Dat war elo a lëtzebuergesche Wierder, mengen ech, ganz einfach ausgedréckt an eigentlech och fir jiddweree verständlech.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll just soen, datt ech ëmmer erkläert kritt hunn, datt de Strategiepabeier eppes ganz aneres wär wéi den Aktiounsplang. Dat war och an einfache Wierder.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou! Da géif ech an einfache Wierder mengen, dass mer elo prett wären, fir iwwert de Projet de loi 7231 ofzestëmmen.

(Hilarité)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7231 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann déi Stëmmen, déi ee fir en anere gëtt.

(Hilarité)

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: Eestëmmegkeet!

Le projet de loi 7231 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty

Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann hu mer nach d'Motioun. Ech hu verstanen, wéi wann déi Motioun fir d'Regierung no deenen Ännerungen, woumat och den Auteur d'accord ass - averstanen ass -,...

(Hilarité)

…unzehuelen ass.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi sous référence prévoit la mise en place d'un plan d'action sur la langue luxembourgeoise qui porte sur une période de vingt ans;

- sachant que le projet de loi prévoit l'institution d'un commissaire à la langue luxembourgeoise ainsi que la création d'un Centre pour le luxembourgeois, ayant tous les deux comme mission de contribuer à la mise en œuvre de la politique de la langue luxembourgeoise;

- notant que la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics regrette dans son avis en date du 17.05.2018 que la répartition des attributions entre les institutions susmentionnées n'est pas toujours évidente et qu'elle se demande s'il ne serait pas judicieux de regrouper toutes les attributions et missions liées à la promotion de la langue luxembourgeoise sous l'égide d'une seule autorité ou administration;

- constatant encore que la Chambre de Commerce dans son avis en date du 27.02.2018 s'interroge sur le fait de savoir si les missions du commissaire à la langue luxembourgeoise ne pourraient pas être confiées au directeur du Centre pour le luxembourgeois,

invite le Gouvernement,

- à procéder à une évaluation de l'instrument du plan d'action, cinq ans après la mise en vigueur de la loi y relative,

- à procéder à une évaluation du fonctionnement des structures créées,

- à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation.

(s.) Martine Hansen, Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Mergen, Serge Wilmes, Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber därselwechter Meenung?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Da géif ech Iech ëm en Handzeeche bieden, wien dermat d'accord ass.

Géigeprouf: Wien ass net dermat d'accord?

Wien enthält sech?

Also hu mer och do Eestëmmegkeet. Dann ass d'Motioun ugeholl.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech soen Iech Merci a ginn Iech Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 18.07 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os}42, 43 et 44

42^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 576

6996 - Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification:

1. du Nouveau Code de procédure civile;
2. du Code civil;
3. du Code pénal;
4. du Code de la sécurité sociale;
5. du Code du travail;
6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes;
7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;
9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;
10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats;
11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 576-588

6921 - Projet de loi adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification

1) du Code de procédure pénale,

2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,

3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques p. 588-592

7205 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes p. 592-593

7219 - Projet de loi

1° concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce;

2° abrogeant les articles 2 à 12 de la loi modifiée du 19 février 1975 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973 p. 593-594

6984 - Projet de loi sur l'attribution de contrats de concession et portant modification:

1. du Code pénal;
2. du Code du travail; et
3. de la loi modifiée du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics p. 594-595

7211 - Projet de loi relatif à la rénovation et extension du Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch p. 595

43^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 596

Communications p. 596

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 596-597

Ordre du jour p. 597

Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry p. 597

Ordre du jour (suite) p. 597

Résolution de M. Alex Bodry relative à la décision de ne pas siéger en session ordinaire le 9 octobre 2018 à 14.30 heures p. 597

7181 - Projet de loi portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire et modification de

1° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2° la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers p. 597-604

7203 - Projet de loi complétant le Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'un titre VIIbis relatif à la conversion de l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires émise sur base du règlement (UE) n°655/2014 en saisie exécutoire des comptes bancaires p. 604-605

Ordre du jour (suite) p. 605

7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 605

Ordre du jour (suite) p. 605

7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise p. 605-606

44^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 607

7260 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 24 novembre 2017 p. 607-608

7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (suite) p. 608-609

7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite) p. 609

7261 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part, fait à Manille, le 7 août 2017 p. 609-610

7173 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif p. 610-615

7231 - Projet de loi relative à la promotion de la langue luxembourgeoise et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 p. 615-622

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°15** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3897	Laurent Mosar, Marc Spautz	Vente de l'usine Galvalange à Dudelange par ArcelorMittal
3898	Roberto Traversini, Henri Kox	Vente de terrains communaux prévus pour la construction de logements
3899	Gusty Graas	Convention collective des conducteurs d'autobus
3903	Josée Lorsché, Henri Kox	Projet de réaménagement de l'esplanade à Remich
3907	Josée Lorsché	Promotion de la mobilité durable
3918	Serge Wilmes	Reconnaissance de la culture de la fête foraine en tant que patrimoine national
3921	Léon Gloden	Transfèrement des détenus
3924	Marco Schank, Aly Kaes	Dépôt d'autobus des CFL en gare d'Ettelbruck
3925	Lex Delles	Retraits de permis de conduire
3932	Léon Gloden	Rachat du groupe Paul Wagner par Encevo
3933	Roy Reding	Risques sanitaires liés aux terrains de foot synthétiques
3934	Roy Reding	Actes d'«ouverture de crédit» par la BCEE
3942	Max Hahn, Claude Lamberty	Rupture de stock de certains vaccins
3943	Martine Mergen	Incapacités de travail des demandeurs d'emploi
3945	Eugène Berger	«Stock options»
3946	Josée Lorsché, Sam Tanson	Interventions chirurgicales sur enfants intersexes
3948	Diane Adehm, Gilles Roth	«Stock options»
3961	Claudine Konsbruck	Utilisation de la langue des signes
3962	Alex Bodry	Conversion de devises en euros

Question 3897 (27.06.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **vente de l'usine Galvalange à Dudelange par ArcelorMittal:**

Dans un article paru hier sur rtbf.be intitulé «Est-il encore absolument nécessaire qu'Arcelor se débarrasse d'usines liégeoises», on apprend que le Gouvernement italien souhaiterait le report de la vente de l'aciérie Ilva à ArcelorMittal afin de rouvrir les pourparlers sur le volet social de la reprise. L'auteur de l'article conclut qu'on pourrait s'attendre à un report des discussions avec NMLK, Salzgitter et SsAB pour les lignes de galvanisation et de fer-blanc à Flémalle et Tilleur.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces nouveaux développements?

- Monsieur le Ministre considère-t-il que la reprise d'Ilva par ArcelorMittal pourrait ne pas se faire, si le Gouvernement italien n'obtient pas satisfaction sur le volet social?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les entreprises intéressées à la reprise des usines liégeoises sont les mêmes que celles intéressées à la reprise de l'usine de galvanisation à Dudelange?

- Où en sont les pourparlers avec d'éventuels repreneurs pour la reprise de l'usine Galvalange à Dudelange? Quel est l'impact de la décision italienne sur ces pourparlers?

Réponse (24.08.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Dans le cadre du rachat de la société sidérurgique italienne Ilva par ArcelorMittal, la Commission européenne a imposé la cession de certaines usines de production d'ArcelorMittal, afin de se conformer aux exigences en matière de fusion d'entreprises. L'usine de Dudelange figure ainsi sur la liste des désinvestissements que le Groupe ArcelorMittal a proposée à la Commission européenne pour obtenir l'autorisation d'acquisition d'Ilva.

Le nouveau Gouvernement italien a pour sa part formulé mi-juin des réserves concernant la reprise de la société italienne Ilva par ArcelorMittal et a notamment demandé des engagements environnementaux et sociaux supplémentaires. En conséquence, les autorités italiennes ont reporté au 15 septembre la date de validation de l'opération de reprise d'Ilva par ArcelorMittal, initialement prévue le 1er juillet 2018.

Suite à l'acceptation de cette requête et la remise le 23 juillet d'un avenant au contrat initial signé en juin 2017, ArcelorMittal reste actuellement en attente d'une réponse des autorités italiennes à ses propositions.

Je suis régulièrement en contact avec les dirigeants d'ArcelorMittal, afin de m'assurer que les acquéreurs potentiels offriront les meilleures chances de développement au site dudelangeois, dans le but de garantir la pérennité de l'usine et la préservation de l'emploi. Jusqu'à présent, ArcelorMittal a confirmé que plusieurs entreprises s'étaient montrées intéressées par la reprise de certains de ses sites, y compris celui de Dudelange, mais sans fournir l'identité de ces entreprises, afin de ne pas perturber les discussions en cours.

La vente d'ArcelorMittal Dudelange ne se réalisera de toute évidence que si le projet de reprise de l'aciérie Ilva par le Groupe ArcelorMittal aboutirait définitivement.

Question 3898 (27.07.2018) de **MM. Roberto Traversini** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **vente de terrains communaux prévus pour la construction de logements:**

Dans le cadre de la politique du logement, les acteurs publics sont appelés à renforcer leurs efforts afin de créer des logements à coûts modérés. Ainsi, l'État peut même accorder des aides aux communes pour l'acquisition de terrains prévus pour la construction de ces logements. Effectivement, une politique active au niveau du logement est tributaire du foncier à disposition des administrations publiques dont les communes.

Or, il nous revient que différentes communes pratiqueraient au contraire la vente de leurs terrains situés à l'intérieur du périmètre d'agglomération et ceci non à des acteurs publics, mais au prix du marché à des promoteurs privés respectivement à des particuliers.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre du Logement et Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Combien de communes ont procédé depuis 2014 à la vente de terrains leurs appartenant et situés à l'intérieur du périmètre d'agglomération à des promoteurs privés ou à des particuliers? Quelle est la surface des différents terrains ainsi vendus?

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent nous renseigner également concernant les surfaces de terrains communaux qui ont été cédés depuis 2014 par bail emphytéotique?

Réponse commune (24.08.2018) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les honorables Députés affirment fort justement que les communes sont un des acteurs principaux en matière de construction de logements à coût modéré, constat qui fut d'ailleurs largement partagé lors du débat de consultation sur la problématique du logement le 1er mars 2018 à la Chambre des Députés. Voilà pourquoi le Gouvernement continue à multiplier ses efforts pour accompagner les communes en la matière, tout en leur accordant des aides financières spécifiques, et ce notamment dans le cadre du programme de construction d'ensembles de logements subventionnés. Rappelons également que la réforme des finances communales, instaurée en 2017, a introduit un nouveau critère de distribution incitant les communes à investir davantage dans le logement social.

En réponse aux questions concrètes des honorables Députés, il ressort des actes entrés au Ministère de l'Intérieur que 20 communes ont procédé depuis 2014 à la vente de terrains communaux à des promoteurs privés ou à des particuliers, terrains situés à l'intérieur du périmètre d'agglomération et représentant une contenance totale de 406,41 ares.

Des terrains communaux, représentant au total 30 ares, ont été cédés par bail emphytéotique depuis 2014.

Alors que le Gouvernement réfléchit à faire analyser si une vente de terrains communaux à des particuliers au prix du marché est, par principe, conforme à l'objectif d'intérêt général, il y a cependant lieu de relativiser les chiffres énumérés ci-avant. Il ressort en effet d'une analyse approfondie des actes que maintes transactions immobilières des communes se font dans un but d'utilité publique, comme, par exemple, la construction de logements pour personnes âgées ou la construction d'un parking public.

Dans certains cas, les actes précisent dans leurs conditions spéciales ou particulières que la vente se fait expressément pour la construction d'une maison d'habitation pour un usage d'habitation principale du vendeur.

Finalement, certaines transactions se font dans le cadre d'un échange de terrains en marge d'un projet de plan d'aménagement particulier dans l'intérêt de l'urbanisation du foncier, voire dans un but d'utilité publique tels la construction d'une nouvelle école ou l'aménagement d'une zone d'activités.

Question 3899 (27.06.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **convention collective des conducteurs d'autobus:**

Après de longues négociations, la Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars (FLEAA) et les syndicats OGB-L et LCGB ont signé le 10 avril 2017 un avenant à la convention collective du 14 mai 2013 des conducteurs d'autobus.

Cet avenant prévoyait la modification de certaines dispositions de la convention collective de 2013, dont notamment une amélioration des conditions de travail. Or, ces modifications sont prévues d'entrer en vigueur uniquement à partir du moment qu'un règlement grand-ducal relatif aux pauses sur les lignes régulières inférieures à 50 kilomètres est introduit par Monsieur le Ministre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état actuel de l'élaboration de ce règlement grand-ducal?

- Quand le règlement grand-ducal pourra-t-il être adopté d'après Monsieur le Ministre?

- Pour quelles raisons l'introduction de ce règlement grand-ducal a-t-elle pris du retard?

Réponse (28.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ce projet de règlement grand-ducal a été adopté par le Conseil du Gouvernement lors de sa séance du 12 mai 2017. Les avis de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Salariés datent respectivement du 16 juin 2017 et du 11 juillet 2017. L'avis du Conseil d'État date du 19 janvier 2018.

Il y a lieu de préciser que le lancement de la procédure réglementaire était longtemps en suspens en attendant un accord entre les partenaires sociaux, les débuts du dossier remontant au printemps 2013.

Lors de la procédure, il s'est avéré qu'entretemps certains articles du Code de la route, dont celui servant de base légale au projet de règlement grand-ducal en question, avaient été modifiés, nécessitant d'abord le rétablissement de la base légale correcte.

La loi rétablissant cette base légale au Code de la route ayant été votée le 17 juillet 2018, la procédure réglementaire du projet de règlement grand-ducal en question sera relancée dès la publication de cette loi au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 3903 (29.06.2018) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **projet de réaménagement de l'esplanade à Remich:**

Suite à une modification de la loi relative à l'eau, des mesures cohérentes ont été établies au niveau national contre les crues. Les communes concernées sont aidées financièrement par l'État pour la réalisation des projets et travaux afférents. En date du 12 octobre 2016, la Chambre des Députés, dans le cadre d'un débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État, a donné son accord à l'élaboration des études nécessaires pour le réaménagement de l'esplanade à Remich. Ce projet d'une envergure financière de 16 millions d'euros, prévoit notamment des mesures pour la protection contre les crues de la Moselle. Dans le cadre du même projet, il a été envisagé de réaménager l'esplanade et la Route du Vin afin de créer des zones inondables qui sont indispensables afin de parer aux crues. En janvier dernier, l'Administration de la gestion de l'eau avait donné son accord pour la participation étatique de 90% aux coûts des mesures projetées.

Or, suivant un récent article de presse, ledit projet du réaménagement serait retardé pour cause de modifications demandées au projet voté par la Chambre des Députés. Ainsi, le commencement des travaux ne pourrait plus avoir lieu en 2018.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Qui est à l'origine des modifications demandées au projet pour le réaménagement de l'esplanade à Remich, projet étroitement lié aux mesures pour la protection contre les crues de la Moselle?

2. Quelles modifications au projet de réaménagement, accordé par la Chambre des Députés sur base d'une note de présentation succincte, ont été demandées?

3. Est-ce que les mesures pour la protection contre les crues sont réalisables sans un réaménagement substantiel de l'esplanade?

4. Quelles autres conséquences les modifications demandées auront-elles sur les délais de réalisation, les coûts des mesures et les subventions étatiques?

Réponse (28.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le projet de réaménagement de l'esplanade de Remich, initié par l'Administration des ponts et chaussées et la Ville de Remich, est un projet complexe, car il doit intégrer sept projets différents sur le même site, dont les travaux seront réalisés conjointement.

Les sept projets suivants sont concernés:

- réaménagement de l'esplanade;

- redressement de la N10;

- construction de la piste cyclable PC3;

- réseaux d'assainissement;

- mesures anti-crues;

- rehaussement et extension du quai d'embarcadère;

- aménagement d'un quai d'accostage pour bateaux de croisière fluviaux.

Il a été opté pour un réaménagement complet de l'esplanade telle qu'elle se présente aujourd'hui, à savoir un espace très rectiligne, afin de lui redonner une image plus actuelle, plus diversifiée et plus écologique.

Depuis l'accord donné pour l'élaboration des études par la Chambre des Députés en octobre 2016, l'avant-projet sommaire (APS) a pu être affiné et les bureaux d'études ont remis une première version d'un avant-projet détaillé (APD) fin 2017.

Un article de presse est apparu au «Luxemburger Wort» en date du 25 juin 2018, prétendant qu'il y aurait eu des modifications au sujet de la conception de l'esplanade, ce qui n'est cependant pas le cas. L'Administration des ponts et chaussées et la Ville de Remich ont la même vision concernant la future conception de l'esplanade et sont en étroite collaboration vu l'envergure et la complexité du projet. Quelques détails restent encore à être déterminés d'un commun accord pour finaliser la première partie du dossier APD de l'esplanade.

Les mesures anti-crues sont liées au réaménagement de l'esplanade. De ce fait, une séparation des travaux n'est guère possible.

Il reste à signaler qu'une partie du site du présent projet est répertoriée dans le cadastre des sites contaminés et des sites potentiellement pollués de l'Administration de l'environnement. C'est pour cette raison que des analyses supplémentaires ont dû être réalisées pendant l'année 2017. Compte tenu des analyses fastidieuses et des études détaillées restantes, une mise en soumission de la première partie pourra être envisagée au courant de l'année prochaine.

Question 3907 (02.07.2018) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **promotion de la mobilité durable:**

Afin de promouvoir davantage une mobilité plus durable, le Gouvernement a introduit, par le biais de la réforme fiscale, différentes mesures ayant pour but d'encourager les ménages et les entreprises à choisir des moyens de transport individuel plus durables.

Dans ce contexte, il existe depuis le 1er janvier 2017 un abattement pour les moyens de transport «zéro émissions» (bicyclettes, pedelecs et voitures électriques) ainsi qu'un nouveau régime concernant l'avantage en nature forfaitaire pour les personnes qui profitent d'une voiture de service. Ce régime est basé sur les émissions à effet de serre et la pollution de l'air causées par les voitures de service.

En outre, depuis le 1er janvier 2018 un abattement pour les véhicules particuliers électriques hybrides rechargeables (plug-in hybride) et une bonification d'impôts pour les voitures d'entreprise à faibles émissions et non soumises au leasing sont en place.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut établir un bilan desdites mesures depuis le 1er janvier 2017? Dans l'affirmative, quelle est, par rapport aux trois années précédentes, l'évolution récente du nombre des nouvelles immatriculations pour les catégories de véhicules suivantes:

a) les voitures électriques,

b) les voitures hybrides et

c) les voitures hybrides plug-in?

2. Monsieur le Ministre est-il en mesure de nous fournir les chiffres concernant la mesure visant le secteur des voitures de leasing selon les catégories suivantes lors de la même période:

a) les nouvelles voitures électriques,

b) les nouvelles voitures hybrides et

c) les nouvelles voitures hybrides plug-in?

3. De manière plus générale, quelle a été, pendant cette même période, l'évolution des nouvelles immatriculations de véhicules diesel par rapport aux véhicules à essence?

Réponse (28.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les mesures d'incitation, comme l'abattement fiscal de 5.000 € pour les voitures électriques, ne s'appliquent pas directement lors de l'acquisition de la voiture, mais par l'intermédiaire de la déclaration d'impôt sur le revenu. Étant donné qu'à ce jour les déclarations pour l'année 2017 n'ont pas encore été introduites complètement, un bilan définitif des nouvelles mesures d'incitation ne peut pas encore être dressé.

Cependant, les chiffres sur les immatriculations de la SNCA montrent bien l'évolution récente des nouvelles immatriculations de voitures hybrides, plug-in hybrides et électriques. Le tableau ci-dessous énumère le nombre de nouvelles immatriculations de voitures par type de motorisation:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En résumé, on observe depuis l'année 2017 une augmentation des nouvelles immatriculations des voitures hybrides, plug-in hybrides et électriques. Le nombre élevé de voitures électriques en 2014 s'explique par l'échéance de la prime CAR-e pour voitures électriques qui a eu comme conséquence que de nombreuses immatriculations ont encore eu lieu en 2014, afin de pouvoir encore profiter de cette prime. En ce qui concerne l'évolution depuis 2014, il semble évident qu'à part l'offre plus vaste de voitures à motorisation hybrides, plug-in hybrides et électriques, les nouvelles mesures d'incitations financières, comme l'abattement fiscal pour les véhicules particuliers et la réévaluation de l'avantage en nature forfaitaire pour les voitures de service en fonction des émissions en CO_2, ont fortement contribué à l'augmentation du nombre d'immatriculations.

En outre, le ratio des nouvelles immatriculations de voitures diesel par rapport aux voitures à essence a aussi fortement changé. En janvier 2015, 75,5% des nouvelles immatriculations de voitures étaient à moteur diesel et 23,2% à moteur essence. Depuis, le taux d'immatriculation de ces deux types de motorisation s'est totalement inversé, de sorte qu'en février 2018 le nombre de nouvelles immatriculations de voitures à moteur essence a pour la première fois depuis longtemps dépassé celui de voitures diesel et en mars 2018 49,3% des nouvelles immatriculations de voitures étaient à moteur essence comparé à 46,7% à moteur diesel.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3918 (09.07.2018) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **reconnaissance de la culture de la fête foraine en tant que patrimoine national:**

An Ärer Äntwert vum 9. Oktober 2017 op meng parlamentaresch Fro vum 25. August 2017 (N°3245) iwwert d'Unerkennung vum Volleksfest-, Kiermes- a Forainswiese schreift Dir, datt dës kéinten „(…) als nationale materiellen an immaterielle kulturelle Patrimoine unerkannt ginn, wa si déi legal Konditiounen dofir erfëllen".

Dir schreift och, datt „(...) dat europäescht Kulturierfschaftsjoer 2018 bitt Geleeënheet zur weiderer Unerkennung a Valorisatioun vun alle Forme vu Kulturierwen, dorënner immateriellt Kulturierwen a Patrimoine mobilier (...)", an datt de Kulturministère ee Conservateur vum Service des sites et monuments nationaux gefrot hätt, fir den nationalen Inventaire vum immaterielle Kulturierwen ze aktualiséieren.

An deem Kader géif ech dem Här Kulturminister gären dës Froe stellen:

- Wou ass d'Aktualiséierung vum nationalen Inventaire vum immaterielle Kulturierwen drun? Wéini soll déi Aktualiséierung fäerdeg sinn?

- Leeft eng Prozedur, fir d'Lëtzebuerger Volleksfest-, Kiermes- a Forainswiesen iwwert den nationalen Inventaire offiziell als immateriellt Kulturierwen unzëerkennen, esou wéi Frankräich dat mat der „culture vivante de la fête foraine" gemaach huet? Deelt Dir meng Meenung, datt dës Demarche grad am europäesche Kulturierfschaftsjoer Sënn maache géif?

- Wann nach keng esou eng Demarche géif lafen, kënnt Dir mir d'Grënn dofir soen?

Réponse (13.08.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

De Kulturministère ass amgaangen, en Aktiounsplang opzestelle fir d'Aktualiséierung vum nationalen Inventaire vun der immaterieller Kulturierfschaft.

Well d'Schueberfouer mam Hämmelsmarsch um nationalen Inventaire vun 2008 steet, huet de Kulturministère d'Initiativ ergraff, mat der Stater Gemeng, de Fouerleit an de Spezialiste Kontakt opzehuelen, fir se an dëse Prozess vun der Aktualiséierung vum Inventaire mat anzebannen a wou, niewent der Schueberfouer an dem Hämmelsmarsch, och iwwert d'Oktav an d'Emaische geschwat gëtt - dräi Elementer, déi schonn um nationalen Inventaire vun der immaterieller Kulturierfschaft zu Lëtzebuerg stinn.

Op Initiativ vum Lëtzebuerger Kulturministère koum et zu engem Aarbechtstreffe mat de Verantwortleche vun der immaterieller Kulturierfschaft vum franséische Kulturministère a Vertrieder vu Fouerleit aus Frankräich an Däitschland.

D'Lëtzebuerger Volleksfest-, Kiermes- a Fouerwiesen am Allgemengen, gradesou wéi aner Elementer vun der immaterieller Kulturierfschaft zu Lëtzebuerg, déi den Unesco-Kritären entspriechen, kéinten an den nationalen Inventaire vun der immaterieller Kulturierfschaft opgeholl ginn.

Question 3921 (11.07.2018) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **transfèrement des détenus:**

Par une loi du 28 février 2011, le principe de la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne a été introduit dans l'arsenal législatif luxembourgeois.

Ce principe a été étendu aux décisions de probation et aux peines de substitution par une loi du 12 avril 2015. Dans le cadre des débats à la Chambre des Députés ayant débouché sur le texte de loi précité, Monsieur le Ministre s'était exprimé dans les termes suivants:

«D'Finalitéit ass am Fong och déi, deene betraffene Condamnéierten hir Rehabilitatioun, hir Resozialisatioun och doduerch kënnen ze erliichteren, datt se eventuell déi amenagéiert Peinen och an hirem eigentleche Pays de résidence kënnen ausfëllen. [...]

Lëtzebuerg huet bei dëser Dispositioun vläicht en Interêt, dee statistesch e bësse méi grouss ass, wéi dee vun anere Länner. Mir hunn zu Schraasseg vill Leit, déi keng Lëtzebuerger Residentë sinn. An domat mengen ech net Leit, déi hei zu Lëtzebuerg als Lëtzebuerger Resident condamnéiert gi sinn, mä Leit, déi wierklech och virun hirer Condamnatioun keng Lëtzebuerger Residentë waren. Déi kënne vun dëser Mesure Gebrauch maachen.»

En effet, d'après les statistiques du Ministère de la Justice, au 1er janvier 2018 environ 40% des détenus du CPL et CPG sont des non-résidents.

Ne disposant pas des statistiques exactes quant au nombre de détenus ayant demandé de bénéficier de ce dispositif, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le nombre de détenus non résidents européens ayant demandé à exécuter la décision pénale les concernant dans leur pays de résidence pour les années 2012 à 2017 et suivant le type de décision concerné?

2. Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faille œuvrer pour une exécution automatique de ces décisions dans le pays de résidence de la personne concernée (i. e. non soumise à l'accord de ladite personne)?

3. Qu'en est-il des personnes résidant habituellement en dehors de l'Union européenne? Monsieur le Ministre peut-il nous livrer son appréciation du fonctionnement de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées? Ne faudrait-il pas renégocier ladite convention pour y inclure l'automatisme susmentionné?

4. Qu'en est-il des personnes originaires d'États n'ayant ni signé, ni ratifié la convention précitée? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille négocier des accords bilatéraux avec ces États pour aboutir aux mêmes résultats?

Réponse (06.08.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Concernant la question de l'honorable Député, le service compétent, à savoir l'exécution des peines sous l'autorité du procureur général d'État n'a pas établi de statistiques au sujet du nombre de demandes d'une telle exécution émanant de détenus non résidents européens ces dernières années.

Par contre, nous disposons de chiffres relatifs au nombre de personnes ayant effectivement exécuté leurs condamnations prononcées à Luxembourg dans leur pays de résidence.

Il y a eu entre 2012 et 2018 20 cas qui se répartissent comme suit:

2012: /

2013: /

2014: /

2015: 2

2016: 6

2017: 5

2018: 7

La circonstance que la loi n'a pas donné lieu à des exécutions de peines luxembourgeoises à l'étranger entre 2012 et 2014 s'explique en partie par des retards de transposition de la décision-cadre dans les pays limitrophes, dont relèvent une partie importante de la population carcérale susceptible d'être concernée.

ad 2. La loi du 28 février 2011 relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale et transposant la décision-cadre 2008//909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne, permet déjà dans trois hypothèses l'exécution de la condamnation à l'étranger sans le consentement du condamné.

Ces trois hypothèses sont, d'une part, lorsque l'exécution de la peine est demandée à l'État de nationalité sur le territoire duquel la personne condamnée vit, d'autre part, lorsque celle-ci est demandée à l'État vers lequel la personne condamnée sera expulsée ou refoulée et, pour finir, lorsque l'exécution de la peine est demandée à l'État dans lequel la personne condamnée s'est réfugiée ou est retournée en raison de la procédure pénale dont elle fait l'objet dans l'État d'émission de la demande ou à la suite de sa condamnation dans cet État.

La décision-cadre du 27 novembre 2008 n'a pas retenu l'hypothèse d'une exécution automatique de ces décisions dans le pays de résidence de la personne concernée.

Je donne à considérer que l'automaticité ne permet pas d'apprécier chaque cas de manière individuelle. Cette automaticité pourrait sérieusement nuire à l'intérêt des parties civiles, alors qu'elle aurait, le cas échéant, pour effet de permettre à des condamnés de se soustraire à l'obligation de payer les intérêts civils dus dans le pays de condamnation.

ad 3. Concernant les personnes résidant habituellement en dehors de l'Union européenne, il y a lieu de souligner que même si la Convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 exige le consentement du condamné au transfèrement, le protocole additionnel fait cependant abstraction de cette exigence dans deux cas de figure:

- d'une part, lorsque le ressortissant d'une partie, qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée sur le territoire d'une autre partie, se soustrait à l'exécution de cette condamnation en se réfugiant sur le territoire de la première partie;

- d'autre part, lorsque le condamné fait l'objet, dans la condamnation ou à la suite de celle-ci, dans une décision administrative, d'une mesure d'expulsion ou de reconduite à la frontière et que l'État de condamnation demande son transfèrement à l'État vers lequel il est expulsé ou reconduit.

La convention, complétée par le protocole, comporte donc déjà des cas de figure dans lesquels un transfèrement peut être imposé même en l'absence de consentement du condamné. Ces cas de figure ne permettent cependant un transfèrement sans consentement que vers le pays de nationalité du condamné, à l'exclusion de celui de la résidence, si ce dernier est différent du premier.

Je tiens cependant à rajouter que ladite convention n'est pratiquement jamais utilisée, les détenus ne faisant habituellement pas de demande pour être transférés dans leur pays d'origine.

En ce qui concerne l'opportunité d'un tel automatisme, je me permets de renvoyer à la question n°2.

ad 4. Concernant la question de l'honorable Député au sujet des personnes originaires d'États n'ayant ni signé, ni ratifié la convention précitée, la loi du 25 avril 2003 sur le transfèrement des personnes condamnées permet au Luxembourg d'adresser à un État étranger une demande de transfèrement d'un ressortissant de cet État ayant fait l'objet d'une condamnation définitive et qui se soustrait à l'exécution de cette condamnation et se réfugie sur le territoire de son État. Une telle demande de transfèrement n'est pas subordonnée au consentement du condamné. Il suppose cependant l'accord de l'État requis, que ce dernier n'est pas tenu de donner faute d'obligation conventionnelle.

L'expérience faite par d'autres pays comme la France, la Belgique ou l'Allemagne démontre que de tels transfèrements de détenus vers les États n'ayant pas signé, ni ratifié la convention précitée ne sont quasiment jamais utilisés.

Quant à la question de l'honorable Député de savoir s'il ne faudrait pas négocier des accords bilatéraux avec ces États, je suis d'avis qu'une approche multilatérale serait plus appropriée qu'une approche bilatérale, d'autant plus en sachant qu'au Luxembourg nous avons dans nos centres pénitentiaires entre 61 et 63 nationalités différentes.

Question 3924 (11.07.2018) de **MM. Marco Schank** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **dépôt d'autobus des CFL en gare d'Ettelbruck:**

Il nous revient que le dépôt d'autobus des CFL à Ettelbruck devrait être fermé. En effet, il serait prévu de transférer ces bus dans un nouveau dépôt d'autobus à construire en gare d'Echternach.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il informer sur les raisons à la base de cette décision?

- Combien de chauffeurs de bus stationnés à Ettelbruck sont concernés par cette fermeture?

- Comment le personnel concerné sera-t-il réaffecté?

- Les changements éventuels vont-ils entraîner des répercussions au niveau de l'organisation des plans de conduite et, le cas échéant, lesquelles?

Réponse (29.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les CFL prévoient de fermer le dépôt des autobus à Ettelbruck pour la fin de l'année 2019 et de transférer les activités vers le nouveau site des CFL à Echternach.

La construction d'un nouveau dépôt à Echternach est en effet devenue nécessaire dans le contexte de l'extension du campus scolaire à Echternach sur les terrains du dépôt actuel des CFL.

Le nouveau site d'Echternach permettra, d'une part, de profiter d'installations techniques modernes, répondant aux dernières normes environnementales et de sécurité et, d'autre part, de désaffecter des installations vétustes à Ettelbruck et Echternach.

Fin 2019, lors du déménagement prévu, onze conducteurs d'autobus CFL seront touchés par la fermeture du site d'Ettelbruck. Le personnel concerné sera réaffecté sur le nouveau site d'Echternach mais pourra également introduire une demande pour être muté, le cas échéant, vers le site central des autobus CFL à Luxembourg-Bonnevoie.

Il va sans dire que le transfert des anciens dépôts d'Ettelbruck et d'Echternach vers le nouveau site sera également pris en compte par les CFL lors de l'établissement des roulements d'autobus notamment en adaptant les temps de parcours des trajets haut-le-pied entre le nouveau site et les origines et terminus des différentes lignes d'autobus exploitées par les CFL.

Question 3925 (11.07.2018) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant les **retraits de permis de conduire:**

L'article 90 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques confère au ministre ayant les Transports dans son attribution la possibilité de retirer un permis de conduire par mesure administrative. L'article 2 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques précise les conditions qui doivent être remplies afin que le ministre compétent puisse demander un retrait administratif du permis. Parmi ces conditions on trouve les signes manifestes d'alcoolisme ou d'autres intoxication, le manque de garanties nécessaires à la sécurité routière, le manque de sens de responsabilité, le refus de produire un certificat médical récent ou à faire inscrire sur le permis de conduire la prolongation ou le renouvellement de la période de stage ou la restitution de son droit de conduire ainsi que le fait d'avoir eu recours à des moyens frauduleux pour obtenir un permis de conduire, son renouvellement ou sa transcription.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien de retraits de permis administratifs Monsieur le Ministre a-t-il prononcés lors des dernières cinq années?

- Pour quelles raisons ces retraits ont-ils été prononcés?

- Quels sont les moyens de recours contre ces décisions? Combien de personnes concernées ont effectivement fait recours à ces décisions? Combien de recours ont été tranchés en faveur du plaignant?

- Les personnes à qui on a retiré le permis par voie administrative parce qu'ils souffrent d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver leurs aptitudes ou capacités de conduire un véhicule ont-elles le droit d'utiliser le service Adapto?

- Dans la négative, quelles autres alternatives Monsieur le Ministre propose-t-il à ces personnes pour se déplacer?

Réponse (29.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, le ministre en charge des Transports peut décider des mesures administratives sur base, d'une part, d'un avis motivé de la Commission spéciale [points 1), 2), 3), 5) et 6) du prédit article 2] et, d'autre part, d'un avis motivé de la Commission médicale (point 4) du même article 2) dans le cadre des conditions médicales à remplir par les conducteurs, fixées à l'article 77 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route).

Lors des cinq dernières années, 1.576 retraits de permis de conduire ont été décidés. Ci-dessous la répartition par an et selon la raison:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Toutes les décisions de retrait sont susceptibles d'un recours gracieux à présenter par écrit au ministre en charge des Transports et d'un recours en annulation devant le tribunal administratif.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser encore que les concernés peuvent agir contre une décision prise à leur égard en produisant de nouveaux éléments à leur décharge (p. ex. nouveau certificat médical) ou encore en demandant un simple réexamen de leur dossier. Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ne dispose toutefois pas de statistiques quant aux recours introduits en matière de retrait du permis de conduire.

Enfin, Adapto est un service pour personnes handicapées à mobilité réduite. Il ne faut pas confondre le retrait administratif du permis de conduire dû à une incapacité de conduire, telle qu'évoquée dans la question parlementaire, à une mobilité réduite due à un handicap.

Si les personnes auxquelles le permis a été retiré remplissent les conditions d'accès au service Adapto et si leur handicap les empêche d'utiliser les transports publics, ils auront le droit d'utiliser les transports Adapto.

L'alternative lorsqu'on ne dispose pas d'un permis de conduire sont évidemment les transports publics, le Gouvernement faisant d'ailleurs des efforts considérables en vue d'une accessibilité pour tous.

Question 3932 (16.07.2018) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **rachat du groupe Paul Wagner par Encevo:**

Dans un communiqué de presse diffusé mercredi dernier, Encevo, la société-mère d'Enovos et de Creos, a annoncé la reprise de l'entreprise Paul Wagner & fils, un des leaders parmi les installateurs et prestataires de service dans le secteur de l'équipement technique du bâtiment au Luxembourg. Cette annonce suscite actuellement de grandes inquiétudes dans le secteur. L'incompréhension règne en ce qui concerne la décision du ministre d'autoriser le rachat de cette entreprise. Ainsi la Fédération des artisans déplore le risque d'une concurrence déloyale de la part de l'entreprise rachetée par Encevo qui pourrait porter préjudice aux autres entreprises actives dans les secteurs de l'énergie respectivement dans les domaines émergents en relation avec la transition énergétique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons à la base de cette décision de rachat du groupe Paul Wagner?

- Est-ce que Encevo, de par cette acquisition, ne risque pas d'occuper une position dominante sur le marché en question?

- Si tel est le cas, comment Monsieur le Ministre peut-il garantir qu'il n'y aura pas atteinte à la libre concurrence?

Réponse (24.08.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Par communiqué de presse le groupe Encevo avait informé le 11 juillet que Encevo SA, la société-mère de Creos et d'Enovos, a repris l'entreprise Paul Wagner & fils SA. L'acquisition de l'entreprise s'inscrit dans la réalisation de la stratégie du groupe qui consiste, à côté des piliers existants couvrant la gestion de réseau par Creos et la vente d'énergie par Enovos, de renforcer les activités dans le domaine de la fourniture de services techniques et d'en former un troisième pilier principal. Ce troisième pilier misera sur le développement de nouvelles activités dans les domaines en relation avec la transition énergétique au-delà des activités actuelles des secteurs artisanaux impliqués.

L'entreprise Paul Wagner & fils étant un prestataire de service dans le secteur de l'équipement technique du bâtiment, elle est active dans un secteur parmi les plus concurrentiels de l'économie luxembourgeoise. Le changement d'actionnaire ne change de prime abord rien à cette donne.

Suivant les informations reçues par Encevo, Paul Wagner & fils gardera sa dénomination ainsi que l'équipe de direction actuellement en place. Les domaines d'activités actuels de l'entreprise seront maintenus et un accent particulier sera mis sur le développement de nouvelles activités dans des domaines émergents en relation avec la transition énergétique. Ceux-ci comprennent entre autres les services et l'installation de panneaux photovoltaïques, le stockage d'énergie ou la mobilité électrique avec des systèmes de gestion de bornes de recharge électriques.

Le contrôle ex ante des concentrations réalisées par des entreprises luxembourgeoises se limite aux opérations qui atteignent les seuils[1] européens. Pour les opérations purement «nationales» le législateur n'a pas prévu de règles spécifiques. Les opérations de concentration ne sont dès lors a priori pas susceptibles d'être interdites. Une autorisation préalable des instances étatiques n'est pas non plus requise.

Or, même s'il n'y a pas de contrôle ex ante des concentrations au Luxembourg, une telle opération peut toujours faire l'objet d'un examen ex post par le Conseil de la concurrence en vertu de l'article 5 de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence. En général, les entreprises sont invitées d'évaluer les incidences de leurs comportements sur la concurrence sur les marchés sur lesquels elles opèrent. D'après mes informations, Encevo a analysé toutes les considérations en relation avec le droit de la concurrence avant de conclure l'accord.

En amont de l'acquisition de Paul Wagner & fils SA, et afin d'éviter une éventuelle concurrence déloyale, la Fédération des artisans et les responsables du groupe Encevo ont signé mi-juin un accord de coopération en vue de mettre en commun leur savoir-faire et leur expertise en vue de la promotion et la commercialisation de solutions innovantes dans les domaines de la transition énergétique. Les domaines visés sont l'efficacité énergétique ainsi que la production et la gestion décentralisée d'énergie électrique. Cette coopération permettra de développer dans une approche commune des produits et services à l'attention du grand public.

Toujours quant au risque d'une éventuelle concurrence déloyale, j'estime que cette crainte est sans fondement puisque la position concurrentielle de Paul Wagner & fils ne change pas suite à un simple changement d'actionnaire.

En tout état de cause, bien que l'actionnariat d'Encevo soit majoritairement détenu directement ou indirectement par les pouvoirs publics luxembourgeois, la société est une entreprise de droit privé et est gérée par ses organes de gestion en adéquation avec la législation y afférente.

Finalement en tant que Ministre de l'Économie, je veillerai à ce que cette reprise par Encevo, dont le secteur public est l'actionnaire majoritaire, ne nuise pas au secteur en question.

Question 3933 (17.07.2018) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **risques sanitaires liés aux terrains de foot synthétiques:**

Aus Kreesser vun Eltere vu jonke Fussballspiller gi Bedenken an Ängschte geäussert, wat d'Gesondheetsschiedlechkeet vun de syntheetesche Fussballsterrainen ugeet.

Déi franséisch ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) gouf anscheinend op ministerieller Ebene chargéiert, d'Fro vu Gesondheetsschied (Kriibs, Asthma, Allergien…) bei Kanner am Zesummenhang mam regelméissege Benotze vu syntheeteschen Terrainen, besonnesch duerch „hydrocarbures aromatiques polycycliques", déi a Granulater dacks ze fanne sinn, virzehuelen.

1. Meng Fro un d'Madamm Gesondheetsminister an den Här Sportminister ass, ob si sech dëses Problems bewosst sinn?

2. Wéi vill syntheetesch Sportsterraine ginn et am Land?

3. Ginn „Granulater" (schwaarz Kigelcher) do benotzt an aus wat bestinn déi?

4. Goufen a gi regelméisseg Kontrollen duerchgefouert, fir d'Toxicitéit vun de benotzte Materialien ze iwwerpréifen?

5. Wiere schliisslech d'Ministeren net och der Meenung, datt schonns op Basis vum „Principe de prudence" keng syntheetesch Terraine méi däerfte gebaut ginn amplaz natierlechen Terrainen? Och den Entretien hautdesdaags

[1] - Le chiffre d'affaires total réalisé sur le plan mondial par l'ensemble des entreprises concernées représente un montant supérieur à cinq milliards d'euros et que,

- le chiffre d'affaires total réalisé individuellement dans l'UE par au moins deux des entreprises concernées représente un montant supérieur à 250 millions d'euros,

- à moins que chacune des entreprises concernées réalise plus des deux tiers de son chiffre d'affaires total dans l'UE à l'intérieur d'un seul et même pays,

ou

- le chiffre d'affaires total réalisé sur le plan mondial par l'ensemble des entreprises concernées représente un montant supérieur à 2,5 milliards d'euros;

- dans chacun d'au moins trois pays de l'UE, le chiffre d'affaires total réalisé par toutes les entreprises concernées est supérieur à 100 millions d'euros;

- dans chacun d'au moins trois pays de l'UE, le chiffre d'affaires total réalisé individuellement par au moins deux entreprises concernées est supérieur à 25 millions d'euros;

- le chiffre d'affaires total réalisé individuellement dans l'UE par au moins deux des entreprises concernées représente un montant supérieur à 100 millions d'euros, à moins que chacune des entreprises concernées réalise plus de deux tiers de son chiffre d'affaires total dans l'UE à l'intérieur d'un seul et même pays.

kann iwwer Méirobotere gutt organiséiert ginn respektiv kënnen deelweis Aarbechtsplaze geschafe ginn?

6. Wier den Här Sportminister eventuell bereet ze analyséieren, ob déi entspriechend Käschte kéinte vum Statsbudget bezuelt ginn?

Réponse commune (17.08.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Schonns 2016 hat de Sportminister op d'Question parlementaire Nr. 2458 betreffend déiselwecht Problematik geäntwert.

Fir d'alleréischt ass ze präziséieren, dass et am Beräich vu syntheeteschen Terrainen zwou Zorte gëtt:

- déi net gefëllten;

- déi gefëllten, déi net verhülst sinn, an déi gefëllten, déi verhülst sinn.

Déi opgeworfe Problematik vun der Gesondheet betrëfft eises Wëssens nëmmen déi Terraine mat der gefëllter, net verhülster Technik.

De Moment hu mir zu Lëtzebuerg 79 syntheetesch Terrainen an 23 méi klenger. Dës Zuele berouen op den Terrainen, wou Gemenge beim Sportministère och eng Demande de subside gemaach hunn.

Wéi och schonns 2016 konfirméiert ginn ass, ginn et zu Lëtzebuerg keng gefëllten an net verhülste syntheetesch Terraine méi.

De Sportministère subsidiéiert nëmmen Terrainen, déi ëmhülst sinn.

De Sportministère verlaangt och, dass all syntheetesch Terrainen zu Lëtzebuerg dem FIFA Quality Concept mussen entspriechen. Dëst Konzept gesäit ënner anerem am Virfeld Tester an agreéierte Laboe vir, déi eben och de gesondheetlechen Aspekt kontrolléieren.

Do derbäi kënnt, dass d'Lëtzebuerger Fussballfederatioun (FLF) och all Terrain, dee fir den offizielle Spillgebrauch benotzt gëtt, duerch hir Commission des terrains kucke geet an ofhëlt.

D'Problematik vun enger eventueller Gesondheetsschiedlechkeet vu syntheeteschen Terrainen ass dem Gesondheetsministère bekannt, wouduerch Ufank 2017 och eng Rei Tester duerchgefouert gi sinn, fir ze iwwerpréiwen, ob dës Problematik och hei am Land besteet.

An deem Kontext si Prouwe vu ronn 25 syntheetesche Sportsterraine geholl ginn an op eventuell gesondheetsschiedlech Inhalter getest ginn duerch de Statslabo. Ënnert de geteste Substanze woren déi gängeg HAPen, also „hydrocarbures aromatiques polycycliques", mä awer och Bioziden, Flamschutzmëttel, Weichmacher, PCBen a Schwéiermetaller. An de Prouwe konnte keng gesondheetsbedenklech Konzentratioune vun de genannte Substanzen nogewise ginn, soudatt een aktuell net op en erhéichte Gesondheetsrisiko duerch syntheetesch Terrainen hei zu Lëtzebuerg schléisse kann.

Syntheetesch Terrainen hu Virdeeler par rapport zu Grasterrainen, déi net ze negligéiere sinn, an duerfir wier et net sënnvoll, komplett op déi Terrainen ze verzichten.

Zur Sécherheet a fir kontinuéierlech enger eventueller Problematik entgéintzewierken, steet d'Divisioun vun der Aarbechtsmedezinn an der Ëmwelt vum Gesondheetsministère awer weiderhin zur Verfügung, fir zousätzlech Terrainen ze testen. All Proprietaire, dee säin Terrain teste wëll, kann zu dësem Zweck eng Ufro maachen un dës zoustänneg Divisioun vum Gesondheetsministère.

Question 3934 (17.07.2018) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **actes d'«ouverture de crédit» par la BCEE:**

Dei staatlech Bank BCEE (Spuerkeess) besëtzt de gesetzleche Monopol, fir hir Kredittakten an Hypothéiken („ouverture de credit") selwer ze maachen, ouni datt en Notaire muss intervenéieren.

An deem Kontext stelle sech e puer Froen:

1. Wéi justifiéiert sech dës Ongläichbehandlung tëschent Banken op der Plaz?

2. Wéi facturéiert d'Statsbank dëse Service? Wéi héich sinn d'Käschten am Verglach mat den Honorairë bei engem equivalente Kredittakt?

3. Wann de Keefer d'Kritären erfëllt (aides au logement), kritt hien d'Halschent vun den Notaireshonorairë vu sengem Kredittakt zréck. Ass dat och esou bei de Käschten, déi hien als Spuerkeessclient bezuelt huet?

Réponse (14.08.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

D'Spuerkeess gouf 1856 vum Lëtzebuerger Stat gegrënnt. Laut dem Artikel 5 vum Gesetz vum 24. März 1989 huet d'Spuerkeess ënner anerem den Optrag, «de contribuer par ses activités, en particulier par ses activités de financement, au développement économique et social du pays dans tous les domaines». Hir Aktivitéiten am Beräich vun den Hypothéikekreditter ginn zréck op d'Schafung duerch de Legislateur vum Crédit foncier (1900), vum Service des habitations à bon marché (1906) a vum Service des logements populaires (1929). D'Spuerkeess ass also an enger spezieller Situatioun, déi net direkt mat där vun anere Banken op der Plaz ze vergläichen ass.

Fir hire Missiounen op deem Gebitt nozekommen, huet d'Spuerkeess e Service mat spezialiséierte Gestionnairen opgebaut, déi eng Aarbecht maachen, déi där vun enger Etüd entsprécht. Dëse Service stellt fir d'Spuerkeess e Käschtepunkt duer, deen aner Banken net ze droen hunn.

All Offer fir en Hypothéikekreditt vun der Spuerkeess informéiert transparent an am Detail iwwert d'„frais d'inscription hypothécaire" an aner Fraisen a Kommissiounen, soudass de Client mat den Offere vun anere Banken a mat den entspriechenden Notaireskäschte vergläiche kann. Dem Client seng Decisioun hänkt iwwregens net eleng vun dëse Käschten of, mä och vu villen anere Facteuren, wéi zum Beispill dem Taux, de Fonds propres, déi gefrot ginn, oder der Lafzäit vum Kreditt.

Generell kann ee soen, dass déi entspriechend Fraise vun der Spuerkeess ongeféier um selwechten Niveau leie wéi d'Honorairë bei engem equivalente Kredittakt. Well de Client bei der Spuerkeess keng Notaireshonorairë bezilt, stellt sech d'Fro vum Remboursement vun der Halschent vun dësen Honorairen net.

Question 3942 (19.07.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **rupture de stock de certains vaccins:**

Avant de partir en vacances, il est vivement conseillé de vérifier sa couverture vaccinale en fonction des risques sanitaires présents dans la région de destination. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande à cet égard la vaccination contre l'hépatite A en cas de séjour dans un pays où l'hygiène est précaire.

Or, il nous revient que les vaccins contre l'hépatite A sont en rupture de stock dans beaucoup de pharmacies, de sorte que de nombreux voyageurs, actuellement en pleine préparation de leurs vacances, ne peuvent pas prendre les précautions nécessaires.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette affirmation?

- Dans l'affirmative, peut-elle nous renseigner sur les causes de cette rupture de stock? Quand est-ce les vaccins sont de nouveau disponibles?

Réponse (21.08.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Trois firmes pharmaceutiques commercialisent un vaccin contre l'hépatite A (en dose adulte aussi bien qu'en dose enfant) sur le marché luxembourgeois. Il s'agit des vaccins Havrix, Vaqta et Avaxim.

La firme GSK a informé les professionnels de la santé début juin 2018, que la quantité de Havrix adulte pouvant être livrée sera limitée jusqu'au 30 septembre 2018, en raison d'un problème de production.

La firme indique que Havrix junior ne peut être livré pendant un délai non déterminé. Néanmoins, les importations de Havrix à partir du marché allemand restent possibles, mais à un prix plus élevé.

Le produit Vaqta était en rupture depuis quelques semaines: la dose pour adulte est dès à présent de nouveau disponible sur le marché, alors que la dose junior manquera jusque fin d'année.

Après une rupture d'approvisionnement en juin 2018, le vaccin Avaxim est à nouveau disponible.

Comme précisé ci-dessus, une rupture d'approvisionnement d'un vaccin peut être due à un problème lors de la production; les obligations de qualité imposent la destruction de toute la production non conforme. Le processus de production d'un vaccin dure de nombreux mois, une production éliminée ne peut pas être remplacée rapidement.

Une rupture peut également être le résultat d'une demande accrue, par exemple lors de la période précédant le départ en vacances des européens.

Les firmes pharmaceutiques calculent les quantités nécessaires d'une année à l'autre, et si les consommations augmentent pour une raison non prévisible, une rupture peut en résulter.

Pour continuer la vaccination lors d'un manque de produits, il faut savoir que les vaccins des différentes firmes contre l'hépatite A sont interchangeables. Une première injection peut se faire avec le produit A et le rappel avec le produit B ou C.

De même deux doses junior peuvent remplacer une dose adulte, et une demi-dose adulte peut remplacer une dose enfant.

Question 3943 (19.07.2018) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **incapacités de travail des demandeurs d'emploi:**

Il me revient que certains demandeurs d'emploi remettent régulièrement des certificats d'incapacité de travail à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Combien de certificats médicaux ont été remis à l'ADEM pendant les années 2015, 2016, 2017 et pendant les six premiers mois de 2018 et par combien de personnes?

2) Combien de ces certificats dépassaient les cinq, 14, 30 jours, respectivement étaient des certificats médicaux de longue durée, i. e. de plus de un, six ou douze mois?

3) Combien de demandeurs d'emploi ayant remis un certificat médical ont été soumis à un contrôle médical, soit par un médecin de l'ADEM, soit par un médecin tiers désigné par l'ADEM?

4) Combien de personnes non résidentes et en reclassement externe ont présenté à l'ADEM des certificats indiquant qu'elles ne pouvaient se déplacer au Luxembourg pour raisons médicales? Monsieur le Ministre est-il d'avis que ces demandeurs d'emploi soient vraiment disponibles pour le marché de travail luxembourgeois?

Réponse (02.08.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) Le tableau ci-dessous renseigne sur les périodes d'indisponibilité pour maladie des demandeurs d'emploi, ainsi que sur le nombre de personnes concernées. Une période d'indisponibilité peut être couverte par plusieurs certificats médicaux qui se succèdent. Ces périodes d'indisponibilité couvrent aussi bien les périodes d'absence pour maladie que les périodes de congé de maternité. Du 1er janvier 2018 au 30 juin 2018, l'ADEM a enregistré 6.046 périodes d'indisponibilité pour maladie. Ces périodes ont été déclarées par 4.496 personnes distinctes.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

ad 2) Le tableau ci-dessous indique comment les périodes d'indisponibilité sont réparties en fonction de leur durée.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

ad 3) L'ADEM ne procède pas à un contrôle médical d'un demandeur d'emploi ayant remis un certificat d'incapacité de travail.

L'ADEM se limite à veiller à la régularité formelle des certificats d'incapacité de travail conformément aux dispositions légales respectivement prévues par les statuts de la CNS et le Code de la sécurité sociale.

L'ADEM se réserve néanmoins la possibilité de convoquer un demandeur d'emploi malgré un certificat d'incapacité de travail que ce dernier a remis.

En effet, selon une jurisprudence du Conseil supérieur de la sécurité sociale (XY c/ ADEM, n° du reg. 2005/0054) «les certificats médicaux versés en cause par XY font uniquement état d'une incapacité de travail. Ils n'établissent pas que l'appelante se soit trouvée dans l'impossibilité de se présenter au bureau de placement aux jours et heures lui indiqués de sorte que c'est à bon droit, (…), que les juges de première instance ont déclaré les décisions de retrait justifiées.»

ad 4) Le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre des demandeurs d'emploi non résidents et en reclassement externe qui ont eu une période d'indisponibilité. Le total du tableau ci-dessous (cf. question 1) est renseigné à titre de comparaison. Du 1er janvier 2018 au 30 juin 2018, 4.496 personnes distinctes inscrites à l'ADEM ont eu des périodes d'indisponibilité pour maladie. Parmi elles, 522 sont des demandeurs d'emploi non résidents et en reclassement externe.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Question 3945 (20.07.2018) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **«stock options»:**

Lors d'un débat à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre des Finances avait annoncé que l'Administration des contributions directes était en train d'établir un bilan détaillé sur les plans de «stock options».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que l'étude susmentionnée a été finalisée?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les résultats de cette analyse et l'envergure du déchet fiscal engendré par les plans de «stock options»?

- Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il faire des ajustements complémentaires au régime des «stock options»?

Réponse (30.07.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En 2002, il avait été décidé d'encadrer les «stock options» au niveau fiscal par voie d'une circulaire administrative. Cette circulaire (L.I.R. n°104/2 du 11 janvier 2002) prévoyait que l'évaluation forfaitaire des options allouées était fixée à 7,5% de la valeur sous-jacente du titre de participation au moment de l'octroi de l'option. Cette évaluation forfaitaire correspondait à un taux d'imposition effectif de l'ordre de 5,5% si différentes conditions étaient remplies.

En 2012, la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 a augmenté le taux d'évaluation de 7,5% à 17,5%, correspondant à un taux d'imposition effectif du plan d'options d'environ 12,5%.

Étant donné qu'elle ne disposait d'aucun moyen de mesurer l'impact du régime en question, l'Administration des contributions directes (ACD) a émis fin 2015 une circulaire additionnelle (la circulaire L.I.R. n°104/2bis du 28 décembre 2015) obligeant les employeurs à signaler les plans de «stock options» émis.

En novembre 2017, une nouvelle circulaire (circulaire L.I.R. n°104/2 du 29 novembre 2017) a été publiée, prévoyant l'augmentation de l'évaluation forfaitaire des options de 17,5% à 30% à partir de 2018. Par conséquent, le taux d'imposition effectif du plan d'options octroyé a été augmenté de 12,5% à 21%, ce qui correspond actuellement au demi-taux global. Cette imposition est cohérente avec le principe de l'imposition des plus-values, tel qu'il s'applique sur les participations importantes dans le capital d'une société, ainsi que sur les immeubles, abstraction faite de l'application temporaire du ¼ taux global en vigueur jusqu'à la fin 2018.

Par ailleurs, la circulaire L.I.R. n°104/2 précise davantage les modalités à communiquer à l'ACD pour les employeurs allouant des «stock options» à leurs employés.

Sur base des données ainsi recensées, les constats suivants ont pu être faits et présentés au Conseil de Gouvernement en date du 20 juillet 2018:

- En 2016, 3.065 salariés ont bénéficié du régime des «stock options» et 3.704 en 2017. Ils relèvent pour l'essentiel de l'écosystème de la place financière.

- Le déchet fiscal global est estimé à 112 millions d'euros pour 2016 et 135 millions d'euros pour 2017. Il se situe donc à un niveau sensiblement inférieur à la fourchette indicative de 150 à 180 millions d'euros repris dans la réponse à la question parlementaire n°2718 du 31 janvier 2017. Quant à l'évolution constatée entre 2016 et 2017, elle s'inscrit dans le contexte du Brexit et traduit l'attractivité du Luxembourg dont témoigne également le nombre toujours croissant d'acteurs qui s'installent ou renforcent leur présence au Grand-Duché.

- En raison des modifications apportées par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 29 novembre 2017, on peut estimer que le déchet fiscal se situera en 2018 à un niveau nettement inférieur à celui des années précédentes et s'orientera vers une fourchette entre 60 et 80 millions d'euros.

- Pour attirer de la substance au Luxembourg dans le contexte de la mise en œuvre de BEPS et du Brexit, ainsi que pour assurer une croissance qualitative de l'économie luxembourgeoise, il convient de favoriser la création de postes à haute valeur ajoutée. Or, une abrogation complète du régime des «stock options» risquerait d'avoir des effets négatifs sur l'attractivité du pays pour les talents à haut potentiel et les experts internationaux.

Sur base de ces éléments, le Conseil de Gouvernement a décidé de maintenir le régime, tout en le rendant encore plus équitable.

Ainsi, il sera aménagé de manière à lier davantage la rémunération des personnes concernées à la performance de leur entreprise ou de leur secteur d'activité. À cette fin, il est prévu de préciser la circulaire actuelle avec l'objectif de restreindre le champ d'application des «stock options» à des actions de l'entreprise ou du groupe dont elle fait partie, ou à des indices représentatifs du secteur d'activité en question.

Question 3946 (23.07.2018) de **Mmes Josée Lorsché** et **Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant les **interventions chirurgicales sur enfants intersexes:**

Suite au projet de loi concernant les modalités de changement de sexe dans l'état civil, une intervention chirurgicale ne sera plus requise pour obtenir une modification du sexe dans l'état civil.

Dans le cadre des discussions parlementaires relatives à ce projet de loi a été posée la question de l'interdiction des interventions chirurgicales sur des nouveau-nés, qui par définition ne peuvent pas donner leur consentement à ces interventions, ce qui pose la question du respect de l'intégrité du corps humain.

Il ressort du Plan d'action LGTBI adopté récemment par le Gouvernement en conseil que la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) a recommandé en février 2017 au Luxembourg d'engager un débat et de mener une campagne d'information sur le sujet des personnes intersexes, et notamment sur la pratique d'interventions chirurgicales auprès d'enfants en très jeune âge et sur les aménagements à faire pour respecter leur droit à l'autodétermination.

Suivant le même plan d'action, citant des statistiques officielles, seuls deux enfants «de sexe indéterminé» seraient nés entre 2001 et 2013, mais suivant des estimations, 103 sur 6.050 enfants nés en 2016 présenteraient une variation des caractéristiques sexuées.

Dans ce cadre, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Combien d'interventions chirurgicales sur les enfants nouveau-nés intersexes ont été effectuées au Luxembourg ces dix dernières années?

- Combien d'interventions chirurgicales sur les enfants nouveau-nés intersexes ont été effectuées à l'étranger et remboursées par la CNS pendant le même laps de temps?

Réponse commune (23.08.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale ne disposent pas de chiffres concernant les interventions chirurgicales effectuées sur les enfants nouveau-nés intersexes au Luxembourg ou à l'étranger.

La nomenclature des actes et services des médecins ne prévoit pas d'acte spécifique pour ce genre d'interventions et les actes non spécifiques qui, le cas échéant, de façon combinée pourraient être utilisés pour facturer les prestations effectuées dans ce cas de figure ne sont pas soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation, de sorte que la CNS ignore les diagnostics qui sont en cause.

Par contre, dans le cadre de la documentation hospitalière progressivement mise en œuvre en application de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, ce type d'information est désormais collecté de manière systématique dans les hôpitaux.

La loi prévoit en outre, de manière dépersonnalisée, le transfert des informations relatives à tout séjour hospitalier stationnaire aigu (hors psychiatrie), y compris les diagnostics et les procédures effectuées durant le séjour, vers le Ministère de la Santé. Le nombre de diagnostics de nouveau-nés intersexes, ainsi que le nombre et la nature des interventions chirurgicales effectuées dans le cadre de leur prise en charge, seront dès lors accessibles pour l'élaboration de statistiques nationales à partir de 2020, c'est-à-dire au terme du déploiement des dispositions prévues par la loi.

Question 3948 (23.07.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **«stock options»:**

Il ressort du communiqué de presse diffusé à l'issue du dernier Conseil de Gouvernement que le Gouvernement a procédé à une évaluation du régime des «stock options» établie par le Ministère des Finances.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre entend-il rendre cette évaluation publique?

- À défaut Monsieur le Ministre envisage-t-il de fournir une copie de cette évaluation aux députés? Dans la négative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre refuse-t-il de jouer la carte de la «transparence»?

- Quelles sont les conclusions du Gouvernement en la matière?

Réponse (30.07.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°3945 du 20 juillet 2018 sur le même sujet, les éléments suivants ont été présentés au Conseil de Gouvernement en date du 20 juillet 2018:

- En 2016, 3.065 salariés ont bénéficié du régime des «stock options» et 3.704 en 2017. Ils relèvent pour l'essentiel de l'écosystème de la place financière.

- Le déchet fiscal global est estimé à 112 millions d'euros pour 2016 et 135 millions d'euros pour 2017. Il se situe donc à un niveau sensiblement inférieur à la fourchette indicative de 150 à 180 millions d'euros repris dans la réponse à la question parlementaire n°2718 du 31 janvier 2017. Quant à l'évolution constatée entre 2016 et 2017, elle s'inscrit dans le contexte du Brexit et traduit l'attractivité du Luxembourg dont témoigne également le nombre toujours croissant d'acteurs qui s'installent ou renforcent leur présence au Grand-Duché.

- En raison des modifications apportées par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 29 novembre 2017, on peut estimer que le déchet fiscal se situera en 2018 à un niveau nettement inférieur à celui des années précédentes et s'orientera vers une fourchette entre 60 et 80 millions d'euros.

- Pour attirer de la substance au Luxembourg dans le contexte de la mise en œuvre de BEPS et du Brexit, ainsi que pour assurer une croissance qualitative de l'économie luxembourgeoise, il convient de favoriser la création de postes à haute valeur ajoutée. Or, une abrogation complète du régime des «stock options» risquerait d'avoir des effets négatifs sur l'attractivité du pays pour les talents à haut potentiel et les experts internationaux.

Sur base de ces éléments, le Conseil de Gouvernement a décidé de maintenir le régime actuel, tout en le rendant encore plus équitable.

Ainsi, il sera aménagé de manière à lier davantage la rémunération des personnes concernées à la performance de leur entreprise ou de leur secteur d'activité.

À cette fin, il est prévu de préciser la circulaire actuelle avec l'objectif de restreindre le champ d'application des «stock options» à des actions de l'entreprise ou du groupe dont elle fait partie, ou à des indices représentatifs du secteur d'activité en question.

Question 3961 (26.07.2018) de **Mme Claudine Konsbruck** *(CSV)* concernant l'**utilisation de la langue des signes:**

Dans le cadre des discussions autour du projet de loi 7142 modifiant la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, texte qui vient d'être voté et qui reconnaît la langue des signes allemande comme langue à part entière, il s'est avéré qu'il n'existait a priori pas de chiffres officiels, ni sur le nombre de personnes sourdes ou malentendantes nées au Luxembourg, ni sur le nombre de personnes qui font usage d'une langue des signes.

Le Luxembourg connaît depuis une vingtaine d'années le dépistage audiométrique néonatal qui est effectué quelques jours après la naissance d'un enfant et qui permet de détecter des déficits de l'audition dès le plus jeune âge.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Combien de personnes sourdes ou malentendantes sont nées ces dernières dix années?

2) Combien d'enfants ou d'adultes ont recours à un implant cochléaire chaque année? Il faut noter que les enfants résidant au pays sont surtout opérés en Belgique ou en Allemagne.

3) Combien de personnes recourent à la langue des signes allemande (LSA)?

4) Combien de personnes utilisent la langue des signes wallonne ou française?

Réponse commune (14.08.2018) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Au Luxembourg, la responsabilité du dépistage audiométrique néonatal incombe au Service audiophonologique de la Direction de la santé, alors que la responsabilité du suivi médical postdépistage incombe aux parents et aux médecins spécialisés en oto-rhino-laryngologie (ORL).

Lors des dix dernières années, le Service audiophonologique a effectué un dépistage audiométrique néonatal auprès de 65.887 nouveau-nés, ce qui correspond à une couverture de 98,1%. Pour 2.575 nouveau-nés (3,9%), le dépistage s'est avéré positif et les parents ont été invités à se présenter auprès de leur médecin ORL pour un diagnostic clinique et électrophysiologique.

Parmi les 2.575 nouveau-nés pour lesquels le dépistage était positif, 1.569 nouveau-nés (61%) ont été diagnostiqués normo-entendant par le médecin ORL et pour 410 nouveau-nés (15,9%), le diagnostic ORL n'était toujours pas concluant et la suspicion d'une pathologie auditive subsistait. Pour 596 nouveau-nés (23,1%), aucun retour concernant le suivi audiométrique n'a été transmis.

En se basant uniquement sur les statistiques relatives au dépistage audiométrique néonatal, une réponse à la question posée n'est donc malheureusement pas possible au-delà des chiffres énumérés ci-dessus.

Cependant, outre le dépistage audiométrique, une autre attribution du Service audiophonologique de la Direction de la santé est le contrôle audioprothétique obligatoire en vue d'une prise en charge des frais d'acquisition d'un appareillage audioprothétique par la CNS.

En croisant la base de données relative au contrôle audioprothétique à celle du dépistage audiométrique néonatal et en y ajoutant les quelques rapports de suivi médical obtenus, on peut affirmer que lors des dix dernières années, 61 nouveau-nés sont nés avec une pathologie auditive dont 47 portent actuellement un appareil auditif.

Parmi les naissances des dix dernières années, 16 enfants supplémentaires portent actuellement un appareil auditif. Parmi ces 16 enfants, deux n'ont pas été présentés pour le dépistage auditif au Luxembourg et 14 enfants ont été appareillés après l'âge de trois ans après un dépistage audiométrique néonatal normal. Pour ces derniers, la pathologie auditive n'était pas présente à la naissance et l'âge moyen d'appareillage était de six ans.

Au total, parmi les naissances des dix dernières années, une pathologie auditive a donc été dépistée ou signalée auprès de 77 enfants dont 63 portent actuellement un appareil auditif.

Il faut cependant signaler que les cas de pathologie auditive pris en charge à l'étranger via le système de soins transfrontaliers ne sont pas signalés auprès du Service audiophonologique. Ceci est d'office le cas pour tous les traitements par implant cochléaire n'ayant pas eu recours à un appareillage auditif conventionnel auparavant. Les nombres indiqués ci-dessus doivent donc probablement être revus légèrement à la hausse.

ad 2) Comme ni la mise en place opératoire d'implants cochléaires, ni le suivi primaire post-implantation ne sont réalisés au Luxembourg, les enfants concernés ne sont pas recensés par les instances luxembourgeoises impliquées dans l'appareillage audioprothétique et l'éducation acoupédique de suivi.

ad 3) et 4) S'il n'existe, au Luxembourg, pas de chiffres officiels sur le nombre de personnes qui font usage d'une langue des signes, les données dont dispose le service «Hörgeschädigten Beratung SmH» permettent de tirer certaines conclusions en la matière.

En 2017, le service «Hörgeschädigten Beratung SmH», qui est conventionné par le Ministère de la Famille, a traité 175 demandes d'interprétation en langue des signes allemande (ci-après DGS - Deutsche Gebärdensprache). Le service était en contact avec 30 personnes différentes qui communiquent principalement en DGS. Aucune demande pour une interprétation en langue des signes française ou autre n'a été adressée à ce service en 2017.

Au cours des cinq dernières années, à côté des demandes d'interprétation en DGS, le service «Hörgeschädigten Beratung SmH» a été sollicité par le tribunal pour une interprétation en langue des signes néerlandaise et par l'Université du Luxembourg pour une interprétation en LPC (langue française parlée complétée). La LPC repose sur l'utilisation d'un code manuel associé à la langue parlée qui permet une lecture labiale efficace via la visualisation de tous les phonèmes et la discrimination des sons sosies. Si les langues des signes et méthodes de communication pour personnes malentendantes et sourdes sont nombreuses, la langue des signes principalement utilisée au Luxembourg est la DGS.

En 2017, l'interprète du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a assuré 86 interprétations en DGS. À côté des interprétations de certaines sessions de la Chambre des Députés, de conférences ou de discours officiels, 14 personnes qui communiquent principalement en DGS ont fait une demande d'interprétation au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. La plupart de ces demandes avaient trait à des interprétations de formations continues. Aucune demande pour une interprétation en langue des signes française ou autre n'a été adressée au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région en 2017.

Question 3962 (26.07.2018) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **conversion de devises en euros:**

Il me revient que les agences bancaires à Luxembourg ne procèdent pas à la conversion de billets en devises étrangères en euros. Ce service de base est tout au plus réservé aux clients de l'établissement bancaire.

Ainsi, des touristes étrangers qui veulent par exemple changer leurs billets de dollars américains en euros se trouvent dans une situation inextricable. L'attitude très restrictive des banques de la place est d'autant plus regrettable qu'il n'existe au Luxembourg pas de bureaux de change comme dans d'autres pays.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que la pratique bancaire décrite ci-dessus correspond à la réalité? Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement entend intervenir auprès des banques et notamment auprès de la BCEE pour trouver une solution qui correspond mieux à l'image du Luxembourg comme destination touristique?

Réponse commune (14.08.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les banques de la place sont libres de déterminer leur stratégie commerciale, y compris en ce qui concerne les services en matière d'échange de billets.

Dans ce contexte, il convient également de tenir compte des risques de blanchiment, des obligations en matière de contrôle de l'origine des fonds et des exigences de vérification et de manipulation de billets étrangers.

En outre, le transport d'importantes sommes en liquide par des touristes peut poser des risques de sécurité.

Ainsi, il est généralement recommandé aux touristes de pays hors zone euro, soit de recourir au paiement par carte de crédit ou application mobile, soit de retirer les billets en euros dont ils auront besoin aux distributeurs automatiques, moyennant leur carte bancaire étrangère.

À ce titre, la densité des réseaux des distributeurs au travers de l'ensemble du territoire national et le niveau élevé d'équipement des commerçants avec des solutions de paiement par carte ou application mobile, contribuent à l'image du Luxembourg comme destination touristique moderne et innovante.

Ceci étant dit, certaines banques, dont la BCEE, continuent à offrir aux «clients touristes» au niveau de plusieurs agences des services d'échange de billets pour des sommes modérées dans les devises courantes.

N°16
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Réforme de la police	p. 642			45e séance	Jeudi 28 juin 2018
Exécution des peines	p. 652	Sommaire des séances publiques nos45 à 48	p. 673	46e séance	Mardi 3 juillet 2018
Accès au cannabis à des fins médicales	p. 629	Sommaire des questions parlementaires	p. Q222	47e séance	Mercredi 4 juillet 2018
Aides en faveur des PME	p. 667			48e séance	Jeudi 5 juillet 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

La Chambre des Députés en chantier



Le sol de la salle plénière, élément majeur du chantier



Le câblage a été entièrement mis à jour.



Les portraits officiels ont été mis à l'abri.



Le Président Mars Di Bartolomeo inspecte l'avancée des travaux.



La salle plénière retrouve peu à peu son aspect habituel.

20 entreprises, six bureaux spécialisés et quelque 130 ouvriers sont impliqués dans la grande opération de rénovation technique de la Chambre des Députés qui doit s'achever avant la rentrée parlementaire du 30 octobre 2018.

Architectes, ingénieurs, experts en sécurité et en acoustique étaient à pied d'œuvre durant tout l'été et travaillent actuellement à l'achèvement de ce chantier conséquent. La mise à jour de l'infrastructure assurant la retransmission sur Chamber TV a été un des aspects majeurs du chantier. Elle est renouvelée après 19 ans et quelque 1.200 enregistrements et retransmissions en direct. L'objectif est de rester au plus près des standards modernes et d'assurer une réception optimale à domicile des débats qui ont lieu en salle plénière.

Dix kilomètres de câbles

Plus de dix kilomètres de câbles ont été nécessaires pour assurer tous les raccords requis, des écrans de la régie aux caméras en passant par les infrastructures réseau et fibre optique qui servent pour les connexions Internet, le système électronique qu'utilisent les députés lors des votes, ou encore la retransmission des images en direct.

La régie, qui est un des dispositifs techniques les plus importants de la Chambre, a également été renouvelée entièrement. Elle sera reliée à huit nouvelles caméras haute définition, dont six dans la salle plénière et deux dans une salle destinée aux commissions parlementaires et aux rencontres internationales dans le bâtiment Printz-Richard. Dès la rentrée parlementaire après les élections législatives du 14 octobre 2018, les contenus vidéo produits seront en haute définition, ce qui permettra d'en tripler la qualité d'image. Le système de contrôle des caméras a également été mis à jour avec des moniteurs plus modernes et de nouveaux instruments pour piloter les caméras.

Adaptation aux personnes à mobilité réduite

Côté mobilier parlementaire, la Chambre va également connaître une évolution, sans pour autant changer le style de l'intérieur. L'espace entre les bancs des députés sera augmenté de quelques centimètres afin de permettre une meilleure circulation dans la salle.

Le pupitre de l'orateur sera quant à lui entièrement réaménagé, notamment afin de permettre à des personnes à mobilité réduite d'avoir un accès adapté. Un dispositif électrique permettra d'en modifier l'élévation, par exemple pour assurer une position optimale à un orateur qui se déplacerait en chaise roulante.

Le tapis, dont l'apparence ne se trouve pas changée, est pourtant entièrement neuf. Il a dû être retiré, d'une part, parce qu'il était usé, d'autre part, afin de pouvoir accéder au câblage de la salle plénière.

Protection du patrimoine

De nombreux experts, dont des spécialistes du Musée national d'histoire et d'art, sont intervenus tout au long du chantier. Ces derniers se sont notamment chargés de vérifier le bon état des objets appartenant au patrimoine historique de la Chambre qui contient de nombreuses sculptures et tableaux.

Les portraits des membres de la famille grand-ducale ont été mis à l'abri à l'occasion des travaux et stockés dans des films protecteurs afin de s'assurer qu'ils ne soient pas abîmés. Ils pourront découvrir leur cadre rénové d'ici la rentrée parlementaire en automne.

Savoir-faire luxembourgeois

M. Jean Grotz, responsable du Service achats, gestion des biens et bâtiments et sécurité de la Chambre des Députés, a assuré la coordination du chantier et des différents intervenants. Il se félicite de la façon dont les travaux se déroulent, soulignant notamment la ponctualité des entreprises impliquées et le peu d'imprévus à signaler. Pour lui, ce chantier montre les compétences des entreprises luxembourgeoises qui représentent la grande majorité des sociétés impliquées. Celles-ci ont su mener à bien un projet ambitieux en respectant un cahier des charges complexe et pluridisciplinaire.

Les visites reprennent fin octobre

La Chambre ne sera pas ouverte aux visiteurs pendant la durée du chantier. Les visites guidées, organisées sur rendez-vous pour des groupes à partir d'une dizaine de personnes, reprendront avec la rentrée parlementaire fin octobre 2018. Plus d'informations sur les visites sur www.chd.lu dans la rubrique «La Chambre et vous».

44e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Les parlements de la francophonie à l'ère du numérique



(de gauche à droite) Mme Viviane Loschetter, M. Jorge Pedro Maurício dos Santos, Président de l'Assemblée nationale du Cabo Verde, et M. Alex Bodry à la 44e Session annuelle de l'APF

La 44e Session annuelle de l'APF à Québec, placée sous le thème «les bonnes pratiques des parlements à l'ère du numérique», a réuni près de 300 parlementaires de 58 sections de l'APF. La délégation luxembourgeoise était représentée par M. Alex Bodry et Mme Viviane Loschetter.

Suite à des réunions du Bureau, du Réseau des femmes parlementaires et des quatre commissions de l'APF, les délégations ont assisté à la cérémonie officielle d'ouverture lors de laquelle elles ont pu entendre M. Jacques Chagnon, Président de l'Assemblée nationale du Québec et Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, M. Sébastien Proulx, Ministre québécois de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ainsi que Mme Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la francophonie.

À Québec, les parlementaires ont adopté quatorze résolutions portant notamment sur la dénonciation des agressions sexuelles, la traite des êtres humains, la protection des données personnelles, la crise migratoire, les situations politiques au Burundi et en RDC, l'abolition de la peine de mort, la lutte contre le radicalisme religieux et l'éthique et la déontologie dans les parlements. Ils ont ensuite adopté la déclaration de Québec sur le numérique.

Fut par ailleurs approuvée la création du Réseau des jeunes parlementaires de l'APF, qui a pour objectif de rassembler les jeunes parlementaires autour des valeurs de la francophonie, de favoriser les échanges d'expertise et d'encourager la solidarité. Les parlementaires ont également adopté l'adhésion du Congrès de la Nouvelle-Calédonie en tant que membre de l'APF et approuvé deux nouveaux observateurs: l'Assemblée de la République du Kosovo et le Sénat et la Chambre des Députés du Mexique.

En sa qualité de trésorier, M. Alex Bodry a présenté les rapports financiers et budgétaires de l'APF. Il est par ailleurs intervenu sur l'actualité politique luxembourgeoise en commission et plus particulièrement sur les élections législatives, la problématique du logement, de la mobilité et de la croissance, ainsi que sur la réforme constitutionnelle en cours.

À l'occasion du débat général sur la numérisation, il a présenté aux membres de l'APF l'instrument de la pétition électronique de la Chambre des Députés qui connaît un franc succès au Grand-Duché depuis son introduction en 2014.

Enfin, lors d'un échange de vues avec la Secrétaire générale de la francophonie, Mme Michaëlle Jean, M. Alex Bodry a soulevé la question des instruments dont dispose l'OIF pour réduire la fracture numérique, garantir la neutralité d'Internet et favoriser un accès équitable et non discriminatoire aux nouvelles technologies ainsi qu'à l'éducation au numérique. Une autre interrogation de sa part portait sur le rôle de l'OIF dans la lutte contre la manipulation d'informations et notamment les tentatives d'influencer des débats démocratiques, des référendums et des élections par l'intermédiaire des réseaux sociaux.

Préparatifs de la LX COSAC à Vienne

Du 18 au 20 novembre 2018, le Parlement autrichien organisera la LX Conférence interparlementaire des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) à Vienne, qui débattra, entre autres, de la présidence autrichienne du Conseil de l'Union européenne, des prochaines élections européennes, du Brexit et de l'action pour le climat et l'union de l'énergie.

En préparation de cette réunion, les différentes chambres parlementaires s'expriment actuellement sur les sujets à l'ordre du jour par le biais d'un questionnaire préparé par la présidence autrichienne. Les réunions de la COSAC sont en effet généralement précédées par l'envoi d'un questionnaire dont les réponses donneront lieu à un rapport à l'issue de la réunion en plénière.

Dans ce contexte, il semble opportun de présenter ou rappeler les travaux de cet organe de coopération parlementaire. Créée en 1989 à l'initiative de M. Laurent Fabius, alors Président de l'Assemblée nationale française, pour renforcer le contrôle parlementaire des affaires européennes, et plus particulièrement la participation des parlements nationaux dans les affaires européennes, la COSAC réunit les commissions des parlements nationaux spécialisées dans les affaires européennes et les représentants du Parlement européen.

Formellement reconnue par le protocole annexé au traité d'Amsterdam, elle figure également dans le traité de Lisbonne qui stipule que la COSAC «peut soumettre toute contribution qu'elle juge appropriée à l'attention du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Cette conférence promeut, en outre, l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les parlements nationaux et le Parlement européen».

Lors des réunions semestrielles de la COSAC, chacun des parlements est représenté par six membres. En outre, les parlements nationaux des pays candidats sont invités à y participer en envoyant chacun trois observateurs. Chaque réunion semestrielle est précédée d'une réunion préparatoire des présidents des commissions spécialisées dans les affaires européennes.

Ainsi, la réunion du 18 novembre 2018 a été préparée par les présidents de la COSAC en juillet, avec la participation de M. Marc Angel dans sa fonction de Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. À cette occasion, le député luxembourgeois a pu souligner, dans le cadre des travaux de la présidence autrichienne, l'importance de faire avancer la réforme du système de Dublin, pour rendre le régime d'asile européen plus juste, et de développer la dimension sociale de l'UE pour protéger les citoyens européens de la pauvreté.



M. Marc Angel a représenté le Parlement luxembourgeois.

Formation et échange entre agents des parlements francophones



Les participants au séminaire de formation à l'Abbaye de Neumünster

Une quarantaine d'agents des assemblées parlementaires d'un ensemble de pays francophones (Canada, Belgique, Maroc, Sénégal, Madagascar, Cambodge, etc.) ont participé à un séminaire de formation coorganisé par la Chambre des Députés et le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les collaborateurs parlementaires ont eu l'occasion d'échanger avec des experts et des chercheurs sur différentes évolutions concernant le parlementarisme. Le séminaire a eu lieu à l'Abbaye de Neumünster à Luxembourg ainsi qu'à Bruxelles entre le 10 et le 14 septembre 2018. Cette initiative est née de la volonté de la Chambre des Députés d'encourager la formation continue et le développement des compétences afin de développer l'expertise de ses agents. Ce séminaire s'inscrit dans une logique de coopération au sein de la francophonie que la Chambre soutient activement.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°16** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Réforme de la Police I

7040 - Projet de loi relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale

Le projet de loi vise à réformer le régime disciplinaire du personnel policier de la Police grand-ducale. Il s'agit de doter la Police d'un régime disciplinaire moderne répondant aux exigences dégagées par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et de nos juridictions administratives.

La discipline dans la Police est actuellement régie par la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique qui, à part quelques adaptations lors de la création du service de police judiciaire en 1992 et de la réorganisation des forces de l'ordre en 1999, n'a pas subi de modifications quant au fond depuis sa promulgation.

La loi de 1979 avait créé un régime disciplinaire unique pour les corps de l'Armée, de la Gendarmerie grand-ducale et de la Police, dont l'organisation et le fonctionnement étaient à l'époque réglés par la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

Depuis lors, la Gendarmerie et la Police ont fusionné en un seul corps, l'Inspection générale de la Police (IGP) a été créée et l'Armée réformée. La Police grand-ducale et l'Armée ont été dotées chacune d'une loi organique propre fixant leur organisation, leurs missions et leurs modes de recrutement respectifs. Le régime disciplinaire n'ayant jamais été adapté à fond aux nouvelles réalités et exigences des deux corps, la nécessité d'une réforme de celui-ci est devenue incontestable.

Les innovations majeures apportées au régime disciplinaire de la Police consistent en:

- la séparation du régime disciplinaire de la Police grand-ducale de celui de l'Armée;

- l'intervention d'un organe indépendant et impartial, à savoir le département «instructions disciplinaires» de l'Inspection générale de la Police, dans la procédure disciplinaire;

- l'instauration d'une procédure disciplinaire unique (l'ancien régime prévoyant en effet deux procédures distinctes en fonction du type de sanction à infliger);

- l'adaptation du régime disciplinaire du cadre policier aux exigences d'une procédure transparente, respectueuse des garanties dégagées par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et des juridictions administratives ainsi que des principes généraux de droit;

- le rapprochement autant que possible de la procédure disciplinaire du cadre policier à celle applicable aux fonctionnaires et employés publics, régie par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Dans les dispositions générales du premier chapitre du projet de loi, il est précisé que le statut disciplinaire s'applique au personnel du cadre policier de la Police et aux fonctionnaires stagiaires du cadre policier. En outre, sont énumérées les dispositions du statut général des fonctionnaires de l'État qui s'appliquent aux policiers.

Le deuxième chapitre concerne les principes de la discipline policière, dont les droits et devoirs concernant les ordres de service et la hiérarchie.

Le troisième chapitre traite des récompenses que le ministre ou le directeur général de la Police peut décerner au policier afin d'honorer des actes de courage ou de dévouement, le zèle, l'esprit de discipline et la manière de servir.

Le quatrième chapitre énumère les sanctions disciplinaires, de l'avertissement jusqu'à la perte de l'emploi, applicables lors d'un manquement aux principes de la discipline policière, et ceci sans préjudice de l'application éventuelle d'une sanction pénale.

Le cinquième chapitre prévoit les mesures conservatoires d'une affectation temporaire à un autre service de la Police et d'une suspension de l'exercice des fonctions, lorsque le policier fait l'objet d'une enquête ou d'une instruction préparatoire en application des dispositions du Code de procédure pénale ou d'une procédure disciplinaire.

Le sixième chapitre s'occupe de l'application des sanctions disciplinaires et prévoit la possibilité de suspendre la procédure disciplinaire en attendant le résultat d'une poursuite devant une juridiction répressive.

Les chapitres sept et huit règlent en détail le déroulement de la procédure disciplinaire et du recours.

Le chapitre neuf prévoit que l'action disciplinaire se prescrit par trois ans et que, au cas où la faute disciplinaire constitue en même temps une infraction à la loi pénale, la prescription de l'action disciplinaire n'est en aucun cas acquise avant la prescription de l'action publique.

Le dixième chapitre concerne la révision d'une procédure disciplinaire.

Le chapitre onze prévoit que la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ne sera plus applicable aux policiers. Ainsi, le régime disciplinaire de la Police sera définitivement séparé de celui applicable à l'Armée.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de la Force publique

(Présidente: Mme Claudia Dall'Agnol):

27.09.2016	Présentation du projet de loi
16.01.2017	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.02.2017	Continuation des travaux
05.10.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation des grandes lignes d'amendements gouvernementaux
14.06.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.06.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2018

Loi du 18 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°622, page 1

Exécution des peines

7041 - Projet de loi du jj/mm/aaaa modifiant:

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines;

2° le Code pénal;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Le système de l'exécution des peines tel que nous le connaissons actuellement trouve son origine dans une loi de 1964 (loi du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale). Malgré deux réformes (1984 et 1997), la structure du système est restée la même.

Suivant ce système, le procureur général d'État est en charge de l'exécution des peines, du traitement pénologique des détenus et de l'aménagement de leurs peines. Le procureur général d'État délègue ces missions à un membre du parquet général qui porte le titre de „délégué(e) du procureur général d'État à l'exécution des peines".

Il faut, en matière d'exécution des peines, distinguer deux volets importants. Le premier est l'exécution des peines elle-même, liée à la nature et aux limites de la peine telle qu'elle a été infligée par la juridiction. Le deuxième est ce qu'on appelle le régime pénitentiaire, ce qui renvoie à la vie et au traitement en milieu carcéral, comme par exemple le travail ou la santé du détenu. «Strafvollstreckung» vs «Strafvollzug» en allemand.

Aujourd'hui, les textes normatifs luxembourgeois ne prévoient pas de distinction entre ces deux volets. Pourtant, les juridictions administratives ont été saisies par des détenus attaquant des décisions du procureur général, à qui incombent les compétences dans les deux volets. Elles ont donc, faute de distinction entre les deux volets dans les textes, dû se pencher sur la question du recours et de la nature des différentes décisions prises par le procureur général.

Suivant la jurisprudence administrative, les détenus peuvent attaquer des décisions relatives au „régime pénitentiaire", donc des décisions administratives qui affectent son droit d'être traité selon le droit commun, devant les juridictions administratives. Par contre, les décisions susceptibles de modifier la nature ou les limites d'une peine prononcée par les juridictions judiciaires, se sont vu reconnaître une nature judiciaire et non pas administrative, non susceptible de recours devant les juridictions administratives. Étant donné qu'aucune voie de recours n'est prévue devant les juridictions judiciaires, les détenus ne disposent donc pas de voie de recours.

Dans une recommandation n°30-2008 du 27 février 2008, le médiateur a jugé nécessaire un remaniement du système d'exécution des peines et a préconisé entre autres la création de la fonction de juge à l'application des peines.

Un projet de loi fut déposé le 12 janvier 2012 portant réforme de l'exécution des peines (projet n°6381). Ce projet visait à introduire une chambre d'application des peines décidant de l'octroi ou du refus des aménagements dans le cadre de l'exécution des peines.

Le présent projet de loi continue les travaux entamés par le projet de loi n°6381 portant réforme de l'exécution des peines afin d'éviter une illisibilité des textes suite au nombre élevé d'avis rendus et d'amendements qui en auraient découlé. Le présent projet de loi prend en compte les avis formulés au sujet du projet initial et doit être lu ensemble avec le projet de loi n°7042 portant réforme de l'administration pénitentiaire, qui remplace le projet de loi n°6382.

La réforme s'inscrit dans le débat sur la question de savoir si la peine est une instance séparée ou une continuation du procès pénal initial. Elle suit cependant la voie d'une instance séparée, considérant que l'exécution des peines est destinée à préparer l'avenir du condamné, tandis que le procès pénal se penche sur le passé afin de statuer sur la question de la culpabilité du prévenu et sur la peine éventuelle qui en découle.

Les objectifs de cette réforme visent à améliorer la situation du détenu en ce qui concerne ses chances d'insertion sociale et sa situation juridique, tout en gardant au maximum possible les avantages de flexibilité du système antérieur.

La loi en projet prévoit ensemble avec le projet de loi n°7042, trois acteurs principaux en matière d'exécution des peines: l'administration pénitentiaire, chargée de la gestion des prisons et de la détention, notamment à travers le plan volontaire d'insertion, le procureur général d'État et son délégué, chargés de l'exécution des peines, et la chambre d'application des peines, chargée de statuer sur les recours introduits par les condamnés.

1. Création d'une chambre d'application des peines

La principale innovation du projet de loi est la création d'une chambre d'application des peines. Le détenu portera devant cette nouvelle chambre ses recours contre les décisions du procureur général d'État et de l'administration pénitentiaire en matière d'exécution des peines.

Suite aux remarques du Conseil d'État au sujet du projet de loi n°6381, le pouvoir décisionnel, quant aux modalités de l'exécution des peines, reste dans le présent projet entre les mains du procureur général d'État. La chambre d'application des peines est instituée au niveau de la seule Cour d'appel, comme une instance de recours que le détenu peut saisir lorsqu'il conteste une décision prise par le procureur général d'État.

La chambre d'application des peines siège en principe en chambre du conseil, en formation collégiale de trois magistrats. Elle siège en composition de juge unique en cas de recours en matière de congé pénal, de recouvrement d'amendes et d'acceptation des cautions, de requête en matière d'interdiction de conduire, de difficultés relatives à l'exécution de ses propres décisions ou de celles du procureur général d'État et en matière de recours disciplinaires.

Le recours devant la chambre d'application des peines est à introduire endéans un délai de huit jours ouvrables à compter du jour de la notification de la décision, soit par le condamné au greffe de la chambre de l'application des peines, soit par son avocat. Lorsqu'il est incarcéré, le recours peut être déclaré au greffe du centre pénitentiaire.

Le recours doit contenir un exposé sommaire des moyens.

La chambre d'application des peines peut décider de convoquer le condamné et toute autre personne.

Aucun recours ni pourvoi en cassation n'est possible contre les arrêts de la chambre de l'application des peines.

2. Normalisation du sursis

Une autre innovation centrale de ce projet de loi découle du nouvel article 195-1 du Code de procédure pénale. En matière correctionnelle et criminelle, une motivation spéciale sera désormais requise lors du prononcé d'une peine d'emprisonnement sans sursis. Le sursis devient ainsi la norme, ce qui marque un changement profond puisqu'auparavant, le sursis était considéré comme une faveur et une motivation du refus de sursis n'était pas requise.

3. Les modalités d'aménagement de la peine

Le Luxembourg a vu l'introduction de la surveillance électronique en matière d'exécution des peines dans le cadre d'une phase d'essai en 2007. L'expérience a été majoritairement positive, avec un taux d'échec réduit. Par conséquent, la présente loi en projet prévoit la création d'une base légale en introduisant la surveillance électronique dans la loi en tant que moyen de contrôle à distance des déplacements d'une personne dans le temps qui pourra être imposé par le juge d'instruction dans le cadre du contrôle judiciaire. Le but de cette disposition est de potentiellement réduire le nombre de détenus préventifs en encourageant le juge d'instruction à recourir, si possible, aux moyens de surveillance comme les bracelets électroniques au lieu de la détention préventive.

La surveillance électronique peut être un moyen pour tenir compte de la situation particulière d'un condamné et ainsi augmenter la qualité de sa détention, ce qui favorise aussi sa réinsertion dans la société. Par ailleurs, le projet de loi tient compte des expériences des dernières années en matière de surveillance électronique et crée aussi la base légale pour une utilisation future de bracelets électroniques qui utilisent la technologie GPS.

Le projet reprend également d'autres modalités d'aménagement de la peine telles que l'exécution fractionnée, la semi-liberté (qui entraîne le transfèrement vers le centre pénitentiaire de Givenich), le congé pénal, la suspension de l'exécution de la peine, la libération anticipée et la libération conditionnelle.

À noter que le régime de semi-liberté peut désormais être appliqué au condamné dès sa condamnation.

Les dispositions relatives aux conditions de durée de détention avant qu'un congé pénal ou une libération conditionnelle ne puissent être accordés sont précisées par rapport aux dispositions actuelles afin de pouvoir différencier entre les nombreuses hypothèses qui peuvent se présenter.

En cas de refus d'une demande en vue de l'octroi d'une des modalités d'aménagement de la

peine, une nouvelle demande ne peut être introduite avant le délai de deux mois, sauf survenance d'éléments nouveaux.

4. Déplacement des juridictions et des magistrats

Afin que ceux-ci puissent exécuter leurs missions, le projet de loi prévoit que les juridictions et les magistrats saisis d'un dossier impliquant une personne détenue puissent se rendre au centre pénitentiaire en question. Cette disposition vise à réduire considérablement le transport de détenus entre la cité judiciaire et les centres pénitentiaires, diminuant ainsi le risque d'incidents et les coûts de transport.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.08.2016
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

08.02.2017	Présentation des avis respectifs établis par Mme la Médiateure en sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):

22.09.2016	Présentation du projet de loi
08.02.2017	Présentation des avis respectifs établis par Mme la Médiateure en sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté
30.03.2017	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
29.11.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation des amendements gouvernementaux
02.05.2018	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation et adoption d'une série de propositions d'amendement
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.05.2018	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20.06.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
27.06.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018
Loi du 20 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°627, page 1

Réforme de l'administration pénitentiaire

7042 - Projet de loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification

- du Code pénal;

- du Code de procédure pénale;

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que

2) abrogation

- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale

L'objectif principal de la réforme est d'assurer les conditions administratives et légales nécessaires pour permettre une meilleure réinsertion des détenus dans la société après leur libération, à les préparer à une «vie sans crime». Le projet suit ainsi l'idée que la réinsertion du détenu ne peut devenir un succès que si les conditions de détention sont adaptées, dans la mesure du possible, aux conditions de vie que le détenu est censé retrouver en liberté après sa libération.

Pour cela, le projet de loi détermine les droits et obligations des détenus en relation avec la détention, fixe les principes relatifs à la discipline des détenus dans les centres pénitentiaires et définit les objectifs de la mise en œuvre des sanctions privatives de liberté.

1. Le plan volontaire d'insertion

La réforme vise à responsabiliser le condamné, avant tout par le plan volontaire d'insertion que les initiateurs du projet de loi considèrent comme l'aspect le plus important de la réforme. Ce plan est destiné à favoriser l'insertion du condamné dans la société sur la base d'un suivi de sa situation dès le début de son incarcération et de mesures correspondantes à cette situation. Ce plan est élaboré dès la condamnation définitive avec la participation du condamné et en coordination avec l'agent de probation du service central d'assistance sociale. Ce plan peut porter sur différents volets, à savoir le développement des compétences du condamné, l'enseignement ou la formation, le suivi psychosocial, psychologique ou psychothérapeutique, l'indemnisation et la réparation des torts causés à la victime. Ce plan est revu périodiquement.

2. La création d'une administration pénitentiaire

Le projet de loi prévoit la création d'une administration pénitentiaire qui aura comme but principal d'assurer le bon déroulement de la détention et de l'exécution des peines.

Le texte prévoit que l'administration pénitentiaire sera dans l'obligation de mettre en œuvre la détention selon quatre objectifs, à savoir la protection de la société par la prévention de la récidive, la sanction du condamné, la réparation du dommage causé et l'insertion du détenu dans la société.

L'administration sera dirigée par un directeur. Elle comprendra la direction de l'administration pénitentiaire, les trois centres pénitentiaires (Uerschterhaff, Luxembourg, Givenich), l'institut de formation pénitentiaire et l'ensemble du personnel pénitentiaire.

Un des changements majeurs opérés par le présent projet de loi prévoit que l'administration pénitentiaire sera dorénavant responsable de la mise en œuvre de la détention, qui auparavant relevait des compétences du procureur général d'État. L'exécution des peines, quant à elle, restera cependant entre les mains du procureur général sous le contrôle juridictionnel de la chambre de l'application des peines. Ainsi, le projet de loi vise aussi à créer une distinction entre les notions de «régime pénitentiaire» et d'«exécution des peines».

L'administration pénitentiaire sera également en charge de veiller à ce que toutes les informations disponibles au sujet d'un détenu soient transférées avec lui, dont avant tout le plan d'insertion volontaire. Elle devra de manière générale veiller à une bonne collaboration entre les trois centres pénitentiaires.

Au sein des centres pénitentiaires, toutes les dispositions sont prises pour assurer aux détenus du travail, des formations, les enseignements fondamentaux, du sport et un accès à la culture, dans le but de favoriser leur insertion.

3. Création d'une unité de psychiatrie socio-judiciaire

Cette unité est créée comme une unité du centre hospitalier neuro-psychiatrique. Elle est implantée sur le site du centre pénitentiaire de Luxembourg. L'unité est gérée de façon indépendante par rapport au centre pénitentiaire de Luxembourg. L'unité accueille les personnes placées en application de l'article 71 du Code pénal ainsi que les personnes détenues dans un centre pénitentiaire faisant l'objet d'une admission et d'un placement au sens de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux. L'unité peut accueillir par ailleurs les détenus visés à l'article 71-1 du Code pénal et les détenus nécessitant des soins psychologiques ou psychiatriques particuliers qui ne peuvent être dispensés convenablement au sein du centre pénitentiaire. Ces détenus y sont admis sur décision du directeur de l'établissement au vu d'un certificat médical, n'ayant pas plus de trois jours et attestant la nécessité de l'admission, délivré par un médecin après examen du détenu concerné.

4. De la sécurité

La loi en projet prévoit différents types de fouilles éventuelles des détenus et des visiteurs des centres pénitentiaires.

L'usage des moyens de contrainte physiques et matériels par les agents n'est admis qu'en cas de légitime défense, de tentative d'évasion, d'invasion ou de tentative d'invasion, pour obliger une personne à se comporter conformément à la loi et aux instructions du personnel pénitentiaire en inhibant ou en restreignant sa capacité de mouvement, pour vaincre la résistance opposée par un détenu par la violence ou l'inertie physique aux ordres donnés, ou lorsqu'il s'agit de protéger le détenu contre soi-même. Le choix et l'usage des moyens de contrainte doivent toujours être justifiés, limités dans le temps et proportionnés aux faits en cause.

Les moyens de contrainte matériels non létaux comportent: des menottes, des matraques et bâtons de défense, des armes à feu et non à feu à munition non pénétrante, et suite à des amendements adoptés en commission, aussi l'introduction du gel au poivre en tant que moyen de contrainte matériel.

En revanche, le projet de loi dispose que le port d'armes à feu à munition pénétrante par les agents pénitentiaires est utilisée uniquement à la clôture extérieure du centre pénitentiaire de Luxembourg et du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff et ces armes sont uniquement utilisées en cas de légitime défense, de tentative d'évasion, d'invasion ou de tentative d'invasion. Leur port doit être autorisé au préalable par le directeur de l'administration pénitentiaire.

La Police assure l'extraction des personnes détenues aux centres pénitentiaires de Luxembourg et d'Uerschterhaff, ainsi que les transfèrements entre ces centres pénitentiaires.

5. Des recours des détenus

La possibilité pour les détenus d'initier soit un recours juridictionnel devant la chambre de l'application des peines contre les décisions prises à leur égard par le directeur de l'administration pénitentiaire, soit un recours administratif devant le directeur de l'administration pénitentiaire contre toutes les décisions prises à leur égard par les directeurs des centres pénitentiaires, est aussi un point cardinal de cette loi. Les dispositions relatives aux recours ont fait l'objet d'un amendement motivé par une opposition formelle du Conseil d'État. Ainsi, il a été fait en sorte que le présent projet regroupe tous les recours en matière pénitentiaire.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.08.2016
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

08.02.2017	Présentation des avis respectifs établis par Mme la Médiateure en sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):

22.09.2016	Présentation du projet de loi
08.02.2017	Présentation des avis respectifs établis par Mme la Médiateure en sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté
30.03.2017	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
29.11.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation des amendements gouvernementaux
02.05.2018	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen des articles amendés
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.05.2018	Continuation des travaux
09.05.2018	Continuation des travaux
16.05.2018	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20.06.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
27.06.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018
Loi du 20 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°626, page 1

Réforme de la Police II

7044 - Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant:

1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° le livre 1er du Code de la sécurité sociale

Dans le domaine du contrôle institutionnalisé de la Police, la présente réforme et ses éléments novateurs constituent une étape fondamentale après que les bases de ce contrôle ont été posées par la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police.

Les éléments principaux de la réforme innovent en créant une base légale propre à l'IGP, en renforçant son indépendance par rapport à la Police, en attribuant la qualité d'officier de policier judiciaire de plein exercice aux agents de l'IGP et en lui attribuant de nouvelles missions.

Le premier chapitre du projet de loi contient les dispositions générales qui précisent que l'IGP est placée sous l'autorité du même ministre que la Police grand-ducale et qui définissent certaines notions.

Le deuxième chapitre traite des missions de l'IGP, dont le contrôle de légalité et le contrôle-qualité, les enquêtes judiciaires, les instructions disciplinaires, ainsi que certaines autres missions, comme la participation à la formation des membres de la Police.

Le troisième chapitre règle l'accès de l'IGP aux informations et renseignements, soit de la part de la Police, soit par accès à certaines bases de données étatiques dans le cadre de ses missions.

Les chapitres quatre et cinq concernent l'organisation de l'IGP, ainsi que son personnel, tandis que le sixième chapitre contient les dispositions modificatives, transitoires et finales.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de la Force publique
(Présidente: Mme Claudia Dall'Agnol):

27.09.2016	Présentation du projet de loi
10.11.2016	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01.12.2016	Continuation des travaux
22.02.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation d'amendements gouvernementaux
03.05.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.06.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.06.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2018
Loi du 18 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°623, page 1

Aides aux PME

7140 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

1° des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et

2° de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Il s'agit de la troisième réforme du cadre légal définissant les dispositions applicables en matière d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises (PME). Une première loi, datant de l'année 1969, avait été remplacée en 2004 par les dispositions actuellement en vigueur. Le présent projet de loi innove en introduisant quatre nouveaux régimes, de nouvelles formes d'aides tout comme de nouveaux principes.

Cette réforme doit surtout soutenir la compétitivité des PME, mais également contribuer à la réalisation des objectifs définis dans le cadre de la «Troisième révolution industrielle» tout en favorisant des investissements innovateurs «en temps utile» auprès des PME, afin d'accroître leur performance.

Le projet de loi reprend et modifie trois régimes d'aide de la loi de 2004. Ces aides sont les suivantes:

- l'aide à l'investissement en faveur des PME;
- l'aide aux services de conseil en faveur des PME;
- l'aide à la participation des PME aux foires.

Les nouveaux régimes d'aide sont les suivants:

- l'aide couvrant les coûts de coopération supportés par les PME participant à des projets de coopération territoriale européenne;
- l'aide en faveur des jeunes entreprises «start-up»;
- l'aide destinée à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles;
- l'aide au financement des risques.

Le régime d'aide «calamités naturelles» vise à remédier aux dommages causés par les catastrophes naturelles suivantes: séismes, glissements de terrain, inondations, tornades, ouragans et feux de végétation d'origine naturelle. C'est depuis l'année 2014 que le législateur européen permet aux États membres de l'Union européenne de couvrir jusqu'à cent pour cent pareils dégâts provoqués par pareilles calamités naturelles.

Le régime d'aide «financement des risques» vise à faciliter le financement de certains projets de PME en accordant aux intermédiaires financiers des garanties destinées à couvrir d'éventuelles pertes liées à ces financements fournies directement ou indirectement aux entreprises éligibles.

Les dispositions de ce projet de loi sont susceptibles de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 18.05.2017
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

03.05.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
27.06.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2018

Représentation nationale des parents

7154 - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

4° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

5° de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

La création d'une représentation nationale des parents traduit l'engagement du Gouvernement de renforcer la culture de coopération entre l'école et les parents des élèves. À noter qu'au niveau national, il n'existe jusqu'à présent pas de base légale pour cultiver le partenariat des parents avec le monde de l'éducation, alors qu'ils en font partie intégrante. S'il est vrai que la Fédération des associations des parents d'élèves du Luxembourg (FAPEL) regroupe et représente différentes organisations de parents d'élèves, force est de constater que sa vocation n'est pas consacrée par une loi.

Le présent projet de loi entend combler cette lacune en donnant une base légale à une représentation de parents au niveau national. Celle-ci est appelée à assumer un rôle de porte-parole et de conseil des parents auprès du ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que du Gouvernement et implique tous les parents d'élèves des établissements de l'éducation différenciée, de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire légitimement élus par un vote démocratique.

Afin de garantir que la représentation nationale des parents soit conforme à la structure du paysage éducatif luxembourgeois et proportionnelle au nombre des représentants dans chaque ordre d'enseignement, le projet de loi prévoit des élections à deux niveaux, à savoir des représentations sectorielles et une représentation nationale.

Les représentants sont élus pour un mandat de trois ans renouvelable.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30.06.2017
Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

12.07.2017	Désignation d'un rapporteur
27.09.2017	Présentation du projet de loi
02.05.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation d'une série d'amendements
27.06.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°855, page 1

Convention d'Istanbul

7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, communément appelée «Convention d'Istanbul».

Cette convention prévoit notamment un certain nombre de mesures législatives que les parties signataires prennent sur le plan du droit matériel et du plan procédural pour prévenir, poursuivre et éliminer la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, contribuer à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et promouvoir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, y compris par l'autonomisation des femmes, l'élaboration d'un cadre global des politiques et des mesures de protection et d'assistance pour toutes les victimes de violence à l'égard des femmes et de violence domestique, la promotion de la coopération internationale en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et le soutien des organisations et services répressifs pour coopérer de manière effective afin d'adopter une approche intégrée visant à éliminer la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Aussi, la convention énumère-t-elle des mesures à prendre en matière de violence psychologique, de harcèlement, de violence physique, de violence sexuelle, de mariages forcés, de mutilations génitales féminines, d'avortement et de stérilisation forcés et de harcèlement sexuel.

Depuis les années 1990, le Conseil de l'Europe a renforcé ses activités de lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. En 2002, le comité des ministres a notamment adopté la recommandation Rec(2002)5 sur la protection des femmes contre la violence. Suite à l'évaluation d'une *Task Force*, le comité des ministres a institué un comité interdisciplinaire ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CAHVIO), chargé d'élaborer un instrument international contraignant, à savoir la Convention d'Istanbul.

La Convention d'Istanbul a été adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en date du 7 avril 2011. Elle a ensuite été ouverte à la signature le 11 mai 2011 à Istanbul et fut signée le même jour par le Grand-Duché de Luxembourg. Suite à sa 10e ratification, la convention est entrée en vigueur le 1er août 2014. Jusqu'à présent, la convention a été signée par 44 États et par l'Union européenne en tant qu'organisation internationale. 32 États ont ratifié la convention le 20 juin 2018. Il s'agit du premier instrument juridiquement contraignant au niveau international, qui détaille l'ensemble des mesures nécessaires pour lutter efficacement contre la violence à l'égard des femmes et des filles et la violence domestique.

Étant donné que le Luxembourg dispose d'un cadre législatif qui renferme déjà bon nombre des mesures préconisées, le projet se limite à intervenir ponctuellement dans les domaines où tel ne paraît pas encore être le cas. Il prévoit ainsi une série de modifications législatives afin de permettre la mise en conformité avec les dispositions de ladite convention. Ces modifications concernent:

- le Code pénal,
- le Code de procédure pénale,
- la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique, et
- la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Concernant le volet de la violence domestique, le Grand-Duché de Luxembourg est, dans son ensemble, conforme à la Convention d'Istanbul de par l'existence, la mise en œuvre et le suivi de mesures, tant sur le plan législatif et procédural que dans la pratique.

Le projet a également pour objectif de renforcer une nouvelle fois la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique modifié en 2013. Il y a particulièrement lieu de souli-

gner que la Convention d'Istanbul s'appliquera, pour ce qui est du volet de la violence domestique, tant aux hommes et aux garçons qu'aux femmes et aux filles.

Ces modifications portent sur le renforcement de la prévention de la violence domestique entre les personnes cohabitant dans un cadre familial, de la protection et de la réponse aux besoins des enfants victimes directes et indirectes de violence domestique.

Le projet de loi entend également renforcer la prévention et la lutte contre la violence domestique en amont d'une expulsion potentielle, lorsque la police intervient sur les lieux d'une violence domestique signalée. L'absence d'expulsion ne signifie pas nécessairement l'absence de violence. Ainsi, il est important dans tous les cas d'intervention de la police d'informer les parties présentes et concernées de la possibilité de se faire aider par des services spécialisés et de pouvoir agir.

Il est également proposé de compléter la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, notamment en vue de la prise en compte de la situation de la victime de mariage forcé ainsi que de la victime de violence domestique en matière de droit de séjour et de permis de résidence.

Les missions de coordination, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques et des mesures prévues par la Convention d'Istanbul seront assurées par le comité interministériel des droits de l'homme.

La notion d'«identité de genre» a été intégrée parmi les motifs de discrimination illicites énumérés à l'article 454 du Code pénal, ce qui permettra de mieux lutter contre les inégalités de sexe et les violences fondées sur le genre, notamment dues aux stéréotypes de genre.

Finalement, le texte érige aussi en infraction pénale les mutilations génitales féminines dont les victimes sont nécessairement les femmes et les filles.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 10.08.2017
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):
18.10.2017 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):
18.10.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
20.06.2018 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2018
Loi du 20 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°631, page 1

Coopération sanitaire transfrontalière

7176 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016

Le projet de loi vise à approuver l'Accord-cadre en matière de coopération sanitaire transfrontalière, conclu entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française.

L'Accord-cadre vise à remédier à un certain nombre de difficultés liées à des barrières administratives et aux problèmes de prise en charge des patients.

Du côté français, l'Accord-cadre sous rubrique s'applique à la Région du Grand-Est, alors que du côté luxembourgeois, il concerne l'ensemble du territoire national.

Il vise à poser un cadre juridique permettant la mise en place de conventions locales de coopération sanitaire transfrontalière.

Plus particulièrement, l'Accord-cadre signé tend principalement à:

- assurer un accès meilleur et plus rapide à des soins de qualité pour les populations des régions frontalières, au plus près de leur domicile, voire de leur lieu de travail;

- garantir la continuité des soins;

- optimiser l'organisation de l'offre de soins en encourageant le partage des capacités (ressources matérielles et humaines);

- assurer, en cas d'indisponibilité des moyens nationaux, le recours le plus rapide possible aux moyens de secours d'urgence de l'autre partie;

- encourager la mutualisation des connaissances et des pratiques entre les personnels de santé des deux pays.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017
Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):
06.03.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
24.04.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2018
Loi du 18 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°599, page 1

Autorisations de séjour pour jeunes

7188 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal la transposition de la directive européenne 2016/801/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair.

Cette directive constitue essentiellement une refonte des directives existantes en la matière, à savoir la directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat et la directive 2005/71/CE du Conseil du 12 octobre 2005 relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique, et améliore les instruments législatifs applicables dans le domaine.

À part les modifications d'ampleur limitée liées aux conditions particulières des différentes catégories, une des nouveautés majeures est le fait que les étudiants et les chercheurs peuvent continuer à séjourner au Luxembourg neuf mois après avoir terminé leurs études ou activités de recherche en vue de trouver un emploi ou de créer une entreprise. À cette fin, une nouvelle catégorie d'autorisation de séjour est créée afin de permettre à ces jeunes diplômés de continuer à séjourner sur le territoire.

Par ailleurs, les étudiants et les chercheurs peuvent se déplacer plus facilement entre les États membres de l'UE au cours de leur séjour. En effet, les étudiants qui suivent des programmes de l'Union ou des programmes multilatéraux comportant des mesures de mobilité n'auront pas besoin de déposer une nouvelle demande de titre de séjour lorsqu'ils veulent séjourner dans un autre État membre, par exemple pour faire un échange d'un semestre, mais doivent seulement l'informer. Les chercheurs seront également en mesure de se déplacer pour des périodes plus longues que celles actuellement autorisées, la période pour une mobilité de courte durée prévue étant de 180 sur 360 jours et celle de la mobilité à long terme de 180 à 360 jours. La procédure de notification devrait faciliter les échanges et éviter des procédures trop lourdes de demandes en obtention d'une autorisation, puis de titre de séjour.

Il est à noter que la directive 2016/801/UE prévoit également d'augmenter le nombre d'heures de travail que les étudiants peuvent prester pendant leurs études à un maximum de quinze heures par semaine. Ceci permettra aux étudiants de plus facilement remplir les conditions de ressources financières.

En outre, la nouvelle directive prévoit des règles relatives aux stagiaires et aux bénévoles dans le cadre du système européen de bénévoles qui bénéficieront de conditions uniformes pour entrer dans l'UE et d'une meilleure protection pendant leur séjour. Des dispositions optionnelles prévues pour les autres bénévoles et les élèves ont déjà été insérées dans la loi nationale au Grand-Duché de Luxembourg lors de la transposition de la directive 2004/114/CE. Le Grand-Duché de Luxembourg dispose ainsi déjà en grande partie de dispositions concernant les jeunes au pair qui, pour la première fois, sont couverts par une législation européenne. Néanmoins, quelques petites adaptations de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair sont nécessaires afin de se conformer entièrement à la directive 2016/801/UE.

Finalement, le présent projet de loi insère dans la loi nationale un paragraphe de la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée afin de clarifier la période à prendre en considération pour calculer la période de cinq ans permettant de demander le statut de résident de longue durée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 29.09.2017
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
05.02.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
26.02.2018 Adoption d'une série d'amendements
25.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°827, page 1

Droit d'établissement de grandes surfaces

7228 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets;

2° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; et

3° de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

Ce projet de loi propose une série d'abrogations ou de suppressions dans ces trois lois:

1) du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets (l'abrogation de l'article 6, paragraphe 11 vise à accélérer la procédure relative aux autorisations pour les débits de boissons alcooliques à consommer sur place hors nombre);

2) du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (abrogation de la procédure d'autorisation particulière pour les grandes surfaces, suppression de la condition de qualification professionnelle dans le chef des commerçants, abrogations de l'autorisation particulière relative aux foires et marchés ainsi que des professions de «conseil» et «conseil économique»);

3) du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative (limitation des dispositions concernant la vente en solde aux «points de vente physique»).

Le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 22.12.2017
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):
17.05.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

14.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2018
Loi du 18 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°616, page 1

TVA sur ventes à distance

7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1er de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit luxembourgeois l'article 1er de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017.

La directive 2017/2455 s'inscrit dans la stratégie de la Commission européenne de réaliser une intégration accrue du marché unique.

En adaptant le régime de la taxe sur la valeur ajoutée, la directive vise à approfondir la libre circulation de biens et de services ainsi qu'à renforcer la concurrence loyale intracommunautaire de même qu'à l'égard d'entreprises ressortissant de pays tiers.

En 2008, le Conseil avait adopté le «paquet TVA», que la Commission avait proposé en vue de modifier le lieu de certaines prestations de services, entre autres des prestations de services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision et des services électroniques (services «TBE»), en réaction à l'expansion très rapide du marché de prestations de services fournies par voie électronique à des consommateurs finaux n'ayant pas leur résidence dans l'État membre du prestataire.

L'approche traditionnelle de prélèvement de la taxe au lieu d'établissement du prestataire a ainsi été remplacée par le principe de taxation au lieu de consommation.

La modification du lieu d'imposition des services «TBE» est entrée en vigueur au 1er janvier 2015 pour les entreprises qui prestent des services à des personnes non assujetties ayant leur résidence dans un État membre de l'Union européenne autre que celui de l'établissement du prestataire.

Afin de simplifier la charge administrative de ces entreprises, un «mini-guichet unique» a été créé, qui permet aux entreprises de déclarer et de remettre la TVA, collectée auprès de tous leurs consommateurs, à l'administration d'un seul État membre, celui dans lequel ils sont établis.

Depuis, il s'est avéré nécessaire d'apporter certaines modifications aux dispositions concernant notamment les services de télévision, radiodiffusion et les services fournis par voie électronique, et d'étendre le principe de la taxation de l'État membre de destination aux biens achetés à distance, généralement par le biais d'un site Internet, par des personnes non assujetties ayant leur résidence dans un État membre autre que le pays de départ du transport des biens, lorsque le transport des biens est effectué par le fournisseur des biens ou un tiers pour son compte (ventes de biens à distance).

La directive procède par deux étapes. Ainsi les dispositions relatives à la détermination du lieu d'imposition des trois types de services précités, de même que les modifications des modalités de facturation de ceux-ci lorsque le prestataire utilise le «mini-guichet unique», entreront en vigueur au 1er janvier 2019. L'entrée en force des modifications relatives aux règles applicables aux ventes de biens à distance est prévue pour le 1er janvier 2021.

L'utilisation du guichet unique pour la déclaration et le paiement de la TVA due par l'assujetti dans un État membre dans lequel il n'est pas établi est étendu aux ventes de biens à distance et à toutes les prestations de services; un nouveau régime particulier relatif à la déclaration et au paiement de la TVA à l'importation est introduit lorsque des biens d'une valeur intrinsèque ne dépassant pas 150 euros sont présentés à la douane par un opérateur postal ou un opérateur courrier rapide, lorsque cet opérateur a collecté la TVA due auprès du destinataire final des biens.

Le projet de loi sous rubrique se limite à la transposition des dispositions relatives à la première échéance.

Ainsi, la présente loi en projet apporte deux modifications à la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée. Premièrement, afin d'alléger les charges administratives des petites entreprises, un seuil annuel de 10.000 euros est établi pour les prestations de services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou de services fournis par voie électronique à des personnes non assujetties ayant leur résidence dans un État membre autre que celui dans lequel le prestataire est établi.

Lorsque le montant total desdites prestations de services effectuées par le prestataire au cours d'une année civile ne dépasse pas ce seuil, ces prestations de services sont taxables dans l'État membre d'établissement du prestataire, et celui-ci n'est dès lors pas obligé de facturer la TVA de l'État membre du client et de s'inscrire au «mini-guichet unique».

Deuxièmement, les modalités de facturation des opérations déclarées dans le «mini-guichet unique» sont simplifiées. Ainsi, dans une première étape, les assujettis doivent uniquement respecter les obligations en matière de facturation dans le pays dans lequel ils sont identifiés à la TVA via le «mini-guichet unique», au lieu de celles de tous les États membres de l'UE dans lesquels ils prestent des services «TBE».

Pour le cas du Luxembourg, il est précisé qu'en matière de services, il n'y a actuellement aucune obligation de facturation en ce qui concerne les transactions «B2C» (business to consumer). Par conséquent, les prestataires des services en question, enregistrés dans le «mini-guichet unique» au Luxembourg, n'auront plus besoin d'émettre des factures pour la prestation de leurs services dans l'UE.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 23.02.2018
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):
20.04.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
08.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
26.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2018
Loi du 18 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°619, page 1

Élections pour la Chambre d'Agriculture

7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Le présent projet de loi a pour objet de reporter les prochaines élections pour la Chambre d'Agriculture de novembre 2018 à une date ultérieure, située entre février et mars 2019. Ce report est envisagé étant donné que les prochaines élections législatives auront lieu au mois d'octobre 2018 et risqueront de monopoliser l'attention de la population. Le projet de loi prévoit pour l'organisation des prochaines élections de la Chambre d'Agriculture une période de deux mois au cours de laquelle cette élection pourra avoir lieu. La date exacte des élections sera fixée par arrêté ministériel.

De plus, et afin d'éviter tout vide juridique, le projet de loi vise à prolonger les mandats des membres actuels de la Chambre d'Agriculture jusqu'à l'entrée en fonction des nouveaux élus.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 26.02.2018
Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs
(Président: M. Gusty Graas):
19.06.2018 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
27.06.2018 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018
Loi du 20 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°633, page 1

Accès au cannabis à des fins médicales

7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Le projet de loi a pour objet de réglementer l'accès au cannabis à des fins médicales à l'échelle nationale.

Étant donné qu'uniquement les médicaments à base d'extraits de cannabis ou de cannabinoïdes dûment autorisés sont médicalement prescriptibles à l'échelle nationale, l'utilisation du cannabis à des fins médicales nécessite un certain nombre de changements législatifs et réglementaires, permettant de rendre le cannabis et ses extraits naturels prescriptibles.

En permettant le recours au cannabis à des fins médicales, le Luxembourg étendra l'offre thérapeutique existante et ajustera son système de santé à la lumière des connaissances actuelles en la matière.

Toutes les mesures nécessaires à la délivrance sécurisée et à la limitation du risque d'abus seront prévues dans le cadre d'amendements à la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie et par une adaptation du règlement grand-ducal modifié du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

Les pathologies visées, spécifiées dans un règlement grand-ducal, seront les suivantes:

- douleurs chroniques: les patients éprouvent une baisse significative de leurs symptômes (plante de cannabis);

- les nausées et vomissements causés par la chimiothérapie: certains cannabinoïdes pris par voie orale sont efficaces pour prévenir et traiter ces troubles;

- spasmes musculaires liés à la sclérose en plaques: des «preuves substantielles» indiquent que l'usage à court terme de cannabinoïdes pris par voie orale améliore les symptômes rapportés par les patients.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 26.02.2018
Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):
17.04.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
15.05.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2018
Loi du 20 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°638, page 1

Propriété intellectuelle

7279 - Projet de loi portant approbation du protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017

L'article unique du projet de loi dit approuver le protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (ci-après «la CBPI»), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017.

La directive à l'origine du protocole, qui doit être transposée pour le 14 janvier 2019, a pour objectif de renforcer l'harmonisation du droit des marques (marques et dessins ou modèles) au sein de l'Union européenne et de rendre les systèmes nationaux de protection des marques plus cohérents.

Le protocole portant modification de la CBPI met en œuvre fidèlement les dispositions de la directive, sans toutefois faire usage de certaines options offertes par la directive, à l'exception cependant des dispositions relatives aux marques de certification qui, comme le permet la directive, seront susceptibles de dépôt auprès de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle.

Ce projet de loi n'est pas susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.04.2018

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

14.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

27.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°618, page 1

Soutien aux zones rurales

7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Le projet de loi a pour objet de modifier ponctuellement la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

La première modification propose d'étendre la majoration du taux d'aide pour les investissements réalisés par un jeune agriculteur aux investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles de l'exploitation dont le coût est supérieur à 150.000 euros. Cette majoration est de 15 points de pourcentage.

Une deuxième modification consiste à introduire une limitation du montant des aides pouvant être allouées en faveur de l'activité de distillation. Ainsi, les aides au financement des distilleries ne pourront excéder 200.000 euros par bénéficiaire sur une période de trois années civiles.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 24.04.2018

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

19.06.2018 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

27.06.2018 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018

Loi du 25 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°641, page 1

Brevets: inviolabilité des archives

7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018.

Sur la demande explicite de l'Organisation européenne des brevets, cet accord complémentaire dispose que l'inviolabilité garantie par l'article 2 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation européenne des brevets s'étend également aux archives électroniques. L'accord complémentaire précise que cette inviolabilité s'applique à tous les archives, correspondances, documents, manuscrits, photographies, films, enregistrements, données sur support informatique, et des supports de données. L'inviolabilité des locaux hébergeant les données et systèmes d'informations est garantie par le protocole mentionné sur les privilèges et immunités de l'Organisation européenne des brevets lui-même.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.04.2018

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

07.05.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

25.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°613, page 1

Aménagement communal et développement urbain

7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Le projet de loi a pour objet de proroger la date limite pour la refonte complète du plan d'aménagement général (PAG) au 1er novembre 2019.

L'article 108(1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain impose aux communes un délai pour procéder à la refonte complète de leur PAG. Malgré plusieurs prolongations de ce délai, la dernière datant de 2015, plus de soixante communes n'y sont pas encore parvenues.

La nouvelle procédure représente cependant une simplification considérable par rapport au régime de la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes. Si la majorité de ces communes a entamé l'élaboration respectivement de leur PAG et du rapport sur les incidences environnementales, force est toutefois de constater qu'un nombre important de communes ne seront vraisemblablement pas en mesure d'engager la procédure d'adoption avant la date butoir.

La sanction qui frapperait ces communes consiste dans l'interdiction d'adopter de nouvelles modifications de leur PAG ou encore d'entamer la procédure d'adoption de nouveaux plans d'aménagement particulier (PAP) «nouveau quartier». Afin d'éviter un blocage dans le domaine de la construction, ce qui aurait des conséquences néfastes notamment sur la création de logements nouveaux, l'unique solution politique est une nouvelle prolongation du délai.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 30.04.2018

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

12.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

21.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2018

Loi du 18 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°611, page 1

Mini-crèches

7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Le présent projet de loi a pour objet d'étendre l'offre dans le domaine de l'accueil et de l'éducation non formelle par la création d'un nouveau modèle de service d'accueil pour enfants, tdénommé «mini-crèche».

Gérées par une équipe de deux personnes qualifiées, un éducateur et une personne ayant accompli une formation dans l'encadrement socio-éducatif d'enfants ou disposant d'un certificat de formation aux fonctions d'assistance parentale, les mini-crèches peuvent accueillir simultanément jusqu'à onze enfants. Il s'agit donc de structures qui se situent entre les structures d'éducation et d'accueil classiques et le service offert par les assistants parentaux. Les mini-crèches offrent ainsi un environnement d'encadrement plus convivial avec un personnel réduit.

Les mini-crèches doivent en outre fournir au moins les prestations suivantes:

- la détente et le repos;

- une restauration équilibrée, basée sur des produits frais;

- des études surveillées consistant à offrir un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal;

- des activités qui sont établies et mises en œuvre conformément aux champs d'action définis par le cadre de référence national «Éducation non formelle des enfants et des jeunes» et qui doivent être conformes à l'intérêt supérieur de l'enfant;

- l'organisation régulière de sorties en plein air.

Les mini-crèches, en tant que structures pouvant postuler à la reconnaissance en tant que prestataires du chèque-service accueil, sont tenues de se conformer aux exigences du dispositif qualité, tel que défini par le cadre de référence national «Éducation non formelle des enfants et des jeunes».

Contrairement aux assistants parentaux, les mini-crèches peuvent également offrir le programme d'éducation plurilingue aux enfants d'un à quatre ans et faire bénéficier ceux-ci de vingt heures d'accueil gratuites par semaine, pendant quarante-six semaines par an. Le gestionnaire de la mini-crèche doit toutefois remplir les conditions prévues par la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, notamment celles concernant les connaissances linguistiques, le nombre et la formation continue du personnel encadrant, sans pour autant devoir se plier à toutes les normes en matière d'infrastructures requises pour les structures d'éducation et d'accueil classiques.

La contribution étatique maximale pour l'accueil des enfants dans une mini-crèche s'élève à six euros par heure et par enfant, auxquels s'ajoutent 0,71 euros par heure et par enfant qui participe au programme d'éducation plurilingue.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

13.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

27.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

27.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2018

Loi du 1er août 2018

Mémorial A: 2018, n°662, page 1

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. Michel Wolter (parole après ministre), M. le Ministre Dan Kersch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6614 - Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires
- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7176 - Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016
- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie
- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding, M. Marc Baum, M. Max Hahn (interventions de Mme Martine Mergen, M. Gast Gibéryen et M. Roy Reding)*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Hommage à M. Marcel Oberweis
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Marcel Oberweis*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Mir kënnen direkt zum Ordre du jour iwwergoen, mat dem Projet de loi 7296, enger klenger Ännerung um Gesetz iwwert den Aménagement communal. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Claude Haagen.

2. 7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wéi Dir scho gesot hutt, Här President, betrëfft de Projet 7296 eng kleng, awer wichteg Emännerung vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal et le développement urbain a betrëfft den Artikel 108 vun deem Gesetz.

An deem Artikel 108 gëtt näämlech den Datum fixéiert, bis wéini d'Lëtzebuerger Gemengen hire PAG nei iwwerschafft an de Prozedure konform gesat mussen hunn. Dësen Datum, deen aktuell op den 8. August vun dësem Joer, also 2018, fixéiert ass, kann awer um Terrain beileiwen net vun alle Gemengen agehale ginn. 43 Gemengen, dat ass manner wéi d'Halschent vun deenen 102 aktuelle Gemengen, déi mer a Lëtzebuerg hunn, hunn actuellement e PAG, wéi mer dat nennen „nouvelle génération", oder sinn an der Prozedur. De Rescht vun de Gemenge wäerten dësen Datum vum 8. August 2018, also an annerhallwem Mount, net kënne respektéieren.

Dëse Projet de loi huet a concernéiert also just een Artikel, wéi gesot den Artikel 108, an ännert just deen Datum, an zwar vum 8. August 2018 op den 1. November 2019. Elo kann ee sech froen: Firwat August an November? Ganz einfach, well dat och de Gemengen erlaabt, hir Etüde souwéi Enquête-publiquen aus der grousser Vakanz virum éischte Vott kënnen erauszehalen.

Här President, et ass awer elo net fir d'Éischt, datt mer an dësem Haus dësen Datum, fir datt d'Gemengen hire PAG sollen iwwerschaffen, änneren. Dräimol ass dësen Datum scho geännert ginn. An de Statsrot wéi ech selwer an och d'Membere vun der Kommissioun fäerten, datt et net fir d'Lescht ass.

Wann d'Gemengen hire PAG net ännere bis zu deem virgeschriwwenen Datum, gesetzlechen Datum also, wa se et net géife respektéiere bis den 8. August 2018, wat elo mat dësem Gesetz ebe geännert gëtt, da géif dat verschidde Sanktioune bedeiten. Et géif bedeiten, datt déi Gemengen, déi kee PAG nouvelle génération hunn oder an der Prozedur sinn, keng Modifikatioun vun hire PAGen, also Bebauungspläng, kéinte maachen. An déi betraffe Gemenge kéinten och keng Adoptioun vun PAP «nouveau quartier» maachen. An der Zwéckmillchen also tëschent dem Problem vun der Kreatioun vun neiem Wunnengsraum an der Iwwerschaffung an der Mise en conformité vun de PAGe bleift schlussendlech de Report vum Datum dann nach eng Kéier op den 1. November 2019. Wa mer dat net géife maachen, géif dat wahrscheinlech de Logementsproblem hei am Land nach verschäerfen.

Als Argument gëtt oft vun deene verschiddene Gemengen, déi nach net konform sinn, ugefouert, den Delai net kënnen anzehalen, well deen ze kuerz wier. Ech maachen do opmierksam op d'Gesetz vun 2004, an datt mer elo bal zéng Joer amgaange sinn, fir d'PAGe kënne konform ze setzen. Ech denken, datt dat eng Aufgab misst sinn, déi all Gemeng kéint bewältegen. Fir do ze soen, et wieren net genuch professionell Büroen do, et hätt een aner Saachen ze dinn oder d'Finanze géifen et net erlaben, dat, denken ech, ass net grad déi richteg Aart a Weis, wéi dat am Interêt an och vis-à-vis vun der Responsabilitéit vun de Bierger soll gehandhabt ginn, dëst d'autant plus well de PAG nouvelle génération et ganz einfach erlaabt, fir eng grouss Vereinfachung vun de Prozedure par rapport zum Gesetz vun 1937 ze hunn.

Ech wëll op eppes nach agoen zum Schluss, wat de Moie monéiert ginn ass, Am Avis vum Statsrot ass den Datum evoquéiert vum 8. August 2008. Meng Interpretatioun ass esou, datt de Statsrot dorobber higeet, compte tenu vum Gesetz vun 2004, datt deen éischten Delai den 8. August 2008 ass, mir awer elo natierlech den Datum ännere vum 8. August 2018. Et ass also eng Eentchen ze vill oder ze mann. Mä Haaptsaach, et gëtt verlängert op den 1. November 2019. Mir wäerten an deem Sënn, denken ech, och iwwert d'Chamber e Bréif maachen un de Conseil d'État, fir en doriwwer ze informéieren.

Weider Detailer, wéi gesot, fannt Der a mengem schréftleche Rapport. An der Hoffnung also elo, datt d'Gemengen alleguerten dësen Datum fir d'Iwwerschaffe vum PAG vum 1. November 2019 kënne respektéieren, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, dat Éischt virop: D'CSV wäert selbstverständlech dëse Gesetzesprojet stëmmen. Et ass gesot ginn: Et ass déi véiert Ofännerung vun dem Datum. Ech fäerte ganz, et wäert och zu enger fënnefter kommen.

D'Gemenge sinn natierlech un éischter Stell gefuerdert, mä ech mengen, firwat dass iwwerhaapt nach bal 60 Gemengen net an der Prozedur sinn, dat huet éischter domat ze dinn, well d'Gemengen, besonnesch kleng Gemengen, d'Impressioun hunn, si géifen am Ree stoe gelooss ginn.

Ech wëll ausdrécklech soen, och wa mer véier Méint viru Wahle sinn an als Member vun der Oppositioun: Et hänkt net um legislative Plang, well déi Nobesserungen, déi gemaach goufen, notamment - an ech mengen a gudder Zesummenaarbecht tëschent Oppositioun a Majoritéit - an dem Omnibusgesetz, wat méirendeels Upassunge ware vun dem Gesetz vun 2011 iwwert den Aménagement communal, sinn alleguerten an déi richteg Richtung gaangen, an déi Gemengen, déi wësse mat deem neien Instrument eens ze ginn, déi kënne ganz séier neit Bauland erschléissen.

Dat, wat awer esou dramatesch ass, an dat wëll ech och däitlech soen: Jiddwereen heibannen, mengen ech, an och an der Bevëlkerung dobausse weess, dass mer en Defizit u Logementer hunn, a jiddwereen ass och der Meenung, dass méi Bauland muss erschloss ginn, dass méi dicht muss gebaut ginn, dass méi muss gebaut ginn. Mä erlaabt mer awer trotzdeem als Buergermeeschter, deen ech zënter 18 Joer d'Chance hu vun enger mëttelgrousser Gemeng ze sinn, ze soen, dass dat, wat net klappt hei…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Vun enger Duerfgemeng.

Dat, wat net klappt, Här Bodry, hei am Land, an dat net zënter deene leschte fënnef Joer, mä zënter laanger Zäit, dat ass dat Zesummespill op dem Terrain tëschent engersäits dem Stat an de Gemengen. An et ass dat, mengen ech och, firwat dass déi Retizenz bei de Gemengen esou grouss ass, fir an déi Prozedur ze goen, a wat hei esou bedauerlech ass.

Mir hunn d'Chance, dass souguer d'Verwaltungsgeriicht oft hëlleft, hëlleft, wann de Bierger Recht ze kréien huet, dass e Recht kritt, mä dass et a senge leschten Uerteeler kuckt, awer ëmmer déi PAGe wäitméiglechst ze retten, dass et net einfach seet: „Ah, well elo iergendeen e Recours gemaach huet, wou en och berechtegt seng Mëttelen ugewannt huet, ass dann de ganze PAG null, soudass erëm muss vu vir ugefaange ginn." Dat muss een ausdrécklech ënnersträichen.

Ech wëll awer och soen, gradesou däitlech, dass leider vun eenzelne Verwaltungen net de Jurisprudenze vun dem Verwaltungsgeriicht einfach Rechnung gedroe gëtt.

Ech ginn e konkret Beispill: Den 3. Mee 2018, also viru ronn zwee Méint, do ass en Uerteel komm, en Uerteel vun der Cour administrative am Kontext vun dem PAG vun der Gemeng Käerjeng. Dat huet wesentlech Akzenter gesat, wéini iwwerhaapt eng SUP muss gemaach ginn. Dat huet och kloer gesot, dass net all Terrain, fir net ze soen, keen innerhalb vun engem PAG, also à l'intérieur vun engem PAG, muss „gesuppt" ginn. Ech weess awer net, ob dat vun deem zoustännege Ministère oder vun deenen zoustännege Verwaltungen de Gemengen iwwer Circulaire matgedeelt ginn ass. Well wann näämlech Gemenge mengen, si missten dat nach ëmmer froen, an et mécht een e Recours, jo da verléiere se op deem Punkt.

Wat ech och net normal fannen, ass, dass nach wie vor ëmmer de Patrimoine culturel hannendrunhänkt. Et kann net sinn, dass, wann en Terrain erschloss soll ginn, wann déi gesamt Prozedur fäerdeg ass dann iergendee kënnt a seet: „Entschëllegt, hei ware vläicht d'Réimer oder et si soss Vestigen, an da gëtt elo emol gebuddelt", an da bezilt och nach de Promoteur déi Leit! Well de Stat net déi néideg Moyenen huet, bezilt och nach de Promoteur déi, déi buddelen, an da sinn déi annerhalleft bis zwee Joer amgaangen an domadder ass e ganzt Lotissement wärend där Zäit blockéiert.

Datselwecht, muss ech éierlech soen, an all Déier an Éieren, mä et kann net sinn, dass vun donidde vu Mondorf bis uewen op d'Wemperhaart d'Fliedermais, de Schwaarzen an de Roude Milan hei am Land soen, ob Bauland kann erschloss ginn oder net. Wa Fliedermais do sinn, da muss dat vun Ufank u festgestallt ginn an et kënnen net esou laang Etüde gemaach ginn - ouni Delai, bis dass deejéinegen Zäit huet -, bis dass dann awer vläicht eng Fliedermaus fonnt ginn ass, fir dass dat Lotissement aus welche Grënn och ëmmer näischt ka sinn.

(Brouhaha)

A meng Zäit, Dir Dammen an Dir Häre, déi leeft och fort. Ech ginn Iech e konkret Beispill, wat och déi sougenannte Zones de compensation ubelaangt. Eng Gemeng, déi net wäit vun der Stad Lëtzebuerg ewech ass, déi ech nawell gutt kennen, do ass en Terrain vu 5,5 Hektar, dee gehéiert dem Fonds du logement, mat beschter Ubannung un Autobunn, un Eisebunn, un alles, wat ëffentlechen Transport ass. En unanimë Vott an engem Gemengerot de Januar 2017, also viru geschloenen 18 Méint. Wësst Der, wat nach feelt? Dat Eenzegt, wat feelt, ass, dass de Fonds du logement - 100% Stat - kee Kompensatiounsterrain fënnt!

Ech muss Iech ganz éierlech soen: Mir kënnen d'Gesetzer upassen, mir kënne se verbesseren, mä wann dat Zesummespill op dem Terrain net besser klappt, mat engem Input vun allen Akteuren, souwuel vun de Gemenge wéi vun dem Stat, dann huet dat hei net ganz vill Sënn.

Ech wëll awer ofschléissend d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ginn an dem Rapporteur, dem Här Haagen, villmools Merci soe fir säi gudde Rapport. Merci.

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, jo, et ass fir d'véiert Kéier, dass mer deen Delai verlängeren, verlängere mussen, well ech mengen, um Terrain stellt et sech, notamment wa mer u Bauprojeten denken, als äusserst schwiereg eraus, wann ee verschidde Prozeduren huet, verschidde PAGen. Ech mengen, dass dat am Interêt vun och eiser Logementsproblematik ass, déi mer alleguerten heibanne kennen. Ech mengen, do ass et ganz, ganz wichteg, dass mer schnellstméiglech d'Gemengen all dohikréien, fir e PAG vun der neister Generatioun ze kréien.

Dëst gesot, ech mengen, de Rapporteur huet et gesot gehat a sengem Rapport an och mäi klenge Fanger seet mer, dass mer riskéieren - déi nächst Chamber -, fir deen Delai eventuell nach eng Kéier mussen ze verlängeren.

Dëst gesot ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei a géif dem Rapporteur

Merci soe fir seng Rapporten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Roberto Traversini huet d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Och Merci dem Rapporteur. An ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Rapporteur Merci. Mir wäerten och d'Zoustëmmung zu dësem Projet bréngen, genau wéi ech elo scho kann am Viraus soen, datt mer och d'nächst Joer wäerten d'Zoustëmmung bréngen, wann et eng fënnefte Kéier wäert verlängert ginn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, och mir ginn eis Zoustëmmung zu dësem Projet, wou ee jo soe muss, dass ee sech e bësse virkënnt wéi an enger gudder Wirtschaft: Wann de Wiert bis eng Kéier „Feierowend!" geruff huet, da freet ee séier nach dee leschte Patt, a wann dee bis gedronk ass, deen allerleschten. A wann dann och dee gedronk ass, da freet een de wierklech allerleschten am Goen. An ech hoffen, datt mer keng fënneft weider Verlängerung brauchen. Dëst gesot: Mir ginn eis Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet den Här Innenminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, Merci och vun der Regierung un de Rapporteur an un déi zoustänneg Chamberskommissioun. Ech mengen, dat meescht ass gesot, fir net ze soen, et ass alles gesot. Merci fir d'Verständnis, dass mer dat nach eng Kéier konnten elo verlängeren. Am Interêt vun enger wierklecher Simplification administrative ass dat heite richteg a mir konnten net an enger Situatioun bleiwen, wou praktesch d'Halschent vum Land net méi kéint weider bebaut ginn. Duerfir Merci fir d'Verständnis an och d'Zoustëmmung vun alle Fraktiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wolter freet Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, well den Här Innenminister op eng Fro, déi mäi Parteikolleeg, den Här Roth, gestallt huet, net geäntwert huet, näämlech déi, wat d'Konsequenze si vun engem Uerteel vun der Cour administrative rezent am Kader vun engem PAG, wou d'Cour administrative decidéiert huet, dass keng SUP méi noutwendeg ass, wann een eng Ännerung oder eng Reform vu sengem PAG mécht, ouni dass een Terrainen eran- oder eraushëlt, also am Kloertext seet, dass nëmmen nach, wann en Terrain aus der Gréngzon an de PAG kënnt respektiv de Contraire gemaach gëtt, eng SUP noutwendeg ass, wär et wichteg, wann een d'Gemengen doriwwer géif informéieren, well dat eng ganz staark Inzidenz huet am Fall vun deem PAG. An där Gemeng, déi ech presidéieren, hunn alleng d'SUP 1 an d'SUP 2 zwee an en halleft Joer Prozedur kascht.

Meng éischt Fro ass also, Här Innenminister: Hutt Der Kenntnis vun deem Uerteel? Dovu ginn ech aus. Déi zweet Fro: Wat sinn d'Konsequenzen dovunner? Déi drëtt Fro ass: Wéini gedenkt Der, d'Gemengen driwwer ze informéieren, a wéi engem Mooss se an Zukunft, wa se e PAG maachen, ouni dass se gréisser Modifikatioune vun der Bebaubarkeet vun den Terraine maachen, wat fir eng Prozeduren dann nach do musse maachen?

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, ech hunn net dem Här Roth geäntwert, well den Här Roth keng Fro gestallt huet, mä en huet just eng Feststellung gemaach. Elo huet den Här Wolter eng Fro gestallt. Ech kann him soen, dass dat Uerteel natierlech d'Opmierksamkeet vun der Regierung op sech gezunn huet an dass den Environnement, deen an éischter Linn domadder befaasst ass, amgaangen ass, eng Analys ze maachen iwwert d'Konsequenzen, déi dat huet bei der Beaarbechtung vun de PAGen.

A selbstverständlech, le moment venu, wou déi Analys gemaach ass an och d'Iwwereneestëmmung ginn ass mat den internationalen Obligatiounen, déi eist Land huet, wäerte mer dann déi néideg Konsequenzen zéien, wa se da musse gezu ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech wollt nach eng Kéier präziséieren, dass mer am Article unique driwwer ofstëmmen, dass den Datum vum 8. August 2018 duerch den Datum vum 1. November 2019 ersat gëtt - fir alles kloer ze maachen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7296 et dispense du second vote constitutionnel

Da géif ech zur Ofstëmmung iwwergoen. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mir korrigéieren. Ech stelle just fest: Et ass Unanimitéit.

Le projet de loi 7296 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Cécile Hemmen), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

An ech froen d'Chamber, ob se d'accord ass, fir d'Dispens ze froen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kënnen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6614, e Projet, deen d'Liewensmëttelkontroll hei zu Lëtzebuerg betrëfft. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Cécile Hemmen.

3. 6614 - Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Madamm Minister, dëst wichtegt Gesetz iwwert d'Liewensmëttelkontroll an d'Liewensmëttelsécherheet, wat eigentlech och zimlech séier misst ëmgesat ginn, huet eng laang Virgeschicht, eng Virgeschicht, déi bis op 2003 zréckgeet.

Déi Europäesch Kommissioun huet eis dunn drop opmierksam gemaach, dass eist bestoend Gesetz iwwert de Contrôle alimentaire vun 1953 misst iwwerkuckt ginn, fir et dem europäesche Recht unzepassen. Bei hirem initiale Rapport an den zwee Auditen, déi vun dem Office alimentaire et vétérinaire gemaach goufen, 2004 an 2006, ass drop higewise ginn, dass d'Dispositioune vun eisem Gesetz vun 1953 a verschiddene Punkten effektiv net konform wieren, wat d'Gesamtreglementatioun ubelaangt grad ewéi d'Koordinatioun vun de Kontrollorganer. Dës Defiziter um Niveau vun eiser nationaler Legislatioun sinn iwwregens nach eemol an engem groussen Audit 2009 an 2010 bestätegt ginn.

2012 dunn huet déi viregt Regierung sech vis-à-vis vun der Europäescher Kommissioun engagéiert, fir sech konform ze setze virun Enn 2013. Dës Regierung ass dunn op dee Wee gaangen, andeems se schonn emol d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Direktioun vun der Santé ausgeschafft huet mat der Mise en place vun enger Divisioun vun der Sécurité alimentaire. Dëst Direktiounsgesetz huet dann och d'Missioune vun där neier Divisioun a vun hiren Agente fixéiert.

Net méi spéit wéi de 17. September 2013 ass d'Gesetz 6614 iwwert de Système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires deposéiert ginn. Déi nei Kommissioun huet sech dunn am Dezember mat dem Text auserneegesat an déi éischt Avise vun der Handwierkerkummer, vun der Chambre de Commerce a vum Statsrot sinn dunn no an no erakomm.

De 7. Juli 2015 sinn d'Gesetz an déi verschidden Avisen an der Santéskommissioun duerchdiskutéiert ginn. Doropshi war et laang roueg ronderëm d'Gesetz, an dat hat och säi gudde Grond: Et ass e grouss ugeluechten Audit lancéiert gi vum Gesondheetsministère zesumme mam Landwirtschaftsministère, fir déi gesamt Kontrollaarbechte vun der Liewensmëttelketten ënnert d'Lupp ze huelen. Opgrond vun de Resultater vun dësem Audit sinn am Mee 2017 du 14 Regierungsamendementer deposéiert ginn, déi d'Moossnamen definéieren, fir dass d'Autoritéite besser handele kënnen an domadder de Contrôle vun de Liewensmëttel verbesseren, fir op déi Aart a Weis d'Hygiène an och d'Sécherheet vun den Iesswuere sécherzestellen.

Dës Mesurë begräifen ënner anerem d'Reorganisatioun vun de Strukturen, d'Mise en place vun engem Commissaire à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire, d'Schafe vun enger Base de données unique, d'Harmonisatioun vun de Kontrollprozeduren, d'Mise en place vun engem harmoniséierte System vu Kontrollen a Sanktiounen an d'Transparenz vun de Resultater vun de Kontrollen. Dëst natierlech mat engem Zil: eng besser Effizienz an Transparenz mat allem, wat d'Liewensmëttelsécherheet ugeet, souwuel fir d'Bierger an d'Konsumente grad ewéi och fir d'Entreprisen.

Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och d'Handwierkerkummer an de Statsrot hunn nach zousätzlech Avisen eragereecht. An et ass och Wäert drop geluecht ginn, fir d'Agrarkommissioun ëm en Avis ze froen, deen och am Kader vun der Sëtzung vum 30. Mäerz ausgeschafft ginn ass. An den 19. Juni dunn ass de Rapport vun dësem Gesetz ugeholl ginn.

Ech si schonn drop agaangen, dass dëst Gesetz drop beduecht ass, fir déi lëtzebuergesch Gesetzgebung konform ze setze mat der europäescher Reglementatioun, andeems de Champ d'application erweidert gëtt, an zum anere soll de System vun de Kontrollen iwwert deen nei geschafene Poste vum Kommissär reorganiséiert ginn.

D'Handwierkerkummer begréisst iwwregens an hiren Avisen, dass sech endlech eppes deet bei der Reorganisatioun vun de Kontrollmechanismen, a strieft sech géint déi Abberzuel vu verschiddene Verwaltungen, déi hirem Horeca-Secteur d'Liewe schwéiermaachen. Si wënscht sech e kohärent Gesetz an eng verantwortlech Instanz, déi hiren Uspriechpartner ass. En gros kann een och soen, dass d'Chambre de Commerce sech och gréisstendeels dësen Iwwerleeungen ugeschloss huet.

Well et bei der Liewensmëttelsécherheet an éischter Linn ëm d'Gesondheet vum Konsument geet, läit déi natierlech Kompetenz vun der Kontroll a vun der Liewensmëttelsécherheet beim Gesondheetsministère, sief et duerch d'Beschréftung, duerch den Import, duerch de Risiko vu mikrobiologeschen oder chemesche Kontaminatiounen, déi sech op d'Gesondheet auswierken, duerch d'Inhaltstoffer an Zousazmëttel, déi an den Iesswuere kënne verschafft ginn, an net zulescht och fir d'Kommunikatioun zum Konsument iwwert d'Liewensmëttel, déi als net sécher ugesi ginn, an dat iwwert de Système d'alerte rapide oder e Communiqué de presse.

De Landwirtschaftsministère dergéint ass zoustänneg fir alles, wat déi primär Produktioun vun de Liewensmëttel ugeet. A seng Kontroll bezitt sech op d'Déieren, d'Geseems an déi landwirtschaftlech Produkter. Och den Departement vum Konsumenteschutz ass beim Contrôle vun de landwirtschaftleche Produkter mat implizéiert, ënner anerem fir de Volet vun der Informatioun un d'Bierger.

Des Weideren ass eise Landwirtschaftsministère och zoustänneg fir d'Qualitéitsnormen an d'Labelen, wéi zum Beispill „Marque nationale", a soss Bioproduiten, déi ausgezeechent ginn.

Alles an allem wäert iwwert dëst Gesetz eng méi enk Zesummenaarbecht mat béide Ministèren an hire jeeweilege Verwaltungen ugestrieft ginn. An et wäert och eng eenzeg Kontaktadress ginn, deemno een administrativen Uspriechpartner fir sämtlech Betriber, déi am Secteur vun der Alimentatioun a vun der Restauratioun schaffen.

Dëse Rôle wäert dem Commissaire à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire zoukommen, deen d'Koordinatioun iwwerhélt an dann eben och déi Haaptkontaktpersoun ass. Esou iwwerhélt de Kommissär de ganzen Aufgabeberäich och vum sougenannten „OSQCA", dem Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire, deen domadder eigentlech och keng Daseinsberechtegung méi huet an dann och ofgeschaaft gëtt.

An hirem Avis huet d'Agrarkommissioun d'Fro opgeworf, ob et net ubruecht wier, dass de Landwirtschaftsministère sech och un der Propositioun vun der Nominatioun vum Kommissär misst bedeelegen, wéinst senger Tutelle iwwert d'Veterinärverwaltung. Dëst kann awer esou net guttgeheescht ginn, well den Artikel 2 vum Veterinärsgesetz ganz kloer seet, dass dës Verwaltung och dem Gesondheetsministère ënnersteet, wat d'Kontrolle vun der Sécherheet vun den déieresche Liewensmëttel ugeet, soudass d'Nominatioun vum Kommissär op enger gemeinsamer Propositioun vum Gesondheetsminister a vum Minister, deen de Konsumenteschutz a sengen Attributiounen huet, berout.

Wat elo d'Taxatioun vun dëse Kontrollen ugeet, esou wäerten déi just beim Suivi ufalen. Déi éischt programméiert Kontrollen an engem Betrib kaschten näischt. D'Modalitéiten dovunner wäerten dann awer nach iwwer e groussherzoglecht Reglement geregelt ginn.

D'Gesetz applizéiert sech net nëmme méi op d'Iesswuere selwer, mä neierdéngs och op all Materialien a soss Objeten, déi a Kontakt komme mat den Iesswueren, och d'Transportmëttel, d'Lokaler, wou d'Iesswuere preparéiert ginn, wou se stockéiert ginn, wou se verkaaft ginn, an och d'Zousazstoffer.

All Betrib, dee mat Iesswuere schafft, muss enregistréiert si respektiv och agreéiert sinn, wann e mat déieresche Produite schafft, an ënnerläit domadder och de Bestëmmunge vun dësem Gesetz, wat d'Regele vun Hygiène an och soss Moossname betrëfft.

Et muss een och wëssen, dass de Verkaf vun Iesswueren iwwer Internet och de Kontrollen ënnerläit. D'Kontrolle ginn um Terrain vun de Beamte vun der SECUALIM, vun de Beamte vun der Veterinärverwaltung an den Agente vun der Douane gemaach, vum Grad vum Brigadier principal un an nodeems si och eng speziell Formatioun gemaach hunn.

D'Kontrollen an och déi domat verbonne Sanktioune ginn de sämtlechen europäesche Reglementer ugepasst, wat d'Santé publique ubelaangt a Bezuch mat der Liewensmëttelketten. Dëst kënne penal Sanktioune ginn, mä awer och eng ganz Rëtsch vun administrative Mesurë kënne getraff ginn.

Jee nodeem, wéi grav dass d'Faite sinn, si Sanktioune virgesinn, déi vun 150 bis 2.000 Euro, jo souguer a jee nodeem bis 500.000 Euro kënne goen. An och bis zu dräi Joer Prisongsstrofe kënnen ufalen.

Dëst, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, weist drop hin, wéi eng Wichtegkeet der Hygiène vun eisen Iesswueren zoukënnt an dass mer net aus den Ae solle verléieren, dass eigentlech alles, wat an dësem Gesetz ugeduecht ass, och voll an den Domän vun der Santé publique erapasst. Déi concernéiert Verwaltunge vun der Direktioun vun der Santé, vun dem Service vétérinaire an och e klengen Deel vun der Verwaltung vun den techneschen Déngschter vum Landwirtschaftsministère an d'Leit vun der Douane wäerte sech deemnächst och geografesch an engem Gebai zesummefannen.

D'Resultater vun de Kontrolle ginn iwwregens och public gemaach iwwer Smileys an de verschiddenen Etablissementer, fir heiriwwer de Konsument och beschtens ze informéieren. Och do gëtt nach e groussherzoglecht Reglement ausgeschafft, fir déi genau Modalitéiten ze definéieren.

Dëst Gesetz gesäit dann och vir, dass verschidde Beamte kënne Mesures d'urgence huelen, wann et eng Gefor gëtt fir d'Effentlechkeet, déi dat géif verlaangen a wou direkt misst gehandelt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, och wann eise Kontrollsystem wat d'Iesswueren ubelaangt bis elo net allze schlecht war hei zu Lëtzebuerg, esou kommen elo natierlech Verbesserunge mat dësem Gesetz. Eleng schonn de Fait, dass d'Koordinatioun iwwert de Kommissär geregelt ass an dass d'Resultater vun de Kontrolle public gemaach ginn, bréngt d'Akteuren an der Liewensmëttelbranche dozou, nach méi disziplinéiert ze ginn, an d'Konsumente wäerte mat Sécherheet méi Vertraue kréien.

Vun dësem Gesetz kann ee sech also erwaarden, dass an allen Hisiichte méi séier a besser wäert gehandelt gi bei der Kontroll, beim Suivi vun de Kontrollen, bei der Matdeelung un d'Bierger am Fall vun engem gréissere Liewensmëttelproblem oder -skandal, bei méi haarde Strofen an natierlech de kuerze Weeër bei déi richteg Instanz, wou ee séier agräife kann.

Dëst alles gesot, mengen ech, brauch een net méi allze vill bäizefügen. Dat Gesetz ass wichteg. Et besteet eng Drénglechkeet, fir et ëmze-

setzen. An ech gi vun hei aus dann och den Accord vun eiser Fraktioun an ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet elo d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken e ganz grousse Merci der Madamm Hemmen fir hiren exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. D'Liewensmëttelsécherheet ass e ganz wichtegt an och e ganz sensibelt Thema. Dofir ass et ze begréissen, dass mir eis elo e Kontrollsystem gi mat gegebenenfalls Sanktiounen, déi spille beim Netanhale vun de Regelen.

An de leschten 20 bis 30 Joer goufen et eng ganz Rei vu Liewensmëttelskandaler, och eng ganz Partie vu méi graven. D'Liewensmëttelsécherheet ass deemno en Thema, dat jiddweree vun eis concernéiert. Et ass un der Politik, fir de Verbraucher ze beschützen, an dofir brauche mer och ee strenge legale Kader, ouni awer op där anerer Säit d'Liewensmëttelproduzenten ze schikanéieren.

Et gouf scho gesot, den Text, iwwert dee mir elo ofstëmmen, huet zwee Objektiver: d'lëtzebuergesch Legislatioun den europäesche Regelen unzepassen an eis domadder konform ze maachen an, op där anerer Säit, dann och de Kontrollsystem ze reorganiséieren duerch d'Schafe vun engem Commissaire du Gouvernement, dee mat der Koordinatioun vun der Kontroll um Terrain am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet beoptragt ass. Gläichzäiteg soll hien d'Prozeduren an d'Modalitéite vun de Kontrolle fir all Etablissementer am Beräich vum Liewensmëttelsecteur harmoniséieren.

Sou wäit, sou gutt, den Däiwel läit awer, wéi esou dacks, am Detail. An hei wéilt ech och op e puer Remarken agoen, déi am Laf och vun eiser parlamentarescher Aarbecht diskutéiert goufen.

Och wa mir als CSV d'Schafe vum Poste vum Kommissär begréissen, sou bleiwen awer grad bei deem Kommissär e puer Froen op respektiv imposéiere sech eng Partie vu Remarken. Den Text geet net drop an, wéi eng Formatioun dass de Kommissär muss hunn. Et gëtt just festgehalen, dass hie vum Regierungsrot op eng gemeinsam Propos hi vum Santés- a Konsumenteschutzministère muss nominéiert ginn.

Et muss ee wëssen, dass am Mäerz 2007 den Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire, den OSQCA, gegrënnt gouf. Et war den Ufank vun engem instituéierten Organ fir Liewensmëttelsécherheet an e gouf an d'Liewe geruff vun dem haitege Chamberspresident, deemolege Santésminister, an der deemoleger Landwirtschaftsministesch Octavie Modert.

Abee, deen OSQCA, deen huet eng ganz Rei vun Aufgaben am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet. Do muss ech elo soen: „hat", well den OSQCA gëtt elo mam Kommissär iwwerflësseg, sou wéi och d'Madamm Hemmen dat gesot huet, a wann dëse Projet bis duerch ass, da gëtt den OSQCA per Règlement grand-ducal ofgeschaaft.

Den OSQCA ass notamment zoustänneg fir de ganze Contrôle pluriannuel, hien ass de Kontakt fir de Système d'alerte rapide vu Fuddermëttel fir d'Déieren, en ass responsabel fir de Plan de gestion de crise, en ass zoustänneg fir déi ganz Kommunikatioun am Domän vun der Liewensmëttelsécherheet, fir d'Realisatioun an och fir d'Evaluatioun vun Auditen a fir eng ganz Rëtsch vun anere Missiounen.

Déi aktuell Regierung huet dëse Projet vun der viregter Regierung geierft an huet en Audit maache gelooss, fir d'Schwächte vum aktuelle Kontrollsystem erauszefannen. Doropshi sinn eng ganz Partie vun Amendementer deposéiert ginn. Ënner anerem koum dobäi eraus, dass eng eenzeg Instanz sollt geschaaft gi fir d'Kontroll, d'Qualitéit an d'Sécherheet vun de Liewensmëttel. A genee do setzen dann och d'Kriticken an d'Befierchtunge vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce un. Si sinn nämlech der Meenung, dass am Fong geholl hei verpasst ginn ass, eng richteg Refonte vum Kontrollsystem ze maachen, andeems een de virleiende Gesetzesprojet zréckgezunn hätt an e komplett neie Projet ausgeschafft an och deposéiert hätt.

De gréisste Kritikpunkt souwuel vun de Beruffskummere wéi och vum Statsrot ass am Fong déi Multitude vun den zoustännege Ministèren, deenen den neie Kommissär wäert ënnerstoen. Den neie Kommissär gëtt nämlech keng komplett autonom Entitéit, déi integral responsabel wier fir den Domän vun der Sécurité alimentaire an deementspriechend och géif iwwert déi noutwendeg Befugnisser verfügen, fir hiren Aufgabe kënnen nozekommen. A genee dat war och schonn de Problem vun dem OSQCA. An et ass d'Ursaach, firwat den OSQCA ni dee Poids hat, deen en am Fong geholl hätt missen hunn.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass dësen Text eng immens grouss Envergure huet, well hie sech op all Etappe vun der Produktioun, der Veraarbechtung an der Distributioun vun den Denrées alimentaires applizéiert gradesou wéi och op all Objeten a Materialien, déi domadder a Kontakt kommen. An deem ganze Responsabilitéitsdschungel verléiert een natierlech éischter den Iwwerbléck, wann ze vill Administratiounen a Servicer intervenéieren. Heiriwwer hu mer och relativ laang an der Kommissioun diskutéiert.

Kloer, hei ass villes historesch gewuess an et ass schwéier opzebriechen. An trotzdeem musse mer eis bewosst sinn, dass dëst elo de Moment gewiescht wier, fir et ze maachen. D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis complémentaire och ausdrécklech drop higewisen, dass dëst eng Fuerderung an e Wonsch vum Terrain gewiescht wier.

D'Chambre des Métiers mécht dann och nach op ee Punkt opmierksam, deen een effektiv am A behale muss, wéi et och vun der Madamm Hemmen scho gesot gouf: Et gëtt jo d'Transparenz vun de Kontrollresultater verbessert. Dës Resultater ginn och public gemaach mam Zweck, de Konsument ze informéieren, wat och richteg a wichteg ass. D'Chambre des Métiers ass och net géint dëse System. Mä si weist awer drop hin, dass, sollten déi Resultater einfach blann public gemaach ginn, se scho quasi wéi eng Sanktioun wierken, och wann et sech eventuell just ëm e minimale Verstouss handelt.

Fir dass d'Kontrollen effektiv de gewënschte positiven Effekt mat sech bréngen, plädéiert d'Chambre des Métiers derfir, dass d'Kontrollen unhand vun enger standardiséierter Checklëscht, déi och fir d'Entreprisen transparent an zougänglech ass, duerchgefouert ginn. Donieft soll eng gemeinsam - dat ass ganz wichteg - Methodologie fir déi verschidden Agente festgehale ginn. An d'Agente brauchen och eng adequat Formatioun fir déi Aufgab, dëst, fir ganz einfach sécherzestellen, dass alleguerten d'Betriber gläichbehandelt ginn.

Fir d'Chambre des Métiers ass de Pouvoir décisionnel vum Kommissär net ganz kloer. De Kommissär muss jo e komplette Kontrollsystem organiséieren an harmoniséieren, jongléieren tëscht verschiddenen Entitéiten, déi véier verschiddene Ministèren ënnerstinn: d'Douane, d'Police, d'Direktioun vun der Santé, d'Veterinärinspektioun an d'ASTA. Do ass dann d'Fro erlaabt, wien dann zum Schluss d'Verantwortung dréit.

D'Chambre de Commerce ass an hirem Avis nach op ee Punkt agaangen, dee mir net onwesentlech erschéngt, an zwar deen, dass dësen Text sech och applizéiert fir «matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires». Hei weisen déi Responsabel vun der Chambre de Commerce zu Recht drop hin, dass et sech virun allem ëm d'Transportbehälter an ëm d'Maschinne fir d'Veraarbechtung vu Liewensmëttel handelt an dësen Industriesecteur ënner eng aner Reglementatioun fält wéi d'Liewensmëttelsécherheet. Domadder kéint den Text wäitreechend Konsequenzen hunn, déi vläicht net onbedéngt am Virfeld beduecht goufen an déi net onbedéngt am Sënn vum Legislateur kéinte sinn.

Eng Remark, déi och am Rapport gemaach gouf an déi ech deelen, ass de Risiko vum Verkaf vu Liewensmëttel am Internet. Hei kënnen d'Leit egal wat bestellen. D'Kontroll an dësem Domän ass natierlech vill méi schwéier. A fir dat nëmme kënnen usazweis e bësselchen ze maachen, brauch ee vill, vill méi Ressourcen.

Wann een eemol kuckt, wat een alles kann iwwer Internet bestellen, kann ee sech just nach wonneren. All déi Liewensmëttel, déi am Internet un e Konsument zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, falen näämlech och ënnert dëst neit Gesetz, och wann d'Kontroll, wéi gesot, extrem schwéier wäert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, trotz dësen e puer méi kriteschen Téin zu Punkten, déi mer wierklech am A solle behalen, wäert d'CSV dëse Projet matdroen, an ech ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ernärung spillt ouni Zweifel eng wesentlech Roll de Moment am Liewe vun engem Mënsch. Mir wëssen alleguer, zu wat et féiert, wann ee sech net gutt ernäert, wann ee sech falsch ernäert: Iwwergewiicht, Kriibs an aner Krankheete kënnen d'Konsequenz sinn. An et ass och e Fakt, datt u sech fréier d'Leit vill méi vun hirem Akommes investéiert hunn an d'Ernärung, wéi dat haut de Fall ass. Statistike schwätzen dervun, datt dat maximal 15% sinn. Haut gëtt och net onbedéngt gekacht, well een dat onbedéngt misst maachen, mä éischter als Hobby oder wann ee Leit invitéiert. Mä vill méi gëtt sech an de Restaurant deplacéiert, et gi Fäerdegprodukter konsuméiert. Geméis an Uebst aus dem eegene Gaart sinn ëmmer méi eng Raritéit ginn, an dann ass et normal, datt ee sech natierlech och Froe stellt iwwert dat, wat ee konsuméiert: Wou kënnt et hier? Wéi ass et produzéiert ginn a wéi gesond ass et?

Leider hunn natierlech och eng Rei vu Liewensmëttelskandaler an deene leschte Jorzéngten dozou bäigedroen, datt de Konsument ëmmer méi kritesch ginn ass - an zu Recht - vis-à-vis vun deem, wat en oft virgesat kritt. Ech wëll nëmmen erënneren un d'BSE-Kris, d'Maul- a Klauenseuch, d'Listerios, Fipronil oder mat Dioxin vergëft Gefligel. Dat sinn u sech Synonymmer, déi fir ganz grav Liewensmëttelskandaler stinn.

An d'Fraude alimentaire hëlt leider och op deem Niveau zou. Eng eenheetlech Definitioun vu Fraude alimentaire gëtt et zwar de Moment nach net um europäeschen Niveau. Mä et ass awer wichteg, datt mer eis och deem Aspekt vill méi zouwenden. An der Zukunft sinn et virun allem och méi planzlech Produkter, déi do ëmmer erëm drënner ze leiden hunn. Ech denken un Olivenuelech, Wäin oder Téi, mä och leider Bioprodukter sinn an der Lescht net méi verschount bliwwe vun der Fraude alimentaire.

Et muss een och ganz éierlech soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg net ëmmer alles am grénge Beräich kënne gesinn. Et ginn eenzel Restauranten an och aner Liewensmëttelproduzenten, déi net onbedéngt ëmmer déi noutwendeg Oplage respektéieren.

D'Diskussioun ëm d'Liewensmëttelsécherheet ass jo och net nei hei zu Lëtzebuerg. Ech wéilt och drun erënneren, datt mer am Juni 2000 hei an der Chamber schonn e gréisseren Debat och doriwwer haten. Deemools goufe scho Propositioune souwuel vum Gesondheetsminister wéi och vum Landwirtschaftsminister gemaach.

Duerfir ass et awer elo ëmsou méi begréissenswäert, datt haut endlech eppes op deem Niveau och geschitt, well et däerf ee jo net vergiessen, datt mer mat eiser Legislatioun net onbedéngt konform zu den europäesche Reglementatioune sinn. Dat ass och schonn um Niveau vun EU-Audite festgestallt ginn. An de Bréif, deen d'Europäesch Unioun scho fäerdeg geschriwwen huet, dee läit zwar op der Post, mä den Timber ass nach net drop. Mä et hätt net allze laang gedauert, bis datt en och ofgeschéckt gi wär, wa mer eben, wéi gesot, net haut géife legiferéieren. Et kann een also soen: Et ass fënnef vir zwielef.

An dann och dee rezenten Audit, deen hei schonn e puermol ernimmt ginn ass, vun de Gesellschaften AgileMaker a LogikaSoft, deen huet jo och festgestallt engersäits datt zwar eng ganz engagéiert Aarbecht vun de Leit um Terrain géif gemaach ginn, fir eben all deene Problemer entgéintzegoen, mä op där anerer Säit huet en awer zréckbehalen, datt et wichteg wär, datt een déi ganz Kompetenze géif méi bündelen an datt u sech och dat, wat am Regierungsprogramm stoung, esou séier wéi méiglech ëmgesat misst ginn.

Zwou Piste goufen opgezeechent, engersäits déi vun enger selbstständeger Verwaltung, anerersäits dann awer och déi, datt ee misst wéi gesot eng verbessert Koordinatioun ustriewen.

Ech wëll och hei ënnerstréichen, datt et awer positiv ass, datt deen Audit och public gemaach ginn ass, wat jo awer och eng dach grouss Transparenz dee Moment bedeit.

Haut schafe mer den OSQCA, an et ass och hei schonn ënnerstrach ginn, of an dee gëtt ersat duerch de Kommissär. Dat ass u sech ee vun den Haaptkärpunkte vun dësem Gesetz. Ech mengen, dee Kommissariat kritt ouni Zweifel eng ganz wichteg Bedeitung, eng grouss Verantwortung. Et gëtt sech och vun där Funktioun natierlech elo villes an der Zukunft erhofft.

Mir wëssen, datt dat eng Persoun muss sinn, déi gewësse Kompetenzen huet, déi engersäits eng Fachausbildung mat muss bréngen, op där anerer Säit awer och d'Sensibilitéit muss hunn, fir Leit ze féieren, fir awer och virun allem eng Koordinatioun kënnen unzestriewen. An och wichteg ass et, datt déi vill Informatiounen dee Moment kënnen ënnert där Responsabilitéit gesi ginn an datt och zum Beispill, wat rapid Alerten ubelaangt, ganz gutt reagéiert ka ginn.

Op där anerer Säit däerf een natierlech net vergiessen, datt dat hei eng ganz wichteg Erausfuerderung ass, mä mir riskéieren natierlech och gegebenenfalls, e bëssen an e Vide eranzekommen. Et ass och meng Fro un d'Madamm Ministesch. Mir schafe jo mat deem Gesetz hei den OSQCA of. Dat heescht net, datt muer dee Kommissär schonn en place ass. Et kann een also nëmmen hoffen, datt déi Iwwergangszäit awer och deementspriechend elo net zu neie Problemer wäert féieren.

Nei an dësem Gesetz ass jo och, datt elo Taxen agefouert ginn ab där zweeter Kontroll. Och do muss een awer vläicht e bësselchen déi Angscht, déi elo vun dem Secteur, besonnesch vun där enger oder där anerer Chambre professionnelle, geäussert ginn ass, relativéieren. Wéi gesot, et handelt sech virun allem drëm, wann eng zweet Kontroll gemaach gëtt. Wann ee schonn eng Kontroll gemaach kritt huet a sech do erausgestallt huet, datt een net all Kritären erfëllt huet, mengen ech, dann huet een net onbedéngt d'Recht, och nach drop ze pochen, datt een net onbedéngt dierf dann nach doduerch vun enger Tax entbonne ginn (veuillez lire: drop ze pochen, datt een dann nach vun enger Tax entbonne gëtt).

Et däerf ee jo och net vergiessen, datt déi, déi Geld mat Liewensmëttel verdéngen, awer enger ganz grousser Verantwortung ausgesat ginn. A mir sinn och an där glécklecher Situatioun an dësem Land, datt déi meescht dat och ganz eescht huelen.

En anere wichtegen Aspekt vun dësem Gesetz ass natierlech de Verkaf vu Liewensmëttel iwwer Internet. Och dat ass näischt Neits. Mir wëssen, datt de Verkaf iwwer Internet ëmmer méi u Bedeitung gewënnt. Dat gëllt éischter fir aner Produkter, mä datt et och elo um Niveau vun de Liewensmëttel ass, dat muss eis natierlech och interpelléieren. An duerfir ass et och wichteg, datt mer iwwert deen heite Wee awer Mesurë virgesinn, fir dat och besser an Zukunft kënnen ze kontrolléieren.

Wa mer natierlech scho bei de Kontrolle sinn, da muss een e Wuert doriwwer verléieren, ouni Zweifel. Wat bréngt déi beschte legal Basis, wann net herno um Terrain dann effikass Kontrolle garantéiert sinn? Dat wëllt elo net heeschen, datt all Restaurant an all Produzent vu Liewensmëttel soll kujenéiert ginn. Mä op där anerer Säit muss een awer wëssen, datt de Konsument och d'Urecht huet, fir datt awer ëmmer regelméisseg Kontrolle gemaach ginn.

Mir wëssen, datt et do eng Rei vu Schwaachstellen nach ginn. Mir mussen et awer fäerdegbréngen, den Equiliber hierzestellen tëschent engersäits effikasse Kontrollen an anerersäits awer och, wéi gesot, de betraffene Secteur net mat ze vill Oplagen ze ploen. Et ka jo net sinn, datt e Betrib moies vun deem enge kontrolléiert gëtt a mëttes erëm vun engem aneren. Dat ass mat Sécherheet keen einfachen Exercice. Dat ass eng grouss Erausfuerderung, wou ech allerdéngs der Meenung sinn, datt mer mat dësem Text do awer scho wäerten eng gutt Léisung kënne fannen.

Ech wëll dann och zum Beispill op den Artikel 13 vun dësem Gesetz hiweisen, wou et ëm urgent Mesurë geet, datt och d'Police a vereedegt Beamten ebe bei engem gewëssene Verdacht d'Recht hunn, Recherchen ze maachen. Dat ass eng Moossnam, déi och a villen anere Gesetzer virgesinn ass, an ech mengen, déi een och kann ouni Zweifel hei matdroen.

Da soll een och nach op den Import vu Liewensmëttel aus Drëttlänner hiweisen. Mir wëssen, datt et jo awer op der Welt leider eng Rei Regioune ginn, wou vläicht net déi Kritären zréckbehale gi wéi hei bei eis. Dowéinst ass et also och wichteg, datt do Kontrolle gemaach ginn. Am Artikel 8 ass do zum Beispill virgesinn, ënner Punkt 3, datt e Règlement grand-ducal kéint ausgeschafft ginn, wat den Import aus Drëttlänner ubelaangt. Ech sinn allerdéngs éischter der Meenung, mir sollen dat „kéint" ersetzen duerch „muss", datt soll e Règlement grand-ducal festgehale ginn, well, wéi gesot, dat awer ëmmer eng gewësse Gefor duerstelle kann, wa Liewensmëttel aus spezifesche Länner kommen, wou ee vu virera weess, datt déi hygienesch Konditiounen net ëmmer esou respektéiert ginn, wéi dat misst sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo virun allem ee Punkt, deen zu ganz villen Diskussioune gefouert huet, an dat ass jo de Mëtteg scho vu menge Virriednerinnen ugeklongen, an zwar dee vun der Kompetenzbündelung. De Moment si jo eng ganz Rei Verwaltungen, déi Kompetenzen hunn. An hei soll een och vläicht effektiv eng Kéier op den Avis vun der Chambre des Métiers hiweisen, déi et

relativ gutt op de Punkt bruecht huet an hirem Avis complémentaire, déi eng Harmonisatioun vum Kontrollsystem gefuerdert huet, andeem eng eenzeg Autoritéit géif geschafe ginn.

Mir hunn de Moment natierlech eng Rei Haaptakteuren. Ech wëll der nëmmen e puer hei nennen: d'ASTA, d'Veterinärverwaltung, d'Police, d'Douane, d'Direktioun vun der Santé oder den IVV. 2014 goufen iwwregens 21 verschidde Kontrollsystemer festgestallt. Och déi Zuel seet eppes aus. Natierlech, vum reng theoretesche Standpunkt hier wär et net méi wéi ubruecht, datt ee géif eng Bündelung vun all deene Kompetenze virgesinn. Mä et däerf een awer och net vergiessen, munches ass historesch gewuess a vun engem Moment op deen anere kann een och net ëmmer alles änneren.

Souwuel de Gesondheets- wéi awer och de Landwirtschaftsminister, dat wëll ech hei emol nach eng Kéier betounen, hunn natierlech wichteg Aufgaben an hirem Secteur ze erfëllen.

Ech wëll och am Numm vun der Demokratescher Partei hei soen, datt de Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, mat Sécherheet net onbedéngt dat perfekt Gesetz ass. Mä Gesetzestexter ginn net geschriwwe fir d'Éiwegkeet. D'Gesetzestexter sinn do, fir ëmmer erëm ugepasst ze ginn, fir ze kucken: Wou kënne mer nobesseren? An dat wäert mat Sécherheet och fir deen heite Gesetzestext gëllen.

Et däerf een natierlech och net vergiessen, datt mer eis awer och um Niveau vun enger Legislatioun bewegen, déi dach schonn eng Rei vu Joren um Bockel huet. Dat geet bis op 1953 zréck. Duerfir ass et och gutt, datt mer haut dee Schrëtt hei maachen. Mä et däerf een awer och net vergiessen, datt schonn ab 2019, wann dat neit EU-Reglement 2017/625 wäert a Kraaft trieden, dann dësen Text spéitstens erëm eng Kéier op de Leescht geholl muss ginn.

Nichtsdestotrotz nach eng Kéier: Dat hei ass e wesentlechen Text, et ass e Bausteen an déi richteg Richtung, deen natierlech och net eleng kann dostoen. Et muss een do deen och e bëssen a méi engem gréissere Kontext gesinn. Ech denken do zum Beispill un de Projet de loi 7273, also de Projet de loi relatif aux contrôles officiels des produits agricoles, deen de Landwirtschaftsminister Fernand Etgen de leschten 28. Mäerz hei deposéiert huet a mat deem also gemeinsam eng méi konsolidéiert Richtung uviséiert ka ginn.

Ech mengen och, datt heimat déi zwee Ministeren e gewëssenen Optrag kréien, also, wéi gesot, engersäits de Santésminister oder d'Santésministerin an de Landwirtschaftsminister, fir och physesch ze versichen, gewësse Verwaltungen ze regruppéieren. An do ass jo awer och schonn eng éischt positiv Initiativ ze gesinn, an zwar solle jo dann d'Veterinärverwaltung an de Service SECUALIM vun der Santésdirektioun nach viru September, wa meng Informatioune richteg sinn, zu Stroossen e gemeinsamt Lokal kréien, wat jo schonn eng gutt Initiativ ass, déi sech dann och an déi richteg Richtung entwéckelt.

Da wëll ech och op déi bestoend Datebasen hiweisen, wou et och wichteg ass, datt déi gemeinsam analyséiert ginn, datt een och herno eng gemeinsam Base de données kann entwéckelen, wat eis och géif erlaben, bei gewëssene Skandaler och méi schnell eng Traçabilitéit kënne festzestellen. Dat géif och de Betriber et op eng Manéier méi einfach maachen, wa se och genee wëssen, wéini, wou se kontrolléiert gi sinn a wat nach ëmmer u sech virgesinn ass, fir zousätzlech Kontrollen ze maachen. Ech mengen, et wär och wat den Historique vun engem Betrib ubelaangt vu Virdeel, wann een dat alles méi gemeinsam kéint analyséieren.

Natierlech muss ee sech och bewosst sinn, an och hei soll ee realistesch sinn: Esou Initiative kënnen natierlech och net vun haut op muer realiséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, datt de Konsument haut e Recht huet, ech géif scho soen e verbréift Recht huet, fir genee informéiert ze ginn iwwert dat, wat e konsuméiert. Duerfir ass déi sougenannten „Hygièneampel" oder de Smileysystem eng gutt Initiativ, déi de Moment zwar nëmme fakultative Charakter huet. Et ass allerdéngs wichteg, datt och vläicht awer do esou séier wéi méiglech eng Kéier e Règlement grand-ducal geholl gëtt, fir dann eben och, wéi gesot, Punkte wéi Recoursméiglechkeeten oder d'Reaktivitéit vusäite vun de Kontrollorganer festzehalen.

Datt eng Testphas virgesinn ass, ass jiddefalls eng ganz gutt Iddi. Mä mir bleiwen nach wie vor der Meenung, datt dat an enger spéiderer Phas awer soll obligatoresch erkläert ginn. Wéi gesot, de Wee, deen awer hei ageschloe gëtt, ass ouni Zweifel dee richtegen, well d'Gewënner sinn am Endeffekt am Fong geholl souwuel de Konsument wéi och déi zoustänneg Betriber.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt jo awer an deene leschte Méint vill Gespréicher och mat deenen zoustännegen Akteure gefouert goufen, wat och wichteg ass. Et kann een net vun uewen erof eppes dekretéieren. Hei waren awer vill Gespréicher mat der Horeca, mat de Chambres professionnelles, mat de Verbänn, mam Geoportail an de Verwaltungen, wat och ouni Zweifel ganz noutwendeg war.

Et däerf een net vergiessen, datt et esou Systemer och schonn de Moment an aacht Länner ginn, wéi gesot de sougenannte Smileysystem, ënner anerem och an eisen Nopeschlänner Belsch a Frankräich. An do kënne mer jo dann och vun deenen Erfahrunge profitéieren.

Natierlech däerf awer och esou e System net mëssbraucht ginn. Mir wësse jo awer och, wat den Impakt vun esou Bewäertungen ass. A jiddweree vun eis, deen iwwer Internet seng Vakanz bucht oder e Fluch bucht, dee weess, datt een iwwer booking.com oder iwwer Tripadvisor sech do awer oft referéiert op Referenzen, an déi kënnen awer meeschtens entscheedend si fir dee Choix, deen een trëfft. Wéi gesot, och dat hei ass eppes, wat ouni Zweifel net ze ënnerschätzen ass.

Jiddefalls, déi Beräicher vun der Sécherheet a vun der Qualitéit vu Liewensmëttel si méi wéi sécher just an hirem gesamten Zyklus ze gesinn, zum Beispill „de la fourche à la fourchette" oder „de l'étable à la table". An doweinst däerf een de 6614 hei och net lassgeléist vun dem Projet de loi 7273 gesinn, op deen ech scho kuerz agaange war, wou mer och hoffen, datt deen esou séier wéi méiglech och eng Kéier zum Vott hei an der Chamber wäert kommen.

Jiddefalls zesumme wäerten déi Texter derfir suergen, datt insgesamt de Kontrollsystem vun de Liewensmëttel hei zu Lëtzebuerg nach wäert verbessert ginn. An deem Sënn, wéi gesot, steet d'Demokratesch Partei zu där Decisioun hei an zu deem Gesetz hei.

Ech wëll vläicht eng lescht Remark nach maachen, wat den Avis vun der Agrarkommissioun ubelaangt, déi mer jo och net onbekannt ass. Virdrun ass hei gesot ginn, datt den Agrarminister do keng Roll ze spillen hätt. Dat gesinn ech e bësse méi relativéiert. Et däerf een awer net vergiessen, datt den Agrarminister an där ganzer Problematik hei trotzdeem awer gefuerdert ass.

An trotzdeem war eben och eis Iwwerleeung, fir datt een dem Agrarminister och sollt an Zukunft e gewëssent Matsproocherecht ginn, wann et ëm d'Nominatioun vun dem Kommissär geet, och wann d'Madamm Hemmen hei richteg gesot huet - där ech och nach Merci soe fir hir verschidde Rapporten -, datt dat um legislative Plang vläicht net direkt esou virgesinn ass. Mä ech mengen awer trotzdeem, mir sollen net verkennen,…

(Interruption par la présidence)

…datt de Landwirtschaftsminister awer hei iwwert d'Veterinärinspektioun an och iwwer aner Kanäl eng wichteg Roll ze spillen huet. E soll also och bei der Nominatioun vun dem Kommissär awer kënnen e gewëssent Wuert matsoen.

An deem Sënn, wéi gesot, bréngen ech awer den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Consultation interne)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen, neen, ech wollt just, dass Dir net gestéiert gitt.

Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Liewensmëttelketten ass haut méi laang a méi komplex wéi jee. A well vill Iesswueren industriell hiergestallt ginn, verschwannen net nëmmen eng ganz Rei landwirtschaftlech Betriber, Metzlereien a Bäckereien, mä och d'Diversitéit vun eise Liewensmëttel.

Parallell dozou klëmmt d'Gefor fir d'Gesondheet, well et regelméisseg virkënnt, datt gëfteg Chemikalien oder Mikroorganisme sech an der Liewensmëttelketten usidelen a vill Mënsche krank maachen. D'Erfahrungen aus de leschte Jorzéngten hunn et gewisen: D'Verseuchung aus enger eenzeger Quell oder een eenzege Feeler an der Kontroll vun der ganzer Kette kënnen erhieflech, dramatesch Konsequenzen hunn op d'Gesondheet a féiere meeschtens och zu grousse wirtschaftleche Perten.

Beispiller ginn et der genuch. Ech hunn eng kleng Recherche gemaach. Tëschent de Joren 1981 an 2018 goufen et ganzer 19 Liewensmëttelskandaler gréisserer Natur, meeschtens mat fatale Konsequenzen op d'Gesondheet an op d'Wirtschaft: ugefaangen am Joer 1981, wou Anilin am Rapsuelech zum Doud vun 1.200 Mënsche gefouert huet; de BSE-Skandal, deen zréckgeet op 1997 a schätzungsweis 200 Mënschen um Gewëssen huet; de Fungizidskandal, wou d'Coca-Cola mat Fungizid belaascht war 1999 a wou eleng zu Lëtzebuerg 90 Millioune Liter Cola hu missen entsuergt ginn; de Skandal mat verseuchte Bockshornkléisprossen am Joer 2011, deen a ganzer 16 Länner zu der gefäierlecher EHEC-Infektioun gefouert huet mat iwwer 4.000 Kranken, vun deenen der 55 gestuerwe sinn; de Gammelfleeschskandal, wou 21 brasilianesch Firme verduewent Fleesch ënner anerem och an Europa exportéiert hunn; dat dubiéist Päerdsfleesch an der Lasagne; de Fipronil an den Eeër an esou weider an esou fort.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ofgesi vum grousse mënschleche Leed louchen d'Verloschter fir d'Landwirtschaft a fir d'Liewensmëttelindustrie eleng beim Bockshornkléiskandal laut der WHO bei geschätzten 1,20 Milliarden Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, fir esou Katastrophen ze verhënneren an d'Konsumente besser ze schützen, muss d'Politik natierlech hir Verantwortung iwwerhuelen. An et ass jo och duerfir, firwat mir dëse Projet de loi haut stëmmen an eis un déi europäesch Normen upassen. Et geet jo dorëms, d'Systemer an d'Strukturen ze verbesseren am Hibléck op eng komplett Garantie - wann et déi dann iwwerhaapt sollt ginn.

Wichteg ass dobäi d'Zesummenaarbecht tëscht alle Beräicher vun der ëffentlecher Gesondheet, der Déieregesondheet, der Landwirtschaft an esou weider, net just zu Lëtzebuerg, mä generell an der ganzer EU a weltwäit. Fir deem Rechnung ze droen, huet déi Europäesch Kommissioun de gesamte legislative Prozess virun enger gudder Zäit erneiert an nei Kontrollmechanisme geschaaft, ënner anerem mat der Direktiv, där mir eis haut jo och endlech upassen a se respektéieren.

An Europa an och zu Lëtzebuerg gëllt de Prinzip „vum Produzent bis zum Verbraucher", dat heescht, datt d'Liewensmëttelsécherheet fir den Endkonsument nëmme garantéiert ka ginn, wann d'Kontroll keng Faille zouléisst. Dat heescht, et muss ee konsequent sécherstellen, datt net nëmmen d'Endprodukt, also dat, wat um Teller lant, propper a genfräi muss sinn, an awer och gëftfräi - genfräi ass eise Wonsch -, mä doriwwer eraus och d'Matières premières, mat deenen d'Iesswueren hiergestallt ginn.

An och wann d'Fuddermëttel fir d'Déieren der Definitioun no net zu den Denrées alimentaires gehéieren, sou ass et awer wichteg ze betounen, datt d'Fuddermëttel e groussen Afloss op d'Gesondheet vun den Déieren hunn. Dat mécht natierlech, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Fuddermëttel och en Impakt op d'Qualitéit vum Fleesch hunn, wat op eisen Tellere lant.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Net anescht ass et bei de Planzen, déi d'Déiere friessen an der fräier Natur, déi mat Schuedstoffer belaascht sinn, oder besser net.

Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Liewensmëttelketten als solch ugeet, hu mir zu Lëtzebuerg schonn eng Rei Instrumenter a Kontrollmechanismen, fir d'Sécherheet natierlech beschtméiglech ze assuréieren. A mam Projet de loi, dee mer haut stëmmen, kommen der eng Rei derbäi. D'Madamm Hemmen ass an hirem Rapport op d'Detailer agaangen. Duerfir Iech villmools Merci, Madamm Rapportrice.

Éischtens geet et kuerz gesot ëm d'Missiounen, déi jo um Plang vun der Liewensmëttelsécherheet mussen erfëllt ginn an déi noutwendeg sinn. Déi wäerten duerch e Commissaire du Gouvernement assuréiert ginn a besser koordinéiert ginn. Laut dem Projet de loi soll dee Kommissär d'Aufgabe vun dem OSQCA iwwerhuelen, dat ass scho gesot ginn, a gëtt deemno verantwortlech fir d'Koordinatioun vun der Kontroll a fir d'Qualitéit vum gesamte System, deen eist Land ze geréieren huet.

Zweetens gëtt jo och en effikasse Strofekatalog agefouert, dee viru Mëssbrauch an Tricksereien ofschrecke soll a streng Strofe fir den Netrespekt vun de Standarde virgesäit.

An drëttens soll méi Transparenz an de System kommen, fir datt d'Konsumente Vertrauen an eis Kontrollmechanismen opbauen a wëssen, datt se och effektiv realiséiert ginn. An deem Sënn ass et positiv, datt d'Resultater vun de Kontrollen an Zukunft an enger fräi zougänglecher Datebank veréffentlecht ginn.

Alles dat si wichteg Schrëtt an eng gutt Richtung. Fir eis als Gréng ass et awer kloer, datt weider Efforte musse gemaach ginn, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Liewensmëttel definitiv vu Schuedstoffer ze befreien. Och wann net all Belaaschtung zu engem Skandal féiert, sou huet se awer en Impakt op déi mënschlech Gesondheet, ëmsou méi, wa verschidde Belaaschtunge sech kumuléieren.

An deem Kontext spillt d'Politik vun der Europäescher Kommissioun keng onwesentlech Roll. An Zäite vu globaliséierter Liewensmëttelproduktioun, an där d'Chaîne alimentaire keng Landesgrenze méi kennt an ëmmer méi komplex gëtt, steet déi Europäesch Unioun virun ëmmer méi groussen Erausfuerderungen. Déi héich industrialiséiert Liewensmëttelproduktioun schaaft schliisslech net nëmme Risike fir eis Gesondheet, mä och fir eis Emwelt, fir d'Déierewuel a fir d'Klima. Déi vill Skandaler sprieche Bänn.

Wa mir wëllen, datt d'Liewensmëttelkontroll, mä de ganze System och vun der Liewensmëttelsécherheet an Zukunft net just aus Symptombekämpfung besteet, da muss d'Europäesch Unioun de Problem un der Wuerzel upaken, an do sinn och mir gefuerdert. Mir musse bei der Liewensmëttelproduktioun ëmsteieren. Eng wichteg Konditioun ass dobäi fir déi gréng déi, datt d'Landwirtschaft an den Naturschutz méi no beienee réckelen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- D'Zil muss et sinn, eng villfälteg Landwirtschaft opzebauen, déi ouni Gëft, ouni Gentechnik an ouni Antibiotiquen an der Héngerhaltung gesond Iesse fir jiddweree ka produzéieren. D'Zil muss et och sinn, eng Landwirtschaft opzebauen, an där d'Leeschtung vun de Bauere gewierdegt gëtt a mat där genuch verdéngt ka ginn, fir mënschewierdeg ze liewen.

Dat ass eng Landwirtschaft, Dir Dammen an Dir Hären, déi net fir de Weltmaart, mä fir de Wochemaart produzéiert an d'Populatioun mat gesonden a bezuelbare Liewensmëttel ka versuergen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et ass eng Landwirtschaft, déi eiser Emwelt notzt, amplaz hir ze schueden, an déi d'Déierewuel respektéiert. An anere Wierder, déi Europäesch Unioun muss et fäerdegbréngen, eng Landwirtschaftspolitik opzebauen, déi fir Entwécklungschancë suergt a verhënnert, datt d'Klengbauere mat héich subventionéierten Agrarfabricke konkurréiere mussen.

Madamm Presidentin, op europäeschem Niveau gëtt momentan iwwert d'Neiausriichtung vun der GAP, der Gemeinsamer Agrarpolitik, diskutéiert. Besonnesch Lëtzebuerg mat senge klenge Betriber huet an där Fro vill ze gewannen. An et ass och duerfir, firwat ech dovu schwätzen. Lëtzebuerg huet vill ze gewannen am Fall, wou d'Gelder vun der GAP esou ëmverdeelt ginn, datt et ebe grad déi kleng landwirtschaftlech Betriber sinn, déi méi staark subventionéiert ginn, wa se gesond Liewensmëttel am Respekt vun Emwelt an Déier produzéieren.

Doriwwer eraus geet et op europäeschem Niveau och ëm d'Zouloossungsprozeduren. Och déi leien eis um Häerz. Déi lescht Wochen, Méint a Joren hunn op en Neits gewisen, datt dës Prozedure fir Chemikalien a Pestizide grav Lacunnen opweisen. D'Diskussioun ronderëm d'Zouloossung vum Glyphosat-Herbizid war an deem Sënn ganz opschlussräich. Am Zentrum vun deem System steet déi Europäesch Agence fir Liewensmëttelsécherheet, d'EFSA, d'European Food Safety Authority. Bei der Bewäertung vum Glyphosat huet dës Agence sech virun allem op Etüde vun der Industrie baséiert, déi net ëffentlech zougänglech sinn. Doweinst bestinn eeschthaft Zweifel, ob d'Bewäertung vum Glyphosat neutral an industrieonofhängeg war an ob se den héchste wëssenschaftleche Standarden entsprach huet.

Zweifellos kann een awer soen, datt de Mangel un Transparenz an der Bewäertungsprozedur vum Glyphosat zu engem schwéiere Vertrauensverloscht an der Bevëlkerung gefouert huet. Als Konsequenz dovun huet déi gréng Fraktioun vum Europaparlament eng Plainte virum Europäesche Geriichtshaff deposéiert, mam Zil, d'Publikatioun vun all den Etüden duerchzesetzen, déi fir d'Bewäertung vum Glyphosat konsultéiert gi sinn.

Fir eis ass et op alle Fall kloer, datt d'Zouloossungsprozedur vu Stoffer, déi potenziell grav Konsequenzen op eis Gesondheet an op eis Natur kënnen hunn, absolutt transparent muss ginn an den héchste wësseschaftleche Standarde muss entspriechen.

Eis Konklusioun ass deemno folgend: Et geet net duer, Transparenz ze schafen um Niveau vun de Kontrollmechanismen a vun de kontrol-

léierte Wueren. Transparenz muss schonn an engem Virstadium ufänken, am Virstadium vun der eigentlecher Liewensmëttelketten, an zwar do, wou et drëms geet, den Asaz vu gefäierleche Chemikalien an der Agrikultur ze verhënneren.

Enk domat verbonnen ass de Volet vum Etiquetage, deen d'Konsumente kloer an detailléiert muss informéieren, wéi eng Substanzen an engem Liewensmëttel sinn, an net just iwwert déi, déi net dra sinn. Dëst ass eng wichteg Aufgab um Niveau vun der Europäescher Kommissioun an och zum Deel bei eis. D'Retraçabilitéit vun deene Substanzen ass an deem Kontext och wesentlech.

Madamm Presidentin, en zweete Volet, deen ech nach wéilt uschneiden, bezitt sech net op den europäeschen, mä op de reng lëtzebuergesche Kontext, an zwar méi speziell op eist ëffentlecht Verwaltungswiesen. Hei geet et ganz kloer drëms, driwwer nozedenken, wéi mir eis an Zukunft mussen opstellen, fir komplex Aufgaben a komplex Prozesser wéi ebe grad dee vun der Liewensmëttelsécherheet besser ënner een Hutt oder besser gesot ënner een Daach ze kréien.

De Problem, datt Lëtzebuerg bei der Ëmsetzung respektiv beim Respekt vun der Direktiv un d'Struewele koum, läit jo doran, datt fënnef verschidden Akteure jeeweils fir en Deelstéck vun der Liewensmëttelkette responsabel sinn, ouni datt et zu enger iwwergräifender Koordinatioun vum gesamte System koum. Well de Respekt vun der Direktiv méi wéi dréngend war, hu mer de Problem kuerzfristeg domat behuewen, datt een neie Regierungskommissär d'Missioune vum OSQCA wäert iwwerhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Léisung ass net direkt verwerflech a fënnt natierlech och eis Ënnerstëtzung. Mir mengen awer, datt eng folgend Regierung méi wäit muss goen, wann iwwergräifend politesch Themefelder wéi dëst geréiert musse ginn. Der Europäescher Kommissioun ass et näämlech ganz egal, ob mir op där enger Säit eng Veterinärverwaltung, eng ASTA an en Departement vum Konsumenteschutz hu mat engem Landwirtschaftsminister un der Spëtzt, op där anerer Säit en LNS oder eng Division de la sécurité alimentaire mat enger Gesondheetsministesch un der Spëtzt, an an der Mëtt vun deenen zwee d'Inspektioun vun der Douane an d'Police.

Der Kommissioun ass et vill méi wichteg an eis alleguer muss et och vill méi wichteg sinn, datt dee ganze System effikass fonctionnéiert. An eisen Âe kann et nëmmen dann effikass fonctionnéieren, wa mir méi prozessorientéiert denken an d'Kompetenzen ënner engem eenzegen Daach bündelen. An deem Sënn däerf et an Zukunft net méi drëms goen, déi politesch Handlungsfelder an de bestoende Verwaltungsapparat ze quetschen, esou gutt wéi et geet, fir datt keen onzefridde gëtt a kee gréisser Changementer muss a Kaf huelen.

An Zukunft muss et drëms goen, Dir Dammen an Dir Hären, de Verwaltungsapparat esou opzestellen an unzepassen, datt en déi transversal politesch Themefelder méi effikass a méi direkt kann ëmsetzen. Dat ass net nëmmen en Uleies vun der grénger Fraktioun zanter Joren, och déi verschidde Beruffskummeren hunn an hiren Avisen ervirgestrach, datt et net glécklech ass, e Labyrinth opzebauen, an deem déi eenzel Akteure sech séier verléieren. Besser wier et, eng „réforme en profondeur" duerchzeféieren, esou wéi d'Chambre de Commerce et ausdréckt. Mir sinn net méi 1953 an och net méi 2003, mir sinn 2018!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng modern Réforme en profondeur heescht fir eis, datt mir e Verbraucherschutzministère kéinte schafen a solle schafen, dee weder dem Gesondheetsministère ënnersteet nach un de Landwirtschaftsministère gekoppelt ass, mä eegestänneg fonctionnéiert.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Esou e Ministère kéint sech voll a ganz op de Schutz vun de Konsumente konzentréieren, och a virun allem um Niveau vun der Liewensmëttelsécherheet a villen aneren. E géif zu enger net onwesentlecher Simplification administrative bäidroen a kéint donieft eng berodend Funktioun fir d'Konsumenten iwwerhuelen. An eisen Aen ass dat de Wee, op dee mir solle goen.

Fir ëmzesteieren an d'Konsumenten nach besser ze schütze wéi haut ass et näämlech ni ze spéit!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Lorsché. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Mir sinn eis heibannen alleguerten eens, datt eng effikass Kontroll vu Liewensmëttel richteg a wichteg ass, sief et, fir Katastrophen ze verhënneren, wéi d'Madamm Lorsché se elo androcksvoll opgezielt huet, sief et awer och, fir einfach normal hygienesch Bedéngungen a Restauranten oder Frittebuden ze garantéieren.

Et entsprécht och enger Fuerderung vun de Betraffene selwer, datt déi Kontrollen an Zukunft solle besser koordinéiert sinn. Souwuel d'Handwierkerkummer, d'Horeca wéi och de Commerce hu sech an hiren Avise klipp a kloer ausgeschwat fir eng méi einfach an transparent Prozedur, an dat am beschte vun enger eenzeger Autoritéit.

Dat Zil gëtt mat dësem Text leider nëmme ganz begrenzt erreecht. Deen neie Kommissär… Woubäi ech wëll eng Zwëschebemierkung maachen: Firwat nenne mer nei Institutiounen a leschter Zäit ëmmer „Kommissär"? Dat erënnert mech iergendwéi esou un d'Sowjetunioun. Eigentlech misst dat jo den Direkter vun enger Verwaltung sinn. Mir hu jo och net e Kommissär vun den direkte Steieren, mä en Direkter vun den direkte Steieren.

Dee kritt also elo eng Kontrollaufgab, dee Mënsch, dat Organ, an dat ass ganz gutt. E kritt als Aufgab, ze koordinéieren. Och dat ass gutt. Awer trotzdeem bleiwen déi verschidde Verwaltungen, sprëch Ministèren, déi verschidden Autoritéiten, hire jeeweilege Ministèren ënnergeuerdent. Dat sinn Organer vu Santé, Veterinärinspektioun, Landwirtschaft, Douane, Police, Konsumenteschutz, dat gouf hei schonn opgezielt. An obwuel an d'A gefaasst gëtt, all dës Servicer méi no beieneen ze bréngen, vläicht souguer op een eenzege geografesche Site, geet dat einfach net wäit genuch. Souguer hir Base-de-donnéeë sinn am Moment nach guer net ënnerenee liéiert. A richteg ass d'Zil, datt dee Kommissariat soll d'Kontrollen harmoniséieren. Mä et misst vill méi wäit goen.

Effektiv ass et anormal, wann an dësem wéi an anere Beräicher Kontrolle multiplizéiert ginn, vun diversen Autoritéiten duerchgefouert ginn an de betraffene Betrib doduerch belaascht gëtt, a wat iwwregens och de Steierzueler en Heedegeld kascht. Déi eenzeg richteg Léisung wier gewiescht, an do sinn ech vollkommen d'accord mat der Madamm Hetto an och mat der Kritik vun der Madamm Lorsché, eng eenzeg autonom Entitéit am Beräich Liewensmëttelsécherheet ze schafen ënnert der Tutelle vun engem eenzege Ministère.

Hei hu sech wuel d'Santé, d'Landwirtschaft an de Konsumenteschutz net kënnen d'accord maachen. Si sinn net laanschteneekomm. De Landwirtschaftsminister huet haut net emol méi d'Propositiounsrecht, wat de Kommissär ugeet. An trotz dem Gusty Graas senger leschter Remark iwwert d'Roll vum Landwirtschaftsminister muss ech soen, fir am Langage vun der Weltmeeschterschaft ze bleiwen: Hei steet et LSAP 1 : DP 0.

Zwee weider Punkte sinn héich kritikabel. Dat eent, dat sinn déi staatlech Aufgaben, déi gi vum Steierzueler bezuelt an et ass anormal, eng staatlech Kontroll ze taxéieren. Stellt Iech vir, e Polizist kontrolléiert Äre Führerschäin an erhieft duerfir eng Tax vun 10 oder 20 oder 50 Euro, obwuel de Führerschäin an der Rei ass.

Gott sei Dank gouf hei d'Tax nëmmen agefouert bei enger zweeter Kontroll no engem Constat vun enger Onregelméissegkeet. Mä trotzdeem si mir als ADR géint weider Taxen a selbstverständlech och géint dës Tax fir eng staatlech Kontroll, déi ëmmerhi ka bis zu 10.000 Euro bedroen.

Deen zweete grousse Kritikpunkt ass déi automatesch, jo souguer déi blann Veröffentlechung vu Resultater vu Kontrollen. Hei besteet, wéi d'Handwierkerkummer et zu Recht monéiert huet, d'Gefor vun engem Mëssbrauch, sief et fir ze schueden oder sief et och fir op dësem Wee indirekt e Betrib ze bestrofen, an dat och fir geréngfügeg Nonkonformitéiten. Mir mussen eis selwer och praktesch virstellen, wat an enger Kichen zum Beispill alles ka schifgoen. E Léierbouf huet vläicht eng Zalot an de Frigo gestallt, déi hätt missen entsuergt ginn, scho si mer bei enger Nonkonformitéit. Oder et si bei de Plättercher Problemer, scho si mer bei enger Nonkonformitéit a scho kritt dee Betrib an d'Fënster gehaangen, e wier, naja, zumindest douteux.

Ech weess net, ob Dir géift an esou e Restaurant goen. Mir schueden domadder deene Betriber iwwerproportional, och scho bei geréngfügegsten Nonkonformitéiten oder Tëschefäll, déi kënne stattfannen.

Dëst Gesetz ass also elo, an der Zomm gekuckt, en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung fir méi onkomplizéiert an harmoniséiert Kontrollen. An dësem Domän geet et awer bei Wäitem net wäit genuch. An déi nei Taxen an d'Zwangspublikatioun vu Resultater léisst eis schlussendlech keen anere Choix als ADR, ewéi géint dësen Text ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Dëst Gesetz huet e laange Wee hanner sech. Et gouf nach vun der leschter Regierung deposéiert a war dunn zanter fënnef Joer an der Kommissioun, bis et dann elo haut endlech hei soll gestëmmt ginn.

Déi fënnef Joer sinn awer eng relativ kuerz Zäit, wann ee bedenkt, datt déi europäesch Reglementer, déi dëst Gesetz erfuerderen, schonn 2002 respektiv 2004 a Kraaft getruede sinn a sech säitdeem der lëtzebuergescher Gesetzgebung quasi imposéieren. An trotz allen Erklärungen, déi och d'Rapportrice, d'Madamm Hemmen, ginn huet, wat och an deenen zéng Joer geschitt ass, bleift et erstaunlech, datt Lëtzebuerg zéng Joer brauch, fir iwwerhaapt e Gesetz op den Instanzewee ze bréngen, wat zwar eng gewësse Komplexitéit huet, mä awer sécher net zu deenen allerkomplexste gehéiert, déi mer an deene leschte Méint oder an deene leschte Joren hei an der Chamber votéiert hunn, an datt dat Gesetz dann nach fënnef Joer brauch innerhalb vun der legislativer Prozedur. An dat, wann et ëm esou ee wichtege Beräich wéi d'Santé publique geet!

Dat huet op eng net ganz rumräich Aart a Weis e bëssen Traditioun. Dat gesi mer och bei der Situatioun vum Waasser an de Kläranlagen, wou Lëtzebuerg och nach ëmmer net konform ass. An eppes steet fest, näämlech datt a Beräicher, déi d'ëffentlech Gesondheet an d'Wuel vun de Leit betreffen, dës an awer och déi Regierunge virdru bedeitend manner fläisseg sinn, wéi wann et drëms geet, „first mover" bei der Erschléissung vun Nischen an der Duerchsetzung vu Wirtschaftsinteressen ze sinn. Dat rezentste Beispill hu mer eréischt gëschter gesinn, wou mer e Wirtschaftsofkommes mat Armenien gestëmmt hunn, ier souguer d'Europaparlament dat votéiert huet, eppes, wat zimlech exceptionnel ass fir d'Parlament.

Madamm Presidentin, zum Gesetz selwer, zum Inhalt: Dat, wat vun deenen neie Bestëmmungen um Dësch läit, geet fir eis eendeiteg an déi richteg Richtung. Déi verschidden Akteuren, déi an der Kontroll vun der Qualitéit vun den lesswueren intervenéieren, gi méi effikass organiséiert a sollen an Zukunft vun engem Regierungskommissär koordinéiert ginn. Et gëtt e legale Kader geschafen, deen Taxen zulaaschte vu Betriber, déi bei enger Kontroll duerchgefall sinn, erméiglecht an donieft penal Sanktioune bei widderhuelten oder schlëmme Verstéiss erméiglecht. D'Kontrolle ginn esou méi dissuasiv an, dovunner gi mer aus, och doduerjer méi wierksam. Aus notamment deene Grënn wäerte mir dëst Gesetz och matstëmmen.

Allerdéngs befanne mer eis jo bei dësem Projet an engem vill méi vaste Beräich, bei deem et net just ëm d'national Agencë fir Qualitéitssécherung geet, mä et ass e Beräich, bei deem den Agrobusiness, d'Chimieskonzerner, déi grouss lesswueren- a Verpakungsindustrien déi wierklech mächteg Akteure sinn, an net onbedéngt déi national Regulateuren. An datt déi net d'ëffentlech Gesondheet am Sënn hunn, wësse mer net zulescht duerch déi onzieleg lesswuereskandaler aus der Vergaangenheet, déi d'Madamm Lorsché virdru jo och opgezielt huet an déi och d'Basis ware vun der europäescher Initiativ, déi am Ufank vum Jorhonnert geholl ginn ass, fir hei méi staark ze intervenéieren.

Mir wëssen et och duerch déi deelweis skrupellos Methoden, déi genau déi dote Konzerner, zum Beispill d'Produzente vu chemesche Planzeschutzmëttelen, uwennen, fir op EU-Niveau eng Politik am Interessi vun de Konsumenten ze verhënneren. Esou ass et schwéier, fir dem Haaptzil vun dësem Gesetz, näämlech der Ofsécherung vun der Santé publique, wierklech nozekommen.

Wa beim Ubau vu Mais oder beim Fudder fir d'Kéi massiv Pestiziden agesat ginn, déi noweislech kriibserreegend sinn, an awer mächteg Lobbye vu multinationale Chimieskonzerner verhënneren, datt deenen Informatiounen iwwer méiglech Gesondheetsschied beim Ëmgang mat deene Mëttele Rechnung gedroe gëtt, dann hu mer herno awer Produiten um Marché, déi potenziell gefäierlech si fir de Konsument.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wann op nationalem Niveau deem net Rechnung gedroe gëtt, well deem deelweis net Rechnung gedroe ka ginn, da muss ee sech awer froen, awéifern eng Qualitéitssécherung vun lesswueren awer net zumindest ganz staark limitéiert ass. Datselwecht gesi mer och an anere Beräicher, zum Beispill bei de Verpakunge vu verschiddenen lesswueren, déi deelweis nogewise gesondheetlech Risiken a sech biergen. En äänleche Problem stellt sech um europäesche Marché, wou a verschiddene Länner datselwecht Produkt mat mannerwäertegerem Inhalt verkaaft gëtt wéi an aneren.

Madamm Presidentin, e weideren Aspekt a fir eis e ganz wichtegen, deen am Gesetzesprojet just kuerz ugeschwat gëtt, deen awer ganz zentral ass, ass dee vun der Qualitéit vum Drénkwaasser. Déi ass mat dësem Gesetz net viséiert, well hei den Ëmweltministère mam Waasserwirtschaftsamt responsabel sinn. Dobäi ass awer d'Waasser déi wichtegst a wahrscheinlech esouguer déi am meeschte konsuméiert Denrée alimentaire an donieft och nach déi fragillst vun deenen alleguer, well se vun immens ville schiedlechen Aktivitéiten a Matleedeschaft gezu ka ginn: virop natierlech de Pestizidasaz an der Landwirtschaft oder an de Privatgäert, oder duerch industriell Véihaltung.

Dëst sinn alle béid Phenomeener, déi net onbedéngt ofhuelen, deelweis souguer éischter zouhuelen an doduerjer och erëm zu deem méi breede Kontext gehéieren, deen d'Produktioun vun eisen lesswueren an allgemeng den Ëmgang mat den natierleche Ressourcen ëmfaasst.

An dëse Beräicher spillt Lëtzebuerg och net ëmmer grad eng Virreiderroll. An dowéinst droe mer zum Deel och bäi zum Weiderbestoe vun engem wirtschaftleche Kader, an deem eng Qualitéitssécherung vun lesswueren op nationalem Niveau just un der Uewerfläch kraazt an och just déi schlëmmsten an direkt visibelst Abuse ka verhënneren.

Ech hunn et gesot, Madamm Presidentin, mir wäerten dësem Text zoustëmmen an der Hoffnung oder am Bewosstsinn, datt nach ganz vill Sputt no uewen ass an datt een och op europäeschem Niveau nach wesentlech méi wäit misst goen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Ech hunn elo keen Deputéierte méi ageschriwwen. Da géif ech elo d'Madamm Gesondheetsminister Lydia Mutsch hei eropbiede fir hir Prise de position. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Madamm Presidentin. Heiansdo muss ee jo zouginn, dass et immens guttdeet, wann een de Bléck vu bausse siche geet, fir eng Analys um Terrain ze maachen. An ech muss soen, wéi mer 2015 den Audit zesumme mam Landwirtschaftsministère gemaach hunn, du ware mer zwar net erstaunt, mä mir waren awer immens frou, wéi mer gesot kritt hunn, dass d'Liewensmëttelkontroll hei zu Lëtzebuerg, an zwar souwuel wat d'Kompetenz vun den Agenten, déi ënnert der Tutelle vun e puer Ministërë fonctionnéieren, wéi och wat den Engagement wéi och wat d'Disponibilitéit ugeet, enorm gutt wier. An dat war eis ganz wichteg.

An ech mengen, dat soll een och hei ënnersträichen, well dat ass keng einfach Aarbecht, déi do um Terrain geleescht gëtt. Et ass och keng Aarbecht am Genre tëschent moies néng an nomëttes fënnef Auer. Dat ass eng ganz fuerderend Aarbecht, eng ganz villsäiteg Aarbecht. An ech mengen, dat soll een och eng Kéier hei soen, dass d'Agente vun deene verschiddene Ministèren hei eng ganz wäertvoll Aarbecht um Terrain leeschten.

Mä wann een awer ee vu bausse freet, fir dee Bléck op Lëtzebuerg ze geheien, da muss een awer och akzeptéieren, dass deen eng Rei vu Saache fënnt, déi nach net esou optimal fonctionnéieren a wou nach Verbesserungsméiglechkeete sinn. An dofir hu mer jo och deen Audit do gemaach.

Mir hunn niewent deem ganz positive Constat, deen ech awer hei wollt ervirsträichen, ganz vill Recommandatioune kritt, wat d'Synergieméiglechkeeten ubelaangt, wat d'Mise en commun vu Servicer ubelaangt, wat d'Mise en conformité virun allem zu den europäesche Sanktiounen ubelaangt an och wat d'Méiglechkeeten ugeet, fir a puncto Organisatioun Verbesserungen um Terrain ze kréien, souwuel fir d'Informatioun vum Verbraucher ze verbesseren, awer och fir d'Kontrollen als solch kënne méi iwwersiichtlech ze organiséieren an domadder och de Betriber entgéintzekommen. Dat war also e ganz wichtegt Element an der, wéi et hei

scho richteg gesot ginn ass, laanger Geschicht vun dësem Projet de loi. An dat sinn Elementer, déi och agefloss sinn an dat heite Gesetz an déi och wierklech wichteg sinn.

Ech wëll net elo all déi Elementer, déi hei schonn ervirbruecht gi sinn, ervirgestrach gi sinn, virun allem duerch den exzellente Rapport vun der Madamm Hemmen, nach eng Kéier widderhuelen. Mä ech wëll awer am Resumé déi Saache soen, déi mir ganz besonnesch um Häerz leien.

Dat ass fir d'Alleréischt emol eng effikass Reorganisatioun vun den existente Strukturen. Dat hu mer mat deem heite Gesetz fäerdegbruecht an et war och wichteg, dat ze maachen.

Zum Zweeten, d'Mise en place vun engem Kommissär, engem Regierungskommissär, fir a Saache Qualitéit, Fraude a Sécurité alimentaire a virun allem a Saache Koordinatioun um Terrain eng wäertvoll Aarbecht ze leeschten.

Drëttens, d'Kreatioun vun enger Base de données unique, dat ass eppes Komplexes, mä an dësem Fall eppes ganz Noutwendeges. An dat ass och e wichtegt Element vun där ugestriefteter Zesummenaarbecht.

Véiertens, d'Harmonisatioun vun de Procédure-de-contrôlen. Dat war och ee Kärstéck vum Audit an et war och e Kärstéck an deene multiplen Avisen, déi mer vun de Beruffskummere kritt hunn. An et war eis wierklech dru geleeën, fir déi Recommandatioune mat op de Wee ze huelen.

Da wierklech d'Mise en place vun engem ëmfaassende System vu Kontrollen a vu Sanktiounen, a wou et och richtegen Nohuelbedarf gëtt, wat d'Mise en conformité zu den europäeschen Dispositiounen ugeet.

A sechstens, d'Transparenz vun de Resultater vun deene Kontrollen. An hei hu mer natierlech haaptsächlech den Interêt vun de Bierger am Viséier, well wann déi Kontrolle gemaach ginn a mir verstoppe se, dann ass dat och net am Interêt vum Bierger, vum Konsument. Dofir ass et och ganz wichteg, dass mer mat Hëllef vun dësem Gesetz Verbesserungen an deem Beräich ustriewen. Dat sinn also am Resumé déi sechs Mesuren, déi mer hunn an déi mer elo ëmsetzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wat elo d'Optimisatioun vun de Kontrollen ubelaangt, esou ass hei d'Stéchwuert Koordinatioun. Mir hate wuel elo eng Struktur OSQCA, déi elo awer keng eigentlech gesetzlech Grondlag hat a wou eigentlech och dat Element vun der Kontroll net verstäerkt an den Attributioune vun der Alldagsaarbecht vun deem Gremium konnt erafléissen. Och wann, an dat wëll ech och ënnersträichen an och dat gouf am Audit gesot, hei vun deenen, déi am OSQCA waren an nach ëmmer sinn, eng ganz gutt Aarbecht geleescht gëtt, déi awer och mat dozou bäigedroen huet, dass mer e gudden Numm hu fir déi Kontrollen, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn.

Mä déi Optimisatioun, déi ass awer elo ganz wichteg. An do sinn e puer Saachen ze soen. Zum Éischte sinn ech der Iwwerzeegung, dass een net richteg gutt zesummeschaffe kann, wann een net physesch regruppéiert ass. Dat hu mer decidéiert d'un commun accord, déi concernéiert Ministeren. An dat wäert och elo en place gesat ginn.

Zum Zweete brauche mer eben iwwert déi Grondlag, déi dëst Gesetz eis schaaft, eng Persoun, déi déi Koordinatioun um Terrain ka maachen. Hei war d'Fro gestallt ginn, wat dann elo de Profill vun där Schlësselfigur fir déi zukünfteg Koordinatioun soll sinn. Majo do ass virgesinn, dass dat eng Persoun ass, déi eng Fonctioun à responsabilité particulière ze erfëllen huet an am Grad 17 wäert agestallt ginn, dat heescht, am Prinzip aus der Carrière supérieure kënnt a virun allem awer e Background misst hunn - ech mengen, dat wier op alle Fall wichteg - vun der Sécurité alimentaire, dat heescht, och familiariséiert ass mat där Thematik an och mat Prozeduren, déi do ronderëm drunhänken. Mä dat gëtt jo alles elo nach definéiert an och ofgestëmmt. Mä da wësst Der awer schonn, a wéi eng Richtung dat wäert goen. An ech hunn och keen Zweifel dorunner, dass mer do déi am beschte gëeegent Persoun wäerte fannen.

D'Base de données unique, dat schéngt mer wierklech e ganz zentraalt Element ze sinn, well déi verschidden Akteuren am Domän vun der Kontroll, déi kënnen, wa mer esou eng Base de données hunn, vill besser zesummeschaffen. Dat ass einfach fir d'Retraçabilitéit vun deene verschiddenen Aktiounen, déi an enger besserer Koordinatioun, enger besserer Ofstëmmung stattfannen, fir dass déi awer och an enger gemeinsamer Base de données ofgeluede kënne ginn an een och en Zougréff do huet als Akteur, deen do concernéiert ass. An an deem Sënn hu sech déi respektiv Servicer och schonn zesummegedoen. Dat ass e Groupe de travail, dee scho fonctionnéiert zesumme mam CTIE, fir dass eben eng Fusioun vun deenen existente Bases de données ka stattfannen. Dat huet also e prioritäre Charakter. An do war jo och eng Rei vu Froen doriwwer gestallt ginn.

D'Harmonisatioun vun de Procédures de contrôle ass wierklech ganz, ganz wichteg. Well wann dat eis geléngt, dann hu mer net nëmme ganz wichteg Recommandatioune vusäite vun de Porte-parolë vun de Betriber rassuréiert, mä mir hu virun allem och séchergestallt, dass mer beschtméiglech um Terrain déi Kontrolle kënnen effizient organiséieren. An dat ass schlussendlech och immens wichteg fir all Politik ronderëm d'Informatioun, ronderëm d'Kommunikatioun. A virun allem gëllt dat am Fall vun enger Alerte oder vun enger Kris. An do schaaft jo ebe grad dat heite Gesetz eis d'Méiglechkeet, fir kënne sur place Mesured'urgencen ze huelen. An dat ass ganz wichteg.

D'Aféierung vun engem Système de contrôle et de sanction: Ech mengen, mir hunn natierlech e Secteur, dee gutt fonctionnéiert, soss hätte mer dat och net esou temoignéiert kritt. Mä wéi an all Secteur ginn et och schwaarz Schof. An de Secteur selwer ass Demandeur, dass déi schwaarz Schof och kënnen identifizéiert ginn an dass si dann och iwwert dat heite Gesetz - dat war bis elo net an deem Mooss de Fall, dass mer dat konnte maachen - dovunner ofgehale ginn, fir an der Praxis Aufgaben um Terrain net ze erfëllen, well se eben einfach wëssen, dass seriö Sanktioune virgesi sinn. An do sinn et net manner wéi 19 europäesch Reglementer, déi dann alleguerte mat deem heite Gesetz ëmgesat ginn, wou dann och déi Sanktiounen an déi Mesuren, déi do ronderëm dréien, mat an dëst Gesetz afléissen.

D'Transparenz vun de Resultater vun der Kontroll: Ech mengen, déi Transparenz ass ganz wichteg ze maachen, well mir hunn eng Obligatioun vis-à-vis vum Bierger, fir dat ze maachen, a mir mussen dat och esou maachen.

Nach e puer Äntwerten op konkret Froen, déi gemaach gi sinn. D'Mesure-d'urgencen: Jo, do ass et richteg, dass mer direkt op der Plaz kënne Mesure-d'urgencen huelen, wann eng Gefor ass fir d'Gesondheet vum Mënsch. Dat ass ee vun de Volete vun deem heite Gesetz.

Internetkontrollen: Déi gi schonn haut vun der Divisioun vun der Sécurité alimentaire an der Direction de la santé gemaach, allerdéngs ouni déi grondleeënd gesetzlech Basis, déi mer elo heimadder schafen. Déi kréie mer elo. Dofir setze mer dat elo op déi Grondlag, déi et muss hunn.

D'Taxen: Also ech mengen, ech wëll hei dem Sprecher vum ADR soen, wann et wéinst den Taxen ass, wou Der dat Gesetz net wëllt stëmmen, da kënnt Der et stëmmen, well dat sinn Taxen, déi virgesi sinn iwwer eng EU-Reglementatioun. Dat heescht, mir maachen hei näischt anescht, wéi hei europäescht Recht ze applizéieren. An ech denken, dass jo awer keen der Meenung ass, dass mer dat net wëlle maachen. Well wat eis wierklech wichteg war, an dat wëll ech nach eng Kéier betounen, dat ass, dass mer hei de Champs d'application ausgedeent hu vis-à-vis vun där Versioun, déi mer virun e puer Joer doleien haten, an dass mer wierklech hei elo e gesetzleche Kader schafen, deen de ganzen Ensembel vun Dispositioune fir d'Protektioun vun der ëffentlecher Gesondheet an der gesamter Chaîne alimentaire kreéiert. An do ass dat Partie intégrante dovunner.

D'Iwwergangszäit, do mengen ech, dass mer déi och wäerten harmonesch kënne gestalten, well effektiv, an den Här Graas hat dat d'éinescht och scho gesot, wäerten déi éischt Verwaltungen elo scho plënneren an en neit Gebai zu Stroossen. Do ass d'Divisioun vun der Sécurité alimentaire an der Direction de la santé déi Éischt, déi wäert plënneren. Dat ass scho fir am August virgesinn, ufanks August. An d'Administration des services vétérinaires wäert dann am September nozéien. Dat heescht, dat ass schonn esou virgesinn.

Mir hunn dann och Büroe fir d'Leit vun der Douane virgesinn, déi am Optrag vum Minister vun der Santé ënnert der Supervisioun vun der SECUALIM haaptsächlech am Horesca-Beräich intervenéieren. Dofir ass et ganz, ganz wichteg, dass si alleguerten do matagebonne sinn. Bon, d'ASTA ass net direkt elo vun eisem Projet de loi betraff, well si sech méi ëm d'Qualitéit këmmeren an deen Aspekt jo an dem Projet de loi 7273 vum Landwirtschaftsminister couvréiert ass. An nawell komme si an dee Verbond mat eran, wou mer jo wierklech wëllen Hand an Hand an der Zukunft schaffen.

Dann am Zesummenhang mam Smiley: Och dat war hei vusäite vum Här Reding e bëssen eng vereinfacht Duerstellung. Et kann een net opgrond vun engem Kritär säi Smiley, säi grénge Smiley ewechgeholl kréien, well et sinn der 42 am Ganzen. Dat heescht, wann een do schlecht ofschneit an dat gëtt och dann no baussen dokumentéiert, da muss ee schonn eng Zomm vu ganz ville Kritären net applizéiert hunn, fir e schlechte Ranking ze kréien. Dofir, mir sinn hei net bei engem, mir si bei ville Kritären. A Gott sei Dank wäerten et der net vill ginn, déi déi Kritären do net erfëllen, well d'Bereetschaft ass ganz grouss um Terrain, fir matzeschaffen. An dofir sinn ech och ganz frou.

D'EFSA, do gëtt et e Projet de règlement vun der Kommissioun, deen ënnerwee ass. An do ass virgesinn, Etüde public ze maachen a Regësteren ze kreéieren - dat war eng Fro vun der Madamm Lorsché -, wou all Etüden, déi d'Industrië maachen, bei der EFSA musse gemellt ginn. Ech mengen, dat wier e wichtege Schratt fir déi komplex Thematik, déi Dir hei abordéiert hutt.

An dann, Här President, géif ech jiddwerengem Merci soen, well ech awer spieren, dass mer eng ganz breet Zoustëmmung fir dëse Projet kréien. E wäert eis méi Sécherheet bréngen, méi Hygiène, eng besser Informatioun, eng besser Sensibilisatioun, eng besser Koordinatioun. An dofir sinn ech sécher, dass dat Gesetz eng grouss Plus-value duerstellt, wat den Terrain, d'Liewensmëttelsécherheet um Terrain an de Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet ubelaangt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mir sinn domat um Enn vun der Diskussioun vum Projet 6614 ukomm a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6614 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

57-mol Jo, 2-mol Nee. Domat ass…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass net gaangen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, et ass net gaangen. Dir sidd also dee Sechzegsten.

(Interruption)

Okay. 3-mol Nee. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6614 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Marcel Oberweis), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir kënnen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet 7176, engem Accord tëschent Lëtzebuerg a Frankräich, wat déi grenziwwerschreidend Kooperatioun am Sanitärberäich ugeet. An d'Madamm Cécile Hemmen, d'Rapportrice, huet d'Wuert.

4. 7176 - Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. An dësem klenge Projet de loi geet et drëms, fir den Accord-cadre ze approuvéiere vun der Coopération sanitaire, deen tëschent de Regierunge vu Lëtzebuerg a Frankräich den 21. November 2016 ofgeschloss gouf bei Geleeënheet vun der fënnefter Conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière, kuerz genannt CIG.

De Gesetzesprojet gouf de 4. September 2017 deposéiert. Den Avis vum Statsrot ass den 20. Februar erakomm. De 6. Mäerz sinn ech als Rapportrice ernannt ginn an de 24. Abrëll ass de Rapport an der Santéskommissioun ugeholl ginn.

Et si jo haaptsächlech d'Grenzzonen, an deenen d'Kooperatioun tëschent de Länner sech beschtméiglech entwéckele kann a wou dem reelle Besoin vun de Bierger kann iwwer e kuerze Wee Rechnung gedroe ginn. An där Optik ass och dësen Accord-cadre geduecht, wou et ëm de wichtegen Aspekt vun den Accès aux soins geet. Esou sollen d'Bierger vun enger séierer a qualitativ héichwäerteger medezinnescher Versuergung kënne profitéieren, sief et iwwer Rettungsdéngschter an enger Urgence, iwwer programméiert Soinen oder awer och bei chronesche Krankheeten.

D'Gesetz besteet aus engem Article unique, dee just d'Approbatioun vun dësem Accord-cadre festhält. Alles an allem ginn et an dësem Accord Präzisiounen a ronn zéng Artikelen, wou zum engen de juristesche Kader festgehale gëtt, zum aneren ass awer och definéiert, dass d'Grenzzon sech tëschent dem ganze lëtzebuergeschen Territoire erstreckt an der Région Grand Est vu Frankräich. En applizéiert sech un all Persoun, déi kranken- a sozialverséchert ass an déi fest oder temporär an enger vun de Grenzzone lieft. Datselwecht gëllt fir déi Professionell aus dem Gesondheetssecteur, sief et Salariéen oder Independanten, grad eréi fir déi Professionell an och déi Benevoll vun den Urgencëservicer.

Fir dass dësen Accord kann an der Praxis fonctionnéieren, ass am Artikel 4 stipuléiert, dass béid Grenzregiounen hir Autoritéiten an Institutiounen designéieren, fir Konventiounen auszeschaffen tëschent de jeeweilege Strukturen oder och de gemeinsamen Déngschtleeschtungen.

Juristesch gesi spillt déi medezinnesch Responsabilitéit an deem Land, wou d'Soine stattfannen. Des Weideren ass och jiddwer Professionellen aus dem Gesondheetssecteur gehalen, eng Assurance mat Responsabilité civile ofgeschloss ze hunn.

Den Accord-cadre, deen trëtt a Kraaft zwee Méint nodeems déi béid Länner hir intern Formalitéite fäerdeg hunn a se sech géigesäiteg notifiéiert hunn.

Ofschléissend wéilt ech nach eng Kéier drop hiweisen, dass dës Kooperatioun tëschent den zwou Grenzregioune Lëtzebuerg a Région Grand Est eng enorm Plus-value duerstellt, wat d'Organisatioun vun de Soinen ugeet an der Prise en charge vu Patienten am Allgemengen. D'Frontaliere wäerte wuel déi Éischt sinn, déi den direkte Profitt heivunner wäerte spieren. Mä doriwwer eraus kann een hei vun engem Motor schwätzen, wat d'Gesondheetspolitik ugeet am Hibléck op d'Mobilitéit an der Europäescher Unioun.

Dat wär et, wat ech ze soen hätt am Kader vun dësem Rapport, an ech ginn den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An ech géif dem Här Jean-Marie Halsdorf direkt d'Wuert ginn.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, ech si frou, dass d'CIG Friichten dréit. Dës ass jo 2010 gegrënnt ginn an ech war deemools an der éischter Rei, wéi dëse Gremium gegrënnt ginn ass, dee jo soll Neel mat Käpp maachen, wéi ech esou gär soen, an der Groussregioun.

Hei kréie mer jo da konkret en Accord-cadre, wat eng ganz gutt Saach ass. D'CSV wäert och

dëse Projet de loi stëmmen, well en effektiv eng Plus-value gëtt, mä wéi grouss déi Plus-value gëtt, dat wësse mer nach net. Dat hänkt dervunner of, wivill Konventiounen ofgeschloss ginn. Et ass genuch do, well et mécht Sënn, esou eppes ze hunn, well mir hu vill Grenzgänger, mir hu vill Professionnels de santé, déi op deenen zwou Säite vun der Grenz schaffen. An duerfir, mengen ech, muss een elo kucken, wat do derbäi erauskënnt.

Wat awer gradesou wichteg ass, dat ass ze kucken, wéini d'Fransousen dës Convention-cadre ëmsetzen. Well eréischt wa si se ëmgesat hunn, da kënne mir och eppes maachen. Dat sinn also zwee Kritären, déi ech mer wënschen, dass déi esou séier wéi méiglech kommen, well heimat kréie mer effektiv eng besser Prise en charge vun de Patienten. Mir kréie méi eng Kontinuitéit an de Soinen. Mir kréie méi schnell Hëllef och alleguerten. A mir kréien eppes ganz Wichteges, géif ech soen: eng Verbesserung, oder déi administrativ Barrièren, déi ginn ofgebaut. Et ass also wierklech eng gutt Saach, wat hei geschitt.

An e leschte Saz: Ech géif mer wënschen, dass dës gutt Saach och géif an anere Beräicher mat bilateralen Ofkommesse geschéien. Zum Beispill hu mer elo, wéi gesot, mat der Région Grand Est esou en Ofkommes. Et kéint een och esou en Ofkommes mat eise belsche Frënn maache respektiv mat Rheinland-Pfalz oder eben dann och mat dem Saarland. Voilà!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet den Här Graas d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Hemmen, där ech Merci soe fir hir verschidde Rapporten, huet hei vun engem klengen, einfache Gesetz geschwat, jo, mä et sinn awer oft déi kleng Gesetzer, déi awer e groussen, wichtegen Impakt hunn. An dat hei gehéiert dozou, besonnesch wann een un déi héich Zuel och vu Grenzgänger denkt, déi awer elo hei an de Genoss vun enger Konventioun kommen, déi hinnen um Niveau vun der Gesondheetsfleeg vill Positives wäert bréngen. Duerfir kënne mir dat hei och nëmmen ënnerstëtzen.

Ech wëll och dat opgräifen, wat den Här Halsdorf elo kuerz och nach gesot huet: Mir sollen driwwer nodenken, fir dat och nach auszedeenen, och am Kontext mat anere Länner.

Iwwregens ass et immens flott, wann ee gesäit, wéi déi eenzel Länner kënnen zesummen net nëmmen um Niveau vun der Gesondheet schaffen. Ech mengen, haut krute mer erëm e gutt Beispill geliwwert, wat och d'Zesummenaarbecht um Niveau vun de Pompjeeën ubelaangt. Ech hunn elo just nach gelies, datt net manner wéi 40 Lëtzebuerger Pompjeeën de Moien am Asaz an der Belsch zu Étalle waren, wat e gutt Beispill ass, wéi sech do grenziwwerschreidend kann zesummen ausgetosch ginn an och gehollef ginn.

An hei ass och e Beispill, dat mer nëmme kënnen ënnerstëtzen. An deem Sënn bréngen ech selbstverständlech och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wann een dëse Projet de loi kuckt, da muss een eigentlech feststellen, dass et an der Europäescher Unioun méi einfach ass, Kapital vun engem Land an dat anert ze transferéiere wéi e Patient mat enger Ambulanz an en auslännescht Spidol. An dat nennt sech dann en „Europa ouni Grenzen".

Mat dësem Projet de loi ginn d'Grenzen zumindest an der Richtung vu Frankräich opgemaach. Dat ass begréissenswäert. Mir sinn natierlech och derfir, dass déi aner Länner an där doter Richtung matschaffen. A mir soen der Madamm Hemmen Merci fir hire gudde Rapport. An domat ginn ech den Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, och vun eis aus e grousse Merci un d'Madamm Hemmen fir deen ausgezeechente Rapport. Mir wëllen eis deene ville positive Kommentaren an Ureegunge vun eise Virriedner uschléissen a wäerten dat hei och mat Freed matstëmmen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum ass drun.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Och mir kënnen eis deem just uschléissen, wat virdru gesot ginn ass. Déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ass absolutt e Fortschrëtt. Et ass am Interessi vun de Leit, souwuel deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, wéi awer och de Leit an der Groussregioun.

D'Prise en charge vun de Patientë gëtt domadder wesentlech vereinfacht, awer net nëmmen d'Prise en charge vun de Patienten, mä och de Statut vun de Professionellen, déi déi Aarbecht maachen, gëtt klarifizéiert, hir Rechter, hir Kompetenzen. Dat ass absolutt begréissenswäert an e Schrëtt an déi richteg Richtung.

A mir kënnen eis äänlech wéi den Här Halsdorf och just wënschen, datt dat u sech e Modellcharakter ass fir och aner Regiounen, déi sech deem dann och uschléissen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet d'Madamm Gesondheetsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Effektiv ass dat heiten awer, wat den Accès zu medezinnesche Soinen ugeet, awer och d'Mutualisatioun vun de Kompetenzen, e ganz wichtege Projet. Et ass och hei richtegerweis gesot ginn, dass et e Kaderaccord ass, deen elo natierlech herno lieft duerch déi eenzel lokal Kooperatiounskonventiounen, déi mussen ofgeschloss ginn. Do erwaarden ech mer eng pragmatesch Approche. Hei wäert och eisen neie CGDIS eng wichteg Roll spillen, wann et ëm de Volet vun de Soins de secours d'urgence geet.

Wat ech gutt fannen, dat ass, dass vun Ufank u gesot ginn ass, dass een an engem Sënn vu Komplementaritéit wëllt ebe grad déi pragmatesch Approche beweisen, andeem ee kuckt, wou déi gréissten Defiziter sinn, wat d'Offer vun de Soinen ugeet, an dann ebe grad do wëllt punktuell nobesseren. Dat, fannen ech, ass wierklech déi richteg Approche.

An zu där Fro, wou d'Fransousen dru sinn: Dat wäert elo relativ schnell goen, well dat koum am November 2017 an d'Assemblée nationale, soudass mir dovunner ausginn, dass dat och vläicht nach virum Summer bei hinne ka sprochräif sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da si mer prett, fir ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7176 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7176 fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Mir hunn Unanimitéit mat 60 Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An da gi mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer, dem Projet de loi 7253, deen de Gebrauch vu Cannabis fir medezinnesch Zwecker soll regelen. An den „Festival Cécile Hemmen" geet weider.

5. 7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Jo, d'Zil vun dësem Gesetz ass et, fir am Kader an am Interêt vun der Santé publique den Accès fir déi bescht medezinnesch Behandlungen ze garantéieren, an dat jee no gesondheetlechem Zoustand vum Patient. Déi medezinnesch Uwendung vum Cannabis ass an deem Kontext e ganz wichtegt Thema ginn, an dat opgrond vun der Entwécklung vun der Fuerschung, wat d'Cannabisplanz ugeet.

Jo, de Cannabis gëtt als eng geféierlech Drog duergestallt an dann erëm als e wonnerbart Heelmëttel. A grad do muss een den Usaz fannen, fir den Ënnerscheed ze erklären tëschent dem Cannabis fir rekreativ Zwecker, also wat gemengerhand als „kiffen" bezeechent gëtt, an dem Gebrauch vu Cannabis fir medezinnesch Zwecker.

De Cannabis ass eng Planz, déi aus ville Moleküle besteet. Dovunner sinn déi bekanntste Cannabinoiden de sougenannten THC oder Tetrahydrocannabinol an de CBD, de Cannabidiol. Et soll ee wëssen, dass den THC dat Gefill vu Schwiewe provozéiert, wann ee Cannabis consomméiert, wougéint de Cannabidiol keng sougenannt psychotrop Niewewierkung huet an och net zur Ofhängegkeet féiert.

No ronn zéng Joer wëssenschaftlechen Etüden ass bewisen, dass souwuel den THC wéi och de CBD an enger ganz spezifescher Zesummesetzung positiv Auswierkunge kënnen hunn op d'Behandlung vu verschiddene Krankheeten. An do kommen ech am Detail herno drop zréck.

Firwat dann elo dëst Gesetz? Et muss ee wëssen, dass dat gesetzlecht Strofrecht zu Lëtzebuerg bis dato keen Ënnerscheed mécht bei der Finalitéit vun der Consommatioun vum Cannabis, ob en zu rekreativen oder zu medezinneschen Zwecker zou sech geholl gëtt. Deemno sinn d'Patienten, déi op de sougenannte medezinnesche Cannabis zréckgräife mussen, an deemselwechten Ausmooss strofbar wéi d'Konsumenten, déi kiffen.

Mat dësem Gesetz geet dann och elo zu Lëtzebuerg de Wee op, fir e legale Kader ze schafe fir de Cannabis, deen zu medezinneschen Zwecker gebraucht gëtt an deementspriechend och vum Dokter verschriwwe gëtt. D'Gesetz berout op enger Partie Amendementer zum Gesetz vun 1973 iwwert de Verkaf vu Medikamenter an d'Lutte géint d'Toxikomanie, an d'groussherzoglecht Reglement, wat dorunner ugeknäppt war, gëtt och adaptéiert.

De Projet vun dësem Gesetz ass vun der Gesondheetsministesch de 26. Februar 2018 deposéiert ginn, zesumme mam Avis vum Collège médical. De Statsrot huet säin Avis den 20. Mäerz ginn. De 17. Abrëll ass dunn de Projet an der Chamberskommissioun analyséiert ginn an ech gouf an där Sëtzung dann och zur Rapportrice ernannt. Den Avis complémentaire vum Statsrot koum den 8. Mee an de 5. Juni huet d'Kommissioun dëse Rapport ugeholl.

Wéi ech et schonn ugangs gesot hunn, ass dës Adaptatioun vum besteeënde Medikamentegesetz geduecht, fir dass och Lëtzebuerg als eent vun de ganz wéinege Länner an Europa seng therapeutesch Offer erweidert a säi Gesondheetssystem dem Fortschrëtt vun de wëssenschaftleche Recherchen an Etüden upasst.

Esou gëtt am groussherzogleche Reglement, deen iwwregens nach am Projet ass, festgehalen, dass de Cannabis zu medezinneschen Zwecker ka verschriwwe gi bei chroneschem Schmäerz - wou och bewisen ass, dass d'Symptomer kënnen ofgeschwächt ginn -, bei ganz staarkem Onwuelsinn duerch Chimiotherapien - och hei ass mëttlerweil bewisen, dass verschidde Cannabinoiden eng gutt Auswierkung hunn, jo souguer präventiv kënnen awierken - an de Cannabis kann och verschriwwe gi bei muskuläre Krämp, déi an direkter Relatioun stinn zu der Multiple Skleros.

Den Avis vum Collège médical op den éischten Entworf zum Gesetz war eigentlech ganz positiv an déi legislativ Initiativ gouf deemno begréisst. De Collège hätt awer och gäre gesinn, dass d'Verschreiwung net eleng de Spezialiste virbehalen ass, mä dass all Dokter dës Méiglechkeet kéint kréien, eventuell no enger spezifescher Formatioun.

Déiselwecht Remark koum och vum Statsrot a sengem éischten Avis an deen huet och nach eng Opposition formelle ausgedréckt a Bezuch op d'Dauer vun der Formatioun vun deenen Dokteren, déi de Cannabis kéinte verschreiwen. Dëst sollt zu enger Diskussioun féieren am Kader vun der Kommissiounssëtzung a schlussendlech ass zréckbehale ginn, dass all Dokter, deen eng Zouloossung huet, fir zu Lëtzebuerg ze exercéieren, de Cannabis médicinal ka verschreiwen, ënnert der Konditioun, dass den Zoustand vum Patient dat rechtfertegt, an ënnert der Konditioun, dass den Dokter eng Formatioun suivéiert iwwert de ganze Volet vun der Pharmakologie vum Cannabis: vun der Zesummesetzung iwwert d'Verpackung bis hin zu den Nieweneffekter. D'Dauer vun der Formatioun geet vu Minimum 6 Stonne bis op e Maximum vu 24 Stonnen, an dat gesäit de Projet vum Reglement och vir.

De Statsrot huet dës Propositioune guttgeheescht an d'Opposition formelle konnt dann och domadder opgehuewe ginn. Och ass an der Kommissioun diskutéiert ginn, firwat d'Cannabismedikatioun nëmmen iwwert d'Spidolsapdikten däerf erausgoen an net an all Apdikt däerf verkaaft ginn. Et sinn dat besonnescht Conditionnement an de ganz korrekte Stockage, déi dës geséchert Plazen awer justifiéieren. Déi véier Spidolsapdikten hu sech och bereet erkläert, fir d'Medikamenter an der Iwwergangsphas vun zwee Joer ze verkafen, an et ass och net auszeschléissen, dass et duerno op aner Apdikte kéint erweidert ginn.

Firwat d'Cannabismedikatioun op dräi Pathologië limitéieren an net eventuell och bei HIV-Patienten uwenden, also bei Aids-Patienten? Op dës Fro war d'Äntwert och kloer. Et huet ee beim Choix op wëssenschaftlech Analysen zréckgegraff, wou d'„preuves concluantes" an „substantielles" sinn, an dat am Hibléck op déi positiv Wierkungen. Do sinn de Moment d'Aids-Patiente mat hire Symptomer nach net drënnergefall.

Bleift vläicht nach ze präziséieren, dass et sech an dëser Form vu Medikatioun jo eigentlech net ëm e Medikament als solches handelt an dass ee keng Erlaabnis muss erdeele fir d'Mise sur le marché vun deene Substanzen. Et gi jo scho Medikamenter mat erlaabte Cannabisextrakter verschriwwen, esou zum Beispill de Sativex. Hei geet et awer elo ëm d'Uwendung vun der Planz als e Ganzt. An do muss d'Gesetz elo norüsten, fir dass et Kloerheet gëtt, wat d'Strofrecht ubelaangt.

D'Cannabismedikatioun mécht net ofhängeg. A fir dass mat enger gudder a kontrolléierter Wuer geschafft gëtt, wäert Lëtzebuerg sech iwwert d'Agence du cannabis aus dem Kanada approvisionnéieren.

D'Gesetz u sech besteet aus dräi Artikelen, wou zum éischten d'Strofen opgehuewe gi fir d'Patienten, deenen de Cannabis mat sengen Derivater verschriwwe gouf. Och gëtt festgehalen, dass d'Dokteren an d'Apdikter net méi kënne strofrechtlech verfollegt ginn, wa si Cannabis a seng Derivater verschreiwen oder och weiderreeche respektiv verwalten.

All Dokter, ech hunn et gesot, ka Cannabisprodukter verschreiwen, wann e seng Formatioun virweise kann. D'Medikatioun u sech gëtt zesummegestallt aus de Bestanddeeler vun der ganzer Planz a kann ënnert der Form vu Pëllen, Drëpsen, Infusiounen oder soss Ueleger un de Patient verschriwwe ginn, awer sécher net, fir ze fëmmen.

Éier een nach weider Ouvertüre wéilt schafe wéi zum Beispill de Verkaf iwwer sämtlech Apdikten, leeft dëst Gesetz an dëser Form elo emol iwwert déi nächst zwee Joer, souzesoen an enger Testphas. De Bilan wäert dann Opschloss ginn, wat nach soll verbessert oder awer vereinfacht ginn.

Ganz zum Schluss wéilt ech nach eemol betounen, dass dëst Gesetz e weidere Schrëtt ass a Richtung Qualitéit vum Gesondheetssystem hei zu Lëtzebuerg. Et ass eng laang erwaarten Avancée, op déi vill betraffe Patiente gewaart hunn.

Ech hoffen awer och, dass verstane gouf, dass de Cannabis eng Planz ass, där hir Eegeschaften nëmme ganz gutt kontrolléiert och positiv Auswierkungen op spezifesch Krankheetsbiller kënnen hunn. Dat erfuerdert e Fachwësse vum Krankheetsbild, et erfuerdert e Fachwësse vum Besoin vum Patient, vun der Zesummesetzung vun der Medikatioun a virun allem och eng Kontroll iwwert den Ursprong vun der Planz selwer. Dëst Gesetz an dat groussherzoglecht Reglement, wat dorunnerhänkt, wäerten dat erméiglechen.

Merci fir Är Opmierksamkeet, an ech ginn och heimat den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Mergen.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madamm Hemmen elo grad duergeluecht huet, stëmme mer haut d'Gesetz iwwert d'Zouloossung vum Cannabis médicinal an entloossen domat déi Dokteren aus dem Code pénal, déi dat och scho bis elo gemaach hunn.

Ech wëll der Madamm Hemmen villmools Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Dëst Gesetz ass vill mediatiséiert ginn, besonnesch och, well rezent déi Petitioun iwwert d'Legaliséierung vum Cannabis héich Welle geschloen huet. Déi zwou Diskussioune sinn awer, wéi d'Madamm Hemmen och sot, strikt ze trennen. Mir schwätzen haut nëmme vun der therapeutescher Verwendung vum Cannabis, net vum rekreative Gebrauch.

Wat bréngt d'Gesetz? Wat bréngt de Cannabis médicinal? Wann een den Etüde gleeft, net ganz vill. Dat huet och virun e puer Wochen de Virtrag, virun engem struppevolle Sall iwwregens, vun der Madamm Müller-Vahl, Professer op der Uni Hannover, iwwert d'medezinnesch Uwendunge vum Cannabis médicinal erginn, a si huet dat och bestätegt. Ech mengen, dass och deen Owend eng Rei Leit enttäuscht aus dem Sall gaange sinn.

Ech wëll och nach eng grouss franséisch Etüd zitéiere vun der Afssaps, déi fir ganz Frankräich zum Schluss komm ass, dass e kee grousse Benefiss huet, net genuch Benefiss, fir zougelooss ze ginn. Dat ass den haitege Stand a Frankräich.

Et gëtt awer och Etüden, déi beleeën, dass bei verschiddene Krankheetsbiller a bei verschiddene Symptomer, déi dës Krankheetsbiller mat sech bréngen, an dann erëm bei verschiddene Patienten en Effet bénéfique besteet. Ech zielen dës Krankheeten net op. D'Madamm Hemmen huet schonn déi Symptomer opgezielt, wou een de Cannabis kann asetzen a wou et och wëssenschaftlech beluecht ass, dass et eppes bréngt.

D'Direktioun vun der Santé huet kloer och gesot, dass si sech op dës Etüde wäert baséieren, fir de Règlement grand-ducal ze maachen, fir déi Lëscht vun deene Krankheete festzeleeën. Et deet ons e bësse leed, dass mer e bis haut nach net hunn. Et ass och net esou, wéi wann dat ganz nei hei am Land wier. Mir hunn hei am Land schonn eng gewëssen Erfahrung mat dem Sativex, deen awer zimlech regelméisseg agesat gëtt. Dat ass e Medikament a Sprayform, dat den Tetrahydrocannabinol an de Cannabidiol enthält. Et hëlleft also net näischt. An domat wier et onethesch, deene Patienten, deene kann domat gehollef ginn, de Cannabis médicinal virzëenthalen. An dofir stëmme mir och haut dëst Gesetz mat.

Et soll een awer just net mengen, dass dat elo dee groussen Duerchbroch bréngt. Et wäert och hei zu Lëtzebuerg esou wéi schonn an Däitschland, am Vereenegte Kinnekräich, an Italien, a Spuenien, Tschechien, Kroatien a Mazedonien net dee groussen Duerchbroch bréngen. Et wäert och hei keng Pre- a Postcannabis-Ära ginn. Mir sinn der Meenung, dass een de Patiente keng falsch Hoffnungen däerf maachen.

Déi therapeutesch Form vun de Cannabisderivaten huet kee psychotropen Effekt. Si maachen net ofhängeg, esou wéi iwwregens och de Cannabis net, op d'mannst net kierperlech ofhängeg. Niewewierkungen also wéi d'Verschlechterung vum Kuerzzäitgediechtnes, d'Verlängerung vun der Reaktiounszäit a Problemer mat der motorescher Koordinatioun, déi ee besonnesch am Stroosseverkéier géif fäerten, déi brauche mer hei net ze fäerten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi virun zwee Deeg kéim ech och elo no de positive Punkten op déi, déi mer awer mussen e bësse kritiséieren. Do wier emol fir d'Éischt déi éischt Limitatioun, déi awer schonn opgrond vum Statsrot aus dem Text geholl gouf. Et war virgesinn, d'Prescriptioun op verschidde Spezialitéiten ze limitéieren. Dass den Dokter, deen e gewëssene Produit, a grad dës Produiten, well et sech am Dosage awer ëm en Erfahrungswäert handelt, well een och muss genee wëssen, wéi säi Patient drop reagéiert, verschreift, muss eng Formatioun maachen, fir e kënnen opzeschreiwen, dat fanne mir extrem sënnvoll, mä net d'Limitatioun op verschidde Spezialitéiten. Et gëtt jo net esou gemaach, mä ech wëll awer e bëssen dorobber agoen. Dat wier einfach abstrus, esou wéi dat iwwregens och bei anere Limitatiounen, déi entre-temps agerass sinn, de Fall ass!

Als klengen Exkurs wëll ech Iech awer net virenthalen, wéi et zu dëse Limitatioune komm ass, an zwar europawäit. Et ass net, well dës Medikamenter esou schwiereg sinn an der Uwendung, et ass och net, dass se besonnesch riskant wieren. Et ass einfach, well se schrecklech deier sinn. Et handelt sech oft ëm nei Medikamenter an d'Pharmalobby, där hire laangen Aarm Der jo kennt, déi huet erkannt, dass ee seng deier Medikamenter besser verkeeft, wann een de Krankekeesen och déi Limitatioun mat recommandéiert. D'Krankekeese sinn dëse Wee gäre matgaangen an esou hu mer haut déi Situatioun, wéi se ass.

Ech wëll dat och mat engem Beispill illustréieren: Eng Patientin brauch fir hir rheumatesch Krankheet Injektioune mat Anti-TNF alpha. Déi sinn dem Spezialist virenthalen. Well hire Spezialist awer an der Vakanz ass, geet se bei hiren Dokter. Deen huet alles probéiert, fir op d'mannst eng Ampull fir d'Fra kënnen aus der Apdikt ze kréien, mä do war näischt ze maachen. Dir kennt och d'Waardezäite bei de Spezialisten. An déi sinn net fir d'Lescht esou laang, well eben déi aarm Leit, déi déi Traitementer brauchen, all Kéiers mussen dohinnertrëppele fir d'Prolongation de prescription.

Dat ass eng negativ Entwécklung, déi mer beobachte kënnen. A mir mussen et och an dësem Land mat senger e bësse spezieller Sécurité-sociales-Situatioun fäerdegbréngen, dass, wann e Medikament facharztflichteg ass - dat heescht, dass et op Spezialiste limitéiert ass -, dann ee fir alle Mol eng Ordonnance vum Spezialist beim Ufank vum Traitement gemaach gëtt, dass d'Krankekeess, wann et sënnvoll ass, dass dee Patient dat kritt, dat unerkennt an dass e fir seng Répétition d'ordonnance ka bei säin Dokter goen.

Stellt Iech e Patient vir mat enger Maladie de Crohn, dee geet bei säi Gastroenterolog, well et eng Daarmkrankheet ass, fir säin Anti-TSF alpha. Da muss en awer nach bei den Neurolog goen, well de Cannabis médicinal, deen hëlleft em och gutt. A wann en nach eppes um Häerz huet, gëtt et elo eng Rei nei Medikamenter fir d'Häerz an déi sollen dann och op d'Kardiologie limitéiert sinn. Déi kaschten och d'Aen aus dem Kapp.

Dat kann et net sinn, Här President, dat ass net am Interêt vum Patient. Dat ass eng Kujenad.

Eng zweet Limitatioun wäert dann d'Lëscht vun de Krankheete sinn, déi ech schonn ugeschwat hunn, fir déi een däerf de Cannabis médicinal opschreiwen. Limitéiere mer ons op déi, fir déi d'Etüden eng gewësse Wierkung nogewisen hunn, da wäerten net schrecklech vill Patiente betraff sinn. D'Lëscht wäert eben am Règlement grand-ducal festgehale sinn. Mä ech huelen awer un, grad wéi d'Madamm Hemmen, dass dës Lëscht wäert an Zukunft nach musse vervollstännegt gi respektiv adaptéiert ginn. A mir wäerten dat natierlech mat vill Opmierksamkeet verfollegen.

Déi drëtt Limitatioun si schliisslech d'Spidolsapdikten, wat mer eigentlech och net gutt fannen. Och hei muss de Patient sech deplacéieren. Mir hunn an der Kommissioun driwwer diskutéiert an et ass ons verséchert ginn, dass et wäert méiglech sinn, dass d'Spidolsapdikt d'Prescriptioun kritt an dass dat fäerdegt Preparat awer dann an eng lokal Officine ka bruecht ginn, wou de Patient et kann ofhuelen. Vu dass et keen Akuttraitement ass, mä e chronescht, hu mer net weider doriwwer diskutéiert. Mir wäerten och dat awer mat vill Opmierksamkeet verfollegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz wäert kee Paradigmewiessel an der Medezinn no sech zéien. Mir mengen awer, dass et eng Verbesserung fir verschidde Patiente mat sech bréngt, eng Erliichterung fir déi Dokteren och, déi schonn an der Vergaangenheet medezinnesche Cannabis opgeschriwwen hunn an domat ëmmer mat engem Been am Prisong stoungen.

Ech ka mer virstellen, dass ech déi Formatioun och wäert matmaachen, och wann ech souwisou scho mat engem Been am Prisong stinn.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Edy Mertens.

M. Edy Mertens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci der Madamm Mergen. Si huet d'Halschent vun deem gesot, wat ech hei sollt soen, medezinnesch gesinn huet se meng voll Ënnerstëtzung. Esou ass et effektiv. Ech weess och net, ob eng Revolutioun hei stattfënnt mam Cannabis.

Ech wëll direkt och soen, datt ech ewell al sinn an zu menger Zäit op der Universitéit huet d'Professor Kryspin-Exner, Psychiater, eis erzielt, wéi lëschteg datt dat war, wéi se zu Wien am Parlament gesot hat, wie wéilt, sollt emol an e Raum kommen, si géif deenen - do hate se eng Diskussioun iwwer Cannabis - Marihuana ginn, déi sollten dann emol eng fëmmen. An dunn huet se zu eis gesot: „Solche komischen Gesichter hatte ich noch nie gesehen." Well déi Deputéiert, déi deelgeholl haten, do war et deenen enge gutt, deenen anere schlecht. Also et ass eppes, wat och dunn - dat muss ech hannendrusoen, dat hat se eis gesot - scho getest ginn ass, och fir bei verschiddene Krankheete fir d'Wuelbefannen an esou kënnen agesat ze ginn.

Et gëtt och kaum eng Planz, géif ech soen, déi an de leschte Jorzéngten esou staark ëmstridde war wéi de Cannabis. D'Meenungen iwwert de Gebrauch respektiv de Mëssbrauch louchen dacks diametral auserneen. Déi eng hunn de Cannabis als eng Zort Allheelmëttel gesinn - wat et sécher net ass -, déi aner hunn en éischter verdäiwelt an en als direkte Wee an d'Illegalitéit an domat an d'Kriminalitéit ugesinn.

Leider goufen an deenen Diskussiounen dacks, wéi ech elo grad gesot hunn, Äppel a Bire matenee verglach an dacks ass aus enger Méck en Elefant gemaach ginn. Ech mengen, d'Madamm Mergen hat et gesot: Dir stierft net, wann Der probéiert, en Joint ze fëmmen. Ech rode jiddwerengem et. Ech hat et och gemaach. Dat war déi éischt an déi lescht, déi ech gefëmmt hat. Et war mer himmelschlecht ginn dovun. Also et ass net jiddwereen, deen do schwieft, wéi virdru gesot, a sech da wonnerbar fillt. Esou ass et net.

Knapps hat een deemools näämlech d'Wuert Cannabis an de Mond geholl, dann hate vill Leit gemengt, d'Kanner géifen an Zukunft keng Panini-Billercher, mä Titercher ënnereneen tauschen. Heefeg gouf d'Planz einfach méi schlecht gemaach, wéi se a sech ass. Dat huet sech mëttlerweilen - Gott sei Dank, kann ee soen - ewell e bësselche berouegt.

Här President, och wann eist Strofrecht nach keen Ënnerscheed tëscht dem Gebrauch vu Cannabis fir rekreativ - fir de Genoss einfach ze hunn - an dem Gebrauch fir medezinnesch Zwecker mécht, esou gëtt et awer a mengen Aen eng grondleeënd Differenz, näämlech jee nodeem, firwat datt een e benotzt. Dat soll een näämlech net vergiessen.

Déi eng wëllen de Cannabis, wéi gesot, als Genossmëttel consomméieren, fir ze entspanen. Déi aner consomméieren en, fir d'Symptomer, d'Niewewierkunge vläicht vun anere staarke Medikamenter besser an de Grëff ze kréien. Mir sollen eis do näischt virmaachen. Wéi dacks krut ech ewell vu Patiente gesot, datt si regelméisseg eng dämpen, well si et einfach net méi packen. Dat sinn awer, muss ech soen, wéi de Lëtzebuerger géif soen „anstänneg Leit", déi sech net wëlle kriminaliséieren an an d'Illegalitéit wëllen erarutschen, wierklech net. Wann et dann esou ass, deem engen oder aneren hëlleft, mengen ech, si mer um richtege Wee.

Wann ee kee Choix méi huet, keng Alternativ méi gesäit, da sicht ee sech eben nei Weeër, fir sech ze hëllefen. Datselwecht hu mer an der Homeopathie an an all deene Saachen. „Homeopathy is the art of doing nothing", hat ech emol gelies vun engem ganz bekannte Medezinner, deen dat 40 Joer laang studéiert hat. Du kanns net vill falsch maachen, mä du kanns d'Kügelcher verschreiwen. An ech ka soe vu menge Patienten, datt ech der gesinn hunn, déi de Cannabis geholl hunn, net vill, mä e puer. An do waren der zwee derbäi, déi hu gesot: Dat war wonnerbar fir zwee Méint an duerno huet et näischt méi gehollef. Louch dat un der Dosis? Ech muss éierlech soen, ech hu keng grouss Erfahrung domat a kennen net alze vill an der Medezinn vum Cannabis.

(Interruption)

Jo. De medezinnesche Cannabis kann, wéi gesot, fir vill betraffe Leit also eng Alternativ sinn oder souguer déi eenzeg Léisung sinn, fir en hallefweegs normaalt Liewe kënnen ze féieren. A genau ëm dee Cannabisgebrauch geet et haut bei dësem Gesetzesprojet.

Virop wëll ech awer nach der Madamm Hemmen villmools Merci soen. Hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport erlaabt et mer, mech elo just nach op e puer Punkten ze limitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'DP ass de Cannabis also, kann ee soen, keen Däiwelskraut. Dat wëll ech hei eng Kéier ganz kloer soen. Mir verdäiwelen en net. Dat wëllt awer op kee Fall heeschen, datt mer sollten d'Effete vun där Planz verharmlosen. Egal ob fir de medezinneschen oder rekreative Gebrauch vu Cannabis, d'Informatiouns-, d'Sensibiliséierungs- a virun allem d'Präventiounsaarbecht däerfen net ze kuerz kommen. Et schéngt mer an deem Kontext immens wichteg ze sinn, dat ze betounen, grad am Hibléck och op de Schutz vun de Kanner a vun de Jugendlechen.

Här President, et geet haut, wéi gesot, ëm de medezinnesche Gebrauch vum Hanf. Deen huet ewell eng jordausendelaang Traditioun. Den Hanf war eng vun deenen éischte Planzen iwwerhaapt, déi de Mënsch ugebaut huet. Déi modern Fuerschung huet allerdéngs eréischt an de 60er Jore lues a lues ugefaangen ze kucken, ëm wat et sech handelt.

Den Duerchbroch koum dunn eng Kéier 1990, 1993, wéi d'Fuerscher déi Rezeptoren entdeckt hunn an de CB1 an de CB2, wéi se dat nennen, de sougenannten Endocannabinoid-System. Deen Endocannabinoid-System, deen hu mer alleguerten an eis. Dee spillt eng immens wichteg Roll an der Regulatioun op ville Plazen, wouvun déi eng Rezeptore méi direkt am Gehir an dem peripheren Nervesystem virkommen, mä awer och an Organer a villen anere Plazen. An deen zweete Rezeptor spillt dann haaptsächlech eng Roll, wéi een d'Péng „managt" - soe mer emol esou -, a spillt dann och beim Immunsystem eng ganz grouss Roll.

Dir kennt bestëmmt den Effekt - fir ze erklären, wat dat komplizéiert Gedeessems do soll mat deene Rezeptoren - vun de Sportler. D'Jogger, déi soen: „Majo ech muss jogge goen, no enger gewëssener Zäit fillen ech mech high." Ech schwätzen do vum Runner's High, engem Gefill, wat deen do kritt, well eben déi Endorphinnen an dee ganzen Endocannabinoid-System zum Droe kommen.

Natierlech huet och de Cannabis seng Niewewierkungen. Déi eng si gewollt, wéi zum Beispill d'Relaxéieren, et gouf virdru gesot, vun de Muskele bei Spastiker. Déi aner si manner gewollt. Et huet sech allerdéngs mëttlerweil erausgestallt, datt déi ongewollt Niewewierkungen haaptsächlech vum THC ervirgeruff ginn, an net vum CBD. Virdrun hat d'Madamm Mergen dat ausféierlech erkläert. Dee Wierkstoff CBD ass dofir besonnesch interessant fir déi medezinnesch Zwecker, vun deene mer hei schwätzen.

Mir ginn also elo op de Wee, fir den Accès zu dësem therapeutesche Cannabis ze reglementéieren. Do si mer bei Wäitem, wéi och virdru gesot gouf, sécher net déi Éischt op der Welt, mä mir zéien also no an - soll ech et soen? - mir gi méi modern. Mir erlaben et, dat ze entkriminaliséieren. Et ass jo méi einfach, wann een ewell mat engem Fouss am Prisong steet; mä déi aner Kolleeginnen a Kolleegen, déi dat verschreiwen, sinn also juristesch net an der Rei. (veuillez lire: Mir erlaben et, dat ze entkriminaliséieren, sou dass et méi einfach ass fir deen, deen ewell mat engem Fouss am Prisong steet; déi aner Kolleeginnen a Kolleegen, déi dat verschreiwen, sinn awer juristesch och an der Rei.)

Wann ech dem President vun der Cannamedica nolauschteren, dat ass eng lëtzebuergesch Asbl, déi sech fir den Asaz vun therapeuteschem Cannabis asetzt, dann hätte mir mat eiser Approche e bëssen Angscht, seet en, virum eegene Courage. Aner Länner wiere schliisslech ewell vill méi wäit. Et kommen eben an Zukunft nëmme Patiente mat bestëmmte Pathologien a Fro, déi esou en Traitement kënne maachen. Et gouf virdru gesot: chronesch Schmäerzpatienten, Kriibspatienten, Niewewierkunge vu Chimiotherapie an esou virun, Patiente mat Multiple Skleros.

Dat kann een elo „restriktiv" nennen. Ech géif éischter awer vu „virsiichteg" schwätzen. Et wëllt een dat Ganzt elo am Ufank emol an enger Testphas ulafe loossen, fir dann duerno ze evaluéieren. Et ass e bëssen déi Lëtzebuerger Manéier, fir net direkt virun de Won ze sprangen. Mir begréissen et jiddefalls och, datt elo all Medezinner, déi eng gewësse Formatioun gemaach hunn, dat kënne verschreiwen. An dat wäert ech dann och maachen, well ech mengen, déi meeschte Medezinner hu keng Erfahrung an der Therapie mat Cannabis. Dat war uganks jo net esou ugedeit a gouf vum Collège médical och kritiséiert.

Mir sinn also net méi gradesou restriktiv, an dat ass och gutt esou. Well wéi virdrun d'Madamm Mergen gesot hat, kënne mer awer net alles op d'Spezialiste verleeën. Ech mengen, et ass esou, datt den Allgemengmedezinner dagdeeglech mat deene Problemer konfrontéiert ass. A wann ech fir alles ëmmer erëm muss bei de Spezialist goen...

Ech hat de Moien a menger Praxis ewell um hallwer siwen eng Patientin, fir lech et nëmmen ze soen - an déi Leit, déi spannen net, dat ass Tatsaach -, déi war déi lescht Woch an enger Urgence, wou se dann herno zesummegebrach ass no Stonnen, do ware 437 Leit. Si hat den Ticket op alle Fall esou. D'Wartezëmmer voll, kee Stull méi wäit a breet, alles iwwerfëllt, d'Doktesch komplett mat den Nerven um Enn an aacht Infirmièren do, mä nëmmen een

Dokter. Wa mer do mussen dann och nach op eemol optauchen a soen: „Ech hätt gäre mäi Cannabis“, ech weess net, wéi ech dann do ukommen!

Zweetens ass et jo och d'Verpackung, dann d'Liwwerung vum Cannabis, d'Preparatioun an esou virun.

Här President, ech wéilt awer nach kuerz op eppes aneschters ze schwätze kommen, wéi ech elo grad gesot hunn: d'Delivrance vum Cannabis. Dat ass näämlech laut deem virleienden Text just deene Spidolsapdikte virbehalen. Mir hunn awer elo grad héieren, datt dat och aneschters kéint ginn. An dat géife mer begréissen, well d'Distanzen dacks zu deenen Apdikten awer ganz wäit sinn. An ech mengen, dat ass och - ech si keen Apdikter - aus praktesche Grënn: Konservéierung an esou virun. Mä ech gesinn awer do keng Schwieregkeeten, well ee ganz vill Artikelen an der Apdikt och souwisou muss aus dem Spidol bezéien. An ech mengen, d'Apdikte gi véier- oder fënnefmol den Dag beliwwert an et bréngt dann een hinnen de Pak mat. Dat kann alles net esou schrecklech komplizéiert sinn.

Well grad déi Patienten, iwwert déi mer hei schwätzen, sinn dacks schwéier krank, hu schwéier Beeinträchtegungen, denkt un d'Multiple Skleros! An an eisen Aen ass et dofir op laang Siicht sënnvoll, datt de Wee an d'Apdikt esou kuerz wéi méiglech soll sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen Text ass trotzdeem e wesentleche Fortschrëtt, deen op neiste wëssenschaftlechen Erkenntnisser fousst, a mir maachen hei net egal wat. Virun allem ville betraffene Patiente wäert et vläicht hëllefen, méi en normaalt Liewen ze féieren.

D'DP ass a war nach ëmmer eng fortschrëttlech Partei, och wann et ëm nei Erkenntnisser an der Medezinn gaangen ass. An aus all dëse Grënn sti mer natierlech hannert dem Projet. An ech ginn och heimat den Accord vu menger Fraktioun. Vläicht ass et och esou, datt mer dat erëmkréien, wat déi al Medezinner gesot hunn, well an eiser Geschicht jo gesot gëtt, den „Medicus curat“ an „Natura sanat“: den Dokter steiert dat Ganzt, aus der Natur kënnt d'Heelung. Vläicht hu mer hei fir vill Patienten awer d'Méiglechkeet, eng Besserung ervirzeruffen.

Ech wëll Iech nach soen, datt de Fraktiounskolleeg Max Hahn och nach iwwert dat Thema wëllt schwätzen, dat e bësse méi spéit.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass medezinnescher Natur, mä net nëmmen. En huet och eng gesellschaftspolitesch Bedeitung. E mécht näämlech Schluss mam Viruerteel, datt Cannabis näischt anescht ass wéi eng geféierlech Drog. Cannabis ass och e Medikament a wierkt souwuel op kierperlecher wéi och op psychescher Ebene. An anere Länner schwätze behandelt Patienten a Patientinne vu reduzéierte Schmäerzen, engem positiven Impakt op Muskel- an Nervestéierungen, enger besserer Versuergung vun de Bronche mat Sauerstoff, der Regulatioun vum Appetitt beispillsweis bei enger Chimiotherapie, der Reduktioun vu Schlofstéierungen oder soziale Phobien an esou weider.

Fir de positive Wierkunge vum medezinnesche Cannabis Rechnung ze droen oder besser gesot zum Deel Rechnung ze droen, däerfen d'Dokteren an Zukunft Cannabisbléien oder Extrakter aus Cannabis verschreiwen. Ofgesi vun enger Weiderbildung vu 24 Stonne brauche se duerfir keng speziell Qualifikatioun. D'Behandlung mam medezinnesche Cannabis hänkt allerdéngs un zwou Konditiounen. Si si schonn e puermol hei ernimmt ginn. De Patient muss sech an enger fortgeschrattener Phas oder der Endphas vun enger schwéierer Krankheet befannen oder d'Symptomer vu senger Krankheet mussen esou grouss sinn, datt se e sensibelen Impakt op d'Liewensqualitéit vum Patient hunn. An deem Fall kënnen d'Symptomer duerch d'Verofreechung vu Cannabis ofgeschwächt ginn, woubäi et net onwichteg ass, ervirzehiewen, datt dës Zort vu Medikament net an all Apdikt, mä just an de Spidolsapdikten erhältlech wäert sinn.

Et muss een also feststellen, Dir Dammen an Dir Hären, datt eng cannabisbaséiert Therapie un eng Rei Restriktioune gebonne gëtt zu Lëtzebuerg, souwuel wat d'Krankheetsbiller ugeet wéi och seng Disponibilitéit an den Apdikten, dëst am Kader vun engem Pilotprojet, dee jo no zwee Joer soll evaluéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng begréisse mir dëse Projet de loi aus enger grousser Ursaach: En erhéicht d'Wuelbefanne vun enger ganzer Rei vu Patienten, déi op Cannabis als Medezinn ugewise sinn. Vill ze laang sinn dës Mënschen no engem traditionelle Schema behandelt ginn, mat kengem oder just mat engem minimalen Erfolleg, mä mat groussen a belaaschtenden Niewewierkungen. Dëse Projet de loi schaaft eng sënnvoll Alternativ a bedeit e grousse Fortschrëtt am Verglach zu haut.

Här President, wann een dann awer kuckt, wéi aner Länner virgaange sinn, wéi se d'Behandlung mat medezinneschem Cannabis legaliséiert hunn, da kënnt een net derlaanscht, eng Rei Froen ze stellen, quitte datt déi Länner bal op enger Hand opzeziele sinn.

Déi wichtegst Fro, Dir Dammen an Dir Hären, bezitt sech op dee leschte Saz vum Gesetzesprojet. An deem Saz steet notamment, datt e Règlement grand-ducal d'Lëscht vun de Krankheete wäert fixéieren, déi mat Cannabis behandelt däerfe ginn. Dee Règlement grand-ducal gëtt et nach net. Dee Saz léisst awer vermuten, datt just kloer definéiert Krankheetsbiller fir eng Behandlung mat Cannabis a Fro kommen. Dat heescht, vu virera sinn aner Krankheeten ausgeschloss.

Souwäit ech Iech an Är Mataarbechter an der Santéskommissioun verstanen hunn, Madamm Minister, handelt et sech bei deene Krankheeten ebe grad ëm Multiple Skleros, chronesch Schmäerzen a Kriibserkrankungen. De Grond, firwat d'Behandlung op dës Krankheete limitéiert soll ginn, hutt Dir eis och ginn. Dir hutt eis dat erklärt. Et ass deen, datt bei dëse Krankheeten handfest Beweiser virleien, datt medezinnesche Cannabis wierkt. Eng breet ugeluechte Meta-Etüd huet um internationale Plang zu dëser Erkenntnis gefouert, laut Ären Ausféierungen. Ech huelen un, datt dëst fir d'Gesondheetskeess eng wichteg Konditioun ass, fir datt eng Behandlung mat Cannabis iwwerhaapt ka rembourséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer an deem Kontext awer, eng Parallell zu Däitschland ze zéien. Virun iwwer engem Joer, am Mäerz 2017, ass an Däitschland e Gesetz a Kraaft getrueden, wat den Dokteren d'Recht ginn huet, hire Patiente medezinnesche Cannabis ze verschreiwen, allerdéngs mat engem wesentlechen Ënnerscheed zu eisem Projet de loi. Den Ënnerscheed ass deen, datt eis däitsch Nopere bewosst op d'Indikatioun vu bestëmmte Krankheetsbiller verzicht hunn. Si hunn den Dokteren also d'Fräiheet gelooss, selwer ze jugéieren, ob se cannabisbaséiert Medikamenter verschreiwen oder net, dëst am Sënn vun der Liberté thérapeutique.

Dir Dammen an Dir Hären, ervirhiewe wéilt ech an deem Kontext och d'Aussoe vun der Professer Dokter Kirsten Müller-Vahl vun der Universitéit vun Hannover. D'Madamm Mergen huet se och schonn an hirer Interventioun ernimmt. Déi Madamm ass Neurologin a Psychiaterin an donieft och Fuerscherin um Plang vum medezinnesche Cannabis. Kierzlech konnt si de Beweis bréngen, datt medezinnesche Cannabis de sougenannten Tourette-Syndrom massiv reduzéiert a souguer beruffsonfäege Patienten d'Aglidderung zréck an de Beruff erméigleche kann doduerch, datt hir onkontrolléiert Kierperbewegunge massiv ofhuelen, oder d'Kappbewegungen.

Virun engem knappe Mount huet dës Spezialistin dat däitscht Gesetz viru vollem Sall am CHL virgestallt, dëst op Invitatioun vun der Associatioun Cannamedica. Bei där Geleeënheet huet si ausdrécklech dervun ofgeroden, eng Lëscht mat Krankheeten ze definéieren an d'Behandlung op gewësse Krankheeten ze limitéieren. Hirer Aschätzung no si forméiert Dokteren näämlech kompetent genuch, fir ze wëssen, wéi se mat der Substanz sollen ëmgoen. Dobäi ass et kloer, datt de Risiko vun Niewewierkunge bei medezinneschem Cannabis generell méi niddreg ass wéi bei allen anere Medikamenter, wann d'Behandlung mat klengen Dosen ufänkt. An d'Gefor, datt e Patient ofhängeg gëtt, besteet guer net, well medezinnesche Cannabis erwisenermoossen net ofhängeg mécht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, quitte datt hei eng Meta-Etüd virläit, déi d'Wierksamkeet vum Cannabis just un deenen dräi genannte Krankheetsbiller festmécht, esou loossen d'Erfahrungen, déi schonn am Ausland gemaach gi sinn, awer keen Zweifel méi drun, datt Cannabis bei villen anere Krankheetsbiller zu gudde Resultater féiert. Datt d'Fuerschung net all Beweis ka liwweren an deene villen Erfahrungen, déi säit Jorzéngte schonn um Terrain gemaach ginn, hannendruleeft, ass bedauerlech. Et ass awer och ganz verständlech:

Éischtens ass d'Fuerschung an hir Applikatioun jorzéngtelaang duerch restriktiv Gesetzer behënnert ginn. Zweetens huet d'Pharmaindustrie, déi d'Fuerschung jo zu engem Deel matfinanzéiert, net vill Interessi um Cannabis, well mam Wierkstoff vun enger Planz kee Geld ze maachen ass. Jiddefalls bedeiten déi feelend Studien, déi feelend Efforten an der Fuerschung an déi feelend Daten net, datt Cannabis net wierkt.

De Problem, dee sech an deem Kontext fir Lëtzebuerg stellt, an och firwat mir esou restriktiv virginn, läit eiser Meenung no net beim feelende Wëlle vun de Medezinner, bei der Behandlung vun enger ganzer Rei Krankheeten op medezinnesche Cannabis zréckzegräifen. De Problem gesi mir éischter bei der CNS, déi fir de Remboursement zoustänneg ass a sech schwéierdeet wahrscheinlech, Behandlungsmethoden unzëerkennen, déi de klassesche Behandlungsschema duerchbriechen.

De beschte Beweis liwwert d'Psychotheraphie, un déi ech kuerz wéilt erënneren: Iwwer zwee Joer nodeems de Beruff vum Psychotherapeut gesetzlech geregelt ginn ass, fir e Remboursement vun der Psychotherapie ze erméiglechen, trëppelt d'CNS nach ëmmer op der Plaz; mat engem klenge Liichtbléck um Horizont allerdéngs. D'Resultat ass, datt d'Patienten hir Visitte bis haut aus der eegener Täsch hu musse bezuelen oder eben op eng Psychotherapie hu musse verzichten, wa se net déi néideg Finanzmëttel haten. Dat nennt sech dann eng Zwouklassemedezinn; also grad dat, wat mer wollte vermeiden.

En äänleche Problem besteet bei der Behandlung mat medezinneschem Cannabis an Däitschland, wou e Patient bis zu 1.500 Euro am Mount aus senger eegener Täsch muss bezuelen, well d'Krankekeesen ëmmer méi streng ginn. Well esou héich Zommen déi finanziell Méiglechkeete vu ville Leit iwwersteigen, gesi se sech natierlech gezwongen, medezinnesche Cannabis entweder um méi bëllegen, mä ganz geféierleche Schwaarzmaart ze besuergen, oder se mussen d'Planz selwer ubauen a maache sech a béide Fäll strofbar.

Dat féiert natierlech zu der spannender Fro vum Eegenubau, deen och zu Lëtzebuerg als Hannerdier benotzt ka ginn, wann d'CNS de Remboursement a gewëssene Fäll refuséiert oder wann d'Behandlung laangfristeg just op dräi Krankheetsbiller limitéiert bleift. Datt d'Patienten dann a Versuchung geroden, zu Eegeversuerger ze ginn, läit natierlech op der Hand.

Op där anerer Säit muss ee sech dann och d'Fro stellen, wat geschitt, wann d'CNS matspillt an d'Behandlunge grousszügeg rembourséiert; wat mer jo alleguer hoffen. Et weess ee jo ni. Dee Moment geet de Konsum vum medezinnesche Cannabis natierlech erop. De Revers vun der Medail ass awer dann deen, datt massiv Versuergungsenkpäss kënnen optrieden, well mir grad wéi Däitschland vum Import aus Kanada an aus Holland ofhänken, wou et elo scho massiv Enkpäss gëtt.

Et ass bekannt, datt d'Ubaukapazitéiten an Holland ganz begrenzt si vun Ufank un an datt et beim Medezinalhanf aus Kanada net nëmmen zu Liwwerenkpäss koum, an de leschte Méint koum et och zu Réckzich wéinst Problemer mat der Qualitéit. Mir sinn also nach net op der gewonnener Säit.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Konklusioun, déi mir als Gréng wéilten zéien, besteet aus fënnef Punkten, déi fir Lëtzebuerg interessant kënne sinn a Perspektive fir d'Zukunft opmaachen:

Éischtens muss massiv an d'Fuerschung investéiert ginn. Nëmmen da gëtt et méiglech, den definitive Beweis ze liweren, datt medezinnesche Cannabis bei méi wéi dräi Krankheete wierkt. Mat eise ville Fuerschungszentren, kombinéiert mat der Uni Lëtzebuerg, wier eist Land gutt opgestallt, fir eis an déi Recherche ze lancéieren, och wa Meta-Etüde wäit iwwer Lëtzebuerg mussen erausgoen, däers si mer eis do bewosst.

Op där anerer Säit muss driwwer nogeduecht ginn, ob wierklech all positiv Wierkung vu Cannabis mat extrem deiere Meta-Etüde muss beluecht ginn. D'Erfahrung vun Dausende Patiente léisst ëmmerhin näischt ze wënschen iwwreg, ëmsou méi, well dës Substanz net ofhängeg mécht.

Zweetens wier et e positivt Signal fir eis, wann d'CNS hir zréckhalend Rembourséementspolitik géif iwwerdenken a sech der Zäit géif upassen.

Wat beim Psychotherapeutegesetz passéiert ass, däerf sech näämlech net widderhuelen. Den Netremboursement vum medezinnesche Cannabis fir eng ganz Rei Krankheetsbiller géif zu enger Zwouklassemedezinn féieren, mä net zum Wuel vum Patient, dëst natierlech am Fall, wou d'Lëscht mat de Krankheete géif ofgeschaaft ginn oder awer adaptéiert ginn.

Den Netremboursement féiert derzou, datt eng Rei Patiente sech forcéiert gesinn, sech iwwert den illegale Schwaarzmaart - ech hunn et scho gesot - oder den illegalen Eegenubau anzedecken. An dat mécht d'Saach net besser an och net méi transparent.

Drëttens däerfen d'Enkpäss am Import net einfach ignoréiert ginn. D'Léisung, fir dës Enkpäss ze behiewen, läit op der Hand. Si besteet net aus der Hoffnung, datt d'Enkpäss vum selwe verschwannen. D'Léisung besteet villméi doran, datt iwwert d'Grënnung vun enger nationaler Cannabis-Agence nogeduecht gëtt. Esou eng Agence géif déi legal Basis schafen, fir proppere medezinnesche Cannabis zu Lëtzebuerg unzebauen, souzesoe bio, regional a fair, wéi mer dat jo esou gären hunn.

Véiertens muss Wäert op eng gutt Formatioun vun den Dokteren an eng gutt Informatioun vun de Patiente geluecht ginn, fir datt jiddweree weess, vu wat e schwätzt a wat e wëllt.

A fënneftens muss envisagéiert ginn, d'Limitatioun op d'Spidolsapdikten opzehiewen. Dat ass fir eis e ganz wichtege Punkt. Wann net just d'Spezialisten, mä och d'Generaliste Cannabis däerfe verschreiwen, wat mir jo nodréiglech an de Gesetzesprojet ageschriwwen hunn, dann ass et net normal, datt dat Medikament just an de Spidolsapdikten ze kréien ass. Hei geet et net just ëm d'Proximitéit vum Patient zu der Apdikt, virun allem geet et ëm déi perséinlech Relatioun tëschent dem Patient an dem Apdikter.

Laut sengem Code de déontologie muss den Apdikter eng berodend Roll spillen. En ass gehalen, de Patient iwwert den Emgang mat Medikamenter an iwwert d'Onverträäglechkeet mat anere Medikamenter opzeklären, an e kennt de Patient meeschtens ganz gutt.

Well et schwéier ass, an de Spidolsapdikten eng perséinlech Relatioun mat de Patienten opzebauen, zweifele mir dorun, datt dës Apdikten hir berodend Missioun gutt kënnen erfëllen. Ob se d'Officinë beliwweren oder net, bleift ofzewaarden, wa se net dozou forcéiert ginn.

Här President, déi fënnef Punkten, op déi ech agaange sinn, weisen d'Richtung, wéi et eiser Meenung no soll weidergoen. Nach ni war e Gesetz zu Lëtzebuerg a Stee gemeesselt a mir sinn iwwerzeegt, datt sech ënnerhalb vun dësem Projet de loi nach villes wäert bewegen, wann d'Pilotphas bis ofgeschloss ass, vläicht och scho virdrun, a wann d'Politik genuch Courage beweist.

Cannabis ass e Medikament mat laanger Traditioun, wat et awer net einfach huet, sech duerchzesetzen. Mat dësem Gesetz maache mir deen éischte wichtege Schrëtt zu Lëtzebuerg, fir datt et sech duerchsetze kann. An duerfir sti mir voll derhannert.

Op de Cannabis zu rekreativen Zwecker ginn ech net an, well een Äppel a Biren net matenee vergläiche kann. An anere Wierder: Dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn. Mä och déi aner Diskussioun muss gefouert ginn.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a wënsche ville Patienten a Patientinne schonn elo eng gutt Besserung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Schonn zanter lange Jore fuerdert d'ADR d'Zouloossung vu Cannabis zu medezinneschen Zwecker am Interessi vum Patient, fir d'Lescht an eisem Wahlprogramm 2013. All Mëttel, wat e kierperlecht oder psychescht Leide verréngere kann, soll zougänglech sinn. Mir sinn also ganz begeeschtert iwwert dësen Text a wäerten em eis Zoustëmmung ginn.

Nichtsdestotrotz muss ech awer drop hiweisen, datt den Auteur vun dësem Text nees iwwerreglementéiert huet. An do ginn ech der Madamm Lorsché an hire Kriticken op der ganzer Linn recht. Do ass fir d'Éischt emol déi Lëscht vu Krankheeten, fir déi den Traitement mat Cannabis a Fro kënnt an deen esou ageschränkt gëtt. Fir eis ass dat effektiv eng Fro vum Vertrauen zum Dokter, zu sengem Wëssen an och zur Liberté thérapeutique, déi muss do sinn.

Dat Zweet, dat ass den Zougang, deen ageschränkt ass. Och do erschléisst et sech eis net, firwat datt do déi Delivrance limitéiert soll sinn op déi berüümte Pharmacies hospitalières, wou et der de Moment nëmme véier am Land gëtt. Ech mengen, all Apdikt hei am Land stockéiert wesentlech méi geféierlech Medikamenter. Wann et esou ass, wéi de Kolleeg Dokter Mertens gesot huet, datt déi normal Apdikte kënne beliwwert ginn iwwert déi Apdikten, déi Pharmacies hospitalières, dann ass dat vläicht keen esou e grousse Problem, mä effektiv soll de Patient kënne mat sengem Apdikter vu sengem Vertrauen do zesummeschaffen.

Wat mech immens gestéiert huet, ass déi Problematik, déi opgeworf ginn ass, och vun der Madamm Lorsché, vun der Ubaucapacitéit, déi net grouss genuch wier. Firwat ass et net

méiglech, wann eppes gebraucht gëtt, fir dann ze soen: „Ma dann däerfen och sief et staatlech oder sief et privat Entreprisen, natierlech ënnert där néideger Kontroll, dat ubauen.“? Dat ass jo einfach eng Beschränkung vun der Ekonomie, déi komplett anormal ass.

Eng lescht Remark, dat ass d'Schmäerztherapie am Allgemengen, déi an eisen Aen hei am Land nach ëmmer stifmütterlech behandelt gëtt. An do, maache mer eis näischt vir, wäert eleng déi medezinnesch Verwendung vu Cannabis de Problem hei net léisen. Mir brauchen do eng wesentlech méi grondleeënd Ännerung an der Haltung.

An ech mengen, mäi Kolleeg Fernand Kartheiser huet a senger parlamentarescher Ufro vum 4. vun dësem Mount déi Froen opgeworf, a mir si ganz gespaant, wat do u Léisungsusätz kënnt. Nëmmen e Mënsch, dee scho chronesch Péng erlidden huet, weess, wéi schwiereg déi Situatioun ass. Hei maache mer e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, dat, wat wahrscheinlech no dëser Debatt an, esou wéi ee matkritt huet, nom Vott iwwreg bleift, ass e groussen „Endlech!“. Endlech, datt d'Debatt iwwert de medezinnesche Gebrauch vum Cannabis net méi ideologesch gefouert gëtt, datt se net méi gefouert gëtt op där enger Säit vun deenen, déi en als ganz béis Drog gesinn, déi eng Astigsdrog ka sinn an all Méigleches, an op där anerer Säit vun deenen, déi am medezinnesche Cannabis d'Allheelmëttel fir alles gesinn, well et ass weder dat eent nach dat anert.

En huet eng heelsam Wierkung. An dat ass, mengen ech, dat, wat ee wierklech zréckbehale muss a wat de grousse Fortschrëtt vun dësem Text ass, an datt och festgehale ginn ass, datt et keng kierperlech Ofhängegkeet vum Cannabis gëtt. Seng heelsam Wierkung läit doranner, datt e schmäerzlindernd, schmäerzstëllend wierke kann an datt e bei verschiddene Krankheetsbiller Symptomer bekämpfe kann an doduerch, datt en d'Symptomer bekämpft, de Bien-être, d'Wuelbefanne vun deem Patient verbessert, dee meeschtens bei deene Krankheetsbiller an enger ganz schwiereger a prekärer, penibeler Situatioun ass, fir deem ze hëllefen.

Et sinn awer och aner Phenomeener, déi de medezinnesche Gebrauch vum Cannabis huet, oder iwwerhaapt Cannabis als Wierkung huet. Dat ass, datt en appetittférdernd ass, wat och wichteg ass bei ganz ville Krankheetsbiller. Wann een eng Chimiotherapie gemaach huet oder mat den Auswierkunge vun enger Chimiotherapie selwer befaasst war, da weess een, datt nieft den Nauséeën, déi kënnen entstoen, ee vun den Haaptproblemer ass, datt ee guer keen Appetitt méi huet, datt een näischt méi wëllt iessen, datt de Kierper awer duerch d'Chimiotherapie selwer ëmmer weider geschwächt gëtt an datt d'Utilisatioun vum Cannabis do ganz sënnvoll ka sinn, och fir den Appetitt erëm unzereegen.

Och wann dat an der Vergaangenheet esou war, datt et duerchaus och praktizéiert ginn ass an datt souwuel de Konsument wéi och deen, deen et verschriwwen huet, effektiv mat engem hallwe Been oder mat zwee Bee souguer an der Illegalitéit war a mat engem Been am Prisong, dann ännert dëst elo.

De Cannabis huet awer och aner positiv Wierkungen, déi och virdru schonn opgezielt gi sinn. E wierkt op Phenomeener wéi Schlofstéierungen, Phenomeener wéi Soziophobie. Et gëtt aner Wierkungskreesser, déi méi grouss si wéi déi, déi bis elo hei opgezielt si ginn. Duerfir fanne mer et e bësse schued, datt hei awer e bëssen esou wéi bei der Iechternacher Sprangprozessioun virgaange gëtt, datt een dräi Schrëtt no vir mécht an zwee zréck. An déi zwee zréck, dat ass, datt awer eng ganz restriktiv Handhabung de Fall ass a vun Ufank un eng gewëssen Angscht matgeschwongen huet, ob dat hei da wierklech eng gesellschaftlech Akzeptanz géif fannen. An ech mengen entretemps soen ze kënnen, datt et déi gesellschaftlech Akzeptanz definitiv huet.

Dat Éischt ass, datt d'Gesetz selwer a senger Form eigentlech eng strofrechtlech Approche huet, just eben ex negativo. Dat heescht, datt verschidde Praktiken elo net méi strofrechtlech oder penal belaangt ginn. Dat ass d'Approche dozou.

Et ass zwar och restriktiv, andeem et da just fir bestëmmte Krankheetsbiller, déi elo nach méi genau am Règlement grand-ducal wäerten opgezielt ginn, kann ugewannt ginn. Et ass och restriktiv, wou och eng Angscht hannendrulläit, déi och deelweis, menge mir, net begrënnt ass, datt et just d'Spidolsapdikten däerfe sinn, wou een dann de medezinnesche Cannabis ka kréien.

An och, an dat ass, mengen ech, och e ganz gutt Beispill vun där Angscht, déi do hannendru war, datt et am Ufank vum Projet just bestëmmt Spezialiste waren, déi dat hunn däerfe verschreiwen. Dat ass glécklecherweis opgehuewe ginn, nodeems de Statsrot intervenéiert huet, nodeems awer och an der Kommissioun wierklech eng Majoritéit vun de Leit an déi dote Richtung argumentéiert hunn.

An ech mengen, datt mer net derlaanschtkommen, wéi virdrun och gesot ginn ass, d'Wierkung an d'Wierkungsfeld vum Cannabis nach weider ze erforschen, grad an engem Gesondheetsberäich, wou mer, mengen ech, och akademesch oder universitär an der Fuerschungslandschaft gutt opgestallt sinn, an datt dat op jidde Fall eng Missioun muss si fir d'Zukunft an deem doten Domän.

Dëst gesot, mengen ech och, datt een net soll zwou Saache matenee vermëschen: de medezinnesche Cannabis, wou mer dat heiten eben och ganz kloer ënnerstëtzen - ech mengen awer, datt et an Zukunft nach manner restriktiv misst gehandhabt ginn -, an de rekreative Cannabis, wouzou mer natierlech och eng ganz kloer Meenung hunn. Mä hei geet et ëm dee medezinneschen an duerfir menge mer, datt mer d'Diskussioun elo emol op deem heite Punkt beloosse sollen a ginn och eisen Accord zu dësem Projet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. De leschte Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech profitéiere vum Debat iwwert dëst Gesetz, fir der Regierung ze felicitéieren.

Une voix.- Ah sou! Gutt!

M. Max Hahn *(DP).*- Lëtzebuerg mécht näämlech mat dem Gesetz, wat mir haut stëmmen, e Schratt an déi richteg Richtung, wat eis Drogepolitik ubelaangt. Mir erlaben de Gebrauch vum medezinnesche Cannabis a gi soumat ville kranke Mënschen eng nei Hoffnung, fir hir Krankheet ze iwwerstoen oder op d'mannst hir Péng ze bekämpfen. Dëst kann awer nëmmen en éischte Schratt gewiescht sinn, well och mat dësem Gesetz bleift de Verkaf an de Konsum ausserhalb vun der Medezinn verbueden a strofbar.

Här President, mir wëssen alleguer, dass en Artikel am Code pénal nach laang net jiddwereen dervun ofhält, eppes ze maachen, wat am Fong verbueden ass. Och beim Cannabis, jo, ech géif souguer soen, grad beim Cannabis ass dëst de Fall. Trotz Verbuet gëtt de Cannabis säit Jorzéngte konsuméiert.

Well d'Konsumenten awer net legal u Cannabis erukommen, gesi si sech gezwongen, hiert Gras illegal um Schwaarzmaart ze kafen. Well besonnesch Jonker Cannabis konsuméieren, riskéiere grad si, esou un déi falsch Persounen ze geroden. Et ass kee Geheimnis, dass gutt organiséiert kriminell Drogebanden de Cannabis als Astigsdrog benotzen, fir hir Clientë lues a lues u méi haart Drogen erunzeféieren. Genausou wéineg ass et e Geheimnis, dass d'Gras dacks vu schlechter Qualitéit ass an zum Deel mat geféierleche Substanze gestreckt ass.

Eis repressiv Drogepolitik am Beräich vum Cannabis huet also zur Konsequenz, dass d'Bierger, dorënner vill Jugendlecher, Affer vun Drogebande ginn. Mir spillen de Moment dëse Bande voll an d'Kaarten. Ech soen et dofir ganz kloer: Eis repressiv Drogepolitik ass gescheitert!

Ech hunn de Mëtten och dowéinst vun der Geleeënheet profitéiert, fir e puer Wuert zum Projet ze soen, well meng Partei de Sonndeg e Wahlprogramm ugeholl huet, an deem d'Legaliséierung vum Cannabis drasteet. D'DP ass der Meenung, dass Lëtzebuerg sech muss de politesche Responsabelen uschléissen, déi an anere Länner schonn decidéiert hunn, de Cannabis ze legaliséieren. Ganz rezent gehéiert dozou och Kanada. Dass dës Länner mat der Legaliséierung recht behalen hunn, weisen och d'Statistiken. Iwwerall do, wou Cannabis legaliséiert gouf, sinn de Konsum vun haarden Drogen an d'Drogekriminalitéit erofgaangen.

Här President, ech sinn dervun iwwerzeegt, dass eng Legaliséierung vum Cannabis eng méi effikass Bekämpfung vun der Drogekriminalitéit zu Lëtzebuerg ass wéi all aner Mesuren, déi mer an deene leschte Jorzéngte geholl hunn, well de Verkaf a Konsum vun deelweis ganz geféierlechen Drogen op oppener Strooss ass de Moment zu Lëtzebuerg Alldag.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Här President, kann ech dem Riedner eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, selbstverständlech.

M. Max Hahn *(DP).*- Ech ginn der Madamm... Ech si gläich fäerdeg. Ech ginn Iech direkt duerno d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir gitt kengem d'Wuert, Här Hahn!

(Hilarité)

M. Max Hahn *(DP).*- Neen, Dir, pardon. Dir, Dir! Dir frot mech…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nach e bësse Gedold.

M. Max Hahn *(DP).*- Voilà. Ech kommen zum Schluss, Madamm Mergen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn heiansdo d'Impressioun, wéi wa mer schonn am Debat wären iwwert d'Petitioun, deen de 26. hei soll stattfannen.

M. Max Hahn *(DP).*- Mir sinn dervun iwwerzeegt, dass eng Legaliséierung…

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An Dir däerft Iech och net wonneren, wann de President dorop hiweist, well et ass d'Missioun vum President, fir den Debat ze rezentréieren. A mir schwätze jo eigentlech hei net iwwert d'Drogepolitik, mä mir schwätzen iwwert de Gebrauch vu medezinneschem Cannabis.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Här President, ech wollt och froen, ob de Riedner sech net am Datum geiert hätt.

M. Max Hahn *(DP).*- Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn dat just rezentréiert.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, mat der Legaliséierung vum medezinnesche Cannabis ass deen éischte Schratt gemaach. Elo ass et un där nächster Regierung, fir deen nächste Schratt ze maachen: déi komplett Legaliséierung vum Cannabis. D'DP ass prett.

D'Legaliséierung vum Cannabis huet näämlech nëmme Virdeeler: Mir dreiwen d'Konsumente vun haut net méi an d'Hänn vun den Drogebanden; mir bidden hinnen eng net gestreckt, staatlech kontrolléiert Wuer un; mir bekämpfen d'Kriminalitéit an den Drogekonsum op eise Stroossen a schafen zousätzlech Mëttel, fir Jugendlecher iwwert d'Gefore vun haarden Drogen opzeklären.

Dëst gesot, soen ech der Rapportrice Merci fir hire Rapport. Den Accord huet den Edy Mertens jo scho ginn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och fir de Rapport vun deem leschten DP-Kongress.

Merci. Dann huet d'Madamm Gesondheetsministesch d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ass den Här Edy Mertens och där Meenung?

Une voix.- An Dir?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Sidd Der och där Meenung, déi den Här Hahn hei grad vertratt huet?

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, „Parole après Hahn“ gëtt et nach net.

(Hilarité)

M. Roy Reding *(ADR).*- Dir musst nach rezentréieren.

(Brouhaha)

Une voix.- Et ass jo ëm de Wahlprogramm gaangen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Ministesch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech war frou iwwert deen interessanten a sachlechen Debat, dee mer haut de Mëtten hei haten an ech freeë mech och, genee wéi den Här Baum, dass mer, wann et drëm geet, fir Mënsche kënnen ze hëllefen an, wéi an der Vergaangenheet, als Land schnell nozezéien, wann et drëm geet, e Produkt fräizeginn, mat deem ee beispillsweis an der Schmäerzbehandlung de Patiente verbessert kann zur Säit stoen, dass mer eis do fannen. An dat war hei weder ideologesch nach parteilech, op alle Fall bis bal zum Schluss, an dat hunn ech och ganz gutt fonnt.

Mir sinn nach net zu vill an den europäesche Memberstaten, déi op deen dote Wee ginn. Et sinn der knapps eng hallef Dosen, mä ech si frou, dass mir derbäi sinn, dat muss ech Iech ganz éierlech soen. Well doduerch, dass mer iwwert dat heite Gesetz e legalen Accès erméiglechen, fir Cannabis zu medezinneschen/therapeuteschen Zwecker ze notzen, erlabe mer enger ganzer Rëtsch vu Leit, nei Hoffnung ze hunn. An dat ass och gutt esou.

Et si ganz vill Froe gestallt gi ronderëm d'Mise en œuvre vun deem heite Gesetz, och am Zesummenhang mam Règlement grand-ducal. Do wëll ech Iech direkt soen a kann och dann op e puer Elementer dovunner agoen, dass dee Projet de règlement existent ass, dass e kierzlech vum Statsrot aviséiert gouf an dass en direkt nom Vott vun dësem Gesetz ka publizéiert ginn, soudass mer an engem Timing sinn, dass mer wahrscheinlech 2018 schonn deene Leit, déi Beneficiaire vun deem heite Gesetz wäerte sinn, kënnen déi Offer garantéieren.

Tatsächlech hu mer eis an deem Règlement grand-ducal op déi Meta-Analys baséiert, déi hei schonn ervirgestrach ginn ass. Dat ass tatsächlech déi gréisst Meta-Analys - also eng Meta-Analys ass eng, wou ganz vill méi kleng Analyse regroupéiert ginn -, déi jeemools gemaach ginn ass zu der Notzung vu medezinneschem Cannabis. Si ass 2017 publizéiert ginn, an zwar vun der National Academy of Sciences.

Dat ass eng wëssenschaftlech, medezinnesch Grondlag, déi d'Dokteren heibanne kennen, awer och déi, déi sech vill mat medezinnesche Projete beschäftegen, an déi op alle Fall bei eis an der Direction de la santé eng ganz wichteg Grondlag ass. A mir hunn eis effektiv dorobber bezunn, well do si se alleguerte regruppéiert, déi Etüden, déi der e puer vun lech zitéiert hunn. A wann ee sech net op eng wëssenschaftlech Grondlag baséiere kann, jo eigentlech si mer da par définition am rekreative Beräich. Dat muss een hei soen. Mä mir hunn dat awer, fir all déi ze rassuréieren, déi gefaart hunn, mir hätten hei eng ze vill restriktiv Opzielung, e bësse breet formuléiert.

Tatsächlech viséiere mer d'«maladies graves en phase avancée ou terminale entraînant des douleurs chroniques», d'«maladies cancéreuses traitées par une chimiothérapie induisant des nausées ou vomissements» an d'«sclérose en plaques avec spasticité musculaire symptomatique», an dat ass genee dat, wou mer eis drop baséieren, wa mer eben déi international Grondlag geltend maachen.

Dat heescht, mir sinn hei schonn an engem limitéierten Zeenario. Dat ass ganz richteg. Dofir hu mer vun Ufank u gesot, dass mer, obwuel mer a Richtung vun engem Gesetz ginn, awer gären no zwee Joer eng Bilanzéierung dovunner maachen. Mir si praktesch an enger Testphas. Obwuel eng Rei vu Länner (veuillez lire: Obwuel eng Rei vu Länner dat schonn ëmgesat hunn) - an Däitschland hat iwwregens eng ganz, ganz laang Testperiod vu bal aacht Joer, ier se legiferéiert hunn -, si mer awer an engem Domän, deen Neiland fir eis zu Lëtzebuerg bedeit. Dofir hu mer gesot, mir wéilten no zwee Joer eng Evaluatioun maachen an dann och nobesseren, do wou et eventuell nozebessere gëtt, notamment wat d'Krankheetsbiller ubelaangt. Ech mengen, dat ass jo och en Domän, wou ganz vill gefuerscht gëtt a wou mer erwaarden, och well dee Sujet d'actualité ass, dass mer an deenen nächste Méint a Joren zousätzlech wëssenschaftlech Erkenntnisser wäerte kréien, an da wëllen a musse mer nobesseren.

Dat gëllt am Iwwregen och fir d'Fro vun den Apdikten. Tatsächlech si mer hei op de Wee gaangen, fir an där, ech soen elo emol Testphas, ier mer d'Evaluatioun no zwee Joer maachen, mat de Spidolsapdikten zesummenzeschaffen. Do ass dann eben d'Fro an de Raum ze stellen, ob mer dat herno och allgemeng handhaben, dat heescht, dass een och an eng regulär Apdikt ka goen. Tatsächlech fannen ech dat gutt, dass dat hei thematiséiert ginn ass. Mä am Moment gi mer eben op de Wee vu Spidolsapdikten.

Ech muss éierlech soen, dass ech dat ganz gutt fannen, dass de Statsrot an och de Collège médical an och d'Chamber mer mat op de Wee ginn hunn, fir déi Approche (veuillez lire: fir déi Approche net bäizebehalen), déi mer urspréinglech hate wéinst eben deene Krankheetsbiller, déi mer op enger wëssenschaftlecher Grondlag mat op de Wee geholl hunn, fir dat och op déi jeeweileg Dokterkategorien ze limitéieren, wat d'Prescriptioun ugeet. Et ass richteg, dass mer do méi breet opmaachen. An dat war och eng Fuerderung vum Collège médical an dat ass och an der Chamberskommissioun thematiséiert ginn. Mir hunn doriwwer geschwat a mir hunn och déi entspriechend Ännerung mat op de Wee geholl.

Tatsächlech hu mer jo och hei zu Lëtzebuerg eng Situatioun, wou mer ganz oft, wa mer me-

dezinnesch Projeten diskutéieren, vum grousse Stellewäert vum Hausdokter, vum Familljendokter, vun der Vertrauenspersoun schwätzen. Dann ass et eigentlech nëmmen normal, dass mer och de Krees vun deenen, déi déi heite Prescriptioun kënne maachen no där Formatioun, déi mer an d'Gesetz drageschriwwen hunn, méi breet maachen. Ech stinn dozou an dat ass eng gutt Saach.

Et ass hei och gefrot ginn, wéi et dann elo ass mat der direkter Ëmsetzung. Wéi gesot, mir stëmmen elo e Gesetz, de Reglement ass prett, dee ka publizéiert ginn. An da wëlle mer en Appel d'offres lancéieren, fir dass mer kënnen e Fournisseur selektionéieren, e Fournisseur de cannabis médicinal, deen och den Niveau d'exigence kann erfëllen, deen et awer um internationale Plang gëtt, mat engem ganz präzise Guide de bonnes pratiques, un deen ee sech als Land ze halen huet, wann een an där doter Matière legiferéiert.

Dat heescht an anere Wierder, do muss et eng Zertifikatioun ginn am Kader vun de Bonnes pratiques de fabrication. Dat si Kritären, déi ganz präzis festgeluecht sinn, well schliisslech setze mer jo awer de Cannabis médicinal, wéi mir en nennen, op d'Lëscht vun de verschreiwungsflichtege Medikamenter. An dofir mussen natierlech déi, déi op déi Lëscht wëlle kommen, och héich Exigenzen erfëllen, fir den Ëmgang mat deene Produiten op eng propper Aart a Weis ze garantéieren. An dat gëllt eben dann och fir de Cannabis médicinal.

Och hei nach vläicht eng kleng Präzisioun: Bei deenen Typpe vu Produiten, vun deene mer schwätzen, wa mer Cannabis médicinal soen, da schwätze mer vun de gedréchente Bléie vun der Cannabisplanz. Dat gëtt dee Moment inhaléiert oder kann iwwer Infusioun zou sech geholl ginn. An ech schwätzen och vun den Extraite vun der Planz selwer a Form vun Uelecher, déi dann eben och zur Verfügung sti fir de Patient. Et gëtt dräi Typpe vu Kompositioun, mä dat war och scho vun der Madamm Mergen hei gesot ginn: entweder se si räich un THC oder se si räich un CBD oder eng Mëschung vun deenen zwee.

Am Endeffekt wäert dat dozou féieren, dass mer sechs verschidde Produkter hu mat dräi Typpe vu Kompositioun an zwee Typpe vu Formen. An dat gëtt dann dem Dokter - dem Spezialist oder dem Generalist, vu dass mer dat jo opgemaach hunn - d'Méiglechkeet, fir e ganzen Eventail vu Produiten ze hunn, déi de verschiddenen Typpe vu Besoine vun de Patienten entgéintkommen. Dat ass och gutt esou, dass déi Marge de manœuvre do ass.

Mir erwaarden dann och vum Fournisseur, dass en een Approvisionnement continu mécht. Dat heescht am Kloertext, dass en et net déi eng Kéier huet an déi aner Kéier net huet. Mir schwätzen awer ëmmerhin hei vu kranke Mënschen an déi musse sech och kënnen drop verloossen, dass, wa se dee Produit kënne verschriwwe kréien, se deen och nach zwee Méint duerno kënne verschriwwe kréien. Do muss also och eng Approvisionnementssécherheet bestoen, fir dass mer keng Rupture de stock bei den Traitementer kënne kréien.

Mir hunn och schonn, souwäit dat zoulässeg ass, am Kader vun enger ustoender Prozedur éischt Informatiounen ageholl, och ob mer do bei deem existente Marché eligibel wäerte sinn, fir e Fournisseur ze fannen, an ob mer och do wäerten op Interêt stoussen, wa mer eisen Appel d'offres maachen. An do maache meng Mataarbechter vun der Direction de la santé sech keng Suergen a si ginn dovunner aus, dass mer, wa mer deen Appel d'offres lancéiert hunn, dann innerhalb vun aacht bis zwielef Wochen dee Produkt kënne fir Lëtzebuerg kréien, soudass mir dovunner ausginn, dass mer dee Projet hei nach gutt 2018 a seng Ëmsetzung kënne kréien. Bon, dat vläicht als Informatioun, wat elo den direkte Suivi ugeet.

Et waren och Aussoen hei gemaach ginn iwwert déi spezifesch Formatioun. Och hei wëll ech ënnersträichen, dass dat eng Fuerderung vun den Doktere selwer war, well si eben och nach net familiariséiert sinn domadder. An dat ass eng Formatioun, déi wäert offréiert gi vun der Direction de la santé mat Spezialiste vu baussen, déi erugezu ginn. Et wäert och eng spezifesch Broschür komme fir d'Patienten.

An et wäert och eng permanent Kollaboratioun mam Ausland sinn, en Austausch, ech hunn dat gemierkt, wéi mer elo eisen Europäesche Conseil haten. Dofir weess ech och, dass mer nach ëmmer net zu vill sinn, déi op dëse Wee ginn, well et sinn der eng Rëtsch, déi schonn héieren haten, dass mir amgaange sinn ze legiferéieren, déi och bei eis komm sinn. A mir hunn eis dunn d'Wuert ginn, iwwregens och am Kader vun eisem „Gesundheitsquintett" am Summer, dass mer e regelméissegen Austausch iwwert de medezinnesche Cannabis a seng Notzungsméiglechkeete fir d'Patiente wäerte maachen.

Wéi gesot, mir sinn hei an engem Zeenario, dass mer no zwee Joer eng Evaluatioun wëlle maachen. Mir ginn dovunner aus, dass mer ganz regelméisseg déi wëssenschaftlech Literatur wäerte consultéieren, fir ze kucken, ob mer nach richteg leien. A le cas échéant kënne mer jo awer och schnell iwwer eise Règlement grand-ducal d'Lëscht vun den Indikatiounen am Liicht vun neie wëssenschaftlechen Erkenntnisser ëmänneren oder ausbauen oder ajustéieren. Dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn.

Ech mengen, dass mer hei an der Traditioun si vun de Lëtzebuerger Regierungen, déi onofhängeg vu parteileche Considératiounen an der Vergaangenheet ëmmer derfir waren, fir de Patienten, soubal et eng wëssenschaftlech Grondlag gëtt, déi beschtméiglech Traitementsméiglechkeeten, déi beschtméiglech Therapien zur Verfügung ze stellen.

Dat heite Gesetz reit sech an an déi doten Demarche. An ech si wierklech frou, dass mir eent vun deene Länner sinn, eent vun deenen éischte Länner nach ëmmer sinn, déi op dee Wee ginn.

Wat d'Fro ronderëm déi rekreativ Notzung vum Cannabis ugeet, do freeën ech mech op deen Debat, dee mer ronderëm d'Petitioun wäerten hunn. Dat ass jo och nach virum Summer. An do sinn ech ganz interesséiert, fir déi verschidde Positiounen ze héieren. Mä, wéi gesot - wien hat et gesot? -: Appel a Biren, dat ass esou eng Saach, an dobäi beloossen ech et och domadder an dësem Kontext.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An ech mengen, mir si prett, fir zum Vott iwwerzegoen iwwert de Projet de loi 7253.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7253 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

60-mol Jo, domat hu mer Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Gilles Roth), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

6. Hommage à M. Marcel Oberweis

Mir hunn nach e leschte Punkt um Ordre du jour, well haut déi lescht Sëtzung vun eisem Kolleeg Marcel Oberweis ass. No 14 Joer an der Chamber seet de Marcel dësem Haus den 30. Juni Äddi. Mat him, an dat ass net nëmme meng Meenung, geet e kompetenten, fläissegen a léiwe Kolleeg aner Weeër.

Zënter 1968 ass de Marcel Oberweis Member an der CSV. Hien huet sech politesch fir d'Éischt an der Gemeng Steesel engagéiert, wou hien 1994 Conseiller ginn ass, 2011 Schäffen, an elo erëm Conseiller.

De Marcel Oberweis ass den 3. August 2004 eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt an 2009 an 2013 confirméiert ginn. A senge 14 Joer an der Chamber war de Marcel President vun de Kommissioune fir Landwirtschaft, fir Wunnengsbau a fir Héichschoulen a Fuerschung. De Marcel Oberweis war och Vizepresident vun der Ëmwelt- an der Kulturkommissioun.

Zënter 2005 ass hie Member am Benelux-Parlament. Den Héichpunkt war do sécher 2013 an 2014, wéi hie President vum Benelux-Parlament war.

Donieft läit dem Marcel och nach d'Groussregioun um Häerz, wou hie sech voll a ganz engagéiert huet. Esou war hie vun 2004 bis 2013 Member vum CPI, dem Interregionale Parlamentarierrot.

Hie war des Weideren zwee Joer Member an der parlamentarescher Assemblée vum Conseil de l'Europe.

De Marcel Oberweis huet sech ëmmer vill fir Ëmwelt an Nohaltegkeet engagéiert, an dat net nëmmen hei am Haus. Ekonomie, Soziales an Ekologie gehéiere fir hien zesummen.

Hien ass ee vun deenen, déi net esou séier opginn. Dat huet scho seng impressionnant schoulesch a berufflech Carrière gewisen. Hien huet fréi mat der Schoul missen ophalen, fir an d'Beruffswelt ze goen. Mä duerno huet e seng Studien zum Diplomingenieur zu Lëtzebuerg an am Ausland nogeholl, ass ënner anerem Professer-Ingenieur ginn an huet - d'Kiischt um Kuch - eng Dokteraarbecht op der Uni Kassel gemaach.

Permanent op der Sich no neien Erausfuerderungen, ass hien eréischt kierzlech vun doheem aus de Jakobswee gaangen, iwwer 2.300 Kilometer a sechs Etappen - zu Fouss, versteet sech vum selwen.

De Marcel huet och seng Léift zum afrikanesche Kontinent entdeckt. A well hien elo méi Zäit huet, wäert hien nach méi wéi virdrun u Projeten an de Beräicher Ëmweltschutz an effizient Energienotzung am Burkina Faso an am Ghana schaffen.

Säin Zil ass et, eise Kanner dës Welt e bësse besser ze hannerloossen.

Léiwe Marcel, am Numm vun eis all wëll ech dir Merci fir alles soen a wënschen dir vill Satisfaktioun an Erfolleg bei deenen neien Challengen, déi s du der ginn hues. Maach et gutt!

(Applaudissements)

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Léiwen Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Deputéiertekolleegen, et ass mer effektiv eng grouss Éier, lech haut de Mëtteg Merci ze soen an och Äddi ze soen.

Wann ech op déi 14 Joer zréckkucken, wollt ech just un dräi klenge Punkten eppes markéieren, déi den Här President scho sot: Déi nohalteg Entwécklung war mir an d'Häerz geschriwwen. Ech hunn dat wärend 25 Joer enseignéiert. Heibanne si jo Zeie vun där Geschicht. Elo si mer amgaangen, an eng nei Sphär eranzegoen, an déi véiert industriell Revolutioun. Dat freet mech immens, déi Économie circulaire an och déi ganz Digitaliséierung.

Ech sinn awer och Zeie gi vun enger Saach, déi mech immens bedréckt. Ech sinn Zeie gi vun der Schéier tëschent Aarm a Räich, déi méi grouss gëtt, hei am Land an och dobaussen. Mir sinn e räicht Land, mir kënnen déi Schéier beieneebréngen. Ganz vill Saache gi gemaach, dass et net passéiert. Mä dobausse sinn Honnerte Milliounen Mënschen, déi hunn een Zil: an d'Paradies ze kommen, Europa!

Wann ech doënne sinn, soe vill jonk Leit ëmmer: „Kënnt Der mech net mathuelen?" An aus deenen Iwwerleeungen eraus hunn ech du gesot gehat, fir se doënnen ze halen, sammelen ech Geld hei, ginn dorower als Ingenieur - ech hunn e Büro gegrënnt -, fir se doënnen ze halen. An éischt Iwwerleeungen, éischt Projete lafe schonn doënnen. Dorop sinn ech ganz houfreg.

Här President, mir solle bescheiden am Liewe bleiwen. Mä erlaabt mer awer, ee klenge Punkt erauszehiewen, op deen ech immens houfreg sinn.

Ech war 25 Joer Professer um IST, um Technikum. Ech hunn 1.236 jonk Leit a mengen Hänn gehat. Dovu koumen der ganz vill aus enger Première classique a vun enger Treizième technique. An ech hunn ëmmer erëm gesot, wann ech jeemools eppes ze soe kréien, wäert ech deen Unfug ophéieren.

An 2007, Här President, hunn ech déi deemoleg Madamm Ministesch, d'Madamm Delvaux, gefrot: „Madamm Delvaux, wann Der dee Prozess vun der Lycéesreform maacht, denkt Der do vläicht no, dat ze änneren?" Si huet Jo gesot am Sall. Dat war am Dezember 2007. An zéng Joer méi spéit huet dann dës Regierung awer dee Schrëtt gemaach, an dorop sinn ech houfreg.

Elo hu mer alleguerten eng Première terminale. Dat ass net weltëmstierzend. Mä fir ee wéi mech, deen ni e Lycée begéint huet, ni am Lycée war, ass et eng immens Chance an eng Freed, dass et mëttlerweil dat gëtt.

E leschte Merci wollt ech soen, ech fänken u mat de Mataarbechter. Lénks a riets hei am Haus hunn ech ganz vill Leit begéint gehat, och a menger Fraktioun. Ech soen e ganz grousse Merci fir déi Chance, déi ech hat, mat hinnen e Stéck Wee ze goen. Ech soe Merci lech alleguerten, déi Dir mir d'Chance ginn hutt, mat lech ze diskutéieren. Sollt ech engem ze no getrëppelt sinn, dann entschëllegen ech mech nach eng Kéier nodréiglech.

Mä ech denken awer och speziell un déi Kollegen, déi fortgaange si vun ons an der Zäit, déi ech gären hat. An dat deet mer e bëssen déck, well ech hätt och gäre mat hinne spéider nach diskutéiert.

Menger Fraktioun, notamment dem Claude Wiseler als Chef, soen ech e grousse Merci. Si hu mir d'Chance gelooss gehat, heiansdo méi kritesch mat der CSV ze sinn. Als Aarbechterkand sinn ech dat jo dann och gären.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- An ech denken awer, dat ass fir alleguer.

Dann e leschte Merci u meng Famill. An ech hunn eng Kéier héiere vun engem grousse Mann, dee gesot huet: „Hanner all dichtegem Mann muss eng nach méi dichteg Fra stoen."

Also mäi Josette, meng Fra, dat war esou eng Fra. Si huet bal 40 Joer musse mech erdroen an där Funktioun. Ech soen dir e grousse Merci! Iech alleguerten!

A versprecht mer just eppes, versprecht mer eppes, wann dee Wahlkampf kënnt: Sidd ëmmer ganz héiflech mateneen! Dat ass dat Wäertvollst am Liewen, deen Aneren a senger Würde ze respektéieren. Dat ass dat Allerwäertvollst am Liewen. Dorunner gi mer gemooss.

Merci villmools!

Une voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. E besseren Ofschloss vun der Sëtzung vun haut hätte mer net kënnen hunn. Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung a mir hu Rendez-vous den nächsten Dënschden um hallwer dräi.

(Fin de la séance publique à 17.12 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 46

MARDI,
3 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Claudine Konsbruck
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 14.36 à 14.44 heures*
- *M. Alex Bodry*
- *Rapport de la Commission de vérification: Mme Martine Hansen*
- *Prestation de serment et discours de Mme Claudine Konsbruck*

5. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Heure de questions au Gouvernement

Question n°332 du 2 juillet 2018 de M. Gusty Graas relative au refus d'autoriser l'organisation d'une exposition canine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs
- *M. Gusty Graas - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°333 du 3 juillet 2018 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie
- *M. Laurent Mosar - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

Question n°334 du 2 juillet 2018 de M. Marc Angel relative à la future affectation de l'Hôtel des Postes à Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre de l'Économie
- *M. Marc Angel - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

Question n°335 du 3 juillet 2018 de M. Fernand Kartheiser relative à la coopération entre le Gouvernement et le «Cercle de coopération», adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
- *M. Fernand Kartheiser - M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*

Question n°336 du 3 juillet 2018 de Mme Josée Lorsché relative aux voies de bus munies d'un panneau additionnel qui autorise les cyclistes à les emprunter, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *Mme Josée Lorsché - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°337 du 3 juillet 2018 de M. Marc Spautz relative au transfert de données, de chiffres et d'autres informations entre l'IGSS et les autres administrations de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *M. Marc Spautz - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°338 du 2 juillet 2018 de M. Alexander Krieps relative à la vaccination anti-HPV chez les jeunes hommes et sa prise en charge, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *M. Alexander Krieps - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale (intervention de M. Alexander Krieps)*

Question n°339 du 2 juillet 2018 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'instauration d'un budget de la zone euro, adressée à M. le Ministre des Finances
- *M. Franz Fayot - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

Question n°340 du 3 juillet 2018 de M. Max Hahn relative aux mesures introduites pour promouvoir la location sociale, adressée à M. le Ministre du Logement
- *M. Max Hahn - M. Marc Hansen, Ministre du Logement (intervention de M. Gast Gibéryen)*

Question n°341 du 3 juillet 2018 de M. Eugène Berger relative à la lettre du Président des États-Unis concernant les dépenses militaires luxembourgeoises, adressée à M. le Ministre de la Défense
- *M. Eugène Berger - M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense*

8. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la politique culturelle au Luxembourg
- *Exposé: Mme Sam Tanson (dépôt d'une résolution)*
- *Débat: Mme Octavie Modert (intervention de Mme Sam Tanson), M. André Bauler, M. Franz Fayot (intervention de M. le Secrétaire d'État Guy Arendt), M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture (intervention de Mme Octavie Modert)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

9. 7044 - Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant:

1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° le livre 1er du Code de la sécurité sociale
- *Rapport de la Commission de la Force publique: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Max Hahn, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum, M. Alex Bodry (interventions de M. Léon Gloden et M. le Ministre Etienne Schneider)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure (intervention de M. Léon Gloden), M. Alex Bodry (parole après ministre) (intervention de M. Léon Gloden), M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7040 - Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale
- *Rapport de la Commission de la Force publique: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Max Hahn, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7228 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets;

2° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; et

3° de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative
- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Marc Angel, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances, Mme Sylvie Andrich-Duval (parole après ministre), Mme la Ministre Lydia Mutsch, M. le Ministre Félix Braz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1er de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Alex Bodry, M. Gérard Anzia*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et M. Marc Hansen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat eis Sëtzung op.

(Interruption)

Merci. D'Regierung huet direkt d'Äntwert ginn: Et gi keng speziell Matdeelungen ze maachen.

2. Communications

Da maachen ech Iech déi klassesch Kommunikatiounen. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung bei eis deponéiert goufen, an d'Lëscht vun de Petitioune sinn disponibel respektiv de Fraktiounen a Sensibilitéiten zougestallt ginn.

Communications du Président - séance publique du 3 juillet 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7326** - Projet de loi relatif à l'installation obligatoire de détecteurs autonomes de fumée pour les immeubles comprenant au moins un logement*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.06.2018

***7327** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs*

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Mars Di Bartolomeo, Député, M. Claude Haagen, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 28.06.2018

***7328** - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et portant:*

1. mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE; et

2. abrogation de la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.06.2018

7329 *- Projet de loi portant modification*

- de la loi du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois,

- du Code de la consommation,

- de la loi du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine,

- de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et certaines autres dispositions légales et

- de la loi du 29 avril 2000 transposant la directive 92/29/CEE du Conseil du 31 mars 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour promouvoir une meilleure assistance médicale à bord des navires

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 29.06.2018

7330 *- Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2017*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.06.2018

7331 *- Projet de loi relatif à la construction d'une Maison de soins à Bascharage*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 02.07.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

1060 *- Demande de pétition publique: Demande d'avoir un délai de rétractation sur les contrats à signer*

Dépôt: M. Fernando Batista, le 21.06.2018

1061 *- Demande de pétition publique: Gesetzlech geregelt Verhalensregele fir Politiker mat engem Punktesystem*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 21.06.2018

1062 *- Demande de pétition publique: Pour un temps travail légal dégressif pour les salariés à partir de l'âge de 50 ans sans perte de salaire*

Dépôt: M. Alain Lorang, le 25.06.2018

1063 *- Demande de pétition publique: Nos trains au Luxembourg, malgré des investissements phénoménaux, sont souvent en retard et même annulés. Les seuls qui semblent établir une statistique sont les CFL et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Afin de gérer ces conflits d'intérêts et d'augmenter la transparence, nous suggérons que les CFL remboursent le prix d'achat du billet du train en retard ou annulé. Donc un retard de plus de 10 min (annulation des trains incluse) fera que le prix d'achat du billet de l'usager lui sera remboursé; le minimum remboursé sera 2 euros*

Dépôt: M. Yves Kuhn, le 25.06.2018

1064 *- Demande de pétition publique: Égalité en matière de pension pour les couples vivant en ménage commun sans être mariés ni pacsés et ayant des enfants en commun ou non*

Dépôt: Mme Caroline Lauer, le 26.06.2018

1065 *- Demande de pétition publique: Abris pour les aires de jeux des enfants*

Dépôt: Mme Caroline Lauer, le 26.06.2018

1066 *- Demande de pétition publique: Ofschafe vu Flichtdeeler bei Ierfschaften, egal a wat fir enger Form*

Dépôt: M. Roland Hirsch, le 29.06.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet an hirer leschter Sëtzung deen Ordre du jour, deen Iech elo mat klengen Adaptatioune virläit, proposéiert.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn dann zu eiser och klassescher - nach ëmmer klassescher - Prozedur iwwer, well mer haut de Mëtten en neie Member an der Chamber ophuelen.

4. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Claudine Konsbruck

A sengem Bréif vum 1. Februar 2018 huet den Här Marcel Oberweis matgedeelt, dass hie vum 30. Juni dëses Joers un op säin Deputéiertemandant verzicht.

Den Artikel 3 - Paragrafen 1, 4 a 5 - vum Chambersreglement regléiert d'Prozedur. An no deem Artikel musse mer elo eng Kommissioun konstituéieren, déi dann d'Eligibilitéit och kontrolléiert.

(Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification)

An ech zéien elo duerch d'Lous d'Membere vun där Kommissioun: den Här Alex Bodry,...

Plusieurs voix.- Ah!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...dee sech besonnesch freet, den Här Henri Kox,...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...d'Madamm Martine Hansen, den Här Gérard Anzia.

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Dat ass gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Deen heiten ass nach net heibannen. Dann den Här Edy Mertens.

Plusieurs voix.- Ah!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Och den Här Kaes huet eppes verpasst. D'Madamm Taina Bofferding an den Här Cruchten.

D'Kommissioun ass aus folgende Memberen zesummegesat: déi Häre Bodry, Kox, Anzia, Mertens, Cruchten an déi Dammen Hansen a Bofferding. An ech géif d'Kommissioun bieden, elo am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen, virun allem wat d'Madamm Claudine Konsbruck betrëfft, an der Chamber doriwwer Rapport ze maachen.

Domat ass d'Sëtzung elo kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.36 heures.)

***

(La séance publique est reprise à 14.44 heures.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Kommissioun huet hir Aarbechten ofgeschloss an ech maachen d'Sitzung erëm op a ginn direkt d'Wuert un de President vun der Kommissioun, den honorabelen Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt ginn ass, ass aus folgenden Deputéierten zesummegesat: Ausser menger Persoun sinn et den Här Henri Kox, d'Madamm Martine Hansen, den Här Gérard Anzia, den Här Edy Mertens, d'Madamm Taina Bofferding an den Här Yves Cruchten.

D'Kommissioun huet d'Madamm Martine Hansen zum Rapporteur bestëmmt an als Déngschteelsten ass dann d'Lous op mech selwer gefall, fir d'Presidentschaft vun dëser Kommissioun ze iwwerhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll Iech just ukënnegen, fir déi, déi elo vläicht net bei deenen Diskussiounen derbäi waren déi lescht Wochen, dass mer wahrscheinlech elo awer definitiv fir déi leschte Kéier dës Operatioun, déi wichteg ass, no deem heite Schema maachen, well mer virgesinn hunn, eist Reglement vun der Chamber nach virum Enn vun dësem Mount ëmzeänneren an da just nach esou eng Prozedur beim Ufank vun der Mandatsperiod ze hunn. Duerno gëtt dat Ganzt an enger permanenter Kommissioun vun der Chamber behandelt an da gëtt u sech just nach d'Decisioun einfach dem President matgedeelt, soudass mer eng vereinfacht Prozedur wäerte kréien, wat de Remplacement vun de Membere vun der Chamber ugeet.

Dat gesot, wëll ech awer hei dës Zeremonie net weider an d'Längt zéien. An ech géif dann Iech bieden, Här President, der Madamm Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat maachen ech dann och direkt. D'Madamm Rapporteur Martine Hansen huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

Mme Martine Hansen *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech also eise Rapport virdroen.

A sengem Bréif vum 1. Februar 2018 huet den Här Marcel Oberweis de Chamberspresident doriwwer informéiert, datt hien ab dem 30. Juni dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 2. Februar 2018 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un d'Madamm Claudine Konsbruck gewannt, déi als éischte Suppleant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Volkspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leurs élections.»

Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen. D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt d'Madamm Claudine Konsbruck, wunnhaft an der Stad, effektiv den éischte Suppleant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum ass an duerfir dem Marcel Oberweis seng Plaz unhuele kann.

An hirem Bréif vum 7. Februar 2018 huet d'Madamm Claudine Konsbruck eise Chamberspresident informéiert, datt si d'Mandat vum Här Marcel Oberweis wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt also eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Vereedegung vun der Madamm Claudine Konsbruck schwätzt a wënscht hir vill Gléck bei der Ausübung vun hirem Mandat.

Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Büro deposéiert.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Ech wollt d'Chamber da froen, ob se mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen ass?

(Assentiment)

Merci. Dat ass de Fall.

Da géif ech d'Madamm Konsbruck bieden eranzekommen.

Prestation de serment et discours inaugural de Mme Claudine Konsbruck

Häerzlech wëllkomm, Madamm Konsbruck. Ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung festgehalen ass: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech bieden Iech, déi riets Hand ze hiewen a mat engem «Je le jure» ze äntwerten.

Mme Claudine Konsbruck *(CSV).*- Je le jure.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ginn ech Iech Akt vun Ärem Eed. An Dir sidd ab sofort Member vun dësem héijen Haus.

A mengem eegenen Numm an am Numm vun alle Kolleegen: Häerzlech Felicitatiounen! An Dir hutt elo direkt d'Wuert.

(Applaudissements)

Mme Claudine Konsbruck *(CSV).*- Merci villmools. Här Chamberspresident, Dir Häre Regierungsmemberen, Dir Dammen, Dir Hären Deputéiert, léif Kolleegen, mäi Mandat an dëser Chamberssessioun ass relativ kuerz, duerfir halen ech och elo keng laang Ried mat grousse programmateschen Annoncen.

Erlaabt mer fir d'Éischt, dem Marcel Oberweis Merci ze soen, duerch deen ech elo haut hei stinn. De Marcel ass och douewen. Merci, dass de hei bass. Duerch hie kann ech dat Mandat haut unhuelen a meng Stëmm an dësem héijen Haus abréngen. Ech bewonnere säin Engagement a ville Matièren, notamment fir d'Émwelt a fir d'Drëtt Welt. An ech wënschen him vill Erfolleg an deene ville Projeten, déi en elo nach huet.

Et ass natierlech eng ganz grouss Éier, haut dat Mandat hei unzehuelen. Ech sinn elo just vereedegt ginn als Vertrieder vum Vollek. Méi eng nobel Aufgab gëtt et u sech net.

Als Gewielten hunn ech eng duebel Missioun, déi och esou an der Verfassung festgehalen ass: éischtens, dem Land déngen, zweetens, de Wieler respektéieren an him nolauschteren. Dat sinn zwee ganz wichteg Punkten, mä zemools deen zweete Punkt ass eppes, wat een net däerf vergiessen.

Ech stinn haut hei, net well ech e Concours gewonnen hunn, mä well de Wieler mer säi Vertraue geschenkt huet. An duerfir geet et drëms, dat Vertrauen elo net ze enttäuschen. Dozou gehéiert och, dass een ëmmer d'Féiss um Buedem behält, dass ee weess, wou een hierkënnt an dass een de gesonde Mënscheverstand walte léisst.

Mir si jo all hei, fir onst Land weiderzebréngen an den Zesummenhalt an onser Gesellschaft ze stäerken. Als Presidentin vun der Initiativ „Rëm Schaffen" weess ech, wéi schwéier et ass fir verschidde Leit, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Mir sinn e räicht Land, awer och e Land, wou net jiddwereen eng Aarbecht fënnt. Dat bedeit, dass et schwéier ass fir eenzel Leit, gesellschaftlech matzehalen an derbäizegehéieren. Et sinn déi Schicksaler, déi maachen, dass ee Loscht huet, sech ze engagéieren an der Gesellschaft, mä awer och, déi ee motivéieren, fir Politik ze maachen, fir eppes selwer kënnen ze bewegen.

Politik ass awer och virun allem e mënschleche Beruff. De Kontakt mam Bierger ass wichteg. Mir maache jo Politik fir d'Leit, mä haaptsächlech mat de Leit. Duerfir muss een ëmmer en oppent Ouer behale fir d'Leit an hir Problemer. An déi Missioun bréngt jiddweree seng eegen Erfahrunge mat.

Meng eegen Erfahrung ass, dass ech am Fong laang an engem Ministère geschafft hunn. Ech hu mat fënnef Ministeren an der Justiz zesummegeschafft. Zwee vun hinne sinn hei haut am Sall. Ech soen hinnen all Merci fir déi loyal a flott Zesummenaarbecht iwwert déi lescht 26 Joer; et kann ee bal net soen (veuillez lire: 26 Joer; dat ass laang - et kann een et bal net gleewen).

Ech hunn am Ministère eng ganz Rei Projeten an der Chamber begleet an eng ganz Zuel vu Question-parlementairë beäntwert.

(Hilarité)

Duerfir freeën ech mech elo, an nächster Zäit, an den nächste Wochen, eng Rei Question-parlementairen ze stellen.

(Hilarité)

An ech freeë mech elo schonn op d'Äntwerten.

Ech sinn och Gemengeréitin säit 2011, mä meng wichtegst Roll ass a bleift: Ech si Mamm vun dräi Kanner: dem Nicolas, dem Marie an dem Charel. Zwee vun hinne sinn douewen. Ech soen hinne villmools Merci fir hir Léift an Ënnerstëtzung - heiansdo méi aktiv, heiansdo méi passiv - vu mengem Engagement. Si di mech oft laachen, si di mech heiansdo kräischen, mä si inspiréiere mech all Dag op en Neits. An, wéi gesot, Merci, dass der hei sidd!

Zum Ofschloss wëll ech ons all en Zitat vum Georges Clemenceau mat op de Wee ginn. Dee sot: «Il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire; quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire.»

Voilà! Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech freeë mech op eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an den nächste Wochen a Méint am Interessi vum Land a senge Bierger. Voilà, elo schaffe mer!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

5. Changements de composition des commissions parlementaires

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

An da bedéngt de Wiessel eng Rei vun Änneurungen an eise Kommissiounen. D'CSV-Fraktioun huet eis folgend Propose gemaach: An der Commission des Pétitions ersetzt d'Madamm Claudine Konsbruck den Här Marcel Oberweis. An der Budgetskontrollkommissioun ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Oberweis. An der Kulturkommissioun ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Claude Wiseler. An der Héichschoul-, Recherche- a Mediekommissioun ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Oberweis. An der Émweltkommissioun ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Oberweis. An der Kommissioun fir Famill an Integratioun ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Marc Spautz, ausser fir d'Projete 7113 a 7280.

Ass d'Chamber mat deene Modifikatiounen d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

6. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

An der Lëtzebuerger Delegatioun vum Conseil parlementaire interrégional CPI ersetzt d'Madamm Konsbruck den Här Oberweis.

Ass d'Chamber och domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

7. Heure de questions au Gouvernement

A mir géifen dann direkt zur Froestonn un d'Regierung iwwergoen. Et si vill Froen an dofir géif ech och e waarmen Appell un d'Kolleegen an och un d'Regierung maachen, fir sech strikt un d'Riedezäit ze halen. Haut „ist weniger etwas mehr". A mir fänken direkt mat der éischter Fro un, där vum Här Gusty Graas un de Landwirtschaftsminister iwwer eng Hondsausstellung, déi net autoriséiert gouf. An den Här Graas ass ënnerwee an huet direkt d'Wuert. Här Graas wann ech gelift.

- Question n°332 du 2 juillet 2018 de M. Gusty Graas relative au refus d'autoriser l'organisation d'une exposition canine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, effektiv war jo geplangt, fir ufanks September déi bekannten Dog Expo nees ze organiséieren. Déi huet an de leschte Jore jo ëmmer stattfonnt. Jiddefalls war et awer esou, datt sech eng Rei Problemer gestallt hunn, virun allem wat eben d'Déierenhaltung ubelaangt. Et ass souguer eng Persoun veruerteelt ginn zu 3.000 Euro Geldstrof an och mat engem Verbuet fir zéng Joer, fir däerfen nach Déieren ze halen.

Elo huet de Minister kierzlech d'Decisioun geholl, datt déi Ausgab vun dësem Joer net däerf stattfannen. An deem Kontext wollt ech doweinst elo dräi Froen un den Här Minister Etgen stellen:

Éischtens, wat huet u sech déi Decisioun hei vum Minister motivéiert?

Zweetens, wéini kann een dann awer elo erëm mat enger neier Ausgab vun der Dog Expo rechnen?

An eng drëtt Fro: Wéi eng speziell Oplage sinn dann elo virgesinn am Fall, wéi gesot, wou eng nei Autorisatioun erëm ausgestallt gëtt?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen, fir d'Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt, dem honorabelen Här Deputéierte Gusty Graas Merci ze soe fir déi dote Fro. Effektiv ass et esou, datt ech op Avis vun der Veterinärverwaltung decidéiert hunn, dem Organisateur, der Fédération cynologique luxembourgeoise, keng Autorisatioun fir déi uganks September 2018 geplangten Dog Expo ze accordéieren, well an deene leschte Joren ëmmer nees Mëssstänn am Kontext mat dëser Hondsausstellung opgetruede sinn.

Ech erënnere kuerz un déi rezent Evenementer vum Abrëll 2018, wou eng Camionnette um Parking vun der Dog Expo an der praller Sonn stoung an zwee Hënn dra waren, déi Otemproblemer haten. Et wor keng Fënster op an déi zwee Hënn hate kee Waasser zur Verfügung. De Proprietaire vun der Camionnette gouf e puermol ausgeruff, ouni Succès.

D'Douane huet dunn no Récksprooch mat der Polizei decidéiert, d'Hënn, déi effektiv a Liewensgefor waren, ze befreien. Een Agent vun enger Sécherheetsfirma huet dunn eng Säitefënster vun der Camionnette ageschloen an d'Hënn konnte gerett ginn. D'Hënn goufe saiséiert an et gouf Plainte um Parking gemaach.

Mä och am September 2017 goufe verschidde Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz constatéiert. An enger Camionnette wore siwen Hënn an engem lamentabelen Zoustand ënnerbruecht. Deelweis waren d'Pabeiere vun den Hënn net an der Rei. A verschidden Déiere wore blesséiert. Hei ass de Schëllegen, wéi den Här Graas elo just gesot huet, zu 3.000 Euro Geldstrof veruerteelt ginn.

Dir erënnert Iech sécher och nach un d'Virfäll am Kader vun der Dog Expo vun 2016, wou eng Camionnette mat Hënn dran um Parking vun engem Hotel an der praller Sonn stoung. Och hei louche verschidde Verstéiss géint den Déiereschutz vir an d'Hënn goufe confisquéiert.

Mir hunn eis vill Méi gemaach, fir dat neit Déiereschutzgesetz auszeschaffen, mat deem d'Wuelbefannen, d'Sécherheet an d'Dignitéit vum Déier soll garantéiert sinn. Hondsausstellungen, wou manifestement géint dëst modernt Gesetz verstouss gëtt, sinn inakzeptabel. Mir hunn dem Organisateur schrëftlech d'Oplag ginn, eis e konkrete Plang virzeleeë mat allen néidege Mesuren, fir an Zukunft Hondsausstellungen am Respekt vum Déiereschutz ze organiséieren.

Fir dëst ze garantéieren, ass de Verbuet fir de Moment eng eemoleg Decisioun. Mir behalen eis awer dat Recht vir, och weider Hondsausstellungen ze verbidden, wann den Organisateur seng Responsabilitéit net proaktiv iwwerhëlt.

An dësem Kontext wéilt ech awer och nach ënnersträichen, datt d'Coupéiere vun Oueren oder Schwänz bei den Hënn laut deem neien Déiereschutzgesetz verbueden ass. Fir dësem - sécher eent vun deene modernsten an Europa - Gesetz am Interêt vum Wuelbefannen, der Sécherheet an der Dignitéit vum Déier gerecht ze ginn, ass et an der Zukunft och verbueden, coupéiert Hënn op enger Hondsausstellung ze presentéieren.

D'Veterinären, déi de Contrôle à l'entrée maachen, wäerten nieft der Identitéits- a Passkontroll och an engems iwwerpréiwen, ob dëse Coupéierverbuet respektéiert ass. Coupéiert Hënn ginn dann net eragelooss a gi vun der Veranstaltung ausgeschloss.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An déi nächst Fro kënnt vum Här Laurent Mosar an dréit ronderëm eng Proposition de directive iwwert d'Autorerechter um digitale Maart. Här Mosar wann ech gelift.

- Question n°333 du 3 juillet 2018 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eréischt säit e puer Wochen ass déi nei europäesch Dateschutzlegislatioun a Kraaft a scho beschäftegt sech d'EU mat deem nächste Gesetz, wat riskéiert, e groussen Afloss op d'Kommunikatioun am Internet ze kréien. Ech schwätzen hei vun der Reform vum EU-Urheberrecht.

Net méi spéit wéi iwwermuer stëmmt d'EU-Parlament iwwer e Rapport vum Rechtsausschoss vum EU-Parlament of, wou recommandéiert gëtt, déi sougenannten „Trilog-Verhandlungen" zwësche Kommissioun, Rot a Parlament unzefänken, wou um Enn dovu soll en EU-Gesetz entstoen. Schonn Enn Mee hat hei den EU-Rot seng Positioun als künfteg Verhandlungsbasis virgestallt.

Prinzipiell, Här President, ass et esou, mengen ech, datt mer eis alleguerten eens sinn iwwert d'Wichtegkeet vum Schutz vun den Droit-intellectuellen, och fir Auteuren am Internet. Allerdéngs schéngt et esou ze sinn, wéi wann et hei trotzdeem eng ganz Rei vu Froen a vu Kriticken iwwert de Champ d'application vun dësem Text gëtt.

Hei geet et virun allem ëm zwee Artikelen: éischtens, den Artikel 11, deen d'Aféierung vun engem sougenannten europäeschen „Leeschtungsschutzrecht" virgesäit; an dann den Artikel 13, deen d'Aféierung vun Uploadfiltere fir Onlineplattforme virgesäit. An et muss ee wëssen: Deemno wéi dat heiten ëmgesat gëtt, riskéiert domadder trotzdeem d'Informatiounsfräiheet um Internet limitéiert ze ginn an och de Kampf géint d'Desinformatioun ageschränkt ze ginn. Och d'Rechter vun de Konsumenten am Internet kéinten, le cas échéant, wesentlech begrenzt ginn.

Duerfir och meng Froen haut un den zoustännege Minister:

Éischtens, wat ass hei d'Positioun vun der groussherzoglecher Regierung zu deene geplangten Ëmännerungen?

Zweet Fro: A sollt iwwermuer dëse Rapport am EU-Parlament ugeholl ginn, wäert d'Regierung do versichen, nach eng Rei Ëmännerungen am Kader vun den Trilog-Verhandlungen ëmzesetzen?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider, huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Et ass effektiv esou, dass d'Journalisten an d'Editeuren ëmmer méi e Problem hunn, dass hir Artikelen, op déi se Droit-d'auteuren hunn, benotzt gi vun Internetplattformen, déi se einfach publizéiere respektiv verlinken, ouni Droit-d'auteuren dofir ze bezuelen. An dofir huet d'Kommissioun decidéiert, eben eng Direktiv „droits d'auteur" an deem dote Beräich anzeféieren. Dat heescht, dass d'Editeuren an deem heite Fall en Droit voisin solle kréien.

Déi Propositioun ass vum Conseil ugeholl ginn. An der Commission juridique ass och den Avis ugeholl ginn. An et ass och richteg, wéi den Här Mosar dat seet, dass de 5. Juli elo dee Vott an der Plenière am Parlament soll geschéien.

D'Lëtzebuerger Positioun war déi, déi mer d'ailleurs gedeelt hu mat de Benelux-Staten, mat Schweden a mat Irland, dass mer wollten eng Presomptioun aféiere fir d'Editeuren. Dat heescht, dass se d'office d'Recht hätten op hir Droit-d'auteuren, wann een also hir Artikele géif benotzen. Dat hätt dozou gefouert, dass déi Plattforme sech d'office hätte misse mat den Editeuren a Kontakt setzen, fir mat deenen eng Formel erauszeschielen oder auszeschaffen, déi deenen zwou Säite géif gerecht ginn.

Déi Propositioun, déi Lëtzebuerg also mat ënnerstëtzt huet, ass leider net duerchgaangen, déi ass net ugeholl ginn. An et ass sech limitéiert ginn op deen Droit voisin, wat esouvill bedeit, wéi dass d'Editeuren herno awer mussen au cas par cas hir Fraisen oder hir Suen akloen, déi se gären hätten, also hiren Droit d'auteur mussen au cas par cas akloen. Mir fannen, dass dat eng ganz komplizéiert Situatioun wäert ginn, dass et och net fair ass vis-à-vis vun de Journalisten a vun den Editeuren, déi awer e ganzen Invest dragemaach hunn, wärend déi aner Plattforme se just géife benotzen.

Dat heescht, mir hunn an deem Punkt leider keen Accord kënne fannen. Mir sinn och der Meenung, dass, esou wéi et elo virgesinn ass, dat ka relativ chaotesch ginn an der Ëmsetzung, well dat dote bal net ze iwwerblécken ass, wéi een dat dote soll maachen. Mir probéieren natierlech op deem Niveau esou gutt wéi et eis geléngt, fir eng Situatioun erbäizekréien, déi et eben erlaabt, dass d'Journalisten an d'Editeuren och korrekt fir hir Aarbecht a fir hiert geeschtegt Eegentum bezuelt musse ginn.

Mä wéi gesot, vu dass eis Propositioun net ugeholl ginn ass, gëtt dat do net evident.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Déi nächst Fro kënnt vum Här Marc Angel an dréit ronderëm déi zukünfteg Affektatioun vum Postgebai um Aldringen.

- Question n°334 du 2 juillet 2018 de M. Marc Angel relative à la future affectation de l'Hôtel des Postes à Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Lëtzebuerger Post hat wärend Jorzéngten hiren Haaptsiège an der Uewerstad um Aldringen an engem Gebai, wat all Lëtzebuergerin an all Lëtzebuerger kennt a wat no Pläng vum deemolege Statsarchitekt Sosthène Weis tëschent 1908 an 1910 gebaut gouf.

No an no sinn du grouss Aktivitéite vun der Post op aner Sitten an der Stad a ronderëm d'Stad verlagert ginn. Am Moment ass den Haaptsiège vun der Post provisoresch an der rue Mercier am Garer Quartier ënnerbruecht, an dat, bis dat neit Postgebai, wat e risegt Gebai gëtt vu 27.700 m², praktesch vis-à-vis vun der Gare, wat elo am Bau ass, fäerdeg ass. Iwwregens gëtt dat e ganz schéint Gebai. An ech mengen, et ass luewenswäert ze ernimmen, dass déi Fassad vum fréieren Accinautos-Gebai do mat integréiert gëtt.

Säit e puer Woche sinn aus deem traditiounsräiche Gebai um Aldringen d'Postguicheten erausgeplënnert an hunn um Boulevard Royal vis-à-vis en neit Doheem fonnt. Et schéngt also, wéi wann dat aalt Postgebai an der Uewerstad elo ganz eidel wier. Dofir wollt ech dem Här Minister folgend Froe stellen:

Wat ass mam ale Postgebai um Aldringen virgesinn? Huet d'Post Pläng, fir dat Gebai ze revaloriséieren? Falls d'Post schonn eng konkret Iddi hätt, existéieren dann och scho ganz konkret Baupläng? An ass schonn eng Baugeneemegung ugefrot gi bei der Stad Lëtzebuerg?

Gëtt eventuell dru geduecht, Wunnengen, Geschäftslokaler oder och nees Postguicheten an deem Gebai ënnerzebréngen? A wär et net och eng gutt Iddi am Kader vun den Efforten, déi dës Regierung mécht, fir de MICE-Tourismus, dat ass also dee ganze Geschäftstourismus, auszebauen, vläicht och en Hotel an deem Gebai ze plangen, vu dass mer e gewëssene Mangel un Hotelscapacitéit an der Stad hunn?

An als lescht Remark wëll ech just soen: Dir wësst, dass op deem Site ronderëm zwee grouss Chantiere sinn, déi scho jorelaang daueren: de Royal-Hamilius an d'Banque Générale. Et wär net gutt, wann elo nach laang getrantelt géif ginn, dass, wann déi aner Gebaier fäerdeg sinn, dann erëm e Chantier do géif kommen. Dofir mengen ech, wär et hei wichteg, déi Fro, wat mat deem Gebai do geschitt, ganz séier ze behandelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An den Här Wirtschaftsminister, deen zoustänneg ass fir d'Post, huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Voilà, Här President, ech soen dem honorabelen Här Angel Merci fir seng Fro.

Et ass effektiv esou, dass d'Post jo alles zentraliséiert oder hir Büroen, déi se hei um Aldringen hat, elo zentraliséiert huet op der Gare. Do gëtt d'ailleurs nach en neit Gebai gebaut an herno wäert se an dat Gebai eriwwerplënneren. Dat Gebai, wat hei um Aldringen ass, ass de Moment elo fräi. Dat heescht, et ass elo schonn eidel. A fir där Saach entgéintzekomme respektiv fir eppes aus deem schéine Gebai ze maachen, dat d'ailleurs och klasséiert ass, hat d'Post e Concours d'idées lancéiert am Joer 2016.

An do ass ee Projet zréckbehale ginn, dee vun deem ganz bekannten Architekt Vincent Callebaut geplangt gi war oder gezeechent gi war, deen d'Gebai a sech erhält a bannendran och zum Deel erhält, dat, wat ze erhalen ass a sënnvoll ass ze erhalen. Pour le reste wësst Der, dass am Gebai selwer an den Haff eng Kéier eng Konstruktioun gebaut gi war, déi net ganz ästhetesch ass, bon, soit dass ee se vu baussen net gesäit. Dat sollt alles ewechgerappt ginn. Dat heescht, d'Iddi war, aus deem Gebai an Zukunft Commercen ze maachen, Restauratioun ze maachen, awer och Logement a Büroen dran ze maachen.

Dee Projet vum Här Callebaut huet och virgesinn, dass op den Daach vun deem Gebai eng grouss Glaskuppel dropkomm wär, dass e begréngt gi wär, dass also eng Terrass um Daach gewiescht wär mat Beem, déi wierklech flott a gréng gi wär. Et ass allerdéngs esou, dass de Projet, esou wéi e proposéiert gi war, vun der Stad Lëtzebuerg verworf ginn ass, well d'Stad Lëtzebuerg eigentlech léiwer en Hotel op där doter Plaz gesinn hätt. Dat ass eng Iddi, déi ech och an deem Sënn kann ënnerstëtzen, well mer jo wëssen, dass mer awer e gewëssene Manque un Hotelscapacitéit an der Stad hunn.

Et ass awer elo esou, dass gekuckt ginn ass, ob dat faisabel ass. Déi Transformatioun vun deem Hôtel des Postes, déi wär esou deier ginn, dass een dat mat deem, wat ee kann an dat Gebai bauen, doduerjer dass et ebe klasséiert ass, ni hätt kënne rentabiliséieren. Dat heescht, dass et net méiglech ass, en Hotel do dranzesetzen, deen een herno rentabel ka féieren, aus deem einfache Grond, well een net genuch Zëmmeren do ënnerdaach kritt. An d'Iddi, fir eventuell dann nach eppes dranzebauen, en Tuerm, dee méi héich wär, ass an deem Sënn net méiglech, dass et klasséiert ass.

Dofir si mer elo amgaangen ze kucken, wat dann elo d'Alternativ kéint sinn. Do ass d'Post mat der Stad Lëtzebuerg an Diskussiounen. Ech perséinlech mengen, dass dee Projet, esou wéi en initial virgesi war, eng ganz gutt Alternativ wär, well een et ebe géif fäerdegbréngen, nach Commercen op déi Plaz ze bréngen a virun allem Logementer do matten an d'Stad ze bréngen, wat a sech awer e ganz flotte Projet war.

Wéi gesot, dat ass elo an der Diskussioun. An ech hoffen, dass mer relativ kuerzfristeg dann och do eng zefriddestellend Léisung fannen, souwuel fir d'Stad Lëtzebuerg wéi och fir den Eegentemer vum Gebai, näämlech d'Post. Et ass och ausdrécklech net geduecht, dass d'Post dat Gebai géif verkafen. Wann, da wär dat iwwer e Bail emphytéotique verlount ginn, wann et a Richtung vun engem Hotel gaange wär. Mä dat schéngt jo de Moment éischter onwahrscheinlech ze sinn.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi nächst Fro kënnt vum Här Fernand Kartheiser an dréit ronderëm d'Kooperatioun tëschent der Regierung an dem Cercle de coopération. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°335 du 3 juillet 2018 de M. Fernand Kartheiser relative à la coopération entre le Gouvernement et le «Cercle de coopération», adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech wollt drun erënneren, datt mer jo viru Kuerzem d'Monument fir d'Schoah ageweit hunn an datt mer och higinn a vum nächste Joer un d'Presidence iwwerhuele vun enger internationaler Associatioun, déi sech ëm d'Memoire vum Holocaust këmmert. Dat ass ganz gutt esou. Dat ass en Optrag, dee mir iwwerholl hunn, e moraleschen Optrag. An déi Fro, déi ech mer haut

hei stellen, déi betrëfft eben d'Kontakter tëschent der Regierung an dem Cercle de coopération.

Et ass esou, datt de Comité pour une paix juste au Proche-Orient Member ass vun deem Cercle de coopération an datt dee jo och ernimmt gouf, dee Comité pour une paix juste au Proche-Orient, an deem rezente Rapport iwwert den Antisemitismus zu Lëtzebuerg.

Et ass och esou, datt op där Websäit vum Cercle de coopération - Internetsäit vum Cercle de coopération, also net déi vum CPJPO - Aussoe sti vum CPJPO, datt Israel do en „Mur de l'Apartheid" opgeriicht hätt, a virun allem gëtt Israel reprochéiert, Statsterrorismus ze bedreiwen, wat vläicht wouer ass fir den Iran oder fir d'Hamas oder den Hisbollah oder nach fir anerer, awer bestëmmt net fir Israel. Jiddefalls ass dat net d'Opfaassung vun iergendengem westleche Land.

Och ënnerstëtzt de CPJPO de BDS Movement, dee rezent an der internationaler Press vill an der Kritik stoung, well Relatiounen tëschent deem Mouvement an terroristesche Bewegunge constatéiert goufen. Och an de Publikatioune vum Cercle de coopération si ganz vill Erklärungen dran, déi ganz eesäiteg antiisraelesch Behaaptungen hunn.

D'Fro ass - natierlech kann de Cercle de coopération fir sech decidéieren, wat en als Meenungen zouléisst an esou weider bei sech, ob e sech wëllt instrumentaliséiere loossen oder net -, déi ech dem Här Minister wollt stellen:

Misst d'Regierung an enger Zäit, besonnesch wou mir och d'Presidence iwwerhuele vun der IHRA, net iwwerdenken, ob si wëllt enger Associatioun eng privilegéiert Plattform, en institutionaliséierten Dialog offréieren, soulaang Organisatiounen do vertruede sinn, déi op d'mannst oppen antiisraelesch sinn, wann net souguer am Verdacht vum Antisemitismus stinn?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Kooperatiounsminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Natierlech äntweren ech ganz gären op d'Fro vum Här Kartheiser, obwuel se ganz vag war an een duerfir fir d'Eischt emol muss soen, datt d'Zesummenaarbecht vum Ministère mat dem Cercle de coopération eng exzellent ass iwwert déi lescht Joren, an ee virun allem och d'Wichtegkeet hei nach eng Kéier muss ënnersträiche vun deenen 93 ONGen, déi mer am Land hunn - Dir hutt et och selwer gesot -, wou eng ganz gutt Aarbecht gemaach gëtt an déi ëmmerhi 16% vun eiser APD bedeiten.

Op där anerer Säit ass e permanenten Dialog tëschent dem Cercle an dem Ministère, dee stattfënnt. All zwee Méint gesi mer eis, fir en Echange ze maachen iwwert déi eenzel Ausriichtungen. A mir hu virun allem och all Kéiers als Basis hire Programme de travail, deen opgestallt gëtt, an deem ee virun allem och déi Saachen erëmfënnt, déi Dir sot: Wat sinn déi Saachen, déi se promouvéieren? Wat sinn déi Saachen, déi ganz einfach och vun hinnen aus no bausse gedroe ginn, déi och all Kéiers an dësem Gremium diskutéiert ginn?

An am Gremium beschwätze mer selbstverständlech och all Kéiers den Apport financier, dee mir dem Cercle ginn, fir déi eenzel Punkten ze maachen, wou all Kéiers 80% aus dem Budget vum Ministère kommen an 20% vun hinne selwer aus Cotisatioune respektiv Formatiounen, déi organiséiert ginn. An et gëtt virun allem ëmmer gekuckt, datt de Cercle no den ONGe kuckt, selbstverständlech, an datt se virun allem och effikass schaffen an natierlech och no de Regelen, déi opgestallt si vun eisem Ministère.

Ech géif Iech also an dësem Beräich proposéieren, datt mir eis selbstverständlech, an dat hutt Der selwer gesot, eraushalen aus der interner Organisatioun vum Cercle selwer, mä datt een natierlech déi dote Problematik bei där nächster Entrevue, déi ass - a wéi gesot, et ass all zwee Méint, wou ee sech regelméisseg gesäit -, och soll diskutéiere mam Cercle a mat eisem Ministère.

Voilà. Merci bien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Josée Lorsché, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm d'Busspuren an esou weider. Dat wäert eis d'Madamm Lorsché dann direkt soen.

- Question n°336 du 3 juillet 2018 de Mme Josée Lorsché relative aux voies de bus munies d'un panneau additionnel qui autorise les cyclistes à les emprunter, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, jo, meng Fro ass net vag, mä ganz konkret. Si bezitt sech op de Vëlosverkéier an op verschidde Regelen, déi bei de Cycliste fir Onkloerheet suergen. Et geet notamment ëm déi Plazen, wou d'Busspur gläichzäiteg och fir de Vëlo reservéiert ass.

Hei stellt sech déi ganz konkret Fro, u wéi eng Luuchtesystemer d'Vëlosfuerer sech dann elo mussen halen - sinn et déi fir d'Bussen oder sinn et déi fir d'Autoen? -, vu datt et jo meeschtens keng speziell Luuchtesystemer eleng fir d'Vëloe gëtt. A wa se dann dovun ausginn, datt se sech un de Luuchtesystem vun den Autoe mussen halen, da sti se de Busser am Wee, wat natierlech d'Busser behënnert an och fir Gefore suergt.

Duerfir sinn ech scho bei menger Fro: Wéi gedenkt Der, dee Problem ze léisen an déi Gefor aus dem Wee ze raumen?

Villmools Merci fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci der Madamm Lorsché fir déi Fro.

De Vëlosfuerer, deen tëschent enger Busspur an enger Autosspur muss fueren, dat ass, géif ech soen, mat dat Gefäierlechst, wat et gëtt, logescherweis, well dee riskéiert, zerquetscht ze ginn. An duerfir ass dat net ganz adequat.

Duerfir gëtt et d'Méiglechkeet, d'Busspuren opzemaachen. Do wou se op sinn an de Vëlo an der Busspur matfiert, fiert en natierlech an der Signalisatioun vum Bus mat an net an där vum Auto niewendrun. Mir sinn amgaangen, eng nei Reglementatioun auszeschaffen, fir op de Statsstroossen aus Sécherheetsgrënn d'office par défaut d'Busspuren opzemaachen, well dat anert einfach onméiglech ass. Et kann een net wierklech decemment e Vëlosfuerer tëschent Bussen a Camionen an Autoen dertëschentquetsche goen. Dat gëtt näischt!

Ech soen awer och derbäi, datt dat natierlech keng ideal Léisung ass. Déi ideal Léisung ass, datt op groussen, befuerene Stroossen eng Vëlospist separat ubruecht gëtt, well wann d'Busspur op ass, dat kann ëmmer nëmmen eng Noutléisung sinn.

An natierlech ass et och ëmsou méi komplizéiert jee nodeem, wéi d'Topografie ass. Wann et biergof geet, ass et an der Regel iwwerhaapt kee Problem. Dann ass de Vëlo meeschtens souguer bal méi schnell wéi de Bus, zemools am innerstädtesche Beräich. Um Flaachen och net. Wann et natierlech biergop geet a wann da vill Vëloe géifen do fueren, kéint dat zu engem Problem féieren, well dann natierlech d'Vëloen d'Busse behënneren.

Mir sinn elo éischter an enger, géif ech soen, Kompromëssituatioun. Déi nächst Etapp misst sinn, wéi gesot, par défaut opzemaachen. Awer dat Wichtegst ass dann, genuch Vëlospiste separat ze schafen op grousse Stroossen, fir datt de Vëlo getrennt ka fuere par rapport zum Bus- oder Autosverkéier. Ech mengen, dat ass dat Eenzegt, wat wierklech sécher ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi nächst Fro kënnt vum Här Marc Spautz, riicht sech un de Sozialminister an dréit ronderëm den Austausch vun Donnéeën an Zuelen tëschent der Inspection générale de la sécurité sociale an anere Verwaltunge respektiv Ministèren.

- Question n°337 du 3 juillet 2018 de M. Marc Spautz relative au transfert de données, de chiffres et d'autres informations entre l'IGSS et les autres administrations de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Gëschter hat ech an enger Chamberskommissioun d'Fro gestallt, wéi et ass mam Projet 7003, der Upassung vum Kannergeld, déi ervirgeet aus engem Accord bipartite vum 28. November 2014, deen d'Regierung mat de Sozialpartner fonnt huet, fir regelméisseg d'Kannergeld unzepassen.

Do hat ech d'Ministesch vun der Famill gefrot, firwat dee Projet nach ëmmer net ëmgesat wier, well am Accord steet dran, an och am Projet vum Gesetz vun 2016, dass dat déi éischte Kéier géif 2018 geschéien. Am Avis vum Conseil d'État steet dran, d'IGSS hätt d'Chiffere vun 2009 bis 2015 ausgerechent an dat hätt erginn, dass et eng Augmentatioun vu 17,2 op 19,35 Euro misst ginn.

Gëschter huet d'Madamm Minister awer a Präsenz vum Här President - Dir selwer waart mat an där Sitzung dobäi, wou mer iwwert de Projet de loi geschwat hunn - gesot, et kéint nach net virugoe mat...

(Interruption par M. Gérard Anzia)

Et waren och nach anerer dobäi, Här Anzia, Dir hutt recht, et waren och nach vill aner Kolleeginnen a Kolleegen dobäi. Do ass awer vun der Madamm Minister gesot ginn, de Projet wier blockéiert, well se nach ëmmer géife waarden op d'Chiffere vun der Inspection générale de la sécurité sociale.

Dofir wollt ech de Sozialminister froen, wéi et da méiglech ass, dass säit dem Avis vum Conseil d'État de 27. Oktober 2016, dat sinn elo bal zwee Joer, bis haut nach ëmmer d'Chifferen net do sinn, wisou och iwwert dat Gesetz, wat vun dem Accord bipartite vun 2014 ausgeet a wou d'Avisen all virleien, nach ëmmer net ofgestëmmt ginn ass.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de Sozialminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Dem Här Spautz soen ech och Merci fir d'Fro.

D'Fro war allerdéngs schwéier ze erroden, ech hunn e bëssen drop getippt, wat d'Fro kéint eventuell sinn, well d'IGSS mécht natierlech eng ganz gutt Aarbecht fir vill Verwaltungen a vill Ministèren, wou se effektiv Recherchen an Analyse mat Zuele mécht.

Ech mengen, gëschter an der zoustänneger Familljekommissioun, wou et ëm de REVIS-Projet goung, ass ënner anerem deen dote Punkt opgelëscht ginn. An ech mengen, op déi Fro, déi Der gestallt hutt, huet d'Familljeministesch Iech zwou Äntwerte ginn. Déi éischt Äntwert war déi, mengen ech, datt de Moment den Dossier an der Prozedur ass. Deem wëll ech als Minister, deen net zoustänneg ass fir dësen Dossier, och näischt bäifügen. Deen ass effektiv an der Prozedur. Ech wëll awer op déi zweet Remark agoen, déi Der gemaach hutt, datt den Dossier an d'Zuele bei der IGSS géife leien.

Bon, ech mengen, do ass et jo esou, datt een dat och muss an zweefacher Siicht gesinn. Engersäits gouf déi Analys scho vun 2009 bis 2015 gemaach, déi vun der IGSS jo och bäiläit beim Projet selwer. An den Educatiounsministère huet der IGSS am Mee geschriwwen, fir en neie Calcul vun dësen Zuelen ze maachen, an dat op Basis virun allem och dovun, wéi et 2019 géif ausgesinn.

D'IGSS huet relativ zügeg reagéiert an huet och am Juni, Ufank Juni dem Educatiounsministère eng Äntwert gi mat der Analys vun dësen Zuelen. An zu där Analys wëll ech mech net direkt äusseren. Ech mengen, et ass un deene Ministèren, sech ze äusseren, déi direkt d'Kompetenz hunn. Dat sinn den Educatiounsministère an de Familljeministère. Op jidde Fall, d'IGSS huet hir Aarbecht gemaach an huet déi Zuelen op d'Demande vun dem Educatiounsministère weidergereecht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Alexander Krieps, dréit sech ëm d'Impfung vu jonke Männer am Zesummenhang mam Papillomavirus, dee verantwortlech ass, wann ech dat nach richteg am Kapp hunn, fir de Gebärmutterhalskriibs. Net dee Krieps.

An Dir hutt d'Wuert fir Är Fro.

(Hilarité)

- Question n°338 du 2 juillet 2018 de M. Alexander Krieps relative à la vaccination anti-HPV chez les jeunes hommes et sa prise en charge, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech sinn natierlech guer net dergéint, dass Der mäin Numm zitéiert. An ech hunn och keng...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Normalerweis zitéieren ech en am Gudden.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, ech Iech och. Et war net nëmmen de Gebärmutterhals, mä ech hat 2016 eng schréftlech Fro gestallt iwwert déi oral Kriibser bei de Männer. Dir wësst jo, haut ass alles méiglech. An ech wollt haut dem Minister Romain Schneider keng Froe stellen iwwer „kinderlose Kinderbetreuung" - virdrun ass dat jo hei ugeklongen -, dat steet an engem Programm.

Une voix.- Dat ass e Widdersproch a sech.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech hu mech gefrot, wat dee Saz heescht. A scho guer net doriwwer, dass an enger vu menge beléifte Parteien en „Belüfter" noutwendeg wär. Dat wëllt heeschen, dass schlecht Loft do ass.

D'DP hat also 2016 eng schréftlech Fro gestallt iwwert déi HPV-Impfung. Deemools waren iwwer 11.000 Meedercher an engem Programm 2008-2015, a mat enger Ofdeckung, déi ländlech variabel ass. An 2009 waren et 3.200 Meedercher, déi geimpft gi sinn. Duerno ass déi Zuel op mindestens d'Halschent erofgaangen.

Meng Fro haut bezitt sech erëm op d'Impfung bei de Männer. An do war eng Konventioun Stat/CNS ausgeschafft ginn. Dat ass déi eenzeg Kriibspräventioun, e bësse mat der Hepatite B. An ech wär frou ze wëssen, ob d'Regierung dee Programm géif relancéiere bei de Männer. Deemools hat se en Avis beim Conseil supérieur des maladies infectieuses gefrot am Hierscht 2016. Deen Avis hunn ech ni fonnt. Mir hunn natierlech kee Recul bei de Meedercher, well déi Impfunge sinn eréischt zéng Joer al.

Ech wollt just de Sozialminister froen, ob do d'Krankekeesen an de Stat bereet wären, déi Käschten ze iwwerhuele mat der Ausdeenung. An ech mengen, och bei de jonke Meedercher misst een de Programm relancéieren.

(M. Alexander Krieps montre une documentation.)

Ech hunn Iech eng Käertche matbruecht, déi weist, dass am Land schwéier Ënnerscheeder an der Akzeptanz sinn. Déi portugisesch Immigratioun hélt déi Vaccinatioun am beschten op.

Voilà. Merci. Bis d'nächste Kéier.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An den Här Sozialminister huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Hei geet et wierklech hott an har, muss ech éierlech soen, bei de Froen.

(Hilarité)

An ech wëll éierlech gesot och net op déi kannerlos Saach respektiv och net op den „Belüfter" agoen, Här Krieps, do halen ech mech eraus.

Une voix.- Léiwer net.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass net mäi Kompetenzberäich. An ech mengen, do bleiwen ech och roueg bei den Äntwerten.

Ech géif vläicht awer probéieren - natierlech, als Medezinner ass Är Äntwert vläicht méi pertinent -, et dann esou gutt wéi méiglech erëmzeginn. Ech mengen, de Programme préventif HPV - Human Papilloma Virus fir Meedercher ass jo ewell als Präventivplang vun dem Ministère de la Santé ausgeschafft ginn. An d'Madamm Gesondheetsministesch ass jo och präsent heibannen. Déi bezüüglech Konventioun, déi do spillt, déi Der och zitéiert hutt, tëschent dem Stat an der CNS gëtt et zënter 2015, fir datt e Vaccin bivalent, dee géint den HPV16 an awer och géint den HPV18 ebe wierkt, notamment fir de Kriibs um Uteruscol ze verhënneren, vun der CNS bei Meedercher tëscht dem 11. an dem 14. Gebuertsdag zweemol rembourséiert gëtt. An dat opgrond vun enger Recommandatioun, an Dir hutt et gesot, vum Conseil supérieur des maladies infectieuses, dem CSMI.

A genau dësen CSMI huet am Juni 2018 zwou nei Recommandatiounen erausginn: engersäits wat eben dëse bekannte Vaccin ubelaangt, dee just géint déi zwee spezifesch HPVe virgeet, fir op e Vaccin nonavalent iwwerzegoen, deen et erméiglecht, fir géint méi Forme vun HPV ze impfen, anerersäits awer och, an Dir hutt et zitéiert, Här Krieps, fir eben dëse Vaccin och op jonk Männer auszedeenen.

D'Santé ass amgaangen, diesbezüüglech Analysen ze maachen, fir eben och en nationalen Anti-HPV-Programm an dësem Beräich auszeschaffen. A wann dann dëse Plang wäert stoen, da wäert selbstverständlech och wéi bei de Meedercher eng Konventioun ausgeschafft ginn tëschent der CNS an dem Stat. An da wäerte mer deem natierlech och kënne Rechnung droen. An da wäert dee Moment Är Kaart, déi Der gewisen hutt, Här Krieps, och nach méi vollstänneg ginn. Da wäert Der gesinn, wéi effektiv och do dësen Impfstoff bei deenen eenzelne Persounen, souwuel Meedercher wéi och Jongen, wäert wierken.

Merci bien.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här Minister. Dat ass eng gutt Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. An déi nächst Fro, déi kënnt vum Här Fayot, riicht sech un de Finanzminister an dréit ronderëm e Budget fir d'Eurozon.

- Question n°339 du 2 juillet 2018 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'instauration d'un budget de la zone euro, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. An der Press war Enn Juni ze liesen, dass Lëtzebuerg zesumme mat eelef anere Länner, dat sinn déi aner Benelux-Länner, déi baltesch Länner, Éisträich, Schweden, Dänemark, Finnland, Irland a Malta, e Bréif ënnerschriwwen hätt un de President vum Eurogroup, den Mário Centeno, wou ee sech éischter skeptesch zu deenen däitsch-franséische Pläng geäussert hätt zu der Reform vun der Eurozon.

Dës Pläng vum President Macron an der Kanzlerin Merkel gesi jo entre autres vir, dass e gemeinsame Budget soll gemaach gi fir d'Eurozon, notamment fir Kriselänner ze hëllefen. An dee Fong sollt dann duerch eng Tax op Finanztransaktiounen, mä awer och duerch Contributioune vun de Memberlänner finanzéiert ginn.

Ech wollt an deem Kontext zwou Froe stellen un de Finanzminister. Déi éischt, dat ass u sech, aus welche Grënn ons Regierung, representéiert duerch de Finanzminister, dëse Bréif matënnerschriwwen huet. Et konnt een an engem rezenten Interview liesen, deen de Finanzminister ginn huet am „Wort", dass en notamment seet: „Die Eurostaaten können in einen gemeinsamen Fonds einzahlen, mit dem man Investitionen in schwachen Ländern tätigen würde, wenn es mal zu einer antizyklischen Krise kommt. Es ist eine Idee, die auch Angela Merkel formulierte, wenn auch leicht anders." Dorauser kann een interpretéieren, dass u sech de Minister net ofgeneigt war par rapport zu enger Iddi vu méi europäescher Solidaritéit am Kontext vum Eurogroup. An dofir wär ech frou, wann en do kéint e puer Präzisioune ginn.

An zweetens, kann de Minister ons informéieren, wéi fir de Moment den Zoustand vun den Diskussiounen ass zu der Reform vun der Eurozon ënnert dem Lead vun den Däitschen an de Fransousen?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet elo direkt de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Merci fir déi Fro, déi effektiv eng ganz wichteg ass, déi den Deputéierte Fayot gestallt huet.

Et geet drëms, ze wëssen an ze verstoen, wéi een eventuell muer - a muer ass méi mëttel- a laangfristeg - méi Solidaritéit an der Eurozon kéint schafen. Do gëtt heiansdo vun „fiscal capacity" geschwat, dat heescht, e Budget ze mobiliséieren, fir deene méi Schwaachen ze hëllefen oder, wéi gesot, en extrae Budget fir d'Eurozon ze schafen.

Fir d'Éischt wëll ech dat Ganzt emol an e Kontext setzen. Déi ganz Diskussioun kënnt dorauser hier, dass 2008, wéi d'Welt- a Finanzkris lassgaangen ass an en fait ganz Europa betraff huet, ee gemierkt huet, dass de Système monétaire européen, wéi mer en haten, inkomplett war. Mir hunn dee gestäerkt. Ganz Europa huet dee gestäerkt. Den Twopack, de Sixpack, den Traité budgetaire, CRD4, eng ganz Rëtsch Mesurë si geholl ginn. Dat heescht, mir stinn haut vill besser do wéi virun zéng Joer.

Am leschten Eurogroup ass am Mee eng Prozedur ageleet ginn, déi elo am August soll fäerdeg ginn, dass dat lescht Land, wat nach ënnert dem Programm ass, Griichenland, och soll aus der Kris erauskommen. Dat heescht, mir hunn eng ganz aner Architektur an Europa, déi vill méi komplett ass wéi dat, wat mer haten.

Dat Alleréischt, wat ech wëll ënnersträichen, ass, dass all Land muss seng Hausaufgab maachen. Dat heescht, jiddweree muss de Pacte de stabilité et de croissance anhalen. Dat ass leider net vill de Fall gewiescht, well all Mënsch do gesënnegt huet. Dat eenzegt Land an der Eurozon, wat de Pacte de stabilité et de croissance ëmmer agehalen huet, ass Lëtzebuerg!

Mir hunn en och an de leschte Joren esou gutt agehalen, dass mer net nëmmen an den Norme sinn, mä dat iwwertraff hunn, dass mer eis also e Puffer ginn hunn. A mir encouragéieren déi aner Länner, genau dat ze maachen, an enger Zäit, wou vill Wirtschaftswuesstum do ass.

Um leschte Sommet, deen elo virun e puer Deeg war, hunn d'Premierministere festgehalen, dass et super ass, dass mer elo zwou Saachen zesumme maachen, déi nach net festgehale gi waren, déi also Neiegkeete sinn. Dat eent ass, den European Stability Mechanism, den ESM ze verstäerken, dass dee soll nach eng additionell Garantie ginn zu deem Präbbeli, deen d'Banken alleguerte schützt. Dat ass eng grouss Saach, well do ware vill Länner dergéint opposéiert. Dat ass elo am Juni aktéiert ginn.

An zweetens hu mer Accorde fonnt, fir d'Bankenunioun ze stäerken, wou och Lëtzebuerg eng wesentlech Roll gespillt huet, fir justement déi Länner ze protegéieren, déi ganz vill Filialen hunn, wéi dat de Fall vu Lëtzebuerg ass.

Dat heescht, d'Diskussioun vun engem separate Budget vun der Eurozon stellt sech am Fong geholl nëmmen, wann déi national Virsiicht, déi national Disziplinn net gespillt huet.

A wat fir eng Froe stelle sech da fir de Budget vun der Eurozon? Ech géif soen, dräi Stéck: Firwat brauche mer e Budget vun der Eurozon? Zweet Fro: Wivill Sue brauche mer doran? An drëttens: Wat fir eng Modalitéite musse mer da gebrauchen?

Éischte Punkt: Fir wat ze maachen? Brauche mer de Budget vun der Eurozon? Meng Äntwert an d'Äntwert vun der Lëtzebuerger Regierung ass wahrscheinlech: „Jo!" Firwat? Well mir hu geléiert, dass mer méi Solidaritéit brauchen an Europa, awer net à n'importe quel prix. Fir d'Éischt Eegendisziplinn, an da kann ee vu Solidaritéit schwätzen.

Mä op wellecher Basis dat soll elo geschéien, dat steet am Raum. D'Kommissioun huet Recommandatiounen am Dezember gemaach. Frankräich an Däitschland hunn hir eege Propose gemaach. An do muss een elo emol virukucken, wat fir eng Optiounen um Dësch leien. Do gëtt et d'Propositioun, fir e Fong fir Investissementer ze schafe fir déi Länner, déi schwaach sinn. Oder en „rainy day fund", wéi d'Kommissioun et proposéiert, oder drëttens, fir e Chômage-Fong op europäeschem Niveau ze maachen.

(Interruption par la présidence)

Et deet mer leed, Här President, ech huelen nach e ganz e bëssen aus, et ass e ganz wichtege Sujet. An ech versichen elo, am Telegrammstil fäerdeg ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, wann ech gelift.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. A Lëtzebuerg seet: Mir si bereet, iwwer all déi Saachen ze schwätzen, mä mir mussen awer emol Kloerheet hunn, op wellecher Basis een do diskutéiert.

Wivill Sue mussen dragestallt sinn, hänkt natierlech vun de Missiounen of.

An drëttens, d'Modalitéiten. Hei ginn am däitsch-franséische Pabeier dräi Taxe proposéiert, fir dat ze alimentéieren, déi et haut nach net gëtt. Wann een also besuergt ass, fir méi Solidaritéit an Europa ze maachen, da misst ee vläicht mat deene Moyenen handelen, déi mer scho kennen, an dann de Budget européen, wéi mer en haut kennen, zu 28 oder muer zu 27 notzen, well nei Taxen an d'Landschaft ze setzen, iwwert déi mer eis net eens sinn a wou een eng Unanimitéit brauch, ass wahrscheinlech net déi effikasste Manéier, fir do eens ze ginn.

A leschtens géif ech en Appell riichten un d'Benelux-Staten. Ech hu vill an deene leschte Méint mat mengen zwee Kolleegen aus Holland an aus der Belsch geschwat. Ech mengen, mir sollten alles drusetzen, fir dass mer eng Positioun Benelux op deem Sujet kréien, fir dass mir och ee Pabeier um Dësch hunn, fir matzeschwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mir géifen dann zur nächster Fro kommen. Den Här Max Hahn riicht sech un de Wunnengsbauminister am Zesummenhang vu méi soziale Mietwunnengen.

- Question n°340 du 3 juillet 2018 de M. Max Hahn relative aux mesures introduites pour promouvoir la location sociale, adressée à M. le Ministre du Logement

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Et feelt u bezuelbarem Wunnraum a virun allem am Locatif gëllt et, e grousse Retard opzehuelen, an dat besonnesch fir sozial schwaach Persounen a sozial schwaach Stéit.

Mat der Steierreform gouf viru bal genee 18 Méint ënner anerem eng Mesure agefouert, fir d'Offer u vergënschtegte Locatiounswunnengen ze erhéijen an eidel stoend Wunnengen op de Marché ze bréngen. Dofir si steierlech Ureizer geschafe ginn. Méi genee: Den 30% bis 40% méi niddrege Loyer, deen de Proprietaire vun engem Haus respektiv vun enger Wunneng kritt, ass zanter 18 Méint zu 50% steierfräi fir d'Gestion locative sociale.

Kann de Minister eis heizou Detailer ginn? A kann de Minister eventuell no deenen éischten 18 Méint en Tëschebilan zéien?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de Wunnengsbauminister, den Här Marc Hansen, huet d'Wuert.

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Här President, léif Deputéiert, et ass eng interessant Fro, déi de Max Hahn hei op dëser Plaz gestallt huet.

(Hilarité et exclamations)

An ech mierken, dass d'ganz...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...d'Äntwert scho kënne ginn, ier e se gefrot hätt...

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- An ech mierken, dass d'ganz Chamber interesséiert ass, besonnesch den Här Gibéryen, dofir géif ech dann och...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech halen et bal net méi aus!

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- ...den Detail ginn.

Et sinn, wéi de Max Hahn et gesot huet, effektiv 18 Méint, wou déi dote Mesuren a Kraaft sinn. D'Gestion locative sociale, ee Wuert nach eng Kéier doriwwer: Dir wësst et, wann e Proprietaire eng Wunneng zu Präisser 30%, 40% ënnert dem normale Marchéspräis verlount an dat un eng konventionéiert Organisatioun, da kritt déi Organisatioun vun dem Logementsministère éischtens pro Dossier 100 Euro de Mount an dernieft gëtt et zanter der Steierreform dann och eng Exoneratioun vun deene 50% op steierlechem Niveau, wat natierlech dann och bis zu engem Deel déi 30% bis 40%, déi am Loyer méi déif sinn, kann deckelen.

Mir hunn och do an déi Konventioun drageschriwwen, wéi déi Präisser auszegesinn hunn. Déi goufen och nach eng Kéier virun e puer Méint adaptéiert. Ech hat dat an der Chamberskommissioun och annoncéiert. Dat sinn normalerweis 10 Euro de Meterkaree, wou ee Loyer däerf froen, ausser bei Studioen oder bei Appartementer mat enger Schlofkummer; do ass et gedeckelt op 550 Euro respektiv 670 Euro. An et ass och dat, wat dem Secteur entgéintkënnt.

Zanter der Aféierung vun där neier Steiermesure ass déi Zuel dann och substanziell an d'Luucht gaangen, éischtens, wat déi konventionéiert Organisatiounen ugeet. Dat waren den 31. Dezember 2016 siwen där Organisatiounen, dat sinn der hautzudaags 15. Dat heescht, dat ass eng kloer Verduebelung. An an deem gläichen Zäitraum ass dann och d'Unzuel vun de Wunnenge vun 366 Unitéiten op elo 578 eropgaangen. Dat sinn 212 Wunnenge méi, also 58% méi.

Dat huet e ganze Koup u Virdeeler fir de Proprietaire. Elo duerch déi Exoneratioun vun de Steiere muss ee wëssen, dass bei der Gestion locative sociale och e soziale Suivi gemaach gëtt vun deene Leit. An et gëtt awer och no der Wunneng gekuckt. A fir de Proprietaire ass et och de Virdeel, dass de Loyer kënnt, och wa keen do dran ass. An op där anerer Säit, wann eng Kéier d'Wunneng muss fräigestallt ginn, well de Proprietaire vläicht erëm selwer wëllt dragoen oder de Kanner dat wëllt iwwerginn, da geet dat och relativ zügeg.

Wann een da kuckt, dass mer elo awer esou an d'Luucht gaange sinn, da kann een awer soen, dass och Wunnengen, déi eidel stinn um Marché, erëm besat ginn. Wa mer vu ronn 600 Wunnenge schwätzen a wëssen, dass dat dote ganz dacks och Wunnenge si wéi Haiser, déi kënnen zur Verfügung gestallt ginn, wann also dräi bis véier Leit dra sinn, jo, da sinn iwwert deen dote Wee, iwwert déi Gestion locative sociale awer och 2.300 Leit, déi ënnerdaach sinn, wat een och eng Kéier muss als Zuel vläicht ernimmen.

D'Zuele ginn och nach ëmmer weider an d'Luucht, an dat vu Mount zu Mount. Dee gréissten Akteur op deem dote Plang, dat ass natierlech d'AIS, d'Agence immobilière sociale. Dann hu mer awer och d'Caritas, déi mat derbäi ass, déi zanter 2017 elo am leschte Joer souguer hir Zuelen erëm verduebelt huet. D'„Wunnéngshëllef" ass ganz aktiv do. De Kordall ass ganz aktiv dodran, awer och d'Dikrecher Gemeng, den Office social vun der Nordstad, de Réidener Kanton an och aner Gemengen, déi do aktiv sinn.

Et ass also e Modell, deen e gewëssene Succès huet, mat engem Plus vun 58%, wat awer och hëlleft, de Logementsproblem ze léisen. Et ass eent vun deenen dausend Puzzlestécker, déi mer ebe musse fannen, fir dee Puzzle vun der Wunnproblematik iergendwéi unzegoen. Et ass eng Mesure ënner villen, fir weiderzekommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

A mir kommen zu der leschter Fro, déi kënnt vum Här Eugène Berger an dréit ronderëm e Bréif, deen den amerikanesche President eis iwwer eis Militärausgabe geschriwwen huet. D'Fro riicht sech un de Verdeedegungsminister.

- Question n°341 du 3 juillet 2018 de M. Eugène Berger relative à la lettre du Président des Etats-Unis concernant les dépenses militaires luxembourgeoises, adressée à M. le Ministre de la Défense

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Haut de Moie konnt een op „Spiegel online" liesen, an déi hu sech referéiert op en Artikel, deen an der „New York Times" stoung, datt an deene leschten Deeg oder an deene leschte Wochen den amerikanesche President Donald Trump u verschidde Memberlänner vun der NATO anscheinend relativ geharnescht Bréiwer geschéckt hätt, wou en anscheinend säin Onmutt géif zum Ausdrock bréngen, datt verschidde Memberlänner net genuch Efforte géife maache fir d'NATO-Bündnis.

Duerfir meng Froen. Zum engen ass meng Fro, well an deem Artikel am „Spiegel" stoung, datt verschidde Länner... - do ginn Däitschland, d'Belsch, Norwegen zitéiert -, et wieren awer nach e puer aner Länner, déi och e Bréif kritt hätte vum Donald Trump. Duerfir meng Fro: Krut och Lëtzebuerg eventuell, mir si jo och Member an der NATO, krut och eventuell Lëtzebuerg e Bréif vum amerikanesche President? Wann dat de Fall wier, wat steet do dra respektiv wat ass eventuell och dann, wa mer esou e Bréif kritt hätten, d'Äntwert, déi mer géife ginn, oder wéi géife mer reagéieren? Oder ass dann, wa mer esou e Bréif kruten, eventuell dru geduecht, beim nächsten NATO-Sommet - ech mengen, deen ass den 11., 12. Juli -, datt dann do vläicht drop reagéiert gëtt?

Ech wëll och nach - dat ass eng lescht Bemierkung an awer keng Fro - awer drun erënneren, datt ganz rezent, mengen ech, den NATO-Generalsekretär Stoltenberg eis eigentlech gelueft huet fir all déi Efforten, déi mer géifen hei zu Lëtzebuerg maachen an deem Kontext.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet den Här Verdeedegungsminister.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President, och dem honorabelen Deputéierten e grousse Merci fir déi interessant Fro.

Et ass effektiv esou, dass den amerikanesche President Donald Trump eis och e Bréif geschriwwen huet, wéi en dat och bei deenen anere Länner gemaach huet, déi manner wéi 2% vun hirem PIB ausgi fir d'Defense. An deem Bréif gi mer zwar gelueft derfir, dass mer déi Suen, déi mer ausginn, zu méi wéi 40% an Investissementer ausginn. D'NATO freet e Minimum vun 20%. Mir leien also do emol ganz gutt.

Et ass awer och esou, dass den Här Trump der Meenung ass, dass mer - mir an eben och aner Länner - nach vill ze wéineg ausgi fir d'Defense. Et ass esou, dass mer um Sommet zu Wales jo en Engagement geholl hunn, fir eis Efforts de défense bis d'Joer 2020 ëm 50% ze erhéijen, näämlech vun 0,4% vun eisem PIB op 0,6% vun eisem PIB. Dat wäerte mer och erreechen. Ech mengen, dass dat keen Thema ass.

Et ass och esou, dass mir decidéiert hunn als Regierung, dass all déi Efforten, déi mer an der Defense maachen, dass mer gären hätten, dass déi e Retour économique direkt op Lëtzebuerg hunn, also dass mer net nëmmen iergendwou higinn a Material am Ausland kafen - déi Sue si fort - an dann hu mer dat Material hei a mussen et nach ënnerhalen. Neen! D'Iddi ass eben, wa mer eisen Effort de défense an d'Luucht setzen, et esou ze maachen, dass déi Suen och am Land bleiwen, zumindest esou wäit wéi méiglech am Land bleiwen.

Dofir hu mer ënner anerem decidéiert, den Härebierg komplett ze sanéieren, déi Gebaier all nei ze maachen. Dat kënnt also direkt dem Handwierk zegutt. Mir hunn dofir decidéiert, dee LuxGovSat ze lancéieren, e Satellitteprojet, dee mer zesumme mat der SES maachen, also och mat enger Lëtzebuerger Gesellschaft, an där de Lëtzebuerger Stat Aktionär ass, déi dovunner profitéiert. Mir si jo amgaangen, och ze kucken, fir e Militärspidol ze hunn. Dat sinn also Investitiounen, déi mer an esou eng Infrastruktur wëlle maachen, déi mir awer dann och kënne gebrauchen, wa mir eng Kéier e Plan nombreuses victimes hei mussen declenchéieren. Dat heescht, och dat si Suen, déi hei am Land investéiert ginn an déi de Lëtzebuerger Bierger dann zeguttkommen. Dat ass eis Strategie.

Et ass och esou, dass Lëtzebuerg sech engagéiert huet, an enger Rei Missioune vun der NATO matzemaachen, wéi zum Beispill der VJTF oder der eFP, der NATO's enhanced Forward Presence. Och do huele mer eis Verantwortung, esou wéi déi aner Länner och.

Mir hunn eis och, fir d'éischte Kéier iwwerhaapt als Defense, Ligne-directricë ginn, wou mer eis eng strategesch Visioun ginn, wéi d'De-

fense zu Lëtzebuerg bis d'Joer 2025 soll weider evoluéieren.

Den Här Stoltenberg, den NATO-Generalsekretär, deen elo viru Kuerzem jo hei war, huet eis och gelueft fir all déi Efforten, déi mer maachen.

Ech kommen awer och elo zu Ärer Fro, näämlech: Wéi äntwerte mer dann dorobber, dass den Här Trump gär hätt, dass mer 2% vun eisem PIB sollen ausgi fir d'Defense? Dat heescht, mir misste vun 0,6% op 2% goen. Ech mengen, dass dat eng Situatioun ass, déi fir mech, a fir dës Regierung, net denkbar ass, dass mer dat wäerte maachen.

Ech wëll an deem Kontext och dem Här Trump an Erënnerung ruffen, dass Lëtzebuerg fir eppes anescht ganz vill Suen ausgëtt an déi och ganz gär ausgëtt, näämlech an der Kooperatioun. Mir sinn als eent vun deenen dräi héchste Länner ugesinn, wat eisen Invest an d'Kooperatioun ugeet, mat 1% vun eisem Revenu national brut. An ech mengen, d'Kooperatiounsinvestissementer, déi mer maachen, déi verhënneren eigentlech déi Konflikter, déi d'NATO muss léisen. Dofir si mir éischter der Meenung, dass et méi sënnvoll ass, an der Kooperatioun weider vill ze investéiere wéi an d'militärescht Rüstzeug.

Also kéint een elo soen, dass mir wäerten um NATO-Sommet, wa mer dann den Här Trump begéinen, soen, dass mer éischter an där doter Logik sinn, ewéi elo op e Budget vun 2% vun eisem PIB ze goen, wat d'Defense ugeet. Dovun ofgesi mengen ech, dass mer dat iwwerhaapt emol net geréiert kriten, esou e Budget, mat där Arméi, déi mer hei hunn.

Voilà! Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Ech mengen, mir hu mat eiser Froestonn eng Punktlandung gemaach. A mir kënnen dann zu där nächster Stonn iwwergoen, enger Aktualitéitsstonn iwwer eis Kulturpolitik, déi vun der grénger Fraktioun ugefrot ginn ass. An d'Madamm Sam Tanson huet d'Wuert.

8. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la politique culturelle au Luxembourg

Exposé

Mme Sam Tanson, *(déi gréng).*- Merci, Här President. Also et ass eng Aktualitéitsstonn iwwert den „Kulturentwécklungsplang", déi mer ugefrot haten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat gehéiert och zur Kulturpolitik.

Mme Sam Tanson, *(déi gréng).*- Also ech mengen, eng Kulturpolitik ka jo jiddwereen elo a sengem Wahlprogramm developpéieren a virstellen, wéi och d'Kolleegen de Moie vun der Sozialistescher Partei. Well dëse Weekend de Kulturentwécklungsplang virgestallt gouf, hat ech déi Heure d'actualité ugefrot am Virfeld, well ech et schonn e bësse speziell fonnt hunn, datt mer net hei an dësem Plenum och iwwert dat ganz wichtegt Dokument géifen diskutéieren. De leschten Donneschdeg sollt jo eng Chamberskommissioun sinn. Déi war du kuerzfristeg ofgesot ginn. Ech verstinn, datt een der Kulturzeen wëllt d'Primautéit ginn, mä deen Hin an Hier hunn ech e bëssen onglécklech fonnt.

A virun allem sinn ech der Meenung, datt d'Kulturpolitik muss méi debattéiert ginn. Kultur ass Fräiheet, Kultur brécht Tabuen, si kann onbequeem sinn, mä si brëngt ons weider. Mir heibannen hunn d'Flicht, fir den néidege Kader ze ginn. Net méi, awer och net manner. D'Kultur muss ons kënnen a Fro stellen.

Bei den Assisen ass e puermol d'Fro opkomm vun der politescher Legitimatioun vum Plang. Déi verständlech Angscht vu verschiddenen Intervenantë wor déi, datt all déi Aarbecht hei fir näischt gewiescht wier, wann net d'Parteie sech dozou an enger Form géife bekennen.

Natierlech wier et positiv gewiescht, wann de Plang méi fréi an der Period (veuillez lire: Legislaturperiod) disponibel gewiescht wier. Mä ech perséinlech sinn einfach ganz frou, datt et en elo gëtt. Haut ass op d'mannst d'Okkasioun fir jiddwereen, sech par rapport zu deem Plang ze positionéieren.

Dowéinst brénge mer och déi Resolutioun eran, zesumme mat der LSAP an der DP, an der Hoffnung op eng breet Ënnerstëtzung, fir datt, egal wéi eng politesch Faarwen déi nächste Kéier um Rudder sinn, Bewegung an den Dossier kënnt an de KEP, oder wéi en och ëmmer da genannt gëtt, ëmgesat ka ginn a seng Mise en œuvre all zwee Joer kann evaluéiert ginn. Wann ech gelift, Här President.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

- le travail important et nécessaire réalisé pour l'élaboration du Plan de développement culturel;

- la nécessité de disposer de données concernant la culture;

- la nécessité de procéder à des réformes de la gouvernance de la culture;

- la volonté de stimuler davantage la création à Luxembourg;

- la professionnalisation nécessaire du secteur de la culture;

- la nécessité de moderniser la protection du patrimoine à Luxembourg;

- la nécessité de débattre de la politique culturelle de manière régulière,

décide

- d'organiser tous les deux ans un débat au sujet de la mise en œuvre du Plan de développement culturel.

(s.) Sam Tanson, André Bauler, Taina Bofferding.

(La motion a été signée ultérieurement par Mme Octavie Modert.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mme Sam Tanson, *(déi gréng).*- De Plang ass, wat den éischten Deel ubelaangt, fir d'Éischt emol eng Bestandsopnam. Wat ass Kulturpolitik zu Lëtzebuerg? Zënter wéini gëtt et se? Wéi huet se evoluéiert? Wéi huet de Budget vun der Kultur evoluéiert? Wichteg Donnéeën, wann een d'Kulturpolitik wëllt verstoen. A fir se ze reformëieren, muss ee se, géif ech mengen, verstoen.

Interessant ass dobäi d'Evolutioun vum Budget vun der Kultur an de Gesamtausgabe vum Stat. Et ass net offensichtlech, well d'Ausgaben ënner anerem op verschidde Ministèrë verdeelt sinn an et och Variatioune vun den Attributiounen an de leschte Joren a Jorzéngte gouf.

Haut läit de Budget bei 0,94%, also liicht ënnert deem famëise symboleschen enge Prozent. Ech sinn allerdéngs net der Meenung, datt een alles op deem enge Prozentsaz soll ausmaachen. Jee nodeems, wat een an de Budget mat eranhëlt oder och net, kënnt een driwwer, ouni awer datt méi Suen an de Secteur fléissen.

Nawell, wann een d'Evolutioun kuckt, gesäit een, datt haut proportionell manner Suen an de Secteur fléisse wéi zum Beispill 2006, virum Kulturjoer, wou mer bei 1,41% louchen. Wann een awer d'Ziler vun dësem Plang wëllt erreechen, kënnt een net derlaanscht, d'Moyene vun der Kultur och eropzesetzen. Wann ech déi prospektiv Zeenarien aus dem Plang liesen, da schéngt et mer, wéi wa just ënnert der Hypothees 3, also enger „hausse importante" vum Kulturbudget, d'Realisatioun vun den Objektiver vum Plang komplett méiglech wier.

Zu de Recommandatiounen aus dem Plang:

E groussen Deel dréit ëm d'Gouvernance, ëm Strukturen, Finanzen, de Fonctionnement vu Kulturministère an -institutiounen. Ech ginn op e puer vun de Recommandatiounen an, net op se alleguerten, ech hunn d'Zäit net derfir. Dat heescht awer net, datt ech, oder mir, se net wichteg oder richteg fannen.

Wat ersiichtlech ass, dat ass, datt mer virun allem eng Kartografie brauche vun deem, wat et zu Lëtzebuerg un Institutioune gëtt. Donnéeën, Statistiken, Bestandsopnamen, Transparenz spillen eng eminent wichteg Roll am Dokument. An dat versteet sech, well et muss kloer sinn, wat et alles gëtt, ier een Decisiounen hëlt.

Evident schéngt och, datt bei de ville Gremien an Institutiounen, déi et gëtt, a weideren, déi och am Plang virgesi sinn, eng Zesummeleeung vu Kompetenzen néideg ass.

De Punkt 9, d'Recommandatioun 9, déi am Virfeld eng grouss Roll gespillt huet, awer de Freideg leider eng ganz kleng, ass déi vun der Schafung vun engem „Luxembourg Arts Council". Dee géif et erméiglechen, eng ganz Rëtsch Fonctiounen ze iwwerhuelen, déi den Ament feelen oder net gutt koordinéiert a realiséiert ginn. Zum Beispill: Begleedung a Suivi vun Artisten, Promotioun am Ausland, Gestioun vun de Subventiounen, an dat sparteniwwergräifend.

Esou e Council géif et awer och erméiglechen, transversal ze schaffen a virun allem Ressourcen ze spueren. Wann een eleng déi sëlleche Fonctionnementskäschten zesummeleet, kéinten dës Suen nees an d'Kreatioun investéiert ginn.

Natierlech misst een d'Rollenopdeelung tëscht Kulturministère an dësem Organismus definéieren, mä - an do rejoignéieren ech eng aner Recommandatioun - insgesamt muss iwwert de Fonctionnement an d'Roll vum Kulturministère nogeduecht ginn. Datt de Film och zréck an d'Kultur gehéiert, esou wéi et e puermol ugedeit gëtt, schéngt ons néideg a logesch.

Nach zwee Punkten a Saache Gouvernance: Kultur dierf net just am Kulturministère decidéiert ginn, huet et de Freideg geheescht, et misst d'Roll vun all Minister sinn. Jo, richteg. E Comité interministériel kann do vläicht eng Léisung sinn, quitte datt eng Multiplikatioun vun Organer riskéiert, d'Kulturpolitik méi ze blockéiere wéi virunzebréngen.

Am allerwichtegsten awer ass d'Zesummespill vu Kultur an Educatioun. Hei gëtt et zënter 2016 e Comité interministériel, doraus ass notamment d'Plattform Kulturama entstanen. Mä ginn do och Diskussioune gefouert, fir insgesamt d'Kultur méi transversal an d'Schoul eranzekréien, wat jo eng weider Recommandatioun vum Plang ass? A wa jo, wéi wäit si mer do? Well jiddwer Akteur ass sech eens, datt eng Kulturbildung am fréisten Alter ganz vill positiv Effekter bei de Kanner huet, net just wat hir Ouverture par rapport zu der Kultur ugeet, mä och fir hir perséinlech Entwécklung allgemeng.

Wat de Statut vum Kënschtler ugeet, esou huet d'Diskussioun de Weekend nees gewisen, datt mer eng enorm Diskrepanz hunn tëscht dem Revenu moyen zu Lëtzebuerg an dem Revenu vun engem Kënschtler. Wann eng Theaterfra erkläert, si kéim trotz dräi Produktiounen d'Joer an der Unerkennung vum Statut knapps op 1.500 Euro brutto de Mount, da werft dat Froen op. Wann eng Schauspillerin seet, de Summum fir en Artist wier et, de Mindestloun ze verdéngen, gradesou.

Vill vun de Kënschtler hu studéiert a musse scho ganz motivéiert sinn, fir haaptberufflech hir Konscht auszeüben an net eng „uerdentlech bezuelte Plaz" unzehuelen an niewebäi hir Konscht auszeüben, voire ganz opzehalen. Konscht kann een effektiv net a Rentabilitéitsterme kucken, mä e Kënschtler muss kënne liewen.

Wa mer vu Professionaliséierung schwätzen, da musse mer de Leit och déi néideg Moyene ginn. Mir hunn extrem héich Logementspräisser hei am Land. Mat 1.500 Euro de Mount, wat, niewebäi bemierkt, ënnert dem Mindestloun läit, kënnt een net wäit.

Do derbäi kënnt dacks nach eng Locatioun fir en Atelier zum Beispill oder e Proufsall. Ons Artiste brauche Plaz, fir ze wunnen, a Plaz, fir ze schafen. D'Recommandatioun, Aarbechtsespacen à disposition ze setzen an eidel Espacen ze fannen, wou een dat kéint maachen, ass an onsen Ae wichteg. Dozou gehéiert och eng Ënnerstëtzung vun Initiativen, déi sech selwer opgestallt hunn, wéi zum Beispill den Hariko.

Och d'Unzuel vun Artisteresidenze muss erhéicht ginn, och hei, fir Atelieren a Logementer zur Verfügung ze stellen.

Ech werfen an deem Kontext nach eemol meng Fro op, déi ech bei der Presentatioun vun der Nationalgalerie an der Kulturkommissioun gestallt hat: Ech begréissen natierlech all Form vu Logement, dee fir Leit a Schwieregkeete geschafe gëtt, esou wéi et hei am Projet virgesinn ass, mä ech froe mech, ob et net awer sënnvoll wier, esou e Projet ganzheetlech unzegoen a Liewens- an Aarbechtsraim fir Kënschtler op där Plaz, déi der Konscht gewidmet ass, ze schafen. Ech krut doropshi vum Kulturminister geäntwert, et wier schued, deen deiere Meterkareespräis hei an der Stat dofir ze huelen. Mä wann ech zum Beispill eng Villa Medici zu Roum kucken, da weess ech net, ob dat esou schued wier.

Wa mer bei der Nationalgalerie sinn: Déi steet am Plang als Risiko, datt se kéint redundant Missiounen zu anere Strukturen hunn. Dat muss a mengen Aen nach ganz kloer am Virfeld gekläert ginn.

Ech kommen nach eng Kéier zréck zu de Finanzen. D'TVA op Kulturproduite sollt reformëiert ginn. De Statssekretär sot op den Assisen, de Finanzminister wier domat befaasst. Ech profitéieren dovun, ech hu jo elo déi zwee hei sëtzen: Ech wéilt gäre wëssen, wou hei genee d'Problemer leien.

An deemselwechte Kontext existéiert och eng reell Demande vun den Artisten, fir administrativ a legal Hëllef ze kréien, soudatt eng Schafung vun engem Guichet unique Sënn mécht.

Meng Zäit leeft of, obwuel et nach vill zu deenen anere Recommandatiounen ze soe gëtt. Dat Dokument hei ass eng exzellent Ausgangsbasis, eng iwwerfälleg Aarbecht, déi realiséiert gouf. „Et feele Visiounen dran", heescht et. Vläicht, mä et ass awer op d'mannst elo méiglech, déi nees ze entwéckelen. Hei stécht vill Hoffnung dra fir d'Lëtzebuerger Kulturzeen.

Wat musse mer wëllen, fir Lëtzebuerg an d'Kultur weiderzebréngen? Mir sinn e räicht Land. Mir wëllen innovativ sinn. Mir mussen d'Pretentioun hunn, dat och am Kulturberäich ze sinn. Dofir musse mer et fäerdegbréngen, onse Kënschtler e Kader ze bidden, an deem se sech fräi entfale kënnen. Mir mussen eng qualitativ a variéiert kulturell Offer an de Regioune garantéieren. Mir musse jiddwerengem et erméiglechen, Accès zur Kultur ze hunn. A mir mussen ons Kënschtler am Ausland bekannt maachen. D'Recommandatiounen, déi am Plang enthale sinn, maachen déi Dieren op.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Tanson. An den éischten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Octavie Modert.

Débat

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir diskutéieren haut de Mëtteg a kuerze Minutten de Kulturentwécklungsplang. Am Fong wësse mer net richteg, wéi mer dat sollen nennen, wat mer de Mëtteg diskutéieren.

Mir hunn hei ee ganz gutt Dokument, ausgeschafft vum Jo Kox, mat Recommandatiounen a ville Pisten dran, mä et ass kee Kulturentwécklungsplang, net, well et elo d'Versioun 0.1 ass, ier et dann an dräi Méint d'Versioun 1.0 gëtt, mä well e Kulturentwécklungsplang dat nëmme si kann, wa sech d'Entscheedungsträger mat abruecht hunn, wann en d'Engagement vum Minister fir Kultur an dem Statssekretär ausdréckt an duerstellt, hir Engagementer, Visiounen a Prioritéiten drastinn. Dat ass awer net de Fall, obschonn et am Regierungsprogramm steet, datt esou e Plang géif ausgeschafft ginn.

Mir sinn hei a Präsenz vun engem ganz gudden Dokument, wat a Benediktineraarbecht vum Jo Kox opgestallt ginn ass. En „Guide" soen d'Ministeren, mä e Kulturentwécklungsplang muss en Instrument vun der Politik sinn, en Instrument vu Kulturpolitik.

An esou ass d'Echeance och net onschëlleg. D'Virstellung vum Plang ass virgezu ginn, vun 2019 op 2018 elo virun de Wahlen. Esou just virum Enn vun der Legislaturperiod kann en och net méi anstänneg diskutéiert ginn, awer et ka vun den zoustännege Regierungsmembere gesot ginn herno, si hätte schliisslech esou e Plang erausbruecht, a si kënnen am Idealfall driwwer ewechtäuschen, wat se alles net gemaach hunn an de leschte fënnef Joer.

Allerdéngs prononcéiere si sech leider net méi zu dësem Dokument. Déi Aufgab an d'Realiséierung drécke se dann op déi nächst Regierung. Dach, den Här Statssekretär huet e Samschdeg an e Freideg e puer Moossname vun den 61 Recommandatiounen ugekënnegt: Zum Beispill kënnt en Archivgesetz. Jo, dat ass wouer. Dat ass ënnerwee. En neit Archivgebai ass a Planung. Et misst eigentlech scho vill méi wäit sinn. Vun 2016 u war Plaz am Investissementsfong, dat wousste mir deemools schonn. Et géif en Avant-projet de loi fir en eegestännegen CNRA ginn. En Institut fir dee ganze Patrimoine kënnt. En Depôt national fir all eis Kulturinstituter an en nationalen Zenter fir Architektur géif geschaaft, sot den Här Arendt.

Alles begréissenswäert Saachen. Awer wéini kënnt dat dann? Elo nach an deenen nächsten dräi Méint? Wat kënnt elo nach an deenen nächsten dräi Méint vun deene Saachen, déi elo ugekënnegt sinn?

Et ass och gesot ginn, direkt gemaach wäert ginn zum Beispill en État des lieux, eng Kartografie vum aktuelle Stand vun der Kultur. Ech erënneren drun, datt 2006 déizäit eng Kartografie gemaach ginn ass vun den Infrastrukturen op regionaler Basis, déi ganz exhaustiv war. Et ass och gesot ginn, beim Iwwerdenke vun der Subventiounspolitik, do sollt elo séier gemaach ginn, sou huet den Här Statssekretär gesot. Wéi gesäit deen Zäitplang dann aus, wann ech déi Fro stellen däerf, wann ech gelift?

Zu der Ausso, datt d'Statistike feelen: Jo! Awer eréischt no 2013, well virdrun... well do ass näämlech e Statistikvertrag einfach opgeléist gewiescht ginn.

Ech kann zu alle virgeschloene Moossnamen an dësem gutt dokumentéierten a gutt geschriwwene Plang vill soen. Et kann een zu all Moossnam ganz laang schwätzen. Dat ass haut u sech net hei d'Plaz, fir dat kënnen ze maachen, well mer d'Zäit haut net derfir hunn. Sécherlech kann oder muss Eenzelnes nach diskutéiert ginn. Pro a Kontra vu verschiddene Recommandatioune mussen ausgelot ginn, an dat och vun de verantwortleche Ministeren.

Ee Beispill, wat den neie Fong ugeet: Wivill Zentraliséierung an enger Hand ass gutt bei de Subsiden? Oder: Wéi kann d'Politik hir Mis-

sioun ausféieren, ouni d'Mëttelen duerfir selwer ze hunn oder ze geréieren?

Aneres läit och op der Hand a scho laang an der Loft: e Gesamtexportbüro entstoe loossen aus dem music:LX, dee seng Spore verdéngt huet an haut etabléiert ass. Dee muss a kann elo méi Disziplinnen ëmfaassen.

Méi Residencen, Atelieren, Quoten, reduzéierten TVA-Saz: Dat ass alles ganz positiv a wichteg. D'Mäzenat förderen ass sécherlech eppes, wat zousätzlech op de Leescht muss a soll geholl ginn niewent deene bestoende Moossnamen.

Mä net alles an der Kultur passt an eng Planung an a Performanzkontrakter à la OCDE. Wéi kann ee Kreatioun a Kreativitéit moossen? Kultur an de kreative Prozess kann een net mam Lineal moossen. Bei engem Kulturentwécklungsplang muss ee bedenken: Net alles ka geplangt a genormt ginn am Kultursecteur. D'Kreatioun brauch och e bësse Fräiraum a Flexibilitéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Dokument 0.1 huet de grousse Verdéngscht, Besteeëndes nei ze strukturéieren, nei Synergien opzezeechnen a Mängel opzeweisen, gradesou wéi Léisungsusätz. Och de Secteur selwer, deen d'Dokument net direkt diskutéiere konnt op de Kulturassisen, wäert sech sécher elo vill do dermat auserneesetzen an zousätzlech Kontributioune maachen. An dat gëtt eng ganz gutt Dynamik am Secteur an ënnereneen, wat nach e positiven Effekt vum Projet vum Kulturentwécklungsplang ass.

Sécherlech wäerten och a ville Wahlprogrammer Elementer heivunner ze fanne sinn. Och an deem vu menger Partei sinn der eng Rei deckungsgläich dran.

Wann Dir elo gär d'Chamber associéiert a vun hir wësse wëllt, wat si heivunner denkt, da misst een, wéi gesot, iwwert déi puer Minutten hei eraus et an enger durabeler Associatioun maachen, zum Beispill an enger Orientéierungsdebatt mat Virbereedung an der Kommissioun, mat Hearing. Dat ass natierlech elo ze spéit.

Déi richteg Fro ass awer duerfir: Wat mécht d'Regierung elo nach hei mat dësem Dokument?

Et ass gutt, datt dës Aarbecht fir d'Opstellung vu Recommandatioune fir e Kulturentwécklungsplang gemaach ginn ass. Et ass eng fräi a seriö Aarbecht vum Jo Kox a mir begréisse se! Mä dat ass elo net alles, elo geet d'Aarbecht eréischt un. An déi mécht dës Regierung net méi. Déi ass fir déi nächst Regierung, fir ze kucken, wat dovu ka realiséiert ginn a wat eventuell nach feelt.

D'Ziler fir d'CSV sinn d'Akzeptanz vun der gesamtgesellschaftlecher Bedeitung an de Rayonnement vun der Kultur an d'Förderung an d'Ënnerstëtzung vun de Kulturschaffenden, fir datt se méi einfach hir Passioun an hir Kreativitéit ouni Prekaritéit ausüben a liewe kënnen.

Duerfir kann d'CSV och d'Resolutioun, déi vun der Madamm Tanson virgestallt ginn ass, matdroen. Mir hätte se souguer gläich mat ënnerschriwwen. Mir wären och frou gewiescht, fir vläicht gläich duerfir gefrot gewiescht ze ginn, awer dat ass en Zil, wat sécherlech ënnerstëtzenswäert ass.

Villmools Merci. Merci, Här President.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Dir kënnt se nach ënnerschreiwen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Jo, gär. Wou?

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Dir kënnt gär ënnerschreiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Also alles an der Rei! Merci gesot. An den nächste Riedner ass den honorabelen Här Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Jo Kox huet kierzlech an engem Interview betount, datt deen neie Kulturentwécklungsplang kee politesche Pabeier wier an och kee Wahlprogramm vun enger Partei. Et wier och keen Dokument vum Kulturministère, mä eng Commande vum Ministère un de Jo Kox, wou d'Resultater vun den intensive Gespréicher mat dem Kultursecteur iwwert d'Entwécklung vum „Ökosystem Kultur", wéi hien dat esou schéin nennt, virgestallt an zesummegefaasst ginn.

Mir hunn hei also eng Approche vun ënnen no uewen, an där d'Politik der Kultur net virzeschreiwen huet, wat gutt oder schlecht fir si ass. Et ass keng parteipolitesch Amëschung an d'Kreativitéit vun der Zeen, mä d'Artikulatioun vun de Bedürfnisser vun där Zeen.

Aus deem Grond steet dat Wuert „Plang" an dësem Kader och net fir stuert Handelen, fir eng rigid Struktur. An et steet scho guer net fir eng Politik vum Top-down. Neen, et steet fir Entwécklung a Veränneerung, Participatioun a Flexibilitéit. Et ass en Dokument, dat an deem Sënn Recommandatioune virleet. Et heescht also, déi grouss Chantiere vun der Kulturpolitik zréckzebehalen, op deene geschafft muss ginn.

Wou sech eppes bewegen an eppes verännere muss, dat wieren d'Beräicher - se si vu menge Virriedner zum Deel ugeschwat ginn - wéi d'Gouvernance, d'Promotioun vun de Kënschtler heiheem an am Ausland, d'Politik vun de Subsiden an d'Finanzéierung vun der Kultur, d'Wäertschätzung vun eisem Patrimoine an der kollektiver Memoire, d'Kreativitéit an d'Kreativwirtschaft, d'Entwécklung an de Regiounen, déi kulturell Bildung, d'Inklusioun an de méi liichten Zoutrëtt zu kulturellen Haiser souwéi d'Innovatioun an d'Fuerschung.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Eng Rei nei Instituter ginn och elo hei an d'Spill bruecht: en Institut du patrimoine, e Fonds pour le patrimoine culturel, e Centre national de l'architecture an den Arts Council, also ee Fonds pour la création artistique et culturelle, äänlech wéi de Fonds national de la recherche, dee Subventiounen, finanziell Hëllefen, Subsiden a Bourssen accordéiert op Basis vun enger Bewäertung duerch onofhängeg Experten.

Wann een un deen neie Kulturentwécklungsplang denkt, da kommen eis als DP-Fraktioun awer virun allem folgend Erkenntnisser an de Sënn:

Éischtens, de Kulturentwécklungsplang muss vum Secteur an der Zivillgesellschaft gedroe ginn an e muss op engem parteiiwwergräifende Konsens berouen.

Zweetens, Kultur muss prinzipiell als en Invest ugesi ginn, en Invest am nobele Sënn vum Wuert. En Invest an de Present an an eis Zukunft. Wien an d'Kultur investéiert, investéiert an de Mënsch, an de gesellschaftlechen Zesummenhalt, an déi kulturell Bildung, déi besonnesch fir eis als DP ganz wichteg ass, an an d'Stäerkung vu Lëtzebuerg a senger Diversitéit. Kultur ass kee Luxus, mä eng Noutwendegkeet, fir datt sech eng Gesellschaft an der Oppenheet a mat der erfuerderter Dynamik weiderentwéckele kann.

Drëttens, d'Politik soll op kulturellem Plang den institutionelle Kader setzen. Ma et soll keng Politik mat der Kultur gemaach ginn. Regierunge sollen eng Politik fir d'Kultur maachen an dofir déi néideg Instrumenter schafen a Budgeten zur Verfügung stellen, ouni sech awer an d'Zeen anzemëschen. Subside kënnen also net à la tête du client verdeelt gi queesch duerch de Gaart, ouni Konzept. Hei brauch et eng onofhängeg Instanz, e Fong, deen Dossiere mat der néideger Objektivitéit an Expertise behandelt.

Véiertens, fir d'DP-Fraktioun ass et wesentlech, datt mer duerch d'Assises culturelles de Secteur matagebonnen hunn. Dat war an ass eng nei a participativ Demarche, déi eis elo hëlleft, de Bedürfnisser vun de kulturschaffende Leit méi gerecht ze ginn an eng Kulturpolitik an hirem Sënn ze maachen.

Et ass also elo nach bis Enn des Mounts Zäit, fir Suggestiounen an Ännerungsvirschléi eranzeginn. Dëst ass eng wichteg Geleeënheet, fir nach eng Kéier eng oppen Diskussioun iwwert dëse wichtege Sujet ze féieren, ier d'Kulturkommissioun dann am September, an doriwwer freeën ech mech, déi definitiv Versioun vum Kulturentwécklungsplang virgestallt kritt.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner hunn ech den Här Franz Fayot ageschriwwen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Madamm President. Merci un déi gréng Fraktioun fir dës Initiativ, fir déi Heure d'actualité hei initiéiert ze hunn a fir eben och eng Diskussioun an d'Chamber iwwert de Kulturentwécklungsplang bruecht ze hunn. Elo hu mer also e Kulturentwécklungsplang, de KEP. Ech fannen den Numm net immens schéin, mä doriwwer kann ee wahrscheinlech diskutéieren.

Et ass eng ganz seriö Aarbecht, déi de Jo Kox a seng Equipp do virgeluecht hunn an déi mer als LSAP natierlech begréissen, well mer ons dee Kulturentwécklungsplang gewënscht hunn. E stoung bei ons am Wahlprogramm 2013 an en ass och dunn an de Regierungsprogramm komm.

Onse befrënte Think-Tank, d'Fondatioun Robert Krieps, huet dunn och am Abrëll 2016 en däitschen Expert, de Patrick Föhl vum Netzwerk Kulturberatung, hei op Lëtzebuerg invitéiert an hei empfaangen, fir seng Expertise iwwer viregt Kulturentwécklungspläng, op deenen hie matgeschafft huet, haaptsächlech an däitsche Bundeslänner a veschiddenen däitsche Stied, hei ze presentéieren an ze diskutéiere mat engem Panel vu lokalen Experten.

En aneren Zweck vun där Veranstaltung war awer och, fir e bëssen Damp ze maachen hannert de Kulturminister, deen deemools nach net ganz aktiv gi war an deem Beräich, mä deen awer dunn doropshin, mengen ech, oder an der Suite vu senger Preparatioun ugefaangen huet, dorun ze schaffen am Juli 2016 mat deenen éischten Assises de la culture.

Ech ginn elo net méi op den Historique...

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Mir ware scho virdrun amgaangen drun ze schaffen, Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech ginn elo net méi op den Historique an, dee steet och an deem Kulturentwécklungsplang. Mä elo hu mer eben déi Versioun 0.1, déi 192 Säite staark ass, déi eng Versioun 0.1 ass, also e Papier martyr, wou ee soll bis Enn des Mounts nach kënnen drop kommentéieren. Dat sinn 61 konkret Aktioune mat engem staarke Schwéierpunkt op der Gouvernance. A Verschiddener hunn nach wärend deenen Assisen d'lescht Woch vun engem haaptsächlech administrativen Usaz geschwat, vun enger administrativer Reform.

Wat dee KEP awer sécher net mécht, ass, dass en d'Politik aus der Verantwortung léisst, fir hir eege Visioun vun der Kulturpolitik ze definéieren. D'Visioun aus dem KEP ass op der Säit 81 resuméiert: «Un nouvel écosystème culturel, dynamique, évolutif...». Ech hunn elo vergiess, mer de Printout mat heihinnerzebréngen, mä u sech ginn do eng Partie Achsen enumeréiert, déi d'Visioun virgesinn. Mä wéi gesot, et sinn hei haaptsächlech Gouvernanceusätz, wéi een de Ministère besser organiséiert, wéi ee verschidde Comitéen asetzt, Comités interministériels an dann och e Commissaire de gouvernement au plan de développement culturel, fir dat Ganzt weider ze pilotéieren.

Fir meng Partei ass d'Kulturpolitik eng zentral Politik fir déi nächst Regierung. Den Usaz muss sinn, d'Kultur als Grondrecht unzegesinn, dat heescht, an alle Beräicher e breeden Zougang a Participatioun zur Kultur ze garantéieren. An d'Politik muss de Kënschtler an de Konschtschafenden déi néideg Existenzgrondlag garantéieren. D'Kënschtler mussen net nëmme kënne vun hirer Kultur iwwerliewen, mä si mussen och dovunner kënne liewen.

Ech war och ee jonken Affekot, ech hunn och net vill verdéngt am Ufank. Mä ech wousst awer ëmmer, dass ech eng Perspektiv hätt op eng gutt Pai. Dat ass fir ganz vill Konschtschafend net de Fall. Déi wëssen, dass se ëmmer...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- ...ëm de Mindestloun ronderëmdümpele wärend hirer ganzer Carrière.

De roude Fuedem fir ons ass, dass d'Kultur d'Roll vum Zement an onser Gesellschaft huet. Et ass en zentraalt Element vum Zesummenhalt, vun der Integratioun, vun der Inklusioun. Dofir ass d'Kulturpolitik par essence transversal an onsen Aen. Si betrëfft d'Bildung, si betrëfft d'Aarbecht, d'Wirtschaft, den Tourismus, an d'Finanze souwisou.

Mir hunn effektiv de Moien als LSAP ons grouss Prioritéiten an der Kulturpolitik virgestallt. An et géif mech elo hei ze wäit féieren an ech hätt och keng Zäit, fir dës nach eng Kéier hei ze widderhuelen an an den Detail ze goen, mä et ass ons Iwwerzeegung, dass deen nächste Kulturminister a seng Equipp mussen d'Pisten aus dësem Kulturentwécklungsplang priorisiéieren, hierarchiséieren an dann ëmsetzen. Oder verschiddener eben net ëmsetzen, en fonction vun där Politik, déi schlussendlech zréckbehale gëtt.

Fir ons ass et kloer, dass d'Kulturpolitik och ëmmer Gesellschaftspolitik ass. Et ass eng Politik, fir de Mënsch a fir d'Gesellschaft weiderzebréngen. An ech géif ophale mat engem Zitat vum Robert Krieps vun 1984 aus engem Artikel, deen „Kultur macht frei" heescht, dee mer publizéiert hunn an engem gudde Buch - ech maachen nach e bësse Reklamm - iwwert de Robert Krieps, wat ech editéiert hu mat mengem Frënd Marc Limpach. Dir fannt nach e puer Exemplairen an alle gudde Librairien. Mä voilà, ech kommen elo zur Saach.

(Interruption)

De Robert Krieps schreift do ganz zum Schluss vu sengem Artikel: „Mitgestalten, Verantwortung tragen, bewusstes Handeln bedeutet mehr Freiheit von den wirklichen oder angeblichen Zwängen. Es ist Aufbegehren gegen Treibenlassen und Manipulation. Kultur fördern heißt den Menschen ehren. Kultur gestalten heißt mehr Mensch sein."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Fayot, deen e bëssen iwwert d'Zäit war. Mä mat där Citatioun vum Robert Krieps konnte mer e jo net stoppen. Als nächste Riedner hu mer den Här Kartheiser, dee sech bestëmmt un d'Zäit hält, mat senger militärescher Genauegkeet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir gesinn dat.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert. Elo huele mer d'Zäit erëm eran.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm President. Ech weess net, ob ech deem Usproch ka gerecht ginn. Mä wat ech wëll soen, dat ass am Ufank emol direkt, datt dës Legislaturperiod eigentlech eng verlueren Zäit fir eis Kultur war. Mir haten am Ufank eng ganz Rei Onsécherheeten, Konventioune goufen emol global gekënnegt, duerno hu mer eis jorelaang misse Gedanke maachen - wat nach net eriwwer ass - ëm d'Zukunft vun eise Kierchen, vun eisem reliéise Patrimoine. Duerno hu mer jo gesinn, wéi d'Regierung ëmgeet mam immateriellen Ierwen, Unesco-Ierwen, um Beispill vun der Sprangpressessioun.

Dat woren also eigentlech verluere Joren. Et wor net vill Positives an der Kultur vun dëser Legislatur ze vermellen. Elo hu mer e Plang kritt, och um Enn vun enger Legislaturperiod, déi e ganz gespaantent Verhältnis zur Lëtzebuerger Kultur huet. An et wär interessant, fir ze wëssen, ob d'Regierung sech wierklech mat dësem Projet identifizéiert.

Mir hunn emol gekuckt, wat do drasteet iwwert d'Lëtzebuerger Kultur, gegoogelt: „culture luxembourgeoise", also Recherche gemaach. Lëtzebuerger Musek, Lëtzebuerger Lidder, Lëtzebuerger Literatur: näischt dovunner! Awer wann ee sech da freet: „Wat ass dann d'Lëtzebuerger Kultur am Kulturentwécklungsplang?", da liest een: «La société luxembourgeoise se caractérise avant tout par sa diversité culturelle et son plurilinguisme.» An och: «La langue et la culture luxembourgeoises font elles aussi partie intégrante de cette diversité (…)».

Ma Merci! Mir hunn also eng Lëtzebuerger Kultur hei am Land, déi näischt méi ass wéi en Deel vun enger Diversitéit an engem Territoire géographique mam Numm Lëtzebuerg, mä e wierklechen Engagement fir d'Lëtzebuerger Kultur, eisen eegenen Heritage an dat, wat eis an eiser kultureller Prägung ausmécht, dat feelt.

An net nëmmen, datt et feelt, mä et ass och nach bedenklech, geféierlech! Well beim Patrimoine steet hei dran - mir mussen op eise Patrimoine oppassen, op eis Buergen, op eis Architektur, op Gott weess wat, awer opgepasst, well am Kulturentwécklungsplang steet: «La notion de patrimoine culturel est au cœur des questions d'identités», elo gëtt et geféierlech, «et d'appartenances territoriales. Sa médiation mérite un encadrement adéquat», wéi gutt, datt mer de Stat hunn, «afin que cette dimension communautaire ne soit pas usée à des fins de replis identitaires.» Also eng ganz lénk Ideologie hei, déi schonn d'Kultur ënnert de Verdacht stellt, eventuell eppes ze dinn ze hu mat iergendenger Notioun vun Natioun.

«La culture», gesellschaftlechen Optrag, den Här Fayot huet et grad gesot, fir déi Lénk, fir d'Sozialisten huet d'Kultur och ëmmer e gesellschaftlechen Optrag, «rend possible (…) l'émancipation citoyenne», wat dat och ëmmer soll sinn. Mä ass dat d'Zil vun der Kultur, fir als Éischt un d'„émancipation citoyenne" ze denken?

Kultur heescht Fräiheet un éischter Plaz. Fräiheet fir deen, dee Konscht wëllt maachen. Mir mussen e Kader ginn, fir em ze hëllefen, dat kënnen ze maachen. Awer mir brauche keng Ideologie. De Rôle vum Stat ass deen, fir ze hëllefen, awer keng Fonctionnariséierung, keng Reglementéierung.

Eng vun deene remarkabelste Propositiounen an deem ganze lénke Kulturentwécklunsplang, dee mer hei virleien hunn, ass den „Kommissar", e Kommissar no sowjeteschem Modell, «le Commissaire de gouvernement au plan de développement culturel», dee soll geschafe ginn. Ass dat net schéin, datt mer 20 Joer nom Zesummebroch vun der Sowjetunioun hei zu Lëtzebuerg eng Renaissance vun enger Ideologie kënne feieren, déi versot huet an déi mer och hei ni wëlle gesinn?!

Dat, wat hei als Kultur proposéiert gëtt, ass Bürokratie, Prozeduren a Quoten. An d'CSV huet zum Beispill gesot: „Déi Quoten, dat ass dach wonnerbar." Abee mir soen Nee! Mir wëllen net Malen nach Zahlen a Konscht no Quoten! Mir hätte gär Qualitéit. Mir wëllen net, datt Selektiounsprozesser no Paritéiten organiséiert ginn, wéi et hei steet. Bei Kandidature soll no Paritéiten, wat och ëmmer, gekuckt ginn. Nee! Mir hätte gär, datt d'Konscht eppes ze dinn huet mat Qualitéit, eppes, wat eis interpelléiert, eppes, wat eis als Mënschen och ka virubréngen an e Resultat vu Fräiheet ass an net vu Kommissaren a vu Quoten. Mir wëllen Är Ideologie net. Mir wëllen eng Konscht mat Fräiheet.

Och d'Educatioun an der Konscht steet am Déngscht vun der Ideologie. Well wéi heescht et hei: «L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle», wat heescht dat?, «et à l'égalité des chances (...)». Ech hat eigentlech geduecht, a mat mir meng Partei natierlech, datt d'Educatioun an der Konscht eppes domat ze dinn hätt, deene jonke Leit eppes vun der Musek nozebréngen, Skulpture verstoen, Molerei verstoen. Awer nee, dat ass net méi wichteg. Haaptsaach ass, d'Éducation artistique et culturelle ass fir d'„démocratisation culturelle", wat dat och ëmmer soll sinn.

Mir hunn hei en Newspeak, en Newspeak, dee soll den Zougréff vum Stat op d'Kultur verniwwelen! Eng Terminologie, déi net dat seet, wat se eigentlech mengt. Well wat heescht dat, en «écosystème pluriel et décloisonné, transversal et complémentaire»? Eidel Wierder! Eidel Wierder, déi net ze verstoe sinn, déi och näischt heeschen. An dofir brauch een den Effort net ze maachen.

Mir äntweren als ADR mat engem Wuert: Fräiheet. A mir soen Iech, datt e Lëtzebuerger Kulturministère an eisen Aen do ass, fir eis Lëtzebuerger Kultur ze fleegen, fir duerno ze kucken, datt se sech ka weiderentwéckelen an datt mer se un déi nächst Generatioune viruginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner hunn ech den Här Marc Baum ageschriwwen.

(Hilarité)

E schwänkt elo op déi aner Säit. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Ëmmer dann, wann den Här Kartheiser „Fräiheet" jäizt, gëtt et mir aangscht a baang.

(Hilarité)

Well ech muss feststellen, datt mer hei anscheinend an enger Chamber sinn, wou alleguer d'Parteien zu engem grousse Sowjet gehéieren: D'CSV gehéiert derzou, d'DP gehéiert derzou, a bon, déi lénksversiffte Gréng an d'LSAP natierlech souwisou. An da verstinn ech och, wann een déi Vue huet, datt ee sech selwer als Mëtt kann dohinnerstellen.

(Hilarité)

Une voix.- Exzellent!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Madamm Presidentin,...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ...en ass awer elo do, de Kulturentwécklungsplang 0.1, also eng Zort Virstuf vum eigentleche Kulturentwécklungsplang. En ass entstanen an engem participative Prozess mat verschiddenen Etappen, mat insgesamt iwwer 550 Bedeelegten, an dat Ganzt an engem Zäitraum vun nëmmen zwee Joer.

E Prozess, deen am Groussen a Ganze geleet an orchestréiert gouf vun enger Persoun: An duerfir kënnt een och net derlaansicht, där Persoun, dem Jo Kox, Merci ze soen. Merci fir dat zolidd Dokument, wat elo hei virläit! A Merci awer och, datt en d'Läpper net hänke gelooss huet, och wann d'Regierung deem Projet roueg hätt kënne méi Moyenen zur Verfügung stellen a virun allem eppes méi zur Verfügung hätt kënne stellen: näämlech méi Zäit.

Well dësen Text vun iwwer 190 Säiten, an dann nach eng Kéier 30 Säiten Annexen, ass, vue d'Envergure vun der Erausfuerderung, ënner enormem Zäitdrock entstanen. An dat mierkt ee bei allem berechtegte Luef dësem Text och däitlech un.

Zäit: Haten d'Leit op den Assisen emol keng 24 Stonnen Zäit, fir sech mat dem Kulturentwécklungsplang ausenanerzesetzen, wat der Qualitéit vun der Diskussioun sécherlech net gehollef huet, esou geet d'Hetz awer elo monter weider. Elo sollen alleguer déi Betraffen a knapp véier Wochen hir Avisen, Commentairen a Suggestiounen eraginn, déi dann iergendwéi nach solle mat verschafft a wa méiglech matagebaut ginn, fir datt dann dräi Woche virun de Wahlen dee fäerdege Plang ka virgestallt ginn, mat allem Drum und Dran vun eventuelle Meritten, déi sech dann Eenzelner kënnen un de Revers spéngelen.

Ech bedaueren dat, well dëst Virgoe riskéiert, dem Kulturentwécklungsplang, deen ee roueg historesch nenne kann, vill vu senger breeder Akzeptanz ze huelen. Well dat muss ee soen: Et ass trotz munchen Imperfektiounen e ganz gutt an e ganz wichtegt Dokument.

Als Alleréischt muss een do den exzellenten dokumentareschen an analyteschen Deel ervirhiewen, dee fir d'éischte Kéier versicht, wichtegt Zuelematerial zesummenzebréngen: de Stellewäert vun der Kultur a senger historescher Entwécklung zu Lëtzebuerg, d'Entwécklung vun de Budgeten iwwert déi vergaange Joren a Jorzéngten, d'Kontributioune vun de Gemengen als bedeitende Pilier vun der Kulturentwécklung a virun allem dee menges Wëssens alleréischte Versuch vun enger kulturpolitescher Bibliografie, déi sécher net vollstänneg ass, mä awer de Meritt huet, vläicht grad duerch déi Lacunnen, déi elo eréischt public ginn oder offensichtlech ginn, ze weisen, wéi wéineg mir eis eege kulturpolitesch Geschicht eigentlech wëssenschaftlech opgeschafft hu bis elo. Dëst ass och en éischten a wichtege Schrëtt an déi dote Richtung.

An dann dat Zweet a fir vill wahrscheinlech dat Interessantst: deen Deel mat de Recommandatiounen an deenen zéng Beräicher. Esou wéi aneren och, leeft mir och d'Zäit am Moment dovunner, duerfir wëll ech just op zwee Beräicher agoen: éischtens, d'Emorganiséierung vun der Gouvernance vun der Kultur an hiren Institutiounen, mat dem Zil vun der Professionaliséierung vun eben deene Strukturen. Dat ass, mengen ech, och d'Grondlag, fir all prospektiv Kulturpolitik an der Zukunft kënnen ze maachen.

Et geet hei ëm d'Neiopdeelung an déi méi kloer Ofgrenzung vu Kompetenzberäicher mat als Kärelement engem Fong oder „Arts Council", wou ee sécher nach driwwer diskutéiere muss, wéi deen da funktionéiere soll, soudatt d'Projetssubventionéierung net méi direkt duerch de Kulturministère geschitt, mä datt dee sech am Géigendeel op dat konzentréiere kann, wat eigentlech seng Kärmissioun ass an déi bis elo ze kuerz komm ass: näämlech d'Definitioun an d'Entwécklung vu Strategien a Konzepter. An dëst wier batter néideg an ass och absolutt begréissenswäert.

An deen zweeten inhaltlechen Haaptschwéierpunkt, deen ech ervirhiewe wëll, ass, datt dëse Kulturentwécklungsplang de Fokus op déi Kulturschafend an hir an deene meeschte Fäll ganz prekär ökonomesch Situatioun leet. Si ware bis elo an deenen Diskussioune ganz dacks um Wupp vun de kulturpolitesche Consideratiounen. Mat dësem Dokument ginn zumindest Pisten opgezeechent, fir där Situatioun vun hirem kënschtleresche Schafen ze entspriechen; och wann een eventuell a verschiddenen Diskussiounen nach ëmmer den Androck konnt hunn, datt dee Message net bei jiddwerengem ukomm ass.

Et kann ee sécher soen, datt et Elementer ginn, déi feelen. Et kann een déi mangelnd explicitéiert Visioune kritiséieren. Et kann een aner Elementer vermëssen, wéi den Accès zur Kultur an engem méi soziokulturelle Sënn, d'Droit-culturellen. Mä ech mengen, datt se implizitt dra sinn an deem heiten Dokument an datt een et soll gesinn als Startschoss, als weider Etapp an der Entwécklung vun enger wierklecher kulturentwécklungspolitescher Planung hei zu Lëtzebuerg.

Madamm Presidentin, d'Fro ass e puermol opkomm: Wat ass dat dann elo fir en Dokument, mat deem mer et hei ze dinn hunn? An ech plädéiere ganz staark duerfir - Verschiddener virdrun hunn et och scho gesot -, datt et als Alleréischt emol als en Dokument vum Kultursecteur selwer unerkannt gëtt. Dat ass awer net einfach, well dat bräicht zumindest awer nach e bëssen Zäit, also genee dat, wat am Moment net virgesinn ass.

A wann dat als Dokument vum Kultursecteur och déi breet Akzeptanz fonnt huet, da bräichte mer hei an der Chamber eng seriö Debatt iwwert deen Text, eng richteg virbereeten Orientéierungsdebatt mat dem Optrag un d'Regierung - egal wéi eng et dann ass -, deen Text a seng Recommandatiounen an Ugréff ze huelen.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Ech hunn all Mënsch e bësse méi Zäit gelooss, well et däermoossen e wichtegen an interessante Sujet ass. Da géif ech elo den Här Guy Arendt, Statssekretär fir d'Kultur, hei eropbiede fir seng Prise de position. An hie kritt am Noutfall och e bësse méi Zäit. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Merci, Madamm Presidentin. Fir d'Éischt géif ech wëllen e grousse Merci ausdrécken, dass d'Kulturpolitik an dësem Gremium emol eng Kéier kann debattéiert ginn.

Leider ass dat net allze oft de Fall. D'Kultur ass generalement d'Stéifkand vun all Débat politique an Débat social a vun all den aussepolitesche Manifestatiounen. Vläicht ass och duerfir d'Onsécherheet an d'Angscht, déi ons de leschte Freideg a Samschdeg an den Assisë vun de Kënschtler an de kulturellen Operateuren ugedroe gouf, esou grouss. Si hunn d'Gefill, dass hire Stellewäert an onser Gesellschaft net deen ass, deen hinnen eigentlech zousteet.

Duerfir sinn ech awer och frou, dass mer de KEP, de Kulturentwécklungsplang, awer elo nach konnte virstellen. Et gëtt zwar reprochéiert, dass dat esou kuerz virun de Wahle wär. Mä bon, ech mengen, mir hunn awer wéinstens eppes op d'Tapéit bruecht tëschent 2016 an 2018. Anerer hu laang dovunner geschwat an et ass ni eppes op de Pabeier komm. Mir hunn et allerdéngs op de Pabeier bruecht.

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dir hat et jo an de Regierungsprogramm geschriwwen, da musst Der et och maachen.

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- An ech sinn och frou, dee KEP schéngt net esou katastrophal ze sinn, well wann ech d'Debatt haut de Mëtteg héieren, si mer eis awer duerch d'Bank alleguerten zimlech eens, dass et e gutt Dokument ass an dass et e gudde Point de départ ass, fir d'Kulturpolitik ze bestëmmen. An den Här Fayot huet virdru vun hirem Wahlprogramm, vum LSAP-Wahlprogramm geschwat; ech fanne ganz vill Saache vum KEP an deem Programm erëm. Also dat ass jo awer schonn e gudden Depart.

(Interruption)

De Facteur fédérateur vun der Kultur ass riseg, wat mer jo konnten dëse Weekend zum Beispill op der Kinnekswiss mam OPL - méi wéi 6.000 Leit -, zu Belval virun der Rockhal mam Sting - 9.200 Spectateuren - an am Neimënster an am Gronn mam Siren's Call - ronn 2.000 Leit - erliewen. Dat heescht, ongeféier 17.000 Leit hate sech op engem Owend mobiliséiert, fir Musek, Konscht oder Literatur ze lauschteren an zesummen ze feieren.

Firwat ass dëst elo alles esou wichteg? Mä well genau wéi aner Aktualitéitssujeten och d'Kulturpolitik et wäert ass, eng Plattform ze hunn, op där se ka gehéiert ginn a wou hir Aarbecht evaluéiert gëtt. De Premier- a Kulturminister souwéi ech selwer hunn ons jo ganz kloer vis-à-vis vun de Kulturschafenden engagéiert, d'Aarbecht vum KEP all zwee Joer vun hinnen op de Kulturassisen analyséieren ze loossen. Well hannert deem abstrakte Begréff Kultur oder Kultursecteur verstoppe sech vill Mënschen, déi a Strukture schaffen oder dat fräit kreatiivt Schaffen zu hirem Beruff gemaach hunn.

Mir haten hinnen 2016 an 2017 nogelauschtert. Duerno gouf analyséiert, opgeschafft, fir dat an d'KEP-Dokument anzebannen. Mir hunn elo Ziler, Visiounen a Recommandatiounen, déi d'Kulturpolitik an den nächsten zéng Joer iwwerdenke soll a wa méiglech och ëmsetzen.

Ob mir dëst ëmsetzen oder en aneren, dat soll bei dëser Aarbecht keng Diskussioun oder Polemik ausléisen. Well fir wie maache mer eis Kulturentwécklung? Fir wien ass de KEP? Ma ganz einfach fir de Kulturschafenden, fir seng Professionaliséierung, awer och fir seng gesellschaftlech a finanziell Ofsécherung. Fir eng Feuille de route ze hunn, déi seet, wouhin d'Kultur hei zu Lëtzebuerg histeiere soll an och, wéi se soll iwwert d'Grenzen erausgoen a wouergeholl ginn. Fir ons ganz Gesellschaft, déi sech regelméisseg un dem villfältegen, räichen an éischtklassege Kulturangebot erfreet.

Gutt 556 Leit missten et gewiescht sinn, déi vun den éischten Assisen an de sektoriellen Ateliere bis haut matgewierkt hunn, fir dass mir de leschten Donneschdeg, wéi gesot, de KEP 0.1 um Dësch an online haten. Dat seet jo vill zu der Motivatioun vum Secteur aus, déi et elo ze respektéiere gëllt. Et war also eng Prozedur „bottom up", keng „top down". Also alles ass mam Secteur beschwat ginn.

Natierlech spigelt de KEP net d'Meenung vu jiddwerengem zréck, net vum Kulturministère an net vun allen aus dem Kultursecteur. Mä dat ass jo grad dat, wat spannend ass. Wat d'Komplexitéit vum Plang ugeet, schreiwe mir ons an eng Strategie vun zéng Joer an. En ass lieweg a léist endlech, ech ginn net midd, et ze betounen, och déi Sträitkultur aus, déi de Kultursecteur verdéngt, hei an der Chamber, an de Parteien, an der Press, an den Assisen an an de soziale Medien. Wat wënscht sech e Statssekretär fir d'Kultur méi?

Duerfir wëll ech och alles dat, wat haut de Mëtte vun Iech, Kolleeginnen a Kolleegen, gesot ginn ass, mat an déi Sträitkultur abannen. Well de KEP, deen als E-Book erauskomm ass, ass e praktescht an nohaltegt Dokument, an deem mir zu all Moment kohärent a konstruktiv Remarken, Kriticken, Propositiounen oder Recommandatiounen abanne kënnen.

Dëst mache mir mat grousser Transparenz. An ech invitéieren Iech all, iwwert de Summer déi nei Recommandatiounen um culture.lu oder ënner mc.public (veuillez lire: mc.gouvernement.lu) ze verfollegen, bis mir dann de 26. September mam KEP 1.0 an d'Chamberskommissioun vun der Kultur kommen, mat engem Programm, deen da prett ass, ëmgesat ze ginn.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Och wann am Oktober Wahle sinn, heescht dat jo net, dass de KEP am hënneschten Tirang verschwënnt oder verschwanne soll.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn eis Responsabilitéiten ze huele vis-à-vis vum kulturelle Secteur an de Mënschen, déi hannendrustinn. Mir sinn ons jo eigentlech eens: De KEP a seng 61 Recommandatioune sinn de Point de départ vun enger Demarche, déi eng ganz staark politesch Ambitioun virausschéckt. Wa mir eventuell e Fong fir d'Förderung, de Subventionnement an d'Promotioun, den Export ëmsetze wëllen, wa mir eng méi gënschteg TVA verhandelen, déi de Kulturschafenden entgéintkënnt, wat et an anere Länner schonns gëtt, wa mir en Institut fir de Patrimoine bestëmmen, wa mir eng Profillschäerfung vun de kulturellen Haiser realiséieren, da brauche mir Zäit, fir dat gutt ze maachen.

Ech hat et de Samschdeg gesot: Mir stellen de Kënschtler a Kulturschafenden zu Lëtzebuerg an de Mëttelpunkt an engagéieren ons, fir eng kloer, kohärent Strategie 2018-2028 fir d'Kultur ëmzesetzen. Dëst setzt dann ënner anerem en zolitten État des lieux viraus. An deen État des lieux gëtt op alle Fall vun der Kulturzeen begréisst.

Fir ze resuméieren, stellen ech fest, dass eng Partie Objektiver, déi am KEP 0.1 ausgewise ginn, an alle Sparte vum kulturelle Secteur erëmzefanne sinn. De strategesche Rôle vun engem Kulturministère berout generell op senger Capacitéit, e Kader ze setzen, fir seng Politik weiderzëentwéckelen a Funktioun vun deem, wat de Secteur him mat op de Wee gëtt, wéi dee sech entwéckelt, wéi och der regelméisseger Evaluatioun vu sengen Institutiounen a subventionéierte Strukture souwéi och all Projet, deen en ëmsetzt.

Et ass eng kloer Recommandatioun, dass méi op zolidd Statistiken oder präzis Etüde gesat misst ginn, déi et erlaben, de Missioune vun der Konzeptioun vun enger Strategie, dem Pilotage an der Evaluatioun vun dem kulturelle Secteur nozekommen. Ab Hierscht zum Beispill setzt de Kulturministère e sougenannten „dashboard" an, e Programm, deen d'Performancë vun de kulturellen Institutioune suivéiert an hir Donnéeën analyséiert, wat enger analytescher Begleedung vun de subventionéierten Haiser schonns méi no kënnt.

Et gëtt eng Erausfuerderung, fir am Hierscht déi 61 Recommandatioune vum KEP 1.0 opzemaachen an op eis aktuell Aarbecht unzepassen. Dat kann natierlech nëmmen an Etappe geschéien. Am KEP geet och vun engem Observatoire vun der kultureller an artistescher Kreatioun rieds, dee sämtlech Servicer vum Ministère an hir Missiounen evaluéiere kéint. Ech wëll awer och drun erënneren, dass de kulturelle Secteur diversifiéiert a lieweg ass, séier ännert, an dat gären a regelméisseg. Dat mécht et jo esou spannend an interessant. Duerfir ass et schwéier, alles an een Dëppen ze geheien a mat komplizéierte Regelen oder Observatiounen ofzeweien. Dat ass jo och de Mëtteg hei ugeklongen. Mir mussen dee richtege Wee fannen.

Vill Iwwerleeungen a Fuerderungen iwwert déi méi staark Integratioun vun der Kultur an der Éducation nationale wäerten an dem interministeriellen Aarbechtsgrupp Culture-Éducation diskutéiert ginn an et wäert no Méiglechkeete gesicht ginn, fir méi fréi a méi verstäerkt verschidde Kultursecteuren am Schoulunterrecht agesat ze kréien. Mä deen interministeriellen Aarbechtsgrupp soll sech och net nëmmen op d'Educatioun beschränken, mä mir hunn et

och héieren: D'Kultur ass transversal. Dat heescht, mir mussen och aner Ministèrë matabannen.

Méi Participatioun vun alle Kulturakteure muss an dësem Prozess ageschriwwe bleiwen, an dat am Numm vun der Transparenz an der participativer kultureller Demokratie um Niveau vun der Gouvernance. All kulturellen Akteur gëtt iwwer Assisen, Consultatiounen, Ateliers de réflexion Deel vun der Ëmsetzung vum Plang a suivéiert vu ganz no d'Evolutioun vun den Objektiver an de Prioritéiten an der Zäit, déi et eben heifir brauch.

Zum Schluss wëll ech dann nach eng Kéier betounen: Fir dass d'Visiounen an d'Recommandatioune vum KEP an den nächsten zéng Joer ëmgesat solle ginn, musse mir Politiker derfir suergen, dass dee wichtege Prozess vun der oppener Diskussioun bestoe bleift. Duerfir ginn ech Iech elo schonns Rendez-vous am Juli 2020, fir eng éischt Evaluatioun vun der Ëmsetzung vum éischte Kulturentwécklungsplang fir Lëtzebuerg ze maachen. An ech géif selbstverständlech der Resolutioun vun deene Grénge meng Ënnerstëtzung ginn, fir dass dëst Engagement parteiiwwergräifend geholl ka ginn a bestoe bleift.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci och dem Här Statssekretär Guy Arendt fir seng Erläuterungen. Mir hätten dann dës interessant Heure d'actualité fäerdeg a mir kéimen dann zum nächste Projet. Dat ass de 7044...

(Brouhaha et interruptions)

Ah Pardon! Okay! Ech wollt Iech froen, ob Der d'accord sidd, fir de Vott iwwert d´Resolutioun à main levée ze maachen.

(Assentiment)

Vote sur la résolution 1

Gutt. Dann: Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech mengen, ech hu keng Géigestëmm. Ah dach!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir sinn dergéint!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dergéint? Allen dräi? Et ass gutt.

(Brouhaha et interruptions)

Jo, well mat den Hänn dohanne war e bëssen Duerjerneen. Also Dir sidd allen dräi dergéint? Gutt. Merci. Da soen ech alleguerten deenen anere Merci fir déi breet Ënnerstëtzung vun dëser Resolutioun.

An da fuere mer elo viru mam Ordre du jour. Mir kommen elo un de Projet 7044 iwwert d'Inspection générale de la Police. An ech géif direkt dem Här Rapporteur Alex Bodry d'Wuert ginn. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

9. 7044 - Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant:

1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° le livre 1er du Code de la sécurité sociale

Rapport de la Commission de la Force publique

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Madamm Presidentin. Jo, d'Generalinspektioun vun der Polizei ass am Fong e Kand vum Fusiounsprojet vu Gendarmerie a Police, deen dës Chamber am Mee 1999 gestëmmt huet.

Als deen deemolege fir déi Reform zoustännege Minister kann ech mech nach ganz gutt un déi Debatten erënneren, déi net an dësem Gebai stattfonnt hunn, mä, net wäit vun hei, an der Gemeng vun der Stad Lëtzebuerg, déi eis sengerzäit opgeholl hat. Et war déi leschte Sitzungswoch virun de Wahle vun 1999.

An déi Fusioun war net onëmstridden. Eng Partie Parteien an Deputéierten hunn déi Fusioun ganz kritesch gesinn. Wat een däerf feststellen, dat ass, dass haut kee Mënsch méi d'Zesummeleeung vun der Gendarmerie a vun der Polizei a Fro stellt.

Eng staark Police brauch och eng staark Kontroll. An duerfir war d'Suerg och deemools vun den Auteure vun där Reform, fir dass sollt garantéiert ginn, dass een ewechkënnt vun deem besteeënde System vun den interne Kontrollen an deenen zwee Corpsen, mä dass mer eng eegen, eng onofhängeg Kontrollinstanz schafen, eben déi Inspection générale de la Police, fir deen neie staarke Polizeicorps kënne méiglechst wierksam ze kontrolléieren.

Dat war d'Absicht deemools. Mir waren och eng Rei vu Beispiller kucken, an der Belsch an an Holland, déi äänlech Institutiounen hunn. A mir hunn eis un deenen dote Modeller inspiréiert, fir dann déi Generalinspektioun hei an eise Reformprojet vu Polizei a Gendarmerie mat eranzehuelen.

Dëst Organ a sengem Ufanksstadium, dat muss een haut kritesch soen, hat nëmme begrenzte Missiounen, begrenzte Mëttelen an och net en honnertprozenteg klore Statut. An duerfir war et zéng Joer no der Reform an enger Orientéierungsdebatt, déi mer hei am Februar 2009 haten, wou mer eis och mat där Fro vun der interner Organisatioun vun der Polizei, awer och mat der Fro vun der Kontroll vun der Police beschäftegt hunn.

An déi Konklusiounen, déi deemools hei eestëmmeg, mengen ech, vun der Chamber geholl si ginn, déi gëllen eigentlech och nach als Fundament vun där Reform, déi hei duerchgezu gëtt. Déi si bal alleguerten integréiert ginn an dee Reformprojet, deen ech hei d'Éier hunn, als Rapporteur ze presentéieren.

2013 ass am deemolege Regierungsprogramm elo festgehale ginn, déi Reform ze maachen. 2009 war dat schonn de Fall, véier Joer virdrun. Et ass awer nëmme bis zu engem Virprojet komm. An dës Regierung huet also dee Ball do ganz gären opgefaangen a probéiert elo, de Kierfchen ze markéieren, andeem hei dës Reform dann och elo wierklech gestëmmt gëtt an och deemnächst a Kraaft ka trieden, an dat zesumme mat där Polizeireform, déi mer viru Kuerzem hei an der Chamber guttgeheescht hunn.

D'IGP war och ee vun den Elementer, déi mer och an der Consultatiounsdebatt am Juni 2016 hei an der Chamber diskutéiert haten. Gläich drop, den 31. August, huet de Minister Etienne Schneider de Reformprojet hei deponéiert. Ech sinn den 22. Februar 2018 als Rapporteur bestëmmt ginn. An enger néng Sëtzungen an der Kommissioun si mer duerch den Text gaang, hu mer d'Avise gekuckt. Och eng ganz Rei Serië vu Regierungsamendementer sinn et ginn zu deem heite Projet. An de Rapport ass majoritär ugeholl ginn an eiser Sitzung vun der Commission vun der Force publique de 25. Juni vun dësem Joer.

Wat wichteg ass ze gesinn, dat ass: Wann een all déi Avise kuckt, dass se bal ausschliisslech d'Reform u sech begréissen. Et ass emol deen een oder deen aneren Deelaspekt vun där Reform, dee kritiséiert gëtt oder zu deem e puer Froen gestallt ginn. Mä ob dat elo d'Geriichtsorganer sinn, ob dat de Parquet ass, ob dat d'Untersuchungsriichtere sinn: Alleguerte si se eigentlech zefridde mat där Orientéierung, déi déi heite Reform der Inspektioun vun der Police gëtt.

Et ass och probéiert ginn, deene Remarken, déi komm sinn am Laf vun der Prozedur, sou wäit wéi méiglech Rechnung ze droen, besonnesch och deenen, déi gemaach si gi vun der nationaler Dateschutzkommissioun.

Ech menge kënnen ze soen als Rapporteur, dass elo um Enn vun där legislativer Prozedur duerch déi Ëmännerungen, déi gemaach si ginn, och op Initiativ vun der Regierung, opgrond vun deenen Avisen, déi erakomm sinn, dass den urspréngleche Text nach u Kohärenz an u Logik gewonnen huet, ouni dass awer - mat Ausnam vum Faleloosse vun der Iddi vun der Mediatioun, déi net méi am definitiven Text zréckbehale ginn ass - iergendeng vun den initialen Zilsetzunge vun deem heite Gesetz a vun där Reform dorënner gelidden hätt.

Op engem Punkt sinn d'Regierung wéi och d'Kommissioun haart bliwwen. Dat ass déi Iddi, dass an Zukunft déi Leit, déi an der Inspection générale de la Police schaffen, net méi däerfen an d'Polizei zréckgoen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat sinn haut, mat Ausnam vun dem aktuellen Inspecteur général, alles detachéiert Leit aus der Police. An déi däerfen also, wa se elo d'Optioun ophuelen, fir an der IGP ze bleiwen, net méi an deen urspréngleche Corps zréckgoen.

Dat aus der einfacher Logik eraus, dass een, fir déi Onofhängegkeet an déi Onparteieschkeet vun der Kontroll ze garantéieren an och no bausse siichtbar ze maachen, dass een do muss dee Lien kappe vum Personal an hirem urspréngleche Corps. An duerfir war et, mengen ech, wichteg, dass mer do och bei deem dote Punkt fest bliwwe si bei der Iwwerzeegung, dass een déi Trennung do muss vollzéien.

Wichteg schéngt mer och ze sinn, dass an der nächster Zäit och d'Inspection générale de la Police mat zousätzlechem Personal ausstaffiéert gëtt, fir all deene Missiounen, och deenen neie Missiounen, déi se kritt huet, besonnesch och am disziplinaresche Beräich, kënnen an uerdentlechen Delaie gerecht ze ginn.

Ech wëll do vläicht e kuerzt Zitat ufeiere vun deem leschte Rapport vum GRECO, also deem Statebündnis, dat sech mat Froe vu Korruptioun a Gouvernance ofgëtt, an déi och an hirem leschte Rapport, dee viru kuerze Wochen elo publiziert ginn ass, och e Bléck geworf hunn op déi dote Contrôle vun der Inspection générale. An ech géif just hir Konklusioun hei op deem dote Punkt wëllen zréckbehalen, wou se eng Opfuerderung mécht, ech zitéieren: «que l'Inspection générale de la Police soit dotée des ressources nécessaires à l'exercice de ses missions et que des modalités adéquates de recrutement d'un personnel qualifié et intègre, ainsi que de formation de ce personnel, soient définies.» Abee, mir mengen, dass mat där Grondlag hei vun deem neie Gesetzestext et méiglech wär, fir där Recommandatioun do vum GRECO gerecht ze ginn.

Ech wëll net op sämtlech Detailpunkten hei agoen, déi an deem heiten Text mat dra sinn. En ass souguer nach e bësse méi grouss ginn am Laf vun der Prozedur, well vum Statsrot verlaangt ginn ass, dass eng Rei vu Saachen, déi virdru sollten iwwer e Reglement geregelt ginn, sollten an den Text selwer vum Gesetz integréiert ginn, besonnesch wat all Froe vu Personal a Fonction publique eigentlech ugeet. Ech wëll mech also hei op déi wesentlech Punkten, bei där Presentatioun hei am Parlament, beschränken.

Wat bleift bestoen?

Well villes bleift bestoen, et gëtt net alles op d'Kopp geworf. Et gëtt munches vun deem, wat haut schonn zu de Missiounen, zu der Struktur, zu der Inspektioun gehéiert, bäibehal.

Weiderhi wäert d'IGP der Autoritéit vum Polizeiminister ënnerstoen.

Déi Haaptmissiounen, déi se haut huet, wäert se och an Zukunft hunn. Dat ass also haaptsächlech:

fir de Fonctionnement vun der Polizei ze kontrolléieren, fir derfir ze suergen, dass also Gesetzer a Reglementer vun der Polizei respektéiert ginn;

dass se selbstverständlech och op Reklamatioune muss agoen, déi vu baussen u si erugedroe ginn, wat de Fonctionnement vun der Police ugeet;

dass et eng Kontroll, eng Qualitéitskontroll duerchgefouert gëtt vun der Effikassitéit, vun der Effizienz vun der Polizeiaarbecht iwwert de Wee vun Auditen;

an dass se chargéiert sinn, fir Enquête-judiciairen duerchzeféieren, wann et ëm Strofdelikter oder Crimë geet, wou Membere vun der Polizei mat implizéiert sinn.

Dat alles ka se haut maachen. Dat alles wäert se an Zukunft kënne weider maachen.

Wat sinn elo déi Ännerungen, déi mat deem heiten Text kommen?

D'IGP gëtt eng regelrecht Verwaltung. Si gëtt also komplett eng onofhängeg an onparteiesch Instanz par rapport zur Polizei.

Dat geet u mat der Besetzung vun dem Poste vum Inspecteur général vun der Police, déi an Zukunft reservéiert ass fir e Magistrat.

Dat geet weider op déi Iddi, déi ech scho virdrun exposéiert hunn, dass kee Retour méi vun de Membere vun der IGP an d'Polizei wäert méiglech sinn. Déi ginn an aner Verwaltungen. Da kënne se weidergoen, wa se zéng Joer Déngschtzäit bei der IGP haten. Dat ass also och e Must. Et muss een am Prinzip zéng Joer sech engagéieren, fir bei der Generalinspektioun ze schaffen.

An de Polizeikader wéi den Inspecteur général an och säin Adjoint, déi kréien automatesch elo déi voll Qualitéit vum Officier de police judiciaire. Deen hate se bis elo nëmmen a bestëmmte Fäll.

Véier Departementer ginn elo an d'Gesetz ageschriwwen, déi also d'Organisatioun vun der IGP ausmaachen. Dat sinn en Departement fir administrativ a judiciaire Enquêten, en Departement fir d'Kontrollen an den Audit, en Departement fir Etüden a schliisslech en Departement, wat déi zukünfteg Disziplinarenquêten ugeet, wou also och elo d'IGP eleng zoustänneg ass, fir all déi Disziplinarenquêten duerchzeféieren, déi de Polizeikader vun der Police betreffen.

Dat ass also wichteg och an där Hisiicht, dass déi Departementer bestinn, well et muss opgepasst ginn, dass do keng Interferenzen entstinn tëscht op där enger Säit Disziplinarenquêten, déi eenzel Leit vun der Police betreffen, an eventuelle Enquêtes judiciaires, déi déiselwecht Leit wéinst deeneselwechte Faite géife betreffen. Do muss also gekuckt ginn, dass do déi doten Enquêtë vu verschiddene Leit duerchgefouert ginn, déi also och zu verschiddenen Departementer gehéieren am Kader vun der Inspection générale de la Police.

Insgesamt kritt also d'IGP méi Missiounen duerch dëst Gesetz, wéi se der bis elo hat. A besteeënd Missioune gi präziséiert an ausgedeent.

Wichteg schéngt mer och ze sinn, dass d'IGP sech och investéiert bei der Ausbildung vun de jonke Polizisten, wéi och bei der Formation continue. Mir ass opgefall, dass am Rapport vum GRECO och vill Wäert geluecht gëtt op d'Deontologieregelen an der Polizei, déi solle respektéiert ginn. Abee, do gesinn ech och eng Aufgab vun der IGP, fir do eng Hand mat unzepaken.

Besonnesch awer, ech hunn et schonn ugedeit, ass d'IGP elo zoustänneg fir all disziplinär Enquêten, wéinst Delikter, wéinst Crimen, wou also Membere vun der Polizei mat viséiert sinn, soudass mer also och do eng kloer transparent Léisung kréien, wou et u sech bei Disziplinaraffären de Polizeigeneraldirekter ass, dee se declenchéiert. Et ass awer eng aner Instanz, an dësem Fall eng autonom an onofhängeg Instanz, d'Inspection générale de la Police, déi d'Enquête dann ausféiert. A schlussendlech ass et un aneren Instanzen, fir herno d'Decisioun ze fällen, an dat, wéi gesot, och ënnert der Contrôle vun den ordinäre Geriichter. Mä an deem zweete Projet iwwert d'Disziplinn komme mer méi an den Detail vun där doter Aarbecht mat eran.

Bei den administrativen Enquêten op Reklamatioun vun de Bierger gëtt och d'Prozedur, mengen ech, méi kloer geregelt, wéi dat haut am Gesetz de Fall ass. Och do ass et, wann déi Resultater virleie vun där Enquête administrative, um Generaldirekter vun der Polizei, fir eng Decisioun ze huelen, mä do gëtt awer och vun der IGP direkt dem Minister Rapport gemaach, soudass also do och eng politesch Kontroll, am gudde Sënn vum Wuert, besteet.

Wat mer och net onwichteg ze si schéngt, dat ass, dass, entgéint dem Text vun haut, d'IGP och an Zukunft kann op Eegeninitiativ dem Minister Virschléi maachen, wat u sech de Fonctionnement, wat d'Organisatioun an d'Gestioun vun der Polizei ugeet. Bis elo war dat ausschliisslech nëmmen op Demande hin, wou se dat konnt maachen. Och dat stäerkt also eigentlech d'Positioun vun der IGP als autonom Verwaltung niewent der Polizei.

Doniewent gesäit d'Gesetz eng ganz Rëtsch vu Bestëmmunge vir, déi Garantien och der IGP ginn, wat den Zougang vun Dokumenter ugeet an Daten ugeet, den direkten Zougang zu eenzelnen Datebanken, ënner Konditioune selbstverständlech. Mä virun allem ass et wichteg, dass hir musse fir all hir Fonctiounen all déi Dokumenter, och vun der Polizei haaptsächlech, zur Verfügung gestallt ginn, déi se gären hätt, déi se brauch, fir hir Missiounen duerchzeféieren, fir hir Enquêten och kënnen duerchzeféieren. Och dat ass, mengen ech, wichteg, wéi och d'Garantië wichteg sinn, déi d'Qualitéit beim Rekrutement duerstellen an deenen eenzelne Carrièren, wou eng sougenannte Commission de contrôle agesat gëtt. Alles dat, mengen ech, si positiv Aspekter, déi ee sollt hei ervirhiewen.

Madamm... Neen, et ass elo den Här President, gesinn ech. Ech kommen zum Schluss. Ech géif Iech also hei am Numm vun der Kommissioun bieden, deen heite Gesetzesprojet a senger virleiender Form guttzeheeschen, well et eng Reform ass, déi gutt geet, déi weider geet wéi deen éischten Text opgrond vun der Erfahrung, déi gemaach ginn ass, déi eng staark IGP eigentlech asetzt, fir eng staark Polizei kënnen ze kontrolléieren an ze begleeden, wat hir Aktivitéiten an hir Aarbechten ugeet.

Ech sinn och där fester Iwwerzeegung, dass et eng Reform ass, déi d'Polizeiaarbecht laangfristeg wäert stäerken an déi garantéiert, dass déi gesetzlech an déi deontologesch Regele respektéiert ginn. Et ass eng Reform och, déi d'Vertrauen an eis Sécherheetsorganer wäert stäipen a konform ass zu rechtsstaatleche Prinzipien.

Duerfir ass et mer och eng Freed, fir och ze erklären am Numm vun der LSAP-Fraktioun, dass mir och wäerten deen heiten Text stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Här Rapporteur Alex Bodry fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir hunn de leschte Mount iwwert den Text vun der Policereform ofgestëmmt an haut stëmme mer iwwert de Projet de loi iwwert d'IGP of. Mat dësem Projet de loi kritt d'IGP en eegent Gesetz, wat mer ausdrécklech begréissen.

Genee dat war och d'Zil vum fréiere Minister Jean-Marie Halsdorf, deen dëst schonn an engem Avant-projet de loi stoen hat. Duerch d'Gesetz vum 31. Mee 1999, den Här Bodry ass drop agaang, hunn d'Police an d'Gendarmerie fusionéiert. An an deem Gesetz ass och d'IGP - wéi dat am Volleksmond heescht: „d'Police vun der Police" - gegrënnt ginn.

Den Historique vum Projet de loi, deen haut zum Vott steet, geet, wéi de Rapporteur dat och schonns gesot huet, op d'Konklusioune vun der deemoleger Justizkommissioun aus enger Orientéierungsdebatt zréck. Aus deene Konklusiounen huet d'Parlament unanime am Februar 2009 eng Motioun gestëmmt, fir d'Regierung opzefuerderen, der IGP en eegene Statut ze ginn an dorauser eng Administratioun ze maachen amplaz vun engem Service vun der Police.

Un der Spëtzt sollen dann een Inspecteur général an een Inspecteur général adjoint stoen. Dorënner sollt een e Magistrat oder e Jurist sinn an deen aneren e Polizist. Et soll dann och eng Antiretour-Klausel an d'Gesetz stoe kommen, déi vermeide soll, dass de Polizist, deen an der Direktioun sëtzt, zréck an de Policecorps ka goen.

Ech ginn net an all Detail vun dëser Motioun an, wéilt awer trotzdeem op d'Viraarbechte vum fréiere Minister Jean-Marie Halsdorf kuerz agoen.

An därselwechter Kommissioun, an där den Här Halsdorf den Avant-projet vun der Policereform am Juli 2013 virgestallt huet, huet en och déi grouss Linne vun där neier IGP presentéiert. D'IGP sollt, wéi gesot, hiren eegene legale Kader kréien, eng eegen Administratioun ginn an duerfir och méi Personal zur Verfügung gestallt kréien. Dës Administratioun sollt d'Qualitéit, mä och d'Legalitéit vun der Aarbecht vun der Police iwwerwaachen. E Mediateur war och am Avant-projet de loi virgesinn, deen awer elo leider am aktuelle Projet de loi fale gelooss ginn ass.

All d'Plainten a Reklamatiounen, déi géint d'Poliziste gemaach ginn, ausser den Avertissements taxés, solle vun der IGP traitéiert ginn. D'Spëtzt vun der IGP soll aus engem Inspecteur général an engem Adjoint bestoen. Den neie Gesetzeskader sollt der IGP méi Independenz an Autonomie verschafen a si domadder valoriséieren.

Zu enger Finalisatioun vum Avant-projet de loi vum Här Halsdorf ass et net komm, aus deene bekannte Grënn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Wéi eng waren dat dann? Déi si mir net bekannt.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dann hutt Der d'Tiräng net grouss opgemaach. Dir hutt just d'Fënstere grouss opgemaach. Dann hat Der den Tirang mat erausgehäit, Här Minister.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dann erkläert mer se, Här Gloden!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ma ech hunn Iech jo elo... Dir hutt net nogelauschtert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Neen.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ech hunn Iech jo erkläert, wat drastoung.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Neen. Dann zielt se!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Elo komme mer zu Ärem Projet de loi. Da lauschtert elo gutt no, Här Minister.

Äre Projet de loi, Här Minister, gouf den 31. August 2016 deponéiert. A wéi mer konnte feststellen, hutt Der Äert Gesetz op den Avant-projet de loi vum Här Halsdorf baséiert, well d'Grondlinne si bäibehale ginn; wat mer ausdrécklech begréissen.

Wéi schonn de Projet iwwert d'Policereform huet och deen iwwert d'IGP awer e puer weider Ronne missen dréien, well en no engem éischten dach relativ kriteschen Avis vum Statsrot mat enger ganzer Partie formellen Oppositiounen aviséiert gi war.

Et hunn also missen eng Partie Saachen aus dem Text nogebessert ginn. Mir kënnen dat novollzéien a ware generell och mat deene meeschte Regierungsamendementer d'accord. Dëst ëmmer am Interêt vun de fundamentale Rechter an den individuelle Fräiheete vum Eenzelnen.

An deene Regierungsamendementer ass dann awer d'Procédure de médiation, déi initial virgesi war, einfach aus dem Text gestrach ginn. Mir stellen eis hei d'Fro, Här President, ob een net trotzdeem hätt kënnen e Wee fannen, fir de Kriticke vum Statsrot Rechnung ze droen.

De Statsrot hat selwer a sengem Avis gesot, d'Mediatioun wier eng Disposition clé vum Projet de loi, huet awer kritiséiert, datt d'Dispositiounen net präzis genuch wieren. D'Auteure sollten den Acte de saisine méi kloer beschreiwen, wéi d'Prozedur geregelt ass, och wat d'Rechter vum Bierger, deen eng Reklamatioun agereecht huet, ugeet. De Contenu vun der Mediatioun misst och präziséiert ginn.

Bref, de Statsrot huet an dësem Fall missen eng formell Oppositioun wéinst Insécurité juridique ausschwätzen. Anstatt dëser Aufgab nozegoen, huet de Minister et virgezunn, d'Mediatioun einfach aus dem Text erauszehuelen. Mir mengen, dass hie keng Zäit verléiere wollt an esou séier wéi méiglech weiderkomme wollt. Mir fannen dat eng bedauerlech Approche. D'autant plus, datt haut d'Mediatioun vu jiddwerengem geprise gëtt an a ganz villen Texter drasteet.

D'Polizisten an der IGP kréien direkt d'Qualitéit vum OPJ, also Officer de police judiciaire. Eng nei Dispositioun, déi mir matdroen. Och d'generell Missiounen, de Contrôle de légalité mam Droit d'inspection an den Enquête-administrative souwéi de Contrôle-qualité mat Etüden an Auditen, d'Enquêtes judiciaires souwéi d'Instructions disciplinaires, op déi de Rapporteur agaang ass, fannen eis Zoustëmmung.

Zu der neier Spëtzt vun der IGP, Här President: Dëst Gesetz gesäit vir, dass d'Fonctioun vum Inspecteur général vun engem Magistrat de l'orde judiciaire mat mindestens 15 Joer Erfahrung an der Magistratur besat muss ginn, wärend d'Fonctioun vum Inspecteur général adjoint vun engem Polizist mat enger 15-järeger Experienz an der Polizei oder an der IGP besat muss ginn.

Do soe mir als CSV ganz kloer, datt mir géint eng Magistratisatioun vun der IGP sinn. Mir fannen et net gutt, dass den Inspecteur général muss e Magistrat sinn. Dat ass fir eis de facto eng Vermëschung tëschent de Pouvoiren. A mir sinn eigentlech verwonnert, dass de Statsrot hei keng Bedenke geäussert huet. An hiren Interventiounen 2009 waren d'Häre Braz, Bodry an och d'CSV-Vertrieder vill méi reservéiert op dësem Punkt, well et ass gesot ginn, et misst Cas par cas gekuckt ginn. A besonnesch den Här Bodry huet drop higewisen, datt de Magistrat an der IGP am Fong dem éischte Pouvoir, also der Regierung, ënnerläit an domadder der Séparation des pouvoirs net Rechnung gedroe gëtt.

En anere Punkt, mat deem d'CSV net d'accord ka sinn, ass d'Antiretour-Klausel, déi an Zukunft mat dësem Gesetz verbitt, dass d'Memberen aus der Police an och dem Zivillkader vun der IGP net méi däerfen zréck an d'Police goen. Den Här Bodry ass dorobber agaang.

Fir eis als CSV ass et kloer, dass een, deen eng gewëssen Zäit Inspecteur adjoint an der IGP war, net méi kann zréck an d'Police goen. Firwat dann däerf awer den Inspecteur général, dee jo e Magistrat muss sinn, nees zréck an d'Magistratur goen?

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Do kënnt e jo och nach a Kontakt mat Policebeamten. Do gesi mer eng Ongerechtegkeet. An et ass och net an der Linn mat dem sacro-saintë Prinzip vun der Gewaltentrennung.

Mir fannen iwwerdeems, datt de Principe de non-retour, dee vun der Regierung proposéiert gëtt, ze wäit geet. Mir gesinn als CSV näämlech net an, firwat een Enquêteur, deen an der IGP täteg war, egal wéi eng Missioun deen do hat an ob en am Cadre policier oder civil war, net méi zréck an de Policecorps ka goen. Ëmmerhin huet en eng gutt Erfahrung an zolidd Kenntnisser gesammelt, déi enger Police am Corps duerchaus eppes kënne bréngen.

Här President, am Kapitel iwwert d'Personal steet, dass den Inspecteur général, den Inspecteur général adjoint an och de Cadre policier an der IGP aacht zousätzlech Congésdeeg zegutt hunn. Eng äänlech Dispositioun gëtt et och am Gesetz iwwert d'Police. De Statsrot hat an deem Kontext wéinst Derogation zum Droit commun déi néideg Justifikatioune fir dësen Traitement de faveur gefuerdert. Déi sinn och nogereecht gi vum Minister an de Statsrot konnt sech schlussendlech domadder offannen.

Trotzdeem hat hien a sengem éischten Avis d'Fro opgeworf, firwat een deen zousätzleche Congé iwwerhaapt virgesäit. De Conseil d'État mécht näämlech d'Remark, dass d'Contraintë vun de Polizisten um Terrain an deenen an der IGP net déiselwecht sinn. D'Auteure wollte sech hei dem Polizeigesetz upassen, wou et eng äänlech Dispositioun gëtt.

Mir als CSV gesinn awer hei nach ëmmer eng Ongerechtegkeet. Mir sinn der Meenung, datt een dann och den Zivillkader mat an déi Dispositiounen soll erasetzen. Wann de Congé extraordinaire elo och an der IGP am Gesetz verankert gëtt, da soll och jiddwereen an der IGP dovunner kënne profitéieren.

Här President, ech kommen zur Konklusioun. D'CSV begréisst de Fait, datt d'IGP hiren eegene Gesetzeskader an och hir eegen Administratioun kritt an dobäi hir elementar Missiounen déi néideg Valorisatioun kréien. Mir sinn och mat den Haaptaufgaben a Kompetenze vun der IGP averstanen. Et ass de Corollaire vum Gesetz iwwert de Statut disciplinaire vun de Policebeamten, zu deem den Här Halsdorf geschwënn hei schwätzt.

Wat mer net kënnen approuvéieren, ass besonnesch an dësem Projet de loi, datt e Magistrat un der ieweschter Spëtzt steet vun der IGP, wëssend, dass d'IGP dem Pouvoir exécutif ënnerläit. Mir fannen ausserdeem och, dass déi generell Antiretour-Klausel, dass d'Leit an der IGP net méi däerfen zréck an de Policecorps kommen, net gerecht.

Aus dëse Grënn stëmme mir als CSV géint dëse Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. An engem Rechtsstat verfüügt de Stat iwwert de Monopol vun der Gewalt. Dat bedeit, datt et ausschliisslech staatlech Organer sinn, déi physesch Gewalt dierfen ausüben, an dass all aner Form vu Selbstjustiz tëscht de Bierger verbueden ass. Den Haaptakteur, deen dëse Monopol huet, ass d'Police. D'Police huet d'Missioun, am Kader vum Gesetz fir d'ëffentlech Sécherheet ze suergen. D'Aufgab vun der Police an engem Rechtsstat ass et, derfir ze suergen, dass de Bierger seng Grondrechter ausübe kann. D'Kompetenzen an d'Pouvoire vun der Police si kloer am Gesetz festgehalen.

D'Prinzipie vum Rechtsstat verlaangen näämlech, dass d'Police nëmmen déi Kompetenzen ausüübt, déi hinne vum Legislateur zougestane ginn a se net iwwerschreit. Deemno: Wien iwwerwaacht d'Wiechter?

Virun der Fusioun 1999 huet d'Gendarmerie d'Police kontrolléiert, an d'Police huet d'Gendarmerie iwwerwaacht. Et gouf deemools keen duerchduechte gesetzleche Kader, deen d'Kontroll assuréiert huet. D'Kontroll huet eleng op der Moralitéit an der Aarbechtsethik vun de jeeweilege Beamte berout.

D'Policegesetz vun 1999 huet dunn a sechs Artikelen d'IGP geschaaft. Mat dem Gesetz, dat mir haut hei wäerte stëmmen, huet d'IGP endlech en eegent Gesetz. A wéi den Här Bodry dat detailléiert a sengem mëndleche Rapport duergeluecht huet, wäert dat Gesetz duerch eng ganz Rei Punkten d'IGP zu enger regelrechter Verwaltung maachen. D'IGP wäert elo déi néideg Moyene kréien, fir hir Missiounen an Onofhängegkeet kënnen auszeüben. Ee spezifescht Gesetz, separat vum Policegesetz, verstäerkt a betount dës Onofhängegkeet, wat d'Haaptuleies vun dëser Reform ass.

Här President, déi Onofhängegkeet ass wichteg, fir dass d'IGP hir Missiounen onparteiesch an neutral kann ausüben. Gläich e puer nei Elementer wäerten dozou bäidroen. D'Inspektioun kritt hiren eegene Personalkader, deen aus Polizisten an Ziviliste besteet. Et gëtt festgehal, dass den Inspecteur général e Magistrat ass an dass säin Adjoint aus der Police kënnt. Dass den Haaptinspekter aus der Magistratur soll kommen, ass e Punkt, deen d'Motioun aus dem Joer 2009 jo scho gefuerdert huet. Dës Regierung huet awer net déi heite Reform ofgewaart, mä schonn am Joer 2015 gouf de Poste vum Inspecteur général vun enger Magistratin besat.

Déi Nominatioun war schonn en éischte Schratt a Richtung vu méi Onofhängegkeet. De Fait, dass d'Spëtzt net méi just aus Poliziste besteet, mécht et och dem Bierger méi einfach, der IGP ze vertrauen. Andeems een d'Direktioun mat engem Member vun der Magistratur verstäerkt, gëtt ee mat an d'Boot geholl, deen och Anung vu Policeaarbecht um Terrain huet. Ausserdeem féiert e Magistrat seng Enquête à charge et à décharge. Eng Prozedur, déi och fir d'IGP wichteg ass.

Aus der Motioun vun 2009 ass och de Principe de non-retour iwwerholl ginn. An Zukunft wäert den Enquêteur sech keng Gedanke méi musse maachen iwwer eng méiglech Zukunft an der Police an Zesummenaarbecht mat Polizisten, géint déi en huet missen enquêtéieren.

Fir weiderhin d'Polizisten ze motivéieren, an d'IGP ze kommen, well hir Erfahrung wichteg ass, fir propper Enquêten ze féieren, goufen och déi néideg Mesurë getraff an déi huet de Rapporteur jo schonn hei duergeluecht. Et ass och ze begréissen, dass d'Enquête betreffend Infraktiounen zum Disziplinargesetz elo ganz bei der IGP läit, wat dem betreffende Polizist och méi Neutralitéit garantéiert.

Här President, d'IGP huet och d'Aufgab, Avisen, Recommandatiounen a Propositiounen iwwert d'Aktivitéiten, d'Organisatioun an d'Gestioun vun der Police ze formuléieren, wa si dëst fir sënnvoll empfënnt. Déi Missioune vun der IGP kënnen d'Polizisten an hiren Aarbechtsofleef weiderbréngen. Ee Beispill vun där Missioun vun der IGP ass, wéi dat am leschte Rapport d'activité ze liesen ass, d'Analys vun der Prozedur, mat där d'Polizisten externen Akteuren den Optrag ginn, spezifesch Aarbechten ze verriichten. Doropshin huet d'IGP Recommandatiounen a Fiche-d'observatione formuléiert. Auditen an Etüden erlaben et der Police näämlech, méi effikass ze schaffen. Domadder gëtt schliisslech d'Qualitéit vum Déngscht um Bierger verbessert.

Här President, an der Bezéiung tëschent der Police an de Bierger kann et Ulass zur Kritik ginn. D'Beamte mussen do intervenéieren, wou et emotional Ausenanersetzunge ginn. Déi Interventioune kënnen als eng Verletzung vun der Privatsphär opgeholl ginn an et kann och emol sinn, dass et a vereenzelte Fäll zu Verstéiss géint d'Aarbechtsethik kënnt.

Am urspréngleche Projet war d'Mediatioun en Haaptelement vun der Reform, dat et erlaabt hätt, e konstruktiven Émgang mat engem Feelverhale vun engem Polizist vis-à-vis vun engem Bierger ze hunn, mä och fir policeintern Konflikter ze léisen. Déi Méiglechkeet ass awer nees aus dem Projet erausgeholl ginn, well an deem Kontext eng Insécurité juridique besteet. Esou zum Beispill ass sech d'Fro gestallt ginn, op Basis vu wéi enge Kritären eng Affär gëeegent ass, fir mat Hëllef vu Mediatioun kënne geléist ze ginn. Och wann d'Gesetz et zwar net méi virgesäit, ënnersträicht de Rapport, dass et trotzdeem derwäert ass, där Pist nozegoen an eventuell a Form vu punktuelle Projeten d'Mediatioun ze benotzen.

Pilotprojeten am Ausland hunn näämlech gewisen, dass e Bierger net onbedéngt eng Bestrofung vun engem Polizist wëllt, mä eng Entschëllegung duergeet, wann de Beamte säi Feelverhalen agesäit. Wann et Ausso géint Ausso steet an een net weiderkënnt, sinn déi zwou Parteie frustréiert. Mä mat engem moderéierte ronnen Dësch mat den zwou Parteie kann et oft zur Schlichtung vum Problem kommen.

Wéi an anere Beräicher vum Liewe kënnt et bei der Police och zu organisatiounsinterne Konflikter. Dozou gehéiere Konflikter innerhalb vun enger Equipp, Konflikter mat der Hierarchie oder nach Fäll vu Mobbing. Virgesetzte gebrauchen e gewëssenen Deel vun hirer Aarbechtszäit, fir bei Konflikter no Léisungen ze sichen. Wann esou Konflikter net geléist kënne ginn, huet dat Konsequenzen op déi eenzel Persoun an awer och op d'Funktionement vun der ganzer Equipp. D'Ursaache vum Konflikt kënnen dobäi och oft op Kommunikatiounsproblemer zréckzeféiere sinn. Och hei kann d'Mediatioun eng wichteg Roll spillen.

Här President, d'Aufgabe vun der Police si méi komplex ginn an d'Ufuerderungen un d'Polizisten och. Informatiounen an d'Kommunikatioun sinn an haitegen Zäiten e wesentlecht Element vun enger gudder Policeaarbecht. Mediatiivt Handele kann an deem Sënn och eng Kompetenz sinn, déi d'Police sech uneegene kann an déi am Kader vun der Formatiounsmissioun vun der IGP kéint iwwerholl ginn.

Mam neie Policegesetz huet jo elo all Polizist eng Proximitéitsmissioun. Mediatiivt Handelen, also Konfliktregelung op eng konstruktiv an zukunftsorientéiert Aart a Weis unzegoen, kann deemno sënnvoll sinn. Beruffsbedéngt sinn d'Polizisten, méi wéi all anere Mënsch, mat Spannungen a Konflikter a Kontakt. Dofir musse si beschtméiglech equipéiert sinn, fir an esou Situatioune kënnen ze handelen. Och hei ginn et Beispiller aus dem Ausland, wéi dat an der Proximitéitsaarbecht vun der Police kann ugewannt ginn.

Här President, säit dem Ufank vun de Joren 2000 gehéieren Terrormenacen zum europäeschen Alldag: Madrid, London, Paräis, Nice, Berlin. No den Attacken zu New York 2001 gouf, an dat och zu Lëtzebuerg, vill iwwer speziell Antiterrorgesetzer diskutéiert. Wéi wäit kënnen de Stat an och d'Police an hirer Aarbecht goen, wann eng Terrormenace existéiert? De Minister, deen an deene Joren d'Police a senge Kompetenzen hat, huet eng Opfaassung vun der Gewiichtung tëschent Sécherheet a Fräiheet vertrueden, déi d'Demokratesch Partei op kee Fall konnt deelen. Et ass deemools näämlech gemengt ginn, dass d'Schafe vu Prisonéierlageren zu Guantánamo an den éischte Méint no den Attentater vum 11. September Mesurë sinn, déi ee kéint novollzéien.

2007 huet déi liberal Deputéiert Colette Flesch eng Interpellatioun ugefrot iwwert d'individuell Fräiheeten an d'Tendenz vun der Regierung, ze probéieren, iwwer Gesetzer ënnert dem Virwand vun der ëffentlecher Sécherheet an dem Kampf géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit d'Fräiheeten anzeschränken.

An enger Motioun, déi si deposéiert huet, gouf d'Regierung opgefuerdert, dofir ze suergen, dass d'Mesuren, déi déi ëffentlech Sécherheet solle garantéieren, keng disproportionéiert Mesuren dierfe sinn, mä dass se enger onofhängeger an onparteiescher Kontroll ënnerleien. Den deemolege Minister wier deemools gutt berode gewiescht, ënnert dem Impuls vun der Madamm Colette Flesch hirer Motioun scho mat dëser Reform unzefänken, amplaz iwwer grondrechtsaschränkend Mesuren ze philosophéieren. Genausou wéi d'Reform vun der Police, déi iwwerfälleg war, hätt am gesotene Kontext wäertvoll Viraarbecht kënne geleescht ginn.

Här President, dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei. Awer net ier ech dem Rapporteur Merci gesot hätt fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport an lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, bon, et ass gesot ginn, nodeems mer an der leschter Chamberswoch hei dat neit Policegesetz gestëmmt hunn, kënnt haut e weidert wichtegt Gesetz hei zur Debatt, fir d'Police fir déi nei Erausfuerderunge vun dëser Zäit opzestellen. An natierlech esou gutt no bausse besser opzestellen, wéi dat natierlech och intern ze maachen.

Et ass scho vun de Virriedner gesot ginn, dass 1999 am Kader vun der Fusioun vun deenen zwee Corpsen och d'Inspection générale de la Police mat an d'Liewe geruff ginn ass. An d'Gesetz huet 1999 de Contrôle institutionaliséiert, wat deemools och an d'Gesetz ageschriwwe ginn ass.

Och d'Generalinspektioun huet mëttlerweil mat enger Magistratin, och mat där Persoun, wou mir als Gréng ganz d'accord sinn, dass dat och weidergefouert gëtt, scho viru Joren dofir gesuergt, dass déi Onofhängegkeet méi grouss ginn ass. An et ass och dat, wat dëst Gesetz nach eng Kéier wëllt festschreiwen.

D'Missioune sinn och deemools festgeschriwwe ginn am Gesetz, zum Beispill d'Legalitéit an d'Qualitéit ze kontrolléieren, an och Hëllefsmëttel sinn zur Verfügung gestallt ginn, wéi zum Beispill Auditen oder Etüden. A wat ganz wichteg war, ass, deemools ass d'Enquête judiciaire agefouert ginn, déi dann d'IGP gemaach huet.

D'IGP huet a sech dann en Organigramm, dee sech a verschidden Departementer agedeelt huet: eng Kéier d'Enquête, den Audit an dann de Contrôle administratif. Esou wéi d'Policegesetz eben virun enger Zäit huet missen op de Leescht geholl ginn, ass natierlech och d'IGP mëttlerweil an den Alter komm. Mëttlerweil ass et och eng gutt Zäit hier, bal 20 Joer. An et huet zu enger Iwwerschaffung gefouert.

An et ass virdru scho vu Virriedner gesot ginn, dass en Débat d'orientation hei an der Chamber ofgehale gouf. An de Virleefer vun deem Débat d'orientation ass zréckzeféieren op eng Demande vun déi gréng vum 5. Dezember 2007, wou de Justizminister, deemools nach Deputéierten an der Justizkommissioun, gefrot huet, fir kënnen en Débat d'orientatioun ze maachen, avec rapport, sur l'organisation interne de la Police, plus particulièrement sur ses méchanismes de contrôle et d'autocontrôle, wat u sech eben déi Onofhängegkeet am beschte präismécht (veuillez lire: duerstellt). An do huelen ech da just e puer Elementer aus der Konklusioun, déi deemools vu jiddwerengem hei och gedroe ginn ass. D'Motioun ass virdrun och schonn ernimmt ginn.

Éischtens gëtt ganz kloer festgestallt, dass onbedéngt eng Independance muss gewahrt sinn, wat ganz wichteg ass. Deemools huet, ech weess net ob in weiser Voraussicht, den Deputéierte Braz gemengt, dass d'IGP der Justiz misst ënnerstallt ginn. Vläicht war dat in weiser Voraussicht, fir dat dann eng Kéier selwer kënnen auszeüben. Mä bon, ech mengen, mir als Gréng sinn och weiderhin d'accord an ënnerstëtzen dat och, dass et ënnert der jëtzeger Form och weiderleeft an d'Tutelle eben ënnert dem Policeminister bleift.

Wat awer wichteg ass, dat ass, et ass och deemools vun der Magistratur geschwat ginn, dass et ebe beim Contrôle oder der Hierarchie ganz wichteg wier, dass do een aus der Magistratur kënnt. An dat ass deemools och scho festgestallt ginn.

An da wëll ech och nach e weidere Punkt erausschielen, näämlech dee vum Non-retour. Et ass deemools scho festgehale ginn, an ech zitéieren och gären dee Saz: «En ce qui concerne les enquêteurs policiers, le retour dans les services de police ne sera plus possible.»

Dat heescht, an de Konklusioune vun deem Rapport d'orientation gouf ganz kloer festgestallt, dass eben de Retour schwiereg ass. Wëssend, dass och an därselwechter Konklusioun drop higewise ginn ass, doduerch dass d'Land ebe kleng ass an och de Corps net immens vill Leit huet, an et eng petite administration dans un petit pays ass, dat bleift och elo nach ëmmer d'Viraussetzung, an dass et relativ schwéier ass, déi eege Leit erëm zréck an de Corps ze bréngen, fir dass et do net onbedéngt zu Konflikter ka kommen.

An da wollt ech och nach e weidere Punkt eraushuelen, dat ass, well dat stoung och deemools dran, dass eben d'Enquêten iwwer all Carrièren eraus sollen duerchgefouert ginn. Dat stoung och an där Konklusioun.

Soudass mir als Gréng déi véier Haaptrichtlinnen, déi elo festgehale gi sinn an dësem neie Gesetz (veuillez lire: voll ënnerstëtzen). Éischte Punkt ass en eegent Gesetz, wat mer eben hei ganz kloer ënnersträichen. Zweete Punkt ass déi Onofhängegkeet, déi och festgeschriwwe ginn ass hei an dësem Gesetz, wat mer natierlech och ënnerstëtzen. An en drëtte Punkt ass, wat och scho virdrun e Virriedner gesot huet, dass d'OPJen, d'Officiers de police judiciaire de plein exercice, dass se dat och zougestallt kréien. An e véierte Punkt ass d'Ausweitung vun der Instruction disciplinaire, wat schonn am Rapport vum Félix Braz oder an och där Motioun deemools gesot ginn ass, dass dat ausgeweit gëtt. Dat sinn u sech déi véier Haaptpunkten, déi do festgehale goufen an déi och hei an dat Gesetz agefouert gi sinn.

An elo misst ech u sech schonn ophalen, well elo sinn ech an därselwechter Problematik vu Juge et partie. Virun dräi Wochen hunn ech zum Policegesetz geschwat an haut kontrolléieren ech mech da vläicht och selwer, wann ech haut och vun dësem Gesetz hei schwätzen, soudass ech mech da kontrolléieren, wat ech hei vu virun dräi Wochen gesot hunn.

Mä ech mengen, déi wichtegst Punkte sinn och scho gesot ginn. Dofir wëll ech emol dem Rapporteur éischtens fir de schrëftlechen, awer virun allem fir de mëndleche Rapport Merci soen, well en ass op déi Haaptpunkte schonn agaangen, déi mir als Gréng och ënnerstëtzen. Och d'Problematik vun der Mediatioun ass schonn erkläert ginn, soudass ech dat net onbedéngt nach eng Kéier wollt widderhuelen.

Ech wollt awer just zwee Punkten nach eng Kéier ënnersträichen. D'Onofhängegkeet schéngt mer awer ganz wichteg ze sinn an dësem Gesetz vun der IGP par rapport zu der Police, well dat mécht éischtens intern Problematiken, wann do net déi Onofhängegkeet groussgeschriwwe gëtt, mä dat à la tête du client soll funktionéieren a jugéiert ginn. Ech mengen, dat ass mat dësem Gesetz esou verankert, dass dat net de Fall soll sinn. Éischtens och, dass d'Magistratur hei d'Presidence soll weiderhin iwwerhuelen. Bon, et kann ee sech och eppes aneres virstellen, mä ech mengen, et ass awer déi lescht Jore scho ganz gutt ënnert där Konstellatioun geschafft ginn, soudass mir absolutt kee Grond gesinn, dat wëllen ze änneren.

A wat ganz wichteg fir eis ass, ass nach eng Kéier, well et och deemools schonn am Rapport stoung, den Non-retour, well et dach zu Mëssstänn ka féieren, wann een zréck an d'Carrière vun der Police wëllt goen an et war een eng Kéier selwer involvéiert an enger Inspektioun. Dat wëll ech kengem direkt zoumudden. Dofir mengen ech, dass déi Léisung, déi hei gesicht ginn ass, ganz richteg an och wichteg ass. Dann zum Schluss dat, wat ech och scho beim Policegesetz gesot hunn: Dëst Gesetz ass och net a Stee gemeesselt. Mir hu bei dem Policegesetz eben, wéi och bei dësem Gesetz elo, 20 Joer praktesch gebraucht, fir et ze iwwerschaffen. Ech denken, et soll een ëmmer déi Gesetzer, insbesondere wann et um Terrain mat ville Leit ze dinn huet, matzäiten op de Leescht huelen, fir eng Adaptatioun ze maachen. An ech ginn dovun aus, dass dat an der Zukunft net méi esou laang wäert daueren.

Duerfir bréngen ech hei fir dëst Gesetz den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. An och vun eis aus en häerzleche Merci un den Här Bodry fir e ganz komplizéierte Rapport, deen en erëm magistral hei presentéiert huet.

Mir begréissen natierlech och de Prinzip vun der Inspection générale de la Police, selbstverständlech. Et ass gutt, datt mer e Gesetz maachen. Ech mengen, all Police brauch eng Institutioun, déi onofhängeg ass, déi se ka kontrolléieren, wou de Bierger sech ka beschwéieren, wou eng onofhängeg Enquête gemaach gëtt, déi d'Vertrauen an d'Police stäerkt. Esou wäit si mer eis alleguer eens. Ech mengen, un der Noutwendegkeet vun esou enger onofhängeger Instanz, déi onofhängeg vun der Hierarchie vun der Police ka fonctionnéieren, besteet iwwerhaapt keen Zweifel.

Esou wäit, esou gutt.

Mir begréissen also de Prinzip vum Projet. Mä wann ee probéiert, esou eng IGP ze maachen, da muss se sech natierlech an engem Kader bewegen. A mir mussen eis vun Ufank u kloer sinn, wat dee Kader ass.

Éischtens muss déi politesch Verantwortung vun der Exekutiv, hei vum Pouvoir politique vun der Regierung respektéiert ginn. Dat Zweet ass, d'Hierarchie vun der Police soll net court-circuitéiert ginn duerch esou eng Instanz. Dat Drëtt ass, déi eege Kompetenzen a Méiglechkeete vun der Police, fir intern Enquêten ze maachen, musse respektéiert an erkannt ginn. An natierlech brauche mer keng weider Police an deem Sënn, datt mer der herno zwou oder dräi hunn: eng Police administrative, eng Police judiciaire an dann nach eng IGP, déi selwer och mengt, datt se als Police kann agéieren.

Mir brauchen also eng Police, déi gutt fonctionnéiert hei am Land. Mir brauchen der net méi wéi dat.

Leider war awer dëse Projet vun Ufank un e bësse markéiert vun enger Folie des grandeurs. Folie des grandeurs, well d'IGP, no deenen Texter, déi mer virleien haten, sollt alles wëssen, alles däerfen, alles kontrolléieren, op alles Zougréff hunn an iwwerall Zougang hunn. E bësse vill däers Gudden!

D'IGP, mat all deene Pouvoiren, mécht also eng Ausnam zu enger Regel, déi d'Regierung sech an deene leschte fënnef Joer ginn huet, an dat wor, datt se éischter d'Sécherheetsorganer beschränkt huet an hire Méiglechkeeten. Wann awer hei d'Kontroll iwwer e wichtegt Sécherheetsorgan gemaach gëtt, da geet et wäit iwwert déi Zréckhalung eraus, déi mer soss gemierkt hunn. Alt erëm en Zeechen, datt dës Regierung eigentlech der Polizei mësstraut an d'Kontroll extrem auswäit. Op jidde Fall sinn do vill manner Problemer gewiescht, wéi der Police begrenzte Kompetenzen ze ginn an der Police administrative. Zum Beispill de Plazverweis, eng méi liicht Identitéitskontroll an esou weider, alles dat wor net méiglech. Mä hei e ganz staarke Pouvoir wéi d'IGP stellt kee Problem. Ass dat rechtsstaatlech ze vertrieden? Mir hunn Zweifel.

Déi zwou grouss Neierungen: Onofhängegkeet. D'Onofhängegkeet soll haaptsächlech doduerch garantéiert ginn, datt de Generalinspekter e Magistrat ass. Vum Prinzip hier hu mir och do Zweifelen. Wéi ass et mat der Gewaltentrennung? Ech géif gär emol gesinn, datt de Conseil suprême de la justice, deen den Här Minister Braz jo elo op de Wee bruecht huet, geleet géif gi vun engem Polizeioffizéier. Ech huelen un, datt sech do och Leit géife Froe stellen.

De Prinzip vum Non-retour ass och eng Saach, déi een esou absolutt formuléiert sécher net kann hinhuelen. Et gëtt einfach Leit an der Inspection générale de la Police, déi Aufgaben erfëllen, déi engem Retour iwwerhaapt net géifen am Wee stoen. Fir dat also esou absolutt ze formuléieren, ass op jidde Fall ze hannerfroen.

An et gëllt an eisen Aen, wann een dann esou e Prinzip huet, op jidde Fall och fir de Magistrat-Generalinspekter, well d'Justiz, mir hunn dat gelies an deene verschiddenen Avisen, argumentéiert e bësse pro domo. Do wär de Problem net gi vum Retour, vun der Onofhängegkeet, well jo d'Aufgab vun deem Magistrat wär, d'Police ze kontrolléieren an net d'Justiz. Mä dat ass ze kuerz geduecht, well vill vun deene Missiounen, déi d'Inspection générale de la Police kritt, komme jo vu judiciairen Instanzen. A wann dee Magistrat zréckgeet an d'Police, da kann et och sinn, datt déi Manéier, wéi en déi Funktiounen, déi Aufgaben ausgefëllt huet, en Element vun der Appreciatioun ass, wéi en do gesi gëtt. Et ass also och do en Interessenskonflikt méiglech. Och do ass d'Onofhängegkeet nëmmen da garantéiert an där Logik, wann en Non-retour ginn ass.

Et ass also hei deux poids, deux mesures a mir sinn net d'accord domadder!

Och gesi mer Fuerderungen, datt d'Autorité jucidiaire, oder Verschiddener vun hinne souguer gefuerdert hunn, d'IGP dem Justizminister ze ënnerstellen. Och dat ass an eisen Ae falsch. Et ass gutt, datt se elo wéinstens ënnert dem Kompetenzberäich vum Polizeiminister bliwwen ass.

D'Gesetz seet och, datt Etüden an den Audit an der Police vum Justizminister oder vum Parquet kënne gefrot ginn. D'Police muss dann direkt all Informatioune ginn. Mä mir denken, datt de Wee ass, wann dat gewënscht ass, datt de Parquet oder de Justizminister iwwert de Polizeiminister dat maachen an net iwwer en anere Wee an net direkt.

Et muss een och déi zweet grouss Neierung kucken. Den Officier de police judiciaire, dee se elo alleguer d'office sollen hunn, dat ass och eigentlech vollkommen onnéideg, op jidde Fall ganz schwéier nozevollzéien, firwat jiddwereen, inklusiv de Generalinspekter, elo mat Waffen an Handschelle muss ronderëmlafen. Et ass do am Ufank argumentéiert ginn, déi géife jo Filatures maachen, Observations, Repérages, Écoutes, Déplacements auprès d'experts étrangers. Dat huet och de Statsrot net iwwerzeegt an dat kann ee verstoen. An och nach mat enger Discrétion toute particulière! Firwat? E Magistrat, dee Generalinspekter ass, dee mécht keng esou Missiounen an e brauch och keng Waff a keng Handschellen. De Statsrot huet et och net verstanen.

An duerno ass gesot ginn: „Jo, mä dee muss jo Permanencë maachen." Et ass awer esou, datt vläicht och nach aner Ursaachen dermat verbonne sinn, näämlech aacht Deeg Congé, 20 Points indiciaires, dat sinn am Ableck bal 400 Euro brutto de Mount, an och, an dat ënnersträicht de soziale Charakter vun der LSAP, d'Gratuité médicale, den Artikel 26 vum Gesetz, wou ee sech och muss froen: Ass dat néideg?

Op jidde Fall stelle mir fest, datt et lauter Virdeeler do gëtt. Och de Régime de discipline vun der Police applizéiert sech net op d'Inspection générale de la Police, obscho se jo och mat Waffen ëmginn an äänleche Contrainten anscheinend ënnerleien, och äänlech Missiounen anscheinend erfëllen. Mä de Règlement de discipline ass de Statut général vum Fonctionnaire an net dee spezifesche vun der Force publique respektiv vun der Police.

Et kann engem Angscht sinn ëm d'Sécherheet vun de Magistraten, déi detachéiert sinn aus der Justiz. An et muss ee sech froen, ob ee se dowéinst net vläicht, fir hiert Liewen ze schützen, besser an der Magistratur géif gesinn, wou och batter néideg Magistrate gebraucht ginn.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass elo esou, et muss een och Transparenz hunn. Mir wëssen heiansdo elo net, wéi eng Administratioun da firwat zoustänneg ass. D'Inspection générale de la Police kann och Enquêtes mixtes maachen. Wann e Polizist an en Zivilist, deen net Member vun der Police ass, iergendwou bedeelegt sinn an engem Fait, deen enger Enquête soumettéiert gëtt, da kann dat d'Police judiciaire sinn, déi do vläicht beoptragt ass, oder d'Inspection générale de la Police, well e Polizist beoptragt ass.

Ech mengen, et ass ganz wichteg, eng komplett Transparenz ze hunn, wéi eng Administratioun, wéi eng Instanz mat enger Enquête beoptragt ass. Dat anert erënnert een un Zäiten, wou et just geheescht huet: „Jo, et gëtt duerno gekuckt", an et wousst een net, wie wierklech verantwortlech war fir eng Enquête.

Wat d'Carrièren ugeet, denke mir, datt, well mer jo och dee Räsonnement vum Non-retour, op jidde Fall vun de Membere vun der Inspection générale de la Police, net kënnen ouni Weideres akzeptéieren, datt och déi Carrièresprivilegien, déi hei agefouert gi sinn, mussen hannerfrot ginn. Mir denken nach ëmmer, datt et am Interessi vun der Police allgemeng ass, datt jiddweree gerecht a fair an d'selwecht behandelt gëtt, och an de Carrièresperspektiven. An dofir sinn och vill Dispositiounen an deem Gesetz, déi eis net iwwerzeegen.

Dat heite Gesetz muss an eisen Aen iwwerschafft ginn. Et geet iwwert dat vernënftegt Mooss wäit eraus, dat eng Inspection générale de la Police soll hunn, fir kënnen d'Aufgab vun der Kontroll vun der Police ze erfëllen. An dofir wäerte mir als ADR dëst Gesetz net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Wann een dës Debatt e bësse suivéiert huet, dann ass et engem opgefall, datt erstaunlech vill Riedner verwisen hunn op aner Riedner a sech eigentlech gestridden hunn ëm d'geeschteg Vaterschaft, wann een esou soe kann, vun deem heiten Text.

Den Här Hahn huet op d'Madamm Flesch verwisen, den Här Kox op den Här Braz a souguer den Här Gloden huet op d'Initiative vum Här Halsdorf verwisen, soudatt ech mengen, datt et en Zeechen ass, datt, wat déi grondsätzlech Ausriichtung vun deem heiten Text ugeet, et do eigentlech eng grouss Unanimitéit gëtt, och wann et eenzel Punkte gëtt, wou anerer sech driwwer streiden.

Mir fannen et och gutt, datt d'Generalinspektioun vun der Police en eegent Gesetz kritt, datt se eng eegen Administratioun ass an domadder net nëmme méi e Service vun der Police. Mir begréissen och ausdrécklech de Prinzip vum Non-retour vun de Leit aus der IGP bei d'Police, well mer mengen, datt grad dat den Ausdrock ass vun der Onofhängegkeet vun der Inspection générale vun der Police par rapport zu der Police selwer.

Mir mengen och, datt déi Missiounen, déi nei Missiounen duerchaus Kloerheet schafen, datt se sënnvoll sinn an datt an der Zomm dat hei en Text ass, dee rechtsstaatlech Prinzipien éischter stäerkt. An duerfir wäerte mer dëse Projet och mat ënnerstëtzen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Bodry. Här Rapporteur!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo. Merci, Här President. Ech wollt vläicht op e puer Punkten nach reagéieren, déi hei an der Debatt opgeworf gi sinn, fir eng Rei vu Saache kloerzestellen.

Ech mengen, dass et eng falsch Duerstellung ass, wann hei probéiert gëtt ze soen, deen Text géif an eng aner Richtung goen, wéi sengerzäit d'Chamber an engem Rapport 2009 gefrot huet. De Spriecher vun der CSV ass ëmmer hinan hiergeschwieft tëschent Zitatiounen aus der Motioun an aus dem Rapport. Dee Rapport ass sengerzäit eestëmmeg ugeholl ginn, déi Kommissioun war presidéiert vun engem CSV-Deputéierten. An an deem Rapport steet dran, dass déi Leit vun der IGP net méi sollte kënnen an d'Polizei zréckgoen. Dat ass e Bestanddeel vun dem Rapport vun der Kommissioun gewiescht. A wann dat haut d'Haaptargument ass vun der CSV, fir ze soen: „Mir si géint deen heite Projet", da verstinn ech d'Welt net méi! Ausser d'CSV hätt d'Positioun alt erëm eng Kéier changéiert op deem heite Punkt.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Dat Zweet ass och, dass e Magistrat soll kënne President ginn. Dat stoung och dran. Et war net meng privat Präferenz, dat wëll ech soen, mä et war awer, ech froe mech, wiem seng et dann eigentlech war, wahrscheinlech den CSV-Deputéierten hir, well soss wär dat do net drastoe komm, well déi aner waren e bësse méi kritesch agestallt zu där doter Fro.

Och do wëll ech soen, dat ass ausdrécklech och an der Motioun virgesinn, et kéint e Jurist sinn, mat 15 Joer Expérience dans ce domaine, wat dat och ëmmer heescht, oder e Magistrat sinn, mat och enger Experienz. Och dat ass also keng Neierung, déi hei eragerutscht wär an deen heite Projet. Déi ware schonn an den Debatte virun néng Joer eigentlech alleguerten ugeduecht ginn.

Ech wëll och kloerstellen, wann elo dat Argument vun der Gewaltentrennung kënnt, wat bis elo nëmmen dat gewiescht wär, wat d'ADR emol gebraucht, wann elo och d'CSV sech op d'Gewaltentrennung hei berifft, wëll ech soen, dass mer deen dote Virworf e bëssen droleg virkënnt - fir net en aneren Ausdrock ze gebrauchen - vun enger Partei, déi et fäerdegbruecht hat, duerchzesetzen, dass e Minister vun hinnen, en huet Luc Frieden geheescht, gläichzäiteg Polizei- a Justizminister sollt sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Also, déi Partei brauch nu wierklech net hei mat Lektiounen ze kommen, wat d'Gewaltentrennung ugeet! Wann um ieweschte Plang, op de ministerielle Fonctiounen - an ech hu mech bis zum Schluss an de Koalitiounsverhandlungen dergéint gewiert gehat -, um ieweschte Plang et méiglech ass, Polizeiminister a Justizminister an enger Persoun ze maachen, dann, mengen ech, muss engem méi Angscht sinn, wéi wann elo kann e Magistrat Generalinspekter vun der Police ginn.

Dee Magistrat, wëll ech soen, bleift net méi Magistrat! Dee gëtt als Magistrat rekrutéiert, agestallt, e muss d'Experienz hunn, mä en demissionéiert dann a sengem Corps an e gëtt Generalinspekter vun der Police. An dee Moment fält en och, dee Poste fält, wéi och déi aner Posten, an déi Posten, déi duerch eng politesch Decisioun fir eng zäitlech Begrenzung op siwe Joer festgeluecht ginn. Och dat weist, dass et kee Magistrat wär, well e Magistrat kann een net einfach esou nennen.

Soudass ech also mengen, dass mer hei an enger ganz anerer Logik si wéi déi, déi hei ugeduecht ginn ass, dass déi Kriticken hei derniewent sinn. An dass d'Haaptoppositiounspartei alt erëm alles zesummekraazt, fir net mussen e gudden Text vun der Regierung ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gloden huet d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Et ass falsch, wat den Här Bodry seet, well de Magistrat en matière disciplinaire bleift dem Statut vum Magistrat ënnerleeën.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- De ganze Rescht ass awer richteg.

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet den Här Minister.

Prises de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech wëll och fir d'Allerëischt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Bodry, Merci soe fir säin exzellente Rapport an ech soen em och Merci fir déi Reaktioun, déi en elo hat op haaptsächlech d'Aussoe vun der CSV zu deem heite Projet. Dat bleift mir also dann erspuert, fir dat nach eng Kéier ze widderhuelen. Mä et ass scho ganz erstaunlech, wann ee wierklech gesäit, mat wéi enger Méi d'CSV probéiert, Argumenter ze fannen, fir dee Projet de loi iwwert d'Reform vun der Inspection générale de la Police net mussen ze stëmmen, Argumenter, déi se soss, wéi se nach an der Majoritéit waren, just ëmgedréit gesinn hunn.

Nodeems d'CSV deslescht virun zwou Woche beim Vott vum Policegesetz géint dat Gesetz gestëmmt huet an domat gewisen huet, dass se net hannert der Police steet, weist se dann haut mat hiren Argumenter, dass se och net hannert der Magistratur steet. Ech froe mech just, wéi déi Partei,…

M. Léon Gloden *(CSV).*- Sou populistesch Aussoen, eieiei!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- …déi elo wëllt un de Pouvoir zréckkommen, mat esou enger Approche wëllt eens ginn, fir dat Land hei ze geréieren. Ech fannen dat traureg. Ech mierken awer och speziell an deem heite Gesetz, dass d'CSV sech alt erëm eng Kéier unnähert un d'Positioune vun der ADR. Och dat mécht mech traureg, mä et erstaunt mech net.

Voilà, dat gesot, nach eng Kéier e grousse Merci dem Rapporteur,…

(Interruption)

…e grousse Merci awer och der Madamm Stirn an dem Här Fally, déi ganz vill un deem Projet geschafft hunn, der Polizeidirektioun, der Magistratur, mä och natierlech menge Mataarbechter am Ministère, dem Frank Reimen an dem Martine Schmit, an natierlech last but not least och dem Justizminister, dee mer och hei ganz vill zur Säit stoung, fir dat heiten hinzekréien.

Ech si frou, dass mer dat Gesetz elo hunn. Ech si frou, dass mer eng anstänneg, modern, onofhängeg Inspection générale vun der Police elo hunn, a soen all deenen, déi fir dat Gesetz stëmmen, dofir e grousse Merci am Numm vun der Police an am Numm vun der IGP.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer… Jo?

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Parole après ministre.

(Hilarité et interruptions)

Neen, wat schrecklech ass, ass, dass en aneren Deputéierten hei behaapt, ech géif eppes Falsches soen, an hie selwer mécht e falscht Zitat. Den Här Gloden huet zitéiert aus der Motioun vu virun néng Joer, mä en huet leider de Gesetzestext net gekuckt, dee mer haut ofstëmmen, well do steet net dran, dass den Inspekter vun der Police elo géif nach disziplinaresch wéi e Magistrat behandelt ginn. Dat ass net méiglech, en ass näämlech kee Magistrat méi, wéi ech virdru kloer hei explizéiert hunn! An domat ass hie genau deemselwechte Regimm ënnerworf wéi all déi aner Membere vun der Inspection générale de la Police. Dat ass den allgemengen Disziplinarregimm vun der Fonction publique.

M. Léon Gloden *(CSV).*- De Minister huet mer grad recht ginn, wéi ech déi Remark gemaach hunn, da sinn d'Sozialisten net sécher…

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Justizminister!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Just eng Remark, fir dem Alex Bodry bäizeflichten an och fir ze rappeléieren, dass, wéi deemools e Magistrat un d'Spëtzt vun der IGP komm ass, och e Gesetz nach gemaach ginn ass, fir och déi Transfere legal kloer ofzestiechen. Do gëtt et also nach eng zousätzlech Base légale.

Wann ech d'Wuert schonn hunn, wëll ech och dann nach eng Kéier op engem zweete Punkt dem Alex Bodry bäiflichten, wann e rappeléiert, dass an deem Rapport, deen ech deemools geschriwwen hat, deen an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl gi war, de Punkt vum Non-retour bei d'Police net just een Element vun deem Rapport gewiescht ass, dat war d'Häerzstéck vun deem Rapport! Dat zentraalt Element vun deem Rapport war déi do Dispositioun an déi ass ënner enger deemoleger Regierung mat Bedeelegung vun der CSV eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl ginn. Et ass an den Debatten hei ausdrécklech ënnerstëtzt ginn, grad deen dote Punkt. Dofir kann ech mech och selwer do nëmme wonneren iwwert dee Revirement op där doter zentraler Dispositioun vun dëser Reform.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer elo zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7044 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

34-mol Jo, 26-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7044 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Gilles Roth), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 7040 iwwert den Disziplinarstatut vun der Police. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Alex Bodry.

10. 7040 - Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale

Rapport de la Commission de la Force publique

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, dëse Projet ass am Fong de Corollaire vun der Polizeireform, déi mer virun e puer Woche gestëmmt hunn, a vun der Reform vun der Inspection générale de la Police, déi mer elo grad hei als Chamber guttgeheescht hunn.

D'Spezifissitéit vun der Polizeiaarbecht par rapport zur Arméi spigelt sech an der Formatioun, am Rekrutement, an der Organisatioun, an de Missioune vun der Polizei erëm. D'Polizei ass also kee militäresche Corps méi am enke Sënn vum Wuert. Dat ass zumindest ganz kloer gi schonn am Gesetz vun 1999 an dat ass eigentlech nach renforcéiert ginn duerch déi Polizeireform, déi mer viru Kuerzem hei guttgeheescht hunn.

Et ass also och logesch, dass d'Disziplinarrecht deem dote Fait, där doter Realitéit Rechnung ze droen huet. Et gëtt Zäit, dass mer also och dat Disziplinarrecht, wat elo nach integréiert ass an d'Disziplinarrecht, wat och d'Arméi betrëfft, dass mer dat also nei opstellen.

Nieft also dësen institutionellen Iwwerleeungen ass et virun allem awer och d'Noutwendegkeet, fir eist Disziplinarrecht vun der Polizei konform ze maachen zu allgemenge Rechtsprinzipien an och zu der Europäescher Mënscherechtskonventioun an hirer Jurisprudenz, esou wéi si och vun de Lëtzebuerger Geriichter interpretéiert ginn ass.

Et ass wichteg ze wëssen, dass et zwou Decisioune gëtt virun eiser Cour constitutionnelle, Arrête vum 15. November 2013 a vum 10. Juli 2015, wou eng Fro, eng wichteg Fro tranchéiert ginn ass. Dat ass déi vun der Verfassungsméissegkeet vun engem spezielle Régime disciplinaire fir d'Polizei; well et jo och Stëmme ginn, déi gesot hunn: „Ma firwat solle mer fir d'Polizei net einfach d'allgemengt Disziplinarrecht vun der Fonction publique geltend maachen?" Et gëtt also Decisiounen, déi ganz kloer beluecht hunn, dass et gutt Grënn ginn, fir eng Distinctioun ze maachen tëschent dem Disziplinarrecht fir d'allgemeng Fonction publique an dem Disziplinarrecht fir d'Polizei, quitte dass dat elo analyséiert ginn ass am Kader vun deenen aktuelle gesetzleche Bestëmmungen, déi och d'Arméi betreffen.

Also et gi ganz gutt Grënn, fir elo, wat d'Disziplinn bei der Police ugeet, sech lasszeléise vun deem Regimm, dee fir d'Arméi, also fir d'Leit gëllt, déi an engem Militärregimm mat dra sinn. Dat schéngt mer och wichteg ze sinn a gläichzäiteg eng Bewegung ze maachen a Richtung fir méi no op den aktuellen allgemenge Regimm vun der Fonction publique ze kommen, ouni awer dass et zu enger kompletter Iwwerschneidung kënnt.

Also déi Optioun, déi hei geholl ginn ass a wou och d'Kommissioun hannendrusteet, ass, fir ze soen: Mir denke schonn, dass et gutt Grënn ginn, fir fir d'Polizei e speziellt Disziplinarrecht virzegesinn, wat anescht ass wéi dat vun der Arméi, well d'Virgoen an d'Missioune vun der Arméi, d'Organisatioun vun der Arméi eng aner ass wéi déi vun der Polizei, déi haaptsächlech en ziville Corps ass, mä awer och net gläichzesetzen ass mat enger normaler Statsbeamtenaarbecht, wat eng administrativ Aarbecht ass an déi net ze vergläichen ass mat där Aarbecht, déi zur normaler Polizeiaarbecht gehéiert, wou et drëm geet, och fir d'Sécherheet ze garantéieren, wou also Aarbecht um Terrain néideg ass a wou och do ganz aner Froe vun Disziplinn sech stellen, wéi dat bei enger normaler administrativer Aarbecht um Büro de Fall ass.

Et ass an där heite Matière schonn e Gesetzesprojet ginn. Hei ass et net wéi an där Matière virdrun, wou et e Virprojet ginn ass. Hei ass et schonn e Gesetzesprojet gi bei der viregter Regierung 2012. An dee Gesetzesprojet ass an d'Prozedur gaangen an dee Gesetzesprojet ass awer konfrontéiert gi mat engem kriteschen Avis vum Statsrot, dee gesot huet, dass et besser wär, op de Wee vun engem spezielle Regimm fir d'Polizei ze goen, an net, wéi de Minister Halsdorf dat nach a sengem Projet virgesinn hat, et awer am Beräich vun der Arméi dranzeloossen.

Duerfir ass dës Regierung dohinnergaangen a se huet wéinst där fundamentaler Fro do en neie Projet ausgeschafft an och 2016 dann deponéiert an engem äänlechen Zäitraum, wéi déi aner zwee Projeten, déi d'Reform vun der Polizei uginn.

Wat sinn elo déi Haaptneierungen duerch dëse Projet de loi? Ech géif der véier opzielen.

Mat deem heite Gesetzestext kritt, wéi ech scho gesot hunn, d'Polizei en Disziplinarregimm, deen net méi dee vun der Arméi ass.

Zweetens: D'disziplinaresch Instruktioun gëtt net méi wéi haut innerhalb vum Polizeicorps duerchgefouert. Dës Instruktioun, déi och d'Rechter vun de betraffene Poliziste respektéiert, gëtt an Zukunft vun enger onofhängeger an onparteiescher Instanz duerchgefouert, der Inspection générale de la Police. Dat gëtt eng vun den Haaptmissiounen, déi d'Inspektioun an Zukunft wäert hunn, wärend se bis elo komplett aus deem doten Domän eigentlech eraus war.

An der Generalinspektioun ass, wéi ech virdru scho gesot hunn, e speziellt Departement virgesinn, dat déi doten Enquêtë mécht. A wann, wéi gesot, aner Enquêten zu de selwechte Faite schonn duerchgefouert gi sinn, da gëtt also opgepasst, dass do net déiselwecht Leit täteg ginn, fir déi zwou Enquêten ze maachen.

Dat bitt also all Garantien a mengen Ae vun enger transparenter, onofhängeger a kontradiktorescher Prozedur. Eng Prozedur, déi, wéi d'Gesetz et ausdrécklech seet, all Elementer à charge et à décharge muss sammelen, wat de betraffene Polizist vun där Enquête do ugeet. An d'Decisioun läit da beim Generaldirekter respektiv beim Polizeiminister. Dat hänkt also vun der Héicht vun der Strof of, déi do jeweils soll verhaange ginn.

Déi drëtt Neierung, dat ass, dass et net méi wéi elo zwou Zorte vun Disziplinarprozedure ginn, mä et gëtt nëmme méi eng eenzeg Disziplinarprozedur, déi herno zur Konklusioun kënnt, méi oder manner staark ze bestrofen. Mä et gëtt net vu virera gesot eigentlech: Mir gewiichte praktesch d'Gravitéit vum Feelverhalen an doropshi ginn dann déi eng oder déi aner Disziplinarprozeduren declenchéiert. Wéi grav et ass, dat stellt sech jo eigentlech eréischt zum Schluss vun enger Enquête eraus. An duerfir ass et richteg, dass mer do nëmmen eng eenzeg Disziplinarprozedur an Zukunft duerchféieren, selbstverständlech mat deeneselwechte Garantië fir de Corps respektiv fir déi betraffe Leit.

Véiert Haaptneierung vun dësem Projet de loi: D'Disziplinarprozeduren nähere sech dem allgemengen Disziplinarrecht vun der Fonction publique un, ouni komplett mat deem Disziplinarregimm ze verschmëlzen. Et gëtt virun allem awer den nationalen an europäesche Jurisprudenze ronderëm d'Rechter vun deem Eenzelne bei Disziplinarverfahre voll a ganz Rechnung gedroen.

Eng Präzisioun nach, wat den Uwendungsberäich vun deem heiten Text ugeet: Déi nei Bestëmmungen iwwert d'Disziplinn bei der Polizei betreffen, wéi gesot, d'gesamt Personal vum Polizeikader, vun der Police grand-ducale, a se gëllen och fir aner Membere vum Polizeikader, déi a bestëmmten aner Verwaltungen detachéiert sinn, och si falen drënner. Net drënnerfält d'Zivillpersonal vun der Police wéi och d'Membere vun der IGP. Dat schéngt mer och normal ze sinn, och wat d'IGP ugeet, well ee soss jo och hätt missen en total neien Instruktiounssystem erfannen, well d'IGP ka jo dann net selwer fir hir Membere eigentlech d'Instruktioun féieren. Duerfir schéngt et eis logesch ze sinn an deem heite Fall, dass een also do och eng aner Mesure virgesäit.

Dat wëllt awer selbstverständlech net heeschen, dass d'Zivillpersonal bei der Police wéi och d'Membere vun der IGP kengem Disziplinarrecht ënnerleie géifen. Si ënnerstinn dem allgemenge Regimm vun der Fonction publique.

D'Gesetz zielt déi eenzel Flichte wéi och d'Rechter vun de Polizisten op. Dat geet also vun der Ausféierung vun Uerderen, iwwert d'Behuelen am Service bis hin zur Tenue vestimentaire an dem Ëmgang mam Material. Dat sinn also alles Regelen, déi opgezielt ginn: Wat sinn d'Flichten, wat sinn d'Rechter vun de Membere vun der Polizei? An äänlech wéi dat am Statut vum Fonctionnaire de Fall ass, fënnt een also och Bestëmmungen, déi awer anescht formuléiert sinn, spezifesch zougeschnidden op d'Polizeiaarbecht, an deem heite Gesetzestext erëm.

A wann ee sech natierlech net un déi dote Regelen hält, da kann dat zu engem Disziplinarverfahre féieren. Mä selbstverständlech däerf een awer och net vergiessen, dass hei och wéi beim Militär e System vu Recompensë virgesinn ass, also Auszeechnungen, déi fir besonnesch Meritter kënne verhaange ginn. Och dat ass an deem heite Gesetzestext iwwert d'Disziplinn geregelt.

All déi Flichten, déi dra sinn, dat sinn eigentlech praktesch Applikatioune vun engem Devoir d'obéissance, engem Devoir de réserve oder engem Devoir de neutralité, wéi ee se och an aneren Disziplinarregimmer erëmfënnt. Mä gläichzäiteg awer gëtt och hei festgehalen, dass selbstverständlech e Recht op fräi Meenungsäusserungen ënnertenee besteet a selbstverständlech och, et ass wichteg, mengen ech, drop hinzeweisen, d'Recht vun engem Member vun der Polizei, fir illegal Uerderen, déi kënnen en Delikt oder e Crime duerstellen, net auszeféieren. Si hu souguer d'Obligatioun, fir se dann net auszeféieren.

Nieft also enger Lëscht vu Sanktiounen - déi ech net wäert hei in extenso opzielen, dat kënnt Der alleguerten am Text noliesen - gesäit also den Text och vir, wéi ech gesot hunn, dass se offiziell Unerkennunge kënne kréien. D'Palett vun den disziplinaresche Strofen ass äänlech wéi am allgemengen Text iwwert d'Disziplinn an der Fonction publique. Dat reecht also vum Avertissement bis hin zur Revocatioun. D'Revocation ass also déi schäerfste Strof, wou een all Postentitelen, Auszeechnungen a Pensiounsrechter verléiert.

Dee Gesetzestext gesäit dann och vir, an dat war en Diskussiounspunkt, dass kënne provisoresch a konservatoresch Moossname geholl ginn. Et war och dat, wat bis zum Schluss nach bei der Polizeigewerkschaft kritiséiert ginn ass. Et gëtt eppes Äänleches och am allgemenge Recht vun der Fonction publique, et geet also drëm, wann iergendeng Enquête, sief et eng Enquête judiciaire, sief et eng Preenquête oder sief et eng Disziplinarenquête géint e Polizist leeft, dass dann d'Méiglechkeet besteet, fir entweder eng temporär Affektatioun an en anere Service vun der Polizei ze maachen - dat däerf net méi wéi sechs bis zwielef Méint daueren - oder awer souguer eng Suspensioun vun deem Fonctionnaire hei virzehuelen, wou an deem heite Fall, am zweete Fall, nieft dem Interesse vun deem Service, dee kann als Grond gëllen, selbstverständlech och den uerdentlechen Deroulement vun der Enquête als Motiv vun esou enger Moossnam kann invoquéiert ginn. Dat ass beim éischte Fall, bei der temporärer Affektatioun, déi eenzeg Motivatioun, déi ee kann huelen, fir esou eng conservatoire Moossnam ze huelen.

Wien ass elo zoustänneg, fir d'Disziplinarverfahren ze verhänken? Dat ass de Polizeiminister op där enger Säit, dat ass de Generaldirekter vun der Police op där anerer Säit, wann et sech, wéi gesot, ëm Strofen handelt, wou d'Verwarnung, d'Reprimande an d'Geldstrof bis ee Fënneftel vum Bruttomonatsgehalt (veuillez lire: ginn). Alles wat driwwer ass, dat fält dann an déi alleineg Kompetenz vum Polizeiminister, fir d'Strof ze verhänken. Mä do ass en och net fräi, ze decidéieren. Do ass natierlech de Conseil de discipline vun der Fonction publique, deen hei spillt.

Et ass elo net méi e spezifesche Conseil de discipline, deen hei agesat gëtt, deen en Avis gëtt. En Avis, deen awer der Autoritéit, déi herno d'Strof ze verhänken huet, hir Marge de manœuvre relativ staark aschränkt. An deem Sënn, se däerf dann zum Beispill, wann de Conseil zur Konklusioun kënnt, dass näischt virläit, keng Strof verhänken. A wann de Conseil de discipline sollt der Meenung sinn, dass eppes virläit an eng Strof proposéiert, da kann de Minister op jidde Fall net méi streng bestrofen, wéi de Conseil de discipline dat a sengem Avis festgehalen huet. Hie kann héchstens eng manner staark Strof ginn, wéi dat de Conseil de discipline vun der Fonction publique virgeschloen huet.

Do sinn also, wéi gesot, och an de Prozedure sämtlech Garantien, déi néideg sinn. De Conseil de discipline selwer kann och nach Enquêtesmoossnamen ordonnéieren. Et kann also nach eng Kéier zu enger zweeter Enquête kommen. E kann d'Leit alleguerten nach eng Kéier unhéieren. Alles dat ass hei an den Texter virgesinn.

Wat fir mech wichteg ass, ass d'Fro: Wat fir eng Inzidenz huet eng Enquête judiciaire par rapport zu engem Disziplinarverfahren? Dat ass eng Fro, déi sech praktesch oft stellt, well Disziplinnsenquêten oft méi schnell virukomme wéi d'Enquête judiciaire. Do kënne Jore vergoen. Dozou hat ech, ech erënnere mech do un eng ganz penibel Affär, wat d'Arméi ugeet, d'Affär vun de sougenannten erfruerenen Zéiwen, wou u sech sengerzäit de Conseil de discipline, dat war dann dee vum Militär, refuséiert huet, disziplinaresch en Uerteel, en Avis ze ginn, well en op eng Enquête judiciaire verwisen huet, déi verjäre gelooss ginn ass vum Parquet, soudass u sech déi Persoun, do huet en aneren Aléa de la vie gespillt, mä déi Persoun, déi eigentlech opgrond vun der Enquête disciplinaire am schäerfste verstouss hätt géint d'Disziplinarrecht, géint déi ass am Fong ni eng Disziplinarsanktioun ausgeschwat ginn. Mä géint anerer, déi manner staark belaascht waren, sinn Disziplinarstrofen ausgeschwat ginn. Eppes, wat mech nach bis haut, muss ech soen, immens rose mécht, well do eigentlech am Fong de Conseil de discipline selwer sot: Neen, mir wëllen dat net.

Dat geet eigentlech mat deem heiten Text net méi. Mat deem heiten Text ass eigentlech de Prinzip, dass d'Affär disziplinaresch weidergeet, och wann eng Enquête judiciaire parallell dozou leeft. Mä et ass u sech nëmmen, wann aner Instanze froen, dass se sollen ophalen, dann hale se op a se waarden dann, bis eng Decisioun dann och um Penale geholl ass.

Alles dat, mengen ech, si relativ vill Detailer. Ech gesinn, meng Zäit leeft och sou wäit of als Rapporteur. Ech wëll also net ze wäit nach elo an den Detail vun deem heiten Text eragoen. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer hei och Rekursméiglechkeete virgesinn. Bei den Decisiounen, déi de Minister hëlt, ass et de Conseil de Gouvernement, deen dann als Rekurs besteet, a beim Polizeidirekter, Generaldirekter ass et dann u sech de Minister, deen déi dote Fonctioun iwwerhëlt. Mä et ass natierlech och nach e Recours en réformation virgesi beim Verwaltungsgeriicht bannent dräi Méint.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet ass also dee leschten elo vun enger Serie vun dräi, déi mer an deene leschte Wochen hei duerchgeholl hunn, déi d'Reform an d'Modernisatioun vun der Polizei an hirem Regimm hei virgesäit. Ech si frou, Iech kënne matzedeelen, dass entgéint deem, wat beim viregte Projet gegollt huet, hei Eestëmmegkeet an der Kommissioun geherrscht huet, wat deen heite Punkt ugeet. Dat ass och gutt esou.

An deem Sënn hunn ech och kee Problem, hei unzekënnegen, dass d'LSAP-Fraktioun deen heiten Text wäert stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An éischte Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'Alleréischt dem Rapporteur Alex Bodry Merci soe fir säi wierklech ausféierleche schréftlechen, mä awer haut och ausféierleche mëndleche Rapport. En huet Aspekter wéi d'Sanktiounen, d'Rechter, d'Flichten e bëssen erklärt. Ech wëll net dorop agoen, mä ech wollt e puer generell Statements maachen, well fir eis ass et kloer, mat dësem Disziplinargesetz kréie mer nees een un eis modern Zäit ugepasstent Instrument, fir an der Police d'Disziplinn ze regelen.

Dat ass wierklech noutwendeg, well dat aktuellt Gesetz, dat wëssen déi meescht heibannen, dat ass aus dem Joer 1979, aus enger Zäit, wou d'Gendarmerie an d'Polizei nach separat geschafft hunn, wou also nach keng Fusioun war. Déi ass jo am Joer 1999 komm. Duerfir si säit där Zäit vill Uerteeler gesprach ginn an de leschte Joren, an déi hunn zu Blocagë gefëiert an der Applikatioun vum Gesetz an och Inkohärenze sinn entstanen.

Dëst Gesetz awer huet déi Ausriichtung, ech mengen, déi de Rapporteur elo gesot huet: Op där enger Säit gëtt schonn de Partikularitéite vun der Polizei Rechnung gedroen an op där anerer Säit gëtt sech awer staark um generellen Disziplinarstatut vun der Fonction publique orientéiert oder ugeleent.

Dëst Gesetz gouf jo am August 2016 deposéiert. Virdrun hat déi lescht Regierung, dat huet de Rapporteur och gesot, e Gesetz am Januar 2012 deposéiert. Wat mer opgefall ass: Déi zwee Gesetzestexter hu praktesch deeselwechten Exposé des motifs, wat jo och weist, dass d'Problemstellung erkannt ginn ass. Mä d'Gesetzestexter sinn awer verschidden, an dat kann ech och kuerz erklären. Deemools, bei deem am Joer 2012 hu mer näämlech gemengt, dat neit Disziplinargesetz misst sech un deem orientéiere vun 1979, wou et eben e Gesetz ginn ass fir déi zwee Corpsen, fir d'Arméi an och da fir d'Polizei. A mir hunn och geduecht, dass een domat kéint d'Iddi vun der Force publique stäerken.

Mä, et ass gesot ginn, am November 2012 huet de Statsrot mat sengem Avis e Strich duerch d'Rechnung gemaach mat Oppositionformellen. Hien huet jo gemengt, d'Arméi an d'Polizei wären, wat hir Charakteristiken ugeet, ze wäit auserneen, loosse mer emol esou soen, fir dann ee gemeinsamen Text ze hunn, deen alles kéint regelen. An Dir hutt och d'Fro opgeworf vun der Discipline militaire, hien huet och gesot, déi Prinzipie vun der Discipline militaire, déi wären net präzis genuch.

Ech ka soen, mir hunn eis deemools och schonn doru ralliéiert a mir hunn an engem éischte Schrëtt un engem Text och geschriwwen, deen deem aktuell virleienden Text a verschiddene Punkte gläicht. D'Ausriichtung vun deem Text vun 2012/2013 war genau déiselwecht: d'Disziplinarprozedure méi no un ee generelle Statut also vun de Statsbeamten ze bréngen, och nëmme méi eng Prozedur ze maachen, well aktuell hu mer der zwou, an och den Délai de recours en réformation vun engem Mount op dräi Méint eropzesetzen a schliisslech och nach net méi vu Peinen ze schwätzen, mä vu Sanktiounen.

Et war een Ënnerscheed an deem Text, an zwar dëst Gesetz, de Rapporteur huet et och gesot, bréngt eng, ech nennen dat emol esou, Externalisatioun vun den Instruktiounen am Kader vun den Disziplinnprozeduren. Ech ka soen: Mir hätten dat deemools net gemaach. Hei ass et elo gemaach ginn op Basis vun enger Chambermotioun oder anescht gesot an engem Kader vun enger Orientatiounsdebatt iwwert d'Police aus dem Joer 2009, där ass hei Folleg geleescht ginn. An esou kritt d'IGP d'Méiglechkeet, Prozeduren ze maachen.

Wéi relevant dës nei Dispositioun, déi awer wichteg ass, ass, dat wäert eis d'Zukunft weisen. Wichteg ass fir eis, dass mer ee kohärent Instrument kréien, fir ze schaffen, am Fong geholl, ech géif soen ee moderne Régime disciplinaire, deen de Jurisprudenze vun eisen administrative Juridictiounen an och vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff Rechnung dréit. An dat kréie mer mat dësem Gesetz. An duerfir wäert d'CSV dëst Gesetz dann och stëmmen.

Et ass zwar eng Fro, Här Minister, déi nach opsteet, wou ech lech wollt froen, dat ass: Wou si mer mam Disziplinnsgesetz fir d'Arméi drun? Do hat d'Regierung mer gesot, ech hat dat nogelies, dass bis Enn 2016 esou en Text géif virleien. Wou si mer elo drun, wat d'Arméisgesetz ugeet betreffend d'Disziplinn?

Voilà, Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Bei dësem Gesetzesprojet geet et drëms, der Police eng modern Disziplinaruerdnung ze ginn, déi der Zäit ugepasst ass an och den Ufuerderunge vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter an eise Verwaltungsgeriichter entsprécht.

D'Reform vum Régime disciplinaire schreift sech domat an d'Reform vun der Police, déi mir virun dräi Wochen op dëser Plaz gestëmmt hunn, an déi vun der IGP, déi mir elo grad hei gestëmmt hunn, an.

Aktuell gëtt de Régime disciplinaire duerch d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplinn an der Force publique geregelt, dat een eenzege Regimm fir d'Arméi, d'Gendarmerie an d'Police virgesäit. Zanterhier ass esou munches geschitt. D'Gendarmerie ass mat der Police zesummegeluecht ginn, d'Arméi reformiert an d'IGP geschaaft ginn. Fir net alles dat nach eng Kéier ze widderhuelen, wat scho vu menge Virriedner gesot gouf, wëll ech mech op eenzel Elementer beschränken. An dem neien Dispositif ass virun allem virgesinn, dass d'Inspection générale vun der Police an net méi de Generaldirekter zoustänneg ass fir d'Disziplinarverfahre géint d'Policebeamten.

Doduerch, dass en onofhängegt an onparteiescht Organ fir dës Aufgab agesat gëtt, ass e wichtege Schratt gemaach, fir d'Effikassitéit an d'Transparenz vun där Prozedur ze verbesseren.

Eng gutt a performant Kontroll vun der Police an eng adequat Sanktiounsprozedur verbesseren net nëmmen d'Qualitéit vun der Police hirer Aarbecht, mä verstäerken och d'Vertraue vun de Bierger.

D'Aféiere vun enger eenzeger Procédure disciplinaire ass och an dësem Sënn. Den aktuelle System ënnerscheet effektiv tëschent zwou Aarte vun Disziplinarmesuren: der Enquête pour les peines mineures an der Instruction pour les peines possibles vum Conseil de discipline. Jee no Prozedur variéieren d'Sanktioune grad wéi déi accordéiert Garantien. Den Nodeel beim aktuelle System läit doran, dass, soubal d'Prozedur ageleet gëtt, de Virgesetztenen iwwert d'Sanktiounen entscheede muss, obwuel den Ausgang vun der Instructioun nach net kloer ass.

Domat besteet natierlech de Risiko, dass d'Objektivitéit vum Disziplinarverfahren ënnergruewe gëtt. Des Weidere gëtt d'Sanktiounsbefugnis vum Minister an dem Generaldirekter vun der Police beschränkt. Ouni Avis vum Conseil de discipline däerf de Generaldirekter nach just geréngfügeg Sanktioune verhänken.

D'DP ass der Meenung, dass mat dëse Mesuren d'Police beschtens gerëscht ass, fir hir Aufgaben ze erfëllen. An Übetruecht vun den Aufgaben, déi d'Police ze erfëllen huet, an de Virrechter, déi se dofir och huet, stinn Disziplinn,

Rigueur, Seriositéit an Effikassitéit am Vierdergrond vun den Usprëch, déi u si gestallt ginn.

Déi allermeescht Polizisten a Polizistinne maachen hir Aarbecht exzellent an ouni dass een hinnen eppes virgeheie kann. Hinne sief op dëser Plaz e grousse Merci gesot fir hir Aarbecht, déi se am Déngscht vum Bierger Dag fir Dag erleedegen.

Leider ginn et awer och ëmmer erëm schwaarz Schof, déi de gudde Ruff vun eiser Police beanträchtegen an duerch hiert Verhalen och hire Kolleegen a Kolleeginne schueden. Géint déi virzegoen a se op eng ugemoossen Aart a Weis ze bestrofen, ass essenziell an ech sinn iwerzeegt, dass mer mat dëser Reform vum Disziplinarverfahren déi néideg Jalone setzen, fir dëser Aufgab beschtméiglech nozekommen.

Här President, dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der DP. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an och dës Kéier erëm ouni awer wëllen de Rapporteur ze vergiessen an him hei op dëser Plaz da Merci ze soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wann ech menge Virriedner hei gutt nogelauschtert hunn, ass praktesch alles gesot ginn zu dësem Gesetz. Insbesondere dem Rapporteur säi mëndleche Rapport ass op alles agaangen, esou dass ech net méi vill brauch dozou ze soen.

An dofir ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och nach eng Kéier e grousse Merci un den Här Bodry, deen et net einfach hat, eis ze erklären, firwat de Régime disciplinaire vun der Police a vun der Arméi muss getrennt sinn. Dat ass och net esou einfach ze verstoen. Natierlech brauch de Régime disciplinaire vun der Force publique vun 1979 bis haut eng Rei vu Reformen, dat ass evident. Zum Beispill den Auditeur militaire, de Fonctionnement vun der Juridiction militaire, fir méi Rechtsstaatlechkeet do eranzekréien, hätt solle reforméiert ginn. Oder och d'Strofen.

Den Här Bodry huet jo gesot, datt een zum Beispill kann d'Pensiounsrechter oferkannt kréien. Ass dat nach zäitgeméiss? Och dat si Froen, déi een hätt missen ugoen. Awer déi Trennung vun deenen zwee Régimes disciplinaires en tant que tel, dat ass net esou evident. Et gëtt e grousse Parallelismus tëschent deenen Administratiounen, eng grouss Solidaritéit an och eng grouss Parallelitéit an de Missiounen. An dorobber wäert ech nach zréckkommen. Op jidde Fall geet dat Argument, wat am Rapport steet, datt d'Modernitéit dat bestëmmt, sécher net duer, fir déi Trennung elo hei ze erklären.

De Statsrot hat effektiv en Avis ginn, wou e gesot huet, d'Police géif sech vun der Arméi doduerch ënnerscheeden, datt de Polizist eng Initiative personnelle muss weisen; de Member vun der Arméi bräicht déi net ze weisen. Dat ass iwwerraschend, well u sech huet d'Police jo an deene leschte Joren, wat d'Initiative personnelle ugeet, Rechter ewechgeholl kritt. Wou fréier de Polizist bei Bagatellen nach konnt duerch d'Fanger kucken, gëtt dat haut bal als Entrave à la justice duergestallt, an anescht bei der Arméi, wou u sech déi individuell Leeschtung, den individuelle Courage besonnesch ausgezeechent gëtt, wéi och an der Polizei, mä wat just beweist, datt d'Militär eben net déi amorph Mass ass, als déi se offensichtlech am Statsrot duergestallt gëtt, mä e Kollektiv vun Individuen, déi sech individuell och asetze fir d'Idealer, déi se solle verdeedegen.

Och ass et méiglech, gemeinsam Aktiounen tëschent Polizei an Arméi ze envisagéieren. Et gëtt do eng Rei vun Zeenarien: Et gëtt d'Requisitioun, wou d'Polizei hei am Land de Lead huet. Et gëtt awer och d'Missioun vun der Police militaire, déi am Ausland muss fonctionnéieren. An et ass schwéier, ze envisagéieren, datt do am Kader vun enger selwechter Missioun zwee komplett verschidde Regimme géifen d'Disziplinn regelen.

Bei den Uerderen ass et och esou, datt d'Verantwortung hei eigentlech verlagert gëtt op eng Plaz, wou se net higehéiert. Et ass den Offizéier, deen d'Verantwortung huet fir deen Uerder, deen e gëtt. Et ass hien, dee sech schëlleg mécht, wann en en Uerder gëtt, deen d'Mënscherechter net respektéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Hei ass et esou, datt eigentlech de Subordonné gesot kritt: Wann en Uerder gi gëtt, dann däerfs de deen net ausféieren, wann e mat Wëlle géint eng Dispositioun vum Strofrecht ënnerholl gëtt. Et ass d'Ausféierung vum Uerder, déi elo strofrechtlech consideréiert gëtt, amplaz d'Gi vum Uerder. An dat ass eng Verschibung vun der Verantwortung vum Supérieur hiérarchique op de Subordonné, déi sécher net dee richtegen Usaz ass. Hei hätt et gegollt, d'Verantwortung vum Offizéier fir déi Uerderen, déi e gëtt, nach eng Kéier ze betounen.

Et ass och fir eis eng Fro, fir d'Spezifissitéit vun de Beruffer an der Force publique vun der Arméi a vun der Police ze erhalen. An dat heescht och, datt d'Arméi an d'Police effektiv en Disziplinarreglement brauchen, dat hire Missiounen entsprécht, dat also net kann ze vill no beim Statut général vun der Fonction publique sinn, déi jo ganz aner Missiounen huet.

Et ass och eng Fro, ob dëst Gesetz net zu der Politiséierung vun der Police féiert. Mir hu bis elo de Prinzip gehat, datt de Polizist net soll kandidéieren, wéi och de Militär net, bei Wahlen, datt e sech u sech soll aus der Politik eraushalen a komplett neutral sinn.

Déi Dispositiounen, déi elo hei fir d'Police gëllen, déi hunn nach ëmmer eng politesch Reserv an deem Sënn, datt an enger Kasär, an engem Kommissariat, wou och ëmmer, iwwerhaapt keng politesch Aktivitéit ka gemaach ginn, datt am Déngscht och keng politesch Meenungen do kënne geäussert ginn. Mä et steet net am Gesetz, datt de Polizist net däerf Member an enger Partei sinn, datt en net däerf kandidéiere bei Wahlen.

An da stelle sech natierlech d'Froen: Ass dat kompatibel mat senger Fonctioun? Gëtt et do net Widderspréch, Interessekonflikter, wann en elo iergendwou zum Beispill op kommunalem Niveau géif kandidéieren, op kommunalem Niveau, wou en awer och eng Polizeiaufgab muss erfëllen? Just ee Beispill, fir ze soen, datt do awer Potenzial ass fir eventuell Interessekonflikter.

D'selwecht kann ee sech froen, wann dee Verbuet vun der politescher Aktivitéit vun der Police eigentlech esou net méi gëllt, ob dat net den Ufank ass vun enger Politiséierung vun der Police, datt deen, dee sech méi no bei där enger oder bei där anerer Partei fillt, op eemol do e Virdeel huet par rapport zu Kolleegen, déi an der Anciennetéit awer eligibel wären, fir eng héich Funktioun an der Police ze kréien. Et ass also op jidde Fall eng Dispositioun, déi mir hannerfroe wëllen, déi mir net einfach esou kënnen akzeptéieren.

Positiv ass, datt verschidde Prozedure vereinfacht gi sinn, wat jo och vun de Polizeigewerkschaften an deem Sënn begréisst gëtt. Mir hunn also hei e Gesetz, wat an eisen Aen net onbedéngt de richtegen Usaz ass, fir d'Disziplinn an der Force publique ze reforméieren, wat eng ganz Rei vu Froen an Nodeeler opwerft, wat och baséiert op enger falscher Perceptioun vun der Aarbecht vum Militär an och vum Rôle vun der Polizei an eng Rei Risiken a sech dréit.

Begeeschtert si mer net. Mir wäerten eis bei dësem Projet enthalen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An den Här Minister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo, mir bleift dann och just nach, dem Rapporteur e grousse Merci ze soe fir säi Rapport an awer och, vu dass et deen drëtte Projet ass vun deenen dräi, déi eigentlech déi gesamt Reform vun der Police bedeiten, allgemeng all deene Bedeelegten nach eng Kéier ee grousse Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten, fir déi vill Diskussiounen, déi mer haten, och de Gewerkschafte Merci ze soe fir déi Diskussiounen, déi mer haten. Mir hu probéiert, dee ganze Prozess vun där Policereform esou transparent wéi méiglech ze maachen. Mir hunn ugefaange mat engem Audit, wou och jiddweree konnt gehéiert ginn, dee wollt gehéiert ginn.

Mir hunn duerno Aarbechtsgruppe gehat, déi ganz divers zesummegesat waren, fir eben déi Policereform méiglech ze maachen. Mir hunn natierlech vill Diskussioune gehat, wou mer eis net op alle Punkte konnten eens ginn. Virun allem hate mer och oft d'Situatioun, dass d'Gewerkschafte respektiv d'Personalvertriedung, well d'Police huet där jo méi, Iddien a Virschléi haten, déi zum Deel diametral opposéiert waren, wou et also schwéier war, Kompromisser och ze fanne mat alle Bedeelegten. Mä ech mengen awer, dass mer mat der Reform vun der Police, mat der Reform vun der IGP, mat der Reform vum Disziplinnsgesetz elo eng wierklech gutt, nei, modern Police op d'Bee gestallt hunn.

Ab dem 1. August missten déi sämtlech Gesetzer a Kraaft trieden. Domadder hätt d'Police déi Moyene kritt, déi se brauch, fir méi effikass kënnen ze schaffen, déi se och brauch, fir méi Präsenz um Terrain kënnen ze hunn, déi se awer och brauch, fir hir Missiounen anstänneg kënnen ze maachen.

Dat heiten ass definitiv ee ganz wichtege Projet gewiescht, déi ganz Reform vun der Police. Et huet och dofir e puer Joer gedauert, bis mer doduerch waren. Ech wëll dofir och der Presidentin vun der Kommissioun e grousse Merci soen, déi et och net ëmmer einfach hat, fir déi ganz Debaten ze geréieren.

Ech mengen, mir hunn hei alleguerten zesummen, zumindest déi, déi dann och positiv mat dru geschafft hunn, eppes fäerdegbruecht, wou mer deelweis an deene ganzen Debatte gezweifelt hunn, ob mer et nach hikriten. Ech mengen, mengem Virgänger war et net vergonnt, et hinzekréien. Mä mir hunn et awer elo gemaach. An ech soen der Chamber elo scho Merci, fir och dat heite Gesetz, d'Disziplinnsgesetz och ze stëmmen, fir, wéi gesot, dee ganze Projet ofzerënnen.

E grousse Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech mengen, da kënne mer zur Ofstëmmung vum Projet 7040 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7040 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

56-mol Jo, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7040 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Gérard Anzia), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet 7228. An d'Madamm Tess Burton ass scho prett. Si kann dat da besser maache wéi ech.

11. 7228 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets;

2° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; et

3° de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Gutt. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Projet de loi mat der Nummer 7228, wouvun ech Iech elo de Rapport wäert maachen, geet et virun allem ëm d'Grande-surfacen, also ëm eis Supermarchéen, déi eng Gréisst hu vu méi wéi 400 m². De Projet de loi ass den 22. Dezember vum Wirtschaftsminister deposéiert ginn.

Bis haut gouf et fir d'Grande-surfacen, déi sech hei zu Lëtzebuerg installéiere wollten, eng speziell Autorisatiounsprozedur. Déi Prozedur war allerdéngs relativ schwéierfälleg, dofir soll dës Prozedur mat dësem Gesetzestext erëm ofgeschaaft ginn. Déi Prozedur war net nëmmen eng Laascht fir de Ministère, deen déi Prozedur huet missen iwwerpréiwen, mä virun allem och fir d'Betriber, déi hu misse schwéier Dossieren erareechen.

Den administrativen Opwand stoung domat net a Relatioun mam Resultat, well all Grande surface, déi sech hei zu Lëtzebuerg installéiere wollt, huet an der Vergaangenheet eng Autorisatioun krut. Dobäi koum, dass de Ministère guer keng fest juristesch Kritären hat, fir iwwerhaapt e Projet verwerfen ze kënnen.

Dat ass net nëmmen dem Ministère opgefall, mä och der Europäescher Kommissioun, well Lëtzebuerg an all de Rapporten zum Thema Commerce de détail am internationale Verglach schlecht ofgeschnidden huet. Dowéinst hat de Ministère en Echange mat der Europäescher Kommissioun, wéi een dës Prozedur reforméiere kéint. A well keng Argumenter fonnt gi sinn, déi dës Autorisatiounsprozedure géife rechtfertegen, ass een zum Entschluss komm, fir dës Prozedur komplett ofzeschafen.

Kuerz, fir nach op den Historique anzegoen, well firwat hate mir dës Legislatioun iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg? Deemools ass dëse Regimm agefouert ginn, fir déi lokal Supermarchéë virun deene groussen auslännesche Grande-surfacen ze schützen. Well mir awer haut ee vun de Championen um europäesche Marché sinn, ass dat eng Positioun, déi mer net intern hale kënnen, wa mer vun deenen anere verlaangen, si solle sech fir de Marché intérieur asetzen, a mir selwer d'Grenzen zoumaache fir auslännesch Supermarchéen.

Eng Fro, déi sech elo nach stellt: Wat geschitt, wann dës Prozedur ofgeschaaft gëtt? Huet dëst en negativen Impakt? Gëtt Lëtzebuerg elo iwwerschwemmt vun auslännesche Supermarchéen? Dat wäert net de Fall sinn, well de Secteur seet, dass de Marché relativ saturéiert ass, an an de leschte Jore sinn esou vill Supermarchéen autoriséiert ginn, dass een net méi eng Prozedur muss ufroen, mä dass ee just nach eng Autorisatioun ausstelle soll.

Dann ass awer och nach profitéiert ginn, fir mat dësem Gesetzestext eng Rei aner Vereinfachungen am Kader vum Droit d'établissement ëmzesetzen, well d'Grande-surfacë sinn am Droit d'établissement reglementéiert. Mat dësem Gesetzestext ginn d'Qualifikatiounskonditioune fir déi normal Commerçanten erausgeholl. Bis haut hunn näämlech d'Leit, déi e Buttek opgemaach hunn, missen e Secondaires-Ofschloss hunn oder alternativ dräi Joer geschafft hunn. An dat huet haut awer theoretesch jiddwereen, soudass dat am Ministère relativ vill Bréifverkéier verursaacht huet.

Fir d'Simplification administrative schafe mer domat d'Qualifikatioun fir d'Commerçanten of. Wuel bemierkt ass dat heite just fir déi einfach Commerçanten an net fir d'Metieren an net fir déi spezifesch reglementéiert liberal Professiounen.

Awer mat zwou Ausnamen: Well mer elo déi heite Qualifikatiounen ofschafen, falen och aner Dispositioune fort. De Moment war et esou: Wann ee gären op e Maart gaangen ass, dann huet ee keng Qualifikatioun gebraucht. Dat konnt jiddweree maachen, well am Commerce jo eng Qualifikatioun gefrot war. Wann elo fir de Commerce keng Qualifikatioun méi gefrot ass, dann ass et elo och fir d'Maartleit net méi néideg, eng speziell Autorisatioun ze hunn. Si hunn normalerweis eng Autorisation de commerce hei zu Lëtzebuerg oder eben am Ausland. An da kënne se nom Prinzip vun der Libre circulation des services et des produits hei op Lëtzebuerg op de Maart kommen, ouni eng Spezialautorisatioun ze hunn.

Et ginn, wéi gesot, zwou Ausname bei de Professions libérales, déi ofgeschaaft ginn. Dat ass den „Conseil en" an den „Conseil économique". Déi sinn deemools agefouert ginn, well am Commerce an den 80er an 90er Joren eng héich Qualifikatioun gefrot war. Deemools huet ee misse Betribswirtschaftskenntnisser hunn. Deemools war et esou, dass een, wann een eng Première zum Beispill aus der Molsektioun hat, wou ee keng Betribswirschaftslehre gemaach hat, wann een dann awer vun der Uni zréckkomm ass, konnt ee keng Autorisatioun de commerce kréien, éier een déi Coursen nogeholl huet. Dofir ass den „Conseil

en“ geschaaft ginn, fir deene Leit, déi en Unisdiplom hunn, et ze erlaben.

Dofir gëtt an dësem Gesetz de Regimm vereinfacht fir d'Commerçanten, dass nach just eng Autorisatioun ausgestallt gëtt ouni Qualifikatiounsnoweiser.

Da gëtt mat dësem Gesetzestext och nach eng Ännerung am Gesetz iwwert d'Solde gemaach. Mir haten iwwert dat Gesetz eréischt virun engem Joer heibannen ofgestëmmt, déi déi Prozedur och vereinfacht. Awer eis war do eppes net opgefall, an zwar beim Wording, well do steet am Gesetz, dass zum Beispill Amazon oder Ebay, déi Solden affichéieren op hirem Internetsite, well se hire Siège jo hei zu Lëtzebuerg hunn, dat net dierfen. Si misste waarden, bis hei zu Lëtzebuerg d'Solden ausgeruff ginn. Dat ass contraire zu der Direktiv iwwert de Commerce électronique. An dofir stelle mer hei kloer, dass et sech hei op e Commerce bezitt, deen och e physesche Buttek hei zu Lëtzebuerg huet.

Da gëtt mat dësem Gesetzestext nach eng Prozedur vereinfacht, an zwar déi iwwert de Regimm vun de Cabareten an de Restauranten, wou et ëm d'Schanklizenze geet. De Ministère de l'Économie soll an Zukunft net méi säin Avis mussen ofginn, well dat eigentlech schonn an engem anere Ministère gemaach gëtt.

Voilà! Da kommen ech nach kuerz zu den Avisen.

D'Chambre de Commerce huet den 22. Januar dëst Joer hiren Avis zu dësem Projet de loi ofginn a begréisst, dass mat dësem Gesetzestext eng Rei administrativ Vereinfachunge fir d'Commerçanten ëmgesat ginn.

D'Chambre des Métiers huet de 6. Mäerz hiren Avis zu dësem Projet de loi ofginn a bedauert, dass den „Conseil en“ an den „Conseil économique“ ofgeschaaft ginn a sträicht nach eemol d'Wichtegkeet vun der Reglementatioun fir d'Handwierksberuffer ervir.

An och de Conseil de la concurrence huet en Avis geschriwwen, dat den 3. Abrëll 2018, an deem en de Projet de loi och begréisst.

De Statsrot huet den 8. Mee säin Avis ofginn, an ausser enger Rei Suggestiounen och säi Feu vert fir de Projet de loi ginn. Opgrond vun dëse Suggestiounen huet déi zoustänneg Kommissioun nach eemol eng Lettre d'amendement un de Statsrot geschéckt. An nom Avis complémentaire vum Statsrot, deen den 12. Juni 2018 komm ass, huet déi zoustänneg Chamberskommissioun de 14. Juni mäi Rapport ugeholl.

Voilà! Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Merci der Madamm Rapportrice Tess Burton fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir huelen hei punktuell Ofännerunge vum Droit d'établissement vir. Et ass elo net déi grouss Reform vum Droit d'établissement, déi d'Regierung eng Kéier ugekënnegt hat, mä déi Punkten, déi hei ofgeännert ginn, sinn awer wichteg, well se einfach d'Prozedure vereinfachen.

Ee vun den Haaptpunkten ass déi berüümten Autorisation particulière pour surfaces commerciales supérieures à 400 m², wéi et haut nach am Text steet. Dat war ëmmer ganz grousse Kino. Do huet ee missen Etüde maachen, ekonomesch Etüde mat Zones de chalandise. Do huet ee misse georgrafesch Etüde maachen an dann huet ee misse kucken opgrond vun dem Règlement grand-ducal vum 24.11.97, wat fir eng Branches d'activité ee kënnt an déi Surface commeriale maachen, well de Corollaire vun dësem Projet de loi ass jo och eng Ofännerung vun deem Règlement grand-ducal.

Alles dat war zimlech opwenneg, käschtespilleg an huet natierlech gedauert. Dat gëtt hei elo einfach ofgeschaaft. An dat ass och gutt esou.

Dann och deen anere Punkt vun de Solden. Et ass och e wichtege Punkt, datt d'Solde sech ebe just op déi physesch Etablissementer hei zu Lëtzebuerg bezéien an net, wann ee Betrib iwwer Internet Artikelen an de Solde verkeeft.

Ech soen, wéi gesot, Merci fir de Rapport. An d'CSV gëtt heimadder seng Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Elvinger huet d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci. Ech géif dann och der Rapportrice Merci soe fir deen detailléierte Rapport an ech géif den Accord gi vun der DP-Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dervun aus, dass et den Här Anzia ass.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Dee géif och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn zu deem exzellente Rapport.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Här President, endlech eent vun deene rar geséite Gesetzer, déi eng wierklech Simplification administrative bréngen, an zwar net nëmme fir d'Verwaltung, mä och fir de Bierger. D'ADR wäert dëse Projet mat grousser Begeeschterung matstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Ekonomiesminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, Merci, Här President. Mir bleift dann och just nach, der Rapportrice Merci ze soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. An dann och „Ende gut, alles gut“, gesinn ech, dass mer jo dann erëm eng Kéier hei eng Unanimitéit am Parlament hunn. Och e Merci dofir.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ma da géife mer zur Ofstëmmung iwwert den Projet de loi 7228 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7228 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

58-mol Jo, 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7228 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Martine Mergen), Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (apr M. Gérard Anzia), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber och bereet, hei d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum Projet de loi 7167 iwwergoen. An d'Rapportrice, d'Madamm Sam Tanson, ass scho prett, fir d'Konventioun vun Istanbul virzestellen.

12. 7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Eng Fra op dräi gëtt an hirem Liewen Affer vu physescher oder sexueller Gewalt. Mir sinn zwar nach ëmmer ënnerrepresentéiert heibannen, mä et kann een also dovunner ausgoen, datt och heibanne Fraen dovu betraff si respektiv jiddwereen heibannen op d'mannst eng Fra kennt, déi betraff ass. Déi Zuele stamen iwwregens vum UNO World's Women Report. Ob Der awer au courant sidd, datt dës Frae betraff sinn, dat ass eng aner Fro, well manner wéi d'Halschent vun deene Frae sichen Hëllef no esou enger Dot.

Grujelech Zuele ginn et an deem Kontext genuch. D'Fakte sinn eigentlech bekannt, och wa se onbequem sinn. Mir stëmmen haut iwwer en Text of, dee probéiert, deem Problem nach méi entgéintzewierken.

Den 11. Mee 2011 huet Lëtzebuerg d'Konventioun vun Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ënnerschriwwen. Et ass dat éischt internationaalt juristescht Instrument an deem Beräich. 45 Staten hunn d'Konventioun ënnerschriwwen, 32 hu se bis ewell ratifizéiert.

D'Konventioun zielt fënnef Ziler op:

1. d'Frae géint all Zort vu Gewalt ze schützen an d'Gewalt géint d'Fraen ze poursuivéieren an ze eliminéieren, genee wéi d'Gewalt am Stot insgesamt;

2. d'Diskriminatioun tëscht Männer a Fraen aus der Welt ze schafen;

3. e globale Kader fir Schutz- an Hëllefsmoossname fir all d'Affer vu Gewalt doheem a Gewalt géint d'Fraen ze schafen;

4. déi international Kooperatioun promouvéieren, fir d'Gewalt géint d'Fraen aus der Welt ze schafen; an

5. déi repressiv Organisatioun a Servicer ënnerstëtzen an hirer Aarbecht fir eng Kooperatioun an integréiert Approche géint d'Gewalt géint d'Fraen a Gewalt doheem.

Lëtzebuerg huet schonn eng séllechen Dispositiounen an dësem Beräich, mir setzen ons awer mat dësem Gesetz a Konformitéit zur Konventioun. De Projet verstäerkt ënner anerem nach eemol d'Gesetz vum 8. September 2003 iwwert d'Violence domestique, gesäit eng nei Infraktioun vir an nei extraterritorial Kompetenze fir de Lëtzebuerger Riichter.

De Projet besteet aus fënnef Artikelen.

Mam éischte gëtt d'Konventioun approuvéiert.

Mam zweete gëtt de Code pénal op zwee Punkten ëmgeännert.

Den Artikel 454 gëtt komplettéiert an et kënnt en neien Artikel 409bis an de Code bäi.

Den Artikel 454 regelt déi strofbar Diskriminatiounen. Hei kënnt d'Notioun „Identité de genre“ bäi, wat et erlaabt, Transgender- an Intersex-Persoune mat anzebezéien.

Den neien Artikel 409bis féiert eng Infraktioun géint genital Verstümmelung bei de Fraen an, sief et duerch Excisioun, Infibulatioun oder all aner komplett oder partiell Mutilatioun vun der Labia majora, Labia minora oder Klitoris vun enger Fra. Bestrooft ginn hei déi, déi den Akt praktizéieren, mä och déi, déi e facilitéiren oder favoriséieren. All Akt gëtt duerch eng Prisongsstrof vun dräi bis fënnef Joer an eng Amende vu 500 bis 10.000 Euro bestrooft. Et kann ee sech och net hannert dem Averständnis vun der Fra verstoppen. Et ka keng gesondheetlech, reliéis oder ethnesch Justifikatioun ginn, fir esou en Akt ze rechtfertegen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Très juste!

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Och d'Tentative vun der Mutilatioun gëtt am Projet geméiss dem Artikel 41 vun der Konventioun vun Istanbul bestrooft. Aggravéierend wierkt, wann eng onheelbar Krankheet oder eng permanent Aarbechtsonfäegkeet aus der Mutilatioun entsteet. Da kënne bis zu siwe Joer Prisong a 25.000 Euro Strof fälleg ginn.

Wann d'Dot vun engem Ascendant vun der Fra oder vun enger Pesoun, déi Autoritéit iwwer se huet oder vun hirer Autoritéit abuséiert, déi se duerch hir Fonctiounen huet, oder wann d'Fra stierft duerch d'Mutilatioun, kënne bis zu zéng Joer Prisong an 30.000 Euro Strof gesprach ginn. Dës Strofe kënne bis zu 15 Joer a 25.000 Euro goen, wann d'Infraktioun op engem manerjärege Meedchen oder enger Fra vu besonnescher Vulnerabilitéit begaange gouf respektiv wa se duerch Menacen, Recours à la force oder aner Forme vu Contrainte exekutéiert gouf.

An dëse Fäll kann d'Strofmooss bis op 20 Joer Prisong a 50.000 Euro eropgoen, wann eng onheelbar Krankheet oder eng permanent Aarbechtsonfäegkeet d'Resultat vun der Dot ass, voire op liewenslängleche Prisong a 75.000 Euro, wann den Täter en Ascendant ass, eng Autoritéitspersoun oder wann d'Affer stierft.

Den Artikel 3 ännert den Artikel 5-1 vum Code de procédure pénale ëm. E weit d'extraterritorial Kompetenz vum Riichter op déi forcéiert Ofdreiwung, dat gezwongent Bestietnis an d'weiblech Genitalverstümmelung aus. Dat heescht, datt de Lëtzebuerger Riichter kompetent ass, och wann d'Strofdot am Ausland passéiert.

Den Artikel 3 modifizéiert weider den Artikel 637 Paragraf 2 vum Code de procédure pénale. D'Verjärungsfrist fänkt, esou wéi den Artikel 58 vun der Istanbuler Konventioun et virgesäit, eréischt u mat lafen ab der Majoritéit vum Affer oder ab dem Dout vum Affer, wann dëst viru senger Majoritéit stierft.

Den Artikel 4 vum Projet ännert d'Gesetz vun 2003 iwwert d'häuslech Gewalt of. Hei geet et fir d'Éischt emol ëm d'Informatioun an d'Präventioun. Wann de Procureur eng Persoun net wéinst Gewalt vun doheem expulséiert, dann iwwergëtt d'Police de Persounen, déi an deem Stot wunnen, eng Fiche mat all de relevanten Informatiounen iwwer Servicer, déi hëllefen, an déi legal Moossnamen, op déi ee kann zréckgräifen.

D'Gesetz kritt och eng nei Dispositioun, déi virgesäit, datt all Kand, wat direkt oder indirekt Affer ass an am Stot lieft, eng Prise en charge muss kréien.

Eng lescht wichteg Ännerung gëtt duerch den Artikel 5 am Gesetz vum 29. August vun 2008 iwwert d'libre Circulation des personnes an d'Immigratioun ageschriwwen:

Fir d'Éischt emol am Artikel 40 Paragraf 4 vum Gesetz. Hei geet et ëm d'Situatioun, wou d'Affer vun engem forcéierte Bestietnis muss hiert Residenzland verloossen, an dësem Fall Lëtzebuerg, an dann am Prinzip hiert Residenzrecht no sechs Méint verléiert. Kann dës Persoun beweisen, datt se forcéiert gouf, Lëtzebuerg ze verloossen a sech ze bestueden, kritt se op eng vereinfacht Aart a Weis hiren Titre de séjour erëm.

Den Artikel 78 Paragraf 3 vum Gesetz vun 2008 gëtt dann nach duerch en Alinea komplettéiert, dee virgesäit, datt d'Openthaltsgeneemegung dem Affer vun häuslecher Gewalt zougesprach gëtt, wann dës Autorisatioun néideg ass opgrond vun der perséinlecher Situatioun vum Affer, zum Beispill d'Sécherheet, d'Gesondheet, d'Familljesituatioun oder d'Situatioun am Heemechtsland, oder wann déi Geneemegung néideg ass, well d'Affer am Kader vun enger Enquête oder enger strofrechtlecher Prozedur mat den Autoritéite muss zesummeschaffen.

Nach eng lescht Remark. De Projet formaliséiert nom Avis vum Statsrot net d'Roll vum Comité interministériel des droits de l'homme bei der Missioun, déi vun der Konventioun couvréiert ass. De Comité brauch laut Statsrot keng gesetzlech Basis.

Zu den Eckdaten. De Projet gouf den 2. August 2017 an der Chamber deposéiert an den 18. Oktober 2017 de Membere vun der juristescher an der Santés- an Egalitéitskommissioun presentéiert. De Statsrot huet den 12. Juni dëst Joer säin Avis ofginn. An den 20. Juni sinn ech Rapportrice genannt ginn. Eng Tâche, déi ech vun der Josée Lorsché iwwerholl hunn.

Avise koumen era vun der Cour supérieure de justice, dem Parquet général an de Parquete vu Lëtzebuerg, Dikrech, dem Tribunal vu Lëtzebuerg, der Justice de paix vun Esch, dem Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, dem nationale Fraerot, der konsultativer Mënscherechtskommissioun.

Fir den Detail verweisen ech hei op de schréftleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

(Interruption)

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- An ech ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An elo ass d'Tribün fräi fir d'Madamm Sylvie Andrich.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. D'Gewalt gehéiert, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, leider zu eisem Alldag: am Verkéier, am éffentlechen Transport, vis-à-vis vun den Autoritéiten, souguer de Rettungsequippen, op der Aarbecht, an der Schoul an an der Famill.

Ontragbar ass et, wa se banaliséiert gëtt! Ëmsou méi erstaunlech war awer d'lescht Kéier d'Ausso vum Educatiounsminister, d'Gewalt an der Schoul wär e Randphenomeen. Gewalt ka

jiddefalls ni d'Äntwert sinn, fir e Konflikt ze léisen.

Besonnesch schlëmm ass d'Gewalt géint d'Meedercher an d'Fraen. Si huet vill Gesiichter, ob am privaten oder am ëffentleche Raum. Si huet e ganz héije mënschlechen an och wirtschaftleche Präis. Ech zitéieren hei déi bäigeuerdnet Generalsekretärin vum Europarot, déi am Kontext vun der Istanbul-Konventioun 2011 deklaréiert huet: «La violence à l'égard des femmes, quelles que soient les nombreuses formes qu'elle revêt, est une monstrueuse violation des droits de l'homme. C'est une manifestation brutale, parfois meurtrière, de l'inégalité dont un trop grand nombre de femmes sont encore victimes dans nos sociétés.» Esou hei zu Lëtzebuerg, nach mat déidleche Folgen de leschte Weekend.

Dofir kann ech och am Numm vun der CSV nëmme begréissen, dass haut endlech d'Istanbul-Konventioun rechtsverbindlech an eiser Gesetzgebung ukomm ass. Endlech, well et war jo schonn déi viregt Regierung, déi se direkt 2011 ënnerschriwwen huet. Sécherlech war et keen einfachen Exercice, dee ganze gesetzleche Kader duerchzegrasen, mä bei där gudder Viraarbecht hätt et net misse bis August 2017 daueren, bis de Gesetzesprojet prett war. Vill brauch jo eigentlech och net méi ëmgesat ze ginn.

Ech erënneren drun, dass och schonn zënter deem fortschrëttleche Gesetz vun 2003 déi haislech Gewalt kee Kavaléiersdelikt méi hei zu Lëtzebuerg ass, mat engem staarke Signal: „Deen, dee schléit, dee geet!" Elo komme weider gesetzlech Verschäerfungen an och nei méi héich Strofe bei enger Rei vu Gewaltakten. Och d'Präventiounsaarbecht gëtt verbessert. D'Rapportrice Sam Tanson, där ech Merci soe fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport, huet eis dat elo alles gutt erkläert, an ech gräifen och dofir just e puer Punkten op.

Ënner anerem Fraen op der Flucht a Fraen, déi Affer vu genitaler Verstümmelung sinn, hu meeschtens fuerchtbar Gewalterliefnisser hanneru sech. Grad do musse mer hëllefen. D'Unerkennung vun der Diskriminatioun wéinst geschlechtlecher Identitéit mécht Persounen, déi sech net deem Geschlecht zougehéiereg spieren, dat hinne bei der Gebuert zougeschriwwe ginn ass, d'Liewen elo vill méi einfach.

D'Françoise Hetto an ech haten d'Thema ugekuerbelt duerch d'Gesetzespropos 6955. Déi Terminologie ass awer 2016 net zréckbehale gi beim neien Diskriminatiounsverbuet an der Aarbechtswelt, mä do ass de Begréff „Geschlechtsännerung" geholl ginn. De CET, de Gläichbehandlungszenter, ass do mat der Iwwerwaachung beoptragt ginn. Dofir wollt ech vum Här Minister wëssen, firwat de CET och net elo fir d'Geschlechtsidentitéit kompetent gëtt, fir déi Iwwerwaachung, nieft der Verankerung natierlech am Strofrecht.

Eng Fro och zu de Kanner, déi direkt oder indirekt Affer vu Gewalt, also haislecher Gewalt sinn. Do sollt bei der Reform vun 2013 vum Gesetz vun der haislecher Gewalt de Jugendriichter am Kader vum neie Jugendschutzgesetz e Kontaktverbuet kënne spriechen zum gewalttätegen Elterendeel, falls et am héijeren Interessi vum Kand wär. Firwat fanne mer, Här Justizminister, dës Moossnam net méi an deem Projet de loi, deen elo um Instanzewee ass, erëm?

Insgesamt koume bei den Avisen och nach eng Rei vu Froen zu der haislecher Gewalt op d'Tapéit. Firwat ass d'psychologesch Gewalt net als Motiv zréckbehale ginn? Huet d'Regierung net wëlles, am Beräich vun der Täteraarbecht méi proaktiv ze ginn? Wéi steet et zum Beispill bei Widderhuelungstäter mat der Geforenanalys? Ginn d'Affer matzäiten informéiert, wann déi Persoun aus dem Prisong entlooss gëtt? Wéi ass et mat engem Noutrufttëlefon, dee ronderëm d'Auer ka benotzt gi vun Affer vun all Zort vu geschlechtsspezifescher Gewalt? A wéi gëtt eng besser Formatioun vun de Professionelle garantéiert?

Am Regierungsprogramm waren eng Rei Moossnamen ugekënnegt géint sexistesch Gewalt, e besonnesch akut Thema. Wat genee huet d'Regierung do bis elo gemaach? Ech verweisen an deem Kontext och op deen exzellente Rapport fir den Europarot mat der Resolutioun 2177 vun 2017 vu menger Fraktiounskolleegin Françoise Hetto: «mettre fin aux violences sexuelles et au harcèlement des femmes dans l'espace public».

Wéi steet et mam Rapport zur CEDAW/UNO-Konventioun, wou et ëm d'Eliminatioun vun all Zorte vun Diskriminatioune vun de Frae geet? Dat ass jo enk mat der Istanbul-Konventioun verflecht.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kommen haut an der Präventioun an dem Kampf géint d'Gewalt vis-à-vis vu Fraen e gudde Schratt no vir. D'CSV wäert och dofir dem Gesetzesprojet zoustëmmen. Déi grouss Erausfuerderung allerdéngs bleift, fir géint Stereotypen op allen Niveauen a vu klengem u virzegoen. Hei muss d'Politik weider Zeeche setzen, zesumme mat alle gesellschaftleche Kräften a besonnesch och de Medien. Nëmmen esou kënne mer eng Kultur vun der Netgewalt schafen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Andrich. An nächste Riedner ass den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, Här Minister, wann ee vu Gewalt géint d'Frae schwätzt, da si mer net an enger ideologescher Diskussioun, wéi dat esou gär vu rietsextreme Gruppe verzaapt gëtt, mä mir schwätzen iwwer schrecklech Tatsaachen, déi leider all Dag, jo, och an Europa an och hei zu Lëtzebuerg, an alle soziale Milieue passéieren an erdroe ginn.

Schléi, sexuell Belästegung, sexuell a physesch Gewalt a Vergewaltegungen, dat ass eng batter Realitéit fir vill Fraen a Meedercher. An d'Diskriminéierung baséierend op Genre ass och fir vill Fraen a Meedercher eng Realitéit.

Iwwregens gëtt geschat, dass an Europa eleng duerch haislech Gewalt méi Frae stierwen, oder besser gesot doutgemaach ginn a schwéier blesséiert ginn, wéi duerch Kriibs oder Verkéiersaccidenter. Dofir ass et gutt, dass an de leschten zwanzeg Joer an Europa an och hei zu Lëtzebuerg um legislative Plang scho vill geschitt ass an dass de Jean Asselborn am Joer 2011 d'Konventioun vun Istanbul fir Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet. An et ass wichteg, dass mer déi Konventioun haut ratifizéieren an doduerch onse legislativen Arsenal, fir géint d'Gewalt vis-à-vis vun de Fraen a Meedercher virzegoen, verbesseren a verstäerken.

Erlaabt mer, der Madamm Rapporteur Sam Tanson e Merci ze soe fir hir gutt Aarbecht a gutt Rapporten, ouni déi gutt Viraarbecht ze vergiesse vun der Madamm Josée Lorsché.

Mäi Merci geet awer och un d'Chancëgläichheetsministesch Lydia Mutsch an un de Justizminister Félix Braz. Grad ewéi am Gesetz iwwert de Mënschenhandel oder dem Gesetz iwwert d'Prostitutioun hutt Dir zwee als Ministeren, awer och Är Mataarbechterinnen a Mataarbechter exzellent zesummegeschafft, andeems Der d'Leit um Terrain, sief dat ons Geriichter oder ons Zivillgesellschaft, mat agebonnen hutt an och consultéiert hutt. Dat ass eng gutt Saach an dat huet och seng Friichte gedroen an dësem Projet.

Et war technesch, an dat wësse mer all, net einfach, ons Legislatioun op d'Istanbul-Konventioun ofzestëmmen. Dat sot iwwregens och ons deemoleg Chancëgläichheetsministesch Madamm Hetto am Juni 2005, wou se mer op eng parlamentaresch Ufro vu mir a vun der Madamm Mutsch geäntwert huet, dass dat ganz komplizéiert wär, dat ëmzesetzen. An dat war och d'Ursaach, firwat si gesot huet, dass d'Regierung deemools d'Transpositioun vun der Convention d'Istanbul net als prioritär ugesinn huet. Dës Regierung huet dat awer net esou gesinn a si huet hir Aarbecht an dësem Domän gemaach.

Leider gëtt och fälschlecherweis vu Verschiddene behaapt, dass Männer a Jonge vun dësem Gesetz net betraff wären. Dat ass falsch. D'Istanbul-Konventioun betrëfft jo och déi haislech Gewalt a mir verbesseren onst Gesetz, d'Madamm Andrich huet et scho gesot, dat Gesetz vun 2003 iwwert d'Violence domestique. Opfer vun haislecher Gewalt si jo och heiansdo Männer a Jongen, wann natierlech a vill geréngerem Mooss wéi Fraen. A mat dësem Gesetz schütze mer jo och d'Opfer besser an och déi sougenannte kollateral Victimmen, wat jo meeschtens Kanner sinn, a Kanner si Jongen a Meedercher, also sinn och hei d'Jonge betraff.

D'LSAP begréisst besonnesch, dass elo mat dësem Gesetz all d'Kanner, déi doheem haislech Gewalt erlieft an erlidden hunn, e Suivi kréie vun engem Service d'assistance. Och freeë mer eis, dass d'Mutilation génitale spezifesch ernimmt a sanktionéiert gëtt duerch de Code pénal.

Wann et ëm Gewalt géint Frae geet, ass et wichteg, drun ze erënneren, dass mer zu Lëtzebuerg, wat de sozialen a psychosozialen Encadrement ugeet, net eréischt duerch d'Istanbul-Konventioun aktiv gi sinn. Wann ech zum Beispill e ganz vulnerabele Grupp vu Fraen huelen, déi aus Krichs- a Krisegebidder kommen, do huet de Comité de coopération vun de Professionellen am Domän vum Kampf géint d'Gewalt géint Fraen eng spezifesch Prozedur festgehalen, fir haislech Gewalt bei Demandeurs de protection internationale festzestellen. Ech mengen, dat si positiv Entwécklungen.

Als LSAP begréisse mer och, dass mat dësem Projet de loi onst Immigratiounsgesetz ergänzt gëtt, andeems Situatioune vu Mariage forcé oder Opfer vun haislecher Gewalt, wat den Droit de séjour ugeet oder de Permis de résidence, a Betruecht gezu ginn.

Ech wëll och drun erënneren, an d'Madamm Rapporteur huet et scho gesot, dass duerch dëse Projet de loi an duerch d'Istanbul-Konventioun och den Accent gesat gëtt op ganz vulnerabel Gruppen, déi oft marginaliséiert sinn, well se net an eng binär Visioun vun der Identité de genre oder vun der sexueller Orientéierung passen; dat sinn d'transident Mënschen an och Intersex-Mënschen. Op dëse Sujeten ass am Justizministère an och am Chancëgläichheetsministère scho vill geschafft ginn. A mir als LSAP sinn iwwerzeegt, dass an deenen nächste Joren och Gesetzer gestëmmt musse ginn, fir dës Mënschen nach besser viru Gewalt an Diskriminéierung ze schützen.

Zum Ofschloss wëll ech awer och drun erënneren, dass d'Dimensioun Genre an d'Gläichheet Mann a Fra fir Lëtzebuerg net nëmmen hei am Land oder an Europa wichteg ass, mä och e Bestanddeel ass vun onser Aussepolitik an hirem Volet „Entwécklungszesummenaarbecht". Staark, selbstbewosst a resilient Frae sinn dee beschte Moyen, fir e Land aus der Aarmut ze bréngen.

Erlaabt mer am Kader vun dësem Gesetz op d'Agenda 2030 mat hire 17 ODDen hinzeweisen! Dës nei Agenda ass eng global Agenda. Si betrëfft also net nëmmen d'Entwécklungsländer, mä och eis, a mat dësem Gesetz maache mer och eppes hei. Mir sinn also voll am Objektiv 5, wat d'Chancëgläichheet ass.

Här President, ech kommen zum Schluss. Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz, mat deem mer d'Istanbul-Konventioun ëmsetzen, rout op dräi fir d'LSAP ganz wichteg Prinzipien: éischtens, d'Präventioun vu Gewalt, zweetens, de Schutz vun den Opfer an drëttens, d'Poursuite vun den Täter. Et ass e gutt Gesetz an dofir ginn ech och elo hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech bleiwen hei, well et ass schonn extrem vill gesot ginn. Ech wäert just mech begnüge mat e puer Iwwerleeungen.

Fir d'Éischt wëll ech der Madamm Rapporteur Sam Tanson en häerzleche Merci soe fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an enger Matière, déi jo awer komplizéiert ass.

D'Konventioun vun Istanbul vum 11. Mee 2011, e Regelwierk vum Conseil d'Europe, ass extrem wichteg. An dofir huet de Projet de loi, dee mer haut huelen als Suite dovun, déiselwecht Wichtegkeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit den 90er Jore sinn e ganze Koup international Institutiounen, déi bekämpfen all Zort vu Gewalt géint Meedercher a Fraen op hirem nationalen Niveau an internationalen Niveau. Dofir ass déi Konventioun sougutt wéi dëse Projet - an et ass schonn ugeklongen, mä ech wollt et nach eng Kéier ënnersträichen - dat éischt juristescht Instrument, wat international contraignant ass. Dat ass wierklech e Quantesprong, well mir hu jorelaang do derfir gekämpft an et huet ëmmer all Mënsch gesot: „Dir mëscht lech net an d'Affaires juridiques internes vun anere Länner!"

Hei maache mer elo eng Dier op, fir dass bestëmmten Dote kënnen international sanktionéiert ginn.

Här President, Gewalt géint Fraen ass leider eng traureg Realitéit a leider och zu Lëtzebuerg! Et si virdru Chifferen ugekënnegt ginn. Ech kann déi nëmme bestätegen. Ënnert dem schicke Vernis och vun enger Lëtzebuerger Gesellschaft ass et mat Momenter guer net esou schick, well et gëtt ganz vill geschloen.

2003 hu mer dat éischt Gesetz geholl, an dat war e richtege Paradigmewiessel, et ass virdrun och hei ugeklongen: „Wie schléit, dee geet!" Virdrun hunn ëmmer d'Fraen, meeschtens mat de Kanner, déi geschloe gi sinn, missen aus dem Haus erausgoen, haten da lauter Problemer, fir an iergendengem Foyer ënnerdaach ze kommen. Da si se nach an de Belagerungszoustand vun hirem Partner oder Mann gesat ginn, dass d'Police dauernd am Asaz war.

Dat hu mer jo elo geännert. Elo muss de Mann meeschtens fortgoen, quitte dass mer eng vill méi subtill an nuancéiert Attitüd hunn, well d'Polizei huet eng ganz aner Formatioun kritt. A ganz oft, och wa se geruff ginn, gëtt emol fir d'Éischt gekuckt, wéi ass d'Situatioun, a ganz oft, wa keng Expulsioun gemaach gëtt, da gëtt de Mann awer informéiert, wat e riskéiert. Meeschtens sinn et jo awer trotzdeem d'Männer, déi betraff sinn.

Här Angel, et sinn der e puer, ech hunn e puer Männer verteidegt a mengem Liewen, déi Kläpp kruten, mä et war awer déi kleng Minoritéit. Meeschtens ass et de Contraire.

Elo ass et esou, dass wierklech gekuckt gëtt, wéi ass d'Saach, an d'Informatioun an d'Präventioun ginn héichgeschriwwen an awer och d'Informatioun vun den Täter gëtt ganz anescht behandelt, well ganz oft sinn et Leit, jee nodeem vu wou se kommen, déi si sech hiren Doten net bewosst.

Elo just nach e puer Punkte fir déi Plus-valuë fir mech oder fir d'DP vun dësem Text, well et ass wierklech de Gros scho gesot ginn.

Eppes ganz Wichteges ass de Schutz vun de Kanner, déi direkt oder indirekt duerch Gewalt, haislech Gewalt betraff gi sinn, well ganz oft ass dat ëmmer ënnerschat ginn. D'Kanner leiden drënner, souguer wann de Papp ganz oft erausgesat gëtt, duerch eleng nëmmen d'Separatioun an duerch dee ganze Stress an deen Drock, deen doheem ass. An dat ass gutt, dass do d'Prise en charge virgesinn ass.

Dat Zweet, wat fir mech ganz wichteg ass, dat ass, dass mer elo wierklech virginn, a mir hunn dat eben och duerch déi grouss Migratiounswellen, déi mer momentan kennen, dat ass wierklech d'Bekämpfung vum Mariage forcé. Dat hu mer nach och an anere Kulturen. Dat ass guer net esou einfach, dat si Ritualen. Mä mir fänken un, dat ze bekämpfen. Dat ass och elo hei virgesinn an dat ass ganz wichteg, well do geschitt ganz vill Misär.

Dat Drëtt, wat ganz wichteg ass, dat sinn d'Zwangsbeschneidunge vu Fraen an och meeschtens vu klenge Meedercher. An ech kann Iech soen, dass mer zu Lëtzebuerg elo wivill där Fäll haten! Glécklecherweis si se geaandet ginn, well ganz oft an de Schoulen huet d'Schoulpersonal d'Gemengen informéiert an dergéint konnt eppes gemaach ginn. Mä dat sinn och Ritualen, déi net esou einfach an de Gréff ze kréie sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Gläichheet tëschent Männer a Fraen net soll en eidelt Wuert bleiwen, musse mer virukämpfen a mir mussen och, wéi dat an dësem Projet de loi virgesinn ass, vill méi streng sanktionéieren. An deem Kontext begréissen ech et an ech hu jorelaang derfir gekämpft, dass endlech d'Verjärungsfristen, wéini een nach eppes ka géint den Täter ënnerhuelen, an d'Luucht gesat ginn! Et war ëmmer zéng Joer. Mä ganz oft, wann dat Kanner waren a wann déi da groussjäreg waren, da war et Feierowend, da konnte se näischt méi maachen. Elo fänkt den Delai vun zéng Joer un ze lafen, vun deem Moment un, wou ee groussjäreg ass. Dat gëtt eng ganz aner Saach! Well d'Kanner sinn total hilflos a ganz oft, deemno wat et ass, da kréie se och gesot: „Hal léiwer de Mond, et gëtt ze vill Problemer!" An da maache se näischt. Dat ass an där Hisiicht ganz wichteg.

Ech wollt awer elo nach vläicht, wann Der erlaabt, eng Demande maachen un d'ganz Regierung, déi elo hei gutt vertrueden ass. Déi Mesuren hei, déi elo hei opgelëscht sinn, sougutt an der Istanbul-Konventioun wéi an dësem Projet de loi, dee mer elo wäerte stëmmen, si villfälteg, gi vill méi wäit wéi dat, wat bekannt ass. An ech géif Iech wierklech ganz häerzlech bieden, fir hei eng Informatioun, eng Diffusioun ze maachen à large spectre, fir dass alleguerten d'Leit, déi hei um Territoire sinn, net nëmmen d'Lëtzebuerger, mä och ganz vill Leit, déi aus Milieue kommen, déi dat do vläicht ganz komesch fannen, dass mer esou streng sinn, dass se wierklech kloer wëssen, wéi mir dat do gesinn a wat fir eng Strofe mer virgesinn, well ech mengen, dat wär eng Saach vun der ganzer Sécurité juridique an net nëmmen am Interessi vun de Fraen!

Natierlech bréngen ech mat Freed hei den Accord vun der DP-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir si frou, datt d'haislech Gewalt hei thematiséiert gëtt. Ech hunn a menger Praxis als Affekot 28 Joer laang Männer, Fraen an Transsexueller vertrueden, déi Affer gi si vu physescher an och vu psychescher - dat ass ugeklongen - Gewalt. Dat ass eng traureg Realitéit an dergéint muss gekämpft ginn.

Ganz richteg huet den Här Angel drop verwisen, datt déi Budapester (veuillez lire: Istanbuler) Konventioun och vun „victims“ am Allgemenge schwätzt. Trotzdeem hu mer hei am Titel „violence à l'égard des femmes“! Wien exklusiv vu Gewalt géint Frae schwätzt, niéiert implizitt d'Realitéit vu Gewalt géint Männer, egal ob se homosexuell, heterosexuell oder transsexuell sinn, a violéiert domadder schonn am Usaz de Gläichheetsprinzip tëschent Mann a Fra, dee mer alleguerten heibannen net a Fro stellen. Dat eleng géif duergoen, fir dësen Text ofzeleenen: den Titel.

Vill méi Suerge mécht eis awer den Artikel 454 vum Code pénal, dee geännert gëtt duerch dëst Gesetz a wou eng «notion d'identité de genre» agefouert gëtt, soi-disant fir besser kënnen ze kämpfe géint «les inégalités de sexe et les violences fondées sur le genre, notamment dues aux stéréotypes de genre».

Ech froe mech heiansdo, firwat datt mer Avise froen, wa mer déi Avisen duerno net suivéieren! Kee Geréngere wéi eis Cour supérieure de justice huet an dësem Kontext Bedenken ugemellt a gesot, vu datt mer keng Definitioun hunn en droit positif luxembourgeois vun där Notion de genre, kéim et zu Problemer vun Interpretatioun. Or, an engem strofrechtlechen Text däerf et déi Problemer net scho ginn am Gesetzestext selwer! D'Cour supérieure de justice seet: «Or, rappelons que le droit pénal est un droit d'interprétation stricte et ne se prête pas à des interprétations extensives.» Dat ass ee Grond, fir dëst Gesetz ofzeleenen.

Mä och déi Theorie vum Genre als sollech geet vill ze wäit! Hei gëtt ganz einfach déi biologesch Realitéit vun der Existenz vun zwee Geschlechter niéiert! Mann oder Fra wier e reng soziologescht Konstrukt. Dat gesi mir net esou! Ouni d'Rechter vun Transsexueller ze niéieren, déi genau deeselwechte Gläichstellungsprinzip kënnen invoquéiere wéi e biologesche Mann oder eng biologesch Fra. Mä eng schwanger Fra ass fir déi Ideologie vu Genre eng schwanger „Persoun“, och wann nëmme Frae kënne Kanner kréien. Ouni d'Realitéit vun der Transsexualitéit ze niéieren, nach eng Kéier, well dat gëtt et, och wann et rar ass, ass et awer absurd ze mengen, et kéint een onendlech vill Geschlechter kreéieren an et kéint een nach Lust und Laune soen, wat fir eent een dann elo géif wielen.

Elo kann een natierlech soen, mir wäiss heterosexuell Männer wiere schold un all Ongerechtegkeet. Et kann een awer och soen, datt dee Gendergaga Blödsinn ass. Esou vill Toleranz muss sinn.

Mir als ADR halen dee Gendergaga fir Blödsinn an duerfir leene mer dësen Text of.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz genau! Très bien! Genau richteg!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Oh, do ass en Echo! Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, Merci, Här President. Mir halen deen Text net fir Blödsinn. D'Istanbul-Konventioun ass wierklech, international gesinn, en historesche Meilesteen, well se international contraignant Virgabe mécht, dat heescht déi wäit iwwer Lëtzebuerg erausginn. An ech mengen, d'Madamm Beissel huet dat virdrun och ganz gutt erklärt.

Wann een eppes kritiséiere kéint, da wier et, datt dat Gesetz siwe Joer gebraucht huet, bis datt mer elo d'Konventioun ënnerschreiwen, a glécklecherweis ënnerschreiwe mer se elo! Et geet géint haislech Gewalt, et geet drëm, proaktiv dat ze bekämpfen. An et geet ebe justement net nëmmen ëm Meedercher oder Fraen, mä et geet och hei ëm Jongen a Männer! An dat ass e wichtegen Deel och vun dësem Text. Dofir verstinn ech och net dem Här Reding seng Ausféierungen, well et geet jo net nëmmen ëm den Titel, mä et geet jo och ëm dat, wat am Text selwer steet.

Dat, wat mer e bësse bedauert hunn, dat ass, datt opgrond vun enger Remark vum Conseil d'État deen urspréinglech geplangte Comité interministériel, dee sollt de Suivi an d'Evaluatioun an der Emsetzung vun der Konventioun maachen, net méi am Text drasteet, mä ersat ginn ass duerch en informelle Comité. Dee Comité kann natierlech zesummekommen, a mir wiere ganz frou, wann en och géif zesummekommen an och de Suivi vun der Evaluatioun vun der Emsetzung vun dësem Text ganz intensiv géif maachen.

An am Géigesaz och zum Här Reding mengen ech wierklech, datt et e wierklech grousse Fortschrëtt ass a vill Leit och dovunner betraff sinn a gehollef kënne kréien, datt endlech d'Identité de genre als Motiv vun Diskriminatioun, vu Violence domestique et sexuelle am Gesetz steet, well dat ass fir vill Leit eng ganz existenziell Noutwendegkeet an et bënnt virun allem och e ganze Grupp vu Leit aus der LGTBQI-Community mat an, an dat ass, mengen ech, wichteg an et ass richteg, datt dat och esou geschitt.

Duerfir ënnerstëtze mer dat heite Gesetz och.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Justizminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. D'Gewalt géint Fraen a Meedercher ass och zu Lëtzebuerg Realitéit, awer och net nëmmen hei. An dofir huet sech de Conseil de l'Europe schonn zënter den 90er Jore géint Gewalt géint Fraen agesat.

An den éischte Recommandatiounen ass e Comité agesat ginn, deen d'Missioun hat, en international contraignant - contraignant! - Instrument auszeschaffen, wat mer och elo hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen. De 7. Abrëll 2011 ass deen Text vum Ministeschrot vum Conseil de l'Europe adoptéiert ginn.

A fir deelweis op dem Här Baum seng Fro ze äntwerten: Zënter dass dës Regierung do ass, hu mer dru geschafft, fir de Projet ze realiséieren. Mir krute just zu engem bestëmmten Zäitpunkt vu Bréissel aus gesot, déi och zu deene gehéieren, déi sech där Konventioun ugeschloss hunn, dass et eng Compétence exclusive vun der Unioun wier. Also d'Länner sinn opgeruff ginn, wann ech gelift an dëser Matière net ze legiferéieren, d'Unioun géif dat maachen an ofdecken.

Iwwer e Joer war dat d'Positioun, bis et dann op eemol geheescht huet: Mir hunn eis rebifféiert, en fait menge mer awer, et wär eng Compétence partagée, d'Länner kënnen awer elo handelen; an dat ass an engem Aarbechtsgrupp gekläert ginn: Wat iwwerhélt d'Unioun, wat maachen d'Länner? Eréischt duerno konnte mer weiderschaffen national. Dat erkläert, firwat mer e bësse méi laang gebraucht hunn. Mir bedaueren et selwer, mä et ass net eng Responsabilitéit, déi d'Regierung huet.

Mir hunn och opgrond vun der Istanbul-Konventioun relativ wéineg eigentlech misse legislativ maachen. Mir si mat deene Gesetzer, wéi mer se haten, am Verglach mat deene meeschte Länner eigentlech relativ gutt do gewiescht. Mir haten net keng Aarbecht, mä d'Adaptatioune ware méi eng Mise en conformité, wéi dass elo bei eis ganz vill Legislatives geännert hätt.

Déi eenzel Aspekter si scho vun de Virriedner beliicht ginn, notamment d'Ännerungen am Gesetz iwwert d'haislech Gewalt. Do soll och an Zukunft, och do, wou keng Wegweisung gemaach gëtt, zumindest verbindlech en Informatiounsblat un all d'Membere vum Stot musse verdeelt ginn.

De Projet mécht och opmierksam op de Statut vun de Mannerjäregen, déi souwuel direkt wéi awer och indirekt Affer kënne gi vun haislecher Gewalt, a gesäit och eng obligatoresch Prise en charge duerch spezialiséiert Servicer vir.

Et gëtt och am Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'libre Circulation des personnes et l'immigration eng gesetzlech Ännerung gemaach, fir d'forcéiert d'Bestietnis respektiv d'Gewalt am Stot als Asylgrënn am Hibléck op eng Openthaltsgeneemegung kënne festzehalen.

Den Artikel vum Code pénal, de 454, dee gëtt ergänzt, komplettéiert duerch d'Notioun vun der Identité de genre.

Ech wëll awer och do soen, wann Der sot an Dir zitéiert den Avis vun der Cour supérieure, dass dat net méi genee präziséiert wier: Aner Motiver, déi mer an deem Artikel kennen, wéi och de Sexe, de Changement de sexe, ginn eigentlech och net méi genee definéiert wéi dat doten. Dat ass elo näischt, wat spezifesch nëmme wier fir d'Notioun vun der Identité de genre.

Wichteg ass, dass mer duerch de Motif vum Sexe dee binäre System, wéi Dir en evoquéiert hutt, kënnen ofdecken als Motif de discrimination an dass mer duerch d'Identité de genre och elo e Motif awer erakréien, deen et erlaabt, den LGBTI-Leit och kënnen eng gewësse Protektioun ze ginn. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Geriichter wäerte wëssen, wéi se mat deene verschiddene Motiver do ëmginn. A kloer ass, dass d'Identité de genre hei e Fortschrëtt mat Sécherheet wäert bedeiten.

Zu de Genitalverstümmelungen hunn och schonn d'Madamm Beissel an aner Virriedner, mengen ech, gesot, wat ze soen ass. Ech sinn dofir der Meenung am Resumé, dass d'Ratifikatioun vun der Istanbul-Konventioun an déi legal Aspekter vum Projet de loi dofir en däitleche Fortschrëtt wäerten duerstellen.

Et sinn och nach aner Froe gestallt ginn, notamment vun der Madamm Sylvie Andrich-Duval, wat de CET betrëfft. Déi hu mer ganz fréi an dës Diskussioune matagebonnen. Si hunn eis hir Remarke schonn ufanks 2016 och kënne maachen. Si begréissen ausdrécklech zum Beispill d'Notioun vun der Identité de genre, déi mer hei ophuelen. Do ass also, mengen ech, keng Plaz fir Malentenduen.

Wat d'Definitioun vun der Diskriminatioun betrëfft beim Aarbechtsministère, mat deene si mer am Kontakt an och am Gespréich a si schaffen och un engem Avant-projet de loi. Dat ass also näischt, wat net vun dëser Regierung wäert gemaach ginn, mä dat ass net an dësem Projet de loi. Do gëtt un engem separaten Avant-projet de loi am Aarbechtsministère geschafft.

A lescht Remark par rapport zu enger Observatioun vun der Madamm Beissel, déi sech eng méi breet Informatioun gewënscht huet. Och do gëtt bei eis am Ministère, Madamm Beissel, dorunner geschafft, well mer generell och zoustänneg si fir Victimmen. An och do wäerte mer als Justizministère eng Campagne maachen, déi justement zu deem doten Thema eng breet Diffusioun vun den Informatioune wäert erméiglechen.

Dat gesot, Här President, ech hat mat der Madamm Mutsch ausgemaach, mir géifen eis d'Zäit deelen. Dat ass dann heimadder geschitt. E lescht Wuert awer och nach, fir dem Här Asselborn Merci ze soen a senge Servicer, déi eis hei och epauléiert hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Dann huet d'Wuert d'Madamm Gesondheetsminister.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Chancëgläichheetsminister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, och.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Merci, Här President. Haut ass tatsächlech e ganz wichtegen Dag fir d'Stäerkung vun de Fraerechter hei zu Lëtzebuerg, well d'Ratifikatioun vun der Istanbul-Konventioun ass net nëmmen eng Reaktioun op ganz laangjäreg Revendicatioune vun der Zivillgesellschaft an d'Emsetze vun engem weidere Punkt aus eisem Regierungsprogramm, mä och eng konsequent Äntwert op d'Recommandatioune vun der „Étude sur les causes de la violence domestique: pour une meilleure prévention“ (veuillez lire: „La violence domestique: étude des causes pour une prévention ciblée“), déi de Chancëgläichheetsministère 2013 beim LIH an Optrag ginn hat, an och eng Unerkennung vun den Aarbechte vum Comité Violence, dee mäi Ministère presidéiert an deen all relevant Akteure vum Terrain aus dem Beräich regruppéiert.

Et ass schonn hei gesot ginn: D'Istanbul-Konventioun ass déi éischt international Konventioun, déi juristesch bannend ass am Beräich vun der Präventioun an der Bekämpfung vun der häuslecher Gewalt a vun der „Violence fondée sur le sexe et le genre à l'égard des femmes“. An et ass och déi éischt international Konventioun, déi d'Gewalt géint d'Fraen als e Verstouss géint d'Mënscherechter a géint de Gläichstellungsprinzip tëscht Männer a Fraen unerkennt, déi d'Gläichstellung tëscht Fraen a Männer promouvéiert - an den Här Angel ass schonn dorobber agaangen - mat engem Akzent op d'Bekämpfung vun den negative Stereotypen, Viruerteeler, sexistesch Geschlechterrollen, prejudiciabel Praktiken, Traditiounen a Sitten, déi zu Ongläichheeten, Diskriminatioun a Gewalt féieren, an déi d'Notioun vum Gender definéiert an de berüümte Prinzip vum Gendermainstreaming integréiert.

Ech wëll awer och nach eng Kéier, an de Justizminister huet dat och gemaach, ënnersträichen, dass mir bis haut a wärend den Aarbechten zu dësem Gesetz net an engem Vide juridique waren a schonn e ganz performante Kader vun der Gewaltpräventioun a vun der Gewaltbekämpfung hei zu Lëtzebuerg hunn, notamment a puncto legale Kader, a puncto Encadrement psychosocial, médical a juridique, a puncto Betreiung a Schutz vun de Fraen, Affer vu Gewalt - Fraen a Männer -, Affer vun häuslecher Gewalt, awer och vun den Täter vun der Violence domestique. All dat duerch eis konventionéiert Servicer, déi mir kontinuéierlech ausbauen a gutt opstellen.

Iwwregens spillt am Zesummenhang mat der verbesserter Prise en charge vun den Täter d'Fiche d'information bei der Interventioun vun der Police eng ganz wichteg Roll - déi Fro war och hei gestallt ginn.

A puncto Kollaboratioun a Synergien tëscht deene concernéierten Akteuren um Terrain, déi sech ëm déi betraffe Kanner, Fraen a Männer bekëmmeren, ech nennen hei just: Comité Violence, Traite - Prostitutioun, an a puncto Sensibiliséierungscampagnen zum Thema häuslech Gewalt, do ware mer also och an de leschte Jore schonn net schlecht opgestallt, mä mam Vott vun dësem Projet de loi - an ech soen der Rapportrice e grousse Merci fir hiren exzellente Rapport - gëtt d'Gesetzgebung iwwert d'häuslech Gewalt verstäerkt an d'Prise en charge vun de Kanner virun allem verbessert a verallgemengert. An Zukunft muss all Kand, dat am Stot lieft, am Fall vun enger Expulsioun obligatoresch vun engem spezialiséierten an agreéierte Service en charge geholl ginn.

An ech deelen d'Aussoe vun der Madamm Beissel komplett, dass dat immens wichteg ass an dass et do war, wou mer och hu missen nobesseren. An ech deelen och déi Approche vun enger Information large spectre, déi déi zwee Ministèren an deenen nächste Méint wäerte maachen.

Jo, d'Ratifikatiounsaarbechten hu laang gedauert, engersäits well mer et mat engem ganz komplexen Text a multidisziplinare Champs d'application vun der Konventioun ze dinn hunn, an anerersäits well mer als Lëtzebuerg déi juristesch Approche gewielt hunn, fir eise legale a reglementäre Kader ze adaptéieren, iert mer ratifizéieren an net eréischt duerno, wéi vill aner Länner et gemaach hunn. Dat halen ech och fir ganz wichteg. An et ass an de leschte Joren a ganz villen thematesche Aarbechtsgruppen intensiv geschafft ginn - Aarbechtsgruppen, an deene bal all Ministèren, Verwaltungen, Partner aus der Zivillgesellschaft derbäi waren.

Ech soen hinnen all e grousse Merci. An och e Merci fir déi gutt Kollaboratioun mam Ministère de la Justice.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Chancëgläichheetsministesch.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, d'Madamm Sylvie Andrich-Duval huet d'Wuert.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech erlabe mer awer just eng Kéier kuerz nozefroen, well den Här Justizminister mer do eng Fro net beäntwert huet, wat de Jugendschutz ubelaangt.

Déi Mesure, déi bei der Reform vun dem Gesetz vun der häuslecher Gewalt 2013 diskutéiert gi war, fir dem Jugendriichter eng Kompetenz bäizeginn, eng Interdiction de contact, déi fanne mer net an dem virleiende Projet de loi, deen um Instanzewee ass, zréck. Do waart Der elo net drop agaangen.

Och wollt ech d'Madamm Chancëgläichheetsministesch nach froen, wéi et ass mat engem Noutrufttëlefon, dee 24 Stonnen op 24 géif fonctionnéieren, an eben och, wéi et ass mat de Widderhuelungstäter. Dat si vläicht Sujeten, déi e bësselche méi erausstiechen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Fir vläicht mat der leschter Fro unzefänken: Mir hu jo allen zwee gesot, dass mer eng grouss Informatiounscampagne elo starten. A mir wëllen do mat alle Medien zesummeschaffen. An do war och d'Iddi opkomm, ob mer net kéinten eng permanent Struktur schafen, eng Ulafstell, eng Zort Infoline. Dat ass awer nach net ausgeräift, mä ech sinn awer frou, dass dat, wa mer dat wëlle maachen, och op Är Zoustëmmung géif falen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Zu där Fro zum Jugendschutztext. Deen ass jo elo emol deposéiert an e geet elo an d'Diskussioun. Mir hunn dat do an engem breeden Aarbechtsgrupp opgestallt, deen doten Text. Déi dote spezifesch Fuerderung ass a mengen Erënnerungen an deem Aarbechtsgrupp net zur Diskussioun komm. Déi ass vu kengem vun deenen, déi do mat um Dësch souzen - an Dir wësst, dass mer do e ganz breede Panel hate vun all deenen, déi an deem dote Beräich aktiv sinn - opgeworf ginn.

Ech géif mech där Dispositioun emol net verschléissen a verweisen Iech dann op déi Diskussioun, déi mer op deem Projet de loi dann no de Wahlen, denken ech, wäerten doriwwer ze féiere kréien. Ech si gäre bereet, doriwwer ze diskutéieren, mä dat war net Géigestand vun deenen Diskussiounen. Et ass och do vu kengem opgeworf ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7167 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet 7167 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Sam Tanson), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. D'Madamm Joëlle Elvinger ass prett, fir de Projet 7249 virzestellen.

13. 7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1er de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësen Gesetzesprojet geet et ëm d'Transpositioun vun eenzelnen Dispositioune vun enger Direktiv an eist nationaalt Recht. Et geet méi genee ëm d'Direktiv 2017/2455 iwwert den TVA-Regimm op Produiten, déi iwwert den Internet verkaaft ginn, ëm déi sougenannten TBE-Services. TBE-Servicer steet fir „Telecommunications, broadcasting & electronic services", dat heescht Servicer, déi ee virun allem an de Beräicher vun der Telekommunikatioun, Televisioun a Radiodiffusioun am Internet erofluede kann, wéi ënner anerem zum Beispill Musek, Filmer an Appen.

Déi genannten Direktiv schreift sech dobäi an d'Europäesch Kommissioun hir Strategie zur Verdéiwung vum Marché unique an der Förderung vu gesonder Konkurrenz innerhalb vun der EU, ma och par rapport zu Drëttstaten an.

Et ass d'Suite vum „Paquet TVA", dee virun zéng Joer ugeholl ginn ass. A schonn deemools war ee sech bewosst, dass ee misst op déi rasant Entwécklung vum Commerce électronique reagéieren an op d'Verbreedung vu Geschäftsmodeller, déi hir Servicer per Internet an iwwert d'Grenzen ewech ubidden.

Dowéinst gouf decidéiert, déi traditionell Approche vun der TVA, wou de Lieu d'établissement vum Prestataire gekuckt ginn ass, duerch eng nei Approche ze ersetzen, bei där de Lieu de consommation, also de Memberstat, wou de Konsument ass, ausschlaggebend ass.

Fir Lëtzebuerg war dat déi lescht Jore mat grousse steierleche Verloschter vun der TVA um Commerce électronique verbonnen. No dësen neie Regele goufe Firmen, déi an engem EU-Memberstat etabléiert waren an awer hir TBE-Servicer an der ganzer EU ugebueden hunn, net méi just do taxéiert, wou se hire Sëtz hunn, mä an all deene Länner, wou se hir Déngschtleeschtunge verkaaft hunn.

Fir den administrativen Opwand fir dës Entreprisen ze minimiséieren, gouf deemools den „Mini-guichet unique" agefouert, mat deem d'Entreprisen all hir TVAe bei enger eenzeger Administratioun kënnen deklaréieren a bezuelen, déi dann deenen anere Memberstaten d'TVA, déi hinnen zousteet, iwwerweist. Op dës Manéier geet et duer, wann d'Entreprisë sech just an engem Memberstat immatrikuléieren.

Zënterhier huet sech awer erausgestallt, dass bei dësem Regimm punktuell muss nogebessert ginn. D'Direktiv 2017/2455 gesäit zwou Echeancë vir.

Op den 1. Januar 2019 trieden déi Ännerungen a Kraaft, déi sech op d'Determinatioun vum Lieu d'imposition an op d'Modalitéite vun der Facturatioun vun TBE-Servicer bezéien.

Eng zweet Rei vu Mesuren ass dann ab dem 1. Januar 2021 applikabel. Bei deene geet et ënner anerem ëm d'Ausdeenung vun der Besteierung um Lieu de consommation op de grenziwwerschreidende Verkaf a Versand vu Produiten iwwert den Internet an d'Ophiewe vun der Méiglechkeet, fir Produiten, déi aus Drëttstaten importéiert ginn an deenen hire Wäert manner wéi 22 Euro ass, vun der TVA ze befreien.

Well de Gesetzesprojet just déi Dispositioune vun der éischter Echeance, dat heescht, déi op den 1. Januar 2019 a Kraaft trieden, transposéiert, verweisen ech fir den Detail vun den Elementer vun der zweeter Echeance op mäi schréftleche Rapport.

Wat d'Dispositioune vun der éischter Echeance betrëfft, sinn et virun allem zwou Modifikatiounen, déi dëse Gesetzesprojet um TVA-Gesetz virhëlt.

Éischtens gëtt d'Méiglechkeet agefouert, dass fir eng Firma, déi déi viséiert TBE-Servicer ubitt an net méi wéi 10.000 Euro Ëmsaz d'Joer mécht, d'Obligatioun ewechfält, fir sech am „Mini-guichet unique" anzeschreiwen. Dat heescht, dee Moment bezilt se just d'TVA vun deem Land, an deem se sech etabléiert huet.

Zweetens, d'Modalitéite vun der Facturatioun am „Mini-guichet unique" gi vereinfacht. Wärend d'Direktiv am Prinzip virgesäit, dass d'Entreprisen nach just d'Aart a Weis vun der Facturatioun, wat d'Prestatioun vun de concernéierte Servicer ubelaangt vum Land, an deem se gemellt sinn, musse respektéieren, gëtt et fir Lëtzebuerg eng Derogatioun. Well et aktuell zu Lëtzebuerg keng Verflichtung gëtt, eng Rechnung fir d'„Business to consumer"-Transaktiounen auszestellen, mussen an Zukunft Firmen, déi zu Lëtzebuerg am „Mini-guichet unique" registréiert sinn, och keng Rechnung méi fir hir Operatiounen an aneren EU-Staten ausstellen.

Här President, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer elo hei ofstëmmen, ass den 21. Februar 2018 vum Finanzminister deposéiert ginn. De Statsrot huet a sengem Avis vum 8. Mee recommandéiert, verschidden Elementer nach méi präzis ze formuléieren, mä dovun ofgesinn, huet déi héich Kierperschaft awer gréng Luucht gi fir dëse Gesetzesprojet.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn hiren Avis zu dësem Projet de loi den 8. respektiv de 17. Mee ofginn. An de schréftleche Rapport ass dann an der Finanzkommissioun vum leschte 26. Juni ugeholl ginn.

Dëst gesot, géif ech Iech alleguerte Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimat dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzestext.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci fir d'Alleréischt der exzellenter Rapportrice, der Madamm Elvinger, déi e ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport hei gemaach huet, déi och am Detail erklärt huet, wat fir eng Erliichterungen dëse Projet de loi mat sech brëngt. Duerfir begréisse mir och dëse Projet. An ech kann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, ech ka mech eigentlech deene Wierder do uschléissen. Ech mengen, et ass e relativ technesche Projet, mä et ass e Projet, dee mer korrekt a Lëtzebuerger Rechter hei ëmsetzen. Duerfir wäert och d'sozialistesch Fraktioun deen Text hei stëmmen. An ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir dem Rapporteur Merci ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Anzia huet d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Jo, och vun deene Gréngen aus e Merci fir den ausféierlechen a gutt virgedroene mëndlechen a schréftleche Rapport, an den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Keng weider Wuertmeldungen? Merci. Dann ass den allgemengen Debat ofgeschloss. An d'Wuert huet den Här Finanzminister, de Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Merci fir d'Ënnerstëtzung vun alle Parteien, schéngt et, fir e Projet, deen zwar technesch ass, dat ass richteg. An dat ass och nëmmen een Deel vun der Direktiv, déi hei ëmgesat gëtt an déi den 1. Januar vum Joer 2019 a Kraaft trëtt.

Et ass awer vläicht wichteg, nach eng Kéier drun ze erënneren, dass d'TVAs-Matière ganz wichteg ass a mer natierlech hei erëm zréckkommen op e System, dee mer virdrun hate bei der d'TVA, well soss hu mer do ugesidelt, wou den Etablissement vun der Gesellschaft war, dunn ass fir d'Services électroniques en Ënnerscheed gemaach ginn 2015, wou mer wëssen, dass dat grouss Konsequenzen hat op d'Recettë vun eisem Budget, well mer doduerch d'TVA électronique verluer hunn.

An där heiter Direktiv gëtt elo eppes ëmgesat, wat eng Simplification administrative ass fir déi Entreprisen, déi manner wéi 10.000 Euro Chiffre d'affaires hunn. Doriwwer kënne mer eis freeën, dass een do op deen ale System vum Droit d'établissement zréckkënnt als Kritär. An dat ass dat, wat mer hei zréckhalen a ganz séier fir de Lëtzebuerger Droit ëmsetzen. Ech freeë mech fir d'Zoustëmmung vun alle Parteien.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da géif ech Iech proposéieren, iwwert de Projet de loi 7249 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7249 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Majo, da schléisse mer mat Eestëmmegkeet of.

Le projet de loi 7249 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Claudine Konsbruck), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet (par M. Marc Lies);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Taina Bofferding) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Gérard Anzia), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

An ech géif Iech da just nach froen, ob Der d'Dispens vum zweete Vott frot.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 19.30 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 47

MERCREDI,
4 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7041 - Projet de loi du jj/mm/aaaa modifiant:

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines;

2° le Code pénal;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

et

7042 - Projet de loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification

- du Code pénal;

- du Code de procédure pénale;

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que;

2) abrogation

- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale

- *Rapports de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*

- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Alex Bodry (interventions de M. Gilles Roth et Mme Octavie Modert), M. Eugène Berger, M. Roy Reding, M. Marc Baum, M. Gilles Roth (intervention de M. le Ministre Félix Braz), M. Marc Angel*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

3. 7188 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*

- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Roy Reding)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*

- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas*

- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Gérard Anzia*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas*

- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Cécile Hemmen, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz et M. Fernand Etgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Sëtzung ass op.

Ech froen d'Regierung, ob se elo eng Kommunikatioun ze maachen huet oder eréischt herno.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Duerno vläicht och net, mä am Moment emol sécher net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Da géife mer direkt zu eisem Ordre du jour iwwergoen, d'Gesetzesprojete 7041 a 7042, d'Reform vum Strofvollzuch an d'Reform vum Prisong, déi mer matenee behandelen. An d'Wuert huet d'Madamm Rapporteur Sam Tanson.

2. 7041 - Projet de loi du jj/mm/aaaa modifiant:

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines;

2° le Code pénal;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

7042 - Projet de loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification

- du Code pénal;

- du Code de procédure pénale;

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitojre pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que;

2) abrogation

- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale

Rapports de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, «enfermer moins pour enfermer mieux», huet de fréieren Direkter vu Schraasseg Vincent Theis d'Defie fir d'Prisongswiese schonn 2010 genannt.

Lëtzebuerg kennt zënter dem Enn vum 20. Jorhonnert eng Surpopulatioun vum Prisong. Nieft der Decisioun, den Uerschterhaff ze bauen, ass et och scho laang eng Evidenz, datt souwuel d'Prisongsverwaltung wéi och d'Exécution des peines musse reforméiert ginn.

Onsen aktuelle System ass iwwer en halleft Jorhonnert al an op sëlleche Punkten där haiteger Zäit net méi ugepasst.

Ech behandelen haut déi zwee Projete vum Prisong an der Exécution des peines mateneen. Se sinn enk matenee verbonnen an och an der Kommissioun zesummen diskutéiert ginn. Stand haut ass de Procureur général d'État eleng zoustänneg fir d'Exécution des peines, eng Missioun, déi en un den Délégué à l'exécution des peines weidergëtt.

Zwee Volete mussen ënnerscheet ginn: op där enger Säit d'Exécution des peines selwer, dat heescht d'Ausféierung vun der Strof, déi vum Geriicht gesprach gouf, d'„Strafvollstreckung" op Däitsch; op där anerer Säit alles, wat d'Liewen an d'Behandlung am Prisong ubelaangt, den „Strafvollzug". Ons Texter maachen den Ament keen Ënnerscheed tëschent deenen zwee Voleten. 2008 awer huet den Ombudsmann schonn an enger Recommandatioun geschriwwen, de System misst reforméiert ginn an et misst ënner anerem e Riichter fir d'Application des peines geschafe ginn, dat, nodeems et och eng sëlleche Recoursen an dësem Beräich gouf, Recoursen, déi bis op Stroossbuerg gaange sinn.

D'Cour européenne des droits de l'homme hat am Arrêt Boulois an enger éischter Phas gesot, mat allerdéngs enger knapper Majoritéit, datt d'Lëtzebuerger Prozeduren net d'Garantië vun der Mënscherechtskonventioun géifen erfëllen, ier dunn awer op Demande hi vun de Lëtzebuerger Autoritéiten d'grande Chamber vun der Cour den 3. Abrëll 2012 decidéiert huet, datt den Artikel 6 Paragraf 1 relativ zum Recht op e Procès équitable net applikabel war.

Reformbedarf besteet trotzdeem. Eleng déi laang Geriichtsprozeduren, mä net nëmmen déi, weisen et. Mir brauche Léisungen, fir d'Prisonéier esou gutt wéi méiglech nees an d'Gesellschaft ze integréieren.

Déi zwee Gesetzer, iwwert déi mer ofstëmmen, bauen op engem Gesetzesprojet op, deen 2012 deposéiert gouf, an all Matière een. Déi sëllechen Avisen, déi zu deene Projeten erakoumen, si mat ageschafft ginn; och eng vun den Ursaachen, firwat decidéiert gouf, zwee nei Projeten ze maachen.

Déi zwee Projete schafen dräi Haaptakteuren an der Exécution des peines: d'Prisongsverwaltung, déi d'Gestioun vun de Prisongen an der Haft mécht; de Procureur général d'État mat sengem Délégué, dee fir d'Exécution des peines zoustänneg ass, an d'Chambre d'application des peines, déi iwwert d'Recourse géint d'Decisioune vum Procureur a vun der Prisongsverwaltung statuéiert.

Dëst ass och déi Haaptneierung beim Gesetz iwwert d'Exécution des peines. Opgrond vun de Remarke vum Statsrot zu dem viregte Gesetzesprojet bleift den Decisiounspouvoir an den Hänn vum Procureur général d'État. D'Chambre d'application des peines, elo schonn „CHAP" genannt, decidéiert also nëmmen an zweeter Instanz a gëtt och um Niveau vun der Cour d'appel instituéiert. Se siegéiert am Prinzip zu dräi als Chambre du conseil. Bei méi einfache Fäll kann awer och een eenzelne Riichter d'Decisiounen huelen, wann et zum Beispill ëm e Congé pénal geet oder ëm eng Interdiction de conduire. D'CHAP kann, muss awer net decidéieren, d'Persoun och selwer ze héieren.

Et ass kee weidere Recours géint d'Decisioune vun der CHAP méiglech. Eng aner Neierung vum Projet ass d'Normalisatioun vum Sursis. Den neien Artikel 195-1 vum Code de procédure pénale gesäit elo vir, datt eng speziell Motivatioun muss am Uerteel stoen, wa kee Sursis gesprach gëtt bei festem Prisong.

E ganzen Deel vum Gesetz ass dann dem Amenagement vun der Strof gewidmet. Mir kennen de Bracelet électronique zënter 2007. D'Erfahrungswäerter vun deem Projet si positiv, soudatt dësen elo eng legal Basis kritt. D'Zil ass et, esou mann wéi méiglech Leit an der Détention préventive ze hunn an den Untersuchungsriichter ze encouragéieren, op de Bracelet électronique zréckzegräifen.

De Bracelet électronique ass, genee wéi eng séllechen aner Dispositiounen am Text, ee vun de Moyenen, fir eng besser Insertioun vum Verueerteelten um Enn vu senger Strof ze erméiglechen.

Den Text iwwerhélt och aner Amenagementer vun der Strof, déi mer haut scho kennen: déi fraktionéiert Exekutioun; d'Semi-liberté, déi et erlaabt, op Giwenech ze goen, déi elo ab der Veruerteelung ka gesprach ginn - dat ass nei -; de Congé pénal - hei ginn d'Konditioune präziséiert -; d'Suspensioun vun der Exekutioun; d'Libération anticipée an d'Libération conditionnelle.

Wann eng Demande fir en Aménagement de peine refuséiert gëtt, da ka keng nei Demande virun engem Delai vun zwee Méint gemaach ginn, et sief dann, et géifen nei Elementer ginn.

De Projet iwwert d'Exécution des peines gesäit och vir, datt d'Magistrate sech kënnen an e Centre pénitentiaire deplacéieren, fir en Detenu ze héieren, soudatt dësen net ëmmer muss transportéiert ginn. Dat spuert Käschten a reduzéiert och de Risiko vun engem Incident.

Wat d'Reform vun der Administration pénitentiaire ubelaangt, sou gëtt e groussen Accent op d'Reinsertioun vum Prisonéier geluecht. De Veruerteelte soll responsabiliséiert gi mat engem Plan volontaire d'insertion. Dëse Plang soll d'Reinsertioun an d'Gesellschaft méi einfach maachen, andeems de Prisonéier vun Ufank u vun engem Suivi profitéiert a Moossname geholl ginn, déi op seng Situatioun ugepasst sinn.

Dëse Plang gëtt mam Prisonéier a mam Agent de probation vum SCAS ausgeschafft an dréit iwwer verschidde Volete wéi Ausbildung, psychosozialen, psychologeschen a psychotherapeutesche Suivi, grad eméi d'Reparatioun vum Schued, deen d'Affer erlidden huet, wat jo och e ganz wichtegt Element ass. Dëse Plang soll och regelméisseg iwwerschafft ginn.

Da gëtt eng Prisongsverwaltung geschafen, déi fir véier Objektiver zoustänneg ass: de Schutz vun der Gesellschaft, andeems d'Recidive soll verhënnert ginn, d'Sanktioun vum Veruerteelten, d'Reparatioun vum Schued an d'Insertioun vum Veruerteelten an d'Gesellschaft. D'Verwaltung gëtt vun engem Direkter geleet. Nieft der Direktioun vun der Administration pénitentiaire sinn déi dräi Centres pénitentiaires Schraasseg, Giwenech an Uerschterhaff, deen amgaangen ass gebaut ze ginn, den Institut de formation pénitentiaire an d'Personal aus de Prisongen en Deel vun där Verwaltung.

D'Verwaltung ass laut dem Gesetzesprojet elo responsabel fir d'Mise en œuvre vun der Detentioun, dat heescht, déi Decisiounen, déi de Prisonéier betreffen am Kader vu senger Haft, Decisiounen, déi virdrun an den Hänn vum Procureur général d'État louchen, deen, wéi scho gesot, just nach zoustänneg bleift fir d'Exécution des peines en tant que tel. De Recours géint d'Decisioune vum Verwaltungsdirekter kann de Prisonéier virun d'CHAP brengen.

D'Gesetz schaaft dann och eng Unité psychiatrique socio-judiciaire. Et handelt sech hei ëm eng Unitéit vum Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique. Dës Unitéit gëtt onofhängeg vu Schraasseg geleet an empfänkt ënner anerem Persounen, déi op Basis vum Artikel 71 vum Code pénal, dat heescht, déi vun Troubles mentaux betraff ware bei der Strofdot an doduerch hiren Discernement verluer hunn, pla-céiert ginn, well se net strofrechtlech responsabel sinn, an déi eng Gefor duerstellen. Dës Unitéit ass um Site vu Schraasseg, gëtt awer wéi gesot vum CHNP geréiert.

E groussen Deel vum Projet dréit dann nach ëm d'Sécherheet am Prisong. Een Artikel, deen ons vill beschäftegt huet an dee mer als Kommissioun och mat der Associatioun vun de Giischtercher diskutéiert hunn, ass den Artikel 43 iwwert d'Mëttel vu physescher a materieller Contrainte, déi bannen am Prisong kënne genotzt ginn.

D'Haaptsuerg war et, den Agenten hir Sécherheet ze garantéieren. Se dierfen Handschelle, Matraquen, net penetrant Waffen an och elo Pefferspray benotzen, dat no Erlaabnis vum Prisongsdirekter. Penetrant Schosswaffen dierfen allerdéngs just bei der baussechter Clôture vu Schraasseg an dem Uerschterhaff benotzt ginn an och nëmmen am Fall vun Noutwier. Och dës Notzung muss am Virfeld vum Prisongsdirekter erlaabt ginn.

Fir Diskussioune mat de Giischtercher huet och gesuergt, datt de Projet virgesäit, datt an Zukunft de Prisongstransport vun an op Schraasseg an Uerschterhaff exklusiv vun der Police gemaach gëtt. Mir sinn allerdéngs aus Sécherheetsgrënn dobäi bliwwen.

Zu den Eckdaten: Béid Projete goufen de 24. August 2016 deposéiert an den 22. September 2016 an der Kommissioun virgestallt. De Statsrot huet de 17. Mäerz 2017 en éischten Avis ofginn. D'Regierung huet duerno Amendementer eraginn an de Statsrot huet en Avis complémentaire den 20. Februar 2018 ofginn. Den 2. Mee vun dësem Joer sinn ech Rapportrice genannt ginn, eng Charge, déi ech vum Viviane Loschetter iwwerholl hunn. Mir haten duerno nach dräi Reuniounen, hu parlamentaresch Amendementer ugeholl, déi zu engem zweeten Avis complémentaire vum Statsrot gefouert hunn, allerdéngs ouni Opposition formelle, soudatt de Rapport konnt de 27. Juni ugeholl ginn.

Mir kruten och eng séllechen Avisen zu de Projeten eran. Ech verweisen, wat de Contenu dovunner ugeet, op mäi schréftleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. Éischte Riedner ass den Här Léon Gloden. Ech hat Iech hei net als éischte stoen, mä de Gilles Roth. Dat heescht, Dir hutt gewiesselt?

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Neen, dat war am Fong esou virgesinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann hu mir et falsch matgedeelt kritt.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Keng Angscht, de Gilles Roth kënnt och nach op d'Riednerpult zum zweete Projet schwätzen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir fäerten net.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, fir d'Éischt der Madamm Rapportrice Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir stëmmen haut e weidert Puzzlesték vun enger globaler Prisongsreform zu Lëtzebuerg. Dës Reforme sinn eigentlech lassgaange mat engem Rapport vum Professer Stefan Braum am Joer 2006. An am Joer 2008, d'Rapportrice huet et gesot, huet den deemolegen Ombudsmann Marc Fischbach seng Recommandatiounen och op Pabeier bruecht.

Eng éischt strukturell Reform gouf 2009 arrêtéiert mat der Schafung vum Centre de rétention. Zanterhier goufen d'Leit an Ofschibhaft net méi zu Schraasseg ënnerbruecht, mä um Findel.

Déi zweet strukturell Reform gouf och virun e puer Joer an Ugréff geholl, och wann d'Unisec eréischt kierzlech opgaangen ass.

Eng drëtt strukturell Reform, déi eigentlech 2017 Realitéit sollt ginn, gouf 2014 mam Vott vum Gesetzesprojet iwwert de Bau vun der Untersuchungsanstalt zu Suessem formell ugeholl. A mir waarden, dass et lassgeet.

Domat wäerte mer dann och déi op europäeschem Niveau geltend strofrechtlech Standarden erfëllen. Ech si mer sécher, wann dës raimlech Trennungsprozesser bis ofgeschloss sinn, wäerte sech och d'Haftbedéngunge verbesseren an doduerch och de Resozialiséierungsprozess u Vitess kënnen ophuelen.

Schraasseg wäert sech da vum Image vum Sammelbecke fir all Zort Stroftäter, vun Ugekloten iwwer Klengkriminell bis Schwéierkriminell, kënne léisen.

Här President, haut geet et hei net ëm déi raimlech Trennung vun all dëse Leit. Haut geet et villméi ëm den Ëmgang mat de Veruerteelten. De Strofvollzuch zu Lëtzebuerg kritt eng nei Nues, och wat d'Verwaltungsstruktur ubelaangt. De Gilles Roth wäert duerno dorobber agoen.

Déi zwee Projeten, dat ass onbestridden, droen och haut nach d'Handschréft vum fréiere Justizminister François Biltgen. Den Exposé des motifs vum Regierungstext huet quasi Wuert fir Wuert de viregte Reformtext iwwerholl. Et ass duerfir och net verwonnerlech, wann de Statsrot schreift: «Le projet de loi peut effectivement s'analyser comme des amendements au projet de loi n°6381.»

Här President, d'CSV steet hannert dësem Projet. Mir bedaueren awer, dass de ganze Reformprozess esou laang geschleeft huet, obwuel d'Basis fir de Projet de loi virlouch.

An engem Interview am „Lëtzebuerger Wort" vum 24. Dezember 2014 huet de Justizminister gesot, spéitstens am Fréijoer 2015 géif de geännerte Projet de loi um Dësch leien. Den Depot ass de 24. August 2016 geschitt. Dass et esou laang gedauert huet, ass drop zréckzeféieren, dass de Statsrot op eng Partie vu senge Froe keng Äntwert kritt huet. Dobäi gouf e bedeitenden Deel vun der Reform, näämlech d'Aféiere vun der Videokonferenz, einfach gestrach. Déi soll elo no laangem Hin an Hier an engem separate Projet de loi behandelt ginn. An et si sécherlech och déi rezent Aussoen an déi domadder legitimm Reklamatioune vun de Giischtercher, déi de Minister ënner Drock gesat hunn, fir elo nach kuerz virun der Summervakanz déi zwee Projeten hei an der Chamber zum Vott ze stellen.

Här President, zum Fong. Déi am Prisong sëtzen, hunn eng fléie gelooss. Si hu géint eis sozial Uerdnung verstouss. Fir d'CSV ass et wichteg, dass de Condamnéierte sech senger Dot bewosst gëtt, andeem en d'Strof ofsëtzt. Déi Strof muss och zäitno exekutéiert ginn - fir et mam Emmanuel Macron ze soen: «Une peine prononcée est une peine exécutée.» Mä de Prisonéier muss och d'Méiglechkeet kréien, seng Astellung ze änneren, andeem en eng Perspektiv kritt, fir erëm duerch eng Dier de Wee an d'Liewen ze fannen, wann d'Strof eriwwer ass.

Een anere gradesou wichtege Punkt ass, dass d'Victimm en zentrale Stellewäert an dësem Projet de loi kritt. Den Artikel 670 ënnersträicht genau dës dräi Punkten: «L'exécution des peines privatives de liberté favorise, dans le respect des intérêts de la société et des droits des victimes, l'insertion des condamnés ainsi que la prévention de la récidive.»

Här President, virun engem definitiven Uerteelssproch spillt weider d'Onscholdsvermuddung. An esou laang sinn dës Leit nëmme virgelueden. Dovunner souzen 2017 en moyenne 325 Leit an Untersuchungshaft. Dat si méi wéi 46% vun der Gesamtprisongspopulatioun. Dat ass enorm! En éischten Usaz ass deen, fir de Beschëllegten net direkt anzesetzen. Dat ass een Usaz, deen och op europäeschem Niveau verfollegt gëtt. Et geet drëm, dem Beschëllegten, wann d'Émstänn et erlaben, riichterlech Kontrollen opzëerleeën.

Do „legaliséieren" mer haut mat dësem Gesetz eng Praxis, déi scho säit 2006 fir Veruerteelter zum Asaz kënnt: den elektronesche Bracelet. D'Madamm Rapportrice ass drop agaangen.

2017 hunn insgesamt 55 Persoune vun dëser Aart vu Strofaussetzung kënne profitéieren, 55 Persounen, déi also net an de Prisong hu misse goen. Eng Onkloerheet besteet nach, wat den Asaz vu Bracelete mat GPS-Uertung ugeet. De Minister kann eis vläicht soen, wou de Projet drun ass, ob déi mëttlerweil asazfäeg sinn.

E Paradigmewiessel ass och, dass eng Veruerteelung mat Sursis an Zukunft eigentlech d'Regel ass an eng Veruerteelung ouni Sursis speziell muss motivéiert ginn.

Am François Biltgen sengem Gesetzesvirschlag war dëse Paradigmewiessel op de Correctionnel limitéiert, nom franséische Modell. Mir ginn haut e Schrëtt méi wäit. Wat de Méiwäert vun dëser neier Regelung ugeet, wäert d'Zukunft weisen.

Här President, all Mënsch huet eng zweet Chance zegutt. Oder wéi de Victor Hugo et treffend formuléiert huet: «La société ne doit pas punir pour se venger; elle doit corriger pour améliorer.» Dat ass de Mantra vun dësem Projet. D'Zilsetzunge sinn dofir kloer: manner Recidivisten. Laut dem Justizrapport vun 2017 waren 32% vun all de Veruerteelte Widderhuelungstäter. Eng besser Virbereedung op d'Liewen nom Prisong, dat geschitt iwwer divers Weeër, an d'Haftbedéngunge spillen do natierlech och mat.

D'Resozialiséierung ass awer och an Zukunft eng Erausfuerderung. Zesumme mam Prisonéier gëtt op fräiwëlleger Basis e Plan volontaire d'insertion ausgeschafft. De Suivi dovunner maachen d'Servicer vum jeeweilege Prisong. Dëse Plang soll och a Betruecht gezu ginn, wann et drëm geet, de Strofvollzuch ze moduléieren. D'Moduléierung vun den Haftstrofen ass dem Procureur général respektiv sengem Delegéierte virbehalen.

Eng net onwesentlech Roll kënnt an där Hisiicht dem Service central d'assistance sociale, dem sougenannte SCAS zou. Et war wichteg, d'Organisatioun vum SCAS ze iwwerkucken an déi néideg Adaptatiounen ze maachen. Doriwwer eraus ass de Vertrieder vum Procureur général och gutt beroden, sech systematesch mat der konsultativer Kommissioun, dem fréiere Comité de guidance, zesummenzesetzen, ier en eng Decisioun hëlt. D'Chimie tëschent der Administratioun an dem Parquet muss stëmmen.

D'Roll an d'Unerkennung vum Affer gëtt och verstäerkt, éischtens bei der Ausschaffung vun engem adaptéierte Strofvollzuch. De Parquet muss a senger Entscheedungsfindung der Attitüd vum Täter vis-à-vis vum Affer Rechnung droen. Zweetens gëtt d'Affer, wann et dat freet, zum Beispill iwwert d'Fräiloossung vum Täter informéiert, jo, souguer wann en ausgebéxt ass.

Här President, wat fir eng Roll spillt dann elo d'Chambre de l'application des peines, déi sougenannten „CHAP"?

D'CHAP war scho vum François Biltgen ugeduecht ginn. Dass dem deemolegen CSV-Justizminister seng Virstellunge méi elaboréiert ware wéi déi, déi sech haut am Gesetzestext erëmfannen, huet och seng Grënn. De 14. Dezember 2010 gouf Lëtzebuerg vun der zweeter Kummer vum Mënscherechtsgeriichtshaff veruerteelt. An dobäi goung et ëm de Congé pénal, deen e Gefaangenen de manière itérative net accordéiert kritt huet. Déi zweet Kummer koum zur Konklusioun, dass de Congé pénal e Recht wier am Sënn vum Artikel 6 vun der Mënscherechtskonventioun. Garantien no engem onofhängege Geriicht misste gi sinn, wat net de Fall zu Lëtzebuerg war.

De fréiere Justizminister huet reagéiert. D'Schafung vun der CHAP war déi grouss Neierung. D'CHAP war souwuel bei de Bezierksgeriichter wéi och beim Appellatiounshaff ugesidelt. D'CHAP sollt an éischter Instanz an enger dach komplizéierter Aarbechtsopdeelung mam Procureur général iwwert d'Modalitéite vum Strofvollzuch befannen. E Recours dergéint virum Appellatiounsgeriicht sollt dat Ganzt ofronnen.

Zum Zäitpunkt vum Depot hate mer nach net d'Gewëssheet, dass déi grouss Kummer vum Mënscherechtsgeriichtshaff d'Uerteel vun der zweeter Kummer géif kippen. Dat explizéiert de méi komplizéierte System, deen de François Biltgen deemools ausgeschafft huet.

Dëse Projet vereinfacht dat Ganzt. Dat begréisse mir ausdrécklech.

Une voix.- Aah!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, d'CSV begréisst, dass de Strofvollzuch am 21. Jorhonnert ukomm ass. Déi nei Mesurë kënnen dozou féieren, dass eise chronesch iwwerbeluechte Prisong vu Schraasseg entlaascht ka ginn. Zu Schraasseg zum Beispill waren op den 1. Januar 2018 aktuell 617 Persounen opgeholl. Dat ass gläichbedeitend mat engem Taux d'occupation vun 103,55%. Dat erlaabt dem Prisongspersonal nëmme ganz schwéier, eng uerdentlech Gestioun ze maachen.

De Bau vun enger Untersuchungsanstalt um Uerschterhaff wäert hei zousätzlech fir Entlaaschtung suergen. Natierlech bedauere mer, dass de Bau an der Zäit no hanne geréckelt gouf. Bis et dann esou wäit ass, an eigentlech onofhängeg vum Bau vun der Untersuchungsanstalt, ass et fir eis wichteg, aner Pisten unzeschneiden. Mir sinn der Meenung, dass mer eist Strofgesetzbuch eng Kéier missten ënnert d'Lupp huelen an un d'Ufuerderunge vun eiser Gesellschaft upassen.

An deene leschte Jore sinn ëmmer erëm nei Infraktioune bäikomm, net nëmmen am Code pénal, mä och a villen aneren Texter. Et kann ee schonn den Iwwerbléck verléieren. Et ass en Travail de longue haleine, deen een awer eng Kéier misst ugoen an och zesumme mat Strofbestëmmungen ausserhalb vum Code pénal misst analyséieren.

Här President, laut Aktivitéitsbericht vun 2017 vum Justizministère si ronn 40% vun den Insassen an eise Prisongen Non-résidents. Vun deene si bal 98% keng Lëtzebuerger. Mir mussen et also fäerdegbréngen, fir d'Drëttstaatler an hiert Heemechtsland zréckzeféieren. Déi Länner mussen also d'accord sinn, dës Leit zréckzehuelen. Mir sinn och weider der Mee-

nung, dass d'Prisonéier, déi hire Wunnsëtz am europäeschen Ausland hunn, sollen hir Strof do ofsëtzen. Och wann de Minister eis an deem Beräich nach ëmmer Äntwerte schëlleg ass, sou si mer der Meenung, dass hei den Accord vum Veruerteelten net muss do sinn. Déi géigesäiteg Unerkennung vu strofrechtlechen Decisioune misst also esou e Schrëtt automatesch maachen.

Dat bréngt mech zu engem Gesetzestext, dee mer den 11. Mäerz 2015 hei am Haus gestëmmt hunn an deen de 17. Abrëll 2015 am Memorial publizéiert gouf. Et geet ëm déi géigesäiteg Unerkennung vu Bewährungsstrofen.

De Minister hat d'Objektiver vun deem Gesetzestext richteg ëmrummt. Ech zitéieren: „D'Finalitéit ass am Fong och déi, deene betraffene Condamnéierten hir Rehabilitatioun, hir Resozialisatioun och doduerch kënnen ze erliichteren, dass se eventuell déi amenagéiert Peinen och an hirem eigentleche Pays de résidence kënnen ausfëllen. Dat, mengen ech, ass richteg." Fin de citation.

De Minister hat deemools och betount, dass mir evidenterweis en Interêt hätten, dass dat Instrument och zum Droe kéim. En huet och betount, d'Justizkommissioun vun der Chamber géif d'Zuelematerial zur Verfügung gestallt kréien. Bis haut waarde mer drop, Här Minister!

Här President, mir hunn elo vill iwwer Prisongen, Strofvollzuch, Strofrecht et cetera geschwat. Ech wëll mat enger positiver Nott schléissen an de Victor Hugo nach eng Kéier zitéieren: «Celui qui ouvre une porte d'école ferme une prison.» De Prisong wäert och an Zukunft d'Symptombekämpfung sinn. Wichteg ass d'Ursaachefuerschung an déi richteg Äntwerten dorop.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Merci fir d'Kolleegin Sam Tanson fir hei déi Virstellung vun den Haaptpunkte vun dësem Projet als Rapporteur. Et geet hei drëm, fir eis eng modern Gesetzgebung ze ginn, wat de Strofvollzuch ugeet, virun allem och, fir eng Rei vu Saachen, déi haut an der Praxis bestinn, gesetzlech ze verankeren an doduerjer Rechtssécherheet eranzebréngen.

Wat mech besonnesch freet, dat ass, dass elo an dësem Haus, bis elo zumindest, eng relativ Eenhellegkeet bestanen huet, wat d'Orientéierung vum Strofvollzuch ugeet. Ech wëll soen: Dat war net ëmmer esou an dësem Haus! Et war net ëmmer esou an dësem Haus, a wann den Deputéierten Här Gloden gemengt huet, e wier frou, ze gesinn, dass elo Lëtzebuerg am 21. Jorhonnert mam Strofvollzuch ukomm wär, da soen ech: Ech si frou, dass d'CSV am 21. Jorhonnert ukomm ass!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ooh! Hätt Der gär Präzisiounen?

Plusieurs voix.- Jo!

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, d'CSV gëtt net gären un hir eege Vergaangenheet erënnert. Dat ass awer keng Éiwegkeet hier, dat doten!

(Brouhaha général)

Une voix.- Oh Mamm, oh Mamm!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- De Luussert, d'Campagne „Här Minister, nehmen Sie Ihren Hut!" un de Robert Krieps, deen dann hei veréiert gëtt ewell vun alle Bänken. Deen ass an den Eck gedriwwe ginn! Den Alphonse Spielmann ass ëffentlech un de Pranger gestallt ginn, ee vun deene beschte Juristen, déi mer hei zu Lëtzebuerg haten, dee sech fir e mënschleche Strofvollzuch staarkgemaach huet. Dat gehéiert zur Geschicht vun dësem Land an et gehéiert och zur Geschicht vun der CSV. Wann een dat hei rappeléiert,...

(Brouhaha général)

...wa si anere Leit virwerft, si wieren hannendran, da wëll ech soen: D'CSV war Jorzéngten hannendran, wat de Strofvollzuch hei ugeet a wat d'Prinzipie vun engem modernen an humane Strofvollzuch ugeet. Si ass wärend fënnef Joer an der Oppositioun net midd ginn an de 70er Joren, déi fortschrëttlech Politik vun der deemoleger Regierung a Fro ze stellen an d'Demissioun en cascade vun de Ministeren, vu Procureuren an anere Leit ze verlaangen.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här Bodry, du ware mir knapps gebuer!

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat héiert Der net gären, ech weess!

Une voix.- Oh dach!

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Dir gitt wäit zréck. Mir sinn awer elo am 21. Jorhonnert.

(Brouhaha général)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et sinn hei Parteien, déi brauche sech awer fir hir Vergaangenheet net ze schummen. An et sinn anerer, déi schwaarz Flecken an hirer Vergaangenheet hunn.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech si frou festzestellen, dass also och d'CSV am 21. Jorhonnert ukomm ass, wat de Strofvollzuch hei am Land ugeet, an net méi fuerdert, dass, wann eng Kéier e Congé pénal net esou gräift, wéi e soll, dann direkt de Minister misst demissionéieren.

An där Zäit si mir net méi dran,...

(Interruption par M. Gilles Roth)

...well soss hätte scho vill CSV-Justizministere missen demissionéieren.

Une voix.- Ooh!

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech si frou, dass mer also hei u sech e méi e breede Konsensus hunn iwwert déi dote Fro, eng Fro, déi ebe virun e puer Jorzéngten nach ganz hefteg contestéiert war a wou et och haut, dat muss ee soen, och haut bei de Penalisten nach zwou Schoule ginn: déi, déi méi op Strof setzen, op eng Vollstreckung vun der Strof setzen, an déi, déi op en individualiséierte Strofvollzuch setzen, déi also als iewescht Zil d'Reinsertioun vum Delinquent hunn an als iewescht Zil hunn, derfir ze suergen, dass et net zu engem Réckfall kënnt.

Dat ass, mengen ech, d'Haaptorientéierung och, wéi se iwwert déi lescht Joren och ënner Verantwortung vun CSV-Ministere weiderentwéckelt ginn ass a wéi se elo an deem heite Gesetzestext festgeschriwwen ass.

D'Zil ass et selbstverständlech, d'Gemeinschaft ze schützen, mä awer och de Stroftäter dozou ze bréngen, fir seng eege Liewenshaltung ze änneren, fir dass e mierkt, dass hien am Onrecht war, säin Onrecht unerkennt, dass en d'Affer soll entschiedegen an dass dat do déi beschten Aart vu kollektiver an individueller Präventioun ass.

D'iewescht Zil, wéi scho gesot, vun deem heite Strofvollzuch ass et, eng Reintegratioun vum Stroftäter an d'Gesellschaft ze garantéieren. Dat mécht een net, andeem ee Leit wärend Joren ewechspäert, se komplett aus der Gesellschaft erauszitt, se isoléiert, se ausgrenzt, mä dat mécht een doduerjer, dass ee Lienen opbaut mat der Gesellschaft ronderëm, dass ee se progressiv erëm probéiert, an déi Gesellschaft ze integréieren.

Dat ass net einfach! Dat ass net einfach! An dat do ass och e permanente Seeldanz, e permanent Ofweien och vu Risiken, dat déi Leit ze maachen hunn, déi d'Responsabilitéit droen, wat de Strofvollzuch ugeet, ob dat de Parquet ass, de Parquet général ass oder ob dat d'Responsabeler si vun de Centres de détention. Alleguerten hu se do eng ganz schwiereg Aufgab ze maachen. Et ass, géif ech soen, eng vun deene schwieregsten iwwerhaapt, déi et fir mech am Justizwiesen an och am Stat gëtt.

Eng ganz delikat Aufgab: op där enger Säit d'Noutwendegkeet vun enger Autoritéit, op där anerer Säit awer och d'Noutwendegkeet, op d'Bedürfnisser vun deem Eenzelnen anzegoen an de Strofvollzuch esou ze gestalten, dass en där Grondfinalitéit vun der Reinsertioun och wierklech nokënnt, bei alle Schwieregkeeten, zu deenen dat am Eenzelfall och féiere kann. Duerfir brauchen déi zoustänneg Institutiounen, do ass de Parquet an éischter Hisiicht gefuerdert, net een Instrument, mä se brauchen eng ganz Panoplie vun administrativen, gesetzlechen Instrumenter, fir kënnen den individuell ausgeriichten, moderne Strofvollzuch ze maachen. An natierlech muss och duerfir gekuckt ginn, dass et bei deenen Decisiounen an engem zouene Beräich - dat ass de Prisong par définition - net zu arbiträren Decisioune kënnt.

Et ass also wichteg, dass eng Kontroll do ass vun enger neutraler Stell, an dat gëtt eben, géif ech soen, de Kärpunkt eigentlech vun dëser Reform - dat gouf och noutwendeg gemaach duerch en Arrêt vun dem Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff, deen derfir suergt, dass do och eng onofhängeg Stell ass, an dat ass e Geriicht -, déi derfir suergt, dass hei kontrolléiert gëtt, ob d'Gesetzer, ob d'Regele vun deenen Instanzen, déi am Strofvollzuch dann intervenéieren, och respektéiert gi sinn.

Et ass net esou, dass mer do an engem komplett rechtsfräie Raum bis elo gehandelt hätten, well eis Verwaltungsgeriichter sech d'Kompetenz ginn hunn a sech also als kompetent erkläert hunn, fir eng Rei vun Decisiounen ze kontrolléieren. Dat sinn déi, déi da vun der Direktioun vum Prisong ausgaange sinn, dat waren also d'Verwaltungsdecisiounen. An do war dann och d'Verwaltungsgeriicht éischtinstanzlech an dann d'Cour administrative zoustänneg. Mä wou bis elo am Fong geholl keng geriichtlech Kontroll war, dat waren d'Decisiounen, déi de Parquet général geholl huet. Do huet kee Geriicht sech als zoustänneg erkläert. A mat deem heiten Text gëtt also do och eng Geriichtskontroll agefouert.

E klenge Bemoll, mä dat schéngt eis och nach konform ze sinn zu den internationalen Texter: Den zweeten Degré de juridiction, dee bis elo bei administrativen Decisioune bestanen huet, fir déi ze contestéieren, dee fält hei duerch dëse Gesetzestext ewech, well eigentlech déi Chambre de l'application des peines direkt bei der Cour d'appel ugesidelt ass, also net doriwwer eraus nach e Recours ka gemaach ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass dat eigentlech duergeet an dass dat och garantéiert, dass hei rechtsstaatlech Prinzipien och am Prisong respektéiert ginn, well den Detenu bleift och nach ëmmer e Bierger, bleift e Mënsch an huet natierlech och doduerjer eng ganz Rëtsch vu Rechter, déi hien net kann an och net däerf verweigert kréien.

Et ass also, mengen ech, e ganz wichtege Punkt, dee mer hei maachen, wou mer eppes riichtbéien, wat esou bis elo hei zu Lëtzebuerg net korrekt war. An et ass also héich Zäit, dass mer deen heite Punkt maachen. An de Prozedure sinn eng Rei vu Sécherheete mat agebaut, dass et vläicht net zu absolutte Mëssbräich kënnt, wou ëmmer erëm nei Recourse géint déi Decisioune kënne geholl ginn oder nei Demanden, déi géifen un déi zoustänneg Instanze geriicht ginn. Ech mengen, och dat ass richteg, dass een do probéiert, e korrekten, en uerdentleche Kader ze setze fir d'Ausübung vun deem Recht vum Detenu, fir eng Rei vu Faveuren ze kréien.

Ech hunn et scho gesot: D'Ewechspäre vu Stroftäter fir laang Joren ass keng optimal Léisung. De Prisong ass eng Strof, mä de Prisongsopenthalt däerf net als Mëttel fir ze strofe benotzt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Duerfir ass et also wichteg, dass een all seng Efforten dorobber konzentréiert, ze kucken, dass déi Leit herno och aus deem schwieregen Émfeld, wat e Prisong ass, wat och déi Prisongsbevëlkerung ass, u sech, wann ech dat däerf e bësse vereinfacht ausdrécken, besser erauskommen, wéi se vläicht eragaange sinn, an net ëmgekéiert. Dat muss eigentlech e weidert Zil si vun engem moderne Strofvollzuch.

Well et Bierger si wéi anerer och, Bierger, déi Feeler gemaach hunn, Bierger, déi schwéier Feeler gemaach hunn, heescht dat net, dass et eis däerf egal sinn, wéi ee mat deene Leit ëmsprëngt, dat heescht, wéi se a wou se emprisonnéiert sinn an ënner wat fir enge Konditiounen dass se emprisonnéiert sinn. An ech sinn och do frou, dass déi Zäiten eriwwer sinn, wou sengerzäit, wéi Schraasseg gebaut ginn ass, vun engem neien Dräi- oder Véierstärenhotel emol geschriwwe ginn ass, deen do géif gebaut ginn. Och déi Zäite si glécklecherweis an der Lëtzebuerger Politik eriwwer, well déi sinn et och ginn.

Duerfir si mer der Meenung, dass et wichteg ass, dass, wann eng Prisongsstrof verhaange gëtt, dann eng Modulatioun beim Vollzuch vun där Strof méiglech bleift, wou eng ganz Rëtsch vun Elementer mussen a Consideratioun gezu ginn a besonnesch natierlech d'Verhale vum Prisonéier selwer an awer och, dat ass schonn ervirgehuewe ginn, wat och wichteg ass, dass och d'Verhale vun deem Bestroftenen zum Affer eng wichteg Roll spillt bei deem Ganzen. Och dat däerf een net vergiessen. D'Reparatioun vum Schued, deen dem Affer gemaach ginn ass, ass immens wichteg.

A mir si frou, kënne mat dru geschafft ze hunn, dass sech iwwert déi lescht Joren eng Entwécklung gemaach huet, dass d'Affer en eegene Statut kritt huet, dass no an no eigentlech d'Rechter vun den Affer, déi wärend laanger Zäit ignoréiert gi si vun dem Strofrecht oder vun der Prozessuerdnung, vill méi staark zur Geltung komm sinn, dass ewell en Affer e Recht op Informatioun huet, wat och hei nach eng Kéier verstäerkt gëtt an deem dote Projet, dass et och ka besser intervenéieren a besteeënde Prozeduren, dass de Prinzip vun engem Täter-Affer-Ausgläich och ewell fest eigentlech e Bestanddeel ginn ass vun eisem ganze Justizsystem.

Alles dat si wichteg Elementer, déi ee muss betounen, dass, och wann et sech elo vläicht bei dësem Projet hei méi ronderëm de Stroftäter an de Veruerteelten dréit, mer selbstverständlech ëmmer am A behalen, wat eigentlech d'Positioun vum Affer an deene ganze Prozeduren ass. An duerfir ass et och richteg, dass an deem Plan d'insertion, deen op fräiwëlleger Basis kann ofgeschloss ginn, wéi gesot, d'Reparatioun vum Schued vum Affer och eng Roll spillt an deem ganze Konzept.

Ech hu gesot, et ass wichteg, dass vill Méiglechkeeten zur Verfügung stinn. Déi sinn hei opgezielt: d'Exécution fractionnée vun enger Strof, de Congé pénal, d'Semi-liberté, dat heescht den offene Strofvollzuch, eng fréizäiteg Entloossung oder eng Libération conditionnelle. Alles dat si ganz wichteg Elementer, déi vu Fall zu Fall musse richteg agesat ginn.

Wat eis awer nach gewësse Suerge mécht - dat wäert mäi leschte Punkt sinn -, dat ass herno déi praktesch Applikatioun vun eenzelnen Dispositiounen, déi an deem heiten Text dra sinn. Pabeier ass gedëlleg. Och de Pabeier souguer, op deem d'Gesetzer geschriwwe sinn, ass gedëlleg. Duerfir ass et wichteg, sech wierklech ze konzentréieren herno an der praktescher Ëmsetzung vun deem heiten op verschidde Froen, wéi effektiv d'Fro, ob den elektronesche Bracelet elo prett ass, fir a méi engem grousse Stil agesat ze ginn. De Conseil d'État huet déi Fro jo och a sengem Avis ënner anerem opgeworf.

Virun allem ass awer och fir eis wichteg d'alternativ Strof vun Aarbechten am allgemengen Interêt. Dat kann, mengen ech, eppes ganz Wierksames sinn. Mä et ass selbstverständlech, wann een do net de Wëllen huet, de politesche Wëllen huet, fir derfir ze suergen, dass och Associatioune prett sinn, fir dat dote matzemaachen, dass se vläicht eng Hëllefstellung kréien, wa se bei esou Projete vun eigentlecher Reinsertioun scho matmaachen, quitte dass et en Deel vun der Ëmsetzung vun der Strof ass, da riskéiert dat doten, zum Deel net ze gräifen.

Mir gesinn als LSAP-Fraktioun e grousst Potenzial eigentlech vun Alternativ zum Prisong doranner, wa mer et géife fäerdegbréngen, och duerch staatlech Hëllefstellungen den Associatiounen, de Sociétés civiles ze hëllefen, fir sech opzemaachen, fir Leit opzehuelen, fir kënnen am Beräich vun Aarbechten am ëffentlechen Interêt een Deel vun hirer Strof géintiwwer der Gesellschaft dann och guttzemaachen.

A schliisslech eng drëtt praktesch Fro, déi eis ëmgeet, ass déi: Wéi ass et mat dem Transfer vum Geriicht hin an de Centre pénitentiaire? Sinn do déi raimlech Viraussetzungen zu Schraasseg respektiv dann och deemnächst zu Suessem do, fir kënnen deen Transfer ze maachen? Dat sinn also déi praktesch Froen, déi bleiwen.

Zum Schluss nach eis Unerkennung un all déi Leit, déi am Alldag Dag fir Dag eigentlech am Kader vun dem Strofvollzuch schaffen. D'Personal vun deenen Institutiounen, déi fest do sinn oder déi ambulant dann täteg ginn, fir anzewierken, extern do intervenéieren, dat ass eng immens schwiereg Aarbecht. Eng Aarbecht, déi net ouni Risiko ass, eng Aarbecht, déi all Dag perséinlech Erausfuerderungen duerstellt. Eis Unerkennung gëllt deenen dote Leit iwwert deen heiten Text eraus. An deem Sënn wäerte mer dann och dëse Gesetzesprojet ganz gäre stëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Mat 115 Prisonéier op 100.000 Awunner läit Lëtzebuerg ënnert der europäescher Moyenne; déi läit bei 127 Prisonéier op 100.000 Awunner. An awer stelle mer fest, datt mer hei zu Lëtzebuerg mat den Infrastrukturen un eis Limitte gestouss sinn an der Vergaangenheet. Mir sinn e klengt Land an hunn duerfir och bis elo gewéinlech nëmmen ee Prisong gehat. Wann elo de Prisong zu Suessem respektiv den Untersuchungsprisong, wéi een en och wëllt nennen, um Uerschterhaff da fäerdeg ass, wäert sech um Niveau vun den Infrastrukture sécherlech d'Situatioun verbesseren. Mir schafen do da méi Raum.

D'Fro kann natierlech och opgeworf ginn - well virdrun hat mäi Kolleeg, den Alexander Krieps, mer dat nach mat op de Wee ginn, fir datt hien net hei misst op d'Tribün kommen, fir awer och d'Fro opzewerfen -, ob een net vläicht awer och kéint drun denken, well dat jo ëmmer laang dauert, bis datt esou eng Infrastruktur fäerdeg ass, ob een net awer och eng drëtt Infrastruktur schonn haut soll iergendwéi am Hannerkapp hunn.

Dat gesot, wollt ech einfach dee Message vu mengem Fraktiounskolleeg mat eriwwerginn.

Une voix.- De Wahlprogramm.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Dat, fir ze soen, datt also sécherlech ëmmer och, ech mengen, e Prisong jo souwisou eppes ass, wou et ëm d'Plaz geet, respektiv et ëmmer e wichtegt Element ass, wéi déi Plaz organiséiert ass.

Fir och nach eng aner, wéi soll ech soen, Bemierkung hei eranzebréngen, déi vläicht net direkt eppes mam Projet de loi ze dinn huet an awer, dat ass: Haut de Moien hate mer ënner anerem - déi maachen den Tour vun all de Fraktiounen - den ORK zu Besuch. An ënner anerem eng vun hire Suergen ass och déi, datt zum Beispill Prisonéier, déi Kanner hunn, wann d'Kanner op Besuch kommen, dat de Moment net ëmmer optimal kann oflafe vun der Plaz hier bis hi wéi dat organiséiert gëtt mam Spillgezei an esou weider. Och do - dat ass elo vläicht en anere Volet, mä och dat gehéiert vläicht zu deem, wat ee Strofvollzuch nennt - soll ee sech awer och Gedanke maache vläicht. Mat klenge Mesurë kann een do schnell Ofhëllef bréngen.

D'Fro vun der Plaz, wéi ee se organiséiert, ass déi eng. An ech mengen awer, dat huet och Inzidenzen op d'Schaffen, op d'Liewen, op d'Zesummeliewe vun de Prisonéier wéi och de Giischtercher. An ech mengen, et ass jo awer och esou, datt an der leschter Zäit do déi eng oder aner Onzefriddenheet bis eraus aus dem Prisong komm ass. Dat war jo och eng vun den Ursaachen, verschidden Onzefriddenheeten, datt mer virun e puer Wochen de Prisong leider e bësse méi am Gespréich an de Medien haten. Mir haten och eng, zwou Kommissiounssitzungen, wou mer dunn awer ausféierlech Informatiounen doriwwer vum zoustännege Justizminister kruten.

Ech mengen, do ware Streiken, e Refus vun Uerderen, Disziplinnsproblemer zum Deel um Ordre du jour. Et muss een awer och soen, dat hat och zum Deel domadder ze dinn, wat een an all Prisong, bei all Prisongspopulatioun erëmfënnt, déi klassesch Problematiken, wou et dann an deem Mikrokosmos vun där Prisonéiergesellschaft heiansdo drëms geet, fir seng Positioun an där Gesellschaft ze etabléieren oder sech ze verbesseren an där klenger Welt.

Mëttlerweil, an dat ass och gutt, hu sech d'Gemidder berouegt. An et muss een awer kucken, datt een och aus deenen Diskussioune geléiert huet. Wat awer kloer ass, dat wëll ech hei och nach eng Kéier soen, dat hate mer och deemools gesot, wéi de Minister eis de Rapport gemaach hat an der Kommissiounssitzung, dat ass, datt mer ënner kengen, wierklech och ënner kengen Ëmstänn kënne Gewalt oder Menacen, och wa se vu Leit ausserhalb vum Prisong komm sinn, géintiwwer Giischtercher toleréieren. Hei ass fir eis null Toleranz, dat soe mer ganz onmëssverständlech.

Bon, haut de Mëtteg geet et net esou ëm d'Infrastruktur, mä hei kucke mer, wéi een dann déi zwee matenee ka verbesseren. Dat heescht, d'Infrastruktur, mä virun allem awer: Wéi kann een d'Zesummeliewen a wéi kann een d'Liewen am Prisong, wéi kann een d'Konditioune vun de Prisonéier, awer och vun de Giischtercher op där anerer Säit am Prisong verbesseren? Wéi kënne mer et méi human maachen, méi modern gestalten an och méi gerecht gestalten?

Ech mengen, déi zwee Projet-de-loien, déi mer haut de Mëtten zesummen diskutéieren, déi fokusséiere sech jo op déi Aspekter. Méi konkret geet et ëm d'Strofvollstreckung an dann eben och de Strofvollzuch, wou mer eng Rei Veränerungen, oder ech géif awer kloer soe Verbesserungen haut de Mëtten hei hoffentlech wäerten alleguerte stëmmen.

Mir erfannen dobäi d'Rad net nei. Mir sinn eis op déi eng oder aner Plaz am Ausland inspiréiere gaangen, wou och déi Mesuren, déi mer hei aféieren, scho ganz gutt fonctionnéieren a sech bewäert hunn.

Ech wëll elo net op all Punkt vun deene Projete vun den Erneierungen agoen, well d'Rapportrice Sam Tanson huet dat schonn ausféierlech gemaach. Ech wëll hir och hei Merci soe fir hir zwee exzellent Rapporten. Ech mengen, eng Neierung - ech wëll nëmmen op e puer Aspekter kuerz agoen - ass jo d'Chambre de l'application des peines. An et ass jo och esou, bis elo hat jo eigentlech och de Prisonéier keng Recoursméiglechkeet, fir iergendwéi géint d'Form oder d'Limitte vu senger Strof virzegoe respektiv dergéint, wéi en eventuell am Prisong behandelt gëtt.

De Prisong ass jo awer och kee rechtsfräie Raum. Ech mengen, et ass schonn ee Virriedner, deen dat gesot huet. Et ass also, wann ee keng esou Méiglechkeeten huet, awer problematesch a puncto Mënscherechter, dat ass jiddwerengem kloer. Et ass och scho virdru gesot ginn: Dorop haten och schonn anerer virun enger laanger Zäit higewisen.

2008, also viru bal zéng Joer, hat de Mediateur schonn dorobber opmierksam gemaach. Et sinn elo bal zéng Joer hier. Mir kënnen elo laang a breet driwwer streiden. Hätt et kënne méi schnell goen? Wiem seng Schold ass et? An esou weider. Ech mengen, et ass elo gutt. Kommt, mir kucken elo d'Saach positiv! Et ass elo gutt, datt dës Regierung den Dossier endlech ficeléiert huet, datt mer elo endlech hei kënnen dann déi zwee Projet-de-loie stëmmen. Et muss een och fairerweis soen, datt eben déi legislativ Prozedur wéinst deene villen Avisen, déi och um urspréngleche Text waren, net ëmmer esou einfach war an och eben Zäit geholl huet.

Bon, mat deem neie Gesetz kënnen d'Prisonéier also elo virun där Chambre de l'application des peines a Recours goen a géint d'Decisiounen, déi d'Exekutioun vun de Strofe betrëfft, do reklaméieren. Dat ass eben, wéi gesot, wëll ech dann nach eng Kéier drop insistéieren, och gutt esou, well e Prisonéier och Rechter huet. Si hu sech fir eppes schëlleg gemaach, heiansdo méi kleng Saachen, heiansdo méi grav Saachen, mä se bleiwen och weiderhi Mënsche mat all deene Rechter, natierlech och Flichten, déi aner Mënschen och dobaussen hunn.

Wat mer och ënnerstëtzen, dat ass, datt de Sursis, dee bis elo vum Gesetz hier eigentlech eng Exceptioun zum Prison ferme war, eigentlech elo de Regelfall gëtt, datt de Riichter also an Zukunft muss begrënnen, firwat kee Sursis gesprach gëtt. Ech mengen, och an der Praxis hate mer dat awer an der Vergaangenheet scho ganz vill, et ass also eigentlech eng Verallgemengerung vun enger Demarche.

An och hei muss een natierlech kloer soen, et ass ëmmer erëm (veuillez lire: um Riichter), an ech mengen, do ass jo de Riichter wierklech à même, fir och genau ofzeschätzen, wat d'Gravitéit vun engem Fall ass. An a villen, villen Deliten oder a ville Fäll ass et jo esou, datt et awer vläicht éischter eppes ass, wat elo net… Et ass natierlech ëmmer schwéier, wann ee seet, et ass grav oder net grav, fir dat ofzeschätzen, mä eigentlech soll dee System, dee Prinzip vu Bewäerung, datt een also eng zweet Chance kritt, hei spillen, datt een also dat da versicht, esou wäit wéi méiglech systematesch fir d'Éischt spillen ze loossen.

En anert Element, wat mer begréissen, dat ass d'elektronesch Foussfessel, déi elo elektronesch (veuillez lire: gesetzlech) verankert gëtt. Et si jo och esou Mesuren, déi et wäerten erlaben, datt mer also manner Leit mussen am Prisong halen, datt mer also eis Infrastrukturproblemer kënnen domadder an de Gréff kréien. A virun allem ass et an eisen Aen och wierklech e gudde Moyen, eng gutt Basis an den Efforte vun der Resozialisatioun.

Ech mengen, dat ass jo eppes, wat eigentlech d'Ziler sinn. Am Endeffekt kritt een eng Strof, mä an engems muss ee präventiv wierken am Prisong, dat heescht, datt ee kuckt, esou gutt wéi méiglech d'Leit erëm drop virzebereeden, sech an d'Gesellschaft ze integréieren an net méi déi Feeler ze maachen. A jee no Statistik, ech hat déi och kuerz gekuckt, an no Land ass et do net optimal, och an Europa. Do huet een alt een Drëttel bis d'Halschent vun de Prisonéier, déi no engem Prisongsopenthalt erëm réckfälleg ginn an no hirer Fräiloossung fréier oder spéider erëm am Prisong landen. Dat dierf et wierklech net sinn. An do musse mer wierklech kucken, datt mer dat hei zu Lëtzebuerg verhënneren.

Ech kennen elo net genau d'Statistiken hei vu Lëtzebuerg, mä mer mussen all Efforte maachen, fir hei wierklech déi richteg Akzenter ze setzen. D'Resozialisatioun, dat ass eigentlech den A an O vun engem reusséierte Strofvollzuch. Dorunner muss een d'Effizienz an d'Qualitéit vun engem Prisong moossen an net um NATO-Stacheldrot oder un dem gudde Kascht. Ech mengen, déi Aarbecht vun der Resozialisatioun, déi fänkt scho wärend der Prisongszäit un, an d'Foussfessel ass also een Element an där komplexer Aufgab.

Ech hunn och aner Elementer, ech ginn net méi op se all an. Semi-liberté, Exécution fractionnée an esou weider, dat sinn alles Elementer, déi eis eigentlech sollen hëllefen, déi eng Upak solle sinn, fir datt mer d'Resozialisatioun kënne gutt iwwert d'Bün kréien. Dat muss eigentlech dat iewescht Zil sinn.

A fir nach eng Kéier kuerz op déi Foussfessel zréckzekommen, ech mengen, dat ass jo wierklech awer och am Zäitalter vun der Digitalisatioun eppes, déi och beim Strofvollzuch net Halt mécht, fir datt de Prisonéier eigentlech kann dobausse sinn, sozial Kontakter erëm kann hierstellen, eventuell enger Aarbecht kann nogoen an dann esou seng Zäit, wann en ebe ganz a Fräiheet ass, ka besser virbereeden. Et gëllt einfach, fir d'Prisonéier aus dem Däiwelskrees vun der Kriminalitéit erauszekréien, well dann hu si selwer natierlech eppes dovunner, awer och d'Gesellschaft huet dann eppes dovunner, well dann d'Gesellschaft Bierger huet, déi integréiert sinn a keng Problemer méi maachen.

Eng wichteg Hëllefstellung, ech ginn och do weider net méi drop an, dat ass deen neie Plan volontaire d'insertion. Mir hunn och hei an engem vun deenen zwee Projeten eng nei geschafe Gefängnisverwaltung. Ech wëll och do elo net weider drop agoen, mä ech fannen dat awer och eng gutt Saach, well déi awer och eng wichteg Roll ze spille kréien. Dat ass elo net einfach eng Saach, wou ee verschidden, wéi soll ech soen, Posten definéiert, eng Struktur, eng Hierarchie definéiert. Mä wat hei och wichteg ass, dat ass, datt si net nëmme fir d'Bewaachen an de Prisongen zoustänneg sinn, mä och si hunn eng wichteg Aufgab ze iwwerhuelen, fir ze kucken, datt de Strofvollzuch optimal kann oflafe respektiv datt och déi Resozialisatioun ka beschtméiglech stattfannen.

Ganz kuerz nach zwee, dräi aner Punkten, op déi ech wéilt agoen. Dann ass an Zukunft och virgesinn, datt bei Prozeduren déi zoustänneg Juridictioun oder Magistraten, Untersuchungsriichter och kënnen an de Prisong goen. Ech denken do insbesonnesch u Suessem, wou jo d'Untersuchungshaftanstalt soll sinn. Dat ass eng pragmatesch Dispositioun an eisen Aen, well domat virun allem och déi onnéideg Gefaangenentransporter evitéiert ginn. An dat entlaascht dann och d'Police, déi soss hei vill am Asaz muss sinn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier an deem Kontext - et ass scho gesot gi gewiescht zu engem anere Moment, wou mer iwwert d'Policereform diskutéiert hunn - soen, nach eng Kéier als Denkustouss ginn, ob ee sech net awer soll iwwerleeën, ob d'Gefaangenentransporter onbedéngt musse vun der Police assuréiert ginn, oder ob net och kéinten zum Beispill d'Giischtercher dat iwwerhuelen. Dat hätt sécherlech zwee Avantagen: D'Police hätt méi Zäit, fir hiren aneren Aufgaben nozegoen, an d'Giischtercher hätten och emol méi, aner Aufgaben, datt se net ëmmer nëmmen tëschent deene véier Maueren am Prisong hir Aarbecht maachen, mä datt se och do emol déi eng oder aner Aarbecht kéinte maachen.

Jo, Här President, de Prisong, dat ass eng Plaz, wou dat enkt Zesummeliewen an déi speziell Konditiounen, datt d'Fräiheet eben ageschränkt ass, besonnesch och de Risiko erhéijen, datt och innerhalb vun de Maueren awer kënnen emol méi gewalttäteg Ausenanersetzunge stattfannen. Dat huet een och an der Vergaangenheet scho gehat. Ech hat gesot, dat ass e Mikrokosmos, wou dann d'Prisonéier ënner sech emol kënne Streidereien, Kläppereien hunn, wou et awer och emol vis-à-vis vun de Giischtercher, vun deenen, déi op si oppassen, do kann zu Problemer kommen.

Ech wëll net nach eng Kéier dat widderhuelen, wat ech am Ufank gesot hunn, datt mer also op alle Fall net kënnen toleréieren, wann do d'Sécherheet vum Beamten um Spill steet. An och hei an engem vun deene Gesetzer hu mer eng Rei Mesurë präziséiert, wat fir eng Waffen d'Beamten am Noutfall bei eminenter Bedroung dierfen asetzen.

Mir haten an der Kommissioun déi eng oder aner Diskussioun, wat fir eng Waffen dat kéinte sinn. Do war och vun deem berüümtenen Taser rieds. De Minister huet eis awer erkläert och mat de Spezialiste vun de Waffen, datt dat awer scho wierklech eng geféierlech Waff kéint sinn, wou et och zu wierklech gréissere Schied bei Persoune kéint kommen, datt et praktesch kéint bis zum Dout féieren, soudatt mer am Endeffekt also gesot hunn, am grousse Konsens, mengen ech, hu mer da gesot, opgrond vun deenen Informatiounen, datt mer dat net géifen zréckbehalen, fir esou Waffe wéi den Taser am Prisong kënne virzegesinn als Waff.

Ech mengen, ob déi Mëttelen, déi mer elo dann hei am Gesetz virgesinn, effikass sinn, dat muss dann d'Zukunft weisen. Ech mengen, am beschten ass et, datt et eigentlech guer net zu Situatioune kënnt, wou een iwwerhaapt misst iergendeng Waff gebrauchen. Mä op där anerer Säit ass awer wichteg, datt d'Sekuritéit vun de Giischtercher, mä awer och vun de Prisonéier zu all Moment garantéiert ass.

Voilà, ech mengen, Här President, ech sinn do op e puer Punkten agaangen. Dat gesot, kann ech awer no de puer Remarken och d'Zoustëmmung vun der DP zu deenen zwee Projete bréngen, well se awer wierklech e grousse Progrès sinn, och am Sënn vun engem méi gerechte Strofvollzuch an eise Prisongen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir begréissen als ADR dëst Gesetz. Et bréngt ganz vill positiv Neierungen. Et ass in globo e gutt Gesetz. An duerfir stëmme mer et.

Iwwer Prisong a Strofvollzuch ze schwätzen, ass komplizéiert, well et gëtt déi villfältegst Situatiounen. Mir diskutéieren hei och net iwwert d'Strofen, déi verhaange ginn. Dat ass net den Thema vun der Debatt. Trotzdeem erschléisst et sech mir net, wéisou een, dee mat 2,6 Promill nuets um zwou Auer e Foussgänger op engem Foussgängersträif iwwerrennt an zu Geméis fiert a Fahrerflucht begeet, kee Prisong kritt, an e Mënsch, deen e Meenungsdelikt op Facebook begeet, 15 Méint Prisong kritt. Mä dat ass eng aner Diskussioun. Do muss kontrolléiert ginn, datt déi Muecht, déi do exercéiert gëtt, net willkürlech exercéiert gëtt.

Och am Strofvollzuch erschléisse sech mir gewësse Saachen net, zum Beispill wéi en Drogendealer ka mat Foussfessele ronderëmlafen, an e Mënsch, dee kuerz virun der Pensioun steet an dee 15 Méint Prisong krut wéinst engem Meenungsdelikt op Facebook, fest agesat gëtt. Och dat ass eng Fro vu Contrôle vun där Muecht, déi do exercéiert gëtt.

Den Alex Bodry huet ganz richteg gesot: Den Openthalt am Prisong däerf net als solchen zur Strof benotzt ginn. Deng Strof ass, datt s de an de Prisong kënns. Firwat do Mënsche mat anere Mënschen an eng Zell gesat ginn, déi 24 Stonnen Télee kucken a zappen, déi Droge konsuméieren, déi fëmmen - mir anerer däerfen an engem Bistro net fëmmen, an enger Zell däerf gefëmmt ginn -, datt Drogenhandel toleréiert gëtt am Prisong, all déi Saache sinn a mengen Aen intolerabel. An ech hoffen, datt dëst Gesetz hëlleft, där Willkür do opzehëllefen.

Et huet ee Prisonéier mer geschriwwen: „Fast schon wäre mir eine Strafzelle lieber, um dem tagtäglichen Psychoterror zu entkommen." An do ass d'Déléguée aux exécutions des peines au courant an et geschitt näischt. Ech hoffen, datt deen zukünftege Magistrat, deen do en charge ass, wäert eppes änneren. An duerfir stëmme mer dëst Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Den Entwécklungsgrad vun enger Gesellschaft léisst sech ënner anerem dorunner moossen, wéi se mat deenen ëmgeet, déi sech duerch hiert Verhalen ausserhalb vun der Gesellschaft setzen, also déi, déi sech ausserhalb vun de Gesetzer vun enger Gesellschaft setzen. An ech mengen, datt et en Zeechen och vun Zivilisatiounsgrad ass, wéi ee mat deene Mënschen ëmgeet.

Et war nach an der Vergaangenheet an deene Jorhonnerte virdru ganz dacks, a besonnesch am Mëttelalter esou, datt an deene Gesellschaften d'Bestrofung an den temporären oder definitiven Ausschloss aus der Gesellschaft am Mëttelpunkt stoungen. An eise modernen, opgeklärten an humanistesch inspiréierte Gesellschafte geet et virun allem ëm d'Reinsertioun vun de Leit an d'Rehabilitatioun vun den Affer, also ëm d'Wiederguttmaachung, Aussöhnung a virun allem ëm d'Reinsertioun vun deene Gefaangenen, déi no hirer Strof erëm Deel vun der Gesellschaft ginn.

An dësem Sënn menge mir och, datt dësen Text e fortschrëttlechen ass, well en an de Fokus hélt, wat mam Prisonéier geschitt, wann en nees Deel vun der Gesellschaft ass. An am Zentrum steet d'Reinsertioun an d'Gesellschaft, d'Resozialisatioun, och präventiv schonn, déi am Prisong muss ufänken, déi ufänke muss ab deem Moment, wou eng Condamnatioun ausgesprach gëtt.

Dat ass net nëmmen am Interessi vum Prisonéier, mä et ass virun allem och am Interessi vun der Gesellschaft, well eng Gesellschaft Interessi muss drun hunn, datt een, dee seng Strof ofgesat huet, net méi rezidiv gëtt, net méi réckfälleg gëtt a keng Strofdote méi begeet. A mir wëssen, mir hunn am Moment e relativ héije Prozentsaz, 32%, ass gesot ginn, vun deenen, déi asëtzen, si Leit, déi virdru schonn eng Strofdot begaangen hunn.

Dësen Text proposéiert dat virun allem iwwert de Plan volontaire d'insertion, wou quasi de Prisonéier zesumme mam SCAS kuckt, en individualiséierten, op d'Besoine vum Prisonéier adaptéierte Plang ze entwéckelen, dee Formatioun ka beinhalten, dee psychologesch Betreiung ka beinhalten an deen awer och, an dat ass wichteg, d'Reparatioun vun der Schold par rapport zum Affer bedeit.

An dat ass en zweete Punkt, dee mir och an dësem Text begréissen, näämlech d'Stäerkung vum Affer, souwuel wat d'Informatiounsrecht vum Affer ugeet wéi awer och d'Wiedergutt-maachung, déi am Zentrum och vun deene Plan-d'insertione steet.

Mir begréissen och, datt eng Unité de psychiatrie socio-judiciaire geschafe gëtt, déi dem Ettelbrécker Spidol ugeschloss ass an déi net direkt Deel also vun der Verwaltung vum Centre pénitentiaire ass. Mir mengen och, datt déi Dispositiounen, déi an deem heiten Text dra sinn iwwert den Amenagement vun de Strofen, absolutt Sënn maachen, datt et aner Forme gëtt, wéi d'Exécution fractionnée, oder och déi bis elo positiv Erfahrunge mat der elektronescher Foussfessel begréisse mer absolutt, well et eben drëm geet, fir dee Prisonéier och erëm op dat Liewen ze preparéieren ausserhalb vun dem Centre pénitentiaire. An do ass et ebe grad wichteg, datt et sozial Kontakter ginn, datt e Mënsch Lienen huet mat där Gesellschaft, an déi en no enger gewëssener Zäit dann erëm entlooss gëtt.

Mir begréissen och, datt hei elo formal eng Chambre d'application des peines geschafe gëtt.

Wat mer och éischter kritesch gesinn, ass, datt en zweete Recours, also en double Degré de juridiction hei net virgesinn ass. Ech denken, wann een dat Gesetz an e puer Joer vläicht eng Kéier evaluéiert oder och nach eng Kéier misst op de Leescht huelen oder sollt op de Leescht huelen, datt dat een Element ass, wou een awer och vläicht nach eng Kéier misst drugoen.

Et ass e Gesetz oder e Projet, dee mer hei virleien hunn, dee ganz staark op de Strofvollzuch achséiert ass, also wat éischter eng Form vu Symptomer ass, mä mer kommen net derlaanscht, och d'Ursaache vun där héijer Beleeung awer unzegoen. An duerfir mengen ech och, datt mer eng Kéier mussen eng seriö Diskussioun féieren hei an der Chamber iwwer eng vun deenen Ursaachen, näämlech déi Drogepolitik, déi am Moment nach ëmmer gefouert gëtt, an och d'Kriminaliséierung vum Drogegebrauch, déi domadder zesummenhänkt.

Dës gesot, ënnerstëtze mer awer dësen Text a mengen och, datt et en duerchaus fortschrëttlechen ass. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'Reform vum Strofvollzuch, dat ass ee vun deene schwieregste politeschen Dossieren iwwerhaapt. An eisen Ae verlaangt dat och duerfir eng ganz sachlech Debatt.

An ech muss Iech, Här President, éierlech soen, dass mer doiwwer e bësse bestierzt waren iwwert deen CSV-Bashing vu bal viru 50 Joer, deen awer vum Spriecher vun der Sozialistescher Partei gemaach gouf.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech géif un d'Adress vum Här Bodry soen: D'CSV steet zu hirer Geschicht, zu deene positiven an och manner positive Momenter.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mä mir stinn awer och, dat soen ech Iech och, Här Bodry, zu de Bilane vu vun CSV/LSAP geféierte Regierungen hei am Land, zu deene positive Saachen, déi geleescht goufen am Interessi vum Lëtzebuerger Land. An dat schéngt an den Ae vun der LSAP definitiv dann net de Fall ze sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Madamm Tanson Merci soe fir e ganz sachlechen a gudde Rapport, souwuel schréftlechen a mëndlechen, zu dësem Sujet. An ech wëll och duerfir mat enger sachlecher Ried weiderfueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- «Surveiller et punir», Dir Dammen an Dir Hären, also „iwwerwaachen a bestrofen", dat soll sécher och am Prisong geschéien. Mä «Surveiller et punir» ass och den Titel vum Haaptwierk vum, haut ze dacks vergiessenen, Michel Foucault, well schonns an de 70er Joren huet sech dee grousse franséischen Denker eigentlech fir de Retour vun der Dignitéit an de Prisongen ausgeschwat, also fir eng Réckbesënnung och op dat, wat am däitsche Grondgesetz steet, näämlech, dass d'Würd vum Mënsch eigentlech onantastbar ass. Dat heescht leschten Enns, dass de Mënsch ëmmer getrennt vu sengen Akten ze gesinn ass, egal wéi schlëmm déi och waren an och wann dat an eenzelne Fäll net ëmmer einfach ass.

De Mënsch ass also net vu senger Dignitéit ze trennen. Och als Verbriecher bleift hien integral e Mënsch. A kee Prisong vun der Welt däerf engem Mënsch eigentlech seng Dignitéit huelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Sou wäit zum Abstrakte vum Mënschebild an och vu Mënscherechter. Mä am Prisong gëtt et konkret. Jo, de Prisong ass insoufern och ëmmer e Lackmustest fir eng Gesellschaft. Wéi gi mer eigentlech mat deenen, déi sech géint d'Gesellschaft gestallt hunn, ëm? An hale mir och hanner zouenen Dieren eis Wäerter an eis Prinzipien oprecht? Meng Äntwert dozou ass ganz kloer: Jo! Grad do muss et sinn!

Grad wa kee Scheinwerfer un ass, muss d'Würd vum Mënsch besonnesch geschützt ginn. Dat heescht net, an dat ass jo schonns indirekt ugeklongen, dass de Prisong soll zu engem Club Med ginn, ganz a guer net! Mä et heescht, dass d'Grondrechter an der Praxis an och praktesch fir jiddweree musse respektéiert ginn, ouni Schikan, egal wéi subtill se och mag sinn, well hei, am Verbuergene vum Prisong, weist sech eigentlech déi wierklech Gréisst vun enger Gesellschaft a virun allem och vun enger moderner Demokratie.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären: De Prisong ass keen extraterritorialen Terrain wéi Guantánamo Bay. Eise Prisong ass matzen a Lëtzebuerg, matzen an eiser Gesellschaft. A mir mussen duerno kucken a grad hei eis Wäerter héichhalen an och eis Grondrechter. «Surveiller et punir» also jo, awer dat geet net duer. Virun allem muss et heeschen «éduquer et réintégrer».

Duerfir begréisst d'CSV och, dass an dësem Gesetzesprojet den Akzent op d'Resozialiséierung vum Veruerteelte geluecht gëtt. An dat ass net nei. Dës Ausriichtung huet sech och am François Biltgen sengem Projet vun 2012 schonns erëmfonnt. Duerfir seet d'CSV och Jo zu der Aféierung vu fräiwëllegen Insertiounspläng, engem vun den Häerzstécker vun dësem Projet.

Dëse Plang stellt eigentlech de Prisonéier an de Mëttelpunkt. De Prisonéier soll no senger Veruerteelung direkt op e Liewen nom Prisong virbereet ginn. Hie selwer ass net den Objet vun deem Plang, hien ass den Akteur. Hie gëtt direkt no senger Veruerteelung responsabiliséiert, säi Schicksal eegen an de Grapp ze huelen. Net nëmmen de psychosozialen Encadrement gëtt diskutéiert. Et geet och drëms, de Prisonéier fit ze maachen, fir nees a Fräiheet kënnen ze liewen. Hie soll sech kënne weiderbilden, seng Aarbechtsfäegkeet steigeren a villes méi.

Sech verantwortlech fille fir dat, wat de Prisonéier verbrach huet, bedeit och, sech Gedanken ze maachen iwwert d'Entschiedegung vun den Affer. Mä och dat gëtt elo Bestanddeel vun deem Plang.

D'CSV seet och Jo zu der Weiderféierung vun enger adaptéierter medezinnescher Prise en charge vum Prisonéier. D'CSV seet och Jo zum Prinzip vum Liewen an der Prisongsgemeinschaft, an de Régime cellulaire, an dat steet och am Gesetz, soll an Zukunft d'Ausnam sinn.

Fir d'CSV gehéiert och, an dat soe mer gradesou kloer, kee Mineur op Schraasseg. Mir deelen hei d'Opfaassung vun der Mediateur, vun der Mënscherechtskonventioun. Och wann déi raimlech Trennung mat den Erwuessenen den Ament zu Schraasseg garantéiert ass, ass et net gutt, béid Gruppe beieneenzesetzen. Mir brauchen, a plädéieren och derfir, eng separat Struktur.

Mir brauchen eng Institutioun hei am Land, déi sech ëm déi jonk Kriminell këmmert. Dës sollen och net mat de Jugendlechen aus der Unisec zu Dräibur zesummegestach ginn. Wa mir dat fäerdegbréngen, hu mir dësen an deene Jugendlechen, déi eis am meeschte brauchen, och, mengen ech, am meeschte gehollef. A fir d'CSV ass de Jugendschutz op deem Punkt net verhandelbar.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn awer net naiv! De Prisong ass och keng Zone de nondroit. Och am Prisong oder vläicht grad am Prisong muss d'Disziplinn de Maître-mot sinn. Duerfir soe mir genausou däitlech, dass all Verstouss géint dës Disziplinn bestrooft muss ginn.

D'CSV seet duerfir Jo zu engem strikte Regelwierk mat engem klore Strofekatalog. Hei spillt dann och d'CHAP, also d'Chambre de l'application des peines, eng wichteg Roll. Si garantéiert d'Anhale vun de Grondrechter och am Prisong.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Uerdnung suergen am Prisong awer zulescht och d'Giischtercher. Si leeschten all Dag eng ganz schwéier, mä virun allem eng exemplaresch Aarbecht. A si hunn eiser aller Merci verdéngt. Mir musse se awer och richteg equipéieren, fir dass si hirer schwéierer Missioun kënne gerecht ginn.

Duerfir begréisse mir, a mir soen dat ausdrécklech, dass de Justizminister der Revendicatioun vun de Giischtercher, an et war och eng Fuerderung vun der CSV, e Stéck wäit nokomm ass. Den Asaz vu Peffergel an net penetrante Schosswaffen ass en éischte Schrëtt. A mir sinn och gradesou däitlech: Fir d'CSV geet dat awer net duer!

D'CSV ass op deem Punkt der Meenung, dass den Taser zumindest an enger Testphas, äänlech wéi et iwwregens och elo an der Belsch zu Arel an zu Virton geschitt, misst kënnen agesat ginn, a wann et nëmme wier, fir ofschreckend ze wierken.

(Interruption par M. Félix Braz)

Uerdnung am Prisong bedeit och eng Strategie…

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Entschëllegt, Här Roth, ech muss Iech drop opmierksam maachen: Dir maacht elo de Verweis op d'Belsch, dat, wat an der Belsch elo am Test ass, den Taser, dat ass bei der Polizei, net bei den Agenten am Prisong.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Uerdnung am Prisong bedeit och, eng Strategie géint d'Radikaliséierung, Här Justizminister, ze hunn. D'Sensibiliséierung vun de Betraffenen an Dialog sinn natierlech een Ufank.

An deem Kontext folgend Froen un de Justizminister: Gëtt et haut eng Method vun der Risikoanalys, fir éischt Unzeeche vu Radikaliséierung am Prisong ze erkennen? Wou ass déi präventiv Politik am Beräich Radikaliséierung drun, déi ënner anerem ënner Lëtzebuerger, ënner Ärer Presidence am November 2015 an engem JAI-Conseil zu Bréissel festgehale gouf? Waren dat nëmmen eidel Lëppebekenntnisser?

Ginn et am Prisong gutt genuch reliéis Vertrieder, zum Beispill en Imam, deen och dozou vum Stat autoriséiert ass? Ass garantéiert, dass am Prisong ee sécheren Espace fir Rehabilitatiounsprogrammer ugebuede gëtt? Wat geschitt, wann eng Persoun sech am Prisong radikaliséiert oder eng radikaliséiert Persoun an de Prisong ageliwwert gëtt? Sinn d'Giischtercher dorobber virbereet a virun allem forméiert?

Dir Dammen an Dir Hären, eist Land brauch virun allem am Hibléck op en neie Prisong zu Suessem genuch a gutt ausgebilte Giischtercher. An duerfir déi lescht Fro un de Justizminister: Wéi steet et ëm de Rekrutement vun deenen 300 Giischtercher, déi do gebraucht ginn?, well dës Leit, déi musse virun Inbetriebnam vum Uerschterhaff selbstverständlech och nach forméiert ginn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Den Här Gloden huet schonn d'Zoustëmmung zu deene béiden Texter vun der CSV-Fraktioun ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert zum zweete Projet de loi, zu der Administration pénitentiaire haaptsächlech, schwätzen. An ech géif gär ufänke mat engem Zitat vum Nelson Mandela, dee gesot huet: „No one truly knows a nation until one has been inside its jails." An den 18. Juli, an zwou Wochen also, ass den internationalen Nelson-Mandela-Dag an dee groussen Nelson Mandela war an ass och elo nach haut no sengem Doud e Beispill vu Courage a vu Compassioun an natierlech och eng grouss Quell vun Inspiratioun.

An dofir ass och am Dezember 2015 op UN-Niveau decidéiert ginn, dass den Nelson-Mandela-Day och den Dag gëtt fir méi en humane Strofvollzuch, fir d'Promotioun vun engem humane Strofvollzuch, fir d'Effentlechkeet ze sensibiliséieren, dass d'Detenuen ëmmer nach en Deel vun onser Gesellschaft sinn. An de Mandela-Dag soll awer och opmierksam maachen op d'Unerkennung an op d'Wichtegkeet vun der sozialer Aarbecht, déi vum Prisongspersonal gemaach gëtt.

Dat Gesetz, déi zwee Gesetzer, iwwert déi mer haut also ofstëmmen, leie voll an der Linn vun der UNO hire sougenannten Nelson-Mandela-Regelen. Et ass natierlech eppes, wat ons all heibannen, mengen ech, freet.

No den exzellente schréftlechen a mëndleche Rapporte vun der Rapporteur Sam Tanson, där ech dofir och villmools Merci soen, wëll ech net nach eemol op all Punkten agoen, awer e puer Punkten zu der Reform vun der Administration pénitentiaire soen, déi fir d'LSAP wichteg sinn.

Ech wëll awer och dem jëtzege Justizminister Félix Braz Merci soe fir déi breet Konsultatioun, déi hie beim Ausschaffe vun dësem Projet de loi mat de Leit vum Terrain hat, sief dat mat de Geriichtsinstanzen, awer och mam Personal a besonnesch och mat der Personalvertriedung.

An och mir an der Justizkommissioun hunn a méi wéi aacht Reuniounen iwwert dëse Projet de loi zesummen diskutéiert, fir en ze verfeineren a fir en nach ze verbesseren, dat opgrond natierlech vun den Avise vum Statsrot, wou déi eng oder aner Oppositioun dra war, awer och nach aneren Avisen aus der Zivillgesellschaft, besonnesch och Avise vu Mënscherechtler. De Fait, dass déi Detenuen elo Recht op Kultur, Accès zu Kultur kréien, Sport an esou weider, ech mengen, dat ass eng gutt Saach, déi am Projet de loi dran ass.

Et dierft also kee behaapten, dëse Projet de loi wier iwwert de Knéi gebrach ginn. An et ass, mengen ech, och wichteg a richteg, dass mer eis Zäit geholl hunn, un dësem Projet de loi ze schaffen, well et ass eng sensibel Matière, wou et ëm Grondrechter geet, awer och ëm Sécherheet.

Niewent den Aarbechte vun dësen zwee Projet-de-loien hu mer awer nach éfters an der Kommissioun iwwert d'Prisongswiesen hei zu Lëtzebuerg diskutéiert, dat am Kader vun deem ganz wichtegen Audit iwwert d'Gesondheetsversuergung vun de Prisonéier. Ech mengen, dat war ganz wichteg, fir eben d'Besoinen ze identifizéieren a fir déi medezinnesch Prestatiounen an de Prisonge souwuel am Domaine somatique wéi och am Domaine psychiatrique verbesseren ze kënnen. An och den Audit vum SCAS, dee mer diskutéiert hunn, de Service central d'assistance sociale, deen natierlech hei och concernéiert ass, mir hunn dat laang a breet beliicht an diskutéiert. Dat sinn Initiative vun der Regierung, déi d'LSAP selbstverständlech begréisst an och ënnerstëtzt huet.

Niewent den zwee Auditen hu mer och natierlech regelméisseg iwwert den neie Prisong fir d'Prevenuen, also déi nach net veruerteelt sinn, zu Suessem, den Uerschterhaff, geschwat, wou mer mussen 300 Leit rekrutéieren a wou d'Regierung och amgaangen ass, dorunner ze schaffen. Dat wäert an dat wësse mer alleguer net einfach ginn, 300 Leit ze fannen. An ech mengen, dofir ass et grad wichteg, dass an dësem Projet de loi innerhalb vun der Prisongsverwaltung en Institut de formation pénitentiaire geschafe gëtt, fir dass nach besser op dee schwéiere Beruff an op dee wichtege Beruff vum Agent pénitentiaire, oder am Volleksmond Giischtje genannt, ka preparéiert ginn.

Fir d'LSAP ass et wichteg, dass de Rekrutement fir déi zousätzlech Agenten an e puer Phase geschitt, fir dass déi nei Agenten niewent där theoretescher Formatioun, déi se selbstverständlech musse kréien, och enger praktescher Formatioun kënnen nogoen. An et ass gutt, dass deen neien Institut de formation, dee ganz enk kollaboréiere muss mam INAP, och zoustänneg wäert si fir d'Formation continue vun den Agenten am Prisong. Ech mengen, och dat ass luewenswäert.

A wann deen neien Centre elo zu Suessem opgeet, kréie mer jo och d'Méiglechkeet, Schraasseg ëmzebauen an ze adaptéieren. An do wär mäin Appell, oder den Appell vun der LSAP un Iech, Här Minister, derfir ze suergen, dass bei deene Pläng vun deenen Embauten do d'Personal vu Schraasseg mat abezu gëtt an dass och den Embau vun de Raimlechkeete fir d'Visiteuren, fir d'Familljen, déi d'Prisonéier besiche ginn, eng Prioritéit ass, fir déi ganz séier nei ze gestalten.

Wann ech scho beim Personal sinn, wëll ech och drop hiweisen, dass duerch dat neit Policegesetz, dat jo eng Rei Ameliorationne fir verschidde Carrièrë bei der Police virgesäit, de Risk besteet, dass d'Carrière vum Agent pénitentiaire manner attraktiv gëtt. Och dat hu mer an der Kommissioun diskutéiert. An dës Gefor hunn de Justizminister Braz an awer och de Fonction-publiques-Minister Kersch erkannt an och ugepaakt.

An ech mengen, Här Minister Kersch, Dir sidd a Verhandlunge gewiescht mat de Gewerkschafte vun de Giischtercher. An ech mengen, déi Verhandlunge si gutt virukomm an et leie konkret Propositiounen um Dësch, fir dës Carrière ze revaloriséieren. Ech mengen, dat ass eppes, wat mir als LSAP-Fraktioun als ganz wichteg empfannen an och begréissen.

D'LSAP begréisst och déi ganz Philosophie vum Projet de loi, déi ass, dass d'Reinsertioun vun engem Detenu zréck an ons Gesellschaft d'Zil muss sinn an dass dës Reinsertioun nëmme méiglech ass, wann natierlech d'Haftbedéngunge gutt sinn, wann d'Personal déi néideg Mëttele kritt, awer Mëttele ginn net duer, och

déi néideg Ënnerstëtzung an Unerkennung huet, jo, da kann e Prisong senger Roll gerecht ginn, fir d'Prisonéier nom Ofsetze vun hirer Strof erëm an ons Gesellschaft anzeglidderen a se fit ze maache fir e Liewen ouni Strofdoten.

Et ass och gutt, dass an dësem Projet de loi d'Rechter, awer och d'Obligatioune vun den Detenuë festgeluecht ginn. Ee vun den Häerzstécker ass dofir de Plan volontaire d'insertion. Fir d'LSAP ass dee Plang enorm wichteg, well e virun allem e Suivi vun Ufank u garantéiert a virun allem, well en als Zweck huet, de Prisonéier ze responsabiliséieren. Dat ass enorm wichteg fir d'Rehabilitatioun an déi sozial Reintegratioun vun de Gefaangene bei der Entloossung.

Och begréisse mer als LSAP dee ganze Volet vun der Wiedergutmachung vis-à-vis vun den Affer. Den Här Baum war am Detail dorobber agaangen. Dass d'Rechter vun den Affer gestäerkt ginn, dat ass, mengen ech, och e wichtegen Aspekt.

D'LSAP begréisst och, dass duerch dëse Projet de loi eng regelrecht Prisongsverwaltung geschafe gëtt, déi dem Justizminister ënnersteet, an et ass also eng richteg Administration à part entière, déi vun engem Direkter geféiert gëtt.

(Interruption par la présidence)

Ah, ech hunn net gesinn, dass meng Zäit geschwënn ofgelaf ass. Da wäert ech zur Konklusioun kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn Iech ganz diskret drop opmierksam gemaach.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech mengen, dat sinn alles gutt Saachen. Et ass scho ganz vill gesot ginn.

(Interruption)

Jo, also, da kommen ech zur Konklusioun.

(Interruption)

Mir stëmmen dat Gesetz selbstverständlech mat, well et e gutt Gesetz ass a well et, wéi gesot, wéi ech am Ufank gesot hunn, de Regele vun der UNO entsprécht an eng Moderniséierung ass vum Strofvollzuch. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet dann elo de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Vläicht e puer Wuert och zum Historique. En ass vläicht ganz liicht anescht, wéi den Här Gloden e presentéiert huet.

Ech wëll awer fir d'Éischt, Här President, op en Ëmstand opmierksam maachen, deen engem vläicht net spontan esou an d'A stécht. Wann Der d'Debatt ronderëm de Strofvollzuch zu Lëtzebuerg an de leschte Joren a Jorzéngte suivéiert hutt, dann ass Iech, mengen ech, net entgaangen, dass de Prisong hei am Land eigentlech keng Lobby huet. Contrairement zu villen aneren Themen a Saachfroen, wou et vill Leit gëtt, déi sech staark dofir interesséieren, ass et esou, dass dat, wat am Strofvollzuch a ronderëm de Strofvollzuch geschitt, an aller Regel nëmme ganz wéineg Leit interesséiert.

Et gëtt, et gouf laang Joren eng Organisatioun, déi heescht „Info Prison". Dat sinn déi, déi wärend Jore probéiert hunn, fir op dat ronderëm, wat bannent de Schraasseger Mauere geschitt, opmierksam ze maachen. An et gëtt elo nach eng zweet Associatioun, déi vun de Visiteuren am Prisong, Leit, déi onentgeltlech op hirer privater Zäit an de Prisong ginn, fir mat deene Prisonéier Kontakt ze hunn, déi eigentlech soss mat kenge Leit an der Regel vun dobausse Kontakt hunn, well hir Famill an hire Frëndeskrees net méi besteet.

Mä vun deenen ofgesinn huet de Prisong an aller Regel wéineg Lobby. Dofir ass och vläicht net vill iwwert de Prisong gewosst. An dofir gëtt et och vläicht eng ganz Partie Viruerteeler, déi, wéi dat bei de Viruerteeler jo ewell ëmmer de Fall ass, dann och net zoutreffen.

De Prisong, wéi mer en haut kennen zu Schraasseg, huet eng Capacitéit vu ronn 600 Leit. A mir sinn och permanent op där Capacitéit, wat mat sech bréngt, dass en eigentlech iwwerbeluecht ass, well doduerch, dass e bis op déi lescht Plaz gefëllt ass, déi theoretesch do ass, kann och eng gewësse Gestioun, eng gewëssen Opdeelung am Prisong net gemaach ginn, fir bestëmmte Politicke méiglech ze maachen.

D'Kompositioun am Prisong, dat ass scho gesot ginn: Se besteet zur Halschent aus Leit, déi, ech maachen et elo einfach, ongeféier zur Halschent aus Leit, déi condamnéiert sinn, an ongefëier zur Halschent aus Leit, déi Prevenuë sinn. Dat ass e relativ héije Pourcentage vu Leit an der Preventive. Dat erklärt sech awer och doduerch, dass zu Lëtzebuerg ongefëier d'Halschent vun de Leit, déi am Prisong sinn, keng Residentë sinn, also Leit, déi iwwert d'Grenzen ewech aus verschiddene Plaze vun der Welt op Lëtzebuerg komm sinn an hei eng Infraktioun begaangen hunn an dofir sech elo am Prisong erëmfannen.

Wesentlech anescht wäert dat eréischt kënne ginn, wa mer de Prisong Uerschterhaff a Betrib wäerte kënnen huelen. De leschten Informatioune vum MDDI no wäert dat Enn 2022, Ufank 2023 kënne sinn. A mir hoffen natierlech, dass mer deen Timing kënnen anhalen.

De Prisong war an der Lescht e bësse méi an der Ëffentlechkeet, wann och net ganz laang, wärend e puer Wochen hei zu Lëtzebuerg. Do ass den Androck entstanen, do wieren elo ganz speziell Evenementer dee Moment geschitt. Dat ass och deelweis richteg, deelweis awer net, well d'Virstellung, dass e Prisong roueg Zäite géif kennen, ass eigentlech keng, déi no bei der Realitéit ass. E Prisong ass ni wierklech ganz roueg. An engem Prisong geschéien ëmmer, och op enger alldeeglecher Basis, Saachen, well do Leit eigentlech ënner extreme Konditiounen hiert Liewe musse gestalten. An do huet ee bal am Alldag Problemer mat engem oder mat méi Leit, déi eng Verwaltung dann och muss geréieren.

Dës Reform berout op engem Virprojet vum François Biltgen, e Projet, dee ganz vill Kriticke kritt hat, net nëmme vum Statsrot, mä och vu ganz villen aneren, au point, dass mer probéiert hunn, en neien Ulaf ze huelen, baséierend nach ëmmer op därselwechter Grondphilosophie, näämlech där vun der Réinsertion sociale als ieweschste Maximm vum Projet, doriwwer eraus awer all déi Mängel, déi dee Projet hat, probéiert hunn, am Gespréich mat all de Concernéierten ze behiewen, an der Hoffnung, dass mer dann e Projet tatsächlech kéinten zu Enn bréngen, wat och haut de Fall hei an der Chamber ass.

De Projet ass virun der Halschent vun der Legislatur deposéiert ginn an e war elo zwee Joer an der parlamentarescher Prozedur an e kann, wéi gesot, elo gestëmmt ginn.

Mir maachen eng Ännerung am Code de procédure pénale. Am Artikel 195, do kënnt elo e Punkt, deen nei ass, deen ass virdru schonn evoquéiert ginn, mä dee steet eigentlech symbolesch fir déi ganz Reform, näämlech deen Artikel am CPP, dee seet, dass an Zukunft, wann e Riichter eng Decisioun hëlt, wou e kee Sursis accordéiert, en dat muss speziell begrënnen. Haut ass et just de Contraire.

Déi Obligation légale, fir an Zukunft den Defaut vum Sursis ze begrënnen, am Fong also dat, wat den Här Baum soulevéiert huet, wou e gemengt huet, mir missten eng Kéier eng méi laang Diskussioun doriwwer féieren. Ech mengen, dass déi Diskussioun zum Deel schonn zumindest gefouert ginn ass an och beäntwert gëtt duerch dëse Projet. Duerch déi Obligatioun, fir an Zukunft den Defaut vu Sursis mussen ze begrënnen, si mer am Prinzip, dee seet, dass d'Aspären, d'reellt Aspären eigentlech d'Ultima Ratio soll sinn. An dat fanne mer an enger Rei vun Artikele vun dësem Projet de loi. Dofir steet deen doten neien Artikel am Code de procédure pénale eigentlech stellvertriedend fir d'Philosophie, déi an deem heite Projet ass.

De Prisong huet dräi Fonctiounen: Strofen, d'Gesellschaft wärend enger gewëssener Zäit ze schützen. En huet awer och d'Fonctioun, d'Leit op d'Liewen nom Prisong virzebereeden. Déi drëtt Fonctioun ass déi, déi an de leschte Jorzéngte mat Sécherheet net genuch eescht geholl ginn ass.

Mir hunn am Fong geholl am Prisong eng Approche gehat, déi doranner bestanen huet, e Mënsch, deen an de Prisong kënnt, fir d'Éischt emol passend fir de Prisong ze maachen, en eigentlech komplett ze destrukturéieren, fir dass e seng Zäit am Prisong esou ka verbrénge wéi all déi aner och, wou seng Perséinlechkeet, säi Charakter esou mann wéi méiglech sollen zur Geltung kommen, fir en dann, wat e méi no bei seng Sortie vum Prisong erëm kënnt, ze probéieren, mat groussem Opwand nees ze strukturéieren an e virzebereeden dorobber, dass e geschwënn erëm eng Kéier muss dobaussen an der Fräiheet iergendwou eleng eens ginn.

Destrukturéieren, fir duerno mat groussem Opwand ze restrukturéieren, dat ass falsch, dat ass eng Energie, déi do absolutt falsch investéiert a vergeut gëtt. An dofir ass d'Approche vun dësem Projet de loi, fir eigentlech vun där Sekonn un, wou e Mënsch condamnéiert gëtt, souguer nach ier e seng Strof untrëtt am Prisong, dass en ab där Sekonn, wou seng Strof rechtskräfteg ass, souwuel e Probatiounsagent vum SCAS zur Säit gestallt kritt wéi awer och an d'Gespréich geet, fir e Plan volontaire d'insertion mat deem ze maachen.

Dat ass e wesentleche Punkt, dee Plan volontaire d'insertion, well e probéiert, de Prisonéier vu senger Condamnatioun u bis zur Sortie vum Prisong op säi Liewen no der Condamnatioun virzebereeden, mat all deenen Akteuren, déi do zesummekommen, iwwert den SPSE awer och de SCAS.

D'Geriichter, déi jugéieren d'Responsabilitéit vun engem Mënsch par rapport zu den Doten, déi e gemaach huet. De Plan volontaire d'insertion, dee bekëmmert sech ëm d'Responsabiliséierung vun där Persoun en vue vun hirer Entloossung. Dat ass e fundamentalen Ënnerscheed zu deem, wat mer haut kennen.

Do niewendru wäerte mer eng Chambre de l'application des peines aféieren; dat ass gesot ginn. An der Regel taagt déi als Chamber mat dräi Riichteren. Fir bestëmmte Saache geet awer och do de Juge unique duer. An alles, wat decidéiert gëtt iwwer e Prisonéier - ob dat am Beräich ass vun dem Amenagement vu senger Peine oder am Disziplinareschen, ob dat Decisioune si vum Procureur général d'État oder sengem Delegué, oder eng Decisioun vum Direkter vu sengem Centre pénitentiaire oder vun der Administration pénitentiaire -, géint all déi Decisioune kann e Recours bei der Chambre de l'application des peines gemaach ginn.

Dat ass eng Exigenz, déi mer domadder aléisen. An och dat ass fir d'Strukturéierung vun de Prisonéier wärend hirer Zäit am Prisong eng wesentlech Fro, well se dat Gefill vun Ongerechtegkeet, wat se haut ganz oft hunn, well se ëmmer nees op déiselwecht Leit stoussen, déi hire Problem an hiren Aen net richteg an net neutral genuch aschätzen, dass mer dat aus der Welt kréien. Och dat wäert fundamental si fir d'Stëmmung an d'Atmosphär am Prisong.

An Zukunft wäert de Procureur général d'État ganz kloer, wéi haut och, zoustänneg si fir den Amenagement vun der Peine vun de Prisonéier, wat awer an Zukunft vill méi wäert beschriwwe sinn. Am Projet de loi 7041 fannt Der d'Detailer dovunner. An niewendru wäerte mer déi Administration pénitentiaire schafen, déi dann och kloer an Zukunft ënnert der Zoustännegkeet vum Minister steet. An déi Opdeelung do vun de Kompetenzen, mengen ech, ass och eng fundamental Reform, déi dem Strofvollzuch nëmme ka guttdoen.

Doriwwer eraus striewe mer mat dëser Reform, en vue och vun där verbesserter Réinsertion sociale, och eng wäitestgehend Normaliséierung, wann ech esou ka soen, vum Prisong un; eppes, wat an deem spezifesche Kontext natierlech ëmmer ganz schwéier ass.

Dofir wäerte mer och an Zukunft de Leit, déi an de Prisong ginn, déi e Rentenusproch hunn - contrairement zu haut -, hir Rent net méi stoppen. Haut ass et esou, dass eng Persoun, déi eng Rent huet, déi dofir cotiséiert huet: Wa se an de Prisong kënnt, kritt se déi Rent net méi ausbezuelt; wat natierlech contestabel ass, well se huet fir déi Rent cotiséiert a se huet och weider Obligatiounen dobaussen, och wa si am Prisong ass. Si huet nach vläicht Kanner, déi an d'Schoul ginn an och aner Obligatiounen.

Dofir, dass déi Rente gestoppt gi sinn, wann eng Persoun an de Prisong komm ass, ass falsch! Dat stoppe mir elo. An Zukunft wäert dat net méi de Fall sinn. Déi Rente ginn also weider ausbezuelt.

Et wäert an Zukunft och méiglech sinn, och wann een am Prisong ass, dass ee sech eng Pension complémentaire volontaire ka weiderhi selwer finanzéieren, natierlech op den eegene Suen. Da muss och do selbstverständlech, wéi dat am normale Regimm och de Fall ass, souwuel d'Part assuré wéi och d'Part patronale, déi et an dësem Fall natierlech net gëtt, vum Prisonéier iwwerholl ginn, mä e kann och do seng Rentecarrière weiderféieren. Och dat ass e Bäitrag zu enger besserer Réinsertion sociale um Enn vun der Peine.

Och wëlle mer eng gewëssen Normaliséierung bei der Assurance maladie hunn. Am Prisong komme mer op fir d'Soins de santé vun de Prisonéier. Dat ass e schwieregt Ëmfeld, fir hir Gesondheet ze erhalen. An de Stat assuréiert, dass mer eng beschtméiglech Versuergung, comparabel mat där vun de Leit, déi net am Prisong sinn, sécherstellen.

Wann awer eng Persoun doriwwer eraus sech wëllt weider kënne versécheren an der Assurance maladie, dann erlabe mer dat och an Zukunft. Mir erlaben och de libre Choix vum Dokter. Natierlech muss déi Persoun dat dann awer selwer finanzéieren.

A wann en Dokter vum Choix an de Prisong kënnt, da kritt se, wa se verséchert ass, vun der Krankekeess, vun der Gesondheetskeess dee Remboursement gemaach, dee jiddwereen aneren och gemaach kritt. A wann den Dokter dann awer zousätzlech fir säin Deplacement eppes wëllt verrechnen, muss dat natierlech vum Prisonéier selwer och kënne finanzéiert ginn. Mä trotzdeem och do: eng Normaliséierung vum Prisong. A mir mengen, dass dat och dee richtege Wee ass.

D'Agenten. D'Agents pénitentaires sinn och am Mëttelpunkt vun dëser Reform. Och hir Aarbecht wäert eng aner ginn, méi no beim Prisonéier. Si si méi staark an Zukunft responsabiliséiert, fir den normalen Deroulement vum Liewen am Prisong kënnen ze assuréieren.

Dofir wäerte mer och hir Carrière verbesseren. Doriwwer gëtt et en Accord mam Minister vun der Fonction publique, mam Dan Kersch. Dat gëtt e Regierungsbeschloss. Si kréien eng Primm als Indemnité spéciale an der Héicht vun zwielef Punkten, wat och do den Ecart mat der Policecarrière, déi jo och opgebessert ginn ass duerch d'Polizeireform, erëm op dat reduzéiert, wat et och virdru war, fir dass mer net d'Rekrutementschancë bei den Agenten doduerjer verschlechteren.

A mir sinn och amgaangen, de Rekrutement en vue vun der Ouverture vum Uerschterhaff ze preparéieren iwwert déi nächst Joren. Och d'Formatioun dovun ass am Institut de formation pénitentiaire, deen, schätze mer, a plus/minus engem Joer kéint a Betrib geholl ginn.

Do wäerte mer dann och déi néideg Efforte maachen, mä ech widderhuelen et och hei nach eng Kéier: D'Exigenz vun der Lëtzebuerger Nationalitéit, fir Agent pénitentiaire ze ginn, wäert eis riskéiere Schwieregkeeten ze maache beim Rekrutement. Ech hunn dat an der Commission juridique schonn e puermol gesot: Mir probéieren ënnert den aktuelle Konditiounen, de Rekrutement hinzekréien, mä - ech soen et nach eng Kéier ganz offen - ech fäerte ganz, dass mer do wäerte Schwieregkeete kréien.

Zum Stéchwuert Radikaliséierung, déi den Här Roth opgeworf huet, wëll ech fir d'Éischt soen, ier mer vu Radikaliséierung schwätzen, gëtt et de reliéise Phenomeen am Prisong, deen am Prisong och normal ausgelieft gëtt. An dofir gëtt et och am Prisong scho méi laang en Aumônier, an och elo zënter enger Zäitchen hu mer en Imam fest rekrutéiert, deen net ganz plein-temps zu Schraasseg ass, well e schafft och deelweis am Centre de rétention, deen also déi Seelsorg, déi am Prisong soll gemaach gi fir déi gleeweg Leit, kann assuréieren.

Sollt et awer Phenomeener vu Radikaliséierung ginn, egal vu wéi enger Relioun, ass dat natierlech net méi d'Aarbecht sief et vum Aumônier, sief et vum Imam. Do ass d'Direktioun gefuerdert. An do gëtt et och - Dir hutt zu Recht drop higewisen: ënner Lëtzebuerger Presidence hu mer dat eng éischte Kéier am Europäesche Conseil thematiséiert - europäesch Richtlinnen, déi awer net als fäerdege Programm eent zu eent kënnen an e Land iwwerdroe ginn. Dat ass eng Responsabilitéit vun der Direktioun. Si ass sech hirer Responsabilitéit och do bewosst.

D'Formatioun fir d'Agenten op där doter Fro wäert och an Zukunft am Institut de formation pénitentiaire op deem dote Punkt eng wichteg Roll spillen. A sollten do Phenomeener opfalen, déi problematesch kënne sinn, da gëtt och reagéiert, da kënnen och déi Leit a spezielle Konditiounen isoléiert ginn. Däers ass sech d'Direktioun vum Prisong absolutt bewosst. An dat ass e Phenomeen, dee mer och ganz seriö huelen.

Fir zum Schluss ze kommen, Här President, well ech hunn nëmme 15 Minutten, wat ganz e bësse knapp bemooss ass, mä wann Der mer nach zwou Minutte gitt, probéieren ech de Rescht séier ze resuméieren, fir awer nach op e puer Punkten hinzeweisen, well d'Reformen am Strofvollzuch limitéiere sech net op dës zwee Projet-de-loien. Et sinn nach eng ganz Partie aner Chantieren am Moment amgaangen, déi absolutt wesentlech sinn. Anerer sinn ofgeschloss.

D'Reform vum SCAS, déi mer déi lescht Jore gemaach hunn, wou mer haut erëm e voll funktiounsfäege SCAS hunn, wou haut, wann en Dossier erakënnt vun engem klenge Kand, wat a Gefor ass, dat net eréischt no dräi, véier Méint opgeholl gëtt, mä dass den Dag selwer ugefaange gëtt mat schaffen. Dat ass e voll funktiounsfäege SCAS! Dat hate mer net viru véier Joer! Och dat ass e wesentleche Bäitrag zu der Reform vum Strofvollzuch.

Mir hunn en Aarbechtsgrupp „Santé" agesat opgrond vun deem Audit, dee mer gemaach hunn an deen ech Iech an der Chamber presentéiert hunn. Deen Aarbechtsgrupp „Santé" taagt vum Hierscht 2017 un. Si gesi sech all sechs, siwen, aacht Wochen, fir Punkt fir Punkt deen Audit, dee mer do hunn, ëmzesetzen.

Ech hunn am Summer 2016 en Aarbechtsgrupp agesat, zesumme mam François Bausch, fir d'Renovatioun vu Schraasseg virze-

bereeden, dass mer deen Dag, wou den Uerschterhaff opgeet, deeselwechten Dag kënne mat den Aarbechten zu Schraasseg ufänken, fir dann endlech déi materiell Konditiounen ze schafen, déi mer zënter Jorzéngte brauchen a wou net gehandelt ginn ass, fir dass mer kënnen och do all déi Programmer an der Formatioun, am Sport, an der Kultur an anerer nach ëmsetzen, déi mer brauchen, och do, fir d'Chancë vun enger besserer Reinsertioun ze verbesseren.

Véiert an zweetlescht Stéchwuert, fir ze soen, dass mer d'Règlement-grand-ducallen, déi mer brauchen, fir déi zwee Projet-de-loien ëmzesetzen, alleguerten am September/Oktober menge kënnen duerch de Conseil ze bréngen, also och an den Delaien, fir dass se kënne mat der Reform am September a Kraaft trieden. Och dat ass ganz vill Aarbecht, déi mer do hu misse maachen.

Ech wëll eng lescht Remark maachen, Här President, fir drop hinzeweisen, dass mer eng kleng Erreur matérielle am Projet de loi hunn, déi eis opgefall ass. Dat ass am Projet de loi 7042. Et betrëfft den Artikel 32.(5). Do gëtt e Renvoi gemaach, dee seet... Dat betrëfft d'Punkte 6 bis 12. Do ass déi Zuel „12" falsch. Dee Renvoi misst richteg heeschen: „6" bis „9". Dat sinn dräi Renvoie méi, wéi mer der reell dran hunn. Et ass en Tippfeeler, et ass eng Erreur matérielle. Do misst 6 bis 9 stoen, net 6 bis 12. Déi Punkten 10, 11, 12 gëtt et guer net. Dat ass kloer eng Erreur matérielle. Wa mer déi nach kéinte virum Vott als redresséiert ugesinn, da wär dat ganz gutt.

An eng allerlescht Remark, Här President, fir all deene Leit Merci ze soen, déi am Prisong schaffen, déi hu wierklech ee vun deene schwieregsten Jobbe beim Stat, alleguerten! Dofir verdénge se eis Ënnerstëtzung alleguerten.

Ech wëll och der Presidentin a Rapportrice Sam Tanson Merci soen an och der gesamter Commission juridique.

An ech wäert och, Här President, zesumme mam Contrôleur externe, dem Mediateur, an den nächste Woche mat de Leit am Prisong (veuillez lire: a Kontakt trieden), notamment och den Delegatiounen, mat deene mer jo d'Gespréich op Äis geluecht hunn, bis mer erëm de Respekt vun de Regelen am Prisong hätten. Mä dee Message vu Fermetéit ass ukomm a gläichzäiteg hate mer och e Message vun Ouverture, dass mer mat deene Leit an d'Gespréich wëllen trieden. Nom Vott vum Gesetz, Här President, wäerte mer dat an den nächste Wochen nees ophuelen. Och dat verbessert d'Réinsertion sociale.

Ech soen Iech Merci, och fir déi zwou Minutten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mat där Präzisioun vum Minister, dass mer dee Renvoi korrigéieren an da selbstverständlech och bei der Demande vun der Dispens de Conseil d'État informéieren iwwert déi Korrektur vun der Erreur matérielle.

Da géife mer fir d'Éischt zum Vott vum Projet de loi 7041 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7041 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

Une voix.- Mäi geet net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir maachen dat an d'Rei.

Jo, Unanimitéit. Mir korrigéieren dann, ob et der 58, 59 oder 60 sinn, jee nodeem, wéi d'Maschinerie fonctionnéiert huet. Unanimitéit!

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7041 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Serge Wilmes), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Sam Tanson), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum Vott iwwert de Projet 7042 iwwergoen. D'Maschinn ass prett.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7042 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruption par M. Alex Bodry et concertation interne)

Jo, et ass ëmmer e Problem, wa schonn ee per Procuratioun ofgestëmmt huet a sech vläicht geiert huet, da kann deejéinegen, fir dee mat Procuratioun ofgestëmmt ginn ass, net méi ofstëmmen. Dat gëllt awer elo net beim Här Bodry.

Gutt. Mä mir bréngen dat doten an d'Rei.

(Interruption)

Voilà, och hei hu mer Unanimitéit. A mer kucken dann, ob et déi 60 Stëmme sinn oder nëmmen 59.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7042 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ech froen hei och nach eng Kéier, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer hunn déi zwee Projeten am Hafen.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 7188. An de Rapporteur, den Här Marc Angel, ass prett. An hie wäert eis soen, ëm wat dass et geet.

3. 7188 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi legal Immigratioun ass, mengen ech, spéitstens säit dem Enn vum Zweete Weltkrich en zentrale Motor gi vun der Lëtzebuerger Wirtschaft. Als klengt Land si mer op auslännesch Aarbechtskräften an op auslännesch Investissementer ugewisen, fir eis Wirtschaft unzedreiwen. A Lëtzebuerg wär haut net dat, wat et ass, ouni Immigratioun.

Ouni Immigratioun hätte mer weder eis oppen a villsproocheg Gesellschaft nach eis staark Wirtschaft. Eis auslännesch Matbierger schaffen haut an alle Beräicher vun onser Wirtschaft, vum Niddreglounsecteur iwwer eis Kleng- a Mëttelbetriber bis hin zu héich qualifizéierte Beruffer an der Fuerschung oder och op der Bankeplaz.

Am Projet vun haut geet et awer virun allem ëm déi Jonk. Si studéieren op eiser Uni Lëtzebuerg. Si kommen heihinner, fir e Stage ze maachen oder och fir als Au-pair ze schaffen a fir eist Land ze erliewen. Vill Jonker kommen heihinner, fir eben en neit Land ze gesinn, eng nei Kultur ze entdecken an/oder fir sech och hei eng nei Zukunft opzebauen.

Si droen domadder net nëmmen zu eisem wirtschaftlechen Erfolleg an zur Zukunft vun eiser Recherche bäi, mä si liewen aktiv eng Weltoppenheet a förderen de kulturellen Austausch. Béides Punkten, déi an Zäiten, wéi mer se haut an Europa an an der Welt nees erliewen, batter noutwendeg sinn a gefërdert gehéieren.

D'lescht Joer hu mer bei enger Gesetzesännerung vum Immigratiounsgesetz schonn an engem éischte Schrëtt probéiert, hinnen dat alles méi einfach ze maachen, andeems mer et de Studente vun der Uni Lëtzebuerg aus Drëttstaten erlaabt hunn, dass si mam Ofschloss vum Studium oder dem Doktorat net mussen obligatoresch direkt zréck an hiert Land reesen. Si hu säitdeem d'Chance wärend e puer Méint, eng Demande op eng Aarbecht duerfen ze schreiwen an eng Offer an deem Beräich, dee si studéiert hunn, hei unzehuelen.

Mat dem Projet de loi vun haut ginn d'Méiglechkeete fir Studenten, Stagiairen, Au-pairen aus Drëttstate weider ausgebaut a kloer reglementéiert, an dëst natierlech nees an engem europäesche Kader.

Erlaabt mer, drun ze erënneren, dass d'Immigratiounspolitik jo zu engem gudden Deel iwwer europäesch Direktive geregelt ass. Säit 2009 goufen an dësem Beräich fënnef zentral Direktiven zu Bréissel verabschit. Dovunner hu mer der zwou 2011 an 2013 an nationaalt Recht ëmgesat an zwou am Joer 2017.

Mam Projet de loi vun haut setze mer dann och déi fënneft Direktiv an nationaalt Recht ëm a suergen derfir, dass mer am Beräich vun der Immigratiounspolitik op der ganzer Linn am europäesche Kader sinn. Duerch dëse Projet de loi setze mer d'Bestëmmunge vun der «Directive relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair» vum 11. Mee 2016 ëm.

D'Studenten an d'Chercheuren duerfen no dëser Direktiv bis zu néng Méint am Land bleiwen, nodeems si hir Studien ofgeschloss hunn, fir entweder eng Aarbecht ze fannen oder och fir sech selbststänneg ze maachen. Fir hire Statut an dëser Zäit ze regelen, gëtt dofir eng nei Kategorie vun enger Autorisation de séjour agefouert. Ausserdeem gëtt et de Studente méi einfach gemaach, fir sech innerhalb vun der EU vun engem Land an dat anert ze bewegen.

Dat ass besonnesch fir Studenten interessant, déi un engem gemeinsame Studieprogramm vun e puer europäeschen Unien deelhuelen, wou se all sechs Méint an engem anere Land studéieren. Bis elo hu si da missen an all Land eng nei Openthaltsgeneemegung ufroen. Elo ass dat net méi noutwendeg. Si mussen d'Land just nach informéieren.

Fir d'Chercheure setze mer d'Dauer vun hirer Openthaltsgeneemegung och an d'Luucht, soudass eng Mobilité de courte durée an Zukunft bis zu sechs Méint an déi vun der longue Durée bis zu engem Joer gülteg ass. An doduerch ginn d'Prozedure vereinfacht an d'Mobilitéit vun de Chercheure gëtt erhéicht.

Studenten aus Drëttstate kréien ausserdeem an Zukunft d'Recht, bis zu 15 Stonnen an der Woch ze schaffen. An dëst mécht et virun allem net esou räiche Studente méi einfach, sech och e Studium hei zu Lëtzebuerg finanzéieren ze kënnen a sech trotzdeem nach majoritär op hiert Studium konzentréieren ze kënnen.

E grousse Fortschrëtt vun dëser europäescher Direktiv ass et och, dass si eng éischte Kéier gemeinsam europäesch Norme fir jonk Au-paire schaaft, fir dass dëst eng flott Erfahrung gëtt fir all déi Jonk, awer gläichzäiteg och e wierklechen Atout ass fir d'Familljen, wou se sinn.

Allerdéngs musse mer hei zu Lëtzebuerg do keng gréisser Ännerunge maachen, well mer schonn eng Rëtsch vun dësen Normen am Gesetz vun 2013 erfëllt hunn. Mir musse just hei dräi kleng Adaptatioune maachen; an dorënner eng, déi ech wëll präziséieren, well do och Oppositioun vum Statsrot komm ass: Mir hunn elo am Gesetz festgehalen, dass en Au-pair net däerf Famill si mat der Famill, an där se schafft. Et däerf also kee Lien familial bestoe bis zum véierte Grad inclus.

Schliisslech präziséiere mer duerch dëse Gesetzesprojet och nach den Zäitpunkt, ab deem d'Period vu fënnef Joer gerechent gëtt, fir de Statut de résident de longue durée kënnen unzefroen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Migratioun ass jo och um europäeschen Niveau en Haaptsujet. An och an den nächste Jore wäerte mer sécherlech weider Adaptatioune maache mussen. An et bleift ze hoffen, dass mer an der Migratiounspolitik och an Zukunft gemeinsam europäesch Léisunge fir legal Migratiounsweeër fanne kënnen, well dëst ass definitiv e Politikberäich, an deem kee Land national eleng virukomme kann.

Lëtzebuerg huet sech derfir ëmmer staarkgemaach. An ech denken, Lëtzebuerg wäert sech derfir och an der Zukunft weider staarkmaachen.

Haut weise mer um nationalen Niveau, dass mer och eis europäesch Hausaufgabe gemaach hunn. Mir sinn a vollem Aklang, wéi gesot, mat allen europäeschen Direktiven, wat de Migratiounsberäich ubelaangt.

Mir hunn an der aussepolitescher Kommissioun dëse Rapport gestëmmt. An ech géif och der Chamber recommandéieren, dëse Projet de loi unzehuelen. An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci och dem Här Angel, deen erëm, wéi mer dat, wéi gesot, ëmmer vun him gewinnt sinn, hei en exzellente Rapport gemaach huet, eis dat och erklärt huet.

Ech wëll eigentlech net dat widderhuelen, wat hie scho gesot huet, awer trotzdeem nach eng Kéier drop hiweisen, datt hei grouss Erliichterunge komme fir jonk Leit, fir Studenten, awer och fir Chercheuren. A wann oft d'Europäesch Unioun kritiséiert gëtt, ech mengen, hei ass en typesche Punkt, wou eigentlech och jiddweree misst gesinn, datt och eng Europäesch Unioun ganz vill Facilitéiten, besonnesch fir jonk Leit, mat sech bréngt. An duerfir wäerte mir och dësem Accord an dësem Gesetz eis Zoustëmmung ginn.

Ech géif allerdéngs wëllen dervu profitéieren, vläicht dem Minister ze soen, e soll sengem Kolleeg Immigratiounsminister vläicht eng Fro mat op de Wee ginn. Anscheinend gëtt et relativ vill Problemer an deene leschte Wochen a Méint, wat déi sougenannte Blue-Cardë betrëfft, wou et anscheinend relativ laang dauert, ier déi accordéiert ginn.

Notamment geet et natierlech virun allem do ëm ganz héich qualifizéiert Aarbechtskräften, déi mer natierlech nach ëmmer an eisem Land brauchen, ganz besonnesch hei am ICT-Secteur, och elo an deem ganzen Domän vun de FinTechen. Do ass och scho vun enger ganzer Rei vun Associatioune reklaméiert gi bei verschiddene Ministeren, déi och versprach hunn, datt do géif eng Besserung kommen.

Ech wär frou, wéi gesot, wann den Här Minister Braz sengem Ministerkolleeg Jean Asselborn dat vläicht géif mat op de Wee ginn, datt mer do, am Interêt vun deene Leit, awer och vun eis selwer, e bësselche méi schnell géife virukommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, de Programm vu Stockholm vum 11. Dezember 2009 huet ouni Zweifel eng positiv Entwécklung mat sech bruecht fir d'europäesch Länner, déi an der Unioun sinn, wéi gesot, awer virun allem och fir eist Land. Mir hunn eng oppen Ekonomie. Mir sinn dat Land, wat drop ugewisen ass, fir vill kompetent Leit ze rekrutéieren aus dem Ausland, well eise Maart dat net ëmmer hiergëtt.

Ech mengen, et ass virun allem ee Punkt, op deen ech awer och wëll hiweisen, do geet et ëm d'Studenten, datt si och elo endlech d'Méiglechkeet hunn, net nëmmen 10 Stonnen ze schaffen, mä 15 Stonnen.

Ech wëll drop hiweisen - de Mëtteg ass schonn e bëssen hei an der Geschicht gewullt ginn -,

datt 2008, wéi mer d'Diskussioun haten iwwert d'Gesetz vun der libre Circulation, d'CSV deemools dergéint war, datt et soll vun 10 op 15 Stonnen eropgesat ginn, well eisen deemolege Spriecher, dat war kee Geréngere wéi de Xavier Bettel, hat sech deemools scho ganz staark derfir agesat,...

(Brouhaha)

...mä d'CSV mat hirem deemolege Minister un der Spëtzt, dem François Biltgen, huet sech awer dergéint ausgeschwat. Duerfir sinn ech frou, haut ze héieren, datt d'CSV kee Problem méi dermat huet, datt mer do eng Augmentatioun maachen.

Vläicht eng lescht Remark och nach, wat d'Änderung vum Gesetz vu jeunes Au-pair ubelaangt, wou mir zwar net onbedéngt frou sinn iwwert déi Remark vum Conseil d'État, dee mengt, datt een do misst dee Lien familial méi präziséieren. Datt elo de véierten Degré do zréckbehale ginn ass, bon, doriwwer kann ee gedeeltener Meenung sinn. Mir akzeptéieren dat, well mer jo soss de Risiko gehat hätten, eng Opposition formelle ze iwwergoen. An dann hätte mer dat Gesetz hei net méi kënnen elo an dëser Sessioun stëmmen. An deem Sënn si mer awer dermat d'accord, well et e wichtegt Gesetz ass. Et ass e Gesetz, wat Lëtzebuerg ouni Zweifel a senger Ekonomie no vir bréngt.

Ech wëll ofschléissend dem Marc Angel awer och nach e grousse Merci ausspriechе fir seng verschidde Rapporten a brénge selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der DP.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. An ech schléisse mech virop de Mercien un direkt un de Rapporteur fir säin ausféierleche mëndleche Bericht. Ech mengen, en ass op déi positiv Punkten agaange vun dësem Gesetz, wou mir als Gréng deem nëmme kënnen zoustëmmen.

Dofir soen ech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech wéilt och ufänke mat engem Merci un den Här Angel fir dee Rapport, deen en eis hei presentéiert huet.

Mir stëmmen dat Gesetz net mat. Mir wäerten eis enthalen. An ech wëll och kuerz erklären, firwat.

Mir hunn hei eng Situatioun mat där Regelung, déi elo fir d'Studenten hei ageféiert ass, datt se nach eng Rei vu Méint kënnen heibleiwen nom Studium, fir hei eng Aarbecht ze fannen: En Dilemma, e moraleschen Dilemma, well mir hu jorelaang, an ech erënnere mech, datt och déi méi lénk politesch Parteie jorelaang argumentéiert hu géint de Braindrain, datt mer sollte probéieren ze kucken, datt déi Leit, déi mir hei an Europa ausbilden, zréckginn an hir Länner, fir deene Länner op hirem Wee an eng besser ekonomesch Zukunft ze hëllefen. Dat ass u sech déi Iddi gewiescht, déi mer nach virun e puer Joer, mengen ech, hei alleguer vertrueden hunn.

Mir hunn haut awer, an, ech mengen, Virriedner hunn et gesot, eng oppen Ekonomie. Mir brauchen och Leit vun dobaussen. A mir hunn eng Konkurrenzsituatioun mat anere Länner, mat hirer Ekonomie a mat hiren Universitéiten, well et sech hei och ëm eng europäesch Regelung handelt. Duerfir kënne mer op där enger Säit net déi Linn strikt anhalen, déi mer bis elo vertrueden hunn, op där anerer Säit wëlle mer awer och net dee moralesche Gedanken aus den Ae verléieren, deen eis, mat Recht, inspiréiert huet.

Mir musse kucke vläicht, fir ze differenzéieren, datt et Länner gëtt, wou et net esou schlëmm ass, wann déi Leit heibleiwen oder guer net schlëmm ass. Ech wëll elo keng Beispiller soen, et kéint ee sech do liicht iren, mä mir wëssen alleguer, datt verschidde Länner, d'Pays tiers, déi net an der Europäescher Unioun sinn, heiansdo souguer en Iwwerfloss u Spezialisten a verschiddene Beräicher hunn - do stellt sech dee Problem net -, mä datt zemools am Kader vun eise Partner an der Entwécklungshëllef oder anere Géigenden, déi mer klassesch den „Tiers-Monde" nennen, wat mer haut jo awer net méi esou maachen, sech de Problem do akut stellt.

An ech mengen, et muss een einfach kucken, ob een net eng differenzéiert Approche kann erausschielen iwwert d'Joren, wou ee seet: „Hei, do ass e Problem an deene Länner. Do ginn déi an déi Spezialiste gebraucht. Mir probéieren, déi Leit zréckzebréngen." A mir kënne se souguer ënnerstëtzen op deem Wee. Firwat net engem Spezialist, sief et an der Medezinn, wat mer jo hei elo am Land nach net kënnen ubidden, oder an engem anere Beräich, eng Hëllef ginn, eng Starthëllef, fir eng Entreprise, fir eng Praxis, fir eng Etüd a sengem Land dann ze maachen, opzeriichten? Och dat wär eng Form vu praktescher Entwécklungshëllef.

Als Zweet huele mer och zur Kenntnis bei der Diskussioun vun dësem Gesetz, datt d'Chambre des Salariés eng Propositioun gemaach hat, déi och net vun der Hand ze weisen ass. Dat ass dee Wonsch, Stagë besser ze reglementéieren. Och doriwwer kënne mer schwätzen.

D'Argumentatioun vun der Immigratioun allgemeng, déi ass och hei am Kontext vun dëser Regierung net ganz iwwerzeegend. Hei gëtt gesot: „Mir brauchen eng Immigratioun, well mer Leit brauchen aus demografesche Grënn." Dat seet awer déiselwecht Regierung eis, déi direkt am Ufank vun dëser Legislaturperiod gesot huet: „Mir maache keng natalistesch Politik."

Ech mengen, wann een demografesch Grënn fir d'Immigratioun invoquéiert, da kënne mir och soen: „Ma da loosse mer eng Familljepolitik maachen, déi eis hëlleft, och genuch Ressourcen, och genuch Kanner hei ze hunn, fir datt een net op déi zweetbescht Optioun, déi vun der Immigratioun, muss zréckgräifen!"

An och dat Argument, fir ze soen: „Mir hunn net genuch qualifizéiert Leit" léisst sech op eng Manéier widderleeën, fir nach eng Kéier ze betounen, wat mir jo als ADR ëmmer maachen, datt eng gutt Schoulpolitik, Schoule mat Niveau, mat héijem Usproch, eigentlech d'Äntwert sinn op déi Fro.

D'Qualifikatioun kënne mir maachen. Matière grise hu mer hei am Land. Et ass eigentlech dat eenzegt Rohmaterial, wat mer hunn. Mir hu jo soss näischt. Also, loosse mer eis dorobber konzentréieren, datt mer och eise ganze Schoulsystem op en Niveau hiewen, deen et eis erlaabt, hei net mussen ze argumentéieren: „Mir brauche Spezialisten, also musse mer se iwwer Immigratioun hei an d'Land bréngen."

Eng lescht Bemierkung. Den Här Angel huet ausgeféiert, datt mer jo déi europäesch Léisung an der Migratioun hunn. Jo, natierlech, als kleng Ekonomie, als oppen Ekonomie brauche mer sécher eng europäesch Komponent an dësem Beräich. Ech wär awer ganz virsiichteg, fir hei d'Luef ze sange vun der europäescher Migratiounspolitik an deene leschte Joren! Dat war éischter e Fiasko wéi eppes anescht!

(Interruption)

A mir wëllen awer hei och kloer als ADR betounen, datt mir Jo soen zu enger europäescher Dimensioun an der Migratiounspolitik, mir soe Jo zum oppene Maart an zur fräier Zirkulatioun, awer mir behalen eis d'Recht vir, wa sech eng Situatioun ëmmer méi degradéiert, wa mer zu engem Fiasko, enger Oniwwersiichtlechkeet kommen, datt mer eis awer och dat Recht behalen, do national anzegräifen, wou et néideg ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de leschte Riedner ass den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt den Här Kartheiser dann awer wann ech gelift drun erënneren, datt dee Fiasko vun der europäescher Migratiounspolitik virun allem op d'Handele vun de Visegrád-Staten an deene leschten dräi Joer zréckzeféieren ass, déi en absolutt onsolidarescht Verhalen un den Dag geluecht hunn an déi eigentlech just eesäiteg Decisioune geholl hunn an domat net déi solidaresch europäesch Wäerter staark gemaach hunn.

Déi zweet Remark adresséiert sech och un den Här Kartheiser oder dem Här Kartheiser seng Interventioun an ass déi, datt de Braindrain, deen an deene leschte fënnef, sechs Joer stattfonnt huet an Europa, an eng Richtung gaangen ass, näämlech aus de südlechen europäesche Länner an déi nërdlech. Aus de Kriselänner, notamment Griichenland an Italien, sinn ausgebilte Leit, déi an hire Länner ausgebilt gi sinn, an déi nërdlech Länner komm.

D'Grënn vun där verfeelter, mengen ech, Krisepolitik vun der Europäescher Unioun leien do och éischter an enger reng liberaler Orientéierung wéi a soss iergendeppes anescht. Hei geet et awer ëm Leit aus Drëttlänner, déi zu Lëtzebuerg op der Universitéit oder wou och ëmmer ausgebilt gi sinn an deene mir de Choix ginn - dee Choix, dee jo soss der ADR ganz wichteg ass -, fir kënnen entweder hei zu Lëtzebuerg en Job unzehuelen, wa se dann hei ee fannen, oder natierlech ze maachen, wat si wëllen, an hiert Heemechtsland zréckzegoen.

Si kënnen notamment och an der Entwécklungshëllef zu Lëtzebuerg schaffen. Si kënnen dann duerchaus en Job bei Lux-Development fannen, fir kënnen d'Bréck zu hirem Heemechtsland ze maachen an nawell déi Capacitéiten, déi se hei op der Universitéit Lëtzebuerg geléiert hunn, och iwwert deen dote Wee an hirem Heemechtsland gülteg ze maachen.

Duerfir mengen ech, et ass e Gesetz, et ass en Text virun allem am Interessi vun deene Studenten. A mir sollten dat och, mengen ech, unhuelen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Ech wëll dem Marc Angel am Jean Asselborn sengem Numm Merci soen an och all deene Kolleegen, déi de Projet hei elo ënnerstëtzt hunn. Ech wëll awer dem Här Mosar kuerz äntwerten op seng Fro zu de Blue Cards. Dat hate mer e bëssen anticipéiert. Ech hu mer et och nach eng Kéier bestätege gelooss, well déi Rumeuren zirkuléiere méiglecherweis, mä se schéngen net ze stëmmen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Dach!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Et gëtt guer keng Retarden, krut ech elo just nach bestätegt vun den zoustännege Beamte vum Ministère. Wann den Dossier komplett ass, Här Reding an Här Mosar, da gëtt déi Blue Card praktesch direkt ausgestallt. Natierlech muss den Dossier komplett sinn. Wann een d'Piècen net alleguerten deposéiert huet a selwer eng gewëssen Zäit brauch, bis een d'Piècen dobannen huet, da kann natierlech och d'Verwaltung hiren Job net maachen.

Ech hunn dat elo just nach eng Kéier op der Minutt bestätegt kritt, et wären anscheinend keng Retarden, mä natierlech missten d'Dossiere komplett sinn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung fir de Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir wären da prett, fir iwwert de Projet de loi 7188 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7188 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57-mol Jo, 3 Abstentiounen: Domat ass de Projet de loi 7188 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer kommen zum nächste Projet, de Projet 7294, en Accord tëschent Lëtzebuerg an der europäescher Organisatioun fir Patenter iwwert d'Immunitéit vun hiren Archiver. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

4. 7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären alleguerten, dëse Projet de loi, dee mer elo gläich da wäerten hei stëmmen, huet just een Artikel. Et ass also e ganz kuerzt Gesetz, wat den Text ubelaangt, well eigentlech heesche mer nëmmen en Accord tëschent Lëtzebuerg an dem EPO, dem europäesche Patentamt, wéi de President grad richteg sot, gutt. An do geet et drëms, d'Inviolabilitéit vun hiren elektroneschen Archiven ze garantéieren.

Dësen Accord, dee gouf de 5. Mäerz dëst Joer ënnerschriwwen a soll deemno garantéieren, dass den EPO, déi e Centre de données wëllen hei am Land installéieren, wéi et der schonns eng Rei ginn, och d'Garantie hunn, dass alles, wat do stockéiert wäert ginn - d'Korrespondenz, Filmer, Manuskripter, Fotoen an esou weider -, och ënnert dës Inviolabilitéit wäert falen.

Wien oder wat ass den EPO? Ma et ass eng zwëschestaatlech Ariichtung, déi de 7. Oktober 1977 op der Grondlag vum 1973 ënnerschriwwenen europäesche Patentiwwereekommes gegrënnt gouf. E bitt deene Leit, déi eppes erfannen, en eenheetlecht Umeldeverfahren, wou se dann a bis zu 42 State vum Patentschutz kënne profitéieren. 38 Länner si Member beim EPO an iwwerwaacht gëtt dat Amt vun engem Verwaltungsrot, wou dann natierlech och Lëtzebuerg seng Vertrieder dran huet.

Voilà, dat als e puer Infoe just, wiem sengen Donnéeë mer mat dësem Gesetz solle Garantië ginn.

Elo awer zu de Chambersaarbechten: Nodeem de Jean Asselborn d'Gesetz den 30. Abrëll dëst Joer deposéiert hat, gouf ech de 7. Mee an der aussepolitescher Kommissioun zur Rapportrice vun dësem Projet genannt. Do hu mer och de Projet de loi analyséiert. Den Avis vum Conseil d'État koum den 12. Juni, an deen hu mer an der Kommissioun de 25. Juni gekuckt. Dat goung iwwregens ganz schnell, well de Statsrot, deen hat keng Remarken dozou gemaach. An dofir gouf mäi schréftleche Rapport och direkt an därselwechter Kommissiounssëtzung presentéiert an och zum Vott gestallt.

An nodeem ech Iech elo dann och mäi mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi gemaach hunn, ass fir mech eigentlech d'Aarbecht als Rapportrice zu dësem Projet de loi dann och ofgeschloss. An ech profitéiere just nach dovunner, dass ech d'Wuert hunn, fir och den Accord vun de Sozialisten zu dësem Projet de loi ze ginn an natierlech Iech wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dann huet d'Wuert den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Och hei e ganz grousse Merci, Här President, un eis exzellent Rapportrice. Si war ganz komplett. Mir bleift guer näischt do derbäizefügen, ausser den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Och, net datt ech et vergiessen a menger kuerzer Interventioun, der Rapportrice e Merci fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Si huet et wierklech kuerz awer op de Punkt bruecht. Ech mengen, dat hei ass eigentlech eng Adaptatioun, déi d'Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft an och alles dat, wat do ronderëm dréit, mat sech bréngt. Et ass eigentlech an där Hisiicht eng Adaptatioun un déi nei Technologie. Mir hu kee Problem domadder. Au contraire, mir begréissen dat, well mir jo och eng vun de Parteie sinn, wéi vläicht anerer och, déi soen, datt d'Zukunft am Digitale läit.

Dat gesot, géif ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass et un dem Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Och vun der grénger Fraktioun aus en décke Merci un d'Rapportrice fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, an ech gi gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kritt den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech fänken och u mat deem Merci, dee verdéngt ass fir d'Madamm Claudia Dall'Agnol fir dee gudde Rapport. An ech wëll och dem Här Berger direkt versécheren, datt, mengen ech, heibanne wahrscheinlech sechs Parteie sinn, déi sech der Meenung kënnen uschléissen, datt an der digitaler Entwécklung wierklech e groussen Deel vun der ekonomescher an anerer Zukunft vum Land läit.

Wat ech am Numm vun der ADR wollt soen zu dësem Gesetzestext, ass dat hei: Mir begréissen déi Tatsaach, datt Lëtzebuerg sech doduerch eng kleng Nisch verschaaft, datt mer jo och deen Accord iwwert déi sougenannten elektronesch Ambassad mat Estland ofgeschloss hu viru Kuerzem. Elo maache mer dat mam europäesche Patentamt an enger ganz äänlecher Form. An ech wëll do erënneren, datt d'ADR eng Motioun agereecht hat, wou mer ebe just op déi Dimensioun opmierksam maachen a proposéieren, datt mir, och well mir jo Pionéier sinn an dësem Beräich, déi néideg Initiativen an deenen internationale Fora entwéckele sollten, fir dat international rechtlech am Diplomaterecht ofzesécheren, well mer och domadder eis Pionéierpositioun, eis Nischepositioun an deem do Beräich kënnen ausbauen an ënnermaueren.

Leider ass dat bis elo net hei zur Diskussioun komm. Mir hoffen nach ëmmer, datt mer dat endlech an der baussepolitescher Kommissioun kënnen eng Kéier zur Sprooch bréngen an datt mer et och nach an d'Plenière kréien, well et wier schued, et wier eng verpasste Chance fir eist Land, wa mer déi Entwécklung, déi mer elo ugefaangen hunn, net géifen notzen, fir eis e Stéck weider op deem Wee ze positionéieren an no vir ze bréngen.

Eng lescht Bemierkung: Et ass richteg, datt mer déi elektronesch, och déi rechtlech Säite vun deenen Accorde kucken a considéréieren, mä ech wëll just drun erënneren, datt an dësen Zäiten och nach eng ganz aner Obligatioun domat verbonnen ass, näämlech einfach déi physesch Sécherheet vun de Centres de données. Mir sinn an enger Zäit vun enger terroristescher Menace, wat mer jo all bedaueren. An ech mengen, et ass ganz wichteg, datt mer eis och géint d'Cyberattacke schützen.

Ëmsou méi esou Accorde mer mam Ausland ofschléissen, desto méi grouss gëtt déi Verantwortung, déi mir iwwerhuelen, fir Donnéeë vun internationalen Organisatiounen oder vun anere State bei eis ze stockéieren, desto méi grouss gëtt och eis Verantwortung, fir dat effikass ze schützen, an datt mer dat och dann eescht huelen, wat dorauser fir eis entsteet.

Dat gesot, stëmme mir dat Gesetz selbstverständlech mat.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum huet mer signaliséiert, dass hien och domat d'accord ass. An da géif ech dem Här Braz d'Wuert weidergi fir d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. E Merci un d'Madamm Dall'Agnol fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. Merci och fir déi ganz breet Zoustëmmung. Dat hei ass fir d'Regierung e ganz wichtege Projet, well e sech aschreift an eis Strategie vun „Digital Luxembourg" oder „Digital Lëtzebuerg". Dat ass eng Strategie mam Objektiv, fir eis a terme ze positionéieren als dat Land, wat am Beräich vum ICT déi héchst Visibilitéit an Europa soll hunn a fir dass mer e Centre d'excellence am Hightechberäich solle ginn.

Dëse Projet reit sech an a schonn eng Rei vun anere Projeten, déi Der kennt, déi mer ofgeschloss hu mat der Regierung vun Estland, och mat der NATO Support and Procurement Agency an awer och mat der Europäescher Kommissioun.

Den Här Kartheiser schwätzt zu Recht vun enger Nisch, déi mer hei probéieren, ze besetzen. Ech wëll awer präziséieren, dass et eng Kompetenznisch ass, déi Lëtzebuerg hei konsequent besetzt, an dass mer hei zu Lëtzebuerg amgaange sinn, fir vill anerer eng Vertrauensplattform opzebauen. A bei där ass dëse Projet e ganz wichtegt Element.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da si mer prett, fir ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7294 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7294 fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo: De Projet de loi 7294 ass mat Unanimitéit adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Martine Mergen), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen? Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer kommen un de Projet de loi 7251, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Wahle fir d'Landwirtschaftskummer. An d'Wuert huet de Rapporteur, dee sech duerchkämpft, den Här Gusty Graas.

5. 7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 4. Abrëll 1924 war e wichtegt Gesetz a Kraaft getrueden. Et ass näämlech ëm d'Schafe vun de Chambres professionnelles gaangen. An dat war ouni Zweifel e wesentleche Schrëtt am Fonctionnement vun der parlamentarescher Demokratie. Et war awer och e wesentleche Schrëtt an eng Valeur ajoutée fir de legislative Prozess.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Well mer musse ganz éierlech sinn: Et ass jo awer ëmmer erëm interessant, wa mer déi vill Avise vun deenen eenzelne Chambres professionnelles kréien. An et kann een och hei roueg soen, datt dat eent oder dat anert Gesetz vläicht manner gutt ausgefall wär, wa mer net do gutt Avise kritt hätten.

Duerfir, mengen ech, soll een och vun dëser Geleeënheet emol eng Kéier profitéieren, fir all de Chambre-professionnellë Merci ze soe fir hir Aarbecht, déi se am Laf vun deene Jorzéngte geleescht hunn.

Eng vun dëse Chambres professionnelles ass d'Landwirtschaftskummer, déi och eng wichteg Fonctioun ze erfëllen huet. Nieft dem Optrag, fir Avisen iwwer Gesetzer respektiv Règlement-grand-ducallen ze ginn, ass hir Haaptmissioun awer och d'Berodung vun hire Memberen. De Comité setzt sech aus véier Leit zesummen. D'Plenarversammlung setzt sech aus 19 Leit zesummen. An dernieft sinn natierlech och 19 Suppleanten an zwar 15 Baueren, 3 Wënzer an ee Gäertner.

Am November vun dësem Joer hätten u sech sollen d'Wahle stattfanne fir de Renouvellement vun der Chambre d'Agriculture. Ech mengen, mir alleguer heibanne wësse jo gutt, datt de 14. Oktober awer och e wichtegen Datum ass. Do geet et drëms, fir dës Chamber ze erneieren. An dowéinst ass dann och d'Iddi opkomm, d'Meenung opkomm, datt et vläicht net gutt wier, wa sech den Interesse vun der d'Éffentlechkeet ze vill op de 14. Oktober géif fokusséieren amplaz dann awer och op d'Wahle vun deenen eenzelne Chambres professionnelles.

A wéi gesot, dunn ass dann awer d'Decisioun geholl ginn, fir u sech déi Wahle vun de Chambres professionnelles, vun der Landwirtschaftskummer an dësem Fall, ze verréckelen. An zwar ginn do elo zwee Méint virgeschloe fir d'Joer 2019, an zwar de Februar an de Mäerz. Den exakten Datum wäert da vun deem neie Landwirtschaftsminister duerch en Arrêté ministériel festgesat ginn. Dës Dispositioun kritt dann iwwregens och en definitive Charakter, virun allem fir dann eben och déi Schoulvakanze kënnen ze ëmgoen. Hei geet et natierlech virun allem ëm d'Fuesvakanz an och ëm Ouschteren.

Ech wëll awer direkt hei betounen, datt d'Mandater vun deene Leit, déi de Moment an der Landwirtschaftskummer sinn, automatesch och verlängert ginn, an zwar bis zu deem Datum, wou dann déi nei Landwirtschaftskummer wäert a Kraaft trieden, dat virun allem, fir e Vide juridique ze verhënneren.

Iwwregens hu mer jo hei och schonn decidéiert, datt d'Chambre des Salariés hir Wahlen och verréckelt.

Dëse Projet de loi gouf den 23. Februar 2018 vum Landwirtschaftsminister Fernand Etgen deposéiert. De Statsrot huet säin Avis den 29. Mee ginn. An a senger Sëtzung vum 19. Juni huet d'Agrarkommissioun hire President zum Rapporteur genannt, an dee Rapport gouf dann och de 27. Juni eestëmmeg ugeholl.

Et dierft och wuel wahrscheinlech keen iwwerraschen, datt d'Landwirtschaftskummer sech ganz positiv zu dësem Gesetzesprojet ausgeschwat hat. A well mer der Meenung sinn, datt et awer wichteg ass, datt déi Ännerung vun den Datumen hei kënnt, géif ech Iech bieden, dann och deem klenge Gesetzesprojet hei zouzestëmmen, a ginn natierlech och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci dem Rapporteur. An als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Martine Hansen drun.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. An ee grousse Merci un de Rapporteur, de Gusty Graas. Hien huet am Prinzip alles erklärt. Et ass kloer, d'Landwirtschaftskummer huet eng wichteg Roll ze spillen. An dofir sinn d'Wahle fir d'Landwirtschaftskummer och extrem wichteg. An dofir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun fir dëse Projet de loi.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci der Madamm Hansen. Nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech schléisse mech natierlech och, wat elo d'Wichtegkeet vun der Landwirtschaftskummer ubelaangt, deene Wierder un, déi d'Madamm Hansen elo grad gesot huet.

Ech gi selbstverständlech och den Accord vun der Sozialistescher Partei a soen dem Här Graas Merci fir säin explizitte schréftlechen a mëndleche Rapport.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci. Den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wat si muss, muss sinn. Mir sinn och d'accord, fir deen Datum ze réckelen. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a Merci un de Rapporteur.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Domat si mer fäerdeg mat den Diskussiounen. Da ginn ech nach d'Wuert un de Landwirtschaftsminister. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Zum Projet selwer ass alles gesot. A mir bleift dann och näischt aneschters iwwreg, wéi mech deene verdéngte Mercie fir dee gudde Rapport vum Rapporteur Gusty Graas unzeschléissen.

Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Gutt. Da komme mer zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7251 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vott ass ofgeschloss mat Unanimitéit fir dëse Projet de loi.

(Exclamations)

Dat ass selbstverständlech fir esou e wichtege Projet.

Résultat définitif: le projet de loi 7251 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Si mer d'accord, dass och den zweete Vote constitutionnel dispenséiert gëtt?

(Assentiment)

Dat ass och de Fall. Da soen ech Iech Merci. An ech iwwerginn d'Wuert dem President erëm.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci, Här President. An da géife mer direkt zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 7291, deen d'Ënnerstëtzung vum ländleche Raum betrëfft.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Deen hate mer dach elo grad eréischt?

Plusieurs voix.- Neen.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ah pardon, entschëllegt!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här President, dat war d'Landwirtschaftskummer. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

6. 7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Effektiv, hei handelt et sech zwar erëm eng Kéier ëm e ganz...

(Interruption)

Nach net grad!

Hei handelt et sech erëm eng Kéier ëm e ganz klenge Gesetzesprojet, mä trotzdeem awer keen onwichtegen. Ech wëll drop hiweisen, datt d'Zuel vun de landwirtschaftleche Betriber hei zu Lëtzebuerg leider réckleefeg ass. 2000 hate mer der 2.728, 2015 2.022. Mä et kann een awer net ignoréieren, datt et sech nach wie vor ëm e wichtegen ekonomesche Secteur handelt.

An et däerf een och net vergiessen, datt et kaum e Beräich gëtt um europäeschen Niveau, dee jo esou iwwert den europäesche Budget ënnerstëtzt gëtt wéi d'Landwirtschaft. Et kann ee soen, plus ou moins 35% fléissen an d'Agrarpolitik.

Viru gutt zwee Joer, dat war den 12. Mee 2016, hu mer op dëser Plaz e ganz wichtegt Gesetz gestëmmt fir d'Ënnerstëtzung vun der Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Dat war dat 7. Agrargesetz. An deemools war, ouni datt ech natierlech elo erëm eng Kéier alles hei rappeléieren, wat Guddes decidéiert gi war, mä virun allem awer wollt ech op ee Punkt hiweisen, dat war d'Ënnerstëtzung fir déi jonk Baueren, Wënzer a Gäertner. An zwar haten déi wirtschaftlech Kritären, déi deemools virausgesat gi waren, zréckbehalen, datt e jonke Bauer sech an Zukunft och no wirtschaftleche Konditiounen installéiere soll kënnen, dat heescht, e muss och mindestens 23 Joer al sinn a manner wéi 40.

Et war awer och eng Berodung virgesinn, wat ekonomesch an Émweltaspekter ubelaangt. An dee Conseil agricole ass jiddefalls och e Bestanddeel vum Entrepriseplang, deen néng Méint no der Grënnung vum Betrib muss opgestallt ginn an och spéitstens fënnef Joer duerno a Kraaft triede muss.

Bis haut ass et esou, datt just 40% Énnerstëtzung gewäert gi fir d'Produktioun vu landwirtschaftleche Wueren, dat ass d'Liesaart, wéi gesot, bis haut, betounen ech, vun der Kommissioun vum EU-Reglement 1305/2013. Eng Majoratioun vu 15% fir d'Transformatioun an och d'Vermaartung vu Produkter war bis elo do ausgeschloss, wann et sech ëm en Investissement vu méi wéi 150.000 Euro gehandelt huet. Énner 150.000 Euro si mer souwisou am Regimm vun Aides de l'État.

An elo huet awer d'Kommissioun déi Saach nach eng Kéier op de Leescht geholl, nach eng Kéier nogelies a koum zu enger anerer Interpretatioun. Dat heescht u sech, datt elo déi 15% Majoratioun och an deene Fäll méiglech ass, wou den Investissement méi héich wéi 150.000 Euro ass. Dat wäert sech positiv fir jonk Leit aus dem Agrarsecteur auswierken. Ech denke virun allem och u jonk Wënzer. Wat wichteg ass, hei ze betounen, dat ass, datt déi Moossnam do och elo réckwierkend applizéiert gëtt op den 1. Juli 2014.

Dann ass awer nach eng zweet Ännerung, déi mer elo virhuelen am Agrargesetz, an zwar geet et do ëm d'Distillerien. An zwar gëtt e Plaffong fir d'Aiden hei agefouert vun 200.000 Euro fir all Benefizient iwwer eng Lafdauer vun dräi Joer. Firwat? Mä aus deem ganz einfache Grond, well den Artikel 2 aus eisem Gesetz vum 27. Juni 2016 hat u sech d'Distillerieprodukter als landwirtschaftlech Produkter virgesinn. An d'Europäesch Kommissioun huet dat awer e bëssen aneschters gesinn. An no engem Contrôle vun eiser Reglementatioun hu si eis och dorobber opmierksam gemaach.

Ech wëll och drop hiweisen, datt d'EU der Meenung ass, datt eng gutt Lëtzebuerger Drëpp net e landwirtschaftlecht Produkt ass. An d'Annex 1 vum Traité schléisst Spirituosen insgesamt aus. An dowéinst hu mer elo missen do awer eng Ännerung virhuelen, fir dann awer nach kënnen d'Distillerien ze énnerstëtzen. An zwar hu mer elo en neie Paragraf 4bis agesat. An zwar baséiert dee sech op d'Reglement 1407/2013 iwwert d'Aides de minimis. Wat heescht dat? Mä ganz einfach, dat sinn Aiden, déi awer och kënnen accordéiert ginn. An do hu mer dann elo, wéi gesot, virgesinn, datt an enger Lafzäit vun dräi Joer awer och kënne bis zu 200.000 Euro un Énnerstëtzunge gewäert ginn. Dat ass och am Sënn vum Artikel 107 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei gouf de 24. Abrëll 2018 deposéiert. Den 19. Juni huet d'Agrarkommissioun hire President zum Rapporteur genannt. Den Avis vum Statsrot ass vum 29. Mee, ouni weider gréisser Bemierkungen. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 30. Mee ginn. Si huet drop higewisen, datt den Artikel 17 vum EU-Reglement 1305/2013 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 17. September 2013 keen Investitiounsminimum géif festhalen. Bon, dat ass einfach eng Ausso, déi se do gemaach hunn, déi awer natierlech och richteg ass. An d'Chambre d'Agriculture - och hei, wéi gesot, dierft dat keng gréisser Iwwerraschung duerstellen - huet natierlech an hirem Avis dës Modifikatiounen approuvéiert.

De Rapport gouf iwwregens eestëmmeg de 27. Juni ugeholl. A well et awer hei eng wichteg Moossnam ass, besonnesch am Interêt vu jonke Leit, déi sech wëllen am Agrarsecteur berufflech entwéckelen, géif ech Iech bieden, dësem Gesetzesprojet dann och zouzestëmmen a brénge selbstverständlech och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech mengen, do ass d'Madamm Modert enger anerer Meenung, well si huet näämlech elo direkt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ursprong vun dësem Gesetz läit am Wäibau. Dat ass awer net déi eenzeg Ursaach, firwat d'CSV averstanen ass mat deenen Ännerungen, déi hei am Gesetz kommen.

(Brouhaha)

Well mir natierlech och der Meenung sinn, esou wéi d'Regierung, datt d'Prioritéit, fir jonk Baueren a Wënzer ze énnerstëtzen, fir e Betrib weiderzeféieren, extrem wichteg ass an ee vun deene groussen Uleiesse vun der Politik muss sinn. Duerfir mussen déi Jonk iwwerliewensfäeg a kompetitiv Betriber kënnen hunn. Dat ass wichteg, fir Aarbechtsplazen ze schafen oder ze erhalen. An et ass och wichteg fir eng ausgeglachen territorial Entwécklung an engem ganze Land. Dat sinn och zwee Elementer, déi ëmmer déi europäesch Agrarpolitik ganz staark erausträicht.

Tatsächlech si vun dësen Ännerungen, déi haut am Gesetz kommen, d'Selbstvermaarter betraff, well et ëm en Investissement fir d'Transforméierung an d'Kommerzialiséierung geet iwwer 150.000 Euro, wou et bis elo net méiglech war, fir de Jonken den „top-up" vu 15% ze ginn.

Mir begréissen dat elo, datt déi Gläichstellung méiglech gëtt, fir déi - dat sinn haaptsächlech zwee Elementer, zwou Zorte vu Betriber, déi do betraff sinn -, déi Direktvermaartung um Haff maachen, an natierlech fir déi Wënzer, déi hire Wäi selwer ausmaachen, d'Privatwënzer also. An hei geet et ëm de Keller an d'Maschinnen, fir Drauwen a Wäin am Betrib selwer auszemaachen.

Mir begréissen dat also, mussen awer soen, datt, wat d'Direktvermaartung um Haff ugeet, et eigentlech onlogesch ass, datt elo am neie Qualitéits- oder Zertifizéierungssystem grad dës Direktvermaarter, wa se en eenzelne Bauerebetrib sinn, net bei deem System matmaache kënnen. Dat ass eigentlech net nëmme logesch (veuillez lire: net nëmmen onlogesch) vis-à-vis vun dësem Gesetz, mä och kontraproduktiv zu deem System do.

Här President, ech hunn eng Fro un den Här Minister, an zwar vu datt dat hei jo eng retroaktiv Dispositioun gëtt, déi zréckgeet op den Ufankspunkt vun der neier Finanzéierungsperiod 2014, ass meng Fro, wivill Invest am Beräich vun der Transforméierung am Betrib duerch Jonker an deene leschten dräi Joer gemaach ginn ass, souwuel am Beräich vun der Landwirtschaft wéi am Beräich vum Wäibau. Ech mengen, dat war Zuelematerial, dat mer och schonn eng Kéier gefrot haten an der Kommissioun.

Natierlech kann een och bedaueren, datt net vun dësem Gesetz profitéiert ginn ass, fir méi Ännerungen am Agrargesetz ze maachen, datt just eppes gemaach ginn ass, wou d'Kommissioun elo hir Meenung dra geännert huet. Esou hätt ee kënnen am prozedurale Beräich méi administrativ Vereinfachung fir de Bauer an de Wënzer hikréien. Oder, an och dat wär am Geescht vun eisem Gesetz gewiescht, zum Beispill de Minimalinvest bei Maschinnen erofsetze respektiv iwwerhaapt keng énnescht Grenz asetzen. Oder d'Dispositioun vun den Ausnamefäll bei Krankheete verbesseren oder de Plaffong bei neien Aussiidlerbetriber unhiewen oder de Plaffong vun dem Maschinneninvest unhiewen, well deen ass haut irrealistesch déif, oder de Verbuet ophiewen, datt eng zweet Installéierung am Betrib eréischt zéng Joer nom Betribsplang méiglech ass; déi Behënnerung ass am Fong net ze verstoen.

Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, weider Verbesserungen an dësem Gesetz wären nach besser gewiescht. Trotzdeem ass selbstverständlech d'CSV mat dësen Ännerungen elo averstanen, an der Hoffnung, datt der nach méi géife kommen. Mä ech mengen, duerfir ass et an dëser Legislatur e bëssen ze spéit.

Ech hunn nach eng lescht Fro un den Här Minister. Wat d'Brennereien ugeet - dat ass jo den éischten Artikel vun dësem Gesetz -, dat gëtt elo iwwert déi De-minimis-Regel geregelt, datt se kënnen eng Bäihëllef kréien, dat heescht fir déi Brennereien, déi énnert de Régime agricole falen. Bis elo ass en Invest am Betrib ëmmer als e Ganzt gekuckt ginn. Wéi geet dat elo bei der De-minimis-Regel hei? Gëtt dat zesummegeschloen? Gëtt dat beienee consideréiert, och fir d'Berodung ze maache vun den Investissementer? Oder gëtt dat hei aneschters behandelt, well elo eng De-minimis-Regel draus ginn ass?

Dat nach eng Kéier gesot, Här President, bekräftegen ech nach eng Kéier hei den Accord vun der CSV fir dëse Gesetzesprojet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Modert. An d'Wuert huet d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech huelen et gläich virewech: D'LSAP gëtt hiren Accord zu dësem Gesetz. Et ass evident, dass mir dat selbstverständlech begréissen, dass d'Jongbaueren och geziilt hei énnerstëtzt ginn an dass de Spillraum, deen d'EU-Regelen hei kënne ginn, och voll ausgenotzt gëtt.

Mir fannen et och gutt, dass d'Distillerien och weiderhi kënnen énnerstëtzt ginn an dass eben dru geduecht ginn ass, fir déi Aides de minimis och do spillen ze loossen. Merci och hei dem Rapporteur. Dat war ganz explizitt, wat e gesot huet, an dofir hu mir och näischt bäizefügen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Anzia huet d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. E Merci un de Rapporteur fir den Detail vun dëser Ännerung am Gesetzestext. An och déi gréng sinn der Meenung, dass d'Jongbaueren a -wënzer mussen énnerstëtzt ginn an dass deen „top-up" noutwendeg ass a sënnvoll ass.

Et ass och weider sënnvoll, dass déi Berodung vum Betrib Bestand huet an dass e Betribsplang opgestallt gëtt, deen an d'Zukunft erakuckt. Wéi jo elo virdru gesot ginn ass, ginn an der gemeinsamer europäescher Politik 35% vum Budget fir d'GAP verwennt, fir déi gemeinsam Agrarpolitik. Dat ass ee groussen Deel. A mir wësse jo alleguerten, dass, ebe fir an d'Zukunft ze kucken, do wäerten Ännerunge kommen. An duerfir ass et wichteg, dass déi Betriber op eng gesond Betribsbasis gestallt ginn.

Op der Foire agricole d'lescht Woch, do war d'biologesch Landwirtschaft, d'solidaresch Landwirtschaft an och de Volet vun de Selbstan Direktvermaarter en Thema. An duerfir schéngt et eis als Gréng och wichteg, dass een an deene Filièrë weider Énnerstëtzunge gëtt.

Eis schéngt et och net oninteressant, grad fir déi Jonk eng Plateforme d'échange ze hu vu gudde Praxissen am Sënn vun enger Ferme modèle oder Äänlechem.

A wat och ganz kloer ass: Fir déi jonk Baueren ass et extrem schwéier, fir un Terrainen ze kommen. Dir wësst jo alleguerten, dass eng nei Filière do ass fir Geméisbaueren am Lycée technique agricole. An déi gréisste Schwieregkeet ass net d'Ausbildung vun deene Leit, mä u sech, dass déi Leit och Terraine fannen, wou se kënnen dat Geméis dann duerno ubauen.

An en anere Problem, deen ech just wollt kuerz opwerfen, Här Minister, ass dee vun der Transmission d'entreprise. U sech, wann een Haff an der Famill bleift, ass dat jo eng Saach. An och dann ass et esou, dass méi Leit wäerten éischter Ierwe sinn an dass een da muss ee Modell fannen, wéi déi Terraine kënne bei dem Bewirtschafter bleiwen.

A selwer hat ech ee Bekannten, e gudde Bekannten, deen iwwer fënnef Joer laang gesicht huet, fir e Repreneur ze fanne vun enger Entreprise. An duerfir och nach eng Kéier d'Fro: Wat fir Moyenen huet do de Ministère, fir u sech Baueren oder Jonken ze hëllefen, déi eng Formatioun fäerdeg hunn, fir dass déi och kënnen an deem Beruff starten? Ausserhalb vun deem Invest, well dann hu se jo scho sécherlech en Accord fonnt, fir mat engem eens ze ginn, fir e Betrib opzebauen oder fir ze investéieren.

A mir ginn d'Zoustëmmung als gréng Fraktioun natierlech zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet den Här Roy Reding d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech kommen dann zréck zum Text. Och wann et nëmmen zwou minimal Ännerunge sinn, si se favorabel fir de Beruffsstand. An duerfir fanne se natierlech der ADR hir Zoustëmmung. Ech soen dat ëmsou léiwer als Enkel vun engem Brenner.

Selbstverständlech ass d'Veraarbechtung an d'Commercialisatioun vu landwirtschaftleche Produkter genau dee richtege Wee. An och wann dat heiten nëmmen e minimale Schrëtt an déi Richtung ass, ass e begréissenswäert. Mä do muss selbstverständlech déi nächst Regierung nach wesentlech méi énnerhuelen. An ech sinn och sécher, datt se dat mécht.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Eischt dem Rapporteur fir seng gutt Aarbecht an allen Intervenantë fir hir konstruktiv Kommentaren.

Zum Projet selwer, mengen ech, ass alles gesot. Ech si jiddefalls selwer och frou, datt mer de Jongbaueren an de Jongwënzer dës Majoratioun vum Taux d'aide op den Investitiounen am Beräich vun der Transformatioun an der Kommerzialisatioun mat engem Käschtepunkt vu méi wéi 150.000 Euro zoukomme loossen. Dat heescht, 40% plus 15% fir Investitiounen biens immeubles fir d'Jongbaueren an d'Jongwënzer am Haaptberuff.

Ech mengen, dëst ass eréischt duerch eng Weiderentwécklung vun der Positioun vun der Kommissioun méiglech ginn.

D'Bäihëllefe fir Investitiounen am Beräich vun der Distillatioun sollen op ee Maximum von 200.000 Euro pro Period vun dräi Joer limitéiert ginn. Ech sinn der Meenung, datt mer hei eng ganz gutt Léisung fonnt hunn am Sënn vun alle Concernéierten. Dës Ännerung berout op enger Kritik vun der Europäescher Kommissioun, datt de Branntewäin net als landwirtschaftlecht Erzeugnis, also als Produit agricole gëllt. A puncto Bäihëllefen däerf duerfir de Branntewäin net ënnert deeselwechte Regimm fale wéi d'Produits agricoles.

Déi prakteschst Léisung ass, d'Distillateuren ënnert d'De-minimis-Regelung falen ze loossen. No der europäescher Reglementatioun bedeit dat eng Aide vun 200.000 Euro pro Joresperiod (veuillez lire: pro Dräijoresperiod). An dat ass also, fir op d'Fro vun der Madamm Modert ze äntwerten, da kee Cumul an dat gëtt da sonner betruecht.

Nach eng lescht Remark zum Punkt vun der Madamm Modert, firwat dat Gesetz just punktuell geännert ginn ass. Ech mengen, u sech wollte mer guer keng Ännerunge maachen, well mir voll an der Ëmsetzung vun deem Gesetz sinn a bis dato nach keng gréisser Problemer bei der Ëmsetzung opgetaucht sinn.

Dëst Gesetz ass, esou wéi de Rapporteur et scho virauser gesot huet, emol nach keng zwee Joer al. D'Publikatioun war den 3. August 2016. An et kann och net sinn, datt d'Baueren dat eent Joer x Énnerstëtzung kréien an d'Joer drop y. Dëst bitt keng Planungssécherheet an esou mécht een och keng Politik. Mir hunn ee gutt Gesetz an dëst soll och weider esou bestoe bleiwen.

D'Madamm Modert hat nach eng Fro, wivill Betriber, déi konnten, bis elo eng Demande agereecht haten iwwert d'Kommerzialisatioun. An déi Donnéeë wäerte mer absolutt noreechen. Mir hate jo opgrond vun enger Interventioun vun der Madamm Hansen déi leschte Kéier an der Agrarkommissioun versprach gehat, dës Zuelen nozereechen. A mir wäerten dat jiddefalls maachen.

Wéi gesot, mir hunn dës Upassunge gemaach, well eben d'Installatioun vun de Jongbaueren an de Jongwënzer eng absolutt Prioritéit fir dës Regierung ass. An duerfir soen ech lech och elo Merci fir eng breet Énnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7291 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7291 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Unanimitéit. Domat ass de Projet de loi 7291 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun der Sëtzung ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 16.39 heures)

SÉANCE 48

JEUDI,
5 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7154 - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

4° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

5° de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval (dépôt d'une motion), Mme Tess Burton, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

3. 7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum (intervention de Mme Josée Lorsché)*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch (dépôt d'une motion), Mme Simone Asselborn-Bintz, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (intervention de M. Marc Spautz)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

4. 7140 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

1) des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et

2) de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1° le développement et la diversification économiques, 2° l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen (interventions de M. Franz Fayot, M. Laurent Mosar et Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie, M. Félix Eischen (parole après ministre), Mme la Secrétaire d'État Francine Closener*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7279 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017

- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7119 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;

2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Joëlle Elvinger (intervention de M. Alexander Krieps), M. Gérard Anzia (intervention de M. André Bauler), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Romain Schneider et M. Claude Meisch, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a ginn dovun aus, dass mer direkt zu eisem éischte Punkt vum Ordre du jour kënnen iwwergoen. An dat ass de Projet de loi 7154, deen d'Schafung vun engem nationalen Eltererot an eiser Schoul soll erméiglechen. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Gilles Baum.

2. 7154 - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

4° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

5° de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet aus der Educatiounskommissioun geet et ëm d'Schafe vun enger national representativer Elterevertriedung. Ier ech op d'Eenzelheete vum Gesetz aginn, erlaben ech mer awer, kuerz de Kader ze skizzéieren, an dee sech dëse Projet aschreift.

D'Schoul an d'Eltere vun de Kanner hunn eng grouss Gemeinsamkeet: Alle béid wëlle se nëmmen dat Bescht fir d'Kanner a si maachen och alles, fir dass d'Kanner kënnen Erfolleg op hirem Schoulwee hunn. Zanter dem Ufank vun der Legislaturperiod huet sech dës Regierung duerfir d'Zil gesat, fir d'Partnerschaft tëschent der Schoul, den Enseignanten an den Elteren ze stäerken. Dat steet och kloer esou am Koalitiounsaccord.

De Rôle vun den Elteren ze stäerken, dat heescht, si als Partner an der Schoul unzegesinn, si an d'Entscheedunge matanzebannen, hinnen eng Stëmm ze ginn, si ze responsabiliséieren, se net nëmmen ze informéieren, mä si och deelhuelen ze loossen. Dat schaaft e Vertrauensverhältnis, wat zu gudder Lescht natierlech jiddwer eenzelnem Schüler zeguttkënnt.

A genau dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass och schonn op ville Plaze geschitt. Ech denken zum Beispill un de Referenzkader vun der nonformaler Bildung, wou mir net nëmme grousse Wäert op d'Qualitéit vun der Offer gesat hunn, mä eben och op d'Kooperatioun mat den Elteren, déi soll gefërdert ginn. Ech denken an de Schoulen an an de Lycéeën un d'Schoulentwécklungspläng, déi sougenannte PDSen, wou d'Schoule sech jo sollen eegen Demarchë ginn, fir d'Zesummenaarbecht mat den Elteren ze verbesseren.

Mir hunn eng Lycéesreform gestëmmt, déi oppen a participativ ass. Ganz besonnesch denken ech awer och un déi nei Orientéierungsprozedur am Fondamental, wou d'Eltere schonn elo ab dem Cycle 4.1, also dem fënnefte Schouljoer, méi mat an d'Prozedur agebonne ginn a mam Enseignant zesumme kënnen eng Entscheedung treffen, am Interêt vun hirem Kand.

Dir gesitt, an dëser Legislaturperiod gouf schonn esou munches gemaach, fir d'Partnerschaft tëschent der Schoul an den Elteren ze stäerken, an dëse Projet reit sech do voll a ganz an. Et ass e weidere Schrëtt a Richtung vun engem gudde Partenariat tëschent der Schoul oder den nonformale Bildungsstrukturen an den Elteren.

Wa mir eis Bildungslandschaft esou ukucken, da sinn d'Elteren haut schonn a Kommissiounen oder a Conseile vertrueden, sief dat op kommunalem Niveau an de Schoulkommissiounen oder an de Conseils d'éducation an den eenzelne Lycéeën. Op nationalem Niveau gëtt et allerdéngs just d'Commission scolaire nationale fir de Fondamental an de Conseil supérieur de l'éducation nationale, wou just zwee Elteren dra vertruede sinn.

Nieft dëse gesetzlech verankerte Kommissioune gëtt et och um nationale Plang nach zwou Associatiounen. Dat ass eng Kéier d'Fédération des associations de parents d'élèves du Luxembourg, besser bekannt als d'FAPEL, déi sech fir d'Interessie vun den affiliéierte lokalen Elterevertriedungen asetzt, an d'Association luxembourgeoise de parents d'élèves de l'éducation différenciée, ALPEED.

Dat sinn, wéi gesot, Associatiounen, déi ënnert dem Statut vun enger Asbl lafen. Et gëtt also nach keng richteg, keng wierklech gesetzlech Grondlag, fir op nationalem Niveau dat ugeschwatent Partenariat tëschent de Schoulen an den Elteren ze förderen. A genau dorëms geet et bei dësem Projet de loi. Mir schafen elo déi gesetzlech Basis, fir eng national Elterevertriedung an d'Liewen ze ruffen, déi demokratesch gewielt gëtt an doduerch och eng legitiméiert Stëmm am Dialog mam Educatiounsministère kritt. Dat gëtt hir Haaptaufgab: Si gëtt d'Sproochrouer vun den Interessie vun den Elteren, souwuel am Fondamental, am Secondaire wéi och an der Ediff.

Wann ee soll demokratesch gewielt ginn, da mussen natierlech och Wahlen organiséiert ginn. An dat geschitt bei dësem Projet op zwee Niveauen: eng Kéier sektoriell an eng Kéier national.

Ech fänke mat deem sektoriellen un. Et ginn dräi sektoriell Representatioune geschafen: eng fir de Fondamental, eng fir den Enseignement secondaire an eng fir d'Éducation différenciée. Et huet een also fir all Beräich vun der Éducation nationale eng demokratesch gewielte sektoriell Representatioun vun Elterevertriedungen.

Wéi setze sech déi eenzel sektoriell Vertriedungen zesummen? Déi sektoriell Representatioun vum Fondamental setzt sech aus jeeweils zwee Vertrieder pro regional Direktioun zesummen. An all Lycée wielt de Comité des parents jeeweils zwee Vertrieder an déi sektoriell Representatioun vum Secondaire. Zu gudder Lescht setzt sech déi sektoriell Representatioun vun der Ediff aus jeeweils zwee Vertrieder vun den Ediffszentren oder -instituter zesummen. Fir kënne seng Kandidatur ze stellen an eng sektoriell Representatioun, muss een natierlech op d'mannst ee Kand hunn, wat an d'Schoul geet, an dat natierlech an deem Secteur, wou och gewielt gëtt; dat schéngt evident.

Souwäit zu de sektorielle Vertriedungen. Wa mir elo e Stack driwwer ginn, da komme mer bei déi national Elterevertriedung.

D'Représentation nationale des parents d'élèves de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire et de l'éducation différenciée du Grand-Duché de Luxembourg, esou heescht se offiziell, setzt sech aus zwielef Vertrieder zesummen. Dës kommen alleguerten aus de sektorielle Representatiounen. Véier Stéck kommen aus dem Fondamental, sechs Representanten aus de Lycéeën an zwee Elterevertrieder kommen aus der Ediff. Dëse Ratio vun den nationale Vertrieder soll d'Schülerzuel an den eenzelne Segmenter vun der Éducation nationale erëmspigelen.

Wéi verlafen d'Wahle fir an déi national Elterevertriedung? De Minister convoquéiert duerfir déi eenzel sektoriell Representiounen op d'mannst 15 Deeg am Viraus. Déi sektoriell Vertrieder kënnen hir Kandidatur fir an déi national Representatioun bis zu dräi Deeg virum Vott stellen. Et ass e Vote secret à la majorité simple. D'Vertrieder vun der nationaler an de sektorielle Representatioune gi jeeweils fir e Mandat vun dräi Joer gewielt an hiert Mandat ass erneierbar.

Déi nei geschafen Elterevertriedung designéiert och zwee Leit vun hinnen an d'Commission scolaire nationale vum Fondamental, véier Vertrieder an de Conseil supérieur de l'éducation nationale an ee Vertrieder an de Forum orientation.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi national Vertrieder hunn zudeem e Congé vun aacht Deeg pro Joer zegutt. Wärend dëser Zäit kënne si hir Aarbecht verloossen an hire Missiounen am Kader vun der Elterevertriedung nogoen.

Zu dësem Projet de loi sinn och eng Rëtsch Avisen erakomm. Déi verschidde Beruffskummeren hunn u sech d'Initiativ vun der Regierung duerchaus begréisst. Déi meescht hunn allerdéngs déi uganks méi schwéierfälleg Wahlprozedur kritiséiert an och de Statsrot hat do seng Bedenken. Den Text gouf doropshin nach eng Kéier ëmformuléiert an d'Prozedur däitlech erliichtert.

Fir de Rescht géif ech Iech op mäi schréftleche Rapport verweisen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn elo schonn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur.

(Interruption par Mme Sylvie Andrich-Duval)

Jo, ech hat hei en aneren Numm stoen. Selbstverständlech hutt Dir d'Wuert, Madamm Sylvie

Andrich-Duval. Ech hat och en zesummegesatenen Numm hei stoen. Mä...

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Dat ass bei deem nächste Projet, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah okay. Da fuert duer!

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Okay. Merci, Här President. Et ass eng laang Traditioun hei zu Lëtzebuerg, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Elteren um Schoulliewen ze bedeelegen. An och d'CSV fënnt et immens wichteg, dass d'Elteren zum Erzéiungsan och zum Bildungsoptrag an der Schoul bäidroen an dass se och Partner an der Schoulgemeinschaft sinn.

An dass haut dann déi national Elterevertriedung eng legal Basis kritt an och legitiméiert gëtt duerch carrement demokratesch Wahlen, dat begréisse mer ausdrécklech.

Ech gräifen och dofir just e puer Punkten op.

Déi national Elterenrepresentatioun representéiert, an dat ass och gutt esou, net nëmmen d'Grondschoul an de Secondaire, mä och elo de Secteur vun der Éducation différenciée plus aner Schoulen, déi zu Lëtzebuerg zougelooss sinn, zum Beispill privat oder international Schoulen. Si representéiert also d'Eltere vun iwwer 100.000 mannerjärege Schüler.

D'Wahlprozedur, déi huet et a sech: D'Elterenversammlungen aus de Grondschoule vun de 15 Schoulregiounen, déi 42 Elterecomitéen aus de Lycéeën, déi bis dato 16 Elterecomitéen aus dem differenzéierten Unterrecht an d'Elteregremien aus enger ronn 20 anere Schoule gi mobiliséiert, fir fir d'Éischt zwee regional Vertrieder pro Schouletablissement ze wielen, ausser déi aner, zum Beispill déi Privat, déi wiele just een. Do komme mer summa summarum op bal 170 Vertrieder an de regionalen Delegatiounen. An dës sektoriell Vertrieder wielen dann hirersäits déi national Elterevertriedung, déi zwielef Memberen zielt. De Rapporteur Gilles Baum, deen ass drop agaangen, an ech soen him och villmools Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

D'Wahlprozedur ass Gott sei Dank no ville kriteschen Avisen, och deem vum Statsrot, e bësse méi vereinfacht ginn. D'Remplaçantë brauchen och elo en plus net méi extra gewielt ze ginn. Mä d'Fro ass: Fanne mer genuch Kandidaten? Dat ass eng Fro, déi opbleift. Oft melle sech nëmmen eng Handvoll Elteren. De Moment sinn an där jëtzeger Federatioun vun den Elterevertrieder, der FAPEL, Memberen, déi selwer keng Kanner méi an der Schoul hunn. Egal wéi, dat Ganzt bleift awer e komplexe System, wou ganz vill verschidden Akteuren implizéiert sinn a wou regelméisseg Kontakter ënnerenee solle stattfannen.

D'CSV bemängelt trotzdeem, dass trotz dësem Opwand am Secondaire och net all Typ vun Unterrecht ka garantéiert vertratt sinn. Zum Beispill riskéieren d'Beruffsausbildung oder de Modulaire op der Streck ze bleiwen.

Wien nach op der Streck bleift, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'FAPEL, d'Federatioun vun de lokalen Elterevertriedungen, déi bis dato als national representativ Associatioun d'Sproochrouer war. Grad eléi d'ALPEED, d'Associatioun vun den Eltere vun de Schüler mat spezifesche Besoinen, och a Fro gestallt ass. Den Här Minister huet zwar op Nofro vun der CSV verséchert, si kéinte weider ënnerstëtzt ginn.

Fakt ass, dass mer der e puer erlee um Terrain hunn. Et gëtt nach op ville Plazen och där lokaler Elterenassociatiounen an en plus solle jo elo déi lokal Elterevertrieder méi valoriséiert ginn, mä et si keng Rechter a Flichte festgehalen. An déi nei national Representatioun muss sech jo och emol organiséieren. Do ass deen neie Congé sécher net vu Muttwëll. Mä et mussen och genuch Mëttel zur Verfügung stoen, soss riskéiert dat neit Organ, senge Missiounen net gerecht ze ginn; och mat där néideger Onofhängegkeet zum Ministère, versteet sech.

Virun allem awer mussen d'Eltere sech emol an deem Ganzen erëmfannen. Et muss garantéiert sinn, dass se un hir Uspriechpartner erukommen. Dat heescht, si musse besonnesch op lokalem Niveau visibel an och accessibel sinn. A Frankräich ginn zum Beispill an de Schoulen eng Aart Pinwänn oder Bréifboîtten opgestallt, wou d'Kommunikatioun ka gefërdert ginn. An et existéieren och iwwregens a verschiddenen aneren europäesche Länner aner Modeller vun nationaler oder iwwerhaapt Elterevertriedung, déi applizéiert ginn.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir all deene Remarken och Rechnung ze droen, deposéieren ech am Numm vun der CSV eng Motioun. Wann ech gelift!

Am Resumé steet dodran, dass, vu dass et déi verschidde Modeller vun Elterevertriedung an Europa gëtt, deen neie System awer eng gewësse Komplexitéit huet an d'Wahlprozedur ëmmer nach schwéierfälleg ass an dass et och net duergeet, fir vill Vertrieder ze hunn, mä och qualitativ Kritären néideg sinn. A fir dass déi nei Elterevertriedung och soll kënnen effizient an effikass schaffen, gëtt d'Regierung eigentlech opgefuerdert, der Chamber dann an dräi Joer eng Evaluatioun vun där neier Representatioun ze presentéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- notant que le projet de loi en question crée un nouvel organe officiel dénommé «représentation nationale des parents»;

- sachant que les divers pays européens ont mis en place des modèles très variés de représentation parentale;

- considérant que le nouveau système initié par le projet de loi est complexe, impliquant une multitude d'acteurs;

- constatant que la procédure d'élection est assez lourde;

- convaincue qu'une organisation représentative au niveau national devrait non seulement respecter des critères quantitatifs mais également des éléments qualitatifs;

- soulignant que la nouvelle représentation nationale devrait accomplir de façon efficiente ses fonctions et missions,

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés au plus tard trois ans après la mise en vigueur de la loi une évaluation de la nouvelle représentation nationale des parents.

(s.) Sylvie Andrich-Duval, Gilles Baum, Tess Burton, Lex Delles, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché.

An ech si frou, mir hate virdrun e bësse rieds ënnert den eenzelne Fraktiounskolleegen, dass do eng breet Zoustëmmung eventuell fir déi Motioun do wär. Dat wär natierlech ganz flott. An domat géif ech och den Accord gi vun der CSV-Fraktioun, fir dësem Gesetzesprojet zouzestëmmen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Just fir ze präziséieren, dass d'Source vun dem Iertum net hei am Haus war: Dir waart falsch gemellt ginn; et ass ëmgedréit.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Ah! Mir si verwiesselt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Wou een lech awer net ka verwiesselen.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Dat ass deen Diddelenger Charme.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dräi Stéck. Nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton.

Une voix.- Véier! Véier Stéck!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et waren der elo dräi en cause.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Gutt. Här President, alles gekläert?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wëllt Dir och Diddelenger sinn?

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Nee, nee, nee!

(Brouhaha et hilarité)

Ech si gutt do, wou ech sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madamm Burton huet d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zäiten, wou den eenzege Kontakt tëschent der Schoul an den Elteren an enger Zensur um Enn vum Trimester bestanen huet a wou méi Kontakt eigentlech just Problemer bedeit huet, déi Zäite si glécklecherweis eriwwer.

De grousse Wiessel an där Hisiicht koum mat der Grondschoulreform vun 2009. Deemools sinn engersäits d'Bilansgespréicher um Enn vun all Trimester agefouert ginn, eng Geleeënheet fir d'Elteren, fir sech mat den Enseignanten net nëmmen iwwert d'Leeschtunge vun hirem Kand auszetauschen, mä och méi gewuer ze ginn, wéi den Unterrecht ofleeft oder wéi d'Kand seng Plaz an der Klass fënnt oder och, wéi et sech sozial entwéckelt an der Communautéit.

Well d'Bilansgespréicher gréisstendeels och a Präsenz vun a mat de Kanner geschéien, bidde si d'Geleeënheet fir flott Echangen, déi ganz valorisant fir d'Kanner a ganz léierräich fir d'Elteren an d'Enseignantë kënne sinn. Anerersäits ass mat der Grondschoulreform och de Partenariat tëschent Schoul an Elteren institutionaliséiert ginn. D'Eltere vun de Kanner aus enger Schoul hu bis ewell all zwee Joer hir Vertrieder gewielt, déi eng gewësse Roll an där Communautéit ze spillen hunn.

Et muss een zouginn, dass dat net iwwerall d'selwecht gutt funktionéiert. A munche Schoule beschränkt sech d'Roll vum Elterecomité op Kuche bake fir d'Schoulfest, wat sécher net onwichteg ass. Op anere Plaze gëtt et e regelméissegen a konstruktiven Dialog tëschent dem Elterecomité an dem Schoulcomité, wou och Problemer thematiséiert a Léisungen zesumme fonnt ginn oder wou och heiansdo ganz nei Iddien an Initiativen entstinn.

Och an de Lycéeë kruten d'Elteren ëmmer méi eng Roll ze spillen iwwert de Wee vun den Elterevertriedungen. Bis ewell awer gouf et keng offiziell an institutionaliséiert national Elterevertriedung. An de Projet de loi, iwwert dee mir haut hei ofstëmme sollen, wäert dat ebe maachen. Virgesi si kloer Prozeduren, wéi dës national Elterevertriedung gewielt gëtt, wat hir Roll ass a wéi se fonctionnéiert.

Wuel haten d'Eltere sech an der Vergaangenheet organiséiert an Associatiounen a Federatioune wéi der FAPEL oder der Associatioun vun den Eltere vu Kanner aus der Éducation différenciée; dës hunn awer keng legal Basis gehat.

De Projet de loi iwwert déi national Elterevertriedung gëtt de Vertrieder deemno eng aner Legitimatioun.

Ech wëll hei net weider op d'Wahlprozeduren an aner Detailer, Detailbestëmmungen agoen. De Rapporteur huet dat a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport ganz gutt gemaach. Deem wëll ech och heimadder nach Merci soen. Voilà!

An nach ofschléissend ze begréissen ass a mengen Aen awer, dass d'Prozedure fir d'Wahl vun den Elterevertrieder nom Avis vum Statsrot vereinfacht gi sinn. Uganks waren do eng Rei bürokratesch Hürden ze huelen. An et ass gutt, dass do nogebessert gouf. Anerersäits ass et ganz positiv, dass an Zukunft déi national Elterevertrieder och Recht op aacht Deeg Congé hunn, fir hir Aufgab kënnen ze erfëllen. D'Partnerschaft tëschent Elteren an der Schoul ass eng gutt a wichteg Saach. An deemno muss een och déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen.

Voilà, Här President, an dat gesot, wëll ech natierlech den Accord gi vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Kultur vun der Zesummenaarbecht tëschent Schoul an Elteren ze verstäerken, schafe mer mat dësem Projet de loi eng national Representatioun vun den Elteren. Dat ass e puermol gesot ginn an och gutt erkläert ginn.

Si regruppéiert all Niveau vum Enseignement a gëtt souzesoen zum Sproochrouer vun allen Elteregremien, déi momentan scho funktionéieren. Als Gréng ënnerstëtze mir natierlech dëse Schrëtt. E fëllt eng Lacune um nationalen Niveau a stellt déi wichteg Partnerschaft tëschent Elteren a Schoulen op fest legal Féiss, mat kloer definéierte Missiounen a kloer definéierte Rechter, esou zum Beispill wann et ëm nei Gesetzesprojeten oder ëm pädagogesch Initiative geet, déi um nationalen Niveau ausgeschafft ginn. Dat alles ass begréissenswäert an och am Sënn vu méi Demokratie a Participatioun.

An awer, Dir Dammen an Dir Hären, kann och dëse Projet de loi keng Wonner wierken, wann et ëm Problemer geet, déi sech konkret um Niveau vun der Zesummenaarbecht tëschent Schoul an Eltere stellen. Woumat ech e sensibele Beräich wëll uschwätzen.

Am Laf vun de leschte Joren a Jorzéngten ass dës Zesummenaarbecht ëmmer méi komplex, méi intensiv an och méi differenzéiert ginn a stellt net nëmmen d'Schoulen, mä och d'Eltere

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

viru grouss Erausfuerderungen. A Schoul- an Erzéiungsfroen ass et näämlech net ëmmer einfach, op e gemeinsamen Nenner ze kommen an d'Perspektiv vun den Eltere mat där vum Schoulpersonal an Aklang ze bréngen. Net siele schwätze béid Parteie verschidde Sproochen, wat näischt mat eiser Villsproochegkeet ze dinn huet, mä ganz eleng domat, datt d'Elteren an d'Schoulpersonal net ëmmer op enger Wellelängt schwammen. Woubäi et wichteg ass ze betounen, datt d'Schoulpersonal an der Formatioun konsequent op d'Elterenaarbecht muss preparéiert ginn.

Jiddefalls kënnt et an der sougenannter Schoulpartnerschaft net sielen zu Konflikter, déi ganz belaaschtend kënne ginn an och net zu Lëtzebuerg haltmaachen. An Däitschland geet beispillsweis rieds vun „Helikopterelteren", wann d'Eltere scho beim éischten Elteregespréich mat engem Affekot ugefuer kommen, fir sech an hiert Kand géint eng potenziell Iwwermuecht vun der Schoul ze schützen. Problematesch, Dir Dammen an Dir Hären, ass et och, wann d'Eltere genee de Contraire maachen an hirer Verantwortung net nokomme respektiv all Kontakt mat der Schoul meiden. Dat kënnt relativ siele vir, däerf awer och net ignoréiert ginn.

Generell ass et jiddefalls eng Tatsaach, datt d'Motivatioun vun den Elteren, um Schoulliewen deelzehuelen, sech ferm a Grenzen hält, dëst virun allem a méi vulnerabele Gesellschaftskreesser. D'Madamm Andrich huet et och betount. Eng Situatioun, déi an deem Kontext ëmmer nees ze denke gëtt, erlieft ee beispillsweis bei de Wahle vun den Elterevertrieder an de Grondschoulen. A verschiddene Schoule mat iwwer 400 Kanner kënnt et näämlech regelméisseg vir, datt iwwerhaapt keen oder héchstens e Grappvoll Kandidaten oder Kandidatinne sech där Wahl stellen, an dat bei engem Potenzial vun iwwer 800 Elteren!

Dat ass natierlech ganz bedauerlech. Et ass awer och verständlech. An eiser schnellliewege Zäit si vill Eltere berufflech staark gefuerdert oder carrement iwwerfuerdert, sinn ëmmer méi oft Elengerzéier a fille sech einfach net prett oder net genuch informéiert, fir sech enger Elterewahl ze stellen. D'Konsequenz ass natierlech déi, datt dës Eltere weder an enger Elterevereenegung oder engem Elteregrupp nach an enger kommunaler Schoulkommissioun vertruede sinn an dowéinst riskéieren, den Uschloss un déi national Eltererepresentatioun vun Ufank un ze verpassen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat sinn ech ganz genee bei dësem Projet de loi, bei deem ech folgend Konklusioun wëll zéien: E fëllt ganz sécher eng Lacune um nationalen Niveau, wou et bis haut keng gesetzlech definéiert Representatioun vun Eltere gouf. Dat ass ouni Zweifel positiv a fënnt eis Ënnerstëtzung.

E Problem, dee mat dësem Projet de loi awer net geléist ka ginn, ass ebe grad d'Ënnerrepresentatioun vun Elteren aus sozial schwaache Schichten. Als Gréng si mir der Meenung, Dir Dammen an Dir Hären, datt mir eis deem Problem an Zukunft verstäerkt sollen unhuelen an alles mussen drusetzen, fir d'Elterevertriedung méi equilibréiert opzestellen, souzesoen als Suite logique vun dësem Projet de loi.

Dat ass bestëmmt keen einfachen Exercice, en ass awer ganz wichteg, fir de Besoinen an den Interesse vun allen Elteren an hire Kanner an der Schoulpartnerschaft gerecht ze ginn an net just engem Deel dovun. Inspiréiere kënne mer eis u ganz flotte Modeller, déi et am Ausland scho gëtt.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Kolleeg Gilles Baum e grousse Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken dann och mat deem Merci un den Här Baum un. Dat ass wierklech och erëm eng Kéier, wéi vill Projeten am Educatiounswiesen, en zimlech komplexe Projet, a mir sinn ëmmer frou, wann hien eis duerch déi Texter féiert.

Just e puer méi politesch Bemierkungen, well ech mengen, wat de Fong vum Gesetz ugeet, hu mer jo alles héieren, wat wichteg ass.

Déi éischt ass: Wéi soll d'Relatioun tëschent dem Schoulsystem an den Eltere sinn?

Mir hunn hei heiansdo den Androck, wa mer nolauschteren, datt de Stat heimadder d'Roll vun den Elteren unerkennt, datt e praktesch e generéise Geste mécht. Mä dat ass absolutt net déi Perceptioun, déi mir hunn! Mir hunn hei e Stat, dee sech net däerf umoossen, d'Wichtegkeet vun den Elteren unzëerkennen, mä d'Eltere si vu sech aus wichteg! Si hunn och dat konstitutionellt Recht dozou, well déi aktuell Constitutioun, déi erkennt jo der Famill Rechter zou. An de Stat huet d'Aufgab, d'Rechter vun der Famill ze verdeedegen; eppes, wat an där neier Verfassung leider net méi esou ass. Mä am Ableck ass d'Rechtslag esou, datt de Stat iwwerhaapt keng aner Méiglechkeet huet, wéi d'Wichtegkeet vun der Famill an domadder d'Roll vun den Elteren unzëerkennen. Dat hei ass also kee Geste vu Generositéit, mä eng Selbstverständlechkeet.

Dat Zweet ass: Wa mer hei elo higinn, wéi d'Regierung et proposéiert, a si mécht eng Elterevertriedung, déi si eng „national Elterevertriedung" nennt, da muss een och do oppassen, datt hei net eng Verstaatlechung vum Recht op Initiativ stattfënnt. Eng Interessensvertriedung, eng Gewerkschaft, eng Associatioun huet ëmmer d'Recht, sech ze associéieren. An de Stat ass och gutt beroden, wann e mat deene schwätzt, zemools wa se e representative Charakter hunn, sief et fir e Schoultyp hei oder fir eng Regioun. An et däerf net esou sinn, datt eng nei geschafe Struktur d'Onofhängegkeet vun den Elteren allgemeng géif huelen, fir sech ze associéieren an och partikularen Interessegruppen an dat Recht fir sech an Usproch ze huelen, gehéiert ze ginn. Dat däerf net den Objet vun dësem Gesetz sinn.

Wann elo hei eng Struktur geschafe gëtt, da muss ee kucken, ob déi Struktur och den Usprëch an den Noutwendegkeete gerecht gëtt.

Dat Éischt, wat een do ka soen, ass, datt déi zwielef Vertrieder op nationalem Niveau net genuch sinn! Et sinn net genuch Leit, fir wierklech déi Komplexitéit vum Schoulsystem erëmzespigelen, déi verschidde Modes d'enseignement, déi verschidde vläicht regional Interessen oder aner Interessen an engem onheemlech komplexen a villfältege Schoulsystem. An och de Privatsecteur, den Enseignement privé, huet seng eegen Erausfuerderungen, wou ee sech muss froen, ob déi Zuel vun zwielef wierklech duergeet.

En Argument weider, fir dat ze widderhuelen, wat ech virdrun ugedeit hunn: Wann et derniewent nach aner Elterevertriedunge gëtt mat hire spezifesche Besoinen, dann hunn déi och e Recht drop, gehéiert ze ginn.

An dat Zweet ass: Wann de Stat dann elo higeet an e gëtt sech esou eng national Struktur fir d'Elterevertriedung, wéi ass dann d'Verhältnis, wéi sinn d'Pouvoiren an deem Verhältnis tëschent den Elteren an dem Stat?

An hei fënnt sech erëm d'Handschréft erëm vun engem Stat, dee mengt, e misst den Eltere Rechter zougestoen! Et steet am Gesetz, d'Eltere kënne sech autosaiséieren an iwwer Propositions de loi a Projets de loi op Demande vum Minister Stellung huelen oder sech eben autosaiséieren. De Stat seet also praktesch, wat d'Rechter si vun den Elteren!

Mir als ADR soen: D'Elteren hu Rechter. A wa si wëllen zum Beispill och iwwer en Texte existant eng Meenung huelen oder iwwert de Schoulsystem, esou wéi en am Ableck ass, dann ass dat och hiert Recht, och wann et net elo esou am Gesetz virgesinn ass. De Stat kann net higoen an och duerch eng soi-disant generéis Formuléierung higoen an eigentlech eng Beschränkung vun den Handlungsméiglechkeete vun Elterevertriedunge virhuelen. Dat kann et net sinn!

Soudatt mir eigentlech soen: Mir wëlle keng Aschränkung vun den Elterenrechter. Mir wëllen, datt et eng Selbstverständlechkeet ass, datt d'Elterenrechter unerkannt ginn. Mir hätte gär, datt genuch Vertrieder an esou enger Institutioun sinn, fir d'Komplexitéit vum Schoulsystem kënnen erëmzespigelen. A mir wëllen, datt de Stat d'Eltere muss héieren, an net, wéi et hei ugedeit gëtt, datt e se kann héieren, wann e Minister se freet, also praktesch en Akt vun enger Generositéit, deen net ganz konform ass mat deem Optrag, deen de Stat an eiser Verfassung huet.

Mir kënne mat dësem System liewen, well et ass gesot ginn, datt mer jo souwisou e Problem hunn, fir genuch Elterevertrieder am Ableck ze fannen. Duerfir ass et gutt, wann de Stat e Geste mécht, fir vläicht d'Leit ze encouragéieren, duerch extra Congéen oder esou, fir sech méi ze engagéieren. Dat ass eppes, wat mer prinzipiell akzeptéieren. Awer déi Manéier, wéi et ëmgesat ass, déi stellt eis net zefridden. Mir denken, datt d'Elteren an dësem Text net genuch respektéiert goufen. An duerfir wäerte mir eis als ADR enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Als leschte Riedner huet d'Wuert den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Wéi Der wësst, gëtt et ganz wéineg Elementer vun der liberaler Bildungspolitik, déi eis Zoustëmmung fannen, mä dëst ass eent. Et ass effektiv eng Lacune, déi mat dësem Text zougemaach gëtt, näämlech andeem eng national Representatioun vun den Eltere mat dësem Text hei geschafe gëtt, wat domadder och dozou féiert, datt d'Eltere selwer als institutionellen Deel vun der Schoulgemeinschaft wouergeholl ginn.

Dat ass an eisen Aen e wichtegen an och e richtege Schrëtt, dee gemaach gëtt. An duerfir ass dat hei en Text, deen eis Zoustëmmung fënnt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Erzéiungsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur, dem Gilles Baum, Merci soen, deen eis an e Projet agefouert huet, dee vu villen hei als komplex duergestallt ginn ass, eng Matière, déi komplex ass, eng Matière sécherlech, déi schwiereg ass, well et drëm, zesummen ze liewen, zesummen ze schaffen an zesummen ze kucken, datt d'Kanner hire Wee maachen, datt se an der Schoul gutt opgehuewe sinn, datt se sech do entwéckele kënnen, an dorëm ze kucken, wat d'Eltere vun doheem aus kënne mat hirem Kand mat bäidroen, an awer och an der Schoul a souguer um bildungspolitesche Plang, um nationale Plang kënne mat bäidroen.

De Gilles Baum huet et nach eng Kéier an Erënnerung geruff: Dat heiten ass jo net deen eenzege Projet an dëser Legislaturperiod, wou mer probéiert hunn, d'Rechter an och d'Implikatioun vun den Elteren an eisem Bildungssystem ze stäerken. Dat gëllt an der Schoul, dat gëllt an der Crèche, dat gëllt also do, wou d'Kand direkt an där Struktur ass, dat gëllt awer och um lokale Plang, op Gemengeplang.

An hei gi mer dann nach eng Kéier e Schrëtt méi wäit fir eng national Elterevertriedung, fir datt och eng Regierung, vläicht och eng Chamber, en Interlocuteur huet, dee representativ fir all Mamm an all Papp hei am Land ka schwätzen. Dat erlaabt et eis, eng strukturéiert Bildungspartnerschaft opzebauen, déi sécherlech nach net fäerdeg gestréckt ass mat dësem Gesetz, mä déi awer vun der eenzelner Struktur, aus der eenzelner Famill an dem eenzelne Kand, bis erop op den nationale Plang soll gëllen.

Ech weess, datt nach villes ze maache bleift. Ech weess awer...

(Toussotement)

Pardon.

...an ech gleewe fest dorunner, datt et derwäert ass, d'Eltere méi staark mat ze responsabiliséieren. Mir hu virun zwee Joer hei iwwert de Passage Fondamental-Secondaire diskutéiert gehat. Mat grousser Skepsis ass op ville Plaze bemierkt ginn, datt et awer komplizéiert wär a schwiereg wär, wann d'Eltere sech do méi staark géife matabréngen.

Nun, elo, no deem éischte Passage vun der Grondschoul an de Secondaire no deem neie Gesetz gesi mer, datt mer Elteren an Enseignantë quasi op enger Linn hunn, datt do, wou nach Desaccord ass an eenzelne Fäll, mer dat quasi am Promilleberäich kënnen zielen a mer fir all déi aner Orientatiounen en Accord haten, no engem Joer vun Diskussioun, vu Reflexioun, vu selwer mat sech zu Chouer goen, ob een da vläicht a senger Positioun, a senger Aschätzung, a sengen Ambitiounen och richteg louch. Dat ouni...

(Toussotement)

Ech mengen, ech huelen emol eng Schlupp. Da geet et vläicht e bësse besser.

Dat ouni, Här President, datt d'Orientatioun däitlech aneschters ausgefall wär wéi all déi Jore virdrun, mä et gesäit een, datt et derwäert ass, sech do opzemaachen, d'Partner - hei an der Form vun den Elteren - materunzezéien, mat ze responsabiliséieren.

Ech mierken, et geet nach net vill besser.

(Toussotement)

Duerfir ass dat doten e wichtegt Element, och haut nach eng Kéier e wichtegt Element vun enger neier Kultur: eng Elteren- a Bildungspartnerschaft vun der Crèche erop bis op d'Première. Duerfir musse mer d'Elteren awer och stäerken. Dat maache mer hei. Mir ginn den Elteren hei eng Struktur, an där se sech kënnen artikuléieren, wou se och d'Moyene kréien, sech kënnen hir Meenung ze bilden.

An et ass eigentlech nëmme kohärent a konsequent, wa mer vun de Schoulen, wa mer vun de Crèchë fuerderen, datt se sech sollen opmaache fir Elteren, datt se Eltere solle materunzéien, wann et ëm Organisatiounsfroe geet, wann et awer och ëm Froe geet: Wat wëlle mer eigentlech an der Schoul? Wa mer gären hätten, datt do den Dialog klappt, da musse mer um nationale Plang jo awer och mam gudde Beispill virgoen an och do soen: „Jo, da musse mer och do, wa mir hei d'Gesetzer stëmmen an der Chamber, wa mer national Bildungspolitik maachen, och do mat den Elteren, mat enger representativer Elterevertriedung am Dialog sinn, fir dat auszeschaffen, fir dat ze diskutéieren, kontrovers ze diskutéieren an dann natierlech schlussendlech hei am Parlament awer zum Vott kënnen ze bréngen."

Wa mer dat net maachen, dann, mengen ech, kënne mer net eescht geholl ginn an de Schoule respektiv an de Betreiungsstrukturen, wa mer grad do d'Elterepartnerschaft an d'Elteréparticipatioun wëllen akloen.

Et ass wouer, datt mer bis elo nom Gesetz vun 2009, wou mer representativ Vertrieder schonn an der Grondschoul hunn, ëmmer erëm feststellen, datt et op ville Plazen - net iwwerall, mä op ville Plazen - nach net genuch Kandidature gëtt. Ech denken, datt dat Gesetz hei nach eng Kéier en Appell ass wierklech, fir ze soe: Wat sinn herno deng Zoustännegkeeten, den Kompetenzen, deng Méiglechkeeten och als Elterevertriedung um lokale Plang? Du bestëmms mat herno, wien Elterevertrieder kann um nationale Plang ginn. Du hues also och wierklech d'Méiglechkeet, Afloss ze huelen op déi representativ Meenung, representativ artikuléiert Meenung vun den Elteren am Land.

An dann ass et wéi esou oft: Wann een de Leit d'Méiglechkeet gëtt deelzehuelen, ze participéieren, da muss op där anerer Säit awer och kloer sinn, da mussen d'Leit mierken, datt dat sech och rentéiert, datt een eescht geholl gëtt, datt een och kann eppes bewierken duerch säin Engagement, Sechengagéieren, A-Reunioune-Goen. An herno eigentlech festzestellen, datt een emol net richteg nogelauschtert kritt huet, dat ass sécherlech déi falsch Motivatioun. An do versteet een deen een oder deen aneren, datt en dann net méi wëllt als Elterevertrieder kandidéieren. An do droe mer alleguerten eng Responsabilitéit um lokale Plang, um nationale Plang, fir déi Vertrieder eescht ze huelen.

Ech denken net, datt een hei riskéiert, op der Streck ze bleiwen, wéi d'Madamm Andrich et formuléiert huet. Weder d'FAPEL... Mir haten dat doten, déi Angscht, och schonn 2009, wéi déi gewielten Elterevertrieder an d'Gemenge komm sinn oder an d'Schoule komm sinn. Dat huet net derzou gefouert, datt déi Associatiounen, déi virdrun existéiert hunn, iwwerall opgehalen hätten.

Et ass eng flott Aarbechtsopdeelung mëttlerweil op ville Plazen tëschent engem Veräin als Elterevertriedung an de gewielten Elterevertrieder. An esou kann ech mer dat och ganz, ganz gutt virstellen - mä dat ass net u mir ze decidéieren, dat ass dann un där Federatioun ze decidéieren -, datt et och tëschent enger national representativer Elterevertriedung an engem Veräin, wéi et d'FAPEL ass, dann do ganz gutt eng Aarbechtsopdeelung ka ginn.

An dat eent schléisst dat anert net aus. Et kann een an der FAPEL sinn an awer en national gewielten Elterevertrieder sinn. Et muss een awer net. Ech denken, do hu mer ganz flott Beispiller um lokale Plang gesinn, déi mer herno och wäerten um nationale Plang erëmfannen.

Et ass och gesot ginn, datt ee vläicht riskéiert, vun deem engen oder aneren Ordre d'enseignement, awer och vläicht aus där enger oder anerer sozialer Schicht am Land manner Elteren erëmzefannen an där Vertriedung. Jo, dat ass eng Aufgab, déi mer sollen eescht huelen. Op där anerer Säit ass et awer och eng demokratesch gewielte Representatioun, wou mer net onbedéngt ze vill „feinstécklech" do kënne virgoen.

An ech mengen, wa mer op där enger Säit kritiséieren, et wär eng komplex a komplizéiert Wahlprozedur, an dann op där anerer Säit awer och nach eng Kéier soen: „Et muss awer och een aus deem Ordre de l'enseignement an een aus deem Ordre de l'enseignement a mat deem dote sozialen Hannergrond representéiert sinn", da gëtt et nach eng Kéier méi komplex. An duerfir sollte mer hei eigentlech bei normalen demokratesche Regele bleiwen.

Här President, ech hunn och absolutt kee Problem mat där Motioun, déi hei proposéiert gëtt, well ech fest dervun iwwerzeegt sinn, datt déi Evaluatioun an dräi Joer wäert positiv ausfalen, datt mer hei nach eng Kéier e Schratt méi no - a mir hunn der elo e puer gemaach dës

Legislaturperiod - zu enger ganz konkreter, gelieftener Bildungspartnerschaft tëscht Elteren a Bildungsinstitutioune kommen. Ech sinn also do ganz positiv gestëmmt. Ob ech dann nach dee Bilan wäert virleeën, dat gesi mer dann. Dat schéngt mer nach net ganz sécher ze sinn.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7154 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7154 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

57-mol Jo, 3 Abstentiounen, domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par M. Georges Engel);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Si mer mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

A vu dass et jo schéngt eng Unanimitéit iwwert d'Motioun ze ginn, sidd Der dermat d'accord, dass mer per Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat der Motioun d'accord ass, ass gebieden, en Zeechen ze ginn.

Wien ass net d'accord?

Wien enthält sech?

Mir hunn Unanimitéit bei der Motioun. Ech soen Iech Merci.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet 7302. Hei ass de Rapporteur erëm de Gilles Baum an et geet ëm d'Schafung vu Minicrèchen.

3. 7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Här President, wéi Der gesot hutt, et geet ëm d'Schafe vu Minicrèchen. Mä wat ass dat dann elo, eng Minicrèche? Eng Minicrèche ass en neie Modell, fir Kanner ze betreien, e Modell, deen tëschent den Dagesmammen, wat mer kennen, an och de klassesche Crèchen, de SEAen, läit. Et ass quasi eng Tëschenetapp.

An enger Minicrèche kënne maximal eelef Kanner betreit ginn a vun deenen eelef Kanner däerfe maximal véier Kanner ënner engem Joer sinn.

Wéi gouf déi Iddi gebuer? Ma déi Iddi ass gebuer ginn an der Educatiounskommissioun, wéi mer um Gesetz iwwert d'Dagesmamme geschafft hunn a wou mer eis och d'Fro gestallt hunn, ob een dat net alles kéint e bësse méi oppe maachen, ob een dat net kéint méi flexibel maachen. Et ass och eng Demande vum Secteur dobaussen, eng Demande vun den Dagesmamme konkret, déi sech d'Fro gestallt hunn, ob se kéinten hir Aarbecht e bëssen anescht gestalten, e bësse méi flexibel gestalten. Et ass awer och eng Demande vun den Elteren dobaussen um Terrain, déi op der Sich sinn no méi kleng Strukturen a Strukturen, wou ee méi kleng Gruppe vu Kanner kann zesumme betreien, förderen a versuergen.

Wie schafft an esou enger Minicrèche? Eng Minicrèche, déi gëtt geleet zesumme vun enger Damm, déi den Diplom als Dagesmamm huet, a vun engem Educateur. An, wéi gesot, déi këmmere sech zesummen.

(Interruption)

Pardon?

Plusieurs voix.- Oder en Här.

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Oh, Pardon. Jo. Oh jo, dat war wierklech elo en uerge Lapsus. Ech fänken nach eng Kéier vu vir un.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- En „Gender-Lapsus".

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- En „Gender-Lapsus", kréien ech hei gesot.

Also, eng Minicrèche gëtt geleet vun enger Dagesmamm oder engem Dagespapp...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- ...zesumme mat engem Educateur oder enger Educatrice. Voilà, ech mengen, elo hat ech awer wierklech d'ganz Panoplie hei ofgedeckt. Ech mengen, elo si mer korrekt. An, wéi gesot, si këmmere sech zesummen ëm déi maximal eelef Kanner.

Wat sinn d'Virdeeler vun enger Minicrèche? D'Minicrèche erlaabt et, an de Genoss ze komme vum CSA, vum Chèque-service accueil. An, wann de Wonsch besteet, kann eng Minicrèche och d'Formation plurilingue ubidden, dat heescht, dat spillerescht Erfëieren un eng zweet Sprooch bei de Kanner vun engem bis véier Joer, wat et dann och den Elteren erlaabt, 20 Stonne gratis Betreiung pro Woch ze kréie wärend 46 Wochen oder méi.

Déi Minicrèchen hei ënnerleien natierlech dem nationale Referenzkader «Éducation non formelle des enfants et des jeunes» a si ënnerleien natierlech och de Visitte vun den Agents régionaux.

Wat muss an enger Minicrèche ugebuede ginn? An der Minicrèche mussen d'Kanner kënne raschten a sech erhuelen. Et muss gewärleescht sinn, dass d'Kanner gesond z'iesse kréien. Et muss gewärleescht ginn, dass d'Hausaufgabe kënne gemaach ginn an enger Ambiance, déi roueg ass. An d'Kanner sollen derzou erzu ginn, fir och autonom hir Hausaufgaben ze maachen. Et ass natierlech och virgesinn, dass d'Kanner regelméisseg Aktivitéiten dobaussen an der Natur ënnerhuelen, an alleguerten déi aner Aktivitéiten, déi och am nationale Referenzkader virgesi sinn.

Mir hu missen eng zweet Ronn mam Conseil d'État dréien, wat den Delai ugeet. Dat heescht, dee Projet vun de Minicrèchen hei, dee fänkt eréischt d'nächst Joer un, fir dass dee ganze Secteur och Zäit huet, fir sech ëmzestellen op déi Neierungen, wann dat dann natierlech gewënscht ass.

Et waren eng Rei Avisen erakomm. Een Avis war definitiv méi kritesch. Dat war den Avis vun der Chambre de Commerce, dee sech d'Fro gestallt huet iwwert d'Fiabilitéit vun de Minicrèchen. Ben, ech mengen, et muss een deene Saachen hei emol eng Chance ginn, fir sech ze entwéckelen. An da wäerte mer gesinn, ob dat doten effektiv en Element ass, wat complementaire ass zu där Offer, déi mer elo hunn, an ob dat doten dann effektiv souwuel dobausse vum Secteur genotzt gëtt, fir méi flexibel kënnen ze schaffen, wéi awer och vun den Elteren.

Voilà! Mat dësem Gesetz leeë mer e weidere Bausteen zu enger qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung. An ech ginn duerfir och elo direkt schonn den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Gilles Baum villmools Merci soe fir säi wierklech explizitte mëndlechen a virun allem awer och schréftleche Rapport. Haut gëtt also en neie Betreiungsmodell gestëmmt, an zwar dee vun de Minicrèchen, enger neier complementairer Offer, fir d'Kanner ze betreien, an dat an engem klengen, méi heemlegen Emfeld.

Wann ee weess, dass all Joer hei zu Lëtzebuerg zirka 6.100 Kanner op d'Welt kommen, wann een och weess, dass all Joer ronn 15.000 Leit nei op Lëtzebuerg wunne kommen, dorënner och ganz vill Famillje mat Kanner, ech mengen, da brauch een net ganz vill Fantasie ze hunn, fir ze wëssen, dass de Besoin u Betreiungsstrukturen a Betreiungsmesurë fir eis Kanner permanent wiisst an d'Offer wierklech kontinuéierlech muss ausgebaut ginn.

A ganz ville Famillje mussen d'Elteren zu zwee schaffe goen an d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff ass a bleift wierklech hautdesdaags nach ëmmer eng regelrecht Erausfuerderung, ganz besonnesch fir Elengerzéier an awer och fir Leit, déi op Schichte schaffen oder de Weekend musse schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen d'Schafung vun de Minicrèchen. Mir maachen awer och drop opmierksam, dass dës Minicrèchë genau wéi déi konventionell Betreiungsstrukture keen Accueil de Weekend an och net iwwer Nuecht ubidden. Dës Méiglechkeet bidden eenzeg an eleng Dageselteren un, déi allerdéngs duerch d'Gesetz vum leschten November méi geschiedegt wéi ënnerstëtzt goufen.

Hir Aarbecht tëschent 7 Auer owes a 7 Auer moies an de Weekend iwwer ass dem Minister just 4,25 Euro wäert gewiescht. A mir haten deen Tariff vu 4,25 Euro och staark kritiséiert, well mer fannen, dass et net duergeet, fir déi wäertvoll Aarbecht ze honoréieren, well et déi concernéiert Dageseltere wierklech an eng prekär Situatioun bréngt.

Wann een elo déi nei rezent Chifferen och vum Educatiounsministère kuckt, da muss ee feststellen, dass d'Unzuel vun den Agrementen a Betreiungsplaze bei Dageselteren erofgeet. Wie wonnert dat? Duerfir wär et interessant, Här Minister, fir wierklech eng Analys ze maachen, wat d'Ursaachen dovunner sinn. Mir bedaueren op alle Fall, dass ee wichtegt Standbeen an der Kannerbetreiung riskéiert auszestierwe faute de combattant oder awer och nach vläicht faute de soutien!

Als Äntwert op déi ënnerschiddlech Besoine vun den Eltere brauche mer awer eng grouss Diversitéit an der Offer. Nieft den Dageseltere stellen duerfir och déi Minicrèchen eng weider complementaire Betreiungsméiglechkeet duer. A mir begréissen och dësen intermediairë Betreiungsmodell, wou sech en Educateur mat enger Dagesmamm oder soss enger Persoun mat entspriechender Formatioun kann zesummendoen, fir d'Betreiung vun engem klenge Grupp vu maximal eelef Kanner beieneen ze assuréieren.

D'Minicrèchë kënnen den Accueil vu moies 5 bis owes 11 Auer offréieren. Hei ginn d'Elteren dann och ganz bewosst hir Kanner an dee méi klengen, heemlege Grupp, well si der Meenung sinn, dass hiert Kand sech do besser zurechtfënnt, well et méi eng familiär Struktur ass an och just zwou Bezuchspersounen do sinn.

Wéi gesot, mir begréissen déi complementaire Offer. Mir bleiwen awer trotzdeem bei eiser Meenung, dass déi gratis plurilingual Betreiung, déi déi Minicrèchen dann och dierfen offréieren, bei Kanner ab engem Joer verfréit ass. Mir wëllen onbedéngt do, an deem Alter ganz besonnesch, de Fokus op dat Lëtzebuergescht leeën, Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch.

Haaptkritikpunkt vum Statsrot an och, wéi de Rapporteur et gesot huet, vun der Chambre de Commerce bei deem ganze Konzept ass awer, dass d'Minicrèchen zu enger Concurrence déloyale kéinte féieren. Si hunn näämlech par rapport zu de Privatcrèchë vill manner restriktiv Oplagen ze erfëllen, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, zum Beispill musse si kee Gaart hunn - a mir hoffe jo, dass an deem heite Fall da wierklech d'Minicrèchen dervunner profitéieren, fir wéinstens mat de Kanner an en noe Bësch spillen ze goen -, awer och wat d'Sécherheet an och wat d'Qualifikatioune vum Personal ubelaangt.

Och ass net kloer, wéi dës kleng Struktur ka fonctionnéieren, wann zum Beispill den Educateur krank gëtt an den Accueil vun de Kanner awer weider muss assuréiert ginn. Well d'Eltere musse sech jo awer kënnen drop verloossen. D'Minicrèchë mussen an eisen Aen zu all Moment eng qualitativ héichwäerteg Betreiung ubidden.

Duerfir deposéieren ech och am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun, an där mir froen, dass dräi Joer nom Akraafttriede vun dësem Gesetz de Modell vun de Minicrèchen eng Kéier op de Leescht geholl, evaluéiert a gegebenenfalls adaptéiert gëtt. Wann ech gelift, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant qu'il persiste une augmentation continuelle de la demande de places en structures d'accueil;

- notant que le projet de loi sous référence crée un nouveau modèle d'accueil ayant pour objet de compléter l'offre existante constituée par les structures d'éducation et d'accueil et les assistants parentaux;

- considérant que les nouvelles structures initiées par le projet de loi sont soumises à des obligations et charges différentes en matière de qualification et d'expérience du personnel, ainsi qu'en matière d'infrastructure et de sécurité;

- convaincue que les nouvelles structures devraient accomplir leurs tâches de façon décente et sérieuse;

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés au plus tard trois ans après la mise en vigueur de la loi y relative une évaluation du fonctionnement du nouveau modèle d'accueil.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen, Martine Mergen, Laurent Zeimet.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Et ass wichteg ze kucken, wéi dës nei Form vu Betreiung sech an déi besteeënd Offer afüügt, ob se déi traditionell eventuell verdrängt, eventuell souguer zu Abuse ka féieren, andeems grouss Strukturen drun denken, sech a méi kleng Strukturen opzesplécken, fir domadder den Oploen ze entgoen an Ufuerderungen ze ëmgoen. D'Chambre de Commerce hat dat jo definitiv an hirem Avis opgefouert. Dëst soll een op alle Fall, Här Minister, wierklech am A behalen.

Dat gesot, soen ech Iech awer villmools Merci alleguer fir Är Opmierksamkeet a ginn trotz eisen Iwwerleeungen a Bedenken den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Et war top, gellt?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz, *(LSAP).*- Très bien! Här President, Kolleegen a Kolleeginnen, mat deem Gesetz 7302 gëtt also d'Offer vun der Kannerbetreiung ausgeweit. Déi sougenannte Minicrèchë gi mat dësem Gesetz agefouert, wat jo dann eng Aart vu Betreiung duerstellt, déi sech, an dat huet de Rapporteur gesot, tëschent den Dagesmammen an de klassesche SEAen agliddert.

Hei gëtt elo eng méi kleng, iwwersiichtlech Struktur geschaaft, wat u sech nëmme vu Virdeel fir d'Kanner an och fir d'Personal a fir d'Elteren ass. D'Dagesmamme kënnen, wa se da wëllen, och vum Plurilinguismus profitéieren an eng Minicrèche grënnen, wat jo dann heescht, an dat ass jo och scho gesot ginn, dass se bei Kanner vun eent bis véier Joer déi 20 Stonne gratis Betreiung kënnen offréieren.

Natierlech muss ee sech u verschidde Kritären halen, déi festgeschriwwe sinn a wat jo u sech déiselwecht Kritäre si wéi an jiddwer anerer Betreiungsstruktur a wéi se am nationale Referenzkader vun der nonformaler Bildung bei Kanner a Jonke sinn an am Gesetz vum 4. Juli 2008 stinn.

Besonnesch ervirzehiewen ass, dass mat de méiglechen Effnungszäite vu 5 Auer moies bis 11 Auer owes och Elteren, déi Schichte schaffen an net d'Méiglechkeet hunn, fir d'Kanner an enger klassescher Crèche oder Maison relais versuergt ze kréien, hei kënnen dovunner profitéieren. Natierlech muss et kloer sinn, dass nëmmen déi Elteren, déi esou schaffen, och hir Butzen éischter kënne brénge respektiv méi spéit siche kënne kommen.

Et ass virgesinn, dass e Minimum vun zwee Leit educatiivt Personal sech ëm d'Kanner këmmeren, wouvun dann een Educateur/Educatrice ass an eng weider Persoun, déi entweder Formatioun am Kader vum sozioeducativen Encadrement huet oder de Certificat vun der Assistante parentale. An dat mat am Ganzen eelef Kanner gläichzäiteg, woubäi maximal véier Kanner ënner engem Joer däerfe sinn.

De Betreiungsschlëssel ass also aneschters wéi an de klasseschen SEAen, also een Encadrant op sechs Kanner, egal wat fir en Alter se hunn,

wat wierklech an dëser Struktur vu Virdeel ass. Dat hëlleft derzou bäizedroen, dass d'Qualitéit vun der Betreiung verbessert gëtt.

À propos Qualitéit: Et ass och kloer, dass och d'Minicrèchë sech mussen un d'Qualitéitskritären halen. Mir fäerten awer, dass zwee Leit u Personal net duerginn, fir déi néideg administrativ Aufgaben, fir d'Preparatioun, fir d'Elterenaarbecht an och fir d'Formatioun, déi se musse maachen, ze erfëllen. Wann een aacht Stonne bei de Kanner soll sinn, d'Crèche am Ganze potenziell 18 Stonnen op ka sinn, weess ech net, wéi een dat organiséiert kritt, ausser et ass een un enger anerer, méi grousser Struktur ugegliddert, déi dann och emol ka Remplacementer vu Congé oder Krankeschäiner maachen.

Eleng zu zwee ass dat an eisen Aen net machbar. Mir wëssen, et steet e Minimum vun zwee Encadranten am Gesetz, mä an der Praxis muss dat awer ganz kloer méi Personal sinn. Et kann net sinn, dass d'Personal Iwwerstonne maache muss an eventuell debordéiert ass. Do musse mir garantéieren, dass an der Praxis genuch qualifizéiert Personal agestallt gëtt. Dofir gesi mer an dëse Strukturen och e Virdeel, wa se u bestoend SEAen ugegliddert ginn, wou e Pool vun Erzéier besteet an och déi néideg administrativ Strukture bestinn.

En anere Punkt, deen ech hei nach wollt ernimmen, ass d'Qualitéitskontroll duerch d'Agents régionaux vum SNJ. Och d'Minicrèchë ginn dann elo, wéi déi aner Betreiungsstrukturen, déi en Agrement hunn, vun dësen Agente kontrolléiert. Do hoffe mer, a mir hunn dat och an der Kommissiounssitzung gesot kritt, dass do nach weider Agenten agestallt ginn, well soss fäerte mer, dass d'Kontroll net optimal ass. Do kéint och ugeduecht ginn, dass déi Agenten och emol net ugekënnegt an d'Haiser ginn, well am Moment gi se, laut mengen Informatiounen, nëmmen op Rendez-vous kontrolléieren.

Fir eis als LSAP ass et kloer, dass mer musse sécherstellen, dass eis Kanner eng optimal Erzéiung a Betreiung kréien an dass mer et den Elteren erlaben, Beruff a Famill an Aklang ze kréien, well nëmmen zefridden an erfëllten Eltere garantéieren och zefridden an erfëllte Kanner.

Dofir stëmme mir dëst Gesetz selbstverständlech mat, well et e weideren Deel ass vun enger gudder a qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung. Ech soen zum Schluss dann awer och nach dem Gilles Baum Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, an Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguer, datt d'Kanner an den éischte Liewensdeeg, -wochen, -méint a -jore verlässlech Vertrauenspersoune brauchen, fir sécher Bindunge kënnen opzebauen. A mir wëssen och alleguer, datt d'Kanner sécher Bindunge brauchen, fir hir sozial an intellektuell Fäegkeeten ze entwéckelen.

Aus deem Grond ënnerstëtzen déi gréng all Effort, deen et erlaabt, den Eltere méi Zäit fir hir Kanner ze ginn an eng gutt Relatioun mat hinnen opzebauen, esou zum Beispill den Ausbau vum Congé parental an all aner Moossnam, déi geduecht ass, fir d'Elteren an hirer Erzéiungsaufgab ze stäerken. Dat wollt ech virausschécken.

Als Gréng sti mir awer och fir Gläichberechtegung a fir eng Gesellschaft, an där schaffen, Famill a Kanner sech net däerfen ausschléissen. Béides muss fir béid Elterendeeler méiglech sinn. An deem Sënn ass et der Politik hir Flicht, derfir ze suergen, datt kee Papp a keng Mamm wéinst feelende Betreiungsstrukturen derzou forcéiert gëtt, sech komplett aus dem Aarbechtsliewen zréckzezéien, mat alle soziale Problemer, déi dat ka mat sech bréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi kënnt d'Regierung dëser Flicht ganz genee no, eng weider Kéier, andeems se d'Offer vun der Kannerbetreiung duerch d'Konzept vun de Minicrèchë komplettéiert. Wéi dës Strukture fonctionnéieren a wéi eng Qualitéitskritäre se mussen erfëllen, huet de Kolleeg Gilles Baum gutt erklärt. An duerfir wéilt ech him och Merci soen.

Ech wéilt awer och eng Remark maachen, déi allgemeng d'Kannerbetreiung betrëfft. Wann een iwwert déi schwätzt, gëtt näämlech oft emotional diskutéiert. Virun allem gëtt gefaart, datt d'Grondbedürfnisser vun de Kanner an den Ariichtunge vun der Betreiung net erfëllt kënne ginn, well d'Personal méi oder manner oft wiesselt an net déiselwecht Vertrauensbasis zu de Kanner kann opbaue wéi d'Elteren.

Fir déi emotional Entwécklung an déi intellektuell Entwécklung vum Kand bedeit dat effektiv eng reell Gefor, déi sech virun allem bei laange Betreiungszäite bemierkbar mécht an eescht geholl muss ginn. Dat ass ee Grond méi, fir de Congé parental auszebauen a flexibel ze gestalten.

Op där anerer Säit besteet awer e wëssenschaftleche Konsens doriwwer, datt eng gutt Bindung vun de Kanner zu den Elteren net duerch eng ausserfamiliär Betreiung gestéiert ka ginn am Fall, wou d'Betreiung zäitlech limitéiert ass, an am Fall, wou d'Qualitéit vun der Betreiung séchergestallt ass.

Duerfir begréisse mir ausdrécklech, Här Minister, datt d'Minicrèchen, déi mat dësem Projet de loi geschafe ginn, vun enger diplomëierter Educatrice oder engem diplomëierten Educateur an enger agreéierter Dagesmamm oder engem Dagespapp musse gefouert ginn, grad wéi och d'Obligatioun, datt d'Konzept dem nationale Referenzkader muss entspriechen.

Ganz wichteg ass och fir eis d'Kontroll vun der Qualitéit a vun der Facturatioun, déi am private Betreiungssecteur laang ze wënschen iwwreggelooss huet a weider muss verstäerkt ginn, fir Äbusen op Käschte vun de Kanner a vun de Familljen ze verhënneren.

Dir Dammen an Dir Hären, dat zielt eben och grad fir d'Minicrèchen, e Konzept, wat fir Lëtzebuerg nei ass, mä wat et awer scho gëtt a wat am Ausland schonn erprouft ass, virun allem an Däitschland, wou déi sougenannten „Mini-Kitas" e groussen Zoulaf hunn.

Laut engem Erfahrungsbericht aus der „Süddeutsche Zeitung" vum November 2017 leien d'Virdeeler virun allem doran, datt dës Strukturen an allen Hisiichte manner opwänneg sinn, datt se méi eng heemleg Atmosphär a méi e Sécherheetsgefill vermëttelen, datt se den Opbau vun tëschemënschleche Bezéiunge vereinfachen, well et net vill anescht zougeet wéi an enger grousser Famill, an datt se d'Toleranz vun der Noperschaft erhéijen.

An engem Wunnquartier falen zéng Kanner näämlech kaum op. Sinn et der awer, wéi bei de klassesche Crèchen, bis zu 100, dann ass de Widderstand vun der Noperschaft virprogrammëiert a konfrontéiert d'Gemenge mat der Fro, ob se iwwerhaapt nach gréisser Privatcrèchen an de Wunnquartiere sollen erlaben.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konzept vun de Minicrèchen huet also kloer Virdeeler, déi mir als Gréng begréissen. E wéineg bedenklech ass, datt d'Bedreiwer net forcéiert sinn, e Bausseberäich unzeleeën, deen et de Kanner erlaabt, sech all Dag an der frëscher Loft ze bewegen. Dee Volet ass an der Kommissioun ervirgestrach ginn.

Op där anerer Säit muss een an deem Kontext awer och dervun ausgoen, datt d'forméiert Personal déi néideg Fachkompetenz huet, fir ze wëssen, datt d'Kanner vill Bewegung, frësch Loft an d'Natur brauchen, fir sech gesond kënnen ze entwéckelen. Näischt verhënnert, datt d'Erzéier sech mat de Kanner op den Tour maachen, sief et an déi direkt Émgéigend, sief et an de Bësch, wou de Bewegungsdrang vun de Kanner besser erfëllt ka gi wéi an engem zoubëtonéierte Bannenhaff.

E Volet, deen och nach eng Kéier muss op de Leescht geholl ginn, denke mer emol, sinn d'Éffnungszäiten, déi momentan net alle beruffstätegen Eltere kënne gerecht ginn.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Och nach eng Kéier e Merci un den Här Baum, deen och dëse Projet ganz gutt presentéiert huet. Ech mengen, hien huet eis ganz kloer gesot an duergestallt, woumat mir och d'accord sinn: datt d'Minicrèche eng gutt Iddi ass. An hei ass jo an deene verschiddene Rieden och nach eng Kéier ënnerstrach ginn, wat et un zousätzleche Méiglechkeeten, u Flexibilitéit bréngt, datt et eng ganz Rei Leit, souwuel an deem zoustännege Secteur wéi och bei den Elteren, kann arrangéieren, op esou eng Méiglechkeet zréckzegräifen. Also, als ADR sti mer och der Iddi vun de Minicrèchë ganz positiv géintiwwer.

Awer och hei, mengen ech, ass et ubruecht, um Enn vun enger Legislaturperiod e puer méi allgemeng Kommentaren ze maachen iwwert d'Politik, déi mer elo gesinn hunn an dësem Beräich.

Dat Éischt ass, datt mer nach eng Kéier feststellen, datt d'Erzéiung vun de Kanner d'Recht an de Privileeg vun den Elteren ass. Wann also hei gesot gëtt, datt d'Minicrèchen oder iwwerhaapt déi Strukturen an deem Alter eng Aufgab an der Erzéiung hätten, dann ass dat héchstens subsidiaresch. Et ass héchstens eppes, wat d'Eltere kann ënnerstëtzen, mä de Stat kann, däerf sech net umoossen, fir ze soen: „Mir erzéien d'Kanner an et sinn d'Elteren, déi den accessoirë Rôle hunn." Dat ass op jidde Fall net déi Perspektiv. Dofir gesi mir och déi politesch Zoustännegkeet fir d'Kannerbetreiung an deem Alter net bei der Educatioun, mä an der Familljepolitik.

Déi zweet Bemierkung ass déi vun der Politik iwwerhaapt - ech mengen, d'Madamm Lorsché huet dat nach eng Kéier an Erënnerung geruff -, iwwert déi Méiglechkeeten, déi d'Elteren hunn, fir ze decidéieren, wéi e Familljemodell, wéi ee Liewensmodell fir si dee richtegen ass. Mir hunn eng Regierung, déi an deene leschte fënnef Joer konsequent alles gemaach huet, fir déi Familljen ze ënnerstëtzen, déi wëllen/mussen - wéi och ëmmer - sech decidéieren, fir zu zwee schaffen ze goen. A mir als ADR sinn och op dee Wee matgaangen, well mer denken, et ass richteg, fir Leit, déi fir sech déi Wiel wëllen treffen, och ze ënnerstëtzen.

Awer wat eis feelt, dat ass, datt mer och déi ënnerstëtzen, déi eng aner Decisioun fir hir Famill wëllen huelen, déi decidéieren, datt ee wëllt doheem bleiwen, fir déi elementar elterlech Aufgab vun der Kannererzéiung selwer ze iwwerhuelen. An dat ass eppes, wat dës Regierung komplett negligéiert huet. Si schwätzt vu Chancëgläichheet. Awer andeem se ee Volet, eng Fräiheet vun de Familljen ausklammert a souguer aktiv eigentlech ëmmer géint dee Volet kämpft - also si huet se bekämpft, si ass dergéint virgaangen -, huet se d'materiell Méiglechkeeten ewechgeholl, fir esou e Choix ze erméiglechen. Dat ass och net de Wee vun der ADR.

En nächste Kritikpunkt, dee mir hunn, deen an dëser Legislaturperiod ageféiert ginn ass, ass déi plurilingual Fréierzéiung. Och hei ass dat erëm eng Kéier ginn an ech gleewen eigentlech ëmmer manner, datt dat soll spilleresch sinn, well wann een den Text vum Gesetz liest, da schwätzt een hei vun der Pratique quotidienne des deux langues.

Et ass eigentlech net méi déi éischt Iddi vun dem spillereschen Eruféieren un eng aner Sprooch, mä Schrëtt fir Schrëtt gesi mer hei och, datt dat Franséischt praktesch etabléiert gëtt. E Franséisch, wat a méi wéi enger Hisiicht diskriminatoresch ass. Et ass diskriminatoresch virun allem géintiwwer deene Kanner, Ausländnerkanner, déi op Lëtzebuerg kommen an déi weder e lëtzebuergesch- nach e franséischsproochegen Hannergrond hunn an domadder direkt mat zwou Friemsprooche konfrontéiert ginn. Eppes wat mir net kënnen akzeptéieren! Et ass eng Diskriminatioun ënner auslännesche Kanner oder Kanner, déi ebe kee Lëtzebuergesch oder Franséisch als Mammesprooch hunn.

Ech wär bal versicht, fir deene Gender-Korrekten hei eng Freed ze maachen, fir „Mammen- oder Pappesprooch" ze soen, mä ech ginn net op deen Niveau erof, datt ech mech op déi Gender-Diskussiounen hei aloossen.

Dat Zweet ass, datt mer hei also net nëmmen eng Diskriminatioun hunn, mä eng Brems fir d'Integratioun. Et ass fir eis einfach kloer an däitlech, datt mer Lëtzebuergesch als eenzeg Integratiounssprooch vun Ufank un hunn, well et deen eenzege Wee ass, fir laangfristeg dës Gesellschaft zesummenzehalen an déi hei an dës Gesellschaft ze integréieren, déi nei bei eis kommen. Déi konsequent Favoriséierung vun der multilingualer Fréierzéiung ass eng vun den Hypothéiken an der Ierfschaft vun dëser Regierung fir déi nächst Joren. Eppes, wat muss korrigéiert ginn, wa mer en Zesummenhalt, eng Solidaritéit, eng Kohäsioun an der Lëtzebuerger Gesellschaft och an der Zukunft gär hätten.

Et freet mech, datt d'CSV heihikënnt an eigentlech och seet: „Mir si géint déi multilingual Fréierzéiung." Mä da stëmmt se awer fir dat Gesetz hei. Dat ass eng Logik, déi mir net kënnen novollzéien a wou mir froen, wat dann d'Kredibilitéit ass vun enger Partei wéi der CSV, déi seet: „Mir sinn net d'accord", an elo scho praktesch seet: „Mir sinn awer d'accord, well mir stëmmen derfir."

Ech kann Iech elo scho soen, datt, wann d'CSV an enger nächster Koalitiounsverhandlung ass, se nogëtt an datt se ëmfält an datt se och déi multilingual Fréierzéiung matstëmmt. Dat ass elo scho kloer, soss géif se wéi mir haut dëst Gesetz net matstëmmen. Mir enthalen eis, well wéi gesot, d'Minicrèche ass eng gutt Iddi. Awer esou, wéi dat eis hei presentéiert gëtt, kënne mir et net akzeptéieren.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ...eng Meenung soen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Wann Der eng Meenung hätt, da géift Der Jo oder Nee soen.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Hei si Koalitiounspartner, déi anscheinend schonn an Diskussioune sinn.

(Hilarité)

Här President, mir hu sécherlech näischt géint Minicrèchen. Mir hunn näischt géint den Inhalt dovun, och net géint d'erweidert Flexibilitéit, déi et Elteren erméiglecht, och an engem anere Kader hir Kanner betreit ze gesinn.

Woumat mir awer e gréissere Problem hunn, dat ass d'Form, wéi dat organiséiert ass. Mir hunn an deene leschte Méint a Jore gesinn, datt Privatcrèchë wierklech wéi Champignonen aus dem Buedem spréissen. An domat hu mer awer e grousse Problem, well mer mengen, datt d'Kannerbetreiung als Deel vun der nonformaler Bildung, als Element vun enger plurilingualer Erzéiung net kann der Logik vu privaten oder lukrative Gewënninteressen ënnerluecht sinn. A mir mengen, datt sech och heimadder d'ëffentlech Hand eigentlech dedouanéiert vun enger Verantwortung, déi hir misst sinn a wou méi misst an ëffentlech Strukturen investéiert ginn. An dat hei ass eng Solution de facilité, déi, mengen ech, net am Interêt vun deene ganz Klengen ass.

An dann, wat d'Qualitéit ugeet, do war ech awer ganz staark iwwerrascht, datt souguer d'Chambre de Commerce an hirem Avis geschriwwen huet, datt si géif «[estime que l'assouplissement] d'exigences en termes de qualité, de sécurité et d'hygiène à l'égard des [mini-crèches risque] d'induire une dégradation de la qualité des services d'accueil des enfants (...)», soudatt ech mengen, wa souguer d'Chambre de Commerce dat do zumindest als eng Gefor vun Degradatioun vu Kannerbetreiung gesäit, datt dat kee Projet ass, dee mir matstëmme wäerten.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Claude Meisch, zoustänneg fir d'Éducation nationale, d'Kanner an d'Jugend. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och hei nach eng Kéier Merci dem Rapporteur.

Mir hate jo och scho virun engem Joer eng Diskussioun an der Kommissioun iwwert d'Minicrèchen. A mir hunn zesumme gekuckt eigentlech, wat mer kënne maachen, fir déi Landschaft vu Betreiungsstrukturen nach eng Kéier méi villfälteg ze maachen, well d'Attentë vun den Elteren och ganz ënnerschiddlech kënne sinn.

Oft héiert een eng Kritik, heiansdo hei am Raum, awer och bei Elteren dobaussen, d'Betreiungsstrukture wären ze grouss, ze oniwwersiichtlech, et wäre Strukturen, déi net wierklech de perséinleche Kontakt géifen erméiglechen, well ganz vill Personal do wär, wat dann och nach géif wiesselen tëschent deenen eenzelne Gruppen. Ech mengen, datt dat och sécherlech eng organisatoresch Fro ass fir gréisser Strukturen, fir awer sécherzestellen, datt dat am Interessi vum Kand ass.

Mä ech begréissen et awer och wierklech hei, datt mer kënnen zesummen op e Wee goen a mat larger Majoritéit kënnen op e Wee goen, fir eng weider Méiglechkeet ze schafen, näämlech déi vun der Minicrèche: eng Crèche, déi méi kleng ass, méi iwwersiichtlech, manner Kanner huet, manner Personal huet, fir de Rescht awer, vun der Qualitéit vun hire Servicer an och fir de Gros vun deem Dispositif, deen noutwendeg ass, wat d'Infrastruktur ubelaangt, d'selwecht muss fonctionnéiere wéi all déi aner Strukturen, wéi Crèchen, wéi Maison-relaisen, well se soss entweder keen Agrement kritt respektiv net ënnert d'Konditioune vum Chèqueservice wäert passen. Also d'Struktur wéi och déi pädagogesch Ausriichtung musse stëmmen. Et ass hei Minicrèche, mä awer Maxiqualitéit, déi muss gebuede ginn, soss kann ee keng Minicrèche opmaachen.

Ech wëll eng Explikatioun ginn zu deenen Zuelen, wat d'Dageselteren ubelaangt. Dat ass an der Realitéit net ganz esou. D'Zuel vun agreéierten Dageselteren huet wuel ofgeholl. Allerdéngs d'Plaze fir d'Kanner, déi ugebuede

gi bei Dageselteren, ass stabill bliwwen. Dat huet domadder ze dinn, datt mer duerch de Qualitéitscontrôle, dee mer gemaach hunn am Abrëll 2018, festgestallt hunn, datt der ganz vill eigentlech Karteiläiche waren, déi keng Kanner méi haten. An déi sinn an der Statistik elo net méi dran. Duerfir ass eben d'Zuel vun de Kanner, déi bei Dageseltere betreit ginn, och plus ou moins stabill bliwwen.

Dat heite bitt jo och - an dat war eng vun de Motivatiounen, vläicht net déi wichtegst, mä eng vun de Motivatiounen, fir op de Wee vu Minicrèchen ze goen - eng Perspektiv fir Dageselteren, déi sech kënnen associéiere mat enger Educatrice oder engem Educateur, fir dann esou eng Struktur opzemaachen. Et steet och néierens, datt dat just zwee Leit dierfe sinn. Et mussen der zwee sinn. Sécherlech, jee no Effnungszäite mussen dat der jo och méi sinn. Mir musse jo och kucken, wéi do d'Aarbechtsrecht kann agehale ginn.

An déi Fro vum Remplacement, mengen ech, déi stellt sech hei gradesou gutt wéi bei enger anerer Crèche. Dat heescht, et brauch ee Remplaçanten. Déi stellt sech awer am extremste Fall sécherlech och bei den Dageselteren, well wann ee sech dorobber verléisst an et ass en Einmannbetrieb oder Einfraubetrieb, fir da genderméisseg korrekt hei ze sinn, da stellt déi Fro sech ganz, ganz radikal. An do huet ee jo keen Zweeten oder Drëtten, deen emol eng Kéier do kann asprangen.

Ech soe Merci fir déi breet Zoustëmmung. Ech hoffen, datt mer hei ebe kënnen enger Demande um Terrain nokomme vun den Elteren, datt mer méi kleng Strukturen och queesch uechtert d'Land kréien: am ländleche Raum, an den Dierfer, fir net duerch dräi aner Dierfer an d'Crèche moies mussen ze fueren, mä bei sech am Duerf, bei sech an der Strooss eppes ze fannen; an de Stied, fir net duerch d'ganz Stad mussen ze fueren, fir an engem anere Quartier eng Crèche ze fannen, mä och do bei sech am Quartier, bei sech an der Strooss eng Léisung kënnen ze fannen. Dat wär eigentlech mäi Wonsch heibäi.

Dat solle mer dann och roueg an dräi Joer feststellen. Déi Motioun, déi hei vun der CSV abruecht ginn ass, schéngt mer net ganz nei ze sinn, kënnt mer iergendwéi bekannt vir. A well ech mat enger Evaluatioun vun der gudder Politik, déi mer maachen, absolutt kee Problem hunn, géif ech deem dann och zoustëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7302 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7302 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hu 54-mol Jo, 2-mol Nee, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7302 est adopté par 55 voix pour, 2 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Claude Wiseler), Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber d'accord mat enger Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen iwwergoen zum Projet 7140 betreffend d'Hëllefe fir d'Kleng- a Mëttelbetriber. An d'Rapportrice...

Plusieurs voix.- D'Motioun!

Motion 1

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Richteg! Ech war schonn in vorauseilendem Gehorsam, well jiddwereen domat d'accord ass. Mä ech mengen, mir mussen awer nach en Handzeeche maachen.

Vote sur la motion 1

Wien domat d'accord ass, gëtt wann ech gelift Handzeechen.

Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthalungen?

Mir hunn Unanimitéit derfir. Villmools Merci. Ech hätt mer et net verzien.

Madamm Tess Burton, Dir hutt d'Wuert.

4. 7140 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

1) des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et

2) de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1° le développement et la diversification économiques, 2° l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 210.000 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg si vun 32.000 klengen a mëttelstännesche Betriber geschafe ginn. Dat si 55% vun all eisen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg. Dës Zuele schwätze fir sech. Eis kleng a mëttelstännesch Betriber spillen eng ganz wichteg Roll an der Entwécklung vun eisem Land.

Mä vu wiem schwätze mer iwwerhaapt? Wie sinn dës kleng a mëttelstännesch Betriber, ofgekierzt och PME genannt? Dat si Betriber, wou manner wéi 10 Leit, 50 Leit, op jidde Fall manner wéi 250 Leit schaffen, déi e Chiffre d'affaires pro Joer maache vun net méi wéi 10 Milliounen oder 50 Milliounen. Dat ass zum Beispill den Depositaire, deen hei dat Waasser geliwwert huet, dat ass de Schräiner, deen dat Pult hei gebaut huet, dat ass den Elektriker, deen de Mikro hei installéiert huet, dat ass dat Geschäft, wou ech déi Jackett hei kaaft hunn. Am Fong kleng Entreprisen, mat deene mer all Dag am Kontakt sinn.

Mä et gëtt net all Dag iwwer se geschwat. Oft gëtt näämlech vun de Leit dobaussen an der Effentlechkeet léiwer iwwer grouss Betriber wéi Google, eng Juggurts- oder Steewollfabrik geschwat, déi och zur Entwécklung vun eisem Land géife bäidroen, mä et kéint een heiansdo mengen, dass d'Aarbecht vun eise klengen a mëttelstännesche Betriber als selbstverständlech ugesi gëtt. Ganz nom Motto: Et leeft jo, si ginn eens.

Ma grad dat ass net de Fall. Eis Betriber liewen haut an enger Zäit, wou si sech ëmmer méi schnell mussen upassen. Si mussen Investitioune maachen, sech vergréisseren, hir Produktiounslinn erweideren, bee si mussen e ganze Koup méi Efforte maachen, fir kompetitiv ze bleiwen, ewéi dat viru Joren nach de Fall war. Mä och fir um Marché iwwerhaapt Fouss ze faassen, ass net ëmmer evident fir jonk Entreprisen. Fir nei Clienten aus dem In- an dem Ausland unzezéien, erweist sech heiansdo och ganz schwiereg. An och d'Digitalisatioun ass fir vill Betriber net einfach ëmzesetzen. An dat sinn Erausfuerderungen, deene sech eis Betriber all Dag stelle mussen.

An dofir ass et richteg, dass de Wirtschaftsministère an Zukunft d'PMEen nach méi ënnerstëtze wäert. De Ministère gesäit sech als de Partner vun de PMEen, den Alliéierten un hirer Säit, fir dës Erausfuerderungen ze meeschteren, an do wäert dëst Gesetz iwwert d'Regelwierk vun den Aiden eng ganz wichteg Roll spillen. Domat kann de Ministère de PMEen nach méi hëllefen, sech ze entwéckelen a kompetitiv ze bleiwen.

Wéi grad gesot, geet et hei an deem Gesetz ëm d'Aidë fir d'PMEen. Dat Gesetz ass d'lescht Joer den 18. Mee vun der Statssekretärin fir de Wirtschaftsministère deposéiert ginn.

Fir kuerz de Kader nach eng Kéier ze setze vun dësem Gesetz: 2014 huet d'Europäesch Kommissioun hiert ganzt Regelwierk am Beräich vun de Statshëllefen iwwerschafft. De Prinzip ass ëmmer bliwwen, dass Statshëllefe just a verschiddene Beräicher erlaabt sinn. Aiden an der Fuerschung, an der Energie an am Environnement souwéi och fir benodeelegt Regiounen a fir d'PMEe sinn erlaabt. Fir d'Fuerschung, d'Energie an den Environnement an d'Régions défavorisées hu mer eist Regelwierk hei zu Lëtzebuerg schonn ugepasst. A mat dësem Gesetz hei passt Lëtzebuerg sech och un de véierte Beräich un.

Des Weidere gëtt vun dësem Gesetz profitéiert, fir d'Aidë fir d'PMEen alleguer an ee Gesetz anzeschreiwen. Well bis 2013 war de Ministère des Classes moyennes getrennt vum Ministère de l'Économie. Fréier hat jiddwereen näämlech seng eege legal Basis, déi mer dann elo hei zesummeféiere wäerten.

Mat dësem Gesetz ginn also eis Texter alleguer harmoniséiert. An Zukunft gëtt et dann elo just nach een Text fir d'Fuerschung, fir d'Energie an den Environnement an eben och just een Text fir d'Aidë fir d'PMEen, soudass dat och méi transparent gëtt fir d'Betriber.

De Gesetzestext ass déi drëtt Reform, mat där d'Dispositioune vun Hëllefsregimmer fir d'PMEen definéiert ginn. En éischt Gesetz an deem Kontext gouf 1969 gestëmmt an ass dunn 2004 duerch déi aktuell Bestëmmungen ersat ginn, déi sech déi lescht Joren och bewäert hunn.

Här President, den neie Regime d'aides reit sech an an d'Strategie vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun hei zu Lëtzebuerg. Et ass näämlech wichteg, dass mir eis Wirtschaft weider diversifizéieren, dass mir nei Weeër sichen, fir eise Wuelstand ze erhalen. Well d'PMEe sinn e wichtege Motor fir de wirtschaftleche Wuesstum an d'Schafung vun Aarbechtsplazen. Dofir muss och d'Entrepreneuriat hei zu Lëtzebuerg gefërdert ginn, dëst net nëmme fir nei Investisseuren aus dem Ausland op Lëtzebuerg ze zéien, mä och grad eise lokalen Entrepreneuriat, well dëse seng fest Plaz an der Lëtzebuerger Wirtschaft huet.

Et gëtt schonn eng Rei Begleetmesurë fir nei Entreprisen, déi sech hei zu Lëtzebuerg installéieren. Mä e Schlësselelement fir dës nei Betriber bleift déi finanziell Ënnerstëtzung. A mat dësem Gesetz iwwert de Regime d'aides vun de PMEen, dat mir haut hei stëmmen, stellt de Ministère fir déi nächst fënnef Joer eng Enveloppe budgétaire vun 89 Milliounen zur Verfügung. Dat si 27% méi wéi déi Period virdrun. De Ministère huet bei dësem Gesetz all Montante genotzt, déi Bréissel a sengem Reglement virgesinn huet.

Här President, mat dëser Reform vun den Hëllefsregimmer fir d'PMEe sollen natierlech och d'Ziler vun der drëtter industrieller Revolutioun erreecht ginn. An dëst duerch fristgerecht, innovativ Investissementer an d'PMEen, fir hir Leeschtungen nach ze verbesseren. Et wäerten Efforten an der Digitalisatioun souwéi och an der Zirkularwirtschaft mat dësem Gesetz ënnerstëtzt ginn.

Mä komme mer elo op den Detail vum Projet de loi. Wéi eng Aidë wäerten et an der Zukunft fir d'PMEe ginn? De Projet de loi iwwerhëlt dräi Aiden, déi et schonn am Gesetz vun 2004 gouf. Dat ass engersäits d'Bäihëllef fir Investissementer fir d'PMEen. Zweetens, d'Hëllefe fir d'Berodungsservicer fir d'PMEen. An drëttens, d'Hëllefe wann d'PMEe bei Foiren oder Expoe matmaachen.

Aner Hëllefen aus deem Gesetz vun 2004 goufe schonn duerch aner Gesetzesprojeten ëmgeännert. Dëst betrëfft besonnesch d'Hëllefen, déi den Ëmweltschutz, d'Innovatioun, d'Fuerschung an d'Entwécklung betreffen. Kuerz, fir nach eemol op déi dräi bestoend Aiden anzegoen: D'Aide à l'investissement en faveur vun de PMEen ass eng Aide, déi et schonn als Basis an deenen zwee anere Gesetzer gouf, déi dem Ministère et erlaben, engem Betrib eng Hëllef ze ginn, fir zum Beispill eng Extensioun, eng Diversifikatioun vu senger Produktiounslinn oder e fundamentale Changement, wéi se operéiert, ze maachen.

Da bleift och an deem neie Gesetz d'Aide fir d'Berodungsservicer bestoen. Hei kann de Ministère de PMEen ënnert d'Äerm gräifen, wa se extern Berodung wëllen hunn. Déi dierf awer net fiskaler, juristescher oder publizitärer Natur sinn, mä éischter wann d'Firma eng Berodung wëllt hunn, fir sech ze digitaliséieren oder sech ëmzestrukturéieren.

An och d'Hëllef fir d'Participatioun u Foirë bleift an deem neie Gesetz bestoen. De Ministère kann d'PMEen, wa se u Foiren deelhuelen, hei am Land oder am Ausland, finanziell ënnerstëtzen. An do kann de Ministère bis zu 50% vun de Fraisen iwwerhuelen.

Dann zu deenen neien Aiden: Wéi gesot, féiere mer mat dësem Gesetz gläich véier nei Aiden an. D'PMEe kréien an Zukunft Hëllefen, wa si un europäesche Projete wëlle matschaffen, zum Beispill e Projet aus der Groussregioun, do kann de Ministère bis zu 50% subventionéieren.

Da gëtt eng nei Aide agefouert fir jonk Entreprisen. Dat sinn Entreprisen, déi net op der Bourse cotéiert sinn, déi net méi al wéi fënnef Joer sinn an déi bis elo och nach keng Gewënner gemaach hunn. Am Beräich vun de Start-uppe ginn et schonn Aiden, déi sech awer méi op innovativ Entreprisë konzentréieren. Mat dëser Aide hei, déi agefouert gëtt, soll e kloert Zeeche gesat ginn, dass net nëmmen déi innovativ Betriber ënnerstëtzt ginn, mä och déi jonk Betriber aus deem klassesche Beräich. Am europäesche Reglement ass do eng Maximalhëllef vu 400.000 Euro virgesinn, déi de Ministère hei och komplett iwwerholl huet.

Eng weider Aide ass dann déi fir d'Risikofinanzéierung fir d'PMEen. Dës Aide ass zréckzeféieren op e Constat, dee gemaach ginn ass, dass et ëmmer méi schwiereg ass fir eng Entreprise, zemools bei de PMEen, sech de Finanzement fir hir Projete bei de Banken ze sécheren. Dowéinst ass de Ministère op de Wee gaangen, fir do eng extra Mesure ze schafen. Haut ginn et zwou Mutualitéiten zu Lëtzebuerg, déi als Garant kënne matgoen am Kader vun engem Projet. Dat heescht, si sti Bierg, am Fall wou e Projet schifgeet, musse si fir hir Garantie asprangen. Säit 2009 gouf et e Kriseninstrument, wou de Ministère bei de Mutualitéite mat 50% konnt intervenéieren. Mä do war de Budget awer limitéiert. An am Kader vun dësem Projet de loi kann de Ministère an Zukunft bis zu 80% vun der Perte op engem Projet droen.

Esou eng Initiativ ass néideg ginn, well d'Banken ëmmer méi Garantië wëllen hunn. An et soll awer och verhënnert ginn, dass mir net an eng Situatioun komme wéi vill aner Länner, wou et ganz schwéier ass, fir nach Projeten iwwerhaapt finanzéiert ze kréien.

An eng lescht Aide, déi nei agefouert gëtt, ass déi, déi de Ministère kann ausbezuelen, wann eng Entreprise Opfer gëtt vun enger Naturkatastroph. Eng Naturkatastroph kann en Äerdbiewe sinn, en Äerdrutsch, eng Iwwerschwemmung, en Tornado, en Hurricane oder Bränn, déi net vum Mënsch verursaacht gi sinn. De Ministère kann elo mat dëser Hëllef hei bis zu 100% intervenéieren, souwuel fir de Schued wéi och fir den Ausfall. Fir dass dës Mesure kann ugewannt ginn, muss allerdéngs d'Regierung den Incident als Naturkatastroph astufen.

Leider ass Lëtzebuerg vun esou Naturkatastrophen an der leschter Zäit net verschount ginn. Mir erënneren eis un déi schlëmm Wiedere virun zwee Joer am Ernzdall a virun engem Mount am Mëllerdall, wou vill Leit, mä och Betriber, hir Existenz verluer hunn. De Moment hunn an der Regioun Mëllerdall Entreprisen net nëmme Schued wéinst dem Waasser, mä och Ausfall, well se hire Betrib net opmaache kënnen, gradesou wéi aner Entreprisen, déi elo kee Schued hate wéinst dem Waasser, mä dofir awer Ausfäll hunn, well se op d'Infrastrukturen ugewise sinn, déi duerch d'Wieder zerstéiert gi sinn, sief dat zum Beispill d'Wanderweeër oder d'Zougangsstroossen. Dofir ass dës Hëllef sécherlech eng ganz grouss Erliichterung fir dës Betriber.

Da wëll ech nach kuerz drop agoen, wéi déi Aiden alleguer ausbezuelt kënne ginn, dat kann näämlech ënnerschiddlech sinn. Bei deene meeschten Aiden ass et eng Direkthëllef, also Suen, déi d'Betriber kréien. Mä dat kann och just eng Avance sinn oder Zënsvergënschtegungen. Bei der Aide fir jonk Entreprisen an d'Risikofinanzéierung kann dat och eng Garantie, e Prêt oder eng Bedeelegung un de Fonds propres sinn.

An dann ass och nach ze erwänen, dass am Gesetz en Artikel steet, dass d'Avancen, déi de Ministère gëtt, och kënnen oder mussen zréckbezuelt ginn, wann d'Entreprise Erfolleg huet.

Voilà. Dëst zum Projet de loi.

Da géif ech nach ganz kuerz op d'Avisen agoen. D'Chambre des Métiers huet den 20. Oktober 2017 hiren Avis zum Projet de loi ofginn. An d'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 16. Januar 2018 ofginn. Béid Beruffskummere begréisse grondsätzlech dat neit Gesetz iwwert de Regimm vun de Bäihëllefe fir d'PMEen.

De Statsrot huet de 24. Abrëll säin Avis ofginn, an deem zwou Opposition-formelle waren. Eng Opposition formelle war wéinst der Hiérarchie des normes, wou am Gesetz op e Reglement verwise gouf, wat dunn och geännert ginn ass.

A bei där anerer Opposition formelle huet missen eng Ännerung gemaach gi wéinst enger europäescher Norm.

Voilà. Dann hat de Statsrot och nach eng Rei Remarke legistescher Natur. A well mer och nach eng Rei Oublien am Gesetz haten, huet déi zoustänneg Kommissioun och nach missen Amendementer erareechen, zu deenen de Statsrot a sengem Avis complémentaire awer keng Remarke méi hat.

Mäi Rapport hunn ech dunn der zoustänneger Kommissioun den 19. Juni presentéiert. A voilà, fir weider Detailer verweisen ech op dee Rapport. An ech géif domadder d'Zoustëmmung gi vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem ganz wichtege Projet.

An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An da kritt den Här Félix Eischen d'Wuert, deen haut ënner besonnescher Beobachtung steet.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen a séieren Zäiten. An Zäite vun ëmmer méi grouss, ëmmer méi séier, ëmmer méi iwwerflächlech och. An Zäiten, an deenen een heiansdo d'Gefill huet, just nach mam Schlohummer Gehéier ze fannen. An Zäiten, an deenen een och heiansdo d'Gefill huet, dass et och an der Wirtschaft an an der Wirtschaftspolitik méi op de Bling-Bling, op déi grouss Annoncen, op de kuerzfristegen Effet a Benefiss ukënnt wéi op déi wirtschaftlech Substanz, op gesellschaftleche Mehrwäert an tatsächlech och op Nohaltegkeet, a wou och déi wierklech Verbonnenheet vun enger Entreprise mat deem Land, där Regioun, där Stad, jo dem Duerf, wou se schafft, guer net méi esou selbstverständlech ass.

Do kënnt et da schonn emol vir, dass éischter eng global Mark wéi Google op der Une vun der Press ass an domadder, esou kann een d'Gefill kréien, och op der politescher Prioritéiten-Une vun der Regierung a vun dem Wirtschaftsministère. Fir elo net mëssverstanen ze ginn: Mir hunn am Prinzip natierlech kee Problem mat Google. Am Géigendeel! Mä et kann net sinn, dass déi eng de rouden Teppech ausgerullt kréien, wann no aneren, méi klengen a manner bekannte Betriber vill manner äerdeg gekuckt gëtt. Vum rouden Teppech hei guer net ze schwätzen.

Dobäi ass keen, Dir Dammen an Dir Hären, méi verbonne mat Lëtzebuerg wéi grad eis Kleng- a Mëttelbetriber. Si ginn zwar an all Pabeier, an all Exposé des motifs - esou och an dësem Gesetz, iwwert dat mer haut diskutéieren -, och an all Sonndesried als Motor vun eiser Wirtschaft bezeechent, an dat si se och. Mä de Motor dréit a schafft. De Motor schafft a schaaft Aarbechtsplazen, vill méi wéi anerer. Awer vu bausse gëtt dëse Maschinneraum vun eisem Land dacks guer net esou gesinn.

An dofir geet et eben net duer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem PME-Motor just all puer Joer, am beschten nach viru Wahlen, och an d'Revisioun ze goen. Neen, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Motor muss ee permanent fleegen. Och wann dat vläicht manner publikumswierksam ass, wéi just den Autoslack vun eiser Héichglanzekonomie ze poléieren, fir sech dann do dacks genuch selwer dran ze spigelen, well ouni Motor bleift och dee schéinsten Auto stoen.

Här President, well et sinn tatsächlech eis Kleng- a Mëttelentreprisen, déi d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft duerstellen. D'Madamm Burton huet dat scho gesot: Hei schaffe mat méi wéi 210.000 Aarbechtsplazen - dat si ronn 55% vum Emploi intérieur - bei Wäitem am meeschte Leit. Hei gëtt nohaltege Wuesstum a Wuelstand tatsächlech erschafft. An hei ass och nohaltege Wuesstum. An dat Ganzt enk vernetzt mat eiser Lëtzebuerger Gesellschaft.

A well mer jo europäesch a multilateral denken: Och an eiser Europäescher Unioun an an der OECD sinn d'PMEen de loin déi dynameschst Entreprisen. Hei schaffen OECD-wäit ëmmerhi bis zu 70% vun de Leit, hei zu Lëtzebuerg sinn et bal 44%, a bis zu 60% vun de PMEe ginn hei als innovativ gezielt. Och dat vergiesse mer heiansdo, wa mer vu klenge Betriber schwätzen. Well déi wierklech Grouss sinn dach wierklech déi Kleng.

Dat gëllt och, a grad, fir d'Innovatioun, déi mer nach ëmmer ze dacks einfach op de Weltmarché kafe ginn amplaz och heiheem vläicht selwer drun ze denken an de Courage ze hunn, fir se ze erfannen an nei driwwer nozedenken. Datselwecht gëllt och fir den Know-how, wou mer och nach kënnen zouleeën. Mir hate wéini eng interessant Wirtschaftskommissioun heibannen, wou ganz intensiv a ganz konkret a pragmatesch doriwwer diskutéiert ginn ass. Dat war eng gutt Kommissiounssëtzung, wou all déi Punkten ugeschwat gi sinn: d'Digitalisatioun ass ugeschwat ginn, dass mer net genuch Ingenieuren hunn, ass ugeschwat ginn, eng méi geziilt Ausbildung ass ugeschwat ginn, den 3D-Drock zum Beispill ass ugeschwat ginn, ee vun de Creneaue ganz sécher. Mir sinn eis u sech an der Saach zimlech eens.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Trotzdeem kënne mer soen - a mir maachen dat mat Houfer -, virop ass Lëtzebuerg wirtschaftlech gesinn eng PME-Natioun. All aner Secteure vun eiser Ekonomie sinn och wichteg, dat wësse mer. Mä wann et wierklech drop ukënnt, da sinn et eis 32.000 PMEen - dat si 97,6% vun allen Entreprisen zu Lëtzebuerg -, op déi mir hei kënnen zielen. A virop d'Entrepreneuren an hir Familljen an déi, déi do hannendrustinn. Ganz dacks iwwregens net anonym, mä mat hirem gudden Numm, well ganz vill vun dësen Entreprisë si jo ëmmer nach Familljebetriber. Hei kennen d'Mataarbechter nach de Patron. An am Prinzip de Patron och seng Leit.

Well méi wéi 7.000 vun dësen 32.000 PMEen, léif Kolleegen, dat sinn Handwierksbetriber, wou zesummen 90.000 Leit schaffen an déi ronn 10% vum PIB erschaffen. Och dat vergiesse mer dacks an eiser Wirtschaftspolitik, an eiser Bildungspolitik. A vun der Mentalitéit dobausse guer net ze schwätzen. Knaschteg Hänn sinn nach ze dacks eng Onéier. An dat ass net gutt.

Mä et sinn haut dës 32.000 Betriber, och bei eis an der Chamber, déi hei am Mëttelpunkt stinn. A ganz besonnesch och fir eis an der CSV-Fraktioun. Leider ass dat bei der Regierung um Terrain net ëmmer de Fall. Dat soen net just mir, dat soen och ganz vill Leit vum PME-Terrain. Grad och Leit, déi wëllen nei Entreprisë grënnen an déi laang, contrairement zu deem, wat no bausse kommunizéiert gëtt, ganz laang op hir Autorisatiounen aus dem Wirtschaftsministère musse waarden.

Et geet also net duer, permanent vum Entrepreneursgeescht ze schwätzen, et muss een dëse Geescht och liewen an an der Terrainspolitik ëmsetzen. Mir mengen, dass bei dëser Regierung do nach vill Sputt no uewen ass. Stéchwierder sinn do zum Beispill de Statut de l'indépendant, ee modernt Faillittegesetz, wat an der Maach ass, wat mer awer begréissen, wann et séier do wier, respektiv och d'Reform vum Droit d'établissement.

Mä komme mer zréck bei d'Reform vum Regime d'aides fir d'PMEen, iwwert déi mir haut wëlle schwätzen. Fir d'Éischt emol, léif Kolleegen, deele mer vum Prinzip hier absolutt d'Objektiver vun dëser Reform. Et ass kloer, dëse Projet geet, an dat weist schonn direkt säin éischten Artikel, grondsätzlech an déi richteg Richtung vun der Diversifikatioun vun eiser Ekonomie.

An dës laangjäreg Strategie, déi scho mat der Stolkris ugefaangen huet, gliddert dëst Gesetz sech jo ausdrécklech an iwwer en neien, ee méi breede Regimm fir eis PME-Hëllefen, deen och un d'europäesch Legislatioun ugepasst gëtt. Grad an Zäite vun Digitaliséierung a vun der Ausweitung vun eisem europäesche Bannemaart ass et dofir onëmgänglech, fir d'Kompetitivitéit an eise PMEen ze stäerken. An dat mécht dëst Gesetz zumindest an de groussen Deeler. Grad duerch e weidert Opmaache kënnen och eis PMEen nei Marchéen an och esou nei Clientë fannen.

Gläichzäiteg setze mir eis Legislatioun awer och konform mat EU-Recht, mat sengen Definitiounen an Notiounen an och mat senge rezenten Ouverturë bei de PME-Hëllefen. Mir schafen esou méi Rechtssécherheet fir eis PMEen, awer och méi Transparenz fir déi, déi hinne Sue léinen. Mä grad fir déi kleng Entreprisen, déi sech natierlech kee risege Service juridique kënne leeschten, ass déi juristesch Stabilitéit hei net ze ënnerschätzen.

An dofir, léif Frënn a Kolleegen, wäerte mir dëst Gesetz och matstëmmen, och wa mir am Detail vum Fong an och vun der Form hier munches auszesetzen hunn, mä ënnert dem Strëch iwwerweien awer d'Virdeeler fir eis Betriber. An et ass grad fir eis kleng Entrepreneure wichteg, dass si aus der Politik an och vun alle Säiten aus dësem Haus, mengen ech, de Réckewand spieren.

Nach ass et esou, dass een awer an Zukunft muss genee kucken, wéi sech dëst Gesetz an der PME-Praxis bewäert, fir da gegebenenfalls déi entspriechend Upassunge virzehuelen, och well grad am PME-Beräich sech d'Wirtschaft méi rasant verännert wéi déi entspriechend Legislatioun. An anere Wierder: De Kader muss mam Inhalt matwuessen. Mir brauchen also méi wéi jee e flexibelt Gesetz fir eng flexibel Branche. Insofern begréisse mer och hei déi Evaluatiounslogik, déi schonn am Gesetz verankert ass. A mir sinn och gespaant drop, wéi de Wirtschaftsministère respektiv déi nächst Regierung dat da wäert a Musek ëmsetzen.

Well onofhängeg vun dësem Gesetz wäert et wichteg sinn, dës Hëllefen, déi mer haut stëmmen, och wierklech bei d'Entrepreneuren ze bréngen, déi se haut eben am meeschte brauchen. An dat huet och vill mat Informatioun a Kommunikatioun ze doen, besonnesch wat den Artikel 15 vum Gesetz ugeet, also d'Prozedur, fir Hëllefen unzefroen, verbonnen och mat den Artikele 16 a 17 iwwert d'Procédure d'octroi an d'Cumul-Regelen. Hei läit den Däiwel jo bekanntlech am Detail.

Mir plädéieren dofir fir transparent Attributiounskritäre bei de staatlechen Hëllefen a fir kloer am Gesetz festgeluechten Delaien, wat fir de Moment leider net de Fall ass. Dëst géif et de concernéierte PMEe besser erméiglechen, zukunftsorientéiert ze plangen.

Trotz där positiver Grondausriichtung bedauere mir awer, Dir Dammen an Dir Hären, fir mat der Form unzefänken, dass dëst PMEs-Gesetz net, wéi den „Journal" schreift, op der Zielgeraden ass - dat ass gutt -, mä mir bedaueren, dass et esou spéit op der Zielgeraden vun dëser Legislaturperiod ass.

Elo, dräi Woche virun der Summerpaus, dräi an en hallwe Mount virun de Wahlen, gëtt sech op eemol drun erënnert, dass dëst Land wirtschaftlech op de PMEen opbaut. Do schwéngt awer e bëssen e fade Bäigeschmaach mat. Ëmsou méi, wéi ee mat engem ganz aneren Usproch vu viru bal fënnef Joer ugetrueden ass, fir jo alles besser ze maachen.

Derbäi kënnt, dass dëse Projet, obschonns et e Last-minute-Projet ass, dann awer nach zum Deel iwwert de Knéi gebrach ginn ass. An der Substanz ass et näämlech weder ausdiskutéiert nach ausgeräift. Dat weisen och ganz vill Kriticke vun de jeeweilege Chamberen, déi mir an hire groussen Zich och deelen.

Aus dëse Grënn, a virun allem wat d'Aart a Weis vum Hauruckverfahre bei den Amendementer ugaangen ass, hu mir eis als CSV och an der Kommissioun enthalen.

Dir Dammen an Dir Hären, zum Fong nach e puer Wuert. Erlaabt mer hei aus enger däitscher PwC-Etüd aus dem Joer 2012 ze zitéieren, déi awer och fir Lëtzebuerg richteg ass: „Um die Zukunftsfähigkeit von Familienunternehmen sicherzustellen, ist der Staat stärker gefordert. Steuerabbau, weniger Bürokratie und politische und wirtschaftliche Rahmenbedingungen, die Innovationen fördern und den Zugang zu Kapital erleichtern, sind wichtige Maßnahmen für Familienunternehmen."

Eng Rei vun dëse Mesurë gi jo och mat dësem Gesetz a Musek ëmgesat. D'Rapportrice, d'Tess Burton, deem ech hei ausdrécklech wëll Merci soe fir de gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport, huet et grad am Detail gesot, soudatt ech net alles muss widderhuelen. Dat spuere mer eis elo.

Mir begréissen dobäi besonnesch déi véier nei Hëllefen: Also eemol d'Hëllefe fir jonk Entrepreneuren, grad wéi och de Finanzement vun de Risiken - déi jo allen zwee kënnen eng Garantie, e Prêt oder een Apport u Fonds propres sinn - an engem Betrib. Hei baue mir also zolidd aus am Verglach mam ale Gesetz.

An dat ass gutt esou, well grad jonk Entrepreneuren hunn et jo, grad wa se net aus enger Entrepreneursfamill kommen, dacks besonnesch schwéier bei hiren initialen Investissementer. A gradesou schwéier ass et och dacks, fir e gewëssene Risiko ze finanzéieren, ouni deen een awer am PME-Secteur haut net méi weiderkënnt. Grad am Zäitalter - ech hat et virdru schonn ugeschwat - vun Digitaliséierung mussen och d'PMEen innovéieren, a si maachen dat och, well néierens an eiser Ekonomie ass een investéierten Euro wirtschaftlech oder och gesellschaftlech esou produktiv wéi an de PMEen eben.

Mir begréisse weider och déi Hëllefen, déi d'Präsenz an Europa vun eise Kleng- a Mëttelbetriber stäerken, gradesou wéi och déi nei Aidë bei Naturkatastrophen - d'Madamm Rapportrice hat et schonn ugeschwat -, déi jo leider ëmmer méi heefeg sinn. D'Europäesch Kommissioun schwätzt hei jo scho vun enger neier Normalitéit.

Gradesou positiv fanne mir et och, datt de globale Volume vun de PME-Hëllefe klëmmt. Vun 2017 op 2021 sinn dat elo méi wéi 89 Milliounen Euro. Déi sinn am Gesetz virgesinn. Dat ass eng Augmentatioun vu 27%.

An dat ass och gutt, mä et ass och positiv, dass mir u sech d'Grondriichtung vun de Gesetzer vun 2004 iwwert d'Hëllefe fir de Mëttelstand - esou gouf dat fréier genannt - a vun 1993 iwwert déi wirtschaftlech Diversifizéierung an de regionale wirtschaftlechen Equiliber weiderféieren an ausweiten. Dat, wat do gutt fonctionnéiert, behale mer bäi. Ech denken och hei zum Beispill un d'Hëllefe fir Investitiounen, fir d'Berodung an och fir d'Foiren. Dat ass ze begréissen. Déi Kontinuitéit ass gutt.

Geneesou positiv sinn awer och déi ugestriefte Vereinfachunge vun den Hëllefen. Ech denken do besonnesch un d'Fusioun vun den Hëllefe fir PMI a PME.

Mir hunn awer och um Fong eng Rei vu Punkten, déi eis trotzdeem Suerge maachen. Grad wéi d'Chambre de Commerce bedauere mir, datt Betriber a Schwieregkeete vun den Hëllefen nach ëmmer ausgeschloss ginn. Dobäi misst et jo eigentlech am Interessi vun eis alleguerte sinn, fir Faillitten ze verhënneren, jo, wat awer elo net heescht, datt een net vläicht och emol muss eis éischter falsch gesellschaftlech Stigmatiséierung vun de Faillitten, grad bei jonken Entrepreneuren, iwwerdenken; mä dat ass eng aner Geschicht, oder och net. Ech mengen, doriwwer sollt een eng Kéier kënnen diskutéieren.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Eng weider Kritik, déi mir zumindest an hire grousse Linnen deelen, ass déi vun der Chambre des Métiers, grad wat zum Beispill de Spezialregimm fir d'Sécherheet an d'Qualitéit vun de Liewensmëttel ugeet. Och mir fannen et komesch, datt et keng spezifesch Hëllefe fir de Liewensmëttelsecteur, also fir Bäcker, Metzler an anerer, am Projet de loi gëtt. Hei ass d'Gesetz sécher net deckungsgläich mat de Prioritéiten. Do soll eppes ënnerwee sinn. Mir wëssen awer net, wou et drun ass. Fir de Moment ass op jidde Fall do nach näischt do.

Ze bedaueren ass et dann och nach, menge mer, dass den Ex-post-Prinzip elo ofgeschaaft gëtt, och wann dat europarechtlech aneschters net méiglech ze si schéngt, well, Dir Dammen an Dir Hären, et an der Praxis effektiv esou ass, datt grad bei séieren Decisiounen a grad bei ganz klengen Entreprisen, wou de Patron méi um Terrain wéi um Büro ass, net nach laang Formulairë kënnen ausgefëllt ginn, ëmsou méi wou eis Ekonomie ëmmer méi séier dréit. Ëmmerhi si bis elo 35% bis 40% vun de PME-Demanden no der Decisioun, fir ze investéieren, komm. Bestëmmt kann een hei villes méi séier ufroen, mä munches wäert och ënnert den Dësch falen. An dat ass sécher net gutt.

Et ass och schued, datt de Ministère eng zousätzlech Hürd opbaut fir ganz kleng an Eenzelbetriber, well jo an Zukunft nëmmen Dossiere beim Ministère akzeptéiert ginn, déi op d'mannst 1.000 Euro Aidë beinhalten. Et gëtt awer vill kleng Betriber, deene bei geréngem Investitiounsvolumen mat engem manner héijen Aidëbetrag ganz vill ka gehollef ginn. Ech denken do zum Beispill u Coiffeuren, Couturièren, Estheticiennen, Schousteren et cetera.

Firwat also aus administrative Grënn dës kleng Investitiounen net consideréieren? De Seuil dofir ass eng falsch wirtschaftspolitesch Decisioun.

Mir trieden doriwwer eraus derfir an, dass de Ministère de Remplacement vun den Equipementer och berücksichtegt, well e Betrib, deen haut Maschinnen ersetzt, am Prinzip méi performant Material keeft, uschaaft an doduerch och eng méi héich Produktivitéit erziilt.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, och an där schéiner neier digitaler Héichglanzekonomie brauche mer hei zu Lëtzebuerg an éischter Linn staark a mëttelstänneg Entreprisen an dofir och staark a mëttelstänneg Entrepreneuren. Mir als CSV gleewen un eis PMEen a méi nach un eis Entrepreneuren, well zu gudder Lescht kënnt et ëmmer op d'Leit a manner op d'Strukturen un, also an dësem Fall op eis Entrepreneuren an och op alleguerten d'Leit, déi och wëllen Entrepreneur ginn.

Si alleguerte brauchen eis Ënnerstëtzung als Chamber, well si schafen zesumme mat hire Mataarbechter souwuel nohaltege Wuelstand fir d'Leit a laangfristeg Aarbechtsplaze fir eis Gesellschaft, an dat mat engem inklusive Wuesstum um Terrain, dee mir abstrakt jo alleguerten ustriewen an och weider brauchen.

Dofir sinn d'PMEen als Éischt eng wirtschaftspolitesch Prioritéit. An eise Fraktiounspresident verpasst keng Geleeënheet, fir dat och richtegerweis kloer an däitlech dobaussen ze soen. Än den nächste Méint wäerte mer dat och nach méi däitlech maachen, well eis PMEe si fir eis och an Zukunft dat Wirtschaftsnetz, dat eist Land nohalteg zesummenhält, well et déif an him verwuerzelt ass, well eis PMEe fir eis och an Zukunft den dynamesche Kär vun eiser Wirtschaft bleiwen, well just mat staarke PMEe och an Zukunft Lëtzebuerg als Ganzt staark bleift, an dat wäit iwwert d'Wirtschaft eraus.

Aus all dëse Grënn wäerte mir, wéi gesot, dëst Gesetz, trotz punktuelle Kriticken am Detail an trotz enger Rei vun Onstëmmegkeeten, matstëmmen, well déi gréissten Hëllef, a si kascht eis emol keen eenzegen Euro méi, déi mir alleguerten eise PMEe kënne ginn, ass dat, dass mir un eis Entrepreneuren an hir Mataarbechter gleewen. Och dat wëlle mer haut mat eisem Vott zum Ausdrock bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Eischen, Merci. Den Här Fayot wéilt Iech eventuell eng Fro stellen, wann ech richteg verstinn.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo. Merci, Madamm President. Ech hunn dem Här Eischen gutt nogelauschtert. Ech wollt awer just zwou Remarke maachen als President vun der Ekonomieskommissioun.

Déi éischt...

(Interruption)

Wat gelift?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Froen!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Hutt Der eng Fro?

(Interruptions)

Mir sinn an der Chamber hei. Kënne mer net matenee schwätzen?

(Interruptions diverses)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Loosst en emol ausschwätzen, da kënnt d'Fro!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Da loosst en emol seng Froe stellen!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Sidd Der nervös, Här Mosar?

(Brouhaha)

Den Här Eischen huet hei duerchblécke gelooss, dass dee Projet hei net uerdentlech diskutéiert gi wär an der Ekonomieskommissioun an dass déi Amendementen do net grëndlech diskutéiert gi wären, déi presentéiert gi sinn opgrond vum Avis vum Statsrot. Ech wëll dem Här Eischen soen, dass mer den 3. Mee eng Reunioun haten, wou hien net do war,...

M. Félix Eischen *(CSV).*- Jo. Ech hat mech och entschëllegt, Här President.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Bon, hie schwätzt haut driwwer, mä e war awer net do, wou mer eng laang...

M. Félix Eischen *(CSV).*- Jo, wat ass dat dann elo?

(Interruptions diverses)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- ...wou mer eng laang a grëndlech Diskussioun haten zu all den Amendementen, zum Avis vum Statsrot, wou mer, mengen ech - déi Kolleegen, déi do waren, déi kënnen dat confirméieren -, wierklech dee Projet hei ausdiskutéiert hunn. Dunn hu mer nach eng Kéier kuerz driwwer geschwat de 27. Juni, wéi mer de Rapport ugeholl hunn.

Plusieurs voix.- Da stellt Är Fro, Här Fayot!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, ech muss dem Här Eischen... Et kann ee jo awer net egal wat hei soen? Ech mengen...

An deen zweete Punkt...

Une voix.- D'Fro ass: Weess den Här Eischen dat?!

(Interruptions diverses)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Weess den Här Eischen dat?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ee Moment! Ee Moment!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Wann et muss eng Fro sinn, dann: Huet den Här Eischen sech renseignéiert bei senge Kolleegen?

(Interruptions diverses)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Da loosst dach den Här Fayot schwätzen!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo. An déi zweet Fro ass: Weess den Här Eischen, dass mer des Längeren... En huet hei Allusioun gemaach op e Faillittegesetz, wat net géif kommen, eng Reform vun de Faillitten.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Dat hunn ech ni gesot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Weess den Här Eischen, dass mer hei eng Sous-commission haten an dëser Chamber,...

M. Félix Eischen *(CSV).*- Jo!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- ...wou mer, mengen ech, méi wéi 20 Sitzungen haten, wou den Här Gloden fir Är Fraktioun och drasouz a wou mer un engem Projet de loi geschafft hunn, deen elo deemnächst misst eng zweete Kéier aviséiert gi vum Statsrot a wou mer substanziell eng Reform maache vum Faillittegesetz?

A weess den Här Eischen, wat an deem Gesetz do steet? Dass och dat wäert a Richtung goe vun enger Moderniséierung vun där Matière, déi en hei esou bemängelt. Weess den Här Eischen dat?

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Elo hutt Der esou vill Froen a keng Zäit méi, fir drop ze äntwerten!

M. Félix Eischen *(CSV).*- Jo.

Une voix.- Awer vill Froen!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou! Also, den Här Fayot ass fäerdeg.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Däerf ech, Madamm Presidentin, ganz kuerz...?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, jo, Dir kënnt roueg Stellung huelen, well Dir hutt nach Zäit, Här Eischen; Dir kënnt roueg schwätzen.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Et war zwar keng Fro. Ech kéint déi Fro einfach mat Jo beäntwerten. Ech kann déi Fro och mat Jo beäntwerten. Éischtens hunn ech net gesot, dass dat Faillittegesetz net ënnerwee wär. Dat hunn ech net gesot. Ech sot: Mir begréissen et, wann et enfin do ass. Dat ass jo sécher net falsch, wann ech dat soen, Här Fayot? Sécher net falsch!

An déi zweet Saach ass: Ech weess, dass meng Fraktioun an där Kommissiounssëtzung nach eng Kéier nogefrot huet, fir nach eng Kéier méi am Detail iwwert déi Amendementen ze schwätzen. An deeselwechten Dag ass ofgestëmmt ginn. Deeselwechten Dag ass de Rapport ofgestëmmt ginn. Dofir hunn ech gesot, dass et net ausdiskutéiert ginn ass. D'ailleurs ass et net nëmme meng Fraktioun, déi dat umonéiert, do sinn och anerer, déi dat soen.

Mä wéi gesot, fir op Är Froen ze äntwerten: Ech ka se alleguerten einfach mat Jo beäntwerten. Jo, ech weess dat. Ech weess, dass d'Faillittegesetz ënnerwee ass. Dat weess ech. Ech weess och, dass ech deen Dag net an der Kommissiounssëtzung war, mä ech hat mech en bonne et due forme beim Här President entschëllegt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Gutt, sur ce, Merci dem Här Eischen. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Joëlle Elvinger ageschriwwen. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi ass dee leschte vun enger ganzer Rei vu Gesetzer, déi eis Hëllefe fir d'Entreprisë moderniséiert a verbessert hunn. Et ass dee leschte Puzzledeel vun enger Strategie, fir eis Ekonomie méi kompetitiv ze maachen a méi breet opzestellen.

D'lescht Joer am Mäerz hate mir d'Gesetz gestëmmt, dat den neie Kader festgeluecht huet fir d'Hëllefen, déi an d'Recherche an an den Developpement an an d'Innovatioun ginn.

(Brouhaha général)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ee Moment, Madamm Elvinger. Kënnt Der, wann ech gelift, e bësse méi roueg sinn? Okay, Madamm Elvinger, fuert virun!

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- D'Hëllefe fir Entreprisen, déi a sougenannt defavoriséiert Zonen investéieren, hu mir am Juni d'lescht Joer moderniséiert. D'Gesetz, wat d'Hëllefe fir d'Investissementer, déi der Emwelt zeguttkommen, regelt, hu mir am leschten Dezember gestëmmt. An d'Demokratesch Partei ass frou, dass dës Regierung all dës Gesetzer adaptéiert huet, fir se un d'Realitéiten an un d'Besoine vun eisen Entreprisen unzepassen. Si alleguerte bidden eise Betriber en optimale Kader, fir sech der Konkurrenz ze stellen a sech weiderzëentwéckelen.

Och wann d'Demokratesch Partei all dës Adaptatiounen ausdrécklech begréisst, esou däerf ee sech awer net op deem Erreechten ausrouen. Mir mussen och weiderhin evaluéieren, wéi sech dës Hëllefen um Terrain auswierken, ob se bei deenen Entreprisen ukommen, déi se och wierklech brauchen, ob se héich genuch sinn an ob d'Eligibilitéitskritären de Realitéiten ugepasst sinn.

Falls sech bei dëser Evaluatioun erausstelle sollt, dass dat net de Fall ass, da muss eben nogebessert ginn. D'Erausfuerderungen un eis Entreprisen änneren an engem enorm schnelle Rhythmus. An dofir musse mir och garantéieren, dass eis Gesetzer sech och deem Rhythmus upassen an net hannendrunhänken.

Madamm Presidentin, eis PMEe sinn d'Réckgrat vun eiser Ekonomie. Si beschäftegen iwwer 210.000 Leit an droen zu engem groussen Deel zum Räichtum vun eisem Land bäi. Et kann ee soen: „Geet et eise PMEe gutt, da geet et eisem Land gutt." Dofir ass et der Demokratescher Partei immens wichteg, dass et eise PMEen och nach an Zukunft gutt geet an dass d'Politik hinnen dee Kader bitt, dee si brauchen, fir sech positiv ze entwéckelen.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass dëse Projet de loi, dee mir haut stëmme wäerten, et villen Entreprisen erlabe wäert, fir méi einfach vun deenen neien Hëllefen ze profitéieren.

Et ass och kee Geheimnis, dass kleng a mëttelgrouss Entreprisë méi séier e Problem mat hire Liquiditéite kënnen hunn an et oft un den néidege Fonge feelt, fir wichteg Investitiounen ze betätegen, déi awer néideg sinn, fir sech der Konkurrenz ze stellen. Besonnesch d'Digitalisatioun stellt vill PMEe viru grouss Erausfuerderungen. Hei gëllt et, den Uschloss net ze verpassen. Investéieren an nei Technologien an an d'Formatioun vum Personal, fir dës och kënnen ze benotzen, huet natierlech och säi Präis.

Dobäi kënnt, dass d'Technologien hautzudaags vill méi séier evoluéiere wéi nach virun 20 Joer an ee vill méi dacks an neit méi performant Material muss investéieren. Och d'Compliance-Obligatioune maache viru PMEen och keen Halt. Grouss Entreprisen hunn dofir e ganzen Departement, mä d'PMEen di sech oft schwéier, fir sech un déi nei Obligatiounen unzepassen.

De 25. Mee dëst Joer ass jo dat europäescht Reglement iwwert den Dateschutz a Kraaft getrueden, de GDPR. An Dir kënnt Iech bestëmmt nach un deen Dag erënneren, well dat war den Dag, wou Der esou vill E-Maile krut wéi scho laang net méi. Jiddefalls war an ass et fir déi kleng a mëttelgrouss Betriber eng grouss Erausfuerderung, fir sech den Obligatioune vun dësem Reglement unzepassen.

Madamm Presidentin, wéinst all dëse Grënn ass d'Demokratesch Partei frou, dass mir haut dëst Gesetz wäerte stëmmen. Et iwwerhëlt a verbessert net nëmmen déi bestoend Hëllefen, mä et féiert och neier an, déi och dréngend um Terrain gebraucht ginn.

Ech wäert elo net méi op all d'Detailer vun den Neierungen agoen. Dëst huet d'Rapportrice, d'Tess Burton, jo schonn ausféierlech an hirem mëndlechen a schréftleche Rapport gemaach, woufir ech hir och Merci soen.

An duerch dëst Gesetz wäert Lëtzebuerg sengen Entreprisen an Zukunft eng méi breet a méi komplett Gamme vun Hëllefe kënnen ubidden, wéi dat bis elo de Fall war. Niewent de bestoenden Hëllefen, wéi Investissementshëllefe fir PMEen, d'Hëllefen, fir sech beroden ze loossen, an d'Hëllefen, fir u Foiren deelzehuelen, sinn eng Rei wichteg nei Hëllefen derbäikomm:

- An éischter Linn d'Hëllefe fir d'Kooperatiounskäschte bei grenziwwerschreidende Projeten. Lëtzebuerg ass keng kleng Insel. An als Member vun der EU kënnen eis Betriber vun engem staarke Bannemaart profitéieren. Fir datt si dës Chance, déi eis den europäesche Bannemaart bitt, och ergräifen, kënnen d'Käschte fir grenziwwerschreidend Projete mat bis zu 50% subventionéiert ginn.

- Zweetens dann och d'Hëllefe fir jonk Entreprisen. Den Artikel 8 iwwert d'Start-uppe féiert Hëllefe fir jonk Entreprisen an. Ënner jonken Entreprisë versti mir selbstverständlech hei nei Entreprisen an net just Entreprisen, déi vu jonke Leit gegrënnt kënne ginn. Dat sinn all nei Entreprisen, déi nach net méi laang wéi fënnef Joer bestinn an och nach aner Konditiounen erfëllen.

Heibäi muss et sech effektiv dann ëm eng nei Entreprise handelen. An d'Reprise vun enger Entreprise fält net an de Kader vun dëser Hëllef, mä well d'Demokratesch Partei schonn oft genuch dorobber higewisen huet, dass et ënner anerem bei Familljebetriber schwéier ass, e Repreneur ze fannen, begréisse mir et, dass de Repreneur am Kader vun enger Reprise awer op d'Investitiounshëllefe vum Artikel 4 vun dësem Gesetz zréckgräife kann.

- Drëttens ginn dann och nach Hëllefe bei Schied vun Naturkatastrophen agefouert. Kierzlech hu mir jo am Mëllerdall an och nach op anere Plaze vum Land erlieft, wat Naturkatastrophe fir Schied uriichte kënnen. Och wann d'Regierung kuerzfristeg Hëllefe fir déi betraffe Betriber bereetgestallt huet, esou ass d'Demokratesch Partei awer frou, dass si an Zukunft och vun Hëllefe vun dësem Gesetz kënne profitéieren. Mat Naturkatastrophe sinn Äerdbiewen, Äerdrëtsch, Iwwerschwemmungen, Tornadoen an och Bëschbränn gemengt. Duerch dëst Gesetz kënnen an Zukunft 100% vun den entstanene Schied ofgedeckt ginn.

- An dann zu gudder Lescht nach d'Hëllefe fir de Risikofinanzement. Dës Hëllef wäert de Finanzinstituter zousätzlech Garantië ginn, fir dass si méi einfach op de Wee ginn, fir och méi risikoräich Projete vun Entreprisen ze ënnerstëtzen. „Wer nicht wagt, der nicht gewinnt", seet ee jo. Dat gëllt och am Entrepreneuriat. An dofir begréisst d'DP och ausdrécklech dës Verbesserung.

Madamm Presidentin, well d'DP der Meenung ass, dass dëst Gesetz eis Betriber ënnerstëtze wäert, wa si Investissementer maachen, déi se brauchen, fir kompetitiv ze bleiwen, ginn ech och heimadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Elvinger. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Dëse Régime d'aides fir d'PMEen, fir eis Kleng- a Mëttelbetriber, ass, wéi d'Madamm Elvinger dat virdru ganz rich-

teg gesot huet, ee Bausteen vu villen, fir se op stabill Féiss ze setzen zu Lëtzebuerg. A si huet och ganz richteg rappeléiert, dass mer u sech schonn dräi Voleten ofgedeckt haten, dee vun der Protektioun vun der Ëmwelt, vun der Innovatioun an och der Recherche an dem Developpement, soudass dat hei dee Volet ergänzt.

An zwar: Dat Gesetz vun 2004 gëtt iwwerschafft. Dräi Aiden, déi do schonn dra virgesi waren, bleiwen och an deem neie Gesetz tel quel dran. Wéi scho gesot: Déi Saachen, déi Aidë bei dem Investissement, déi Aiden, wat de Conseil ugeet fir déi Kleng- a Mëttelbetriber an och fir d'Participatioun un de Foiren.

Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, an dat ass och virdru gesot ginn, an dat läit de Grénge n och, a mir speziell, um Häerz: Déi PMEe sinn en Job-Motor. Do dran ass och d'Handwierk erëmzefannen. Et ass virdru gesot ginn, dass do iwwer 200.000 Leit dra schaffen. An dofir ass et och gutt a richteg, dass mer déi hei ënnerstëtzen an dass mer véier nei Aiden afécieren.

An do gëtt et bei verschiddene vun dësen Aiden, virun allem bei där Aide do, wou Ëmweltschied entstinn, och eng gewëssen Urgence am Fall ebe vun Äerdbiewen, Terrainsrëtsch a virun allem Inondatiounen. Déi Staarkreenereignisser, déi mer do haten am Ernzdall, am Mëllerdall, déi fuerderen eis einfach eraus, fir dass mer do Aidë schafen, mat deene schnell an onbürokratesch ka gehollef ginn.

Dat ass eng vun deenen neien Aiden, déi do mat derbäikënnt. Et ass och scho gesot ginn, dat iwwert d'Landesgrenz-eraus-Zesummeschaffen, dass dat ënnerstëtzt gëtt. Dat ass wichteg, fir eis PMEe gesond opzestellen, well se operéiere jo net hei just op deem klengen Territoire vu Lëtzebuerg, mä ganz sécher op d'mannst an der Groussregioun, wann net wäit doriwwer ewech.

Dann natierlech: Aidë fir Entreprisen, déi nei starten, sinn absolutt wichteg, well et net esou aus der Traditioun eraus ass, dass den Handwierksbetrib oder déi Kleng- a Mëttelentreprise einfach an der Famill bleift an do weidergefouert gëtt. Dofir ass et och gutt a richteg, dass een u sech neien, jonken Entreprisen, ënner anerem och de Start-uppen, da mat Bäihëllefen ënnert d'Äerm gräift.

An dann natierlech och zum Schluss nach eng Kéier, dass een och eng Aide afécert fir de Finanzement vu Risiken.

Ech wëll elo hei net nach eng Kéier op all déi Detailer agoen. Dofir dem Tess Burton e grousse Merci, dat dat trotz e bëssen ugeschloener Stëmm exzellent hei gemaach huet, an och am Rapport all déi Detailer erëmzefanne sinn. Et ass ee ganz technescht Gesetz, wou u sech all déi eenzel Fäll am Detail beschriwwe ginn.

Ech komme selwer aus enger Handwierkerfamill. Selwer hunn ech och en Handwierk geléiert. Duerfir ass dat hei och eng Saach, déi mer um Häerz läit. An ech si ganz sécher ebe kee Bling-Bling-Politiker, wéi dat virdrun ugeklongen ass, an halen dofir och hei keng Sonndesrieden a gi ganz einfach d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem wichtegen a gudde Projet de loi.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Anzia. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding, deen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- E léisst sech entschëllegen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ah, e léisst sech entschëllegen. Soss hunn ech u sech kee Riedner op der Lëscht.

(Interruption par M. Marc Baum)

Den Här Baum. Ech hunn alt elo geduecht. Da kommt! Et ass gutt, dass Der Iech ëmmer wiert. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci. Merci, Madamm Presidentin. Mat dësem Gesetz gëtt eis Gesetzgebung bei den Hëllefe fir Kleng- a Mëttelbetriber un en europäescht Reglement vun 2014 ugepasst. Dat bedeit, datt d'Ausriichtunge vu scho bestoenden Hëllefen anescht definéiert ginn an awer och datt verschidden nei Hëllefe bäikommen, respektiv déi eng oder aner verschwënnt.

D'Zil vun dësem Gesetz wéi och vun dem europäesche Reglement soll et sinn, d'Schafung, d'Emorientéierung oder den Ausbau vu klengen a mëttleren Entreprisen ze förderen an d'Kompetitivitéit vun dësen Entreprisë par rapport zu äänlechen Entreprisen aus dem Ausland ze garantéieren.

Dat europäescht Reglement, dat festleet, wéi eng öffentlech Hëllefe fir Betriber am europäesche Bannemaart méiglech sinn, gëtt net eleng mat dësem Gesetz hei ëmgesat, mä och mat anere Gesetzer, wéi zum Beispill d'Gesetz, dat d'Hëllefe fir Ëmweltmesuren an d'energetesch Effikassitéit vu Betriber definéiert.

Aganks ass et natierlech wichteg, drun ze erënneren, dass dat heite Gesetz an déi zugronn leiend europäesch Direktiven en Nieweprodu it si vun engem vun den elementaarste konstitutiven Elementer vun der Europäescher Unioun, näämlech dem Marché unique, deen eng staark wirtschaftlech Steierung duerch geziilt Subventioune vum Stat oder de Gemengen net erméiglecht. Öffentlech Inverventiounen an d'Wirtschaft sinn also haut esou gutt wéi onméiglech gemaach, op jidde Fall awer a ganz erhieflechem Mooss erschwéiert. Dat heescht och, datt demokratesch ekonomesch Choixen am Sënn vun enger méi sozialer oder ökologescher Conceptioun vun der Gesellschaft doduerch och erschwéiert sinn.

Dat, wouriwwer mer elo hei schwätzen, ass dowéinst just e klenge Brochdeel vun deem, wat eigentlech néideg wier, fir d'europäesch an och déi lëtzebuergesch Wirtschaft och am Kader vun der Zesummenaarbecht mat der Groussregioun op en anere Wee ze bréngen.

Aus deem Grond menge mer, datt déi verschidden Hëllefen, déi hei proposéiert sinn, zwar vläicht an eenzelne Fäll hëllefräich kënne sinn, zum Beispill wat d'Entwécklung vu jonken Entreprisen ugeet, mä gréisstendeels awer verpuffe wäerten an engem wirtschaftleche Kontext, dee méi klengen Entreprisen insgesamt net onbedéngt entgéintkënnt..

Stéchwuert Subventiounen: Eis Regierung versicht grad zu Bréissel, der Europäescher Kommissioun ze erklären, dass déi quasi steierlech Befreiung vu Gewënner, déi vu Multinationallen zu Lëtzebuerg verrechent ginn, keng staatlech Subventioune wieren. Heibäi handelt et sech wuelgemierkt ëm Montanten, jee no Entreprise, tëschent 30 an 250 Milliounen Euro.

A wann een déi Montanten da vergläicht mat deem Bléck, deen een an d'Fiche financière vun dësem Gesetz werft, da mierkt een, datt et do awer eng Disproportioun gëtt. 89 Millioune si virgesinn op en Zäitraum vu fënnef Joer. Dat mécht pro Joer ronn tëschent 15 an 20 Milliounen.

Dobäi däerf een net vergiessen, dass bis op 130 - oder e bësse méi wéi 130; 2013 waren et der 130 - Betriber hei am Land, bis op déi, datt mer eigentlech just PMEen hunn. Dat heescht also, datt eise Stat déi 99% vun de Lëtzebuerger Betriber mat engem Montant subventionéiert, deen, iwwer fënnef Joer gesinn, e Brochdeel vun deem ass, wat eleng eng eenzeg Entreprise iwwer e Ruling vu Steieren nogelooss krut.

Eleng mat deem Verglach gëtt kloer: D'Ënnerstëtzung vun der hiseger Ekonomie schéngt finanziell net onbedéngt dann awer déi grouss Prioritéit ze sinn, d'Unzéie vu grousse Multinationallen awer dobäi scho wesentlech méi.

An ech hunn et och elo grad ugeschwat: Zu Lëtzebuerg ass all Betrib, bis op eben eng iwwerschaubar Zuel vu grousse Betriber, eng PME. Dat ass d'ailleurs och an deene meeschten anere Länner an Europa net anescht, mä werft awer trotzdeem d'Fro vun der Zilsetzung op.

Engersäits ginn hei verschidden Nischen a grouss multinational Konzerner mat ganz geziilte moossgeschneiderte Gesetzer an Initiativen op Lëtzebuerg gelackelt - an duerfir ginn enorm Zomme bereetgestallt, zum Beispill 200 Millioune fir de Space Mining -, an anerersäits gëtt da mat enger vergläichbar klenger Strenz e bësse Geld fir déi 99% aner Betriber verdeelt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Zu deene PMEe gehéieren déi sougenannte Mikroentreprisë vun 0 bis 9 Salariéen, kleng Entreprisë mat Salariéen tëschent zéng an 49, an dann déi mëttel mat bis zu 249 Salariéen. Dat beinhalt also ganz verschidde Secteuren an Typpe vun Entreprisen, mat ganz ënnerschiddleche Besoinen.

De Bäcker mat fënnef Salariéen ass sécher net vergläichbar mam Grafikdesigner, och mat nëmme fënnef Salariéen. Mä alle béid befanne sech gewëssermoossen an enger Kategorie vu Betriber, zu där och gréisser Consulting- oder Affekotenetüde kënne gehéieren, oder eben, wéi virdrun ugeschwat, héich kapitaliséiert a risikobehaft Start-uppen am Beräich vum Space Mining zum Beispill. Mir mengen, dass dat eent absolutt net mat deem anere vergläichbar ass an dofir och eng aner, méi detailléiert Opschlësselung hei néideg wier.

Eng PME zu Lëtzebuerg huet am Schnëtt 13 Salariéen. Dat bedeit also, datt déi meescht PMEen éischter zu där Kategorie vun de Mikroentreprisë gehéieren, also déi manner wéi zéng Salariéen hunn. Dat heescht dann awer och, datt dës Entreprisen zum Beispill keng oder just eng kleng administrativ Abteilung hunn, déi sech mat den Demarchë fir d'Aidë vum Stat befaasse kann. Déi ganz kleng hunn also och hei en Nodeel par rapport zu deene méi grousse PMEen.

Ech wéilt dann awer vläicht nach ofschléissend op zwee weider Aspekter kuerz agoen, déi d'Entwécklung vu klenge Betriber, besonnesch am Handwierksberäich, problematesch maachen. Dat ass engersäits déi héich Immobiliepräisser an natierlech d'Schoul an do virun allem d'Beruffsausbildung.

Fir déi meescht kleng Betriber ass d'Locatioun vu Büroen, Halen oder Ateliere wahrscheinlech mat deen héchste Käschtepunkt. Si konkurrenzéieren hei och mat finanzkräftege Betriber, déi, wéi aganks erkläert, ganz aner finanziell Virdeeler hunn. An och wa mer natierlech begréissen, datt dëst Gesetz Hëllefe fir d'Vergréisserung oder d'Schafung vun engem Betrib virgesinn, dann heescht et awer och, datt iwwert deen dote Wee vill öffentlech Gelder iwwert den Ëmwee vun engem Betrib awer erëm bei den Immobiliebesëtzer an Immobiliespekulante fléisse wäerten.

Dat Zweet, eng wichteg Hürd, besonnesch fir Handwierksbetriber, ass dee Manque, déi feelend qualifizéiert Main d'œuvre hei am Land. Si ass et näämlech, d'Main d'œuvre, déi Qualifikatioun ass et, déi d'Innovatioun an d'Kreativitéit liwwert, déi, mat deem, wat hinnen zur Verfügung steet, Méiwäerter schaaft.

Zu Lëtzebuerg ginn et war ëmmer manner esou Leit, och well d'Formation professionnelle hei definitiv verseet. De Gros vun den Handwierker zu Lëtzebuerg kommen dann och schonns aus den Nopeschregiounen all Dag an d'Land schaffen, mä och do ass d'Reserv net onendlech.

D'Stäerkung an d'Diversifikatioun vun eisem Tissu économique, mat Fokus op ökologesch Aktivitéiten, an ech denken do zum Beispill un d'energetesch Sanéierung vu Wunnhaiser, berout awer nun emol op enger qualifizéierter an zueleméisseg grousser Main d'œuvre am Handwierksberäich.

Här President, mir fannen, datt grad an deem dote Beräich d'Regierung net esou vill Opweises hat an deene leschte Joren. Et gi riets a lénks kleng Mesuren ënnerholl. An dat heiten ass eng vun deene Mesuren. Mä mer vermëssen awer en zesummenhängend, konsequent Konzept, wat iwwert den Ausbau vun enger Rei Nischen erausgeet. Also eigentlech och eng aner Orientéierung vun der genereller Orientéierung vun eiser Wirtschaftspolitik.

Här President, mir stëmmen dëst Gesetz mat, well mer evidenterweis kee grondleeënde Problem hu mat deem, wat do drasteet. Allerdéngs menge mer, datt fir d'Ënnerstëtzung vu klengen a mëttlere Betriber nach ganz vill Loft no uewen ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet d'Madamm Francine Closener, Statssekretärin am Wirtschaftsministère.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Här President, als Éischt wéilt ech emol der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellenten an ausféierleche Rapport an der Chamber a fir dee konstruktiven Debat.

Net méi spéit wéi haut de Moie war ech zesumme mam Aarbechtsminister bei der Presentatioun vu fënnef Handwierksbetriber hire Projeten am Beräich vun der Digitaliséierung: ee Coiffeurssalon, ee Schlässer, een Installateur, eng Dréckerei an eng Schräinerei. Si hu ganz gutt verstanen, datt ee muss no vir kucken, sech eng eng Strategie ginn, fir de Sprong ze packen an d'Zukunft, fir de Sprong ze packen an déi digital Welt. An duerfir muss een investéieren, an nei Equippementer a Berodung, an natierlech och an d'Leit. An duerfir sinn ech och ganz frou, datt déi Handwierksbetriber derbäi si beim Pilotprojet „Digital Skills Bridge", wou d'Ministèrë vum Travail a vun der Ekonomie Hand an Hand schaffen, grad am Interessi och vun de PMEen.

Ech sinn och ganz frou, datt hei déi kleng a mëttelgrouss Betriber esou eng grouss Réckendeckung kruten. An ech muss jo awer hei e bëssen dem honorabelen Deputéierten Här Eischen widderspriechen. De Projet ass kengesfalls am Hauruckverfahren duerchgebaatscht ginn. Am Géigendeel! E gouf virun iwwer engem Joer deposéiert hei am Haus. A keen anere wéi ech wier frou gewiescht, wann dat méi séier hätt kënne goen, wa mer méi séier hei hätte kënnen doriwwer debattéieren a stëmmen. Mä et ass eben esou, dass d'Chamber och hiren eegene Rhythmus huet an d'Regierung sech deem Rhythmus natierlech füügt.

Dës Regierung huet och derfir gesuergt, datt déi kleng a mëttelgrouss Betriber elo genausou gutt a gläichwäerteg behandelt ginn am selwechte Ministère, dem Wirtschaftsministère, dass se also net méi de Parent pauvre sinn aus der Ekonomie. An ech muss och derbäisoen, dass all Joer 14.000 Demanden traitéiert ginn, fir eben Handelsgeneemegungen ze kréien, an dass, wann den Dossier komplett ass, déi Geneemegung bannent enger Woch erausgeet. Wéi gesot, wa keng Pièce feelen - dat kann ech lech gär eng Kéier schwaarz op wäiss beweisen.

Dëse Gesetzesprojet ass, an dat gouf schonn e puermol gesot, ee ganz wichtege fir eise Mëttelstand; a mengen Aen dee wichtegsten iwwerhaapt an dëser Legislatur.

Ob Betriber aus dem Handel, dem Handwierk, dem Horeca-Secteur oder der Industrie, all PMEen aus deene Secteuren, alleguerte kréie se elo eng eenzeg legal Basis, an dat ass eng massiv administrativ Vereinfachung. Fir d'PMEen aus all Secteur gëtt et nëmme méi just een Uspriechpartner, fir eng Investitiounshëllef ze kréien, a se falen all ënner ee Gesetz. An dat Gesetz hei ass dat lescht vun enger ganzer Rei vun neien Texter, mat deene mir an deene leschte Joren eis ganz Statshëllefen un déi nei europäesch Reglementatioun ugepasst hunn an dobäi fir eis Betriber de Maximum erausgeschloen hunn.

Fir datt d'PMEen och muer nach kënne mathalen, musse se, wéi gesot, investéieren, a mat dësem Gesetz gi se derzou incitéiert. Mir ënnerstëtzen de Mëttelstand mat deenen neien Aiden nach méi staark wéi bis elo, an d'Rapportrice huet alleguerten d'Instrumenter an d'Moossnamen opgezielt.

Ganz wichteg ass effektiv, datt de Betrib, fir esou Bäihëllefen ze kréien, muss eng Demande maachen, ier e mam Projet ufänkt. Fir genee ze sinn: ier en iwwerhaapt eng Commande erausgëtt. Natierlech ass dat grad fir e klenge Betrib een administrativen Opwand. Mä do féiert kee Wee dolaanscht. Dat ass vun Europa esou erwënscht an dat weess och jiddwereen, dee sech mat dëser Matière beschäftegt. Mir hunn do absolutt guer kee Choix.

Firwat ginn et keng Hëllefe méi fir Investissementer an d'Sécurité alimentaire? Ben, och do, d'EU-Regelen hunn dat net virgesinn, éischtens. An zweetens ass et esou, datt déi lescht Joren nëmme fënnef bis zéng Demanden d'Joer fir esou eng Aide am Kontext vun enger besserer Liewensmëttelsécherheet gemaach gi sinn. Am Verglach: Mir kréien ongefeier tëschent 800 an 900 Demandë fir Aiden d'Joer. Den Impakt vun där doter Mesure war also oder ass net besonnesch grouss.

En plus ass et esou, dass een awer nach elo, och mat dësem Gesetz, zum Beispill een neie Bistro, deen opgeet, am Kader vun enger Bäihëllef och d'Investissementer fir d'Sécurité alimentaire matsubventionéiere kann. Wann de Betrib sech zum Beispill extern berode léisst zu deem Thema, da kritt e bis zu 50% rembourséiert.

Des Weideren ass et och esou, datt mer an Diskussioune si mat der Chambre des Métiers, ob eng spezifesch Aide en faveur vun der Sécurité alimentaire géif Sënn maachen, wéi déi kéint ausgesinn, fir de Betriber entgéintzekommen, fir e gewëssene Succès ze hunn. Mir hätten do d'Méiglechkeet effektiv, e separate Regimm ze maache bei der Kommissioun zu Bréissel, awer déi ganz Prozedur dauert op d'mannst ee Joer. An ech mengen net, datt d'PMEen et verstanen hätten, wa mer dat heite Gesetz erausgezögert hätten, wéinst deem dote separate Regimm, deen eventuell accordéiert gëtt vun der Kommissioun. Dat hätt wär sécher net am Sënn gewiescht vum Mëttelstand.

Fir dee ganze Regimm vun de PMEen ze finanzéieren, gesi mir an den nächste fënnef Joer ee Gesamtbudget vun 89 Milliounen Euro vir. Dat sinn 1,25 Millioune pro Joer méi par rapport zum Budget, dee mer bis elo all Joer zur Verfügung haten.

Et ass also esou, dass de Budget, dass déi gesamt budgetär Enveloppe fir mëttelgrouss a kleng Betriber ëm 27% klëmmt. Et ass also eng ganz grouss Volontéit do, e politesche Wëllen do, fir de Maximum ze ginn, fir datt déi kleng a mëttelgrouss Betriber sech kënnen opstellen, dass se kënnen investéieren. Mir hëllefen hinnen, souwäit wéi Bréissel eis et léisst.

An et ass och eng ganz staark Dynamik do. D'Investissementer gi staark an d'Luucht. Et

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

ginn der méi an och de Gesamtbudget klëmmt. Si investéieren, se bereede sech op d'Zukunft vir. An, wéi gesot, heimadder hëllefe mer esou gutt, wéi et geet.

Nieft dësem Projet de loi gouf et awer eng ganz Hällewull vun aneren Initiativen, fir dem Mëttelstand ze hëllefen. Ech erënneren un den Aktiounsplang zugonschte vun de PMEen, dee bannent zwee Joer schonn zu zwee Drëttel ëmgesat ass. Ech denken, dass dat genuch ausseet.

Mir hunn och déi aner Aideregimmen alleguerten iwwerschafft. Mir hu mam Bail commercial d'Locatioun vu Butteker méi kloer, méi gerecht geregelt. Mir hu mat eise Partner de Pacte pro commerce an de Pacte pro artisanat ënnerschriwwen, fir eben dës Secteuren ze dynamiséieren, ze begleeden um Wee vun der Digitaliséierung. Dëst alles am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vun eiser Ekonomie. Eng Ekonomie, wou déi kleng a mëttelgrouss Betriber eng fundamental wichteg Roll spillen.

An ech soen Iech, och ech kommen aus enger Famill, déi weess, wéi et ass. Mäi Papp war Commerçant an der Stad a mäi Bopa war Schräiner. Ech weess ganz genau, wat et heescht, fir aus esou engem Betrib ze kommen.

Duerfir, d'PMEe sinn effektiv net esou dacks an der Press wéi eng grouss Industrie oder déi déck innovativ Projeten. Dat brauche se och net an dat wëlle se och net. Si wëllen, datt ee sech ëm hir Problemer këmmert um Terrain an datt een hinnen hëlleft, déi Problemer ze léisen. Dat ass et, wat mer maachen. Effikassitéit ass dat, wat eis Wirtschaftspolitik auszeechent, an duerfir wier ech frou, wann d'Chamber och den Accord géif gi fir dëse Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der...

(Interruption)

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Dierft ech der Madamm Statssekretärin nach äntwerten?

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Selbstverständlech.

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Madamm Statssekretärin, fir d'Wuert. Ech hat et virdru just a menger Ried kuerz ugeschwat, déi 1.000 Euro, wou elo d'Limitt jo gesat ass, fir déi Ufroen do ze maachen. Dir sidd net weider drop agaangen.

Ass dat elo just aus administrative Grënn oder ass do eng Alternativ ugeduecht? Well mer awer der Meenung sinn, dass fir vill kleng Betriber, oder eenzel Betriber och, dat eng Hëllef wär.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Also virdru war déi Limitt bei 12.500 Euro. Elo ass déi Limitt bei 5.000 Euro. Ech sinn net ganz sécher, dass ech verstanen hunn, wat Der mer domadder wëllt soen.

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Déi 1.000 Euro, wou et eng Limitt gëtt.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Jo.

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Dat heescht, et mussen 1.000 Euro sinn.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- 5.000 Euro!

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Drënner kritt een et net méi?

5.000 Euro. Okay. Merci fir dës Präzisioun!

(Interruption)

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Et ass erofgesat ginn. Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech géif mengen, dass mer elo kéinten ofstëmmen iwwert den Ensembel vum Projet 7140.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7140 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Unanimitéit, mat 59 Stëmmen. 59 hunn der um Vott deelgeholl. Domat ass de Projet de loi 7140 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Serge Wilmes), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

D'Dispens vum zweete Vott: Ass d'Chamber dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 7279: eng Ofännerung vun der Benelux-Konventioun am Beräich vun der Propriété intellectuelle. An d'Madamm Tess Burton huet d'Wuert erëm.

5. 7279 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir stëmmen haut och iwwert de Gesetzestext 7279 of, deen den 13. Abrëll vun dësem Joer vum Ausseminister deposéiert a vum Wirtschaftsministère preparéiert gouf.

Zil vun dësem Gesetzestext ass et, d'Geneemegung fir de Protokoll vum 11. Dezember 2017 ze kréien, fir de Benelux-Accord iwwert d'Propriété intellectuelle ofzeänneren, fir datt mer konform si mat enger Bréisseler Direktiv vum 16. Dezember 2015.

Mam Protokoll kënne mer d'Dispositiounen aus der Direktiv an eis national Gesetzgebung aschreiwen. D'Direktiv, déi bis de 14. Januar 2019 ëmgesat soll sinn, soll d'Harmoniséierung vun de Markerechter innerhalb der Europäescher Unioun stäerken a viséiert och, fir déi national Schutzsystemer vu Markerechter méi eenheetlech ze gestalten.

D'Direktiv deckt souwuel inhaltlech wéi och verfahrenstechnesch Aspekter of an ziilt op eng Moderniséierung an och Vereinfachung vun de Registréierungssystemer of, well d'Interessegruppen ëmmer méi schnell, besser an harmoniséiert Registréierungssystemer fuerderen.

Gläichzäiteg wëllt een dann dee ganze System och kohärent a userfrëndlech maachen, méi zougänglech fir de Public a mat den neiesten Technologien ausstatten, déi dem Wuesstum an der Kompetitivitéit vun europäeschen Entreprisen, besonnesch de PMEen, also de klengen a mëttelstännege Betriber, zeguttkommen.

D'Zuel vun de Registréierunge soll dann domat och an d'Luucht goen.

Zousätzlech ass d'Direktiv geduecht, fir d'Harmoniséierung vum Handelsmaart an der Europäescher Unioun ze verstäerken an den nationale Markesystem, an dësem Fall Benelux, mat deem aktuellen EU-Reglement ze harmoniséieren, mat enger Komplementaritéit tëscht dem Markesystem vun der EU an den eenzelnen nationale Markesystemer.

De Benelux-Accord iwwert d'Propriété intellectuelle setzt d'Dispositioune vun der Direktiv, déi quasi all obligatoresch sinn, dann och getrei ëm: ob Representatioun vun de Marken, ob Koexistenz vun de Marke mat hirer Appellation d'origine protégée oder nach spezifesch Dispositiounen, déi et engem Titulaire vun enger Mark erlaben, géint een aneren ze agéieren, dee seng Mark ouni dem Titulaire seng Autorisatioun géif benotzen, oder nach Rechter vun den Titulairë vun de Marke sinn an den Dispositioune festgehalen. Esou sinn d'Rechter vum Titulaire vun enger Mark an Zukunft vill besser geschützt.

Här President, als Erënnerung: D'Mark Benelux gëtt et schonn zënter iwwer 47 Joer, also genau zënter dem 1. Januar 1971.

Déi éischt Direktiv, déi déi national Gesetzgebung vun den deemolege Memberstate sollt zesummebréngen, ass vum 21. Dezember 1988. Säit 1994 gëtt et en europäescht Reglement, dat d'Marque communautaire amplaz gesat huet, an déi éischt Kodifikatioun vun der Direktiv an dem Reglement gouf 2008 vollbruecht. An duerno koumen d'Protokoller.

Kuerz nach e Wuert zu den Avisen. D'Chambre de Commerce huet den 11. Mee hiren Avis ofginn, an deem si de Projet de loi begréisst. Gradesou wéi de Statsrot, deen de 24. Abrëll säin Avis ofginn huet an deen och säin Accocrd zum Projet ginn huet.

Voilà. Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Ech hunn eng Rei vun Aschreiwungen, wou et mer awer schéngt, dass jiddwereen nëmmen den Accord wëllt ginn.

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann dat esou ass, géif ech der Madamm Octavie Modert, dem André Bauler, dem Gérard Anzia, dem Gast Gibéryen an dem Marc Baum Merci soe fir den Accord.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP)*.- Et ass gär geschitt, Här President!

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà! An ech géif der Madamm Statssekretärin d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Ma da géif ech och villmools Merci soen, Här President, och der Rapportrice nach eng Kéier fir dee gudde Rapport. An ech hoffen, dass d'Chamber dann dee Projet stëmmt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Da géife mer dat och esou maachen a mir géifen iwwert de Projet de loi 7279 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7279 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer an de Projet de loi 7279 ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marco Schank), Nancy Arendt (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Kréie mer den Accord fir d'Dispens vum zweete Vott? Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zu deem leschte Punkt vun eiser Sëtzung iwwergoen: de Projet 7119 iwwert d'Zousazversécherunge fir liberal an onofhängeg Beschäftegter. Den Här Georges Engel als Rapporteur huet d'Wuert.

6. 7119 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;

2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et geet hei, wéi de President gesot huet, ëm d'Régimes complémentaires de pension, kuerz RCP genannt; den zweete Pilier vun eiser Altersversécherung. Den éischten an den drëtte kennt Der.

Pensiounsversécherungen, déi iwwer Betriber ofgeschloss ginn, do hu mir keng ganz grouss Traditioun hei zu Lëtzebuerg, well eis ëffentlech Pensiounsregimmer gutt fonctionnéieren an och gutt Leeschtunge bidden, wat sécherlech de Verdéngscht ass vun deene Regierungen, déi virdru waren, well se eis d'Pensiounen ëmmer esou gutt héichgehalen hunn.

Zanter dem Gesetz vum 8. Juni 1999 gëtt et e legale Kader fir d'Régimes complémentaires de pension, wat eng staark Evolutioun an deem Beräich mat sech bruecht huet, well hate mer 1999 nach ronn 400 Betriber, esou läit d'Zuel an Tëschenzäit bei 2.600 Betriber, déi esou eng Pensioun ubidden.

De Regierungsprogramm vun 2013 huet du virgesinn, datt dee legale Kader soll adaptéiert ginn. An dat gëtt och mat dësem Projet de loi

dann elo gemaach, soudass da mat dësem Projet de loi de Champ d'application erweidert gëtt an dass dann d'Professions libérales an och d'Independants kënnen esou e Régime complémentaire de pension ofschléissen.

Bei dëse Beruffer, do gëtt dat duerch e Promoteur agesat: eng Représentation professionnelle, Assurancëgesellschaften oder e Gestionnaire vun engem Fonds de pension. De Projet muss bei der zoustänneger Autoritéit agreéiert ginn, déi nokuckt, ob de Projet de legale Kader respektéiert an ob d'Rechter vun den Assuréen och da geschützt sinn. D'Regele sinn do ugeleent un de Regimm vun de Pensions complémentaires fir d'Betriber.

Weider ginn eng Rei vu Bestëmmungen adaptéiert opgrond vun den Erfahrungen, déi zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 1999 gemaach goufen.

An dëse Projet de loi, dee gëtt eis och d'Geleeënheet, fir eng Direktiv ëmzesetzen an och fir zwou aner Direktiven nozebesseren.

Bei där éischter handelt et sech ëm d'Direktiv 2014/50 iwwert d'Prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire; kuerz och „Directive mobilité" genannt. Den Ëmsetzungsdelai fir dës Direktiv war den 21. Mee vun dësem Joer. Mir sinn also do e bëssen hannendran.

D'Zil vun dëser Direktiv ass et, déi legal Contrainten opzehiewen am Beräich vun der Acquisitioun an der Preservatioun vun de Rechter bei de Pensions complémentaires, déi kéinten en negativen Afloss op déi fräi Zirkulatioun vun de Salariéë bannent der EU hunn.

Lëtzebuerg setzt also elo dës Direktiv ëm a wennt d'Dispositioune fir de Schutz vun de Rechter och op d'Salariéen un, déi hei zu Lëtzebuerg den Employeur wiesselen. A si sollen hir Rechter dann och kënnen halen. Et ass also eng Ausweitung vun de Rechter.

Am Gesetz vun 1999 ware keng kloer Bestëmmungen iwwert d'Rechter vun den Affiliéierten, wa se virum Pensiounsalter fortginn. An Zukunft mussen Entreprisen hir Pensiounsversspriechen och an deem Fall bis zur Pensioun oprechterhalen a kënne sech nëmme vun dëser soi-disant Schold befreien, wa si d'Käschte vun engem Transfert vun deene Rechter un en anere Regimm bezuelen.

Am initiale Projet war och déi obligatoresch Upassung vun den Droits dormants virgesinn. Dëst gouf awer ënner anerem vum Statsrot kritiséiert, well dat de facto géif eng retroaktiv Uwendung mat sech zéien. Deemno gouf dovunner ofgesinn.

Iwwregens sollt och nom initiale Projet d'Méiglechkeet vun engem Rachat ganz ofgeschaaft ginn. No den Amendementer ass an Zukunft e Rachat awer an zwee präzise Fäll méiglech: eng Kéier bei klengen Zommen - do geet et, wann ech mech richteg erënneren, ëm dräimol de soziale Mindestloun - oder bei engem Depart an en anere Regimm, deen net Lëtzebuerger ass, also an d'Ausland.

Mir komplettéieren dann och d'Ëmsetzung vu zwou aneren Direktiven, wéi ech gesot hunn: engersäits den Artikel 2 vun der Direktiv 96/97 iwwert d'Mise en œuvre vum Prinzip vun der Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer an de Régimes professionnels de sécurité sociale. D'Kommissioun hat gefrot, dass Lëtzebuerg do nobessert, fir dass dëse Prinzip och retroaktiv zum 17. Mee 1990 an zréck bis den 8. Abrëll 1976 applizéiert gëtt.

An dann déi aner Direktiv, där hir Ëmsetzung soll komplettéiert ginn, ass d'Direktiv 2003/41 iwwert d'Aktivitéiten an d'Surveillance vun den Institutions de retraite. Deemno soll en agreéierten Actuaire aus engem anere Land wéi Lëtzebuerg och hei am Land e Régime de retraite fir eng Entreprise hei zu Lëtzebuerg kënne geréieren, ouni extra nach eemol den Agrement bei der Autoritéit hei am Land froen ze mussen.

De Projet de loi ännert och déi steierlech Bestëmmunge fir d'Régimes complémentaires de pension.

D'Independante kënnen hir Cotisatiounen als Dépenses spéciales ofsetzen. Den initiale Projet de loi hat eng iewescht Grenz vun 20% vum Revenu annuel an eng Deckelung op fënnefmol de soziale Mindestloun virgesinn, mä per Amendement gouf déi allerdéngs nees ofgeschaaft, well dat ze vill limitativ war. A genee wéi bei de Patronen, déi Contributioune bezuelen, gëtt et och fir d'Independanten en Impôt forfaitaire vun 20% als Impôt sur le revenu.

Doriwwer eraus gouf mat enger Inegalitéit opgeraumt bei der Besteierung vu Régimes internes an externes. An zu gudder Lescht goufen nach eng Rei vun neie Kritären agefouert a Saache Finanzement. Deementspriechend gouf et steierlech Adaptatiounen, fir déi Onkäschten ze kompenséieren, déi dorauser entstinn.

Den Avis vum Statsrot vum Mäerz 2018 hat verschidden Opposition-formellen a Reserven. An och eng Rei vu Kriticke vun enger Partie aneren Avise goufen an d'Amendementer agebaut, soudass mer hei e gréisstméiglechen Accord och wahrscheinlech wäerten hunn.

Ech soen Iech op alle Fall Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An ech géif hei déiselwecht Fro stelle wéi beim viregte Projet: Kann ech dervun ausgoen, dass déi Kolleegen, déi ageschriwwe sinn, just hiren Accord wëlle ginn?

(Négation)

Neen?

(Brouhaha)

Okay. Neen, dat ass kee Problem. Da ginn ech d'Wuert selbstverständlech der Rei no. Dann huet den Här Halsdorf d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Mat mir wäerte mer séier fäerdeg sinn. Ech fannen, dee Rapport, dee mëndlechen an dee schréftlechen, war ganz exhaustiv, soudass et just duergeet, dass ech soen: D'CSV wäert dee Projet de loi hei droen a matstëmmen. Mir ginn also eisen Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Madamm Elvinger d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eisem Pensiounssystem geet et de Moment gutt. D'Reserve vun der Pensiounskeess sinn op engem historeschen Héichpunkt. An et muss een de Moment, glécklecherweis, net driwwer nodenken, d'Pensiounen ze kierzen, d'Cotisatiounen ze héijen oder de Pensiounsalter an d'Luucht ze setzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci!

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Dass et dem Pensiounssystem esou gutt geet, soll eis awer net drun hënneren, déi néideg Precautiounen ze huelen, dass och an Zukunft jiddweree vun héije Pensiounen am Alter liewe kann an datt Altersaarmut zu Lëtzebuerg ni en Thema gëtt, wéi zum Beispill an Däitschland.

Fir ze verhënneren, dass de Risiko vun Altersaarmut zu Lëtzebuerg steigt, wéi dat zum Beispill an Däitschland de Fall ass, musse mir an éischter Linn eis staatlech Pensiounen ëmmer gutt am A behalen, fir esou séier wéi méiglech reagéieren ze kënnen, wa sech den aktuell positiven Trend géif ëmdréien.

Eng net manner wichteg Roll spillt awer och déi privat Virsuerg, de sougenannten zweeten an drëtte Pilier. Mat der Steierreform hu mir schonn derfir gesuergt, dass d'Bäiträg fir privat Zousazrenten zu engem méi héije Plaffong vun de Steiere kënnen ofgesat ginn.

Mat dësem Projet de loi sollen elo d'Betribsrente gestäerkt ginn, esou wéi d'Regierung et sech an hirem Koalitiounsaccord virgeholl huet. Et ass näämlech festgestallt ginn, dass d'Gesetz vum 8. Juni 1999 als Base légale fir d'Betribsrenten eng Rei Schwächten huet, déi et gëllt nozebesseren.

Et geet an éischter Linn och drëms, fir d'Ongerechtegkeet aus der Welt ze schafen, dass Selbstänneger a Leit, déi an enger Profession libérale schaffen, net vun enger Betribsrent profitéiere kënnen. Och wann déi Leit souzesoen hiren eegene Patron sinn, soll ee vum Klischee ewechkommen, dass dat alles Décker wieren, déi esou vill Sue verdéngen, dass si sech ëm hir finanziell Onofhängegkeet am Alter keng Suerge bräichten ze maachen.

Vill Independante schaffe ganz oft wäit méi, wéi et déi legal Aarbechtszäiten et vun engem Salarié verlaangen, fir dann...

Une voix.- D'Salariéen och!

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Jo, dat hunn ech jo net gesot.

...fir dann awer oft net méi oder souguer manner um Enn vum Mount Rescht ze hunn, wéi dat an der Moyenne bei engem Salarié oder engem Statsbeamten de Fall ass.

Kommt, mir si frou, dass et nach Leit gëtt, déi genuch Courage hunn, fir sech selbstständeg ze maachen! Déi vill kleng a mëttelgrouss Betriber leeschten eiser Gesellschaft näämlech e risegen Déngscht. Si suerge fir Aarbechtsplazen an droen e groussen Undeel vum Erfollegsmodell Lëtzebuerg.

Et ass dofir och nëmme richteg, wa mir probéieren, den Independanten an de Professions libérales Accès zu esou ville legale Virdeeler wéi méiglech ze ginn, vun deenen och Salariéen a Statsbeamte profitéiere kënnen. D'Betribsrente sinn do just ee Beispill.

En anert wär zum Beispill de Congé parental. Eng Mamm ass eng Mamm an e Papp ass e Papp. A si wëllen alleguerten Zäit mat hire Kanner verbréngen, egal ob si beim Stat, am Privatsecteur oder als Selbstännege schaffen. An dofir géif ech mer och wënschen, dass mir zum Beispill de Pappecongé vun zéng Deeg och fir d'Independants an d'Professions libérales kéinten opmaachen.

Här President, ech wëll elo net an den Detail goe vun deenen anere Punkten aus dësem Projet de loi, déi d'Ëmsetze vun der Direktiv an d'Garantië fir d'Beneficiairë vu Betribsrente concernéieren. De Rapporteur huet dëst jo ganz gutt erkläert, a si fannen och d'Zoustëmmung vun der DP.

Ech wëll dann och dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzestext.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Marc Spautz)

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech kréie se retroaktiv.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet den Här Gérard Anzia d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, fir net nach méi hannendran ze komme mat dësem Projet de loi, dee jo hätt sollen den 31. Mee schonn erduerch sinn, ginn ech direkt d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Péngelech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dervun aus, dass den Här Kartheiser och do dermat d'accord ass a ginn dann d'Wuert un den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo. Ech wäert dann déi Einhellegkeet hei awer e bësse briechen, well, ech mengen, wat de Rapporteur, den Här Engel, gesot huet, datt den zweeten an drëtte Pilier vun den Zousazassurancen zu Lëtzebuerg net esou entwéckelt sinn, huet domadder ze dinn, datt mer e gudden a performanten éischten ëffentleche Pilier hunn. An et ass dat den éischten a wichtegste Schutz virun Altersaarmut. Et elo auszeweiten, all Tentativ, fir den zweeten an den drëtte Pilier méi staark ze maachen a quasi als komplementäert Element ze gesinn, mat dem Argument, fir virun Altersaarmut ze schützen, ass an eisen Aen ofzeleenen.

A mer mengen och, datt - et muss ee jo soen, ëm wat et hei geet - eng Zousazversécherung huet virdrun och kënnen ofgeschloss ginn. Dat, wat nei ass, dat ass, datt se fiskal deductible ass. An dat heescht, datt en Déchet fiscal och fir de Stat doduerjer entsteet.

Dat heescht, op där enger Säit maache mer d'privat Zousazversécherunge méi attraktiv doduerch, datt de Stat op bestëmmte Forme vu Recettë verzicht, an op där anerer Säit ginn awer vu ganz villen hei Discourse gefouert, datt den éischte Pilier vum Stat, deen éischten ëffentleche Pilier net méi laang halbar wier. Ech mengen, datt mer all eis Energie sollten an dee setzen, all eis Kraaft. A virun allem: Zesumme mat der Salariatskummer, menge mir als Lénk, datt dat hei en inakzeptabele Steierkaddo ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ass eis allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Sozialminister, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Bon, fir d'Éischt emol Merci och dem Rapporteur fir de schréftlechen a mëndleche Rapport, virun allem awer och der Kommissioun, duerch déi dëse Projet gaangen ass. A wéi effektiv schonns vum Här Anzia gesot gouf, ass et ee Projet, deen och e bëssen ënner Zäitdrock steet, well mer effektiv eng Direktiv hunn, déi hätt missen oder muss ëmgesat gi virum 21. Mee. Bon, ech mengen, mir sinn nach am Timing, fir dat kënnen ze maachen.

Et muss een awer kloer hei verschidde Pilieren auserneenhalen. An, ech mengen, dat ass dat Wichtegst och, wat hei ugeschwat ginn ass. Ech ginn 100% recht, datt den éischte Pilier natierlech dee wichtegsten ass, op deem natierlech d'Grondpfeiler leien a virun allem och, mengen ech, d'Pensiounen an Zukunft mussen opgebaut ginn, fir jiddwerengem eng gerecht an eng dezent Pensioun kënnen ze accordéieren.

Et muss een awer och wëssen, datt mer hei am Kader vum zweete Pilier sinn, do, wou selbstverständlech schonn eng Struktur bestanen huet, fir déi Entreprisen, déi et hire Salariéen offréiert hunn, an datt hei de Volet vun den Independanten an de Profession-liberallen nei derbäikënnt, esou wéi et och am Regierungsprogramm virgesi war. Dat ass dat neit Element dran.

An am drëtte Pilier hu mer jo grad bei der Steierreform och hei d'Avantagen, wat d'Deductibilitéit ubelaangt, an d'Luucht gesat a se op 3.200 gesat, fir och dee Pilier nach eng Kéier ze stäipen, soudatt een an deenen zwee - souwuel dem zweete wéi dem drëtten - Verbesserunge ka kréien, an deem enge fir d'Independanten an an deem anere fir d'Privatpersoune respektiv d'Salariéen, fir och op dëse Pilier kënnen ze setzen.

Ech freeë mech effektiv, datt mer konnte relativ schnell elo awer nach dëse Projet duerchkréien, fir en dann och ze vottéieren. Engersäits, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, sinn et zwou Direktiven, déi mer jo a Gesetzer ëmgesat haten, déi verbessert ginn, déi nach eng Kéier perfektionéiert ginn. An derniewent gëtt virun allem d'Direktiv vun 2014/50 elo ëmgesat, déi wichteg ass, datt mer virun allem och konform sinn zur Direktiv an datt d'Transpositioun ronderëm den Datum vum 21. Mee elo ass.

An deem Sënn: Merci jiddwerengem fir d'Zoustëmmung. Merci och fir dat schnellt Schaffen an der Kommissioun. An dann natierlech och fir e positive Vott, dee wäert elo kommen.

Merci bien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da misste mer kënnen zum Vott iwwergoen iwwert den Ensemble vum Projet 7119.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7119 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss mat engem Resultat vun: 57 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7119 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Claude Haagen), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous an ëffentlecher Sëtzung ass den nächsten Dënschdeg um hallwer dräi.

(Fin de la séance publique à 16.39 heures)

Sommaire des séances publiques nos45, 46, 47 et 48

45e séance

Ouverture de la séance publique p. 623

7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 623-624

6614 - Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires p. 624-628

7176 - Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016 p. 628-629

7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie p. 629-633

Hommage à M. Marcel Oberweis p. 633

46e séance

Ouverture de la séance publique p. 634

Communications p. 634-635

Ordre du jour p. 635

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Claudine Konsbruck p. 635

Changements de composition des commissions parlementaires p. 635

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 635-636

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°332 du 2 juillet 2018 de M. Gusty Graas relative au refus d'autoriser l'organisation d'une exposition canine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 636

- Question n°333 du 3 juillet 2018 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 636

- Question n°334 du 2 juillet 2018 de M. Marc Angel relative à la future affectation de l'Hôtel des Postes à Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 636

- Question n°335 du 3 juillet 2018 de M. Fernand Kartheiser relative à la coopération entre le Gouvernement et le «Cercle de coopération», adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire p. 636-637

- Question n°336 du 3 juillet 2018 de Mme Josée Lorsché relative aux voies de bus munies d'un panneau additionnel qui autorise les cyclistes à les emprunter, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 637

- Question n°337 du 3 juillet 2018 de M. Marc Spautz relative au transfert de données, de chiffres et d'autres informations entre l'IGSS et les autres administrations de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 637

- Question n°338 du 2 juillet 2018 de M. Alexander Krieps relative à la vaccination anti-HPV chez les jeunes hommes et sa prise en charge, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 637

- Question n°339 du 2 juillet 2018 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'instauration d'un budget de la zone euro, adressée à M. le Ministre des Finances p. 637-638

- Question n°340 du 3 juillet 2018 de M. Max Hahn relative aux mesures introduites pour promouvoir la location sociale, adressée à M. le Ministre du Logement p. 638

- Question n°341 du 3 juillet 2018 de M. Eugène Berger relative à la lettre du Président des États-Unis concernant les dépenses militaires luxembourgeoises, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 638-639

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la politique culturelle au Luxembourg p. 639-642

7044 - Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant:

1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° le livre 1er du Code de la sécurité sociale p. 642-645

7040 - Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale p. 645-647

7228 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets;

2° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; et

3° de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative p. 647-648

7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 648-651

7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1er de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens p. 651

47e séance

Ouverture de la séance publique p. 652

7041 - Projet de loi du jj/mm/aaaa modifiant:

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines;

2° le Code pénal;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

et

7042 - Projet de loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification

- du Code pénal;

- du Code de procédure pénale;

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que;

2) abrogation

- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale p. 652-658

7188 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair p. 658-659

7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018 p. 659-660

7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 660

7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales p. 660-661

48e séance

Ouverture de la séance publique p. 662

7154 - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

4° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

5° de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation p. 662-665

7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse p. 665-667

7140 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

1) des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et

2) de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1° le développement et la diversification économiques, 2° l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie p. 667-671

7279 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017 p. 671

7119 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;

2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu p. 671-672

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°16** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3855	Françoise Hetto-Gaasch	Programme de digitalisation des PME
3904	Max Hahn, Claude Lamberty	Diminution du trafic dans les zones résidentielles lors des heures de pointe
3919	Claudine Konsbruck	Vidéosurveillance à la gare de Luxembourg
3926	Fernand Kartheiser	Protection des monuments
3930	Martine Hansen, Marco Schank	Bruit le long de la voie express B7
3935	Roy Reding	Influence des investisseurs sur plusieurs clubs de football
3938	Fernand Kartheiser	Problèmes de santé liés aux éoliennes
3941	Marco Schank, Aly Kaes, Emile Eicher, Martine Hansen	CIS Diekirch
3944	Sylvie Andrich-Duval, Martine Mergen	Gardes sur place prévues par la législation
3947	André Bauler, Max Hahn	Ponctualité des trains
3957	Georges Engel	Psychomotriciens
3968	Laurent Mosar	Risque de manipulations des élections européennes de mai 2019
3986	Gusty Graas	Vente par ArcelorMittal de l'usine de galvanisation de Dudelange
4035 urgente	Laurent Mosar	Vote par correspondance
4043 urgente	Claudine Konsbruck	Perturbation de la rentrée judiciaire à cause des chantiers en cours
4045 urgente	Léon Gloden	Horaires de bus vers le Lycée classique d'Echternach
4048 urgente	Franz Fayot	Autorisation de démolition

Question 3855 (07.06.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **programme de digitalisation des PME:**

Dans le cadre du lancement du programme de digitalisation des PME, la secrétaire d'État à l'Économie a présenté un système de «voucher» (5.000 euros) visant à faire accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) dans leur phase de digitalisation par des consultants labellisés par Luxinnovation.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Combien d'entreprises ont jusqu'à présent demandé de bénéficier de ce système de «voucher»? Madame la Secrétaire d'État peut-elle nous indiquer la répartition de ces entreprises par secteur? Combien de ces entreprises existent depuis moins de trois ans?

- Combien d'entreprises se sont à ce jour vu accorder ces aides? Madame la Secrétaire d'État peut-elle nous indiquer la répartition de ces entreprises par secteur? Combien de ces entreprises bénéficiaires existent depuis moins de trois ans?

- Suivant quels critères ces aides ont-elles été accordées?

Réponse (12.09.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les initiatives de digitalisation de la Chambre de Commerce (Go Digital) et de la Chambre des Métiers (cellule de digitalisation) sensibilisent les entreprises en vue de se lancer dans la digitalisation, et les orientent ainsi vers le programme «Fit 4 Digital» géré par Luxinnovation. Cet outil est une de pièces maîtresses dans le dispositif des mesures pour favoriser la digitalisation des PME commerciales et artisanales.

Pour être éligible au programme «Fit 4 Digital», l'entreprise requérante doit:

- être reconnue comme PME au regard des critères de l'Union européenne;

- disposer d'une autorisation d'établissement en cours de validité délivrée par le Ministère de l'Économie pour une activité non exclue des aides en matière de PME;

- ne pas avoir bénéficié du programme au cours des deux dernières années;

- ne pas se trouver en situation de difficulté financière.

Lors de leur processus de digitalisation, les entreprises peuvent bénéficier de différentes aides financières de la part du Ministère de l'Économie, notamment de la prise en charge des frais du diagnostic effectué par le consultant agréé à hauteur de 5.000 euros. En vue de répondre aux besoins des entreprises concernées, il a été décidé d'opter pour l'introduction d'un outil simple et novateur, à savoir un voucher sous forme d'un «chèque-service pour entreprises».

Ainsi, dès la validation de la candidature au programme «Fit 4 Digital» par Luxinnovation, le Ministère de l'Économie envoie au requérant un «voucher / chèque-service entreprise» en vue de prendre en charge les frais de diagnostic jusqu'à un montant de 5.000 euros hors TVA, sans qu'il y ait d'autre formalité à remplir.

Dans ce contexte, 30 vouchers ont été émis, 17 pour des entreprises commerciales et 13 artisanales. Huit entreprises existent depuis moins de trois ans. Une phase pilote a eu lieu à laquelle 19 entreprises ont participé. Pendant cette phase pilote le système du voucher ne fonctionnait pas encore.

En fin de mission, le consultant spécialisé émet un rapport qui établit l'état des lieux et énonce des propositions d'amélioration au niveau de la mise en œuvre de moyens digitaux dans l'entreprise concernée. Si elle décide de se lancer dans la mise en place d'une ou de plusieurs des améliorations proposées, celles-ci peuvent être sujettes à des aides en matière des PME. Notons qu'une nouvelle loi relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises a été votée en date du 5 juillet 2018.

C'est ainsi qu'à ce jour, 35 aides «Fit 4 Digital» ont été décidées en commission aides d'État dont 17 dossiers issus de la phase pilote et 18 dossiers d'entreprises ayant reçu un «voucher». Parmi ces entreprises, on dénombre 16 entreprises commerciales et 19 entreprises artisanales. Six entreprises existent depuis moins de trois ans.

Question 3904 (29.06.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **diminution du trafic dans les zones résidentielles lors des heures de pointe:**

Le temps consacré dans les embouteillages sur nos routes pendant les heures de pointe ne cesse d'augmenter. C'est pourquoi beaucoup d'automobilistes empruntent des itinéraires alternatifs qui souvent traversent des zones résidentielles pour contourner les bouchons. Ceci a évidemment une influence négative sur la qualité de vie des habitants de ces quartiers. Un moyen pour éviter que les automobilistes traversent ces quartiers serait de mettre en place des sens uniques dans le sens inverse du trafic pendant les heures de pointe.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre juge-t-il la mise en place de tels sens uniques utile pour diminuer le trafic dans les quartiers?

- Est-ce qu'il existe déjà de tels sens uniques temporaires?

- Les communes peuvent-elles décider librement de mettre en place de tels sens uniques sur les routes communales ou nécessitent-elles l'autorisation du Ministère du Développement durable et des Infrastructures?

- Quelles autres mesures Monsieur le Ministre propose-t-il pour éviter que les automobilistes traversent les quartiers résidentiels pendant les heures de pointe?

Réponse (30.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'un point de vue de la gestion du trafic, il y a lieu de considérer qu'il existe en principe deux cas de zones résidentielles concernées par une telle idée; d'un côté les quartiers résidentiels des grandes agglomérations déjà organisés partiellement en circuit de sens unique et de l'autre côté des voiries vicinales en localité longeant la voirie structurante.

Pour le premier cas, l'organisation des routes résidentielles en sens unique permet de réduire les flux parasitaires d'un certain degré, vu que l'itinéraire à parcourir devient alors plus long que l'itinéraire par la route principale. De plus, la circulation à travers des sens uniques pendant les heures de pointe pour éviter les embouteillages n'est pas attrayante pour les navetteurs, comme la circulation à l'intérieur des quartiers (résidents, cyclistes, bus et piétons en combinaison avec les priorités à droite) les gêne dans leur avancée. Le trafic dans ces quartiers, en combinaison avec les routes collectrices qui canalisent la circulation vers des routes principales, doit cependant être organisé de sorte que les résidents puissent accéder et sortir du quartier.

Pour le deuxième cas, dans les localités de moindre importance, l'inversion temporaire du sens des routes serait sûrement faisable, mais engendrerait en premier lieu un désavantage pour les résidents, comme ceux-ci devraient parcourir des déviations supplémentaires pour rejoindre les routes de liaison, ce qui engendrerait alors un trafic supplémentaire sur ces routes déjà amplement chargées et ceci deux fois par jour.

En ce qui concerne ces changements de circulation temporaires, il se peut que de telles modifications accroissent le risque d'accidents en raison de la confusion qu'ils risquent de créer auprès des usagers, d'autant plus que la circulation de piétons et de cyclistes est en général élevée à l'intérieur des agglomérations.

À ma connaissance, il n'existe pas encore de sens unique temporaire dans des zones résidentielles.

Suivant les dispositions de l'article 5 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route), toute modification du règlement de circulation communal est soumise à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Transports.

Une solution plus adaptée que l'application de mesures purement réglementaires serait d'inciter les usagers à emprunter les transports collectifs et d'autres moyens de transport, comme par exemple le vélo, le covoiturage, le «Ruffbus», etc.

Question 3919 (09.07.2018) de **Mme Claudine Konsbruck** *(CSV)* concernant la **vidéosurveillance à la gare de Luxembourg:**

Lors d'une réunion d'information qui a eu lieu à la gare le 31 mai 2018, Monsieur Etienne Schneider a annoncé ses intentions d'étendre le système de vidéosurveillance à la gare de Luxembourg.

Ainsi, il a proposé d'installer progressivement de nouvelles caméras dans la rue de Strasbourg et dans plusieurs rues avoisinantes.

Cette proposition a été accueillie favorablement par une très grande majorité de personnes présentes dans la salle ce jour-là.

Lors de cette réunion, il a également été indiqué que les autorités disposaient déjà actuellement de matériel nécessaire pour commencer dans les prochains mois avec l'installation progressive de caméras.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Est-ce que le ministre peut fournir des informations plus détaillées sur le matériel technique disponible à l'heure actuelle? Quel est le calendrier prévu d'ici la fin de l'année et quelles rues seront concernées par cette première vague d'extension?

2) Quel est le calendrier prévisible pour la mise en place du système global tel qu'annoncé lors de la réunion du 31 mai?

Réponse (03.09.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Sachant que la police dispose déjà des connexions nécessaires à certains endroits et des caméras de surveillance correspondantes, il est prévu d'élargir dans une première phase la zone gare aux rues qui suivent:

rue Glesener (en partie) et rue Adolphe Fischer (en partie), et ce au courant de l'automne 2018.

ad 2) Un planning détaillé de la mise en service dans les autres rues sera établi courant du mois de septembre 2018 entre les services compétents de la Ville de Luxembourg, des Ponts et chaussées et la Police grand-ducale.

Ainsi, il est prévu d'équiper les rues suivantes au courant de l'année 2019:

place de Strasbourg, rue 1900, rue du Commerce, rue du Fort Wedell, rue Wilson, rue des États-Unis.

Or, il est évident que tous les délais de travaux et d'installation sont dépendants de la réalisation des travaux d'infrastructure (fibres optiques et électriques, génie civil…).

Par ailleurs, on peut mentionner que d'autres zones de sécurité, en dehors de la gare, sont prévues sur la passerelle de vélos sous le Pont Adolphe ainsi qu'à Bonnevoie.

Question 3926 (12.07.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **protection des monuments:**

Am Juni gouf dat nationaalt Monument fir d'Erënnerung un d'Shoah ageweit. Dëst ass d'Geleeënheet, fir eis ze froen, wéi mir mat eise Monumenter ëmginn an ob si ëmmer mat deem néidege Respekt behandelt ginn. Esou war zum Beispill um Nationalfeierdag eng Tribün just virum Shoah-Monument opgeriicht ginn. Ronderëm d'Gëlle Fra si permanent all méiglech Aktivitéiten, ouni datt iergendwéi ze erkenne wär, datt d'Regierung oder d'Gemeng Lëtzebuerg dobäi géife speziell op d'Monument fir déi Doudeg an de Kricher oppassen. Op anere Plazen, wéi zum Beispill beim Robert-Schuman-Monument bleiwen d'Blummen an d'Kränz nach leien, och wa si scho laang verwielt sinn.

Am Kader vun der «Marche blanche», déi de 4. Juli zu Esch-Uelzecht am Gedenken un e verstuerwene Museker stattfonnt huet, gouf och d'Monument virum «Musée national de la résistance» uerg verschampeléiert.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Regele gëlle beim Stat allgemeng a bei de staatleche Muséeë fir den Émgang mat

de Monumenter? Wéi e Service ass zoustänneg fir d'Fleeg an den Ënnerhalt vun de Monumenter?

2. Wëllt de Stat sech Regele gi fir de Respekt an d'Wäertschätzung vu Monumenter, wéi zum Beispill der Gëlle Fra, dem Monument fir d'Shoah oder dem Monument virum «Musée national de la résistance»?

Réponse (29.08.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Eng ganz Rei vun den Erënnerungsmonumenter stinn op Gemengenterritoire an net op engem Terrain, deen dem Stat gehéiert.

Beim Stat gëllt déi allgemeng Regel vum Respekt vun alle Monumenter. D'Administration des bâtiments publics, déi dem Ministère du Développement durable et des Infrastructures ënnersteet, ass zoustänneg fir den Ënnerhalt vun de Monumenter.

Question 3930 (13.07.2018) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **bruit le long de la voie express B7:**

Duerch de villen Trafic, virun allem a Spëtzenzäiten, kënnt et ëmmer erëm zu Zéifloss respektiv Stau op dem Ettelbrécker Contournement. Virun allem d'Awunner vu Schieren, déi op der Héicht vun der Ëmgeeungsbréck vun der B7 wunnen, sinn ëmmer méi vum Autoskaméidi betraff, well eisen Informatiounen no keng respektiv keng richteg Lärmschutzmoossname bestinn. Mam geplangten Ausbau vun der B7 ass net domadder ze rechnen, dass de Verkéier an den domadder verbonnene Kaméidi wäerten erofgoen.

An deem Kader wollte mir dem Här Nohaltegkeetsminister dës Froe stellen:

- Wei ka kuerzfristeg der Kaméidisproblematik op der B7 entgéintgewierkt ginn?

- Sinn am Moment nei Lärmschutzmoossnamen an der Planung? Wa jo, wéi eng? Wann neen, firwat?

- Wéini kann de véierspuregen Ausbau vun der B7 definitiv an Ugréff geholl an ëmgesat ginn?

- Wéi eng Lärmschutzmoossname sinn am Kader vum Ausbau vun der B7 virgesinn, virun allem op der Héicht vu Schieren?

Réponse (30.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'Studie vun der Verbreedung vun der B7 op der Héicht vu Schieren befanne sech am Moment am Stadium vun der Entworfsplanung (APD, «Avant-projet détaillé»). Dësen APD gesäit als Lärmschutzmoossname Schallschutzwänn vir, déi de Schall entweder reflektéieren oder absorbéieren, an dat mat Héichte vun 3,40 bis 3,60 Meter op enger Gesamtlängt vun 2.788 Meter béidsäiteg vun der Strooss. Dës Moossname sollen am Kader vun der Verbreedung realiséiert ginn.

Mat den Aarbechte vun der Verbreedung, an domat vum Lärmschutz, kéint no aktueller Lag vun der Planung Enn 2019, Ufank 2020 ugefaange ginn. Méi kuerzfristeg si keng Moossnamen geplangt.

Question 3935 (17.07.2018) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**influence des investisseurs sur plusieurs clubs de football:**

Le règlement UEFA interdit que deux ou plusieurs clubs de football participant au même championnat soient directement ou indirectement sous l'influence déterminante de la même personne ou du même groupe d'entreprises.

Suivant les informations publiées, notamment au journal «Le Quotidien» (voir en annexe copie de son article du 30 juin de cette année) une personne respectivement un groupe d'entreprises appartenant à la même personne est dans cette situation à l'égard d'au moins deux clubs de la première ligue luxembourgeoise (BGL Ligue), à savoir à l'égard de F91 Dudelange et de Jeunesse Esch. Il semble qu'un troisième club du même championnat soit sous la même influence décisive, mais ceci n'a pas encore été confirmé officiellement / publiquement.

Notons, afin d'être complet, que la même personne / groupe d'entreprises est également «propriétaire» du Royal Excelsior Virton, en région frontalière immédiate (cf. article Le Quotidien du 14 juillet, annexé).

Mes questions au Ministre des Sports sont les suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette violation apparente des règles UEFA?

- Quelle est son opinion par rapport à cette multiplication de prise de contrôle de plusieurs clubs - jouant le même championnat - par une personne respectivement un groupe d'entreprises appartenant à la même personne?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a été ou envisage d'être en contact avec la Fédération nationale, FLF, au sujet de cette problématique?

- Le fait de «posséder» des joueurs / des droits sur des joueurs est interdit suivant les règles du «third-party ownership» (TPO) respectivement strictement réservé aux clubs. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le fait pour une personne / un groupe d'entreprises appartenant à la même personne de contrôler plusieurs clubs puisse faire échec à cette réglementation anti-TPO?

- Au vu du graphisme paru au Quotidien le 30 juin (et annexé), Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas le souci que des transferts (que ce soit un transfert permanent ou temporaire) soient faits exclusivement «intra-groupe» respectivement empêchés vers d'autres clubs, permettant ainsi à un seul et unique intervenant de «vendre» ou de «louer» des («ses») joueurs à sa guise?

- Si un tel intervenant écrit à un de «ses» joueurs: «Tu m'appartiens, tu vas où je veux», Monsieur le Ministre est-il d'avis que cela soit encore compatible avec les droits de l'homme les plus élémentaires? Est-ce qu'il n'y a pas lieu de légiférer en la matière?

Réponse (10.09.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

En tant que Ministre des Sports, et de manière générale, je voudrais rappeler tout d'abord mon attachement aux principes énoncés à l'article 3 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, article qui stipule notamment que les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif et qu'ils contribuent de manière essentiellement subsidiaire et complémentaire au développement du sport et à la réalisation des objectifs du mouvement sportif.

Je tiens tout autant à faire part de mon souci majeur de voir toutes les compétitions sportives au Luxembourg se dérouler dans les conditions de régularité et d'équité sportive les plus claires et les plus évidentes.

Ceci dit, concernant plus particulièrement le cas évoqué par Monsieur le Député Roy Reding, il y a lieu de préciser qu'il n'existe pas d'obligation pour les clubs sportifs d'informer le Ministère des Sports ni de la composition de leur conseil d'administration ni de leurs sponsors. Si les informations primaires parues dans la presse venaient à être avérées, une prise de contrôle de plusieurs clubs participant au même championnat par une seule et même personne, allant de pair avec de nombreuses mises à disposition voire transferts temporaires de joueurs, ne saurait être bénéfique, à mon sens, au développement sain du football luxembourgeois, et ceci aussi bien d'un point de vue sportif qu'éthique.

Toutefois, pour me faire une opinion plus éclairée sur le sujet, je n'ai pas manqué de solliciter l'avis de la Fédération luxembourgeoise de football quant aux nombreuses questions que Monsieur le Député a soulevées et je puis dès lors lui faire part des réponses suivantes:

1) La FLF constate qu'il n'y a pas de violation des règles de l'UEFA ou de la FIFA.

De même, les articles 28 à 30 du règlement de la FLF sur les membres licenciés, transferts nationaux et transferts internationaux n'interdisent pas les transferts temporaires et ne limitent par leur nombre. Par conséquent, la FLF conclut que le club de Dudelange n'a pas violé non plus les statuts et règlements de la FLF.

2) S'agissant de la présumée multiplication de prise de contrôle de plusieurs clubs disputant le même championnat, la FLF constate encore que le propriétaire des firmes qui sponsorisent le club du F91 Dudelange n'est ni président du club, ni membre de son conseil d'administration, ni membre du conseil d'administration d'un autre club de football au Luxembourg.

3) En tant que Ministre des Sports, je suis en contact régulier, en effet, avec la FLF, qui m'a confirmé, comme dit précédemment, qu'il n'y avait pas de violation des statuts et règlements de la FLF en ce qui concerne la problématique que Monsieur le Député a soulevée.

4) À la connaissance de la FLF, les joueurs transférés temporairement par le club de Dudelange appartiennent exclusivement au club de Dudelange et non pas au sponsor du F91 Dudelange.

La règle du TPO n'est donc pas applicable en l'occurrence puisque la tierce propriété dans le football, ou TPO (de l'anglais third-party ownership), désigne le fait pour un club de céder une partie de ses droits économiques sur un joueur à un ou plusieurs fonds privés (agent sportif, entreprise d'investissement ou autre).

Cette pratique, née en Amérique du Sud, diffère de la notion de copropriété qui désigne quant à elle le fait pour deux clubs de se partager les droits de transfert du joueur.

5) La question des transferts appelés «intra-groupe» par Monsieur le Député, est un choix de politique sportive relevant de la seule compétence des clubs concernés. Ni le Ministère des Sports, ni la FLF ne peuvent intervenir dans ce choix de transfert des clubs tant que les statuts et règlements de la FLF sont respectés.

6) Finalement, légiférer en la matière, tel que demandé par Monsieur le Député, n'est pas de mise au vu de l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif consacrée par la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport. Il n'empêche qu'aucune violation de toute autre loi en vigueur ne saurait être tolérée, puisse-t-elle provenir du monde sportif.

Enfin, si la régularité et l'équité sportive des compétitions de football venaient à être mises en danger, j'apprécierais que la FLF et ses associations membres adaptent leur règlement afférent pour éviter tout dysfonctionnement et toute dérive en la matière.

En effet, même si les règlements sportifs nationaux et internationaux n'interdisent pas la pratique des transferts temporaires, il se pose néanmoins la question du respect de l'éthique sportive d'une compétition si le nombre de transferts temporaires d'un même club vers un autre club semble trop important. Dans tel cas, il serait opportun de trouver à l'avenir une solution afin de conserver l'éthique sportive.

Question 3938 (18.07.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **problèmes de santé liés aux éoliennes:**

Däitschland ass bekanntlech e Virreider an der Wandenergie an Europa, an deementspriechend leien do och vill Erkenntnisser iwwert den Impakt vun esou Installatiounen op de Mënsch an d'Natur vir. Virun allem dës Effekter vu Wandanlagen hunn deemno negativ gesondheetlech Konsequenzen op d'Leit: Schlagschied, Blëtzliicht, optesch Bedrängung, Schall a Kaméidi.

An deem Kontext huet déi däitsch Ärztekammer (Ärzteforum Emissionsschutz: Unabhängiger Arbeitskreis Erneuerbare Energien - Bad Orb) rezent Recommandatiounen erausginn, déi Mindestofstänn zu Wandkraaftinstallatiounen opgrond vun de festgestallte Krankheetsbiller vu Persounen an der Géigend vu Wandkraaftanlage betreffen. Hei emol d'Beschreiwung vum „Wandturbinnesyndrom":

„In vielen Fallstudien zusammengetragene Symptome verdichten sich in einem Syndrom, das durch Dr. Nina Pierpont (USA, 2009) als Windturbinesyndrome zusammengefasst wurde. Die regelmäßig zu findenden Symptome dieses Syndroms sind:

- Schlafstörungen

- Herz- und Kreislaufprobleme, Herzrasen, Bluthochdruck

- Kopfschmerzen

- Unruhe, Nervosität, Reizbarkeit

- Konzentrationsschwierigkeiten

- rasche Ermüdung, verminderte Leistungsfähigkeit

- Depressionen

- Angstzustände

- (Langzeit)Wirkung auf Kinder???

- ... auf schwangere Frauen???

- ... auf Menschen mit chronischen Erkrankungen???"

Doraus geet ervir, datt dës Krankheetsbiller am Emfeld vu Wandkraaftinstallatiounen zougeholl hunn:

Abstand	Schwindel	Tinnitus	Schlafstörung
5.000 m (Vergleich)	10%	37%	5,4 PSQI
2.000 m	+10%	+6%	+5%
1.000 m	+20%	+10%	+13%

„Angesichts der international vorliegenden Erkenntnisse halten wir das Festhalten an möglichst kleinen Abständen von ≤ 1.000m aus gesundheits- und gesellschaftspolitischer Sicht nicht für verantwortbar."

Dorauser ergëtt sech dann eng sougenannte „Medizinische Ableitung der notwendigen Mindestabstände". Dës Fuerderunge ginn deemno vun den däitsche Medezinner un d'Politik:

„1. Mindestabstand 10xH (Anlagenhöhe) für Gesundheitsstandorte 15xH;

2. Einbeziehung der C-Schallbewertung in die Schallprognose;

3. Abschaltalgorithmen in Bezug auf

a. ungünstige meteorologische Bedingungen mit geringerer Luftschalldämpfung (Luftfeuchtigkeit, Luftschichtung),

b. verstärkte Körperschallübertragung,

c. ungünstige Windrichtung,

d. Hintergrundschallbedingungen (Amplitudenmodulation und tonale Spitzen dürfen den Level des Hintergrundrauschens nicht übersteigen)."

An deem Kontext hunn ech dës Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Sinn déi rezent Constate vun der däitscher Ärztekammer a puncto Impakt vu Wandkraaftanlagen op d'Gesondheet vum Mënsch der Regierung bekannt?

2. Ginn et deemno konkret Recommandatioune vum Gesondheetsministère zu Lëtzebuerg a puncto Mindestofstänn beim Bau vu Wandkraaftinstallatiounen, zum Beispill, wéi déi däitsch Dokteren et recommandéieren, e Minimalofstand vun zéngmol der Héicht vun der Installatioun?

3. Ass d'Regierung bereet, déi neiste wëssenschaftlech Erkenntnisser a medezinnesch Recommandatiounen an d'Oplage beim Bau vun neie Wandmille fir d'Energieproduktioun mat opzehuelen?

Réponse commune (17.08.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. De Gesondheetsministère weess Bescheed, dass de Verband vun den däitschen Doktere fir Emissiounsschutz virun de Konsequenze vun den erneierbaren Energie grad ewéi de Protokoll vum däitschen Ärztetag sech mat de méigleche gesondheetlechen Auswierkunge vu Wandkraaftanlage befaasst huet. De sougenannten „syndrome des éoliennes" gëtt och vun onse belschen a franséischen Noperen evoquéiert. A Frankräich huet d'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) 2017 eng detailléiert an neutral Etüd publizéiert, an där de spezifeschen Effekt vun den déiwe Frequenzen a vum Infraschall, déi vun de Wandkraaftanlage produzéiert ginn, ausgibeg analyséiert gëtt. Folgend Schlussfolgerunge kënnen aus der Etüd vun der ANSES zitéiert ginn:

- Och am onhéierbare Beräich kann Infraschall vun de Wandkraaftanlagen effektiv d'Gläichgewiichtsorgan an d'Bannenouer stimuléieren. Am Kader vun der Etüd mat staarke Lautstäerkte goufen och Symptomer vun esou extra-auralen, cochleovestibulare Stimulatiounen notéiert. Am Fall vun de méi schwaachen Emissioune vun de Wandkraaftanlage gouf eng physiologesch Kausalitéit zu deene Symptomer awer nach ni festgestallt.

- De „Windturbinesyndrom" (WTS) ass en Ensemble vu stressbedéngte Symptomer (Schlofstéierungen, Kappwéi, Tinnitus, Gläichgewiichtsstéierungen, asw.), déi déi betraffe Leit selwer als Konsequenz vun der Präsenz vu Wandkraaftanlage gesinn. Obwuel dës Symptomer duerch eng perséinlech Perceptioun entstinn a mat Sécherheet déi betraffe Persoun behënneren, ass et onméiglech, eng exklusiv kausal Relatioun mat den Emissioune vun de Wandkraaftanlagen ze erstellen.

- Et gëtt eng Rei vu qualitativen Etüden, wéi zum Beispill déi vu Crichton et al. vun 2014, déi kloer weisen, dass de perséinlechen Angschtzoustand vun de betraffene Leit ausschlaggebend ass, wat d'Ausléise vun de Symptomer vum WTS ugeet. Déiselwecht Etüd weist och no, dass d'Angscht virum WTS déi beschriwwe Symptomer ausléist, souguer wann

den eigentleche Stimulus net präsent ass (Nocebo-Effekt).

D'Schlussfolgerung aus der Analys vun der ANSES ass also, dass bei deem Grupp vu betraffene Leit wuel d'Präsenz vun de Wandkraaftanlage behënnerend Symptomer ausléist, mä dass en direkte kausale Lien mat den Emissioune bis elo nach net fonnt ginn ass. De Gesondheetsministère wäert d'Evolutioun vun dëser Problematik suivéieren.

ad 2. Aktuell huet de Gesondheetsministère keng konkret Recommandatiounen un déi betraffen Autoritéite gemaach, déi op Basis vun der aktueller Legislatioun en Afloss op de Bau oder de Betrib vu Wandkraaftanlagen hunn.

Aus de rezenten Etüden an Analysen zum Impakt vun de Wandkraaftanlage komme verschidde Recommandatiounen ervir, déi de Gesondheetsministère och ënnerstëtzt.

1. D'Benotze vun auditive Limitatiounswäerter mam Ponderatiounsfilter C.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dezibel-Ponderatiounsfiltere gi benotzt, fir d'Lautstäerkt vun engem Geräisch jee no senger Natur an no der Sensibilitéit vum mënschlechen Ouer unzepassen.

Deen am meeschte benotzte Ponderatiounsfilter ass den A-Filter. Den A-Filter ass spezifesch op d'Sensibilitéit vum mënschlechen Ouer ugepasst, mä e schléisst déi déif Frequenzen aus.

Am auditive Spektrum vun de Wandkraaftanlage sinn déi déif Frequenzen an den Infraschall awer predominant. Etüden (Persson Waye, 2001) weisen däitlech, dass de Ponderatiounsfilter C, deen déi déif Frequenze méi beuecht, e bessere Predicteur vu Kloe bei Kaméidi ass, wou déi déif Frequenzen dominéieren. Bei den auditiven Emissioune vun de Wandkraaftanlage wär et deemno besser, d'Limitten mat Wäerter an dB(C) auszedrécken.

Et muss op dësem Niveau awer spezifizéiert ginn, dass déi aktuell ugewannt A-Filter-Wäerter och scho garantéieren, dass déi déif Téin an den Infraschall vun de Wandkraaftanlagen de Gehéierpegel vun de betraffenen Awunner net iwwerschreiden.

2. Opklärung vun de betraffenen Awunner.

Wéi et virdrun erkläert ginn ass, ass d'Mëssfraue vun de betraffene Leit dee wichtegste Facteur, wat d'Ausléise vum Stress an deenen domat verbonnene Symptomer ugeet. Aus deem Grond ass et wichteg, d'Awunner mat pertinenten Informatioune par rapport zu den Emissioune vun de Wandkraaftanlagen ze informéieren. D'Informatioune mussen aktuell a wëssenschaftlech beluecht sinn, fir all den Desinformatiounen ze widderstoen, déi d'Leit an de Medie liese kënnen.

Dës Opklärung soll am beschte virun all ëffentlecher Enquête geschéien a soll un all déi Leit geriicht ginn, déi vun de Projete concernéiert sinn, net nëmmen d'Awunner vun der Gemeng, an där d'Wandkraaftanlagen implantéiert ginn.

3. Systematesch Iwwerwaachung vun de Wandkraaftanlagen.

Autorisatioune fir de Bau vu Wandkraaftanlage ginn zu Lëtzebuerg op Basis vun enger prädiktiver Modellisatioun vun den Emissioune vun den Anlagen accordéiert. Dës Modellisatioune sinn den topografeschen Eegeschafte vum Implantatiounssite ugepasst an eng Feelermarge gëtt ugewannt. Trotzdeem kënne verschidde Kritären, besonnesch déi meteorologesch, extrem Variatiounen ervirbréngen.

De Kontrollmechanisme kënnt deemno eng grouss Bedeitung zou.

Zousätzlech misste folgend Punkten och nach ernimmt ginn:

- Wann ee vun enger effikasser Modellisatioun vun de visuellen Effekter an auditiven Emissounen, vun dB(C)-Limitten, vun effikasse Kontrollmechanismen a vun enger méiglecher Drosselung vun de Wandkraaftanlagen ausgeet, ass d'Applikatioun vu Mindestofstänn net néideg. Eng Etüd vu Pedersen et al. vun 2000 weist awer, dass de visuellen Impakt vun de Wandkraaftanlagen de stäerksten Ausléiser vu Mëssfrauen a Stress bei de Wandkraaftanlagen ass. Am Beräich vun de Moossunge vun den déiwe Frequenzen a vum Infraschall feelt et aktuell nach un Normen a Standarden. Och Normen, déi am dB(C)-Filter ausgedréckt sinn, gëtt et nach keng richteg. Et lafen awer aktuell Recherchen an Aarbechten an deem Beräich, wéi zum Beispill a Frankräich d'Ausschaffe vun der NF S31-114 (Acoustique - Mesurage du bruit dans l'environnement avant et après installation éolienne) oder an Däitschland d'Reform vun der DIN 45680 (Messung und Beurteilung tieffrequenter Geräuschimmissionen). De Suivi vun deenen Aarbechten ass ze recommandéieren.

ad 3. D'Ëmweltlegislatioun gëtt lafend ugepasst. Wa Schwaachpunkte sech sollte confirméieren, ass dorop ze reagéieren.

Q224

Question 3941 (19.07.2018) de **MM. Marco Schank**, **Aly Kaes**, **Emile Eicher** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **CIS Diekirch:**

Le 1er juillet 2018 les différents acteurs nationaux des secours se sont regroupés au sein du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS). Selon les informations parues dans la presse, une douzaine de personnes auraient démissionné ces dernières semaines du CIS Diekirch.

À la lumière de ces informations, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Le CIS Diekirch est-il encore opérationnel?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (04.09.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

De prime abord je tiens à préciser que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, le 1er juillet 2018, l'organisation et la gestion des services de secours sont désormais de la compétence du conseil d'administration du nouvel établissement public dénommé «Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)», qui est paritairement composé de représentants du secteur communal et de l'État. L'établissement public jouit notamment de l'autonomie administrative, de sorte que, malgré la surveillance administrative que je me dois d'exercer dans le strict cadre de la loi, je ne pourrais m'immiscer dans la gestion journalière du CGDIS.

Au regard des informations parues dans la presse, selon lesquelles plusieurs personnes auraient démissionné du CIS Diekirch, je suis en mesure de confirmer, selon les informations obtenues par le directeur général du CGDIS, Monsieur Paul Schroeder, que dix personnes ont décidé de suspendre leurs activités et que 40 personnes restent attachées au CIS Diekirch.

Au vu de ce qui précède, il est à préciser que depuis la date des faits, le CIS Diekirch reste opérationnel, aucun changement d'activités n'a été constaté par le Central des secours d'urgence, CSU-112. En effet, tous les appels et demandes d'intervention ont pu être exécutés.

Plus encore, je tiens à rappeler que depuis le 1er juillet 2018, une chaîne de commandement a été mise en place, permettant une organisation opérationnelle et territoriale plus efficace. Ainsi, afin de garantir des interventions plus rapides, il n'est plus strictement tenu compte des territoires des communes de sorte qu'à l'incident qui se produit dans une commune, il sera répondu par les intervenants les plus proches du lieu du sinistre.

Question 3944 (20.07.2018) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **gardes sur place prévues par la législation:**

Selon l'annexe 2 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, «une maternité qui assure moins de 1.500 accouchements par an dispose au moins d'une disponibilité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sur appel et dans des délais compatibles avec l'impératif de sécurité, du médecin spécialiste en gynécologie-obstétrique et du médecin spécialiste en anesthésie pour la prise en charge de la femme enceinte et parturiente, ainsi que du médecin spécialiste en pédiatrie pour la prise en charge du nouveau-né. Une maternité de niveau 1 qui assure annuellement 1.500 accouchements ou plus, ou une maternité de niveau 2 quel que soit son niveau d'activité, doit disposer d'une présence, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sur le site de l'établissement, d'un médecin spécialiste en gynécologie-obstétrique, d'un médecin spécialiste en anesthésie pour la prise en charge de la femme enceinte et parturiente, ainsi que de la présence d'un médecin spécialiste en pédiatrie pour la prise en charge du nouveau-né.»

Le plan hospitalier ne prévoit cependant aucune disposition concernant l'indemnisation des médecins qui assurent la garde. Dans une réponse commune à la question parlementaire n°3776 de Messieurs les Députés Halsdorf et Mosar en date du 24 avril 2018, le Ministre de la Sécurité sociale et la Ministre de la Santé font savoir que «les acteurs concernés effectuent en ce moment une analyse des différentes options en matière de compensation financière des gardes».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Sur quelles normes internationales Madame la Ministre s'est-elle référée précisément en instituant des gardes sur place dans les maternités avec plus de 1.500 accouchements par an?

2) Qu'implique ce cadre en besoins de recrutement au Luxembourg des médecins spécialistes visés?

3) Madame la Ministre ne juge-t-elle pas que cette disposition ne mette en place des normes de qualité et des couvertures de sécurité différentes selon l'établissement et par extension de la région, dans la mesure où les femmes accouchant au CHEM (Centre Hospitalier Emile Mayrisch) ou au CHdN (Centre Hospitalier du Nord) ne se voient pas accorder le service d'une présence 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 d'un médecin spécialiste en gynécologie-obstétrique et d'un anesthésiste?

4) Sachant que les infirmiers travaillant en astreinte seront rémunérés suivant leur contrat collectif et qu'il n'est par contre pas prévu de prime d'astreinte ou autre rémunération pour les médecins, Madame, Monsieur les Ministres ne considèrent-ils pas que ceci constitue une entrave à l'égalité de traitement, et, si oui, ont-ils déjà élaboré des propositions de compensation financière?

5) Dans la mesure où les femmes enceintes préfèrent avoir recours à leur gynécologue de confiance habituel pour les assister pendant leur accouchement et que de manière générale, cette habitude a fait ses preuves, Monsieur, Madame les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le gynécologue désigné pour assurer la présence sur place risque de tourner à vide alors que ses confrères continueront à venir assister leurs patientes?

Réponse commune (24.08.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1) Un classement des maternités selon leur niveau de technicité existe dans la plupart des systèmes de santé. Chez nos voisins, l'organisation de la prise en charge des femmes enceintes et des naissances fait l'objet de décrets (France, en particulier les décrets du 10 octobre 1998), de décisions fédérales (Allemagne, Qualitätssicherungs-Richtlinie Früh- und Reifgeborene, SGB-V), ou d'arrêtés royaux (Belgique, arrêtés royaux fixant les normes...). De manière plus générale, elle fait également l'objet de recommandations émises par les sociétés médicales et scientifiques internationales et les groupes d'experts.

La présence sur place d'un médecin obstétricien et d'un anesthésiste est, selon ces référentiels (France[1], Allemagne[2]), requise pour les maternités qui assurent la prise en charge de grossesses à risque, les accouchements prématurés avant la 32e semaine de grossesse et les accouchements de nouveau-nés de poids inférieur à 1.500 g. La présence sur place de médecins spécialistes en pédiatrie (avec compétence en néonatologie le cas échéant) est également prévue par les référentiels français, allemands et belges[3] pour de telles maternités ainsi que pour les services de néonatologie intensive.

Pour les maternités prenant en charge des grossesses et des accouchements à risque, l'American College of Obstetricians and Gynecologists et la Society for Maternal-Fetal Medicine recommandent sans équivoque une présence sur site de l'obstétricien («ob-gyn available onsite at all times») et de l'anesthésiste-réanimateur («anesthesia services available at all times onsite»)[4]. L'European Board and College of Obstetrics & Gynaecology (EBCOG) a publié des standards relatifs aux accouchements, précisant le niveau de disponibilité pour les médecins spécialistes en obstétrique («available immediately to deal with obstetric emergencies»), pour les médecins anesthésistes («available at all times during childbirth») et pour les médecins spécialistes en pédiatrie («24-hour availability in obstetric units»).

La France utilise en outre depuis 1998 le critère du nombre d'accouchements, quel que soit le niveau de classement des maternités, pour imposer la présence sur place de médecins spécialistes à partir de 1.500 accouchements annuels.

Le texte du décret français de 1998 est explicite: «Indépendamment du niveau de la maternité, toute unité d'obstétrique qui effectue plus de 1.500 accouchements par an doit disposer de:

- un gynécologue-obstétricien présent tous les jours de l'année, 24 heures sur 24, dans l'unité d'obstétrique;

- un anesthésiste-réanimateur présent tous les jours de l'année, 24 heures sur 24, dans l'établissement de santé, sur le même site, en mesure d'intervenir dans l'unité d'obstétrique dans des délais compatibles avec l'impératif de sécurité; si l'unité réalise plus de 2.000 naissances par an, l'anesthésiste-réanimateur est présent tous les jours de l'année, 24 heures sur 24, dans l'unité d'obstétrique;

- un pédiatre, présent sur le site de l'établissement de santé ou en astreinte opérationnelle, pouvant intervenir en urgence, tous les jours de l'année, 24 heures sur 24, dans un délai compatible avec l'impératif de sécurité.»

Un rapport officiel de la situation des maternités en France en 2016, publié en 2017, ne remet pas en cause ces dispositions sécuritaires.[5]

ad 2) L'exercice médical libéral au Luxembourg n'étant pas soumis à des dispositions univoques en matière de réglementation du temps de travail hebdomadaire, les estimations n'ont qu'une valeur indicative et préliminaire.

Ainsi, sans tenir compte du temps de travail des médecins agréées aux centres hospitaliers luxembourgeois, le relevé des médecins spécialistes déclarés lors de l'élaboration de la carte sanitaire pour 2017 est repris ci-dessous:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dans les pays où le temps de travail médical à l'hôpital est réglementé à 48 heures de travail par semaine, comme en Belgique[6] ou en France[7], des estimations précises des effectifs nécessaires ont été menées.

En France, par exemple, la Société française d'anesthésie et de réanimation a effectué le calcul des effectifs nécessaires pour assurer un «temps médical continu», c'est-à-dire une garde avec la présence continue d'un médecin, 24 heures sur 24 et tous les jours de l'année dans un service. Sur base d'un temps de travail de 48h/semaine, et en déduisant 69 jours annuels (25 jours de congé par an, 20 jours de récupération, 15 jours de formation médicale continue et neuf jours fériés sur jour ouvrable), la couverture médicale continue nécessite 4,8 équivalents temps plein[8]. À ces effectifs viennent s'ajouter les médecins nécessaires pour les activités menées durant les heures normales de la semaine.

Le tableau des effectifs médicaux ci-dessus indique que l'organisation d'un «temps médical continu», dans les deux centres hospitaliers luxembourgeois concernés par l'obligation de la présence 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sur le site de l'établissement, est a priori possible sans nécessité de recrutement supplémentaire.

ad 3) L'organisation sanitaire en niveaux de soins a le mérite de définir le niveau de complexité et de risque que chaque maternité s'engage à assurer. Cette organisation permet également de déployer les moyens de manière raisonnée, en fonction de la disponibilité de ces moyens et de ces compétences (nombre limité de spécialistes formés et expérimentés pour les situations complexes). Le public et les familles concernées peuvent ainsi s'orienter en sachant où et comment l'offre de soins qui répond le mieux à ses besoins est déployée.

---

1 https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000756322&categorieLien=id

2 https://www.g-ba.de/downloads/62-492-1487/QFR-RL_2017-10-19_iK-2018-01-01.pdf

3 Normes applicables aux hôpitaux avec service NIC: https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=8791#FR_16109056

4 https://www.acog.org/Clinical-Guidance-and-Publications/Obstetric-Care-Consensus-Series/Levels-of-Maternal-Care

5 http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er1031.pdf

6 http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=33092

7 Code de la santé publique, règles de décompte du temps de travail fixées par l'article R.6152-27

8 http://www.snpeh.fr/wp-content/uploads/2016/02/rtt_sfar.pdf

Ainsi, une maternité de niveau 1, comme celle du CHEM ou du CHdN, assure la prise en charge des grossesses normales, des accouchements et de la prise en charge du nouveau-né dans des situations fréquentes et sans gravité. Une maternité de niveau 1 qui assure plus de 1.500 accouchements par an peut en outre assurer le suivi des grossesses pathologiques et la prise en charge de nouveau-nés présentant des difficultés d'adaptation. Une maternité de niveau 2 assure la prise en charge des grossesses normales, pathologiques et à haut risque et des nouveau-nés nécessitant des soins intensifs spécialisés ou présentant des détresses graves.

De telles dispositions permettent d'offrir à chaque femme enceinte, à chaque accouchée et à chaque nouveau-né une offre de soins transparente et une équité d'accès à des soins adaptés pour toute situation prévisible. Afin que chaque situation à risque puisse bénéficier du niveau de prise en charge adapté à son cas, la loi prévoit d'ailleurs des conventions entre les maternités qui régissent les transferts des femmes enceintes et des nouveau-nés, selon des critères et des modalités portés à l'attention du public.

Le risque de survenue d'une situation urgente et imprévisible ne pourra évidemment jamais être réduit à zéro. Cependant, la probabilité d'une telle situation, pour laquelle un transfert ne serait pas possible dans les délais compatibles avec la sécurité de la mère ou de l'enfant, est moins grande dans une maternité de moindre volume.

ad 4) Les ministres soussignés donnent à considérer que les médecins ne sont pas visés par les dispositions du contrat collectif des infirmiers.

Pour le surplus, ils renvoient les honorables Députées à leur réponse commune à la question parlementaire n°3776 du 24 avril 2018.

ad 5) Les dispositions légales en matière de garde sur place visent à assurer la sécurité de la mère et du nouveau-né en situation urgente, lorsque leur médecin de confiance n'est pas disponible. L'utilité de la présence de médecins spécialistes sur place, qui a d'ailleurs fait ses preuves à l'étranger, contribuera également au Luxembourg à améliorer la sécurité de la mère et du nouveau-né. Toujours est-il que les dispositions concernées de la loi précitée du 8 mars 2018 devront encore faire l'objet d'une évaluation statistique avant de pouvoir être confirmées.

Question 3947 (23.07.2018) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **ponctualité des trains:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°3545, Monsieur le Ministre allègue une ponctualité moyenne des trains au départ de 94,09% et des trains à l'arrivée de 90,84% en 2017. Toutefois, Monsieur le Ministre précise que seulement les retards supérieurs à six minutes sont pris en considération.

De plus, il nous revient que les trains supprimés ne sont pas pris en compte dans ces statistiques. De même, il nous revient que les trains accusant un retard trop important seraient souvent supprimés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, à partir de combien de minutes de retard un train est-il supprimé?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions relatives au nombre de trains qui, en moyenne, sont supprimés, selon une répartition journalière par heure et par ligne pour les douze derniers mois?

- L'introduction d'un nouvel horaire le 10 décembre 2017 a-t-elle eu une incidence sur la ponctualité et la fréquence de suppression des trains?

- Sachant que la ponctualité et la fiabilité des trains est un des critères clés dans la promotion des transports publics, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin d'accroître la ponctualité sur le réseau ferroviaire, outre celles qu'il a annoncées il y a quelques semaines?

Réponse (29.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Comme déjà indiqué dans le cadre de la question parlementaire n°3545, je peux confirmer qu'en 2017 la ponctualité moyenne de trains CFL au départ s'est élevée à 94,09% et à 90,84% à l'arrivée.

Par ailleurs, en se conformant à la définition du retard telle que recommandée par la Commission européenne, seuls les retards supérieurs à six minutes sont pris en considération pour les statistiques de «ponctualité trains» ci-dessus.

Les trains supprimés ne sont pas pris en compte dans cette statistique, mais sont documentés dans une statistique à part. Il arrive effectivement que des trains qui ont un retard important soient supprimés sur une partie de leur parcours. Cette mesure est prise pour éviter que ce retard ne se répercute sur le reste de la journée, et pour assurer un retour plus rapide à l'horaire nominatif.

Il n'existe pas de seuil fixe pour le retard à partir duquel un train est supprimé. Cette décision est prise au cas par cas en tenant compte de la situation spécifique.

Concernant la moyenne des suppressions des trains selon une répartition journalière, on peut distinguer les heures de pointe du matin (06h00-09h00), la période hors pointe, ainsi que les heures de pointe du soir (16h00-19h00). En voici le détail par ligne pour 2017 et pour le premier semestre de 2018:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

C'est en heure de pointe que le réseau est le plus chargé de sorte que la probabilité qu'un incident engendre une suppression est la plus élevée. À noter que ces chiffres prennent en compte l'ensemble des suppressions (partielles et totales). Pour le premier semestre 2018, les suppressions partielles (qui sont des suppressions d'un ou plusieurs arrêts uniquement, par exemple suite à un retard important du train), représentent 33% du total des suppressions. Ces chiffres prennent aussi en compte des causes externes et les grèves à l'étranger. Au cours du premier semestre 2018, des grèves répétées sur le réseau français ont fortement impacté les suppressions sur les lignes 70 et 90.

La ponctualité moyenne des trains CFL s'est améliorée sur le premier semestre 2018 avec 92,2% contre 90,8% en 2017.

Le retard moyen par train a diminué de 2,3 minutes en 2017 à 2,0 minutes en 2018.

Concernant le nombre de suppressions de trains, si l'on exclut l'ensemble des suppressions dues à des grèves sur le réseau français, on constate une amélioration sur 2018 par rapport au prorata 2017, signe aussi d'une amélioration de la robustesse de l'horaire. Hors grèves, le nombre de suppressions est ainsi passé de 3.822 à 3.246.

Il faut toutefois signaler que le nouvel horaire n'a pas seulement permis divers ajustements pour tenir compte de la surcharge du réseau, il a aussi permis d'introduire une nouvelle offre avec la mise en service de la gare de Pfaffenthal-Kirchberg, la mise en service de la gare Howald (phase 1) et la mise en place de trains transversaux.

Le réseau ferré luxembourgeois a certaines particularités, telles que son organisation en étoile autour de la gare de Luxembourg, son trafic transfrontalier intense ou encore sa mixité de transports voyageurs et marchandises. Ainsi, avec en moyenne 1.000 trains par jour, le réseau fonctionne en heure de pointe au maximum de sa capacité, avec des cadences soutenues. Des goulots d'étranglement se forment et le moindre incident interne ou externe engendre un effet domino sur les autres trains. Une fois que les retards accumulés deviennent trop importants, l'exploitation ne peut plus être stabilisée sans recourir à des suppressions de trains.

De grands projets d'infrastructure sont en cours et prévus sur les années à venir, avec des efforts d'investissement considérables, incluant notamment l'extension de la gare de Luxembourg, la construction d'une nouvelle ligne Luxembourg - Bettembourg, la construction du second viaduc Pulvermühle, la mise à double voie du tronçon vers Sandweiler - Contern, sans oublier la suppression de passages à niveau. Par ailleurs, ce sont 34 nouvelles rames qui seront livrées et mises en service entre décembre 2021 et décembre 2024. Tous ces efforts visent à augmenter la capacité et le confort ainsi que la robustesse du réseau.

Question 3957 (25.07.2018) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **psychomotriciens:**

Selon mes informations les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous pour entamer une thérapie de rééducation psychomotrice est actuellement de presque un an et malgré le fait qu'il y ait de plus en plus de demandes de soins dans cette branche, il y aurait une baisse du nombre des cabinets indépendants.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Quel est le nombre de psychomotriciens diplômés actuellement autorisés à exercer la profession au Luxembourg?

2) À combien se chiffre le nombre de cabinets exerçant cette profession de façon libérale?

3) Est-il exact que l'offre de soins de psychomotricité est en baisse et pour quelles raisons?

4) Est-ce qu'il est prévu de revaloriser les tarifs pour tenir compte notamment des loyers en augmentation constante et pour revaloriser cette profession?

Réponse commune (24.08.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) Suivant le registre professionnel des rééducateurs en psychomotricité tenu à jour au Ministère de la Santé, 158 rééducateurs en psychomotricité sont autorisés à exercer la profession au Luxembourg au 31 décembre 2017.

ad 2) À cette même date, le nombre de cabinets libéraux comptant des rééducateurs en psychomotricité s'élève à 24, au sein desquels 25 rééducateurs en psychomotricité déclarent une activité.

Cela étant, le nombre de prestations de psychomotricité délivrées à charge de l'assurance maladie a évolué comme suit entre 2015 et 2017:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ainsi, le nombre de psychomotriciens facturant des prestations à charge de l'assurance maladie varie peu et se situe légèrement au-dessus de 50.

Si on pose comme critère d'activité une activité minimale correspondant à un nombre de prestations délivrées correspondant à un montant brut de plus de 2.500 € en 2017, le nombre de psychomotriciens disposant au 1er juillet 2018 d'un code facturier actif est de 40. Sur base des prestations facturées en 2018 jusqu'au mois de juillet, il semble que ce nombre soit en train de diminuer. Parmi les prestataires qui, sur base des chiffres disponibles se trouvaient en activité libérale régulière en 2017, on peut constater qu'il y en a une dizaine pour lesquels aucune activité libérale n'a été facturée à la CNS pendant la première moitié de 2018.

ad 3) Selon les données du registre des rééducateurs en psychomotricité, le nombre de rééducateurs en psychomotricité autorisés est pourtant en hausse constante (+86% de 2012 à 2017). Il en est de même pour les rééducateurs en psychomotricité praticiens qui prodiguent des soins aux patients (+53%). Cette hausse est supérieure à la croissance de la population résidente (+12% sur la même période).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il est donc inexact d'affirmer que l'offre de soins en psychomotricité est en baisse au Luxembourg: bien que le nombre de praticiens dont l'activité principale se situe en cabinet libéral reste constant, une progression importante du nombre de praticiens est observée dans les secteurs hospitaliers, le long séjour, le secteur conventionné, voire la fonction publique.

ad 4) À l'instar de la revalorisation opérée pour les infirmiers et pour les prestataires dans le domaine des soins palliatifs opérée par voie de la loi budgétaire pour l'exercice 2018, une revalorisation pour d'autres professions de santé peut seulement s'opérer par voie législative. Il y a néanmoins lieu de préciser que l'effet des revalorisations instaurées par les différents accords salariaux ou par voie de mesures législatives dérègle les mécanismes de négociations tarifaires existants.

Question 3968 (02.08.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **risque de manipulations des élections européennes de mai 2019:**

Dans un article paru samedi dernier dans le journal «The Guardian», le Commissaire européen à la sécurité, Julian King, a urgé les États membres de prendre au sérieux le risque de cyberattaques, voire de manipulation des élections européennes. Des campagnes de désinformation, la propagation de fausses nouvelles etc., l'utilisation abusive des réseaux sociaux exigent des États membres d'élaborer des plans de prévention.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Luxembourg dispose-t-il d'un tel plan?

- Le Gouvernement est-il en mesure de nous fournir les éléments phares de ce dispositif?

- Le Gouvernement estime-t-il que ce plan de prévention permette de lutter efficacement contre d'éventuelles cyberattaques, respectivement de démasquer des manipulations, de fausses informations etc.? À défaut, comment combler les lacunes identifiées?

Réponse (24.08.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député se réfère dans sa question parlementaire à un article paru en date du 28 juillet 2018 dans le journal «The Guardian». Dans cet article, Monsieur Julian King, commissaire européen, met les États membres en garde contre le risque de cyberattaques visant à manipuler le processus électoral ou les technologies de vote d'une part et le risque de tentatives de manipulation de l'électeur par la désinformation à travers les réseaux sociaux d'autre part.

Dans ce contexte, j'ai l'honneur d'informer Monsieur le Député que le vote électronique ne sera pas pratiqué au Grand-Duché, de sorte que la surface d'exposition à des cyberattaques dans ce domaine se trouve fortement réduit. La transmission des résultats par les bureaux de vote principaux des communes au bureau centralisateur gouvernemental et la publication des résultats officieux par ce dernier sont réalisées par le biais de systèmes informatiques développés par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). Ces systèmes informatiques répondent aux règles de l'art en matière de sécurité. Le bon fonctionnement de ces systèmes est surveillé et assuré le jour des élections par un grand nombre d'agents de l'État. Cette surveillance rapprochée permet de réagir rapidement en cas de problèmes et de prendre les mesures qui s'imposent. En cas de cyber attaques, et en fonction de l'envergure de ces attaques, l'activation du plan gouvernemental d'intervention d'urgence face aux attaques contre les systèmes d'information pourrait être décidée. Il est important de noter dans ce contexte que les résultats qui sont publiés par le bureau centralisateur gouvernemental ne présentent qu'un caractère officieux, la proclamation des résultats officiels se fera par le président du bureau principal de chaque circonscription sur base des bulletins de vote transmis par les bureaux de vote principaux des communes.

Pour ce qui est de la diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux visant une personne dans le but de manipuler l'opinion des citoyens, il y a lieu de noter que des propos diffamatoires diffusés par ce biais tombent, le cas échéant, sous le champ d'application des dispositions pénales afférentes.

En ce qui concerne enfin les discussions concernant la sécurisation des processus électoraux électroniques, le Luxembourg a suivi de façon rapprochée et a contribué activement à l'élaboration du guide de recommandations «Compendium Cyber Security of Election Technology» du groupe de coopération que la Commission européenne a mis en place dans le contexte de l'adoption de la directive n°2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union.

Question 3986 (09.08.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **vente par ArcelorMittal de l'usine de galvanisation de Dudelange:**

Selon plusieurs articles de presse la reprise d'Ilva par ArcelorMittal s'annonce plus compli-

quée que prévu. Le nouveau Gouvernement italien a effectivement formulé de nouvelles exigences quant à la reprise envisagée. Le Vice-Premier Ministre italien a même soulevé une possible annulation de l'appel d'offres suite à la découverte de plusieurs infractions dans la procédure par l'autorité italienne anticorruption.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les assertions faites récemment dans la presse écrite?

- Dans l'affirmative, est-ce que ces menaces pourraient avoir une conséquence pour l'usine de Dudelange, dont la vente a été validée en mai par la Commission européenne?

- À part Salzgitter, est-ce qu'il existe à ce moment encore d'autres repreneurs potentiels pour l'usine de Dudelange?

Réponse (24.08.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le nouveau Gouvernement italien a formulé mi-juin des réserves concernant la reprise de la société italienne Ilva par ArcelorMittal et a notamment demandé des engagements environnementaux et sociaux supplémentaires. En conséquence, les autorités italiennes ont reporté au 15 septembre la date de validation de l'opération de reprise d'Ilva par ArcelorMittal, initialement prévue le 1er juillet 2018.

Suite à l'acceptation de cette requête et la remise le 23 juillet d'un avenant au contrat initial signé en juin 2017, ArcelorMittal reste actuellement en attente d'une réponse des autorités italiennes à ses propositions.

Concernant la possible annulation de l'appel d'offre octroyant Ilva à ArcelorMittal, l'enquête de l'Autorité nationale anti-corruption italienne (ANAC) est en cours. Cette enquête ne porte pas sur des allégations d'actes répréhensibles imputables à ArcelorMittal, mais plutôt sur des «anomalies possibles» du processus mené par le précédent Gouvernement italien. Cette enquête n'est pas suspensive du processus d'acquisition d'Ilva par ArcelorMittal et des échanges entre le Gouvernement italien et l'entreprise. Une réponse devrait être fournie prochainement par l'ANAC.

L'usine d'ArcelorMittal Dudelange figure parmi les usines de production à changer d'actionnaire, afin de respecter les exigences de la Commission européenne en matière de fusion d'entreprises. Jusqu'à présent, ArcelorMittal a confirmé que plusieurs entreprises s'étaient montrées intéressées par la reprise de certains de ses sites, y compris celui de Dudelange, mais sans fournir l'identité de ces entreprises, afin de ne pas perturber les discussions en cours. Au cas où la reprise d'Ilva par ArcelorMittal ne se réaliserait pas, l'usine de Dudelange ne devrait plus être vendue et pourrait ainsi rester dans le giron d'ArcelorMittal.

Mes services suivent avec attention ce processus d'une éventuelle cession, dans l'objectif de favoriser une solution qui aura la capacité de développer l'activité et de préserver les emplois au Luxembourg.

Question urgente 4035 (06.09.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **vote par correspondance:**

Tout électeur peut demander de voter par correspondance lors des élections législatives d'octobre 2018. Selon les dispositions de l'article 177 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, les enveloppes contenant le suffrage doivent parvenir au bureau de vote destinataire du suffrage au plus tard avant 14.00 heures du jour du scrutin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il informer si l'Entreprise des postes et télécommunications a fixé une date boutoir pour l'envoi par voie postale des bulletins de vote par correspondance afin qu'ils parviennent en temps utile aux bureaux de vote des communes?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il me communiquer cette date?

- Le Gouvernement entend-il informer le grand public sur cette date limite?

- Est-ce que les bulletins de vote par correspondance peuvent également être remis dans les bureaux de vote des communes avant 14.00 heures du jour du scrutin?

- Le Gouvernement n'entend-il pas informer le grand public sur les différentes procédures?

Réponse (13.09.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

- Dans le contexte des préparatifs usuels des élections législatives du 14 octobre prochain, POST Luxembourg a informé le Ministère d'État que, pour des raisons d'ordre logistique, il existait un délai incompressible de quelques jours avant la date des élections au-delà duquel l'arrivée à destination en temps utile des bulletins de vote par correspondance postés ne pouvait pas être garantie.

Afin de réduire ledit délai à un strict minimum, le Ministère d'État a décidé d'utiliser lors des élections législatives à venir des enveloppes de transmission de l'enveloppe électorale d'une couleur particulièrement voyante, ce qui permettra à POST Luxembourg d'accélérer l'opération de triage et d'acheminement des enveloppes contenant le vote par correspondance et de reporter ainsi la date butoir pour leur envoi au jeudi précédant le jour du scrutin à 21.00 heures.

- L'article 177 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 dispose que les enveloppes contenant le suffrage doivent parvenir au bureau de vote destinataire du suffrage au plus tard avant 14.00 heures du jour du scrutin. Il s'ensuit que les enveloppes électorales contenant le bulletin de vote par correspondance qui sont déposées en bonne et due forme, c'est-à-dire dans leur enveloppe de transmission et avant 14.00 heures, au bureau de vote principal de la commune d'inscription, sont acceptées. Les électeurs qui se présentent avec leur enveloppe au bureau de vote principal vont, le cas échéant, être redirigés vers le bureau de vote qui s'occupe du vote par correspondance. Afin de garantir une application uniforme de l'article 177 par l'ensemble des bureaux de vote, un courrier en ce sens a été adressé aux présidents des bureaux principaux des circonscriptions.

- Le Ministère d'État a prévu d'informer le public sur l'ensemble de ces éléments d'ordre pratique liés au bon déroulement du vote par correspondance moyennant un communiqué de presse qui sera publié en temps utile, voire en début d'octobre.

Question urgente 4043 (17.09.2018) de **Mme Claudine Konsbruck** *(CSV)* concernant la **perturbation de la rentrée judiciaire à cause des chantiers en cours:**

Le bâtiment du «Klenge Kuerb» au Kirchberg, qui abrite les locaux des juridictions administratives (tribunal administratif et Cour administrative), a fait l'objet ces derniers mois de travaux de rénovation importants.

Ces travaux ont pris un retard certain et les bureaux de plusieurs magistrats sont toujours en travaux.

Le matériel des bureaux (recherches, ordinateur…) est inaccessible, ce qui rend difficile, voire impossible le travail quotidien des magistrats.

La rentrée judiciaire du 17 septembre sera perturbée par les chantiers en cours alors qu'il n'y a pas de bureau provisoire de rechange pour les magistrats.

Cette situation risque également d'entraîner de nombreuses refixations des affaires qui seront appelées dans les prochaines semaines et donc des retards supplémentaires dans l'évacuation des affaires du rôle.

Cette situation n'est guère dans l'intérêt du justiciable qui a le droit d'attendre de la Justice qu'elle soit moderne et efficace.

C'est ainsi que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il donner des informations actuelles sur l'avancée des travaux et les raisons des retards?

2) Une solution provisoire est-elle envisageable afin de permettre aux juridictions administratives de fonctionner dans des conditions matérielles normales?

Réponse (18.09.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Les travaux d'assainissement énergétique du bâtiment Hémicycle ont débuté en juillet 2018 parallèlement aux congés judiciaires afin de perturber le moins possible les utilisateurs du bâtiment, à savoir l'EFMA Court, la Cour administrative et le tribunal administratif.

Il s'agit du remplacement des fenêtres et stores par des fenêtres à triple vitrage ainsi que de la rénovation et modernisation des installations techniques HVAC et de la toiture.

Les travaux à l'étage -2 sont actuellement achevés et les locaux sont en train d'être nettoyés; l'étage -3 sera achevé pour mercredi, 19 septembre et sera disponible pour jeudi, 20 septembre (quatre jours de retards) et l'étage -4 sera achevé pour vendredi, 28 septembre et sera disponible à partir du 1er octobre (14 jours de retards).

Les retards des travaux en question sont évidemment déplorables. La raison était principalement la production et fourniture tardive des éléments de façade respectivement des fenêtres par l'entreprise, dépendant de son fournisseur, sachant que le marché en question est extrêmement saturé avec des commandes et que des délais d'attente dans la production de cadres métalliques et du triple verre sont actuellement plus longues que d'habitude malgré deux mises en demeure.

Toutefois, les retards des travaux ont été monitorés et communiqués préalablement à plusieurs reprises aux responsables du tribunal administratif et de la Cour administrative pour information et coordination de solutions provisoires. L'Administration des bâtiments publics a également poussé sans répit l'avancement et la coordination des travaux pendant toute la période des congés judiciaires, sachant que la complexité et l'envergure des travaux et de la logistique étaient plus étendues que prévues pour finaliser les trois étages endéans deux mois.

ad 2) Depuis le début des congés judiciaires l'étage -5 a été mis à disposition du tribunal administratif et de la Cour administrative pour pouvoir disposer de locaux et de bureaux pendant les congés judiciaires et afin de pouvoir fonctionner en modus réduit (permanence). Ces mêmes bureaux peuvent évidemment aussi servir de bureaux provisoires jusqu'à l'achèvement des travaux. À noter qu'avec l'achèvement des travaux à l'étage -3 à partir de jeudi prochain, le problème de bureaux et surfaces devrait également s'améliorer.

Question urgente 4045 (18.09.2018) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **horaires de bus vers le Lycée classique d'Echternach:**

Selon mes informations, les horaires de bus pour les étudiants fréquentant le Lycée classique d'Echternach ne correspondent pas aux horaires des classes. En conséquence, des étudiants de certaines localités risquent de ne pas être à l'heure au lycée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer ce qui précède?

- Est-ce que d'autres lycées sont concernés?

- En cas de réponse affirmative, comment cette désorganisation a pu se produire?

- Est-ce que les ministères se concerteront dans les plus brefs délais pour remédier à cette problématique?

Réponse (20.09.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le chantier à l'ancienne gare routière à partir du 17 septembre 2018 est la cause principale ayant entraîné des adaptations sur les lignes d'autobus à destination d'Echternach, puisque le terminus de ligne a dû être déplacé. L'ancienne gare routière n'étant plus accessible, une gare routière (provisoire) a été installée entre la N11, route de Luxembourg et le CR366, rue des Remparts.

Suivant les premiers contrôles des heures d'arrivée des bus sur place, il est constaté que la majorité des bus dont l'arrivée est prévue au plus tard à 07h50 arrive sans retard spécifique; il est vrai que cinq bus ont affiché un certain retard dû principalement aux bouchons engendrés par les feux rouges à la route de Luxembourg (p. ex. ligne 414: neuf minutes de retard, arrivée 07h56), or trois de ces bus passent d'abord par le LCE où les élèves pourront quitter le bus.

Malheureusement, il est constaté aussi que beaucoup de voitures individuelles utilisent la nouvelle gare routière en guise de raccourci.

La distance à pied pour les élèves est à peu près la même entre la nouvelle gare bus et le lycée qu'auparavant. Ainsi, la distance depuis l'ancienne gare routière, via le long de la Sûre, est de environ 650 m alors que la distance depuis la nouvelle gare routière depuis la rue des Remparts via la route de Luxembourg est d'environ 585 m; en empruntant l'alternative qui évite la route de Luxembourg et qui passe via la rue Comte Sigefroi & Devant le marché, la distance à parcourir est de environ 700 m. Certes, des infrastructures d'arrêts plus adaptées voire près du lycée seraient un avantage pour les élèves.

À chaque rentrée scolaire, la Direction des transports publics effectue des adaptations des horaires de bus sur le réseau RGTR. Il ne s'agit donc nullement d'une situation exceptionnelle.

Enfin, je me permets de préciser que pour cette rentrée, une multitude de modifications a dû été effectuée, au nord, à l'ouest, à l'est et au centre du pays. Ainsi et à titre non exhaustif, une quinzaine de nouvelles lignes ont été créées au nord pour desservir le nouveau lycée à Clervaux, les lignes dans l'ouest du pays ont toutes été modifiées dans le contexte du nouveau pôle d'échange Stäreplaz/Étoile, plusieurs lignes RGTR ont été créées à l'est de sorte qu'il ne convient pas de parler de «désorganisation» si l'une ou l'autre ligne d'autobus ne correspond pas aux attentes individuelles de certains.

D'ailleurs, à chaque rentrée scolaire, des problématiques ne font surface qu'au moment où elle est effective; mes services sont toujours flexibles et prêts à réagir le plus vite possible afin de trouver des solutions en ce qui concerne les horaires et les capacités des autobus.

Enfin, une réunion avec tous les responsables concernés s'est tenue l'après-midi du 19 septembre où tous les problèmes ont été discutés et résolus.

Ancien trajet, à pied, depuis la gare routière CFL/RGTR: distance environ 650 m:

(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nouveau trajet, via la route de Luxembourg: distance environ 585 m:

(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nouveau trajet, alternative Sûre (évite la route de Luxembourg), via la rue Comte Sigefroi & Devant le marché, environ 700 m:

(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question urgente 4048 (19.09.2018) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**autorisation de démolition:**

Les Journées européennes du patrimoine 2018 seront célébrées au Grand-Duché de Luxembourg du 21 au 30 septembre 2018.

Selon mes informations, il a été accordé une autorisation de démolition pour une maison sise à Luxembourg-Limpertsberg, 37, avenue Victor Hugo.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'autorisation de démolir le bâtiment en question?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que d'un point de vue historique, architectural et esthétique, il existe un intérêt suffisant de préserver cet immeuble?

3. La Commission des sites et monuments nationaux a-t-elle été saisie d'une demande de protection?

Réponse (25.09.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

À notre connaissance, aucune demande en autorisation pour la démolition dudit immeuble n'a été accordée.

Je viens de saisir la Commission des sites et monuments nationaux en vue du classement des immeubles sis à Luxembourg-Limpertsberg, 35 et 37, avenue Victor Hugo.

N°17
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Revenu d'inclusion sociale (REVIS)	p. 678			49e séance	Mardi 10 juillet 2018
École de la 2e Chance	p. 694	Sommaire des séances publiques nos49 à 52	p. 725	50e séance	Mercredi 11 juillet 2018
Surveillance des maladies infectieuses	p. 707	Sommaire des questions parlementaires	p. Q222	51e séance	Jeudi 12 juillet 2018
Extension de la caserne Grand-Duc Jean	p. 722			52e séance	Mardi 17 juillet 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Recherche parlementaire: étudier et améliorer la démocratie



Une convention de collaboration a été signée le 25 juillet 2018 à la Chambre des Députés entre M. Mars Di Bartolomeo, Président du Parlement, et le Professeur Stéphane Pallage, Recteur de l'Université du Luxembourg (à droite), en présence de M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre, et du Professeur Philippe Poirier, qui assure la direction de la Chaire de recherche en études parlementaires.

Une nouvelle page s'ouvre pour la collaboration scientifique entre la Chambre des Députés et l'Université du Luxembourg.

Chercheurs, politiques, dignitaires et étudiants s'étaient retrouvés à Belval le 26 septembre 2018 pour présenter ou découvrir le programme et les ambitions de la Chaire de recherche en études parlementaires pour les quatre années à venir.

Cette Chaire, dont l'objectif est de faire progresser la connaissance sur les parlements, est soutenue activement par la Chambre des Députés. La troisième convention de collaboration scientifique, qui permet la poursuite des recherches, a été signée en juillet à la Chambre des Députés entre M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et le Professeur Stéphane Pallage, Recteur de l'Université du Luxembourg. Ce partenariat est en place depuis 2011 et se prolongera au moins jusqu'en 2022. Il a permis de produire un grand nombre de données scientifiques et d'éclairer sur la situation du parlementarisme au Luxembourg et au-delà.

«Dérangez-nous!»

«Dérangez-nous!» C'est l'appel qu'a lancé M. Mars Di Bartolomeo aux universitaires réunis lors de cette rentrée académique. Pour le Président de la Chambre des Députés, les chercheurs doivent échanger avec le monde politique, même si élus et scientifiques ne sont pas toujours d'accord sur les conclusions qui se dégagent de la recherche.

L'enrichissement mutuel et le progrès des connaissances sur le parlementarisme sont essentiels, car ils permettent de renouer avec «de bonnes pratiques, avec lesquelles la démocratie regagne en efficacité et que nous avons parfois oubliées». Cela rend d'autant plus important ce regard différent et éclairé sur les structures politiques.

Le Luxembourg dans le top 16 de la recherche parlementaire

Seuls 16 pays disposent d'un partenariat comme celui mis en place entre la Chaire de recherche en études parlementaires et la Chambre des Députés. C'est une grande chance pour le Professeur Philippe Poirier, qui dirige la Chaire et qui y voit une opportunité nouvelle d'étudier et d'améliorer la démocratie. Son équipe, composée d'une dizaine de chercheurs, effectue des travaux sur différents aspects du parlementarisme. Ceux-ci concernent par exemple les parlements et office d'évaluation des politiques publiques, les innovations constitutionnelles comparées, le rapport entre gouvernance économique et parlements nationaux, ainsi que les relations entre parlements et science.

Le programme des quatre années à venir

La convention prévoit plusieurs initiatives pour faire avancer la connaissance sur le parlementarisme:

- le financement et l'exécution de projets de recherche interdisciplinaires liés aux thèmes mentionnés ci-dessus;

- la mise en place d'un master en études législatives à vocation académique et professionnelle en collaboration avec l'Université Laval de Québec, l'Université d'Aix-Marseille et en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la francophonie;

- le suivi de quatre thèses de doctorat en sciences politiques, en droit public et/ou en droit constitutionnel;

- l'organisation de deux conférences internationales réunissant des parlementaires, des politologues et des constitutionnalistes à la Chambre des Députés entre septembre 2019 et septembre 2022;

- la soumission d'articles dans des revues internationales.

Un portrait politique et social du Luxembourg

En plus de la convention prolongeant les travaux de la Chaire, une convention spéciale pour la réalisation d'une grande enquête sur le Luxembourg - StudiaLux - a également été confiée à la Chaire de recherche en études parlementaires.

Il s'agit de dresser un portrait politique et social du Luxembourg, afin de mieux comprendre les éventuelles transformations des valeurs individuelles et collectives des citoyens et leurs conséquences, notamment sur la cohésion sociale. Elle se fera avec l'appui du Ministère d'État, ainsi qu'avec le LISER et le Statec.

Le projet StudiaLux est basé sur trois études complémentaires:

- European Values Study 2017: un sondage national dans le cadre d'une enquête paneuropéenne;

- Elect 2018: un sondage postélectoral et une analyse des bulletins à l'occasion des élections législatives d'octobre 2018;

- Societas 2019: des panels qualitatifs constitués de résidents du Luxembourg portant à la fois sur les questions culturelles et sur les transformations du monde du travail.

Handicap International à la Chambre des Députés

Un témoignage sur l'après-guerre en Irak

«La fin des combats en Irak ne signifie pas que la vie des Irakiens est sans danger.»

Tel était le message principal de l'Irakienne Sarah Kalbay reçue le 4 octobre 2018 par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

Mme Kalbay, qui travaille pour Handicap International en Irak, était accompagnée par le Président du conseil d'administration d'Handicap International Luxembourg, M. Pierre Delandmeter, et le Directeur d'Handicap International Luxembourg, M. Martin Lagneau.

Le travail de Sarah Kalbay au sein de Handicap International en Irak est de sensibiliser les populations civiles aux risques des restes explosifs de guerre et des engins explosifs improvisés.

En effet, les déplacés irakiens qui veulent retourner dans leurs villes natales - leur nombre est estimé à trois millions - vivent sous la menace permanente des restes non explosés ainsi que de pièges explosifs artisanaux.

Après avoir entendu le témoignage de Mme Kalbay, le Président de la Chambre l'a remerciée pour son travail courageux.

«Les choses ne sont jamais tout à fait ce qu'elles semblent être et les informations qui viennent du terrain sont essentielles», a-t-il constaté suite à l'échange avec les représentants de Handicap International.

Le Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Marc Angel, a également souligné que les retours d'information des personnes travaillant pour des organisations non gouvernementales sont très précieux pour la politique d'aide humanitaire luxembourgeoise.

Selon lui, ces témoignages démontrent la nécessité d'investir dans l'aide humanitaire.



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Pierre Delandmeter, Mme Sarah Kalbay, M. Mars Di Bartolomeo et M. Martin Lagneau

Rencontre avec le corps diplomatique



Le Président de la Chambre des Députés entouré des membres du corps diplomatique.

«L'amitié est la base de nos échanges», c'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a invité les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg à la journée traditionnelle des ambassadeurs le 26 septembre 2018.

Après la visite du nouveau terminal intermodal des CFL en 2017, de la Société européenne des satellites (SES) en 2016 et du Campus de Belval en 2015, la visite de cette année poursuivait le même objectif, c'est-à-dire de présenter une entreprise phare luxembourgeoise: le European Business Reliance Centre (Data Centre) à Kayl.

L'Europe digitale et numérique au cœur de la rencontre

Les diplomates et le Président de la Chambre ont été accueillis par le Directeur général du groupe POST Luxembourg, M. Claude Strasser.

Le CEO du European Business Reliance Centre (une filiale du groupe POST Luxembourg), M. Yves Reding, a donné des explications sur l'évolution, le fonctionnement et les activités de ce centre spécialisé en solutions ICT sécurisées.

L'échange de vues s'est terminé avec une présentation de InTech, une entreprise de services numériques qui emploie 110 collaborateurs spécialisés dans le conseil et le développement de solutions logicielles spécifiques.

Montrer les différentes facettes du Grand-Duché

Le but de cette rencontre annuelle et amicale entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg est de montrer les différentes facettes du Grand-Duché. Dans ce sens, le deuxième rendez-vous de la journée était dédié à la découverte du Centre national de l'audiovisuel (CNA) à Dudelange où les représentants du corps diplomatique ont été accueillis par le directeur, M. Paul Lesch. Dans le cadre de cette visite, ils ont découvert l'exposition «The Bitter Years» d'Edward Stejchen, Luxembourgeois émigré aux États-Unis au début du XX^{e} siècle.

Cette exposition est installée dans la galerie «Waassertuerm», un ancien château d'eau établi sur la friche industrielle. Le Président du Parlement était accompagné par M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre, M. Alex Bodry, membre de la Conférence des Présidents, et M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les membres de la direction de l'Administration parlementaire ont également assisté à la rencontre.

Le Conseil national pour étrangers à la Chambre



Une délégation du Conseil national pour étrangers reçue par le Président de la Chambre.

Le Président de la Chambre des Députés et les membres du Conseil national pour étrangers (CNE) ont discuté du droit de vote et du vivre-ensemble.

«Nous sommes votre Chambre»: voilà les mots de bienvenue du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, adressés aux membres du Conseil national pour étrangers le 24 septembre 2018 au Parlement. La Chambre des Députés représente, selon son Président, aussi bien les électeurs que les non-électeurs. Il préfère d'ailleurs parler de «concitoyens» plutôt que d'«étrangers».

Le Président du Conseil national pour étrangers, M. Franco Avena, s'est félicité de l'accueil dans la «maison démocratique du pays» et de l'échange de vues qui a porté sur des questions de droit de vote et de vivre-ensemble. Si les uns saluent l'actuelle loi sur la nationalité, d'autres regrettent que les citoyens étrangers ne soient pas assez entendus.

«L'influence peut également passer par un engagement dans la société civile - les syndicats et autres organisations», a répondu le Président de la Chambre qui a en outre rappelé qu'au cours de son histoire, le Luxembourg avait aussi été pays d'émigration.

La discussion a encore tourné autour du rôle du Conseil national pour étrangers, de son fonctionnement et de son éventuelle implication dans la procédure législative. Le Président de la Chambre a finalement invité le Conseil national pour étrangers à «se rendre incontournable» et à émettre spontanément des avis sur les différentes matières.

Qu'est-ce que le Conseil national pour étrangers?

Le Conseil national pour étrangers (CNE) est un organe consultatif du Gouvernement pour toutes les questions liées aux étrangers et à leur intégration. Selon la loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers, le Conseil national pour étrangers est chargé «d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement, les problèmes concernant les étrangers et leur intégration». Le CNE se compose de 34 membres effectifs, dont 22 représentants des étrangers et 12 membres représentant les organisations patronales, syndicales et communales, la société civile et les réfugiés.

Navigation aérienne

6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Le projet de loi a pour objet de mettre le Luxembourg en conformité avec la réglementation européenne relative aux aérodromes, et notamment avec le règlement (UE) n°139/2014 de la Commission du 12 février 2014 établissant des exigences et des procédures administratives relatives aux aérodromes conformément au règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil.

Ainsi, l'Administration de la navigation aérienne est amenée à assurer les services opérationnels d'aérodrome qui lui sont attribués conformément aux dispositions européennes en vigueur relatives aux aérodromes. Elle peut en outre être chargée de certaines missions relatives aux aérodromes pour le compte de l'entité gestionnaire. Dans ce contexte, le projet de loi modifie, d'une part, la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne en substituant la désignation de l'Administration de la navigation aérienne à celle de «Administration de l'aérodrome et de la navigation aérienne» et, d'autre part, la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne en y insérant un nouvel article 4bis afin de tenir compte de la réglementation européenne en la matière.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2015

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

29.06.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018

Loi du 1er août 2018

Mémorial A: 2018, n°755, page 1

Archives publiques

6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de créer un cadre légal pour l'archivage de tous les documents produits ou reçus par tout service ou organisme public ou encore, de façon plus générale, par toute personne physique ou morale dans l'exercice de son activité, dans la mesure où cet archivage revêt un intérêt public.

La nécessité d'établir un cadre réglementaire pertinent et cohérent en matière d'archivage découle de l'importance fondamentale des archives pour l'État et la société civile. Cette importance comporte des aspects tant culturels que civiques, scientifiques, administratifs et démocratiques.

Tout d'abord, les archives contribuent de façon essentielle à la création et à l'entretien de la mémoire collective du Luxembourg, et, partant, à notre identité nationale. Elles permettent de retracer l'histoire du Grand-Duché et d'analyser son passé, et, par conséquent, de mieux comprendre le présent. Ce n'est qu'en cultivant cette mémoire qu'il est possible d'évoluer en tant que société et de prendre des décisions éclairées pour le futur.

De plus, le droit à l'information de chaque citoyen dans une démocratie ne peut être assuré qu'à travers une conservation et gestion adéquates de l'information. L'accès aux documents produits par les organes de l'État garantit la transparence administrative et contribue au contrôle démocratique d'un État.

Finalement, une bonne gestion des documents produits et reçus par les administrations publiques est indispensable à la gouvernance efficace et au bon fonctionnement des institutions étatiques.

Or, le cadre légal requis pour définir clairement les modalités de l'archivage et d'assurer la conservation adéquate des documents fait largement défaut au Luxembourg. La législation actuelle se limite à:

- un arrêté royal grand-ducal datant de 1878;

- trois lois relatives respectivement à l'organisation du notariat, aux doubles des registres de l'état civil et aux élections communales;

- un règlement grand-ducal de 2001 relatif à la consultation des fonds d'archives aux Archives nationales; ainsi que

- la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels, qui définit la mission des Archives nationales.

Aucun texte législatif ne définit des règles contraignantes en matière d'archivage pour toute personne ou institution en possession d'un document d'intérêt public ou d'intérêt historique national. Les Archives nationales, dont la mission consiste en la réunion, le classement, le tri et la conservation des documents qui leur sont soumis, dépendent ainsi entièrement de la volonté des producteurs d'archives.

Le projet de loi sous rubrique entend remédier à cette situation. Dans l'esprit de la déclaration universelle sur les archives, adoptée par le Conseil international des archives et approuvée par l'Unesco en 2011, qui souligne l'importance des archives pour toute société moderne, le présent projet de loi crée un cadre approprié, précis et cohérent pour la conservation, le tri, le versement, la destruction et la communication au grand public des archives. Il définit notamment la notion d'«archives» et d'«archives publiques», établit l'obligation pour les organismes publics de proposer leurs archives aux Archives nationales et dote celles-ci d'instruments légaux pour accomplir leur mission de manière plus efficace.

Dépôt par Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, le 30.11.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

01.12.2015	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
12.12.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.12.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.01.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
20.01.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
27.01.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.02.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.02.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
11.11.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17.11.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.11.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01.12.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.12.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
28.03.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
27.06.2018	Présentation du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
03.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2018

Loi du 17 août 2018

Mémorial A: 2018, n°706, page 1

Revenu d'inclusion sociale (REVIS)

7113 - Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale

et portant modification

1° du Code de la Sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;

4° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

5° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

6° de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;

7° de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

et portant abrogation de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Le projet de loi 7113 a pour objet la réforme du dispositif du revenu minimum garanti (ci-après «RMG») tel qu'en vigueur depuis 1999 et dont les dernières modifications remontent à 2004. Il s'agit de remédier aux difficultés d'application de la loi sur le RMG et de redynamiser le dispositif suivant un fil conducteur autour des politiques en matière d'insertion professionnelle et de lutte contre la pauvreté.

Le projet de loi sous rubrique repose sur l'engagement du Gouvernement tel que prévu dans le programme gouvernemental de la période législative 2013-2018: «Le Gouvernement confirme la nécessité de maintenir la prestation du revenu minimum garanti (RMG) comme moyen de soutenir les personnes sans ressources. Il est prévu de réviser la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti en mettant l'accent sur l'activation des bénéficiaires, en faisant de la réinsertion professionnelle sa priorité et en portant une attention particulière aux jeunes de moins de 25 ans vivant en-dehors du foyer familial et ne disposant d'aucune source de revenu. Dans ce contexte, il convient de lever l'interdiction d'une deuxième mesure d'emploi par ménage. Afin que la prestation corresponde davantage à la situation spécifique du ménage et qu'elle réponde mieux aux besoins des bénéficiaires, elle sera scindée en différentes composantes: une composante forfaitaire de base par personne, une composante pour les frais incompressibles par ménage, une composante loyer plafonnée et une composante destinée aux enfants qui font partie du ménage. La part enfant sera fixée de telle manière à sortir les ménages concernés du risque de pauvreté.»

Le dispositif du revenu d'inclusion sociale (ci-après «REVIS») a comme objectif principal de concrétiser une approche d'inclusion sociale en établissant un système cohérent entre les politiques de stabilisation et d'activation sociale et les politiques de (ré)insertion professionnelle. Suite aux nouvelles dispositions, les bénéficiaires du REVIS se verront attribuer davantage de responsabilités ainsi que d'opportunités dans leur parcours d'inclusion sociale. Un autre objectif de la nouvelle orientation est de mieux cibler les prestations afin de soutenir notamment les familles avec enfants et les familles monoparentales, sachant qu'il s'agit de familles exposées à un risque de pauvreté plus élevé. Finalement, les procédures liées à la demande, l'octroi et au suivi des demandeurs et des bénéficiaires du REVIS seront soumises à une simplification administrative par le biais d'une réduction des charges administratives, d'une régionalisation de la prise en charge sociale et d'un renforcement de la coordination du travail social en réseau.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 27.01.2017

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président: M. Gilles Baum):

16.01.2017	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de texte
29.01.2018	Présentation des amendements gouvernementaux
16.04.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.04.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
23.04.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
24.04.2018	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
25.06.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
02.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2018

Loi du 28 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°630, page 1

Pension complémentaire pour indépendants

7119 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;

2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le présent projet de loi propose d'étendre le champ d'application personnel de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension aux professions libérales et indépendants.

La révision de la loi permet par ailleurs de transposer la directive 2014/50/UE relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire et de compléter la transposition de deux directives plus anciennes, à savoir la directive 2006/54/CE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail et la directive 2003/41/CE concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle.

Finalement il convient d'adapter diverses dispositions dont la mise en œuvre depuis l'entrée en vigueur de la loi en 1999 s'est avérée imparfaite.

Pour étendre le champ d'application personnel aux professions libérales et indépendantes, le présent projet de loi prévoit la mise en place de régimes complémentaires de pension spécifiques, qui sont soumis à l'agrément préalable de l'autorité compétente pour pouvoir accueillir les contributions de pension versées par les travailleurs indépendants.

Ce concept des régimes complémentaires de pension agréés s'inspire fortement des régimes dûment agréés conformément aux articles 11 et 12 de la loi de 1999 permettant aux employeurs de transférer les droits d'un ancien salarié en cas de départ de ce dernier vers une entreprise ne disposant pas de régime complémentaire de pension ou en cas d'absence d'accord entre les parties en cause.

La mise en œuvre d'un régime complémentaire de pension agréé est initiée par un promoteur. Ce rôle peut être assumé par des représentations professionnelles, des compagnies d'assurance ou encore des gestionnaires de fonds de pension. Le promoteur établit le règlement de pension et le plan de financement et négocie, le cas échéant, auprès de l'assureur ou du gestionnaire du fonds de pension des conditions avantageuses pour la population à laquelle il veut offrir son régime. Ensuite, le promoteur soumet son projet à l'agrément de l'autorité compétente.

L'autorité compétente vérifie si les régimes complémentaires de pension désirant recevoir des contributions des affiliés respectent le présent cadre légal et donne ainsi l'assurance aux affiliés que leurs droits à pension bénéficient du même niveau de protection que les droits d'affiliés à un régime complémentaire de pension d'entreprise. En cas de conformité de la demande d'agrément avec les dispositions de la loi, l'autorité compétente prend sa décision d'agrément qui autorise le gestionnaire désigné dans le plan de financement à recevoir les contributions des affiliés et à les verser dans le véhicule de financement prévu à cet effet.

Sur le plan communautaire, le Luxembourg doit transposer la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire avant le 21 mai 2018.

L'objet principal de cette directive consiste dans l'élimination de contraintes légales en matière d'acquisition et de préservation des droits à pension complémentaire qui pourraient avoir pour effet d'entraver la libre circulation des salariés au sein de l'Union européenne. Ainsi la directive prévoit une acquisition des droits au plus tard après trois ans et des dispositions spécifiant la protection des droits acquis d'un travailleur sortant.

Au sujet de la protection des droits, il faut relever que la loi de 1999 omet de définir clairement les droits des affiliés en cas de départ avant l'âge normal de retraite. Les entreprises ont notamment la possibilité de se libérer de leurs engagements envers des anciens salariés en transférant la valeur actuelle de leurs droits acquis dans un régime dûment agréé.

Dorénavant, les entreprises seront obligées de maintenir leurs promesses jusqu'à la retraite et ne pourront s'en libérer que si elles financent le coût de leur transfert vers un autre régime garantissant les mêmes prestations de vieillesse. Cette obligation ne vise que les scénarios de transfert initiés par l'entreprise, tandis que pour les transferts mis en œuvre sur initiative de l'affilié même, l'employeur pourra se libérer de sa promesse en versant la valeur en capital correspondant aux droits acquis de l'affilié.

L'adaptation obligatoire des droits dormants a été supprimée suite aux amendements parlementaires du 20 avril 2018. En effet, le Conseil d'État dans son avis du 20 mars 2018 avait recommandé d'éviter une mise en œuvre rétroactive.

Suite à une reconsidération des motifs invoqués lors de la mise en place du mécanisme du rachat par le législateur de 1999, le projet de loi initial proposait de supprimer toute possibilité de rachat en cas de départ anticipé d'un salarié. Les amendements parlementaires sont revenus sur cette suppression pour autoriser le rachat dans des conditions limitées, à savoir pour des faibles montants, ainsi qu'en cas d'un départ à l'étranger.

L'extension du champ d'application personnel aux professions libérales et indépendantes s'accompagne d'une adaptation du cadre fiscal afin de leur offrir les mêmes avantages fiscaux que ceux prévus jusqu'à présent pour les régimes complémentaires de pension mis en place sur base de la loi de 1999.

Ainsi, les indépendants bénéficieront d'une déductibilité fiscale de leurs cotisations en tant que dépenses spéciales par l'ajout d'un nouveau numéro à l'article 110 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Alors que le projet de loi initial prévoyait de limiter la déductibilité fiscale des contributions versées à un régime complémentaire de pension agréé à 20 pour cent de son revenu annuel sans prise en compte des revenus dépassant le quintuple des douze salaires sociaux minima mensuels de référence pour un salarié non qualifié âgé de dix-huit ans au moins, cette limitation a été supprimée par les amendements gouvernementaux du 26 janvier 2018.

À l'instar des contributions patronales versées par une entreprise en faveur d'un salarié, les contributions versées par un indépendant à un régime agréé sont soumises à un impôt forfaitaire de 20 pour cent à titre de retenue d'impôt sur le revenu.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 07.03.2017

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

12.03.2018	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
26.03.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.04.2018	Continuation des travaux
19.06.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26.06.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2018

Loi du 1er août 2018

Mémorial A: 2018, n°708, page 1

Enquête européenne en matière pénale

7152 - Projet de loi portant

1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;

2° modification du Code de procédure pénale;

3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale

Le projet de loi 7152 vise à transposer en droit interne la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale.

La directive 2014/41/UE vise à compléter le cadre existant pour l'obtention de preuves, tel que ce cadre a été tracé, notamment, par la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne du 29 mai 2000 et par les décisions-cadres 2003/577/JAI et 2008/978/JAI. Elle ne s'ajoutera cependant pas à ces instruments existants, mais remplace les dispositions correspondantes figurant dans ces conventions à partir de son entrée en vigueur.

L'article 42 de la loi en projet précise par ailleurs qu'elle remplace, dans les relations avec les États membres de l'Union européenne qui ont transposé la directive, la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (ci-après «la loi de 2000»), la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signée à Strasbourg le 20 avril 1959 et approuvée par la loi du 21 juillet 1976, la Convention d'application des accords de Schengen du 19 juin 1990 et approuvée par la loi du 3 juillet 1992, la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne du 29 mai 2000 et le protocole du 16 octobre 2001 à celle-ci approuvés par la loi du 27 octobre 2010, le traité d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, approuvé par la loi du 26 février 1965. Le Danemark et l'Irlande ne participent pas à la directive. La loi de 2000 reste dès lors applicable à l'entraide judiciaire internationale avec ces pays de même qu'avec les États tiers.

La directive 2014/41/UE vise à unifier le droit de l'entraide judiciaire pénale au sein de l'Union européenne sur la base du principe de reconnaissance mutuelle des décisions de justice, fondement de l'espace judiciaire européen. La directive prend soin de préciser en son article 3 que la décision d'enquête européenne couvre toute mesure d'enquête, à l'exception de la création d'une équipe d'enquête commune et l'obtention de preuves dans le cadre de cette équipe.

La directive définit la décision d'enquête européenne comme une décision judiciaire qui a été émise ou validée par une autorité judiciaire d'un État membre, l'État d'émission, afin de faire exécuter une ou plusieurs mesures d'enquête spécifiques dans un autre État membre, l'État d'exécution, en vue d'obtenir des preuves. Cette définition est reprise à l'article 2 de la loi en projet. Suite à l'avis du Conseil d'État du 15 décembre 2017, cette définition est complétée par la précision suivant laquelle la décision d'enquête peut également avoir pour objet d'empêcher provisoirement sur le territoire de l'État d'exécution toute opération de destruction, de transformation, de déplacement, de transfert ou d'aliénation d'éléments susceptibles d'être utilisés comme preuve tel que prévu par l'article 32 de la directive.

L'exécution de la décision d'enquête ne peut néanmoins être refusée si les faits à la base relèvent d'une catégorie d'infractions visée à l'article 16 et punie dans l'État d'émission d'une peine ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins trois ans.

Pour certaines mesures, une décision d'enquête ne peut être refusée (par exemple les auditions ou toute mesure d'enquête non coercitive qui ne porte pas atteinte aux droits ou libertés individuelles).

Cet article fait partie du chapitre 1er du projet de loi qui détermine les principes généraux de la mesure d'enquête européenne.

La décision d'enquête peut être émise aux fins des procédures pénales engagées par une autorité judiciaire, concernant une infraction pénale conformément au droit de l'État d'émission, de même que pour des procédures engagées par des autorités administratives ou judiciaires, punissables selon le droit de l'État d'émission au titre d'infractions aux règles de droit et lorsque la décision peut donner lieu à un recours. Elle peut également être émise en lien avec des procédures précitées portant sur des faits ou infractions pouvant engager la responsabilité d'une personne morale ou entraîner une peine à son encontre dans l'État d'émission. La décision d'enquête européenne couvre également l'obtention de preuves qui sont déjà en possession des autorités compétentes de l'État d'exécution.

Le chapitre 2 règle la décision d'enquête émise par les autorités luxembourgeoises et le chapitre 3 celles adressées au Luxembourg par un autre État membre de l'Union européenne. Il y est notamment prévu que l'autorité luxembourgeoise veille à ce que la mesure soit exécutée de la même manière et suivant les mêmes modalités que si la mesure avait été ordonnée par une autorité luxembourgeoise. L'autorité compétente est donc celle qui le serait si l'infraction avait été commise au Luxembourg.

L'autorité judiciaire luxembourgeoise peut autoriser des personnes de l'autorité d'émission à assister les autorités luxembourgeoises dans l'exécution de la mesure d'enquête.

L'autorité luxembourgeoise peut refuser d'exécuter une décision d'enquête européenne, par exemple en cas d'immunité ou de privilège lui faisant obstacle ou de contrariété aux dispositions nationales relatives à la responsabilité pénale concernant la liberté de la presse ou la liberté d'expression ou encore si l'exécution de la décision était contraire au principe non bis in idem.

Il est pareillement possible d'exclure l'exécution de la décision d'enquête lorsque les faits à sa base ne constituent pas une infraction pénale selon la loi luxembourgeoise ou lorsqu'elle n'atteint pas le seuil de peine prévu en droit interne pour la mesure sollicitée.

S'il existe des motifs sérieux de croire que l'exécution de la mesure d'enquête indiquée dans la décision d'enquête européenne est incompatible avec les obligations du Grand-Duché de Luxembourg conformément à l'article 6 du Traité sur l'Union européenne et à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, son exécution peut être refusée également.

Finalement, l'exécution peut être refusée si la décision d'enquête européenne risque de nuire à des intérêts nationaux essentiels en matière de sécurité, de mettre en danger la source d'information ou de comporter l'utilisation d'informations classifiées se rapportant à des activités de renseignement.

Est également réglé le remplacement d'une mesure demandée, n'existant pas dans le droit national, par une mesure correspondante.

L'autorité judiciaire dispose en principe d'un délai de 30 jours pour décider de reconnaître ou d'exécuter la décision d'enquête et d'un délai de 90 jours pour l'exécuter à partir de la décision précitée. Une procédure de report de l'exécution de la mesure est prévue lorsqu'il y a un risque de nuisance par rapport aux enquêtes ou poursuites pénales en cours ou lorsque les objets, données ou documents concernés sont utilisés dans le cadre d'une autre procédure.

Le projet de loi fait une distinction entre les décisions d'enquête comportant une mesure coercitive et celles qui n'en comportent pas. Le régime des décisions d'enquête avec mesures coercitives est étroitement calqué sur celui de la loi de 2000: le Parquet général constitue alors l'autorité centrale qui contrôle d'office la régularité de la procédure. Le traitement judiciaire des décisions d'enquête reste inchangé par rapport au traitement actuel des commissions rogatoires internationales où est également fait une distinction en fonction des commissions rogatoires internationales avec et sans mesures coercitives.

Les décisions d'enquête tendant à faire opérer des mesures coercitives (par exemple saisies ou perquisitions) font l'objet de certaines dispositions particulières reprises de la loi de 2000. Ainsi, par exemple, en vertu de l'article 25 de la loi en projet, les établissements de crédit ne peuvent - sous peine d'amende révéler sans le consentement de l'autorité ayant ordonné la mesure, que la saisie de documents ou la communication d'informations a été ordonnée par le juge d'instruction en exécution d'une décision d'enquête européenne.

La chambre du conseil est compétente pour examiner la régularité de la procédure et pour statuer sur la transmission à l'État requérant des objets, documents et informations demandées ainsi que sur les éventuelles demandes en restitution formulées par les personnes visées par l'enquête ou par les personnes tierces intéressées (à l'exception de celles qui ne sont pas informées de la décision d'enquête en vertu de l'article 25).

Le chapitre 4 établit des règles particulières pour certaines mesures d'enquête, tel que le transfèrement, l'interception de télécommunications, l'audition par vidéoconférence et les informations concernant les comptes et opérations bancaires et financiers en reprenant les dispositions afférentes de la directive.

Concernant la vidéoconférence, le projet de loi introduit également une modification du code de procédure pénale, permettant l'usage de ce procédé de manière générale et non seulement dans le cadre des procédures européennes. Une première tentative d'introduction de ce procédé fut entamée par le projet de loi n°6381, retiré du rôle depuis. Les avis émis suite à ce projet de loi ont été pris en compte dans la rédaction du présent projet.

L'usage de la vidéoconférence sera désormais possible lorsqu'une personne est incarcérée ou lors de procès afin de pouvoir entendre des témoins, experts ou parties civiles en leur évitant notamment une confrontation physique avec le prévenu. Ces moyens sont encore utiles en cas d'éloignement de la personne à entendre.

La loi en projet règle encore la question des frais. Tous les coûts engagés sur le territoire national sont supportés par l'État luxembourgeois, mis à part les situations où les coûts d'exécution de la mesure sont exceptionnellement élevés. Dans cette hypothèse un partage des coûts peut être recherché avec l'autorité d'émission.

Le projet de loi modifie en outre trois articles du code de procédure pénale (48-17; 66-2 et 66-3) afin d'aligner le régime national qui y est prévu sur les dispositions prévues par la directive en la matière.

La modification proposée assure ainsi que les autorités judiciaires luxembourgeoises pourront appliquer dans les affaires nationales les mêmes règles que dans le cadre de l'exécution d'une décision d'enquête européenne pour le compte de leurs homologues étrangers.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.06.2017

Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Sam Tanson):

02.05.2018	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.05.2018	Présentation et adoption d'une série de propositions d'amendement
04.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018

Loi du 1er août 2018

Mémorial A: 2018, n°787, page 1

Surveillance des maladies infectieuses

7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux;

4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

Le projet de loi a pour objet d'améliorer le système de surveillance des maladies infectieuses au Grand-Duché de Luxembourg.

Le projet de loi confère à la Direction de la santé le rôle de surveillance et de contrôle du système de déclaration obligatoire mis en place dans le but de lutter contre la propagation des maladies visées dans le présent projet de loi. Il s'agit de mettre en place une surveillance centralisée.

Le projet de loi a pour objet de regrouper les données portant sur ces maladies dans un système centralisé, alors que jusqu'à présent cette fonction de surveillance a été remplie par trois institutions, à savoir le Laboratoire national de santé, le Luxembourg Institute of Health et la Direction de la santé.

Par l'instauration de ce nouveau système de surveillance, il s'agit d'organiser un système de prévention, de surveillance et de contrôle pour protéger les citoyens contre le risque infectieux et contre les menaces microbiennes ainsi que de collecter les données nécessaires à une surveillance épidémiologique exhaustive au niveau national.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 25.07.2017

Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

21.11.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
16.01.2018	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.01.2018	Continuation des travaux
30.01.2018	Continuation des travaux
06.02.2018	Continuation des travaux
03.04.2018	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.04.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08.05.2018	Adoption d'une deuxième série d'amendements parlementaires
19.06.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
03.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2018

Loi du 1er août 2018

Mémorial A: 2018, n°705, page 1

Compte épargne-temps dans la fonction publique

7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1° du Code du travail; et

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

L'objectif du présent projet est de mettre en place l'instrument du compte épargne-temps (CET) qui permettra à chaque agent d'accumuler et d'épargner du temps, afin de l'utiliser de manière différée à un moment de son choix, ceci chaque fois dans la limite des conditions légales.

Il s'agit de règles en matière d'aménagement du temps de travail et de congés qui vont permettre aux employés de l'État et aux fonctionnaires d'accumuler et d'épargner du temps afin de l'utiliser de manière différée à un moment de leur choix, et ainsi de mieux concilier vie privée et vie professionnelle, le tout dans la limite des conditions légales.

L'accent est mis sur un accroissement du bien-être au travail, une certaine liberté pour que chacun puisse mieux concilier les exigences de l'organisation du travail avec son rythme de vie privée, ses loisirs, sa participation à la vie associative, etc.

De plus, sera introduite davantage de flexibilité dans la détermination du temps de présence obligatoire des agents. La durée minimale de la pause de midi passera d'une heure à une demi-heure, l'heure flexible de début de la journée de travail sera avancée à 6.30 heures.

Aussi, les congés extraordinaires dans la fonction publique seront alignés sur ceux auxquels ont droit les salariés de droit privé depuis le début de l'année 2018.

L'agent de l'État aura donc droit aux congés extraordinaires suivants:

- trois jours ouvrés pour son mariage;

- un jour ouvré pour la déclaration de son partenariat;

- dix jours ouvrés pour le père en cas de naissance d'un enfant;

- dix jours ouvrés en cas d'accueil d'un enfant de moins de seize ans en vue de son adoption, sauf en cas de bénéfice du congé d'accueil;

- un jour ouvré pour le mariage de son enfant;

- trois jours ouvrés en cas de décès de son conjoint ou partenaire ou d'un parent ou allié du premier degré;

- cinq jours ouvrés en cas de décès de son enfant mineur;

- un jour ouvré en cas de décès d'un parent ou allié du deuxième degré; ainsi que

- deux jours ouvrés en cas de déménagement sur une période de trois ans de service, sauf s'il doit déménager pour des raisons professionnelles.

Par ailleurs, les règles relatives au CET seront adaptées pour tenir compte de la situation des enseignants. Le CET des enseignants sera géré en leçons et également utilisé en leçons et non pas en heures comme prévu dans la version initiale du projet de loi. La gestion du CET en leçons évitera de devoir convertir des leçons en heures et vice versa. Il est prévu que le plafond maximal d'heures soit fixé à 1.800 heures, soit une année de travail.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 21.08.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

07.06.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État
05.07.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
10.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.07.2018

Loi du 1er août 2018

Mémorial A: 2018, n°681, page 1

Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État

7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;

5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

et portant abrogation de la loi du 1er février 1984 portant création d'une administration du personnel de l'État

L'objectif du projet de loi est la création d'une nouvelle administration dénommée «Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO)» destinée à remplacer l'actuelle Administration du personnel de l'État.

La future administration sera dotée de nouvelles missions, cela «dans une optique d'optimisation des processus de gestion internes des administrations publiques».

Le projet de loi vise à étendre la mission d'assistance aux administrations à l'organisation interne de celles-ci, au-delà du volet de la pure gestion du personnel de l'État.

Ainsi, les attributions du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État engloberont tant la gestion centralisée des ressources humaines de l'État (calcul des rémunérations, encadrement des procédures de recrutement, assistance concernant la mise en place de plans de travail, etc.) que des aspects organisationnels relatifs aux administrations et services de l'État (assistance dans l'établissement de programmes de travail et d'organigrammes par exemple).

À côté de cette réforme principale, le projet de loi apporte encore certaines adaptations ponctuelles à plusieurs lois actuellement en vigueur, cela afin de rendre ces dernières conformes aux textes relatifs aux réformes dans la fonction publique qui sont applicables depuis le 1er octobre 2015.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 07.09.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

21.06.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État
05.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2018

Loi du 25 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°620, page 1

Services de paiement

7195 - Projet de loi portant:

1° transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et

2° modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur «PSD 2» (ci-après «directive 2015/2366»).

Au cours des dernières années, la digitalisation des services financiers a engendré l'apparition de nouvelles technologies («FinTech»), dont entre autres de nouveaux services de paiement et prestataires tiers agissant en qualité d'intermédiaire entre le client et l'établissement gestionnaire du compte de paiement. Plus précisément, le projet de loi fait, dans ce contexte, la distinction entre les nouveaux prestataires de services d'initiation de paiement (PSIP) et les nouveaux prestataires de services d'information sur les comptes (PSIC). Afin d'assurer la sécurité et les droits des utilisateurs de ces services et d'accorder une sécurité juridique à ces prestataires, une adaptation de la législation actuelle (la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement) conformément à la directive 2015/2366 s'est avérée nécessaire.

La présente loi en projet établit des critères clairs pour l'exercice des activités de ces nouveaux prestataires de services de paiement. Ainsi, tout prestataire tiers devra solliciter un agrément et s'enregistrer auprès de la CSSF afin de pouvoir prester ses services. Ces prestataires seront soumis à la surveillance de la CSSF.

En ce qui concerne les activités transfrontalières, le régime et la procédure du passeport européen des établissements de paiement et de monnaie électronique sont précisés davantage. En matière de surveillance des entités agréées, le projet de loi instaure une procédure de coopération plus étroite et détaillée entre les autorités compétentes concernées et renforce les pouvoirs de l'autorité compétente de l'État membre d'accueil.

Pour assurer une meilleure sécurité des utilisateurs et de leurs données, les prestataires de services de paiement sont en principe tenus d'appliquer une authentification forte. Le projet de loi exige également de la part des prestataires de services de paiement des procédures efficaces de gestion et de signalement des incidents majeurs, qu'ils soient opérationnels ou de sécurité, ainsi qu'une communication sécurisée entre les banques gestionnaires de comptes et les prestataires de services de paiement. Pour ce qui est de l'accès des PSIP et PSIC aux comptes de leurs utilisateurs, le projet de loi prévoit une identification du prestataire tiers par un système d'accès direct, appelé API («application programming interfaces»), pour garantir un accès sûr et efficace à ces comptes. Les modalités de fonctionnement du système d'accès direct sont explicitées par des normes techniques de réglementation adoptées par la Commission européenne.

Par l'introduction et l'encadrement légal des prestataires tiers (PSIP et PSIC), une ouverture plus large du marché des services de paiement est réalisée. En effet, les prestataires de services gestionnaires de compte, en l'occurrence les banques traditionnelles, sont forcés d'autoriser les prestataires tiers à accéder aux comptes de leurs clients ainsi qu'aux données y afférentes si les clients y consentent. Les banques perdent par conséquent le monopole d'accès aux données des comptes de leurs clients, ce qui s'inscrit dans la stratégie de la Commission européenne d'intégrer davantage le marché européen des services de paiement et de renforcer la concurrence, et ainsi d'offrir un choix plus vaste de services de paiement aux utilisateurs, portés par les nouvelles technologies.

En ce qui concerne la protection des consommateurs, le projet de loi réduit également la responsabilité des utilisateurs de 150 à 50 euros en cas de paiement non autorisé suite à la perte ou au vol d'un instrument de paiement. En outre, les prestataires sont obligés de fournir des informations à leurs clients quant aux procédures de réclamation et de règlement extrajudiciaire des litiges.

Finalement, le projet de loi met en place certaines modifications ponctuelles de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement dans le but d'aligner ladite loi au texte de la directive 2015/2366, ainsi que d'ajuster les dispositions sur les établissements de monnaie électronique.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 10.10.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

19.01.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
29.06.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°612, page 1

Réglementation de la circulation sur voies publiques

7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

L'objectif du présent projet de loi est de corriger une erreur matérielle. En effet, lors de l'élaboration de la loi du 26 janvier 2016 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, portant réforme du contrôle technique des véhicules routiers, il avait été oublié de reprendre les dispositions du paragraphe 6 de l'ancien article 4bis de la loi modifiée du 14 février 1955 qui concernent les contrôles en matière de tachygraphe et de temps de conduite et périodes de repos et la sanction des infractions. Le présent projet de loi vise dès lors à réintroduire la disposition contenue auparavant dans l'ancien article 4bis, paragraphe 6, tel qu'il existait avant la loi du 26 janvier 2016, mais qui devient selon la nouvelle numérotation des articles, l'article 4sexies.

Étant donné qu'entretemps le règlement (UE) n°165/2014 relatif aux tachygraphes dans les transports routiers, abrogeant le règlement (CEE) n°3821/85 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et modifiant le règlement (CE) n°561/2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route a remplacé le règlement (CEE) n°3821/85 précité, il y a également lieu de mentionner le nouveau règlement (UE) n°165/2014 au lieu du règlement (CEE) n°3821/85 abrogé.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 20.10.2017

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.03.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
04.07.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.07.2018

Loi du 7 septembre 2018

Mémorial A: 2018, n°791, page 1

Avion de transport militaire A400M

7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

Le présent projet de loi vise à modifier la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M, laquelle n'a trait qu'aux coûts résultant de l'acquisition de l'avion A400M, afin d'y intégrer les dépenses occasionnées par l'exploitation, le fonctionnement et le soutien en service de l'avion.

Le terme de soutien en service [«In-Service Support» (ISS)] désigne toutes les activités de support logistique nécessaires à maintenir les avions en service durant le cycle de vie complet de l'avion, lequel est estimé à une durée d'environ 35 ans. Ces activités comprennent notamment la maintenance des avions, des moteurs, le soutien technique, la configuration de l'avion et des équipements de soutien, le réapprovisionnement des pièces A400M et de leurs moteurs, la navigabilité, l'infrastructure, la maintenance et la gestion des équipements de sol et du simulateur de vol, la formation du personnel en charge du soutien ainsi que le retrait d'emploi du système A400M et de l'équipement associé.

Dans l'esprit d'une exploitation commune de la flotte des avions A400M entre le Luxembourg et la Belgique dans le cadre d'une unité binationale et compte tenu du fait que la défense luxembourgeoise ne dispose pas de toutes les compétences techniques en la matière, la partie belge effectuera certaines tâches liées à l'exploitation, au fonctionnement et au soutien en service pour toute la flotte.

Le Luxembourg contribue à hauteur d'un huitième aux coûts occasionnés par l'exploitation, le fonctionnement et le soutien en service de la flotte commune d'avions de transport A400M. Ces coûts se composent principalement des frais de gestion opérationnelle et logistique de l'équipement et du personnel de la flotte, des coûts de carburant, des frais de soutien aéroportuaire, des frais d'entretien des infrastructures de l'aéroport militaire, des frais d'entretien et de maintenance de l'avion et des frais des pièces de rechange.

L'impact budgétaire annuel résultant de l'exploitation, du fonctionnement et du soutien en service de l'avion est actuellement estimé entre 11 et 12 millions d'euros. Étant donné que certains contrats doivent être mis en place avant la livraison de l'avion même, des engagements financiers de moindre envergure pourraient déjà surgir en 2018.

Sur une durée de vie de 35 ans de l'avion, la dépense cumulée liée aux frais liés au soutien en service est estimée à un montant total prévisible de 420 millions d'euros. Ce prix sera adapté en fonction de l'évolution des conditions économiques telle que déterminée par l'évolution du déflateur PIB applicable à la zone euro.

Étant donné qu'il s'agit de dépenses résultant de services et non d'une acquisition, les dépenses ne sont pas imputées sur le fonds d'équipement militaire mais sur le budget des recettes et des dépenses de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 29.01.2018

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

16.04.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
25.06.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2018

Loi du 1er août 2018

Mémorial A: 2018, n°673, page 1

Convention de sécurité sociale LU-Chine

7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017

Le projet de loi vise à approuver la Convention de sécurité sociale conclue entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine. Il s'agit de la première convention en la matière entre les deux États contractants.

La convention vise à garantir les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui sont ou ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des États contractants. L'objectif principal de la convention vise le détachement de travailleurs.

La première partie de la convention intitulée «Dispositions générales» a pour objet de consacrer deux principes fondamentaux en matière de coordination internationale des régimes de sécurité sociale: l'égalité de traitement des personnes résidant sur le territoire de l'un des États contractants et l'exportation des prestations acquises au titre de la législation d'un des États contractants.

La deuxième partie a trait à la détermination de la législation applicable. Le principe retenu est que le travailleur est soumis à la législation de l'État contractant sur le territoire duquel il exerce son activité professionnelle. À ce principe s'ajoutent certaines dérogations. Notamment une dérogation au principe du pays d'emploi au profit des travailleurs qui sont occupés normalement sur le territoire d'un État et qui sont détachés par leur employeur sur le territoire de l'autre État pour y effectuer un travail limité par son objet et dans le temps (détachement). Dans ce cas, le travailleur reste soumis à la législation à laquelle il est assujetti normalement.

Pour nos relations entre la Chine et le Luxembourg, il a été retenu que le détachement peut être accordé pour une durée maximale de 60 mois, renouvelable sous certaines conditions.

Une autre dérogation concerne les travailleurs des entreprises de transport aérien pour lesquels la législation applicable est celle de l'État contractant sur le territoire duquel l'entreprise a son siège. Une particularité concerne les marins où l'article 8 de la convention retient le critère de la résidence des marins, si celle-ci est en Chine ou au Luxembourg.

Les troisième et quatrième parties ont, quant à elles, trait aux dispositions diverses et aux dispositions transitoires et finales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.02.2018

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

19.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

03.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018

Loi du 25 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°629, page 1

Reclassements dans la fonction publique

7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État

Le projet de loi 7245 a pour objet de régler les difficultés qui sont apparues en relation avec le reclassement de certaines carrières par les textes relatifs aux réformes dans la fonction publique sur base des accords conclus en juillet 2011 entre la CGFP et le Gouvernement alors en place.

En effet, le reclassement prévu par ces textes n'a pas permis de «tirer l'avantage espéré» de la revalorisation projetée des carrières.

De plus, il s'est avéré que lesdits textes ont entraîné des conséquences défavorables pour certains agents recrutés peu de temps avant la date d'entrée en vigueur des réformes (1er octobre 2015), dans la mesure où le classement de ces agents s'est révélé moins avantageux que pour celui des agents recrutés après cette date.

Le projet de loi sous avis vise à remédier à ces problèmes en remplaçant (rétroactivement) le système du reclassement prévu par les textes relatifs aux réformes - selon lequel les agents concernés ont été classés dans le grade de la nouvelle carrière correspondant à l'ancienneté de service acquise depuis leur première nomination, à la valeur de l'échelon barémique atteint la veille de l'entrée en vigueur des lois de 2015 ou, à défaut, à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur - par le régime de reclassement dont ont bénéficié les instituteurs lors de la réforme de l'enseignement fondamental en 2009 et selon lequel les agents concernés seront classés au même numéro d'échelon, diminué d'un échelon, dans le grade supérieur à celui atteint la veille de l'entrée en vigueur des lois de 2015.

Par le texte des amendements gouvernementaux du 6 avril 2018, il est par ailleurs introduit un mécanisme dérogatoire au nouveau régime de reclassement prémentionné pour certaines catégories d'agents (dont les éducateurs gradués) pour lesquels l'application de ce régime principal mènerait à des «situations iniques».

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 12.02.2018

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

21.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2018

Loi du 25 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°680, page 1

Extension de la caserne Grand-Duc Jean

7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

a) Considérations générales

Le projet de loi sous rubrique prévoit la réhabilitation et la modernisation des infrastructures militaires de la caserne Grand-Duc Jean dont la majeure partie a été construite dans les années cinquante.

Ce projet de loi est la suite d'une première et deuxième phase de mise à niveau telles que prévues par la loi du 19 mai 2009 relative à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch et par la loi du 23 novembre 2009 relative à la construction d'un hall logistique pour la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch.

En effet, le projet de loi sous rubrique prévoit, d'une part, le réaménagement et l'assainissement des bâtiments existants, et, d'autre part, la construction d'infrastructures sportives et d'une cuisine centrale sur une partie des terrains extérieurs au périmètre actuel de la caserne.

Alors que la réhabilitation et la modernisation des bâtiments de la caserne faisaient déjà l'objet d'une étude de faisabilité dans les années 2000, ce projet avait été mis en veille à partir de 2010 suite aux mesures de restrictions budgétaires du Gouvernement luxembourgeois. Repris en 2014, l'étude de faisabilité définit en conclusion les travaux à envisager ainsi que plusieurs variantes possibles quant à l'implantation des nouvelles infrastructures.

Le scénario finalement retenu par l'armée en été 2015 présente les avantages suivants:

- la possibilité d'implanter toutes les nouvelles infrastructures sur des terrains étatiques ou communaux, grâce aussi à l'acquisition des parcelles de terrains adjacentes du côté est de la caserne;

- l'adéquation aux besoins fonctionnels de l'armée;

- un phasage projeté des différents travaux qui garantit le maintien du fonctionnement de la caserne durant la longue période des travaux;

- la possibilité d'accéder au futur hall des sports sans devoir pénétrer dans les enceintes sécurisées de la caserne;

- la possibilité d'une éventuelle extension ultérieure de la caserne.

b) Objet du projet de loi

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à faire procéder au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg.

De manière plus détaillée, le programme de construction s'articule comme suit:

- Infrastructure sportive

La construction d'une nouvelle infrastructure sportive est priorisée. Étant donné que les infrastructures du préau sportif actuel sont considérées comme obsolètes, la construction d'un nouveau hall des sports à trois unités séparées permet à l'armée de disposer de l'infrastructure nécessaire à l'entraînement physique de son personnel dans les règles de l'art. L'actuel hall des sports reste maintenu comme préau couvert dans le patrimoine des bâtiments en tant que salle d'exercice pour exercices CAX (computer assisted exercises) nationaux et internationaux, salle d'entraînement pour l'instruction de tir, salle d'entraînement drill, salle de parade en cas d'intempéries, salle d'exposition pour journée d'information des écoles post-primaires et comme hébergement d'urgence dans le scénario d'un «plan nombreuses victimes».

- Infrastructure administrative

L'infrastructure administrative a été revue à la lumière des effectifs prévisibles à moyen et long terme. Avec une professionnalisation plus poussée et la création d'une unité de capacités spécialisées, le besoin en pavillons administratifs standards a augmenté. Suite à la restructuration de l'état-major de l'armée, une partie des services est relocalisée de Luxembourg-ville à Diekirch et regroupée avec l'état-major du centre militaire dans un grand bâtiment de commandement.

- Infrastructure d'instruction

L'armée prévoit un programme d'acquisition de moyens de simulation destinés à l'entraînement militaire. Le recours à ces moyens permet d'éviter une usure d'équipements majeurs coûteux, réduit les frais de déplacements vers les terrains d'exercices et permet de réaliser des économies substantielles en frais de fonctionnement. La construction du hall logistique a libéré un grand bâtiment qui permet de regrouper au sein d'un pavillon unique les salles d'instruction et les moyens de simulation actuels et futurs.

- Infrastructure de restauration et de loisirs

Au regard du fait que l'actuelle cuisine centrale, rénovée à la fin des années 80, n'est plus conforme aux normes de l'hygiène alimentaire et est agencée d'une façon non fonctionnelle, vu par ailleurs les effectifs croissants de l'armée, et par souci d'une utilisation rationnelle des infrastructures de restauration et des ressources humaines, un nouveau bâtiment regroupant toutes les infrastructures de restauration et de loisirs est construit sur le terrain adjacent du côté est de la caserne.

- Infrastructure médicale

L'infrastructure médicale existante du service de santé nécessite une rénovation complète et une valorisation de l'espace disponible sous les combles pour accueillir une partie administrative et une partie destinée à l'instruction et aux tests médico-sportifs. La zone destinée aux activités médicales et paramédicales est mise en conformité par rapport aux normes d'hygiène, de sécurité et de condition de travail en vigueur dans des établissements de santé publics.

- Infrastructure de sécurité

L'infrastructure du corps de garde et du poste d'entrée, dans sa conception et son emplacement actuels, ne permet pas de garantir une sécurité optimale et suffisante des installations militaires. Ainsi l'actuel corps de garde est réhabilité et mis aux normes de sécurité adéquates et un nouveau poste d'entrée fonctionnel est construit à partir duquel il est possible de contrôler les entrées et sorties des piétons et véhicules 24h/24h et 7j/7j. Finalement, la sécurité passive de la caserne est renforcée par la mise en place d'une nouvelle clôture de sécurité et d'un système de surveillance électronique sur le périmètre intérieur de la caserne, ainsi que d'un chemin de patrouille, en partie carrossable, suivant le trajet de la nouvelle clôture.

- Infrastructure d'entreposage du charroi et de stockage du matériel individuel et collectif des unités opérationnelles

Le charroi tactique a également connu des modernisations importantes. La mise en service d'une nouvelle gamme de véhicules de reconnaissance, de véhicules de liaison blindés légers, de véhicules logistiques blindables ou blindés, de même que l'équipement connexe y intégré - systèmes de communications, de tir, d'observation et de gestion du champ de bataille - représente un investissement considérable. Dès lors, il n'est plus concevable de stationner ces véhicules à ciel ouvert, sous peine d'usure accélérée. Il est procédé à la construction d'un parking ouvert/couvert qui protège les véhicules contre les intempéries et qui garantit également la sécurité de cet équipement sensible.

Le matériel collectif des unités opérationnelles est centralisé au niveau d'un seul bâtiment, disposant d'un accès facile pour le chargement et le déchargement ainsi que de compartiments appropriés pour les différentes unités opérationnelles. Des compartiments sécurisés sont prévus dans ce bâtiment et dans les pavillons administratifs des unités opérationnelles pour stocker l'équipement sensible.

- Pavillon activités syndicales

La loi prévoit que toute grande administration met à disposition de ses représentations de personnel un lieu adapté pour y exercer ses activités. Un pavillon sera aménagé partiellement en pavillon d'activités syndicales qui offre aussi la possibilité d'y organiser une activité sociale en dehors des heures de service.

- Pavillons de réserve

Le programme prévoit six pavillons de réserve, à savoir cinq pavillons standards et le mess des officiers. Vu les effectifs actuels de l'armée, ces pavillons n'auront pas d'affectation immédiate.

- Hangars pour véhicules militaires, parkings et aires de stationnement

Avec la diversification du charroi militaire, un hangar supplémentaire pour le stationnement sécurisé et protégé des camions est nécessaire.

Les voitures privées des militaires et du personnel civil sont regroupées sur trois grandes aires de stationnement à ciel ouvert. Suite au rapatriement des services de l'état-major de Luxembourg-ville, des emplacements de parking supplémentaires sont aménagés dans les allées et autour des pavillons administratifs et les petites aires de stationnement actuelles sont élargies. En outre, un parking est aménagé à hauteur de l'ancien hangar de véhicules.

À l'extérieur de la caserne, le parking des soldats volontaires est étendu d'environ 70 places en vue d'une augmentation des effectifs à moyen et long terme. Des emplacements pour vélos (mobilité douce) sont prévus à des endroits stratégiques de la caserne.

Financement

Les dépenses relatives au projet de réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne tiennent compte du coût de la construction, des coûts complémentaires, d'une réserve pour imprévus et des honoraires et s'élèvent au coût total arrondi TTC de 137.200.000 euros.

Les dépenses annuelles liées aux coûts de consommation et d'entretien comprennent les frais de consommation, les frais d'entretien courant et de maintenance ainsi que les provisions d'entretien préventif et se situent à un montant total arrondi TTC de 4.314.000 euros.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.03.2018

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

04.07.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.07.2018
Loi du 21 août 2018
Mémorial A: 2018, n°854, page 1

Maison de soins à Differdange

7280 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie

Dans le but de répondre au vieillissement de la population, de garantir des conditions de vie optimales aux personnes âgées tout en veillant à une répartition territoriale équitable des infrastructures pour personnes âgées, le projet de loi 7280 propose donc de construire une maison de soins de 200 lits à Differdange.

Cette nouvelle maison de soins remplacera la maison de soins existante dans l'ancien hôpital de Differdange «Thillebierg» qui, bien que disposant actuellement de 86 lits, n'est néanmoins plus en mesure d'offrir le confort nécessaire à une clientèle de plus en plus dépendante.

La nouvelle maison de soins à Differdange aura, de par sa capacité d'accueil et conception, une vocation intégrale. L'éventail des aides et des assistances proposées ira du simple service à la prise en charge globale, voire même à une assistance intensive. Ces aides ne répondront pas à des normes établies, mais s'orienteront et s'adapteront aux besoins réels de chaque personne concernée.

Le concept d'encadrement est conçu de telle sorte qu'il puisse s'adapter, innover et poursuivre une approche combinée des concepts généraliste et spécialisé. Le nouveau centre pourra ainsi accueillir tout type de client avec la promesse de garantir les soins durant tout le séjour peu importe l'évolution de la dépendance ou de l'évolution de son état cognitif. Le concept spécialisé permettra également la prise en charge des clients atteints d'une forme de démence ou d'handicap. Ces soins se feront dans un environnement conçu spécialement pour leur permettre de vivre dans un cadre de normalité relative.

Pour ce qui est de la conception de l'immeuble, il est à souligner que celui-ci sera ouvert vers l'extérieur et que les différentes structures et divers services (magasins, salle polyvalente, salle des fêtes, cafétéria…) favoriseront la vie sociale et la communication entre générations. Cette conception respecte d'ailleurs les directives du programme national du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Concernant le financement du projet, il est à soulever que l'État, suivant convention approuvée par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 30 mars 2018 et signée en date du 30 mars 2018 entre l'État et l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» au financement des 200 lits de la maison de soins pour personnes âgées, participe à l'ordre de 100% aux coûts de la réalisation du projet.

Le coût total maximum des travaux de construction de la maison de soins à Differdange est de 62.435.545,17 euros.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.04.2018
Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président: M. Gilles Baum):
18.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°648, page 1

Échangeur de Dudelange-Burange

7282 - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à faire procéder au réaménagement de l'échangeur Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13 comprenant un giratoire au niveau de la route nationale N31, quatre ouvrages d'art pour l'aménagement proprement dit, des bretelles d'accès et de sortie sur l'autoroute A13, un ouvrage à construire au-dessus des voies CFL de la ligne Bettembourg-Dudelange ainsi que des accès au Laboratoire national de santé et à la plateforme multimodale à Bettembourg-Dudelange. Le projet comprend en outre un écran anti-bruit sur le côté sud de l'autoroute A13. Les dépenses occasionnées par ces travaux ne peuvent pas dépasser le montant de 51.000.000 euros.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
29.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018
Loi du 21 août 2018
Mémorial A: 2018, n°832, page 1

Contournement de Bascharage

7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à faire procéder à la réalisation du contournement routier de Bascharage et à financer ce projet d'infrastructure. D'autre part, il modifie la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.

Le coût total du projet de contournement routier de Bascharage dépasse le montant de 40 millions d'euros, inscrit à l'article 80, paragraphe 1er, lettre c), de la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Sa réalisation doit dès lors être autorisée par le législateur.

Le projet comprend la construction d'une route en rase campagne d'une longueur de 4.200 mètres, à deux voies de circulation opposées en section courante, connectée à son origine à la route N5 et à sa fin à la Collectrice du Sud A13. Le contournement routier vise à délester la localité de Bascharage d'une partie du trafic d'automobiles et de poids lourds et à influer ainsi favorablement sur la qualité de vie des habitants.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
04.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.07.2018
Loi du 21 août 2018
Mémorial A: 2018, n°830, page 1

Pôle d'échange Howald

7285 - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à faire procéder à la réalisation du pôle d'échange Howald et au réaménagement de la rue des Scillas. Le projet comprend les volets infrastructures et mesures compensatoires. L'autorisation du législateur est nécessaire dans la mesure où l'engagement total de l'État s'élève à 130.000.000 euros et dépasse donc le montant prévu à l'article 80, c) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
29.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018
Loi du 21 août 2018
Mémorial A: 2018, n°837, page 1

Construction du «Südspidol»

7286 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol»

L'objet du projet de loi sous rubrique consiste à autoriser l'État à participer au financement des travaux de construction du futur «Südspidol» à Esch-sur-Alzette pour un montant ne pouvant dépasser 433.542.551 euros (valeur 779,82 de l'indice semestriel des prix de la construction).

Le CHEM fonctionne actuellement sur trois sites, son coût d'exploitation est de 180 millions d'euros par an, et d'ici 2020, sans nouvelle construction, les besoins en investissements pour la rénovation des trois sites s'élèveraient à 348 millions d'euros.

Voilà pourquoi en date du 21 décembre 2011 le Conseil de Gouvernement a donné son accord au CHEM pour lancer les travaux de planification d'un hôpital sur un site unique.

Le projet «Südspidol» prévoit la construction sur un site unique d'un hôpital novateur, axé sur des soins médicaux personnalisés, la sécurité du patient, le «healing environment» et l'économie d'énergie.

Le nouveau «Südspidol» regroupera dans plusieurs pavillons situés sur un seul site tous les services hospitaliers du CHEM et intégrera également architecturalement le Centre François Baclesse. L'intégration du CFB lui permettra d'assurer ses développements technologiques futurs par l'aménagement de deux bunkers supplémentaires et de bénéficier de l'appui du CHEM, essentiellement pour l'ensemble des aspects logistiques et de maintenance des bâtiments.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 18.04.2018
Rapportrice: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):
19.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°674, page 1

SÉANCE 49

MARDI,
10 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Octroi d'un titre honorifique à M. Marcel Oberweis

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Question élargie n°32 de M. Laurent Mosar relative aux restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail

- *M. Laurent Mosar - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

6. 7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Henri Kox), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, M. Marc Baum (parole après ministre), M. le Ministre Etienne Schneider*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7113 - Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale

et portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;

4° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

5° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

6° de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;

7° de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

et portant abrogation

de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

- *Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Claude Lamberty*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président, et M. Claude Wiseler) (dépôt d'une motion), M. Gilles Baum (dépôt d'une motion), Mme Taina Bofferding, Mme Sam Tanson, M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Sylvie Andrich-Duval), M. Marc Baum, M. Gérard Anzia*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de M. Marc Spautz)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions: M. Claude Wiseler*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

8. 6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais

- *Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes (intervention de M. Henri Kox), M. Franz Fayot*

9. Ordre du jour (suite)

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

10. 6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais (suite)

- *Discussion générale (suite): Mme Sam Tanson, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (intervention de M. Fernand Kartheiser) (dépôt d'un amendement)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture, M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. le Secrétaire d'État Guy Arendt*
- *Amendement 1: M. Franz Fayot, Mme Sam Tanson, M. Marc Baum*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7195 - Projet de loi portant:

1° transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et

2° modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7306 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

2. modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, wann Der wéilt Plaz huelen, da kann ech d'Sëtzung direkt opmaachen. E schéine gudde Mëtteg. Ech froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Nee, Här President, dat ass net de Fall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

2. Communications

Dann hunn ech Iech déi üüblech Kommunikatiounen ze maachen, wat d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten ugeet grad eréi d'Lëscht vun de Projeten, déi deponéiert gi sinn, an d'Lëscht vun de Petitiounen. Déi sinn entweder un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verschéckt ginn oder leien hei um Büro. Dir kënnt se also jidderzäit konsultéieren.

Communications du Président - séance publique du 10 juillet 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7332 *- Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la santé*

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 03.07.2018

7333 *- Projet de loi portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, signée à Paris, le 7 juin 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.07.2018

7334 *- Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren; au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig et au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 04.07.2018

7335 *- Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Gast Gibéryen, Député, M. Henri Kox, Député, M. Claude Wiseler, Député, le 05.07.2018

7336 *- Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

7337 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

7338 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

7339 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 09.07.2018

7340 *- Projet de loi portant modification de l'article 410-2 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les services de secours*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 09.07.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

1067 *- Demande de pétition publique: Blocage d'un carrefour: Avertissement taxé de 145 € et retrait de 2 points*

Dépôt: M. Serafim Pinho, le 02.07.2018

1068 *- Demande de pétition publique: Amélioration du système de collecte de déchets E-Trash - Improve the E-Trash waste collection system*

Dépôt: M. Daniel Silva Fernandes, le 06.07.2018

1069 *- Demande de pétition publique: Interdiction de fumer aux terrasses des restaurants*

Dépôt: M. Daniel Reding, le 06.07.2018

1070 *- Demande de pétition publique: Geblitzte Verkehrsteilnehmer belohnen mit „Check Cadeaux"*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 08.07.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Octroi d'un titre honorifique à M. Marcel Oberweis

Da wollt ech d'Chamber froen, ob se domat d'accord ass, wéi de Bureau dat a senger Reunioun vum 29. Juni proposéiert huet, fir dem Här Marcel Oberweis den Éierentitel vu senger Fonctioun ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass den Här Marcel Oberweis ab elo Éierendeputéierten.

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour kennt Der, wéi e vun der Presidentekonferenz vum leschten Donneschdeg proposéiert ginn ass. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert. A mir géifen dann direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour kommen, enger erweiderter Fro vum Här Laurent Mosar iwwert d'territorial Restriktiounen, wat d'Offer am Commerce ugeet. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

5. Question élargie n°32 de M. Laurent Mosar relative aux restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Wirtschaftsminister: „Territorial Restriktioune schueden der Kompetitivitéit", esou ass eng Etüd iwwerschriwwen, déi d'Generalsekretariat vum Benelux an Optrag ginn hat an déi bei 68 lëtzebuergesche Betriber hei am Land gemaach ginn ass. Datt Entreprisen hei am Land net fräi um europäesche Marché kënne wielen, wou se hir Produite siche ginn, mä nëmmen do, wou de Reseau vun der Mark et virschreift, huet ënner anerem negativ Konsequenzen op de Präis, d'Marge, d'Gamme vu Produiten a Servicer souwéi den Delai vun der Liwwerung.

Alles dat geet aus där Etüd ervir, déi eigentlech dat bestätegt, wat vill Entreprisen, awer och Geschäftsleit ëmmer erëm kritiséieren.

Ech hunn, Här President, de Mëtten net d'Zäit, op den Detail vun dëser interessanter Etüd anzegoen, just awer nach vläicht eng Zuel, déi eigentlech alles ausseet, näämlech datt vun deenen enquêtéierten Entreprisen 39,1%, also bal 40%, deklaréieren, datt hir Fournisseuren territorial Restriktioune praktizéieren, déi hirer Kompetitivitéit schueden.

Här President, erlaabt mer, nach ganz kuerz eng Kéier op den Historique vun dëser Thematik anzegoen an notamment op eng éischt vu ville parlamentaresche Froen, déi heizou gestallt gi sinn, näämlech déi vum 16. Mee 2014, wou ech och an deemselwechte Kontext schonn eng Fro un de Wirtschaftsminister gestallt hat a wou ech mech deemools op Aussoe vun der Madamm Statssekretärin baséiert hat, déi si bei der Geleeënheet vun der Ouverture vun der Fréijoersfoire 2014 gemaach hat. An ech wëll vläicht awer ganz kuerz déi Aussoen hei nach eng Kéier zitéieren.

D'Madamm Statssekretärin huet also deemools gesot: „Den Handel huet haut nach ëmmer e seriöen Nodeel, näämlech deen, datt vill vun eise Geschäfter net fräi sinn, do anzekafen, wou et fir si am bëllegste gëtt. Si gi gezwongen, iwwer Importateuren an Tëschenhändler ze fueren, mat der Konsequenz, datt vill Produiten zu Lëtzebuerg méi deier si wéi am Ausland. Elo endlech huet d'Europäesch Kommissioun dat agesinn, nodeems mer ëmmer nees op déi Problemer higewisen hunn. De Kommissär Michel Barnier huet an engem rezente Bréif versprach, fir elo Remedur ze schafen. Ech hoffe staark", seet also 2014 d'Madamm Statssekretärin, „datt dat nach virum Enn vun dësem Joer geschitt." Also 2014. „Op alle Fall wier dat e grousse Fortschrëtt fir den Handel an natierlech och fir de Client."

Véier Joer méi spéit, Här President, musse mer feststellen, datt an där gesamter Thematik eigentlech wéineg, fir net ze soe guer näischt passéiert ass, och wa mer der Regierung zegutthalen, datt se sech ëmmer erëm beméit huet, bei der Europäescher Kommissioun hei unzeklappen.

Mir sinn natierlech frou, datt d'Benelux-Etüd nach eng Kéier expressis verbis de Problem vum Geoblocking thematiséiert. A mir géifen eis eigentlech och vun der Regierung erwaarden, datt elo endlech Neel mat Käpp géife gemaach ginn an datt et och zu konkrete Resultater am Interêt vun de lëtzebuergeschen Entreprisen a Geschäftsleit géif kommen.

An deem Sënn géif ech och op d'Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun vum 19. Abrëll vun dësem Joer hiweisen. Well eng vun de Konklusioune vun der Kommunikatioun ass, datt d'Kommissioun der Meenung ass, datt d'Vente en détail misst d'Méiglechkeet hunn, déi national Entitéit vum Fournisseur, bei deem ee sech wéilt approvisionnéieren, fräi ze wielen.

Dat ass och dann, Här President, de Kär vum Problem, well haut leider nach ëmmer vill lëtzebuergesch Entreprisen a Commercë gezwonge ginn, iwwer eng aner national Entitéit ze fuere wéi déi vun hirem éischte Choix.

Ech géif mir duerfir erlaben, folgend Froen un de Wirtschaftsminister ze stellen:

Éischtens, wat fir eng konkret Mesurë gedenkt de Wirtschaftsminister kuerzfristeg ze huelen, fir op déi Praktike vun territoriale Restriktiounen ze reagéieren?

Zweetens, kéint de Minister sech virstellen, um Niveau vum Wirtschaftsministère eng Aart Taskforce en place ze setzen tëschent der Chambre de Commerce, der clc, der UEL an dem Wirtschaftsministère, fir iwwer konkret Mesuren ze diskutéieren, wéi ee géint déi virgenannte Praktiken um Terrain kéint virgoen?

Drëttens, wier de Minister eventuell d'accord, concernéierten Entreprisen a Geschäftsleit eng logistesch Hëllef zoukommen ze loossen, wat eventuell Reklamatiounen a Recourse vun dëse Betriber géint eenzel Fournisseure betrëfft, dëst souwuel um Niveau vun der EU-Kommissioun wéi och le cas échéant beim Europäesche Geriichtshaff?

Véiertens, kéint hei net de Conseil de concurrence méi eng proaktiv Roll spillen, quitte datt ee le cas échéant d'Kompetenze vun dësem nach eng Kéier misst op de Leescht huelen?

A fënneft a lescht Fro: Kéint ee sech net virstellen, datt de Ministère genau géif Buch féiere vun allen territoriale Restriktiounen, déi him géife vun Entreprisë gemellt ginn, an d'Lëscht vun all deene Fournisseure géif am Ufank vun all Joer publizéiert ginn? Dës Mesurë kéinten näämlech dann e gewëssenen Drock ausüben, och op d'Fournisseuren, déi sech net un d'europäescht Recht géifen halen.

Ech soen Iech scho Merci fir d'Beäntwertung vun deene Froen, Här Minister.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo direkt de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech soen dem honorabelen Deputéierte Laurent Mosar Merci fir déi Fro. Dat ass e Sujet, dee mech scho laang rose mécht, e Sujet, dee mech rose mécht, zënter ech am Amt sinn, a wou mer wierklech villes probéiert hunn, fir d'Kommissioun dozou ze bewegen, dass se sech géif bougéieren.

Mir wëssen, dass de Problem net nëmme beim Commerce besteet, net nëmme bei de Grandesurfacen, déi sech net kënnen do mat Produiten andecken, wou se wëlle respektiv wou et fir si am bëllegsten ass, mä déi gezwonge ginn, bei deem engen oder anere Fournisseur anzekafen, wat an eisen Aen inakzeptabel ass. Mä datselwecht gëllt fir d'Handwierk, well och d'Handwierk ass an engem gewëssene Mooss limitéiert, seng Wuer do anzekafen, wou et dat gesot kritt vu senge Fournisseuren, an dann och zu deem Präis. A ganz oft féiert dat zu Problemer mat den Délai-de-livraisonen, déi net kënnen agehale ginn am Handwierk.

Dat ass also e Problem, dass eise Commerce an eist Handwierk net fräi sinn, do ze kafen, wou se wëllen. Mä et kënnt nach méi schlëmm, se si souguer net fräi, dat ze kafen, wat se wëllen, well ganz oft Produiten hei zu Lëtzebuerg guer net ugebuede ginn an ee muss op alternativ Produiten ëmsteigen.

Mir hu ganz konkret déi Etüd gemaach - fir direkt op déi lescht vun Äre Froen ze äntweren -, mir hu mat deene Concernéierte schonn zënter Joren eng Lëscht gefouert, wou mer gesinn hunn, dass zum Beispill Supermarchéë franséischt Mineralwaasser mussen an der Belsch akafen, also iwwert d'Belsch akafen an et méi deier akafen, wéi de franséische Supermarché déi aner Säit vun der Grenz et verkeeft. An dat, mengen ech, ass eng Distorsion de concurrence, déi einfach nëmmen inakzeptabel ass!

Et ass eng Etüd gemaach ginn, déi ass och elo am Mee jo publizéiert ginn. An déi meescht vun all deenen, déi matgemaach hunn, hu sech beschwéiert iwwert déi dote Situatioun.

Wéi ech Minister gi sinn, hunn ech natierlech och direkt eng Rei Schrëtt ënnerholl, fir ze kucken, deen dote Problem geléist ze kréien. Mir haten am Joer 2014 laang Diskussioune mam deemolegen zoustännege Kommissär fir de Bannemaart, dem Michel Barnier, deen eis och versprach huet, dass en eppes géif maachen, well en och der Meenung wär, dass dat doten an engem fräien europäesche Marché inakzeptabel wär. Leider ass doropshin awer näischt geschitt. Mir hunn em och duerno nach geschriwwen. Et ass awer näischt geschitt.

Mir hunn 2015 an 2016 ëmmer erëm intervenéiert bei der Kommissärin Bieńkowska, déi dunn zoustänneg war fir den Dossier. Och si war schockéiert ze héieren, wéi déi Praktike sinn. Si huet eis och verséchert, dass se géif eppes dogéint wëlle maachen. Leider ass awer och do alt erëm eng Kéier näischt geschitt.

Dunn hu mer als Benelux-Länner eng Etüd an Optrag ginn, well mer geduecht hunn, mir probéieren dann emol zu dräi zesummen, méi Drock op d'Kommissioun ze maachen. A mir hunn déi Etüd gemaach. An et muss ee soen, elo zënter déi Resultater vun där Etüd do sinn, kënnt Bewegung an déi Diskussioun. An d'Kommissioun huet eng Kommunikatioun erausgi mat dem Titel „Commerce de détail au XXI^{e} siècle", wou kloer gesot gëtt, dass déi dote Praktike mussen ophalen.

Bon, dat do ass elo emol gesot. Wat dann elo kënnt, dat ass eng aner Fro. Am Juni huet dann elo rezent de Vizepresident vun der Kommissioun, den Här Katainen, och gesot, dass déi Praktiken inadmissibel sinn. A mir hunn an deem Kontext dunn och elo nach eng Kéier virun e puer Deeg erëm e Bréif un d'Madamm Bieńkowska geschéckt, fir eben hir och nach eng Kéier, soe mer emol, ze rappeléieren, dass se dann endlech eppes soll an deem dote Beräich maachen.

Et schéngt mer, wéi wann déi verschidde Kommissären de Problem agesinn hunn, zemol wa se soen, dass et inadmissibel fir si ass. Mä iergendwéi kënnt hanne kee richtegt Resultat dobäi eraus. An et ass leider esou, dass dat doten eng Aktioun muss sinn, déi vun der Kommissioun geholl gëtt, fir hei déi Concurrence déloyale erëm opzehiewen.

Dofir ass et och leider, muss ech soen, net zilführend, fir elo ze kucken, wéi mir de Betriber hei zu Lëtzebuerg kënnen hëllefen, well deen eenzege Wee, hinnen ze hëllefen, ass doriwwer, dass d'Kommissioun eppes mécht. Dofir vläicht och en Appell un Iech, Här Mosar, fir dass Der vläicht och eng Kéier vun Ärer Partei hier mam Kommissiounspresident schwätzt, him vläicht de Problem och nach eng Kéier erkläert, fir dass hien de Secours och gëtt um Niveau vun der Kommissioun, fir hei endlech eppes ze maachen.

Ech mengen einfach, dass, wa mer wëllen e fräie Bannemarché hunn, all Mënsch, egal wou en ass, egal wéi kleng säi Land ass, muss fräi sinn, sech do ze approvisionnéieren, wou e wëllt, an dass en och muss fräi sinn, sech mat deene Produiten ze approvisionnéieren, déi e wëllt. Dofir hoffen ech elo, dass d'Kommissioun et verstanen huet. Wann Dir nach vläicht kéint de Kick ginn un de Kommissiounspresident selwer. Vläicht kréie mer dann nach eng Reglementatioun, ier dës Kommissioun hir Pensioun hëlt am Joer 2019 a mer da vläicht erëm eng Kéier musse bei Null ufänken, fir dann neie Kommissären erëm eng Kéier deen ale Problem vu vir un ze erklären.

Ech mengen, et wär un alleréischter Plaz am Interêt vum Konsument hei zu Lëtzebuerg, mä och am Interêt vun de Betriber, fir déi Distorsion de concurrence, déi se haut hu vis-à-vis vun hiren Noperen an den Nopeschlänner, opzehiewen.

Voilà. Merci villmools.

Dir hutt nach eng Fro?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. An den Auteur vun der Fro huet d'Méiglechkeet, nach eng Kéier nozehaken.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci. Och Merci dem Här Minister fir déi Äntwert, déi mer zum Deel Satisfaktioun gëtt, awer och nëmmen zum Deel, Här Minister. Well wat ech Iech och gefrot hunn, an ech mengen, dat schéngt mer déi wesentlech Fro ze sinn: Dir hutt matkritt, aus der Etüd geet ervir, datt 40% vun deene befrotene Betriber permanent esou Problemer hunn. Elo ass et awer esou, datt vill besonnesch méi kleng Betriber sech natierlech net kënne mat der Europäescher Kommissioun uleeën, well dat einfach iwwer hir Possibilitéiten erausgeet.

Eigentlech ass meng Fro, an ech hunn déi schonn e puermol hei opgeworf, ob do net kéint d'lëtzebuergesch Regierung - an do ass dann d'Regierung gefuerdert - deene Betriber eng logistesch Ennerstëtzung ginn, well do misst een et menger Meenung no vläicht och emol eng Kéier op Prinzipienaffären ukomme loossen, well déi Fournisseure si jo bekannt.

A wann do d'Regierung géif déi Betriber ënnerstëtzen, déi eben domadder Problemer hunn, kéint een och zum Beispill emol eng Kéier e Recours virum Tribunal hei zu Lëtzebuerg an éischter Instanz an d'A faasse respektiv kéint och d'Kommissioun, an dat gesäit jo elo justement och déi Kommunikatioun vir, selwer géint esou Betriber virgoen.

An duerfir nach eng Kéier, Här Minister, do mäin Appell an och meng Demande, fir do de Betriber awer e bësselchen hei ënnert d'Äerm ze gräifen och op eng logistesch Aart a Weis.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Mosar, nach eng Kéier, mir sinn zënter Jore mat de Betriber amgaangen, dat doten ze kucken. An ech mengen, Dir hutt recht: De Betrib selwer huet jo d'Méiglechkeet, Recours ze maachen um Europäesche Geriichtshaff, mä si maachen et awer aus diverse Grënn net.

Si maachen et aus diverse Grënn net: well se dee Fournisseur net wëlle verléieren, well se net wëlle riskéieren, dass deen op eemol seet: „Ma da kriss du elo iwwerhaapt kee Produit méi vu mir geliwwert", well esou wichteg ass de Lëtzebuerger Marché fir déi grouss Fournisseuren net. An dat ass awer de Risiko, dee se wëllen evitéieren. Well elo stellt Iech vir, Dir sidd e Supermarché, Dir hutt e Produit, deen de Lëtzebuerger nun emol gären huet, a muer kënnt Der en net méi ubidden. Da geet de Konsument duer, wou en e kritt, näämlech an d'Ausland.

Dofir ass et esou, dass eben déi - an hei schwätzen ech haaptsächlech vum Commerce de détail, vun de Supermarchéen - et net wëllen dorop ukomme loossen. Dofir gëtt et nëmmen ee Wee, an zwar deen, dass d'Kommissioun endlech dat mécht, wat se ëmmer seet, wat se eis zënter Joren assuréiert, näämlech dass se mat deene Praktiken do wëllt Schluss maachen! Dofir géif ech net wëllen de Ball zréckschéissen, mä ech géif wierklech nach eng Kéier en Appell maachen un Iech, fir och ebe mam Här Juncker ze schwätzen, dass dee sech däers Problem och bewosst gëtt an dass en dat doten a senger Kommissioun, déi awer elo iwwerzeegt ze si schéngt, dass dat e Problem ass, als eng Prioritéit deklaréiert an dass mer do nach eng Reglementatioun fannen, déi nach virum Enn vun dëser Kommissioun kéint a Kraaft trieden.

Well alles anescht, soen ech Iech, do fäerten ech wierklech, dass mer dann erëm eng Kéier bei Null ufänke mat neie Kommissären, déi mer dann erëm iwwer Jore mussen iwwerzeege vun deem dote Prinzip. An dann ass eise Leit hei näischt gehollef. Et féiert leider kee Wee laanscht d'Kommissioun, fir hei eng Decisioun ze huelen, déi déi Distorsion de marché opléist, an dat am Interêt vum Konsument.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass dës Fro ofgeschloss. A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7239, enger Modifikatioun vum Gesetz iwwert d'Acquisitioun vun engem Militärfliger. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Marc Angel.

6. 7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am November 1996 gouf vun enger Rei europäesche Länner d'OCCAR gegrënnt. Dat ass d'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement. Säitdeem geréiert dës Organisatioun eng ganz Rei vu Programmer, wou europäesch State sech zesummendinn, fir gemeinsam militäresch Acquisitiounen ze maachen.

Uganks den 2000er Jore krut d'OCCAR dunn och en neie Programm ze geréieren, an zwar dee vum Militärfliger A400M. Lëtzebuerg gouf deemools an dësem Programm duerch d'Belsch vertrueden. An ech rappeléieren, dass den deemolegen Defenseminister Charles Goerens am Kader vun engem Kooperatiounsaccord, deen am Juni 2001 mat der Belsch ënnerschriwwe ginn ass, Lëtzebuerg engagéiert huet, fir esou een A400M ze kafen. An d'Belsch hu sech deemools engagéiert, fir der siwen ze kafen. An et ass sech och engagéiert ginn, dass déi aacht Fligere solle gemeinsam exploitéiert ginn.

De Kaf vun engem A400M gouf schlussendlech dunn am Joer 2005 hei an der Chamber beschloss duerch de Vott vun engem Gesetzes-

projet vum deemolegen Defenseminister Luc Frieden. An et ass dee Projet, dee mer jo och haut hei modifizéieren.

Wéi mer deemools de Gesetzesprojet diskutéiert hunn, ass et virun allem ëm de Kaf vun deem Fliger en tant que tel gaangen an ëm déi gemeinsam Acquisitioun mat der Belsch. An zu deem Zäitpunkt war et allerdéngs nach guer net méiglech, fir déi genau Modalitéite vun dësem gemeinsame Projet festzeleeën. Esou war et zum Beispill 2005 net méiglech, d'Fraise vun der Exploitatioun, vum Fonctionnement oder vum Ënnerhalt vum Fliger genau festzeleeën, deen eréischt vill Jore méi spéit sollt gebaut a geliwwert ginn.

Den Datum vun der Livraisoun kënnt awer entre-temps esou lues a lues ëmmer méi no, trotz natierlech alle Problemer vun deene Verspéidungen, op déi mer jo och schonn éfters hei am Haus agaange sinn, déi Problemer, déi d'Firma Airbus bei der Entwécklung vum A400M bis elo hat. De viraussiichtleche Liwwertermin läit anscheinend elo am Joer 2020.

Dofir ass et also elo néideg ginn, den Text vum Gesetz ze adaptéieren, fir d'Depensen, déi den A400M nom Kaf wäert erfuerderen, och ze erméiglechen. De Gesetzesprojet, ëm deen et haut geet, schreift dofir d'Käschte fir den Ënnerhalt vum Fliger vir, déi mussen da bezuelt ginn.

De Gesetzesprojet geet dovun aus, dass déi Käschte sech pro Joer op 11 bis 12 Milliounen Euro wäerte belafen. Bei enger viraussiichtlecher Gesamtliewensdauer vu 35 Joer fir den A400M schreiwe mer dofir eng maximal Zomm vu 420 Milliounen iwwert déi nächst 35 Joer fest. Vu dass Lëtzebuerg net selwer iwwert deen néidegen techneschen Know-how verfüügt, wäert de Fliger an der Belsch stationéiert ginn an och vun de Belsch ënnerhale ginn.

Lëtzebuerg wäert sech also mat engem Aachtel un de Gesamtkäschte vum Ënnerhalt bedeelegen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet gouf de 16. Abrëll an der zoustänneger Kommissioun presentéiert. Ech resuméieren lech gär hei déi wichtegst Punkte vun eiser Diskussioun.

An der Kommissioun hu mer selbstverständlech iwwert déi ëmmer nei Retarde vun Airbus geschwat, déi awer zum Deel och doduerch ze erkläre sinn, well d'Clienten, also déi europäesch Staten, ëmmer nei Besoinen haten. Den Accord mat Airbus huet eng ganz Rei vu Revisiounsklausele virgesinn, fir de Fliger eben un dës nei Besoinen unzepassen. Zum Beispill war et een neie Besoin, dass och Helikoptere kéinten transportéiert ginn. D'Staten hunn deen neie Livraisounskalenner allerdéngs dunn akzeptéiert. Dofir huet Airbus och keng Strofe misse bezuelen.

An der Kommissioun gouf awer och nach iwwert d'Fro vun der TVA diskutéiert. An an dëser Fro ginn et zwee Voleten:

Engersäits gëtt et d'TVA op der Acquisitioun vum Fliger selwer. Dat sinn insgesamt 28 Milliounen Euro, déi mer hei zu Lëtzebuerg wäerten un eis selwer bezuelen.

Anerersäits geet et ëm d'TVA op de Servicer, déi d'Belsch fir eis iwwerhuelen am Kader vun der Exploitatioun, vum Fonctionnement an och vum Soutien en service vum Fliger. Déi Fro konnt an der Kommissioun net direkt beäntwert ginn a mir hunn dunn op Récksprooch mat der Direction de la défense eng Prise de position vum Finanzministère ugefrot. A mir hunn dunn och direkt op déi Ufro eng Äntwert vum Finanzministère kritt. An zwar wäert et viraussiichtlech esou sinn, dass op ronn 55% vun der Gesamtzomm fir déi Servicer, déi d'Belsch fir eis iwwerhëlt, hei zu Lëtzebuerg d'TVA u Lëtzebuerg muss bezuelt ginn, an déi restlech 45% TVA musse mer un de belsche Stat bezuelen.

De Statsrot huet a sengem Avis iwwregens och déi Fro vun der TVA opgeworf, awer soss huet en an deem Avis vum 12. Juni keng weider Oppositioun oder Remarken zum Gesetzesprojet formuléiert. Mäi schréftleche Rapport gouf de 25. Juni an der Kommissioun dunn ugeholl.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat sinn ech um Enn vu mengem mëndleche Rapport ukomm. Bei dësem Projet geet et drëms, den Ënnerhalt vun engem Fliger ze finanzéieren, vun deem ech et net verstoppen, dass säi Kaf eng laang a kontrovers Diskussioun hei zu Lëtzebuerg sengerzäit opgeworf huet, an deen iwwer Joren och ëmmer erëm an de Medien opgetaucht ass. Lëtzebuerg huet sech 2001 engagéiert, dee Fliger ze kafen. 2005 huet dës Chamber dozou e Gesetz gestëmmt, fir dee Fliger ze kafen. An da musse mer och elo den Ënnerhalt vun deem Fliger finanzéieren.

Dofir ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun zum Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Rapporteur. An als éischte Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf agedroen.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur direkt Merci soe fir säi gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport. An et ass effektiv esou, dass mer mat dësem Finanzéierungsgesetz am Fong geholl eng politesch Decisioun aus dem Joer 2001, wéi de Memorandum of Understanding ënnerschriwwe ginn ass, finaliséieren op Basis och vun engem Gesetz vun 2005.

Dëst ass am Fong geholl en typesche Projet fir d'Defense, well d'Engagementer an der Defense si ganz oft ganz laang, déi ginn net a Jore gezielt, mä a Joerzéngten. Dat ass jo hei de Fall. A mir maachen och nees e Projet mat eise belsche Frënn, e bilaterale Projet. Mir wëssen, dass am Fong dëse Projet am Ufank sollt méi breet ginn, well déi däitsch Frënn haten och am Ufank versicht, eventuell hei matzemaachen. Déi sinn dann elo erausgeklommen, soudass nach just elo Lëtzebuerg an d'Belsch eng Unitéit op Melsbroek setzen an dass de Projet dann do finaliséiert gëtt.

Et ass effektiv esou, dass déi Decisioun grousssjäreg ass, a wann ee Jo seet beim Kaf, da muss een och Jo soe beim Ënnerhalt, beim Fonctionnement an esou weider, soudass et am Fong geholl wierklech kee Sënn géif maachen, elo géint dëse Projet ze stëmmen.

Zur Symbolik vum Projet: Effektiv, de Rapporteur huet et gesot, d'OCCAR, déi 1996 als Forum fir d'Zesummenaarbecht an der Defense gegrënnt ginn ass, hat dëse Projet am Programm. An ech gesinn dëse Projet och e bëssen an den aktuellen Diskussiounen haut an den Trump-Zäiten, wou ee versicht, d'Defense an der EU e bëssen ze stäerken, sech eng Strategie ze ginn. Ech mengen, mat dësem Projet kréie mer en Instrument, wat et bis elo net an der EU gëtt, eben den Transportfliger, dee performant ass an dee ka konkurrenzfäeg si mat anere Fligeren, déi et an dëser Welt ginn.

Mä wat mer awer och kréien, an dat ass fir mech ganz wichteg, dat ass nach net gesot ginn: Mir kréien duerch dëse Projet am Fong geholl e Gesiicht an der Defense. Haut nenne mer dat jo „Nation Branding". Et ass eng Form vun Nation Branding. Lëtzebuerg sëtzt um Dësch mat de Fransousen, mat den Däitschen, mat de Portugisen, de Spuenier, den Türken an den Englänner. Dat ass also am Fong geholl och eng gutt Saach fir eis, dass mer e Gesiicht kréien an dësem Beräich.

De Käschtepunkt ass ugeschwat ginn: 11 bis 12 Milliounen. D'TVA-Fro ass geléist ginn. Wat dat wäert ass, dat wäerte mer gesinn. Mir hu jo gesinn, wéi et gaangen ass mat der Liwwerung. Ech ka mech erënneren, 2009 ass näämlech um Circuit Paul Ricard dee ganze Programm ënnerschriwwe ginn, an dunn ass gesot ginn: „2017 gëtt e geliwwert." Elo kréie mer en definitiv wahrscheinlech am Mee 2020 geliwwert. Dat ass eben esou. An esou wäert et och mat de Finanze sinn, dass de Käschtepunkt och wäert wahrscheinlech variéieren.

Ech hat gesot, d'Projets à long terme wären eng Traditioun am Beräich vun der Defense, well mer hunn nach en anere Projet, deen och bis 2032 geet, dat ass de WGS-Projet, de Wideband Global SATCOM System. An do schaffe mer jo och mat de Kanadier, den Neuseeländer, den Dänen an den Hollänner zesummen. Et ass also e weidere Projet, wou kee Retour économique do ass, mä wou mer eben no baussen existéieren op där grousser Bün, wou mer eis do kënne mat groussen Natiounen zesummesetzen.

Doriwwer eraus bréngen esou laangfristeg Projeten och déi néideg Basis fir eben déi Iwwerleeung, déi mer musse maachen, wou mer net dolaanschtkommen, fir eben en héijen Deel vun eisem PIB - 0,6% strieft jo dës Regierung un - ze garantéieren. An duerfir brauche mer déi néideg Basisdepensen. An déi hu mer mat esou laange Projeten, déi iwwer vill Jore ginn.

Ech si frou, dass mer mat dësem Projet am Fong geholl elo Eegemëttel kréien an der Verteidegungsstrategie an der EU. An ech sinn och frou, dass dee Projet éischter medezinnesch ausgeriicht wäert ginn, dat heescht also, dass en an de Katastrophen- an a Kriseregiounen agesat ka ginn, wat am Sënn ass vun der Kooperatioun, wat jo eent vun de Standbeen ass vun der moderner Verteidegungspolitik: Developpement, Defense an Diplomatie.

Duerfir ass dat heiten e grousse Geste vu Solidaritéit an der EU am Beräich vun der Defense. An duerfir wäert d'CSV dëse Projet och stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Halsdorf. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1999 war en EU-Sommet zu Köln. An deemools ass decidéiert ginn, datt eng Rei vun Aufgabe vun der deemoleger WEU, also der Westeuropäescher Unioun, sollen an d'Kompetenz vun der Europäescher Unioun erafléissen. D'WEU, déi ass jo entretemps opgeléist ginn. Just eng Klammer op: Hir Archive leien hei zu Lëtzebuerg; Klammer zou. Ech mengen, d'EU brauch och eng Panoplie vu Moyenen, fir eben ausserhalb vun de Grenzen aktiv ze ginn. An dozou gehéieren natierlech d'Assistance humanitaire, d'Secours d'urgence an - leider, muss een och vläicht soen - d'Defenseaufgaben.

Jiddefalls huet d'Europäesch Unioun och mat grousser Majoritéit decidéiert, a Krisegebidder aktiv ze ginn. Mir sollen net ewechkucken als Europäer, wann et där Regioune ginn, wou ebe ganz seriö Problemer bestinn. Allerdéngs mussen eis Asätz dann awer ëmmer a geregelte Bunne stattfannen. Si mussen ëmmer konform sinn zu internationalen Ofmaachungen. Ech denken do natierlech un d'UNO-Charta. Ech denken do awer och un den UNO-Sécherheetsrot.

Fir awer kënnen esou Asätz ze maachen, brauche mer och adequat Material. An duerfir ass ënner anerem och dee Kaf vun deem Transportfliger hei vu ganz grousser Wichtegkeet gewiescht, fir datt mer kënne virun allem awer och Secours d'urgence garantéieren.

Deen Typ vu Konflikter, déi mer aus de 70er an 80er Jore kannt hunn, déi sinn natierlech net méi vergläichbar mat deene vun haut. Haut si ganz aner Asätz an et geet net méi duer, datt ee mat der Schubkar op d'Plaz fiert, mä et muss een, wéi gesot, mat ganz performantem Material do operéieren.

An datt Lëtzebuerg do säi Bäitrag ze leeschten huet, dat dierft wuel kaum a Fro gestallt ginn. Ech mengen, mir betten eis haut a grousse Communautéiten an, sief dat d'Europäesch Unioun, sief dat natierlech virun allem och d'NATO. An dann ass et evident, datt och e klengt Land säi Bäitrag do soll leeschten.

Deemools wéi mer déi Konventioun mat der Belsch gemaach hunn, den 13. Juni 2001, war dat eng richteg Decisioun, well se eis d'Méiglechkeet ginn huet, och zesumme mat den - an et kann een dat hei roueg soen - belsche Frënn eben esou en Akaf ze maachen, well si eben och e besseren Know-how hunn a well si virun allem awer och konnte besser Konditiounen dee Moment aushandelen.

Et muss een natierlech och Verständnis hunn, datt haut nei Elementer opgetaucht sinn an datt eben och d'Gesetz vum 21. Mäerz 2005 muss ugepasst ginn. Natierlech ass dat heiten en héije budgetären Impakt. Den Acquisitiounspräis läit entre-temps bei 168 Milliounen ouni TVA. Op dee Volet TVA ginn ech elo net méi hei an. De Rapporteur Marc Angel huet dat scho ganz gutt hei duergeluecht, deem ech och Merci soe fir seng verschidde Berichter. Do kommen natierlech nieft deem Acquisitiounspräis déi 420 Milliounen derbäi. 420 Millioune kléngt den éischte Moment no engem ganz héije Chiffer, mä dat muss een natierlech duerch 35 dividéieren, well dat jo u sech déi Ausgabe sinn, déi wärend 35 Joer musse geleescht ginn, dat heescht tëschent 11 an 12 Milliounen all Joers.

Mir sollen eis allerdéngs kengen Illusiounen higinn. Och wa mer haut dee Projet hei mat deem dote Montant stëmmen, da kann awer keen ausschléissen, datt vläicht am Laf vun deenen nächste 35 Joer emol eng Kéier mussen nach Adaptatioune gemaach ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt Lëtzebuerg entre-temps jo sechs Piloten an der respektiver Ausbildung huet an datt dat och eng gewëssen Eegestännegkeet vun eiser Defense soll duerstellen.

Vläicht e Wuert awer nach zur OCCAR, also der Organisation conjointe de coopération en matière d'armement. Do ass jo e Land dra wéi d'Türkei. D'Fro ass ze stellen, ob een haut nach mat engem Land, wou en Erdoğan-Regimm virherrscht, esou Programmer géif mat ënnerschreiwen. Mä dat sief dann emol an de Raum gestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Acquisitioun vun deem Fliger ass natierlech scho ganz villes geschriwwe ginn. Et sinn och eng Onmass Question-parlementairë gestallt ginn. Ech selwer hu mech och alt dru bedeelegt, wat richteg war, well et awer eng ganz Rei Froe gi sinn am Laf vun deene Joren, déi hu misse beäntwert ginn. Ech denken zum Beispill un d'Problemer, wat d'Liwwerzäiten ubelaangt, wat jo dann elo spéitstens am Joer 2020 soll geschéien. Ech denken awer och un d'technesch Problemer a virun allem och dorun, datt d'däitsch Arméi eng Kéier gesot huet, datt et mam A400M eng Rei Problemer géif ginn.

De Choix awer, fir den Airbus ze huelen, war aus eiser Siicht gekuckt richteg. Mir mengen, datt eng Kompatibilitéit soll si mat där Technik, déi vum Airbus gebraucht gëtt, vis-à-vis vun der Technik, déi um Niveau vun der NATO applizéiert gëtt. An dann däerf een net vergiessen, datt et sech jo schlussendlech hei ëm eng europäesch Firma handelt an datt dat dee Moment e wichtegen ekonomeschen Input wäert duerstellen.

Just zur liichter Belustegung: Et war emol e Kolleeg heibannen, deen hat gemengt, mir hätte sollen en Antonov kafen. Ech weess awer net, ob dat grad déi richteg Decisioun gewiescht wär.

Déi kruzial Fro, déi sech natierlech ëmmer erëm hei stellt an der Diskussioun iwwert den A400M, ass, ob et richteg ass, ob et iwwerhaapt noutwendeg ass, esou e Fliger ze kafen. Mir als DP gesinn dat schonn als noutwendeg un. Mir gesinn doran eng gewësse Koexistenz tëscht Kooperatioun, Aide d'urgence a militäreschen Asätz, wou natierlech d'militäresch Asätz sollen den „ultime moyen" duerstellen.

Vläicht nach e lescht Wuert iwwert d'Rentabilitéit. Wann de Fliger…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen, Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ah, entschëllegt, Här President, da wäert ech mech och un Ären Uerder halen. Wéi gesot, vläicht ofschléissend nach, datt mer als Lëtzebuerg selbstverständlech sollen déi noutwendeg Moyenen hei zur Verfügung stellen. An d'Demokratesch Partei steet zu der Acquisitioun vun deem Fliger an och zu deenen zousätzleche Fraisen, déi hei entstinn, an dowéinst wäerte mir dann och de Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht virdrun. Hien ass och an d'Geschicht agaange vun dësem Projet. Effektiv huet dee schonn e laange Baart, an den Här Halsdorf vun der CSV huet och nach eng Kéier drop higewisen, dass esou Verdeedegungsprojeten ganz opwendeg, awer och ganz deier kënne sinn.

Et ass gesot ginn, dass dat op eng Decisioun…

(Coups de cloche de la présidence)

…vun Enn der 90er Joren zréckgeet. 2001 gouf den éischten Accord gi vun enger virviregter Regierung an 2005 gouf hei e Gesetz gestëmmt fir d'Acquisitioun vun dësem Fliger, wat och innerhalb vun eiser Partei zu enger ganz hefteger Diskussioun gefouert huet.

Haut komme mer dozou, dass mer dem Projet Kontinuitéit ginn, wat d'Exploitatioun, de Fonctionnement an och de Service dovun ubelaangt. De Chiffer ass genannt ginn: ëm 12 bis 13 Milliounen (veuillez lire: 11 bis 12 Milliounen) d'Joer, wat a sech drobar ass. Mä et ass de Gesamtchiffer, deen hannen erauskënnt, deen hei am Gesetz drasteet, näämlech 420 Milliounen. Mir stinn dann och als Gréng dee Moment zu der Verantwortung, fir dat hei matzedroen, wëllen awer dervu profitéieren, nach eng Kéier dräi Prinzipien ze widderhuelen, wou mir stinn:

Dat Éischt, ganz kloer, wann et zu enger Acquisitioun kënnt, dat Éischt ass d'Konfliktpräventioun. Ech mengen, do si mer eis ganz eens hei am Haus, dass dat de wichtegste Punkt ass. Den zweete Punkt, an den Här Halsdorf ass drop agaangen, dat ass déi zivill Komponent, wann eng gewësse Capacitéit do ass, fir an zivile Missiounen ënnerwee ze sinn, an et ass hei maternimmt ginn, dass dëse Fliger do kann agesat ginn. Den drëtte Punkt ass dee militäreschen Asaz, wou dach hei nei Zäiten ugebrach sinn. Et muss ee leider deploréieren, dass mat engem President Trump déi Zesummenaarbecht an NATO-Punkten net méi ganz glécklech ass.

An effektiv, well mir als Gréng zu enger gemeinsamer Sécherheets- a Verdeedegungspolitik hei an Europa stinn - ech mengen, dat hu mer nach ëmmer vertrueden, just d'Hierarchie war eis net ëmmer esou kloer -, esou wëlle mer

dat awer zukünfteg ënnerstëtzen. An dofir ass et vläicht e Moyen, wann et dann eben zum Kaf komm ass an och haut zu deem Gesetz kënnt, dass déi Zesummenaarbecht dann awer optimal soll sinn, fir an effizienten Asätz de Maximum erauszezéien.

Souwäit zu eiser klenger Ausféierung zu dësem Funktionementsgesetz, wat am Endeffekt a sech en deiere Chiffer duerstellt, a mir ginn dann den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëst Gesetz.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Wéi et sech gehéiert, wëll ech fir d'Eischt dem Här Angel felicitéiere fir déi Aarbecht, déi hien investéiert huet, fir eis de Projet ze erklären. Wann ech vläicht dës Interventioun méi lues ufänke wéi soss, dann huet dat domadder ze dinn, datt ech nach ënnert dem Androck sti vun deem, wat eise grénge Kolleeg eis hei gesot huet.

(Hilarité)

Ass et dann net wonnerschéin, wann eng Partei, déi als Friddenspartei ugetrueden ass virun esou ville Joren, heihinnerkënnt an an der Zäit vun 120 Sekonnen 420 Milliounen Euro fir d'Defense ausgëtt?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Iwwer 35 Joer!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Iwwer 35 Joer; mä och de Fliger selwer vun 168 Milliounen Engagement fir d'Verdeedegungspolitik iwwert déi nächst Joren. Ech wëll dat just ervirhiewen, wéi wichteg et ass, datt een dat, wat Dir jorelaang gesot hutt, elo am Liicht vun der Realitéit préift. Et ass ganz interessant, dat ze gesinn, ëmsou méi, wou eppes Iech ënnerscheet vun aneren, an dat ass, datt mir ëmmer gesot hunn: „Mir si fir déi national Decisioun iwwert déi militäresch Mëttelen!", während déi gréng gesot hunn: „Mir maachen dat per Majoritéitsdecisioun an Europa!". Dat heescht, dee Fliger, deen Dir elo matgestëmmt hutt, do ass och nach eng aner Majoritéit, déi driwwer decidéiert, wou dee soll higoen.

Dat gesot, wëll ech awer soen, datt mir als ADR ni glécklech waren iwwert dëse Projet. Mir haten den A400M och net matgedroen a mir sinn eigentlech confirméiert ginn an deenen Doutten: déi ganz Ambitiounen, déi do dra ware vun neien Technologien, neie Materialien, déi europäesch Plaz. Mir hu gesinn, wivill Pannen a Pech eigentlech dee Projet iwwert déi lescht Jore begleet hunn, a leider och Doudeger, bei engem Testfluch si jo leider Leit gestuerwen. Et ass kee Projet, dee bis elo ënner engem glécklech Stär stoung. Déi Delaien, déi komm sinn, all déi Diskussiounen ëm eventuell Strofen, déi musse bezuelt ginn, sinn dofir Zeien.

Mir wëssen haut nach net, wat eigentlech d'Capacitéite vun dësem Fliger sinn, ob e militäresch asazfäeg ass. D'Bundesverteidigungsministerium huet do Zweifel gehat. Mir wëssen net, ob déi Spezifikatiounen, déi virgesi waren - simultane Parachutage vun 58 Militär op deenen zwou Dieren, de Largage aérien, de Refueling vun Helikopteren am Vol -, iwwerhaapt kënne geliwwert ginn. Mir kenne seng Capacitéiten haut nach net mat Sécherheet. Mir wëssen och net, ech hunn et op jidde Fall nach néierens gelies, ob deen humanitären a medezinneschen Equipement ka geliwwert ginn, vun deem mir hei ëmmer schwätzen an der Hoffnung, datt mer dee Fliger kënne fir militäresch Missiounen asetzen.

Déi zweet Kategorie vun Iwwerleeungen, déi mir mussen hunn, ass: Wat fir eng Verdeedegungspolitik wëlle mir als Lëtzebuerg an deenen nächste Joren? Wëlle mer eis an esou grouss Projeten investéieren, wou mir déi technesch Capacitéiten net hunn? Wëlle mer déi opbauen? Wëlle mer ëmmer mat der Belsch oder mat aneren Organismen zesummeschaffen? Ass et fir eis dee beschte Wee, fir eng Verdeedegungspolitik opzebauen ënnert dem internationalen Drock?

Et ass gesot ginn, datt mer ënner engem Drock stinn, fir déi Militärbudgeten ze erhéijen. Mä mir mussen eis an der Situatioun vun engem klenge Stat awer froen: Wat maache mer? Wat ass fir eis déi intelligentst Approche, fir Militärausgaben ze organiséieren? An deem Punkt si mer mat der Approche vun der Regierung d'accord, datt mer sollte probéieren, esou vill wéi méiglech Retombéeë fir eis hei am Land ze hunn. Och dat ass eng Fro, déi mam Fliger net onbedéngt gekläert ass, well mer héieren, datt awer trotzdeem vill Taxen a Steiere mussen un d'Belsch ofgeféiert ginn, eng Situatioun, déi net glécklech ass.

Mir mussen eis och froen, wa mer d'Militär ausbilden, ob mer net probéieren, awer en Avantage aus deem Fliger kënnen ze zéien an deem Sënn, datt mer en Know-how opbauen an deem Beräich. D'Belsch haten eis jo offréiert, eng Rei, bis zu 30 Aarbechtsplaze mat dem Stationnement vum Fliger ze verbannen. Och do musse mer Know-how opbauen, well dat ass dann natierlech eng Méiglechkeet, iwwert de Wee vun Aarbechtsplazen eng sënnvoll militäresch Capacitéit fir eist Land opzebauen.

Wien zertifizéiert schlussendlech de Fliger, wann en hei ass? E gëtt zu Lëtzebuerg immatrikuléiert. Ass dat d'Direction de l'aviation civile, oder wie muss sech dorëm këmmeren? Alles dat si Froen, déi mer am Laf vun deenen nächste Méint a Jore musse klären. Op jidde Fall ass et e Projet, deen eis nach ganz laang wäert begleeden, deen eis och nach laang Zousazkäschte wäert bréngen a vun deem mer net wëssen, wéi asazbereet dee Fliger elo ass.

Mir gesi bei deenen, déi ausgeliwwert goufen, an dat sinn der nach net esou vill, datt vill vun deene Fligeren ëmmer erëm mussen zréckgoen an d'Industrie, an d'Produktiounsanlagen, fir d'Motoren oder aner Komponenten ze ersetzen.

Et ass vläicht eng méi generell Reflexioun, wéi wäit Europa sech iwwerhaapt an esou neie Projete wëllt investéieren. Dat musse mer eis froen, wann et kompetitiv international Offere gëtt, wéi den C17, wéi den C130 an anerer, déi een eventuell och hätt kënnen huelen a séier asazfäeg hunn.

Mir als ADR hunn, wéi gesot, dee Projet ni ganz gär gehat. Mir hunn en net matgedroen. Mir sinn haut voller Zweifel ënnert dem Androck vun deenen Zommen, déi mer fir eppes ausginn, wat eis och militäresch wahrscheinlech net ganz vill Notze bréngt. Dofir wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, d'Chamber schaaft mat dësem Text déi gesetzlech Grondlag, fir datt den Entretien vun deem ëmstriddene Militärtransporter A400M eis an deenen nächsten dräi Jorzéngten insgesamt 420 Milliounen Euro kaschten däerf, dat Ganzt indexéiert op den Oktober 2017. An derbäi kënnt dann och nach e gudden Deel TVA.

De Kaf vum Militärfliger selwer huet schonns knapp 200 Milliounen Euro kascht, an elo gëtt kloer, wat seng Maintenance eis an den nächste Jore kaschte wäert, näämlech nach eng Kéier méi wéi dat Duebelt. Domadder kascht dee Fliger de Steierzueler, wann et da fäerdeg ass, insgesamt bal 700 Milliounen Euro.

Mir waren a mir sinn nach ëmmer géint de Kaf vun deem Fliger, a folglech si mer och géint dee Projet, dee säin Entretien regelt. 2005, wéi dat Gesetz gestëmmt gouf, wat de Kaf erlaabt huet, ware mir mat där doten Analys net eleng. Beim Vott an der Chamber waren déi Lénk net déi Eenzeg, déi dergéint waren, mä eelef Deputéiert waren dergéint an zwee hu sech enthalen. déi gréng waren dergéint an hire Spriecher vun deemools, de François Bausch, huet deklaréiert, datt grad den zivile Charakter vun der europäescher Sécherheetspolitik vernoléissegt géif ginn an datt et e Projet wär, deen eleng den Interesse vun der europäescher Rüstungsindustrie dénge géif.

Mä och d'ADR war 2005 dergéint. A vläicht awer am Géigesaz zu deem, wat den Här Kartheiser gesot huet, mat enger Begrënnung, déi héich interessant ass, an ech zitéiere gären aus deem Sitzungsbericht vun 2007 (veuillez lire: vun 2005): „Mir"- d'ADR - „gesi prioritär d'Aufgaben," - vun der Verdeedegungspolitik - „déi mer musse maachen, an der Entwécklungshëllef; wat och e gudden Deel vun där Politik ass, déi fir méi Sécherheet soll déngen." Wann ech d'Debatten iwwert d'Entwécklungshëllefpolitik vun deene leschte Jore verfollegt hunn, muss ech feststellen, datt hei wierklech e Paradigmewiessel stattfonnt huet an der Ausriichtung vun der ADR, a méi wéi e Paradigmewiessel, einfach eng Pirouette ëm 180 Grad.

An och bei der LSAP ass et eng Deputéiert ginn, déi sech beim Vott enthalen hat.

Här President, ech gesinn elo leider, datt mir als Lénk hei an der Chamber déi Eenzeg sinn, déi d'Argumenter an d'Argumentatioun vun der Friddensbewegung vun deemools a vun haut seriö huelen an och konsequenterweis géint den Entretien vum Fliger stëmmen. Dëse Projet, an dat, mengen ech, schéngt eis kloer, soll haut gestëmmt ginn, well d'Regierung muer an iwwermuer um NATO-Sommet zu Bréissel sech gäre mat dësem Invest weist bei hiren atlantesche Partner an och beim Här Trump, dee jo gär hätt, datt mer an Europa d'Militarisiérung esou pousséiere wéi an den USA. Duerfir gëtt haut de Vott geholl, datt eis Regierung muer den NATO-Partner dëse milliouneschwéiere Gadget presentéiere kann.

Här President, um virleschten NATO-Sommet zu Wales 2014 huet dës Regierung sech verflicht, d'Militärdepensë bis 2020 ëm iwwer 50% ze erhéijen, vun 0,4% vum PIB op 0,6%.

2014, dat war awer och déi Zäit, wéi hei am Land de fënnefte Spuerpak hannerteneen decidéiert gouf. Also wärenddeems d'Regierung de Leit am Land 258 Spuermesurë verschriwwen huet, fir de Budget erëm an den Equiliber ze kréien, huet se zu Wales hiren Accord ginn, fir d'Militärdepensë massiv an d'Luucht ze setzen.

Mä mir wëssen awer och, datt dës Regierung, a besonnesch hire Verdeedegungsminister, dës Acquisitioun zum Deel als eng Zort Allaascht gesäit, och wann d'LSAP an hirer Majoritéit 2005 de Militärtransporter matgestëmmt huet.

D'Zukunft vun der Verdeedegungspolitik an deenen entspriechenden héijen ëffentlechen Investitiounen a Budgete läit am Retour économique, am „return on invest". Jo, déi ëmmer méi héich Militärdepensë sollen zur Diversification économique bäidroen, also zu engem wirtschaftleche Pilier vun eisem Land ginn. An dat hält 2020 net op, well d'Regierung och duerno konstant Erhéijunge vun de Militärausgabe virgesäit. Dat kann een an de Lignes directrices noliesen. Do steet näämlech op Säit 34 a 35:«Au-delà de 2020, le gouvernement a décidé de planifier une hausse constante de l'effort de défense.» Wéi gesot, dat alles ass nozeliesen am Wäissbuch.

An dat bedeit dann och a féiert derzou, datt d'Militärdepensen deemnächst relativ méi héich wäerte si wéi d'Depensë fir d'Entwécklungshëllef. Duerfir widderspriechen dës Zuelen oder dës Aussoen an dës Verbindlechkeeten awer deem, wat Dir virun enger Woch hei an der Chamber gesot hutt, datt déi 2% als Zil op kee Fall ze erreeche wären, wann Dir Iech och no 2020 weider fir konstant Erhéijungen asetzt.

Här President, als Lénk si mer der Iwwerzeegung, datt et geckeg ass, bei där internationaler Oprüstungsspiral wëlle matzemaachen. An duerfir stëmme mir konsequenterweis och géint dëse Projet.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Verdeedegungsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech muss agestoen, dass haut fir mech e bëssen e komeschen Dag ass an deem heite Projet, well et déi éischte Kéier ass, dass ech mech esou no fillen zum Här Baum a sengen Aussoen. Par rapport zu all deene Jore virdrun, mengen ech, ware mer nach ni esou no beienee wéi hei.

Ech muss Iech ganz éierlech soen, dass ech perséinlech och e Problem mat deem Fliger hei hunn, mat där Decisioun, déi deemools 2001 an dunn 2005 iwwer Gesetz geholl ginn ass, fir deen A400M do ze kafen, och wann et ganz vill Argumenter gëtt, fir dat ze maachen: fir eise Responsabilitéite vis-à-vis vun der NATO gerecht ze ginn, fir och mat eise belsche Partner eppes zesummen ze maachen. Mä ech hunn awer aus diverse Grënn ëmmer e Problem mat deem Fliger gehat, an den Här Baum huet recht domadder.

Fir mech ass et eng Allaascht, déi ech muss weiderdreiwen aus deem einfache Grond, well et international Engagementer gëtt, well et och net méi méiglech war, aus deem Kontrakt do erauszetrieden. Mä ech mengen, de Grond, firwat ech et als problematesch ugesinn, ass trotz allem e bëssen en aneren eréi Aren.

Fir mech ass et e problematesche Projet aus deem einfache Grond, well en net menger Doktrinn entsprécht vu Verdeedegungsausgaben. Mir sinn an enger Situatioun, wou mer Drock kréie vun der NATO, vun eisen NATO-Partner, an zwar net nëmme vum Här Trump, fir eisen Effort de défense an d'Luucht ze setzen. Mir sinn dat räichste Land an der NATO an dat, wat am mannste fir déi gemeinsam Verdeedegung ausgëtt, an dofir, mengen ech, ass et net zu Onrecht, dass mer all déi Jore kritiséiert ginn. An dat huet derzou gefouert, dass dës Regierung 2014 um Sommet vu Wales sech engagéiert huet, hiren Effort de défense vun haut 0,4% vum Räichtum, also vum PIB, op 0,6% ze hiewen, wat bedeit, dass mer nach ëmmer déi Lescht wäerte bleiwen, mä ëmmerhin hu mer da bis 2020 gewisen, dass mer en Effort maachen.

Wou ech e Problem hunn, dat ass, wa mer eis Sue fir d'Defense ausginn a si keen direkte Méiwäert fir eist Land oder fir d'Leit an eisem Land hunn. All déi aner Länner maachen dat. All déi grouss Natiounen, déi Sue fir Equippementer an der Defense ausginn, hunn e Retour économique direct dovunner, well se natierlech d'Material an hirem eegene Land, bei hirer eegener Industrie kafen, wat bei eis natierlech just extrem limitéiert méiglech ass.

Ech hunn, wéi ech Verdeedegungsminister gi sinn, ëmmer drop gehalen, dass déi grouss Projeten, déi mer maachen, esou wäit wéi méiglech mussen e Retour économique op d'Land hunn, op d'Lëtzebuerger Ekonomie oder awer op d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a wunnen. Dofir hu mer och deen Effort de défense an d'Luucht gesat, andeem mer Projete gemaach hunn, wéi zum Beispill zu Dikrech den Härebierg ze renovéieren, e Projet vun 137 Milliounen Euro, wou dee ganzen Härebierg nei gemaach gëtt. Mä a wat investéiere mer déi 137 Milliounen Euro? A Gips an a Faarf an an Tapéiten, an dat kënnt integral dem Lëtzebuerger Handwierk zegutt, well déi déi Haiser, déi Baracken alleguerte kënne renovéieren an et gëtt fir eis ugerechent als Effort de défense.

Wa mer de Projet LuxGovSat lancéiert hunn, dann hu mer dat gemaach, well mer eng Kompetenz am Beräich vun der Satellittentechnologie hunn a well mer déi Firma LuxGovSat gegrënnt hunn, zesumme mat der SES, an där mir als Stat jo och ee vun deene groussen Aktionäre sinn. A mir hunn duerch deen Invest, deen eis ugerechent gëtt als Effort de défense, e Retour économique, een „return on invest", Här Baum, wéi Dir dat esou richteg sot, vun 12% bis 13%, also déi éischte Kéier an eiser Geschicht, dass mer Suen ausgi fir d'Defense an domadder nach Sue verdéngen.

Mir hunn e Projet lafen, fir e Militärspidol ze maachen, dat heescht, eng Infrastruktur ze schafen, déi dem Land zur Verfügung steet, wa mer eng Kéier an d'Situatioun vun enger Katastroph kommen, wa mer eng Kéier Infrastrukture brauche fir „nombreuses victimes". Dat heescht, mir bauen dat hei zu Lëtzebuerg, et gëtt als Effort de défense, also als militäresch Ausgab, unerkannt an deklaréiert, an awer steet et de Lëtzebuergerinnen an de Lëtzebuerger Bierger hei zur Verfügung am Fall, wou déi Infrastruktur gebraucht gëtt, zum Beispill am Katastrophefall.

Mir hunn decidéiert, dass mer d'Renovatioun vum Findel maachen, e Findel, dee jo awer vun eis alleguerte permanent am Zivilie benotzt gëtt a wou mer elo eben d'Renovatioun zum Deel ugerechent kréien am Kader vun eiser Defense.

Mir hu viru Kuerzem decidéiert, dräi Helikopteren ze kafe fir d'Arméi, Helikopteren, déi mir awer och hei brauchen, näämlech erëm eng Kéier am Katastrophefall, well mir hu keng Enginen, fir Evakuatiounen ze maachen. Wa mer dat missten hei zu Lëtzebuerg maachen, a wann dat bis elo de Fall war, hu mer déi missen am Ausland lounen oder léine goen a se dann hei asetzen. An Zukunft hu mer se hei a mir hu se, zumindest zwee dovun, och direkt hei sur place, um Territoire.

Dat heescht, mir hunn elo an deene leschte Joren ëmmer probéiert, dass all déi Ausgaben, déi mer maachen, och an iergendenger Weis benefique fir d'Land a sech sinn. An dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass leider bei deem A400M net de Fall, well en natierlech bezuelt gëtt, well den Entretien gemaach gëtt, mä alles dat geschitt net zu Lëtzebuerg, well en eben net zu Lëtzebuerg stationéiert ass.

Fir mech, an och fir mech als Wirtschaftsminister, ass et deemno awer e bësse verréckt, dass mer et fäerdegbruecht hunn, eng Decisioun ze huelen, fir 420 Milliounen Euro auszeginn, ouni dass een eenzegen Euro dovunner zréck an d'Lëtzebuerger Ekonomie, zréck an d'Lëtzebuerger Land fléisst respektiv de Lëtzebuerger Leit zeguttkënnt. Dofir hunn ech meng Problemer mat deem Projet. Mä nach eng Kéier, wéi gesot, do ginn et international Engagementer, aus deene mer net méi erauskommen, an dofir wäerte mer dat maachen. Mä am Endeffekt, mengen ech, hu mer dofir an deene leschte Joren eis Politik, wat déi Investitiounen an der Defense ugeet, grondleeënd geännert.

An ech wëll, Här Baum, op eppes anescht zréckkommen: Dir sot, ech hätt gesot, ech wär net der Meenung, dass mir d'Defenseausgabe weider missten an d'Luucht setzen. Vun 0,4% gi mer op 0,6% an d'Luucht, an ech stinn och dozou. A wann Der déi Ligne-directricen do kuckt, da geet do vu Montante rieds. An de Montant geet ganz einfach an d'Luucht, well 0,6% vun eisem PIB haut manner ass eréi 0,6% vun eisem PIB a fënnef oder an zéng Joer, well ganz einfach eise PIB weider an d'Luucht geet. Alles anescht wäerte mer muer an iwwermuer op der NATO diskutéieren.

Ech sinn op alle Fall der Meenung, dass déi Demande, déi vun Amerika kënnt - dass mer op 2% vun eisem PIB an d'Luucht ginn, wat eis

Defense ugeet -, fir mech perséinlech eng Fin de non-recevoir ass aus deem einfache Grond, well ech der Meenung sinn, dass, wann all déi aner Länner an der NATO esou vill Sue fir d'Entwécklungshëllef géifen ausginn, wéi Lëtzebuerg dat mécht, da géife mer ganz vill Konflikter evitéieren, déi d'NATO herno net misst léisen. Dofir wäert ech och do nach eng Kéier, wéi mer dat zu Lëtzebuerg esou oft gesot a gemaach hunn, en Appell maachen, dass mer vläicht nach méi - och déi aner Länner, déi an den Top-Dräi sinn, net just Lëtzebuerg - en Akzent leeën an d'Konfliktevitéiere wéi herno an d'Konfliktléisen, an dat ebe just iwwer méi héich Investitiounen an d'Entwécklungshëllef wéi onbedéngt an d'Defense.

Voilà, dat gesot, soen ech Iech Merci an ech soen awer och dem Rapporteur villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci och dem Här Minister fir dës Explikatiounen. Déi „hausse constante", déi an de Ligne-directricë vun der Defense drasteet, an deem sougenannte Wäissbuch, hunn ech zumindest esou an Erënnerung oder esou erkläert kritt, datt ab 2020 déi jo eng proportional Hausse zum PIB wier, dat heescht, datt d'Depensë pro Joer ëm jeeweils 0,05% géifen an d'Luucht goen, soudatt mer dann 2024 respektiv 2025 bei 0,8% respektiv 0,85% vum PIB wieren.

Hunn ech do eppes falsch verstanen? Oder wéi kënnt Dir dat do erklären, well et ass awer zumindest esou, wéi et an der Kommissioun duergestallt gouf?

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Här Baum, dat ass esou, dass eng Rei Projeten, déi de Moment un eis erugedroe gi vun der NATO, déi awer nach net decidéiert sinn, géife bewierken, dass dat dote géif geschéien. Mä déi Projete sinn net decidéiert vun dëser Regierung. A mir wäerten net méi spéit wéi dëse Freiden an der Regierung nach iwwert déi Ligne-directricen diskutéieren an och iwwert de Budget, dee mer dee Moment wäerten zur Verfügung stellen, fir déi verschidde Projeten ze realiséieren.

Mä tëscht haut an nächste Freiden ass nach den NATO-Sommet. An ech huele jo un, dass do och nach eng Rei Aussoe wäerte gemaach ginn. Ech kommen awer gär dorobber zréck.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7239 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7239 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55-mol Jo, 2-mol Nee an 3 Abstentiounen, domat ass de Projet de loi ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Claude Wiseler), M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen) Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens ze froen? Jo?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwer, dem Projet 7113, der Ofännerung vum RMG-Gesetz an der Schafung vum REVIS-Gesetz. An de Rapporteur ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

7. 7113 - Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale

et portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;

4° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

5° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

6° de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;

7° de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

et portant abrogation

de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, op Hëllef vu baussen ugewisen ze sinn, fir ze iwwerliewen, et net ze packen, sech erëm op déi eege Féiss ze stellen, säi Liewensënnerhalt net méi kënne selwer ze verdéngen, dat ass fir keen eng einfach Situatioun.

Mir hunn hei am Land ongefeier 10.000 Stéit, déi den RMG bezéien. Dat sinn am Ganze ronn 20.000 Persounen, dovunner ganz vill Kanner. Dat sinn 20.000 Eenzelschicksaler mat ënnerschiddleche Liewensgeschichten, wéi a firwat si an déi Situatioun gerode sinn.

All Gesellschaft muss hir Fortschrëttlechkeet dorunner miesse loossen, wéi si mat den Äermsten ënnert sech ëmgeet. Fir d'Leit an eisem Land ass et zum Gléck evident, datt de Stat an esou Situatioune muss hëllefen an deene Betraffene muss finanziell ënnert d'Äerm gräifen. Dat ass eng Fro vu gesellschaftlecher Solidaritéit an deem gudden Zesummeliewen an dësem Land.

Eng verantwortungsbewosst Politik séchert awer net nëmmen de finanziellen Existenzminimum, si geréiert net nëmmen Dossieren. Neen, eng verantwortungsvoll Politik fërdert an ënnerstëtzt déi Betraffen. Si mécht hinnen de Wee fräi, fir hir perséinlech Situatioun erëm esou ze verbesseren, datt se am Idealfall erëm ganz op eegene Féiss kënne stoen.

Genee dat ass et, wourobber de Gesetzesprojet, dee mir haut hei diskutéieren, verstäerkt den Accent setzt. Et geet dorëm, de Betraffenen de Wee an d'Beruffsliewen ze erméiglechen oder awer, falls dat net méiglech ass, si sozial ze aktivéieren. Dat kann och iwwert de Wee vun enger Therapie oder anere Mesuren de Fall sinn.

E besonneschen Accent gëtt awer op d'Famillje mat Kanner geluecht, an hei besonnesch bei den Elengerzéienden, déi dem gréissten Aarmutsrisiko an eiser Gesellschaft ënnerleien.

Här President, wat als Éischt an d'A sprëngt bei dësem Projet de loi, ass den Numm. Aus dem RMG, also dem Revenu minimal garanti, gëtt de REVIS, de Revenu d'inclusion sociale. Eng Bezeechnung ze änneren ass vläicht op den éischte Bléck e klenge Schrëtt, mä en dréit derzou bäi, datt mir an der ëffentlecher Perceptioun en neie Bléck op dës wichteg Sozialhëllef geheien.

Et muss eis als Gesellschaft näämlech dorëm goen, de Betraffenen ze hëllefen, erëm selwer hiert Liewen ze meeschteren, an net, de Leit eng minimal Existenzgrondlag ze accordéieren, vun där si riskéieren ni méi fortzekommen. Et geet dorëm, de Betraffenen eng Verantwortung fir sech selwer zoukommen ze loossen an hinnen nei Opportunitéiten ze weisen. Dat, wat op dësem Projet dropsteet, ass och genee hei dran. Den neien Numm seet et: Et geet beim REVIS virun allem ëm d'Inklusioun, ob sozial oder berufflech. Donieft ginn awer och d'Prozedure vereinfacht an d'Sozialaarbecht gëtt däitlech besser koordinéiert.

Fir dëse Gesetzesprojet auszeschaffen, huet de Familljeministère fir d'Éischt emol eng genee Analys vum aktuelle System gemaach, fir d'Schwaachstelle kloer opzedecken an dann och kënne Remedur ze schafen. Och vun de professionellen Akteuren an den Associatiounen aus dem soziale Secteur ass ganz vill Input komm, well si natierlech am beschte placéiert sinn, fir Verbesserungsvirschléi kënnen ze maachen.

Éier ech op den Detail vum Projet aginn, erlaabt mer, zum bessere Verständnis nach eemol op d'Fonctiounsweis vum RMG anzegoen. De But vum RMG ass et op där enger Säit, eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Leit ze ginn, déi e gewëssene Seuil vun Akommes net erreechen. Dëse Seuil hänkt vun der Zesummesetzung vum Stot of an ass an engem Barème gesetzlech festgeluecht. Eng schaffend Persoun, där hiert Akommes ënner engem gewëssene Montant läit, kritt e Complement, dat heescht e finanziellen Zousaz, bis datt hire Revenu um fixéierte Montant ukënnt. Dobäi gëtt d'Akommes deelweis „immuniséiert" oder „blockéiert".

Op där anerer Säit soll den RMG awer och eng aktiv Hëllef sinn, fir de Wee nees zréck op den Aarbechtsmarché ze fannen. Dat geet vun der Hëllef bei der Sich no enger Aarbecht bis zu Orientatiouns- oder Aarbechtsbeschafungsmesuren. Wann eng Persoun an enger Aktivitéit fir eng Insertioun dran ass, huet se eng spezifesch Indemnitéit zegutt. D'Zil ass et hei, datt d'Persoun en autonoomt Liewen ouni finanziell Hëllef vum Stat ka féieren.

Här President, den aktuelle System huet Schwaachstellen an ass net ëmmer gerecht. An engem Stot vun zwee Erwuessener, an deem eng Persoun schonn an enger Mesure dran ass, do géif am Moment d'Aktivatioun vun enger zweeter Persoun mat sech bréngen, datt d'Akommes vum Stot iwwert dem festgeluechten RMG-Plaffong géif leien, mam Resultat, datt de Stot finanziell bestrooft géif ginn, wann déi zweet Persoun eng Mesure aktiv géif matmaachen. Also geschitt do natierlech näischt.

Et ass kee grousst Geheimnis, datt et grad d'Frae sinn, déi doduerch meeschtens de Kierzere gezunn hunn, an et da grad si sinn, déi de Wee op den Aarbechtsmarché net méi zréckfannen.

Mir hunn den Ament och verschidden Zeenarien, an deenen d'Méischaffe fir déi Betraffen um Enn vum Mount manner Sue bedeit. Dat ass net gesond. Mir brauchen hei e System, deen de Wëllen, fir méi Stonnen ze schaffen, kloer belount.

Ech hat aganks scho vum Aarmutsrisiko geschwat, dee besonnesch héich ass fir Bezéier mat Kanner an elengerzéiend Elteren. Et ass e Fakt, datt Stéit mat Kanner, déi den RMG bezéien, e groussen Aarmutsrisiko hunn. Dofir ass et och wichteg, bei der Reform hei unzesetzen, fir alle Kanner déi beschten Zukunftschancen ze bidden.

Schliisslech si mer da bei der Bürokratie. Hei ass Sputt no uewen, oder besser gesot no ënnen, dat heescht, Sputt fir manner Bürokratie. Am aktuelle System ass et esou, datt de Suivi vun RMG-Empfänger vun zwou verschiddene Verwaltunge gemaach gëtt. Alle béid sinn och zoustänneg fir Insertiounsmesuren. Do hu mer op där enger Säit d'ADEM, déi beim Aarbechtsministère ënnerbruecht ass, an op där anerer Säit den SNAS, deen eng Verwaltung vum Familljeministère ass.

Am Kader vun dëser Reform hu sech Vertrieder aus dem Aarbechtsministère mat deenen aus dem Familljeministère zesummegesat, fir dat Ganzt méi kohärent a méi logesch ze maachen, well e kohärenten, qualitativ héichwäertege Suivi vun de Betraffenen ass den Erfollegsschlëssel vun enger Aktivatioun. An déi ass jo eent vun den Haaptziler vun dëser Reform.

Här President, den RMG bezéien oft Leit, déi wäit ewech vum Aarbechtsmarché sinn. 1999 ass dofir fir dës Persounen e sougenannten „contrat d'insertion" agefouert ginn, fir ebe méi wéi just e Minimum un Akommes ze garantéieren, mä si op dem Wee an eng Insertioun méi staark ze begleeden. Dat geet awer net duer. Dofir spillt an der Reform den Aspekt vun der Aktivatioun eng wesentlech méi grouss Roll.

Den neie REVIS wäert natierlech weider e Mëttel géint d'Aarmutsbekämpfung bleiwen, mä et soll méi Wäert op d'Bedeelegung vun de Beneficiairen an der Gesellschaft an déi berufflech Aktivatioun geluecht ginn. Domadder wäert méi geziilt d'sozial Ausgrenzung kënne bekämpft ginn. Dat entsprécht och deem, wat d'OCDE Lëtzebuerg recommandéiert huet, fir ebe méi Wäert op d'Aktivatioun an op d'Formatioun ze leeën.

Ënnert dem REVIS wäert déi eenzel Persoun besser begleet ginn, an dat am Respekt vun hire Capacitéiten an hirer perséinlecher Situatioun. Well, maache mer eis näischt vir, net jiddweree befënnt sech do um nämlechten Niveau.

Verschidde Leit sinn an enger éischter Phas net prett fir op den Aarbechtsmarché a musse fir unzefänke mat geziilte Mesuren, déi hire Besoinen entspriechen, als Éischt emol stabiliséiert ginn, éier se dann un eng berufflech Aktivatioun kënnen denken. Den neie System gesäit hei sozial Stabilisatiounsmesurë vir. Den neie System wäert méi op déi ënnerschiddlech Liewenssituatioune vun de Leit agoen. Zum Beispill ka Stabilisatioun heeschen, eng Entzéiungskur ze maachen, e medezinnescht Traitement oder eng aner Zort vu Rehabilitatioun.

Eng Etapp duerno wär et dann, u Projeten deelzehuelen, fir eng temporär Aarbecht am Interessi vun der Allgemengheet ze maachen. Zäitgläich solle Coursen oder Formatioune gemaach ginn, wéi beispillsweis Sprochecoursen, well een zum Beispill keng Aarbecht fënnt, well ee keng vun de Sprooche beherrscht, déi ee géif brauchen.

Esou eng individuell Prise en charge hëlleft, d'Beschäftegungsfäegkeet vun der concernéierter Persoun ze verbesseren an domadder och d'Chance, um Aarbechtsmarché kënne Fouss ze faassen. Mir dierfen näämlech net vergiessen, datt et net nëmmen ëm Sue geet. Wann een déi Betraffe viru sozialer Ausgrenzung schütze wëllt, da geet et virun allem och ëm d'Integratioun an eng Gemeinschaft an an d'Aarbechtswelt.

Mä maache mer eis näischt vir: Et gi Leit, déi et nëmme ganz schwéier oder souguer guer net packen, de Wee an de Beruff zréckzefannen. Dofir erlaabt de REVIS et och, datt eng Persoun an enger Mesure ka bleiwen, wann hir Capacitéiten an hir Liewenssituatioun et net erméiglechen, enger regulärer Aarbecht kënnen nozegoen.

Am Sënn vun der sozialer Inklusioun wäert de REVIS dann och Persounen zeguttkommen, déi bis elo den RMG net zegutt haten. Dat sinn als Éischt Leit ouni feste Wunnsëtz. Dann ass d'Situatioun vum „recueilli par pitié" elo am Gesetz virgesinn, dat heescht, datt eng Persoun, déi fir näischt an engem Stot wunnt, wärend engem Joer als eenzel Persoun betruecht gëtt, also als Persoun, déi net zum Stot geheiert. Domadder huet si dann och zwielef Méint d'Urecht op de REVIS. Dat neit Gesetz präzisiéiert kloer, wien ënnert déi nei Regelung fält. Dat si beispillsweis Demandeurs de protection internationale oder och Fraen, déi aus Fraenhaiser kommen, also Leit, déi oft emol nees mussen erëm zréck an d'Gesellschaft fannen, éier se da selbstständeg kënne wunne goen. De REVIS ass hei op zwielef Méint begrenzt.

Doriwwer eraus gëtt et eng gesetzlech Basis, déi gëtt geschafen, fir datt de Fonds national de solidarité, also den FNS, och Independanten eng Ënnerstëtzung ka ginn. Den Independant wäert deemno de REVIS sechs Méint zegutt hunn, eng Period, déi och eemol erneierbar ass.

An deem Kontext sief och erwäänt, datt mam virleiende Gesetzesprojet en Observatoire des politiques sociales geschafe gëtt.

Här President, e weidert Zil war et, méi Logik a Kohärenz an déi verschidden Insertiounsmesuren, déi haut schonn existéieren, eranzekréien an och d'Kompetenzen tëscht deene verschiddenen Akteure vill méi kloer ze maachen. Wéi gesäit dat dann elo an Zukunft aus?

Fir de REVIS ze kréien, muss een als Éischt bei der ADEM ageschriwwe sinn. Et ass dann d'ADEM, déi e Profill fir all Persoun opstellt. D'ADEM bleift dann och nëmme fir déi Leit den éischten Uspriechpartner, déi wierklech prett sinn, fir kënnen eng Aarbecht ze sichen an ze fannen.

Am Fall, wou eng Persoun awer nach ze wäit sollt ewech si vum Aarbechtsmarché an e spezifeschen Encadrement fir eng sozial a berufflech Aktivatioun brauch, gëtt si op Basis vun engem motivéierten Avis un den neien ONIS, den „Office national d'inclusion sociale", orientéiert, dëst virun allem am Interessi vum Betraffenen, well en domadder en individuellen, op seng Besoinen adaptéierte Parcours kann absolvéieren.

Spéitstens dräi Méint nom Avis vun der ADEM gëtt vum ONIS an engem sougenannten Aktivatiounsplang e perséinlechen Aktivatiounsprojet festgehalen. Et ass dëse Plang, deen d'Basis fir eng Aktivatioun wäert leeën. Eng effektiv Participatioun un de Mesurë gëtt dann och d'Urecht op eng Aktivatiounsallocatioun.

An dësem ganze Prozess bleift den ONIS deen eenzegen Uspriechpartner, bis den ONIS selwer proposéiert, de Beneficiaire op Aarbechtsbeschafungsmesurë bei d'ADEM ze orientéieren, well d'Persoun prett ass, fir sech kënnen eng Plaz um Aarbechtsmarché ze sichen.

Wichteg ze soen ass nach, datt am Aktivatiounsplang der Entwécklung vun den eenzelne Leit Rechnung gedroe gëtt an datt et Passerellen tëscht de soziale Mesurë vum ONIS an deene vun der ADEM wäert ginn. De But kann näämlech net sinn, datt mir vu vireran ausschléissen, datt d'Leit erëm um Aarbechtsmarché kéinte Fouss faassen. Den neie System ass iwwregens och an dësem Punkt eng ganz wesentlech Verbesserung par rapport zu der aktueller Situatioun, well déi Betraffen an Zukunft weider kënnen d'Aktivatiounsallocatioune kréien, och wann d'ADEM d'Prise en charge iwwerhëlt.

Den Aktivatiounsplang geet all Kéiers iwwer ee Joer, mä ass erneierbar a kann och zu all Moment duerch en neien Aktivatiounsplang ersat ginn, deen opgestallt ka ginn.

An nach eng Präzisioun: Persounen, déi duerch hire Statut, beispillsweis wéinst enger Krankheet, net disponibel si fir den Aarbechtsmarché, falen direkt ënnert d'Kompetenz vum ONIS.

Här President, bei dëser Reform stinn d'Beneficiairë ganz staark am Vierdergrond. Dat ass och gutt an dat ass och richteg esou, mä d'Reform ass awer och wichteg fir d'Akteuren um Terrain. Dës Reform brëngt net nëmmen eng kloer Aarbechtsopdeelung tëscht ADEM an ONIS mat sech, si wäert och fir e besseren Encadrement duerch den ONIS suergen, andeems dësen zousätzlech duerch regional Agente fir sozial Inklusioun assistéiert gëtt. Dës regional Agente wäerten an den Offices sociaux hirer Aarbecht nogoen.

Firwat an den Offices sociaux? Ma eben, well et oft virun enger berufflecher Aktivatioun eng ganz Rei aner Problemer ze léise gëllt. Dat kann d'Organisatioun vun enger Betreiung fir d'Kanner sinn. Et kënne méi déif gräifend Problemer sinn, wéi eng Verschëlldungssituatioun oder Gesondheetsproblemer. Bis elo ass et am Familljeministère och kee konkrete Personalschlëssel fir den Encadrement ginn. An Zukunft wäert ee Betreier zoustänneg si fir aacht Leit, déi an enger Aktivatiounsmesure sinn.

Doduerjer, datt et sech hei ëm d'Begleedung vu Leit handelt, déi wäit ewech vum Aarbechtsmarché sinn, ass eng qualitativ héichwäerteg an intensiv Begleedung noutwendeg. An dat wäert de Stat och eppes kaschten. Suen, wou mir eis awer, mengen ech, heibannen all eens sinn, déi gutt investéiert sinn.

D'Bekämpfung vun der Kanneraarmut an der Aarmut vun Elengerzéier ass eng weider grouss Preoccupatioun. Hei huet misse méi geschéien, an hei geschitt méi. D'Kanneraarmut muss een awer op verschiddenen Niveauen ugoen. De REVIS ziilt engersäits op eng Aktivatioun of, déi Elteren hëlleft, um Aarbechtsmarché erëm Fouss ze faassen. Donieft wäerten awer och d'Prestatioune méi cibléiert ginn. D'Part fir d'Kand gëtt beim REVIS eropgesat.

Ech wëll awer och drun erënneren, datt de REVIS hei an engem gréissere Kontext vu Prestatiounen ze gesinn ass, déi am Laf vun de leschte Jore fir déi Äermst an eiser Gesellschaft en place gesat gi sinn. Ech denken un eng Subvention de loyer, un déi kierzlech Adaptatioune bei der Allocation de vie chère, mä awer och u Projete wéi zum Beispill d'sozial Epicerie oder och de Kulturpass.

Här President, an der Vergaangenheet ass vill um initiale Gesetzestext vu `86 gepléischtert ginn. Et ass emol hei an do nogebessert ginn, mam Resultat, datt d'Texter ëmmer manner verständlech gi sinn. Et ass aus deem Grond, firwat den Text elo komplett frësch geschriwwe ginn ass, wat zur Simplification administrative wäert bäidroen.

Vereinfacht gëtt de System awer och doduerjer, datt den FNS an Zukunft déi eenzeg Plaz ass, déi zoustänneg ass fir d'Demande de paiement vum REVIS. Domadder gëtt et an der Saach nëmmen nach een Uspriechpartner, an den ONIS ka sech virun allem op seng sozial Missioun konzentréieren.

Och datt déi sozial Prise en charge op regionalem Niveau stattfënnt, vereinfacht ganz villes. Déi Concernéiert si jo schonns an der Regel mat hirem Office social a Kontakt a kënnen dann do direkt bei hiren Aktivatiounsmesuren encadréiert ginn.

E weidere Schrëtt fir eng Vereinfachung ass d'Digitaliséierung vun den Dossieren. Dat spuert Zäit an Aarbecht.

Här President, am Kader vun dëser Reform ass awer och de Berechnungssystem vum RMG op de Leescht geholl ginn. Hei ass et virun allem dorëm gaangen, Saachen, déi net kohärent waren, ze verbesseren.

Am Moment ass et effektiv esou, datt, wann ee méi schaffe geet, et zu enger Stagnatioun an deels souguer zu enger Baisse vum Liewensniveau kënnt, soudatt d'Leit carrement encouragéiert gi sinn, ofhängeg ze bleiwen. Den neie REVIS ass esou konzipéiert, datt all Augmentatioun vu Schaffstonnen och e finanzielle Virdeel mat sech brëngt.

Fir dat ze änneren, ass et op e puer Niveauen zu Changementer komm. De Mechanismus fir d'Immunisatioun vun de Revenuen ass eropgesat ginn. Dëst fir de Leit en Ureiz ze ginn, fir schaffen ze goe respektiv fir méi ze schaffen. Dofir ass de Mechanismus fir d'Immunisatioun bei 30% vum Barème vum RMG ganz ofgeschaaft ginn.

Den neie Mechanismus gesäit eng direkt Immunisatioun vu 25% vun de Revenue vir. Deemno ginn nëmme 75% vun de Revenuen an der Berechnung consideréiert. Mir schafen also hei e konkreten Ureiz, fir méi ze schaffen.

Eng aner Mesure, déi am Moment dozou encouragéiert, net méi ze schaffen, ass d'Majoratioun fir de Loyer ze kompenséieren, déi am Moment net méi accordéiert gëtt, wann een d'Recht op den RMG verléiert. Déi gëtt dofir ofgeännert an d'Beneficiairë vun der Allocation d'inclusion kënnen an Zukunft eng Demande fir eng Subvention de loyer maachen.

Och d'Zesummesetzung vum Montant fir de REVIS huet geännert. Ech ginn do net op déi verschidde Montanten an. Déi fannt Dir a mengem schrëftleche Rapport ganz iwwersiichtlech an engem Tableau.

Wéi setzt sech de Montant vum REVIS an Zukunft zesummen?

Et gëtt eng Allocation d'inclusion, dat ass e Forfait de base pro Persoun plus en Deel fir d'Gemeinschaftsfraise vum Stot. Och eng zweet Persoun am Stot kritt e Basisforfait. Da kommen nach Forfaite pro Kand derbäi, an eng Majoratioun pro Kand an engem Stot, dee monoparental ass.

Den zweete Volet ass eng Allocation d'activation fir déi Leit, déi sech un Aktivatiounsmesurë bedeelegen. Dat sinn net nëmme Mesuren, fir d'Leit op den Aarbechtsmarché ze kréien, mä och Mesurë fir eng sozial Inklusioun.

E wichtege Volet ass iwwerdeems, datt de Verbuet fir eng zweet Insertiounsmesure pro Stot opgehuewe gëtt, soudatt méi Mesurë pro Stot kënnen duerchgefouert ginn.

Ännerunge ginn et dann awer och beim Sanktiounssystem. Amplaz vun haut op muer d'Recht op den RMG ewechgeholl ze kréien, gëtt et an Zukunft e progressive Sanktiounssystem. Et ass dann och méiglech, nëmmen en Deel vum REVIS als Sanktioun ewechzehuelen. An eréischt als lescht Mëttel gëtt dann de REVIS ganz gestrach, wann eng Persoun hiren Obligatioune par rapport zum ONIS net géif nokommen.

Éier ech elo zum Schluss kommen, wëll ech awer och nach soen, datt sech zwou Erreurmateriellen am Projet ageschlach hunn, déi am Projet, dee gestëmmt gëtt, behuewe gi sinn. Mir hunn eng ganz Rei detailléiert Avisen erakritt. Ech verweise fir den Detail ganz gären hei op de schrëftleche Rapport.

Här President, ganz zum Schluss vu mengem Rapport wéilt ech vläicht nach just eemol kuerz widderhuelen, wourëm et an dësem Projet geet, näämlech dorëm, déi Betraffen ze stabiliséieren, ze aktivéieren a schliisslech och erëm an d'Beruffswelt an an d'Gesellschaft ze integréieren. Ech sinn iwwerzeegt, datt mir mat dësem Projet d'Konditioune schafen, fir de Beneficiairen e wesentlech besseren Encadrement ze bidden.

An als ganz leschte Saz vu menger Säit: E grousse Merci un all déi Leit, och d'Leit an de Kommissiounen, wou mer vill diskutéiert hunn, vill mateneen diskutéiert hunn, an och d'Leit, déi ronderëm d'Kommissioun vill gehollef hunn, fir dëst Gesetz, fir dëse Projet haut hei kënnen an de Plenum ze kréien.

Ech soe Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An den éischte Riedner ass den Här Marc Spautz fir d'CSV.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den RMG, de REVIS, d'Aarmut ass eppes, wat eis scho laang begleet, scho laang beschäftegt. A wann een historesch kuckt, wou mer hierkommen, hate mer d'Aféierung vum Fonds national de solidarité, mir haten d'Aféierung vum Revenu minimum garanti a mir hunn eis hei an dësem héijen Haus - net mir, mä eis Vir- a Virvirgänger - vill mat dem Problem vun der Aarmutsbekämpfung beschäftegt.

Mir haten och vill Leit, déi déi Saache begleet hunn, ob dat d'Caritas war, ob dat d'Croix-Rouge war, ob dat Initiative waren, déi geholl gi sinn an deene Joren, ier et den RMG ginn ass, ier mer vum Fonds national de solidarité geschwat hunn, déi sech ëm déi Leit bekëmmert hunn. An ëmmer erëm huet et geheescht: Wat d'Entwécklung technesch, wat den Erfolleg vun der Success Story vum Land Lëtzebuerg wäert virugoen, wat d'Aarmut wäert ofhuelen.

An Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, mir wëssen, dass dat net geschitt ass. Och wann d'Aarmut, wann een d'Definitiounskritären hëlt, haut eng aner ass wéi déi Definitiounskritäre vun der Aarmut vu viru 40 oder 50 Joer, esou ass et awer real, dass d'Aarmut nach ëmmer e Problem hei zu Lëtzebuerg duerstellt. An dat ass och nach eemol méi bewise gi vun deenen Analysen, déi gemaach gi si vun der Caritas, vun der Chambre des Salariés an och vum Statec.

An erlaabt mer - vill Kolleege wäerten elo soen: „Elo kënnt en erëm mat där aler Leier" -, dass ech nach eng Kéier op den Artikel vum 31. Januar 2018 aginn, deen am „Le Quotidien" war, wou et geheescht huet, dass 2008 deemools een, deen e Salaire social minimum an zwee Kanner hat, 47.918 Euro hat, an dass den OGB-L festgestallt huet, dass et fir d'Joer 2018 nach géif bedeiten, dass déi Leit 46.005 Euro hunn. Dann hätten déi Leit 2018 1.913 Euro manner wéi se virdrun 2008 haten.

Dat ass eng Statistik, déi net ech gemaach hunn, déi ass vum OGB-L komm a si war verëffentlecht am „Le Quotidien", an enger Zeitung, déi jo och net grad menger Faarf nosteet, just fir awer ze ënnersträichen, wou déi Chifferen hierkommen.

Mir haten eis och mat der Analys vun der Madamm Franziskus vum Statec beschäftegt, wou de Statec jo beoptragt war, esou eng Analys eng Kéier ze maachen, wéi et mat der Aarmut hei zu Lëtzebuerg ass, a wou och Chifferen op den Dësch komm sinn am nationale Verglach, am internationale Verglach a wou mer jo alleguerten, wéi mer heibanne sëtzen, wëssen, dass den Haaptproblem zu Lëtzebuerg, wat d'Aarmut ubelaangt, ënner anerem net wéi an anere Länner de Chômage ass - de Chômage spillt och mat eran -, mä virun allem de Präis vum Wunnen hei zu Lëtzebuerg ass, dass dat den Haaptproblem ass, dee sech stellt, wa mir hei zu Lëtzebuerg vun Aarmut schwätzen.

Wéi den RMG agefouert ginn ass, Dir Dammen an Häre, léif Frënn, do hunn ëm de 15. Juli 1986 hei an der Chamber dräi Chamberssitzunge stattfonnt. Ech weess, dass verschidde Leit e bëssen nervös gi sinn, well mer gesot hunn: „Mir hätte gären e Modell 2, fir doriwwer ze schwätzen." 1986, wéi de REVIS (veuillez lire: wéi den RMG) agefouert ginn ass, ware ganzer dräi Chamberssitzungen, déi dofir dropgaange sinn, fir iwwert den RMG ze schwätzen. Dat war de 15. Juli 1986 mëttes, dat war déi 82. Seance, Här President. Et war de 16. Juli 1986 moies, dat war déi 83. Seance. An dat war de 16. Juli 1986 mëttes; dat war déi 84. Seance. Ofgestëmmt ass den RMG gi mat 57-mol Jo an 2 Abstentiounen, well d'Chamber déizäit nach aneschters zesummegesat war.

Mir haten zwee Rapporteuren deemools. Dat waren den Här Putzeys vun der CSV an de René Hengel vun der LSAP. An elo, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, elo haalt Iech gutt un: Et hu 27 Deputéierter zu deem Projet geschwat! 27 Deputéiert hunn zu deem Projet geschwat: vun der CSV, wéi gesot, ee Rapporteur plus néng, vun de Sozialisten de Rapporteur plus siwen, vun der Demokratescher Partei sechs, vun deene Gréngen zwee a vun der Kommunistescher Partei, déi déizäit nach heibanne vertruede war, huet een zu deem Projet geschwat an déi hu sech och dozou geäussert.

Haaptevenement vun deemools war, dass sech dunn heibannen dermat beschäftegt ginn ass: Ass d'Mindestakommes eng Sozialhëllef oder huet et de Charakter vun enger Leeschtung iwwert d'Assurance sociale? Dat war näämlech eng vun deene wichtegste Froen déizäit. Do geet et näämlech och ëm en Thema, wat mer haut méi oft diskutéieren, mä déizäit war dat nach net de Fall: mat der Exportabilitéit oder Netexportabilitéit, déi dozou gefouert huet. Well dat war näämlech eng vun de Kärfroen. Déi Fro hat deemools den CSV-Deputéierten a Rapporteur René Putzeys opgeworf.

Eng aner, wann ee sech domat beschäftegt, an ech hu mech ganz intensiv domat beschäftegt... Ech hunn alles nogelies, wat säit 1986 an där Thematik gesot ginn ass.

An dofir, Här President, erlaben ech mer, ee fréieren Deputéierten ze zitéieren: „Um soziale Gerechtigkeit in den verschiedenen Teilen der Welt, in den verschiedenen Ländern und in ihren Beziehungen untereinander zu verwirklichen, bedarf es immer neuer solidarischer Anstrengungen der Werktätigen untereinander und mit ihnen. Diese Solidarität muss immer dort zur Stelle sein, wo die gesellschaftliche Herabwürdigung des Subjekts der Arbeit, die Ausbeutung der Arbeitnehmer und das wachsende Ausmaß von Elend und sogar Hunger sie herausfordern. (...) Die ‚Armen' treten in verschiedenem Gewande auf, an verschiedenen Orten und zu verschiedenen Zeiten. Sie treten vielfach auf als Opfer der verletzten Würde der menschlichen Arbeit, sei es, dass es an Arbeitsgelegenheit mangelt mit der Folge zwangsweiser Arbeitslosigkeit, sei es, dass die Arbeit und die Rechte, die sich aus ihr ergeben, vor allem das Recht auf angemessene Entlohnung und auf die Sicherung der Person des Arbeitnehmers und seiner Familie, missachtet werden."

Dat war en Zitat, dat hei en Deputéierten, ech soen Iech och duerno wien, zitéiert huet. An en huet deemools hei ënnerstrach, och wann elo jiddweree géif mengen, dat wier en Auszuch aus dem „Kapital" vum Karl Marx, esou wier dat falsch. Dat wier en Auszuch aus der Enzyklika „Laborem exercens" vum Poopst Jean-Paul II." An deen, deen déi Zitatioun heibanne gemaach huet,…

Une voix.- Deen huet eng Klassenanalys.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...war keen anere wéi den Nic. Eickmann vun der LSAP, deemools Buergermeeschter och vun Déifferdeng, deen déi Zitatioun heibanne bei den Debatte gemaach huet. Och wann een déi Saachen dann noliest, gesäit een, wéi deemools d'Approche zum RMG heibanne war.

Här President, dann e lescht Beispill, wat deemools diskutéiert ginn ass: „Dëse Projet, deen d'Recht op e Mindestakommes bei eis soll aféieren, beréiert nieft der Sozialpolitik och aner Gebitter vun eiser Politik, wéi zum Beispill eis Alterspolitik, eis Aarbechtspolitik, an domat och eis Wirtschaftspolitik an eis Familljepolitik. Et ass deemno e wichtegt Gesetz mat enger längerer Virgeschicht, op déi een net muss (veuillez lire: op déi ech nach wëll) agoen. D'Ofsacken ënnert den Existenzminimum ass ee Phenomeen, dee sech an der ganzer europäescher Gemeinschaft bemierkbar gemaach huet, mat zum Deel wirtschaftlechen, awer virun allem mat gesellschaftspoliteschen Ursaachen (veuillez lire: awer och gesellschaftspoliteschen Ursaachen)." Dat war d'CSV-Deputéiert Erna Hennicot-Schoepges, déi dat heibannen am Juli 1986 gesot huet.

An där ganzer Debatt, wéi ech gesot hunn, hu sech 27 Deputéierter dermat beschäftegt, fir Aussoen dozou ze maachen. A wann een déi noliest - dat kann een alles maachen an den Archive vun der Chamber, Här President -, da fënnt ee ganz interessant Äusserungen zréck. Ech wollt der just e puer zitéieren, mä et sinn nach ganz anerer, ganz flotter - „flott" ass e schlecht Wuert, well et ass awer eppes, wat d'Leit betraff mécht - do mat dran.

Här President, erlaabt mer fir d'Alleréischt awer, wann ech an de Projet ginn, dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schrëftleche Bericht an och seng mëndlech Duerstellung. Ech wëll awer ee besonnesch ervirsträichen, an dat ass de President vun der Familljekommissioun, fir déi Aart a Weis, wéi en déi Sitzunge geleet huet, fir déi Debatten, déi stattfonnt hunn, well et ware munchmol ganz liefhaft Diskussiounen dobannen. An him dofir e grousse Merci fir déi Aart a Weis, wéi en dat gefouert huet a wou en och probéiert huet, wat em net ëmmer gelongen ass, ech mengen, méi manner gelongen ass wéi positiv gelongen ass, mä wou en op alle Fall och probéiert huet, Kompromisser ze fannen.

Ech wëll och ënnersträichen - an dat ass eppes, wat ech am Här Lamberty sengem Rapport vermësst hunn - déi Initiativ, déi de President geholl huet opgrond vum Artikel 33 vum Statsrotgesetz, wat mer heibannen de 16. Juni 2017 gestëmmt hunn, dass d'Chamber ka bei de Statsrot goen an dass d'Chamber ka mam Statsrot diskutéieren. Den Här Lamberty hat et am Rapport vergiess, mä den Här Baum huet dat gemaach opgrond vun engem Bréif, deen de Chamberspresident weiderginn huet.

Et ware scho sechs där Phenomeener virdrun an dräi duerno, soudass mer insgesamt de Moment néngmol mat där Prozedur scho beschäftegt waren. Mä do géif ech en Appell maachen, souwuel un de Chamberspresident wéi un de President vun der Reglementskommissioun, dass mer do vläicht eist internt Reglement missten upassen an emol definéieren, wien déi Leit sinn, déi bei de Statsrot ginn, wann eng Kommissioun bei de Statsrot geet, an dass mer dat net esou do hänke loossen.

De President vun der Familljekommissioun war zesumme mam Sekretär vun der Familljekommissioun a mat dräi Regierungsbeamten dohinner, fir dat ze erklären, wat d'Meenung ass vun der Kommissioun. Et wier och net schlecht, wann een do Majoritéit an Oppositioun géif mat defiléiere loossen.

Ech géif dofir d'Propos maachen, Här President, wann Der erlaabt, dass d'Reglementskommissioun oder de Chambersbureau sech domat beschäftegt, fir do vläicht eng Propos ze maachen, fir dat am Chambersreglement festzehalen, wéi déi Kompositioun soll sinn. Et schéngt fir mech och normal, dass d'Majoritéit an d'Oppositioun vertruede sinn an och de Rapporteur, wann ee bei de Statsrot geet, fir op déi Saachen drop hinzeweisen.

Dat ass eng Ureegung, Här President. An ech wier frou, ech weess elo net, ob Dir dat maacht oder ob Der se direkt weidergitt un den Här Gibéryen als President vun der Reglementskommissioun, mä dass een dat soll festhalen, dass een da fir d'Zukunft ëmmer genau weess a vu virera weess, wie wouhinner soll am Numm vun der Chamber goen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech hu gemengt, dat wier ëmmer kloer.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, ob et dann ëmmer kloer ass... Wa mer et an d'Reglement schreiwen, Här President, dann ass et sécher kloer!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Débat interinstitutionnel ass net esou evident am Detail ze klären. Ech fannen, dass dat - ouni Iech elo ze widderspriechen, selbstverständlech féiere mer déi Diskussioun -, mä dat klappt an der Regel ganz gutt op engem méi informelle Plang. A wann d'Chamber dat freet, dann, mengen ech, kann dat och ganz problemlos klappen. Mä ech huelen dat selbstverständlech mat op de Wee, Här Spautz.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mä hei huet d'Kompositioun vun der Kommissioun, déi dohinnergaangen ass, awer net geklappt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat sief dohigestallt. Ech muss och soen, dass de Bréif vum Chamberspresident zimlech kloer war.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, d'Reform vum RMG ass noutwendeg gewiescht an d'Reform vum RMG ass néideg. An ech wëll dozou soen, dass och schonn 2013 d'Regierung en Avant-projet de loi ausgeschafft hat, an ech hunn deen och extra matbruecht fir déi Leit, déi e vläicht nach net gesinn hunn, well anscheinend ass e verluer gaangen. An do ass och schonn d'Stellungnam dra gewiescht vun der Inspection générale de la sécurité sociale. Här President, do huet een ënnerschriwwen: Di Bartolomeo. Ech weess net, ob Der dee kennt? Deen huet deemools och d'Stellungnam eragi vum Ministère de la Sécurité sociale, wéi de Ministère de la Sécurité sociale dozou steet, an en huet och d'Chifferematerial zur Verfügung gestallt fir all déi Proposen, déi deemools gemaach gi waren, wat déi géife kaschten, dass een dat alles kann nokucken.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat ka mäi Brudder gewiescht sinn.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ah, kann dat Äre Brudder gewiescht sinn?

Wat deemools den Haaptpunkt war, dat war, dass dat e Konsens war, dee mat de Sozialpartner schonn ausgeschwat gi war: Et ass do drëm gaangen, wat mer géife maache mat de Leit ënner 25 Joer, dass do déi éischt Prioritéit wier, déi op den Aarbechtsmarché ze integréieren, mä dass een awer och d'Méiglechkeet misst hunn, ënner bestëmmte Konditiounen och Leit ënner 25 Joer kënnen den RMG ze ginn, dass den RMG géif an dräi Deeler gespléckt ginn - en individuellen Deel, en Deel fir de Stot an en Deel fir d'Loyerskäschten - an dass och sollt verhënnert ginn, dass de Stat géif duebel bezuelen.

De Kannerundeel soll, wéi et d'OECD virgesäit, de facto 0,3 hu vun deem éischten Erwuessenen. D'Aarbechte sollten och gekuckt ginn, fir an d'Aktivatioun ze kommen. Do soll awer net méi den RMG gekuckt ginn, mä de Loun bei 25% respektiv 50% oder 75%. A wann ee géif ganz schaffe goen, misst een och de Mindestloun garantéiert kréien an et soll och méiglech sinn, dass an engem Stot déi zwee Leit kéinte schaffe goen an dass een dann en anere Schlëssel bei der Berechnung vun de Cumulbestëmmunge géif maachen.

Et ass och drëm gaangen, dass een d'Contrats à la journée fir déi sougenannten „Doléiner" misst iwwerschaffen, dass een do misst kucken zesumme mam SNAS an deenen Associatiounen, déi en Agrement vum Familljeministère hunn, dass déi och d'Méiglechkeet hunn, sech do an den Aglidderungsmoossname mat eranzebréngen, an dass dat alles muss geschéie bannent dräi Méint.

D'Immunisatioun soll net ausschliisslech um Betrag vum RMG geschéien, mä haaptsächlech um Akommes, der Pai, de Renten an der Pensioun. Et sinn Iwwergangsbestëmmungen deemools virgesi gewiescht, haaptsächlech fir déi Leit, déi méi al ware wéi 50 Joer, fir dass sollt verhënnert, dass, wann en neie System géife kommen, déi Leit ënnert dem Strëch duerno méi schlecht géifen ewechkomme wéi virdrun.

An et ass och eng Diskussioun deemools doriwwer gefouert ginn, dass et jo heiansdo méi gënschteg wier, fir am RMG ze sinn, wéi fir de Mindestloun schaffen ze goen. Do ass och op déi Remarke reagéiert ginn, wou ënner anerem och op de gratis Transport, d'Mannerbezuele fir d'Chèque-servicen an och op d'Saisien deemools higewise ginn ass, dass dat wichteg wier, do Léisungen ze fannen. Och d'Offer vun den Office-socialle misst aneschters gemaach ginn an et misst een och do wëssen, dass och do schonn haut - oder net haut, mä dat war 2013, wann ech och elo soen „haut" - d'Méiglechkeet misst bestoen, dass den Office social kéint reagéieren.

Just esou wäit, dat waren näämlech d'Ausféierungen, déi gemaach gi si vun der deemoleger Regierung, vun deenen zwee Regierungsmemberen, déi sech deemools ëm dee Projet bekëmmert hunn. Ech mengen, si stinn elo hei een hannert deem aneren, soudass mer och do nach eng Kéier kënnen herno vläicht d'Diskussioun féieren, wéi et dann deemools dozou komm ass.

Wéi de Projet hei deposéiert ginn ass, deen neie Projet vun der Regierung, hunn ech och verschidde Saachen - net nëmmen ech, mä mir - och dran erëmfonnt, déi elo an d'Weeër geleet ginn, ënner anerem mat deenen zwee Erwuessene mat den Aktivatiounsmesuren, wat och gutt ass, dass esou eppes kënnt. Et ass och gutt, dass an Zukunft Cotisation-socialle bezuelt ginn, dass domadder och Rechter entsti fir déi Leit, déi am RMG sinn. Doduerch dass se Sécurité sociale bezuelen, kréie se och Rechter, wat virdrun net méi de Fall war.

An da fänkt et awer schonn un, wou mer eis net méi esou ganz doranner erëmfannen. Et ass eis virgeworf ginn, mir hätten eis ni dozou geäussert. Mir hunn de 24. Abrëll 2004 (veuillez lire: 2017) Stellung geholl zu dem Gesetzesprojet an der Kritik vun der CSV zum Projet 7113, wou mer eelef Haaptkriticke geäussert hunn.

Dat Éischt war d'Base de données, wou mer iwwert déi Analys geschwat hunn - et war eng Analys an Optrag gi gi vun der Regierung -, dat war d'Analys vun der Madamm Franziskus. A wann Der do den Inhalt liest an déi Montante kuckt, déi deemools an der Analys vum Statec drastoungen, déi och ëffentlech virgestallt ginn ass, an Der kuckt, wat herno an der Realitéit geschitt ass, esou hu mer dach awer nach ëmmer ganz grouss Ënnerscheeder festgestallt. Dat war ee Kritikpunkt. Do huet sech och näischt dru geännert.

Mir haten en zweete Kritikpunkt, dat ass, dass de Basispauschalbetrag vun de Kanner misst aneschters duergestallt ginn. Do ass duerno en Amendement komm vun der Regierung an do ass d'Majoration forfaitaire aneschters berechent ginn.

Mir haten e Kritikpunkt bei de Familljenzoulagen, well jo och schonn am Virfeld d'Familljenzoulage geännert gi waren, dass net méi d'Staffelung pro Kand mat berücksichtegt ginn ass, mä dass e Montant unique geholl ginn ass. Och dat war e Kritikpunkt, dee mer deemools gemaach hunn, wou mer gesot hunn, dass dat net gutt wier, dass do dat vum Kannergeld elo aneschters géif mat berücksichtegt ginn, well am Basisprojet stoungen nach déi al Kannergeldmontanten dran, nach wéi et keng Montant-uniquë waren, mä wéi et Staffelunge waren nom Alter.

Deen anere Status quo war dee mat der Immuniséierung. Do ass et och bei deem bliwwen, wéi et war. Beim Amendement ass awer eppes réckgängeg gemaach ginn, wat mer kritiséiert haten: Dat war d'Situatioun vum Aidant informel, déi deemools zréckgemaach ginn ass. De Status quo ass bliwwe bei deem, wat mer kritiséiert hu betreffend Stage en entreprise a Contrat subsidié.

An et ass och, wat mer eis deemools gefrot hunn, ob een net och misst de Gesetzesprojet 7086 do matabezéien. Dat ass dee vun der Aide à la formation, wou bei der ADEM sollten nei Moossname geschafe ginn, fir de Leit ze hëllefen, déi am Chômage sinn, fir erëm erankommen, well - och de Rapporteur ass a sengen Ausféierungen nach eng Kéier dorop agaangen - een d'Leit muss mat der Hand huelen an hinnen eng Formatioun muss ginn. Mä mir haten dat och am Projet 7086, deen an der Travail gemaach ginn ass, mat dran, an do sinn och finanziell Primmen agefouert ginn, souwuel fir d'Betriber wéi fir déi Betraffen. Dat hätt een och missen zesumme kucken.

Dat anert war en Amendement, dee komm ass, wou mer reklaméiert hu wéinst der Allocation d'inclusion réduite. Dat, wat mer net seriö fonnt hunn, ass, dass, wann s de an d'Spidol gees an du bass méi laang do, da sollt gekierzt ginn. Dat ass opgrond vun engem Amendement ewechgeholl ginn.

Mir hu gesot, dass mer et net gutt fannen, wéinst deem fir der Altersaarmut entgéintzewierken, wat do bei den RMG-Bezéier gemaach gëtt. Dat war déi Diskussioun, wou mer virdru gesot hunn, et misst eng Iwwergangszäit kommen an et misst och garantéiert ginn, dass d'Leit ab engem gewëssenen Alter net méi mat ënnert déi nei Bestëmmunge falen.

Mir hate beim Observatoire des politiques sociales kritiséiert, deen elo geschafe gëtt, dass do d'Sozialpartner an d'Zivillgesellschaft vergiess gi sinn. Also do ass och näischt geännert ginn. A mir hate gesot, dass mir där Meenung sinn, aneschters wéi den Här Rapporteur dat hei duergestallt huet, dass den administrativen Opwand insgesamt vill méi grouss wäert ginn, wéi dat lo de Fall ass.

Ech wëll och dozou soen - an ech kommen duerno nach drop zréck, firwat mir alleguerten déi Punkten a Fro gestallt hunn, dass een dat och versteet -, mä ech wëll just eng Kéier am Zesummenhang soen, dass mir - net wéi gesot gëtt, mir hätten iwwerhaapt kee Wuert dozou gesot - dat do gesot hunn, eng Pressekonferenz gemaach hunn an och an der Kommissioun soulevéiert hunn, dass dat eis Kritikpunkten an deem ganze Punkt sinn.

Wa mer dann drop aginn, mir hunn am REVIS, de Rapporteur huet geschwat vun 20.000 Leit, mir hunn elo probéiert, nach eng Kéier mat de Menagen ze fueren, esou wéi et och am Avis vun der héijer Kierperschaft stoung, wou den Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent de betraffene Leit an de Stéit:

Et sinn 10.193 Menagen, déi hei zu Lëtzebuerg um Datum vum Depot vum RMG profitéiert hunn. A bei deene Stéit, wëll ech awer soen, sinn 9.257 Stéit - nach eng Kéier: 10.193 profitéieren dovun -, do sinn 9.257 Stéit, wou d'Leit aktiv sinn! Déi Familljen hunn eng Aarbecht. Déi Familllje ginn enger Aktivitéit no an déi kréien déi Hëllef, e Surplus, well opgrond vun dem Berechnungsmodus, wéi en ass, dat, wat se verdéngen, manner ass wéi dat, wat den RMG oder elo an Zukunft de REVIS virgesäit, an dofir kréie se e Complement.

Dat heescht, mir bleiwen nach bei 7,2% vun de Stéit, 735 Menagen, wou alles dat, wat den Här Lamberty eis elo esou laang erkläert huet, spillt. 735 Stéit, dat si 7,2% vun all deenen Haushalter hei zu Lëtzebuerg, si vun där Situatioun betraff, wat dat heescht, ob se schaffe ginn oder net.

An da muss ee sech d'Fro stellen, ob ee fir d'Éischt net eppes hätt misse maache fir déi 9.372 (veuillez lire: 9.257), déi aus anere Grënn do sinn, an deenen hir Dossiere kucken. An dat war eppes, wat mer an eisem Projet deemools virgesinn haten, fir och deene Leit ënner gegebenen Ëmstänn kënnen Hëllefen ze ginn, wat mer an dësem Projet net erëmfannen. Dat ass ee vun de Kritikpunkten, firwat mer och soen, dass dat net gutt ass, wat hei geschitt ass.

Da wëll ech och soen, den Här Lamberty an och eng gréisser Dageszeitung haut an och am Exposé des motifs, si komme mat all deene Punkten, wou d'Leit elo esou vill géife bäikréien! Ech beruffe mech op d'CSA, ech beruffe mech op déi héich Kierperschaft, de Conseil d'État, wat een alles kann an der Documentation parlementaire nokucken, wann ech soen, dass et do och Fäll ginn, wou d'Leit méi schlecht ewechkommen. Mä ech hu mech net domat begnüügt, dat an der Theorie ze maachen, mä ech hunn och hei richteg Beispiller matbruecht vu Situatiounen, déi et haut gëtt.

Eng Mamm, déi huet 56 Joer. Si ass als Immigrantin op Lëtzebuerg komm. Si huet geschafft. Si huet e Bouf vu 27 Joer a se huet e Meedche vun 22 Joer. Deen een ass amgaangen, an der Belsch ze studéieren, an d'Meedche schafft hei an et huet seng Première 2016 gemaach. Déi Fra huet bis elo, alles zesummen, de Montant fir zwee Adultë kritt, dat waren 2.101,80 Euro beim RMG, gëtt 2.103,55 beim REVIS. Dat si ganzer 1,75 Euro weider, déi se kritt vum RMG op de REVIS. Dann huet se eng Pension d'invalidité. Et ass eng Immunisatioun gewiescht beim RMG vu 630,54 Euro, beim REVIS ergëtt dat nach 423,48 Euro. D'Pensioun gëtt dann ugerechent mat 1.063 Euro beim RMG a mat 1.270,45 Euro beim REVIS. De Complement, deen ze bezuele war, war beim RMG 1.038,41 Euro an ass beim REVIS nach 833,10 Euro. Dat ass eng Differenz vun 205,31 Euro brutto.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dat kann elo fir een net vill sinn. Mä ech kann lech soen, wann Der mat deem dote Montant musst liewen a schaffen, dann ass dat ganz vill.

En anere Fall: E Mann, deen 52 Wochen am Congé de maladie war an deen duerno opgrond vun engem Gesetz, wou mer jo nach sollen, wa meng Informatioune stëmmen, eng Ännerung virhuelen - mä do weess den Här Engel vläicht méi - virum 26. Juli... Mä dee Mann, deen huet elo dann den RMG kritt: 1.401,17 Euro. An Zukunft kritt en de REVIS: 1.402,37 Euro, also dee fantastesche Montant vun 1,20 Euro weider! En huet eng Indemnité de chômage vun 1.540 Euro, déi bleift. D'Immunisatioun war virdru 420 Euro, déi ass elo bei deenen neie Bestëmmungen 385 Euro. Da kënnt e Complement eraus: Et waren 281 Euro beim RMG an et sinn nach 247,37 Euro beim REVIS. Dat si 34 Euro manner, dat ass net alles, mä och dat ass de Beweis, dass et erofgeet.

Eng Madamm, 55 Joer, allengerzéiend (veuillez lire: allengstoend), huet zwielef Stonnen d'Woch geschafft, huet doriwwer eraus den RMG kritt. Well se awer, d'Madamm, deen Alter schonn huet, dee se huet, war kee méi bereet, hir méi e grousse Vertrag wéi zwielef Stonnen ze ginn. Déi huet 1.401,17 Euro zegutt gehat. A si huet e Salaire kritt vun 1.141,13 Euro, immuniséiert ware 420 Euro. Domat huet déi e Complement vum RMG kritt vu 680 Euro. Si kritt an Zukunft beim REVIS nach 546,52 Euro. Déi Fra verléiert 133,88 Euro. Dat dann, fir vun deenen Allengstoenden ze schwätzen, well dat hei ass eng allengstoend Fra.

An dann als lescht Beispill: Eng jonk Koppel, de Mann, 27 Joer, geet schaffen, d'Fra huet der 29 a sicht no enger Aarbecht. Déi hu beim RMG 476,54 Euro bäikritt. Déi kréien elo nach 411,70 Euro bäi. Dat ass e Minus vu 64,84 Euro.

Dat si Modeller, déi der Realitéit entspriechen. An dat ass et, wat mir an där ganzer Reform net gutt fannen. Well et si Leit dobäi, och wa keen dat wëllt héieren, déi méi schlecht ewechkomme bei deenen neie Bestëmmungen, beim RMG, wéi dat virdru beim REVIS...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

...déi beim REVIS manner kréie wéi et virdru beim RMG de Fall war. Merci Här Gibéryen.

Da wëll ech och nach eng Kéier op dat agoen, wat an der Etüd steet, déi am Optrag gemaach gi war, fir de Referenzbudget festzeleeën. Dat ass dat déckt Dokument, wat de Statec erschafft huet a wou mer och d'Chance haten, an der Chamber dodriwwer ze schwätzen, a wou och déi eenzel Fraktiounen d'Méiglechkeet haten, mat der Madamm, déi déi Etüd erstallt huet, eng Kéier ze diskutéieren. Och do stelle mer fest, dass aus där Etüd erausgeet, wat eng Famill misst hunn a wat d'Leit elo kréien, an dass dat eng grouss Differenz ass an dass et do och grouss Ënnerscheeder gëtt fir déi betraffe Leit an dass dat och net duergeet, fir mat deene Suen, déi do elo zur Verfügung gestallt ginn, iwwert d'Ronnen ze kommen - wéi soll ech dat soen - an der Lëtzebuerger Ekonomie.

Och do muss ee sech Froe stellen, ob dat dann dee richtege Wee war. Wa mer eng Etüd an Optrag ginn hunn, fir iergendeppes ze erstellen, dann hätte mer och vläicht missen deem Rechnung droen, wat herno bei där Etüd erauskomm ass.

Ech wëll dann och do soen, wa mer vun där Etüd schwätzen, do geet et ënner anerem och ëm d'Diskussioun vun der Majoration forfaitaire, déi fir d'Kanner ugerechent gëtt, déi an engem Stot sinn. Do muss een dann och nach eng Kéier driwwer diskutéieren, iwwert dat vum Kannergeld.

An erlaabt mer och do, den Här President ass zwar elo eraus, mä ech wëll da beim Kannergeld och nach op eppes zréckgoen, woumat ech lech och alleguerten heibannen esou lues wäert nerven. Mä et ass mer awer egal, ech wäert et awer nach wie vor repetéieren: 2014 hunn d'Gewerkschaften en Accord fonnt mat der Regierung, dass d'Kannergeld an d'Familljenzoulage regelméisseg sollten ugepasst ginn. Dat sollt déi éischte Kéier de Fall sinn den 1.1.2018.

Säit 2016 huet déi héich Kierperschaft den Avis dozou ofginn, och wann deen Avis net grad deen allerfeinsten an allerléifsten ass, mä et muss een awer feststellen, dass säitdeem „still ruht der See" ass. Mir haten och e Bréif geschriwwen un d'Familljekommissioun, fir doriwwer ze schwätzen. Dat ass net geschitt.

Mir hunn duerno d'Ausso gemaach kritt, dass de Ministère nach ëmmer géif op d'Donnéeë

waarde vun der Inspection générale de la sécurité sociale. An déi meescht vun Iech haten d'Chance, d'lescht Woch derbäi ze sinn, wéi ech de Sozialminister dat gefrot hunn. An do huet de Sozialminister geäntwert, d'IGSS hätt dat scho laang un de Ministère weiderginn. Dat hunn net ech gesot. Ech zitéiere just de Minister, deen dat d'lescht Woch hei op dëser Tribün an der Froestonn geäntwert huet.

Dofir och do meng Fro: Vu dass dat jo och eng Roll spillt fir dat, wat beim RMG geschitt, well mer jo och do bei de Kanner a bei der Immunisatioun sinn, wëll ech wëssen, wéini de Projet de loi 7003 dann elo kënnt oder ob d'Regierung wëlles huet, dee Projet zréckzezéien, well de Conseil d'Etat ënner anerem geschriwwen huet, dass dee Projet de loi superfetatoire wier.

Mä da muss ee sech jo d'Fro stellen, ob d'Regierung net misst zréckgoe bei hire Partner, mat deem se 2014 déi Arrangementer fonnt huet. Et ass op alle Fall komesch, wann een en Arrangement trëfft an do huet ee sech engagéiert fir eppes an duerno mécht een dat net. Och dat gehéiert indirekt duerch d'Kannerbetruechtung an dee ganze Projet vum RMG mat eran.

Ech hunn dat nach eng Kéier gesot vun der Diskrepanz. Dat kënnt Der och nach eng Kéier noliesen, net nëmme meng Beispiller, déi ech Iech elo virdru gesot hunn, mä Dir kënnt dat do och alles noliesen am éischten Avis vum Statsrot respektiv bei deenen eenzelne Beruffschamberen, déi och eng Kéier opgrond vun hire Rechebeispiller ganz kloer beweisen, dass e Verloscht entsteet; mat engem Ënnerscheed, an ech wëll do kengem ze no trieden, déi hunn dat just mathematesch gekuckt. Ech hu gekuckt opgrond vu besteeënden Dossieren, déi et de Moment gëtt, wéi et mat deem ale Gesetz ass a wéi et mat deem neie Gesetz ass.

Madamm President, Dir Dammen an Dir Häre, duerch deen neien Immunisatiounssystem, wou virdrun 30% immuniséiert gi si vum RMG, mä elo 25% vum Akommes, hu verschiddener vun deene Leit d'Chance, méi kënne schaffen ze goen an dann och méi Geld ze kréien.

Mä do läit och en anere Problem: Da muss och déi Méiglechkeet gebuede sinn, dass déi Leit hir Aarbechtsverträg kënnen änneren, dass déi Leit kënne méi schaffe goen. An et ass ganz oft esou, dass et Deelzäitverträg sinn. A wann déi Leit froen, si géife gären de Vertrag verlängert kréien, da stelle se fest, dass d'Offer net do ass, fir dat kënnen ze maachen. Dofir ass et och vläicht einfach ze soen, et muss een alles direkt kënnen änneren. Mä et ass och bei deene Leit oft e Problem, dass net genuch Stonnen an de Betriber respektiv bei Privatstéit do sinn, fir déi Leit kënne weider ze beschäftegen.

Mir sinn och där Meenung, dass déi Aktivatiounsmesurë vläicht am Ufank kënnen en Effet hunn. Mä gläichzäiteg wäert ee sech awer d'Fro stellen, ob et net illusoresch ass ze mengen, dass déi 7,2% vun de Stéit, déi de Moment kenger Beschäftegung noginn, déi Méiglechkeet kréien, och wa mer elo hei esou schéi vun där neier berufflecher Aglidderung geschwat hunn, déi soll kommen, a gläichzäiteg vun de Moossnamen, déi geschaaft (veuillez lire: déi ofgeschaaft) gi sinn, wéi, ech hunn et scho virdru gesot, de Stage en entreprise oder de Contrat subsidié. Mer sinn dann och amgaangen, eng Konkurrenz ze maache fir d'Solidarwirtschaft, déi de Moment schonn do ass, déi jo och esou Leit beschäftegt an och probéiert, déi Leit ze integréieren.

An ech sinn dann och e bësse verwonnert, dass dat elo als Allheilmëttel dohinnergestallt gëtt. Well et muss ee jo wëssen, ier een dann am RMG ass, muss ee jo schonn zwielef Méint bei der ADEM agedroe gewiescht sinn. Wann d'ADEM et virdrun zwielef Méint laang net fäerdegbruecht hat, déi Leit an eng Beschäftegung ze kréien, ier se an den RMG gefall sinn, muss ech Iech soen, dann ass awer och schonn e Problem do bei der ADEM. An da muss ee sech och d'Fro stellen, firwat et dann déi zwielef Méint gedauert huet.

An am Rapport, dee mer d'nächst Woch, wann ech dat richteg am Kapp hunn, heibannen diskutéieren iwwert de Bericht vum Ombudsmann oder der Ombudsfra, pardon, do gëtt…

Une voix.- Et ass ëmmer Ombudsmann.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et ass ëmmer Ombudsmann… Okay, Dir hutt mech verstanen!

Och do gëtt ënnerstrach beim Kapitel vun der ADEM, dass bei der ADEM net genuch Leit sinn, fir d'Betreiung ze maachen, an dass de Koeffizient vun der Betreiung vun de Chômeuren ze héich wier. Hei soe mer elo, dass hei nach esou vill zousätzlech Saachen derbäikommen, a mir hunn awer elo schonn net déi Leit, fir där Situatioun beim RMG Rechnung ze droen.

En anere Problem, dee sech erauskristalliséiert, dat ass dee vun der Composition de ménage. Och do haten déi héich Kierperschaft an och mir drop opmierksam gemaach - Dir musst dat jo wëssen -, dass, wann haut een den RMG kritt, et huet een zwee Kanner, déi an d'Schoul ginn, an op eemol huet eent d'Chance, et gëtt fäerdeg, et fänkt u mat schaffen, no engem gewëssenen Delai dann dem Bouf oder dem Meedche säi Revenu mat agerechent gëtt fir de Revenu de ménage. An da kënnt et och alt emol vir, dass d'Mamm oder de Papp seet: „So, du hues besser, du gees net schaffen", oder: „Sich der eng eege Wunneng", an Dir wësst jo awer, um Wunnengsmaart ass et hei zu Lëtzebuerg net esou einfach, „well wann s du hei wunne bleifs, gëtt däi Revenu, deen s du elo kriss, matgerechent, fir den RMG ze kréien." An och do wier et wichteg gewiescht, eng Léisung ze fannen.

An do hu si jo net nëmme bei eis, mä och bei deenen anere Fraktioune virgesprach, a virun allem och déi Institutiounen, déi sech och ëm eis Immigrante bekëmmeren, ëm eis Flüchtlinge bekëmmeren, hunn drop higewisen, dass dat e Problem fir si ass, dass dann op eemol, wa se esou een ophuelen, déi Leit hir Rechter verléieren, respektiv an deem anere Fall, wann een doheem wunne bleift iwwer eng länger Zäit, dass een och dann de Problem huet, dass d'Elteren dat dann do berücksichtegt kréien, wa se bis dohinner den RMG kritt hunn.

An et ass dat, wat mer awer och kritiséieren, dass mer do net zesumme gekuckt hunn, fir eng aner Léisung an en anere Moyen ze fannen, well et louchen och do Proposen, mëndlech op alle Fall, mat um Dësch.

A wa mer do vum Wunne schwätzen, wëll ech och soen, mir musse jo och vun der Altersaarmut schwätzen. Och wann d'Altersaarmut net méi dee gréisste Problem ass, wéi dat nach bei der Aféierung vum Projet de Fall war, well d'Altersaarmut opgrond vu verschiddenen Änneerungen, déi am Pensiounssystem komm sinn, aneschters ginn ass, an och well et zanter 1982 net méi méiglech ass, d'Suen ausbezuelt ze kréien, wat oft bei de Fraen zu Altersaarmut gefouert huet. Si hunn d'Suen ausbezuelt kritt, fir d'Haus ze kafen am Stot. A wann et duerno schifgaangen ass, waren d'Sue fort an d'Haus mat. An dat ass mat deenen neien Dispositiounen a fir all déi Leit, déi no 1984 ugefaangen hunn, net méi de Fall gewiescht. Op alle Fall sinn déi Suen dann nach do. Mä mir hunn och do nach ëmmer e Problem an dat läit och um Wunnen an och um Wunnengsmarché fir eis eeler Leit.

An do wëll ech och nach eng Kéier soen: Et geet eis jo net drëm, fir d'Mënschen ze bekämpfen - ech huele jo emol un, dass dat de Sënn vun der Politik ass -, mä fir d'Aarmut ze bekämpfen. An och do wier et wichteg, dass mer méi Better géife schafen. An dat huet näischt mat Wunnengen ze dinn, mä dat huet mat Better ze dinn an den Alters- a Fleegeheimer. An och do sinn ech e bëssen iwwerrascht iwwer alles dat, wat elo am REVIS mat gesot ginn ass an och an den Debatten.

Dës Regierung huet vun 2013 bis 2017 - dat huet se an enger Question parlementaire u mech geäntwert - 600 Better geschaaft. Ech wëll do soen: Vun 2013 bis 2017 si wierklech 600 Better bäikomm, awer eleng 484 am Joer 2013. D'Joer 2013, ech sinn net méi ganz sécher, mä ech hat gemengt, bis de 5. Dezember 2013 wier nach eng CSV/LSAP-Regierung do gewiescht an et wier eréischt de 6. Dezember 2013 gewiescht, wou déi nei Regierung ugefaangen huet.

Wann also scho 484 Better eleng am Joer 2013 gemaach gi sinn, géif dat dozou féieren, no der Mathematik, esou wéi ech se emol nach an der Grondschoul oder an der Primärschoul geléiert hunn, dass duerno nach 116 Better geschafe gi sinn an de Joren 2014 bis 2017 nach mat.

An da muss ee sech awer do Froe stellen, wa mer do scho vum Alter schwätzen an dovun, dass mer och eppes maache fir déi Leit am Alter an deene Méiglechkeete ginn, da si mir der Meenung, a mir hunn dat ëmmer gesot an ech wäert dat och muer de Mëtten nach eng Kéier widderhuelen um fënnef vir sechs dorëmmer, wa mer beim Projet si fir d'Déifferdenger Altersheim, dass et wichteg ass, dass do eppes geschitt, an dass mer do elo wärend deene fënnef Joer also, wéi gesot, just 116 Better gemaach hunn.

A wann een dann och nach kuckt, wien déi Better geschaaft huet, da wäert een och nach feststellen, dass do och nach oft Privatleit derbäi sinn, Privatinstitutiounen derbäi si wéi d'HPPA an och nach anerer, fir déi ze nennen, déi déi Better geschaaft hunn, an dass et do och wichteg wier - an dat géif och zu der Aarmutsbekämpfung bäidroen -, wann déi Leit Wunnenge géife kréien zu anere Bedéngungen, wéi se de Moment hunn. A gläichzäiteg géifen aner Wunnenge fräi gi fir de Marché, och dat als Klammer, well och dat gehéiert mat an d'Diskussioun zu dem REVIS derbäi.

Madamm President, Dir Dammen an Dir Häre, des Weideren, an ech soen et nach eng Kéier, si mer der Meenung, dass déi nei Opdeelung, déi Koordinatioun tëschent ONIS, ADEM an all deenen aneren Administratiounen am Ufank ganz einfach a ganz gutt kléngt, mä dass mir der Meenung sinn, dass et, prozedural gesinn, vill méi e grousse Problem wäert ginn, well elo vill méi Administratioune matenee verbonne sinn.

An déi Gemengemammen an déi Gemengepappen, déi heibanne sinn, déi wësse jo schonn, wat se alles amgaange sinn an hiren Office-socialle mussen ze ännere fir déi nei Aufgaben, déi do op si - net direkt, mä indirekt - zoukommen, fir déi Büroen esou auszestafféieren, soudass nach méi Personal Plaz huet, fir dat do op där Plaz ze maachen. Et muss ee sech also och do d'Fro stellen, ob dat de richtege Wee ass, fir an déi Richtung ze goen, ob et net besser gewiescht wier, do e Guichet unique ze schafen. E Guichet unique, deen net nëmmen an eiser Diskussioun mat dra war, mä wou och déi héich Kierperschaft ugedeit hat, dass et wichteg wier, fir och do ze kucken, fir e Guichet unique ze kréien, fir kënnen all deene Mesurë Rechnung ze droen.

Dir Dammen an Dir Häre, Dir verstitt also, dass d'CSV dësem Projet d'Zoustëmmung net ka ginn, well mer eben net averstane si mat all deene Punkten, déi ech Iech elo grad erklärt hunn. A wann Der nach méi Informatioune wëllt, also wéi gesot, d'Dokumentatioun vun 1986 ass nach an den Archive vun der Chamber erëmzefannen. Da wier et net schlecht, wann Der Iech dat alles géift uliese goen, well do gesäit een déi interessantste Saachen an déi interessantste Virschléi.

A falls wierklech den Avant-projet de loi vun 2013 vun där aler Regierung - wat déi wëlles hat ze maache beim RMG -, wann dee wierklech komplett verschwonnen ass an néierens méi opzedreiwen ass: Also ech hu kee Problem, ech hunn nach eng Kopie dovun, an och vun der Stellungnam vum Sozialministère. Wann Der déi an de Ministèren net erëmfannt, da kënnt Der mir uruffen, ech kann Iech nach eng Kopie ginn.

An da kann een och do kucken, wat déi fréier Regierung wëlles hat an dass et net esou ass, dass déi fréier Regierung iwwerhaapt keng Iddien hat, fir an där Matière do virzegoen, mä dass dat och schonn alles an der Prozedur war, dass mer ebe just net méi d'Geleeënheet kritt hunn, aus deenen Ursaachen, déi mer all kennen, fir dat dann och duerno kënnen an d'Tat ëmzesetzen.

Dat alles gesot, Dir Dammen an Dir Häre, wëll ech Iech och soen, dass ech eng Motioun deposéieren. Ech hu se de Moment eleng ënnerschriwwen. Mä Dir kënnt zouversiichtlech sinn, dass ech bei deenen 23 CSV-Deputéierten der nach véier fannen. Mä et kéint jo emol vläicht sinn, dass och nach aner Fraktiounen heibannen déi Motioun mat deelen. Et geet drëm, dass mer no zwee Joer sollen eng Analys maachen an dass et dann och wichteg wier, Änneerunge virzehuelen um REVIS. An et geet awer gläichzäiteg drëm, dass mer sollen driwwer nodenken, e Guichet unique fir alleguerten déi Leit an de Service unique ze kreéieren.

Wann ech gelift, Madamm Presidentin.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- notant que le projet de loi en question instaure un revenu d'inclusion sociale (ci-après REVIS);

- sachant que la structuration institutionnelle et administrative de la mise en œuvre du REVIS et du suivi des demandeurs est très complexe;

- considérant que le nouveau système initié par le projet de loi implique une multitude d'acteurs et interlocuteurs;

- notant que le Conseil d'État dans son avis en date du 20 mars 2018 fait souligner que «le dispositif, tel que prévu par le projet sous examen, présente une complexité certaine dans la mesure où le demandeur du REVIS, socialement et financièrement fragilisé, se retrouvera entre le Fonds, à qui il devra s'adresser pour faire sa demande, l'ADEM, qui sera chargée d'établir son profil socioprofessionnel, l'ONIS, qui coordonnera les mesures d'activation sociale, les agents régionaux d'inclusion sociale évoluant sous les offices sociaux qui assureront sur le terrain la mise en œuvre de ces mesures, ainsi que toutes les autres instances qui interviendront dans la détermination des paramètres du dossier de demande et de suivi des bénéficiaires du REVIS, et finalement, le Fonds pour le calcul des montants du REVIS et sa liquidation»;

- constatant que le Conseil d'État demande dans le même avis de prévoir la création d'un véritable «guichet unique» pour les demandes et le suivi des demandeurs du REVIS;

- convaincue qu'il faut établir un système cohérent entre les différents dispositifs mis en place afin d'en assurer une meilleure compréhension pour les demandeurs concernés;

- soulignant que les nouveaux dispositifs devraient accomplir de façon efficiente leurs fonctions et missions;

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés au plus tard deux ans après la mise en vigueur de la loi une évaluation du revenu d'inclusion sociale;

- à procéder, le cas échéant, à la création d'un guichet unique.

(s.) Marc Spautz.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- A wa keen anere méi do ass, sot Der mer Bescheed, da bréngen ech Iech déi fënnef Leit, fir se ze ënnerschreiwen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Ee geet duer.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Spautz. Ech ginn Iech Akt vun Arem Depot. Als nächste Riedner hunn ech den Här Gilles Baum ageschriwwen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Madamm Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz iwwerschreide mer haut de Mëtteg eng weider wichteg Etapp vun enger globaler Politik, déi et zum Zil huet, géint d'Aarmut a géint déi sozial Ausgrenzung virzegoen, déi de Leit ënnert d'Aerm gräift, deene Leit, déi Hëllef brauchen, mat geziilte Mesurë géint d'Aarmut an och ganz besonnesch géint d'Kanneraarmut.

Do niewendru ginn et cibléiert Sozialleeschtungen, an dat besonnesch fir elengerzéiend Elteren an hir Kanner. Eppes virop: De REVIS ass keng Stigmatisatioun. De REVIS ass eng Hëllef a mir huelen d'Leit do of, wou se stinn. Mam REVIS gëtt gekuckt, wat d'Leit kënnen, wat d'Leit brauchen, wat fir Kompetenze si hunn, awer och, wat fir eng Problemer dass d'Leit kënnen hunn.

Mir wëlle kee lénks leie loossen a mir wëlle jiddwerengem Hëllef ubidden, deen Hëllef brauch. Mir mussen d'Leit ënnerstëtzen, fir dass och si en Deel vun der Gesellschaft kënne bleiwen. Mir mussen d'Leit ënnerstëtzen, sief dat duerch Formatiounen oder sozial an therapeutesch Mesuren.

Wann d'Leit bei der ADEM respektiv um Aarbechtsmaart net Fouss kënne faassen, dann ass et, well se Schwächten hunn, déi esou grouss sinn, dass se en Hindernis sinn, fir si op den Aarbechtsmaart ze integréieren. Duerfir ass et wichteg, dass déi Leit duerch vill méi sozial encadréiert an orientéiert Mesuren erëm sozial stabiliséiert ginn, fir dann erëm de Wee an d'Aarbechtswelt kënnen zréckzefannen.

D'Mesurë vum REVIS kann ee vergläiche mat engem Haus mat verschiddene Stäck: Um éischte Stack géift Der den ONIS fannen, um zweete Stack d'ADEM an um drëtte Stack den Aarbechtsmaart. Um Rez-de-chaussée gëtt vun all Persoun de Profill gemaach, vun hire Kompetenzen, an et gëtt och gekuckt, wat fir eng Problemer dass d'Leit hunn, fir hinnen ze hëllefen. Dat kënne psychesch Problemer sinn, dat kënnen Drogeproblemer oder Alkoholproblemer sinn. Duerno gëtt dann decidéiert, ob déi Persoun kann op den éischte Stack kommen, dat heescht bei den ONIS, oder op den zweete Stack bei d'ADEM.

Wann een um éischte Stack ass an et ass een en fin de mesure, wann een ofgeschloss huet mat deem, wat engem ugebuede ginn ass, dat heescht net onbedéngt, dass ee muss dann op den Aarbechtsmarché kommen. Neen, et kann duerchaus sinn, dass een och weider kann an enger Mesure betreit ginn. Et heescht also net onbedéngt, dass d'Enn vun enger Mesure bedeit, dass ee muss op de Marché (veuillez lire: op den éischten Aarbechtsmarché) kommen.

Wann ee ka schaffen, wann d'Gesondheet et erlaabt, da sollt een op der ADEM an eng Mesure kommen, déi et erméiglecht, e Beruff ze léieren oder eng Formatioun ze maachen, fir dass een op den Aarbechtsmarché kënnt.

Mir wëllen net, dass d'Leit doheem bleiwen, dass se eleng bleiwen an d'Gefill hunn, net zu der Gesellschaft derzouzegehéieren. Den ONIS proposéiert duerfir eng Mesure d'activation, déi bei ee passt, well mer der Meenung sinn, dass jiddwereen eppes zu eiser Gesellschaft ka

bäidroen. Aktivéieren, dat heescht, owes eppes doheem ze erzielen hunn, dat heescht awer och, eppes erlieft ze hunn. An ech mengen, et ass einfach ganz valorisant, wann een eppes mécht.

D'Aktivatioun ass awer och, sech hëllefe loossen, wann een Hëllef brauch, bei engem psychesche Problem, bei engem Drogeproblem, bei engem Alkoholproblem. D'Aktivatioun, dat kann awer och e Sproochecours sinn, zum Beispill fir e Refugié, deen nei am Land ass. An et ass d'Qualitéit vum Encadrement, déi ausschlaggebend ass fir d'Reussite vun enger Mesure.

D'Mesurë bei der ADEM sinn net sozial encadréiert. Do ass e Viraarbechter, deen de Leit d'Handwierk souzesoe bäibréngt. Beim ONIS sinn awer Psychologen, Educateuren, ARISe mat um Wierk, fir d'Leit ze stabiliséieren. A grad an déi dote Qualitéit wëlle mir massiv investéieren.

Déi Jonk ënner 25 Joer si bewosst net am REVIS, well mir wëllen déi Jonk net incitéieren, mat der Schoul ofzebriechen. Mir wëllen deene Jonke keng falsch Incentive ginn. A mir hätte gären, dass déi Jonk alleguerten en Ofschloss maachen, fir herno kënnen an de Beruff eranzegoen, an dass se kënnen eppes léieren.

Fir déi Jonk gëtt et eng ganz Rei aner Encadrementsmesuren:

Fir d'Éischt emol d'Garantie pour la jeunesse. D'Garantie pour la jeunesse, dat ass en Zesummespill tëschent der ADEM an dem SNJ, déi probéieren, deene Jonken, déi am Chômage sinn, ze hëllefen, hire Wee ze fannen. An déi Partner, déi engagéiere sech, soubal wéi ee sech ageschriwwen huet, an Zäit vu véier Méint deene Jonken eng richteg Perspektiv ze bidde fir hir Zukunft. Och wann d'Garantie pour la jeunesse net onbedéngt eng Aarbecht versprécht, esou versprécht se awer eng individuell Betreiung, eng individuell Prise en charge, déi op Mesure an op d'Perséinlechkeet vun deem Jonke sur mesure adaptéiert ass.

Da gëtt et nach de Contrat d'initiation à l'emploi vun der ADEM. Deen huet zum Objektiv, deene Jonke wärend der Aarbechtszäit eng praktesch Formatioun ze ginn, fir se kënnen um Aarbechtsmarché ze integréieren.

Da gëtt et d'Maison de l'orientation. Do sinn eng ganz Rei Spezialisten, déi zesummeschaffen. Déi Servicer sinn alleguerten an engem Haus regroupéiert, kënne sech also deemno beschtens austauschen, fir nom Interêt vun der Persoun, hire Capacitéiten, hire Kompetenze se ze informéieren iwwert déi Formatiounen, déi se kéint maachen, déi Formatiounen, déi op si zougeschnidde wären.

Ee Wuert och zu de Montante vum RMG. Schaffe muss sech nees lounen, mä och déi Leit, déi net op den éischten Aarbechtsmarché kënne kommen, musse gehollef kréien. De REVIS schaaft reell Incentiven. Den aktuelle System motivéiert d'Leit net wierklech, fir vum RMG lasszekommen. Am Moment ass et esou, dass eng Aktivatioun vun 10 Stonnen am RMG quasi datselwecht bréngt wéi eng Aktivatioun vun 20 Stonnen.

De Sënn vum REVIS däerf et net sinn, déi Betraffen dauerhaft ofhängeg ze maachen, mä hinne reell Optiounen unzebidden, wéi si erëm Fouss faassen um Aarbechtsmarché a wéi si hiert Liewe kënne selbststänneg erëm an de Grapp huelen. Duerfir gi positiv Incentive geschaaft, fir dass d'Leit och erëm motivéiert ginn, fir ze schaffen. Och fir déi sozial Inklusioun ass et wichteg, dass d'Leit eng Beschäftegung hunn. Schaffen heescht näämlech net nëmmen, Suen ze verdéngen, mä schaffen ass och, en Deel vun eppes ze sinn, sozial Kontakter ze fleegen an och eppes zu der Gesellschaft kënne bäizedroen.

Huele mer elo zum Beispill de Fall vun enger elengerzéiender Persoun, also engem Stot vun engem Erwuessene mat zwee Kanner zum Beispill. Mam REVIS wäert déi Persoun bal 420 Euro méi zegutt hu wéi virdrun, wa si 40 Stonne schafft respektiv aktivéiert gëtt.

Ausserdeem wäert et och esou sinn, an dat ass mer immens wichteg, dass deen zweeten Erwuessenen am Stot wäert kënne schaffe goen. Mam RMG war et jo esou, dass d'Aktivatioun vun der zweeter Persoun mat sech bruecht huet, dass se de Plaffong vum Barème erreecht oder iwwerschratt huet. Domadder sinn zu engem ganz groussen Deel Fraen an der Ofhängegkeet an an der Aarmut gehale ginn. Dat gëtt elo ofgeschaaft. Domat ass elo Schluss!

An dësem Kontext muss een awer och vun engem Budget de référence schwätzen. Eng Etüd vum Statec huet d'Grondbesoinen identifizéiert, déi eng Persoun oder e Stot brauch, fir kënnen aktiv un der Gesellschaft deelzehuelen. D'Etüd ass der Fro och nogaangen, wat eng Persoun oder e Stot brauch, fir kënnen en einfacht, mä e sozial aktiivt Liewen zu Lëtzebuerg ze féieren.

An deem Kontext ass et ganz wichteg ze ënnersträichen, dass een de REVIS net däerf isoléiert kucken, mä et muss een de REVIS kucken am Package mat enger ganzer Rei vun aneren Transferleeschtungen: d'Allocation de vie chère zum Beispill, déi reforméiert ginn ass a wou elo vill méi Leit däerfen drop zréckgräifen, d'Subvention de loyer och, déi lassgekoppelt ginn ass vum REVIS, wann eng Persoun e Loyer bezilt.

Ech denken och un déi gratis Kannerbetreiung fir d'Kanner vun engem bis véier Joer. Dat sinn 20 Stonnen d'Woch, wa se d'Formation plurilingue matmaachen, an déi Leit, déi finanziell net esou gutt gestallt sinn, déi kënne souguer bis zu 30 Stonnen d'Woch vun dëser Mesure profitéieren. Dann hu mer natierlech och nach déi gratis Schoulbicher fir déi méi Grouss, an d'Méiglechkeet fir d'Persoun, fir och vum ëffentlechen Transport ze profitéieren, an zwar gratis.

E besonneschen Akzent gëtt awer och op Famillje mat Kanner geluecht, an hei besonnesch déi Elengerzéiend, déi deem gréissten Aarmutsrisiko an eiser Gesellschaft ënnerleien. D'Part enfant vum REVIS gëtt ganz däitlech eropgesat.

Madamm Presidentin, déi heite Majoritéit an der Chamber an an der Regierung huet vum Ufank vun der Legislatur un dräi grouss Ziler verfollegt: eng familljefrëndlech Politik, gekennzeechent duerch eng ausgeprägte Sozialpolitik, méi Steiergerechtegkeet duerch déi duerchgefouert Steierreform, an: Dës Majoritéit an der Chamber gëtt elo och de Leit, déi am RMG waren, d'Méiglechkeet, méi Suen ze verdéngen. Dat nennt ee Leeschtungsgerechtegkeet!

Sozial Gerechtegkeet, Steiergerechtegkeet, Leeschtungsgerechtegkeet: Ech mengen, dës DP-LSAP-Gréng-Koalitioun huet hir Hausaufgaben um Niveau vun der Sozialpolitik gemaach an dat méi wéi erreecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Just ee Wuert, fir dem Kolleeg Marc Spautz Merci ze soe fir dee Luef, deen e mer ginn huet: Dat deet natierlech ëmmer gutt, Här Spautz. Et war awer net esou, dass ech d'Impressioun hat, dass mer an der Kommissioun esou geraibert hätten. Et war heiansdo animéiert, mä ech sinn net esou empfindlech. Do kënnt Der berouegt sinn!

Ee Wuert och nach just zum Statsrot: De Fait, dass ech beim Statsrot war, huet eis einfach erlaabt, fir méi séier Kloerheet ze kréien, fir méi séier mat dësem Gesetzestext weiderzekommen, duerchzekommen. Dir kënnt Iech erënneren: Ee streidege Punkt war zum Beispill d'Commission nationale pour la protection des données, wou mer net genau woussten, a wat fir eng Richtung dass mer do géife goen. Ech géif awer vun dëser Plaz aus den Hären an Dammen aus dem Statsrot, déi derbäi ware bei där Sëtzung, ee ganz, ganz grousse Merci soen.

E ganz grousse Merci wéilt ech awer och alle Kommissiounsmembere soen, déi ganz aktiv an op eng ganz fair Aart a Weis un dësem Projet matgeschafft hunn. E ganz grousse Merci och un d'Madamm Weinandy, un den Här Bissener an un d'Madamm Heuertz vum Familljeministère, déi a quasi alle Sëtzungen derbäi waren a mat hirer Kompetenz an hirem Wëssen eis awer an deenen engen oder anere Situatioune konnte ganz wichteg Erklärunge ginn.

Zu gudder Lescht och e Merci un den Här Jean-Paul Bever, dee wéi ëmmer ganz, ganz fläisseg geschafft huet, fir dëse Rapport fäerdeg ze kréien, well, ech mengen, mir wëssen alleguerten, dass mer an alleguerten de Kommissiounen um Enn vun der Legislaturperiod awer trotzdeem ënner Zäitdrock sinn.

Domadder géif ech lech alleguerten heibanne Merci soen an ech géif och dann den Accord vun der Demokratescher Partei zum REVIS ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- An d'Motioun nach vläicht.

M. Gilles Baum *(DP).*- An éier ech fortginn - im Eifer des Gefechts -, géif ech gären der Madamm Presidentin eng Motioun hannerleeën, déi sech bal grefféiert op déi, déi hannerluecht ginn ass vun de Kolleege vun der CSV. Mir proposéieren, no dräi Joer den Dispositif vum REVIS ze analyséieren an dann eventuell Amendementer ze maachen. Ech mengen,…

Une voix.- Mir sinn eis eens.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech mengen, Här Spautz, mir ginn eis mat deenen zwou Motiounen hei eens. Voilà, wann ech gelift.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que le projet de loi n°7113 relatif au Revenu d'inclusion sociale (REVIS) vise à redynamiser le dispositif du Revenu minimum garanti (RMG),

- que le REVIS tient compte de certaines difficultés d'application nécessitant davantage de précisions, respectivement une simplification de la structuration des prestations,

- que le REVIS entend lutter contre l'exclusion sociale en assurant des moyens suffisants d'existence et des mesures d'activation professionnelle et sociale,

- que le REVIS vise à soutenir de manière ciblée les groupes socio-économiques les plus vulnérables, notamment les familles avec enfants et les familles monoparentales qui connaissent un risque de pauvreté grandissant,

- que le REVIS améliore la cohérence entre les politiques d'activation sociale et d'insertion au marché de travail,

- que le REVIS vise la pleine participation des bénéficiaires à tous les aspects de la vie en société,

- que l'accompagnement des bénéficiaires du REVIS dans le respect de leurs compétences et de leur situation personnelle nécessite des mesures d'activation ciblées et adaptées aux besoins des bénéficiaires,

- que la réussite des mesures d'activation reposera sur la qualité de l'encadrement des bénéficiaires,

- que les objectifs du REVIS ne peuvent être atteints que si le dispositif est régulièrement adapté aux réalités économiques et sociales,

invite le Gouvernement

- à dresser une évaluation du nouveau dispositif REVIS après une période de trois années,

- à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation.

(s.) Gilles Baum, Taina Bofferding, Claude Lamberty, Sam Tanson.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Gilles Baum *(DP).*- Den Här Halsdorf huet just proposéiert: dräi plus zwee. Ass et esou? Et ass gutt! Et ass an der Rei. Merci.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Ech ginn Akt vun dem Depot vun Ärer Motioun. An als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Taina Bofferding ageschriwwen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Merci. Dir Dammen an Dir Hären, eng effikass Aarmutsbekämpfung, méi Sue fir d'Familljen, zousätzlech Ënnerstëtzung fir elengerzéiend Familljen a geziilt Mesurë fir eng besser Integratioun an d'Gesellschaft an an den Aarbechtsmarché, dat versprécht d'Reform vum RMG.

De Kampf géint den Aarmutsrisiko an d'Ongläichheeten, dat ass e permanenten, och fir e Land wéi Lëtzebuerg mat engem héije Wuelstand, well vill Leit befanne sech a prekäre Situatiounen, sief dat, well se keng Aarbecht hunn, se wéineg verdéngen, nom Ofzéie vum Loyer Enn des Mounts näischt méi iwwreg ass, oder denke mer nach un déi Leit, déi iwwerhaapt guer keen Daach iwwert dem Kapp hunn.

Dat bréngt mat sech, dass et ëmmer eng Rei Leit gëtt, a leider och ëmmer méi, déi zréckbleiwen an op Hëllef vun der Gesellschaft zäitweileg oder dauerhaft ugewise sinn. Esou villfälteg wéi och d'Facettë vun der Aarmut an der Prekaritéit sinn, esou verschidde mussen och hir Léisunge sinn.

Den RMG ass fir eis Sozialisten e wichtege Moyen zur Aarmutsbekämpfung. D'Zil dovunner ass et eben, deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, deenen hiert Akommes ënner engem bestëmmten Existenzminimum läit. Den RMG ass eng Ergänzung vun engem dach schonns ganz knappen Haushaltsbudget. D'Caritas weist ëmmer erëm, an dat zu Recht, an hire Publikatiounen drop hin, dass et „een RMG-Empfänger" oder souzesoen „deen RMG-Empfänger" iwwerhaapt net gëtt. Villméi geet et ëm d'Notznéisser vun enger Allocation complémentaire oder enger Indemnité d'insertion.

Den RMG bezeechent de Montant, de Seuil, ënnert dee kee fale soll. Et ass dat lescht sozialt Netz, wat verhënnere soll, dass Leit mat engem niddregen Akommes an d'Aarmut falen, well aarm trotz Aarbecht ass fir vill Leit leider eng Realitéit. Mir schwätzen haut iwwer Leit a ganz besonnesch iwwer hir Situatioun, déi wuel kaum ee vun eis heibanne kennt, sécherlech awer deen een oder anere Concernéierten.

Wat bedeit et eigentlech, mam RMG mussen ze liewen? Där Fro ass d'„Stëmm vun der Strooss" d'lescht Joer an hirer Juli-Ausgab nogaangen. An ech wëll elo gären en Extrait aus där Ausgab zitéieren, fir dass jiddweree sech e Bild kann driwwer maachen, iwwer wat mer iwwerhaapt hei schwätzen, a well ech och gär mat de Prejugéë wëll opraumen, deenen dach leider allze oft déi Concernéiert eben ausgesat sinn.

Ech zitéieren hei aus engem Temoignage vun engem, deen hei eben en Artikel aus där Ausgab geschriwwen huet: „Eigentlech ass d'Liewe mam RMG en éiwege Kampf. Fir d'Éischt kämpft een ëm d'Iwwerliewen, well de soziale Minimum geet net duer, fir ze iwwerliewen. All Dag muss ee sech upassen. Bei sengen Ausgaben däerf een d'Grenzen net iwwerschreiden. All Dag muss een derfir suergen, dass ee gesond bleift, well onnéideg Ausgabe wéi zum Beispill Dokterrechnungen däerf een op kee Fall hunn. All Kéiers, wann dann eben d'Joresofrechnung fir Heizung, Stroum an esou weider kënnt, muss ee sech de Kapp zerbriechen, wéi een et soll maachen, fir eben net a Verzuch ze kommen."

E weideren Temoin seet, dass eng Majoritéit sech dach beméit, esou wéineg wéi néideg vum System kënnen ofhängeg ze sinn an esou schnell, wéi et nëmme méiglech ass, och erëm en normaalt Liewen, Aarbechtsliewe kënnen ze féieren. An aus eegener Erfahrung bestätegt hei den Auteur vun dësem Artikel, kann e bestätegen, dass vill Diere sech verschléissen, déi vläicht fir déi soi-disant „normal Leit" éischter eng Selbstverständlechkeet sinn a fir déi méi breet op sinn.

En zitéiert hei d'Beispill vum Logement, dass et dach eng Schan wär, wann een d'Annoncë kuckt, dass oft do ze liese wär «RMG s'abstenir s'il vous plaît». E weidert Beispill gëtt och den Auteur vun dësem Artikel, dat bei der Sich no der Aarbecht, dee seet, dass et extrem schwiereg wär, eben um regulären Aarbechtsmarché eng fest Aarbechtsplaz ze fannen, well souguer wann een d'Chance hätt, emol an en Entretien geruff ze ginn, spéitstens dann, wann ee géif soen, dass een eng Zäit am RMG war oder et nach ass, da ganz séier erëm d'Dier zougemaach géif ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis Sozialisten ass den RMG net als Almosen ze betruechten, mä als eng Aide a sozialer Nout, en noutwendegen Outil, fir d'Cohésion sociale an och déi sozial Inklusioun ze garantéieren. Oder fir et mat de Wierder auszedrécke vun engem ehemolege Fraktiounssprecher bei der Debatt, wou déi leschte Kéier Modifikatiounen um RMGs-Gesetz gemaach gi sinn - an, Här Spautz, Dir sidd net deen Eenzegen, deen an den Archive gewullt huet; vläicht wann ech elo d'Zitat bréngen, wësst Der, wien dermat gemengt ass -:

„D'Gesetz schützt eigentlech d'Minoritéit viru gewëssener Arroganz oder krassem Egoismus vun deenen, déi vläicht net déi Sensibilitéit vis-à-vis vu Leit an Nout hunn." Et war kee Geréngere wéi den deemolege Fraktiounssprecher Mars Di Bartolomeo, aktuelle Chamberspresident.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- En héiert doudsécher. Fuert virun!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Fir all deene soziale Situatioune Rechnung ze droen, an dat gouf och scho virdrun e puermol erwäänt, ass d'Gesetz vu `86 ëmmer erëm ugepasst ginn. An och haut ass et Zäit fir eng weider Reform. Fir eis ass et wichteg, dass net einfach d'Verpackung, also den Numm, changéiert, mä dass et zu grondleeënde Changementer kënnt.

Och wa mer bedaueren, dass bei der Neibenennung déi géigewäerteg Logik transforméiert gouf, insofern déi nei Bezeechnung sech net méi op d'Verflichtung vum Stat berifft, deem Schwächsten eng minimal Existenzgrondlag zouzesécheren, esou begréisse mir alles an allem awer d'Reform, virun allem well de Fokus vun der Sozialleeschtung op der Inklusioun steet.

D'Reform beinhalt, wéi gesot, eng Rei vu grondleeënde Verbesserunge géigeniwwer der aktueller Legislatioun. An dofir hat jo och d'LSAP Nobesserunge gefuerdert.

Op d'Schwaachstelle vum aktuelle System wäert ech elo net méi wëllen agoen. Ech mengen, d'Virriedner hunn dat schonn ausféierlech gemaach. Dat erlaabt et mer, op déi Punkten anzegoen, déi fir meng Fraktioun wichteg sinn a wou mer gesinn, dass dat wierklech grondleeënd Verbesserunge sinn, déi sécherlech de Leit an deene spezifesche Fäll wäerten hëllefen.

Eng grouss Verbesserung ass fir eis sécherlech déi, dass d'Kanner nach méi wäerten am Stot consideréiert ginn. Et gëtt e Forfait pro Kand baséierend op 30% vum Basismontant, deen eng Persoun kritt. Dat sinn ëmgerechent 217,70 Euro. Fir e Kand an engem Elengerzéierstot sinn dat 40%, an dat sinn ëmgerechent 282,62 Euro. Derbäi kënnt dann nach dee méi héije Montant fir d'Fraise vum Menage, wa Kanner am Stot sinn.

Eis ass et wichteg, dass d'Familljen, also déi Menagë mat Kanner, a ganz besonnesch déi Elengerzéiend nach méi spezifesch Ënnerstëtzung kréien, well grad besonnesch dës engem méi groussen Aarmutsrisiko ausgesat ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här President, eng weider wichteg Ännerung ass den neie Berechnungsmechanismus. D'Beneficiairen, déi hir berufflech Aktivitéit wëllen eropsetzen, ginn an Zukunft fir dës Méiaarbecht belount respektiv weider entlount. Bis elo ass et esou, dass den RMGist, also een, dee schafft, keng wierklech finanziell Virdeeler dovunner hat, fir kënne seng Stonnen eropzeschrauwen, well en ëmmer nëmmen op de Montant vum RMG an op 30% konnt kommen. All Euro, deen en op där enger Säit méi verdéngt huet, ass em op där anerer Säit beim Complement erëm ewechgeholl ginn. Dir gesitt also: D'Motivatioun, fir méi schaffen ze goen, war deemno zimlech geréng.

Mä genau hei louch och de Schwaachpunkt vun der Reform, well net all Menage géif méi Leeschtungen erhalen. Leit, déi schaffen an de Complement kréien, awer net kënne Vollzäit schaffen, aus wéi engem Grond och ëmmer, sief dat elo aus familiären oder gesondheetleche Grënn oder well de Patron einfach kee Fulltime-Job fir si huet, wären d'Verléierer vun dëser Reform gewiescht. D'Leeddroend wären zum Beispill Elengerzéier, also en Erwuessene mat engem Kand, deen en hallwe Mindestloun verdéngt. Dat wären ongefeier 50 Euro de Mount manner gewiescht.

Wéi den éischten Entworf vum Projet de loi um Dësch louch, hunn ech drop opmierksam gemaach an Nobesserunge gefuerdert. An ech si frou, dass de Projet de loi deemno nach eng Kéier nogebessert gouf. Et ass also keng Schan, fir e Projet en cours de route nach eemol ze amendéieren, besonnesch dann, wa sech konkret Schwaachstellen erausschielen.

Elo ginn - an ech mengen, dat ass wierklech positiv - d'Famillje mat Kanner nach méi geziilt ënnerstëtzt. Genau schwätze mer hei vun 105 Euro, déi e Menage mat engem - also mindestens engem - Kand zousätzlech ka kréien. Doduerch sinn d'Montanten ausgeglach. Dat heescht, déi Menagë verléieren am Verglach zu haut näischt a kréie souguer nach en Deel méi bäi.

Dofir, wéi gesot: E ganz wichtegen Aspekt vun dëser Reform ass fir eis eben, dass d'Kanner nach méi staark berücksichtegt ginn.

Eng weider wichteg Verbesserung ass, dass an Zukunft an engem Stot mat méi wéi engem RMG-Bezéier méi wéi eng erwuesse Persoun eng Mesure kann notzen. A virdrun huet den Här Baum, mengen ech, et schonn ugeschwat, dass dës Neiregelung ganz besonnesch de Frae wäert zeguttkommen, déi bis elo oft zur Inaktivitéit verdonnert goufen, well hire Liewenspartner, hire Mann, wéi och ëmmer, oft an de Genoss vun esou enger zilorientéierter Ënnerstëtzung komm war a si da leider net déi Méiglechkeet haten.

Dofir ass et absolutt noutwendeg, an dat ass fir eis Sozialisten e ganz wesentleche Punkt, dass mer och genuch gëeegent sozial a berufflech Begleedungsmesurë fir all déi Betraffe bereet hunn, well domadder steet oder fält d'Reform. Mir hoffen natierlech, dass mer genuch där Mesuren hunn. An dofir spillen och hei déi jeeweileg Verwaltungen eng ganz wichteg Roll, déi jo och mat der Reform nei Oplagen nach kréien.

D'Reform strieft eng besser Kohärenz tëschent der ADEM an dem SNAS, also respektiv dem neien ONIS, un, an eisen Aen eng absolutt Noutwendegkeet fir eng administrativ Vereinfachung an och fir méi Transparenz.

D'Zesummenaarbecht tëscht der ADEM an dem SNAS ass e grousse Kritikpunkt am aktuelle System. Dat ass och ee Punkt, op deen a ganz villen Avise vun de Beruffskummeren ëmmer erëm higewise ginn ass. An och d'Auteuren, déi ech virdrun hei zitéiert hunn an där Publikatioun vun der „Stëmm vun der Strooss", weisen drop hin, dass aus hirer Erfahrung se oft vun engem Service bei deen nächste geschéckt ginn, dass se oft Gäng musse maachen, déi eigentlech onnëtz sinn, dass et oft zu Double emploi a Mëssverständnisser kënnt, déi definitiv ze evitéiere wären.

Eng besser Zesummenaarbecht wäert Erliichterunge mat sech bréngen, mä trotzdeem, ech mengen, däers musse mer eis och alleguerte bewosst sinn, bleift et nach ëmmer keng einfach Situatioun fir déi Leit, déi eben an esou engem Fall sinn, fir déi betraffe Leit.

An och hei, erlaabt mer, Iech nach en Extrait virzeliesen, well en am Fong geholl genau dat e bëssen op de Punkt bréngt a weist, wéi schwiereg et dach eigentlech ass an dass et net esou roseg ass, wéi d'Leit sech dat dobausse virstellen. Ech zitéieren: „Engersäits gëtt vun engem verlaangt, dass de dech wéi en Erwuessene muss behuelen an all néideg Dokumenter muss besuergen, grad an deem Moment, wou s de panesch Angscht hues, fir an eng Administratioun ze goen. Anerersäits gëss de entmündegt an all eenzelne Schrëtt vun dir gëtt kontrolléiert."

E weideren Auteur schreift - an domadder wëll ech dann och mam leschten Zitat ophalen - awer och ganz interessant, well en et och an engem Saz eigentlech op de Punkt bréngt, wann e seet: „Zum Schluss stees de souzesoe plakeg am Reen. Fir den hëllefende Beamte jiddefalls bass de komplett transparent, duerchsiichteg. An dat ass fir keen eng agreabel Situatioun."

Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, och dëst weist, dass d'REVIS-Bezéier eben och an Zukunft nach méi genee betreit musse ginn, entspriechend hirer perséinlecher Situatioun, hire Besoinen an hire Kompetenzen. Virgesinn ass e breede Spektrum un Offeren zur Stabiliséierung vun der gesondheetlecher, psychescher a familiärer Situatioun, iwwer gemengnëtzeg Aarbechte bis zur Schoulung a Formation continue als lescht Stuf virun der Integratioun an de regulären Aarbechtsmarché.

E weidere grousse Punkt an der Reform, Här President, ass d'Aktivéierung vun de Beneficiairen. Woubäi, mengen ech, de Choix vun de Wierder liicht den Androck vermëttelt, dass d'RMG- respektiv d'REVIS-Bezéier aktivéiert misste ginn, wëllt heeschen, dass se inaktiv respektiv vläicht liddereg wären oder just vum System géife profitéieren. „Responsabiliséieren", dat kléngt e bëssen esou, wéi wa si selwer un hirer Aarmut Schold wären. De Sproochgebrauch riskéiert, d'Viruerteeler géigeniwwer den RMG- an de REVIS-Bezéier nach méi ze verstäerken.

Dobäi, an dat ass awer de wesentleche Punkt, schwätzen d'Zuelen, ouni d'schwaarz Schof elo auszeschléissen, eng eendeiteg Sprooch: Iwwer 90% vun den haitegen RMG-Bezéier schaffen, awer hiert Akommes geet net duer, fir ze liewen. D'Zil vun der Reform ass awer richteg, de Mënschen net nëmme wéi bis elo finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, mä et hinnen ze erméiglechen, an der Gesellschaft nees Fouss ze faassen.

D'Fro, déi sech awer stellt, ass, an do kommen ech op dee Punkt vu virdrun zréck, ob mer genuch Méiglechkeeten hunn, fir dass och déi Leit kënne méi schaffen, well net jiddwereen huet, wéi virdrun och scho gesot, d'Méiglechkeet, eng voll Tâche auszeüben.

Déi dote Situatioun, an och däers musse mer eis bewosst sinn, wäert ganz besonnesch Elengerzéier betreffen, Elengerzéier vläicht mat engem klenge Kand, wat nach eng Behënnerung huet, oder Leit mat gesondheetleche Problemer oder vläicht och mat enger Behënnerung, fir déi et eben net esou einfach ass, fir kënne vun enger klenger Tâche op eng 40-Stonnen-Tâche eropzegoen.

Ee Punkt, ier ech zum Ofschloss kommen, deen ech awer nach wëll uschwätzen, well e sech och weiderhi relativ schwiereg gestalt, dat ass dee vun der Definitioun vun der „communauté domestique", well déi Betraffe kréie keng Sozialhëllef, wa si mat enger anerer erwuessener Persoun an enger Wunneng wunnen/liewen.

Grad opgrond vun den héije Wunnengspräisser an och der dowéinst grousser Demande vun ëmmer méi Leit, fir kënnen an enger WG ze liewen, wär et wichteg, eben hei kloer an transparent Kritäre festzeleeën, wéini een als gemeinsame Stot zielt a wéini een als WG zielt, wou da jiddwereen onofhängeg vunenee lieft.

Et ass esou, an dat krute mer och an der Kommissioun verséchert, dass effektiv den FNS sech bei esou Demanden ëmmer déi eenzel Fäll ganz genau wäert ukucken, ob et sech dann heibäi wierklech ëm eng WG handelt, a se dann och net als Communauté domestique consideréiert. Trotzdeem wär et an eisen Aen awer gutt, an deem Beräich, wéi gesot, kloer Kritäre festzeleeën, déi ee muss erfëllen. Esou wär et fir jiddweree wesentlech méi kloer a jiddweree wéisst och, wou en dru wär.

Här President, ofschléissend wëll ech just nach betounen, dass bal all zweeten Euro, dat sinn 11,7 Milliarden, an d'Sozialpolitik fléisst, sief dat fir Sozialleeschtungen oder fir d'Sécurité sociale. Fir eis Sozialisten ass dat eng enorm wichteg Investitioun. Trotzdeem geet et awer nach net jiddwerengem gutt hei am Land. Wéi gesot, et sinn nach leider vill ze vill Leit, déi sech a prekäre Situatiounen erëmfannen. Fir mech steet dofir de Stat an der Flicht, d'Bierger beschtméiglech virun Aarmut ze schützen. An et ass och d'Aufgab vun eis Politiker, eben d'Ursaache vun der Aarmut konsequent ze bekämpfen.

Fir eis Sozialistinnen a Sozialiste muss e staarke Sozialstat e Garant sinn, fir gläichermoosse fir d'Gemengwuel a fir héich Liewensqualitéit ze suergen. An dofir wäerte mir alles drusetzen, fir de Sozialstat ofzesécheren a weiderhin auszebauen, ze stäerken. An ee wichtegen Deel dovunner ass haut d'Reform vum RMG respektiv d'Aféierung vum REVIS, déi mer wäerte stëmmen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson fir déi gréng.

Mme Sam Tanson *(déi gréng)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut iwwer Leit, déi sech déi Situatioun, an där se sech befannen, net erausgesicht hunn, sief et aus gesondheetleche Grënn, sief et aus psychologesche Grënn, sief et, well se kee Schoulofschloss hunn. Dat ganz dacks verbonne mat ganz vill Pech, befanne si sech an enger Situatioun, wou se op d'Hëllef vum Stat ugewise sinn: op den haitegen RMG, den zukünftege REVIS. Déi allermeescht vun hinne wiere ganz sécher frou, wann dat net esou wier.

Dëse Projet gëtt als Paradigmewiessel duergeluecht: Et géif vun elo u virun allem drëms goen, d'Leit an d'Aarbecht ze kréien, se ze aktivéieren - dat ass en Term, dee mer jo haut schonn dacks héieren hunn -, an net méi, hinne fir d'Éischt emol e minimale Revenu ze garantéieren.

Eng Aarbecht ze hunn, ass mat Sécherheet op villen Niveaue wichteg: fir d'Selbstvertrauen an d'Selbstbild, fir de soziale Kontakt, och fir d'Roll, déi een an der Famill huet. A verschiddene Fäll ass et ebe leider awer keng Optioun. Ganz vill vun de Menagen, déi den RMG haut kréien, hu Kanner, Kanner, déi engem méi groussen Aarmutsrisiko ausgesat sinn, Kanner, déi dacks scho mat méi schlechte Startchancen an d'Liewen erakommen.

Et muss also eng Prioritéit sinn, wann een all déi Donnéeë kuckt, d'Kanner ze ënnerstëtzen a folglech och d'Menagë mat Kanner ze ënnerstëtzen. Dofir ass et och esou wichteg, datt de REVIS eng Differenz mécht an d'Kanner am Stot bei der Héicht vun der Ënnerstëtzung besonnesch berücksichtegt. Dat ass eng Neierung an dësem Projet, déi wichteg ass an déi mir als Gréng och ganz wichteg fannen. An ech wäert souwisou och elo virun allem op déi Punkten agoen - et ass scho ganz vill gesot ginn -, déi ons speziell wichteg sinn.

Den Deel REVIS, d'Madamm Bofferding huet et och elo grad scho gesot, dee fir d'Kanner virgesinn ass, geet an d'Luucht. D'Part pro Kand beleeft sech elo op 217 Euro, een Drëttel vun engem Erwuessenendeel. Bei monoparentalle Famillje kënnt nach eng Kéier e Montant vu 64 Euro derbäi, wat dann 39% vun enger ganzer Part ausmécht. Do derbäi kommen d'Montante fir d'Frais du ménage, wou pro Kand 105,20 Euro bäikommen.

Et gi Situatiounen, och déi sinn haut schonn ugeschwat ginn, wou bei Familljen, déi nieft dem REVIS e Véierels- oder en hallwe Loun hunn, ënnert dem Strëch manner erauskënnt wéi haut mam RMG. De Rapporteur huet et a sengem Rapport duergeluecht. Den Här Spautz huet nach méi detailléiert Rechnunge virgeluecht. Mir sinn der Meenung, datt déi Situatioune mussen am A behale ginn. Mir verstinn de Grondgedanken hannendrun, datt et drëms geet, datt Leit, déi zum Beispill just e Véierelsaarbechtskontrakt hunn, méi an d'Aarbechtsliewen erakommen.

Beim Mi-temps vu Monoparentallen ass jo nogebessert ginn, wat absolutt begréissenswäert ass. Mä et ginn och nach aner Situatiounen, wou et vläicht net onbedéngt Erklärunge gëtt oder vläicht net onbedéngt d'Méiglechkeet do ass, fir déi Aarbechtsstonnen eropzesetzen. Och dat ass haut schonn e puermol ugedeit ginn. An hei mussen d'Ursaachen eventuell an Zukunft och consideréiert ginn.

Bei all verständlechem Aktivatiounsgedanken dierf een net aus den Ae verléieren, datt d'Kanner um Enn déi sinn, déi drënner leiden, wann am Stot manner Suen disponibel sinn.

Dofir, mir mussen dat heiten am A behalen. Mir ënnerstëtzen dowéinst och déi Motioun, déi d'Majoritéitsparteien eraginn. An et geet jo och an déiselwecht Richtung wéi dat, wat den Här Spautz virdru virgeluecht huet, datt dat Ganzt an engen zwee oder dräi Joer, wivill et der dann och elo sinn, evaluéiert gëtt, well mir och musse kucken: Wivill Famillje sinn dat dann in concreto? Wéi evoluéiert och dëse Familljen hir Situatioun, och duerch déi nei Moossnam? Kommen der elo méi an d'Aarbecht, wat natierlech fir jiddwereen déi beschte Solutioun ass? Oder si wierklech reell nach Verloschter vu Suen do, déi mussen eventuell da kompenséiert ginn, well et einfach net méiglech ass, datt déi Leit méi schaffen?

Et geet awer och aus deene verschiddene parlamentareschen Dokumenter ervir, datt a ganz ville Situatioune Famillje mat Kanner besser dostinn. Zum Beispill bei engem Elterendeel ouni zousätzleche Revenu an engem Kand komme laut Berechnungen notamment, sou steet et am Avis vum Statsrot, 261,07 Euro méi dobäi eraus, an därselwechter Situatioun mat zwee Kanner 415,77 Euro, voire mat engem Mindestloun, wat jo och wierklech eng wichteg Situatioun awer ass, een Erwuessenen, zwee Kanner, 418,65 Euro. Dat si fir vill Leit ganz vill Suen! An déi kommen op déi richteg Plaz, bei elengerzéiend Familljе mat Kanner.

Fir d'monoparentall Familljen, déi dem gréissten Aarmutsrisiko ausgesat sinn, verbessert sech also d'Situatioun. Fir déi aner Familljе muss och an den nächste Jore genee gekuckt ginn, ob den Text den Ufuerderunge gerecht gëtt, fir se och aus der Aarmut erauszehalen a gläichzäiteg eben och déi Leit, wou et méiglech ass, op den Aarbechtsmarché ze bréngen.

Aus dem Rapport vum SNAS vun 2016 geet ervir, datt vun den 20.669 Leit, déi an engem Menage sinn, deen den RMG kritt, der just 2.529 vun enger Insertiounsmesure dispenséiert sinn. Dat sinn ongefeier 12% vun de Beneficiairen. Vill sinn der entweder nach net am Alter, fir schaffen ze goen, oder net méi am Alter, fir schaffen ze goen, hunn eng Incapacité permanente oder temporaire bescheinegt kritt, voire hunn eng Aarbecht. Och dat ass schonn dacks gesot ginn.

Wa mer also vun „Aktivéierung" schwätzen, sou sinn, Stand haut, nëmme wéineg Leit betraff, déi iwwerhaapt kënnen aktivéiert ginn. Dat wäert sech an Zukunft änneren, ech kommen nach dorobber zréck, an och dat ass gutt.

Laut SNAS huet sech d'Zuel vun den Affektatiounen op „travaux d'utilité collective" bannent zéng Joer verduebelt. Hei si mer gefuerdert, alles ze maachen, datt d'Leit kënnen, wann et nëmme geet, an e klasseschen Aarbechtsvertrag erakommen, datt sech net d'ëffentlech Hand a Parastat, Asble mat där vläicht komfortabeler Situatioun zefridde ginn, wou ee Mataarbechter quasi eng vollstänneg Aarbecht mécht, ouni awer datt en esou bezuelt gëtt.

Fir deen, deen der Aarbecht nogeet, ass et näämlech e richtegen Ënnerscheed, ob en an enger Mesure ass oder ob en an engem Aarbechtsvertrag ass. Mir kennen alleguerte Leit, déi jorelaang a sougenannte Mesuren aktiv waren an déi awer enger relativ normaler Aarbecht nogaange sinn.

E weidere Fortschrëtt vum REVIS ass d'Incitatioun fir déi zweet Persoun aus dem Menage, fir vun enger Aarbechtsmoossnam kënnen ze profitéieren, wat virun allem de Fraen zeguttkënnt. Do sinn d'Zuelen eendeiteg. An dës Reform war batter néideg. An dat ass wierklech e ganz grousse Fortschrëtt.

Laut RMGs-Gesetz sinn nëmme 40 Stonnen Insertiounsaktivitéite pro Menage méiglech an d'Zuele weisen, datt dëst zulaaschte vun de Frae goung. 2016 sinn 177 Männer doduerch net an eng Mesure erakomm an 1.088 Fraen. Eng Absurditéit, wann ee bedenkt, wéi wichteg et ass, eben zu enger Aarbecht ze kommen!

Absolutt positiv ass et och, datt ee kann als Persoun eleng gekuckt ginn, och wann ee bei anere wunnt. Dëst erlaabt zum Beispill Persounen, déi aus dem Prisong kommen oder aus engem Foyer, dee vun der OLAI geréiert gëtt, an enger Famill ze wunnen an nawell de REVIS ze kréien, och wann dat Ganzt op eng Dauer vun zwielef Méint limitéiert ass.

Eng Remark nach a puncto Alterslimitt vu 25 Joer. Mir versti jo de Grondgedanken dohannert. D'Zil dierf et net sinn, datt e Jonke sech drop astellt, de REVIS ze kréien. Dat kléngt vläicht a jonkem Alter verlackend, mä et begëtt ee sech domadder an eng zimlech Ofhängegkeet, déi laang kéint undaueren. Mir mengen awer, datt et Fäll ginn, déi vu kenger anerer Mesure couvréiert sinn.

De Verweis op d'Offices sociaux en dernier ressort ass an deem Sënn net ganz optimal, well

et hei vun den Office-sociallen ofhänkt, wat e Jonken dann, deen ënner guer keng aner richteg Mesure fält, vun Ënnerstëtzung kritt. Jee no Gemeng kann dat, wann ee mat den Associatioune schwätzt, immens variéieren. An do muss ee vläicht kucken, dat ze homogeniséieren, vläicht eng Kéier d'Gesetz vun den Office-sociallen op de Leescht ze huelen, well et dierf net sinn, datt wéinst Prinzipie Jonker duerch eist Netz falen.

Et gëtt e puer Ausnamen zu der 25-Joer-Regelung an et kënnt elo eng derbäi, déi awer och ganz wesentlech ass, an zwar, datt Fraen ënner 25 Joer de REVIS kënne kréien aacht Woche virun der Gebuert vum Kand an net eréischt ab der Gebuert vum Kand. Déi Zäit virun der Gebuert ass eng ganz intensiv a wichteg Zäit. Dokteschrendez-vousen an Akeef an Erwaardung vum Kand stinn un, soudatt et gutt ass, datt déi zukünfteg Mamm sech net nach muss Suerge maachen, wa si kee Revenu huet.

Et sinn also ganz vill positiv Elementer an dësem Projet dran. Ons Suerg ass virun allem déi, datt net just gekuckt gëtt: Wéi kënne mer d'Leit aktivéieren?, mä fir d'Éischt: Wéi kënne mer de Leit hëllefen? Dowéinst muss d'Applikatioun vun dësem Text och suivéiert ginn. Dowéinst ënnerstëtze mer och déi Motioun.

Ech ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun souwuel fir den Text wéi och fir d'Motioun, mä mäi Fraktiounskolleeg, de Gérard Anzia, wäert herno nach op deen organisationelle Volet agoen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt e Wuert vu Merci un de Kolleeg Claude Lamberty fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport zu dësem Gesetz, wat eis am Fong aus dem RMG de REVIS mécht, aus dem Revenu minimum garanti de Revenu d'inclusion sociale. An et ass am Fong och am Numm, wou d'Ursaach an de Prinzip vun dëser Reform leien.

Ech mengen, meng Virriedner si vill op den Historique zréckgaangen. Den Här Spautz war ganz wäit zréckgaangen. En huet vill an der Vergaangenheet gelies, vun 1986 un, 1999 war eng Reform, 2004, an haut nun emol eben erëm dëse Projet. Dat beweist, datt déi Chambere virdru quasi, kann een elo scho soen, drësseg Joer un deem RMG, haut REVIS, schaffen an ëmmer erëm versichen, en der Situatioun unzepassen an en ze verbesseren.

Ech mengen, déi Haaptziler vun dësem Projet sinn d'Erëmaglidderung an d'Beruffswelt, et schéngt mer dat den Haaptpunkt ze sinn, an de Kampf géint d'Aarmut.

D'Aarmut zu Lëtzebuerg, mengen ech, hu mer heibannen x-mol diskutéiert. Mir wëssen, trotzdeem et e Land ass, wat ee räicht Land ass - et gëtt gesot no baussen, eent vun de räichste vun der Welt -, ass d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg awer souwuel an effektiven Ziffere wéi och prozentual permanent geklommen. A wa mer haut dobäi leien, datt bal 100.000 Leit hei am Land ënnert déi Aarmutsgrenz falen, dat ass schonn e puermol heibanne gesot ginn, da beweist dat, wéi grouss dee Problem an eiser Gesellschaft ass an datt mer an deene vergaangene Joren et ni fäerdegbruecht hunn, datt dee Räichtum, dee mer zesumme geschafen hunn oder schafen hei am Land, och sozial gerecht tëschent deenen eenzelne Biergerschichte verdeelt gëtt, mä de Risiko, datt de Gruef tëschent Aarm a Räich ëmmer méi grouss gëtt, ass och hei zu Lëtzebuerg eng Realitéit ginn.

Elengerzéiend Fraen oder Pappen, mä an der Regel sinn et Fraen, sinn am meeschte betraff. Praktesch 44% vun hinne falen ënnert déi Aarmutsgrenz an ech wäert herno nach eng Kéier dorop kommen.

Wéi wichteg et ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg en RMG oder haut REVIS hunn, beweisen d'Zifferen. Wa mer kucken: 1986, wéi mer ugefaangen hunn, hate mer 1.600 Stéit, déi dovunner profitéiert hunn. 2015, dat sinn déi lescht Chifferen, déi am Rapport stinn, schwätze mer vun 10.000 Stéit oder vun 21 Persounen (veuillez lire: bal 21.000 Persounen) Dat ass am Fong eng Progressioun an de Stéit vu 625% bannent 30 Joer, wou d'Zuel vun de Stéit zougeholl huet, déi vun deem REVIS haut profitéieren.

A wa mer dat am Verglach mat der Awunnerzuel kucken, da war d'Awunnerzuel 1986 ronn 370.000 Awunner an haut 2015 - net haut, also 2015 - waren dat der 576.000. Mir hunn also an der Populatioun eng Progressioun vu 64%. An an der Zuel vun deene Leit, déi vum REVIS (veuillez lire: vum RMG) profitéieren oder musse profitéieren, hu mer eng Progressioun vu 625%, wat also beweist, datt déi Zuel, deen Zousaz vun der Populatioun och e groussen Deel Leit mat sech bruecht huet, déi ënnert den RMG falen. Dat gesäit een och, an dat steet och am Rapport, wann ee gesäit, wéi den RMG agefouert ginn ass 1986, datt et am Fong zwee Drëttel Lëtzebuerger waren, déi vum RMG profitéiert hunn, an haut, wou mer also iwwer 10.000 Stéit hunn, sinn et dräi Véierel Netlëtzebuerger, déi vum RMG profitéieren. Et ass also haut bei Wäitem méi wéi ëmgedréit.

Dëst Gesetz bréngt eng Rei vu punktuelle Modifikatiounen eran, op déi ech net brauch alleguer anzegoen. Meng Virriedner hu schonn eng Partie dovunner gesot. Mä eng vun deene wichtegsten ass, fir erëm ze kucken, d'Aarbecht fir d'Leit, déi schaffe ginn, d'Aarbecht fir déi attraktiv ze maachen.

Ech géif mengen, dat wier och den Haaptpunkt. De Kolleeg Spautz huet virdrun hei mat Recht gesot, datt mer am Fong vu 7% schwätzen, net vun deenen 93%, déi schaffe ginn, mä datt, ech mengen, d'Zil muss sinn, datt mer eis méi geziilt op déi 7% konzentréieren, quitte datt mer wëssen, datt mer déi ni wäerten alleguer un d'Aarbecht kréien. Mä fir een Deel musse mer dat versichen, iwwert déi Moossnamen, déi ech elo och hei am Gesetz als positiv gesinn, näämlech datt déi Leit och kënne schaffe goen zum Deel an dat se dann net, wéi dat an der Vergaangenheet war, quasi op där anerer Säit verléieren.

Et ass also eng positiv Entwécklung, déi mer eis hei erwaarden, quitte datt mer eis och net do alles kënnen dovu verspriechen. Mä all kleng Aktioun, déi eis hëlleft, d'Leit erëm op den Aarbechtsmaart ze kréien an domadder an d'Selbststännegkeet an domadder an d'soziaalt Liewe kënnen ze integréieren, ass derwäert, datt mer dat heibannen… (veuillez lire: heibannen ënnerstëtzen.)

Ech mengen, déi Mechanismen, déi mer elo mat dësem Gesetz agefouert hunn, däerften eng Verbesserung sinn, och, wéi gesot, wa mer net wäerten domat Honnerten oder Dausende Leit zousätzlech an d'Aarbecht kréien.

Mir gesinn als ADR och an där neier Prozedur eng administrativ Vereinfachung. Ech mengen, wann an d'Zukunft just d'ADEM an den ONIS dofir responsabel sinn, schéngt dat eis awer eng gutt Prozedur ze sinn, well mer engersäits nëmmen d'ADEM hunn, déi dann am Fong eng Evaluatioun mécht, e Profill vun där Persoun, an dann doranner e Resultat erauskënnt, ob déi Persoun apte ass, fir an den normalen Aarbechtsmaart ze goen, a wann net, da geet se bei den ONIS eriwwer. Si gëtt speziell encadréiert an et gëtt dann ebe gekuckt, och iwwert déi regional Strukturen, d'Office-socialle vun deenen eenzelne Gemengen an d'Agents régionaux, datt déi Leit dann encadréiert ginn an datt versicht gëtt, fir déi Leit dann eben déi Moossnamen, sief et schoulescher, sief et, datt se a Coursë ginn, oder Entzéiungskuren, datt se iergendwéi kënnen eng Aarbecht maachen,…

(Sonnerie du téléphone portable de M. Gast Gibéryen)

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Soll ech drugoen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gibéryen rifft lech un.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass gutt, datt een eng fein Nopesch huet, déi engem dee Lapsus do korrigéiert huet. Merci!

(Hilarité)

Ech mengen, fir nach eng Kéier op de Risiko vun der Aarmut zréckzekommen, mir gesinn hei, wéi wichteg esou e Gesetz wéi dat heiten ass, fir d'Aarmut ze bekämpfen. 1983 war et am Fong e Rapport vum Conseil économique et social, deen deemools gesot huet, datt 8% vun de Stéit an enger Prekaritéit wieren an 18% un der Grenz vun der Aarmut. An et war am Fong dee Rapport, deen Ausgangspunkt war, fir deemools d'RMGs-Gesetz 1986 anzefëieren.

2016 huet de Statec en neie Rapport erausginn an en hat do am Fong dunn déi Chiffere publizéiert, déi ech virdru scho genannt hunn, datt vun den Elengerzéiende 44,9% ënnert d'Aarmutsgrenz falen, awer och 20% vun den RMG-Bezéier, dat heescht eng Koppel mat engem oder méi Kanner, falen drënner, oder 13% vun den RMG-Bezéier, déi elengerzéiend sinn, falen och drënner.

D'Situatioun vun 1983 huet sech bis haut also net verbessert. D'Zukunft muss also sinn, datt mer alles maachen, fir géint d'Aarmut unzekämpfen. A mir wësse jo, datt een net mat enger Moossnam kann hëllefen. Et kann een hei um RMG eppes maachen an un enger ganzer Palett vu Moossname muss ee spillen, well et keen Allheilmëttel gëtt. Et gëtt net eng Léisung, fir d'Aarmut hei am Land ofzeschafen, mä mir mussen op deene verschiddene Punkte virgoen. A mir musse selektiv virgoen, net mat enger Géisskan, mä mir mussen op där anerer Säit kucken, datt mer déi Leit punktuell ënnerstëtzen, déi eppes brauchen.

Och fir d'Sans-abrie gëtt eppes an dësem Gesetz gemaach. Wann déi ebe kënnen noweisen, datt se an engem Zäitraum vun zwielef Méint sechs Méint an enger Gemeng sinn, da gi se an de Registre général - oder wéi heescht en? - ageschriwwen, ech mengen, fir datt déi Leit dann och am Fong e soi-disant „festen Domicile" hunn an dann ënnert dës Bestëmmunge kënne falen. Wat dann och Bestëmmunge si fir Leit, déi aus Spideeler oder aus dem Centre pénitentiaire kommen, oder fir Demandeurs de protection internationale, déi alleguerten ënnert dës Bestëmmunge falen.

De Käschtepunkt vun dësem Gesetz ass quasi neutral, wat also och domadder direkt beweist, datt et keng lineär oder generell Augmentatioun vum REVIS ass, mä datt et eng punktuell Moossnam ass, déi engersäits de Kanner, de Famillje mat Kanner zeguttkënnt, déi anerersäits de Familljen zeguttkënnt, de Fraen zeguttkënnt, a wou anerersäits déi, déi enger Beschäftegung noginn, kënnen en zousätzleche Revenu kréien. Et sinn also punktuell Moossnamen an et ass keng generell Moossnam heira virgesinn, fir eng allgemeng Augmentatioun vum garantéierte Revenu ze maachen.

Ech mengen, mir hunn an de leschte Woche relativ vill iwwert de soziale Mindestloun geschwat. Mir hunn zwar an dëser Legislaturperiod keng Augmentatioun vum soziale Mindestloun gemaach, bis elo - kuerz virun de Wahlen - den Aarbechtsminister vun der sozialistescher Partei am Fong proposéiert huet, fir de Mindestloun ze erhéijen.

Une voix.- Ze spéit!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Vill ze spéit! Et hätt een am Fong erwaart, datt eng Partei wéi d'Sozialistesch Aarbechterpartei an deenen zéng Joer profitéiert hätt, fir de soziale Mindestloun massiv ze erhéijen, amplaz eréischt e puer Méint virun de Wahlen ze kommen an dann eng Debatt ze lancéieren, fir am Fong domadder kloer ënner Beweis ze stellen, datt se an deenen zéng Joer dat net gemaach huet, wat een am Fong vun esou enger Sozialistescher Aarbechterpartei hätt kënne verlaangen.

Well hätte mer de soziale Mindestloun och gehuewen an dëser Legislaturperiod, wier et am Fong geholl eng logesch Konsequenz gewiescht, datt een den RMG hätt kënnen erhéijen, well jo ëmmer gekuckt gëtt, datt awer tëscht dem RMG an dem soziale Mindestloun eng gewëssen Differenz bleift. Mä wann een net de Mindestloun hieft, da kënnt eben dat hei als Konsequenz eraus: Da gëtt och den RMG net gehéicht.

Also, dofir brauche virun allem eis sozialistesch Kolleege sech net op d'Schëller ze klappen, well si hu wärend deenen zéng Joer de Mindestloun net gehhuewen, an doduerch, well de Mindestloun net gehuewe gouf, gëtt eben och elo net generell dann hei den RMG oder de REVIS gehéicht.

Si hu sech awer elo - meng Virriednerin vun de Sozialisten - onwahrscheinlech gefreet heifir, mä si hu sech och schonn deemools onwahrscheinlech bei der Steierreform gefreet, wéi déi Kleng e puer Euro bäikritt hunn an déi Déck e puer Honnert bäikritt hunn. Mä si sinn eben haut anescht, d'Sozialisten, wéi dat, wat mer fréier vun hinne kannt hunn.

(Interruption)

Si feieren haut alles; all Grimmel, déi ee Klenge bäikritt, ass fir si e groussen Erfolleg. A wann déi Déck bäikréien, da rechne se a Prozenter, da mécht dat net gradesou vill optesch no baussen aus.

(Interruptions par MM. Franz Fayot et Claude Haagen)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir hunn alleguerten Interêt, fir no baussen de REVIS ze verdeedegen, well ganz dacks an den Diskussiounen dobaussen de REVIS falsch duergestallt gëtt: wéi wann dat Leit wieren, déi net wéilte schaffe goen, wat Profiteure wieren an esou weider. Dat stëmmt net!

Ech mengen, de REVIS ass net nëmme fir déi Leit, déi net schaffe ginn, mä en ass och fir déi Leit, déi schaffe ginn. A vun deenen Zuelen, déi mer hei nennen, muss ee wëssen, datt 93% vun deene Leit, déi den RMG kréien oder elo muer de REVIS kréien, Leit sinn, déi schaffe ginn. Dat heescht, déi kréien opgrond vun hirer Aarbecht, déi se leeschten, net genuch Gehalt, fir un den Niveau vum RMG erunzekommen, a kréien dann eben d'Differenz ausbezuelt.

Et ass also och eng generell Diskussioun iwwert déi kleng Léin, déi mer da kënne féieren. An ech hunn elo grad de soziale Mindestloun ugeschwat. An et sinn am Fong nëmme 7%, déi guer net schaffe ginn, déi den RMG kréien. Ech mengen, et muss een de Leit och soen, wien heivunner profitéiere kann, an datt mer fir d'Akzeptanz bei de Leit dobaussen déi Diskussioun musse féieren, well och vill Leit et emol net wëssen, datt se kënnen e Complement zu hirem Salaire kréien, wa se net un d'Montante vum REVIS erukommen.

Dofir, wéi gesot, hu mer och alleguer eng Responsabilitéit, fir eis net do deene Gespréicher unzeschléissen, mä fir datt mer kloerstellen, datt et wichteg ass, datt mer esou en Instrument hunn.

A mir hoffen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer dann elo awer wäerten an der nächster Legislaturperiod, mat oder ouni Sozialisten an der Regierung, eng Augmentatioun vum Mindestloun kréien an datt dann och automatesch de REVIS ëm deeselwechte Prozentsaz no uewen ugepasst kéint ginn. Dat wier eng vun deenen Iddien, déi mir géife soen, well mir musse wëssen, datt alleguer déi Leit, déi am RMG sinn, keng grouss Spréng maachen. Déi musse wierklech hiren Euro zweemol ronderëmdréien, ier se en ausginn.

A mir hunn och…, an et däerf een net mengen, wann ech och virdru gesot hunn, datt dräi Véierel vun deene Bezéier net méi Lëtzebuerger sinn, mä och deen ee Véierel Lëtzebuerger, oder d'Netlëtzebuerger, déi Leit alleguer hu Riseproblemer, fir hei an eiser Gesellschaft mat engem Mindestloun kënnen ze liewen. A mir hu vill Leit, déi da mat 1.000, 1.200, 1.300 Euro de Mount mussen iwwert d'Ronne kommen. A wann déi mussen hire Loyer bezuelen an esou virun an déi normal Käschten, da bleift fir déi Leit praktesch glat a guer näischt méi. An dofir, wa mer hei an der Chamber diskutéieren iwwer spueren oder net spueren: Hei ass op jidde Fall déi Plaz, wou mer net däerfe spueren.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och wann dat heiten elo net - wéi soll ech soen? - dee ganz grousse Worf ass, mä et huet eng Rei vu punktuelle Verbesserungen. A mir als ADR waren an alle Legislaturperioden an och an dëser Legislaturperiod fir all Gesetzer, déi Verbesserunge bruecht hunn, ob se kleng oder grouss waren, mä eng Verbesserung ass eng Verbesserung a si ass derwäert, ënnerstëtzt ze ginn. An dofir ënnerstëtze mer och dëst Gesetz mat eiser Jo-Stëmm.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. „Zum Schluss stees de plakeg am Reen." Ech hunn och, äänlech wéi d'Madamm Bofferding, deen Temoignage gelies am Heft vun der „Stëmm vun der Strooss", dee ganz beandrockend ass an iwwert d'Realitéit vu Leit bericht, déi selwer am Fall sinn, a virun allem och bericht, wéi ee Spießrutenlauf déi Leit deelweis mussen duerchmaachen.

Här President, den RMG ass 1986 agefouert ginn, an datt dëst an den 80er Jore geschitt ass, kéint een op den éischte Bléck verwonneren, well et ware jo d'80er Joren, déi den Duerchbroch vun enger anerer, enger neoliberaler, maartbaséierter Approche a Saache Wirtschaftspolitik bedeit hunn, wou eng Opfaassung vum Stat, dee wéi eng Entreprise gemanagt misst ginn, sech lues a lues duerchgesat huet, an déi e schrëttweise Réckbau iwwerall an Europa an och zu Lëtzebuerg vum Sozialstat agelaut huet.

An deene Jore virun der Aféierung vum RMG ass och zu Lëtzebuerg d'Vollbeschäftegung verluer gaangen, wouduerch d'Sécurité sociale net méi fir jiddwereen déi néideg Ofsécherung ausserhalb vun der Aarbecht bidde konnt. Et ass also an deem wirtschaftspolitesche Kontext, an deem d'Bezuelung vun an den Accès zu enger bezuelter Aarbecht erofgaange sinn, wou d'Necessitéit vun engem Instrument, fir géint d'Aarmut unzekämpfen, iwwerhaapt eréischt richteg aktuell ginn ass.

Am Exposé des motifs vum Gesetz vun 1986 - an ech hunn äänlech wéi den Här Spautz och ganz vill Debatte vun deemools nach eng Kéier suivéiert - steet dann och dran, datt 8% vun de Menagen deemools a prekärer Situatioun liewe missten. An do heescht et dann och: «Difficile à admettre en effet qu'un produit intérieur de 470.000 francs par habitant ne dégage pas assez de valeur pour permettre à chacun de vivre décemment des fruits de son travail.»

D'Problematik vun de Working Poor, also vun deene Leit, déi trotz enger bezuelter Aarbecht an Aarmut liewe mussen oder zumindest knapp virdru stinn, fir an d'Aarmut ze rëtschen, war also deemools e ganz wichtegt Element bei der Ausaarbechtung vum RMGs-Gesetz a gouf och däitlech ugeschwat, vläicht och méi däitlech wéi an den Diskussiounen haut.

D'Problematik ass awer leider 30 Joer méi spéit ganz aktuell bliwwen a stellt sech an engem neie Mooss: Nach ni virdrun hunn esou vill Leit zu Lëtzebuerg geschafft a gläichzäiteg awer riskéiert, an d'Aarmut ze rëtschen, wéi haut.

Derbäi kënnt, datt d'Aarmut zu Lëtzebuerg a verschiddene sozioekonomesche Milieuen zu engem Massephenomeen ginn ass. Ech denken do un elengerzéiend Familljen oder u Leit, déi musse loune goen.

An dat ass déi zentral Fro vun dëser Reform: Bréngt se et fäerdeg, wierksam virun Aarmut ze schützen? A mir mengen: Neen!

An ëm dëse Constat dréie sech dann och déi Haaptkritikpunkte vun eis un dëser Reform. Éischtens ass dem Haaptausléiser vun der Aarmut zu Lëtzebuerg guer net Rechnung gedroen, an dat ass déi ze déif Entlounung vun der Aarbecht respektiv déi allgemeng Problematike ronderëm prekär Beschäftegung, onfräiwëlleg Deelzäitbeschäftegung, befristet Plazen, CDDen, schlecht oder guer net bezuelte Stagen. An déi Lëscht kéint een nach laang weiderféieren.

Datt de Problem bei der Aarbecht läit, weist sech jo schonn eleng doduerch, datt iwwer 90% vun de Leit mam RMG en eegene Revenu hunn an also schaffe ginn. An et geet ebe just net duer mat de Friichte vun deem Revenu, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Zweetens ass de REVIS, wéi och den RMG virdrun, keng universell Sozialleeschtung. Net jiddweree ka se kréien, verschidde Leit sinn d'office per Gesetz ausgeschloss. Soumat ass de REVIS an der Theorie scho keng lescht Ofsécherung, fir virun Aarmut ze schützen.

An drëttens ass de REVIS trotz enger Rei ajustéierter Montanten ëmmer nach keng wierksam Aarmutsbekämpfung. All d'Montanten, ob fir elengstoend Leit, Leit mat Kanner an och ëmmer nach d'Familles monoparentales, leien ënnert der Aarmutsgrenz, egal ob een déi elo par rapport zum mediane Revenu oder zum Budget de référence definéiert, dee Referenzbudget, deen d'Regierung jo beim Statec an Optrag ginn huet an dee ganz kloer Montanten definéiert huet, ee Rapport, mat deem awer guer näischt duerno méi geschitt ass.

Ech ginn, oder ech versichen, e bëssen an den Detail ze goe vun dësen dräi Haaptkriticken:

Éischtens, déi meescht Leit mat RMG hunn eege Source-de-revenuen, gi schaffen, si kréien also de Complement RMG, well dat, wat se vun hirer Aarbecht kréien, net duergeet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, fir iwwert dee Seuil ze kommen, deen am Gesetz virgesinn ass fir den RMG.

De Statsrot huet a sengem Avis ausgerechent, datt nëmme 7,2% vun de Leit just, ausschliisslech vum RMG liewen. Vun deenen 10.193 Stéit am Joer 2015 waren dat also just 735 Stéit, déi ausschliisslech vum RMG gelieft hunn. Ech mengen, dat zeechent och e vill méi realistescht Bild iwwert d'Situatioun vun deene Leit, déi op den RMG ugewise sinn. Dat bedeit ëmgekéiert, datt bei bal 93% vun de Stéit, déi op Hëllef ugewise sinn, eege Revenuen do sinn aus enger bezuelter Aarbecht. A wann een d'Situatioun vun deene Stéit verstoen a verbessere wëllt, da muss een natierlech och d'Aarbechtssituatioun mat analyséieren. An déi ass komplex.

Do ass an éischter Linn natierlech emol den ze déiwe Mindestloun. Mir hunn hei als déi Lénk schonn e puermol an der Chamber d'Initiativ ergraff, fir de Problem vun der wuessender Zuel vun de Working Poor unzegoen. Mir haten och eng eegen Interpellatioun dozou gemaach a mir hunn dozou och eng Motioun eraginn, déi net ugeholl ginn ass, och net ugeholl ginn ass vun deenen, déi haut elo sech esou staark fir d'Erhéijung vum Mindestloun asetzen.

Dat ass schued! An et bestätegt eis doranner, datt mer mengen, datt vill méi oft misst gewielt ginn. Well vläicht hätte mer da scho längst e vill méi héije Mindestloun, soudatt manner Leit op den RMG ugewise wären.

A verschiddene Fäll, zum Beispill bei Stéit mat Kanner, féiert de Mindestloun plus d'Kannergeld näämlech deelweis zu Situatiounen, wou haut de Complement RMG an an Zukunft dann d'Allocation d'inclusion muss ausbezuelt ginn. Dat heescht, obwuel ee Vollzäit schafft, geet d'Situatioun vum Menage net duer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Mat dëser Reform wäerten déi Montanten zwar deelweis eropgoen, besonnesch eben och, wa Kanner am Stot liewen, mä si bleiwen awer weiderhin ënnert deem, wat néideg wär, fir en anstännegt Liewe kënnen ze féieren, a wat an eisen Aen och den Haaptusproch vun Aarbechts- a Sozialpolitik misst sinn.

Derbäi kënnt, datt déi Modifikatioune bei der Immunisatioun vun de Revenue fir de Calcul vun der Allocation d'inclusion net an alle Fäll déi vun der Regierung gewënschte Wierkung hunn. Net an alle Fäll wäert et näämlech esou sinn, datt méi schaffe sech lount, esou wéi de Statsrot an d'Salariatskummer eis et an hire jeeweilegen Avise virgerechent hunn. Domat ass eigentlech dat Haaptzil, näämlech datt duerch méi schaffen, duerch Aktivéierung d'Leit eng besser Situatioun kréien, zumindest fir verschidde Kategorië vu Leit net erreecht.

An do si mer dann och bei engem vun den zentralen Elementer vun dëser Reform, zumindest wann een dat gleewe soll, wat d'Auteure vum Projet ëmmer erëm widderhuelen, näämlech datt et drëm geet, d'Leit ze „aktivéieren", esou wéi wann déi haut alleguer dee ganzen Dag doheem géife mat den Zéiwe spillen! Dat ass net esou. D'Zuele vum Statsrot beweisen et jo. Mä wéi dat an der Praxis fonctionnéiere soll, dat Aktivéieren, do stelle sech an eisen Aen awer och nach eng ganz Rëtsch Froen.

Well fir dëse Forcing bei den Aktivatiounsmesuren duerchzesetzen, soll d'ADEM eng méi staark Roll kréien an donieft soll dann och den Ersatz fir de SNAS, den ONIS, sech ëm déi këmmeren, déi vun der ADEM als net prett fir den Aarbechtsmaart agestuuft ginn.

Mir gesinn hei verschidde Problemer: Déi betraffe Leit, déi zum Beispill schonn Deelzäit schaffen, musse sech an Zukunft och op der ADEM aschreiwen, fir de REVIS kënnen ze kréien. Et muss een awer dovun ausgoen, datt déi allermeescht vun dëse Leit guer net kënne méi schaffen, deelweis aus familiäre Grënn oder och aneren.

A mir mengen, datt dobäi och eng ganz Rëtsch aner Problemer derbäikommen, Mobilitéitsproblemer, déi domadder zesummenhänken, firwat d'Leit..., net nëmmen, well de Patron hinnen net wëllt eng méi héich Stonnenzuel ginn, mä well et och aner objektiv Problemer do ginn.

Zweetens - an dat hu mer ganz bedenklech fonnt an deem éischte Worf vum Ministère - war et e ganz koerzitive Charakter, datt een näämlech, wann een e Rendez-vous verpasst oder als een, deen op der ADEM ageschriwwen ass, enger Obligatioun net nokënnt, dann direkt ouni Virwarnung 20% vun dem Montant géif gestrach kréien, wat schrecklech war a wat glécklecherweis op Initiativ vu ganz villen Akteuren an och vun den Deputéierten an der Kommissioun dunn zréckgezu ginn ass.

Doriwwer eraus stellt sech dann awer och d'Fro, ob hei net e Pingpong tëschent zwou Organisatiounen entsteet. Et stellt sech d'Fro, ob d'ADEM iwwerhaapt opgestallt ass, fir déi Leit anstänneg ze encadréieren. Wa mer eis ukucken, wéi d'Garantie pour la jeunesse op der ADEM gehandhabt gëtt, da muss ee sech, mengen ech, do Froe stellen. Do gi Jonker vun enger Formatioun oder engem Benevolat an deen nächste weidergereecht. An an dësem Fall riskéiere mer eng äänlech Entwécklung ze kréien, wann et net eng richteg Strategie fir dësen Encadrement gëtt an dann och dat néidegt a qualifizéiert Personal duerfir agestallt gëtt.

Här President, eisen zweeten Haaptkritikpunkt betrëfft de selektive Charakter vum REVIS. Dat war zwar vun Ufank un esou, och beim RMG, an dat huet sech awer iwwert d'Jore liicht verbessert. Beim RMG war am Ufank d'Limitt bei 30 Liewensjoer, déi awer dunn erofgeschrauft ginn ass op 25. A mir bedaueren am Fong, datt d'Limitt vu 25 bei dësem Fall och weider bliwwen ass.

Mir kënnen natierlech d'Argument novollzéien, datt net de Schoulofbroch mat engem direkten Usproch op de REVIS soll incitéiert ginn. Mä mir gesinn awer hei éischter Handlungsbedarf an der Schoulpolitik, déi den Échec scolaire bekämpfe muss, an och bei der Formation continue a bei der ADEM, déi méi Mëttele brauchen, fir deene Jonke wierklech weiderzehëllefen.

Mä wann et esou ëmgesat gëtt, wéi elo hei am Gesetz proposéiert, da bleiwe ganz vill Jonker och weiderhin a prekäre Situatiounen, sief et, wëll se net Vollzäit schaffe kënnen oder och net d'Méiglechkeet hunn, Vollzäit ze schaffen. Dëst bedauere mir.

Mir bedaueren och, datt de Charakter vum REVIS eigentlech nach ëmmer dee vun enger Schold ass. Et ginn zwar Fortschrëtter par rapport zu deem aktuellen RMGs-Text, mä et implizéiert nach ëmmer, datt een déi Montanten - wann een dann zu enger Fortune kënnt -, déi een do kritt huet, zréckbezilt. Bei aneren Elementer vu sozialstaatlechen Transferten, wéi beim Kannergeld, hu mer dat jo awer och net.

A mir bedaueren och, datt et weiderhi kee wierklechen individuellen Usproch op de REVIS gëtt, wat virun allem Leit penaliséiert, déi bei anere Leit mat engem gewëssene Revenu am Stot liewen, a wat zum Beispill oft am Fall vu WGen zoutrëfft. D'Allocation d'activation kann zwar an esou Fäll zum Droe kommen, mä de Montant, deen eng Persoun duerfir ka kréien, hänkt dann awer och vum Revenu vum Stot of.

An net méi spéit wéi den nächste Freideg wäerte mer zu Esch de Sozialbericht virgestallt kréien, an do ass een interessante Chiffer, näämlech, datt d'Unzuel vu Stéit zu Esch, déi an enger WG gelieft hunn, innerhalb vun deene leschte 15 Joer vun 0,8% op bal 5% eropgaangen ass. Dat heescht, de Phenomeen vun de Wohngemeinschaften ass ee wierklech aktuellen; deen och net verwonnert, wann ee sech d'Situatioun um Wunnengsmaart ukuckt.

Kuerz gesot, d'Sozialpolitik an d'Aarmutsbekämpfung an deem heiten Text droen de soziale Realitéiten an der Gesellschaft nach ëmmer net Rechnung, wouduerch prekär Situatiounen oprechterhalen a souguer verschäerft ginn.

Eisen drëtten Haaptkritikpunkt betrëfft dann d'Zilsetzung vun engem Instrument wéi fréier dem RMG an elo an Zukunft dem REVIS, an dat misst an eisen Aen eigentlech d'Verhënnerung vun Aarmut sinn. Et muss ee sech just d'Entwécklung vun den Aarmutszuelen iwwert déi lescht Joren ukucken, fir festzestellen, datt eis Gesetzer net duerginn, fir d'Aarmut ze bekämpfen. Am Géigendeel, si hëlt stänneg zou. A mir mengen net, datt de REVIS iergendeppes dorunner ännert.

Mir hu vill Institutiounen, déi virgerechent hunn, alt erëm eng Kéier d'Salariatskummer an och de Statsrot, datt et och mat dem neie REVIS Stéit ginn, déi ganz, ganz wäit ewech sinn, fir och nëmmen usazweis kënnen dem Aarmutsrisiko ze entkommen. Et ass d'Beispill genannt gi vun enger Famill, engem Stot mat zwee Erwuessenen, zwee Kanner, déi leie mat deem neie Modell vum REVIS nach ëmmer 690 Euro vun deem Budget de référence ewech, deen de Statec ausgerechent huet, fir en dezent Liewe kënnen ze maachen. A 690 Euro, dat ass keng Klengegkeet, mä dat ass scho wierklech e fundamentalen Ennerscheed.

Mir bedaueren och, datt de REVIS, esou wéi en agencéiert ass, och net weider wäert do hëllefen, fir virun Altersaarmut ze schützen, well och dorobber keng Cotisatioune bezuelt gi respektiv just da Cotisatioune bezuelt ginn, wann déi Leit schonn iwwer 50 Joer al sinn.

Här President, ech mengen, datt et bei dësem Projet eenzel punktuell Verbesserunge ginn. Dat muss ee soen. Et ass dat, wat Elengerzéiender ugeet mat Kanner. De Faktor Kanner ass méi staark an dësem Gesetz. A mir begréissen och, datt elo zwee Leit an engem Stot kënnen u Mesuren deelhuelen. Mä mir mengen, datt dat eleng awer net duergeet, fir déi negativ Punkten, déi ech probéiert hunn opzezielen, opzeweien. An duerfir mengen ech och - oder ech mengen et net nëmmen, ech weess et esouguer -, datt mir dësem Projet eis Zoustëmmung och net kënne ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dass déi gréng dësem Projet wäerten d'Zoustëmmung ginn, huet meng Parteikolleegin Sam Tanson scho virdru gesot. An e Merci un de Rapporteur, de Claude Lamberty, wat dem Sam awer virdrun entwutscht war, fir et ze soen, wat awer absolutt ubruecht ass!

Ech wëll an dësem Projet, dem Projet REVIS, hei ganz kuerz eppes ervirhiewen, wat mir um Häerz läit, an zwar d'Inclusion sociale. Ech mengen, e grousse Fortschrëtt vun dëser Reform, dat ass dat Zesummespill, wat elo kënnt vun der ADEM an dem Office national d'inclusion sociale, dem ONIS, dass dat hei formaliséiert gëtt, wat virdrun u sech gefeelt huet. En Zesummespill, wat de Sënn an Zweck huet, Fraen a Männer hei ënnert d'Aerm ze gräifen, fir et ze erméiglechen, dass se an eng Aarbecht kommen, wat, wéi mer alleguerte wëssen, ganz schwiereg ass.

Mä trotzdeem definéiert de Mënsch sech, an och zu Lëtzebuerg, ganz staark an der Gesellschaft doduerch, dass en eng Aarbecht huet an enger Aarbecht nogeet, dass e kann dezent wunnen an och dezent liewen. A kengem ass gehollef, wa mer en ofstempelen an en als Empfänger vu sozialen Hëllefen duerstellen. An duerfir geet deene Gréngen no eng reell Inclusion sociale ganz kloer iwwert de Wee vun enger regulärer Aarbecht.

Et ass och gutt a wichteg, dass an dësem Projet de loi, a meng Kolleegin huet dat schonn ënnerstrach, méi wéi eng Persoun an engem Stot ka vun deenen Hëllefe profitéieren. Och do muss een drun denken, dass d'Wunngemeinschafte sech wäerten an Zukunft ganz anescht definéieren, an duerfir ass dat hei e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Fir déi gréng ass et och wichteg, dass déi Persounen, déi an de Genoss vum REVIS wëlle kommen, eng kloer Ulafstell virfannen. Mir ënnerstëtzen awer och ausdrécklech déi Iwwerleeunge vun der Madamm Ministesch Corinne Cahen, fir dass dës Uspriechpersoun, den Agent régional, dass deen ugesidelt gëtt, ugedockt gëtt bei dem Office social. En Office social ass eng wichteg Ulafstell an enger Gemeng, an enger Regioun, fir grad déi Persounen, déi an eiser Gesellschaft duerch de Raster falen, déi dacks ouni Aarbecht sinn - awer net ëmmer ouni Aarbecht sinn -, fir déi ze ënnerstëtzen.

An da si mer erëm an der Diskussioun, déi mer hunn, ob Leit, déi enger regulärer Aarbecht zu Lëtzebuerg noginn, ob et normal ass, dass déi zu de Working Poor gehéieren, oder ob do aner Mesurë missten ergraff ginn.

Vun der Virgoensweis ass et jo esou, ganz kloer, dass als Éischt eben d'ADEM en Dossier erstellt, den Avis motivé weidergëtt (veuillez lire: ausschafft), wou gekuckt gëtt, ob et méiglech ass, eng Activation professionnelle ze maachen, also déi Persoun esou ze ënnerstëtzen, dass se iwwer Mesurë vläicht an eng Aarbecht ka kommen.

Dass déi Mesuren dann och kënnen direkt vun der ADEM ageleet ginn, dat ass gutt esou. Wichteg ass et eis awer och, an dat hu Virriedner och scho gesot, dass déi Mesuren net op eemol eng normal Aarbecht ersetzen an dass laangfristeg oder mëttelfristeg déi Mesuren dozou musse féieren, dass déi Leit an e ganz normaalt Aarbechtsverhältnis kënne kommen.

Deen Avis, deen do erschafft gëtt vun der ADEM, geet da weider un den ONIS, wann et eben noutwendeg ass, fir u sech aner Mesuren anzeleeden. An do spillt dann dëse regionalen Agent, déi Ulafstell, déi an der Gemeng sëtzt, déi am Office social sëtzt, an der Regioun sëtzt, hir wichteg Roll, fir zesumme mat där Persoun e Plang auszeschaffen: e Plang, deen op sozialen Aspekter baséiert, deen och personalstäerkend Moossname soll erschaffen, fir d'Liewenssituatioun vun deene Leit ze verbesseren a se och laangfristeg ze stabiliséieren. Duerfir ass et och - nach eng Kéier! - gutt, dass dësen Agent, dës Persoun ugesidelt ass am Office social, well ganz dacks Mesuren eben do iwwergräifend wäerte musse geholl ginn, Office social zesumme mat deem Agent, dem ARIS.

Hei kënnt awer elo eng Roll, déi den Office national d'inclusion sociale muss spillen, u sech den Iwwerbau, deen all déi eenzel regional Agente muss matenee vernetzen, dee se muss an engem Reseau koordinéieren. An de Gréngen no wäert dës Koordinatiounsaarbecht och eng vun de groussen Erausfuerderunge sinn an dësem neie Projet de loi fir déi Emsetzung vun dësem Gesetz.

Dat wäert eng Erausfuerderung ginn, fir ze garantéieren, dass een, egal wou een zu Lëtzebuerg wunnt, bedéngt duerch déi regional Verdeelung vun dësen Agenten en Uspriechpartner fënnt a gläichbleiwender Qualitéit, an enger äänlecher Berodung mat enger personaliséierter Begleedung, an dat, wéi scho gesot, um ganzen Territoire zu Lëtzebuerg.

Wichteg ass et och an eisen Aen, dass dee Plan d'activation social keng Einbahnstrooss, keng Sakgaass gëtt fir déi Leit, fir dass méiglechst, no deem Stäerke vun deem, wat alles feelt, probéiert gëtt, awer erëm eng Kéier de Wee zréckzefannen an eng Aarbecht. Well nach eng Kéier: Fir eis ass d'Inclusion sociale geschitt, wann een zu Lëtzebuerg déi Leit erëm eng Kéier an eng regulär Aarbecht ka bréngen, fir dass se eben och eng Plaz an eiser Gesellschaft fannen, wat bis elo ganz kloer net ëmmer de Fall ass a war.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Familljeministesch, d'Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dem

Rapporteur fir d'Éischt emol Merci ze soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci och alleguerten de Riedner haut de Mëtteg. Ech wäert natierlech e bësselchen dorobber agoen.

Ech géif awer och gären direkt de Memberen aus der Familljekommissioun Merci soe fir déi ganz flott Gespréicher an Diskussiounen, déi mer iwwert déi ganz Wochen a Méint haten, wat dëst Gesetz ugeet. E Merci och un all d'Mataarbechter aus dem Familljeministère, aus dem SNAS, aus dem FNS fir déi formidabel Mataarbecht, awer och de Mataarbechter aus dem Aarbechtsministère an der ADEM, well och si hu mat ganz vill Energie un dësem Gesetz geschafft.

An da géif ech awer, fir dat nëmmen net ze vergiessen, och gären de Leit um Terrain Merci soe fir déi Aarbecht, déi se all Dag maachen an dësem Beräich, fir de Leit ze hëllefen, op d'Been ze kommen, d'sozial Inklusioun ze förderen a fir eben e bësselchen de Leit ze hëllefen, fir zu der Gesellschaft ze gehéieren. Et gëtt jo am Fong geholl näischt méi Schlëmmes, wéi net dozouzegehéieren zu der Gesellschaft, ausgeschloss ze sinn. Et gëtt näischt Schlëmmeres, wéi net ze wëssen, dass een och eppes ka maachen.

Ech war, ier mer dëst Gesetz ugefaangen hunn auszeschaffen, ganz vill op den Terrain. An do gesäit ee Leit, déi ganz wäit ewech si vum éischten Aarbechtsmaart, déi awer encadréiert ginn a wou Associatiounen engem soen: „Ma mir si scho frou, wann deen doten zwee- oder dräimol d'Woch iwwerhaapt moies opsteet a sech undeet a wäscht an och nach bei ons da kënnt, fir iergendwéi eng Aarbecht ze maachen, fir eppes ze maachen, fir aktivéiert ze sinn, fir e soziale Kontakt och ze hunn."

Ech sinn engem Mann begéint am Éislek bei enger Associatioun, deen huet mer voller Houfert seng Blumme gewisen, d'Uebst, wat e geplanzt hat am Gaart, an dat ass een, dee wäert ni enger regulärer Aarbecht kënnen nogoen aus verschiddene Grënn. An awer huet dee Mann deen Houfert, deen en huet, fir all déi Aarbecht ze maachen, déi e mécht. Dat hätt en net, wann en net „aktivéiert" wär, wéi mir dat nennen, wann en net dat bei der Associatioun kéint maachen. An dofir sinn déi Associatiounen, all déi, déi um Terrain schaffen, dat sinn ons wichtegst Partner! Well et si si, déi d'Leit motivéieren, fir ze kommen. Et si si, déi d'Leit motivéieren, fir et besser ze maachen an, wie weess, deen een oder anere vläicht och motivéiert kréien, fir vläicht eng Kéier kënnen op den éischten Aarbechtsmarché iwwerzegoen.

Hei mat dësem Gesetz gëtt e Meilestee gesat an enger Politik fir méi sozial Inklusioun. An dat ass genau dat, wat mer brauchen. Et ass e Paradigmewiessel. No bal 20 Joer RMG war et un der Zäit, d'Politik zu der Aarmutsbekämpfung an der sozialer Ausgrenzung ze iwwerdenken.

Et ass villes gesot ginn hei de Mëtteg. Ech mengen, déi zwou allerwichtegst Saachen an dësem Gesetz, dat ass éischtens emol - a souwuel d'Taina Bofferding huet et gesot wéi och d'Sam Tanson, de Gilles Baum, et ass vu ville Leit gesot ginn -, dass deen zweeten Erwuessenen am Stot och kann aktivéiert ginn.

Mir mussen ophalen, just nëmmen ze soen, mir géife géint d'Fraenaarmut kämpfen a géint d'Kanneraarmut kämpfen. Mir mussen och wierklech konkret eppes maachen, fir dergéint ze kämpfen. A mat dësem Gesetz maache mer dat, well deen zweeten Erwuessenen am Stot och endlech kann eng Aktivitéit unhuelen, sief dat ebe vläicht en Travail d'utilité publique oder awer e Sproochecours oder egal, iergendwéi eng Aktivatioun. Dat war bis haut net méiglech.

Dann, et ass och gesot ginn, dass mer d'Part vun de Kanner eropsetze bei de Familljen am Allgemengen, mä bei de Monoparentallen en particulier. An ech mengen, dass dat méi wéi gutt ass. Well wa mer wëlle konkret géint d'Kanneraarmut kämpfen, da musse mer dat iwwert dëse Wee ganz, ganz kloer maachen.

Dann ass et esou, wann ech vun där Associatioun schwätzen, wou ech dann zum Beispill war, wou ech deen Här gesinn hunn, deen am Gaart do geschafft huet, déi hunn ons erzielt, dass déi Leit, déi bei hinnen aktivéiert sinn, dass déi all zwou Woche bei D'ADEM mussen, dass se extra eng Camionette kaaft hunn, esou e klenge Minibus, an dass déi dann all zwou Woche mussen all zesummen op d'ADEM fueren, fir dohinner stempelen ze goen.

Bon, et war evident, wéi mer ugefaangen hunn, un deem Gesetz hei ze schaffen, dass mir dat net eleng géife maachen, mä dass mer dat zesumme mam Aarbechtsministère, mam Aarbechtsminister a mat der ADEM géife maachen.

An ech mengen, do ass emol schonn deen alleréischte risegroussen Ënnerscheed vun dësem Gesetz par rapport zu deem, wou den Här Spautz driwwer geschwat huet. Dir hutt selwer gesot, d'Reform vum RMG wär noutwendeg an néideg. Et stoung schonn 2008, oder 2009 besser gesot, am Regierungsprogramm. 2013, hutt Der selwer gesot, hat Der alt emol eppes ausgeschafft, mä dat war awer net dat nämlecht wéi dat heiten. Dat muss een awer eng Kéier ganz kloer soen!

An deem Modell hätten d'Leit vill manner bäikritt. Do war keng Iwwerleeung, fir d'Aktivatioun besser ze maachen. Do war keng speziell Mesure fir Kanner a Monoparentallen dran. Do war keng graduell Sanktioun dran. An ech mengen, dass grad déi graduell Sanktioun... Am Moment am RMGs-Text ass et jo esou, dass een iwwerhaapt net verwarnt gëtt. Et kritt een einfach, wann een iergendwéi sech un eppes net gehalen huet, deen RMG ewechgeholl.

Mir hunn an deem neie Gesetz hei eng graduell Sanktioun virgesinn, fir de Leit net einfach den Teppech ënnert de Féiss ewechzehuelen, mä fir se ze warnen an ze soen: „Hei, setz dech en règle, fir dass de dat kanns weider kréien."

Et war och keng Kollaboratioun virgesinn tëschent dem FNS, dem SNAS, der ADEM, an d'Gewënner fir d'Leit, déi ware wierklech vill, vill méi kleng respektiv et waren iwwerhaapt keng do.

Ech hunn awer interessant fonnt, dass Der och dat vu fréier kucke waart, e bëssen d'Geschicht kucke waart. Ech hunn dat natierlech och e bësselche gemaach, well et jo awer ëmmer interessant ass, e bëssen ze kucken, wat déi eng an déi aner gesot hunn. Ech hunn do zwou Saache fonnt, déi ech ganz interessant fonnt hunn.

Ech géif nawell gären ee Saz oder zwee Sätz liesen aus dem CSV-Wahlprogramm vun 2013 - dee vun 2018, deen hunn ech jo nach net gesinn -: „Wir werden die RMG-Gesetzgebung überarbeiten. Einerseits werden wir der Kinderlast verstärkt Rechnung tragen, andererseits werden wir verschiedenen arbeitsverhindernden Regelungen entgegenwirken."

Do stellt sech fir mech natierlech d'Fro mat esou engem Wahlprogramm, firwat dat Gesetz haut vun der CSV net gestëmmt gëtt. Dat ka sech just ëm e politesche Statement handelen an ëm soss näischt anescht, well mir hu genau dat gemaach, wat Dir an Ärem Wahlprogramm stoen hat!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- E Saz zum Budget de référence, d'Etüd vum Statec: Déi muss een och bis zum Schluss natierlech liesen, well wann een d'sozial Transferten do matrechent, da kënnt een dacks iwwert de Montant vun deem Budget de référence eraus.

An dës Regierung, wëll ech just nach eng Kéier drun erënneren, a verschiddener vun de Riedner hunn et och scho gemaach, déi huet extrem vill gemaach an allem, wat Transfert-sociallen ass, an allem, wat Investitiounen an d'Kanner an an d'Familljen ass. Ech ziele se net nach eng Kéier alleguer op, mä wëll just nach eng Kéier soen: 20 Stonne gratis Kannerbetreiung, gratis Schoulbicher, d'Subvention de loyer, de Pappecongé an an an! Do ass ganz vill geschitt an dëser Regierung.

A mir hunn och bei der Allocation de vie chère alleguer d'Prestatiounen, d'Prestations familiales erausgeholl, fir ebe justement nach méi d'Familllje mat Kanner, déi et schwiereg hunn, d'Enn vum Mount ze boucléieren, fir déi nach eng Kéier méi ze ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Minister, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vum Här Spautz?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dajee alt!

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ooh! Merci, Madamm Minister. Ech wollt elo just froen, Dir hutt elo dat alles vun den Transferts sociaux gesot. Ech hat Iech och d'Fro gestallt mam Projet 7003 iwwert d'Kannergeld: „Wou si mer do drun? Gëtt do nach eng Decisioun geholl an dëser Legislaturperiod?" Oder loosst Der deen Accord, deen Der 2014 mat de Gewerkschafte fonnt hutt a wou säit 2016 den Avis vum Conseil d'État virläit, loosst Der dat elo einfach sinn an Dir maacht guer näischt méi?

Merci.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci fir d'Fro. Mir hunn d'Rechnunge gemaach, déi hu mer och kritt elo an Tëschenzäit. An do muss ee soen, dass dat, wat mer gemaach hunn, däitlech - däitlech, bal 3-mol! - iwwert deem läit, wat d'Evolutioun vum Salaire médian ubelaangt.

Do si mer elo amgaangen ze kucken, wéi mer elo mat deem Gesetz wëllen ëmgoen. Well Dir hutt et jo richteg gesot, dass de Statsrot jo och geschriwwen huet a sengem Avis, dass dat Gesetz net onbedéngt néideg ass. Mä mir wäerten an der Regierung awer nach eng Kéier doriwwer schwätzen, fir Iech ganz konkret op Är Fro ze äntwerten.

De Gilles Baum huet gesot, et misst Schluss si mat der...

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Nee, et ass gutt.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Vu wéi engem Gesetz wollt Der elo schwätzen hei? Ech war am Fong amgaangen, iwwert de REVIS ze schwätzen, Här President.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Madamm Minister. Dir hutt jo awer op d'Froe geäntwert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Richteg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An ech géif elo mengen, d'Madamm Minister huet d'Wuert zum REVIS a mir ënnerbrieche se net méi.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci.

De Gilles Baum huet gesot, et misst Schluss si mat de Fraen an der Ofhängegkeet, dass mer déi an der Ofhängegkeet an an der Aarmut halen. Dat hei ass e Bekenntnis dofir, fir wierklech opzehalen, d'Fraen an der Ofhängegkeet an an der Aarmut ze halen!

Wann ee schafft, wann ee méi aktivéiert ass, wann ee méi Stonnen aktivéiert ass, da soll een dat och am Portmonni um Enn vum Mount spieren. Dat huet d'Madamm Bofferding och nach eng Kéier ganz däitlech gesot. A mat deem neien Immunisatiounsmechanismus ass et esou, dass een endlech, wann ee méi schafft, och méi um Enn vum Mount huet. An dat ass jo awer dat Mindest, wat ee muss hunn!

Am RMGs-Text huet dat leider net geklappt. Do huet een net méi kritt, wann ee méi aktivéiert war. Dat konnt net sinn. An dofir war et esou wichteg, dass mer dat Gesetz hei elo haut stëmmen, justement fir déi Leit, déi e Wëllen hunn, fir méi aktivéiert ze sinn.

An ech wëll just nach eng Kéier soen, wat dat heescht: „aktivéiert". Aktivéiert heescht net onbedéngt schaffen, wann een dat net kann. Aktivéiert heescht zur Gesellschaft ze gehéieren, eppes ze maachen. Dat kann zum Beispill sinn, wann ee keng vun eise gängege Sprooche schwätzt, e Sproochecours ze maachen. Aktivéiert ka sinn, wann een drogenofhängeg ass, dass een dann zum Beispill eng Kur mécht, fir vläicht där Drogenofhängegkeet ebe lasszeginn.

Ech wollt awer och nach e Saz soen zu de Mesuren, well d'Madamm Bofferding och gefrot huet, ob mer genuch Mesuren hätten. Mir investéieren an en zousätzleche sozialen Encadrement vun de vulnerabele Leit an den ONGen, an dat mat engem Encadrementsschlëssel vu mindestens engem zu aacht. Dat ass e gutt Stéck méi wéi bis elo. An der Fiche financière vum Gesetz sinn do 16 Milliounen Euro ageschriwwen.

Well den Encadrement, wa mer iwwer sozial Inklusioun schwätzen, dann ass den Encadrement den A an den O. Dofir war et mer och esou wichteg, direkt am Ufank elo schonn deene Leit um Terrain Merci ze soen, well deen Encadrement, dee sozialen Encadrement, dat ass dat, wat mer brauchen, fir déi Leit ze begleeden, fir dass déi Leit ebe sech och dozougehéiereg fillen, a fir deenen och d'Méiglechkeet ze ginn, vläicht och eng Kéier de Sprong ze packe vum ONIS eriwwer bei d'ADEM, fir da kënnen eng professionell Aktivatioun ze kréien.

E Wuert zu de Colocatiounen, zu de Wohngemeinschaften, well souwuel den Här Spautz wéi och, mengen ech, den Här Baum an d'Madamm Bofferding hunn dat ugeschwat. Et ass dem FNS ganz kloer, dass et nei Zorte vu wunne gëtt. Dat gëtt et nun emol haut. A mir hunn och mat den Associatiounen - mir hunn iwwregens alleguer d'Associatiounen, déi um Terrain aktiv sinn, gesinn, ier mer dat Gesetz hei geschriwwen hunn an och nodeems mer deen éischte Worf haten, fir mat hinnen ze kucken, ob dat dat ass, wat si brauchen -, mir hunn mat hinnen ausgemaach, dass dat natierlech méiglech ass, a Wohngemeinschaften ze liewen. Wann eng Associatioun dat chapeautéiert, ass et kee Problem. Fir de Rescht wäert den FNS awer natierlech och Kontrolle maachen, fir ze kucken, a wéi enger Form dann d'Leit effektiv zesummeliewen, wann ee vun enger Wohngemeinschaft schwätzt.

An Zukunft wäerte méi Leit kënnen aktivéiert ginn, well eben deen Zweeten am Stot och kann aktivéiert ginn. Do wäerte mer natierlech dann och vill méi Leit hunn, déi an déi Aktivatiounsmesurë kënne kommen. An de Gast Gibéryen huet gesot: „Mir wäerten déi 7% ni alleguerten an d'Aarbecht kënne kréien." Dofir war et mir esou wichteg, nach eng Kéier ze soen, wat dat heescht: „Aarbecht", well effektiv, mir wäerte se net alleguer op den éischten Aarbechtsmaart kréien. Mä wichteg ass, dass och déi, déi net op den éischten Aarbechtsmaart kommen, awer zur Gesellschaft gehéieren, dass déi awer och eng Beschäftegung hunn, dass déi eng sozial Inklusioun hunn. A genee dat wäerte mer mat dësem Gesetz maachen.

Net d'accord kann ech sinn, wann de Marc Baum seet, dass, wann een „à meilleure fortune" kënnt, dat heescht, wann een ierft, dass een dann net muss de REVIS zréckbezuelen oder och elo den RMG.

Ech wëll awer just hei vun der Geleeënheet profitéieren - och wann et net haut de Mëtteg heibanne gesot ginn ass, mä ganz dacks ass dat awer nach an de Käpp vun de Leit -, fir ze soen: Et muss keen, deen aus dem RMG elo oder aus dem REVIS spéiderhin eng Aarbecht unhëlt, ufänken, dat zréckzebezuelen. Dat ass net de Fall.

Ech soen et nach eng Kéier däitlech: Dat ass haut net gesot ginn! Ech sinn dat awer dacks vun der Press gefrot ginn. Et ass just, wann een „à meilleure fortune" kënnt, wann een zum Beispill ierft oder am Lotto gewënnt, dee Moment muss een dann dat zréckbezuelen.

Wichteg a gutt ass, dass elo jiddwereen um Terrain zesummeschafft, dass d'Leit net méi musse pointéiere goe bei deen een, an awer bei deem aneren och encadréiert ginn. Richteg a gutt ass och elo, dass nach ëmmer d'Aarbecht d'Aktivatioun priméiert, dass, wann ee méi mécht, dass een dann och méi kritt.

An ech géif och gären aus dem Rapport vun der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale vum 4. Mäerz '99, wou e gewëssene Mars Di Bartolomeo President war, zitéieren:...

(Interruption et hilarité)

…«Dès le début de sa démarche, le requérant est placé dans une logique de réinsertion par l'emploi plutôt que de bénéficiaire passif d'une prestation pécuniaire. Par ce changement d'approche, le projet se positionne dans l'optique des nouvelles conceptions qui se dessinent dans le cadre de la protection sociale européenne.»

Just fir dat eng Kéier ze zitéieren. D'Leit sollen aktivéiert ginn. Si solle kënnen dozougehéieren. Déi sozial Inklusioun ass ons ganz, ganz, ganz wichteg, dass d'Fraen, dass déi Zweet am Stot och kënnen eng Aktivatiounsmesure maachen. Och dat ass e ganz, ganz wichtegen Deel vun dëser Reform, dass d'Kanner méi berücksichtegt ginn, dass ee méi Sue fir d'Kanner kritt, a bei de Monoparentallen nach méi.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wär ganz frou, wann dat Gesetz hei haut géif gestëmmt ginn. An ech ka wierklech awer nach ëmmer net verstoen, firwat déi gréisst Oppositiounspartei dat net ka matdroen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, da wäre mer prett, fir iwwert de Projet de loi 7113 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7113 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

D'Resultat ass 35-mol Jo a 25-mol Nee.

Jo?

(Interruption)

Une voix.- Et geet op.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, et geet op. Et geet op. Domat ass de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude

Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech géif da froen, ob Der da bereet sidd, fir op den zweete Vott ze verzichten.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

Mir sinn da mat zwou Motioune konfrontéiert, déi äänlech Viséeën hunn, awer net identesch sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wie geet am wäitsten?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nee, ech géif mengen, dass mer hei, wann ee sech net op eng gemeinsam kann eenegen, dass mer da chronologesch solle virgoen. Ech mengen, d'Diskussiounen...

Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, mir sollten dat maachen, chronologesch virgoen, well d'Viséeë sinn zwar nëmmen zu engem Deel d'selwecht. Déi, déi d'CSV deposéiert huet, geet liicht méi wäit wéi déi aner, respektiv haaptsächlech d'Considerante sinn awer fundamental anescht, soudatt mer net kënnen op déi eng iwwersprangen. Mir sollen also iwwert déi zwou ofstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech sinn absolutt mat Iech d'accord. Mir géifen da fir d'Éischt iwwert d'Motioun ofstëmmen, déi vun de Kolleege vun der CSV abruecht ginn ass. Den Här Spautz hat als Éischten d'Motioun abruecht. An ech géif dann d'Ofstëmmung lancéieren. Déi, déi also mat der Motioun vun der CSV d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net domat d'accord sinn, stëmme mat Nee.

Vote sur la motion 1

Voilà, d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

28-mol Jo, 32-mol Nee, keng Abstentiounen, an domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia).

A mir géifen dann zu där zweeter Motioun iwwergoen, déi en äänlechen Objet huet, awer net gradesou wäit geet. Da géif ech déi zur Ofstëmmung bréngen. Et ass déi Motioun, déi vun der Majoritéit abruecht ginn ass. A wie mat dëser Motioun d'accord ass, stëmmt mat Jo. An deen, deen net d'accord ass, stëmmt mat Nee.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

(Interruptions)

Jo, en ass esou schmuel ginn, dass een en net méi gesäit.

(Hilarité)

An den Här Angel, dee gëtt dann erëm vum Virtuellen zum Reelle gebeamed.

Also, 35-mol Jo, 25-mol Nee, domat ass déi Motioun ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir sinn dann um Enn vun eisen Debatten iwwert de REVIS ukomm. Mir géifen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6913 iwwert den Archivage. Eise Rapporteur stécht an engem Stau.

Här Rapporteur, ech géif mengen, mir waarden nach zwou Sekonnen, bis dass d'Rou erëm am Sall agekéiert ass.

Sou, ech mengen, d'Rou ass erëm do. De Rapporteur, den Här Bauler, huet elo direkt d'Wuert.

8. 6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut ass e groussen Dag fir déi national Archiven, well de Vott vum Gesetzesprojet 6913 erlaabt eis, eng gesetzlech Basis ze schafen, fir datt eng vun den zentralen Aufgabe vun engem Stat erfëllt ka ginn, an zwar déi vun der Erhalung an der Iwwerliwwerung vun eisem schrëftleche Patrimoine.

Eis national Archive sinn ouni Zweifel e wesentlechen Deel vun dëser Ierfschaft, deen et ze erhalen an zougänglech ze maache gëllt. Mir kréien elo endlech e komplette legale Kader, dee fir d'Alleréischt an der Geschicht vu Lëtzebuerg definéiert, wat Archive sinn, an deen déi ganz Bandbreet vun der archivistescher Aarbecht, vun der Selektioun iwwert d'Kollekt an der Erhalung bis hin zur Kommunikatioun, ofdeckt.

Zu Lëtzebuerg goufen et bis ewell just vereenzelt an a verschidden Texter verstreet Dispositiounen, déi punktuell Aspekter vum Archivage geregelt hunn. Beispiller vun Texter an deem Kontext sinn de kinneklech-groussherzoglechen Arrêté vun 1878, de groussherzogleche Reglement vun 2001 iwwert d'Consultatioun vun den Archiven am Nationalarchiv oder nach d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Notariat aus dem Joer 1976.

Wa mer eis mat aneren europäesche Länner vergläichen, si mir effektiv an där Hisiicht e gutt Stéck hannendran. Just fir der zwee erauszepicken: d'Bundesarchivgesetz an Däitschland staamt aus dem Joer 1988, dat aus Éisträich gouf ëmmerhin 1999 gestëmmt. Bei eise französischen Nopere ginn déi éischt Gesetzer a Circulairen op d'Zäit vun der Revolutioun zréck.

Bis ewell huet den Archivage virun allem op enger fräiwëlleger Approche baséiert. D'Gesetz vun 2004 iwwert d'Kulturinstituter definéiert dem Nationalarchiv seng Missiounen, déi virun allem am Sammelen, am Klassement, am Tri an an der Conservatioun vun deenen Dokumenter, déi si kréien, bestinn.

An anere Wierder: D'Nationalarchive ware bis elo ëmmer vum gudde Wëlle vun den ëffentlechen Institutiounen ofhängeg. Dat ännert sech mam neie Gesetz. Et gëtt näämlech eng Verflichtung agefouert, déi Dokumenter, déi als Archives publiques definéiert sinn an déi als historesch wäertvoll agestuuft goufen, dem Nationalarchiv ze iwwerginn, wann hiren administrativen Notzen net méi ginn ass. Déi onerlaabt Zerstéierung vun dësen Archive gëtt dann och ënner Strof gestallt.

Här President, ier ech e bësse méi an den Detail vum neie Gesetz ginn, erlaabt mer vläicht, nach kuerz iwwert d'Wichtegkeet vun den ëffentlechen Archive fir eis Gesellschaft ze schwätzen! Firwat soll eng allgemeng Archivkultur gefërdert ginn? A firwat brauche mer präzis Regelen a Kritären an deem Beräich?

Déi national Archive sinn dat kollektiivt Gediechtnes vun engem Land, déi Plaz, wou - am Idealfall - all déi relevant historesch Dokumenter aus eiser Geschicht gesammelt ginn. Si sinn domadder net manner wéi eng Fënster, déi een opmaache kann, fir an d'Vergaangenheet ze kucken. Ech denken do un déi sëllechen Notairesakten, mat Hëllef vun deenen een am Nationalarchiv op d'Sich no Familljemembere ka goen, virun allem dann, wann d'Akten aus dem État civil vun de Gemengen net méi weiderhëllefe kënnen an d'Porregësteren och näischt méi hierginn, bezéiungsweis duerch den Zweete Weltkrich oder aner Émstänn zerstéiert goufen.

Ech denken och un historesch Dokumenter, wéi zum Beispill déi éischt Volkszielung an der éisträichescher Zäit ënnert dem Maria Theresia am Joer 1766 oder un d'Feuerstättenverzeichnis vu 1611, dat vu 1624 an dat vu 1653, déi et erlaben, den deelweis drastesche Réckgang vun de Stéit no der Katastroph vum Drëssegjärege Krich heizuland ze retracéieren. Oder u Liassen, déi dokumentéieren, wat mat eise Kléischter geschitt ass, déi ënnert dem Jousef II. an an der Franséischer Revolutioun opgeléist goufen.

Et gëtt eng Abberzuel u wäertvollen, jo onersetzlechen Dokumenter, déi eis Geschicht hëllefen opzeschaffen an déi eis e Bild vun der deemoleger Gesellschaft hëllefen ze reconstruéieren. Dat gëllt natierlech och fir Dokumenter aus de Weltkricher an aus den Nokrichsjoren, déi et erlaben, e méi treit Bild vum 20. Jorhonnert ze zeechnen.

All dës schrëftlech Tracen hëllefen ze verstoen, vu wou mer als Land, als Natioun hierkommen a firwat mer haut do stinn, wou mer sinn. Si sinn doweinst e wäertvolle Schatz fir Fuerscher an Historiker, engersäits, mä och fir den interesséierte Laien, deen no senge Familljewuerzele sicht oder eng Lokalchronik schreift. Alles an allem si se indispensabel, fir eis kollektiv Memoire ze bilden.

Do dernieft ass de fräien Zougang zu den ëffentlechen Archiven essenziell an enger demokratescher Gesellschaft, fir d'Transparenz vun den ëffentlechen Institutiounen ze garantéieren. D'Archiven ënnerstëtzen an alimentéieren den ëffentlechen Debat a si förderen a gewëssener Hisiicht d'Kontroll vum Stat duerch d'Zivillgesellschaft.

Da spillen d'Archiven awer och fir de Stat selwer eng wichteg Roll, an zwar an deem Sënn, dass nëmmen eng korrekt Gestioun vun alle wichtegen Dokumenter, déi vun den eenzelne Verwaltunge produzéiert ginn, respektiv déi se vun dobausse kréien, eng effikass Gouvernance vum Statsapparat an e gutt Fonctionnéiere vun de staatleche Strukturen erméiglecht. Well dës Dokumenter donieft och dacks eng juristesch Beweiskraaft hunn, muss de Stat se gutt konservéieren, fir spéiderhin eventuell verschidden Aktioune kënnen ze legitiméieren.

Dir gesitt also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Archivage huet eng fundamental Bedeitung.

Gläichzäiteg sinn d'Erausfuerderunge vun enger adequater Konservatioun net ze ënnerschätzen. Déi eenzel Dokumenter solle jo, sou wäit et geet, an engem gudden Zoustand erhale bleiwen an och nach zukünftege Generatiounen zougänglech sinn. Dofir muss vun Ufank un de jeeweilege spezifeschen Ufuerderunge vum Material a vum Format Rechnung gedroe ginn. E Blat Pabeier muss selbstverständlech anescht behandelt gi wéi eng Landkaart oder de Plang vun engem Gebai. Hautdesdaags komme jo och nach déi digital Formater derbäi, déi all Kéier eng ganz speziell Behandlung verlaangen.

Et ass dowéinst nëmme richteg an noutwendeg, d'Nationalarchiven, déi eng laang Traditioun, Erfahrung an déi néideg Kompetenzen an deem Beräich hunn, per Gesetz net nëmmen an den Archivage anzebannen, mä se zu engem zentralen Element an der gesetzlecher Architektur vum neien Dispositif ze maachen.

Mam neie gesetzleche Kader mussen all déi betraffen ëffentlech Institutiounen déi Dokumenter, déi gehale solle ginn, nodeems se keen administrativen Notze méi hunn, dem Nationalarchiv iwwerginn.

Konkret gëtt also, nieft enger offizieller Definitioun vum Begréff Archivdokument, och endlech festgeluecht, wéi eng Institutiounen „archives publiques" produzéieren: Et sinn dëst d'staatlech Administratiounen a Servicer, d'Gemengen, d'Chamber, de Statsrot, d'Justiz, de groussherzoglechen Haff, wann et de Statschef a senger Funktioun betrëfft, de Rechnungshaff an esou weider. All dës Institutiounen hunn elo mam Archivgesetz eng Rei vu Verantwortungen am Kontext vun den ëffentlechen Archiven, déi si produzéieren. Si mussen awer net all den Nationalarchiven hir Archiven ubidden, et ass e Régime dérogatoire festgehale ginn, dee virgesäit, dass ënner anerem d'Gemengen, d'Chamber, de Statsrot, d'Cour grand-ducale, d'Justiz an déi reliés Gemeinschafte sech selwer ëm d'Gestioun vun hiren Archive këmmeren. Och kann de Minister ënner bestëmmte Konditiounen enger staatlecher Institutioun, déi dat freet, eng Ausnam erlaben, fir en autonomen Archivage ze kréien.

All dës Institutiounen, mat Ausnam vun de Gemengen an de Culten, hunn nom Gesetz siwe Joer Zäit, en Tableau de tri opzestellen, deen definéiert, wéi eng Dokumenter derwäert sinn, gehalen ze ginn, a wéi eng net a wéi laang de jeeweilegen Archivproduzent seng Archiven hale muss. D'Gemenge kënnen awer, wa se dat wëllen, e Contrat de coopération mam Stat ofschléissen, a wa se net wëllen, musse se bei den Nationalarchiven ufroen, ier se Archiven zerstéieren.

Den Nationalarchiv hëlt, wéi gesot, eng zentral Roll an dësem Gesetz an. Nieft deenen Aufgaben, déi am Gesetz vun 2004 festgehale sinn, ass en an Zukunft och Haaptuspriechpartner fir alles, wat mam Archivage zesummenhänkt. All Institutioun, déi sech selwer ëm hir Archive këmmert, kann zu all Moment bei den Nationalarchiven ëm Rot an Hëllef froen.

Donieft hunn d'Nationalarchiven awer och d'Aufgab ze iwwerpréiwen, dass all déi Archiven, déi entweder vun Entitéite verwalt ginn, déi vum Minister erlaabt kruten, sech selwer ëm hir Archiven ze këmmeren, oder déi Archiven, deenen hiren administrativen Notzen nach net ofgelaf ass, op déi richteg Manéier verwalt a konservéiert ginn. Si hunn also an där Hisiicht eng Kontrollfunktioun.

Mam Conseil des archives gëtt och en neit Organ geschaaft. Vertrieder aus ënnerschiddlechen Domänen, wéi zum Beispill den Administratiounen, der Zivillgesellschaft, den Archivisten, den Historiker an esou weider, kënne sech an deem Gremium begéinen, fir iwwer Froen an Decisiounen am Beräich vun den Archiven ze diskutéieren. De Conseil schreift Avisen a Propositiounen, sief et op Ufro vum Minister oder och op Eegeninitiativ. Op dës Manéier ginn déi betraffen Akteuren an den Entscheedungsprozess matagebonnen, wat d'Archiven ugeet.

Esou e konsultatiivt Organ gëtt et a villen anere Länner. Mir orientéieren eis domadder effektiv un enger international wäit verbreeter Praxis.

E weidere wichtegen Aspekt betrëfft d'Kommunikatioun vun den Archiven. Den Delai, ab wéini een däerf d'Archive konsultéieren, hänkt vun der Zort vum Dokument of. Prinzipiell ka jiddwereen Accès zu den Dokumenter an den Archive kréien, an dat am Fong vum éischten Dag un, wou déi betraffen Dokumenter verséiert gi sinn. Allerdéngs ass et bei sensibelen Informatiounen noutwendeg, eng länger Frist ze respektéieren.

Esou sinn zum Beispill déi Archiven, déi mat der nationaler Sécherheet ze dinn hunn, fir 50 Joer gespaart. Op den Dokumenter, déi ënnert d'Steiergeheimnis falen, ass den Delai vun 100 Joer festgeschriwwen. Am Ufank war do iwwerhaapt keen Delai virgesinn. Op Interventioun vun der Chamberskommissioun an no Récksprooch mat der Regierung ass dunn en Delai vun 100 Joer festgehale ginn, deen et erméiglecht, datt elo keen Dokument, dat mat Steieren ze dinn huet an als relevant ageschat gouf, dierf zerstéiert ginn.

Och déi Archiven, déi perséinlech Donnéeën enthalen, sinn aus Dateschutzgrënn gespaart.

D'Dauer variéiert jee no der Situatioun. Wann der betraffener Persoun hiren Doud bekannt ass, sinn et 25 Joer, déi ee muss waarden. Wann awer net gewosst ass, ob d'Persoun nach lieft respektiv wéini si gestuerwen ass, da sinn et 75 Joer, nodeems dat lescht Dokument iwwert dës Persoun verséiert gouf. Mat enger Erlaabnis vun der betraffener Persoun entfält dësen Delai natierlech, grad wéi wann de Partner oder d'Kanner vun enger verstuerwener Persoun hiren Accord ginn.

E lescht Element, dat ech bei dësem Projet erhiewe wëll, betrëfft déi privat Archiven. Quitte, dass d'Gesetz dës net onbedéngt direkt viséiert, well et sech jo prinzipiell op déi ëffentlech Archive bezitt, ginn et awer eng Rei Dispositiounen zu de privaten Archiven. Dës kënnen näämlech an de Besëtz vum Stat iwwergoen, andeems dass de Stat se keeft, se geschenkt oder se vererft kritt huet.

E besonneschen Aspekt ass dee vum Virkafsrecht, deen de Stat am Fall vum ëffentleche Verkaf vu privaten Archiven huet. Wann also Archiven zum Verkaf stinn, muss dëst, 15 Deeg ier d'Vente publique gemaach gëtt, den Direktere vun de staatleche Kulturinstituter signaliséiert ginn. Wa se den historeschen Interêt vun den Archiven an d'Noutwendegkeet, se ze erhalen, unerkennen, hunn déi jeeweileg Direktere bis zu zwou Wochen no der Vente Zäit, fir Gebrauch vun hirem Droit de préemption, also dem Virkafsrecht ze maachen.

D'Direktere vun de staatleche Kulturinstituter kënnen och Privatarchiven, déi net fir ze verkafe sinn an déi awer e groussen historeschen, kulturellen oder wëssenschaftlechen Interêt duerstellen, dem Minister virschloen, fir se ze klasséieren. Duerch de Klassement ginn dës Archiven ënner Schutz gestallt. Se dierfen dann net méi zerstéiert oder och net ouni Geneemegung an d'Ausland exportéiert ginn.

De Klassement bedeit awer net, dass de Stat déi Archive kritt. Dës bleiwen an der Hand vum Besëtzer. De Besëtzer kritt donieft och Ënnerstëtzung vum jeeweilege Kulturinstitut, fir ze kucken, dass d'Archiven adequat konservéiert kënne ginn.

Här President, dat ass de Gesetzesprojet iwwert den Archivage a senge grousse Linnen. Fir den Detail verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Nach zum Statsrot sengen Avisen. A sengem éischten Avis hat déi héich Kierperschaft eng 13 Oppositions formelles artikuléiert. Besonnesch d'Definitioun vu grondleeënden Notiounen, op deenen den Text opgebaut ass, sollt méi kloer formuléiert ginn. Aner Dispositioune waren aus juristescher Siicht net korrekt, zum Beispill, dass den Nationalarchiven hir Recommandatiounen op ee Pied d'égalité mat de Virschréften am Gesetz gestallt sollte ginn.

No enger éischter Serie vun Amendementer huet de Statsrot a sengem éischten Avis complémentaire begréisst, dass den Text insgesamt u Kohärenz an u Kloerheet gewonnen huet. Verschidden Oppositions formelles konnten dowéinst opgehuewe ginn, wärend anerer bliwwe respektiv neier derbäikomm sinn. Ech zitéieren hei nëmmen den Droit de préemption, d'Virkafsrecht also, deen de Statsrot gären zäitlech begrenzt gehat hätt.

A sengem zweeten Avis complémentaire konnt déi héich Kierperschaft dunn d'Majoritéit vun der zweeter Serie un Amendementer guttheeschen. Et blouf virun allem nach een Artikel, en l'occurrence den Artikel 12, deen an enger drëtter Serie vun Amendementer ëmformuléiert huet misse ginn, soudass de Statsrot a sengem drëtten Avis complémentaire schlussendlech gréng Luucht fir de Gesetzesprojet konnt ginn.

Zum Schluss wëll ech nach opmierksam maachen op eng Rei Avise vun ënnerschiddlechen interesséierten Akteuren an dësem Kontext, déi ech a mengem schréftleche Rapport opgegraff hunn.

Här President, ech kommen elo wierklech zum Schluss. Ech wëll awer nach präziséieren, dass am Texte coordonné, am schréftleche Rapport Wierder stinn, déi duerchgestrach waren, awer duerch e mechanesche Feeler am Text ze gesi waren. Am Text soumis au vote ass dat awer elo redresséiert ginn. A sengem Bréif vum 5. Juli un de President vum Statsrot huet den Här Chamberpresident déi puer Feeler, déi nach nom Vott vum Rapport an der Kommissioun bloufen, matgedeelt.

Ech wëll dann op dëser Plaz awer och nach der Madamm Josée Kirps an der Madamm Nadine Zeien aus den Nationalarchive souwéi dem Här Romain Schroeder e ganz grousse Merci ausschwätze fir déi kompetent a frëndlech Ënnerstëtzung bei den Aarbechten zu dësem Rapport. Gradesou wëll ech mech bei de Beamte vum Kulturministère fir hir Hëllef bedanken a bei menge Kolleegen aus der Kulturkommissioun fir déi konstruktiv Begleedung.

(Interruptions)

Här President, léif Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domadder den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hmm, hmm!

(Hilarité)

Sou! No deene ville Mercie géife mer dann zum Serge Wilmes kommen, deen, mengen ech, a Gedanken och jiddwerengem Merci seet.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Selbstverständlech! Merci, Här President.

(Hilarité)

Ech schléisse mech effektiv deene Mercien och un. A fir d'Éischt Merci dem Rapporteur awer, wéi sech dat gehéiert, fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport, deen en, wéi gewinnt, hei ganz kloer a präzis gemaach huet, wat mer natierlech dann och erspuert, fir am Detail nach eng Kéier mussen op déi eenzel Detailer vum Gesetzesprojet anzegoen.

Déi eenzel Bestëmmungen, déi grouss Linnen huet en elo hei gesot. Mir, dat soen ech Iech direkt, wäerten dee Gesetzesprojet hei stëmmen, och wa mer eis an der Kommissioun zwar nach beim Rapport enthalen hunn. Mä ech hat dat deemools och erkläert, d'lescht Woch.

Et war, well mer awer nach eng Kéier wollten an eiser Fraktioun diskutéieren, besonnesch eben iwwert déi Fro, wat den Här Bauler jo och hei schonn als Rapporteur bemierkt huet, vum Secret fiscal. Net fir a Fro ze stellen, datt solle Steierdokumenter kënnen archivéiert ginn an datt déi eng Kéier kënnen opgeschafft ginn, fir datt eng Kéier kann d'Geschicht geschriwwe gi vun enger Finanzplaz oder soss och Recherchen doriwwer kënne gemaach ginn, mä einfach nëmmen, well mer och nach juristesch Bedenken haten, well jo an den Abgabenordnungen, der Loi générale des impôts, de Paragraf 22 awer kloer seet, datt eben d'Steiergeheimnis onverletzlech ass, an an deene Paragrafen drënner, datt d'Steierbeamten net befuugt sinn, fir Contenue vu Steiersaachen u sech weiderzeginn, an ob een dann net hätt missen an deem heite Gesetzesprojet déi Befugnis draschreiwen, datt se dat däerfe maachen.

Dat ass u sech déi Reserv, déi mer mat deem heite Punkt awer hunn. Mä ech stellen net a Fro, datt och Dokumenter, déi an der Steierverwaltung sinn, fir historesch Zwecker och solle kënnen opgeschafft ginn. Loin de là, soss géife mer dat Gesetz hei net ënnerstëtzen!

Also, mer mussen nach eng Kéier kucken, ob dat wierklech net hei kontradiktoresch dann ass. Net, datt mer herno d'Situatioun kréien, mer hunn dat neit Gesetz elo gestëmmt, mä da kommen éischter herno Kloe vläicht do dergéint an da riskéiere mer, dat hei mussen erëm unzepassen.

Dofir nach eng Kéier d'Fro: Ass dat wierklech kloer nach eng Kéier esou gekuckt ginn, datt mer do net déi Kontradiktiounen hunn? Hätte mer net missen déi Befugnis vläicht hei dodra brëngen?

Mä, wéi gesot, am wichtegsten ass, mir ënnerstëtzen dat Gesetz hei, well fir eis et kloer ass, datt mer hei e grousse Schratt no vir ginn. Do si jo scho Viraarbechten ënnert der viregter Regierung gemaach ginn. An et ass, wéi de Rapporteur jo gesot huet, wat wichteg ass, wat déi grouss Änderung ass an deem heite Gesetzesprojet ass, datt elo mussen alleguerten déi staatlech Instanzen hir Archiven, déi si hunn, enges Daags dann, wann d'Utilité administrative ofgelaf ass, an d'Nationalarchiven iwwerginn, wou se da kënnen an deem Moment richteg opgeschafft ginn, adequat och kënnen erhale ginn, soudatt dann duerno, deen, deen dorunner interesséiert ass, deen da wëllt gäre Recherchen driwwer maachen, dat och da ka maachen.

Ech wéilt mech also net méi an d'Detailer do verléieren, mä vläicht einfach eng Kéier eng allgemeng Iwwerleeung féieren iwwert d'Archiven, wat dat iwwerhaapt bedeit. Well, mir huelen dat elo als einfach esou geleefegen Term un, mä: Wou kënnt dat iwwerhaapt hier? Firwat ass iergendwann eng Kéier empfonnt ginn, datt een huet missen Dokumenter lageren an halen, an net einfach esou zerstéieren?

An do, wann ee sech domadder auserneesetzt, mengen ech, da gesäit een, datt u sech d'Notioun vum Archiv zwou Notioune beinhalt: eng éischt Notioun, déi déi ass, déi op d'Originn vum Wuert, d'Etymologie vum Wuert Archiv zréckgeet, wat souwuel aus dem Laténgeschen Archivum kënnt, mä dat geet awer erëm zréck op dat aalt griichescht „arkhéion", an dat huet bedeit an der Zäit, datt et u sech déi Saache sinn, déi vun den Tribunaler produzéiert gi sinn, datt et Titres waren, datt et administrativ Dokumenter waren. Wat net verwonnerlech ass, well et näämlech vun deene gemaach ginn ass, déi d'Archonte waren, dat war am ale Griichenland, besonnesch an der Polis, an der Stad, waren dat u sech déi héchste Magistraten. Dat waren u sech déi, déi de Pouvoir haten, well se souwuel administrativen, politeschen a judiciairë Pouvoir haten. An et heescht, dat, wat déi ebe geschriwwen hunn, wat déi verfaasst hunn, ass gehale ginn. An dovu kënnt d'Originn dovunner.

1751, also vill méi spéit, gëtt dann an der Encyclopédie vum Diderot a vum d'Alembert d'Wuert Archiv definéiert als „d'anciens titres ou chartes qui contiennent les droits, prétentions, privilèges et prérogatives d'une maison, d'une ville, d'un royaume".

Et gesäit een also, datt et en administratiivt offiziellt Dokument ass iwwert d'Rechter, de Pouvoir, d'Obligatioun, awer och d'Proprietéite vun enger Persoun, an de meeschte Fäll war dat de Souverain, oder awer och vun enger Stad. Denke mer un d'Fräiheetsbréiwer, déi eng Stad am Mëttelalter jo u sech krute vun dem jeeweilegen Herrscher, datt se da verschidde Rechter doduerjer haten, oder herno spéider natierlech och vun engem Land a ganz spéider natierlech och vu weidere regionalen Administratiounen, Instanze wéi Regiounen, Departementer oder bei eis jo och d'Gemengen, oder awer och natierlech vu Persounen, Eenzelpersounen.

Dat heescht, dat sinn u sech Dokumenter, déi produzéiert gi sinn, déi mat eppes beweisen, datt eng Preuve do ass, fir ze soen: Majo, dat heite Recht hunn ech. Ech sinn eben de Souverain vun dësem Land a mir stinn déi Rechter domadder zou oder mir stinn als Stad déi hei Rechter zou oder als eenzelne Bierger hunn ech déi heite Proprietéit, et ass mäin Haus, et ass mäin Terrain.

Ech mengen, dat ass et jo, firwat dat gehale ginn ass, well soss hätt ee kënnen contestéiert ginn. Et ass jo net verwonnerlech, datt, wann zum Beispill Regimmer, Länner Kricher géintenee féieren an ee gewënnt iwwert deen aneren, et dacks esou ass, datt probéiert gëtt, dem Verléierer seng Tracen, déi deen hannerlooss huet, ze zerstéieren oder ze verstoppen, fir datt deen net kann herno nach eng Kéier en Usproch stellen: Majo, mä dat war awer mäin Terrain, dat waren awer meng Proprietéiten hei.

Dat heescht, datt do jo Preuvë ware vun der Existenz virdrun, datt do versicht gëtt, ëmmer alles auszeläschen. Ech mengen, et gi jo och do an der Filmgeschicht Beispiller, oder besser an der Literatur, ee Buch, wat och verfilmt ginn ass, vum George Orwell, 1984, wou ee jo ganz genau gesäit, wéi dat an d'Absurd gedriwwe gëtt, wou ëmmer erëm een ass, deen dann herrscht, an da gëtt dat alles ëmgeschriwwen, d'Geschicht, esou wéi deen dat gesäit. An da gëtt et herno erëm en aneren an da gëtt alles zerstéiert.

Ech mengen, dat ass also wichteg, datt een déi Saachen ebe gehalen huet a se geschützt huet, fir kënnen déi Usprech och dann ze stellen. Dat ass u sech d'Originn dovunner. An dat spigelt sech och ëmmer erëm an der Geschicht vun europäeschen Archiven erëm, wéi gesot, vun der Antiquitéit bis an d'Mëttelalter eran, sinn dat dann haaptsächlech ëmmer Dokumenter, déi fir de Pouvoir stinn, déi eben offiziell eppes kënne beweisen.

An dofir gi se dann och meeschtens do op deene Plaze gehalen, wou de Pouvoir säi Sëtz huet, dat heescht, dat war dann dacks de Palais oder d'Buerg vun deemjéinege Souverain oder Seigneur, deen déi Dokumenter produzéiert huet, deem dat gehéiert huet. An et ass eréischt am 16. Jorhonnert, wéi lues a lues u sech déi grouss europäesch Länner, Monarchien, och ugefaangen hunn, hire Pouvoir méi auszebreeden an och Verwaltungen opzebauen, déi ëmmer méi u modern Verwaltungen erukommen, an op déi ons modern Verwaltunge sech jo och gréisstendeels mat stäipen, datt dat eréischt ugefaangen huet, datt och du gesot ginn ass: Mir mussen déi Dokumenter zentraliséieren.

Do sinn éischt zentral Archiven eben och geschaaft ginn. Bekannte Beispiller dovunner sinn zum Beispill d'Zentralarchive vum spuenesche Räich ënnert dem Charles Quint, dee 1545 seng Charten a seng administrativ Fongen alleguerten zu Simancas zentraliséiert huet, respektiv och nach dem Vatikan seng Archiven, deen ugefaangen huet, och am 16. Jorhonnert, alles zu Roum am Castello Sant'Angelo zesummenzedroen. Méi rezent dann am 18. Jorhonnert, de Rapporteur huet och schonn drop verwise mat de Volleksziele lungen, ass een och beim Maria Theresia, wou dann d'Statsarchiven zu Wien geschaaft gi waren.

An da komme mer a Frankräich, wou jo och de Rapporteur richteg op déi Archiver verwisen huet, déi do geschaaft gi sinn, och duerch d'Franséisch Revolutioun, éischtens, d'Nationalarchiven a Frankräich, an zweetens, déi awer och dann dozou gefouert hunn, datt och an den Departementer hu missen Archiven entstoen.

An dovunner huet och an deem Moment - entre Guillemeten - Lëtzebuerg profitéiert. Dat war jo dunn zwar net méi den Duché Lëtzebuerg, mä et war d'Département des Forêts, wou jo och dunn en Archiv huet misse geschaaft ginn an dem Chef-lieu vun deem Departement, wat d'Stad Lëtzebuerg jo war, a wou dann alleguerten déi Dokumenter zesummegedroe gi sinn, déi ebe virdrun awer schonn existéiert hunn. Well et muss ee soen, virdrun ass et jo schonn e Conseil provincial gi vum Souverain. Et si Stände ginn. Et sinn Abteie jo ginn, déi Saachen haten. An dat ass do alles zesummegedroe ginn. An dee Chef-lieu, de Sëtz dovunner war hei niewendrun am Palais.

Dat heescht, dat war also och do schonn een éischt, souzesoen zentraalt Archiv. Dat kann een och alles schéi propper noliesen um Internetsite vun den Nationalarchiven. Ech hu mer dat elo net selwer alles aus de Fanger gezunn, mä dat ass ganz gutt do opgeschafft. Natierlech hunn ech et selwer nogekuckt, absolutt.

(Hilarité)

Mä Dir kënnt awer selwer alles do noliese goen. An dofir ass et heiansdo wichteg…

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat steet alles am Gesetz.

(Brouhaha)

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Neen, dat steet net am Gesetz. Wann Der et gelies hätt, géift Der wëssen, datt dat net am Gesetz steet, Här Kox. Dat steet um Internetsite vun den Nationalarchiven, déi ganz interessant sinn, éischtens, fir d'Nationalarchiven ze kucken, mä zweetens och, fir eng Kéier dohinnerzegoen, fir sech och eng Kéier e Bild ze maachen, wéi déi Nationalarchive sinn.

Déi si jo an der fréierer preisescher Kasär. Bon, mir wësse jo all, datt et net déi optimaalsten Ëmstänn sinn. Dofir gëtt jo och da versicht vu successive Regierungen, fir kënnen en neit Nationalarchiv ze maachen. An dat Nationalarchiv, ech mengen, dat ass déi nächsten Etapp, muss natierlech och en adequat Gebai eng Kéier duerno kënne kréien. Mä op jidde Fall ass et interessant, den Historique vun onsem Nationalarchiv eng Kéier nozeverfollegen, wat een entre autres op deem dote Site kann novollzéien. An esou gëtt een da ganz interessant Saache gewuer, wéi zum Beispill, datt de franséische Regimm dann deemools déi doten Aktioune gemaach huet, fir dat Archiv an deem Departement hei ze grënnen.

An dat waren awer nach deemools alles ëmmer nëmmen administrativ Dokumenter. Datt déi Dokumenter, déi sollen zesummegedroe ginn, och eng historesch Valeur hunn, an dat ass eben déi zweet Notioun vun Archiven, op déi ech och wollt ze schwätze kommen, ass méi spéit entstanen. Eréischt am 19. Jorhonnert ass op eemol och eng gewëssen Erkenntnis dofir komm, datt net nëmme sollen administrativ Dokumenter zesummegedroe ginn, mä och Dokumenter, déi en nationalen Interêt hu fir d'Geschicht, fir d'Vergaangenheet vun där Regioun, vun där Stad, vun deem Land.

An dat sinn natierlech och administrativ Dokumenter. Dat eent schléisst dat anert net aus, och wann dacks zwar déi Separatioun gemaach ginn ass an der Gesetzgebung. Mä et ass eréischt do am 19. Jorhonnert, wou lues a lues déi modern Geschichtsschreiwung jo och usetzt a wou du mat dem Entstoe vun den Nationalstate selbstverständlech do och versicht ginn ass, sech eng national Geschichtsschreiwung ze ginn.

An da muss een natierlech och op Sourcë kënnen zréckgräifen. Ech mengen, dat ass jo den „core business" vun engem Historiker. De Kolleeg David Wagner gëtt mer do sécherlech jo recht, engem Historiker seng Aufgab ass et, fir jo primär Sourcen ze consultéieren an net secondaire Sourcen. An déi leien awer an den Archiven, wou een da muss eng kritesch Analys dovunner maachen. Dofir sinn déi da fir d'Geschichtsschreiwung einfach essenziell. Den Här Bauler huet dat jo och schonn a sengem Exposé hei gesot. An dat ass am 19. Jorhonnert entstanen, datt eben d'Nationalarchiven och Dokumenter solle konservéieren, déi en nationalen Interêt hu fir d'Geschichtsschreiwung.

1829 da gëtt ënnert dem hollännesche Regimm den Accès zu de Provënzarchiven, si

hunn entre-temps en aneren Titel gehat, ëffentlech, well bis dohinner ware se just reservéiert fir d'Administratioun. Elo gi se awer ëffentlech gemaach, an zwar stoung do: «À toute personne connue et méritant confiance, qui voudra faire des recherches dans l'intérêt général de l'histoire.» Do hu mer also déi Notioun, fir am Intérêt général vun der Geschicht kënnen déi Archiven ze consultéieren an och Dokumenter do zesummenzedroen.

Vill méi spéit am 20. Jorhonnert, 1958, kréien dann d'Archiven hir éischt gesetzlech Basis an heeschen elo Statsarchiven, Archives de l'État. An och hei gëtt am Artikel 8 vun deem Gesetz definéiert, datt de Stat seng historesch Archiven an administrativ Archiven huet. Do huet een also nach déi Trennung zwar vun deenen zwou Notiounen, quitte datt dat eent dat anert u sech net ausschléisst.

An dann 1988 ginn aus de Statsarchiven dann déi Nationalarchiven an da kréie se och de Statut vun engem Kulturinstitut. 2001 gëtt et dann e Règlement grand-ducal, deen dann d'Konsultatioun vun den Archivfongen an Nationalarchive regelt, 2004 dann e Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun de Kulturinstituter, also och vun den Nationalarchiven, wou dran definéiert gëtt, wat d'Missioun ass vun Nationalarchiven.

An do steet och kloer dran als éischt Missioun: «Les Archives nationales ont pour mission de réunir tous les documents d'intérêt historique national leur soumis. Elles classent, inventorient et conservent les archives publiques en vue de leur utilisation à des fins historiques et administratives.»

Do gesäit een an där doten Definitioun, datt awer déi historesch Bedeitung, d'Valeur vun Dokumenter u sech e bësse méi, ech wëll net soen dominéiert, mä trotzdeem méi ervirgehuewe gëtt wéi déi administrativ Bedeitung.

An dann an dësem Gesetzesprojet, dee mer elo amgaange sinn ze diskutéieren, ze debattéieren an dann herno och ze stëmmen, do ass u sech an deem éischten Artikel festgehalen, datt elo den Archivage soll regléiert ginn am ëffentlechen Interêt, an dat, fir datt d'Rechter vu physeschen a moralesche Persoune kënne geréiert a gerechtfertegt ginn an awer och fir datt den Accès zu Dokumenter garantéiert gëtt, déi fir onst Land net eleng en historeschen, mä och wëssenschaftlechen - quitte datt ech mengen, datt historesch, d'Geschicht och eng Wëssenschaft ass, et ass also net kontradiktoresch, mä datt awer aner Wëssenschafte sech fir Dokumenter, déi an den Archive leien, selbstverständlech interesséieren -, kulturellen, wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Interêt hunn.

Voilà, elo kann ee sech dann d'Fro stellen, firwat ech esou e laangen Exkurs iwwert d'Bedeitung vun den Archive gehalen hunn. Mä ech mengen, et ass awer essenziell, well mer trotzdeem musse wëssen, wou dat jo hierkënnt. Hei gëtt jo gesot: Mir maachen dat heiten, fir datt mer wëssen, wou mer sollen higoen. Mä mir musse fir d'Éischt wëssen, wou mer hierkommen, well ganz genausou ass et ëmmer och, wa mer ons mat deenen heite Saachen auserneesetzen. Et ass interessant ze wëssen: Firwat schwätze mir haut iwwert d'Archiven? Wou kommen d'Archiven hier? Wéi ass de Besoin gewiescht, fir eng Kéier Archiven ze maachen?

Ech mengen, datt den Här Bauler jo och schonn d'Bedeitung erkläert huet, déi dat fir e Land, awer net nëmmen, wéi gesot, mä och fir all aner Kollektivitéit huet, och fir déi eenzel Persoun. Et ginn och vill Kolleegen an onse Reien, déi jo och ganz passionéiert selwer Anefuerschung maachen. Och et ass nëmme méiglech, gewuer ze ginn, wou seng Famill hierkënnt - an do sinn der dobäi, déi dat bis, mengen ech, ganz wäit zréck konnte verfollegen -, wa selbstverständlech d'Archiven déi Dokumenter och hunn.

Elo kann een awer soen, bis elo sinn et keng contraignant Mesurë ginn, fir datt ëffentlech Instanze mussen hir Dokumenter eng Kéier den Nationalarchive ginn. Dat heescht awer net, datt et virdru keng Archivkultur trotzdeem ginn ass. Et si jo awer ëmmer schonn Instanze ginn, déi hir Saachen trotzdeem gehalen hunn. Mä elo gëtt natierlech domadder assuréiert, datt och wierklech keng Lacunne méi kënnen entstoen, dat heescht, datt och wierklech alles, wat vun ëffentlecher Hand produzéiert gëtt, muss erhale ginn a muss konservéiert ginn.

Bis elo hu mer awer net de Fall gehat, datt näischt an den Archive géif leien. Déi sinn net eidel. Ech mengen, datt mer entre-temps, ech weess net, tëschent 40 a 50 Kilometer Dokumenter an den Archive leien hunn, déi sech hannereneen do reien, an et ginn der elo nach wäitaus méi mat deem heite Gesetz. Dat versteet sech, dofir nach eng Kéier, ech mengen, et gëtt trotzdeem ëmmer méi wichteg, datt mer och dann den Nationalarchiven dat Gebai ginn, wat se brauchen, fir datt se kënnen dann och ënnert deenen optimaalste Konditiounen alleguerten déi Dokumenter do lageren.

Mä mir sinn hei mat engem Gesetz konfrontéiert, dat ons mat ons selwer ebe konfrontéiert, well et geet hei ëm näischt aneres wéi ëm d'mënschlech Existenz, well dat heite si jo d'Spuren, déi mer hannerloossen, déi an deenen Archiven herno wäerte verwalt a konservéiert ginn.

Dacks ass jo d'Geschicht e Fach, wat net ëmmer vläicht dee Stellewäert huet, wéi vläicht mir, déi Geschicht studéiert hunn, ons et géife wënschen, wat och e bëssen domat zesummenhänkt, wéi et vläicht heiansdo an der Vergaangenheet enseignéiert ginn ass. Dobäi mengen ech, ass et awer grad eent vun deene wichtegste Fächer, datt, wann een déi Bildung awer huet och an der Geschicht, et engem awer ganz villes mat op de Wee gëtt. Och wann dat esou pauschal a banal Aussoe sinn: Da wësse mer besser, wie mer sinn. Mä effektiv ass et esou. An et ass nach ganz villes, wat onbekannt ass, wat muss beliicht ginn.

Mä d'Vergaangenheet ass näischt, wat dout ass. Et ass keng doudeg Matière, et ass u sech eng extrem lieweg Matière, well mer jo grad déi Spuren nach ëmmer do leien hunn. Et muss ee se just fannen. Dat heescht, se mussen also disponibel sinn. An da muss een natierlech nach wëssen, och mat hinne kënnen ze kommunizéieren, well et ass jo net all Dokument, wat een direkt ka vläicht gutt liesen. Wat ee méi zréckgeet, wat et méi schwéier gëtt. Dofir ginn et jo Experten, déi al Schréfte kënnen identifizéieren. Mä d'Geschicht schwätzt awer zu ons, si ass lieweg. An dat Liewen, dat musse mer ons einfach och kënnen erhalen.

An dat, mengen ech, si mer och schëlleg, net nëmmen den nächste Generatiounen, wéi dacks gesot gëtt, mä einfach emol un éischter Stell ons selwer, well et geet jo och ëm ons Existenz vun haut, och mir hannerloossen ons Spuren. Dat, wat mer hei soen oder ech amgaange sinn ze soen, wat Dir gesot hutt, dat gëtt jo och eng Kéier archivéiert. An ech mengen, ech weess net, ob eng Kéier ee wäert interesséiert sinn, dat nozeliesen. Mä wann dat awer eng Kéier sollt de Fall sinn, wollt ech awer soen, da wäert en awer och mierken, datt - och wann dat an deem Moment deenen hir Aufgab ass, net ons - et och e Mythos ass, datt ëmmer gesot ginn ass, d'CSV hätt an dëser Legislaturperiod géint all Gesetz gestëmmt.

Hei ass de beschte Beweis, datt mer derfirgestëmmt hunn. An dat ass dann un hinnen, dat ze beweisen. Dofir, mir stëmmen dat aus Iwwerzeegung, aus all deene Grënn, déi ech Iech elo gesot hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. No dësem historeschen Exkurs gëtt et elo e bësse méi prosaesch. Elo kënnt de Jurist un d'Riednerpult.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Maacht eis keng Angscht!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech wëll awer ufänke mat e bëssen enger Anekdot. 1998 koum de Film „Stol" vum Claude Lahr eraus. Dat ass en Documentaire iwwert déi industriell a sozial Geschicht vun der Stolproduktioun bei ons am Land. An déi vun Iech, déi dee Film gesinn hunn, déi kënne sech un déi beandrockend Biller aus de Schmelzen erënneren, déi an den 20er Joren am Optrag vun der Columeta gedréit goufen a wou een d'Stolaarbechter bei der Aarbecht gesäit, wat zimlech exceptionell ass fir Lëtzebuerg, mä awer och mengen ech, an der ganzer Welt als Zäitdokument.

Dëst ganz seelent Filmmaterial, wat elo zu de Schätz vum CNA gehéiert, war awer op een Hoer um Tipp gelant. Et ass nëmmen engem Zoufall ze verdanken, dass deen Aarbechter vun der ARBED, deen Employé, deen an der Neier Avenue de Keller sollt raumen, fir Plaz ze maache fir nei Büroen, déi Filmer do net op den Tipp gehäit huet, mä dass e sech erënnert huet un dee Kolleeg, deen zu Déifferdeng op der Léierbud geschafft huet an deen eng Sensibilitéit fir Film hat. An et ass och e weideren Zoufall, dass dee Kolleeg dunn deen ale Broll do siche komm ass an an engem Schaf zu Déifferdeng opbewahrt huet. An engem weideren Zoufall ass et ze verdanken, dass de Claude Lahr, den Zeenarist vun deem Film, dës Filmer zoufälleg an engem blechene Schaf stoe gesinn huet a se un den CNA weiderginn huet, deen dunn déi Filmer restauréiert huet a se verwäertbar gemaach huet.

Eng aner esou Anekdot ass déi vun den Aarbechte vun der Commission d'étude sur les spoliations des biens juifs (veuillez lire: Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945), déi 2001 ugefaangen hunn. Do ass festgestallt ginn, dass d'Archiven iwwert d'Krichsschied an esou engem schlechten Zoustand waren, well se louchen an engem iwwerschwemmte Keller am Kolléisch, dass et dunn dräi Joer gedauert huet, bis se gebotzt waren a bis se iwwerhaapt erëm lieserlech waren.

Här President, där Anekdoten do, där gëtt et der eng munnech. An ech si sécher, dass jiddwereen heibannen der e puer kennt. A si weisen alleguer, jo, wéi schlampeg mer am Fong hei zu Land bis elo mat onsen Archiven ëmgaange sinn. An dat dierf am Fong net méi sinn.

A wann de Serge Wilmes elo d'Fro stellt, wou mer hierkommen, an ouni elo esou wäit zréckzegoe wéi hien, dann ass et sécher richteg, dass Saache gesammelt gi sinn an erhale gi sinn. Mä et ass awer och sécher esou, dass ganz vill zerstéiert ginn ass a ganz vill wäertvoll Saachen zerstéiert gi sinn, déi elo einfach net méi do sinn, déi d'Geschichtsschreiwung net méi huet, déi d'Fuerscher net méi hunn, déi net méi do sinn, fir eng objektiv Recherche ze maachen iwwer ons Geschicht.

Här President, 1988, virun 30 Joer ongeféier, huet de Robert Krieps d'Nationalarchiv zu enger Kulturinstitutioun gemaacht, also em eigentlech e legale Kader gi mat engem Budget an engem neie Gebai, mä ouni nei Regele fir den Archivage virzegesinn.

Mir hunn ons als LSAP ëmmer dofir agesat, dass d'Archivéierung e juristesche Kader sollt kréien, mä och, dass d'Nationalarchiv méi Moyenen an e Gebai sollt kréien. Dofir begréisse mir als LSAP ausdrécklech dëst Gesetz, dat mer haut stëmmen.

Här President, et ass scho munches gesot ginn an ech wëll dem Rapporteur, dem André Bauler, Merci soe fir säi gudde Rapport. Mä ech géif awer gär op e puer Punkte vun dësem neie Gesetz agoen.

Deen éischte Punkt ass, wann een d'Wichtegkeet gesäit, déi d'Nationalarchiv elo kritt an deem neien Dispositif, wat d'Kollekt, den Inventaire vun ëffentlechen Archiven ugeet, mä awer och d'Hëllef bei den Derogatiounen, zum Beispill de Gemengen géintiwwer, da muss ee soen, dass dëst Gesetz just e Succès ka ginn, wa verschidde Bedéngungen erfëllt ginn. Déi éischt Bedéngung ass, dass dat néidegt spezialiséiert Personal agestallt gëtt.

Am Projet de loi ass dozou u sech näischt ze fannen, just dass déi verschidden Ariichtungen, déi Archiven hunn, eben iwwer qualifizéiert Personal musse verfügen, woubäi och op d'Sous-traitance kann zréckgegraff ginn.

2015 gouf de Service de collecte, conseil et encadrement an d'Liewe geruff. An 2017 goufen d'Formatiounen an der Archivistique lancéiert, wou een am Rapport annuel vum Kulturministère ka liesen, dass 41 Persoune forméiert goufen, dovu sinn der 34 beim Stat a siwe bei de Gemengen.

Nieft dem Personal ass och d'Gebai ganz wichteg. Et ass wichteg, dass d'Nationalarchiv en neit Gebai kritt mat Stockagecapacitéiten, déi dem massive Versement vun neien Dokumenter ënner pabeier- an elektronescher Form Rechnung droen. Mir wënschen ons, dass d'Aarbechten un dësem Gebai schnell ufänken. Et ass jo e Projet, dee bekannterweis op d'Joer 2000 zréckgeet an ëmmer erëm och budgetäre Krisen zum Affer gefall ass.

2004 gouf d'Philharmonie gebaut an et waren net méi genuch Suen do, fir och nach dat neit Nationalarchivgebai ze bauen. Dunn 2009, no der grousser Finanzkris, waren och keng Sue méi do. An elo a senger Reunioun vum 27. Mee 2016 huet de Ministerrot d'Konstruktioun fir dat neit Gebai op d'Lëscht vun de groussen Infrastrukturprojete setze gelooss. Entstoe soll dat Gebai, wéi Der all wësst, um südwestlechen Deel vun der Héichuewenterrass um Belval, do wou am Kader vum Architekturconcours vun 2003 eng éischte Kéier en Nationalarchiv virgesi war.

Momentan ass de Projet au stade d'études, wéi de Kultur- an den Infrastrukturminister der CSV-Deputéierten Octavie Modert geäntwert hunn am Kader vun enger parlamentarescher Ufro. Den Dossier fir den Avant-projet sommaire sollt bis Enn Mee 2018 fäerdeg sinn. An den Avant-projet définitif soll fir Enn Oktober 2018 da virgesi sinn. De Projet de loi da soll bis Enn des Joers deposéiert ginn an dann hoffentlech schnell realiséiert ginn. Dat ass onse Wonsch, dass och dat mat deem Gebai elo virugeet, dass d'Nationalarchiv eben och déi néideg Infrastruktur huet an deen néidege Stockageraum, fir eben a gudde Konditiounen hei kënnen ze schaffen.

Här President, d'Gesetz huet een zimlech komplexe System op d'Been gestallt, fir alle verschiddenen Desiderata vun Institutiounen a verschiddenen ëffentlechen Haiser nozekommen. Et gëtt och nach wichteg Archive bei ëffentlechen Instituter wéi dem Centre national de littérature oder dem CNA. An dofir ass et onser Meenung no wichteg, dass en zentrale Fichier vun allen disponibelen Archiven opgestallt gëtt, fir et alle Fuerscher, Lëtzebuerger mä och auslännesche Fuerscher, ze erméiglechen, hir Recherchen ze maachen, wéi d'BnL et gemaach huet mam BIB-Netz, fir all Bibliothéiken ze vernetzen, an och mat präzisen Indikatiounen, wat den Accès ugeet.

Här President, e weidere Punkt ass deen, dass dat Gesetz hei natierlech net all Situatioune kann ofdecken. Et muss also gekuckt ginn, wat mat verschiddene besteeënde Situatioune gemaach gëtt.

D'Chamber huet zum Beispill eng Derogatioun, fir hiert eegent Archiv ze halen an och ze verwalten, wat se och capabel ass ze maachen, mä et sollt een awer nodenken driwwer, ob een all déi Archive vun der Chamber net sollt zesummebréngen zu engem gewëssenen Zäitpunkt op enger Plaz. Fir den Ament läit een Deel hei bei der Chamber an een Deel läit beim Nationalarchiv. An datselwecht gëllt iwwregens fir de Statsrot.

D'Gesetz gesäit och vir, dass Archive kënne klasséiert gi wéinst hirer Wichtegkeet fir d'Geschicht vum Land. D'Archive vun der ARBED sollten zum Beispill eiser Meenung no klasséiert ginn, fir all weider Destruktioun oder Disparitioun ze vermeiden, zum Beispill, wéi virdru gesot, wa geplënnert gëtt. Och hei muss een dem Nationalarchiv d'Moyene ginn, fir sengem Devoir d'inspection nozekommen.

Här President, mir wäerten dëst Gesetz natierlech matstëmmen. A mir fannen, dass dat hei eng gutt Saach ass, dass de Kulturministère hei eng gutt Aarbecht geleescht huet, mä mir hunn awer e puer Kritikpunkten trotzdeem zu dësem Gesetz.

Den éischte klenge Wermutstropfen ass deen, dass d'Gemengen natierlech duerch d'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gehale sinn, hir ëffentlech Archive selwer ze erhalen. Dat neit Archivgesetz gesäit allerdéngs d'Méiglechkeet vun engem Kooperatiounsvertrag vir mam Stat. A wann et keen esou e Kooperatiounsvertrag gëtt, sinn d'Gemengen awer gehalen, den Direkter vun den Nationalarchiven ze informéieren, wa si ëffentlech Archive wëllen zerstéieren.

Et wär eis léiwer gewiescht, wann d'Gemenge carrement encadréiert gi wären hei an dësem Gesetz, dat heescht, wann eng Flicht bestanen hätt, fir hiren Archiv och beim Nationalarchiv ze hannerleeën oder op d'mannst op alle Fall eng Kollaboratioun do virzegesinn. Dofir bedauere mer dat, dëse Punkt, wat d'Gemengen ugeet.

Deen anere Regret, dee mer hu bei dësem Gesetz, betrëfft d'Steierdokumenter. Am éischte Projet de loi war jo näischt virgesinn iwwert d'Steierdokumenter. Dat heescht, d'Steierdokumenter ënnerlouchen dem Secret fiscal a se waren total u sech hei hors champ bei dësem Archivgesetz. Dat heescht, dass u sech d'Steierverwaltungen se hätte kënnen zerstéieren à leur discrétion, wat vu verschiddene Säite bedauert ginn ass, och vun der Säit vu menger Partei. An ech mengen, doropshin, op déi verschidde Kriticken hin, déi do komm sinn, ass dunn nogebessert ginn. An d'Gesetz gesäit elo vir, dass Steierdokumenter kënnen disponibel gemaach ginn, allerdéngs eréischt no engem Delai vun 100 Joer.

Dat ass an eisen Ae regrettabel. Mir sinn an enger Zäit elo u sech... An deene leschte véier Joer ass do vill geschitt. Mir hate LuxLeaks. Mir haten eng Rei Affären am Beräich vun de Steieren. Mir wëssen och alleguerten, dass eist Land eng wichteg Finanzplaz huet. Mir wëssen, dass mer eng gewësse Vergaangenheet hunn, wat Steierpolitik ugeet, och wat eng gewëssen opportunistesch Steierpolitik ugeet.

An dofir fanne mir et regrettabel, dass mer elo u sech esou e laangen Delai hu vun 100 Joer, wat déi Dokumenter ugeet. Dat heescht am Kloertext, dass mer u sech eréischt um Enn vum 21. Jorhonnert kënnen ufänken, d'Geschicht vun de Steierrulingen ze schreiwen. Bon, Dir sot mer dann: „Dat ass e schlecht Beispill, well déi si souwisou schonn all disponibel. Den Här Deltour huet sech dorëm bekëmmert", mä aner Dokumenter sinn dat net.

A mir fannen et net glécklech, och als Signal no baussen, dass mer do u sech esou eng Chape de plomb maachen op déi Dokumenter. A mir sinn och net iwwerzeegt vum Argumentaire vum Finanzministère, deen do u sech op eng

relativ strikt Ausleeung vum Secret fiscal zréckgräift, fir dat doten ze justifiéieren, an deen och a sengem drëtte Punkt vu senger Argumentatioun - an dat grenzt da schonn e bëssen un Zynismus - dee Mangel un Transparenz probéiert ze justifiéiere mat Referenz op déi international Obligatiounen, déi mer hunn am Echange vu Steierinformatiounen, dass Lëtzebuerg do net konform wär zu sengen internationale Flichten, wa mer dat dote géife méi breet opmaachen.

Bon, dat ass e Regret. Et wäert eis awer net drun hënneren, dat hei matzestëmmen, well et ass besser wéi näischt. Et ass effektiv och gesot ginn, dass soss déi Steierdokumenter kéinte carrement zerstéiert ginn. Dat heescht, dat hei ass, wéi gesot, besser wéi näischt.

Här President, als Konklusioun géif ech gäre mat engem Zitat ophalen. Dat ass fir eng Kéier emol net vum Robert Krieps, mä et ass vum Ben Fayot.

(Hilarité)

Une voix.- Dat ass e Kënnegen!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dat ass e Kënnegen, dee sech ëmmer vill fir d'Archivéierung agesat huet an och fir den Nationalarchiv. An dofir fannen ech, dass eng gewësse Justice ass, fir en elo hei ze zitéieren an enger vu menge leschte Rieden an der Chamber an dëser Legislatur oder vläicht och iwwerhaapt.

(Hilarité)

Et weess ee jo net, wat geschitt am Oktober. Soit.

Bon, ech bréngen elo mäin Zitat. Hie sot an engem Artikel am „Land" 2011, wou en u sech nach eng Kéier probéiert huet, déi ganz Archivéierungsdiskussioun do ze relancéieren, well näischt geschitt ass, sot en: «(...) les ANL, les Archives nationales, n'ont pas de lobby, comme d'ailleurs la BnL. Ce sont des instituts culturels qui n'ameutent pas les foules, mais qui sont indispensables comme fondements d'une société moderne, ouverte sur l'avenir comme sur son passé. La façon dont une société traite de tels instituts fondateurs révèle sa capacité à se construire elle-même. C'est pour cela qu'il faut remettre les ANL sur l'agenda politique.»

An, Här President, et ass net de mannste Verdéngscht vun dëser Regierung, dass se dëst Gesetz duerch d'Chamber bruecht huet, dass se der Archivéierung déi Wichtegkeet ginn huet, déi se verdéngt. An dofir wäerte mer, wéi gesot, dat Gesetz hei mat Freed matstëmmen.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

9. Ordre du jour (suite)

Ier ech der Madamm Sam Tanson d'Wuert ginn, wollt ech Iech just eng praktesch Informatioun ginn. An Ofsprooch mat deene verschiddene Fraktioune wollt ech Iech proposéieren, fir dee leschte Punkt vum Ordre du jour, déi Sécurité-sociales-Konventioun mat China, op muer ze verleeën. Et ass och mam Rapporteur a mam Minister ofgeschwat.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci.

Da soen ech Iech Merci.

(Hilarité)

Et ass an der Tëschenzäit schonn ustiechend.

Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

10. 6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais (suite)

Discussion générale (suite)

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Majo Merci, Här President.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Grënnung vum Lëtzebuerger Stat krute mer den éischten Archivist. Ech maachen elo net nach eng Kéier den historesche Réckbléck. Ech mengen, deen hu mer de fond en comble haut scho gesinn, mä zanterdeem dass mer deen éischten Archivist hei haten, eng Informatioun, déi ech d'ailleurs am Avis vun de Bibliothekären an Archivisten zu dësem Projet gelies hunn, ass et nëmme lues weidergaangen am Archivwiesen.

Stand haut hu mer kee Gesetz, wat wierklech verhënnert, dass wichteg Dokumenter zu Lëtzebuerg zerstéiert ginn. Dobäi war d'Wichtegkeet vun den Archiven ni wierklech a Fro gestallt. Et muss ee sech allerdéngs d'Mëttel och ginn, fir dës Wichtegkeet an Taten ëmzesetzen.

Net nëmmen aus historesche Grënn a wéinst der Recherche ass d'Erhale vun ëffentlechen Dokumenter an aneren eng Noutwendegkeet. Si retracéieren Decisiounen, déi geholl goufen, droen also och bäi zum demokratesche Fonctionnement vun onser Gesellschaft. Laut Unesco-Deklaratioun iwwert d'Archive séchere se dat individuellt a kollektiivt Gediechtnes a schützen d'Biergerrechter.

Am KEP, dee mer jo déi lescht Woch hei debattéiert hunn, sinn am Deel „Patrimoine culturel" gläich zwou Recommandatiounen den Archive gewidmet. Déi eng setze mer mam Vott zum Gesetz haut ëm. Déi aner ass déi, déi den Här Fayot och grad ugeschwat huet vun der Constructioun vun den Nationalarchiven.

Bei dësem zweete Volet schéngt jo dann och elo endlech Bewegung an den Dossier ze kommen. Ech hunn de Rapporteur nach de Moien um Radio héieren, dee gesot huet, den Avantprojet sommaire wier Enn Mee, wéi dat ugekënnegt gi wär, ugeholl, soudass dee Projet also och weidergeet an hoffentlech dann och geschwënn an där nächster Legislaturperiod, d'Gesetz, ka gestëmmt ginn, well hei schwätze mer scho ganz laang dovunner. An een Deel vun deem Gesetz hei ass awer ganz noutwendeg, dass och déi néideg materiell Moyenen do sinn, fir herno dat Gesetz ëmzesetzen. An en uerdentlecht Archivgebai gehéiert absolutt do derzou.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Dat Gesetz hei war jiddefalls laang iwwerfälleg. Kee weess genee, wivill historesch relevant Dokumenter an de leschte Jorzéngten ongewollt, wéinst Onwëssen oder - méi schlëmm - vläicht gewollt zerstéiert goufen. E Beispill, wat ech an deemselwechten Avis vun den Archivisten a Bibliothekäre gelies hunn, ass dat vum Zerstéieren an den 1960er Jore vun den Inventairë vun de Privatbibliothéike vu spoliéierte Judden. Dës Inventairen hu gefeelt, wéi d'Spoliatioun vun de Judden etudiéiert gouf.

Esou Zerstéierunge sollen elo net méi méiglech sinn. An d'ëffentlech Hand gëtt elo responsabiliséiert, mä och d'Privatarchive kréien e Kader. De Rapporteur ass schonn a sengem ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport op déi wichtegst Punkten agaangen. Ech soen him Merci dofir a wäert mech also op e puer aner Punkte beschränken.

Wéi scho gesot, déi gréng Fraktioun begréisst absolutt dat heite Gesetz. Ech wollt allerdéngs op e puer Punkte méi speziell agoen, fir d'Éischt emol och dee vun de Gemengen.

Et gouf jo eng sëllechen Diskussiounen an deem Punkt. An déi Léisung, déi hei zréckbehale gouf, ass jiddefalls besser, wéi wa guer keng Léisung do wier, mä et ass net komplett zefriddestellend. Ënnert dem Deckmantel vun der faméiser Autonomie communale, déi mer jo gären zu Lëtzebuerg zéien, ginn d'Gemengen aus der Verantwortung geholl, déiselwecht archivaresch Aarbecht ze leeschte wéi de Rescht vun der ëffentlecher Hand.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Jo, et kann e Contrat de coopération ënnerschriwwe ginn an, jo, et muss gemellt ginn, wann eppes soll zerstéiert ginn, mä letztendlech gëtt et keng Flicht, och net am Gemengegesetz, fachgerecht mat den Archiven ëmzegoen. Dobäi sinn déi net manner wichteg, fir d'Geschicht vun onsem Land an déi demokratesch Prozesser nozevollzéien.

D'Stad Lëtzebuerg huet zum Beispill e ganz gutt fonctionnéierend eegent Archiv mat interne Richtlinnen. An ech si mer absolutt bewosst, datt esou e Service net fir kleng Gemenge machbar ass, mä de Risiko, datt wäertvoll kommunal Dokumenter enzwousch op Späicheren oder a Kellere verkommen, voire enger Plënneraktioun zum Affer falen, deen hu mer mat dësem Projet net ganz geléist. A wann een tëscht den Zeile liest, da geet et och manner ëm déi ominéis Autonomie communale, mä vill méi ëm d'Suerg, net genuch Moyenen, finanzieller oder materieller Natur, ze hunn an eben deene méi klenge Gemengen, fir dës Aarbecht kënnen uerdentlech ze maachen.

Ech kann dës Suerg verstoen, mä um Enn, wann duerno de Bierg vun Archive just un d'Nationalarchive weidergeleet gëtt, da muss d'Aarbecht nawell vun engem gemaach ginn. Et muss awer gekuckt ginn: Wat muss klasséiert ginn? Wat muss zréckbehale ginn? Wat kann zerstéiert ginn? An also mussen déi personell a finanziell Moyenen iergendzwousch trotzdeem existéieren. Dat ass d'ailleurs eng Fro, den Här Fayot huet se virdrun och nach opgeworf, déi dacks an dësem Kontext gestallt gëtt, an e Problem, op deen higewise gëtt, datt d'Nationalarchive wierklech déi néideg Moyene kréien, fir d'Aufgaben aus dësem Gesetz ze meeschteren.

Dohier si mer der Meenung, datt, wann de System elo emol bis leeft an et besser ze iwwerblécken ass, wéi eng Moyene genee fir déi ganz Aarbecht néideg sinn, nach eng Kéier muss iwwer eng méi verflichtend Haltung fir all d'Gemengen nogeduecht ginn, quitte datt een dann och do virgesäit, datt d'Gemengen déi néideg Moyenen och kréien, well all déi Argumenter, wisou d'Archivgesetz néideg ass, déi sinn och richteg bei de Gemengen. Do ännert a mengen Aen d'Gemengenautonomie och näischt drun.

Och d'politesch Parteie gehéieren allerdéngs zum demokratesche Prozess derzou. Och si missten eigentlech vun dësem Text couvréiert sinn. Si sinn net an der Definitioun virgesinn, mä ech maachen dann en Appell un lech alleguerten, e bësse responsabel domadder ëmzegoen.

déi gréng hunn zum Beispill virun e puer Joer extern eis hëllefe gelooss, fir an eisen Archiven den Tri ze maachen. Déi sinn och un d'Nationalarchive weidergaangen, dat, wat sënnvoll ass. An ech mengen, dass och d'parteipolitesch Aarbecht absolutt zum demokratesche Prozess, zu der Geschicht derzougehéiert. Et ginn och Beispiller vu Politiker, déi perséinlech Archiven esou eraginn hunn. An et wär wichteg, wann och d'Parteien hei déi Verantwortung géifen iwwerhuelen.

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Dann och de Punkt vun der Steierverwaltung. Och hei ass et par rapport zum initialen Text e grousse Fortschrëtt, datt d'Dokumenter vun der Steierverwaltung net aus dem Champ d'application eraus sinn, dat heescht, dass déi Dokumenter net zerstéiert ginn. E Bemoll ass allerdéngs, dass eng Ausnameregelung virgesinn ass, ab wéini dës Dokumenter kënne consultéiert ginn.

Am Prinzip huet een Zougrëff op d'Dokumenter, wann dës bis an den Archive sinn. Ausname gëtt et verständlecherweis fir alles, wat mat der Sécherheet vum Land ze dinn huet oder den externe Relatiounen. Hei sinn et 50 Joer. Idem fir Geriichtsaffären an Dokumenter, wou de confidentielle Charakter vu kommerziellen an industriellen Informatiounen a Gefor wier. Fir alles, wat ënnert de Secret fiscal awer fält, do sinn et 100 Joer. Dat heescht, zu Lëtzebuerg ass nach ëmmer näischt méi geheim wéi de Secret fiscal.

Op meng Nofro hin an och well de Statsrot a sengem leschten Avis d'Fro opgeworf hat, wat dann elo déi Différence de traitement géif justifizéieren, krute mer eben eng Äntwert vum Ministère, wou dann erkläert gëtt, ënner anerem: «(...) les archives publiques couvertes par le secret fiscal nécessitent une protection accrue par rapport à d'autres renseignements individuels relatifs à la vie privée. En particulier, le délai de cent ans se justifie par le fait que les informations en question se rapportent non seulement à la personne directement concernée, mais par ricochet à un groupe élargi de personnes, dont notamment les parents ainsi que les enfants et petits-enfants.»

An dann dee leschten, déi lescht Erklärung - den Här Fayot hat dat och scho virdrun ugeschwat -, dat ass déi, dass an internationale Konventiounen dat eigentlech e bësse gefuerdert wier: «Les sujétions internationales et européennes découlant des règles applicables à l'échange de renseignements sur demande et automatique en matière fiscale, qui imposent une stricte confidentialité des procédures et échanges entre autorités, s'opposent en principe à rendre les documents correspondants accessibles au public.»

Wann een dëst alles liest, kéint ee mengen, et géif hei nëmmen ëm Privatpersoune goen. Dat ass jo awer net de Fall. Och Entreprisë falen dorënner. Do ass et also net d'Vie intime, déi concernéiert ass, an och net d'Enfants an d'Petits-enfants. Dobäi däerf een och net vergiessen: Och d'Informatiounen - de Rapporteur hat dat am Detail erkläert - iwwer Privatpersoune sinn eng länger Zäit net ëffentlech. Wat d'Finanzsituatioun vu Persounen ubelaangt, esou ass schonn am Gesetz en Delai vu 25 Joer virgesinn, nom Dout vun der Persoun, iert dës Donnéeë kënnen ëffentlech gemaach ginn. Och hei gëtt keng Rücksicht op d'Ierwe geholl.

Wat d'international Relatiounen ugeet, do hunn ech mech gefrot: Okay, mä wéi ass et dann am Ausland geregelt? Am franséische Gesetz gëtt et keng Ausnam zu dësem Punkt, an am däitsche Gesetz fält d'Steiergeheimnis ënner eng generell Schutzbestëmmung vu 60 Joer. Dat Argument ass also a mengen Aen och e bësse schwéier nozevollzéien. An onsen Ae kéint op dësem Punkt eng Harmoniséierung vun den Delaien iergendwann virgesi ginn.

Dat verhënnert awer net, datt mer absolutt averstane si mat de Grondiddie vun dësem Text, deen d'Opaarbechtung vun onser Geschicht an d'Transparenz vun onsen Decisioune stäerkt. An ech gi ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Tanson. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm President. Och e grousse Merci un den Här Bauler fir eng héichinteressant an akribesch Recherche, mat där e säi Rapport eigentlech ageleet huet, fir eis an dës Matière anzeféieren.

Mir begréissen ausdrécklech, datt mer elo en Archivgesetz hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech mengen, d'Virriedner hunn alleguer erkläert, firwat dat wichteg ass. An ech wëll dat elo net nach eng Kéier widderhuelen. Och schléisse mir als ADR eis ganz gär deenen un, déi soen: „Et gëtt héich Zäit, datt de Projet vun engem Gebai fir d'Archiven och realiséiert gëtt." Ech mengen, och do ass jiddwereen heibannen domadder d'accord. Et geet drëm, eist kollektiivt Gediechtnes vun dësem Land, vun eisen Institutiounen, Administratiounen an esou weider ze fleegen a fir d'Nowelt ze sécheren an och ze verschaffen.

Mir haten eis awer eng ganz Rei Froe gestallt, wou mer dësen Text gelies hunn, wéi och anerer, mä mir komme vläicht och zum Deel zu anere Konklusiounen.

Dat Éischt ass déi Notioun vun „Archiv" selwer. Am Gesetz steet eigentlech, et ass en „Ensemble de documents", mä ech mengen, déi éischt Phas, fir en Tri ze maachen, deen éischten, deen en Tri mécht: „Wat ass eigentlech derwäert, fir gehalen ze ginn, oder net derwäert, fir gehalen ze ginn?", dat ass deen, deen dermat schafft.

Et misst also eigentlech gesot ginn: En Archiv, dat ass en „Ensemble de documents", awer déi mat der Intentioun ugeluecht ginn, fir och gehalen ze ginn, fir conservéiert ze ginn. Net all Dokument ass derwäert conservéiert ze ginn. An deen éischten Tri gëtt gemaach vun deem, dee mat engem Dokument schafft. Ech mengen, dat ass einfach d'Realitéit vun der Verwaltungsaarbecht.

Dann hu mer eis och gewonnert, datt Kierch a Stat hei e bëssen an een Dëppe gehäit goufe vun enger Regierung, déi sech awer elo bretzt mat Broschüren iwwerall, datt se d'Trennung vu Kierch a Stat realiséiert huet. Hei gi global d'Reliounsgemeinschaften, d'Archive ginn als „Archives publiques" tituléiert an duerno gëtt gesot: „Se hunn awer all Derogatiounen." Ass dat eng Demande gewiescht vun de Culten hei am Land? Firwat gëtt dat esou gemaach? Et wier interessant, fir dat ze wëssen.

Natierlech soll de Stat eng Hand bidden a soen: „Wann Dir Hëllef braucht, fir Är Archiven ze stockéieren, wann Der eng Hëllef braucht, fir se opzebereeden, fir den État civil an och nach aner wichteg Dokumenter ze fleegen, da si mir do, fir Iech ze hëllefen."

Mä déi Demarche hei ass awer u sech als Éischt eng vun der Appropriatioun an dann eng vun der Derogatioun, wou de Stat praktesch souverainement decidéiert, wat mat den Archive vun de Cultë soll geschéien. Ass dat op Demande vun de Cultë geschitt? Oder wéi definéiert dann do de Stat säi Verhältnis zu de Culten?

Dann e bëssen en onglécklechen Ausdrock ass dat, wat soll mat den Archive geschéien oder mat där Kollektioun vun Dokumenter, wa se um Enn vun hirer Nëtzlechkeet, hirem Verwaltungsprozess ukomm sinn. Hei steet den „Sort final". En anere Begréff wär vläicht besser gewiescht. Mä op jidde Fall geet et ëm eng Decisioun, ob dann en Ensembel vun Dokumenter soll gehalen oder deeselwechten Ensembel komplett soll zerstéiert ginn.

Et gëtt och do e Mëttelwee. Et gëtt och do eng Méiglechkeet, fir ze differenzéieren a fir ze soen: Deeler hale mer an Deeler hale mer net.

Natierlech stellt dat Gesetz hei enorm Erausfuerderungen un d'Verwaltungen, fir sech och mat qualifizéiertem Personal ze dotéieren an den nächste Joren. Dat däerf een net ënnerschätzen. Mä och technesch. Ech mengen, kuckt eleng, wat an deene leschte puer Joer geschitt ass! Virun 30 Joer gouf et nach Magnéitbänner a risege Këschten, mat deene mer geschafft hunn. Alles dat muss jo och iergendwéi op aner, méi modern elektronesch Mëttelen iwwerschriwwe ginn, et kann ee jo net all déi Maschinnen halen. Do muss een och e Wëssen hunn, fir domadder ëmzegoen.

Dat heescht, dee Konzept vun Archiv, dee kritt eng ganz technesch Dimensioun niewent deem reng Dokumentareschen, fir alles dat kënne weider opzebereeden, wat mer un Daten an deene leschte Jorzéngte gesammelt hunn. An och dat ass en Aspekt, deen een net däerf vernoléissegen niewent deem dokumentareschen, archivareschen oder deem musealtechneschen, dee muss mat beduecht ginn.

Mir hunn eis och e bësse gewonnert iwwert den Ëmgang mat de klasséierten Dokumenter. Et gëtt zwar wuel Garantien hei an deem Gesetz, déi awer nëmmen de SREL betreffen. Och d'Arméi, och d'Police hunn emol esou Dokumenter. D'Police ass zum Beispill hei och fir d'Lutte antiterroriste mat zoustänneg. Et ass alt erëm eng Kéier an dësem Text ze liesen, wat mer och a villen aneren Texter vun dëser Regierung gesinn hunn: Et ass e bëssen e laschen Ëmgang mat deem, wat d'national Sécherheet ugeet, a mat eiser Sécherheet. Mir hätten eis do gewënscht, datt méi e seriöen, méi e fundéierten Ëmgang domadder gefleegt gi wär.

Derogatioune gëtt et eng Partie. Mä hunn all déi, déi vun Derogatiounen hei profitéiere mat deene verschiddensten Argumenter, och déi Moyenen, fir wierklech domat ëmzegoen, den Institut grand-ducal an anerer? Solle mer deenen hëllefen? Si se Demandeur dofir? Et kann ee sech froen, wéi wäit dat an der Praxis ëmgesat ka ginn.

Grouss Suerge maachen eis d'Perséinlechkeetsrechter. Mir sinn an enger Zäit, wou mer ëmmer erëm konfrontéiert si mat deem Wonsch vun enger totaler Transparenz. Jiddweree wëllt alles wëssen iwwer jiddwereen, iwwer alles, wat an de Verwaltunge geschitt. An dat ass e Problem. Et ass e Problem, net nëmme fir den Ëmgang domadder ze definéieren, mä och fir déi Konfliktfelder ofzestiechen tëschent dem Wonsch no Transparenz a Wëssen, deen zum Deel natierlech och justifiéiert ass, an deem genausou justifiéierten Interessi vun de Leit, fir hir Privatsphär däerfen ze schützen.

A wa mer elo hei vun Archive schwätzen, da musse mer och un déi Diskussioun iwwert den Internet denken een Ableck. Do ass ganz laang gestridde ginn iwwert den Droit à l'oubli zum Beispill. Ee Mënsch, dee fir sech dat Recht beusprocht, dach däerfen aus dem Internet ze verschwannen, ass dann net en Droit à l'oubli iergendwéini och eng Kéier e Sujet fir Archiven?

Wa mer engem Mënsch d'Recht ginn, net méi consideréiert ze ginn, wéi wäit geet dat? Ass dat just fir den elektroneschen Deel vum Archivage, vun deem, wat mer haut als sozial Medien oder esou betruechten? Oder gëtt et net och eng dokumentaresch, archivaresch Dimensioun, wa mer dat Recht dann engem Mënsch ginn, datt en och do ka vergiess ginn? Dat ass eng oppe Fro. An dat wäert och eng Diskussioun ginn, déi wahrscheinlech eng Kéier geféiert gëtt.

Awer méi schlëmm ass hei an dësem Gesetz och den Ëmgang (veuillez lire: de Prinzip), wéi mer mat deene Leit ëmginn, déi am ëffentleche Liewe stinn. Hei gëtt et Ausnamen zum Schutz vun der Privatsphär. Sinn déi justifiéiert?

Am Text steet, den Direkter vun den Archive kann déi Decisioun huelen, wann een eng Demande mécht, fir eng Recherche oder en Travail scientifique ze maachen iwwer eng bestëmmte Persoun, déi am ëffentleche Liewe steet, datt dat scho kann zu senge Liefzäite geschéien. Woubäi ee muss feststellen, datt bei Recherche ou travail scientifique den „scientifique" keen S huet, dat heescht, dat kann eng Recherche sinn, même non scientifique d'après le terme de la loi.

Dofir muss een och kucken: Wat gëtt hei gefrot? Am Rapport gëtt zum Beispill eng Biografie zitéiert. Wann ech also elo wëll eng Biografie iwwer e Mënsch, e liewege Mënsch, deen am ëffentleche Liewe steet, schreiwen, dann hunn ech d'Méiglechkeet, un deem seng privat Dossieren erunzekommen, am Gesetz steet, wann dat keng exzessiv Verletzung vu senger Privatsphär ass.

Wien decidéiert dat? Wie seet, wat eng exzessiv Verletzung vu mengem Privatliewen ass? Dat kann dach nëmmen dee Betraffene selwer maachen. Mä dee Betraffene selwer muss dat hei net maachen. Et geet duer, wann deen, deen déi Demande mécht, kann den Intérêt public erklären.

Mir hunn also hei eng lieweg Persoun, déi an der Ëffentlechkeet steet, där hiert Privatliewe kann ëffentlech ausgepaakt ginn, wann iergendeen, deen eng Recherche oder eng Biografie wëllt schreiwen, wéi et am Rapport heescht, en Intérêt public justifiéiert. Dat geet ze wäit! Ech mengen, och eng Persoun, déi am ëffentleche Liewe steet, huet e Recht op eng Privatsphär, an déi solle mer schützen.

Et ass eng Décision administrative, also misst e Recours méiglech sinn d'après le droit commun. Iwwer eng Recoursméiglechkeet géint déi Decisioun vum Direkter vun den Archive steet näischt am Gesetz. Si muss awer do sinn. Selbstverständlech muss eng Persoun sech kënnen dergéint wieren, datt seng Privatsaachen an d'Ëffentlechkeet gedroe ginn, well dann iergendee mengt, dat wär néideg.

Eng aner Lacune an dësem Gesetz, dat ass déi diplomatesch Dimensioun, déi mer an der leschter Zäit méi dacks hei an der Chamber diskutéiert hunn. Mir hunn eng Rei diplomatesch Archiven zu Lëtzebuerg, déi net eis national sinn. Mir hunn déi vun der Westeuropäescher Unioun, mir hunn der vum europäesche Patentamt, mir hunn der vun Estland. Et wär sécher net schlecht gewiescht, fir ze iwwerleeën och am Kader vun engem Archivgesetz, ob net extra Dispositioune sollten dat begleeden, wat mer an internationale Konventioune mat deene Länner oder mat deenen Institutiounen ofgemaach hunn.

Eng lescht Kategorie vun Zweifel a Froen, déi mer eis stellen, ass déi vun den Delaien. Et ass an eisen Aen net normal an net normal fir eis - fir dës Regierung ass et et anscheinend awer -, datt mer déi Delaie vun der Publikatioun vu geheimen Dokumenter, déi déi national Sécherheet betreffen, op deeselwechten Niveau stelle wéi d'Publikatioun vu kommerziellen an industriellen Donnéeën. Dat weist alt nees eng Kéier dee ganz laschen, irresponsabelen Ëmgang mat sensibelen Informatiounen, deen dës Regierung huet.

Wann ech sollt zesummefaassen, da soen ech nach eng Kéier, datt mir et als ADR däitlech begréissen, datt mer dëst Gesetz hunn. Mir hätten et gär gestëmmt. Awer wéi kënne mer e Gesetz stëmmen, wat op wichtege Punkte wéi eiser nationaler Sécherheet a virun allem och dem Schutz vun der Privatsphär vun de Bierger esou schwéier Verletzungen, esou schwéier Lacunnen huet? An dofir wäerte mir eis bei dësem Gesetz enthalen an et gär esou séier wéi méiglech eng Kéier erëm op de Leescht huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. „Wien net weess, wou en hierkënnt, dee weess och net, wou en higeet." Dat ass schonn e puermol virdru gesot ginn. Dat ass, mengen ech, e ganz wichtege Prinzip, firwat mir och mengen, datt dëse Projet, dësen Text vun enger enormer Wichtegkeet fir eist Land ass an datt mer mat engem gewëssene Retard als eent vun deenen éischter leschte Länner an Europa eis een eegent Archivgesetz ginn.

A mir mengen awer, datt dat, ouni Iwwerdreiwung, fir e Land, wat dat mécht, en definitiv historesche Moment ass, well et ass och eng wesentlech Etapp an deem, wat ee kann en Nation-Building-Prozess nennen, well et sinn d'Ierwen an d'Iwwerliwwerung vun enger Gesellschaft, déi sech an hiren Archiven erëmfannen. D'Archive sinn an engem gewëssene Sënn de Krou, an deem sech d'Mémoire collective vun engem Land befënnt. Ouni Archive keng Geschichtsfuerschung an also och keng Geschichtsschreiwung.

Elo ass et awer net esou, datt et hei am Land keng Archive géife ginn, ganz am Géigendeel. Mä haut stëmme mer fir d'Éischt an der Geschicht vun eisem Land e Gesetz, wat verbindlech Regele festleet, wéi archivéiert gëtt, wat et ze archivéiere gëllt, wien ze archivéieren huet, a virun allem, wéi dës Archive kënne consultéiert a benotzt ginn, well dorunner huet et eis an der Vergaangenheet gefeelt, en Archivgesetz an domat verbonnen och eng Archivkultur, besonnesch do, wat d'Kärstéck vun dësem Text ass, beim Stat a sengen ënnerschiddlechen ëffentlechen Institutiounen.

An der Vergaangenheet ass et ëmmer nees erëm virkomm, datt wichteg ëffentlech Dokumenter verschwonne sinn oder, schlëmmer nach, zerstéiert goufen. A souwuel den Här Fayot wéi d'Madamm Tanson hunn dovun och ganz andrécklech Beispiller genannt.

All Kéiers an der Vergaangenheet, wann eng Statsverwaltung geplënnert ass, huet ee misse fäerten, datt Dokumenter ewechgehäit ginn, zum Deel aus praktesche Grënn wéi Plazmangel, zum Deel aus Kommoditéitsgrënn. D'Kritäre waren dacks ganz arbiträr. Dëst ännert elo. Mat den Tableaux de tri, déi all Verwaltung an deenen nächste siwe Joer opstelle muss, gëtt eng Logik an dem Gebrauch vun Dokumenter agefouert, déi se virun der willkürlecher Handhabung schützt. D'Dokumenter vun de Statsverwaltunge ginn no hirem administrative Gebrauch, deem Tableau de tri entspriechend an d'Nationalarchiven iwwerféiert a repertoriéiert.

Domat héiert och eng aner Praxis aus der Vergaangenheet op, näämlech datt Beamten oder Responsabeler Dokumenter einfach mat heem geholl hunn, aus wéi enge Grënn och ëmmer. Heimadder gëtt dat ënner Strof gestallt, gradesou wéi onzoulässeg Zerstéierung vun Dokumenter. A wie weess, vläicht tauche jo no Akraafttriede vun dësem Gesetz och nees verluere gegleeften ëffentlech Dokumenter op, déi Privatpersoune matgeholl hunn, fir se just virun der muttwëlleger Zerstéierung ze schützen.

Vun dësem Transfer an d'Nationalarchiven ausgeholl sinn awer Institutioune wéi d'Chamber, d'Geriichter, den Haff, awer och d'Établissement-publicken an d'Culten, déi jo Établissement-publicke sinn, déi alleguer hir eegen Archive féieren, entspriechend den Dispositioune vun dem Gesetz. Eng Ausnam heizou maachen d'Gemengen, eppes, wat mir ausdrécklech bedaueren. Ënnert dem Virwand vun der kommunaler Autonomie fale si net ënnert déi meeschten Obligatioune vum Gesetz. Si kënnen hir Archive weider no Gutdünke verwalten, dat heescht mat méi oder manner grousser Suergfalt. Si si just un déi vag Bestëmmungen aus dem Gemengegesetz gebonnen. Si kënnen zwar Kooperatioune mam Nationalarchiv agoen, mä och dat ass just fakultativ.

Deen eenzege Garde-fou, an dat ass awer ze begréissen, an dësem Text ass, datt d'Gemenge keng Dokumenter einfach esou zerstéieren däerfen, ouni den Accord vun der Direktioun vun den Nationalarchiven ze hunn. Ech denken awer, datt an deenen nächste Joren d'Archivgesetz an dësem Punkt muss nogebessert ginn an och bei de Gemenge verbindlech Regele gëlle mussen, well och an de Gemengenarchive befanne sech ganz wesentlech Informatiounen a si stellen eng wichteg Informatiounsquell fir d'wëssenschaftlech Recherche duer.

Här President, ech kommen awer elo op dee Punkt, deen och verschiddener vu menge Virriedner ugeschwat hunn an deen an de vergaangene Woche fir vill Diskussioune gesuergt huet, näämlech dee vum Zougang zu den Dokumenter.

De Prinzip ass deen, datt all Dokument, dat an d'Nationalarchiv transferéiert an do repertoriéiert gëtt, prinzipiell consultéierbar ass. Wann dat den Haaptprinzip ass, esou géifen dozou awer verschidden Ausname vu bestëmmte Verjärungsfristen oder Verjärungsregele gëllen. Dat ass engersäits 25 Joer nom Doud vun enger Persoun, wann an deenen Dokumenter sensibel Informatioune sinn iwwer säi Privatliewen, iwwer seng finanziell Situatioun oder och iwwer seng politesch oder gewerkschaftlech Appartenance, awer och iwwer - wat weess ech? - seng sexuell Orientéierung. Do gëllt de Prinzip, datt dat eréischt 25 Joer nom Doud vun enger Persoun ëffentlech gëtt. Dat ass also eng Verjärungsfrist.

An eng zweet, déi läit bei 50 Joer fir Dokumenter, bei deenen et ëm d'national Sécherheet geet, ëm d'Präventioun vu Crimmen oder vertraulech kommerziell oder industriell Informatiounen.

An och dem Här Kartheiser kann een do vläicht äntweren: Wat d'national Sécherheet ugeet, gëtt et eng zweet Konditioun, näämlech datt déi Dokumenter musse virdrun deklassifizéiert sinn, soss kënne se och net public gemaach ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat weess ech!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dir hutt awer eng Fro gestallt, wou ech geduecht hunn, Der hätt vläicht deen Absatz iwwersprongen, duerfir hunn ech Iech schonn emol drop geäntwert.

Bon, dat si Verjärungsfristen, déi sënnvoll sinn, déi Dispositiounen duerstellen, déi een och an anere Länner op déi doten oder op vergläichbar Aart a Weisen huet. Speziell hei ass awer, datt Dokumenter, déi d'Steiergeheimnis betreffen, an där éischter Fassung vum Gesetz op Drock vum Finanzministère net sollten ënnert d'Dispositioune vun dësem Gesetz falen, dat heescht, net sollten transferéiert ginn an d'Nationalarchiven an domat verbonnen och eigentlech net sollte consultéiert ginn, also och net zougänglech sollte sinn.

An der Chamberskommissioun ass et eng ganz, ganz breet Majoritéit gi vun Deputéierten, déi sech eens waren, datt dës Dispositiounen awer ganz extraordinär wieren, voire souguer am Fong geholl onméiglech. An och de Vertrieder vun der CSV huet an där Kommissiounssëtzung gesot, datt dat eigentlech esou net hinzehuele wier, datt déi Dokumenter net sollten transferéiert ginn. An et hätt eigentlech bedeit, datt d'Steiergeheimnis quasi op all Éiwegkeet a fir all Zukunft zementéiert gewiescht wier, an domat d'wëssenschaftlech Fuerschung iwwer eis Wirtschaft a Sozialgeschicht quasi onméiglech gemaach gi wier.

Doropshin huet de Finanzministère op déi éischt grouss Reaktioun vun de Memberen aus der Chamberskommissioun reagéiert an en Argumentaire entwéckelt, deen och virdrun ugeklongen ass, deen eigentlech doranner besteet, datt d'Steiergeheimnis no der Abgabenuerdnung onverletzlech wier an datt Beamten, déi dat géifen an d'Nationalarchiv weiderginn, sech entspriechend der Abgabenuerdnung quasi géife strofbar maachen, wa se dëst maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Bon, doropshin ass et an der Ëffentlechkeet zu engem kuerzen awer duerchaus heftege Kreesch komm, notamment ënner Historiker, Archivisten, awer och an der Press. An doropshin huet de Ministère en neien Delai erfonnt, wat d'Dokumenter ugeet, déi ënnert d'Steiergeheimnis falen, an dat ass deen Delai vun 100 Joer. An och do waren an der Kommissioun erëm Diskussiounen, well eng ganz Rëtsch Vertrieder gesot hunn: „Mä dat ass dach abusiv, ze soen, datt d'Steiergeheimnis iwwert der nationaler Sécherheet steet, wat den Delai ugeet, datt dee souguer duebel esou laang géif gëlle wéi fir d'Dokumenter vun der nationaler Sécherheet."

An hirer Haltung hunn déi Deputéiert de Sukkurs kritt vum Statsrot, vun der héijer Kierperschaft, déi och gesot huet, datt dat absolutt net nozevollzéie wier, déi doten exzessiv, abusiv Verlängerung, an deen huet och derfir plädéiert, fir eng Harmoniséierung vun den Delaien anzeféieren op 50 Joer.

An deementspriechend wëlle mir mat deenen néidegen Ënnerschréften en Amendement zum Gesetz eraginn, Här President, wat genee dat dote fuerdert, wat d'Positioun vum Statsrot erëmhëlt, näämlech eng Harmoniséierung vun deenen Delaie vu 50 Joer.

Amendement 1

Amendement concernant le projet de loi sur l'archivage

Amendement 1

L'article 16 paragraphe 2 est amendé comme suit:

«(2) Par dérogation au paragraphe précédent, le délai de communication est de cinquante ans à partir de la date du document le plus récent inclus dans le dossier pour les archives publiques:

1. dont la communication porterait atteinte aux relations extérieures, à la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'ordre public;

2. ayant trait aux affaires portées devant les instances juridictionnelles, extrajudiciaires ou disciplinaires;

3. ayant trait à la prévention, à la recherche ou à la poursuite de faits punissables;

4. dont la communication porterait atteinte au caractère confidentiel des informations commerciales et industrielles.

5. qui sont couvertes par le secret fiscal.

~~Le délai de communication est de cent ans à partir de la date du document le plus récent inclus dans le dossier pour les archives publiques qui sont couvertes par le secret fiscal.~~»

Commentaire:

Concernant l'article 16 du projet en question, la Chambre des Députés se rallie à l'avis du Conseil d'État du 12 juin 2018 qui «propose d'harmoniser, du moins jusqu'à un certain degré, les délais de communication. Le délai de communication pour les archives publiques qui sont couvertes par le secret fiscal pourrait dès lors être fixé à cinquante ans.»

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

Well et ass jo effektiv, wann ee sech dat jo an der Praxis virstellt, ondenkbar, datt mer elo quasi misste waarde bis 2028, 2029, bis mer kënne wëssenschaftlech Recherchë maachen iwwert d'Weltwirtschaftskris vun 1928. Do

misste mer elo nach zéng Joer drop waarden, fir dat iwwerhaapt kënne wëssenschaftlech opzeschaffen, d'Fro, wéi ee Steieropkommes an deene Joren do war, wéi eng Kategorië vu Populatioun, wéi eng Gesellschaftsschichten.

Dat ass alles an eisen Ae bei Wäitem abusiv. An duerfir hu mer dat doten Amendement eraginn. Mir gesinn eis do zesumme mam Statsrot a mer mengen, datt et wichteg wier, wann et ugeholl géif ginn, well et en Amendement wier, wat och net alt erëm eng Kéier dobausse géif den Androck maachen, wéi wann hei zu Lëtzebuerg d'Steierparadäis iwwer alles géif priméieren.

Ech soen Iech Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo de Statssekretär am Kulturministère, den Här Guy Arendt.

Prise de position du Gouvernement

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Här President, ech fueren dann och viru mat de Mercien. Decidement hu mer eis mat deenen haut!

Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen aus der Chamber, ech begréissen natierlech déi quasi unanime Zoustëmmung zu dësem Gesetz, wat wierklech e wichtegt Gesetz ass an eiser Lëtzebuerger Gesellschaft. Et ass schonn e puermol ugeklongen, an ech wäert och nach kuerz dorobber agoen.

Mä erlaabt mer fir d'Alleréischt, mat engem Zitat vum Philippe Bélaval, dat ass den Directeur honoraire vun den Archives nationales aus Frankräich, unzefänken! An dee seet: «L'archive est un trésor dont la détention ou la consultation recouvrent des enjeux déterminants pour le fonctionnement de la société. L'archive est avant tout le reflet direct de l'activité, sur une période déterminée, d'un groupe humain, d'une institution, d'une société, d'une entreprise: elle tend en permanence un miroir, qui permet de lire, sans le travestissement de la création littéraire ou artistique, même s'il faut toujours l'interpréter avec précaution, l'évolution des mentalités (…) et des structures sociales. Elle se trouve investie, de ce fait, d'une forte dimension identitaire.» Enn vun der Citatioun.

Ech soen Iech näischt Neits, wann ech soen, dass de Projet de loi, deen eis haut beschäftegt, eis Archive betrëfft, eng Matière, déi bis elo, an dat ass schonn e puermol ugeklongen an de verschiddenen Interventiounen... An iwwregens, Klammer op, ech géif all den Intervenanten och e ganz, ganz grousse Merci soe fir déi sachlech a flott Diskussioun, déi mer elo haut de Mëtteg hei haten.

Mä, wéi gesot, et ass eng Matière, déi hei zu Lëtzebuerg net déi Beuechtung kritt huet, déi se eigentlech verdéngt. Mir hunn et e puermol schonn héieren, d'Archive bilden nämlech d'Memoire fir e Land, an et sinn och nëmme gutt geréiert Archiven, déi eng onofhängeg Geschichtsschreiwung erlaben.

An dësem Sënn ass dëse Projet de loi iwwert den Archivage immens wichteg, wann net souguer batter néideg, well Lëtzebuerg, am Géigesaz zu aneren europäesche Länner, a wéi wéineg aner europäesch Länner, kee komplette legislative Kader an deem Domän bis elo hat.

Dofir sinn ech och frou, dass dës Regierung dee Projet konnt deposéieren an och, wéi gesot, nach matzäit zum Schluss konnt iwwert d'Bün kréien hei an der Chamber. An deem Sënn ass de Projet de loi also och e grousse Schrëtt an d'Richtung vun engem méi modernen an transparente Stat, esou wéi dës Regierung dat virgesinn huet an hirem Regierungsprogramm. Den éischte Steen soll mam Vott vum Archivgesetz geluecht ginn an deen nächste Schrëtt a Richtung méi Transparenz ass de Vott deemnächst, ech menge souguer déi nächst Woch, vum Projet de loi iwwer eng Administration transparente et ouverte.

De Projet de loi iwwert den Archivage geet och Hand an Hand mat dësem Gesetz fir eng Administration transparente et ouverte, well gutt geféiert Archiven an enger Verwaltung et erlaben, dass si méi séier an einfach dem Bierger d'Dokumenter, déi en ufreet, kann aushännegen. Ausserdeem wëllt Lëtzebuerg Virreider sinn, wat den Archivage électronique ugeet, an huet duerfir e legale Kader adoptéiert. Et géif also net passen, wa mer engersäits de Secteur vum Archivage électronique an der Privatwirtschaft wéilten developpéieren an anerersäits de Stat sech keng Archivregele géif ginn.

En anere ganz wichtege Volet, deen haut eigentlech nach net zur Debatt war, ass, dass dëse Projet de loi déi néideg Mesurë virgesäit fir d'Mise en œuvre vun dem europäeschen Dateschutzreglement fir den Archivberäich. Den Dateschutzreglement gesäit effektiv vir, datt op verschiddene Rechter vun enger betraffener Persoun däerfen Derogatioune fir d'Archivinstitutiounen an nationalem Recht festgeluecht ginn.

E Beispill, wat een doraus erhiewe kann, ass d'Recht, datt eng Persoun däerf ufroen, fir hir perséinlech Daten ze verbesseren. Dëst kann ee sécher awer net bei Archivdokumenter, déi wéinst hirem authentesche Charakter net kënne modifizéiert ginn, soudatt d'Archivgesetz virgesäit, datt, wann eng betraffe Persoun ka beweisen, datt an engem Archivdokument falsch Saache stinn, si eng Déclaration contradictoire am Archiv kann ofginn, déi dann no Oflafe vun de Schutzfristen de Chercheuren och kann zougänglech gemaach ginn.

Do wéilt ech vläicht och op verschidde Remarke sprangen, wat den Internet betrëfft, Droit à l'oubli. Ech mengen, dat ass hei am Archiv definitiv net op der richteger Plaz. Ech wëll awer och soen, dass de Projet de loi, deen hei virläit, och vun der CNPD voll gedroe gëtt. Dat heescht, dem Volet vun de perséinleche Rechter, dem Privatliewen, an dem Respekt vun deene Rechter, deem ass hei zur Genüge Rechnung gedroen, well d'CNPD wierklech dee Projet guttgeheescht huet.

Ech wéilt awer och nach gären drop hiweisen, dass duerch d'Obligation de versement vun ëffentlechen Archiven, déi an dësem Gesetz virgesi sinn, en Zoufloss vun Dokumenter kënnt an dofir den Nationalarchiv en neit Gebai brauch. Et ass schonn e puermol ugeklongen an deene verschiddenen Interventiounen, dass d'Gebai wierklech en nächste Schrëtt an deem Gesetz hei ass.

Ech hunn och scho gesot an ech mengen, d'Datumme sinn och scho genannt ginn, d'Regierung huet am Mee 2016 festgehalen, en neit Gebai fir den Nationalarchiv op Esch-Belval ze baue fir e Budget vun ongeféier 40 Milliounen Euro. Zënterhier ass, wéi gesot, de Fonds Belval amgaangen, un deem Projet ze schaffen, zesumme mat de Responsabele vum Nationalarchiv.

Den Architekt huet de 15. Mee, also viru bal zwee Méint, en Avant-projet sommaire ofginn a schafft elo um Avant-projet définitif, dee fir Mëtt November soll fäerdeg sinn. An da kéint den Nationalarchiv an ongeféier sechs Joer - et kann ee sech ni festleeën - op Esch-Belval plënneren.

Et ass natierlech keen einfacht Gebai. Et waren e puer Iwwerleeungen, déi nach matagefloss sinn. An dofir huet u sech dee Projet e bësselche méi laang gedauert wéi geplangt.

Kuerz, de Secret fiscal - ech mengen, de Finanzministère huet do en Argumentaire ginn. Et geet hei ëm d'Rechter vu Privatpersounen, an net nëmme vun enger Persoun, mä vun Eltere respektiv vu Kanner, an dofir vun dem Contribuable. Dofir ass awer..., de Secret fiscal huet jo awer eng gewësse Stäerkt, am Sënn, dass en d'ordre public ass an dass dofir déi Frist vun 100 Joer u sech awer ugepasst ass. An ech wäert sécherlech net agoen op deen Amendement, dee vum Här Baum presentéiert ginn ass. Mir bleiwe bei deem Text, dee mer hei elo virleien hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Statssekretär, erlaabt Der eng kuerz…

(Interruption et hilarité)

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Jo, ech ralliéiere mech just net. Also, voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kartheiser wollt eng Fro stellen.

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. An och Merci, Här Statssekretär, dass ech Iech déi Fro däerf stellen. Et geet ëm déi Archiven, déi Der wëllt bauen, ëm d'Gebai.

Archiven, Dir sot et selwer, si ganz kompliziéiert. An de Volumen, iwwert dee mer schwätzen, dee wiisst dauernd. Elo sot Der 40 Milliounen, dat, wat Iech erlaabt eigentlech, e Projet ze maachen, ouni duerch dëst héicht Haus ze goen, ouni Gesetz.

Ech froe mech, an dat kënnt Der eis vläicht erklären: Wat ass dann d'Ambitioun, fir e Statsarchiv fir 40 Milliounen ze bauen? Wat soll dat brëngen? A geet dat Gebai dann Ärer Meenung no duer, fir all deenen Aufgabe gerecht ze ginn, déi sech elo am archivaresche Beräich wäerte stellen?

Ech soen Iech Merci.

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Ech kann Iech dorobber ganz kuerz äntwerten. D'Archivgebai, déi Planifikatioun gëtt ganz, ganz enk mat de Responsabelen, mat der Direktesch vun den Archives nationales duerchgeféiert. Si huet ganz genau opgestallt, wat gebraucht gëtt, an och - evidemment - eng Projektioun an d'Zukunft gemaach, an den Avant-projet sommaire gëtt op alle Fall dat eraus, dass déi Zomm vu 40 Milliounen duergeet, fir fachgerecht en Archivgebai kënnen ze bauen.

Wann ech nach kéint vläicht op déi eng oder déi aner Commentairen agoen, déi gemaach gi sinn, oder Kriticken, déi gemaach gi sinn.

D'Gemengen: Bon, ech mengen, dat ass déi berüümten Autonomie communale, wou mer wierklech eis dru gestouss hunn, wou mer awer och, dofir hu mer jo och déi Méiglechkeet gi fir d'Gemengen, dee Contrat de collaboration ze schléissen. An awer och, wat wichteg ass, dat ass, dass mir och, also d'Archiven - net mir, mä d'Archiven - sinn op alle Fall och bereet, eng Assistance de Gemengen ze ginn. Mir sinn eis bewosst, dass kleng Gemengen net onbedéngt dat Potenzial hunn, fir do kënnen e fachgerechten Archivage ze maachen. Dofir ass d'Ennerstëtzung vun den Archives nationales op alle Fall och do a garantéiert.

Bei de Culten, fir elo nach op déi Fro och ze äntwerten, dat war eng Demande eigentlech vun dem Culte, vum kathoulesche Kultus, mä déi kënne jo natierlech och eng Assistance ufroen.

De Corps diplomatique: Diplomatesch Dokumenter am Allgemengen, Konventiounen an anerer, do kann ech soen, dass de Ministère des Affaires étrangères, dass déi systematesch déi Dokumenter archivéieren, dass also do keng Gefor ass, dass do e Konflikt kënnt.

Wat elo de SREL betrëfft, wat déi al Dokumenter betrëfft, do ass jo per Gesetz den Archivage regléiert ginn. An déi nei Dokumenter, déi elo kommen, do ënnersteet natierlech de SREL oder de SRE dem Text. E muss also en Tableau de tri maachen an e muss d'Dokumenter versëieren. Also, ech mengen, dat si Kriticken, dorobber wollt ech awer nach kuerz äntwerten.

An dann, fir ofzeschléissen, sinn ech der Meenung, datt mer mat dem Vott vun dësem Projet de loi en historesche Schrëtt maachen - dat ass vu verschiddenen Intervenanten och scho gesot ginn -, well mer domadder e Kader schafen, fir e kompetent a performant Archivwiesen, op dat e moderne Stat sech muss kënne verloossen. Nëmmen esou bleiwen d'Rechter vum Bierger geséchert an nëmmen esou bleift och dem Bierger säi Recht op en demokrateschen an transparenten Zougank zur Informatioun garantéiert.

Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass et wichteg, seng Memoire a säin historesche Räichtum um Liewen ze halen, fir seng Geschicht a seng Souveränetéit an de Vierdergrond ze stellen. Eng Conservatioun, esou wéi et sech gehéiert, ass noutwendeg, wa mir en demokrateschen an transparente Stat wëlle sinn a wa mer wëllen, dass dee Räichtum och nach deenen zukünftege Generatiounen zur Verfügung steet.

Ech géif Iech Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun eisen Debatten iwwert de Projet ukomm.

Amendement 1

Mir si saiséiert mat engem Amendement vun der Sensibilitéit déi Lénk. Ech mengen, den Amendement ass en long et en large virgestallt ginn. Et geet drëm, am Artikel 16 Paragraf 2 e Punkt 5 bäizesetzen an de leschte Saz ze sträichen. Ech géif dann den Amendement direkt zur Ofstëmmung bréngen, wann net nach Bemierkungen dozou ze maache sinn.

(Interruption)

Ma dann den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo. Merci, Här President. Ech géif elo léien hei, wann ech géif soen, dass deen Amendement do mer net um Fong sympathesch ass. Mä bon, et ass esou, dass mer elo, wéi gesot, um Enn vun dëser Prozedur ukomm sinn, dass mer dee Choix regrettéiert hunn, fir déi 100 Joer elo an d'Gesetz do anzeschreiwen, dass mer awer, mengen ech, am Sënn vun der Saach deen Text elo tel quel matstëmmen.

Mä dat hënnert eis awer net drun, fir nach weider doriwwer nozedenken an och nach eng Kéier en Echange ze siche mat der Steierverwaltung quant à l'interprétation vum Secret fiscal.

Mä mir wäerten, pour l'heure, deen Amendement hei net matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Jo, ech rejoignéieren dat, wat den Här Fayot seet.

Also, nodeems wat mer gesot hunn, ass et jo absolutt evident, dass mer um Fong dat dote ganz sympathesch fannen. Et ass elo awer esou, mir sinn…

(Interruptions)

Däerf ech mäi Saz fäerdegmaachen? Merci.

Et ass awer esou, mir kruten op Nofro hi jo vun der Steierverwaltung eng Rëtsch Erklärungen, firwat dass si der Meenung sinn, dass dat net geet. Meng éischt superficiell Recherchë lafen drop eraus, datt, op d'mannst wat deen drëtte Punkt ugeet, déi Argumentatioun vläicht discutabel ass.

Ech sinn awer der Meenung, dass een dat muss am Fong mat hinne kucken, genau wéi ech dat virdru gesot hunn, dass een an enger nächster Etapp muss iwwer eng Harmoniséierung vun deenen Delaien nodenken.

Mä dat kann een elo net iwwerstierzen, vu déi juristesch Bedenken, déi si virbruecht hunn. Da fannen ech, da soll een dat och klären. Si hunn och nach en zweete Punkt virbruecht, deen och en anere Riedner nach evoquéiert hat.

Dat schléisst awer fir mech guer net aus, datt mer op där Harmoniséierung vun deenen Delaien nach ëmmer fannen, datt dat dee richtege Wee wär, wann déi Bedenken aus dem Wee absolutt geraumt sinn. Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, ech wollt nach eng Kéier kuerz Stellung huelen.

Also, d'Diskussioun leeft jo elo zënter annerhallwem Joer. Déi juristesch Bedenken, déi si formuléiert. Et gëtt virun allem eng aner Instanz hei am Land, déi sech och domadder ausenanergesat huet, an dat ass de Statsrot, dee jo awer soss, mengen ech, eng gewësse juristesch Expertise an och e juristesche Poids huet, soudatt ech mengen, datt een duerchaus dat hei stëmme kann, besonnesch dann, wann ee seet, et wier engem sympathesch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech mengen elo ass alles oder bal alles gesot...

(Interruptions)

...a mir géifen dann iwwert den Amendement ofstëmmen.

Vote sur l'amendement 1

Wie mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wie fir den aktuellen Text ass, stëmmt mat Neen.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

2-mol Jo, 58-mol Neen. Dat ass e knappt Resultat.

(Hilarité)

Den Amendement 1 ass ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marco Schank), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6913 et dispense du second vote constitutionnel

Da géife mer iwwert den Ensemble vum Projet ofstëmmen. D'Ofstëmmung fänkt un.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

57-mol Jo, 1-mol Neen an 2 Abstentiounen.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Entschëllegt, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ire ka jiddweree sech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, souguer ech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Dann ass et 57-mol Jo an 3 Abstentiounen. Merci. Domat ass de Projet 6913 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marco Schank), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, wou de Rapporteur scho prett ass. Dat ass de Projet de loi 7195. Den Här Bauler huet d'Wuert.

11. 7195 - Projet de loi portant:

1° transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et

2° modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Digitaliséierung vum Finanzsecteur huet sech an de leschte Jore staark entwéckelt. Déi nei technologesch Méiglechkeeten hu mat sech bruecht, datt eng Rëtsch nei Servicer, besonnesch am Beräich vun de sougenannte Services de paiement, entstane sinn.

Et gëtt heibäi tëschent zwou Zorte vu Servicen ënnerscheet, déi duerch Drëttubidder, also net nëmmen duerch déi klassesch Banken, offréiert ginn. Op där enger Säit gëtt et d'Services d'initiation de paiement, also Servicer, wou Ubidder fir de Client Sue vu sengem Kont iwwerweisen. Dat geschitt meeschtens iwwert eng App, déi een erofluet a mat där de Client ebe Saache bezuelen oder Suen iwwerweise kann. Mä och am E-Commerce gëtt d'Bezuelen doduerch méi einfach a méi séier fir de Client.

Op där anerer Säit ginn et d'Services d'information sur les comptes. An dësem Fall kritt de Prestataire Abléck an d'Bewegunge vum Client sengem Konto an dem Client säi Kaf- an Investitiounsverhalen, awer och iwwer säi Kontostand, fir de Client esou entweder ze beroden oder him just en Iwwerbléck iwwer seng Finanzsituatioun ze ginn.

Fir béid Servicen an Usproch ze huelen, muss de Client selbstverständlech säin Accord ginn.

Dës Ubidder stinn also méi konkret als drëtt Entitéit tëschent dem Client an der Bank, déi de Konto geréiert. Fir éischtens de Schutz vum Konsument ze garantéieren an zweetens d'Regelen, d'Sécherheetsmesuren an d'Exigenzen un déi implizéiert Akteure kloer ze definéieren, ass et noutwendeg, fir den aktuelle gesetzleche Kader ze moderniséieren an un d'Entwécklunge vum Secteur unzepassen.

Ausserdeem huet e kloer definéierte Kader de weidere Virdeel, dass de Maart an deem Beräich opgemaach gëtt. D'Banke verléieren hire Monopol, wat d'Informatiounen iwwert de Clienten hir Konte betrëfft. Doduerch soll eng nei Dynamik an de Secteur kommen an den europäesche Maart verdéift ginn.

Fir deem Rechnung ze droen, gouf déi europäesch Direktiv 2015/23/66, och nach PSD 2 genannt, ugeholl. Mam Gesetzesprojet 7195 gëtt dës Direktiv haut an nationaalt Recht ëmgesat.

Et gi verschidde Kritäre festgeluecht, fir dass déi nei Prestatairen hir Servicen zu Lëtzebuerg an awer och an der ganzer Europäescher Unioun duerch dee sougenannte Passeport européen ubidden däerfen. Si mussen zum Beispill en Agrement ufroen a bei der CSSF ageschriwwe sinn. Der CSSF hir Kompetenze ginn, wat d'Iwwerwaachung vun dësen neie Prestatairen ubelaangt, och verstäerkt an hir Zesummenaarbecht mat de jeeweilegen Autoritéiten am Ausland verdéift.

A puncto Sécherheet an Dateschutz gesäit de Gesetzesprojet och eng Rei vun Neierunge vir. Et gëtt vun all Prestataire verlaangt, eng sougenannt staark Authentificatioun ze applizéieren, wann de Client op säi Kont wëllt zréckgräifen. Dat bedeit, dass de Client op d'mannst zwee verschidden Elementer muss benotzen, fir sech beim Prestataire anzeloggen. Zum Beispill gëtt e Passwuert an en Token verlaangt, fir sech ze identifizéieren; eng Saach eleng geet do net duer. Doduerch gëtt d'Wahrscheinlechkeet, dass een onerlaabt Zougréff op de Kont kritt, natierlech däitlech méi kleng. Dës staark Authentificatioun spillt och dann, wann de Client online oder mam Handy bezilt.

Déi nei Prestatairen hirersäits musse sech bei der Bank, déi dem Client säi Compte courant geréiert, och identifizéieren, fir dass d'Bank noverfollege kann, wat geschitt. Et ginn näämlech zwou Methoden, fir esou Prestatairen Accès op de Konto a soumat och zu de Kontosdonnéeë vum Client ze ginn: engersäits de sougenannten „screen scraping", wou de Prestataire sech mam Client sengem Passwuert bei der Bank aloggt, also quasi sech als den Titulaire vum Kont ausgëtt. D'Bank weess an deem Fall net, dass et sech ëm eng drëtt Entitéit handelt an net ëm de Client selwer.

D'Nodeeler vun dëser Method sinn offensichtlech: De Prestataire gëtt zum Beispill dann eventuell Saache gewuer, déi iwwert dat erausginn, wat hien ugeet. Do ass et dann duerchaus méiglech, dass de Prestataire Informatioune sammelt, ouni dass de Client et weess. Dernieft, wann Abuse geschéien, si se schwéier zréckzeverfollegen an de Schëllegen zur Rechenschaft ze zéien.

Déi zweet Method, „application programming interfaces" genannt, kuerz API, gëtt dem Prestataire e geziilten Accès zum Bankkonto vum Client, soudass éischtens d'Bank weess, wien tatsächlech op de Kont an d'Donnéeën zougräift, an zweetens de Prestataire och nëmme genee dat gesäit a maachen däerf, wouzou en och eng Erlaabnis vum Client huet.

Déi genee technesch Kritäre fir eng séier Kommunikatioun tëschent den Drëttubidder an der Bank, déi de Konto geréiert, ginn aktuell vun der Kommissioun an der Europäescher Bankenautoritéit ausgeschafft a wäerte Mëtt 2019 a Kraaft kënnen trieden.

Här President, et ginn nach verschidden aner Elementer, déi mat dësem Gesetzesprojet ëmgesat ginn. Ech wëll awer elo net ze vill an den Detail goen. Erlaabt mer, hei op mäi schréftleche Rapport ze verweisen!

Just nach esou vill: De Konsumenteschutz gëtt och nach an där Hisiicht gestäerkt, dass d'Verantwortung vum Client am Fall, wou onerlaabt Sue vu sengem Konto duerch eng Bancomatskaart opgehuewe ginn, vun 150 Euro op 50 Euro erofgesat gëtt. An anere Wierder, de Client verléiert maximal 50 Euro. Alles, wat driwwer ass, kritt en erëm.

Am Statsrot sengem Avis vum 26. Juni waren zwou Oppositions formelles. Déi héich Kierperschaft huet verlaangt, dass an de Gesetzestext zousätzlech Detailer zu den Informatiounen drastoe kommen, déi d'CSSF am Kader vun hiren Aufgaben, wat d'Kontroll vum Aktionariat vun de Prestatairë betrëfft, definéiere muss.

D'Finanzkommissioun ass där Opfuerderung och direkt nokomm, soudass déi zwou formell Oppositiounen aus der Welt geschaaft konnte ginn.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci. Wéi ëmmer en exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport vun eisem Spezialist, dem André Bauler. Mir bleift u sech just nach den Accord ze brénge vu menger Fraktioun. Et ass alles hei gesot ginn. Et ass eng Konsequenz vun der Digitaliséierung vun de Finanzservicer. Duerfir sinn dës Direktive wichteg. Déi ginn dem Konsument méi Rechter a schützen e besser. An duerfir brénge mir och mat Begeeschterung den Accord zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Och vun eis Merci gesot dem Rapporteur fir säi gudde Rapport.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Do ass en, voilà! Jo, voilà, mir begréissen och dëse Projet. Et ass effektiv e gutt Gesetz, wat an engem Creneau ass, dee wichteg ass fir Lëtzebuerg. Et ass eng Nisch, en neie Secteur, dee sech gutt developpéiert huet iwwert déi lescht Joren, souwuel bei de Services de paiement wéi och bei de Services de monnaie électronique, wou eng ganz Rei Akteuren heihinnerkomm sinn, och well mer déi éischt Direktive schnell ëmgesat hunn a mat der CSSF en Urspriechpartner do ass, deen och proaktiv un déi Dossieren do erugeet.

An dofir ass et gutt, dass mer och elo d'PSD 2 ëmsetzen an eist nationaalt Gesetz. An dat ass sécher e weidere Facteur fir d'Kompetitivitéit vun eisem Finanzsecteur.

Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dovun aus, dass déi aner Kolleegen därselwechter Meenung sinn?

(Assentiment)

A mir ginn dann d'Wuert un de Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech si frou iwwert déi Begeeschterung, déi mer hei an der Chamber hunn iwwert dëse Projet de loi. Et ass wouer, dass mer an deem Beräich vun de Paiementer hei zu Lëtzebuerg ee vun de Virreider waren, ee vun de Pionéier schonn an de leschten zéng Joer.

Mat dëser zweeter Direktiv iwwert d'Paiementer gëtt de Consommateur besser protegéiert. D'Kontrolle vun der CSSF gi méi grouss. An ech kann Iech soen: Mir hu schonn haut ongefeier 15 Gesellschaften an deem Domän, déi täteg sinn. Mir verstäerken domat d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg a mir kënnen esou eis Finanzplaz diversifizéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer ofstëmmen iwwert de Projet de loi 7195.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7195 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mir hunn Eestëmmegkeet mat 58 Jo-Stëmmen. Domat ass de Projet de loi 7195 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7195 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marco Schank), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et Mme Cécile Hemmen (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox), Sam Tanson (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Merci. An deen nächste Projet waart schonn op eis, de Projet 7306. De Rapporteur ass deeselwechten, den Här André Bauler.

12. 7306 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

2. modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Gesetzesprojet 7306 geet et ëm d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv an eist nationaalt Recht. Graff gesot, féiert dës Direktiv nei Dispositiounen zur Hierarchie vun de sougenannten Instruments de dette non garantie am Fall vun der Insolvenz vun enger Bank an. Domadder sollen d'Regelen an deem Beräich an der Europäescher Unioun weider harmoniséiert ginn an zur Stabilitéit vum Finanzsystem bäidroen.

Am November 2015 huet de G20 en neie Plang fir d'Applikatioun vun der sougenannter TLAC-Norm adoptéiert. TLAC steet fir „total loss-absorbing capacity",…

(Brouhaha)

…also op gutt Lëtzebuergesch: Capacitéit vun enger Bank, fir Verloschter ze absorbéieren, also opzefänken an ze verschaffen. Dës Norm soll hëllefen, ze vermeiden, dass bei Existenzproblemer vun enger grousser Bank de ganze Finanzsystem matgerappt gëtt, wéi dat an der Vergaangenheet emol de Fall war.

An deem Sënn mussen all déi Etablissementer, déi eng global systemesch Relevanz hunn, an der Lag sinn, hir Verloschter selwer opzefänken a sech kënnen ze rekapitaliséieren, ouni dass déi ëffentlech Hand muss asprangen an ouni dass d'Realwirtschaft dovunner betraff gëtt. Op dës Manéier gëtt probéiert, eng Léisung fir déi reell Problematik vun den Too-big-to-fail-Banken ze fannen.

D'Europäesch Unioun hat sech aus dësem Grond och 2015 engagéiert, dës Norm bis 2019 an EU-Recht ëmzesetzen. Um europäeschen Niveau gëtt et schonn zënter 2014 déi sougenannten MREL-Exigenzen. MREL steet fir „minimum requirement for own funds and eligible liabilities".

(Brouhaha)

Dat sinn op gutt Lëtzebuergesch déi minimal Exigenzen un Eegefongen an eligibele Scholdeninstrumenter fir Finanzinstituter, also äänlech wéi bei der TLAC-Norm, deemno d'Ufuerderungen, fir d'Stabilitéit vu Finanzinstituter ze garantéieren.

D'TLAC-Norm ass complementaire zu der MREL. Déi zwee normativ Kadere sinn net grad identesch an hirer Applikatioun, mä si ergänze sech éischter.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Ech gesinn, Här Gibéryen, Dir sidd ganz déif an där Matière do dran.

(Hilarité)

De Gesetzesprojet 7306 behandelt e ganz spezifeschen Aspekt vun dëser Problematik. Esou wéi d'Direktiv 2017/2399, déi hei ëmgesat gëtt, et och virgesäit, schaaft de Gesetzesprojet 7306 en neit Instrument, an zwar déi sougenannten Instruments de dette subordonnée. Dëst sinn nei Instrumenter, déi d'Banke wäerte kënnen emettéieren, fir sech den TLAC- an den MREL-Exigenzen unzepassen, ze conformëieren.

Dovunner ofgesinn, ginn nach verschidde punktuell Ännerungen ëmgesat, wéi zum Beispill déi vum Rectificatif vum 25. Januar 2017 zur Direktiv 2013/36/UE zur Surveillance prudentielle vun de Banken an den Entreprises d'investissement. Fir den Detail vun dësem séier technesche Projet verweisen ech wierklech gären op mäi schréftleche Rapport.

Plusieurs voix.- Aah!

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- De Statsrot huet awer a sengem Avis vum 26. Juni just verlaangt, dass een Artikel gestrach gëtt, well en net konform mam aktuelle reglementaresche Kader vun der Europäescher Unioun war. Fir de Rescht huet de Statsrot awer gréng Luucht fir dëse Projet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei den Accord fir dëse Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Soll ech déi Fro, déi ech schonn eng Kéier gestallt hat, nach eng Kéier stellen?

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass et esou, dass déi Häre Mosar, Fayot a Kox an déi Häre Gibéryen a Wagner hiren Accord och wéilte ginn?

(Assentiment)

Da ginn ech och dovun aus, dass de Finanzminister sech doriwwer freet.

(Brouhaha et hilarité générale)

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech freeë mech an ech soen dem Deputéierte Bauler Merci fir säi Rapport, dësen an dee vu virdrun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och am Numm vun all deenen anere Kolleegen. Dat ass dann esou registréiert.

A mir géifen dann iwwert den Ensembel vum Projet de loi 7306 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7306 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

(Brouhaha)

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

51-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7306 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, MM. Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Gilles Roth), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Georges Engel), Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot) et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Merci.

Da si mer um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm a Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 20.03 heures)

SÉANCE 50 MERCREDI, 11 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7301 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7282 - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner, Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7285 - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Marc Lies, M. Yves Cruchten, M. Claude Lamberty, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Marc Lies)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7152 - Projet de loi portant

1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;

2° modification du Code de procédure pénale;

3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Alex Bodry, Mme Simone Beissel, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7280 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie
- *Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Max Hahn*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz (dépôt d'une motion), Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (interventions de M. Marc Spautz, Mme Octavie Modert et M. Fernand Kartheiser)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

8. 7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen, Kolleegen, wann Der Plaz wéilt huelen, da kann ech d'Sëtzung opmaachen. Ee schéine gudde Mëtteg! An ech froen d'Regierung direkt, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

Keng Reaktioun. Also keng Matdeelung.

Une voix.- D'Regierung lauschtert net no.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir waart ofgelenkt, hunn ech gesinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir e léiwe Gaascht op der Tribün ze begréissen.

Lieber Stephan Toscani, Landtagspräsident des Saarlandes, begleitet vom deutschen Botschafter Heinrich Kreft, herzlich willkommen im Luxemburger Parlament! Vielen Dank für die ausgezeichnete Zusammenarbeit und den sehr konstruktiven und fruchtbaren Austausch von heute Morgen, Beginn einer exzellenten Zusammenarbeit. Und ich glaube, wir werden das tun, was wir uns versprochen haben, wir werden gemeinsame Projekte entwickeln und uns regelmäßig treffen.

Vielen, vielen Dank!

(Applaudissements)

An da géif ech zu eiser Dagesuerdnung vun de Mëtten iwwergoen, dem Projet de loi 7301, engem Projet, deen déi bishereg École de la 2e Chance betrëfft. An de Rapporteur, den Här Lex Delles, ass prett.

2. 7301 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Aarbechtswelt huet zanter 2009 bis 2018 op ganz ville Punkte changéiert. Dobäi ass awer ee wesentleche Punkt nach ëmmer d'nämlecht bliwwen, an ech mengen, dee

wäert och nach eng ganz Zäit d'nämlecht bleiwen, dat ass deen, dass et ëmmer méi schwéier gëtt, ouni Diplom iwwerhaapt adequat an d'Aarbechtswelt eranzekommen.

Dëst ass e klenge Projet de loi, mä awer e ganz wichtegen. Dat initiaalt Gesetz vun der École de la 2e Chance war deemools wichteg an innovativ, 2009. Mä awer 2018 ass et net manner wichteg, tout au contraire.

Bis elo, säit der Grënnung vun der Schoul, also am Joer 2009, hunn 1.200 Apprentien, Apprenanten, pardon, déi Schoul hei zu Enn bruecht. Dës Schoul huet net nëmmen als But „de donner une seconde chance" fir Erwuessener, mä och Formatiounen am Kader vun der Éducation des adultes wéi och an de Formation-continuen.

2014 ass dëst Gesetz schonn eng Kéier ugepasst ginn, mä haut geet et ëm zwou méi kleng Ännerungen an dësem Projet de loi. Déi éischt ass den Numm. D'École de la 2e Chance wäert mat dësem Gesetz en aneren Numm kréien a wäert dann École nationale pour adultes heeschen. Deen zweete Punkt ass: Den Text gëtt ugepasst un de Gesetzestext iwwert d'Lycéesreform, deen 2017 hei gestëmmt ginn ass, dat heescht also, den Enseignement secondaire classique an den Enseignement secondaire général.

Et geet also hei drëm, eng Panoplie vu pädagogeschen Aktivitéiten ënner engem Daach bei enger selwechter Philosophie oder Approche fonctionnéieren ze loossen. Dir Dammen an Dir Hären, fir de Rapport iwwert d'Avise géif ech lech op mäi schréftleche Rapport verweisen. An ech si schonn um Enn vum Rapport vun dësem Projet de loi ukomm a ginn och direkt den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An d'Wuert huet elo d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken dem Rapporteur e grousse Merci fir säi relativ rapiden, awer ganz gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport.

De Projet de loi 7301, dee mer jo haut solle stëmmen, ass e Gesetz, mat deem eigentlech just en Numm vun enger Schoul geännert gëtt. Aus der École de la 2e Chance soll eng École nationale pour adultes ginn. Do stelle sech awer fir eis als CSV eng ganz Partie Froen, well déi nei Denominatioun kengesfalls dat zréckspigelt, wat där Schoul hiren urspréngleche an och nach aktuellen Objet ass.

Ech erkläre mech. D'École de la 2e Chance soll elo École nationale pour adultes heeschen. Da froe mir eis: Wéisou „nationale"? Et ass jo net déi eenzeg Plaz, wou Coursë fir Erwuessener ugebuede ginn. Do gëtt et dach och nach eng Hällewull vun aneren Instituter, déi och Coursen a Formatioune fir Erwuessener ubidden, wéi zum Beispill d'House of Training, den Institut supérieur de l'économie, de Lifelong Learning Center, fir nëmmen dës ze nennen. Et gëtt also eng ganz vast Offer. An eis Fro ass einfach un den Här Minister: Wou positionéiert sech dann do eng École nationale?

„Nationale" ass an eisen Aen also e falschen Term, well mer domadder suggeréieren, dass dës Schoul quasi den nationalen Haaptbildungszentrum ass.

Zweetens: Pour adultes, dat ass carrement falsch, well et kënne jo och Mannerjäreger dohinner goen. An duerfir si mir der Meenung, dass esou en Term näischt am Numm vun enger Schoul ze sichen huet. Am Gesetz steet et jo och ganz kloer dran: „une école à l'attention des adultes et des mineurs d'âge qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire". En plus dierfe se net méi al wéi 30 Joer sinn. Also wéisou soll se École nationale pour adultes heeschen, wa se och scho fir Mineuren ass a wann d'Adultë maximal däerfen 30 Joer hunn?

Den initialen Objektiv, déi ursprénglech Iddi vum 2009er Gesetz war jo, fir Jonker, déi d'Schoul ofgebrach haten, nees ze motivéieren, fir en neie Versuch mat der Schoul ze starten. No schlechten Erfahrungen an och vläicht der falscher Astellung vum Schüler par rapport zur Schoul kéint et jo e bësse méi spéit, an engem neien Ëmfeld, fir de Schüler besser klappen. Dat war d'Zilgrupp vun der École de la 2e Chance.

Wéi soll wann ech gelift séchergestallt ginn, dass déi wierklech fragiliséiert Schoulofbriecher dann an Zukunft och als Éischt zerwéiert ginn? De Risiko besteet näämlech, dass, wann den Numm elo geännert gëtt, dat urspréngleclt Zil aus den Ae verluer geet, einfach doduerch bedéngt, dass d'Denominatioun carrement irféierend ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi de Rapporteur et och gesot huet, sollen dann nieft dem Changement vum Numm nach e puer aner Adaptatioune gemaach ginn, fir d'Schoul eben un déi nei Gegebenheeten unzepassen, an anere Wierder, déi ganz Terminologien, déi sech duerch d'Gesetz vum 29. August 2017 erginn, der Reform vum Secondaire.

Mir sollen also elo hei e Gesetz stëmmen, dat enger Schoul en neien Numm gëtt, mä deen Numm, deen ass net gutt. D'Erklärungen hutt Dir elo grad kritt.

Mir haten an der Kommissioun aner Propose fir den Numm vun dëser Schoul gemaach, esou wéi et och am Ausland zum Beispill där Nimm gëtt. Et kéint ee sech do Nimm wéi École de la nouvelle chance virstellen oder awer och nach École de l'avenir. Och dëst hätt eng positiv Connotatioun, an déi zwee Nimm géifen zumindest keng falsch Versprieche maachen.

Dernieft géife mir als CSV et begréissen, wann de Bau vum neie Gebai vun der École de la 2e Chance aktiv géif virugedriwwe ginn. Dëst wier definitiv méi sënnvoll wéi eng Nummännerung, well anscheinend leeft de Bail fir déi Schoul do um aktuelle Site dat nächst Joer aus. An esou, wéi ech aus der Äntwert op eng parlamentaresch Fro, déi ech gestallt hat, kann erausliesen, sollen d'Aarbechte fir déi nei Schoul awer eréischt fréistens - fréistens! - 2019 ulafen.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäerte mir als CSV eis op alle Fall bei dësem Projet de loi enthalen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen et ganz kuerz. D'École de la 2e Chance gëtt elo d'École nationale pour adultes, well eis deen Numm u sech méi richteg erschéngt a well e virun allem der Demande Rechnung dréit, déi d'Leit an der Schoul selwer haten. D'Leit aus der Schoul goufe gefrot, wéi si sech kéinte virstellen, wéi déi Schoul soll heeschen, a si hu proposéiert - wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, huet de Minister eis dat an der Kommissioun och gesot -, dass et soll d'École nationale pour adultes sinn, an duerfir ass et och deen Numm, deen hei soll proposéiert ginn.

Iwwert de Sënn an den Zweck vun der Schoul, mengen ech, do si mer eis awer alleguerten eens, dass et eng sënnvoll Moossnam ass an dass och eng ganz Partie Leit - 1.200, huet de Rapporteur gesot, säit 2009 - do konnten eng zweet Chance kréien, eng nei Ausbildung, eng Formatioun, eng Éducation pour adultes. Ech mengen, dass dat e gudde Wee ass, deen ee soll weiderdreiwen an duerfir déi Schoul och weider soll ënnerstëtzen.

Iwwert de Sënn même vun der Schoul si mer eis, wéi gesot, heibannen eens. An et ass jo och dorëms, wou et geet.

Hei gëtt elo eng kleng Upassung gemaach un d'Gesetz vum August 2017, a mat där si mir als LSAP voll d'accord. An duerfir ginn ech hei den Accord vun der Sozialistescher Partei.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, och déi gréng Fraktioun begréisst d'Ëmännerung vum Numm. Mir fannen et gutt, datt d'École de la 2e Chance an École nationale pour adultes ëmbenannt gëtt. Éischtens ass deen Term méi valorisant a stigmatiséiert d'Schüler vun dëser Schoul net méi par rapport zu deene vun anere Schoulen. Zweetens dréit dës Modifikatioun souwuel de Missioune vun der Schoul an awer och hirer bemierkenswäerter Entwécklung Rechnung. An drëttens entsprécht dësen Numm dem Wonsch vun de Responsabele vun der Schoul.

Ech wéilt ervirhiewen, datt dës Schoul wierklech eng bemierkenswäert Entwécklung hannert sech huet. Se huet 2011-2012 mat 35 Jonken ugefaangen an ass haut op 440 Schüler, déi dëst Joer do ageschriwwe sinn, wat wierklech bemierkenswäert ass. An déi Leit sinn och kuerz virum Erwuessenenalter. Et sinn also keng Kanner, déi do an d'Schoul ginn, an duerfir gesi mir och kee Problem dodran, datt „Adultes" dosteet, vu datt déi Jonk, déi dohikommen, 16 oder besser gesot 17 Joer hunn an datt an deem Fall och en explizitten Accord vun der Schoul kënnt.

Ech wéilt och drop hiweisen, datt déi Schoul eng ganz Rei Fächer agefouert huet, nei Fächer, déi et am Ufank net gi sinn, beispillsweis d'Beruffsausbildung fir Kach, Landschaftsgäertner, Elektriker an Auxiliaire de vie, an datt ëmmer erëm déi Klassen esou séier besat ginn, wéi se geschafe ginn. Alles dat ass positiv.

An nach ee Beispill, wat mer wierklech wichteg ass ervirzesträichen, fir d'Qualitéit vun der Schoul ze beweisen. Et war ee Schüler an d'Schoul orientéiert ginn. E koum aus der Grondschoul. Do ass en an de Modulaire komm. A véier Joer drop huet hie seng Première gepackt mat der Motioun „bien". Do gesäit een, wat do geleescht gëtt, a mir fannen dat natierlech begréissenswäert. Et werft awer och d'Fro op, wat an eise Grondschoule falschleeft, wa Kanner mat esou engem héije Bildungspotenzial am Modulaire landen. Ech denken, doriwwer misst nogeduecht ginn.

Op där anerer Säit muss ee sech och froen, wéi eng Perspektiven déi vill Schoulofbriecher hunn, déi net dee richtege Profill hunn, fir en zweete Bildungswee an enger Schoul wéi dëser anzeschloen an ofzeschléissen. Dës jonk Leit verpasse jo den Uschloss un de Schoulsystem, meeschtens am Alter vu 16, 17 Joer, a riskéieren, hiert Liewe laang op der Strooss ze sëtzen.

An domat kommen ech da grad bei dee Punkt, deen och d'Madamm Hetto ervirgestrach huet. Et ass deen, deen och vun der Chambre de Commerce erwäänt ginn ass. Natierlech kann ee soen, d'Remark wier berechtegt, datt d'Aktivitéite vun der zukünfteger École nationale pour adultes sech ëmmer méi disperséieren a riskéieren, op d'Käschte vum initiale Public cible ze goen. Deem entgéint wéilt ech awer betounen, datt d'École de la 2e Chance zanter dem Schouljoer 2012-2013 mindestens sechs Klassen am drëtte Joer vum Cycle inférieur ubitt. Dat heescht, zu engem Deel bitt se schonn deene fragillste Schüler d'Chance, am Bildungssystem virunzekommen, an dat wäert sech och mat dësem Projet de loi net änneren.

Ob et allerdéngs sënnvoll ass, datt d'Klassen op dësem Niveau nach ausgebaut ginn, woe mir ze bezweifelen, well et zu Lëtzebuerg schonn entspriechend Strukture gëtt. An et mécht an eisen Ae kee Sënn, duebel Strukturen ze schafen, déi sech géigesäiteg konkurréieren. Ech schwätze vum CNFPC, dem Centre national de formation professionnelle continue, a vun de Cours d'orientation et d'initiation professionnelles. Dës Strukturen hunn déi wichteg Missioun, d'Schoulofbriecher do opzefänken, wou se sinn a se duerch geziilt Formatiounen op den Aarbechtsmaart ze orientéieren.

An hei wéilt ech eben elo d'Fro opwerfen, ob dës Strukturen hirer Missioun wierklech ëmmer gerecht ginn an ob et net derwäert wär, eng Analys doriwwer duerchzeféieren. Zum Beispill, ob dës Strukturen déi néideg Ressourcen hunn, ob se territorial gutt verdeelt sinn an ob se iwwerall bekannt sinn. Op jidde Fall begréisse mir, datt Dir d'Direktioune vun de Schoulen drop higewisen hutt, eng Nott dohi geschéckt hutt, fir déi Leit drop hinzeweisen, datt hei en alternative Bildungswee fir Schoulofbriecher ugebuede gëtt.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools Merci, Här President. Ech fänken och u mat engem ganz déif empfonnte Merci un den Här Delles fir eng ganz flott Presentatioun. Ech mengen, an der Tëschenzäit ass dëse klenge Projet wierklech in extenso diskutéiert ginn. Ech wéilt also just an zwee Sätz soen, datt mir déi Bedenken, déi d'Madamm Hetto hei am Numm vun der CSV virgedroen huet, am grousse Ganzen deelen, datt mer awer trotzdeem der Meenung sinn, datt mer hei e wichtege symbolesche Geste maachen, a méi wéi e symbolesche Geste, am Interessi vun deene Leit, déi vun där Schoul do profitéieren. Dofir stëmmt d'ADR dëse Projet mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Leschte Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Bon, d'École de la 2e Chance bewäert sech als immens effikass. D'Reussite bei den Ofschlëss läit ëmmerhi bei 90%. Natierlech muss ee soen, datt déi, déi sech do aschreiwen, op eng gewëssen Aart a Weis e bësse méi motivéiert si wéi „normal" - entre guillemets - Schüler, déi iergendwéi gezwonge sinn, an d'Schoul ze goen an net ëmmer onbedéngt esou motivéiert sinn. Wéi mir dat wahrscheinlech all eng Kéier emol waren.

Déi lescht Joren awer gouf d'Offer an d'Qualitéit vun den Ausbildunge staark erweidert, soudatt den Usproch vum ganz alleréischten Ufank, dat heescht, eng Schoul nëmme fir Decrocheuren ab Neuvième opzefänken, eendeiteg méi eng grouss Bandbreet krut. Esou hu sech also d'Aktivitéiten iwwert d'schoulesch Ausbildung fir Schoulofbriecher a Jonker, déi net méi schoulflichteg sinn, ewechbeweegt, fir och Formatioune fir Erwuessener unzebidden an allgemeng fir Leit, déi hir schoulesch Ausbildung weiderféieren oder nohuele wëllen, onofhängeg vun hirem Alter.

Dofir gëtt an dësem Projet de loi och proposéiert, d'École de la 2e Chance ëmzedeefen.

Dës Heterogenitéit vun de Schüler an engem gemeinsame System verstäerkt net nëmmen den Apprentissage, mä och d'Selbstvertrauen an d'Méiglechkeet, sech der Fatalitéit vun engem ofgebrachenen oder verfeeltene Schoulparcours ze widdersetzen a mat engem gréissere Bewosstsinn séng schoulesch Destinée erëm an d'Hand ze huelen.

Här President, d'École de la 2e Chance ass e Miniaturofdrock vum eigentleche Schoulsystem, wat d'Offer betrëfft. Mä si ass interessanterweis bäi Wäitem méi effikass wéi de generelle System, well hei wierklech bei all Schüler gekuckt gëtt, wou d'Stäerkte leien a wéi een iwwer eng adequat Begleedung de Schüler eng Zukunft an der Aarbechtswelt kann ubidden.

Ëmmer méi Schüler packen et hei vun enger Neuvième erop an eng Première a kréien erëm Accès zu universitäre Studien. De Wee op d'Uni kann och iwwert den Diplôme d'accès des études secondaires opgemaach ginn, deen deemnächst och an Owescoursen an Zesummenaarbecht mam Kolléisch ugebuede gëtt. Aner Neuvièmesklasse verfollegen den Apprentissage adultes, wou sech ëmmer méi Formatiounen am Kader vun der Formation professionnelle ubidden. D'nächst Joer gëtt souguer déi ganz Ausbildung vum Elektriker ugebueden, an déi éischt Jore vum Gäertner, Kach an Auxiliaire de vie sinn och iwwert de Wee vun dëser Schoul erreechbar. D'Dixième an d'Onzième générale fir d'Professions de la santé an de Parcours vum Enseignement général vu Cinquième bis Première ginn ebenfalls an der École de la 2e Chance ugebueden.

Op all deenen Niveaue steet d'Zil vun der Selbststännegkeet an dem kritesche Léieren am Vierdergrond. Op allen Niveaue schreiwen a presentéieren d'Schüler Travail-personnellen. Op eng gewëssen Aart a Weis muss ee soen, dat erënnert scho quasi un eng Aart „Proto"-Tronc commun, wou mer jo all wëssen, wou mer och ëmmer der Meenung waren, datt sech esou eppes kéint generaliséieren, dat heescht, datt ee vill méi Offere kann innerhalb vun engem eenheetlechen, sech lues a lues distingéierende secondairen Enseignement ubidden.

Bon, an dëser Schoul gëtt gekuckt, datt d'Programmer an d'Qualitéit vum Enseignement permanent verbessert ginn. An dobäi ass och d'Zesummenaarbecht mat ënnerschiddlechen Instituter an Héichschoule wäertvoll. Dës Zesummenaarbecht geet iwwert d'Lëtzebuerger Grenzen ewech a bitt sech mat bekannten Instituter, wéi dem Conservatoire national des arts et métiers zu Paräis oder der Kantonale Maturitätsschule für Erwachsene zu Zürich, den Unien zu Lëtzebuerg, Zürich a Paräis 8 un.

D'École de la 2e Chance baut op wichteg Mesuren, déi d'gesellschaftlech Inklusioun vu jiddwerengem férderen iwwert de Wee vun engem Apprentissage, deen nei Bildungsméiglechkeete bitt amplaz auszeschléissen. An esou zum Beispill och d'Offer fir jonk Erwuessener, Primo-arrivanten, déi an dësem Kader d'Sprooche léieren a fit gemaach ginn, fir hiren individuelle Wee kënnen anzeschloen, ob Beruffsausbildung oder weider a Schoul an Uni. An ech mengen, dat huet och vill Succès, well mer jo wëssen, entgéint deem, wat oft ka behaapt ginn, datt och d'Primo-arrivantë wierklech immens vill Efforte maachen hei zu Lëtzebuerg, wa se d'Méiglechkeet kréien, fir kënnen heizebleiwen.

Mä da gëtt et natierlech nach d'Ateliere vu Learn for Success, wou ee kann higoen, fir punktuell an no individuellen Ziler ënnerstëtzt ze ginn. An dat heescht zum Beispill och, sech fir de Statsexame virzebereeden. An ech wollt nach soen, datt et, genau wéi meng Virriednerin sot, un der Zäit wier an eendeiteg néideg, fir eben en neie Site ze kréien, well actuellement ass d'Situatioun net gutt. Mä wéi gesot, et ass jo geplangt, datt fréistens 2019 soll eppes geschéien. Mä mir kréie wahrscheinlech dann nach e puer Erklärunge vum Här Minister.

Ech soen Iech Merci, a mir wäerten dee Projet natierlech och ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci och un de Lex Delles als Rapporteur. Merci un all d'Intervenanten.

Mir hate virun dräi Joer e Gesetz hei iwwert d'École de la 2e Chance gestëmmt. An eng Rei vun Deputéierten hunn eigentlech och ugereegt gehat deemools, datt een iwwert den Numm eng Kéier sollt nodenken. Ech hunn och deemools a menger Stellungnam dat mat opgeholl a gesot: „Jo, well wann ech herno a mengem CV stoen hunn, ech hunn en Deel vu mengem Parcours scolaire an der École de la 2e Chance gemaach, dann heescht dat jo, datt ech bei der éischter Chance schonn net reusséiert hunn. An ech denken, datt jiddwereen d'Recht op eng zweet a vläicht souguer op méi Chancë soll hunn, mä datt dat awer näischt ass, wat een iwwer e Liewe laang herno nach soll begleeden an zum Deel stigmatiséieren."

Elo kënne mer alleguerte soen, dat wär net esou, mä mer wëssen awer, datt et wahrscheinlech Leit am Land gëtt, déi awer dat esou géifen interpretéieren, wa se dann e CV esou, mat där doter Bezeechnung, um Dësch leien hunn.

An duerfir hu mer mat der Schoul och Récksprooch gehalen. An et ass deen doten Numm „École nationale pour adultes", deen zréckbehale ginn ass. Woubäi un där schoulescher Offer, déi den David Wagner hei elo ganz explizitt och nach eng Kéier opgezielt huet, an hirer ganzer Bandbreet näischt wäert änneren an et sécherlech och keng Schoul wäert ginn, déi sech elo ganz exklusiv un Erwuessener wäert riichten. Woubäi mer wëssen, datt, wann d'Iddi vun der 2e Chance jo awer spillt, een dann e gewëssenen Alter huet, ier een dann iwwerhaapt an déi dote Schoul kënnt an de Gros vun de Schüler och haut schonn Erwuessener sinn.

A mat där Bandbreet vun Offeren, och Leit, déi no enger Beruffserfahrung sech emol erëm eng Kéier wëlle weider forméieren, an dat wierklech vun der Formation professionnelle bis hin zu enger Première respektiv engem Diplom, deen zu Héichschoulstudien dann och herno autoriséiert, do gesäit een, datt dat eigentlech haut schonn d'Kärzilgrupp vun der École de la 2e Chance ass.

Ech wëll och un eng Kritik erënneren, déi och deemools an der Debatt hei awer formuléiert gouf, an ech mengen, et war och deemools vun der CSV, well gesot ginn ass: „Mir mussen oppassen, datt d'École de la 2e Chance net eisem Lycée Konkurrenz mécht. A wa se elo eng Première ubitt, datt et dann eben net esou ass, datt de Schüler, deen an engem Lycée op der Deuxième ass, op der Troisième ass, iergendwann eng Kéier seet: ‚Elo halen ech emol hei op, aus iergendengem Grond, well ech mam Professer net eens ginn oder well ech mam Direkter net kloerkommen oder well et mer einfach an der Schoul emol hei net méi gefält, well ech ka jo niewendrun an déi aner Schoul goen, déi École de la 2e Chance heescht, an einfach do ufänken.'"

Duerfir hu mer jo schonn eng ganz Rei vun Zougangskritären esou gemaach, datt ech eigentlech aus dem Alter, wou ech normalerweis an e Lycée erakommen, och erausgewuess sinn, fir iwwerhaapt kënnen an d'École de la 2e Chance eranzekommen. Wann also déi Kritik do richteg ass respektiv net ganz falsch war, dann, denken ech, kann een awer och hei absolutt domadder d'accord sinn, datt mer d'École de la 2e Chance elo ëmbenennen an „École nationale pour adultes".

„Nationale", well et déi vum Stat ass. Hei si Formatiounszentren a Schoule genannt ginn, déi vun aneren Akteuren, privatrechtlechen Akteure gedroe ginn. Dat ass ganz kloer. Do ka jiddweree sech natierlech weider engagéieren am Beräich vun der Erwuessenebildung, am Beräich vun der Weiderbildung. Do brauche mer ganz vill Akteuren.

Am Ministère hu mer och nach e Service de la formation des adultes, dee jo an der Regel net selwer Prestataire ass, deen net selwer Formatiounen ubitt, mä deen iwwer Gemengen, iwwer Asblen, also iwwer extern Prestatairë kuckt, datt ganz vill Erwuessenebildung queesch uechtert d'Land an deenen ënnerschiddlechsten Domäner, vun de Sprooche bis an aner Beräicher eran, dann och assuréiert gëtt. Mä hei ass et déi Schoul, wou de Stat de Prestataire selwer ass, an duerfir École „nationale" pour adultes.

D'Madamm Lorsché huet zu Recht ugeschnidden: Wéi grenze mer eis of par rapport zu anere Schoulen, wéi dem Centre national de formation professionnelle continue, zum Beispill? Nun, ech si frou, datt mer erëm e gewëssene Recentrage konnten hierstellen am Laf vun deene leschten zwee, dräi Joer, wat d'Aktivitéite vun de CNFPCen ubelaangt, an erëm a Richtung goen, fir déi se eigentlech geduecht sinn an och den Numm et ausdréckt, well aus Plazmangel eigentlech am Laf vun deene leschte fënnef bis zéng Joer oft gekuckt ginn ass: Wa mer am Lycée keng Plaz hunn, fir Initialformatioun ze maachen, fir eng Rei vu Schüler weider do an der Schoul kënnen ze halen, da maache mer Klassen an der Initialausbildung an de CNFPCen op.

An d'CNFPCe sinn eigentlech do an eng Richtung gedréckt ginn, vläicht aus der Nout eraus, wou se eigentlech net derfir geduecht waren. A mir hunn, well mer méi Capacitéiten erëm an de Lycéeën hunn, och elo erëm gekuckt, datt mer, wat Initialausbildung ass, dat esou wäit wéi méiglech an de Lycéeë maachen, fir och Plaz ze kréie wierklech, fir Formation continue fir Jonker oder fir Erwuessener kënnen an de CNFPCen ze assuréieren.

A mir wäerten och ronderëm d'Rentrée do, denken ech, e ganz neie flotte Projet an Zesummenaarbecht mat engem CNFPC kënne presentéieren, ënner anerem och fir deene Jonken, déi theoretesch Zougang an d'Formation professionnelle hunn, op de CCP hunn, awer keng Léierplaz fonnt hunn, fir deenen d'Bréck an d'Léier do nach eng Kéier kënnen ze bauen. Soudatt mer och do d'Aktivitéit vum CNFPC rezentréiert hunn, awer absolutt complementaire och hunn zu deem, wat herno d'École nationale pour adultes soll maachen.

Et ass absolutt berechtegt, datt sech hei d'Fro gestallt gëtt, wou dann d'École nationale pour adultes herno wäert sinn, well, an dat ass awer elo net déi éischte Kéier, datt och deen Delai ofleeft, dee Contrat de bail ofleeft vun deem Site, wou se haut ass - do besteet och nach d'Méiglechkeet, datt dat eng Kéier prolongéiert gëtt; déi Diskussioune sinn amgaange gefouert ze ginn -, mä d'Regierung sicht an huet och en neie Site fonnt fir d'École nationale pour adultes.

A well dee Site och net nëmme Plaz gëtt fir eng Schoul, hu mer och decidéiert, an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle vum Infrastrukturminister Fränz Bausch, fir och gläich zwou nei Schoulen dohinner ze implantéieren: nieft der École nationale pour adultes och de Sportslycée, nämlech op Mamer, bei déi besteeënd Strukture vun der Europaschoul, bei déi besteeënd Struktur vum Lycée Josy Barthel zu Mamer.

An duerfir ass dat e Site, dee gutt ugebonnen ass un den ëffentlechen Transport. Duerfir ass dat e Site, dee weider kann developpéiert ginn. Duerfir ass dat e Site, wou Synergien tëschent all deenen dote Schoule kënne realiséiert ginn, notamment och Synergien tëschent dem Sportslycée an deenen anere Lycéeën, wat d'Sportinfrastruktur ubelaangt, wat awer gläichzäiteg och nach eng Kéier d'Proffen ubelaangt, wat awer och do nach eng Kéier d'Méiglechkeet ubelaangt, fir all Ordre-d'enseignement, déi herno do wäerte vertruede sinn, och souguer Erwuessener, déi dann do wäerten an d'Schoul goen, d'Méiglechkeet ze bidden, am Sportslycée hire Parcours kënnen ze maachen.

Duerfir sinn ech frou, datt sech déi Méiglechkeet do erginn huet. An ech denken, datt dat elo déi Äntwert ass, déi d'Strooss wäert halen a wou elo geziilt drop geplangt gëtt, an datt mer och méiglechst schnell do ukommen, fir dat ze realiséieren.

Ech soen Iech Merci fir déi, déi dann hei wëlle mat d'Zoustëmmung ginn, fir datt mer dat dote kënne realiséieren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7301 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

37-mol Jo, 23 Enthalungen. Domat ass de Projet de loi 7301 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

D'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet de loi 6895 iwwert d'Administratioun fir de Fluchverkéier. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Henri Kox.

3. 6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Effektiv geet et hei ëm d'Administration de la navigation aérienne. Et ass eng Iwwerschaffung vum Gesetz, éischtens, well d'europäesch Gesetzgebung de Kader geännert huet, nämlech nei Exigenzen erausgeschielt ginn, déi u sech musse vun de jeeweilege Prestatairen op de Fluchhäfen ausgefouert ginn, wëssend, dass d'ANA, wéi se an der Ofkierzung och heescht, säit 2004 och de Prestataire ass, fir de Service de navigation aérienne um Fluchhafen auszeüben. En ass certifiéiert. E gëtt awer och all Joer dann entspriechend kontrolléiert. An dat gëtt gemaach duerch d'Autorité de surveillance nationale, wat u sech duerch d'Direction de l'aviation civile gemaach gëtt.

2009 ass dat Reglement um europäesche Plang reviséiert ginn, soudass nei Exigenzen op den Operateur zoukomm sinn, fir sech eben den neie sécherheetstechneschen Normen unzepassen. Och gouf hei am Gesetz d'Loi organique, also d'Organisatioun vun der ANA, nach eng Kéier strukturéiert, wat d'Aufgabe sinn a wat dann um Terrain ëmzesetzen ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Den zweete Punkt war natierlech och den Exploitant vum Fluchhafen, wien da schlussendlech vum Fluchhafe kann d'Gestioun maache respektiv och dee ganzen Alldag dervun organiséieren. Do hu mer eis am Gesetz op d'europäescht Reglement och baséiert, dass e Prestataire dat och ka maachen; soudass dat als zweete Punkt eragefloss ass.

An als drëtte Punkt ass ebe gekuckt ginn, dass d'ANA och besser strukturéiert gëtt.

Ech wëll dann awer op ee Punkt agoen. Näämlech dat war dee Punkt, deen natierlech och an der Diskussioun ëmmer war, d'lescht Joer insbesondere, tëschent deem, deen den Exploitant vum Fluchhafen ass - an dat wësst Der: Dat ass lux-Airport -, an e bëssen d'Gestioun, e bëssen d'Sécherheet dervun, wat natierlech och zu villen Negociatioune gefouert huet, wou schlussendlech awer, an dat muss een hei soen, e gutt Enn fonnt ginn ass.

An dofir: D'Resultat vun dësem Gesetz ass jo och d'Resultat vun deenen Negociatiounen. An dofir kann ech nëmmen all den Intervenantë Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi se do haten, och deels, dass et kontrovers do geet, se sech awer schlussendlech op en Text gëeenegt hunn, fir dass jiddweree Säint och ka maachen.

Dofir, déi Opdeelung, déi haaptsächlech am Vierdergrond stoung, war: De Gesamtoperateur ass lux-Airport, wéi Der wësst, um Fluchhafen. Awer doduerch, dass d'Reglement vun der Europäescher Kommissioun virgesäit, dass een engem Drëtten eppes kann als Service oftrieden, bleift weiderhin d'ANA responsabel fir déi sougenannt Fluchsécherheet, déi dat dann, wou se déi néideg Kompetenzen hunn, och nach an der Zukunft wäerte maachen. An dat ass och dat, wat dëst Gesetz dann och festhale soll.

Ech mengen, dat sinn déi wichtegst Ännerungen oder Feststellunge vun dësem Gesetz. Natierlech sinn och Upassungen, wéi zum Beispill, dass natierlech d'ANA net responsabel ass vum Tarmac, also vun der Fluchbunn, well déi ass gedeckt duerch en anert Gesetz vun de Ponts et chaussées. Et sinn d'Ponts et chaussées, déi responsabel si fir den Entretien vum Fluchfeld; wéi an der Vergaangenheet oder viru Kuerzem jo och eng Rei Verbesserungsaarbechten duerchgefouert gi sinn. Och dat ass nach eng Kéier festgeschriwwe ginn an dësem Gesetz.

Ech mengen, da géif ech och direkt eriwwer goen op den Avis vum Statsrot. Do war net vill dran. Et war jo am Ufank geduecht, d'Administratioun e bëssen ëmzeänneren, näämlech an Administration de l'aérodrome et de la navigation aérienne. Vu dass den Aerodrom erausgefall ass duerch eng Rei Ännerungen, déi och d'Regierung gemaach huet mat Amendementer, ass dee Punkt erausgefall, well soss hätt ee missen „Aérodrome" e bësse méi am Detail explizéieren, wat dann drënner ze verstoen ass. Dat betrëfft jo dat ganzt Fluchfeld mat den Accessoiren, déi u sech och do sinn.

Den zweete Punkt, dat war déi Personnalité juridique, déi d'ANA u sech net esou huet, an dass et net un hinnen ass, dann entspriechend Konventioune mat Drëtten auszeféieren. An dofir ass am Gesetz ebe bäikomm, dass dat net d'ANA selwer mécht, mä de Minister u sech a senger Kompetenz ass, fir dat auszeféieren.

Ech mengen, dat ware schonn déi wichtegst Argumenter vun dem Statsrot, déi all agefloss sinn hei an dëst Gesetz, soudass ech lech elo just nach brauch d'Date matzedeelen, wéini d'Gesetz deposéiert gouf. Dat war de 27. Oktober 2015. De Statsrot hat de 15. Juli 2016 säin éischten Avis gemaach.

Et gouf och nach en Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi sech och mat där Problematik ausenanergesat hunn. Da goufen eben Amendementer vun der Regierung eraginn, de 17. Mee 2018. An de 26. Juni 2018 koum dunn den Avis (veuillez lire: Avis complémentaire) vum Statsrot. An den 29. Juni gouf ech als Rapporteur bestëmmt, wou mer och sämtlech Avisen nach eng Kéier analyséiert hunn. An de 5. Juli gouf de Rapport zu dësem Gesetz ugeholl.

An haut géif ech Iech da bieden, dësem Gesetz dann och d'Zoustëmmung ze ginn. An ech bréngen och gläichzäiteg d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Als ageschriwwene Riedner hunn ech elo de Vertrieder vun der CSV. Deen huet awer leider e klenge Retard. Da géif ech direkt dem Här Yves Cruchten d'Wuert ginn, an da changéiere mer.

(Interruption)

Ah! Et ass gutt!

Plusieurs voix.- Den Här Schank.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay. Entschëllegt. Ech hunn den Här Wilmes hei. Entschëllegt, Här Schank. Et ass kee Problem, mä tant mieux. Et ass un Iech.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Ech mengen, d'Resultat ass datselwecht.

(Hilarité)

Madamm Presidentin, ech wollt fir d'Éischt emol dem Kolleeg Henri Kox Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport vun haut de Mëtten. En huet, mengen ech, déi wesentlech Ännerunge virgedroen.

An ech wollt nach eemol drop hiweisen, datt d'EU-Legislatioun do zoustänneg ass, ënner anerem, fir den Domän vun der Exploitatioun vum Fluchhafen oder vun de Fluchhäfen insgesamt. An ech wollt ënnersträichen, datt de Projet, dee mer haut stëmmen, jo eben och als Objektiv huet, déi legal Basen ze definéiere fir d'Exploitatioun vum Fluchhafen, den Exploitant ze designéieren, awer och de Prestataire vu verschiddene Servicer, wéi zum Beispill d'Meteo-Servicer, an dann och de Prestataire vum Fluchverkéier op nationalem Niveau, an eben och do déi entspriechend Responsabilitéiten a Kompetenzberäicher ze fixéieren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An ech wollt am Numm vu menger Fraktioun och den Accord zu deem Projet bréngen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet elo den Här Yves Cruchten d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, villmools Merci, Här President. Villmools Merci awer och, Här Kox, fir Ären exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, deem absolutt näischt bäizeflécken ass. Dofir géif ech just gären den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz gi jo verschidden Turbulenzen elo zu Enn gefouert um Niveau vun der ANA. Ech wëll net méi zréckgoen, mä et war jo virun e puer Joer do awer zu enger Rei Diskussioune komm. Duerfir ass et gutt, datt mer elo déi Ännerungen hei virgeholl hunn, wat jo och mat sech brëngt, datt d'Personal op deemselwechten Niveau ka gehale ginn, dass se keng Acquise verléieren.

Ech wëll och drop hiweisen, datt de Fluchhafe jo nach ëmmer an enger immenser Entwécklung ass, soudatt et wichteg ass, datt mer awer esou eng Administratioun hunn, déi fir eng ganz Rei vu Voleten zoustänneg ass. Den Här Kox, deem ech Merci soe fir säi Rapport, huet dat jo ganz extensiv hei virgeluecht.

Ech wëll vläicht kuerz op den Artikel 4 awer nach eng Kéier ze schwätze kommen, wat dem Minister jo d'Méiglechkeet gëtt, verschidden Aufgaben - „peut", steet jo am Gesetz - un aner Societéiten ze delegéieren. Ech denken zum Beispill do un dat, wat d'Fluglotsen ubelaangt. Mir wëssen, datt et immens schwéier ass hei zu Lëtzebuerg, fir Fluglotsen ze rekrutéieren. Mir sollten, mengen ech, bis d'Joer 2023 der an déi 36 rekrutéieren. Et ass awer schwiereg, déi hei um Marché ze fannen.

Datt do d'DFS och eng Rei Aufgaben iwwerhëlt, dat fënnt eis Zoustëmmung. Mir waren eis dat jo deemools selwer ukucken. Ech géif soen, dat dréit och zur Sécherheet vum Fluchhafebetrib ouni Zweifel bäi. Duerfir ass dat hei e gutt Gesetz, wat mir als Demokratesch Partei och kënne selbstverständlech ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Bon, mir wäerten eis bei dësem Projet de loi enthalen. An ech wollt d'Enthalung awer och begrënnen.

Et ass scho villes gesot ginn. Den Här Kox huet och e gudde Rapport gemaach, wou en och erkläert huet, wéi déi verschidden Attributioune solle festgeluecht ginn. An ech mengen, en huet jo och gesot, dee Projet de loi ass 2015 deposéiert ginn. Dat ass schonn eng laang Zäit hanner eis. Et huet laang gedauert.

Et ware jo och eng Partie Konflikter an der Tëschenzäit. Ech wollt just nach dorun erënneren. Engersäits gouf et natierlech de Konflikt iwwert d'Radaren, wou et awer zu engem Happy End koum op eng gewëssen Aart a Weis. Et war e bëssen hefteg, mä mir sinn eis do och eens ginn.

Et war awer och en anere Konflikt. An ech erklären dat, well dat erkläert och e bëssen eis puer Problemer: de Sozialkonflikt och, deen nach am Dezember, also Enn 2016, stattfonnt huet beim Personal vu lux-Airport, wou et wierklech haart ass, wou trotz enger Augmentatioun vu 40% vum Trafic d'Personal net erhéicht gouf. D'Salairë goufen och net erhéicht. D'Direktioun hat souguer decidéiert, déi ze geléieren. Den Interim ass geklommen op bis 50%. Et si souguer Uschëllegunge komm vum Personal géintiwwer der Direktioun, datt Spionage géif bedriwwe ginn an esou weider an esou virun.

Et koum zu engem Konflikt. Et koum och zu enger Léisung an deem Konflikt, wat jo och eng gutt Saach ass, mä et däerf een net vergiessen: Dat ass och alles eng Konsequenz vun der Liberaliséierungspolitik vum Himmel a vun deem, wat um Buedem ass, also vun de Fluchhäfen an der EU.

A mir si wahrscheinlech eng vun de rare Plazen op der Welt, déi dat ad absurdum dreift, schonn ënnmen, wat d'Fluchlinnen ugeet, wou natierlech eng Limitt do besteet vun ëffentlechem Finanzement - ech mengen, et ass bei 35% vum Kapital, ech si mer net méi sécher - a wou ee selbstverständlech duerno de Kierzeren zitt, well aner Kompanië vun anere Länner op anere Kontinenter, déi sinn net esou domm. An do si Fonds-souverainen derhannert oder esou.

An déi geostrategesch wichteg Linnen, déi kënnen och meeschtens gutt gefouert gi vu Regierungen. Hei gëtt dat blockéiert. Hei muss een ëmmer Aktionäre fannen an esou weider an esou virun.

Mä, och wat den Aeroport ugeet, dat ass eng privat Societéit, wou natierlech de Stat kompletten Aktionär ass, selbstverständlech, mä do gesi mer trotzdeem: Och wann s de eng Société anonyme hues an och wann de Stat oder d'ëffentlech Hand majoritär ass - dee Problem hu mer och bei LuxTram; doriwwer schwätzen ech elo net, ech hu keng Zäit, mä et ass e bëssen äänlech -, da kann et zu groussen Derapagen an zu Sozialofbau féieren.

Ausser vläicht, mir hunn och eng Regierung, déi sech net scheit, fir ze soen: „Mir sinn Aktionär a mir intervenéiere strategesch an den Diskussiounen", wat dës Regierung ni wëllt maachen; och bei LuxTram net. Wat e Feeler ass, well am Prinzip dierft et guer net esou wäit kommen, datt et zu engem Sozialkonflikt kënnt. Et dierft net esou wäit kommen, wann eng Regierung hir Aarbecht seriö mécht! A si misst kucken, wat d'Vertrieder vun der Regierung an deem Verwaltungsrot decidéieren an ob se eng gutt Aarbecht maachen. Wat an deem Fall net de Fall war!

Bon! Dofir, mir hunn e Problem prinzipiell. Deen heite Projet de loi ass awer - mir soen, ech hunn elo vill kritiséiert - eng gutt Ëmsetzung. Ech mengen, mir ënnerstëtzen... Mir kënnen net dergéint sinn, mä mir sinn awer prinzipiell géint de Prinzip vun der Liberaliséierung. Et ass zwar elo eng Ëmsetzung dovunner, déi gutt gelongen ass, mä mir si prinzipiell... Mir kënnen dat net cautionnéieren, datt mer eis an engem liberaliséierten Ëmfeld bewegen, och wat lux-Airport ugeet. An dofir wäerte mer eis an deem Sënn enthalen.

Voilà! Ech mengen, ech hunn alles gesot. An elo kann deen Nächsten drukommen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, elo d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci och virun allem dem Rapporteur, dem Här Kox, fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, an allen Deputéierte fir hir Stellungnamen.

Grouss Reformen, déi brauchen Zäit. Dat ass esou. Grouss Reforme ginn och meeschtens kontrovers diskutéiert. Dat ass och normal, dat ass och guer kee Problem. An dat heiten ass zwar nëmmen e klengt Gesetz, mä et ass awer am Fong ee Puzzlesteck vun enger grousser Reform, déi mer gemaach hunn, nääml ech fir de Fluchhafe mat senger Gesellschaft, als Haaptgesellschaft, sengen Administratiounen ze restrukturéieren, ëmzebauen an e fit ze maachen, fir datt en, éischtens, der europäescher Gesetzgebung entsprécht, mä zweetens awer och, datt en esou opgestallt ass, datt en als Fluchhafen, well mir hunn nëmmen een, ka bescht oder gutt Viraussetzungen hunn, fir kënnen ze iwwerliewen.

Ech muss och soen, den Här Wagner huet elo just gesot, et wär e Sozialkonflikt gewiescht um Fluchhafen. Et waren der méi do. Et war ee bei lux-Airport an ee bei der ANA. Dee bei der ANA hat méi mat deem heite Gesetz ze ginn. Dee bei lux-Airport, deen hat villfälteg Grënn.

Ech wëll Iech awer soen, datt et net richteg ass, datt d'Salairen net gehéicht gi sinn, well de Kollektivvertrag bei lux-Airport, deen herno ofgeschloss ginn ass, ass e ganz gudde gewiescht mat Augmentatiounen tëschent 3% a 4% vun de Salairen. An de Fait, datt Personalmangel herrscht bei lux-Airport, dat ass och net, well lux-Airport kee wëllt astellen, mä dat ass, well de Fluchhafen effektiv déi lescht Joren eng Wahnsinnsdynamik hat.

Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, datt mer an deene leschte fënnef Joer vun zwou Millioune Passagéier op dëst Joer wäerten no un d'Véier-Millioune-Grenz kommen. Also, mir hunn eng Verdueblung vun de Passagéier bannent fënnef Joer erlieft um Fluchhafen, mat villen neie Gesellschaften, déi komm sinn.

A lux-Airport geet et de Moment net anescht wéi ville privaten oder och ëffentleche Verwaltungen, Gesellschaften, Établissement-publicken: Et ass schwiereg, Leit ze rekrutéieren. A wann op Sous-traitance zréckgegraff ginn ass phaseweis bei lux-Airport, dann ass et, fir datt een de Betrib konnt oprechterhalen, well mer einfach d'Leit net fonnt hunn, déi gesicht gi si bei lux-Airport. Ech mengen, dat ass den Hannergrond.

Elo kéinte mer laang diskutéieren iwwer Sënn an Onsënn vu verschiddene Saachen am Kontext vun der Liberaliséierung vum europäesche Fluchraum. Do sinn ech gär bereet, dat eng Kéier ze maachen. Et géif awer haut, mengen ech, ze wäit féieren.

Op alle Fall, dat Gesetz vun haut huet net direkt eppes domat ze dinn; indirekt sécherlech schonn. Zum Beispill de Fait, datt mer hu missen eng Decisioun huelen, wien den Airport Operator gëtt, an datt mer do ee mussen nennen, dee responsabel ass fir de Gesamtfluchhafen. Mir hunn eis decidéiert, fir lux-Airport dat maachen ze loossen, well dat einfach och méi Sënn mécht a well dat op där anerer Säit och déi staatlech Verwaltung ANA protegéiert, well déi dann net ënner kommerziellt Recht fält an hirem Fonctionnement an esou weider an esou virun. Dat heescht, do hu mer méi Spillraum oder méi Flexibilitéit bei der ANA.

Also, wéi gesot, mir hunn natierlech laang diskutéiert, haaptsächlech wéi mer och d'Decisioun geholl hunn, fir lux-Airport als Airport Operator ze nennen a well dat natierlech en Impakt hat, wéi een dat herno géif organiséieren, mä do hu mer awer eng Formule fonnt, déi och konform ass zu der europäescher Gesetzgebung, déi ons awer, mengen ech, all Flexibilitéit léisst, engersäits, an op där anerer Säit awer derfir suergt - an dat war meng Haaptsuerg ëmmer -, datt dee ganze Fluchverkéier vun enger staatlecher Verwaltung geregelt gëtt. Dat heescht, déi ganz Froe vu Sécherheet am Fluchberäich, datt dat bei enger staatlecher Verwaltung bleift.

Dat heescht, lux-Airport ass den Operator ginn. An iwwer sougenannten „service-level agreements" - déi sinn awer virgesinn an der Direktiv - kann den Operator verschidde Fonctioune vum Fluchhafen einfach sous-traitéieren.

A mir hunn am Fong hei eppes gemaach, wat e bëssen ontypesch ass, zumindest wann een d'Erfahrungswäerter an deene leschte Jore kuckt. Meeschtens war et ëmgedréit, ass et ëmgedréit gemaach ginn, dann ass sous-traitéiert ginn u Privatgesellschaften. Hei hu mir e Sous-traitement gemaach un eng ëffentlech Verwaltung. Ech mengen, dat misst Iech jo erfreeën, datt mer dat gemaach hunn, zumindest an Ärer Philosophie. Mä mir hunn dat awer hei gemaach, well et mir wichteg war, well et an deem dote Beräich, sécherheetsméisseg gesinn, mengen ech, wichteg ass, datt deen ënner ëffentlecher Hand bleift.

An, wéi gesot, dat heiten, déi Dispositiounen, déi hei am Gesetz sinn, déi droen deem Ganze Rechnung a waren och en Deel vum Accord a Verspriechen, wat ech gemaach hunn am Kader vun der Conciliatioun un d'Gewerkschaften, déi bei der ANA sinn - dat ass d'Personalvertriedung -, datt mer dat géife maachen. An ech sinn och duerfir frou, datt dat Gesetz haut eng breet Zoustëmmung kritt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech géif soen, dass mer prett sinn, fir ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6895 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6895 fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 6895 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7282, wou et ëm den Echangeur Diddeleng-Biereng op der A13 geet a wou de Plaffong gesprengt ginn ass, wou mer e Gesetz brauchen. An dat maache mer elo.

4. 7282 - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Ganz richteg, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 7282 bezitt sech op de Finanzement vum neien Echangeur Diddeleng-Biereng, deen d'Collectrice du Sud, d'A13, mat den uleienden Uertschaften an Aktivitéitszone verbënnt a schonn zu engem gudden Deel realiséiert ass. D'Decisioun, dësen Echangeur ze bauen, geet zréck op e regionaalt Verkéierskonzept, dat vun de Gemengen Diddeleng a Beetebuerg zesumme mat de staatlechen Instanzen ausgeschafft ginn ass, dëst am Kader vun de Projete Multimodal an Eurohub, déi e grousse Camionstrafic an der ganzer Géigend generéieren.

Wat de Finanzement vun den Aarbechten ugeet, esou waren am Statsbudget vun 2010 schonn 38,6 Milliounen Euro fir de Projet virgesinn. Dëse Montant gouf dunn am Budget vun 2016 op 39,5 Milliounen Euro eropgesat, fir der Evolutioun vun de Käschte Rechnung ze droen. Wéi Dir wësst, huet dee Moment kee Gesetz missen ausgeschafft ginn, well de Budget nach ëmmer ënner 40 Millioune louch.

Mëttlerweil huet sech awer erausgestallt, datt et och mat deenen 39,5 Milliounen net duergeet, well zousätzlech Aarbechten iwwert de Fonds des routes musse finanzéiert ginn. An zwar d'Entsuergung vun Asbest, deen um Site fonnt ginn ass, de Bau vun enger Brëtell op d'A13 an Direktioun Schengen, déi sech als ganz sënnvoll erweist, d'Installatioun vu Lärmschutzwäll laanscht d'Autobunn an de Bau vun enger Vëlospist, der PC8, déi urspréinglech net am Projet virgesi war. Alles an allem begräift dëst Finanzéierungsgesetz elo de kompletten Amenagement vun der Voirie, de Bau vu véier Brécken a vun enger Vëlospist, den Assainissement um Niveau vun der Waassergestioun a vum Asbest, de Lärmschutz an d'Kompenséierungsmoossnamen. Ugefaangen hunn d'Aarbechten am Mee 2014 a se gi viraussiichtlech Enn 2020 ofgeschloss.

De Montant, dee mir mat dësem Projet de loi accordéieren, läit elo opgeronnt bei 51 Milliounen Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, deposéiert gouf dëse Projet de loi den 18. Abrëll 2018 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch. Den Avis vum Statsrot staamt vum 26. Juni 2018 an huet keng gréisser Problemer geschaaft. Den 29. Juni 2018 huet d'Nohaltegkeetskommissioun sech mam Projet de loi befaasst, natierlech mat der Presentatioun vun allen Aarbechten. An de 5. Juli 2018 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Domat sinn ech schonn um Schluss ukomm a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun mat engem Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Sylvie Andrich-Duval.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Et ass e sechsäermegen, risegen Tëntefësch-Rond-point zu Diddeleng-Biereng, dee mer haut stëmmen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. D'Josée Lorsché ass och elo grad am Detail drop agaangen. Dofir Merci hir fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dësen Turbo-Rond-point gëtt effektiv dréngend gebraucht, vu den enormen Trafic, deen an de leschte Joren an deem Eck opkoum. D'Logistiksaktivitéite vun CFL Multimodal an dem Eurohub si wuel wichteg fir eis Wirtschaft, mä si brëngen och intensive Camionsverkéier mat sech. Déi hunn zwar wuel eng eegen Zoufaart, parallell zur A13, der Collectrice du Sud, mä d'Opfaart op d'A13 fir nees eraus aus dem Site muss iwwert deen neie Rond-point goen. Den Accès zum nationale Gesondheetslabo mat der IBBL, der Integrated BioBank of Luxembourg, kritt och elo glécklecherweis eng eege Brëtell.

Zu de Spëtzestonnen ass et awer besonnesch schlëmm, an dat trotz Ubannung un den ëffentlechen Transport, well et sinn och vill franséisch Grenzgänger, déi duerch Diddeleng respektiv Beetebuerg fueren. Emol nach net agerechent bei där Verkéiersetüd fir de Raum Beetebuerg/Diddeleng gouf deen zousätzleche Verkéier bei enger eventueller Nidderloossung vun där vill diskutéierter Juggurtsfabrik Fage. Do kéim beim Rond-point Hela eng ronn 15%-a beim Rond-point Diddeleng-Biereng nach eng Kéier eng 7%-Méibelaaschtung derbäi.

E besonneschen Challenge ass dofir natierlech d'Liewensqualitéit vun de Bierenger Awunner. Si sinn net nëmme mat der Luuchtverschmotzung a mat dem Rangéierkaméidi vun dem Site CFL Multimodal geplot, mä och mam Verkéierskaméidi. Dofir begréissen ech, dass d'Installatioun vun der 2,3 km laanger Schallschutzmauer am Kader vun dësem Projet op der Säit vun de Wunnquartieren elo virgezu gëtt. Dat ass wierklech eng gutt Saach. An an deem Kontext ass jo och un d'Vëlosfuerer geduecht ginn, déi elo eng Aart Iwwerführung do kréien.

Leider hu mer awer och de Problem vun dem Camionsverkéier ronderëm eng Tankstell zu Biereng nach net geléist, déi och den Här President relativ gutt kennt. An dofir wollt ech vum Här Minister wëssen, ob nach keng Léisung en vue wier vläicht hei um Site vun CFL Multimodal, wann en da meng Fro héieren huet, soss musse mer herno nach eng Kéier drop zréckkommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Minister gëtt just ofgelenkt.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Jo. Ech weess net, ob den Här Minister meng Fro héieren hat. Ech hat just gefrot wéinst där Tankstell an der Entrée vun Diddeleng-Biereng, ob do eventuell schonn eng Léisung ugeduecht wär op dem CFL-Multimodal-Site, ob mer do iergendeppes en vue hunn.

E klenge Bemoll sinn déi zousätzlech onerwaart, mä néideg Käschten an dee finanziellen Zickzack, dee mer hei hunn. Bon, d'Aarbechten hunn effektiv schonn 2014 ugefaangen. A wa mer de Projet elo net haut géife stëmmen, riskéiert de Chantier, misse gestoppt ze ginn.

Ze hoffe bleift awer, dass den Timing elo kann agehale ginn, ouni och ze vill Verkéiersbehënnerungen. An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat ginn ech gréng Luucht fir de Projet am Numm vun der CSV-Fraktioun, net ouni drun ze erënneren, dass de viregte Minister Claude Wiseler d'Viraarbechten heizou geleescht huet. An och net ouni der Verwaltung vun de Ponts et chaussées e Merci auszedrécke fir déi vill exzellent Aarbecht, déi se net nëmmen hei, mä och an hirer 175-järeger Geschicht fir Lëtzebuerg geleescht hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Et ass dat e ganz wichtege Projet, dee mer haut hei stëmmen. Och wann ech dem Här Wiseler de Meritt ginn, datt en d'Viraarbecht geleescht huet, esou huet den Här Bausch de Projet ëmgesat a weidergedriwwen. Also de Meritt gëtt da gedeelt.

Déi Leit, déi eng Kéier do gefuer sinn, déi wëssen, datt et eng ganz geféierlech Situatioun ass. An duerfir ass et och wichteg, datt déi hei remediéiert gëtt. Et ass e ganz wichtege Projet, en dréit zur Fluiditéit vum Trafic bäi. An ech si frou, datt och un d'Vëlosfuerer geduecht gouf mat der PC8. An domadder ginn ech dann den Accord hei vun der LSAP.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gusty Graas ass un der Rei.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wann et ee Raum gëtt, wou de Verkéier an deene leschte Joren extrem zougeholl huet, dann ass et ouni Zweifel am Raum Beetebuerg-Diddeleng. Dat huet och seng Ursaachen. Wann een de Moment den Echangeur Biereng kuckt, dann ass et praktesch zu verschiddenen Zäiten onméiglech, fir do erofzefueren, wann een aus Richtung Käl kënnt an et wëllt een herno a Richtung Beetebuerg fueren. Derbäi kënnt natierlech, datt ganz vill nei Industrië sech do niddergelooss hunn - et ass virdru schonn hei gesot ginn: den CFL Multimodal, den Eurohub an esou weider -, soudatt onbedéngt huet missen eppes do geschéien op deem Echangeur.

Haut musse mer elo e Gesetz stëmmen, well mer eben iwwert déi Schwell vu 40 Milliounе kommen. Dat Gesetz ass selbstverständlech vun eiser Säit aus ganz positiv ze gesinn. Et sinn e puer wichteg Aspekter dran. Ech wëll virun allem och op deen Écran antibruit hiweisen, deen elo virgesinn ass. Ech maachen awer da gläichzäiteg eng Parallell zu enger anerer Plaz, déi net wäit ewech ass, wou mer hei als Chamber eng Motioun gestëmmt hunn, Här Minister, ech wëll Iech nach eng Kéier kuerz drun erënneren, wat den Ausbau vun der Autobunn A3 ugeet, datt och do net soll vergiess ginn, deen Écran antibruit ze verlängere bis op de Krakelshaff, well mer dat, wéi gesot, deemools och hei als Chamber esou zréckbehalen haten, obwuel et jo net am Projet dra war.

Dann ass och hei virgesinn, fir Kompensatiounsmoossnamen ze maachen, wat eben d'Zerstéierung vun engem gewëssene Grëngs ubelaangt. Och do muss een awer soen, datt mer eng schéin Allee hunn a Richtung Diddeleng eran. Hoffentlech bleiwen déi Beem och an Zukunft erhalen.

Dann d'Vëlospist ass schonn hei ugeschwat ginn. Et ass effektiv wichteg, datt déi do mat ugebonne gëtt. Ech muss och soen, datt deen een Deel vun der Vëlospist, deen elo realiséiert ginn ass vu Beetebuerg op Diddeleng, flott gemaach ginn ass, sech gutt integréiert, am Fong geholl e Modellbeispill ass, wéi eng Vëlospist soll laanscht eng Strooss gebaut ginn.

Vläicht dann nach eng lescht Remark, et ass virdrun och schonn hei gesot ginn: Déi Verkéiersetüd do aus de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng, déi jo elo och schonn e puer Joer fäerdeg ass, do sinn éischt kleng Moossname scho geholl ginn. Elo kann een net onbedéngt soen, datt een do scho grouss Repercussiounen ze spiere kritt. Ech mengen, och hei soll ee realistesch sinn. Déi Realisatioun vun deem Rondpoint hei wäert mat Sécherheet och net onbedéngt zu enger Verbesserung vun dem Verkéiersfloss an deem ganzen Eck do bäidroen.

Muer wäerte mer hei e Projet stëmmen, wat d'Ëmgeeung vun der Gemeng Käerjeng ubelaangt. Ech wëll just drop hiweisen, datt et awer och nach aner Gemenge gëtt am Land, wou eng Ëmgeeungsstrooss net vu Muttwëll wär. An dowéinst soll dat vläicht och net vergiess ginn. Dee Projet, dee mer muer stëmmen oder d'nächst Woch, ech wëll deen zwar elo net anticipéieren, mä do wäerte jo awer mat Sécherheet och gewëssen Agréffer an d'Natur virgeholl ginn. Wann ech dann awer op eng Gemeng ze schwätze kommen, déi mer ganz no steet, do kéint eng Ëmgeeungsstrooss gemaach ginn, ouni datt vill Ägréff an d'Gréngt, an d'Natur misste gemaach ginn.

Ofgesinn, wéi gesot, vun deene puer Remarken do, ass dat hei awer e gudde Projet, dee mer als Demokratesch Partei selbstverständlech ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann ass et um Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann de Kolleeg Claude Wiseler eng gutt Viraarbecht fir dëse Projet gemaach huet, mengen ech, huet een awer scho gemierkt, datt ee grénge Minister kënnt, well et e Strooseprojet ass, fir datt deen dann awer ka realiséiert ginn.

Dat hei ass awer e wichtege Projet, deen hei tëschent Beetebuerg an Diddeleng gemaach gëtt. Ech mengen, dat hu scho Virriedner gesot, mer wësse vun deem permanente Stau, dee mer tëschent Beetebuerg an Diddeleng hunn, deen ëmmer méi grouss gëtt. En ass elo praktesch bal iwwert de ganzen Dag.

Déi Verkéierssituatioun wäert nach vergréissert (veuillez lire: verschlëmmert) ginn eleng duerch den allgemenge Wuesstum, dee mer hunn, an och nach zousätzlech Entreprisen, déi sech wäerten do an deem Eck nidderloossen, ob dat elo d'Juggurtsfabrik ass oder, wann déi net kënnt, dann eben eng aner Fabrik oder Firma, déi dohinnerkënnt. Op jidde Fall wäert do nach zousätzleche Verkéier och ugezu ginn, soudatt de Problem, wat de Verkéier ubelaangt, ëmmer méi grouss wäert ginn.

Mat dësem Projet, mengen ech, realiséiere mer virun allem d'Op- an d'Offaarten, d'Zirkulatioun tëschent der Nationalstrooss Beetebuerg-Diddeleng an der Autobunn, well mer jo och wëssen, datt haut praktesch keen erop- oder erofkënnt mat där Verkéierssituatioun, déi do herrscht.

Et ass een onwahrscheinlech komplizéierte Projet. A wann een elo scho méintelaang gesäit, wann een derlaanschtfiert, wivill Aarbecht scho vu Ponts et chaussées do gemaach gëtt, a wann een de Plang kuckt, datt et am Fong e Rond-point ass mat sechs Accèsen - vu véier Stroossen, déi do sinn, an dann d'Accèse fir op de Multimodal vun de CFL a fir an de Gesondheetslaboratoire eriwwerzefueren -, esou gëtt dat keng einfach Situatioun. Mä et ass e risege Projet, deen do entsteet, wou mer et nëmme kënne begréissen, datt deen esou séier wéi méiglech gebaut gëtt.

Och wann en elo e bësse méi deier kascht, solle mer kengem e Virworf maachen. Ech mengen, et sinn nei Wënsch komm, et sinn och Wënsch komm, wat d'Vëlospisten ubelaangt, déi mat realiséiert ginn. Et si Wënsch komm vun de Leit vu Biereng, déi jo och, wat de Kaméidi a wat d'Beliichtung ubelaangt vum CFL Multimodal, belästegt ginn. Datt mer do eppes fir d'Liewensqualitéit vun deene Leit investéieren, schéngt mer nëmmen eng normal Saach ze sinn, wann och doduerch de Projet méi deier gëtt.

Mir däerfen awer net mengen, datt duerch dëse Projet de Stau Richtung Diddeleng géif ofhuelen, well hannert dem Rond-point ass nach ëmmer déiselwecht Situatioun. A mäi Virriedner huet et elo grad ugeschwat, ech hoffen, an ech menge mir alleguer, datt déi schéi Bamallee, déi vum Rond-point Richtung Diddeleng geet, bestoe bleift. Well och do, wa mer géifen d'Strooss méi nei maachen an der Entrée vun Diddeleng, si mer erëm op enger zweespureger Strooss, déi an Diddeleng erageet. Da maache mer iwwerhaapt näischt, wa mer do géifen déi Bamallee ewechmaachen. Duerfir muss déi Bamallee doudsécher do erhale ginn.

Dat gesot, Här President, wëll ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp zu dësem wichtege Projet bréngen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dee Projet och matdroen. Ee mini Bemoll: Ech wollt nach drun erënneren, datt trotzdeem de Statsrot net ganz frou war iwwert den Découpage procédural. Bon, mir kennen dat. Dat wollt ech awer nach eng Kéier soen, datt dat suboptimal ass, mä trotzdeem ënnerstëtze mer dee Projet, well mer en och fir richteg halen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Här Nohaltegkeetsminister, et ass nach net un Iech. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll awer hei op e puer Saache reagéieren.

Ech mengen, hei ass dauernd vu Bierenger Awunner geschwat ginn. Diddeleng besteet net nëmmen aus Biereng. Hei sëtze genuch Diddelenger. Ech mengen, jiddwereen ass erliichtert, wann dee Projet do endlech fäerdeg ass. Och wann de Stau, wéi den Här Gibéryen richteg sot, sech net wäert opléisen, wann deen dote Projet fäerdeg ass, esou wäert et dach awer eng Erliichterung gi fir jiddwereen, deen déi dote Streck muss huelen, ob e Bierenger ass, ob en Diddelenger ass oder egal vu wéi enger Plaz aus dem Land e kënnt. Wann dee Projet do fäerdeg ass, wäerte mer alleguerte sécherlech opootmen. An dofir ass en nëmmen ze begréissen.

Da gouf vun der Tankstell geschwat. Natierlech ass, mengen ech, all Mënsch hei Demandeur, dass déi Tankstell an deem Multimodal endlech Realitéit gëtt. Mä alleguerten déi Leit, déi déi Streck kennen, déi wëssen, dass et op der Lëtzebuerger Strooss zu Diddeleng méi wéi eng Tankstell gëtt. An ech mengen, Dir hutt richteg drop higewisen, dass net nëmmen den Här President déi Situatioun gutt kennt, mä d'Verkéiersschäffin vun Diddeleng kennt se och gutt! A mir sollen och net...

Plusieurs voix.- Wien ass dat?

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- A mir sollen och net maachen...

(Brouhaha)

Momentan hu just ech d'Wuert, géif ech emol mengen. Mir sollen och net maachen, dass, wann déi Tankstell an deem Multimodal muer Realitéit ass, dann domat och all Problem geléist wär vun enger Tankstell - an ech betounen et, vun „enger" Tankstell -, déi Misär mécht. Dat sinn d'Camionen, déi verloossen d'Transitstreck. An do kann de Minister eis elo soen: Déi Tankstell an deem Multimodal, déi ass muer Realitéit. Dat si meeschtens keng Camionen, déi aus deem Multimodal kommen. Dat sinn, wéi gesot, Camionen, déi geziilt heihinner tanke ginn. An ech mengen, wann ech soen, si verloossen d'Transitstreck, da sinn déi Eenzeg, déi hei iwwerhaapt kënnen eppes maachen, d'Police.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo huet den Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci hei och der Rapportrice an allen Deputéierte fir hir Stellungnamen.

Natierlech léisen d'Staue weder zu Beetebuerg nach am ganzen Eck nach am Land sech op duerch deen heiten Echangeur. An natierlech wäerte mer och an deenen nächste Joren nach missen déi eng oder aner Stroosseninfrastruktur bauen. Et hänkt natierlech just dovun of, wéi mer déi Stroosseninfrastruktur wäerten notzen, wat mer wëllen do dropleeën, ob et eis drëms geet, méiglechst vill Autoen dropzeleeën oder méiglechst vill Leit hin an hier ze deplacéieren. Dat ass déi grouss Fro, déi mer eis musse stellen: Wéi notzen ech meng Capacitéiten, déi ech schafen?, ob et d'Strooss ass oder d'Schinn ass oder wat och ëmmer.

Mä dat hei ass awer, muss ech soen, e wichtege Projet. An et ass och net esou, datt hei Saucissonnage gemaach gëtt, dat wëll ech och soen. Dat kéint ee mengen, wann een effektiv den Ursprongspräis kuckt vun 38,6 Milliounen, deen hei veranschlagt gi war zu der Zäit vu mengem Virgänger. Mä ech muss soen, dat huet een oft. Da sëtzt een do als Minister, wann e Projet no bei 40 Millioune kënnt. Wann en ze vill no drukënnt, hunn ech och schonn d'Tendenz, ze soen: Kommt, mir maachen awer e Projet, well een natierlech ganz séier duerch iergenden Imprevu iwwer 40 Milliounen ass.

Bon, hei war den Imprevu den Desamiantage vun enger Bréck. Dat ass e groussen Deel vun engem Käschtepunkt. Elo ass et eleng dowéinst schonn iwwer 40 Millioune gaangen. A well déi Bréck hei huet missen desamiantéiert ginn an dunn de Präis iwwer 40 Millioune gaangen ass, hu mer dunn natierlech gesot, okay, vu datt eng Rei aner Projete wéi déi Vëlospist respektiv och nach eng zousätzlech Opfaart an der Pipeline waren, hu mer dunn déi direkt hei mat dragesat a méi e komplette Projet gemaach. Esou wéi Der en och elo hei virleien hutt. An ech mengen, et war och richteg, dat esou ze decidéieren.

Ech wëll och direkt soen, datt keng Verspéidung kënnt am Chantier doduerjer. Ech mengen, ech war jo och heimadder an d'Budgetskontrollkommissioun komm. An ech war och frou, datt an der Budgetskontrollkommissioun unanimement decidéiert ginn ass, datt mer solle weiderfuere mat der Aarbecht, well ech hu gläichzäiteg parallell de Gesetzesprojet deposéiert, an haut, wann ech dat hei richteg verstanen hunn elo un den Aussoen, gëtt e jo unanime ugeholl.

Zu der Fro mat der A3: Wat geschitt mat der A3? Dir hutt déi Motioun gestëmmt. Den Här Graas huet dat gefrot mat dem Schallschutz. Dat maache mer. Dat hunn ech deemools jo och gesot. Dat musse mer kucken. Dat huele mer wahrscheinlech dann iwwer en anere Wee, vläicht geet et och mam Budget vum Projet selwer duer. Dat musse mer gesinn. Dat ass nach e bëssen ze fréi, fir dat anzeschätzen. Mä et ass richteg, datt dat wichteg ass, datt dat gemaach gëtt, well et kënnt jo nach eng zousätzlech Belaaschtung op deem Tronçon derbäi. Dat ass déi nei Beetebuerger Eisebunnsstreck. Alles dréit zum Kaméidi bäi. Och en Zuch mécht Kaméidi. An duerfir ass et wichteg, datt de Schallschutz op engem groussen Deel vun deem Tronçon tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg do gemaach gëtt.

Dann ass och ze soen, déi Tankstell, déi gëtt gebaut; dat ganz sécher. Mä d'CFL hat Schwieregkeeten am Kader vun der europäescher Ausschreiwung. Mir hu leider missen eng europäesch Ausschreiwung maachen. Mir hate gemengt, mir géifen derlaanschtkomme wéinst der Spezifissitéit vum Projet hei, an dat ass awer net de Fall. An duerfir ass Verspéidung komm beim Projet. Mä se gëtt gebaut.

Et ass allerdéngs richteg: Déi Tankstell um Site ass fir d'Camionen um Site. Dat léist eis net de generelle Problem vun de Camionen, déi tanke ginn an der Regioun. Ech mengen, do gëtt et wahrscheinlech aner Weeër, déi mer eng Kéier mussen aschloen zu Lëtzebuerg, wéi un den Tanktourismus zum Beispill erunzegoen. Mä ech mengen, dat ass jo eng aner Diskussioun. An do geet eis meeschtens séier de Courage aus, wa mer doriwwer mussen diskutéieren.

Mir bekloen eis op där enger Säit ëmmer iwwerall iwwert de Camionsverkéier, dee mer hunn, dee vill duerch Tanktourismus kënnt. Mä op där anerer Säit, wann et dann awer drëm geet, dat waarmt Eisen unzepaken, da gëtt de politesche Courage manner grouss, fir dat unzegoen, well mer jo och wëssen, wat dat heescht fir de Statsbudget. Duerfir, et ass jo eng Etüd vun der Madamm Dieschbourg an dëser Legislaturperiod elo ofgeschloss ginn. Do stinn d'Zeenarioen dra beschriwwen. Do musse mer da kucken an der nächster Legislaturperiod, wat fir ee vun deenen Zeenarioen do

unzewenden ass. Mä dat gesi mer dann no de Wahlen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An da si mer prett, fir iwwert de Projet 7282 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7282 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7282 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat och esou decidéiert.

An da komme mer zum nächste Projet, dem Projet 7285 iwwert de Reamenagement vun der Rue des Scillas. An d'Madamm Lorsché huet d'Wuert als Rapportrice.

5. 7285 - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir komme vum Süden an den Zentrum. De Projet de loi, deen ech heimat virstellen, ass geduecht, fir d'Mobilitéit an a ronderëm d'Quartiere vu Bouneweg, Houwald, Midfield a Ban de Gasperich nohalteg ze verbesseren. Wéi néideg dat ass, dat weess jiddwereen, deen eemol do ënnerwee war.

Kuerz gesot, geet et bei dësem Finanzéierungsgesetz ëm de Bau vum Pôle d'échange Houwald an ëm de Reamenagement vun der Rue des Scillas, déi zum Pôle d'échange féiert. Fir datt den Tram an enger nächster Phas vu Bouneweg a Richtung Cloche d'Or a Kockelscheier ka fueren, gëtt vun den Aarbechte profitéiert, fir d'Rue des Scillas mat der Assise vum Tram auszestatten.

Derbäi kommen déi néideg Spure fir d'Autoen an d'Bussen an déi néideg Weeër fir d'Vëloen an d'Foussgänger. De Fait, datt d'Assise vum Tram an d'Strooss integréiert gëtt, féiert iwwregens net dozou, datt d'Strooss méi breet muss ginn, ganz einfach well d'Assise vum Tram eng Busspur kann ersetzen.

Ënner anerem enthält dëse Projet de loi och de Finanzement vun engem neien Tunnel mam Numm Rangwee, deen en zentraalt Element duerstellt am Hibléck op eng besser Gestioun vum Trafic op der Kräizung tëschent dem Boulevard Kockelscheier an der A3/B3 an der Rue des Scillas.

Ervirhiewe wéilt ech och de Bau vun enger ganz origineller Bréck, déi d'Form vun engem Y huet an d'A3 iwwerquert. Dës Bréck schaaft net nëmme Plaz fir d'Assise vum Tram, mä och fir d'Mobilité douce a stellt eng Verbindung hier zum Ban de Gasperich an zum Quartier Midfield. No der Fäerdegstellung vun dëser Bréck gëtt déi bestoend Bréck um Echangeur Gasperich dann demontéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Realisatioun vun deem ganze Projet ass natierlech un déi verschidde Phase vun der Mise en service vum Tram gebonnen a bezitt sech méi speziell op d'Phas 3. Dës Phas enthält insgesamt eelef baulech Moossnamen, déi am Document parlementaire mat allen Detailer an technesche Finessen ze fanne sinn. Ech ginn a mengem mëndleche Rapport net méi wäit drop an, well et wierklech méi einfach ass, sech d'Biller unzekucken.

E wichtege Bestanddeel vun deem Ganzen ass natierlech och de Pôle d'échange Houwald mat enger Gare routière vun aacht Quaien, déi eng gutt Kombinatioun vu Bus, Tram an Zuch wäert erlaben. Mat der Fäerdegstellung vun der Beetebuerger CFL-Streck wäert dëse Site nach optimiséiert ginn, an zwar doduerch, datt op der Gare Houwald e weidere Quai fir d'Zich wäert entstoen.

Wat de Finanzement vun deem ganze Projet ugeet, esou gi mat dësem Projet de loi insgesamt 130 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt. Dee gréissten Deel dovu bezitt sech op de Bau vun de sougenannten Ouvrages d'art, mam Bau vum neien Tunnel Rangwee a mam Bau vun neie Brécken an Ënnerquerungen, déi insgesamt mat bal 60 Milliounen Euro chiffréiert sinn.

Fir méi Detailer a puncto Finanze verweisen ech op d'Fiche financière, an där sämtlech Depensen am Detail opgelëscht sinn, inklusiv den Exploitatiounskäschten, déi net Bestanddeel vun dësem Finanzéierungsgesetz sinn.

Deposéiert gouf dëse Projet de loi den 18. Abrëll 2018 vum Minister François Bausch. A sengem Avis vum 26. Juni 2018 huet de Statsrot sech positiv dozou geäussert. Den 29. Juni 2018 hu mer eis an der Nohaltegkeetskommissioun mam Projet befaasst an de 5. Juli 2018 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Wéi ëmmer wéilt ech de Responsabele vu Ponts et chaussées an den CFL zum Schluss e grousse Merci ausdrécken an lech alleguer fir d'Nolauschteren, mam Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An éischte Riedner ass den Här Marc Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop wëll ech der Rapportrice, dem Josée Lorsché, Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport iwwert dëse Projet de loi 7285.

Dir Dammen an Dir Hären, viru sechs Méint hu mer hei d'Verlängerung vun der Tramsstreck vun der Gare centrale bis op d'Cloche d'Or gestëmmt gehat. Fir datt awer den Tram iwwerhaapt an deenen nächste Joren eng Kéier ka bis bei deen neie Stadion respektiv bis op d'Cloche d'Or fueren, muss och dësen Tronçon an der Rue des Scillas gebaut ginn. De Module „Nord", dee gouf virun zwee Joer praktesch op den Dag genau och hei an der Chamber gestëmmt. Mä de Module „Central", also den Ëm- an den Ausbau vun der Rue des Scillas ass erfuerderlech, fir datt och an Zukunft den Tram an déi Richtung ka fueren.

Ech mengen, dëst ass een extrem komplizéierten Deel, wat de Bau an den Embau ugeet vun der besteeënder Strooss, well eng ganz Partie Proprietéite ronderëm sinn, well effektiv och nach Betriber do sinn, déi fonctionnéieren, an do ass de Problem notamment deen, datt eng Rei vun Emprisen do musse geholl ginn. Dat sinn net manner wéi 1 Hektar an 59 Ar, déi a Privatbesëtz sinn. An do wollt ech de Minister eng Kéier froen, wéi wäit datt de Stat ebe mat den Negociatiounen, wat dës Emprisen ugeet, ass.

Wéi d'Rapportrice scho gesot huet, sinn et eng ganz Partie Aarbechten, déi hei wäerte gemaach ginn. Ech wéilt hei vläicht ergänzend soen, datt och een zweeten Tüb, dat heescht eng zweet Zoufaart a Richtung vum Rondpoint Gluck nach hei matgebaut wäert ginn. Dat heescht, een zweeten Tüb duerch den Tunnel Rangwee. Verluecht wäert och d'Drosbech ginn, de Baachlaf, dee momentan nach ënner enger privater Proprietéit duerchleeft. Am Kader vun den Aarbechte soll dann och d'Drosbech an een anert Bett geluecht ginn, soudatt an Zukunft do dëse Baachlaf net méi duerch privat Proprietéite wäert lafen.

Wat wichteg ass, wat virdrun och scho gesot ginn ass, ass déi Konnexioun vun der Strooss, dat heescht deen Y iwwert d'Autobunn, wou notamment dann och fir déi duuss Mobilitéit eng Infrastruktur geschafe gëtt, wou een an Zukunft kann a Richtung vun dem CNIS an awer och vum Lycée Vauban fueren an natierlech awer och dann direkt a Richtung vun deem neie Park, dee vusäite vun der Stad Lëtzebuerg zu Gaasperech wäert gebaut ginn.

Do hätt ech eng aner Fro, och un de Minister, ob et net eventuell unzedenke wär, fir d'A3 zousätzlech ze iwwerdeckelen. Domat kéint ee vläicht an Zukunft och nach aner Infrastrukturen dohinnerbauen. Beispillsweis kéint een undenken, do ee Parkhaus eng Kéier ze bauen, vu datt dat relativ no beim Lycée Vauban läit an awer och beim CNIS, a fir eventuell do direkt eng Opfaart vun der A3 ze maachen, fir vun dësem Parkhaus kënnen ze profitéieren.

Dëse Secteur, de Ban de Gasperich an awer och d'Zone d'activité um Houwald, dee wäert an Zukunft iwwer ee Modal Split 40/60 ugeduecht sinn. Dat heescht, datt déi duuss Mobilitéit soll extrem an dësem Baugebitt gefërdert ginn. Hei hätt ech och nach eng Fro respektiv Suggestioun, wat déi duuss Mobilitéit ugeet: Wann eben deen zweeten Tüb gebaut gëtt fir a Richtung vum Rond-point Gluck, datt och do gekuckt gëtt, datt déi Zoufaartsméiglechkeeten, ob elo fir e Cyclist respektiv fir ee Foussgänger, a Richtung vun deem neie Park op Stater Säit, also zu Gaasperech, dann och fir déi Houwalder Leit vum Plateau Houwald natierlech méiglech soll sinn.

D'Assise vum Tram wäert an Zukunft relativ no laanscht verschidde Privatproprietéiten an der Rue Auguste Scholer féieren. An hei och, ech mengen, dat wor awer och schonn oder ass am Projet mat virgesinn, datt een adequate Schallschutz soll ronderëmgebaut ginn. Och ass et wichteg, a Kontakt ze bleiwe mat der Noperschaft, mat de Leit, déi ronderëm wunnen, fir hinnen déi Angscht virun dësem Ouvrage ze huelen.

Zum Schluss wéilt ech nach froen, vu datt mer virun zwee Joer de Module „Nord" vun der neier N3 hei gestëmmt haten, wéini dës Aarbechte sollen ugoen, wéi laang datt se wäerten daueren an dann awer och, wéini gegebenenfalls elo d'Aarbechte vum Module „Central", also hei vum Ëm- an Ausbau vun der Rue des Scillas, kënnen ugoen. A last but not least och nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun dem Module „Sud", dat heescht de Contournement d'Alzingen, hei ervirhiewen. Vu datt dës Strooss vital ass fir d'Awunner aus der Gemeng Hesper an och fir d'Awunner aus de Gemenge ronderëm, duerfir kann de Minister eis vläicht och do soen, wou d'Avisen dru sinn a wéini beschtefalls mat der Consultation publique ze rechne wär.

An dësem Sënn wëll ech och all deene Leit, déi hei un dësen Aarbechte matbedeelegt sinn, ee ganz grousse Merci soen a ginn heimat och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dann huet d'Wuert den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech géif dann och ufänken an der Madamm Lorsché villmools Merci soe fir hire Bericht.

Ech mengen, dass et sech hei net ëm eng Klengegkeet handelt, dat gesi mer alleguerten direkt am Ufank vum Text. Wa mer gesinn, dass et sech awer ëm e Projet handelt, deen 130 Millioune grouss ass, da wësse mer, dass vill do geschafft gëtt. A mir musse wëssen, dass et och néideg ass, dass vill do geschafft gëtt, an d'Mobilitéit investéiert gëtt am Süde vun der Stad Lëtzebuerg, déi an engem grousse Wandel ass.

Wa mer wëssen, dass an deenen nächste Jore 25.000 weider Aarbechtsplaze wäerten entstoen, esou vill Dausend nei Logementer, esou vill nei Awunner, dann ass et wichteg, dass mer eis matzäite Gedanke maachen, wéi mer do d'Gestioun vum Trafic, awer och vun alle méigleche Forme vun der Mobilitéit kënne maachen. An duerfir ass et gutt. An de Minister gradesou wéi d'Regierung ass fir dee Projet hei ze felicitéieren.

An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kritt den Här Lamberty d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Här President, de Projet, dee mer haut stëmmen, ass e weidert Element, ech géif souguer soen en immens wichtegt Element am Gesamtkonzept wat d'Mobilitéit fir d'Leit, déi aus südlecher Richtung an d'Stad Lëtzebuerg erakommen, ubelaangt. Dat wichtegt Puzzlesték huet souwuel Auswierkungen op déi verschidden Infrastrukture wéi awer och op d'Gewunnechte vun de Leit a wäert d'Basis si fir gréisser Veränerungen, och optescher Natur, vun dësem Houwalder Quartier.

An de leschte Méint konnt een hannert dem Houwald déi wuel gréisste Verännerung vun engem Quartier hei am Land mat eegenen Ae quasi beobachten. D'Eropwuesse vum Ban de Gasperich mat den neien Infrastrukturen ze erliewen, ass net just spektakulär, mä bréngt och immens Neierungen an Erausfuerderunge mat sech. Dass also d'Rue des Scillas elo quasi eng Neiausriichtung brauch, fir deenen Erausfuerderunge gerecht ze ginn, ass nëmme logesch a liicht, mengen ech, och total an.

Ganz besonnesch d'Awunner aus der Gemeng Hesper, méi präzis déi vum Houwald, déi dës Strooss, also d'Rue des Scillas, bis dato als vill befueren an awer éischter kleng bis mëttelgrouss Strooss erlieft hunn, mat Entreprisen, Supermarchéen, Geschäfter, Sportsinfrastrukturen a Parkingsméiglechkeeten, wäerten an den nächste Joren Zeie gi vun enger regelrechter Neigestaltung, jo, enger anerer Opdeelung mat neiem optesche Look an awer och mat neie Méiglechkeeten a Chancë vu Wunnraum, vun Akafsméiglechkeeten a besonnesch Mobilitéitsvirdeeler, déi dëse Projet mat sech bréngt.

Mat der Arrivée vum Tram an d'Gemeng Hesper, präzis op den Houwald, mam Ausbau vum Park & Ride, mam Fäerdegstelle vun der Gare Houwald, mam Fërdere vun der Mobilité douce gëtt mat dësem Deel e wichtegt a richtegt Ausrufezeeche gesat.

Hei sief och déi Bréck erwäänt, deen Y, deen do opgeriicht gëtt, fir quasi den duusse Verkéier, d'Mobilitéit, déi duuss Mobilitéit an d'Quartieren eranzekréien, esou wéi och de Marc Lies et elo scho gesot huet, fir bei de CNIS ze kommen, fir bei de Lycée ze kommen, fir bei de Park ze kommen, wou och d'Houwalder Awunner hoffentlech an Zukunft gutt ugebonne kënnen dervu profitéieren.

Aus dem bekannte Rond-point Gluck gëtt mat dësem Projet eng gréisser Kräizung geschafen. Och dat wäert fir Neierungen a Verbesserunge suergen a schreift sech an an d'Gesamtkonzeptioun vun der Neigestaltung vun der südlecher Entréesdier an d'Stad Lëtzebuerg.

Nodeems mir virun zwee Joer op dëser Plaz schonn en éischte wichtegen Deel vum Reamenagement vun der Süddier gestëmmt hunn, mam Pôle d'échange Bouneweg, geet et dann haut, wéi gesot, ëm de Pôle d'échange Houwald. Wann e bis operativ fäerdeggestallt gouf, kann de Passagéier hei quasi op all denkbar Verkéiersmëttelen zréckgräifen. Op dëse Pôle d'échange komme beispillsweis effektiv net manner wéi aacht Busquaien.

Säit Enn 2017 fuere jo och schonn Zich vun der Gare Houwald. A wann alles do fäerdeggestallt ass, wäert den Houwald ee vun deene wichtegste Punkten am Zuchplang vum Land sinn. D'Zuchgare ass also e Kärelement vum Gesamtkonzept. Den Tram wäert fir schnell a fir vill Mouvementer suergen. D'Autobunn verleeft quasi niewendrun, fir net ze soe matten derduerch, an de Park & Ride gëtt ëm méi wéi 600 Plazen ausgebaut. Aus der Rue des Scillas gëtt e Boulevard mat zweemol zwou Bunnen.

Dir gesitt, et ass méi wéi just en neie Look par rapport zu haut; éischter eng komplett Neigestaltung mat engem neie Konzept.

All dës Mesuren droen näämlech derzou bäi, Alternativen - gutt Alternativen! - zum individuellen Autosverkéier eran an de Stadkär vun eiser Haaptstad unzebidden an de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, sech besser a méi bequem fortzebewegen, an dat op verschiddenst Weeër, mat ënnerschiddleche Verkéiersmëttel, wéi Bus, wéi Tram, wéi Zuch, wéi Vëlo, awer natierlech och net den Auto komplett ze vergiessen.

Dës Mesuren droen och derzou bäi, de Verkéier aus de Wunnquartieren eraus bei dës peripher Strukturen ze kanaliséieren. Besonnesch den Amenagement vun der Rue des Scillas, mat allen Neierungen, déi ech elo beschriwwen hunn, mécht et méiglech, och en Deel Verkéier aus der Route de Thionville erauszekréien a Richtung Park & Ride respektiv Pôle d'échange Houwald.

Esou frou ech sinn iwwert d'Weiderkommen an dësem Projet, dee jo a verschidde Phasen opgedeelt ass, haut si mer bei der Phas 3, wëll ech awer déi Phas net vergiessen, déi fir mech essenziell wichteg ass a bleift, dat ass déi Phas, fir dass Hesper net total am Verkéier stoe bleift an hänke bleift. Hesper brauch de Contournement. Nëmmen dann ass dat, wat haut hei gestëmmt gëtt, och a senger Gesamtheet als Erfolleg ze gesinn.

Dovun ofgesinn, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass dëse Projet eng wichteg Etapp an e wichtegt Element an der Entwécklung vum Süde vun der Stad an de Gemenge ronderëm duerstellt. Wann e bis Realitéit ass, wäert sech villes zum Gudde verännert an d'Liewensqualitéit, d'Gewunnechten an d'Mobilitéitsoffere vun de Bierger verbessert hunn.

Och wann een esou e grousse Projet net iwwer Nuecht realiséiert kritt, ass et fir eis als Demokratesch Partei awer essenziell, dass alles druge-

sat gëtt, dass séier kënnen déi éischt Baggere rullen.

Dat gesot, ginn ech den Accord am Numm vun der DP-Fraktioun, net ouni awer der Rapportrice, der Madamm Lorsché, e ganz grousse Merci ze soe fir hire gudden a frëndleche Rapport.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, ech wëll och der Kolleegin Lorsché Merci soe fir déi zwee Rapporten. Ech hat et virdru vergiess.

Dat hei ass, jee nodeem, wéi een et kuckt, och e ganz wichtege Projet. Ech mengen, alleguer déi, déi den Houwalder Plateau do kennen, d'Rue des Scillas, wëssen, wat fir eng Situatioun mer haut do virfannen, datt dat enk Stroosse sinn, den Tunnel, fir op de Rond-point Gluck ze kommen, datt mer do permanent och Stau hunn, wéi mer en op anere Plazen hunn. Datt duerfir deen Deel do weider ausgebaut gëtt an un déi modern Verkéierssituatiounen ugepasst gëtt, kann een nëmme begréissen.

Et muss een awer wëssen, wa mer de Ban de Gasperich bis fäerdeg hunn, egal wat fir eng Infrastrukture mer am ëffentlechen Transport oder an de Stroossen do maachen, datt mer zu Hesper wäerten ëmmer méi ee grousse Problem kréien, an déi permanent Stauen, déi moies zu Hesper sinn, déi wäerten och duerch dës Projeten net méi kleng ginn. Ech géif éischter soen, datt se méi grouss ginn, well eleng op de Ban de Gasperich, wat do vu Leit schaffe kënnt, egal ob se mam Zuch, iwwert d'Autobunn kommen, et kënnt och en Deel iwwert d'Nationalstroosse weider, soudatt Hesper nach wäert weider zousätzleche Verkéier kréien. An do kann ech mech nëmme mengem Virriedner uschléissen: Soulaang wéi mer net de Contournement vun Hesper kréien, wäert Hesper ëmmer méi an dem Autosverkéier erstécken.

Zu deem Deel vum Projet also ass et positiv vun eiser Säit. Mä Dir kennt eis Positioun zum Tram. A well deen heite Projet gréisstendeels - de finanziellen Deel - wäert och wat den Tram ubelaangt maachen, deem mir ni wäerten zoustëmmen, a wann en emol bis eng Kéier fäerdeg ass, wäerten d'Leit och eréischt gesinn, och an deem Eck, wat dat fir zousätzlech Problemer wäert bréngen, duerfir wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vum allgemengen Debat ukomm. D'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci der Madamm Rapportrice fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport an allen Deputéierte fir hire Bäitrag.

An ech wëll hannen ufänken an dem Här Gibéryen soen: E ka mat rouegem Gewëssen oder si kënne mat rouegem Gewëssen dëst Gesetz stëmmen, well an dësem Gesetz ass kee Centime dra fir den Tram! All déi Infrastrukturaarbechten, déi hei gemaach ginn,...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

...déi musse souwisou gemaach ginn. A géint den Tram konnt Der schonn eng Kéier stëmmen, well dat war dat Gesetz, wat mer am Dezember hei gestëmmt hunn d'lescht Joer. Dat war näämlech d'Extensioun vum Tram op d'Cloche d'Or.

An duerfir, wéi gesot,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...huet mam Tram ugefaange bei dësem Projet.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, neen. D'Madamm Lorsché huet just gesot, datt si natierlech frou ass, datt den Tram dohinner kënnt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nee, nee. Nee, nee!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat verstinn ech. Dat ass total nozevollzéien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si huet mam Tram ugefaangen!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wollt lech just soen, datt hei op alle Fall déi Stroosseninfrastruktur, wéi se gebaut ginn ass - wann den Tram net komm wär, da wär eng duebel Busspur dropkomm. Dat heescht, d'Breet vun der Strooss hätt kee Meter geännert. Si wär souguer éischter e bësse méi breet ginn, well eng Busspur brauch méi Plaz wéi eng Tramspur. Mä bon, enfin, dat ass awer elo egal.

Dat Wichtegst ass gesot gi vun den eenzelne Riedner hei. Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, datt dat heiten een extrem wichtege Projet ass fir déi ganz Entwécklung am Südwesten a ronderëm de Südweste vun der Haaptstad.

An et ass en extrem wichtege Projet, net nëmme fir d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi do wunnen, mä och fir eise Wirtschaftsstanduert. Dee ganze Südweste vun der Stad - dat geet iwwert den Houwald, wat d'Gemeng Hesper ass, de Ban de Gasperich, d'Cloche d'Or, mä och souguer, déi aner Säit eriwwer gekuckt, Richtung Leideleng, well hei kommen nach eng Kéier d'Zesummenhäng a Richtung Leideleng, déi heimadder ze dinn hunn -, do sinn haut schonn immens vill Aarbechtsplazen, do wäerten der nach vill bäikommen, an duerfir ass dat heiten ee ganz bedeitende Projet.

Et ass am Fong d'Suite vun der Aarbecht, déi mer am Laf vun dëser Legislaturperiod an déi Richtung gemaach hunn. Dir wësst, datt Der déi nei N3 gestëmmt hutt, virun annerhallwem Joer, wa meng Erënnerung gutt ass. Do geet et drëms, eben eng ganz nei Strooss ze bauen, déi vun der Gare iwwert den neie Pont Buchler - dee komplett nei gebaut gëtt - hanne laanscht d'Eisebunn eropgeet bis bei d'Rue des Scillas. An dann ass dat heiten deen zweeten Deel, et ass am Fong d'Vergréisserung vun der Rue des Scillas mat der Schafung vun deem Pôle d'échange mat all deenen Infrastrukturen, Vëlospisten, alles dat, wat opgezielt ginn ass vun der Madamm Rapportrice, wat hei soll derbäikommen.

An da kënnt am Prinzip nach eng Kéier den drëtten Deel, dat ass natierlech de Module „Sud", dat ass de Contournement.

Ech wëll soen, well d'Froe gestallt gi sinn: Wou si mer dru mam éischten Deel? Déi nei N3, do sinn d'Ausschreiwungen am Lafen. Do geet et virun allem ëm de Pont Buchler, dat ass dee komplizéiertsten Deel, fir deen nei ze bauen. Wa mer um Pont Buchler kéinte schaffen am Stil „ouni Eisebunn ënnendrënner", datt mer déi Bréck kéinten einfach relativ séier komplett erneieren, wär dat manner komplizéiert. Allerdéngs schaffe mer do iwwert dem Häerz vum Eisebunnsreseau vu Lëtzebuerg. An Dir kënnt lech virstellen, datt een do natierlech net kann egal wéi schaffen.

Do si mer ugewisen u gewësse Sloten, well d'Zich ënnendrënner fueren, et si bestëmmte speziell Sécherheetsbedéngunge virgeschriwwen. Duerfir ass dat e ganz opwendegen, komplizéierten, komplexe Projet. Dat ass och deen Deel, deen am längste wäert daueren. Et ass virgesinn, datt deen Enn 2022 soll fäerdeg sinn. Parallell gëtt natierlech och um Rescht vun deem ganzen Tracé gebaut. Dat heescht, de Chantier fir déi nei N3 geet am Prinzip elo Enn des Joers un, mat éischte Preparativen, d'Bréck an och doriwwer eraus. An doriwwer eraus soll au fur et à mesure am Laf vum Joer 2019 natierlech och an der Rue des Scillas ugefaange ginn. Et ass virgesinn, datt am Fong dee ganzen Tronçon, déi ganz Streck, bis erop op déi aner Säit an de Ban de Gasperich, soll Enn 2022 fäerdeg sinn.

Mir mussen awer wëssen, an dat ass och ganz opwendeg: Hei an der Rue des Scillas muss eng Baach verluecht ginn, déi gëtt och an engems erëm renaturéiert. Et musse Leitunge verluecht ginn. Also, et ass schonn e ganz komplexe Projet, deen hei gemaach gëtt. Duerfir dauert dat och laang. Enfin, kann ee soen, dat ass laang, wann dat dräi Joer dauert? Ech soen emol: Wa mer dat hei an dräi Joer hikréien, dann hu mer exzellent geschafft! Vu datt mer jo awer och nach an enger Situatioun schaffen, wou Verkéier ass an deem Eck.

Mä wéi gesot, mir hunn haaptsächlech vill un den Detailstudie geschafft. An do gëtt et ze soen, datt méi Leit sech musse koordinéieren, d'Eisebunn mat Ponts et chaussées, mat LuxTram, well déi schaffen do jo alleguer zimlech zesummen a parallell un deenen eenzelne Chantieren. Mä ech sinn awer gudder Déng, esou wéi déi Planung organiséiert ginn ass déi lescht Joren, datt dat wäert klappen.

Dann ass et och esou, fir de Module „Sud" - dat war gefrot ginn -, dat heescht, deen eigentleche Contournement vun Hesper/Alzeng, do si mer an der Schlussphas, fir d'ElEs-Prozedur an d'ëffentlech Prozedur ze ginn. Do sinn nach lescht Etüden, déi wäerte bis am Hierscht virleien. Am Fong ass virgesinn, datt bis Enn des Joers mer an déi ëffentlech Prozedur ginn, dat heescht, d'Bierger kréien dann alles virgestallt. Da kënnen d'Gemengen an natierlech och d'Bierger hir Asprécher maachen an esou weider. Dat ass natierlech e ganz komplizéierte Projet.

Do ass et manner, well mer duerch urbant Gebitt fueren, mä well natierlech bei all de Varianten, déi gekuckt gi sinn, et keng gëtt, déi net duerch d'Natura 2000 geet. Dat ass natierlech net einfach, an do musse mer wierklech gutt oppassen, wat mer maachen: datt mer éischtens genau d'Prozeduren anhalen, datt mer am Fong och noweisen, datt dat hei fir den ëffentlechen Notzen onerlässlech ass, et also keng aner Méiglechkeet gëtt, wéi dat doten ze bauen.

Et ass awer och e weidere Bewäis, datt dat net stëmmt, wann nach ëmmer gär dobaussen d'Meenung vertruede gëtt, datt een an den Natura 2000-Gebidder näischt dierft maachen. Dat ass net esou. Et kann een duerchaus och an esou engem Gebitt eppes bauen, mä da sinn natierlech besonnesch Virsiichtsmoossname virgesi respektiv da muss ee wierklech genee beleeën, datt et keng aner Méiglechkeet ginn ass. Mä och déi Aarbechten, wéi gesot, déi lafen. Do ass vill dru geschafft ginn. An ech ginn dervun aus, datt mer do den Timing kënnen anhalen, fir Enn des Joers an déi ëffentlech Prozedur ze goen.

Ech si mer sécher, datt am Südweste vun der Haaptstad, wa mer déi Infrastrukturen hei all net bauen, de Verkéier net méi fonctionnéiert. An ech sinn awer och gradesou sécher, datt fir déi Leit, déi do wunnen a schaffen, wann eng Kéier alles bis fäerdeg ass, d'Liewensqualitéit sech immens wäert verbessere par rapport zu haut, och wann et natierlech an der Chantiersphas méi komplizéiert ass a mat Nodeeler verbonnen. Mä fir eppes ze verbesseren, musse mer fir d'Éischt bauen, an ech géif mengen, et misst een dat kënne mat a Kaf huelen, well duerno gëtt et wesentlech besser. Wann Der lech ukuckt, wéi herno den ëffentleche Raum do ausgesäit, da kann een dat absolutt feststellen. An ech mengen op alle Fall, datt et gutt ass, datt dëst Gesetz hei mat grousser Majoritéit, fir net ze soe bal Unanimitéit, vun der Chamber gestëmmt gëtt.

Merci.

Här President, den Här Lies wëllt, mengen ech, eppes froen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Lies wëllt eppes froen.

M. Marc Lies *(CSV).*- Just nach eng kleng Ergänzung. Merci, Här President, fir d'Wuert, ech hat et virdrun och gefrot gehat. Also ech mengen, datt de Bau vun dëser Strooss extrêmement wichteg ass, souwuel fir den ëffentlechen Transport wéi och fir d'Mobilité douce an den Individualverkéier. De Problem läit natierlech hei bei den Emprisen. Här Minister, vläicht...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ah jo.

M. Marc Lies *(CSV).*- ...kënnt Der eis nach ee Wuert iwwert d'Emprisë soen?

Merci.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech hat dat vergiess.

Also, mat engem Proprietaire si mer eens, do ass och eng Konventioun do. Ech mengen, dat ass dee Projet, deen den Här Lies och kennt. Da bleiwen nach zwee aner Proprietairen, mat deene si mer awer an der Diskussioun, an enger ganz konstruktiver Diskussioun. Dat eent ass d'Firma Feidt an der Rue des Scillas selwer, an dat anert ass een anere Grupp, wann een eriwwergeet just vis-à-vis vun deem, wou mer eens sinn. Dee gesinn ech awer och elo gläich nach eng Kéier. Also, de Wëllen ass do, bei alle Proprietairen, fir matzehëllefen, datt et eppes gëtt.

Et muss ee jo och soen, datt de Fait, datt de Stat hei esou vill investéiert, jo eng immens Opwäertung ass vun deenen Terrainen, déi do sinn. Et ass jo net, wéi wann déi Terrainen do manner wäert ginn duerch de Fait, datt mir hei héich performant Infrastrukture bauen.

Et gëtt natierlech Detailer ze kucken. Virun allem zum Beispill bei der Firma Feidt verstinn ech natierlech, datt hire Betrib muss fonctionnéieren. Déi hu jo och virgesinn, mëttelfristeg op eng aner Plaz ze goen zu Zéisseng, déi och, mengen ech, besser géif leien. Mir hëllefen och, alles ze maachen, datt dat klappt. Déi läit näämlech un der Autobunn, wou se da vill méi séier mat hire Camionen op der Autobunn sinn an net méi mussen duerch d'Uertschaft, also duerch den Houwald fueren. Och dat wär also éischter, géif ech mengen, eng Erliichterung. Also mir sinn a ganz positive Gespréicher, an ech sinn och ganz gudder Déng, datt mer mat deenen zwee anere Proprietairë wäerte kënnen eens ginn an datt mer d'Utilité publique, déi hei jo elo virgesinn ass duerch d'Gesetz, net musse spille loossen, dat heescht, an d'Expropriatioun ze goen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann, mengen ech, kënne mer zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7285 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 3 Enthalungen. Domat ass de Projet de loi 7285 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

D'Dispens vum zweete Vott, ass d'Chamber d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Punkt kommen, dem Projet 7152, der Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'Enquête européenne am Strofrecht. D'Madamm Sam Tanson huet d'Wuert.

6. 7152 - Projet de loi portant

1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;

2° modification du Code de procédure pénale;

3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. No all deene Bauprojete gi mer dann elo e bësse méi theoretesch mat der Transpositioun vun enger Direktiv. Wéi Der et richteg gesot hutt, et ass d'Direktiv Nummer 2014/41 iwwert d'Décision d'enquête européenne en matière pénale. Et geet hei ëm d'Uniformiséierung vum Droit à l'entraide en matière judiciaire pénale an der Europäescher Unioun. An dësen Text ersetzt eng sëlleche besteeënd Texter, virun allem an deene Situatiounen, wou d'Länner d'Direktiv transposéieren. Zum Beispill ass do concernéiert eist Gesetz vum 8. August 2000 iwwert d'Entraide judiciaire internationale en matière pénale.

D'Gesetz huet sechs Kapitelen. Ech ginn elo just op déi wichtegst Elementer an.

D'éischt Kapitel traitéiert d'Principes généraux vun der Décision d'enquête européenne a regelt och, a wéi engen Zorte vu Prozeduren esou eng Decisioun ka geholl ginn.

D'zweet Kapitel leet d'Décisions d'enquête européenne fest, déi vun de Lëtzebuerger Autoritéite geholl ginn. Wien hëlt se? De Procureur, den Untersuchungsriichter oder d'Juridiction de jugement. D'Lëtzebuerger Autoritéit kann och froen, fir bei der Exekutioun vun där Mesure, déi se gefrot huet am auslännesche Stat, mat derbäi ze sinn, also am État d'exécution ze assistéieren.

An d'Kapitel 3 traitéiert déi Decisiounen, déi hei zu Lëtzebuerg mussen exekutéiert ginn, déi also an engem anere Memberstat geholl goufen. Do ginn d'Formalitéite geregelt. Mä do geet et virun allem och - an dat ass, mengen ech, dat, wat eis am meeschte wäert beschäftegen haut - ëm déi Fäll, wou et ka refuséiert ginn, fir eng Décision d'enquête européenne auszeféieren, zum Beispill bei enger Immunitéit oder bei enger Fall vun „non bis in idem", dat heescht, wa schonn eng Kéier eng

Poursuite oder eng Condamnatioun fir déiselwecht Infraktioun gemaach ginn ass.

Dann ass awer och kloer geregelt, a wéi enge Fäll esou eng Decisioun net ka refuséiert ginn, hei zu Lëtzebuerg exekutéiert ze ginn. Dat sinn Infraktiounen, déi am Artikel 16 opgefouert sinn a wou eng Peine vun dräi Joer drop steet. Ech soen Iech elo net déi ganz Lëscht, dat ass eng Hällewull vun Infraktiounen. Dat geet vum Viol iwwert d'Escroquerie, et sinn e ganzen Deel vun Infraktiounen do couvréiert.

An da gëtt et och Moossnamen, wou een net ka refuséieren ze exekutéieren, dat heescht, dat ass dat, wat dann hei zu Lëtzebuerg muss realiséiert ginn. Dat ass den Artikel 17. Dat sinn alles Mesuren, déi net agräifen an d'Fräiheete vun deene Betraffenen. Et geet ëm d'Beweiser, déi zum Beispill schonn zu Lëtzebuerg bei den Autoritéite sinn, et geet ëm Auditiounen, also alles, wéi gesot, wat d'Rechter an d'Fräiheeten net aschränkt.

An dat Kapitel gesäit och nach vir, datt esou séier wéi méiglech mussen Decisioune geholl ginn, ob eng Décision d'enquête européenne zu Lëtzebuerg kann exekutéiert ginn. Et ass en Delai vun 30 Deeg virgesinn an dann nach eng Kéier en Delai vun 90 Deeg, bannent deem dann d'Mesure muss exekutéiert ginn. Natierlech gëtt et ëmmer Ausnamen.

Eng speziell Sektioun regelt déi coercitiv Moossnamen, dat sinn d'Saisien, d'Perquisitiounen. Hei gesäit den Artikel 25 notamment vir, datt en Établissement de crédit sengem Client oder enger Tierce personne net kann d'Informatioun weiderginn iwwer eng Saisie, déi an deem Établissement de crédit realiséiert gëtt, ausser et läit eng express Autorisatioun vir vun den Autoritéiten, déi d'Moossnam ugeuerdnet hunn.

Dann ass och d'Prozedur geregelt vun den Iwwerpréiwunge vun dëse Moossnamen. Dat ass d'Chambre du conseil, déi d'office déi formal Regularitéit vun der Prozedur iwwerpréift an och muss den Okay ginn, fir datt saiséiert Dokumenter an Objeten an d'Ausland transféréiert ginn.

Et ass och eng Prozedur virgesinn, wéi déi concernéiert Persounen oder Tierces intéressés kënnen e Memoire bei der Chambre du conseil ofginn. A géint d'Ordonnance vun der Chambre du conseil ass kee Recours virgesinn.

Dann ass nach eng speziell Prozedur virgesi bei der Chambre du conseil, wann aner Bienë wéi Objeten an Dokumenter saiséiert goufen, zum Beispill Immobilien oder Avoir-financieren.

D'Kapitel 4 concernéiert eng Rëtsch méi speziell Moossnamen, zum Beispill den Transfèrement vun enger Persoun, d'Interceptioun vun Telekommunikatiounen, Informatiounen iwwer Bankkonten an d'Videokonferenzen. An dat ass e Punkt, dee betrëfft elo net just d'Mesures européennes, déi hei agefouert ginn, mä dee betrëfft generell eis Procédure pénale, datt elo an Zukunft d'Méiglechkeet agefouert gëtt an eisem Code de procédure pénale, fir iwwer Videokonferenz Temoinen, Affer oder Experten ze héieren. Dat ass zum Beispill wichteg, wann ee wëllt evitéieren, datt d'Leit konfrontéiert gi mam potenziellen Täter, oder wann een an engem Prisong incarceréiert ass, fir dann op eng einfach Aart a Weis kënnen déi Auditiounen ze maachen.

Nach e leschte Punkt zu de Käschten. Dat ass d'Kapitel 5 vum Gesetz, dat gesäit vir, wéi d'Froe vun de Käschte geregelt sinn. Am Prinzip ass et de Lëtzebuerger Stat, deen d'Käschten iwwerhëlt fir d'Moossnamen, déi hei zu Lëtzebuerg exekutéiert ginn, es sei denn, et wären elo exceptionnell Fraisen. Da muss mam État membre d'émission gekuckt ginn, aweifern déi Fraisen opgedeelt ginn.

Just kuerz zu den Daten. De Projet ass deposéiert ginn den 21. Juni 2017. De Statsrot huet säin Avis ofginn de 15. Dezember 2017. D'Commission juridique huet de 16. Mee 2018 d'Amendementer adoptéiert. Dertëschent war ech Rapportrice genannt ginn. De Conseil d'État huet e complementairen Avis ofginn de 26. Juni, an de Rapport ass de 4. Juli ugeholl ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An éischte Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt der Rapportrice Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass en technesche Rapport. Et ass awer och e Gesetzesprojet, deen net anodin ass. Mir maachen e weidere Renforcement am Kader vun der Entraide judiciaire européenne. Mir hate schonn eng Rei Projeten hei am Plenum, wou mer jo iwwert d'Exequatur och vun de Jugementer eng Harmonisatioun gestëmmt hunn. Hei gi mer am Fong am penale Beräich deeselwechte Wee en matière d'enquête.

De Prinzip bleift, datt et eng double Incrimination muss si fir déi Infraktiounen, fir déi eng Enquête gefrot gëtt, dat heescht souwuel am État d'origine wéi dann an eisem Fall hei zu Lëtzebuerg, ausser fir déi berüümt Lëscht, déi d'Madamm Rapportrice invoquéiert huet. Do muss ee just wëssen: Déi Lëscht ass ganz etofféiert, do sti ganz vill Infraktiounen drop.

Da wëll ech just zum Schluss nach bemierken, datt och hei erëm e Projet de loi ass, dee leider eréischt no dem Délai d'expiration vun der Direktiv agereecht ginn ass. Ech hat et schonn eng Kéier hei monéiert, oder schonn e puermol monéiert à l'égard vum Justizminister: Et wier wierklech gutt, wa mer bei esou wichtege Projete kéinten d'Delaie respektéieren. Ech mengen, dat géif och gutt ugesi ginn zu Bréissel.

Zum Schluss ginn ech dann den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit dem Sam Tanson Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et geet hei schonn ëm e wichtegen Text. Och wann et en Text ass, deen net alles op d'Kopp werft, wat et haut scho vu Regele gëtt, wat d'Rechtshëllef a Strofaffären an der Europäescher Unioun ugeet, ass et awer, mengen ech, e wichtegt Element, wa mer vu Sécherheet schwätzen, och wa mer vun Europapolitik schwätzen. Wa mer d'Europäesch Unioun kucken, déi huet sech jo am Beräich vun der Justiz an der Sécherheet en zousätzleche Pilier gi virun enger Rei vu Joren, an hei ass eng praktesch Emsetzung, eng Weiderentwécklung vun där dote Spart vun der Politik an der Europäescher Unioun.

D'Zil vun deenen heiten Texter ass et eigentlech, fir eng nach méi staark Uniformiséierung ze kréie vun deem ganze System vun der Rechtshëllef a Strofaffären an der Europäescher Unioun, mat äänlechen, eenheetleche Formulairen ze schaffen, fir méi schnell, och méi wierksam Prozeduren ze kréien. Dat kann een nëmme begréissen.

An dach, mengen ech, däerf ee besonnesch an der aktueller Situatioun drop hiweisen, wéi wichteg dass et ass, wa mer eng enk Zesummenaarbecht hunn am Strofrecht, an der Strofjustiz, dass all EU-Staten héchsten Normen entspriechen, wat d'Onofhängegkeet vun hirer Strofjustiz ugeet a wat de Prinzip vun der Rechtsstaatlechkeet ugeet. An do muss ee sech Gedanke maachen. Ech denken do nëmmen un déi lescht Evenementer a Rumänien, wou jo d'Statsanwältin, déi fir d'Korruptioun zoustänneg ass, elo vun hirem Amt enthuewe ginn ass, wou gewerkelt gëtt un neie Strofgesetzer, déi ënner gewëssene Konditiounen d'Korruptioun net méi solle strofbar maachen.

Alles dat muss engem Angscht maachen. An alles dat mécht et eigentlech och schwéier, esou eenheetlech Regelen zu 100% unzewenden. Dat kann nëmme fonctionnéieren, wa wierklech och eenheetlech Standarde vum Rechtsstat a vun der Strofjustiz a sämtlechen EU-State bestinn. Soss gëtt et ganz, ganz schwéier, déi doten Dispositioune korrekt ze applizéieren, oder si féieren zu Schiflagen.

An duerfir ass et och gutt, mengen ech, dass net nëmmen de Prinzip vun der duebler Incriminatioun hei nach eng Kéier festgehale ginn ass, dass eng Strofdot, also e bestëmmtent Verhalen, an deem Land, vun deem d'Demande ausgeet, ënner Strof muss stoen, wéi och an deem Land, wou d'Enquête herno dann exekutéiert gëtt. Dat ass e wichtege Prinzip. Mä et ginn och nach eng Rei vun aneren Hypotheesen opgezielt. Wann et ëm de Respekt vu Mënscherechter geet, wann et ëm de Respekt vu Grondfräiheete geet, och an deene Beräicher ka refuséiert ginn, esou eng Demande fir eng Enquête duerchzeféieren, ze maachen.

An duerfir ass et also an eisen Ae wichteg, nieft den Texter och fir Uerdnung ze suergen, géif ech soen, wat d'Rechtsstaatlechkeet a sämtleche Länner vun der Europäescher Unioun ugeet.

Et bleift beim aktuelle Prinzip, dass fir d'Kontroll vun der Regularitéit haaptsächlech de Parquet général zoustänneg ass, deen also och weider eng wichteg Fonctioun an deem ganze Beräich vun der Entraide judiciaire ze erfëllen huet.

Eng zweet Bemierkung, déi ech nach wollt maachen, dat ass vläicht e bëssen ze kuerz komm. An dësem Projet mat erageholl ass jo och elo d'Ofännerung vun eisen nationale Bestëmmungen, wat d'Aféierung vun Audio- a Videokonferenzen ugeet an eisem Justizsystem. Dat ass eng Fro, déi an der Vergaangenheet relativ hefteg diskutéiert ginn ass. Ech ka mech erënneren, dass hei e viregte Justizminister e Projet de loi an deem dote Sënn erageréecht hat an dass do relativ vive iwwert déi dote Froen diskutéiert ginn ass. Dee Projet de loi ass entre-temps zréckgezu ginn. Wéi gesot, d'Iddi, fir Audio- a Videokonferenze kënne praktesch an alle Phase vun der Prozedur hei zu Lëtzebuerg anzesetzen, ass an deem heiten Text elo verankert ginn.

Ech hunn net onbedéngt erausfonnt, ob de Barreau oder d'Associatioun vun den Avocats pénalistes zu deem doten awer net onwesentleche Punkt en Avis ginn hunn. Ech mengen net. Op jidde Fall ass et eppes, wou ee muss wëssen, dass et a ville Länner agesat gëtt, dass et sécherlech och a gewëssene Situatiounen d'Prozedure vereinfacht a besonnesch wichteg ass, wann et drëms geet, zum Beispill en Affer ze schützen an him dee Calvaire vun der direkter Konfrontatioun mam Täter ze erspueren iwwert de Wee zum Beispill vun enger Videokonferenz.

Och nach muss gewäerleescht ginn, dass all d'Rechter vun der Defense respektéiert ginn. De Regierungsprojet ass en anere wéi deen, deen eng viregt Regierung eng Kéier deposéiert hat. Et gëtt probéiert, deem Rechnung ze droen. Ech wëll awer och hei soen, dass menger Usiicht no awer d'Videoconférence, d'Audioconférence ëmmer d'Ausnam bleiwe muss, an dass den direkten Austausch, déi direkt Konfrontatioun vun den Argumenter muss d'Regel bleiwen an eiser Strofjustiz.

Merci.

Dat gesot, wäert natierlech d'LSAP dësen Text stëmmen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëll am Numm vun der DP der Madamm Rapporteur Sam Tanson Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi meng Virriedner et gesot hunn, ass dëst e wichtege Projet, fir de Rechtsraum a ganz Europa ze stäerken. Mä wéi gesot, en huet seng Tücken an ech wäert net weider dorop agoen, well dat ass schonn ervirgehuewe ginn. Mir mussen oppassen, dass, och wa mer den europäesche Rechtsraum wëlle stäerken, awer den État de droit zu Lëtzebuerg à tout moment gewäerleescht bleift. Dofir ass de Prinzip vun der duebeler Incriminatioun extrem wichteg, an et ass och extrem wichteg, dass esou Notiounen, déi elo leider a verschiddenen EU-Memberstaten net méi déiselwecht Valeur hunn, wéi d'Pressefräiheet oder d'Mënscherechter, awer zu Lëtzebuerg ëmmer Virrang hunn.

Déi technesch Ofännerunge si scho vun de Virriedner beliicht ginn. Mech freet et, wann ech dat richteg verstanen hunn, dass déi extrem komplizéiert Commission-rogatoiren, mat deene mer elo ganz, ganz laang geplot waren, wa mer als Affekoten domat ze dinn haten, elo duerch dëse System ofgeännert ginn. Dat hei gëtt am Prinzip, wa mer et richteg op d'Bee kréien, méi einfach, méi effikass a vill méi transparent. An opgrond vun där Bestëmmung schonn eleng ass dee Projet hei extrem positiv.

D'Videokonferenzen, d'Audiokonferenzen, mir hunn eis wierklech schonn oft doriwwer ënnerhalen. Ech sinn och derfir, dass dat soll ganz sensibel gehandelt ginn, dat heescht, dass am Prinzip d'Confrontation directe, d'Présence physique vun de Leit, déi musse gehéiert ginn an aussoen, soll d'Regel bleiwen an eben an enger bestëmmter Serie vu Situatiounen awer d'Videokonferenz an d'Audiokonferenz kënnen agesat ginn.

Dat gesot, bréngen ech heimat den Accord vun der DP.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten deen heite Projet och mat ënnerstëtzen an och matstëmmen.

E spezielle Merci vläicht un d'Madamm Tanson an dësem Fall, well wann ee selwer net Member vun enger Kommissioun ass an et huet een dann de Rapport, wou et och Resumée gëtt vu verschiddenen Avisen, muss ech hir nach eng Kéier Merci soen, datt se och markéiert huet, wat net ëmmer d'gängeg Praxis ass, wéi eng Elementer vun den Avisen dann och ëmgesat gi sinn am Gesetz via Foussnotten, wat d'Lektür vun deene Rapporte wesentlech vereinfacht.

Mir sinn, wann ech dat richteg verstanen hunn, dat lescht Land, wat elo déi Direktiv ëmsetzt, nieft Dänemark an Irland, déi jo dovunner net betraff sinn. Mir begréissen, datt dat elo geschitt. Mir begréissen och, datt op Interventioun vum Statsrot hin awer Elementer, déi an der urspréngleche Fassung net virgesi waren, notamment den Artikel 36, wat Informatiounen ugeet zu Bankkonten oder soss Finanzkonten, elo dra sinn. An der urspréngleche Fassung waren déi net dran, aus wéi enge Grënn och ëmmer. Duerfir begréisse mer dat do natierlech.

A mir mengen, datt dat hei e gudde Projet ass, deen eis Zoustëmmung fënnt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. An der leschter Zäit gëtt jo an Europa vill iwwer Grenze geschwat, déi missten opgebaut ginn, fir Europa - soen déi Leit - besser ze schützen. Abee, ech si frou, dass mer haut e Projet zur Ofstëmmung bréngen, dee Grenzen ofbaut, well et net richteg wier, wann an Europa d'Bekämpfung vum Onrecht un de Grenze géif stoe bleiwen. Dat hei ass ee weidere Projet de loi, deen europäesch Texter ëmsetzt, deen derfir suergt, dass an eise Relatiounen, besonnesch am Opbau vun engem gemeinsame Rechtsraum an der Europäescher Unioun, d'Bedeitung vun de Grenze méi kleng gëtt an dass d'Bekämpfung vum Onrecht doduerch och elo erliichtert gëtt iwwert d'Grenzen ewech.

D'Madamm Tanson, an ech soen hir Merci fir hire schréftlechen an och fir hire mëndleche Rapport, souwéi och deenen anere Membere vun der Commission juridique, huet eigentlech am Detail déi eenzel Aspekter vum Projet de loi erwäänt. Och den Alex Bodry ass schonn op eng Rei Punkten a senger Interventioun agaangen. Ech wëll dofir just an zwee kuerze Sätz awer nach eng Kéier de Kontext rappeléieren, an deem mer hei schaffen.

An Europa ass den Trend, an dat ass gutt a richteg esou, ëmmer méi a Richtung vu Reconnaissance mutuelle vun de Geriichtsdecisiounen an och ëmmer méi Rapprochementer um Niveau vun den Enquêten. Dat ass fundamental wichteg.

Gläichzäiteg ass et dann awer och wichteg, dass mer an all de Länner gemeinsam Standarden hunn, déi garantéieren, dass déi Uerteeler, déi mer eis bannent den EU-Länner géigesäiteg unerkennen, och deene Standarden entspriechen, déi mer gären hätten, déi mir hei zu Lëtzebuerg an aller Regel och kennen.

Doriwwer gëtt et eng Rei Direktiven. Mir hunn de Moien nach an der Commission juridique geschwat iwwert d'Directive Présomption d'innocence, déi ënner Lëtzebuerger Presidence negociéiert ginn ass. Et ass eng vun deene villen, déi elo geschwënn an d'Plenière vun der Chamber wäerte kommen, wou mer dann un deene gemeinsame Standarde schaffen, déi mer gären hätten an all de Länner, fir dass iwwert d'Reconnaissance mutuelle vun de Geriichtsdecisiounen net Problemer entstinn, mä dass mer ausschliisslech doduerjer Problemer léisen an d'Leit an eise Länner, an de Memberslänner, méi séier zu hirer Satisfaktioun kënne kommen.

Dee Punkt ass awer sensibel. Ech hat nach virun zéng Deeg d'Geleeënheet, mat menger däitscher Justizkolleegin, der Madamm Barley, genee doriwwer ze schwätzen, iwwert déi Noutwendegkeet vun héije Standarden am Kontext vun der Reconnaissance mutuelle. Gläichzäiteg och de Besoin, fir dann déi Reconnaissance mutuelle net ëmmer zu 100% ze hunn, mä dass awer och d'Länner nach kënnen iergendwou an Extremfäll, ënner Ëmstänn, esou eng Reconnaissance refuséieren, wann et begrënnten Zweifel gëtt. Dat ass awer och eng utile Precautioun, fir justement dem System vun der Reconnaissance mutuelle weiderzehëllefen. Fir dass se sech duerchsetzt, muss och iergendwou kënnen an enger Iwwergangssituatioun iwwer restriktiv definéiert Limitten diskutéiert ginn, an dat ass an Europa méi wéi eemol och en Thema.

E lescht Wuert zu de Videokonferenzen, déi den Här Bodry e bësse méi developpéiert huet. D'Affekoten hu wuel keen Avis geschriwwen, Här Bodry, mä si waren awer am Aarbechtsgrupp mat derbäi.

Ech wëll soen, dass den Ëmgang mat der Videokonferenz an den nächste Joren awer e Wäert ass, deen tendenziell an d'Luucht wäert goen. Ech sinn am Moment amgaangen ze diskutéieren, och mat den Affekoten, notamment

mat de Penalisten, iwwer eng Reform vum Plumitif, dass an Zukunft och bei eis an de Sëtzunge géifen Enregistrementer gemaach ginn, Audio an och Video. Mir sinn eis do scho Saachen ukucke gaangen a Länner, wou dat dote gutt a scho relativ laang funktionéiert. Och hei wäerte mer an déi dote Richtung goen. Dat gëtt ausdrécklech gefrot an ënnerstëtzt vun den Avocats pénalistes, dass mer an de Sëtzungen - an de Sëtzungen! - och op Videoe wäerten zréckgräifen.

Dir wësst, dass mer am Uechterhaff Raimlechkeete virgesinn hunn, dass och d'Prevenuë kënnen ënner Emstänn iwwer Videokonferenz gehéiert ginn. Dat huet och eng Rei Avantagen, mä ech ginn awer grondsätzlech dem Alex Bodry recht: D'Videokonferenz ass e ganz nëtzlechen Outil, e ganz nëtzlechen zousätzlechen Outil, mä d'Regel soll awer den direkte Kontakt tëschent den Akteure vun der Justiz an de Prevenuen oder den Detenuen bleiwen.

Mä ech mengen, et däerf een hei kee Manicheisme hunn, keng Schwaarz- oder Wäissmolerei. Déi zwee passe beieneen. Wann ee se richteg artikuléiert, ass et e sënnvollen Outil, deen hëlleft, Problemer ze léisen an deen eigentlech keng dierft schafen, wa mer déi richteg Gewiichtung hikréien. Dorunner schaffe mer. Dofir wäerte mer och beim Plumitif op de Wee goe vun den Enregistrementer, Audio, awer am Besonneschen och Video, well deen huet déi meeschte Qualitéiten.

Mat deene puer Remarke soen ech Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung vum Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mer kënnen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7152 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7152 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7152 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, wat d'Dispens ugeet?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet 7280, deen de Bau vun engem Fleegeheim zu Déifferdeng erméiglecht. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Max Hahn.

7. 7280 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Här President, hautdesdaags kann een an der Regel hei am Land gutt al ginn. D'Leit kënnen ëmmer méi laang doheem bleiwen a sinn ëmmer méi dacks och am héijen Alter nach aktiv. Op där anerer Säit kënnt, deemno wéi, awer iergendwann de Moment, wou et net méi geet. Et geschitt eppes, d'Leit di sech wéi. Bref, si kënnen net méi doheem bleiwen a mussen an eng Ariichtung kommen, wou no hinne gekuckt gëtt. An dann ass et wichteg fir eis als Land, als solidaresch Gesellschaft, deene Leit, déi hiert ganzt Liewe geschafft hunn, déi eise Räichtum mat opgebaut hunn, en éierbaren Encadrement ze garantéieren an e wierdege Liewensowend ze erméiglechen.

Virun allem virum Hannergrond, dass d'Besoinen u Strukture sech verännere, dass d'Leit méi spéit an en Heem kommen an och méi dacks fleegebedürfteg sinn, brauche mer eng Infrastruktur, déi heirunner ugepasst ass.

Ech war mer virun dräi Wochen am Kader vu mengem Rapport mat Vertrieder vu Servior d'Fleegeheem Thillebierg zu Déifferdeng ukucken, fir mer e Bild vun der aktueller Situatioun ze maachen. D'Residenten hunn do, krut ech gesot, an der Moyenne 85 Joer. Ronn 90% vun hinnen hunn déi eng oder aner Form vun Demenz. D'Halschent vun de Leit, déi do wunnen, kommen aus dem Spidol. Dat heescht, den Dokter huet se an d'Fleegeheem geschéckt, well et net méi eleng doheem geet, well déi Leit zum Beispill en Accident doheem haten.

Am Duerchschnëtt sinn d'Leit ronn dräi an en halleft Joer do an een Drëttel manner wéi ee Joer laang. D'Gebai vum Fleegeheem Thillebierg ass par contre, a fir et fein auszedrécken, nawell e bëssen an d'Jore komm. Den neien Deel ass näämlech aus de 60er Joren. Deen alen Deel ass nach vill méi al a geet zréck op e Gebai vun 1235. Och wann déi Gebaier am Laf vun de Joren natierlech renovéiert a moderniséiert gi sinn, gi se den haitegen Ufuerderungen un e Fleegeheem net méi gerecht, virun allem wann ee sech de Profill vun de Residentë virun Ae féiert.

Ech ginn Iech e Beispill: Déi meescht Zëmmeren hu keng eegen Dusch oder Toilett. Déi ass um Gank. Um ieweschte Stack, ënnert dem Daach, sinn d'Duschen an der Schréi, mat der Konsequenz, dass een net iwwerall riicht stoe kann.

Här President, stellt Iech emol vir, Dir musst do eng demenzkrank Persoun wäschen! Ech ka mer nawell gutt virstellen, dass dat guer net esou einfach ass. Där Beispiller kéint ech Iech nach ganz vill zielen. Dowéinst wëll ech op dëser Plaz deene Leit Merci soen, déi dagdeeglech ënner esou Konditioune schaffen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Et ass also méi wéi evident, dass déi nei Maison de soins iwwerfälleg ass. Dës Erkenntnis ass iwwregens och net nei. Déi éischt Iwwerleeungen zu deem Thema ginn op d'Joer 2001 zréck. Ouni elo am Detail op d'Geschicht vum Projet anzegoen, wëll ech just soen, dass ech frou sinn, dass mer elo endlech, no esou ville Joren, dëse Projet stëmme kënnen an déi Leit an e modernt Gebai kënne kommen, an deem optimal no hinne ka gekuckt ginn.

Dat neit Gebai kënnt an de Quartier Woiwer um Fousbann direkt nieft eng Schoul an e Fussballsterrain. Och e Park ass geplangt, an deem sech d'Leit aus dem Quartier kënnen treffen. Duerch déi favorabel Lag vum Fleegeheem ginn déi eeler Leit also optimal an de Quartier integréiert.

Och an der Konzeptioun vum Gebai ass probéiert ginn, eng integral Approche ëmzesetzen. Am Idealfall kënnt de Resident a säin Zëmmer, wann hien an d'Fleegeheem kënnt, a bleift déi ganzen Zäit do, ouni vill mussen ze plënneren. D'Zëmmere sinn dowéinst esou ageriicht, dass déi ënnerschiddlech Soine vun einfach bis intensiv an all Zëmmer kënne geleescht ginn an de Resident, och wa säin Zoustand méi schlecht gëtt, awer a senger Kummer ka bleiwen.

D'Zëmmeren hunn alleguerten hir eegen Toilett an Dusch a si sinn och d'office fir Leit am Rollstull adaptéiert. Déi eenzel Stäck sinn dernieft esou organiséiert, dass d'Residenten alles um Stack hunn an net wäit musse lafen. Op all Stack si Gemeinschaftsraim virgesinn, an deenen d'Iessen zerwéiert gëtt an an deenen Aktivitéiten organiséiert kënne ginn. Doduerch, dass zum Beispill an der Mëttesstonn net all d'Residentë mateneen a vun iwwerall an deeselwechten Iessraum kommen, mä dat Ganzt e bëssen opgedeelt ass, kënnt och vill méi Rou an dee ganze Betrib.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Déi dräi Zonen - privat, hallef ëffentlech an ëffentlech - erméiglechen et de Residenten ausserdeem, sech ganz no hirem Besoin entweder zréckzezéien oder ënnert d'Leit ze goen. An deem Sënn gëtt effektiv probéiert, mat engem moderne Konzept déi Flexibilitéit an Upassungsfäegkeet vun de Strukturen ze schafen, déi d'Leit brauchen.

D'Gäng sinn esou ugeluecht, dass se e Quadrat duerstellen. Dat heescht, d'Leit hunn d'Méiglechkeet, um Stack ronderëm ze goen. Et ass besonnesch bei Patienten, déi un enger Demenzerkrankung leiden, immens wichteg, hunn ech mer soe gelooss, dass se hire Bewegungsdrang, deen deemno wéi mat der Krankheet kënnt, ongehemmt ausliewe kënnen an net op eemol virun enger Mauer stinn.

Eng weider Iwwerleeung, déi ech perséinlech ganz interessant fannen an déi mat an d'Ausschaffe vum Plang vum neie Gebai gefloss ass, ass d'Ausriichtung vun den Zëmmeren. Fir dass och jiddweree genuch Luucht a seng Kummer kritt, sinn d'Zëmmeren esou ugeluecht, dass keent no Norde läit.

Vum energetesche Standpunkt gesinn, gëtt d'Gebai eng Klass B. Eng Heizungsanlag ass net virgesinn, d'Gebai gëtt näämlech duerch e Fernwärmenetz gehëtzt. Wat déi erneierbar Energië betrëfft, esou ass den Daach konzipéiert, fir eng Solaranlag drop ze stellen. Perséinlech kéint ech mer zum Beispill gutt virstellen, dass esou eng Anlag zesumme mat den Awunner aus der Emgéigend am Kader vun enger Kooperativ installéiert an exploitéiert gëtt. Esou eng ëffentlech-privat Kooperatioun wier, mengen ech, eng gutt Iddi an e gutt Beispill, wéi een erneierbar Energien op eng flexibel an innovativ Manéier ënnerstëtze kann.

Madamm Presidentin, no dësen Ausféierunge wéilt ech awer och nach op e puer wichteg Zuelen agoen. Am neie Gebai ass Plaz fir 200 Better. Dat sinn der 114 méi wéi aktuell um Thillebierg. Laut enger Analys ass effektiv am Moment am Kanton Esch d'Demande fir Better mat am gréissten. Mat dësem Projet gëtt dorobber reagéiert.

Derbäi kënnt, dass duerch dës Steigerung vun de Better-Capacitéiten och eng 100 bis 150 nei Aarbechtsplazen an den nächste Jore geschaaft ginn.

De Käschtepunkt wäert sech op ronn 62,5 Milliounen Euro belafen. Dëse Montant gëtt iwwregens integral vum Familljeministère bezuelt.

D'Aarbechte sollen esou séier wéi méiglech ufänken. Virun 2022 wäert dat Gebai allerdéngs net fäerdeg sinn.

Fir zousätzlech Detailer verweisen ech op dëser Plaz op mäi schréftleche Rapport.

Madamm Presidentin, e grousse Merci geet awer vun dëser Plaz un d'Personal vum Fleegeheem um Thillebierg, den Här Welter vum Familljeministère an d'Häre Dichter, Jhari an Hensel vu Servior, déi sech Zäit geholl hunn, fir mer d'Fleegeheem Thillebierg vum Keller bis ënnert de Späicher bal bis an dee leschten Detail ze weisen an och op meng vill Froen ze äntwerten.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zum virleiende Gesetzestext.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Max Hahn. Als éischte Riedner hunn ech den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Madamm President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de Max Hahn elo gesot huet vun der Visitt vum Fleegeheim: Bei mir läit d'Visitt schonn e bësse méi laang zréck, wéi ech dat Fleegeheim kucke war, an et war net grad dat attraktiivst Fleegeheim, wat mer kannt hunn. A wann ech et nach richteg am Kapp hunn, war deemools den haitege Buergermeeschter...

(Interruption par M. Roberto Traversini)

...nach Schäffen. Dee war do och derbäi, wéi mer eis d'Gebai am Detail ukucke gaange sinn.

E grousse Merci dem Rapporteur fir säin ausféierlechen an detailléierte Bericht.

Effektiv geet déi Geschicht ëm d'Maison de soins vun Déifferdeng op d'Joer 2001 zréck, mä net nëmme bei deem vun Déifferdeng, och nach bei deem vu Rëmeleng an och nach aneren hu mer Schwieregkeeten, fir se esou séier an de Gréff ze kréien an esou séier nei gemaach ze kréien, wéi d'Leit dat och géife verdéngen.

Et muss ee jo wëssen, dass déi ganz Politik vun de Fleegeheimer oder vun de CIPAen, de Centres intégrés, am Ufank déi eng Haiser dem Familljeministère ënnerstoungen, dat waren d'Altersheimer, an déi aner, dat waren d'Maison-de-soinen, dat waren déi Haiser, déi dem Gesondheetsministerium ënnerstanen hunn. Dat ass eréischt méi spéit zesummegefouert ginn, wéi alles ënner eng Kompetenz gefouert ginn ass. An haut kenne mer jo ausser de CIPAen, wat am Fong déi al Altersheimer sinn, nach d'Maison-de-soinen, mir kennen nach d'Logement-encadréen a mir kennen nach d'Better psycho-gériatriques.

An et ass och wichteg, dass mer deene Leit, déi fir de Räichtum vum Land responsabel sinn, och duerno déi Fleeg an dat Liewen an där Qualitéit zoukomme loossen. Déi Leit, déi de Räichtum vum Lëtzebuerger Land geschaaft a matgeschaaft hunn.

Zu Déifferdeng ass fir d'Éischt driwwer diskutéiert ginn: „Mir maachen nei op deem besteeënde Spidol, wou et haut ass." Duerno huet et geheescht: „Neen, mir maachen et net nei. Mir kucken, ob mer eng aner Plaz fannen."

An dat war sécherlech och eng vun den Ursaachen, dass et, wéi de Max Hahn richteg gesot huet, relativ laang gedauert huet, bis déi Leit och elo... An et dauert nach, dat ass awer elo méi de prozedurale Problem. Et wäert elo nach 2022 ginn, bis en neit Haus do ass, bis dann och do déi Leit an e bësse bessere Konditioune kënne wunnen.

Wann een déi Fleegeheimer alleguerte kuckt an alleguerten déi kuckt, déi am Reseau vum CIPA sinn, do huet een heiansdo terribel Differenze vun deenen enge bis bei déi aner, wat eben doduerch kënnt, wéi ech virdru gesot hunn: Dat eent ware virdru reng Maison-de-soinen an dat anert waren der, déi direkt als Centre intégré oder als Maison de retraite gebaut gi sinn.

D'CSV ënnerstëtzt dee Projet, ouni Diskussioun! Mir sinn awer der Meenung, wa mer eis och elo hei eens gi bei dem Projet vun Déifferdeng, dass elo endlech - an ech soen dat genausou, wéi de Max Hahn dat gesot huet, an déi Leit, déi den Historique kennen, déi versti mech ganz gutt, wann ech dat soe mam „endlech" - och déi Leit, déi zu Déifferdeng sinn, déi am Déifferdenger Raum wunnen, d'Méiglechkeet kréien, duerno op en tipptoppt a performant Alters- a Fleegeheim kënnen zréckzegräifen.

Mir hunn awer, an de Max Hahn huet et och a senger Virstellung gesot, an där Etüd iwwert de Kanton Esch och festgestallt, dass et nach aner Problemer gëtt am Kanton Esch. An ech géif do gäre bei dëser Geleeënheet och nach un en anert Haus erënneren, an dat ass d'Fleegeheim vu Rëmeleng. Beim Fleegeheim vu Rëmeleng lafen d'Diskussiounen och säit 2001. A beim Fleegeheim vu Rëmeleng waren awer aner Problemer, déi sech virdru gestallt hunn.

Do waren nach Streidereien tëschent Sites et monuments, déi am Ufank Schwieregkeeten haten, ob do Haiser, déi gebraucht gi sinn, fir eng Vergréisserung ze maachen, dierften ofgerappt ginn, transforméiert ginn - oder wéi een dat och a schéiner Diplomatesprooch géif ausdrécken; bei mir, ech nennen dat méi einfach: „mam Bagger dra rennen" oder och net -, dass dat laang Diskussioune waren, déi sech laang higezunn hunn. A wéi dunn endlech 2012 oder 2013 eng Decisioun fonnt gi war, ass et erëm vu vir ugaangen. Do ware Schwieregkeete mam Architekt. An duerno waren och nach Schwieregkeete mam Programm u sech, soudass de Projet 2015 gestoppt ginn ass.

Ech mengen, dass et wichteg wier, an ech géif dofir och en Appell maachen un d'Familljeministesch an un d'ganz Regierung, dass ee géif kucken, fir déi Situatioun deblockéiert ze kréien, well de Moment sëtzen déi Leit och an engem Haus, wat nach net de moderne Standarden entsprécht. Gläichzäiteg hu se och e Chantier virun der Dier, well d'Chantiersariichtunge ware schonn do. Et si scho verschidde Viraarbechte gemaach ginn. An ech weess, dass et do am Projet de Moment och net virugeet.

An ech géif dofir hei vun der Geleeënheet profitéieren, en Appell ze maachen un de Ministère, u Servior, wou ech jo weess, dass et net de Ministère direkt ass, mä dass et d'Servior ass, deen de Bauhär ass, an dass et och mat d'Rëmelenger Gemeng ass. An dofir géif ech mer och erlaben, eng Motioun eranzeginn an en Appell ze maachen, dass och déi Rëmelenger Leit déi Chance solle kréien, wéi déi Déifferdenger Leit a wéi dee ganze Süden, fir nach eng zousätzlech Altersstruktur ze kréien, déi deem Numm och wierdeg ass a wou do alles ka gemaach ginn, fir datt och déi Leit déi Liewensqualitéit kréien, déi se brauchen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- sachant que le projet en vue d'une maison de soins à Differdange a été lancé en 2001;

- rappelant que la même année a été lancé le projet en vue de la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Rumelange;

- notant que le PL 7280 en question autorise le Gouvernement à participer au financement de la construction de la maison de soins à Differdange;

- constatant que le projet en vue de la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Rumelange est suspendu depuis 2015 du fait qu'il existe des situations litigieuses avec le bureau d'architectes;

- considérant que le vieillissement de la population, l'augmentation de l'espérance de vie, l'amélioration des conditions de vie, tout comme le progrès médical, constituent des facteurs décisifs pour évaluer entre autres les besoins futurs en infrastructures;

- notant que d'après les données du Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région, le nombre de demandes d'admission en institution de long séjour pour personnes âgées n'a cessé d'augmenter;

- ajoutant encore que les demandes de placement en milieu stationnaire deviennent de plus en plus urgentes;

- soulignant que selon l'exposé des motifs du projet de loi 7280 «Une analyse par canton des structures existantes pour personnes âgées montre que le besoin en lits stationnaires est important dans le canton d'Esch-sur-Alzette»;

- regrettant que le Gouvernement a retenu dans le programme gouvernemental que «Le nombre actuel de lits en milieu stationnaire sera globalement maintenu (...)»;

- constatant une augmentation de 116 lits pour la période 2014-2017 par rapport à une augmentation de 747 lits pour la période 2009-2013;

invite le Gouvernement

- à travailler activement sur l'élaboration d'une stratégie pour construire le plus rapidement possible le centre intégré pour personnes âgées à Rumelange.

(s.) Marc Spautz.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Spautz. Akt ass Iech gi vum Depot vun der Motioun. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, no de ville Projet-de-loien iwwert d'Kanner an d'Jugendlech sinn ech och frou, dass mer elo e Gesetz iwwert de Senioreberäich kënnen decidéieren.

Et ass jo gewosst, duerch d'Progrèsen an der Medezinn an och duerch den héije Liewensstandard bei eis am Land liewen d'Mënschen ëmmer méi laang. D'Zil ass jo och, dass d'Leit och am Alter esou laang wéi méiglech wëllen an och sollen doheem kënne bleiwen, wat jo och u sech an der Assurance dependance esou ënnerstëtzt gëtt.

Natierlech klamme parallell awer och d'Besoine fir Strukture fir eeler Leit. Dës Strukturen hunn eng Partie Virdeeler, well d'Ariichtunge sinn op d'Bedierfnisser vun den eelere Mënschen zougeschnidden an et kann een eng optimal Hëllefstellung ginn an dëse Strukturen, fir dass se hinnen esou laang wéi méiglech en agreabelt Liewen erméigleche kënnen.

Mir als LSAP kënnen dat nëmme guttheeschen an ënnerstëtzen och, dass zousätzlech Strukture fir eeler Leit, notamment dëst Fleegeheim zu Déifferdeng, geschafe ginn; och wann et dann ebe 17 Joer laang gedauert huet.

Et ass awer och wichteg fir eis, genuch Strukturen an de verschiddene Regiounen ze hunn, an den Här Spautz huet dat jo och scho gesot, fir et de Leit ze erlaben, an hire Géigenden, an hire Gemengen an en Altersheim oder an e Fleegeheim kënnen ze goen an och do hir sozial Kontakter kënne weider ze fleegen.

Kuerz gesot, wëll ech awer dofir net méi laang alles ophalen. Am Numm vun der LSAP géif ech dann awer mäin Accord hei ginn an dem Max Hahn Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Asselborn. Als nächste Riedner hunn ech den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Och Merci dem Max Hahn. D'nächste Kéier, wann en op Déifferdeng kënnt, kann ech mat d'Visitt maachen. Dann hätt ech Iech nach kënnen och verschidde Raim am Nidderkuerer Altersheem weisen, wou och do am Moment verschidde Raim iwwer 40°C hunn.

Et ass natierlech wichteg, datt dat Altersheim zu Déifferdeng kënnt. Et ass och wichteg a richteg, datt et verschidde Grënn huet, firwat et esou laang gedauert huet. Ënner anerem sollt et och am Ufank renovéiert ginn op der Plaz, bis awer do ee gemengt huet, et wier vläicht besser, mir géifen et ganz nei bauen. An du war d'Fro natierlech, wou een dat nei baut, well wann een nei baut, brauch ee jo och nach Terrainen. An et war och net esou evident, fir dat ze fannen.

Mir hate ganz gutt Gespréicher och mat Servior, heiansdo manner gutt, heiansdo méi gutt, mä am Endeffekt ass am Fong geholl e flotte Projet erauskomm. Deen éischte Projet sollt och manner Better hunn. Et ass gutt, datt déi elo och op 200 eropgesat ginn. De Park wier dann och gedeelt ginn. Et wäert en ëffentleche Park sinn, wou d'Gemeng sech och wäert dru bedeelegen.

An net méi spéit wéi de Moien huet de Gemengerot vun Déifferdeng och ugefaangen an decidéiert, dann déi Strooss do ze maachen, well et kann ee jo net en Altersheem bauen, wann ee keng Strooss huet fir derbäi. Da gëtt et méi schwéier, d'Leit hin- an hierzeféieren. Dat misst dann och an der Rei sinn.

An dann, deen eenzege Bemoll, mengen ech awer, ass nach ëmmer déi Energieklass. Mir wieren op alle Fall frou, mir als Gréng, an ech muss och soen, ech als Buergermeeschter vun der Stad Déifferdeng, wann een do nach eng Kéier kéint driwwer kucken. Am Moment ass et eng B-Klass. An ech fannen, mir bauen eppes hei fir déi nächst 40, 50 Joer, wann net nach méi. An et wier och flott, wann een do nach eng Kéier kéint matenee schwätzen, vu datt déi Heizzentral och nach an e Gebai kënnt, wat der Gemeng gehéiert. Dofir wiere mer op alle Fall frou, wann een dat nach eng Kéier kéint kucken.

Dofir och nach eng Kéier Merci, datt et elo endlech wäert weidergoen. An d'Leit wäerte sech extrem freeën, wann dat heiten zu Déifferdeng wäert opgoen.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner hunn ech den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Villmools Merci, Madamm President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt och dem Här Max Hahn Merci, dee sech déi Méi gemaach huet, net nëmmen e mëndlechen a schréftleche Rapport hei ze presentéieren, mä och nach op d'Plaz ze goen, fir sech dat unzekucken.

Ech mengen, et ass schéin, datt mer hei, wa mer esou Projeten an dëser Chamber diskutéieren, ëmmer e Konsens hunn doriwwer. Ech mengen, mir sinn eis alleguer bewosst, wéi wichteg et ass, datt mer fir déi Leit astinn, zesummen, déi eeler sinn, déi och dacks an enger méi schwiereger Liewensphas sinn, an datt mer eis solidaresch weisen an déi dote Projete gewéinlech hei eestëmmeg iwwert d'Bün bréngen. Dat ass da wahrscheinlech och haut de Fall. An dat ass och gutt a richteg esou.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A gär schléisse mer eis och de Wierder vun deenen un, déi gesot hunn: „Et gëtt nach Problemer op anere Plazen." Ech mengen, och do sollte mer zesummeschaffen, fir datt mer méiglechst séier déi beschtméiglech Konditioune fir déi betraffe Leit och zu Schëffleng an op anere Plaze kënne schafen.

Mir hunn awer als ADR, wat elo dee spezifesche Problem hei ugeet, nach zwou Froen.

Déi éischt ass iwwert de Käschtepunkt. Et ass esou, datt mer e Käschtepunkt, mengen ech, normalerweis usetzen an deenen Haiser vun 210.000 Euro pro Bett, indexéiert. Wann een déi Rechnung hei fir 200 Better mécht, läit de Käschtepunkt driwwer. Kann d'Regierung eis vläicht soen, ob dat stëmmt oder wéi déi Berechnung vun deem Käschtepunkt vun dësem Heem ass?

Déi zweet Fro, et ass gesot ginn, ech mengen, den Här Hahn hat et och a sengem Rapport gemaach, datt sech Méi gemaach ginn ass, fir ze kucken, datt déi Zëmmeren all solle Luucht hunn - ech mengen, dat ass jo eng Selbstverständlechkeet - an datt dofir keen Zëmmer soll no Norden ausgeriicht sinn, fir datt et erméiglecht gëtt, datt all Zëmmer Luucht huet.

Elo ass awer anscheinend dee Plan d'ensoleillement, deen normalerweis virgeluecht gëtt, der Regierung net virgeluecht ginn, soudatt, no deenen Informatiounen, déi eis zougedroe gi sinn, do kann e Problem sinn. Et gëtt dervu geschwat, datt bis zu engem Véirel vun den Zëmmeren an deem dote geplangten Heem elo iwwerhaapt keng Luucht kënnen iwwert d'ganzt Joer kréien, datt also do Zëmmere sinn, déi däischter sinn.

An och do wollt ech also d'Regierung froen: Huet d'Regierung dee Plan d'ensoleillement kritt an der Form, esou wéi et virgeschriwwen ass, fir de Projet kënnen ofzehuelen an der Planungsphas? Läit dat alles vir? An ass et richteg, esou wéi den Här Hahn et och gesot huet a sengem Rapport, datt et séchergestallt ass, datt all Zëmmer iwwert dat ganzt Joer och hell Luucht huet, Sonneluucht an net kënschtlech Luucht?

Dat sinn zwou Froen, déi eis nach um Häerz leien an déi mer nawell gär och geklärt hätten. Dovunner ofgesinn, gi mer natierlech och gär den Accord fir dëse Projet, well mer eis mat alle Kolleegen heibanne freeën, datt mer elo 200 Better op engem héijen Niveau kréien.

Villmools Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dee leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Mir ginn natierlech och eisen Accord zu dësem Projet.

Et ass virdru scho gesot ginn: Et huet laang gedauert, vill ze laang. Zu Recht ass dat gesot ginn. Et gëtt eng ëffentlech Struktur, ëffentlech bedriwwen, vun engem ëffentlechen institutionellen Akteur. Et gëtt mat ëffentleche Sue gebaut. Dat ass déi Demarche, wéi mir och mengen, wéi een an deem dote Fall sollt virgoen.

A mer mengen och, Verschiddener vu menge Virriedner sinn och schonn drop agaangen, datt mer eis eigentlech nach méi performant Outile misste ginn, fir eng Evaluatioun ze maachen, wat vu Besoinen am Land besteet, besonnesch wa mer wëssen, datt jo och engersäits d'Populatioun méi al gëtt, an op där anerer Säit, datt d'Populatioun och wiisst. Soudatt mer eng méi cibléiert Planungssécherheet kréien, wat de Bau vun esou Infrastrukturen ugeet.

Wéi gesot, dëse Projet als Ganzt begréisse mer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol géif ech gären dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech sinn och ganz frou, dass Der op d'Plaz kucke waart. Da gesitt Der, dass hei ganz vill Zäit leider verluer gaangen ass an dass et effektiv ëmmer brauch, bis een eppes baut. Dofir Merci fir den Interessi, fir op den Terrain kucken ze goen.

Ech mengen, et ass gewosst, dass d'Leit ëmmer méi spéit an d'Altersheim ginn. D'Leit bleiwen ëmmer méi laang doheem, esou laang wéi et nëmme geet. An dofir komme se dann ëmmer méi spéit. Dofir ass d'Altersmoyenne am long éjour 83,72 Joer fir d'Männer an 81,46 fir d'Fraen. An et ass virun allem an der Urgence, well d'Leit eben esou laang doheem bleiwen, wa se dann emol eng Kéier an d'Klinik kommen an net méi kënnen zréck heemgoen, wou eng extrem Urgence ass a wou se da wierklech Schwieregkeeten hunn, vläicht séier e Bett ze fannen oder virun allem och e Bett ze fanne geografesch do, wou se et am léifste gären hätten.

Mir hunn hei en anert Konzept, en neit Konzept. Mir hu ganz grouss Sejouren. D'Leit, déi ginn net an den Zëmmere gelooss. Dat war fréier emol, dat ass awer haut net méi esou! An dofir ass et nach ëmsou méi wichteg, dass mer hei elo séier weiderkommen. Mir hu quasi 17 Joer verluer. A wéi den Här Spautz et richteg gesot huet: Et brauch een och nach eng Kéier eng Zäit, bis een eppes baut. Dat ass och net vun engem Dag op deen anere gemaach.

An, bon, et ass haut esou, dass d'Leit net an hire Kummere gelooss ginn. D'Leit, déi sinn am Sejour, déi hunn Openthaltsraim. Zu Déifferdeng am Moment ass et esou, dass ganz vill Leit eng Demenz och hunn. Dat heescht, et brauch een och Plaz, wou déi Leit sech kënne bewegen, wou se à l'infini Couloiren hunn. An an dësem Fall sinn et net nëmme Couloiren, mä et sinn och Terrassen. Et ass e ganz grousse Bannenhaff virgesinn. An dat ass och dat, wou den Här Kartheiser driwwer geschwat huet. Dee Bannenhaff, deen awer ganz grouss ass a wou den Ensoleillement besser ass wéi op villen anere Plazen a Gebaier, déi an de leschte Jore gebaut gi sinn.

Den Här Traversini huet vun der Energieklass geschwat. Et ass virgesinn... Also, et gëtt verlaangt, dass en dräimol C ass. Hei ass d'Energieklass dräimol B virgesinn. Servior kuckt awer am Moment nach, wat nach do weider machbar ass. Si wäerte sech och un de Chauffage urbain uschléissen. Dat ass eng ganz gutt Nouvelle.

De Käschtepunkt: Do ass alles mat dran! Dat heescht, do ass och de Parking mat dran. Do sinn, wéi gesot, d'Zëmmere mat dran. Dat heescht, mir rechnen haut net méi pro Zëmmer oder pro Bett; mir kucken dee ganze Projet. Dat heescht, et ass e funktionellt an e modernt Gebai. Et sinn 200 Eenzelzëmmere mat individueller Buedzëmmer op véier Niveauen, mat engem Bannenhaff, hat ech scho gesot.

Et ass e Bloc fonctionnel op all Stack fir d'Fleeg, fir den therapeuteschen Engagement. Et ass eng Unité de vie op all Stack mat Iesssäll, Sejouren, mat enger extraer Kichen op all Stack. Et ass e Groupe socio-gérontologique virgesinn um Rez-de-chaussée fir Leit mat enger Perte d'autonomie. An dann eben och dee ganzen Accueil, de Restaurant, d'Salle polyvalente, d'Cafeteria, d'Kichen, d'Epicerie, wéi gesot, plus nach 90 Parkplazen. Dat ass alles mat an deem Präis virgesinn, soudass dat net méi pro Bett an deem Sënn gerechent gëtt.

Den Här Spautz huet et gesot, Här President: Et wäert bis 2022 ginn, bis dass d'Gebai iwwerhaapt emol do ass. Ech géif awer do gären op dat zréckkommen, wat Der gëschter gesot hutt, dass elo an dëser Legislaturperiod nach net vill Better ageweit gi wieren. Jo, do ass de Feeler natierlech virdru geschitt. Et kann een nëmmen dat opmaachen, wat och geplangt gëtt a wat gebaut gëtt, well dat kënne mer jo net aus dem Aarm réselen!

(Brouhaha général)

A mir hunn natierlech de Problem erkannt an dëser Regierung, Här President. An ech géif lech dann och dat heite ginn. Dat sinn zwou Säiten.

(Dépôt d'un document)

Ech géif awer och eng Kéier driwwer schwätzen, fir emol ze weisen - dat fannt Der och am Rapport d'activité iwwregens am Familljeministère -, wat mer elo alles an der Pipeline hunn. Dir wäert gesinn, do wäert ech Iech elo nach e bëssen iwwerraschen, awer eréischt op der zweeter Säit. Déi éischt Säit, bon, wéi gesot, dat steet am Rapport d'activité.

Et sinn 8 Lit-supplementaires am CIPA Gréngewald geplangt.

Et sinn 140 Better geplangt zu Rammerech mat HPPA.

Zu Stengefort, dat ass eng ganz nei Konstruktioun, déi mer elo plangen. Dat heescht, mir maachen net frësch, mir bauen eng nei Konstruktioun. Do kommen 68 Better bäi.

Et ass geschwat gi vun Esch a vum Süden. Elysis baut 130 Better.

De CIPA Berbuerg: 21 Better supplementaires.

De St Jean de la Croix: 17 supplementaire Better.

Heeschdref, de Maredoc: 3 supplementaire Better.

Dann déi vun haut: 114 supplementaire Better, déi mer hoffentlech dann haut gestëmmt kréien.

Da Rëmeleng: 120 supplementaire Better.

Da géif ech gären awer just soen, wéi gutt een awer och plange kann a wéi gutt een awer och zesummeschaffe kann, mat Käerjeng. Dat hu mir geplangt, zesumme mam Buergermeeschter vu Käerjeng. Do war eng Volontéit do, souwuel vun der Gemeng wéi och vun der Regierung, fir dat ze maachen. Ech hoffen, dass de Projet elo nach virum Summer ka gestëmmt ginn. Dat ass e Projet vu Bâtiments publics, wat d'Regierung ugeet. Dat heescht, zu Käerjeng kommen och 201 Better bäi. Dat ass an dëser Regierung esou geplangt ginn.

Dann zu Consdref: 44 Better.

Zu Iechternach am Hospice civil: 52 Better.

Dat ass en Total vun 918 Better, déi elo vun dëser Regierung geplangt gi sinn, déi am Budget stinn an déi och gebaut ginn.

Dann hu mer awer och nach déi zweet Säit.

Ech maachen awer elo hei eng Kéier kuerz fäerdeg a voller Transparenz. An do wäerten och nach verschidde Leit dann haut eppes gewuer ginn, déi vläicht elo net heibanne sinn. Dat ass nach net gestëmmt, wat Der op der zweeter Säit wäert gesinn. Dat heescht, Dir hutt de Budget jo nach net gestëmmt fir 2019, mä dat ass op jidde Fall emol dat, wat mer nach virgesinn hunn, wat mer nach drageschriwwen hunn.

Zu Habscht/Äischen: 194 Better. De Buergermeeschter do wäert sech freeën, wann en dat haut héiert, well e weess dat wahrscheinlech nach net.

Dann zu Heeschdref: 32 supplementaire Better.

Bei der ALA um Goldknapp Ierpeldeng: 24 supplementaire Better.

Boufer: 68 Better supplementaire.

An dann ass zu Mondorf och virgesinn, en neit Haus ze baue mat 200 Better, wou d'Gemeng och elo amgaangen ass, fir Terrainen an deem Sënn ze reklasséieren. Dat sinn nach eng Kéier 518 Better, wann Der de Budget esou stëmmt, wéi en Iech proposéiert wäert ginn, déi mer dann eben nach eng Kéier bäikréien.

Ech wollt dat awer och eng Kéier matbréngen, well mer hunn de Problem erkannt. An dat

heescht, an den nächste Jore wäert vill gebaut ginn, mat ville verschiddenen Träger, mat ville verschiddenen Akteuren, mat ville verschiddene Gemengen. An et ass jo genau dat, wat mer musse maachen: net nëmmen al Gebaier ersetzen, mä och nei Better bauen, fir justement där Demande, déi do ass, och gerecht ze ginn.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Spautz huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'Alleréischt Felicitatioun, Madamm Minister, fir alleguerten déi Projeten, déi Der do bréngt. Ech muss Iech just soen, Dir hutt do ganz vill Privater opgezielt, déi amgaange sinn ze investéieren an déi amgaange sinn eppes ze maachen. Privatinitiativen, déi geholl gi sinn, déi och subventionéiert ginn...

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Absolutt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...vum Stat zu 80%. Mä dat sinn awer...

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- 70%!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat sinn awer Privatinitiativen, déi do geholl gi sinn. An ech sinn awer dann e bësse paff, wat Der elo gesot hutt, ech muss mech do un Aussoe vun deene leschten Deeg erënneren. An der Familljekommissioun hunn ech dräimol gefeelt an deene leschte véier Joer.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech net.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech huele jo un, dass Der déi Projeten do, déi Der elo alleguerten hei esou ugitt, an deene leschte véier Joer och eng Kéier an der Familljekommissioun presentéiert hutt, dass mer doriwwer geschwat hunn an der Familljekommissioun, wat alles an der Seniorepolitik géif kommen, well falls dat net sollt de Fall gewiescht sinn, da wier et do net schlecht, wann Der d'Familljekommissioun, alleguerten déi Leit, déi sech dorëm bekëmmeren, ënner anerem och ëm den drëtten Alter, déi herno sollen e Budget stëmmen, déi herno solle Projete stëmmen, och am Virfeld géift informéieren, dass déi och wëssen, wat de Plang ass vun der Regierung.

Just dat als Erënnerung: Véier Joer ass näischt geschitt. An elo kommt Der da mat zeg Projeten, déi Der elo wëllt maachen, an da stellt Der Iech elo gären dohinner, wéi wann alles an der Rei wier. Frot d'Leit, déi betraff sinn, d'Leit, déi waarden, déi soen Iech, wéi et ass!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Wäerten Här Deputéierten, Dir hutt mir gëschter eng Fro gestallt,...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, ech hunn Iech eng Fro gestallt!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- ...firwat mir keng Better ageweit hätten. Ech hunn Iech geäntwert: Mir konnte keng aweien, well Dir keng geplangt a keng gebaut hutt. Dat war d'Äntwert!

(Hilarité et exclamations)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et ass gutt. Kommt!

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dee Projet, deen hoffentlech haut gestëmmt gëtt,...

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Also ass d'CSV déi, ouni déi hei am Land näischt leeft. Dat ass gutt ze wëssen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- ...dee Projet vun Déifferdeng, dee gëtt och net muer ageweit, wann dat elo d'Fro war. Ech wollt just,...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen. Mä wann Der virun dräi Joer...

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- ...fir komplett ze sinn...

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...de Projet bruecht hätt, da wier en ageweit ginn. Et sinn dräi Joer Bauzäit. Mä Klammer zou. D'Legislaturperiod huet der fënnef.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Also 2001 huet de Projet ugefaangen. Da muss een awer den Historique nach eng Kéier eraushuelen. An ech mengen, Dir sidd jo hei deen, deen den Historique ëmmer gäre presentéiert, souwuel gëschter wéi haut. Dir hutt et jo gemaach. Dofir hunn ech geduecht, ech misst et net nach eng Kéier maachen. Dee Projet do huet 2001 ugefaangen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dee Projet mat Käerjeng huet no 2013 ugefaangen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, 2013 hunn déi éischt Gespréicher stattfonnt. Liest dat no an Ären Dokumenter am Ministère!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Majo, dat ass net 2001, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat ass 2013.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Do war ee gudde Buergermeeschter!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn eng weider Wuertmeldung vum Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Et ass eng, am Verglach zu der Envergure vun deem, wat den Här Spautz opgeworf huet mat all deene Projeten, ganz kleng Fro. Ech wollt zréckkommen op dee Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren, Déifferdeng, an nach eng Kéier op déi Fro vun der Beliichtung vun den Zëmmeren. D'Madamm Minister huet selwer gesot, datt de Problem jo och zum Deel mam Bannenhaff zesummenhänkt, deen elo geplangt ass.

No deenen Informatiounen, déi mir kruten, ass eigentlech just séchergestallt, datt vun Abrëll bis September duerch d'Beliichtung ebe séchergestallt ass, datt an all Zëmmer Luucht ass. Dowéinst nach eng Kéier konkret d'Fro un d'Madamm Minister: Huet si, d'Regierung, de Plan d'ensoleillement matzäit gesinn? An huet si en accordéiert? Ka si garantéieren, datt d'Beliichtung an all Zëmmer präsent ass iwwert dat ganzt Joer, esou wéi et soll sinn?

Villmools Merci.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci fir d'Fro. Den Architekt huet ons garantéiert, dass déi Zëmmere konform sinn an dass den Ensoleillement absolutt konform ass fir dat, wou en do gebraucht gëtt. An ech hunn Iech nach eng Kéier dee ganze Konzept vum Haus och erkläert. Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir stëmmen elo iwwert de Projet de loi 7280 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7280 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7280 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci.

Dann hu mer nach eng Motioun vum Här Spautz virleien. Wëllt d'Regierung oder d'Chamber dozou Stellung huelen? Madamm Minister!

Motion 1

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo. Ech mengen, ech géif der Chamber proposéieren, déi Motioun net unzehuelen, well dat ass e Litige, deen tëschent Servior an dem Architekt ass. An ech mengen, dass do d'Regierung am Moment net gefuerdert ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ginn et keng weider Wuertmeldungen? Da géife mer iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Déi, déi mat der Motioun d'accord sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi net domat d'accord sinn, stëmme mat Neen.

An d'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

28-mol Jo, 32-mol Neen: Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

A mer géifen zum leschte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, eng Konventioun, wat d'Sécurité sociale ugeet, mat China. De Rapporteur, den Här Georges Engel, huet d'Wuert.

8. 7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass déi éischt Konventioun an dëser Matière, déi mer mat China hei maachen. Déi eng, déi maachen Handelskricher, mir maache Konventiounen. Ech hu léiwer, mir maache Konventiounen.

Si ass verhandelt ginn op Franséisch, Chineesesch an Englesch. Et ass deen engleschen Text, deen awer Virrang huet, wann et Interpretatiounsdivergenze sollte ginn.

Et geet drëms, d'Rechter a Saache sozialer Sécherheet ze garantéiere fir Persounen, déi noeneen oder ofwiesselnd de Gesetzer vun deenen zwee Länner dann ënnerlouchen.

Et ass eng bilateral Konventioun, esou wéi mer der och schonn hei an der Chamber haten. An deen éischten Objektiv viséiert den Detachement vun den Aarbechter. Et ass e manner breede Champ d'application a couvréiert net de komplette Beräich vun der Vieillesse, der Invaliditéit an der Survie. Fir d'Lëtzebuerger ass et esou, dass do déi normal Assurance pension applizéiert gëtt, also d'Vieillesse, d'Invaliditéit an d'Survie. Op der chineesescher Säit ass et awer esou, do gëtt just eng Assurance vieillesse de base fir d'Salariéen applizéiert. Si ass fir alleguer déi Persounen ouni Distinctioun vun der Nationalitéit, hir Famill an och hir Survivanten.

Zwee Prinzipie gëllen: eng Kéier de Principe de l'égalité de traitement tëschent Persounen, déi um Territoire vun deem engen oder deem anere Land wunnen, an zweetens d'Exportatioun vun de Prestatiounen.

Am Prinzip ass et d'Legislatioun vun deem Land, wou d'Persoun schafft, déi gëllt. Et ginn awer och Derogatioune wéi zum Beispill beim Detachement. Do bleift d'Persoun ënnert der Legislatioun vun deem Land, wou se normalerweis schafft a versécher ass. Am Fall vun dëser Konventioun mat China ass den Detachement op 60 Méint hei limitéiert a kann, ënner gewëssene Konditiounen, dann och verlängert ginn.

Weider Derogatioune gëlle fir déi Leit, déi am Transport aérien schaffen. Do ass et d'Legislatioun vun deem Land, wou d'Entreprise hire Sëtz huet. An et gëtt och eng Derogatioun fir déi Leit, déi um Schëff schaffen. Do ass et d'Land, wou déi Leit, déi um Schëff schaffen, och wunnen.

Gradesou wéi bei fréieren Avisen huet de Statsrot gesot, dass u sech fir déi Konventiounen eng Publikatioun vun dësen Arrangementer am Mémorial duergeet, ausser se géif Lëtzebuerg international engagéieren.

Vläicht ass et och interessant, ze wëssen, dass mer 2017 dräi Leit hei haten, déi chineesescher Nationalitéit sinn an déi am Detachement hei zu Lëtzebuerg geschafft hunn, 28 Lëtzebuerger, déi am Detachement a China geschafft hunn, an am Ganzen hate mer 1.370 Salariés chinois hei zu Lëtzebuerg.

Dat gesot, géif ech heimadder den Accord gi vun der LSAP an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Kann ech dovun ausgoen, dass bei dëser Konventioun jiddweree just wëllt den Accord ginn? Ass dat esou?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci a géif dem Minister direkt d'Wuert ginn, wahrscheinlech och fir Merci ze soen.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President, fir d'Wuert.

(Hilarité)

Fir d'Éischt emol... Neen, ech wollt effektiv Merci soen, engersäits dem Rapporteur fir dee schréftlechen an och mëndleche Rapport, dee ganz detailléiert agaangen ass op dës bilateral Konventioun. Et sollt een awer wëssen, datt dat hei déi 38. bilateral Konventioun ass en matière vun der Sécurité sociale, déi mer elo kënnen ofschléissen. Ganz vill asiatesch Länner hu mer mat erageholl.

An ech mengen, d'Zuele si scho genannt ginn, wéi vill Leit de Moment am Detachement sinn, och wéi vill Leit de Moment hei zu Lëtzebuerg schaffen. Et waren dat och Froen, déi an der Chamberskommissioun nach eng Kéier gestallt goufen. Ech mengen, mir si relativ séier an der Kommissioun duerch dëse Projet komm. An duerfir soen ech Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung, fir dës Konventioun dann och ofzeschléissen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7242 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7242 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7242 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech schléissen d'Sëtzung of a ginn Iech Rendez-vous muer um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 16.43 heures)

SÉANCE 51

JEUDI,
12 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;

5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1er février 1984 portant création d'une Administration du personnel de l'État

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Gusty Graas, Mme Sam Tanson, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (intervention de Mme Octavie Modert)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Gusty Graas, Mme Sam Tanson, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux;

4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7286 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol»

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Taina Bofferding*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Sëtzung ass op an ech mengen, mir kënnen direkt zum normalen Ordre du jour iwwergoen, well ech kréie keen Zeechen. Voilà!

Da géife mer mam Projet de loi 7180 ufänken, dem Projet iwwert d'Schafung vun engem Centre de gestion du personnel an iwwert d'Organisatioun vum Stat. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

2. 7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;

5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1er février 1984 portant création d'une Administration du personnel de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Fir déi, déi et net wësse sollten: Et sinn nach zwou Kommissiounssitzungen de Moment amgaangen. Ech huelen un, dass déi elo wäerte kuerzfristeg ofschléissen. Duerfir probéieren ech, lues ze schwätzen, dass awer d'Kolleegen alleguerten nach Zäit kréien, fir bis an d'Sitzung ze kommen, an dass se de Vott net verpassen.

De 7. September zejoert huet de Minister vun der Fonction publique, den Här Kersch, e Projet de loi deposéiert, mat deem aus där haiteger Administration du personnel de l'État soll eng nei Verwaltung ginn, an zwar den „Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État", kuerz de CGPO. Et geet awer net drëms, just den Numm vun der Verwaltung ze änneren, mä ënner anerem huet jo d'Reform vun der Fonction publique, déi mer am Joer 2015 gestëmmt hunn, och eng Partie nei Obligatioune matbruecht fir all d'Verwaltunge beim Stat. Ech erënneren do zum Beispill un den Organigramm oder nach de Programme de travail, déi mussen opgestallt ginn.

Den neie CGPO soll an Zukunft net méi reng an eleng d'Personalgestioun vum Stat iwwerhuelen, mä soll och Hëllefstellung gi fir d'Verwaltungen an hirer interner Organisatioun. Am Artikel 3 vum Projet de loi ginn déi Missiounen all opgezielt; hei just e puer dovunner:

De CGPO kritt ënner anerem als Missiounen: d'Berechnen an d'Ausbezuele vun de Paien, Indemnitéiten an Traitementer - ech mengen, dat wier selbstverständlech -, der Regierung hëllefe bei de Previsioune fir d'Personal, awer och fir hir Astellungen an esou weider, den zentraliséierte Rekrutement grad ewéi d'Zentraliséierung vun den Donnéeën, a wéi gesot, d'Hëllefstellung fir d'Verwaltunge bei allem, wat mat hirer interner Gestioun ze dinn huet.

Als Kommissioun hu mir d'Avise vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics grad ewéi vum Statsrot gepréift an diskutéiert. Zwee Regierungsamendementer hu gehollef, déi eng oder aner Kritik an och eng Opposition formelle vum Statsrot aus der Welt ze schafen, soudass mer de 5. Juli konnten de Rapport an der Kommissioun unhuelen.

An ech wéilt do gären de Kolleegen aus der Kommissioun Merci soe fir hir Diligence. Mir hunn an deene leschte Sitzunge misse séier schaffen, et ass alles relativ kuerzfristeg gewiescht. An ech wëll hinne villmools Merci soe fir hiert Versteesdemech.

An Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder dann och den Accord vun der LSAP.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet d'Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Ech muss dann e bësse méi laang schwätzen, fir et de Memberen aus der Kommissioun ze erméiglechen, heihinnerzekommen.

Une voix.- Si sinn all hei.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Si sinn alleguer do! Wéi eng? Aus wéi enger Kommissioun?

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, an der Kommissioun vun der Fonction publique huet d'lescht Woch d'CSV sech zu dësem Gesetzesprojet enthalen, well effektiv kann ee sech e gudden Deel Froe stellen. Zum Beispill: Hätt een iwwerhaapt en neie Gesetzestext fir d'APE gebraucht? Firwat? Fir Divisiounen ofzeschafen? Fir Missiounen ze präziséieren? Jo, d'accord! Mä wéi eng Missiounen dann? Dat war weder präzis an och nach derbäi e bëssen duerjerneen, wat ech do gelies hunn, net präzis vis-à-vis vun de groussen Ukënnegungen am Exposé des motifs.

De Statsrot huet dat och geschriwwen an esou gesinn. Liest seng Considérations générales no, déi si gutt geschriwwen! Ech hiewe just ee Saz eraus, fir et ze resuméieren: «à condition (...) qu'un contenu concret soit donné aux missions en question», schreift e beim Artikel 3. Dat ass awer net de Fall, an zwar sinn d'Formuléierunge vag, bal inkohärent. Et weess een net, ob den neie Centre d'Verwaltungen assistéiert oder selwer den «processus de gestion des ressources humaines dans la Fonction publique» iwwerhëlt.

D'Froe muss ee sech stellen: Wéi gëtt d'Zesummenaarbecht mat der CER organiséiert? Oder gëtt déi an deen neie Centre hei integréiert? Deen neie Centre, dee jo soll de Personalbedarf vun de Verwaltungen determinéieren: Dat nennt sech «assister le Gouvernement dans la gestion prévisionnelle des besoins en personnel de l'État», wat och ëmmer dat elo nees bedeit, mä do kann ech elo net och nach drop agoen.

Firwat gëtt iwwerhaapt déi nei Verwaltung „Centre" genannt an net méi „Administration"? Si kritt jo awer en Direkter an eventuell e Sousdirekter. Gëtt de Service Recrutement vum Fonction-publiques-Ministère elo an déi nei Verwaltung hei integréiert? Wéi ass et mat der Division réforme administrative? Gëtt déi och hei integréiert? Sou liese sech jo déi eng oder aner vun deenen neie Missiounen. Allerdéngs ass grad déi do Missioun vu Réforme administrative, déi am Virgängergesetz vun 1984 stoung, grad déi ass jo gestrach ginn am Projet, deen eis haut hei virläit.

Ech muss soen, et ass net einfach, sech erëmzefannen! Wat soll dat neit Haus maachen? An et ass net einfach ze wëssen, wou eng Kaz hir Jonker an dësem Text soll fannen. Da kënnt derbäi, datt nach en Artikel derbäikomm ass, deen e Fourre-tout ass, dat ass deen neien Artikel 6. Dat soll een am Fong geholl guer net maachen an esou engem Gesetz wéi dësem hei, scho guer net, wann dat Gesetz selwer nëmme just e puer Artikelen huet.

Da kann en Directeur adjoint agesat ginn. Wann dëst och eng Kann-Bestëmmung ass, sou ass et awer eng nei Fonctioun, déi geschaaft gëtt, well bei den allerbeschten Nofuerschungen hunn ech déi Fonctioun net an engem Text fonnt bis haut, och net an der Reform vum Gehältergesetz vun 2015. Mir hunn awer de Géigendeel an der Kommissioun gesot kritt! Firwat? Dat froen ech mech. Ech hunn och net fonnt, wéi déi nei Fonctioun géif agestuuft ginn, net an alen Texter, souwisou net an dësem.

Wat sinn also d'Argumenter, fir esou en neie Posten aféieren ze „kënnen", well trotz der Kann-Bestëmmung „peut" muss et jo awer eng Erklärung oder Rechtfertegung do derfir ginn. Oder ass dat Gesetz hei nëmmen e Virwand, fir eng nei Fonctioun an en neie Poste fir een ze schafen? Dat wär jo eppes, wat nawell schonn emol de Fall war.

Dann ass natierlech eng ganz wichteg Fro: Wéi soll deen neie Centre seng effektiv wichteg Missiounen ausüben? Wéi eng Mëttele stinn him zur Verfügung? Assistéiert en oder guidéiert en? Hëlleft en, d'Fonction publique weiderzëentwéckelen? De Statsrot huet dat och ervirgehuewen. E bemängelt, datt een net erausfënnt, ob déi nei Verwaltung eng technesch oder eng strategesch Roll ze spille kritt.

D'Regierung huet net heirobber geäntwert, och net an hirem Amendement, fir den Artikel 3 herno besser ze strukturéieren an ze formuléieren. D'Regierung huet och leider en Deel besser Textpropose vum Statsrot a vun der Statsbeamtekummer einfach ignoréiert an net emol eppes dozou gesot. Et huet ee bal den Androck, si hätt dem Statsrot säin éischten Avis net gelies, a wann, dann net richteg, selektiv eben.

Alles an allem ass dat hei keng gutt logistesch a fundamental Aarbecht. Mä déi nei Verwaltung hei soll awer herno deenen aneren hëllefen. Ech froe mech, wéi se dat dann hikritt.

Dir gesitt, Här President, d'CSV hat e ganze Koup gutt Ursaachen, fir sech beim Rapport ze

enthalen. Allerdéngs muss ee soen, et wär gutt, wann deen neie Centre, déi nei Verwaltung, hir Missioune vun Ënnerstëtzung vun deenen anere Verwaltunge gutt ausübe géif kënnen: an hiren interne Prozesser an an hirer Gestioun, am Rekrutement, an der Personalgestioun, an der Gestion par objectifs an esou weider. Dat ass sécherlech wichteg fir déi ëmmerzou néideg Virunentwécklung vun der Fonction publique a fir e qualitative Service public, deen eist Land virubréngt.

Dofir wëlle mir där nei definéierter Verwaltung mat hiren nei definéierte Missiounen eng Chance ginn a stëmmen dëst Gesetz mat.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gusty Graas, a just hien, huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech kann direkt emol virausschécken, datt d'DP-Kaz hir Jonker erëmfënnt an dësem Text.

(Exclamations)

Mä trotzdeem awer e puer Wuert zu dësem Gesetz, wat eiser Meenung no awer ganz wichteg ass a wat och zum richtegen Zäitpunkt kënnt.

Et däerf een net vergiessen, datt de Statsapparat jo an deene leschte Jore sech immens entwéckelt huet. 2003 ware knapps 20.000 Leit an der Fonction publique, also beim Stat, an elo si mer scho bal bei 28.000. Do stelle sech natierlech ganz nei Erausfuerderungen, ganz nei Aufgaben. Et ass also wichteg, datt ee schonn eng zentral Stell schaaft, déi dee ganzen Apparat gutt geréiert an och gutt Conseile weidergëtt.

Ech mengen, et ass och ee vun deene wesentleche Punkte vun dësem Gesetz, datt hei virun allem och d'Beamte conseilléiert ginn, ech denke virun allem och um Niveau vun de Carrièren, um Niveau vun de Pensiounen, wat jo eppes ganz Komplexes ass. An et soll kee behaapten, oder déi wéinegst solle behaapten, si géife sech an där Matière ganz gutt auskennen! Duerfir ass et wichteg, datt och de Beamte weess: Wou kann ech mech hi riichten?

Dann ass et awer och wichteg, datt ënnert deenen eenzelne Ministèren a Verwaltungen eng besser Zesummenaarbecht ugestrieft gëtt, well ee jo heiansdo awer e bësselchen d'Gefill huet, wéi wann net ëmmer um selwechte Strang gezu géif ginn. Duerch esou e Gesetz kann dat awer ouni Zweifel och verbessert ginn.

Ech wëll dann awer och kuerz iwwert de Punkt vum Directeur adjoint hei ze schwätze kommen. Mir hunn do manner Problemer mat där Fonctioun. Ganz au contraire! Wann ee schonn esou eng grouss Verwaltung huet, a mir schwätze jo awer nach ëmmer vun enger Verwaltung, och wa se „Centre" genannt gëtt, dann ass et awer wichteg, datt nieft dem Direkter nach zumindest theoretesch eng Persoun ass - well et steet effektiv am Gesetz „peut". Mä et ass awer wichteg, datt esou eng Fonctioun geschafe gëtt, well déi et erlaabt, fir a gewëssene Situatiounen och kënnen den Direkter ze ënnerstëtze respektiv en och ze ersetzen, soudatt ënnert dem Stréch jiddefalls dat hei e Gesetz ass, wat eis Zoustëmmung fënnt.

An dowéinst, wéi gesot, ginn ech den Accord vun der DP a soen awer dem Yves Cruchten och nach Merci fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet d'Madamm Sam Tanson d'Wuert.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Och déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt dëse Projet. Mir soen dem Yves Cruchten Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Dat hei ass e Fortschrëtt fir d'Fonction publique. Et ass eng Modernisatioun och vun der Organisatioun. An duerfir begréisse mir ausdrécklech dëse Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Och Merci un den Här Cruchten fir de Rapport, deen en eis lues virgedroen huet, wat och gehollef huet, well ech mengen, mir sinn an der Tëschenzäit all hei.

Fir d'ADR ass dat hei e ganz interessante Projet, fir mech perséinlech och als „ale Beamten", wann ech dat esou däerf soen, well et ass d'Fro: Wat soll e bréngen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fréieren!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fréieren a schonn eeleren.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Frot emol, op wat en d'Betounung geluecht huet!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Op fréiere Beamten!

Op jidde Fall ass et eng Reform, wann een dat liest, och mat den Ae vum Beamten, wou ee sech wierklech freet: Wat soll d'Plus-value elo vun dësem Projet sinn? Wat bréngt dat do am Alldag vun den Administratiounen? Et si ganz vill relativ grousssprueg Begréffer heidran, wou d'„stratégie" - ech hat der e puer hei erausgeschriwwen -, den „référentiel qualité" solle verbessert ginn, den „inventaire des fonctions" soll virugedriwwe ginn, d'„gestion stratégique" vum Stat soll verbessert ginn.

Wat soll dat am Konkreten heeschen? Wat soll dat wierklech de Beamten an deenen eenzelne Verwaltunge bréngen? Well et däerf een net vergiessen, datt u sech déi zoustänneg Ministeren heifir d'Verantwortung hunn a sech och wahrscheinlech net vun iergendenger koordinéierender Verwaltung oder där, déi esou eng Fonctioun wëllt wouerhuelen, draschwätze loossen.

Och ass et esou, datt hei soll déi Verwaltung mathëllefen, d'Personalplangung vun deene verschiddene Ministèren an Administratiounen ze maachen. Mä wéi wär dat méiglech gewiescht? Ech wëll nëmme Beispiller aus dëser Legislaturperiod zitéieren:

Wann zum Beispill den Educatiounsminister op eemol e Besoin realiséiert am Beräich vun deene Kanner mat Behënnerung a seet: „Ech engagéieren elo esou vill Leit méi", dat ass eppes, wat natierlech och eng Verwaltung net hätt kënnen am Viraus gesinn oder am Viraus plangen, mä et ass eng politesch Äntwert op eng Situatioun, déi e Minister an enger Situatioun wëllt fir sech als prioritär erkennen an dann duerchzéien.

Et muss een also wëssen, wou d'Grenze sinn an esou engem Beräich. Eng Verwaltung ka wuel hëllefen, awer nëmmen an deem Kader, wat Routine ass, wat laangfristeg ka virausgesi ginn, wat laangfristeg Prozesser sinn. Mä mir wëssen alleguer, datt Politik net esou fonctionnéiert. A wann d'Politik net esou fonctionnéiert, fonctionnéiert de Stat och net esou! Also muss ee sech froen: Wat ass d'Plus-value?

Op där anerer Säit gëtt et awer Domänen, wou fir esou eng Verwaltung, déi ee koordinéiere wëllt, déi deenen anere kann hëllefen oder wëllt hëllefen, do Méiglechkeete wären. An et hätt een zum Beispill kënnen drun denken an dësem Kontext, fir d'Direction du contrôle financier nei ze organiséieren. Amplaz, wéi am Ableck déi schwéierfälleg Struktur ass, datt an all Ministère ee sëtzt, dee soll do kontrolléieren, ob déi Engagementer richteg geholl gi sinn, hätt ee kënnen eng Fonction conseil dorauser maachen a se op esou enger Plaz konzentréieren, fir datt déi Ministèren, déi ebe mat budgetären oder Engagementsproblemer oder anere Problemer konfrontéiert sinn, do hätte kënnen den Know-how, de Rot siche goen, dee se vläicht an enger bestëmmter Situatioun brauchen. Eng méi liicht Prozedur, eng manner konfliktuell Prozedur an eng méi effikass Prozedur hätt kënnen dorauser ofgeleet ginn.

Also ass et u sech net falsch, esou e Gedanken ze féieren, fir eng berodend Struktur beim Stat auszebauen, wann ee weess, wou d'Prioritéite leien, wann ee weess, wou d'Limitte vun esou engem Exercice leien, a wann ee realiséiert, wou déi effektiv Besoine vun deenen eenzelne Ministërë leien. Et ass net esou eng Verwaltung wéi déi hei, déi kann de Ministèren oder den Administratioune soen, wéi de Profill vun deene Leit soll sinn, déi si solle rekrutéieren, wéi et hei ugeduecht ass. Och dat ass schlussendlech eppes, wat all Verwaltung fir sech selwer am beschte weess.

Mir sinn als ADR bereet, op dee Wee hei matzegoen, fir esou eppes ze kreéieren, well mer e gudden Usaz dra gesinn, awer en Usaz, deen an dësem Text net ausgeduecht, net zu Enn geduecht ass, net esou ass, datt en net verbesserungsbedürfteg wär oder net kéint weider dru geschafft ginn. Mä d'Iddi u sech, fir dem Stat eng Struktur ze ginn, déi am Déngscht vun engem ganze Statsapparat steet, dee jo weider wiisst, ass richteg. Dofir stëmme mer dat hei och mat. Awer et ass eent vun deene Gesetzer, wou mer eis géife wënschen, datt mer et kéinten iwwerschaffen, fir aus dësem Text en nach besseren Text ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet d'Wuert elo den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Net gradesou laangootmeg a méi direkt wäerte mir soen, datt mer dësen Text ënnerstëtze wäerten.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech héieren den Här Baum guer net!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et ass eng Moderniséierung vun der Fonction publique an eng Moderniséierung, déi an d'Richtung geet vun enger Stäerkung vun der Fonction publique. Dëst begréisse mir a stëmmen de Projet mat.

Une voix.- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Fonction-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir en exzellente Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot. Mir maache mat dësem Gesetz de Schratt vun enger gutt fonctionnéierender Paieverwaltung an eng modern Verwaltung vun der Gestion des ressources humaines. Dat ass eppes, wat vun eis erwaart ginn ass, net zulescht vun eise Verhandlungspartner, wann et ëm d'Vertriedung vun dem Personal geet.

Ech wéilt awer nach vläicht derbäisoen, dass et effektiv net einfach war, fir alleguerten déi nei Erausfuerderungen, déi un d'Fonction publique gestallt ginn opgrond vun de Reforme vun 2015, wou oft Onkloerheeten nach bestanen hunn, elo a konkret Musek ëmzesetzen. Dofir brauche mer dat heite moderniséiert Instrument. An ech si frou, dass mer dëst Gesetz konnten an Zesummenaarbecht mat ganz villen Akteure finaliséieren, net zulescht mat deene Leit aus der Chamberskommissioun, mä selbstverständlech och deene Leit vum Terrain aus der Fonction publique, de Verwaltungscheffen, déi méi wéi frou sinn iwwert dat Instrument, wat mer hei kréien.

Vläicht fir op d'Fro ze äntwerten, ob dat heiten éischter eng technesch oder eng strategesch Ausriichtung hätt, géif ech soen: souwuel als och. Et sinn also ouni Zweifel déi zwou Komponenten, déi hei wäerte matspillen. An ech géif souguer soen, nach eng drëtt, dat ass déi vun der Kooperatioun, déi vun der participativer Approche, déi extrem wichteg ass, wa mer hei wëllen zu konkrete Resultater kommen.

Den Directeur adjoint, do ass eng Fro gestallt ginn, wou mer dat géifen erëmfannen. Dee steet an eisem Gehältergesetz dran, an zwar ënnert deem Punkt „directeur adjoint de différentes administrations", Artikel 12 Paragraf 1 Alinea 7 Punkt 8. Méi konkret kann ech et wierklech net soen. Do steet deen also dran. Déi Fro ass also domadder och beäntwert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- ...all déi aner sinn eenzel opgezielt.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Madamm Modert, huelt zur Kenntnis, dass dat am Gehältergesetz steet an dass duerch de Fait, dass et am Gehältergesetz steet, mir dat net nach eng Kéier brauchen extra ze präziséieren!

Une voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Da wollt ech nach eng Kéier ganz kloer soen, dass et effektiv esou ass, dass hei keng Verwaltung geschaaft gëtt, déi soll iwwer anere Verwaltunge respektiv Ministèren hir Käpp ewech decidéieren. Dat, wat mer bis elo als Verantwortung an den eenzelne Verwaltungen a Ministèren haten, dat wäert an där Form bäibehale ginn. D'Verwaltungen decidéieren also nach ëmmer selwer, mä déi nei Administratioun wäert se, wann dat gewënscht ass, an hirer Aarbecht dann ënnerstëtzen; wéi gesot, wann et gewënscht ass. Wann et net gewënscht ass, da verzichte mir och ganz gären dorop.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert den Ensembel vum Projet 7180.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7180 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

59-mol Jo. Hat ech héieren, dass et bei engem net gaangen ass? Alles an der Rei? Also Unanimitéit. An domat ass de Projet de loi 7180 mat Unanimitéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7180 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7245 iwwert de Reklassement an der Fonction publique. An den Här Yves Cruchten ass erëm um Tour.

3. 7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech probéieren, et gradesou séier ze maache wéi virdrun. Dir kënnt lech all drun erënneren, dass, wéi mer d'Reform an der Fonction publique am Joer 2015 gestëmmt haten, mer hei an der Chamber, awer och de Minister vum ëffentlechen Déngscht, den Här Kersch, versprach haten, dass no enger gewëssener Zäit, no zwee Joer, en éischte Bilan ze zéie wär an ze kucke wär, wou eventuell nach Problemer bestinn, wou et nach Härtefäll gëtt a wou een eventuell och nach misst nobesseren. De Projet de loi 7245 ass een Deel vun enger Äntwert dorobber.

Et war vun Ufank u kloer, dass bei esou enger voluminéiser a komplexer Reform eenzel Problemer zum Deel och eréischt optauche géifen no der Ëmsetzung. Ee vun deene Problemer, dee mer haut wëlle léisen, ass dee vum Reklassement. Mir hu jo - endlech, kann ee soen - eng Partie Ongerechtegkeeten tëschent verschiddene Carrièrë beim Stat aus der Welt geschaaft.

Beim Reklasséieren a méi en héije Grad ass awer festgestallt ginn, dass eenzel Beamten, déi virun Oktober 2015 agestallt goufen, méi schlecht géifen ewechkomme wéi verschiddener vun hire Kolleegen, déi no der Reform ugefaangen hunn.

Fir dës nei Ongerechtegkeet aus der Welt ze schafen, gouf sech dunn inspiréiert um Gesetz vun der Reform vum Enseignement fondamental aus dem Joer 2009, wou och d'Léierpersonal reklasséiert gouf. Fir et genee ze soen, sollen elo d'Reklassementer an en neie Grad um selwechten Numéro d'échelon, minus 1 geschéien. Dat Ganzt soll réckwierkend geschéien, also och fir déi Reklassementer, déi zanter Oktober 2015 gemaach goufen.

Derbäi kënnt och nach, dass vill Beamten, déi scho méi laang am Déngscht vum Stat sinn an déi sech laang Jore fir eng Opwäertung vun hirer Carrière agesat haten a fir eng Unerkennung vun hire Studien agetruede sinn, onzefridde waren, well si kaum nach vun dëser Revaloriséierung profitéiere konnten.

An Dir kënnt Iech bestëmmt erënneren un d'Manifestatioun hei virun der Chamber, wou ënner anerem d'Chargés de cours hir Revendicatiounen nach eemol virbruecht hunn. Mat dësem Gesetz komme mer hinnen entgéint a léisen domat eenzel Schwieregkeeten an och Ongerechtegkeeten, déi nach beim Reklasséiere bestinn.

Mir hunn an der Kommissioun den Avis vum Statsrot analyséiert a senge Remarke Rechnung gedroen. Och den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hu mir gepréift. An do wéilt ech virun allem ënnersträichen, dass d'Beruffskummer verlaangt, an ech fannen och zu Recht, dass dës Ännerungen, déi mer elo beim Stat virhuelen, och esou séier wéi méiglech am Gemengesecteur sollen ëmgesat ginn.

Et sief och nach gesot, dass dës Ännerungen eng 3.000 Leit betreffen an e Käschtepunkt vun ongeféier 23 Milliounen Euro hunn.

De Rapport gouf an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl. Als Vertrieder vun der LSAP wëll ech dann och nach emol heibannen eisen Accord ginn an an engems de Minister Kersch felicitéiere fir dëst Gesetz, wat eng Rëtsch vu Problemer an Ongerechtegkeete léist, déi nach am Statsdéngscht bestinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächst Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun gëtt hiren Accord zum Gesetz, andeems se de Minister freet, op Basis vum Statsrot senge fundamentalen Umierkungen, ob keen anere System, en Zwëschesystem méiglech gewiescht wär, a mat der Umierkung, datt et 2009 bei de Schoulmeeschteren a bei de Léierinnen eng Contrepartie gi war.

A well ech virdrun e bëssen iwwerzunn hat, wëll ech dat elo guttmaachen. Merci.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, am Prinzip, wann een eng nei Reform afeiert, da soll se net esou ausfalen, datt déi Leit, déi schonn am System dra sinn, solle Verschlechterunge kréien. An dowéinst ass et och gutt, datt dat Gesetz vun 2015 nach eng Kéier genee op de Leescht geholl ginn ass. Et ass awer och evident, wann een esou e komplext Gesetz mécht, datt dat net kann direkt perfekt sinn. Datt en cours de route natierlech eng Rei Problemer nach optauchen, ass ganz normal. Duerfir fanne mer et och gutt, datt eben elo hei, wéi gesot, eng Revisioun gemaach ginn ass…

(Pleurnichement infantile à la tribune)

…am Interêt vun…

(Hilarité générale et brouhaha)

Ass dat d'Kaz?

(Brouhaha et hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- E kënnt übe fir an 10 oder 20 Joer!

M. Gusty Graas *(DP).*- Et ass vläicht d'Kaz vu virdrun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech mengen, et ass ni ze fréi.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- A wéi gesot, well et sech jo awer hei och ëm 3.000 Leit handelt, fanne mer et also richteg, datt dat Gesetz hei gemaach gëtt. Mir hoffen, datt mer och dee Moment elo all déi sougenannten Ongerechtegkeeten aus der Welt geraumt hunn. An an deem Sënn bréngen ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei a soen dem Yves Cruchten awer och nach Merci fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Dësen Text schaaft, wéi gesot, eng Rëtsch Ongerechtegkeeten aus der Welt. Dat ass eng gutt Saach. Mir soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi Rapport an ech ginn den Accord vun der gréngер Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech mengen, de Rapporteur war esou komplett a sengem wonnerbare Rapport, datt mir als ADR nëmme kënne soen, datt mer domadder d'accord sinn an dëst Gesetz matstëmmen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner ass drun.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, mir wäerten eis natierlech och uschléissen. Et si wichteg Verbesserungen. Et däerf een net vergiessen, datt mer awer hei zu Lëtzebuerg an engem Stat sinn, wou iwwer Joren a Jore Leit eng Aarbecht maachen, déi net deementspriechend traitéiert ginn an och Rechter hunn, déi net onbedéngt unerkannt goufen iwwert d'Joren, well de Stat eng onméiglech Astellungspolitik huet. An dat mussen dann ebe Leit bezuelen, déi awer ganz wichteg sinn an eiser Gesellschaft.

Voilà. Mä ëmmerhin hu mer haut awer e Fortschrëtt gemaach. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet de Minister fir d'Fonction publique, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci nach eng Kéier, Här President. Merci och nach eng Kéier un de Rapporteur. Effektiv ass et esou, dass mer hei e politescht Engagement ëmgesat hunn, dass mer eng Rei vun Härtefäll elo wäerten ausschalten, dass mer Sourcë vun Onzefriddenheet, jo souguer vu Posteflucht heimadder kënnen evitéieren, wat u sech fir d'Fonction publique als Ganzt eng ganz gutt Saach ass.

Ech kommen och erëm zréck op de Prinzip vun der Gläichbehandlung. Déi eng Leit am Stat ginn d'nämlecht behandelt wéi déi, déi virun enger gewëssener Zäit schonn déi nämlecht Behandlung kritt hunn. Dat ass eppes, wat eis och wäert virubréngen.

An da vläicht zur Froestellung. Selbstverständlech hätt ee kënnen no Tëscheléisunge sichen. Mir waren awer der Meenung, dass, wa mer eppes maachen, da maache mer d'Saach direkt richteg.

An op där anerer Säit wëll ech awer och soen, dass ech mech net wëll lancéieren an d'Thematik oder an d'Polemik tëschent der Belaaschtung vun deenen enge Beruffssparte par rapport zu deenen anere Beruffssparten. Mir brauche se beim Stat alleguerten. An et ass gutt, wann ee wéi deen anere behandelt gëtt. Dat kréie mer heimadder realiséiert.

A wann een iwwer Contrepartie schwätzt, da kéint ee jo déi laang Joren, wou déi Leit, déi elo eréischt reklasséiert gi sinn, op hire Reklassement hu misse waarden, als een Deel vun der Contrepartie da bezeechnen.

Merci.

(Interruptions sonores depuis la tribune)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat war dat? Hu mer e Spiecht op der Tribün?

Une voix.- An eng Kaz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi sinn net zougelooss.

(Hilarité)

Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 7245.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7245 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass de Projet de loi 7245 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7160 betreffend d'Meldeflicht vun eenzelne Krankheeten an d'Reglementéierung vun den Tattooen an de Piercingen. D'Rapportrice ass d'Madamm Cécile Hemmen.

4. 7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux;

4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. An dësem Gesetzesprojet geet et drëms, fir de System vun der Iwwerwaachung vun den infektiöse Krankheeten zu Lëtzebuerg ze verbesseren an d'Donnéeën zentral ze regruppéieren.

Et muss ee wëssen, dass an aneren europäesche Länner e spezifescht a ganz spezialiséiert Institut déi Aufgaben iwwerhëlt. Hei zu Lëtzebuerg sinn et der bis elo dräi, déi dat maachen: den LNS, den nationale Laboratoire mat sengem Departement vun der Mikrobiologie, d'Direktioun vun der Santé fir de Volet vun den obligatoreschen Deklaratiounen an de fréieren CRP Santé mam Departement vun der Retrovirologie vum LIH, also dem Luxembourg Institute of Health, deen d'HIV-, d'Riselen- an d'Riedeleninfektioune recenséiert.

Et muss een och wëssen, dass et heifir bis dato keng legal Basis gouf an dass dës Aarbechten eigentlech op engem Arrangement berout hunn. Zanter 2004 ass Lëtzebuerg och gehalen, fir d'Donnéeën un den European Centre for Disease Prevention and Control weiderzeginn, an dat opgrond vun engem europäesche Reglement.

D'Gesetz vun 1983 iwwert den Dokteschberuff zesumme mam spezifesche Reglement, wat déi infektiös an ustiechend Krankheete festgehalen huet, ware bis elo déi legal Basis, opgrond vun där d'Dokteren hir Fäll sollten deklaréieren. Et geet och net méi duer, dass just d'Analyse vun engem Laboratoire de microbiologie consideréiert ginn, mä d'Spidolslaboen an och soss Privatlaboen hu wäertvoll Donnéeën, déi och zum Gesamtbild vun der nationaler Situatioun bäidroen.

An deem Sënn ass d'Gesetz 7160 de 25. Juli 2017 deposéiert ginn, zesumme mat den Avise vum Collège médical, vun der Commission consultative des laboratoires a vun der Commission nationale pour la protection des données.

Den éischten Avis vum Statsrot, dee koum nom Depot am September d'lescht Joer an d'Santéskommissioun, an am Oktober ass dunn ugefaange ginn, um Text ze schaffen. Mir hunn an eelef Sëtzungen zweemol eng Serie vun Amendementer un de Statsrot virugereecht an nom zweeten Avis complémentaire ass de Rapport dunn den 3. Juli eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl ginn.

Wéi scho gesot, geet et hei virun allem drëms, fir d'Populatioun beschtméiglech géint d'Verbreede vun ustiechenden a soss infektiöse Krankheeten ze schützen. An dat geet och nëmmen, wann déi Krankheete schnellstméiglech deklaréiert ginn.

Eng national definéiert Ulafstell, an dësem Fall d'Gesondheetsdirektioun, soll dann och d'Iwwerwaachungsfunktioun iwwerhuelen. Och solle Referenzlaboen designéiert ginn, fir net nëmmen déi Krankheetserreger ze analyséieren an zesummenzedroen, mä si sollen och d'Direktioun vun der Santé assistéiere fir alles, wat ufält u wëssenschaftlechen Expertisen am Hibléck op déi international Ufuerderungen u Lëtzebuerg.

De Statsrot hat e puer Oppositions formelles ausgedréckt, esou zum Beispill, wat déi feelend Base légale vum Conseil supérieur des maladies infectieuses ugeet. Deem ass Rechnung gedroe ginn an den Artikel 1 verankert deemno de Conseil supérieur fest am Gesetz mat senge Missiounen, zum Beispill fir en Avis ze ginn zu alle Froe ronderëm déi ustiechend Krankheeten a fir op eegen Initiativ Moossnamen a Verbesserunge virzeschloen, fir präventiv oder awer am Kampf géint dës Krankheete virzegoen. Och gëtt d'Opstellung vun dësem Gremium festgehalen, grad ewéi den Hiwäis, dass e Reglement wäert de Funktionement definéieren.

Wat d'Delaien elo ugeet vun den Deklaratioune vun den infektiöse Krankheeten, esou sinn dës ënnerschiddlech a si ginn och deementspriechend esou am groussherzogleche Reglement festgehalen.

Wat elo d'Modalitéite vun der Deklaratioun ugeet, esou steet am Gesetzestext, dass sämtlech individuell Donnéeë mussen op der Deklaratioun drop sinn, déi un d'Autorité sanitaire weidergereecht gëtt, wéi zum Beispill den Numm, de Virnumm, d'Adress grad ewéi de Sexe vum Patient an natierlech och déi medezinnesch Diagnos, den Datum vun den éischte Symptomer, den Datum vun der Diagnos an, wa se bekannt ass, natierlech och d'Quell vun der Ustiechung.

A groussen Zich gëllen dës Modalitéiten och fir sämtlech Laboratoiren, wou nieft der Identitéit vum Patient och d'Detailer iwwert de Prelèvement musse weidergereecht ginn. Am Fall, wou eng ustiechend Krankheet eng imminent Gefor géif duerstelle fir d'Bevëlkerung, seet d'Gesetz, dass d'Deklaratioun direkt an ouni Delai misst gemaach ginn, ob Dag oder Nuecht, iwwer Tëlefon oder iwwer all méigleche Kommunikatiounswee.

Wat d'Laboratoiren ugeet, esou sollen déi alleguerte ganz enk mat den nationale Referenzlaboratoiren zesummeschaffen. Wéi séier wéi eng infektiös Souchen un de Referenzlabo solle weidergeleet ginn, ass och am Reglement festgehalen.

D'Referenzlaboen, déi fir déi spezifesch Souchen zoustänneg sinn, gi vum Gesondheetsministère designéiert an op eng Zäitdauer vu siwe Joer festgeluecht. D'Unzuel vun de verschiddene Fäll vun ustiechende Krankheete gëtt och public gemaach, sief et op den Internetsitten oder awer an de Statistiken. Am Mémorial wäert een dës Informatiounen awer net méi erëmfannen.

Wie sech net un d'Obligatioun vun der Deklaratioun hält, muss mat Sanktioune rechnen. An déi finanziell Strofe verduebele sech souguer, wann et bannent zwee Joer eng Recidive sollt ginn.

An dësem Gesetz gëtt dann och eng legal Basis geschaaft, fir d'Schnelltester fir déi sexuell iwwerdrobar Krankheeten an och den Aids ze kommerzialiséieren.

Fir ganz komplett ze sinn, wéilt ech nach kuerz drop hiweisen, dass vun dësem Gesetzestext profitéiert gëtt, fir eng kleng Ännerung virzehuelen, wat d'Gesetz vun dem Beruff vun den Dokteren ugeet. Et gëtt nogeholl, dass d'Psychotherapeuten och direkt un den nächste Wahle vum Collège médical kënnen deelhuelen, wa se bannent sechs Joer nom Gesetz vun 2015 hir Autorisation d'exercice kritt hunn.

Och ginn e puer kleng materiell Feeler a puncto Referenze verbessert, wat d'Gesetz iwwert den Tatouage ugeet, wat och am Kader vun dësem neie Gesetz modifizéiert gëtt, souwéi och d'Gesetz iwwert d'Dispositifs médicaux, fir d'Base légale ze schafen, déi et erméiglecht, d'Benotze vun engem Dispositif médical un eng Formatioun ze bannen.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dat Wichtegst, wat ech elo zu dësem Gesetz ka soen. Et ass e gutt an e wichtegt Gesetz am Sënn vum Schutz vun eiser Bevëlkerung, an ech gi mat Freed den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Mergen.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech huelen d'Wuert dann och mat Freed un, andeem ech och direkt der Madamm Rapportrice Merci soe fir hire ganz ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi se scho sot, hëlt dëst Gesetz eppes no, wat eigentlech iwwer 15 Joer schrecklech vernoléis-

segt ginn ass, näämlech d'Adaptatioun vun de meldeflichtege Krankheeten, an et definéiert dann och, wann och mat engem Règlement grand-ducal, wie wéini wat wou ze mellen huet, well d'Meldeflicht, déi hu mer jo eigentlech schonn ëmmer.

Wéi ech ugefaangen hunn, hei zu Lëtzebuerg als Dokter ze schaffen, dunn hunn ech an engem Tirang a mengem Service e verstëbstent Bichelche fonnt mat Souchen, mat deenen den Dokter bestëmmte Krankheete sollt mellen. Dat louch schonn do säit der Grënnung vum CHL, 15 Joer virdrun! An et waren awer keng 500 Souchen, et waren der just eng 100, an et war awer net vill ausgefëllt ginn.

Ech hunn dann och emol hei an do eng Gonorrhée oder eng Syphilis gemellt. Mä wat mat deenen Date geschitt ass, dat wousste mer net, dat wousst eigentlech keen.

Ënner ons Dokteren ass et och ëmmer méi kloer ginn, dass eigentlech kee sech esou richteg vun déi Meldeflicht gehalen huet. Ons war an ass et eben ëmmer méi wichteg, onse Patient ze behandelen.

Elo hëlt d'Madamm Minister en neien Ulaf an et ass ze hoffen, dass mer elo e kohärenten, zentraliséierte Meldesystem kréien, dass mer och hei am Land endlech eng kloer Vue iwwert dat kréien, wat et hei esou vun ustiechende Krankheete gëtt.

Ech hu schonn oft op dëser oder op aneren Tribüne gesot, dass et einfach e Wahnsinn ass, dass mir hei am Land Gesondheetspolitik maachen, ouni de Gesondheetszoustand vun onser Bevëlkerung ze kennen. Dat lescht Wäissbuch, wann ech mech richteg erënneren, dat war ënnert dem Johny Lahure erauskomm. Dat hat deemools awer mat deenen Donnéeën, déi zur Verfügung stoungen - an et war virun der digitaliséierter, informatiséierter Zäit - eng zimlech gutt Vue globale iwwert de Gesondheetszoustand vun onser Populatioun ginn.

Säithier si fragmentaire lues a lues verschidden Domänen opgetaucht. Sou hu mer haut zum Beispill eng gutt Iwwersiicht iwwer all d'Kriibserkrankungen am Land, fir dat hei als Beispill ze ginn. Mä et sinn awer trotzdeem ëmmer nach Puzzlestécker an eng Vue globale feelt.

Elo ass et dann haut un den iwwerdrobare Krankheeten. Déi eenzeg, wou mer schonn en zimlech gudden Iwwerbléck hunn, dat si SIDA, d'Hepatitten an d'Maladies sexuellement transmissibles, dat net zulescht dank dem Asaz vun enger Rei ONGen, déi um Terrain täteg ware scho säit laange Joren an déi haut am Comité de surveillance vum Ministère d'Donnéeën zesummendroen a se och all Joer publizéieren.

Säit der Zäit vu mengem Carnet à souches si bei de meldeflichtege Krankheeten der eng Rei derbäikomm. Dat sinn déi, déi mer alleguerte fäerten: d'Vullegripp, de SARS, Ebola an esou virun, déi mat iergendengem Fliger zu iergendenger Zäit, an enger Zäit, wou mer grenzelos mobill sinn, an d'Land kënnen erabruecht ginn. Hei brauche mer déi schnell Reaktivitéit. Duerfir däerf een dann och - an dëse Fäll nëmmen - Dag an Nuecht sech iwwer Tëlefon mellen. Ech weess just nach net esou präzis, wien dann eigentlech elo deen Tëlefon ophieft, an ech huelen un, dass mer dat awer nach gewuer ginn. Deen, deen den Tëlefon unhëlt, dee ka souwisou dann och net méi weiderschlofen.

Fir déi Krankheeten, déi net mussen iwwer Tëlefon gemellt ginn: Also entweder no engem Dag oder no fënnef Deeg muss d'Meldung eraus sinn. Wat ons awer nach feelt, dat ass de Règlement grand-ducal mat deem Formulaire, deen den Dokteren an de Laboen zur Verfügung wäert stoen. Mir hoffen, dass dat ënner enger informatiséierter Form kënnt, also esou, dass een en direkt kann ausfëllen a fortschécken. Da vergësst een et net, och wann d'Sanktiounen, déi ee strofen, wann een et vergësst, vu 25.000 op 250 Euro erofgesat gi sinn am Verlaf vun den Debatten an onser Kommissioun.

Mir hoffen awer och, dass d'Informatiounen iwwert déi nei Form vu Meldeflicht grëndlech an esou séier wéi méiglech an den Dokteren hirer Praxis landen. Well de Mangel un Informatioun an der Vergaangenheet huet sécher dozou bäigedroen, dass de Meldefläiss dee war, deen e war. Mir wiere frou, wann d'Ministesch ons géif do opklären. Mir begréissen och, dass de Conseil supérieur des maladies infectieuses, dee säit laange Joren eng wichteg an eng gutt Aarbecht an dësem Zesummenhang leescht, eng legal Basis kritt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll nach ganz kuerz op d'Verschwanne vum Asterisk agoen. Do hu mer och laang an der Kommissioun driwwer diskutéiert. Et war jo esou virgesinn, dass d'Maladies sexuellement transmissibles, nodeem de Statsrot d'Lëscht kritt hat, sollte mat engem Asterisk anescht behandelt gi wéi aner Krankheeten. Dat ass an der Vergaangenheet och de Fall gewiescht, näämlech nëmme mat den Initiale vum Patient.

Mä mir stellen ons awer hannert d'Verschwanne vun deem Asterisk, fir dass all meldeflichteg Krankheete gläichbehandelt ginn. Well d'Zentraliséierung vun deenen Donnéeën ass jo keen Trockentraining an et gëtt net nëmme gemaach, fir dass mer besser Statistiken hunn oder dass mer besser mat der europäescher Agence fir Disease Control kënnen zesummeschaffen. Et muss och a virun allem eng positiv Konsequenz fir den eenzelne Patient hunn. Duerfir schéngt et mir immens wichteg, dass déi Donnéeën nominell sinn, net nëmme fir dass keng Doublonen an d'Statistike kommen, mä och fir als Labo oder souguer Labo de référence déi eenzel Fäll an hir Ofleef kënnen ze iwwerwaachen, zesumme mat der Direktioun vun der Santé an den Dokteren.

Ech soen Iech e Beispill: Ech hat eemol nuets e Patient, vun deem mer klinesch ugeholl haten, dass en eng uerg ustiechend Krankheet hätt, vun deem mer awer woussten, dass en der Prostitutioun géif nogoen. Deemools sinn et nach keng Schnellteste ginn. A wéi mer ons Resultater haten, dunn hat de Patient sech aus dem Stëbs gemaach, soudass mer net nëmmen hien net konnte behandelen, mä dass mer och hu mussen dovunner ausgoen, dass e mat senger berufflecher Tätegkeet nach eng jett Clientë konnt ustiechen.

De Sënn vun den Testen, déi mir mat onse Patiente maachen, ass éischtens, fir eng eventuell existéierend behandelbar Krankheet kënnen ze behandelen, ma awer och fir d'Émfeld vum Patient ze schützen, andeem mer dem Patient matdeelen, wéi e sech muss verhale mat senger Krankheet, fir dass e se net weiderverbreet.

Mir kënnen elo an Zukunft eng akut Gefor erkennen - hoffentlech zur Zäit - a mir kënne reagéieren. Ech hu mech allerdéngs gefrot, firwat déi latent Tuberkulos op der Lëscht ass. Ech huelen un aus reng epidemiologeschen Ursaachen, well et huet keng direkt Konsequenz fir de Patient. Si ass net ustiechend an et wäert eng ganz grouss Quantitéit vu Meldungen ze maache ginn.

A mengem Service, wou ech schaffen a mengem anere Liewen, wou mer bei all neiem Patient eng Serologie, eng Rei Teste maachen, hu mer entre-temps drop verzicht, latent Tuberkulosen ze rezenséieren, well et kee prakteschen Närwäert huet. Mä ech huelen un, dass d'Gesondheetsministesch mer do kann eng Erklärung ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun begréisst dëst Gesetz als wichtege Baustee vun enger besserer Approche fir eng richteg Santé publique hei an onsem Land. An duerfir ginn ech gären den Accord vun onser Fraktioun.

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Edy Mertens.

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Här President. Här President, fir d'Eischt wëll ech emol der Kolleegin vu virdru Merci soen, dem Martine Mergen. Ech hat geduecht, ech wier deen Eenzegen, deen déi Krankheeten net méi gemellt hätt. Mä virun 32 Joer hunn ech och esou e Bichelche bestallt an ech weess net méi, wou et läit. Et waren net allze vill Blieder dran. Mä wéi ech dunn awer op eemol en Hiwwel Kanner mat Riselen hat an dunn och nach eng Epidemie zu Cliärref mat Riedelen, dunn hunn ech et opginn, well déi Souchen, déi ware ganz einfach zu Enn an et huet do och a sech kee sech méi gemellt. An ech hat Kolleege gefrot: „Mells de dat regelméisseg?" Mea culpa, ech war och dobäi, ech hu se och net gemellt a si frou, datt mer haut iwwert dat heite Gesetz schwätzen.

Et gëtt jo dacks gesot, wann am Ausland d'Niesche bis ufänke géif mat lafen, da géif et net méi allze laang daueren, bis hei am Land gehoucht géif ginn. Dat ass och esou, well wann am Ausland zum Beispill eng Grippewell ausbrécht, dann dauert et net méi laang, bis se och hei op Lëtzebuerg kënnt. D'Grënn dofir, déi kennt Der alleguerten. Mir sinn eng Gesellschaft, déi vill dorëmmer wandert, déi vill méi mobill gouf. D'Leit gi vill an d'Vakanz. Si schleefen allméiglech Erreger mat.

Da vergiesse mer dat, wou awer eise Ministère ëmmer erëm drop pocht a ganz vill Plakater opgehaange ginn: datt mer eis d'Fangere solle wäschen, wat vill Leit natierlech och net maachen. Da begréisst een deen aneren a schonn huet een et. Am Supermarché sti mer beieneen a mir kucken, wat fir eng Banann déi mëllst ass, an et houscht een deem aneren an d'Gesiicht, do kënne mer dann eng Meningite afänken, an esou virun.

An d'Kanner an de Schoulen, dat si Poole ginn, wou bis zu 400, 500 Kanner beienee sinn, wat fréier net esou war. Do war een op sengem Duerf an all Duerf hat esou seng Unitéit. An do war et selten, datt ee mam Rad emol eng Kéier e bësse méi wäit am Kanton gefuer ass. Nujee, déi ganz Geschichten hu sech net esou séier ausgebreet. Mä wann et lassgeet, da kann et awer ganz, ganz séier goen. A wann et op der Wemperhaart den Duerchfall gëtt, dann ass e geschwënn och zu Rodange, Péiteng an esou virun.

(Hilarité)

Dëst Joer war et jo erëm besonnesch schlëmm mat der Grippewell. Quasi ganz West- a Südeuropa war vun där Grippenepidemie betraff. D'Wartesäll ware voll. D'Doktere si bal net méi nokomm mat Verschreiwungen a mat Krankmeldungen. A wann esou eng Grippewell op een duerkënnt, dann ass et wichteg, datt ee sech och kann drop virbereeden. Ouni fiabel Donnéeën, an dat gouf virdru vun der Madamm Mergen och schéi geschildert, geet dat net. D'Unzuel vu Kontaminatioune muss anstänneg erfaasst ginn. Et muss ee wëssen, mat wat een et ze dinn huet, fir duerno kënnen anstänneg drop ze reagéieren.

Dat ass net nëmme fir de Grippevirus de Fall, mä och fir all anert ustiechend Geschir. Ech denken dobäi zum Beispill un d'Tuberkulos, déi ëmmer erëm vergiess gëtt, awer guer net esou selten ass an erëm opblitt, awer och zum Beispill un déi Geschicht vun de Salmonellen. Dat wësse vill Leit net, datt een d'Salmonellen net nëmme kritt, wann een iergendeppes Faules ësst - eng Mayonnaise, déi an der Sonn stoung, Eeër, déi ofgelaf sinn oder waarm goufen, oder soss iergendeppes -, neen, si sinn och iwwerdrobar vu Mënsch zu Mënsch.

Ech ka mech do erënneren un en Déngscht, deen ech hat, dat sinn och ewell bal 30 Joer hier, am Kanton Cliärref, do hat eng Gemeng gefeiert. An ech hat do sonndes Déngscht. An dunn op eemol sinn ech mëttes geruff ginn, an dat war guer net esou einfach, bei eng Famill, wou zwee Kanner krank waren. Deen ee Bouf, deen hat zéng Joer, deen hat ewell zimlech esou gefuebelt, wousst net richteg, wou e wier, hat eng steif Nuque. Ech hat allméigleche Verdacht, mä déizäit, wéi gesot, do war een „allein auf weiter Flur". Deen zweeten, deen hat Bauchkrämp derbäi a schrecklechen Duerchfall an huet sech och iwwerginn. Si hu gefrot: „A wat soll dat dote sinn?" Bis dunn op eemol no laangem Froen: „Wat kann dat sinn? Waart Der dann néierens?", d'Mamm gesot huet: „Ma mir hate just gëschter dat Fest hei vun der Gemeng, wou mer waren."

An du goung et lass. Dunn hat den Tëlefon geschellt. Dat war deemools esou, datt déi Leit, déi der doheem den Tëlefon gemaach hunn, der hu mussen notelefonéieren. Dat war fir geckeg ze ginn: „Du muss och nach dohin! Dee kënnt net méi vun der Toilette, deen iwwergëtt sech déi ganzen Zäit." Deen anere war schwaachgefall. „A wat ass dann hei nëmme lass? Soll dat da wierklech dovunner sinn?"

Et war och esou. A relativ rapid hat ech dunn erausfonnt, wat et war. Et war näämlech een aus der Gemeng, deen hat et gutt gemengt, dee goung op Ettelbréck an den Abattoir dat Schwéngchen do siche fir op de Spiiss. Mä en hat awer bei engem, deen och eng Kéier hei am Haus Deputéierte war, eng Paus gemaach, fir e Patt drénken ze goen, an do hat en den Auto an der praller Sonn stoe gelooss, wou d'Schwéngchen hannen an der Mall war. An d'Resultat hat ech Iech jo elo verzielt. Et war katastrophal. Do waren der derbäi, déi louche wierklech bis zu 14 Deeg doheem an hate sech net méi op d'Aarbecht getraut.

Ech hat ëm Hëllef gefrot. Ech hat selbstverständlech iwwerallhin telefonéiert. An ech krut awer no zéng Deeg - ech hunn et ni vergiess, ech hunn et nach doheem - de Bescheed aus dem Veterinärlaboratoire, well ech de Rescht vun deem Schwéngchen dohinnergeschéckt hat: „Edy, elo weess ech, wat et war, et war eng Salmonella Typhimurium Stamm 63." D'Spezialiste sëtzen hei, ech weess et net genee. An du war ech getréischt. An an deen anere Laboratoire hunn ech ëmmer erëm telefonéiert: „Wat soll ech da maachen? Wat kann ech dann nach maachen? Ech ka se jo net alleguerten elo hospitaliséieren." An do krut ech ëmmer gesot: „Ma si mussen esou laang sch…, bis et eriwwer ass. Da kuck, datt se genuch drénken!"

(Hilarité)

Dat hei ass eng ganz wichteg Saach, déi mer haut stëmmen. An ëmsou méi wichteg ass et, datt mer éischtens fiabel Donnéeën, wa se aus dem Ausland kommen, kréien, wann erëm eppes am Anzug ass, an datt mer zweetens dann och hei am Land e Kader schafen, fir d'Infektiounskrankheete systematesch ze deklaréieren an, wéi virdru gesot gouf, ze dokumentéieren. Dorëms geet et bei dësem Gesetz.

Ier ech et awer vergiessen, wëll ech dann elo direkt der Madamm Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, Merci soe fir hire ganz ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Esou wéi mer et vun hir gewinnt sinn, ass si ewell ganz gutt op déi eenzel Dispositioune vun deem Gesetzesprojet agaangen. Ech wëll elo net méi alles widderhuelen, wat meng Virriedner gesot hunn. Ech erlabe mer doweinst, just op e puer Punkten zréckzekommen, déi awer an eisen Aen net onwichteg sinn.

Bei dem Gesetzesprojet 7160 geet et, wéi gesot, ëm d'Schafe vun engem legale Kader fir obligatoresch Deklaratioune vu verschiddene Krankheeten. Mat dem Prinzip vun esou engem Gesetz kann ee méi wéi averstane sinn. Et gouf Zäit, datt d'Gesetzer vun 1983 iwwert d'Praktizéiere vun den Doktere respektiv 1984 iwwert d'Laboen nach eng Kéier an deem Sënn op de Leescht geholl goufen.

Et ass net esou, wéi wann an de Jore virdrun, wéi gesot, näischt an deem Beräich geschitt wier. D'Aufgab, fir Infektiounskrankheeten ze mellen, war hei am Land, wéi virdru gesot gouf, op dräi ënnerschiddlech Instituter verdeelt. Jee no Infektioun a Krankheet war et entweder den LNS, de Laboratoire national de santé, d'Direktioun vun der Santé oder de Labo vum Luxembourg Institute of Health, deen zoustänneg war. Dës Opdeelung hat allerdéngs just op engem Arrangement tëschent den Akteure berout. Et gouf also kee gesetzleche Kader oder eng ministeriell Decisioun, fir dat esou ze maachen. Déi ënnerschiddlech Servicer hunn dat ënner sech opgedeelt.

Mat dësem Gesetz geet et elo an Zukunft aneschters. Esou wéi vill aner europäesch Länner kritt elo och Lëtzebuerg en zentraliséiert Iwwerwaachungsorgan fir infektiéis Krankheeten. D'Direktioun vun der Santé kritt elo de Rôle, fir déi disponibel Donnéeën iwwer ustiechend Krankheeten ze regroupéieren an derfir ze suergen, datt d'Dokteren an d'Laboen hirer Flicht nokommen, fir déi Donnéeën dann och weiderzeginn.

Den Artikel 2 vum Gesetz hält d'Beschreiwung vun de Krankheeten, déi een an Zukunft muss mellen, relativ vag. Dat ass awer wahrscheinlech esou gewollt, well déi genee Lëscht vun de Krankheete soll jo eréischt an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn. Wéi esou dacks maachen d'Règlement-grand-ducallen d'Musek. Mir hunn awer do vollst Vertrauen an de Ministère.

D'DP begréisst och ausdrécklech, datt dat Reglement net nëmmen en Delai virgesäit, wéini ee muss eng Deklaratioun maachen, mä virun allem, datt deen Delai, fir déi obligatoresch Deklaratioun ze maachen, och vu Krankheet zu Krankheet ënnerschiddlech ass. Et ass nun eemol net alles d'selwecht dréngend, wéi virdrun d'Madamm Mergen gesot huet. Et gi Fäll, déi si ganz dréngend, déi een direkt muss mellen - Hirnhautentzündungen oder aner schwéier Krankheeten -, mä fir déi aner ass et awer net esou dréngend.

Den Text gesäit och vir, wéi eng Donnéeë genau den Dokter oder de Labo da muss viruginn. Dat geet vum medezinneschen Diagnostic iwwert den Datum vun den éischte Symptomer, d'Land, wou ee sech infizéiert huet, an esou virun. Mä och den Numm, d'Adress an d'Geschlecht vun der Persoun gëtt un den Direkter vun der Santé geschéckt. Dat sinn natierlech ganz sensibel Donnéeën. Den Dateschutz muss do groussgeschriwwe ginn. Et däerf net sinn, datt d'Identitéit vu Persounen an der Éffentlechkeet breetgetréppelt gëtt. Et muss ee ganz delikat mat deene sensibelen Donnéeën ëmgoen. Dat ass menger Fraktioun ganz besonnesch wichteg an dat versteet och all Mënsch.

Ech mengen, wa meng Nues drëpst an ech gi virun d'Dier, da gesäit all Mënsch, datt ech de Schnapp hunn. Mä et sinn awer Organer, déi verstoppt sinn, wann déi ufänke mat drëpsen, da wëll ech net onbedéngt, datt den Noper an ech weess net wie weess, mat wat ech dorëmmer ginn a mat wat ech geplot sinn.

Et geet och rieds iwwert d'Aart a Weis, wéi déi Donnéeë sollen un déi zoustänneg Autoritéit iwwermëttelt ginn. Gewéinlech geet dat jo iwwert deen elektronesche Wee, iwwer Fax oder iwwer Post. Falls et awer, an dat ass och ewell gesot ginn, ganz dréngend an noutwendeg ass, da muss een d'Deklaratioun direkt ouni Delai iwwer Tëlefon maachen, sief dat wärend dem Dag oder wärend der Nuecht. Dat ass de Fall, wann et sech wierklech ëm eng Gefor fir d'Santé publique handelt.

Mir hunn eis awer genau wéi d'Madamm Mergen elo gefrot, wien do an der Direktioun vun der Santé den Tëlefon an der Nuecht mécht.

Ass do een, dee siwen Deeg op siwen Deeg, 24 Stonnen op 24 eng Garde mécht? Kann een dat net eventuell och an der Nuecht iwwert den 112 lafe loossen?

D'Madamm Ministesch wäert vläicht eppes dozou soen. Dat ass awer just eng kleng Randnotiz. Vläicht stinn och weider Detailer an dem Règlement grand-ducal.

Här President, alles an allem ass dat heiten e gutt Gesetz. Mir schafen e Kader, fir an Zukunft méi systematesch a méi koordinéiert un déi Matière erunzegoen. D'Madamm Rapportrice hat et gesot: D'Präventioun, de Screening, d'Iwwerwaachung an de Suivi vu Kontaminatioune gi mat dësem Projet de loi verbessert. An aus all dëse Grënn stëmmt d'DP fir dëst Gesetz.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2018, wat jo nach net eriwwer ass, hunn d'Riedelen a Frankräich schonn dräi Doudesaffer gefuerdert. Dat drëtt Affer war eng jonk Fra vu 17 Joer, déi d'lescht Woch un de Suitte vun den neurologesche Komplikatioune vun där Infektioun gestuerwen ass. Dës Noriicht koum virun e puer Deeg vun der Agence de santé régionale vun der Nouvelle-Aquitaine.

Dir Dammen an Dir Hären, datt verschidden Infektiounskrankheete liewensgeféierlech sinn an nieft de sozialen an ekonomesche Konsequenze virun allem vill mënschlecht Leed an Doudesfäll mat sech zéien, wësse mer am Fong alleguer. Mä richteg bewosst gëtt engem de Problem eréischt, wann ee mat konkrete Fäll wéi deem vun dëser jonker Fra konfrontéiert gëtt.

Konkret Fäll vu liewensgeféierlechen Infektiounen an domat verbonnene Stierffäll ginn et der Dausenden, dëst och an der Europäescher Unioun, obschonn ee kéint mengen, eis héich spezialiséiert Medezinn wier esou entwéckelt, datt Infektioune verhënnert oder zumindest op e Minimum reduzéiert kënne ginn.

Wéi wäit mir dovun ewech sinn, weisen d'Zuelen, déi kierzlech vun der Weltgesondheetsorganisatioun publizéiert goufen. Eleng an der EU waren am Joer 2016 méi wéi 160.000 nei Fäll vun HIV-Infektiounen ze verzeechnen. 15 Milliioune Mënsche si mat chronescher Hepatitt B a 14 Milliioune Mënsche mat Hepatitt C infizéiert. An all Joer stierwen ongefeier 10.000 Kanner ënner véier Joer un enger Infektioun mam extrem geféierleche Rotavirus. Derbäi kommen ëmmer nach nei Fäll vu Riedelen a Riselen, esou zum Beispill an Däitschland, wou am Joer 2017 dräimol méi Fäll vu Riedelen ze verzeechne ware wéi nach am Joer virdrun.

All dës Zuele sinn alarmant a féieren zu enger wichteger Konklusioun. Et ass notamment déi, datt d'Präventioun muss verstäerkt ginn an datt se esou fréi wéi méiglech muss ufänken, am klengsten Alter, jiddefalls um Niveau vun deenen Infektiounen, déi duerch Eegeschutz verhënnert kënne ginn, wéi ebe grad Aids, Hepatitt an d'Infektioune mat Salmonellen, fir nëmmen déi ze nennen.

Relevant ass eiser Meenung no, datt d'Kanner scho fréi musse léieren, Verantwortung fir sech a fir hire Kierper ze iwwerhuelen an domat och Verantwortung fir de Kierper vun hire Matmënschen. Si mussen am klengen Alter léieren, datt d'Medezinn keen Apparat ass, deen all Krankheet vun hinnen ewechhält, mä datt si selwer mussen dozou bäidroen an hir Gesondheet zu engem gudden Deel selwer an d'Hand mussen huelen.

Domat kommen ech bei d'Gesondheetserzéiung an de Schoulen, déi eiser Meenung no massiv verstäerkt muss ginn, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä generell. An deem Sënn plädéiere mir derfir, datt de Service vun der Médecine scolaire ausgebaut gëtt a méi Ressourcen zur Verfügung gestallt kritt, well nëmmen da kann dee Service mat héich kompetente Leit an d'Schoule kommen, oft präsent sinn an eng aktiv Roll an der Gesondheetserzéiung spillen an domat och an der Präventioun.

Esou wichteg et ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoulkanner all zwee Joer op eng Wo oder bei e Meter ze stellen an ze kontrolléieren, ob se keng Plattféis oder Skolios hunn, esou geet et mat dëser passiver Kontroll awer längst net duer. D'Kanner si méi wéi en Auto, deen all puer Joer duerch de Contrôle technique muss geschleist ginn. Si si léierfäeg a musse léieren, wéi se sech an anerer am beschte virun Infektioune kënne schützen. A firwat net driwwer nodenken, de Schoulen Infirmières pédiatriques oder Infirmiers pédiatriques zur Verfügung ze stellen, fir eng educativ Missioun an deem Beräich ze iwwerhuelen an de Schoulen an an de Betreiungsstrukturen, net nëmme fir d'Kanner ze eduquéieren, mä och d'Personal, wat do schafft?

Enk mat der Präventioun verbonnen ass natierlech och d'Gesetzgebung - déi hei gutt erklärt ginn ass vun der Madamm Hemmen an duerfir wéilt ech hir och Merci soen! - a si muss derfir suergen, datt d'Evolutioun vun de geféierlechen Infektiounskrankheete konsequent iwwerwaacht gëtt an datt all Informatiounen, déi néideg sinn, gesammelt an zentraliséiert ginn, wat momentan zu Lëtzebuerg am Géigesaz zu anere Länner nach net de Fall ass. Momentan ass et jo esou, datt dräi Institutiounen duerfir zoustänneg sinn, och dat ass scho gesot ginn - den LNS, den LIH an d'Direktioun vun der Santé -, wärend d'Dokteren obligéiert sinn, verschidden Infektiounskrankheeten ze mellen.

Allerdéngs ass dëse System net perfekt an huet, wéi gesot, och keng legal Basis. Et gëtt also e gudde Grond, fir e Gesetz ze maachen an nozebesseren.

Wat och feelt zu Lëtzebuerg, ass déi wëssenschaftlech Analys vun den Infektiounen. An eisen Ae geet et wierklech net duer, statistescht Material opzestellen, wann dëst Material net analyséiert an interpretéiert gëtt, fir déi néideg Konklusiounen doraus ze zéien a Konsequenzen ze zéien, op wéi ee Wee ee soll goen, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Mat dësem Projet de loi wäert dat sech dann zum Positiven hin änneren. E féiert souwuel zu enger zentraliséierter Iwwerwaachung wéi och zu der Kontroll, ob déi obligatoresch Deklaratioun effektiv stattfënnt, mat der strenger Penaliséierung vun deenen, déi dat ënnerloossen. Donieft gëtt och endlech Kloerheet geschafen um Niveau vun den zoustännege Laboen, de Laboratoires de référence, déi d'Pathogenees analyséieren an der Gesondheetsdirektioun mat wëssenschaftlecher Expertise zur Säit stinn. Och dat ass e wichtege Volet vun dësem Gesetz.

A schlussendlech begréisse mir als Gréng ganz staark, datt de Conseil supérieur des maladies infectieuses am Gesetz verankert gëtt. Dëst ass en onofhängege wëssenschaftleche Gremium, deen zoustänneg gëtt, fir Avisen ofzeginn, mä net nëmmen. E kritt och d'Kompetenz, präventiv Moossnamen auszeschaffen, also ganz genee dat, wat mir als Gréng als extrem wichteg fannen, well d'Präventioun den A an O vun all Gesondheetspolitik muss sinn.

En anere wichtege Volet, deen ech nach wéilt ervirsträichen, betrëfft de Schutz vun de perséinlechen Daten. D'Deklaratioun vun Infektiounen däerf net dozou féieren, datt Betraffener stigmatiséiert ginn. Hir Nimm mussen an der Anonymitéit bleiwen. Et muss alles derfir gemaach ginn, datt et an eisem System dozou kënnt, datt d'Infektioune verhënnert ginn, ouni datt ee stigmatiséiert gëtt.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Och mir stëmmen dat heite Gesetz mat. Et ass e Gesetz, wat absolutt Sënn mécht a vläicht och schonn iwwerfälleg ass. Et geet ëm d'obligatoresch Deklaratioun vun infektiéise Krankheeten. Et geet drëm, datt déi Donnéeën, déi do zustane kommen, gesammelt ginn an datt virun allem doduerch och Mëttele geschafe ginn, fir präventiv kënnen ze schaffen.

Eis, mengen ech, alleguerten an der Kommissioun war och dee Volet vum Dateschutz relativ wichteg, datt et drëm geet, Leit eben net ze stigmatiséieren. Dat ass eng ganz wichteg Erausfuerderung an deem Ganzen, gradesou wéi mer et och als Lénk ganz staark begréissen, datt dee Conseil supérieur des maladies infectieuses elo zustane kënnt an eng gesetzlech Basis kritt. Do war ee Moment nom éischten Avis vum Statsrot eng Diskussioun opkomm, wéi een do am beschte sollt virgoen. Déi Solutioun, déi elo fonnt ginn ass, ass och an eisen Aen, mengen ech, déi richteg.

Et ass, mengen ech, e ganz gutt a ganz wäertvollt Gesetz, wat mer hei stëmmen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an de 70er Joren ass ugekënnegt ginn, dass opgrond vun deene villen Erkenntnisser, déi et deemools gouf am Beräich vun der Hygiène, a mat allen Efforten, déi gemaach gi sinn am Beräich vun der Émweltsanéierung wéi och wat d'Existenz vun den Antiinfektiva ugeet, oder och mat deenen neien Impfstoffer, déi op de Maart komm sinn, ee geschwënn iwwerhaapt keng infektiös Krankheete méi hätt an dass déi esou gutt wéi ausgestuerwe wieren.

Majo haut muss een de Constat maachen, dass dat net agetratt ass an dass de Contraire sech entwéckelt huet. Ech brauch Iech hei nëmmen e puer Stéchwierder ze nennen, da wësst Der all, vu wat ech schwätzen: Ebola, HIV, Antibiotikaresistenz, EHEC, alles wat am Zesummenhang mat Liewensmëttelsécherheet ass, Salmonellen - den Edy Mertens huet scho Beispiller dovunner ginn -, déi pandemesch Gripp, de Lien tëschent infektiösen Erreger a bestëmmte Kriibszorten, Hepatitten, HPV. Dat sinn alles infektiös Krankheeten, déi erëm un der Spëtzt vun de Suerge vun de Länner op dëser Welt stinn, an dat hätt deemools kee geduecht. An dass mer eis haut an deem Mooss mussen domadder beschäftegen, hat kee virausgesinn.

Et ass natierlech evident, dass déi infektiös Krankheeten eng ganz besonnesch Roll spillen am Verglach zu anere Krankheeten, eleng scho wéinst der Iwwerdroungsméiglechkeet op aner Mënschen. Ech wëll elo emol hei d'Méiglechkeet vun der Émweltkontaminatioun ausschléissen, obwuel dëst och en Thema ass. Mä eis geet et jo virrangeg elo hei ëm de Gesondheetsrisiko fir de Mënsch a fir d'ganz Gesellschaft.

An dofir si mir och dozou verflicht - an ech wëll do virun allem d'Gesondheetsautoritéiten an d'Responsabilitéit huelen -, fir eis Gesellschaft duerch konsequent Informatiounen a virun allem duerch Präventioun, zum Beispill duerch Impfungen - dat kann een net oft genuch widderhuelen! - ze protegéieren. An natierlech hu mer och eng Obligatioun, fir déi Persounen, déi diagnostizéiert sinn, déi infizéiert sinn, esou schnell wéi méiglech ze behandelen an domadder och ze verhënneren, dass aner Persoune mat concernéiert ginn.

Dowéinst hu mir wierklech d'Obligatioun, fir e komplette System vu Präventioun, vun Iwwerwaachung, vu Kontroll ze assuréieren, ze organiséieren, fir de Bierger maximal ze schützen. Dat ass eng Obligatioun, déi mir och hunn als Land, an et ass eng Obligatioun, déi mir ganz eescht ze huelen hunn.

Elo gi mer also op de Wee, fir d'Dokteren, d'Zänndokteren an och déi Responsabel vun engem Laboratoire dozou ze obligéieren, se responsabel dofir ze maachen, fir am Kader vun hirer Aktivitéit eng Diagnos ze stellen a fir am Kader vun hirer Aktivitéit, wa si eng Diagnos stelle vun enger infektiöser Krankheet, dës der Direktioun vun der Gesondheet imperativ matzedeelen. Dat ass och wichteg. An et ass och wichteg, dass mer do mobiliséieren an och soen, firwat mer dat onbedéngt exigéieren: well et eben esou wichteg fir d'Gesondheet vun eiser ganzer Gesellschaft ass.

Et ass e richtege Wee, dee mer hei aschloen. An ech mengen och, dass dat heite Gesetz dat Instrument ass, wat eis gefeelt huet, fir op deen dote Wee kënnen ze goen.

Mir hunn hei vun der Rapportrice exceptionnel vill a gutt Detailer zu dësem Gesetz kritt an ech wäert se net alleguerte widderhuelen. Ech wëll hir och e grousse Merci dofir soen. Ech wëll vläicht e puer Elementer hei erausgräifen, déi mir besonnesch um Häerz leien, oder fir eng Äntwert op déi Froen ze ginn, déi hei opgegraff goufen.

Den Här Baum huet hei mat Recht drop higewisen - an d'ganz Kommissioun ass mat op dee Wee gaangen -, wéi wichteg et ass, dass mer hei keng Stigmatisatioun virhuelen. Dofir war et och wichteg, dass keen Ënnerscheed soll gemaach ginn tëschent de verschiddenen infektiöse Krankheeten am Kader vun der Transmissioun vun den d'Donnéeën. Donnéeë vu sexuell iwwerdrobare Krankheete sollen esou behandelt gi wéi déi vun aneren infektiöse Krankheeten. All Krankheet soll d'selwecht deklaréiert ginn an d'Donnéeën, déi matgedeelt ginn, sollen och déiselwecht sinn, wat d'Prozedur ugeet. Dëst ass wierklech eng Basisobligatioun, fir keng esou eng Stigmatisatioun ze kréien. Dat ass wichteg.

A mir sinn och e Land, eng Gesellschaft, bei déi déi doten Oplag, déi dote Reflexioun, déi doten Exigenz gutt passt, déi och bei déi Gesellschaftspolitik passt, déi d'Regierung an deene leschte Joren decidéiert huet ze maachen.

Mir ginn also mat deem heite Gesetz op de Wee vun engem neien, ganz effizienten Iwwerwaachungssystem. An zwar gëtt d'Iwwerwaachung vun den infektiöse Krankheeten zentraliséiert. Hei wäert d'Direktioun vun der Gesondheet natierlech eng ganz wichteg Roll spillen, och doduerch, dass se d'Donnéeë regroupéiert an eng besser Iwwerwaachung assuréiert, an domadder kënne mer eisen europäesche Verflichtungen integral nokommen.

Firwat elo déi latent Tuberkulos an net just d'Tuberkulos als schonn diagnostizéiert Krankheet heirënner géif fält, dat war eng Fro, déi d'Madamm Mergen gestallt huet. Ma éischtens, muss een emol soen, gëtt dat am Reglement festgeluecht - domadder si mer amgaangen - an net am Gesetz. Da gëtt déi Lëscht och etabléiert op Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses. Et läit schonn esou eng Lëscht vir, mä do maache mer elo nach lescht Adaptatiounen, well mer gären um leschte Stand si vun deene Recommandatiounen, déi mer vun den europäeschen Instanze kréien.

Dann ass et och esou, dass eng latent Tuberkulos eis ganz gutt Indikatioune gëtt, wéi den Degré d'infection vun eiser Populatioun mat deem Bazillus ass. Dat sinn natierlech wichteg Erkenntnisser, déi mer kréien, well dat erméiglecht eis et och, fir ganz cibléiert virzegoe bei bestëmmte Kategorië vun eiser Populatioun, bei deene mer wëssen, dass, wann eng latent Tuberkulos do ass, da méi eng grouss Probabilitéit do ass, dass et och tatsächlech zu engem Ausbroch vun der Krankheet kënnt. An da wëlle mir natierlech direkt op der Plaz sinn, fir mat Medikamenter deen Ausbroch kënnen ze verhënneren an domat och virun allem d'Ausbreedung vun enger Infektioun am direkten Émfeld vun där Persoun ze verhënneren.

Ech wëll elo hei net behaapten, dass all europäescht Land dat esou handhabt, mä et sinn der ëmmer méi, déi et och esou handhaben. An dat ass effektiv d'Erklärung, firwat mer op deen dote Wee ginn.

Da war och hei eng Fro ronderëm d'Meldung iwwer Tëlefon. Déi geet iwwert den 112, dat ass och elo schonn esou. An déi geet dann direkt vum 112 aus un de Médecin de garde vun der Inspection sanitaire vun der Direction de la santé. Esou eng Gard gëtt schonn zënter 30 Joer an der Direction de la santé assuréiert. Dat ass vläicht och eng wichteg Informatioun, fir Iech haut mat op de Wee ze ginn.

Fir de Rescht, Dir Dammen an Dir Hären, sinn ech immens frou, dass sech hei erausschielt, dass mer eng ganz, ganz grouss Majoritéit hei wäerte kréie fir dat Gesetz, an ech hoffe souguer op Unanimitéit. Et ass wierklech e ganz wichtegt Gesetz, fir eis Gesondheetsautoritéite beschtméiglech opzestellen, fir eis et och ze erméiglechen, fir optimal Donnéeën ze hunn iwwert d'Epidemien an domat och kënnen Dispositiounen ze huelen, déi fir de Schutz vun eiser Populatioun essenziell sinn. An dowéinst kënne mer och hei ouni mat der Wimper ze zucke behaapten, dass mir fir Lëtzebuerg elo en optimale Kader hunn, fir eis den infektiöse Krankheeten entgéintzestellen an eis Populatioun optimal ze protegéieren.

An ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7160 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7160 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo, mir hunn also Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 7286, dem Finanzéierungsgesetz fir de Bau vum Südspidol. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Taina Bofferding.

5. 7286 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol»

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Taina Bofferding *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass mer eng grouss Freed, Iech haut de Rapport vum Projet de loi 7286 iwwert d'Südspidol ze maachen. An et ass mer eng ganz besonnesch Freed, dat als Escherin däerfen ze maachen.

Streng geholl ass et e klengt Gesetz. Et ass eng Formsaach, well d'Gesetz iwwert d'Établissements hospitaliers et à la planification hospitalière schreift näämlech vir, dass all nei Realisatioun, wou d'Käschten iwwer 40 Milliioune fir de Fonds hospitalier erausginn, ebe muss iwwer e Finanzéierungsgesetz autoriséiert ginn.

D'Gesetz, wat mer elo stëmmen, huet dofir och nëmmen dräi Artikelen. Et ass awer, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, trotzdeem e Projet vun enger ganz grousser Envergure. Et ass e Mammutprojet:

D'Südspidol wäert nei Standarden an der Klinickelandschaft setzen, dat iwwer eis Grenzen eraus, eng modern Spidolinfrastruktur an engem ganze wäite Radius. Dat neit Spidol ass en innovative Projet um Niveau vun der Organisatioun, Konzeptioun an Zukunftsvisioun, baséierend op enger Visioun vun enger laangfristeger Prise en charge a vun der Santé publique.

Firwat iwwerhaapt en Neibau? Am Virfeld vun der Planung huet eng Zeenarioanalys d'Renovatioun vun deenen dräi bestoende Klinicken, also Esch, Diddeleng an Nidderkuer, am Verglach zu engem Neibau op enger eenzeger Plaz ënnersicht. Dës Analys huet erginn, dass en Neibau op engem Standuert, bedéngt engersäits duerch déi héich Betribskäschte vun deenen dräi Spideeler an anerersäits de ganz héije Besoin un zukünftegen Investitiounen an dës, ebe laangfristeg déi manner käschtenopwendeg Variant duerstellt. Mat anere Wierder: Et gëtt am Endeffekt méi bëlleg, en neit Spidol opzeriichten, wéi an déi bestoend ze investéiere respektiv dës ze renovéieren.

Zousätzlech ze consideréieren ass awer och déi duerchschnëttlech Wuesstumsquot vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung vun 2% d'Joer souwéi déi klammend Notzung vun de medezinnesche Servicer duerch d'Frontalieren.

2011 ass d'Decisioun fir den Neibau gefall, dëst virun allem duerch déi Bündelung vun den Aktivitéiten, déi 15% vun de Fonctionnementskäschte pro Joer aspuere wäert. Ganz wichteg an deem Kontext ass och d'Ausso vum Generaldirekter vum CHEM, dem Dokter Hansjörg Reimer, dass et keng Entloossunge wäert ginn. Dëst géif duerch natierlech Ofgäng an eventuell duerch berufflech Neiorientéierunge vu Beschäftegten am Südspidol selwer geregelt ginn.

Dee ganzen Historique, wéi de Projet zustane komm ass, mat all deenen eenzelnen Etappen, déi hannendrunnerhänken, dat ass alles am Exposé des motifs vum Projet de loi nozeliese souwéi och a mengem schréftleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, wat zeechent dëse Projet aus? Dozou ziele sécherlech d'Architektur, d'Konzentratioun op engem eenzege Standuert, d'Gebaier, d'Raimlechkeeten an dat alles. Ech mengen, dat ass och ganz wichteg an am Sënn vum Patient fir eng besser Behandlung an eng modern medezinnesch Versuergung.

Zur Architektur ass ze soen, dass et eng opfalend nei a modern Architektur ass, fir déi et d'lescht Joer am Juli souguer en International Design and Health Award zu Wien gouf. Iwwregens gouf de Gewënner vum europäeschen Architekteconcours eestëmmeg vum Verwaltungsrot zréckbehalen, fir, Zitat: „e Spidol vu muer, e Spidol mat enger Séil ze bauen".

All d'Departementer vum CHEM, déi zurzäit op deenen dräi Sitte verdeelt sinn, ginn also op enger eenzeger Plaz vereent. D'Südspidol wäert aus véier Entitéite bestoen. An eppes, wat méi speziell ass, ass d'Form, déi dräieckeg Gebaistruktur. Déi besteet am Ënneren, also bannen, nees aus dräi Dräiecker, déi wéi ëm e Krees erëm versat sinn. A genau dat mécht aus deem Projet e Spidol vun de kuerze Weeër.

An deem enge Gebai ass dat eigentlecht Spidol, dat sougenannt „Kärspidol", ënnerbruecht. An dat mëttelt kommen d'Administratioun an d'Weiderbildung. Hei wäert och de Centre François Baclesse, den nationale Radiotherapiezenter, anzéien. An dat drëtt Gebai ass fir d'Geriatrie, d'Psychiatrie an och d'Rehabilitatioun reservéiert.

Doniewent wäerten nach en Dokteschhaus an e Parking niewendrun entstoen. Sollt sech spéider emol eng Kéier erausstellen, dass d'Südspidol ze kleng ginn ass, kéint duerch déi separat Gebaierplanung nach en neit Gebai erriicht ginn.

Eng Besonneschheet wëll ech awer och nach gären hei opzielen, ier ech op d'Raimlechkeeten ze schwätze kommen: Am Südspidol ass näämlech e securiséierte Service de soins fir d'Untersuchungshäftlinge vum zukünftegen Uerschterhaff vu Suessem virgesinn.

Dann zu de Raimlechkeeten: Déi konzipéiert Raimlechkeete sinn net nëmmen energietechnesch op deem leschte Stand vun der Technik, mä och flexibel, mat optimaler Fonctionnalitéit, a virun allem solle si e patienten- a mataarbechterfrëndlecht Émfeld offréieren.

An déi kleng Eenzelzëmmer mat Sanitäranlage soll vill natierlech Luucht erakommen, wat en „healing environment", also en heelend Émfeld, schafe soll. Wéi schonns virdrunner drop higewisen, wäert déi Bündelung, dee Regruppement dozou féieren, dass méi rational geschafft wäert ginn. Dat ass ouni Zweifel och am Sënn vum Patient. D'Konzentratioun vun alle Fonctiounen op engem Standuert erméiglecht eng optimal Versuergung vun de Patienten, eng optimal Fonctionnalitéit, e patientefrëndlecht Émfeld an aarbechterfrëndlechen Entourage.

Erwäne wëll ech awer och nach, dass viru Joren de Standuert, fir d'Südspidol eben zu Esch ze erriichten, eestëmmeg am Verwaltungsrot vum CHEM decidéiert gouf. Entscheedend fir dëse Choix vum Standuert schwätzt sécherlech dee kuerze Wee zur Uni an déi gutt Verkéiersubannung, sief dat un den éffentlechen Transport, un d'Autobunn A4 oder un d'Liaison Micheville.

Här President, e groussen Novum sinn d'Eebettzëmmere mat individueller Sanitäranlag. Am Südspidol wäert et wesentlech méi Eebettzëmmeren am Akutberäich gi wéi elo am CHEM. De viregte Generaldirekter an aktuelle Conseiller vum CHEM, den Dokter Michel Nathan, huet hei vun enger Win-win-Situatioun geschwat. Effektiv, et mécht Sënn, d'Zweebettstruktur opzeléisen. D'Chimiotherapiepatienten oder Patienten, déi schwéier krank sinn, kënnen net mat frësch Operéierten an engem Zëmmer leien. Beispiller fir d'Netkompatibilitéit ginn et genuch. D'Resultat ass awer ëmmer datselwecht: dass ëmmer nees Better fräi bleiwen.

Net d'Zuel u Better ass entscheedend, mä d'Okkupatioun dovunner. D'Tatsaach, dass ee méi Eebettzëmmeren huet, bréngt virun allem dem Patient méi Confort an erliichtert zum Beispill och esou d'Planung, fir d'Zëmmeren ze botzen a fir se och nees direkt duerno kënnen ze beleeën.

E grousse Virdeel ass awer och, dass déi individuell Kummeren et erlaben, dass Familljemembere vu Patienten do schlofe kënnen. Dat wäert och an Zukunft méiglech sinn. An de Patient, an dat wäert e sécherlech och freeën, wäert fir en Eebettzëmmer net méi musse bezuelen.

583 Better stinn zur Verfügung. 80% dovunner wäerte sech an Eebettzëmmere befannen. Aktuell läit den Taux bei 20%. Et si manner Better, wéi der am Moment op deenen dräi Sitte verdeelt sinn, ee Punkt, deen och de Statsrot a sengem Avis opgeworf huet a wou mer och an der zoustänneger Kommissioun driwwer diskutéiert hate mat der Fro, ob d'Unzuel vun de Better duergeet fir déi stänneg steigend Demande an och opgrond vun dem Wuesstum vun der Bevëlkerung an och vun der Alterung vun de Leit.

Fir déi genau Oplëschtung vun de Better verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Wichteg ass, an dorobber huet och déi sozialistesch Gesondheetsministesch higewisen, dass d'Patienten am Mëttelpunkt stinn, wann haaptsächlech op Eebettzëmmere géif opgebaut ginn. Wéi gesot, dës Planifikatioun schaaft méi Flexibilitéit an et kann ee besser op d'Besoine vun de Leit agoen.

Ee Punkt, dee sécherlech vill Leit wäert interesséieren, ass d'Planifikatioun vun der Urgence. Am Sënn vun de Besoine vun de Patienten an enger optimaler Aarbechtsopdeelung gëtt d'Maison médicale an d'Spidolsgebai integréiert. D'Ambulanze mat Noutfäll sinn an Zukunft vollkomme vun den anere Patiente getrennt a krank Kanner ginn an der Urgence vun den Erwuessene getrennt en charge geholl.

D'Urgencë gi méi séier un déi jeeweileg Spezialisten orientéiert, well d'Medezinner méi no beienee sinn a besser zesummeschaffe kënnen. Et wäert eng besser a virun allem eng méi séier Prise en charge garantéiert ginn. Ech mengen, dat ass och e Punkt, deen ëmmer erëm zu Diskussioune gefouert huet, net zulescht och mat där Analys, déi vun dem Urgencëwiese gemaach ginn ass.

Dëst neit Spidol am avantgardisteschen Esprit bréngt net nëmme Positives fir d'Patienten an d'Personal, et gëtt och op e geréngen Energiebedarf opgepasst, op geréng CO_2-Emissiounen, nohalteg Materialien an net ze vergiessen den Accès zum éffentlechen Transport. Dofir schwätze mer beim Südspidol och vun engem „green hospital".

Dann elo zum wesentleche Punkt vum Projet de loi, dem Budget: 542 Milliounen, dat sinn d'Gesamtkäschten. 80%, dat sinn ongeféier 433,5 Milliounen, gi vum Stat bezuelt an de Rescht, 20%, vun der CNS. Net abegraff sinn de Parking an d'Gebai fir d'Dokteren. Déi Käschte wäert de CHEM selwer iwwerhuelen. An där staatlecher Subventioun ass iwwregens och eng Reserv vun 10% virgesi fir Imprevuen an eng Reserv vun 10 Milliioune fir Équipements médicaux immobiles.

Dann déi nächst spannend Fro: Wéini rullen d'Baggeren? Et ass geplangt, dass d'Bauaarbechten am Fréijoer oder spéitstens am Hierscht 2019 ufänken, fir dass dann d'Südspidol seng Dieren hoffentlech 2023 kann opmaachen. Esou ass et zumindest emol geplangt.

Wat geschitt mat deenen anere Sitten? Eng Fro, déi de Statsrot och a sengem Avis opgeworf huet. Ben effektiv, hei wäert ganz vill Espace fräi ginn. Wann ech schonn eleng meng Gemeng kucken, Esch, do bitt sech eng eemoleg Geleeënheet matzen am Zentrum. An de Statsrot schreift hei zu Recht, dass d'Strukturen op deenen dräi Sitten net ongenotzt respektiv net verkomme gelooss solle ginn.

Wat de Site vun Diddeleng betrëfft, goufe scho Gespréicher mat der Associatioun Alzheimer opgeholl, well déi interesséiert sinn, d'Struktur ze reaffektéieren. De Verwaltungsrot vum CHEM huet zougeséchert, de Kontakt mat de jeeweilege Schäfferéit opzehuelen, soubal dëst Gesetz dann haut gestëmmt ass.

Här President, wat déi legislativ Prozedur vum Projet de loi betrëfft, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Niewent dem Statsrot gouf de Projet de loi nach vum Collège médical aviséiert, an den Avant-projet détaillé, dat heescht de Bauprojet selwer, gouf vun der Commission permanente pour le secteur hospitalier och nach eng Kéier aviséiert.

Ech fir mäin Deel wëll alleguerten de Mataarbechter hei aus dem Haus, aus der Fraktioun an och vum Ministère Merci soen, déi mer bei mengem Rapport gehollef hunn.

Ofschléissend wëll ech just nach drop hiweisen, dass hei wierklech massiv an d'Gesondheetsversuergung am Süden, also an d'Bierger vum Süden investéiert gëtt. A wéi heescht et ëmmer esou schéin: Et ass e Spidol vun de Leit fir d'Leit. An dat Wichtegst ass, dass och d'Patiente sech, souwäit et ebe méiglech ass, do kënne wuelspieren!

Ech hunn ufanks gesot, dass ech mech haut iwwert de Vott vum Südspidol freeën. A nach méi freet et mech, dass mer dat haut och nach wäerten unanime maachen, esou huet et sech emol zumindest an der Kommissioun erauskristalliséiert. An ech soen Iech elo scho Merci fir de Support a ginn domadder dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Duerch dëst Finanzéierungsgesetz stëmme mer eng Enveloppe vu méi wéi enger hallwer Milliard Euro, fir d'Südspidol ze bauen. De schréftlechen a mëndleche Rapport vun der Rapportrice - hir wëll ech Merci soen - waren extensiv an ech wëll och net an d'Detailer vun dem Projet als solchem agoen.

Et wollt awer generell verschidde Feststellunge maachen. Déi éischt ass déi: D'Decisioun, fir dat Südspidol ze bauen, ass vun der leschter Regierung geholl ginn…

Une voix.- Aah!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- ...an déi ass dunn eben dee Wee gaangen. An haut kréie mer dann enfin d'Moyenen, fir dëst Spidol konkret ze bauen.

Domat ass och d'Iddi, déi emol am Raum stoung, fir eventuell hei zu Lëtzebuerg ee grousst Spidol ze bauen, dat vläicht en universitäre Charakter hätt, och vum Dësch.

Mir hunn also elo, a mir sinn eis däers vläicht nach net esou bewosst, wa mer dat Südspidol hunn, just nach eng Plaz an der Südregioun, wou Spidolsleeschtunge gemaach ginn, an net méi, wéi mer et haut nach hunn a fréier nach vill méi haten, dräi Standbeen. Fréier hate mer am Diddelenger Raum, am Escher Raum an am Kordall Spidolsstrukturen.

D'Fusioun gëtt heimat definitiv. Effektiv, et ass déi lescht Etapp vun enger Fusioun. Dëse Schrëtt ass also och konform mam Spidolsplang, dee mer hei gestëmmt hunn, dee jo seet, eist Land bräicht véier Centre-hospitalieren: een am Norden, zwee am Zentrum an een am Süden.

Esou e Prozess ass natierlech gewönungsbedürfteg, op där enger Säit fir d'Patienten, well mir hunn Diskussiounen dobaussen, well mer elo bei der Emsetzung vum Spidolsplang effektiv nuets keng Garde méi hunn, sief dat zu Diddeleng oder zu Nidderkuer. Dat ass net evident. An an Zukunft wäert da wierklech nach just eng Plaz sinn, wou eng ass. An et ass och gewönungsbedürfteg fir d'Personal, wat och net weess, ob et zu Esch, zu Diddeleng oder zu Nidderkuer schafft.

Mir hunn also definitiv ee Site. An ech weess, mir hunn et jo och elo héieren am Rapport vun der Rapportrice, dass fir déi zwee aner Sitten, Diddeleng an Nidderkuer, onbedéngt mussen elo direkt Gespréicher gefëiert gi mat de Leit, mat den Träger. Ech mengen, do kéint roueg d'Regierung respektiv de Gesondheetsminister sech „aklinken", wann ech dat däerf esou soen, matschaffen, fir do zesumme proaktiv eng Affektatioun fir déi Gebailechkeeten ze sichen am Interêt och vun eiser Spidolslandschaft, wou mir jo un e Gesondheetsplang gleewen, an deen ee vläicht Elementer vun deenen heite Gebailechkeete ka matabauen.

Dëst Spidol kritt eng nei Approche, d'Rapportrice huet dat gesot, als „avantgardistesch" huet se dat souguer beschriwwen. An ee Fakt, deen ech als eng Aart Paradigmewiessel géif duerstellen, ass d'Tatsaach, dass an dësem Spidol d'Eebettzëmmer eng Regel gëtt, wou haut éischter d'Eebettzëmmer eng Ausnam ass, oder anescht ausgedréckt, d'Eebettzëmmer kritt een haut am Fong geholl nëmmen iwwert de Wee vun der éischter Klass. An der haiteger Gesellschaft, wann s de haut gären en Eebettzëmmer häss, hëls de eng éischt Klass, da kriss de dat normalerweis. Hei wäert dat net méi de Fall sinn an ech si gespaant, wat fir eng Äntwerten d'Zukunft eis do wäert ginn. Do wäerte sécherlech Ännerunge kommen. An dat ass also eng fundamental Ännerung, déi mer hei kréien duerch dëst Spidol.

E Spidol, dat sinn awer och Maueren. A wat an déi Mauere kënnt, dat muss een elo kucken. Wéi dat ka goen, dat hu mer dëser Deeg gesinn, Madamm Minister, wéi mer bei de 15 Joer Hôpital Kirchberg waren, déi, mengen ech, hiert Spidol effektiv mat anstännegem Liewe gefëllt hunn. An et muss een och hei kucken, wéi et hei weidergeet. Well dëst Gesetz regléiert jo net am Detail, wat an deem Spidol geschitt, mä et setzt just e Kader.

A mengen Ae wäert dat Spidol sech an Zukunft och un deenen „3 Pen", wéi se och dëser Deeg genannt gi sinn, orientéieren:

Mir wäerten eng „precision medicine" kréien, eng Präzisiounsmedezinn iwwer eng Robotiséierung an de Spideeler, déi am Fong geholl déi grouss Erfahrung vun de Medezinner mat eben der Präzisioun vun der Apparatur wäert koppelen. An esou kënne mer nach méi präzis a qualitativ besser schaffen.

Mir wäerten eng „personalized medicine" kréien, wat Dir jo och e wichtege Wee fannt. Dir hutt net fir näischt ënnert der Lëtzebuerger Presidentschaft hei zu Lëtzebuerg eng Konferenz ageruff, wou mer iwwer „personalized medicine" geschwat hunn, wou also de Patient individuell betreit gëtt. Mir hu jo scho Beispiller vun esou enger Aart „personalized medicine" bei der Parkinsonkrankheet hei zu Lëtzebuerg, wou mer méi wéi eng Dose Forme vun der Parkinsonkrankheet hunn. An en fonction vun der Form vun der Parkinsonkrankheet gëtt een anert Traitement gemaach. Dat ass also eng wichteg Saach.

A last but not least wäert dat Spidol sech och duerch déi sougenannt „predictive medicine" charakteriséieren. Dat heescht am Fong geholl, d'Aktivitéit vun de Spideeler viraussoen. Dat gëtt et an den USA. Do gëtt gekuckt en fonction vum Wieder, vun der Meteo, vu Grippenepidemien, vu Schnéifäll an esou weider, wéi

eng Krankheetsbiller kënnen opkommen. An esou ginn d'Aktivitéiten da virausgekuckt, fir eben Enkpäss bei de Better a bei den OPen ze verhënneren. An domat wäerten dann och d'Waardezäiten an de Spideeler zréckgoen, wann dat gutt wäert fonctionnéieren.

Ech hunn et gesot: D'Mauere bleiwen ëmmer déiselwecht, mä d'Aktivitéit an de Spideeler wäert sech an deenen nächste Jore vill änneren. An eppes däerf awer net änneren an dat muss bleiwen: Dat ass d'Mënschlechkeet! Déi muss an däerf net bei aller Technik op der Streck bleiwen, déi däerf net verluer goen.

Mir hunn hei e Finanzéierungsgesetz, eng Enveloppe budgétaire. An Iwwerraschunge sinn ëmmer méiglech. Dat Eenzegt, wat ech mer wënschen, ass, dass mer net déi Situatioun kréien, vun där mer dëser Deeg an der Press gelies hunn, wou deen Architekt, dee mer och hei fir dëse Projet hunn, an Éisträich e Projet gemaach huet, wou vill Méikäschte komm sinn. Ech wënsche mer also, dass mer keng esou eng Situatioun kréien, dass also déi Enveloppe, déi mer haut stëmmen, duergeet, fir am Fong geholl dëst Spidol ze bauen.

An zum Schluss wëll ech dann nach den Accord vun der CSV bréngen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, wéineg Länner kënnen op esou en effikasse Gesondheetssystem kucke wéi mir hei zu Lëtzebuerg, woubäi natierlech och net alles perfekt ass, besonnesch wat d'Noutversuergung duerch Dokteren an dem ländleche Raum ubelaangt. A mäi Fraktiounskolleeg, den Dokter Edy Mertens, kéint dat vill méi kompetent hei erklären. Mä insgesamt solle mer eis awer glécklech schätzen, datt mer hei an esou engem System kënne liewen.

Och eis Infrastrukture sinn duerch d'Bank gutt. Si sinn natierlech verbesserungsfäeg, dat ass ganz kloer. Déi besteeënd Spideeler vum CHEM sinn natierlech de Moment net méi um leschte Stand, dat ass gewosst. D'Ënnerhaltsaarbechte géifen dozou bäidroen, datt am Fong geholl d'Käschte géifen ab dem Joer 2020 drasteg an d'Luucht goen, soudatt et u sech also scho gerechtfertegt ass, datt hei elo en Neibau geplangt gëtt.

Dat ass natierlech ëmmer eng wichteg Decisioun, dat ass eng laangfristeg Decisioun, wann een en neit Spidol wëllt bauen. Dat muss gutt geplangt ginn. Et muss dee beschtméiglechen Equipement virgesi sinn. A mir begréissen awer, datt déi Planung esou an där Form hei iwwert d'Bün gaangen ass. Datt elo also en neit Spidol an de Süde kënnt, freet eis natierlech besonnesch, onofhängeg dovun, datt jo och d'Zuel vun der Populatioun virun allem an där Regioun nach ëmmer um Wuessen ass. De Moment schwätze mer jo vun 142.000 Patiente pro Joer am Süden.

D'Liewensdauer vun engem Spidol huet plus ou moins 30 Joer. Och wann, wéi gesot, scho gewëssen Deeler vum CHEM frëschgemaach goufen, ënner anerem de Centre Baclesse, esou ass et awer ouni Zweifel un der Zäit, fir elo e fonkelneit Spidol ze bauen. Dat Gebai ass ouni Zweifel noutwendeg. A mir kënnen et och net erwaarden, datt d'Baggeren esou schnell wéi méiglech kënnen dohinner op d'Plaz kommen.

Ech wëll och drun erënneren, datt d'Demokratesch Partei sech bei den Diskussiounen iwwert dat neit Spidolsgesetz kloer derfir agesat huet, datt et net zu enger Reduzéierung vu Better dierft kommen. De moduläre System, dee jo elo am neie Spidol virgesinn ass, wäert deem och da Rechnung droen. Ech mengen, mir krute jo och versécher, datt d'Méiglechkeet besteet, d'Zuel vun de Better gegebenenfalls eropzesetzen. D'DP ralliéiert sech u sech och der Meenung, déi an der Kommissioun zréckbehale ginn ass, datt eng gewësse Flexibilitéit bei der Opdeelung vun de Better bestoe muss.

An à propos Better, et ass hei scho vu menge Virriedner ënnerstrach ginn an och mir fannen dat immens flott, datt elo 81% vun de Better an Eebettzëmmere sinn. Ech wëll drun erënneren, datt d'Demokratesch Partei dat scho viru 15 Joer gefuerdert huet an duerfir och elo frou ass, datt dat hei esou realiséiert gëtt. Et wäert ouni Zweifel zu enger méi héijer Qualitéit vun der Fleeg bäidroen, virun allem natierlech och fir de Patient.

Ech wëll drop hiweisen, datt et awer och vläicht wichteg wär, an ech beruffe mech hei op eng Recommandatioun vun der franséischer Inspection générale des affaires sociales, datt och vläicht en adequate Raum géif virgesi ginn an den Urgencen, wou dann d'Famill zum Beispill kann am Fall vun engem Stierffall an där richteger Atmosphär Abschid huelen.

Wat och ganz positiv ass, ass, datt eben elo hei oppe Raim geschafe ginn, wou eben och Familljemembere sech dee Moment kënnen an enger, loosse mer soen, méi agreabeler Situatioun zréckzéien, wat och da fir méi Intimitéit wäert suergen.

Datt elo och virgesinn ass, datt d'Membere vun de Familljen am Spidol selwer an dem Zëmmer kënnen iwwernuechten, dat ass ouni Zweifel e Plus fir d'Qualitéit vun der Fleeg, virun allem awer och fir de Patient. Ech wëll drun erënneren, datt et dat iwwregens schonn an anere Spideeler am Ausland gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gouf jo eng gewëssen Opreegung bei der Nominatioun respektiv bei der Bezeechnung vum Architekt; ech wëll net méi dorop zréckkommen, d'Madamm Minister hat dat jo och am Detail alles erkläert.

De Site u sech ass aus eiser Siicht gekuckt gutt gewielt, quitte datt en a Proximitéit vun der Autobunn ass. Dowéinst muss natierlech deem Aspekt vun dem Kaméidi och Rechnung gedroe ginn. Mir kruten awer do déi néideg Erklärungen och an der Kommissioun.

Positiv ass och d'Schafe vun engem Parking an der Proximitéit vum Rond-point Raemerech. Datt och eng Extensioun nach méiglech ass, och dat ass natierlech ganz wichteg. Wann een esou eng Planung vun esou engem grousse Spidol virhëlt, da muss een natierlech och wëssen, ob een nach eng zousätzlech Ausweitung virhuele kann, well mer, wéi gesot, nach ëmmer an engem Raum sinn, deen an enger grousser Expansioun ass.

Wat d'Architektur ubelaangt, kënne mir déi Konzeptioun do nëmme begréissen. Et sinn och eng Rei Elementer, déi am Fong geholl versichen, d'Atmosphär am Spidol ze verbesseren. An hei muss een natierlech an éischter Linn ëmmer un de Patient denken, natierlech och un déi Leit, déi do schaffen. Ech wëll op een Aspekt do hiweisen, d'Beispill vun den „healing colours". Och dat dréit natierlech dozou bäi, well wann een an engem Spidol läit, dat ass scho keng agreabel Zäit. A wann een dann och nach en trist Ëmfeld huet, dann dréit dat ouni Zweifel net zur Verbesserung bäi.

Gewësse Synergië si jo virgesinn, ënner anerem mat der Universitéit hei vu Lëtzebuerg. Och dat ass gutt fir d'Image de marque vun deem Spidol.

Natierlech muss ee sech och Froe stellen iwwert d'Zukunft vun deenen anere Standuerter. Diddeleng ass hei schonn ugeschwat ginn. Do soll jo en Therapiezentrum fir Alzheimerkranker hikommen, u sech eng gutt Saach. Mä mir wollten natierlech och gäre wëssen: Wat geschitt definitiv mat Nidderkuer? Nidderkuer, wat u sech eigentlech e flotte Site ass. Natierlech mussen do och gewëssen Adaptatioune virgeholl ginn. Bleift et do bei enger Poliklinik, jiddefalls iwwer e gewëssenen Zäitraum eraus nach vläicht? Ech mengen, d'Madamm Minister kann eis do déi eng oder déi aner Äntwert nach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vum neie Spidolsgesetz sinn et jo 80% vun de Käschten, déi da vum Stat iwwerholl ginn. Vläicht eng lescht Remark dann och: Mir fannen et gutt, datt eng Klausel dran ass, datt eng 10%eg Reserv nach virgesinn ass, mä datt déi nëmme kann u sech deblockéiert ginn, wann do natierlech eng Rei Kritären erfëllt sinn. Dat ass och gutt esou, dat ass och richteg esou.

Ofschléissend: Mir als Demokratesch Partei kënnen dëse Projet nëmme begréissen. Et ass e wichtege Maillon, kann ee soen, an der Gesondheetsversuergung, an der Gesondheetsstruktur hei zu Lëtzebuerg. An dowéinst ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung a soen awer der Madamm Rapportrice, der Madamm Taina Bofferding, och nach villmools Merci fir hire ganz engagéierte Rapport.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem CHEM geet et wéi alle Spideeler, déi an den Alter kommen. Trotz verschiddene Schéinheetsoperatiounen um Gebai an zousätzleche Wunnhaiser, déi benotzt gi sinn, ginn d'Raimlechkeeten den Usprëch vun enger zäitgeméisser Spidolsinfrastruktur net méi gerecht a si sinn och nach ëmmer Zäitzeie vun de 60er a 70er Joren, wou uniform Bettentierm a kal Statiounen als Beweis fir eng effikass Organisatioun ugesi goufen.

Mir sinn eis eens, d'Plangen an d'Baue vun engem neie Spidol dauert vill méi laang an ass vill méi opwendeg wéi Deelrenovatioune vu bestoende Gebaier oder wéi d'Notzung vu Wunnhaiser fir Spidolszwecker an der Géigend.

Mir sinn eis awer och eens, datt de Bau vun enger neier Infrastruktur fir de CHEM bluttnoutwendeg ass, scho laang, an datt vill Fangerspëtzegefill, Courage an Ausdauer gefrot sinn, fir en neie Spidolsprojet op d'Schinn ze setzen. D'Architekten, déi dës Chance kréien, verdénge sech zwar eng gëllen Nues, si stinn awer och viru groussen Erausfuerderungen.

Si musse frëndlech an accueillant Raumstrukture mat Séil schafen, déi zum Deel flexibel notzbar sinn, zugläich eng gutt Energieeffizienz opweisen an ausbaubar sinn. Si mussen de Patient scho bei der Konzeptioun vum Gebai an de Mëttelpunkt stellen, an domat och seng Famill, ugefaange bei der Akutversuergung vun engem Patient, deen an der Urgence dohikënnt, bis hin zu längeren Openthalter.

D'Architekte mussen och derfir suergen, datt d'Medezinner, d'Fleegepersonal an all aner Salariéen, déi am Gebai schaffen, sech op hirer Aarbechtsplaz wuelfillen. Se musse sécherstellen, datt d'Gebai der medezinnescher an technescher Entwécklung ka standhalen, mat alle raimlechen an techneschen Upassungen, déi dat am Laf vun der Zäit wäert mat sech bréngen.

A schlussendlech musse se och d'Bausseflächen esou gestalten, datt se vun de Patiente genotzt kënne ginn an hinnen d'Sécherheet vermëttelen, datt e Spidolsopenthalt näischt mat engem Prisongsopenthalt gemeinsam huet.

An anere Wierder: Wann een en neit Spidol plangt, geet et net just ëm d'Fro vun der gudder Erreechbarkeet oder vu genuch Parkplazen, an et geet och net just drëms, genuch Plaz ze schafe fir Better, Servicer a Geräter. Villméi geet et bei der Planung drëms, al Denkschemen iwwer Bord ze geheien a sech bewosst ze ginn, datt d'Heelungschancë vun de Patienten an hiert Wuelbefanne sech schonn eleng duerch d'Architektur däitlech kënne verbesseren.

D'Zäiten, wou schonn eleng den Antrëtt an en düüstert Spidol engem den Otem verschléit an d'Gefill vermëttelt, datt ee sech besser direkt opgëtt, wéi am Spidol ze leien, mussen also definitiv eriwwer sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, e Sprachwuert seet: „Et soll een den Dag net virum Owend luewen." D'Südspidol steet nach net an et vergeet och nach eng gutt Zäit, bis den éischte Grondstee geluecht gëtt. An awer steet déi gréng Fraktioun deem schonn haut positiv vis-à-vis, well all deene Voleten, déi ech elo opgezielt hunn, Rechnung gedroe gëtt.

Am Fong stellt de Projet Südspidol eng Zort Befreiungsschlag an der Architektur duer, deen et erlaabt, vun der aler Spidolsideologie lasszekommen an nei Weeër am Spidolswiesen anzeschloen.

Well et aus Zäitgrënn onméiglech ass, op sämtlech Pluspunkte vun dësem Projet anzegoen, sträichen ech der just zwee ervir. Deen een ass scho genannt ginn. Et ass d'Tatsaach, datt 81% vun den Zëmmeren als Eebettzëmmere wäerte fonctionnéieren, ëmmer mat „Naasszell", wéi een dat ausdréckt, ouni datt dës Zëmmeren en Éischtklasstariff berechent kréien.

Dës Approche ass an eisen Aen absolutt begréissenswäert. Net nëmmen, well eng Zweeklassemedezinn domat verhënnert ka ginn, begréissenswäert ass et och, datt Eebettzëmmeren d'Intimsphär vum Patient besser schützen an d'Viraussetzung schafen, datt seng Erhuelung sech beschleunegt, wärend d'Ustiechungsgefor an deenen Zëmmere massiv reduzéiert gëtt. Positiv ass och donieft, datt d'Auslaaschtung vun de Better duerch Eebettzëmmeren erhéicht ka ginn am Spidol.

E remarkabele Fortschrëtt gesi mir zweetens awer och um Niveau vun der Prise en charge vun eelere Leit, der Geriatrie, déi duerch déi intelligent Raumopdeelung mat de Servicer vun der Psychiatrie an der Rehabilitatioun vernetzt ka ginn. Dës Approche ass méi wéi sënnvoll, Dir Dammen an Dir Hären, well vill eeler Leit souwuel kierperlech wéi och psychesch an emotional Bedierfnesser hunn, déi net vuneneen ze trenne sinn, och net am Spidol.

Madamm Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ee Punkt, deen eis e wéineg méi um Häerz läit, betrëfft déi zukünfteg Notzung vun den dräi grousse Gebaier, wou et jo schonn eng Rei sënnvoll Piste ginn. Guer net kloer ass eis awer, wat mat deene sechs bis siwe Wunnhaiser geschitt, déi de CHEM zu Esch an engem schéine Quartier opkaaft huet an déi e grousse Patrimoine immobilier duerstellen.

Och wann dës Fro haut net beäntwert ka ginn, esou wëlle mer awer de Message lassginn als Gréng, datt dës Haiser eng gutt Geleeënheet kéinte bidden, fir der Wunnengsnout zu Esch entgéintzesteieren, dëst als positiv Randerscheinung vun engem ganz positive Projet.

Ofschléissend wéilt ech och der Madamm Rapportrice Taina Bofferding villmools Merci soe fir hiren ausféierlechen a gudde Rapport. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun natierlech.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmolls Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un d'Madamm Bofferding. Ech mengen, si huet de Projet esou detailléiert virgestallt an déi Detailer sinn nach vun esou ville Leit widderholl ginn, datt ech se net nach eng Kéier wëll widderhuelen, mä vläicht just aus der Perspektiv vun der ADR e puer Punkte maachen (veuillez lire: op e puer Punkten opmierksam maachen).

Natierlech freeë mir eis iwwert dat neit, grousst Spidol, wat elo soll zu Esch entstoen. Ech mengen, et ass hei in extenso erkläert ginn, wat et alles vu Virdeeler huet, souwuel am medezinnesche Beräich wéi och an anere Beräicher. Mä een Aspekt wëll ech ënnersträichen: Déi Tatsaach, datt mer elo am Süden eng modern Infrastruktur kréien, wou och den Aspekt vun den Urgencë besonnesch betount gëtt, entbënnt eis net aus der Verantwortung, fir ze kucken, datt d'Urgencen och an anere Géigende vum Land, och am Osten, och am Norden, méi systematesch, méi grousszügeg ugepasst ginn an ausgebaut ginn, wéi dat bis elo de Fall war.

Mir hunn eng gutt Infrastruktur am Zentrum. Elo kréie mer eng gutt Infrastruktur am Süden. Mir mussen och kucken, datt op anere Plazen dat weider verbessert gëtt.

En zweete Punkt ass d'Finanzplangung. Mir hunn hei eng Firma vu Wien, déi Problemer hat, déi awer och weider Spidolsprojete mécht - och an Däitschland, net nëmmen hei zu Esch -, mä mir musse vun Ufank un dee Projet finanztechnesch seriö begleeden. Et wär net akzeptabel, datt mer higinn - wou mer wëssen, datt e Problem op enger Plaz war - an dann net alles maachen, fir de Projet vun Ufank un och esou hei am Land ze kontrolléieren, datt derfir gesuergt ass, datt déi ëffentlech Finanze wuel sënnvoll genotzt ginn, awer net kënne mëssbraucht ginn oder net richteg agesat ginn.

Déi Problematik vun den Eebettzëmmeren, dat ass eigentlech keng Problematik. Mä déi Entwécklung fir Eebettzëmmeren, déi begréisse mer ausdrécklech. Och hei sinn d'Virdeeler genannt ginn, wat dat alles erméiglecht. Wat mer awer net kënne verstoen, dat ass, datt d'Zuel vun de Better erofgeet. Dat ass eppes, wat der ganzer Logik vun der Entwécklung vun dësem Land komplett entgéintsteet. Mir hunn hei en demografesche Wuesstum. Mir liesen an der Zeitung ëmmer erëm, wéi séier sech dëst Land entwéckelt, wéi staark et sech entwéckelt. Mir hunn och eng Populatioun, déi méi al gëtt, déi och net ëmmer gesond bleift, leider. Mir brauche Spidolsbetter, mir brauchen Infrastrukturen, déi mat eisem Land wuessen. A mir musse kucken, datt mer dat och dann an der Plangung scho matdenken.

Hei hu mer eng Reduktioun vun 10% vun de Better. Dat ass net logesch. Da gëtt gesot: „Jo gutt, mir hu Capacitéit, fir dat spéider nozerüsten." Mir mussen dat scho vun Ufank u mataplangen! Dat ass hei net geschitt an et freet ee sech, firwat.

Dann hu mer déi Palliativmedezinn, wat e ganz positive Punkt ass. Mir hunn eis gefreet, wéi mer dat gesinn hunn. Et muss een och do vläicht vun Ufank un drun denken, fir, äänlech wéi et am Norden ass zu Ettelbréck, och vläicht do vun Ufank un ze kucken, datt mer Equippen, mobill palliativ Equippe kënnen hunn, fir och de Leit ze erlaben, wa si et wënschen, fir doheem ze bleiwen.

An dann hu mer déi Proximitéit, déi och scho mat beduecht ginn ass bei dësem Spidol, d'Proximitéit vun der Universitéit, wou mer jo och gesinn, datt sech do an der Fakultéit vun der Medezinn, an deem medezinnesche Beräich op der Universitéit ganz vill deet, wou also dëst Spidol vun Ufank u ka bei Ausbildung a Fuerschung matabezu ginn. An och déi Proximitéit vun deem neie Prisong, wou jo elo geduecht ass, fir eng Rei vun Hospitalisatiounsméiglechkeeten an dësem Spidol virzegesinn; dat entsprécht dem geografesche Charakter an deenen Erausfuerderungen, déi dat Spidol zu Esch eben huet duerch d'Proximitéit vun der Universitéit an och duerch d'Proximitéit vum neie Prisong zu Suessem.

Et muss een allerdéngs soe bei allem, wat ech elo hei betounen, vum Wuesstum an esou weider, wat dat fir eng Verantwortung op de Gesondheetssecteur leet. Fir do kënne matzehale

mam Wuesstum vum Land, musse mer och hei, wéi an allen anere Beräicher, awer mat bedenken, datt dat net onendlech méiglech ass, datt mer eis mussen eise Grenze bewosst ginn an datt mer, och wa mer elo musse matplangen, fir de Wuesstum ze begleeden, eis awer musse grondleeënd Gedanke maachen, wéi laang mer a wéi séier mer dat do iwwerhaapt nach kënnen aushalen.

Et ass fir eis ganz kloer - dat hunn och schonn anerer gesot an do waarde mer vläicht op d'Äntwerte vun der Madamm Minister haut -, datt déi Infrastrukturen, déi et gëtt zu Nidderkuer, zu Diddeleng, zu Esch, datt déi gutt genotzt ginn. Ech mengen, do ass et un der Regierung, fir eis éischt Pisten ze weisen, wéi dat alles soll elo geréiert ginn.

Wichteg fir eis ass et net nëmmen, datt mer eng intelligent Léisung fanne fir déi Gebaier, mä datt mer och séier eng Léisung fannen. Mir kënnen net nokucken, wéi elo Gebaier, déi awer operationell sinn, déi och u sech an der Rei sinn, ufänken ze verfalen, well se net genotzt ginn.

Dat gesot, ass et fir eis op jidde Fall eng Freed, eisen Accord ze ginn zu dësem Projet. Mir hu gesot, ënner wéi enge Ramebedéngunge mir dat gesinn. De Süde brauch e modernt Spidol. E kritt elo eent. Et ass alt beschriwwe ginn, och vun den Architekten, als en „projet novateur". Dat ass u sech gutt. Mä e soll net esou „novateur" sinn, datt en eis ausser Kontroll geréit.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo dee leschte Riedner, den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, mir hunn dës Woch hei an der Chamber Investitiounsprojete gestëmmt - mat dësem, dee jo d'Unanimitéit, wéi et ausgesäit, schéngt ze kréien -, déi wäit iwwer eng Milliard Euro sinn. An zwee vun deene Projeten, déi mer gestëmmt hunn, stiechen, wat d'Zommen ugeet, dobäi eraus. Dat eent, dat ass e Militärfliger, d'Maintenance dovunner fir 420 Milliounen, an dat anert ass e Südspidol fir 433 Milliounen.

De Militärfliger huet eng Liewensdauer vu 35 Joer, d'Südspidol, souvill mengen ech, datt ee soe kann, huet definitiv méi eng héich Liewensdauer wéi 35 Joer.

Et ass komescherweis ronderëm d'Käschte bei engem Südspidol zu bestëmmten Zäitpunkten eng Polemik entstanen. Et ass gefaart ginn, datt deen Architekt, deen och zu Wien fir en Neibau responsabel war, an zu Wien ass et zu enger Käschtenexplosioun komm, datt dat och hei zu Esch, also zu Lëtzebuerg, hei am Land kéint geschéien.

An der Santéskommissioun hu mer déi Virwërf seriö geholl. Mir hate Verantwortlecher vum CHEM do, Verantwortlecher vum Ministère, déi eis opgekläert hunn doriwwer, wat déi fundamental Ënnerscheeder sinn tëschent deem Wiener Projet an deem Projet, deen d'Südspidol ugeet, datt notamment just en Deel vun där Käschtenexplosioun op den Architekt zréckzeféieren ass, a virun allem, datt mer hei aner Garde-fouen agebaut hunn, déi esou eng Käschteniwwerschreidung onméiglech maachen. An en plus sinn an deem Montant vun deene 433 Milliounen och 10% Reserven dran, déi da wierksam ginn - och just ënner bestëmmte Bedingungen -, wa wierklech onerwaarte Käschten op eis géifen duerkommen.

Eng zweet, net grad Polemik, mä eng zweet Diskussioun ass et an der Vergaangenheet gi ronderëm de Site: éischtens emol, datt et e Choix gëtt, fir e Site unique ze maachen, wou och Analyse gemaach gi sinn. Mä wat ass am sënnvollsten? Mécht et Sënn, déi dräi bestoend Sitten ze renovéieren? Mécht et Sënn, doranner ze investéieren? Oder ass et net méi sënnvoll, net nëmmen aus Käschtegrënn, mä och aus Effizienzgrënn, fir ee Site unique ze maachen?

Mir mengen och, datt dat wierklech e wichtege Choix ass. An dee Site, dee gewielt ginn ass, Esch, mengen ech, mécht Sënn: eleng wann ee sech nëmmen d'Geografie vum Süden ukuckt an och d'Populatiounsentwécklung, datt Esch effektiv tëschent deenen zwee anere Polen Diddeleng an Déifferdeng läit, eng direkt Ubannung un d'Autobunnsnetz huet an datt och an Zukunft den ëffentlechen Transport op där doter Plaz nach soll weider ausgebaut ginn.

Ech mengen, wat d'Südspidol ugeet a wat et wierklech zu engem innovative Projet mécht, a wou ee seet, datt eist Spidolswiese mam Südspidol definitiv am 21. Jorhonnert ukënnt, dat sinn a mengen Aen dräi Haaptfacteuren:

Dat Eent, dat ass och vu Virriedner schonn e puermol ervirgestrach ginn, ass d'Tatsaach, datt 81% vun de Better Eebettzëmmer sinn, a besonnesch, datt 100% vun de Better Eebettzëmmer sinn am Fall vu kuerzen Openthalter, wann ee just e puer Nuechten am Spidol ass, dat ouni datt et doduerch e Surplus gëtt. An dat bedeit eppes, wat, mengen ech, awer ganz wesentlech ass, näämlech, datt doduerjer quasi d'éischt Klass ofgeschaaft gëtt.

Natierlech kann ee Supplemente froen och an Zukunft, näämlech, wann ee gär Pay-TV hätt oder iergendwellech speziell Besoinen huet. Natierlech kann een déi dann nach ëmmer froen, mä dat ass lassgeléist vun der medezinnescher Versuergung an d'Eebettzëmmer ass zur Norm ginn. Dat ass eppes, wat mir wierklech absolutt ënnerstëtzen a wat, mengen ech, wegweisend ass och fir d'Entwécklung vun de Spideeler an der Zukunft.

Dat Zweet ass, deen zweete grousse Virdeel ass dee vun der grousser Flexibilitéit, soudatt an Zukunft künfteg Entwécklunge kënnen anticipéiert ginn, datt dat Spidol och moduléierbar ass, bis zu engem gewëssene Grad natierlech, mä awer, datt dat vun Ufank un an d'Planung matagebonnen ass.

Da virun allem och d'Betreiung vun de Patienten: dat heescht, datt et och méiglech ass, datt Familljemembere kënnen - datt dat an der Planung scho matgeduecht ass - bei de Patiente gegebenenfalls iwwernuechten.

2023 soll d'Südspidol dann opgoen. Et kann ee just hoffen, datt deen Datum ze halen ass, well mir mengen, datt wierklech dat Spidol eng enorm Valeur fir de ganze Süden huet, fir déi ganz Südregioun a virun allem fir d'medezinnesch Versuergung vum Süden an datt dat e Meilesteen ass, wat mer hei hoffentlech unanime wäerte votéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet elo d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass net all Dag, wou mer en neit Spidol fir eist Land hei an der Chamber stëmmen, an dofir ass dat och, denken ech, e ganz groussen a wichtege Moment. An ech si wierklech frou iwwert déi ganz konstruktiv Beiträg, déi all eenzelne Riedner hei ginn huet. An ech sinn och frou iwwert déi Kontributiounen, déi gemaach gi sinn zum Projet.

D'Zuelen ass dat eent, a wat mer domadder ustriewen, ass dat anert. Zuele sinn awer wichteg. Ech schwätzen hei vun engem Gesetz, wat ëmmerhi 433 Milliounen Invest fir de Stat bedéngt, bei enge Gesamtkäschtepunkt vu 542 Milliounen. An et gëtt elo méi vun deenen dote Sue geschwat, mä et muss een awer och hei soen, dass vusäite vun der CNS e ganz wichtege Beitrag fir dëst Spidol, näämlech 20%, wäert geleescht ginn.

583 Better, dovunner ongeféier 80% Eebettzëmmeren, ënner anerem 16 nei Operatiounssäll, véier Gebuertssäll, dräi Behandlungsraim, wou ënner anerem wäert eng Maison médicale de garde opgeriicht sinn, wat jo och ganz wichteg am Zesummenhang mat den Urgencë wäert sinn, eng Architektur, déi innovativ ass - jo, dat sinn Zuelen. Ech kéint och elo hei déi Zuelen nennen, déi dës Regierung zënter 2013 an 2015 schonn investéiert huet an eis Spidolsinfrastrukturen, an d'Erneierung an an d'Verbesserung vun eise Spidolsinfrastrukturen: iwwer 154 Milliounen.

Mä haut geet et ëm d'Südspidol. An et geet virun allem ëm eng formidabel Zesummenaarbecht vu Gemengen, ëm e Projet, deen ouni déi Zesummenaarbecht vun de Gemengen iwwerhaapt net zustane komm wier.

Fir d'Éischt eng erfollegräich Fusiounsgeschicht, duerno sech zesummegeraaft fir d'Decisioun vun engem gemeinsame Site, awer virun allem fir d'Zesummenaarbecht, fir en neit Haus ze plangen, en neit gemeinsamt Haus, wat eng wierklech Lokomotiv fir d'medezinnesch Grondversuergung am Süde sollt duerstellen a wou all déi Virstellunge ronderëm innovatiivt Bauen, ronderëm patientenzentréiert Medezinn, ronderëm beschtméiglech Aarbechtskonditioune solle verwierklecht ginn.

An dofir ass dat heiten eng ganz schéi Geschicht vun interkommunaler Zesummenaarbecht an och de Beweis, dass et sech lount, wann d'Gemengen zesummeschaffen an un engem Strang zéien. A wann ee sech op e Site unique eenegt, da gleeft mer, dann ass dat en Zeeche vun enger ganz gudder Zesummenaarbecht, well dat sinn ëmmer déi ganz kriddeleg Sujete bei gemeinsame Projeten.

Dofir wëll ech dat hei ervirsträichen an eigentlech all deenen, net nëmmen de politesche Responsabelen, mä och deenen, déi ronderëm déi technesch an administrativ Preparatioun, ronderëm de Fusiounsprojet, ronderëm de Projet vum neie Spidolsservice gedréit hunn, meng Unerkennung ausschwätzen. Dat war net näischt!

An Dir kënnt mer et gleewen, an de leschte Joren - an dat ass am Fong eng Äntwert op all déi Remarken, déi an deem Zesummenhang gemaach gi sinn - sinn ech heiansdo geckeg gi mat där Detailplanung, déi gemaach ginn ass, mat deene schwéiere Weeër, déi ageschloe gi sinn, fir wierklech all Precautiounen ze huelen, dass aus deem heite Projet net nëmme soll e Succès ginn, e gutt Gebai, mä dass een awer och all Precautioune géif huelen, fir Suerg ze droen, dass et net zu enger Käschtenexplosioun géif kommen oder dozou, dass Imprevuen en cours de route net kéint Rechnung gedroe ginn.

Mä ech denken, et war derwäert, dee schwéiere Wee do ze goen, well domadder fënnt een dann eng Äntwert op all Froen, déi un ee geriicht ginn, an et kritt een och all Garantië fir d'Zukunft.

En neit Spidol, net iergendeen neit Spidol, e wierklech innovatiivt Spidol soll hei gebaut ginn, dat ronderëm d'Patientesécherheet dréit, ronderëm cibléiert Besoine fir Patienten, Stéchwuert „médecine personnalisée", dat virun allem och eng Rei vu strategesche Méiglechkeeten zouléisst, déi am Moment an där Form net gi sinn, duerch de Choix vum Site, awer och duerch de Choix vum Innovatiounsgrad vun deem Projet, sief et, wat energie- an ëmwelttechnesch Considératiounen ugeet, mä awer och, wat déi medezinnesch Prise en charge ugeet, d'Zesummenaarbecht tëscht den Doktere mam Personal. Dat sinn natierlech Aarbechtsbedingungen, déi hei geschafe ginn, déi net méi ze vergläiche si mat deenen, déi elo do sinn, onofhängeg vun de Schwieregkeeten, déi en „hôpital multisite" jo och ka mat sech bréngen.

Et ass ee Sprecher - ech mengen, et war den Här Halsdorf -, dee vun engem Paradigmewiessel geschwat huet, an ech ginn him hei recht. Mir huelen hei wierklech e Paradigmewiessel vir. An den Här Baum huet dat och opgegraff am Zesummenhang mat der Thematik vun den Eebettzëmmeren. Mä mir huelen awer och e Paradigmewiessel vir, wat déi medezinnesch Méiglechkeeten ugeet, déi dem Patient herno zur Verfügung stinn. An hei bitt jo och eist Spidolsgesetz ideal Prealabelen, fir se ëmzesetzen, sief dat iwwert d'Réseaux de compétence, déi geschafe ginn, oder iwwert déi verstäerkt Zesummenaarbecht bei de pluridisziplinären Equippen, wat d'Prise en charge ugeet. An hei kënne mer wierklech déi Virstellung, déi mer an e Gesetz eraprojezéiert hunn, och gelieft kréien um Terrain.

Et ass awer och e Paradigmewiessel wat d'Prise en charge ugeet. An do wëll ech eng Klammer opmaachen: Ech hunn hei zur Kenntnis geholl, dass et de Wonsch ass, dass och de Ministère sech soll abréngen, wat déi zukünfteg Notzung vun den aktuelle Sitten ugeet. Dat wëll ech gäre maachen. Mir si jo hei als Stat net Proprietaire vun deene Gebailechkeeten, mä dat wëll ech gäre maachen, wann et drëm geet, sech proaktiv anzebrénge fir d'Zukunft vun deenen Haiser.

An do ass et mir, ganz éierlech gesot, haaptsächlech dru geleeën, dass do, wou et méiglech ass, och déi medezinnesch Grondversuergung vun der Populatioun soll erhale bleiwen oder, wann et geet, nach weider ausgebaut ginn. An dat war iwwregens och e Wonsch vun der Chamberskommissioun, wou mer déi Diskussioun gefouert hunn. A wann dat an déi Richtung geet - et si jo aner Projeten och nach um Dësch, zum Beispill d'Pourparlers mat der ALA -, da ka sech de Ministère do gären aklinken. Ech sinn op alle Fall do, wann ech gebraucht ginn.

Paradigmewiessel och, wat d'Urgencen ugeet: Hei hu mer also an Zukunft d'Méiglechkeet, fir déi getrennte Filièrë vun Ufank un an engem Neibau mat unzedenken. Dat wat mer elo mat deene 15 Millioune maachen, déi d'Regierung zur Verfügung stellt, fir déi baulesch Mesuren, déi an den aktuelle Strukture verbessert ginn, dat sinn déi Suen, déi an de Fonds hospitalier ageschriwwe si fir Equipementer un den aktuellen Haiser. Soudass och déi Bedenken aus dem Wee sinn, dass mer nëmmen an d'Zukunft an net an déi aktuell Strukture géifen investéieren. Dat kënne mer hei schonn direkt undenken a mat integréieren, net nëmmen déi getrennte Filièren, mä och eng integréiert Maison médicale fir déi méi kleng Urgencen a fir domadder och de Waardezäiten entgéintzewierken, mat deene mer ze kämpfen hunn.

Innovativ a strategesch, awer och wat d'Synergien ugeet mat der Universitéit, mat der Recherche, mat der Grande Région - och heirobber ass schonn higewise ginn, virun allem vun der Rapportrice, déi all déi Elementer an hirem wierklech exzellente Rapport resuméiert huet an domadder mir meng Interventioun ganz einfach gemaach huet, well si schonn an hirer Presentatioun ganz vill dovunner erausgestrach hat.

Här President, ech wier ganz stolz, wa mer haut d'Unanimitéit fir d'Finanzéierungsgesetz vum neie Südspidol kéinte kréien. Ech denken - an ech sinn iwwerzeegt dovunner -, dass mer 2019 wäerten ukomme mam Bau. Ech sinn och ganz optimistesch, dass mer den Timing vun 2023 kënnen anhalen. Do wäerten der jo hoffentlech nach eng Rëtsch vun eis dobäi sinn, wa mer d'Inauguratioun kënne maachen.

Mäi Merci geet elo un all déi, déi un deem heite Projet geschafft hunn, well si hunn e gudde Projet preparéiert a mir sollen en och haut alleguerte guttheeschen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da si mer prett fir d'Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7286 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo, Unanimitéit, domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An et bleift mer nëmmen nach ze froen, ob mer d'Dispens vum zweete Vott ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous fir déi nächst ëffentlech Sëtzung ass den nächsten Dënschden um hallwer dräi.

(Fin de la séance publique à 16.12 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 52

MARDI,
17 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Octroi de titres honorifiques
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. 7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1° du Code du travail; et

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Sam Tanson, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (interventions de M. le Ministre Dan Kersch et M. Marc Baum)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (interventions de Mme Octavie Modert)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Yves Cruchten (dépôt d'une motion), M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (intervention de M. Yves Cruchten)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Motion 1: M. Yves Cruchten*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

7. 7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Claude Turmes, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

9. Ordre du jour (suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Ministres; M. Claude Turmes, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op an ech froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da wëll ech Iech déi üüblech Kommunikatioune maachen iwwert d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an Äntwerten, d'Lëscht vun de Projeten an déi vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, Lëschten, déi entweder hei um Büro leien oder un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergeleet gi sinn.

Communications du Président - séance publique du 17 juillet 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, le projet de règlement grand-ducal et les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7332** - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la Santé*

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 03.07.2018

***7333** - Projet de loi portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, signée à Paris, le 7 juin 2017*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.07.2018

***7334** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer:*

1° au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren;

2° au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig;

3° au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 04.07.2018

***7335** - Proposition de modification des Annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Gast Gibéryen, Député, M. Henri Kox, Député, M. Claude Wiseler, Député, le 05.07.2018

***7336** - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

***7337** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

***7338** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

***7339** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 09.07.2018

***7340** - Projet de loi portant modification de l'article 410-2 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les services de secours*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 09.07.2018

***7341** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.07.2018

***7342** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2000 transposant la directive 98/41/CE du Conseil du 18 juin 1998 relative à l'enregistrement des personnes voyageant à bord de navires à passagers opérant à destination ou au départ de ports d'États membres de la Communauté [Transposition de la directive (UE) 2017/2109]*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.07.2018

***7343** - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: M. Marc Baum, Député, M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Mars Di Bartolomeo, Député, M. Gast Gibéryen, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 12.07.2018

***7344** - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.07.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***1067** - Demande de pétition publique: Blocage d'un carrefour: Avertissement taxé de 145 € et retrait de deux points*

Dépôt: M. Serafim Pinho, le 02.07.2018

***1068** - Demande de pétition publique: Amélioration du système de collecte de déchets e-trash, Improve the e-trash waste collection system*

Dépôt: M. Daniel Silva Fernandes, le 06.07.2018

***1069** - Demande de pétition publique: Interdiction de fumer aux terrasses des restaurants*

Dépôt: M. Daniel Reding, le 06.07.2018

***1070** - Demande de pétition publique: Geblitzte Verkehrsteilnehmer belohnen mit „Check Cadeaux"*

Dépôt: M. Gérard Philippe, le 08.07.2018

***1071** - Demande de pétition publique: Pour une politique de santé publique qui combatte effectivement l'implantation des moustiques-tigres, vecteurs de maladies, au Luxembourg*

Dépôt: M. Joao Antonio Sarno Bomfim, le 10.07.2018

***1072** - Demande de pétition publique: Éducation: Instauration d'une troisième liste pour le concours pour abolir l'inégalité entre ceux qui ont fait un bachelor professionnel en sciences de l'éducation et ceux avec un Bachelor «en relation avec un des objectifs de l'enseignement»*

Dépôt: Mme Lucie André, le 12.07.2018

***1073** - Demande de pétition publique: Dédommagement consommateur (personne privée) suite à la faillite de l'entrepreneur de construction et/ou promoteur*

Dépôt: M. Luis Filipe Da Silva Costa, le 12.07.2018

***1074** - Demande de pétition publique: Plaques minéralogiques pour vélos*

Dépôt: M. Patrick Flammang, le13.07.2018

***1075** - Demande de pétition publique: Führerscheinabgabe für ältere Personen für mehr Sicherheit im Strassenverkehr*

Dépôt: Mme Hamida Alomerovic, le 16.07.2018

***1076** - Demande de pétition publique: Déduction des coûts d'accès à Internet dans le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques*

Dépôt: M. Carlos Da Costa Goncalves, le 16.07.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Octroi de titres honorifiques

Dann hunn ech d'Freed an d'Éier, fir Iech matzedeelen, datt opgrond vun enger Decisioun vum Büro vun der Chamber, nom Artikel 42 vum Beamtestatut vun der Chamber, der Madamm Yvette Hellinghausen an der Madamm Toiny Thommes-Gerbec, alle béid Inspecteur principal premier en rang, déi d'Chamber dëst Joer wäerte pensiounshalber verloossen, den Éierentitel zouerkannt ginn ass.

Iech zwee douewen: Merci fir Är Services rendus an alles Guddes!

(Applaudissements)

4. Ordre du jour

An dann zum Ordre du jour: Och deen ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen, esou wéi d'Presidentekonferenz en déi lescht Woch proposéiert huet.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Ech soen Iech direkt, dass et vläicht zu enger klenger Änderung kënnt, wann d'Fraktiounscheffen alleguer do dermat d'accord sinn, mä dorop komme mer nach eng Kéier zréck.

An dann hu mer als éischte Punkt um Ordre du jour de Projet de loi 7171 iwwert d'Zäitspuerkonten an der Fonction publique. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

5. 7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1° du Code du travail; et

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, dat schonn zanter den 90er Joren ëmmer nees an d'Gespréich koum, ouni dass et awer verwierklecht gouf.

Eng ganz Rëtsch vu Regierungen hate sech eigentlech virgeholl, am ëffentlechen Déngscht Zäitspuerkonten anzeféieren; esou och dës Regierung an hirem Koalitiounspabeier vun 2013. Beim Gehälteraccord an der Fonction publique vum 5. Dezember 2016 huet d'Regierung sech nach emol engagéiert, fir e Gesetzesprojet an dësem Sënn ze deposéieren. Dat huet si och den 21. August zejoert gemaach, an haut kënne mer dat Gesetz stëmmen.

Wat sinn elo dës Zäitspuerkonten? Mir alleguerte wëssen, dass een am beruffleche Liewen emol Momenter huet, wou ee méi muss schaffen oder ka schaffen, wou méi Aarbecht ufält oder och méi Präsenz verlaangt gëtt. Op där anerer Säit gëtt et och ëmmer erëm Zäiten, wou ee wëllt oder muss méi lues trëppelen, wou ee fir sech, seng Famill oder e perséinleche Projet méi Fräizäit brauch. Dat war bis haut net mateneen ze verknäppen. D'Aarbechtszäiten am ëffentlechen Déngscht grad ewéi d'Congée si streng reglementéiert a loossen net vill Sputt, fir sech seng Zäit anzedeelen.

Mat dësem Gesetz kënnen d'Beamte beim Stat an Zukunft Zäit uspueren. Esou kënne si zum Beispill déi Congésdeeg uspueren, déi se net konnten am lafende Joer eranhuelen, grad ewéi Iwwerstonnen, déi iwwert de Kader vum Horaire mobile erausginn. Déi ugespuerten Zäit kann dann op Wonsch, a wann de Service et och erméiglecht, erageholl ginn. Et kann ee bis zu engem Maximum vun 1.800 Stonne sammelen, wat ongefëier engem Schaffjoer entsprécht.

Wichteg ass awer ze wëssen, dass een net säi ganze Congé kann an Zäit spueren ëmwandelen. Et ass och eng Fro vun der Gesondheet, dass ee regelméisseg e gudden Deel vu sengem Congé hëlt, fir sech ze erblosen, sech ze erhuelen an ze raschten.

Och setzt d'Gesetz Limitten, wivill een am Dag respektiv an der Woch dierf schaffen. Et gëtt also e Maximum vun zéng Stonnen den Dag respektiv 48 Stonnen d'Woch, déi net sollen iwwerschratt gi bei enger voller Tâche.

D'Gesetz geet och op déi spezifesch Situatioun vun den Enseignanten an an hält fest, dass fir si net Stonnen, mä Schoulstonnen - also op Franséisch „leçons" - gerechent ginn.

Här President, et ass mer wichteg ze betounen, dass dat hei keng Faveur ass, déi d'Statsbeamte géife gemaach kréien. Et geet hei ëm dee Congé, dee se zegutt hunn, an déi Stonnen, déi se och effektiv geschafft hunn. Och ass et keng Extrawurscht fir den ëffentlechen Déngscht, well den Aarbechtsminister Nicolas Schmit huet viru Kuerzem och de Gesetzesprojet deposéiert, fir Zäitspuerkonten am Privatsecteur anzeféieren. Plazeweis, wësse mer jo, gëtt et dat souguer schonn am Privatsecteur, an dat ass ze begréissen.

Dat gëtt de schaffende Leit am privaten ewéi am ëffentleche Secteur méi Flexibilitéit an erméiglecht och e bessert Zesummespill vu Beruffs- a Privatliewen, wat ganz bestëmmt dem Wuelbefannen an och der Gesondheet vun de Salariéen zeguttkënnt. Ech mengen awer, net nëmmen, well och de Stat huet Interessi drun, kënnen op d'Mataarbechter ze zielen, wa se gebraucht ginn, zum Beispill wann aussergewéinlech vill Aarbecht do ass.

Mat dësem Gesetz kommen awer och nach aner Verbesserungen. Sou gëtt den Horaire mobile beim Stat esou ofgeännert, dass e Beamte scho kann um 6.30 Auer, also hallwer siwen, säin Déngscht ufänken. Vläicht hëlleft eis dat schonn e bësse moies op de Stroossen, wann net jiddweree muss Punkt aacht oder Punkt siwen ufänken.

Och gëtt déi obligatoresch Mëttesstonn op eng hallef Stonn minimum reduzéiert. Dat heescht, et muss een net eng ganz Stonn Mëttespaus maachen an et kann een esou eventuell och e bëssen éischter heemfueren, fir zum Beispill d'Kanner aus der Crèche oder aus der Maison relais ofzehuelen. Wien eng Deelzäitaarbecht huet a just sechs Stonnen oder manner Déngscht huet, dee brauch keng Ënnerbriechung méi ze maachen an der Mëttesstonn.

Da gi mat dësem Gesetz och déi nei extraordinär Congéen ëmgesat, déi mer jo zënter Kuerzem am Privatsecteur kennen. Do stécht natierlech de Pappecongé vun zéng Deeg eraus.

Här President, mir hunn an der Kommissioun d'Avise vum Statsrot a vun der Beruffskummer analyséiert. Zu dem Gesetzesprojet huet d'Regierung zweemol Amendementer nogeschoss. Den 10. Juli huet d'Kommissioun de Projet de rapport ugeholl.

Ech wëll hei direkt virausschécken, dass et um Enn vun eisen Aarbechten an der Kommissioun ganz séier gaangen ass an dass mer de Memberen net vill Zäit gelooss haten, fir den definitive Rapport ze studéieren. Mir Deputéierte bekloen eis an de leschten Deeg iwwert den enormen Aarbechtspensum an déi vill Projeten, déi nach solle virun der Summervakanz gestëmmt ginn. Mir vergiessen heiansdo, dass hannert an nieft de Politiker och d'Beamten aus der Chamber an eis Mataarbechter an de Fraktiounen deem stramme Rhythmus den Ament mussen nokommen, wat net ëmmer einfach ass. Ech wëll dofir de Memberen aus der Kommissioun Merci soen, dass si Versteesdemech gewisen hunn an et erméiglecht hunn, dëst Gesetz haut ze stëmmen.

Här President, ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass mer mat dësem Gesetz grad ewéi mat deem, wat nach fir de Privatsecteur ënnerwee ass, e grousse Schratt maache fir méi Liewensqualitéit a méi Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz. Déi schaffend Leit kréie méi Rechter a kënnen hiert Familljen- a Privatliewe besser mat der Aarbecht an Aklang bréngen.

An d'Gesetz schützt de Salarié vis-à-vis vun eventuellen Abuse vum Patron, fir dass d'Flexibilitéit net just an eng Richtung geet. Dofir wéilt ech dem Minister Kersch an der ganzer Regierung felicitéieren a gi selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An als éischt Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert fir d'CSV ageschriwwen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet geet zréck op e Virgängertext vun der viregter Regierung, de Gesetzesprojet Nummer 6233, deen ech 2010 an der Chamber deposéiert hat, fir Zäitspuerkonten anzeféieren. Ech soen dat just, well den Här Rapporteur vergiess hat, dat derbäi opzezielen.

Déi haiteg Regierung huet deen Text dunn 2014 zréckgezunn an 2017 en neie Gesetzesprojet - den 7171, dee mer haut debattéieren - hei am Haus fir den ëffentlechen Déngscht hannerluecht. De Projet vum Minister Kersch geet op eenzelnen Elementer méi wäit an op anere manner wäit ewéi dee Projet, deen ech 2010 deposéiert hat.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Aféierung vun Zäitspuerkonten erméiglecht eng eege Wiel, fir e gutt Matenee vu Beruff, Famill a Privatliewen ze organiséieren, an d'CSV stëmmt dëst Gesetz.

Erlaabt eis awer nach e puer Umierkungen!

Éischtens, wat d'Uwendung op de Gemengesecteur ubelaangt: D'Gemengepersonal ass heivunner ausgeschloss ginn, an dat mam schréftlechen Argument vun der Gemengenautonomie. Hei stellt sech awer vill éischter d'Fro vun der Gläichstellung a Gläichbehandlung, an dat ass méi en héije Prinzip wéi dee vun der Autonomie communale. An ech denken, Här Minister, dat kënnt Dir net zouloossen, an nach manner, wann de Fonction-publiques-Minister och selwer Innenminister ass.

Zweetens, wat d'Uwendung fir de Privatsecteur ubelaangt: Och 2010 (veuillez lire: 2011) hat parallell den Aarbechtsminister e Projet de loi deposéiert fir de Privatsecteur. Och deen ass 2014 nees zréckgezu ginn. Elo just haut de Moien ass en neien offizielle Projet fir de Privatsecteur komm a fir jiddwereen zougänglech gemaach ginn; dee kann elo kaum nach gestëmmt ginn. Wéi ass déi definitiv Haltung vun de Sozialpartner do derzou?

Eng drëtt Fro, déi mer nach stelle wëllen, ass déi vum Pappecongé. Duerch dëse Projet 7171, dee mer haut hei debattéieren, gëtt och de Pappecongé am ëffentleche Secteur nei geregelt an op zéng Deeg ugehuewen, esou wéi dat fir de Privatsecteur schonn de Fall ass.

Och hei huet den Aarbechtsminister Schmit sech rezent mat enger Ausso zu Wuert gemellt. En hutt op eng parlamentaresch Ufro geäntwert iwwer Fräiberuffler, an zwar war dat d'Ufro vum Här Hahn an dem Här Lamberty: «(...) je tiens à préciser que je suis en principe en faveur de l'introduction d'un congé de paternité pour tous les pères travaillant au Luxembourg, y inclus les indépendants.» E seet, e wär net selwer zoustänneg duerfir, a concluéiert: «Je suis disposé à saisir le Conseil de Gouvernement de la proposition d'étendre le bénéfice du congé de paternité aux indépendants.»

Här Minister, Dir kënnt eis alleguer soen, ob Äre Parteikolleeg oder en anere Minister an Zwëschenzäit de Regierungsrot heimat befaasst huet, a wann neen, firwat dann net. Et ass schliisslech eng formal Ausso vun engem Regierungsmember als Äntwert op eng schréftlech Fro vun Deputéierte vun der Majoritéit. Oder woufir ass dat Versprieche vum Här Schmit gemaach ginn?

Eng lescht Umierkung, déi ech nach maache wëll, ass déi vun der praktescher Uwendung vun dësem Gesetz, dat mer haut hei stëmmen. Natierlech stelle sech nach Detailfroen an dësem Projet de loi - de Rapporteur huet et jo och scho gesot: Et war e bësse séier gaangen -, awer et ass jo virgesinn, datt dat Gesetz schliisslech elo ganz séier a Kraaft triede soll; ee Mount no der Publikatioun, denken ech. Ech weess net, ob Der dat nach wëllt erauszéien. Trotzdeem wäert et eng séier Akraafttriedung ginn.

Do bleift also nach Aarbecht ze maache fir d'praktesch Uwendung. Wou sinn d'Reglementer drun? An d'Ausféierungsbestëmmungen? Wéi gi Kontrolle gemaach? Wat sinn d'Uweisungen un d'Servicer? U wie kënnen déi sech wenden, wa se Froen hu fir d'Ariichte vun den Zäitspuerkonten, och wann déi am Fong geholl en Automatismus hunn? Ech denken, op déi Froe sinn Äntwerten néideg.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dem Rapporteur, Här Cruchten, Merci soen. Dir hat Chance, Här Minister, datt hie sech ni gezunn huet, fir all Kéiers Rapporteur vun Äre Gesetzer ze ginn. Hien huet de Rapport och heivu gutt gemaach. An ech bréngen, wéi gesot, den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Et ass e gudde Mann!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gusty Graas.

Här Graas, sidd Der prett? Soss zéien ech een anere vir.

M. Gusty Graas *(DP).*- Dann huelt een anere vir!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech zéien d'Madamm Tanson da vir. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol dem Yves Cruchten villmools Merci fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, en huet déi wichtegst Punkten ervirgestrach. Ech wollt awer och eng Kéier, well et wierklech an eisen Aen och e fundamental wichtegen Text ass, op déi Punkten agoen, déi eis positiv a wichteg erschéngen.

Mir schwätze jo ganz vill dovunner, datt d'Eltere méi Zäit sollen hu fir hir Famill an datt insgesamt d'Aarbechtszäite méi flexibel solle gestalt ginn. Dat hei ass ee wichtege Bausteen dovunner. Et geet net drëm, manner ze schaffen, mä et geet drëm, sech seng Zäit besser kënnen opzedeelen.

An Zukunft gëtt fir d'Fonction publique, y inclus d'Établissement-publicken, en automateschen Zäitspuerkont agefouert, wat de Leit et wäert erméiglechen, natierlech am Respekt vun de Besoine vum Service, dann doheem ze sinn, wann d'Kanner oder si et brauchen, zum Beispill an de Schoulvakanzen, fir ze verhënneren - eppes wou mir jo och ganz vill driwwer diskutéieren -, datt d'Kanner dee ganzen Dag an deene Vakanze musse betreit ginn.

Et erlaabt et awer och all Mënsch, méi flexibel engem Engagement oder enger Fräizäitbeschäftegung nozegoen. Och dat ass e wichtege Punkt an eiser Gesellschaft, sech kënnen ze engagéieren. Eppes, wat mer oft bemängelen, ass, datt et vläicht heiansdo un Engagement feelt. Heimat gëtt de Leit d'Méiglechkeet gebueden, sech hir Zäit fir hiert Engagement esou anzedeelen, wéi et noutwendeg ass.

Do derbäi kommen nach d'Upassunge vum Horaire mobile. Vill Leit hu léiwer eng kuerz Mëttesstonn an notzen d'Zäit virun an no der Aarbecht. Duerfir ass déi Kierzung vun der obligatorescher Mëttesstonn vun enger Stonn op 30 Minutten eng gutt Saach, grad ewéi d'Ausweitung vun den Aarbechtszäiten insgesamt vu 06.30 Auer moies bis 19.30 Auer owes.

Natierlech geet bei all Flexibilitéitsgedanken de gudde Fonctionnement vum Service vir, soudatt obligatoresch Präsenzzäite vum Verwaltungschef kënne fixéiert ginn, fir all Abusen ze evitéieren.

Positiv ass och d'Harmoniséierung vun den extraordinäre Congéen, soudatt och elo d'Statsbeamte kënne vum Pappecongé vun zéng Deeg profitéieren, wat jo och dat Normaalst ass, wa jiddwereen op deem dote Punkt gläichgestallt ass. Och d'Pappen an der Fonction publique solle kënnen déiselwecht Rechter hunn ewéi d'Pappen am Privatsecteur.

All dës Moossname sinn eng gutt Saach fir déi Betraffen, mä et ass och eng gutt Saach fir den Image vun der Fonction publique. Et gëtt méi e flexibelt a méi e familljefrëndlecht Bild, wat mer natierlech och begréissen.

Et ass awer och e Projet, iwwert deen, wéi den Yves Cruchten et schonn ervirgestrach huet, scho ganz laang geschwat gëtt, net eréischt zënter der leschter Legislaturperiod, mä deen eben 1999 schonn am Regierungsprogramm stoung.

Elo muss déi Méiglechkeet esou séier wéi méiglech fir d'Gemengebeamte virgesi ginn - well och si musse kënnen dovunner profitéieren - genau wéi och fir d'Leit aus dem Privatsecteur. Well all déi positiv Elementer fir d'Mataarbechter vum ëffentlechen Déngscht gëllen och fir déi aner Leit, déi schaffen.

An nach e leschten Appell: Och d'Situatioune vum Hallefschaffe wärend enger Krankheet musse gekläert ginn. Mir verstinn absolutt, datt se hu missen hei erausgeholl ginn, mä se dierfen net vergiess ginn. Dat si wichteg Situatiounen, komplizéiert Situatiounen, déi e legale Kader musse kréien.

Dat gesot, ass dat hei e ganz gudde Projet. An ech gi gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Gusty Graas)

Mir kënnen nach e bësse waarden.

(Hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Hien huet seng Ried auswendeg geléiert.

(Hilarité)

Dat ginn déi beschte Rieden.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, mir si bei lech.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- …Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbechtszäit u sech huet sech immens verännert an deene leschte Joren. Wann ee bedenkt: Am 19. Jorhonnert, do hunn d'Leit nach 82 Stonne geschafft.

(Brouhaha)

An haut gëtt et Leit, déi soen: „Mat 38 Stonne kënne mer och auskommen, ouni Lounausgläich." Do gesäit een also, wat fir eng Entwécklung datt d'Aarbechtszäit an deene leschte Jorzéngte gemaach huet. Duerfir ass et och schonn interessant, datt ee gesäit, wat fir eng Entwécklung do vir sech gaangen ass. A mir sinn natierlech och frou als Demokratesch Partei, datt elo de Compte épargne-temps zréckbehale ginn ass. Ech wëll nämlech drop hiweisen, datt mäi Fraktiounskolleeg, den Alexander Krieps, schonn am Joer 2007 eng Question parlementaire hei op dëser Plaz gestallt huet. An deemools huet den deemolege Minister, den Här Biltgen, zwar geäntwert, datt dat am Regierungsprogramm géif stoen, mä et ass net ëmgesat ginn. An elo stelle mer fest, datt et awer zu dësem Zäitpunkt ëmgesat gëtt. Duerfir ass dëser Regierung dozou ze felicitéieren.

(Brouhaha)

Mir sinn och als Demokratesch Partei déi, déi an all deene Joren ëmmer gefuerdert hunn, datt méi eng grouss Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit soll kommen.

Et däerf een net vergiessen: D'Aarbecht ass zwar eppes enorm Wichteges, mä op där anerer Säit ass et awer och wichteg, datt ee säi Privatliewe kann organiséieren, an duerch dat Gesetz hei ass et am Fong geholl awer gutt, datt mer déi Moossnam hei treffen.

Ech wollt awer nach e puer Reflexioune maachen. Déi éischt ass déi, datt jo u sech de Maximum vun 1.800 Stonnen zréckbehale ginn ass. Dat heescht, et kann een also fréistens ee Joer éischter an d'Pensioun goen, wat och eng ganz gutt Saach ass. Zweetens gëtt jo duerch dat Gesetz hei awer och déi Visitt vum Dokter (veuillez lire: vum Kontrolldokter doheem), wann ee krankgeschriwwen ass, elo ofgeschaaft, dat heescht, datt een op d'Plaz ka kontrolléiere goen, ob déi Persoun, déi krankgeschriwwen ass, dann och wierklech doheem ass.

Ech hu mer do e bësse méi am Detail d'Argumentatioun ugekuckt, firwat datt dat u sech elo sollt supprimiéiert ginn. Ech ginn awer ganz gären zou, an ech mengen, ech kann dat och am Numm vu menger Partei hei soen, datt mer awer do gewësse Reserven hunn. Mir liewen am Zäitalter vun der Digitalisatioun, an do misst et awer méiglech sinn, wann een, wéi gesot - an ech iwwerhuelen elo dat, wat an dem Commentaire des articles steet -, d'Schell net géif héieren, datt dat net onbedéngt eng Ursaach wier, fir engem dann direkt ze ënnerstellen, e wier net doheem gewiescht.

Et gëtt awer och nach aner Méiglechkeeten. Et kann een iwwert de Wee vun engem Mail oder engem SMS engem matdeelen: „Voilà, d'Kontroll war ëm déi an déi Zäit do." Wier et dann net awer och ubruecht, datt dee Betraffene sech dann awer wärend enger gewësser Zäit kéint zréckmellen a soen: „Voilà, ech war awer doheem" an esou weider. Mir hunn do gewësse Problemer mat där Argumentatioun.

Wichteg ass awer an dësem Gesetz och, datt eng Rei aner Congéen elo legiféréiert ginn an deem Sënn, datt se eng gesetzlech Basis kréien. Ech mengen, d'Demokratesch Partei ass derfir bekannt, datt se sech an deene leschte Joren ëmmer derfir agesat huet, datt soll méi eng Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit kommen, datt och eng Rei vu Congéen, ech denken un de Pappecongé an och anerer, solle méi eng gesetzlech Basis kréien. Dat ass schonn an eiser Linn.

An op där anerer Säit däerf een awer och net vergiessen, datt d'Méiglechkeet elo besteet, fir ebe seng Aarbechtsstonnen, déi ee leescht, datt een déi awer och kann op engem gewëssene Compte épargne zréckbehalen, datt een déi och ka spéider fir aner Saache benotzen. Ech denken un d'Weiderbildung, wat jo och elo hei virgesinn ass, zum Beispill bei den Enseignanten eng Année sabbatique, wat ganz wichteg ass.

D'Aarbecht ass nun eben net alles! A wann een d'Méiglechkeet huet, sech weiderzebilden, da soll een dat och notzen, well dat och fir sech selwer u sech wichteg ass, datt ee sech doduerch ka weiderentwéckelen. D'Motivatioun gëtt méi grouss. An insgesamt muss een also soen, datt dat heiten e positivt Gesetz ass, wat mir selbstverständlech matdroen. An an deem Sënn brëngen ech selbstverständlech och dann d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass eng vun Äre beschte Riede gewiescht.

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir sidd prett, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann hutt Dir d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Cruchten fir d'Erklärung vun dësem Gesetz. Et ass e Gesetz, wat mir och gär matstëmmen. Ech mengen, vun de Virriedner ass erkläert ginn, wat et alles u Virdeeler huet. Et schaaft och elo eng gewësse Gerechtegkeet tëschent dem privaten an dem ëffentleche Secteur. Et ass ganz flott, wann d'Leit kënne méi iwwer hir Zäit verfügen.

An awer muss ee soen, datt, wann een dëst Gesetz liest, vläicht e puer Kommentarer kënne gemaach ginn.

Dat Éischt ass deen, datt ee vläicht net dee richtegen Androck vun der Aarbecht vum Fonctionnaire huet, wann een dëst Gesetz liest. Et ass e bëssen, et kléngt wéi en Epiciersgesetz. Ech hunn näischt géint Epicieren, dat ass eppes ganz Wichteges. Mä esou minutiéis.

Et ass souguer esou, datt d'Zäiten, déi de Beamte schafft, hei a Stonnen an a Minutte gerechent ginn, mä dat entsprécht eigentlech guer net der Aarbechtsethik vun engem groussen Deel, vun deem gréissten Deel vun der Fonction publique. Et ass net esou, datt d'Beamten elo, well se och iwwerall oder op ville Plazen d'Auer drécken, a Stonnen an a Minutte rechnen. Eis Fonction publique géif net fonctionnéieren, wann d'Beamte géifen esou denken. Et ass éischter esou, datt vill Leit net op d'Auer kucken an hir Missioun erfëllen am Déngscht vun eis alleguer, ouni eben ze vill op d'Auer ze kucken.

An ech mengen, dat ass deen Androck, deen ee muss verhënneren, wann een dëst Gesetz liest. Bei aller Flexibilitéit, déi et de Leit gëtt, an dat ass och gutt esou, ass et net esou, datt de Gros vun der Fonction publique a Minutte rechent.

Et ass och fir verschidden Administratioune schwéier ëmzesetzen. Am Text, an deene Commentairen ass notamment vun der Justiz a vun der Educatioun rieds. Dat ass richteg. Et ass net einfach an där ganzer Villfalt vun der Fonction publique, ëmmer dee Wee ze fannen, dee wierklech gerecht derfir suergt, datt da jiddwereen op seng Manéier ka vun dësem Gesetz profitéieren.

Et sinn och Saachen dran, déi och net der Realitéit an der Fonction publique entspriechen, net der Noutwendegkeet eigentlech vun deem, wou mer alleguer all Dag dervu profitéieren, näämlech vun engem zouverlässegen an effizienten ëffentlechen Déngscht.

Et ass zum Beispill e bësse surrealistesch, wa gesot gëtt: „D'Iwwerstonne si limitéiert. A wann ee wëllt eng Iwwerstonn maachen, dat ass soumis à autorisation." Et géif iwwerhaapt net vill fonctionnéieren am Stat, wann all Kéiers fir all Iwwerstonn géif esou eng Autorisatioun ugefrot ginn.

Dat ass sécher wouer bei de Rettungsdéngschter, an der Force publique, mä och an anere Ministèren. An ech erënnere mech ganz vill un europäesch Presidencen, déi mer gemaach hunn, wou natierlech d'Zuel vun den Iwwerstonnen enorm war a wou och déi Beamten, déi déi geleescht hunn, déi emol net ganz kompenséiert kruten, well iergendwou vum Stat eng arbiträr Limitt gezu gouf.

Et ass einfach eng Realitéit, datt vill Beamte sech an esou Situatioune wierklech, ouni eben op d'Auer ze kucken, voll asetze fir eise Stat. An dat muss een honoréieren. An dat ass eppes, wat duerch dëst Gesetz net ëmmer erëmgespigelt gëtt, weder am Geescht vum Gesetz nach an den Termen dervun. Wéi gesot, wann op Formulatioune bestane gëtt, wat ee kann novollzéien, datt eng Iwwerstonn muss ugefrot ginn: D'Realitéit ass dacks eng aner.

Mir haten och hei de Congé de reconnaissance, dee gëtt och, kann ugerechent ginn op dee Congé de..., deen „Zäitspuerkonto" - ech huelen un, dat ass dat bescht Lëtzebuerger Wuert derfir -, deen elo ageriicht gëtt.

Mir wëlle just nach eng Kéier drun erënneren, datt mir als ADR deem Bewäertungssystem an der Fonction publique ganz kritesch géintiwwerstinn. Et ass näischt, wat mir gutt fannen. Et ass eppes, wat d'Méiglechkeet vun der Politiséierung un der Fonction publique verstäerkt. Et ass eppes, wat besonnesch a klengen Administratioune ganz schwéier ëmzesetzen ass, wat ganz vill schlecht Blutt ka maachen. An och wa mer hei elo beim Congé de récréation (veuillez lire: Congé de reconnaissance) selbstverständlech akzeptéieren - et gëtt e jo -, datt dee kann op deem Zäitspuerkonto ugerechent ginn, esou wëlle mer awer nach eng Kéier soen, datt mer dee Bewäertungssystem, esou wéi en am Ableck existéiert an der Fonction publique, kritiséieren an och géifen änneren.

Eng lescht Bemierkung iwwert d'Congéen. Mir freeën eis mat all deenen anere Kolleegen, déi gesot hunn: „Et ass wichteg, datt mer hei e modernen a grousszügege Congésregimm fir d'Beamten, fir d'Fonction publique hunn." Dat géllt selbstverständlech och besonnesch fir de Pappecongé, deen a leschter Zäit jo ganz vill an der Diskussioun war.

Et ass awer och esou, an ech profitéieren dervun, datt den Här Minister Schneider och heibannen ass, datt mer de Congé hu fir d'Opérations pour le maintien de la paix an datt mer do kee Gesetz kritt hunn an dëser Legislaturperiod, fir de Congé, also iwwerhaapt d'Opérations pour le maintien de la paix ze reformëieren. Dat deet eis leed. Mir hätte gär e Gesetz gesinn, wat och de Statut vun deenen Operatioune géif moderniséieren inklusiv och vläicht déi Aspekter, déi mam Congé ze dinn hunn. Dat wor awer net méiglech.

Fir déi Leit, déi an de Gemenge schaffen, muss natierlech och gekuckt ginn, ob do äänlech Dispositioune méiglech sinn, och wann ee vum Stat an d'Gemenge wiesselt, ob een d'Rechter behält. Ech mengen, dat ass virgesinn, mä och wann aner Wiessele sinn an der Carrière vun engem Beamten, ob dann all Kéiers och déi Rechter preservéiert sinn. Ech mengen, dat ass e Prinzip, op dee mer eis och alleguer hei liicht misste kënne verstännegen. Dat ass, datt all Wiessel am Kader vun enger normaler Carrière am Déngscht vun der Ëffentlechkeet net däerf mat Nodeeler fir dee betraffene Beamte verbonne sinn.

Dat gesot, schléisse mer eis gär als ADR dem Konsensus an dëser Fro un. Et ass vu senger Ausriichtung hier e gutt Gesetz. Et entsprécht net ëmmer der Realitéit am ëffentlechen Déngscht, mä et ass awer op jidde Fall eppes, wat mir matdroen an och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de leschte Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten och net de Konsens briechen haut, well mir natierlech och dëse Projet de loi wäerte matstëmmen. A mir sinn och ganz frou driwwer, dat kënnen ze maachen.

Et gouf schonn e puermol gesot: D'Aféierung vum Compte épargne-temps ass eng laang Fuerderung. Wien ugefaangen hat, wie méi schnell war, wien deen éischte war, wien dee leschte war; et ass e bësse wéi am Fussball: Haaptsaach, dat ass deen, deen de Gol schéisst. Deen huet schlussendlech gewonnen. De Rescht spillt bal keng Roll méi.

Et ass eng laang Fuerderung an der Fonction publique. Mir sinn awer och der Meenung, wéi dat och virdru gesot ginn ass, datt een hätt sollen awer och drun denken, fir et auszeweiten op de Gemengesecteur. Evidenterweis wäert dat an dëser Legislaturperiod jo net méi stattfannen.

Mir mengen och, datt déi Argumentatioun, fir ze soen, datt et komplizéiert wier wéinst der Gemengenautonomie, e bësse bei den Hoer erbäigezunn ass, mä et ass jo och schonn ugeklongen, datt awer de Wëllen do ass, och vun anere Parteien, fir an déi Richtung ze goen. Dat wäert da wuel nom Oktober méi konkret ginn.

Just eng kleng Fro elo, ech mengen, mä ech ka mech do vläicht ieren, a vläicht kann herno och nach de Minister dorop agoen: Souwäit ech verstan hunn, ass d'Visitt vum Dokter net komplett ofgeschaaft. Souwäit ech verstan hunn, gëtt et nach ëmmer d'Méiglechkeet am Krankheetsfall, nom drëtten Dag eng Visitt ze maachen. Also, ech hunn elo de Projet de loi leider um Büro vergiess, fir nozekucken, en ass e bësse schnell komm, mä ech hat den Androck, datt et esou wier. Mä ech ka mech vläicht och ieren. Mä soit!

Et ass natierlech eng laang Fuerderung gewiescht fir den ëffentleche Secteur, fir dat anzeféieren, mä, wéi gesot, an dat gouf och scho gesot: Et ass och eng ganz laang Fuerderung, fir de Compte épargne-temps am private Secteur anzeféieren. An do wollt ech och nach drun erënneren, datt awer schonn 2004 de Conseil économique et social do déi Propos gemaach hat, wou sech jiddwereen och domadder averstane gewisen huet, all Partner innerhalb vum Conseil économique et social.

Et ass e Projet de loi elo vum Aarbechtsminister deposéiert ginn, deen evidenterweis och wahrscheinlech net méi an dëser Legislaturperiod wäert kënnen ugeholl ginn. Et ass natierlech gutt, datt en deposéiert gouf. Et ass e bësse spéit. Et mierkt een och heiansdo: Zu Lëtzebuerg hu mer d'Tendenz, heiansdo e bësse lues ze sinn a gewëssene Saachen, wou anscheinend net ëmmer esou Konsens herrscht iwwer gewësse Punkten. 20 Joer laang, wou jiddweree seet: „Dach, et ass wichteg, dat muss ee maachen," an et brauch een 20 Joer, fir et ëmzesetzen. Dat ass heiansdo e bësse komesch.

Ech mengen, wat och awer wichteg ass, dat ass: Bei esou Reformen geet et och ëm d'Aarbechtsorganisatioun. An do muss een ëmmer sécherstellen, an dat gëllt souwuel fir de Public wéi och fir de private Secteur, datt och d'Salariéë respektiv an deem Fall och d'Beamten decidéiere kënnen, wéi si kënne mat hire gespuerte Stonnen ëmgoen.

Dat ass hei awer och gutt geséchert bei dësem Projet de loi. Et däerf een ni vergiessen, datt et kee Kaddo ass, wéi dat gesot gouf, mä dat sinn hir Stonnen, déi se geschafft hunn, natierlech. A si musse kënnen doriwwer verfügen, natierlech an deem Mooss och, datt souwuel eng Verwaltung wéi och e Betrib kënne funktionéieren.

Mä ech mengen awer, datt mer hei zu Lëtzebuerg weiderhin eng staark Matbestëmmung brauche bei de Beamten. Mir haten e bësse bedauert, deemools, bei der Reform vum Statut, ganz am Ufank vun dëser Legislaturperiod, datt och an der Fonction publique, deemno wéi, eng Grëtz Arbitraire hiérarchique agefouert gouf bei der Evaluatioun zum Beispill. Do muss een och oppassen, wéi dat sech kéint weiderhin entwéckelen an der Fonction publique. Mir haten do proposéiert, fir justement och d'Belegschaft ze stäerken. Dat war awer net ugeholl ginn.

Dofir, jo, mir sinn der Meenung, datt ee weiderhi soll assuréieren, datt d'Belegschaften da kënnen och matbestëmmen. An am private Secteur, do wësse mer, datt dat vill méi komplizéiert ass an datt do d'Matbestëmmung ewechschmëlzt wéi Schnéi an der Sonn.



Wat awer och wichteg ass, mengen ech, als Schlussfolgerung: Et ass eng wichteg Reform, déi elo gemaach gëtt an der Fonction publique. Et wäert dann nozéien iergendwéi am private Secteur, wann och Fortschrëtter gemaach ginn an der Fonction publique. A mir wëssen, datt och déi Acquisen, déi d'Fonction publique huet, déi och erkämpft goufen, well et war net ëmmer einfach am ëffentlechen Déngscht, déi hunn och ëmmer eng Wierkung, datt duerno och de private Secteur nozitt.

An dofir ass et och ëmmer wichteg - et däerf een ni vergiessen -, datt och Acquise vun der Fonction publique sech duerno erëmschloen, vläicht mat engem gewëssene Retard, mä erëmschloen am private Secteur. Ëmgedréit awer och. An dat ass och ëmmer d'Gefor. Do muss een ëmmer oppassen. Dat heescht, dat ass wichteg.

Mir hunn elo gesinn, do war et dës Kéier ëmgedréit, datt elo de Pappecongé, natierlech hei ëmgesat gëtt, mä wann een och scho vu Signalwierkung schwätzt, a mir hu jo hei e bëssen iwwer Congé geschwat: An der Fonction publique sinn d'Congéen natierlech och méi favorabel organiséiert wéi am private Secteur. Ech mengen, do muss een och an eng Richtung goen, fir fir méi Gerechtegkeet ze suergen, dës Kéier fir de private Secteur, ouni der Fonction publique eppes ofzehuelen, well si hunn déi Congészäit natierlech zu Recht. En Ufank wier schonn eng sechst legal Congéswoch. Dat wier schonn en Ufank fir eng Ugläichung.

Op jiddwer Fall ni vergiessen: Dat, wat d'Fonction publique erkämpft...

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Den Här Wagner huet de Programm vun der LSAP gelies, gesinn ech.

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Den Här Wagner huet eis Fuerderung vun ëmmer schonn nach eng Kéier widderholl.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Déi Remark, déi huelen ech gären un, zemools um Enn vun dëser Legislaturperiod. Mir stëmmen dat heiten also mat Freed.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Debatt ofgeschloss. An d'Wuert huet de Minister fir d'Fonction publique, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Ech mengen, haut kann een, ouni ze ënnerdreiwen, soen, dass et e groussen Dag ass fir d'Lëtzebuerger Sozialpolitik. E grousse Merci un de Rapporteur. E grousse Merci och un all déi mandatéiert Spriecher vun de Fraktiounen, déi alleguerten hir Zoustëmmung zu dësem Gesetz scho signaléiert hunn.

Wa mer haut dat Gesetz hei stëmmen, wat an enger éischter Phas fir d'Fonction publique beim Stat gëllt, da wëll ech gläich op eng Fro, déi och scho vu verschiddene Riedner ugeschwat ginn ass, äntwerten.

Virausgesat d'Chamber gëtt haut hiren Accord, an dovu kann ee jo ausgoen no menge Virriedner, da wäert de 25. Juli op der Dagesuerdnung vum Regierungsrot e Projet de règlement grand-ducal stoen, fir dat nämlecht am Gemengesecteur ëmzesetzen. Dat heescht also, dass mer dann zäitgläich mat der Fonction publique beim Stat dat nämlecht och kënnen am Secteur communal ëmsetzen, wat an där Form do nach ni do war.

A fir all Näiddiskussioun vu vireran auszeschalten: Jo, et ass geplangt, fir d'Zäitspuerkonten och am Privatsecteur ëmzesetzen. De Projet de loi 7324 vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit ass de 25. Juin deposéiert ginn a steet dann och jiddwerengem zur Asiicht zur Verfügung.

A wéi wichteg dat ass, fir vu virera bei dësem ganz wichtegen Thema vun der Sozialpolitik all Jalousien auszeschléissen, dat hu mer an der Vergaangenheet gemierkt, well all Kéiers, wa mer e Schratt no vir gemaach hunn an der Fonction publique, mer praktesch beschëllegt gi sinn, de Privatsecteur ze vernoléissegen.

Den Tenor war bei där Machinerie, déi da meeschtens lassgetrëppelt ginn ass, ëmmer deen nämlechten, an d'Zil, wat verfollegt ginn ass mat deene Campagnen, war och ëmmer dat nämlecht. Et ass probéiert ginn ze insinuéieren, déi eng géint déi aner auszespillen, ze behaapten, déi sougenannt „Privilegéiert" aus der Fonction publique géifen op Käschte vun deenen „Benodeelegten" aus dem private Secteur profitéieren.

Här President, ech si geléiert ginn, dass sozial Fortschrëtter, egal a wéi engem Secteur se realiséiert ginn, ëmmer erëm Signalwierkungen op all aner Secteuren haten. Dat war net aneschters, wéi an de 60er Joren den Index agefouert ginn ass, fir d'Éischt an der Fonction publique, fir en herno op d'gesamt Lëtzebuerger Land auszedeenen.

Ëmgedréit waren den 13. Mount oder d'Iessensgeld Saachen, déi fir d'Éischt am Privatsecteur realiséiert gi sinn, ier se dann och an der Fonction publique zur Selbstverständlechkeet gi sinn.

An dat lescht Beispill ass dat, wat mer haut maachen. D'Erhéijung vum Pappecongé op zéng Deeg ass eppes, wat mer am Privatsecteur schonn hunn a wou haut d'Fonction publique da wäert nozéien.

A well et déi Wiesselwierkung do gëtt an ëmmer ee Secteur deen anere matzitt, ass dat och vläicht d'Erklärung derfir, firwat dass verschidde Patronsorganisatiounen - an ech betounen dat Wuert „verschidde Patronsorganisatiounen" - mat Vehemenz géint all soziale Fortschrëtt an der Fonction publique optrieden. An déi, déi aus Jalousie do oft matjaulen, maachen, ouni dass se dat vläicht wëllen, dat objektivt Spill vun deene Patronen - an ech betounen nach eng Kéier: net se alleguerte si gemengt, mä ganz spezieller -, déi Entrepreneuriat mat Egoismus verwiesselen.

An dësem Fall wäert dat Spill mat Sécherheet net opgoen. Wéi gesot, de Projet de loi iwwert d'Zäitspuerkonten beim Privatsecteur ass vum Aarbechtsminister schonn deposéiert ginn. An ech behaapten hei emol ganz fräi a frank, dass, wa mer dëse Projet vun der Fonction publique net haut géife finaliséiert kréien, da wäre mer och am Privatsecteur net esou wäit, wéi mer haut sinn.

Jorelaang ass et do e Blocage gi bei de Sozialpartner. Jorelaang sinn all méiglech an onméiglech Argumenter ervirgeholl ginn, fir dee sozialpolitesche Fortschrëtt am private Secteur ze verhënneren. An eréischt de Fait, dass mer dëse Projet de loi vun der Fonction publique haut hei wäerte stëmmen, huet den Deblocage vun de Patronatsorganisatiounen iwwerhaapt erméiglecht. Ech sinn iwwert déi Entwécklung immens frou.

D'Zäitspuerkonte selwer, an dat ass och schonn hei ugedeit ginn, kënne mat Sécherheet eng Win-win-Situatioun ervirbréngen. Winner wäerte mat Sécherheet déi Leit sinn, déi e wäerte benotzen, entweder am Joer selwer, fir op verschiddene Plagë méi ze schaffen an op anere manner an domadder hiert Familljeliewe besser kënnen ze plangen an ze organiséieren, oder awer iwwer eng méi laang Period Stonnen uspueren, fir dann och eng méi laang Period kënnen auszesetzen, fir emol eng Kéier richteg kënne Loft ze huelen oder zur Rou ze kommen.

Mä och de Patron Stat - an och dat ass hei ugedeit ginn - ka Gewënner sinn, well och hien all Interêt drun huet, dass e mat zefriddenem, ausgeroute Personal kann zesummeschaffen, dat d'Fonction publique wäert stäerken an dat dann och kann, opgrond vun dësem Gesetz, säi Beruffs- a Familljeliewe besser matenee kombinéieren.

Ee wichtegt Element wëll ech hei awer ganz besonnesch ervirsträichen: Keen Agent kann a soll gezwonge ginn, méi flexibel wéi haut ze schaffen. D'Decisioun, wéi geschafft gëtt, wäert och an Zukunft, wat d'Zäitspuerkonten ugeet, exklusiv beim Agent selwer leien. Wann et anescht wier, a Verschiddener - dat wäert kengem entgaange sinn - liebäugele mat esou engem System, wann et anescht wier, wier dat eng ongeheierlech an intolerabel Ämëschung an d'Privatliewe vun eisen Agenten. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mer eis haut en Instrument ginn, dat garantéiert, dass den Agent, hien oder si, eleng d'Souveränitéit iwwert d'Gestioun vu sengem Liewe behalen. De Mënsch schafft fir ze liewen. Net ëmgedréit.

An als verantwortleche Minister vun der Fonction publique, staatlecher Fonction publique, mat ronn 28.000 Leit - wéi gesot, den assimiléierte Secteur ass do net derbäigerechent -, sinn ech immens frou, eppes Klenges kënnen derzou bäizedroen, dass d'Leit ënner bessere Konditioune kënne schaffen, fir besser kënnen ze liewen.

Ech wollt vläicht nach ee Wuert dozou soen, well dat och hei ugeschwat ginn ass, dass mer schonn en anere Projet de loi haten, deen d'Regierung zréckgezunn huet. Firwat hu mer deen zréckgezunn an hunn en neie gemaach? Ma ganz einfach: Well et keen Accord tëschent de Sozialpartner iwwert deen Text ginn ass. Dir kennt alleguerten den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, deen dee viregte Gesetzesprojet alles aneres wéi guttgeheescht huet. Mä well mer awer mengen, dass bei dësem extrem wichtege Projet, deen d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit matregelt, esou e Projet net géint d'Personal ze realiséieren ass, dofir hu mer dee Projet zréckgezunn an een neie gemaach. Dat ass deen eenzegen an allengege Grond, firwat dass dat geschitt ass.

Et ass och nach gefrot ginn - ech froe mech zwar, firwat dass dat an dësem Kontext geschitt, vläicht wär et besser, d'Fro direkt un den Auteur ze stellen. Effektiv, den Här Schmit huet op eng Question parlementaire, wat d'Verallgemengerung vum Pappecongé ugeet, geäntwert. En huet dat och selbstverständlech, esou wéi en et versprach hat - an d'Madamm Modert kennt den Här Schmit aus fréieren Zesummenaarbechten -, huet en dat och an der Regierung thematiséiert. An domadder ass, mengen ech, och kloer duerch d'Beäntwertung vun der Question parlementaire, wéi d'Regierung zu där doter Fro steet.

Ech wéilt nach vläicht ee Wuert soen…

(Interruption)

Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, den Här Minister huet näischt dergéint.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Nö.

(Hilarité)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Här Minister, ech wollt just nofroen: Wat war dann d'Haltung vun der Regierung doropshin? Merci.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Also, Madamm Modert, Dir waart jo selwer Member vun der Regierung. Wann e Member vun der Regierung eng Question parlementaire beäntwert, da mécht en dat net a sengem perséinlechen Numm, mä e mécht et am Numm vun der Regierung.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Jo, ebe just! Also, wat huet d'Regierung gesot?

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech mengen, d'Fro ass beäntwert.

Ech wollt vläicht nach eppes soen zur Fro vun de Gemengen. Ech mengen, ech hat d'Fro beäntwert: Wat geschitt am Gemengesecteur? Also, et ass ganz kloer en Zil, zäitgläich mat der Ëmsetzung vun dësem Gesetz an der Fonction publique fir de staatleche Secteur mat deem Règlement grand-ducal, dee fäerdeg ass an deen och mam Syvicol diskutéiert ass, wat d'Prinzipien dovunner ugeet, fir dat dann och kënnen am Gemengesecteur direkt ëmzesetzen.

Domadder géife mer dann engersäits d'Autonomie communale respektéieren. Mir fueren also an deem Gläichschrëtt weider, wéi dat ëmmer geschitt ass: engersäits d'Gesetzgebung fir d'Fonction publique an anerersäits dann och dat, wat an der Fonction publique komm ass, iwwert den Niveau vu Règlement-grand-ducal-len also an de Gemengesecteur ëmsetzen. Dat wäert hei also zäitno geschéien.

Domadder hätte mer am Fong déi zwee konstitutionell Prinzipper, déi d'Madamm Modert ugeschwat huet, garantéiert: engersäits d'Autonomie communale an anerersäits awer och d'Gläichbehandlung vun all eise Beamten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir wären da prett fir d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7171.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7171 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Unanimitéit. Domat ass de Projet 7171 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber mat der Dispens vum zweete Vott d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7284 iwwert de Contournement vu Käerjeng. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

6. 7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, Här President, beim Projet de loi 7284 geet et ëm de Finanzement vum Contournement vun der Uertschaft Bascharage, och Niderkäerjeng genannt.

Dir Dammen an Dir Hären, well keng Autobunn vum Südwesten a Richtung Stad verleeft, ass d'Duerchquere vum Zentrum vu Bascharage momentan déi eenzeg Méiglechkeet, fir ouni grouss Ëmweeër vun Aubange, Lonkech an aus dem sougenannte Péitenger Baseng an d'Stad ze fueren.

Am Laf vun de leschte Jorzéngten ass den Duerchgangsverkéier an der Uertschaft doweinst massiv geklommen. D'Konsequenz ass déi, datt d'Stéckstoffwäerter, NO_2, déi regelméisseg am Zentrum vu Bascharage gemooss ginn, d'Grenzwäerter vun der europäescher Loftschutzdirektiv aus dem Joer 2008 massiv iwwerschreiden. Zäitweis erreeche se iwwer 80 Mikrogramm pro Kubikmeter - woubäi ee muss wëssen, datt d'Grenzwäerter bei just 40 Mikrogramm pro Kubikmeter leien. D'Politik ass also opgefuerdert, ze handelen.

Net besser ass et beim Kaméidi, dee bal 600 Wunnhaiser an der Uertschaft betrëfft an tëscht zéng Auer owes a sechs Auer moies schonn eleng bei iwwer 49 Dezibel läit - vum Dag guer net ze schwätzen!

Trotz dem Ausbau an der Förderung vum ëffentlechen Transport an der Mobilité douce weisen all Pronosticken drop hin, datt déi schlecht Wäerter vun der Loftqualitéit a vum Kaméidi weiderhi wäerte klammen, wann den Trafic net carrement aus dem Zentrum eraus-drainéiert gëtt.

Opgrond vun dëser Erkenntnis an der Wichtegkeet, d'Gesondheet vun den Urainer besser ze schützen, huet déi viregt Regierung, mam Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, de Bau vun engem Contournement am Joer 2012 an d'Phas 1 vum Verkéierskonzept MoDu ageschriwwen. Dat ass net vergiess an dat soll och gesot ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Déi definitiv Decisioun, dëse Projet ze realiséieren, geet zréck op de Regierungsrot vum 26. Juli 2016, deen natierlech ënnert der Verantwortung vun der haiteger Regierung stattfonnt huet, a richteg konkret gëtt de Bau mat dësem Projet de loi.

E berout op enger ganzer Rei vun Etüden, déi an de leschte Joren duerchgefouert gi sinn, an definéiert net nëmmen de Finanzement, mä och den Tracé an déi néideg Kompenséierungsmoossnamen.

Am Kontext vun deenen Etüde goufen insgesamt véier Varianten analyséiert, inklusiv der Variant 0, déi doraus bestanen hätt, guer keng Ëmgeeungsstrooss ze bauen. Well dës Nullvariant de Problem net geléist, mä verschlëmmert hätt, gouf schlussendlech d'Variant 2 zréckbehalen, zu där ech Iech dann och e puer Erklärunge wéilt ginn.

Laut den Ausféierungen, déi mir an der Nohaltegkeetskommissioun kritt hunn, läit de Choix vun dësem Site, besser gesot vun dësem Tracé, éischtens do dran, datt de gewielten Tracé eng beschtméiglech Ubannung un de bestoenden Transportreseau erméiglecht. Zweetens doran,

datt iwwer 75% vum Terrain sech an ëffentlecher Hand befannen. An drëttens doran, datt den Tracé eng kohärent Erweiderung vun der Natura 2000-Zon a vun den Erhuelungsflächen erlaabt, wuel wëssend, dass dësen Tracé en Deel vun deenen Zonen zerstéiert an entspriechend Kompenséierungsmoossname viraussetzt.

Déi gesamt Streck huet eng Längt vun ongeféier 4.200 Meter a gëtt un zwou Achsen ugebonnen: engersäits un d'Collectrice du sud, d'A13, an anerersäits un d'N5 a Richtung Stad.

Fir d'Notzung vun de Fläche méiglechst effikass ze gestalten an d'Zerschneidung vum Bommelbësch a Grenzen ze halen, ass decidéiert ginn, d'Streck parallell zu der Péitenger Zuchstreck ze bauen. Derbäi kënnt en neien Itineraire fir d'Vëlospist Bim Diderich, de PC38, deen d'Péitenger Gare, d'Bascharage-Suessemer Gare, d'Dippecher Gare an d'Helfenter Bréck bedéngt an en Accès op déi zwou Vëlospiste PC01 a PC06 hierstellt.

No der Mise en service vun der Strooss gëtt d'N5, déi duerch den Zentrum vu Bascharage verleeft, zugonschte vun der Verkéiersberouegung a vun der Mobilité douce reamenagéiert an zréckgebaut.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Detailpläng vum ganze Projet verweisen ech op d'Documents parlementaires 7284. Doranner fannt Dir sämtlech Informatiounen iwwert de Profill an d'Coupe type vun der Strooss, mat hirer Implantatioun an de Stroossereseau vun der ganzer Regioun, an donieft och sämtlech Detailer a puncto Ouvrage d'art, Reseauen an Emprisen, déi ganz gutt bildlech duergestallt sinn.

D'Kompenséierungsmoossnamen, déi op Basis vun den Dispositioune vum Naturschutzgesetz realiséiert ginn - vum neien Naturschutzgesetz, wuelgemierkt! -, si schonn zum gréissten Deel definéiert. Ënner anerem besti se aus der Uplanzung vun op d'mannst aacht Hektar neiem Bësch, aus der Uleeung vu Maren a Biotoper, aus der Deelrenaturéierung vun der Chiers an aus der Emsetzung vun engem entspriechende Gestiounsplang vun der ANF. Dobäi kënnt de Bau vu Schallschutz an neien Erhuelungszonen, grad wéi och d'Kompenséierung vu betraffenen Agrar- a Bëschflächen.

Vu datt et sech ëm e Finanzéierungsgesetz handelt, Dir Dammen an Dir Hären, sinn natierlech och d'Käschte ganz detailléiert am Projet de loi opgelëscht. Ofgerënnt erreeche se e Montant vun 139 Milliounen Euro, déi am Projet de loi an eelef verschiddene Kapitelen opgedeelt sinn an am Detail an der Fiche financière vum Projet de loi presentéiert ginn.

Deposéiert gouf dëse Projet de loi den 18. Abrëll 2018 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch. A sengem Avis vum 26. Juni 2018 huet de Statsrot drop higewisen, datt de Bau vun dëser Strooss schonn zanter ville Joren als Instrument vun der Landesplanung virgesinn ass, wärend en um Fong vum Gesetzesprojet näischt auszesetzen hat.

De 4. Juli 2018 ass de Projet de loi an der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt an diskutéiert ginn an den 12. Juli 2018 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Ofschléissend wéilt ech nach dem Här Roland Fox vun de Ponts et chaussées an dem Här Romain Spaus vum Département des travaux publics vum MDDI e grousse Merci ausdrécke fir hir kompetent Begleedung an der Kommissioun. An lech Merci fir d'Nolauschteren, mam Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Rapportrice. An éischte Riedner ass den Här Michel Wolter fir d'CSV.

Une voix.- Aah! Très bien!

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net vermiessen ze soen, dass et net nëmmen e groussen Dag fir d'Fonction publique haut ass, mä et ass och e groussen Dag fir d'Bierger aus der Gemeng Käerjeng an aus dem ganze Kordall ronderëm.

Säit 40 Joer an der Diskussioun, säit 30 Joer versprach, e gëtt duerch de Vott de Mëtten an der Chamber, de Contournement vu Käerjeng, an deenen nächste Joren eng Realitéit.

D'Noutwendegkeet vun dësem Contournement, wéi déi och vun aneren hei am Land, ze bestreiden, ass net méiglech. D'Verwaltung an och d'Gemeng hunn an deene leschten 20 Joer no an no bewisen, duerch eng Abberzuel vun Dokumenter, Analysen, Etüden, wéi grouss d'Noutwendegkeet vun dësem Contournement ass.

Schonn am Joer 2000, nodeem et eng schwaarz-gréng-blo Koalitioun zu Käerjeng ginn ass, huet d'Gemeng ugefaangen, systematesch a regelméisseg NO_x-Analysen ze maachen. Mir sinn héchstwahrscheinlech déi Gemeng am Land, déi fir hir Haaptstrooss déi am wäitsten no-hanne-geeënd Serie vun der Entwécklung vun den NO_xen hei zu Lëtzebuerg huet. Dat, well och deemools Politiker scho gesinn hunn, dass de Verkéier, deen duerch d'Gemeng gaangen ass, an haaptsächlech dee Moment iwwert d'Avenue de Luxembourg gaangen ass, potenziell och gesondheetsgefäerdend Elementer hätt.

Domadder awer net genuch. De fréiere Buergermeeschter Jean Christophe huet, wéi d'Duebelgleisegkeet vun der Linn Péiteng-Lëtzebuerg gestëmmt ginn ass, proposéiert, am Numm vum Gemengerot, fir dovunner ze profitéieren, fir de Contournement vu Käerjeng laanscht d'Eisebunnslinn ze leeën. Wär déi Propositioun vun der Gemeng Käerjeng ugeholl ginn deemools - dat war mat der deemoleger Verwaltung net ze maachen -, wär se ugeholl ginn, da géif et de Contournement vu Käerjeng säit enger Rei vu Jore scho ginn. An d'Agréff an d'Natur an un de Mënsch, déi wäre wesentlech nach méi kleng, wéi dat de Fall bei dësem Tracé ass, deen elo zréckbehale ginn ass.

D'Verwaltung - an d'Rapportrice, där ech Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport! - huet iwwer Jore meterweis Dokumentatioun virleeë missen, opgrond well, eisen Informatiounen no, dëse Projet deen éischten ass, deen deenen neien europäesche Prozeduren zu 100% entsprécht. Meterweis hu se verschidden Alternativen un Dokumentatioun missen zesummeleeën, fir ze beweisen, dass am Zesummespill vun allen dëse Contournement noutwendeg wier.

Fakt ass, dass an der Gemeng, ëm déi et geet, de Verkéier ëmmer zouhëlt. D'lescht Joer hate mer iwwer 25.000 Bewegungen op der Avenue de Luxembourg. An dozou kommen tëschent 1.500 an 2.000 Camionen an Autobusbewegungen all Dag, well d'Zone d'activité économique, déi déi aner Säit vun der Uertschaft viru 40 Joer ugeluecht ginn ass, net un de Contournement ugebonnen ass. All Joer kommen, der Etüd vun der Verwaltung no, 3% Verkéier derbäi.

Wat nei ass, säit dräi Joer, dat ass, dass entretemps - lescht Moossungen, déi mer gemaach hunn, well mer och Verkéiersmoossungen natierlech als Gemeng regelméisseg maachen, fir eisen Dossier ze verstäerken - een Drëttel vum Verkéier guer net méi iwwert d'Haaptstrooss fiert. Dat heescht, eng Bewegung vun dräi fiert haut iwwert d'Nopeschstroossen, duerch Lénger, duerch Uewerkäerjeng, duerch Héiweng, well jo probéiert gëtt, fir e Wee ze fannen - do, wou näischt geet, gëtt probéiert, eng Alternativ ze fannen.

Betraff ass selbstverständlech och Schuller, betraff ass Dippech, well déi Autoen, déi bei eis duerchfueren, déi fueren op hirem weidere Wee - fir an d'Stad ze kommen, se bleiwe jo net do iergendwann eng Kéier an der Gewan stoen - och op Schuller a si fueren och op Dippech. Soudass d'Regierung schonn an den 90er Joren decidéiert huet, datt et net géif duergoen, fir e Contournement vu Käerjeng ze bauen, mä dass ee carrement och Schuller an Dippech misst ëmfueren, fir um Endeffekt zu deem richtege Resultat ze kommen.

D'Rapportrice huet gesot, dass d'NO_xen däitlech iwwert der europäescher Norm leien, bis zu zweemol. Mat enger Ausnam, d'lescht Joer, wat domadder ze dinn huet, dass d'Rue de la Résistance frëschgemaach ginn ass a wärend engem Joer do kee Verkéier konnt fueren - an dat ass déi sensibelst Plaz am Duerf. Dee Verkéier huet sech anerwäerteg - wéi soll ech soen? - vertässelt. Mä vu dass, fir an der Serie vun alle Miessungen ze bleiwen, mer ëmmer op deene selwechte Plaze moossen, ass op där enger Plaz do manner fir d'Joer 2017. Ech sinn dervun iwwerzeegt, dass bei deenen nächste Miessunge mer nees op deene Wäerter wäerte sinn, déi mer kennen, an héchstwahrscheinlech nach doriwwer eraus.

Wat ass, Dir Dammen an Dir Hären, dann d'Ursaach - besonnesch fir déi Leit, déi net esou dohannen am Eck bei eis ënnerwee sinn? Firwat ass déi Situatioun esou entstanen?

Déi Situatioun ass entstanen, well an den 80er Joren eng Verkéiersplanung gemaach ginn ass hei zu Lëtzebuerg, déi souwuel de lokale wéi den transnationale wéi den internationale Verkéier tëschent Lonkech-Arel eigentlech op eng eenzeg Plaz drainéiert, an dat ass d'Biff. D'Biff zu Käerjeng ass Opfang vun Zéngdausende vun Autoen, déi virdrun d'Méiglechkeet net hunn, iwwer eng aner Streck ze fueren, an déi dann haut zwou Méiglechkeeten hunn: entweder si fueren iwwert d'Collectrice du sud Richtung Esch oder si fueren duerch Käerjeng Richtung Stad. Et gëtt keng Alternativ, wéi dat och virdru gesot ginn ass.

Wéi d'Biff als Verdeeler gebaut ginn ass vun der Collectrice du sud, ass deemools scho vun der Regierung der Gemeng Käerjeng versprach ginn, dass e Contournement géif gebaut ginn, fir Käerjeng ze entlaaschten. D'Finalitéit am westlechen Deel vun der Collectrice du sud war et näämlech, fir Péiteng, Käerjeng, Suessem an Éilereng ze entlaaschten an och Ubannungsméiglechkeete fir Déifferdeng an Nidderkuer ze schafen.

Or, wat ass geschitt? Péiteng ass entlaascht ginn. Péiteng konnt seng Haaptstrooss ganz staark zréckbauen. Suessem an Éilereng sinn entlaascht ginn, well gutt Deeler vum Verkéier, dee fréier bei der Brauerei duerch Suessem an Éilereng gefuer ass, net méi dohinner fueren. Si fueren iwwert d'Collectrice. A Käerjeng ass net entlaascht ginn.

De Contournement vu Käerjeng sollt dann och d'Industriezon, déi haut Zone d'activité Robert Steichen heescht, ubannen. Dës Industriezon, déi ausgebaut ginn ass am Laf vun de Joren, ass eng vun deene gréissten am Land, mat Schwéierpunkt um Transport. An dat erkläert och, well Schwéierpunkt Transport an där Industriezon ass, dass esou vill Camionen an esou vill Busser all Dag duerch d'Haaptstrooss zu Käerjeng fueren, well eben déi Zon net un d'Collectrice du sud ugebonnen ass.

De Contournement vu Käerjeng - an och wann een heiansdo d'Impressioun huet, datt dat de Contournement vum Wolter ass - ass, Dir Dammen an Dir Hären, kee lokale Projet. Et ass e regionalen Dossier, dee sech ganz kloer an d'Landesplanung, an eng intelligent Landesplanung am Südweste vun eisem Land abënnt. Et ass d'Fro, wéi sech d'Verkéiersbewegungen an Zukunft am Südweste vun eisem Land weider wäerten entwéckelen.

An et ass en éischte Schrëtt. Et ass en éischte Schrëtt, well en am Zesummespill mat enger Rei vun anere Solutiounen ze gesinn ass, déi musse fonnt ginn. Zum Beispill d'Weiderféierung vum Contournement vun Dippech. De Contournement vu Käerjeng ouni Contournement vun Dippech ass keng Solutioun.

Et ass nëmmen am Kader vun enger Verbreederung vun der Strooss ze gesinn, déi vun der Biff bis op d'belsch-franséisch Grenz geet. Ouni Ännerungen op där Streck wäert de Verkéier sech bei dee Verkéier bäitässelen, dee sech haut schonn zréckstaut bis op d'Sortie Suessem an héchstwahrscheinlech vum nächste Joer u bis op d'Sortie Déifferdeng.

Ëmmer méi Leit, déi owes och wëllen heemfueren, ginn duerch de Rond-point Biff gebremst.

An deem Zesummenhang hoffen ech, dass d'Regierung an deenen nächste Joren och eng Rei vu Mesuren hëlt op där Streck. Dovun ass eng relativ einfach ze realiséieren, näämlech bei der Porte Lamadeleine eng Unterführung ze maachen. Technesch geet dat. Mir wäre frou, wann an deenen nächste Joren et en attendant, dass de Contournement vu Käerjeng kënnt, eben eng ganz Rei vu Verbesserungen och op deenen anere Strecke gemaach ginn, fir dass mer an aacht Joer net an enger Situatioun sinn, dass an deem Eck keng Verbesserung vun dem Trafic ze erkennen ass.

Et geet souguer méi wäit, well d'Etüden, déi de Minister virgeluecht huet, weisen, dass och un der Collectrice du sud mussen eng Rei vun Ëmännerunge virgeholl ginn. Ech denken do un d'Verkéiersubannung zu Esch, déi deemools och wéinst enger Biergerinitiativ, ech soen net gescheitert ass, mä geännert ginn ass an déi eigentlech den Oplaf vun Autoen haut net packt. An ech sinn och fest dovun iwwerzeegt, dass och op där Strooss Verbesserunge musse virgeholl ginn an deenen nächste Joren, wann een op iergendeng Aart a Weis d'Fluiditéit vum Verkéier am Südweste vun eisem Land nach wëllt oprechterhalen.

Ouni Contournement vu Käerjeng kee Contournement vun Dippech. Ouni Verbreederung vun der Biff op d'Grenz kee Succès vum Contournement vu Käerjeng. An ouni Neigestaltung vun der Collectrice du sud kréie mer de Chaos zu Esch net ewech. Dat ass de Resumé eigentlech vun engem Projet, deen eng ganz Rei Leit probéieren, als e lokale Problem dohinnerzestellen, mä deen dat eigentlech net ass.

A wann ech haut an der Zeitung liesen, dass de Contournement vu Käerjeng de Problem net léist, da muss ee kloer an däitlech soen: Deen huet iwwerhaapt net d'Finalitéit, de Problem vun der Verkéiersféierung am Südweste vum Land integral ze léisen, mä et ass een Deel. Et ass een Deel, wéi ech et elo just explizéiert hunn, ee Maillon vu véier oder fënnef verschiddenen Initiativen, déi am ganze Südweste vum Land musse geholl ginn, fir dass de Verkéier, de motoriséierte Verkéier am Süden eng Chance huet.

Wat sinn d'Alternativen, déi mer héieren hunn an deene leschte Joren? Carsharing. Ech gesinn net esou richteg, wéi e Projet vu Carsharing de Problem vum Contournement vu Käerjeng kéint léisen. Opfangparkingen, déi gebaut solle ginn, do si mer derbäi. Mir wäerten zesumme mat der CFL a mam Stat en Opfangparking vu 450 Plazen op der Gare zu Bascharage bauen, niewent deem vun iwwer 2.000 Plazen, deen amgaangen ass zu Rodange gebaut ze ginn.

Déi awer, soen ech Iech elo schonn, aner Problemer wäerte mat sech bréngen. Näämlech déi, dass, wa Rodange bis opgeet, d'Zich d'Capacitéiten net wäerten hunn, fir déi Leit all ze transportéieren, déi sollen dohinnerkommen, well et haut schonn, wann Der zu Käerjeng wëllt mam Zuch fueren, an obschonn d'Duebelgleisegkeet an d'Frequenz an d'Luucht gaange sinn, ganz oft esou ass, dass d'Zich voll sinn, wa se ukommen an eiser Gare, a se d'Leit, déi bei eis wëllen eraklammen, net méi kënne mathuelen.

Et muss also matzäit dru geduecht ginn. An et gëtt mer jo gesot, dass verschidden Ëmännerungen an der Gare de Luxembourg amgaange sinn, gemaach ze ginn. Mä et muss ee sech och d'Fro stellen, wann ee bis 450 Opfangparkingen zu Käerjeng/Suessem huet, ob een net verschidden Zich och alternativ vläicht net bis zum Schluss muss fuere loossen, fir deene Leit, déi ënnerwee nach wëllen eraklammen, eng Chance ze ginn, fir dat och kënnen ze maachen.

Och de Cactus, Dir Dammen an Dir Hären, an deen och ganz vill Suessemer Leit akafe ginn, géif, wa mer dee géifen zoumaachen, wat ech jo net hoffen, de Verkéiersproblem vun eiser Gemeng net änneren, sou wéi och d'Schoulen, déi op der Avenue de Luxembourg sinn, net de Problem sinn. Mir maachen och mat beim Projet vum intelligente Bus. Mir sinn eng vun de Pilotprojetsgemengen, déi an där Problematik oder an deem Versuch, och iwwert den ëffentlechen Transport de Verkéier Meeschter ze ginn, selbstverständlech derbäi sinn.

An ech wëll nach eppes Leschtes soen, well ech et an engem Avis elo rezent gelies hunn: De Contournement vu Käerjeng huet strictement näischt mat den Tanklager ze dinn. D'Tanklager hu wuel eppes mam Contournement ze dinn, mä et ass net deen anere Wee. Ouni Contournement vu Käerjeng ginn et keng Tanklager.

Et gëtt gesot, d'Regierung hätt de Projet vun den Tanklager opginn, wat mech e bësse wonnert, well an de Plan-sectoriellen, déi elo rezent developpéiert gi sinn, ass precisement eng Fläch ausgewisen, fir zu Käerjeng, hannenaus op der Héierchen, Tanklager ze maachen. De deux choses l'une: Entweder de Projet ass nach um Liewen - a wann en um Liewen ass, brauch en de Contournement, soss kann en net zum Liewe kommen - oder en ass gestuerwen - a wann e gestuerwe wier, da wär et jo intelligent gewiescht, en net méi an de Plan-sectoriellen opzeféieren. Domadder hätt ee jo kloer an däitlech gewisen, dass een dee Projet net wëllt duerchféieren.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, dass eis Gemeng, an onofhängeg vum Contournement, net zu deene gehéiert, déi gesot hunn: „Mir wëlle keng Tanklager." Mir hu scho verstanen aus der Etüd, déi deemools gemaach ginn ass, dass, wann een Tanklager wëllt maachen an där Konditioun, déi Plaz, déi zréckbehale ginn ass, souwuel vun der Ubannung un den Zuch wéi och der potenzieller Ubannung un de Stroosseverkéier, héchstwahrscheinlech eng vun deenen eenzege Plazen am Süde vum Land ass, wou s de iwwerhaapt esou Tanklager nach kanns maachen, well se op der Mindestdistanz - annerhallwe Kilometer - vun där nächster Agglomeratioun ewech sinn.

Selbstverständlech verbanne mer dat mat enger ganzer Rei vu Konditiounen. Mä dans la mesure, dass de Stat elo an deene leschte Joren an deem Dossier iwwerhaapt net méi un eis erugetrueden ass, gesi mer dat mat enger gewëssener Geloossenheet.

Ech verstinn och net, firwat dass een dëse Projet net ka stëmmen, well, nodeems den Tracé verluecht ginn ass, mer eigentlech net méi vun engem Contournement vu Käerjeng kënne schwätzen, mä mir hunn de Contournement vu Käerjeng, dee contournéiert gëtt duerch d'Gemeng Käerjeng. D'Madamm Polfer huet mech virdru gefrot: „Ech hunn de Moien d'Zeitung gelies, ech hunn net verstanen, wat de Problem wier." Ech sot zu hir: „Ech hunn de Problem och net verstanen." Dat muss ech lech ganz éierlech soen. An et ass schued, dass bis zum Schluss eigentlech eppes, wat dréngend noutwendeg ass fir eng ganz Regioun vun eisem Land, duerch a mengen Aen dach zimlech klengkaréiert Lokalpolitik opgehale gëtt.

Eppes ass fir mech kloer, als een, deen oft duerch Suessem fiert: Déi nei Strooss bei de Pri-

song erop an déi weiderfiert, déi zerschneit d'Gemeng Suessem wesentlech méi wéi de Contournement vu Käerjeng, deen iwwerhaapt nëmmen herno op 30 oder 40 Meter um Schluss iwwert den Territoire vun där Gemeng wäert fueren. A wann d'Leit zu Käerjeng sech virun 30 Joer esou opgefouert hätten an d'Collectrice du sud verhënnert hätten - wat aus den Ae vun deenen, déi jo elo soen, et wär ze no bei hinnen, absolutt richteg wier, well bei eis d'Quartieren duerchschnidde gi sinn, eis Gemeng an zwee gedeelt ginn ass -, wann no deeneselwechte Prinzipie virgaange gi wär, da géife mer haut nach duerch d'Avenue de Luxembourg, laanscht d'Brauerei, iwwert d'Stroossen an duerch d'Dierfer fueren.

Ass dat, Dir Dammen an Dir Hären, eng seriö Politik? A mengen Aen ass dat keng seriö Politik, well se einfach Abstraktioun mécht vum Fait, dass ee sech selwer natierlech fir seng Saache muss asetzen, mä sech iergendwann eng Kéier och an e regionalen an an en nationale Kontext vun engem Projet muss setzen, wann een d'Ambitioun huet, fir Nationalpolitik ze maachen.

Wat mer awer nach méi eropstéisst ewéi dat do, an dofir wäert ech dat och elo in extenso hei developpéieren, dat ass déi Aart a Weis, wéi déi Natura 2000-Zon, déi jo och a villen Argumentatiounen ëmmer erëmkënnt, zur Natura 2000 ginn ass. An zwar am Joer 2006 - haalt Iech gutt un! -, par simple lettre du Ministre de l'Environnement, deen e Bréif geschriwwen huet op Bréissel, fir ze soen, elo wär d'Bitchenheck emol eng Natura 2000-Zon.

Keng Decisioun vum Conseil de Gouvernement, keng Informatioun fir de Bierger, keng Consultatioun vun de Bierger, keen Asprochrecht, wat ee konnt hunn, net emol eng Information généralement quelconque bis 2009. Bis 2009 woussten den deemolege Buergermeeschter vu Käerjeng, den deemolege Buergermeeschter vu Suessem, dat war, mengen ech, schonn deeselwechten, an alleguerten d'Bierger, déi tangéiert sinn, net, dass eng Natura 2000-Zon tëschent Käerjeng a Suessem geluecht ginn ass.

Et war wuel eng Prozedur, déi den Här Berger gemaach hat. Eng Prozedur, déi 2000 ugaangen ass. 47 Gebidder sinn deemools an eng Consultation publique gaangen an hunn 2004 hiren Agang an d'Naturschutzgesetz fonnt, nodeem d'Gemengen hir Remarke konnte maachen, nodeem ëffentlech Versammlunge gemaach goufen, nodeem d'Bierger driwwer informéiert gi sinn, wat dann do bei hinnen um Territoire vun hirer Gemeng géif geschéien. Eng eenzeg, näämlech déi do, déi ass net an d'Consultation publique gaangen, well se, wéi gesot, zwee Joer drop, 2006, par simple lettre nogereecht ginn ass.

D'Argumentatioun, déi mer elo an deene leschte Joren da lues a lues kruten, well deemools huet jo keen eng Informatioun kritt, war déi, dass géife Päifegraswise feelen an och Eichen-Hainbuchen-Bëscher, dass där net genuch op Bréissel gemellt gi wieren.

Dat ass e Problem, well d'Prozedur vun Natura 2000 gesäit vir, wann s de en Terrain wëlls aus der Natura 2000 eraushuelen, da muss de eng Analyse scientifique maachen, fir ze beweisen, dass deen net méi Natura 2000 ass. Or, duerch de Fait, dass déi Prozedur esou gefouert ginn ass, wéi se gefouert ginn ass, näämlech en catimini, eigentlech d'Leit excluéiert, d'Gemengen excluéiert, hu se och de Gemengen d'Asprochrecht geholl deemools géint d'Analyse scientifique, déi à la base ass, fir eppes als Natura 2000 ze klasséieren.

An och d'Fro vum Contournement ass mat kengem Pipcheswuert ernimmt ginn. Et ass mat kengem Pipcheswuert gesot ginn, dass 2006 am Kader vun där Ëmklasséierung de Contournement vu Käerjeng einfach gestrach ginn ass. 2009 liese mir als Gemeng dann, ouni schlecht Anung, déi nei Regierung huet eng Mise à jour gemaach, dass mir op eemol eng Natura 2000 hätten, an där awer wonnerschéin de Contournement agezeechent war.

2010 koum een neie Coup, déi gréng froen an der Chamber eng Debatt un, an där se soen: „Do ass 2006 eppes aneres op Bréissel geschéckt ginn, wéi 2009 bei eis am Memorial publizéiert ginn ass." Dat musst Der Iech virstellen! 2006 ass par simple lettre d'un ministre e Klassement gemaach ginn an 2009 gëtt eppes aneres publizéiert.

Ech kann Iech soen, wann 2006 eng Prozedur gemaach gi wier an aus där Prozedur wär erausgaangen, dass de Contournement vu Käerjeng, dee scho säit Mëtt de 70er Joren an der Diskussioun ass a fir deen et Tracéé gëtt vun 1997 un, net zréckbehale gi wier, dann hätt d'Gemeng jo selbstverständlech e Recours deemools géint déi Aklasséierung gemaach. Et gëtt een also, Dir Dammen an Dir Hären, d'Impressioun net lass, wéi wann am Joer 2006 do eppes geschitt ass, wat bewosst geschitt ass, fir eppes aneres eventuell ze verhënneren.

Ech hu keng aner Explikatioun, firwat dass wärend Joren - wärend Joren! - déi Prozedur net public gemaach ginn ass.

An och déi Analyse scientifique, Dir Dammen an Dir Hären, elle est hautement contestable! An ech hunn och entre-temps en Dossier op der Gemeng leien, well et soll kee mengen, mir wären net do präsent, wann et misst sinn. Déi Päifegraswiss, déi d'ailleurs fir mech e ganz, ganz staarke potenzielle Problem duerstellt fir en Dippecher Contournement - do musse mer emol kucken, wéi mer do derlaanschtkommen - war näämlech keng Päifegraswiss. Dat war eng Sumpfdotterblumenfeuchtwiese, 4610. Jo, an dat ass net datselwecht! Dat ass nach laang net datselwecht! Well an der Phytosoziologie vun engem Standuert muss een 20 verschidde Spore virweisen, fir dass eng Wiss op eng gewëssen Aart a Weis kann aklasséiert ginn. An déi waren op der Bitchenheck net do. A se sinn du vun der SICONA nogesat ginn.

(Hilarité)

Elo maachen ech deene Leit kee Reproche. Ech wëll just soen, dass dat esou war. An ech hunn d'Beweiser dofir, well et ass eng Broschür vun der SICONA gemaach ginn, wou se sech doriwwer beluewen, andeems se soen: „Ma an där Bitchenheck, do hu mir nach dëst bäigesat, dat bäigesat." An do hunn ech emol mat engem Profi geschwat. Du sot dee mer: „Majo dat, wat se do bäigesat hunn, dat ass genau dat, wat gefeelt huet, fir dass se duerno kéinte soen: ‚Elo ass et eng Päifegraswiss.'" Ech muss Iech ganz éierlech soen: Ech fannen dat net normal! Ech fannen dat net normal!

An dat Zweet sinn d'Eichen-Hainbuchen-Bësch. Där hunn der jo och gefeelt. Nu sinn d'Eichen-Hainbuchen-Bëscher eppes, wat et an Europa net vill gëtt, gëtt mir gesot. Ech kann Iech soen: Mir hunn Hektare just bei eis an der Gemeng. Eichen-Hainbuchen-Bëscher hu mir. A mir hunn der vun enger exzellenter Qualitéit. Wierklech eng super Qualitéit hu mir! Zum Beispill de Bobësch, iwwert dee mer hei virdru geschwat hunn, huet eng super Qualitéit. Or, deen ass net klasséiert ginn. Wat klasséiert ginn ass, dat ass komescherweis dat Stéck tëschent der Päifegraswiss an der Norton. Dat heescht do, wou den Tracé vum Contournement vu Käerjeng sollt laanschtgoen. Piètre qualité. Ech hunn Analysen doriwwer maache gelooss. Piètre qualité.

Do stellen ech mer also d'Fro: Firwat ass keng Enquête publique gemaach ginn? Firwat huet d'Gemeng net däerfe matschwätzen? Wa mer e Manktum hunn un deenen Eichen-Hainbuchen-Bëscher do, an dat muss um Territoire vun der Käerjenger Gemeng sinn, quod non, hätt de Buergermeeschter vun deemools, deen ech net war, sécher gesot: „Ma hei, 100 Hektar do, 100 Hektar do, sicht Iech eraus, wat Der braucht, an notéiert et an notifzéiert et op Bréissel."

Alles dat ass net gemaach ginn. Eréischt 2009, wéi gesot, si mer doriwwer informéiert ginn. Ech hunn dat virdrun developpéiert.

An Dir musst verstoen, wann ee Politiker ass, Nationalpolitiker, villes gesinn huet a sengem Liewen, vill Plazen, d'Politik vu ganz ville Plaze gesinn huet, elo Buergermeeschter ass, an et gesäit een dat do - ech hunn et d'ailleurs 2010 schonn an der Chamberskommissioun deemools protokolléiere gelooss -, et gesäit een, wéi eigentlech manifestement probéiert gëtt, e Projet onméiglech ze maachen, dass een e Manktum huet u Fiduz, well ee jo net weess, ob et mat Dossieren, déi een net esou kennt, ob et net anere Leit heibannen, oder deenen, déi net heibannen sinn, äänlech geet.

An dofir sinn ech immens frou, dass dee Projet hei awer gestëmmt gëtt, dass de Minister Bausch de Courage hat, fir dat doten duerchzezéien. De Minister Bausch ass bei déi Käerjenger Leit komm an huet deene Käerjenger Leit versprach: „Ech suergen dofir, dass dëse Projet virun dem Enn vun dëser Legislatur duerch d'Chamber geet."

Déi Käerjenger Leit, Här Bausch, soen Iech haut villmools Merci, well Dir hutt Wuert gehalen. An et ass och net selbstverständlech, fir dat ze maachen.

An ech géif a menge Mercien och de Camille Gira wëllen abannen, well och de Camille huet op dem Deel vun de Kompensatiounen, op dem Deel vun all deene Saachen, déi ronderëm esou e Contournement musse geschéien - well dee gëtt jo gebaut an do derniewent ass haut an der Legislatioun ganz vill - vill geschafft. De Camille Gira huet mat eiser Gemeng an, ech mengen, och mat der Gemeng Suessem ganz vill zesummegeschafft, sech de Kapp zerraachelt, fir ze kucken: Wéi kënne mer déi Saach esou organiséieren, dass souwuel fir d'Natur wéi fir de Mënsch d'Incidencë vun deem Agréff an d'Natur esou kleng sinn ewéi méiglech?

Ech wëll also concluéieren, andeem ech soen: Et ass haut net fäerdeg, mä haut ass e wichtege Schrëtt. An ech géif hoffen, dass d'Politik an deenen nächste Joren dovu profitéiert, fir aner Dossiere virunzedreiwen. Et geet ëm d'Liewensqualitéit vun Zéngdausende vu Leit am Südweste vun eisem Land.

Kuckt, dass de Bau esou ëmwelt- an esou kaméidisfrëndlech wéi méiglech gemaach gëtt! Kuckt, dass de Contournement vun Dippech weidergedriwwe gëtt. Kuckt, dass substanziell Ëmännerungen op der Streck Biff-Grenz virgeholl ginn! Kuckt, dass d'Collectrice du sud zu Esch neigestalt gëtt a kuckt, dass den ëffentlechen Transport an all senge Facetten, an do hale mir ëmmer drop, esou ausgebaut gëtt, dass mer eis a fënnef oder an zéng Joer iwwerhaapt nach an deem Deel vum Land kënnen uerdentlech bewegen! Dat ass leider haut net de Fall.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Hei steet nach CSV, Här President. Ah, okay.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Loosst lech dovun net stéieren!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Oh, et huet mech awer e bëssi irritéiert.

(Hilarité)

Matten duerch d'Uertschaft Nidderkäerjeng fléisst e Floss. An ech mengen domadder net d'Kor an och net d'Mierbaach, déi mir an der Gemeng Käerjeng nawell appreciéieren. Neen, dee Floss, vun deem ech schwätzen, heescht Nationale 5 oder nach Lëtzebuerger Strooss genannt. Et ass e Floss net mat Waasser, mä mat Blech a Gummi. E Floss, dee Kaméidi mécht, an e Floss, dee sténkt. An zwar sténkt en därmoossen, dass ee besser huet, keng Fënster opzemaachen, fir déi gëfteg Ofgasen a Partikele vun den Autoen net mussen anzeootmen. Et ass kee rouegt Gewässer. Meeschtens steet de Floss a gëtt zu engem sténkege Mouer, zemools moies an owes.

Dëse Floss, deen zerschneit d'Uertschaft Nidderkäerjeng an zwee Deeler. Déi eenzeg Iwwergäng sinn e puer Zebrasträifen, an et goufe souguer schonn Iwwerleeungen am Gemengerot gemaach, fir Brécken ze bauen oder Tunnellen ze gruewen, fir vun engem Ufer op dat anert ze kommen.

Här President, dëse Floss muss ëmgeluecht ginn, an zwar esou, dass déi Blechlawinn, déi sech all Mueren an all Owend duerch Nidderkäerjeng quëtscht, eis Uertschaft net méi an zwee spléckt an endlech erëm Rou op d'Haaptstrooss, mä och an d'Niewestroosse kënnt.

Dëst, Här President, ass de Constat, deen net haut, mä scho virun iwwer 30 Joer gemaach gouf. Sécher ginn et och nach aner Stroossen am Land, déi vill befuer sinn a fir vill Misär suergen. Mä zu Nidderkäerjeng ass et besonnesch schlëmm. Duerfir hat de Minister Robert Goebbels schonn an den 90er Jore verschidden Tracéen ausschaffe gelooss an et goufe souguer Couloire reservéiert, fir eng nei Strooss ze bauen, déi den Duerfkär vun Nidderkäerjeng sollt ëmfueren.

Jo, dat ass scho laang hier, ganz laang hier. Ech ka mech erënneren, wéi ech am Joer 1999 den deemolege Buergermeeschter vun der Gemeng Bascharage kennegeléiert hunn, de Jos Thill. Et ware Chamberswahlen. Hie war Kandidat an hien ass net midd ginn, duerch dee ganze Süde vum Land ze pilgere mat senge Skizze vum Contournement, mat deenen hien d'Leit an anere Gemenge wollt vun der Noutwendegkeet iwwerzeegen, dass seng Gemeng eng Ëmgeeungsstrooss bräicht. Och bei de Politiker a senger eegener Partei huet hien onermiddlech Iwwerzeegungsaarbecht geleescht. An déi war och néideg.

De Jos Thill ass leider net an d'Chamber gewielt ginn an de Robert Goebbels war net méi Bauteminister. An de Contournement ass och net gebaut ginn.

Ech sinn deemools 1999 no de Wahle bei de Jos Thill an d'LSAP agetrueden. An zënterhier setzen ech mech an, fir dat virunzeféieren, wat mäi Frënd Jos deemools ugedriwwen huet. Ech hat d'Chance, fir 2013 an d'Chamber gewielt ze ginn. An et war fir mech kloer, dass ech och hei eng Missioun hätt, mech anzesetzen, dass et mam Contournement endlech virugeet.

Et ass jo gewosst, dass dëse Stroossebau fir vill Diskussioune gesuergt huet a bis haut och nach suergt, an dat net nëmmen an der Gemeng Käerjeng, mä och an den Nopeschgemengen. Well et ass jo och kloer, dass mat engem Contournement de Verkéier net ewéi duerch e Wonner géif verschwannen, mä dee Verkéier gëtt ëmgeluecht a fléisst dann enzwousch anescht, wou d'Bierger - berechtegterweis - sech Suerge maachen. Duerfir muss een och Versteesdemech hunn.

De Projet, deen elo um Enn zréckbehale gouf, verhënnert, dass d'Awunner vun aneren Uertschaften dem Knascht a Kaméidi ausgesat ginn. Allerdéngs, an dat muss een éierlecherweis zouginn, gëtt och e Stéck Natur geaffert, en Noerhuelungsgebitt, wou vill Leit gäre spadséieren oder lafe ginn. Et ass duerfir wichteg, dass déi Kompenséierungen, déi am Gesetz virgesi sinn, direkt gemaach ginn an och op der Plaz selwer, fir dass mer kënnen op d'mannst zu engem gudden Deel der Natur an dem Mënsch dat erëm zréckginn, wat mer hinnen ewechhuelen. Hei sinn och d'Gemenge vu Käerjeng a Suessem gefuerdert, fir zesummenzeschaffen an Iddien ze entwéckelen, wéi mer eise Bierger déi Liewensqualitéit kënne garantéieren, déi si sech zu Recht erwaarden.

Ech hu gesot, dass dee Projet fir vill Diskussioune gesuergt huet. An dat geet queesch duerch déi verschidde politesch Parteien. Wärend all Parteien zu Käerjeng am Gemengerot dee Contournement wëlle gebaut kréien, sinn all d'Parteien an der Gemeng Suessem dësem Projet schlecht gesënnt aus Angscht, déi Problemer ze ierwen, déi zu Nidderkäerjeng solle geléist ginn. Bis zum Schluss huet d'Gemeng Suessem probéiert, Alternativen ze sichen, fir ze verhënneren, dass déi nei Strooss géif duerch hir Gemeng féieren an hiren Awunner e Schued maachen.

D'Regierung huet a mengen Aen alles richteg gemaach, wéi de Minister François Bausch net just verschidden Tracéen analyséiere gelooss huet, mä och gepréift huet, wat et géif bedeiten, wa keng nei Strooss géif gebaut ginn. Et huet sech du kloer erausgestallt, dass keng Ëmgeeungsstrooss ze bauen, keng Alternativ wier. Duerfir sinn d'Belaaschtunge fir de Mënsch an de Knascht an der Loft zu Nidderkäerjeng einfach ze héich. Dëst hunn och d'Miessunge bewisen, déi d'Gemeng selwer an de leschte Jore gemaach huet.

Opgrond vun dësen Analyse goufen d'Bierger an de Gemengen no hirer Meenung gefrot. An der Gemeng Käerjeng haten eng 1.250 Bierger sech ausgeschwat, woubäi nëmmen 2% der Meenung waren, et sollt kee Contournement gebaut ginn. Iwwer 60% hate sech fir deen Tracé ausgeschwat, deen och um Enn zréckbehale gouf.

Op Suessemer Säit haten eng 80 Persounen hir Meenung abruecht, woubäi eng Majoritéit géint déi zwou Variante südlech vun der Gare waren, awer och eng 30% sech fir eng Ëmgeeungsstrooss ausgeschwat hunn.

Um Enn huet d'Regierung eng couragéiert Decisioun geholl a sech fir d'Variant 2 ausgeschwat, dat heescht deen Tracé, dee laanscht d'Eisebunnslinn féiert. Dësen Tracé fiert méi wäit ewech vun de Wunnquartiere vu Suessem, soudass d'Bierger an der Nopeschgemeng vill manner, wann iwwerhaapt vun dëser neier Strooss belaascht ginn. Dëst kënne se zu Suessem duerchaus als Erfolleg verbuchen a se sollen et och als en Entgéintkomme vun de Käerjenger Bierger gesinn, well dat heescht och, dass dës Strooss méi no un den Haiser zu Nidderkäerjeng läit, wat anerersäits bedeit, dass besonnesch Moossname musse geholl ginn, fir dem Kaméidi entgéintzewierken. Dat ass eppes, wou och de Gemengerot zu Käerjeng ganz staark drop hält.

Et ass och ze begréissen, dass keng Offaart hei virgesinn ass, dat hätt näämlech souwuel fir déi Suessemer ewéi och fir déi Nidderkäerjenger Awunner méi Verkéier bedeit. Fir déi, déi de Projet nach net kennen, sief hei awer bemierkt, dass et sech beim Contournement net ëm eng Schnellstrooss handelt, mä ëm eng ganz geméinlech Strooss mat enger Spur an all Richtung, woumat den Impakt dann op de Kaméidi awer e bësse minimiséiert ka ginn.

Et ass och ze begréissen, dass an engems, wou de Contournement geplangt gouf, och e Parkhaus op der Gare decidéiert gouf, dat ongeféier zäitgläich soll fäerdeg ginn. Dat ass net vu Muttwëll, well op der Nidderkäerjenger a Suessemer Gare si Parkplaze rar geséit an d'Awunner an deem Quartier hu vill Misär mat Autoen, déi hinnen d'Stroossen zouparken.

Wann een déi zwee Projete gesäit an och nach un d'Maison de soins denkt, déi zu Nidderkäerjeng gebaut soll ginn, grad ewéi verschidde Stroossen, déi erneiert ginn, da muss ee soen,

dass an dëser Legislaturperiod an ënnert dëser Regierung vill geleescht gouf fir d'Awunner vun der Gemeng Käerjeng. An duerfir soll een der Regierung och emol felicitéieren.

Am Joer 2010, kuerz virun de Gemengewahlen, war schonn eemol Bewegung am Dossier Contournement. Deemools huet den Här Wieseler als Bauteminister zesumme mam Här Krecké eng Versammlung zu Uewerkäerjeng ofgehalen iwwert de Contournement an awer och iwwer eventuell Tanklager, déi kéinten an der Industriezon entstoen.

Mir all, déi deemools do waren, sinn aus där Versammlung erauskomm an hu gemengt, dat anert Joer géifen d'Baggere kommen. Mä duerno ass et erëm méi roueg ginn ëm dëse Projet. Och vun de Pëtrolslager hu mer laang näischt méi héieren. An et ass ze begréissen, dass d'Regierung viru Kuerzem annoncéiert huet, hir Strategie, wat déi national Pëtrolslager ugeet, nach eemol ze iwwerdenken.

Et ass de Verdéngscht vun dëser Regierung, dass mat dem Contournement endlech eescht gemaach gëtt. Wann den Här Bausch am Joer 2014 an engem Interview nach gesot huet, dëse Projet wär fir hie keng Prioritéit, esou mengen ech, hunn awer zanterhier d'Fakten an d'Zuele vum Verkéier a vun der Emweltbelaaschtung och hien iwwerzeegt, dass eppes muss geschéien.

Duerfir, Här Minister Bausch, verdéngt Dir mäi ganz déiwe Respekt.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Virun Iech steet also e ganz zefriddenen Deputéierten aus der Gemeng Käerjeng. Nawell wëll ech awer och vun der Geleeënheet profitéieren, fir och meng Suergen auszedrécken. Selbstverständlech sinn ech méi wéi frou doriwwer, dass no 30 Joer Gediskutéiers an heiansdo och Gestreits endlech Neel mat Käpp gemaach ginn. An ech begréissen ausdrécklech, dass mer haut de Contournement stëmme wäerten.

Ech maache mer awer vill Gedanken iwwert d'Verkéierssituatioun am ganze Südweste vun eisem Land. Do gesinn ech virun allem, dass de Contournement hanner Nidderkäerjeng a viru Schuller ophält. D'Awunner vu Schuller an Dippech sinn deemselwechte Verkéier ausgesat ewéi déi zu Nidderkäerjeng. Duerfir ass et richteg, och ee Contournement ronderëm Dippech ze plangen, dee jo glécklecherweis am Plan sectoriel «Transports» virgesinn ass. Et wär e fatale Feeler, wann de Verkéier hanner Nidderkäerjeng erëm géif stoen. Mir mussen duerfir an enger nächster Phas dës Strooss weiderféieren, ronderëm d'Gemeng Dippech an a Richtung Stad Lëtzebuerg.

Och op där anerer Säit vum Contournement, op dem Rond-point André Siebenbour, och nach Rond-point Biff genannt, gëtt et zolidd Verkéiersproblemer. De Rond-point ass haut schonns hoffnungslos iwwerfëllt, grad ewéi d'Verlängerung vun der Collectrice a Richtung belsch-fransëisch Grenz. Dat kënnt dohier, dass ronderëm Péiteng d'A13 vun zwou op eng Spur reduzéiert gëtt an dass et ënnert de Rondpointen op der Porte Lamadeleine an dem PED, dem Pôle européen de développement, keng Unterführunge gëtt. Dat war deemools a mengen Aen e Feeler.

Wann elo de Contournement vun Nidderkäerjeng färdeg ass, da fäerten ech, dass d'Problemer nach wäerten zouhuelen op där Streck. Et kommen zwar wéinst der Ëmgeeungsstrooss net onbedéngt méi Autoen op der Biff un, mä herno wäerten an deem Nadelöhr d'Automobilisten, déi vun Esch erfort kommen, zäitgläich an zesumme mat deenen ukommen, déi Nidderkäerjeng ëmfueren. Haut gëtt de Verkéier nach an der Uertschaft gebremst bei enger ganzer Partie Luuchten a kënnt duerfir sträpperchersweis op der Biff un. Wann de Contournement bis färdeg ass, da stéisst dee Verkéier ongebremst zesumme mat deem, dee schonns op der Collectrice ass.

Et ass duerfir a mengen Aen néideg, dat Deelstéck ronderëm Péiteng nei ze amenagéieren, well dee ganze Stau, deen alt bis op Suessem reecht, kënnt vun der Grenz erfort. Wa mer näischt ënnerhuelen, da fäerten ech, dass mer op där Plaz wäerte Staue vun apokalypteschen Ausmoosse kréien.

(Interruption)

Et ass mer och e besonnescht Uleies, fir op e weidere Problem opmierksam ze maachen, an zwar deen, dass vill Camionen, déi d'Industriezon Haneboesch zu Nidderkuer ufueren, e groussen Ëmwee iwwert d'Biff an duerch d'Nicolas-Meyers-Strooss zu Nidderkäerjeng musse maachen, well si op där Sortie zu Nidderkuer guer net oder nëmme ganz schlecht erop- an erofkommen. Dëst ass onnéidege Verkéier, deen een domat behiewe kéint, dass een d'Sortie Suessem/Nidderkuer nei amenagéiert, wat, souwäit ech weess, och virgesinn ass vu Ponts et chaussées. Mä vläicht kann den Här Minister eis duerno nach Explikatiounen dozou ginn.

Ech géif mer wënschen, dass dëse Projet Stullgang kritt, well d'Awunner am Quartier Biff a Bomecht si genuch geplot a brauchen eigentlech net dësen zousätzlechen an, wéi gesot, och onnéidege Verkéier mat schwéiere Camionen.

An deem Sënn wéilt ech och eng Motioun deposéieren, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- ...déi d'Regierung opfuerdert, esou séier wéi méiglech mat den Etüde vum Contournement vun der Gemeng Dippech unzefänken, an dass de Stat eng Analys mécht vum Impakt vum Contournement vun Nidderkäerjeng op de Verkéier ab deem Stéck tëscht der Bomecht/Biff an der Grenz.

Mir sollten net waarden, bis dëse Bau färdeg ass, mä elo scho virauskucken a Léisungen ausschaffe fir d'Problemer, déi wäerten entstoen. Och sollte mer beim Bau uechtdinn, dass esou wéineg Natur wéi méiglech beschiedegt gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la loi en projet relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage;

- vu que ce contournement est inscrit dans la stratégie globale pour une mobilité durable MoDu 2.0 en phase 1 de réalisation de même que dans le projet de Plan directeur sectoriel «Transports»;

- considérant que ce projet sera à compléter par un contournement routier de Dippach, également prévu dans le plan sectoriel, et notamment dans la phase 3,

invite le Gouvernement

- à entamer les études relatives au projet d'un contournement routier de Dippach dans les délais les plus brefs possibles afin que ce projet puisse être réalisé sans retard,

- à veiller à ce que l'impact de la réalisation du contournement de Bascharage sur l'environnement et sur l'homme soit réduit au minimum durant la phase de construction,

- à étudier l'impact du contournement de Bascharage sur les flux de trafic passant par le rondpoint «Biff» et la Collectrice du sud (N31/E44) en direction de la frontière et de prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour améliorer le flux de circulation automobile.

(s.) Yves Cruchten, Max Hahn, Josée Lorsché, Marco Schank, Michel Wolter.

Här President, et ass mat vill Emotioun, dass ech als Spriecher vun der LSAP kann d'Zoustëmmung gi fir de Projet vum Contournement vun Nidderkäerjeng. Eng Jorzéngten al Fuerderung vun den Awunner aus menger Gemeng gëtt domat Realitéit. Et ass keng Extrawurscht, déi do gebrode gëtt, mä e batter noutwendege Stroossebauprojet, dee ville Leit wäert zegutt kommen.

Mir léisen haut net de Verkéiersproblem am Kordall a ronderëm, mä de Contournement muss als Stéck ugesi gi vun engem grousse Puzzle, dee mer nach mussen zesummestiechen. An aner Moossname mussen dofir nach kommen.

Haut freeë sech vill Leit zu Nidderkäerjeng an och, mengen ech, doriwwer eraus. A wann ech herno op menger Plaz sëtzen an de Knäppchen drécken, fir ofzestëmmen, da wäert ech un déi vill Lokalpolitiker denken, déi sech an de leschte Jorzéngte fir dëse Projet a bis haut agesat hunn.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech freeë mech haut fir déi Käerjenger Awunner, well fir si ass et haut eng weider wichteg Etapp fir méi Liewensqualitéit an hirer Gemeng, och, an dat soen ech direkt, wann ech et bedaueren, dass den Dippecher Contournement haut net mat um Ordre du jour steet; mä als Alleréischt emol zréck op de Käerjenger Projet.

Ech wëll op dëser Plaz guer net op den Historique agoen, well, ech mengen, ech hätt dat net besser kënne maache wéi et den Députémaire vu Käerjeng respektiv de Conseiller an Deputéierten, déi viru mir hei d'Wuert ergraff hunn, och net op dee jorelaangen Hin an Hier, déi vill Diskussioune ronderëm dee richtegen Tracé. Et ass gesot ginn: 25.000 Autoen all Dag, déi duerch d'Avenue de Luxembourg zu Käerjeng fueren. Dat ass einfach ze vill! D'Belaaschtung mat Stéckoxiden ass definitiv ze grouss. Dat soen all d'Miessungen. Et huet hei eng Léisung gebraucht, eng Léisung am Interessi vun de Käerjenger Bierger. An déi Léisung ass elo endlech do.

Mir mussen awer oppassen, dass eng Léisung op där enger Plaz net zu engem Problem op enger anerer Plaz féiert. D'Wuert „Landesplanung" seet et schonn a sengem Numm: Mir mussen d'Land am Ganze plangen a kënnen net national Problemer wéi den Duerchgangsverkéier an enger Gemeng eleng léisen, ouni d'Konsequenzen dovun op anere Plazen ze betruechten. Wien A seet, muss och B soen. Wie Käerjenger Contournement seet, muss och Dippecher Contournement soen.

Et ass kee Geheimnis, dass ech enttäuscht sinn, dass mir den Dippecher Contournement haut nach net kënne matstëmmen. Dippech ass nämlech an enger ganz äänlecher Situatioun wéi Käerjeng. A situation inchangée wäert Dippech am Joer 2020 ëm 20.000 Autosbewegungen hunn, déi all Dag duerch d'Gemeng fueren. Dat ass ze vill! An d'Situatioun gëtt duerch de Käerjenger Contournement net besser, ganz am Géigendeel.

Här President, et ass ze bedaueren, dass den Dippecher Contournement net déiselwecht Prioritéit an de Plan-sectoriellen huet wéi de Käerjenger Contournement. D'Resultat ass, dass den Dippecher Contournement, de Plansectoriellen no, soll no 2030 gebaut ginn. Dat ass ze spéit. Déi politesch Verantwortlech aus eiser Gemeng - an ech wëll hei awer betounen: egal wéi enger Partei se ugehéieren - ware sech hei ëmmer eens. An an deem Dossier, wéi gesot, gouf et an der Vergaangenheet am Dippecher Gemengerot grouss Eenegkeet.

Eis Positioun war ni géint de Käerjenger Contournement. Dofir kann ech dëse Projet haut och mat engem gudde Gewësse matstëmmen. Eis Positioun war an ass fir den Dippecher Contournement. All zesummen hunn déi dräi grouss Parteien zu Dippech - CSV, LSAP an DP - sech ëmmer agesat, jo, vläicht net ëmmer esou mediewierksam wéi anerer, well mir ni kategoresch géint eppes waren, mä mir wollte konstruktiv a konsequent fir eppes sinn. Dat ass zum Beispill geschitt iwwer eisen Avis zu de Plan-sectoriellen, iwwer sëllech Motiounen, iwwer Entrevuë bei deene jeeweilegen zoustännege Ministeren an esou weider.

An och wann den Dippecher Projet haut nach net matgestëmmt gëtt, ass et esou, dass net näischt geschitt ass. De Regierungsrot huet mam Bau vum Käerjenger Contournement decidéiert, dass déi méiglech Tracéë vum Dippecher Contournement endlech analyséiert ginn. D'Analys vum Trajet ass e ganz wichtegen éischte Schrëtt. Parteiiwwergräifend war et wärend méi wéi 20 Joer de Wonsch vun de Gemengeverantwortlechen, dass nieft dem Südtracé och ganz seriö misst d'Nordvariant gekuckt ginn, well doduerch d'Gemeng Dippech weider entlaascht géif ginn, andeems den Trafic a Richtung Garnech a Mamer och géif matopgefaange ginn.

Och wann dat sech vläicht e bësse futuristesch unhéiert, gëtt och ëmmer erëm d'Iddi vun engem Tunnel opgeworf. Jee, d'Variante musse gepréift ginn. An da muss mat de Bierger diskutéiert ginn. Ech widderhuele mech zwar, mä: D'Analys vum Tracé ass e ganz wichtegen éischte Schrëtt an et schéngt mer evident, dass déi nächst Regierung net derlaanschtkënnt, dann och d'Prioritéit vum Dippecher Contournement ze änneren, dat heescht, den Timing ze änneren.

De Contournement vun Dippech ass déi logesch Suite vum Käerjenger Contournement a muss dofir schnellstméiglech gebaut ginn. Genee dat ass et och, wat déi Dippecher Gemengeverantwortlech vun alle Parteien an deene leschten 20 Joer ëmmer erëm gefuerdert hunn. An dofir sinn ech ganz frou, dass d'Motioun, déi den Yves Cruchten hei am Numm vun de Regierungsparteien deposéiert huet, och vun der gréisster Oppostiounspartei matënnerschriwwe ginn ass. Ech mengen, dat ass e Signal un déi Dippecher Awunner, wat sécherlech do wäert begréisst ginn.

En éischte Schratt ass also elo agelaut. An elo mussen direkt am Ufank vun der nächster Legislaturperiod Neel mat Käpp gemaach ginn. Et geet näämlech drëms, fir d'Zäitspan tëscht der Fäerdegstellung vum Käerjenger Contournement an dem Dippecher esou kleng wéi méiglech ze halen.

Dat ass och méiglech, grad wann ee weess - de Buergermeeschter vu Käerjeng huet virdru vun aacht Joer geschwat -, dass 25% vun den Terrainen, déi gebraucht ginn, och nach net a Gemengen- respektiv staatlecher Hand sinn. A mir wëssen alleguer, wéi schwéierfälleg a laangwiereg esou Prozedure sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Här President, ech hat et uganks gesot: Wien A seet, muss och B soen. Wie Käerjenger Contournement seet, muss och Dippecher Contournement soen. Et ass net ze spéit, den Dippecher zäitno ze bauen. Deen éischte Schratt ass mat der Analys vun den Tracéë gemaach. Elo muss et virugoen. An ech sinn optimistesch, dass et dat wäert. Dëst am Sënn vun der Liewensqualitéit - an et ass virdru gesot ginn - net vun enger Gemeng, mä, jo, vun der ganzer Regioun.

Dëst gesot, géif ech der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimat den Accord vun der demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm President. Ech wéilt och ufänke mat engem Merci un d'Madamm Lorsché fir dee Rapport. An ech wëll mech och direkt deene Mercien uschléissen, déi hei gemaach goufe fir d'Regierung, datt se dee Projet hei duerchzitt. An ech muss och soen, ech wor beandrockt an interesséiert un der Qualitéit vu verschiddenen Exposéen, déi hei vun de Virriedner gemaach goufen iwwert den Historique am Detail iwwert déi lescht Joren, wéi dee Projet zustane koum. Ech mengen, do sinn eng ganz Rei interessant politesch Léierstécker dra gewiescht.

Trotzdeem, wann een elo déi Debatt hei nolauschtert, dann hat ech heiansdo den Androck, datt mer eigentlech déi falsch Debatt féieren, well d'Virriedner hunn och ëmmer gesot: „Et geet ëm de Verkéiersfloss u sech, wéi mer dee regelen", a wierklech, dat ass ganz wichteg, mä u sech déi grouss Fro hannendrun ass d'Verkéiersopkommen, an domadder déi 2% bis 3% méi pro Joer, an domadder déi ganz Problematik vum Wuesstum.

Well mir wëssen, datt mer elo dës Strooss bauen, déi enger Noutwendegkeet entsprécht. Mir hunn héieren, datt mer se musse viruféieren, wou mir als ADR och ganz dermat d'accord sinn, datt mer Dippech och musse mat an e gesamt regionaalt Konzept mataplangen, inklusiv Péiteng an alles, wat hei mat grousser Kompetenz beschriwwe gouf, mä mir wëssen awer och, wa mer éierlech sinn, datt, wa mer net eng nei Approche iwwerhaapt an eiser Wirtschaftspolitik, an eiser Wuesstumspolitik féieren, dann hu mer déi doten Debatt ëmmer erëm an ëmmer erëm. An iergendwann féiert eis dat awer an eng Sakgaass, déi mer net kënne viruféieren.

Domadder ass dee Projet vum Contournement vu Käerjeng, esou néideg en ass, awer och exemplaresch fir déi Noutwendegkeet, déi mer hunn, fir eis Verkéiers-, fir eis Wuesstums-, fir eis Wirtschaftspolitik ze iwwerdenken, fir datt mer net am Stroossebau oder am Verkéiersfloss d'Äntwerte siche fir e Problem, dee vill méi komplex ass a vill méi déif läit.

Ech muss och soen, ech hunn an der Zeitung gesinn, datt verschidden Deputéierte vun der LSAP vu Suessem net wëllen un deem Vott hei deelhuelen. Dat verstinn ech an engem bestëmmte Mooss, well jo zu Suessem mat „No Way" eng grouss Oppositioun géint dëse Projet war an ass. Dat muss ee respektéieren. Et gëtt vill gutt Ursaachen och dofir, fir déi Räsonnementer.

Ech halen et awer net fir richteg, datt Lokalpolitiker an där Qualitéit sech dem Vott net stellen, fir herno den Androck ze ginn, als wär et do net d'LSAP, déi dee Projet matgedroen hätt. Ech mengen, den Här Cruchten huet hei ganz kloer d'Positioun vu senger Partei duergeluecht. Dat éiert en, mä, ech mengen, et muss een och dann de Leit ganz kloer soen, datt d'LSAP als Ganzt dëse Projet matdréit an och esou hei an der Chamber stëmmt.

D'ADR hëlt hir Verantwortung. Mir denken och, de Projet ass noutwendeg. Mir stëmmen derfir. Et ass awer elo net nëmmen déi Tatsaach, datt d'Frontalieren den Haaptproblem an dem Verkéier duerstellen. Dat ass wuel zu engem ganz groussen Deel wouer, mä zu Käerjeng sinn och urbanistesch Feeler gemaach ginn.

Et ass schonn aussergewéinlech, datt eng Uertschaft, eng Stad eng Strooss huet, un där souwuel eng ganz grouss Industriezon läit, wéi och den Haaptgeschäftszentrum, wéi eng Rei Schoulen, wéi Kulturzentren an och eng ganz

Rei Wunnengen an aner Betriber, soudatt dat schonn och eng Fro opwërft: Wéi plangt een eng Gemeng an iwwert d'Joren?

Dat ass elo net d'Schold vun där aktueller Käerjenger Equipp, vum Gemengerot oder vum Schäfferot, mä iwwer laang Joren ass déi Uertschaft ongläcklech geplangt ginn. An déi Tatsaach, datt eigentlech eng eenzeg Strooss d'Haaptliewensoder vun där Stad ass, déi dréit net derzou bäi, fir d'Verkéiersproblematik an där Gemeng, oder d'Pollutioun, d'Loftpollutioun oder d'Loftbelaaschtung an där Gemeng besser kënnen an de Grëff ze kréien.

Et ass fir eis och wichteg, datt de Contournement gebaut gëtt, well ganz vill Leit Schläichweeër duerch d'Gemeng huelen, duerch kleng Stroossen, duerch Stroossen, wou vill Kanner sinn, Stroossen, wou d'Vitesse misst op 30 limitéiert sinn an och zum Deel ass, an awer vill méi séier derduerchgefuer gëtt, wat eng permanent Gefor ass. An ech mengen, den Här Wolter hat och scho gesot: D'Nopeschgemenge Lénger, Féngig, Héiweng bis erop op Schuller leiden alleguer ënnert där aktueller Situatioun.

Mir wëssen awer och, an do si mer och ganz kloer, datt deen Agréff an d'Natur, ob en elo berechtegt ass oder net - dat ass elo eng ganz interessant Diskussioun gewiescht, mat deem Klassifizéiere vun der Natura 2000-Zon -, mä mir musse wëssen, datt och d'Kompensatiounsmoossnamen en tant que tel hir Grenze fannen.

Wa mer méi zoubëtonéieren an eisem Land, an dat ass jo d'Tendenz och an deene leschte Joren - an do muss ech soen, datt dës Regierung do ganz besonnesch ärdeg war, wann et drëm gaang ass, Bëton dorëmmer ze maachen -, da muss een awer och soen: Mir kënnen net an engem klenge Land onbegrenzt Fläche fir Kompensatiounsmoossnamen erbäizauberen. Dat geet einfach net. Et ass net genuch do!

A mir mussen och dowéinst léieren, vill méi ekonomesch, vill méi verantwortungsvoll mat eisem Buedem ëmzegoen. An och dat geet nëmmen, wa mer eis Wirtschaftspolitik, eis Wuesstumspolitik iwwerdenken. Mir mussen elo ufänken, dat ze maachen, soulaang et nach net ze spéit ass, an net waarde bis an x Joren, datt mer dann der Situatioun iwwerhaapt net méi Meeschter ginn.

Mir haten als ADR vun Ufank un un déi Naturbelaaschtung geduecht, och d'Naturbelaaschtung, déi duerch eng Ëmgeeungsstrooss entsteet. An déi ass wierklech och considerabel. A mir haten als ADR proposéiert, scho viru laange Joren, souguer d'Eisebunn ze deckelen, net niewent d'Eisebunn ze bauen, mä op d'Eisebunn, fir Plaz ze spueren an den Impakt op d'Ëmwelt esou kleng wéi méiglech ze halen.

Leider ass dat keng Variant, déi zréckbehalen oder studéiert gouf. Dat ass schued, well et mécht e risegen Ënnerscheed an engem Bësch, ob een nëmmen eng Schneis derduerch huet, wou eben Eisebunn a Strooss kënnen zesummelafen, oder ob een der zwou niewentenee leet. Mir sinn nach ëmmer iwwerzeegt, datt eis Variant eng gutt Variant gewiescht wär. A si hätt et op jidde Fall verdéngt, an d'Diskussioun och materageholl ze ginn an eng seriö Etüd ze kréien.

Dat gesot, mat all deene Restriktiounen a Recommandatiounen, déi och d'Kolleegen hei gesot hunn, e gesamtregionaalt Verkéierskonzept mat Dippech, ze kucken, fir d'Inzidenzen op Suessem esou kleng wéi méiglech ze halen, ze kucken, fir d'Ëmwelt esou vill wéi méiglech ze schounen: Alles dat si Saachen, déi mir matdroen. Mir stëmmen dëse Projet och mat, awer mir wëssen als ADR, wéi gesot, datt dat heiten nëmmen eng Etapp ass op engem Reflexiounsprozess, dee vill méi déif muss goen. An dat ass deen iwwerhaapt, wéi mer Verkéier, Wuesstum an Zukunft vun eiser Ekonomie wëlle besser geréieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz gutt!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. An deene leschte Wochen a Méint hu mer hei op dëser Plaz ganz vill iwwer Landesplanung diskutéiert. Déi nei sektoriell Pläng sinn elo ëffentlech a ginn aktuell studéiert an aviséiert an och an de Gemengen, déi nach un hire PAGe schaffen.

Mir hu wichteg Gesetzer an Debatte gehat iwwer Ëmwelt- an Naturschutz, iwwer Klimapolitik an iwwert déi grouss Erausfuerderungen, déi am Transportberäich op eis duerkommen. An dëse Beräicher sinn déi akut Problemer, déi sech eis stellen, am Fong all ëmmer erëm op eng Wirtschaftsform zréckzeféieren, déi ze schnell, ze onkontrolléiert an ze onkoordinéiert wiisst a mat där eis ëffentlech Infrastrukturen net méi Schrëtt hale kënnen.

Dat Ganzt gëtt ugefeiert vun enger permanenter Konkurrenzspiral, souwuel mat eisen Nopeschregioune wéi och tëschent den eenzelne Gemengen, wat d'Unzéie vu wirtschaftlechen Aktivitéiten ugeet. Eng konsequent Landesplanung, no klore Prinzipien, kéint en entscheedenden Hiewel sinn, fir zumindest enger Rëtsch vun deene Verwerfungen, déi duerch d'wirtschaftlech Aktivitéiten evirgeruff ginn, entgéintzewierken.

Dat wär engersäits eng Planung, déi Wunnuert, Aarbechtsplaz, Fräizäitaktivitéite méi no géif beienee bréngen. Et wier eng, déi eng Wirtschafts- an Infrastrukturpolitik géif maachen, déi den Nohaltegkeetskritäre wierklech gerecht gëtt an deementspriechend net weider Naturschutz an Erhuelungsgebidder zerstéiert. Et wier eng Transportpolitik, déi, ëffentlech organiséiert, ganz kloer d'Prioritéit op kollektiv amplaz op individuell Verkéiersmëttel leet, a wa sënnvoll a wa méiglech déi duuss Mobilitéit férdert. An et wier och eng kooperativ Planung tëscht de Gemengen am Land an de Regiounen, och an eisen Nopeschlänner an der Groussregioun.

Wa mer eis also elo dëse Projet hei ukucken, da muss ee feststellen, datt en deene grad genannte Prinzipien net Rechnung dréit an och net a Kohärenz steet zu deem, wat an de sektorielle Pläng drasteet; besonnesch am sektorielle Plang iwwert d'Landschaften, deen ausdrécklech recommandéiert, déi weider Zerstéckelung vu Landschaften ze verhënneren.

Hei gëtt elo fir 139 Milliounen Euro eng véier Kilometer laang Strooss gebaut, riicht duerch eben eng ze schützend Landschaft an en Erhuelungsgebitt fir Leit aus der Regioun. Dat ass schonn zolidd!

A wann ee sech dann ukuckt, wéi d'Necessitéit vun dëser Strooss begrënnt gëtt, da stellt ee fest, datt dat stäerkst Argument am Exposé des motifs déi ze héich NO_x-Wäerter op der Lëtzebuerger Strooss zu Käerjeng sinn. An déi sinn och héich, egal ob se elo knapp iwwer oder knapp ënnert dem laut EU-Direktiv zoulässege Wäert leien. Dat stelle mer och net a Fro, och wa mer awer feststelle mussen, dass leschte Miessungen no déi Wäerter ënnert dem maximal zoulässege Wäert leien, wouduerch déi zentral Begrënnung am Exposé des motifs vum Bau awer zumindest a Fro ze stellen ass.

Dëse Problem vun deenen héije Stéckstoffwäerter stellt sech op ville Plazen am Land an ass och Ausdrock vun enger mësslongener territorialer Planung. Mir mengen awer, datt elo ze versichen, de Problem mat weidere Stroosse ronderëm Uertschaften ze ëmgoen, datt dat éischter Uelech op d'Feier geschott ass.

Et sinn och déi héich NO_x-Wäerter, déi laut EU-Direktiv den zentrale Kritär sinn oder déi d'Regierung als zentrale Kritär ufeiert, fir kënnen eng Strooss duerch eng Natura 2000-Zon ze bauen. An Deeler vun deem Gebitt tëscht Käerjeng a Suessem, duerch déi déi Strooss soll gebaut ginn, sinn näämlech als Natura 2000-Zon klasséiert a soumat iwwert d'Natur- an d'Aarteschutzrichtlinn vun der EU geschützt.

Bon, elo kann een natierlech soen, datt 2006, wéi dat geschitt ass, dat net op eng propper Aart a Weis vonstattegaangen ass. Dat kann ech a kengster Weis weder bestätegen nach dementéieren, mä da misste sech vläicht d'Regierungsparteie vun deemools zesummesetzen an dat ënner sech klären.

Déi NO_x-Wäerter an dat zentraalt Argument, dat doranner besteet, fir eng Natura 2000-Zon ëmzeklasséieren, ass d'Gesondheet vun de Mënschen. Dat ass dat zentraalt. Et gëtt och nach en anert, wann et ëm d'Sécherheet geet. Dat ass kloer definéiert an der EU. A mir mengen, datt grad och déi Miessungen, déi elo zum Schluss gemaach gi sinn, dat a Fro stellt. Och wëssend, datt am Exposé des motifs se…

(Interruption)

Jo? Madamm…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, wie wëllt?

(Hilarité)

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ech gesi lauter Hänn uewen.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Här Baum, ech wëll Iech hëllefen an Ärem Exposé. Ech mengen näämlech, dass Der net déi lescht Zuele gesinn hutt.

Well Dir berufft Iech wahrscheinlech op Zuelen, déi viru Kuerzem, virun e puer Méint an der Press diskutéiert goufen. Dat sinn awer Zuele vu Miessungen, déi gemaach goufen - ech mengen, den Här Wolter hat et virdrun erkläert -, wéi grad zu Nidderkäerjeng am Duerfkär e grousse Chantier war a wou de Verkéier ëmgeleet gouf. Et ginn awer elo nei Wäerter an déi si méi schlecht nach wéi déi Wäerter, déi mer virun enger Partie Jore gemooss hunn, soudass dat mat den NO_xen effektiv e reellt Argument ass.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et ass awer och esou, datt am Gesetzestext selwer steet, dass bis 2020 viraussiichtlech, bis op enger Miessstatioun, all déi Wäerter - zumindest steet et esou an deem Text - sollen erofgoen. An deen Text hunn ech net erfonnt. Deen huet och net de Mouvement écologique erfonnt. Mä dat ass Deel vum Argumentaire.

(Interruption par M. François Bausch)

Jo.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, loosst vläicht den Här Baum virufueren, herno kläre mer dat. Här Baum, et ass un lech!

(Interruption et hilarité)

Här Baum, fuert virun!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wann ee sech mat deenen NO_x-Wäerter zu Käerjeng befaasst an deem heite Fall, da kënnt een natierlech net laanscht Situatiounen, déi sech och op anere Plaze stellen an déi déi gesamt Verkéiers- an Ëmweltproblematik am Südweste vum Land matzeconsideréieren hunn.

Éischtens ass déi ganz Regioun vum Duerchganksverkéier aus der Belsch a Frankräich an dem Süde vu Lëtzebuerg Richtung Stad belaascht. Dat huet natierlech mat der Konzentratioun - och dat ass Landesplanung - an a ronderëm d'Stad vun Aarbechtsplazen ze dinn. Mir mengen awer: Einfach eng nei Strooss bauen, bedeit och ëmmer, automatesch nei Autoen unzezéien, déi fir Stau a Loftverschmotzung südlech vum Contournement op der haut scho komplett iwwerlaaschter Collectrice du sud an nërdlech dervu weider Richtung Stad suergen.

Zweetens mussen déi Bewegungen a Richtung Stad net all mam Auto gemaach ginn. Et goufen an der Vergaangenheet schonn Efforte gemaach, fir den ëffentlechen Transport méi attraktiv ze gestalten. An dat muss och weidergoen a muss och nach verstäerkt ginn. D'Zuchstreck tëschent Rodange an der Stad ass zweegleiseg ginn. An d'CFL-Berichter weise ganz däitlech, dass d'Zuel vun de Passagéier och doduerjer op der Streck däitlech säitdeem geklommen ass.

Eng Rei vu weideren Infrastrukturprojeten op a ronderëm d'Streck wäerten d'Situatioun weider verbesseren an d'Vergréisserung vun der Stater Gare souwéi déi ugekënnegt Parkingen zu Rodange an eventuell dann och zu Lonkech wäerten d'Capacitéiten op der Streck vergréisseren.

De Minister huet dat ënner anerem haut de Moien am Radio nach eng Kéier alles en détail erkläert. An och dee Projet vun de Parkcapacitéiten op der Käerjenger Gare, déi jo elo och sollen ausgebaut ginn, ass dréngend néideg.

An dann, wat mech an der Diskussioun awer ëmmer erëm frappéiert huet, ass, datt jo awer och eng ganz Rëtsch Virschléi gemaach ginn, onofhängeg ob een elo fir oder géint e Contournement ass, fir kënnen déi Situatioun an der Lëtzebuerger Strooss zu Käerjeng kuerzfristeg ze verbesseren, well och mat engem Contournement hu mer nach ëmmer keng kuerzfristeg Verbesserung vun der Situatioun. An dat ass notamment de Mouvement écologique, deen eng ganz Rëtsch Propose gemaach huet. Do geet et ëm d'Ëmstellung vun de roude Luuchten, d'Aféierung vun 30er-Zonen, Asaz vun Elektrobussen oder och nach eng Busspur op der Lëtzebuerger Strooss. Dat sinn alles kuerzfristeg Mesuren, déi do proposéiert gi sinn, déi Alternative wieren an déi och en Afloss hätten op de Verkéiersfloss an op d'Loftqualitéit.

An an där Zäit, wann déi Strooss, wann de Contournement gebaut ass, huet sech d'Situatioun, also wat de Verkéiersfloss ugeet, souwisou scho considérablement geännert. Well, wat geschitt bis dohinner?

Véiertens: Et deit villes drop hin, datt déi NO_x-Wäerter och an deenen nächste Jore weider wäerten zréckgoen. Dat huet éischtens eppes mat der ganzer Diskussioun ronderëm den Diesel ze dinn, dee jo zentral ass fir d'NO_x-Wäerter. D'Autosconstructeure sinn ënner Drock gesat. D'EU setzt ganz staark op Elektromobilitéit - wou jo och déi lëtzebuergesch Regierung e ganz staarkt Gewiicht drop wëllt setzen.

Doriwwer eraus musse mer jo esou oder esou d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg manner klimafeindlech maachen, well am Transport bal zwee Drëttel vun den CO_2-Emissiounen ufalen. An, wéi et scho gesot ginn ass, déi wierksamst Äntwert op dëse Problem ass d'Stäerkung vum ëffentlechen a vum kollektiven Transport.

An och wann dat geschitt an och ënnert dëser Regierung virugedriwwe ginn ass - wat mer begréissen -, menge mer, datt mer gläichzäiteg net kënne weider an der Logik sinn, fir Stroossebauprojeten ze lancéieren - a wéi et scho virdrun ugeklongen ass, och vum Här Wolter -, déi nach weider aner Stroossebauprojeten implizéieren. Bedeit: De Contournement vu Käerjeng bedeit de Contournement vun Dippech. Et huet Repercussiounen op d'Situatioun op der Biff, d'Collectrice, wou Ännerunge musse geschéien.

Dat heescht, e ganze Volet just op déi Stroossebauprojeten ze setzen, fanne mir méi wéi diskutabel. Mir sinn och do kohärent mat eis selwer. Mir hunn op engem Kongress eng deementspriechend Motioun geholl. Hei ass et net, datt eng bestëmmte Fraktioun vun enger Partei, oder well se an iergendengem Gemengerot sëtzt, derfir oder dergéint ass.

An ech denken - an domat wéilt ech dann och ophalen -, datt et nach eng leschte Fro gëtt, déi awer interessant ass. Et gi jo och Méiglechkeeten, géint dëst Gesetz virum Tribunal administratif virzegoen, duerfir muss dann awer den Avant-projet détaillé virleien. Wéi gesäit do de Plang aus vun der Regierung?

Dëst gesot, mir stëmmen dat hei Gesetz net mat, well et de Problem net léist. Et bekämpft just Symptomer an net Ursaachen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Mir hunn elo den Tour gemaach. Dann hunn ech elo d'Éier an de Pleséier, fir dem Här Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch d'Wuert ze ginn. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert. Merci och all deenen, déi hei geschwat hunn haut de Mëtteg.

Et gëtt dräi Grënn, firwat datt dee Projet hei ganz wichteg ass. Dir wësst, datt fir kënnen an enger Natura 2000 eppes ze bauen… An iwwregens, et ass net wéi elo virdrun de Virriedner gesot huet, datt mer e Reklassement géife maache vun der Natura 2000. Mir maachen net e Reklassement vun der Natura 2000, déi bleift bestoen. An et ass och net esou, datt an der Gesetzgebung vun der Natura 2000 näischt an esou enger Zon dierft gebaut ginn. Dat Eenzegt, wat d'Prekonditioun ass, fir datt een eppes ka bauen, dat ass, datt et den Intérêt public majeur muss beweisen, beleeën, fir kënnen eppes an esou enger Zon ze bauen.

An dat ass hei ganz kloer ginn, wéinst dräi Grënn. Et gëtt hei ëmmer nëmme vun engem geschwat, an zwar deem vun der Loftqualitéit - wat zwar keen onwichtegen ass - a vun den NO_x-Emissiounen. Mä et sinn dräi Grënn: Deen éischten ass d'Loftqualitéit, deen zweeten ass de Kaméidi an deen drëtten ass d'Entwécklungschancë vun der Gemeng Käerjeng. Den Urbanismus, d'gesamt Entwécklung vun der Uertschaft - och dat ass en Intérêt public majeur.

Oder ass heibannen een der Meenung, datt et normal muss sinn, datt mer d'Leit mussen iwwerloossen oder eng Gemeng mussen iwwerloossen enger Situatioun, wou se keng Entwécklungsperspektiven huet an hirer eegener Gemeng, an hirem eegenen Uertschaftskär?

Also, ech wéilt awer drop hiweisen, datt, wa mer dat heite bis gebaut hunn, da gëtt d'N5 zréckgebaut op deem Stéck, wou haut ass. Do komme Vëlospiste bäi, et gëtt Verkéiersberouegung gemaach, dat gëtt eng ganz aner Qualitéit am Uertskär, wéi se haut ass.

Elo kann ee laang driwwer philosophéieren an diskutéieren, wiem seng Schold datt dat ass, datt déi Verkéierssituatioun an dee ville Verkéier a Käerjeng haut esou sinn, datt do virun 20 Joer Feeler gemaach gi sinn an esou weider.

Pardon, mä dat hëlleft eis an de Leit vu Käerjeng net schrecklech vill weider! Wat virun 20 Joer geschitt ass, ass haut do. An ausser et

kënnt ee mer hei soen, wéi ech et soll maachen, fir dat alles erëm ewechzerappen, wat déizäit gebaut ginn ass - ech mengen, dat géif ech awer gär gesinn, wéi mer dat solle maachen.

Da musse mer eng Léisung fannen en vue vun der Situatioun, wéi se haut ass. Da kënne mer nach esou vill Krokodillstréine kräischen, wéi mer wëllen, wat virun 20 Joer vu Feeler gemaach gi sinn - déi sinn eben du gemaach ginn. A mir war et awer wichteg, an der Regierung war et wichteg, hei eng Léisung ze sichen, déi där Gemeng do hëlleft an, wéi gesot, déi déi dräi wesentlech Punkte berücksichtegt, datt mer do Verbesserunge kréien.

Zu der Loftqualitéit wëll ech soen, do war jo ee Moment esou e Gespenst opgedaucht virun enger Rei Méint: „Oh, elo wäre se immens erofgaangen d'lescht Joer." Dat ass falsch. Si si wärend e puer Méint erofgaangen, well effektiv Chantiere waren an de Verkéier zum Deel deviéiert war. Mä ech kann Iech awer soen: Ech hunn d'Zuele vun deenen éischte sechs Méint vun dësem Joer, an déi sinn nach schlechter, wéi se virdru waren. An et ass och net, wéi hei vu Virriedner gesot gëtt, datt mer hei liicht iwwert dem Grenzwäert géife leien. De Grenzwäert ass 40 Mikrogramm. Mir leie bei 80. Mir leien um Duebelen!

An da wëll ech awer och nach eng Kéier rappeléieren, wa mer esou liichtfankeg iwwer NO_xe schwätzen, wat dat fir gesondheetlech Konsequenzen huet. NO_xen, déi bewierken, datt den Immunsystem geschiedegt gëtt, datt haaptsächlech Kanner an eeler Leit dorënner leiden. Et gëtt vun der Weltgesondheetsorganisatioun - déi iwwregens nach méi streng Grenzwäerter gesat huet wéi déi, déi mir an der Europäescher Unioun gesat hunn als Standard eigentlech, déi ee misst setzen - gesot, datt entre-temps all Drëtten op der Welt stierft duerch Problemer - Longen an esou weider, Häerzkreeslaf -, déi entstinn duerch schlecht Loftqualitéit. An do, wa vun där schlechter Loftqualitéit geschwat ginn ass, da sinn dat net déi klimaschädlech Gasen, CO_2, mä da sinn dat wierklech d'Feinstaubpartikelen, d'PMen, an et sinn haaptsächlech d'Stickoxiden. Also, et ass net vun enger Bagatell, vun där mer hei schwätzen! A wann ech da weess, datt mer hei um Duebele leien!

A Käerjeng ass iwwregens och, d'Ëmweltministesch huet jo am Kader vum Loftqualitéitsplang d'Gemengen ugeschriwwe gehat, fir kënne méi wäit ze goen an de Miessungen, wéi dat virdrun de Fall war. An et sinn och ganz vill Gemengen, déi hu sech du gemellt, Käerjeng war nach ëmmer an deem Programm, do sinn nach ëmmer Miessunge gemaach ginn. Mä et si ganz vill aner Gemengen, wou och Miessunge gemaach gi sinn. A mir hunn entre-temps eng Tabell, do sinn eng 20 Gemengen dran. Dovunner sinn der ongeféier eng Dosen, déi net gutt sinn, déi entweder just iwwert dem Grenzwäert leien oder no dru leien an esou weider. Mä Käerjeng läit ganz kloer largement un der Spëtzt. Se gi just nach bal rejoignéiert vun der Gemeng Réimech, déi ënnen am Lach och e Problem huet. Mä do schaffe mer och u Léisungen, fir d'Gemeng Réimech.

A mir hunn eng Verflichtung, do eppes ze maachen. An déi Verflichtung hu mer net, andeem mer kënnen einfach elo soen: „Ma elo waarde mer", ech schwätzen natierlech elo hei nëmme vun de Stickoxiden, mä net vum Rescht vum Problem, andeem mer elo géife soen: „Elo waarde mer bis", ech weess net, „2030, '35, '40 a bis mer kee Verbrennungsmotor dorëmmer fuere méi hunn, an da léist de Problem sech vum selwen." Neen! Hei ass kloer virgeschriwwen duerch d'europäesch Gesetzgebung - a vëlleg zu Recht! -, datt mer direkt mussen handelen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir musse virweisen, datt mer an deenen nächste Joren erofkomme mat deene Wäerter ënnert déi 40 Mikrogramm, well wa mer dat net maachen, da kréie mer Strofen opgedonnert respektiv mir gi gezwongen, Fahrverboter auszeruffen.

Ech wëll awer vläicht emol eng Kéier drun erënneren, datt mer hei an enger Gesetzgebung sinn, déi ganz kloer Richtlinne setzt, an déi sinn net iwwer zéng, 15 Joer, mä an engem kuerzfristegen Zäitraum ze gesinn. D'Ëmweltministesch ass amgaangen, dee leschte Plang elo op Bréissel ze schécken - a mir hoffen, datt mer deen akzeptéiert kréien -, wou mer da beleeën op deene Plazen am Land, well et si jo nach eng Rei aner Plazen, et sinn der och an der Stad, de Fall zum Beispill um Boulevard Royal Richtung Avenue de la Liberté, och Avenue de la Liberté, do wäert den Tram an d'Eraushuele vun de Bussen an dem Verkéier generell eis ganz vill hëllefen, fir drënner ze kommen, ënnert déi Wäerter do. Mä zu Käerjeng - Pardon! -, do musse mer op villen Niveaue schaffen. Et geet och net duer domat, et ass och net de Contournement eleng, deen eis de Problem wäert léisen, ech kommen nach op déi aner Saachen ze schwätzen, mä et ass awer een Deel dovunner.

De Kaméidi: Ech mengen, dat brauch ech kengem ze erklären, wat Kaméidi bedeit. Mä virun allem d'Entwécklungschancë si fir mech awer och wichteg Argumenter, datt een dat dote mécht.

An da gëtt et nach e véiert Argument. Dat ass zwar elo am Sënn vun der Natura 2000 oder vu Liewensqualitéit an esou weider vläicht net, wat ee géif nennen den Intérêt public majeur, mindestens kéint een dat a Fro stellen, do kéint ee jo soen: „Da schrauwe mer do d'Entwécklung, da bremse mer déi oder zum Deel entwéckele mer net nach weider", dat ass, datt mer eng national Industriezon do hunn. An den Här Wolter huet zu Recht drop higewisen, datt et eng zimlech grouss ass. An déi Strooss hei wäert och eng Ubannung maachen un déi national Aktivitéitszon. Dat heescht, do kréie mer da vill Camionsverkéier aus der Uertschaft eraus. Mä, wéi gesot, dat ass en ekonomesche Grond. Dat ass elo keen, deen ee kann ziele loossen am Sënn Intérêt public majeur, wéi ech et virdru beschriwwen hunn, par rapport zu der Natura 2000. Mä et ass awer och wichteg, en ze erwänen, well et ass ganz kloer och aus wirtschaftleche Grënn, firwat dat gemaach gëtt.

Da gëtt hei e ganze Koup Saache monéiert, wat een elo prioritär misst maachen an da sollt ee kucken. Mä dat ass gemaach ginn, déi Nullvariant, déi mer gekuckt hunn, do ass alles gekuckt ginn, wat mer souwisou och wäerte maachen. Dat ass de Carsharing, FLEX, dee leeft entre-temps. D'Gemenge kënne sech dorun uschléissen. Et kënnt och eng Statioun op Käerjeng. Dat ass de Bus à haut niveau de service, wou och Käerjeng wäert ugebonne ginn, wou e Projet besteet. Dir wësst jo, datt e ganz grousse Projet besteet.

Mir wäerten iwwregens nach am September eng Buslinn, eng vun den Haaptbuslinnen, déi duerch d'N5 geet, 100% elektrifizéieren. Dat ass e Projet mat der Entreprise Sales. Mir hunn der scho mat aneren Entreprisen. An dat hei ass eng fir Käerjeng. Déi wäert am September opgoen. Dat heescht, d'Elektromobilitéit bei de Busse wäert kommen.

D'Park & Ridë gi gebaut. D'Gemeng huet ee vergréissert. Den CFL hunn ech gesot, si sollen Damp maachen, an de Projet ass eigentlech och fäerdeg. Mir musse just kucke mat der Strooss elo, dat muss en Zesummespill ginn, wéi mer dat kënne bauen, datt een direkt vun der Strooss och do op de Park & Ride kënnt. 450 Plaze Park & Ride.

D'Zuchcapacitéite ginn erhéicht. Ech wëll Iech drun erënneren, ech hunn et schonn e puermol hei gesot, datt mer net nëmmen de Reseau ausbauen, mä fir 400 Milliounen Euro Material kafen, also tëschent 2013 an 2025, 2026 investéiere mer bal 4 Milliarden Euro an de Reseau, fir d'Capacitéit ze erweideren: Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg, ech zielen elo net méi alles hei op, ech hunn et schonn oft genuch gemaach. Mä och zousätzlech dozou hunn d'CFL eng Commande opginn, fir fir 400 Milliounen zousätzlech neit Material ze kafen, fir datt mer d'Sëtzplaze staark kënnen an d'Luucht schrauwen. An all d'Garë ginn ëmgebaut, och op där doter Streck. D'Quaie gi méi laang gebaut, datt mer méi laang Zich kréien, fir datt mer méi Capacitéit op d'Zich kréien. Dat heescht, och déi Saache sinn all agerechent an der Nullvariant.

Mä mir hunn eng ganz schwiereg Situatioun. Mä Dir wësst jo och, duerch de MoDu 2.0, datt mer dervu mussen ausgoen, datt, souguer wa mer am ëffentlechen Transport, national gesinn, 50% méi Leit op den ëffentlechen Transport kréien,… 50%! Ech hunn déi nei Zuelen elo kritt, haut de Mëtteg, mir hunn déi lescht aacht, néng Joer 70% méi Reesender beim Zuch eleng gehat. Elo musse mer nach eng Kéier 50% méi kréien an deenen nächste siwe Joer.

Ech weess net, ob Der Iech nach kënnt virstellen an Ärer Fantasie, wat dat bedeit, wat dat fir Kraaftakte sinn, déi mer musse maachen a sechs, siwe Joer, fir dat hinzekréien. Mä souguer alles dat ass agerechent. An awer komme mer net ënnert dat, wou mer musse kommen, fir datt mer dat wierklech, sougutt bei der Loftqualitéit wéi och beim Kaméidi oder den Entwécklungschancë fir déi Gemeng, uerdentlech kënne gestalten.

Duerfir, kommt, mir halen op ze diskutéieren, wéi wa mer hei…! Also, ech hunn och heiansdo d'Impressioun, wéi wa mer hei géifen eng sechsspureg Autobunn bauen. Mir bauen eng zweespureg normal Strooss - eng zweespureg normal Strooss! -, déi mer an der Variant elo un d'Eisebunn leeën, fir esou mann wéi méiglech ze duerchschneiden, an déi zu bal 100% um Territoire vun der Gemeng Käerjeng effektiv läit. Just ënnen, wou se dann den Uschloss sicht un d'Collectrice, kënnt se ganz liicht un d'Nopeschgemeng erun. An ech kommen nach op d'Kompensatiounsmesuren ze schwätzen, wien dovunner wäert profitéieren. Dat ass näämlech eng aner Gemeng.

Duerfir, kommt, mir halen op iwwer Saachen hei ze schwätzen, ëm déi et net geet! Mir baue keng Autobunn, mir bauen och net e risege véierspurege Contournement, mä et gëtt eng zweespureg Strooss, déi gebaut gëtt, an déi ass aus all deene Grënn, déi ech elo hei opgezielt hunn, noutwendeg. A parallell dozou maache mer all déi Mesuren, déi souwisou hei verlaangt gi si vu lénks, vu riets, vun uewen a vun ënnen. Mä, nach eng Kéier: Dat geet just net duer, fir datt mer de Problem an de Grëff kréien.

Bei de Kompensatiounsmesurë si mer hei net nëmme virbildlech virgaangen - den Här Wolter huet dat zu Recht gesot - am Kader vun der Planung vun deem Projet, wou mer déi Prozedure virbildlech agehalen hunn. Dat ass och bis elo de Grond, firwat mer d'Recoursen, et sinn der jo scho gemaach ginn bis elo all gewonnen hunn, well mer hëllesch opgepasst hunn hei, wéi mer dat Ganzt géifen ugoen. An déi Kompensatiounsmesuren, déi si festgeluecht am Gesetz.

An déi komme wou? Ma déi kommen dann op den Territoire vun der Suessemer Gemeng. Mir vergréisseren de Bësch Richtung Suessem. Dat heescht, do, wou Terraine kaaft gi ware schonn, wou jo déi ursprénglech Variant vum Contournement sollt kommen, do hat de Stat scho vill Terrain kaaft gehat, dee wäerte mer notzen. Dat heescht, d'Gemeng Suessem wäert hei vun enger Vergréisserung vun hirem Erhuelungsgebitt profitéieren, well mer dat wäerte maachen, fir ze kompenséiere par rapport zum Projet, dee mer hei bauen.

Also, ech mengen, mir sinn, wéi gesot, hei, bei esou engem Projet, esou virbildlech virgaangen, ech weess net, ech géif mer wënschen, datt mer dat an Zukunft ëmmer géife maachen. A mir gesi jo och, wann een d'Prozeduren uerdentlech respektéiert, da kënnt ee mam Projet och derduerch. Et komme jo nach komplizéierter an Zukunft, vun alle Varianten.

An ech wëll iwwregens och soen, mir schwätzen hei ëmmer nëmmen iwwert de Stroossebau am Zesummenhang mat Konflikt mat Ëmwelt: Och de Schinnebau huet Konflikt mat Ëmwelt. Wa mer d'Beetebuerger Streck verduebelen am Schinnebau, do soll jo awer kee mengen, do géif kee Bam ewechgeholl ginn. Do ginn och Beem ewechgeholl. An do hu mer och Konflikter an do hu mer och Emprisëträit mat Proprietairen an esou weider. Dat ass net anescht bei enger Schinn wéi bei enger Strooss, déi gebaut gëtt. Duerfir, bei enger Strooss, weess ech, dat ass heiansdo e bësse méi einfach, oder zumindest menge Verschiddener, et wär méi einfach, domadder ze polemiséieren.

Wéi gesot, heizou stinn ech zu 100%, well ech zu 100% iwwerzeegt sinn, datt dee Projet hei richteg ass a wichteg ass. An ech muss och soen, déi Motioun, déi hei deposéiert ginn ass, déi entsprécht zu 100% deem, wat ech an de Plan-sectoriellen an de Beschreiwunge gemaach hunn an och bis elo ëmmer gesot hunn. Duerfir hunn ech och kee Problem domadder, huet d'Regierung kee Problem domadder, datt d'Chamber déi Motioun hei unhëlt.

Ech wollt dann awer och nach eppes soen zu der Landesplanung: Natierlech muss ee konsequent Landesplanung maachen an natierlech geet et drëms, ze kucken, datt mer fir d'Zukunft d'Landesplanung esou ausriichten, datt déi Feeler, déi an der Vergaangenheet geschitt sinn, net méi geschéien. Mä et kann een net mat der Landesplanung Saache réckgängeg maachen, déi an der Vergaangenheet geschitt sinn. Dat ass relativ schwiereg, kann ech Iech verroden.

Vläicht huet jo iergendee vun Iech, deen hei dat wëllt maachen, d'Chance, déi nächst fënnef Joer dat ze maachen. Ech wënsche vill Gléck! Ech beobachten dat da mat enger gewëssener Rou aus der Distanz, wann dat da sollt een anere si wéi ech, deen dann deen Exercice probéiert. An ech wënschen op alle Fall bonne Chance derbäi. Ech soen em awer haut schonn, wéi d'Resultat wäert sinn: Dat wäert net ganz concluant sinn!

Mä d'Landesplanung spillt eng wichteg Roll fir d'Zukunft. An zwar musse mer kucken, datt mer effektiv d'Fonctionalitéite vun der Gesellschaft méi no beienee bréngen. Mir musse kucken, datt mer esou entwéckelen, datt mer op deene Sträng entwéckelen, wou mer elo Infrastrukture gebaut hunn an nach wäerten ausbauen an esou weider. Dat ass alles jo och dat, wat mer mat deene ganze Reformen, déi mer déi lescht fënnef Joer gemaach hunn an der Landesplanung, wëllen op de Wee bréngen a wou jo och grousse Konsens an der Chamber entre-temps besteet.

Ech hunn net héiere bei der Landesplanungsdebatt, datt hei vill Leit gemengt hunn, si géifen dat elo anescht gesinn. Mä da kommt, mir maachen dat déi nächst Joren! Mir si jo elo op engem gudde Wee. Ech mengen, mir musse just déi Dynamik halen an net erëm eng Kéier vun deem Wee erofkommen, well, ech mengen, da bréngе mer et fäerdeg och, eben esou Problematicken anescht an Zukunft kënnen ze léisen, näämlech eben, dass se net entstinn. An dat ass jo ëmmer nach dat Richtegst.

Da sinn nach e puer Froe gestallt ginn iwwer verschidden Ubannungen. Dat Éischt ass de Reamenagement vum Échangeur vu Sanem.

(Interruption)

Pardon, Suessem! Ech wëll soen, datt deen Echangeur Gadderscheier, als Liaison interurbaine mat Haneboesch, do ware mer e bëssen a Verspéidung gerode wéinst Emprisen. Souwisou ass dat… Wéi soll ech Iech soen? Ech hunn an deene leschte Jore jo vill Projete gemaach, dat ass, wat mech am meeschten ëmmer genervt huet a schikanéiert huet, fir un d'Emprisen ze kommen.

An ech soen Iech och, dat hate mer jo och bei der Landesplanung hei diskutéiert an och scho bei aneren Debatten: Mir mussen eng Kéier driwwer diskutéieren, wéi mer mam Droit de propriété privée ëmginn a mat der Utilité publique ëmginn, well och do soen ech deem Nächsten, dee wäert kommen, wann ech et dann net méi sollt sinn, dee wäert déi nämlecht Erfahrunge musse maache wéi ech, datt dat net ëmmer einfach ass a vill Projete Verspéidung kréien, net wéinst dem Environnement an oft Saachen, meeschtens ass dat net de Problem. Den Haaptproblem, meeschtens, bei Projete sinn d'Emprisen, wou mer Schwieregkeeten hunn.

Also, wéi gesot, mä dee Projet leeft; den Turbo-Rond-point, deen duebelen Turbo-Rond-point ass jo entre-temps sou gutt wéi fäerdeg.

An da wëll ech och soen, d'N31 Richtung E44, also d'Biff-Lonkech; och do gëtt et e Projet, do si mer amgaange weider drun ze schaffen. Och do, mengen ech, ass et noutwendeg, datt een deen an der Zukunft eng Kéier baut.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Här President, meng Zäit ass, gesinn ech hei, schonn iwwerschratt. Ech hunn och alles gesot, wat ech ze soen hat.

Nach eng Kéier en décke Merci un d'Chamber, och en décke Merci fir déi Deputéierten, déi d'Regierung an de Minister gelueft hunn. Dat kënnt engem jo och net all Dag vir, mä et deet awer gutt.

Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Och well Der amgaange waart, op d'Froen ze äntwerten, mengen ech, war déi noutwendeg Kulanz do. A mir sinn dann elo prett. Den Här Rapporteur, neen?

(Interruption)

Ah jo!

Plusieurs voix.- Et ass eng Madamm!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, den Här Cruchten hat d'Wuert zur Motioun gefrot.

Motion 1

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, Här President, ech hat Iech gesot, ech géif d'Wuert nach eng Kéier froen, well…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- …ech „im Eifer des Gefechts", wéi ech Iech d'Motioun an de Grapp gedréckt hunn, vergiess hat, Iech ze soen, dass se matgedroe gëtt oder matënnerschriwwe gouf vun der Madamm Lorsché an dem Här Hahn an dem Här Schank, déi mat mer an der Kommissioun sinn, an och vum Här Wolter, dee fir seng Partei haut Stellung geholl huet. Dat wollt ech awer nach präziséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat gesot, si mer, mengen ech, prett, fir de Projet elo ze stëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7284 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo, géif ech soen, eriwwer.

58 Leit hunn um Vott deelgeholl: 56-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 7284 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der dermat d'accord, fir d'Dispens vun zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat decidéiert.

An da géife mer zur Motioun iwwergoen. Ech gi jo dervun aus, dass déi vun der ganzer Chamber oder vun dem Gros vun der Chamber gedeelt ass. An ech géif froen, ob Der dermat d'accord sidd, fir mat Handophiewen driwwer ofzestëmmen?

(Interruptions diverses)

Also, dat, wat ugesot ass, zielt. An ugesot war de Vott iwwert den Ensembel vum Projet de loi. Also, dee Projet de loi ass gestëmmt, ass adoptéiert. A mir hunn d'Dispens vum zweete Vott gefrot. Dat hätte mer selbstverständlech net bei enger Motioun gemaach. Mä et ass besser, wann et gesot ass!

A mir géifen dann zur Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

Wie mat der Motioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen. Géigeprouf: Wien ass dergéint? Zwee.

Domat ass d'Motioun 1 adoptéiert.

D'Fro war: Wat fir eng Motioun? Ech hat nëmmen eng Motioun hei.

(Hilarité et interruption)

À moins, dass ech eppes verpasst hätt!

Och dës Motioun ass mat grousser Majoritéit ugeholl.

A mer géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7198 iwwert d'Kontroll vun de Raschtzäite bei de Camions- a Buschaufferen. An d'Wuert huet d'Madamm Josée Lorsché, d'Madamm Rapportrice.

7. 7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Ech hunn esou lues d'Gewunnecht!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen et kuerz. Bei dësem Projet de loi geet et drëms, eng Erreur matérielle an eisem Code de la route ze behiewen. Et handelt sech dobäi ëm eng Rei Dispositiounen, déi mam Gesetz iwwert de Contrôle technique vun de Gefierer aus dem Code de la route erausgeholl gi waren an nees mussen dran ageschriwwe ginn, fir déi néideg juristesch Sécherheet ze schafen.

Dës Dispositioune bezéie sech konkret op d'Tachografen, déi a verschiddene Gefierer installéiert sinn, fir d'Rou- an d'Fuerzäiten am Transportsecteur ze erfaassen. Doru gekoppelt sinn och d'Amenden, déi am Fall vum Netrespekt vun de Regelen ufalen.

Well déi europäesch Reglementatioun an deem Beräich geännert huet, ass et och wichteg, souwuel an dësem Projet de loi wéi och am Code de la route ze mentionnéieren, datt dat aalt Reglement ofgeschaaft ginn ass an duerch d'Reglement vun 2014 ersat gouf.

Dat wier et schonn. Deposéiert gouf dëse Projet de loi den 20. Oktober 2017 vum Minister François Bausch. Den 28. November 2017 huet de Statsrot en éischten Avis dozou ofginn. Doran huet e verlaangt, datt d'Agenten, déi d'Qualitéit vun engem Officier de police judiciaire kënnen zougesprach kréien, am Projet de loi mussen definéiert ginn, wat bis dohin net gemaach gi war.

Deem Uleies ass d'Nohaltegkeetskommissioun nokomm, soudatt de Projet de loi am Avis complémentaire vum Statsrot gréng Luucht kritt huet.

D'Chamber de Commerce huet sech hirersäits ganz positiv dozou geäussert, dëst an hirem Avis vum 26. September 2017. Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet sech an dräi Sëtzunge mam Projet de loi befaasst an huet mäi Rapport den 12. Juli 2018 eestëmmeg ugeholl, woubäi ech awer nach dem Här Guy Staus vum MDDI e grousse Merci wéilt fir seng Hëllef ausdrécken an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren, natierlech nees mam Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn e puer Wuertmeldungen. Ech géif déi Häre Marco Schank, Yves Cruchten, Gusty Graas an dann och d'Kolleege vun der ADR a vun der Lénker froen, ob dat esou ass, dass Der just wëllt den Accord ginn?

(Assentiment)

Majo, da si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech soe Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A mer sinn elo um Enn vun der Diskussioun schlechthin ukomm a mer géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7198 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7198 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Interruption)

60-mol Jo. Unanimitéit. Domat ass de Projet 7198 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7272 iwwert d'Vergréisserung vum Härebierg. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Henri Kox.

8. 7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Effektiv geet et hei ëm e Finanzéierungsprojet, fir d'Kasär Grand-Duc Jean um Härebierg éischtens ze sanéieren an natierlech och eng Rei vu Modernisatiounen ze maachen, an zweetens gëtt et och eng Phas vun der Expansioun.

Dëse Projet huet u sech och scho méi e laange Baart, well effektiv ass schonn 2000 iwwert d'Extensioun an och d'Rehabilitatioun vun der Kasär um Härebierg zu Dikrech diskutéiert ginn. D'Gebaier selwer, d'Kasär ass aus de 50er Joren. An et gouf u sech awer héich Zäit, dass dee Projet elo haut zum Vott gestallt gëtt.

Déi Phasen, déi haut diskutéiert ginn, fir déi Renovatioun ze maachen, baséieren op engem Gesetz vum 19. Mee 2009, wou schonn iwwert déi Institutioun diskutéiert gouf a wat d'Besoinen dovunner sinn. Ech hat virdru gesot, dass 2000 schonn eng Kéier ugefaange gouf, driwwer ze diskutéieren. Awer duerch d'Kris vun 2007/2008 gouf de Projet 2010 zréckgestallt. An dës Regierung huet 2014 de Projet awer erëm erausgeholl, fir en dann endlech ëmzesetzen.

Wichteg ass, dass d'Kasären u sech erweidert ginn. An dat ass och wichteg, well d'zentral Kiche muss erneiert ginn. Déi ass net méi den hygienesche Gesiichtspunkte gerecht ginn, soudass et wichteg ass, dass och do…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, et ass ganz schwiereg fir de Rapporteur, wann esou vill Gegrommels am Sall ass. Wann ech gelift, nach e bësse Gedold! Den Här Rapporteur huet d'Wuert. Just hien.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President.

Ech wéilt nach eng Kéier drop zréckkommen, dass d'Erweiderung vum Härebierg selwer duerch Parzelle ka gemaach ginn, wou dann eng zentral Kiche kann entstoen an awer och déi néideg sportlech Infrastrukturen, well ech denken, dass och de Fitnesszoustand vun enger Arméi ganz wichteg ass an och do déi néideg Infrastrukturen net méi adequat sinn.

2015 huet d'Arméi finalement e Projet definéiert, wat alles ka gemaach ginn. An ech wëll déi kuerz opzielen, dat si fënnef Punkten:

- éischtens, dass d'Méiglechkeet besteet, dass eben eng Erweiderung ka gemaach ginn an dat kann eben doduerch gemaach ginn, dass de Stat an och d'Gemeng Dikrech eng Rei vun Terrainen niewent der jëtzeger Kasär schonn hunn;

- dass eben de Funktionement vun der Arméi och richteg kann oflafen, mat deenen neien Ufuerderungen un d'Arméi selwer;

- dass e Phasage ka gemaach ginn, Dir kënnt lech jo virstellen, dass dat e (veuillez lire: wichtege) Projet ass, besteeënd Gebaier ze sanéieren, an et ass och wichteg, dat war e véierte Punkt, dass och wärend der ganzer Zäit, wou et nach funktionéiert, och eben e Phasage ka gemaach ginn, ouni dass ze vill Beanträchtegungen an der Kasär selwer sinn;

- dass natierlech sportlech déi Hal (veuillez lire: dass natierlech déi Sportshal) och entspriechend dann ugebaut gëtt. A wéi scho virdru gesot, well mer elo schonn ausserhalb vun der Kasär ginn, do sinn d'Terrainen nach zur Verfügung an eng eventuell Erweiderung ass op deem Site méiglech. Also et ginn eng ganz Rei Erneierungen do.

Ech wëll se just opzielen, well souwuel de Projet de loi wéi och mäi schréftleche Rapport gi méi ausféierlech dorop an. Ech wëll dofir nëmmen déi Haaptpunkten ernimmen. Dass eng nei sportlech Infrastruktur, dass d'Infrastructures administratives och wichteg sinn, déi och erneiert ginn an op d'Besoinen ugepasst ginn. Infrastructures d'instruction: an den alen Hale vun der Sportshal kënnen eng ganz Rei Aktivitéiten dann duerchgefouert ginn, déi méi militäresch Zwecker hunn.

D'Restauratioun an de Loisir hunn ech virdrun ugeschwat, déi sinn accessibel ausserhalb vun der Enceinte vun der Kasär. Dat war och wichteg, dass déi eben och ausserhalb kënne genotzt ginn. Déi medezinnesch Infrastrukture ginn neigemaach. D'Securitéit ass e wichtege Punkt, dat ass och wichteg, wat gemaach gëtt. Dann den Entrepôt, den Entreposage ass wichteg, déi ginn och an dësem Projet neigemaach.

D'Pavillons d'activités syndicales, natierlech muss een och do de Gegebenheete vun haut Rechnung droen, dass och si d'Méiglechkeet hunn, fir sech ze versammelen. An e Pavillon de réserve, falls sech nach aner Méiglechkeeten erginn. An déi néideg Parkplazen a Stationementer fir d'militäresch Gefierer, dat versteet sech vum selwen.

De Finanzement, wéi gesot, ass net näischt: 137 Milliounen Euro sinn am Finanzéierungsprojet virgesi mam Index vu 775,93.

De Projet selwer gouf de 27. Mäerz 2018 deposéiert. E gouf de 26. Juni 2018 vum Statsrot aviséiert. De 4. Juli gouf ech zum Rapporteur vun dësem Projet gestëmmt. An den 12. Juli hu mer de Rapport eestëmmeg an der Chamberskommissioun ugeholl.

Ier ech awer zum Schluss kommen, wëll ech dovu profitéieren, generell awer op d'Sanéierung vun ëffentleche Gebaier nach eng Kéier anzegoen. Hei ass e Site, deen natierlech och Potenzialer huet, fir erneierbar Energien anzesetzen. A mir hunn iwwert d'Joren oft an den Diskussiounen an der Kommissioun iwwert d'Implantatioun vu Fotovoltaik oder anere Méiglechkeete geschwat. Ech mengen, Dir wësst alleguerten, dass an deene leschte Projeten, sief et eng Schoul, siefen et aner Projeten, zum Beispill op der Rockhal, Fotovoltaik implantéiert gouf.

Hei gëtt en Deel vun deenen neie Gebaier och mat Fotovoltaik ausgerüst. Just huet et eis an der Kommissioun a mir selwer och esou geschéngt, wéi wa méi eng Expansioun ka gemaach ginn. An dofir hu mer och an der Kommissioun driwwer diskutéiert. An dee Site ass effektiv en ideal ausgeriichtene Site, fir d'Solarenergie zum Maximum auszenotzen.

An dofir hunn ech eng Motioun proposéiert, déi och vu sämtleche Fraktiounen a politesche Parteien heibanne gedroe gëtt, nämlech dass e Maximum u Fotovoltaik kann ausgenotzt ginn - am Sënn vun der Rifkin-Etüd oder vun der drëtter industrieller Revolutioun, wou mer soen: Okay, de Prosumer, dat ass deen, dee produzéiert a gläichzäiteg verbraucht - an dass mer eben d'Technik vun der Späicherung och op deem Site kënnen notzen.

Dir wësst, firwat den Ausbau bis haut net méiglech war: well d'Stroumleitung vun Dikrech op den Härebierg net ausräichend dimensionéiert ass fir e Réckfloss vun enger vill ze vill grousser Quantitéit un Energie, sief et aus Fotovoltaik oder aner, et kann ee sech jo nach aner Moyene virstellen.

Et ass eng Motioun, déi an d'Richtung geet, fir éischtens e Pilotprojet do ze maachen an zweetens natierlech, wann e Pilotprojet gemaach gëtt, dat och ëmzesetzen, well ech mengen, et ka Modellcharakter hunn net nëmme fir militäresch Zwecker, natierlech, awer insbesondere fir vill Regiounen am Land, vill Dierfer am Land, wéi et méiglech si kann, Energie ze späicheren a gläichzäiteg ze notzen, ouni dass en Netz onbedéngt muss ausgebaut ginn.

Ech wëll och hei nach eng Kéier dovu profitéieren, fir mäi Parteikolleeg Camille Gira nach op

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

engem Punkt ze honoréieren, well d'Iddi, fir méi Fotovoltaik op ëffentleche Gebaier ze implantéieren, war u sech bei him gewuess, fir iwwert de Fonds climat och Suen zur Verfügung ze stellen, fir ebe Modellcharakter ze hunn fir d'Privatleit: Hei, et ass méiglech. A wann de Stat net selwer virgeet, wie soll et soss maachen? An dofir ass et wichteg an dofir sinn ech frou, dass och hei d'Majoritéit oder alleguerten d'Parteien hei an der Chamber déi Motioun matdroen.

An dofir, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- ... hei ass d'Motioun.

Motion 1

Dans le cadre du projet de loi n°7272 relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

La Chambre des Députés,

- vu les divers engagements que le Luxembourg a pris aussi bien au niveau national qu'international dans les domaines de la protection du climat et des énergies renouvelables;

- vu que ces engagements demandent également d'utiliser au maximum le potentiel domestique des énergies renouvelables non encore exploitées jusqu'à présent;

- vu les recommandations de l'étude stratégique de la «Troisième Révolution Industrielle», dite Rifkin, ainsi que le projet de loi 7266 (projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité) sur la production d'énergie et sa consommation directement sur place («Prosumer»);

- vu les travaux prévus dans le cadre du projet de loi en question et constatant que les bâtiments au Herrenberg sont orientés de façon optimale pour l'exploitation de l'énergie solaire;

- sachant qu'il n'est pas prévu de renforcer le système d'alimentation électrique du site en question et que partant une alimentation du réseau électrique par l'électricité produite au Herrenberg n'est pas possible à court terme,

invite le Gouvernement

- à faire élaborer dans le cadre du projet de réaménagement et d'extension une étude de faisabilité pour une exploitation maximale du potentiel d'énergie solaire du site;

- à réaliser sur la base de cette étude un projet pilote «Prosumer» ayant pour objectif d'analyser les possibilités de stocker et de consommer sur place l'énergie électrique produite à partir de l'énergie solaire.

(s.) Henri Kox, Yves Cruchten, Gusty Graas, Aly Kaes, Fernand Kartheiser, Marco Schank, David Wagner.

An ech hat, mengen ech, alles zum Gesetz scho gesot. De Rescht steet alles am Gesetzesprojet selwer respektiv a mengem schréftleche Rapport. An ech wëll awer och gläichzäiteg souwuel d'Motioun guttheesche vun der grénger Fraktioun wéi och de Projet selwer ënnerstëtzen.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Den Här Aly Kaes kritt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. En huet de Projet am Detail virgestallt, mengen ech, e Projet, wou et drëm geet, weiderzefuere mat der Konsolidéierung respektiv der Erweiderung vum Härebierg, vun den Infrastrukture vun eiser Arméi, Infrastrukturen, déi u sech gebaut gi sinn an de 50er Joren. A mir wëssen alleguerten, datt u ville Beräicher näischt méi oder net méi fundamental geschafft ginn ass.

2009 sinn zwar zwee Projeten hei an der Chamber vottéiert ginn. Engersäits ass de Génie civil, dat heescht d'Infrastructures techniques primaires, fir ronn 20 Milliounen hei vottéiert ginn an ëmgesat ginn. Des Weideren ass och en Hall logistique vu bal 60 Milliounen um Härebierg realiséiert ginn, wat enorm wichteg war, well et war an deem Beräich wierklech onméiglech, fir nach all déi vill Saachen ze stockéieren, déi awer musse bei enger Arméi stockéiert ginn.

Et ass also kloer, datt dat schonn zwee wichteg Schréck waren. Ech wëll awer och drun erënneren, datt do virdru schonn eng Kéier och e wichtegt Element awer realiséiert ginn ass, näämlech wéi d'Quell an der Rue Clairefontaine komplett neigemaach ginn ass, fir den Härebierg mat Waasser ze versuergen, wat och, mengen ech, awer ganz wichteg ass.

Et ass natierlech kloer, datt all déi Infrastrukturen, ob dat um sportleche Plang, um medezinnesche Plang, an der Versuergung, an der gastronomescher Versuergung, kann ee soen, ass, dat heescht, um Härebierg gëtt ganz gutt gekacht, mä awer zënter enger Zäit net méi konform an där Hisiicht, datt déi Infrastruktur, déi do zur Verfügung steet, einfach net méi deem entsprécht (veuillez lire: deem entsprécht, wat velaangt ass). Duerfir ass et also och wichteg, datt an deem Beräich eppes kënnt.

An als Gewerkschaftler ass et och normal, datt ee seet: „Jo, et ass wichteg, datt och d'Personalvertriedung déi entspriechend Infrastrukture kritt, fir kënnen hir Aarbecht ze maachen." Alles dat, mengen ech, ass ganz wichteg. An et muss een einfach soen: Wa mir wëllen eiser Aufgab an der NATO an doriwwer eraus gerecht ginn an all eis Missiounen esou erfëllen, wéi mer se dobaussen erfëllen - a ganz gutt erfëllen a mir kréien ëmmer erëm ganz gutt Kritik als Land, datt eis Zaldotinnen an eis Zaldoten do eng exemplaresch Aarbecht an deene Missioune maachen -, dann ass et och normal, datt si mussen déi entspriechend Infrastruktur hunn, fir sech kënnen op all déi Missioune virzebereeden.

An da verstitt Der jo, datt d'Nopeschgemeng déi, ech soen ëmmer, heiansdo oder ganz dacks am militäreschen Zoustand ass, well dann natierlech eng Rei Übungen op eisem Territoire geschéien,...

(Brouhaha)

...op jidde Fall frou ass, datt och nach eng Kéier en Transfer aus der Stad Lëtzebuerg vum État-major op Dikrech geschitt ass an datt alles dat zu Dikrech investéiert gëtt. Woumadder u sech et sécher ass, datt och an der laanger Zukunft den Härebierg den Härebierg bleift, dat heescht, eis Arméi zu Dikrech bleift. An duerfir sinn, mengen ech, d'Nordstad, Dikrech speziell, mä d'Nordstad an och den Noper ganz kloer immens frou, datt dat de Fall ass. An dat kënnt ganz sécher eiser Ekonomie an der Regioun zegutt. An duerfir ass et och kloer, datt u sech déi Partei, an där ech sinn, näämlech d'CSV, ganz gären dee Projet hei voll a ganz ënnerstëtzt.

(Hilarité)

Ech wollt awer och nach soen, de Rapporteur huet nach eng Motioun presentéiert, wou e vu Fotovoltaik geschwat huet. Jo, ech soen ëmmer als e bëssen de Papp vum Chauffage aux copeaux de bois, der Holzhackschnitzelfeuerungsanlage,...

(Hilarité)

...wéi dat esou schéin heescht op Däitsch - jo, vill Leit kréien dat net esou richteg eraus, mä wann een Übung huet, da geet dat -,...

(Brouhaha)

...datt awer och hei zwou Chaudièren agebaut gi vun zweemol 500 Kilowatt an datt dat awer wichteg ass, fir och direkt an der Regioun déi néideg Energie ze huelen an och an deem Beräich vun den erneierbar Energien ze investéieren. A selbstverständlech ass et eng gutt Iddi, wa mer et fäerdegbréngen, och esou vill Fotovoltaik wéi méiglech op den Daach ze leeën.

Dat gesot, soen ech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. A fir déi, déi op déi rout Faarf beim Här Kaes higewisen hunn, den Här Kaes huet och zur Motioun geschwat.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Okay. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà.

(Hilarité)

Den Här Cruchten huet d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech kann et vill méi kuerz maache wéi den Här Kaes. Mä am Kär wäert ech awer genau datselwecht soen. Natierlech soe mir dem Här Kox villmools Merci fir säi gudde Rapport, an deem en, mengen ech, alles erkläert huet, wat ze soe war, souwuel an deem schréftlech wéi och deem mëndlechen.

Et ass fir eis Partei selbstverständlech, dass mer gären hätten, dass eis Zaldoten, ob Volontären oder och d'Beruffszaldoten, gutt ënnerbruecht sinn, dass déi an anstännegen an adequaten Installatioune kënnen hiren Déngscht verriichten.

Mir sinn och der Meenung, dass dat doten e sënnvolle Bäitrag zu deem sougenannten Effort de défense ass. An duerfir kënne mir ganz gären dësem Projet zoustëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass et um Här Graas.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah! Dir hutt se erëmfonnt.

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Dës Kéier huet e seng Ried.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, brauch e Land eng Arméi?

(Hilarité)

Wéi Lëtzebuerg? Wéi Lëtzebuerg?

Une voix.- Ah!

M. Gusty Graas *(DP).*- Fir d'Demokratesch Partei ass dat eng ganz kloer Saach. Jo, mir stinn dozou, datt Lëtzebuerg eng Arméi brauch. Natierlech net, fir Kricher ze féieren, mä virun allem fir sech fir solidaresch an humanitär Grënn ze engagéieren.

Duerfir brauche mer och gutt Infrastrukturen. An ech wëll hei op de Rapport vun der Cour des comptes hiweise vum 4. Mee 2016. An do hat se geschriwwen: «La Cour recommande donc d'accélérer la réalisation des projets de rénovation des bâtiments en question afin de mettre à disposition du personnel concerné des infrastructures modernes et adaptées aux exigences du métier exercé.» Ech mengen, mat dësem Gesetz droe mer deem ouni Zweifel Rechnung.

Datt den Härebierg ouni Zweifel en Nohuelbedarf huet, dat mierkt een, wann een e bëssen duerch déi aktuell Installatioune geet, da gesäit een, datt do de Geescht aus de 50er Joren nach ëmmer do ass. An duerfir ass et och richteg, datt mer haut dës Decisioun huelen.

Et sinn eng Rei wichteg Infrastrukturen, déi erneiert gi respektiv och nei gebaut ginn. Ech wëll net op déi eenzel elo agoen, déi sinn hei schonn am Detail presentéiert ginn.

Vläicht déi eng oder déi aner Remark nach. Ënner anerem iwwert d'Verwaltungsgebai, wou jo elo soll en Deel vum État-major och op Dikrech kommen, do kommen ech nach eng Kéier zréck op déi Diskussioun, déi mer och hei haten am Kader vun der Diskussioun iwwer grouss Projete vun Infrastrukturen.

Deemools hat d'Demokratesch Partei sech relativ reservéiert gewise vis-à-vis vum Bâtiment St Louis an der Escher Strooss, wou et iergendwéi ugeduecht war, do den État-major ënnerzebréngen. Mir bleiwen nach wie vor der Meenung, datt dat net onbedéngt déi beschten Iddi ass. Dat soll awer vläicht nach eng Kéier iwwerluecht ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Arméi haut beschtméiglecht modernt Material brauch. Mir hu wichteg Aufgaben ze erfëllen um internationalen Niveau, sief dat um Niveau vun der NATO, sief dat um Niveau vun aneren Organisatiounen. Duerfir ass deen Entreposage, deen elo virgesinn ass, och ganz wichteg. D'medezinnesch Versuergung ass eng vun den Haaptviraussetzungen, fir datt mer gutt, fit Zaldoten hunn. A wa mer vu fitten Zaldote schwätzen, denke mer natierlech direkt un de Sport. Datt hei eng nei Sportshal amenagéiert gëtt, ass ganz richteg, datt se och zum Deel kann zur Verfügung gestallt gi fir d'Veräiner, fir aner Manifestatiounen, ass ouni Zweifel eng ganz gutt Saach.

Mir haten dann d'Diskussioun an der Kommissioun iwwert d'Notzung vun alternativer Energie. De Rapporteur, den Henri Kox, deem ech Merci soe fir säi Rapport, ass scho méi dorop agaang. Mir als DP hunn déi Motioun ënnerstëtzt. Mir sinn der Meenung, datt muss gekuckt ginn, fir déi Méiglechkeeten, déi do bestinn, och auszenotzen.

Wann een iwwert d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Arméi schwätzt, dann ass een natierlech ganz séier, wéi gesot, bei den Infrastrukturen. An dowéinst ass dat fir eis eng Selbstverständlechkeet, datt mer dat haut matënnerstëtzen.

De Site Härebierg soll vun eiser Säit aus net a Fro gestallt ginn, well do jo nach d'Méiglechkeete vun Extensioun bestinn.

Ech wëll awer zum Schluss dach trotzdeem eng kleng Kritik hei maachen. Mir haten d'Fuerderung an der Kommissioun gestallt, datt den État-major soll an d'Kommissioun kommen, datt den État-major och soll seng Meenung zu dësem Projet äusseren. Dat ass leider net geschitt. Dat bedauere mer e bëssen, well dat hei awer e wesentleche Projet ass. Ech weess, datt natierlech am Virfeld a bei der Ausaarbechtung vun all de Pläng a vun de Realisatiounen ëmmer eng enk Zesummenaarbecht do war. Mä fir eis als Deputéiert wier et awer net onwichteg gewiescht, wa mer hätte kënnen deen Dialog do an der Kommissioun féieren. Déi Propos vu menger Partei ass net respektéiert ginn. Nichtsdestotrotz brénge mer selbstverständlech den Accord.

Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, wat mer schonn am Wahlprogramm 2013 geschriwwen haten: „Die DP will eine ganze Reihe von Infrastrukturen der Armee instand setzen, die definitiv nicht mehr den nötigen Standards entsprechen (Krankenstation, Kantine und so weiter)." D'DP hat also deemools eng Wäitsiicht an huet haut Wuert gehalen. An dowéinst ginn ech selbstverständlech den Accord.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo villmools Merci, Här President. An och e grousse Merci un de Rapporteur, fir unzefänken.

Mir schwätzen hei iwwer Militärinstallatiounen, déi wäit iwwer 60 Joer al sinn. Ech erënnere mech, ech sinn agezu ginn de 16. August 1978, dat ass schonn e gewëssenen Zäitraum hier. A wann ech haut iwwert den Härebierg ginn, da mengen ech, datt ech meng Ronnen haut kéint do esou maachen, wéi ech se fréier gemaach hunn. Et huet sech praktesch näischt verännert.

An dee Souvenir, deen ech hunn, wann een do ass, dee weist eigentlech, wéi d'Lëtzebuerger Politik mat der Kasär ëmgaangen ass a wéi ee Stellewäert d'Arméi hat. Wann ee wierklech déi Zaldote respektéiert, déi douewe sinn, all déi Militärpersounen, déi douewe sinn, hir Aarbecht, hiren Engagement fir d'Land, da léisst een eng Installatioun wéi déi do net 60 Joer laang onverännert.

Dat ass eng Kritik, déi dës Regierung net trëfft, mä déi Regierunge virdrun, déi haut hei optrieden an däitlech grouss Wierder fannen iwwert de Wäert vun der Kasär a vun der Arméi an iwwert d'Regioun. Mä da froen ech mech: Firwat huet eng CSV, déi esou laang an der Regierung war an esou dacks de Verdeedegungsminister hat, ni de Courage gehat an ni deen

Engagement géintiwwer eiser Arméi, fir wéinstens emol d'Kasär an en Zoustand ze setzen, dee mënschewierdeg ass fir déi Leit, déi do sinn?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dës...

(Interruption)

...Regierung - ech soen dat, ech maachen dat Kompliment ganz gär -, den Här Minister Schneider hat am Ufank vun der Legislaturperiod nach iwwer Videokonferenz versprach, datt dat do eng Prioritéit vun der Regierung wär. Bon, et war vläicht keng alleréischt Prioritéit, well mir hunn elo bis zum Schluss vun der Legislaturperiod gewaart, bis et koum, mä ëmmerhin, et koum. An ech mengen, dat muss een honoréieren.

Ech freeë mech och wéi ëmmer, datt déi gréng Partei erëm, nodeems se d'lescht Woch iwwer 400 Milliioune fir d'Arméi ausginn huet, dës Woch nach eng Kéier 139 (veuillez lire: 137) Milliounen drop leet.

Ech hu bei deene Gréngen am Wahlprogramm gekuckt, wou dann d'Grenz ass vun deem Engagement militaire. Ech hu geduecht: Do fënns de dach eppes am grénge Wahlprogramm, wivill Prozent déi gréng da wierklech elo wëllen an d'Arméi ginn! Do muss dach iergendeng Limitt sinn als pazifistesch engagéiert Partei!

Une voix.- Sans limite!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma et steet keng do. Genau dat. Sans limite!

(Brouhaha)

An dat ass dach eppes! Do hunn ech mer geduecht - well d'CSV hat jo geschwat, si wëllt op 1% goen, do si mer gespaant, wéi se et da mécht - mä op jidde Fall, vun Ärer Säit däerf keng Limitt no uewe sinn, wat den Effort de défense ugeet. Dat ass jo eng schéi Saach.

(Brouhaha)

Voilà. Dann ass et awer och fir eis wichteg, fir ze ënnersträichen,...

(Interruption par la présidence)

Gelift? Pardon?

(Hilarité)

Et ass fir eis awer elo och eng Fro vun Organisatioun. Den Här Graas hat gesot, datt den État-major net invitéiert gi wär an d'Kommissioun, fir doriwwer ze schwätzen. An ech mengen, hei ass och eng fundamental Fro: Wéi eng Destinatioun, wéi e Rôle spillt den Härebierg an der Gesamtstruktur vun der Arméi? Well och den État-major huet jo säi Rôle ze spillen. An hei ass eng Reform gemaach ginn, wou gesot ginn ass: „Et musse Synergië bestoen." Éngersäits musse Strukturen zesummegeluecht gi vun der Arméi, fir den double Emploi ze verhënneren, dofir komme verschidde Saachen, déi bis elo am État-major waren, op den Härebierg. An anerersäits solle Synergië gemaach ginn tëschent dem État-major an dem Ministère, wou awer iergendwéi déi Léisung, déi fonnt ginn ass, eis awer net kann iwwerzeegen, well den État-major, dat, wat an der Stad bleift, net bei de Ministère geet. Dat geet op eng aner Plaz, wou schonn aner Sécherheetsinfrastrukturen existéieren. Mä wann ee wierklech hätt wëlle Synergië maachen tëscht dem État-major an dem Ministère oder der Direction de la défense, hätt een dat och missen zesummeleeën. Dat geschitt net.

Elo ass also d'Fro: Wou sinn dann eigentlech déi Synergien? Ass dee Konzept, deen elo um Härebierg realiséiert gëtt, an dat, wat hei an der Stad gemaach gëtt, ass dat nach dat, wat eigentlech ugeduecht war vun dëser Regierung? Erfëllt dat den Zweck, fir eis Arméi méi effikass ze maachen, oder de Ministère besser opzestellen, fir verschidde verdeedegungspolitesch Optioune kënnen ze huelen? Dat, mengen ech, misst den Här Minister eis erklären.

Datt déi Aarbechten douewen och zum Deel der Éffentlechkeet profitéieren, d'Sportsinstallatiounen, aner Installatiounen, ass eppes, wat een natierlech nëmme ka begréissen, soulaang d'Sécherheet vun de militäreschen Installatiounen dobäi respektéiert gëtt. Ech mengen, dat ass ëmmer déi éischt Consideratioun. Mä den Härebierg och als Site opwäerte fir d'Stad, fir d'Regioun an och déi Interaktioun tëschent dem zivillen Émfeld an der Kasär ze intensivéieren an ze verbesseren, dat sinn Entwécklungen, déi een nëmme ka begréissen.

Mir sinn als ADR frou iwwert dëse Projet. Ech hat et am Ufank gesot: Et ass héich Zäit ginn, datt déi Leit, déi um Härebierg sinn, och doduerch sech valoriséiert fillen, datt endlech no hire Besoine gekuckt gëtt. Mir stëmmen dëse Projet ganz gär mat a wäerten also op jidde Fall och weider kucken, datt d'Installatioune vun der Arméi ëmmer der Zäit ugepasst sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass rar, datt mer eis Zoustëmmung ginn am Kader vun Depensë vun der Arméi. Op jidde Fall huet een dat a leschter Zäit net oft vun eis gesinn. Mä dës Kéier wäerte mer eng Ausnam maachen, well mer der Meenung sinn, datt dat Depensë sinn, déi den Zaldoten an Zaldotinnen och zeguttkommen. A mir sinn der Meenung, egal wat een elo kann denken - den Här Gusty Graas huet eng philosophesch Fro opgeworf: Brauch esou e Land wéi Lëtzebuerg eng Arméi? Oder, wat fir eng Missioune soll ee maachen oder net? -, dovunner ofgesinn, et si Leit, déi do schaffen, an déi mussen och a gudde Konditiounen, wéi all Beamten oder iwwerhaapt all Salarié, schaffen. An dofir wëlle mir dat ënnerstëtzen.

Et ass op jidde Fall eng eendeiteg méi sënnvoll Depense wéi eben aner Depensen, wéi de Militärfliger, wéi mer wëssen, wou mer wahrscheinlech emol net déi zwee Eenzeg hei am Raum sinn, déi der Meenung sinn, datt dat eng superflu Depense war. Ech mengen, mir sinn zu vill méi souguer. Oder vläicht och Interventiounen innerhalb vu militäreschen Allianzen, déi an eisen Aen och kee Sënn erginn.

Dofir gi mer eisen Accord. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet d'Wuert elo de Statssekretär am Nohaltegkeetsministère. An ech géif mengen, dass et säin „maiden speech" ass.

M. Claude Turmes, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Yes.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Direkt eng gutt Entrée en matière.

(Brouhaha)

Une voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bonjour, Bonjour!

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci. Merci, Här President, Merci dem honorabele Rapporteur Henri Kox. Merci och all deenen, déi geschwat hunn. Ech fannen et flott, dass mer hei iwwer all Parteigrenzen der Meenung sinn, dass déi Infrastrukturen um Härebierg musse moderniséiert ginn. Ech mengen, dat ass e wichtege Projet fir d'Arméi, virun allem fir déi Leit, déi douewe schaffen.Et ass och schéin, dass si haut bis op den héchsten Niveau hei bei eis vertruede sinn. Et ass awer, wéi den Aly Kaes virdru gesot huet, natierlech och eng gutt Noriicht fir Dikrech, fir d'Nordstad, fir den Norden. Dat do sinn net nëmmen 140 (veuillez lire: 137) Milliounen Invest, dat sinn och Aarbechtsplazen. An doduerch, dass den État-major elo erëm deelweis zréckkënnt op den Härebierg, ass dat natierlech eppes, wat eigentlech der Iddi vun der Regierung, dass mer eng Dezentraliséierung maachen, entsprécht.

Nach eng Kéier kuerz: Wat maache mer? 27 Gebaier gi quasi renovéiert. Do war ee Moment d'Diskussioun: Ginn déi ofgerappt, maache mer neier? An d'Bâtiments publics sinn dunn zum Schluss komm, dass et besser ass, wa mir déi renovéieren. Et ass eigentlech och e bëssen e Bäitrag zur Économie circulaire, dass mer Gebaier, déi mer nach brauche kënnen, renovéieren.

Et komme siwen nei Gebaier derbäi, an dat ass natierlech och wichteg fir de Phasage vun deem ganze Chantier. D'Arméi muss an deene Méint weider kënne funktionéieren. Et sinn dräi Phase virgesi vun all Kéiers dräi Joer. An doduerch, dass d'Kichen erauskënnt, dass d'Sportshal erauskënnt, ass et méiglech, dass d'Arméi weiderhi funktionéiere kann, trotzdeem dass de Chantier weiderleeft.

Dann ass fir déi ganz energetesch Saache probéiert ginn, wierklech de Maximum ze maachen. Bis elo ass um Härebierg quasi alles mat Masutt gemaach ginn. Et ass viru Joren eng Kéier eng Gasleitung dohinner gezu ginn. A wéi erwäänt ginn ass virdrun, kënnt eng Holzhackschnitzelchaudière dohinner, déi dee gréissten Deel vun der Wäermt ofdeckt. A mir halen ee vun de Kesselen, fir weider mat Gas den à point ze maachen, wann et emol besonnesch kal ass. Dann ass elo scho virgesinn, fir op dräi gréissere Gebaier Solaranlagen ze maachen, 750 Kilowatt Peak. An ech si frou, dass den Henri Kox an och all d'Fraktiounen elo mat en Opruff maachen, dass mer eigentlech kéinte méi maache bei Solar.

Ech hat virdrun dem Etienne Schneider, dem Arméiminister, eng kleng Anekdot erzielt. Déi Europäesch Energiefuerschungsleit ware virun zwee Joer eng Kéier op Boulder a Colorado, wou d'Amerikaner hir Recherche maachen am Beräich vun der erneierbarer Energie. A wéi se zréckkomm sinn, sote se zu mir: „There was a lot of dark green." A wat wollte se domat soen? D'amerikanesch Arméi investéiert massiivst an d'Kombinatiouun vu Solar a Batterie, well d'Schwaachstell vun den Arméien oft den Diesel-, de Masutttransport ass.

Wa mer elo déi Motioun unhuelen, denken ech, dass mer eventuell kënne kucken, ob net an Zukunft - wahrscheinlech ass d'Arméi vun der Zukunft eng Arméi, déi vill méi autonom funktionéiert an där Kombinatiouun mat Solar a Batterien - een dat vläicht iergendwéi schonn e bësse ka matabauen, och an d'Formatioun vun de Leit.

Dann ass ugeschwat ginn déi Saach vun der Sécherheet. Déi zwou Infrastrukturen, déi elo ausserhalb kommen, sinn extra esou konzipéiert ginn, dass d'Sécherheet besser ass. Dat heescht, fir d'Zivillleit gëtt et eng gewëssen Traditioun, dass d'Veräiner, d'Sportsveräiner vun Dikrech, déi déi Sportshal emol genotzt hunn, bis elo ëmmer hu missen an d'Enceinte eragoen, wat net besonnesch glécklech war. An dat ännere mer elo an Zukunft. D'Kantinn ass och an engem extrae Sas, wat erlaabt, dass, wann ugeliwwert gëtt, déi Camionen net mussen duerch den hallwe Rescht vun der Enceinte fueren. Also ass dat sécherheetstechnesch vill besser. An datselwecht ass och mam Holzhackschnëtzel, deen ugeliwwert gëtt, dee kann och bausse bleiwen. Also ass dat sécherheetstechnesch eng wesentlech Verbesserung.

Wéi geet de Projet elo virun? Mir hunn nach eng Autorisatioun ausstoen. Mir sinn amgaang, e POS ze maachen, deen ass an der Prozedur. D'Leit zu Dikrech hunn d'Méiglechkeet, nach déi nächst Wochen Asproch ze maachen. Mir erwaarden eis, dass dat relativ ouni Problem iwwert d'Bün geet. Da kënnt d'Dikrecher Gemeng. A wann alles gutt geet, kënne mer nom nächste Summer bauen.

An et ass een Aspekt, deen do nach opgeworf ginn ass, dat ass den Aspekt vum Landschaftsschutz. Fir dass ee virun allem zu der Gilsdrefer Säit an der Richtung Reisduerf de Projet herno manner gesäit, ass ugeduecht, fir zwou Bamalleeë mat op déi Strooss, déi do ronderëm geet, ze planzen. An dat wäerte mer probéieren, zu engem spéideren Zäitpunkt do mat anzebauen, soudass dee ganze Projet vill besser kann an d'Landschaft integréiert ginn.

Souwäit vu mir. Villmools Merci fir Är Ënnerstëtzung. An ech hoffen dann, dass d'Leit um Härebierg geschwënn a bessere Konditioune kënne schaffen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet de Verdeedegungsminister, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. Ech wëll just ganz kuerz d'Wuert huelen, well et, wéi den Här Kartheiser richteg seet, eent vu mengen, wann net mäin éischt Versprieche war, fir der Lëtzebuerger Arméi ze soen, mir géifen déi Gebailechkeeten, dee ganze Site militaire renovéieren. Dass et esou laang gedauert huet, huet leider domat ze dinn, dass et ëm vill Gebaier geet, dass et ëm vill Projete geet an dass vill Prozeduren anzehale waren. Mä mir sinn derduerchkomm, an dat eben zesumme mat de Kolleege vum MDDI.

Dofir e grousse Merci fir d'Efforte vun alle Säiten. Och e grousse Merci un de Kommandant vum Centre militaire mat senger Equipp, un de Chef vum État-major mat senger Equipp an un d'Direction de la défense, well hei hu ganz vill Leit misse mat dru schaffen, fir dass mer haut hei dee Vott kënnen huelen.

Mech freet et insbesonnesch, well et wierklech genee dat ass, wat mir ëmmer probéieren: Mir probéieren, den Effort de défense, dee mer musse maachen, dee mer musse vis-à-vis vun enger NATO an eisen NATO-Partner leeschten, esou ze gestalten, dass en e Retour économique direct op Lëtzebuerg respektiv op seng Bierger huet.

Dat heiten, mengen ech, ass déi beschte Méiglechkeet, fir aus engem Effort de défense e Förderprogramm ze maache fir d'Lëtzebuerger Handwierk, well hei gi vun deenen 137 Milliounen Euro 137 Milliounen Euro un d'Lëtzebuerger Handwierk, fir ebe just deen dote Site ze restauréieren. Dat ass also déi eng Win-Situatioun.

Déi aner Win-Situatioun ass, dass mer domadder eisen Obligatioune vis-à-vis vun der NATO e Stéck méi no kommen. An déi drëtt Win-Situatioun ass déi, an dat ass net déi mannste wichteg, dass mer d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Arméi domadder steigeren, andeems eis Infrastrukturen um leschte Stand sinn, a mer hoffen, oder ginn dervun aus, dass mer erëm méi jonk Leit begeeschtere kënnen, fir an d'Lëtzebuerger Arméi ze kommen.

Voilà, dat gesot, Iech heibannen alleguerten e grousse Merci fir Är breet Ënnerstëtzung zu deem heite ganz wichtege Projet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7272 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7272 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. Unanimitéit. Domat ass de Projet 7272 ugeholl.

Résultat définitif: le projet de loi 7272 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen (par M. Marc Angel) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da si mer nach saiséiert mat der Motioun.

Vote sur la motion 1

An ech géif dann d'Chamber froen, ob mer kënne per Handophiewen iwwert d'Motioun ofstëmmen, well se jo vu jiddwerengem gedroe gëtt.

(Assentiment)

Wien ass derfir? Wien ass dergéint? Och hei Unanimitéit. Domat ass d'Motioun ugeholl.

9. Ordre du jour (suite)

An da just nach eng Sekonn, wann ech gelift. Ech wollt Iech iwwer e klenge Changement am Ordre du jour informéieren, wou d'Fraktiounspresidenten dermat d'accord sinn.

Muer de Mëtte géife mer als véierte Punkt de Projet de loi 6810 fir eng oppen an transparent Verwaltung iwwerhuelen, dee fir den Donneschdeg virgesi war. Also als véierte Punkt géife mer deen dote Projet iwwerhuelen, dee fält dann en Donneschdeg ewech, wann Der domat d'accord sidd.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun der Sëtzung ukomm. Rendez-vous muer um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 17.32 heures)

Sommaire des séances publiques nos49, 50, 51 et 52

49e séance

Ouverture de la séance publique p. 674

Communications p. 674

Octroi d'un titre honorifique à M. Marcel Oberweis p. 675

Ordre du jour p. 675

Question élargie n°32 de M. Laurent Mosar relative aux restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail p. 675

7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M p. 675-678

7113 - Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale

et portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;

4° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

5° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

6° de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;

7° de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

et portant abrogation

de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti p. 678-687

6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais p. 687-690

p. 690-693

Ordre du jour (suite) p. 690

7195 - Projet de loi portant:

1° transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et

2° modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement p. 693

7306 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

2. modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier p. 693-694

50e séance

Ouverture de la séance publique p. 694

7301 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance p. 694-696

6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne p. 696-697

7282 - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13 p. 697-699

7285 - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas p. 699-700

7152 - Projet de loi portant

1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;

2° modification du Code de procédure pénale;

3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale p. 700-702

7280 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie p. 702-704

7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017 p. 704

51e séance

Ouverture de la séance publique p. 705

7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;

5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1er février 1984 portant création d'une Administration du personnel de l'État p. 705-706

7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État p. 706-707

7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux;

4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV p. 707-710

7286 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol» p. 710-713

52e séance

Ouverture de la séance publique p. 713

Communications p. 713

Octroi de titres honorifiques p. 713

Ordre du jour p. 713

7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1° du Code du travail; et

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État p. 713-716

7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes p. 716-722

7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 722

7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch p. 722-724

Ordre du jour (suite) p. 724

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°17** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3888	Marc Baum	Spoliation, dédommagement et harcèlement des juifs non luxembourgeois avant et après l'occupation nazie
3949	André Bauler	Installation d'un P&R au lieu-dit «Schinker»
3950	André Bauler	Économie verte
3953	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Léon Gloden, Sylvie Andrich-Duval	Marqueur tumoral
3955	Marc Spautz	Données de l'IGSS concernant la création d'un mécanisme d'adaptation des prestations familiales en espèces et en nature
3963	André Bauler	Fusions communales
3965	Max Hahn, Claude Lamberty	Animaux perdus
3970	Gérard Anzia	Rachat de la participation de Ardian dans la société nationale Encevo par le groupe chinois China Southern Power Grid
3972	Octavie Modert, Jean-Marie Halsdorf	Système national d'alerte «Amber Alert»
3975	Laurent Mosar	Cryptofinance
3977	Claude Wiseler	Dématérialisation des marchés publics
4070 urgente	Laurent Mosar Claudine Konsbruck	Vidéosurveillance

Question 3888 (21.06.2018) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **spoliation,** le **dédommagement et** le **harcèlement des juifs non luxembourgeois avant et après l'occupation nazie:**

Dans un article paru le 11 juin 2018 sur le site Internet de l'hebdomadaire «Woxx», intitulé «Shoah: L'hypocrisie du gouvernement dénoncée», des accusations graves sont reprochées au Gouvernement luxembourgeois. Il s'avère qu'après la Deuxième Guerre mondiale, les juifs d'origine polonaise qui résidaient au Luxembourg déjà dans les années 1930, se voyaient privés de leur droit de récupérer leurs immeubles et effets personnels spoliés, respectivement d'être indemnisés pour les dommages politiques et corporels.

Dans une lettre datée du 16 février 2016, le Premier Ministre confirme ce point de vue du Gouvernement et précise que les membres de famille d'une requérante avaient tous la nationalité polonaise et seraient donc exclus de toute indemnisation.

L'article précité renseigne encore sur les pratiques plus que douteuses de la police étrangère du Luxembourg qui surveillait et harcelait les juifs d'origine polonaise, voire les menaçait d'expulsion au cas où ceux-ci se comportaient de manière injurieuse ou hostile contre le Luxembourg. Ces pratiques duraient jusque dans les années 1970.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Le Premier Ministre se rend-il compte du fait que la loi du 27 mars 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre ainsi que l'approche du Gouvernement sont en contradiction avec l'esprit de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales signée, en date du 4 novembre 1950, par les États membres du Conseil de l'Europe pour violer notamment le protocole n°12 du 4 novembre 2000 de ladite convention, qui prévoit, dans son article 1 que «la jouissance de tout droit prévu par la loi doit être assurée, sans discrimination aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation. Nul ne peut faire l'objet d'une discrimination de la part d'une autorité publique quelle qu'elle soit fondée notamment sur les motifs mentionnés»?

2) Dans l'affirmative, pour quelle raison notre loi nationale sur le dommage de guerre de 1950 n'a-t-elle pas été adaptée au protocole n°12 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme, adopté en 2000 par le Conseil de l'Europe?

3) Les juifs non luxembourgeois ayant subi un dommage de guerre, obtiendront-ils, enfin, justice en acceptant leurs demandes d'octroi d'un dédommagement de guerre?

4) Quand est-ce que le Gouvernement entend entreprendre les démarches nécessaires, ensemble avec les instituts bancaires luxembourgeois, en vue de débloquer, enfin, les mystérieux comptes dormants, établis par le régime nazi pour gérer les épargnes volées et les loyers forcés payés par les juifs pour les restituer aux héritiers?

5) Sur quelle base légale, la police étrangère a-t-elle agi dans ses actions de surveillance, d'espionnage et d'harcèlement des juifs d'origine polonaise? Quel a été le but de ces opérations de surveillance et pourquoi ces opérations ont-elles perduré jusque dans les années 1970? Quel est le genre d'informations recueillies et comment ces informations ont-elles été traitées et utilisées?

Réponse commune (25.09.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

ad 1) En réponse au premier point de la question de l'honorable Député, il y a lieu de rappeler que le dispositif relatif à l'indemnisation des dommages de guerre mis en place dans les années 50 était agencé suivant le principe que chaque pays impliqué dans le deuxième conflit mondial indemniserait ses propres ressortissants. La loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre (Mémorial A n°21 du 27 mars 1950, p. 509-525) a défini à l'article 2, du Titre I, trois catégories de personnes qui pourront être indemnisées par l'État luxembourgeois:

A. Les citoyens de nationalité luxembourgeoise qui depuis l'invasion allemande du 10 mai 1940 ont «éprouvé un dommage à leur personne» ou «ont subi un dommage de guerre à leurs biens, tant mobiliers qu'immobiliers» pourvu que ces biens soient situés dans le Grand-Duché. Le législateur excluait donc l'indemnisation des biens situés hors des frontières du Grand-Duché, en application du principe énoncé plus haut.

B. Les Luxembourgeois (i. e. citoyens de nationalité luxembourgeoise) domiciliés à l'étranger sans qu'une date de l'établissement à l'étranger ne soit spécifiée. Pour cette catégorie de victimes l'indemnisation possible, qui dépend de l'accord du ministre compétent, est restreinte au «dommage politique et corporel», si ces Luxembourgeois sont devenus «victimes politiques au sens des dispositions du Titre II».

C. Les apatrides et les étrangers. Les citoyens de certains pays étaient en effet déchus de leur nationalité d'origine un certain nombre d'années après leur départ de leur pays d'origine (p. ex. cinq ans pour les citoyens polonais d'après le décret du Gouvernement polonais de fin mars 1938), devenant ainsi des «apatrides». Deux conditions doivent être remplies en vue de l'indemnisation de ces personnes non luxembourgeoises: elles doivent être domiciliées «depuis 1930 au Grand-Duché» et doivent avoir «rendu des services signalés au pays». La loi ne spécifie pas si l'indemnisation porte sur les dommages de guerre aux biens mobiliers ou immobiliers et/ou au dommage à leur personne. Le principe de la reconduction de l'énoncé précédent - sous A - était toutefois dans l'intention du législateur.

Ainsi, la loi luxembourgeoise de 1950 tient en effet compte ab initio des apatrides et des étrangers qui figurent dans une catégorie objective à part en prévoyant également à leur profit une indemnisation.

Au vu de ce qui précède, tant le reproche d'une violation par la loi sur les dommages de guerre de 1950 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, que celui de la violation du protocole n°12 du 4 novembre 2000, ne sauraient être maintenus.

ad 2) Au regard de la réponse apportée à la première question, la loi luxembourgeoise de 1950 ne nécessite pas d'être modifiée.

ad 3) La loi sur les dommages de guerre de 1950 ne comporte pas de catégorie «juifs non luxembourgeois ayant subi un dommage de guerre». Un tel qualificatif ne saurait être introduit dans des considérations légales puisqu'il apparaîtrait, à juste titre, comme discriminatoire. Ainsi, peut prétendre au droit à réparation celui qui rentre dans l'une des trois catégories énumérées ci-avant au point 1: Luxembourgeois, apatrides et étrangers.

ad 4) Le Gouvernement a élaboré un cadre légal spécifique pour traiter notamment de la problématique induite par les «comptes dormants». Le projet de loi en question vient d'être déposé à la Chambre des Députés en date du 6 août 2018 et porte le n°7348. Ledit projet de loi prévoit la possibilité pour l'État d'affecter certains avoirs prescrits de manière dédiée lorsqu'il existe des indices que ces avoirs appartenaient à des personnes ayant fait l'objet de violations graves du droit international humanitaire telles que visées à l'article 136bis du Code pénal. Ainsi, par exemple, les avoirs détenus sur des comptes inactifs auprès de banques, dont les titulaires auraient fait l'objet de violations graves du droit international humanitaire, seront consignés conformément à cette nouvelle loi, et une fois le délai de la prescription acquisitive au profit de l'État écoulé, pourront faire l'objet d'une affectation particulière. Le délai de la prescription acquisitive est au minimum de cinq ans suivant la consignation auprès de la caisse de consignation, ce délai étant maintenu également à l'égard de tels avoirs afin de garantir une égalité de traitement. Sont notamment visés, les fonds déposés sur les comptes de titulaires juifs disparus pendant la Deuxième Guerre mondiale qui pourront ainsi être affectés, à l'échéance du délai de la prescription acquisitive de cinq ans suivant leur consignation auprès de la caisse de consignation, à la Fondation pour la mémoire de la Shoah.

ad 5) Le dernier point soulevé par l'honorable Député porte sur la police des étrangers et ses «actions de surveillance, d'espionnage et d'harcèlement des juifs d'origine polonaise». Les documents conservés aux Archives nationales renseignent que tous les non-luxembourgeois venant s'établir au Grand-Duché dans l'Entre-deux-guerres ont été soumis sans exceptions aux mêmes contrôles en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour et/ou d'un permis de travail. La matière, la pratique sur le terrain et l'historique étant fort complexes, il y convient d'en exposer les détails.

Définition: par police des étrangers, il faut entendre une procédure administrative qui impliquait les forces de l'ordre (gendarmerie nationale et police locale) et la Sûreté publique (à partir de 1929). Les missions de surveillance qui leur étaient confiées, étaient placées sous la direction du Parquet général et sous l'autorité supérieure du Ministre de la Justice.

Législation et pratique: Les textes réglant le contrôle et la répression des étrangers «indésirables» remontent au dernier quart du XIX^{e} siècle. La loi du 8 mars 1880 précise les raisons pour lesquelles un résident étranger peut être expulsé (tranquillité publique ou demande d'extradition). Le fichier de la police des étrangers trouve son début dans cette loi et est resté en place jusqu'en 1972. À partir de 1887, les fiches d'hébergement (extraits des registres d'hôtel, de pensions ou d'auberges) doivent être remises à la gendarmerie qui les transmet au parquet. La loi du 1893 a renforcé les mesures de contrôle par l'immatriculation obligatoire lors de la déclaration d'arrivée à la commune.

La loi du 28 octobre 1920 a pour objet d'endiguer l'affluence de personnes étrangères sur le territoire luxembourgeois. La personne immigrée doit désormais être en possession d'un passeport de sa nationalité et d'un visa luxembourgeois.

L'arrêté du 30 novembre 1929 départage les missions de surveillance entre la Sûreté publique (compétente pour la ville de Luxembourg) et la gendarmerie (compétente dans le reste du territoire luxembourgeois). Les personnes candidates à l'immigration devaient dès lors produire un extrait de leur casier judiciaire, un certificat de moralité de leur dernière résidence à l'étranger, un extrait du registre de population avec les renseignements d'usage. À noter que la Sûreté publique était systématiquement avertie de l'arrivée d'un étranger qui s'inscrivait sur un registre communal.

Ce fut en 1934 que la carte d'identité des étrangers, valant autorisation de séjour, fut introduite. La «surveillance des étrangers» a duré jusqu'en 1972 et ne fut abolie que par la loi du 28 mars 1972.

Question 3949 (23.07.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**installation d'un P&R au lieu-dit «Schinker»:**

Le Gouvernement se propose d'encourager le covoiturage, initiative très louable pour délester nos voies routières et réduire les embouteillages, notamment aux heures de pointe. Au lieu-dit «Schinker» dans la commune Parc Hosingen, l'État est propriétaire d'un terrain d'environ un hectare qui pourrait être aménagé comme parking du type P&R. De plus, un tel parking pourrait prendre la forme d'un parking écologique tel par exemple celui tout près de la clinique d'Ettelbruck ou celui tout près de la gare de Drauffelt.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre pourrait-il informer, le cas échéant, sur un éventuel projet en la matière?

2) Dans l'affirmative, dans quel intervalle de temps un tel parking pourrait-il être aménagé?

3) Monsieur le Ministre peut-il renseigner sur le trafic qui passe tous les jours au lieu-dit «Schinker», surtout aux heures de pointe?

4) Au lieu-dit «Lipperscheid-Dellt», le MDDI a-t-il prévu des mesures acoustiques?

Réponse (30.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Selon la stratégie pour une mobilité durable Modu 2.0 approuvée par le Conseil de Gouvernement en date du 23 mai 2018, le covoiturage et les transports en commun se retrouvent parmi les outils pour atteindre une mobilité durable pour la société et agréable pour le citoyen. Toute initiative prise pour promouvoir ces modes de transport est louable, dont également l'aménagement d'emplacements de stationnement permettant le transbordement.

Mes services ont bien connaissance de réflexions existantes sur l'aménagement d'un parking P&R en bordure de la route N7 au lieu-dit «Schinker» encourageant l'intermodalité entre la voiture particulière et les bus régionaux; cependant toute nouvelle infrastructure devra être analysée sur son aptitude de répondre aux besoins réels.

Le projet de réorganisation des lignes d'autobus régionales du «Régime général des transports routiers» (RGTR) prévoit la mise en place d'une ligne de bus express sur la N7 soutenue par des navettes venant des régions limitrophes en vue d'augmenter la répartition des flux par

un transbordement bus-bus. Les arrêts de bus permettant l'échange de la navette vers la ligne express ou vice-versa sont bien en place à la hauteur du carrefour giratoire N7/CR322 au lieu-dit «Schinker»; cependant le transbordement bus-bus devra encore être amélioré par l'aménagement de chemins piétonniers adéquats et sûrs ainsi que par l'affichage des horaires en temps réel sur les arrêts. La stratégie de mon Ministère étant alors d'amener les navetteurs provenant des régions par des bus sur la ligne express N7 ou le cas échéant vers les gares ferroviaires de la ligne 10 Luxembourg - Troisvierges, il n'existe pas d'études visant l'aménagement d'un parking relais P&R au lieu «Schinker». Aussi la zone de chalandise avec notamment les localités de Consthum et de Holzthum est trop faible pour garantir la masse critique d'un tel parking P&R.

Par contre une demande de covoiturage semble se manifester à cet endroit et l'aménagement d'emplacements de stationnement pour la montée et la descente de ces covoitureurs pourrait s'avérer approprié. Pour le moment le nombre d'emplacements offert par l'assise de l'ancien chemin CR322 semble encore être suffisant, par contre le stationnement des covoitureurs devra être réglementé conformément aux dispositions du Code de la route par un règlement de circulation.

En ce qui concerne les charges de trafic enregistrées par les compteurs permanents et automatiques de l'Administration des ponts et chaussées aux alentours du lieu «Schinker», je suis en mesure de fournir les données reprises dans le tableau ci-après. Le compteur 939 se situe au nord de Hosingen sur la N7 et le compteur 610 se situe au sud de Hoscheid-Dickt. Par contre, il n'y a pas de compteur disponible sur le CR322 en direction de Vianden ou en direction de Kautenbach.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Quant à la question à part au sujet d'éventuelles mesures acoustiques à prévoir au lieu-dit «Dellt», il s'avère qu'une étude relative aux nuisances acoustiques à cet endroit vient tout juste d'être finalisée. Il faudra alors attendre les conclusions de cette étude et prendre ensuite les mesures appropriées qui seront jugées nécessaires.

Question 3950 (23.07.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**économie verte:**

Il va sans dire que le nombre d'entreprises faisant partie de l'économie dite verte s'est bien développé depuis le début du siècle. L'économie des «green jobs» forme certes aussi un secteur permettant d'employer, dans une certaine mesure, des travailleurs peu qualifiés.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir une définition de ce qu'on entend par économie verte?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer l'évolution du nombre de personnes travaillant dans ce secteur? Qu'en est-il du nombre d'entreprises?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils donner des informations concernant le développement de l'économie circulaire au Luxembourg?

- Combien de ces entreprises (économie verte, économie circulaire) ont déjà adopté le statut d'une société d'impact sociétal?

- Quels sont les programmes de formation proposés par l'ADEM pour préparer des demandeurs d'emploi à l'un ou l'autre poste de l'économie verte?

Réponse commune (13.09.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Dans le domaine de l'économie verte et des écotechnologies, le Ministère de l'Économie développe activement l'économie circulaire comme pilier de diversification de l'économie luxembourgeoise. Dans l'économie circulaire, la valeur des produits et matériaux est maintenue aussi longtemps que possible. En fin d'utilisation ces ressources sont réinsérées dans les cycles biologiques ou techniques en maintenant leurs valeurs aussi élevées que possible. Ce nouveau concept dépasse de loin le recyclage «classique» et intervient dès la conception du produit et du modèle d'affaire y relatif.

L'économie circulaire permet de réduire les coûts de l'industrie manufacturière, de débloquer de nouveaux modèles d'affaires qui donneront naissance à une nouvelle génération d'entreprises européennes efficientes et innovantes. Ces activités créeront également des emplois locaux et durables et débloqueront des opportunités d'intégration et de cohésion sociale.

L'écosystème intégré du Grand-Duché présente un avantage pour l'implémentation de l'économie circulaire et permettra au Luxembourg de se positionner comme un des leaders dans le domaine. Le Luxembourg étant pauvre en ressources naturelles, l'économie circulaire est un impératif afin de maintenir notre qualité de vie et la compétitivité de notre économie. De plus, elle présente de nombreuses opportunités économiques à saisir.

Depuis la publication de l'étude nationale analysant le potentiel de l'économie circulaire en 2015 et le processus de la Troisième révolution industrielle, l'économie circulaire s'est bien ancrée au Luxembourg. De nombreux événements nationaux et internationaux ont permis de sensibiliser les acteurs luxembourgeois. En guise d'exemples on peut citer la collaboration avec la Banque européenne d'investissement pour l'événement «Financing the Circular Economy» en 2015, l'organisation du «Luxembourg Circular Economy Hot Spot», conférence d'envergure qui a eu lieu en 2017, ainsi que la visite d'État néerlandaise en 2018 dont la composante économique fut placée sous le thème de l'économie circulaire. Plusieurs conférences scolaires ont également été organisées et une unité pédagogique pour l'enseignement secondaire est en cours d'élaboration.

Afin d'intégrer le concept de l'économie circulaire dans les différents domaines, des groupes de travail dédiés à un thème spécifique tel que les finances, les nouveaux modèles d'affaires, l'éducation ou encore les marchés publics ont été créés. Un programme de soutien financier pour les entreprises a été mis en place en vue d'inciter à la création de produits et services circulaires dans l'industrie luxembourgeoise, programme qui permet de profiter du savoir-faire développé ces dernières années par des experts locaux.

L'économie circulaire a également été intégrée dans le catalogue de mesures du Pacte Climat géré par «myenergy» afin de l'implémenter au niveau communal avec comme fer de lance la commune de Wiltz, hot spot de l'économie circulaire. Plusieurs projets de développement urbain, allant d'un bâtiment isolé jusqu'au quartier de plusieurs hectares, ont appliqué les principes circulaires créant ainsi un marché intéressant pour le secteur de la construction. Une méthodologie de mise en œuvre de l'économie circulaire dans les zones d'activités économiques existantes et futures a été élaborée et est actuellement déployée sur plusieurs sites.

Le développement de l'économie circulaire au Luxembourg permet de renforcer sa compétitivité et de développer un savoir-faire exportable notamment dans le domaine de l'économie de fonctionnalité (performance economy, product as a service), ce qui facilite la transition pour les entreprises existantes tout en permettant d'attirer de nouveaux acteurs et en encourageant la création d'entreprises au Grand-Duché.

Cette évolution sera évidemment bénéfique pour l'environnement en réduisant les impacts négatifs voire même en créant des impacts positifs et réhabilitant. L'économie circulaire est transversale en s'adressant à tous les secteurs et domaines et fait progressivement son entrée dans les institutions et entreprises. Il n'est donc pas opportun ni possible de faire une distinction claire entre entreprises et emplois «traditionnels» et «verts» ou «circulaires».

En ce qui concerne le nombre d'entreprises qui ont adopté le statut d'une société d'impact sociétal (SIS), il y a lieu de noter qu'à ce jour aucune entreprise de l'économie verte ou de l'économie circulaire n'a adopté ce statut. Néanmoins, il convient de rappeler que ces entreprises sont éligibles lorsqu'elles remplissent cumulativement les conditions de l'article 1 de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, c) la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune.

Concernant les programmes de formation proposés par l'ADEM pour préparer les demandeurs d'emploi à l'un ou l'autre poste de l'économie verte, il y a lieu de noter que l'ADEM propose depuis le 1er janvier 2018 une formation intitulée «Fit 4 Green & Build Jobs» s'adressant aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM et qui souhaitent bénéficier d'une orientation, profiter d'une évaluation de leurs compétences et accéder à une formation débouchant sur les métiers actuels et futurs du bâtiment. Ce projet se base donc sur trois axes principaux: l'orientation, l'évaluation et la formation.

Il s'agit d'un projet porté par l'ADEM et mis en œuvre par l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB). Le projet est cofinancé par le Fonds social européen et sa période de réalisation s'étend du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019.

Il est prévu de faire profiter 400 demandeurs d'emploi d'un atelier d'orientation sur une période de deux ans.

L'évaluation devrait être proposée à 150 bénéficiaires et il est prévu d'offrir une formation à 120 demandeurs d'emploi sur une période de deux ans.

Question 3953 (24.07.2018) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch**, **Octavie Modert**, **M. Léon Gloden** et **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **marqueur tumoral:**

Tumormarker sind Substanzen, die bei einer bösartigen Tumorerkrankung vermehrt im Körper anfallen können. Daher werden sie auch als „Krebsmarker" bezeichnet. Sie werden vor allem bei der Verlaufskontrolle einer Krebserkrankung bestimmt.

Unseren Informationen zufolge wird bei Krebspatienten die Kontrolle der Tumormarker momentan nicht von der Krankenkasse erstattet, obwohl diese für die Ärzte und Patienten ein wichtiger Indikator des Krankheitsverlaufs sein können.

Aus diesem Grund möchten wir folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister für soziale Sicherheit stellen:

1. Können die Minister unsere Informationen bestätigen?

2. Wenn ja, aus welchem Grund werden diese Tumormarker nicht mehr erstattet?

3. Teilen die Minister die Meinung, dass diese Analysen ein wichtiges Instrument im Kampf gegen Krebserkrankungen sein können, da sie den Ärzten wichtige Hinweise geben können?

4. Wenn ja, werden die Minister sich dafür einsetzen, dass die betroffenen Patienten in Zukunft diese Untersuchungen erstattet bekommen?

Réponse commune (24.08.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. Les informations selon lesquelles les analyses relatives aux marqueurs tumoraux ne sont actuellement pas prises en charge par l'assurance maladie ne peuvent être confirmées par la Caisse nationale de santé (CNS). Certes, les modalités de la prise en charge ont changé au 1er janvier 2018, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique, mais les marqueurs tumoraux sont toujours pris en charge par l'assurance maladie selon les conditions et les modalités figurant dans la nouvelle nomenclature.

La nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017 n'a pas contenu de limitations quant au nombre de marqueurs tumoraux à prendre en charge par l'assurance maladie.

La nomenclature entrée en vigueur début 2018 prévoit au maximum un dosage pour la plupart des actes de la sous-section 3 - Marqueurs tumoraux (non hormonaux) du chapitre 1 - Chimie biologique, section incluant 15 marqueurs tumoraux différents. Cette limitation n'a d'ailleurs pas été appliquée dans une phase transitoire s'étalant du 1er janvier 2018 au 31 mars 2018 et les dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature restaient d'application pendant cette phase transitoire.

ad 2. La nouvelle nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique, entrée en vigueur en date du 1er janvier 2018, se caractérise par la mise en place de règles de cumuls et de règles de bonne pratique s'adressant prioritairement aux prescripteurs des examens en question. La Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales (FLLAM) avait également proposé l'introduction de règles de non-cumul dans la facturation d'actes prescrits simultanément, sauf en cas de motivation médicale objective. Le renouvellement fondamental de la nomenclature, notamment la révision de la sous-section 3 - Marqueurs tumoraux (non hormonaux) - avait trouvé l'accord de tous les membres présents lors de la réunion de la Commission de nomenclature du 27 septembre 2017 et reflète les recommandations de bonnes pratiques des sociétés savantes dans le domaine de la cancérologie, du Conseil scientifique dans le domaine de la santé ainsi que l'avis de la Haute Autorité de santé (HAS) sur la pertinence des dosages des marqueurs tumoraux dans le cadre du dépistage. Ces règles ont été discutées dans le groupe de travail qui a rédigé la nouvelle nomenclature, groupe de travail nommé par Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et auquel ont participé notamment des représentants de la FLLAM, de l'Association des médecins et médecins dentistes (AMMD), du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), de la Cellule d'expertise médicale (CEM) et de la Caisse nationale de santé (CNS).

ad 3. L'inutilité du dosage d'un panel de marqueurs tumoraux dans le cadre du dépistage général en cancérologie a été largement confirmée par l'ensemble des sociétés savantes. Les marqueurs tumoraux (non hormonaux) de la section visée sont des indicateurs utiles permettant, pour les cancers qui expriment de tels marqueurs, de compléter le bilan d'extension et de suivre la réponse thérapeutique et l'évolution de la maladie. La proportion de cancers exprimant plus d'un marqueur de cette section de la nomenclature est très faible, et la proportion de cancers en exprimant plus de deux est infime.

ad 4. Lors de la réunion du 11 juillet 2018 de la Commission de nomenclature, la recommandation circonstanciée ayant comme objet des adaptations ponctuelles à faire au niveau de la nomenclature complètement révisée a été votée à l'unanimité des membres effectifs présents. Parmi les modifications apportées, la règle portant sur le nombre maximal de dosages de marqueurs tumoraux (non hormonaux) a été assouplie et ce nombre a été relevé de un à deux. Dans les cas de néoplasmes multiples, qui restent une exception et sont à mentionner sur la prescription, la règle du nombre maximal ne s'applique pas. L'entrée en vigueur de ces modifications est prévue pour le 1er septembre 2018.

Question 3955 (25.07.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **données de l'IGSS concernant la création d'un mécanisme d'adaptation des prestations familiales en espèces et en nature:**

Résultant de l'accord conclu entre le Gouvernement et l'OGB-L, le LCGB et la CGFP le 28 novembre 2014, le projet de loi n°7003 portant création d'un mécanisme d'adaptation des prestations familiales en espèces et en nature a été déposé en juin 2016, suivi de l'avis du Conseil d'État en octobre 2016. Lors de la réunion de la Commission de la Famille en date du 2 juillet 2018, Madame la Ministre a prétendu que les chiffres et données de l'IGSS, nécessaires pour poursuivre les travaux parlementaires du projet de loi susmentionné, ne seraient pas encore disponibles. Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale vient d'annoncer en séance publique en date du 3 juillet 2018, que les données et les chiffres de la part de l'IGSS sont bien disponibles.

Dans la mesure où les données de la part de l'IGSS n'ont pas été présentées aux membres de la commission lors de la réunion jointe de la Commission de la Famille et de l'Intégration et de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ayant eu lieu le 25 juillet 2018, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les données et chiffres de l'IGSS ayant trait au projet de loi en question?

Réponse commune (04.09.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

À la demande du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse datant du 8 mai 2018, l'Inspection générale de la sécurité sociale avait communiqué le 6 juin 2018 les données requises au service statistique du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour l'actualisation des calculs relatifs au projet de loi n°7003 portant création d'un mécanisme d'adaptation des prestations familiales en espèces et en nature.

Les résultats des travaux réalisés par les services respectifs figurent dans une note qui a été transmise par ce même ministère à la Chambre des Députés en date du 8 août 2018.

Question 3963 (30.07.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **fusions communales:**

Un article paru dans la presse quotidienne du 25 juillet 2018 a révélé un nouvel élan auprès de certains responsables communaux de la Nordstad qui aimeraient concrétiser un projet de fusion dans les années à venir. Les collèges échevinaux des communes d'Ettelbruck, de Schieren et d'Erpeldange-sur-Sûre auraient même entamé des «pourparlers exploratoires».

Il ressort du même article qu'il est «impensable» que la commune de Colmar-Berg, commune signataire de la première convention Nordstad (22 mai 2008), puisse un jour participer aux projets de fusion des cinq autres communes de la Nordstad, pour la simple raison qu'elle fait actuellement partie du canton de Mersch et, partant, de la circonscription électorale du Centre.

Au vu de ce qui précède et étant donné que Monsieur le Ministre de l'Intérieur a récemment convoqué les communes pour lui faire part de leurs attitudes sur d'éventuels projets de fusion, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il confirmer que des pourparlers exploratoires ont déjà été entamés entre les communes susmentionnées?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis qu'il serait inconcevable, voire même impossible, pour les raisons précitées, que la commune de Colmar-Berg fusionne un jour avec une autre commune de la Nordstad?

- Dans l'affirmative, sur quelle logique Monsieur le Ministre se fonderait-il, sachant que d'autres fusions ont déjà conduit à une nouvelle délimitation cantonale (fusions communales de Wincrange, de Tandel et du Parc Hosingen)?

- Toujours dans l'affirmative, les responsables de la commune de Colmar-Berg ont-ils déjà été informés de leur sort possible lors des échanges de vues avec Monsieur le Ministre?

- Monsieur le Ministre serait-il d'avis qu'une délimitation purement administrative et électorale saurait faire échec à un éventuel projet de fusion de communes avoisinantes, d'autant plus que le projet de la Nordstad trouve l'appui solide du Gouvernement?

- Vu les projets communs réalisés (à réaliser) sur les territoires de la ville de Diekirch et de la commune d'Erpeldange-sur-Sûre (ZA Fridhaff, axe central, urbanisation Walebroch), le regroupement possible des communes d'Ettelbruck, de Schieren et d'Erpeldange-sur-Sûre serait-il la seule option de fusion à envisager dans un scénario de fusions par étapes?

Réponse (06.09.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'honorable Député André Bauler se réfère à la presse quotidienne pour se renseigner sur un projet de fusion des communes d'Erpeldange-sur-Sûre, d'Ettelbruck et de Schieren, évoqué dans un article paru le 25 juillet 2018 au «Tageblatt».

À l'occasion des entrevues concernant les fusions de communes, que j'ai eues avec toutes les communes comptant moins de trois mille habitants au mois de juillet, les collèges des bourgmestre et échevins des communes d'Erpeldange-sur-Sûre et de Schieren ont confirmé que des discussions sur une fusion de leurs communes avec la Ville d'Ettelbruck avaient eu lieu. Dans leurs prochaines séances du 12 septembre 2018 les conseils communaux des trois communes précitées délibéreront chacun sur «la conduite des discussions exploratoires en vue d'une éventuelle fusion».

Les fusions de communes continuent d'être encouragées par le Gouvernement et d'être accompagnées par les services de mon ministère. Si une fusion de communes qui modifiait la composition d'un canton, et par là également celle d'une circonscription électorale, n'est juridiquement pas impossible, elle est hautement sensible et complexe du point de vue politique et mériterait dès lors d'être appréhendée avec circonspection. Les fusions de communes adoptées jusqu'à présent par la Chambre des Députés sont toutes restées sans incidences sur les circonscriptions électorales.

Je laisse l'appréciation sur d'autres options de fusion aux communes concernées pour rester fidèle à l'approche qui a toujours été la mienne dans ce domaine et qui est celle de fusions volontaires dans le plein respect de l'autonomie communale.

Question 3965 (01.08.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **animaux perdus:**

Suite à la disparition d'un animal de compagnie et après une première recherche infructueuse, il reste au propriétaire de l'animal la possibilité de publier un avis de recherche sous forme d'une annonce. Ces annonces peuvent aussi servir à signaler aux propriétaires que leurs chiens et chats perdus ont été retrouvés.

De telles annonces sont diffusées par différents moyens. Les refuges pour animaux et les associations pour la protection des animaux relayent les informations sur leurs sites Internet et réseaux sociaux. Il existe également des plateformes en ligne qui partagent les informations. Les avis de recherches peuvent aussi être diffusés à la radio.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre ne pourrait-il pas envisager de regrouper le dynamise des différents acteurs impliqués en centralisant les informations?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de créer une plateforme en ligne officielle qui faciliterait la diffusion des informations et qui par cela augmenterait les chances des animaux de retrouver leurs maîtres?

Réponse (04.09.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Tout d'abord, je tiens à remercier les députés d'avoir soulevé la problématique des animaux perdus ainsi que d'avoir proposé une solution très intéressante à cette dernière.

Il faut souligner que, conformément à la loi relative aux chiens, il existe une obligation pour chaque détenteur de faire identifier son chien par une puce électronique. Une disposition similaire sera prévue pour les chats dans un règlement d'exécution qui sera publié dans le cadre de la nouvelle loi relative à la protection animale.

L'identification des animaux et l'enregistrement de cette dernière dans une base de données permet de localiser d'une manière efficace le détenteur d'un animal perdu lorsque celui est retrouvé et amené chez un vétérinaire ou auprès d'une association de protection animale en vue de la lecture de la puce électronique par un lecteur spécifique.

Au cas où un animal retrouvé n'est pas identifié conformément à la législation ou bien cette identification n'est pas enregistrée dans une base de données, la description de l'animal peut être transmise par les différents canaux (presse, site Internet, réseaux sociaux) afin de retrouver le détenteur de l'animal.

L'idée de la création d'une plateforme publique me semble cependant très intéressante. Il se pose néanmoins quelques problèmes de mise en application par rapport aux systèmes actuellement en place. Tout d'abord cette plateforme ne serait gérée que pendant les heures de bureau, ce qui présente un problème lors de la perte d'un animal durant le week-end ou pendant un jour férié.

En outre, la mise à jour de cette plateforme s'avère difficile puisqu'elle nécessite une information lorsque l'animal perdu a été retrouvé et retourné à son propriétaire.

Vu le fait que l'identification par puce électronique et l'enregistrement de cette dernière dans une base de données permet en cas de localisation d'un animal perdu de restituer ce dernier à son propriétaire, il n'y a pas urgence en la matière. Pour cette raison, je suggère de revenir sur votre proposition innovante de créer une plateforme publique pour enregistrer les animaux perdus en concertation avec les associations de protection animale, une fois le nouveau règlement d'exécution en place.

Question 3970 (03.08.2018) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant le **rachat de la participation de Ardian dans la société nationale Encevo par le groupe chinois China Southern Power Grid:**

La société d'énergie Encevo SA, maison mère de Creos et Enovos, joue un rôle stratégique dans la politique énergétique nationale, tant au niveau de la transition énergétique vers une économie durable, entamée et engagée par le plan Rifkin, qu'au niveau de la sécurité d'alimentation en énergie pour le Luxembourg, un élément clef pour l'économie nationale.

Selon des informations parues au «Handelsblatt» du 31 juillet 2018, le groupe financier Ardian qui détient 25,5% des parts du groupe Encevo SA aurait trouvé un accord de reprise de sa participation avec le groupe China Southern Power Grid (CSG), une société étatique chinoise, pour la somme de 400 millions d'euros.

L'État chinois essaye de manière systématique de pénétrer le marché énergétique européen et le groupe étatique chinois «State Grid Corporation of China» a récemment tenté une démarche similaire afin de reprendre des parts dans la société énergétique «50Hertz». La réaction du Ministre allemand de l'Économie et de l'Énergie a été de racheter par intermédiaire de la banque étatique KfW les parts de «50Hertz».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Depuis quand Monsieur le Ministre est-il au courant des démarches de la société Ardian pour vendre ses participations dans le groupe Encevo?

2) Étant donné que l'État luxembourgeois est le plus grand actionnaire dans le groupe Encevo avec une participation de 28%, a-t-il été approché par Ardian pour le rachat des participations?

3) Existe-t-il une stratégie européenne commune afin de réagir à la stratégie de pénétration du marché énergétique européen par l'État chinois?

4) Vu le droit de préemption de l'État luxembourgeois, concernant une vente de participations dans la société Encevo, a-t-il été envisagé de racheter les parts détenues par Ardian, soit directement, soit par intermédiaire de la SNCI ou de la BCEE? Dans la négative, quel est l'argumentaire qui a conduit à cette décision?

5) Vu le rôle d'importance nationale de la maison mère Encevo, et vu le bon développement économique de la société, une reprise des participations de Ardian dans le groupe Encevo par l'intermédiaire du droit de préemption est-elle à ce jour encore possible?

Réponse (24.08.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En début de l'année, Ardian avait laissé entendre qu'ils étaient ouverts à une réflexion sur l'avenir de leur participation minoritaire dans Encevo et qu'ils aimeraient trouver un successeur en tant qu'actionnaire qui participerait à la dynamique d'Encevo et continuerait de lui apporter une véritable valeur ajoutée. Enfin par lettre du 25 juin 2018 Ardian avait formellement avisé par écrit les actionnaires d'Encevo de leur intention de vendre dans les mois à venir leur participation minoritaire dans Encevo.

Ayant donc eu la volonté de se séparer de sa participation, et sauf un droit de préemption à exercer le cas échéant en fin de procédure par les autres actionnaires, Ardian était libre de vendre à une contrepartie de son choix et selon des critères de choix spécifiques à elle.

Depuis ses débuts l'actionnariat d'Encevo, tout comme les actionnariats de ses sociétés précurseurs, était composé de façon hétérogène mais équilibrée apportant l'expérience des secteurs public, financier et industriel. Il comprenait donc également des actionnaires du tissu industriel qui avaient toujours su apporter le savoir-faire spécifique de leur métier pour contribuer à bien mener les projets d'entreprise successifs en vue d'une croissance durable et forte. C'est dans cet ordre d'idées que les autres actionnaires d'Encevo avaient manifesté dans des échanges informels avec Ardian leur inclination pour pouvoir coopérer à l'avenir de nouveau avec un nouvel actionnaire issu du milieu industriel, tout en respectant que le processus de vente de sa participation dans Encevo était dirigé exclusivement par Ardian. Il n'était donc jamais question de vouloir racheter de prime abord la participation d'Ardian et de fermer l'actionnariat d'Encevo aux seuls actionnaires publics.

Enfin Ardian a dévoilé récemment à la presse et aux autres actionnaires le repreneur de sa participation dans Encevo comme étant China Southern Power Grid International, filiale à 100% de l'entreprise publique China Southern Power Grid (CSG). CSG est active dans les cinq provinces du sud de la Chine (Guangdong, Guangxi, Guizhou, Hainan, Yunnan) et est une entreprise intégrée de transport, de production et de vente d'électricité. Elle emploie 303.000 personnes, exploite 310.000 km de lignes de transport haute tension couvrant une surface de un million de km^2 et servant une population de 248 millions d'habitants, et opère huit interconnexions haute tension vers le Myanmar, le Laos, le Vietnam et Hong Kong. Au-delà de ces activités CSG est active dans les domaines de l'efficience énergétique, de l'énergie renouvelable, du stockage d'électricité de l'électromobilité et des réseaux intelligents. CSG a donc un caractère industriel très prononcé et devrait présenter les atouts nécessaires pour pouvoir soutenir Encevo en tant qu'actionnaire dans son développement futur. Il est en tout état de cause préférable de pouvoir bénéficier des compétences d'un acteur industriel que de voir détenir les actions de Encevo par un acteur financier dont les intérêts sont purement d'ordre pécuniaire et la plupart du temps à court terme.

À l'image de l'Union européenne, le Luxembourg se caractérise depuis des décennies par son économie ouverte et son attitude accueillante tant vis-à-vis de nos travailleurs frontaliers, de capitaux internationaux que d'investissements provenant d'États membres de l'Union européenne ou de pays tiers. C'est grâce à cette ouverture d'esprit que nous maintenons notre économie dynamique et croissante, économie à laquelle tient la richesse actuelle et future de notre pays. C'est dans cet environnement propice et ouvert que China Southern Power Grid sera accueilli comme nouvel actionnaire d'Encevo.

Il faut savoir par ailleurs que China Southern Grid va acquérir seulement 24,9% des parts de Encevo. Au Luxembourg, le pourcentage d'actions permettant à un investisseur de disposer d'une minorité de blocage est fixé en droit des sociétés à 33%. 24,9% des parts ne permettent dès lors pas d'invertir dans la gestion journalière de l'entreprise, ni de procéder à des nominations de salariés aux postes clefs de l'entreprise. Les risques insinués par certains que des acteurs chinois puissent prendre contrôle de façon directe ou indirecte de Encevo au détriment du développement économique du Luxembourg relève de la pure spéculation et n'existe pas. L'État luxembourgeois, la Ville de Luxembourg, la SNCI, la BCEE et POST détiennent avec 74,6% des parts tous les pouvoirs pour diriger la stratégie de l'entreprise dans l'intérêt tant du développement de l'entreprise que du développement économique.

Il faut rappeler également que le pacte d'actionnariat de Encevo, auquel China Southern Grid va souscrire dans le cours de la procédure d'acquisition, prévoit que l'État luxembourgeois dispose de la possibilité de racheter à tout moment et sans raison spécifique les parts de Creos et donc du réseau d'électricité au prix du marché. Le risque de prise de contrôle des réseaux électriques par une entreprise étrangère est ainsi nul.

Tous les actionnaires avaient 20 jours ouvrables à partir de l'annonce officielle par Ardian de la transaction proposée pour pouvoir faire valoir leur droit de préemption. Ni l'État ni les autres actionnaires n'ont fait usage de ce droit dans le cas présent.

La reprise de 24,9% des parts de Encevo par China Southern Grid ne constitue pas le premier investissement de sociétés étrangères dans les entreprises luxembourgeoises stratégiques. Sous la houlette de l'ancien ministre des finances Luc Frieden, un fonds qatarien a investi dans Cargolux ainsi que dans la BIL, bien que ces partenariats ne se sont pas révélés fructueux comme le prouve les désinvestissements qui s'en suivirent. À chaque fois, ce sont des investisseurs chinois qui ont pris la relève. La BIL a annoncé récemment sous la présidence de Luc Frieden que désormais 90% du capital de la BIL est contrôlé par Legend Holdings, un fonds chinois. Les 10% restants sont détenus par l'État. Le Ministre François Bausch menait à bien la reprise de 35%, et donc une minorité de blocage, des parts de Cargolux par le Henan Civil Aviation Development and Investment. Cette collaboration s'avère fructueuse pour le développement des activités de Cargolux en Asie.

Faut-il rappeler finalement que la Chine constitue depuis longue date un partenaire stratégique pour le Luxembourg. En témoigne la présence de sept des plus grandes banques chinoises sur la place financière du Luxembourg. Le Luxembourg est un investisseur de premier rang dans la Asia Infrastructure Bank. L'entreprise IEE a été reprise par le groupe chinois Casic et est un des principaux investisseurs au sein du Automotive Campus à Colmar-Berg pour asseoir sa position économique. Dans le domaine de la logistique, que ce soit par le biais du fret aérien ou du rail, de nombreux projets sont en train d'être développés. Les investissements chinois au Luxembourg ont à ce jour été largement bénéfiques de sorte qu'une collaboration de China Southern Grid au sein de Encevo en tant qu'actionnaire minoritaire va certainement s'inscrire dans la continuité de ce partenariat.

Finalement, je tiens à souligner que l'État et les autres actionnaires auraient dû débourser quelque 534 millions d'euros pour exercer le droit de préemption dont question. Vue la majorité absolue que l'État détient déjà dans le groupe Encevo (directement et indirectement) et les garanties en faveur de l'État prévues dans le pacte d'actionnaires, je ne vois pas pourquoi l'État devait débourser autant d'argent pour n'en tirer finalement guère de plus-value réelle.

Question 3972 (06.08.2018) de **Mme Octavie Modert** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **système national d'alerte «Amber Alert»:**

En avril 2016, le Ministre de la Justice et la Secrétaire d'Etat à la Sécurité intérieure avaient

lancé au Luxembourg la mise en œuvre du système UE d'alerte en cas d'enlèvement d'enfant appelée «Amber Alert». Cette année-ci, elle a été déclenchée pour la première fois au Luxembourg, en date du 26 juin. L'enfant a fort heureusement pu être retrouvé sain et sauf.

Nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Quelles conclusions peuvent être tirées du déroulement des opérations relatives au premier déclenchement de l'alerte?

2) Quel est le nombre d'appels enregistrés au Centre d'intervention national en relation avec le déclenchement de l'alerte Amber?

3) Est-ce que le numéro d'appel d'urgence 113 a pu prendre les appels sans délai? Où les lignes étaient-elles par moment saturées en raison de cet événement? Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas mettre en place un numéro spécifique à ce type d'alerte?

4) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que des améliorations pourraient être envisagées le cas échéant?

Réponse commune (27.08.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1) Conformément à la procédure établie, l'alerte a été déclenchée sur ordre de l'autorité judiciaire.

Le déclenchement technique de l'alerte s'est déroulé comme prévu. Dans la mesure où il s'agissait du premier déclenchement d'une alerte, certains partenaires ont été surpris et le déclenchement automatique a dû être soutenu dans certains cas par des prises de contact individuelles.

ad 2) Le nombre d'appels cumulés enregistrés au Centre d'intervention national (113) et aux deux postes de réception téléphonique supplémentaires dédiés exclusivement à l'alerte Amber (4997 6868) en relation avec le déclenchement de l'alerte Amber s'élève à 20. Par ailleurs, deux appels ont été réceptionnés par le commissariat de Diekirch.

ad 3) Au moment de l'enlèvement de l'enfant, avant le déclenchement de l'alerte Amber, plusieurs témoins se sont manifestés simultanément au numéro d'appel d'urgence 113 pour signaler les faits. Ainsi, les temps d'attente au 113 se sont prolongés pendant un court laps de temps.

Pendant la phase de déclenchement de l'alerte, deux postes de réception téléphonique supplémentaires destinés à recevoir exclusivement des appels «Amber Alert» via le numéro 4997 6868 ont été mis en place.

ad 4) La police interviendra auprès de tous les partenaires qui sont censés être impliqués dans la procédure afin de les sensibiliser à nouveau, notamment à vérifier les procédures automatiques activées lors du lancement d'une alerte Amber.

Question 3975 (06.08.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **cryptofinance:**

La CSSF a récemment publié un avertissement en rapport avec une société établie au Luxembourg et active en matière de cryptofinance. Sur son site Internet, l'entité propose en effet des services d'achat et de vente de monnaies numériques.

La CSSF souligne que l'entreprise en question ne dispose d'aucun agrément du superviseur luxembourgeois pour prester des services financiers.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du type d'agrément dont la société susmentionnée devrait disposer pour pouvoir légalement offrir ses services au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du nombre de sociétés proposant des services financiers en rapport avec les cryptomonnaies et disposant d'un agrément de la CSSF? De quel type d'agrément s'agit-il plus précisément?

- Existe-t-il des fonds luxembourgeois agréés par la CSSF et investissant en cryptomonnaies?

Réponse (03.09.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La CSSF a récemment publié un avertissement relatif à une société qui prétend être établie notamment à «L-8070 Bertrange» et qui offre par Internet divers services dont des «livrets à taux fixe», «livrets à taux réel», «comptes de trading» et «comptes en gestion». Ces activités sont soumises à un agrément bancaire ou agrément d'entreprise d'investissement au Luxembourg et dans les autres États membres de l'UE. Si la société avait son siège dans un autre État membre et opérait au Luxembourg sous le couvert du libre établissement ou de la libre prestation de services, la CSSF aurait reçu une notification de la part de l'autorité compétente de l'État membre d'origine ou serait au courant via le Mécanisme unique de surveillance. La société diffuse par ailleurs des formulaires utilisant le logo et le nom d'acteurs financiers agréés, sans autorisation.

Dès lors, dans son avertissement, la CSSF informe le public que l'entité en question «lui est inconnue et ne dispose d'aucun agrément pour la prestation de services financiers au ou à partir du Luxembourg».

À l'heure actuelle, deux sociétés actives dans le domaine de change cryptodevises - devises-fiat sont agréées au Luxembourg comme établissement de paiement dans la mesure où elles prestent des services de paiement.

Les OPCVM n'ont pas d'expositions matérielles en cryptomonnaies. Il n'est pas exclu que certains fonds d'investissement alternatif aient des expositions en cryptomonnaies.

Question 3977 (08.08.2018) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **dématérialisation des marchés publics:**

La date du 18 octobre 2018 marquera en quelque sorte un changement de paradigme pour de nombreuses procédures de passation des marchés. C'est à compter de cette date qu'en vertu de la législation applicable, toutes les étapes de la passation des marchés se feront par des moyens de communication électroniques à commencer par la publication des avis, en passant par la réception des candidatures et offres et l'échange d'informations, pour n'en citer que quelques-unes. Il paraît d'ailleurs que toute communication devra désormais se faire via le portail des marchés publics. Aucun régime dérogatoire ne semble d'ailleurs être prévu pour les petites et moyennes entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre estime-t-il que les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices sont prêts à aborder la date butoir du 18 octobre 2018?

2) Les outils et dispositifs de transmission et de réception électroniques des offres sont-ils en place?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les démarches en rapport avec les marchés publics devront exclusivement se faire par le portail des marchés publics?

4) Les entreprises, et en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), ont-elles été sensibilisées aux changements à intervenir?

5) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'existe aucun régime dérogatoire pour les PME?

Réponse (30.08.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) En vue de préparer les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices plusieurs actions ont été menées par mes services.

Les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices sont informés et sensibilisés régulièrement à travers le portail des marchés publics sur la dématérialisation des marchés publics. Un guide pratique relatif à la remise et l'ouverture des offres est à leur disposition. Depuis 2012 en moyenne dix formations par année sont dispensées pour les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices. Ces formations d'une durée d'une journée sur l'utilisation du portail des marchés publics traitent entre autres la publication des avis de marché, la mise à disposition des documents de soumission, la réponse aux questions des entreprises (opérateurs économiques) ainsi que la remise et l'ouverture électronique des offres. À côté de ces formations, des ateliers de deux heures sur la dématérialisation sont organisés à la demande des pouvoirs adjudicateurs ou des entités adjudicatrices. Avec le concours de l'organisme de formation agréé de la Chambre de Commerce et de l'ABBL «House of Training» des formations sont organisées pour les bureaux d'architecture et d'ingénieur qui assistent les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices dans leurs démarches.

Finalement dans le cadre des séances d'informations sur la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices ont été informés des nouveautés de la nouvelle législation applicable aux marchés publics et ont été sensibilisés en ce qui concerne leurs obligations relatives à la passation électronique des marchés publics à partir du 18 octobre 2018. Ainsi furent organisées plusieurs formations qui se sont adressées aux ministères et administrations, et encore, en collaboration avec le Syvicol et le Ministère de l'Intérieur, furent organisées deux réunions d'information à l'adresse du secteur communal.

ad 2) Les outils et dispositifs de transmission et de réception électroniques des offres tenant compte des exigences européennes ont été implémentés dans le portail des marchés publics. Ces dispositifs garantissent la confidentialité des offres par le chiffrement, permettent la signature des offres et l'horodatage des dépôts d'offre ainsi que l'ouverture des offres après la date limite.

Les premières offres électroniques ont été remises et ouvertes au moyen du portail au courant de l'année 2015.

ad 3) À partir du 18 octobre 2018 une partie des démarches en rapport avec les marchés publics au-dessus des seuils européens (marchés publics tombant sous l'application des livres II et III de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics) doivent se faire exclusivement au moyen du portail des marchés publics. Ces démarches englobent notamment les communications (comme par exemple les questions/réponses) en phase de soumission ainsi que le dépôt et l'ouverture électronique des offres.

La publication des avis de marché sur le portail (les avis sont également publiés dans la presse et le cas échéant dans le Journal officiel de l'Union européenne) et la mise à disposition des documents de soumission sur le portail sont obligatoires pour chaque marché public.

Pour les marchés publics en dessous des seuils européens (marchés publics tombant sous l'application du livre I de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics) et pour les concessions le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice peuvent décider s'ils souhaitent avoir recours au dépôt et à l'ouverture électronique des offres. Pour ces procédures les entreprises peuvent quant à elles décider si elles souhaitent recourir aux communications électroniques en phase de soumission.

Le portail des marchés publics constitue le portail exclusif, et donc le point central et unique pour réaliser les procédures des marchés publics des différents pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices au Grand-Duché pour les raisons qu'il y a lieu d'éviter des situations comme elles existent dans certains pays européens (comme par exemple en France, en Allemagne, en Autriche) où sont instaurées une multitude de plateformes de marchés publics. En effet dans ces pays les entreprises, et en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), doivent se familiariser avec cette multitude de plateformes et outils si elles veulent participer aux marchés publics.

En plus l'objectif poursuivi est de favoriser l'usage généralisé des moyens électroniques et d'éviter des circuits de communication parallèles dans un souci de transparence et d'égalité de traitement des soumissionnaires et candidats, mais aussi de sécurité juridique pour les opérateurs économiques comme pour les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices. Sur ce point, il y également lieu de prendre en considération les contraintes opérationnelles liées à la documentation et à l'archivage de ces communications.

ad 4) Plusieurs séances d'information ont été organisées avec la Chambre des Métiers en vue d'informer et sensibiliser les entreprises sur le volet dématérialisation et en particulier sur la remise électronique des offres. Une première conférence sur les marchés publics électronique avait été organisée en 2014. Il est à préciser que notamment en juillet 2018 de nouvelles séances ont été organisées afin de pouvoir sensibiliser une nouvelle fois les opérateurs économiques.

En 2016 mes services sont intervenus dans le cadre du cycle de conférences «Fit 4 Tenders - Les marchés publics au Luxembourg et dans les pays limitrophes» à la Chambre de Commerce.

Dans le cadre des séances d'informations sur la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics les opérateurs économiques ont également été sensibilisés notamment sur la passation électronique et la date du 18 octobre 2018.

ad 5) La loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics transpose les directives européennes 2014/24 du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et 2014/25 du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE. Ces directives qui valent pour l'ensemble de l'Union européenne ne prévoient pas de régime dérogatoire pour les PME.

Question urgente 4070 (04.10.2018) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Claudine Konsbruck** *(CSV)* concernant la **vidéosurveillance:**

La vidéosurveillance constitue non seulement un outil efficace pour l'élucidation d'infractions, mais augmente également le sentiment de sécurité des citoyens.

Pourtant, le règlement ministériel du 15 septembre 2017 portant désignation des zones de sécurité soumises à la vidéosurveillance de la Police grand-ducale a cessé d'être en vigueur le 15 septembre 2018.

Il faut d'ailleurs s'interroger si la vidéosurveillance dans certains quartiers de la ville de Luxembourg n'est pas devenue caduque depuis l'entrée en vigueur des nouvelles règles en matière de protection des données le 25 mai 2018 respectivement le 20 août 2018.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer, si les caméras de surveillances installées dans les différentes zones de surveillance de la ville de Luxembourg sont toujours actives?

- Dans l'affirmative, sur quelle base? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ces enregistrements sont légaux et pourront servir à élucider d'éventuelles infractions respectivement servir de preuve dans des procès pénaux?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que son ministère a tardé à se conformer aux nouvelles exigences en matière de protection des données?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que des personnes pourront demander des dommages et intérêts sur base de la loi de 1988 sur la responsabilité civile de l'État en raison du dysfonctionnement des services de l'État, i. e. en raison du fait que des images qui auraient pu permettre d'incriminer des personnes soupçonnées d'avoir commis des infractions ne puissent être produites en justice? À l'inverse, les personnes dont les images ont été enregistrées pourraient-elles obtenir un dédommagement en cas de dommage avéré?

Réponse (05.10.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Les caméras de surveillance installées sur le territoire de la ville de Luxembourg sont toujours actives.

Les images enregistrées par les caméras de vidéosurveillance sont des données à caractère personnel traitées à des fins de prévention, de recherche et de constatation d'infractions pénales et partant soumises à la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, qui est entrée en vigueur le 20 août 2018.

Cette nouvelle loi a opéré un changement de paradigme en abandonnant le système de l'autorisation par règlement grand-ducal des traitements effectués par la police à des fins de prévention, de recherche et de constatation d'infractions au profit d'une responsabilisation des acteurs traitant les données et du contrôle a posteriori. Elle ne rend pas caducs les traitements à des fins de prévention, de recherche et de constations d'infractions pénales effectués avant son entrée en vigueur, pour autant que ceux-ci répondent au principe de licéité prévu à l'article 7 de la loi et que toutes les autres exigences posées en matière de protection de ces données soient respectées.

Le responsable du traitement, la police en l'occurrence, est arrivé à la conclusion qu'au regard des missions qui lui sont dévolues par la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et le Code de procédure pénale et des finalités poursuivies par la vidéosurveillance, la condition de licéité était remplie et qu'elle pouvait continuer à exploiter le système de vidéosurveillance en place.

La police a adapté ses prescriptions de service internes aux exigences découlant de la nouvelle loi et a réalisé une analyse d'impact de la vidéosurveillance. De plus, bien qu'aucun texte légal ou réglementaire n'y oblige encore, ont été sollicités les avis du Comité de prévention communal et du procureur d'État de Luxembourg au sujet non seulement des extensions qu'il est proposé d'apporter à la vidéosurveillance, mais également du dispositif actuellement en place.

Au vu des explications qui précèdent les autres questions deviennent sans objet.

N°18
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°18 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Une administration transparente et ouverte p. 732
Tourisme: 10e plan quinquennal p. 745
Langue des signes p. 755

Sommaire des séances publiques nos 53 à 55 p. 768
Sommaire des questions parlementaires p. Q231

53e séance Mercredi 18 juillet 2018
54e séance Jeudi 19 juillet 2018
55e séance Mardi 24 juillet 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

„Et ass wichteg, ëmmer erëm drun ze erënneren“



© SIP Luc Deflorenne

De Chamberspresident Mars Di Bartolomeo wärend senger Ried am Dikrecher Kolléisch



© SIP Charles Caratini

Bei Geleeënheet vum nationale Kommemoratiounsdag huet de Chamberspresident Blumme bei der „Gëlle Fra“ niddergeluecht.

De Chamberspresident Mars Di Bartolomeo huet am Kader vum nationale Kommemoratiounsdag en Appell gemaach, fir d'Errongenschafte vun eiser Demokratie ze verdeedegen.

„Et ass wichteg, ëmmer erëm drun ze erënneren, wéi et war, wéi mer eis Grondfräiheeten net méi haten, a wéi et wier, wa mer déi Grondrechter net méi hätten!“

Dat sinn d'Wierder aus dem Chamberspresident Mars Di Bartolomeo senger Usprooch am Kader vum nationale Kommemoratiounsdag, de 7. Oktober 2018. De Chamberspresident an eng Rei Deputéiert hunn un deene verschiddene Gedenkzeremonien uechtert d'Land deelgeholl, fir un d'Solidaritéit an un de Courage vum Lëtzebuerger Vollek an der Zäit vun der Nazibesatzung tëschent 1940 an 1945 ze erënneren.

An der Ried, déi de President Mars Di Bartolomeo bei der Kommemoratiounsfeier am Dikrecher Kolléisch gehalen huet, huet hie festgestallt: „100 Joer nom Enn vum Éischte Weltkrich an iwwer 70 Joer nom Enn vum Zweete Weltkrich hunn ech awer d'Impressioun, datt déi Freed vun der Gewunnecht a vum falsche Glawen ersat gëtt, datt déi wäertvoll Errongenschafte selbstverständlech sinn. Datt dat net esou ass, beweisen déi geféierlech Evolutioune ronderëm eis. Op ville Plaze gëtt de Friddensprojet schlechthin, deen d'Europäesch Unioun ass, a Fro gestallt, gëtt offen Haass a Gëft verspreet.“

Fir den éischte Bierger vum Land gëtt et gutt Grënn, fir besuergt ze sinn: „Eenzel Parolen erënneren un déi donkel Zäit aus den 30er a 40er Joren an Zaubergeselle mat rabiater Sprooch versprieche villes an halen näischt.“ Den Här Di Bartolomeo huet dowéinst opgeruff, aktiv ze ginn: „Et geet net duer, fir doriwwer ze jéimeren an den Däiwel un d'Mauer ze molen. Wann eis Wäerter eis esou wichteg sinn, wéi mer dat ëmmer soen, da musse mer eis deenen an de Wee stellen, déi se mat Féiss trëppelen.“

Dem Chamberspresident säin Appell un all Bierger: „Dem «ee géint deen aneren» vum extrem rietse Rand musse mer mat Zesummenhalt begéinen, op simplistesch Versprieche mat gudden Argumenter a Präsenz um Terrain bei de Leit äntwerten an net an Negativismus verfalen.“

Eng lescht Reunioun vum Chambersbureau

De Chambersbureau ass kuerz virun de Wahlen nach eng leschte Kéier zesummekomm. D'Membere vun deem Organ decidéieren iwwert d'Organisatioun, d'Finanzen an d'Personal vun der Chamber. Si representéieren d'Parlament zu Lëtzebuerg an am Ausland. Déi aktuell Deputéiert an den aktuelle Bureau bleiwe bis déi éischt Chamberssëtzung en Dënschdeg, 30. Oktober 2018, am Amt.

1. Rei: Claude Wiseler (CSV), Henri Kox (déi gréng), Vizepresident, Simone Beissel (DP), Vizepresidentin, Mars Di Bartolomeo (LSAP), President, Laurent Mosar (CSV), Vizepresident, Eugène Berger (DP), Lydie Polfer (DP)

2. Rei: Sonja Benassutti (Secrétaire-administrateure), Michel Wolter (CSV), Claude Frieseisen (Generalsekretär), Alex Bodry (LSAP), Marc Angel (LSAP), Gilles Roth (CSV)





30. Oktober 2018: déi nei Chamber live

Déi nei gewielte Chamber kënnt en Dënschdeg, 30. Oktober 2018 um 14.30 Auer eng éischte Kéier zesummen.

Sidd live dobäi op Chamber TV, elo an HD-Bildqualitéit!

Dir kënnt vum 24. Oktober un op den HD-Kanal ëmschalten.

Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe



M. Claude Frieseisen (2e de gauche) a représenté la Chambre des Députés à la 12e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe.

Les Présidents ou représentants des Parlements de la Principauté d'Andorre, de la République de Chypre, de la République d'Islande, de la Principauté de Liechtenstein, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Malte, de la Principauté de Monaco, du Monténégro et de la République de Saint-Marin se sont réunis à Vaduz du 19 au 21 septembre 2018 à l'invitation de M. Albert Frick, Président du Parlement du Liechtenstein. Cette rencontre annuelle entre les petits États européens qui se tient à tour de rôle dans un des pays membres permet un renforcement des contacts parlementaires, une connaissance mutuelle approfondie des spécificités dans certaines matières ainsi qu'un échange des meilleures expériences.

La Chambre des Députés était représentée par le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen.

La souveraineté des petits États, la participation politique et les stratégies et priorités de politique étrangère étaient cette année à l'ordre du jour.

Dans leur déclaration commune les représentants des pays participants relevaient entre autres l'importance du respect du droit international et des traités internationaux, la stabilité et la cohérence de l'État de droit international constituant le meilleur garant de la souveraineté des petits États.

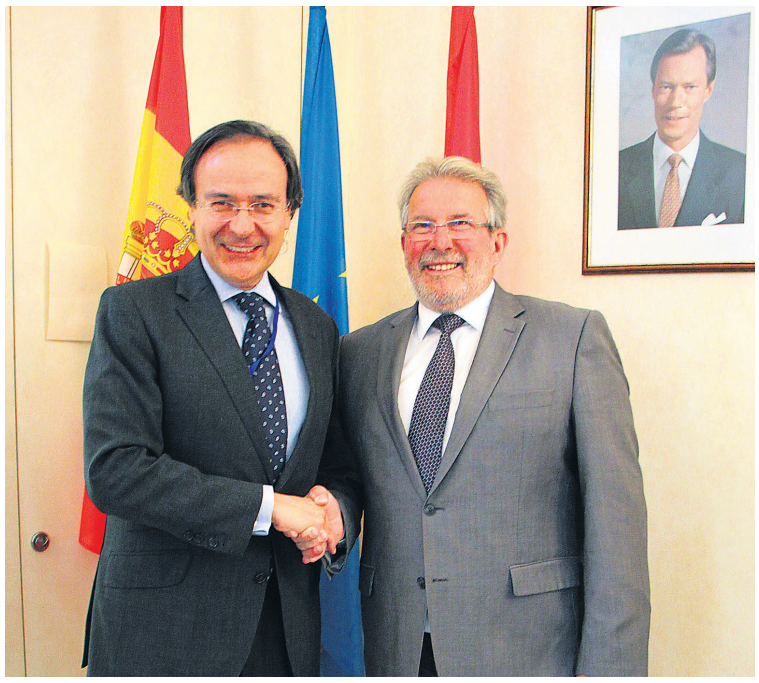
Les participants ont par ailleurs souligné leur attachement aux principes démocratiques, aux libertés et droits fondamentaux, au pluralisme et à une société ouverte tout en partageant la conscience qu'il est important d'impliquer les citoyens dans le processus politique afin d'éviter qu'un fossé ne se creuse entre la politique et la société civile.

Finalement les petits États ont noté leur contribution particulière à des relations internationales pacifiques, leur crédibilité en matière de protection des droits de l'homme voire leur capacité de modération dans les conflits internationaux.

„Léiert, e Liewen ze retten“



Am Kader vum weltwäite Reanimatiounsdag, de 16. Oktober, hu Mataarbechter vun der Chambersverwaltung eng Formatioun an der éischter Hëllef mam Titel „Léiert, e Liewen ze retten“ absolvéiert. Dës gëtt vun der Associatioun Luxembourg Resuscitation Council ugebueden.



Le Président a reçu…

… S.E. M. Bernardo de Sicart Escoda, Ambassadeur du Royaume d'Espagne.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°18** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Une administration transparente

6810 - Projet de loi relative à une administration transparente et ouverte

Le projet de loi a pour objet de définir le cadre pour la mise en œuvre d'une politique d'ouverture aux citoyens des documents qui sont détenus par les administrations et services de l'État, les communes, les syndicats de communes, les établissements publics placés sous la tutelle de l'État ou sous la surveillance des communes, les personnes morales fournissant des services publics, la Chambre des Députés, le Conseil d'État, le médiateur, la Cour des comptes et les chambres professionnelles dans la mesure où les documents sont relatifs à l'exercice d'une activité administrative.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.05.2015

Rapportrice: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

11.04.2016	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
02.05.2016	Échange de vues avec les représentants du Conseil de presse
15.05.2017	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.05.2017	Continuation des travaux
12.06.2017	Continuation des travaux
13.06.2017	Continuation des travaux
19.06.2017	Continuation des travaux
03.07.2017	Continuation des travaux
10.07.2017	Continuation des travaux
17.07.2017	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
18.06.2018	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État et des chambres professionnelles
04.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.07.2018
Loi du 14 septembre 2018
Mémorial A: 2018, n°883, page 1

Modernisation de la gestion de la sécurité sociale

7004 - Projet de loi modifiant

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg;

3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité

Le présent projet de loi vise à poursuivre la modernisation de la gestion et l'amélioration de la gouvernance des institutions de sécurité sociale.

La ligne directrice du projet est la bonne gouvernance des institutions de sécurité sociale. Cette notion implique que le Gouvernement et ses représentants sont responsables envers les citoyens pour garantir le bon emploi des deniers publics; elle englobe une gestion des risques efficace, des mécanismes de contrôle rigoureux et une approche transparente des conflits d'intérêts.

Le projet de loi introduit l'obligation pour les institutions de sécurité sociale d'établir une planification triennale à communiquer à l'Inspection générale de la sécurité sociale, qui doit s'assurer de son côté que les objectifs sont réalisables et cohérents avec les moyens prévus. Sa mission de surveillance est ainsi étendue au niveau de gouvernance en excluant toute intervention au niveau opérationnel des institutions de sécurité sociale.

En effet, depuis la réorganisation administrative suite à la loi du 13 mai 2008 portant introduction du statut unique et dans le contexte de l'évolution des techniques de gestion et d'audit, l'Inspection générale de la sécurité sociale a élargi ses missions de surveillance: au contrôle de la régularité des opérations financières et au contrôle de légalité, s'est ajouté un contrôle de gestion.

L'Inspection générale de la sécurité sociale effectue par ailleurs des analyses et études d'évaluation et de planification des politiques de protection sociale permettant de développer des projets de réformes sociales qui se basent sur des données pertinentes et fiables.

Le présent projet de loi apporte finalement certaines modifications ponctuelles au Code de la sécurité sociale afin de l'adapter aux évolutions récentes en matière de sécurité sociale.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 20.06.2016
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):
18.10.2017 Élaboration d'une prise de position au sujet d'une note juridique

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):
19.09.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.10.2017 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État (suite)
Examen des avis des chambres professionnelles
06.11.2017 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État (suite)
15.11.2017 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
09.05.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.05.2018 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
05.07.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
12.07.2018 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.07.2018
Loi du 9 août 2018
Mémorial A: 2018, n°678, page 1

Langue des signes

7142 - Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues

Le projet de loi 7142 a pour objet d'apporter des modifications à la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues afin de reconnaître la langue des signes allemande comme langue à part entière.

La reconnaissance de la langue des signes se base sur les articles 21 et 24 de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, que le Luxembourg a signée le 30 mars 2007 et approuvée par la loi du 28 juillet 2011.

Les obligations qui résultent de la convention se traduisent dans une série de droits pour les personnes malentendantes, sourdes ou privées de l'usage de la parole promouvant leur inclusion sociale, ainsi que pour les membres de leur famille.

Ainsi, les personnes malentendantes, sourdes ou privées de l'usage de la parole auront le droit de recourir à la langue des signes dans leurs relations avec les administrations relevant de l'État et dans ce contexte, de demander une interprétation.

Ensuite, le projet de la loi sous rubrique consacre le droit à toute personne malentendante, sourde ou privée de l'usage de la parole au Luxembourg à suivre un apprentissage gratuit de 100 heures de la langue des signes allemande.

Les parents, les grands-parents, les enfants, la fratrie, le conjoint ou le partenaire de la personne malentendante, sourde ou privée de l'usage de la parole se verront également conférer ce droit.

Finalement, tout élève malentendant, sourd ou privé de la parole aura le droit de suivre son enseignement fondamental et secondaire dans la langue des signes allemande.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 23.05.2017
Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président: M. Gilles Baum):
19.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
18.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
19.06.2018 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
17.07.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):
19.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
18.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
19.06.2018 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

Travaux de la Commission de la Culture
(Président: M. André Bauler):
19.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
18.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
19.06.2018 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

Vote en séance publique: 24.07.2018
Loi du 23 septembre 2018
Mémorial A: 2018, n°872, page 1

Modification du sexe à l'état civil

7146 - Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil

Le projet de loi a pour objectif de remplacer la procédure judiciaire qui est actuellement applicable aux modifications de la mention du sexe et du ou des prénoms accessoires par une procédure administrative rapide et facilement accessible dans l'intérêt des personnes concernées. La modification du sexe à l'état civil sera basée sur l'autodétermination de la personne intéressée, sans requérir des certificats médicaux à l'appui de la demande. En ligne avec les résolutions et recommandations précitées, il est proposé d'interdire de requérir une stérilisation, opération chirurgicale ou un quelconque traitement médical comme condition préalable à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms. Ainsi, l'objectif du présent projet de loi est de converger au plus grand degré avec la résolution 2048 (2015) du Conseil de l'Europe précitée en se basant sur la «dépathologisation».

D'ailleurs, considérant qu'il n'est pas légitime d'exclure une personne de la procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil sur base de ses origines, alors que le droit de se voir reconnaître l'identité de genre à l'état civil est proclamé par plusieurs institutions européennes et internationales précitées, le législateur propose d'autoriser les personnes concernées, nonobstant leur nationalité, à introduire une demande de modification du sexe, sous certaines conditions.

Ainsi, les articles 1er à 7 règlent l'accès à la nouvelle procédure administrative pour les majeurs capables, les majeurs sous curatelle, les mineurs, les étrangers majeurs et mineurs ainsi que les étrangers majeurs capables réfugiés.

Le changement de sexe n'affectera pas les liens de filiation avec des enfants déjà nés. Pour les enfants nés après le changement de sexe la filiation est établie sur base des dispositions du Code civil applicables au sexe biologique de l'intéressé.

Une personne ayant déjà obtenu une modification de la mention du sexe et/ou d'un ou de plusieurs prénoms peut introduire une nouvelle demande en modification du sexe et d'un ou plusieurs prénoms.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.05.2017
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):
11.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements
18.07.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.07.2018
Loi du 10 août 2018
Mémorial A: 2018, n°797, page 1

Données des dossiers passagers

7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive (UE) 2016/681 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (Passenger Name Records, PNR) pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière.

L'enjeu de la directive est de mettre en place entre les États membres de l'UE un système harmonisé de collecte, d'utilisation et de conservation des données PNR, tout en garantissant le respect des droits fondamentaux et surtout de la protection des données à caractère personnel. Ce système repose sur la créa-

tion dans chaque État membre d'une unité centrale nationale appelée «Unité d'informations passagers» («UIP») chargée d'analyser les données PNR transférées par les transporteurs aériens et d'assurer la coordination des procédures et le transfert des informations entre les UIP des différents États membres, certaines autorités nationales bien définies, Europol, ainsi qu'à destination de pays non-membres de l'UE dans les cas où le traitement des données PNR s'avérerait positif.

Les données PNR sont des informations non vérifiées, communiquées par les passagers, qui sont recueillies et conservées dans le système de réservation et de contrôle des départs des transporteurs aériens pour leur usage commercial. Elles comprennent des informations telles que les coordonnées du passager, la date du voyage et d'émission du billet, le mode de paiement utilisé et le poids des bagages.

Outre leur usage commercial, les données PNR présentent un intérêt avéré pour les autorités chargées de la prévention et de la répression de la criminalité et sont utilisées depuis des années par les services policiers et douaniers de certains pays. Les activités liées à la criminalité organisée et au terrorisme impliquent souvent des déplacements internationaux. Ces données permettent de contrer la menace que représentent en particulier le terrorisme et certaines autres formes graves de criminalité sous un angle différent que d'autres catégories de données à caractère personnel traitées par les services répressifs.

Les données PNR peuvent être utilisées de différentes manières et à différentes fins. En temps réel, elles aident à trouver des personnes recherchées par la confrontation à des bases de données nationales et internationales ainsi qu'à identifier des personnes pour lesquelles l'analyse de profil indique qu'elles peuvent être impliquées dans une activité criminelle. Les données peuvent également être utilisées de manière réactive pour rassembler des preuves dans le cadre d'enquêtes et, finalement, de manière proactive pour analyser et définir des critères d'évaluation qui peuvent ensuite être appliqués afin d'évaluer le risque que représentent les passagers avant leur arrivée et avant leur départ.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 19.06.2017
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Force publique
(Présidente: Mme Claudia Dall'Agnol):

04.05.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.07.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°690, page 1

Protection des données I

7168 - Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

3° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation

- de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

- de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

4° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

5° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

6° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;

7° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;

8° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;

9° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;

10° de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;

11° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;

12° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État;

13° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière;

14° de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale; et

15° de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil.

Le cadre législatif luxembourgeois actuel relatif à la protection des données est régi par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel qui constitue actuellement la loi organique de la CNPD.

L'adoption d'un nouveau cadre européen en matière protection des données a été nécessaire pour tenir compte de l'évolution rapide des technologies et de la mondialisation qui ont créé de nouveaux enjeux pour la protection des données à caractère personnel. En effet, l'ampleur de la collecte et du partage de données à caractère personnel a augmenté de manière importante. Les technologies facilitent davantage le libre flux des données à caractère personnel au sein de l'Union européenne et leur transfert vers des pays tiers et des organisations internationales. Il s'agit dès lors d'assurer un niveau élevé de protection de ces données à caractère personnel, et ceci notamment dans le contexte de leur traitement par des autorités publiques en matière de poursuites pénales et des matières avoisinantes.

Le projet de loi règle dans son chapitre 2 les principes relatifs au traitement des données à caractère personnel, les délais de conservation et d'examen, la distinction entre différentes catégories de personnes concernées, la distinction entre les données à caractère personnel et vérification de la qualité des données à caractère personnel, la licéité du traitement, les conditions spécifiques applicables au traitement, le traitement portant sur des catégories particulières de données à caractère personnel et la décision individuelle automatisée.

Les droits de la personne concernée sont inscrits dans le chapitre 3 et concernent la communication et les modalités de l'exercice de ces droits, les informations à mettre à la disposition de la personne concernée, le droit d'accès et ses limitations, le droit de rectification ou d'effacement des données à caractère personnel et la limitation du traitement, l'exercice des droits de la personne concernée et la vérification par l'autorité de contrôle ainsi que les droits des personnes concernées lors des enquêtes judiciaires et des procédures pénales.

Le projet de loi prévoit dans son chapitre 4 l'installation d'un ou de plusieurs responsables du traitement qui sont conjointement responsables du traitement de données et qui font en sorte que lorsqu'un traitement doit être effectué pour leur compte, celui-ci n'est effectué qu'avec des sous-traitants qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles de manière que le traitement réponde aux exigences du présent projet de loi. Les responsables du traitement sont appelés à tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées sous leur responsabilité. Toute collecte, modification, consultation, communication, interconnexion et tout effacement d'un traitement automatisé doivent être journalisés afin de pouvoir vérifier la licéité du traitement. Les responsables du traitement ainsi que les sous-traitants coopèrent avec l'autorité de contrôle compétente. Ils sont également responsables de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et doivent notifier à l'autorité de contrôle une violation de données à caractère personnel et communiquer à la personne concernée une violation de ses données.

Les responsables du traitement désignent un délégué à la protection des données qui aura des missions d'information et de conseil, de contrôle du respect des dispositions du présent projet de loi, de coopération avec l'autorité de contrôle compétente et de point de contact pour toute personne concernée et l'autorité de contrôle sur les questions relatives au traitement.

Le chapitre 5 règle les transferts de données à caractère personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales.

Le chapitre 6 installe deux autorités de contrôle indépendantes, l'autorité de contrôle administrative et l'autorité de contrôle judiciaire. En principe, la CNPD est compétente pour contrôler et vérifier le respect des dispositions de la future loi. Seules les opérations de traitement de données à caractère personnel effectuées par les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles sont soumises au contrôle de l'autorité de contrôle judiciaire. Cette dérogation au pouvoir de contrôle de la CNPD s'explique par la volonté de respecter les principes de l'indépendance de la justice et de la séparation des pouvoirs. Toute personne a le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle et d'introduire un recours juridictionnel contre une décision de l'autorité de contrôle.

La CNPD et le procureur d'État coopèrent pour la répression administrative ou pénale des violations ou des infractions aux dispositions du présent projet de loi.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 10.08.2017
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):

05.02.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
19.02.2018	Examen du projet de loi
26.02.2018	Continuation des travaux
05.03.2018	Continuation des travaux
19.03.2018	Continuation des travaux
20.04.2018	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.04.2018	Continuation des travaux
27.04.2018	Continuation des travaux
30.04.2018	Continuation des travaux
07.05.2018	Continuation des travaux
09.05.2018	Continuation des travaux
14.05 2018	Continuation des travaux
16.05.2018	Continuation des travaux
12.06.2018	Continuation des travaux
19.06.2018	Adoption d'un amendement
02.07.2018	Continuation des travaux
05.07.2018	Adoption d'un amendement
07.07.2018	Continuation des travaux
13.07.2018	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
19.07.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
23.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°689, page 1

Tourisme: 10e plan quinquennal

7169 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

La future loi autorise le gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Depuis 1973, la politique gouvernementale dans le secteur du tourisme est appuyée par des plans quinquennaux qui ont pour objet de créer des infrastructures touristiques au Grand-Duché ou de les améliorer.

Le nouveau programme quinquennal s'inscrira dans la lignée de la nouvelle stratégie nationale du tourisme élaborée par le Ministère de l'Économie qui se résume comme suit:

- focus sur les thèmes et les clientèles cibles au potentiel élevé;

- croissance sur les marchés émetteurs étrangers clés;

- améliorer la visibilité et la notoriété du Luxembourg en tant que destination touristique;

- création et distribution de nouveaux produits;

- soutenir l'optimisation des infrastructures et services touristiques;

- être à la pointe des nouvelles technologies (digitalisation);

- stimuler la prise de conscience de l'importance du tourisme;

- assurer la subvention et le financement;

- assurer la répartition des responsabilités et la mise en œuvre de la présente stratégie.

Par une simplification des règlements d'exécution en ce qui concerne les critères de sélection, ce dixième plan quinquennal vise à faciliter l'accès aux financements et à diminuer les délais de traitement des dossiers.

Le présent plan quinquennal mettra un accent sur la digitalisation et le développement du secteur de l'hôtellerie dans l'espace rural.

Seront également inclus dans ce plan, des aides pour sinistres dues à des catastrophes naturelles et le subventionnement de participations à des foires.

Une autre priorité sera d'améliorer l'accessibilité des infrastructures et offres touristiques pour tout le monde (design for all).

Le dixième plan quinquennal continuera à subventionner des investissements liés à la commercialisation sur des salons touristiques et effectués par des établissements ayant bénéficié de subventions au titre du neuvième plan quinquennal.

Les efforts au niveau de l'organisation touristique, de la formation touristique et du marketing touristique, qui ont abouti à la création des cinq offices régionaux du tourisme seront prolongés et étendus à d'autres acteurs qui contribuent à la professionnalisation de l'accueil des hauts lieux touristiques.

L'enveloppe budgétaire totale prévue dans le cadre du présent programme quinquennal s'élève à 60 millions d'euros, soit un montant nettement plus élevé que celui du programme précédent.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 10.08.2017
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

25.01.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.05.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
12.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°659, page 1

Protection des données II

7184 - Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi a pour objet de compléter le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, ci-après «le règlement», par les dispositions spécifiques où le règlement prévoit qu'une législation nationale complémentaire est, soit obligatoire, soit permise, et d'adapter la loi organique de la Commission nationale pour la protection des données, afin d'octroyer à la CNPD les nouveaux pouvoirs nécessaires pour que celle-ci puisse exercer les missions qui lui sont dévolues par le nouveau cadre européen.

Le règlement, ensemble avec la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil, ci-après «la directive», constituent le paquet sur la protection des données adopté sous la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et remplacent l'ancien cadre législatif datant de la transposition de la directive européenne 1995/46/CE du 24 octobre 1995 pour former le nouveau cadre européen en la matière.

L'adoption d'un nouveau cadre européen en matière de protection des données a été nécessaire pour tenir compte de l'évolution rapide des technologies et de la mondialisation qui ont créé de nouveaux enjeux pour la protection des données à caractère personnel. En effet, l'ampleur de la collecte et du partage de données à caractère personnel a augmenté de manière importante.

Tandis que le règlement est d'application directe et a remplacé les anciennes législations nationales depuis son entrée en vigueur le 25 mai 2018, les dispositions de la directive sont transposées en droit luxembourgeois par le projet de loi n°7168.

Le cadre législatif luxembourgeois actuel relatif à la protection des données est régi par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel qui constitue actuellement la loi organique de la CNPD. Or, l'abrogation de cette loi est inévitable afin d'assurer le respect des dispositions du règlement. Un premier objet du présent projet de loi est donc de prévoir la nouvelle loi organique de la CNPD et de lui conférer les missions et les pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions du règlement de manière efficace.

Le changement majeur introduit par le règlement par rapport à la législation actuelle consiste dans un changement de paradigme quant au système de contrôle des dispositions en matière de protection des données. En effet, le contrôle *ex ante* de la CNPD (donc le système des notifications et d'autorisations tel que prévu actuellement par la loi modifiée du 2 août précitée) est remplacé par un contrôle *ex post*. Le règlement met ainsi en place une approche dite de «l'accountability» qui a pour but de responsabiliser les acteurs qui traitent des données personnelles via un autocontrôle des entreprises.

Le nouveau système de contrôle *ex post* déchargera la CNPD de la procédure lourde des notifications et autorisations qui lui mobilisait la plus grande partie de ses ressources, au détriment de contrôles du respect des dispositions en vigueur sur le terrain. Dorénavant, la CNPD pourra concentrer davantage ses efforts sur une mission de sensibilisation et d'accompagnement des responsables de traitement de données.

Autre changement clé introduit par le règlement est la mise à disposition des régulateurs européens de moyens de contrôle et de sanction nettement plus conséquents et dissuasifs en cas de violation constatée des règles applicables. Ainsi la CNPD aura la possibilité d'imposer des amendes administratives pouvant aller jusqu'à 20 millions d'euros, ou dans le cas d'une entreprise jusqu'à 4% du chiffre d'affaires annuel mondial total de l'exercice précédent.

Le projet de loi prévoit encore une série de limitations, dérogations et dispositions spécifiques afin d'assurer la mise en œuvre du règlement. Il s'agit en l'espèce de dispositions concernant 1) la conciliation entre le droit à la protection des données à caractère personnel et le droit à la liberté d'expression et d'information; 2) les garanties et dérogations applicables aux traitements de données à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, ainsi que 3) le traitement de catégories particulières de données à caractère personnel, à savoir les données génétiques.

Toutes les dispositions du présent projet de loi ont été élaborées en étroite concertation avec les acteurs concernés.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 12.09.2017
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):

12.07.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°686, page 1

Échange de quotas d'émission

7207 - Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012

L'instauration d'un système d'aides en faveur d'entreprises susceptibles d'être particulièrement touchées par la hausse des prix de l'électricité consécutive à la modification du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Union européenne est l'objet du présent projet de loi.

Au Luxembourg ce sont les industries du secteur sidérurgique, de l'aluminium et du cuivre qui sont principalement concernées.

Ce régime d'aide doit respecter les critères afférents arrêtés par la Commission européenne dans ses «lignes directrices (…) concernant certaines aides d'État dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012».

La possibilité de la mise en place d'un tel régime vise à permettre aux États membres de réduire le risque d'une «fuite de carbone» dans les secteurs économiques particulièrement exposés à ce risque, en raison des coûts liés aux émissions de gaz à effet de serre répercutés sur le prix de l'électricité. Il s'agit donc d'éviter des délocalisations de productions en dehors de l'Espace économique européen, décidées en raison de la difficulté pour les entreprises de répercuter les augmentations de coûts induites par le SEQE de l'UE sur leurs clients sans subir d'importantes pertes de parts de marché.

Le montant de l'aide est déterminé selon une formule qui tient compte de la production de référence de l'installation ou de sa consommation d'électricité de référence, telles que définies par le projet de loi, ainsi que d'un facteur d'émission de CO_2 pour l'électricité fournie par les installations de combustion dans la région de l'Europe de l'Ouest et du Centre.

L'aide accordée ne compense pas l'entièreté des coûts répercutés sur les prix de l'électricité et elle est décroissante au fil du temps. La Commission européenne a prévu une dégressivité des intensités d'aide, afin d'éviter toute dépendance des entreprises bénéficiaires à l'égard de ces aides.

Les montants autorisés sont liquidés au cours de l'exercice qui suit celui pour lequel l'aide a été accordée.

L'impact annuel de cette future loi sur le budget de l'État est estimé à environ 4,5 à 6 millions d'euros.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 08.11.2017
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

07.06.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.07.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°654, page 1

Lutte antiblanchiment d'argent

7208 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2258 du Conseil du 6 décembre 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et modifiant

1. la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal;

2. la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD), et

3. la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la transposition en droit national d'une partie de la directive 2016/2258 du Conseil du 6 décembre 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux (dite «DAC 5»). À cette fin le projet de loi modifie la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal, la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD), ainsi que la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays.

La directive de coopération administrative DAC 5 s'inscrit dans une séquence de directives antérieures visant à améliorer la coopération entre les administrations fiscales des États membres de l'UE. Ainsi la directive 2011/16/UE, la DAC 1, établit les procédures des échanges d'informations sur demande, des échanges spontanés et des échanges automatiques. La di-

rective 2014/107/UE, la DAC 2, renforce le dispositif de la DAC 1 et introduit la Norme commune de déclaration (Common reporting standard - CRS) dans le cadre réglementaire européen. Cette norme, standard mondial en matière d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers et de leurs bénéficiaires effectifs, vise à assurer que les informations sur les bénéficiaires de comptes financiers sont communiquées à l'État membre dans lequel réside le titulaire du compte. Lorsque ce dernier est une structure intermédiaire, la DAC 2 impose aux institutions financières d'identifier et de communiquer le bénéficiaire aux autorités fiscales. Les directives subséquentes, DAC 3 et DAC 4, étendent l'échange automatique aux décisions et accords préalables en matière de fiscalité et à la déclaration pays par pays, opérationnalisant ainsi les actions 5 et 13 du Plan d'action BEPS.

La DAC 5, quant à elle, concerne l'accès aux informations sur les bénéficiaires effectifs par les autorités fiscales. Le projet de loi sous rubrique établit la base légale permettant aux administrations fiscales d'accéder aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et de surveiller l'application correcte des procédures de diligence raisonnable par les entités financières y soumises. Concrètement, l'accès à ces informations est assuré par un renvoi aux articles pertinents de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment, qui transposent en droit luxembourgeois les articles 13 et 40 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'identification des bénéficiaires effectifs (ci-après, «directive 2015/849»).

En ce qui concerne l'accès des autorités fiscales aux informations définies aux articles 30 et 31 de la directive 2015/849, à savoir le registre des bénéficiaires effectifs des sociétés, des trusts et des fiducies, tel que le prévoit également la DAC 5, celui-ci sera assuré par le biais des projets de loi 7216 et 7217, qui introduiront les registres respectifs dans le cadre légal luxembourgeois.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.11.2017
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

09.01.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
29.06.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
10.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°651, page 1

Secteur des assurances

7215 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal la transposition en droit national de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances («directive IDD»), en procédant par une modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances («LSA»).

Afin d'améliorer la protection des preneurs d'assurance et de renforcer la stabilité financière du secteur des assurances, la directive IDD introduit des dispositions qui apportent des changements au cadre légal, tant des intermédiaires d'assurance que des entreprises d'assurance et de réassurance. La directive IDD élargit le champ d'application de la LSA aux personnes vendant des produits d'assurance de manière accessoire à d'autres produits ou services et au personnel des entreprises d'assurance actif dans la vente directe. Le présent projet de loi instaure une nouvelle catégorie d'intermédiaire d'assurance à titre accessoire, tout en précisant que ces intermédiaires pourront distribuer des produits d'assurance couvrant des risques liés à l'assurance-vie ou de responsabilité civile uniquement s'ils constituent un complément à un bien ou un service fourni dans le cadre de leur activité professionnelle principale.

De plus, la directive IDD introduit l'obligation d'émettre un document d'information standardisé pour tout produit d'assurance non-vie, qui détaille les caractéristiques et coûts du produit de manière claire et facilement compréhensible pour le client. Elle introduit la notion de concepteur de produits d'assurance et prévoit que ceux-ci définissent pour chaque produit qu'ils conçoivent la population cible, contrôlent que leurs produits sont commercialisés uniquement à cette population cible, et vérifient constamment que leurs produits répondent effectivement aux besoins de la population cible. L'obligation de mettre en place une politique de minimisation des conflits d'intérêts par les distributeurs de produits d'assurance ainsi que l'introduction d'exigences en matière de formation continue d'au moins quinze heures par an des distributeurs d'assurance constituent d'autres éléments clés de la directive IDD. Cette dernière mesure vise notamment à professionnaliser le secteur des intermédiaires d'assurance.

Le projet de loi sous rubrique reprend certaines règles de la législation luxembourgeoise actuelle, qui ne sont pas prévues par la directive IDD, mais qui se sont avérées justifiées dans le passé.

Tel est le cas pour l'obligation de requérir un agrément ministériel pour tout intermédiaire d'assurance et de réassurance. La simple immatriculation dans un registre, comme le propose la directive IDD, est uniquement retenue pour les intermédiaires d'assurance à titre accessoire, qui devront s'enregistrer auprès du Commissariat aux assurances (CAA). Tous les autres intermédiaires sont obligés de solliciter un agrément ministériel et de s'immatriculer au sein du CAA. Il convient de souligner que seulement le personnel impliqué directement dans le conseil et la vente de produits d'assurance est soumis aux obligations d'agrément et de formation continue.

Le projet de loi réaffirme les exigences actuelles de «haut standard» de professionnalisme et d'indépendance des courtiers dans l'objectif de renforcer la protection des preneurs d'assurance et de garantir l'accès non biaisé à un large choix de produits.

Par contre, la présente loi en projet innove en ce qu'elle introduit la possibilité de requérir un agrément seulement pour une des branches assurance-vie ou assurance non vie. Cette nouvelle disposition est motivée par le fait que de nombreux professionnels ne sont actifs que dans une des branches susmentionnées. Naturellement, les professionnels qui détiennent les deux agréments sous le régime actuel se verront attribuer automatiquement les deux agréments dans la nouvelle nomenclature des intermédiaires.

Un dernier aspect central du projet de loi est le réagencement des privilèges des preneurs et des bénéficiaires en matière d'assurance. Il est prévu de combiner l'existence d'un privilège commun à tous les créanciers d'assurance sur l'ensemble des actifs représentatifs avec la mise en place pour chaque grand type de créance d'un privilège de premier rang des créanciers concernés sur une masse d'actifs dûment individualisée dans la gestion de l'entreprise d'assurance.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.12.2017
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

06.03.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
03.07.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
17.07.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.07.2018
Loi du 10 août 2018
Mémorial A: 2018, n°710, page 1

Lutte contre le blanchiment

7216A - Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission

Le présent projet de loi transpose l'article 31 de la directive 2015/849, à l'exception des éléments relatifs au registre central, dont la transposition se fera à travers le projet de loi 7216B. La scission du projet de loi 7216 en deux parties se justifie par les modifications substantielles du champ d'application et des modalités de fonctionnement du registre central découlant de l'adoption de la directive (UE) 2018/843 et par le report concomitant du délai de transposition en ce qui concerne la mise en place du registre central au 10 mars 2020.

L'article 31 de la directive (UE) 2015/849 prévoit la mise en place des dispositions nécessaires pour garantir aux autorités luxembourgeoises désignées comme responsables de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme l'accès à des informations adéquates, exactes et actuelles sur les bénéficiaires effectifs des fiducies. L'article 31 de la directive (UE) 2015/849 prévoit ainsi une obligation pour les fiduciaires d'obtenir et de conserver des informations adéquates, exactes et actuelles sur les bénéficiaires effectifs de la fiducie. Ces informations doivent être accessibles, sur demande, aux autorités concernées. Elles doivent également être fournies aux professionnels soumis aux obligations en matière de vigilance à l'égard de la clientèle découlant de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ci-après «professionnels») afin de permettre auxdits professionnels de respecter ces obligations.

Le projet de loi 7216A reprend les articles 1er à 11 du texte initial du projet de loi 7216, tout en supprimant leur division en chapitres.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.06.2018
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

29.06.2018	Désignation d'un rapporteur
17.07.2018	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.07.2018
Loi du 10 août 2018
Mémorial A: 2018, n°702, page 1

Lutte contre la criminalité économique et financière

7220 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° du Nouveau Code de procédure civile;

4° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

5° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

6° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

7° de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle;

8° de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du Code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle,

en vue d'adapter le régime de confiscation

a. Considérations générales

La directive 2014/42/UE du Conseil et du Parlement européen dont le présent projet de loi est la transposition en droit national a comme but l'harmonisation des régimes en vigueur dans les différents États membres en matière de gel et de confiscation et de renforcer ainsi l'efficacité de la coopération transfrontalière. Ceci est nécessaire en vue de combattre la criminalité économique et financière en s'attaquant plus efficacement au volet financier.

En effet, une grande part des dispositions de la directive sont d'ores et déjà inclues dans le droit luxembourgeois. Celles qui ne le sont pas encore sont reprises par ce projet de loi. Plus précisément, il s'agit principalement de la confiscation élargie des produits du crime, de l'incrimination de non-justification de ressources et de faire bénéficier le tiers concerné des droits de l'inculpé en matière d'expertise.

b. Objet

Ayant comme objectif la transposition en droit national de la directive 2014/42/UE du Conseil et du Parlement européen sur le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne, le projet de loi vise à refondre tout le dispositif législatif national de confiscation en matière pénale et ceci en

clarifiant la structure des dispositions légales applicables et en étendant le champ des biens susceptibles d'être saisis et confisqués.

Le projet de loi propose d'étendre la portée de la confiscation sur les biens qui ont servi à commettre l'infraction et dont le condamné n'est pas le propriétaire.

De plus, le projet introduit la confiscation élargie. Prenant en compte qu'il est extrêmement difficile pour l'autorité de poursuite de prouver que chaque élément de l'actif patrimonial a été généré par une infraction, la loi en projet prévoit la possibilité de s'attaquer au patrimoine global susceptible d'avoir été acquis par l'activité criminelle sans qu'une telle preuve soit exigée pour chacun de ces éléments. Dans ce contexte, le projet de loi prévoit deux circonstances principales à l'appréciation de la juridiction de jugement, à savoir la disproportion entre biens et revenus et le défaut de justification des sources légales.

Le projet de loi prévoit une disposition générale sur la confiscation élargie pour tout crime et délit d'une gravité certaine et dépassant un seuil de peine minimum. Suite à un amendement parlementaire, ce seuil est fixé à quatre ans, puisqu'il il s'agit du seuil de peine prévu dans le Code pénal pour l'organisation criminelle.

Par le nouvel article 324quater, la loi en projet introduit la non-justification de ressources en tant que nouvelle incrimination. L'autorité d'enquête doit apporter une preuve démontrant la disproportion entre le train de vie et les ressources officielles de la personne, ainsi qu'une preuve des relations habituelles de la personne en question avec un ou plusieurs délinquants ou leurs victimes.

Le projet de loi prévoit des modifications du Code de procédure pénale. Le texte prévoit de faire bénéficier le tiers concerné des droits de l'inculpé en matière d'expertise tels qu'ils sont prescrits par l'article 87 du Code de procédure pénale, et de conférer au juge d'instruction le droit de mettre en cause tel tiers concerné, sans pourtant le faire systématiquement.

Finalement, le projet de loi apporte des adaptations au Code de procédure civile ainsi qu'à la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 14.12.2017
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):

13.06.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.06.2018	Adoption d'une série d'amendements
04.07.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°789, page 1

Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

7230 - Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant

1° la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

2° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de procéder à une refonte de la loi sur l'organisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Suite à la réforme de la fonction publique en 2015, qui a introduit une nouvelle hiérarchisation des carrières, ainsi qu'une nouvelle façon de gestion par objectifs, il s'est produit un décalage entre les exigences d'une administration publique moderne et l'organisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, telle qu'elle est fixée dans la loi organique modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Le présent projet de loi ne se limite pas à la modification de la loi organique précitée en adaptant les références à des concepts qui ont été changés par la réforme de 2015, mais les compétences confiées à l'administration ont été actualisées (en ce qui concerne par exemple la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme) et l'organisation de la direction a été flexibilisée.

La nouvelle dénomination de l'administration, «Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA», reflète le poids de la gestion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), surtout en vue de la complexité de la matière dans sa dimension communautaire, dans le travail de l'administration. Ensuite, le projet de loi introduit la fonction de directeur adjoint entre celle de directeur et de conseiller dans le but de renforcer la hiérarchie interne au niveau de la direction. De même, la fonction de préposé adjoint est créée au niveau des bureaux d'exécution, afin d'assister et de remplacer le préposé dans la gestion du bureau. Finalement, des dispositions sont prévues par le projet de loi qui, d'une part, accroissent l'efficacité de la procédure du recouvrement forcé d'amendes administratives dans une multitude de domaines dans lesquels la législation actuelle dispose de procéder comme en matière d'enregistrement et, d'autre part, apportent une simplification des obligations déclaratives incombant aux agents immobiliers.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.01.2018
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

09.02.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.06.2018	Présentation des amendements gouvernementaux
26.06.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.07.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.07.2018
Loi du 10 août 2018
Mémorial A: 2018, n°701, page 1

Accord UE-CH: navigation par satellite

7235 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

La future loi, sans impact financier sur le budget de l'État, consiste dans un article unique qui approuve l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.01.2018
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

05.07.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.07.2018
Loi du 17 août 2018
Mémorial A: 2018, n°707, page 1

Statut général des fonctionnaires communaux

7246 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le 5 décembre 2016, le Gouvernement a conclu avec la Confédération générale de la fonction publique un accord salarial concernant la fonction publique étatique. Un certain nombre des stipulations de cet accord ont été rendues applicables aux fonctionnaires de l'État par la loi du 9 mai 2018 portant modification 1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance; 5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise; 6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien; 9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État et portant abrogation de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

Le projet de loi a pour objet la transposition dans le secteur communal de ces dispositions, puisque l'usage constamment appliqué veut que toute disposition statutaire applicable aux fonctionnaires de l'État soit transposée également dans la section communale de la fonction publique.

Pour l'essentiel, les modifications apportées au statut général des fonctionnaires communaux concernent:

- le congé parental: pour pouvoir en bénéficier, une affiliation sans interruption pendant au moins douze mois continus précédant immédiatement le début du congé parental sera désormais exigée;

- le service à temps partiel: ce service pourra dorénavant aller de quarante à quatre-vingt-dix pour cent d'une tâche complète;

- la création de postes: le conseil communal pourra désormais créer non seulement des emplois à tâche partielle ou à mi-tâche, mais également des emplois à 75% d'une tâche complète.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 14.02.2018
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

12.06.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.07.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.07.2018
Loi du 31 août 2018
Mémorial A: 2018, n°759, page 1

Système d'observation de la Terre

7264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre

Le présent projet de loi vise à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre et permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense.

Le projet de loi autorise un engagement financier de l'État luxembourgeois d'un montant total ne pouvant pas dépasser 170 millions d'euros sur une période de quatorze ans, frais de gestion opérationnelle et marge inclus. Il est cependant précisé que les dépenses occasionnées par la présente loi s'entendent hors TVA.

Les coûts du futur contrat d'acquisition du système d'observation de la Terre ainsi que leurs coûts de gestion s'échelonneront sur dix années entre 2018 et 2028. Les dépenses sont à charge du Fonds d'équipement militaire.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 19.03.2018
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

16.04.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
19.07.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.07.2018
Loi du 14 août 2018
Mémorial A: 2018, n°792, page 1

Convention LU-BE en matière de médicaments

7277 - Projet de loi portant approbation de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, fait à Luxembourg, le 17 janvier 2018

L'objectif de la convention bilatérale soumise à approbation consiste à renforcer la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé tels que définis par la loi modifiée du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé du Royaume de Belgique.

La convention bilatérale a ainsi pour objectif de renforcer la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé et de fixer un cadre légal pour effectuer notamment en temps opportun des inspections des fabricants et des distributeurs de médicaments selon les normes EU-GMP («Good Manufacturing Practices»).

En effet, les deux pays qui collaborent d'ores et déjà à plusieurs niveaux du domaine précité envisagent d'approfondir cette coopération davantage par la convention bilatérale.

Cette coopération vise plus précisément la surveillance du marché durant tout le cycle de vie des médicaments et des produits de santé, les inspections dans toutes les matières visées par la présente convention, la surveillance des études et des investigations cliniques, la vigilance, l'évaluation des dossiers, l'échange d'expertises, de ressources et d'informations et les activités en relation avec les médicaments, les dispositifs médicaux, le sang, les cellules et tissus d'origine humaine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.04.2018
Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

26.06.2018 Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.07.2018 Désignation d'un rapporteur
12.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.07.2018
Loi du 21 août 2018
Mémorial A: 2018, n°814, page 1

Modification de la loi TVA

7278 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a comme objet principal l'implémentation d'un régime d'intégration fiscale en matière de taxe sur la valeur ajoutée («TVA»), à savoir le régime de groupe TVA. En droit interne, la mise en œuvre du groupe TVA se traduit principalement par l'insertion d'une nouvelle section 9 libellée «Régime du groupe TVA» au chapitre VIII de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée («loi TVA»).

L'introduction du groupe TVA dans la loi TVA s'impose principalement suite à des évolutions jurisprudentielles récentes de la Cour de justice de l'Union européenne («CJUE») ne permettant plus aux assujettis de bénéficier aussi largement du régime d'exonération des groupements autonomes de personnes («GAP») prévu à l'article 132 de la directive 2006/12/CE.

En effet, ces arrêts récents de la CJUE risquent de priver nombre d'assujettis des secteurs de la finance et de l'assurance d'un instrument permettant de maîtriser la charge de la TVA sur les prestations engagées collectivement par ses membres.

Les limitations jurisprudentielles auraient, selon les auteurs du projet de loi, également des répercussions sur la compétitivité des acteurs luxembourgeois, dans la mesure où d'autres États membres mettent en œuvre l'article 11 de la directive 2006/112/CE relatif au régime de l'«Organschaft» suivant lequel des personnes juridiquement distinctes, mais liées, peuvent être considérées comme une seule personne fiscale de sorte à faire échapper à la taxe les échanges réalisés entre elles.

Le présent projet de loi mettra donc les secteurs concernés de nouveau sur un pied d'égalité au niveau fiscal, tout en rétablissant un «level playing field», comparable à celui dont disposent leurs homologues établis dans les 18 autres États membres connaissant le groupe TVA.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.04.2018
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

20.04.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
10.07.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
17.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.07.2018
Loi du 6 août 2018
Mémorial A: 2018, n°671, page 1

Modification de la loi concernant le SRE

7281 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État

Le projet de loi a pour objet de:

- créer une base légale permettant au Service de renseignement de l'État (SRE) de demander l'introduction au système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II) d'un signalement pour contrôle discret tel que le prévoit l'article 36 de la décision 2007/533/JAI du Conseil du 12 juin 2007 sur l'établissement et l'utilisation du SIS II, et

- compléter le cadre du personnel par un deuxième directeur adjoint suite à la mise en place de nouveaux mécanismes de surveillance et de contrôle par la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État.

Le SIS II est un système d'information à grande échelle contenant des signalements de personnes et d'objets qui permet aux États membres de l'espace Schengen de mettre en place une politique commune de contrôle des entrées dans l'espace Schengen, l'objectif étant de faciliter la libre circulation des ressortissants tout en préservant la sécurité publique.

Au Luxembourg seules la Police grand-ducale, l'Administration des douanes et accises, la Direction de l'immigration et la Société nationale de circulation automobile sont actuellement autorisées à effectuer des signalements et à consulter directement les données introduites dans le SIS II. Étant donné que le SRE ne dispose pas de pouvoirs répressifs, il n'est actuellement autorisé ni à accéder directement au SIS II, ni à effectuer un signalement dans le SIS II via le bureau SIRENE.

Ces dernières années, les services de renseignement européens doivent faire face à une évolution éminemment plus complexe de la menace terroriste, et jouent ainsi un rôle important pour la sûreté de l'État. L'importance que le SRE puisse effectuer un signalement au SIS II s'explique par le fait que les missions du SRE sont fondamentalement distinctes de celles des autres autorités nationales compétentes et notamment de celles de la Police grand-ducale.

Pour garantir la bonne marche du service, le Gouvernement a décidé de renforcer le service au niveau de la direction. Ainsi, il est proposé de compléter le cadre du personnel par un deuxième directeur adjoint, afin de conférer au service les ressources humaines indispensables à l'exercice de sa mission légale.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 17.04.2018
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):

12.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.07.2018
Loi du 10 août 2018
Mémorial A: 2018, n°704, page 1

Santé publique

7283 - Projet de loi portant modification:

1° de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains;

2° de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

3° de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac;

4° de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

Le projet de loi a pour objet de modifier ponctuellement certaines lois en matière de santé publique.

Il s'agit des législations concernant le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains, certaines professions de santé, la lutte antitabac et la profession de psychothérapeute.

En ce qui concerne plus particulièrement la modification projetée de la loi-cadre du centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains, il est prévu d'assurer la représentation de la commune de Mondorf-les-Bains au sein du conseil d'administration du domaine thermal et de santé.

La loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé sera modifiée afin de créer la profession d'ostéopathe conformément au programme gouvernemental.

Concernant la législation en matière de lutte antitabac, il est prévu d'étendre l'interdiction de la vente à distance - qui, sous l'empire de la loi actuelle, vise la seule vente effectuée depuis le Luxembourg -, à tout achat opéré depuis le Luxembourg et réalisé dans le cadre d'une telle vente.

Enfin, la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute sera adaptée afin de permettre aux médecins spécialistes en psychiatrie, qui disposent d'une formation en psychothérapie, d'accéder à la profession de psychothérapeute après l'expiration des dispositions transitoires de cette loi.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 18.04.2018
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

11.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.07.2018
Loi du 21 août 2018
Mémorial A: 2018, n°777, page 1

Cellule de renseignement financier

7287 - Projet de loi modifiant:

1° le Code de procédure pénale;

2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)

L'objectif de ce projet de loi est la réorganisation de la Cellule de renseignement financier (ci-après «CRF») afin d'adapter son fonctionnement aux normes internationales. La mission primordiale de cette entité est la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Cette réforme de la CRF tient compte des exigences internationales résultant du standard du «groupe d'action financière, le GAFI», et plus particulièrement de la recommandation 20 relative aux déclarations des opérations suspectes, de la recommandation 29 relative à la Cellule de renseignement financier et de la recommandation 40 relative aux autres formes de coopération internationale.

Elle tient aussi compte des dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme en la transposant en droit national.

Le projet de loi prévoit ainsi de détacher la CRF du parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et de la rattacher au parquet général. Le projet introduit donc le concept de l'indépendance et de l'autonomie opérationnelles en s'appuyant sur la recommandation 29 du GAFI.

De plus, tenant compte des besoins actuels de la CRF, le projet prévoit aussi une augmentation de ses ressources humaines.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 23.04.2018
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):
27.06.2018 Désignation d'un rapporteur
04.07.2018 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
18.07.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport
24.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 25.07.2018
Loi du 10 août 2018
Mémorial A: 2018, n°796, page 1

Élections sociales

7290 - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail

Le présent projet de loi propose de modifier plusieurs articles du Titre Premier du Livre IV du Code du travail relatifs aux élections sociales afin de prévoir la digitalisation de certaines démarches administratives dans le cadre du dialogue social.

La digitalisation de ces démarches se traduira par le recours à la plateforme électronique MyGuichet qui mettra à disposition une interface spécialement destinée à cet effet. Celle-ci pourra être consultée sur le site web www.guichet.lu et mettra à la disposition des entreprises des formulaires types élaborés par l'Inspection du travail et des mines (ci-après «l'ITM») en vue d'une gestion simplifiée des démarches administratives prévues dans le cadre des élections sociales. L'employeur pourra ainsi télécharger des modèles prérédigés des différents procès-verbaux qu'il n'aura plus qu'à remplir et à communiquer à l'ITM. L'uniformité des documents allégera grandement le travail administratif des entreprises et contribuera à éviter des litiges et des interprétations divergentes.

Afin de pouvoir utiliser la plateforme, le chef d'entreprise sera doté d'un code qu'il recevra avant le début des opérations électorales et qui lui permettra de poursuivre les démarches administratives telles que prévues par le Code du travail ainsi que par règlement grand-ducal.

La digitalisation de ces démarches permettra de disposer des résultats le jour même des élections sociales et de procéder à leur publication rapidement. Il est proposé plus spécialement de prévoir que la communication des fonctions des membres de la délégation, à savoir notamment les noms, les prénoms ainsi que les matricules nationaux du vice-président, du secrétaire, des membres du bureau ainsi que du délégué à la sécurité et du délégué à l'égalité parviendra à l'Inspection du travail et des mines via ladite plateforme électronique. Il en va de même du procès-verbal d'élection d'office prévu par l'article L.413-1, paragraphe 6 et du procès-verbal de non-élection prévu par l'article L.413-1, paragraphe 7 du Code du travail.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.04.2018
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):
12.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
18.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.07.2018
Loi du 10 août 2018
Mémorial A: 2018, n°725, page 1

Transports transfrontaliers

7292 - Projet de loi

1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018;

2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

Le projet de loi sous examen a pour objet de contribuer aux frais résultant pour la République française de la réalisation et de l'aménagement des infrastructures requises en France pour mettre en œuvre une politique de transports répondant aux objectifs de développement durable, et en particulier à promouvoir le transport par rail et à poursuivre la coopération ferroviaire entre la France et le Luxembourg, en assurant la continuité des services internationaux et transfrontaliers tout en garantissant une bonne qualité de ces services dans l'intérêt des clients du rail.

95.000 résidents français travaillent aujourd'hui au Luxembourg. Ce chiffre est en hausse constante et les estimations évaluent leur nombre à 135.000 en 2030.

Sur le fondement de l'évolution des besoins de mobilité, des contextes horaires et des différents projets au Luxembourg et en France, il y a lieu de déterminer les aménagements d'infrastructures à réaliser pour renforcer la performance du système de transport.

Pour les frontaliers, l'introduction du cadencement généralisé a apporté six trains par heure en pointe entre Thionville et Luxembourg contre quatre à cinq en 2015. En détail: 96 trains par jour de Metz à Luxembourg et 15 trains entre Thionville et Luxembourg en période de pointe, en complément de l'offre au départ de Metz. Ainsi, au total 111 trains circulent par jour entre Thionville et Luxembourg.

La forte croissance de voyageurs (3,6 à 6,1% par an) des dernières années est également pronostiquée pour les années à venir.

Les principes suivants des aménagements ferroviaires à réaliser sur la ligne ferroviaire Metz-Thionville-Luxembourg ont été définis aux horizons 2022-2024 et 2028-2030:

a. Volet ferroviaire

Horizon de réalisation 2022-2024

Sur le territoire luxembourgeois, les travaux en cours portent sur la nouvelle ligne entre Luxembourg et Bettembourg, l'aménagement de deux nouveaux quais et la restructuration du plan des voies en Gare de Luxembourg.

Sur le territoire français, les études d'opportunité précitées ont mis en évidence l'intérêt de réaliser les aménagements suivants à l'horizon 2022-2024:

- allongement des quais dans les principales gares françaises le nécessitant;

- renforcement de l'alimentation électrique de la ligne en France de façon à pouvoir faire circuler l'ensemble des trains en UM3; et

- aménagement de deux parcs relais à proximité des gares de Thionville et Longwy, de capacités respectives d'environ 700 et 660 places.

Horizon de réalisation 2028-2030

À l'horizon 2028-2030, les études d'opportunité précitées ont mis en évidence l'intérêt de réaliser les aménagements suivants:

- optimisation du cantonnement de part et d'autre de la frontière, création de nouveaux points de changement de voie et interconnexion des installations de signalisation à la frontière;

- suppression de passages à niveau entre Thionville et la frontière;

- reprise du plan de voie de la gare de Thionville et aménagement des flux passagers;

- aménagements nécessaires au bon écoulement du trafic fret par la réalisation d'une troisième voie (sas fret) de part et d'autre de la frontière franco-luxembourgeoise;

- aménagements du nœud ferroviaire de Metz;

- réalisation d'interventions complémentaires sur les infrastructures et gares existantes.

La contribution financière luxembourgeoise est fixée au montant maximal de 110.000.000 euros pour le volet ferroviaire.

b. Volet routier

Situées sur le grand axe autoroutier reliant Hoek van Holland et Rotterdam à Genova et Palermo, les autoroutes A3 (côté luxembourgeois) et A31 (côté français) intègrent la route européenne E25 et font partie du réseau routier transeuropéen TERN.

Depuis la mise en service du premier tronçon de l'autoroute A3 en 1978 et le début des comptages de trafic, documentés depuis 1985, le trafic a plus que décuplé, avec des pointes dépassant les 90.000 véhicules en saison estivale et les 70.000 véhicules/jour en moyenne annuelle. Le taux de véhicules utilitaires se situe aux environs de 20% des véhicules.

Vu les besoins de mobilité accrus, la stratégie MODU fut adoptée en vue de l'augmentation conséquente de l'offre des transports publics, tant en qualité qu'en quantité.

Ainsi, en complément de la promotion du transport par rail et afin de promouvoir une mobilité sur route plus durable, les parties s'accordent pour favoriser l'usage des transports en commun routiers et la pratique du covoiturage sur l'axe Metz-Luxembourg des autoroutes A31 et A3 et notamment:

- initier ou favoriser la mise en place de plateformes de covoiturage;

- définir, financer et mettre en œuvre un programme de parkings de regroupement à destination des covoitureurs;

- définir, financer et mettre en œuvre un programme de parcs relais et de gares routières pour favoriser l'usage des transports en commun routiers transfrontaliers;

- étudier, évaluer et mettre en œuvre, sur l'autoroute A31 (côté français) et avant son élargissement si nécessaire, la création d'une voie réservée aux transports en commun en lieu et place de la bande d'arrêt d'urgence existante, en concordance avec le projet de la mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3.

Le programme des parkings de regroupement pour le covoiturage, des parcs relais et gares routières, dont la maîtrise d'ouvrage a vocation à être portée par les collectivités territoriales, sera cofinancé par le Luxembourg à hauteur de 10.000.000 euros au maximum.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.04.2018
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
19.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
23.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.07.2018
Loi du 7 septembre 2018
Mémorial A: 2018, n°812, page 1

Soutien aux sociétés d'impact sociétal

7293 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3° de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

4° de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

5° de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

6° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7° de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

Le présent projet de loi vise à modifier différents textes de loi, afin de donner aux sociétés d'impact sociétal (SIS), pour autant que leur capital soit constitué de 100 pour cent de parts d'impact, accès au soutien financier public dans différents domaines, à savoir dans le domaine de la coopération au développement, des aides à la construction d'habitations et à la gestion locative sociale, de la formation pour adultes, de la recherche scientifique et du prêt temporaire de main-d'œuvre.

En effet, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal, le Gouvernement a constaté que bon nombre de dispositifs de soutien financier public sont réservés exclusivement à des associations sans but lucratif (asbl) ou des fondations. Étant donné qu'il s'agit de domaines de prédilection pour les sociétés d'impact sociétal et que celles-ci ne poursuivent pas de but lucratif, il semble logique de leur donner accès à ces dispositifs de soutien financier public.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.04.2018
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

18.07.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.07.2018
Loi du 31 août 2018
Mémorial A: 2018, n°823, page 1

École nationale pour adultes

7301 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance

Depuis sa création en 2009, quelque 1.200 apprenants ont profité de l'offre pédagogique de l'École de la 2e Chance (ci-après «l'École»). Au fil des années, les voies de formation proposées par l'École ne se limitent plus uniquement à «donner une seconde chance» aux personnes ayant dépassé l'âge de la scolarisation obligatoire, mais elles ont été complétées par des formations dans le cadre de l'éducation des adultes, tout comme par des formations continues pour adultes.

Afin d'augmenter davantage la qualité des enseignements offerts par l'École et de répondre aux besoins toujours croissants de l'apprentissage tout au long de la vie, il est proposé de regrouper toutes les activités pédagogiques de l'École sous un même toit et de les faire fonctionner selon la même philosophie.

Dans cet esprit, l'École constitue une structure unique regroupant des profils diversifiés, notamment des générations et expériences de vie ou professionnelles diverses, des abandons scolaires dus à des problèmes sociaux ou d'apprentissage, ou encore des personnes en promotion, en réorientation ou en qualification professionnelle.

Au vu de ce qui précède, il est proposé d'adapter la dénomination actuelle de l'École de la 2e Chance en «École nationale pour adultes».

Finalement, le projet de loi sous rubrique propose d'intégrer dans la loi organique de l'École les nouvelles terminologies issues de la loi du 29 août 2017 portant réforme de l'enseignement secondaire, notamment les notions d'«enseignement secondaire classique» et d'«enseignement secondaire général».

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018
Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

20.06.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
04.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°693, page 1

École d'hôtellerie et de tourisme

7303 - Projet de loi

1° portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis Heck et

2° modifiant la dénomination du lycée

Le présent projet de loi a pour objet de changer la dénomination du Lycée technique hôtelier Alexis Heck en «École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg». La nouvelle dénomination sera plus lisible et aura comme finalité de mieux positionner le lycée au niveau national et international.

De plus, le projet de loi procède à certaines adaptations au niveau de l'organisation et du fonctionnement de l'actuel lycée, notamment en élargissant et complétant ses missions pour pouvoir mieux tenir compte des spécificités du secteur de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme. Ainsi le projet de loi prévoit un système de recrutement du personnel plus flexible afin de pouvoir faire appel à des enseignants étrangers dotés d'une certaine expertise en la matière. Il est également prévu de créer des restaurants d'application supplémentaires, un hôtel d'application ainsi qu'un conseil consultatif à l'école qui aura comme mission d'aviser l'établissement scolaire sur les évolutions et défis du secteur.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018
Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

20.06.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation d'une série d'amendements
18.07.2018	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.07.2018
Loi du 7 septembre 2018
Mémorial A: 2018, n°803, page 1

Patrimoine du couple

7305 - Projet de loi

1° relative à la mise en application du règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés; et

2° modifiant le Nouveau Code de procédure civile en y ajoutant un article 685-2ter

Le projet de loi 7305 formalise la transposition en droit national de certaines dispositions de ces deux règlements qui nécessitent une adaptation de la législation nationale. Les nouvelles règles permettront de déterminer quelles sont les juridictions nationales compétentes pour statuer sur les biens d'un couple. Elles permettront également aux époux et aux partenaires de choisir, sous certaines conditions, la juridiction qui devrait statuer sur leurs biens et le droit qui devrait être applicable en la matière. Il pourra s'agir du droit du pays de résidence des couples ou du pays dont ils ont la nationalité, et ce droit s'appliquera à l'ensemble des biens qui constituent leur patrimoine, de la voiture à la maison en passant par le compte bancaire, même si les biens sont situés dans des pays différents. Ces règles faciliteront également la reconnaissance et l'exécution dans un pays de l'Union européenne d'une décision en matière patrimoniale rendue dans un autre pays, et elles permettront d'en finir avec les procédures parallèles et les conflits de procédures potentiels.

Ces nouvelles règles s'appliquent aussi bien aux personnes mariées qu'à celles qui ont conclu un partenariat enregistré. Les traditions juridiques de chaque pays seront pleinement respectées: la définition du mariage ou du partenariat enregistré, les exigences qui s'appliquent à la conclusion de ceux-ci ou les droits et obligations découlant d'un mariage ou d'un partenariat enregistré continueront d'être régis par le droit national. En outre, ces règles n'exigent pas d'un pays de l'Union européenne qu'il reconnaisse un mariage ou un partenariat enregistré conclu dans un autre pays.

Les règlements européens étant d'application directe, l'article 29 nécessite cependant une disposition législative désignant l'autorité compétente pour faire cette adaptation au Luxembourg, lorsqu'il s'agit d'un droit réel immobilier. Il est proposé de désigner les notaires comme autorité compétente.

Enfin, le projet de loi propose l'inscription du règlement (UE) 2016/1103 dans le Nouveau Code de procédure civile afin de garantir la cohérence et la lisibilité de ce code qui porte inscriptions des règlements européens dans le domaine de la coopération judiciaire civile.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 11.05.2018
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):

04.07.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.07.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.07.2018
Loi du 1er août 2018
Mémorial A: 2018, n°788, page 1

Réduction des risques pour le secteur bancaire

7306 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

2. modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Le projet de loi a pour l'objet la transposition en droit national de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité (ci-après, la «directive 2017/2399»), en modifiant la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défail-

lance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement. De plus, le projet de loi apporte certaines modifications ponctuelles à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Le G20 a adopté en novembre 2015 un tableau des modalités d'application de la norme relative à la capacité totale d'absorption des pertes (ci-après «norme TLAC»). La Commission européenne s'est engagée dans sa publication du 24 novembre 2015, intitulée «Vers l'achèvement de l'union bancaire», de mettre en œuvre la norme TLAC dans le droit de l'Union européenne avant 2019. La norme TLAC vise à garantir que les établissements bancaires d'importance systémique mondiale disposent de la capacité d'absorption de pertes et de recapitalisation nécessaire, afin d'assurer la continuité des fonctions critiques et de ne pas menacer la stabilité du système financier et l'argent des contribuables en cas de dissolution. L'intégration de la norme TLAC dans le dispositif européen doit tenir compte de l'existence de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles (MREL) et s'inscrit dans une série de réformes ayant pour but la réduction des risques pour le secteur bancaire.

La directive 2017/2399 vise une certaine harmonisation des règles concernant le rang des instruments de dette non garantie en cas d'insolvabilité, dans le cadre européen de redressement et de résolution, et tâche de faciliter le recours à l'instrument de renflouement interne («bail in»). Plus concrètement, le projet de loi sous rubrique introduit une nouvelle catégorie d'instruments de dette subordonnée qui, s'ils remplissent les conditions fixées par le projet de loi, permettront notamment aux établissements concernés de se mettre en conformité avec les exigences minimales de fonds propres et d'engagements éligibles (MREL), telles que définies dans la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (…).

En outre, le projet de loi apporte des modifications à certaines dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. D'une part, ces modifications ont pour objet de refléter les changements apportés par le rectificatif du 25 janvier 2017 à la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE, dans les dispositions ayant transposé ladite directive. D'autre part, elles s'inscrivent dans la lignée des mesures prises pour la transposition de la directive 2013/36/UE et l'opérationnalisation du règlement (UE) 575/2013.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.05.2018
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

05.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
29.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2018
Loi du 25 juillet 2018
Mémorial A: 2018, n°628, page 1

Incapacité de travail prolongée

7311 - Projet de loi modifiant

1° le Code du travail; et

2° le Code de la Sécurité sociale

en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité de travail prolongée

Le présent projet de loi vise à augmenter le droit à l'indemnité pécuniaire de maladie de 52 semaines actuellement à 78 semaines sur une période de référence de 104 semaines.

Actuellement, l'indemnité pécuniaire n'est plus due à partir du jour où la durée totale des périodes d'incapacité de travail dépasse 52 semaines. Dans ce cadre, toutes les périodes d'incapacité de travail personnelle pour cause de maladie, de maladie professionnelle ou d'accident du travail, intervenues au cours de la période de référence qui prend fin la veille d'une nouvelle période d'incapacité de travail, sont mises en compte. Le contrat de travail prend fin de plein droit le jour de l'épuisement des droits du salarié à l'indemnité pécuniaire de maladie.

Ces dispositions, introduites à l'origine pour éviter qu'un assuré accumule les arrêts de maladie alors qu'il devrait être en reclassement, voire en invalidité, mettent les personnes touchées par une maladie de longue durée en péril: alors qu'elles luttent contre leur maladie, qu'elles subissent des traitements lourds et même si elles ont de bonnes chances de rétablissement, elles risquent de perdre le droit à l'indemnité pécuniaire de maladie, de se retrouver sans emploi et sans ressources.

En même temps, la période de référence dans le cadre du maintien du salaire sera adaptée. Conformément aux dispositions actuellement en vigueur, l'employeur continue à payer le salaire du salarié en incapacité de travail jusqu'à la fin du mois au cours duquel se situe le 77e jour d'incapacité de travail calculé sur une période de référence de douze mois de calendrier successifs. Le projet de loi propose de porter cette période de référence à dix-huit mois. De ce fait, le coût de la «Lohnfortzahlung», remboursée par la Mutualité aux employeurs à 80 pour cent, sera réduit. Le taux de cotisation globale des employeurs envers la Mutualité passera d'actuellement 1,95 pour cent à 1,85 pour cent.

Parallèlement, le projet de loi propose d'introduire la reprise progressive du travail pour raisons thérapeutiques «si la reprise du travail et le travail effectué sont reconnus comme étant de nature à favoriser l'amélioration de l'état de santé de l'assuré».

L'indemnité pécuniaire de maladie continuera à être due pendant cette période qui sera assimilée au régime de l'incapacité de travail pour qu'il soit intégralement couvert, au même titre que les périodes d'incapacité de travail, par les dispositions légales y applicables, notamment en ce qui concerne le droit du travail. Il est de même proposé d'apporter une modification dans le cadre de l'assurance accident en vue de sécuriser le bénéficiaire d'une reprise progressive du travail contre les risques de l'accident.

Les amendements gouvernementaux du 21 juin 2018 visent à modifier certaines dispositions du Livre V du Code de la sécurité sociale concernant l'assurance dépendance. Les modifications prévues proposent de préciser certaines modalités de prise en charge des prestations dans le contexte du maintien à domicile et d'adapter la prise en charge des activités d'accompagnement en milieu stationnaire.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 29.05.2018
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

19.06.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
18.07.2018 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.07.2018
Loi du 10 août 2018
Mémorial A: 2018, n°703, page 1

Présomption d'innocence et procès équitable

7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales

La présomption d'innocence et le droit à un procès équitable sont consacrés par plusieurs textes de droit international, dont la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui sont directement applicables en droit national. Quelle que soit la nature des fondements de la présomption d'innocence ou du procès équitable, elle est présentée comme un principe général de la procédure pénale.

En 2009, le Conseil a adopté une résolution relative à la feuille de route visant à renforcer les droits procéduraux des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et a invité la Commission à examiner différents éléments des droits procéduraux minimaux pour les suspects et les personnes poursuivies qui nécessitent d'être abordés afin de promouvoir une meilleure coopération entre les États membres de l'Union européenne dans ce domaine.

Ces réflexions ont abouti à l'adoption des directives 2010/64/UE, 2012/13/UE et 2013/48/UE, relatives au droit à l'interprétation et à la traduction, au droit à l'information et au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales, qui furent transposées en droit national par la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale.

La directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales, dont la transposition fait l'objet du présent projet, s'inscrit dans cette même optique en ce qu'elle a pour objet de renforcer le droit à un procès équitable dans le cadre des procédures pénales, en définissant des règles minimales communes concernant certains aspects de la présomption d'innocence et le droit d'assister à son procès.

Le projet de loi 7320 vise à transposer en droit interne la directive 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales.

Étant donné que le droit à la présomption d'innocence et celui d'assister à son procès constituent des principes généraux qui ont été consacrés par plusieurs textes internationaux, la législation nationale est d'ores et déjà en grande partie conforme aux exigences de la directive. Ainsi, même en l'absence de texte général propre garantissant le droit à la présomption d'innocence, le respect de ce principe, prévu à l'article 3 de la directive, est garanti par le biais de l'application directe en droit interne des textes internationaux précités, qui permettent au justiciable d'invoquer le droit à la présomption d'innocence dans le cadre d'une procédure pénale. La jurisprudence nationale fait d'ailleurs souvent référence au droit à la présomption d'innocence en tant que principe général du droit.

En ce qui concerne les références publiques à la culpabilité mentionnées à l'article 4 de la directive, l'article 8 du Code de procédure pénale prévoit explicitement que les autorités chargées de l'action publique et de l'instruction et toute personne qui encourt ces procédures, sont tenues au secret professionnel dans les conditions et sous les peines de l'article 458 du Code pénal. Par ailleurs, il importe de souligner que les communiqués faits par le parquet portent toujours une mention rappelant que d'après la loi toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie par une juridiction de fond.

Les dispositions prévues à l'article 5 de la directive et qui concernent la présentation des suspects et des personnes poursuivies sont d'ores et déjà garanties en droit interne, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 190-1 du Code de procédure pénale.

Le principe d'après lequel l'accusation supporte la charge de la preuve, qui est prévu à l'article 6 de la directive, ne résulte pas explicitement d'un texte de droit interne mais découle cependant directement du droit à la présomption d'innocence dans la mesure où le ministère public doit rapporter la pleine preuve des faits reprochés pour renverser la présomption d'innocence et écarter le bénéfice du doute.

Le droit de garder le silence, consacré à l'article 7 de la directive, est garanti par divers articles du Code de procédure pénale modifiés par la loi précitée du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale.

Cependant le droit de ne pas s'incriminer soi-même, prévu au paragraphe 2 de l'article 7 de la directive, n'est pas consacré en droit interne en tant qu'élément propre des droits de la défense. Afin de rendre la législation nationale conforme à toutes les exigences posées par la directive, le présent projet propose de rajouter le droit de ne pas s'incriminer soi-même aux différents articles qui reconnaissent le droit de garder le silence.

En ce qui concerne le droit d'assister à son procès, consacré à l'article 8 de la directive, ainsi que le droit à un nouveau procès et les voies de recours, prévus aux articles 9 et 10, la législation luxembourgeoise est conforme aux exigences y énoncées. Les dispositions du Code de procédure pénale qui concernent le jugement par défaut et les conditions pour faire appel et opposition vont au-delà des standards énoncés dans la directive. Le droit d'assister à son procès fait par ailleurs partie des droits de la défense, qui sont à leur tour consacrés par des textes internationaux directement applicables en droit interne.

Le présent projet de loi vise également à étendre les compétences du juge unique en matière pénale. Il faut noter que le recours plus systématique au juge unique est aussi une tendance observable à l'étranger. Ainsi, on peut citer les législations en Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie. De même, le juge unique a fait son apparition au sein de la Cour européenne des droits de l'homme et du Tribunal de première instance de l'Union européenne.

La collégialité reste assurée au niveau de l'appel. Ainsi, la modification de l'article 179 paragraphe (3) qui est prévue au point 10° du présent projet de loi vise le juge unique en matière correctionnelle.

Il est également proposé de développer le recours à la chambre du conseil statuant à juge unique. Il s'agit de la modification prévue au point 6° du projet de loi qui vise à introduire un nouvel article 125bis au Code de procédure pénale.

Une dernière adaptation procédurale vise la généralisation de la chambre criminelle à trois conseillers devant la cour d'appel. Il s'agit de la modification apportée à l'article 39 paragraphe (4) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire (article III du présent projet de loi).

Le projet de loi propose d'harmoniser à différents endroits du Code de procédure pénale la liste des lieux où une signification ou une notification peuvent être faites. Ainsi, il est proposé d'énoncer à différents endroits du texte une signification ou une notification à faire: au prévenu, à son domicile, son domicile élu, sa résidence ou son lieu de travail. Dans un souci de cohérence des textes, il y a lieu de reprendre la même terminologie au travers des différents articles.

Une autre modification vise à clarifier et à simplifier la disposition qui prévoit à partir de quel moment un jugement sera réputé contradictoire. Cette adaptation est prévue aux ar-

ticles 149 alinéa 2 et 185, paragraphe (3) nouveau.

Une dernière modification proposée vise à combler une lacune qui s'est révélée dans la pratique pour délivrer un mandat d'arrêt, lorsqu'une personne est détenue à l'étranger.

Du fait de cette détention à l'étranger, la personne est dans l'impossibilité de comparaître. Ainsi les instruments internationaux en matière d'entraide judiciaire ne trouvent pas d'application dans ce cas de figure, du moins tant que la personne ne fait pas l'objet d'un titre de détention émis par les autorités nationales.

Afin de combler cette lacune, il est proposé de conférer ce pouvoir à la juridiction de fond qui pourra décerner contre cette personne un mandat d'arrêt aux fins de permettre son transfèrement temporaire pour les besoins de sa comparution. Cette adaptation est proposée à l'article 186 ainsi qu'à l'article 211 bis pour la procédure d'appel.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 20.06.2018
Rapportrice: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Sam Tanson):
11.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.07.2018
Loi du 10 août 2018
Mémorial A: 2018, n°795, page 1

Maison de soins à Bascharage

7331 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Bascharage

Le projet de loi sous rubrique a pour objet le financement de la construction d'une maison de soins à Bascharage et ceci dans le souci de tenir compte des évolutions telles que le vieillissement de la population et l'augmentation de l'espérance de vie.

Selon la définition du rapport général sur la protection sociale au Grand-Duché de Luxembourg, une maison de soins est «un service qui garantit un accueil gérontologique et des soins, principalement de jour et de nuit et pour une durée non limitée dans le temps, à au moins trois personnes, en leur offrant entre autres des prestations d'hébergement, d'entretien, d'assistance au niveau des activités de la vie quotidienne, de guidance psycho-médico-sociale, d'animation et de loisir, d'aides et de soins comprenant les actes essentiels de la vie, les tâches domestiques et le soutien stationnaire pris en charge par l'assurance dépendance, et dont les usagers nécessitent en principe plus de douze heures de prestations hebdomadaires d'aides et de soins.»

De manière générale, ce projet de construction fait suite au débat d'orientation à la Chambre des Députés sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (doc. parl. n°6723).

D'après les derniers chiffres du Statec du 1er janvier 2016, 111.759 personnes âgées de 60 ans et plus résident au Luxembourg. Lors du recensement de 2011, leur nombre était de 97.701, soit une augmentation de 14.058 ou encore de 14,4%.

De même, l'espérance de vie est en constante augmentation, et ceci aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Néanmoins, l'accroissement est légèrement plus important pour les hommes. Depuis le milieu des années 1980, elle a augmenté de 9,9 années pour les hommes et de 7,1 années pour les femmes. En 2014, les femmes âgées de 60 ans pouvaient espérer encore vivre 26,8 années tandis que l'espérance de vie des hommes à cet âge était de 23,4 ans.

Une analyse par canton de la structure de la population ciblée sur les personnes âgées de 65 ans et plus montre que le besoin en lits stationnaires est important dans le canton de Capellen. À l'heure actuelle, le canton dispose d'un CIPA et d'une maison de soins offrant au total 190 lits pour une population 65+ de 5.929 personnes (Statec, 2011). Selon l'Inspection générale de la sécurité sociale, le canton de Capellen compte au 31.12.2016 un total de 978 personnes dépendantes bénéficiaires de l'assurance dépendance.

La maison de soins à Bascharage aura, de par sa capacité d'accueil et sa conception, une vocation intégrale: l'éventail des aides et des assistances prodiguées ira du simple service à la prise en charge globale, voire à l'assistance intensive. Ces aides ne répondront pas à des normes établies, mais s'orienteront et s'adapteront aux besoins réels de chaque personne concernée.

Il s'agit de créer un habitat qui, de par sa conception et sa flexibilité, offre aux personnes âgées une «maison» répondant à leurs exigences sans faire de distinction ni dans l'équipement de la chambre, ni dans la localisation de celle-ci dans le centre.

Conformément aux directives du programme national du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le centre sera ouvert vers l'extérieur, dont les différentes structures et services (magasins, salle polyvalente, salle des fêtes, cafétéria…) favoriseront la vie sociale et la communication entre générations. Cette ouverture vers l'extérieure sera également reflétée dans la conception du programme de construction de la future maison de soins.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 02.07.2018
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
12.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.07.2018
Loi du 7 septembre 2018
Mémorial A: 2018, n°831, page 1

www.chd.lu

Station d'épuration d'Uebersyren

7334 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer:

1° au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren;

2° au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig;

3° au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à participer au financement de l'extension de la station d'épuration des eaux usées d'Uebersyren. La station d'épuration qui est opérée par le Syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires de l'Est (SIDEST) traite notamment les eaux usées en provenance des différentes localités des communes de Contern, Niederanven, Sandweiler, Schuttrange et Weiler-la-Tour. En outre, elle traite également les eaux usées de l'aéroport du Findel ainsi que les eaux résiduaires du Centre pénitentiaire de Schrassig.

Depuis sa dernière modernisation en 1991, la capacité d'épuration de la station est établie à 35.000 équivalents-habitants. Or, cette capacité est largement dépassée à l'heure actuelle. Le projet de loi prévoit dès lors une extension des capacités d'épuration en tenant compte d'un certain développement futur du côté des différentes communes raccordées, aussi bien du point de vue résidentiel qu'industriel. La nouvelle capacité de traitement est portée à 122.000 équivalents-habitants. À côté de l'extension de la capacité d'épuration de la station, dont les coûts sont répartis au prorata des équivalents-habitants des différentes communes, du centre pénitentiaire et de la zone aéroportuaire, le projet prévoit également la construction des raccordements nécessaires afin d'acheminer les eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 04.07.2018
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
11.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.07.2018
Loi du 14 septembre 2018
Mémorial A: 2018, n°853, page 1

Transversale de Clervaux

7336 - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transverale de Clervaux (N18-CR340-N7)

Il s'agit de conférer une base légale telle qu'exigée par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État au financement du projet de construction.

Le projet de la transversale de Clervaux est divisé en cinq lots, à savoir:

- lot 1: le carrefour (giratoire) de raccordement à la N7/E421,

- lot 2: le Viaduc Irbich,

- lot 3: la section courante entre le carrefour de raccordement du CR339 et le carrefour de raccordement à la N7 (carrefour non compris),

- lot 4: la section courante entre le carrefour de raccordement de la N18 et le carrefour de raccordement du CR339, le Viaduc de la Clerve, le Viaduc Olegrëndchen et l'ouvrage «biotope source»,

- lot 5: le passage supérieur rétablissant le chemin vicinal longeant la N7.

Le chantier relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux a démarré en 2015 (Lot 1) et la fin du chantier est prévue au cours de l'été 2022.

Ledit projet a été inscrit, une première fois, dans la loi budgétaire à partir de l'exercice 2011 avec un montant de 33.000.000 euros, montant augmenté à 37.500.000 euros à partir de l'exercice budgétaire 2016.

Étant donné que les montants sus-mentionnés se situaient en dessous du seuil de 40.000.000 euros, il a été décidé à l'époque de renoncer à élaborer une loi spéciale de financement.

Au cours de l'avancement du chantier, divers travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires comme la construction de plusieurs passages pour la petite faune, la construction d'un ouvrage pour la traversée d'un biotope, la construction d'une voie agricole dans le cadre du remembrement, le rajout d'une piste cyclable le long du tracé et la construction d'un ouvrage de liaison des chemins vicinaux.

S'y ajoute la nécessité de devoir procéder, tel que demandé par l'Administration de la gestion de l'eau dans le cadre de l'autorisation pour la construction du lycée de Clervaux, à la construction d'un barrage de compensation sur la Clerve avec un ouvrage de régulation dont le volume de rétention comporte 20.000 m^3.

Les études géologiques réalisées dans le cadre de l'étude du lot 3 ont révélé une géologie fortement accidentée qui nécessite des mesures de stabilisation conséquentes le long du tracé.

Ainsi, dû à la géologie rencontrée et vu les multiples adaptations, le prix de revient des quatre ouvrages d'art a considérablement augmenté.

À ces travaux supplémentaires s'ajoutent l'augmentation du taux de la TVA en 2015, de même que l'adaptation régulière du coût de l'indice des prix de la construction.

Compte tenu de ces considérations, le coût total du projet s'élève à 73.000.000 euros, y compris les frais relatifs aux études et contrats d'ingénieurs, à la direction des travaux et à l'assistance technique.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
19.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
23.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.07.2018
Loi du 7 septembre 2018
Mémorial A: 2018, n°833, page 1

SÉANCE 53

MERCREDI,
18 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7283 - Projet de loi portant modification:

1° de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains;

2° de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

3° de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac;

4° de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: M. Georges Engel (intervention de Mme Nancy Arendt)*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Mme Nancy Arendt (parole après ministre), Mme Françoise Hetto-Gaasch (parole après ministre), Mme la Ministre Lydia Mutsch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7277 - Projet de loi portant approbation de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, fait à Luxembourg, le 17 janvier 2018

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7004 - Projet de loi modifiant

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg;

3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. André Bauler, Mme Josée Lorsché, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6810 - Projet de loi relative à une administration transparente et ouverte

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Alex Bodry (intervention de Mme Octavie Modert), Mme Sam Tanson, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. David Wagner)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7220 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° du Nouveau Code de procédure civile;

4° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

5° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

6° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

7° de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle;

8° de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du Code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle,

en vue d'adapter le régime de confiscation

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (interventions de Mme Sam Tanson, M. Alex Bodry et M. Fernand Kartheiser), M. Marc Angel, Mme Simone Beissel (interventions de Mme Sam Tanson et M. Gilles Roth), M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gilles Roth), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7305 - Projet de loi

1° relative à la mise en application du règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés; et

2° modifiant le Nouveau Code de procédure civile en y ajoutant un article 685-2ter

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. le Ministre Félix Braz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, M. Romain Schneider et Mme Lydia Mutsch, Ministres

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung heimat op.

Ech ginn net dovun aus, dass am Moment d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet?

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da gi mer direkt zum normalen Ordre du jour iwwer, dem Projet de loi 7283, wou et ënner anerem ëm d'Reglementéierung vum Beruff vum Osteopath geet. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Georges Engel. Här Engel!

2. 7283 - Projet de loi portant modification:

1° de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains;

2° de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

3° de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac;

4° de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, deposéiert gouf de Projet de loi 7283 den 18. Abrëll 2018. De Collège médical huet den 31. Januar 2018 en Avis dozou ginn, gradesou goufen et och Avise vum Conseil supérieur de certaines professions de santé, vum Conseil scientifique de psychothérapie an och vun der Chambre de Commerce. De Conseil d'État huet säin Avis ofginn den 10. Juli. Den 11. Juli gouf ech als Rapporteur genannt.

Ëm wat geet et bei dësem Projet de loi? De Projet de loi huet véier Objeten. Et ass kee Gesetz, wat e Gesetz fourre-tout ass, mä et ass awer e Gesetz, dat muss ee soen an dat ass och an der Kommissioun diskutéiert ginn, wat net ganz ideal ass. Wann ee véier esou verschidde Sujeten an ee Gesetz paakt, ass dat net ganz ideal. Fakt ass awer och, dass duerch déi véier Objeten d'Situatioun um Terrain verbessert gëtt. An duerfir ass dat awer ënnert dem Strëch eng gutt Saach.

Den éischte Punkt, den éischten Objet vun dësem Projet de loi: d'Legislatioun, wat de Centre thermal de santé vu Mondorf ugeet, dass do de Conseil d'administration soll eng Representatioun kréie vun der Gemeng vu Mondorf, wat och net méi wéi normal schéngt.

Den zweeten Objet ass deen, deen de President elo grad ugeschwat huet, näämlech d'Revalorisatioun vu gewëssene Gesondheetsberuffer. An do kënnt dann och de Beruff vum Osteopath derbäi. Dir wësst, dass deen de Moment an enger zimlecher Grauzon läit an dass et do ëmsou méi wichteg ass, dass ee legiféréiert an dass een hei eng kloer Struktur schaaft.

Sou wéi eis an der Kommissioun gesot gouf, ass dat hei och mat der Association luxembourgeoise vun den Osteopathen ofgeschwat. An d'Konfusioun kéint jo och kommen duerch e Mail, dee mer haut oder gëschter nach kritt hunn, deen awer erëm rektifizéiert gouf haut am Laf vum Dag, wou d'Associatioun awer gesot huet, dass e Gesetzesprojet u sech e gudden Ufank wär, fir hir Situatioun ze regulariséieren. Dat ass och dat, den Objet, dee mat dësem Gesetz u sech erreecht soll ginn.

Den drëtten Objet vun dësem Projet de loi, dat ass am Kader vun der Lutte antitabac, d'Vente à distance an den Achat, deen hei zu Lëtzebuerg sollt gemaach ginn, dass dee reglementéiert voire verhënnert soll ginn.

An dee véierte Punkt ass am Kader vum Beruff vum Psychotherapeut, dass een de Médecins spécialistes an der Psychiatrie, déi eng Formatioun an der Psychotherapie hunn, och den Accès zum Beruff vum Psychotherapeut erméiglecht, an dat och no der Expiratioun vun den Dispositions transitoires.

Iwwregens mengen ech, ass et interessant, och an dësem Kader ze héieren, dass eng ronn 300 Psychotherapeute bis elo zougelooss goufen zu deem Beruff. Wou et haakt, dat ass e bësse bei de Modalitéite fir de Remboursement, déi nach musse gekläert ginn.

De Conseil scientifique vun der Psychotherapie huet och dëse Projet de loi positiv aviséiert. Den Avis vum Conseil d'État, deen den 10. Juli koum, huet fir déi véier Punkte Folgendes gesot: „Et gëtt keen direkte finanziellen Impakt op de Budget vum Stat, mä natierlech kéinten déi nei Prestatiounen, déi den Osteopath uginn, natierlech à charge vun der CNS, der Caisse nationale de santé, goen an duerfir muss een dat och an deem Kader finanziell berechnen."

De Statsrot huet keng Observatiounen, wat d'Representatioun am Centre thermal ugeet. En huet och, wat d'Reglementatioun vum Osteopath ugeet, keng Observatiounen. Wat den Tabak ugeet, huet e gesot, dass eng Reformulatioun misst gemaach ginn, gradesou wéi eng Reformulatioun misst gemaach gi fir d'Psychotherapie. Dat ass och esou iwwerholl ginn.

Wat beim Osteopath war, ass, dass de Statsrot Referenz gemaach huet op oder geschwat huet iwwert de Règlement grand-ducal. An et ass kloer, dass bei deem Règlement grand-ducal nach muss driwwer diskutéiert ginn, wéi dat genau soll oflafen. Dat ass dann d'Aufgab vun enger nächster Regierung. Wat hei gemaach gëtt beim Osteopath, dat ass, dass dëse Beruff op d'Lëscht vun de Gesondheetsberuffer soll opgeholl ginn. Mir schafen also heimat d'Grondlag, fir dass iwwerhaapt Reglementer am Kader vum Osteopatheberuff kënne geholl ginn.

Et ass ganz kloer, dass heimadder en éischte Schratt, en alleréischten, en „alleralleréischte Schratt", sou wéi d'Ministesch gesot huet an der Kommissioun, gemaach gëtt, fir dass mer iwwerhaapt emol iwwer all déi aner Sujeten, déi de Beruff vum Osteopath uginn, kënnen diskutéieren.

Fir och direkt mat enger Fro opzeraumen, déi ëmmer erëm gestallt gëtt: Et ass kloer, dass d'Leit mat enger Prescription médicale weider kënne bei den Osteopath goen an dass déi och rembourséiert kënne ginn.

Et ass awer och kloer, dass d'Leit, déi keng Prescription médicale hunn, och weider kënne bei en Osteopath goen.

(Interruption par Mme Nancy Arendt)

An ob se herno rembourséiert ginn, Madamm Arendt, dat wäerten alleguer déi Negociatioune mat sech bréngen, déi am Kader vun der Nomenclature nach musse gefouert ginn.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ma da si mer gespaant!

M. Georges Engel *(LSAP) rapporteur.*- Fir dass iwwerhaapt déi Negociatioune gefouert kënne ginn, muss haut de Beruff op d'Lëscht vun de Professions de santé gesat ginn. Wann dat net gemaach gëtt, da kënnen alleguer déi Diskussiounen, déi duerno kommen, iwwerhaapt net stattfannen. An duerfir ass et wichteg, dass haut dëse Schratt gemaach gëtt.

(Interruption)

Iwwregens wëssen d'Leit och alleguerten, déi jee eng Kéier bei engem Osteopath waren, dass et e wichtege Schratt ass, dass dëse Beruff op d'Lëscht vun de Gesondheetsberuffer gesat gëtt. Do ginn et verschidde Meenungen hei am Sall, ech weess dat. Mä alleguer déi, déi eng Kéier bei engem Osteopath waren, déi wëssen, dass déi engem ganz vill kënnen hëllefen, dass se et och evitéieren, dass een aner Schrëtt, aner chirurgesch Agréff vläicht misst maachen oder dass ee Medikamenter misst huelen.

Also en Osteopath ass schonn eng Persoun, déi, wa se déi richteg Formatioun huet, engem ka ganz, ganz, ganz vill hëllefen, wann een e Problem huet. An duerfir ass, mengen ech, haut e wichtegen Dag am Kader vun deem Beruff, fir dass mer haut dëse Beruff vum Osteopath op d'Lëscht vun de Professions de santé setzen.

Ech ginn domadder och den Accord vun der LSAP an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An éischt Riednerin ass d'Madamm Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- „Wat hunn ech de Réck wéi", klot deen een. „Waars de da scho bei engem Osteopath?", freet deen aneren. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wie vun eis heibannen…

(Hilarité)

Wie vun eis heibannen huet net och schonn emol deen dote Saz héieren oder souguer selwer gesot?

An ech gi souguer nach e Schratt méi wäit: Wie vun eis war net emol scho selwer bei engem Osteopath, oder kennt een een, deen nach net bei engem war?

Ier ech awer elo weider op dëse Punkt wëll agoen, wëll ech fir d'Éischt emol dem Rapporteur, dem Georges Engel, Merci soe fir säin exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt wierklech Zäit, dass mir eis Legislatioun an d'Realitéit upassen. Mä ech muss awer och soen, dass eis Fraktioun et wierklech schued fënnt, op wéi eng Manéier dass dat Ganzt elo geschitt. Mir hate wierklech fënnef Joer laang Zäit, fir dëse wichtege Sujet vun der Osteopathie a Rou ze diskutéieren a genee ze kucken, wéi mer de Beruff vum Osteopath kënnen unerkennen.

Elo gëtt dës Professioun zwar reglementéiert, andeems se an d'Lëscht ageschriwwe gëtt vum 92er Gesetz iwwert den Exercice vun de Gesondheetsberuffer, allerdéngs iwwert de Wee vun engem Projet de loi, deen nach dräi total aner Objeten huet.

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

A bis de Patient iergendwa ka rembourséiert ginn, wäert et nach ganz laang daueren. Ech komme spéider dorobber zréck.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn net um Maart!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Neen, effektiv, mir sinn net um Maart. Mir sinn hei an der Chamber.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et ass net un lech, wou ech mech riichten. E bësse Respekt virum Riedner!

Une voix.- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Wéi kann een iwwerhaapt Osteopathie definéieren?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat gëllt och fir Iech dës Säit!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- D'Philosophie vun der Osteopathie besteet jo doranner, dass de mënschleche Kierper als eng Unitéit ugesi gëtt an dass tëscht den Tensiounen an dem Desequiliber op der Plaz x am Kierper ganz komplex Zesummenhäng besti mam Rescht vun eisem Organismus.

Wann alles an normale Bunne leeft an déi stukturell an och ernärungstechnesch Konditioune stëmmen, ass eise Kierper ganz gutt à même, sech selwer ze heelen. Wann et awer op iergendenger Plaz am Kierper Blockade gëtt, dann ass de Kierper a senger Selbstheelung geschwächt. Den Osteopath ass dann déi Persoun, déi hëllefe kann.

Den Osteopath schafft mat sengen Hänn fir den Diagnostic an awer och fir d'Therapie. Hie stellt fest, wou Spannunge virleien, an erkennt doduerch och déi gestéiert Funktiounen. An duerch seng Manipulatioune reharmoniséiert hien déi Strukturen, déi aus dem Gläichgewiicht gerode sinn. Alles in allem eng gutt Saach. Osteopathie huet och, sou wéi de Rapporteur et gesot huet, scho ganz ville Leit gehollef an och richteg guttgedoen.

Leider ass dee Beruff awer bis dato net reglementéiert, obwuel mer schonn zanter 17 Joer hei am Haus doriwwer diskutéieren. Viru bal 17 Joer, de 27. Juni 2001, gouf et näämlech eng Interpellation sur les médecines alternative et préventive. Fir d'CSV huet deemools de Kolleeg Jean-Marie Halsdorf Stellung bezunn. An et gouf festgestallt, dass et an aneren europäesche Länner scho Reglementatioune gouf. Sou ass d'Osteopathie an England an an Irland schonn zanter ´93 respektiv ´94 unerkannt, an och aner Länner wéi Holland, Däitschland, Dänemark a Schweden, fir just déi ze nennen, erkennen déi eng oder aner alternativmedezinnesch Praktike schonn zanter e puer Joer un.

Deemools an där Interpellatioun ass näischt Konkretes erauskomm, wéi de Jean-Marie Halsdorf dräi Joer méi spéit festgestallt huet an engem Débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles.

Hien huet och deemools op e Problem opmierksam gemaach, deen et bei eis gëtt, näämlech deen, dass mer eigentlech keng fiabel Statistiken, keng fiabel Donnéeën iwwert d'Alternativmedezinn hunn, zum Deel awer och doduerch bedéngt, well ganz vill Leit an d'Ausland ginn, fir sech do eben unhand vun alternativen Therapië behandelen ze loossen.

An och deemools gouf drop higewisen, dass een an deem Beräich ganz kloer Spillregele muss festleeën, fir auszeschléissen, dass hei onseriös Leit Sue verdéngen a Patienten a Gefor geroden. Dëst muss näämlech déi éischt Suerg vun der Politik sinn. De Schutz vum Patient, dee muss am Mëttelpunkt stoen. Leit, deenen et net esou gutt geet - an ech mengen, dat wësse mer alleguer -, déi klamere sech ganz dacks un all Stréihallem, an der Hoffnung, erëm gesond ze ginn. An do kann et net sinn, dass iergendwelch Scharlatane sech mat dem Misär vun anere Leit beräicheren.

2004 ass och am Debat iwwert d'Psychotherapie als complementaire Medezinn geschwat ginn. Do hu mer jo elo zanter 2015 endlech e Gesetz, och wa mer an der Praxis nach guer net beim Remboursement ukomm sinn an nach bis dato, no dräi Joer, keen eenzege Patient rembourséiert ginn ass, well d'Verhandlunge mat der CNS nawell an enger Sakgaass stiechen.

D'Konklusioun, déi dunn 2004 den deemolege Gesondheetsminister Carlo Wagner nom Debat gezunn huet, war, dass sollt gekuckt gi mat der deemoleger UCM, fir Akupunktur, Homöopathie, Osteopathie an och Chiropraktik als Akten unzëerkennen, an dass se och sollten an d'Nomenclature opgeholl an och rembourséiert ginn.

Am Kader vun enger Question avec débat huet dunn 2007 den deemolege Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo d'Chamber driwwer informéiert, wou d'Regierung da mat der Emsetzung vun deem, wat 2004 festgehale gi war, dru wier. Hien huet eis gesot, dass eng ganz Rei Consultatioune stattfonnt hu mat Leit aus de concernéierte Milieuen, dass ee sech awer nach net ganz schlësseg wier, ob wéi ee Wee ee wéilt goen.

De Minister huet och deemools op eng Problematik higewisen, déi zemools bei den Osteopathe laang am Mëttelpunkt vun den Diskussioune stoung, näämlech hir Formatioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass vill Zäit verluer gaangen, an duerfir huet d'ALDO, d'Associatioun vun den Osteopathen hei vu Lëtzebuerg, d'Saach zum Deel emol selwer an d'Hand geholl.

2016 hu si eng Enquête bei 600 Persounen hei am Land lancéiert, fir erauszefannen, wéi hir Astellung par rapport zur Osteopathie wier. 58% vun de Leit soen do, dass si iwwerzeegt sinn, dass déi konventionell Medezinn besser géif fonctionnéieren, wa se mat der onkonventioneller Medezinn géif zesummeschaffen.

43% vun de befrote Persoune waren och scho selwer bei engem Osteopath an 90% waren esou zefridde vun deenen, dass se gesot hunn, si géifen och nees bei hiren Osteopath zréckgoen. 72% hu fonnt an där Untersuchung, dass d'Osteopathie méi eng grouss Unerkennung misst kréien. Just 22% waren där Saach méi skeptesch géintiwwer.

Zwee Joer virdrun hat d'ALDO eng Enquête bei de Generalisten hei zu Lëtzebuerg lancéiert, fir och ze héieren, wéi si zur Osteopathie agestallt wieren. 600 Doktere waren ugeschriwwe ginn. Ee Véierel huet bei der Enquête matgemaach. Vun dësen Dokteren hu 66% hir Patiente schonn eemol bei en Osteopath verwisen a si stinn och der Osteropathie ganz favorabel géintiwwer.

Fir 82% vun den Dokteren allerdéngs ass eng Consultation préalable respektiv eng Prescription médicale wichteg. De Generalist ass nun eemol deen, dee säi Patient am beschte kennt, dee virun allem säin Dossier, seng ganz Krankegeschicht kennt, an doduerch dem Osteopath och muss ganz wichteg Informatiounen an och eventuell Kontraindikatioune mat op de Wee ginn.

A mat dësen Informatiounen ass et dann um Osteopath, seng eegen Diagnos ze stellen a fir de Patient déi adaptéiert Therapie ze bestëmmen. Fir dem Patient optimal kënnen ze hëllefen, ass den Austausch tëscht dem Osteopath an dem Dokter immens wichteg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer e Gesetz, wou d'Professioun vum Osteopath reglementéiert gëtt. An dat ass och gutt esou. Hei gëtt festgehalen, dass den Osteopath, fir dierfen ze exercéieren, e Master an der Osteopathie muss hunn an donieft all Joers 40 Stonne Formation continue muss maachen. Domadder ass de Patient och sécher, vun engem geschoulte Gesondheetsberuffler behandelt ze ginn.

Et steet natierlech och weiderhi jiddwerengem fräi, bei den Osteopath ze goen, och ouni Prescription médicale, mä da muss de Patient seng Behandlung aus eegener Täsch bezuelen.

Et muss een awer och wëssen, och wann elo den Osteopath mat dësem Gesetz bei d'Professions de santé bäigeschriwwe gëtt, dass dat nach laang net heescht, dass d'Leit och mat Prescriptioun ab muer hir Visitte rembourséiert kréien. Bis dohinner ass näämlech nach e ganz wäite Wee.

De Groupement vun den Osteopathe muss näämlech duerno d'CNS kontaktéieren, fir mat hir d'Negociatiounen unzefänken a fir dann eng Konventioun opzestellen zu deene Prestatiounen, déi si kënne realiséieren. Soubal dann esou eng Konventioun ënnerschriwwen ass, gëtt d'Kommissioun vun der Nomenclature befaasst, fir d'Akten ze definéieren, déi vun der Krankekeess iwwerholl ginn. Dat wäert also nach eng gutt Zäitchen daueren. Bei de Psychotherapeuten daueren dës Verhandlungen elo schonn dräi Joer.

Dobäi muss ee sech och froen, ob et iwwerhaapt esou wäit kënnt. Well gëschter Owend krute mer jo elo matgedeelt, dass d'ALDO Bedenken huet, dass se jeemools als Profession indépendante oder de première instance kënne schaffen, wa se just nëmmen op d'Lëscht vun de Professions de santé gesat ginn. Deemno ass et fraaglech, ob se iwwerhaapt an d'Negociatiounen do eraginn, wat natierlech immens schued wier fir de Patient. Mä do hu mer elo an engem neie Mail jo matgedeelt kritt, dass d'Ministesch hinne jo assuréiert huet, wann ech dat richteg verstanen hunn, dass ee rembourséiert gëtt och ouni Prescription médicale.

Ech mengen, mir haten dat an der Kommissioun e bëssen aneschters verstanen, an ech wier do och ganz frou, wann d'Ministesch eis dat herno géif richteg erklären.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Situatioun vun deene Leit ze regulariséieren, déi d'Exigenze vun der Formatioun net erfëllen, also kee Master an der Osteopathie hunn, gëtt et eng Transitiounsphas vu sechs Méint. Bannent dëse sechs Méint kënne si eng Autorisation d'exercer als Osteopath ufroen. D'Konditioun ass, dass se schonn zënter zéng Joer als Dokter oder Masseur-kinésithérapeute geschafft hunn.

Hei ass et also net kloer, inwiefern si an der Osteopathie eng Ausbildung hunn,…

(Interruption)

…an et ass och net gewosst, ob si an deem Domän déi néideg Kompetenzen hunn.

Nach ee Wuert zum Avis vum Conseil d'État. De Règlement grand-ducal beschreift jo, ënner wéi enge Konditiounen en Osteopath däerf exercéieren an och, wéi eng Behandlungen en iwwerhaapt dierf maachen. De Conseil d'État, deen hat sech dat ugekuckt a mécht do awer drop opmierksam, dass et sech heibäi ëm en Domän vun der Santé an och ëm eng Profession indépendante handelt, wat eng Matière réservée à la loi ass.

De Conseil d'État huet do suggeréiert, de Statut an och d'Attributioune vum Osteopath an e Gesetz anzeschreiwen, fir net verfassungswiddreg ze sinn. D'Ministesch kann eis vläicht herno nach eemol erklären, wisou d'Regierung net op de Wee gaangen ass, fir en eegent Gesetz fir den Osteopath ze schreiwen, sou wéi si dat och fir de Psychotherapeut gemaach huet, dee schliisslech och e Master als Viraussetzung huet, fir kënnen ze exercéieren.

Eng weider Fro un d'Ministesch ass dann déi hei: Am Moment berechnen d'Osteopathe jo 17% bei der Consultatioun un TVA dobäi, a si wëllen eigentlech gäre wëssen, ob dat och esou bleift oder ob dat och Negociatiounssaach ass. Well déi 17%, ech mengen, dat wësse mer alleguer, déi schrauwen natierlech de Präis an d'Luucht a maachen doduerch d'Soinen och manner accessibel fir jiddwereen. Positiv allerdéngs un der TVA ass, dass jiddweree seng Akte muss officialiséieren.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well mir der Meenung sinn als CSV, dass et souwuel fir d'Patientë wéi och fir déi Leit, déi de Beruff vum Osteopath ausüben, wichteg ass, dass d'Politik sech der Realitéit vum Terrain upasst, wäerte mir als CSV dësen Text matstëmmen, a selbstverständlech stëmme mer domadder och déi aner dräi Punkte mat, näämlech de Volet vum Domaine thermal, wou e Member aus dem Schäffen- a Gemengerot vun der Gemeng Munneref wäert am Conseil d'État dierfe mat representéiert sinn, natierlech och den Ajout…

(Interruption)

Wat hunn ech gesot?

Une voix.- Conseil d'État!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Neen, pardon, Conseil d'administration selbstverständlech!

(Hilarité)

…natierlech och den Ajout zum Antitubaksgesetz, woumadder mer d'Vente à distance vun Tubaksprodukter an och der elektronescher Zigarett verbidden, an de véierte Punkt, woumadder mer de Psychiater, den Neuropsychiater an de Kannerpsychiater am Fong geholl autoriséieren, als Psychotherapeut ze schaffen, ënnert der Konditioun, dass en eng spezifesch Formatioun vu 450 Stonnen an der Psychotherapie gemaach huet.

Dëst gesot, soen ech Iech all villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, dat hei ass e Gesetz mat véier Voleten, och wa sech hei virun allem op ee Volet fokusséiert gëtt, wat awer selbstverständlech ze verstoen ass.

Ech wéilt awer fir d'Éischt ufänke mat deem Volet, deen de Vertrieder vun dem Schäfferot vun der Gemeng Munneref an dem Domaine thermal ubelaangt. Ech géif soen, dat ass eng Decisioun, déi ass iwwerfälleg. Well wann ee gekuckt huet, wéi d'Relatioun tëscht der Gemeng Munneref an dem Domaine thermal an all deene Jore war - den Domaine thermal feiert elo 30 Joer, Här Buergermeeschter! -, dann huet ee sech natierlech oft d'Fro gestallt, firwat datt net bis dato e Member vum Schäfferot an deem Verwaltungsrot vertruede war, wann ee kuckt, wat u sech déi enk Relatioune waren. Ech denken zum Beispill un de Klenge Brill, ech denken un déi gemeinsam Iwwerschwemmungsschutzmoossnamen, déi geholl gi sinn. Ech denken un déi Moossnamen, déi um Niveau vum Tourismus geholl gi sinn.

Et ass mer och gesot ginn, datt de Verwaltungsrot net ëmmer konnt tagen, well de Quorum vläicht net ëmmer gestëmmt huet. An dowéinst ass dat jiddefalls haut eng iwwerfälleg Decisioun, déi mer huelen, fir datt eben och elo emol endlech definitiv e Member vum Schäfferot vun der Gemeng Munneref an dem Verwaltungsrot vun dem Domaine thermal ass.

Den zweete Volet, dat ass natierlech deen, dat huet een elo schonn hei eraushéieren, wou et ëm d'Osteopathie geet, wou et ëm d'Unerkennung vun den Osteopathen als medezinnesche Beruf ugeet.

Elo gi jo d'Meenungen e bëssen auserneen. Ech maachen och keen Heel draus, datt et déi eng oder aner Stëmmen och a menge Reie gëtt, vu menger Partei, déi do e bësse méi Reserven hunn aus deem engen oder anere Grond. An dat ass och gutt, datt ee sech doriwwer da seng Gedanke mécht. Well wann een dat Ge-

setz hei e bëssen am Fong kuckt, da kéint een dat bal vergiessen, datt hei jo awer eng wesentlech Decisioun geholl gëtt, wat eben d'Reconnaissance vum Beruff vun den Osteopathen ubelaangt. Dat gëtt just duerch en neien Tiret am Artikel 1 vum Gesetz vum 26. Mäerz 1992 gemaach, andeems datt einfach praktesch just ee Wuert derbäikënnt.

Déi Effete vun där Decisioun, déi mer haut huelen, déi sinn natierlech ouni Zweifel wäitreechend. Mir hunn de Moment plus ou moins 60 Osteopathen hei zu Lëtzebuerg. Et soll ee mat Sécherheet dat net a Fro stellen, déi Aarbecht, déi vun Osteopathen hei zu Lëtzebuerg geleescht gëtt, déi mat Sécherheet och deem engen oder anere scho vill gehollef hunn. Mä et ass awer derwäert, datt ee sech méi am Detail, méi am Fong domat auserneesetzt, wéi déi Professioun soll an Zukunft hei zu Lëtzebuerg unerkannt ginn an och geregelt ginn.

1874 ass jo an den USA u sech d'Osteopathie erfonnt ginn, kann ee soen, duerch den Dokter Andrew Taylor (veuillez lire: Andrew Taylor Still). An um Ufank vum 20. Jorhonnert koum dunn dat och hei op Lëtzebuerg. An England war u sech 1993 dat éischt Land, wat um europäesche Kontinent d'Osteopathie fir d'Éischt offiziell unerkannt huet.

Et däerf een natierlech och net vergiessen, datt am Koalitiounsprogramm vun der Regierung jo och stoung, datt mer géifen do Efforte maachen, dat mer géife versichen, d'Reconnaissance vun den Osteopathen als medezinnesche Beruff duerchzeféieren.

Well de Moment nach näischt u sech reglementéiert ass, besteet natierlech och d'Gefor, datt en Accès zum Beruff ass, deen net staark genuch reglementéiert ass. Dat ass ni gutt, besonnesch, wa mer am Beräich vum Gesondheetswiese sinn. Dat gëtt u sech elo duerch dat Gesetz hei geännert an dat ass vum Prinzip hier och ouni Zweifel ze begréissen.

D'Zil muss natierlech sinn, datt de Patient hei am Vierdergrond steet an datt eng sécher Prise en charge och an Zukunft garantéiert ass. Mir wëssen, datt hei zu Lëtzebuerg keng Osteopathen ausgebilt ginn. De Moment ass et esou, datt déi Osteopathen, déi hei zu Lëtzebuerg da praktizéieren, hir Formatioun entweder an Däitschland oder an der Belsch kruten. An der Belsch zum Beispill muss een e Master vu sechs Joer maachen. Wat awer e bësselche bizarre ass, kann ee soen, ass, datt deen Diplom selwer jo an der Belsch net unerkannt gëtt.

Wou natierlech awer herno d'Musek gemaach gëtt, dat ass um Niveau vum Règlement granducal, an dat ass och hei schonn erwäänt ginn. Mir haten och schonn driwwer diskutéiert, ënner wat fir enger Form de Beruff soll herno kënnen unerkannt ginn, an dann natierlech awer och virun allem iwwer déi Période transitoire, déi elo virgesinn ass, fir eenzelne Leit, déi elo d'Osteopathie an deene leschten zéng Joer ausgeüübt hunn, iwwert de Wee vu gewëssene Kritären d'Méiglechkeet ze ginn, herno och da kënnen de Beruff offiziell auszeüben.

Dir verstitt, datt do natierlech gewësse Fro gestallt ginn. Ech mengen, eng Fuerderung, déi mir als Demokratesch Partei stellen, an déi ass awer allgemeng, déi gëllt net nëmme fir dee Beruffsstand hei: Wa mer Regulariséierunge maachen, dann ass eis Fuerderung jo ëmmer ganz kloer, datt awer ëmmer eng optimal Formatioun muss garantéiert sinn an datt ëmmer muss garantéiert sinn, datt och déi Leit, wa se herno dee Beruff ausüben, awer och déi maximal Formatioun kritt hunn. Et ass och doweinst, wou ebe bei eis gewësse Reserven herno bestanen hunn.

Ech wëll dann awer och soen, datt mir et am Endeffekt awer begréissen, datt elo hei eng Base légale geschafe gëtt, fir de Beruff vum Osteopath ze regulariséieren, ze akzeptéieren, eng Reconnaissance ze maachen, well et jo awer wichteg ass, datt och déi Form vu medezinneschem Beruff hei zu Lëtzebuerg eng Basis an deem Sënn kritt, well mer jo awer wëssen, datt et an der Medezinn net onwesentlech ass, datt et Leit gëtt, déi déi Praxis, kann ee soen, ganz kloer beherrschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bis elo ass, wéi gesot, opgefall, datt et sech reng nëmmen ëm de Volet Osteopathie hei alles gedréit huet. Mä et si jo awer och nach zwou aner Saachen, déi hei ëmgeännert ginn, ënner anerem d'Fëmmgesetz, och wann dat nëmmen e klengen Detail ass. Mä et geet jo awer och ëm d'Vente à distance.

Ech wëll vläicht awer vun der Geleeënheet profitéieren, Madamm Minister, fir ze froen, ob Der eis hei awer vläicht schonn en éischten Tëschebilan kënnt ënnerbreeden, wat d'Effete vun deem neie Fëmmgesetz sinn. Wat ee besonnesch géif interesséieren, dat ass natierlech: Wéi verhält et sech op de Sportstadien? Gëtt dat respektéiert, wa Manifestatioune si vu Jugendlecher ënner 16 Joer? Gëtt do wierklech d'Fëmmverbuet da respektéiert? Wat sinn Är éischt Echoen?

Eng aner Fro ass déi, ob net vläicht emol driwwer nogeduecht gëtt, fir gegebenenfalls eng gewëssen Extensioun vum Fëmmverbuet ze maachen, well een dach regelméisseg och Kloe kritt, datt virun allem op Terrassen, wou och giess gëtt, nach ëmmer gefëmmt gëtt. Wéi ass do Är Astellung? Et wär vläicht net schlecht, och dat hei kënne gewuer ze ginn.

Da vläicht e lescht Wuert nach iwwert d'Psychotherapie. Ech mengen, och do schléisse mir eis als Demokratesch Partei dem Avis vum Conseil scientifique de psychothérapie un, deen och mengt, datt no enger Iwwergangsphas musse Formatiounskritäre festgeluecht ginn, fir kënnen, wéi gesot, eng gutt Evaluatioun ze maachen.

Ënnert dem Strëch sti mir als Demokratesch Partei, wa mer och gewësse Reserven hunn, trotzdeem zu deem Gesetz, well et sech, wéi gesot, awer net nëmmen ëm een Aspekt handelt. Mir ginn och eisen Accord.

Ech wëll awer net ofschléissen, ouni dem Georges Engel Merci ze soe fir seng verschidde Rapporten. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho gesot ginn: Dëse Projet de loi besteet aus véier verschiddenen Dispositiounen, déi u sech näischt mateneen ze dinn hunn, ausser datt se alle véier ënnert der Tutelle vum Santésministère stinn.

Och an eisen Aen ass dat net ganz glécklech, well an engem „Vide-grenier-" oder „Fourre-tout-Gesetz", wéi mer dat an der Kommissioun genannt hunn, keng Dispositioun richteg zur Geltung ka kommen, obwuel et sech awer ëm wichteg Themeberäicher handelt.

Ouni déi aner Punkte wëlle klengzerieden, stécht natierlech ee Punkt ervir. Et ass deen, datt d'Osteopathe mat dësem Projet de loi als autonome Gesondheetsberuff definéiert ginn.

Datt mir dës Decisioun als Gréng ënnerstëtzen, läit op der Hand. Schonn zanter ville Jore plädéiere mir derfir, datt d'Osteopathie zu Lëtzebuerg unerkannt gëtt an domat aus der Grozon oder der Donkelkummer vun enger ongeregelter Praxis erausgeholl gëtt. Och wann dëse Schrëtt op der leschter Ligne droite vun der Legislaturperiod nach séier erfollegt, sou si mer awer frou, datt en iwwerhaapt erfollegt.

An eisem Gesondheetssystem ass d'Osteopathie näämlech längst keng marginal Niewenerscheinung méi, mä e feste Bestanddeel vun der Behandlung vu ville Leit, an dëst jorelaang.

Dir Dammen an Dir Hären, net vill anescht wéi beim medezinnesche Cannabis streiden d'Fuerscher, mä och d'Schoulmedezinner nach ëmmer driwwer, ob genuch wëssenschaftlech Beweiser fir d'Wierksamkeet vun der Osteopathie virleien. Doweinst geet d'Fuerschung iwwert d'Osteopathie ronderëm de Globus monter weider, an dat mat wuessendem Erfolleg. Esou zum Beispill an Däitschland, wou déi däitsch Bundesärztekammer déi osteopathesch Behandlunge vun engem Aarbechtskrees aus Neurologen, Orthopäden, Rehabilitatiounsdokteren a Juristen am Joer 2009 an enger breet ugeluechter Etüd bewäerte gelooss huet.

D'Konklusioun, op Lëtzebuergesch ausgedréckt, war déi, datt d'Osteopathie bei enger Rei ënnerschiddleche Gesondheetsstéierunge wierksam ka sinn. Carrement bewisen ass hir Wierksamkeet awer mëttlerweil bei Récken- a Gelenkproblemer, wou d'Wëssenschaftler a ganz vill Medezinner sech eens sinn.

Et ass also kee Wonner, Dir Dammen an Dir Hären, datt ëmmer méi Leit op dës Behandlungsmethod schwieren a Rot bei engem Osteopath sichen, sou eben och zu Lëtzebuerg. Den evidente Virdeel ass deen, datt d'Osteopathen op Medikamenter a chemesch Präparater verzichten an hir Patienten eenzeg an eleng mat den Hänn behandelen. Dobäi setze se op eng ganzheetlech Approche vum Mënsch. Si gesinn am Mënsch méi wéi d'Zomm vu sengen Organer, Schanken a Gelenker.

Schonn den alen Aristoteles huet mat Recht geschriwwen, datt de Mënsch a säi Kierper aus enger Villfalt vun Eenzelsystemer bestinn, déi souwuel a sech selwer wéi och mateneen harmonéiere mussen. Dat kléngt vläicht no Esoterik, mä et ass keng Esoterik.

D'Osteopathie ass näischt aneres wéi eng duuss Heelkonscht, déi d'Beweeglechkeet am Kierper iwwerpréift, fir d'Funktiounsstéierungen ze detektéieren a se mat den Hänn ze behiewen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deem Kontext ass et mir wichteg kloerzestellen, datt mir als Gréng d'Osteopathie net als Alternativ zu der klassescher Medezinn ugesinn. D'Osteopathie ass fir eis och keng Noutfallmedezinn a keen Allheelmëttel.

Schwéier Krankheete wéi Kriibs, akut Infektiounen, Verletzungen a psychesch Stéierunge gehéiere ganz kloer weiderhin an d'Kompetenz vun engem Dokter. Anescht ass et awer bei de sougenannte parietale Stéierungen, déi d'Muskelen, d'Gelenker, d'Schanken an d'Bindegewebe betreffen, mä och bei de sougenannte viszerale Stéierunge vun den Organer. Laut ville Spezialisten, ëmmer méi Spezialiste stellt d'Osteopathie hei eng evidenzbaséiert Komplementarmedezinn duer, déi ville Leit hëlleft, ouni hire Kierper mat Chimie oder operativen Agréffer ze belaaschten.

An ech denken, datt jiddwereen, deen d'Chance hat, duerch eng osteopathesch Behandlung op eng Operatioun verzichten ze kënnen, weess, vu wat ech hei schwätzen. Dobäi stellt sech déi leider nach ëmmer onbeäntwerbar Fro, wivill Récken- a Gelenkoperatioune bis haut schonn zu Lëtzebuerg konnte verhënnert ginn alleng doduerch, datt d'Leit bei en Osteopath gaange sinn, a wivill Käschten eis Gesondheetskeess doduerch konnt aspueren, wuel wëssend, datt d'Patienten hir Behandlung aus der eegener Täsch bezuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat kommen ech zu de Formalitéiten an de Regelen, déi nach ze kläre bleiwen. Vu datt dëse Projet de loi sech jo just op d'Unerkennung vun der Osteopathie als Gesondheetsberuff limitéiert, bleift nach ze definéieren, wéi eng Formatioun verlaangt ass, fir dee Beruff an eisem Land kënnen auszeüben.

Well et um Niveau vun der Formatioun international unerkannt Standarde gëtt, ware mir frou, vun der Madamm Minister ze héieren, datt d'Formatioun deene Standarden an Zukunft muss entspriechen. Hei däerfe keng Kompromisser gemaach ginn, well nëmmen dann ass d'Qualitéit geséchert, d'Qualitéit an der Behandlung an d'Sécherheet fir de Patient.

En anere wichtege Volet, Dir Dammen an Dir Hären, deen nach ze kläre bleift, ass dee vum Remboursement, deen och schonn e puermol hei ugeschwat ginn ass. Hei geet et jo drëms sécherzestellen, datt all Mënsch, deen op d'Osteopathie als Behandlung wëllt setzen an op eng Behandlung ugewisen ass, dës Behandlung vun der CNS zréckbezuelt kritt. Nëmmen esou kann en Zwouklassesystem verhënnert ginn. Momentan ass et jo esou, datt déi eng sech osteopathesch Behandlunge kënne leeschten, wärend déi aner net déi néideg Mëttelen duerfir hunn a ganz einfach doweinst op eng Behandlung verzichte mussen.

An deem Kontext hoffe mir natierlech, datt d'CNS beim Remboursement vun der Osteopathie méi flénk a méi flexibel gëtt wéi bei der Psychotherapie, wou scho virun iwwer dräi Joer e Vott stattfonnt huet, awer nach ëmmer kee Remboursement méiglech ass. An eisen Aen ass dat bedauerlech. Et féiert awer och zu der prinzipieller Fro, ob et net un der Zäit ass, der Gesondheetskeess hir restriktiv Rembourse-mentspolitik ze iwwerdenken, wann et ëm alternativ oder komplementar Behandlungsmethode geet. An anere Wierder: De Remboursement vun neie Methoden, wéi ebe grad deene vun der Osteopathie oder der Psychotherapie, däerf net um Wëlle vun enger klassesch agestallter CNS scheiteren.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer ofschléissend zu dësem Volet nach eng Remark, wat déi berufflech Klasséierung vun der Osteopathie ugeet! Et ass scho gesot ginn: Net méi spéit wéi gëschter Owend huet de President vun der ALDO, der Associatioun vun de Lëtzebuerger Osteopathen, sech bei enger Rei Deputéierten zu Wuert gemellt. Si hunn an hirem Mail geschriwwen, datt d'Weltgesondheetsorganisatioun d'Osteopathie als eegestänneg Komplementarmedezinn ugesäit, a si verlaangen dann och, datt si de Statut vun engem medezinnesche Beruff solle kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, mir verstinn der ALDO hir Suerg. Mir mengen awer, datt dës Suerg muss relativéiert ginn. Am Mammeland vun der Osteopathie, den USA, gëtt se jo schonn zanter méi wéi 130 Joer erfollegräich ausgeüübt nom sougenannte Prinzip vun den „first contact practitioners", dat heescht, d'Osteopathe sinn déi éischt Ulafstell fir e Patient.

An den USA sinn d'Osteopathen och an deem Sënn vollwäerteg Dokteren, déi den Titel D.O., „Doctor of Osteopathic Medicine", droen, also dat, wat d'Osteopathen zu Lëtzebuerg och fuerderen.

Op där anerer Säit muss een awer dann och an eisem Kontext unerkennen, datt d'Osteopathie mat dësem Projet de loi zumindest zu engem autonome Gesondheetsberuff gëtt, dee Qualitéit wäert bidden.

All Mënsch, dee sech osteopathesch behandele wëllt loossen, huet also d'Recht, dat ze maachen, ouni bei engem Dokter ze passéieren. An ech mengen, grad do läit d'Mëssverständnis an deene Maile vun der ALDO. Dee Moment bezilt de Patient seng Behandlung aus der eegener Täsch allerdéngs, mä wat awer näischt drun hënnert, datt d'Osteopathen déi éischt Ulafstell vun engem Patient däerfe sinn.

Déi prinzipiell Fro, déi eis an deem Kontext beschäftegt, ass notamment déi vun der Nomenclature, déi och schonn opgeworf ginn ass, mä och déi, wivill Dokteren der Osteopathie iwwerhaapt positiv gesënnt sinn a wivill Dokteren iwwerhaapt bereet sinn, hir Patienten an déi Richtung ze orientéieren. Ech sinn iwwerzeegt, datt dës Doktere sech séier erauskristalliséieren, wuel wëssend datt a munche Kreesser nach ëmmer e battere Kampf géint d'Unerkennung vun der Osteopathie gefouert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, alles dat si Punkten, déi mir haut net klären. Si däerfen an Zukunft awer net ignoréiert ginn. Fest steet jiddefalls, datt mir mat dësem Projet de loi en éischten a ganz wichtege Schrëtt maachen, fir der Osteopathie dee Wäert zouzegestoen, dee se eigentlech scho laang verdéngt.

Dir Dammen an Dir Hären, nach just e puer Wierder zu deenen anere Punkte vun dësem Projet de loi. Deen éischte betrëfft den Domaine thermal vu Mondorf, dee jo och Objet heivun ass an deem Sënn, datt d'Gemeng Mondorf d'Recht op e Vertrieder am Verwaltungsrot soll kréien. Den Domaine thermal, deen dëst Joer seng 30 Joer feiert, säin 30. Gebuertsdag, steet virun enger déif gräifender Renovatioun an zitt trotz sengen deels veralterte Raimlechkeeten nach ëmmer eng 6.000 Kurgäscht am Joer un. Ech kucken op den Här Buergermeeschter. E kann et bestätegen.

Datt d'Gemeng eng Plaz am Verwaltungsrot verdéngt, ass fir eis nëmme logesch an normal, ëmsou méi, well d'Gemeng jo direkt implizéiert ass, wann et drëms geet, Chantieren ze geréieren, Parkraim an aner ëffentlech Infrastrukture fir déi vill Gäscht an hir Kolleegen a Familljen zur Verfügung ze stellen.

Wat déi aktuell Zesummesetzung vum Verwaltungsrot ugeet, wéilt ech allerdéngs drop hiweisen, datt dee Conseil momentan aus fënnef Männer an enger Fra besteet. Wann een dann den Direkter derbäirechent, da sti momentan insgesamt sechs Männer an eng Fra un der Spëtzt vun dësem Établissement public.

Et bleift also nach e wéineg Sputt no uewen, wann eng equilibréiert Vertriedung vun de Geschlechter iergendwann an eiser Gesellschaft soll Realitéit ginn, eben och an de Conseils d'administration, woumat ech natierlech kengem Här seng Kompetenz wëll a Fro stellen.

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dem Här Delles seng scho guer net!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- An dem Här Delles seng scho guer net.

Déi drëtt Dispositioun vum Projet de loi bezitt sech dann op d'Vente à distance vun Tubaksprodukter, déi verschäerft soll ginn. Och fir eis ass dat eng ganz sënnvoll Moossnam, well ganz vill gesondheetlech, awer och finanziell a juristesch Gefore mat där Vente à distance verbonne sinn. Ech ginn net weider drop an.

An déi véiert a lescht Dispositioun ass schlussendlech geduecht, fir de Psychiateren, déi e Studium an der Psychotherapie ofgeschloss hunn, d'Recht ze ginn, sech Psychotherapeut ze nennen. Och dës Decisioun ass an eisen Aen nëmme logesch, well déi Leit déi néideg Kompetenzen hunn an net vum Recht op d'Denominatioun „Psychotherapeut" däerfen ausgeschloss ginn.

Firwat dëst Recht net schonn am initialen Text vum Psychotherapeutegesetz enthale war, mä eréischt elo an d'Gesetz ageschriwwe gëtt, ass mir allerdéngs net ganz kloer. Ech war näämlech dovun ausgaangen, datt d'Psychiateren, déi d'Fach vun der Psychotherapie studéiert hunn an zousätzlech jo och Medezinner sinn, sech d'office Psychotherapeut däerfen nennen. Vläicht kënnt Dir eis dozou e puer Erklärunge ginn, Madamm Minister. Et ass, wéi gesot, net ganz kloer.

Dat gesot ginn ech den Accord zum Package vun deene véier Moossnamen, mat engem Merci un den Här Georges Engel fir seng Aus-

féierungen am Rapport an och mam Accord vun der grénger Fraktioun an engem Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech ka mech kuerzfaassen, well d'ADR mat deene véier Punkten an dësem Gesetz d'accord ass. Merci dem Här Engel fir d'Presentatioun. Et ass och ganz richteg, datt mer hei endlech den Osteopath unerkennen. Et ass laang a breet erkläert ginn, firwat dat richteg ass. Mir deelen déi Iwwerleeunge voll. Mir kucken och nom Remboursement. Och d'Psychotherapie, datt d'Psychiatere sech kënne Psychotherapeut nennen, dat ass alles an der Rei.

Beim Conseil d'administration vu Munneref, do hunn ech awer elo e bësse misse schmunzelen, wéi ech der Madamm Lorsché nogelauschtert hunn, jo, well engersäits entdecken déi grénger ëmmer dat biologescht Geschlecht vum Mënsch dann, wann et ëm Quote geet - hei ass erëm dat Quotendenken -, an op där anerer Säit soe se: „Dat biologescht Geschlecht gëtt et net, d'Geschlecht ass just e soziale Konstrukt."

Et wär vläicht iergendwéi un der Zäit, datt Der Iech decidéiert, wat dat dann elo ass! Ass et nëmmen e soziale Konstrukt, da ka jo jiddwereen, deen do sëtzt, sech jo emol als Mann oder als Fra definéieren. Wann Der awer dat biologescht Geschlecht kuckt, ass dat ausgeschloss. Also iergendwou musst Der eng Kéier eng logesch Decisioun huelen, déi och fir aner Leit, déi net an Ärer Partei sinn, iergendwéi novollzéibar ass.

Dann nach e Punkt, deen och ganz interessant ass, dat ass deen iwwert déi Bestëmmunge vum Tubak. Do si mir och am Prinzip natierlech d'accord. Dës Regierung huet an engem staarke Mooss Moossname geholl, déi gebuer sinn aus där Erkenntnis eraus, datt den Tubak der Gesondheet ganz staark schuet, datt do grouss Geforen dermat verbonne sinn, a si huet successiv eng Moossnam no där anerer geholl, déi probéiert eben, de Konsum an den Handel mam Tubak anzedämmen.

Elo ass et awer esou, datt mer op där anerer Säit feststellen, datt bei deeneselwechte Parteien eng gewësse Sympathie ze si schéngt, fir dem Cannabis als gesond…, net als gesond, mä als Genossmëttel do eng gewëssen Toleranz ze weisen, wou eng Kontradiktioun eventuell ka bestoen.

Mir freeën eis dofir op déi Debatt, déi mer d'nächst Woch hei hunn, wann déi Petitioun iwwert de Cannabis als Genossmëttel zur Sprooch kënnt, well mer dann och ganz genee kucken, ob och do eng Regierung logesch, trei a kohärent argumentéiert, déi engersäits mat Recht, musse mer soen, d'Gefore vum Tubak ënnersträicht, an dann anerersäits awer elo mat der Fro vum Cannabis konfrontéiert ass.

Dat gesot, stëmmt d'ADR dëse Projet mat a mir deelen a vollem Émfang notamment déi Bestëmmungen iwwer Osteopathie a Psychotherapie, well dat och laangjäreg Fuerderunge sinn, déi a villen ADR-Wahlprogrammer scho waren a wou mer eis ëmsou méi freeën, fir déi hei kënnen ze begréissen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hunn et jo hei mat engem Gesetz ze dinn, a vill Virriedner hunn dat och scho gesot, wou véier verschidde Saachen an engem Gesetz geregelt ginn. An dat, wat an deene vergaangenen Deeg a Wochen am meeschte fir Oprou oder fir Diskussioune gesuergt huet, dat ass eng Dispositioun, déi genau ee Wuert enthält, nämlech „Osteopath". An et ass awer dat, wat, mengen ech, d'Ursaach vun deenen Diskussiounen ass, eng gesellschaftlech Debatt iwwert d'Medezinn, iwwer aner medezinnesch Praktiken, déi hei zu Lëtzebuerg och scho ganz laang gefouert gëtt. An d'Madamm Hetto-Gaasch huet an hirer Introduktioun och ganz sënnvoll a ganz gutt den Historique dovunner gezeechent.

Heimadder gëtt also de Beruff vum Osteopath unerkannt. E gëtt definéiert an den Här Engel huet zu Recht och gesot, datt et en alleréischte Schrëtt ass, deen eigentlech eréischt déi gesetzlech Grondlag schaaft, fir kënnen all déi weider Froen ze klären, a wou ee sech duerchaus hätt kënne wënschen, datt vläicht d'Regierung dee Projet net eréischt dräi Méint virum Enn vun der Legislaturperiod deposéiert hätt, mä éischter. Mä bon, besser spéit wéi ni. Well ech mengen, wann en éischter deposéiert gi wär, dann hätt een och ganz vill Froen, déi elo awer nach am Raum sinn, schonn am Virfeld kënne klären.

Mir begréissen ausdrécklech d'Unerkennung vun deem Beruff. Den Osteopath huet eng ganzheetlech Approche zum Kierper. E gesäit de mënschleche Kierper als eng Unitéit. An ech mengen och, datt et net gutt ass, fir ëmmer vun „Alternativmedezinn" ze schwätzen, mä et huet éischter e complementairë Charakter zu anere medezinnesche Praktiken.

Et ass e puermol drop higewise ginn, an der Vergaangenheet stoung ganz vill déi Fro vum Käschtefaktor am Raum. Ech mengen, datt e Remboursement duerch d'CNS vun deene Praktiken an doduerch eng méi grouss Accessibilitéit vun deene Praktiken och e positiven Effet op d'Gesondheetskeess kann hunn, doduerjer datt schonn am Virfeld, ier e ganze Pèlerinage bei Spezialisten eventuell ënnerholl gëtt, bei bestëmmte Problemer kann agéiert ginn an domadder och eigentlech Käschte gespuert ginn.

Wat elo nach am Raum steet, dat ass d'Fro vum Remboursement, wou soit Mëssverständnisser, soit net ganz kloer Dispositiounen déi Saach net onbedéngt méi einfach maachen.

Mir sinn op jidde Fall der Meenung, datt, wann een eng Zwouklassemedezinn verhënnere wëll!, et kloer muss sinn, datt dee Remboursement vun der CNS muss geschéien, souwuel op Prescriptioun vun engem aneren Dokter wéi awer och, wann den Osteopath den éischte Kontakt vum Patient ass.

Et hänkt elo also ganz villes un den Negociatioune mat der CNS. Mä esou wéi ech op jidde Fall elo emol alleguer d'Riedner hei an d'Fraktiounen hei verstanen hunn, ass et den ausdréckleche Wonsch vun der Chamber an hirer Unanimitéit, datt d'CNS do wierklech beoptragt gëtt, séier ze handelen a séier zum Ofschloss vun engem Conventionnement ze kommen, deen am Interessi vum Patient ass.

Dëst gesot, gi mir och eis Zoustëmmung zu dësem Projet. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'lescht Joer huet de President vun der Osteopathenassociatioun en Interview ginn, deen ech mat grousser Opmierksamkeet suivéiert hunn. An ech géif Iech dofir gären zwee Zitater aus deem Interview virliesen: «Le danger potentiel que présente la situation actuelle pour le patient est qu'il soit confronté à un praticien insuffisamment formé à prendre en charge des patients en première intention.» An da weider: «Il y a à l'heure actuelle sept pays en Europe où la profession est réglementée.» En zielt se dann op. «Ces pays ont opté pour un enseignement de type master et font des ostéopathes des praticiens de première instance, c'est-à-dire sans consultation médicale préalable.»

Genee dat, Här President, maache mir haut an hei! An et ass och dat, wat den Objet war vu mengem Gespréich haut de Moie mam Auteur vun deem heiten Artikel, fir him zouzesécheren, dass mir näischt maachen, wat konträr ass zu eisem allgemenge Wonsch, näämlech dass den Osteopath ouni Prescription médicale vun de Patiente kann opgesicht ginn. An dofir engagéieren ech mech och haut op dëser Plaz.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ouni Remboursement!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Iwwregens huet d'Regierung hiert Versprieche gehalen, well déi Dispositioun steet jo am Regierungsprogramm. An och dat liesen ech vir: «Le Gouvernement poursuivra ses travaux en vue de déposer un projet de loi portant réglementation de différentes formes de médecine complémentaire.» An: «La priorité sera réservée à la réglementation de la profession d'ostéopathe.»

An anere Wierder: Mir ginn also hei op de Wee, fir eng Professioun, déi et largement verdéngt, iwwerhaapt emol uerdentlech unzëerkennen. Dat heescht, mir si schonn hei an enger Grauzon, déi mir fir eist Land net gutt fannen a wou mir mengen, dass et absolutt noutwendeg ass, fir hei ze reglementéieren a fir där Professioun domadder déi Unerkennung ze ginn, déi se verdéngt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Madamm Minister! Erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madamm Hetto? Et ass, wéi et Iech arrangéiert, soss ass et fir herno.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Bon, vläicht kann d'Madamm Hetto mer déi Fro herno stellen, wann ech net op hir Froe geäntwert hunn, well ech hu mer se alleguerten opgeschriwwen. Voilà.

Elo ass hei och d'Fro gestallt ginn an deem Zesummenhang, firwat mer op deen dote Wee gaange sinn, fir de Beruff vum Osteopath an d'Lëscht ze huele vun den unerkannte Professions de santé.

Bon, dat ass ganz einfach ze erklären: Majo, well mer virun allem wollten an dëser Legislaturperiod Wuert halen an déi Unerkennung vun der Professioun erméiglechen. Mir hunn also d'Decisioun geholl, fir en existent Gesetz, näämlech dat 92er Gesetz vun de Professions de santé, als Grondlag ze huelen, fir déi Professioun anzeschreiwen. Dat heescht, den Osteopath gëtt dee 25. Beruff, dee geregelt gëtt iwwert dat 92er Gesetz. An domadder hu mer da 25 Professiounen, déi ënnert dat dote Gesetz falen.

Mir hate virun dräi Joer eng Demarche geholl, déi e bëssen eng aner war, fir de Psychotherapeut. Hei si mer op de Wee gaange vun engem autonome Beruff, dee beim Collège médical ugesidelt ass. Wa mer déi nämlecht Demarche hätte wëlle maache beim Osteopath, dann hätte mer e komplette Kader misse setze fir eng eegestänneg Autorité ordinale, fir e Registre professionnel fir eng Disziplinn, fir eng Reconnaissance des titres de formation. An ech kann Iech jo soen, dat kënnt Der Iech virstellen, dass wahrscheinlech den Osteopath sécher net beim Collège médical ënnert d'Hauf komm wier. Dat heescht, mir hätten och guer net gewosst, wou mer déi Professioun an där Hisiicht sollten usidelen.

Elo hu mer awer dat 92er Gesetz. Do hu mer alles stoen, wat mer brauchen, fir de Beruff ze reglementéieren. An dofir hu mer dat op dës Aart a Weis gemaach an dat ass dee Startpunkt, dee mer maachen, fir iwwerhaapt eng Grondlag ze schafen, fir de Beruff ze reglementéieren. An do wëll ech nach e puer Präzisiounen dozou ginn.

Erlaabt mer awer virun allem ze soen, wat mir besonnesch um Häerz läit! Dat ass, der Tatsaach Rechnung ze droen, dass d'Médecines complémentaires am Allgemengen an d'Professioun, d'Obsiche vum Osteopath am Besonneschen ëmmer méi vum Bierger wichteg geholl ginn an och sollicitéiert ginn.

Dat ass eng Realitéit, virun där mir d'Aen net verschléisse kënnen. Dofir geet et fir mech hei haaptsächlech drëm, fir enger Realitéit um Terrain Rechnung ze droen an de Beruff ze reglementéieren. Den Haaptobjektiv vun dëser Reglementatioun ass dobäi virun allem, fir esou dem Patient méi eng grouss Sécherheet ze ginn, wat d'Prise en charge ugeet, an och d'Garantien ze schafen, dass hie bei sengem Osteopath a gudden Hänn ass. Well genee wéi bei anere Professiounen, déi sech seriö huelen, an dat ass beim Osteopath ausdrécklech de Fall, geet et där Professioun virun allem dorëms, fir déi schwaarz Schof ofzehalen a fir dem Patient eng Garantie ze ginn, dass e beim Osteopath a gudden Hänn ass. Dat hunn ech och erkläert de Moien, nodeem d'Deputéiert - a gentilerweis huet d'Presidentin vun der Kommissioun mech doriwwer au courant gehalen - ugeschriwwe gi waren, wat e bësse konfus war.

Déi Kontakter, déi mir an deene leschte Méint mat der ALDO haten, hu sech am Besonnesche bezunn op d'Ausféierungsbestëmmunge vun deem heite Gesetz, déi natierlech keen direkten Antrëtt hunn an d'Procédure législative, well mer jo do awer eng gewësse Gewaltentrennung hunn. Mä trotzdeem hunn ech awer drop gehalen, dass virun allem déi Negociatioune solle gefouert gi mat der ALDO, wann et ëm Formatioune geet, wann et ëm Basisprinzipie geet, well si si jo herno déi, déi direkt a Relatioun stinn zu der Ëmsetzung vun deem Règlement grand-ducal. An do muss ech soen, dass mer e besonnescht Aemierk op d'Konditioune vun der Formatioun geluecht hunn.

Derbäi kënnt, dass mer mat der Unerkennung vum Beruff vum Osteopath wëssen, als Santé, als Direction de la santé, als Ministère, wien um Terrain dee Beruff ausüübt, well natierlech all Osteopath eng Autorisatioun beim Gesondheetsministère ufreet an dann domadder och an dem Regëster vun de Gesondheetsberuffer opgelëscht gëtt. Dat ass och wichteg, wann et emol sollt zu enger disziplinarescher oder penaler Prozedur kommen. Deen Ament huet dann d'Santé en Dossier a kann och mathëllefen, e Suivi ze assuréieren, an och der Associatioun zur Säit stoen.

Wat ganz wichteg war an deene leschte Méint, an dofir wëll ech dat och hei erëmginn, dat ass déi Positioun vun den Osteopathe selwer, fir déi ganzheetlech Approche, déi si bei der Behandlung vum Patient hunn, dierfe geltend ze maachen.

Dat ass wierklech den A an O vun där Professioun an dat ass bei deenen Negociatiounen oder bei deenen Diskussiounen, déi mir gefouert hunn, och dauernd am Vierdergrond gewiescht. Dofir ass d'Exekutiounsreglement vun dësem Gesetz och do: fir d'Aufgabe vun den Osteopathen ze definéieren, déi sech op d'Behandlunge bezéien, och a Relatioun zu deem, wat fir si wichteg ass, näämlech déi fonctionnel Stéierunge vum Kierper ze verhënneren oder ze erliichteren.

Dofir dierf och den Osteopath all déi Techniken uwenden, déi am Règlement grand-ducal festgehale ginn an déi och den europäesche Standarden entspriechen an déi mir och alleguerte mat hinnen ofgestëmmt hunn. Dat heescht an anere Wierder, an dat ass och wichteg, dass mer och elo d'Zesummenaarbecht tëscht den Osteopathen an den Doktere regelen.

Dat heescht, et gi ganz kloer Garantien agebaut, dass den Osteopath weess, wéi eng Interventiounen en dierf maachen. An dat si se praktesch alleguerten, ausser deenen, déi separat opgelëscht sinn. An déi hunn ech och am Dezember d'lescht Joer der Kommissioun gesot. Dat war näämlech dunn, wéi mer d'Reglement ugefaangen hunn auszeschaffen. Dat sinn Interventioune bei Bëbeeën ënner sechs Méint, an do virun allem Interventiounen um Kapp an um Gesiicht vum Bëbee an och un der Wirbelsail vu Bëbeeën ënner sechs Méint. An et sinn op där anerer Säit och Behandlunge vun der Halswierbelsail, dat heescht de Cervicallen, souwuel bei Kanner wéi och bei Erwuessenen.

Dat steet also dran. Dat ass also gewosst. Dat heescht, fir all déi aner Saache kann ee bei den Osteopath goen, ouni eng Prescriptioun mussen ze hunn. A souwisou ass et jo och gewosst, dass déi medezinnesch Interventiounen den Doktere virbehale bleiwen. An ausserdeem ass et jo och haut schonn esou, dass den Osteopath souwisou de Patient bei den Dokter orientéiert, wann e Symptomer huet, wou e medezinneschen Diagnostic oder Traitement néideg ass, oder wann de Patient Stéierungen opweist, déi iwwert d'Kompetenze vum Osteopath erausginn. Dat ass eng Obligatioun an do ass keng Ännerung dobäi.

Mir hunn elo ëm déi 60 Osteopathen, déi hei am Land aktiv sinn an déi eng formidabel Aarbecht leeschten. Dat wëll ech hei och soen.

Wéi soll dat elo praktesch ëmgesat ginn? An da kommen ech och nach op eng Rei vu Froen ze schwätzen, déi hei gestallt gi sinn.

Am Prinzip ass et esou, dass de Patient an Zukunft de Choix huet, dass en entweder direkt bei den Osteopath ka goen, esou wéi bis elo; mä mir schafen awer och eng Grondlag hei, dass den Dokter an Zukunft den Osteopath och ka verschreiwen, well wann et keng unerkannt Professioun ass, da ka par définition en Dokter den Osteopath och net verschreiwen. Déi Grondlag, déi schafe mer also heimadder. Dat war bis elo net méiglech, well en Dokter ka säi Patient nëmmen iwwerweisen, wann et en unerkannte Gesondheetsberuff ass.

Mir hunn dann och, an dat ware Froen, déi hei gestallt gi sinn, mat der Unerkennung vum Osteopath, déi mer iwwert dëst Gesetz maachen, eng Grondlag geschaaft, fir dass de Patient kann ënner bestëmmte Konditioune vun der Gesondheetskeess rembourséiert ginn.

An ech wäert mech hidden - dat ëmsou méi, dass ech hei ënnert dem wuechtsame Bléck vum Sozialminister dat soen -, hei ze anticipéieren, wat bei deenen zukünftegen Negociatiounen tëscht dem Beruffsstand vun den Osteopathen an deene Gremien, déi dofir do sinn an déi net ënner menger Tutelle sinn, wäert erauskommen! Dat wëll ech hei net maachen.

Ech hunn zwar iwwert déi eng oder aner Saach meng Meenung, wou ee vläicht an der Zukunft déi puer systemesch Diskussioune ka féiere ronderëm d'Interpretatioun vum Artikel 23, wat d'Rigiditéit bei de Rembourséementer ugeet, mä fir de Rescht ass dat net a mengen Zoustännegkeeten, fir hei Aussoen ze maachen, déi am Genre leien: „An da wäerten ab deem Datum déi an déi Remboursementsmodalitéite gëllen." Dat ass net dofir do.

Dat heite Gesetz schaaft just d'Prealabelen, fir dass déi Negociatiounen iwwerhaapt kënne gefouert ginn. A wann d'Associatioun vun den Osteopathen der Meenung ass, dass dat näischt bréngt, da musse se déi net féieren, da kënnt et net dozou. Da gëtt et keng Konventioun an da gëtt et och keng Nomenclature. An da kann dat weiderlafe wéi bis elo.

Mir wäerten dofir dat Reglement, dat all déi Modalitéite kläert, och relativ zäitno zum Vott vun deem heite Gesetz ëmsetzen. Dat ass och ganz wichteg, well do zentral Bestëmmungen dra sinn, och wat d'Formatiounskritären ubelaangt, an déi Exceptiounen, déi ech Iech éineschters opgelëscht hunn.

Ech géif awer gären ofschléissend nach zwou Froe beäntwerten, déi net a Relatioun zum Osteopath sinn:

Dat ass de Verwaltungsrot vu Munneref. Do hu mer eng Kompositioun, déi ass komplett paritéitesch: Mir hu 50% Fraen a mir hu 50% Männer. A mir hunn zwee Experten, do ass een Expert e Mann an een Expert eng Fra. A wa mer elo déi perfekt Paritéit net méi grad hunn, well de Buergermeeschter vu Monnerech e Mann ass, dann, mengen ech, wäert Der net vu mir erwaarden,…

Plusieurs voix.- Mondorf!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Vu Mondorf!

…dass ech mech dofir entschëllegen; mä dat ass ee vun deene Verwaltungsréit, wou mer en Equiliber hunn.

Wat d'Detailer ugeet ronderëm d'Ëmsetzung vum Fëmmgesetz, do wëll ech gären dem Här Graas, well ech mech elo net wëll aventuréieren, déi lescht Zuele matbréngen. Mir hu keng Hiweiser drop, dass d'Fëmmgesetz a senger Ausféierung op de Spillplazen, op de Sportsplazen net géif respektéiert ginn. An ech si perséinlech der Meenung, dass een all puer Joer Adaptatioune muss maache beim Fëmmgesetz, well mer gemierkt hunn, dass domadder awer d'Zuel vun de Fumeuren, virun allem bei deene Jonken, kontinuéierlech erofgeet.

An ech mengen, do hu mer eng Allianz mat der Fondation Cancer, déi, wa mir et vergiesse géifen, eis et ëmmer erëm géif soen. A fir de Rescht wier ech frou, wa mer eng breet Zoustëmmung fir dëst Gesetz hätten, wat a mengen Aen e ganz wichtegt Gesetz ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Madamm Minister. Ech hat virdrun e puer Wuertmeldungen. Bleift wann ech gelift hei, Madamm Minister! D'Madamm Hetto-Gaasch, wann ech gelift.

(Interruption)

Esou soll dat sinn!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Majo ech hunn effektiv net richteg verstanen, Madamm Minister, wéi dann elo Är Äntwert ass. Ech muss dat virliesen aus deem Mail do. Do schreift d'ALDO, der ALDO hir grouss Angscht wär, dass, wann d'Gesetz géif ugeholl ginn, de Patient nëmmen d'Fraisen zréckbezuelt kréich, wann en eng Ordonnance médicale hätt. Dir hutt hinnen assuréiert, dass dat net de Fall wäert sinn.

Dat heescht, meng Fro ass konkret: Wann een dohinnergeet ouni Prescription médicale, et bezilt een aus senger eegener Täsch, kritt een dat rembourséiert, jo oder neen? Dir hutt hinne gesot: „Jo". Ech wëll och nach eng Kéier, dass Der vläicht heibannen da sot, ob dat wierklech esou ass, well dat hu mer elo net esou aus Ären Explikatiounen eraus verstanen.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Effektiv huet d'ALDO mir eng duebel Fro gestallt.

Si hu mech éischtens gefrot, ob si an der Zukunft nëmme méi kënne schaffen op der Grondlag vu Prescription-médicallen. Do war meng Äntwert drop: Neen, dat ass eng onbegrënnte Suerg.

An deen zweeten Deel vun der Fro war: „Kënne mir nëmmen e Remboursement kréien an Zukunft, wann eng Prescription médicale ass?" An do hunn ech Iech d'Äntwert ginn, dass dat hypothekéiert ass vun den ustoenden Negociatiounen. Dat heescht, dass et ofhängeg ass vun enger Konventioun, vun der Kreatioun vun der Nomenclature an dass et weder a mengen Attributiounen ass nach a menge Méiglechkeeten, fir do elo eng Ausso ze maachen, well dat sprengt de Kader vu menge Méiglechkeeten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Erlaabt Der nach eng Zousazfro, Madamm Minister?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Madamm Minister, Merci fir Är Explikatiounen. Allerdéngs - net zu där doter Thematik - bleiwe fir mech awer nach eng Rei vu Froen op an och ze klären.

Dir hutt, a mat Recht, gesot, datt Der d'Sécherheet an de Vierdergrond géift stellen an eng extrem héich Formatioun hei géift ustriewen. Dat fanne mer begréissenswäert: 4.800 Stonne mat engem Memoire derbäi; 40 Stonne Formation continue all Joer. Do si mer begeeschtert driwwer.

Ech wollt awer just soen: Meng Begeeschterung hält sech manner grouss iwwert dat, wat déi Période de transition ugeet. Do hutt Der virgesinn: zéng Joer Experienz als Osteopath. Or, huet de Beruff Osteopath jo net existéiert.

Dat heescht, hunn ech Iech richteg verstanen, datt en Osteopath, deen zum Beispill dann amplaz vun deene 4.800 Stonne just 500 Stonne Formatioun gemaach huet a sech Osteopath nennt, dann, wann en zéng Joer praktizéiert huet hei, sech an déi nämlecht Kategorie kann areie wéi déi Osteopathen, déi den D.O. hunn, déi also déi 4.800 Stonne plus Memoire gemaach hunn? Wivill Stonne musse se als Base hunn, ier se déi zéng Joer Experienz kënne validéieren, fir sech da kënnen Osteopath elo an Zukunft ze nennen?

Merci.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Jo. Also, mir hunn déi nächst Woch nach eng Reunioun, fir Detailmodalitéiten auszedäitschen. Ech hunn Iech jo gesot, dass mer en Exekutiounsreglement hunn, wou d'Detailer präziséiert ginn. Mir hunn och entre-temps en Avis vum Statsrot kritt. Dat heescht, do hu mer schonn eng Méiglechkeet, nach déi eng oder déi aner Nobesserungen ze maachen.

Mir geet et virun allem drëm, fir ze verhënneren, dass mer herno nach esou vill Klärungsbedarf hu wéi ronderëm d'Psychotherapeutegesetz. An dofir wëlle mer do awer och eng large Interpretatioun hunn, fir eng Période de transition ze assuréieren, an op där anerer Säit awer derfir Suerg droen, dass déi Formatiounscontrainten, déi minimal Contrainten, déi mer och an der Kommissioun definéiert hunn, dass déi awer kënnen applizéiert ginn.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, also ech géif mengen, dass mer zur Ofstëmmung sollten iwwergoen iwwert den Ensembel vum Projet 7283. Soss froen ech mech, a wat fir enger Prozedur dass mer sinn!

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7283 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. Den Zähler bleift stoen.

A 55 Deputéierter hunn um Vott deelgeholl a mir hu 55-mol Jo. Dat ass also Unanimité bei deenen, déi um Vott deelgeholl hunn.

Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ass de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Claude Lamberty, Edy Mertens (par M. Eugène Berger) et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen? Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet 7277, enger Konventioun mat der Belsch iwwert d'Kooperatioun am Beräich vun de Medikamenter. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Cécile Hemmen.

3. 7277 - Projet de loi portant approbation de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, fait à Luxembourg, le 17 janvier 2018

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, et ass e ganz klengt Gesetz, wat ech Iech hei presentéieren, e Gesetz, wat sech op een Artikel beschränkt a wou et drëms geet, fir déi bilateral Konventioun vum 17. Januar 2018 tëschent Lëtzebuerg an der Belsch guttzeheeschen, wat d'Kooperatioun ubelaangt a puncto Kontroll vun de Medikamenter a soss Gesondheetsprodukter.

De legale Kader soll geschafe ginn, fir gegebenenfalls d'Inspektion an och d'Iwwerwaachung ze maache bei den Hiersteller an och den Distributeure vun de Medikamenter opgrond vun der EU-Norm, de Good Manufacturing Practices. Et muss ee wëssen: Soubal wéi Lëtzebuerg iwwer en Accord op internationalem Plang engagéiert ass, muss eng parlamentaresch Approbatioun virleien.

An deem Sënn ass de Gesetzesprojet den 13. Abrëll 2018 vun der Gesondheetsministesch deposéiert ginn. An den 13. Juni huet de Statsrot säin Avis ginn, wou och näischt beanstant gouf. Mir haten de Projet dräimol an der Santéskommissioun um Ordre du jour. An hei gouf dann och den 12. Juli de Rapport unanime ugeholl.

Wéi scho gesot, geet et hei drëms, fir d'Zesummenaarbecht ze verstäerken tëschent Lëtzebuerg an der Belsch, eng Kooperatioun, déi schonn op verschiddenen Niveaue praktizéiert gëtt, am ganzen Zyklus souzesoe vun engem Medikament oder och soss Gesondheetsprodukter, esou wéi et am belsche Gesetz vum 20. Juli 2006 festgehalen ass iwwert d'Schafen an de Fonctionnement vun der Agence fédérale des médicaments et des produits de santé du Royaume de Belgique.

D'Konventioun u sech baséiert op néng Artikelen, wou d'Kooperatioun och am Detail beschriwwe gëtt. Et geet vun der Iwwerwaachung vum Medikamentemarché iwwert d'Etüden, d'Evaluatioun vun den Dossiere bis hi bei den Echange vun Expertisen an och soss Informatiounen. Och ginn hei sämtlech Aktivitéiten an d'A gefaasst, déi a Relatioun sti mat Medikamenter, mat medezinnesche Produkter, mam Blutt, mat Zellen oder och soss mënschlechen Tissuen.

Bis elo hat Lëtzebuerg keng Medikamentenhiersteller an dofir och keng Inspekteren, fir déi sougenannt Good Manufacturing Practices duerchzeféieren. An Zukunft sollen awer esou Inspektere forméiert ginn. A bis et souwäit ass, wäerte mer nach op eis belsch Noperen zréckgräifen.

Déi bilateral Relatioun, déi berout och op géigesäitegem Respekt vun den nationale Gesetzgebungen an den administrative Prozeduren. Op politeschem Plang berout d'Konventioun op enger gemeinsamer Deklaratioun, der sougenannter „Gäichel IX" vum 4. Juli 2016, als Weiderféierung vun den enke Relatiounen, déi schonn ënnert der éischter Gäichel-Konventioun 2004 festgehale goufen.

Souwäit dat Wichtegst, wat ech zu dësem Gesetz ka soen. Ech ginn den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. An ech wéilt hei d'Fro un d'Kolleege stellen, ob déi Hären Halsdorf, Graas, d'Madamm Lorsché an de Fernand Kartheiser just den Accord wëlle ginn oder ob se méi am Detail wëllen drop agoen.

(Interruption)

Et ass d'Fro un Iech. Wann et méi wéi en Accord ass, sidd Der selbstverständlech fräi…

Une voix.- Et ass just den Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass just den Accord.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …soss dauert dat doten nach méi laang.

Une voix.- Haha!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da soen ech Iech Merci. An ech ginn der Madamm Gesondheetsministesch d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech hunn deem ausféierleche Bericht vun der Rapportrice och näischt méi bäizefügen. Et ass e wichtege Projet.

Ech sinn och frou fir d'Vertraue vun alle Parteien. Ech hat awer éineschters vergiess, dem Rapporteur zum viregte Gesetz Merci ze soen, dem Här Engel. Da wëll ech dat och heimadder nach maachen.

Une voix.- Quand même!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Dat war och e ganz gudde Rapport. An domadder hätte mir dann och als Regierung eis Kontributioun ofgeschloss.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. Da kënne mer elo iwwert de Projet 7277 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7277 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

A mir sinn erëm zu 60!

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Unanimitéit! Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Den nächste Projet ass de Projet 7004 iwwert d'Modernisatioun vun der Gestioun vun den ëffentleche Gelder am Beräich vun der Santé.

Une voix.- Den Här Engel ass do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, et ass e bëssen enigmatesch, mä de Rapporteur, den Här Engel, wäert eis méi doriwwer soen.

4. 7004 - Projet de loi modifiant

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg;

3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech maache mäi Bescht, fir dëse ganz, ganz technesche Projet dann hei esou gutt wéi méiglech eriwwerzebréngen, deen awer intern fir d'Sécurité sociale an d'Inspection générale de la sécurité sociale vun enger grousser Wichtegkeet ass. D'Zil vun dësem Projet ass et näämlech, d'Gestioun vun der Sécurité sociale ze moderniséieren an d'Gouvernance vun deene verschiddenen Institutiounen ze verbesseren.

Wat heescht dann elo d'Gouvernance, eng bonne Gouvernance? Wat heescht dat genau? Ma Regierung a Stat si responsabel virun de Bierger, fir gutt a sënnvoll a responsabel mat dem ëffentleche Geld, mat den ëffentleche Gelder ëmzegoen. An duerfir brauch een eng effikass Gestion des risques. Et brauch een awer och Kontrolmechanismen, fir ze kucken, wou d'Suen am Endeffekt higaange sinn. An et brauch ee virun allem, an dat war eis och ëmmer ganz wichteg, Transparenz. Et muss ee wëssen an novollzéien an noverfollege kënnen, wou dann déi ëffentlech Gelder higinn.

Duerfir besteet dann och d'Obligatioun fir d'Institutioune vun der Sécurité sociale, fir en Dräijoersplang bei der IGSS eranzereechen. Déi soll préiwen, dass d'Objektiver realistesch a kohärent si par rapport zu deene Mëttelen, déi dra virgesi sinn. D'IGSS mécht also elo och d'Surveillance um Niveau vun der Gouvernance, ouni awer um operationellen Niveau anzegräifen.

Effektiv, zanter dem Gesetz vum 13. Mee 2008 iwwert de Statut unique goufen der IGSS hir Missiounen ausgedeent: Zousätzlech zu der Kontroll vun der Regularitéit vun de Finanzoperatiounen an der Kontroll vun der Legalitéit koum nach d'Kontroll vun der Gestioun derbäi.

Doniewent huet d'IGSS an deene leschte Joren opgrond vun den Donnéeën, déi an der Sécurité sociale erakoumen, sech spezialiséiert op Analysen an Evaluatiounsstudien, déi wichteg an zouverlässeg Donnéeë kënne liwweren. An opgrond vun deem Material ass et dann och méiglech, d'Sozialpolitik am Allgemengen a Reformen an deem Beräich ze plangen an auszeriichten.

Et muss ee wëssen, wou dass d'Suen higinn. Et muss een d'Resultat kënne kontrolléieren. Et muss een also den Objektiver, déi d'IGSS sech ginn huet oder kritt huet - Kontroll vun der Regularitéit, Kontroll vun der Legalitéit an och Kontroll vun der Gestioun -, och gerecht ginn. An domadder kënne se dann och déi Reformen an deem Beräich plangen an ausriichten.

Doriwwer gouf et eng gréisser Diskussioun an der Kommissioun, awer och niewent der Kommissioun, well ech weess, dass eng ganz Rei vun Deputéierten dorobber ugeschwat goufen. An et waren eng Rei vun Instituter an och Organisatiounen, déi Angscht haten, dass se u sech net méi un déi néideg Donnéeë géife kommen, fir hir Recherchë kënnen ze maachen.

An hei am Gesetz sinn elo kloer Linne festgeluecht, ënnert deenen et méiglech ass, ebe grad un déi Donnéeën ze kommen, a wou déi Instituter an Organisatiounen dann och kënnen hirer Aarbecht gerecht ginn. Si brauchen also net ze fäerten, si kënne weider an deem Beräich hir Aarbecht maachen, wéi se dat och virdru konnten.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Projet de loi mécht doniewent eng Partie Ännerungen um Code de la sécurité sociale. E schwätzt sech iwwer eng ganz Hällewull vu Sujeten aus, déi fir déi eng eng Klengegkeet, fir anerer, déi dovunner betraff sinn, awer vu grousser Wichtegkeet sinn. Et geet ëm Statistiken, ëm Recoursen, ëm Kannergeld - d'Kannergeld wuel nëmme gestréift, mä awer -, ëm Steieren, ëm Acte-médicallen, ëm Autorisatiounen, ëm Laboratoiren, Coursen, Soinen am Spidol, Transport am Taxi, Medikamenter, Frais de voyage, Remboursementer, Schied um Auto, Protheesen an esou weider.

À titre d'information: Et kritt een elo 58 Euro fir säi Mantel, 11 Euro fir eng Posch an 3 Euro fir Ënnerwäsch erëm, wann ee keng aner Facture ka virweisen. Dat steet alles an deem Tableau do mat dran. Jo, ech weess, bei villem geet dat largement net duer. Duerfir muss ee jo dann aner Facturen och kënnen eventuell virweisen.

(Interruption)

Dat steet am Text dran. Ech kann net derfir, dass dat och esou ernimmt do dran ass.

De Projet de loi ass deposéiert ginn den 20. Juni 2016. Am September 2017 sinn ech Rapporteur genannt ginn an d'Kommissioun huet mäi Rapport den 12. Juli ugeholl. Mir hunn e puer Aller-Retoure mam Statsrot gemaach. All d'Opposition-formellë bis op eng aus dem éischten Avis vum Statsrot konnten aus dem Wee geraumt ginn. Duerno goufen et nach e puer Navettë bei de Statsrot.

En détail war et net ganz liicht ze liesen. Also, et ass wierklech e Projet, wou ganz vill Saache beieneekommen. Dobäi goung et an engem bestëmmte Fall ëm d'Bestëmmungen am Text vum Projet de loi, déi et sollten erlaben, dass d'Assurance accident iwwer hir Statuten zousätzlech Regele kéint festleeë fir d'Prise en charge vu Prestatiounen, techneschen Hëllefen oder fir dass Adaptatioune vum Logement kéinte gemaach ginn.

Wéinst der Opposition formelle vum Statsrot - et ass hei och ëm de Wording gaange mam „précisent" oder „déterminent", wat natierlech net datselwecht ass - huet d'Kommissioun du proposéiert, fir per Amendement déi zousätzlech Regelen an den Text an also an de Code de la sécurité sociale ze integréieren. De Statsrot huet, och wann déi Propos vun der Kommissioun net falsch war, selwer eng Textpropos du gemaach, fir just déi wichtegst Prinzipien an de Code dann anzeschreiwen an déi manner elementar Saachen awer weider kënnen iwwert d'Statute festzeleeën.

An et war eng länger Diskussioun ginn, bei där d'Sozialkommissioun och e Conseil bei der Institutiounskommissioun gefrot huet. De Statsrot huet alternativ Formulatioune vun de Kommissiounen net fir gutt fonnt an huet proposéiert, an den Artikelen 98 an 99 vum Code de la sécurité sociale virzegesinn, wéi bei eis d'Aides techniques an d'Adaptatioune vun de Wunnenge virzegesi sinn. An op Basis vun dësem Constat hunn d'Servicer vum Ministère dunn eng Rei Amendementer proposéiert, déi dann och vun der Kommissioun ugeholl goufen an och dem Statsrot du Satisfaktioun ginn hunn.

Mir hunn hei, géif ech awer scho soen, allez, fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen: „eng Kou vum Äis geholl", well et soss awer wierklech fundamental Diskussiounen hätt kënne ginn iwwer eise ganze Sozialsystem, wéi deen ze féiere wär, mat alle Konsequenzen, déi dat hätt kënnen hunn, soudass ech mengen, dass mer hei awer eng akzeptabel Léisung fonnt hunn an dësem awer dach däregen Dossier.

No weideren Aller-Retoure mam Statsrot, wéi ech virdru gesot hunn, ass de Projet dann elo sprochräif a mir kënne mat dësem Projet de loi d'Jalone setze fir eng besser Gouvernance vun der Sécurité sociale.

Et ass, wéi gesot, ee Projet mat ganz, ganz ville Facetten, dee ganz vill Domäner sträift, ganz vill Domäner uschwätzt. Fir elo op den Detail vun dësem ganze Projet anzegoe wär hei net Zäit. Et ass e 77-säitege Rapport, deen Der all kritt hutt, a fir weider Froe verweisen ech dann och ganz gär op mäi schréftleche Rapport.

Ech wéilt Iech Merci soen hei fir d'Nolauschteren an ech ginn och heimadder den Accord vun der LSAP. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Engel. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dee Projet hei beréiert an der Sécurité sociale vill Punkten. Ech kéint och - ech hunn zwar nëmme fënnef Minutten Zäit - op vill Punkten agoen. De Rapporteur, de Georges Engel, huet dat, mengen ech, ausféierlech gemaach, woufir ech em Merci soen.

An dat erlaabt mer och, ee ganz spezifesche Punkt ze traitéieren, eng Problematik, déi d'Chamber zënter Jore scho begleet an déi nach ëmmer definitiv Problemer opwerft. Dat hu mer och an deem heite Projet gesinn. Et dréit sech ëm d'„matières réservées à la loi", dat heescht déi Matièren, déi duerch d'Verfassung engem Gesetz virbehale sinn.

D'Sécurité sociale gehéiert zu deene Matièren. An de Conseil d'État huet a sengem éischten Avis e puer Opposition-formellë gemaach, well e gesot huet, engersäits ass d'Gesetz net genügend, fir dass e Reglement ka geholl ginn. An zweetens huet en drop higewisen, dass et sech hei ëm en Établissement public handelt, deen nëmmen e Reglement och kann huelen, wann et kloer am Gesetz virgesinn ass a wann d'Zilsetzungen, wéi dat iwwregens och bei der Matière réservée beim Grand-Duc de Fall ass, wann déi Zilsetzunge kloer am Gesetz ëmrass sinn.

Dat huet zu enger Rei Schwieregkeete geféiert, well, esou wéi de Rapporteur gesot huet, hu sech domat fir d'Sécurité sociale schwerwiegend Problemer gestallt. D'Fro war näämlech déi: Wat kann iwwerhaapt nach an de Statute vun der Sécurité sociale virgesi sinn? An et war d'Fro, ob een iwwerhaapt nach duerch Statuten eenzel Matièrë vun der Sécurité sociale kéint behandelen.

Dat hätt natierlech zu enger grondleeënder Ausriichtung vun der Sécurité sociale geféiert, well zënter der Schafung vun der Sécurité sociale Ufank ëm 1900 war et Usus, dass eng ganz Rei Matièren en accord mat de Sozialpartner geregelt si ginn. Wann dat net méi méiglech gewiescht wier, hätt een natierlech eng wesentlech Ännerung vun der Sécurité sociale virgeholl an et hätt een am Fong geholl net méi erméiglecht, dass och d'Sozialpartner bei deene Matièren hätte kënne matschwätzen.

De Conseil d'État huet eigentlech, nodeem en déi Opposition formelle gemaach huet, nodeem d'Propose gemaach si gi vun der Kommissioun, a sengem leschten Avis - ech géif soen, e wegweisenden Avis - geschriwwen an och kloer dra gesot, wat da kann duerch Reglement a wat kann duerch Statute geregelt ginn.

Mir hunn eis an all deene Jore mat där Matière vun de Matières réservées beschäftegt a mir hunn ëmmer erëm festgestallt a Gesetzer, dass déiselwecht Feeler ëmmer erëm erëmkommen. Dat huet vill Zäit kascht. Et ass vill Zäit verluer gaangen doduerch, net nëmme bei deem heiten, mä och bei anere Projeten. An ech mengen, an dofir hunn ech mer d'Wuert gefrot, et wier un der Zäit, fir dass ee Konklusiounen zitt aus deenen Avise vum Conseil d'État, och aus den Avise vun der Chamber, fir ze soen, och bei der Verwaltung, wéi ee mat där Matière ëmgeet.

Et kann een net ëmmer déiselwecht Feeler maachen a bei all zweetem Projet, wou esou eng Matière dran ass, erëm mat deeneselwechte Feeler kommen! Dofir wier meng Propos, an ech notzen dat hei, fir dat ze soen, dass een een Dossier soll maache mat deem leschten Avis vum Conseil d'État, wou e wegweisend seet, wat dann am Gesetz ka kommen a wat an de Statute ka komme vun der Sécurité sociale oder an engem Règlement grand-ducal, dass een do en Dossier mécht an dass een do och Léieren draus zitt fir d'Zukunft. Wa mer dat maachen, da war deen Avis an da war och déi Diskussioun hei net ëmsoss!

Pour le reste ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem heite Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Meyers. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Edy Mertens.

(Hilarité)

Do schéngt iergendeppes net richteg ze sinn!

M. André Bauler *(DP).*- Madamm Presidentin!

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Entschëllegt, entschëllegt! Zwee aus dem Norden...

M. André Bauler *(DP).*- Madamm Presidentin, ech kann dat awer och maachen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Mä dann den Här André Bauler!

M. André Bauler *(DP).*- Madamm Presidentin, Merci. Ëmmer wann et drëms geet, eng gutt oder eng besser Gouvernance vun den Institutiounen, wéi an dësem Fall den Institutioune vun der Sécurité sociale, ze erreechen an domat och derfir ze suergen, datt ëffentlech Gelder richteg agesat ginn, ass meng Fraktioun déi éischt, déi Jo seet.

Ech géif dem Rapporteur en häerzleche Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport an och heimadder den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ganz staark!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Bauler. Als nächst Riednerin hunn ech ageschriwwen: d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. A menger Interventioun wëll ech just kuerz op zwee Volete vun dësem Projet de loi agoen. Deen éischte betrëfft den zukünftege Fonctionnement vun der IGSS mat hire Strukturen an deen zweeten hir Missiounen, déi am Laf vun de Jore jo massiv an d'Luucht gaange sinn.

Zum Fonctionnement: Als Gréng begréisse mir ganz kloer, datt d'Moderniséierung vun der Fonction publique net virun den Diere vun der IGSS an hire Strukturen haltmécht an datt och dëse Secteur an Zukunft nom Prinzip vun der Gestion par objectifs soll fonctionnéieren.

Wann de Stat sech moderniséiert, da wier et e Feeler, eenzel Secteuren aus deem Prozess auszeschléissen. Grad wéi an allen anere Ministèren a Verwaltungen, muss et jo ganz genee dorëms goen, d'Gestioun no kloer definéierten, moossbaren, strategeschen a kontrolléierbaren Ziler auszeriichten. Dozou gehéiert net nëmmen d'Ausschaffe vun engem Dräijoresplang, deen op Basis vu konkreten Aktiounspläng ëmgesat an duerno evaluéiert ka ginn. Dozou gehéiert awer och, an dat ass eis wichteg, datt d'Mataarbechter aktiv an dee Prozess agebonne ginn an datt souwuel hir Missioune wéi och hir Responsabilitéiten an Zukunft ganz kloer definéiert ginn. Dat ass eng wichteg Konditioun, fir d'Motivatioun vun de Mataarbechter a Mataarbechterinnen ze stäerken.

Domat kommen ech bei den Avis vun der Chambre des Salariés, deen eis dach e bësse beonrouegt huet. D'Chambre des Salariés kritiséiert dës Approche a behaapt, se wier gläichzesetze mat där vum Privatsecteur, wou et drëms geet, profittorientéiert ze fonctionnéieren.

Natierlech sinn och mir der Meenung, Här Minister, datt den ëffentleche Secteur, inklusiv d'IGSS, kee profittorientéierte Betrib däerf ginn, a mir mengen dat och net. D'IGSS an hir Strukture mussen eng ëffentlech Missioun behalen, déi d'Allgemengwuel an net d'Privatinteressen an de Mëttelpunkt stellt.

Contrairement zu der CSL stelle mir domat eben net a Fro, datt och dëse Secteur, grad wéi all déi aner Secteure vum ëffentlechen Déngscht, resultatorientéiert a strategesch muss fonctionnéieren, fir gutt Resultater ze erzilen.

An anere Wierder: D'Aféierung vun der Gestion par objectifs ass an eisen Aen net vu virera gläichzesetze mat enger profittorientéierter Approche, déi op Käschte vu vulnerabele Schichte geet. Dat wéilte mer einfach emol kloerstellen.

Wann d'Inhalter an d'Ziler vun deene Jorespläng mat all de Moossname stëmmen, da geet eng modern Gestioun net op Käschte vun der Sozialpolitik, mä si steet dann an hirem Déngscht. Dat eent ass d'Method, dat anert sinn d'Objektiver an d'Inhalter, déi mat der Method erreecht musse ginn, an et ass dorop, wou et ukënnt.

An do kommen ech ebe grad bei deen zweete Punkt, bei d'Missioune vun der IGSS, déi an der zoustänneger Chamberskommissioun méi wéi eemol kontrovers thematiséiert goufen. Konkret schwätzen ech hei vun den Daten, déi vun der IGSS gesammelt ginn, fir d'Resultater vun der Lëtzebuerger Sozialpolitik kënnen ze analyséieren a sënnvoll Sozialmoossname fir d'Zukunft op där Basis auszeschaffen, respektiv och, fir de Fanger an d'Wonn ze leeën.

Natierlech stellt kee Mënsch a Fro, datt de Schutz vun de perséinlechen Daten ëmmer an iwwerall muss garantéiert bleiwen, wann et ëm d'Erhiewen an ëm d'Analys vu Statistike geet. Et ass also evident, datt déi extern Partner, wéi zum Beispill d'Chambre des Salariés, d'Centres de recherche, de Conseil économique et social an anerer wéi och d'Caritas op kee Fall u perséinlech Daten däerfe kommen.

Méi ëmstridden ass a war dann awer d'Fro, ob d'IGSS weiderhin d'Missioun huet, déi gesammelt anonymiséiert Daten un extern international an national Partner weiderzecommuniquéieren, fir datt dës Partner an déi sozial Programmatioun vun eisem Land kënnen agebonne ginn, oder ob dat statistescht Material net fir extern Partner wäert zougänglech ginn.

D'Zil vun enger gudder Sozialpolitik muss et jo bleiwen, mat kompetenten Organisatioune wéi deenen, déi ech genannt hunn, zesummenzeschaffen, fir eng ongerecht Verdeelung vun de Revenuen an d'Opkomme vu sozialen Ongerechtegkeete gemeinsam mat externe Partner kënnen ze verhënneren.

Vu datt ebe grad d'Klausel, datt d'Statistike fir international an national Zwecker genotzt kënne ginn, mat dësem Projet de loi aus dem Code de la sécurité sociale gestrach gëtt, muss ee sech déi Fro noutgedronge stellen.

Jiddefalls géif et bedeiten, datt d'IGSS an Zukunft net méi gehale wier, Daten un extern Partner weiderzereechen, obwuel d'Transparenz, d'Benotzung an d'Analys dovun net aus enger gudder Gouvernance erauszedenke sinn. Et ass jo genee dat, wat mer heimat wëllen erreechen.

Well dëse Punkt eis wierklech extrem wichteg ass, wier ech Iech dankbar, Här Minister, wann Dir dozou kéint Stellung bezéien a Kloerheet kéint schafen, fir all Mëssverständnisser, déi eventuell nach doruechter zirkuléieren, definitiv aus dem Wee ze schafen.

Domat soen ech Iech Merci fir Äert Verständnis a Merci fir d'Nolauschteren, mam Accord vun der grénger Fraktioun.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Lorsché. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Mir hunn a bestëmmte Punkten eng äänlech Analys wéi d'Kolleege vun deene Gréngen gemaach, zéien awer eng aner Konklusioun, déi dorop erausleeft, datt mer deen heite Projet net wäerte matstëmmen, dëst aus dräi Haaptgrënn.

Éischtens, an d'Madamm Lorsché ass och schonn drop agaangen: D'Salariatskummer schwätzt carrement bei deem heite Projet vun engem Paradigmewiessel, wat d'Organisatioun an d'Gestioun vun den Organer vun der Sécurité sociale ugeet, déi ëmmer manner ënnert dem Bléckwénkel vum Service public - deen och e Service au public ass! - gesi gëtt, mä ëmmer méi no Organisatiounsforme vu kommerzielle Gesellschafte sech orientéiert, voire souguer deelweis gekuckt gëtt wéi eng Privatassurance, wat hir Gestioun ugeet, wat dann am Newspeak jo elo „Gouvernance" heescht.

Dat Zweet, dat ass, datt d'Sécurité sociale zu Lëtzebuerg historesch op enger Sozialpartnerschaft fousst, déi no engem Tripartite-Modell organiséiert ass, wou et nieft de Salariatsvertrieder d'Patronatsvertrieder an de Stat sinn, déi bis elo déi Gestioun vun der Sécurité sociale gemeinsam virugedriwwen hunn. Mir gesinn, datt dëse Modell vu Cogestioun, dee sech an der Vergaangenheet awer, mengen ech, bewäert huet, duerch eenzel Elementer an dësem Text awer geschwächt gëtt - eng Schwächung, déi mer esou och net gutt fannen.

An dat Drëtt, an dat ass dee leschte Punkt, dee souwuel den Här Engel wéi och d'Madamm Lorsché schonn ugeschwat hunn, dat ass d'Fro

vun de Missioune vun der IGSS. An do ass et eng grouss Diskussioun ginn, lassgetrëppelt vun de Sozialpartner un éischter Plaz, dat heescht der Salariatskummer, awer och der Chambre de Commerce, déi a Fro stellen a bedaueren, datt d'Recolte, d'Produktioun an den Zougang, de reglementéierten Zougang zu Daten an Datenerhiewungen net méi an de Missioune vun der IGSS explizitt drasteet.

Doropshin hunn eng ganz Rëtsch Forschungsinstituter, wéi dat och gesot ginn ass, d'Alarmglacke gezunn. An elo kann ee soen, all déi Institutiounen, déi hätten da vläicht just privat oder eenzel individuell Interessen a si hätte keng wierklech Anung, mä et muss een awer feststellen, datt och de Statsrot genee dat doten och nach eng Kéier bestätegt a bedauert huet.

Doropshin hate mir als Lénk an der zoustänneger Kommissioun en Amendement eraginn, dee genau dat heite sollt explicitéieren, fir ebe justement de reglementéierten Zougang zu den Daten och fir Organisatioune wéi d'Caritas, wéi d'Salariatskummer, wéi awer och d'Beruffskummeren insgesamt dranzesetzen. En ass leider mat de Stëmme vun der Majoritéit ofgeleent ginn. D'CSV hat deen Amendement awer och an der Kommissioun mat votéiert.

Voilà, dat sinn elo dës dräi Haaptgrënn, firwat mir mengen, datt dee Projet guer net esou fortschrëttlech an esou gutt ass, wéi een dat kéint mengen, an datt sech dacks an der Technizitéit vun Dokumenter awer och ganz grouss Gefore kënne verbiergen, déi verschidde politesch Choixe kënnen antizipéieren. Duerfir stëmme mir de Projet net mat.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Ech hunn elo kee Riedner méi ageschriwwen. Dann hunn ech elo d'Éier an de Pleséier, fir dem Här Sécurité-sociales-Minister Romain Schneider d'Wuert ze ginn. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert a fir och kënnen engersäits fir d'Éischt emol dem Rapporteur an där ganzer Kommissioun Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi do geleescht gouf. Dat war keen einfache Projet. Mir hunn eis ganz vill domadder befaasst. Mir hunn och am Ganzen dräi Avise vum Statsrot gehat, fir effektiv dëse Projet ofzeschléissen an herno de Rapport an der Kommissioun och ze stëmmen. Merci och Iech fir Äre mëndleche Rapport, deen explizitt an exzellent war wéi ëmmer.

Ech géif dann op e puer Punkten agoen, fir vläicht och e puer Äntwerten hei ze ginn. Engersäits, mengen ech, muss een emol festhalen, datt dëse Projet e Projet ass, wou et ëm d'Konzept vun der gudder Gouvernance vun den Institutioune vun der Sécurité sociale geet. Et geet net ëm d'Gouvernance wat d'IGSS betrëfft, wat hei ganz dacks mentionnéiert gëtt. Datt hannendrun nach adaptéiert Missioune kommen, dat ass richteg, mä et ass virun allem d'Ausriichtung: Wéi ass d'Gestioun vun deenen eenzelnen Institutioune vun der Sécurité sociale?

An et geet hei och net drëm, fir op där enger Säit Prestatioune vun der Sécurité sociale ze modifizéiere respektiv fir e Finanzement ze änneren. Et geet ganz einfach drëm, fir eng propper, eng besser, eng moderniséiert Gestioun vun den eenzelnen Institutioune vun der Sécurité sociale ze kréien, dat op enger Rei Punkten, déi hei ugeschwat goufen: engersäits, datt ee sech vu vireran e Plan pluriannuel gëtt, datt een eng genau Ausriichtung huet, déi nach ëmmer vum Conseil d'administration festgesat gëtt, an datt dann ënnendrënner vun engem Direkter respektiv engem President déi deeglech Gestioun gemaach gëtt.

Dat ass den Ënnerscheed dran, dat stëmmt. Mä dat ass awer kloer och esou, wéi mir, mengen ech, un dëse Problem wollten erugoen a wéi eng kloer Gouvernance an eng kloer Planifikatioun vun den Aktioune kënne lafen.

Déi zwee Punkten, déi fir mech awer och wichteg sinn - an deen éischten, deen den Här Meyers zitéiert huet: Et war dat effektiv e ganz interessante Punkt, deen hei mentionnéiert gouf an deen de Statsrot virun allem um Beispill vun der Assurance accident eng Kéier duerchgespillt huet, wou souguer eng aner Chamberskommissioun sech dermat befaasst huet, fir och do en Avis ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An ech war herno frou, wéi de Statsrot am drëtten Avis effektiv nach eng Kéier kloer Position bezunn huet, wou - an do hutt Der recht! - ee kann d'Léieren draus zéien, fir och an Zukunft all déi Texter an deem dote Sënn ze analyséieren an ze kucken. Ech mengen, de Statsrot huet hei ganz kloer vun „principes essentiels" geschwat, „principes essentiels", déi am Gesetz musse geregelt ginn, an doniewent awer och „points moins essentiels", déi kënnen dernieft an de Statute geregelt ginn.

Ech mengen, et ass elo kloer. A fir déi nächst Texter, mengen ech, ass et och evident, datt et esou muss d'Lecture dovunner sinn, wann d'Avant-projet-de-loien opgestallt ginn, déi dann an d'Kommissioune kommen. Ech mengen, dat heite war eng Kéier e gudden Exercice, deen am Kader vun der Sécurité sociale gemaach gouf, fir hei eng Kéier kloer ze sinn.

Wat den zweete Volet ass, deen ugeschwat gouf, dee vun den Donnéeë respektiv de Statistiken, déi net méi zur Verfügung wiere säitens der IGSS, déi dëse Projet virun allem géif blockéieren oder géif erschwéieren, do verweisen ech drop, datt am Februar 2018 d'IGSS hire Système d'accès informatique, déi sougenannt „Luxembourg Microdata Platform on Labour and Social Protection" kreéiert huet, eng Plattform, déi genau do ass, fir eben den Experten aus der Matière vun der Aarbecht an der Sécurité sociale, der Protection sociale kënnen Accès ze ginn, fir Rechercheprojeten ze maachen.

Hei fënnt een op där Plattform engersäits: Wéi kréie mer e facilitéierten Accès op déi eenzel individuell Donnéeën, déi natierlech pseudonymiséiert sinn - dat ass ganz kloer -, fir virun allem och dës Donnéeën dann ze notzen, fir administrativ ze gebrauchen an hei ebe Recherche ze maachen an de Beräicher Marché de travail, an de Beräicher Protection sociale? Op där anerer Säit ass awer och ze garantéieren, datt de Respekt vun der Vie privée vun de Leit do ass, an dat virun allem en conformité zum Reglement iwwert d'Protection des données.

Ech mengen, dat heiten ass kloer. Den Zougang ass nach ëmmer do. Et ass ee ganze Prozess vu Prozeduren, deen och opgebaut ass, wéi een dorunner ka kommen. An een éischte Pilotprojet leeft an dësem Beräich, zesummen an enker Kollaboratioun mam LISER ass een ugefaange ginn. An ech mengen, et sinn nach anerer do, wou Demanden do sinn, fir och kënne validéiert ze gi säitens der IGSS, soudatt mer gesinn, datt also net, wéi virdrun ugedeit, keng Statistike méi kënne gemaach ginn, mä et ass ganz kloer geregelt, wéi se kënne gemaach ginn. An ech mengen, jiddwereen, dee se brauch fir déi Zwecker vu Recherche an deenen do zwee Beräicher, huet an Zukunft och Accès dorobber.

Voilà, an deem Sënn, mengen ech, géif ech Merci soe fir d'Interventiounen. Ech géif och Merci soe fir d'Aarbecht an der Kommissioun an ech géif och Merci soen de Fraktiounen, déi e grousse Sukkurs zu dësem Gesetzestext gemaach hunn, deen eis virubréngt an enger nach besserer Gouvernance vun deenen enzelnen Institutioune vun der Sécurité sociale.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An ech mengen, da si mer prett, fir iwwert de Projet de loi 7004 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7004 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

59 Participatiounen um Vott: 57-mol Jo, 2-mol Nee. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 6810 fir eng transparent an oppe Verwaltung. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Simone Beissel.

5. 6810 - Projet de loi relative à une administration transparente et ouverte

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, typesch Charakteristike vun enger Demokratie si fräi Wahlen, Gewaltentrennung, de Rechtsstat, de Schutz vun de Mënscherechter, d'Meenungs- an d'Pressefräiheet.

D'Transparenz vun den ëffentleche Verwaltungen ass eng modern, aktuell an héich demokratesch Komponent vun dëse Charakteristiken. De Bierger a potenzielle Wieler ka sech vill besser eng fräi Meenung maachen, e ka sech vill besser fräi entscheeden, wann en en Abléck an d'Aarbechten, an de Fonctionnement vun dem Stat oder de Gemenge kritt.

Här President, mir konkretiséieren haut e remarkabele Paradigmewiessel. Tëschent 1790 an 1990 war an all den occidentalle Verwaltungen d'Règle d'or de Secret, dat heescht d'Geheimhaltung. D'Bierger waren Administréen, Gouvernéen, si si verwalt ginn. Et ass eréischt vun 1990 un, wou wierklech eng Änderung komm ass, dat opgrond - an d'Fransouse waren derfir, dat wësst Der - vun der Procédure administrative non contentieuse, wou d'Leit fir d'Éischt Accès zu hirem eegenen Dossier kritt hunn. An dunn ass lues a lues d'Fuerderung no méi Transparenz an och méi participativer Demokratie an den Discours vun all de politesche Parteien, notamment am Westen, gefloss.

Wéi ass et haut? De Bierger soll d'Recht hunn ze kontrolléieren, ob d'Prinzipie vun der Gewaltentrennung oder dem Rechtsstat agehale ginn.

Kann de kritesche Bierger zu 100% sécher sinn, dass keng Mënscherechtsverstéiss stattfannen, wann d'Verwaltungen Dokumenter dauernd ënner Verschluss halen? Wéi kann d'Press optimal hir Aarbecht maachen, wann den Zougang zu wichtege verwaltungstechneschen oder och esouguer politeschen Informatiounen hir ze laang oder deelweis verweigert gëtt? A wéi soll de mündegen a kritesche Bierger sech kënnen eng fräi Meenung maachen zu allem, wat e wëllt decidéieren?

Här President, de Projet de loi 6810 bréngt hei Ouverture an deem ganze Secteur. Mir schafen hei e legale Kader fir eng transparent an oppe Verwaltung zu Lëtzebuerg.

Ze behaapten, virun dësem Text wäre mer an engem Stat hei, wou wéineg oder iwwerhaapt keng Transparenz wär, wär schlichtweg falsch. Dir wësst, dass Lëtzebuerg ee vun de Staten ass, wou d'demokratesch Valeure säit ganz, ganz laanger Zäit héichgehale ginn. An ech woen ze behaapten, dass dësen Dag e gudden Dag ass fir d'Demokratie, well mer mat dësem Projet de loi dës demokratesch Valeuren nach eng Kéier ganz ferm ervirhiewen a se och nach stäerken.

Här President, d'Beméiungen, fir d'ëffentlech Verwaltunge méi transparent ze maachen, sinn awer elo net vun haut. Et geet schonn zréck op den 20. Juni 2000, wéi eise Kolleeg Deputéierten Alex Bodry eng Proposition de loi eraginn huet, an dës Proposition de loi hu mer mat sengem Accord an dëse Projet de loi integréiert.

De 5. Mee 2013 (veuillez lire: 5. Febuar 2013) huet déi viregt Regierung e Projet de loi eraginn, wou den Accès zu spezifeschen administrativen Dokumenter sollt garantéiert ginn. Déi haiteg Regierung huet awer fonnt, dee Projet géif net wäit genuch goen, e wär ze vill restriktiv. Doropshin ass dunn de 5. Mee 2015 e méi ambitionéierte Projet deposéiert ginn - dat ass deen, iwwert dee mer haut schwätzen - an deen huet als Label, deen huet als Markenzeechen, an dat ass eng grouss Neierung, dass et elo un der Verwaltung selwer ass. Si muss d'Initiativ huelen, fir d'Dokumenter selwer ze verëffentlechen, a sech och ëm d'Kommunikatioun këmmeren. Dat ass also do e grousse Changement.

Här President, mir wëssen alleguerten, dass d'Vertrauen an d'Politik an an d'Verwaltungen am Kader vum Geheimdéngschtskandal gelidden huet. Munchereen hat d'Gefill, dass bestëmmt politesch a Verwaltungsresponsabeler esou Manövere gemaach hunn, fir bestëmmten Informatiounen ze verstoppen. Dofir ass och ee vun den Haaptobjektiver vum Projet de loi 6810, dass mer elo solle versichen, dass d'Vertraue vun de Bierger an d'Politik an an d'Verwaltungen erëm wiisst, bis et erëm eng Kéier ganz ass, an dass an Zukunft d'Transparenz an d'Oppenheet sollen d'Regel sinn.

Elo kommen ech zum Inhalt. An ech wëll dat e wéineg a Froestellung maachen, fir Iech et méi kloerzemaachen, well et ass e ganz komplizéierten Text. Fir d'Éischt, den éischte Punkt: Fir wie spillt den Droit d'accès? Do huet generell all physesch Persoun an all moralesch Persoun - Dir kennt d'Definitiounen dovun - also dat Recht.

Dat Zweet ass: Wie muss Accès ginn an op wat? Betraff sinn all administrativ Dokumenter vu staatlechen an deelweis och net staatleche Verwaltungen. Zum Beispill all Verwaltung, all d'Servicer vum Stat, d'Gemengen an hir Syndikater, d'Personnes morales, déi e Service public leeschten, d'Chamber, de Statsrot, den Ombudsmann, d'Cour des comptes, souguer d'Chambres professionnelles musse liwweren, ëmmer de Fall gesat, dass d'Dokumenter eng administrativ Aktivitéit betreffen. Zum Beispill Dokumenter, déi d'Gestioun vun enger industrieller oder kommerzieller Aktivitéit, och vun engem Établissement public, betreffen, sinn net accessibel.

Duerch de Fait, dass et e sensibele Secteur ass, hu mer awer eng ganz Serie vun Exceptiounen. Dat sinn Exceptiounen, déi ebe soen, wéini administrativ Dokumenter net dierfe verëffentlecht ginn. Wat sinn dat fir Dokumenter? Dat sinn Dokumenter, déi d'perséinlech Fräiheeten oder eventuell d'ëffentlech Rechter kënne gewärleeschten.

Mir hunn am Text - a mir hunn dat vum Conseil de l'Europe iwwerholl, mir hunn hei d'Rad net nei erfonnt - zéng Kategorië vun Exceptiounen. Ech ginn Iech der elo just e puer als Beispill, déi Der kennt a wou et och all Mënsch aliicht, dass déi net einfach kënnen direkt op de Schierm gesat ginn:

Als Éischt hu mer Dokumenter, déi d'aussepolitesch Relatiounen, d'Sécherheet an d'ëffentlech Uerdnung vum Land betreffen, zweetens, déi d'Sécherheet vu Persounen an hir Privatsphär concernéieren, drëttens Dokumenter iwwert d'Prozeduren um Geriicht oder an Disziplinarverfahren, véiertens Dokumenter iwwert d'Präventioun, d'Recherche an d'Verfollegung vu Strofdoten, fënneftens Dokumenter, déi d'Droits de propriété intellectuelle betreffen. An dann zum Schluss als Zéngt - an ech géif lech bieden, déi aner a mengem schrëftleche Rapport ze liesen - sinn do zum Beispill d'confidentiel Deliberatioune vun der Regierung.

Wichteg ass, dass dës Exceptiounen ëmmer musse ganz genau begrënnt ginn, motivéiert ginn an dass se ganz restriktiv applizéiert ginn. Well mir dierfen net vergiessen, dass d'Regel vun dësem neie Projet de loi jo soll sinn, dass d'Publikatioun wierklech d'Regel ass an d'Exceptioune musse streng gehandelt ginn.

Mir hunn awer nach aner Exceptiounen, déi och wichteg sinn. Wann Dokumenter Informatioune vu Privatpersoune betreffen, da kënnen déi Dokumenter nëmmen de concernéierte Persounen ausgeliwwert ginn. Wann an engem Dokument Meenunge sinn, déi confidentiel un eng Verwaltung geliwwert ginn, kënnen déi Dokumenter nëmmen erausgoe mam Accord vun där betraffener Persoun.

Et gëtt och eng Serie Refusen. An ech mengen, déi liichten eis och alleguerten an. E Refus kann ausgesprach ginn, wann en Dokument nach net fäerdeg ass, wann et scho publizéiert gouf oder soll kommerzialiséiert ginn, an och wann eng Demande abusiv ass.

Wéini ass eng Demande abusiv? Wann eng Demande erakënnt, fir eng risegrouss Zuel vun Dokumenter ze kréien, wann déiselwecht Demande schonn x-mol gestallt ginn ass, fir déiselwecht Dokumenter ze kréien, oder wann eng Demande kënnt, déi d'intern Kommunikatioun betrëfft, da kënnt e Refus.

Komme mer awer elo zum Accès, zu der positiver Säit. Et gëtt zwou Zorte vun Accèsen. Déi viséiert Organismen, déi ech Iech opgezielt hunn, déi am Artikel 1 stinn, musse vu sech aus - an dat ass eben déi grouss Neiegkeet, hunn ech Iech gesot - all Dokument online publizéieren, wat net ënner eng vun den Exceptioune fält. Mat deem System gëtt och de Service information et presse, dee mer jo scho laang hei zu Lëtzebuerg hunn, generaliséiert, de Service information et presse, dee jo d'Aarbecht vun der Regierung dem Public méi nobréngt.

Déi zweet Zort vun Demandë kann all Bierger un d'Verwaltunge stellen, an dat ass och eppes Wichteges, well dat ass an eisem System net onbedéngt normal: Et muss een absolutt kee Motiv uginn, fir en Dokument unzefroen. Et ass also d'fräi Demande, dat geet duer, fir en Dokument unzefroen.

Elo zu der Kommunikatioun, dat ass jo den zweete Schrëtt no der Publikatioun. Wéi geet dat mat der Prozedur? Eng Demande muss schréftlech un d'Verwaltunge geriicht ginn. An eng vun de Konditiounen ass, dass d'Verwaltung och weess, ëm wat et geet. Déi Demande, déi muss präzis sinn. Ass déi Demande ze vill generell formuléiert, da muss d'Verwaltung dem Auteur vun der Demande soen: „Hei wann ech gelift, liwwert eis nach déi néideg Präzisiounen, soss kënne mer Iech net hëllefen." A fir de Bierger entgéintzekommen, ass och festgehale ginn, dass alleguerten d'Verwaltunge scho Formulaires types ausschaffen, wou d'Leit da méi schnell wëssen, wéi se hir Demandë kënne formuléieren.

Dann eppes ganz Wichteges zu den Delaien: D'Regel ass elo esou, dass d'Verwaltung soll esou schnell wéi méiglech - mir hunn dat elo formuléiert, Dir kennt dat aus den anere juristeschen Texter: „dans les meilleurs délais" -, op d'Demande äntweren an d'Dokument, hir Äntwert a Form vun entweder enger Pabeierkopie oder awer iwwert den elektronesche Wee un den Demandeur iwwerliwweren.

Et ass och eng Méiglechkeet, d'Consultatioun op der Plaz ze maachen, wann et zum Beispill en Dokument ass, wat extrem voluminös ass. Eng aner Hypothees ass, wann et Dokumenter sinn, déi schonn am Nationalarchiv sinn, dann ass et jo och méiglech, fir dee Moment d'Consultatioun sur place ze maachen, ouni dass muss alles erausgoen.

Dat Wichtegst awer ass, an ech kommen nach eng Kéier dorop zréck, well mir hunn an der Kommissioun no villen Diskussiounen an och nodeem d'Press eis intensiv dorëm gebieden huet, wierklech d'Delaie verkierzt: De Moment steet am Text „dans les meilleurs délais", also esou schnell wéi méiglech, awer spéitstens an engem Mount.

Wéi gesot, mir wollten der Press do entgéintkommen, well am initialen Text stoung just einfach den Delai vun engem Mount. A mir hunn dat eben elo esou gemaach, dass mer de Belange vun der Press Rechnung droen, well si brauche ganz oft Dokumenter, wou et wichteg ass, dass si se schnell kréien, well soss huet et net méi vill Wäert.

Hei gëtt et zwar och Exceptioune bei der Kommunikatioun, dat ass: D'Delaie kënnen ëm ee Mount verlängert ginn, wann déi betraffe Verwaltung, déi soll liwweren, duerch de Volume oder d'Komplexitéit vun den Dokumenter, déi d'Demande betrëfft, nach zousätzlech Zäit brauch, wa se sech zum Beispill muss un eng aner Verwaltung wenden, fir nach zousätzlech Informatiounen ze kréien, oder wann et ëm Dokumenter geet, déi schonn am Nationalarchiv leien. Oder, wat awer och ganz wichteg ass, wann déi Dokumenter perséinlech Informatiounen iwwer Persoune beinhalten, dann ass d'Verwaltung verflicht - an ech mengen, Dir wësst, dass mer elo och nach amgaange sinn, ganz streng Gesetzer ze maachen iwwert d'Protection des données opgrond vun dem europäesche Reglement -, an deenen Dokumenter, ier se erausginn, déi perséinlech Donnéeën mussen ze occultéieren oder ze disjonctéieren.

Dat ass elo e bësselche komplizéiert, mä dat heescht einfach, déi Saache mussen onkenntlech gemaach ginn, dass deen, dee se dobausse kritt, net direkt eppes weess. Dir wësst, dat gëtt och bei Uerteeler gemaach an esou weider. Dat ass eng Saach vun der Diskretioun vun deenen Dokumenter.

All Verwaltung, an dat ass awer elo nëmmen en Detail, muss an Zukunft ee Beamten nennen, deen nëmmen zoustänneg ass oder deen och zoustänneg ass fir d'Veröffentlechung an d'Kommunikatioun vun all den Dokumenter, fir dass och garantéiert ass, dass dat ka schnell traitéiert ginn.

Wichteg ass och, dass mer hei an deem Text eng nei Kommissioun schafen. Déi heescht „Commission d'accès aux documents". Déi ënnersteet dem Statsminister an ass besat mat fënnef Memberen. Den éischte Member ass e Magistrat, dee kritt d'Presidence. An déi aner si respektiv Membere vum Statsministère, vum Syvicol, vun der Commission nationale pour la protection des données a vum SIP, ech mengen, e lauter Leit, déi d'Matièren do kennen an déi och kënne gutt Aarbecht leeschten.

Wat ass d'Aufgab vun där Kommissioun? Primo, d'Verwaltungen ze beroden, mä haaptsächlech ass se geruff, fir eben d'Avisen zu de refuséierten Dokumenter ze schreiwen. Wann d'Kommissioun seet, dass en Dokument communicabel ass - an d'Kommissioun muss an zwee Méint spéitstens dem Demandeur äntweren -, dann huet déi betraffe Verwaltung nach ee Mount, fir hir Meenung ze reviséieren. Follegt se der Kommissioun net, huet de betraffene Bierger d'Méiglechkeet, fir e Recours en réformation virum Tribunal administratif ze maachen.

De Bierger huet och d'Méiglechkeet, fir dëse Recours en réformation ze maachen, wann d'Dokument refuséiert gëtt, wéi gesot, vun Ufank un an och vun der Kommissioun. Et sinn also zwou Hypotheesen, wou de Recours en réformation virum Tribunal administratif ka gemaach ginn.

Här President, mir kruten am Kader vun dësem Projet, deen extrem komplizéiert ass - mir hu ganz laang dru geschafft - eng ganz grouss Serie vun Avisen era vun engem ganze Koup Organismen an Institutiounen. Mir hu versicht, deenen esou gutt wéi méiglech Rechnung ze droen. Ech verweise fir den Detail op mäi schréftleche Rapport an op déi voluminös Documents parlementaires, déi dëse Projet entouréieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt héieren, dass mer, obwuel mer grouss Efforte gemaach hunn, awer kritiséiert gi sinn, notamment well ëmmer gesot gëtt, och dëse Projet wär net éiergäizeg genuch, wat d'Delaie géif ugoen. Bon, Dir wësst, haaptsächlech vun der Säit vun der Press ass gesot ginn: „Et geet nach net duer, mir kommen nach net schnell genuch un d'Dokumenter, notamment wa géif en Dokument refuséiert ginn oder et si Problemer, fir et erauszekréien." Mir hunn alles gemaach, mir hunn déi Delaie verkierzt, fir awer der Press entgéintzekommen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir liewen an engem Land, wou d'Gläichheet virum Gesetz ee vun de Grondpeilere vum Rechtsstat ass, deen an der Verfassung verankert ass. Et wär also - a mir haten doriwwer Diskussiounen, mä mir waren eis eens - méi wéi problematesch gewiescht, wa mer elo duerch dëse Projet de loi zwou Kategorië vu Bierger geschaaft hätten, eng Kéier d'Kategorie, déi heescht „Journalisten", an déi zweet Kategorie mat all deenen aneren. Dat hätte mer net kënne veräntwerten, well ech mengen, Dir verstitt firwat, wéinst der Gläichheet virum Gesetz: Mir kënnen dat net maachen!

Dofir nach eng Kéier, mir hu wierklech Efforte gemaach, fir déi Delaien esou kuerz wéi méiglech ze maachen, fir der Press entgéintzekommen. An ech hoffen, dass se mat dësem Text awer Satisfaktioun kréien, dass se awer kënnen domat schaffen an dass mer hinne konnten entgéintkommen, fir dass se hir Aarbecht kënne gutt maachen.

Ier ech elo hei den Accord vun der DP-Fraktioun bréngen, wëll ech awer nach eng Serie Mercie lassginn, well dëse Projet war wierklech eng grouss Teamaarbecht. Fir d'Éischt emol Merci dem Jeff Fettes an dem Tania Braas vun dem Statsministère. Merci der Madamm Secrétaire-greffière Francine Cocard, déi wierklech extrem mat mir un den Texter geschafft huet, fir alles an d'Rei ze kréien. Merci dem Jeff Feller vun der DP-Fraktioun. An dann en häerzleche Merci un alleguerten d'Membere vun der Kommissioun fir déi exzellent Atmosphär, déi mer haten, fir déi konstruktiv Aarbecht. Mir hate vill Diskussiounen, vill Hin an Hier, mä ech mengen, mir hunn elo alleguerten zesummen en Text fäerdegbruecht, deen d'Strooss hält. An dofir soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a Merci en général.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. An éischt Riednerin ass d'Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an enger Demokratie, wéi mer se och hei zu Lëtzebuerg hunn, geet all Muecht vum Vollek, also vun de Leit aus, vu soss kengem a scho guer net vun enger staatlecher Verwaltung, déi just e Kader dierf sinn, an deem d'Leit méiglechst fräi liewe kënnen.

Mir sinn als CSV fir eng oppen, eng fräi an eng gerecht Gesellschaft. Dorauser ergëtt sech, dass och fir eis de Stat a seng Verwaltunge mussen oppen, fräi a gerecht sinn. Nëmmen esou kann de Stat de Leit déngen an net ëmgedréit. Well duerfir ass de Stat leschten Enns do: fir de Leit hiert Liewe méi einfach ze maachen an net méi schwéier ze maachen, an dat méiglechst subsidiaresch, also just dann, wann et och wierklech gebraucht gëtt.

A wann ech vun enger oppener Gesellschaft an oppenem Stat schwätzen, da sinn ech och scho ganz no bei eisem Gesetzesprojet vun haut, dee jo eng transparent an oppen Administratioun ustrieft. Dëst ass vum Prinzip hier gutt. A fir direkt virzegräifen: Trotz Kritik am Detail wäerte mir als CSV-Fraktioun dëst Gesetz matstëmmen, well et ënnert dem Strëch dem Bierger méi bréngt, wéi et Problemer opwerft.

Dass dëst Gesetz wäert esou munch juristesch Problemer opwerfen, dat wäerte mer an Zukunft gesinn. Well eis Geriichter wäerte sech méi wéi sécher nach vill musse mat dësem Text auserneesetzen. Dacks ginn näämlech méi Froen opgeworf wéi beäntwert, an dat ass net gutt fir e Gesetz, well am Fong soll jo all Gesetz d'Liewe vun de Leit an eiser Gesellschaft vereinfachen an iwwregens och d'Liewe vun eiser Justiz. Ob dat hei wierklech de Fall wäert sinn, bleift nach ze kucken.

Mä Här President, et gëtt nach méi eng fundamental Reserv, déi ech och haut hei wëll uschwätzen. Wéi gesot, eng oppen an transparent Administratioun ass gutt, mä oppen an transparent däerf net „gliesen" heeschen, aus engem ganz einfache Grond: Well mir als CSV de gliesene Bierger net wëllen! Dat huet mat eisem Mënschebild ze dinn, mä et huet och praktesch Ursaachen. Well eppes, wat aus Glas ass, kann och séier zerbriechen. A wann de Stat, awer och d'Gesellschaft an d'Effentlechkeet eppes net dierfen, dann ass et, d'Leit ze zerbriechen. Duerfir am Resumé: Transparenz jo, awer ouni gliesene Rëntgenapparat. IRMe brauche mer op anere Plazen - an eise Spideeler - an net wann et drëms geet, fir de Bierger administrativ ze duerchliichten.

Dëst gesot, Här President, wëll ech bei den Text zréckkommen, esou wéi en eis haut hei virläit. Dësen Text ass zwar kuerz, mä en huet et awer definitiv a sech. Mat dem Gesetz, wat mir haut stëmme wäerten, musse sämtlech effentlech Verwaltungen, Servicer, Etablissements publics ënnert der Tutelle vum Stat oder ënnert der Iwwerwaachung vun de Gemengen all d'Dokumenter, déi sech op eng administrativ Tätegkeet bezéien, effentlech zougänglech maachen. Dëst trëfft och zou fir moralesch Persounen, déi effentlech Servicer ubidden.

Weider mussen och d'Chamber, de Statsrot, de Mediateur, de Rechnungshaff an d'Beruffskummeren déi Dokumenter effentlech zougänglech maachen, déi sech op eng administrativ Tätegkeet bezéien. A wann dat elo einfach kléngt a munche Bierger vläicht mengt, hie kéint elo all d'Dokumenter um Internet consultéieren, ass et awer net esou einfach.

Mir hunn eis an der zoustänneger Chamberskommissioun vill mam Text auserneegesat an ech wéilt der Rapportrice, der Madamm Simone Beissel, e grousse Merci soe fir hir Aarbecht souwuel an der Kommissioun wéi och als Rapportrice.

Une voix.- Très bien!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir Lëtzebuerger sinn nun eemol, wéi mer sinn. An zu dëser Mentalitéit gehéiert och, dass mir net alles op der Place publique wëlle breettrëppelen. Dat heescht beileiwen net, dass mir wëlle Saachen ënnert dee berüümten Teppech kieren. Nee, mir Lëtzebuerger sinn einfach éischter diskret Mënschen, déi emseg am stillen Kämmerlein schaffen.

Dat maachen och eis Verwaltungen. Si schaffe vill an diskret a meeschtens och zilféierend a gutt. Duerfir wëll ech hinne vun dëser Plaz aus och emol Merci soen. Well dat maache mir eigentlech net genuch hei am Land: Merci soen. An an Zukunft wäerte mer eise Verwaltungen nach vill méi oft musse Merci soen. Well wann dëse Gesetzesprojet bis a Kraaft trëtt, da muss jiddereen, deen effentlech Servicer ubitt, sämtlech Dokumenter iwwer administrativ Tätegkeete veröffentlechen. An dat riskéiert, vill ze ginn. An dat riskéiert och, den administrative Prozess net onbedéngt ze beschleunegen, fir et emol diplomatesch ze soen.

Trotzdeem begréisse mir als CSV natierlech, dass de Bierger zousätzlech Rechter kritt, fir eng ganz Rëtsch Dokumenter kënnen an Zukunft ze kucken. Well wéi gesot, de Stat ass fir de Bierger do an net ëmgedréit. Net ëmsoss hat jo schonns de fréiere Statsminister Jean-Claude Juncker 2013 e Gesetzesprojet an dës Richtung virgeluecht. Et war den „Projet de loi relative à l'accès des citoyens aux documents détenus par l'administration".

Déi jëtzeg Regierung huet dëse Gesetzesprojet dunn zréckgezu mat der Begrënnung, e wier vill ze „restriktiv". Iwwert de Gebrauch vun dësem Adjektiv kann ee sécherlech gedeelter Meenung sinn. Kommt, mir kucken eis duerfir emol einfach d'Fakten un! Wou sinn dann elo déi grouss Ënnerscheeder tëschent dem „Gesetzesprojet Juncker", fir en dann emol esou ze nennen, an dem Text, iwwert dee mir haut ofstëmme wäerten?

Éischtens, de Gesetzesprojet Juncker hat explizitt ausgeschloss, dass d'Chamber, de Statsrot, de Mediateur an de Rechnungshaff géifen ënnert dëst Gesetz falen. D'Begrënnung war, dass dës Institutioune missten onofhängeg vum exekutive Pouvoir, also der Regierung mat all hire Verwaltungen a Servicer bleiwen. D'Dier gouf awer opgelooss an deem Sënn, dass si vu sech aus Dokumenter effentlech maache kéinten an hir eege Politik an dësem Beräich maache kéinten. Vun de moralesche Persounen, déi effentlech Servicer ubidden, gëtt net am Gesetzesprojet Juncker geschwat.

Am definitiven Text, dee mir haut stëmme wäerten, stinn och d'Beruffskummeren dran, dëst nodeems de Statsrot d'Chamber drop higewisen hat, dass déi feele géifen. Dëst ass also e Punkt, an deem de Gesetzesprojet Juncker effektiv méi „restriktiv" war.

Zweetens, de Gesetzesprojet Juncker huet virgesinn, dass d'Dokumenter missten ënner enger Form veröffentlecht ginn, dass d'Leit en einfachen a fräien Zougang zu den Dokumenter hunn. Dëst sollt wa méiglech iwwert déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië geschéien.

Den Text vun der jëtzeger Majoritéit gesäit just déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië vir, fir d'Dokumenter ze veröffentlechen.

Drëttens, den Text vun haut gesäit d'Schafe vun enger „Commission d'accès aux documents" vir. D'Leit kënne sech un dës Kommissioun wenden am Fall vun engem Refus fir Dokumenter ze konsultéieren. Wann ee mam Avis vun dëser Kommissioun net averstanen ass, kann ee virun d'Verwaltungsgeriicht goen. De Gesetzesprojet Juncker hat dës Kommissioun net virgesinn, mä huet just e Recours virum Verwaltungsgeriicht virgesinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Véiertens, den Text vun dëser Majoritéit gesäit vir, dass d'Veröffentlechungsflicht vun de Verwaltungen an all de Concernéierte sech just op déi Dokumenter applizéiert, déi nom Akraaftriede vun dësem Gesetz geschaaft ginn. Also déi Dokumenter, déi et bis elo an allen effentleche Verwaltungen, Servicer, Gemengen an esou weider gëtt, musse mat dësem Text net veröffentlecht ginn.

Dëst ass an eisen Aen e wesentlechen Ënnerscheed tëschent den zwee Texter. De Gesetzesprojet Juncker hat dëst näämlech net virgesinn. Laut dem Gesetzesprojet Juncker hätte missen all d'Dokumenter iwwer administrativ Tätegkeete veröffentlecht ginn. Dëst geet a senger, ech nennen dat emol „positiver Transparenz" vill méi wäit wéi de Gesetzesprojet vun der jëtzeger Majoritéit.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass Iech an nach méi de Leit am Land iwwerlooss, ze jugéieren, wéi een Text dann elo „restriktiv" ass.

Fënneftens, wat d'Lëscht mat den Ausname vun Dokumenter, déi net veröffentlecht ginn, ugeet, esou ass d'Opzielung an deenen zwee Texter méi oder wéineger déiselwecht. Et ass näämlech d'Lëscht mat den Ausnamen, déi an der „Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics" aus dem Joer 2009 virgesinn ass.

Sechstens, wat d'Form vun der Demande, fir Dokumenter ze kréien, ugeet, esou muss déi an deenen zwee Texter schréftlech a präzis sinn. D'Dokumenter ginn entweder ënner Pabeierform zougestallt, elektronesch verschéckt oder si kënnen op der Plaz gekuckt ginn. Den Delai, fir d'Dokumenter zur Verfügung ze stellen, ass och an deenen zwee Texter maximal ee Mount, wuelverstane bei der jëtzeger Regierung steet dran „dans les meilleurs délais", mä maximal ee Mount.

Siwente Punkt: D'Lëscht vun den Dokumenter, déi just betraffe Persounen zougestallt kréien, ass déiselwecht an deenen zwee Texter, genee wéi déi Fäll, an deenen eng Demande, fir Dokumenter ze kréien, ka refuséiert ginn. Mir stellen also ofschléissend fest, dass de grousse Prinzip an deenen zwee Texter identesch ass.

Mir gi vun enger Logik aus, an där d'Dokumenter nëmme konnten ugefrot ginn op Basis vun engem Intérêt direct vun deemjéinegen, dee gefrot huet. Elo gi mir eriwwer op eng Logik, an där jiddereen alles froe kann, ouni mussen en Intérêt direct noweisen ze kënnen.

Mir begréissen dat ausdrécklech, well mir domadder eigentlech bei all Bierger den Intérêt direct fir all administrativen Akt vum Stat viraussetzen. Et ass also eendeiteg ee Schrëtt hin zu enger Biergergesellschaft, an dat ass och gutt esou!

Doriwwer eraus ass souguer de Wuertlaut am Text vun der aktueller Majoritéit deelweis deeselwechte wéi am Text Juncker.

Madamm Presidentin, och de Statsrot huet e puer ganz pertinent Bemierkungen zum Gesetzesprojet gemaach:

Éischtens, e befaasst sech mat der Definitioun vun engem Dokument. Hie berifft sech dobäi op d'Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert den Accès zu ëffentlechen Dokumenter. Dës Konventioun gouf jo den 18. Juni 2009 adoptéiert. An dëser Konventioun gëtt en Dokument definéiert als „all Informatioun, déi déi ëffentlech Instanzen hunn", an dëst egal ënner wéi enger Form et déi Informatioun gëtt an egal, ob se geschriwwen ass oder net. D'Gesetzestexter vun eisen Nopeschlänner ginn iwwregens an déiselwecht Richtung.

Zweetens, de Statsrot seet, dass et keng verfassungsrechtlech Definitioun respektiv iwwerhaapt keng legal Definitioun vun der „administrativer Tätegkeet" gëtt. Dëse Punkt ass keng Hoerspléckerei, mä absolutt zentral, well den Informatiounszougang, vun deem mer schwätzen, betrëfft jo grad d'Dokumenter iwwer eng administrativ Tätegkeet.

De Statsrot selwer schreift, dass an Zukunft d'Geriichter wäerte Kritäre festleeën, déi bestëmmen, ob en Dokument eng administrativ Tätegkeet betrëfft oder net. Et riskéieren also nach äusserst spannend Zäiten op eis zouzekomme mat dësem Gesetzestext. Vläicht wier et gutt gewiescht, hei als Gesetzgeber och Definitiounsgeber ze sinn, zumindest wat esou fundamental Notioune wéi déi administrativ Tätegkeet ugeet.

Des Weidere weist de Statsrot drop hin, dass et schonn eng Obligatioun fir eng Veröffentlechung gëtt, wann eng Verwaltung just am Besëtz vun engem Dokument ass. Si muss et also emol net selwer verfaasst hunn. Hei kënne mir et dann och ganz séier mat enger éischter negativer Transparenz ze doe kréien, déi iwwregens och ka voyeuristesch Tendenzen unhuelen.

Et stellt sech awer och an dësem Zesummenhang d'Fro, wéi et sech mat den Droits de propriété intellectuelle verhält, wann et sech notamment ëm Etüden handelt, déi an de Ministèrë leien an déi vun enger drëtter Persoun verfaasst goufen.

Madamm Presidentin, duerfir meng Fro un d'Regierung: Gëtt elo hei e Guide opgestallt, wéi d'Verwaltunge sech verhale sollen? Kréie si Richtlinne matgedeelt vum Statsministère? Oder muss all Verwaltung selwer kucken, dass se eens gëtt? Hei bleiwen näämlech fir eis Verwaltunge vill Froen opstoen. An duerfir däerfe mir si net mat dëse Suergen elengloossen. E wierklech transparente Stat ass näämlech och ee kohärente Stat, well nëmmen esou ass seng Transparenz och glafwierdeg a kohärent.

A wann ech scho bei der Kohärenz sinn: En drëtte Punkt, mat deem de Statsrot sech am Detail beschäftegt huet, ass dee vun der Kohärenz tëschent de verschiddene Gesetzer, déi et am Beräich vum Informatiounszougang hei zu Lëtzebuerg gëtt.

Bis elo gëtt et zu Lëtzebuerg keng eenheetlech Gesetzgebung iwwert den Informatiounszougang. Et ginn awer verschidde Gesetzer, déi dëst deelweis regelen. Et gëtt d'Gesetz vum 1. Dezember 1978 iwwert d'Procédure administrative non contentieuse mam groussherzogleche Reglement vum 8. Juni 1979 mat den Ausféierungsbestëmmungen. Et gëtt d'Gesetz vum 25. November 2005 iwwert den Informatiounszougang am Emweltberäich. An et gëtt d'modifizéiert Gesetz vum 7. Dezember 2007 iwwert d'Weiderbenotze vun Informatiounen aus dem ëffentleche Secteur.

De Statsrot hätt eigentlech léiwer gesinn, wann dës Texter all vereenheetlecht gi wieren, haaptsächlech wat d'Terminologie an den Uwendungsberäich vum Gesetz betrëfft. Dëst ass awer net gemaach ginn, mä mir hu weider op ënnerschiddlechen Texter geschafft.

Grad fir eng Majoritéit, déi d'Fënstere wollt grouss oprappe viru fënnef Joer, ass dat bezeechnend! Datselwecht kéint ech iwwregens och iwwert den Zäitpunkt, also elo dräi Méint virun de Wahlen, soen. Mä och hei kann a soll all Bierger sech seng Meenung selwer maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mä kommt, mir ginn zréck bei de Statsrot, dee sech an dësem Zesummenhang haaptsächlech op säin Avis zum Archivagegesetz, dat mir jo d'lescht Woch an dësem Haus gestëmmt hunn, berifft. Laut dem Statsrot riskéiert et en Interessekonflikt ze ginn tëschent eisem Gesetzesprojet vun haut an dem Gesetz iwwert den Archivage. An dat ass net gutt!

Engersäits soll jo mam Gesetzesprojet vun haut den Informatiounszougang geregelt ginn an deem Sënn, dass d'Bierger an Zukunft Zougréff kréie sollen op all Dokumenter iwwert déi schonn erwäänt administrativ Tätegkeet, et sief dann, d'Dokumenter géifen aus Beräicher kommen, déi ausdrécklech erausgeholl gi sinn aus dem Informatiounszougang.

Weider ass den Zougang zu den Dokumenter, déi ënnert den haitege Gesetzesprojet falen, virgesinn, och wann dës Dokumenter bei den Archive sinn. Anerersäits ass am Gesetz iwwert den Archivage awer en Delai virgesi vu 50 respektiv 100 Joer, ier d'Archive sollen ëffentlech zougänglech gemaach ginn.

An och, wann ech mech widderhuelen: Och hei riskéieren um Terrain an Zukunft nach spannend Zäiten op eis duerzekommen. Et muss näämlech gekläert ginn, ob d'Dokumenter ënnert d'Gesetz vum Informatiounszougang falen oder net, an dann eréischt ginn d'Archiven zougänglech gemaach, ouni mussen den Délai d'utilité administrative vu 50 respektiv 100 Joer ofzewaarden.

Drëtte Punkt: De Statsrot weist dann och op den Artikel 5 aus dem groussherzogleche Reglement iwwert d'Procédure administrative non contentieuse hin. Dësen Artikel seet, dass, wann eng Decisioun vum Stat oder vun enger Gemeng d'Rechter an d'Interesse vun enger drëtter Persoun betrëfft, dës Decisioun esou veröffentlecht gi muss, dass déi drëtt Persoun d'Méiglechkeet huet, hir Rechter an Interessen ze verteidegen. Dergéint steet awer eng Lëscht mat Ausname vun de Fäll, an deenen d'Dokumenter net musse veröffentlecht ginn.

Och hei kann ee sech froen: Wat ass dann elo Fakt mat dësem Gesetz? An dëst sinn nëmmen e puer Problemer, déi de Statsrot opgelëscht huet a sengem Avis iwwert dëse Gesetzesprojet!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleiwe mat dësem Gesetz also Froen iwwer Froen ze beäntwerten. Ech wëll ergänzend zum Statsrot der nach just zwou derbäistellen:

Mir stellen eis als CSV d'Fro zum Beispill, ob d'Etüden, déi zur Ausschaffung vun de sektorielle Leitpläng gemaach gi sinn, hätte missen am Virfeld veröffentlecht ginn oder net, wann dëst Gesetz iwwert den Informatiounszougang schonn a Kraaft gewiescht wier. Et handelt sech jo net ëm eng Wirtschafts-, Finanz-, Steier- oder kommerziell Politik. Et sinn och keng kommerziell an industriell Informatiounen dran, déi vertraulech sinn. Selbstverständlech, d'Deliberatioune vun der Regierung bleiwen awer vertraulech.

Ech huelen e weidert Beispill: Baugeneemegungen. Wann eng Baugeneemegung ausgestallt gëtt, muss ee se kënne gesinn. Schliisslech huet jo all Noper en direkten Interessi un deem, wat niewent him gebaut gëtt. An hei spillt d'Gesetz iwwert d'Procédure administrative non contentieuse. Deejéinegen, deen d'Baugeneemegung ugefrot huet, kann awer soen, dass et fir hien ëm d'Sécherheet vun de Leit geet, déi am Haus wunne wäerten, an ëm säi Privatliewen. Schliisslech wëllt e Bauhär jo net, dass all Mënsch weess, wéi hie säin Haus bannendran agerücht huet. Ausserdeem muss och net all potenziellen Abriecher d'Pläng vum Haus kënne kucken, soss huet hien et jo einfach, fir eventuell Schwaachstellen ze fannen, an e ka sech herno am Haus bannendra besser orientéieren, wann hien d'Pläng kennt. Grad elo an der Vakanzenzäit ass dat jo immens praktesch fir bestëmmte Kreesser.

Bis elo goufen d'Baugeneemegunge jiddefalls ëmmer op der Gemeng konsultéiert. Mussen déi elo um Internetsite vun all Gemeng veröffentlecht ginn, mat alle Pläng a Couppen? An den Architekt an där ganzer Saach, dee ka sech jo och op d'Propriété intellectuelle berufen, schliisslech huet hie jo d'Pläng gezeechent.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen et nach eemol: Et gëtt ganz interessant, wann dëst Gesetz bis a Kraaft trëtt!

Bei eisen däitschen Nopere gouf am Joer 2005 d'Informationsfreiheitsgesetz gestëmmt. Am Joer 2006 goufen et 2.278 Ufroen, fir Dokumenter ze kréien. Am Joer 2017 goufen et 12.950 Ufroen. Laut engem rezenten Artikel an der däitscher Press ass awer nëmmen eng vun zwou Ufroe positiv beäntwert ginn. Et dauert dacks Joren, bis d'Dokumenter erausginn, an dann och nach just, well d'Geriichter dat esou decidéiert hunn.

D'Journaliste schreiwe weider, dass d'Aarbechtsbelaaschtung souwuel fir d'Verwaltunge wéi fir d'Geriichter héich wier; eppes, wat ech och scho virdrun ze bedenke ginn hunn.

Weider kritiséiert d'Press an dësem Artikel, dass an de Verwaltunge verschidde Virgäng guer net méi opgeschriwwe ginn, fir ze vermeiden, dass et en Dokument gëtt, dat gegebenenfalls muss veröffentlecht ginn. Dëst ass eng eenzeg Katastroph, well doduerjer vill Informatiounen a Wësse verluer ginn an et gëtt einfach schrecklech schwéier, fir nodréiglech eng Decisioun vun enger Verwaltung nozevollzéie respektiv ze verstoen.

Et muss een also wierklech oppassen, dass et an der Praxis net just zu enger Scheintransparenz kënnt, an där alles gutt ass, an hannendru gëtt et eng parallell Wierklechkeet, déi no baussen emol bal guer net méi zum Virschäi kënnt. Dann hätte mer näämlech wierklech net gutt geschafft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei eise belschen Noperen, déi eis jo elo alleguerte wärend der Weltmeeschterschaft am Fussball esou begeeschtert hunn, ass den Informatiounszougang an der Verfassung am Artikel 32 verankert: «Chacun a le droit de consulter chaque document administratif et de s'en faire remettre copie, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134.» A fir da komplett ze sinn: Am Artikel 134, do geet et ëm d'Kompetenze vun de Regiounen an der Belsch. Mam Gesetz vum 11. Abrëll 1994 iwwert d'Publicité de l'administration gëtt den Informatiounszougang geregelt. Och an der Belsch ginn et munch Schwieregkeete bei der Uwendung an et huet vill missen op legislativem Wee nogebessert ginn.

Net ëmsoss ass d'Iwwerschréft vun enger Etüd vu Professeren an Assistentë vun der Lécker Universitéit iwwerschriwwen: «L'accès aux documents administratifs, un itinéraire sinueux.» Si weisen op, dass den Informatiounszougang ëmmer méi komplizéiert ginn ass am Laf vun de Joren. Et sinn ëmmer erëm Gesetzestexter bäikomm, soudass d'Transparenz am Informatiounszougang ëmmer méi wäit ewechgeréckelt ass. Also och hei d'Diskrepanz vun Transparenzusproch an Transparenzwierklechkeet um Terrain.

Oder op gutt Lëtzebuergesch gesot: Den „itinéraire sinueux", wéi d'Belsch soen, ass e stengege Wee mat ville schaarfe Kéieren dran, e Wee mat Géigeverkéier a mat Schëlter, déi alles anescht wéi kloer sinn. A bei eis hei wäert et an Zukunft net vill aneschters sinn!

Och a Frankräich gouf et schonn am Joer 1978 e Gesetz mat verschiddene Mesuren, fir d'Relatiounen tëschent der Verwaltung an dem Public ze verbesseren. Och gouf an dësem Gesetz den Informatiounszougang geregelt. Haut ass dëst Gesetz an de Code des relations entre le public et l'administration integréiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menger Konklusioun.

Inhaltlech sinn d'Gesetzestexter vun eisen Nopeschlänner net wäit ewech vum Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen. An anere Wierder: Mir kënnen eis haut schonn an der Praxis op déiselwecht Problemer wéi an der Belsch, a Frankräich oder an Däitschland astellen.

Nach besser wier et gewiescht, mir hätten, wéi esou dacks an eiser legislativer Vergaangenheet, méi intelligent vun eisen Noperen ofgeschriwwen a mir hätte virun allem hir negativ Erfahrungen haut schonn an eis Gesetzgebung afléisse gelooss, well, an ech soen et elo wierklech eng leschte Kéier, och hei zu Lëtzebuerg wäert de Gesetzesprojet iwwert den Informatiounszougang vill Schwieregkeete bei senger Emsetzung an der Praxis mat sech bréngen. Schwieregkeeten, déi een duerchaus hätt kënnen op e Minimum reduzéieren, wann een e wéineg méi realitéitsno legiferéiert hätt! Mä d'Wierklechkeet an den Terrain schéngen net ëmmer d'Saach vun dëser Majoritéit ze sinn.

(Brouhaha)

Duerfir huet d'Regierung och bestëmmt virgesinn, dass de Gesetzesprojet nëmmen Dokumenter betrëfft, déi nom Akraafttriede vum Gesetz geschaaft ginn, och wann dat eng eendeiteg Verschlechterung am Verglach zum fréieren CSV-Projet duerstellt.

Trotzdeem wäerte mir als CSV dësen Text matstëmmen,...

(Interruptions)

...net, well mir zudéifst dovunner iwwerzeegt wieren, ganz am Géigendeel! Ech mengen, ech hunn eis Kriticken a Bedenken, déi jo och gréisstendeels vum Statsrot gedeelt ginn, laang a breet duergeluecht.

Neen, mat eisem Vott wëlle mir eis grondsätzlech fir de Prinzip vum Informatiounszougang ausschwätzen an domadder och fir en transparente Stat an eng oppe Gesellschaft, zu deenen och noutwendegerweis ëmmer eng transparent an eng oppen Administratioun derzougehéiert. Dës Administratioun däerfe mir net eleng loosse bei hirer schwiereger Aarbecht am Interessi vun de Bierger, net nëmme wéinst der Administratioun selwer, mä och wéinst dem Bierger, op deen et um Enn vum Dag an eiser Demokratie ukënnt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'LSAP ass de fräien Zougang zu Verwaltungsdokumenter e wichtegt Element vun enger dynamescher, vun enger participativer Demokratie. Bierger, déi net gutt informéiert sinn oder net genuch informéiert sinn, déi kënne schlecht beuerteelen an déi kënnen och schlecht déi richteg Decisiounen huelen. Duerfir ass et wichteg, dass mer eis Verwaltungen nach méi grouss opmaache wéi dat haut schonn de Fall ass. A fir meng Partei ass dat heiten awer elo, géif ech soen, en Etappesuccès, wann ech kucken, wéi laang mer hei zu Lëtzebuerg iwwert déi dote Froen diskutéieren.

1999 hate mer déi Fuerderung no engem allgemengen Zougangsgesetz fir d'Bierger, wat d'Verwaltungsinformatiounen ugeet, an eisem Wahlprogramm stoen. Et ass elo zënter 1999 a sämtleche Koalitiounsaccorden dra gewiescht, vun 1999 un, dat si jo bal 20 Joer! An elo brénge mer et da schlussendlech ronn, fir hei e Gesetzestext esou wäit ze bréngen, dass e kann ofgestëmmt ginn. Dat mécht dës Majoritéit sécherlech net aus wahltaktesche Grënn, well de Projet, wëll ech der Madamm Adehm rappeléieren, ass net virun e puer Méint deponéiert ginn, mä en ass am Joer 2015 deponéiert ginn. Dann ass et jo net esou abwegeg, dass een no dräi Joer legislativer Prozedur déi dann och hei op e gutt Enn féiert.

Ech selwer hunn am Joer 2000 - als Oppositiounsdeputéierten deemools - eng Gesetzespropositioun zum Zougang zu den Informatiounen eragereecht, déi sech inspiréiert huet un deem eenzege Gesetzestext, dee bis dato bestanen huet an deem dote Beräich, näämlech deem zum Zougang zu den Informatiounen am Emweltberäich. A schlussendlech ass déi - dat ass och e Rekord - no eelef Joer vum Statsrot aviséiert ginn! Do gesäit een, wéi legislativ Prozeduren hei lafen a virun allem déi Propositions de loi vun den Deputéierte respektéiert gi vun deenen aneren Instanzen!

Entre-temps, muss ech allerdéngs soen, hu mer derfir gesuergt, dass d'Prozedure geännert gi sinn an dass de Conseil d'État net méi eng Prise de position vun der Regierung ofwaart, ier en un d'Proposition-de-loien erugeet. Dat ass och gutt esou, dass mer dat gemaach hunn. Dat war deemools nach net de Fall.

Déi lescht Regierung huet sech schwéiergedoe mat deem dote Projet. Mir hunn oft mam Här Juncker doriwwer diskutéiert. Et war net evident, dass deen éischte Projet 2013 komm ass. Wéi gesot, en ass och ënner engem gewëssenen Drock komm, a meng Proposition de loi hat jo och eigentlech den Zweck, fir e gewëssenen Drock op deen doten Dossier ze maachen, well ech weess, wéi schwiereg déi Diskussioune sinn. An d'Interventioun vun der CSV-Spriecherin huet mech nach eng Kéier dora bestätegt, wéi schwiereg eigentlech déi dote Matière ass a wéi schwéier sech eenzel Formatiounen di mat enger transparenter Verwaltung.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dir wësst jo awer, dass et d'LSAP war, déi net wollt, dass de Projet sollt esou wäit goen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An d'Madamm Reding huet jo och virum Land kloergemaach nach virun e puer Deeg, wat si vun Transparenz an der Politik allgemeng hält!

(Interruptions)

An déi Reschter vun där doter Meenung fënnt ee sécherlech och hei erëm an där Debatt, wéi mer se haut gefouert hunn, well et ass richteg, ech hätt mer duerchaus kënne virstellen, dass dës Regierung net en eegene Projet deponéiert hätt, mä iwwer Amendementen de Projet vun der viregter Regierung hätt kënnen op eenzelne Punkten ofänneren. Dat wär eng Method gewiescht, déi machbar gewiescht wär. D'Regierung ass en anere Wee hei gaangen. D'Resultat ass am Endeffekt datselwecht.

Mä wat ech awer schwéier hunn ze akzeptéieren: dass hei d'CSV da fir d'Éischt emol de Projet Juncker, de Projet vun enger viregter Regierung duerstellt, wéi wann do alles glänzend gewiescht wär. An da kommen eng Rei vun Argumenter, wou se awer vum Projet Juncker net méi schwätzt op eemol, wou se Argumenter hëlt, fir dëse Projet ze kritiséieren, déi s de eent zu eent misst op de Juncker-Projet och eriwwerhuelen:

Präzisioun vun de Begréffer, d'Definitioun vum Champs d'application, alles dat si Kriticken, déi ee kann un dësem Projet maachen, mä déi treffen awer zu 100% och op de Projet zou, fir deen dann den CSV-Minister responsabel war! Och do war net eng Léisung eigentlech dra fir déi Kriticken, déi hei virbruecht gi sinn an deelweis och dann hiren Nidderschlag an engem Avis vum Statsrot fonnt hunn.

Ech hunn och keen anert Land begéint, wann ech déi Legislatioune kucken, wou all déi dote Problemer geléist wären! Et ass jo och grad nach gesot ginn, dass an deenen anere Länner d'Praxis sech vläicht net esou entwéckelt huet, wéi eigentlech d'Auteure vun hire Gesetzer sech dat gewënscht haten. Also och do ginn et keng Léisungen! Mir kënnen also och do net ofschreiwen! Ech hu keen Amendement gesi vun der CSV, fir iergendee Problem ze léisen, dee se hei eropbeschwuer huet.

Ech mengen, do sollt ee Vertraue maachen un eis Geriichter, un eis Verwaltungen, déi national, déi lokal, fir domadder ëmzegoen. Mir hate jo dee Fall schonn! Et war jo net anescht viru laangen, laange Joren, deemools war ech Ëmweltminister, wéi fir d'Éischt hei zu Lëtzebuerg dann eng Direktiv ëmgesat ginn ass, wat den Zougang zu den Informatiounen am Ëmweltberäich ugeet. Do ass Jore méi spéit eng zweet Direktiv komm, et ass nogebessert ginn an et huet sech eng Jurisprudenz gemaach iwwert d'Ausleeung vun deenen dote Bestëmmungen.

Hei wäert et net anescht goen. Et ginn ëmmer Grenzfäll, déi sech stelle wäerten. An dann ass et un de Geriichter respektiv elo un där Spezialkommissioun, déi hei agesat ginn ass, fir derfir ze suergen, dass eng eenheetlech Interpretatioun vun den Texter gemaach gëtt, dass wa méiglech all Verwaltungen déi Texter hei op eng äänlech Aart a Weis applizéieren, quitte dass ëmmer en Ermiessensspillraum muss bleiwe vu Fall zu Fall. All Dossier ass ëmmer e bëssen anescht an duerfir kann een dat och net an e festen Text géissen. Ech weess wierklech net, wéi een dat sollt an deem heite Fall maachen.

Duerfir mengen ech, dass een also, wann een hei Kritik üübt, muss wëssen, dass déi Kritik gradesou gëllt fir den Text vun der viregter Regierung an dass et och keng Léisungen, konkret Léisungsvirschléi hei ginn, fir deen Text wierklech besser ze maachen.

Ech hu sengerzäit am Numm vu menger Partei de Juncker-Text kritiséiert op zwee Punkten. Ech hunn e kritiséiert, dass en déi Schiidsstell net virgesinn huet, déi vill Leit gefuerdert hu sengerzäit, dass een also eng Kommissioun asetzt, déi verhënnert, dass Leit mussen op d'Geriichter goen, fir zu hirem Recht ze kommen, déi also hëlleft, Prozeduren ze beschleunegen an och eng güütlech Eenegung ze fannen.

De Regierungsprojet, dee verbessert op deem doten entscheedende Punkt. Dat ass fir mech e klore Plus par rapport zu deem Text, dee virdru bestanen huet.

An ech hunn och den Androck, dass eng ganz Partie Beräicher, déi am viregten Text ausgeschloss waren, dat gëllt notamment fir d'Chamber, fir de Conseil d'État, fir d'Cour des comptes, fir d'Chambres professionnelles an esou virun an esou weider, dass dat elo Punkte sinn, déi och an den Uwendungsberäich vun deem heiten Text mat erakommen, wou also dem Bierger säi Recht op en Zougang zu Informatiounen, déi d'Verwaltungen hunn, voll soll spillen, souwäit et sech ëm den administrativen Deel vun den Aktivitéite vun deenen Institutiounen do handelt.

Soudass ech mengen, dass deen heiten Text besser ass - net perfekt ass, mä et ass hei schwéier, e perfekten Text ze maachen - wéi deen Text vun 2013, och wann e sech selbstverständlech an eng äänlech Richtung beweegt wéi den Text, deen nach, wéi gesot, zum Schluss vun der leschter Mandatsperiod vun der viregter Regierung abruecht ginn ass.

Well dat esou ass, war ech och bereet, meng Proposition de loi zréckzezéien, soudass elo just nach de Regierungstext zur Ofstëmmung hei virläit, dee jo och an der Kommissioun nach vill diskutéiert ginn ass, wou eng Rei vun Amendemente formuléiert gi sinn.

Ech hunn och do gespuert - ech war e puermol ersetzen an déi dote Kommissioun -, jo, dass do och zwou Séilen an eenzelnen Deputéierten hirer Broscht geschloen hunn, déi sech bal als Deputéierte gesinn hunn, sech bal awer och natierlech als Chef vun enger Verwaltung gesinn hunn, sief dat op kommunalem Plang, a wou ee sech dann natierlech déi praktesch Froe stellt: Wéi soll een dat Ganzt do handelen? Wat bedeit dat doten am Kloertext? Wat fir eng Informatioune mussen eraus a wat fir eng Informatioune mussen net eraus?

Dat huet een ëmmer gemierkt, deen Eeërdanz e bëssen, dee stattfonnt huet an där doter Matière. An ech mengen, dass schlussendlech hei awer e gudden Equiliber fonnt ginn ass vun deenen eenzelne Fräiheeten a Rechter, déi ee muss berücksichtegen. An déi kënnen natierlech openeeprallen, wou een da muss eng Ofweiung vu Fall zu Fall maachen.

Duerfir ass jo hei de Prinzip fest verankert - dat ass fir eis wichteg -, dass e Recht op en Zougang zu Informatioune besteet fir all Bierger, an dat hu mer bis elo zu Lëtzebuerg net kannt, och wa se keen direkten Interêt an enger Affär hunn. Dat ass jo de groussen Ënnerscheed zu der Procédure administrative non contentieuse, wou s de muss en Intérêt à agir noweisen, fir kënnen Informatiounen ze kréien.

Hei ass et wierklech e Quantesprong an där Hisiicht, dass een dat net méi brauch nozeweisen, dass also all Bierger dorop d'Recht huet. An op där anerer Säit ass et fir eis gradesou wichteg, dass och d'Verflichtung vun de Verwaltunge festgehale gëtt, spontan eng ganz Rëtsch vun Informatioune weiderzeginn. Et gëtt zum Deel scho gemaach. Do kann ee sécherlech nach méi maachen.

A wann een also méi spontan erausgëtt, vu sech aus méi vun Informatioune publizéiert, déi de Bierger interesséieren, da kommen och manner Nofroe vun eenzelne Bierger, well dann huet dee jo déi Informatiounen, da brauch e se net nach eng Kéier ze froen. A wann d'Informatioune jo scho veröffentlecht gi sinn, da brauch ee se net nach eng Kéier nozeliwweren, wann en eenzelne Bierger se freet. Et muss een déi zwee Elementer zesumme gesinn: d'Recht op en Zougang vun all Bierger an op där anerer Säit awer och d'Verflichtung vun de Verwaltungen, fir spontan eng ganz Rëtsch vun Informatiounen un de Bierger weiderzeginn a se no baussen ze publizéieren.

Déi grouss Diskussioun war d'Fro vun der Press. Soll d'Press eng extra Stellung kréien, extra Rechter kréien, jo oder neen? Eis Positioun war an ass, dass et sech an dësem Gesetz dorëm handelt, dem Bierger en Zougang ze ginn an dass et net gutt wär, hei zwou Kategorië vu Bierger an dësem Gesetz virzegesinn: op där enger Säit den normale Bierger an op där anerer Säit d'Press, déi eng speziell Fonctioun selbstverständlech huet an enger Demokratie. Mä dat muss am Pressegesetz geregelt sinn.

Duerfir stelle mir eis och hannert déi Fuerderunge vum Presserot a vun aneren, fir ze soen: Et solle speziell Bestëmmunge fir d'Press ginn, wat den Zougang ugeet. Dee muss méi liicht gemaach si wéi am Normalfall. Mä dat gehéiert an d'Pressegesetz, dat gehéiert net an en allgemengen Text, wou et drëm geet, fir dem Bierger e Recht ze schafen, en Zougang zu Informatiounen ze hunn. Dat kënnt also och.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Da kënnt d'Diskussioun och ronderëm déi Circulairen, ob d'Circulaire Santer, ob d'Circulaire Bettel. Dat si jo déi Saachen, déi ëmmer an der Diskussioun sinn. Déi Circulairë musse souwisou nogekuckt ginn, ob déi nach eent zu eent konform sinn zu deenen heiten Texter.

An da muss een an där Diskussioun do och dee richtegen Equiliber fannen: d'Recht op Informatioun, wou d'Press eng besonnesch Roll ze spillen huet selbstverständlech, an op där anerer Säit awer natierlech och d'Recht vu Verwaltungen, fir kënnen eng uerdentlech Aarbecht ze maachen, déi net gestéiert ass vu baussen an déi och muss kënne bis op e Punkt gefouert ginn, dass et zu Decisioune kënnt an der Verwaltung.

Ech wëll soen, dass mer jo och an enger ganzer Rëtsch vu Prozedure Matbestëmmungsrechter hunn. Mir hu jo a ganz ville Geneemegungsprozeduren, ob dat op lokalem Plang ass, ob dat op nationalem Plang ass, schonn d'Recht erageschriwwen, dass d'Dossiere mussen opgeluecht ginn, dass d'Bierger kënnen d'Dossieren akucke kommen. Dat besteet jo schonn hei.

Soudass also, mengen ech, vum Uwendungsberäich hier sécherlech nei Elementer hei mat derbäikommen, nei Beräicher mat derbäikommen, mä mir hunn awer duerch déi ganz spezifesch Legislatioun schonn eng grouss Transparenz an eenzelnen Decisiounsprozeduren dran. An dat ass och gutt esou. An déi ginn heiduerch natierlech elo net ageschränkt.

All d'Spezialgesetzer bleiwe bestoen. Hei kënnt en allgemengt Gesetz bäi. All d'Spezialgesetzer bleiwe bestoen, wéi och dat Spezialgesetz iwwert den Zougang zu den Informatiounen am Ëmweltberäich selbstverständlech net ofgeschaaft gëtt duerch deen heiten Text. Mä déi Dispositioune bleiwen och weiderhi bestoen.

Wat hei dran ass a wou ee kann driwwer diskutéieren, dat ass déi Fro, dass hei virgesinn ass, dass an all Verwaltung een Agent soll bestëmmt ginn, dee fir déi Kommunikatioun no baussen do zoustänneg ass. Dat mécht Sënn an eenzelne Fäll. Ech froe mech, ob dat an alle Fäll Sënn mécht an ob dat net vläicht an eenzelne Situatiounen zu enger onnéideger Verlängerung vun de Prozedure féiert, well déi Persoun net do ass oder well se net am Dossier dran ass. Dat dauert jo och dann, bis déi weess, ëm wat dass et geet. Déi kennt jo net all d'Dossiere vu sech selwer, si muss also Erklärunge kréien dozou.

Duerfir mengen ech, dass et och mat deem heiten Text - dat ass eis Interpretatioun - méiglech ass, dass d'Verwaltunge sech do och nach zousätzlech Weeër ginn, wéi se déi Informatioune weiderginn no baussen, mä selbstverständlech muss dat ëmmer mam Accord geschéie vum politeschen a vum administrative Verantwortleche vun där doter Verwaltung. Dat hei schéngt mer net e One-way ze sinn, wéi een op déi dote praktesch Froe vun der Organisatioun an dem Austausch no bausse vun Informatioune ka reagéieren.

Fir eis ass et och ganz kloer, dass, well den Zougang de Prinzip ass, d'Regel ass: All Ausnameregelungen, all Aschränkunge vun deem Recht musse restriktiv interpretéiert ginn. Den Zougang ass de Prinzip, also muss am Zweifelsfall déi Informatioun zougänglech gemaach ginn. An et kann nëmmen dann, wann et kloer ass, dass se an eng vun den Ausnamehypotheesen erafält, déi d'Gesetz definéiert, den Zougang zu där Informatioun verweigert ginn. Dat schéngt mer, mengen ech, eng richteg Approche ze sinn, fir herno un d'Applikatioun vun deem heiten Text erunzegoen.

Ech hu scho gesot, dass mer ausdrécklech begréissen, dass hei eng Kommissioun agesat gëtt, déi hëllefe kann, Geriichtsprozeduren ze vermeiden - dat ass ëmmer eppes Positives, well d'Prozeduren daueren an oft deier sinn -, an zweetens, déi awer och hëllefe kann, eng Vereenheetlechung vun der Applikatioun vum Text op d'Been ze stellen. Och dat ass sécherlech e positive Punkt.

Ech liese perséinlech och den Text esou - dat geet net 100%eg aus dem Text mat aller Däitlechkeet ervir -, dass et keng Obligatioun ass, fir déi Kommissioun ze saiséieren, ier ee bei d'Verwaltungsgeriicht geet. Dat ass eng Méiglechkeet. Et steet dran „peut saisir (…) la Commission", mä et muss och méiglech sinn, dass een direkt bei d'Verwaltungsgeriicht geet, fir do säi Recht anzekloen. An et ass een net forcéiert, iwwert de Wee vun där Kommissioun do ze goen, wat jo och dann awer e gewëssenen Zäitverloscht ka mat sech bréngen, wann ee mengt, et géif näischt erauskomme bei där doter Prozedur.

Gutt ass et, dass mer schlussendlech op de Wee gaange si vun engem Recours en réformation, dat heescht also, dass d'Geriichter amplaz vun der Verwaltung kënnen herno d'Decisioun huelen an dass et net e Recours en annulation ass. Da géif jo déi Verwaltung, déi grad verweigert huet, fir eng Donnée erauszeginn, erëm eng Kéier chargéiert ginn, fir nach eng Kéier d'Affär ze kucken. Duerfir ass et richteg, dass mer hei op de Wee vun engem Recours en réformation gaange sinn. Dat ass sécherlech am Interessi vun de Leit an och vun dach schnellen Decisiounen.

D'Zesummesetzung vun der Kommissioun, doriwwer kann een ëmmer streiden. Ech mengen, dass hei versicht ginn ass, eng Zesummesetzung ze ginn, déi op där enger Säit no baussen eng gewëssen Autoritéit duerstellt - dat ass jo och wichteg par rapport zu Verwaltungen, deenen hir Decisioune jo da kritesch hannerfrot ginn - an och eng gewëssen Autonomie an Onofhängegkeet no baussen duerstellt, soudass ech mengen, dass dat eigentlech och e Punkt ass, deen een am Endeffekt net sollt kritiséieren.

Dëse Gesetzesprojet stellt also schonn eng staark Entwécklung duer - ech géif net vun enger Revolutioun schwätzen, mä awer vun enger ganz staarker Entwécklung - an där Tendenz, déi mer iwwer laang Joren hei zu Lëtzebuerg opgebaut hunn. Mir hate laang, wéi d'Simone Beissel et a sengem exzellente Rapport och duergestallt huet, eng Verwaltung, déi zou war, dat muss een hei soen.

Eis Verwaltung, nach virun 30 Joer, dat war eng zoue Verwaltung. An nach haut - dat wësse Leit, déi mat Verwaltungen emol ze dinn haten - di se sech an eenzelnen Deeler schwéier, fir sech opzemaachen. An duerfir brauch een Texter, déi do hëllefen, fir déi Ouverturen no baussen, déi awer wichteg sinn an engem demokratesche Prozess, och heiansdo e bëssen ze forcéieren. An dëse Projet, wéi aner Gesetzer virdrun, schreift sech an déi doten Entwécklung och an.

Mir stinn also als LSAP ganz kloer fir eng oppen, eng transparent Verwaltung, déi e Maximum un Informatioune vu sech aus selwer no bausse kommunizéiert an déi och mam Bierger doduerjer interagéiert. Et ass net op där enger Säit d'Verwaltung an op där anerer Säit de Bierger; wat wichteg ass, dat ass, dass do eng Interaktioun stattfënnt an dass dat aneneegräift. An dësen Text, wann e richteg applizéiert gëtt, kann do hëllefen.

Natierlech ass dat heiten eng komplex Matière. A wat zur Komplexitéit - an dat huet am Ursprong weder dëse Projet de loi nach dee vun der viregter Regierung virgesinn - nei derbäikënnt, dat sinn déi nei schaarf Bestëmmunge vum Dateschutz. Dat mécht d'Applikatioun vun deem heiten Text net méi einfach! Ganz am Contraire.

An ech froe mech ëmmer méi, muss ech soen, wann ech mer dat ukucken, wat déi nei Bestëmmungen do mat sech bréngen, ob mer net iwwert d'Zil erausgeschoss sinn an Europa mat deem doten Text. Ech hunn ëmmer méi déi Impressioun, dass dat an eenzelnen Domäner wäert e Réckschrëtt bedeiten, vläicht Avancéeën am Schutz vun der Privatsphär a spezifesche Fäll, jo, mä de Präis, deen ze bezuelen ass, ass héich. De Präis ass héich!

An ech fäerten, dass deen iwwerdriwwenen Dateschutz kann derzou féieren, dass mer aner Politicken, déi mer wëllen - Transparenz no baussen, Informatiounen no bausse ginn -, doduerjer ganz staark hemmen, well mer da meticuleusement ëmmer musse kucken: „Ma sinn do net awer Donnéeën dran, déi een eigentlech net däerft erausginn ouni den Accord vun deemjéinegen, deen direkt concernéiert ass?" Alles dat ass ganz kriddeleg. An ech si bal sécher, dass mer an deenen nächste Joren nach eng Kéier déi Diskussioun iwwert den Dateschutz a ganz Europa an och zu Lëtzebuerg wäerte frësch féieren.

Ech kommen, Här President, zum Schluss. Ech wéilt nach eng Kéier e puer Etappen opzielen, déi fir mech wichteg waren a fir d'LSAP wichteg waren iwwert déi ganz lescht Joren, déi Avancéeën duergestallt hunn, wat d'Matbestëmmung vun de Bierger ugeet am Verwaltungsberäich.

Natierlech, den éischte grousse Punkt ass d'PAN-Gesetz, d'Procédure administrative non contentieuse mat den Texter vun 1978 an 1979, déi eng grouss Avancée duergestallt hunn. Da sinn et déi zwee Gesetzer, déi den Ëmweltschutz betreffen, den Zougang zu Informatiounen an deem Beräich, d'Gesetzer vun 1992 a vun 2005; d'europäesch Traitéë mat besonnesch och der Charta vun de Grondrechter, déi och den Accès à l'information op europäeschem Plang verankert huet, also och do wäit geet. An d'Asetzung vun engem Mediateur zu Lëtzebuerg ass och ze gesinn an deemselwechte Kontext.

An da schlussendlech deen heite Projet de loi, deen, wéi gesot, gëtt jo kritiséiert. De Mouvement écologique huet haut nach all d'Deputéiert opgefuerdert, deen Text net ze stëmmen. Ech soe ganz éierlech: Net stëmmen, géif heeschen: Mir bleiwe beim Status quo. An de Status quo ass fir mech, deen elo 18 Joer an där doter Matière probéiert, e bësse Fortschrëtter ze kréien, net ze akzeptéieren!

Ech mengen och, an dat huet déi Debatt bis elo haut gewisen, dass och no de Wahlen déiselwecht Reserve wäerte bestoe bleiwe wéi virun de Wahlen, dass dat net fundamental wäert eppes änneren, wat d'Approche ugeet vun deem heiten Text. Hei ass, mengen ech, e valabele Kompromiss an deem heiten Text dran.

Vläicht sinn déi eng oder aner Restriktiounen ze schaarf, mä dat hu mer och an deem Gesetz gehat vun den Ëmweltinformatiounen. Da gëtt nogebessert. Da gëtt no e puer Joer e Bilan gezunn. Da gëtt eng Bewäertung gemaach vun der Situatioun, vun der Applikatioun vum Text, an da musse mer déi Texter nobesseren. Dat fannen ech e ganz normale legislative Prozess. Dat wäert hei net anescht sinn.

Fir eis ass de Status quo keng Léisung. Dat wär e Réckschrëtt. An duerfir wäert d'LSAP-Fraktioun och deen heiten Text stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, mir stëmmen haut alt nees e Gesetz, wat d'Grondrechter zu Lëtzebuerg stäerkt, an nees e Gesetz, meng Virriedner hunn et scho gesot, iwwert dat scho jorzéngtelaang diskutéiert gëtt. 94 Länner hu weltwäit bis ewell e generellen Informatiounszougang. An et gëtt och héich Zäit, datt och Lëtzebuerg sech esou en Text gëtt.

Wisou ass et wichteg? Fir kënnen Decisiounen nozevollzéien, mä och well Informatiounen, déi an der ëffentlecher Hand sinn, vun Natur aus - den Numm seet et jo schonn: „ëffentlech Hand" - ëffentlech sinn, es sei denn, et géif e legitimme Grond ginn, wisou se et net wieren. Dat beschte Beispill ass den Dateschutz, d'Recht op d'Privatsphär vum Eenzelnen.

Dësen Text huet also fir d'Alleréischt emol de Meritt, datt en existéiert an datt mer e kënnen

haut endlech stëmmen. En hieft ons do en Niveau méi héich, wat den transparenten an demokratesche Fonctionnement vun eisem Stat ugeet. E geet och méi wäit wéi déi viregt Proposen. D'Textanalys ass virdru scho gemaach ginn; ech ginn elo net méi dorobber an.

Natierlech gëtt et Punkten, wou ee muss an der Praxis kucken, ob se kloer genuch sinn oder ob se net maachen, datt den Zougang ze komplizéiert ass. Ech rejoignéieren hei den Alex Bodry.

Déi sëlleche Motiounen, déi mer an de leschte Méint gestëmmt hunn, a bei deenen neien Texter, déi mer gestëmmt hunn, wou mer ëmmer erëm gefrot hunn, datt eng Evaluatioun no dräi Joer sollt gemaach gi vun engem Text, alles dat weist, datt bei all neier Prozedur an all neier Instanz sech muss an der Praxis emol fir d'Éischt erausstellen, wou et vläicht praktesch Problemer bei der Applikatioun gëtt. An et muss een ëmmer déi néideg Humilitéit hunn, fir ze soen, datt en Text kann nogebessert ginn, wa sech dann erausstellt, datt dat gewënschtent Resultat net zu 100% antrëtt.

Dësen Text hei huet jiddefalls positiv Elementer, op déi ech wëll agoen, nieft dem Fait, datt en iwwerhaapt emol de generellen Zougang zu der Informatioun regelt.

Et gëtt elo eng generell Obligatioun fir déi betraffen Organismen agefouert, fir déi Dokumenter, déi ëffentlech sinn, vu sech aus ze veröffentlechen. Dat ass och noutwendeg, fir datt de Bierger iwwerhaapt weess, wéi eng Dokumenter et gëtt. An et erméiglecht en onkomplizéierten Zougang ouni administrativ Hürden, ouni mussen eng Demande ze maachen.

Eng Rëtsch Ministèren hu sech an de leschte Jore schonn där Logik higinn a publizéiere vu sech aus eng sëllechen Dokumenter. Déi Praxis muss elo generaliséiert ginn, net nëmme bei de Ministèren, Verwaltungen an esou weider, och bei de Gemengen. Och déi si gefrot, fir datt dat doten an der Praxis applikabel gëtt.

Wann een dann elo awer eng schréftlech Demande mécht, da muss dës natierlech präzis genuch sinn. Am anere Fall gi Präzisioune gefrot. Eng Äntwert kritt een dann awer esou séier wéi méiglech a spéitstens an engem Mount, sauf exception.

Positiv ass och, wien alles ënnert dës Zougangsflicht fält: njeft Verwaltungen, Statsservicer, Gemengen, Établissements publics an Entreprisen, déi en ëffentlechen Déngscht leeschten, och dëst Haus, de Statsrot, de Mediateur, d'Cour des comptes an d'Chambres professionnelles. Och dat begréisse mer absolutt.

Besonnesch bei dräi Dispositiounen awer dierf d'ëffentlech Hand - ënnert der Opsiicht vun de Geriichter - d'Begréffer, déi am Text opgefouert sinn, net ze restriktiv ausleeën. Mä mir hu Vertraue souwuel an eis Administratioun wéi och an eis Geriichter, datt hei d'Weeër fonnt ginn.

Fir d'Éischt emol ass dat bei den Dokumenter, déi musse kommunizéiert ginn. Et handelt sech hei ëm Dokumenter, déi relativ zu enger administrativer Aktivitéit sinn. Am Commentaire des articles heescht et, dat wieren Dokumenter, déi en administrative Charakter hunn. Wat dat genee bedeit, muss noutfalls eis Jurisprudenz klären. Eng richteg Definitioun, dat gouf elo schonn e puermol gesot, gëtt et am Text net.

Allerdéngs kann ee sech och gären inspiréiere bei eisen Noperen - dat maache mer jo och soss dacks -, zum Beispill um franséischen Text, deen dës Dokumenter präzis definéiert an och oplëscht. Do gëtt gesot, datt all d'Dokumenter, déi d'ëffentlech Hand am Kader vun hirer Missioun kritt oder produzéiert, ënnert dës Definitioun falen, mat och enger präziser Oplëschtung vun dësen Texter. Esou wéi mer eis Geriichter kennen, gi se jo regelméisseg bei eis Nopere kucken an inspiréiere sech och do. Dat ass eng breet Definitioun, op déi mer eis hei kënne bezéien, well et ass wichteg, datt dës Notioun net ze vill restriktiv interpretéiert gëtt, fir ze verhënneren, datt de Sënn vum Text ausgehiewelt gëtt.

Den Artikel 1 gesäit och d'Ausname vir, a wéi enge Fäll Dokumenter net kommunizéiert ginn. Verschidden Associatiounen, wéi de Mouvement écologique, fäerten eng ze large Ausleeung vun den Ausnamen. Si zitéieren zum Beispill déi Ausnam, déi sech op d'Relations extérieures bezitt.

À première lecture kann dat natierlech aliichten. Et denkt ee vläicht u sensibel diplomatesch Dokumenter, mä d'Fro, déi d'Asbl opwerft, ass zum Beispill, ob Informatioune ronderëm Steierfroe vu Frontaliere géifen dorënnerfalen oder net. Och hei muss am A behale ginn, ob dës Ausname präzis genuch formuléiert sinn, fir dem Informatiounszougang gerecht ze ginn.

Datselwecht gëllt fir d'Ausnam, déi am Artikel 7 virgesinn ass, déi dorëms geet, datt eng Demande ka refuséiert ginn, wann en Dokument „en cours d'élaboration" ass. Kann do zum Beispill och d'Kommunikatioun vun Etüde refuséiert ginn, déi gemaach ginn am Virfeld vun enger Decisioun? Oder bezitt sech dat just, fir bei dësem Beispill ze bleiwen, op d'Etüd selwer, soulaang dës net ofgeschloss ass?

Fir datt d'Gesetz säi vollen Effekt kann hunn, dierf och dëst net ze vill restriktiv ausgeluecht ginn - et ass alt nees eng Kéier an der Praxis, wou sech dat wäert bewären -, well et soss och e wichtegt Element vum Informatiounszougang, d'Aschätzen an d'Deelhuele bei Decisiounen, ausschléisst, en Deelhuelen, wat mer jo scho vill an eisen Texter verankert hunn a wat eben hei nach méi verankert soll ginn.

Et ass och absolutt positiv, datt den Text eng Kommissioun aféiert, eng aussergeriichtlech Instanz, déi eng berodend Fonctioun huet, mä déi awer och ka vum Bierger saiséiert ginn, falls dësen den Zougang zu engem Dokument refuséiert kritt. Dës Kommissioun kann och decidéieren, datt Informatioune musse kommunizéiert ginn, respektiv ka se de Refus, fir d'Informatiounen ze kommunizéieren, confirméieren.

Eng Decisioun vun der Kommissioun ka beim Verwaltungsriichter contestéiert ginn. Mir hu jo en prévision vun dësem Text, ënner anerem vun dësem Text, dem Verwaltungsgeriicht zwee nei Riichter fir d'Rentrée judiciaire accordéiert. A wéiwäit d'Recoursen effikass sinn, muss sech hei an der Praxis erausstellen.

A sengem Avis huet de President vum Verwaltungsgeriicht gewarnt, datt et ka bis zu engem Joer daueren, bis eng Decisioun gefällt gëtt, ganz einfach, well fix Delaie virgesi sinn, ënnert deenen een e Memoire um Verwaltungsgeriicht hëlt, an et dann ebe meeschtens ee Joer dauert, bis dann en definitiivt Uerteel kënnt. Sollten et vill där Dossiere ginn, da misst een och hei, esou wéi de President vum Verwaltungsgeriicht dat freet, iwwer eng Referésprozedur speziell fir dëse Kontext nodenken, well de Recours näämlech vun all Effektivitéit riskéiert entbonnen ze sinn, wann een en Dokument no engem Joer sprécht méi spéit kritt, nodeems een et ugefrot huet.

Nawell ass d'Roll vum Verwaltungsriichter hei eng wichteg, well prinzipiell Decisiounen, op d'mannst emol am Ufank vun der Applikatioun vun dësem Text, gefällt musse ginn. An déi Kommissioun, déi agefouert gëtt, déi wäert jo och derzou bäidroen, datt bannent méi kuerzen Delaie kënnen Decisioune geholl ginn, an eben och, wéi den Alex Bodry et och scho gesot huet, eng Homogeniséierung vun den Decisioune kënne mat sech bréngen.

Nach ee Wuert zu de Journalisten. Et gëtt effektiv dacks am Kontext vun dësem Projet vum Informatiounszougang vun der Press geschwat. Ech perséinlech sinn och net der Meenung, datt dat soll an deem heite Gesetz geregelt ginn. Dat ass e generellen Text, wou elo emol net sollten Ausname virgesi sinn, en Text, deen e Recht regelt, dat fir jiddweree gëllt.

Dat schléisst awer absolutt net aus, datt d'Journaliste musse séier an onkomplizéiert Zougang zu Informatioune kréien, déi si fir hir Aarbecht brauchen, an och méi séier wéi bannent engem Mount. Dat ass an onsen Aen awer net am Kader vun dësem Projet ze regelen, mä, esou wéi dat och dacks am Ausland de Fall ass, am Kader vun der spezifescher Reglementatioun iwwert d'Press. Hei gëtt et eng sëlleche Modeller, un deenen ee sech inspiréiere kann.

Virun allem awer muss et, wann een esou d'Echoen aus der Press héiert, einfach méi an der Praxis verankert ginn, datt d'Informatioune séier mussen un d'Press erausgoen. Do kann dësen Text schonn hëllefe bei der Mentalitéitsentwécklung, mä den Text dréit eventuell net alle Situatioune Rechnung.

Bei all Professionaliséierungswëllen - dee jo hanner enger Circulaire Bettel stécht - vun der Kommunikatioun an de Ministèren dierf de Wëllen, esou séier wéi méiglech déi gefroten Informatioun un de Journalist, dee se freet, erauszeginn, net vernoléissegt ginn. Wann ee fir owes muss en Artikel schreiwen oder e Reportage fäerdeg maachen, dann hëlleft et net ganz vill, wann ee gesot kritt, deejéinegen, deen elo kéint kommunizéieren, wier den Ament am Ausland respektiv et misst nach ee bei dräi Leit eng Informatioun nofroen, déi ee selwer kéint bei deene Leit nofroen, well déi Woch duerno ass den Artikel vläicht net méi ganz aktuell.

Dofir musse mer do wierklech e Mentalitéitswiessel bei verschiddene Leit vläicht provozéieren an einfach och de Journalisten hir Aarbecht héichrechnen. A falls dat dann net wierkt, musse mer e speziellen Auskunftsusproch fir d'Journalisten an onser Legislatioun verankeren, deen d'Obligatioun virgesäit, de Journalisten zäitno an ausféierlech déi gefroten Informatiounen ze ginn.

Voilà! Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech wäert vläicht ufänken, fir niewent dem Merci un d'Madamm Beissel op zwou Diskussiounen anzegoen, déi si eigentlech mat hire Froen am Ufank vun hirem Exposé eis alleguer gestallt huet.

Déi éischt ass d'Vertrauen an de Stat. Ech sinn net der Meenung, datt d'Leit hei am Land kee Vertrauen an de Stat hätten. An dat Beispill, wat si genannt huet, d'Geheimdéngschtaffär, dat wor méi e Vertrauensverloscht an de Stat, wéi en deemools fonctionnéiert huet. Et war e Vertrauensverloscht an den CSV-Stat. Dat waren d'Magouillen um Enn vun enger Period, déi e Mësstrauen an de Stat bruecht hunn, net esou an d'Institutioune vum Stat. An de Geheimdéngscht wor och kee ganz gutt Beispill, well wann et ëm d'Geheimnisser geet, déi eben d'Sécurité de l'État betreffen, dann ass och dëst Gesetz keng Méiglechkeet, fir un déi Informatiounen erunzekommen.

Dat Zweet ass deen Dräiklang, deen d'Madamm Beissel gesot huet, an deen ass ganz interessant gewiescht, wéi d'Vertraue vum Bierger an de Stat ka gestäerkt ginn.

Dat eent ass eben eng Transparenz. Iwwert déi schwätze mer elo.

Dat Zweet ass déi participativ Demokratie. An do ass d'ADR déi éischt Partei, déi mat Iech komplett d'accord ass, well ech géif soen, datt mir mat eiser ganz positiver Astellung zu engem breeden Notze vum Instrument vum Referendum awer wierklech do eng exemplaresch politesch Roll spillen, andeem mer soen: „Jo, mir brauche méi participativ Demokratie a mir si fir d'Instrument vum Referendum, fir datt mer dat méi benotzen."

An dat Drëtt ass d'Meenungsfräiheet. An do muss ech soen, si mir och als ADR resolutt fir eng Meenungsfräiheet, déi awer hei duerch dës Regierung ëmmer erëm ageschränkt gouf. Nach d'lescht Woch hu mer hei e Gesetz gestëmmt, wou erëm eng Aschränkung, eng Penaliséierung vun der Meenungsfräiheet stattfonnt huet an deem Sënn, datt mer d'Identité de genre... Wat dat och ëmmer ass! Et gëtt emol keng kloer Definitioun, wat dat kéint sinn. Et gëtt och keng wëssenschaftlech Grondlag dofir, mä dat ass penaliséiert ginn. Alt erëm eng Aschränkung vun der Meenungsfräiheet!

An et ass dat, wat och d'Vertraue vu ville Leit an de Stat ënnergrieft, well se eben net méi wëssen, ob se nach kënne soen, wat se wëllen, wéi wäit hir Fräiheet nach geet. An do, mat de Referenden, mat der participativer Demokratie, mat der Meenungsfräiheet ass d'ADR derfir, datt dat déi Weeër sinn, wéi d'Vertrauen an de Stat soll gestäerkt ginn.

Elo hei d'Transparenz: Mir sinn och fir Transparenz, ganz kloer! An et soll kee Stat ginn hei, keng westlech Demokratie, an deenen de Bierger iergendwéi dat Gefill huet, datt do eng „schwaarz Këscht" géif existéieren, déi e geréiert, déi do géif maachen..., ob en d'Gesetzer anhält oder net, wat schwéier ze kontrolléiere wär.

Dat Bild vum Stat awer existéiert net! Mir hu jo och elo scho Mechanismen, fir deem entgéintzewierken. Mir hunn eng onofhängeg Justiz. Mir hunn Instrumenter wéi e Mediateur, dee jo och do ass, fir de Bierger, wa se Problemer mat enger Verwaltung hunn, entgéintzekommen an ze kucken, fir eng Léisung ze fannen.

Et ass also net esou, datt mer hei am Zeenario vun enger Blackbox sinn, mä et gëtt och elo scho Méiglechkeete vun der Transparenz, a besonnesch an engem klenge Stat: déi kuerz Weeër, déi Proximitéit zu de Verwaltungen, soudatt mer eigentlech net déi Suerg hunn, datt mer keng Transparenz hei am Land hätten.

An trotzdeem: Transparenz, jo, awer net ëm all Präis an ënner alle Konditiounen.

D'ADR setzt als éischt Konditioun - an do si mer méi streng wéi den Här Bodry - de Schutz vun der Privatsphär vun de Mënschen hei am Land. Transparenz däerf net op Käschte goe vun der Verletzung vun der Privatsphär. An dee Risiko ass ginn, well och d'Commission nationale vun der Protection des données huet an hirem Avis hei geschriwwen, et wär elo all Kéiers en „examen minutieux" néideg an et géifen „risques" accrus „pour la vie privée" ginn. Dat ass eng Warnung fir eis! An dofir froe mer eis, ob dat hei elo net ze wäit geet, well mer deen Interessi hunn, fir d'Leit ze schützen, och virun der Transparenz ze schützen.

Et gëtt hei komplizéiert Recoursmechanismen, déi erkläert goufe vun de Virriedner, fir dee Fall, wou et géif refuséiert gi vun enger Verwaltung, fir en Dokument opzemaachen. Et ass awer net an deem Gesetz virgesinn, fir och deem eng Recoursméiglechkeet anzeraumen am Kader vun dësem Gesetz, deen eventuell seng Interesse kéint duerch eng Verletzung vu senger Privatsphär verletzt gesinn. Deen Zeenario ass emol net virgesinn!

An et erënnert eis e bëssen un dat Archivgesetz, wat mer d'lescht Woch diskutéiert haten, wou mer jo och festgestallt hunn als ADR, datt de Risiko vun der Verletzung vun der Privatsphär praktesch mat a Kaf geholl gëtt, fir iergendwellech Transparenzprinzipien duerchzesetzen. Dee Präis ass fir eis net akzeptabel.

Dat Zweet ass „ratione materiae": Et ass schwéier nozevollzéien, firwat dann eigentlech de Mediateur, fir deen nach eng Kéier als Beispill ze nennen, deeneselwechten Transparenzregelen ënnerworf ass wéi elo zum Beispill eng aner Verwaltung. Ass de Mediateur dann net deen, dee vertrauensvoll ebe just deen Interface ass tëscht dem Bierger an de Verwaltungen, wou praktesch d'office ëmmer déi privat Komponent, déi perséinlech Komponent a sengen Aktiounen ass? En huet natierlech och aner Fonctiounen, wéi d'Kontroll vun de Prisongen, wou sech d'Problematik anescht stellt.

Wat soen dann d'Chambres professionnelles, doduerch, datt vläicht och Interête vun hire Ressortissanten oder Kommunikatioune mat de Ressortissantë vun deene Chambere kënne betraff sinn? An esou vill aner Froen: D'Cour des comptes, wou bis elo d'Chamber e privilegéierten Accès hat, fir verschidde Saachen ze froen, wéi wäit geet dat? D'Madamm Adehm hat an hirem Exposé d'Fro vun de Baugeneemegungen op de Gemengen opgeworf an esou weider. Alles dat si pertinent Froen, soudatt mer eis och froen: Ass genuch geduecht ginn un déi Risiken, un déi Verwécklungen, un déi extensiv Interpretatiounen, déi kënnen duerch dëst Gesetz opgemaach ginn? Och hei denke mir, datt net wäit genuch geduecht gouf, a mir sinn do virsiichteg.

Dat Drëtt ass: Wat ass iwwerhaapt eng „activité administrative"? D'Madamm Tanson huet sech hei op franséisch Texter beruff, déi mech net iwwerzeegen. Wat ass eng Activité administrative? Zum Beispill, wann eng Prüfung verbessert gëtt - ech fänke mat engem banale Beispill un -, ass dat eng Activité pédagogique oder ass dat eng Activité administrative? Wat sinn d'Konsequenzen? Wat ass en Document de réflexion? Wat ass eng Etüd?

Wann e Ministère an enger ganz sensibeler Matière eng Reflexioun mécht, huele mer emol d'Santé, déi ass net hei tel quel an den Ausname vun der Diskretioun festgehalen: Et kommen e puer Leit zesummen a maachen eng Reflexioun iwwer eng bestëmmte Situatioun. An déi Direkteren oder déi Beamten, déi do sëtzen, déi wësse genee, datt dat eng ganz sensibel Fro ass, déi besser net an d'Effentlechkeet kënnt, aus enger Rei vun Ursaachen. Ass dat administrativ? Ass dat Reflexioun? Wat ass dat genee?

A wat ass d'Konsequenz op d'administrativ Praxis, wann esou Matièren diskutéiert ginn? An dat kënnt ëmmer erëm vir an der Praxis vun engem Stat, am Liewe vun engem Stat, datt eng Rei vu Verantwortungsprinzipien d'Handele vun de Beamte mussen inspiréieren. Ass dann net d'Resultat, datt vläicht keng Pièçë gemaach ginn doriwwer, keng Compte-rendue méi verfaasst ginn, well déi Leit aus dem Verantwortungsgefill fir dat Gemengwuel zur Konklusioun kommen, datt et besser ass, Verschiddenes net méi festzehalen? All déi Froe stelle sech.

Wéini ass en Dokument élaboré oder „achevé"? Well déi, déi dat net sinn, kënnen net publizéiert ginn. Mir haten hei grouss Diskussioune beim TTIP, beim CETA - gutt, dat ass elo Aussepolitik, mä just fir et als Beispill ze nennen -, do ass souguer gefrot ginn, fir en Accès ze hunn op Dokumenter en cours de négociation. An et wor e grousse politeschen Drock do, fir Dokumenter opzeleeën, déi net élaboré, net achevé waren.

Also alles dat ass komplizéiert. An ech mengen, datt de Guide, deen d'Beamten an och de Stat soll féieren, natierlech de Wonsch no Transparenz soll sinn, nom Vertraue vum Bierger, awer eben och d'Allgemengwuel, d'Allgemenggutt, d'allgemeng Sécherheet, a fir dat Ganzt ze geréieren - ech wëll deen Ausdrock hei benotzen -: „en bon père de famille", mä op jidde Fall an engem gutt verstanene Verantwortungsgefill. Dat léisst sech net an Terme vun engem Gesetz kloer beschreiwen. Dat ass eng Saach vun der Onméiglechkeet.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

D'Commission d'accès aux documents, déi ass och hei kritiséiert ginn. An et ass am Gesetz net

agaange ginn op déi Kriticken, déi den Tribunal administratif gesot huet, well et ass jo deen Tribunal, dee saiséiert gëtt, fir de Recours en réformation ze maachen. An et ass awer net onméiglech no den Terme vum Gesetz, datt ebe just e Magistrat vum Tribunal administratif déi Kommissioun soll presidéieren. Dovunner ofgesinn denke mir, datt et net onbedéngt néideg wär, datt e Magistrat déi Kommissioun presidéiert. Dat ass erëm esou eng Tendenz, déi eben esou hei ass. Mä en anere Beamten hätt dat och kënne maachen, zemools, well hei den Tribunal administratif ervirgestrach huet, et wär eng Gefor fir déi strukturell Impartialitéit. Et ass de President, mengen ech, vum Tribunal administratif selwer, deen dat geschriwwen hat.

Wa mer also deen Text hei kucken - fir zur Konklusioun ze kommen -, da soe mer: „Den Usaz ass richteg." Et ass gutt, wann de Stat probéiert, esou transparent wéi méiglech ze handelen. Et ass richteg, datt dat Vertrauensverhältnis tëschent dem Bierger an dem Stat soll oppe sinn a konstruktiv gehandhabt ginn. Awer de Präis an dësem Gesetz, déi Onpräzisiounen, de Präis fir déi perséinlech Donnéeën, fir d'Sécherheet vum Bierger, d'Onzouverlässegkeet, de vage Charakter vun Definitiounen an Zoustännegkeete loossen eis zu där Konklusioun kommen, datt dat heite Gesetz onräif ass, fir engem Parlament virgeluecht ze ginn.

An an deem Zoustand kënne mir et net matstëmmen. Mir wäerten eis enthalen. Ech soen lech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Merci, Här President. Bon, jo, mir sinn endlech souwäit, Lëtzebuerg kritt dann e Gesetz, wat an der Theorie - an der Theorie, awer vläicht net am Esprit - soll de Bierger d'Saach vereinfachen, fir op jidde Fall en Accès ze kréien op Informatiounen. Ech hunn „Informatiounen" gesot, an do hunn ech schonn deen éischte Feeler gemaach, well a Wierklechkeet steet am Dokument, datt et ëm Dokumenter geet. An doriwwer diskutéiere mer nach herno, an dat hunn och Virriedner viru mir scho gesot.

Här President, dat Gesetz, ech mengen net, datt et e Fortschrëtt ass. An et stellt sech souguer d'Fro - de Status quo ass net gutt -, mä wann dat Gesetz ugeholl gëtt: Ass et eng Verbesserung oder eng Verschlimmbesserung? De Mouvement écologique seet zu Recht, datt et eng Verschlimmbesserung wier.

An ech mengen, souguer d'Auteuren - op jidde Fall d'Koalitioun - si sech däers och bewosst, well ech hu bis elo zwee Vertrieder vun der Majoritéit héiere schwätzen, a si soen: „Jo, mä da wäerte mer mat Jurisprudenze fueren!" Dat heescht grosso modo - ech weess, datt oft Jurisprudenzen no Gesetzer kommen, dat ass jo normal -, datt do bei fundamentale Froen den troisième Pouvoir duerno wäert d'Aarbecht vum éischte Pouvoir iwwerhuelen, well mir net capabel waren, Saache kloer ze definéieren. A wa gesot gëtt, et wier schwéier, esou Saachen ze definéieren: Ben, et gi Länner, vill Länner, déi et definéiert hunn, Däitschland zum Beispill.

Ech hu leider net genuch Zäit, well et gëtt villes ze soen. An ech muss och soen, et si vill Propose gemaach ginn, och vun der Société civile, op déi net richteg agaange ginn ass, wat scho symptomatesch ass fir esou e Gesetz.

Et ass natierlech och kee Gesetz fir d'Journalisten. Dorobber kommen ech och nach zréck, well et wier méiglech gewiescht, eppes do ze änneren.

Här President, ech wollt dann e puer Beispiller ginn.

Natierlech fänkt et schonn u mat der Terminologie. D'Gesetz schwätzt vun Dokumenter amplaz vun Informatiounen. Dat däitscht Gesetz schwätzt vun engem „Informationsgesetz" a si ginn och dovunner aus, datt et en Droit à l'information gëtt, an net just, esou wéi mir soen, „d'accès aux documents". A si definéieren dat och.

De Prinzip, de Geescht vum Gesetz misst jo dee sinn, datt d'Bierger dann och e verbréiftent Recht op Informatioun hunn an datt d'Verwaltung verflicht ass, déi Informatiounen ze ginn op eng einfach Aart a Weis. Et geet net drëms, an dat fuerdert och guer keen, an och net de Mouvement écologique, datt ee weess, wéi et ausgesäit bannen am Appartement, wéi d'Pläng ausgesinn, fir kënnen do anzebriechen. Dorëms geet et net, well dat wëllt jo och keen, dat wënscht sech jo och keen. Et geet a Wierklechkeet drëms, de Bierger nach méi Kontrollmoyenen ze ginn, fir éischtens hir Regierungen ze kontrolléieren - dat ass wichteg! - an zweetens, och fir grouss Betriber a Multien ze kontrolléieren.

Et muss een elo d'Saach ganz kloer nennen! Well mir wësse ganz genee, wourëms et geet, a mir wësse ganz genee, datt och um europäeschen Niveau Saachen amgaange sinn ze lafen. Ech zitéieren zum Beispill de Secret des affaires, deen et de Bierger an de Journalisten ëmmer méi schwéier mécht, fir iwwerhaapt Betriber - a grouss Betriber, net den Epicier natierlech, mä grouss Betriber - ze kontrolléieren, wat déi alles maachen a wéi se u sech ëmmer méi obskur kënne fonctionnéieren.

Dofir brauche mer eng gutt Legislatioun, fir d'Bierger méi mächteg ze maachen an d'Journalisten natierlech och. Ech mengen, et muss och kloer sinn, wou een eng Informatioun kritt, an net méi komplizéiert. An elo schonn, wann een op den Internet geet, op e Site vun engem Ministère, ass et emol net ëmmer einfach, den Annuaire ze fannen, an da weess een nach net onbedéngt, wie fir wat zoustänneg ass. Ech hunn nach ëmmer net verstanen, firwat dat am Joer 2018 net méiglech ass, franchement!

An da muss d'Administratioun och eng proaktiv Roll hunn an als Reflex hunn, Informatioune matzedeelen, well de Problem ass: Et kann ee jo och heiansdo als Bierger net selwer wëssen, wat relevant ass. Et kann ee jo net erahnen, datt et Informatioune gëtt, déi relevant sinn. An dat gëtt an dësem Projet de loi net seriö virgesinn. Éischtens, et geet jo och ëm den Accès op Informatiounen an et gëtt nëmme vun Dokumenter geschwat.

En anere Problem ass deen, datt muss eng Demande écrite gemaach ginn, quitte mat engem Formulaire. Mä et misst och vill méi doriwwer erausgoen, well do limitéiere mer schonn den Accès. Et gi Leit, déi sech net onbedéngt esou gutt am Schréftlechen auskennen an och net präzis kënnen eng Demande maachen. Et gëtt quasi erëm e bësse méi vun de Leit gefuerdert wéi vun den Administratiounen.

Et gëtt een den Androck net lass, datt d'Regierung einfach der Bevëlkerung net traut a sech méi domadder beschäftegt, wat alles net accessibel ass. An do läit d'Kromm an der Heck, well schonn den éischten Artikel eng ganz Rëtsch vun Dokumenter ausschléisst. Do ginn et der, wou et natierlech akzeptabel ass, wéi zum Beispill beim Respekt vum Privatliewen, do ass kee Problem. Mä anerer sinn och ganz problematesch, déi natierlech erëm eng Kéier déi ekonomesch a fiskal Interessen do ausschléissen, an dat ass ganz generell.

Oder et stellt een och fest, datt zwou Gewalten ausgeschloss sinn, méi protegéiert sinn, dat ass d'Exekutiv, also d'Regierung, an d'Judikativ. Mir, d'Legislativ, mir ginn zu Recht net ausgeschloss. Mä ech mengen, do gëtt et awer e reelle Problem, datt déi ausgeschloss ginn. An natierlech sinn déi Formulatiounen ze vag an dat verstéisst géint d'Recommandatioune vum Europarot. Dee seet, grad an esou enger Matière misst präzis legiferéiert ginn, wéi déi meescht Länner dat och gemaach hunn. Anscheinend si mir déi Eenzeg, déi incapabel sinn, dat ze maachen!

Op den éischte Bléck gëtt et dann och esou Saachen, wou ee kéint soen, an dat huet d'Madamm Tanson och gesot: „Jo, dat kéint een akzeptéieren, mä et ass awer problematesch!", wéi zum Beispill d'Relations extérieures, den Ordre public oder d'Sécurité du Grand-Duché. Dat ass schéin a gutt, mä wie beschléisst, wat relevant ass a wéini den Ordre public oder d'Sécurité nationale oder d'Relations extérieures tangéiert ginn? Dat ka ganz wäit ausgeluecht ginn.

De Problem, wann et wäit ausgeluecht gëtt, ass jo och deen, datt dat de Beamten et net extra einfach wäert maachen, wann d'Saachen net präzis ausformuléiert sinn. Well herno, wat riskéiert ze geschéien? E Beamten, dee riskéiert vläicht, sech selwer nach méi ze limitéieren aus Angscht, e Feeler ze maachen an ze wäit ze goen. Dat ass de Problem.

Mä et geet nach méi wäit. Et gi jo nach weider Ausschléss, wou gesot gëtt, wéini eng Verwaltung en Dokument ka verweigeren. Dat ass, wann et „en cours d'élaboration" ass. Dat ass jo awer och ee Problem, well et muss een awer och kënnen eng Kontrollinstanz hu fir dat, wat geschitt en cours d'élaboration.

Dat ass och, wann eng Demande jugée „répétitive" ou „abusive" ass. Ech géif awer gäre wëssen, an dat ass eng Fro, Här President, un den zoustännege Minister, wat dorënner verstane gëtt. Ech hoffen, datt do awer e bësse méi konkret gesot gëtt, wat dorënner verstane gëtt, well ech mengen, wa mer fäerdeg sinn, gëtt quasi guer näischt méi kommunizéiert.

Et kann een natierlech och e Recours maachen. Dat dauert ganz laang. An deemno wéi, wann een déi verschidde Recourse mécht, kann et iwwer ee Joer daueren, wann een och nach bei den Tribunal administratif geet.

An da kënnt och nach d'Notioun, déi heescht „sans charge administrative excessive", wann et drëms geet, eng Disjonctioun ze maache bei engem Dokument, wou zum Beispill eng perséinlech Appreciatioun drasteet. Dat muss een natierlech ewechhuelen. „Sans charge administrative excessive", mir haten doriwwer an der Kommissioun rieds, ech géif gär vum Här Minister wëssen, wat dat genee heescht.

Wahrscheinlech wäert den Tribunal administratif erëm domadder beschäftegt sinn. Et deet mer scho leed fir d'Riichteren. Mir ginn hinne vill ze vill Aarbecht, respektiv dës Koalitioun gëtt hinnen erëm eng Kéier Aarbecht um Enn vum Joer.

Här President, an enger Entrevue mam Presserot... An dat war schwéier, fir de Presserot och kënnen anzelueden! Well heiansdo, fir iwwerhaapt an enger Kommissioun mat der Zivillgesellschaft kënnen eng Entrevue ze hunn, dat ass en anere Problem! Ech hat se e puermol gefrot: „Kommt, mir gesinn de Presserot!" Wat huet ee missen do fir eng...

(Interruption)

Also mech erschreckt dat! Datt an der Chamber gesot gëtt: „Oh, wa mer ufänken, Entrevuen ze hu mat deem oder mat deem, gëtt dat duerno eng Systematik." Mä et soll eng Systematik ginn! Et soll eng Systematik ginn.

(Brouhaha)

An duerno gouf am Presserot och gesot zu de Journalisten: „Ah jo, mä Dir musst och e bëssen d'Interesse vun de Patronen a vun den Entreprisë verstoen!" Dat ass e bëssen den Esprit vun den Auteure vun dësem Gesetz. Do hunn d'Journalisten awer e bësse komesch dragekuckt. An anere Regimmer hätt ee gesot: „Dir musst oppassen op d'Interesse vun der Partei!" Ech weess net, mä bon!

An da si mer bei de Journalisten, déi kréien natierlech kee spezifescht Gesetz, deen Zuch ass elo fort! De Kommunikatiounsminister hat fënnef Joer, fir dat ze maachen, an huet et net gemaach. Elo si Leit aus der Koalitioun, déi soen: „Oh, et wier gutt, et ze maachen." Dir hutt nach Zäit, maacht et! De Presserot huet eppes schwaarz op wäiss geschriwwen, dat läit schonn do zënter Längerem. Et brauch een et just ze iwwerhuelen oder ze amendéieren. Et muss een net alles zu 100% iwwerhuelen. Et läit do, huelt et, maacht et! Dir hutt fënnef Joer laang näischt gemaach, well Dir fënnef Joer laang näischt wollt maachen!

An et muss ee soen: Dat, wat de Presserot proposéiert, dat gëtt et an anere Länner, dat gëtt et an immens ville Länner. Ech zielen lech se op: Frankräich, Belsch, Holland, Italien, Spuenien, Portugal, Griichenland, Groussbritannien, Irland, Dänemark, Schweden, Finnland, an Däitschland natierlech och. Mir sinn net um Niveau, wat d'Rechter vun de Journalisten ugeet, vu westeuropäesche Länner. Vun zentraleuropäesche Länner vläicht, do si mer nach gutt am Verglach mat deenen, mä net vu westeuropäesche Länner. Maacht et, et läit do schwaarz op wäiss, Dir kënnt dat iwwerhuelen!

Dofir och meng Fro un de Kommunikatiounsminister: Firwat huet hien do net agéiert? Ass hien der Meenung, datt dat keng gutt Änneruing ass? Ass hien der Meenung, datt mer d'Rechter vun de Journalisten hei zu Lëtzebuerg net solle verbesseren?

Op jidde Fall, mat all deene Bedenken - mir duechten ee Moment, et kéint ee sech enthalen, mä ech mengen, d'Verschlimmbesserung ass dran - wäerte mir géint dëse Projet de loi stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Premier-a Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Här President, als Introductioun erlaabt mer, zwee Mercien ze soen: deen éischten, dass mer haut dësen Text kënnen an der Chamber zur Ofstëmmung huelen, an deen zweeten un d'Madamm Beissel fir hire Rapport, den Historique. Ganz oft freet ee sech, vu wou ee kënnt, an et gesäit ee Gott sei Dank d'Evolutioun vun engem Stat. Mir haten nach vill Saachen, déi no Evolutioun gefrot hunn, an ech si frou, dass dat heiten ee vun deene Punkten ass - wéi déi honorabel Madamm Tanson gesot huet -, wou mer hannendru waren. Mir si keng „lanterne rouge", wann ech dat dierf soen! Mir sinn och net am Peloton de tête an deem doten Text, mä et ass Zäit ginn, dass mer et gemaach hunn.

Den Text - an ech mengen, Här President, all Virriedner huet et scho gesot - huet e laange Wee hannert sech. Et ass jo net, wéi wann deen Text nach ni beschwat gi wär, an et sinn och scho Virgänger, déi probéiert hunn, Propositiounen auszeschaffen a Projeten ze maachen. Ech kréien hei vun deene Lénken, Här President, virgeworf, ech hätt fënnef Joer laang Zäit gehat, fir den Text iwwert d'Press spezifesch ze maachen. Ech wëll just déi Lénk drun erënneren, dass si och fënnef Joer laang Zäit haten, fir eng Proposition de loi auszeschaffen an hei ze deposéieren.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Mir hunn der zwou gemaach. Mir hunn der zwou gemaach an Dir hutt se ni behandelt! Well Dir eis net respektéiert! Dat wollt ech och soen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* D'Gesetz iwwert d'Administration transparente...

(Brouhaha et interruptions)

D'Gesetz iwwert d'Administration transparente et ouverte, dat dobaussen och vill fir Diskussioune gesuergt huet, ass virun allem vun der Press diskutéiert ginn, an net just, well et e wichtegen Text ass, deen och e groussen Afloss huet op d'Relatioun tëschent dem Statsapparat a senge Bierger. Et ass, ech hunn et virdru scho gesot, e Paradigmewiessel, well mir kréien am Fong e Recht, dat verankert gëtt. A fir mech gehéiert dat och zu engem wichtegen Deel vun enger Demokratie.

Dat heescht awer net, dass mer elo nach ni Rechter gehat hätten op Informatiounen. Dat wier wierklech falsch. A mir wëssen och, dass et eng Rëtsch vu Verwaltungen an Institutioune gëtt, déi schon eng laang Praxis hunn, déi den Accès schonn erlaabt hunn an och Efforten an der Transparenz gemaach hunn. Et sinn informell duerch Reglementer och verschidde Méiglechkeete ginn, an ech wëll elo net nach eng Kéier - wéi d'Rapportrice, d'Madamm Beissel, oder den Här Bodry et scho gesot hunn - op all déi Texter agoen, déi et awer schonn déi lescht Jorzéngten erméiglecht hunn, dass et en Accès ginn ass zu Dokumenter.

Mä et ass fir d'Éischt, wou mer e generellen Text kréien, e generellen Text fir all administrativ Dokumenter. Déi éffentlech Hand geet an eng nei Ära vum Zougang op Informatiounen a wäert zesummen eng Kultur vun Transparenz vun Informatioune förderen an an d'Praxis ëmsetzen. A mir wäerten déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, fir dass et och ka fonctionnéieren.

Et gëtt d'office publizéiert an esou och informéiert, wat nei ass. Et gëtt net just op Demande publizéiert, et gëtt prinzipiell publizéiert. Mä de Bierger kritt och d'Recht, fir déi Dokumenter kënnen ze froen. A virun allem, déi perséinlech Donnéeën, déi sollen och perséinlech bleiwen. Hei ass jo e bësse vun deem engen a vun deem anere gesot ginn, mat deene perséinlechen Donnéeë wier een e gliesene Bierger. Mä hei ass net dee gliesene Bierger, dee gefrot gëtt. Duerfir hu mer jo déi Garde-fouen dragesat, déi fir eis wichteg sinn.

Mä d'Transparenz gëtt et net nëmme fir de Stat, Här President, mä och fir d'Administratioun a fir d'Servicer vum Stat, fir d'Gemengen, fir d'Gemengesyndikater, d'éffentlech Etablissementer, d'Chamber, de Statsrot, de Mediateur, de Rechnungshaff an d'Beruffskummeren. Dat ass jo ee Punkt, dee vun der Riednerin vun der CSV ervirgehuewe ginn ass, dass de Spektrum méi large ass, a mir mengen, dass dat och wichteg ass. Souguer Gesellschaften, déi en éffentlechen Déngscht leeschten, kréien dës nei Obligatiounen, a mir mengen, dass dat doten och wichteg ass.

Da wéilt ech nach eng Fro uschwätzen, déi ech virdru schonn ervirgehuewen hunn, déi hei eng Rëtsch vu Leit zitéiert hunn, dat ass déi vum separate Paragraf fir d'Journalisten. Hei geet et ëm en Droit général. Hei geet et ëm en Droit général an ech kann lech soen: All Joers am Januar ginn ech drop ugeschwat, wann d'Neijoerschdagswënsch si vun der Press, wou ech da gesot kréien, wéi et dann elo weider géif goen.

Deen Text, dee mer haut stëmmen, ass en Text, dee fir all Bierger ass an och fir d'Press. An dat ass dat, wat wichteg ass. Mä de Problem, dee sech am Fong fir d'Press stellt, ass dee vun der Vitesse, an et ass deen, dee se eis virwerfen: „Jo, mir brauchen d'Informatioun awer rapid. Mir hunn en Devoir d'information général, an dowéinst ass et bei eis méi e Problem vun der Vitesse, fir séier un Informatiounen ze kommen." An déi Beispiller, déi ech gesot kritt hunn, si ganz oft net beim Investigativen, mä am Fong, fir d'Informatioun kënne séier eriwwerzegi bei Accidenter, bei Strofdoten, wou se da ganz oft d'Gefill hunn, dass se vun där enger oder anerer Administratioun déi Informatioun net direkt kréien. An déi Rapiditéit kréie mer och mat engem Informatiounszougangsgesetz net geregelt. Ech mengen, hei sinn éischter technesch oder organisationell Problemer.

A bei méi laange Recherchen - well dat dote war jo elo éischter de Fall bei rapide Faitdiversen - musse mer en anere Wee fannen, fir de Journalisten hir Aarbecht ze erméiglechen an och ze erliichteren. Et kann een do iwwer eng Reform vun interne Prozeduren op Administratiounssäit eventuell schonn e ganzen Deel verbesseren.

Mir hunn e leschte Punkt, dee wichteg ass, an dat ass och ervirgehuewe ginn, dat ass déi nei Kommissioun. Déi ass wichteg. An Här Bodry, fir direkt op Är Fro ze äntwerten: Jo, et ass keng Condition préalable, fir op d'Geriicht ze goen, et ass eng Fakultéit. Um Tribunal administratif ass et en Affekot, deen do de Gros vun der Zäit schafft. Hei ass eng Kommissioun, wou ee keen Affekot brauch. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer esou eng Saisine erméiglechen, ouni dat ze maachen.

D'Madamm Adehm huet och vun der Belsch geschwat a gesot, an der Belsch wier et zimlech komplizéiert. Ech wëll just drun erënneren, dass an der Belsch siwe Parlamenter sinn a sechs Regierungen. Dat heescht, fir dass de Bierger scho weess, wie sech ëm wat këmmert, do gleewen ech, dass den administrativen Deel net grad deen einfachsten ass.

An da muss ech awer op eng Kontradiktioun agoen, déi d'Madamm Adehm soulevéiert huet iwwert d'Beamten. Ech wëll dat hei soen, an ech soen net haut de Beamte fir d'Éischt Merci. Ech hätt déi lescht fënnef Joer net kënnen d'Aarbecht als Premierminister erleedegen, wann ech net eng devouéiert Fonction publique hätt, déi wierklech mat all deenen Texter - well et ass jo wierklech e Rekord un Texter, déi an dëser Legislatur gestëmmt gi sinn - och dee Wee matgaangen ass, fir d'Preparatioun an duerno och d'Applikatioun vun deenen Texter kënnen ze maachen. Dat heescht, dem staatlechen Apparat wëll ech mer haut erlaben, en extrae Merci ze soen, well ech mengen, dass et keng Gesetzer géif ginn, wa mer net op en effikasse Stat kéinten zréckgräifen.

Mä hei ass op där enger Säit gesot ginn, dass am Fong déi dote Missioun bal eng Mission impossible wäert ginn a ganz schwéier fir de Stat. Op där anerer Säit gëtt awer de Virworf gemaach, dass mer net de ganzen Arrieré vun administrativen Texter vun deene leschten 10 oder 15 oder 20 Joer och nach - och nach! -géifen accessibel maachen. Dat heescht, et ass e bëssen dat eent an dat anert. Op där enger Säit seet een, dass et ganz schwéier wäert ginn; an tatsächlech wäert et och net einfach ginn. Mä op där anerer Säit seet een, dass een hätt solle vill méi wäit goen a vill méi zréck an der Zäit goen; a gleeft mer, dat wier a mengen Ae ganz, ganz schwiereg gewiescht.

Dowéinst mengen ech, dass mer hei en Equilibér fonnt hunn. An et ass vu verschiddene Säite gesot ginn - deem enge geet et ze wäit, deem anere geet et net wäit genuch. Genee déi Analys fannt Der och an den Avisen! Deen een Avis seet: „Et geet net wäit genuch!" Deen aneren Avis seet: „Et geet scho bal ze wäit!" An dowéinst menge mer, dass mer an deem heiten Text eng equilibréiert Positioun fonnt hunn.

Ech wëll just soen, Här President, well hei gemaach ginn ass, wéi wann d'Regierung elo deen doten Text just virun de Wahle wéilt stëmme loossen: Mir hunn en am Mee 2015 deposéiert, am Mee 2015! Ech si frou, dass en elo am Juli 2018 ka gestëmmt ginn. Mä da kann een net hei de Virworf gemaach kréien, dass et ze laang gedauert hätt!

An ech muss Iech och soen: Et ass ganz vill Aarbecht an der Kommissioun gemaach ginn ënnert der Leedung vun der Présidente-Rapportrice Beissel, ganz vill Aarbecht! Et ass mat Leit geschwat ginn, et sinn Echangë gemaach ginn. An och wann den Text e bësse méi laang an der Chamber an an der Kommissioun diskutéiert ginn ass, ass en duerfir net méi schlecht ginn, au contraire. An dat soll een ervirsträichen an duerfir och den Deputéierte Merci soen, déi un der Elaboratioun vun deem finalen Text, deen Iech haut zum Vott steet, geschafft hunn. An duerfir wëll ech och deenen Deputéierte Merci soen, déi d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi wäerte bréngen, well fir eis ass et en Text, deen an déi richteg Richtung geet.

Ech hunn dès le départ och scho gesot - well Dir schwätzt déi ganzen Zäit vun der „Circulaire Bettel", déi lescht wor jo dann eng „Circulaire Santer" an dertëschent war jo schonn e gewëssene Sputt -, dass ech selbstverständlech bereet sinn, mech och mat deene Leit zesummenzesetzen, fir ze kucken, wéi mer kënne Verbesserunge maachen. Mä et ass net den Text, deen déi Verbesserung bréngt, an duerfir hei en Appell un all déi concernéiert Leit, un all d'Administratiounen, well dat sinn all déi Akteuren, déi et méiglech maachen, dass d'Transparenz eng Realitéit gëtt an net nëmmen eng Theorie um Pabeier.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An ech mengen, dass mer elo prett sinn, fir iwwert de Projet ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6810 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

55-mol Jo, 2-mol Nee, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Taina Bofferding), Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir kommen zum nächste Projet, dem Projet 7220. An d'Madamm Rapportrice Sam Tanson ass scho prett. Si huet direkt d'Wuert.

6. 7220 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° du Nouveau Code de procédure civile;

4° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

5° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

6° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

7° de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle;

8° de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du Code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle,

en vue d'adapter le régime de confiscation

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Am Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ginn d'Dispositiounen iwwert d'Confiscatioun am Code pénal ëmgeännert a verschidden Dispositioune vun der Direktiv 2014/42/UE iwwert de Gel an d'Confiscatioun vun den Instrumenter vu Verbriechen an der EU ëmgesat.

Den Objet vun dëser Direktiv war et haaptsächlech, d'Confiscatioun an de Memberstaten ze vereinfachen, grad wéi de Recouvrement vun de Gewënner, déi aus der internationaler Kriminalitéit gezu ginn. Déi eenzel national Regimmer sollten am Beräich vum Afréieren an der Confiscatioun ugepasst ginn, fir esou d'Effikassitéit vun der grenziwwerschreidender Kooperatioun ze verstäerken.

Den Text, iwwert dee mer haut ofstëmmen, hëlleft also, déi national Prioritéit, fir géint wirtschaftlech a finanziell Kriminalitéit virzegoen, besser ze realiséieren. An der Kommissioun krute mer dat och vusäite vum Parquet confirméiert: Déi effikasste Strofe bei der Wirtschaftskriminalitéit sinn duerch Sanktiounen um Niveau vum Profitt ze erreechen, eben duerch de Gel an d'Beschlagnamen, schonn eleng nëmmen dowéinst, well d'Enquêten dacks ganz komplex sinn a laang daueren an et dacks schwiereg ass, d'Beweisketten eendeiteg duerzeleeën, zemools, well haut d'Fongen einfach a séier kënnen international transferéiert ginn an esou riskéieren ze verschwannen, ier e Prozess op en Enn bruecht gëtt.

Déi gréisst Innovatioun vun dësem Projet ass et, datt elo eng erweidert Confiscatioun vun de Produite vu schwéiere Strofdote virgesinn ass. Dëst erlaabt engem Geriicht an Zukunft, d'Biene vun engem Veruerteelten ze confisquéieren, ouni datt en direkte Beweis muss erbruecht ginn, datt déi confisquéiert Bienen eng kriminell Originn hunn. Dat ass den neie Punkt 5 vum Paragraf 2 vum Artikel 31 vum Code pénal.

Dëse gouf och no enger Opposition formelle am Avis vum Statsrot vum 29. Mee vun dësem Joer ugepasst. Wann de Veruerteelte Biene besëtzt - den Artikel schwätzt vun «biens de toute nature, corporels ou incorporels, meubles ou immeubles» -, voire wann en dës zu senger fräier Verfügung huet a weder hien oder, an dësem leschte Fall vun der Dispositioun, de Proprietaire kann erklären, wou se hierkommen, kënnen dës beschlagnaamt ginn.

Am Fall wou e Veruerteelten nëmmen iwwert dës Gidder verfüügt, spillt d'Confiscatioun natierlech net, wann de Besëtzer - de richtege Besëtzer - „de bonne foi" ass. Am ursprénglechen Text war ënner anerem virgesinn, datt déi Dispositioun nëmme bei enger Strof vun op d'mannst véier Joer géif spillen. Dat gouf no der Opposition formelle vum Statsrot gestrach.

Dësen Text dréit also och dem Considerant 19 vun der Direktiv, déi heimat ëmgesat gëtt, Rechnung, deem Artikel, dee virgesäit, datt och zousätzlech Gidder, net just déi, déi un e Verbrieche gebonne sinn, kënne beschlagnaamt ginn.

Äänlech Dispositioune gëtt et och bei eisen Noperen. Den Text ass hei staark inspiréiert um Artikel 131-21 Alinea 5 vum franséische Code pénal. Am selwechte Kontext ze gesinn ass och den neien Artikel 324quater vum Code pénal. Dee gesäit eng nei Infraktioun vir, an zwar déi vun der Netjustifikatioun vu Ressourcen: Wann eng Persoun net déi néideg offiziell Ressourcen huet, fir hiren Train de vie ze erklären, oder net kann erklären, wou de Besëtz vun eppes hierkënnt, a gläichzäiteg geleefeg Kontakter mat enger oder méi Persounen huet, déi kriminell Aktivitéiten hunn, ka se sech strofbar maachen.

Et ass also dann un de Persounen, déi am Besëtz vun eppes sinn, ze beweisen, datt se dëse Besëtz op eng legal Aart a Weis kruten. De Parquet fir säin Deel muss beleeën, datt d'Persoun Kontakter mat esou Persounen huet an datt et eng Disproportioun gëtt tëschent dem Liewensstil an den offizielle Ressourcen.

Bestrooft gëtt awer och de Fait, wann een engem et erméiglecht, fiktiv Ressourcen ze beleeën, zum Beispill wann een eng fiktiv Fiche de salaire ausstellt oder eng fiktiv Rechnung.

Wisou dës Dispositiounen an d'Ausweidung op Gidder, déi de Veruerteelten net selwer besëtzt? Ma fir ze verhënneren, datt eng Insolvabilitéit zum Beispill organiséiert gëtt an een am Numm vun engem Liewenspartner, engem Familljemember oder enger Personne morale Biene keeft mam Produit vun enger Strofdot, ouni awer datt dëst eendeiteg nozevollzéien ass. Et geet drëms, de komplexe kriminelle finanztechnesche Mëttel op eng effikass Aart a Weis entgéintzewierken.

Am urspréngleche Text war och virgesinn, datt eng Dispositioun, déi mer haut scho kennen, op all d'Infraktiounen ausgeweit géif ginn, nämlech déi, datt d'Confiscatioun, eng Dispositioun, déi bis ewell just en matière de blanchiment spillt, och ka gesprach ginn, wann de Veruerteelte fräigesprach gëtt, well et eng Verjärung gëtt oder eng Exemption de peine. Dat hätt bedeit, datt, och wann e Geriicht net genuch Beweiser gehat hätt an also eng Persoun fräigesprach gi wier, de Besëtz hätt kënne beschlagnamt ginn, an zwar net just en matière de blanchiment, wéi mer et haut schonn hunn, mä generaliséiert bei all Verbriechen an Delikt, dat ënnert de Regimm vun der Confiscation spéciale fält.

Wéi gesot, mir hu schonn esou eng Dispositioun an eisem haitege Code pénal, déi en matière de blanchiment spillt. Si gouf agefouert duerch e Gesetz vum 14. Juni 2001, wou den Här Mosar Rapporteur war, an ëmmer nees duerch nei Texter erëmgeholl, notamment en Text vum 27. Oktober 2010.

Mir hunn awer an der Kommissioun op Nofro hi confirméiert kritt, datt dësen Text eigentlech net weider applizéiert géif ginn. An de Statsrot grad wéi och d'Cour supérieure de justice hate sech an hirem Avis ganz reservéiert vis-à-vis vun dëser Dispositioun gewisen, also vun enger genereller Ausweidung, a mir hunn decidéiert, dës Generalisatioun erauszehuelen, quitte eben datt mer se scho kenne fir de Blanchiment an de Blanchiment jo mëttlerweil vun esou villen Infraktiounen och betraff ass, datt also ganz vill Infraktioune couvréiert sinn.

Den Artikel 31. (3) iwwerhëlt also elo just den aktuellen Artikel 32. (1). Et bleift also bei deem, wat mer kennen. Den neien Artikel 32 vum Code pénal regelt d'Rechter vun drëtte Personnen, sief et d'Affer vun der Infraktioun oder all aner Persoun de bonne foie, déi e Recht op déi beschlagnamt Bienen huet.

No enger Opposition formelle - och hei - vum Statsrot gouf eng Dispositioun, an där et drëms goung, de Konflikt tëschent enger strofrechtlecher Saisie, déi zu enger Confiscatioun géif féieren, an enger zivilier Saisie ze regelen, andeems déi éischt priméiere géif, gestrach. Amplaz gouf am Artikel 66 vum Code de procédure pénale eng Prozedur virgesinn, déi de franséischen Artikel 706-145 Alinea 2 vun hirem Code de procédure pénale iwwerhëlt.

Dëse gesäit vir, datt vun der Saisie pénale un a bis d'Mainlevée oder d'Confiscatioun all zivill Exekutiounsprozedur op dem Objet vun der Saisie pénale suspendéiert oder verbueden ass. De Creancier, deen eng zivill Saisie virun der strofrechtlecher Saisie an d'Weeër geleet huet, huet eng Sûretéit op dee Bien mat Datum zu deem Dag, wou d'Saisie opposabel erkläert gouf. Dowéinst gouf och am Code de procédure civile den Artikel 689 ugepasst.

Da gëtt duerch en neie Paragraf 7bis d'Méiglechkeet agefouert, datt betraffe Leit kënne vun all de Garantien an de Paragrafen 2 bis 6, déi vun deem Artikel virgesi sinn, profitéieren. Heimat gëtt engem Uerteel vum 3. November 2017 vum Tribunal d'arrondissement Rechnung gedroen, wou eng Expertise, déi vum Untersuchungsriichter ugeuerdent gouf, annulléiert gouf, well eng Persoun opgrond vun deem Rapport inculpéiert gouf, awer keng Rechter am Kader vun der Expertise hat. Duerch dës nei Dispositioun kann dann e betraffenen Drëtten och zum Beispill d'Annullatioun vun esou enger Expertise froen, genee wéi en Inculpéierten, fir all seng Rechter och schonn zu deem Moment vun der Prozedur ze garantéieren.

An dann nach e leschte Punkt, et gëtt nach eng Adaptatioun vum Affekotegesetz virgeholl. Den aktuellen Alinea 2 vum Artikel 30. (1) vum Gesetz gesäit vir, datt d'Prozeduren iwwert d'Kontrollen an den Etüden iwwert d'Konformitéit zum d'Antiblanchimentsgesetz vun der Assemblée générale festgehale ginn, op Propos vum Conseil de l'ordre. Dës Dispositioun widderspréicht awer dem Artikel 19 vum selwechte Gesetz, dee virgesäit, datt de Conseil de l'ordre heizou Reglementer hëlt. Dowéinst gëtt dësen da gestrach. Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Rapportrice. An dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dësen Text ass eigentlech e Beispill, wéi dach de legislative

Prozess iwwert déi lescht Méint iwwert de Knéi gebrach gëtt. Mir setzen hei…

(Interruption)

…oder sollen hei - jo, jo! - eng Direktiv ëmsetzen, déi den 3. Abrëll 2014 arrêtéiert ginn ass. Si sollt ëmgesat ginn, Madamm Loschetter, den Dezember (veuillez lire: Oktober) 2015. Abee, de Projet de loi ass deposéiert ginn am Dezember 2017. An den Avis vum Conseil d'État, dee koum elo Enn Mee. An dunn huet alles missen an der Commission juridique ganz séier goen.

D'CSV stëmmt dëse Projet, well et eng Ëmsetzung vun enger Direktiv ass. Ech muss Iech awer soen, wann een de Projet am Detail kuckt, an dat sinn iwwer 200 klenggetippte Säiten, dann erstaunt et een dach, dass grad e grénge Justizminister (veuillez lire: dat hei abréngt), dee viru fënnef Joer eigentlech nach op d'Barrikade geklommen ass, wéi den deemolege Minister Biltgen eng Dispositioun wollt an d'Loi iwwert d'Organisation judiciaire aschreiwen, dass de President vun der Cour supérieure de justice, also den éischte Mann vun dem drëtte Pouvoir, kéint e Riichter delegéiere vum Bezierksgeriicht, fir temporairement eng Vacatioun op der Justice de paix kënne wouerzehuelen. Do ass vun der Inamovibilitéit vun der Magistratur geschwat ginn, wat sech awer opgrond vun den Avise vum Conseil d'État als absolutt onzoulänglech erausgestallt huet.

Abee, hei geet de grénge Justizminister wäit iwwert dat eraus, wat an der Direktiv iwwerhaapt verlaangt ass. An ech ginn lech e Beispill, d'Madamm Tanson huet dat esou niewebäi gesot: Hei war virgesinn am urspréngleche Gesetzesprojet, dass kéint eng Confiscatioun, also eng Beschlagnamung gemaach gi vun enger Persoun, déi souguer fräigesprach ginn ass respektiv där hir Dot, déi se begaangen huet, verjäert ass. Dat war hei an deem urspréngleche Text,…

(Interruption)

…deen deposéiert gouf vun der Regierung, virgesinn. An eigentlech huet d'Rechtsempfanne vun de Memberen aus der Justizkommissioun dozou gefeiert, dass dat herno erausgeholl ginn ass.

A wann een den Avis vum Conseil d'État op deem heite Punkt liest, deen ass eigentlech ganz vernichtend, an duerch de Fait, dass deen een Dag den Avis vum Conseil d'État komm ass an deen aneren Dag den Text an der Justizkommissioun sollt gekuckt ginn, ass dat net weider opgefall. De Conseil d'État huet gesot, dass dat hei e formelle Verstouss géint den Artikel 7 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun war, well een net kann eng Persoun mat enger Sanktioun bestrofen, wa keng Strofdot virlouch.

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Dat stëmmt net, dass et net opgefall ass. Dat gouf diskutéiert an der Kommissioun. Dat wëll ech awer wierklech richtegstellen!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech weess, dass säitens vum Ministère argumentéiert gouf, dass een dat do awer vläicht misst hunn a bestëmmte Fäll. An ech mengen, do si genuch Leit heibannen, déi Zeie si vun där Diskussioun!

Zweete Punkt - Madamm Tanson, kënne mer awer virufueren? -, Dir hutt mat Recht…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Jojo, jojo,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et war de Parquet; et war net vum Ministère gefrot ginn…

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Jo,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …vum Parquet, dat muss een éierlecherweis soen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Da sot och alles!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, ech ginn dovun aus, dass de Parquet net als Parquet derbäi war, mä dass en als Appui vun der Delegatioun vum Justizministère derbäi war.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- De Parquet war als Parquet do, hie konnt als näischt aneschters do sinn.

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Okay. Zweete Punkt - da fuere mer virun -, d'Infraction de non-justification de ressources. Dat heescht, an Zukunft, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt eng Infraktioun agefouert, dass, wann een net ka säin Train de vie beleeën, wann een zousätzlech nach Kontakter huet oder habituell Kontakter huet mat Leit, déi Delikter oder Infraktioune maachen, dat da kann eng Infraktioun duerstellen, déi mat fënnef Joer Prisong beluecht ass. Dat ass en Novum bei eis am Droit pénal, well dat ass eng „présomption pénale".

De Minister huet de Moien nach um Radio gesot, soulaang hie Justizminister wier, géif hien zur Présomption d'innocence stoen. Abee, de Conseil d'État, Dir Dammen an Dir Hären, dee seet hei formell, dass dat hei a Contradictioun zu der Présomption d'innocence steet. D'nächst Woch wäerte mer e Gesetzestext iwwert d'Présomption d'innocence stëmmen, an do ass och den Droit au silence virgesinn. Abee, de Conseil d'État, deen huet a sengem Avis ganz kloer festgehalen, dass den Droit au silence hei glat null ass!

Firwat? Ma well déi betraffe Persoun, déi gesot kritt: „Dir féiert en Train de vie, dee mat Ären Mëttelen, déi Dir eis virweist, net méiglech ass", déi also d'Recht hätt op den Droit au silence, da muss noweisen, dass se legal Mëttelen huet, fir hiren Train de vie ze finanzéieren. Och do huet de Conseil d'État eigentlech e vernichtenden Avis ginn.

A Madamm Tanson, well ech nëmme fënnef Minutten hunn, erlaabt mer awer trotzdeem, Iech dat virzeliesen, wat de Conseil d'État zu dëser Bestëmmung seet: «(…) le Conseil d'État continue à avoir des doutes sérieux sur la conformité du nouveau dispositif», also déi Infraktioun, déi ech Iech elo genannt hunn, «avec certains principes traditionnels du droit pénal. Il rappelle encore que le droit pénal luxembourgeois est inspiré du droit belge et réitère ses réserves», de Conseil d'État, «en rapport à des reprises de plus en plus fréquentes par le législateur luxembourgeois de dispositifs répressifs spécifiques du droit français qui sont inconnus en droit belge et qui s'articulent mal avec le cadre général du droit pénal luxembourgeois.»

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, stëmmt d'CSV dëse Gesetzesprojet, well et eng Ëmsetzung vun enger Direktiv ass. Ech soen Iech awer riichteraus, Här Minister, ech sinn net der Meenung, dass deen Text hei verfassungsrechtlech d'Schinn an den nächste Jore wäert halen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Roth, just eng Sekonn, wann Der wëllt. Den Här Kartheiser wollt eng Zwëschebemierkung maachen oder eng Fro stellen, wann Der erlaabt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Soss kritt e souwisou herno d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech si ganz dankbar, Här President. Ech hunn deen Exposé vum Här Roth am Detail brillant fonnt, ech si ganz d'accord. An d'ADR, wann déi herno Positioun hëlt, wäert ganz äänlech argumentéieren.

Mä meng Fro un den Här Roth, an et ass dat, wat ech net verstinn, dat ass, datt den Här Roth hei vehement d'Prinzipie vum Rechtsstat verdeedegt, déi duerch dësen Text verletzt ginn, an da stëmmt d'CSV den Text awer mat.

Dofir ass meng Fro un den Här Roth: Wat ass da fir d'CSV méi wichteg? D'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv oder d'Verdeedegung vun de Prinzipie vum Rechtsstat? Wann et de Rechtsstat ass, da misst Der jo dergéint stëmmen.

Merci.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir stëmmen hei, wéi ech Iech gesot hunn, well mer d'Ëmsetzung vun enger Direktiv hunn, wou mer schonn dräi Joer a Verzuch sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Den Här Roth huet recht, et ass séier gaangen. Mä dat heescht awer net, dass schlecht geschafft ginn ass. Mir sinn an der Kommissioun am Detail op de Projet agaangen. An ech mengen, de Beweis dovunner ass, dass d'Madamm Tanson eis e ganz detailléierte schréftleche Bericht an och elo grad e ganz detailléierte mëndleche Bericht hei bruecht huet an och déi innovativ Aspekter vun dësem Projet de loi ervirgestrach huet.

Do ass fir d'LSAP besonnesch déi erweidert Confiscatioun wichteg, dass och d'Produite vu schwéiere Strofdote weiderhi kënne confisquéiert ginn, och d'Netjustifikatioun vu Ressourcen als nei Infraktioun. Dat sinn alles Punkten, déi mir begréissen.

Dofir wëll ech direkt och hei den Accord vun onser Fraktioun ginn an nach eng Kéier der Madamm Rapporteur villmools Merci soe fir hir gutt Aarbecht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass d'Madamm Beissel un der Rei.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt der Madamm Sam Tanson Merci soen. Mir hunn haut, wéi scho gemierkt, lauter komplizéiert Projeten. An dat hei ass erëm ee vun deenen. Mä ech ginn elo net méi op déi eenzel Punkten an, well meng Virriedner hunn dat wierklech mat Brio gemaach. Dat hei ass och erëm eng Kéier en Text, dee relativ delikat ass. Ech mengen, et sinn iwwerall Froen opgeworf ginn, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn.

Dat hei ass och e Projet, wou d'Praxis weise muss, wéi en da ka gehandelt ginn. A schlëmmstefalls musse mer och déi eng oder aner Saachen nobesseren. Mä vu dass mer am Drock sinn an et drëm geet, eng Direktiv ëmzesetzen, bréngen ech heimat den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Tanson fir eng Präzisioun.

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Ech wollt just nach zwou Saache soen. Dat eent ass iwwert d'Confiscatioun, déi och méiglech ass. An ech hunn dat jo och a mengem Rapport gesot, mä dofir sinn ech e bësse verwonnert elo hei iwwert d'Vehemenz vum Här Roth senger Interventioun. Déi Confiscatioun, déi ka gesprach ginn am Fall vun engem Acquittement, déi hu mer schonn haut. An ech hunn et virdru präziséiert, et geet zréck op en Text urspréngleche, wou den Här Mosar Rapporteur war.

Et ass awer och nach eng Kéier - ech hunn dat virdrun net gesot, ech kann et awer elo nach soen -, an eisem Code erëm an en neien Artikel gesat ginn, awer an deemselwechte Kontext, ëmmer am Kontext vum Blanchiment, wou mer awer alleguerte wëssen, datt de Blanchiment mëttlerweil ganz vill Infraction-primairen englobéiert. Do waart Dir selwer Rapporteur, Här Roth. Ech hu mer déi Document-parlementairen ugekuckt. Ech hunn do keng kritesch Nuance zu där Dispositioun fonnt.

A wat d'Non-justification de ressources ubelaangt: Dat ass jo net eppes, wat mir elo hei zu Lëtzebuerg erfannen! Deen Text, wéi mer en hei hunn, dee gëtt et och an eisen Nopeschlänner. An do gëtt et och international Jurisprudenz driwwer, déi seet, datt d'Présomption d'innocence domadder net a Fro gestallt ass. Ech mengen, Dir wësst dat jo awer och, dat ass jo elo keen neie Moment.

An déi Diskussiounen, déi mer an der Chamberskommissioun haten, déi ware ganz ausféierlech. Ech si frou, datt dat scho rectifiéiert gouf: Et waren net d'Vertrieder vum Ministère de la Justice, déi heirobber insistéiert hunn, et waren d'Vertrieder vum Parquet, déi drop insistéiert hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth, direkt als Reaktioun.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also d'Responsabilitéit fir en Text, deen deposéiert gëtt, déi huet net de Parquet, déi huet de Justizminister am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet d'Wuert elo den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. Vläicht e puer Wierder. Ech mengen, fir nach eng Kéier op déi Diskussioun zréckzekommen, ech huelen emol un, wann den Här Roth eis hei gesot huet, den Text hätt misse bis den Dezember 2014 ëmgesat ginn, datt et och en CSV-Justizminister war, deen dat heiten zu Bréissel verhandelt huet. War dat esou? War et en CSV-Justizminister, deen dat heiten zu Bréissel am Conseil verhandelt huet?

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Kartheiser, d'Direktiv ass arrêtéiert ginn den 3. Abrëll 2014 an den Délai de transposition war bis Oktober 2015.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech hu keng Äntwert op déi Fro. Mä gutt, dat ass eng aner Prozedur. Ech ginn elo emol dovun aus, vu datt ech näischt aneschters héieren hunn…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass jo net e Froen- an Äntwertspill.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà! Mä ech ginn dann dovun aus, ausser ech géif dementéiert ginn, datt den CSV-Justizminister en Text zu Bréissel verhandelt huet, deen d'CSV haut auserneenhëlt hei. An dat ass awer eppes…, ech huelen un, datt se dowéinst derfir stëmmt. Op jidde Fall d'Analys, déi d'CSV haut hei mécht, ass richteg. Mä d'ADR deelt déi Analys. Mir hunn déiselwecht Angscht fir eis Mënscherechter, déi an dësem Gesetz an eisen Ae verletzt ginn. Awer mir zéien déi richteg Konsequenz dorauser, mir stëmme géint dësen Text! An ech mengen, dat ass logesch an éierlech. A mir soen dat och.

Ech mengen, hei sinn zwou Saachen, ech wëll mech elo just, well ech nëmmen e puer Minutten hunn, op d'Confiscation élargie konzentréieren an op d'Infraction de non-justification de ressources. Ech mengen, et gëtt déi zwou Konditiounen. D'Madamm Tanson, där ech Merci soen, huet eis dat ganz gutt erkläert. Bei der Confiscation élargie sinn eben déi zwou Konditiounen, d'Disproportioun tëschent de Bienen an de Méiglechkeeten, déi een huet, fir déi ze hunn, an en Défaut de justification, fir dat kënnen dann ze erklären, wou déi Saachen hierkommen.

Mä wat eis och inquietéiert, dat ass, datt d'Confiscation élargie och ka fir Biene gëllen, déi iwwerhaapt net am Zesummenhang mat där Saach stinn, déi hei consideréiert gëtt. Dat heescht, dat geet wäit doriwwer eraus. An da kann och e Geriicht Biens supplémentaires identifiéieren, déi an enger anerer Affär vläicht aus engem Crime kommen an déi och saiséieren.

An do froe mer eis, wéi ee Geriicht datt iwwerhaapt géif soen: „Ma ech hunn d'Kompetenz dofir." Well wann e penaalt Geriicht saiséiert gëtt, dann ass et jo fir eng spezifesch Affär ze traitéieren, an net fir dann nach an aneren Affären, déi dann och net contradictoire do diskutéiert ginn, Saisien auszeschwätzen.

Déi aner Saach, wou ech wëll kuerz drop agoen, dat ass dann déi Infraction de non-justification de ressources. Do huet d'Madamm Tanson gesot: „Jo, et ass schwiereg ze beweisen, datt do e Feeler virläit." Dat steet och schréftlech am Rapport: «Il est (…) difficile pour l'autorité de poursuite», an esou weider, «de prouver (…)». Mä säit wéini ass dann d'Schwieregkeet, eppes ze beweisen, en Argument, fir e Mënscherecht ausser Kraaft ze setzen?

Et ass um Parquet, un den Autorités de poursuite, fir d'Schold ze beweisen, an net de Renversement de la charge de la preuve. Dat hu mir ëmmer erëm kohärent kritiséiert als ADR. Et ass zemools a Penalsaachen net akzeptabel, datt ee muss seng Onschold beweisen. An och wann et schwiereg ass, da musse mer eiser Justiz an eiser Police déi Moyene ginn, fir kënnen do déi Preuven ze fannen. Mä de Beweis vun der Onschold, datt deen Ugeklote seng Onschold muss beweisen, dat ass einfach falsch am Penalrecht. An dofir kënne mer dat net akzeptéieren.

De Statsrot huet dat och gesot, et wär «contraire aux traditions et principes applicables en matière pénale.» Wéi kann een dat méi staark condamnéieren, wat hei geschitt? D'Commission juridique, déi ass jo awer zesummegesat aus eminente Juristen, jiddefalls zu engem groussen Deel, déi huet eng „présomption légale de recel de chose provenant d'activité criminelle" ageféiert. Dat ass eng Présomption vun enger Schold, eng Verletzung vum Onscholdsprinzip!

An da schwätze mer hei virdru vu Prinzipie wéi dem Vertraue vum Bierger an de Stat, der Transparenz an esou weider, wa mer zéng Minutten drop e Gesetz stëmmen, wou elementar penal, strofrechtlech Rechter vun eise Bierger ausser Kraaft gesat ginn! Dat ass op jidde Fall näischt, wou eng Regierung wéi déi heite kann houfreg drop sinn, fir hei hinzegoen an dann eigentlech eppes ze maachen, wat kee Bierger kann akzeptéieren, wat keng politesch Partei kéint akzeptéieren, wat d'CSV net géif akzeptéieren, wa se et net selwer verhandelt hätt. D'ADR stëmmt dat heiten net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Marc Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen dat hei mat. Well ech mengen, mir däerfen net aus den Ae verléieren, ëm wat et hei geet. Dat hei ass en Instrument, wat d'Justiz sech gëtt duerch d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv, fir virun allem Wirtschafts- a Finanzkriminalitéit méi wierksam a grenziwwergräifend bekämpfen ze kënnen. An de Rechtsstat hei esou dämoossen ze invoquéieren, wéi mäi Virriedner dat gemaach huet, schéngt mir op jidde Fall disproportionéiert par rapport och zu anere Proposen. Duerfir, mir stëmmen dëst Gesetz definitiv mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Debatt ofgeschloss. An de Justizminister, den Här Félix Braz, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech probéieren; ech hale mech awer ganz kuerz, well ech e bësse Problemer hunn, fir haut ze schwätzen.

Une voix.- Et ass d'Emotioun, Här Minister.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wëll haaptsächlech… Et ass d'Emotioun, et ass nëmmen d'Emotioun.

(Hilarité)

Ech wëll der Rapportrice e Merci soen an och der Commission juridique, déi hei effektiv a kuerzer Zäit eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet, eng detailléiert Aarbecht gemaach huet.

All aner Duerstellung ass falsch. Hei ass en noutwendegen Text, deen och vun der viregter Regierung a senger Ausaarbechtungsphas - wann den Här Kartheiser bei eppes recht hat, dann do - voll ënnerstëtzt ginn ass, notamment de Prinzip vum Renversement vun der Charge de la preuve.

Mir hunn och déi néideg Garantien a Gardefouen dran. Et ass dofir en equilibréierten Text. Jo, et ass eppes Neies, jo, mä et ass eppes Noutwendeges! An den Här Baum huet et a kuerze Wierder treffend a richteg op de Punkt bruecht. An ech soen all deene Merci, déi sech un der Lutte géint déi Form vu Kriminalitéit wëlle bedeelegen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer elo iwwert de Projet de loi 7220 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7220 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass fäerdeg.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7220 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot (par Mme Taina Bofferding), Claude Haagen (par M. Marc Angel) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat och esou decidéiert.

A mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut kommen, dem Projet de loi 7305. Vu dass d'Rapportrice scho prett ass, huet si direkt d'Wuert.

7. 7305 - Projet de loi

1° relative à la mise en application du règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés; et

2° modifiant le Nouveau Code de procédure civile en y ajoutant un article 685-2ter

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dat hei gëtt elo, mengen ech, méi kuerz a manner diskutéiert. Et geet och hei ëm d'Transpositiouun vun europäeschen Texter, an zwar geet et drëms, zwee EU-Reglementer am Lëtzebuerger Recht ze formaliséieren. Et gëtt elo e bësse méi technesch nach, et geet ëm d'patrimonial Konsequenze vu Bestietnisser an enregistréierte Partenariater.

18 Memberlänner wollten also eng verstäerkt Kooperatioun bei de patrimonialen Effekter vun dëse Bestietnisser a Partenariater. Doropshi sinn de 24. Juni 2016 zwee Reglementer ugeholl ginn. An de Projet hei besteet aus zwee Artikelen:

Duerch deen éischte gëtt den Notaire als déi vun de Reglementer virgesinnen Autoritéit designéiert, wéi dat scho fir e Reglement vun 2012, Nummer 650/2012, en äänlecht Reglement betreffend Ierfschaften, gemaach gouf.

An en zweeten Artikel setzt en neien Artikel am NCPC, am Nouveau Code de procédure civile bäi, den Artikel 685-2ter. Déi Sektioun vum NCPC, also vum Nouveau Code de procédure civile, traitéiert vun den auslänneschen Decisiounen, déi engem Traité oder engem EU-Akt ënnerleien. An den neien Artikel mécht elo och eben eng Referenz op déi zwee Texter, déi zwee europäesch Texter 2016/1103 an 2016/1104, a seet genee wéi déi Artikele virdrun, virun deem neien Artikel, datt dës de Forme vun de Reglementer no rechtskräfteg gemaach ginn.

Voilà. Dat war et. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Mosar ass un der Rei.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci der Madamm Tanson, déi dat exzellent hei kuerz a knackeg beschriwwen huet. Mir bleift näischt derbäizefügen, ausser den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, ech ka mech nëmmen deene Wierder uschléissen.

Une voix.- Ooh! Exzellent!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Beissel! D'Madamm Beissel wahrscheinlech och.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, d'Madamm Beissel an d'ganz DP-Fraktioun schléisse sech deem natierlech un.

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Fernand Kartheiser brécht déi Harmonie e bëssen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et wär esou schéi gewiescht!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et wär schéi gewiescht, Här President. Merci, datt Der mer d'Wuert gitt, mä…

(Brouhaha)

An et ass emol net, datt mer mat dem Fong vun dësem Text net d'accord wären!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass net de Problem. Och mir denken, datt een do sollt mat anere Länner zesummeschaffen, fir datt ebe kann am Fall, wou Leit betraff sinn, fir déi Fäll, déi d'Madamm Tanson esou eloquent beschriwwen huet, datt een do kann zu einfachen a gerechte Léisunge kommen. Dat ass net eise Problem.

Eise Problem ass de Wee, wéi et gemaach gëtt: Et ass de Wee vun der Coopération renforcée. A wann Der d'Lëscht vun de Länner kuckt, ech wëll déi elo hei net nennen, ech wëll kee Land offenséieren, mä wann Der d'Lëscht vun de Länner kuckt, déi hei matmaachen a wou mir da soen, mir erkennen automatesch déi Uerteeler un, da sinn der do eng Partie, wou absolutt bekannt ass, datt déi juristesch Systemer vun deene Länner duerch an duerch korrupt sinn! Dat steet an de Rapporte vun der Kommissioun, am Follow-up vum Adhesiounsprozess. Joer fir Joer gëtt dat monéiert. Mir hunn där Länner eng Partie an déi sinn och hei mat dran!

Dat heescht, wat d'Regierung eigentlech seet, gedroe vun der Begeeschterung vun der Assemblée, wéinstens ausser däer vun der ADR, dat ass, datt mir Uerteeler, an déi mer kee Vertrauen däerfen hunn, hei automatesch unerkennen, an dat zulaaschte vun eise Residenten. Dat ass et jo!

An do soe mir als ADR: „Do si mer net d'accord!" Jo, mir wëllen dat do regelen. Jo, dat kann ee maachen iwwer vill Weeër: multilateral, bilateral, dat ass net de Problem, souguer och an enger Coopération renforcée, awer nëmme mat Justizsystemer, wou mer wëssen, datt net en onnéidege Risiko fir d'Residentë vun dësem Land dorauser entsteet! Dat heescht, mir huelen als ADR de Schutz vun de Leit hei am Land ganz eescht. Mir sinn och d'accord, fir dat do ze regelen, awer op deem heite Wee, datt mer eis Leit enger friemer Justiz, déi korrupt ass, ausliwweren, dat maache mir net mat.

Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Baum; och wann en net ageschriwwe war, e kritt awer d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, et muss ee jo awer och heiansdo spontan reagéiere kënnen, Här President.

(Hilarité)

Ech wëll dann awer zum Schluss erëm méi en harmoneschen a verséinlechen Toun erabréngen: Mir fannen dat hei och eng sënnvoll Dispositiouun a wäerten eisen Accord och dozou ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war eng ganz spontan Reaktioun. An den Här Justizminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Dat, wat den Här Kartheiser gesot huet, gëtt och vu verschiddene Länner gedeelt. Déi sinn hei net derbäi. En ass a gudder Gesellschaft mat Polen an Ungarn, déi ënner anerem dowéinst hei net matmaachen, well se hei hannendrun iwwerall homosexuell Konspiratioune gesinn,...

(Hilarité)

...dass et géif drëms goen, dass d'Europäesch Unioun an deene Länner derfir suergt, dass iergendwann eng Kéier d'Homohochzäit muss agefouert ginn an e lauter esou aner Saachen.

Ech weess dat, well ech hunn déi doten Texter negociéiert. Si sinn an der Lëtzebuerger Presidence negociéiert ginn. Et war net méiglech, eng Eestëmmegkeet hinzekréie wéinst dem Widderstand vun deenen zwee genannte Länner do. Mä mir hunn nach an der Lëtzebuerger Presidence d'Coopération renforcée op d'Bee gestallt. An déi ass kuerz drop fäerdeggestallt ginn.

D'Kriticken u verschiddene Länner, déi Der hei maasslos iwwerdriwwe presentéiert hutt, sinn zum Deel begrënnt. A mir schwätzen och dofir an Europa. Ech hat Iech virun enger Zäit gesot, dass ech zu Berlin mat menger däitscher Kolleegin doriwwer geschwat hunn. Ech war dëse Méindeg zu Paräis bei menger franséischer Kolleegin, wou mer och doriwwer geschwat hunn. Et gëtt Problemer am Beräich vun der Reconnaissance mutuelle, well et tatsächlech Länner gëtt, wou et Problemer bei de Standarde gëtt. Dat weess jiddwereen.

Mä d'Aart a Weis, wéi Dir et duergestallt hutt, Här Kartheiser, beim beschte Wëllen, ass maasslos iwwerdriwwen. Europa ass sech däers bewosst, schafft och dorunner. Dofir maache mer all déi Texter, fir gemeinsam Standarden an der Europäescher Unioun festzeleeën, fir dass mer vun deem richtege Prinzip an absolutt noutwendege Prinzip fir eis Bierger vun der Reconnaissance mutuelle net ofréckelen, mä dass mer deen au contraire verbesseren a verdéiwen, och an där heite Matière. Déi Länner, déi hei matmaachen, si keng Schurkenstaten. Dat si Memberlänner vun der Europäescher Unioun ënnert der Kontroll vun der Cour de justice hei um Kierchbierg.

Dofir mengen ech, dass mer hei mat guddem Gewëssen dësen Texter kënnen zoustëmmen. Si si fir vill Leit eng däitlech Erliichterung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Ech denken, dass den Här Kartheiser Parole après ministre freet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech soen dem Här Minister Braz als Éischt emol Merci, well en huet gesot, datt dat, wat ech gesot hunn, en huet zwar gesot, et wier iwwerdriwwen, mä en huet awer och zouginn, datt et begrënnt ass. Dat ass also eppes, wat och den Här Minister Braz weess a wat an Europa diskutéiert gëtt.

Elo seet en, ech hätt dat iwwerdriwwen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Wat?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen Iech, ech hunn dat net iwwerdriwwen. An ech hunn et souguer selwer a fréiere Funktiounen an a ville Gespréicher, déi ech a verschiddene Länner gefëiert hunn, ëmmer erëm erfuer, och wéi déi Länner selwer ënnert där endemescher Korruptioun leiden a wéi se probéieren, mat vill Méi eng onofhängeg Justiz an eng propper Justiz opzebauen. A si sinn haut nach wäit dovun ewech! Dat ass de Problem.

Mäi Problem, dee politesche Problem, deen ech dobäi gesinn, dat ass, datt hei en Ideal geholl gëtt an der Hoffnung, datt sech dat bessert, wat net de Fall ass, mä datt u sech e Problem a verschiddene Länner banaliséiert gëtt hei, vun eiser Regierung banaliséiert gëtt, zulaaschte vu Leit, déi hei am Land mat esou Uerteeler konfrontéiert ginn. An där gëtt et! Et gëtt Lëtzebuerger Bierger, déi mat enger Persoun aus deene betraffene Länner bestuet sinn, bestuet waren, dann duerch eng Scheedung ginn, an déi genau esou Uerteeler hunn, mat deene se haut konfrontéiert sinn, well mer keen Exequatur méi hunn, well déi Prozedur net méi existéiert, fir déi Leit kënnen ze schützen.

Do ass de Problem! Ech wiere mech, pardon, meng Partei wiert sech…

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...géint eng Banaliséierung, géint eng Banaliséierung vu Risiken, deene mer eis Bierger aussetzen!

Nach eng Kéier: Mir sinn als ADR d'accord, am Interessi vun de Bierger all déi do Problemer op eng vernünfteg a verantwortungsvoll Manéier ze léisen, awer net op d'Käschte vun engem Reschtrisiko, wat mer nëmmen doduerch aginn, datt d'Regierung hir Aufgaben net verantwortungsvoll genuch ausféiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här Kartheiser, dat war elo näischt Neies, wat ech gesot hunn. Wann ech soen, dass et op deem dote Punkt an Europa Verbesserungsspillraum gëtt, dann ass dat iwwerhaapt näischt Neies. Dat gëtt an Europa zënter Joren diskutéiert, zënter Joren! An dofir, nach eng Kéier, maache mer déi Direktiven, déi gemeinsam Standarden am Penalen, am Ziville festleeën. Mir schaffen un enger Verdéiwung vun der Unioun, fir dat doten ze verbesseren. D'Léisung vum Problem besteet net doranner, dass mer d'Reconnaissance mutuelle a Fro stellen. D'Léisung vum Problem läit doranner, dass mer d'Europäesch Unioun verdéiwen.

Dofir, dës Regierung banaliséiert glat guer näischt an deem dote Beräich! A wann Der e bësse méi doriwwer wéisst, wat ech an Europa probéieren op genau deenen dote Froe fir eng Roll ze iwwerhuelen, da géift Der dat do net soen. De Contraire ass wouer.

An dann hutt Der Iech gesuergt ëm d'Situatioun vun deene Justizen an deene Länner, wéi Dir sot. Ech kann Iech just soen, déi meeschte Suerge maachen ech mir, wat d'Justiz betrëfft, iwwer Polen an Ungarn!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer prett, fir ofzestëmmen iwwert de Projet de loi 7305.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7305 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. Voilà!

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7305 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ech stellen d'Fro no der Dispens.

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. De Rendez-vous ass muer um zwou Auer. An d'Sëtzung ass elo eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.16 heures)

SÉANCE 54

JEUDI,
19 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7208 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2258 du Conseil du 6 décembre 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et modifiant

1. la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal;

2. la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD), et

3. la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7327 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen (intervention de M. Michel Wolter), M. Marc Baum*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

4. 7335 - Proposition de modification des Annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Marc Baum*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

5. 7169 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. André Bauler, M. Gérard Anzia (interventions de M. André Bauler et Mme Octavie Modert), M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Octavie Modert, M. Georges Engel, M. Gast Gibéryen, M. André Bauler et M. Alex Bodry), M. Marc Baum (intervention de M. Gast Gibéryen)*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie (intervention de Mme Octavie Modert)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Pierre Gramegna, Ministre; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a brauch déi klassesch Fro net ze stellen. Mir kënnen dann direkt zum Ordre du jour iwwergoen: de Projet 7208, d'Transposition vun enger Direktiv, enger wichteger Direktiv géint d'Geldwäsch. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Eugène Berger.

2. 7208 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2258 du Conseil du 6 décembre 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et modifiant

1. la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal;

2. la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD), et

3. la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et ass e kuerze Projet de loi, mä et ass awer e wichtege Projet de loi, well et ass e weidere wichtegen Deel vun der legaler Architektur, an dësem Fall géif ech och soe vun der praktescher Ëmsetzung vun eisen Efforten am Kampf géint d'Geldwäsch, d'Finanzéierung vum Terrorismus grad eréi Steierbedruch an -hannerzéiung. A mat dësem Projet de loi wëlle mer nach eng Kéier och ënnersträichen, datt mer, jo, als Lëtzebuerg ouni Wenn und Aber hanner all deenen Efforte stinn, déi do an Europa weltwäit gemaach ginn, an datt mer och ëmmer versichen, esou schnell wéi méiglech déi Direktiven an nationaalt Recht ëmzesetzen.

Bei dësem Projet de loi, deen ech ganz kuerz da virstellen, geet et ëm d'Ëmsetzung vu verschiddene wichtegen Elementer vun der Direktiv 2016/2258. Wéi Der all wësst, gëtt déi och nach DAC 5 genannt. DAC, dat steet fir Direktiv iwwer administrativ Kooperatioun.

Vläicht e kuerze Rappell, Här President, vun deene verschiddenen Direktiven an dësem Beräich, fir de Kontext ze erfaassen:

Mir haten d'DAC 1, dat ass schonn eng Rei Joren hier. Déi huet d'Prozeduren definéiert, fir de spontanen an automateschen Informatiounsaustausch op Ufro tëschent de Steieradministratiounen an der Europäescher Unioun.

Duerno koum d'DAC 2. Déi huet dunn d'Norme commune de déclaration etabléiert. Dat ass e weltwäite Standard an der Kommunikatioun vun Informatiounen zu Bankkonten an hiren Titulairen. An dat huet ënner anerem derfir gesuergt an der EU, datt d'Memberstaten Informatiounen zu de Konte konnte kréien an och nach kënne kréien, déi hir Residenten am EU-Ausland, fir et emol esou ze formuléieren, hunn.

Dann duerno d'DAC 3 an d'DAC 4, bei deenen also de Champ d'application vum automateschen Informatiounsaustausch op Steierofkommessen an déi sougenannten „Déclaration pays par pays" ausgedeent ginn ass. An domadder goufen d'Aktioune 5 an 13 och vum BEPS operationell gemaach. Dir kënnt Iech erënneren, ënner anerem och Elementer vun der DAC 4 hu mer 2016 ëmgesat gehat.

Elo also da mat der DAC 5, do ass et méi generell, datt d'Steierautoritéiten Zougang zu deenen Donnéeën hunn, déi an den Artikelen 13, 30, 31 a 40 vun der véierter Antiblanchimentsdirektiv definéiert sinn. Dat gëtt dann also hei präziséiert a geregelt, fir datt déi Verwaltungen, Steierautoritéiten dann och kënnen Zougang zu deene verschiddenen Donnéeë kréien.

Mir sinn awer haut eigentlech nach net fäerdeg mat der DAC 5, fir et emol esou ze soen, well d'Artikelen 30 an 31, wou et ëm d'Opstellen an d'Mise en place vu Registere vu Bénéficiaires effectifs vu Gesellschafte geet, do wäerte mer dann d'nächst Woch och hei op dëser Plaz nach en éischte Volet mam Projet 7216A ëmsetzen. Dir wësst, mir hunn deen an zwee gespléckt op alle Fall, fir datt mer dann och kënnen awer matzäit den Artikel 30 ëmsetzen.

Bon, dann awer zréck hei bei de Gesetzesprojet. Deen erméiglecht also den zoustännegen Autoritéiten - wien ass dat hei?, dat ass d'Steierverwaltung, dat ass d'Douanesverwaltung -, datt déi Zougang zu den Donnéeë kréien, déi am Kader vun den Artikelen 13 a 40 vun der Antiblanchimentsdirektiv gesammelt ginn. Wéi maache mer dat? Ma zu deem Zweck musse mer net alles nei schreiwen, mä et ginn dräi Gesetzer amendéiert, wou et och eigentlech - wéi soll ech soen? - ëm déi Elementer geet.

Dat heescht, wat fir eng Gesetzer ginn elo hei mat dësem Gesetz amendéiert? Eischtens ass et d'Gesetz iwwert d'Coopération administrative dans le domaine fiscal vun 2013. En zweet Gesetz, wat mer hei amendéieren, ass d'Gesetz iwwert d'Norme commune de déclaration vun 2015. An en drëtt Gesetz ass dat iwwert d'Déclaration pays par pays vun 2016, vun deem ech Iech och elo virun e puer Sekonne geschwat hunn.

Et sinn also kuerz dräi Artikelen, wou dann all Kéiers an deene jeeweilegen elo grad zitéierte Gesetzer déi zwou Verwaltungen - also d'Steierverwaltung respektiv d'Douanesverwaltung - Accès op Donnéeën an Informatioune kréien. Si kréien hei formaljuristesch also am Gesetz deen Accès zougesprach.

Bei dësen Informatiounen, ëm wat geet et do? Ma et geet ënner anerem ëm d'Identifikatioun vum Client respektiv dem Bénéficiaire effectif am Fall vu Structures intermédiaires.

Bei den Informatioune geet et ëm d'Natur vun de Geschäfter an Transaktiounen, ëm d'Sécherheetsmesurë vun de betraffene Finanzinstituter, fir datt se ebe kënne géint d'Geldwäsch virgoen. An déi concernéiert Administratiounen, déi kontrolléieren dat op déi Manéier respektiv op déi eenzel Obligatioune vun Due Diligence and Know Your Customer - wéi een dat esou schéin nennt - vun de Finanzinstituter, datt déi Prinzipien oder déi Prozeduren am Kader vum Antiblanchiment agehale ginn.

Voilà, dat sinn déi Haaptelementer.

Vläicht nach ganz kuerz an engem Saz, Här President: De Statsrot hat a sengem Avis dräi Opposition-formellë formuléiert. Et goung do ëm de Champ d'application vum Gesetzesprojet an d'Prozedur, wéi déi betraffen Autoritéiten un déi verschidden Informatioune komme konnten.

D'Finanzkommissioun hat awer kee Problem domat an huet dunn deementspriechend Amendementer adoptéiert. An du konnt och de Statsrot domadder d'accord sinn. Ech mengen, fir all weider Detailer verweisen ech och dann op mäi schréftleche Rapport, wou méi in extenso deen Echange mat der héijer Kierperschaft dann och do schréftlech fixéiert ass.

Dat gesot, géif ech och den Accord direkt hei vu menger Fraktioun zu deem Projet ginn an hoffen, datt mer op eng grouss Zoustëmmung zu dësem Projet de loi kommen, deen, wéi gesot, och e weidere wichtege Steen an eisem gemeinsame Kampf géint Terrorismus, géint Steierbedruch a Steierhannerzéiung wäert sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet den Här Mosar d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci fir d'Alleréischt dem Rapporteur, deen, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, hei erëm eng exzellent Aarbecht geleescht huet, souwuel e schréftleche wéi e mëndleche Rapport ofgeliwwert huet. En huet et erkläert: Hei ass e wichtege weidere Mosaiksteen am Kampf géint de Blanchiment.

Mir wäerte bien entendu eis Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Fro un de Finanzminister ze stellen an eng generell Observatioun ze maachen, déi och mat dësem Gesetz, mä generell och mat enger Rei vun anere Gesetzer ze dinn huet.

Déi éischt Fro ass ganz einfach, wou mer och nach mat enger Rei vun anere Projeten dru sinn, déi deposéiert sinn, mä wou menges Wëssens nach keng Avisen do virleien, well e bësselchen Opreegung am Moment schéngt ze sinn, net nëmme bei de Professionelle vum Secteur, och an der Press, wou gefrot gëtt, wéini déi géife kommen. Do ass notamment dee Projet de loi ATAD, wou et vläicht gutt wier, wann de Minister eis nach eng Kéier géif soen, wou dat dru wär. Menges Wëssens ass deen nach guer net aviséiert vum Statsrot, soudatt ech mer net ka virstellen, datt en nach hei zur Diskussioun kënnt.

En anere wichtege Projet, iwwert deen awer och ganz vill geschwat gëtt, ass de Regëster vun de Bénéficiaire-économiquen. Ech mengen, do ass et äänlech. Do kann ech mer also och net virstellen, datt dee Projet kënnt, mä et wär awer vläicht gutt, wann de Finanzminister vun der Geleeënheet géif profitéieren, fir dat och nach eng Kéier kloerzestellen. Ech mengen, da weess och jiddwereen, wou mer do dru sinn.

Zu all deene Sujeten do, souwuel zum Blanchiment, deem Projet, dee mer also de Mëtteg stëmmen, wéi och zu deenen, déi nach kommen, stellt sech awer fir eis an och fir mech méi e fundamentale Problem. Dat heite sinn nääamlech lauter Projeten, wou et och ëm eng gewëssen Transparenz geet; Transparenz vu Bénéficiaire-économiquen, och Transparenz um Niveau vum Blanchiment.

An ech kréien do vu ganz villen Akteuren aus dem Finanzsecteur gemellt, datt et do am Moment eng Rei Schwieregkeete géife gi mat deem neien Dateschutzgesetz, wat mer d'nächst Woch wäerten och hei an der Chamber adoptéieren, dat awer eigentlech scho säit dem 25. Mee a Kraaft ass, wou elo ganz vill Leit, déi all Dag mat deenen Texter do ze dinn hunn, notamment mam Blanchimentstext, feststellen, datt et do eng Rei vu Kontradiktioune gëtt mat deem neien Dateschutzgesetz. Wou ech mech iwwerhaapt froen, Här Finanzminister: Wa mer elo do ganz grouss Transparenz spille loossen, och bei deem Regëster, wéi dat iwwerhaapt ka kompatibel si mat engem Schutz vun Donnéeën. An ech hunn, wéi gesot, heiansdo do d'Gefill, datt an der Kommissioun déi riets Hand net weess, wat déi lénks mécht a wou natierlech herno déi Leit domadder geplot sinn, déi dat mussen ëmsetzen.

Hei geet et manner ëm eng Fro vu Collecte vun Donnéeën, mä haaptsächlech ëm eng Fro vun Traitement vun Donnéeën, well do si ganz streng Bestëmmungen elo virgesinn an déi sinn deelweis net ëmmer en harmonie, wéi gesot, mat aneren Texter. Ech wär vläicht frou, wann de Minister eis doriwwer kéint e puer Wuert soen, quitte datt ech mengen, datt et elo keng Allheelléisung gëtt. Mä et wär vläicht och net schlecht, wann eng Kommissioun, ier se dann esou Initiativen hëlt, sech awer och emol heiansdo géif d'Fro stellen, ob dat kompatibel ass mat aneren Texter.

Dat gesot, bréngen ech dann nach eng Kéier hei den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Mat engem Merci un de Rapporteur fir säin explizitte schréftlechen a mëndleche Rapport ginn ech domat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Och ech schléisse mech un, fir de Merci weiderzeginn un de Rapporteur, deen ausféierlech drop agaangen ass, wéi d'Wichtegkeet, dass mer dat och hei esou séier wéi méiglech ëmsetzen. Dofir kënne mer dat nëmmen ënnerstëtzen a mir ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Bon, d'Direktiv Antiblanchiment vun 2015 verlaangt, datt all d'EU-Memberen e Registre des bénéficiaires effectifs opstellen. An deem Register sollen déi reell Proprietairen an déi final Beneficiairë vun alle Societéiten, vun alle Fongen a vu jiddwer anerer Finanzstruktur erfaasst ginn. A mat deenen Informatioune soll et méi einfach ginn, géint d'Geldwäsch oder géint d'Finanzéierung vum Terrorismus virzegoen, well do oft verschachtelt Societéite benotzt ginn, fir d'Finanzstréim ze verstoppen.

Dëse Register hätt solle spéitstens am Juni 2017 operationell sinn, mä Lëtzebuerg deet sech domat anscheinend ganz schwéier. Dat läit vläicht och dorunner, datt esou verschachtelt Societéite jo och oft vu räichen Individue benotzt ginn, fir hir Responsabilitéit a Steierfroen ze ëmgoen. Wéi och ëmmer, Tatsaach ass, datt mer dee Register nach ëmmer net hunn an och dës Legislatur net méi wäerte kréien. Mä dorop komme mer dann d'nächst Woch och nach eng Kéier zréck.

Elo si mer dann hei mat enger neier Direktiv, der DAC 5, konfrontéiert, déi verlaangt, datt d'Steierverwaltung Zougang kritt zu dem Registre des bénéficiaires, deen et awer zu Lëtzebuerg guer net gëtt! Deemno kënne mer dës Direktiv, där hiert erklärtend Zil et ass, géint Steierbedruch a Steierflucht virzegoen, och net komplett ëmsetzen, esou wéi mer den Antiblanchiment vun 2015 nach net komplett ëmgesat hunn.

Wat bleift, ass da just, datt mer der Steierverwaltung en Zougang ginn zu den Informatiounen, déi d'Finanzinstituter am Kader vun hirer Obligation de diligence raisonnable hunn, fir kënnen ze iwwerpréiwen, ob se där Obligatioun och nokommen. Dat alles dann och nach begrenzt op auslännesch Ufroen, soudatt Informatiounen iwwer Residenten natierlech net kënne vun der Steierverwaltung ugefrot ginn. An deen Zougang ass nach eng Kéier zousätzlech erschwéiert ginn doduerjer, datt et op Demande ass, obwuel dat an der Direktiv guer net esou virgesinn ass. Méi einfach gesot: Dëse Projet huet beim Kampf géint Steierbedruch a Steierevasioun praktesch keen Interêt méi, well déi wichtegst Dispositioune feelen.

Also, mir als Lénk, mir setzen eis a fir wierkungsvoll Mesurë géint Steierbedruch, géint Steierevasioun a Steieroptiméierung; wéi dat genannt gëtt. Mir wäerten ons ni domadder offannen, datt déi normal Bierger musse brav hir Steiere bezuelen, wärend Superräicher a Multinationallen de Finanzsystem benotze kënnen, fir sech aus hirer Verantwortung ze zéien!

Mir wäerten zwar dee Projet de loi och matstëmmen, och wann eis dat Iwwerwannung kascht, well mir mat der Aart a Weis, wéi d'Regierung hei bei der Ëmsetzung virgeet, net kënnen d'accord sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech freeë mech, dass mer hei e Konsens hu bei der Transpositioun vun dëser Direktiv, genannt DAC 5, déi d'Kooperatioun tëschent de verschiddene Verwaltungen an Institutioune vun eisem Land regelt.

Et geet hei haaptsächlech ëm Antiblanchimentsmesuren an Transparenz. An ech si frou, dass mer dat haut hei kënne maachen. Dat grefféiert sech op e ganzt Arsenal vun Direktiven, déi mer schonn ëmgesat hunn. De Rapporteur Eugène Berger, deem ech och heimat wëll Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, huet dat ervirgestrach. Hei si mer à cheval iwwert d'Coopérations administratives, iwwer „country-by-country reporting" an och bei der Norme commune de déclaration; op Englesch ass dat en aneren Akronym. An et ass wichteg, dass mer dat elo och hei ëmsetzen.

Et ass esou, dass mer hei och net grad alles ëmgesat kréien, well déi Matière immens séier evoluéiert. Et ass esou, dass sech am Domän vum Antiblanchiment haaptsächlech d'Initiative vun Europa iwwerschloen. Dat heescht, am Moment, wou een amgaangen ass, eng Initiativ ëmzesetzen, kënnt schonn an der Période de transposition eng nei derbäi. Mir sinn also um Ball a mir versichen, dat alles zur Zäit ëmzesetzen.

Zu de Froe vum Deputéierte Mosar géif ech gäre soen: Wat d'Direktiv ATAD ubelaangt, dat ass Anti-Tax Avoidance Directive op Englesch, an do gëtt et der zwou.

Bei där éischter hu mer effektiv elo d'Prozedur vun der Ëmsetzung ugefaangen, andeem mer virun e puer Wochen dat am Regierungsrot ugeholl hunn an op den Instanzewee geschéckt hunn a mer eis natierlech bewosst waren, dass virum Summer de Conseil d'État och net kéint en Avis driwwer ginn. Dat ass eng ganz wichteg Direktiv, déi en Deel vun den OECD-Bestëmmungen am Kontext BEPS soll ëmsetzen. Dat wäert heimadder geschéien.

An ech ginn dovunner aus, dass de Conseil d'État no der Vakanz eis da säin Avis doriwwer gëtt, fir dass mer da virun Enn des Joers déi ATAD-Direktiv kënnen an d'Lëtzebuerger Recht ëmsetzen; wat och den normalen Delai ass. Déi Direktiv soll op den 1. Januar 2019 ëmgesat ginn.

Wat de Registre des bénéficiaires économiques ubelaangt: Och do sinn, an dat hunn ech elo just ugeschwat, Adaptatiounen néideg, well d'Europäesch Gesetzgebung déi ganzen Zäit evoluéiert. An och dat wäert net virun der grousser Vakanz geschéien.

Wat elo d'Protection des données ubelaangt, wat hei ugeschwat ginn ass: Mir hunn d'lescht Woch effektiv déi Direktiv, oder plutôt et ass e Reglement iwwert d'Protection générale des données, zu Lëtzebuerg transposéiert. Mir hunn natierlech mat där gréisster Suergfalt, Här President, derfir gesuergt, dass dat alles kompatibel ass mat eiser Gesetzgebung. Ech referéiere mech do och op den Artikel 9 vun dësem Reglement.

Et kéint vläicht au cas par cas sinn, dass sech do Froe stellen. Mir sinn natierlech interesséiert als Regierung, wa sech do Froe stellen, déi nach net geléist wären, dass mer déi kennelléieren, mä natierlech ass dat mat grousser Attentioun gemaach ginn.

Ech freeë mech, dass mer och konnten déi Remarke vum Conseil d'État hei iwwerhuelen. An da freeën ech mech, dass Lëtzebuerg sech heimat konform mécht mat der europäescher Gesetzgebung.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer iwwert de Projet de loi 7208 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7208 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

55-mol Jo an 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7208 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Martine Mergen), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen dann zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass eng Modifikatiounspropositioun vun eisem Reglement, d'Propositioun 7327. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Alex Bodry.

3. 7327 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

Rapport de la Commission du Règlement

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn an dëser Legislaturperiod eng ganz Rëtsch vun Ofännerunge gemaach an eisem Chambersreglement. Ech woen hei ze behaapten, dass mer eng vun deene wichtegsten hei maachen, well et sech ëm déi praktesch Ëmsetzung vun enger net onwesentlecher Verfassungsdispositioun handelt, den Artikel 57.(2) vun eiser Verfassung, dee Folgendes seet: «La Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.»

Lëtzebuerg gehéiert also zu deene wéinege Länner nach, deene wéinegen Demokratien, wou et am Endeffekt déi gewielte Volleksvertriedung ass, déi eleng decidéiert, ob d'Wahle richteg waren an ob déi Zesummesetzung vun der Chamber och déi richteg ass. Déi meeschte Länner sinn ewell an de System iwwergaange vun enger Geriichtskontroll, wou d'Geriichter am Endeffekt decidéieren, wat ass, an net déi Leit, déi gewielt sinn.

Mat der Belsch, mat e puer aneren europäesche Länner kenne mer nach deen dote System. Mir wëssen awer alleguerten, dass dee System net gutt ass. Mir wëssen et doduerjer, dass mer all fënnef Joer hei deen Exercice maache mat enger Verlousung vu siwen Nimm - dat ass jo ganz lëschteg -, mat duerno enger Ënnerbriechung vun eiser Sitzung. Déi Leit, déi sech dann an engem Sall hei niewendrun treffen, eng Kéier kuerz kucken, wat d'Procèsverballe vun deene véier Haaptwahlbüroen an deene Bezierker soen, an dann op virdru scho preparéiert Texter vun der Verwaltung zréckgräifen an da gläich drop hei der Chamber Rapport maachen a soen, et wier alles an der Rei.

Dat ass schemenhaft duergestallt, wéi sech dat - an der Regel! - ofgespillt huet. Et muss een och soen, dass mer et hei zu Lëtzebuerg, zumindest bei deene leschte Wahlen, wéineg ze dinn hate mat Contestatiounen, wat d'Wahlen ugeet, wou d'Regularitéit zum Beispill vun der Gesamtwahl oder an eenzelne Wahlbüroe contestéiert gi wär oder wou contestéiert gi wär, dass een Deputéierte kéint säi Mandat untrieden.

Et sinn awer esou Fäll an der Vergaangenheet ginn! Ech wëll dat och soen. Duerfir ass et vläicht interessant, eng Kéier e klenge Réckbléck ze maachen.

Et ass e Fall gi vun engem Deputéierte Klees 1911, wou fir d'Éischt gesot ginn ass, et wier alles an der Rei a wou schlussendlech awer seng Wahl invalidéiert ginn ass vun der Chamber.

Et gëtt virun allem en anere Fall, dee ganz bekannt ass. Dat ass de Fall vum éischte kommunistesche gewieltenen Deputéierten Zénon Bernard 1934, wou déi deemoleg Chamber mat de Stëmme vun der Rietspartei a vun der radikal-liberaler Partei decidéiert huet, dass deen Deputéierten, well e Kommunist war, eigentlech net däerft an der Chamber sëtzen; well e jo e Kommunist war. Dat war d'Haaptargument deemools. D'Kommunisten, déi kéinten net en Eed op d'Verfassung leeschten, well se géint d'Verfassung wären.

An d'Chamber ass souguer an hirer enormer Wäitsiicht deemools esou wäit gaangen, dass se majoritär decidéiert huet, dass och kee kéint noréckelen op där doter Lëscht, well et jo alleguerte Leit wären, déi net kéinten den Eed op d'Verfassung leeschten, well se géint d'Verfassung wären. An dat huet derzou gefouert, dass d'Kommunistesch Partei, déi deemools mat 7% ee Sëtz am Südbezierk kritt hat, net duerft untrieden. An dee Sëtz ass deemools un déi Partei gefall, déi am noosten um nächste Sëtz war. Dat war d'Aarbechterpartei, déi awer selwer géint dee ganzen Déngen do gestëmmt hat.

Also, fir ze soen, dass do scho ganz speziell Saache gemaach gi sinn.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Neen, Här Wolter. Ech hunn Är Zwëschebemierkung hei héieren. Och dat ass e bësse méi reng, wéi Der vläicht mengt. Ech hu mech e bëssen an d'Historie eragesat. Do gëtt et Theorien - se sinn deemools opgestallt ginn, ech weess zwar net, ob se stëmmen -, déi gesot hunn, dass notamment bei der radikal-liberaler Partei deemools d'Meenung war, d'Aarbechterpartei géif op dee Sëtz do verzichten. Dat heescht, all Gewielte vun der Aarbechterpartei géif drop verzichten, dee Sëtz do unzehuelen. An da wär de Sëtz un den deemolege fréieren Escher Buergermeeschter gaangen, e Liberalen. An déi Rechnung ass awer deemools nach net opgaangen. Gutt!

(Hilarité)

Dat gesot, gesäit een also, wéi déi reng a wéi fei juristesch sengerzäit schonn iwwerluecht ginn ass. Et war natierlech déi Zäit, dat wësst Der och, gläich drop ass d'Maulkuerfgesetz hei an der Chamber gestëmmt ginn. Mir waren an där doter Atmosphär sengerzäit mat dran.

Ee lescht Beispill wëll ech ufëieren. Do ass et zwar net ëm d'Validatioun vu Wahle gaangen, mä ëm de Fait, ob en Deputéierte kéint weider hei an der Chamber sëtzen. Dat ass deemools d'Affär vun der Madamm Lulling gewiescht, déi jo veruerteelt gi war um Correctionnel zu enger Prisongsstrof mat Sursis an zu enger Geldstrof wéinst Immixtioun mat der Peine accessoire, datt se net däerft eng Fonction publique besetzen.

Deemools ass awer drolegerweis net iwwert déi Kommissioun vun de Wahle gefuer ginn, mä et ass eng Spezialkommissioun vun der Chamber agesat ginn, déi de Prinzip sollt klären, ob ënnert déi Interdictioun, déi d'Geriicht gesprach hat, och d'Deputéiertemandat géif falen oder net. Et ass hin- an hiergaangen. An der Kommissioun war et majoritär d'Positioun, et géif drënner falen, dat heescht, d'Madamm Lulling däerft net méi hei sëtze bleiwen. Wéi awer hei ofgestëmmt ginn ass an enger ëffentlecher Ofstëmmung an net an enger geheimer Ofstëmmung, ass da schlussendlech erauskomm mat dräi Stëmme Majoritéit, dass u sech theoretesch déi Interdictioun net géif gëllen.

Obwuel de Procureur général deemools enger anerer Meenung war, ass am Fong géint deen Avis vum Parquet général... Dunn huet d'Chamber gesot: Ah neen, u sech géif déi Interdictioun net bedeiten, dass deen Deputéierten net méi däerft hei an der Chamber sëtzen. Duerno huet awer d'Madamm Lulling hir Demissioun ginn, ech mengen, mam Versprieche, fir op der nächster Lëscht fir d'CSV awer weider drop ze sinn. Dat si jo awer och nëmme Spekulatiounen.

Dat gesot, fir ze weisen, dass et also schonn esou Fäll gëtt, dass mer hei net elo iwwert Theorie schwätzen, mä dass et scho Fäll gëtt, wou sech kënne seriö Contestatiounen ergi bei Wahlen, wou e Verdacht vu Fraude zum Beispill besteet. Da muss d'Chamber sech, well et ass déi eenzeg, déi zoustänneg ass, also Instrumenter ginn, wéi se mat esou Situatiounen ëmgeet an där Affär och seriö da kann nogoen a kontrolléieren.

An, wéi gesot, et ka sech am Eenzelfall och stellen, dass ee veruerteelt gëtt an ee sech d'Fro stellt: Kann e weider Deputéierte bleiwen? Ka sech eng aner Onvereinbarkeet erginn duerch d'Familljesituatioun oder Äänleches? Da muss och all Kéiers gekuckt ginn: Kann déi dote Persoun effektiv dat Mandat weiderféieren oder ka se en neit Mandat untrieden, wann et eng Vacance de poste ass, déi hei ze ersetzen ass an der Chamber?

Also, et ass awer schonn, mengen ech, e wichtege Punkt, zemools wa relativ knapp Majoritéitsverhältnisser an der Chamber herrschen. Da kann dat doten heiansdo ganz determinant sinn. An duerfir also, all déi Parteien, déi a Spekulatioune sinn, wéi d'Konstellatioune sollen ausgesinn, solle sech eng gewësse Marge ginn, wa se wëlle Koalitiounen zesummestellen, well et kënnen ëmmer Evenementer virkommen, déi déi Majoritéiten do relativ da kënnen a Fro stellen.

Mir wëssen also, dass deen heite System, wéi mer en elo kennen, zënter dass mer eis Verfassung hunn, net gutt ass. Mir wëssen, dass mer do mussen agéieren. An ech mengen, en zousätzlechen Impuls ass komm op där enger Säit duerch déi Verfassungsdiskussioun, déi mer hunn, wou dat doten ëmmer e Punkt ass, dee mer iwwert d'Jore vun Zäit zu Zäit erëm eng Kéier frësch diskutéiert hunn, wéi mer an Zukunft wëllen deen dote System opbaue vun der Validatioun vu Wahlen an der Verifikatioun vun de Pouvoire vun de Membere vun der Chamber.

A mir hunn eis, wéi gesot, och zousätzlech déi Fro nach eng Kéier misse stellen, well et an der Tëschenzäit en Uerteel gëtt vun der Cour européenne des droits de l'homme vu Stroossbuerg. Eng Affär Grosaru géint Rumänien vum 2. Mäerz 2010. An do ass Rumänien veruerteelt ginn, well Rumänien befaasst war mat enger Contestatioun vu Wahlen.

A Rumänien hat deemools en äänleche System, wéi mir en haut hunn a wéi d'Belsch en och hunn. Dat heescht, dass do u sech e Parlament zoustänneg ass. Et ass bei hinnen eng Kommissioun vum Parlament, déi derfir zoustänneg war. An do ass gesot ginn, dat géif net goen, well déi dote Prozedur iwwert d'Parlament net déi néideg Garantië vun Onparteiegkeet géif bidden, déi néideg wär awer bei Contestatioune vu Wahlen, bei engem Contentieux post-électoral.

Duerfir ass Rumänien och zu enger Geldstrof veruerteelt ginn. Et ass hei ëm d'Interpreta-

tioun vum Wahlgesetz gaangen, ganz konkret am rumänesche Fall. D'Riichteren hunn awer drolegerweis, well dat wahrscheinlech och als Argument am Kader vun deem Prozess opgeworf ginn ass vun der rumänescher Regierung, an engem Considerant gesot, dass dat vläicht anescht wär a Länner, déi eng konsolidéiert Traditioun vu parlamentarescher Demokratie hätte wéi Lëtzebuerg, wéi d'Belsch, wou een dat kéint anescht kucken.

Mir wäerten do Kloerheet kréien, well momentan eng Affär unhängeg ass géint d'Belsch. De Parti des travailleurs belges (veuillez lire: Parti du travail de Belgique), deen huet eng Contestatioun gemaach. An do wäert och wahrscheinlech am Laf vum nächste Joer en Uerteel vu Stroossbuerg kommen. An da wësse mer definitiv, wou mir och dru sinn, well an der Belsch u sech vum Prinzip hier deeselwechte System besteet, obwuel si och, wat mir haut maachen, am Kader vun hirer Verfassung, déi äänlech formuléiert ass wéi eis, probéiert hunn, eng Rei vu Mechanisme mat anzebauen, wou méi eng seriö Kontroll vum Parlament selwer gemaach gëtt iwwert d'Richtegkeet vun de Wahlen an d'Zesummesetzung vun hirem Parlament.

Et ass also, mengen ech, net vu Muttwëll, dass mer deen heite Schratt maachen. Mir mussen en haut maachen, et ass nëmmen e Schratt, et ass keng definitiv Léisung, well mer eis Verfassung nach ëmmer hunn - ech hunn aus deem Text virgelies -, déi eben der Chamber eleng d'Kompetenz gëtt, fir déi dote Froen ze klären. Mir hunn awer an eisem Projet vun enger neier Verfassung, wou mer jo de 6. Juni de Rapport ugeholl hunn, den Artikel anescht formuléiert.

Ech wëll dat kuerz virliesen. Dat ass déi méi definitiv Léisung, déi mer ustriewen. Artikel 68.(1) an 68.(2) soen, ech zitéieren: «La Chambre des Députés se réunit en séance publique de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections pour vérifier les pouvoirs de ses membres.» Do spillt et also. An den Artikel 2 seet: «Il appartient à la Chambre des Députés de constater que l'un de ses membres a perdu la qualité de député en raison de la survenance, en cours de mandat, d'une cause d'inéligibilité au sens de l'article 65 ou d'une incompatibilité au sens de l'article 66.» An da kënnt et: «Un recours contre ces décisions est ouvert devant la Cour constitutionnelle. Les modalités de ce recours sont réglées par la loi.»

Mir hunn also elo virgesinn, dass eigentlech d'Chamber an all deene Fäll vu Validatioun vum Resultat vun de Wahlen an eenzel Decisiounen, déi d'Deputéierte kënne betreffen, als éischt Instanz, als quasi juridictionell éischt Instanz fonctionnéiert, mat awer enger Rekursméiglechkeet bei der Cour constitutionnelle. Mir hu laang diskutéiert, ob dat soll d'Verwaltungsgeriicht, d'Cour administrative sinn. Schlussendlech ware mer eis eens, dass een esou deen „contentieux post-électoral" bei den nationale Wahle sollt op d'Cour constitutionnelle eropginn. Do muss natierlech nach e Gesetz gemaach ginn, fir dat da genau ze regelen. Dat musse jo ganz kuerz Delaie sinn, wou dat dote spillt.

Et ass och logesch, fir dat ze maachen, well mir kennen dat jo bei anere Wahlen. Bei de Gemengewahlen, do gëtt et eng Rekursméiglechkeet a kuerzen Delaie virum Verwaltungsgeriicht an éischter Instanz a virun der Cour administrative an zweeter Instanz fir all Bierger. Mä och den Innenminister kann déiselwecht Prozedur maachen, wann e mengt, et wär eppes schifgelaf bei deene Wahlen. A mir hunn et och virgesinn am Gesetz vun 2005 iwwert de Referendum. Do ass e Recours en annulation virgesinn direkt bei der Cour administrative an engem Delai, mengen ech, vu fënnef Deeg no der Publikatioun vun de Resultater vum Referendum. Also och dat kenne mer.

Mir kennen et net bei de Parlamentswahlen a mir kennen et net bei den Europawahlen. Dee Problem léise mer hei net. Mir hunn e juristesche Vakuum, wat d'Europawahlen ugeet, well et kee formellen Text gëtt. Et gëtt eng Praxis, déi seet, dass d'Chamber eigentlech par analogie och d'Validatioun vum Resultat vun den Europawahlen hei zu Lëtzebuerg mécht. Dat gesäit awer kee Gesetzestext vir a souguer d'Reglement vun der Chamber gesäit et net ausdrécklech vir. Dat ass also och nach direkt e Schantjen, dee mer mussen deemnächst ugoen, fir virun deenen nächsten Europawahlen eng Zort vu Garantie mat anzebauen, wat eng seriö Kontroll vun dem Resultat vun deene Wahlen do ugeet, wa sollte Contestatioune kommen.

Mir mussen also hei op en äänleche Wee goe wéi deen, dee mer hei virexercéieren. Souguer kéinte mer, well d'Verfassung do jo net bremst, eigentlech direkt e Recours virgesi bei enger Geriichtsinstanz, wat d'Europawahlen ugeet. Dat wär gutt, mengen ech, wa mer deen dote Wee géife goen. Dat ass immens wichteg.

D'Zäit leeft mer e bësse fort hei. Ech wëll soen, ech kann elo op de schréftleche Rapport fir de Rescht verweisen, well dee wierklech am Detail op all Hypotheesen ageet.

Nach eng Kéier: D'Chamber mécht dräi Kontrollen. Si mécht d'Kontroll iwwert d'Regularitéit vun de Wahlen, iwwert d'Fro vun der Onwielbarkeet vun eenzelne Memberen an iwwert d'Fro vun der Vereenbarkeet mam Deputéiertemandat an eenzelne Fäll.

An Zukunft wäert nëmme ganz am Ufank déi Kommissioun si vu siwe Leit, déi duerch d'Lous bestëmmt gëtt, déi d'Validatioun muss preparéieren an de Rapport maachen zur Validatioun vun de Wahlen. Duerno gëtt et eng permanent Kommissioun vun der Chamber, déi dat Ganzt am Laf vun där ganzer Period kuckt. A wa keng Contestatioune sinn an eenzelne Fäll, wou Leit norutschen am Laf vun deene fënnef Joer, da kënnt et och net méi zu där spezieller Prozedur, wéi mer se hei kennen, mä da gëtt dat einfach nëmme festgestallt. D'Wahlen, wa se eng Kéier validéiert si vun der nei gewieltener Chamber, bleiwe validéiert fir déi ganz Period. A wann do keng Problemer sech stelle vun Onvereenbarkeet, da kann dat normal oflafen, ouni dass een do nach eng Kéier frësch Kommissiounen asetzt.

Eng Suerg, déi mer nach haten, dat ass, dass mer de Principe du contradictoire hei mat abauen. Dat heescht also, wa wierklech Contestatioune sinn, wat d'Wahlen ugeet, an déi schénge seriö ze sinn, da soll déi Kommissioun dann och d'Leit héieren. Eventuell muss och den Deputéierte selwer gehéiert ginn. Dat heescht, et kann zu Situatioune kommen, dass deeselwechten Dag, wou d'Chamber fir d'Eischt zesummekënnt - dat ass jo an Zukunft den drëtten Dënschdeg no de Wahlen -, mer dann an enger hallwer Stonn fäerdeg sinn. Dat ka bedeiten, dass d'Chamber zwar zesummekënnt, mä déi konstitutiv Sitzung vun der Chamber eréischt méi spéit ass, wann zum Beispill eng seriö Contestatioun wär, wat d'Regularitéit vun de Wahlen ugeet. Dat wäert sech also an Zukunft änneren. Dat gëtt méi eng grouss Prozedur, wa sech wierklech seriö Contestatioune géife weisen, wou ee probéiert, awer all Garantien ze ginn.

Wichteg ass och, dass déi Diskussiounen an der Kommissioun wäerten ëffentlech sinn, fir d'Transparenz no baussen ze ginn. Dat gëtt also keng Diskussiounen à huis clos an enger Kommissioun. An déi Kommissioun muss e fondéierte Rapport maachen, wou se op d'Argumenter an d'Géigenargumenter ageet an erkläert, firwat se zu enger gewëssener Konklusioun kënnt. Mä et ass d'Chamber selbstverständlech, déi eleng doriwwer decidéiert, an engem offene Vott, wat d'Validatioun vum Wahlresultat ugeet, awer an engem geheime Vott, wann et sech ëm eenzel Persounen dréit. Dat hu mer an der Kommissioun als Prinzip festgehalen, well dat e Prinzip ass, dee mer soss am anere Fall kennen.

Ech schléissen heimadder, ech kierzen e bëssen of. Ech wëll just soen, dass eiser Meenung no an der Kommissioun nach e puer Aarbechten op déi nächst Chamber duerkommen, fir d'Wahlgesetz ze änneren. Mir brauchen eng allgemeng Revisioun vun eisem Wahlgesetz. Do sinn eng Rei vun Hickhacken an deem ganzen Text mat dran. Mir mussen dat maachen.

Mir mussen éischtens déi Onvereenbarkeeten an d'Wahlgesetz eraschreiwen. Mir mussen déi Fro vun den Europawahle klären. A mir mussen eng drëtt Fro klären, d'partiell Neiwahlen. D'Lëtzebuerger Wahlgesetz gesäit keng Deelneiwahle vir. Wa mir also an engem Bezierk géifen esou schwerwiegend Feeler entdecken, dass ee géif soen, mir missten decidéieren, dass do nei gewielt gëtt, misste mer praktesch e Gesetz stëmmen, fir dat ze maachen, well eist allgemengt Wahlgesetz eigentlech déi dote Méiglechkeet net ausdrécklech virgesäit.

Am belsche Wahlgesetz ass dat entre-temps geännert ginn. Si gesinn déi dote Méiglechkeet vir, woubäi awer och kloer ass, dass net all Irregularitéit bei Wahlen automatesch zu enger Annullatioun vun de gesamte Wahle féiert. Do gëtt et d'Jurisprudenz a Frankräich, an anere Länner, déi da kucken, wéi schwerwiegend déi Fraude ass an op déi wierklech esou en entscheedenden Afloss hat op d'Wahlergebnis, dass doduerch muss concluéiert ginn, dass déi ganz Wahle musse frëschgemaach ginn. Dat muss also erëm eng Kéier vu Fall zu Fall gekuckt ginn.

Dat gesot, géif ech Iech bieden, deen heiten Text ze stëmmen. An ech brénge och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem heiten Text. An domadder, Här President, wär och meng Proposition de modification du règlement vun 2016 hifälleg, déi och en Deelaspekt vun deem Ganzen hei betraff huet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Rapporteur. An éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur Merci. Doduerch, dass hie virun allem a sengem mëndleche Rapport relativ ausféierlech op déi Änderung vum Reglement agaangen ass, kann ech mech méi kuerzfaassen. Allerdéngs mengen ech, op eenzel Punkten awer nach mussen anzegoen.

D'Verfassung gesäit d'Vérification des pouvoirs vun der Chamber vir, an d'Chamber ass och eleng Meeschter iwwert déi Vérification des pouvoirs. A mir hunn, dat huet de Rapporteur och gesot, relativ wéineg Texter, déi eis kloer Riichtlinne ginn an déi kloer festleeën, wat déi Vérification des pouvoirs da wierklech ëmfaasst. Ech hunn an deem grousse Buch vum Conseil d'État nogekuckt iwwert deen doten Artikel. An do huet de Conseil d'État am Fong geholl gesot: „Jo, déi Mesuren, déi solle geholl gi bei där Vérification des pouvoirs, hänke schliisslech vun der Chamber of."

Ben, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Bodry huet Beispiller aus der Vergaangenheet bruecht. Wann d'Chamber eleng ouni Texter kann decidéieren, si mer am Arbitraire. An dofir ass et noutwendeg, esou wéi de Rapporteur och gesot huet, dass déi ganz Matière vun der Vérification des pouvoirs op de Leescht geholl gëtt an dass Kloerheet besteet.

Éischtens emol, ob een déi Attributioun bei der Chamber léisst oder ob een op de Wee geet, dass do eng aner Instanz, zum Beispill d'Cour constitutionnelle, hanneno en Deel oder all déi Pouvoire vun der Vérification des pouvoirs géif iwwerhuelen. Et kann een do en Tri maachen, dat misst een natierlech gesinn, mä dass et noutwendeg ass, fir Kloerheet ze schafen, schéngt mer evident. An do stellt och d'Fro sech: Mir hunn deen Text vun der Vérification des pouvoirs, dee mer haten, bäibehalen an der neier Verfassung. Mir hunn déi Kompetenze bei der Chamber gelooss, allerdéngs mat deem Zousaz, deen de Rapporteur och scho genannt huet.

D'Vérification des pouvoirs ëmfaasst dräi Voleten:

Dat ass éischtens emol d'Validatioun vun de Wahlen. Dat steet och am Artikel 118 vum Wahlgesetz. Wat heescht dat, Validatioun vun de Wahlen? Deen Artikel duerno seet, dass d'Chamber ka Contestatiounen entgéinthuelen an dass déi musse gekläert ginn, ier et zu enger Validatioun kënnt. An der Vergaangenheet ware wéineg Contestatiounen do, mä et muss ee sech awer fir d'Zukunft erwaarden, dass et net noutwendegerweis dobäi bleift, dass also Leit, déi interesséiert sinn, Kandidaten, déi bei de Wahlen entweder gewielt oder net gewielt si ginn, aus iergendenger Ursaach, aus engem Motiv eraus eng Contestatioun eraginn.

Wéi verhält dann d'Chamber sech zu där Contestatioun? An do ass meng wesentlech Fro, ob een déi Pouvoiren, notamment bei der Validatioun vun de Wahlen, bei der Chamber soll loossen. Vill Leit dobausse sinn der Meenung, d'Wahle géife validéiert gi vun deene jeeweilege Presidente vun de Wahlbüroen; wat eng falsch Opfaassung ass. Et ass ganz kloer, dass d'Validatioun bei der Chamber läit. Do ass zum jëtzegen Zäitpunkt vun der juristescher Situatioun hier keng Contestatioun oder keng aner Interpretatioun méiglech.

Et ass och net esou, dass d'Regierung se validéiert, mä d'Chamber kritt all d'Donnéeën, fir d'Wahlen ze validéieren. Wat dorënner ze verstoen ass, do fënnt een an den Texter eigentlech guer näischt. Guer näischt!

An den Här Bodry huet hei zum Schluss vu senger Interventioun eng Fro opgeworf vun deelweisen Neiwahlen. Ech deelen, Här Rapporteur, déi Meenung absolutt net, well ech sinn net där Meenung... Also, à moins, dass et wierklech ganz uerg wär. Eenzel Irregularitéite kënnen net derzou féieren, dass deelweis Wahle kéinten annulléiert ginn! An da wier d'Fro nach, ob d'Chamber dat ka maachen oder wien et ka maachen.

Dat bedéngt natierlech eng ausféierlech Diskussioun, well deelweis Neiwahlen ass a mengen Aen oder kann op jidde Fall een Instrument si vu Manipulatioun, well et de Sënn vun de Wahlen ass, dass se am ganze Land deeselwechten Dag sinn an dass net deen een Dag do an deen aneren Dag op enger anerer Plaz gewielt gëtt.

Wann déi Méiglechkeet géif eventuell an d'A gefaasst ginn, géif ech mengen, dass dat an der Verfassung muss verankert ginn. Dat ass eng wesentlech Fro. Dat ass esou wichteg a mengen Ae wéi d'Opdeelung vum Land no Wahlbezierker.

An da mengen ech och, dass een déi Fro vun der deelweiser Annullatioun vu Wahlen net iergendengem kann iwwerloossen. Wann et bei der Chamber bleift, mengen ech schonn, dass dat eng Fro wär, déi da mat enger Majorité qualifiée misst entscheet ginn, well dat ass eng wesentlech a wichteg Fro.

Wann dat einfach géif ginn, fäerten ech, dass dat zu enger Manipulatioun vum Wieler kéint féieren, dée jo da gesinn huet, wéi an anere Bezierker gewielt ginn ass a wou dann eventuell am Hibléck op d'Wahlresultat Korrekture kéinte kommen an déi eng oder an déi aner Richtung. Also, dat ass a mengen Aen an enger Demokratie een Instrument, wat nëmmen en toute dernière instance kéint invoquéiert ginn, da mat allen noutwendege juristesche Sécherheeten, déi anzebaue sinn.

Perséinlech - an dat soen ech och - wëll ech mech net enger Diskussioun verschléissen. Souwisou sinn ech net bei där Diskussioun nächstens derbäi, wat awer net verhënnert, dass ech mech kann zu Wuert mellen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Eng Contestatioun maachen.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, neen. All Bierger huet jo dat Recht, mä meng Meenung ass déi, dass een dat doten Instrument net soll gebrauchen. Et soll ee kucken: Wou sinn d'Irregularitéiten? Kann een déi behiewen? Kann nogezielt ginn? Wéi kann een do virgoen? An ier een dat do Wuert vun Neiwahlen - partiellen Neiwahlen! - géif invoquéieren, muss een all aner Méiglechkeeten ausprobéiert hunn.

Zweetens, bei der Validatioun vun de Wahle stellt och d'Fro sech, ob een déi dote Pouvoire bei der Chamber soll loossen. D'Fro ass déi, ob dann net eng juristesch Instanz wéi och an anere Länner d'Validatioun vun de Wahle soll maachen. A bei der Validatioun, mengen ech, muss een an Zukunft, esou wéi bei de Gemengewahlen, och d'Méiglechkeet vu Contestatioune virgesinn, déi a kuerzer Zäit dann och iwwer normal juristesch Weeër kënne gekläert ginn.

Deen, deen interesséiert ass, dat heescht den Deputéierte selwer oder d'Deputéierte selwer, sollen net a mengen Aen iwwer Froen diskutéieren an entscheeden, ouni dass eng Rekursméiglechkeet do ass, wéi bis elo, ouni dass eng drëtt Instanz dann neutral, independent dat do entscheet huet. Also, an där Fro vun der Validatioun, mengen ech, muss een och fir d'Zukunft kucken, wéi ee virgeet.

Een zweete Punkt, dat ass deen, dass d'Chamber iwwert d'Eligibilitéit vun hire Memberen entscheet. Do ass jo och virgesinn, dass elo eng Deklaratioun gemaach gëtt, dass Piecë mussen erageliwwert ginn. Also, do kéint ech mer och virstellen, dass dat nach bei der Chamber kéint bleiwen, dass an enger éischter Sitzung d'Chamber doriwwer decidéiert.

Allerdéngs muss ech Iech soen: Bei geneeër Lektür vum Text ass mer op eemol bewosst ginn, dass dat do eng Aufgab wär, déi och déi al Chamber kéint erfëllen. Den Text seet net kloer, dass d'Chamber dat misst maachen. D'Wahlgesetz gëtt vläicht e bësse méi hier, well dat nach vun der Situatioun ausgeet, dass dat do vun där neier Chamber misst gemaach ginn, mä wa mer eist Reglement an deen Text liesen, wéi mer en elo virleien hunn, geet eigentlech net kloer doraus ervir, dass dat déi nei gewielt Chamber wär. Et kéint also déi al Chamber nach sinn, déi no de Wahlen zesummekënnt, fir iwwert d'Validatioun oder iwwert déi Fro vun der Vérification des pouvoirs ze entscheeden.

Et ass och eigentlech eng gelunge Situatioun, déi mer hunn, well déi Gewielten, déi eigentlech nach net Deputéierte sinn, well se net assermentéiert sinn, huelen eng Decisioun iwwert d'Vérification des pouvoirs. Ce sont des élus, mä et si keng Deputéierten. An do läit a mengen Aen och nach ee klengt Hoer, wann ech esou ka soen, an der Zopp, dass een och déi dote Fro muss kucken.

An dohier meng Iddi, dass een och weider muss ënnersichen, esou wéi dat haut no der Änderung vum Wahlgesetz méiglech wär, dass zum Beispill déi al Chamber zesummekéim an déi dote Pouvoire géif exercéieren. Da wier déi dote Fro, ob dat Deputéierte wären oder net, op jidde Fall aus der Welt geschaaft.

Här President, ech mengen, dat sinn déi puer wesentlech Punkten, déi ech hei zur Diskussioun wéilt bäifügen. Meng Partei, mir hunn doriwwer geschwat, wäert och deen Text hei stëmmen. Et bleift just ze hoffen, dass en an der Zukunft net ugewannt gëtt, op jidde Fall net bei deenen nächste Wahlen, well, esou wéi de Rapporteur gesot huet, déi juristesch Situa-

tioun - mir bréngen hei ganz sécher Verbesserungen -, mä déi juristesch global Situatioun ass onzouräichend a muss wesentlech nogebessert ginn, op jidde Fall wat d'Wahlgesetz ugeet, an duerno och de Reglement vun der Chamber.

Et bleift also do nach Aarbecht, souwuel fir déi juristesch Kommissioun oder Institutiounskommissioun wéi och d'Kommissioun vum Reglement.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll och direkt, soss vergiessen ech et, dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Bericht. Ech mengen, et ass och interessant, well en déi eng oder aner Fäll opgezielt huet an am Historique gebliedert huet.

Ech mengen, et geet eis och alleguerten e bëssen d'selwecht. Ech hunn op alle Fall als éischte Souvenir u meng Präsenz hei an deem héijen Haus, datt ech an eng Kommissioun gewielt gi sinn, wou ech mäin eegent Resultat kontrolléiere gaange sinn. Dat war 1994. Ech hunn dat deemools ganz komesch fonnt. Ech hu geduecht: „Du bass jo eigentlech net gewielt." An et ass eigentlech eréischt duerno, wou een assermentéiert ginn ass.

Ech mengen, dat ass nach vill Kéieren duerno geschitt. An ech hat mer eigentlech deemools och net virgestallt - ech hu mer deemools Froe gestallt -, datt dat méiglech wier, datt ech da bal 25 Joer duerno och dozou nach eng Kéier géif Stellung huele respektiv datt mer awer dann do un de Schrauwen dréien, fir dat vläicht méi kohärent an och méi duerchsiichteg ze maachen.

Et ass effektiv eng wichteg Adaptatioun. Et sinn awer eng Rei Froen, déi opbleiwen, ënner anerem mäi Virriedner huet verschiddener ugeschnidden. Trotzdeem mengen ech awer, datt et eng wichteg Modernisatioun an Demokratisatioun vun eisem Chambersreglement ass. Ech mengen, mir hunn hei jo eng Approche, bei där mer awer nach bleiwen, datt d'Volleksvertrieder sech selwer kontrolléieren, ob se richteg gewielt sinn, ob se eligibel sinn, ob och do keng Incompatibilitéite sinn, besonnesch am Beräich mat anere Familljememberen.

Et ass also de Prinzip vun der Selbstkontroll, dee mer hei bäibehalen. An duerfir muss een ëmsou méi Soin droen, datt déi Kontroll dann och transparent ass, datt déi Kontroll dann och no klore Regelen, no pertinente Regele gemaach gëtt an, ech géif soen, dann och no demokratesche Regele fonctionnéiert.

Ech mengen, dat hu mer awer versicht, hei an där Adaptatioun vum Reglement och ze maachen. Ënner anerem dee Punkt, wéi ech gesot hunn, vun der Transparenz doduerjer, datt dann déi Verifikatioun och innerhalb vun deem Comité..., datt dat eigentlech eng ëffentlech Sitzung ass, ass och ganz wichteg.

Jo, et ass wahrscheinlech e Provisoire. Spéitstens wa mer déi nei Verfassung wäerten hunn, musse mer dann och nach eng Kéier hei drugoen, wann da Rekursméiglechkeete si bei der Cour constitutionnelle, wou dann och en aneren Akteur kënnt a wou mer net méi ganz eleng eis selwer kontrolléieren.

Ech mengen, vläicht zwee, dräi Elementer nach, wou ech awer och wëll drop hiweisen, et sief, datt et schonn zum Deel gesot ginn ass.

Hei ginn dann d'Wahle fir fënnef Joer validéiert; net nëmmen déi, déi direkt gewielt sinn, mä och all déi, déi hannendru sinn. Déi Situatioun also, déi mer an de vergaangene Méint och alt emol déi eng oder aner Kéier haten, eigentlech déi klassesch Prozedur, soen ech emol, déi mer, wann en Deputéierten een aneren ersetze kënnt, dann all Kéiers duerchgezunn hunn, dat wäert an Zukunft net méi de Fall sinn. Déi Kommissioun vun de siwe Leit, déi wäert also fir all déi Leit, déi Kandidat waren an déi eventuell an d'Situatioun kéinte kommen, fir nozerëtschen, datt déi dann och automatesch gemaach ass.

De leschte Punkt ass och deen, datt mer eis also och musse bewosst sinn, datt an Zukunft déi Gewielten och selwer musse schréftlech verschidden Elementer liwweren. Si mussen eben deklaréieren, datt se d'Konditioune vun der Eligibilitéit erfëllen, a si mussen och kloerstellen, eventuell mat... also, se mussen dat dann och schréftlech maachen.

Ech weess net, wéi dat an der Praxis herno wäert sinn, datt do eventuell e Formulaire vun der Chambersverwaltung wäert ausgeschafft ginn, wou se dann och deklaréieren, datt keng Incompatibilitéite sinn am Beräich vun der Famill, wou jo gekuckt gëtt bis e bestëmmte Grad, wou da familiär Bündnisser sinn, wou een dann eventuell net dierft an der Chamber siegéieren.

Voilà! Ech mengen, déi puer Remarke gemaach, géife mer awer als Resumé soen, datt et eng noutwendeg an eng wichteg Adaptatioun ass, effektiv vläicht déi wichtegst Adaptatioun an de leschte Jore vun eisem Chambersreglement, datt mer e gudde Schrëtt a Richtung vu méi Transparenz a méi Demokratie och an där Prozedur maachen, datt mer awer sécherlech wäerten an Zukunft nach déi eng oder aner Kéier dat Reglement an deem Punkt adaptéieren, fir et dann nach méi modern oder, loosse mer soen, no baussen nach méi effizient a méi demokratesch da kënnen ze gestalten.

An deem Sënn awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësen Adaptatioune vun eisem Chambersreglement.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann d'Madamm Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, et ass elo scho ganz vill gesot ginn. Dat, wat mir nach eng Kéier wëllen onbedéngt ënnersträichen, dat ass, datt déi nächst Chamber sech muss där Saach vun deem Reglement unhuelen en général. Dat ass en Thema, wat scho laang diskutéiert gëtt, wat ëmmer erëm ugefouert gëtt, wat awer ni déi noutwendeg Zäit bis elo kritt hat, wat normalerweis och eréischt vläicht zum Schluss oder éischter zum Schluss vun enger Legislaturperiod dann nach eng Kéier ernimmt gëtt an dann op déi nächst Chambersperiod verwise gëtt.

An ech denken, elo mat deem heite Gesetz ass en éischte wesentlechen a wichtege Schratt och gemaach ginn, fir de Wëllen ze weisen, fir effektiv onst Reglement esou ze gestalten, datt et schlussendlech och e bësse méi transparent gëtt, well mer jo och gëschter vill vun Transparenz geschwat hunn. An dofir kënne mir och dësem Projet nëmmen zoustëmmen.

Ech géif awer ganz gären dem Rapporteur, virun allem fir säi mëndleche Rapport hei virdrun, felicitéieren a Merci soen, well dee klengen Historique weist awer, datt mir och net verschount bleiwe vun eventuelle falschen Iwwerleeungen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Alex Bodry Merci soe fir säi gudde Rapport, deen en eis gemaach huet, souwuel schréftlech wéi mëndlech, an och, mengen ech, fir déi gutt Aarbecht, déi mer an der Kommissioun doriwwer haten.

Ech mengen, mir waren eis zënter Laangem bewosst, datt mer Problemer hunn an deem Domän vun der Validatioun vun de Chamberwahlen. A mer wëssen awer och, datt mer engersäits eng Constitutioun hunn, déi eis eng Virschréft gëtt, a mer hunn op där anerer Säit och e Geriichtsuerteel vu Stroossbuerg kritt am Kader vun engem Prozess géint de rumänesche Stat.

Ech mengen, dat, wat mer elo als Konsens hei erausfonnt hunn, do ass am Fong dat méiglech, wat ka gemaach ginn. An dësem Kader hu mer dat elo gemaach. An duerfir, déi Diskussiounen, déi virdru gefouert gi sinn, souwuel vum Kolleeg Bodry wéi vum Kolleeg Paul-Henri Meyers, hunn am Fong déi aner Problemer, déi nach alleguer bestoe bleiwen, gutt opgezeechent. A se hunn och gewisen, datt do nach Diskussiounsbedarf ass an datt dat och net wäert esou einfach ginn.

Mä wichteg ass, datt dat, wat mer haut hei zur Ofstëmmung virleien hunn, Eestëmmegkeet fonnt huet an der Kommissioun. An ech ginn och dervun aus, datt et hei Eestëmmegkeet fonnt huet.

Mir hunn also elo e wesentleche Schratt, dee mer elo kënne maachen. An dann hoffe mer, datt dat nächst Parlament, vläicht no enger Verfassungsreform, no weidere Geriichtsuerteeler, wéi et virdrun ugekënnegt ginn ass mam belsche Stat, da kloer genuch gesäit, fir eng Prozedur ze kréien, déi eis och bis an déi lescht Méiglechkeete Rechtssécherheet gëtt.

Bis dohinner, mengen ech, solle mer hoffen, datt mer déi nächst Wahlen, déi elo de 14. Oktober ustinn, nach kënnen, wat d'Recoursen ubelaangt, an därselwechter Rou iwwert d'Distanz bréngen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

De Kolleeg Michel Wolter ka sech nach drun erënneren, 1989, en huet näämlech virdrun dorop opmierksam gemaach, du ware mer jonk Deputéierten, du ware mer an esou eng Kommissioun gezu ginn. An do hu mer gemengt an eiser Energie, mer missten onbedéngt awer en Akt setzen an eng Kontroll maachen. A mir sinn dunn an de Keller…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir sinn an de Keller gaangen.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...an de Keller gaangen a mer hunn e Sak eropgeholl mat Stëmmziedelen. Et war eng Gemeng aus dem Süden. An do hu mer dann esou e Sak nogezielt. An - oh, Schreck! - do hu mer Feeler erausfonnt, déi do dra waren.

(Hilarité)

An dunn hu mer een deen anere gekuckt. Déi aner souzen hei uewen, fir vereedegt ze ginn, a mir souzen ënne mat eise Feeler am Sall a mat eisem Sak. An do hat awer een déi weis Iddi deemools kritt, du sot deen: „Dat ass kee Problem, wann Der e Feeler entdeckt, well déi Feeler, wann ee se géif am ganze Land nozielen, dann hätten déi Feeler sech erëm alleguerten neutraliséiert."

(Hilarité générale)

A mat deem Argument hu mer dunn d'Tut erëm zougemaach. An ech mengen, zënterhier ass och keng méi opgemaach ginn. An duerfir, Här President, mengen ech, loosse mer hoffen, datt mer och déi nächst Wahlen elo an enger gewëssener Rou an ouni ze vill Recoursen iwwert d'Distanz kréien, bis mer dann eng Kéier eng wierklech bommesécher legislativ Prozedur virleien hunn.

Vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, mir maachen de wëssenschaftlechen Disput herno.

(Hilarité)

An den Här Baum huet elo d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ech fäerte ganz, wann elo jiddwereen erzielt vun dem Falschausziele vu Wahlziedelen, da kënne mer eis zimlech sécher sinn, datt ganz vill Recourse wäerte kommen an där nächster Zäit.

Ech mengen, et weist awer ganz gutt, dat Beispill, wat den Här Gibéryen ginn huet, den Arbiträr engersäits an anerersäits den archaesche Charakter vun där Prozedur. An den Här Bodry ass jo och schonn op déi historesch Beispiller 1934 agaangen, wéi quasi eng Majoritéit decidéiert huet, datt en Deputéierten auszeschléisse wier, well en d'office jo net kéint mat der Verfassung averstane sinn, well e sech en anere Wirtschaftsmodell virstellt. Wann ee sech dat weider géif denken, wat dat fir arbiträr Situatioune kéint bedeiten, dat geet effektiv ganz wäit!

An et war en zimlech grousse Vide, deen heimadder zum Deel gefëllt gëtt. Ech mengen och, datt déi Adaptatiounen, déi hei gemaach ginn, gutt sinn. Se wäerten awer net restlos all Froe klären. Ech mengen, verschidde Virriedner, besonnesch den Här Meyers, ass jo och schonn dorop agaangen.

A besonnesch wichteg ass, mengen ech, datt déi Präzisioun, déi an deem neie Verfassungstext, an deem neie Verfassungsprojet dran ass, dës Prozedur bezüüglech wierklech Opklärung gëtt, näämlech datt et d'Cour constitutionnelle ass, déi an engem zweeten Degré derfir responsabel ass, fir iwwert d'Validatioun vu Wahlen ze jugéieren.

Mir mengen eigentlech, datt dat d'office misst de Fall sinn. Dat heescht, datt och schonn, wann et Recourse gëtt, datt dat net Recoursen un d'Chamber solle sinn, mä datt dat Recourse virum drëtte Pouvoir misste sinn.

Mir sinn och bei der Lektür, ech war selwer net Member vun där Reglementskommissioun, zwou Saachen opgefall. Déi eng huet den Här Meyers och scho gesot. Dee Grupp, dat Gremium vu siwe Leit, wat dann au sort, per Lous, gewielt gëtt, dat decidéiert jo eigentlech engersäits iwwert d'Validatioun an och driwwer, ob déi Eligibilitéit, ob dat rechtens ass vun den Deputéierten. Si sinn awer selwer déi, déi nach net élu sinn. A se sinn, an esou steet et am Text, awer «compétente jusqu'à la constitution de la Chambre».

Dat ass e bëssen e Widdersproch, well op där anerer Säit hu mer jo awer och decidéiert, datt et keng Vacance de Chambre gëtt, soudatt mer mengen, datt een do och nach vläicht eng Kéier nobessere misst.

An eng weider Fro, déi ech mer gestallt hu bei engem Duerchliese vum Text, ass jo, wann et Incompatibilitéite gëtt, déi mat der Parenté zesummenhänken. Also, Verwannter bis zum zweete Grad kënnen net an der Chamber siegéieren. An, bon, do ass d'Prozedur dann: Et gëtt ee gefrot. Renoncéiert ee vun deenen zwee? Wann awer kee vun deenen zwee renoncéiert, da gëtt d'Lous gezunn.

Mir hunn eng aner Prozedur um Gemengenniveau. Do gëtt näämlech dann als Alleréischt gekuckt, wien déi meeschte Stëmmen huet, ier decidéiert gëtt, wien da rechtens kann an der Chamber sinn.

Elo ass dat awer bei der Chamber méi komplex oder méi schwiereg, well mer véier Wahlbezierker hunn. Et ka jo sinn, datt een aus dem Norde verwannt ass mat engem aus dem Süden. An da kann een natierlech d'Stëmmen net kucken, well natierlech kann een net dat Incomparabelt matenee vergläichen.

Wou et awer méiglech wier, dat wier de Fall, wou zwee Leit, déi matenee verwannt sinn, aus deemselwechte Bezierk kommen. Dat hätt kënnen eng Variant sinn, wou ee sech och hätt kënne virstellen, analog zum Gemengegesetz, datt et an deem dote Fall déi méi grouss Stëmmenzuel wier, déi hätt kënnen ausschlaggebend sinn.

Bei där opgeworfener Fro vun de partiellen Neiwahle menge mir nach ëmmer, datt déi propperst Léisung, fir deene Froen aus de Féiss ze goen, een eenzege Wahlbezierk wier. Da géife sech partiell Neiwahlen d'office ausschléissen. Mä bon, dat ass eng Diskussioun, déi eis och wahrscheinlech nach an der Zukunft wäert befaassen.

Dëst gesot, gi mir awer och den Accord zu dësem wierkleche Fortschrëtt, wat eist Reglement ugeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer mat eiser Diskussioun um Enn. A mer kënnen iwwert d'Ännerung vum Reglement ofstëmmen.

Vote sur la proposition de modification 7327 du Règlement de la Chambre des Députés

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo. Domadder ass eist Chambersreglement mat Unanimitéit geännert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Martine Mergen), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Hei brauch ech jo d'Fro no der Dispens net ze stellen.

A mer kënnen op deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Mir bleiwe bei eisem Chambersreglement an et geet ëm d'Propositioun 7335, déi d'Annexe 4 a 5 vum Reglement ofännere soll, méi speziell dréit et do ëm de Statut och vun eisem...

(Interruption)

Neen, pardon. Dat kënnt eréischt.

(Interruption)

Jo, ëm de Statut vun eisem Personal. An de Rapporteur ass den honorabelen Här Gast Gibéryen.

4. 7335 - Proposition de modification des Annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi eise President elo grad gesot huet, diskutéiere mer de Mëtten, a mer stëmmen och driwwer of, iwwer eng Propositioun, fir eist internt Reglement ofzeänneren, méi spezifesch wat d'Annexe 4 a 5 vum Reglement ubelaangt.

D'Annexe 4 a 5, déi regelen de Statut an d'Gehälterregimmer vun eise Fonctionnairen. Duerfir vläicht eng Virbemierkung: Firwat d'Chamber de Statut an d'Gehälterfro vun hire Fonctionnairë selwer regelt a firwat datt eis Fonctionnairen net ënnert den allgemenge Statut vun der Fonction publique falen, huet ganz einfach domadder ze dinn, datt d'Chamber domadder hir Onofhängegkeet als éischte Pouvoir vis-à-vis vun der Exekutiv, also der Regierung, wëllt dokumentéieren.

D'Chamber, vertrueden duerch hire Bureau, decidéiert selwer, wéi vill Fonctonnairë si astellt, wat fir eng Fonctionnairë si astellt, wat fir Formatioun, Konditiounen déi eenzel Leit mussen erfëllen, fir hei kënnen an der Chamber ze schaffen. D'Chamber ass also autonom an hiren Decisiounen.

De Statut an de Gehälterregimm vun eise Fonctionnairen ass awer gréisstendeels deeselwechte wéi an der gesamter Fonction publique. Duerfir ginn och an der Regel déi Änneerungen, déi duerch d'Gesetz an der Fonction publique virgeholl ginn, duerch a ginn duerno vun der Chamber hei tel quel praktesch iwwerholl. An dat ass och d'Propositioun fir dës Änderung an den Annexe 4 a 5 vun eisem Reglement.

Den Ausgangspunkt heivunner ass am Fong d'Reform vun der Fonction publique aus dem Joer 2015, wéi eng Rei vu Gesetzer ëmgesat si ginn. Et sinn dat d'Gesetzer vum 25. Mäerz 2015, vum 3. Juni 2016, vum 7. November 2017 a vum 8. Mee dëst Joer. Duerch déi véier Gesetzer hu mer am Fong Deeler vun deem Accord salarial vun 2015 hei am Gesetz ëmgesat.

Mir hunn elo kierzlech nach e Gesetz hei iwwert d'Zäitspuerkonte gestëmmt an der Fonction publique. Dat ass elo an dëser Propositioun nach net mat dran. Dat ass eng Aarbecht, déi déi nächst Chamber da muss maachen, fir dat och an eis Annexe 4 a 5 ze iwwerhuelen.

D'Modifikatiounen, déi eist Reglement elo virhëlt, déi sinn hei am Haus tëschent dem Bureau, deen derfir verantwortlech ass, der Direktioun an der Personalvertriedung diskutéiert ginn an an engem Accord festgehale ginn. Deem Accord huet de Bureau a senger Sitzung vum 19. Juni dëst Joer zougestëmmt.

Wéi gesot, d'Änneerungen, déi virgeholl gi sinn, si praktesch déiselwecht, wéi se an den Accorde vun der Fonction publique waren a wéi se duerch d'Gesetzer hei an der Chamber ëmgesat si ginn. Duerfir brauch een hei net méi an den Detail dovunner anzegoen.

Wat d'Entrée en vigueur ubelaangt, gëtt et verschidden Datumer, fir och hei déiselwecht Datumer ze hunn, wéi se an der gesamter Fonction publique sinn. D'Annexe 4 a 5 triede generell den 1. September a Kraaft. D'Dispositiounen, déi am Artikel 15 sinn, wat d'Allocation de famille ubelaangt, gi réckwierkend op den 1. Januar 2018, an d'Dispositiounen am Artikel 16, wat d'Allocation de repas ubelaangt, gi réckwierkend op den 1. Januar 2017, esou wéi se an der Fonction publique och festgehale sinn.

Dëse Rapport ass de 17. Juli an der Reglementskommissioun eestëmmeg ugeholl ginn. An ech bieden och duerfir am Numm vun der Kommissioun d'Kolleeginnen an d'Kolleegen heibannen, fir dëse Propositiounen zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Paul-Henri Meyers huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, ech soen dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport a bréngen den Accord vun der CSV.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Deem ass eigentlech net vill bäizefügen. Och d'LSAP-Fraktioun bréngt hiren Accord eran.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Et gëtt ëmmer méi schwiereg, Här President. Ech wëll awer och dem Rapporteur e Merci soen an den Accord vun eiser Fraktioun zu dëse Modifikatioune bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, ons geet et net anescht, Här President. Mir soen dem Rapporteur Merci a mir stëmmen déi Proposition de modification mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Och mir wäerten dës Proposition de modification matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ass alles gesot a mir kënnen ofstëmmen.

Vote sur la proposition de modification 7335 du Règlement de la Chambre des Députés

Elo hu mer d'Maschinn souguer iwwerrascht!

(Hilarité et interruption)

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

60-mol Jo. Unanimitéit. Domat sinn d'Annexe betreffend de Statut vum Personal vun eisem Chambersreglement an deem Sënn geännert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Merci. Da géife mer zum nächste Punkt iwwergoen, dem Projet de loi 7169 iwwert den zéngte Fënnefjoresprogramm am Tourismus. An d'Rapportrice ass schonn a Stellung. D'Madamm Tess Burton huet d'Wuert.

5. 7169 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Tourismussecteur hei zu Lëtzebuerg boomt. Kuckt ee sech näämlech d'Zuele vun den Iwwernuechtungen hei zu Lëtzebuerg un, da verzeechent Lëtzebuerg säit sechs Joer nei Rekorder: Déi magesch Zuel vun dräi Milliounen Iwwernuechtunge konnt d'lescht Joer iwwerschratt ginn. Mä net nëmmen d'Iwwernuechtungen, och d'Visitte vun den touristeschen Attraktioune ginn an d'Luucht a beweisen, dass Lëtzebuerg duerchaus eng Destinatioun ass, déi gäre vum Tourist erausgesicht gëtt, fir seng Vakanz hei ze verbrénge respektiv geschäftlech e puer Deeg hei bei eis am Land ze verbréngen.

Dës exzellent Zuele beweisen awer och, dass all déi Efforten, déi déi lescht fënnef Joer an d'Promotioun an an d'Professionaliséierung vum Secteur gestach gi sinn, hir Friichten droen.

Ugefaangen domat, dass den Tourismusministère 2013 zesummegeluecht ginn ass mam Wirtschaftsministère. Dës strukturell Reform ass haut bal vergiess, well se net contestéiert war an op der Hand louch. Domat huet den Tourismus näämlech och déi néideg Bedeitung kritt - den Tourismus ass domat e Pilier vun eiser nationaler Ekonomie ginn.

Dann huet och den Office national du tourisme, ofgekierzt den ONT, eng nei Struktur kritt. Aus dem ONT ass den LFT - Luxembourg for Tourism - ginn. Den LFT ass e Groupement d'intérêt économique - eng Initiativ, déi am Dezember 2015 vum Wirtschaftsministère gegrënnt ginn ass an an där déi fënnef Offices régionaux du tourisme dra vertruede si souwéi och d'Stad Lëtzebuerg, den LCTO an d'Chambre de Commerce, de Secteur vum Transport an den Hebergement. Dës nei Struktur erlaabt e bessert Zesummeschaffen ënnert deene professionellen Akteure vum Tourismus am Verglach zum ONT virdrun, dee vun 90 Gemengen hei am Land geréiert ginn ass.

D'Haaptmissioun vum LFT ass et, fir Lëtzebuerg als Touristendestinatioun am Ausland ze promouvéieren, mä och fir all Akteur aus dem Tourismussecteur, sief dat privat oder ëffentlech, heiheem ze hëllefen, seng touristesch Offer ze verbesseren an domat Lëtzebuerg méi attraktiv fir d'Touristen ze maachen.

Da gouf och 2016 en neien Office régional du tourisme gegrënnt, dat fir d'Regioun Zentrum-Westen. Domat ass de Ministère och enger laanger Nofro vum Terrain nogaangen. Domat ass dann elo och all Regioun hei zu Lëtzebuerg duerch en ORT ofgedeckt.

Et ginn elo am ganze fënnef ORTen hei am Land: ee fir d'Regioun Mëllerdall, d'Ardennen, d'Musel, de Süden an eben elo och fir d'Guttland.

D'Aufgab vun den ORTen ass et, d'Koordinatioun ënnert den touristeschen Akteuren aus der jeeweileger Regioun besser openeen ofzestëmmen an och déi touristesch Offer duerch eng Professionaliséierung ze verbesseren. All ORT ass Member am LFT, där nationaler Struktur fir den Tourismus ze förderen, an domat vertrëtt dann och all ORT seng Regioun um nationalen Niveau.

Dann huet de Wirtschaftsministère och eng nei Struktur gegrënnt, fir de Kongress- a Geschäftstourismus hei zu Lëtzebuerg weider auszebauen. Dëse Secteur huet näämlech e ganz grousst Potenzial hei zu Lëtzebuerg an dofir ass 2014 de MICE-Cluster gegrënnt ginn - eng Plattform, déi verschidde Partner zesummebréngt, fir de MICE-Beräich hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen a virun allem Lëtzebuerg als MICE-Standuert am In- an am Ausland ze vermaarten.

Niewent all deene strukturellen Initiativen, déi déi lescht fënnef Joer entstane sinn - an op déi ech elo grad kuerz agaange sinn -, ass awer och eng nei Strategie fir den Tourismus hei zu Lëtzebuerg ausgeschafft ginn, dëst op Initiativ vun der Statssekretärin Francine Closener. Mat dëser Strategie ass elo d'Richtung definéiert ginn, wéi den Tourismus sech hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste fënnef Joer weider entwéckele soll, nei Aarbechtsplaze schafe soll an domat och zu der ekonomescher a sozialer Entwécklung vu Lëtzebuerg bäidroe soll.

Bei deene Reflexiounsaarbechten ëm déi nei Strategie waren eng Rei Partner mat u Bord. Den LFT, de MICE-Cluster, den LCTO an déi fënnef ORTen hunn dës nei Strategie zesumme mam Wirtschaftsministère ausgeschafft.

Dës Strategie ass op aacht Pilieren opgebaut an huet als Zil, aus Lëtzebuerg weider eng erfollegräich Touristendestinatioun ze maachen. D'Strategie verfollegt eng besser Zesummenaarbecht vun allen Akteuren a Regioune souwéi eng Verbesserung vun de wichtegsten touristeschen Infrastrukturen, fir dem Tourist, deen an eist Land kënnt, e beschtméiglechen Openthalt ze garantéieren. Den Tourist soll an Zukunft nach méi am Mëttelpunkt stoen, fir datt hie sech nach méi an eisem Land wëllkomm fillt. Gradesou leet dës Strategie awer och Wäert drop, fir eis Atouten, wéi eis Authentizitéit, eise kulturellen an industrielle Patrimoine an eis intakt Natur, nach méi an de Vierdergrond ze stellen. Lëtzebuerg huet ganz vill Atouten, fir sech als Vakanzendestinatioun ze positionéieren a sech vun der Konkurrenz ze ënnerscheeden.

A fir dass de Ministère an alleguer d'Akteuren aus dem Tourismusberäich dës Strategie ëmsetze kënnen, aus Lëtzebuerg eng besser Touristendestinatioun ze maachen, muss d'Regierung dem Tourismus och déi finanziell Moyenen zur Verfügung stellen.

Här President, de Projet de loi, iwwert dee mir haut hei ofstëmmen, gëtt dem Wirtschaftsminister d'Autorisatioun, fir den zéngte Fënnefjoresplang vun den touristeschen Infrastrukturen ze subventionéieren. Bis 2022 wäert de Ministère den Tourismussecteur hei zu Lëtzebuerg mat 60 Milliounen ënnerstëtzen.

De Gesetzesprojet, ëm deen et hei geet, ass den 10. August d'lescht Joer vun der Statssekretärin fir de Wirtschaftsminister deposéiert ginn, an et ass den zéngte Fënnefjoresplang fir den Tourismus hei zu Lëtzebuerg.

Dat éischt Konzept vun engem Fënnefjoresplang fir den Tourismus gouf 1973 opgestallt. Säitdeem gouf et néng Fënnefjorespläng mat finanziellen Hëllefen. Déi éischt Finanzenveloppe 1973 huet 3,72 Milliounen ëmfaasst an déi lescht eng ronn 45 Milliounen Euro.

Déi Projeten, déi mat de Fënnefjorespläng ënnerstëtzt goufen, hu sech iwwert d'Joren och verännert. Esou goufen 1973 just d'Gemengen an d'Syndicate finanziell ënnerstëtzt. No an no konnten och d'Hotellerie, d'Gîten an och Projeten, déi de kulturelle Patrimoine valoriséieren, duerch de Fënnefjoresplang subventionéiert ginn.

Ab dem véierte Fënnefjoresplang konnten och privat Projeten subventionéiert ginn, déi wichteg ware fir d'Regioun, gradesou wéi dass d'Hotelieren an d'Campingbedreiwer ab dunn och konnte beim Bau oder der Modernisatioun vun Iwwernuechtungsméiglechkeete subventionéiert ginn.

Virun allem déi lescht fënnef Plan-quinquennalle waren Deel vun engem gesamte Strategiekonzept, dat op Demande vum Tourismusministère 1992 vum Institut européen de tourisme vun der Uni Tréier entwéckelt gouf. Dës Strategie, déi deemools ausgeschafft gi war, huet op där globaler Visioun vum Tourismus berout, fir d'Wuelbefanne vum Tourist, mä och dat vum Awunner an de Vierdergrond ze stellen.

Här President, den neien an domadder zéngte Fënnefjoresprogramm fir déi touristesch Infrastrukturen, deen haut ofgestëmmt gëtt, schreift sech haut deemno an an déi national Tourismusstrategie, déi ufanks des Joers, wéi virdru schonn erwäänt, vun der Statssekretärin presentéiert ginn ass.

Nei am zéngte Fënnefjoresplang ass, dass ee méi einfach un Investissementer soll kommen, well den Delai, fir d'Dossieren ze traitéieren, reduzéiert gëtt. Domat wëllt een eng Simplification administrative erreechen, gradesou wéi an dësem Plang eng Prioritéit op d'Digitalisatioun geluecht gëtt. D'Exploitantë vun den Iwwernuechtungsméiglechkeete sollen ënnerstëtzt ginn, wa se zum Beispill hiren Online-Optrëtt verbesseren oder en Online-Buchungssystem aféieren.

De Ministère ka bei allen Investitiounen, déi ënnert dat heite Gesetz falen, bis zu 50% ausbezuelen. An och huet de Ministère d'Méiglechkeet, fir méi héich Aiden ze accordéieren am Fall, wou déi regulär Aide net duergeet, fir de Projet ze realiséieren an de Projet awer en nationalen Interêt huet.

Eng weider Prioritéit vun dësem Projet de loi gëtt op de sougenannten „Design for all" gesat. Beim „Design for all" geet et ëm d'Accessibilitéit vun den Infrastrukturen, dass déi touristesch Offere fir jiddwereen och zougänglech solle sinn.

Da gëtt awer och weider Wäert op d'Organisatioun vum Tourismus geluecht, dat heescht op déi touristesch Ausbildung wéi och op de Marketing. D'Aarbecht vun deene fënnef ORTe soll deemno weidergefouert ginn an och op méi Akteuren opgedeelt ginn, fir d'Professionaliséierung vum Tourismussecteur auszebauen. Mir wëssen näämlech, dass d'Aarbecht vun de Benevollen an deem Beräich un hir Limitte stéisst. An dofir ass et wichteg, dass d'Gestioun an d'Promotioun vun den touristeschen Infrastrukture méi professionaliséiert gëtt.

Déi gesamt finanziell Enveloppe vum zéngte Fënnefjoresplang fir déi touristesch Infrastrukturen ëmfaasst ronn 60 Milliounen Euro. Dat ass een Drëttel méi par rapport zum leschte Plang, bei deem 45 Milliounen Euro virgesi waren.

Här President, ech wëll ganz kuerz op e puer Projeten agoen, déi mat dësem Fënnefjoresplang subventionéiert ginn.

Virgesinn ass zum Beispill, dass am Süden de Musée des mines moderniséiert an ausgebaut gëtt - e wichtege Projet, deen d'Vergaangenheet vun dëser Regioun valoriséiert -, gradesou wéi och de Militärmusée zu Dikrech opgewäert wäert ginn. Och wëll ech déi nei Jugendherberg, déi zu Ettelbréck gebaut wäert ginn, hei erwänen. Dës Iwwernuechtungsméiglechkeete sollen eisem Manktum u Better an der Regioun entgéintkommen an och vläicht aner Investisseuren inspiréieren, fir an Iwwernuechtungsméiglechkeeten ze investéieren.

Am Oste stécht ganz sécher deen neie Centre mosellan, deen zu Einen soll gebaut ginn, aus dem Fënnefjoresplang ervir. Dëst ass e Projet, iwwert dee scho laang geschwat gëtt, mä wou elo endlech d'Pläng vum Gebai prett si souwéi och d'Konzept, dat déi lescht Jore vun der Statssekretärin ausgeschafft ginn ass, steet, soudass elo am September de Bau kann ufänken.

Och d'Heringer Millen am Mëllerdall wäert ausgebaut ginn - e Projet, dee wichteg ass fir eise Wandertourismus. Mä net nëmmen am Mëllerdall gëtt de Wandertourismus promouvéiert, mä och iwwert d'ganzt Land ginn eng Rei Projeten ënnerstëtzt, déi d'Wanderweeër an och d'Vëlosweeër ausbauen.

Fir den Detail vun de Projete verweisen ech op mäi Rapport, wou Der eng Lëscht mat all de Projete fannt, souwéi och en Tableau, wou Der en Iwwerbléck kritt, wéi sech déi eenzel finanziell Hëllefe fir d'Period 2018 bis 2022 opdeelen.

Här President, ech kommen dann ofschléissend nach op déi verschidden Avisen, déi zu dësem Projet de loi geschriwwe goufen.

D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 12. Dezember 2017 publizéiert an ënnersträicht nach emol d'Wichtegkeet vum Tourismussecteur fir Lëtzebuerg a begréisst déi zukünfteg Investitiounen.

D'Chambre des Métiers huet hiren Avis den 9. Mäerz publizéiert an hat awer do weider keng Remarke formuléiert.

An den Avis vum Statsrot koum de 15. Dezember. An deem Avis goufen eng Rei Oppositionformellen opgeworf. Ech wëll hei just kuerz op zwee Problemer agoen.

Zum engen huet de Statsrot kritiséiert, dass am Text op Reglementer verwise gëtt. Zum Beispill war virgesinn, d'Kritären, fir eng Aide ze kréien, an engem Reglement ze definéieren. Hei seet de Statsrot awer, dass déi Kritären Deel vum Gesetz sinn an deemno sollen dës Kritären och an d'Gesetz integréiert ginn. D'Hiérarchie des normes soll respektéiert ginn.

En anere Problem, deen de Statsrot opwerft, ass dee vun de privaten Investisseuren. Hei war den urspréngleche Text net kohärent zum Gesetz, dat mir eréischt d'lescht Woch heibanne gestëmmt hunn. Dat war d'Gesetz iwwert d'Aidë fir d'PMEen. Am urspréngleche Text iwwert de Fënnefjoresplang konnten nääml privat Entreprisen zum Beispill eng Aide ufroen, wa si vun enger Naturkatastroph betraff waren. Dës Aide kann een awer elo och am Gesetz vun de PMEen ufroen.

Dës Aide war also an zwee Gesetzer virgesinn, soudass et kloer war, fir dës Aide fir privat Betriber an engem Gesetz ze sträichen. Déi zoustänneg Chamberskommissioun ass dunn op de Wee gaangen, fir déi privat Entreprisë komplett aus dësem Gesetz vum Fënnefjoresplang ze sträichen. Déi privat Entreprisë falen elo also ënnert d'Gesetz vun de PMEen.

Här President, fir dem Avis vum Statsrot Rechnung ze droen, huet déi zoustänneg Chamberskommissioun dunn de 6. Mäerz Amendementer formuléiert. Allerdéngs koum et dunn zu Kriticken am Avis complémentaire vun der Chambre de Commerce.

D'Chambre de Commerce schreift an hirem Avis nääml, dass et wichteg wär, dass keen Ënnerscheed gemaach géif ginn, ob déi ëffentlech Hand oder e Privaten Investissementer mécht, dass de Ministère béid Akteure misst finanziell ënnerstëtzen. Virun allem dierft ee keen Ënnerscheed maache bei de Campinger, ob déi vun enger privater Persoun oder vun enger Gemeng oder engem Syndicat exploitéiert ginn.

Wéinst dëser Suerg hat och Camprilux Kontakt mat de Leit aus der zoustänneger Chamberskommissioun opgeholl, well och si Angscht haten, dass déi privat Exploitantë vu Campinger an Zukunft exclu wären an net vu finanziellen Hëllefe vum Ministère bei Investissementer profitéiere kéinten.

Dëser Suerg ass awer Rechnung gedroe gi respektiv et ass nach eemol an der Kommissioun präziséiert ginn, dass déi privat Exploitanten net exclu sinn, mä dass déi privat Exploitanten hir Aiden elo iwwert d'Gesetz vun de PMEe mussen ufroen.

Am Avis complémentaire vum Statsrot huet dësen all seng Opposition-formellen opgehuewen, ausser eng, wou e freet, op Basis vu wéi enge Kritären de Ministère d'Projete subventionéiert, déi scho Fonctionnementskäschte vum Ministère rembourséiert kréien. Déi zoustänneg Chamberskommissioun ass dunn op de Wee gaangen, fir dës dräi Artikele komplett aus dem Gesetz ze sträichen.

Den 29. Juni huet de Statsrot dunn a sengem zweeten Avis complémentaire säi Feu vert zu dësem Projet de loi ginn.

Voilà. Dëst gesot zu dem Projet de loi, wëll ech ofschléissend nach rappeléieren, dass mir eigentlech Chance hunn, an esou engem villfältege Land wéi Lëtzebuerg ze liewen an ze wunnen, dass een duerchaus seng Vakanz och hei am Land verbrénge kann, well mer vergiessen heiansdo, wéi schéin eist Land ass. Eist Land huet vill Potenzial, fir sech och international als Vakanzendestinatioun ze positionéieren an eis vun der Konkurrenz ze ënnerscheeden. Dofir ass et wichteg, dass de Ministère dëst Potenzial ënnerstëtzt an dofir 60 Milliounen Euro an den Tourismusberäich hei zu Lëtzebuerg investéiert, well all Investitioun an den Tourismus ass och eng Investitioun an d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi hei am Land liewen a wunnen.

Voilà. Dëst gesot, verweisen ech fir all weider Detailer op mäi schréftleche Rapport an ech géif dann domat den Accord gi vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. An éischte Riedner ass den Här Emile Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut hu mer déi mëttlerweil zéngten Editioun vun engem Fënnefjoresplang fir d'Entwécklung vun den touristeschen Infrastrukturen zu Lëtzebuerg zur Ofstëmmung virleien.

1973 huet d'Chamber deen éischte Plang gestëmmt. Schonn deemools huet een erkannt, datt d'Equipementer an d'Infrastrukture vum Tourismus misste verbessert ginn an datt d'Regierung dozou och misst bäidroen. 150 Milliioune Frang, dat sinn déi 3,72 Milliounen Euro, goufen deemools zur Dispositioun gestallt, fir de Gemengen op dem lokalen a regionale Pläng ze hëllefen, fir hir touristesch Infrastrukturen auszebauen an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, deene modernen Ufuerderunge vum Tourismus entgéintzekommen.

Iwwert déi dräi Jorzéngten hunn dunn d'Zilsetzung an d'Objektiver vun de sukzessive Fënnefjorespläng evoluéiert, mä d'Basisiddi ass bis haut bliwwen. De Stat setzt sech weiderhi massiv fir den Tourismussecteur an, engem fir onst Land ëmmer méi wichtege Wirtschaftssecteur.

Et gëtt geschat, datt d'Tourismusindustrie eng ronn 6,5% zum PIB vun eisem Land bäidréit, datt ronn 20.000 Leit direkt oder indirekt an dësem Secteur schaffen. An datt den Tourismussecteur bei eis am Land boomt, dat beleeën d'Ziffere vun der Saison 2017. Zënter 2012 geet d'Zuel vun den Iwwernuechtunge kontinuéierlech an d'Luucht. 2017 goufe fir d'éischte Kéier iwwerhaapt hei am Land méi wéi dräi Milliounen Iwwernuechtunge gezielt, an dat souwuel an der Hotellerie, an den Auberges de jeunesse oder op de Campinger. All Typ vun Hebergement konnt ee Plus vun Iwwernuechtunge verzeechnen, woubäi déi gréissten Hausse bei de Jugendherberge festzestellen ass.

Op eise Campinger, déi et an der Vergaangenheet net einfach haten, fir nei Clienten unzelackelen, konnt fir d'éischte Kéier 2005 emol erëm déi magesch Grenz vun enger Millioun Iwwernuechtungen iwwerschratt ginn.

Positiv ass och ze bewäerten, datt den Zouwuess un Iwwernuechtunge sech net nëmmen an enger Regioun bemierkbar mécht, mä eigentlech am ganze Land. Esou hunn d'Stad Lëtzebuerg an de Süde ronn 6% zougeluecht. Am Éislek waren et der 4%, am Mëllerdall dann e bësse manner mat engem Zouwuess vun 1%.

Här President, d'Madamm Statssekretärin schreift an hirem Virwuert zum Strategiepabeier Tourismus 2020, datt, an ech zitéieren: „De Grondsteen, fir d'Entwécklungspotenzial vum Tourismussecteur optimal ze notzen, gouf 2013 geluecht, mat der Integratioun vum Tourismusministère an dee vun der Ekonomie."

Ech gesinn dat net grad esou. D'Entwécklungspotenzial ass scho laang virun 2013 erkannt ginn. Déi gutt Zuelen, op déi mer haut zréckblécken, sinn och de Verdéngscht vun deene sukzessive Fënnefjorespläng, wou Decisioune getraff gi sinn, déi sech haut och bezuelt maachen.

Et ass nääml an de leschte Jore systematesch a konsequent op Qualitéit gesat ginn. Dat war och déi richteg Entscheedung. Mir kréien dat och ëmmer erëm confirméiert, net nëmmen duerch den Zouwuess u Besicher hei am Land, mä och, datt verschidden international Benchmarken eis ëmmer erëm eng bonne Note ausstellen.

Ech erënneren op dëser Plaz awer och un d'Schafe vun de regionalen Offices de tourisme, se si virauser och schonn eng Kéier ugeschwat ginn: Dat sinn d'ORTen am Norden, am Mëllerdall, op der Musel, am Süden an neierdéngs elo och am Westen.

Här President, eist Land huet vill Atouten ze bidden. Mir hunn zwar kee Mier, mir hunn och keng héich Bierger, dofir awer eng villfälteg Natur mat hire sëlleche Wanderweeër, eis Vëlos- a Mountainbikespisten, eise kulturellen an industrielle Patrimoine an eis formidabel Gastronomie - kuerz gesot, Villfältegkeet. An dat ass et, wat eist Land auszeechent a firwat ëmmer méi Leit vun no an och vu méi wäit bei eis op Lëtzebuerg de Wee fannen.

Waren et fréier virun allem Gäscht aus den noen Nopeschlänner, déi ons besicht hunn, esou gesäit dat haut scho ganz kloer anescht aus. Esou louch d'lescht Joer den Zouwuess vun den amerikaneschen, chineeseschen a japanesche Gäscht bei iwwer 9%.

Dës Entwécklung ass selbstverständlech och net iwwer Nuecht geschitt, mä d'Resultat vun enger Politik, wou Weichen och schonn an der viregter Regierung gestallt gi sinn. De Fait, datt zum Beispill Turkish Airlines zënter 2014 de Findel uflitt an domadder och iwwer Istanbul eis de Marché an Asien opgemaach huet, ass esou ee Beispill.

Datselwecht gëllt fir déi vill Chineesen, déi mir all Joer hei am Land begréissen. Si sinn haut am Land, well mir scho viru Joren dru geschafft hunn, fir d'Problematik vun de Visaen ze léisen an den Zougang ze erliichteren.

2012 war déi viregt Tourismusministesch op offizieller Visitt a China, fir Lëtzebuerg als Tourismusdestinatioun ze promouvéieren. D'Unzuel vu chineeseschen Touristen ass zanter 2012 permanent um Wuessen. Den ONT, wéi en nach deemools geheescht huet, hat e spezifeschen Internetsite souguer op chineesescher Sprooch ariichte gelooss.

A schonn deemools gouf iwwer eng „future ligne aérienne directe" tëschent Lëtzebuerg a China geschwat. Dës soll jo elo, esou wéi eis d'lescht Woch vun enger chineesescher Gaaschtgesellschaft aus der Provënz Henan erkläert ginn ass, Realitéit ginn. Vläicht kann d'Madamm Statssekretärin nach e puer Wuert dozou soen, wou mer do stinn.

Schonns 2013 huet de World Travel & Tourism Council eis eng bedeitend Croissance virausgesot, well en d'Efforten, déi déi deemoleg an déi viregt Regierung a Saachen Tourismus ënnerholl haten, och unerkannt hat. Konsequent Investitiounen an touristesch Infrastrukturen a Promotioun fir Lëtzebuerg op Tourismusfoiren an Europa an an Asien hunn also hir Friichte gedroen.

Ech begréissen dofir och ausdrécklech, datt dës Regierung konsequent déi Politik weiderféiert, wéi se och scho viru Jore lancéiert gouf.

Här President, éier ech elo op de Projet de loi ze schwätze kommen, deem mir als CSV-Fraktioun ganz sécher zoustëmme wäerten, wollt ech awer nach kuerz de Bilan maachen zu deem leschte Fënnefjoresplang. D'Zilsetzung vun deem Plang war et, nieft der Emsetzung vun den Infrastrukturmoossnamen, wou d'Qualitéit am Mëttelpunkt stoung, och weider Efforte fir d'Servicer ze förderen.

Op där anerer Säit ass den Akzent op méi Professionaliséierung och scho gesat ginn, engersäits an déi touristesch Organisatioun, awer och ganz kloer am Beräich vum Marketing. An der Period 2013 bis 2017 sinn am ganze 44,7 Milliounen Euro investéiert ginn. De gréissten Deel vun deene Sue sinn un d'Gemenge gefloss, awer och eis Offices régionaux du tourisme, d'Hotellerie an d'Syndikater konnten duerch dës Subventioune gestäerkt ginn.

Vu grousse Projeten, déi konnte realiséiert ginn, kann een d'Moderniséierung vum Beetebuerger Märchepark, d'Jugendherberge vu Beefort an Esch an awer och Aquasud zu Déifferdeng nennen. Deemno ass vill investéiert ginn. An ech sinn dofir frou, datt och dës Regierung weider op de Wee geet a weider nach méi massiv an eisen Tourismus investéiert. Net manner wéi 60 Millioune ginn dofir an den nächste fënnef Joer zur Verfügung gestallt.

An dësem Kontext wëll ech dann awer och der Madamm Rapportrice, der Madamm Tess Burton, e ganz grousse Merci soe fir hiren detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport. Si huet eis ausféierlech jo och d'Objektiver zum zéngte Fënnefjoresplang erläutert an och déi nei Ausriichtung erklärt.

Här President, den Tourismussecteur ass ee ganz dynamesche Secteur. An och den Tourist ass net méi dee wéi nach virun 20 Joer. Mir mussen eis den Erwaardunge vun deene Leit, déi an eist Land kommen, bewosst ginn an hinnen och gerecht ginn.

Dofir begréisse mir, datt am Virfeld vun dësem Projet de loi e Strategiepabeier mat allen Akteuren aus dem Tourismusberäich ausgeschafft ginn ass, den „Tourisme 2022". Et handelt sech ëm eng Analys, wat d'Tendenze vun den nächste Jore kéinte sinn a wéi dës Tendenzen an domadder de verbonnenen Erwaardunge vun den Touristen am beschte kéint Rechnung gedroe ginn.

Et ass ee Strategiepabeier, deen a grousse Linnen an Orientéierunge festgehalen huet, wou a wéi den Tourismussecteur sech an den nächste fënnef Joer soll weiderentwéckelen, och an der Optik vun der Kreatioun vu weideren Aarbechtsplazen, an domat och zur wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung vum Land bäidroen.

Den zéngte Fënnefjoresplang dréit dësem Pabeier gréisstendeels Rechnung an de Stat investéiert dofir bis 2022 fir privat an ëffentlech Projeten am Beräich vum Tourismus ronn 60 Milliounen.

Mir begréissen, datt een Akzent op d'Digitalisatioun am Tourismussecteur geluecht gëtt. Investissementer an dësem Beräich gi bis 20% subventionéiert. Dat kënne Mesuren am Beräich vun der Sécherheet sinn oder och am Opbau vun Homepagen, Reservatiounssystemer en ligne an nach Entwécklunge vu spezifeschen Appen. Den Handy an den Tablet, wou déi meescht jo och hei am Haus heiansdo drop kucken, sinn an dësem Beräich och net ewechzedenken.

Och ass positiv ze bewäerten, datt elo mam Gesetz den Ënnerscheed vum Taux de subventionnement bei der Ënnerstëtzung vun den Akteuren an der Hotellerie am ländleche Raum - besonnesch am ländleche Raum - anescht ënnerstëtzt gëtt, wéi deen am städtesche Raum, well besonnesch do an de leschte Joren eng Partie Hoteller och hir Dieren zougemaach hunn. Mir sinn der Meenung, datt dësen Incentive dozou bäidroe kann, datt erëm vill méi Leit Goût kréien, an d'Hotellerie ze investéieren a sech do ze engagéieren.

Mir sinn och frou, datt d'Regierung mat op de Wee gaangen ass, fir der Camprilux an der Chambre de Commerce hire Suerge Rechnung ze droen. Esou kënnt et net zu enger Concurrence déloyale tëschent Privatakteuren aus dem Campingssecteur engersäits an de Gemengen an de Syndicaten oder aner Asblen anerersäits.

Une voix.- Très bien!

M. Emile Eicher *(CSV).*- Den Taux maximal, deen d'Campingsbedreiwer bei Investissementer kënne kréien, egal ob si privat oder ëffentlech sinn, läit elo bei 20% fir si alleguer.

Och de Fait, datt den Tourismusakteuren am Fall vun enger Naturkatastroph séier an hoffentlech onkomplizéiert ka gehollef ginn, fënnt eis ausdrécklech Zoustëmmung.

Ouni elo kënnen op all Projet anzegoen, wëll ech der just e puer eraussträichen, déi sonner Zweifel zu deene bedeitenden touristeschen Attraktiounen an der Zukunft ziele wäerten.

D'Entente touristique de la Moselle wäert sech op hir nei Muséographie am Centre mosellan freeën. Hire President, mäin Noper hei an der Rei, huet mer gesot, hien hätt doranner och ganz vill Zäit investéiert.

Och d'Mise en valeur vun de Schifergrouwen zu Marteleng an zu Aasselbur stellt e grousst Potenzial an eng Attraktioun duer.

D'Vergréisserung, d'Modernisatioun an de Reamenagement vun eisem nationale Militärmusée zu Dikrech wäert net nëmme vill Lëtzebuerger unzéien, mä sécherlech och e Magnéit fir historesch interesséiert Touriste ginn.

Genausou wéi de Projet „Qualitéitswanderregioun Ardennen", wou mir der wuessender Demande no Naturerlebniswanderweeër nokommen. Vun dësem Projet profitéiert eng ganz Regioun. Hien entsprécht och dem Trend vum aktiven Tourismus an eise wonnerschéine Géigenden.

Et freet mech dann awer och, datt den Naturpark Mëllerdall bei sengem Projet, fir en neie Centre d'accueil ze bauen, gehollef kritt. An do maachen ech vläicht eng kleng Accolade op: D'Naturparke spillen eng ganz wichteg Roll am Tourismus. Mat villfältegen Initiativen, wéi zum Beispill d'Solarboot um Stau, Themeweeër, Storytelling-Wanderungen, oder och duerch Kooperatioune mat aneren europäesche Partner si Projete realiséiert gi wéi „Jardins à suivre", an haut spillen d'Naturparke méi wéi jee den Innovatiounsmotor bei neie Projeten am Tourismus.

D'Naturparke sinn doriwwer eraus en Atout bei der Auswiel vu Vakanzdestinatiounen, well si eng schéin Natur a Landschaft, eng lieweg Kultur an eng authentesch Gastronomie ausmaachen.

Erlaabt mer zum Schluss och nach all deene fläissegen Hänn Merci ze soen, déi am Benevolat e groussen Undeel um Succès vum Tourismus zu Lëtzebuerg gedroen hunn. Well mir awer leider ëmmer manner Benevoller fannen, muss hir Aarbecht nei organiséiert a professionaliséiert ginn. Dëse Projet de loi gëtt och heirop Äntwerten.

Dëst gesot, Här President, soen ech allen Nolauschterer Merci heibannen a gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Eicher. Nächste Riedner ass den Här Bauler.

(Interruptions)

Oh! Dat si mer net vun Iech gewinnt!

Plusieurs voix.- Aah!

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Et gëtt heiansdo Bedürfnisser am Liewen, déi si méi staark wéi engem säi Verstand.

(Brouhaha)

Dir Dammen an Dir Häre, dës Regierung huet sech doduerjer ausgezeechent, dass si, gedriwwe vun engem gudde wirtschaftlechen Ëmfeld, esou vill wéi scho laang net méi an eist Land investéiert huet. D'DP ass zefridden, dass den Tourismussecteur och vun deenen héijen Investitioune wäert profitéieren.

Den éischte Fënnefjoresplang am touristeschen Infrastrukturberäich geet op d'Joer 1973 zréck. Dee leschte Programme quinquennal fir d'Period 2012-2017 hat 45 Milliounen Euro virgesinn. Dat ware fënnef Millioune manner wéi nach fir de Programm virdrun.

Dofir sinn ech frou, dass mir haut e Gesetzesprojet stëmme wäerten, dee 60 Milliounen zur Verfügung stellt, fir an den Tourismussecteur zu Lëtzebuerg ze investéieren. Dat sinn dann ëmmerhi 15 Millioune méi wéi nach viru fënnef Joer an domat eng Erhéijung vun 33%.

Här President, och wa vill Suen an den Tourismussecteur investéiert ginn, esou ass fir d'DP awer immens wichteg, dass dës Suen och do ukommen, wou se gebraucht ginn, a vun deene Leit an Usproch geholl ginn, déi se am néidegsten hunn.

D'DP steet prinzipiell zum Instrument vum Fënnefjoresplang, mä mir hunn an der Vergaangenheet ëmmer dorop opmierksam gemaach, dass et essenziell ass, an dësem Plang präzis Schwéierpunkten ze definéieren. An ech muss zouginn, dass dëst Dokument eng ganz Rei vu Prioritéite festsetzt, déi d'DP scho länger fuerdert an déi eisen Tourismussecteur sécherlech weiderbrénge wäerten. Zum Beispill soll an Zukunft méi op d'Qualitéit am Tourismus gesat ginn.

Et ass näämlech och beim Tourismus esou, dass et net nëmmen op d'Quantitéit ukënnt, mä eben och op d'Qualitéit - well a puncto Quantitéit hu mir déi lescht Jore vill erreecht. Jo, dem Tourismussecteur zu Lëtzebuerg geet et an deem Sënn gutt. Dat soe jiddefalls d'Iwwernuechtungszuelen, déi 2017 e Rekord vun iwwer dräi Milliounen erreecht hunn. Dat ass e Plus vu 4,3% par rapport zum Joer virdrun. An der Stad an am Süde waren et 6% méi wéi 2016. Fir eis Ardennen an d'Muselregioun konnt e Plus vu 4% verbucht ginn, woubäi d'Iwwernuechtungen am Mëllerdall ëm just 1% geklomme sinn.

Och eis Campingen haten 2017 mat iwwer enger Millioun Iwwernuechtungen en neie Rekord ze vermellen.

Mëttlerweil mécht d'Tourismusbranche hei zu Lëtzebuerg 6,5% vun eisem PIB aus. Zum Verglach: Bei der Landwirtschaft leie mer bei engem Prozent. Fir d'Demokratesch Partei ass et dofir essenziell, dass mir den Tourismus als wichtegen Deel vun der Diversifizéierung vun eiser Ekonomie wouerhuelen an och weider konsequent ënnerstëtzen. Knapp 2.800 Entreprisë mat bal 20.000 Aarbechtsplazen droen näämlech zum Erfolleg vun dëser Branche hei zu Lëtzebuerg bäi.

Ma wéi virdrunner gesot, d'Zuel vun Touristen, déi eist Land besichen, weist eng positiv Tendenz op. Ma elo gëllt et och, fir hinnen eppes ze bidden.

Wat kann een also nach besser maachen? Wou genau gëllt et, a puncto Qualitéit, Verbesserungspotenzialer auszemaachen?

Fir d'DP gëllt et, a folgenden Domäner d'Qualitéit ze verbesseren: d'Qualitéit vun eisen Infrastrukturen, d'Qualitéit vun eiser Vermaartung a besonnesch d'Qualitéit vun der Strategie, déi mer eis ginn, fir d'Branche weiderzëentwéckelen.

Éischtens, d'Qualitéit vun eisen Infrastrukturen. Et feelt eis wierklech net u Monumenter, Buergen, Schlässer, Muséeën an u Kulturlandschaften. Et ass fir jiddwereen eppes derbäi. Dës Qualitéit kënne mer op jidde Fall bidden.

D'Qualitéit vu villen Hoteller, Jugendherbergen a Campinger ass och exzellent, mä als Land wéi Lëtzebuerg, wat e Ruff huet als eent vun de modernsten a räichste Länner vun der Welt, ass d'Erwaardung vun den Touristen natierlech immens héich.

An deem Sënn ginn et nach Domäner, wou Sputt no uewen ass, wou mer nach investéiere mussen, fir en Topservice unzebidden. Nach viru Kuerzem huet eng Hotelière aus menger Gemeng, déi jo tëschent dem Guttland an dem Éislek situéiert ass, mer voller Houfert hir nei Zëmmere gewisen. No enger immens gelongener Renovatioun hunn dës däitlech un Attraktivitéit gewonnen a sinn dat ganzt Joer iwwer ausgebucht, zu ganz räsonabele Präisser, sief et fir klassesch Touristen oder fir Leit, déi geschäftlech ënnerwee sinn.

D'DP begréisst an deem Kontext, dass an dësem Plang besonnesch d'Depensë fir Investitiounen an d'Informatiounstechnologië subventionéiert ginn, an d'Digitalisatioun. An eisen Aen ass dat immens wichteg.

Den deemolegen ONT huet jo gemierkt, wéi hie seng Homepage visitluxembourg.lu moderniséiert huet, wéi d'Zuele vun de Visiteuren aus aller Häre Länner um Site enorm an d'Luucht gaange sinn. Besonnesch d'Tatsaach, dass de Site op aacht Sprooche verfüügbar ass, sprécht eng ganz breet Zuel u Leit un a si bréngt esou eng ganz nei Clientèle an d'Land.

Et ass Iech och bestëmmt opgefall, mä ech hunn nach ni - an et ass virdrun och vu mengem Virriedner, dem Här Eicher, gesot ginn - esou vill chineesesch a russesch Touristegruppen hei an der Stad virun der Chamber gesi wéi an deene leschte Joren. D'Zuele weise jo och, dass grad déi Clientèle déi lescht Joren an d'Luucht gaangen ass. Dofir ass et a mengen Aen och fir all Hebergement wichteg, ob dat elo en Hotel, e Gîte oder eng Jugendherberg ass, e professionellen a flotten Internetsite ze hunn.

Hautdesdaags ginn d'Clientë sech bal nëmmen nach um Internet iwwer hir Vakanzendestinatioun informéieren. A wann een do e flotte Site ka bidden, an enger Sprooch, déi den Tourist och versteet, an dëse mat attraktive Fotoen opwäert, da sinn d'Chancë vill méi grouss, dass een dee Client och herno bei sech am Hotel erëmfënnt.

Datselwecht gëllt fir den Internetuschloss. Haut ass et jo oft esou, dass de Client fir d'Éischt emol nom Wi-Fi-Code vum Hotel freet, éier en iwwerhaapt de Schlëssel vu sengem Zëmmer an de Grapp gedréckt kritt. E gudde Wi-Fi-Uschloss ass hautdesdaags am Tourismussecteur net méi ewechzedenken, well de Client wëllt och an der Vakanz entweder mat senge Frënn doheem oder, wann e berufflech ënnerwee ass, mat sengem Büro problemlos kommunizéiere kënnen.

An deem Kontext ass et och net verkéiert, säin eegenen Online-Reservéierungssystem op sengem Site ze hunn, well wann en Hotel seng Zëmmere just iwwer bekannt Plattforme wéi Hotels.com, Booking.com, Expedia oder anerer kann ubidden, da verléiert hien e gudden Deel vu senger Marge um Zëmmerpräis. A beim Buchen ass et genausou wéi beim Informéieren: Den Tourist vun haut geet dofir jo net méi, oder net méi vill, an de Reesbüro, mä mécht dat léiwer bequem iwwer säi Computer, säi Laptop.

Här President, en aneren Aspekt, wou ech fannen, dass nach vill ze dinn ass, betrëfft d'Accessibilitéit vun eisen Tourismusinfrastrukturen; dat gëllt souwuel fir eis Sehenswürdegkeete wéi och fir eis Iwwernuechtungsstrukturen. De sougenannten „barrierëfräien" Tourismus ass näämlech scho laang keen „nice to have" méi, mä gëtt ëmmer méi zu engem „must have". An heimadder denken ech net nëmmen u behënnert Leit, mä och un eeler Leit, déi net méi gutt ze Fouss sinn, oder Famillje mat Kannerkutschen, déi och frou sinn, wa si e Lift kënne benotzen an ouni grouss Hindernisser vun A op B kommen.

Do ginn et och nach déi Leit, déi sech vill an hirer Vakanz bewege wëllen. Eise ländleche Raum, mat virop den Ardennen an dem Mëllerdall oder der Musel, sinn ideal Destinatioune fir déi sougenannten „Aktivurlauber", wéi déi Däitsch dat nennen. An deem Beräich ass déi lescht Jore scho vill investéiert ginn, sief et an de Mëllerdalltrail oder an eis Vëlosweeër. Och verschidden Hoteller hu sech dësem Typ vun Tourist, deen aktiv wëllt sinn, ugepasst. Leider hunn déi rezent Onwiederen eis do fir eng gewëssen Zäit zréckgehäit, well d'Wanderweeër zerstéiert goufen an erëm mussen nei opgebaut ginn.

Trotzdeem ass och hei nach Sputt no uewen. D'Vernetzung vun eise Vëlosweeër ass nach net ofgeschloss. Wichteg Weeër sinn zwar geplangt, mä d'Emsetzung léisst dacks op sech waarden. Eis Vëlolocatiounssystemer missten och besser matenee vernetzt ginn, fir dass e Cyclotourist säi Vëlo kann zum Beispill zu Iechternach léinen an owes zu Dikrech kann ofginn.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Dozou gehéiert och e Gepäcktransportservice, deen dem Tourist seng Wallis vun engem Hotel an deen nächste bréngt. Et kéint een elo soen, dat wiere just nach Klengegkeeten, mä dat sinn déi Servicer, déi aus enger attraktiver Touristendestinatioun eng Topadress fir ebe Cyclotouriste maachen.

Zweetens, mir brauchen eng kloer Strategie, déi eis erméiglecht, d'Tourismusbranche weiderzëentwéckelen. Fir dës Strategie ze definéieren a regelméisseg unzepassen, muss ee sech déi richteg Froe stellen: Wat wëlle mer erreechen? Wou wëlle mer hin? Wat fir eng Zilgrupp viséiere mer a wéi komme mer un dës Zilgrupp? Wéi musse mer eis Offer hiren Erwaardungen, den Erwaardunge vun dëser Zilgrupp upassen?

Besonnesch wichteg heibäi ass et, fir ze definéieren, a wat fir enge Beräicher et nach Potenzialer ginn, déi net vollstänneg genotzt sinn. D'DP ass der Meenung, dass besonnesch am Beräich vum Kultur-, Gedenk- a Kongresstourismus Spillraum ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech denken do och u Start-uppen, déi sech an deem Beräich etabléieren, zum Beispill fir Amerikaner ze féieren, déi op de Spure vun hire Virfahren hei am Land ënnerwee sinn, besonnesch an eisem schéinen Éislek. Och den Önotourismus op eiser schéiner Musel huet nach Potenzialer. Iwwerhaapt sinn d'Investissementer an de ländleche Raum ze begréissen, well den Tourismus hei nach ëmmer eng grouss Roll spillt.

Dofir sinn zum Beispill déi Investissementer wéi d'Ettelbrécker Jugendherberg, de Centre mosellan oder och nach den Ausbau vun der Heringer Millen ee Plus fir déi respektiv Regioun.

Jo, Lëtzebuerg ass eng ideal Destinatioun fir de Kongresstourismus oder de MICE-Tourismus, wéi d'Rapportrice esou schéi sot, M, I, C, E, wuelgemierkt: Meetings, Incentives, Conventions and Exhibitions, wéi et an der Fachbranche heescht. Mir leien am Zentrum vun Europa an et kann een eis vun iwwerall aus gutt erreechen. D'Distanzen am Land si kleng oder kuerz an eis Infrastrukture si modern.

Et muss een natierlech och derfir suergen, dass et genuch Hotelszëmmere gëtt, dass genuch Zëmmeren zur Verfügung stinn, wa mir wëllen, dass och grouss Evenementer zu Lëtzebuerg organiséiert kënne ginn.

Ech sinn och der Meenung, dass de MICE-Tourismus net muss exklusiv an der Stad konzentréiert sinn. D'Distanze sinn, wéi gesot, kleng. An ech war och dofir frou, dass de Statssekretär an der Kultur d'lescht Woch déi nei Infrastruktur vum Konferenzzenter fir professionell Rencontren um zweete Stack vum Buerglënster Schlass virgestallt huet.

Wann ee weess, dass de MICE- a Geschäftstourismus elo schonns 63% vum Gesamttourismus hei zu Lëtzebuerg ausmaachen, da muss een dës Opportunitéit notzen, fir eist Land als exzellent Destinatioun vum Kongresstourismus an d'Vitrinn ze stellen. De Plang, fir eng zentral Ulafstell an d'Liewen ze ruffen, wou déi Organisateure vu Kongresser oder Seminären all d'Informatioune kënnen aus enger Hand kréien, déi se brauchen, ass sécherlech de richtege Wee a gëtt vun der DP begréisst.

Eng aner Zort vun Tourismus, déi am Ausland boomt, mä vun deem een hei am Land praktesch näischt héiert, ass den „Agriturismo", Här President, wéi d'Italiener esou schéi soen, also den Agritourismus, an dat obwuel mir am ländleche Raum awer déi ideal Bedéngungen hunn, fir esou eng Offer unzebidden.

Ech kéint mer och virstellen, dass een am Éislek en Aussiichtstuerm baue kéint. Ech hu mer elo soe gelooss, dass am Kader vum Centre écologique oder Parc écologique zu Housen esou en Tuerm wäert vun der Forstverwaltung oder vun der Naturschutzverwaltung gebaut ginn. Et war emol schonn e Stéck op der Foire agricole presentéiert ginn.

De Baumwipfelpfad bei der Saarschleife an den temporäre City Skyliner bei der Gëlle Fra hu jiddefalls gewisen, dass esou Attraktiounen e richtegen Touristemagnéit kënne sinn.

Madamm Presidentin, fir d'DP ass et och wichteg, dass mer eis touristesch Offer de Bedierfnesser vun de Gäscht upassen. A fir déi Bedierfnesser ze kennen, muss ee se detektéieren. 2012 gouf fir d'Lescht eng landeswäit Befroung vun den Touriste gemaach. Zanterhier ass vill geschitt. Eis Infrastrukture sinn der Offer ugepasst ginn a goufe moderniséiert. D'DP mengt, dass et elo erëm un der Zäit ass, d'Touristen nach eng Kéier no hiren Erwaardungen ze befroen. Nëmmen esou kënne mer och mat enger geziilter Strategie dorop reagéieren.

Nieft den Touriste misst een och d'Meenung vun de professionellen Akteure froen, fir hir Uleies, hir Doleancen a Virschléi an dës Strategie kënnen anzebauen.

Drëttens, mir brauchen eng qualitativ héichwäerteg a professionell Vermaartung. Wa mer d'Bedierfnesser vun den Touriste kennen, dann ass et och méi einfach, déi entspriechend Vermaartung unzepassen an dorobber opzebauen. Mat der Signature „Luxembourg - let's make it happen" hu mer elo en eenheetleche Layout, mat deem mer an alle Beräicher fir eist Land Publicitéit kënne maachen.

Fir d'DP ass et och wichteg, dass mer eis Zilmäert definéieren an och regelméisseg adaptéieren an dann d'Promotiounsaktioun dorobber orientéieren.

Fir dass dës Promotiounsaktiounen och de gewënschten Erfolleg hunn, mussen den LFT an d'ORTe gutt zesummeschaffen an hir Kollaboratioun muss an deem Sënn kënnen optiméiert ginn. D'DP wënscht sech och eng weider Professionaliséierung vun de regionalen Tourismusämter, fir dass si hiren Aufgabe kënne beschtméiglech nokommen.

Bei der Vermaartung solle mer och déi Trëmp spillen, déi mer hunn. Ech fannen, dass mir verstäerkt op unerkannte Labelen, wéi zum Beispill d'Unesco-Weltkulturierwen, d'European Destination of Excellence oder op eisen nationalen Naturpark-Label setze sollen. Mäi Virriedner hat jo och op d'Roll vun den Naturparken, besonnesch am ländleche Raum natierlech, opmierksam gemaach.

D'nächst Woch wäerte mir och e Projet de loi stëmmen, deen d'Hotelschoul zu Dikrech op déi aktuell an déi zukünfteg Erausfuerderungen am Tourismus virbereede wäert. Och dat ass fir d'DP e wichtege Schrëtt vun der Gesamtstrategie fir de Secteur.

Madamm Presidentin, zum Schluss wëll ech nach e Wuert zu de Subventioune soen, déi mer mat dësem Gesetzesprojet stëmme wäerten. Am initiale Projet war virgesinn, dass d'Campingen, déi vun engem Gemengesyndikat oder enger Gemeng gefouert ginn, e méi héije Subsid ufroe kéinte wéi Campingen, déi vu private Leit bedriwwe ginn. D'DP ass jiddefalls zefridden, dass mir dës Ongerechtegkeet vis-à-vis vun den dach awer haart schaffende Leit, déi hiert ganzt Liewen dem Tourismus verschriwwen hunn, aus der Welt geschaaft hunn.

Eng aner Ongerechtegkeet, déi een och net däerf entstoe loossen, ass d'Opkomme vun ëmmer méi Airbnb-Zëmmeren. Wat am Ufank als eng originell Iddi vun der sougenannter Sharing Economy wouergeholl ginn ass, huet sech haut zu enger grousser Konkurrenz zu den traditionellen Hoteller a Gîten entwéckelt. Fir d'DP ass et kloer, dass d'Airbnb-Zëmmere sech och mussen u Regelen halen an net dierfen eng deloyal an onfair Konkurrenz zu eisen aktuellen Hotelsstrukturen oder Hebergementsstrukture sinn.

Um Enn vu menger Interventioun wëll ech grad ewéi mäi Virriedner d'ailleurs och deene ville Benevolle Merci soen, déi am Tourismussecteur schaffen, sief dat als Guide, als Member vun engem Syndicat d'initiative, den Aktiven aus den Ententes touristiques oder de kulturellen Associatiounen. Ouni si an hir Passioun, hir Leidenschaft, kéinte mer eist Land net esou positiv no bausse verkafen, wéi mer dat momentan maachen.

Dëst gesot, wëll ech der Rapportrice, der Madamm Tess Burton, Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht an natierlech den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Bauler. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Mir hunn ee Plang fir Lëtzebuerg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Net nëmmen déi Leit op menger rietser Säit, mä hei ass ee Plang, dee steet schwaarz op wäiss um Pabeier. E Plang fir Lëtzebuerg am touristesche Beräich läit hei vir. E grousse Merci un d'Tess

Burton fir säi kompletten an ausféierleche Rapport.

An ech wéilt mech kuerz entschëllegen, dass ech haut e bëssen touristesch ënnerwee sinn ouni Paltong, well dee läit an där klengster Gemeng aus dem Land op der Bushaltestell. En ass awer schonn erëmfonnt ginn, well do war ech mam Vëlo higefuer.

(Hilarité)

Et war och ze waarm, fir dauernd e Paltong unzehunn, also dat gesot,…

(Interruption)

Neen, da musst Der… Dat ass déi eenzeg Kéier wahrscheinlech, wou mer dat da virkënnt; et ass eben ouni Paltong haut.

M. André Bauler *(DP).*- Dir hutt e ganz touristesche Look.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Voilà.

(Hilarité)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, Här Anzia, allez!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin.

(Interruptions)

Dat wier och net esou zur Geltung komm mat Paltong.

(Hilarité)

Also: Mir hunn zu Lëtzebuerg 223 Iwwernuechtungsméiglechkeeten, mir hunn 88 Campingen, mir hunn 39 Gîte-d'étappen, mir hunn ongeféier 3 Milliounen Iwwernuechtungen, Datum 2016. Mir hunn 1,7% vum PIB, deen direkt erwirtschaft gëtt vun dësem Secteur, mat dem nogelagerte Secteur 5,1%. Et ass also e ganz wichtege Wirtschaftssecteur, iwwert dee mer haut hei schwätzen.

Virdrunner ass scho gesot ginn: Et ass eng Entwécklung, déi riseg ass. Vun deem éischte Plan quinquennal 1973, mat ëm déi 150 Millioune Lëtzebuerger Frang, si mer elo op 2018 beim zéngte Plan quinquennal bei 60 Milliounen Euro ukomm. Wichteg ze soen, an dat ass och an där leschter Period verstäerkt opgebaut ginn, an dofir der Statssekretärin Francine Closener e grousse Merci, ass, dass mer eng Struktur do drakruten iwwert den LFT, Luxembourg for Tourism, iwwert d'ORTen, déi jo flächendeckend iwwert d'Land sinn a wou mer duerno dann déi Vermëttlung erofdeklinéiert hunn op déi lokal Akteuren, sief et Tourist-Infoen, sief et Syndicat-d'initiativen oder aner Akteuren, déi an deem Beräich schaffen.

An, wat ganz wichteg do ass, an do sinn ech frou als President vun enger LEADER-Regioun kënnen ze schwätzen, an zwar vun der LEADER-Regioun Atert-Wark, ass, dass mer eng ganz gutt Zesummenaarbecht hu mat deenen ORTen an dass déi Zesummenaarbecht vun deene Projete fir d'Entwécklung vum ländleche Raum, zesumme mat deene Projeten, déi den ORT, also d'Gemengen an de Ministère droen, dass déi extrem fruchtbar ass, an zwar dass do Pilotprojete kënnen iwwerholl ginn an duerno och sech hei erëmfannen an de reguläre Projete vun Akteuren am touristesche Beräich an anere Regiounen. An dat ass jo Sënn an Zweck vu LEADER-Projeten: de ländleche Raum entwéckelen an den ekonomesche Volet net aus den Ae verléieren.

An dofir och e grousse Merci un den Här Luis Soares, deen uewen op der Tribün sëtzt, deen ëmmer erëm en oppent Ouer fir eis hat, wa mer an der Entwécklung vum ORT Gutland zesummegeschafft hunn an do zesummen u sech eng Strategie entwéckelt hunn. Dat ass schonn e Bottom-up-Prinzip gewiescht. An do sinn och ganz vill Saachen, déi elo ëmgesat ginn, déi eben net mat den Hoer erbäigezu sinn, mä déi u sech vun den Akteuren um Terrain matgedroe ginn.

Et ass och wichteg, mat allen Akteuren zesummenzeschaffen, an dat aus enger ganz einfacher Ursaach: Mir brauchen en touristescht Konzept, dat eng ganzheetlech Approche huet. Et musse Clientë beworbe ginn, meeschtens am Ausland, oder am Inland. Mir musse se bei eng Attraktioun bréngen. Duerno musse mer se restauréieren, mir mussen hinnen eng Iwwernuechtungsméiglechkeet ginn. Mir musse se awer och beroden a begleede bei hirem Openthalt, well dat mécht d'Qualitéit vun deem Openthalt aus. A mir mussen hinnen och Loscht maachen dorop, wa se hei waren, erëm eng Kéier zréckzekommen. Also och nach, wa se hei fortreesen, musse mer mat hinnen a Kontakt bleiwen.

An dofir brauche mer all déi Akteure vum Bewerbe vum Luxembourg for Tourism, déi op Foiren ënnerwee sinn, vun den ORTen, vun den Tourist-Infoen, vun awer och lokalen a regionale Guiden, vun der Restauratioun, vun den Hotelieren, vun de Gemengen an de Syndikater, fir déi ze nennen. Mir brauchen dofir Hardware, an dat ass och e Volet, deen hei finanzéiert gëtt mat dësem Projet de loi, mä mir mussen awer och ganz staark a Software investéieren. A Software, dat wëllt net nëmmen heeschen Digitaliséierung a Buchungsplattformen, dat heescht och ganz kloer a Leit investéieren, well dat mécht u sech den authentesche Volet aus, wa mer Touriste wëllen hei zu Lëtzebuerg halen. Dat ass Begegnung, de Kontakt mat de Leit op der Plaz. An dat sinn déi Souveniren, déi ee mat heem hëlt, ausser Iessen an Drénken, wëllt heesche gutt liewen, wat een Openthalt ausmécht. Dat wësst Der alleguerte selwer aus Ärem Erfahrungsschatz.

Déi Ënnerstëtzung, déi am Ufank vun dësem Projet de loi virgesi war, an zwar dee Volet vun de Frais de personnel, déi och sollten en charge geholl ginn, dat ass erausgestrach ginn, wat déi gréng bedaueren. Mä mir sinn awer frou, dass iwwert de Budget ordinaire elo wäert déi Ënnerstëtzung kommen, well eiser Meenung no ass dat ee Knackpunkt an deem Ganzen, de Kontakt mam Client an och d'Professionaliséierung vun deene villen Akteuren, déi um Terrain sinn, well do hu mer eng sëllechen, also eng ganz grouss Zuel vun Asblen, déi dat schonn iwwer Joerzéngte maachen. Do ginn ech herno eng Kéier kuerz drop zréck, fir ee Beispill erauszepicken aus dem Norden.

Bon, wat gëtt elo alles ënnerstëtzt? Als Norddeputéierte mécht mer dat speziell Freed, well ganz dacks gëtt jo geunkt, den Norden, dee géif vergiess ginn. Mä wann ech awer déi Lëscht hei kucken, dann ass den Norden awer emol ganz gutt presentéiert, an och de President vum Syvicol an de President vum Naturpark Our ass mat mir enger Meenung, dass dat esou ass.

Dat geet hei iwwer Dikrech, de Militärmusée, dat geet iwwer Esch/Sauer, wat mer alleguerte kennen, eisen Drénkwaasserreservoir, awer och eng Plaz, wou een touristesch ganz flott kann ënnerwee sinn, ze Fouss, mam Mountainbike oder eben dass een do schwamme geet.

Zu Ettelbréck am Zesummenhang mat där neier Gare, déi do gebaut gëtt, gëtt och eng Auberge de jeunesse dohinner gebaut. Mir hunn zu Rammerech, ma dat ass eppes, wat mer ganz speziell um Häerz läit, dat sinn déi Marteler Leekollen.

Ganz witzeg, virun iwwer 20 Joer, do hunn ech emol eng Kéier dohinner ee Buggy gespent. Dat ass elo kee Caddy, dat ass och näischt, fir Kanner hin- an hierzefëieren, mä dat ass eppes, fir hannert déi Zuchmaschinn do ze setzen, fir u sech déi Leeën, fir déi Matière première do erauszehuelen aus dem Stollen. Dat war virun iwwer 20 Joer, wou dat ugaangen ass, wou Frënn vun der Lee sech zesummefonnt hunn an enger Asbl an dat an Éierenamtlechkeet do schlussendlech opgebaut hunn.

An net méi spéit wéi d'lescht Woch war ech extrem frou ze liesen, dass de Kulturministère, wëllt heesche Sites et monuments sech där Saach elo endlech unhuelen a mat engem Budget vu 7 Milliounen Euro higinn an dat à la juste valeur a Stand setzen, sech deem Site unhuelen, deen extrem grousst Potenzial huet bei eis am Réidener Kanton op der Grenz zum Éislek.

Et ass e Bijou aus dem Kanton Réiden, e Réidiamant. An ech si ganz frou, dass deen elo wäert fonkelen, well en elo nach eng Kéier nei geschlaff gëtt, well da kënnt och eng Mise en valeur. An ech hat d'Chance, ebe virun 20 Joer, wéi d'Kathedrale schonn ausgepompelt waren, kënnen do eranzegoen. An dat ass méi wéi impressionnant an dat wäert ganz sécherlech eng Attraktioun ginn, déi hiresgläiche wäert sichen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Anzia, erlaabt Der dat? D'Madamm Modert wëllt Iech eng Fro stellen?

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Jo, ganz gär.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här Anzia. Jo, effektiv Sites et monuments hunn dee Projet scho méi laang entdeckt a mir hu schonn, mengen ech, 2010 an éischter, déi éischt Haiser do restauréiert gehat fir zwou Milliounen an duerno e Plang opgestallt. Ech ginn dovunner aus, datt d'Madamm Statssekretär duerno och eppes méi do dozou wäert soen, och iwwert d'Kathedral. Do ware scho méi laang Aarbechten amgaangen domadder, och wann et laang gedauert huet, bis se konnten ugoen, dat ass och richteg.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay, Merci. Här Anzia!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Voilà. Dat gesot, ass nach ganz vill Aarbecht do noutwendeg, well wann Der op deenen Hektaren Areal emol eng Kéier waart, an ech war scho ganz dacks do, da wësst Der, dass do e risegt Potenzial ass, grad fir Slow Tourism, authenteschen Tourismus, wou mer Leit kënnen iwwerraschen, wou mer Leit kënnen eppes ubidden, wat sengesgläiche sicht. An dofir sinn ech dann extrem houfreg, dass do zousätzlech Gelder kommen op dee Site vu Maartel op der belscher Grenz.

Et ass och ee Projet, dee ganz no bei mir da läit am Réidener Kanton, wou d'Schwemm an d'Rei gesat gëtt, wou do eng Rutsch derbäikënnt, wéi awer och an deem leschte Plan quinquennal u sech Hebergementer, déi regional gespeist si ginn, iwwert de Syndicat vum Réidener Kanton scho subventionéiert ginn, mat Logements insolites, mat „MushRooms"-Holzkonstruktiounen. Do geschitt also ganz vill an do ass nach ganz vill noutwendeg ze maachen.

Zu Ëlwen och d'Schwemm. Veianen, dat ass jo déi éischt Seelbunn aus dem Land, déi soll erëm eng Kéier a Stand gesat ginn. Déi zweet, déi hu mer jo hei an der Stad stoe beim Arrêt Pafendall-Kierchbierg. Do war awer och den Norden erëm eng Kéier vir, och mat enger anerer Capacité de transport.

Dat gesot, zu Wolz fanne mer natierlech och erëm eng Kéier Moderniséierungsmoossnamen, wou och e Skate-Park da wäert entstoen, natierlech Kloterparken.

Wat awer ganz kloer ass, an herno kommen ech nach eng Kéier drop zréck: Et feelen eng ganz Partie Infrastrukturen, déi banne sinn. Wann d'Witterung net matspillt, da feelen eis déi Indoor-Méiglechkeeten, fir d'Touristen deelweis hei ze halen. An dat wäert sécherlech ee Volet sinn, wou ee muss nach eng Kéier usetzen. Aus dem ganze Land fuere Leit deelweis elo op Contern an eng Zone d'activités, wou eben esou Méiglechkeete geschafe si ginn, wat speziell ass, wou Leit eben dann onofhängeg vun der Witterung kënnen Trampolin sprangen, fir se dann awer net mam Numm ze nennen, mä wou een awer einfach seet: Et si Moossnamen, wou ee grousse Besoin do ass, wou een och Leit fënnt, déi dann dohinner fueren. An do musse mer eis där Saach och e bësselche stellen.

Wëntger an esou weider, Veianen, ech wëll se elo net alleguerten eenzel opzielen, dat géif e bëssen ze wäit goen.

Et ass och wichteg, dass an dësem Projet de loi déi Infrastrukturen, déi schonn do sinn an déi duerch Naturgewalten deelweis zerstéiert ginn - ech denken un déi Betriber am Mëllerdall respektiv déi Infrastrukturen, déi do sinn -, och kënnen heiriwwer nach eng Kéier ënnert d'Äerm gegraff kréien, fir dass u sech den Tourist déi beschtméiglech Infrastrukture virfënnt. Zemools wann ee weess, dass mer e Qualitéitslabel hunn am Mëllerdall op eisen Trailen, da gëllt et natierlech, den Tourist dozehalen, an dat ass jo och geschitt mat Asaz vu vill Schweess an Energie elo rezent nach, fir déi Infrastruktur erëm an d'Rei ze setzen.

Mä net ëmmer ass dat esou einfach, esou Projeten ëmzesetzen. Dofir maachen ech e klengen Ausfluch op Wäiswampech. Ech mengen, et ass eng Saach d'actualité, dofir huelen ech mech där Saach un. Et huet och mat touristeschen Infrastrukturen ze dinn an et huet genau mat dësem Projet de loi ze dinn, och mat engem Plang, deen een huet: Wéi wëll ech touristesch Attraktiounen entwéckelen? Dat ass de Projet vum Groupe Lamy. An dee suergt jo fir vill Schlagzeilen. Dofir e puer Iwwerleeunge vun deene Gréngen zu dësem touristesche Projet.

Éischtens, majo, et feelen touristesch Infrastrukturen am Norde vu Lëtzebuerg. An, jo, et feelen och Haiser, wou ee ka méi grouss Gruppen a Leit empfänken. An, jo, et feelen och, hat ech scho gesot, Indoor-Attraktiounen, wou een onofhängeg vun de Wiederkonditiounen Touristen, awer och Leit vu baussen, vun hei, Gruppen a Famillje kann empfänken an deenen eng Alternativ bidden. An, jo, et feelen och, dat hat de Kolleeg Virriedner gesot, Infrastrukturen am Konferenztourismus, am MICE-Tourismus, déi och am Norde roueg kënnen ugesidelt sinn.

An dofir si mir der Meenung, dass e Projet wéi zu Wäiswampech schonn eng ganz Partie Opportunitéiten huet, fir fir esou Besoinen u sech Léisungen unzebidden. Mir sinn awer och der Meenung, dass et eng ganz Partie Punkte gëtt an esou engem Projet, déi nach am Detail mussen emol verdéift ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Well mer sinn awer, menger Meenung no, emol an engem éischte Jet, an engem Avantprojet. An zemools, well de Ministère jo och mat subventionéiert, schéngt et eis ganz normal, dass een eng Partie Kritäre beuecht.

Do gëtt et emol eng Kéier den Impakt op d'Emwelt. Den Eko-Label, dat ass eng ganz einfach Saach, wou ee seet, wou ech mengen, dass dat sécherlech do muss agehale ginn. De Bed & Bike-Label, eng Saach, wou ee seet, Mobilité douce ënnerstëtzen, iwwerhaapt deen Tourismus mat hëllefen opbauen, ass ee Kritär, dee mir ganz normal schéngt an esou ee Projet eranzebréngen.

Dann eppes: den EureWelcome-Label. Dat ass u sech déi Iddi vun dem barrierefräien Tourismus, vum „Tourism for all". „For all", dat heescht net just fir Leit mat enger Behënnerung an net nëmme just fir Leit, déi Aschränkungen hunn an der Mobilitéit, mä och fir Leit, déi vläicht, wann et Leit mat engem Handicap sinn, vun einfacher Sprooch, vun u sech Signalisatioun, vun aneren Orientéierungskonzepter. Dat ass den „Tourism for all", dat ass den Eure-Welcome-Label.

Dat ass eng Saach, wou ech soen: Wa Projete vum Stat mat ënnerstëtzt ginn, da mengen ech, dass et hautdesdaags misst ganz normal sinn, dass ee sech un deene Kritären orientéiert, well dat ass eng Opportunitéit, déi, mengen ech, misst do kloer ergraff ginn.

A vu dass mer hei am Naturpark Our jo sinn, schéngt et mer och ganz normal, dass een op e puer aner Punkte misst oppassen: natierlech op d'Integratioun an d'Landschaft an natierlech och op den ekologeschen Impakt vun esou Projeten, vun deene Konstruktiounen, vun awer och engem Energie- a vun engem Waasserverbrauchskonzept.

A mir schéngt et och ganz normal an engem Naturpark, dass ee muss kucken, dass een och eng gemeinsam Notzung vun deem Séi kritt, vun allen Akteuren, vun alle Leit aus der Gemeng, aus der Regioun, vun de Gäscht, déi aus dem touristesche Komplex kommen, an dass och en Zougang zu dësem Séi muss méiglech sinn.

A mir schéngt et och ganz normal an engem Naturpark Our, dass d'Notzung vun de regionale Produkter eng Saach ass, déi an esou ee Konzept misst erafléissen, vu Liewensmëttel, déi an der Regioun produzéiert ginn, dass d'Zesummenaarbecht mat der Regioun muss geschéien a fir d'Regioun, an dat natierlech och mat dem Office régional de tourisme oder dem ORTAL, mat dem Naturpark a mat dem Luxembourg for Tourism, déi sécherlech wäerten och ee Volet am Iwwerbau spille fir d'Bewerbung vun esou Infrastrukturen.

Dat gesot, sinn ech iwwerzeegt, dass mer zu Lëtzebuerg e risegt Potenzial hu fir nohaltegen Tourismus an dass mer eis do all Moyene solle ginn, fir deem Potenzial u sech hei gerecht ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Häre, d'ADR ënnerstëtzt dëst, net nëmmen, well d'Madamm Burton eis de Projet esou kompetent erkläert huet, mä einfach, well mer der Meenung sinn, datt den Tourismus zu Lëtzebuerg e ganz wichtege Secteur ass an engem schéine Land mat engem grousse Potenzial. A mir wäerte sécher och eist dozou bäidroen, fir den Tourismus zu Lëtzebuerg weiderzëentwéckelen.

Et sinn och vill positiv Aspekter hei dran. Mä mir mussen awer soen, wann dee grénge Virriedner gesot huet, den Här Anzia, et wär e Plang do fir Lëtzebuerg, da muss ech awer soen: Wou ass dann dee Plang vun dëser Regierung fir den Tourismus?!

Well, wann een dat liest, wat an deem Projet hei steet, dann ass dat eigentlech e Sammelsurium vun eenzelne Moossnamen, wou een awer e bësse Problemer huet, de roude Fuedem ze fannen. Et ass e bëssen de Plang fir Lëtzebuerg: „Mir een, Dir een an dem Pier een." Ech mengen, dat ass et éischter, wat et ass, fir d'DP vläicht dat Ganzt op Lëtzebuergesch.

Mä et ass awer net e roude Fuedem dran, kee Konzept: Wéi gëtt den Tourismus entwéckelt? Et ass eng zweet verpasste Chance an dëser Regierung, datt mer hei - wéi huet dat op modern geheescht? - en Nation Branding sollte maachen, wou e ganz trauregt Resultat dovun do ass!

Viru Joren ass spekuléiert ginn, wéi déi Iddi lancéiert gouf: „Wat maache mer? Fanne mer e Produit, e Lëtzebuerger Schwäizer Täschemesser, esou eppes Äänleches, iergendeppes, fir d'Land ze profiléieren? A wat ass schlussendlech erauskomm? E fuerwegen X an e Slogan, deen a senger Banalitéit bal net ze iwwerbidden ass, well all Land sech e bëssen als dynamesch wëllt duerstellen: „Luxembourg - let's

make it happen"! Mir kënnen och soen: „Germany - let's make it happen", „Liechtenstein - let's make it happen", eng Banalitéit, déi iwwerhaapt kee Wiedererkennungswäert fir Lëtzebuerg bréngt, keng Valeur ajoutée.

Deen Nation Branding, ech wëll et hei kloer soen, dat war eng Beschäftegungsmoossnam fir d'Madamm Statssekretärin an enger Regierung, déi vill ze grouss ass. An dofir huet missen och esou eppes do entwéckelt ginn.

(Brouhaha général)

Zwou verpasste Chancen: kee kloert Konzept fir d'Entwécklung vum Tourismus an den Nation Branding, deen einfach am Sand verlaf ass an an enger Politik vun der Verdeelung vu Subside sech resuméiert.

Et sinn, fir dat och kloer ze soen, bei eis an der ADR dräi Grondprinzipien am Tourismus, ier ech vläicht op eis Virstellung aginn, wéi mir eis dat géife virstellen.

Dat Éischt ass, datt mer wëllen de Privatsecteur net diskriminéiere par rapport zum ëffentleche Secteur, och net an der Subsidepolitik, well et ass dach dacks duerch d'Privatinitiativ, wou iwwerhaapt touristesch Projeten hei am Land entstinn. Dat wor esou am Fonds-de-Gras, op anere Plazen, de Musée des mines ass esou entstanen an och vill aner Projeten, wou eigentlech d'Privatinitiativ, den Devouement vu Veräiner oder vun eenzelne Persounen dozou geféiert huet, fir iwwerhaapt den touristesche Patrimoine hei am Land ze entwéckelen. Dat soll honoréiert ginn an d'Privatinitiativ soll e vollwäertege Partner sinn an dat soll sech och finanziell erëmspigelen.

Zweete Grondprinzip ass d'Barrierefräiheet. Selbstverständlech muss och den Tourismus accessibel si fir Mënsche mat enger Behënnerung.

An dat Drëtt ass, mir hätte gär eng kanner- a familljefrëndlech Tourismuspolitik. Dat geet ganz wäit, selbstverständlech iwwerdaachte Spillplazen, mä och Restauratioun, iwwerall familljefrëndlech. Et ass schued, datt op engem Daach vun engem Festungsmusée nach näischt esou ass. Do wär eng schéi Plaz derfir. Dat misst och ënnerstëtzt ginn. A Fräizäitparken zu Lëtzebuerg, dat däerft och eng Kéier ugeduecht ginn.

D'ADR huet e Konzept fir den Tourismus. An zwar géife mer vum Konzept ausgoen an dann deen deklinéiere fir déi eenzel Projeten, an net, wéi gesot, e Sammelsurium vun Iddien an e Gesetz zesummefaassen, ouni datt iwwerluecht gëtt: Ass dat dann do wierklech kohärent? Kann dat eist Land no vir bréngen?

An en éischen Aspect vun eisem Konzept ass, datt d'Lëtzebuerger Identitéit soll doranner och betount ginn. Wann een hei a verschidden Hoteller erageet an eisem Land, da weess ee vum Dekor hier, vum Accueil hier net, a wéi engem Land een ass. Ginn ech awer am Ausland an en Hotel, da fannen ech do, datt deen nationalen, regionale Charakter betount gëtt, fir d'Attraktivitéit vun der Infrastruktur ervirzesträichen.

(Brouhaha général)

Et fillt ee sech wëllkomm an enger bestëmmter Regioun. Hei am Land, hei am Land sinn d'Hoteller esou dekoréiert, datt se gradesou gutt kéinten zu Venedeg sinn oder op enger anerer Plaz.

(Brouhaha général)

Genausou wéi dat Falscht um Findel oder op der Gare ass. Wann een hei ukënnt um Findel oder op der Gare, da gesäit ee Reklamme fir Banken. Et ass jo awer net dat Bild, wat mer wëllen no bausse vermëttelen. Mir wëlle Biller vu Lëtzebuerg vermëttelen als Touristestanduert, als e Land, wat méi ass wéi eng reng merkantilistesch Entreprise, esou wéi d'LSAP se awer heiansdo gesäit.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Tourismusbüroen, Tourismusbüroe sollen do sinn, wou d'Leit an d'Land kommen, eben op der Gare an um Findel.

An en zweete Prinzip ass, datt mer eise Lëtzebuerger Patrimoine wëlle fleegen. Ech weess: Äre Kulturentwécklungsplang consideréiert dat als nationalistesch. Abee, mir net!

Mir soen: Eise materiellen an immateriellen Ierwen, dat soll erhale bleiwen, och d'Sprangprozessioun. D'nächst Woch diskutéiere mer driwwer. An da gesi mer jo, wat Är Astellung zum Tourismus ass, zum immaterielle Kulturierwe vun der Unesco, wann Der de Kanner d'Méiglechkeet net méi gitt, dorunner deelzehuelen.

Wou ass dann Är Logik an Är Kohärenz?

(Brouhaha général)

Wou ass dat dann, wann Der deen immaterielle Patrimoine vu Lëtzebuerg op d'Spill setzt, awer hei an der Tourismusdiskussioun esou maacht, als géift Der en eescht huelen?

(Interruption)

Da gëtt et ganz vill Plazen am Land, déi ni valoriséiert goufen, déi awer international remarkabel sinn. Dat sinn d'Geheimtippen. Eng Regierung, déi déi wierklech Statsgeheimnisser vum Land an enger Transparenzpolitik grousszügeg veröffentlecht, déi mécht awer eng Geheimpolitik bei wonnerbaren touristesche Sitten.

Wie kennt den Tëttelbierg am Ausland, wie kennt Ricciacus als wonnerbar archäologesch Sitten? Et gëtt ni publizéiert. Ech si frou, datt ech eenzel Stëmme bei der DP hunn, déi dat och esou gesinn.

Et brauch, wann een d'Gesamtkonzept vun engem Tourismus gesäit,…

(Interruption)

…dann däerf een net nëmmen a Steng investéieren. Et muss ee vun Ufank un och denken: Wat ass dann d'Zukunft vun esou engem Projet? Wéi kann ech e fëllen, mat Liewe fëllen, mat interessante Saache fëllen? Hunn ech Guiden, déi dat maachen? Wéi kann ech en herno valoriséieren?

En negativt Beispill vun touristescher Entwécklung ass a bleift de Pei-Musée. Mir hunn e wonnerbart Gebai dostoen, awer et gëtt kaum genotzt. Mat aller Schéinheet vun den Zuelen, déi ëmmer erëm an d'Landschaft gesat ginn, déi Schoulklassen, déi derduerchgeschleist ginn…

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat ass de Musée mat de meeschten Entréeën a ganz Lëtzebuerg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …de Pei-Musée gëtt net besicht. Et ass einfach vum Touristeschen hier e Feelinvestissement.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat ass falsch, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An e soll valoriséiert ginn.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Waart Dir da schonn do?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'Vermaartung ass natierlech och en Aspekt.

(Brouhaha et hilarité)

Här President, ech mengen, et wëllt een eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah ben, et huet een eng Fro gestallt, ob Dir schonn…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da gëtt dat jo net op meng Zäit ugerechent?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen, Dir kritt vu mir all Zäit, fir drop ze äntwerten.

Une voix.- Wann et en Neen ass, dann huet de Musée muer eng Entrée méi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Engel hat Iech gefrot, ob Dir schonn do waart. Wann Dir dat net sollt héieren hunn, da kënnt Dir elo drop äntwerten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fir déi Leit dobaussen, ob ech schonn am Pei-Musée war, an ech wëll dem Här Engel äntwerten: Ech war scho ganz dacks am Pei-Musée!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An dat, wat ech do gesinn hunn - an dat, wat ech do gesinn hunn -, dat hätt mech ganz seelen inspiréiert, fir auslännesch Gäscht mat dohinner ze huelen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, Kolleegen, elo huet just nach den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci. Well net nëmmen,…

Une voix.- E soll net dovu schwätzen, wann en näischt kennt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …datt ech hei am Pei-Musée war, mä och a ville Muséeën am Ausland, déi modern Konscht solle weisen, a wou ech muss…

Une voix.- All Respekt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …jo, wou ech muss feststellen, datt mer hei awer wäit hannendru sinn a wou ee sech wierklech vill Froen iwwerhaapt muss stellen iwwert d'Orientatioun vun engem Musée, deen „Musée d'art moderne" heescht, awer deen nëmmen en „Musée d'art contemporain" wëllt sinn. An do ass schonn e Grondproblem a senger Ausleeung. Hätte mer gär en „Musée d'art moderne", wéi den Numm et seet a wat och den urspréngleche Gedanke war? Da musse mer awer eng aner Konscht weisen an aner Sammlungen uleeën, amplaz en „Musée d'art contemporain", deen et an der Praxis ass.

Dat ass eng aner Diskussioun. Mä mir kënne gär eng Kéier doriwwer schwätzen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Wëllt Der d'Konscht am Ausland kafe goen, fir esou ee kënnen ze maachen, jo?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Op jidde Fall hu mer e ganz schéint Gebai, wat a mengen Aen net gutt genotzt gëtt.

Ech kommen dann zréck zu menger Ried, Här President; wéinst der Zäit wëll ech dat awer der Éierlechkeet hallwer umelden.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi dacks war den Här Engel da schonn am Pei-Musée?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Op d'mannst esou oft wéi den Här Kartheiser.

(Hilarité)

Une voix.- Et waren ëmmer vill Leit do.

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gutt. Also, ech mengen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, ech wëll Iech just soen,…

M. André Bauler *(DP).*- Wou bleift hei deen néidege Seriö?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …Dir Dammen an Hären, mir gi vun dobausse beobacht. An duerfir, loosst wann ech gelift erëm dem Här Kartheiser d'Wuert!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà.

(Interruption)

Merci, Här President. Et ass e seriöe Sujet an ech wëll en och seriö behandelen. D'professionell Vermaartung, „unique selling proposition". Wann ech kucken, erëm eng Kéier am Verglach mam Ausland, an och mat klenge Länner, ech war zum Beispill viru Kuerzem zu Liechtenstein, Här Engel, an och do e flotte Musée kucken, dee se hunn, jo.

Une voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Déi maachen eng exzellent Vermaartung vun engem ganz klenge Land. Mir kéinte vun hinne ganz vill léieren. Mir kéinten hei zu Lëtzebuerg eis emol Froe stellen iwwer anstänneg Prospekter vu Lëtzebuerg am Ausland an op nationalem Niveau.

Mir hunn heiansdo auslännesch Guiden, déi fir kuerz Zäit erschéngen an dann erëm vum Maart verschwannen. Mir sollten eis wierklech Méi ginn, datt mer do eng gutt Dokumentatioun iwwer Lëtzebuerg hunn…

Une voix.- Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …an net nëmmen op deenen dräi leschte Säite vun engem Guide iwwert d'Belsch, mä dat wierklech favoriséieren, datt mer eng eegestänneg Lëtzebuerger Touristepromotioun am Ausland hunn.

(Brouhaha)

Den Tourismus soll vernetzt geduecht gi mat der Kultur vu Festivallen.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Här President, ech mengen, den Här Bodry wëllt eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, ech mengen net, dass den Här Bodry eng Fro wëllt stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da féiert e Selbstgespréicher!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, en huet just eng Zwëschebemierkung gemaach.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Déi hunn ech awer net héieren. Vläicht kann en déi widderhuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech kann lech déi vläicht widderhuelen, well ech hunn och ganz gutt opgepasst.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da sot mer déi!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat Iech a Liechtenstein a Saache Kultur opgefall ass.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Liechtensteiner Kultur, déi begéint een anscheinend op Schratt an Tratt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat hunn ech net gesot, Här Bodry.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Lächerlech!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu gesot, ech war zu Liechtenstein an engem Musée, e grousse Musée…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Do war eng Ausstellung, déi awer elo näischt mat Liechtenstein ze dinn hat.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mä hei gëtt et och Ausstellungen, déi näischt mat Lëtzebuerg ze dinn hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat fannt Der awer net gutt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mä wat ech wollt soen, ass, datt se ënnenan e grousst Geschäft hunn. An an deem Geschäft gouf et eng ganz Rei vun diversen Artikele fir d'Promotioun vu Liechtenstein.

(Brouhaha)

A wat ech wollt soen, ass, datt mer eis kënnen inspiréieren un anere klenge Länner, wéi déi et fäerdegbréngen, hiert Land awer esou ze vermaarten. Dat war de Sënn vun deem, wat ech gesot hunn.

(Brouhaha)

Sou! Den Tourismus muss vernetzt geduecht gi mat Kultur - an do hu mer de Problem vun de Festivallen zu Lëtzebuerg, wou mer an der Kulturpolitik et ni fäerdegbruecht hunn, eng kloer Politik, wat eis national Festivallen hei am Land ugeet, ze entwéckelen -, mam Sport natierlech, awer och mat der Politik. Déi Tatsaach, datt mer europäesch Institutiounen hei hunn, kéint eis och inspiréieren, dat touristesch auszewäerten. Akademesch musse mer iwwerleeën, wéi d'Universitéit kann dobäi matwierken, an natierlech d'Natur mat Wander- a Vëlotourismus.

Den Tourismus ass och ofhängeg vun eisen internationale Verkéiersverbindungen. Do wär et interessant, fir eben déi Projeten, déi vun der Regierung a leschter Zäit diskutéiert goufen, och wat d'Fluchverbindungen ugeet, ze wëssen. China ass ernimmt ginn, Moskau hat den Här Schneider gesot. Wéi ass et mat deene méigleche Verbindungen?

Awer mir musse kucken, datt hei och Problemer bestinn, reng lokal. D'Taxiproblematik ass nach ëmmer net zefriddestellend geléist. Wat de Fluchhafen ugeet, dat muss een endlech upaken. A wann een nei international Fluchverbindunge wëllt hunn, da muss ee selbstverständlech och higoen an dee ganze Volet vun der Visa-Politik matbedenken, well dat eent oder dat anert geet net.

E leschte Punkt: Ausbildung a Qualitéit am Tourismussecteur mussen héichgehale ginn, genau wéi d'Digitaliséierung un dee leschten technesche Stand. Den Tourismus ass fir eis eng ekonomesch Noutwendegkeet, Selbstverständlechkeet. En ass och en Ausdrock vun engem ganz positive Patriotismus. Mir sinn houfreg op eist Land. Mir freeën eis drop, auslännesche Gäscht eist Land ze weisen a se esou gutt wéi méiglech hei ze empfänken.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz gutt!

(Hilarité)

Une voix.- Petite voix!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech weess net, ob et um Thema vun der Debatt läit, mä ech si mer elo wäit Deeler vun deene leschten zéng Minutte virkomm wéi op der Päischtcroisière.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Waart Dir da schonn do? Här Baum, waart Dir da schonn do?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Esou oft wéi den Här Kartheiser am Mudam.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech rechnen lech et och net un d'Zäit un, wann Dir äntwert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- En ass mat der Päischtcroisière eréischt spéit an der Nuecht ukomm.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, mä waart Dir da schonn do?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ma ech hu geäntwert: Esou oft wéi den Här Kartheiser am Mudam.

(Hilarité générale)

Une voix.- Wat soll e soen?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, dëst Gesetz regelt jo an éischter Linn de Finanzement vum zéngte Fënnefjoresplang am Tourismus, also vun 2018 bis 2022. Et ass e Plang, deen eiser Meenung no net schrecklech innovativ ass, mä dee virun allem op Kontinuitéit setzt.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass gutt!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wann een d'Enveloppe kuckt vun deene 60 Milliounen, a verschidde Virriedner hu jo scho gesot, datt dat awer eng beträchtlech Steigerung wier par rapport zu deem Fënnefjoresplang vu virdrun, da muss een dat awer zumindest esou wäit relativéieren, datt een dat awer och am Rapport muss kucken zu de Steigerunge vum PIB, woubäi et da sécherlech nach ëmmer eng Augmentatioun ass, mä déi dann awer net méi esou wahnsinneg grouss ausfält.

Am Exposé des motifs gëtt erklärt, datt den Tourismus direkt an indirekt ronn 5% zum PIB bäidréit, an et ass allgemeng akzeptéiert, datt do nach vill Sputt no uewen ass. An deem Kontext kann een also vläicht héchstens bedaueren, datt déi Enveloppe net méi héich ausgefall ass.

Mir bedaueren e bëssen, datt net méi eng kloer Prioritéitesetzung am Gesetz enthalen ass. Et si verschidden Elementer dran, notamment wat den digitale Beräich ubelaangt, mä et gëtt net kloer ersiichtlech, wou dann d'Rees insgesamt soll higoen. Datselwecht gëllt och fir de strategesche Kader „Tourismus 2022". Do si vill eenzel Saachen dran, déi ganz gutt sinn, mä eng kloer Gesamtorientatioun ass aus deem Dokument net richteg ersiichtlech.

Et probéiert een, e bëssen op allen Tableauen ze spillen, wat dann an der Praxis awer dacks zu Inkohärenze féiere kann. Esou kann een zum Beispill an dëser Strategie liesen, datt den Tourismus soll an eng Optik vu Qualitéit an Nohaltegkeet gesat gi mat enger Démarche écoresponsable, wou déi lokal Ekonomie valoriséiert gëtt a wou d'Bewunner ronderëm d'Tourismusprojete federéiert ginn. Domat si mir natierlech ganz averstanen, well mer mengen, datt dat déi richteg Approche ass.

Mä mir hunn awer och den Androck, wéi wa bei verschiddene Projeten - an een ass virdrun och erwäänt gi vum Här Anzia, näämlech dee vu Wäiswampech, dee jo aktuell an der Diskussioun ass an deen och vum Tourismusministère ënnerstëtzt gëtt - dat op jidde Fall net esou de Fall ass. Wann do sollen op 20 Hektar ënner anerem 100 Vakanzenhaiser an Hotelle mat 70 Zëmmeren, Restauranten an e Fun-Park hikomme fir insgesamt 50 Milliounen Euro, an dat an enger ekologesch relativ wäertvoller Géigend, da schreift sech dëse Projet an eisen Aen op jidde Fall net direkt an eng Démarche éco-responsable an.

An d'Diskussiounen hu jo och gewisen, datt en net onbedéngt d'Awunner beienee federéiert, mä wat éischter iwwreg bleift, dat ass de wahrscheinlech ze erwaardende Benefiss vun enger grousser belscher Boîte. Dat ass fir eis e Beispill, wéi mir mengen, vu Feele vun enger eenheetlecher, cibléierter Strategie.

Mir gesinn awer och, datt et net eleng d'Aufgab vun der Direktioun fir Tourismus am Wirtschaftsministère ka sinn, fir d'Entwécklung vun deem Secteur virunzedreiwen. Wa mer wierklech wëllen den Tourismus zu engem méi staarke Pilier vun eiser Ekonomie maachen an tatsächlech op de Wee wëlle goe vun engem duussen an nohaltegen Tourismus, wat mir ausdrécklech géife begréissen, da brauche mer méi eng staark politesch Visioun dozou um Niveau vun der ganzer Regierung.

Här President, ech wëll mech awer dann op en anere bestëmmte Sujet a menger Interventioun hei konzentréieren, dee mir besonnesch um Häerz läit, an dat ass déi ganz Diskussioun ronderëm d'Perspektiv Kulturhaaptstad Esch 2022. De Sënn an Zweck vun deem Projet ass jo sécherlech net, fir an éischter Linn Touristen unzeéien, mä et ass awer ganz kloer, datt do en Zesummenhang besteet.

Esch 2022 huet als Zil, en transformatoresche Prozess an d'Wee ze leede fir déi gesamte Südregioun an datt d'Kultur eigentlech de Vecteur ass, d'Scharnéier, iwwert deen dësen transformatoresche Prozess soll geschéien. An dëser Perspektiv kann d'Kulturhaaptstad och en Ausléiser sinn, fir a Saachen Tourismus nei Weeër anzeschloen an den Tourismus hei zu Lëtzebuerg op eng nei Basis ze stellen. Déi Aart a Weis, wéi mer Touristen 2022 wäerten accueilléieren, ass duerfir och e Stéck wäit richtungsweisend fir den Tourismus generell an deene Joren duerno.

Vill Leit aus dem Ausland wäerten op Lëtzebuerg kommen, wäerte Lëtzebuerg an deem Joer entdecken oder deemno wéi och nei entdecken. Dat Bild, dat se dobäi vermëttelt kréien, wäert d'Bild vum Land nohalteg prägen. An et schéngt mir ganz kloer, datt Esch 2022 wäert a Saachen Tourismus eng ganz Rei Erausfuerderunge mat sech bréngen, déi bis elo awer op jidde Fall, wéi ech et matkrut, net wierklech ugaange gi sinn, well 2022, och wann dat vläicht wäit ewech kléngt, ass, wann een d'Perspektiv vum Tourismus anhëlt, awer quasi iwwermuer.

An do ass eng zentral Fro natierlech déi vun de Better an der Regioun. De Süde vum Land huet, wéi mer all wëssen, keng grouss Unzuel un Hotellen a Jugendherbergen, och wa mer elo eng nei zu Esch opgemaach hunn an déi och quasi scho Rekordzuele geschriwwen huet. Zu Esch si viru Kuerzem och Bamhaiser opgaangen, wat en neien touristeschen Atout ass a wat interessant ass, well et zwee Projete sinn, déi eben net e reng privat-kommerzielle Charakter hunn, mä déi e ganz staarken ëffentleche Charakter hunn an och eng sozial Dimensioun.

Am Moment ginn et am Süde knapp 1.800 Better, wann een alles zesummenzielt. Et kann ee sech froen, wann Esch 2022 da sollt ee grousse Succès ginn, ob mer et fäerdegbréngen, déi Leit, déi dann hoffentlech an d'Südregioun komme wäerten, och entspriechend ze accueilléieren.

Am BidBook, also an deem Dokument, wat eigentlech d'Programmatik an d'Orientéierung vun deem Projet beschreift, do ginn, wat déi Fro vum Tourismus ugeet, eng Rei eiser Meenung no interessant Pisten opgezeechent, och alternativ Forme vun Hebergement. Eben och d'Abezéie vun der Bevëlkerung ass e wesentlechen Deel dovunner, zum Beispill an Iddie vun „Hébergement chez l'habitant", wat natierlech vum Konzept hier eppes ganz aneres ass wéi Airbnb, wat mir ganz kritesch gesinn.

Mir menge jiddefalls, datt ee sech esou schnell wéi méiglech domadder muss beschäftegen. An do féiert de Wee eiser Meenung no net laanscht en duussen an nohaltegen Tourismus mat éischter klengen an alternative Strukturen.

Méi oder wéinstens gradesou dréngend wéi d'Fro vun de Better ass an deem Zesummenhang och d'Fro vun der Promotioun. Ech mengen, et schéngt eis alleguerte kloer, datt déi Promotioun net eréischt 2021 kann ufänken, mä datt ee wesentlech virdru scho muss kucken, déi gréisstméiglech Zuel vu Leit ze cibléieren am Ausland, verschidde Kategorië vun Touristen ebe cibléiert unzeschwätzen. Duerfir brauche mer eng Strategie, wou all d'Akteuren un engem Seel zéien, an ech weess, datt dat am Moment net grad esou einfach ass. Mä mir mengen awer, datt den Tourismusministère do seng Verantwortung huet. An an deem Dokument, wat d'Programmatik duerstellt, an deem BidBook steet jo, datt do déi éischt strategesch Developpementer sollen 2018 entwéckelt ginn.

Duerfir wier meng ofschléissend Fro zu dëser Debatt un d'Madamm Closener, wéi wäit et domat ass - well jo awer dat lescht Joer ass vun deem Fënnefjoresplang - a wat hei virgesinn ass. An et ass ganz wichteg, datt een eng kohärent Strategie entwéckelt, well et eng ganz grouss Regioun ëmfaasst an ebe wesentlech méi ass wéi just eng Stad.

Mir stëmmen de Projet awer natierlech mat. Merci.

Une voix.- Wonnerbar!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet d'Madamm Francine Closener, Statssekretärin am Wirtschaftsministère a responsabel fir den Tourismus.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Här President, jo, dem Tourismus geet et gutt, dat ass hei méi wéi eng Kéier betount ginn. An natierlech sinn ech ganz frou doriwwer, dass et dem Tourismus esou gutt geet, an dass déi strukturell Reformen, déi ech zesumme mat eise Partner déi lescht Jore gemaach an ëmgesat hunn, gräifen, dass déi vill Efforten, déi mer maachen an der Promotioun an nach weiderhi wäerte maachen, hir Friichten droen. Dräi Millioune Visiteuren zejoert, dat ass e Rekord, dat ass formidabel. D'Aarbecht vun deene villen engagéierte Leit am Tourismus dréit also hir Friichten. Ech si wierklech immens dankbar, dass ech ka mat esou ville motivéierte Leit, Professioneller a Benevollen, zesummeschaffen.

U Visiteure feelt et also den Ament wierklech net. A fir dass dat esou bleift, muss och déi nächst Joren nach vill geschafft ginn. Engersäits brauche mer Investissementer an Infrastrukturen, an dat heite Gesetz gëtt eis duerfir déi néideg Basis. Anerersäits brauche mer awer och eng Strategie. An déi Feuille de route ass do. D'Dokument „Tourismus 2022" ass dat Éischt an deem Genre, dat jee ausgeschafft gouf fir den Tourismus, en Dokument, dat déi grouss Orientatioune gëtt, un deene sech d'Akteure kënne festhalen, un deene se déi néideg Investissementer kënnen drunhänken.

D'Strategie „Tourismus 2022" weist kloer de Wee, wéi den Tourismus sech kann a soll entwéckele mat als Basis den Atouten, déi mer alleguerte kennen an déi haut jo schonn e puermol hei opgezielt goufen.

Ech muss och soen, ech denken, dass et net onbedéngt drëms geet, dass mer ëmmer méi Visiteure kréien, dass mer d'Visiteurszuele coûte que coûte nach weider an d'Luucht drécken. Dat ass net onbedéngt d'Haaptzil. Et geet villméi drëm, dass mer hei en Tourismus entwéckelen, dee bei eis passt, dee bei Lëtzebuerg passt an dee mer ganz gutt bei eise Patrimoine kënnen integréieren.

Am Moment si mer a puncto Hotelscapacitéiten, zemools an der Haaptstad, saturéiert. D'Präisser vun den Zëmmere sinn deementspriechend, wat d'Hoteliere freet, d'Visiteure manner. Den Image vun enger deierer, oder ze vill deierer Vakanzendestinatioun wëlle mer jo net, quitte dass mer effektiv kloer op Qualitéit setzen, och bei aneren Infrastrukturen, mä dat huet natierlech säi Präis.

An duerfir ass et gutt, dass an deenen nächste Jore vill Hoteller bäikommen. An der Stad a ronderëm entstinn eng zousätzlech 1.000 Zëmmeren, iwwer Land nach eemol bal 500, virausgesat natierlech, all déi Projete maache sech, an duerfir musse se jo bekanntlech eng ganz Rei vun Oplagen erfëllen. Mä den Interessi vun den Investisseuren u Lëtzebuerg ass grouss - bis elo nach - an dat ass eng gutt Saach. Op Wäisswampech kommen ech herno nach zréck.

Iwwer Land ass et näämlech esou, dass d'Zukunft vun enger Rei vun Hotellen ongewëss ass. Dat wësse mer. Et huet vill Ursaachen: well an deene leschte Joren net investéiert gouf, well se net méi op der Héicht si vun deem, wat d'Leit erwaarden, well keen do ass, fir de Familljebetrib ze iwwerhuelen, a well et natierlech och vläicht méi interessant a rentabel ka sinn, fir ze verkafen.

Domadder musse mer eis onbedéngt auserneesetzen. Vakanzewunnengen, Gîten, Bed and Breakfast ass en Trend, dee wiisst. An an anere Länner ass e scho vill méi developpéiert wéi hei. Stéchwuert „Agrotourismus", zum Beispill. Duerfir ënnerstëtze mer dat och elo verstäerkt hei an dësem Gesetz. Gîtes ruraux sinn eng ganz sënnvoll Alternativ. An ech appeléieren hei och un déi sëllechen Députés-maires an dësem Haus, fir sech domadder auserneenzesetzen, fir déi Alternativen do ze préiwen.

Jugendherberge sinn natierlech eng aner. Ech sinn immens frou, dass zu Ettelbréck an zu Veianen nei Jugendherberge wäerten entstoen. Déi zu Esch, déi mer d'lescht Joer do opgemaach hunn, déi leeft exzellent. An, wéi gesot, ech si sécher, och am Éislek wäert dat fonctionnéieren.

Anerersäits stellt sech awer och d'Fro, ob de Stat net gutt géif drun dinn, fir op strategesch wichtege Plazen Hoteller opzekafen. Et ass jo den initialen Invest an d'Infrastruktur, an d'Gebai, an den Terrain, dee vill Leit sech net kënne leeschten. Ech plädéiere jiddefalls derfir, dass de Stat sech et soll ukucken, fir eenzel Etablissementer ze iwwerhuelen, déi entweder schonn zou sinn oder virun der Fermeture stinn, se an d'Rei setzt a se dann ënner bestëmmte Konditiounen engem Exploitant zur Verfügung stellt.

De Benevolat ass en immens wichtegen Aspekt am Tourismus. Ouni déi vill Fräiwëlleg géif et guer net goen, an awer ass et och do net anescht wéi an anere Secteuren, wéi am Sport, wéi soss enzwousch, dass et eben Nowuesssuerge gëtt. An duerfir: Mir brauche Fulltime-Touristiker, déi déi Benevoll ënnerstëtzen an entlaaschten. Dat ass ee Must. Dat hu mer gesinn an deene leschte Joren. An och do musse Stat a Gemengen hir Responsabilitéit iwwerhuelen.

Ënnert deenen Akzenter, déi mer an dësem Gesetz setzen, ass ënner anerem d'Digitaliséierung. Dat ass e Must am Tourismus gradesou wéi an anere Secteuren. An ech war net méi spéit wéi gëschter op der Musel, fir en interessante Projet mat unzekuerbelen. E Projet vun enger App, déi als Audioguide fonctionnéiert am Miseler Land. Et ass genau dat, wat mer brauchen. Et ass genau dat, wat mer ënner „smart tourism" verstinn. An ech si ganz frou, dass mer esou Projeten hunn.

Mir ënnerstëtzen duerfir d'Digitaliséierung vun den Akteuren aus dem Tourismus. Duerfir ginn an Zukunft bei den Hebergementsaidë bis zu 20% dropgeluecht, wa se hiren Informatikreseau erneieren oder méi performant maachen, hir Informatik verbesseren am Sënn vun der Cybersecurity, wa se sech equipéieren, fir dem Client e séieren Internet zur Verfügung ze stellen, an och wa se eng Internetpräsenz a méi Sproochen offréieren am „responsive design".

Da setze mer och den Akzent op d'Erhale vum Patrimoine. Am néngte Plan quinquennal war jo just de Patrimoine culturel virgesinn. Mir hunn dat op den Industrie- an Naturpatrimoine erweidert.

An do kommen ech och direkt bei de Sujet vun Esch 2022. Et ass eng enorm Chance fir de Süden, fir de ganze Minett, déi Kulturhaaptstad. An ech sinn och ganz frou, dass den Tourismus domat associéiert ass, fir eben dat Konzept mat auszeschaffen. Mir hunn och virun e puer Wochen nei Iddie virgestallt kritt iwwer Logementer, fir nei Logementer ze schafen am Minett. An ech denken, dass mer do op engem ganz gudde Wee sinn. Nach e bësse Gedold an da kënne mer dat och eng Kéier presentéieren!

Ech wëll awer och nach op e puer aner Froen a Remarken agoen, déi d'Deputéiert haut hei gemaach hunn.

Den André Bauler huet vun der Gästebefragung geschwat. Effektiv ass déi lescht 2012 gemaach ginn. Dat ass am Fong déi virlescht, well am Moment leeft eng. Déi ass d'lescht Joer am Mee ugaangen an am September gëtt se ofgeschloss. D'Besoinen an d'Erwaardunge vun den Touriste sinn effektiv dat Wichtegst. Si ginn domadder evident. An dat ass jo dann och d'Basis, fir ze kucken, fir ze wëssen, wou ee méi cibléiert soll a kann investéieren. D'Satisfaktioun vum Tourist ass ee vun eise wichtegste Pilieren, de roude Fuedem eigentlech an eiser Strategie „Tourismus 2022".

Dann d'Leekollen zu Maartel. Dat ass wierklech e Bijou, d'Leekollen. Ech war elo schonn e puermol do um Site. A Sites et monuments hunn an deene leschte Joren do scho relativ vill investéiert, fir d'Saachen an d'Rei ze setzen. An dat war am Fong och néideg, fir dass mer elo ebe kënnen ufänken, wierklech auszepompelen an déi Kathedral, déi ënnerierdesch Kathedral do accessibel ze maachen an eben och déi touristesch Mise en valeur domadder ze verbannen.

Mir sinn do mat der Kultur ganz gutt virukomm. Et huet e bësselche gedauert, well et am Ufank och budgetär Virstellunge waren, déi mir als Regierung esou net konnten droen. Elo hu mer en anstännege Budget a mir kommen an eng ganz gutt Phas.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Se waren awer budgetiséiert deemools.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Et war och eng Kris do. An doropshin ass dunn erëm zréckgeschrauft ginn. Awer elo sinn ech ganz frou, dass mer mat deem Projet kënnen ufänken an enger éischter Phas a bis 2020 wierklech scho kënnen eppes bidden, wat mer haut am Moment leider nach net hunn.

Dann Airbnb. Et ass kloer, dass dee legale Kader sech den Entwécklunge muss upassen, besonnesch der technologescher Entwécklung an deenen neie Businessmodeller, déi dorauser entstinn.

Ier mer hei awer handelen, musse mer ganz genau wëssen, wat Airbnb dann eigentlech hei zu Lëtzebuerg konkret bedeit. Déi Analys ass amgaangen, gemaach ze ginn, a se ass integréiert an enger méi grousser Etüd iwwer Sharing Economy hei am Land. Et gëtt do gekuckt, wéi aner Länner, wéi awer och aner Stied op dee Phenomeen do reagéiert hunn.

A wa bis gemooss ass, awéiwäit eben Airbnb-äänlech Modeller en Afloss hunn op d'Gesamtzuel vun den Iwwernuechtungen hei zu Lëtzebuerg, da kënne mer och beuerteelen, ob mer elo nach eng Kéier eng spezifesch Gesetzgebung brauchen oder ob dat, wat mer haut hunn, eigentlech duergeet. Éischt Resultater vun där Etüd iwwert d'Sharing Economy, also vun där ganzer Etüd, déi kommen am September eraus.

Ech wëll awer och wierklech drun erënneren, dass schonn haut, wann eng Privatpersoun à titre habituel hiert Appartement, hir Wunneng zur Verfügung stellt a verlount, dass se jo dann eigentlech schonn eng ganz Partie Obligatiounen huet, déi se soll erfëllen, déi se muss respektéieren, notamment déi aus dem Mietgesetz.

Do dernieft muss de Proprietaire vum Immeubel jo och de Loyer als Revenu ugi bei der Steiererklärung. Dat wësse mer, dass dat iwwerall steet. Geet dat elo duer? Musse mer aner Kontrolle maachen? Brauche mer eng aner Gesetzgebung? Wéi gesot, d'Etüd ass am

September fäerdeg, an da mussen déi richteg an déi néideg Konklusiounen dorauser gezu ginn.

Den Deputéierten Emile Eicher huet d'Fluchlinn mat China ugeschwat. China ass natierlech nieft Japan an den USA ee vun deene grousse Marchéen, déi sech och enorm entwéckelen. An do wëlle mer natierlech och e Stéck dovunner matkréien. Do musse mer präsent sinn. Dat si mer och. A mir haten eng ganz Rei vu Missiounen a China, déi och ganz gutt verlaf sinn. An eng Fluchlinn ass jo effektiv scho laang an der Diskussioun.

Operationell Froe mussen elo nach gekläert ginn, mä ech sinn do awer éischter optimistesch, well eben d'lescht Woch eng grouss Delegatioun aus der Provënz Henan, also eng politesch Delegatioun, hei war a Gespréicher gefouert huet mat lux-Airport, mat der Chambre de Commerce, och mam Wirtschaftsminister. Mir mussen, wéi gesot, nach eng Rei Saachen ausdiskutéieren, mä déi Verhandlunge wäerten awer geschwënn ofgeschloss sinn. Also, ech denken, dass dat wäert klappen. Wéi gesot, mir musse kucken, ob och déi aner Säit sech un déi Konditiounen hält, déi mir gär hätten.

Da Wäisswampech! Wäisswampech war jo an der Lescht relativ vill an der Press. Also, éischtens emol wëll ech kloerstellen, dass dee Projet Wäisswampech eigentlech guer näischt mat dësem Gesetz ze dinn huet. Et ass net d'Gemeng, déi Porteur de projet ass, mä eben ee privaten Investisseur. Dat heescht, wann et eng Ënnerstëtzung gëtt vun eisem Ministère, da leeft dat iwwer en anert Gesetz, d'Gesetz PME.

De Grupp, deen dee Projet hei wëllt bauen, dee muss sech natierlech un alleguerten d'Oplagen halen, déi och net mir eleng festleeën, mä ganz vill aner Ministèren, aner Verwaltungen. An et ass evident, dass de Projet sech jo och nëmmen da mécht, wann en déi néideg Autorisatioune kritt.

Déi éischt Reunioune mat deene Verwaltungen, déi hat de Betrib schonn. Déi sinn eigentlech ganz gutt verlaf. Also, do war eigentlech kee gréissere Problem, mä d'Etüden an déi néideg Analyse sinn nach amgaangen, gemaach ze ginn.

Wat elo de Site ugeet, wou den Hotel soll gebaut ginn, do sti jo eigentlech de Moment kaum Beem. De bestoende Bësch gëtt a kenger Form zerstéiert, beanträchtegt. A ronderëm déi Cottagen, déi Bungalowen, déi solle gebaut ginn, ass Wiss. Et ginn och Amenagementer gemaach mat Planzenaarten, déi fir eis Regioun an eist Klima typesch sinn.

Déi Responsabel vun deem Grupp, an dat ass, mengen ech, dat Wichtegst, déi gesinn dat doten - d'Natur, déi onbehellegt Natur an d'Erhale vun der Natur - als dee groussen Atout fir hire Projet. Dat heescht, alles, wat virdrun och scho gesot ginn ass vun deene verschiddene Labelen, ech mengen, dass dat fir si absolutt guer kee Problem ass, well dat fir si eng Plus-value ass. Natierlech muss dat sech elo nach weisen an deenen nächste Gespréicher, déi mer mat hinne wäerten hunn, mä ech sinn zimlech sécher, dass si do kee Problem wäerten dermat kréien.

D'Wanderweeër ronderëm de Séi wäerten an de Projet mat agebonne ginn. Si setze bei der Konstruktioun ganz vill op Holz, op reversibel Wärmepompelen. Et gëtt op gréng Energie gesat. A virun allem ass awer och d'Offer, d'Fräizäitoffer fir jiddwereen zougänglech an och de Séi wäert fir jiddwereen zougänglech bleiwen. Dat ass vläicht nach net esou gutt eriwwerkomm an der Kommunikatioun, mä dat ass mir och perséinlech ganz wichteg. Natierlech kënnen d'Leit do wunnen, mä awer déi lokal Populatioun huet weiderhin Accès zu dem Séi an zu där Offer, déi sech do wäert maachen an déi, mengen ech, awer ganz interessant wäert ginn.

Wéi gesot, de Projet gëtt gepréift. A wann en d'Konditioune vun der Stee erfëllt, da muss ee sech awer ganz gutt iwwerleeën, ob een hei erëm e spatze Mëndche mécht a weiderhin Investisseuren ofschreckt. Ech mengen, dat wier e schlecht Zeechen, grad och am Tourismus, wou mer Investisseure brauchen.

Här President, et ass eng onwahrscheinlech Dynamik am Tourismus entstanen. D'Leit am Secteur hu ganz gutt a vill Iddien an och innovativ Iddien. Am September vergi mer deen éischten Innovation Award am Tourismus, fir ze weisen, wat et scho gëtt a fir d'Innovatioun och nach weider waakreg ze këddelen.

De Fënnefjoresplang an d'Tourismusstrategie, déi gräifen aneneen iwwer. Et gi kloer Prioritéiten an dësem Gesetz, wat de Ministère besonnesch ënnerstëtzt a wat manner. An ech freeë mech och, dass dee groussen Accord hei vun de Fraktiounen zu dësem Projet de loi haut däitlech gouf.

Lëtzebuerg ass, zanter dass et d'Land gëtt, eng Plaz, wou d'Leit sech begéinen, eng Terre de rencontre, eng Kräizung, een oppent Land, wat vu senger Diversitéit lieft. Dass d'ADR dat vläicht net versteet, dat deet mer ganz leed. Vläicht huet se sech och net genuch mam Konzept beschäftegt. Pourtant ass et allerdéngs op Lëtzebuergesch…

(Interruption)

Et ass souguer op richteg Lëtzebuergesch ze liesen.

Allerdéngs ass et awer och esou geduecht, dass den Nation Branding, déi Efforten, déi mer do maachen, den Image vu Lëtzebuerg am Ausland soll verbesseren, mä och un den Auslänner ass net jiddwereen d'selwecht vill interesséiert.

Dat gesot, wënschen ech den Dammen an Häre Deputéiert nach eng ganz gutt nächst Sëtzungswoch, dann eng schéi Vakanz. A wann Der mat der Heibleifskäerche fuert, da gitt déi Plazen och kucken, vun deenen Der haut geschwat hutt!

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci villmools. A mer wären da prett fir d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7169.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7169 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

(Brouhaha)

Wann ech gelift!

Mir hunn eng Unanimitéit bei 54 Stëmmen. Domat ass de Projet de loi 7169 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Mmes Martine Hansen (par M. Marc Lies), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), M. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Gilles Roth, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth), Michel Wolter (par M. Emile Eicher) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

Da si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. A Rendez-vous ass d'nächst Woch, den nächsten Dënschden um hallwer dräi.

(Fin de la séance publique à 16.56 heures)

SÉANCE 55 MARDI, 24 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Heure d'actualité au sujet du plan du Gouvernement britannique pour l'après-Brexit
- *Exposé: M. Laurent Mosar*
- *Débat: M. Marc Angel, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de Mme Simone Beissel, M. André Bauler, M. Michel Wolter et M. Laurent Mosar)*

5. 7142 - Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues
- *Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: Mme Claudine Konsbruck (intervention de Mme Nancy Arendt), Mme Taina Bofferding, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une résolution), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (interventions de Mme Simone Beissel, Présidente de séance)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État
- *Rapport de la Commission de la Force publique: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden (intervention de Mme Sam Tanson), M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure*

7. 7207 - Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012
- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7235 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013
- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Viviane Loschetter, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (intervention de Mme Nancy Arendt)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense (interventions de M. Marc Baum et M. Gast Gibéryen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7303 - Projet de loi

1° portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis Heck et

2° modifiant la dénomination du lycée
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Gérard Anzia, Mme Tess Burton, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7334 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer:

1° au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren;

2° au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig;

3° au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, Mme Cécile Hemmen, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7343 - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Marc Baum*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op. An ech mengen, ech brauch d'Fro net ze stellen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen. Ech mengen, d'Regierung huet der Chamber alles ginn, wat se hat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer zum normale Programm iwwergoen.

2. Communications

Dann hunn ech folgend Kommunikatiounen ze maachen: D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten grad eléi d'Lëscht vun de Proposition-de-loien, déi vum Rôle erofgeholl gi sinn, an déi vun de Petitiounen, déi zënter där leschter Sëtzung erakomm sinn, sinn un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergereecht ginn.

Communications du Président - séance publique du 24 juillet 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les propositions de loi suivantes ont été retirées du rôle des affaires:

***4676** - Proposition de loi concernant la liberté d'accès à l'information*

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, le 20.06.2000

Retrait du rôle des affaires: 17.07.2018

***6955** - Proposition de loi relative à la transsexualité et modifiant le Code civil*

Dépôt: Mme Sylvie Andrich-Duval, Députée, Madame Françoise Hetto-Gaasch, Députée, le 23.02.2016

Retrait du rôle des affaires: 19.07.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***1077** - Demande de pétition publique: Fir d'Unerkennung vum eSport am Lëtzebuerger Land.*

Dépôt: M. Jérôme Becker, le 18.07.2018

***1078** - Demande de pétition publique: Plan de travail de six mois en avance pour employé(e)s du secteur soins/santé*

Dépôt: M. Morgan Lichtfouse, le 23.07.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Dann zum Ordre du jour: Deen hutt Der, wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, zougestallt kritt. Do ass just eng kleng Änneruing, déi mer virschloen: De Projet de loi 7287 war als Modèle de base virgesinn an e soll elo am Konsens tëschent alle Betraffenen zu engem Modell 1 ginn.

Ass d'Chamber mat deem liicht modifizéierten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An da fänke mer u mat der Aktualitéitsstonn, déi vun der CSV-Fraktioun gefrot ginn ass iwwert déi lescht Entwécklungen am Brexit-Dossier. An d'Wuert huet direkt de Laurent Mosar, deen déi Debatt ugefrot huet. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure d'actualité au sujet du plan du Gouvernement britannique pour l'après-Brexit

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, haut, gutt aacht Méint virum presuméierte Brexit-Datum vum 29. Mäerz 2019 wollte meng Fraktioun an ech eng leschte Kéier en séance plénière an dëser Legislaturperiod d'Regierung a Saache Brexit interpelléieren. Dëst ganz besonnesch nodeem déi brittesch Premierministesch hire sougenannte Chequers-Plang virgeluecht huet, dee jo och dann direkt scho fir ganz vill Wellen an der brittescher Regierung gesuergt huet mat zwou spektakulären Demissiounen, där vum Brexit-Minister David Davis a vum Ausseminister Boris Johnson.

A well ech da scho bei de Welle sinn: D'Chequers-Welle sinn no der Presentatioun vum brittesche Wäissbuch och iwwert den „Channel" eriwwergeschwappt bis op Bréissel an op Stroossbuerg. Hei huet zum Beispill den Europaexpert Elmar Brok vun engem - ech zitéieren - „Meeschtersteck vu Roséngepickerei" geschwat.

Méi nuancéiert war de Michel Barnier, deen de Plang fir d'Eischt formell begréisst huet, duerno huet hien awer och virun allem Froen a Richtung London gestallt, awéifern déi brittesch Propose konform si mat den EU-Brexit-Prinzipien, an dat virun allem bezunn op d'Indivisibilitéit vun de véier Grondfräiheeten, déi och fir eis weider onverhandelbar bleiwen, an dann och, wat d'Integritéit natierlech vum Bannemaart betrëfft, well och hei stellt déi praktesch Ausféierung vum sougenannten „white paper" ganz vill Froen.

Mä hien huet awer och de Pabeier als konstruktiv begréisst, besonnesch well en e Fräihandelsaccord ëmfaasst, deen absolutt de kontinentalen „guidelines" entsprécht. Datselwecht gëllt och fir dat brittescht Bekenntnis zum „level playing field", besonnesch wat d'Aarbechts- a Sozialstandarden ugeet.

Fir hien, an ech gesinn dat eigentlech och esou, ass d'Debatt also trotz dem Zäitdrock nach ëmmer net eriwwer. Och duerfir wollt ech haut nach eng Kéier mat der Regierung zesummen déi Thematik behandelen.

Net méi spéit wéi de leschte Freiden huet dann och den neie Brexit-Minister Dominic Raab ugekënnegt, datt d'UK wäert refuséieren, e Scheck fir d'Scheedung ze ënnerschreiwen, wann et dann net gläichzäiteg zu engem Handelsaccord tëschent der EU a Groussbritannien géif kommen. D'Situatioun zu London, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt also éischter méi konfus - d'Britte géife wahrscheinlech vun „foggy" schwätzen -, wéi datt se méi kloer gëtt.

An trotzdeem, Här President, a bis zum Beweis vum Géigendeel, gi mir weider vun engem halbwegs geregelte Brexit aus, well a priori sinn eis brittesch Frënn jo éischter pragmatesch, soudatt ech och weiderhi vun engem erfollegräichen Deal fir béid Säiten ausginn, well e Brexit ouni „agreement" ass jo am Interessi vu kengem, ausser da vläicht vun de Populisten. Mä virun allem brauchen d'EU-Bierger op der Insel an och d'Britten um Kontinent Rechtssécherheet.

A wann ech da scho bei de Bierger sinn: De Verloscht vu Groussbritannien ass jo net just e politeschen an en diplomateschen, mä virun allem e mënschlechen, e sozialen, e kulturellen, awer och e wirtschaftlechen a finanziellen.

Wéi eng Auswierkunge kann aus haiteger Siicht dëst Ewechbrieche vu Groussbritannien aus der Europäescher Unioun hunn? Wéi eng wirtschaftlech Konsequenze sinn haut konkret ofzegesinn, zum Beispill an Terme vu PIB, vu Wuesstum a vun Aarbechtsplazen?

A laut enger rezenter IWF-Etüd kéint de PIB an der EU jo ëm 1,5% erofgoen. A bei engem No-Deal kéinte ronn eng Millioun Aarbechtsplazen a Gefor sinn. Am meeschte betraff wäre laut dëser Etüd Irland, Holland, d'Belsch, mä eben och mir hei zu Lëtzebuerg. Vläicht kann d'Regierung eis herno och soen, wéi eescht dës Etüd ze huelen ass.

Wéi eng finanziell Konsequenze wäert de Brexit hunn op d'Verhandlunge fir deen nächsten EU-Budget? A wat genee ass do d'Positioun och vun der lëtzebuergescher Regierung? A si mir och als lëtzebuergesch Regierung bereet, méi déif an d'Täsch ze gräifen?

An op Lëtzebuerg bezunn: Ech hunn dëser Deeg gelies, datt Frankräich scho relativ genau chiffréiert huet, wivill nei Aarbechtsplazen duerch de Brexit kéinte generéiert ginn. Et wier och hei interessant, Här Finanzminister, vläicht en Tëschebilan ze maachen, wat sech bis elo un zousätzlechen Aktivitéite fir eis Wirtschaft an eis Bankeplaz duerch de Brexit direkt oder indirekt erginn huet, an, doniewent: Mat wat fir engen zousätzlechen Aktivitéiten a wat fir enge Secteure kënne mir an den nächste Méint nach rechnen?

Dir gesitt, Här President, et gi sécherlech nach vill Froen, op déi et vläicht och nach haut keng definitiv Äntwerte ginn. Dobäi ass de Brexit net nëmme fir d'Europäesch Unioun, mä och fir Lëtzebuerg eng wesentlech Fro, dëst grad an Zäiten, wou Europa sech muss nei erfannen.

An deem Sënn ass och d'Fro no der künfteger Zesummenaarbecht a Saache Sécherheet a Verdeedegung interessant, an dat souwuel op polizeilecher wéi awer och op militärescher Ebene. An anere Wierder: Wéi een Impakt, déi Häre Ministeren, wäert de Brexit op d'EU-Verdeedegungspolitik an op d'NATO hunn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis bleift kloer: Mir hunn de Brexit net gewollt, mä mir respektéieren d'Entscheedung vum brittesche Vollek, éischte Punkt.

Zweetens, mir wëlle keng Kiischtepickerei vu London. Mir wëllen awer och keng Revanchebestrofung vum Kontinent. Mir wëlle vill méi e faire Réckzuch, bei deem keng Säit hiert Gesiicht verléiert a bei deem mer och nach an Zukunft weider gutt mat der brittescher Insel kënnen zesummeschaffen, dëst souwuel um politesche wéi awer och um wirtschaftleche Plang. Duerfir wëlle mir e positiven a konstruktiven Neiufank nom Brexit. A mir sinn eigentlech hei mat der Madamm May eens, fir ze soen, datt d'Britte wuel d'EU verloossen, awer net Europa.

A mir kënnen a wëllen eis, Brexit hin oder Brexit hier, keng Zukunft an Europa an och net an der NATO ouni Groussbritannien virstellen. Duerfir brauche mir e korrekte Post-Brexit-Deal fir béid Säiten, deen a Rou an am Detail soll verhandelt ginn an net an der Opreegung vun deene leschte Wochen an Deeg.

An duerfir och folgend Froen, Dir Häre Ministeren, un d'Regierung: Wéi gesäit d'Regierung aus haiteger Siicht d'Post-Brexit-Relatioune mat London? Wéi ass d'Positioun par rapport zu der Madamm May hirer proposéierter Fräihandelszon? An ass déi iwwerhaapt nach realistesch no den Amendemente vun de brittesche konservativen Hardliner? Wéi genee soll d'Iwwergangsphas bis Enn 2020 ausgesinn? An ass dësen Datum iwwerhaapt nach ze halen?

A wann ech schonn dobäi sinn, wéi realistesch ass iwwerhaapt nach eng Eenegung op e Gesamtkompromiss bis Oktober 2018 an also e geregelte Brexit op den 29. Mäerz 2019?

A grad duerfir, Här President, zum Schluss nach vläicht déi fundamental Fro nom Plang B bei engem No-Deal. Hei ass ze héieren, datt d'Kommissioun schonn aktiv un esou engem Plang schafft an datt se och schonn hei eng 70 Dokumenter publizéiert huet. An et ass jo och net ëmsoss, datt de leschten Donneschden d'Europäesch Kommissioun de Memberstate schonn un d'Häerz geluecht huet, sech och op en No-Deal virzebereeden.

D'Madamm May hat dëst jo scho méi oft ausgeschwat. An och den neie britteschen Ausseminister Hunt huet virun engem Brexit ouni Deal gewarnt. Esou en No-Deal riskéiert allerdéngs, chaotesch Konsequenze fir den Handel tëschent der EU an dem UK ze kréien. Et ass also wichteg, datt ganz besonnesch déi Entreprisen, déi op den Handel mat Groussbritannien ugewise sinn, sech elo schonn op déi Eventualitéite kënne preparéieren.

Här President, duerfir och meng lescht Fro: Ass d'Regierung och dobäi, esou e Plang B auszeschaffen, dëst natierlech an enker Ofsprooch mat de concernéierten Akteure vun eiser Wirtschaft an och ganz besonnesch vun eiser Finanzplaz?

Den Ausseminister Asselborn huet jo dëser Deeg, esou reportéiert dat den „Radio 100,7", gesot, Lëtzebuerg misst op alles virbereet sinn. Gläichzäiteg awer wëllt en net vun engem No-Deal schwätzen.

Dat ass jo schéin a gutt, gläichzäiteg awer och e wéineg paradox, well, Här Ausseminister: «Un homme averti en vaut deux.» Dëst gëllt besonnesch och an dëser Situatioun. An ech wär duerfir och frou, vläicht hei eng Rei vun Informatiounen dozou ze kréien, well, sech op e Worst-case-Zeenario virzebereeden, heescht jo net, datt een en domadder wëllt. Mä et muss een awer och op jidde Fall dorobber preparéiert sinn.

Vu, Här President, datt d'Chamber elo net méi wäert en séance plénière tage bis no de Wahlen a well den definitive Brexit-Accord soll bis Oktober stoen, wär ech frou, wann d'Regierung, wéi se dat bis elo d'ailleurs ëmmer gemaach huet, géif déi zoustänneg Chamberskommissioun iwwert d'Evolutioun vun dësem existenziellen Dossier permanent informéieren, ganz besonnesch vläicht dann och Enn September, ufanks Oktober, wann déi definitiv Decisioune preparéiert ginn.

Dëst gesot, wëll ech awer weider hoffen, datt den Niwwel sech geschwënn iwwer Groussbritannien wäert opléisen a mer et dach nach fäerdegbréngen, e faire Brexit ofzeschléissen am Interessi virun allem vun eise Bierger, well et net ka sinn, datt den EU-Bierger nom Brexit-Accord méi schlecht dosteet wéi virdrun. Mä vum selwe wäert dat sécherlech net goen. Et brauch eis gemeinsam Ustrengung an eisen decidéierte politesche Wëllen heiheem, awer och zu Bréissel a London.

Oder wéi sot de Michel Barnier richtegerweis virun e puer Deeg zu Bréissel: „Mir brauchen net méi Zäit, mir brauche Choixen an Decisiounen, Kloerheet a Rechtssécherheet."

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Marc Angel.

Débat

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dem Här Mosar Merci soe fir seng Initiativ, fir haut nach eemol iwwert de Brexit ze schwätzen, an och fir seng Ausféierungen. An ech mengen, hien huet och schonn déi allerwichtegst Froen all gestallt, soudass mer all elo méi kuerz kënne sinn.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer haut och nach eng Kéier iwwert de Brexit schwätzen. Och wa mer eis dës Woch haaptsächlech mat nationale Gesetzesprojeten hei a mat der nationaler Politik beschäftegen, esou bleift déi europäesch Welt dofir net stoen an déi waart och net op ons.

An ech mengen, dee Constat hunn och d'Britten am Laf vun de bisherege Verhandlungen zu hirem Austrëtt och ëmmer nees misse maachen, mam Ënnerscheed allerdéngs, dass dës Verhandlungen net primär an eiser Hand leien, an hirer Hand dofir ëmsou méi.

D'Presentatioun vun dem Vereenegte Kinnekräich hirem Wäissbuch iwwert déi zukünfteg Relatioune mat der Europäescher Unioun hunn zwou Saachen nach eemol ganz däitlech gemaach. Éischtens, d'Britte sich sech politesch ënner sech iwwerhaapt net eens, wéi de Brexit schlussendlech soll ausgesinn, an, wat schlëmmer ass: D'Hardliner vu béide Säite sinn net zu Kompromisser bereet.

D'Premierministesch Theresa May huet am brittesche Parlament hir Positioun jo just hoerschaarf duerchkritt, an dëst och just well Deeler vun der Oppositioun mat hir gestëmmt hunn, well eben eng Rei Pro-EU Tories géint si gestëmmt hunn. D'Parteigrenze spillen an dësem Dossier allerdéngs vun Ufank u just eng ganz ënnergeuerdnet Roll. Virun esou engem innenpoliteschen Hannergrond, fir net ze soen, et kéint ee bal scho vun engem Scherbenhaufen schwätzen, ass et, mengen ech, carrement net méiglech, an de Verhandlunge wierklech substanziell weiderzekommen. Dëst weist, wéi wichteg et ass, d'Verhandlungen enger Persoun ze iwwerloossen a sech net auserneendividéieren ze loossen. Eppes, wat d'Memberstaten op deem heiten Dossier besser fäerdegbruecht hunn, wéi een dat hätt kënne mengen, wann ee sech déi aktuell Situatioun vun der Europäescher Unioun ukuckt.

En zweete Punkt, dee sech nom „white book" däitlech gemaach huet, ass, dass et zwou verschidde Verhandlungspositioune gëtt, déi bis elo net konnten uneneen ugeglach ginn. Mä wann hei keng Léisung fonnt gëtt, da kënne mer guer keng Léisung méi fanne fir deen een Haaptknackpunkt, fir eng haart Grenz tëschent Irland an Nordirland ze verhënneren. Dëst ass engersäits d'Positioun vun der Europäescher Unioun, dass déi véier Fräiheete vum Bannemaart ontrennbar zesummenhänken, an anersäits d'Positioun vu Groussbritannien, dass Nordirland kee Sonderstatus an der EU däerf kréien an domat hir eegen Unioun geschwächt géif ginn.

Och dat neiste Wäissbuch bréngt eis hei, mengen ech, net virun, well déi Léisungen, déi hei presentéiert ginn, faktesch awer nees op d'Opsplécke vun de véier Fräiheete vum Bannemaart géifen erauslafen. Ech kann a fënnef Minutten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net op all Facettë vun dëser Problematik agoen an et ass och net un eis hei, dëst ze maachen. Dofir hu mer der Europäescher Kommissioun an dem Michel Barnier e Mandat ginn. Mä mir sinn elo Enn Juli an am Oktober soll eigentlech de fäerdegen „withdrawal agreement" stoen, wa mer e softe Brexit wëllen erreechen, wat jo nach ëmmer, fir eis op jidde Fall, an ech mengen, do si mer eis all eens, dat erkläert Zil bleift.

Méiglech Spekulatiounen iwwer eng Verlängerung vun der Verhandlungszäit iwwert den „cut-off date" eraus bleiwe virun allem dat, et bleiwe Spekulatiounen. Et gouf zudeem kloer vun der EU-Säit gesot, dass dat just eng Optioun ka sinn, wann ee wierklech substanziell Fortschrëtter maache géif, déi bis elo awer einfach net ersiichtlech sinn. Et ass dofir net fir näischt, dass d'Europäesch Kommissioun de leschte Freideg e Pabeier presentéiert huet, fir sech méi geziilt op den No-deal-Zeenario ze preparéieren. Et ass u sech keen, deen dat wierklech wëllt. Mä deen Zeenario gëtt awer méi wahrscheinlech.

An an deem Kader ass och d'Etüd vum IMF vum leschten Donneschden ëmsou méi interessant, déi den Zeenario vun engem No-Deal ënnersicht huet an dobäi och gekuckt huet, wéi eng Länner vun dësem Zeenario am stäerkste betraff wieren. An dëser Studie no wären et no Irland direkt d'Benelux-Staten, a konkret Lëtzebuerg natierlech virun allem wéinst de Liene vun der Finanzplaz, déi doduerch betraff wäerte sinn. An och d'Benelux-Parlament huet sech am Detail mat där doter Problematik beschäftegt. An do hu mer gesinn, wat dat fir Problemer fir déi dräi Länner mat sech géif brénge.

An hei stellt sech dann nees d'Fro un eis: Wéi gutt si mer hei zu Lëtzebuerg op den No-deal-Zeenario preparéiert? Wéi wäit si mer an de Preparatioune fir dësen Zeenario? Dëst ass zwar primär, wéi gesot, eng Fro un Iech, Här Finanzminister, mä et ass am Fong un d'ganz Regierung, wou déi Fro sech riicht, well et si jo vill Domäner, déi betraff sinn.

Doriwwer eraus wëll ech och den Ausseminister vläicht bieden, eis e puer Detailer doriwwer ze nennen, wéi wahrscheinlech déi verschidden Zeenarien am Moment vun der Kommissioun ageschat ginn a wéi d'Positioune beim leschte Conseilstreffen d'lescht Woch waren.

Zum Ofschloss wëll ech als President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun de concernéierte Regierungsmemberen, besonnesch Iech, Här Ausseminister an Här Finanzminister, Merci soe fir Är Bereetschaft, fir am Dossier Brexit ëmmer der Chamber zur Verfügung ze stoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Austriede vum Vereenegte Kinnekräich aus der EU wäert souwuel de Kontinent wéi och d'Insel rëselen. D'Theresa May ass geschwächt. Hir Carrière, kann ee soen, hänkt zurzäit un engem seidene Fuedem. Géif si demissionéieren, kéim et sécherlech zu engem haarde Brexit. Dat gëllt et ze vermeiden. Ech mengen, et ass virdru gesot ginn, dat ass a kengem sengem Interêt.

Anerersäits versichen d'Englänner ëmmer nach, d'Rosëngen aus dem Kuch ze picken. Dat geet natierlech net. An esou mussen d'Gemeinsamkeeten tëschent der EU an dem United Kingdom gesicht ginn, fir dass et am Oktober wa méiglech zu engem Austrëttsvertrag ka kommen.

Besonnesch d'Finanzplaz Lëtzebuerg ka kuerz- a mëttelfristeg vum Brexit profitéieren. Firmen, déi hire Sëtz zu London hunn, wäerten en neit Standbeen um Kontinent etabléieren, fir och weiderhin en Zougang op den europäesche Marché ze behalen.

Leider loossen déi aktuell innenpolitesch Entwécklungen a Groussbritannien drop schléissen, dass de Brexit kaum geregelt iwwert d'Bün goe wäert. Meng Kolleegen hu virdrunner d'Detailer beschriwwen. Ech erspueren Iech déi. D'brittesch Politik erënnert effektiv ëmmer méi un e Schëff ouni Kapitän. Dës Situatioun dréit wesentlech dozou bäi, Ongewëssheet, Onsécherheet, Mësstrauen a Skepsis un der Zouverlässegkeet vun de britteschen Autoritéiten ze verbreeden.

Déi betraffen Akteuren an der Wirtschaft, déi international aktiv sinn, wéi d'Banken, d'Finanzinstituter, d'Assurancenentreprisen, d'Fongenindustrien et cetera, musse sech ëmmer méi op en No-deal-Zeenario astellen, op en abrupt Austriede vum United Kingdom aus der Europäescher Unioun. Dofir ass et prinzipiell wichteg, dass eis Finanzplaz sech beschtméiglech positionéiert, fir Talenter, Kapital an Entreprisen unzezéien. An ech denken, an där Hisiicht sti mer als Standuert guer net esou schlecht do.

Sou huet d'Bank of Singapore kierzlech ugekënnegt, hiren europäesche Siège bei eis hei zu Lëtzebuerg wëllen ze etabléieren. Dernieft huet de Commissariat aux assurances rezent a sengem Joresbericht matgedeelt, dass bis elo schonn eelef Assurancenentreprisen am Kader vum Brexit op Lëtzebuerg komme wëllen. Sechs dovunner hätte schonn een Agrement.

Lëtzebuerg ass gutt opgestallt, an dat aus enger Rei Grënn. Fir d'Alleréischt bitt eist Land Stabilitéit a Sécherheet, fir ze plangen. Entreprisë brauche Previsibilitéit an Zouverlässegkeet. An dat huet och mat enger verantwortlecher Budgets- a Finanzpolitik ze dinn.

Zweetens huet Lëtzebuerg e gewëssenen Knowhow duerch seng laang Erfahrung am Finanzberäich, eng gutt ausgebilte multilingual Aarbechtskraaft grad ewéi en Ëmfeld vun de kuerze Weeër. Eng grouss Oppenheet an den Innovatiounsgeescht droen och entscheedend zu dëser Attraktivitéit bäi. Déi sëllechen Initiativen, déi dës Regierung geholl huet, sief et am Beräich vun de FinTech, sief et am Beräich nohalteg a sozial responsabel Finanzen, fir d'Virreiderroll vu Lëtzebuerg ze verteidegen, auszebauen, droe leschten Enns in fine dozou bäi, dass nei Entreprisen op Lëtzebuerg kommen.

Här President, ech wëll net en long et en large op all eenzelne Grond agoen, firwat mir als Lëtzebuerg net brauchen ze fäerten, eis schlecht aus där Affär ze zéien. D'Regierung huet Lëtzebuerg gutt positionéiert an Europa an an der Welt. Hir Mesuren droe Friichten, wéi een un deene ville Firme gesäit, déi sech hei néierloosse wëllen.

Dat ass selbstverständlech kee Grond, d'Ae virun den Erausfuerderungen, déi op eis duerkommen, déi op eis waarden, zouzemaachen an ze mengen, et wier alles perfekt. A menger Interpellatioun virun engem Joer hat ech de Sujet vum Brexit e bësse méi extensiv kënnen op dëser Plaz behandelen. Ech hat och verschidde Froen an de Raum gestallt zu de méiglechen negative Konsequenze vum Brexit, zu den Opportunitéiten an den Entwécklungsméiglechkeete vun eiser Finanzplaz op laang Siicht. Dës bleiwe selbstverständlech nach ëmmer aktuell.

Mä ech denken awer, dass mir Lëtzebuerger et fäerdeg wäerte bréngen, fir eng nei Heemecht fir Investisseuren aus Groussbritannien ze ginn, en neie Standuert fir si matzen am europäesche Bannemaart. Grad Lëtzebuerg muss als Standuert zouverlässeg, sprëch previsibel sinn. Mir mussen eng kohärent Wirtschaftspolitik bedreiwen, déi de Firme Planungssécherheet garantéiert, am Géigesaz zu de Britten, déi mat hirer Politik vill Nervositéit an Onsécherheet bei sech a bei eis provozéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An et ass elo um Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech mengen, dat heiten ass elo déi fënneft oder sechst Debatt, déi mer iwwert de Brexit hei halen. A wann een déi rezent Entwécklunge kuckt, da kéinte mer praktesch all Woch hei zesummekommen an déi neisten Evolutioun debattéieren. Et ass sécherlech wichteg awer, well et och zum Schluss geet vun eisem Mandat, dass een nach eng Kéier d'Prinzipie ka widderhuelen. Duerfir profitéieren ech och, fir eis Prinzipien nach eng Kéier ze soen.

Den Datum steet fest, en ass gesot ginn: den 29. Mäerz d'nächst Joer. Bis den Oktober soll en Austrëttsaccord stoen. An dat ass e wichtegen Zäitpunkt. Och mir géifen en No-deal-Brexit alles aneschters als gutt gesinn, och wa munnech Kräften do schéngen zefridden ze sinn, wann dat de Fall sollt sinn.

Ech wollt zwee Punkten, eng Kéier d'Form an awer och dann de Fong, ugoen. Fir d'Éischt d'Form.

Et ass scho gesot ginn, déi rezent Turbulenzen an der brittescher Regierung hu sécherlech net onbedéngt zu méi Vertraue bäigedroen. Sécherlech sinn eng Rei Hardliner elo vu Bord gaangen. Déi Nei, souwuel den Ausseminister wéi och de Brexit-Minister, si wuel... oder de Brexit-Minister ass ee vum Camp vum Leave, also déi, déi eraus wollte goen, mä ass méi e liberale Konservativen. Dat heescht, ech denken, dass dat awer kann zur Berouegung bäidroen.

D'Verhandlungsstrategie vun der brittescher Regierung ass natierlech e bësse geschwächt, well wann een international Accorde wëllt maachen an deen een oder anere Minister geet eraus an et ass keng Strategie ze gesinn, ass dat natierlech net ëmmer vertrauenswürdeg. Dofir hoffen ech, dass dëst awer zu enger Berouegung féiert. Och am brittesche Parlament kënnt et elo e bëssen zur Rou. Och do wäert elo Summer sinn, soudass hoffentlech déi Zäit genotzt gëtt vun der brittescher Regierung, sech méi fest opzestellen a wierklech mat engem Plang, mat engem richtege Plang an déi Verhandlungen ze kommen, well dat, déi Stabilitéit, brauchen déi géigesäiteg Partner, fir richteg kënnen ze verhandelen.

Dofir kommen ech dann zum Fong. Et si sechs Punkten, déi ech wollt kuerz erwänen.

Den éischten ass natierlech ganz kloer: Déi „hard border", dat heescht, d'Grenz tëschent Irland an Nordirland, déi muss oppe bleiwen. Dat ass en No-Go fir eis. Et ass sécherlech ee vun de kruziale Punkten an deem ganzen Accord. Ech mengen awer, dass et wichteg ass, dass mer net zréckkommen op zoue Grenzen. Och wann et hei zu schmäerzhaften Änneronge kënnt, esou ass déi „hard border" alles och wéi positiv. Dofir ass dat eng absolutt Prioritéit, dass déi an de Verhandlungen och weiderhi sollt opbleiwen.

Den éischte Punkt ass och fir eis ganz richteg: keng Opspléckung vun deene véier Grondfräiheeten! Dat sinn: D'Wueren, d'Kapital, d'Servicer an d'Persoune solle fräi zirkuléiere kënnen. Dat sinn u sech d'Grondprinzipien, wou d'Europäesch Unioun dovu grouss ginn ass. An ech mengen, dat soll och bei engem Austrëtt méiglechst bäibehale ginn. Besonnesch, wann een nëmmen d'Wuere wëllt an de Vierdergrond stellen, esou ass fir eis de Mënsch awer gradesou wichteg wéi just d'Wueren, dass dat an deem Deal nach berücksichtegt soll ginn. Iwwregens, d'Schwäiz an Norwegen, déi jo och mat der EU Accorden hunn, do gëtt et déi fräi Zirkulatioun vun de Persounen an och vun de Wueren, wuel bei deem engen oder anere mat Aschränkungen, mä awer de Prinzip ass deen, deen am wichtegsten ass.

Den zweeten: Wann et dann zu ënnerschiddlechen Accorde kënnt, wien ass herno zoustänneg, wann et Divergenze ginn? Et ass jo net méi den Europäesche Geriichtshaff. Et muss een awer och do ganz kloer en Deal fannen, dass et net en ontransparent Schiidsgeriicht soll ginn, dat herno bei Problemer soll tranchéieren; also och ganz wichteg, fir dass dat kënnt.

Wéi ass et, en drëtte Punkt, mat den EU-Normen, wëssend, dass d'brittesch Unioun dat och wëllt bäibehale mat hiren Accorden, dass eng géigesäiteg Unerkennung vun den Norme sollt do sinn? Och dat ass e ganz wichtege Punkt derbäi.

E véierte Punkt, dat ass sécherlech dee vun dem Finanzsecteur. Mir wëlle kee Finanzsecteur, an deem no ënne reguléiert gëtt. Et soll e staark reglementareschen Accord nach ëmmer weider bestoe bleiwen. An dem Post-Brexit vum Pabeier, dee virläit, sinn och Kritäre genannt ginn. Genau Kritäre sinn awer net ausgeschriwwen. Et geet net drëms, géigesäiteg elo och do de Picking ze maachen, mä gläichzäiteg d'Chancen ze gesinn, fir e gudden Accord ze fannen.

Da kommen ech zum Schluss. Fir mech, oder fir eis, Här President, gesäit een, dass mer virun enger Regierung a Groussbritannien sinn, déi leider kee richtege Plang huet. Ech hoffen, dass dee Plang sech iwwert de Summer nach konkretiséiert, an dann denken ech, dass mer dat awer och nach packen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An den Här Kartheiser ass scho prett. Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Exzellenz, mir hunn haut erëm d'Geleeënheet, iwwer en trauregt Kapitel ze schwätzen an der Diplomatie vum fréien 21. Jorhonnert. De Brexit ass eppes, wat fir d'Vereenegt Kinnekräich eng gewëssen Onsécherheet mat sech bréngt, fir eis ganz sécher e schwieregt Kapitel gëtt fir Lëtzebuerg. An dat muss een ëmsou méi bedaueren, well net alles gemaach ginn ass, wat mir vun eiser Säit aus hätte kënne maachen, fir déi do Evolutioun ze verhënneren!

Et muss een nach eng Kéier drun erënneren, datt den David Cameron mat Kompromisspropositioune komm ass, déi net akzeptéiert goufen. Haut gesäit een dat vläicht anescht, wéi een et deemools gesinn huet. Oder och, fir elo bei der Migratioun ze soen, datt déi Biller vun der Jungle de Calais wahrscheinlech net dozou bäigedroen hunn, fir d'Stëmmung am Vereenegte Kinnekräich Richtung EU positiv ze beaflossen.

Mir hunn elo direkt Konsequenzen, mat deene mer eis musse beschäftegen. Eng éischt ass: D'Roll vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun gëtt vill méi komplizéiert. Mir verléieren e ganz wichtegen Alliéierten a ville Froen: oppe Mäert, Steierfroen, Finanzplaz. Dat mécht eis d'Liewen net méi einfach.

An elo an direkt hu mer och mam EU-Budget ze dinn, wou mir soen, datt mer eis Ambitioune mussen no ënnen upassen. Mir verléieren iwwer 10% vun der EU-Populatioun. Mir verléieren déi zweetgréisst Wirtschaftsmuecht vun der EU. Mir kënnen dat net einfach esou kompenséieren, mä et ass e Riseverloscht fir d'EU a mir mussen eis Usprech och e bëssen upassen no ënnen. An dofir kënne mer dat net ganz kompenséieren, wat de Verloscht vum Vereenegte Kinnekräich mat sech bréngt.

Mir brauchen onbedéngt en Deal, dat ass eist kloert Zil. Mir géifen d'Regierung och ënnerstëtzen, dat och ze gesinn, net nëmmen, well mer net wëssen, wat d'Konsequenze vum No-Deal op dat Vereenegt Kinnekräich selwer wären, mä och, well d'Europäesch Unioun a Lëtzebuerg ganz vill Interessen doranner hunn.

Mir wëlle laangfristeg ganz positiv Interessen am Vereenegte Kinnekräich behalen, onofhängeg vun deem, wéi dës Negociatiounen elo lafen. Mä déi bilateral Bezéiungen tëschent Lëtzebuerg an dem Vereenegte Kinnekräich leien eis um Häerz.

Et ass kloer, datt mer keng Bestrofungsmentalitéit wëllen an déi och net géifen toleréieren. Mir musse wëssen, datt den Accord mam Vereenegte Kinnekräich e Modellcharakter huet. Ganz sécher sinn d'Schwäiz an aner State ganz interesséiert dorunner, wat elo negociéiert gëtt, an et ka Konsequenzen hunn och op eis Relatioune mat aneren Drëttstaten.

Mir offréieren als Lëtzebuerg natierlech niewent Dublin an anere Plazen eng Auswäichplattform fir Firmen, déi un engem Siège an der EU interesséiert sinn. Mir mussen dat ganz diskret maachen. A mir hunn et, mengen ech, bis elo och esou gemaach. Dofir muss een der Regierung felicitéieren. Mir sinn net d'Geier, déi waarden, datt Problemer am Vereenegte Kinnekräich sinn. Mir si Frënn elo an och nom Brexit a mir wäerte kucken, datt, wa Firmen heihinnerkommen, dat och op eng Manéier geschitt, déi keng Irritatiounen zu London provozéiert.

Eis Finanzplaz musse mer protegéieren. Mir brauchen also fair Arrangementer. Dat ass e ganz komplizéierten Dossier. Mir kennen och d'Spezifissitéite vun der brittescher Legislatioun am Finanzsecteur. Dat ass wierklech fir eis eng zentral Fro a mir ënnerstëtzen d'Regierung, fir

d'Interessie vun der Lëtzebuerger Finanzplaz an dësen Negociatiounen optimal ze protegéieren.

Mir wëllen awer keng dogmatesch Approche an der Fro vum Bannemaart. Mir hunn hei en Angebot, eng Richtung, an déi d'Negociatioune ginn, vun enger Fräihandelszon, wou ee vläicht muss léieren, och differenzéiert ze denken! Et huet kee Wäert, esou dogmatesch ze sinn, datt mer selwer den Obstakel vun enger Léisung ginn, vun enger Solution négociée mam Vereenegte Kinnekräich. Wa mer mussen differenzéieren tëschent verschiddene Wueren oder dem Persouneverkéier oder den Déngschtleeschtungen, da musse mer dat maachen. Ech mengen, et huet kee Wäert, un engem Dogma festzehalen, mat deem Resultat herno, datt mer eng schwéier Kris mat provozéieren.

Et ass och kloer, datt mer eng weider Memberschaft vum Vereenegte Kinnekräich a verschiddenen Agencë vun der EU musse pragmatesch beuerteelen. Och do kann et an eisem Interessi sinn. Mir mussen eis iwwerleeën, ob mer am Interessi vun de Persounen, déi betraff sinn, sief et eis Ressortissanten, déi am Vereenegte Kinnekräich wunnen, oder Britten, déi zu Lëtzebuerg wunnen, eventuell Iwwergangsbestëmmunge musse fannen. Déi däitsch Regierung huet elo d'Iddi vun engem Brexit-Übergangsgesetz lancéiert. Ass dat hei néideg? Dat muss een analyséieren. Et ass schwéier, dat elo am Viraus kënnen ze soen.

Mir mussen och iwwerleeën, ob mer zukünfteg bilateral Accorde mam Vereenegte Kinnekräich mussen an d'A faassen. Vläicht, no den Terme vum Accord, ass net méi alles iwwert d'EU méiglech, wat bis elo iwwert d'EU geregelt gouf. Och do gëtt et eng Erausfuerderung fir d'Diplomatie, fir kënne genau ze identifizéieren, wat nach an Zukunft a bilateral EU-Vereenegt-Kinnekräich-Terme ka gemaach ginn oder wou Raum geschafe gëtt, fir bilateral Arrangementer tëschent hinnen an eis.

Lëtzebuerg op jidde Fall muss sech nom Brexit ganz anescht an der Welt positionéieren. Et ass un eis, fir déi Erausfuerderunge vun enger méi globaler Promotiounspolitik, vun enger besserer Vermaartung vun eisen Interessien an der Welt unzehuelen. Och dat ass en Defi, deen eis fir d'Zukunft erwaart.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat ass vun eiser Säit den Debat ofgeschloss.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Nee, nee, nee!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah neen, entschëllegt, den Här Baum! Här Baum, Dir hutt selbstverständlech d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass effektiv elo déi fënneft oder sechste Kéier, datt mer hei an der Chamber diskutéieren iwwert de Brexit. An ëmmer erëm stelle mer fest, scho virun zwee Joer, datt et eigentlech och ganz vill ze dinn huet mat engem Malaise an den europäesche Gesellschaften, mat deem mer konfrontéiert sinn. An dee Malaise ass an deene leschten zwee Joer net méi kleng ginn, mä éischter nach méi grouss ginn an elo hëlt en déi diversten Ausdrocksformen un.

Eng dovunner ass de Brexit. An dee Brexit ass, dat muss een awer ëmmer erëm widderhuelen, eng vu verantwortungslosen an opportunistesche Politiker verursaachte Katastroph. Et ass eng Lose-lose-Situatioun egal a wéi enger Variant, ob an där elo vun dem vun der brittescher Regierung virgeschloenem Wäissbuch, dat éischter méi Froen opwerft wéi et Froe beäntwert, oder an der Perspektiv vun engem haarde Brexit, deen awer ëmmer méi no réckelt.

Wa bis Oktober keng duerchgräifend Kompromisser kënne fonnt ginn oder keen Accord ka fonnt ginn, da weist alles drop hin, datt mer awer an déi No-deal-Variant riskéieren eranzerutschen. An et gëtt virun allem schrecklech fir déi Leit, déi a Groussbritannien wunnen, liewen a schaffen.

Eng nei haart Grenz tëschent Irland an Nordirland wäert mat relativ grousser Sécherheet zu neier Gewalt féieren. D'Schotten an d'Nordiren, déi an hirer Majoritéit fir de Remain waren, wäerten hir Sezessiounsbestriewungen an hire Wonsch, zur EU ze gehéieren, nach weider virundreiwen, mat alle politesche Konsequenzen a Konflikter, déi dat innerhalb vu Groussbritannien mat sech brénge wäert.

E Groussbritannien an der Variant vum haarde Brexit, deem seng Wirtschaft isoléiert ass a kee preferenziellen Zougang zum europäesche Maart huet, wäert ënner liberal-konservativer Féierung kuerzfristeg un alle Schrauwen dréien, fir hir Ekonomie um Weltmaart kompetitiv ze maachen, dat heescht Fiskal-, Sozial- an Ëmweltdumping bedreiwen. Dat soen hir neoliberal Thinktanken och zimlech onverblimmt.

An domadder wäerte se an deem doten Zeenario och d'EU dann ënner Drock setzen, datselwecht ze maachen, also erof mat de Léin, erof mat Sozialleeschtungen, erof mat Steieren an och erof mat den Ëmweltstandarden. An dann huet d'Race to the bottom definitiv gewonnen an d'Länner um Kontinent wäerte wäit ausenanergedriwwe ginn, dat wäert d'Gesellschafte splécken an eis weider an en Europa zréckkatapultéieren, wat mer, wéi mer elo wëssen, fälschlecherweis als iwwerwonne gegleeft haten an deem seng Virzeechen an deene leschte Méint ëmmer méi siichtbar ginn.

Datt et esou wäit konnt kommen, huet natierlech vill mat der feelerhafter Architektur vun der Europäescher Unioun ze dinn a virun allem och mat där Tatsaach, datt dat zentraalt Versprieche vun allgemengem Wuelstand a soziale Fortschrëtt fir jiddwereen an deene leschte Jorzéngte geaffert gouf zugonschte vun de Profitt-interête vun enger Minoritéit. An dat si keng schéin Aussiichte fir eis Zukunft!

An duerfir war ech dann awer schonn e bëssen iwwerrascht oder erféiert, hei vu verschiddene Virriedner, net allen, mä verschiddenen ze héieren, datt et sech zentral ëm d'Opportunitéiten elo géif dréie vun där dramatescher Situatioun fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz, well ech mengen, datt dat wierklech déi definitiv falsch Approche ass.

Éischtens - an ech wëll een Aspekt dovunner erausgräifen an deenen nach annerhallef Minutten, déi mer bleiwen -, dat ass, déi Delokaliséierunge vun den Aktivitéite vun der Londoner City op Lëtzebuerg, déi si schonn amgaangen. No mengen Informatioune kommen all Mount mat Fluktuatiounen tëschent 100 an 300 Leit op Lëtzebuerg, déi virdrun an der City geschafft hunn, well Banken, Assurancen, Fonge lues a lues hir Aktivitéiten hei am Land, awer och op anere Plazen, Frankfurt a Paräis, weider ausbauen. Also et geschitt eigentlech genee dat, wat Verschiddener hei wëllen.

Just, an dat ass e Phenomeen, deen ech wëll ze bedenke ginn: Dat sinn alles Leit, déi natierlech och enzwousch wunne wëllen! Wiem kann een dat verdenken? An et si meeschtens Leit mat engem relativ décke Portmonni, déi sech ouni gréisser Problemer och déi héich Präisser um Lëtzebuerger Wunnengsmaart leeschte kënnen. En plus kënne se rechnen a se gesinn, datt hiert Haus, wat se elo kafen, an e puer Joer nach weider u Wäert gewanne wäert.

An duerfir huet et mech och net iwwerrascht, wéi ech virun enger Woch mat engem Immobilienagent geschwat hunn, dee mer gesot huet, datt am Moment Haiser am Wäert tëschent 800.000 Euro bis eng Millioun ewechgi wéi waarm Bréidercher, notamment un déi dote Clientèle. An ech mengen, datt dat eis Gesellschaft viru vill méi e grousse Problem stellt, wéi de Wonsch, onbedéngt nach weider Entreprisen aus der Finanzwelt vu London hei op Lëtzebuerg ze zéien. An duerfir menge mer oder warne mer dovir, datt dat Schlëmmst, wat kéint geschéien, ass, datt mer un eiser eegener Brexit-Gourmanzegkeet erstécken.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An elo huet d'Wuert den Här Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prises de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also ech menge soen ze kënnen, dass mer jo liicht geschockt waren den éischte Moment, wéi mer d'Resultat héieren hunn den 23. (veuillez lire: den 23. Juni 2016) iwwert de Brexit, an dass och elo nach den zweeten an drëtte Moment mer feststellen, dass eng Wonn um europäesche Kontinent bleift, déi net guttdeet.

Deen eenzege positive Punkt, mengen ech, ass deen, dass et an der Europäescher Unioun keen Dominoeffekt ginn ass, dass also anerer net gemengt hunn, si kéinten oder si missten dat nämlecht maache wéi d'Britten.

Loosse mer vläicht ufänke mat enger anerer positiver Säit! Mir hunn am Kader vum Artikel 50 an der Europäescher Unioun vill Fortschrëtter gemaach zënter dem 29. Mäerz. Wann een arithmetesch kuckt, sinn 80% vun deem, wat ze maachen ass am Kader vum Artikel 50, erleedegt. Allerdéngs arithmetesch, well de Knackpunkt, dee mer elo ëmmer méi gesinn, ass, dass déi lescht 20%, wou et virun allem ëm déi bannenzeg iresch Grenz geet, wéi een hei gesot huet, dass dat déi haartsten Noss ass. Et war se an et bleift se och.

Et heescht also oppassen, dass dee Good Friday Agreement oprechterhale bleift. Vill Ire soen och nach, dass bei hinnen och nach e Friddensprozess ass an deen däerf net zerstéiert ginn. An eng haart Grenz wëllt keen, do si mer eis alleguerten eens, well dat kéint erëm ganz séier d'Gewalt op der Insel opflame loossen. Ouni eng Léisung, an do sinn ech och kategoresch dra gewiescht de leschte Freideg, ouni eng Léisung iwwert d'Problematik vun Nordirland a vun Irland gëtt et keen Accord am Kader vum Artikel 50. Ech mengen, dat ass déi Fro, déi Verschiddener gestallt hunn hei. Wa mer keen Accord iwwer Irland fannen, gëtt et keen Accord iwwert den Artikel 50 an da si mer, wat d'Britten nennen, beim „cliff edge", dat heescht, den 31. Mäerz sti mer virum Näischt, wat dann d'Verhandlung ugeet.

Leider muss ech och soen, dass déi brittesch Regierung zréckruddert op engem wichtege Punkt mat Nordirland, näämlech dat berüümt Wuert „backstop", wou, mengen ech, kee Mënsch am Land versteet, wat dat ass.

Ech probéieren, dat kuerz ze soen, Här President. Dat ass eng Fall-back-Positioun, eigentlech eng Noutléisung, déi am Dezember op eemol opkoum, an et ass ofgemaach ginn, fir d'Grenzkontrollen tëschent Irland an Nordirland ze verhënneren. Deen „backstop", dee gesäit e gemeinsame Reglementéierungsraum vir fir den Handel vu Gidder tëschent der Unioun an Nordirland. Anescht gesot: Nordirland géif eng gewëssen Zäit am Bannemaart bleiwen, bis eng definitiv Léisung fonnt ass. Dat ass dat, wat een den „backstop" nennt.

Dës Léisung ass ee spezifesche Virschlag fir déi eenzegaarteg Situatioun op der irescher Insel, fir dass déi do kann a Kraaft trieden, wann dës Fro net anescht ka geléist ginn. An ech soen lech, ech gesinn net, wéi dës Fro anescht kéint geléist ginn. Mir mussen och wëssen: An Nordirland hu 56% vun de Leit fir de Remain gestëmmt, an Nordirland!

Sou! Dernieft deckt den „backstop" nëmmen déi Beräicher of, déi noutwendeg sinn, fir eng haart Grenz ze verhënneren. Den „backstop" protegéiert och d'Integritéit vum Bannemaart an och vun der Zollunioun. Ech soen et nach eng Kéier: Eng Alternativléisung läit net um Dësch. Ech hunn et scho gesot, mir brauche schonn eng Léisung am Austrëttsofkommes.

De Ministerrot vum leschte Freideg war op deem Punkt kloer, vläicht mat enger Ausnam. Ee Land huet do e wéineg Bedenke gehat. Mä awer och de Michel Barnier als Chefverhandler war ganz kloer. Mir akzeptéieren net eng Vermëschung vun dëser Fro mat der Fro vun der zukünfteger Relatioun vun den EU 27 mat Groussbritannien!

Dat gëllt iwwregens och fir d'Finanzen. Dat heescht, wat den Apport ass, dee Groussbritannien muss leeschten, fir aus der Europäescher Unioun kënnen auszetrieden.

An op deem Punkt leider, Här President, schéngt et mer, dass d'Britte par rapport zum leschten Dezember och liicht zréckrudderen, souguer schwéier zréckrudderen, an d'Rechnung vun der Scheedung wëlle se un en Accord iwwert déi zukünfteg Relatioun druknäppen.

A wéi gesot, mir als Europäesch Unioun wëllen dee Kuddelmuddel net. Dat wier e Kuddelmuddel. Fir d'Éischt musse mer propper gescheet ginn an da baue mer eng nei Bezéiung op.

Et kann ee soen, dass mer elo ukomm sinn an der Stonn vun der Wourecht vun dëse Verhandlungen. Virun e puer Woche si jo, wéi Der wësst, zwee Ministeren aus der Regierung zréckgetratt, well se net averstane ware mat allen Elementer vun der Richtung, déi d'Premierministesch May virginn huet, virun allem an deem Wäissbuch. An nodeem déi brittesch Regierung hiert Wäissbuch iwwert déi zukünfteg Relatioun virgeluecht huet den 12. Juli, wäerte mer elo hoffentlech kënnen ufänken, och iwwert déi zukünfteg Relatioun méi am Fong ze schwätzen.

Ech fannen, dass et eng gutt Saach ass, dass d'Britten elo accouchéiert hunn. An deem Wäissbuch, wann een net mam Fong d'accord ass, dat kann ee jo net sinn, trotzdeem weist een, wou een an déi richteg Richtung geet a wou eben eppes ass, wat mer net kënnen deelen.

Ech mengen et nach eng Kéier soen ze wëllen, dass fir all Land an der Europäescher Unioun dat eng wichteg Kontributioun ass fir d'Verhandlungen. Mä, mä, mä - musse mer soen -, wat eis zukünfteg Wirtschaftsrelatiounen ugeet, brauche mer vill méi Detailer zu de Virschléi vun der brittescher Regierung. Virun allem der brittescher Regierung hire Virschlag, fir den Zoll, d'Douane ze regelen, ass immens komplizéiert an ech géif mengen, no deem, wat ech verstanen hunn, an och no de Reaktiounen, déi ech héieren hunn, quasi onméiglech. Dat gesi mir net nëmmen hei zu Lëtzebuerg esou, mä dat gesinn och déi aner Länner an der Europäescher Unioun alleguerten esou.

De brittesche Virschlag, wat ass dat? E gesäit een héich komplexe System vir, an deem d'Vereenegt Kinnekräich quasi als Agent vun der Europäescher Unioun, 27, Taxen op Gidder erhieft, also si erhiewen Taxen op Gidder fir eis, déi aus Drëttstaten, aus China oder Japan, Amerika an de Bannemaart kommen. Op Gidder, déi fir de brittesche Maart bestëmmt sinn, wäert dann den Zolltariff vun de Britten applizéiert ginn. D'Betriber missten op der Grenz deen héchste vun deenen zwee Tariffer bezuelen an d'Differenz herno zréckfuerderen, wa se bewisen hunn, wou déi Gidder dann och schlussendlech verkaaft gi sinn.

D'Europäesch Unioun huet een Tarif douanier. Hei hätte mer mat zwee Tarifs douaniers ze dinn an et wier een drëtten, näämlech Groussbritannien, dee géif fir d'Europäesch Unioun den Zoll anzéien. Dir gesitt, dat wier en administratiivt Monster an do, mengen ech, géif een och zum Deel d'Kontroll verléieren iwwer seng eegen Douanesgeschäfter. Dee Wee do, deen ass praktesch onméiglech. An duerfir hu mer de Britten ëmmer erëm vun Ufank u gesot: Wat mir eis virstellen als Europäesch Unioun fir d'Zukunft, ass ee Fräihandelsofkommes! A mat engem Fräihandelsofkommes par définition, do sinn déi meeschte Wuere vum Zoll befreit. An do hätte mer dann natierlech och als EU een Iwwerbléck iwwert de Wuereverkéier.

Bon, ech wëll hei soen, ee Moment hunn d'Britte geschéngt mat op dee Wee ze goen. Souguer nach dee Moment, wéi den David Davis hei zu Lëtzebuerg war virun e puer Méint, war dat eng Richtlinn. E war och hei an der Chamber, mengen ech, wann ech mech gutt erënneren. Mä elo si mer hei op engem Punkt, wou dëst vun de Britten net méi esou gesi gëtt, op jidde Fall an dëser Phas.

Bon, et fënnt een Elementer am Wäissbuch bezüüglech gläich a fair Konditiounen um Maart oder och am Déngschtleeschtungsberäich, Verschiddener vun Iech hunn dat hei gesot, déi ee muss positiv kucken a soll positiv kucken a versichen, och do dat Positivt dann natierlech opzebauen, fir dass een och zu positive Resultater kënnt op deene Gebidder, wou et guer net geet.

Esou wéi ech scho virun e puer Méint hei an der Deklaratioun iwwert d'Aussepolitik gesot hunn, ass d'Lëtzebuerger Positioun eigentlech eng ganz kloer. An déi differenzéiert sech net ee Jota vun de Positioune vun deenen anere Länner an der Europäescher Unioun. Dat Schlëmmst, wat hei kéint geschéien, dat wier, dass Lëtzebuerg eng spezifesch Positioun hätt par rapport zu all deenen aneren. Mir brauchen hei eng europäesch Positioun! Mir verhandelen net, ech soen dat nach eng Kéier, als Lëtzebuerg mat de Britten. Fir eis verhandelt de Michel Barnier, a wann ech soen, „fir eis", ass dat fir déi ganz Europäesch Unioun!

Hei Divisioune schafen, dat wier fatal. Also ech géif mengen, dass mer alleguerten an der Europäescher Unioun op d'Integritéit vum Bannemaart setzen, vun der Wettbewerbsfäegkeet selbstverständlech. An och déi Länner, déi eng Finanzplaz hu wéi mir, wësse selbstverständlech do sech dran ze wieren.

De Brexit ass eng Erausfuerderung. An dem aktuelle Verhandlungsstand ass, Här Mosar, Dir hutt et ugeschnidden, een No-deal-Zeenario net vum Dësch! Wann ech Pessimist sinn, da géif ech souguer mengen, dass e méi no réckelt, een No-deal-Zeenario. Mä eleng Dover, wann Der d'Zeitungsartikele liest, wann Der de Britten nolauschtert, 80% vun der Halschent vun allen Importer (veuillez lire: 80% vun allen Importer), déi a Groussbritannien getätegt ginn, kommen iwwer Dover. Do musst Der lech virstellen, souwuel um Waasser wéi op der Strooss, wann all Camion an all Schëff, all Container muss kontrolléiert ginn, wat dat zu engem Chaos vun de Kontrolle féiert. Mä dat kann den 31. Mäerz antrieden, wa mer et net zu engem Accord, engem Transitiounsaccord kommen.

Mir mussen - dee britteschen Ausdrock hei, et deet mer leed, dat heescht dann „preparedness" -, also mir musse virbereet sinn. D'Kommissioun huet kloer kommunizéiert, wat och richteg ass. An ech mengen, mir wëlle jo alle-

guerten an der Europäescher Unioun, an ech mengen, dass et och souguer a Groussbritannien nach der vill gëtt, déi wëlle virum 30. Mäerz deen Iwwergangsaccord ratifizéieren. A mir wëllen och den Artikel 50 ratifizéieren.

Mir hunn dann eng Iwwergangsphas bis den 31. Dezember 2020, wou d'Vereenegt Kinnekräich all d'Konditioune vun der Stee am Bannemaart muss akzeptéieren, ouni dass se nach um Dësch sëtzen. Mä dat hu se gewosst! Den zweeten Zeenario ass deen, wéi ech elo grad gesot hunn: Den 30. Mäerz 2019 ass näischt ratifizéiert a Groussbritannien gëtt iwwer Nuecht een Drëttstat ouni Offiederungen, déi da kéinte spillen.

Bon, de Brexit huet Konsequenze fir d'Persounen, fir d'Privatbetriber, ëffentlech Verwaltungen, fir den Austrëttsofkommes. Wann et dat gëtt, muss een och wëssen, dass Saache sech änneren, dass näischt bleift, wéi et bis elo war. Am Kader vun där Virbereedung, d'Auswierkunge vum Brexit, déi wäerte jee no EU-Memberstat natierlech staark variéieren, déi Däitsch, d'Fransousen, Lëtzebuerg huet aner Relatiounen. Mir hunn déif Relatioune mat Groussbritannien, wat eis Bankeplaz ugeet. Dat ass richteg. Mä onofhängeg vun de Relatiounen, d'Intensitéit vun de Relatiounen am wirtschaftleche Beräich sinn a ville Länner immens héich. Sou!

Och d'Lëtzebuerger Regierung muss an iwwerhëlt d'Responsabilitéit. Mir sinn a Kontakt als Ausseministère a mussen och do mat deene concernéierte Ministèren eis kuerzschléissen, fir mam Privatsecteur, der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, de Verbänn vum Finanzsecteur och natierlech, wat de Finanzminister doudsécher mécht, iwwert de Stand vun de Verhandlungen ze schwätzen an dann och selbstverständlech de Betriber soen, dass Precautioune musse geholl ginn. Wat fir Precautiounen d'Betriber huelen, dat ka jo de Stat net imposéieren. Mä et ännert sech eppes mat Groussbritannien fir déi Kontrakter, déi lafen, fir nei Kontrakter, déi ulafen nom 30. Mäerz.

Wann Der mech frot - an ech mengen, et ass ee vun de Kolleegen heibannen, dee mech gefrot huet, wat ech perséinlech mengen -, kann ech natierlech nëmme meng subjektiv Meenung hei erëmginn. Ech menge perséinlech, dass mer een Accord fannen am Kader vum Artikel 50. Ech gleewen och, an dat ass den zweete Punkt, dass mer à la fin du compte een „free trade agreement" och fäerdegbréngen.

Bon, firwat? Ech mengen, dass Groussbritannien - a wann ech gutt am Bild sinn, ass Seng Exzellenz, hiren Ambassadeur, hei bei eis de Mëtteg -, ech sinn iwwerzeegt, dass bis den Hierscht 2018, dat ass jo net méi ganz laang, dertëschent läit nach just eng Vakanz, d'Britten agesinn, dass mer net méi am 19. Jorhonnert sinn an dass d'Welt zënter dem 19. Jorhonnert liicht changéiert huet. Dat ass dat eent.

An dat Zweet, dass och Groussbritannien zur Asiicht kënnt, dass den 100-järege Krich, deen am 14. an am 15. Jorhonnert war, och am 21. Jorhonnert net vun de Britte géif gewonne ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Wann ech elo no der Auer kucken, dann huet de Finanzminister nach just eng Minutt.

Une voix.- Dat geet déck duer.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ass d'Chamber bereet, fir…

(Interruptions diverses)

Ah, ech si Wuess an den Hänn vun der Chamber.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Jo, déiselwecht Zäit wéi den Ausseminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wat sot Dir, Madamm Vizepresident?

M. André Bauler *(DP)*.- Gitt dem Här Finanzminister d'Méiglechkeet, sech auszedrécken!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir…

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An Dir sidd ganz oft net hei!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen aus der Regierung, ech versiche mech ganz kuerzzefaassen.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah, wann Der wëllt, ech kann Iech dat genee op d'Minutt soen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Maja, dat ass ganz gentil.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech mengen, ech fänken nach eng Kéier un.

(Brouhaha)

Här President, Dir Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen aus der Regierung, ech stëmmen natierlech all deem zou, wat den Ausseminister Jean Asselborn gesot huet. Ech mengen, hien huet dee grousse Kader gesat. Ech géif gären haaptsächlech iwwer zwee Punkte schwätzen. Op deem enge ganz kuerz, dat ass natierlech iwwert déi Fräihandelszon fir Gidder, an dat Zweet iwwert d'Fräihandelszon fir d'Services financiers.

Mä fir d'Éischt wéilt ech Iech awer och eng Reaktioun maachen iwwert d'Konsequenze vum Brexit à court/moyen terme fir Lëtzebuerg, well och doriwwer vill Froe gestallt gi sinn, à juste titre.

Wat sinn d'Konsequenze fir Lëtzebuerg?

Et ass esou, dass mer schonn an der Debatt vum 4. Juli 2017 hei, déi gefrot gi war vum Deputéierten André Bauler, doriwwer geschwat haten. An ech hat Iech deemools d'Lëtzebuerger Approche beschriwwen. An ech mengen, vill vun Iech sinn drop zréckkomm. Mir wollten net eng aggressiv Attraktiounspolitik maachen, mä en fait eng kooperativ Approche ubidden. An dat hu mer gemaach an dat ass eis gutt gelongen.

Mir wollten och de ganzen Debat vum Brexit dedramatiséieren, an deem et ëmmer Léisunge gëtt, fir op dem Bannemaart aktiv ze sinn. A wat geschitt ass, an ech ginn Iech elo hei e puer Zifferen, déi ech bis elo an där Form nach net ginn hunn, ass: Lëtzebuerg ass ganz vir derbäi bei deene Länner, déi am Kontext vum Brexit hire Match maachen. Mir hunn opgelëscht, dass mer bis elo 37 Gesellschaften hei op Lëtzebuerg kruten oder déi sech hei zu Lëtzebuerg verstäerkt hunn. Dat si 16 Asset Manager, dat sinn 11 Assurancegesellschaften, dat si 7 Banken an 3 FinTech-Gesellschaften. Ech mengen, dat beweist, dass eis Strategie déi richteg war an dass de Fait, dass mer op engem Kooperatiounsmodell waren, déi gutt Approche war.

Si mer dofir zefridden iwwert déi ganz Brexit-Geschicht? Natierlech net! À moyen/long terme huet dat ganz aner Konsequenzen, op déi mer ze schwätze kommen.

Den Dag no der Presentatioun vum wäisse Buch vun der brittescher Regierung hat ech eng länger Reunioun mam Philip Hammond, mengem Homolog vun der brittescher Regierung, dee mer déi Haaptaspecten dovunner presentéiert huet.

Ech mengen, wat ee muss agesinn am Kontext vun deem wäisse Buch, dass et awer en Effort ass vun der brittescher Regierung, fir nei Iddien op den Dësch ze leeën! Dat däerf een awer och elo hei net vergiessen! Et ass en Effort an et si verschidden Ouverturen do, déi mer musse saiséieren. An et ass natierlech fundamental, dass d'EU muss zu 27 geschlossen hei handelen. An do maachen ech dem Michel Barnier voll Konfienz an der Kommissioun! Natierlech muss den Dialog mat den États membres gutt sinn an dass och alleguerten d'Saachen erafléisse vun deene verschiddene Länner.

Ee Wuert zu der Fräihandelszon iwwert d'Gidder.

Et ass esou, dass do u sech eng Ouverture vu brittescher Säit kënnt, well se jo dee Fräihandel wëllen, mä d'Ramebedéngungen, déi se hei proposéieren, Schwieregkeete stellen, an de Jean Asselborn huet déi gutt ervirgestrach, haaptsächlech wat d'Erhiewe vun deenen TVAs-Taxen ubelaangt an zweetens wat en fait d'Essenz vun enger Union douanière ass, dass een do een Taux huet.

Mir gesinn do awer, op där enger Säit muss een do ënnersträichen, hu se op der brittescher Säit awer en Effort gemaach, well se bereet sinn, d'Regele vun der EU unzehuelen! Dat ass awer keng kleng Saach. Dat si se bereet, hei ze maachen, dat soll een unerkennen, mä d'Modalitéite muss ee vläicht verdéiwen.

An da kommen ech zu deem zweete Punkt. Wat soll geschéien am Domän vun de Servicer an haaptsächlech vun de Finanzdéngschtleeschtungen? Doriwwer huet de Jean Asselborn nach net geschwat, an dat war en fait och d'Kontributioun, déi ech hei wollt maachen.

Initialement huet d'brittesch Regierung gefrot, dass mer sollen en Accord de reconnaissance mutuelle hunn. Dat heescht, d'Regelen, déi a Groussbritannien, am Vereenegte Kinnekräich herrschen, sollen unerkannt gi vun der EU, a vice versa sollen d'Regele vun der EU an England unerkannt ginn. Dat war hir Position de départ, déi hu se elo opginn, well déi Positioun hätt en fait datselwecht geheescht wéi en Accès zum Marché unique. An dat wäre wierklech d'Rosëngen aus dem Kuch.

Elo gëtt proposéiert, dass ee soll en Equivalenzregimm sech iwwerleeën. Deen Equivalenzregimm, deen huet d'EU de Moment scho mat Drëttlänner, mä en ass net ganz developpéiert, en ass net ganz kohärent an en deckt net alles of.

An de Virschlag vun den Englänner ass, dass dat soll verbessert, verdéift ginn, méi kohärent ginn. Ech fannen, dass dat eng Approche ass, déi vill Meritt huet an déi mer solle kucken.

Den zweete Punkt ass d'Finanzstabilitéit. Mir sollen eis keng Illusioune maachen an och net mat Scheiklappe liewen: D'Finanzplaz vu London ass déi gréisst vun der Welt! Wa mer do net en uerdentlechen Iwwergang maachen, da menacéiert dat d'Finanzstabilitéit vun der ganzer Welt, net nëmme vun Europa!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An och do sinn Usätz, et gëtt elo eng Aarbechtsgrupp tëschent der Europäescher Zentralbank an der englescher Zentralbank, fir d'Stabilitéit vun de Kontrakter iwwert d'Zäit ze kucken - ganz wichteg Saach! - a wéi muer d'Surveillance vun de Banke soll geschéien, wéi do den Echange tëschent de Superviseure soll sinn. Och alles dat fannen ech ganz wichteg.

D'Englänner proposéieren, dass also déi Kooperatioun tëschent de Superviseure soll bäibehale ginn a verstäerkt ginn an dass de System vun der Equivalenz soll gekuckt ginn, en neie Kader geschaaft ginn. Ech mengen, dass et am Interêt vu Lëtzebuerg ass, dass muer - wann ech soe muer, dat ass no 2019 - do, wou virdru Brécke waren, muer Passerellë sinn. Et ass net eisen Interêt, dass muer iwwerhaapt näischt méi do ass!

Mir sinn eng Finanzplaz, déi op ass fir d'ganz Welt. Mir maache keng Grenzen an der EU a baussent der EU. Mir sinn domadder erfollegräich ginn. An dofir ass et den Interêt vu Lëtzebuerg, dass mer do intelligent Léisunge fannen.

Zum Ofschloss. Dat, wat d'Englänner elo op den Dësch geluecht hunn, ass zum engen taktesch an zum anere strategesch. Et däerf een net vergiessen, esou eng Negociatioun wéi déi, déi hei amgaangen ass, déi leeft elo op de Schluss vum Marathon zou a jiddweree spillt do taktesch. Kommt, mir loossen eis net vun der Taktik aveugléieren a kommt, mir si ganz rationell! Et ass eisen Interêt, dass et en Deal gëtt, an et ass eisen Interêt, dass mer eng Période transitoire hunn.

Ech huelen d'Wierder vum Michel Barnier erëm. Deen huet gesot, dass d'Europäesch Kommissioun sech géif „konstruktiv engagéieren". Eh bien, ech wënsche mer, dass en déi zwee Wierder ganz seriö hëlt: konstruktiv an engagéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Mosar, Dir hutt d'Wuert!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Merci dem Här Minister fir déi Explikatiounen, déi ech och zu engem ganz groussen Deel ka partagéieren. Ech wollt awer nach op eng Fro zréckkommen, wou e mer net direkt geäntwert huet. Ech deelen all d'Hoffnungen, och iwwer en Equivalenzregimm, allerdéngs bleift d'Fro bestoen, datt awer eng Eventualitéit do ass, datt et en No-Deal gëtt.

An do war meng Fro, déi ech jo och un den Här Ausseminister gestallt hunn, dee mer och dorobber geäntwert huet; ech wär awer och frou, do eng Äntwert vum Finanzminister ze kréien: Si mir, ech soe mir, d'lëtzebuergesch Regierung, zesumme mam Secteur, awer och amgaangen, eis op déi Eventualitéit ze preparéieren, déi mer wierklech net wëllen an och net hoffen, datt se antrëfft? Mä mir mussen awer realistesch sinn, well Dir hutt dat selwer gesot, dat kéint dramatesch Konsequenzen hunn, och fir d'Finanzplaz.

Duerfir nach eng Kéier meng konkret Fro: Wéi gëtt awer déi doten Eventualitéit och um Niveau vun der Regierung, vun Ärem Ministère preparéiert?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ma ech si frou, dass Der dorop insistéiert, Här Mosar. Mir sinn 100%eg drop virbereet. An elo erklären ech Iech, firwat.

Virun annerhallwem Joer hunn ech op dëser Tribün gesot: Mir huele keng extra Mesuren, fir Akteure vun der Finanzplaz vu London unzezéien, well mir si schonn attraktiv esou, wéi mer sinn. An déi lescht 18 Méint hunn dat bewisen. Ech hunn elo 37 Firmen opgezielt, d'Nimm net, mä d'Kategorië vu Firmen, déi op Lëtzebuerg komm sinn. An et sinn der nach ganz vill méi, déi kommen.

D'Manéier, wéi se elo op Lëtzebuerg kommen, ass, dass se zu Lëtzebuerg eng gewësse Substanz opriichten, eng Filial, an de Gros nach zu London halen. D'Äntwert op Är Fro ass: Wann et keen Deal gëtt, majo, da wäert nach méi op Lëtzebuerg an op aner Plazen an Europa kommen! Dat ass emol den éischten Deel vun der Äntwert.

Dat Zweet ass: Mir sinn um Ball op allen Direktiven, wou versicht gëtt, aus dem Prätext vun dem Brexit gemaach gëtt, dass mer d'EU-Regele sollen änneren, fir eng Mauer ronderëm d'EU ze bauen an d'EU esou ze privilegéieren, andeem mer erëm eng Kéier, wéi dat an den 80er Jore scho gefaart war, eng Forteresse Europe maachen. Do dergéint wiere mir eis all Dag, den Ausseminister, de Finanzminister, de Wirtschaftsminister, alleguerten d'Ministeren aus der Regierung! An ech kann Iech soen: Mir si bekannt zu Bréissel, dass mer eis dergéint wieren.

Anescht ausgedréckt, fir ze soen: Wéi bereede mir eis vir? Mir si super preparéiert, well mer esou attraktiv sinn. Mir brauche keng extra Mesuren ze huelen. A mir mussen eise Bäitrag an de 27 Länner leeschten, fir dass mer et fäerdegbréngen, dass de Brexit net als Prätext geholl gëtt, fir Grenzen zouzemaachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn ukomm, déi e bësse méi laang ginn ass.

A mer géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7142 iwwert d'Unerkennung vun der Gebäerdesprooch. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Gilles Baum.

5. 7142 - Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur*.- Här President, Kommunikatioun a Bildung sinn immens wichteg. An dofir sinn ech haut och immens frou, lech kënnen e Projet de loi ze presentéieren, op deen déi betraffe Leit, Leit, déi schlecht héieren oder guer net héieren, Leit, déi net gutt kënne schwätzen, ganz laang gewaart hunn.

Et handelt sech ëm eng Ofännerung vum Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwer eis Sproochen an ëm d'Unerkennung vun der Gebäerdesprooch. An ech wäert mer de Mëtteg Méi ginn, net ze séier ze schwätzen, fir dass d'Iwwersetzung och komplett a ganz verständlech ass.

Haut also gëtt d'Gebäerdesprooch op Däitsch als vollwäerteg Sprooch unerkannt. Dës Unerkennung baséiert op den Artikelen 21 a 24 vun der UNO-Konventioun iwwert d'Rechter vun de Leit mat engem Handicap, déi den 30. Mäerz 2007 vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe gouf an den 28. Juli 2011 an eis Gesetzgebung iwwerholl ginn ass.

Fir de Kontext ze verstoen, ass et wichteg, ze wëssen, dass et keng universell Gebäerdesprooch gëtt. All linguistesch Gesellschaft huet hir eegen. Et sinn onofhängeg Sproochen, déi net zur selwechter geschwatener Sprooch musse gehéieren. Sou zum Beispill huet déi franséisch Gebäerdesprooch kee linguistesche Lien mat der franséischer geschriwwener oder geschwatener Sprooch. D'Gebäerdesprooch ass déi natierlech Sprooch vun den dafe Leit, vun de Leit, déi wéineg héieren oder schlecht héieren. Si ass net erfonnt ginn, mä wéi déi geschwate Sprooch huet si sech mat der Zäit entwéckelt au fur et à mesure vun de Besoine vun de Leit a si entwéckelt sech weider.

D'Gebäerdesprooch huet hir eegen Daktylografie, hir eege Grammaire, hir eege Syntax an och hiren eegene Wuertschatz. All Zeeche vun der Gebäerdesprooch hu fënnef Parameteren,

fënnef Charakteristiken, déi gläichzäiteg benotzt ginn: Et ass d'Form vun der Hand, d'Orientéierung vun der Hand, d'Plaz, wou d'Zeeche gemaach gëtt, d'Bewegung vun der Hand an de Gesiichtsausdrock. Dass d'Wiel op déi däitsch Gebäerdesprooch gefall ass, erkläert sech einfach doduerch, well déi allermeeschte Leit zu Lëtzebuerg, déi d'Gebäerdesprooch musse gebrauchen, grad déi däitsch Gebäerdesprooch benotzen.

Éier ëm d'Joer 1760 a Frankräich déi éischt ëffentlech a gratis Schoul fir daf Leit opgaangen ass, hunn déi daf Leit ganz laang um Rand vun der Gesellschaft gelieft. An um Enn vum 18. Jorhonnert huet de Kongress vu Mailand festgehalen, dass d'„méthode orale pure" misst virun der „méthode gestuelle" stoen. Dat heescht, d'Liese vun de Lëpse gouf an de Schoule geléiert an net d'Gebäerdesprooch, an dat mam Zil, fir déi daf Leit besser op d'Welt vun deene Leit, déi héieren a schwätze kënnen, virzebereeden a se besser ze integréieren.

Et huet du bis an 1960er Jore gedauert, bis d'Analyse vum amerikanesche Linguist William Stokoe dozou gefouert hunn, dass déi amerikanesch Gebäerdesprooch als vollwäerteg Sprooch unerkannt gouf, well si de Kritären, déi eng Sprooch muss hunn, entsprécht.

Opbauend dorop, sinn déi daf Leit ugesi ginn als Leit vun enger eegener linguistescher Minoritéit an net méi als Leit mat engem Handicap. Ab dunn ass d'Gebäerdesprooch an den amerikanesche Schoulen agefouert ginn, 1991 awer eréischt a Frankräich zum Beispill duerch d'Loi Fabius.

Hei am Land ass 1880 en Institut fir daf Schüler an der Stad entstanen. Virdru goungen déi erwuesse Leit respektiv d'Kanner an Däitschland op Bad Camberg. An duerch d'Gesetz vun 1923 gouf d'Schoulflicht fir blann an och fir dafstomm Kanner agefouert. Den Enseignement huet sech awer nëmmen op d'Schwätze limitéiert, also d'Ofliese vun de Lëpsen. An eréischt 1993 huet de Centre de logopédie däitsch Coursen an der Gebäerdesprooch ugebueden, „lautsprachunterstützende Gebärden", wat eng sproochlech Method ass, wou d'Wierder gläichzäiteg mat Zeechen aus der däitscher Gebäerdesprooch begleet ginn. Säit 2002/2003 ginn déi Kanner, déi wéineg oder schlecht héieren, am Centre de logopédie op Däitsch an an der däitscher Gebäerdesprooch ënnerriicht.

An Däitschland erkennt d'Gesetz vun 2002, d'Gesetz zur Gleichstellung behinderter Menschen, déi däitsch Gebäerdesprooch als vollwäerteg an onofhängeg Sprooch un. A si erlaabt deenen dafe Persounen, op en Interpret zréckzegräifen, wa si mat ëffentlechen Administratiounen ze dinn hunn.

A Frankräich ass d'Gebäerdesprooch 2005 ganz unerkannt ginn. An an der Belsch ginn et därer dräi, näämlech d'Langue des signes de Belgique francophone, d'Langue des signes flamande an d'Langue des signes française. Mat der Approbatioun vun der UNO-Konventioun betreffend d'Rechter vu Leit mat engem Handicap huet Lëtzebuerg sech engagéiert, progressiv all d'Dispositiounen ëmzesetzen. A mat der Unerkennung vun der Gebäerdesprooch maache mir haut e weidere wichtege Schrëtt.

Den Artikel 24 vun der UNO-Konventioun, deen d'Educatioun betrëfft, erwaart, dass d'Staten d'Léiere vun der Gebäerdesprooch vereinfache souwéi déi linguistesch Identitéit vun de Leit stäerken. Och gesäit den Artikel vir, dass déi daf Persounen, besonnesch Kanner, en Unterrecht kréien an enger Sprooch a mat Methoden an an enger Kommunikatioun, déi hinnen zougänglech sinn, an dëst an engem Ëmfeld, dat hir schoulesch Entwécklung an hir Sozialisatioun fërdert a stäerkt.

Wat elo d'Mise en œuvre vum Gesetz ugeet, ass et esou, dass d'Unerkennung vun der Gebäerdesprooch de Leit, déi daf sinn, schlecht héieren oder net schwätze kënnen, d'Recht gëtt, op d'Gebäerdesprooch zréckzegräifen am Ëmgang mat staatlechen Administratiounen. Dat soll d'Kommunikatioun tëschent de betraffene Leit an dem Stat vereinfachen a verbessere souwéi den Zougang zu Informatioune vereinfachen.

Wann d'Gesetz elo bis a Kraaft ass, hunn d'Persounen, déi schlecht oder guer net héieren, d'Recht, op en Dolmetscher zréckzegräife fir all hir administrativ Demarchen. Wann d'Interpreten, déi de Stat stellt, net fräi sinn, da sicht de Familljeministère en Interpret, en Dolmetscher vun der „Hörgeschädigten Beratung" oder e ganz onofhängegen. D'Demande, wann een dann en Interpret brauch, muss allerdéngs 48 Stonnen am Viraus gemaach sinn. D'Fraise ginn dobäi vum Stat iwwerholl.

Fir all aner Besoinen, wéi zum Beispill wann ee muss bei den Dokter goen oder wann ee wëllt un engem Fest deelhuelen, besteet d'Méiglechkeet och, fir op en Dolmetscher zréckzegräifen. Do ass awer eng Participatioun vun der Persoun fixéiert gi vun de Leit zesumme mat de staatlechen Instanzen.

Donieft wäerten d'Familljemembere vun enger Persoun, déi d'Gebäerdesprooch benotzt, ee gratis Cours kënne suivéieren, fir déi Sprooch och ze léieren. 40 Stonne Kollektivcours gi schonn duer, fir unzefänken, eng Persoun ze verstoen, an d'Basis fir d'Konversatioun ze leeën. 100 Stonne ginn duer, fir eng ganz zolidd Basis an der Gebäerdesprooch ze kréien.

Wat elo de Volet vun der Schoul ugeet, do wäert et esou sinn, dass all Kand, wat schlecht oder guer net héiert, daf ass oder net schwätze kann, d'Recht kritt, den Unterrecht am Fondamental an am Secondaire an der Gebäerdesprooch ze suivéieren, dat souwuel am reguläre Unterrecht wéi och am spezialiséierten Unterrecht. Domat sollen dës Kanner déiselwecht Chancë kréie wéi alleguerten déi aner Kanner, fir en normalen Unterrecht ze suivéieren an och en Ofschloss ze kréien.

All dës Ännerunge stellen de Stat natierlech viru grouss Aufgaben, wat d'Formatioun vum Personal ugeet, wat d'Astellung vun Dolmetscher an der Gebäerdesprooch ugeet, awer och wat d'Entwécklung an d'Offer vun der Fréierkennung ugeet an natierlech och wat déi pädagogesch Konzepter ugeet.

Dat geet net vun haut op muer. An duerfir muss een deen doten Iwwergang gutt plangen. Am Moment gëtt et zu Lëtzebuerg just zwee Dolmetscher an der Gebäerdesprooch op Däitsch. Weider Leit mussen also gesicht ginn, weider Leit mussen ausgebilt ginn an d'Weiderbildung vun dëse Leit muss assuréiert ginn. Et muss ee mat zwee Joer rechnen, fir eng komplett Formatioun als Dolmetscher fir d'Gebäerdesprooch kënnen ofzeschléissen. An aus deem Grond wäert och de Paragraf 2, deen den Enseignement betrëfft, net elo schonn a Kraaft trieden, mä eréischt fir d'Rentrée 2020 a Kraaft trieden.

Wat d'Käschten ugeet, awer och déi verschidden Avisen, esou géif ech Iech nawell gären op mäi Rapport opmierksam maachen. Do gëtt et och eng ganz Rei Avise vum Centre pour l'égalité de traitement, vum Conseil supérieur des personnes handicapées, vum Conseil permanent de la langue luxembourgeoise a vun der Commission consultative des droits de l'homme, genausou wéi vun de Beruffskummeren.

Ofschléissend géif ech nawell gären enger ganz sympathescher an engagéierter Persoun Merci soen, déi och hei uewe bei eis sëtzt haut de Mëtteg, dat ass d'Nicole Sibenaler, dat mer ganz wichteg Informatioune ginn huet, fir dës Ried kënnen ze schreiwen.

Domat géif ech ofschléissen an den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetz ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Rapporteur. An éischt Riednerin ass d'Madamm Claudine Konsbruck.

Discussion générale

Mme Claudine Konsbruck *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'Éischt e ganz grousse Merci un de Gilles Baum fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport a fir deen historesche Réckbléck op d'Entwécklung vun der Gebäerdesprooch, déi schonn eng ganz laang Geschicht huet.

Et ass am Fong meng éischt Ried a meng lescht Ried zu engem Projet de loi.

(Hilarité)

An et ass fir mech eng ganz grouss Éier, déi Ried haut ze halen, well dat Thema mer perséinlech och ganz um Häerz läit. Ech hu selwer e Kand, dat daf op d'Welt komm ass viru 17 Joer, a mir hunn ons an der Famill laang d'Fro gestallt, ob mer och sollen d'Gebäerdesprooch léieren. Bon, mer hunn et finalement net gemaach, well de Charel krut zwee Cochlea-Implantater an déi hu relativ gutt gegraff, soudass en haut eng normal Scolaritéit matmécht, ausser seng Faulheet, mä dat ass elo näischt,…

(Hilarité)

Dat huet elo näischt direkt…

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Déi hunn och aner Kanner.

Mme Claudine Konsbruck *(CSV)*.- Do ass keen direkte Lien mat där Behënnerung.

Am Virfeld vun dëser Debatt hunn ech probéiert, Zuelen driwwer ze kréien, wivill Leit concernéiert sinn. Wivill Leit schwätzen déi däitsch Gebäerdesprooch? Wivill Leit schwätzen déi franséisch oder eng frankofon? Wivill Kanner a Leit hunn en Hörapparat? Wivill Kanner kommen all Joer daf op d'Welt? Dat war relativ onméiglech erauszefannen. Fakt ass awer, dass offiziell Zuele soen, dass ongeféier ee Kand op 1.000 Naissancen daf op d'Welt kënnt. Wann een dat elo héichrechent op Lëtzebuerg, sinn dat plus ou moins siwe Kanner am Joer.

Déi eng kréien e Cochlea-Implantat, anerer gi grouss mat der Gebäerdesprooch, anerer maachen déi zwee - Cochlea-Implantat a Gebäerdesprooch -, anerer kréien en Hörapparat. Leit, déi gebäerden, déi hu kloer eng eegestänneg Sprooch, si hunn eng eege Kultur an och eng eegen Identitéit, op déi se kënne ganz stolz sinn.

Wat mer haut stëmmen, ass e ganz wichtege Geste fir d'Integratioun vun dëser Communautéit, déi ab elo an der Schoul, awer och am Kontakt mat de staatlechen Administratiounen e Recht kritt op en Dolmetscher.

Am Centre de logopédie gi säit ongeféier 20 Joer Coursë gehalen op Däitsch (veuillez lire: an däitscher Gebäerdesprooch), wat ganz kloer de Lëtzebuerger Kanner entgéintkënnt. Fakt ass awer och, dass ons Gesellschaft ganz multikulturell ass, ganz international ass an dass vill Kanner hei am Land och op eng frankofon Gebäerdesprooch zréckgräifen.

Ech hunn am Rapport vun der Kommissioun gelies, dass d'Madamm Ministesch gesot huet, si hätt keng Kenntnis vu Kanner, déi eng frankofon Gebäerdesprooch hunn. Mä ech kennen awer perséinlech Fäll, an ech war a Kontakt mat Kanner, wisou ech weess, dass awer effektiv vill Kanner hei am Land, sief et dass se d'origine française, d'origine belge sinn, oder portugisesch Kanner, op déi frankofon Gebäerdesproochen zréckgräifen. Dofir fanne mir, dass et effektiv gutt wär, vläicht an nächster Zukunft och déi Offer auszeweiten op eng frankofon Gebäerdesprooch.

Et si wahrscheinlech vill manner Kanner wéi bei den däitsche Gebäerdesproochen, si hunn och wahrscheinlech keng ganz staark Lobby, well et der manner sinn. Mä mir mengen awer, dass, a sief et nëmmen aus Gläichberechtegung, effektiv och deen Aspekt misst gekuckt ginn.

Mir kënnen ons do inspiréieren un anere Länner, zum Beispill d'Schwäiz an d'Belsch, déi och, mengen ech, méi wéi eng Gebäerdesprooch unerkennen. Dofir menge mer, dass do effektiv Loft no uewen ass.

Eng grouss Inconnue vun deem Gesetz ass awer, wéi eng Konsequenzen dat elo an der Praxis huet, och op d'Schoulen. Wivill Kanner gräifen op déi Offer zréck, fir, sief et an der Grondschoul, sief et am Lycée, mat engem Dolmetscher eng normal Scolaritéit ze maachen? Et ass effektiv fir haut eng Inconnue. An am Gesetz steet do eng Transitiounsperiod vu 24 Méint, fir och de Ministèren et ze erlaben, déi Offer opzestellen.

D'Gesetz gesäit vir, dass solle fënnef Dolmetscher an der däitscher Gebäerdesprooch agestallt ginn. Do froe mer eis, ob déi Zuel duergeet. Wa vill Kanner an den nächste Joren op déi Offer zréckgräifen, menge mer effektiv, dass dat net wäert duergoen.

Wou ginn déi fënnef Dolmetscher hiergeholl? Wat ass do an den nächste Méint virgesinn? Wou gi se ausgebilt? Wou gi se och hiergeholl? Se kënne jo wahrscheinlech net aus dem Centre de logopédie ewechgezu ginn, well do ass och eng grouss Ufro vun hire Servicer.

Dofir si mer gespaant op déi Transitiounsphas vun zwee Joer a mir mengen, dass ee misst effektiv an e puer Joer kucken, wéi dat Gesetz sech dann an der Praxis bewäert.

D'Gebäerdesprooch ass och eng ganz eegestänneg Sprooch, eng Sprooch mat Zukunft. Ech wëll hei just d'Beispill gi vun der Gemeng Lëtzebuerg, wou ech am Gemengerot sinn. Mir offréiere säit Jore Coursen an der Gebäerdesprooch fir de grousse Public. An déi Coursen hunn e grousse Succès. Virun zwou Wochen hu mer eréischt 73 Diplomer iwwerreecht u Leit, déi e Cours gemaach hunn. En Appell u jiddwereen, un d'Familljememberen, u Bekannten, un de Public, fir déi Coursë matzemaachen. Et ass och e wichtege Steen an der Integratioun vun deene Leit, wann ee kann am Alldag mat hinnen e Gespréich féieren a mat hinne kommunizéieren.

Zum Ofschloss wëll ech hei just nach en Zitat virdroe vun enger amerikanescher Schréftstellerin, dem Helen Keller. Déi ass daf a blann op d'Welt komm (veuillez lire: Déi ass am Alter vun 18 Méint daf a blann ginn). Déi huet gesot: „Blindheit trennt von Dingen, Taubheit von den Mënschen."

Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, dat dréit ganz kloer dozou bäi, dass dat net méi esou de Fall ass. An dofir gëtt meng Fraktioun mat groussem Enthusiasmus och hiren Accord zu dësem Text.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, och no uewen.

(Mme Claudine Konsbruck, s'adressant à la tribune, dit «merci beaucoup» en langue des signes.)

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Genial!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An d'Wuert huet elo d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Lëtzebuerg 2011 d'UN-Behënnerterechtskonventioun ratifizéiert huet, ass esou munches an der Inklusioun geschitt. An dat Gesetz, wat mer haut wäerte stëmmen, ass e weidere wichtege Schratt.

Déi däitsch Gebäerdesprooch kritt en offizielle Statut am Sproocheregimm. Dës Unerkennung ass awer net nëmme symbolesch wichteg, domadder maache mer d'Chancëgläichheet an d'Inklusioun e Stéck méi méiglech.

Leit, déi schlecht oder guer net héieren a schwätzen, si vollwäerteg Membere vun eiser Gesellschaft a participéiere mat selwechte Rechter, Chancen a Flichten. Dobäi sollen net d'Defiziter arrangéiert, mä hir Participatioun am Sënn vun enger pluralistescher Gesellschaft erméiglecht ginn. Well déi Leit, déi guer net héieren, schlecht héieren an och net schwätzen, sinn onsiichtbar an d'Gebäerdesprooch ass stëll. An dowéinst musse si dofir kämpfen, fir d'Opmierksamkeet vun der haarder, am Sënn vun enger „lauter" Gesellschaft ze kréien.

E grousse Plus vun dësem Gesetz hei gesinn ech am Recht vun deenen 100 Stonne Cours, déi d'Elteren oder och d'Gesëschter kënne kréien, och mam Zil, dass déi concernéiert Persounen en normaalt Liewe kënne féieren a sech mat hirem Entourage, esou wäit et ebe méiglech ass, kënne verstännegen. Dofir ginn elo Formatiounen ugebueden, fir e Minimum u Basiskompetenz an der Gebäerdesprooch kënnen ze erreechen.

E weidert Zil vun dësem Gesetz ass d'Méiglechkeet, en Dolmetscher fir Demarchë bei staatleche Servicer zur Säit ze kréien. Dass d'Gemengen net drënnerfalen, ass net ganz novollzéibar, och wann d'Fraisen hei primär ebe vum Stat iwwerholl ginn. De Wee op seng Gemeng dierft vläicht fir deen een oder anere méi einfach si wéi den Trajet an d'Haaptstad.

Déi nei Regelen, déi den Enseignement betreffen, trieden eben eréischt fréistens zwee Joer, nodeems d'Gesetz gestëmmt ass, a Kraaft. Dat mécht Sënn a schéngt och net aneschters méiglech. Allerdéngs wär et gutt, spéider ze préiwen, ob déi Méiglechkeeten an déi Offeren, déi mer schafen, vun de Concernéierten och genotzt ginn, esou wéi mir als Legislateur eis dat virstellen.

A vläicht kann dann nach eemol déi Iddi vun der Mënscherechtskommissioun opgegraff ginn, fir eng Ulafstell ze schafen, eng Kompetenzbündelung an enger onofhängeger Institutioun, déi sech fir d'Rechter vu Leit mat enger Behënnerung asetzt, hir Interesse fërdert a Plainten entgéinthëlt.

Positiv ass och, dass wichteg Debatten hei am Haus an déi däitsch Gebäerdesprooch iwwersat ginn. Et ass wichteg, dass esou Institutioune wéi d'Chamber ebe permanent versichen, esou vill Leit wéi méiglech ze erreechen.

An deem Kontext verweisen ech och op déi rezent Campagne vun deene sechs pädagogesche Videoen, ënner anerem an Zesummenaarbecht mam Zentrum fir politesch Bildung, déi jo elo ulafen.

Eng nächst Etapp kéint sinn, fir déi sougenannten „leichte" an „einfache Sprache" anzeféieren, fir sproochlech Hürden ofzebaue fir Leit, déi d'Alldags- oder d'Fachsprooch net oder nëmme schwéier verstinn.

Här President, ech si frou, dass mir dëst Gesetz nach haut wäerte stëmmen. Ech soen op dëser Plaz dann nach e grousse Merci un de Rapporteur fir seng zwee gutt Rapporten, ginn domadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech hoffen, dass ech dat Zeechen elo richteg maachen, wat ech séier bäibruecht kritt hunn. A wann ech elo eppes falsch maachen, da verzeit mer.

Merci.

(Mme Taina Bofferding, s'adressant à la tribune, dit «je vous aime» et «merci» en langue des signes.)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären,...

(Mme Josée Lorsché, s'adressant à la tribune, dit «bonjour» en langue des signes.)

...léif Gäscht, de 17. Juni 1988 huet déi Europäesch Kommissioun d'Memberstaten opgefuerdert, déi national Zeechesproochen als vollwäerteg Sproochen unzëerkennen. 30 Joer méi spéit kënnt Lëtzebuerg där Opfuerderung no a bilt zesumme mat Italien d'Schlussliicht vun Europa.

E Grond, fir houfreg ze sinn, ass dee Retard ganz sécher net. Mä wéi seet een esou schéin op Däitsch: „Was lange währt, wird endlich gut."

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi kréien déi gehéierlos Persounen och zu Lëtzebuerg déi Unerkennung, fir déi se scho jorzéngtelaang kämpfen an déi se och verdéngen, woubäi ech wéilt bemierken, datt d'Gebäerdesprooch an Neuseeland souguer schonn als Amtssprooch unerkannt ass.

En autonoomt a gläichberechtegt Liewen däerf jo net nëmmen e Privileeg si vu Leit, déi héieren. Och Mënschen, déi net héieren oder schlecht héieren, mussen autonom a selbstbestëmmt kënne liewen.

Dozou gehéiert natierlech, e gläichberechtegten Zougang ze hunn zu den Informatiounen, der Educatioun, der Weiderbildung, der Kultur, dem Sport an zum gesellschaftlechen a politesche Liewen. Fir sech deen Zougang selwer ze verschafen, ass a bleift d'Gebäerdesprooch eent vun de wichtegsten Instrumenter. En Alldag mat Énnertitele gëtt et fir gehéierlos Mënschen näämlech net.

Dir Dammen an Dir Hären, begréissenswäert ass an eisen Ae ganz kloer, datt et sech bei dësem Projet de loi ëm d'Unerkennung vun der däitscher Gebäerdesprooch handelt, also ganz genee där Sprooch, déi am Alldag vun der Lëtzebuerger Gehéierlosegemeinschaft benotzt gëtt. Dat ass historesch bedéngt. Et geet zréck op d'Joer 1844, wou déi éischt gehéierlos lëtzebuergesch Kanner op Bad Camberg an Däitschland an eng spezialiséiert Schoul geschéckt gi sinn, fir eng Ausbildung ze kréien. Wéi dës Schoul du keng Kanner vu Lëtzebuerg méi opgeholl huet, ass déi sougenannten „Taubstummenanstalt", wat mer haut net méi géifen esou nennen, gegrënnt ginn, déi nom däitsche Modell fonctionnéiert huet an d'Virgängerschoul war vum haitege Centre de logopédie.

Dës Entwécklung huet et och mat sech bruecht, datt déi éischt spezialiséiert Lëtzebuerger Enseignanten an Däitschland ausgebilt gi sinn. An dat ass bis haut esou bliwwen. An derbäi kënnt, datt eng ganz Rei vun den héiergeschiedegte Kanner hir Ausbildung an eisem Nopeschland fortféieren a selwer zu Spezialiste vun der däitscher Gebäerdesprooch ginn, wa si dat da wëllen.

Datt mir eis op dës Sprooch limitéieren, mécht also duerchaus Sënn. Et huet och de Virdeel, datt eis éischter kleng Communautéit vu gehéierlose Leit weiderhin duerch eng eenzeg Sprooch verbonnen ass an net gespléckt gëtt. An et vereinfacht doriwwer eraus och de Recrutement vun Enseignanten an Iwwersetzer.

Domat kommen ech vun der Theorie zu der Praxis a bei d'Émsetzung vun dësem Projet de loi, deen, mengen ech, méi wäit ka goen, wéi am Text steet, well dat ass en endlose Prozess.

Quitte datt verschidden Akteure wéi zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg schonn an der Vergaangenheet eng ganz Rei Efforte gemaach hunn - dat ass extrem luewenswäert, si hunn d'Inklusioun weidergedriwwe mat konkrete Moossnamen, wou ech och dem Här Bettel wéilt Merci soen als fréiere Buergermeeschter -, esou sinn awer wichteg national Moossnamen um Wëlle vun de viregte Regierunge gescheitert. An och dëse Projet de loi kann net direkt Wonner wierken, well nach ganz vill Hürden ze iwwerwanne bleiwen, bis datt d'Inklusioun vu gehéierlose Mënschen an eiser Gesellschaft tatsächlech Realitéit gëtt.

Ee vun de gréisste Problemer ass scho genannt ginn. Et ass deen, datt mir zu Lëtzebuerg just zwee Gebäerdendolmetscher hunn, déi am Alldag kënnen agesat ginn. Et sinn zwou Dammen. Dës Zuel geet manifestement net duer, fir deem grousse Besoin vun der Kommunikatioun ëmmer an iwwerall gerecht ze ginn. Deen éischte wichtege Schrëtt läit also op der Hand. E besteet doran, der Penurie un Dolmetscher entgéintzetrieden, an zwar doduerch, datt d'Aktivitéit vum Gebäerdendolmetschen opgewäert gëtt a méi attraktiv gemaach gëtt, ugefaangen am Centre de logopédie, wou déi däitsch Gebäerdesprooch méi en héije Stellewäert kéint kréien.

Bis haut ass et jo esou, datt eng entspriechend Ausbildung vum Personal net obligatoresch ass - menges Wëssens - an datt d'Beherrsche vun der Gebäerdesprooch och net an der Postebeschreiwung vum Centre de logopédie virgesinn ass. Fir dës Situatioun ze verbesseren, plädéiere mir als Gréng éischtens duerfir, datt déi Enseignanten, déi op Eegeninitiativ hin an och op eege Käschten eng Formatioun a Gebäerdesprooch gemaach hunn, dës Formatioun op héijem Niveau solle kënne fortsetzen an am beschten innerhalb vun hirer Tâche.

Zweetens si mir och der Meenung, datt de Beruff vum Gebäerdendolmetscher op Basis vun engem Masterdiplom mat zousätzleche Kompetenzen natierlech als eegestännege Beruff muss unerkannt ginn an als solchen och remuneréiert muss ginn, iwwerall do, wou eng Iwwersetzung onëmgänglech ass.

Dolmetscher aus Däitschland ureesen ze loossen, wéi zum Beispill haut, ass jo ganz léif, mä et ass ëmständlech an deier. Et wär besser, déi Dolmetscher géife bei eis am Land ausgebilt ginn an och hei wunnen. An deem Kontext muss zu Lëtzebuerg och e Beruffsfeld geschafe gi fir Gebäerdesproochdozenten, déi d'Formatioun an d'Weiderbildunge kënnen assuréieren.

En anere Volet betrëfft dann d'Abezéiung vun deene Betraffenen. Hei si mir ganz kloer der Meenung, datt, wa Konzepter an Aktiounspläng ausgeschafft ginn, d'Communautéit vun de gehéierlose Mënsche muss matschwätze kënnen a muss matdecidéiere kënnen, well och dat ass Inklusioun.

An e leschte Volet, deen ech nach wéilt erwähnen, ass dee vun den technesche Moossnamen, déi héiergeschiedegte Persounen den Uschloss un d'Gesellschaft massiv erliichtere kënnen. Dës Instrumenter si gutt entwéckelt, si ginn awer net ëmmer agesat. Ënner anerem geet et hei ëm d'Method vun der Kommunikatioun an einfacher Sprooch, mä och ëm d'Installatioun vun Induktiounsschläifen an ëffentleche Gebaier oder awer ëm d'Obligatioun, gutt akustesch Raumverhältnisser an deene Gebaier ze schafen.

Et geet jo net duer, datt ee just d'Zentimeteren a Gebaier moosst, et muss och gekuckt ginn, wat fir gehéierlos Mënschen installéiert gëtt.

An zum Schluss wéilt ech Iech nach e klenge Film recommandéieren. En heescht „Jenseits der Stille" an ass 1996 vum Caroline Link erausbruecht ginn. En erzielt d'Geschicht vun engem Meedchen, wat Cello (veuillez lire: Klarinett) spillt an Elteren huet, déi seng Musek net kënnen héieren, well se gehéierlos sinn. D'Lara beherrscht d'Gebäerdesprooch an iwwersetzt sengen Elteren, wat seng Léierin iwwer et erzielt, mä net ëmmer ganz richteg. Dëse Film ass haut esou aktuell wéi virun 22 Joer an absolutt empfeelenswäert.

Mat dëser klenger kultureller Nout halen ech op, soen dem Här Gilles Baum Merci fir säi gudde Rapport a versichen dann och eppes, wat ech geléiert hunn.

(Mme Josée Lorsché, s'adressant à la tribune, dit «je vous souhaite un bon jour» en langue des signes.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem grousse Merci un den Här Baum fir dee Rapport an och un eis Iwwersetzer, déi eis haut hëllefen, mat eise Gäscht hei a Kontakt ze sinn.

Et ass eng ganz sensibel Matière, et ass eng ganz wichteg Matière fir Lëtzebuerg, datt mer déi UNO-Konventioun fir d'Rechter vun deene Behënnerten am Geescht an am Buschtaf esou gutt wéi méiglech ëmsetzen. Dat ass eng ganz kloer Verflichtung, déi mer och alleguer, mengen ech, heibannen d'selwecht an hirer Bedeitung aschätzen an deelen. Dat ass eng ganz positiv Saach.

D'Fro ass: Ass d'Sproochegesetz déi beschte Plaz, fir dat ze maachen? De Conseil supérieur des personnes handicapées huet eigentlech vun engem eegene Projet de loi geschwat, well jo och eng ganz Rei vu Kommunikatiounsméiglechkeeten existéieren, net nëmmen d'Gebäerdesprooch, d'Zeechesprooch, mä och nach vill anerer: Signalong, Bliss, Eurotalker, et gëtt d'Problematik Blanneschréft, et gëtt d'Problematik Einfach Sprooch. An et ass einfach eng grondsätzlech Fro, ob mer net sollte probéieren, an engem extrae Gesetz all déi doten Aspekter ze léisen, well och d'Finalitéit vum Sproochegesetz jo u sech eng aner ass. Do geet et ëm d'Definitioun vun Nationalsprooch, Verwaltungssprooch a juristescher Sprooch.

An et ass interessant, fir ze héieren, datt dat an Neiseeland anscheinend och eng Verwaltungssprooch ass. Do muss ee kucken, wéi déi dat maachen, wat do iwwerhaapt méiglech ass. Et schéngt mir eng enorm Erausfuerderung ze sinn, fir dat ze envisagéieren. Mä loosse mer eis emol informéieren! Wann et esou positiv Beispiller am Ausland ginn, kann ee sécher och dovu léieren.

D'Ziler vun dësem Gesetz deele mir als ADR komplett. Et ass jo d'Promotioun, d'Unerkennung vun der Gebäerdesprooch, och d'Integratioun, d'Inklusioun, alles Konzepter, déi mer voll matdroen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mir mussen eis just awer och gläichzäiteg hidde viru sproochlechen Iwwerdreiwungen. Mir mussen net onbedéngt vun Egalitarismus an dësem Kontext schwätzen, well jo eng Differenzéierung néideg ass. Mir maachen hei eng zugonschte vun der Gebäerdesprooch. Et ass och scho vun aneren Instanzen, déi Avisen zu dësem Gesetz gemaach hunn, gesot ginn: Jo, firwat dann elo nëmmen déi däitsch Gebäerdesprooch? Musse mer net och déi franséisch Gebäerdesprooch huelen? D'Mënscherechtskommissioun huet souguer nach vun anere geschwat oder „ou autres" gesot. Wou hält et op? Wat ass eigentlech dee beschte Wee? Ass et méiglech - dat ass eng Fro, déi ech stellen, ech kennen d'Äntwert net -, fir eng Friemsprooch ze léieren, wann een d'däitsch Gebäerdesprooch kann, fir dann och vläicht déi franséisch ze léieren oder ëmgekéiert?

Deen, deen déi franséisch Gebäerdesprooch geléiert huet, kann net deen och déi däitsch Gebäerdesprooch léieren, well jo keen Zesummenhang tëschent der däitscher Sprooch oder der franséischer Sprooch an deene jeeweilege Gebäerdesproochen existéiert? Dat wär also interessant, fir do eppes bäizeléieren. Well natierlech hu mir als Stat jo och Grenze vun deem, wat méiglech ass. Mir gesinn, datt et elo scho ganz schwéier ass, fir déi Dolmetscher auszebilden, datt dat ganz laang Zäit brauch. An dofir muss ee kucken, datt een deene Leit entgéintkënnt, awer op eng Aart a Weis, déi ebe realistesch ass.

Mir mussen och kucken, datt mer d'Verwaltungen optimal dorobber virbereeden an eben net nëmmen a puncto Gebäerdesprooch, wou dëst Gesetz richteg Avancéeën a wichteg Avancéeë mécht, mä eben och wat d'Einfach Sprooch ugeet, och wat d'Blanneschréft ugeet, an ëmmer den Effort maachen, fir ze kucken, datt eis Gesellschaft Schrëtt fir Schrëtt méi barrierëfräi gëtt. Dat sinn, wéi gesot, grouss Ustrengungen. Et hëlt Zäit. Mä mir sollte probéieren, dee Wee ze maachen.

Dann an der Schoul, dat ass och net einfach, wann elo net de Centre de logopédie do geholl gëtt, mä déi allgemeng ëffentlech Schoul, well jo och do ganz dacks d'Langue véhiculaire net Däitsch ass, mä Franséisch a ville Fächer. Da stelle sech do Froen, wéi do d'Iwwersetzungsméiglechkeete sinn. Och ob Lëpseliesen, mir haten doriwwer an der Kommissioun geschwat, weider e Choix bleift fir déi Leit, déi dat eventuell niewent der Gebäerdesprooch wëllen och léiere respektiv et vläicht preferéieren.

Och dat soziaalt a berufflecht Ëmfeld soll Méiglechkeete kréien, d'Gebäerdesprooch ze léieren. Ech mengen, et war d'Chambre des Salariés, déi dat ugereegt hat. Och dat ass ee Wee, dee mer eventuell kënne weider bedenken. Dat sinn alles Initiativen, déi deene Betraffenen an engem ganz grousse Mooss kënnen hëllefen, awer dem Stat praktesch och keng Käschte verursaachen. Et ass einfach e Geste vu guddem Wëllen, dee mer solle maachen, well e ville Leit an hiren Alldagssituatiounen, an hirem Sozialliewe ganz vill kann hëllefen, an hinnen entgéintkommen. Ech mengen, mir sollte viru kenger vun dësen Iddien en negativen A priori hunn, mä ëmmer dee beschtméigleche Wee sichen, fir de Leit ze hëllefen.

Wéi dëst Gesetz diskutéiert ginn ass, huet en Här mer eng Recommandatioun mat op de Wee ginn. Den Här ass net daf, en ass blann. An en huet gesot: „Et ass schued fir eis blann Leit, datt mer d'Chamberdebatten eigentlech schlecht kënne verfollegen." Well déi Maschinnen, déi si hunn, déi vergréisseren dacks net genuch, fir dat kënnen ze liesen, wat am Kammerbericht steet. An en huet eis als Recommandatioun matginn, fir dat op USB-Stick disponibel ze maachen, wat mer hei schwätzen.

Wann dat eng Hëllef ass, ech kann dat och net beuerteelen. Mä ech wollt hei der Madamm Chamberpresidentin eng Resolutioun an deem Sënn iwwerreechen. Déi brauche mer haut net ofzestëmmen, mä mir wäre frou, wa mer kéinten an der Presidentekonferenz oder esou eemol kucken, wat d'Chamber selwer ka maachen, fir all deene Leit, déi eben op Hëllefsmëttelen ugewise sinn, sief et well se net gutt héieren, net gutt gesinn, entgéintzekommen.

An deem Sënn, Madamm President, iwwerreechen ech Iech dësen Text.

Ech soen Iech Merci.

Résolution 1

D'Chamber

- ass sech bewosst, datt de Respekt vun der Demokratie verlaangt, datt all Bierger an all Wieler am Land soll d'Debatten an der Chamber kënne suivéieren an noliesen;

- huet de feste Wëllen, fir eng inklusiv Approche ze begënschtegen an dowéinst och deene Leit mat enger Behënnerung dëst esou wäit ewéi méiglech ze erméiglechen.

D'Chamber decidéiert,

- d'Chamberdebatten am Toun an a schréftlecher Form op engem USB-Stick zur Verfügung ze stellen;

- weider Moossnamen ze préiwen, fir den Zougang zu der Chamber an all hiren ëffentlechen Aktivitéiten an Debatten esou wäit ewéi méiglech alle Bierger am Land ze erméiglechen.

(s.) Fernand Kartheiser.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci. Ech ginn Iech Akt vum Depot.

Merci dem Här Kartheiser. Och Merci fir d'Dokument, ech ginn dat virun. Als nächste Riedner hunn ech den Här Marc Baum ageschriwwen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass ee weidere Schrëtt hin zu enger Gesellschaft, wou Barrièren iwwerwonne ginn. Et leet sech of an et ass eng Obligatioun vun der UNO-Konventioun fir d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerungen, an et ass en Deel dovunner. An et bedeit, datt d'Gebäerdesprooch - déi däitsch Gebäerdesprooch - hei zu Lëtzebuerg unerkannt gëtt als offiziell Sprooch. An dat bedeit eppes ganz Wesentleches, well bis elo ware mer doranner Schlussliicht. Mir waren net déi Éischt, am Géigendeel, mir ware relativ wäit hannen.

An d'Gesetz ëmfaasst dräi wichteg Voleten. Dat ass éischtens d'Kommunikatioun mat de staatlechen Administratiounen, wou et an Zukunft méiglech ass, datt Leit, déi schlecht héieren, déi daf oder stomm sinn, autonom a selbstbewosst a virun allem selbstbestëmmt kënne mat dësen Administratioune kommunizéieren. Dat ass ganz wesentlech fir d'Citoyennetéit an enger Gesellschaft an d'Realisatioun och vun der Citoyennetéit an der Gesellschaft.

Deen zweete wichtege Volet betrëfft d'Schoul, den Enseignement, wou all Kand an Zukunft d'Recht soll kréien, fir och an der Gebäerdesprooch enseignéiert ze ginn.

An drëttens, an dat schéngt eis och ganz wichteg, datt net nëmmen all déi Betraffen d'Recht hunn, fir d'Gebäerdesprooch ze léieren, 100 Stonnen, mä virun allem och d'Familljemembere vun deenen, déi net gutt héieren, daf sinn oder keng Sprooch hunn. Dat schéngt eis ganz wichteg, well et bedeit näämlech, datt de soziale Kontakt vun deene Leit oprechterhale gëtt an d'Méiglechkeet geschafe gëtt, deen ze erweideren.

Et ass awer just den Ufank oder et ka just den Ufank si vun enger Gesellschaft, déi Barrièren iwwerwanne wëllt an iwwerwanne muss. A villen Avisen, déi mer kritt hunn, gëtt drop higewisen, datt et och nach aner Barrièren am Moment ginn. A mir mussen Iwwerleeunge féieren, fir och an Zukunft ze kucken, ob et net méiglech ass, och méi vum Stat aus a Liichter Sprooch ze kommunizéiere respektiv aner Kommunikatiounsmëttelen och weider ze benotzen.

Mäi Virriedner ass zu Recht op de Volet Blannesprooch agaangen, déi och eng wichteg Fro ass. An et ass och virdru schonn ugeklongen, datt d'Fro weiderhin oppe bleift, ob mer net missten an Zukunft och kucken, fir déi Leit, déi frankofon sinn, och déi Gebäerdesprooch ze etabléieren an och unzëerkennen an äänlech ze férderen, wéi mer dat maache

mat där Gebäerdesprooch, déi mer hei am Land hunn, déi historesch gewuess ass.

An engem Avis ass och drop higewise ginn, datt d'Formatioun wichteg ass. An do stellt sech d'Fro, ob net och d'Universitéit an Zukunft do misst méi eng grouss a méi eng aktiv Roll spillen, wat d'Formatioun vun deene Leit ugeet, déi d'Gebäerdesprooch ënnerriichten.

Ech wëll ophale mat vläicht engem Punkt an eegener Saach, deen och d'Chamber selwer concernéiert. An et kënnt jo relativ seele vir, datt ech als Escher d'Stad Lëtzebuerg felicitéiere muss. An dat maachen ech awer hei gären, well d'Stad Lëtzebuerg scho méi laang op de Wee gaangen ass, fir konsequent all d'Sëtzungen a Gebäerdesprooch ze iwwersetzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An ech mengen, datt dat eppes ass, wat och eis Chamber sech seriö misst iwwerleeën, amplaz dat just een- oder zweemol d'Joer ze maachen. Et ginn och aner wichteg Debatten, déi et verdéngt hätten, datt déi doten Iwwersetzungsform genotzt gëtt, gradesou wéi ech och mengen, datt et wichteg wier, datt dës Debatten hei an der Chamber äänlech wéi am Stater Gemengerot och missten op Franséisch iwwersat ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Ech hunn elo keen Deputéierte méi ageschriwwen. Dann hunn ech d'Éier an de Pleséier, fir der Madamm Familljeminister Corinne Cahen d'Wuert ze gi fir hir Prise de position. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Madamm Presidentin. Haut ass e groussen Dag fir déi Gehéierlos zu Lëtzebuerg, well endlech d'Gebäerdesprooch op Däitsch unerkannt gëtt.

(Mme Corinne Cahen traduit simultanément en langue des signes.)

Dat war ee klengen Aperçu, wéi dat kéint ausgesinn. Mä si kënnen dat natierlech alleguerte vill, vill besser.

Wa mer haut hoffentlech gläich déi däitsch Gebäerdesprooch unerkennen, dann ass dat e weidere Schrëtt a Saachen Inklusioun. An ech mengen, dass mer haut kee Grond hunn, ons ze bretzen, och wann ech mech terribel freeën, dass et haut endlech de Fall ass, dass et souwäit ass. Mä mir sinn awer, esou wéi d'Madamm Lorsché grad gesot huet, bal déi Lescht, déi eng Gebäerdesprooch unerkennen.

An et ass hei gesot ginn oder gefrot ginn: Firwat déi däitsch Gebäerdesprooch? Mir hunn decidéiert, dass mer emol mat enger ufänken. Et ass déi, déi am meeschte gebraucht gëtt hei am Land. A wann ee weess, dass déi franséisch Gebäerdesprooch an déi wallounesch Gebäerdesprooch zum Beispill zwou komplett verschidde Sprooche sinn, da misst een emol fir d'Éischt eng Diskussioun doriwwer féieren, ob een dann, wann een e Schrëtt weidergeet, déi franséisch oder déi wallounesch Gebäerdesprooch géif unerkennen.

Et ginn op der Welt iwwer 200 Gebäerdesproochen. Eng Gebäerdesprooch, dat ass eng Sprooch, wéi mir alleguer och d'Sprooche kennen, mat engem Vocabulaire, mat enger eegener Syntax, mat enger eegener Grammatik. An do ass et zum Beispill och esou, dass déi franséisch Gebäerdesprooch ganz enk där franséischer (veuillez lire: amerikanescher) Gebäerdesprooch gläicht, woubäi déi englesch an déi amerikanesch Gebäerdesprooch sech net gläichen. D'Englänner an d'Amerikaner, déi gehéierlos sinn, déi versti sech net forcement.

Et ass ee groussen Dag haut a Saachen Inklusioun, well mer e Stéck méi Chancëgläichheet bidde fir Leit, déi héiergeschiedegt sinn oder gehéierlos sinn. An haut ass den Dag, wou si dann och offiziell als Sproochegrupp unerkannt ginn. An dat ass fir si ganz, ganz wichteg.

Wann ech soen, dass et eng Sprooch ass, eng ganz Sprooch mat engem eegene Vocabulaire, mat enger Grammatik, mat enger Syntax, da brauch ech lech jo net ze soen, dass een doranner och ka studéiere goen, an dass dat wichteg ass fir d'Kommunikatioun a fir d'Informatioun. A well e puermol dovunner geschwat ginn ass, wëll ech awer soen, dass d'„Leichte Sprache" näisch mat der Gebäerdesprooch ze dinn huet, well d'„Leichte Sprache" éischter fir déi Leit geduecht ass, déi vläicht eng intellektuell Beanträchtegung hunn, woubäi d'Gebäerdesprooch eng ganz Sprooch ass, fir dass Leit, déi net héieren oder net gutt héieren, eben hir eege Sprooch hunn a sech dann och ganz kënne matdeelen.

Mir brauche méi Gebäerdesproochdolmetscher, dat ass gesot ginn. Mir hunn der am Moment zwee. Mir wësse vun zwee Stéck, déi nach ënnerwee sinn. Mä mir hoffen natierlech och, dass doduerch, dass mer dat Gesetz hei elo haut stëmmen, nach Leit sech vläicht entdecken, fir dat studéieren ze goen. Duerfir hu mer och eng laang Zäit vun zwee Joer an d'Gesetz geschriwwen, fir dass nach deen een oder aneren, deen ënnerwee ass an d'nächst Joer fäerdeg gëtt oder vläicht ufänkt, elo d'Gebäerdesprooch ze studéieren, Dolmetscher ze studéieren, dann och bis dohinner fäerdeg gëtt.

Wéi gesot, et ass eng vollwäerteg Sprooch, déi et ons erméiglecht, eben a Saachen Inklusioun weiderzekommen. Do komme mer natierlech e Stéck méi no un dat, wat d'UNO-Behënnerterechtskonventioun vun eis verlaangt.

Mä, Madamm Presidentin, ech sinn elo, fir heihinnerzekommen, hannert d'Riednerpult, en Träpplek eropgaangen. Leider ass d'Chamber net „designed for all". An ech géif gären hei vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, dass mer alleguer muer kéinten am Rollstull sëtzen. Ech géif gäre vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze bemierken, dass mer alleguerte muer duerch iergendeppes, wat geschitt, eng Beanträchtegung kënnen hunn. An duerfir géif ech gären hei op dëser Plaz och en Appell maachen un d'Chamber, fir d'Chamber „designed for all" ze maachen.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Lues, lues, lues.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dir hutt, Här Kartheiser, vun de Leit geschwat,…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madamm Minister, wann Der erlaabt, am Büro vun der Chamber sinn Diskussiounen doriwwer geféiert ginn. Mir waren extra an Däitschland op Mainz Modeller kucke vu Pupitren, déi erop- an erofginn a flaach sinn. A wann déi Aarbechten elo gemaach ginn, da moderniséiere mer, da kréie mer dat och an de Grëff.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ma ech freeë mech extrem, fir dat ze héieren. Well ech mengen, dass d'Chamber, d'Parlament soll eng oppe Plaz si fir d'Bierger alleguerten. An duerfir mussen och alleguerten d'Bierger kënnen Accès zu der Chamber hunn an et muss och jiddweree kënne gewielt ginn. An duerfir mengen ech, ass et wichteg, dass och jiddwereen Accès zu den Dokumenter, zu all deene Kommunikatiounen, déi hei gemaach ginn, huet.

An ech sinn och frou, ze héieren, dass Der Pulter kucke waart, déi een dann erop an erof ka maachen, fir wann een am Rollstull sëtzt. An effektiv, wann ech de Claude Haagen kucken, mir hunn 42 cm Ënnerscheed fir dat nämlecht Pult, et ass entweder fir deen een ze héich oder fir deen aneren ze niddreg. Duerfir sinn ech frou, ze héieren, dass dat och elo adaptéiert gëtt.

(Brouhaha et hilarité)

Mä Blague à part, vläicht fir nach op e puer Froen awer ze äntwerten. Wéi gesot, technesch Moossnamen, dass mer déi musse virgesinn: Mir hunn elo e Gesetz deposéiert iwwert d'Accessibilitéit. Bei „designed for all", do denkt een dacks un de Rollstull, mä „designed for all", d'Accessibilitéit ass net nëmme fir de Rollstull. Et ass och fir Leit, déi am Rollstull sinn, mä et ass och zum Beispill fir Leit, déi gehéierlos sinn. Wann déi an en Appartement plënneren, wou schonn d'Kabele leien an et brauch ee just nach d'Luuchten ze installéiere fir d'Schell, dann ass dat keng grouss Embauaarbecht. Woubäi, wann déi Kabelen net vu virera virgesi sinn, da muss ee Schlitzer an d'Mauere maachen, dann ass dat eng ganz grouss Embauaarbecht.

Mir hunn en anert Gesetz, wat ënnerwee ass, den Assistant à l'inclusion dans l'emploi, justement fir et och ze erméiglechen, wann ee beanträchtegte Mënsch op eng nei Aarbechtsplaz kënnt, dass do dann och en Assistent den Aarbechtskolleegen, dem Patron och seet, wat op se duerkënnt, wéi se mat där Persoun kënne kommunikéieren, ëmgoen a wat hir speziell Besoine sinn. Dat si Gesetzer, déi am Moment ënnerwee sinn.

Et wäert esou sinn, dass verschidde Schoule sech natierlech wäerten heirop spezialiséieren. Do soll dann an all Regioun zum Beispill eng Schoul kommen, fir dann déi Kanner do ze regruppéieren.

Ech géif gären zum Schluss awer nach dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Och all de Riedner vun haut villmools Merci. An e ganz besonnesche Merci géif ech awer och gären dem Sandy Zoller an dem Marie-France Nennig soen an hirem ganze Service vun dem Handicapsberäich am Familljeministère. Ech mengen, dass si formidabel Ambassadeure si fir déi behënnert Leit hei zu Lëtzebuerg. An duerfir wollt ech hinnen nach e ganz spezielle Merci soen.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Minister, wann Der erlaabt, kritt Der elo nach eng Präzisioun, och fir d'ganz Regierung. Also net nëmme kënnt e Pult, wat erop- an erofgeet an alles beinhalt, mä mir maachen dee ganze Sall och esou, dass d'Distanzen tëschent de Bänke vergréissert ginn, dass och all Rollstull hei kann erakommen an op all Plaze kann hei duerchkommen. Also mir maachen alles fir Personnes à besoins spécifiques a fir dass all Kaliberen hei op der Tribün sech och zu hirem Wuel kënnen ausdrécken.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech soen lech villmools Merci. Ech fannen, dat ass déi beschten Nouvelle, déi ech haut konnt kréien. An ech hoffen natierlech, dass dëst Gesetz eng grouss Zoustëmmung heibanne wäert kréien.

Villmools Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sout, Merci. Den Här President kënnt elo an hien iwwerhëlt dann elo de Vott.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Merci.

Voilà, mer si prett, fir iwwert de Projet de loi 7142 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7142 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo. Unanimitéit. Domat ass de Projet de loi 7142 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens fir den zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi…

(Concertation interne)

Ah jo! Ech mengen, den Här Kartheiser hat explizéiert, wat mat senger Resolutioun soll geschéien. Mir brauchen do net nach eng Kéier drop zréckzekommen. Si gëtt jo haut net ofgestëmmt. Si geet an d'Conférence des Présidents, wann ech dat richteg verstanen hunn.

Villmools Merci.

An da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7151 iwwert d'Passagéierdaten. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

6. 7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État

Rapport de la Commission de la Force publique

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir hutt et gesot: Beim Projet de loi 7151 geet et drëms, déi europäesch Direktiv iwwert d'PNR-Donnéeën - „Passenger Name Records", dofir PNR - an nationaalt Recht ëmzesetzen.

Dës europäesch Direktiv, an domat och dëse Projet de loi, steet a ganz enkem Zesummenhang mat deenen neien europäeschen Dateschutzregelen. An dofir kann dëse Projet de loi och eréischt, dës Woch zesumme mat deenen zwee Projeten zum Dateschutz, haut diskutéiert ginn an en Donneschdeg da mat deenen zwee anere Projete gestëmmt ginn.

Ëm wéi eng Donnéeë geet et hei eigentlech? Ma d'„Passenger Name Records", dat sinn alleguerten déi Donnéeën, déi e Passagéier bei engem Fluch an där enger oder an där anerer Form ugëtt: vu sengem Numm an och senge Coordonnéeën iwwert den Datum vun der Reservatioun vu sengem Billjee a sengem kompletten Itineraire, bis hin zu der Informatioun, wivill Walissen e fir dee Fluch agecheckt huet.

Déi komplett Lëscht vun all den Donnéeën ass an der Annex 1 vum Projet de loi ze fannen. Et sinn alles Donnéeën, déi d'Fluchgesellschaften hunn. An et geet dorëms, dass dës Donnéeën och sollen deenen Unitéite vun eisem Stat zur Verfügung gestallt ginn, déi fir d'Bekämpfung vum Terrorismus an der organiséierter Kriminalitéit zoustänneg sinn, an dass dës Donnéeën dann och ënner gewëssene Konditiounen anere State kënnen iwwermëttelt ginn.

De Grond dofir ass, dass dës Donnéeën dobäi hëllefe kënnen, den Terrorismus an och d'organiséiert Kriminalitéit besser ze analyséieren an natierlech och ze bekämpfen, vu dass dës ganz oft duerch vill verschidde Länner reesen, fir eben herno hiert definitiivt Zil ze verschleieren.

D'PNR-Donnéeë kënnen dobäi op verschidden Aart a Weisen hëllefräich sinn. Si kënnen dozou déngen, wa PNR-Donnéeë mat nationalen an och internationalen Datebanken ofgeglach ginn, eng scho gesichte Persoun ze identifizéieren an dann och natierlech direkt festzehuelen. Si kënnen och nodréiglech dobäi hëllefen, Bewegungsprofiller vun Terroristen oder vu Kriminellen an der organiséierter Kriminalitéit ze erstellen, an esou zum Beispill als Beweiser fir Enquêten herno déngen.

A schlussendlech kënnen dës Bewegungsprofiller natierlech och an der proaktiver Aarbecht vun de Sécherheetsorganer verwent ginn, well hir Analys et erméiglecht, d'Weeër vun de Kriminelle besser nozevollzéien, eventuell och Musteren ze erkennen an Evaluatiounskritäre fir Risike kënnen ze erstellen.

Firwat steet dëse Projet de loi awer elo an esou engem ganz enken Zesummenhang mat de Projeten iwwert den Dateschutz, wéi ech aganks sot? Ech hunn lech elo grad erklärt, wéi eng Zort Donnéeë gesammelt solle ginn an zu wéi engen Zwecker virun allem dëst soll geschéien. Iwwer all eenzelne Bierger also sinn dat natierlech extrem präzis Angaben, déi een iwwer sech selwer mécht an déi un d'State weidergi ginn. An do ass et also evident, dass dës Donnéeën och engem staarken Dateschutz ënnerleie mussen, fir eben esou kënnen Abusen ze verhënneren. Wann ee sech den europäesche Werdegang vun der PNR-Direktiv an dem europäeschen Dateschutzpaquet ukuckt, da spigelt deen och ganz gutt dat Spannungsverhältnis tëschent Dateschutz an awer och de Sécherheetsfroen erëm.

Déi éischt Propositioun, fir e legale Kader um europäesche Plang fir d'Notzen an d'Austausche vun de PNR-Donnéeën ze schafen, staamt näämlech aus dem Joer 2007. Si gouf awer schlussendlech ni adoptéiert. An nodeems 2009 mam Lissabonner Vertrag nei Regelen a Kraaft getruede sinn an d'Europaparlament an dësem Dossier Kolegislateur vum Conseil gouf, huet en neien Text missen ausgeschafft ginn.

Den 2. Februar 2011 schlussendlech huet d'Europäesch Kommissioun eng Direktiv proposéiert. Mä dës gouf duerch e Vott vun der Justizkommissioun am Europaparlament, déi ze vill Problemer um Niveau vum Dateschutz gesinn huet, am Joer 2013 blockéiert an duerno ass ee jorelaang op dësem Dossier guer net méi virukomm.

Den Drock, deen ass eigentlech eréischt duerch d'Terrorattacken zu Paräis am Joer 2015 nees

gewuess, an den Europäesche Rot huet et zu enger Prioritéit erkläert, fir eng europäesch Regelung ze fannen, déi et erlaabt, dës Donnéeën an der Terrorbekämpfung effikass notzen ze kënnen, awer gläichzäiteg och den Dateschutz ze respektéieren an och déi individuell Fräiheete vun de Bierger kënnen ze garantéieren. D'Europaparlament huet sech dofir och bereet erkläert, den Dossier ze deblockéieren, awer just ënnert der Konditioun, dass de Conseil sengersäits den europäeschen Dateschutzpaquet deblockéiert, an deem d'Länner sech net eens gi sinn.

An esou konnten da schlussendlech all dës Projete méi schnell virukommen an eben och gemeinsam verhandelt ginn.

Als Lëtzebuerg hate mer d'Presidence an der zweeter Halschent vum Joer 2015, an do hate mer eis als Prioritéit gesat, zu engem politeschen Accord op dësem Projet ze kommen, wat eis dunn och gelongen ass. De Kompromësstext gouf schlussendlech vum Conseil nach am Dezember 2015 a vum Europaparlament am Abrëll 2016 guttgeheescht, zesumme mat den Texter iwwert den Dateschutz.

Wat waren elo d'Haaptdiskussiounspunkten, a wéi huet Lëtzebuerg decidéiert, sech bei deenen eenzelne Punkte bei der Ëmsetzung ze positionéieren?

Déi wichtegst Punkte waren dës dräi: d'Flicht innerhalb vun der Europäescher Unioun, d'Uwennung bei aneren ekonomesche Gesellschafte wéi Transportgesellschaften, an d'Dauer, wéi laang PNR-Donnéeën ënner enger aktiver Form stockéiert däerfe ginn.

Bei de Flich innerhalb vun der Europäescher Unioun huet sech laang Zäit d'Fro gestallt, ob bei deenen iwwerhaapt solle PNR-Donnéeë gesammelt ginn, oder just bei Flich, déi an Drëttstate fléie respektiv aus Drëttstate géife kommen.

D'Logik vun der Iwwerwaachung vun de Mouvementer vun Terroristen oder vun der organiséierter Kriminalitéit, déi oft och innerhalb vun der EU ënnerwee sinn, bedéngt et awer éischter, dass een och Donnéeë vu Flich innerhalb vun der EU sammelt an déi och virugëtt.

De Krompromëss, deen an der Direktiv fonnt gouf, war dofir deen, dass all Memberstat géif selwer decidéieren, op wéi engen EU-interne Flich Donnéeë géife gesammelt ginn oder och net. Am Conseil hu sech d'Ministeren awer an enger gemeinsamer Erklärung drop gëeenegt, dass all Memberstat och d'Intra-EU-Flich géif abezéien. Dofir gesäit de Projet de loi dat dann natierlech och fir Lëtzebuerg esou vir.

Eng zweet Diskussioun huet sech ëm de Punkt gedréint, ob ee just d'Transportgesellschaften oder och aner ekonomesch Akteuren, wéi zum Beispill d'Reesagencen, géif obligéieren, PNR-Donnéeën ze sammelen a virunzeginn. Och hei gesäit d'Direktiv vir, dass d'Memberstate selwer decidéiere sollen, wéi se dat an nationaalt Recht ëmsetzen.

Bei Reesagencen et cetera ass d'Sammele vun den Donnéeën allerdéngs e bësse méi komplizéiert, well et do haut keng gemeinsam Standarden oder uniform Regele gëtt, wéi eng Donnéeën do gesammelt ginn an och ënner wéi enger Form. Zudeem gesäit d'Direktiv och vir, dass d'Europäesch Kommissioun an zwee Joer eng Evaluatioun vun allen Elementer vun der Direktiv mécht, an dorënner och vun deem heiten.

Mir hunn dofir am Kader vun dësem Projet de loi decidéiert, op dës Evaluatioun ze waarden an an enger éischter Phas d'Sammele vun de PNR-Donnéeë just op d'Fluchagencen ze beschränken.

Beim drëtte Punkt ass et dorëms gaangen, wéi laang PNR-Donnéeën als aktiv Donnéeë stockéiert däerfe ginn a wéi laang och insgesamt. Soulaang d'Donnéeën aktiv sinn, si se fir de Beamten, deen zum Zougang berechtegt ass, komplett zougänglech a kënnen direkt dozou déngen, eng Persoun ze identifizéieren. Wa se duerno da maskéiert sinn, si se a priori just nach als agreéiert Date fir allgemeng Analysen notzbar an däerfen och just nach ënner ganz strenge Konditiounen nees aktivéiert ginn.

D'Europäesch Kommissioun an och d'Europaparlament hunn hei urspréinglech fir eng aktiv Phas vun 30 Deeg plädéiert. Mä d'Praxis weist awer, dass dëst net duergeet fir eng effikass Iwwerwaachung a Bekämpfung vum Terrorismus an der organiséierter Kriminalitéit. Dëst ganz einfach, well si Aktivitéiten dacks iwwer méi laang Zäitperiode plangen an och doriwwer eraus Bewegunge stattfannen.

Opgrond dovu gouf sech schlussendlech op eng aktiv Period vu sechs Méint gëeenegt, vun enger Period vun insgesamt fënnef Joer. De Rescht vun der Zäit sinn d'Donnéeën dann, wéi gesot, nach maskéiert accessibel.

E wichtege Punkt, deen ech dann och awer elo nach wëll ervirsträichen: Wie genau kritt dann hei zu Lëtzebuerg schlussendlech Accès op déi PNR-Donnéeën?

Den europäesche System, esou wéi e schlussendlech vun der Direktiv virgesinn ass, baut dorop op, dass an all Memberstat eng zentral national Stell geschafe gëtt, déi d'PNR-Donnéeë kritt, traitéiert an, wann d'Konditiounen erfëllt sinn, och weidergëtt.

Dës Zentralstell ass d'Unité d'information passagers, ofgekierzt UIP. Hei zu Lëtzebuerg gëtt d'UIP bei der Police grand-ducale ugesidelt. D'UIP kann awer zousätzlech Personal vun der Douane an och vum Service de renseignement kréien, dat dann ënnert der fonctionneller Autoritéit vum Responsabelen awer vun der UIP steet, awer weiderhi Member vu senger „urspréngleche" Verwaltung bleift.

Firwat betounen ech dat? Ma well urspréngleche vun Detachementer rieds war, dës Iddi awer opgrond vun enger Opposition formelle vum Statsrot nees fale gelooss gouf.

E leschte Punkt, dee mer och nach wichteg schéngt hei ze ernimmen, betrëfft de Risiko vum Abus vun enger Rei sensibelen Donnéeën, wéi d'Informatiounen zur Ethnie, politeschen Iddien, Relioun, Gewerkschaftszougehéiregkeet, Gesondheetszoustand oder och der sexueller Orientatioun. Et ass ganz kloer verbueden, dës Donnéeën ze sammelen an ze traitéieren. A wann esou Donnéeën awer géifen traitéiert ginn, da gesäit de Projet de loi och seriö Strofen dofir vir.

PNR-Donnéeë kënnen en hëllefräicht Mëttel sinn, fir Kriminalitéit ze verhënneren an ze bekämpfen, mä se däerfen op kee Fall dozou déngen, d'Bierger ze iwwerwaachen oder och ze kontrolléieren. Dat ass, wéi gesot, dee schwierege Spagat, deen et hei ze maache gëtt oder ze maache war, an, wou eiser Meenung no, awer e gudde Kompromëss fonnt gouf.

Sou wäit nëmmen zu deene wichtegste Punkte vun dësem Gesetzesprojet. Fir alleguerten d'Detailer, déi Iech nach weider kéinten interesséieren, verweisen ech einfach op mäi schréftleche Rapport.

Här President, ech wéilt awer, ier ech zum Schluss kommen, nach schnell op d'Chambersaarbechten am Kader vun dësem Projet de loi agoen, deen den 19. Juni 2017 hei an der Chamber deposéiert gouf. De 27. Februar dëst Joer huet d'Regierung nach eemol Amendementer nogeschoss, soudatt de Statsrot a sengem Avis vum 30. Mäerz direkt op de Projet de loi an och op dës Regierungsamendementer agaangen ass. En huet eng Rei formell Oppositioune gemaach gehat, dëst awer virun allem op méi technesche Froen, well d'Direktiv net korrekt ëmgesat gi war.

D'Regierung huet dunn am Abrëll nach eemol nogebessert a mer hunn de Projet de loi de 4. Mee dunn och an der Kommissioun presentéiert kritt, mat allen Amendementer, déi hu misse gemaach ginn. An där Sitzung gouf ech dann och zur Rapportrice genannt. Den Avis complémentaire vum Statsrot koum schlussendlech de 26. Juni eran a gouf bei eis an der Kommissioun de 6. Juli analyséiert.

Duerno hunn ech mäi schréftleche Rapport verfaasst. Mä mir hunn awer mat der definitiver Approbatioun vun dësem Rapport misse waarden, bis och déi zwee Rapporten iwwert déi zwee Dateschutzprojete quasi prett waren.

Firwat? Ma dëst ganz einfach erëm eng Kéier aus engem technesche Grond, dass eng Rei direkt Referenzen op déi Texter gemaach ginn a sech d'Artikelsnummeren an deene Projeten nach geännert hunn, soudass mer och d'Referenzen an dësem Projet de loi - am PNR-Projet de loi also - nach hu missen upassen.

Nodeems déi Texter awer finaliséiert gi waren, konnt ech dunn och mäi schréftleche Rapport schlussendlech finaliséieren an zum Vott an der Kommissioun stellen. An nodeems ech Iech elo mäi mëndleche Rapport gemaach hunn, wär mäin Deel als Rapportrice zu dësem Projet fäerdeg.

An ech géif dann och direkt dovunner profitéieren, fir den Accord vun de Sozialisten zu dësem Projet de loi ze ginn - a wéi ëmmer Iech Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Éischte Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, ech soen direkt der Madamm Rapportrice Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. D'Leitmotiv vun dësem Projet ass: „Keng Fräiheet ouni Sécherheet a keng Sécherheet ouni Fräiheet." Et geet drëm, „Passenger Name Records" kënnen ze gebrauchen am Kampf géint den Terrorismus an d'Schwéierverbriechen.

Eng vun den Haaptmissioune vum Stat ass, fir d'Sécherheet vu senge Bierger ze suergen, an dat am Respekt vun de Grondfräiheeten an de Rechter vun de Bierger. Mat dësem Text erkläre mir dem Terrorismus de Kampf. Mir stellen eise Modell als Gesellschaft, eis Wäerter net a Fro, mä an de Vierdergrond.

Dësen Text ass virun allem wichteg, fir d'Reesbewegunge vun auslännesche Kämpfer novollzéien ze kënnen. D'EU-Kommissioun huet d'lescht Joer vu bis zu 3.000 Dschihadiste geschwat, déi kéinten zréck an Europa kommen. Dat ass eng reell Menace.

Et ass och en Instrument, wat mir verschiddene vun eise Partnerlänner schonn zougestanen hunn. Ech erënneren un d'Accorde mat Amerika, Kanada an Australien an dësem Beräich. Dës Accorde goufen och vum Europäesche Geriichtshaff gepréift an nogebessert. Dat war zum Beispill de Fall, wat den éischten Accord mat den Amerikaner betrëfft.

A sengem Avis vum 18. September huet d'Bezierksgeriicht eng pertinent Analys gemaach: «(…) le but de la législation projetée n'est pas discutable, la connaissance des données en relation avec les déplacements effectués par la personne, constitue, à l'évidence, un élément très important dans la lutte, tant contre le terrorisme que la criminalité grave. (…) Dans l'ensemble le projet de loi reflète dès lors à suffisance un juste équilibre entre l'utilité et la nécessité indiscutable de la collecte des données et le soucis de protection des données personnelles. (…)»

Dës Konklusioun iwwerdeckt sech mat där vun der CSV. Mir stëmmen dëse Projet de loi, wéi all déi aner, déi mer am Kader vun Terrorismusbekämpfung matgestëmmt hunn.

Mä hei ass erëm ee Projet de loi, wou ee gesäit, datt eis gréng Kolleegen hir Idealer, hir Iwwerzeegungen iwwer Bord geheien, fir weider als Unhängsel vun dëser Regierung kënnen dobäi ze sinn.

(Interruptions)

De 14. Abrëll 2016 huet d'EU-Parlament mat 463 Stëmmen dofir, 174 Stëmmen dogéint a 16 Enthalunge Jo zur PNR-Direktiv gesot. D'EU-Parlament huet mat dësem Vott ënnerstrach, dass d'Länner vun der EU sech d'Mëttelen, fir méi effikass géint den Terrorismus unzekämpfen, musse ginn, dass et dobäi awer och wichteg ass, gutt Dateschutzregelungen ze hunn an eis Grondrechter héichzehalen.

Dobäi gouf vu ville Riedner am EU-Parlament betount, dass dësen Text och virum Hannergrond vum Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff iwwert d'Vorratsdatenspeicherung als proportionéiert an noutwendeg erschéngt.

Net all Fraktiounen am EU-Parlament hunn dësem wichtegen Text hir Zoustëmmung ginn. Déi gréng Fraktioun mam Här Turmes huet dogéint gestëmmt, obwuel de grénge Justizminister sech ëmmer op d'Schëller geklappt huet, datt dëse Kompromiss ënner Lëtzebuerger EU-Presidence erziilt ginn ass. Si hu weiderhi vu Masseniwwerwaachung geschwat. Si hunn dovu geschwat, dass duerch de PNR d'Leit ënner Generalverdacht gestallt géife ginn.

Haut gehéiert dëser Regierung den Här Turmes un. Den Här Turmes, dee virun zwee Joer Nee gesot huet, seet haut also Jo. Esou séier kann een d'Säite wiesselen.

(Interruption)

An och den Här Kox hat wierklech Krämpes an der Kommissioun, den Aarm an d'Luucht ze kréien, wéi d'Madamm Presidentin gefrot huet, wien de Rapport matdréit.

(Brouhaha et hilarité)

Dës gréng Hypokrisie gehéiert dann ab haut zur Geschicht vun dësem Dossier.

Här President, ech wéilt net op de Fong agoen. Ech wéilt awer just eng Fro nach stellen zu der UIP. Déi soll jo aus véier Poliziste bestoen. Ech weisen drop hin, datt déi e 24-op-24-Stonne-Service jo soll assuréieren.

D'Fro un den Här Minister: Kéint een hei net driwwer nodenken, vu d'Rekrutementsproblemer bei der Police, vläicht och vereenzelt, net de Chef zwar vun där Unitéit, mä vereenzelt Memberen am Zivillkader ze rekrutéieren?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. De Schutz vun der Privatsphär, de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën ass e fundamentaalt Recht an och fir meng Partei e besonnescht Uleies. An ech wëll och verweisen op en Donneschdeg, wou mer an dem Kontext vun dem Dateschutz och zwee wichteg Projeten um Ordre du jour hunn.

Op där enger Säit also d'Suerg fir de perséinlechen Dateschutz, op där anerer Säit sti mer awer och ganz kloer, dat wëll ech hei soen, op der Säit vun deenen, déi konsequent an onmëssverständlech géint d'Menace an d'Gefor vum Terrorismus an der grousser Kriminalitéit kämpfen. Well et ass besonnesch den Terrorismus, dee letztendlech eng nach méi grouss Gefor, wann net vläicht déi gréisste Gefor fir de Schutz vun de perséinleche Fräiheeten duerstellt.

Stellt Iech emol vir, wat lass wier, wann en Attentat mat oder an engem Fliger géif geschéien, dee vum Findel gestart wier, a Lëtzebuerg hätt net an esou engem Informatiounssystem matgemaach. Ech mengen, d'Welt wier da wierklech ze kleng.

Einfach nëmmen, fir ze soen, datt mir kënne voll a ganz hannert dësem Projet de loi stoen, well de Projet sech och areit an eng ganz Serie vu Mesuren, déi mer an de leschte Jore geholl hunn, och hei an der Chamber Projet-de-loie gestëmmt hunn, fir iwwert d'Grenzen ewech kënne präventiv géint all Form vun Terrorismus a Kriminalitéit virzegoen.

Bei dësem Projet geet et, Dir hutt et schonn héieren, méi spezifesch ëm d'Sammele vun de Passagéierdate bei de Fluchgesellschaften. Ech ginn elo net op all Detailer an, well d'Rapportrice Claudia Dall'Agnol dat scho gemaach huet. Ech wëll hir och Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll mech just op zwou, dräi Remarke beschränken. Déi éischt Fro, déi diskutéiert ginn ass: Firwat soll ee sech op Daten, spezifesch Date vu Passagéier vu Flich beschränken?

Ech mengen, zum engen huet d'Erfahrung gewisen, dat seet all Spezialist, datt awer potenziell Täter oft de Loftwee wielen, fir sech ze deplacéieren. Mä, dat wësse mer jo och, an der Vergaangenheet hu leider ganz dramatesch Attentater ebe mat Fligere stattfonnt, déi eis Fligeren dann zu Bomme gemaach hunn.

Op där anerer Säit: De Fliger als en Transportmëttel, deen eigentlech ganz gutt iwwerschaubar ass a wou mer och haut schonn eng ganz Rei Kontrollen duerchféieren. Mir wësse jo alleguerten, wa mer de Fliger huelen, gi mer virdru kontrolléiert, duerno kontrolléiert. An et ass och esou, datt och haut scho wéinst anere Verflichtunge Fluchgesellschafte d'Donnéeë vun de Passagéier musse mellen, och enregistréieren. Am Beräich vun der Fluchsécherheet muss dat alles gemaach ginn. Dat heescht, hei huet een also an der Praxis schonn eng ganz Rei technesch Infrastrukturen, géif ech emol soen, awer och e System a Mechanismen, wou dat also gemaach gëtt, op déi een da kann zréckgräifen.

D'Fro war opkomm, ob een dat dann net och kéint maache bei de Passagéier bei Zich oder bei Bussen. Bon, ech mengen, do huet ee ganz einfach nach net déi Systemer, déi technesch Moyenen en place, fir dat ze maachen. Wann een haut de Bus hëlt, weist een net seng Carte d'identité. Et ass och guer net um Billjee oft markéiert, wéi en heescht. Ech mengen, datselwecht ass bei ganz ville Regionalzich op alle Fall och de Fall.

En zweete Punkt, deen och méi intensiv diskutéiert gi war, dat war dee vun der Dauer, wéi laang déi Donnéeën dann zréckbehale ginn, ier se, géif ech emol soen, dann duerno fënnef Joer iergendwou neutraliséiert stockéiert ginn. Et war rieds vun 30 Deeg, elo ass et 60 Deeg. Dat huet och eng praktesch Erklärung. Dat ass näämlech, well oft 30 Deeg net duerginn, fir zum Beispill verschidden Enquêten ofzeschléissen. An och där Dispositioun hei kënne mir op alle Fall zoustëmmen, fir datt do dann och déi néideg Zäit ka garantéiert ginn.

An der Praxis ginn dann déi Donnéeë vun de Fluchgesellschaften un eng Unité centrale nationale, déi sougenannt UIP, geschéckt, wou dann d'Police, d'Douane an de SRE drop schaffen, och kënnen drop zréckgräifen. Och den Echange mat aneren europäeschen Autoritéite kann organiséiert ginn. D'Autorité de tutelle, soen ech emol, ass bei der Police ugesidelt ginn, well d'Police sech drëm këmmert. Och do war, mengen ech, eng Kéier d'Fro opkomm, ob et do net besser gewiescht wier, datt e Riichter respektiv d'Justiz do d'Tutelle iwwert déi UIP sollt kréien.

Fir mech ass et awer de Choix vun enger zoustänneger Verwaltung hei ganz kohärent, well et jo hei ëm d'Sammele vun Date geet, déi

nach keng Matière pénale sinn. Do wäerte mer jo den Donneschdeg e separat Gesetz stëmmen, fir déi Donnéeën, déi en matière pénale sinn, datt do e spezifescht Kontrollorgan geschaaft gëtt, wou jo dann och eng ganz Rei Riichter an deem Kontrollorgan drasëtzen.

Ech wëll einfach rappeléieren, och scho bal insistéieren, datt mer hei am Kader vun den normale Regele vun dem klasseschen Dateschutz stinn, wou et ganz héich Standarde ginn, wat d'Kollekt an den Traitement ubelaangt.

Mir hate schonn 1995 eng Direktiv. Mir hunn d'Gesetz vun 2002. An dat gëtt heiansdo vergiess an der Diskussioun, datt do awer scho ganz héich Standarde sinn. An elo den Donneschdeg wäerte mer dann nach eng Kéier zwee Gesetzer stëmmen, wou déi Standarden, och nei europäesch Standarden iwwerholl ginn... Bon, net iwwerholl ginn, mä och nach a verschiddene Gesetzer bei eis präziséiert ginn, datt do wierklech all d'Garantië sinn, datt do kloer definéiert gëtt, wat fir Donnéeën dierfe gesammelt ginn, ob se iwwerhaapt dierfe gesammelt ginn, wéi se traitéiert musse ginn, wat fir Mesurë musse geholl ginn, fir datt net en Onberechtegte se dierf consultéieren an esou weider.

Voilà! Ech mengen, do wäerte mer dann den Donneschdeg nach eng Kéier drop zréck ze sprieche kommen. Mä einfach nëmme fir ze soen, datt awer hei all Garantië gi sinn, datt kee Schmu mat deenen Date ka gemaach ginn.

Vläicht och eng Remark: Dir hutt vläicht gesinn, datt mer dësen Text elo haut diskutéieren, awer eréischt den Donneschdeg wäerten ofstëmmen. Dat huet och seng Ursaach, well effektiv hei an dësem Projet de loi verschidde Verweiser op déi Texter gemaach ginn, déi mer eben den Donneschdeg hei diskutéieren a wahrscheinlech och wäerten ofstëmmen. An et wier awer vläicht e bësse komesch gewiescht, wa mer haut elo de Vott zu dësem Projet geholl hätten, wéi gesot, mat Verweiser op Projeten, déi mer eréischt en Donneschdeg ofstëmmen. An ech mengen, vun der Form hier ass et awer méi propper a méi kloer, wa mer deen heite Projet dann och an der Suite vun deenen aneren zwee Projete wäerte votéieren. Wann déi also dann ofgestëmmt sinn, dann ass et och kee Problem, fir dat heiten ofzestëmmen, well dann och d'Renvoien effizient - wéi soll ech soen? -, reell sinn.

Dat gesot, géif ech awer och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen, deen och e wichtege Steen ass am Kampf géint den internationalen Terrorismus.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. An ech wëll direkt am Ufank och schonn den Accord vun der grénger Fraktioun gi fir dëse Gesetzestext, obschonn ech mech perséinlech selbstverständlech net wuelfillen, well fir mech fundamental Grondrechter ëmmer nach am Vierdergrond sti fir eis alleguerten heibannen. An dofir ass et wichteg, dass mer eis domadder seriö ausenanersetzen.

Ech weess awer och, an dat ass menger Fraktioun och ganz bewosst, dass mer an enger neier Welt ukomm sinn, déi an deene leschte Joren awer Turbulenzen hanner sech hat. An dat, wat dëst Gesetz, u sech d'Spigelbild vun där Evolutioun, och ausdréckt, ass dee Kompromiss, dee fonnt ginn ass.

Ech wëll och do eisem Justizminister nach eng Kéier nodréiglech gratuléieren, dass e wärend deene Verhandlungen, wat sécherlech net ganz einfach war, zesummen awer och mat aneren, den…

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Selbstverständlech, Här Policeminister. Et geet jo hei am Team. An ech denken, dass et hei grad ëm Teamaarbecht geet, well et sensibel Donnéeë sinn. An dofir sinn ech frou, dass Der deemools dee Kompromiss fonnt hutt, fir d'Grondrechter, wat d'perséinlech Donnéeën ubelaangt, wéi deen Abus kéint och gemaach ginn (veuillez lire: och virun Abusen ze protegéieren), ma mir wëssen, dass do ganz vill Äbuse scho gedriwwe gi sinn, an op där anerer Säit déi berechtegt Sécherheetspunkten, déi do sinn. Well mir wëssen, dass an der Vergaangenheet bei verschiddenen Attacken, déi mer elo haten, den Austausch vun Donnéeën a ville Beräicher gehickt huet a verschidde Präventioune besser hätte kënnen ëmgesat ginn.

Dofir, dëst Gesetz ass wichteg. Dëst Gesetz ass e Kompromiss tëschent verschiddenen Usiichten. A fir mech bleift de wichtegsten Aspekt nach ëmmer eis Grondrechter. An dofir solle mer ëmmer nach grouss astoen. An ech gi selbstverständlech den Accord. Wéi gesot, et ass scho gesot ginn: Den nächsten Donneschdeg wäerte mer dëst Gesetz da stëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da kritt den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem häerzleche Merci un d'Madamm Dall'Agnol fir dee Rapport, dee se eis gemaach huet. Et läit net un hir, well si huet sech immens vill Méi ginn, dat gutt ze erklären, mä trotzdeem muss ech awer zouginn, datt ech dëst Gesetz hei net verstinn. An ech erklären Iech, firwat ech et net verstinn.

Et ass u sech geduecht, fir eng effikass Moossnam ze si géint den internationalen Terrorismus. Esou wäit ass et an der Rei. An dofir énnerstëtzt d'ADR och dëst Gesetz. An ech erklären Iech awer, firwat mer et énnerstëtzen, andeem mer eis enthalen an net derfir stëmmen. Dat huet mat deem ze dinn, wat ech Iech elo developpéieren.

(Interruption)

Jo, da lauschtert gutt no! Dat eent ass: Am europäesche Parlament ass dat hei emol ganz laang leie bliwwen. An et ass eréischt deblockéiert ginn no den Attentater vu Paräis. Dat ass eppes Eischtes, wat eis muss als Politiker interpelléieren.

Firwat gëtt e Gesetz, wat esou zentral a wichteg ass, fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren, eréischt deblockéiert, nodeem et zu esou engem trageschen Incident komm ass?

Ech mengen, d'Verantwortung vum Politiker ass et, am Viraus ze denken, eng Gefor am Viraus ze erkennen an dann dat ze maachen, wat néideg ass. Hei ass et elo äänlech an deem Sënn, datt de Parquet général a vill anerer och soen, mir hätte sollen och aner Opérateurs économiques an net nëmmen d'Fluchgesellschaften an dëst Gesetz mat abezéien, notamment d'Agences de voyage, well den Terrorist oder deen, deen e schwéiere kriminellen Akt wëllt maachen, jo net ëmmer mam Fliger reest. E ka jo och aner Moyens de transport benotzen. Ech mengen, dat ass eng éischt justifiéiert Observatioun. Amplaz Etüden ze maachen, amplaz hei och erëm attentistesch ze si mat engem Risiko, deen een dann op sech hëlt, hätt ee sollen direkt och anerer do matabezéien.

Eng zweet Bemierkung ass, dat geet op de Fong, datt dat Gesetz sech hei destinéiert, esou steet et am Rapport, d'Finalitéit vun dësem Gesetz wär et, fir dann eng „radicalisation violente" ze erkennen an Aktivitéiten, déi fundamental Interesse vun de Memberstaten oder vun der Europäescher Unioun kënne menacéieren.

Et geet also u sech drëm, Persounen ze identifizéieren, déi eng radikal Opfaassung hunn an engem Mooss, datt se kënnen zu enger Gefor ginn. Mä mir si jo net weltfriem, mir liewen net op engem anere Planéit. A mir wëssen, wou déi Geforen hierkommen. Dat sinn, déi Attentater an deene leschte Joren hunn eis dat jo gewisen, normalerweis ganz radikal politesch Usiichten oder ganz radikal reliéis Usiichten oder déi zwou, et ass dat, wat normalerweis zu enger „radicalisation violente" an zu Attentater féiert.

An dësem Gesetz awer gëtt eng Acrobatie vu politescher Korrektheet gemaacht. Dat, wat eis et géif erlaben, eng Radikalisatioun wierklech ze identifizéieren, däerf net erfaasst ginn. Am Gesetz steet et. D'Opinion politique, d'Relioun, d'Conviction philosophique, wat jo awer Sammelbegréffer sinn, wou och déi radikal Phenomena kënnen drënnerfalen, däerfen emol net erfaasst ginn. A sollte se awer matgedeelt ginn, da musse se zerstéiert ginn an däerfen net benotzt ginn. Dat heescht, och wann de Stat, déi UIP, eis Sécherheetsinstanze géife Kenntnis kréie vun enger eventueller Gefor, dann däerfte si se emol net benotzen. Dat ass absurd. An et ass och mat der Sécherheet vun eise Länner, vun eise Leit gespillt.

Dann ass et och komesch, datt déi Analys opgrond vun deenen Donnéeën, déi der UIP zougestallt ginn, där Policeunitéit, déi déi Donnéeën dann analyséiere soll, déi hir zougestallt ginn, muss virun der Landung gemaach ginn. Well d'Iddi ass, d'Services compétents sollen dat kucken, fir ze prevenéieren, well déi Persounen, déi ënnerwee sinn, jo implizéiert kéinte sinn an enger „infraction terroriste ou une forme grave de criminalité". An dofir soll déi Evaluatioun gemaach ginn, esou steet et am Artikel 10, „avant leur arrivée" um Territoire.

Dat heescht, déi Analys ass gemaach. Et ass vläicht eppes erkannt, wat eng Gefor ass. An awer steet dann am selwechte Gesetz: Dat mécht awer näischt, och déi, déi als Geforequell identifizéiert sinn, däerfen awer eran. Well den Artikel 10 seet: D'Konsequenze vun der Evaluatioun «ne compromettent pas le droit d'entrée des personnes jouissant du droit de l'Union européenne à la libre circulation.»

Dat heescht, mir hunn e Gesetz, wat engersäits d'Operateuren net all matabezitt, obschonn dat liicht méiglech wär, wat zweetens déi Haaptidentifizéierungsmoossname vun enger Gefor, d'Kritäre vu vireran ausschléisst a souguer ënner Strof stellt, se ze benotzen, an drëttens keng Konsequenzen u sech immediatement virgesäit, wann een als Gefor identifizéiert ass op engem Fluch Richtung Lëtzebuerg oder an en anert Land. An awer stellt dat seng Bewegungsfräiheet net a Fro, obschonn en an dem Verdacht ka stoen, eng terroristesch oder kriminell Dot ze maachen.

Dat ass an eisen Ae mat der Sécherheet vun eise Leit gespillt. An dofir enthale mir eis bei dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, mat dësem Gesetz soll eng europäesch Direktiv ëmgesat ginn, déi an der Vergaangenheet fir ganz vill Diskussioune gesuergt huet, de „Passenger Name Record", hefteg Diskussioune souwuel um Niveau vum europäesche Parlament wéi och an deenen nationale Parlamenter, an deene se bis elo ëmgesat gouf. Duerfir ass et schonns erstaunlech, mat wéi enger grousser Eintracht all d'Fraktiounen hei am Haus dësem Projet hir Zoustëmmung gi respektiv sech enthalen, well hinnen de Projet souguer net wäit genuch geet.

Et geet näämlech ëm déi systematesch Opzeechnung an Transmissioun vun alle Fligerpassagéierdaten un eng nei geschafen Unitéit, déi bei der Police ugesidelt ass an an där och d'Douane an de Geheimdéngscht vertruede sinn. Et geet dobäi ëm 19 Typpe vun Donnéeën, déi fënnef Joer laang gespäichert ginn, dovunner déi éischt sechs Méint net anonymiséiert. Dës Donnéeë kënnen op Demande hin ënner bestëmmte Konditiounen un ausländnesch Déngschter weidergereecht ginn. Mä virun allem geet et am Artikel 10 vun dësem Gesetz drëm, eng Evaluatioun vun all Passagéier ze maachen opgrond vun Donnéeën aus anere Fichieren an opgrond vun net weider definéierte Kritären, also engem Raster, fir déi Leit ze identifizéieren, déi méi eng genee Analys bräichten.

Heimadder gëtt also agefouert, datt verdachtsonofhängeg eng Ribambelle vu perséinlechen Date vun all Passagéier vun de Forces de l'ordre iwwerpréift a gespäichert ginn. An anere Wierder: Heimadder féiere mer eng Zort Rasterfahndung an.

Dëst ass och de Grond, firwat sech esou vill géint dës Direktiv gewiert gouf, virun allem vu Lénken a Gréngen, mä awer och vu Liberalen a Sozialdemokraten. Bref, vun all deenen, déi heirënner en Agréff an d'Perséinlechkeetsrechter gesinn an eng Violatioun vum Dateschutz. An eng Klammer op: Och de lëtzebuergeschen Dateschutz ass alles anescht wéi amused iwwert d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv.

An Däitschland hunn am nationale Parlament souwuel déi Lénk, déi Gréng wéi awer och déi Liberal dergéint gestëmmt mat deeneselwechten Argumenter. An der Belsch waren et d'PS, den Ecolo an de PTB, déi dergéint gestëmmt hunn. An alleguerten hu se an hirer Argumentatioun bei der Emsetzung an nationaalt Recht gesot, datt dës Mesuren disproportionéiert wieren, inutile an ineffikass.

Här President, ech hu keng Zäit, fir op den Historique vun dëser Direktiv anzegoen, dee vun Ufank u ganz kontrovers war, vun den Desiderata vum George W. Bush nom 11. September bis hin zum Avis vum Europäesche Geriichtshaff virun zimlech genee engem Joer, deen de geplangten „Passenger Name Record" tëschent der EU a Kanada als net konform zu Dispositiounen aus den europäeschen Traitéen an den europäesche Grondrechter deklaréiert huet.

Konkret, wann ee sech dat dann elo fir Lëtzebuerg virstellt, heescht dat, datt vun deene knapp 4 Millioune Passagéier, déi all Joer um Findel starten oder landen, 19 verschidde Kategorië vun Donnéeën, déi sech weider erëm énnerënnerdeelen, wärend fënnef Joer gespäichert ginn. Dat sinn da wuel wäit iwwer 50 Milliounen eenzel Daten, déi da mat aneren Donnéeën ofgeglach respektiv vun engem Algorithmus, deen dann „dans le secret des dieux" ass, op opfällegt Verhalen hin iwwerpréift ginn.

Also wann een d'Nol am Heekoup fanne wëllt, also wann een Terroristen oder organiséiert Krimineller an engem Bierg vun Informatioune fanne wëllt, dann hëlleft et net, wann ee weider der Hee op de Koup gehäit. A genee dëst mécht d'Direktiv a genee dëst mécht och dëst Gesetz.

Virun allem stellt sech awer d'Fro, ob et da mat dëse Fluchdonnéeën duergeet - mäi Virriedner ass schonn drop agaangen - oder ob een an därselwechter Logik a mat deeneselwechten Ziler, näämlech der Terrorismusbekämpfung, net nach méi wäit misst goen, zum Beispill d'Date vun Zuchreesen. An a Frankräich an an der Belsch hu se dat och dragesat, inklusiv Schëffsreesen. Dat ass och zu Lëtzebuerg net dran, also d'Passagéier vun der Marie-Astrid si bei eis ausgeklammert.

A wier et dann net an deemselwechten Ordre d'idées nëmme konsequent, wann een da géif all Autosdeplacement enregistréieren? A wa schonn, da schonn all Deplacement vun all Bierger tout court? Jo, zu all eenzelne vun deene weidere Mesurë wieren et an där doter Logik just kleng Schrëtt. An duerfir stëmme mir och géint dësen Text, well e riskéiert, den Ufank ze si vun engem Iwwerwaachungsstat, enger Zort transnationalem Big Brother, deen d'Essenz selwer vun der Citoyennetéit begrueft. A mer bedaueren, datt mer déi eenzeg sinn, déi dat esou gesinn.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Etienne Schneider, den zoustännege Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Ech wëll der Rapportrice an och der Chamber Merci soe fir déi large Zoustëmmung fir deen heite Projet de loi, deen am Kader vun der Lëtzebuerger Presidence no villen, ville Jore Verhandlungen endlech konnt duerchgesat ginn an zu engem gudden Enn bruecht ginn.

Ech mengen, dass dat heiten e ganz wichtegen Outil ass am Kader vun der Bekämpfung vum Terrorismus, speziell eben och an Europa. An ech soen Iech dofir alleguerte Merci fir déi Zoustëmmung vun Äre Säiten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A wéi scho vum Rapporteur ugekënnegt, stëmme mer de Mëtten net iwwert deen heite Projet of. Mir stëmmen den Donneschdeg no deene Projeten iwwert den Dateschutz iwwert deen heite Projet of.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet 7207 iwwert den Austausch vun Zäregasquoten. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Tess Burton.

7. 7207 - Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzestext 7207, iwwert dee mir elo hei ofstëmmen, gouf den 8. November 2017 vum Wirtschaftsminister deposéiert. D'Zil vun dësem Projet ass d'Schafung vun engem Bäihëllefesystem fir Industriebetriber, déi vun héije Stroumkäschte betraff sinn. Et wëllt een hinnen näämlech entgéintkommen, fir déi Haussen, déi duerch d'CO_2-Quoten am Kader vum europäeschen CO_2-Emissiounshandel entstane sinn, zum Deel ze kompenséieren.

Hei zu Lëtzebuerg si virun allem d'Stol-, d'Aluminium- an d'Kofferindustrie betraff. Den Artikel 107 vum Traité iwwert d'Fonctionnement vun der Europäescher Unioun regelt de Grondsaz, dass staatlech Bäihëllefe verbuede sinn, just, wéi den Artikel 108 virgesäit, Bäihëllefen, déi ugemellt an deklaréiert sinn, si kompatibel mat der Kommissioun a kënnen deemno ausgefouert ginn.

D'EU-Direktiv vum 13. Oktober 2003, mat där déi juristesch Grondlag fir den CO_2-Emissiounshandel agefouert gouf, erlaabt et den EU-Memberstaten, finanziell Mesuren ze huelen, fir besonnesch stroumintensiv Industriebetriber ze énnerstëtzen. D'Memberstate kënnen also mat Subventiounen de concernéierte Betriber en Deel vum héije Stroumpräis ausgläichen.

D'Generaldirektioun vum Kompetitivitéitsberäich vun der EU-Kommissioun huet heizou hiren Accord ginn. Dës Mesurë sinn also absolutt konform mat den EU-Regelen.

Här President, et geet drëms, fir déi indirekt CO_2-Käschten ze bezuelen, déi entstinn, wann de Stroum op den Energiebörsen akaaft gëtt. Well dëse Stroum nach ëmmer zum Deel aus fossille Quelle staamt, mussen dës Produzenten dofir CO_2-Quote kafen. D'Käschten dovunner leeë se natierlech op de Stroumpräis drop. Fir dass dat dem Groussverbraucher net zum Verhängnis gëtt, ass säit 2015 an der EU en zäitlech begrenzte staatlechen Ausgläich autoriséiert. Et ass awer och ze bemierken, dass all stroumintensiv lëtzebuergesch Industriebetriber fir hir eegen Aktivitéiten och CO_2-Quote mussen akafen. Dëst geschitt op Auktiounen an dësen Erléis fléisst an d'Statskeess, esou dass den Ausgläich, vun deem hei elo rieds geet, deelweis eng Réckverdeelung ass. Et soll generell verhënnert ginn, dass et zu engem sougenannten „carbon leakage" kënnt, dass Industrien aus der EU an aner Länner ofwanderen, an deenen d'Klimavirschréfte manner streng sinn.

D'Kritären, no deenen d'Memberstaten esou en Hëllefsregimm kënnen adoptéieren, goufen 2012 vun der EU-Kommissioun a verschiddenen Direktive festgeluecht.

Déi Europäesch Kommissioun huet dann och dräi Objektiver am Kader vun dësem Hëllefsregimm festgeluecht: Éischtens geet et drëms, den „carbon leakage" ze reduzéieren; zweetens, um Objektiv vum CO_2-Emissiounshandel, fir déi europäesch Ekonomie ze dekarboniséieren, festzehalen, dëst an engem gudde Verhältnis tëschent Käschten an Effikassitéit; an drëttens, d'Verzerrung vun der Kompetitivitéit um Bannemaart ze limitéieren.

Den EU-Emissiounshandel ass Deel vum ratifizéierte Kyoto-Protokoll. Et ass domadder eng marchésorientéiert Finanzhëllef, déi dorobber ofziilt, d'CO_2-Emissiounen allgemeng ze reduzéieren an déi vun der EU ofgemaachte Kyoto-Ziler ze erreechen.

De Betrag, deen de Lëtzebuerger Stat ausgëtt, geet aus enger spezifescher Formel ervir, déi op d'Referenzproduktioun vun der Anlag oder op de Referenzverbrauch vum Stroum zréckzefeieren ass oder och op d'CO_2-Emissioune vun de Verbrennungsanlagen aus West- a Mëtteleuropa, déi eis de Stroum liwweren.

De finanziellen Ausgläich kann allerdéngs net accordéiert gi fir Liwwerkontrakter, déi keng CO_2-Käschte beinhalten. Déi finanziell Ënnerstëtzung soll als Ureiz ugesi ginn, fir eng effizient Notzung vum Stroum ze encouragéieren a vum sougenannte groe Stroum op de grénge Stroum ze wiesselen.

Här President, wéi scho gesot, handelt et sech bei dësem Bäihëllefesystem ëm ee finanziellen Ausgläich vun de Stroumpräisser an hëlt mat der Zäit of. Déi Europäesch Kommissioun schreift eng degressiv Intensitéit vun den Hëllefe vir, fir och d'Ofhängegkeet vun de concernéierte Betriber par rapport zu der finanzieller Ënnerstëtzung ze evitéieren.

De jäerlechen Impakt vun dësem Gesetzestext op de Statsbudget gëtt op 4,5 bis 6 Milliounen Euro geschat.

Här President, de Statsrot huet hei säin Avis zu dësem Gesetzestext den 8. Mee 2018 eraginn, an deem nach zwou Opposition-formellen dra waren, déi awer an der zoustänneger Kommissioun korrigéiert konnte ginn. A fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci. Merci fir d'Éischt der Rapportrice, déi eis e ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport virgeluecht huet, déi eis elo nach eng Kéier erkläert huet, wéi wichteg datt dëse Projet ass, an deem et ëm Hëllefe geet, ganz besonnesch fir Entreprisen, déi eben duerch déi Augmentatioune vum Präis vum Elektresche besonnesch touchéiert sinn.

Et ass also eng Mesure, déi extrem wichteg ass an déi am Interessi vun de klengen a mëttelen an och deene grousse Betriber ass. An dofir kann ech och mat guddem Gewëssen den Accord vu menger Fraktioun dozou bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Als nächste Riedner ass den Här Hahn ageschriwwen.

M. Max Hahn *(DP).*- Ech hunn deem näischt bäizefügen. Der Rapportrice e grousse Merci fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Anzia huet d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt e Merci un d'Tess Burton fir deen ausféierleche Bericht an och un den Här François Knaff, deen eis an der Kommissioun deen e bësse méi komplexe Volet vun der Berechnung vun dëse Bäihëllefen auserneegeluecht huet.

Ech huelen e bësse méi wäit aus. De Klimawandel, dat ass och eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg - net eréischt säit mer déi Virkommessen do hunn am Mëllerdall -, an där muss ee sech stellen. D'Klimapolitik huet och nom Accord vu Paräis vun der COP21, mengen ech, weltwäit en anere Stellewäert kritt. An et geet drëm, dass all Akteuren hir Responsabilitéit iwwerhuelen, siefen et d'Privathaushalter, d'PMEen, d'Handwierker, den Handel awer och d'Industriebetriber. An et geet och drëm, déi weltwäit Temperaturerhéijung bis Enn vun dësem Jorhonnert op maximal 1,5 Grad Celsius ze begrenzen.

A wat elo de Volet vun der Industrie ugeet, do ass den ETS-Handel, dat heescht den Emissiounshandel vu Quoten, dat heescht vu klimaschiedleche Gasen no 2012 ganz nei opgestallt ginn. An do ass och endlech e Präis fir d'Tonn CO_2-Equivalent festgesat ginn.

An hei setzt och dëse Projet de loi un. An et geet virun allem drëm, Industriebetriber aus dem Stol-, Aluminium-, Kofferveraarbechtungssecteur ze ënnerstëtzen, eng Bäihëllef ze ginn, dat heescht déi, déi en héije Stroumverbrauch hunn. Et geet drëm, fir een Deel vun de Méikäschten opzefänken, déi duerch d'ETS-Emissiounsrechter op de Stroumpräis iwwergeluecht gi sinn. Et geet awer och drëm, fir ze verhënneren, dass dës Betriber an aner Länner ofwanderen, déi ebe keen ETS-Quotesystem hunn. Et geet also drëm, ze verhënneren, dass d'Produktiounsunitéiten an aner Länner verluecht ginn an och vu Lëtzebuerg fortzéien.

Zu Lëtzebuerg wäerten awer nëmme ganz wéineg Betriber heivu profitéieren oder a Fro kommen. An dat wäerte virun allem déi am Stol-, Koffer-, Aluminiumberäich sinn, dat ass ArcelorMittal, Eurofoil a Circuit Foil, an et geet ëm e Volume vu 4,5 bis 6 Milliounen Euro.

Dës Bäihëllefe ginn iwwert den Ekonomiesministère ausbezuelt a se betreffen d'Joren 2017/2018 an eng Kéier 2019/2020 an zwar mat Tauxe vun 80% respektiv 75% op Deeler vun dëse Méikäschten. Et geet ëm eng national Mesure, déi net all Länner an Europa aus der Statskeess kënne finanzéieren. An et wäerte souguer sécherlech nëmme knapp eng Handvoll wann net nach manner Länner hei an Europa sinn, déi et sech u sech kënnen erlaben, esou Gelder, esou Subventiounen aus hirem Statsbudget ze huelen.

An duerfir ass et fir déi gréng och wichteg a wesentlech, dass d'Industrie zu Lëtzebuerg hire Bäitrag zu enger Reduktioun vun de klimarelevante Gase leescht an net aus hirer Haftung entlooss gëtt.

déi gréng sinn och der Iwwerzeegung, dass eng europäesch a lëztebuergesch Industrie, déi energieeffizient Prozesser ëmsetzt, déi am Energieberäich innovativ virgeet an déi op erneierbar Energië setzt, Virdeeler um Weltmaart huet an zousätzlech och enger Klimaproblematik an enger Klimapolitik gerecht gëtt.

D'Klimapolitik kennt nun emol keng Landesgrenzen. An déi gréng stinn och fir Industriebetriber, och hei zu Lëtzebuerg, déi an der Energiefro hir Verantwortung iwwerhuelen. An déi gréng hunn och all Interêt drun, dass mer lëtzebuergesch Industriebetriber hei am Land halen an dass Sitten net an dat wäit Ausland verluecht ginn. An duerfir ginn déi gréng och hir Zoustëmmung zu dësem Projet de loi, well dëse Projet och degressiv opgebaut ass, zäitlech begrenzt ass fir déi Bäihëllefe fir Industriebetriber.

A mir sinn och der Iwwerzeegung, dass nëmmen e staarken Emissiounshandel an en héije Präis fir déi Tonn CO_2 e Motor ass vun Innovatioun vun enger gudder Industrie- a Klimapolitik.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Anescht wéi mäi Virriedner si mir als ADR traditionell géint de Prinzip vun Emissiounszertifikaten. Mir hunn hei éfters géint esou Texter gestëmmt a virun allem och den Handel mat dësen.

Duerch dës Zertifikater gëtt de Klimawandel, d'Zäregasemissioun quantifizéiert, e kritt e Präis a gëtt dann international gehandelt. Heizou schreift dat renomméiert Jahoda-Bauer-Institut, an ech erlabe mer, zwee Sätz ze zitéieren:

„Eine solche Marktlogik kommt (…) zum Zug, wenn Emissionen durch Kompensationsprojekte anderswo ausgeglichen werden. Die ‚Ökosystemdienstleistung' der Senkenfunktion, also der CO_2-Speicherung in Böden oder Wäldern, wird an zahlungsfähige Abnehmer in Form von Emissionsgutschriften verkauft. Oft werden diese Gutschriften von ärmeren Ländern mit schwachen demokratischen Institutionen angeboten und gehen mit Landraub und der Umsiedlung der politisch schwächsten Gruppen einher. Auf diese Weise werden die Kosten des Klimawandels nach unten weitergegeben und soziale sowie globale Ungleichgewichte verstärkt.

Dabei kommt es zu absurden Fällen, (…) [wie zum Beispiel dass] die Umwandlung von Regenwald in Großplantagen als annähernd klimaneutral bewertet [wird]."

Dëst Gesetz ass déi logesch Suite vun dësem Däiwelskrees. Betriber, déi hei schaffen an Emissiounsrechter kafe mussen, produzéiere méi deier. Dat féiert dann zur „fuite de carbone", déi d'Rapportrice eis hei kloer beschriwwen huet. Wa Firmen an der Onméiglechkeet sinn, hir méi héich Käschten op hir Clienten ofzewälzen, riskéiere mer, datt se sech aus der EU eraus delokaliséieren.

Dëst Gesetz gëtt also dëse Betriber eng staatlech Subventioun, fir hir Käschte vum Kaf vun Emissiounsrechter ofzefiederen. Also, well de Client dee Quatsch vum Emissiounshandel net droe soll, bezilt en elo als Steierbierger deene Betriber eng Subventioun.

Här Anzia, dat ass net d'Statskeess, déi dat finanzéiert, dat ass dem Steierbierger säi Portmonni, dat si Steiergelder. An dat ass eng Häresie, en Nonsens fir all konservativ denkende Mënsch an ergo fir eis als ADR net drobar.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ongeféier 40% vun den Zäregasen an der EU si couvréiert vum europäeschen Emissiounshandel a stamen aus der Energieproduktioun an der Industrie. Den Emissiounshandel ass 2005 agefouert ginn a säitdeem eng Rei Kéiere reforméiert ginn.

Déi Lénk hunn ëmmer d'Positioun vertrueden, datt sougenannte Maartmechanismen, fir de Klimawandel ze bekämpfen, oneffikass sinn, well se d'Ëmwelt no an no zu enger Wuer maachen an demokratesch Choixen iwwer nohalteg Entwécklung an Ëmweltgerechtegkeet ausklamere respektiv komplett aus dem Beräich vun der politescher Sphär eraushuelen. D'Ausriichtung vun der Klimapolitik ass soumat kee politeschen an demokratesche Choix, mä e Géigestand vun engem renge Käschtennotzecalcul, mat deem virun allem Betriber a Banke vill Geld verdénge kënnen.

Onofhängeg dovunner stellt sech awer och d'Fro vun der Ëmsetzung vun deem Maartmechanismus, also an dësem Fall dem europäeschen Emissiounshandel, wann dee Choix dann awer sollt geholl ginn.

An dësem Gesetz geet et drëm, Betriber ze hëllefen, déi kéinten Affer vun „fuites de carbone" ginn, also dem sougenannten „carbon leakage", eng Gefor, esou seet d'EU, déi doranner bestoe géif, datt d'Betriber Produktioune kéinte verlageren ausserhalb vun der EU, a Länner mat manner strenge Regelen a Regularien am Ëmwelt- a Klimaberäich.

Duerfir ginn ëffentlech Hëllefen duerch de Stat fir esou Betriber agefouert. Zu Lëtzebuerg sinn hei besonnesch d'Stol-, Aluminium- a Kofferindustrië viséiert, mä och Konschtstoffer, Dünger an esou weider. Déi Hëllefe betreffen den Zäitraum tëschent 2014 an 2020. All Betrib- a Produktiounsstanduert, deen um Emissiounshandel bedeelegt ass, muss um Enn vun engem Joer eng Zuel X un Zertifikater ofginn, déi dem Zäregasausstouss entsprécht. Wann den Ausstouss méi grouss war wéi d'Zertifikater, déi de Betrib huet, muss en där nokafen.

Säit 2013 mussen d'Energieproduzenten hir Zertifikater all selwer kafen. Veraarbechtend Industrien dogéint kréien de Gros, dacks all d'Zertifikater fir näischt, well se ebe vum „carbon leakage" menacéiert sinn. Esou ass dat op EU-Niveau decidéiert ginn.

Dat heescht also, dass d'State kaum Recetten duerch de Verkaf vun Zertifikater kréien an dass d'Betriber och guer keen Ureiz hunn, manner auszestoussen an a méi effikass Technologien ze investéieren. Klimapolitesch bréngt dat also näischt. Et ass éischter e System, fir grouss Betriber a Verschmotze mat Steiergelder ze subventionéieren.

Obwuel déi concernéiert Betriber zu Lëtzebuerg hir Zertifikater gréisstendeels fir näischt vum Stat kréien, wëllt d'Regierung elo eventuell engem „carbon leakage" entgéintwierken, deen doduerch kéint entstoen, dass d'Energiepräisser fir d'Betriber eropginn. Dat géif doduerch bewierkt ginn, dass Energieproduzenten elo 100% vun hirem CO_2 och bezuele mussen, an déi de Präis dann un hir jeeweileg Konsumenten, an deem Fall dann déi grouss industriell Betriber, géife weiderginn. Duerfir missten déi Betriber, déi besonnesch vill Energie brauchen, dann ëffentlech Subventioune kréien.

Här President, déi unerkannten ONG Carbon Market Watch huet an enger Analys vum Zäitraum 2008 bis 2014 nogewisen, datt deen Emissiounshandel fir zwee grouss Betriber zu Lëtzebuerg, notamment ArcelorMittal, ganz lukrativ war an hinne Millioune Revenuen erabruecht huet, obwuel si zu deene gréissten Zäregasemittenten hei am Land gehéieren.

Mat dësem Gesetz gëtt de System nach eng Kéier op de Kapp gestallt doduerch, datt d'Betriber ënnert dem Virwand vum „carbon leakage" nach eng Kéier Subventioune kréien. D'Präissignal op d'Energie gëtt erëm annulléiert, well op där anerer Säit déi Verschmotzung, déi duerch déi méi héich Präisser sollt verschwannen, elo vum Stat finanzéiert gëtt.

Déi Betriber ginn also zweemol subventionéiert. Engersäits kréie se hir Zertifikater fir näischt a kënne se, wa se Iwwerschëss hunn, lukrativ handelen, an anerersäits kréie se elo och nach Subventioune fir Energie. Donieft weisen awer eng ganz Rëtsch Etüden, dass den „carbon leakage" net wierklech relevant ass a bis elo nach keng Betriber delokaliséiert hu wéinst der Klimapolitik. Dat ass awer oft guer net méiglech. An ausserdeem ginn et op ville Plazen haut méi streng Regele wéi hei.

Dëst ass an eisen Ae kee Gesetz am Interessi vun der Klimapolitik an duerfir wäerte mer et och net matstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ass den allgemengen Debat ofgeschloss. An d'Wuert huet den Här Etienne Schneider, zoustännege Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci och fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, dass dat heiten ee ganz wichtegt Gesetz ass, fir d'Kompetitivitéit vun eisen Industriebetriber oder vun eisen energieintensiven Industriebetriber zu Lëtzebuerg kënnen ze erhalen. A contrairement deem, wat elo gesot ginn ass, besteet de Risiko, dass duerch CO_2-Emissiounszertifikater eng Rei energieintensiv Betriber Europa géife verloossen, well se hei duerch déi Zertifikater, déi se musse kafen, net méi kompetitiv kënne produzéieren, dann ausserhalb vun der EU produzéieren, fir dann hir fäerdeg Wueren an d'EU eran ze importéieren.

An dofir ass eben déi Kompensatiounsmesure hei elo méiglech gemaach ginn, well ech mengen, dass mer eis alleguerten eens sinn, dass e Betrib, deen ausserhalb vun der Europäescher Unioun a Länner produzéiert, wou d'Oplagen net esou staark sinn an net esou streng si wéi hei, dass dat kee Gewënn fir de Klimaschutz ass.

Dofir hu mer gesot: „Ma, mir hu léiwer, se bleiwen hei, se musse sech awer strikte Regelen, wat de Klimaschutz ugeet, ënnerleeën." An als Kompensatioun dofir gi mer hinnen e gewëssene Remboursement eigentlech vun hiren CO_2-Zertifikater.

Et ass och esou, dass mer dat zu Lëtzebuerg definitiv och esou festgehal hunn. Dat heescht, dass et net gratis ass, dass déi Betriber net einfach esou déi Kompensatioun kréien, mä dass se sech an engem Accord hu missen derzou verflichten, eng ganz Rei Modifikatioune vun hiren Outils de production ze maachen, fir eben d'Klima och weiderhin ze schounen.

Eleng an de Site ArcelorMittal Déifferdeng gi 35 Milliounen Euro an deem Sënn investéiert, fir d'Wierk méi modern ze maachen, fir manner Emissiounen ze hunn. An als Kompensatioun, wéi gesot, kënne se an Zukunft op dat heite Gesetz zréckgräifen, dat hinnen en Deel vun hiren CO_2-Zerfitikater da rembourséiert.

Dofir sinn ech, contrairement zu deem, wat de Virriedner grad gesot huet, dovunner iwwerzeegt, dass dat heiten éischtens emol eng eng gutt Saach ass fir d'Industrie hei am Land, fir d'Industrie och an Europa ze halen, mä virun allem ass et eng ganz gutt Saach am Interêt vum Klimaschutz fir d'ganz Welt an net nëmmen hei fir Lëtzebuerg.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7207 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7207 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

55-mol Jo, 5-mol Neen. Domat ass de Projet 7207 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An den nächste Projet ass de Projet 7235, en Accord tëschent der EU an der Schwäiz iwwer europäesch Programmer, wat d'Navigatioun mat Satellitten ugeet. A wat dat genee ass, dat seet eis de Rapporteur, den honorabelen Här Fayot.

8. 7235 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, bei dësem Projet de loi handelt et sech ëm d'Approbatioun vun engem Zesummenaarbechtsaccord tëschent der Schwäiz an der EU an hire Memberstaten am Beräich vun der zivller Satellittennavigatioun. Et ass dëst eng Aart Accord type, an en äänlechen Accord ass schonn 2010 mat Norwegen geschloss ginn an 2011 och bei eis approuvéiert ginn. An et ass ze erwaarden, dass e weideren, esou een Accord, och nom Brexit mat Groussbritannien ausgeschafft gëtt.

Dëse Projet de loi ass den 23. Januar 2018 deposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot koum den 29. Mee dëst Joer. Mir hunn en de 5. Juli 2018 an der Ekonomieskommissioun ënnersicht an den 12. Juli ass du mäi Rapport zu dësem Projet ugeholl ginn.

Här President, d'Schwäiz huet als Member vun der ESA scho bei der Entwécklung vun dem europäesche Global Navigation Satellite System, dem GNSS, matgehollef a mat senge Komponente Galileo an EGNOS also matgemaach. Galileo, fir Är Informatioun, ass den Equivalent vum amerikanesche GPS. Et ass den europäesche weltwäite Satellittennavigatiounssystem. An EGNOS ass e regionale System, deen och vun der Europäescher Unioun entwéckelt gëtt.

Mat dësem Accord gi sech d'Schwäiz an d'EU also e Kader fir d'Kooperatioun fir d'Entwécklung vun dësem System. A se gi sech och Zougang zu hire jeeweilege Marchéen, mä och natierlech hire Betriber d'Méiglechkeet, bei der Entwécklung vun den Navigatiounssystemer matzeschaffen.

Här President, am Exposé des motifs zu dësem Projet steet, dass de Secteur vun der Navigatioun duerch d'Satellitten ee vun deene wichtegsten Industriië vum 21. Jorhonnert gëtt. An e gëtt verglach a senger Wichtegkeet mat der Äuer. An ech mengen effektiv, jiddweree vun eis, deen a Stied ënnerwee ass, weess, dass mer haut zwar keng Kaarte méi liesen, mä dass mer alleguerten op eisem GSM mat Google Maps oder mat äänleche Systemer doruechter navigéieren. Ob dat gutt ass, dat loossen ech jiddweree selwer beäntwerten, mä dat ass awer haut eng Realitéit. An, ech mengen, dat weist och, dass dës Analys net falsch ass.

Den Ausbau vu Galileo, dem europäesche System, deen also universell uwendbar ass, ass also e ganz wichtege Enjeu fir Europa. Et ass awer och e ganz wichtegen Enjeu fir Lëtzebuerg a fir seng Industrie. D'SES ass an der Equipp vu Spaceopal vertrueden. Dat ass déi Equipp, déi Galileo entwéckelt. An elo scho sinn och zwee SES-Satellitte mat deem regionalen Navigatiounssystem, also dem EGNOS, equipéiert.

Fir ganz präzis ze sinn, wéi zum Beispill am „precision farming", wou ee muss fënnef bis zéng Zentimeter Präzisioun opweisen, muss e globale System wéi GPS oder Galileo zesumme fonctionnéiere mat engem regionale System wéi EGNOS.

Galileo ass säit Enn 2016 preoperationell. An et ass elo schonn esou, dass all nei Handye mat Chippen equipéiert sinn, déi och kompatibel si mat Galileo. Et ass eis och gesot ginn an der Kommissioun, dass de Galileo complementaire ass zum GPS. Et ass also net ze verstoen, dass et sech hei ëm concurrentiel Systemer handelt. Neen, se si complementaire.

Här President, ouni elo an den Detail ze goen, wat deen Zesummenaarbechtsaccord do ubetrëfft, wëll ech awer just ganz kuerz déi grouss Achsen dovunner hei explizéieren.

Beräicher, déi vun dëser Vereinbarung betraff sinn, sinn engersäits d'Radiosfrequenzen, d'Fuerschung, d'Passatioun vu Marchéen, Urheberrechter, d'Kontroll vun Exportatiounen, den Developpement vum Handel, d'Normen an d'Zertifikatioun, d'Sécherheet, den Echange vu klassifizéierten Informatiounen an den Austausch vu Personal an den Accès zu Déngschtleeschtungen.

Et ginn och am Aritkel 3 vun dësem Accord eng Rei Principes de coopération festgesat, déi u sech déi géigesäiteg Kooperatioun mat equilibréierte Rechter a Flichte beschreiwen, nach eng Kéier mat breedem Zougang zu Informatiounen, Schutz vun Urheberrechter an eben och komplettem Zougang zum Marché vun deene jeeweils anere Parteien.

Voilà! Fir de Rescht géif ech op den Accord verweisen, deen, mengen ech, zimlech explizitt ass, an natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kéint ech dervun ausgoen, dass déi Kolleegen Laurent Mosar, Gérard Anzia, Eugène Berger just den Accord bréngen, an och déi aner Kolleegen?

(Assentiment)

Majo, dann ass domat déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An den Här Minister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- An den Här Minister seet dem Rapporteur fir säin exzellente Rapport Merci an och fir den Accord vun där ganzer Chamber.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer iwwert de Projet 7235 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7235 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

Huet jiddweree vun de Kolleegen ofgestëmmt?

(Assentiment)

Merci. Dann ass d'Ofstëmmung elo eriwwer.

59-mol Jo. Unanimitéit.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7235 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens ze froen?

(Interruption)

Wann eng kleng Ännerung ze maachen ass, ass kee Problem.

Sidd Der fir d'Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet, dem Projet 7264, iwwergoen iwwert de Kaf an d'Bedreiwe vun engem Satellitt fir Äerdobservatiounen. An d'Wuert huet den Här Rapporteur, de Marc Angel.

9. 7264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz, dat et der Regierung erlaabt, e Buedemobservatiounssatellitt plus säi Buedemsegment ze kafen, ze lancéieren an ze exploitéieren, läit d'Regierung voll op de sougenannte Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025. Dës Lignes directrices beinhalten ënner anerem d'Weiderfuere vu Kompetenzentwécklung an den Domäner vum Espace an och vun der Cyberdefense. Hei bestinn näämlech um europäesche Plang grouss Besoinen un Observatiounscapacitéiten oder et feelt och u Capacitéite vu Satellittekommunikatioun an -transmissioun vun Donnéeën.

Mam Projet GovSat hu mer schonn deelweis dës Lacunne behuewen. A mat deem Projet de loi vun haut, wou mer deen Äerdbeobachtungssatellitt kafen, wäerte mer do déi Lacunnen, déi et um europäesche Plang gëtt, weider zoumaachen.

An déi zwee Projeten, souwuel de LuxGovSat wéi och deen heite Projet, passe gutt bei Lëtzebuerg, well mer hei am Land e grousse Savoir-faire hunn; e Savoir-faire industriel am Domän vun Espace, och vun den Technologien. A mat dësem Projet kréie mer och eng grouss Visibilitéit am Ausland.

Beim Projet de loi vun haut geet et also ëm eng Kombinatioun vu Satellittentechnologie, en Know-how, deen eis Arméi sech an de leschte Joren opgebaut huet. A mir verbannen dat mat enger aler Traditioun vun eiser Arméi, wou se sech och laang drop spezialiséiert huet, de sougenannten ISR-Beräich, dat heescht „Intelligence, Surveillance and Reconnaissance".

An, wéi gesot, duerch déi Kombinatioun erfëlle mer eng Nisch. Ech hu gesot: Et gëtt net genuch Capacitéiten. Dat koum och ganz kloer aus der Global Strategy eraus, déi d'Madamm Mogherini virun zwee Joer publizéiert huet vun der Europäescher Unioun fir d'Sécherheet. An ech fannen, dat hei ass e Projet wéi all déi Projeten, déi mer elo déi lescht Joren an der Defense haten, wou mer e grousse Retour économique fir onst Land hunn.

Beim Projet NAOS - déi véier Buschstawe sti fir „National Advanced Optical System" - geet et also ëm de Kaf an d'Exploitatioun vun engem Observatiounssatellitt, deen den Transfert vu Biller op d'Äerd garantéiert.

NAOS beinhalt och e Buedemsegment, wat d'Kontroll an d'Gestioun vum System an awer och d'Dissemenatioun vun de Biller garantéiert. NAOS soll d'Operatiounszone beobachten an am Interêt vun der Verteidegung stoen an et ass kee Spionagësatellitt. De Satellitt gëtt dofir och nëmme vum Militär kontrolléiert.

Vu dass mer an enger sensibeler Matière sinn, ass den NAOS-Projet, am Contraire zum GovSat-Projet, keen „public private partnership"-Projet, mä renge Projet vum Stat, also vun der Lëtzebuerger Arméi. De Lëtzebuerger Stat engagéiert sech och, fir derfir ze suergen, dass de Respekt op d'Privatliewe garantéiert ass, an dat alles am Aklang mam nationalen an internationale Recht.

De Satellitt, dee kaaft gëtt, huet eng Liewensdauer vu maximal zéng Joer. En Delai vu véier Joer ass virgesinn, bis de Satellitt dann operationell ass. Weider technesch Donnéeën iwwert de Satellitt fannt Der a mengem schréftleche Bericht.

De Projet de loi autoriséiert also e finanziellt Engagement vum Stat, dat plafonéiert ass op 170 Milliounen iwwer eng Period vu 14 Joer. An an där Zomm vun 170 Millioune sinn och d'Frais de gestion an och d'Margen abegraff. An déi Ausgaben do sinn à charge vum Fonds d'équipement militaire.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, a mengem schréftleche Rapport kann een och noliesen, awéifern sech dëse Projet an d'Konsolidéierung vum Secteur spatial hei zu Lëtzebuerg aschreift a wat déi ekonomesch Retombéeën sinn an och wéi dëse Projet weiderhin zur wirtschaftlecher Diversifizéierung bäidréit.

Wie sinn herno d'Clientë fir d'Biller vun dësem Satellitt? Wéi gesot, dat sinn haaptsächlech Militärinstanzen, mä et kënnen awer och zivill Clientë sinn. Zivill Clientë wéi zum Beispill Ënnerorganisatioune vun der UNO, humanitär Organisatiounen, d'Europäesch Unioun, awer och privat, kommerziell Clienten, wann et zum Beispill ëm Rechercheprojete geet, iwwer Archeologie zum Beispill, oder Infrastrukturprojeten. Mä, wéi gesot, dat krute mer och an der Kommissioun garantéiert, dee Volet commercial, dee bleift ganz begrenzt.

Mir hunn ons och an där Fro iwwert d'Clientë länger an der Kommissiounssitzung vum 16. Abrëll 2018 beschäftegt. A fir all Client gëtt e Pourcentage u Capacitéit, déi ee kritt, definéiert vun der Direction de la défense.

An der Sitzung vum 16. Abrëll ass och ënnerstrach ginn, dass de Projet zu Lëtzebuerg developpéiert gëtt an och exploitéiert gëtt. An den Exploitatiounsmodell gëtt awer an Zesummenaarbecht mat der Belsch elaboréiert. Ons Direction de la défense beschäftegt am Moment och e belschen Expert an et ass och virgesinn, nach aner Experten an der Zukunft ze embauchéieren.

Mir kruten och garantéiert, dass mer mat dësem Projet de loi sämtlech international Traitéë vum Espace respektéieren.

Wat d'Sécherheet ubelaangt vum Client, hu mer äänlech Mechanisme virgesi wéi och beim LuxGovSat. Dat heescht, et gëtt eng „white list" an et gëtt e Comité de conseil.

An zum Ofschloss erënneren ech och drun, dass mer mat dësem Projet jo, wéi gesot, déi ekonomesch Retombéeën hei zu Lëtzebuerg hunn, mä mir droen och derzou bäi, well dat hei also e Projet ass, dee virun allem an Europa gebraucht gëtt, dee vun der NATO gebraucht gëtt, wou mer also eis multilateral Organisatiounen ënnerstëtzen.

Do droe mer also mat deem Projet derzou bäi, dass 40% vun all eise Militärausgaben am Fong Ausgabe sinn, déi an d'Solidaritéit gi vun der Sécherheet. Mir sinn an der EU, mir sinn an der NATO. Dat si Solidargemeinschaften. An trotz deem klengen niddrege Bäitrag, dee mer leeschten, ass et awer ee Bäitrag, dee ganz sënnvoll ass. An ech mengen, et ass och wichteg, dat eng Kéier hei ze ënnersträichen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e puer Wierder just zu dësem Projet. Ech wollt fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soen natierlech fir dee gudde Rapport, deen e gemaach huet, schréftlech an och mëndlech. Mä et sinn e puer Froen, déi am Raum stinn.

Kloer ass et, dass den NAOS am Sënn ass vun de Lignes directrices; de Rapporteur huet dat och gesot. Kloer ass et, dass mer eng Experienz hunn am Satellitteberäich an dass mer dann nieft Kommunikatiounscapacitéiten, déi mer duerch de GovSat kréien, elo nach eben Observatiounscapacitéite kréien. Dat ass alles okay.

Eng éischt Fro, déi ech awer wollt opwerfen, ass déi, dass mer soen: Mir sinn an der Logik vun der ISR, „Intelligence, Surveillance and Reconnaissance". Dat soll jo dann de Leit méi Risiko… oder manner Risiko bréngen. Et soll also den Zaldoten, déi um Terrain sinn, all de Leit, déi um Terrain schaffen, am Fong geholl ee gewëssene Confort bréngen.

An do ass meng éischt Fro, Här Minister: Mir hunn ëmmer emol an der Zäit vum „Soldat du futur" geschwat. A mer sollte mat de Belsch do zesummen e Projet maachen, deen jo och op esou Elementer opbaut, eben op Capacitéiten, déi mer hunn, fir eben d'Zaldoten ze schützen, wa se um Terrain sinn. Wou si mer do drun? Dat ass meng éischt Fro.

Deen zweete Punkt, deen ech wollt kuerz uschwätzen, ass deen, wou ech dem Statsrot awer net onrecht ginn, dee seet: „Et ass e bëssen eng Virwëtztut." Et si keng Detailer do iwwert d'Ausgaben an iwwert d'Investissementer an och iwwert de Fonctionnement. Also, et wär net schlecht, wann een do géif verschidde Präzisioune kréien.

En drëtte Punkt, deen ech kuerz wollt uschwätzen, ass deen: Et steet am Rapport dran, mat deem Satellitt hei gëtt keen Espionnage gemaach. Wéi eng Garantien hu mer dann, dass hei wierklech keen Espionnage gemaach gëtt?

Véierte Punkt: d'Kommerzialisatioun. De Rapporteur huet et kuerz ugeschwat, mä: Wéi hu mer do Garantien, dass do keng Abuse gedriwwe ginn? Et wier awer net schlecht, wann een do verschidden Elementer hätt. Wéi eng Biller kritt wien an esou weider? Wien ass eligibel? De Rapporteur huet dat elo deelweis hei beschriwwen. Et muss een dann emol kucken, wat d'Zukunft eis och do weist.

Dir hutt gesot, Här Rapporteur, e géif zéng Joer fonctionnéieren. Am Rapport steet, e géif siwe Joer fonctionnéieren, an eventuell zéng. Duerfir hätt ech nawell gäre gewosst: Firwat zéng oder firwat siwen? Dat steet näämlech am Rapport dran.

(Interruption)

An dann dee leschte Punkt ass: Mer kréie jo heimat am Fong geholl eis eegen Observatiounscapacitéiten. An dat ass jo a Regie gemaach gi mat der Belsch. Da gi jo och Leit engagéiert. Wivill Leit ginn do engagéiert? Dat hätt mech nawell och interesséiert.

Fir de Rescht, mengen ech, ass et e gudde Projet. An d'CSV bréngt och hiren Accord.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, mir soen dem Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Graas huet d'Wuert.

(Brouhaha, interruptions et hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Geschicht vun der Observatioun vun eisem Planéit ass scho relativ al. Et däerf een net vergiessen, datt schonn am Éischte Weltkrich Fligere mat Kameraen equipéiert goufen, fir feindlech Stellungen ze iwwerfléien. Am Zweete Weltkrich ass dat du verfeinert ginn. Ech denke virun allem un d'Operatioun virum D-Day, wou gekuckt ginn ass, wat d'Gréisst vun de Wellen war, wat u sech soll duerstellen, wéi déif datt am Fong geholl d'Waasser wier. Do gesäit een also, wéi wichteg datt et ass, datt een awer Observatioune mécht.

Um Niveau vun de Satellitten ass ouni Zweifel nach ganz vill Potenzial. Ech weisen drop hin, datt 2010 Euroconsult schonn estiméiert huet, dass bis 2020 nach eng ronn 260 Satellitte reng fir d'Meteo an Observatioun géife geschéckt ginn. Dat wier e Marché vun 20,7 Milliarden.

Ech mengen, och fir eis als Lëtzebuerg bitt u sech den Akaf vun engem Satellitt awer och eng gutt Méiglechkeet, fir eis um Niveau vun der Verteidegungspolitik aktiv duerzestellen. Et däerf een awer net vergiessen, datt mer och an der Flicht sti vis-à-vis vun der NATO, vis-à-vis vun der Europäescher Unioun. D'NATO ass haut natierlech net eleng eng militäresch Organisatioun, mä nach ëmmer an éischter Linn.

Mir mussen och do eise Bäitrag leeschten, och wann den Här Trump sech beim leschte Sommet do op eng Manéier vis-à-vis vun den NATO-Partner ausgelooss huet, déi ech net wëll weider kommentéieren, mä déi vläicht engem President vun den USA net onbedéngt würdeg war. An onofhängeg vu senge Menacen, déi en do ausgesprach huet, ass et awer fir eis als Lëtzebuerg wichteg, trotzdeem eist Zil, wat mer eis gesat hunn, an zwar bis d'Joer 2020 vun 0,4 op 0,6 vun eisem PIB ze goen, fir dat och kënnen ze erfëllen.

Well d'NATO huet eng Rei vun neie Problemer, zum Beispill Cyberattacken. Ech wëll drop hiweisen, datt 2016 am Mount an der Moyenne 500 där Attacke stattfonnt hunn. Iwwregens huet eis Arméi jo och elo eng Spezialistin agestallt an deem Beräich. Mir wëllen op déi Manéier och e wäertvolle Bäitrag leeschten.

Mir sinn eis jo och eens um Niveau vun der NATO, datt héich Besoine besti fir d'Kommunikatioun. Duerfir gi jo regelméisseg Appeller vun där Säit gemaach, fir och op deem Niveau ze investéieren.

Ech wëll drun erënneren, et ass och scho virdrun hei gemaach ginn: Mat der Acquisitioun vum GovSat hu mir e wichtegen Investissement an déi Richtung gemaach. Lëtzebuerg huet sech op deem Niveau jo och spezialiséiert, besonnesch wat d'Satellittenindustrie ubelaangt.

Datt mer an eiser Defensepolitik versichen, esou vill wéi méiglech och Retombées économiques ze kréien, ass eng ganz richteg Approche. An dat geschitt mat Sécherheet och duerch dëse Projet, well mer jo deen och gegebenenfalls kommerziell kënnen notzen. Mir kënnen déi Biller, déi mer mat deem Satellitt hei maachen, jo och verkafen, un aner Organisatioune weiderginn.

De Projet NAOS, deen hei schonn erkläert ginn ass, soudatt ech op deen net weider anzegoen brauch, gesäit jo awer och vir, datt eise Satellitt net soll fir Spionagëzwecker benotzt ginn. Dat heescht, déi Privatsphär virun allem gëtt och dann hei respektéiert.

Wat och positiv ass, dat ass natierlech eemol méi déi gutt Zesummenaarbecht mat eise belsche Partner. Mir hunn dat och um Niveau vum Militärfliger gemierkt. Mir hunn dat um Niveau vu villen anere Projete bis elo scho gemierkt.

Ech wëll och drop hiweisen, wat awer gesot ginn ass, datt Lëtzebuerg soll och op 2% vum PIB kommen, wat säin NATO-Bäitrag ubelaangt, datt dat illusoresch ass. Ech mengen, et ass och schonn e puermol vu Regierungsmemberen hei gesot ginn. Mir kënnen dat net erreechen, mir sollen dat och net erreechen. Dat ass net onbedéngt en erstriewenswäert Zil. Ech wëll awer op där anerer Säit drop hiweisen, datt mir awer schonn 1% vun eisem RNB fir d'Entwécklungspolitik hierginn, wat awer och e wichtege Bäitrag ass.

Ofschléissend vläicht: Dat hei ass eng Acquisitioun, déi ouni Zweifel a Material ass, wat wäert genotzt ginn. Dat war jo fréier net onbedéngt de Fall. Ech wëll dat Stéchwuert „Dingo" net weider hei verdéiwen. An deem Sënn ass dat fir eis als Demokratesch Partei eng wichteg Acquisitioun. Mir stinn zu dësem Gesetz. An deementspriechend ginn ech och den Accord vun der demokratescher Fraktioun a soen dem Marc Angel och nach Merci fir säi Rapport.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Fernand Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci un den Här Angel fir, wéi ëmmer, e ganz fläissegen a komplette Rapport. D'ADR stëmmt dat heite mat. Et ass esou, datt déi Lignes directrices, déi hei ernimmt gi sinn, ech mengen, den Här Angel huet se exposéiert, déi eigentlech d'Defense fir déi nächst Jore plange sollen, leider mat der Oppositioun net ofgeschwat waren.

Mir hunn déi Lignes directrices iergendwéini eng Kéier virgestallt kritt, nodeems se awer schonn op anere Plaze virgestallt goufen. Ech mengen, et wär besser gewiescht, wann d'Regierung, och am Sënn vun der Kontinuitéit vun der Verdeedegungspolitik, awer och mat der Oppositioun zesummen déi Ligne-directricë festgehal hätt.

Mir sinn awer als ADR mat deem Prinzip, datt d'Weltraum- an d'Cyberverdeedegung Prioritéite sinn, d'accord. Mir sinn och d'accord mat där Iddi, datt d'Retombées économiques sollen an der Verdeedegungspolitik eng wichteg Roll spillen. Dat hei ass en Ausbau vun der Weltraumcapacitéit; eng gutt Saach a priori.

D'Cyberdefense musse mer och weider fleegen. Ech mengen, ee vun de Virriedner huet gesot, mir hätten elo een agestallt - den Här Graas war et -, ee Spezialist. D'Belsch hunn der an der Lescht 220 agestallt. An ech mengen, et wier scho gutt, wann d'Lëtzebuerger Arméi Capacitéite kéint opbauen, déi duerginn, fir och eng Sécherheetsreferenz fir aner Lëtzebuerger Administratiounen ze sinn. Dat wier och nach eng Plus-value vun der Arméi am Émfeld vun de Lëtzebuerger Administratiounen.

Mir bauen elo déi ISR-Capacitéit, „Intelligence, Surveillance, Reconnaissance", aus. Mir maachen dat elo hei am Weltraum. Mir maachen et mat Fligeren duerch Loftobservatioun a verschiddenen Théâtres d'opération; Fligeren, déi mer awer loune ginn. A mir maachen et mat Dronen.

Wat mer net méi hunn, ass leider eng ærdgebonnen ISR-Capacitéit, wéi mer se laang am Kosovo haten. Wann een eng global Approche am ISR huet a seet: „Dat ass eng Prioritéit fir d'Lëtzebuerger Arméi, dat ass eppes, wat mer gutt kënne maachen, souwuel vun den Ausbildungs- wéi vun de Materialméiglechkeeten hier", ass et schued, datt mer et um Buedem net méi maachen. Et wär wahrscheinlech preferabel gewiescht, esou Observatiounen, esou deen Typ Missioune virunzeféieren, éischter wéi dat, wat mer am Ableck a Litauen maachen.

Et ass e fléissenden Iwwergang tëschent militärescher Observatioun a Spionage. Mir hunn net de Wëllen, Spionage ze maachen, mä déi Tatsaach, datt d'Militär sech ëm d'Exploitatioun vun de Biller këmmert, ass en tant que tel nach net eng Garantie, datt net och Spionage gemaach gëtt. Dat ass schlussendlech eng Appreciatioun vun deem, deen observéiert gëtt, ob en et als Observatioun interpretéiert oder als eppes, wat méi wäit geet.

Mir sinn awer ëmmer erëm interesséiert, ech wëll dat och hei soen - d'CSV hat et an en anere Kontext gesat -, un där Flexibilitéit vun eise grénge Kolleegen. Et deet mer bal leed, datt mer d'nächst Woch keng Plenière méi hunn, well vu Woch zu Woch iwwertrompe sech eis gréng Kolleegen an der Begeeschterung fir d'Verdeedegungspolitik.

(Hilarité)

Mir hate virun dräi Woche 400 Millioune fir den A400M, mir haten d'lescht Woch 140 Millioune fir d'Kasär, mir hunn dës Woch 170 Millioune fir e Militärsatellitt. Wat wär et d'nächst Woch?

(Brouhaha et hilarité)

Et ass vläicht fir si ganz gutt, datt mer elo emol eng Paus hunn. Elo kënne se Paus hu bis an déi nächst Koalitiounsverhandlungen. An do gesi mer jo dann,...

(Interruption)

...wéi pazifistesch déi Partei nach ass.

Wa mer scho vun der nächster Koalitioun schwätzen: Dee Satellitt hei, deen huet eng Liewensdauer vu siwe bis zéng Joer, dat heescht, datt déi nächst Koalitioun sech scho kann ëm de Successeur vun dësem Satellitt beméien. Esou ass dat eben, wa Satellitten net ganz héich fléien. Et ass also en Dossier, deen eis nach wäert weider beschäftegen.

Wéi gesot, mir vun der ADR droen awer déi Iddi mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, ech hat hei zwar en anere stoen. Dir sidd awer häerzlech wëllkomm, Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech sinn elo schonn dru gewinnt.

(Hilarité)

Här President, fir eng Kéier muss ech dem Här Kartheiser recht ginn.

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat ass en historesche Moment!

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Mat dësem Text iwwert de Kaf an den Ënnerhalt vun engem militäreschen Observatiounssatellitt gi mir weider 170 Milliounen aus, ouni TVA, fir Investitiounen am Militärberäich. Nodeems d'Chamber scho virun zwou Wochen eréischt 420 Milliounen, och ouni TVA, fir d'Fonctiounskäschte fir den ëmstriddene Militärtransporter A400M ausginn huet, geet de Juli 2018 wuel an d'Militärgeschicht vun eisem Land an: Nach ni virdrun huet e Parlament bannent nëmmen engem Mount esou gigantesch Zomme fir d'Oprüstung ausginn.

An et si leider nëmmen déi Lénk, déi sech deem dote Wahnsinn verspären.

Une voix.- Ooh!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat alles geschitt am Kontext vun den NATO-Obligatiounen, wou d'Regierung jo 2014 zu Wales versprach huet, de Militärbudget bis 2020 vun 0,4 op 0,6% eropzesetzen.

Wien elo awer mengt, domadder hätt et sech gedoen, deen iert. Ech hu virun zwou Wochen de Verdeedegungsminister hei an der Chamber gefrot, wéi et dann no 2020 weidergeet. An hie sot dee Moment, dat géif sech an e puer Deeg decidéieren, an e sollt och recht hunn. Den 13. Juli huet de Regierungsrot, bestoend aus Ministere vun der LSAP, der DP an de Gréngen, de Plan directeur de la défense approuvéiert. An do steet schwaarz op wäiss, wéi et budgetär weidergeet, näämlech: «la poursuite de la croissance de l'effort de défense au-delà de 2020». A wéi héich déi Croissance ass, krute mer virun e puer Méint an der Chamberskommissioun gesot, näämlech 0,05% pro Joer. Dat heescht, datt mer dann an där doter Rechnung, no deem Plan directeur de la défense, 2025 tëscht 0,8 an 0,9% vum BIP wäerte leien.

Dëst entsprécht och deem, wat de Premierminister houfreg ënner eng Foto mam Donald Trump op de soziale Medie geschriwwen huet, näämlech, datt Lëtzebuerg, Zitat: „...respektiert die Wales-Verpflichtungen, seine Verteidigungsausgaben zu erhöhen und sich innerhalb eines Jahrzehnts in Richtung der 2%-Richtlinie zu bewegen."

Vun där ganzer geckeger Oprüstungspolitik ass dëse Projet also en Deel. Den NAOS-Observatiounssatellitt soll héich opgeléiste Biller schéissen, theoretesch vun der ganzer Welt, praktesch awer virun allem vun der Mëttelmiergéigend a vun Nordafrika, déi da militäreschen Unitéite bei hire jeeweilegen Operatiounen zur Verfügung kënne gestallt ginn.

Domadder gëtt Lëtzebuerg ëmmer méi direkten Akteur innerhalb vun internationale Konflikter, an dëst ass den eigentleche Paradigmewiessel an der Verdeedegungspolitik. An et ass mir onverständlech, datt dat hei einfach esou ouni grouss Diskussioun duerchgeet.

An deemselwechten Zesummenhang ass och interessant, wann ee sech de Projet de loi 7325 ukuckt, deen nach um Instanzewee ass, well deen d'Definitioun an d'Prozedur fir Auslandsasätz vun der Arméi ännere soll. An ouni op de Projet anzegoen, ass hei schonn eleng de Changement vum Titel interessant. Huet d'Gesetz bis elo geheescht, datt et ëm „opérations de maintien de paix" géif goen, esou gëtt dat an Zukunft ersat duerch „gestions de crises", also „Friddenserhalt" gëtt gestrach an ersat duerch „Krisegestioun".

Wat bei dësem Projet awer weider opfält, dat ass déi scho bal euphoresch Haltung, wann et ëm Lobpreisunge geet, wéi benefique dëse Projet dach fir eis Wirtschaft wier, an dëst aus zwee Grënn: Éischtens, dëse Satellitt ka Recettë generéieren, well aner Länner, Arméien, Organisatiounen, jo, souguer kommerziell Boîten déi Biller kéinten akafen an esou Suen an d'Keess kommen. An zweetens géif dëse Projet zur Diversification économique bäidroen, well mer mam Militärsatellitt de Secteur vun de Satellitten zu engem Pôle d'excellence maache géifen.

Här President, esou Saache geschéien, wann de Verdeedegungsminister vun engem Land och Wirtschaftsminister ass. Da kënnt een op esou Iddien, e militäresch-industrielle Komplex opzebaue mat all senge Geforen an zukünftegen Ofhängegkeeten.

Mir si fir d'wirtschaftlech Diversifikatioun vun eisem Land, awer net, andeems mer eis Ekonomie militariséieren. Spéitstens mat dësem Vott, Här President, ka kee lëtzebuergeschen Ausseminister méi an eng Talkshow goen an houfreg behaapten, mir hätten nieft all méigleche Steiertricksereien zumindest keng Militärindustrie. Dëst ass spéitstens heimadder eriwwer.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Verdeedegungsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. Fir d'Alleréischt wëll ech drop hiweisen, dass dat heiten e Projet ass, dee sech honnertprozenteg areit an d'Capacitéite vun der Lëtzebuerger Arméi, näämlech an d'Reconnaissance. Op där anerer Säit ass et esou, dass d'NATO an och d'EU, wat d'Verdeedegungspolitik ugeet, Riselacunnen hunn, wat d'Satellittecapacitéiten ugeet.

A vu dass Lëtzebuerg decidéiert huet, dass, wann ee scho muss - an ech betounen „muss" - de Budget vun der Defense an d'Luucht setzen, fir solidaresch ze sinn am Kader vun der NATO, ee probéiert, dat ze maachen iwwer Projeten, déi e Retour économique oder e Retour tout court op eist Land hunn, an zwar e positiven.

An dofir, Här Baum, investéiere mer a Projeten, déi dësem Land an dëser Ekonomie eppes

bréngen. Mir kéinten natierlech higoen an nach eng Kéier 100 „Dingoen" kafen, dann hätte mer och esou vill Suen ausginn, mä da wären null Euro vun all deene Suen zu Lëtzebuerg bliwwen.

Hei bleiwen déi Suen zu Lëtzebuerg, well et Lëtzebuerger Firme sinn, déi dee Satellitt wäerte lancéieren a bedreiwen, grad wéi mer dat an all deene Projeten, déi mer soss nach hei decidéiert hunn, gemaach hunn, mat Exceptioun vun dem A400M, wou ech Iech jo d'lescht Woch recht ginn hunn, wou mir déi Eenzeg eigentlech heibanne waren, Här Baum, déi net ganz begeeschtert vun deem Projet waren, well deen ebe kee Retour économique op Lëtzebuerg huet a well dat Ausgabe sinn, déi ech, wann ech deemools d'Decisioun hätt missen huelen, net esou getätegt hätt.

Mä dat heiten ass awer de Contraire. Hei ass e Projet, dee gebraucht gëtt. Dat ass e Projet, dee mir kënne selwer maachen, et ass ee Projet, deen den Entreprisen zu Lëtzebuerg wäert Opträg ginn. An nach eng Kéier, hei geet et just ëm Imagerie, et geet also net drëm, Panzeren ze bauen oder soss iergendwelch Rüstungsindustrien hei zu Lëtzebuerg opzebauen. An et ass nach esou, dass bei deem Projet déi Biller, déi mer maachen, och kënne kommerziell verwent ginn, dass mer also mat deem Beobachtungssatellitt och kënnen e ganz normale Business maachen, wéi dee vu villen Honnerten anere Satellitten haut gemaach gëtt ouni eng Diskussioun.

Ech wëll awer och op dee Virworf agoen, dass dee Plan directeur, wou ech Iech deslescht sot, dass dee géif am Regierungsrot ugeholl ginn, a wou ech gesot hunn, dass et keng weider Erhéijunge vum Defensebudget iwwert dat eraus gëtt, wat zu Wales 2014 decidéiert ginn ass, nämlech dass mer géife bis 2020 eise Budget vun der Defense vun 0,4 op 0,6% erhéijen, wuel wëssend, dass mer theoretesch missten op 2% goen. Mä do hu mer als Regierung kategoresch gesot, dass mer dat net wäerte maachen.

An Dir zitéiert vun deem Regierungsrot, wou dee Plan directeur ugeholl ginn ass. Ech weess net, wien Iech dat Dokument zougespillt huet, wat scheinbar soll am Regierungsrot ugeholl gi sinn. Ech kann Iech just soen, dass et eng al Versioun war, aus deem einfache Grond, well ech déi Augmentatioun, déi an deem Dokument virgesi war, erausgestrach hunn. An de Regierungsrot huet also ganz kloer dat ugeholl, wat ech dem Regierungsrot proposéiert hunn, nämlech ze soen, mir hunn en Engagement, fir vun 0,4 op 0,6 bis 2020 an d'Luucht ze goen. Dat ass alles! Méi wäit geet déi heite Regierung net.

An ech mengen, et ass un enger nächster Regierung ze decidéieren, ob se nach wëllt weider Schrëtt maachen oder net. Dat, a genee dat an näischt méi, ass dofir an deem Regierungsrot decidéiert ginn. An deen Text, deen Dir dann do hutt, ass mat Sécherheet net deen, deen duerch de Regierungsrot gaangen ass, well ech ebe genee déi dote Passagen erausgestrach hunn. Also kënnt Der net där heite Koalitioun virwerfen, se géif dat eent soen an dat anert maachen.

An och fir dat, wou Der ugeschwat hutt vum Premierminister, dass hien en Tweet gemaach hätt - oder wat et och ëmmer war -, dass mer géifen op 2% goen, mengen ech, neen, mengen ech net nëmmen, weess ech, dass et entweder schlecht geschriwwe war oder e Malentendu. Mä wahrscheinlech ass et e Malentendu, well et schlecht geschriwwen ass, well de Premierminister selwer a menger Präsenz och dem Här Trump an all deenen aneren NATO-Partner gesot huet, dass Lëtzebuerg net amstand ass an och net wäert akzeptéieren, säin Defensebudget op 2% eropzehiewen. 2% vun eisem PIB wären 10% vun eisem Budget. Ech gesi beim beschte Wëllen net, wéi mir esou vill Suen an eng Arméi mat 850 Milliounen, neen, 850 Mann, net Milliounen, sollen investéieren, geschweige dann, dass mer dat iwwerhaapt jee wëlles hätten.

Dofir, gleeft mer: Dat, wat hei gëllt, ass dat, wat gesot ginn ass, souwuel an der NATO wéi och dat, wat am Regierungsrot virun enger Woch zu deem Sujet ugeholl ginn ass. Voilà.

Dat gesot, soen ech awer all deenen, déi dee Projet hei ënnerstëtzen, ee grousse Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir géifen dann iwwert de Projet... Jo, entschëllegt, Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt nofroen, ob ech dat da richteg verstanen hunn. Dat heescht, an deem Plan directeur, deen am Regierungsrot ugeholl ginn ass, dee jo dann definitiv en anert Dokument ass wéi dat, wat ech hei leien hunn, an deem Plan directeur, sot Dir, geet bis 2025 de Budget vun de Militärdepensen net iwwer 0,6% eraus.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Et ass esou, dass mat deem Plan directeur mir eis jo engagéiert hu vis-à-vis vun der NATO, fir bis 2020 vun 0,4 op 0,6% an d'Luucht ze goen. Dee Plan, déi Lignes directrices, déi mer hunn, gi bis 2025. Okay?

Elo ass et esou, dass et eng Evidenz ass, dass een dat Lach vun 2020 bis 2025 och muss budgetiséieren. Mir hunn als aktuell Regierung dat elo net méi gemaach, well mir soen: Dat do ass eng Ausgab, déi eng Regierung ab 2020 muss maachen. Also, déi nächst Regierung, egal wéi se dann ausgesäit, muss do hir Decisioun huelen. An et ass net un dëser Regierung, fir iwwer 2020 eraus nach Engagementer ze huelen. Dofir sti mir dozou. Mir maachen déi 0,4 op 0,6 bis 2020 an déi nächst Regierung wäert da spéitstens an hirem Regierungsaccord oder eben duerno am Laf vun hirem Mandat Decisioune mussen huelen, wéi et dann déi Joren duerno weidergeet, ob dat no uewe geet, no ënne geet oder parallell bleift, wéi et ass. Mä dat ass net méi d'Aufgab vun där aktueller Regierung. Ech mengen, dat wär extrem onfair, wann eng aktuell Regierung géif Ausgabe bis 2025 plangen, déi se haut net muss plangen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, dat hutt Der awer gemaach!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir géifen dann elo iwwert de Projet 7264 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7264 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Laurent Mosar);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer ginn zum nächste Punkt iwwer, dem Projet de loi 7303 betreffend den Numm vun der Hotelschoul an nach e puer aner Saachen. An d'Wuert huet den Här Gilles Baum.

10. 7303 - Projet de loi

1° portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis Heck et

2° modifiant la dénomination du lycée

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Mir géifen dann nach de Mëtteg e klengen Tour bis op Dikrech maachen an de Lycée technique hôtelier Alexis Heck. Den Numm vun där Schoul, dee wäert ofgeännert ginn, an zwar wäert déi Schoul ab der Rentrée „École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg" heeschen, fir einfach emol méi kloer ze maachen, wat an där Schoul gemaach gëtt, wat an där Schoul geléiert gëtt, fir se méi bekannt ze maachen um nationalen an um internationalen Niveau, fir ze weisen, wat fir Formatiounen ugebuede ginn a wat fir eng Beruffer sech do hannendru verstoppen.

Ännerunge gëtt et natierlech och an der Organisatioun an am Fonctionnement. Esou wäerten d'Missiounen erweidert ginn, wat d'Secteure vun der Restauratioun, der Hotellerie an dem Tourismus ugeet. De Rekrutement vum Personal gëtt méi flexibel, fir och auslännesch Enseignantë kënne mat bäizehuelen, déi eng gewëssen Expertise hunn op deenen dräi Gebidder, déi ech Iech elo just opgezielt hunn.

Virgesinn ass des Weideren, e Restaurant d'application an en Hôtel d'application ze schafen, wou da ka geléiert an och geschafft ginn. An zu gudder Lescht wäert e Conseil consultatif d'Schoul begleeden an iwwert d'Evolutioun an d'Erausfuerderunge vum Secteur vun der Hotellerie a vum Tourismus an d'Bild setzen.

Awer der Rei no. Fir méi Visibilitéit a Kloerheet wäert am neien Numm vun der Schoul stoen, wat do geléiert gëtt, näämlech „Hôtellerie" an „Tourisme". Den Numm vum Restaurant vun der Schoul gëtt elo „Restaurant Alexis Heck" an net méi „Restaurant an der Kéier". Well et awer net nëmmen theoretesch Coursë gëtt, wäert déi nei Schoul och e Restaurant scolaire ubidden, e Restaurant d'application mat verschiddene Servicer, wéi e Menu complet an e Menu à la carte, en Hôtel d'application an och en Internat.

Am Artikel 3 ginn déi verschidde Formatioune beschriwwen. Am Moment kann een zu Dikrech den DAP maachen als Restaurateur, Hôtelier-Restaurateur a Kach am Régime concomitant, an den Diplôme du technicien an der Hotellerie an am Tourismus. Ab der Rentrée 2018/2019 wäert am Enseignement secondaire général eng nei Sektioun „Gestion hôtelière et touristique" geschaaft ginn.

Am Gesetzestext steet och, wat d'Schoul ubidde kann, selon les besoins et les infrastructures: ënner anerem e BTS, awer och Perfektionementscoursen am Kader vun der Formation professionnelle, natierlech an de Gebidder Restauratioun, Hotellerie an Tourismus, mam Zil, fir de Label de qualité ze erreechen.

A fir déi Professionell, déi schonn am Beruff schaffen, wäert et och méiglech sinn, fir de Lifelong-Learning-Prozess fortzesetzen an do verschidden Attestations de réussite ze kréie vu spezifesche Formatiounen, déi et erméiglechen, hiert professionellt Potenzial ze erweideren.

Wat d'Personal ugeet, wat an dëser Schoul elo Schoul hale kann, referéiere mer eis op d'Gesetz vum 26. Februar 2016, wat déi international ëffentlech Schoul zu Déifferdeng ugeet. D'Personal kann ënner verschiddene Konditiounen duerch Employéeën ergänzt ginn, déi däerfe Schoul hale respektiv am sozioeducativen Encadrement täteg sinn oder am Domän vun der Hospitalité an engem vun den EU-Memberstaten, awer op d'mannst fënnef Joer professionell Erfahrung an deem Beräich mussen hunn an op d'mannst den Niveau B2 an enger vun den dräi administrative Sproochen zu Lëtzebuerg.

Dës Dispositioun dréit der Spezifissitéit vun der Schoul Rechnung, fir Leit mat u Bord ze huelen, déi an de Beräicher Hotellerie, Tourismus a Restauratioun Erfahrung hunn, a just an dëse Beräicher. Dat heescht, et geet drëm, fir Spezialiste mat u Bord ze zéien. All déi aner Fächer, wéi d'Mathematik, d'Sproochen, d'Wëssenschaften ënnerleien natierlech de Regelen, wéi se an der Fonction publique applizéiert ginn.

Wat d'Administratioun ugeet, do wäert dës Schoul een Direkter hunn a maximal zwee Directeurs adjoints a Fonctionnairen, an dee Staff ka komplettéiert ginn duerch Fonctionnaires-stagiaires, Employéen oder Salariés de l'État.

Donieft gëtt awer och e Conseil consultatif geschaaft, wou Representantë vun de Ministèren dra sinn, zwee Representantë vun der Éducation nationale an ee vum Tourisme, ee Représentant national, deen aus der Restauratioun an der Hotellerie kënnt, zwee auslännesch Experten an natierlech den Direkter vun der Schoul. An dëse Conseil consultatif soll aktiv un der Entwécklung vun der Schoul matschaffen, si aktiv begleeden. Dat geet iwwert d'Schreiwe vun Avisen, awer och Konventiounen iwwert d'Schoul, d'Formation continue, an natierlech och d'Etüd maachen iwwert d'Weiderentwécklung vun der Schoul.

Voilà! Mat der Ëmwandlung vun der Schoul schafe mer e weidert Puzzlestéck an der Philosophie „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner". Et gëtt elo méi Kloerheet, wat an deene Schoule gemaach gëtt. Et ass och méiglech, eng méi geziilten a besser Formatioun unzebidden.

Domat géif ech ofschléissen an den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt dee leschte Gesetzesprojet, zu deem ech däerf schwätzen an dëser Legislaturperiod, grad d'Hotelschoul ass. Als Direktesch vun der Akerbauschoul hunn ech regelméisseg mat der Dikrecher Hotelschoul zesummegeschafft, an ech hunn dës Schoul ëmmer als eng ganz interessant, dynamesch Schoul empfonnt.

An ech soen dem Rapporteur, dem Här Baum, och villmools Merci fir säin ausféierleche Rapport. Ech wäert just op dräi Punkten agoen, ech mengen, et ass scho bal alles gesot.

D'Gesetz gesäit elo offiziell e Restaurant d'application an och en Hôtel d'application vir. Dëst ass ausdrécklech ze begréissen, well d'Praxis ass onentbehrlech fir d'Schüler, mä awer genausou onentbehrlech fir d'Enseignanten, well nëmmen, wann d'Enseignantë regelméisseg mat der Realitéit vum Terrain konfrontéiert sinn, kenne se hire Beruff, bleiwe se um leschte Stand an nëmmen da kënne se gutt Schoul halen.

Da kritt d'Hotelschoul elo och ee Conseil consultatif. Als CSV soe mir, datt et immens wichteg ass, datt d'Hotelschoul - awer net nëmmen d'Hotelschoul, mä u sech alleguerten d'Schoulen - enk mat de Leit vum Terrain zesummeschaffen.

Dat soll elo iwwert dëse Conseil consultatif geschéien, mä et stellt sech awer d'Fro, an déi Fro stellt sech och d'Chambre des Salariés, ob et hei net zu Iwwerschneidunge kënnt vun den Zoustännegkeeten tëschent dësem neie Gremium, den Équipes curriculaires, dem Comité à la formation professionnelle, dem Conseil national des programmes an der Cellule de développement scolaire, dee jo och fir d'Schoulentwécklung zoustänneg ass.

Ech soen et nach eemol: Als CSV hu mer eppes géint en Usammele vun ënnerschiddleche Gremien mat vergläichbaren Aufgaben, a mir hoffen, datt d'Funktionement vun dësem Conseil consultatitif an Zesummenaarbecht mat de besteeënde Gremien am A behale gëtt.

Da gesäit dëst Gesetz och erëm Derogatioune vir, wat d'Personal ugeet. Als CSV versti mer, datt et wichteg ass, exzellent Leit aus der Restauratioun, der Hotellerie an den Enseignement ze kréien. Mir verstinn och, datt et noutwendeg ka sinn, an deem Fall Derogatioune fir dës speziell Leit virzegesinn, mä de Projet de loi ass an deem Punkt zimlech vag formuléiert a léisst ganz villes zou.

Am Artikel 5 steet dran, datt den normale Kader vum Personal kéint komplettéiert gi mat Employéen, déi d'Konditiounen, den Här Baum huet se schonn opgezielt, géifen erfëllen, am Prinzip aus der EU, si hätten do een Accès zu enger Fonction enseignante oder Fonction d'encadrement socio-éducatif oder soss eng Funktioun am Beräich vun der Hospitalitéit, si hätte fënnef Joer Beruffserfahrung an hätten e B2 an engem vun eisen dräi administrative Sproochen.

Dir Dammen an Dir Hären, hei steet net dran, datt dës Ausnamen nëmme kéinte gemaach gi fir Enseignanten aus dem Spezialberäich vun der Restauratioun, Hotellerie, Tourismus. Neen, hei steet dran, datt d'Hotelsschoul dës Ausname ka maachen, fir hire Personalkader am Allgemengen ze erweideren. A wann dat gewënscht ass, dann, denken ech, hätte mer eng ganz breet Diskussioun misse féieren. An da stellt sech natierlech och d'Fro: Wann déi eng Schoul dat ka maachen, firwat net déi aner Schoulen?

An ech muss Iech soen, datt ech mat de jeeweilegen Erklärunge vum Ministère net zefridde sinn. Ech krut, éischtens, bei der Presentatioun gesot, dës Ausname wären definitiv just fir d'Spezialenseignantë geduecht an et géif ee kucken, fir den Artikel unzepassen, fir dat Ganzt méi kloerzemaachen. Du war also nach jiddwereen der Meenung, datt et net kloer war.

An där nächster Sitzung war awer keng Upassung gemaach ginn. Vläicht war och gehofft ginn, ech hätt et vergiess; hat ech awer net. Du krut ech als Erklärung, de Ministère hätt een Avis juridique, dee géif confirméieren, datt dës Derogatioune just op Enseignanten aus de Spezialberäicher géif zoutreffen.

Vu datt ech mer als Netjurist net konnt virstellen, wéi e Jurist genau dat do géif aus deem ganz vagen Text erausliesen, hunn ech dann dunn den Avis juridique gefrot. A wat ass geschitt? Amplaz en Avis juridique ze kréien, krut ech just eng schréftlech Erklärung vum Här Meisch, wat mat dem Artikel gemengt wär. Et gëtt also keen Avis juridique, deen u sech d'Ausso vum Här Meisch géif beleeën. A genau dat ass awer de Problem. Firwat huet den Här

Meisch net déi noutwendeg Upassunge gemaach, fir et kloerzestellen?

Mat dësem Text ass elo villes machbar. A genau wéinst dësem Punkt hu mer eis Schwieregkeete mam Projet de loi.

Op där anerer Säit wësse mer awer och, wat fir ustrengend Joren d'Hotelsschoul hanner sech huet. De Minister hat d'Schoul méi wéi ee Joer laang am Ree stoegelooss. Dat ass net normal! Méi wéi ee Joer laang hat de Minister keen Direkter genannt fir d'Schoul, bis dann am Februar d'lescht Joer de Poste kuerzfristeg nach eemol ausgeschriwwe ginn ass an du séier och besat ginn ass.

An ech kennen, wéi gesot, déi Dikrecher Hotelsschoul scho méi laang. A gleeft mer et, dat ass eng dynamesch Schoul, eng Schoul mat vill Potenzial! A wann d'Schoul net déi motivéiert an engagéiert Enseignanten, Direktiounsequipp a soss Personal an och Schüler hätt, da wier se net do, wou si elo ass. Dann hätt se net national an international dee Ruff, dee se elo huet. An duerfir wäerte mer trotz eise Bedenken de Projet de loi stëmmen, fir d'Schoul net erëm ze bremsen.

An ech wënschen der Dikrecher Hotelsschoul an hirer gesamter Equipp all Guddes.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, als déi gréng begréisse mer ausdrécklech, dass de Conseil consultatif do kënnt, fir dat Zesummespill ze kréien tëschent der Beruffswelt an der Schoul, fir dass deen Austausch do geschitt. An ech mengen, et ass och gutt, dass an deem Projet de loi hei nei Weeër gesicht ginn, wéi déi Schoul sech kann entwéckelen, ënner anerem mat dem BTS eben an der Hotellerie an och am Tourismusberäich.

Mir sinn och der Meenung, dass et net anescht geet, wann een e Spezialgebitt opbaut, wéi dat am Tourismusberäich awer de Fall ass. An ech selwer kann och soen aus dem Atert-Lycée eraus, dass een heiansdo muss Leit rekrutéieren, déi aus anere Beruffszweiger eriwwerkommen, an dass een natierlech soll drop oppassen, dass déi déi noutwendeg Formatioun an hirem Spezialgebitt hunn. An dofir menge mer, dass et och net anescht geet, wéi esou e Rekrutement ze maachen.

Dann nach just e Wuert zum Numm vun der Schoul. Am Sproochgebrauch war et ëmmer „d'Hotelsschoul". An dass een awer doran verstoppt den Tourismusberäich schonn ëmmer enséignéiert huet an dass dat elo soll bäikommen an d'Hotels- an Tourismusschoul soll ginn, dat begréisse mer och ausdrécklech.

A vu dass se hiren Numm scho geännert hunn op hirem Internetsite, géifen déi gréng och elo d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ginn. Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Tess Burton huet d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll dann awer och profitéieren, a mengem Kolleeg Gilles Baum Merci soe fir säi Rapport, deem am Fong näischt méi bäizefügen ass. Ech wëll awer trotzdeem nach eng Kéier drun erënneren, dass mir eréischt d'lescht Woch den zéngte Fënnefjoresplang vum Tourismus heibanne gestëmmt hunn. De Wirtschaftsminister wäert do 60 Milliounen Euro zur Verfügung stellen, fir den Tourismus ze promouvéieren an ze professionaliséieren.

Stéchwuert: Professionaliséieren. Et fänkt domadder un, dass mer eise Schüler eng gutt Formatioun ubidden. An dofir kënne mer déi Änerungen, déi mat dësem Gesetz hei gemaach ginn, nëmme begréissen a ginn natierlech och den Accord zu deem heite Projet. Voilà!

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Merci un den Här Baum fir de Rapport. Mir hu wéi vill Leit hei am Land e grousse Respekt virun der Hotelsschoul. Et ass eng Schoul, déi souwuel hei am Land wéi och am Ausland eng grouss Reputatioun huet, wou och vill Leit aus dem Ausland heihinner kommen, fir hei forméiert ze ginn. Et ass also och gutt, datt mer déi Schoul ëmmer weiderentwéckelen an um leschte Stand vun deem halen, wat do néideg ass.

Et ass also e Gesetz, wat mir vum Prinzip hier begréissen. Datt do elo do deen Hotel ass a villes aneres, sinn ausgezeechent Iddien.

Wou mer e Problem hunn als ADR, dat ass mat där Iddi, datt elo kënnen an d'Fonction publique nees Leit opgeholl ginn, déi kee Lëtzebuergesch kënnen an déi nëmmen eng vun deenen dräi Verwaltungssproochen um Niveau B2 musse kënnen. Et ass net déi éischte Kéier. Mir hunn dat bal systematesch an dëser Legislaturperiod gehat an enger ganzer Rei vu Schoulen, souguer am Zentrum fir d'Lëtzebuerger Sprooch. Mir sinn net domadder d'accord!

Ech weess, d'CSV huet elo argumentéiert, datt se och net d'accord ass an awer d'Gesetz stëmmt. Dat ass net dee Genre Lektür vu Prinzipientrei, déi mir als ADR maachen. Mir wëllen, datt déi lëtzebuergesch ëffentlech Funktioun lëtzebuergeschsproocheg ass!

Wann Auslänner heihinner an d'ëffentlech Funktioun wëlle kommen, solle se Lëtzebuergesch léieren. Dat ass genausou, wéi wann een an der däitscher ëffentlecher Funktioun wëllt schaffen. Da léiert en Däitsch, oder an anere Länner. Dat ass eng Selbstverständlechkeet.

Mir sinn och net dergéint, datt déi Leit, déi heihinner kommen an déi Sproochekonditioun nach net erfëllen oder net wëllen, net kënne Lëtzebuergesch léieren, wéi och ëmmer, datt si ënner engem anere Statut kënnen engagéiert ginn - dat wier och kee Problem fir eis -, als Consultant oder als iergendwéi eng Roll, datt se kënnen enseignéieren an där Schoul. Dat wär alles fir eis kee Problem, well mer agesinn, datt et heiansdo gutt ass, héichspezialiséiert Leit kommen ze loossen, au bénéfice des élèves. Kee Problem!

Awer mir wëllen ee Prinzip kloer halen: Wien an d'Lëtzebuerger Fonction publique kënne, muss Lëtzebuergesch op deem héchsten Niveau schwätze kënnen. Mir sinn elo an enger Tendenz, wou mer net wëssen, wou se hifféiert. Mir hunn eng Multiplikatioun vun esou Ausname schonn an dëser Legislaturperiod gehat. A mir als ADR stinn do kloer dergéint.

Mir wäerten dëst Gesetz mat aller Léift zur Hotelsschoul, mat allem, wat mer unerkennen u Positivem an dësem Gesetz dofir net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här David Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten eis bei dësem Projet de loi enthalen, allerdéngs net aus deeneselwechte Ursaache wéi mäi Virriedner elo. Et sinn e puer Dispositiounen, déi eis awer stéieren oder wou mer eis eng Partie Froe stellen, notamment wat d'Stagiairen ugeet.

An der Hotelsschoul ass et jo esou, datt et grad déi Schoul och ass, wou och de professionelle Stage gemaach gëtt. A mir bemängele genausou wéi d'Chambre des Salariés, datt awer weiderhin eng ganz Partie vu Sekuritéiten net garantéiert ginn. Et gëtt sech beruff op d'Gesetzgebung vun der Formation professionnelle. Et gëtt jo an den Tuyauen e Gesetz, dat justement soll dat iwwert de Stage regelen, dat den Aarbechtsminister Nicolas Schmit deposéiert huet, allerdéngs relativ spéit am Laf vun dëser Legislaturperiod, soudatt et wahrscheinlech och nach net wäert duerchkommen.

Dovunner ofgesinn, ass dee Projet de loi och nach ganz kritikabel, mä soit. Mä op jidde Fall gëtt et awer och scho Pisten, notamment an engem Avis vun der Chambre des Salariés, wéi een dat kéint besser organiséieren; dat heescht, d'Remuneratioun an och d'Sécherheet vun de Stagiairen. Dat ass eis elo alles e bësse flou.

Flou an eisen Aen, an do ginn ech och an déiselwecht Richtung wéi d'CSV, dat ass och de Rekrutement an d'Personal, wat do schaffe wäert. Mir kënnen novollzéien, datt grad och nach an enger Hotelsschoul mussen Expertisë geholl ginn, déi méi original sinn, mä d'Derogatioune schéngen eis eendeiteg nach ze flou ze sinn an dësem Gesetz. A mir mengen och, datt esou Derogatioune misste méi konkret festgeluecht ginn, iwwerhaapt an der Gesetzgebung vun 2015.

Mir maachen eis prinzipiell och Suergen, dat hu mer awer och schonn hei gesot, iwwert déi verschidde Gesetzgebungen, déi all Kéiers ad hoc fir all Schoul geschafe ginn. Déi Liberal, déi fannen dat interessant, well an hiren Aen ass dat esou eng Emulatioun, déi do entsteet. A bon, jo, dat ass e gewësse Kompetitivitéits-, e Konkurrenzgedanken, deen an der École publique soll do entstoen.

Mir hunn eng aner Analys. Mir sinn net der Meenung, datt dat esou funktionéiere wäert. A mir sinn och der Meenung, datt Autonomie an demokratescht Matbestëmmen an engem anere Kader misst organiséiert ginn, an engem Kader och, wou all Schoul muss genuch Mëttelen hunn an déiselwecht Mëttelen hunn. An déi mussen zu 100% vum Stat a vun der ëffentlecher Hand assuréiert sinn, well soss gi mer an eng Richtung, wou déi verschidde Lycéeën net méi déiselwecht Dispositioune wäerten hunn; déi eng géint déi aner. Bon, mä dat ass nach eng aner Diskussioun.

Ech wollt awer nach e kleng Wuert verléieren, well dat mech interesséiert, wa mer scho beim Léiere vun der Gastronomie sinn. D'Madamm Statssekretärin war jo op der Springbreak, wéi dat hautzedaags heescht... Doriwwer kéint een och nach diskutéieren, iwwert de Gebrauch vu komesche Wierder vum Wirtschaftsministère. Ech weess net, ob se ganz genau wëssen, wat Springbreak an den USA heescht. Mä soit!

(Hilarité)

Vuole fare l'americano, wësst Der. Dat ass e bëssen esou, wann een do wëllt den Amerikaner spillen, an duerno ass een e bësse ridicule. Mä soit, dat ass eng Saach!

Mä do gouf jo annoncéiert, fir zu Suessem am Schlass eng Spezialschoul och esou ze maachen, Bocuse an esou weider. E prestigiéise Projet, et kéint en interessante Projet sinn. Et gëtt allerdéngs och schonn e Projet, deen, mengen ech, d'Suessemer Gemeng selwer ausgeschafft huet, dee wahrscheinlech vill méi perenne ass.

A wat ech net verstinn, dat ass, datt einfach deen ee Projet, deen aneren ewechkickt. An ech géif et awer interessant fannen, ech soen dat, ech sinn emol net aus dem Süden, ech sinn net concernéiert, mä ech géif et interessant fannen, well de Sujet mech interesséiert, wann och eng Kéier kéint doriwwer diskutéiert ginn. Ech hoffen och, datt de Suessemer Schäfferot sech fir eng Kéier emol géint d'Regierung kéint behaapten. Dat kéint emol eng Kéier geschéien.

(Hilarité)

Neen, mä Spaß beiseite! Dat wier awer eng wichteg Saach. Mä voilà, ceci étant dit, mir wäerten eis enthale bei dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och e Merci un de Gilles Baum als Rapporteur. Ech mengen, alles ass erklärt. Vläicht een Aspekt nach, dee kann ech derbäifügen, nämlech datt dat heiten ee vun de Resultater ass vun engem laange Reflexiounsprozess, dee mer zesumme mam Secteur vun der Gastronomie, der Horeca gefouert hunn, nämlech fir ze kucken, wat fir eng Akteuren, wat fir eng Formatioune mer sollen ubidden, wat mer vläicht un neie Formatioune brauchen, wien och wat fir ee Rôle doranner soll iwwerhuelen.

An natierlech ass och do de Rôle vun dem Flagschëff vun der Ausbildung am Beräich vun der Gastronomie, nämlech der Hotelsschoul zu Dikrech, ugeschwat ginn, wou jiddweree sech eens ass - an dëst Gesetz iwwersetzt dat och elo nach eng Kéier an e legale Kader eran -, datt d'Hotelsschoul zu Dikrech, déi elo d'Hotels- an Tourismusschoul vun Dikrech ass, eben och d'Exzellenz soll duerstellen, d'Exzellenz soll férderen an zesumme mat enger Rei vun anere Schoulen, déi och an deem Beräich Formatiounen ubidden, soll kucken, datt mer souwuel genuch Leit ausbilde fir dee Secteur, well et e Secteur ass, deen nach ganz vill astellt an och Problemer huet anzestellen, hei zu Lëtzebuerg ze rekrutéieren, an awer och an der Qualitéit ganz gutt ausgebilte Leit ausbilt, well et sinn déi, déi mat ganz ville Leit hei zu Lëtzebuerg an och vu baussen a Kontakt sinn.

A wa mer vu Nation Branding schwätzen, nach eng Kéier en neit lëtzebuergescht Wuert, wat mer oft gebrauchen, dann ass dat dote sécherlech deen éischte Moyen, fir op eis opmierksam ze maachen, fir ze weisen, datt mer frëndlech sinn, datt mer oppenhäerzeg sinn an datt mer och wëssen, wat gutt Kichen an e gudde Patt ass.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech mengen, da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7303 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7303 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo... nach net grad... ofgeschloss.

54-mol Jo, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet 7303 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7303 est adopté par 55 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 7334 iwwert d'Biokläranlag zu Iwwersyren. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Henri Kox.

11. 7334 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer:

1° au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren;

2° au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig;

3° au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Hei geet et effektiv ëm d'Kläranlag zu Iwwersiren. Éier ech awer zum eigentleche Projet kommen, wollt ech awer e klenge Bilan zéien, well a mengem schréftleche Rapport e puer Zuelen awer genannt sinn. An et ass awer wichteg, déi eng Kéier hei ze ernimmen.

Mir wëssen, dass mer viru fënnef Joer e bësse méi schwéier ugefaang hunn, well mer och eng Strof kritt hunn, well mer Retarden haten. Awer mëttlerweil ass iwwert déi ganz Legislatur ganz gutt geschafft ginn, an dat am Zesummespill mat de Syndicaten an de Gemengen, well eleng de Stat kann et net riichten. An dofir war et wichteg, dass och d'Gemengen hir Responsabilitéit iwwerholl hunn, an och déi entspriechend Syndicaten.

Haut kann ee soen: 95% gi biologesch traitéiert. Dat mécht am Ganzen - dat ass dee sougenannten „Einwohnergleichwert" -, dat ass bal 1 Million Einwohnergleichwert, déi hei a Lëtzebuerg traitéiert ginn. Et ginn awer och nach 107 mechanesch Kläranlagen, vun deenen een awer nach muss soen: 60 ginn elo vergréissert a 37 ginn der ganz nei gebaut. Dat sinn nach eng Kéier 16.000 Einwohnergleichwerter.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

2017 gouf en Invest gemaach oder Subventioune vun der AGE oder dem Fonds pour la gestion de l'eau, iwwer 140 Milliounen als Subventioun, an Eegemëttel nach eng Kéier: 94. An déi nächst zéng Joer gesi vir, dass nach eng Kéier 1,1 Milliard mussen investéiert ginn. Also, et steet nach munches bevir, ënner anerem, an da kommen ech zum eigentleche Projet hei: Et geet och ëm déi sougenannte véiert Stuf.

Wat heescht dat? Dir wësst alleguerten, d'Medikamenter an nach aner Produiten, d'Micro-

polluanten, déi sollen och zukünfteg an de Kläranlagen erausgeholl ginn. An hei gëtt en éischte Projet dorauser gemaach.

Wat passéiert elo bei dëser Kläranlag? Ma si muss vergréissert ginn, näämlech vu 35.000 Einwohnergleichwerter op 122.000 Einwohnergleichwerter. Dat ass substanziell, well et sinn näämlech fënnef Gemengen do ugeschloss, an ënnert dem Syndicat SIDEST gëtt et ausgefouert. Dat ass Conter, Nidderaanwen, Sandweiler, Schëtter a Weiler-la-Tour, an - an dat ass dee ganz wichtege Punkt hei - et ass de Findel.

Dir wësst, de Findel, jiddwereen, dee mam Fliger am Wanter emol flitt, da bleift e stoen, well Enteisunge musse gemaach ginn. An do gi Produiten agesat, déi biologesch ofbaubar sinn, awer déi haut musse komplizéiert mat Loft, mat Sauerstoff traitéiert ginn, wat ganz vill Energie bedeit. An dofir war et wichteg, dass endlech elo dës Kläranlag dann déi néideg Ausbaustufe kritt, fir dat opzefänken.

Niewent dem Findel ass et awer och nach Schraasseg. Also, de Prisong gëtt och nach mat ugeschloss, soudass d'Opdeelung, wa se da fäerdeg ass, seet: 45% sinn et d'Gemengen - Schraasseg mat dem Prisong: 2,5% - an de Fluchhafe selwer, wat net näischt ass, wäert awer 52% vun der Kläranlag ausmaachen.

Dat Ganzt huet een Invest, an et ass jo e Finanzéierungsgesetz, dat sinn 162 Milliounen. Dat ass net näischt. Also, ech mengen, et ass wichteg, dass an Zukunft och hei investéiert gëtt, well eis Gewässer, eist Drénkwaasser awer weider muss propper gehale ginn.

Fënnef Punkte wollt ech erwänen. Dee ganze Projet soll a fënnef Joer ëmgesat ginn. Ech hoffen, dass dat och entspriechend da kann ëmgesat ginn. En éischte Punkt ass eben d'Extensioun vun der Kläranlag selwer. En zweete Punkt sinn d'Infrastrukture fir den Traitement vun deem, wat vum Prisong kënnt. En drëtte Punkt ass et, fir eben alles vum Findel erofzekréien, laanscht d'Autobunn erof op Iwwersiren, soudass mer do dann deen Uschloss kënne maachen.

Et ass awer och dru geduecht, an dat ass wichteg, am Wanter komme jo bei Reen a bei villen Entäisungsaktioune relativ héich Quantitéiten. An déi héich Quantitéit däerf net direkt an d'Kläranlag goen, well dat och zu engem Kippen da féiert. Dofir ginn och Basengen, also Opfangbecken gebaut, déi natierlech och e Käschtepunkt hunn, awer déi dann de Funktionement vun der Kläranlag besser wäerte kënnen am Grëff behalen.

An dee leschte Punkt ass eben d'Infrastruktur fir den Traitement. Dat si fënnef Punkten, wéi gesot, ech hat virdrun de Chiffer scho genannt. Am Gesetz gëtt en opgedeelt, eng Kéier an den Haaptausbau vun der Kläranlag, dat si 36 Milliounen, an dat, wat iwwert déi Zousätz wéi de Becken, wéi d'Infrastrukturen an esou weider kënnt, dat sinn nach eng Kéier 93 Milliounen.

Et ass, wéi gesot, e ganz wichtegt Gesetz, wat mer domat op de Wee ginn. Et war och séier an der Prozedur. Mir missten emol bei anere Gesetzer och kucken, dass dat an där Schnellegkeet ka gemaach ginn, well d'Gesetz ass de 4. Juli 2018 deposéiert ginn. De Statsrot war och emol eng Kéier relativ séier, en huet den 10. Juli 2018 säin Avis ginn. Den 11. Juli sinn ech als Rapporteur designéiert ginn an den 18. Juli hu mer unanime mäi Rapport ugeholl. An ech wär frou, wann et och hei an der Chamber Unanimitéit zu dësem Projet géif ginn. An ech brénge gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech mer erlaben, dem Rapporteur, dem honorabelen Här Henri Kox, villmools Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Hien huet u sech dee Projet hei am Detail och beschriwwen. Hien huet e Resumé gemaach iwwert déi lescht fënnef Joer Aktivitéiten. Ech wëll net méi dorop agoen.

Ech wëll direkt soen, datt mer natierlech och als CSV-Fraktioun ganz frou sinn, datt d'Kläranlag Iwwersiren ebenfalls moderniséiert an erweidert gëtt. Ech mengen, do si mer absolutt enger Meenung. Ech hunn awer eng Rei Froen.

Eng éischt ass déi, wa mer vu 35.000 Awunnergläichwäerter op 122.000 Awunnergläichwäerter an d'Luucht ginn, wa mer gläichzäiteg nach e Bassin de stockage bauen, dee substanziell ass, an et weess een, datt u sech Iwwersiren och op där Lëscht war, wou mer jo laang als Lëtzebuerg prozesséiert hunn a wou mer eng Strof kritt hunn, dann ass et dach schwéier nozevollzéien, datt mat Ausnam vun enger Kéier d'Kläranlag Iwwersiren soll ëmmer esou schrecklech konform gewiescht sinn. War dat vläicht, fir alles, awer och wierklech alles deene vun der Bleesbréck an d'Schong ze schiben?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Op jidde Fall, ech kann Iech hei direkt soen, datt déi vun der Bleesbréck, wa se dann och dacks an de Mond geholl gi sinn, awer alles gemaach hunn. Soubal mer hei an deem Haus e Finanzéierungsgesetz am Dezember 2013 gestëmmt haten, hu mer den Turbo op der Bleesbréck ageschalt a mir hate bal net op all Geneemegung gewaart a mir si lassgefuer. An a Rekordzäit hu mer et u sech fäerdegbruecht, datt mer déi Bleesbréck konform kritt hunn.

An ech wëll Iech just soen, datt ab dem 17. Januar dëst Joer, jo, all Normen agehale ginn an u sech hunn héich Beamte vun deem zoustännege Ministère gesot kritt vun deene Responsabele vun der Europäescher Kommissioun, datt mer, souguer wa mer dann och nach eng Kéier Sue misste bezuelen, d'Suen awer héchstwahrscheinlech géife vum 17. Januar dëst Joer u vun der Strof zréckkréien. Mir hunn u sech also quasi ee Joer méi schnell geschafft, wéi virgesi war.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- An duerfir brauch de Lëtzebuerger Stat, a mir si ganz frou doriwwer, ronn eng Millioun manner ze bezuelen. Duerfir misst et vun do u jo kloer sinn, dierft d'Bleesbréck u sech an där Hisiicht net méi - wéi heescht et esou schéin op Däitsch? - „der Prügelknabe" sinn.

Dann hunn ech awer nach e puer aner Froen. Eng ass ugeschwat ginn, dat sinn u sech d'Micropolluanten. Et ass wichteg, datt mer an der Zukunft e weideren Effort maachen, datt mer all déi Medikamenteréckstänn oder esou vill wéi méiglech vun de Medikamenteréckstänn, Pestizideréckstänn an och Hormonréckstänn aus dem Waasser eraushuelen.

Wéi gesäit et fir d'Zukunft aus? Wéi gi mer do vir? Wat fir eng Gréisst vun Anlage kréien eng sougenannte véiert Rengegungsstuf? Dat ass e wichtegt Element.

An dann e weidert wichtegt Element, ech mengen, ech fannen et och ganz positiv, datt grad dës Anlag och esou eng véiert Stuf kritt. Ech mengen, dat ass keng Diskussioun. Dann ass et esou, datt jo och an dëser Anlag e Pilotprojet u sech nach ass, fir Phosphor aus dem Klärschlamm erauszehuelen.

(Interruption)

Dat hat de Rapporteur vergiess, mä et kann een net ëmmer alles soen. Dat ass also ganz wichteg. Et muss ee wëssen, datt Phosphor net onbegrenzt virkënnt an datt Phosphor u sech wichteg ass, datt mer dowéinst eng Réckgewënnung vum Phospor maachen an datt mer dee Phosphor erëm eng Kéier kënnen asetzen, fir d'Wuessbarkeet vun eise Planzen zum Beispill ze garantéieren.

Da wollt ech awer nach en anere Punkt uschwätzen, an zwar geet et dodrëm, et si fënnef Gemengen, déi hei concernéiert sinn. Ech wëll just deene Gemenge mat op de Wee ginn, datt se awer sollen oppassen. Wa mir elo e Gesetz hei stëmmen, e Finanzéierungsgesetz, dann ass et jo awer esou, datt do u sech e Plafong zréckbehale gëtt vun deem, wat de Stat ka subventionéieren bei där Anlag.

Et ass awer leider esou, datt de Moment de Marché esou iwwerhëtzt ass, datt et gewéinlech bei den Ausschreiwunge vill, vill méi deier gëtt. Dat sinn net nëmme meng Wierder, dat sinn och d'Wierder vun engem Infrastrukturminister François Bausch, deen hei op dësem Riednerpult den 18. Mäerz genau dat am Kontext vun der Mobilitéitsdiskussioun gesot huet. Et ass also ganz kloer, datt dee Projet riskéiert, awer vill méi deier ze ginn, doduerch datt eben, wéi gesot, eng ganz Rei Parameteren an déi Richtung weisen.

A mat Ausnam vum Bauindex gëtt et kee Moyen, fir u sech da gegebenenfalls substanziell méi Sue vum Stat ze kréien, fir dee Projet hei ze finanzéieren. Dat heescht also an anere Wierder, datt déi fënnef Gemenge riskéieren, awer nach en Deel méi op den Dësch leeën ze musse wéi dat, wat u sech hei an deem Gesetz virgesinn ass.

Datselwecht gëllt och... Ben, mir gi jo dovun aus, datt d'TVA sech net méi wäert bewegen, wann, da vläicht no ënnen, wie weess. Mä kloer ass, datt zum Beispill schonn eng laang Diskussioun gefouert gëtt, de Projet Bleesbréck war ee vun deene Projeten, déi…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kaes, Dir musst esou lues zur Konklusioun kommen.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ech halen direkt op, Här President. Ech halen direkt op, wann ech nach just dee Gedanken däerf maachen.

(Brouhaha)

Fir d'Bleesbréck ass hei e Finanzéierungsprojet mat 15% TVA gestëmmt ginn, dunn ass d'TVA op 17% eropgaangen. An et gëtt sech relativ driwwer gestridden, ob dann déi 2% d'office do derbäikommen, wat eleng op deem Projet eng Millioun ausmécht, wat jo awer Sue sinn, oder wéi et ass.

Dat heescht, ech kann nëmme just deenen - an dann halen ech op - fënnef Gemenge roden, dach awer dat nach eng Kéier am Detail ze kucken.

An deem Sënn ginn ech nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. Dann huet d'Madamm Hemmen d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech bleiwen hei op menger Plaz, well ech eigentlech just wéilt dem Rapporteur e ganz grousse Merci soen. Wann ech géif bei d'Riednerpult kommen, da géif ech eigentlech widderhuelen, wat hien och gesot huet, an zwar géif ech op d'Wichtegkeet poche vun deem Projet. Ech soen em och Merci, dass en am Virfeld eng Kéier kuerz e Bilan gemaach huet an dass en och nach eng Kéier dee Chiffer vun 1,1 Milliard an Aussiicht gestallt huet, déi et jo elo nach wäert kaschten iwwert déi nächst Joren, fir dass mer um Niveau vun eise Kläranlage weiderkommen.

Dir wësst, dass dat e ganz sensibelt Thema ass, wat dann och an dëser Legislaturperiod ganz eescht geholl ginn ass.

Ech soen och Merci dem Här Kaes, dass en eis als Gemengen, déi concernéiert sinn, déi gutt Rotschléi mat op de Wee ginn huet. Ech wéilt awer och do soen, dass mer natierlech a vollstem Vertraue mam Bauhär a mat eisem Partner vun de Gemengen, dem SIDEST, an doriwwer eraus dann och dem Här Ries, deen haut de Mëtteg hei bei eis ass, déi Aarbechte wäerten ugoen. An dat gesot, fanne mir et natierlech wichteg a mir ënnerstëtzen dat voll a ganz.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een den Zoustand vun eise Gewässer kuckt, da soll een éierlech sinn, da soll een näischt verschéineren. An et soll een net behaapten, datt Lëtzebuerg do keng Problemer hätt, ganz au Contraire. Mir hu vill Efforten an deene leschte Jorzéngte gemaach, dat ass richteg. Mä wa mer awer déi genee Analys maache vum Zoustand, da musse mer awer net onbedéngt zu engem Resultat kommen, wat eis kann zefriddestellen.

Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, datt keen Iwwerflächegewässer de Prädikat vu ganz guddem ekologeschem Zoustand verdéngt. 23% weisen eng onbefriddegend Qualitéit op a souguer 8% carrement eng schlecht. Wa mer dat aus hydromorphologescher Siicht kucken, dann erreecht u sech kee Gewässer d'Zil vun der Waasserramenrichtlinn. A wann ee reng de chemeschen Zoustand kuckt, da gesäit d'Situatioun nach vill méi schlecht aus. Duerfir solle mer och bescheide sinn. Ech soen et nach eng Kéier: Trotz den Efforten, déi an all deene Jore gemaach gi sinn, bleift nach ganz vill ze maachen.

Bis 2027 musse mer dem Artikel 4 vun der Waasserramenrichtlinn gerecht ginn, dat heescht, datt mer nach enorm vill Investitioune musse maachen. Et däerf een net vergiessen, de Moment ginn eng 26,6 Milliboune Meter Kibb d'Joer gekläert. Dat ass ganz vill an dat setzt viraus, datt mer awer nach mussen trotzdeem ganz grouss Efforte maachen.

Ech wëll virun allem op de Problem vun der Micropollutioun hiweisen. Dat ass hei och scho kuerz ugeschnidde ginn, haaptsächlech d'Medikamenteréckstänn an eise Gewässer. Et gëtt geschat, datt an Europa ronn 3.000 verschidde Medikamenter an de Gewässer sinn. Do si mer natierlech ganz séier bei der Diskussioun ëm déi véiert Stuf, wat hei schonn ugeschnidde ginn ass. Dat ass eng grouss Erausfuerderung. Ech wëll just drop hiweisen, datt d'Schwäiz eis do awer schonn e Schrack viraus ass.

Da gëtt et en anere Problem, dat ass dee vun de PCPen, dat heescht den „personal care products", Shampoing, Seef a Kosmetik an esou weider. Och dat kënne keng Mikroorganismen ofbauen. Mä och dat wäert an Zukunft d'Gewässer nach ëmmer zousätzlech belaaschten.

Wa mer also deem zweete Bewirtschaftungsplang wëlle gerecht ginn, da mussen nach mindestens 1,1 Milliard bis 2021 investéiert ginn. Dat sinn also am Duerchschnëtt ronn 250 Milliounen d'Joer.

Haut ass ouni Zweifel e wichtege Projet, dee mer hei decidéieren, wann ee bedenkt, datt d'Kläranlag vum SIDEST de Moment nëmme 35.000 EG-Wäerter huet, wann een op där anerer Säit kuckt, wat fir eng Gemengen awer dee Syndikat zesumme forméieren: Conter, Schëtter, Nidderaanwen, Sandweiler, Weiler zum Tur, a wann een awer och kuckt, wéi sech déi Gemengen entwéckelt hunn. Ech huelen als Beispill Sandweiler: 1998 hate se 2.476 Awunner, haut leie se bei 3.575.

An da kënnt natierlech virun allem dee ganz grousse Problem, dat ass dee vum Findel. An deen ass net nei, deen hu mer scho virun 20 Joer hei diskutéiert. A mer hunn en nach ëmmer net geléist krut. Selbstverständlech ass ee frou, vum reng ekonomesche Standpunkt hier gekuckt, wann de Findel ëmmer méi attraktiv gëtt. D'Zuel vun de Mouvementer ass enorm an d'Luucht gaangen. Am leschte Joer zum Beispill eng cumuléiert Croissance vu 65%. An et gëtt geschat, datt bis d'Joer 2019 95.000 Mouvementer wäerten um Findel stattfannen.

Trotz deem wirtschaftlechen Erfolleg, deen een natierlech ka begréissen, däerf een dann awer och net deen aneren Aspekt vergiessen, dat ass deen ekologeschen Aspekt. Duerfir ass et och iwwerfälleg, datt hei déi néideg Investissementer gemaach ginn, datt d'Bierelerbaach net weider esou verschmotzt gëtt, wéi dat de Moment virun allem natierlech wärend de Wanterméint de Fall ass. Well duerch déi glycolhalteg Verbindung entstinn natierlech ganz grouss Problemer.

Dann däerf een natierlech och net vergiessen, Schraasseg, wat hei deen drëtten Aspekt vum Gesetz ass, ass e staatlecht Gebai. De Stat huet déi absolutt Flicht, ech betounen dat, déi absolutt Flicht, awer wierklech mam gudde Beispill virzegoen. Duerfir ass et och net nozevollzéien, an et ass net nëmme fir Schraasseg, wou dat gëllt, datt et och nach aner ëffentlech Gebaier ginn, déi vläicht net onbedéngt esou eng Klärung vun hire Gewässer virhuelen, wéi dat misst sinn.

Jiddefalls musse mir och an Zukunft nach maximal Efforte maachen, net nëmme wat d'Klärung vun de Gewässer ubelaangt, mä virun allem awer och wat d'Renaturéierungsmoossnamen ubelaangt. Och do läit nach ganz vill Potenzial, fir d'Selbstreinigungskraaft vun de Gewässer ze erhéijen.

Hei ass en iwwerfällege Projet, deem mer selbstverständlech ganz gären zoustëmmen, net ouni awer, wéi gesot, nach eng Kéier d'Remark ze maachen: Et ass e gudde Schratt an déi richteg Richtung, mä nach eng Kéier, mir däerfen net vergiessen, mir hunn nach ganz villes virun eis.

Déi nächst Regierung muss do mat Sécherheet och nach mindestens op deemselwechten Niveau weiderfuere wéi déi heiten. An ech wëll vläicht als Beispill d'Uelzecht ginn: D'Uelzecht, déi sech virun allem am Süden e bëssen aarmséileg duerch d'Géigend quäält a wou ee scho bal muss munchmol eng Lupp huelen, fir iwwerhaapt nach Liewewiesen ze entdecken.

An esou laang d'Uelzecht, jiddefalls spéitstens wa se a Lëtzebuerg eraleeft, net esou gekläert ass, wéi et soll sinn, a sech net an deem Zoustand presentéiert, wéi et misst sinn, soulaang hu mer nach ganz villes hei ze maachen, wuel wëssend datt mer natierlech och villes vun de Fransousen importéiert kréien, well déi sinn, wat d'Klärung ubelaangt, op alle Fall nach vill méi liddereg wéi mir.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. No all dëse gudden an interessante Riede mengen ech, huet d'Situatioun sech fir eis gekläert.

(Brouhaha et hilarité)

Mir soen dem Här Rapporteur Merci fir déi gutt Ried. An ech mengen, dat hei ass konkreten a sënnvollen Ëmweltschutz an dofir stëmme mir dat hei mat.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Wow!

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass den allgemengen Debat ofgeschloss. An d'Wuert huet d'Madamm Ëmweltministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech freeë mech éischtens iwwert déi breet Zoustëmmung fir dëse wierklech wichtege Projet, deen eis hëlleft, eis Gewässer an e besseren Zoustand ze bréngen. Ech freeë mech zweetens iwwer ee gudde Rapport an ech wëll dem Rapporteur e grousse Merci dofir soen. A virun allem freeën ech mech awer och iwwert d'Rapiditéit, mat där all Instanzen dëse Projet traitéiert hunn, well ech mengen, et ass wichteg, dass déi Dynamik, déi den Här Kaes jo och richteg beschriwwen huet, déi entstanen ass mat e bëssen Drock vun engem neie Waassergesetz, dat dës Regierung geluecht huet, wou d'Gemengen dann elo och de Schub kritt hunn, dass mer elo all Projete schnellstméiglech deblockéieren, gutt virugeet. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg.

An ech sinn och ganz frou, dass och d'Bleesbréck zanter Januar d'Norme jo anhält. An ech freeë mech dann och, wa mer et dann iergendwann och tatsächlech schwaarz op wäiss sollte kréien, dass Lëtzebuerg net méi misst Strof bezuelen. Dat war en Zil, wat mer eis zesumme gesat hunn.

An dofir och nach eng Kéier en drëtte Merci un all d'Gemengeresponsabel, déi hir Projeten uerdentlech virugedriwwen hunn, an un d'Syndikater. An ech mengen, dass dat heite wierklech dofir e begréissenswäerten, wichtege Projet ass.

Ech wëll awer och op d'Froen nach ganz kuerz agoe vum Här Kaes, wou och den Här Gusty Graas kuerz eppes gesot huet, op d'Thematik vun de Micropolluants. Dat ass eng ganz wichteg Thematik, där mer eis mussen an dësen Zäite bewosst sinn an unhuelen. Do denken ech, sollte mer... An do hu mer e Virreiderland, dat ass d'Schwäiz, déi hu scho fir déi nächst Joren e Plang.

Ech mengen, fir Lëtzebuerg musse mer eis Situatioun genee kucken. Do ass d'Situatioun un der Musel sécherlech eng aner wéi un enger Uelzecht, déi schonn immens belaascht ass. Dofir sollte mer hei eng risikobaséiert Approche fueren an net nëmmen ee Kritär huele wéi zum Beispill d'Gréisst vun enger Kläranlag, mä wierklech kucken, dass mer resultatorientéiert schaffen an eis do e gudde Plang maachen.

Hei ass eng wichteg Komponent, dass mer eben déi véiert Stuf hei hu fir dëse Projet. An zu Recht gouf och deen anere Pilotprojet, dee mer an dëser Anlag hunn, erwäänt, an zwar dee vum Phosphor. Dat ass och e ganz wichtegt Element vun dësem Projet.

An zulescht wëll ech dann drop agoen, jo, wa mer eis Gedanke maachen, dass d'Projeten uerdentlech virugedriwwe ginn an d'Käschten net explodéieren, hei an dësem Projet hu mer e Projetsmanager drop sëtzen, deen dat Ganzt soll virundreiwen. Dee gëtt zu 100% vum Stat iwwerholl. An dann hoffe mer, dass mer a schnellen Delaien an an där Dynamik, wou mer haut sinn, dëse Projet kënne realiséieren, fir eng gutt Qualitéit vun eise Gewässer ze garantéieren.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7334 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7334 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo. Unanimitéit. Domat ass de Projet 7334 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia (par Mme Sam Tanson), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen: eng Ännerung vun eisem Reglement, opgrond vu Reaktioune vum GRECO betreffend eise Code de déontologie. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Gast Gibéryen.

12. 7343 - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech verspriechen lech, ech versichen, et esou kuerz ze maache wéi méiglech, well haut diskutéiere mer an decidéiere mer eng weider Kéier iwwer eist Reglement, dës Kéier méi spezifesch iwwert d'Annex 1 vun eisem Reglement, de Code de conduite, dee mir eis als Deputéierte ginn hunn.

Dëse Code ass a Kraaft getratt wärend der Sessioun 2014-2015. Esou wéi de President et gesot huet, de Grupp GRECO - Groupe d'États contre la corruption - vum Conseil de l'Europe huet eise Code de conduite evaluéiert an eis déi eng oder déi aner Recommandatioun gemaach, Ännerungen, déi virun allem den Artikel 8 vun der Annex 1 betreffen iwwert déi Prozeduren, wann eventuell eng Violatioun géif festgestallt ginn, déi vun engem vun ons Deputéierte vis-à-vis vun eisem Code de conduite géif gemaach ginn. De Paragraf 8 hält zéng Moossname fest am Fong, wat Prozeduren ass, wann eppes net a senger Legalitéit wier, wann e Feelverhale wier, wann eng Infraktioun wier, wat fir Prozeduren da géife gemaach ginn, wéini datt dee Comité consultatif géif agesat ginn a wat d'Sanktioune wieren.

En huet awer am Fong net kloer festgehalen, wien am Fong kann d'Prozedur declenchéieren. Et steet just am éischte Paragraf: «lorsqu'il y a des raisons sérieuses de penser qu'un député a commis une infraction».

De GRECO seet, mir missten dat präziséieren, a proposéiert dann, datt am Fong all Bierger, chaque citoyen, misst d'Recht hunn, wann e géif mengen, et wier eng Violatioun vis-à-vis vun eisem Code entstanen - sief et, datt eppes falsch deponéiert gi wier, sief et, datt eppes vergiess gi wier -, datt dann all Bierger d'Recht krit, fir ebe kënnen dat beim Chamberspresident ze deklaréieren.

Dat ass am Fong den éischten Artikel, deen also elo festhält, datt all Bierger d'Recht huet, beim Chamberspresident iergendwéi eng Irregularitéit oder eng Violatioun - wann e mengt, déi festgestallt ze hunn - kënnen ze deklaréieren.

A fir de Fall, wou déi Contestatioun géint de Chamberspresident selwer geriicht wier, da misst en dat vis-à-vis vun der Presidentekonferenz maachen. Dat ass also den éischten Artikel, dee mer haut änneren.

Deen zweeten, dat ass am Fong eng Iddi, déi du vun der Reglementskommissioun selwer komm ass. Mir hunn, wéi gesot, dann dee Comité consultatif, wou mer elo an engem neien Artikel bäisetzen, datt dee Comité consultatif, wann e géif befaasst gi mat iergendwéi enger Reklamatioun vis-à-vis vun engem Deputéierten, dann d'Recht hätt, vun deem Deputéierten, deen dann och misst déi Informatiounen dem Comité consultatif liwweren, déi ze verlaangen, fir kënne seng Aarbecht vun der Kontroll ze maachen.

Et sinn also dës zwou kleng Ännerungen, engersäits, datt all Bierger kann d'Prozedur declenchéieren an eppes mellen, an anerersäits, datt de Comité consultatif ka vun deem concernéierten Deputéierte verlaangen, déi Informatiounen an dat Material zur Verfügung gestallt ze kréien, wat se brauchen, fir ebe kënnen hir Konklusiounen do ze zéien.

Déi Iddie sinn an der Reglementskommissioun eestëmmeg ugeholl ginn an ech géif och duerfir d'Chamber invitéieren, deene Propositiounen zouzestëmmen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo direkt den Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, mir hunn déi Ännerung, déi nëtzlech ass, mat an der Kommissioun gedroen. An ech bréngen och hei den Accord vun der CSV.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, ech bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun, dat ass selbstverständlech, well mer déi dote Froen och scho virun enger Zäitchen diskutéiert haten an der Institutiounskommissioun.

Wéi dee leschten Tëscherapport komm ass vum GRECO, deen op där enger Säit drop higewisen hat, et soll een och ervirsträichen, dass mer u sech, wat d'Chamber ugeet, vun deene fënnef Recommandatiounen, déi si sengerzäit formuléiert haten, eng ganz ëmgesat hunn a véier deelweis ëmgesat hunn, besser leien do als Parlament, wéi eigentlech déi Froen, déi gestallt gi si par rapport zu Moossnamen, déi misste geholl ginn, fir ze garantéieren, dass de Korruptiounsrisiko bei der Justiz an op anere Plaze méi klenggehale gëtt, also dass mer u sech do unerkannt kritt hunn, dass eng gewëssen Aarbecht vun eis gemaach ginn ass.

Mir haten eis jo sengerzäit 2014, wéi mer eisen éischte Code de déontologie iwwerhaapt ginn hunn hei als Parlament, wou mer relativ e Retard hate par rapport zu anere Parlamenter, dat muss ee soen, streng gehalen eigentlech un déi Regelen, déi beim Europaparlament gëllen, a mir hunn déi praktesch eent zu eent iwwerholl.

Dat huet den Avantage, dass dann all Lëtzebuerger Deputéierten eigentlech, ob national oder europäesch, ënnert deeselwechte Regimm falen. Et huet natierlech och awer den Desavantage, dass mer déi Onzoulänglechkeeten, déi sécherlech och an deene Bestëmmunge vum Code vun den Europadeputéierte sinn, natierlech och dann hei zu Lëtzebuerg erëmfannen.

An dozou gehéiert sécherlech, dass mer eis zwar Verhalensregele ginn hunn, wéi mer mat Interessekonflikter ëmginn, wat fir eng Deklaratioun mer maache mussen, fir eng gewëssen Transparenz ze gewärleeschten, wat d'Aktivitéite vun den Deputéierten ugeet nieft hiren eigentlechen Deputéiertenaktivitéiten, dass mer op där anerer Säit awer déi Kontroll iwwert dat, wat do deklaréiert gëtt, eigentlech net fest genuch verankert hunn.

Et ass eigentlech dee Kritikpunkt, deen ëmmer erëmkomm ass an deene Rapporten, och vun den Experte vum Conseil de l'Europe a besonnesch vum GRECO. An dat huet eis dozou beweegt, fir e puer Ännerungen ze proposéieren, déi den Här Rapporteur hei duergeluecht huet, wou mer op där enger Säit also e Recht aféieren, wat esou offen net bestanen huet - och wann et tëschent den Zeile sécherlech schonn haut do géif bestoen -, dat ass, datt all Bierger ka soen: „Ma ech sinn der Meenung, dass do eng Deklaratioun gemaach ginn ass, déi onkomplett ass oder déi souguer falsch ass." An da musse mer eis Méiglechkeete ginn, dass mer esou enger Remark kënnen nogoen. Déi war bis elo net ginn, ausser d'Verwaltung hätt dat dote gemaach.

Hei gëtt also déi eenzeg Instanz, mengen ech, déi och eng gewëssen Autoritéit huet an deem ganze Beräich, fir kënnen eng onofhängeg Kontroll ze maachen, dat ass eise Comité consultatif, dee mat Externe vun der Chamber jo besat ass, deen also da kann déi Kontroll maachen. Mä en huet keng speziell Befugnisser. Also muss e Wee fonnt ginn, wéi en dann un déi Informatioune kënnt, fir dass e kann déi Iwwerpréifunge maachen.

An do hu mer eis gëeenegt, dass mer soen: Ma ja, déi dote Kommissioun, déi seet, wat se brauch, fir déi Behaaptungen ze verifizéieren, an et ass um Deputéierten dann, hinnen déi Informatiounen ze ginn, déi se ebe gefrot hunn, fir kënnen hir Kontrollmissioun ze maachen.

Dat ass dat, wat mer hei virgesinn hunn. Ech mengen, dass dat eng Verbesserung ass par rapport zu eisem aktuelle System, dee sécherlech eng Rei vu Schwaachstellen huet, an dass dat heiten och, mengen ech, däerft Gnod an den Ae vum GRECO fannen.

An ech mengen, dass mer hei also e gudde Geste maachen. Nodeem mer eng éischte Kéier scho virun net allze laanger Zäit eis e puer praktesch Froen iwwer en interne Reglement vum Bureau geregelt hunn, wéi mer eenzel Froen handhaben, kënnt hei eng zousätzlech Ännerung mat derbäi, déi eigentlech eise System stäerkt an och méi glafwierdeg mécht. Duerfir wäerte mer deen doten Text och stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Och Merci dem Rapporteur fir säi Rapport. Ech mengen, et ass och scho villes gesot ginn. Mir maachen hei eng Adaptatioun vun eisem Chambersreglement opgrond vun deene Recommandatioune vum GRECO. Ech mengen, d'Stéchwuert ass hei „Transparenz". Dat ass awer wichteg, datt mer hei wierklech solle Patte blanche weisen als Chamber, well et ass och wichteg fir d'Bierger dobaussen, fir datt se weiderhi Vertrauen an d'Politik, an déi eenzel Politiker behalen.

Mir alignéieren eis hei och op dat, wat am EU-Parlament gang und gäbe ass. Wéi gesot, dat ass eng spezifesch Dispositioun, fir datt ebe bei där Transparenz, déi affichéiert gëtt, awer och eng Kontrollméiglechkeet ginn ass. Wéi gesot, mir kënnen dat awer voll a ganz ënnerstëtzen, well et wierklech och am Sënn vun enger transparenter Demokratie ass. Ech ginn den Accord och vu menger Fraktioun zu där Ofännerung vun deem Reglement.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Madamm Viviane Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, déi gréng ginn den Accord zu dëser Modifikatioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Och mir wäerten dëser Ännerung vum Reglement eis Zoustëmmung ginn. Et ass effektiv esou, datt, wéi mer och schonn 2014 d'Debatt geféiert hunn iwwert de Code de déontologie, mer dozou och eng ganz Rëtsch Schwaachstellen oder d'Onzoulänglechkeeten, déi sech ugebaant hunn, schonn dee Moment monéiert hunn. Ech mengen, datt mer net der-

laanschtkommen, datt déi nächst Chamber sech dat nach eng Kéier muss als Ganzt op d'Long zéien.

Dëst ass awer elo eng punktuell Verbesserung, déi virun allem d'Kontrollméiglechkeeten ausweit, souwuel wat de Comité consultatif ugeet wéi awer och d'Saisine, déi vun all Bierger ka gemaach ginn. Et ass sécherlech e Fortschrëtt, dee mir ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. A mer kënnen iwwert den Änneurungsvirschlag vun eisem Chambersreglement mat der Numero 7343 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7343

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

60-mol Jo. Unanimitéit. Domat ass d'Änneurung vun eisem Reglement 7343 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Alex Bodry), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous muer de Moien um néng Auer.

Merci.

(Fin de la séance publique à 19.05 heures)

Sommaire des séances publiques nos53, 54 et 55

53e séance

Ouverture de la séance publique p. 726

7283 - Projet de loi portant modification:

1° de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains;

2° de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

3° de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac;

4° de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute p. 726-730

7277 - Projet de loi portant approbation de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, fait à Luxembourg, le 17 janvier 2018 p. 730

7004 - Projet de loi modifiant

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg;

3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité p. 730-732

6810 - Projet de loi relative à une administration transparente et ouverte p. 732-738

7220 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° du Nouveau Code de procédure civile;

4° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

5° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

6° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

7° de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle;

8° de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du Code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle,

en vue d'adapter le régime de confiscation p. 738-740

7305 - Projet de loi

1° relative à la mise en application du règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés; et

2° modifiant le Nouveau Code de procédure civile en y ajoutant un article 685-2ter p. 740

54e séance

Ouverture de la séance publique p. 741

7208 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2258 du Conseil du 6 décembre 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et modifiant

1. la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal;

2. la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD), et

3. la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays p. 741-742

7327 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs p. 742-744

7335 - Proposition de modification des Annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés p. 745

7169 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique p. 745-751

55e séance

Ouverture de la séance publique p. 752

Communications p. 752

Ordre du jour p. 752

Heure d'actualité au sujet du plan du Gouvernement britannique pour l'après-Brexit p. 752-755

7142 - Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues p. 755-758

7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État p. 758-760

7207 - Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012 p. 760-762

7235 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013 p. 762

7264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre p. 762-764

7303 - Projet de loi

1° portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis Heck et

2° modifiant la dénomination du lycée p. 764-765

7334 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer:

1° au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren;

2° au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig;

3° au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren p. 765-767

7343 - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés p. 767-768

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°18** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3911	Martine Hansen	Poste de directeur au Service de la formation professionnelle
3913	Martine Hansen	Instances de l'éducation nationale
3951	Max Hahn	Mise en place d'un système d'alerte
3964	André Bauler, Max Hahn	Climatisation dans les trains
3967	Laurent Mosar	«Plan de Chequers» du Gouvernement britannique
3974	André Bauler, Max Hahn	Climatisation dans les cabines des conducteurs de train
3976	Gusty Graas	Traitements médicamenteux prophylaxie pré-exposition (PrEP) et prophylaxie post-exposition (PEP) au VIH
3978	Nancy Arendt	Harcèlement sexiste
3979	Nancy Arendt	Pédopornographie
3980	Gérard Anzia	Projet touristique à Weiswampach
3982	Gérard Anzia	Projet touristique à Weiswampach
3983	Taina Bofferding	«Ennemis» de l'extrême droite
3984	Jean-Marie Halsdorf	Traitement réservé aux dénonciations de tiers par les administrations de l'État dans l'exercice de leurs attributions de surveillance et de contrôle
3985	Diane Adehm, Gilles Roth	Régime des impatriés
3992	Martine Hansen	«Bildungsbericht»
3993	Max Hahn	Ligne 215 du RGTR
3994	Laurent Mosar	FinTech
3996	Gérard Anzia	Association des gardes et gestionnaires de chasse et de pêche
3997	Laurent Mosar	Tensions entre les États-Unis et la Turquie
3998	Marc Spautz	Prétendue mésentente au sein de l'Inspection du travail et des mines (ITM)
3999	Josée Lorsché	Contrôle des ponts et viaducs routiers au Luxembourg
4000	Martine Hansen	Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS)
4001	Marc Spautz	Technologie DAB (Digital Audio Broadcasting)
4002	Cécile Hemmen	Sécurité des ouvrages d'art
4004	Josée Lorsché	Gaspillage alimentaire au sein d'un lycée
4005	Nancy Arendt	Polyneuropathies et autres pathologies lourdes
4009	Diane Adehm, Gilles Roth	«iPolice»
4010	Diane Adehm, Gilles Roth	CGDIS
4012	Claudine Konsbruck	Feux de signalisation
4014	Marco Schank, Marc Spautz	Restitution de quotas d'émission de gaz à effet de serre par ArcelorMittal
4015	Martine Hansen	Paiement des aides dans le cadre des programmes agroenvironnementaux
4016	Cécile Hemmen	Pénurie de sticks d'adrénaline
4017	Laurent Mosar	Peine de mort requise contre cinq militants des droits de l'homme en Arabie Saoudite
4018	Cécile Hemmen	Rougeole
4020	Cécile Hemmen	Chaleur
4025	Alex Bodry	Gratuité des livres scolaires

Question 3911 (03.07.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **poste de directeur au Service de la formation professionnelle:**

Au cours de la période législative 2013-2018, le poste de directeur au service de la formation professionnelle au Ministère de l'Éducation nationale a été occupé successivement par trois fonctionnaires différents. Selon un article du «Lëtzebuerger Land» daté du 08 juin 2018, le directeur actuel, Jean-Marie Wirtgen, sera nommé au poste de directeur à l'Observatoire national de la qualité scolaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quand le ministère fera-t-il de nouveau un appel à candidature au poste de directeur au Service de la formation professionnelle?

- Dans la mesure où une réforme de la formation professionnelle se trouve actuellement en cours de procédure législative, qui assume les tâches de directeur au Service de la formation professionnelle jusqu'à la nouvelle nomination?

Réponse (21.09.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En date du 21 juin 2018, S.A.R. le Grand-Duc a nommé Monsieur Jean-Marie Wirtgen «aux fonctions d'observateur à l'Observatoire national de la qualité scolaire pour une durée renouvelable de sept ans avec effet à partir du 15 juillet 2018.»

La vacance du poste de directeur du Service de la formation professionnelle et l'appel aux candidatures y relatif ont été publiés et à l'échéance du 10 juillet, deux candidatures m'étaient parvenues.

Mon choix s'est porté sur Madame Véronique Schaber qui a été nommée avec effet au 15 juillet 2018 à la fonction de directeur du Service de la formation professionnelle.

Question 3913 (04.07.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **instances de l'éducation nationale:**

Pour mieux identifier les diverses instances de l'éducation nationale, et pour avoir un aperçu général des différents interlocuteurs, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une liste, voire un organigramme de tous les comités, conseils, observatoires et autres instances qui ont été instaurés, respectivement qui existent au sein du Ministère de l'Éducation nationale, y compris leurs tâches correspondantes?

Réponse (18.09.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Pendant la législature actuelle, un certain nombre d'organes en relation avec l'éducation nationale ont été nouvellement créés tandis que d'autres ont pu être renforcés ce qui a permis de combler des lacunes évidentes dans les processus de consultation, notamment dans le domaine du développement curriculaire. Il s'agit en l'occurrence des commissions nationales de l'enseignement fondamental, des commissions nationales de l'enseignement secondaire et du Conseil national des programmes.

Le projet de loi 7154 portant création d'une représentation nationale des parents, qui fut voté par la Chambre des Députés en sa séance du 5 juillet 2018 et qui entrera en vigueur sous peu, renforce la culture de coopération entre l'école et les parents des élèves, en créant une représentation démocratiquement élue qui assumera le rôle de porte-parole des parents et de conseil auprès du Ministre de l'Éducation nationale et qui garantira aux parents leur place dans les stratégies d'éducation mises en œuvre pour le meilleur avenir possible des enfants et des jeunes. La Conférence nationale des élèves quant à elle est l'organe indépendant qui représente les élèves au niveau national.

À côté de l'organe consultatif qu'est le Conseil supérieur de l'éducation nationale et qui existe depuis sa création en 2002, l'Observatoire national de la qualité scolaire fut mis en place pour procéder à des analyses systémiques indépendantes.

Entre ces divers organes, il n'y a pas de liens hiérarchiques. Les missions respectives sont définies par les lois et règlements afférents, dont les articles correspondants sont fournis en annexe.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3951 (23.07.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **mise en place d'un système d'alerte:**

À ma question parlementaire n°2249 du 25 juillet 2016 concernant la mise en place d'un système d'alerte, Monsieur le Ministre de l'Intérieur m'avait répondu que les évaluations en cours permettrait fin 2016 de décider quel système serait introduit au Luxembourg. En effet, en 2016, les services compétents étaient sur le point de finaliser les analyses y relatives pour pouvoir trancher entre un système d'alerte par SMS et un système d'alerte via une application du type Katwarn.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce qu'une décision concernant le système à mettre en place a déjà été prise?

- Dans l'affirmative, quel système d'alerte sera mis en place et quelles en seront les fonctionnalités?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer dans quel laps de temps un tel système pourrait voir le jour?

Réponse (05.10.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Après une phase d'évaluation et de négociations entamée depuis 2016 avec plusieurs partenaires, l'application «GouvAlert.lu» a été présentée lors d'une conférence de presse le 2 octobre 2018.

La fonctionnalité première de ce système est de pouvoir prévenir directement les citoyens qui n'ont pas toujours accès à une source d'information classique dans le cas d'une situation d'urgence ou d'un état de crise ayant un impact sur la sécurité publique.

Elle permet ainsi au CSU 112 ou au Service de la communication de crise du Ministère d'État de diffuser des alertes sur des incidents majeurs qui surviennent à l'échelle nationale.

Dans ce cas, une notification est affichée sur tous les appareils connectés qui ont installé l'application.

En cas d'incident local, le CGDIS peut définir une zone à risque ou un périmètre d'intervention restreint. Dans ce cas, l'alerte sera uniquement affichée sur les appareils présents dans la zone, ainsi que lors de toute entrée ou sortie du périmètre en question.

L'application «GouvAlert.lu» permet également d'offrir une intervention rapide et précise aux usagers. En effet, grâce au nouveau système, les usagers ont la possibilité de contacter le numéro d'urgence 112 directement via l'application. Par ce biais, l'appel sera géolocalisé de sorte à faciliter aux intervenants des services de secours la localisation de l'appelant pour éviter toute perte de temps.

En plus de ces diverses fonctionnalités, l'application permet également de consulter différentes informations sur les bons gestes et comportements à adopter en situation de crise et donne accès aux plans d'intervention d'urgence provenant du site www.infocrise.lu

Cette nouvelle application mobile d'alerte de la population sur smartphone, qui s'inscrit dans une démarche globale de sensibilisation et d'assimilation de la population aux risques encourus, est gratuite, disponible en trois langues et téléchargeable sur App Store et Google Play.

Question 3964 (01.08.2018) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **climatisation dans les trains:**

Pendant la saison estivale, la chaleur s'installe également dans les trains ne disposant pas de systèmes d'air conditionné. Selon les dires de certains voyageurs empruntant ces trains, les températures dépassent régulièrement le seuil des 30°C.

Il est clair qu'un trajet, sous ces conditions, est peu confortable sans parler des effets sur la santé qu'un tel déplacement peut avoir pour les personnes fragiles, telles que les nourrissons, les personnes âgées ou les personnes souffrant d'une maladie cardiaque.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien de trains sont actuellement équipés d'un système d'air conditionné?

- Quelles lignes sont le plus souvent desservies par des trains non climatisés? Pourquoi?

- Ne serait-il pas opportun d'équiper l'ancien matériel roulant d'une climatisation provisoire?

- À partir de quelle année, tous les trains seront-ils équipés de tels systèmes?

Réponse (19.09.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

À ce jour, les CFL comptent 60 trains équipés d'un système de climatisation. Pourtant, les 22 automotrices de la série 2000 ne sont pas équipées d'un tel système.

En termes de places assises pour les voyageurs, 86% des places assises sont climatisées.

Les automotrices de la série 2000 sont principalement utilisées sur les lignes suivantes:

- Luxembourg - Diekirch
- Kautenbach - Wiltz
- Volmerange - Dudelange
- Rumelange - Noertzange
- Esch - Audun-le-Tiche

Le choix de ces lignes se fait principalement par deux critères:

1) La fréquentation moyenne de ces lignes:

Les automotrices de la série 2000 sont les véhicules avec le moins de places assises parmi le parc de matériel roulant des CFL et sont par conséquent utilisées sur les lignes les moins fréquentées.

2) La compatibilité technique:

Les automotrices 2000 ne peuvent pas, pour des raisons techniques, circuler en dehors du réseau ferré luxembourgeois et par conséquent elles ne peuvent donc pas être affectées à des lignes transfrontalières.

En 2010, lors des travaux de préparation de la révision «opération caisse», les CFL avaient envisagé d'équiper la série 2000 avec une climatisation. À l'époque, il s'est pourtant avéré que l'envergure des travaux y relatifs et les coûts en résultant étaient considérablement trop élevés pour justifier l'installation d'un tel système et le projet a été abandonné.

Toutefois, contrairement aux autres séries, la série 2000 dispose de fenêtres ouvrables. Ainsi, il est possible de ventiler le compartiment voyageurs et d'améliorer le climat à l'intérieur de celui-ci.

Pendant la phase des vacances d'été, les CFL ont en plus réduit l'utilisation des automotrices de la série 2000 au strict minimum. Ainsi, seulement dix de 22 automotrices de la série 2000 sont en service pendant cette période.

Les CFL sont en train d'acquérir 34 nouvelles automotrices. La livraison de ces automotrices est prévue entre décembre 2021 et décembre 2024. Dans ce cadre, les automotrices de la série 2000 seront mises hors service et la totalité du parc sera dès lors équipée d'un système de climatisation.

Question 3967 (02.08.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«plan de Chequers» du Gouvernement britannique:**

À trois mois de la fin prévue des négociations relatives aux modalités de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, un «divorce» sans accord ne peut plus être exclu. Ces derniers jours, les ministres britanniques ont multiplié leurs visites à l'étranger. Monsieur Hunt, chef de la diplomatie britannique, était en déplacement à Vienne, tandis que Madame May devrait rencontrer le président français ce vendredi sur le lieu de vacances de ce dernier.

Ces entrevues interviennent à un moment où le négociateur de l'UE pour le Brexit a retoqué le plan de Theresa May. Michel Barnier aurait, en effet, indiqué que l'UE «ne peut pas déléguer, et ne déléguera pas l'application de sa politique et de ses règles douanières» à un pays tiers. L'idée de la mise en place d'un système d'arbitrage indépendant pour déterminer si la législation britannique était assez proche des textes en vigueur dans l'UE et pour in fine permettre au Royaume-Uni d'avoir accès au marché unique n'a pas eu les faveurs de Michel Barnier.

Face au rejet de l'UE, les autorités britanniques auraient précisé lundi que les services financiers étaient exclus de ce dispositif. L'exécutif britannique aimerait obtenir un traitement de la City identique à celui reconnu par l'UE à New York ou Singapore.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Des membres de l'exécutif britannique ont-ils demandé une entrevue avec le Gouvernement luxembourgeois?

2) Comment le Gouvernement se positionne-t-il par rapport au «plan de Chequers»? Que signifie pour le Luxembourg l'exclusion des services financiers du plan du Gouvernement britannique?

3) Le Gouvernement est-il préparé au scénario d'un «no deal»? Quelles seraient les conséquences d'un tel cas de figure sur le fonctionnement de la place financière et de l'économie luxembourgeoise en général?

Réponse commune (07.09.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1) Après la publication du «plan de Chequers», les membres de l'exécutif britannique ont pris contact avec leurs homologues d'autres États membres pour présenter les grandes lignes des propositions britanniques et fournir, le cas échéant, des explications détaillées. C'est ainsi que le Chancelier de l'Échiquier Philip Hammond s'est entretenu avec Monsieur le Ministre des Finances Pierre Gramegna en marge de l'ECOFIN du mois de juillet à Bruxelles. Des contacts ont également eu lieu au niveau des fonctionnaires.

ad 2) La position du Gouvernement relatif à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne se définit par rapport aux intérêts du Luxembourg et non pas par rapport au «plan de Chequers». Les vues du Gouvernement sont coordonnées dans les enceintes bruxelloises avec la Commission et les autres États membres de l'UE.

Le Gouvernement note par ailleurs que le plan du Gouvernement britannique inclut les services financiers dans ses paragraphes 58-71 au sous-chapitre 1.3.4 «Financial Services».

ad 3) Au vu de l'état d'avancement des négociations sur le Brexit, le scénario d'un «no deal» ne peut être exclu à ce stade. Les conséquences d'un «no deal» ont de vastes et complexes ramifications de sorte qu'il s'avère difficile, voire impossible, d'en appréhender toute l'étendue. Il importe de préserver la stabilité financière dans l'Union européenne, y compris au Luxembourg, et la sécurité juridique pour les acteurs économiques concernés. L'objectif du Gouvernement est d'aboutir à un accord avec le Royaume-Uni. L'absence d'un accord entraînerait une situation de perdant-perdant et ne serait dans l'intérêt de personne. Le Gouvernement renvoie dans ce contexte également à sa réponse donnée à la question parlementaire n°2515 qui demeure valable.

Question 3974 (06.08.2018) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **climatisation dans les cabines des conducteurs de train:**

Nous osons revenir à notre question parlementaire n°3964. Des personnes concernées viennent de nous informer qu'en saison estivale des températures très élevées, dépassant régulièrement les 40°C, seraient observées dans les cabines des conducteurs de train, notamment dans les anciens trains.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà reçu des réactions de la part des personnels des CFL, notamment de la part des conducteurs de locomotives?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que des conditions de travail pareilles représentent un risque de sécurité en suscitant notamment des difficultés de concentration?

- Hormis les considérations de sécurité à proprement parler, Monsieur le Ministre estime-t-il que les conditions décrites ci-dessus représentent des conditions de travail acceptables?

- Existe-t-il des normes de sécurité respectivement des normes de santé à respecter pour protéger les personnels des CFL durant les journées de canicule? Dans la négative. Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une modification de la réglementation y relative serait de mise?

- Combien de trains sont équipés d'une climatisation installée dans la cabine des conducteurs de train?

- Monsieur le Ministre voit-il des moyens concrets permettant d'équiper les cabines des conducteurs de train d'une climatisation appropriée?

Réponse (19.09.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Pendant la période du 1er juillet 2018 au 9 août 2018, les CFL ont reçu sept signalements de conducteurs de trains concernant la température élevée à l'intérieur de la série 2000. Principalement, les conducteurs ont demandé de faire circuler davantage de matériel climatisé (ce qui a été réalisé au maximum) et d'équiper la série 2000 avec une climatisation (projet abandonné en 2010).

Lors d'une canicule, les conditions de travail au poste de conduite de la série 2000 ne sont pas comparables à celles sur un poste de conduite climatisé d'une autre série. Néanmoins, les conducteurs sont bien familiarisés avec la série 2000. Ils sont au courant des mesures à prendre en période de grande chaleur, comme par exemple de conduire avec les deux fenêtres latérales ouvertes, de boire suffisamment et de se protéger contre l'ensoleillement par le store de soleil.

À remarquer qu'un conducteur de train qui est d'avis que son état ne lui permet pas de réaliser son travail peut à tout moment se déclarer inapte au service et se faire remplacer par un autre conducteur.

Les conditions de travail ne sont certes pas faciles par période de grande chaleur. Tout nouveau matériel sera équipé de climatisations, aussi bien pour les compartiments voyageurs que pour les postes de conduite.

À noter que selon les enregistrements Meteolux, le mois de juillet 2018 a été le plus ensoleillé depuis leurs enregistrements avec 348 heures d'insolation par rapport à une moyenne de 250 heures. Les précautions contre la chaleur pour le personnel des CFL sont les mêmes que les recommandations émises pour le reste de la population.

Les automotrices de la série 2000 sont en service depuis le début des années 90, sans poser de risque de sécurité. L'utilisation de ces automotrices est actuellement sans alternative, à part la suppression de trains.

À ce jour, les CFL comptent 60 trains équipés d'un système de climatisation. Pourtant, les 22 automotrices de la série 2000 ne sont pas équipées d'un tel système.

En 2010, lors des travaux de préparation de la révision «opération caisse», les CFL avaient envisagé d'équiper la série 2000 avec une climatisation. À l'époque il s'est pourtant avéré que l'envergure des travaux y relatifs et les coûts en résultant étaient considérablement trop élevés pour justifier l'installation d'un tel système et le projet a été abandonné.

Les cabines de conduite de la série 2000 disposent de fenêtres latérales ouvrables. Ainsi, il est possible de ventiler la cabine et d'améliorer le climat à l'intérieur de celle-ci.

Pendant la phase des vacances d'été, les CFL ont réduit l'utilisation des automotrices de la série 2000 au strict minimum. Ainsi, seulement dix des 22 automotrices de la série 2000 ont été en service pendant cette période.

Question 3976 (07.08.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **traitements médicamenteux prophylaxie pré-exposition (PrEP) et prophylaxie post-exposition (PEP) au VIH:**

La prophylaxie pré-exposition (PrEP) et la prophylaxie post-exposition (PEP) figurent parmi les traitements médicamenteux actuellement les plus prometteurs dans la lutte contre le sida.

Au Luxembourg, le remboursement de la PrEP par la CNS fait actuellement l'objet d'un projet pilote au CHL, à la fin duquel il sera décidé si la PrEP sera remboursée définitivement par la CNS.

Il me revient également qu'un traitement PEP est automatiquement prescrit aux agents de police qui ont été exposés à un risque d'infection dans l'exercice de leur fonction.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Quand le projet pilote susmentionné prendra-t-il fin?

- Quel en est le bilan? Combien de personnes ont eu recours à la PrEP?

- Est-il d'ores et déjà possible d'annoncer si le remboursement par la CNS sera maintenu au-delà du projet pilote?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il fournir des statistiques quant au nombre d'agents policiers qui ont dû se soumettre à un traitement PEP? Les agents de police sous traitement sont-ils mis en congé de maladie? Y a-t-il déjà eu des agents qui ont contracté le sida pendant l'exercice de leurs fonctions?

- Hormis les agents policiers, combien de personnes ont eu recours à un traitement PEP pendant les cinq dernières années?

- Le traitement PEP est-il remboursé par la CNS?

- Le traitement PEP est-il accessible dans tous les centres hospitaliers? Dans la négative, ne serait-il pas judicieux d'offrir ce traitement d'urgence dans toutes les régions du Luxembourg?

Réponse commune (12.09.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Les deux formes de chemoprophylaxie, à savoir la prophylaxie post-exposition (PEP) et la prophylaxie pré-exposition (PrEP) sont effectivement très efficaces pour éviter l'infection par le virus de l'immunodéficience acquise (VIH).

Le projet pilote PrEP, qui se déroule au Service national des maladies infectieuses établi au Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL), a débuté en avril 2017. Avec une durée prévue de deux ans, il se terminera donc fin mars 2019. Il s'adresse exclusivement à des personnes à très haut risque d'infection par le virus.

Une évaluation intérimaire a été réalisée sur les données des douze premiers mois du projet pilote (avril 2017 - mars 2018).

Sur cette période, 56 personnes (55 hommes et une femme) ont consulté pour s'informer sur la PrEP et finalement 49 personnes ont eu recours au traitement préventif. Trois personnes ont décidé de renoncer à ce traitement et quatre personnes étaient en attente de démarrage du médicament. Un peu plus de la moitié ont opté pour une prise quotidienne, alors que les autres préfèrent la prise à la demande au moment des expositions à risque. Actuellement, les nouvelles demandes d'inclusion dans le programme sont fluctuantes, avec entre trois et huit personnes par mois. Jusqu'à présent la PrEP n'est utilisée que pour l'exposition sexuelle au VIH, et pas encore pour l'exposition parmi les usagers de drogues par voie intraveineuse. La grande majorité des participants sont des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, cinq personnes font partie des couples sérodiscordants, c'est-à-dire des couples stables dont un membre est séropositif, l'autre séronégatif. Les personnes incluses dans le programme sont revues régulièrement à la consultation de maladies infectieuses et sont testées pour les infections sexuellement transmissibles. Aucun cas de transmission de VIH n'a heureusement été constaté à ce jour, alors que 16 cas de nouvelles infections bactériennes ont été diagnostiqués et traités (cinq syphilis, sept gonorrhées et sept infections à Chlamydia).

Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions finales de ce projet pilote et donc de décider si la PrEP sera maintenue à long terme. Cependant, il est important de noter que le Luxembourg a été le troisième pays européen à proposer la PrEP - après la France en janvier 2016 et la Norvège quelques mois plus tard - et que nous voyons actuellement de plus en plus de pays européens s'engager dans cette voie et offrir ce type de prévention, qui devient donc une sorte de «good practice» en la matière. Il faut aussi signaler qu'en France, l'Inspection générale des affaires sociales vient de publier en juin 2018 son rapport définitif sur les deux premières années d'utilisation de la PrEP. Ce rapport ne met pas en doute les bénéfices de la PrEP, bien au contraire, insiste pour que le dispositif soit plus généralement disponible sur tout le territoire.

La PEP est utilisée depuis de multiples années au Luxembourg. Elle est prise en charge à 100% par la CNS et s'adresse à deux types de personnes, à savoir i) celles qui ont eu une exposition professionnelle au virus VIH par le contact avec du sang éventuellement contaminé (p. ex. piqûres accidentelles par des aiguilles d'injection chez les infirmières, ou blessures ou morsures chez les policiers pendant des arrestations de suspects…), ii) celles avec une exposition potentielle au virus lors de rapports sexuels non protégés ou lors de la consommation de certaines drogues. Le début d'un traitement PEP est une urgence après exposition éventuelle au virus, sachant que l'efficacité du traitement est d'autant plus grande que sa mise en route est rapide.

Pendant les cinq dernières années, 20 agents de police ont été soumis à une prophylaxie post-exposition.

Les agents susmentionnés n'ont pas été en congé de maladie pendant le traitement en question.

Aucune des personnes n'a été contaminée par le virus de l'immunodéficience humaine pendant l'exercice de leur fonction.

En 2016, les médecins du Service national des maladies infectieuses ont réalisé une séance d'information sur la PEP à destination des médecins urgentistes et des pharmaciens hospitaliers de tous les hôpitaux du pays, et une procédure opérationnelle nationale a été distribuée. L'information sur les indications d'un tel traitement ainsi que sur les modalités pratiques de mise en route du traitement (souvent par «kit de démarrage» dans les services d'urgence) sont donc disponibles dans toutes les régions du pays. Par ailleurs, il faut noter que les médicaments nécessaires pour le démarrage d'un traitement PEP font partie de la liste des médicaments qui doivent obligatoirement être disponibles au service SAMU et dans les pharmacies des hôpitaux. Cette liste est tenue à jour et communiquée régulièrement aux intéressés par la Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé.

Vérification faite auprès des directions médicales des hôpitaux concernés au mois d'août 2018, nous avons reçu confirmation que le traitement PEP est effectivement disponible dans les différents sites du Centre Hospitalier Emile Mayrisch (Esch-sur-Alzette, Niederkorn et Dudelange) et qu'environ dix à 15 personnes y ont bénéficié du traitement dans les cinq dernières années. Le traitement est également disponible au Centre Hospitalier du Nord (sites Ettelbruck et Wiltz), mais son utilisation semble exceptionnelle. Les Hôpitaux Robert Schuman confirment aussi la possibilité d'initier un traitement PEP sur les sites Kirchberg (Hôpital et maternité Bohler), Zitha et Clinique Sainte-Marie par kits de démarrage, le suivi des personnes étant réalisé par la suite au Service national des maladies infectieuses. Trois kits ont été utilisés dans les cinq dernières années.

Au CHL, le Service national des maladies infectieuses assure une disponibilité 24h/24, 7j/7 et tous les jours de l'année pour le début d'un traitement PEP par une infirmière spécialisée en maladies infectieuses sur avis d'un médecin infectiologue.

Sans surprise, une large majorité des personnes concernées s'adresse au service national pour obtention d'une PEP et l'utilisation de la PEP au CHL a été donc la suivante:

Année	Nombre de traitements PEP
2013	99
2014	92
2015	100
2016	119
2017	117
Total	527

Les personnes vues au CHL pour une PEP proviennent régulièrement d'autres cantons du pays, voire de la Grande Région (assurés CNS frontaliers), comme le montre une récente analyse du lieu de résidence de 379 personnes.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En conclusion, on peut affirmer que la PEP est facilement disponible dans toutes les régions du pays, même si une majorité de personnes préfère s'adresser au Service national des maladies infectieuses pour un démarrage de traitement.

Question 3978 (08.08.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **harcèlement sexiste:**

Dans un article publié le 3 août 2018 par le «Luxemburger Wort», il était question de l'agression récente d'une étudiante parisienne dans l'espace public, qui avait suscité une vague d'indignation en France. L'article a également évoqué le projet de loi sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes qui vient d'être entériné par l'Assemblée nationale, visant entre autres à sanctionner l'outrage sexiste, un phénomène devenu très préoccupant en France. Ainsi par exemple, un individu qui poursuit une personne dans la rue et qui insiste pour obtenir son numéro de téléphone, qui s'approche d'une personne pour entrer dans son espace intime ou qui essaie de l'intimider risque, en cas de flagrant délit, une contravention d'au moins 90 euros. Si certains observateurs critiquent l'applicabilité de cette nouvelle mesure répressive, d'autres s'en espèrent un changement de mentalité.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la position du Gouvernement relative au nouveau cadre légal adopté le 1er août 2018 par l'Assemblée nationale en France concernant plus particulièrement la lutte contre l'outrage sexiste?

- Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils de statistiques relatives au harcèlement sexiste dans l'espace public au Luxembourg et estiment-ils qu'il s'agisse d'un phénomène devenu plus fréquent ces dernières années?

- Madame et Monsieur les Ministres seraient-ils disposés à suivre l'initiative de la France?

Réponse commune (07.09.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les questions de l'honorable Députée se rapportent à la récente loi adoptée par le parlement français concernant le renforcement de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, dont le titre III contient également des dispositions réprimant l'outrage sexiste. L'outrage sexiste y est défini comme «le fait (…) d'imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui soit porte atteinte à sa dignité en raison de son caractère dégradant ou humiliant, soit crée à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante».[1] La nouvelle loi française prévoit une amende d'au moins 90 euros.

Le Code pénal luxembourgeois ne connaît pas la notion de l'outrage sexiste, tel qu'il est défini dans le texte français. Voilà pourquoi, le Gouvernement a suivi le débat français avec grand intérêt, du fait que l'adoption de la loi était précédée de consultations préliminaires très étendues, à citer notamment le rapport d'information n°574 très détaillé du Sénat sur le projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes[2]. Cette documentation pourrait servir de base pour les réflexions à mener au Luxembourg concernant le renforcement de la lutte contre toute forme de violences basées sur le genre, y compris l'introduction de l'outrage sexiste au Code pénal. Les statistiques de la Police grand-ducale se limitent aux faits tels qu'ils sont définis au Code pénal et ne comportent pas d'informations concernant l'outrage sexiste.

Question 3979 (08.08.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **pédopornographie:**

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°3859 du 11 juin 2018, Messieurs les Ministres de la Justice et de la Sécurité intérieure ont fait savoir qu'en 2017, aucun cas de «cybersex» avec des personnes mineures n'a été détecté au Luxembourg.

Le rapport d'activité 2017 de la Police grand-ducale, quant à lui, a révélé que «(…) l'année 2017 a été marquée par une augmentation des affaires de pédopornographie sur Internet et par un chiffre toujours élevé de viols contre mineurs».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions complémentaires suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Comment Messieurs les Ministres s'expliquent-ils ces deux constatations a priori contradictoires?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer des statistiques et explications plus détaillées concernant la pédopornographie sur Internet?

Réponse commune (07.09.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) En ce qui concerne les affaires de pédopornographie sur Internet et les affaires dites de «cybersex», la section «Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel» du Service de police judiciaire distingue entre deux faits différents:

- la pédopornographie met en scène par le biais d'images ou de films des mineurs/enfants sur Internet. La personne qui a un intérêt pour de telles représentations fait des recherches ciblées sur Internet.

- Le «cybersex» constitue un contact via webcaméra entre un mineur et un adulte, par exemple dans un forum. L'adulte exige contre paiement de pouvoir visualiser des actes sexuels du mineur. Un tel cas n'a pas encore été signalé au Luxembourg.

ad 2) La section «Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel» du SPJ a traité en 2017 au total 34 affaires du type pédopornographie. Étant donné que ces affaires sont toujours en cours d'instruction, il n'est pas possible de fournir de plus amples détails.

Pour la grande majorité des affaires où des personnes ont consulté des représentations pédopornographiques, le SPJ a été saisi via les systèmes de coopération internationale (Europol et Interpol).

Question 3980 (09.08.2018) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant le **projet touristique à Weiswampach:**

En date du 15 juin 2018, la secrétaire d'État à l'Économie a présenté un projet d'investissement touristique d'une envergure de 50 millions d'euros et créant environ 50 emplois. Le projet consisterait à implanter un domaine touristique et de loisirs aux alentours des lacs de Weiswampach.

Selon mes informations, il existerait d'ores et déjà une convention approuvée par le Ministre de l'Intérieur entre la commune de Weiswampach et le promoteur ayant pour objet le développement dudit projet.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Comme le projet touristique est d'une envergure appréciable, tant sur les montants engagés, tant sur la surface de +/- 40 ha des terrains communaux engagés, n'aurait-il pas été nécessaire de passer par un concours d'idée ou de soumission publique, avant de conclure cette convention entre un opérateur privé et la commune?

2) Selon mes informations, les infrastructures touristiques aménagées pourront être clôturées, selon le jugement du promoteur, pour besoins de sécurité et de qualité et les heures d'accès réglementées. Dans ce cas de figure, comment le libre accès du public au lac supérieur pour les baignades et le lac inférieur pour la pêche pourra-t-il être garanti et est-ce que l'accès devient payant? Ces zones accessibles au public font-elles partie intégrante du projet et sont-elles clairement définies? Les parkings publics nécessaires pour les promeneurs, baigneurs et pêcheurs seront-ils aménagés en proximité des lacs et est-ce qu'ils seront gratuits?

3) Encore selon mes informations, le groupe immobilier, porteur du projet, prévoit de transférer son siège et tous les services y afférents dans le complexe hôtelier à Weiswampach. Les activités commerciales du groupe immobilier sont-elles compatibles avec la zone touristique du PAG de la commune, ou seront-elles plutôt de nature à se retrouver dans une zone d'activités commerciales / de bureaux?

4) Pour conclure, le groupe immobilier, porteur du projet, prévoit de vendre des chambres, suites et studios dans le complexe hôtelier. Est-il garanti que le projet reste un projet touristique et ne devient pas, par intermédiaire de ces ventes, un projet immobilier d'habitations?

Réponse (07.09.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

ad 1) Le Ministère de l'Intérieur a été saisi d'une délibération du conseil communal de la commune de Weiswampach ayant adopté la convention prédite, ceci aux fins d'approbation sur base des articles 106.2 et 173ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Par cette convention, le conseil communal a concédé à la société un droit d'emphytéose et un droit de superficie. Outre l'approbation par le Ministre de l'Intérieur, ces opérations ne sont pas soumises à des conditions légales particulières en ce qui concerne la procédure de cession et le type de cession des droits. La commune ne peut donc pas être obligée ni à une publicité, ni à une mise en concurrence préalables. Le recours à une procédure publique présente certes l'avantage d'une certaine transparence et de mettre la commune à l'abri de critiques éventuelles, mais relève tout autant de son libre choix.

ad 2) Seule la partie du projet, dénommée «fun park», pourra être clôturée par la société, mais dans les seuls intérêts de l'intégrité des infrastructures créées et de la sécurité des occupants ainsi que sous réserve de l'accord de la commune. Tous les autres espaces restent accessibles au public, dont certains demeurent sous la gestion exclusive de la commune et seront prévus pour les activités de baignade et la pratique de la pêche. Les surfaces réservées actuellement au parcage de véhicules, accessibles gratuitement, seront conservées et mises à disposition du public dans les mêmes conditions.

ad 3) Le transfert du siège d'une société commerciale dont l'objet social consiste en l'exploitation d'un complexe touristique dans une partie du PAG classée «zone touristique» ne me semble pas prohibée. Il appartient aux autorités communales de vérifier que les dispositions du PAG soient respectées.

ad 4) La convention approuvée par mes soins ne renseigne pas sur la vente de chambres, de suites ou de studios. Par rapport à la nature du projet, la même conclusion que sous le point 3 ci-dessus s'impose.

Question 3982 (09.08.2018) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant le **projet touristique à Weiswampach:**

En date du 15 juin 2018, la secrétaire d'État à l'Économie a présenté un projet d'investissement touristique d'une envergure de 50 millions d'euros et créant environ 50 emplois. Le projet consisterait à implanter un domaine touristique et de loisirs aux alentours des lacs de Weiswampach.

Selon mes informations, il existerait d'ores et déjà une convention approuvée par le Ministre de l'Intérieur entre la commune de Weiswampach et le promoteur ayant pour objet le développement dudit projet.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement:

1) D'après mes informations, le promoteur immobilier veut faire démarrer les travaux encore en septembre 2018, qu'en est-t-il des autorisations requises? Quelles demandes ont été déjà introduites, quelles autorisations tombant dans vos attributions sont nécessaires et quel est l'état du dossier?

2) Comme le projet, lors de sa présentation s'est dit durable et respectueux de l'environnement, le projet définit-il, selon vos informations, des normes environnementales à respecter au niveau des aménagements intérieurs et extérieurs, comme espaces verts, gestion de l'eau, énergies renouvelables, matériaux de construction, gestion des déchets, gaspillage alimentaire ou autres?

3) Si mes informations sont exactes, suivant la convention, la commune de Weiswampach est tenue d'assurer une bonne qualité de l'eau des lacs de Weiswampach. Or, face à la prolifération de cyanobactéries dans le lac, la vocation touristique du projet est affectée et des mesures d'amélioration s'imposent. Est-ce que le Département de l'environnement a dès lors été contacté par la commune et des mesures pour améliorer la qualité de l'eau de baignade ont-elles été prises?

Réponse commune (03.10.2018) de **M. Claude Turmes,** *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Il m'importe de souligner que l'établissement en question ne pourra se réaliser que dans le respect de toutes les obligations légales dans le domaine de l'environnement et des procédures de consultation du public afférentes requises. Dans un souci de transparence et de clarification du dossier, j'ai invité la commune de Weiswampach et le requérant à une réunion de coordination au Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Un projet de village de vacances relève de la classe 1 en matière d'établissements classés («commodo»). Une demande d'autorisation relative à ce titre n'a, jusqu'à présent, pas été introduite auprès de l'Administration de l'environnement. Conformément à l'article 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, une autorisation préalable est requise avant la construction et l'exploitation d'un établissement classé.

Par ailleurs, une autorisation en vertu de l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre

1 http://www.assemblee-nationale.fr/15/ta/ta0169.asp

2 Rapport d'information fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (1) sur le projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, par Mesdames Annick Billon, Laurence Cohen, Laure Darcos, Françoise Laborde, Noëlle Rauscent et Laurence Rossignol. http://www.senat.fr/rap/r17-574/r17-5741.pdf

2008 relative à l'eau est également nécessaire. Dans ce domaine, aucune demande n'a été introduite jusqu'à présent pour le projet en question. Lors des réunions préliminaires entre l'Administration de la gestion de l'eau et un bureau d'études qui avaient eu lieu le 18 avril 2016 et le 7 juillet 2017, un projet sommaire d'un complexe hôtelier et de chalets a été présenté. La gestion des eaux usées et des eaux pluviales de ce projet est soumise à l'autorisation selon l'article 23 de la loi susmentionnée.

Lors d'un autre contact bilatéral, l'administration communale de Weiswampach a manifesté le souhait de classer le lac supérieur en eaux de baignade. Un programme de monitoring d'une durée de trois ans doit attester que la qualité d'eau est appropriée comme eaux de baignade. Ce monitoring n'a pas encore commencé. Des informations concrètes en ce qui concerne les autres activités dans le lac ne sont pas connues.

ad 2) N'ayant pas été saisi à ce jour du dossier complet, une réponse à cette question ne peut être donnée. Le choix des matériaux de construction et des techniques d'énergies renouvelables relève de la responsabilité de l'exploitant. Les exigences en matière de performance énergétique des bâtiments sont régies par des règlements grand-ducaux, la gestion des déchets par la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ainsi que par les législations communales de la commune d'implantation, la gestion de l'eau tombe sous le champ d'application de la loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ad 3) Les causes d'une prolifération de cyanobactéries sont multiples. Leur développement excessif est engendré dans des eaux riches en nutriments (surtout en phosphore), peu aérées ou stagnantes et exposées à un ensoleillement intense. La prolifération de cyanobactéries au lac de Weiswampach a été observée pour la première fois en 2018.

Il m'importe de souligner que des mesures sont prises afin de détecter l'origine de la prolifération des cyanobactéries. L'Administration de la gestion de l'eau est en train de faire une analyse détaillée des cours d'eau qui se dégorgent dans le lac pour détecter des pollutions éventuelles afin de définir des mesures concrètes pour améliorer la situation. Ceci dans l'intérêt d'une meilleure qualité de l'eau du lac et afin de sauvegarder sa vocation touristique.

Question 3983 (09.08.2018) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **«ennemis» de l'extrême droite:**

Selon les médias allemands, environ 25.000 personnes seraient répertoriées en tant qu'«ennemis» avec leurs nom, adresse et numéro de téléphone sur des listes d'organisations de l'extrême droite. Ces listes auraient été trouvées lors d'un certain nombre d'opérations policières. Les personnes concernées n'ont pas été informées de ce fait et les listes n'ont pas été centralisées.

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire si des listes similaires ont apparu jusqu'ici au Luxembourg?

2) Dans l'affirmative, les personnes concernées ont-elles été informées du fait qu'elles se retrouvent sur une liste d'extrémistes les qualifiant d'«ennemis»? Par quelles mesures ces personnes sont-elles protégées suite à une telle menace?

3) Quelle est l'envergure au Luxembourg d'actes de violence liés à l'extrême droite? Combien de plaintes respectivement de condamnations pour actes violents commis au cours des années passées peuvent être attribuées à l'extrême droite?

Réponse (03.09.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Aucune liste similaire n'est apparue au Luxembourg jusqu'à présent.

ad 2) /

ad 3) Les lésions corporelles sont prévues aux articles 398 et suivants du Code pénal. Aucune circonstance aggravante pour motivation raciste n'y est prévue à l'heure actuelle. De ce fait, il est impossible de chiffrer le nombre d'actes de violence liés à l'extrême droite.

Il convient cependant de noter qu'en 2017, 30 affaires d'incitation à la haine (article 457-1 et suivants du Code pénal) ont été transmises au parquet.

Les statistiques relatives aux condamnations relèvent de la compétence du Ministre de la Justice.

Question 3984 (09.08.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **traitement réservé aux dénonciations de tiers par les administrations de l'État dans l'exercice de leurs attributions de surveillance et de contrôle:**

Il arrive que des administrations étatiques soient saisies par des tierces personnes d'une dénonciation visant une ou des violations alléguées de la loi par des opérateurs privés, notamment en matière d'environnement, d'hygiène, de sécurité, de santé, etc. Si le bienfondé d'une partie non négligeable de ces dénonciations peut être confirmé à l'issue des contrôles, d'autres peuvent en revanche s'avérer infondées voire malveillantes.

À ce propos, je voudrais donc obtenir des réponses aux interrogations suivantes:

1) Est-ce qu'il existe au niveau gouvernemental des instructions clairement définies et uniformes quant au suivi et aux règles procédurales à observer en matière de dénonciations?

2) Est-ce que toute dénonciation est automatiquement suivie d'une mission de contrôle ou existe-t-il une marge d'appréciation dans le chef des administrations concernées?

3) Quelles sont les précautions prises par les administrations afin de préserver les droits des personnes physiques ou morales qui font l'objet d'une telle dénonciation, spécialement en ce qui concerne les règles en matière de procédure administrative non contentieuse et notamment le droit d'accès de tout administré aux pièces de son dossier personnel? L'identité de l'auteur et le contenu de la dénonciation sont-ils communiqués aux intéressés?

4) Quelles sont les suites réservées à des dénonciations anonymes?

5) Quelles seront les incidences dans ce contexte de l'entrée en vigueur prochaine de la loi relative à une administration transparente et ouverte?

Réponse (17.09.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

ad 1) Dans sa démarche face à ce type de dénonciations l'administration est guidée, suivant le cas, par les règles de la procédure administrative non contentieuse (PANC), les prescriptions de nature générale inscrites à l'article 23 du Code de procédure pénale et par les procédures en place qui sont prévues dans la législation spécifique dont la violation est alléguée. Ceci vaut tout particulièrement pour les matières énumérées dans la question parlementaire, qui tombent dans le cadre des missions propres aux administrations en charge de veiller à l'application de la loi dans leur domaine de compétence respectif. Ce faisant, dans la mise en œuvre concrète de leurs missions de contrôle, les pratiques suivies par les administrations peuvent diverger et au vu de leur spécificités ne sont pas uniformes.

Au-delà de ce cadre légal précis, il n'y a pas d'instructions gouvernementales spécifiques en matière de dénonciations de tiers.

ad 2) En fait, tout dépend de la matière visée par la dénonciation, du caractère sérieux et de la gravité du contenu ainsi que du degré de précision de la plainte. Certaines plaintes qui manquent de précision ne reçoivent aucune suite parce que leur auteur n'a pas révélé son identité et ne peut partant plus être joint pour livrer les compléments d'informations indispensables à l'ouverture d'un dossier.

Il s'y ajoute qu'en application des règles de la PANC, l'administration ou l'agent de l'État qui est destinataire d'une dénonciation d'un tiers doit, s'il s'avère qu'il n'est pas compétent au regard de la matière visée, la continuer par la voie hiérarchique à l'administration en charge.

Parmi les administrations qui mettent à disposition des plaignants un formulaire de plainte spécifique en ligne, le taux des plaintes qui génèrent une suite est estimé à environ 90%.

ad 3) En qui concerne la procédure appliquée pour veiller à préserver les droits des personnes qui font l'objet de telles dénonciations, tout dépend ici encore de la matière visée et partant de la législation en question. Ainsi, à titre illustratif, l'article L.615-2 du Code du travail prévoit que «Le personnel de l'Inspection du travail et des mines est tenu de garder le secret des informations confidentielles reçues dans ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sous peine des sanctions prévues à l'article 458 du Code pénal.»

Il est permis d'affirmer que de manière générale, les administrations en question procèdent à leurs investigations sur le terrain, fut-ce suite à une dénonciation d'un tiers, sur base de leur mission de contrôle général, et n'indiquent pas toutes, ni systématiquement, qu'ils agissent sur base d'une plainte. Les agents des administrations chargés d'une mission de contrôle ont différents statuts, tels que par exemple celui d'officier de police judicaire ou bien d'inspecteur du travail.

En cas de violation de prescriptions légales, telles que le tapage nocturne, l'incinération de déchets, de pneus, etc., le passage d'un agent appelé suite à une dénonciation permettra aisément de procéder au constat matériel de la violation alléguée.

En application des règles qui gouvernent la protection des données personnelles, l'identité du plaignant n'est pas révélée. Il en va de même du contenu matériel de la dénonciation dont les détails ne sont pas révélés. D'ailleurs, il arrive que le plaignant ait déposé une plainte anonyme voire qu'il ait fait part de son souhait de rester anonyme. Or, les courriers anonymes mis à part, les administrations insistent auprès des plaignants de soumettre leurs doléances par écrit et certaines offrent soit des formulaires de prises de contact en ligne ou par envoi d'un courriel, sinon mettent à disposition des formulaires de saisie d'une plainte administrative sur la plateforme guichet.lu.

(cf. p. ex. https://guichet.public.lu/content/dam/guichet/catalogue-formulaires/plaintes/plainte-administration-environnement/plainte-administration-environnement-FR.pdf)

ad 4) Pour les suites réservées à des dénonciations anonymes, il est renvoyé à ce qui vient d'être exposé ci-avant.

ad 5) L'article 6 de la loi sur l'administration transparente et ouverte prévoit en son point 3 que les documents qui comportent une opinion communiquée à titre confidentiel à l'administration ne peuvent être communiqués qu'à la personne concernée, à moins que le caractère confidentiel du document n'ait été levé par la personne étant à l'origine du document.

Par conséquent, les documents contenant des informations relatives à une dénonciation ne sauraient être communiqués à tout un chacun, mais seulement à la personne concernée, c'est-à-dire à la personne faisant l'objet d'une dénonciation. À souligner qu'au titre de la procédure administrative non contentieuse, tout administré a droit à la communication intégrale du dossier relatif à sa situation administrative.

En ce qui concerne les documents relatifs aux missions de contrôle, d'inspection et de régulation des organismes tombant sous le champ d'application de la loi, il convient de noter qu'ils sont exclus du droit d'accès, c'est-à-dire qu'ils ne sont ni publiables, ni communicables.

Question 3985 (09.08.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **régime des impatriés:**

Une circulaire du directeur des contributions L.I.R. n°95/2 du 27 janvier 2014 a pour objet d'encadrer, au niveau de l'impôt sur le revenu, les dépenses et charges qu'une entreprise assume dans le cadre de l'embauchage sur le marché international de salariés qualifiés et spécialisés (ci-après les «frais»).

Ces frais constituent des dépenses d'exploitation dans le chef de l'entreprise. Qui plus est, divers avantages accordés à l'impatrié ne sont pas pris en compte au titre des articles 95 et 104 de l'impôt sur le revenu.

Selon un article paru sur reporter.lu, ni l'Administration des contributions directes ni le Ministère des Finances ne disposent d'informations précises au sujet de ce régime. Pourtant, la circulaire est sans équivoque à cet égard:

«Au début de chaque année (au plus tard le 31 janvier), l'employeur est tenu de communiquer par écrit une liste nominative des salariés bénéficiant de la présente mesure.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien de salariés ont pu bénéficier de ce régime de faveur par an depuis 2014?

- Quel est le déchet fiscal associé à ce régime de faveur (i) en ce qui concerne l'imposition des entreprises concernées et (ii) en ce qui concerne l'imposition des avantages accordés aux impatriés?

- Combien de salariés ont bénéficié aussi bien du régime institué par la circulaire n°95/2 que de celui applicable en vertu de la circulaire n°104/2?

Réponse (06.09.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le régime de l'encadrement fiscal des dépenses et charges en relation avec l'embauchage sur le marché international de salariés a été introduit en 2010, par la première circulaire L.I.R. n°95/2 du 31 décembre 2010. Celle-ci fut mise à jour par les circulaires L.I.R. n°95/2 du 21 mai 2013 et du 1er janvier 2014. Cette dernière se limitait à mettre le texte en conformité avec le droit européen.

Selon les termes de la circulaire initiale, «afin de garder une longueur d'avance sur leurs concurrents et afin de développer des produits et technologies innovants, les grandes entreprises ont de plus en plus besoin de compléter leur personnel par quelques personnes hautement compétentes et disposant de connaissances approfondies dans certains secteurs spécifiques. Ces personnes ne peuvent en règle générale pas être recrutées sur le marché national ou sur celui de la Grande Région, mais l'employeur les cherche sur le marché mondial en vue de leur embauchage. Pour attirer les spécialistes requis et les encourager à s'installer au Luxembourg, les employeurs sont dans l'obligation de prendre à leur charge une large partie des frais de la personne engagée.» Ces considérations sont toujours d'actualité, notamment dans le contexte du Brexit.

D'après les informations communiquées aux bureaux compétents de l'Administration des contributions directes, quelque 885 salariés ont bénéficié entre début 2014 et août 2018 de la circulaire L.I.R. n°95/2 du 27 janvier 2014.

Le déchet fiscal lié à ladite circulaire ne peut être déterminé à ce stade. En effet, quant aux entreprises ayant engagé des salariés qualifiés et spécialisés impatriés, les impositions des années 2014 à 2018 n'ont pas toutes été établies, et les frais en relation avec les impatriés, comme l'invoquent correctement les honorables Députés, sont des dépenses d'exploitation dans le chef de l'entreprise qui ne sont, la plupart du temps, pas dissociables des autres frais de personnel. En ce qui concerne le déchet fiscal lié à l'imposition des impatriés, il y a lieu de relever que les avantages alloués aux salariés visés ne sont connus définitivement qu'au moment de la vérification des employeurs par les bureaux Retenue à la source sur traitements et salaires (RTS) compétents. Les vérifications des années 2014 à 2018 sont actuellement encore en cours.

Il importe également de relever que la communication aux bureaux RTS, telle que prévue au point 6 de la circulaire L.I.R. n°95/2 du 27 janvier 2014, se limite à une «liste nominative» des bénéficiaires du régime.

Sur les 885 personnes, 198 ont reçu des avantages prévus par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 29 novembre 2017 (qui a remplacé celle du 20 décembre 2012) traitant du régime d'imposition des plans d'options sur acquisition d'actions («stock option plans»).

Question 3992 (10.08.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **«Bildungsbericht»:**

La loi du 14 mars 2017 portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de Gestion Informatique de l'Éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique a baissé la périodicité du «Bildungsbericht» de cinq à trois ans.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°3564 du 17 janvier 2018 au sujet de l'étude PISA, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a entre autres fait savoir que «Le prochain Bildungsbericht sera publié en décembre 2018.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Sachant que le dernier «Bildungsbericht» a été publié en avril 2015, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer la (les) raison(s) pour laquelle (lesquelles) le prochain «Bildungsbericht» ne sera publié qu'en décembre de l'année courante, rendant ainsi la périodicité supérieure aux trois ans prescrits par la loi?

Réponse (21.09.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le prochain «Bildungsbericht» ne sera publié qu'en décembre 2018 pour les raisons suivantes:

- L'Université du Luxembourg est chargée de l'élaboration du «Bildungsbericht 2018». Or, la loi en question qui a entre autres réduit la périodicité du «Bildungsbericht» de cinq à trois ans ne fut votée que le 14 mars 2017, ce qui a obligé l'université d'adapter la planification initiale concernant l'élaboration du «Bildungsbericht». Ceci explique pourquoi elle n'en a pas pu terminer la rédaction pour le mois de juillet de l'année en cours.

- Estimant que le «Bildungsbericht» est un document important qui mérite une attention particulière lors de sa publication, je ne veux pas risquer qu'il passe inaperçu dans la foulée des communications en relation avec la rentrée scolaire en septembre.

- Pour des raisons analogues, une publication au mois d'octobre pendant la période des élections législatives ne me semble guère indiquée.

Question 3993 (13.08.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **ligne 215 du RGTR:**

À partir du 17 septembre, le terminus de la ligne 215 du RGTR ne se situera plus à la Charly's Gare, mais à la place de l'Étoile.

De même, le trajet de la ligne 215 ne passera plus par la route de Longwy, mais par la route d'Arlon depuis le CHL, avec la conséquence que le campus «Geesseknäppchen» ainsi que les quartiers limitrophes ne seront plus desservis par une connexion de bus en direction de Bascharage, à l'exception de la ligne de ramassage scolaire 216, qui pourtant ne fait que quelques trajets par jour.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles autres lignes de bus auront leur terminus à la place de l'Étoile au fil des mois prochains?

- Quelles lignes assureront la desserte en direction de la Ville Haute? Est-il prévu d'augmenter les capacités des lignes actuelles pour absorber la hausse de passagers depuis la place de l'Étoile?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter la fréquence de trajets de la ligne 216 afin de compenser l'arrêt de la desserte du «Geesseknäppchen» par la ligne 215?

- Dans l'affirmative, quelle fréquence de trajets serait nécessaire pour y parvenir? Un recensement a-t-il été réalisé pour prendre en considération le nombre d'élèves concernés ainsi que les horaires de ces élèves?

Réponse (10.09.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

- Avec le changement d'horaires du 17 septembre, certaines lignes marqueront leur terminus à la Stäreplaz au lieu de continuer vers le centre de la ville ou encore le Kirchberg; d'autres lignes y marqueront un arrêt de passage pour continuer vers Monterey Parc. La ligne 215 tout comme cinq autres lignes auront leur terminus à la Charly's Gare.

- Suivant l'évolution du chantier pour le tram et finalement lors de la mise en service du tram à la gare de Luxembourg, toutes les lignes d'autobus qui proviennent de la région ouest du pays auront leur terminus à la Stäreplaz; le chiffre exact n'est pas encore déterminé au motif que la réorganisation du réseau RGTR, qui sera effectuée au cours de l'année 2019, aura un impact sur le nombre de lignes.

- Fin 2019, début 2020, le chantier du tram sera terminé dans l'axe avenue Emile Reuter, boulevard Royal, avenue de la Liberté avec comme résultat l'exploitation de ce tronçon par le tram. Ceci entraînera un saut qualitatif pour tous les usagers des transports en commun étant donné qu'aux heures de pointe, la cadence d'exploitation sera en principe de trois minutes.

- Les correspondances vers la Ville Haute seront assurées par le réseau bus de la Ville de Luxembourg, à savoir l'AVL. Les capacités seront adaptées au fur et à mesure suivant l'occupation des autobus.

- Le trajet de la ligne 215 est modifié au retour avec comme itinéraire «la route d'Arlon - la rue des Aubépines - la route de Longwy» ne passant par conséquent plus par la place de France.

Or, il échet de préciser qu'une ligne scolaire, à savoir la ligne 216, continue à desservir le campus «Geesseknäppchen»: en cas de besoin et au vu de l'impact éventuel de la modification de la ligne 215, les fréquences ou capacités pourront être modifiées ultérieurement. Certes, un recensement particulier n'a pas été effectué à l'heure actuelle. Or, comme toutes les années, les données exactes sur le nombre d'élèves par localité, commune ou lycée (ainsi que les horaires de ces derniers) varient à chaque rentrée et ne sont jamais connus d'avance.

Question 3994 (13.08.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **FinTech:**

D'après un article paru récemment sur paperjam.lu, la City de Londres est en train de s'allier avec des places financières de renom à travers le monde pour créer le «Global Financial Innovation Network» (GFIN). Cette initiative viserait, selon l'article, à fournir aux FinTech un environnement leur permettant de mettre à l'essai des solutions transfrontalières. Il s'avère toutefois que la zone euro ne fait pas partie de ce réseau de régulateurs nationaux.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il cette initiative britannique?

- Le Luxembourg entend-il se rallier à cette initiative ou créer sa propre «sandbox»?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que via cette initiative, la zone euro soit distancée par les Britanniques et ses «nouveaux» alliés en matière de FinTech?

Réponse (06.09.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'initiative de la City de Londres à laquelle fait référence l'honorable Député s'inscrit dans une démarche visant à maintenir la compétitivité de la place financière de Londres après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, en renforçant ses relations économiques avec des pays hors UE. Elle ne porte pas ombrage à la coopération entre autorités de surveillance des États membres de l'UE, qui s'échangent dans le cadre du système européen de surveillance financière sur l'expérience acquise dans le domaine FinTech. Le plan d'action FinTech publié par la Commission européenne en mars 2018 promeut d'ailleurs la coopération entre autorités nationales en matière de FinTech.

L'intérêt du Luxembourg à s'associer à l'initiative britannique ou la plus-value qu'elle pourrait apporter à la place financière ne sont pas clairement établis. D'ailleurs, au moment du lancement de l'initiative «Global Financial Innovation Network» (GFIN) début août de l'année courante, il apparaît qu'un seul État membre de l'Union européenne a jugé opportun d'y participer.

En ce qui concerne l'établissement d'une «sandbox» au Luxembourg, une telle approche ne s'est pas avérée nécessaire. La CSSF suit de près les développements technologiques présentant un intérêt pour le secteur financier et a régulièrement des interactions avec des acteurs établis au Luxembourg et avec des acteurs envisageant d'offrir des services financiers et produits fondés sur des technologies novatrices à partir du Luxembourg. En outre, le Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT), créé par le Gouvernement avec pour mission de soutenir l'innovation technologique dans le secteur financier, connaît un succès remarquable au niveau international et contribue ainsi au développement de la compétitivité de la place.

Question 3996 (14.08.2018) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant l'**Association des gardes et gestionnaires de chasse et de pêche:**

En date du 10 juillet 2018, l'Association des gardes et gestionnaires de chasse et de pêche a introduit une demande en vue d'être agréée comme association de la protection animale. Selon la publication de l'arrêté ministériel par ladite association, le ministre aurait accepté la demande le 31 juillet 2018 avec l'avis favorable de l'Administration des services vétérinaires.

L'Association des gardes et gestionnaires de chasse et de pêche œuvre, suivant nos informations, exclusivement dans le domaine de la protection d'espèces (all.: Artenschutz), qui est du ressort du Ministère de l'Environnement, qui est un tout autre domaine que la protection des animaux qui tombe sous les attributions du Ministère de l'Agriculture.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Quels sont les critères retenus dans l'objet des statuts de l'association afin de déterminer son éligibilité pour recevoir l'agrément ministériel comme association de la protection animale suivant l'article 6 (3) de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux?

2) Retrouve-t-on dans l'objet de l'association un lien direct avec la protection des animaux? Si tel est le cas, les trois années d'activité dans le domaine de la protection animale sont-elles documentées par des rapports d'activité? Ces rapports d'activité étaient-ils disponibles au moment de la décision prise par le ministre?

3) L'article 2 de la loi sur la protection des animaux prévoit une exception à son champ d'application pour les domaines de la chasse et de la pêche, de même que l'article 9 concernant la condition de l'étourdissement précédant la mise à mort. N'est-il dès lors pas contradictoire d'attribuer le statut d'association pour la protection des animaux à une association dont l'objectif primaire est la chasse et la pêche et donc la mise à mort d'animaux?

Réponse (10.09.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) L'article 6, troisième paragraphe, de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux stipule que les associations de la protection animale, dont les statuts ont été publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et exerçant depuis au moins trois ans leurs activités statuaires dans le domaine de la protection des animaux, peuvent faire l'objet d'un agrément par le ministre.

L'association dont il est question, à savoir l'Association des gardes et gestionnaires de chasse et de pêche AGGCP asbl remplit ces conditions et a par conséquent droit à l'agrément du ministre.

ad 2) La demande d'agrément était accompagnée d'un dossier qui explique sur plusieurs pages les différentes activités de l'association dont certaines sont en relation directe avec le bien-être animal:

- promotion de la protection qualifiée et le bon état sanitaire de notre cheptel gibier;

- recherche du gibier blessé à l'aide d'un chien de sang;

- lutte contre le braconnage et la pêche illicite;

- planification et élaboration de programmes de formation, favorisation de la formation continue et complémentaire tant générale que spécifique;

- information générale et adéquate au niveau des différents champs d'activité.

Les rapports d'activité de l'association n'étaient pas disponibles au moment de la prise de décision par le ministre.

ad 3) La loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux s'applique à tous les animaux vertébrés, par conséquence aussi aux animaux sauvages. Le champ d'application mentionné à l'article 2 couvre aussi la chasse et la pêche, mais cet article stipule que dans ces cas la loi s'applique, sans préjudice des législations en vigueur en matière de la chasse et de la pêche.

L'article 9 de la loi encadrant le respect du bien-être animal au moment de la mise à mort d'un animal n'est pas nécessairement en contradiction avec le bien-être animal lors des activités de la chasse tout comme lors de l'abattage d'un animal pour la consommation humaine ou la mise à mort des animaux dans un foyer d'épizootie dans le but de circonscrire l'extension de la maladie à d'autres cheptels.

En effet, l'article 9 reconnaît une dérogation pour l'étourdissement de l'animal avant la mise à mort de ce dernier dans le cadre des activités de chasse et de pêche, ces activités restent toutefois soumises aux dispositions relatives à la mise à mort. Ainsi, un chasseur qui ne se soumet pas à l'obligation de la recherche du gibier blessé lors de l'exercice de la chasse telle que prévue à l'article 14 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, pourrait se voir condamner non seulement pour non-respect des dispositions relatives à la chasse, mais également pour violation de l'article 9, paragraphe premier, deuxième alinéa, de la loi sur la protection des animaux, étant donné que toute douleur voire souffrance lors de la mise à mort du gibier n'a pas été évitée.

Question 3997 (14.08.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **tensions entre les États-Unis et la Turquie:**

La dégradation des relations entre les États-Unis et la Turquie a déclenché un effondrement sans précédent de la livre turque. Malgré les récentes annonces de la Banque centrale turque de fournir toute la liquidité nécessaire aux banques locales, les sanctions économiques américaines impacteront probablement et ce de manière durable l'économie turque.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux sanctions économiques américaines contre la Turquie?

- Quel est l'impact de cette politique sur l'économie luxembourgeoise? Monsieur le Ministre des Finances dispose-t-il d'informations quant à un éventuel impact négatif sur les établissements financiers de la place?

Réponse commune (17.09.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Les récentes sanctions économiques imposées par les États-Unis d'Amérique contre la Turquie relèvent d'un différend qui affecte les relations bilatérales entre ces deux pays. Les États-Unis et la Turquie sont deux pays alliés importants du Luxembourg au sein de l'OTAN. Nous souhaitons qu'ils parviennent, par le dialogue, à régler leur différend.

La dégradation des relations entre les États-Unis et la Turquie n'a qu'un impact très limité sur l'économie luxembourgeoise en général, et sur le secteur financier en particulier, eu égard à la faible exposition des sociétés luxembourgeoises au marché turc.

Question 3998 (14.08.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **prétendue mésentente au sein de l'Inspection du travail et des mines (ITM):**

L'atmosphère est tendue au sein de l'ITM. Après des années de réorganisation interne sans réelles avancées, les mésententes entre agents de l'ITM se font, d'après mes informations, de plus en plus sentir avec au moins une suspension de service, des rumeurs de mobbing, des changements de bureau, etc.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'éventuelles plaintes pour mobbing formulées par les agents de l'ITM?

Réponse (10.09.2018) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Une réorganisation de l'ITM a été entamée depuis le début de l'année 2015, après le constat étayé par plusieurs études que cette administration importante ne correspondait plus aux exigences du monde du travail et de ses défis. La loi encore adoptée sous le précédent Ministre du Travail n'y répondait nullement. Depuis l'engagement de cette réforme, l'ITM a adapté son organisation et ses méthodes d'intervention en vue de pouvoir offrir des services de qualité aux usagers et en vue de contribuer ainsi à l'efficacité et à la productivité des entreprises et à la sécurité et la santé ainsi que le bien-être général de tous les salariés du Grand-Duché de Luxembourg.

Je conteste formellement les rumeurs selon lesquelles l'atmosphère serait tendue au sein de l'ITM. Pratiquement tous les collaborateurs de l'ITM ont participé à l'élaboration du rapport annuel de l'ITM de l'année 2017. Ceci constitue une nouveauté en la matière et démontre que les agents de l'ITM sont motivés à travailler pour cette administration.

Par ailleurs, l'affirmation gratuite et polémique selon laquelle la réorganisation de l'ITM n'aurait pas entraîné de réelles avancées est contredite par les faits et les résultats. En effet, comme ce même rapport annuel de l'année 2017 l'illustre, les résultats des différentes activités relevant du domaine de compétence de l'ITM n'ont jamais été meilleurs que cette année-là.

De même, l'affirmation que la réorganisation de l'ITM aurait entraîné des mésententes des agents est largement fantaisiste. Il ne serait donc plus possible d'opérer des changements de bureau dans une administration: ce statu quo qui a prévalu trop longtemps a affaibli cette administration. Y revenir lui serait fatale et

exposerait le monde du travail aux pires excès. Ce ne sont d'ailleurs pas uniquement les salariés qui ont besoin d'une ITM moderne et efficace, nombreux sont les employeurs qui le réclament aussi.

En effet, les derniers changements de bureau résultent du mois d'avril de l'année 2015, lors du rapatriement de tous les agents des agences régionales au siège de l'ITM à Strassen en raison du manque d'effectifs à cette époque.

Par ailleurs, aucune plainte pour mobbing ne semble avoir été formulée par un agent de l'ITM.

Toutefois, l'ouverture d'une instruction disciplinaire avec demande de suspension de l'exercice de ses fonctions a bien été demandée à l'encontre d'un agent de l'ITM en raison du non-respect de ses devoirs résultant des dispositions de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Une enquête a été ouverte à ce titre.

À noter également que l'ouverture de cette instruction disciplinaire à l'encontre de ce fonctionnaire n'a rien à voir avec la réorganisation de l'ITM.

Aussi, je tiens à signaler que l'ITM n'est pas la seule administration qui est concernée par des cas d'ouverture d'une instruction disciplinaire à l'encontre d'un agent.

En effet, selon le rapport annuel de l'année 2017 du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire avait à traiter 100 affaires, dont 24 affaires du rôle de 2016 et 76 nouvelles saisines en 2017.

Par ailleurs, il y a lieu de constater que les autres affaires qui ont été soumises au Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire n'ont pas fait l'objet d'une question parlementaire.

Il semble dès lors, sur le vu des dernières questions parlementaires concernant l'ITM, que l'on s'acharne uniquement sur l'ITM et que l'on porte plus d'attention à des ragots malveillants, qui sont susceptibles d'exposer l'ITM au dénigrement, qui sont nuisibles aux agents qui se dévouent inlassablement à une tâche difficile notamment en matière de lutte contre le dumping social, des détachements irréguliers et du non-respect de la santé et de la sécurité au travail. L'ITM est engagée dans un processus d'engagement de nouveaux collaborateurs. Des rumeurs non fondées qu'on essaie d'exploiter politiquement ne favorisent pas le recrutement de collaborateurs les plus qualifiés.

Question 3999 (16.08.2018) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **contrôle des ponts et viaducs routiers au Luxembourg:**

Le 14 août 2018, alors qu'un violent orage s'abattait sur la région, une grande partie d'un viaduc de l'autoroute A10 s'est écroulée à Gênes en Italie. Selon les informations diffusées par les médias, cette catastrophe aurait fait une quarantaine de morts et plusieurs blessés graves ou disparus.

Considérant que le risque d'un écroulement d'un ouvrage d'art ne se limite pas à l'Italie, mais peut également concerner d'autres pays dont notamment le Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Existe-t-il au Luxembourg des structures de ponts routiers identiques à celle de Gênes dont l'équilibre tient à des câbles tendus obliquement vers la chaussée? Dans l'affirmative, de quels ponts s'agit-il?

2) Quels sont de façon générale les moyens mis en œuvre par l'Administration des ponts et chaussées pour assurer que les ouvrages d'art situés sur le territoire national soient protégés d'un tel écroulement?

3) Quelle est la périodicité des vérifications auxquelles sont soumis tous les ponts et viaducs routiers au Luxembourg?

Réponse (11.09.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Au Luxembourg il n'existe aucun ouvrage d'art routier dont le type de structure est tout à fait identique à celui du Pont Morandi de Gênes. Le patrimoine de l'Administration des ponts et chaussées compte bien trois ouvrages d'art routiers du type haubané, à savoir l'ouvrage OA558 à Mamer, l'OA1048 à Hesperange et l'OA202 à Mersch, mais leur structure principale est constituée d'éléments en acier, à la différence de celle du Pont Morandi, qui elle est une construction en poutre-caisson en béton précontraint.

Les ouvrages d'art de l'Administration des ponts et chaussées sont soumis d'une part à une surveillance périodique et d'autre part à des travaux de maintenance, d'entretien voire de réhabilitation ou de remplacement en fonction de leur état de santé établi dans le cadre des inspections périodiques.

Dans le cadre de la surveillance des ponts routiers, il y a lieu de différencier entre différents types de vérifications réalisées tout au long de la vie de l'ouvrage:

- L'inspection de réception est réalisée aussitôt après la construction du pont, afin de s'assurer que l'ouvrage est en parfait état.

- Le contrôle de routine est réalisé une fois par an et permet de donner une première appréciation de l'ouvrage.

- L'inspection de service/principale est réalisée tous les trois ans, dite inspection A, et permet de déterminer l'état de santé de l'ouvrage, de détecter les éventuels défauts et de définir si des contrôles plus détaillés doivent être réalisés ou bien des travaux doivent être entrepris.

- L'inspection de service/spéciale constitue un contrôle détaillé, dite inspection B, réalisée sur base de l'inspection A ou du contrôle de routine, afin d'analyser de manière plus détaillée les défauts aperçus lors des contrôles préalables. L'inspection B permet de définir les mesures à entreprendre pour pallier aux défauts analysés.

- L'inspection décennale est réalisée tous les dix ans sur les ouvrages de grande envergure, tels que par exemple le Pont Grande-Duchesse Charlotte (Pont Rouge OA739), le Pont Adolphe (OA750) et le pont haubané à Hesperange (OA1048).

À cela se rajoutent des auscultations régulières, par l'intermédiaire de dispositifs de mesurage permanents sur les ouvrages tels que par exemple le Pont Adolphe.

Question 4000 (16.08.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **instituteurs spécialisés dans la scolarisation des enfants à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS):**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°3347 du 11 octobre 2017 au sujet du manque de personnel dans l'enseignement fondamental, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a entre autres fait savoir que 59 enseignants I-EBS ont été recrutés dans un premier temps et que le ministère «s'est particulièrement efforcé à respecter les souhaits des I-EBS en matière d'affectation (...)». Le ministre a encore précisé que «Suite au recrutement d'I-EBS supplémentaires en 2018 et en 2019, l'affectation de la totalité des 150 instituteurs concernés se fera en fonction de critères objectifs (…).»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'à la prochaine rentrée scolaire, les 59 enseignants I-EBS recrutés resteront affectés aux mêmes établissements scolaires? Sinon, pour quelles raisons et dans quelles écoles ces enseignants seront-ils affectés?

- Monsieur le Ministre peut-il déjà me préciser combien d'enseignants I-EBS ont été recrutés pour l'année scolaire 2018-2019?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire selon quels critères précis ces enseignants vont être affectés? Auprès de quelles écoles ces enseignants seront-ils affectés? Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si des enseignants I-EBS ont été affectés aux classes préparatoires?

- Monsieur le Ministre peut-il m'énumérer les écoles qui ne disposent pas encore d'enseignants I-EBS?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les formations des différents enseignants I-EBS? Combien parmi eux détiennent un diplôme de master en relation avec la pédagogie inclusive, combien disposent d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'éducation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques et combien parmi ces derniers disposent en plus d'un master en pédagogie spécialisée?

Réponse (21.09.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) 41 des 59 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ci-après «I-EBS») recrutés lors de la première phase du recrutement, continueront à intervenir dans les écoles auxquelles ils ont été affectés pour l'année scolaire 2017-2018 pour assurer la pérennité des projets pédagogiques initiés dans le domaine de la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques.

Après concertation avec mes services, sept I-EBS ont opté pour un changement d'affectation. Parmi les changements d'affectation, quatre I-EBS, intervenant chacun pendant l'année scolaire 2017-2018 dans deux écoles différentes, ont introduit une demande de réaffectation à une seule école. Deux I-EBS, intervenant chacun pendant l'année scolaire 2017-2018 dans deux écoles différentes, ont introduit une demande de réaffectation à une seule autre école de la même direction de région. Étant donné que l'affectation d'un I-EBS à deux écoles, accueillant un nombre important d'élèves, risque non seulement de contrarier la consciencieuse exécution des missions de l'I-EBS, mais encore de conduire à une surcharge de ce dernier, j'ai donné suite aux demandes de changement d'affectation de deux à une seule école. Cependant, je tiens à préciser qu'il peut être propice d'affecter un I-EBS à deux écoles différentes sous condition que la population scolaire accueillie dans les deux écoles ne soit pas trop importante.

Un I-EBS intervenant pendant l'année scolaire 2017-2018 à deux écoles différentes reste affecté pour une demi-tâche à une de ces deux écoles et il est affecté pour la demi-tâche restante à une autre école pour minimiser la durée des trajets à réaliser. Une I-EBS a sollicité le détachement dans un centre de compétences.

Dix enseignants ont décidé de ne plus exercer la fonction d'I-EBS pour de multiples raisons (départ à la retraite, congé de maternité, raisons personnelles…).

Réservant une suite favorable à la demande de l'honorable Députée en matière d'affectation des I-EBS, la liste 2018 reprenant les communes d'affectation des I-EBS ainsi que les écoles d'attache de ces derniers est jointe à la présente.

(*Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 2) Lors de la deuxième phase du recrutement, mon département a recruté 38 I-EBS supplémentaires pour l'année scolaire 2018-2019.

ad 3) Lors de la procédure d'affectation, le MENJE s'est particulièrement efforcé à respecter les souhaits des I-EBS en matière d'affectation, afin d'assurer la continuation des projets initiés par leurs soins dans les établissements scolaires auxquels ils étaient affectés dans le passé. Afin de favoriser la bonne répartition des I-EBS, mon département s'est appuyé sur la précieuse collaboration des directeurs de région pour les I-EBS qui ont désiré intervenir dans une commune ne correspondant pas à leur commune d'affectation pour l'année scolaire 2017-2018 étant donné que ces derniers connaissent parfaitement les contextes et besoins de chaque école.

L'affectation d'un I-EBS dans une classe modulaire de la voie de préparation est prévue à moyen terme.

ad 4) En annexe est jointe la liste reprenant les écoles fondamentales publiques qui ne disposent actuellement pas d'un I-EBS. En relation avec ce tableau, il y a lieu de constater que parmi les écoles énumérées, maintes écoles disposent d'autres mesures pour la prise en charge d'élèves à besoins spécifiques ou bénéficient de leçons supplémentaires accordées hors contingent.

(*Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Ad 5) Parmi les 38 I-EBS nouvellement recrutés, dix disposent d'un master en relation avec l'accompagnement des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques. 25 disposent d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'éducation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, dont neuf avec un master en pédagogie spécialisée. Parmi les 28 candidats ne disposant actuellement pas d'un master en relation avec l'accompagnement des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, quatre I-EBS sont en train de réaliser des études supérieures en la matière. Tous ces candidats disposent de plus de dix années de service, 18 même de plus de 15 années de service.

Parmi les 49 I-EBS intervenant depuis la rentrée scolaire 2017-2018 dans les écoles fondamentales, 17 détenteurs d'un master ont été nommés à la fonction d'I-EBS au cours de l'année scolaire 2017-2018 et un détenteur d'un master sera nommé pour la rentrée scolaire 2018-2019 à la fonction d'I-EBS. Parmi les 32 candidats ne disposant actuellement pas d'un master en relation avec l'accompagnement des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, deux I-EBS sont en train de réaliser des études supérieures en la matière. Tous ces candidats disposent de plus de dix années de service, 23 même de plus de 15 années de service.

Tous les candidats des deux promotions ne disposant actuellement pas d'un master requis ont été retenus par la commission de recrutement non seulement du fait de leur expérience professionnelle, mais également pour les formations continues qu'ils ont suivies dans le domaine de l'accompagnement des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques.

Question 4001 (16.08.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **technologie DAB (Digital Audio Broadcasting):**

Les stations de radio DAB (Digital Audio Broadcasting ou radiodiffusion numérique) sont répandues à travers tout le monde. Le DAB permet la diffusion numérique de programmes radiophoniques à travers des ondes hertziennes par voie terrestre ou par satellite. Par rapport à la radio FM, le DAB offre un certain nombre d'avantages, dont notamment une robustesse accrue face aux perturbations lors de l'utilisation en réception mobile et une absence de bruits de fond. Alors que la digitalisation de la radio est un objectif dans plusieurs autres pays voisins et que la technologie DAB y vient d'être établie, le Luxembourg ne semble pas en faire une priorité. Selon mes informations, le système ne fonctionnerait même pas au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les plans futurs du Gouvernement pour la conception de la radio en général?

- Monsieur le Ministre a-t-il prévu de lancer la technologie DAB au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelle est la date envisagée?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (14.09.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

La technologie DAB existe depuis longtemps et son introduction au Luxembourg a été étudiée déjà il y a 20 ans. À l'époque les radiodiffuseurs n'étaient pas prêts à supporter le coût supplémentaire important de la mise en place du réseau numérique, alors qu'il était prévisible, en raison du prix exorbitant des récepteurs pour le public, qu'il faudrait maintenir la diffusion analogique pendant une durée prolongée. Une difficulté supplémentaire résultait du fait que six radios luxembourgeoises auraient dû se partager un réseau commun, alors que leurs préférences en termes de rapport qualité-prix du réseau divergeaient largement.

Depuis lors, la technologie a évolué, les coûts ont baissé significativement, les récepteurs sont devenus abordables et nos voisins se sont mis à introduire progressivement la radio numérique de deuxième génération appelée DAB+, qui permet de diffuser jusqu'à douze programmes par multiplex. Après l'Allemagne et la Belgique, la France a commencé à étendre la radio numérique en DAB+ vers un nombre croissant de villes et envisage également un multiplex national.

Dans ce contexte, l'ILR est en train de préparer un rapport examinant différents aspects d'une possible introduction du DAB+ au Luxembourg.

Je viens également d'accorder à Broadcast Center Europe (BCE) une licence pour procéder à des tests en vue de collecter les informations utiles pour la mise en place d'un réseau.

Sur base des informations actuellement disponibles, il s'avère que la mise en place d'un réseau de radiodiffusion numérique semble faisable à un coût nettement inférieur à celui qui résultait des études il y a 20 ans.

La prochaine étape consistera à consulter les radios luxembourgeoises sur base des résultats des études et tests.

Au cas où les résultats de ces consultations seraient globalement positifs, les procédures pour

la mise en œuvre de la radio numérique en technologie DAB+ pourront être déterminées.

Alors que jusqu'ici c'est par la diffusion sur Internet que la radio s'est engagée dans la voie du numérique, l'introduction du DAB+ viendrait ainsi compléter la numérisation progressive du paysage audiovisuel.

Question 4002 (12.08.2018) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **sécurité des ouvrages d'art:**

L'effondrement d'un pont autoroutier à Gênes ayant causé la mort d'au moins 40 personnes a relancé à travers toute l'Europe le débat sur l'état de vétusté de certaines infrastructures routières, et plus particulièrement des ouvrages d'art.

Au Luxembourg, avec son relief vallonné, les ouvrages d'art sont également très nombreux, tant sur le réseau routier que sur le réseau ferroviaire.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- À quels intervalles les ouvrages d'art sur les réseaux autoroutier, routier et ferroviaire luxembourgeois sont-ils contrôlés, et par qui?

- L'inventaire des ouvrages d'art permet-il, par le biais d'une classification par exemple, de juger, d'une manière générale, dans quel état les infrastructures se trouvent et à quels intervalles leur remise en état respectivement leur remplacement par un ouvrage nouveau doivent être prévus? Existe-t-il au Luxembourg des ouvrages qui se trouvent sous surveillance particulière en raison de leur état de vétusté?

- Concernant les ponts frontaliers sur la Moselle, la Sûre et l'Our, quelles sont les autorités responsables de leur surveillance, de leur contrôle et de leur entretien?

- Dans quel état se trouve la «Sauertalbrücke» sur l'autoroute A1, quels sont les travaux qui y sont effectués actuellement et sous la direction de quelle autorité?

Réponse (05.10.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans le cadre de la surveillance des ponts routiers et autoroutiers, il y a lieu de différencier entre différents types de vérifications réalisées tout au long de la vie de l'ouvrage:

- L'inspection de réception est réalisée aussitôt après la construction du pont, afin de s'assurer qu'il est en parfait état.

- Le contrôle de routine est réalisé une fois par an et permet de donner une première appréciation de l'ouvrage.

- L'inspection de service principale est réalisée tous les trois ans, dite inspection A, et permet de déterminer l'état de santé de l'ouvrage, de détecter les éventuels défauts et de définir, si des contrôles plus détaillés doivent être réalisés ou bien des travaux doivent être entrepris.

- L'inspection de service spéciale constitue un contrôle détaillé, dite inspection B, réalisé sur base de l'inspection A ou du contrôle de routine, afin d'analyser de manière plus détaillée les défauts aperçus lors des contrôles préalables. L'inspection B permet de définir les mesures à entreprendre pour pallier aux défauts analysés.

- L'inspection décennale est réalisée tous les dix ans sur les ouvrages de grande envergure, tels que par exemple le Pont Grande-Duchesse Charlotte (Pont rouge OA739), le Pont Adolphe (OA750) et le pont haubané à Hesperange (OA1048).

Les différents types de contrôles sont de manière générale réalisés par des agents spécialisés des Ponts et chaussées et peuvent, dans des cas particuliers, également être effectués par des ingénieurs-conseils externes.

Les différents contrôles menés sur les ouvrages d'art permettent bien de déterminer l'état de santé des ponts et de les classifier en fonction de leur état ou bien de l'envergure des travaux à réaliser. À la suite des différents contrôles périodiques, les travaux d'entretien et/ou de réparations sont mis en œuvre selon un ordre de priorité établi sur base des besoins en vue d'assurer la sécurité pour les usagers des ponts. Dès lors, la sécurité des ponts routiers est assurée par des travaux d'amélioration permanents et également dans le cadre de contrats d'entretien établis pour une période de trois à quatre ans.

Il n'existe à l'heure actuelle pas de pont sous surveillance particulière en raison de son état de vétusté, néanmoins pour des ponts particuliers, des auscultations régulières par l'intermédiaire de dispositifs de mesurage permanents sont menées, comme par exemple sur l'OA750 Pont Adolphe.

Au total, le Luxembourg compte 21 ponts frontaliers routiers avec la République fédérale d'Allemagne. La responsabilité de ces ouvrages est fixée par des conventions bilatérales entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Rhénanie-Palatinat ou la Sarre. Les responsabilités pour les ponts frontaliers sur les cours d'eau de la Moselle, de la Sûre et de l'Our se présentent comme suit:

- Moselle: cinq ponts frontaliers, dont trois ouvrages, à savoir l'OA401 à Grevenmacher, l'OA419 à Wormeldange et l'OA34 à Schengen sont du ressort des autorités luxembourgeoises et deux ponts sont sous la compétence de la Sarre;

- Sûre: neuf ponts frontaliers, dont un ouvrage, à savoir l'OA383 à Echternach est du ressort des autorités luxembourgeoises et huit ouvrages se trouvent sous la responsabilité de la Rhénanie-Palatinat;

- Our: sept ponts frontaliers, qui se trouvent tous sous la compétence de la Rhénanie-Palatinat.

Les autorités compétentes des ponts frontaliers sont responsables de la surveillance, la maintenance et l'entretien de ces ouvrages. Ainsi l'Administration des ponts et chaussées revêt ce rôle au sein du Grand-Duché de Luxembourg et les homologues allemands pour les ponts sous responsabilité allemande.

Le viaduc de la Sûre sur l'autoroute A1 («Sauertalbrücke» OA1200) est placé sous l'autorité du «Landesbetrieb Mobilität Rheinland-Pfalz» qui en assure la surveillance et l'entretien. Selon les informations reçues par l'administration allemande, l'ouvrage a été recalculé et convient aux classes de portance des nouvelles réglementations techniques (Eurocodes). Suite aux dernières inspections, un projet d'entretien lourd (protection anticorrosion, durabilité du tablier, …) est en préparation.

Pour les ouvrages d'art au croisement entre le réseau ferré d'une part, et le réseau routier, d'autre part, les compétences respectives sont arrêtées dans une convention.

Quant aux ouvrages d'art du réseau ferré dont la compétence patrimoine revient aux CFL, ceux-ci font l'objet d'une inspection quinquennale détaillée réalisée par un contrôleur des ouvrages d'art spécialisé, attaché au Service maintenance infrastructure de la Direction gestion infrastructure des CFL.

Pour les ouvrages d'art croisant le domaine ferroviaire, mais dont la compétence patrimoniale revient à un gestionnaire autre que les CFL, une inspection quinquennale est également réalisée par un contrôleur des ouvrages d'art des CFL. À la différence des premiers ouvrages cités, l'inspection se limite ici à tous les éléments de l'ouvrage qui peuvent être atteints sans mise en œuvre de moyens particuliers. La réalisation de l'inspection détaillée de ces ouvrages incombe au gestionnaire compétent.

Une visite annuelle de chaque ouvrage est en outre réalisée par le chef de district infrastructure local des CFL. Cette visite a pour but de vérifier visuellement le bon état de l'ouvrage et, le cas échéant, de contrôler l'évolution des dégradations détectées lors de l'inspection quinquennale.

En plus des inspections quinquennales et des visites annuelles, des visites spéciales peuvent éventuellement être déclenchées soit en cas de circonstances particulières (crues, périodes de grand froid, etc.), soit pour analyser et suivre plus particulièrement certains désordres constatés.

En plus de ces visites et inspections, des techniques de suivi modernes comme le scanning complet des voûtes des tunnels par laser commencent à être utilisées.

L'état des différents composants des ouvrages d'art est documenté dans les rapports d'inspections par le contrôleur des ouvrages d'art.

Les travaux d'entretien courants sont réalisés à l'initiative du chef de district infrastructure des CFL. Chaque rapport d'inspection est ensuite analysé par l'ingénierie des CFL afin de déterminer les travaux sortant de l'entretien courant. Il n'y a pas de classification puisque chaque ouvrage d'art est traité de la même manière et il est décidé pour chaque ouvrage, sur proposition de l'ingénierie et en tenant compte d'autres projets qui sont éventuellement en cours d'élaboration si une régénération doit être programmée ou si une reconstruction complète doit être planifiée.

Pour les ouvrages dont la compétence patrimoniale revient à un gestionnaire autre que les CFL, les rapports d'inspections sont transmis au gestionnaire compétent pour les suites utiles. Les CFL se réservent le droit d'intervenir sur ces ouvrages si le gestionnaire tiers n'entreprend pas les travaux nécessaires pour garantir la sécurité de l'exploitation ferroviaire.

À l'heure actuelle, un seul ouvrage d'art sur le réseau ferré fait l'objet d'une surveillance particulière. Il s'agit d'un tunnel dont la voûte présente une déformation localisée. Une expertise récente effectuée par un bureau d'études spécialisé et vérifiée par un bureau de contrôle a exclu tout risque d'évolution rapide de la déformation.

Néanmoins, afin de suivre à long terme l'évolution de la géométrie de la voûte à cet endroit, sa position est contrôlée régulièrement par levé topographique; aucun déplacement n'a été observé depuis le début du suivi.

Le pont-rivière frontalier sur la Sûre à Wasserbillig est sous la responsabilité des CFL pour la partie en territoire luxembourgeois (première travée jusqu'à la pile centrale) et sous la responsabilité du gestionnaire d'infrastructure allemand pour la partie en territoire allemand.

Question 4004 (17.08.2018) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **gaspillage alimentaire au sein d'un lycée:**

En 2016, le Gouvernement avait lancé une campagne intitulée «Ensemble contre le gaspillage alimentaire» ayant pour objectif de produire le moins de déchets possible au niveau des aliments et impliquant différents partenaires pouvant s'y impliquer. À cette fin, certaines initiatives furent prises dans le secteur de l'éducation, en l'occurrence au Lycée technique de Bonnevoie qui offre des formations (CCP) de cuisinier, boucher, charcutier, boulanger, pâtissier, chocolatier, glacier et autres. Ainsi, il s'agissait d'enseigner aux élèves comment utiliser en cuisine ce que l'on considère habituellement comme déchets alimentaires et de sensibiliser les jeunes par ce biais à la large problématique du gaspillage alimentaire.

Considérant que dans le même lycée, les élèves aspirant à une profession dans le domaine de la gastronomie sont régulièrement tenus de transformer des matières premières telles que céréales, œufs, produits laitiers, viandes, poissons, fruits et légumes, etc. à des fins culinaires pour accumuler des expériences et développer les compétences nécessaires, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Les produits alimentaires et plats réalisés par les élèves sont-ils de manière conséquente consommés dans la cantine dudit lycée, respectivement emballés ou emboîtés de façon à ce que les élèves et enseignants puissent les ramener à leur domicile à des fins de consommation au cas où ils ne seraient pas tous consommés sur place?

2) Quelle est la proportion des déchets alimentaires par rapport à la totalité des matières premières achetées par le même lycée à des fins d'apprentissage dans les branches de la gastronomie?

3) Est-ce qu'un fournisseur externe de produits alimentaires est engagé afin de pouvoir satisfaire à la demande de repas en cantine du lycée susmentionné?

4) Dans l'affirmative, de quel fournisseur s'agit-il et quelle est la part des menus fournis en moyenne par ce service par rapport à la part fabriquée et consommée le cas échéant par les élèves lors de leur apprentissage?

Réponse (24.09.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) La section des métiers de l'alimentation au Lycée technique de Bonnevoie fonctionne en grande partie de manière interdisciplinaire afin d'assurer un enseignement proche aux situations réelles du secteur professionnel. Dans ce contexte, les marchandises sont préparées exclusivement à des fins de consommation au profit de toute la communauté scolaire (élèves, enseignants, personnel technique et administratif) et avec le plus grand respect des matières premières. Le restaurant scolaire et les différents points de vente offrent une diversité de produits fabriqués par les différentes classes des différentes formations.

Le nombre de repas réservés à l'avance permet de préparer un nombre exact de portions pour éviter notamment le gaspillage. Les matières premières non utilisées sont transformées systématiquement en «convenience food» pour des utilisations ultérieures.

La chaîne du froid, qui est à suivre impérativement dans la production des plats, est instruite et appliquée à l'école. Ces modes de production et de gestion permettent de réduire les déchets à un niveau marginal.

ad 2) Une quantification exacte (en masse ou en volume) de la proportion des déchets alimentaires par rapport à la quantité des matières premières achetées s'avère difficile. Les déchets alimentaires se composent surtout de produits non utilisables de matières premières à l'état brut et frais (p. ex.: épluchures, os, graisse, chutes) pour la production de denrées alimentaires et varie en fonction de la production.

Dans le respect des référentiels de compétences des différentes formations, les enseignants sensibilisent quotidiennement leurs élèves à la valeur des matières premières et des produits finis afin qu'ils puissent développer un comportement professionnel et conscient au niveau de leur responsabilité dans le domaine du gaspillage alimentaire.

ad 3) Dans le nouveau bâtiment du Lycée technique de Bonnevoie, le service de la restauration scolaire Restopolis sera chargé de l'exploitation du service de la cantine scolaire et d'une cafétéria. La section des métiers de l'alimentation continuera à assurer le fonctionnement de deux restaurants pédagogiques et d'un point de vente.

Vu l'accroissement du nombre d'élèves au Lycée technique de Bonnevoie, des premières démarches quant à une collaboration anticipée avec Restopolis ont été entamées récemment.

ad 4) Les modalités pratiques d'une collaboration avec Restopolis ne sont, à ce stade, pas encore quantifiables. À l'heure actuelle, un emplacement intermédiaire nécessaire pour héberger ce prestataire fait défaut et reste encore à mettre en place.

Il est cependant évident qu'une collaboration avec Restopolis n'entravera pas les objectifs pédagogiques des formations des métiers de l'alimentation.

Question 4005 (20.08.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **polyneuropathies et autres pathologies lourdes:**

Il me revient qu'en raison de changements intervenus dans la nomenclature des actes de kinésithérapie pris en charge par la Caisse nationale de santé (CNS) avec effet au 1er janvier 2017, une partie des assurés gravement malades devraient supporter désormais une participation personnelle, parfois substantielle, pour certains actes couverts auparavant à 100% par la CNS. À titre d'exemple, il semble que des polyneuropathies survenues à la suite de traitements de cancers, voire de diabètes ne seraient plus remboursées à 100% par la CNS, étant donné que ces maladies ne figurent pas sur la liste des pathologies lourdes, de même que les amputations de membres qui n'ont même jamais figuré parmi les pathologies lourdes et n'ont jamais bénéficié de remboursement complet.

Il s'ensuivrait que pour ces pathologies, les visites chez le kinésithérapeute ne sont plus/pas prises en charge à 100% par la CNS. Pour un patient qui doit suivre deux séances de kiné par semaine, cela signifierait des dépenses supplémentaires de plus de 1.600 euros par an.

Il semble également que pour les maladies qui ne sont pas reconnues comme pathologies lourdes, le médecin doive se limiter à prescrire huit séances de kiné (au lieu de 64 séances dans le cas de pathologies lourdes).

En réponse à ma question orale du 12 juin 2018, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale avait indiqué vouloir rapidement saisir la CNS afin que la liste des pathologies lourdes soit revue.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatées ci-dessus?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la CNS est en train d'adapter la liste des pathologies lourdes?

3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir la liste des pathologies qui seront à l'avenir reconnues comme pathologies lourdes?

Réponse (04.09.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) La CNS confirme les informations fournies. Le taux normal de prise en charge des prestations de la nomenclature des actes et services des kinésithérapeutes est actuellement de

70%. Une prise en charge intégrale des traitements de kinésithérapie est possible:

1° pour les traitements dispensés sur les jeunes de moins de 18 ans,

2° pour les actes prescrits dans le cadre d'une intervention chirurgicale sur appareil locomoteur,

3° pour les traitements dispensés dans le cadre d'une des pathologies lourdes prévues dans les statuts de la CNS.

Ladite liste a été élaborée par la CNS qui s'est fondée sur les recommandations concordantes de l'Association des kinésithérapeutes et l'Association des médecins et médecins dentistes.

En ce qui concerne le nombre maximal de séances pouvant être prescrites par ordonnance, ce nombre est de huit pour les cas normaux, 24 pour le drainage lymphatique, 32 pour la rééducation post-chirurgicale et 64 pour les traitements dispensés dans le cadre des pathologies lourdes.

ad 2) La CNS a prévu de procéder à la fin de l'année courante à une évaluation de la réforme de la nomenclature des actes et services des kinésithérapeutes. Elle n'a cependant pas prévu de réviser la liste des pathologies lourdes prévue à l'annexe G de ses statuts.

ad 3) Il s'ensuit qu'il m'est impossible de donner des informations quant à une extension éventuelle de la liste des pathologies lourdes.

Question 4009 (21.08.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant **l'«iPolice»:**

Le Gouvernement belge vient d'annoncer d'implémenter l'intelligence artificielle dans le travail policier. Opérationnel qu'en 2021 et estimé à 110 millions d'euros, le projet dit «iPolice» cadre à des fonctionnalités de profiling, de ciblage et de détection de risques, et devrait rendre le travail des fonctionnaires plus efficace.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Le ministre envisage-t-il un projet similaire au Luxembourg?

2) Le ministre estime-t-il que l'intelligence artificielle pourrait, du moins en partie, répondre au manque de ressources humaines au sein de la police?

Réponse (21.09.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) À l'heure actuelle il n'y a pas de projet similaire au projet «iPolice» belge envisagé au Luxembourg. Il importe cependant de souligner qu'il existe une unité au sein de la Police grand-ducale, et plus spécifiquement au niveau du Service de police judiciaire, qui est quotidiennement en charge du volet de profiling, de ciblage et de détection des risques. Par ailleurs, la digitalisation des données depuis l'introduction du système de réseau radio digital RENITA en 2015 sera complétée en 2019 par la mise en place d'un nouvel outil qui intégrera la gestion et le dispatching des patrouilles.

Enfin, des projets ayant pour objet l'amélioration des procédures en matière de gestion des données informatiques et de simplification administrative sont envisagés ou en cours de lancement.

ad 2) Les progrès en matière d'intelligence artificielle constituent un support pour améliorer la qualité et la performance, notamment dans le domaine des enquêtes judiciaires, mais ne permettront pas à court terme d'économiser des ressources humaines au sein de la Police grand-ducale.

Question 4010 (21.08.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **CGDIS:**

Selon nos informations, il s'avère que le procès-verbal de l'élection du nouveau conseil d'administration du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) n'a pas été publié. Il s'ensuit que même les candidats à l'élection ne sont pas renseignés sur le score obtenu alors que le résultat des élections n'est pas public.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la non-publication?

Réponse (07.09.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

S'il est vrai que le procès-verbal de l'élection du nouveau conseil d'administration du CGDIS n'a pas été publié, je tiens toutefois à préciser que les dispositions de l'article 14 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ont été respectées.

En effet, conformément à l'article précité, les résultats du scrutin sous forme d'un relevé ont été communiqués au Gouvernement en conseil, aux communes ainsi qu'au CGDIS aussitôt que les opérations de dépouillement étaient clôturées.

En outre, et pour des raisons de transparence, les candidats élus pour représenter le secteur communal au sein du conseil d'administration du CGDIS ont été personnellement informés par les soins de la Direction de la sécurité civile, bien que cela ne soit pas prévu par la loi.

Une note informant des résultats du scrutin a été soumise au Gouvernement en conseil lors de la séance du 6 septembre 2018, les communes ont été informées par le biais d'une circulaire en date du 14 août 2018.

Je tiens à rappeler que les dispositions de l'article 14 de la loi précitée disposent que le relevé des représentants élus vaut proposition de candidat au Gouvernement. Ainsi, pour que les élus deviennent représentants du secteur communal au sein du conseil d'administration du CGDIS, le Gouvernement en conseil a dû procéder à leur nomination officielle afin qu'ils puissent exécuter leur mandat d'administrateur, et cela pour une durée de six ans.

Question 4012 (21.08.2018) de **Mme Claudine Konsbruck** *(CSV)* concernant les **feux de signalisation:**

Plusieurs pays ont mis en place des mesures innovatrices pour améliorer la sécurité des usagers de la route et pour assurer la fluidité du trafic.

Quelques exemples:

1) Compte à rebours avec minuterie des feux pour piétons:

Une indication du compte à rebours (décompte des secondes) aide les piétons à estimer le temps d'attente qui leur reste, soit pour traverser la rue, soit pour savoir quand le feu tourne au vert.

Il est prouvé que l'indication du temps d'attente incite davantage les piétons à ne pas traverser en dehors du signal vert.

2) Feu orange avant le vert pour les automobilistes;

En Allemagne, en Suisse et au Royaume-Uni notamment, le feu orange s'allume quelques secondes avant que le signal ne passe au vert.

Ce système présente des avantages certains pour garantir une meilleure fluidité de la circulation:

- Le signal orange permet au conducteur de réagir plus vite, d'anticiper le feu vert et de démarrer juste à temps.

Cet argument vaut surtout pour les voitures assorties de la fonction Stop-Start qui gère la coupure et le redémarrage automatiques du moteur à chaque arrêt.

- Un tel système installé dans ces pays européens permet également aux cyclistes de démarrer sans se faire prendre de vitesse par les voitures.

Il s'agit dès lors de mesures qui sont dans l'intérêt de tous les usagers de la route.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il eu l'occasion d'examiner ces systèmes qui ont fait leurs preuves à l'étranger et d'apprécier leur utilité et leurs avantages?

- Monsieur le Ministre estime-t-il leur mise en place opportune?

Réponse (28.09.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Des questions similaires ont déjà été formulées par la question parlementaire n°0998 du 10 novembre 2010 de Monsieur le Député Gilles Roth et par la question parlementaire n°3465 du 20 novembre 2017 de Messieurs les Députés Yves Cruchten et Roger Negri, dont les réponses se résument comme suit.

Le Code de la route s'exprime sur la signification en matière de priorité des signaux lumineux dont il est fait usage pour régler la circulation. Les signaux colorés lumineux peuvent être de couleur verte, orange ou rouge. Les signaux blancs s'adressent aux conducteurs de véhicules du transport public.

Les installations avec affichage d'un compte à rebours affichent la durée restante de la phase actuelle (vert ou rouge) jusqu'au changement à la prochaine phase. Cet affichage peut s'adresser tant au trafic motorisé qu'aux piétons et cyclistes.

Lorsque l'affichage d'un compte à rebours n'altère pas le fonctionnement, ni la signification des feux lumineux utilisés pour régler la circulation, son emploi n'est pas contraire aux dispositions réglementaires.

Les incidences sur le comportement des usagers de la route lors de l'affichage du temps restant aux signaux lumineux furent examinées scientifiquement dans plusieurs études et les résultats sont plutôt mitigés. Généralement, les résultats pour un compteur à rebours s'adressant aux piétons étaient positifs et le nombre des infractions aux feux rouges baissait environ d'un tiers.

Cependant, l'utilisation systématique de feux lumineux à décompte est déconseillée et l'utilité de tels signaux en rapport avec la sécurité routière devrait être vérifiée au cas par cas et peut varier en fonction du système de feux de signalisation automatisé ou dynamique. D'ailleurs il est déconseillé d'utiliser des feux avec indication de la durée restante en chiffres, mais d'avoir recours plutôt à un modèle d'indicateur qualitatif, tel qu'utilisé aux Pays-Bas, qui permet plus de souplesse au niveau de la programmation des installations de feux lumineux.

En ce qui concerne l'impact des signaux colorés lumineux du système tricolore à quatre états (feu orange avant le vert) sur la fluidité du trafic, je rappelle que conformément à l'article 109 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 (Code de la route), «le feu orange indique un changement imminent du sens de la circulation et comporte l'interdiction de franchir le signal».

Alors que d'un point de vue technique, l'introduction de feux de signalisation tricolores à quatre états ne poserait pas de problème, il faudrait procéder en l'occurrence, au vu de l'article 109 précité, à une modification du Code de la route.

J'estime cependant que l'introduction au Luxembourg de signaux colorés lumineux du système tricolore à quatre états n'aurait qu'un impact minimum voire inexistant sur la fluidité du trafic. Dans ce contexte, je me permets de souligner le projet de l'Administration des ponts et chaussées d'une gestion nationale et centralisée des feux tricolores sur le réseau étatique, connectés à un ordinateur de gestion à distance du trafic assurant alors une meilleure gestion du trafic.

Question 4014 (22.08.2018) de **MM. Marco Schank** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **restitution de quotas d'émission de gaz à effet de serre par ArcelorMittal:**

En juin 2013, le Gouvernement a sollicité par arrêté ministériel la restitution de 80.922 quotas d'émission de gaz à effet de serre par ArcelorMittal suite à la cessation de l'exploitation du site de Schifflange. ArcelorMittal a contesté cette restitution et a déposé, fin octobre 2013, un recours devant le tribunal administratif. Le 25 juillet 2018, le tribunal administratif a donné raison à ArcelorMittal et a annulé l'arrêté ministériel de juin 2013.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Quelles sont les suites que le Gouvernement entend donner au jugement du tribunal administratif?

2) Le cas échéant, le Gouvernement entend-il interjeter appel contre cette décision?

Réponse commune (26.09.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) et 2) Le 30 août 2018 le Gouvernement a interjeté appel contre le jugement du tribunal administratif du 25 juillet 2018.

Question 4015 (22.08.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **paiement des aides dans le cadre des programmes agroenvironnementaux:**

D'Agrarëmweltprogrammer sinn e wichtege Pilier, fir déi nohalteg Landwirtschaft ze förderen, fir Impulser ze ginn, fir méi ëmweltschounend ze produzéieren. Laut mengen Informatioune sinn eng Partie Bäihëllefe fir Agrarëmweltprogrammer fir d'Kulturjoeren 2016 an 2017 nach ëmmer net ausbezuelt ginn.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dëst bestätegen?

2. Wa jo wat ass de Grond fir dëst Netausbezuele vun de Primmen? Wéi ee Montant huet d'Landwirtschaft nach ze gutt?

3. Wéini gi se ausbezuelt?

4. Wat wëllt de Minister maachen, fir datt an Zukunft, am Sënn vun enger geziilter Förderung vun enger ëmweltschounender Landwirtschaft, dës Primme pünktlech ausbezuelt kënne ginn?

Réponse (09.10.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Jo, dat ass richteg. D'Verwaltungsaarbechte lafen op Héichtouren, fir de Retard duerch d'Feele vun der legaler Basis, bis Enn Mee 2017, opzehuelen. Eréischt duerno konnt mam Ausbezuele vun de Primme fir d'Kulturjoren 2015, 2016 an 2017 ugefaange ginn. Fir d'Joren 2015, 2016 an 2017 sinn d'Bäihëllefe bis op eng Mesure all ausbezuelt (dat sinn am Total eng 10,4 Milliounen Euro, déi an de leschte siwe Méint bezuelt goufen).

ad 2. Déi definitiv Anträg fir déi fräiwëlleg Agrarëmweltprogrammer konnten, esou wéi d'Reglement et virgesäit, bis de 6. September 2017 eragereecht ginn. Duerno hu sechs vun deenen 13 Mesurë misse vun der Commission écologique aviséiert ginn. Eréischt Enn des Jores 2017 konnten déi éischt Kontrakter mat de Confirmatioune fir dat éischt Engagementsjoer un d'Betriber verschéckt ginn.

D'Retroaktivitéit erméiglecht eis, Bezuelungen ab dem Kulturjoer 2015 ze maachen, esou hu misse bannent e puer Méint dräi Confirmatiounen tëscht der Administratioun an de landwirtschaftleche Betriber hin an hir geschéckt ginn.

Et ass eng grouss Erausfuerderung fir dës Aarbecht, déi sech an der Regel iwwert dräi Joer erstreckt, innerhalb vun nëmmen e puer Méint ze bewältegen.

Zum ablécklechen Zäitpunkt huet d'Landwirtschaft nach eng 250.000 € zegutt.

ad 3. D'Ausbezuelunge si weiderhin um lafen. Bis Mëtt Oktober wäerten all d'Bäihëllefe vum Joer 2017 ausbezuelt sinn, bis op de leschten Deel vun der Mesure „Reduzéierung vun de Planzeschutzmëttel", déi eréischt Mëtt November wäert ausbezuelt kënne ginn. Fir dës Moossnam sinn d'Confirmatioune fir d'Joer 2017, an där och d'Parzelle fir dat Joer gemellt ginn, eréischt am September 2018 un d'Betriber verschéckt ginn.

ad 4. D'Ursaache fir d'Retarden an der Ausbezuelung leien net an der administrativer Gestioun vun den Aiden, ma éischter an dem verspéiten Akraafttriede vun der Reglementatioun.

De ländlechen Entwécklungsplang fir Lëtzebuerg gouf Enn Mee 2015 vun der Europäescher Kommissioun approuvéiert, an et huet no der Publikatioun vum Gesetz an dem spezifesche Reglement bis Enn Mee 2017 gebraucht, fir de reglementaresche Kader ze hunn.

Et gëllt deemno an Zukunft no Léisungen ze sichen, fir den nationale Prozess ze beschleunegen grad esou wéi ze versichen, d'Gestioun vun eenzele Mesuren ze vereinfachen.

Question 4016 (23.08.2018) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **pénurie de sticks d'adrénaline:**

D'après le site rtl.lu il y aurait actuellement une pénurie de sticks d'adrénaline à utiliser en cas d'urgence lors de piqûres de guêpes ou d'abeilles en cas d'allergie.

Une rupture de stock ou d'approvisionnement entraîne l'incapacité pour une pharmacie de fournir un médicament à un malade dans les heures suivant la présentation d'une prescription, le patient se voyant contraint de différer sa prise de médicaments, avec tous les risques de santé que cela peut comporter.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Est-il correct, comme le rapporte l'article, qu'il y a actuellement une rupture de stock de ces sticks d'adrénaline? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

2) Quel est le nombre total de médicaments et de vaccins à usage humain qui ont été signalés en rupture de stock ces dernières années?

3) Existe-t-il un dispositif d'alerte pour signaler le risque de rupture de stock de médicaments? Existe-t-il des mesures de prévention des ruptures? Les titulaires d'autorisation de mise sur le marché et les exploitants de ces médicaments ne sont-ils pas contraints d'élaborer et de mettre en place des plans de gestion des pénuries pour les «médicaments d'intérêt thérapeutique majeur» et pour les vaccins, tel que c'est le cas en France?

Réponse (17.09.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) La disponibilité des auto-injecteurs délivrant de l'adrénaline, autorisés au Luxembourg, a connu une certaine discontinuation en août 2018 pour les deux médicaments les plus utilisés.

Les quantités d'auto-injecteurs prescrites et délivrées augmentent en période estivale, particulièrement avant les vacances d'été scolaires.

Le problème a été vite résolu par l'importation d'un autre auto-injecteur, pas encore commercialisé à ce jour au Luxembourg.

La prise en charge des frais par l'assurance maladie est possible moyennant un accord à demander auprès de la CNS par le pharmacien ou le médecin.ad 2) Il est impossible de répondre par un chiffre précis à cette question.

Les autorités travaillent en étroite collaboration avec les firmes pharmaceutiques afin de limiter l'impact d'éventuelles ruptures que ce soit par des substitutions, remplacements ou importations de médicaments d'autres pays de provenance.

ad 3) Le règlement grand-ducal du 26 septembre 2006 oblige les titulaires de notifier, aux autorités compétentes, «si le médicament n'est plus mis sur le marché luxembourgeois, de manière provisoire ou définitive. Cette notification doit avoir lieu, hormis des circonstances exceptionnelles, au plus tard deux mois avant l'interruption de la mise sur le marché du médicament.»

Au Luxembourg, tous les médicaments sont importés et les plans de gestion de pénuries des médicaments applicables dans le pays de provenance sont les mêmes au Luxembourg.

Question 4017 (24.08.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **peine de mort requise contre cinq militants des droits de l'homme en Arabie Saoudite:**

Selon des articles parus dans la presse internationale, la peine de mort a été prononcée dans le royaume de l'Arabie Saoudite contre cinq personnes qui militaient et manifestaient pour les droits de l'homme. Parmi eux figure Esra al-Ghomgham, militante saoudienne des droits de l'homme bien connue depuis un certain temps. Alors que les manifestations sont interdites dans le pays, ces cinq personnes ont procédé à des activités en faveur des droits fondamentaux et risquent d'être exécutées par la suite. Ces activités constituent un échec et cette répression contre des dissidents du régime mine les récentes initiatives de Riyad visant à changer l'image du pays. Avant tout, ces exécutions seraient une approche incompatible avec les droits de l'homme.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Quelle est la réaction de Monsieur le Ministre face à ces menaces d'exécution par rapport à des activistes des droits de l'homme?

2) Monsieur le Ministre n'entend-il pas intervenir auprès de son homologue saoudien afin d'empêcher l'exécution de ces peines de mort?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il intervenir sur le niveau européen afin que l'UE agisse par rapport à ces violations des droits de l'homme?

Réponse (18.09.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

1) La position du Luxembourg sur la peine de mort est bien connue: nous nous opposons à la peine de mort en tous lieux et en toutes circonstances. Je suis gravement préoccupé par le fait que la peine de mort a été requise contre cinq défenseurs des droits de l'homme en Arabie Saoudite et j'espère que cette peine ne sera pas retenue à l'issue du procès qui doit s'ouvrir prochainement.

ad 2) Le Luxembourg appelle tous les États appliquant encore la peine de mort, y compris l'Arabie Saoudite, à instaurer un moratoire en vue de son abolition définitive. Je continuerai de m'engager en ce sens.

3) J'ai demandé à mes services de prendre contact avec le Service européen pour l'action extérieure, qui a indiqué qu'une déclaration de l'UE sera préparée si une condamnation à mort devait être prononcée contre les défenseurs des droits de l'homme. Le Luxembourg appuie une réponse coordonnée et unifiée de la part de l'UE et de ses États membres. L'unité européenne sur cette question demeure inébranlable et indispensable.

Question 4018 (24.08.2018) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **rougeole:**

D'après le site rtl.lu il y aurait eu à Luxembourg seulement quatre cas de rougeole l'an dernier et trois cette année, ce qui serait peu par rapport à la recrudescence de la maladie constatée dans le monde et de façon plus inquiétante dans nos pays voisins.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Madame la Ministre dispose-t-elle de renseignements sur l'origine de ces cas de rougeole apparus à Luxembourg?

2) Quelle est la couverture vaccinale actuelle des enfants résidant au Grand-Duché?

3) Y a-t-il des chiffres au sujet du taux des rappels de vaccination contre la poliomyélite, le tétanos, la diphtérie et la coqueluche, qu'il faut effectuer tous les dix ans?

4) Est-il envisagé de rendre obligatoire certains vaccins chez les enfants au Luxembourg, à l'instar de la pratique dans d'autres pays européens? Dans la négative, pour quelles raisons le Luxembourg se contente-t-il de seulement recommander la vaccination?

Réponse (03.09.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) L'origine des quatre cas de rougeole déclarés au Luxembourg en 2017 et des trois cas déclarés en 2018 est connue. L'Inspection sanitaire a effectué une enquête épidémiologique individuelle autour de chaque cas. Cette enquête fournit entre autres les informations suivantes:

Pour 2017:

- Cas 1: homme de 24 ans infecté lors d'un voyage en Australie; cette personne n'était pas vaccinée;

- Cas 2: frère du cas 1, homme de 20 ans; le virus lui a été transmis par le frère après le retour de celui-ci d'Australie; cette personne n'était pas vaccinée;

- Cas 3: femme de 37 ans, contaminée par le virus de la rougeole lors d'un voyage en Grèce; avait reçu une seule dose de vaccin lors de son enfance;

- Cas 4: homme de 40 ans, contaminé par le virus de la rougeole lors d'un voyage en Thaïlande; non vacciné.

Pour 2018:

- Cas 1: homme de 48 ans, contaminé par le virus de la rougeole lors d'un voyage en Thaïlande; non vacciné;

- Cas 2: femme de 28 ans ayant été contaminée par le virus de la rougeole lors d'un voyage en Italie; non vaccinée;

- Cas 3: bébé de 11 mois, enfant du cas 2; le virus a été transmis de la mère à son enfant non encore vacciné, après le retour d'Italie de la mère.

Les origines des quatre cas de 2017 et des trois cas de 2018 se trouvent, selon les définitions de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en dehors de notre pays: ces cas sont tous considérés comme cas importés. Le Luxembourg reste donc, selon les critères de l'OMS, un pays dans lequel la rougeole est éradiquée.

ad 2) La Direction de la santé procède à une étude sur la couverture vaccinale des enfants âgés de 25 à 30 mois résidant au Luxembourg à un rythme de cinq ans. La dernière étude remonte à 2012 et a montré une prévalence d'une vaccination complète - soit deux injections du vaccin Rougeole-Oreillons-Rubéole (+ éventuellement Varicelle) - contre la rougeole de 83,3% (contre environ 60% en France au même moment), ce qui reste cependant en dessous d'un taux optimal. Il est à noter que 99% des enfants avaient reçu au moins la première dose, et que certains enfants «retardataires» dans leurs consultations chez le pédiatre reçoivent probablement la deuxième dose qu'après l'âge limite d'inclusion dans l'étude (qui était de 30 mois).

La Direction de la santé est actuellement en train de répéter cette étude, initialement prévue en 2017, et qui a malheureusement pris un peu de retard suite aux nouvelles exigences de protection des données de la vie privée. Nous espérons avoir les conclusions de cette nouvelle étude pour fin d'année 2018, début 2019 au plus tard.

ad 3) Le Luxembourg ne possède actuellement pas de données sur les rappels de vaccinations standard (tétanos, diphtérie, poliomyélite et coqueluche) chez les adultes. Cependant, le projet de carnet de vaccination électronique (CVE) en voie de préparation à la Direction de la santé, ensemble avec l'Agence eSanté, devrait remédier à moyen terme à cette absence de données et permettre d'avoir une vue en temps réel de la couverture vaccinale pour tous les vaccins dans toutes les tranches d'âge de la population.

ad 4) Le Ministère de la Santé ne prévoit actuellement pas de rendre obligatoire certaines vaccinations chez les enfants alors que la France ou l'Italie ont introduit une telle obligation. Nous estimons que le taux de vaccination reste pour le moment encore satisfaisant au Luxembourg et nous pensons que l'information des parents et leur motivation pour la protection de la santé de leurs enfants sont deux facteurs qu'il faudra privilégier et développer avant de recourir éventuellement à des moyens plus contraignants, dans une étape ultérieure. À cet égard, nous prévoyons de renforcer nos campagnes d'information dans les mois à venir, notamment à l'adresse des jeunes parents. Cette démarche s'inscrit dans des efforts d'information objective de la part des autorités de santé européennes (DG-Santé et European Center for Disease Control and Prevention - ECDC) et internationales (Organisation mondiale de la santé - OMS).

Rendre les vaccins obligatoires risque aussi d'amplifier davantage les mouvements de résistance aux vaccins, comme c'est le cas déjà maintenant en France, voire de précipiter les opposants à la vaccination dans l'illégalité (p. ex. faux certificats de contre-indications ou même de vaccinations), créant un faux sentiment de sécurité, alors que le taux optimal de vaccination ne serait de fait pas atteint dans la population.

Nous sommes cependant inquiets par les agissements de certaines associations antivaccins également dans notre pays, et nous sommes prêts à revoir notre position si l'étude de couverture vaccinale devait montrer des résultats clairement insatisfaisants.

Question 4020 (24.08.2018) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **chaleur:**

Au vu des fortes chaleurs ressenties cet été, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Quelles ont été les répercussions sanitaires de la forte chaleur au Luxembourg pendant l'été 2018? Plus particulièrement, une augmentation du nombre d'hospitalisations voire de décès dus à la chaleur a-t-elle été constatée?

2) Combien de personnes ont répondu à l'appel d'inscription au «plan canicule» pour un encadrement personnalisé cette année? Ce nombre est-il en hausse?

3) Au vu du risque de changements climatiques dans les années à venir où la canicule risque de s'installer régulièrement en été, est-il prévu de renforcer le dispositif du «plan canicule» à moyen terme? Dans ce cadre, l'échange de «best practices» avec d'autres pays est-il prévu?

Réponse (05.09.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Lors des vagues de forte chaleur les hôpitaux rapportent à l'Inspection sanitaire de la Direction de la santé le nombre de recours aux services d'urgences des hôpitaux pour des pathologies liées à la chaleur.

À la date du 28 août 2018, le nombre de consultations aux services d'urgence pour des problèmes de santé résultant directement de l'influence de la chaleur, s'élève à 72 cas rapportés par les services d'urgence des hôpitaux, dont la majorité a reçu un traitement ambulatoire.

Des décès causés directement par la chaleur n'ont pas été rapportés. Par contre lors d'une période de forte chaleur le nombre de décès augmente en général. Se situant normalement autour de 80 décès par semaine, le nombre a augmenté jusqu'à 90 décès par semaine lors de la grande chaleur.

Les causes de décès ne sont pas la chaleur elle-même, mais il s'agit de cas de maladies graves en phase terminale pour lesquels la chaleur et les toxiques environnementaux accompagnant la chaleur, comme l'ozone et les microparticules dans l'air, accélèrent l'évolution.

ad 2) Au total 339 personnes ont répondu en 2018 à l'appel d'inscription sur la liste pour un encadrement spécifique en cas de canicule grave. Ce nombre a connu une légère hausse par rapport aux années antérieures.

ad 3) Le plan d'action en cas de canicule est actuellement bien établi entre les différents partenaires comme la Direction de la santé, la Croix-Rouge, la Copas et MétéoLux. Le dispositif en place est modulable et peut être adapté à la situation, selon besoin.

Des échanges d'expérience à ce sujet se font de façon régulière entre pays de l'UE dans des réunions organisées par la Commission, ainsi qu'entre le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas dans le cadre des réunions Benelux.

Question 4025 (28.08.2018) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **gratuité des livres scolaires:**

Pour l'année scolaire 2018-2019, les élèves de l'enseignement secondaire bénéficieront de la gratuité des livres scolaires.

Si l'application de cette mesure ne semble pas poser de problèmes majeurs jusqu'à présent, le cas des élèves luxembourgeois de l'établissement «Schengen-Lyzeum» à Perl mérite d'être examiné.

D'après les informations dont je dispose, il aurait été décidé que les élèves de ce lycée germano-luxembourgeois ne pourront pas bénéficier de cette nouvelle gratuité pour l'achat de livres scolaires neufs.

- Est-ce que Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle décision risque d'être en contradiction avec le principe de l'égalité des citoyens devant la loi?

- Dans la négative, comment la gratuité des livres scolaires peut-elle être pratiquement mise en œuvre pour les élèves?

Réponse (07.09.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je peux confirmer que les élèves du «Schengen-Lyzeum» bénéficient de la gratuité des manuels scolaires obligatoires.

Comme le SLP disposait d'un système de distribution des manuels scolaires différent de celui des lycées publics luxembourgeois avant l'introduction de la gratuité des manuels scolaires, mes services, en collaboration avec la direction du lycée, ont mis en place une démarche qui tient compte à la fois des modalités spécifiques au lycée et des modalités prévues par le ministère, pour permettre aux élèves qui fréquentent ce lycée de bénéficier de la gratuité des manuels scolaires obligatoires.

Depuis sa création, le SLP participe au modèle sarrois de la «Schulbuchausleihe», la location à prix fixe des manuels scolaires. Dans un souci de durabilité, ce système impose la restitution des manuels à la fin de l'année scolaire (sauf cahiers d'activité et lectures) et leur réutilisation pour l'année scolaire suivante.

À partir de la rentrée 2018-2019, les frais de cette location sont pris en charge par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour chaque élève du «Schengen-Lyzeum» ayant signé le contrat de location, et ce sans distinction du lieu de domicile des élèves. Ainsi, tous les élèves fréquentant le SLP ont droit à la gratuité des manuels scolaires obligatoires.

N°19
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°19 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Droits des personnes transgenres et intersexes	p. 770	Sommaire des séances publiques nos 56 à 59	p. 817	56e séance	Mercredi 25 juillet 2018
Incapacité de travail prolongée	p. 788	Table analytique des séances publiques 2017-2018	p. 818	57e séance	Mercredi 25 juillet 2018
Débat d'orientation sur le rapport de l'Ombudsman	p. 795	Sommaire des questions parlementaires	p. Q240	58e séance	Jeudi 26 juillet 2018
Traitement des données à caractère personnel	p. 804			59e séance	Jeudi 26 juillet 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

La Chambre numérise ses archives historiques



Les archives historiques de la Chambre des Députés seront entièrement numérisées et mises en ligne.

M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés, et Mme Josée Kirps, Directrice des Archives nationales de Luxembourg, ont signé le 11 octobre 2018 une convention qui prévoit la collaboration des deux institutions pour réaliser la numérisation du fonds d'archives anciennes de la Chambre des Députés.

Ce fonds couvre la période allant de 1841 à 1940. Il est composé de plus de 3.000 dossiers, soit environ 27 mètres linéaires de documents variés dont des projets de loi, des procès-verbaux de séances parlementaires, des correspondances de la Chambre et des pétitions déposées par des citoyens.

Ces documents historiques donneront aux chercheurs un regard sur le premier siècle d'histoire parlementaire au Luxembourg. Les documents numérisés pourront être consultés dans le courant de l'année 2020 sur le site Internet des Archives nationales (www.anlux.lu).

L'ensemble des documents parlementaires datant d'après 1945 sont déjà numérisés et consultables par la recherche d'archives sur le site Internet de la Chambre (www.chd.lu).

La convention fut signée par Mme Josée Kirps, Directrice des Archives nationales de Luxembourg, et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés.

Face aux questions migratoires l'Europe joue de sa crédibilité

La Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) s'est réunie à Cagliari, le 23 septembre 2018.

Sous la présidence de M. Renato Soru, elle a en premier lieu discuté de l'afflux incessant de migrants des rives Est et Sud de la Méditerranée.

Dans ce contexte, le Président a présenté un projet de recommandation relative au phénomène migratoire et à la situation des réfugiés en Méditerranée, recommandation qui sera finalisée au printemps 2019.

Stigmatisant la «désolidarisation» de certains États membres de l'Union européenne, qui n'honorent plus leurs obligations relevant du droit international en matière d'asile et des migrations, tout comme la surcharge financière et infrastructurelle des pays accueillant les réfugiés, Mme Simone Beissel, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, a lancé un triple appel:

- que le Conseil européen des Ministres accepte le renfort des aides financières attribuées à la Jordanie, à l'Égypte, au Liban et aux pays du Maghreb;

- que les États membres de l'Union pour la Méditerranée établissent une coopération régionale réelle comportant absolument un échange de données fiables sur les flux des réfugiés politiques et des réfugiés économiques des pays d'origine respectivement d'accueil et qu'ils organisent une lutte commune contre le terrorisme toujours menaçant.

- Mme Simone Beissel a également posé la question s'il ne serait pas légitime, vu leur attitude obstructive à accueillir des réfugiés, que des pays comme la Hongrie et la Pologne payent une contribution supérieure à celle des autres États membres accueillant des réfugiés.

L'oratrice a ensuite prôné les propositions du Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, présentées le 12 septembre 2018 et visant à créer un nouveau pacte de partenariat avec l'Afrique essentiellement subsaharienne. À son avis, il importe de changer de paradigmes en cessant d'envoyer des aides financières directes dans les régions précitées, dont l'arrivée à destination est parfois incontrôlable sinon incontrôlée! M. Jean-Claude Juncker propose d'investir de façon systématique dans la construction, l'entretien et la modernisation des infrastructures dans les pays cibles, mais sous condition de former préalablement au sein de l'Union européenne des universitaires provenant desdits pays cibles pour qu'ils puissent être «renvoyés» dans leurs pays ensemble avec les investissements, ce qui devrait permettre d'assurer et de contrôler la gestion sur place.

Enfin, la troisième proposition du Président de la Commission européenne concernant le renforcement des effectifs de Frontex est analysée par la Commission: en fait, la Commission européenne propose d'augmenter massivement les effectifs de Frontex, à savoir de 1.500 à 10.000 personnes, ceci pour être à même d'effectuer la sécurisation des frontières extérieures de l'Union européenne et pour rendre ainsi Frontex plus efficace en tant qu'instrument de gestion des grands flux migratoires.

Le Président Renato Soru a appuyé vivement les propositions de M. Juncker qui devront être adoptées par le Conseil européen des Ministres avant de pouvoir être exécutées. Il a rappelé à la fin qu'en automne 2019 l'AP-UpM fêtera son 10e anniversaire à Barcelone.



Mme Simone Beissel a représenté la Chambre des Députés à Cagliari.

Schülerinnen a Schüler entwerfe Chrëschtkaarte fir d'Chamber





Ronn zwee Méint virun de Feierdeeg hunn an der Chamber d'Preparatiounen ugefaangen.

Zwou Klassen aus dem Lycée technique des Arts et Métiers hunn dem Chamberspresident Mars Di Bartolomeo hir Virschléi fir eng Chrëschtdags- an Neijoerschkaart vun der Chamber virgestallt.

All Joers verschéckt d'Chamber weltwäit ongefeier 1.500 Chrëschtdags- an Neijoerschkaarten.

Et ass schonns fir déi véierte Kéier, datt dëse Projet zesumme mat de Schülerinnen a Schüler aus dem Lycée technique des Arts et Métiers op d'Bee gestallt gëtt.

Contre la réduction du budget d'Europol



M. Marc Angel

Des députés européens et nationaux se sont penchés sur les priorités d'Europol[1] pour les deux prochaines années qui comprennent non seulement le développement des relations respectivement la coopération avec les pays tiers, en particulier avec les Balkans occidentaux, mais aussi la répartition des tâches entre Europol et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, Frontex.

Dans ce contexte, de nombreux députés ont fait part de leur préoccupation face à la réduction prévue du budget d'Europol dans le cadre financier tel que prévu pour l'instant. En effet, cette réduction du budget forcera l'agence à faire des économies sur les tâches qui lui incombent.

Les députés nationaux et européens sont membres du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC), créé en mai 2017 en vertu de l'article 51 du règlement Europol dont le rôle est de garantir un suivi et un contrôle politique d'Europol. À cette fin, le règlement prévoit entre autres qu'un membre du GCPC participe au conseil de gestion d'Europol. En outre l'agence est tenue de fournir des documents et d'entendre le GCPC avant d'adopter son programme pluriannuel et le Contrôleur européen des données doit informer les membres du groupe deux fois par an.

La nouvelle directrice d'Europol, Mme Catherine De Bolle, a expliqué qu'Europol mettra un accent particulier sur la lutte contre la cybercriminalité et le cyberterrorisme ainsi que sur la gestion de l'information sur la criminalité dans l'Union européenne (UE).

Elle a également invité les parlements nationaux à soutenir les besoins réels d'Europol. «Investir dans Europol, c'est investir directement dans la sécurité des États membres de l'UE», a-t-elle déclaré.

La directrice exécutive d'Europol a ajouté qu'Europol se trouve à l'avant-garde de la lutte contre la criminalité financière dans l'UE et que l'agence s'est engagée à mettre en réseau tous les acteurs concernés. Pour les nouveaux défis, une réponse courageuse est nécessaire. Du point de vue de Mme De Bolle, de meilleurs résultats d'enquête peuvent être obtenus par exemple en partageant les conclusions avec les institutions financières.

À cet effet, Europol a lancé un projet pilote de partenariat public-privé en 2017 avec des institutions financières. Mme De Bolle a souligné la nécessité de lutter plus efficacement contre la criminalité financière. Elle a demandé que le volet blanchiment d'argent soit inclus d'office dans toutes les enquêtes transfrontalières et que la coopération avec les institutions nationales soit encore améliorée.

Le Commissaire européen chargé de l'Union de la sécurité, M. Julian King, a donné un aperçu des progrès de l'Union de la sécurité, en particulier concernant les efforts à endiguer les contenus terroristes en ligne et la lutte contre les nouvelles trompeuses («fake news»), de même que les questions relatives à la protection des données, à la lutte contre la criminalité financière et au blanchiment d'argent.

Dans son intervention, M. Marc Angel a regretté la réduction du budget d'Europol et il a mis en garde contre les effets indésirables. Il a souligné l'importance d'une fonction publique européenne forte qui soutient les objectifs politiques d'Europol et a mis en garde contre le recours excessif à un personnel contractuel dans un domaine tellement sensible.

[1] Europol est l'agence européenne de répression qui soutient les États membres dans la lutte contre les crimes transfrontaliers, en particulier la lutte contre le terrorisme, le trafic d'armes illicites, le blanchiment d'argent ou encore le trafic de stupéfiants.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne

Questions d'actualité en matière de fiscalité et d'économie

Des députés membres des parlements nationaux et du Parlement européen se sont retrouvés, les 17 et 18 septembre 2018, à Vienne pour discuter des questions d'actualité en matière de fiscalité et de l'économie dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance qui se tient deux fois par an.

Les débats ont porté sur quatre sujets principaux: la mise en œuvre d'un cadre de l'UE pour les politiques budgétaires, l'innovation et l'éducation en tant que moteurs d'une Europe compétitive, la lutte contre l'évasion fiscale et les défis de la numérisation.

Certains intervenants ont souligné qu'il fallait accélérer les projets lancés au niveau de l'UE, comme par exemple le Fonds monétaire européen, l'Union bancaire, le processus de Göteborg ou encore le socle social pour permettre à l'Union européenne de disposer d'un cadre budgétaire clair et efficace.

Bon nombre ont rappelé qu'il fallait profiter de la situation économique favorable actuelle pour mener une politique budgétaire durable en Europe.

La mise en œuvre du Fonds européen pour les investissements stratégiques a été saluée comme une mesure qui a permis de libérer des investissements nécessaires, mais en même temps il a été rappelé qu'un déficit d'investissement persistait, notamment en comparaison avec d'autres grandes économies. Les instruments de financement doivent être revus parce qu'ils ne sont pas toujours adaptés, comme par exemple pour les nouvelles industries innovantes (start-ups).

Il faut augmenter les investissements privés en vue notamment de la création d'un «Silicon Valley» européen.



La Chambre des Députés était représentée par M. Alex Bodry.

Gestion de l'infrastructure ferroviaire

7345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi sous rubrique résulte de la fusion de trois projets de loi, à savoir:

1. Projet relatif à la ligne de Pétange à Athus/ Longwy - gare de Rodange (doc. parl. 7337)

Il s'agit de procéder à la mise en conformité et au réaménagement complet de la gare de Rodange.

La construction d'un bâtiment P&R avec 1.567 emplacements de stationnement a déjà été autorisée (Loi du 22 mai 2018 modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, doc. parl. n°7234), en vue d'une augmentation probable des flux de voyageurs en gare de Rodange.

Une passerelle de liaison créant un accès du bâtiment P&R vers les quais est également prévue.

Le rehaussement du quai central, qui s'impose en raison des critères relatifs aux spécifications techniques d'interopérabilité, entraîne la suppression partielle d'une voie ferrée qui deviendra par la suite une voie en cul-de-sac.

Les plateformes ferroviaires seront revues dans leur ensemble, y compris le système de drainage, le ballast, les voies ferrées, les installations de traction électrique et les équipements de signalisation.

2. Projet relatif à la ligne de Luxembourg à Troisvierges/frontière - gare de Mersch (doc. parl. 7338)

La mise en conformité des installations voyageurs en gare de Mersch constitue un volet s'inscrivant dans un programme d'éléments planifiés dans le cadre du réaménagement du quartier de la gare de Mersch.

Il est ainsi prévu de prolonger le passage souterrain voyageurs se trouvant au sud de la gare vers le futur bâtiment P&R. En outre, un nouveau passage souterrain voyageurs/piétons central au nord de la gare sera construit.

Ces constructions permettront ainsi d'assurer les connexions entre les quartiers de Mersch et le nouveau quartier de la gare de Mersch.

3. Projet relatif à la ligne de Luxembourg à Wasserbillig - gare de Wasserbillig (doc. parl. n°7341)

Les travaux de modernisation s'intègrent dans le tissu urbain existant en conservant l'agencement général et les fonctionnalités du pôle d'échange actuel.

La construction du nouveau passage souterrain du côté de la Moselle permettra de créer une liaison avec la piste cyclable PC 3. Les usagers disposeront d'un accès vers les quais, la gare routière, le nouveau bâtiment P&R, le local de stationnement pour vélos et le centre de l'agglomération.

La construction d'un bâtiment P&R sur l'assise du parking de surface actuel est prévu. La capacité de stationnement passera à trois cent soixante-huit emplacements de stationnement, dont vingt seront équipés de bornes de recharge électriques et dont dix seront réservés au car-sharing. Au rez-de-chaussée, il est prévu d'aménager un local sécurisé pour vélos devant présenter une capacité de stationnement de cent quatre emplacements.

Ainsi, la gare routière sera réaménagée permettant d'y ajouter un troisième quai d'une longueur utile de douze mètres. Des adaptations au niveau de la voirie publique sont destinées à sécuriser les traversées piétonnes et les mouvements tournants et à prioritiser les bus desservant la gare routière.

Les différentes fonctionnalités ferroviaires seront mises en conformité avec les spécifications techniques d'interopérabilité, dont notamment les mesures de sécurité et d'accessibilité pour les voyageurs moyennant des systèmes d'orientation et de guidage modernisés.

Il est prévu, dans le but d'augmenter la sécurité et les performances au niveau de l'exploitation, de réorganiser les voies de garage et de manœuvre desservant le quai de chargement existant et les voies desservant le port fluvial de Mertert. De même, la longueur utile des voies ferrées sera augmentée.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.07.2018

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

12.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen des projets de loi n^{os}7337, 7338 et 7341

19.07.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.07.2018

Loi du 7 septembre 2018

Mémorial A: 2018, n°824, page 1

SÉANCE 56

MERCREDI,
25 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7246 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7146 - Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Marc Angel (dépôt d'une motion), M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Lex Delles), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Marc Angel (interventions de Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Fernand Kartheiser)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

4. 7287 - Projet de loi modifiant:

1° le Code de procédure pénale;

2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar (intervention de Mme Sam Tanson), M. Franz Fayot, Mme Simone Beissel, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Laurent Mosar)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Ordre du jour

6. 7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Simone Beissel, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Gilles Roth)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Moien! Heimat ass d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Matdeelung un d'Chamber ze maachen?

(Négation)

Merci. Da kënne mer direkt zum normalen Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7246 iwwert de Statut vun de Gemengefonctionnairen. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

2. 7246 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Mir hunn e chargéierte Programm dës Woch. An duerfir ass et mer eng Freed, Iech ze soen, dass mäi Rapport wäert kuerz ginn.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- E wäert net kuerz ginn, well en net wichteg wär, mä well mer eigentlech iwwert den Detail vun dësem Projet schonn eng Kéier geschwat hunn, an dat viru quasi exakt dräi Méint. Et geet hei ëm d'Ëmsetze vun engem Deel vum Accord salarial an dem ëffentlechen Déngscht. A wéi mir alleguerte wëssen, musse jo, nodeems mer d'Gesetzer fir d'Statsbeamte gestëmmt hunn, awer och nach Gesetzer a Reglementer geholl ginn, déi de Gemengesecteur betreffen. Haut maache mer dat beim Gemengesecteur.

Et geet, wann ech dat kuerz ka resuméieren, haaptsächlech ëm de Service à temps partiel, dee mer aféieren, wou mer eng Partie Palieren asetzen. Dat ass dee grousse Volet vun dësem Gesetz. Mir wäerten et do de Gemengebeamten, gradesou wéi et de Statsbeamten elo schonn erlaabt ass, erméiglechen, Tâchë vu 40, 50, 60, 70, 75, 80 oder 90% ze bekleeden.

Natierlech, an dat ass wichteg ze soen, ass dat e Recht, wat d'Gemengebeamten an Zukunft wäerten hunn, mä et ass awer och esou, dass dat accordéiert muss gi vun engem Schäfferot, well e Schäfferot awer och muss duerfir suergen, dass säi Service a senger Gemeng gutt fonctionnéiert. An et ass jo och evident, dass, wann an enger klenger Gemeng op eemol d'Halschent vum Personal géif froen, fir just nach 40% vun der Tâche ze schaffen, dat do grouss Problemer géif schafen. Duerfir sief dat bemierkt.

Zum Gesetz kann ee vläicht nach soen: Wa mer eis an der Zäit driwwer beklot hunn, dass et dacks e bësse méi laang gedauert huet tëschent der Ëmsetzung beim Stat an dann der Ëmsetzung bei de Gemengen, muss een awer soen, dass deen heite Volet op jidde Fall elo séier virugaangen ass. Dat soll eis alleguerte freeën.

Ech wéilt awer, well ech esou vill Riedezäit hunn a well et och wahrscheinlech mäi leschte Rapport elo haut hei ass, dovu profitéieren, fir e puer Mercie lasszeginn. Natierlech ginn hei dacks Mercie gesot, mä dat gehéiert esou zum Bonjour an Awuar. Si ginn dacks iwwerhéiert. Ech fannen awer, wa Mercie geschëllt sinn, da solle se och kommen. Duerfir géif ech gären dem Minister Kersch Merci soen a senge Beamten, souwuel an dem Interieur wéi och an dem Ministère vun der Fonction publique, awer och de Kolleegen aus der Kommissioun vum Interieur an och de Kolleegen aus der Kommissioun vun der Fonction publique.

Ech mengen, dass mer an deene leschte Jore vill a gutt zesummegeschafft hunn an dat konstruktiv an am Sënn vun der Saach. An zum Schluss ginn ech da selbstverständlech nach den Accord vu menger Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Als éischte Riedner huet den Här Gilles Roth d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech kann dee Merci da weiderginn, virun allem och un den Yves Cruchten, deen dat wärend fënnef Joer magistral an där zoustänneger Kommissioun gemaach huet. An et waren net ëmmer einfach Texter, déi mer an der Kommissioun haten.

Doriwwer eraus huet d'CSV selbstverständlech den Accord salarial aus der Fonction publique fir d'Statsbeamte matgestëmmt. Mir maachen dat och haut. An ech wëll doriwwer eraus soen, fir dass do keng Spekulatiounen opkommen: Fir d'CSV zielt ganz kloer de Prinzip vun dem pacta sunt servanda an der Fonction publique iwwert de Wahltermin eraus. An duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Hahn huet d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif da probéieren, dat äänlech séier ze maachen. Ech mengen, de Rapporteur huet et ugeschwat, déi grouss Debatten heiriwwer si scho geféiert ginn, wéi mäi Kolleeg de Gusty Graas hei fir eis Fraktioun geschwat huet, wéi et drëms gaangen ass, deen Accord fir d'Statsbeamten ëmzesetzen. Haut ass dat jo da fir d'Gemengebeamten. Dat ass eppes, wat mir als Partei begréissen. An deemno gi mer den Accord.

An ech géif awer och nach dem Rapporteur Yves Cruchten villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da wär et um Här Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och déi gréng wëllen net u Mercie spueren: natierlech un den Yves Cruchten fir de Rapport, un de Minister an u seng Beamten. A mir ginn och den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen ass als nächste Riedner ageschriwwen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Fir eis ass et eng Selbstverständlechkeet, datt mer dësem Projet zoustëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, et ass och eng Selbstverständlechkeet fir eis, fir dëse Projet de loi matzestëmmen. Mir haten och schonn deemools bei der Reform 2014 eng Partie Propose gemaach. Véier, fënnef Joer drop musse mer feststellen, datt verschidde Proposen, déi deemools net ugeholl gi sinn, awer am Gesetz ëmgesat gi sinn. Mir freeën eis doriwwer a mäi Virgänger freet sech och doriwwer.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An domat ass den allgemengen Debat ofgeschloss. An d'Wuert huet den zoustännege Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass wierklech alles gesot. Merci un de Rapporteur fir dëse Rapport. Mä e grousse Merci fir all déi Rapporten, déi och scho virdru gemaach gi sinn. An dat zielt selbstverständlech fir d'Membere vun der ganzer Kommissioun.

A wa virdru gesot ginn ass, dass eng Rei vun de Proposen ugeholl gi sinn, dann hat dat eppes domat ze dinn, dass dat gutt Propose waren. A wann eng Rei aner Proposen net ugeholl gi sinn, dann huet dat vläicht eppes domat ze dinn, dass se net esou gutt waren. Trotzdeem ee grousse Merci fir d'Mataarbecht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma de Moie fänkt gutt un.

Une voix.- Esou einfach ass et.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7246 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7246 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Eestëmmegkeet. 60-mol Jo. Domat ass de Projet 7246 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Tess Burton (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot) et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet de loi iwwergoen, dem Projet de loi 7146. Ech brauch net laang Ëmgeréits ze maachen, well d'Madamm Rapporteur Sam Tanson ass prett. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

3. 7146 - Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. De Projet, iwwert dee mer elo ofstëmmen an diskutéieren, betrëfft net vill Leit, mä fir déi Leit, déi e betrëfft, ass en extrem wichteg.

Stellt Iech vir, Dir kommt an der falscher Haut op d'Welt! Stellt Iech vir, Dir sidd ee Mann, mä Äre biologesche Kostüm seet Fra an Ären Entourage wëllt Iech an deem falsche Kostüm halen! Stellt Iech vir, Ären Entourage wëllt Iech dowéinst pathologiséieren an Iech duerch Therapien ëmerzéien! Stellt Iech vir, Dir hutt e Kand, wat biologesch als Jong gebuer gëtt, mä wat doru verzweifelt! Stellt Iech vir, Dir freet Iech op d'Gebuert vun Ärem Kand a gitt no der Gebuert gewuer, datt d'Geschlecht vun Ärem Kand net eendeiteg feststeet!

Ech fannen et ganz schwéier, mer déi Situatioune virzestellen. Mä wann ee weess, wéi schwiereg et fir vill Kanner a Jonker souwisou schonn ass, sech an dëser Welt erëmzefannen, hire Wee ze fannen, da kann ee sech virstellen, wéi perturbant et ass, an der falscher Haut, mam falsche Geschlecht gebuer ze ginn.

Grad déi betraffe Kanner a Jonker hunn dacks d'Gefill, net dierfen hire reellen „Ech" auszeliewen. Si sinn dacks Mobbing an der Schoul ausgeliwwert. Hir Famill riskéiert, se wëllen ëmzeorientéieren. Een Drëttel vun hinne probéiert, laut Studien, sech ëmzebréngen.

Dëse Projet kann natierlech net alles léisen. Mä e probéiert, de Betraffenen d'Liewe méi einfach ze maachen, a weist, datt een heiansdo muss um legislative Plang e bësse kreativ sinn an et dann och méiglech ass, laang etabléiert Prozeduren ëmzedenken. Et ass eng Etapp um Wee, fir Diskriminatiounen an Onmënschlechkeet aus dem Wee ze goen an d'Autodeterminatioun ze garantéieren. Et geet heibäi ëm d'Ëmännerung vum Geschlecht am État civil fir d'transgender an intersex Persounen.

Erlaabt mer e kuerze Vocabulairesexkurs! Déi Thematiken, ëm déi et hei geet, sinn am Resultat um État civil zwar déiselwecht - d'Ëmännerung vum Geschlecht -, mä d'Ursaache si verschidden.

Transgender Persoune si Mënschen, deenen hir Genreidentitéit net mat där iwwereneestëmmt, déi se bei der Gebuert kruten. Dat kënnen Transsexueller sinn, déi sech enger Operatioun ënnerzunn hunn. Dat kënnen awer och Mënsche sinn, déi sech enger Operatioun net wëllen oder kënnen ënnerzéien.

Intersex Persoune si Mënschen, deenen hire Statut net un den Gender gebonnen ass, mä wou et biologesch Charakteristike ginn, genetesch, hormonell oder physesch, déi maachen, datt eng Persoun weder exklusiv weiblech nach exklusiv männlech ass. Dat kënnen d'sekundär sexuell Merkmaler si wéi d'Muskelmass, d'Pilositéit, d'Broscht oder de Kierperbau oder awer primär Merkmaler wéi d'Reproduktiounsorganer, d'Genitalien oder d'Chromosomstruktur vun den Hormonen.

D'Genreidentitéit gëtt definéiert als Perceptioun, bewosst oder onbewosst, datt een zu engem Geschlecht gehéiert an net zu engem aneren. Wann ee sech net zu deem Geschlecht zouuerdnet, dat bei der Gebuert ageschriwwe gëtt, esou huet een et dacks schwéier, seng Plaz an der Gesellschaft ze fannen, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt: Diskriminatiounen a psychologesch Problemer.

Wéi ass déi legal Situatioun bis ewell zu Lëtzebuerg? Zënter der Reform vum Bestietnis spillt op d'mannst um Niveau vum Mariage keng Diskriminatioun. Transgender Persoune kënne bestuet sinn a bleiwen, och wa se hiert Geschlecht änneren. An d'Adoptioun ass oppe fir all bestuete Koppel, soudatt d'transgender an intersex Persounen déiselwecht Rechter hu wéi jiddwer aneren och.

2015 gouf en interministeriellen LGTBI-Grupp geschaaft, an deem all d'Ministèren an d'Associatiounen zesumme sinn a Solutioune siche fir d'Problemer vun deene Betraffenen. De Regierungsrot huet sech och viru Kuerzem en Aktiounsplang ginn, deen een um Internetsite vum Familljeministère fënnt a wou eng Rei Recommandatiounen zu den transgender an intersex Persounen ze fanne sinn.

D'Vereinfachung vun der Modifikatioun vum État civil ass eng laangjäreg Fuerderung vun de betraffenen Associatiounen. Dat kléngt vläicht fir muncheree wéi eppes Onwiesentleches, mä wéi schreift d'Bundesverfassungsgeriicht an engem Uerteel, op dat ech nach wäert zréckkommen: „Der Personenstand ist keine Marginalie, sondern ist (...) die ‚Stellung einer Person innerhalb der Rechtsordnung'. Der Personenstand umschreibt in zentralen Punkten die rechtlich relevante Identität einer Person. Die Verwehrung der personenstandsrechtlichen Anerkennung der geschlechtlichen Identität gefährdet darum bereits für sich genommen die selbstbestimmte Entwicklung."

Stand haut muss d'Modifikatioun vum État civil iwwert d'Geriicht gefrot ginn, esou wéi den Artikel 99 vum Code civil dat generell virgesäit fir Rektifikatioune vum État civil. De Betraffene muss eng Requête virum Tribunal d'arrondissement eraginn. D'Riichter statuéieren no Konklusioune vum Procureur d'État. Spezifesch Dispositiounen, fir de Virnumm oder d'Geschlecht ze änneren, ginn et net. Dës si vun der Jurisprudenz opgestallt ginn.

Traditionell huet de Riichter sech op medezinnesch Certificate baséiert, déi beluecht hunn, datt de Geschlechtswiessel duerch Operatiounen an Hormontraitementer physesch vollzu gouf an irreversibel war.

Et gëtt allerdéngs e rezente Revirement vun der Rechtssprechung, en Uerteel vum 1. Juni 2016 vum Tribunal, an deem et heescht, datt au vu vun der internationaler Evolutioun, déi d'Staten oprifft, d'obligatoresch Sterilisatioun fir e juristeschen oder administrative Geschlechtswiessel ofzeschafen, an au vu vum Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun, deen d'Recht op d'Privatliewe festschreift, de Prinzip vun der Irreversibilitéit vum Geschlechtswiessel duerch Sterilisatioun net kéint oprechterhale bleiwen, fir e Changement am État civil ze kréien, an d'Irreversibilitéit sech just soll op d'Transformatioun vun der Apparence vun der Persoun bezéien.

Nawell ass d'Prozedur zu Lëtzebuerg bis ewell eng viru Geriicht. International gouf et vill Bewegung an dësem Dossier. Esou huet de Ministercomité vum Europarot schonn 2010 eng Recommandatioun ugeholl, an där et ënner anerem heescht, datt d'juristesch Ännerung vum Numm a Geschlecht muss kënnen op eng séier, transparent an accessibel Aart a Weis gemaach ginn. Och d'Europaparlament huet den 12. Mäerz 2015 eng Resolutioun gestëmmt mat enger äänlecher Formulatioun.

E puer Länner hunn dës Recommandatioune suivéiert a vereinfacht Prozedure virgesinn, esou zum Beispill Malta. Och Lëtzebuerg reit sech elo mat dësem Projet an dës human a fortschrëttlech Demarche an.

Ech sträichen och gär ervir, datt virun dësem Projet schonn eng Proposition de loi vun den Deputéierte Sylvie Andrich-Duval a Françoise Hetto-Gaasch den 23. Februar 2016 deposéiert gouf. An där Propositioun war, fir e Geschlechtswiessel um État civil ze erreechen, keng Operatioun an hormonellt Traitement méi néideg. Et war awer nach eng obligatoresch Visitt beim Dokter virgesinn.

De Statsrot hat a sengem Avis vum Mäerz 2017 zu dësem Punkt eng Rëtsch Froen opgeworf, dont och déi, ob dës obligatoresch Visitt beim Dokter net a Kontradiktioun zum Geescht vum Depathologiséierungswëlle vun der Propositioun géif stoen.

De Statsrot huet eng Opposition formelle zum Punkt vun dëser obligatorescher Visitt formuléiert, well dem Dokter seng Roll net kloer war. Am Mee 2017 gouf de Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, dunn deposéiert.

Wat sinn déi zwee Haaptpunkten? Eng Vereinfachung vun der Prozedur - déi juristesch gëtt duerch eng administrativ ersat - an eng Depathologiséierung - medezinnesch Agréffer oder Certificate sinn net méi verlaangt.

Wéi geet d'Prozedur elo genee? Déi generell Prozedur aus dem Artikel 1 gesäit vir, datt all Lëtzebuerger Erwuessenen dem Justizminister kann eng Demande zoukomme loossen, an där e freet, datt d'Geschlecht an de Virnumm am État civil geännert ginn.

Wat muss een dofir maachen? Beleeën duerch eng Reunioun vu Fakten, datt d'Geschlecht, wat am État civil steet, net dat ass, an deem d'Persoun sech virstellt an an deem se bekannt ass.

Wéi eng Fakte sinn dat? Entweder datt ee sech ëffentlech als deem revendiquéierte Geschlecht zougehéiereg erkläert oder datt een a sengem Familljen- a Frëndschaftskrees oder professionellen Emfeld ënnert deem Geschlecht bekannt ass oder datt een eng Ännerung vum Virnumm erreecht huet, deen dem revendiquéierte Geschlecht entsprécht.

Mir hunn hei nom Avis vum Statsrot, deen eng Opposition formelle bei der éischter Formulatioun gemaach hat, de franséischen Text iwerholl, dee mer awer ugepasst hunn, andeems mer präziséiert hunn, datt déi Fakten, déi dëst beleeën, net kumulativ sinn, also net all musse gi sinn. A se sinn och net exhaustiv, dat heescht, et kënnen och anerer virbruecht ginn.

An der Praxis wäert et drop erauslafen, datt een zum Beispill Temoignagë bei seng Demande bäileet, déi dëst beleeën. Den Artikel 2 gesäit expressis verbis vir, datt de Fait, datt ee keng medezinnesch Interventioun gemaach huet, net als Ursaach fir e Refus gëlle kann.

Et sinn awer net nëmmen d'Lëtzebuerger Majeuren, déi esou eng Demande kënne maachen. Och fir Kanner ab fënnef Joer kann eng Demande gemaach ginn, falls si d'Konditioune vum Artikel 1 erfëllen.

Wisou fënnef Joer? Bis dohi kënne Kanner dacks scho kloer hir geschlechtlech Autoperceptioun affirméieren. Dëst net ze respektéieren, gëllt laut Référentiel concernant la protection des mineurs contre les violences als eng Form vu psychologescher Gewalt.

Et dierf een net vergiessen, datt d'Elteren esou eng Decisioun nimools mat Liichtegkeet huelen an et no engem ganze Prozess passéiert, duerch deen d'Famill zesumme gaangen ass. Ech verweisen hei op den Avis vun der Intersex & Transgender Luxembourg Asbl, dee mer als Document parlementaire opgeholl hunn, wou eng ganz Rëtsch Temoignagen opgefouert si vu Kanner, déi ab jéngstem Alter hir Genreidentitéit ofwäichend vun där um Pabeier däitlech gemaach hunn.

Ganz schéin Temoignagë fënnt een zum Beispill och op der Internetsäit vun dem däitschen Trans-Kinder-Netz e.V.

Da kënnt nach derbäi, datt et wichteg ass, datt d'Kand esou séier wéi méiglech a sengem Geschlecht gefouert gëtt, fir Diskriminatiounen dans la mesure du possible entgéintzewierken. D'Asbl Intersex & Transgender ass jiddefalls der Meenung, datt dëst eng vun de kruzialen Dispositioune vum Projet ass.

D'Elteren oder de Représentant légal vu Mineuren ab fënnef Joer kënnen esou eng Demande un de Minister stellen. Wann de Mineur méi wéi zwielef Joer huet, muss säin Accord virleien. Wann d'Elteren ënner sech net eens sinn, kënne se den Tribunal d'arrondissement saiséieren, deen da laut Artikel 99-1 vum Code civil statuéiert. Wann d'Kand manner wéi fënnef Joer huet, kann och eng Demande gemaach ginn, allerdéngs bleift et do bei der juristescher Prozedur. Déi muss da par requête virum Tribunal d'arrondissement gestallt ginn.

A Fäll, wou et scho fréi ganz kloer ass, ass et wichteg, dës Méiglechkeet ze hunn, well d'Kand da ka viru senger Aschoulung dat richtegt Geschlecht um État civil féieren, wat eng Hëllef ka sinn, fir datt d'Kand seng Plaz an der Schoul fënnt.

Et sinn awer net nëmme Lëtzebuerger, déi kënne vun der neier Prozedur Gebrauch maachen. Och en erwuessenen, auslännesche Resident, deen zënter zwielef Méint ouni Ënnerbriechung am Land lieft, kann esou eng Demande stellen. Och fir en auslännesche Mineur ab fënnef Joer kann eng Demande gemaach ginn, wann hien an ee vun den Elteren oder de Représentant légal op d'mannst zënter zwielef Méint ouni Ënnerbriechung am Land wunnt a béid Elteren d'accord sinn.

Déiselwecht Regele gëlle fir d'Refugiéen a Kanner vu Refugiéen. Majeuren ënner Tutelle oder Curatelle kënnen och via hiren Tuteur oder Curateur déiselwecht Demande maachen, allerdéngs iwwert d'Geriicht.

An all de Prozedure virum Minister gëllt, datt dësen, wann en en Zweifel huet, ob d'Konditioune vum Artikel 1 erfëllt sinn, de Procureur général d'État informéiert, dee säin Avis ofgëtt.

D'Decisiounen, déi de Minister hëlt, gi par Arrêté ministériel geholl. Géint dësen Arrêté ass e Recours en réformation beim Verwaltungsriichter méiglech. Den Arrêté gëtt un den Officier de l'état civil vun der Gemeng adresséiert, an där den Demandeur gebuer ass oder wou e wunnt, grad wéi un den Demandeur selwer. D'Ëmännerunge ginn en marge vum Acte de naissance vun der betraffener Persoun a just vun där gemaach. Bei auslännesche Residente gi se op de Register vum État civil vun der Gemeng, an där se wunnen, agedroen.

Bei falschen Indikatioune ginn d'Ëmännerungen och nees par Arrêté ministériel annulléiert. Wann eng Persoun, déi schonn eemol eng Demande gemaach huet, eng nei Demande stellt, esou muss se dës virum Tribunal d'arrondissement maachen.

Wichteg ass et nach, ervirzesträichen, datt d'Ëmännerung vu Geschlecht a Virnumm vun engem Elterendeel näischt an der Filiatioun zu de Kanner ännert. Wann eng Persoun no enger Geschlechtsännerung e Kand kritt oder mécht, gëtt dat biologescht Geschlecht vun där Persoun geholl, fir d'Filiatioun ze etabléieren. Dat en attendant, datt spezifesch Regele fir d'Filiatioun vun transgender Elteren agefouert ginn.

Dëse wichtege Passus ass no enger Opposition formelle vum Statsrot drakomm, deen drop opmierksam gemaach huet, datt soss eventuell net an all Fall d'Filiatioun gekläert kéint sinn.

Ech hunn am Ufank vu menger Interventioun gesot, datt dëse Projet eng Etapp ass um Wee zu enger op d'mannst um administrative Plang Diskriminatiounsfräiheet fir intersex an transgender Persounen an hir Autodeterminatioun stäerkt. Mir sinn awer nach net um Enn vun dësem Prozess. Zwee Punkten hu mer an der Kommissioun dozou ugeschwat, déi matenee verbonne sinn. Den éischten ass dee vun de chirurgeschen Agréffer u klenge Kanner, déi net ëm hir Meenung gefrot ginn, wann Erwuessener fir si decidéieren, datt se solle Jong oder Meedche sinn.

Dir kënnt Iech virstellen, datt mer hei vun dramatesche Situatioune schwätzen, an där d'Eltere komplett iwwerfuerdert sinn. Wéi d'Lag genee hei zu Lëtzebuerg ass, wësse mer net. Dacks geet vun enger Donkelziffer rieds vu klengen Interventiounen, déi gemaach ginn. Am Regierungs-LGTBI-Plang steet, datt tëschent 2001 an 2013 zwee Kanner mat ondefinéiertem Geschlecht op d'Welt koumen, mä datt Estimatiounen no 103 vu 6.050 Kanner, déi 2016 gebuer sinn, eng Variatioun vun de geschlechtleche Charakteristiken opgewisen hunn.

An der juristescher Kommissioun ware mer eis jiddwerfalls eens, datt esou Agréffer net kënne sinn a se de Prinzip vun der Inviolabilitéit vum mënschleche Kierper an d'Recht op physesch Integritéit a Fro stellen an dowéinst och musse verbuede ginn. De Marc Angel wäert duerno eng Motioun an deem Sënn virstellen.

Enk domat verbonnen ass d'Fro vun der Noutwendegkeet, iwwerhaapt e Geschlecht am État civil virzegesinn, voire eng drëtt Optioun am État civil ze hunn. Heizou ginn et an e puer Länner scho Modeller oder Uerteeler vu Geriichter, dont an Däitschland.

An Däitschland kann een zënter 2013 kee Geschlecht virgesinn. Dat gëllt allerdéngs just fir intersex Kanner, bei deenen et net méiglech ass, d'Geschlecht unzeginn. An engem Uerteel vum Bundesverfassungsgeriicht vum 8. November 2017, dat Uerteel, vun deem ech virdru geschwat hunn, soen déi iewescht Riichter, Däitschland misst sech bis Enn vun dësem Joer eng drëtt Méiglechkeet ginn, fir datt och Mënschen, déi sech dauerhaft weder dem männlechen nach dem weibleche Geschlecht zouuerdnen, dëst kënnen an den État civil androen.

Och mir mussen ons hei weiderentwéckelen. De Projet vun haut ass eng Etapp. Déi nächst Regierung muss sech mat der sougenannter drëtter Optioun am État civil auserneesetzen. Ob dës elo als Neutre, Divers oder X gefouert gëtt, wa mer d'Autodeterminatioun vun de Mënsche wëllen op dësem Punkt garantéieren, da musse mer aner Méiglechkeete virgesinn.

Ech hunn dem Yves Cruchten virdrun nogelauschtert, wéi e Merci gesot huet. Mercien, déi net einfach esou kommen, mä déi heiansdo wierklech néideg sinn. An ech wéilt hei an dësem Fall déi ganz positiv iwwerfraktionell Zesummenaarbecht ervirsträichen. Hei ass ganz onpolemesch op engem extrem sensibele Sujet geschwat ginn. Mä ouni och den Engagement vun de Beamten aus dem Ministère, déi d'ganz Nuecht duerchgeschafft hunn, an dem Statsrot, deen eng Woch nom éischten Avis en Avis complémentaire ugeholl huet, kéinte mer deen Text haut net stëmmen.

Dofir wierklech e ganz grousse Merci u jiddwereen, deen et méiglech gemaach huet, datt fir eng Rëtsch Leit d'Liewe geschwënn e bësse méi einfach gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An éischt Riednerin ass d'Madamm Sylvie Andrich-Duval fir d'CSV.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Et ass e speziellt Tabuthema, mat deem mer haut briechen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Situatioun vun den Trans- an intersex Persounen, déi elo rechtlech verbessert gëtt.

Ëm wat geet et? Et geet hei ëm e ganz sensibelt Thema, well et bestinn nach ganz vill Viruerteeler géint déi Betraffen an eiser Gesellschaft a virun allem zirkuléieren och ganz vill falsch Informatiounen zu dësem Thema ronderëm.

Et geet ëm eppes ganz Perséinleches, déi geschlechtlech Identitéit vun engem Mënsch, wëllt soen, wéi eng Persoun hiert eegent Ge-

schlecht erlieft an empfënnt, onofhängeg vun deem Geschlecht, wat se bei der Gebuert zougedroe kritt.

Transgender Persounen empfannen, dass si am falsche Kierper gebuer sinn. Et si Persounen, déi eng geschlechtlech Ëmwandlung wëlle maache respektiv gemaach hunn. Si leenen d'Merkmaler vun hirem Kierper, déi scheinbar kloer d'Geschlecht definéieren, of, an dat scho vu klengem un. D'Kand empfënnt dës Merkmaler als falsch, als net passend.

Am Bericht vun 2013 vum Dokter Erik Schneider un den Europarot iwwert d'Rechter vun den intersex an Transkanner steet, et wier schätzungsweis eent op 500 Kanner betraff. Dat ass keng Phas, déi eriwwergeet, kee Choix, keng Krankheet an och keng sexuell Orientéierung.

D'Natur mécht eis zu Mann oder Fra oder zu béidem zugläich. Gemengt sinn domat intersex Kanner, déi also net mat eendeitege Geschlechtsmerkmaler, spréch Geschlechtsorganer op d'Welt kommen. Schätzungsweis - well et ginn och hei keng präzis Zuelen - ass dat de Fall bei enger Gebuert op 1.500 bis 2.000, laut deem themateschen Dokument vu Juni 2015 vum Mënscherechtskommissär vum Europarot iwwert d'Mënscherechter vun intersex Persounen.

Verschidde méi subtill Geschlechtsvariatioune ginn och eréischt méi spéit bemierkt, wéi zum Beispill beim Ausbleiwe vun der Menstruatioun. Insgesamt kéinten 1,7% vun de Gebuerten intergeschlechtlecher Natur sinn. Si sinn also weder Mann nach Fra, mä ginn awer bei der Gebuert, jee nodeem, no enger ugerodener Operatioun, déi irreversibel ass, an ouni hir Awëllegung engem bestëmmte Geschlecht zougewisen. An dat kënnt och esou an de Gebuertsakt stoen, ob dat elo hirer spéiderer Geschlechtsidentitéit entsprécht oder net. Dacks musse se och jorelaang Hormonpräparater huelen a fille sech net gutt.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, just d'Kanner selwer kënnen a béide Fäll d'Fro beäntwerten, wat si empfannen a fillen a wéi eng Geschlechtsidentitéit si hunn. Eppes hunn déi Betraffe jiddefalls gemeinsam: Et ass e ganz vulnerabele Grupp an d'Donkelziffer ass méiglecherweis méi héich, wéi mer mengen. Si gi ganz dacks net verstanen an hirer eegener Famill, vun hirer Ëmwelt diskriminéiert, hunn am spéidere Liewe vill Problemer, eng Aarbechtsplaz ze fannen, e Logement, a sinn Harcèlement an Haass ausgesat.

Hei dofir een op Lëtzebuergesch iwwersatenen Temoignage vun engem Elterendeel vun engem Transbouf vu siwe Joer aus dem Avis vun der Asbl Intersex & Transgender Lëtzebuerg zum virleiende Gesetzesprojet. Ech zitéieren: „Ech war wierklech gemeng mat mengem Kand. Mir hunn et geschloen. Mir hunn em net déi Spillsaachen oder déi Kleeder verschaaft, déi et gefrot huet. Mir hunn et bestrooft, well et sech beholl huet wéi e Meedchen. Wann et Kleeder undeet vu senger Schwëster, schécke mer et op säin Zëmmer. Keen huet eis erkläert, wéi een esou ee Kand erzitt.

Ganz sécher, ech sinn net houfreg op dat, wat ech gemaach hunn. Mä et huet ee geduecht, dat géif fonctionnéieren an dat géif et dozou bréngen, dass et ophält. Elo hu mer verstanen, dass et net kann ophalen. Dat ass esou. Wësst Dir, wéi schlecht ech mech spieren, fir mäi Kand fir eppes bestrooft ze hunn, fir dat et net kann?"

Hire Wee bis an den Erwuessenenalter ass e laangen, schwéiere Wee iwwer Berodung, Diagnostik, Psychotherapie, Pubertéitsblocker, géigegeschlechtlech Hormontherapie bis hin zu Operatiounen. Do vergi vill Jore vun Onglécklechsinn. An et muss ee wëssen, dass dës Persounen dozou tendéieren, sech och ze automutiléieren oder och en héijen Taux de suicide opweise vu bis zu 30%.

Transgender Europe signaléiert 2017 e psychesche Gesondheetsrisiko bei sechs vun zéng Transpersounen. Hei zu Lëtzebuerg gi se souguer am nationale Suicidepräventiounsplang mat ugefouert. Net well se stierwe wéilten, mä fir hirem Liewen (veuillez lire: Leiden) en Enn ze setzen, si se an där Gefor. Si ginn e regelrechte Kräizwee, bis se eng Geschlechtsëmwandlung maache kënnen an duerno och nach hiert Geschlecht um État civil an op anere wichtegen Dokumenter changéiere kënnen.

Lëtzebuerg gehéiert nach ëmmer zu deene Länner, wou et kee gesetzleche Kader gëtt, wou et kee Recht op Selbstbestëmmung gëtt, wou eng Diagnos vun enger psychescher Krankheet vun engem Psychiater gefrot gëtt, wou hormonell a medezinnesch Behandlungen, vu chirurgeschen Agréffer un de Geschlechtsorganer bis zur Sterilisatioun, a wou eng psychiatresch Behandlung vu minimum engem Joer oft kombinéiert mat enger Psychotherapie imposéiert ginn, eleng opgrond vun der Appreciatioun vum Riichter.

Dofir steet Lëtzebuerg och op der Trans Rights Europe Map 2018 nach net zum Allerbeschten do, trotz Fortschrëtter am Schutz géint Diskriminatioun. Duerch d'Gesetz vum 3. Juni 2016 zum Beispill gouf d'Diskriminatioun wéinst Geschlechtsëmwandlung op der Aarbechtsplaz verbueden, mä de gesellschaftleche Stigma, dee bleift.

An de leschte Jore sinn och dofir eng ganz Rei international an haaptsächlech europäesch Resolutiounen an Opfuerderungen an deem Beräich komm. An et ass grad déi am Abrëll 2015 eestëmmeg gestëmmte Resolutioun 2048 vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot, déi menger Fraktiounskolleegin Françoise Hetto-Gaasch a mir den Ustouss ginn huet, fir den 23. Februar 2016 eng Gesetzespropos zur Ännerung vum Zivillstand am Fall vun Transsexualitéit anzebréngen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Françoise Hetto als engagéierte Member vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot, ech als Psychologin an allen zwee engagéiert fir Chancëgläichheet wollten domat dem Leidensdrock vun den Transpersounen en Enn setzen. Deem virausgaang war awer schonn eng Sensibiliséierung am Kader vun enger Entrevue 2010 vum Françoise Hetto als deemoleger Chancëgläichheetsministesch an deem deemolege Justizminister Fränz Biltgen mat der Associatioun vun deene Betraffenen.

Och d'Familljekommissioun vun der Chamber hat ënnert deem deemolegen, leider 2012 verstuerwene President Mill Majerus d'Associatioun Intersex & Transgender Lëtzebuerg empfaangen. A last but not least hat och d'CSV an hirem Wahlprogramm 2013 virgesinn, ech zitéieren: „Es wird sichergestellt, dass die Gesetzgebung den Bedürfnissen von intersex und Transpersonen angemessen Rechnung trägt."

Deem virausgaange waren och nach eng Rei parlamentaresch Ufroe vum Françoise Hetto a mir, mä och vun Deputéierte vun anere Fraktiounen. An do huet d'Regierung och ëmmer nees ugekënnegt, si géif deemnächst e Projet de loi deposéieren, wat dunn awer eréischt den 31. Mee 2017 de Fall war, also iwwer ee Joer no dem Depôt vun eiser Gesetzespropositioun vun der CSV.

An der genannter Resolutioun 2048, ouni rechtlech verbindlech ze sinn, ginn d'Memberstaten opgefuerdert, rapid Prozeduren ze instauréieren, opgebaut op Selbstbestëmmung, fir kënnen Numm a Sex op offiziellen Dokumenter ze changéieren, och déi obligatoresch Sterilisatioun an Traitementer am Kader vun dëser Prozedur ofzeschafen an Transgender och net als mental Krankheet anzeklassëieren; wat iwwregens vum Europaparlament gefuerdert gëtt. A genee do wollte mir mat eiser Propos usetzen.

Et war dëst en éischte Schrëtt géint eng besteeënd Diskriminatioun an en Tabu, en éischte Schrëtt a Richtung Selbstbestëmmung, en éischte Schrëtt, fir dee Problem net méi als Krankheet unzegesinn an och en éischte Schrëtt, fir als Lëtzebuerg aus där europäescher Schosslinn erauszekommen, als e Land, dat déi forcéiert Sterilisatioun nach ëmmer freet.

Et kann a wëllt bekanntlech och net jiddwereen, deen am Fall ass, eng Geschlechtsëmwandlung virhuelen. An ëmmer méi auslännesch Jurisprudenze sprieche sech och effektiv dergéint aus. Verschidden europäesch Länner hunn och scho gesetzlech dorop reagéiert.

A Schweden hunn och zum Beispill zënter 2016 all Persounen, déi sech hu missen zwangssteriliséiere loossen, fir hiren Zivillstand ze änneren, Recht op Schuedenersatz.

Hei zu Lëtzebuerg huet iwwregens jo och d'Bezierksgeriicht an enger Decisioun iwwer eng Ufro zur Geschlechtsännerung den 1. Juni 2016 éischtmoleg de Kritär vun der Zwangssterilisatioun fale gelooss.

Eis Propos, déi war, wann och net perfekt, pragmatesch, huet d'Prozedure verkierzt a vereinfacht an hätt schnell kënnen ëmgesat ginn am Sënn vun de Betraffenen.

En neien Artikel am Code civil hätt kee Beweis méi verlaangt vun enger Sterilisatioun, enger Hormontherapie, enger psychiatrescher, psychotherapeutescher respektiv medezinnescher Behandlung. An déi betraffe Persounen hätten nieft hirem Gebuertsakt just en Attest gebraucht, dass se en Dokter consultéiert hunn, dass se an deem Kader iwwert déi Konsequenze vun der Ännerung vum Akt vum Zivillstand informéiert gi wären. Den Dokter, dee sollt eigentlech d'Wëllensäusserung zur gefrotener Geschlechtsännerung mat ugekoppelter Ännerung vum Virnumm just bestätegen. An och déi concernéiert Persoun sollt deem do och schréftlech zoustëmmen.

All dëst sollt awer weiderhin eng geriichtlech Prozedur sinn a sollt och dem Riichter déngen, fir seng Decisioun ze huelen. An och Mannerjäreger sollten eng Demande kënne maache mam Accord vun den Elteren oder dem legale Vertrieder.

De Statsrot huet, dat ass och scho gesot ginn, d'Propos den 29. Mäerz 2017 aviséiert. En huet kritiséiert, si wier op verschiddene Punkten net präzis an net kloer. Dat hu mer awer net als Réckschlag empfonnt, well kuerz drop, am Mee, huet jo d'Regierung dunn endlech hiren eegene Gesetzesprojet agereecht.

D'Rapportrice Sam Tanson, där ech och Merci soe fir hiren detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport, huet eis dat alles am Detail erkläert.

Entre-temps hunn och eng ganz Rei Länner administrativ Prozedure fir dëse Beräich gesetzlech verankert an och domadder déi gesellschaftlech Evolutioun suivéiert.

Nei ass och d'Decisioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun, fir Transsexualitéit net méi als psychiatresch Krankheet anzestufen. Dat heescht elo Inkongruenz vun der Adoleszenz an dem Erwuessenenalter a Geschlechtsinkongruenz vun der Kandheet, an ass net méi an der Krankheetsklassifikatioun virgesinn. An domat ass och d'Konditioun fir den Attest vun engem Dokter effektiv net méi ginn.

Dänemark war an där Hisiicht scho Virreider a war eent vun deenen éischte Länner weltwäit, wat d'Transsexualitéit zënter dem 1. Januar 2017 vun der Lëscht vun de psychesche Stéierunge gestrach huet. Domat ass och e grousse Stigma fort. Et bewierkt, dass d'Barrièren a Politik a Gesellschaft falen. Mat Recht, well wat déi Persounen, souwuel Intersex- wéi Transpersounen, an d'Engt dreift, traumatiséiert heiansdo bis zum Punkt, dass se hirem Liewen en Enn setzen, ass de psychesche Leidensdrock, déi grouss Verzweiflung, déi besonnesch och duerch den Drock vu baussen ausgeléist ginn.

An ech loossen och nach eng Kéier e Betraffenen zu Wuert kommen aus deem virdrun zitéierte Rapport vum Dokter Erik Schneider, dës Kéier eng intersex Persoun iwwert d'Konsequenzen op hir psychesch Integritéit, well se deem falsche Geschlecht zougeuerdnet gouf. An d'Lëtzebuergesch iwwerdroen, héiert dat sech esou un:

„Ech sinn dem weibleche Geschlecht zougeuerdnet ginn, mä ganz schnell war et kloer, dass ech mech éischter männlech verhalen hunn. Iwwert déi chirurgesch Agréffer eraus ass mengen Eltere wäermstens ugerode ginn, fir meng Erzéiung éischter op Weiblechkeet hinzeriichten. Dat huet ugefaange mat de Spillsaachen, mat de Kleeder. Duerno sinn ech vun enger mixte Schoul an eng Meederchersschoul gewiesselt ginn, si meng Fräizäitbeschäftegunge wéi Futtball mat den Nopeschjonge streng kontrolléiert ginn. Ech gouf ageschriwwen a sougenannte Meederchersaktivitéite wéi Strécken oder Bitzen. An trotz all deem ass meng männlech Identitéit bliwwen.

Wärend där Zäit gouf menger Mamm vum medezinnesche Milieu virgeworf, si wär net streng genuch. Wéi ech zéng oder eelef Joer hat a meng Mamm gesinn huet, wéi onglécklech a virun allem wéi isoléiert ech war, well ech keng Frënn hat, huet si e bësse méi labber gelooss, wat mer och erlaabt huet, nei Kontakter ze kreéieren. Ausser fir d'Schoul huet si no an no meng Choixe respektéiert, mä et war ee laange Wee.

Haut hunn ech hir verzien, well ech weess, dass si deemoleg Virgabe befollegt huet an net d'Méiglechkeet hat, fir Informatiounen ze kréien, soit iwwer Internet oder iwwer Bicher. Eis Bezéiung ass haart op d'Prouf gestallt ginn, wéi ech d'Wourecht iwwer meng Intergeschlechtlechkeet erausfonnt hunn. Dee Fait, intersex ze sinn, huet net esou schockéiert, wéi ze wëssen, dass ech e ganzt Liewe laang belu gouf. Souguer wann et verzien ass, huet d'Bezéiung e Coup kritt."

Dat gëtt engem ze denken, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

De Gesetzesvirschlag vun der Regierung, dee geet elo wuel méi wäit wéi eis Proposition de loi vun der CSV, mä no den Upassungen opgrond vum Statsrot sengem Avis ass e konsensuellen Text erauskomm, soudass d'Françoise Hetto an ech eis Proposition de loi 6955 dësen 19. Juli zréckgezunn hunn.

Besonnesch wichteg ass fir d'CSV, dass, éischtens, bei der entjudiciarisiérter - e schwéiert Wuert - a vereinfachter Prozedur beim Justizminister, déi elo kee méi ofstempelt, elo genuch Rechtssécherheet virgesinn ass. Déi betraffe Persoun soll nom franséische Modell mat alle Mëttele kënnen hir Geschlechtsidentitéit dokumentéieren. A bestëmmte Situatioune bleift jo och berechtegterweis d'Geriicht zoustänneg. Den Zivillstand, also d'Identitéit vun enger Persoun, kann net einfach esou fräi zur Verfügung stoen, esou och de Statsrot.

Zweetens, begréissenswäert fir d'CSV ass och, dass d'Kanner kënne vun där neier Prozedur Gebrauch maachen, dat, ob se Lëtzebuerger sinn oder net. An all Fall spillt sécherlech de Prinzip vum héijeren Interessi vum Kand. An den ORK, den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, ass heimat och ganz zefridden.

D'Méiglechkeet, d'Geschlecht an de Virnumm virun der Aschoulung ze änneren, erspuert dem Mannerjärege schlëmm Diskriminatiounen a Mobbing an der Schoul. An deem Sënn wär et och wichteg, wann dat gestëmment Gesetz, wat mer jo hoffentlech gläich stëmmen, esou séier wéi méiglech och am Journal officiel veréffentlecht géif ginn, fir dass et kann a Kraaft trieden an och déi Betraffen d'Méiglechkeet hunn, hir Demarchë scho virun der Schoulrentrée kënnen unzefänken.

Drëttens ginn och d'Mënscherechter vun anere Minoritéite mat verbessert, wéi de Persounen ënner Virmundschaft oder den Netlëtzebuerger, ouni dass et awer soll zu engem Transtourismus kommen oder ausaarten. Dorënner sinn näämlech och LGBTI-Persounen, déi net nëmmen op der Flucht si wéinst Krich, mä och déi an hirem Heemechtsland verfollegt gi wéinst hirer sexueller Identitéit.

Véierten a leschte Punkt, dee wichteg ass fir d'CSV: d'Depathologiséierung, also dass déi Persounen net méi als psychesch krank ugesi sinn.

Och wa mer haut, Här President, e rechtleche Kader ginn, betrëfft d'Transproblematik u sech fënnef Voleten: Et ass dee juristeschen, dee psychologeschen, dee medezinneschen, dee vun der sozialer Sécherheet an och dee vun der Chancëgläichheet. An et bleiwen nach eng ganz Rei Froen op.

D'Depathologiséierung an d'Endpsychiatriséierung wëllt net Endmedikaliséierung heeschen. Dat heescht, beim Zougang an der Prise en charge vun de Käschte vun de medezinnesche Behandlungen, déi néideg si fir eng Geschlechtsëmwandlung, sinn d'Gesondheetsministesch an och de Minister vun der Sécurité sociale gefuerdert.

Sinn hei Verbesserungen ugeduecht? Wéi steet et mat der Intersexualitéit bei der Gebuert? Wéi domat ëmgoen? Den Här Minister, deen hat jo bei der Virstellung vun dem Projet de loi an och an der Kommissioun ugekënnegt, deemnächst eng gesetzlech Léisung ze presentéieren. Soll eng drëtt Léisung am État civil kommen? Dat si Froen, déi mer nach net beäntwert hunn.

An d'Fro ass och: Läit en Text prett am Tirang, au vu, dass jo och d'Familljeministesch déi sougenannten IDAHOT-Erklärung, dat heescht International Day against Homophobia and Transphobia Declaration, ënnerschriwwen huet, an domat och de Verbuet vu geschlechtszouweisenden Operatiounen ouni Awëllegung vun de Betraffenen ënnerstëtzt?

Fir d'CSV zielt jiddefalls, dat hu mer och an der juristescher Kommissioun gesot, de Prinzip vun der physescher Integritéit an och dem Respekt vun der Persoun.

E weidere Punkt: d'Filiatioun vun de Kanner vun Transpersounen, déi also no der Geschlechtsännerung op d'Welt kéimen. Dat bleift ze regelen. An de Statsrot, dee war emol en attendant, datt dat da fäerdeg op de Leescht soll geholl ginn, mat enger Textpropos vum Parquet d'accord, déi am Text elo iwwerholl gouf.

Et ass jo och en interministeriellen Aarbechtsgrupp fir LGTBI-Froe geschaaft ginn ënnert der Fiederféierung vun der Familljeministesch. An deen ass och 2015 beoptragt ginn, en nationalen, souzesoen en „Reebou"-Aktiounsplang auszeschaffen, dee mer awer leider an der Chamber net virgestallt kruten. A menges Wëssens ass en och net offiziell an der Éffentlechkeet presentéiert ginn.

An d'Regierung huet och elo ganz rezent en iwwerschaften nationalen Aktiounsplang fir déi affektiv a sexuell Gesondheet adoptéiert. An do soll der Thematik, laut Aussoen aus der Press, vum Genre méi Rechnung gedroe ginn. An do wollt ech eigentlech d'Regierung froen, wat do präzis domadder gemengt ass.

E weidere Punkt ass och d'Sensibilisatioun vun der Éffentlechkeet, déi ganz wichteg ass. An do gëllt et och, d'Medien mat an d'Boot ze huelen. E ganz gutt Stéck Sensibilisatioun ass bis dato jiddefalls och vum CET, dem Gläichbehandlungszentrum, gemaach ginn an och virun allem vun der Asbl Intersex & Transgender, ITL Lëtzebuerg geleescht ginn. Ouni hiert

Fachwëssen an ouni, jo, hir Haartnäckegkeet wiere mer net esou wäit komm. Hinnen och am Numm vun der CSV Merci fir hiert Engagement.

D'Formatioun vun de Professionellen - dem medezinnesche Personal, dem Schoulpersonal, dem Personal vun de Betreiungsstrukturen, de Beamten aus de respektive Verwaltungen - huet wuel esou eng grouss Bedeitung. A wie soll dës Missiounen iwwerhuelen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut droe mer derzou bäi, dass d'Mënscherechter vun Trans- an intersex Persounen e Stéck besser respektéiert ginn. Fir si ass dëst eng grouss Saach, och wann déi Betraffen oder vill méi grad well si eng Minoritéit an eiser Gesellschaft duerstellen. Fir eis als CSV zielt jiddwer Eenzelnen.

A mir sinn als CSV och e Stéck houfreg drop, dee politeschen Debat un d'Rulle bruecht ze hunn an, wéi ee seet, e bëssen Damp dohanner gemaach ze hunn, quitte dass d'Françoise Hetto an ech d'Gesetzespropos elo zréckgezunn hunn aus deene virdru genannten Ursaachen.

Dofir wäert d'CSV och elo dee méi ausféierleche Projet de loi vun der Regierung ënnerstëtzen. An domat ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir e matzestëmmen, net ouni dem Françoise Hetto Merci gesot ze hunn, fir déi flott Teamaarbecht, an och Merci all deenen, déi eis an eiser Demarche ënnerstëtzt hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci der Madamm Andrich. Als nächste Riedner hunn ech den Här Marc Angel ageschriwwen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).-* Jo, Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an deene leschte fënnef Joer huet ons Regierung vill um gesellschaftspolitesche Plang geschafft. An dat mécht eis als LSAP natierlech besonnesch vill Freed, well mir eng Partei sinn, déi säit jeehier fir de Fortschrëtt ass.

Mir hunn och Wuert gehal, d'Regierung huet och Wuert gehal, well et ass sech, wéi am Regierungsprogramm, och gekëmmert ginn ëm Froen, déi Transident- an intersex Mënschen uginn. Also, dat sinn, wéi gesot, Mënschen, déi eng Minoritéit an onser Gesellschaft sinn an déi sech hir Rechter selwer hu missen oft a schwéier erkämpfen.

An dofir sinn ech haut frou, dass mer mat dësem Gesetz den transgender Leit entgéintkommen an domadder och géint d'Diskriminatioun, d'Stigmatisatioun virginn an och hëllefen, Viruerteeler ofzebauen. Ech mengen, d'Madamm Tanson ass an hirer Ried op d'Situatiounen agaange vun Diskriminatioun a Stigmatisatioun. Ech brauch dat hei net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Als LSAP begréisse mer, dass Transfraen oder Transmänner net méi mussen iwwer Geriicht fueren, well et elo bei Erwuessenen nach just eng reng administrativ Prozedur ass, wann een d'Mentioun vum Sex oder säi Virnumm wëllt änneren. Och ass keen Avis médical a scho guer keng medezinnesch Geschlechtsëmwandlung, Operatioun oder Behandlung gefrot. Bei dësem fortschrëttleche Gesetz gëtt dee fir d'LSAP esou wichtege Prinzip vun der Selbstbestëmmung ganz groussgeschriwwen.

Erlaabt mer der Madamm Rapporteur Sam Tanson ze felicitéiere fir hiren exzellente mëndleche Rapport. Ech wëll awer och hire schrëftleche Rapport net vergiessen ze ernimmen, an hunn do besonnesch appreciéiert, dass si déi sëllech Avise vun deene verschiddene Geriichtsinstanzen oder Mënscherechtsorganismen am Detail opgezielt huet a se och richteg gutt resuméiert huet.

Et huet mech och gefreet, dass mer als Kommissioun dee fundéierten Avis vun der Associatioun Intersex & Transgender an der Justizkommissioun als Document parlementaire unerkannt hunn. An d'Virriednerinnen hu jo schonn deen een oder deen aneren interessanten Temoignage aus dësem fantasteschen Avis zitéiert.

Et ass, mengen ech, dëser Associatioun an och aneren ze verdanken, dass mer haut an onse Fraktiounen an a ville vun de Beruffsstänn hei am Land vill Wëssen iwwert d'Suergen an d'Problemer vun transidenten an intersex Erwuessenen, Kanner a Jugendlechen an och vun hiren Elteren hunn.

Dës Asbl mécht an huet zu Lëtzebuerg an um europäesche Plang eng exzellent Informatiouns- awer och Sensibiliséierungsaarbecht gemaach. An dofir ass et och deelweis, mengen ech, hinnen ze verdanken, dass mer haut esou e fortschrëttlecht Gesetz stëmme kënnen, an dat net nëmme vun de Majoritéitsparteien, mä och déi gréisst Oppositiounspartei CSV mécht mat an och ons zwee Kolleege vun déi Lénk.

Et freet mech als LSAP, dass mer esou e breede politesche Konsens op dëser Fro hunn an dass mer net e politesche Sträit um Réck vun enger Minoritéit ausdroen.

Der Madamm Andrich an der Madamm Hetto vun der CSV och Merci fir hir Proposition de loi zu dësem Thema, déi am Fong e gudden Usaz war, leider awer nach eng Geriichtsprozedur a virun allem den Avis médical virgesinn hat. An ech mengen, et ass richteg, wéi d'Madamm Andrich gesot huet: Dee Projet de loi, deen d'Regierung virbruecht huet, ass méi wäitreechend. An dofir begréisse mer, dass Dir Iech och, wéi mer diskutéiert hunn an der Kommissioun, dem Projet de loi vum Justizminister Félix Braz ugeschloss hutt an Är Proposition de loi zréckgezunn hutt.

Iwwerhaapt wëll ech nach ons Aarbechten an der Kommissioun zu dësem Projet de loi ervirsträichen, déi ëmmer op engem exzellenten Toun, dignen Toun gefouert goufen, an déi wierklech och exzellent Zesummenaarbecht tëschent Kommissioun a Ministère.

De Projet de loi gouf am Mee 2017 deposéiert. Mir kruten dunn iwwer ee Joer drop den Avis vum Statsrot. An zu deem Statsrotavis, do wollt ech e puer Saachen derzou soen.

Deen éischten Avis, dat war en Avis vun 19 Säiten. Deen huet sech e bësse gelies wéi e Krimi, well wann een e gelies huet, wousst een ni: Erlaabt de Statsrot elo déi administrativ Prozedur oder pocht en op eng Prozedur bei de Geriichter? An et huet mech dunn immens erliichtert, wéi ech op eemol folgende Saz gelies hunn: «Toutefois, la décision à ce sujet incombe, en fin de compte, au législateur.» An ech si frou, dass mir als Legislateur déi Decisioun geholl hunn, dass et bei enger reng administrativer Prozedur bliwwen ass.

An deem éischten Avis vum Statsrot waren och fënnef Opposition-formellen. D'Madamm Rapporteur huet déi jo, mengen ech, elo scho gutt hei erkläert. An ech wëll dofir alle Merci soen, déi et fäerdegbruecht hunn, iwwer Nuecht - do ass am Ministère eng ganz Nuecht duerchgeschafft ginn, de Félix Braz mat senge Mataarbechterinnen -, fir dass mer eben als Kommissioun zesummen do konnten Amendementer eraginn, déi de Statsrot dunn och aviséiert huet. An du sinn déi fënnef Opposition-formellen och opgeléist ginn.

Dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass e gutt Gesetz, well et wéi och d'Resolutioun 2048 vum Ministerrot vum Europarot (veuillez lire: vun der Assemblée parlementaire vum Europarot) fuerdert, dass d'Modifikatioun vun der Mentioun vum Geschlecht a vun de Virnimm einfach, schnell an accessibel soll sinn. An dëst Gesetz entsprécht dësen dräi Termen: Déi Prozedur ass einfach, schnell an accessibel, an dat, well et eng administrativ Prozedur ass.

D'Gesetz ass och gutt an eisen Aen, well och déi spezifesch Froen, wat Kanner an Jugendlecher betrëfft, an dësem Gesetz geregelt ginn. Et ass e gutt Gesetz, well et och fir Netlëtzebuerger gëllt selbstverständlech, awer och, an d'Madamm Andrich huet dat och scho gesot, fir Leit, fir Demandeurs de protection internationale ka stëmmen. An et gëtt och schonn deen een oder anere Fall hei am Land. An natierlech och, well dat Gesetz net nëmme fir transgender Mënsche gëllt, mä och fir intersex Mënschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Transfraen, Transmänner, Transjugendlecher oder Transkanner an hir Famillje freeë sech iwwert dëst Gesetz, mä de Vott eleng geet net duer, fir all Forme vun Diskriminéierung, Stigmatiséierung hinne géigeniwwer opzehiewen. Dofir begréissen ech am Numm vun der LSAP och de Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, LGBTI, dee vum Familljeministère an Zesummenaarbecht mat néng anere Ministèren ausgeschafft gouf an deen och den 13. Juli duerch de Regierungsrot goung an dunn och publizéiert ginn ass.

An de Groupe de travail interministériel huet dëse Plang ausgeschafft mat enger breeder Participatioun vun den Associatiounen, sief dat Rosa Lëtzebuerg, sief dat CIGALE, sief dat Transgender & Intersex Lëtzebuerg an nach aner Organismen, déi sech ëm d'Mënscherechter hei zu Lëtzebuerg këmmeren. Déi waren do matabezunn. An ech mengen, dat ass och gutt. An dee Rapport huet iwwer 66 Säiten, dee Plan d'action. An et ass e wichtege Plan d'action.

An zwee Kapitele vun dësem Plan d'action, dem Kapitel 7 an dem Kapitel 8, geet et ëm d'Égalité des droits vun de Personnes transgenres, am Kapitel 7, an am Kapitel 8 vun de Personnes intersexes.

Am Kapitel 7, wat d'Transgender ubelaangt, do si fënnef Objektiver opgezielt mat 16 ganz konkreten Aktioune fir Transmënschen. An déi 16 ganz konkret Aktioune ginn deelweis Äntwerten op déi wichteg Froen, déi d'Madamm Andrich hei opgeworf huet, mä d'Äntwerte sinn zum groussen Deel schonn an deem Plang agebett.

Informatioun an Opklärung, Sensibiliséierung, mengen ech, ass eng ganz wichteg Aufgab an ass och e groussen Deel vun deem Plan d'action. An ech mengen, dat ass wichteg, well nach haut ganz vill Leit guer keen Ënnerscheed maachen tëschent Identité de genre an Orientation sexuelle. Dat gëtt oft matenee verwiesselt. Dat sinn zwou ganz verschidde Saachen.

Fir d'LSAP-Fraktioun ass et wichteg, dass d'Regierung, awer och d'Sozialpartner am Kader vun der CNS, also vun der Gesondheetskeess, Léisunge fannen fir déi Problemer oder Komplikatiounen, déi et haut nach gëtt, wat d'Réckerstattung vu Geschlechtsëmwandlungsoperatiounen oder vun Hormontraitementer ugeet. Do musse mer virukommen a Léisunge fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als LSAP begréisse mer et virun allem, dass dëst fortschrëttlecht Gesetz op de Prinzipie vun der Depathologiséierung a vun der Autodeterminatioun fousst. An ech ginn och dofir am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord.

Ech erlabe mer awer, nach eng Motioun am Numm vun de Majoritéitsparteien, déi och vun déi Lénk gedroe gëtt, ze deposéieren. An dëser Motioun, an där mer den neien LGBTI-Aktiounsprogramm vun der Regierung begréissen an och d'Regierung opfuerderen, Traitementer, fir dass een an ee Geschlecht assignéiert gëtt bei klengen intersex Bëbeeën, net zouzeloossen, wann et sech net ëm vital Noutfäll handelt.

Och musse mer bei der Déclaration de naissance Prozedure fannen, déi den intersex Kanner hire Rechter Rechnung droen. An der Justizkommissioun hate mer jo eng Diskussioun iwwert déi medezinnesch Interventiounen am Kader vun deem Gesetz, wat mer hei ofstëmmen, mä mir hunn do och iwwer intersex Bëbeeën a Kanner diskutéiert. An dofir wëll ech vläicht déi Motioun kuerz virstellen.

A firwat ech déi Motioun geschriwwen hunn, dat ass, well ech selwer Zeie war an zwee, dräi Seminären, internationale Fachseminären, déi Transgender & Intersex Lëtzebuerg organiséiert huet, wou Mënsche waren, déi als Kanner operéiert gi sinn an an dat falscht Geschlecht assignéiert gi sinn, déi regelrecht gesot hunn: „Mir si kastréiert ginn", wou och Dokteren do waren, Kannerdokteren, déi e Mea culpa gemaach hunn a gesot hunn: „Jo, virun 30 Joer, mir woussten et net aneschters ze maachen."

An op deene Seminären ass eng immens Sensibiliséierungsaarbecht gemaach ginn. An do hunn ech mat ville Mënsche geschwat an och gemierkt: Duerch den Internet hunn déi Mënsche gesinn, dass se net méi an der Isolatioun sinn. Déi hu sech verstoppt. Si hu gemengt, si wären en Eenzelfall. Si woussten net, dass et där Fäll vill géif ginn. An dofir, mengen ech, ass et wichteg, dass mer och dat Thema vun den intersex Kanner an och hir Selbstbestëmmung eescht huelen.

Duerfir, an där Motioun rappeléieren ech natierlech de Regierungsprogramm, wou ech gesot hunn, dass dee sech géif iwwert déi Froe këmmeren. Ech begréissen de Plan d'action, vun deem ech virdru geschwat hunn. Ech begréissen natierlech dëst Gesetz, wat och fir intersex Mënsche jo e Virdeel bréngt. Ech begréissen déi Resolutioun vun eise Kolleeginnen a Kolleegen aus der parlementarescher Versammlung vum Europarot. Dat ass d'Resolutioun 2191 vun 2017: «Promouvoir les droits humains et éliminer les discriminations à l'égard des personnes intersexes».

Dann huelen ech an där Motioun nach eng Kéier d'Definitiounen, wéi se am Aktiounsplang sinn, wat intersex Mënsche sinn oder „des personnes intersexuées". Ech rappeléieren, an dat ass, mengen ech, dee ganz wichtegste Saz fir mech an där Motioun, dass déi meescht intersex Kanner, dat sinn „des enfants qui naissent en bonne santé". Dat si keng krank Kanner, dat si gesond Kanner.

An da rappeléieren ech och nach, dass d'Agence des droits fondamentaux vun der Union européenne seet, dass an 21 Länner vun der Europäescher Unioun nach ëmmer Kanner duerch Operatiounen an ee Geschlecht assignéiert ginn. Et goufen och Presseartikelen iwwert d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg. Déi eng soen, zu Lëtzebuerg géif net operéiert ginn, déi Operatioune géifen am Ausland gemaach ginn. Ech mengen, et ass wichteg, dass, wéi de Plang dat och fuerdert, mer hei Statistiken an Zuele kréien.

Dann sinn d'Virriednerinne schonn agaangen op déi negativ psychologesch a psychesch a sozial Effeten, déi esou eng Operatioun kann hunn an och eng falsch Assignatioun an e Geschlecht kann hunn.

An da wëll ech och drun erënneren, dass zu Lëtzebuerg, awer och international, all déi Organismen, déi sech mat Mënscherechter ofginn, hei zu Lëtzebuerg waren dat eis Mënscherechtskommissioun an och de Centre pour l'égalité de traitement an nach anerer, déi Intervention chirurgicale précoce och denoncéiert hunn.

An ech wëll zulescht den ECRI net vergiessen, dat ass d'Commission européenne contre le racisme et l'intolérance. Déi hunn am Februar 2017 Lëtzebuerg recommandéiert, hei zu Lëtzebuerg en Debat unzefänken an eng Informatiounscampagne ze maachen iwwert de Sujet vun den intersex Mënschen. An notamment soll iwwert déi „pratique d'interventions chirurgicales auprès d'enfants en très jeune âge" geschwat ginn. An do solle mer „leur droit à l'autodétermination" respektéieren.

An ech mengen, déi Motioun geet voll an déi dote Richtung. Dofir invitéiere mer an där Motioun d'Regierung natierlech, deen Aktiounsplang LGBTI, dee se sech ginn huet, ëmzesetzen. A mir invitéiere se, dee Comité interministériel ze chargéieren, sech vläicht elo prioritär och emol op d'Kapitel 8 Intersex ze konzentréieren, fir dass do ka legiferéiert ginn.

Do ass schonn eng grouss Viraarbecht gemaach ginn, souvill ech weess, fir eben d'Accessibilitéit u medezinneschen Traitementer, déi d'Assignatioun an e Sex..., dass do, wann déi Leit librement consentéieren, dat och vun der Krankekeess zréckbezuelt gëtt; dass mer, wéi gesot, an der Thematik vun intersex Bëbeeën net Traitementer ouni Urgence vitale erlaben; an nëmmen Operatiounen, wa kann e Consentement do sinn; an natierlech d'Instauratioun vun enger Procédure de déclaration de naissance et de sexe, déi dann och d'Rechter vun den intersex Persounen an hir Rechter op e Privatliewe respektéieren.

Dat ass eng Motioun, déi ech wollt ofginn, Madamm Presidentin.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que le Gouvernement s'est engagé aux termes du programme gouvernemental de «se pencher sur les questions relatives à l'intersexualité et à la transsexualité»;

- se réjouissant de la publication par le Gouvernement d'un plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes et de la création d'un comité interministériel LGBTI sous la présidence du Ministère de la Famille;

- se félicitant du vote du projet de loi n°7146 relative à la modification du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil;

- considérant que la loi citée ci-dessus concerne aussi bien les personnes transgenres que les personnes intersexes;

- prenant acte de la résolution 2191 (2017) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe intitulée «Promouvoir les droits humains et éliminer les discriminations à l'égard des personnes intersexes»;

- rappelant que selon la résolution précitée le terme intersexe ou intersexué est un terme générique qui regroupe des personnes présentant une variation des caractéristiques sexuées et qui naissent avec des caractéristiques sexuelles biologiques qui ne correspondent pas aux normes ou aux définitions médicales de ce qui fait qu'une personne est de sexe masculin ou féminin;

- rappelant que la plupart des enfants intersexes naissent en bonne santé;

- notant que selon l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, des enfants intersexes sont soumis à des opérations d'assignation de sexe ou de «normalisation» irréversibles auxquelles ils n'ont pas consenti dans au moins 21 pays membres;

- considérant que selon des articles de presse des opérations précoces seraient également pratiquées à l'égard d'enfants nés au Luxembourg;

- prenant acte que plusieurs recherches démontrent les effets négatifs de ces interventions précoces tant sur le plan physique que sur le plan psychosocial;

- constatant que de nombreuses organisations et organismes internationaux, européens et luxem-

bourgeois défenseurs des droits de l'homme ont dénoncé les interventions chirurgicales précoces;

- rappelant qu'en février 2017 la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) a recommandé au Luxembourg d'engager un débat et mener une campagne d'information sur le sujet des personnes intersexes, et notamment sur la pratique d'interventions chirurgicales auprès d'enfants en très jeune âge et sur les aménagements à faire pour respecter leur droit à l'autodétermination,

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les mesures prévues par le plan national pour la promotion des droits des personnes LGBTI;

- à charger le comité interministériel LGBTI de se pencher prioritairement sur les objectifs et actions concernant les personnes intersexes (chapitre 8 du plan d'action national) en vue de légiférer en la matière dans les meilleurs délais, notamment en ce qui concerne:

• l'accessibilité des traitements médicaux d'assignation du sexe à un âge où les personnes intersexes sont en mesure de donner leur consentement libre et éclairé, et en garantir le remboursement par les caisses de santé publiques,

• l'interdiction, dans le cas de la thématique intersexe, des traitements sans urgence vitale pratiqués sans le consentement des personnes concernées, et

• l'instauration d'une procédure de déclaration de naissance (et de sexe) respectant les droits des nouveau-nés intersexes, et notamment le droit à la vie privée.

(s.) Marc Angel, Eugène Berger, Sam Tanson, David Wagner.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech hoffen, dass vläicht d'CSV och sech se nach eng Kéier duerchliest an och nach nodréiglech vläicht hir Ënnerschréft wëllt dropmaachen. An ech mengen, dat, wat drasteet, ass en aucune contradiction zu deem, wat d'Madamm Andrich gesot huet.

Dat gesot, soen ech Iech all Merci fir d'Nolauschteren. Ech si frou heibannen, dass meng lescht Interventioun fir dës Legislaturperiod eng Interventioun ass, wou ech konnt bäidroen, Diskriminatioun a Stigmatisatioun ofzebauen. Et ass eng gutt Saach an ech mengen, ech hoffen, dass déi nächst Chamber an déi nächst Regierung op deem dote Wee weiderfiert.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Angel. Ech ginn Iech och Akt vum Depot vun Ärer Motioun. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- „Vertraue setze mir awer och an d'Mënsche selwer. Mir mengen, dass si selwer fir sech - an net anerer fir si - déi beschten Entscheedungen treffen. An et ass net un eis an u kengem soss, fir iwwert déi Décisioune jugéieren ze kënnen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

E modernt Land brauch en oppenen an toleranten Émgang mat deene Froen. E modernt Land garantéiert de Mënschen, dass si selbstbestëmmt a fräi décidéieren a liewe kënnen. An dofir wëlle mir och eng Politik vun der Ouverture am Beräich vun der Gesellschaftspolitik maachen."

Här President, dat waren d'Wierder vum Premier Xavier Bettel wärend senger Regierungserklärung den 10. Dezember 2013. De Statsminister huet dat deemools virun allem op d'Familljepolitik gemënzt, awer net nëmmen. Deemools huet en ugekënnegt, datt dës Majoritéit géif den Droit de la famille moderniséieren, de Mariage opmaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen an hinnen och d'Méiglechkeet ginn, fir Kanner ze adoptéieren.

2014 war et dunn esouwäit. Dëst Haus huet du mat grousser Majoritéit, grousser Zoustëmmung e Gesetz gestëmmt, dat endlech eng Diskriminatioun opgehuewen huet. Eng Diskriminatioun, déi et homosexuelle Männer a Frae virdrun net erlaabt huet, sech ze bestueden, déi et erlaabt huet dunn, hir Léift ze offizialiséieren an eng Famill ze grënnen.

Et war eng Diskriminatioun, déi op engem traditionelle Familljebild berout huet - e Familljebild, dat haut ganz staark changéiert huet.

D'Reform vum Mariage war dofir ouni Zweifel e grousse Moment fir Lëtzebuerg, an dat net nëmme fir d'LGBTI-Communautéit. Déi waren natierlech an éischter Linn dovunner betraff. Ech mengen awer, datt et och e Gesetz war, dat Signalwierkung doriwwer eraus hat.

D'Gesetz, dat war och den Ausdrock vun der natierlecher Oppenheet an Toleranz, déi mir hei am Land wëlle virliewen. E Land, an deem ouni Barrièrë geduecht gëtt, an engem Land, an deem een als Mënsch seng Plaz huet an ee selbstbestëmmt Liewe ka féieren, egal vu wou ee kënnt, wat een denkt an och, wéi engem seng sexuell Orientatioun ass.

Jo, mir wëssen awer och: Sexuell Diskriminatioune si leider ëmmer nach e Sujet zu Lëtzebuerg, och nach haut. Ech kommen elo net mat Statistiken, mä och hei am Land sinn dat awer sécher nach vill, ze vill perséinlech Schicksaler - Mënschen, déi e Liewe laang ënnert der Diskriminatioun oder Intoleranz leiden.

Dës Regierung huet jiddefalls Verantwortung iwwerholl a kämpft resolutt géint jiddwer Form vu sexueller Diskriminatioun.

Ech erënneren do och un d'Deklaratioun vun IDAHO, déi d'Familljeministesch Corinne Cahen am Kader vun der Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie ënnerschriwwen huet. Aus där Deklaratioun geet nach eng Kéier kloer ervir, datt all d'Mënsche fräi op d'Welt kommen, mat där nämlechter Dignitéit a mat deenen nämlechte Rechter, egal wéi eng sexuell Orientatioun oder wéi e bestëmmt oder onbestëmmt Geschlecht si hunn.

Ech denken awer och un d'Grënne vum Comité interministériel LGBTI, wou déi verschidden zoustänneg Ministèren zesumme mat de representativen Associatiounen un engem Dësch sëtzen, fir zesummen ze kucken, wou een der LGBTI-Communautéit hei zu Lëtzebuerg nach am Alldag kann entgéintkommen a wou ee kann nach Barrièren ofrappen.

Dës Regierung schwätzt awer net nëmme vun Deklaratiounen. Si rifft net nëmme Comitéen an d'Liewen. Si hëlt och Mesuren, fir déi gutt, fir déi richteg Virsätz konkret an d'Realitéit ëmzesetzen.

Ech hat virgëschter op der Bilanpressekonferenz vu menger Fraktioun gesot: Dës Regierung léisst Politik a Gesellschaft erëm am Takt lafen. An, ech mengen, dëse Projet ass eng gutt Illustratioun dofir.

Här President, d'Selbstbestëmmung vun intersexuellen oder transsexuelle Mënsche steet bei dësem Projet am Vierdergrond. Et gi Mënschen, déi, wa se op d'Welt kommen, net kloer engem bestëmmte Geschlecht zougeuerdnet kënne ginn. Do ginn et leider nach oft Situatiounen - och nach hautzudaags, och wann do eng Donkelziffer ass -, datt duerch eng fréi Operatioun dann een zwar kierperlech zu engem Meedchen oder Bouf gemaach gëtt, mä wou de Mënsch sech awer herno net als dat Geschlecht fillt a lieft a sech och net a sengem Kierper da kann erëmfannen.

Et ginn och op där anerer Säit Mënschen, déi zwar mat engem präzise Geschlecht op d'Welt kommen, mä sech awer mam Eruwuessen net an deem Kierper erëmfannen. Vläicht loosse se sech duerfir spéider operéieren, traitéieren, fir datt hire Kierper dann hirem Gefill an hirem Wiesen och entsprécht.

Am Alldag hunn déi Mënschen haut nach mat ville Problemer ze kämpfen, och well hiert Wiesen net an hirer ziviller Identitéit unerkannt a respektéiert gëtt. An et ass jo och do genau, wou dëst Gesetz usetzt.

Mam Projet de loi kënnen déi betraffe Persounen onkomplizéiert - ech betoune wierklech „onkomplizéiert" - a selwer decidéieren, wéi ee Geschlecht se wëllen unhuelen, an dat och dann zivillrechtlech unerkannt kréien. Ech ginn net op all Detailer an. D'Rapportrice Sam Tanson huet dat gemaach - där ech och hei wëll Merci soe fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et gëtt hei mat deem Gesetz e Wee proposéiert, dee keen neie Spießrutenlauf ass, mä deen einfach bürokratesch an och digne fir déi concernéiert inter- oder transsex Persoune wäert sinn.

Ganz wichteg ass fir eis och, datt déi betraffe Persounen net méi mussen op medezinnesch Certificaten oder psychiatresch Gutachten zréckgräifen, fir esou eng Prozedur ze lancéieren. Et muss een och net an engem hormonellen Traitement gewiescht sinn, sech net steriliséiere gelooss hunn oder soss chirurgeschen Agréffer ënnerzunn hunn, fir d'Mentioun vum Sex kënnen ze änneren.

D'DP begréisst déi einfach Prozedur ganz ausdrécklech, well déi virdru ganz laangwiereg Procédure judiciaire dach oft ville Betraffene ganz vill Schwieregkeete gemaach huet, respektiv se och heiansdo op deem laange Wee scheitere gedoen huet, well dat laang war. Et huet vill Nerven a Sue kascht, an dann hunn awer déi eng oder aner ënnerwee - wéi soll ech soen? - opginn.

D'Gesetz, dat mir elo virleien hunn, seet kloer an däitlech, datt Sterilisatiounen oder soss Agréffer op kee Fall dierfen de Refus motivéieren. Ech mengen, dës Dispositioun, déi begréisse mir och an déi gëtt jo vu villen ausdrécklech begréisst, dorënner och vun der Asbl Intersex & Transgender Lëtzebuerg.

Här President, en anere wichtegen Aspekt betrëfft d'Kanner. Ech hat et elo scho kuerz ugeschnidden, an et héiert een ëmmer erëm, datt intersexuell Kanner, also Kanner, déi souwuel männlech an och weiblech Geschlechtsmierkmoler bei der Gebuert hunn, virschnell oder ze schnell operéiert ginn. Genau Zuele ginn et leider net. Mä duerch esou en Agréff gouf oder gëtt och nach vläicht haut iwwert d'Käpp vun de Kanner ewech decidéiert, wéi ee Geschlecht d'Kand da muss unhuelen, mat all deene Konsequenzen, déi dat da mat sech brénge kann, wann d'Operatioun awer net deem entsprécht, wéi de Mënsch herno sech a sengem Kierper spiert a wéi eng sexuell Orientatioun en dann huet.

Do sinn dann irreversibel Operatiounen an Decisioune geholl ginn, wou dann de betraffene Mënsch e Liewe laang domadder ze kämpfen an och ganz oft e Liewe laang dorënner ze leiden hat. Ech mengen, duerfir ass et fir eis wichteg, datt een net dierf irreversibel chirurgesch Agréff un engem Kand virhuelen, well dat eben déif gräifend Konsequenze mat sech zitt, déi géint d'Selbstbestëmmung vum eenzelne Mënsch ginn.

Esou déif gräifend Entscheedungen dierfen an eisen Ae just vun deene betraffene Persoune selwer geholl ginn. Dat muss net 18 Joer sinn, dat kann och éischter sinn an der Entwécklung vum Mënsch, an der Entwécklung vun deem Jonken. Mä wat awer virun allem wichteg ass: De Consentement an de Wonsch vun deem Betraffenen, vun där betraffener Persoun muss kloer zum Ausdrock kommen.

Ech wëll an deem Kontext op eise Wahlprogramm hiweisen, deen ass och säit gëschter online, wou een alles kann am Detail noliesen - Klammer zou.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi ass d'Umeldung? Einfach DP?

M. Eugène Berger *(DP).*- DP.lu, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Okay.

(Hilarité et interruption)

Une voix.- Ënner Wahlprogramm!

Une autre voix.- Wëllt Der Iech inspiréieren?

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Op alle Fall, Här President, ech gesinn, et ass e och e groussen Interêt un eisem Wahlprogramm, mä wann Der dann also do drop gitt an do liest, da gesitt Der, datt d'DP och wëllt eng legal Basis schafen, fir datt esou chirurgesch Agréffer u klengen oder net méndege Kanner an Zukunft verbuede solle ginn.

An do kann een och liesen, datt mer wëllen, datt chirurgesch Agréffer, wa se mam Consentement geschéien an noutwendeg sinn, vun de staatleche Krankekeese rembourséiert solle ginn. A fir trans- an intersexuell Leit wäerte mir och préiwen, ob et méiglech ass, e sougenannt drëtt Geschlecht anzeféieren. Och virdrun hat deen een oder anere Riedner dovunner geschwat. Ech mengen, dat si just e puer Pisten, déi d'DP wëllt op de Leescht huelen, fir d'Rechter vun den trans- an intersexuelle Leit an eiser Gesellschaft weider ze stäerken.

Zréck bei d'Gesetz, Här President. D'DP begréisst et natierlech, datt mir mat dësem Gesetz den europäeschen an internationale Recommandatioune Rechnung droen. Ech verweisen och nach eng Kéier op déi Resolutioun aus der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe. Dat ass och schonn haut e puermol zitéiert ginn an déi Resolutioun gouf jo och unanime vun de Lëtzebuerger Vertrieder am Conseil parlementaire de l'Europe ënnerstëtzt.

Här President, dëst Gesetz ass e weideren, ganz wichtege Schrëtt a Richtung vun enger toleranter an oppener Gesellschaft, an där och d'Minoritéiten eng Plaz hunn. Domadder ass awer nach net alles gedoen, well d'Stäerke vun de Rechter an der Akzeptanz vun der LGBTI-Communautéit ass e permanente Prozess. Haut hu mer eng ganz, ganz wichteg Etapp ofgeschloss a mir sinn awer och prett fir déi nächst Etappen.

Dat gesot, géif ech och dann hei den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech fänken och u mat engem Merci un d'Madamm Tanson fir dee Rapport, dee si eis presentéiert huet. Et ass eng Diskussioun, déi mer bis elo hei héieren hunn, déi a verschiddener Hinsicht awer nach ëmmer, mengen ech, weist, datt et Mëssverständnisser gëtt oder heiansdo souguer eng gewësse Konfusioun tëschent de Begréffer vun Gender, vu Geschlecht an och vum Rôle vum Stat.

Ech mengen, als Politik si mir an éischter Hinsicht dem Allgemengwuel vun eiser Gesellschaft verflicht, datt mer an deem Kader probéieren, individual oder Gruppeninteressen ze accomodéieren, dat ass kloer. Awer mir mussen eis emol fir d'Éischt kloer sinn och: Wat ass eigentlech dat Allgemenggutt, déi Prinzipien, op deene mir fonctionnéieren, a wéi pake mer déi un?

Dat ass eng komplizéiert Diskussioun, déi mer net kënnen iwwert de Knéi briechen. Duerfir ass dat hei och e Gesetz, wat eis all betrëfft, an net nëmmen eng kleng Minoritéit.

Et ass och esou, datt dat Gesetz hei u sech net déi intersexuell, op jidde Fall net un éischter Plaz, Mënsche betrëfft. Dat heescht, all déi Argumenter, déi elo komm sinn, déi ee kann nofillen a verstoen, iwwer Operatioune bei klenge Kanner, wann d'Geschlecht net kloer identifizéiert ka ginn, net kloer erkannt gëtt, dat ass u sech net den Objet vun dësem Gesetz. Hei geet et ëm eppes aneres. Et geet och net ëm erwuesse Leit, déi sech operéiere loossen, wou den Aspect extérieur wiesselt, wou se also och äusserlech no primären a sekundäre Geschlechtsmerkmalen engem Geschlecht kënnen zougeuerdent ginn. Och ëm déi geet et hei net - soudatt mer eigentlech musse wëssen, wouriwwer mer hei schwätzen.

Den Usaz vun dësem Gesetz ass emol éischtens eng Depathologiséierung, eng Demedikaliséierung vu Leit, déi un enger Geschlechtsidentitéitsdysphorie leiden - och wa gesot gëtt, et ass keng Krankheet, mä et ass kloer e psychologescht Leide vun deene Leit dermat verbonnen. Duerfir däerfe mer net soen, wa mer demedikaliséieren oder depathologiséieren, mer géifen de Leidenscharakter eraushuelen. Dat ass och medezinnesch wichteg. Well wa mer soen: „Et ass e Leiden", dann hunn och déi Leit, déi dovunner betraff sinn, e Recht op eng medezinnesch Ënnerstëtzung, och op eng psychotherapeutesch Begleedung, och op Remboursementer an deem Beräich. Et soll een also net ze séier higoen a soen: „Mir huelen dee medezinneschen Aspekt eraus", well et ass net onbedéngt am Interessi vu ville vun deene betraffene Leit, déi awer vläicht op anere Weeër Hëllef fir hir speziell individuell Situatioun sichen.

Mir hunn de Risiko mat dësem Gesetz vun enger weiderer Ideologiséierung, well u sech ass villes an dësem Gesetz, wat an d'Richtung geet, fir iwwerhaapt d'Biologie vum Mënsch a Fro ze stellen. Dat ass e Schrëtt, deen d'ADR net geet.

Mir erkenne weider, et ass net eise Verdéngscht, et ass einfach dee vun der Wëssenschaft, vun deem, wat mir sinn als Mënschen, datt mer vun enger Biologie gesteiert ginn an datt eise Wëllen als Individuum sech net kann einfach iwwer eng biologesch Realitéit ewechsetzen, ouni an enorm Kontradiktiounen a Schwieregkeeten ze kommen, notamment am Beräich vun der Reproduktioun an der Filiatioun.

Wat hu mer da fir Problemer, an dësem Gesetz, mä och an anere Gesetzer, an Diskussiounen, déi mer féieren, fir nach eng rational novollzéibar Filiatioun am Interesse vun de Kanner kënnen hierzestellen?

Dëst Gesetz mécht dat nach méi komplizéiert. Mir ginn net als ADR an d'Richtung vun enger Ideologiséierung vun der Ausblendung vun der biologescher Realitéit vum Mënsch. Mir soen och net, datt d'Kanner e Geschlecht zougewise kréie bei der Gebuert. Den Dokter erkennt et opgrond vun de primäre Geschlechtsmerkmaler, déi dann ebe constatéiert ginn.

Et ass also keen arbiträren Akt, et ass e medezinneschen Akt. An et wonnert mech wierklech, datt eng CSV hei einfach esou onbedenklech dëse Schrëtt matgeet. Dat ass schwéier nozevollzéien.

Mir däerfen net eng Politiséierung vun engem psychesche Leide maachen. An et ass awer och

e bëssen dat, wat hei probéiert gëtt an engem Matleedsreflex, dee mir och kënnen novollzéien. E Matleiden, eng empathesch Approche zu deene Leit, déi concernéiert sinn, ass richteg. A mir sollen och Léisunge probéieren, fir individuell oder allgemeng Problemsituatiounen ze identifizéieren. Mä mir däerfen net a Politiséierung oder Ideologiséierung goen.

Ass et dann normal, datt mer elo souguer penaliséieren, wéi mer et hei viru Kuerzem ageféiert hunn, wann opgrond vun enger Genderidentitéit, wat e komplett fluide Begréff ass, elo sollen do Prozesser geféiert ginn?

Mir hunn hei de Justizminister sëtzen. Hie selwer kann eis wahrscheinlech net soen, wat d'Konsequenze vun esou engem Gesetz sinn. Mä et ass eng Politiséierung vun der Medezinn, vun der Biologie vum Mënsch. Mir wëllen dat net.

Mir hunn e Gesetz hei, et ass gesot ginn, an anere Länner géif et dat och, mä an där Radikalitéit, wéi mir et hei hunn, gëtt et wahrscheinlech net vill Länner op der Welt, déi op deen dote Wee gaange sinn.

Neen, et gëtt der net vill, Här Minister!

Mir hunn der e puer och vun de Staten an den USA, an ech schwätzen herno iwwert déi Erfahrungen, déi do gemaach ginn.

(Interruption par M. Félix Braz)

Et ass ongerecht géintiwwer Lëtzebuerger, déi elo net an där Situatioun sinn an déi hire Virnumm wëllen änneren. Déi Situatiounen oder Prozedure si wäit méi komplizéiert, et gëtt aner Recoursen.

Bei den Auslänner ass et guer net sécher, ob et iwwerhaapt applikabel ass. Wat seet dann deen auslännesche Stat, deen État d'origine, deen där betreffender Persoun seng Nationalitéit ginn huet, iwwer ee Changement de sexe? Gëtt dat unerkannt?

Huelt emol un, en Afghan kënnt heihinner, ännert säi Sex a wëllt da vläicht zréck a säi Land oder huet Kontakt mat sengen Administratiounen! Wat soll dat da fir en Effekt hunn a wat gëtt dat fir Problemer?

(Interruption)

Deen Haaptpunkt, deen eis awer stéiert, dat sinn all déi Implikatiounen op d'Kanner. Mir hu Gott sei Dank eng Gesellschaft hei, wou mer eis engagéieren, fir bei all Mëssbrauch géintiwwer Kanner ze hëllefen. Heiansdo schütze mer d'Kanner souguer virun hiren eegenen Elteren, wann dat néideg ass. Mir hu vill Associatiounen, déi sech fir d'Wuel vum Kand beméien.

Et ass elo esou, datt mat dësem Gesetz awer ganz vill Méiglechkeete vun engem Mëssbrauch géintiwwer Kanner eréischt opgemaach ginn. Hei kënne Kanner oder Elteren decidéieren, fir bei Kanner vu fënnef Joer un e Geschlechtswiessel ze maachen, an ënner fënnef Joer ass et souguer néideg, wou mer an aneren Domänen awer den Alter, fir d'Kanner ze schützen, vill méi héich setzen, bei relativ banale Saachen, vum Fëmme bis hin zur Majorité sexuelle, déi och op 16 Joer festgesat ass. En Âge de discernement vu Kanner vu fënnef Joer gëtt et néierens! An eis Geriichter an en Avis juridique - déi hei zwar ernimmt goufen, awer net diskutéiert - soen dat jo och.

Wat ass bei Kanner vun ënner fënnef Joer, wann d'Eltere sech net eens sinn? Wou ass dann d'Méiglechkeet vum Mëssbrauch, wann Eltere zum Beispill e Meedche wollte kréien a se e Jong kruten, a se maachen alles, fir datt dat elo zu engem Meedche gëtt? - Et sinn d'Geriichter, déi dat soen an déi de Risiko erkennen.

Firwat huele mer och déi awer net seriö? Oder ëmgedréit, se wollten e Jong, se kruten e Meedchen, an datt se da vläicht op dee Wee ginn, fir dat ze maachen.

Dat ass elo net eppes, wat ech erfonnt hunn. Dat sinn Instances judiciaires, déi dat wahrscheinlech och aus hirer Praxis hei festgestallt hunn.

(Interruption)

Dir hutt déi Avise sécher gelies? Ma da si se do dran.

(Interruptions)

Dann ass natierlech iwwerhaapt de Problem vun de Kanner, déi jo an deem Alter nach dacks veronséchert sinn, zemools virun der Pubertéit, an der Pubertéit. An et si vill Kanner, och dat ass an der Medezinn bekannt, déi hir Identitéit eréischt um Enn vun der Pubertéit fir sech feststellen. Dofir ass et och ganz komplizéiert, wann dat net ganz sécher ass a wann een dann higeet a scho fréizäiteg schwéier Medikamenter gëtt, wéi Hormonblocker, wéi Amputatiounen an esou weider. Et ass en extrem komplizéierte Beräich.

Mir hunn also hei e Gesetz, wat immens vill Problemer opwërft, eng ganz Rei ideologesch Aspekter huet a wou d'Kanner an de Schoule scho konfrontéiert gi mat Begréffer a Situatiounen, déi kleng Kanner net verstinn.

Hei ass zum Beispill eppes, wat an eise Schoulen ausgedeelt gouf, e Blat, wou ech nëmme ganz kuerz wëll zitéieren - et ass op Franséisch -, mä wou d'Kanner da gesot kréien: «Il existe encore d'autres formes de papa/maman, maman/papa, le père ‚trans', la mère ‚trans', les parents qui changent de sexe ou de genre» - wéi soll e Kand wëssen, wat dat soll sinn? -«au cours de leur vie, mais qui restent les parents de leurs enfants, sauf que le papa devient une maman ou la maman devient un papa. En Allemagne, il existe par exemple l'appellation ‚die Väterin' pour parler des mamans qui avant étaient des papas.»

Ech sinn dacks an Däitschland, mä ech hunn deen Ausdrock „die Väterin" nach ni héieren. Et ass reng Ideologie, a mir musse wierklech oppassen, datt mer hei d'Interesse vun eise Kanner preservéieren.

Et gëtt eng Rei Froen, déi sech stellen an deene Länner, wou dat heiten oder äänlech Dispositioune schonn existéieren, wéi an den USA, wéi gesot, an e puer Staten, a wou eng ganz, ganz vehement Debatt iwwert déi Saache leeft an deene Staten, déi et ageféiert hunn. Et ass net esou, wéi hei vläicht den Androck vermëttelt gëtt, datt elo hei eng Léisung offréiert gëtt an dann d'Welt erëm an der Rei ass, well vläicht Diskriminatiounsgrënn ofgeschaaft goufen.

Neen! Mir hunn an den USA e Koup Prozesser, zum Beispill iwwer Männer „Trans", also Persounen, déi dann als Männer a Fraentoiletten an a Fraendouchë ginn, grouss Problemer mat Abuse, mat Vergewaltegungen.

Wéi ass et mam Sport?

(Exclamations)

Dat sinn Tatsaachen aus den USA. Kuckt dach nëmmen d'Press, kuckt d'Literatur, da gesitt Der dat!

Wéi ass et am Sport? Mir hunn zum Beispill biologesch Männer, déi am Fraesport untrieden, wou déi Associatioune sech och dergéint wieren,...

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Do gëtt e geneteschen Test gemaach.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...well se soen: „Dat ass ongerecht!" Mä alles dat si Saachen, déi och kënnen heimadder verbonne sinn. Mir hu jo hei am Lëtzebuerger Gesetz eppes, datt den Aspect extérieur vun där Persoun iwwerhaapt net muss modifizéiert ginn. Dat heescht, ee Mann, deen einfach eng Carte d'identité als Fra huet, deen huet da wahrscheinlech déi Rechter, sech kënnen an deene Beräicher do ze betätegen, mat der Identifikatioun. Wéi gesot, et gëtt keng Ännerung am Aspect extérieur vun där Persoun.

Wéi ass et da mat eisen Dokumenter? Do gëtt gesot: „Et musse vläicht Zousazdokumenter ausgestallt ginn." Wéi eng Staten op der Welt géifen déi dann unerkennen, wann e biologesche Mann kënnt, deen awer Pabeieren als Fra huet, ouni vläicht grouss Erklärungen? Wéi sinn d'Reesméiglechkeeten? Wéi ass d'Unerkennung konsularesch, an anerer, an anere State vun der Welt?

Alles dat sinn oppe Froen. D'Konsequenzen op d'Aarbechtswelt. Selbstmord, do gëtt et Literatur, nach dat lescht Buch - fir Leit, déi interesséiert sinn -, wat doriwwer publizéiert gouf aus Amerika. Et geet ganz vill op déi Selbstmorddiskussioun an.

Et ass net esou! Et ass jo tragesch genuch! Et ass tragesch genuch, wa Leit esou leiden ënnert där Situatioun, datt se Selbstmord maachen, wa se eng Transitioun zu deem anere Geschlecht net kënne maachen. Mä et gëtt der och vill, déi Selbstmord maachen, wa se dat gemaach hunn oder wa se erëm zréckgaange sinn an dat anert Geschlecht. Dat sinn dacks Leit, déi mat engem grousse psychologesche Leide konfrontéiert sinn. An den éischte Reflex, deen ee muss hunn, ass einfach eng Hëllefstellung, awer ouni elo mussen onbedéngt déi ganz grouss gesellschaftlech Ännerungen doweinst ze maachen.

Fir eis als ADR ass kloer: Mir wëllen all deene Leit hëllefen, esou gutt, wéi et geet, an och bei den intersex Persoune konkret an einfach administrativ Moossname sichen. Dat maache mer, dat ass eng Selbstverständlechkeet. Awer dëst Gesetz huet esou vill Nodeeler, notamment am Beräich vum Schutz vun de Kanner, datt mer et net kënne matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kartheiser, erlaabt Dir eng Zwëschebemierkung vum Här Lex Delles?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, sécher.

M. Lex Delles *(DP).*- Et ass keng Zwëschebemierkung, Här President. Ech wollt just den Här Kartheiser froen: En huet vun deem Ziedel geschwat, deen ausgedeelt ginn ass, do wollt ech just froen, a wéi enger Schoul deen ausgedeelt ginn ass. Bei wéi enge Kanner? Wéi al waren déi Kanner? War dat an engem Cours? A wat war wierklech d'Zil vun deem Flyer, deen ausgedeelt ginn ass?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn dat net matbruecht. Ech hunn awer eng Mail doheem, wou ech déi Saache kritt hunn. Ech soen Iech da Bescheed. Ech hunn dat elo net matbruecht, ech hu just den Ziedel selwer matbruecht, ech kann Iech also elo net direkt äntwerten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir kennt jo all dee bekannte Saz vum Simone de Beauvoir: «On ne naît pas femme, on le devient.» Mä ech mengen, haut kéint ee soen: «On naît humain, et on le reste.» Well op eng gewëssen Aart a Weis schwätze mer hei iwwer Mënschen, wäit iwwer all Form vu Kategoriséierung ewech, déi administrativ, kulturell, anthropologesch festgeluecht gouf a sech verännert huet a sech weiderhi verännert. A Wierklechkeet bleiwe mer weiderhi beim Wiesen.

Ech wéilt och der Rapportrice Sam Tanson, Merci soe fir hir Erklärungen, well et ass net evident, et ass komplex. Ech ka mech selwer drun erënneren, well ech mech och eng Zäit mam Sujet hu misse beschäftegen als Journalist. Dat ass schonn, mengen ech, gutt zéng Joer hier. An ech krut vill Hëllef vu Leit, déi sech gutt auskennen, ënner anerem dem Dokter Erik Schneider. Ech hu misse vill Saache liesen, mech konzentréieren dobäi, well och d'Terminologie net ëmmer esou evident ass.

Et war immens interessant. Et goung net ëm eng Theorie, ëm eng Gendertheorie, wéi dat fälschlecherweis ëmmer bezeechent gëtt. An dat wollt ech och nach eng Kéier soen: Dat Wuert „Gendertheorie", dat ass eng Erfindung vu rietse Kreesser, et ass eng Ligen, eng nei Lige vu rietse Kreesser - ils en sont coutumier -, eng weider Lige vu rietse Kreesser. A Wierklechkeet geet et jo ëm Genderstudien. An d'Nuance ass, datt eng Studie eng Fuerschung ass. An et ass eng immens interessant Fuerschung an deem Sënn, datt se versicht, näischt festzeleeën, mä a Wierklechkeet ze fuerschen iwwert d'Selbstbefanne vum Individuum, d'Selbstreflektéierung vum Individuum an d'Zesummespill mat der Gesellschaft, an där en ass, d'Konstruktioun vum Charakter an all senge Facetten, an all senger Komplexitéit.

Natierlech kënnt et zur Kategoriséierung. Et muss ee sech d'Fro stellen, ob een esou wäit soll goen. Bon, de Mënsch ass eben esou, datt en ëmmer muss iergendwéi kategoriséieren, fir kënne Saachen nozevollzéien. Mä a Wierklechkeet geet et drëms: Et ass eng Mise en abyme, déi immens interessant ass, iwwert d'Identitéit vun all Eenzelnem, déi vill méi komplex ass, wéi mir eis et virstellen, an déi wäit, wäit iwwert dat Biologescht ewechgeet. An dat weess d'Mënschheet, zënter Jordausende souguer, an dorobber kommen ech zréck, well dat ass och immens interessant.

Et geet guer net drëms, iergendengem eppes ewechzehuelen, mä et geet elo bei deem heite Gesetz, dat mir selbstverständlech wäerten ënnerstëtzen, drëm, d'Leit esou unzëerkennen, wéi si sinn, oder och de Leit unzëerkennen, wat si sinn oder wéi si sech selwer befannen oder empfannen. Net méi an net manner.

Et ass awer immens interessant justement, datt een déi Diskussioun féiert, well mir mengen, datt et Evidenze gëtt. Mäi Virriedner ass dorobber agaangen. A sengen Ae gëtt et biologesch Evidenzen. Ech mengen, dat ass e bësse kuerz gegraff, zemools an dëser Fro do.

(Hilarité)

An dat ass näischt Neies, dat ass näischt Neies! Anthropologen hu sech scho längstens domadder beschäftegt. An et ass immens interessant ze gesinn, wéi schonn am Laf vun der Mënschheet op verschiddene Plaze verschidde Festleeungen, wat d'Geschlecht oder d'Identitéit ugeet, gemaach goufen. Dat heescht, et geet net drëms, hei ze diskutéieren, ob se richteg oder falsch waren, mä et léisst awer erahnen, datt scho viru Jorhonnerten a Jordausenden d'Mënschheet sech d'Fro gestallt huet iwwert d'Identitéit vun all Eenzelnem, an datt se scho viru Jordausenden net ëmmer esou evident war, wéi mir dat ëmmer mengen.

An Nordamerika hate mer dat ganz oft bei den éischten Natiounen, bei den Zuñis, bei de Lakota, bei de Mohave, wou verschidden Identitéite festgeluecht goufen, oder a Mexiko bei den Zapoteken, a Polynesien, Indien, et kéint ee weiderfueren. Wat ganz interessant ass: Deen eelste juristesche Kodex, dee vum Hammurabi, - mer hunn och gesot Babylonien, dat akkadescht Räich -, also deen eelste juristesche Kodex vum Hammurabi huet en drëtte Genre unerkannt deemools, de Sal-Zikrum, wat grosso modo „mâle-femelle" heescht. Dat huet u sech den Heritage geregelt, dat heescht, datt eng Fra genausou den Heritage ka kréie wéi e Mann. Do ware vläicht nach aner Considératiounen derhannert, mä ech mengen, dat weist, datt och deemools Mënschen eng gewëssen Unerkennung krut hunn, déi wahrscheinlech net onbedéngt an de binäre Schema gepasst hunn.

Et ass dofir och interessant ze gesinn, datt den Hammurabi deemools scho méi wäit gaangen ass wéi d'ADR haut am 21. Jorhonnert.

(Hilarité)

Mä wat ganz wichteg ass hei bei dësem Text, dat ass, datt mer definitiv festleeën, datt d'Identitéit vum Enzelne kee Fall fir d'Medezinn oder fir d'Psychiatrie ass. An déi Diskussioun ass ëmsou méi wichteg, well mer hei - an dat huet elo jiddweree gesot, bis op eng Ausnam, minoritär Ausnam, an nach méi minoritär an der Gesellschaft wéi an dëser Chamber, do sinn ech fest dervun iwwerzeegt - eis eens sinn, datt d'Identitéit kee Fall vun der Pathologie ass. A jiddwereen, deen dovunner direkt oder indirekt betraff war, an där Leit ginn et méi, wéi ee mengt, dee weess dat. An et ass eng Fro vun Empathie, datt mer elo festleeën, datt de Problem net bei de Leit selwer läit, mä datt de Problem bis elo bei der Administratioun louch, an datt mer elo dee Problem léisen, deen d'Bürokratie bis elo gestallt huet. Dat ass net ëmmer esou evident, datt d'Bürokratie sech op eemol dem Selbstempfanne vun engem Mënsch füügt. Mä dat ass immens wichteg, souwisou fir vill Saachen ze regelen, mä och fir d'Selbstempfanne vun de Mënschen.

Well de Problem ass jo deen: Et kann een iwwer Suicide, och Depressiounen diskutéieren. Immens vill Leit hu gelidden ënner Depressiounen, leiden ënnert Depressiounen, wäerte vläicht leider ënner Depressioune leiden aus ganz verschiddenen Ursaachen, bewossten oder onbewossten Ursaachen. De Suicide ass eben e Fakt, dee courant ass aus ganz verschiddenen Ursaachen, bei Wäitem net onbedéngt nëmmen aus verschiddenen Aspekter vun der Identitéit, oder wéi ee mat sech selwer eens gëtt. Eng Cispersoun, esou wéi ech, en normalen Hetero, kann och eng Kéier wierklech Problemer kréien a sech d'Fro stellen iwwert de Sënn vu sengem Liewen.

Mä dat, wat mir elo hei maachen, dat ass, datt mer vläicht e Grond ewechhuele vun Depressiounen oder vläicht souguer vu Suicidemëiglechkeet, datt mer dee Grond elo ewechschafen, an datt mer wahrscheinlech Leit retten, andeems mer dëst Gesetz hei ënnerstëtzen. Ëmsou méi, well mer haut no bausse kënne soen, an ech hoffen, datt vill Leit dat wäerte matkréien, datt schlussendlech d'Gesellschaft an déi heite Chamber a ganz, ganz grousser Majoritéit soen: Voilà, de Problem läit net bei Iech, de Problem louch bei der Administratioun, an dat schafe mer haut of.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo direkt de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Bei deenen allermeeschte Gesetzer, déi mer an der Chamber maachen, do schwätze mer vu méi allgemenge Prinzipien, vun Interêten, déi et an der Gesellschaft gëtt, déi mer organiséieren, vu Prozeduren, wéi mer eist Zesummeliewen organiséieren. Dat hei ass awer e Projet, dee fir meng Begréffer e bëssen awer en Eegestellungsmerkmal huet, well mer hei ganz eendeiteg an an der Substanz vu Leit schwätzen, vu Mënschen, ech wëll net soe vu Schicksaler, well si kréie Perspektiven duerch dëse Projet de loi, mä si stinn am Zentrum vun deem Text, dee mer haut zur Ofstëmmung bréngen.

Am Kader vun der Ausaarbechtung vum Projet de loi war et dofir bei mir am Ministère, fir mech an och fir meng Mataarbechter op deem heite Projet, och e Prozess. E Prozess, dee mer gemaach hunn am Kontakt mat Leit, déi vun dëse Situatioune méi direkt betraff sinn, sief et, dass se perséinlech am Fall sinn, sief et, dass et en associatiivt Emfeld gëtt, wat déi Leit dobäi begleet, sief et, dass et d'Famill ass, déi do derbäi war - ganz oft d'Elteren, eigentlech bal ëm-

mer - an déi, ganz staark ënnerstëtzend fir hir Kanner, dee Prozess mat eis gemaach hunn.

Dofir, déi Reflexioune virdrun doriwwer, wéini de Projet de loi deposéiert ginn ass oder net, do muss ech soen, déi si fir mech vun iwwerhaapt kenger Relevanz, glat kenger, wierklech glat kenger!

Wichteg war, dass mer mat deene Leit zesummen eis Zäit geholl hunn, fir dass mer all déi Sollicitatiounen, déi Erwaardungen, déi si haten, déi fir si ganz oft Noutwendegkeete sinn, Besoine sinn, dass mer déi all konnten am Detail duerchdiskutéieren, bis mer dann um Enn eis net nëmmen eens dorobber waren, wat mer wéilten hunn, mä virun allem, dass mer eis dorobber konnte verstännegen, wéi mer dat géifen erreechen a méiglech maachen, fir dass et net kéint contestabel ginn, dass een et net kéint falsch gemaach kréien, an dass mer déi richteg Äntwerte ginn hunn, fir dat ze erreechen, wou mer eis schonn dès le départ eens waren, dass mer et wéilten erreechen.

D'Fro war net, wat mer wéilten erreechen. Dat ass à la rigueur einfach ze benennen. D'Fro ass, wéi mer et kënnen erreechen, juristesch an och technesch, fir derfir ze suergen, dass et esou no un dat erukënnt, wat fir déi Leit noutwendeg ass. Et ass also hei net ëm Regele gaangen, mä ëm individuell Situatiounen, déi mer dann awer hu mussen an engem legalen Text verpaken an deen esou schreiwen, dass en zilféierend ass.

An der Diskussioun iwwert deen dote Kär eraus hat ech och d'Geleeënheet, mat ville Leit ausserhalb doriwwer ze schwätzen. D'Reflexiounen, déi engem entgéintbruecht ginn, si ganz oft, wann ee bis erklaert huet, wat de Contenu vum Projet de loi wier, fir da mer ze opposéieren: „Jo, mä do gitt Der awer ganz wäit, domadder maacht Der d'Dier op fir Abusen! Elo kënne jo awer och Leit, déi eigentlech guer net wierklech an deem dote Fall sinn, dësen Text gebrauchen, mëssbrauchen, fir hiert Geschlecht beim Ministère wëllen ze modifizéieren oder aner Saachen ze maachen."

An da kënnt een iergendwann eng Kéier iwwert déi doten Zort vun Diskussioun eigentlech op de Kär vun dësem Projet de loi, an deen ass an engem Saz ze resuméieren.

Wann een esou eng Legislatioun mécht wéi déi, déi mer haut maachen, wat huet een do am Kapp? Huet een do am Kapp, e Projet an en Text ze maachen, dee probéiert, all méiglech Abusen ze evitéieren, all méiglech Abusen ze contrecarréieren, se quasi präventiv ze eliminéieren?

Wann een dat mécht, huet een en Text gemaach, deen um Enn deene Leit net wierklech hëlleft, déi Hëllef brauchen, well een dat fir si méi komplizéiert mécht, wéi et misst sinn. Oder mécht een um Enn en Text, deen alles dat falen a stoe léisst an nëmmen eng Ambitioun verfollegt, näämlech deene Leit, déi et wierklech brauchen, wierklech ze hëllefen?

Wëllt een Abusen evitéieren, oder wëllt een hëllefen? Dat ass eigentlech d'Fro, déi ech am Numm vun der Regierung hu mussen tranchéieren, ier mer den Text deposéiert hunn. A mir hunn eis decidéiert, fir zesummen en Text ze deposéieren als Regierung, deen eng Ambitioun verfollegt, an zilstrebeg verfollegt, näämlech de Leit déi Hëllef ze ginn, déi se brauchen. An dat anert probéiere mer da mat anere Weeër an de Grëff ze kréien. Dat ass an der Substanz de Resumé vun dësem Projet de loi. An ech mengen, dass dëse Projet de loi dat doten Zil net nëmme verfollegt, mä och erreecht an där Versioun, wéi mer en haut zum Vott an der Chamber bréngen.

Et gëtt e puer wesentlech Merkmaler do derbäi. Dat Éischt ass, dass mer an Zukunft kloer am Text stoen hunn, dass et keng chirurgesch Prerequise méi ka ginn. Dat, wat d'Jurisprudenz zu Lëtzebuerg eigentlech geregelt huet - glécklecherweis, muss ee soen, zënter zwee Joer op eng méi mënschlech Aart a Weis -, probéiert huet ze regelen, gëtt elo duerch deen Text kloer festgeluecht: dass et net ka sinn, dass et muss chirurgesch Agrëffer an där heiter Matière ginn.

Och dat ass en Deel vun der Selbstbestëmmung. Do kann et keng Erwaardunge gi vun der Gesellschaft. Jiddwereen, deen an deem heite Fall ass, muss fir sech decidéieren, wéini hie wat wëllt maachen, wéini hie wat ka maachen, wéini hie wat packt.

Do gëtt et kee festgeluechte Rhythmus. Do muss ee jiddwerengem erlaben, mat senger eegener Approche, mat sengem eegene Rhythmus, mat senger eegener Kraaft virgoen ze kënnen, an d'Gesetz erlaabt déi doten Approche. D'Gesetz erlaabt deen dote Rhythmus. Dofir ass dat elo am Gesetz, an net méi an der Jurisprudenz, ee fir allemol kloer festgeluecht.

Mir sinn och bei där administrativer Approche dès le départ bliwwen, och nom Avis vum Statsrot. Ech kommen duerno nach eng Kéier dozou. An ech mengen och, dass dat richteg ass. Et ass eigentlech fundamental richteg.

Déi administrativ Approche ass déi, déi am beschten ausdréckt, dass et hei net drëms geet, datt déi Leit Demandë musse stellen, dass se Bittsteller sinn, fir dierfen dat ze sinn, wat se sinn. Mä déi administrativ Approche ass déi eenzeg, déi erëmspigelt, dass mer hei eis wëllen eendeiteg an de Beräich vun der Selbstbestëmmung vun deene Leit situéieren.

Si wëssen, wat se sinn. D'Gesetz erlaabt elo just, datt si ausdrécke kënnen, wat se sinn, wat se wëlle sinn. An d'administrativ Approche ass do ouni Zweifel déi, déi dat kloer erëmspigelt. Déi Prozedur, déi mer hunn, ass eendeiteg am Beräich vum Deklarativen an net, oder zumindest wesentlech manner, am Beräich vun der Demande. An dat ass, mengen ech, fundamental wichteg hei fir déi betraffe Leit, dass mer konnte bei där Approche do bleiwen.

En drëtten Aspekt, dee wichteg ass - deen ass haut manner beliicht ginn -, ass deen, dass all déi dote Modifikatiounen net am Journal officiel publizéiert ginn, dass och do à la fois d'Selbstbestëmmung an och de Schutz vun der Privatsphär respektéiert ginn.

Déi doten Demarchë wäerten zu engem Ofschloss kommen a si wäerten offiziell esou aktéiert ginn, dass et hinne juristesch Sécherheet gëtt, mä op eng Aart a Weis, déi si nieft hirer Selbstbestëmmung net och nach an eng zweet Diskussioun géif stierzen, an eng ëffentlech Diskussioun géif stierzen, wou se da misste mat hiren individuelle Choixen och nach iwwert den Ëmwee vun engem Journal officiel konfrontéiert ginn. Dat brauche se net, net méi, wéi all anere Mënsch an eiser Gesellschaft seng individuell Choixe muss justifiéieren. Do gëtt et och kee Journal officiel, dee vill vun deenen doten Decisioune géif public maachen. Dofir ass et net méi wéi richteg, dass och hei déi Leit dat kënne maachen.

Mir hunn och virgesinn, dass een als Lëtzebuerger am Ausland dofir sech net onbedéngt fir déi ganz Prozedure muss op Lëtzebuerg deplacéieren. Mir hunn extra virgesinn - an e Merci geet do un de Kolleeg Ausseminister, dee mat senge Leit dat och méiglech gemaach huet -, dass mer eis, fir d'Prozedur ze entaméieren, am Ausland iwwert d'Ambassaden an iwwert d'Konsulater och kënnen hiwenden an dass een dofir net onbedéngt muss de Wee op Lëtzebuerg fannen. Och dat aus der Suerg eraus, fir d'Situatioun ze erliichteren.

Da si mer konsequent op de Wee gaange vun der Depathologiséierung, dass mer déi ganz Prozedur elo net méi an e medezinnesche Kontext stellen. Et ass och dofir, wou ech d'Proposition de loi vun der CSV net hätt kënnen ënnerstëtzen.

Et kann haut net méi sinn, dass mer an dësem Kontext hei dat Ganzt op iergendeng Aart a Weis nach an e medezinnesche Kontext stellen. Ech sinn och dofir frou, dass d'CSV hiren Text zréckgezunn huet an deen heite mat ënnerstëtzt, well en net nëmme méi komplett ass, mä, ech mengen och, well en op de fundamentalen Optioune méi bei deem ass, wat den Erwaardunge vun de Leit entsprécht. An ech sinn awer och ganz frou iwwert déi Initiativ insgesamt, well mer et dofir fäerdegbréngen hei, an engem ganz breede Konsens en Text ze stëmmen.

Mä déi Depathologiséierung ass awer e fundamentale Punkt. Déi Leit sinn net krank. Mir maache se krank, doduerch, dass mer als Gesellschaft hinnen déi Méiglechkeete bis elo net ginn hunn, an der Roll vun der Selbstbestëmmung, esou séier wéi se et brauchen, esou séier wéi se et kënnen, hire Choix ze treffen. Dat mécht se krank, d'Netakzeptanz duerch d'Gesellschaft.

Une voix.- Genau!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Mä si sinn net krank a si brauchen och dofir net op iergendeng Aart a Weis an e medezinnesche Kontext gestallt ze ginn. Och dat maache mer mat dësem Projet de loi.

Zu den aneren, wou ech nach ëmmer mengen, och wesentlechen Aspekter. Doduerch, dass mer eng integral Depathologiséierung maachen, stellt sech dann natierlech d'Fro awer vun enger eventueller Prise en charge vun de chirurgeschen Agrëffer, déi déi Leit awer ënner Ëmstänn wëlle maachen. Net all, awer en Deel dovun, net direkt, no de Modifikatioune vum Geschlecht am État civil, awer vläicht méi spéit. Dat sinn zum Deel deier Interventiounen. An net jiddwereen, deen an deem Fall ass, huet perséinlech vun doheem aus d'Moyenen, déi finanziell, fir dat ze finanzéieren.

Et ass also wichteg, dass mer à la fois haut keng Obligatioun méi dorauser maachen, am Géigendeel. Mä et ass awer och wichteg, dass mer eng Léisung dofir fannen, wéi ee weiderhin eng Prise en charge kéint garantéieren. Et ass depathologiséiert. Do soen déi eng: Majo, dann huet et jo mat der Krankekeess näischt méi ze dinn.

Ech soen awer elo eppes ënnert der Kontroll vun eisem Chamberspresident, deen deemools als Regierungsmember zoustänneg war a responsabel dofir gezeechent huet, dass aus der Krankekeess eng Gesondheetskeess ginn ass. An de Mars Di Bartolomeo huet deemools gesot, dass den Numm och Programm wier.

Wa mer also wëllen iwwert d'Caisse nationale de santé d'Gesondheet ënnerstëtzen, all Form vu Gesondheet, da muss et och méiglech sinn, iwwert de Wee vun der Prise en charge, an da soll den Numm Programm sinn, dass mer och hei derfir suergen, dass mer dat och als e Bäitrag zu der Gesondheet vun deene Leit gesinn an definéieren, dass also och an Zukunft eng Prise en charge muss méiglech sinn.

An ech wëll soen, dass den haitege Minister vun der Sécurité sociale, de Romain Schneider, wéi mer am Regierungsrot dëse Projet de loi approuvéiert hunn, mir och erlaabt huet, ëffentlech a sengem Numm ze soen, dass hie gewëllt ass - an dass d'Regierung gewëllt ass - e Wee ze fannen, fir dass mer déi Prise en charge weider méiglech loossen.

Dat wäert da geschéien um Niveau vun der Gesondheetskeess, an deem Geescht, deen do ass, an an der Aart a Weis, wéi do Decisioune fonnt ginn. Mä opsäite vun der Regierung ass et op jidde Fall kloer, dass mer wëllen e Wee fannen, fir weiderhin och an dëser integral depathologiséierter Matière an Zukunft kënnen eng Prise en charge ze maachen.

Och dat ass fir déi Leit ganz wichteg. Et geet och drëms, do net virum Portmonni eng Injustice ze schafen tëschent deenen, déi da kënnen dat maachen, wat se fir richteg fannen a fir sech och brauchen, an deenen, déi dat nëmmen zum Deel kéinte maachen.

Mir hunn och Solutioune virgesinn, déi och fir all Netlëtzebuerger gëllen. Mir hunn e Land mat 48% Leit, déi kee Lëtzebuerger Pass hunn. Wann dëse Projet de loi nëmme fir d'Nationaux gewiescht wier, dann hätte mer e ganz groussen Deel, bal d'Halschent vun de Leit, déi betraff sinn zu Lëtzebuerg, heivunner ausgeschloss. Mir sinn op deen dote Wee gaangen, well dat déi Solutioun ass, déi op Lëtzebuerg passt, déi eiser Realitéit entsprécht.

Mir hunn dat och gemaach, an do sinn eenzel Bedenke formuléiert ginn, ouni dobäi déi Éischt ze sinn an Europa, déi dat maachen. Eis belsch Noperen hunn dat doten och. Si hunn der manner, mä d'Prinzipiefroen, déi sech stellen, si genee déiselwecht - ob et 5% vun der Populatioun betrëfft oder 50%, déi sinn all d'selwecht.

Och an der Belsch hu se eng Solutioun fonnt, fir op deen dote Wee ze goen. All d'Residente vu Lëtzebuerg kënnen, wa se d'Konditiounen erfëllen…

Ech notzen direkt meng fënnef Minutte vun der Motioun an engems mat, wann dat geet. Ech krut gesot, et wier an der Rei, wann ech dat géif maachen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Da musst Der och op d'Motioun agoen!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Jo. D'Motioun, Här President, viséiert jo eendeiteg grad déi heiten Aspekter, vun deene mer elo schwätzen, notamment d'intersex Leit. An dat sinn och déi lescht Interventiounen, déi ech wëll maachen.

D'intersex Leit si jo spezifesch viséiert vun der Motioun, wou mer och den Optrag un d'Regierung weiderginn, fir méi spezifesch och do nach eng Kéier ze legiferéieren. Dat ass en Text, deen haaptsächlech an den Hänn ass vun der Gesondheetsministesch, fir déi dote Fro an notamment de spezifeschen Aspekt ze reglementéieren, awéiwäit d'Gesetz soll encadréieren, wann nach dierfe chirurgesch Interventioune gemaach gi bei Kanner, déi op d'Welt kommen.

Dat ass e fundamentaalt Stéck vum Dispositif, dee mer an dëser Matière als Land mussen huelen. Et muss een derfir suergen, dass intersex Kanner, déi op d'Welt kommen, tatsächlech do virun all Agrëff geschützt ginn, onofhängeg dovun, ob et der elo zu Lëtzebuerg nach vill gëtt oder guer net méi vill. Do si jo an de leschten Deeg a Wochen och ëffentlech Interventioune gewiescht, deels och vun Dokteren. Dat ass eigentlech net d'Fro. D'Fro ass, dass mer sécherstellen, dass et kee méi ass, an net méi just ganz wéineger nach, well déi meescht Dokteren dat souwisou esou gesinn.

Et ass jo och positiv, wann d'Dokteren dat och esou gesinn, an ech hunn eigentlech och dorunner keen Zweifel. Mä sécherstelle musse mir, och iwwert de legislative Wee, dass et keng méi där dote Fäll gëtt, dass all Kand geschützt ass, wat esou op d'Welt kënnt, bis et säin eegene Wëlle kann artikuléieren, bis et geséchert och ass, wat seng Realitéit ass.

An ech mengen och, dass deen Text, dee mer haut stëmmen, och den Drock aus deene Situatiounen eraushëlt, wann een nach an de leschte Joren Drock konnt verspieren, well et eben net méiglech war, duerno säi Geschlecht am État civil liicht ze änneren, fir „direkt ze hëllefen" - entre guillemets -, dann ass spéitstens duerch de Vott, dee mer haut huelen op dësem Projet de loi, séchergestallt, dass et keen Drock méi gëtt, well et duerno - och viru fënnef Joer, och virun der Aschoulung -, iwwert de judiciairë Wee an duerno iwwer e reng administrative Wee méiglech ass, dat ze maachen, wat een als richteg ugesäit, à tout moment, an enger séierer Prozedur. Spéitstens dat hëlt jo dach deen allerleschten Drock eraus, fir direkt bei der Gebuert mengen, chirurgesch mussen ze intervenéieren.

Duerfir mengen ech, dass mer elo just nach déi musse schützen, déi eventuell awer nach hätte kënnen operéiert ginn. Dofir kann d'Regierung mat Sécherheet déi Motioun do unhuelen, well si vervollstännegt dat, wat mer mat dësem Projet de loi gemaach hunn.

E lescht Wuert, Här President, fir all deene Leit Merci ze soen, déi dësen Text méiglech gemaach hunn, all déi, mat deene mer konnten am Gespréich si wärend all där Zäit, fir e Projet de loi op den Dësch ze leeën, deen duerch seng Adoptioun zu engem vun de fortschrëttlechste weltwäit wäert ginn, zesumme mat Norwegen, fir an der Haaptsaach deen ze nennen. Mir gehéieren zu deene wéinege Länner, déi sech eng Legislatioun an dëser Matière ginn. Mir ginn eis awer déi fortschrëttlechst, zesumme mat Norwegen. An dat steet eis gutt zu Gesiicht, well et deene Leit hëlleft, déi déi Hëllef brauchen. An nëmmen dorëms geet et.

E grousse Merci natierlech och der Commission juridique, och der Rapportrice fir hire Rapport, awer och der ganzer Chamber, un all meng Mataarbechter, déi hei tatsächlech mat Momenter d'Nuecht duerch hu misse schaffen, fir dass mer de Projet nach konnten ofschléissen, mä si hunn et gäre gemaach. Si hunn et gäre gemaach, well och si mat Iwwerzeegung hannert deem Text hei stinn. An e leschte Merci un de Statsrot, deen och ganz vill geschafft huet, fir och dësen Text nach méiglech ze maachen an dem Delai vun dëser Legislatur. Ouni si hätte mer dat doten net hikritt. Dofir, och si verdéngen de Merci.

En allerlescht Wuert, Här President, fir ze soen: Villes bleift ze maachen, wat d'Akzeptanz fir déi Leit an eiser Gesellschaft ugeet. Duerfir huet d'Regierung e Plan d'action national ugeholl. Dat wäert dat sinn, wat déi nächst Regierung an all de Fäll muss an dësem Beräich hei guidéieren. Dat ass an de Schoulen, dat ass an de Medien, an ech kéint déi Lëscht elo laang weiderféieren.

D'Akzeptanz, fir déi musse mer nach all zesumme suergen. Mä dëse Projet de loi ass Dréian Aangelpunkt vun allem, an en ass net nëmmen e Schrëtt oder e klenge Schrëtt. Et ass d'Fundament vun all deem, wat an deenen nächste Méint a Jore muss geschéien. Fir déi betraffe Leit ass dat och esou.

Dëse Projet de loi ass fundamental. Fir si fänkt eng nei Zäitrechnung un. An ech soen Iech alleguerte Merci fir Är Zoustëmmung!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. Domat kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7146 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7146 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet 7146 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber och bereet, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

A mer sinn da saiséiert mat enger Motioun, déi abruecht ginn ass vum Marc Angel. Gëtt et dozou Wuertmeldungen?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, ech hat se scho virgestallt, wéi ech um Riednerpult war.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Sylvie Andrich huet d'Wuert.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Just zwou Remarken zu der Motioun. Et ass flott, dass déi Motioun presentéiert gouf. Also, d'CSV huet kee Problem mat deem Volet vun den intersex Kanner. Ech mengen, ech hunn dat och a mengen Ausféierungen dokumentéiert, dass mer Wäert op déi kierperlech Integritéit leeën an och de Respekt vun der Persoun ebe bei deene Kanner, wat déi chirurgesch Interventioun ubelaangt.

Mä et ass esou, dass déi Motioun hei iwwert dee Volet vun den zwëschegeschlechtleche Kanner erausgeet, andeems se dee Plan d'action LGBTI, dee Reebouaktiounsplang elo - wéi soll ech soen? - dran afaasst, fir en ëmzesetzen.

An deem Fall wollt ech soen, dass dee relativ kuerzfristeg eréischt publizéiert gouf, dass dee Programm, wéi een esou an der Diagonal konnt liesen, eng ganz Rei Kapitelen huet, vun der Erzéiung bis iwwert d'Aarbechtswelt, mä och eng ganz Rei sensibel Sujeten huet wéi d'künstlech Befruchtung, wéi d'Leihmutterschaft an dat ganzt Ofstamungsrecht, wat och dermat ze dinn huet.

A mir mengen als CSV, dass et op alle Fall wichteg gewiescht wier, dass mer och eng Kéier hätte kënnen dee Plang do diskutéieren. Mir hunn en net virgestallt kritt an der Chamber. An aus där Ursaach - et ass e bëssen, wéi ee seet, fënnef vir zwielef, fir dat elo nach schnell hei mat duerchzehuelen -, wäerte mir eis, wéi gesot, dowéinst enthalen a wënschen, dass mer dee Programm och eng Kéier kënnen duerchdiskutéieren.

Wéi gesot, wéinst den intergeschlechtleche Kanner keen Thema, mäi wéinst deem aneren Aspekt wäerte mer eis bei där Motioun hei enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Angel huet d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci fir d'Erklärunge vun der Kolleegin Andrich. Et deet mer wierklech leed, dass se déi net matstëmmen. Ech ka se just rassuréieren, dass an deem Plang ganz vill Aktioune stinn, konkret Aktioune stinn, déi Äntwerte ginn op déi Froen.

D'Madamm Andrich huet an hirer Intervention virdru ganz wichteg Froe gestallt. Déi Äntwerte ginn, déi Piste ginn ugezeechent. Et ass schued. Mä bon, da stëmmen ebe just déi aner driwwer of. Mä ech sinn op jidde Fall frou, dass dës Motioun eng Majoritéit hei an der Chamber kritt. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. An och Merci dem Här Angel an aneren, déi dës Motioun hei da virstellen.

Mir kënnen als ADR dës Motioun net matdroen, zum engen aus engem Grond, deen och schonn d'CSV gesot huet, datt dee Plang hei ni diskutéiert ginn ass, datt e rezent ass, datt mer net bereet sinn, deen einfach esou ze enterinéieren, ouni datt en emol fir d'Éischt diskutéiert ginn ass an analyséiert ginn ass.

Dat Zweet ass, datt mer eis hei an dëser Motioun solle felicitéieren, datt e Gesetz gestëmmt ginn ass, wat mer grad net gestëmmt hunn. Dir verstitt, datt mer wëlle mat eis kohärent bleiwen an net eng Motioun stëmmen, wou mer eis felicitéieren iwwer ee Vott, mat deem mir net d'accord sinn.

Wat awer elo de Fong ugeet, musse mer nach eng Kéier als ADR soen, datt mer absolutt op si fir eng Diskussioun iwwer Intersexualitéit a kucken, wéi een deene Leit kann hëllefen. Mir denken awer och, datt et wichteg ass, och déi medezinnesch Kreesser do an déi Diskussioun voll matanzebezéien. A leschter Zäit sinn eng Rei Kriticken aus deene Kreesser komm, wou gesot ginn ass: „Et ass ze vill politiséiert, mir géifen och gär matschwätzen, an den Avis médical gëtt net genuch berücksichtegt."

Hei an dëser Motioun hu mer erëm eng Kéier, datt de Gouvernement soll invitéiert ginn, fir d'Saach ze traitéieren, de Comité interministériel. Dat ass scho richteg, datt déi Akteuren hire Rôle spillen. Mä et däerf net eleng de Gouvernement sinn oder e Comité interministériel, dee sech mat där Matière beschäftegt.

Aus all deene Grënn wäert d'ADR dës Motioun net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Keng weider Wuertmeldungen? Da kënne mer iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

34-mol Jo, 3-mol Neen an 23 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen).

Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7287. An och hei brauch ech net méi weider drop anzegoen, well d'Rapportrice, d'Madamm Sam Tanson, prett ass. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

4. 7287 - Projet de loi modifiant:

1° le Code de procédure pénale;

2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Mir kommen elo e bëssen an en anere Beräich, mä en ass awer och wierklech net onwesentlech fir onst Land, fir ons Finanzplaz. Mir hunn eng fundamental Aufgab, fir géint de Blanchiment an de Finanzement vum Terrorismus virzegoen. Déi zentral Instanz an där Aufgab ass d'CRF, d'Cellule de renseignement financier, ëm déi et haaptsächlech an dësem Projet geet.

D'CRF, déi bis ewell beim Parquet économique vum Tribunal d'arrondissement ugesidelt war, huet als Missioun, ebe géint de Blanchiment an d'Finanzéierung vum Terrorismus virzegoen. An dorëms geet et an dësem Text: ons Lutte géint de Blanchiment an d'Finanzéierung vum Terrorismus besser ze organiséieren an ze verstäerken.

D'CRF kritt d'Déclarations de soupçon vum Blanchiment an/oder Finanzéierung vum Terrorismus. Si analyséiert dës an, wann eng primär Infraktioun festgestallt gouf, leet se d'Informatioune weider un déi zoustänneg national oder international Autoritéit, fir géint d'Infraktioun virzegoen.

De Projet hei huet zwee Objeten: Op där enger Säit gëtt d'Organisatioun vun der CRF geännert an op där anerer Säit ginn e puer Dispositioune betreffend de Fonctionnement vun der CRF changéiert an d'Terminologie gëtt der véierter Directive «antiblanchiment» ugepasst.

Wat deen éischte Volet ubelaangt, esou gëtt d'CRF vum Parquet beim Tribunal d'arrondissement detachéiert a reng administrativ un de Parquet général rattachéiert. Dësen administrative Rattachement schléisst e fonctionnelle Contrôle aus.

Dëse Wiessel am Rattachement huet e puer Ursaachen. Zënter dem Gesetz vum 26. Dezember 2012 hunn de Parquet an d'Untersuchungsriichter vum Stater Tribunal d'arrondissement net méi déi exklusiv an national Kompetenz an der Matière vum Blanchiment. Déi aktuell Organisatioun war och am GAFI-Evolutiounsrapport vum 19. Februar 2010 kritesch analyséiert ginn, soudatt mat där neier Organisatioun probéiert gëtt, deem Rechnung ze droen.

Der CRF hir Onofhängekeet an operationell Autonomie gëtt och elo duerch de Projet verankert. Domat gëtt d'Formulatioun aus dem Artikel 32 Paragraf 3 Alinea 1 aus der Direktiv 2015/849 iwwerholl, «relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme».

D'CRF kritt méi personell Moyenen. Stand haut besteet se aus véier Magistraten, a se kritt duerch de Projet zwee Substitute bäi. Dëst, fir de wuessenden Aufgabe vun der CRF gerecht ze ginn. Et kommen ëmmer méi Deklaratiounen eran an och de Spektrum vun der Aarbecht ass méi grouss ginn, absënns duerch d'Integratioun vun de Steierinfraktiounen an dem Antiblanchiment-Dispositif.

Am urspréngleche Projet war nach virgesinn, datt d'Magistrate vun der CRF zesumme mam Procureur d'État iwwert d'Suitten decidéieren, déi en Dossier géif kréien. No enger Opposition formelle vum Statsrot, dee seet, d'Opportunité des poursuites géif exklusiv beim Parquet leien an d'Magistrate vun der CRF misste just all d'Informatioune weiderginn, déi eng Infraktioun kéinten duerstellen, ass dës Dispositioun gestrach ginn.

Den Text gesäit awer och vir, esou wéi de GAFI dat recommandéiert, datt d'CRF, esou wäit et geet, d'Informatioun selektiv weidergëtt. D'CRF kritt 10.000 Deklaratiounen d'Joer. Eng grouss Partie dovu fält ënnert d'Kompetenz vun de Lëtzebuerger Geriichter wéinst dem Blanchiment-détention. Wann d'CRF alles géif ongefiltert weiderginn, wieren déi national Juridictiounen iwwerlaf mat den Deklaratiounen.

D'CRF kann eng Kommunikatioun vun Informatiounen a Piècen un de Parquet just refuséieren, wa se dës vun enger auslännescher CRF krut an déi sech géint dës Kommunikatioun opposéiert.

Insgesamt ass d'Kooperatioun mat den auslänneschen CRFen am Text geregelt, dëst geméiss de Bestëmmungen aus der Direktiv an de GAFI-Recommandatiounen. Et ass also och geregelt, a wéi enge Konditiounen d'CRF ka refuséieren, auslännesche CRFen Informatioune weiderzeginn. E Refus wéinst steierleche Froe gehéiert explizitt net dozou.

D'CRF kann och Kooperatiounsaccorde mat auslänneschen Entitéiten ënnerschreiwen, wou déi praktesch Modalitéite betreffend den Austausch vun Informatiounen an Dokumenter geregelt sinn. Se huet haut schonn eng 20 esou Accorden „Memorandum of Understanding" op Basis vum Modell, dee vum Egmont Group ausgeschafft gouf, realiséiert. Dat ass de Grupp, an deem 156 international Instanze regruppéiert sinn, déi fir d'Lutte Antiblanchiment an Antiterrorismus zoustänneg sinn.

De Projet bréngt dann eng nei Notioun an ons Legislatioun, an zwar déi vun den „infractions sous-jacentes associées". Dës Notioun kënnt souwuel an d'Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire wéi an d'Gesetz vum 12. November 2004 iwwert d'Lutte géint de Blanchiment an ass iwwerholl vun de GAFI-Recommandatiounen an der Direktiv 2015/849.

Et ass vum Vocabulaire hier eng nei Notioun an onsen Texter, allerdéngs net vum Inhalt hier. Se ëmfaasst all d'Infraktiounen, esou wéi haut schonn am Artikel 506-1, Punkt 1 vum Code pénal definéiert an am Artikel 8 Paragraf 1 Punkten a) a b) vum Gesetz vun 1973 iwwert d'Lutte géint d'Toxicomanie. Dat steet och explizitt am Projet de loi.

Domat falen och, esou wéi an den internationalen Texter virgesinn, d'Infraktiounen, déi duerch eng Prisongsstrof vun op d'mannst sechs Méint Prisong bestrooft ginn, drënner. Dat entsprécht dem Text vun der Direktiv, deen a sengen Definitiounen als kriminell Aktivitéiten am Sënn vun der Direktiv all Infraktioun virgesäit, op där eng Strof ebe vun op d'mannst sechs Méint Prisong läit.

Mir kruten zu dëser Fro och en Avis vum Conseil de l'ordre vum 20. Juli 2018, dat heescht de Freideg, nodeems d'Aarbechten u sech an der Kommissioun ofgeschloss waren an och de Rapport eigentlech ugeholl war.

De Barreau fäert, datt d'Obligatioun, fir Soupçonen ze deklaréieren, ausgeweit gëtt an esou de Secret professionnel vum Affekot a Gefor wier.

E puer Explikatiounen zum Fong. Betraff sinn net all d'Affekoten, mä just déi, déi am Artikel 2.12 vum Gesetz vum 12. November 2004 iwwert de Blanchiment opgefouert ginn, also fir déi Aktivitéiten, déi se do maachen. Dat heescht, wa se de Client ënnerstëtze bei Transaktiounen, déi quasi exklusiv ëm Fongen, ëm Finanzen dréien, dat heescht Immobilien oder Entreprisen ze kafen oder ze verkafen, Fongen, Titren oder aner Aktivitéiten ze geréieren, Bankkonten, Spuerkonten, Porte-feuillen opzemaachen an ze geréieren, Apporten ze organiséieren, Fiducieën, Societéiten oder äänlech Strukturen ze constituéieren, d'Domiciliatioun oder d'Gestioun ze maachen, Family-office-Aktivitéiten, Prestataires de service fir Societéiten oder Fiducieën. De Contentieuxsaffekot fält also net drënner.

Et muss een och soen, datt de Blanchiment quasi ëmmer eng Infraktioun ass, déi d'Konsequenz vun enger anerer Infraktioun ass. De Blanchiment ass wuel eng Infraction autonome, mä ass bal an all Fall, ausser vläicht akademesche Fäll, déi engem kënnen afalen, eng Infraktioun, déi d'Konsequenz ass vun enger Infraction primaire. Ouni Infraction primaire gëtt et kee Blanchiment, soudass och haut schonn d'Denonciatioun sech net just op de Blanchiment en tant que tel bezitt, mä op eben dës Infraction sous-jacente, wéi se elo genannt gëtt.

Mir hunn dëse Problem mat Vertrieder vum Conseil de l'ordre diskutéiert de Méindeg an enger Reunioun am Ministère, an där ech als Presidentin a Rapportrice vun dësem Projet deelgeholl hunn. A mir haten och dunn direkt de Freideg de Mëtteg eng juristesch Kommissioun fir gëschter Moien aberuff, fir dëse Punkt mat de Membere vun der Kommissioun ze diskutéieren, a mir proposéieren, fir bei deem Text ze bleiwen, wéi en hei virläit.

Well et awer net de Wëlle vun den Auteure vum Text war, d'Obligatiounen, fir ze deklaréieren, auszeweiten, an et eng Suerg beim Barreau heizou gëtt, déi eben Angscht hunn, hire Secret professionnel géif ausgehielecht ginn, hu mer elo am Rapport präziséiert, datt et net de Wëlle vun den Auteure vum Text ass, d'Obligatioune fir d'Deklaratiounen auszeweiten. Dowéinst hu mer gëschter Moien, no enger konstruktiver Diskussioun, e Rapport complémentaire ugeholl.

Mir hunn och als Kommissioun festgehalen, datt mer lassgeléist vun deem legislative Prozess eng Diskussioun wëlle mam Barreau iwwer hir Deklaratiounsobligatioun féieren. Dat och, fir enger Demande vun der CSV-Fraktioun Rechnung ze droen, déi och gëschter erakoum.

Ech mengen, dass insgesamt eng Diskussioun iwwert d'Interpretatioun, déi de Barreau, de Conseil de l'ordre vun hiren Déclarations de soupçon mécht, muss gemaach ginn. De Ministère huet sech engagéiert, déi Diskussiounen ze maache vis-à-vis vum Barreau. An et ass wichteg, dass d'Kommissioun sech un déi Diskussiounen drunhänkt.

Nach eng Remark zum Dateschutz. Op d'Demande hi vum Statsrot sinn d'Dispositiounen heizou erausgeholl ginn, well déi am Projet de loi 7168 geregelt ginn, iwwert dee mer muer ofstëmmen, deen déi generell Bestëmmunge betreffend den Dateschutz am Strofrecht regelt.

An op d'Demande hi vum Statsrot gëtt dann nach am Antiblanchimentsgesetz vun 2004 eng Prozedur agefouert, fir Recourse géint d'Instruktioun vun der CRF ze maachen. An enger éischter Versioun vum Projet war virgesinn, datt d'Instruktioune vun der CRF eng Validitéitsdauer vun dräi Méint hunn a kéinte verlängert ginn.

De Statsrot hat eng Opposition formelle gemaach, well dëst net konform zur Direktiv wier,

a gefrot, datt eng Recoursméiglechkeet soll virgesi sinn. Déi kënnt elo an den Artikel 9-3 vum Gesetz vun 2004: All Persoun, déi e Recht op Gidder huet, déi vun enger Instruktioun vun der CRF betraff sinn, fir Operatiounen net duerchzeféieren, an all concernéierte Professionelle ka via Requête vun der Chambre du Conseil vum Stater Tribunal d'arrondissement d'Mainlevée vun dëser Instruktioun froen. Voilà!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll och ufänke mat engem ganz grousse Merci un d'Rapportrice, déi sech bei dësem Projet ganz vill Méi ginn huet, well, a si huet dat och scho virdrun exposéiert, sech awer eng Rei vu juristesche Problemer stellen, op déi ech elo nach wäert agoen.

Ech kommen awer bei allem Luef fir d'Rapportrice net derlaanscht, trotzdeem eng kleng Kritik unzebréngen, wat d'Prozedur betrëfft. An ech wëll och direkt mat der Prozedur ufänken.

Mir sinn d'lescht Woch konfrontéiert gi mat engem Avis vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten, deen effektiv eréischt erakomm ass, nodeem de Rapport scho gestëmmt war. Ech soen och hei, datt ech dat bedaueren, datt de Conseil de l'ordre esou laang gebraucht huet, fir deen Avis eranzeginn, dat obschonn e jo scho méi laang och heimadder saiséiert ass. Ech bedaueren iwwregens och, datt deen Avis just nëmmen un d'Membres avocats vun der Commission juridique gaangen ass. Ech fannen, datt dat net déi richteg Aart a Weis ass.

Nach ass et awer esou, datt, wann de Conseil de l'ordre, wat jo awer net egal wat fir een Organ ass, mä dat Organ, wat alleguerten d'Affekote vertrëtt, op e juristesche Problem opmierksam mécht, een dat ganz eescht kuckt. Mir haten duerfir gefrot, datt de Conseil de l'ordre vun den Affekote géif an der Commission juridique empfaange ginn, fir datt mer och kéinten en Echange mat hinnen hunn. Déi Demande ass awer refuséiert ginn, och zum Deel aus,…

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Madamm Rapportrice, ech hunn Iech schwätze gelooss, gitt mir och eng Chance, hei awer kënne meng Ausféierung ze developpéieren!

Wat eis awer haaptsächlech stéiert, ass eigentlech manner deen dote Fait, mä dat ass de Fait, datt de Méindeg um zwou Auer de Justizminister zesumme mat der Présidente-rapportrice de Conseil de l'ordre empfaangen huet. An ech wëll direkt do soen, et ass bien entendu d'Recht, Här President, datt e Rapporteur oder eng Rapportrice Leit…

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ënner besonnesche Konditiounen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Kox, ech weess net, firwat Dir esou nervös sidd. Loosst mech dach wann ech gelift, loosst mech dach, wann ech gelift,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just den Här Mosar huet d'Wuert am Moment.

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Loosst mech dach, wann ech gelift, hei…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wollt also nach eng Kéier soen: Ech fannen et ganz normal, datt eng Rapportrice oder e Rapporteur Leit empfänkt, déi Suggestiounen oder Recommandatiounen oder Kriticken zu engem Projet ze maachen hunn.

Wat ech awer net normal fannen, Här President, ass, datt de Justizminister zesumme mat engem President an enger Rapportrice Leit empfänkt, nodeem de Rapport ugeholl ginn ass. Well ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt vun deem Moment un, wou e Projet de loi an der Chamber deposéiert ass, ganz eleng d'Chamber nach doriwwer ze decidéieren huet, wéi et virugeet, an datt eigentlech duerno net méi d'Regierung eleng kann intervenéieren.

Mir fannen dat dote ganz onglécklech, Här President. Ech wollt dat trotzdeem hei nach eng Kéier ënnersträichen, well dat u sech net d'Prozedur ass, wéi mir eis déi virstellen.

Elo wëll ech awer…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Mosar, entschëllegt!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Erlaabt Der eng Zwëschebemierkung?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Bien entendu, wann d'Madamm Tanson mech ausschwätze léisst, sinn ech ëmmer gär bereet, op Froen ze äntweren.

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Aah! Mir ginn ëmmer besser, mir zwee.

(Hilarité et brouhaha général)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Madamm Tanson, loosse mer awer elo net iwwerdreiwen!

Une voix.- An dat als Kolleeg.

Une autre voix.- Gutt, dass et elo gläich eriwwer ass!

(Hilarité)

Une troisième voix.- An dat ënner Kolleegen!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Et ass awer nach Potenzial dran, fannen ech, am Besserginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Denkt un haut an net u muer!

(Hilarité)

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- U gëschter.

Also ech wollt präziséieren - mir haten déi Diskussioun och an der Kommissioun -, mir kruten de Freideg am Laf vum Nomëtteg den Avis vum Conseil de l'ordre, deen, wéi den Här Mosar et richteg seet, leider just un d'Affekote vun der Kommissioun gaangen ass, wat schonn e bësse speziell war.

Vu awer d'Wichtegkeet vun dem Conseil de l'ordre hunn ech du mam Minister zesumme gekuckt, wéi mer elo kéinte virgoen. An de Minister huet proposéiert, dass de Conseil de l'ordre géif gesi ginn. Ech hunn dat eng ganz gutt Iddi fonnt. A vu d'Urgence an d'Delaien, déi mer hunn, well de Vott haut sollt stattfannen, wat och e wichtege Vott ass par rapport zum GAFI wéinst der CRF, ech mengen, dat sollte mer net vergiessen an deem heite Kontext, hunn ech mech un déi Reunioun ugeschloss, déi de Minister mam Conseil de l'ordre virgesinn hat.

Ech hunn dat gemaach, fir sécher ze sinn, dass mer hei de legislative Prozess géifen uerdentlech iwwert d'Bün bréngen. An déi Decisioun war och fixéiert, laang - also laang, wann een hei vu laang ka schwätzen - ier ech iwwerhaapt Är Demande krut, fir de Conseil de l'ordre an der Kommissioun ze gesinn.

Zu Ärer Demande: Ech wëll Iech just soen, ech hunn dat jo och virdru gesot, mir hunn déi net refuséiert, mä mir kruten de Méindeg vun Iech eng Demande, fir ze froen, dass mer sollen an der Kommissioun driwwer befannen, ob de Conseil de l'ordre soll gehéiert ginn oder mer de Conseil de l'ordre direkt solle convoquéieren.

Dat war méindes. Do war scho fir dënschdes d'Kommissioun virgesinn, vu all eis Prozeduren an och de Fait, dass mer dat doten hätte missen an der Kommissioun diskutéieren, well do si jo och Reserven dozou komm, iwwert dee ganze Prozedere. Ech weess net, ob d'Vertrieder vun deenen anere Parteie vläicht herno nach dorobber aginn. Mä ech weess och net, ob et do eng Unanimitéit gi wär, fir de Conseil de l'ordre ënnert deenen heite Konditiounen ze empfänken.

Duerfir hunn ech mer erlaabt, dohinnerzegoen. An dat huet et jo och méiglech gemaach, dass ech Iech konnt proposéieren, e Rapport complémentaire ze stëmmen. Voilà, et war eben eng speziell Prozedur. An et ass net drëms gaangen, elo hei iergendengem iergendeppes ewechzehuelen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Nach eng Kéier, Madamm Tanson, et ass richteg, wat Der sot. Mä och mir hunn deen Avis jo eréischt freides kritt. Dat heescht, mir kënne jo dann onméiglech schonn donneschdes d'Reunioun vun der Kommissioun froen. Mir hunn dat direkt gemaach. Dat ass effektiv wahrscheinlech eréischt de Méindeg ukomm. Éischter konnte mir och net reagéieren.

Ech bleiwen nach eng Kéier dobäi, ech hätt et léiwer gesinn, de Minister hätt eleng déi Leit empfaangen an Dir hätt eis dat da gesot, an dann hätte mer decidéiert, jo oder neen, ob mer géifen de Conseil de l'ordre empfänken.

Ech muss Iech soen: Ech fannen et net glécklech, an ech bleiwen och do derbäi, wann an der legislativer Prozedur e Member vun der Regierung zesummen, zesumme mat engem Deputéierte Leit empfänkt, well dat menger Meenung no net am Sënn vun der Séparation des pouvoirs ass.

Ech wëll awer elo, Här President, op de Fong vun der Thematik agoen, déi wichteg genuch ass, datt mer eis nach eng Kéier domat auserneesetzen. Et geet eigentlech hei praktesch jo just ëm ee Problem oder eng Notioun, déi Problemer opwërft, an d'Madamm Rapportrice huet dat gesot, dat ass déi „infraction sous-jacente associée", déi bis elo nach net an den Texter drastoung. Dat heescht, déi eigentlech bis elo onbekannt ass, déi een an där véierter Direktiv Antiblanchiment erëmfënnt, mä déi mir bis elo, wéi gesot, nach a kengem Text haten.

An et ass jo och un där doter Notioun, wou d'ailleurs, dat wëll ech awer och hei nach soulevéieren, net nëmmen de Conseil de l'ordre vun den Affekote sech stéisst, mä och d'Chambre de Commerce sech stéisst. Well ech wëll dat och emol nach eng Kéier hei präziséieren: Et ass elo an deene leschten Deeg an och haut ganz vill vun den Affekote geschwat ginn. Dëse Projet applizéiert sech op all d'Professionnels vum Secteur financier. Dat heescht, deen applizéiert sech och op d'Experts-comptables, op d'Fiduciairen, op déi Leit, déi op de Banke schaffen. Et ass also schonn eng Dispositioun, déi eng ganz grouss Portée huet, mat där ee sech also muss seriö auserneesetzen.

Wann Der den Avis, an Dir hutt dat bestëmmt gemaach, Madamm Rapportrice, och liest vun der Chambre de Commerce, gesitt Der, datt si e bëssen déiselwecht Problemer mat deem Text hu wéi de Conseil de l'ordre. An ech mengen, dorauser gesäit ee jo awer, datt et seriö Bedenke sinn. Hei ass net iergendwéi een, deen e Problem domadder huet, mä hei sinn et zwee wichteg Gremien, d'Chambre de Commerce an de Conseil de l'ordre des avocats, déi hei reell op e Problem opmierksam maachen. An ech mengen, duerfir ass et och richteg, datt ee sech domat auserneesetzt, wat mer jo och gemaach hunn.

Ech ginn Iech och an deem Sënn recht, an ech hunn dat jo och gëschter an der Kommissioun gesot, datt ech d'Impressioun hunn, datt hei e bësse Konfusioune virleien. A mir hu jo och eis Apaisementer kritt, andeem nach eng Kéier ganz kloer gesot ginn ass, hei géif elo net grouss d'Dier opgemaach gi fir all Infraktiounen, mä hei géif just déi Infraction sous-jacente associée spille fir déi Infraktiounen, déi am Artikel 506 Alinéa 1 expressement enumeréiert ginn. A wann dat esou ass, mengen ech, si jo och déi Bedenken, déi hei geäussert ginn, vläicht net esou pertinent.

Et ass allerdéngs e Problem, an ech fueren dann och direkt virun, well ech dat gëschter schonn opgeworf hunn, dee sech menger Meenung no generell hei stellt. An duerfir begréissen ech jo och déi Propositioun, déi Der gemaach hutt, fir eng Kéier no der Vakanz am September mam Conseil de l'ordre zesummenzekommen, fir och iwwert déi Fro ze schwätzen.

An dat ass folgend Fro: No deenen Dispositiounen, déi mir elo hei an dat Gesetz aschreiwen, mussen also an Zukunft all d'Professionnels du secteur financier, also och d'Affekoten, wa se de Verdacht hunn, datt iergendwéi eppes an engem Dossier net kauscher ass, eng Denonciatioun, eng Informatioun un d'CRF maachen. An dann ass et dee Moment un där, fir ze kucken, wat fir eng Suitten datt een där Informatioun do gëtt.

De Problem ass allerdéngs - an do wëll ech awer nach eng Kéier hei drop opmierksam maachen -, wa sech sollt erausstellen, datt do näischt dohanner war an datt dee Verdacht onbegrënnt ass, riskéiert deejéinegen, deen dat gemaach huet, well e sech hei wëllt un d'Gesetz halen, Problemer ze kréien um Niveau vu sengem Secret professionnel. Do schwätzen ech natierlech an éischter Linn vun den Affekoten, awer net nëmme vun den Affekoten, mä dat riskéiert och um Niveau vun enger Bank zum Beispill Problemer ze ginn.

Well virun e puer Deeg ass et och dat Beispill ginn, ass mir gesot ginn, datt op enger Bank justement elo eng Kéier esou ee Problem war. Do ass en Employé, deen huet genau dat gemaach, wat mir em elo virschreiwen. Et huet sech awer herno erausgestallt, datt dee Verdacht onbegrënnt ass. Doropshin huet déi Persoun, déi den Objet vun där Denonciatioun war, eng Schuedensersatzklo elo géint d'Bank ugestrengt. An ech soen Iech, datt dat wierklech an der Praxis zu ganz vill Problemer ka féieren. An den Affekot, fir dann nach eng Kéier op deen zréckzekommen, dee wierklech elo esou eng Denonciatioun mécht, déi sech als onbegrënnt erausstellt, riskéiert herno souguer, vum Conseil de l'ordre eng Affär gemaach ze kréien, well en de Secret professionnel zu Onrecht net respektéiert huet.

Ech mengen also, datt sech hei wierklech e seriöe Problem stellt. An nach eng Kéier, duerfir begréissen ech och, datt mer nach eng Kéier op déi Thematik zréckkommen am September.

Ech wollt awer gläichzäiteg op en anere Problem e bëssen an deemselwechte Kontext opmierksam maachen, an dat hunn ech och schonn e puermol hei op der Tribün gesot, ech hunn et och schonn an de Kommissioune gesot. Mir wäerten net méi spéit wéi muer de Mëtteg dat neit Dateschutzgesetz stëmmen. An do kréien ech och elo scho gesot, datt dat mat enorm vill Problemer, och notamment am Bankesecteur verbonnen ass, well d'Leit elo net méi wëssen: Wat huet Prioritéit?

Sinn et d'Blanchimentstexter? Sinn et d'Dateschutzgesetzer? Well déi sinn zum Deel kontradiktoresch. Déi sinn zum Deel kontradiktoresch! An duerfir mengen ech, ass et och wichteg, datt mer och eng Kéier kucken, d'ailleurs net nëmme mam Justizminister, mä och emol eng Kéier mam Finanzminister, wat fir eng Instruktioune mer deene Leit och ginn. Well déi wësse geschwënn net méi, wat se solle konkret maachen. Denoncéiere se oder kucke se d'Dateschutzgesetz? Oder kucke se, wat hire Secret professionnel seet? Dat ass also alles net esou evident.

Ech wëll iwwregens och nach op ee Punkt zréckkommen, Madamm Rapportrice, wou Der eppes gesot hutt, wat och net ganz richteg ass. Dir hutt näämlech virdru gesot, hei wären nëmme verschidden Affekote betraff. Et sinn déi Affekoten, déi am Blanchimentstext opgezielt sinn, dat ass eng ganz Kategorie. Ech wëll lech allerdéngs soen, do ass eng Kategorie, déi hutt Der vergiess. Dat ass näämlech déi Kategorie vun den Affekoten, déi d'Transactions immobilières maachen.

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Ech hunn dat virdru gesot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, maja. Mä ech soen Iech, Transactions immobilières, Madamm Tanson, maachen 90%, wann net 95% vun den Affekoten, well eng Transaction immobilière ass, e Client ze beroden, wann e säin Haus keeft oder verkeeft, wann en eng Locatioun, e Bail à loyer mécht. An ech mengen, datt déi allermeeschten Affekoten dat an hirer Praxis maachen.

Duerfir kommt, mir ginn elo do keng Saache sichen! Ech menge schonn, datt deen Text sech hei op déi allermeeschten Affekote wäert applizéieren.

Leschte Punkt, Här President, op deen ech awer och wollt agoen, ass dee vum GAFI. Well Dir wësst, och dat ass e Sujet, dee mer ganz staark um Häerz läit. Do kënnt an den nächste Joren, 2019 respektiv 2020, deen nächsten Avis GAFI iwwer eist Land. An do riskéiere mer awer, mat enger Rei vu Problemer konfrontéiert ze ginn.

Ech wëll elo net nach eng Kéier op dee ganzen Detail vun där Thematik agoen, just awer op ee Punkt. Wann een esou kuckt, och de Bilan vun der CRF, do si relativ vill Denonciatioune gemaach ginn. Ech stellen awer fest, datt ganz wéineg Affäre bis elo zu enger Décision judiciaire geféiert hunn. An ech weess, datt de Justizminister dat äänlech gesäit. De GAFI kuckt jo net nëmmen d'Implementatioun vu Mesuren, mä e kuckt och déi sougenannten „effectiveness". Dat heescht, e kuckt: Wat ass aus deenen eenzelnen Dispositiounen och konkret entstanen? Wivill Condamnatioune sinn do ergaangen? An do muss ech einfach soen, datt et eng Rei vu ganz substanziellen Dossiere vun der CSSF notamment géint eenzel Banke gëtt, wou déi CSSF ganz substanziell Amendë prononcéiert huet, Amenden, déi bis zu 9 Milliounen Euro ginn.

Ech wëll dat nach eng Kéier hei betounen, wann eng CSSF géint eng Bank eng Amende vun 9 Milliounen Euro prononcéiert, ass et net, well déi Bank just e Bilan net zur Zäit publizéiert huet. An da muss ech Iech soen, ass et awer net normal, wann um Niveau vun eise Juridictiounen iwwerhaapt emol nach keng Condamnatioun ergaangen ass, wëssend, an hei geet et ëm eng Bank, déi d'Gestioun vun engem malaysesche Fong gemaach huet, datt et schonn am Ausland zu Condamnatioune komm ass, just hei zu Lëtzebuerg ass nach näischt geschitt.

Ech weess och, dat ass elo net d'Responsabilitéit vum Justizminister. Et ass och net d'Responsabilitéit vum Finanzminister. Mir musse just wëssen, datt dat dote riskéiert, eis awer - net dëser, mä vläicht dann där nächster Regierung - eng Rei Problemer ze stellen.

Ech wollt iwwerhaapt och zu deem ganze GAFI soen, och à l'attention vum Här Justizminister, dee jo och déi Aarbechte ganz enk suivéiert: An deem GAFI si jo ganz vill Länner. Ganz vill Länner! An do sinn der, wou mer alleguerte wëssen, déi et, wat d'Gouvernance betrëfft, net esou genau huelen. Ech huelen nëmmen Ungarn a Polen. Mir kënnen awer och Malta an Zypern huelen, wat dëse Beräich betrëfft.

Ech muss Iech soen, ech froe mech awer och heiansdo: Wat si konkret d'Konsequenzen, déi

geholl ginn, wann de GAFI elo feststellt, datt hei eng Rei vu Violatioune virleien an datt e Land zum Beispill e ganz schlechten Avis kritt? Wat sinn déi konkret Sanktiounen, déi kënne géint dat Land geholl ginn, notamment um Niveau vum GAFI? Ech wär do net onfrou, Här Minister, wann Der herno vläicht eis och dozou eppes kéint soen.

Dat gesot, nach eng Kéier, wäerte mir eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ginn, wat e wichtege Projet ass. Nach si mer awer frou, wa mer am September nach kënnen deen een oder anere Punkt méi am Detail kucken. An ech wär och frou, wann ech herno vum Justizminister nach eng Rei Äntwerten op meng präzis Froe géif kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, am Oktober 2008 war am Journal vu France 2 e Reportage ze gesinn, wou Lëtzebuerg alt erëm eng Kéier um Pranger stoung als Steierparadies mat sengem waasserdichte Bankgeheimnis. Dat war direkt nom Ausbroch vun der Finanzkris. A verschiddener vun Iech kënne sech vläicht och nach erënneren un de Mano-a-Mano tëschent dem Premierminister Juncker an dem David Pujadas no der Diffusioun vun deem Reportage.

An enger Sequenz vun deem Reportage war de Lëtzebuerger Parquet économique ze gesinn, ee Vertrieder vum Parquet, deen interviewt ginn ass. An et huet e bëssen duerno ausgesinn, dass en fait an engem alen, e bëssen almoudesche Büro dräi Leit déi ganz Cellule de renseignement financier géifen duerstellen, déi da sollt responsabel si fir d'Lutte antiblanchiment zu Lëtzebuerg.

Duerno war och eng Wäschmaschinn ze gesinn an deem Reportage. An de klore Message vun der franséischer Tëlee war: Wéi kann e Land mat 150 Banke seng Verflichtungen am Beräich vun der Geldwäsch eescht huelen, wann esou wéineg Leit an där Behërde do schaffe mat esou wéinegen technesche Mëttelen? Et kann een haut nach iwwert de Stil an d'Manéier vun der franséischer Tëlee streiden, mä d'Iwwerleeung vun internationale Gremie wéi dem GAFI ass eng ganz äänlech.

De gréisste Risiko an der Geldwäsch zu Lëtzebuerg ass dee vun den internationalen Affären, also op der Finanzplaz. A wa mer ons just oder an der Haaptsaach op lokal Affäre konzentréiere wéi zum Beispill de Blanchiment-détention, da maache mer ons Aufgaben net. An där Risike gëtt et op der Finanzplaz eng muncher, zum Beispill an onsem Immobiliesecteur, deen och ëmmer méi finanziariséiert gëtt, bei Fongen, déi net oder wéineg reguléiert si wéi d'ELTIFen oder d'FIARen, oder an der Aart a Weis, wéi autoreguléiert Professioune wéi d'Affekoten, d'Fiduciairen oder d'Immobiliennagenté mat hire Flichten am Beräich vum Antiblanchiment an insbesonnesch mat hiren Deklaratiounsflichten ëmginn.

Et ass also immens wichteg, dass mer eng effikass Cellule de renseignement financier hunn. An dofir begréisse mer als LSAP natierlech dëse Projet de loi, dee jo eng Upassung un d'Recommandatioune vum GAFI an un d'Direktiv 2015/849 mécht, wéi d'Rapportrice Sam Tanson et am Detail beschriwwen huet an hirem gudden a komplette Rapport, fir deen ech hir och gäre géif Merci soen.

D'Missioun vun der CRF ass et virun allem, virun enger Enquête oder enger Instruktioun Informatiounen ze sammelen, eng Analys ze maachen zu komplexe Finanzkriminalitéitsaffären an déi da weiderzeginn un de Parquet, deen dann decidéiert, wat e mam Dossier mécht.

Eng vun den Haaptneierungen ass, dass d'CRF elo un de Parquet général rattachéiert gëtt. Dëst ass d'Ëmsetzung vun der Recommandatioun 29 vum GAFI. Se muss awer weider Zougang hunn zu dem Parquet économique an zu allen Informatiounen, déi se brauch, fir hir Missioun anstänneg ze maachen. Weiderhi kritt d'CRF och zousätzlech Leit, wat mer och ausdrécklech begréissen.

En anere ganz wichtege Schrëtt an onsen Aen ass och, dass e Comité national de coordination agesat gëtt am Beräich vum Kampf géint d'Geldwäsch. Dëse Comité, dee vun den zoustännege Ministeren, dem Justizminister, dem Finanzminister, mä och Representanté vun de Geriichter, vum Parquet, vun deene verschiddenen Autorités de surveillance, vun de Steierbehërde komposéiert gëtt, koordinéiert an iwwerwaacht d'Ëmsetzung vun der Politik géint d'Geldwäsch an de Finanzement vum Terrorismus.

Dat ass net just „window dressing" an eng Aart a Weis, fir Pabeier ze schafen en vue vun der nächster GAFI-Evoluéierung, déi effektiv an zwee Joer kënnt. Neen, dat ass och eng wichteg Mesure, fir dëse reelle Kriminalitéitsrisiko bei ons am Land, deen ëmmer mat enger internationaler Finanzplaz ëmhiergeet, wierklech eescht ze huelen a richteg ze bekämpfen.

Alles dat ass gutt. Mä et ass wéi esou oft: D'Effikassitéit vun esou engem Gremium, vun esou enger Organisatioun wéi der CRF steet a fält mat der Spezialiséierung vun de Leit, och vun den Analysten, déi hei schaffen. Mir hunn et hei mat oft komplexen internationale Montagen ze dinn, a Fluxen ze retracéieren ass net ëmmer einfach am Kontext vun deenen Affären.

Här President, mir kruten och en Avis vum Barreau, dee schonn ugeschwat ginn ass, den 20. Juli 2018, also ganz spéit an der Prozedur, no der Adoptioun vum Rapport vun der Rapportrice Sam Tanson. Iwwert d'Manéier an den Toun vun deem Avis géif et munches ze soe ginn, och iwwert d'Aart a Weis, wéi hei mat der Chamber ëmgaange gëtt. An insbesonnesch iwwert d'Aart a Weis, wéi verschidde Parlamentarier, déi och Affekote sinn, hei cibléiert gi sinn an u sech, jo, am Fong e bëssen instrumentaliséiert ginn, fir hei d'Interête vun enger Korporatioun, also vun den Affekoten ze verteidegen. Dat fanne mir net glécklech.

Ech fannen et och perséinlech net glécklech, dass ech hei u sech bal an eng Situatioun vun Interessekonflikt gesat ginn duerch esou e cibléierte Message. Ech sinn en Affekot, mä ech si virun allem e Parlamentarier an ech sinn net de Lobbyist vun iergendengem an och net vu menger Zunft.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- De Barreau liest an deem ëmgeännerten Artikel 5.(1)a vum Blanchimentsgesetz eng breet Obligatioun, fir Deklaratiounen ze maachen, déi net vereinbart kéint gi mam Secret professionnel vum Affekot. Mä si soen, d'Dier wier hei op fir eng Délation généralisée vun all méiglechen Infractions sous-jacentes.

Mir haten dës Diskussioun an der Commission juridique dës Woch. An ech verstinn, dass de Barreau hei verschidden Apaisementer krut an där Hisiicht, dass déi Referenz op d'Infraction sous-jacente associée u sech keng Neierung mat sech brëngt, wat de Champ d'application vun deenen Deklaratiounen ugeet vun den Affekoten, mä u sech just e Renvoi ass op déi Infraktioune vum Artikel 506-1 vum Code pénal, deen u sech onverännert bleift.

Wat méi beonrouegend ass, an dat gëtt och am Rapport ugeschwat, dat ass, dass et hei eng fundamental Interpretatiounsdivergenz ze gi schéngt tëschent dem Barreau, dem Parquet respektiv dem Ministère, wat déi Deklaratiounsflicht do ugeet, wéini eng Deklaratioun muss gemaach ginn a wéini keng muss gemaach ginn. Dat ass inquietant. An ech fannen et dofir gutt, dass mer do am September probéieren, eng Diskussioun ze sichen, a probéieren, déi Interpretatiounsdivergenz aus dem Wee ze raumen.

Et ass gesot ginn, dass et 2017 ganzer 33 Deklaratioune gouf vum Barreau am Beräich vum Antiblanchiment, dat op enger Zunft vun 2.500 Affekoten, wou der ganz vill am Finanzsecteur aktiv sinn. Do loossen ech hei jiddwereen driwwer jugéieren, wéi kredibel dat ass. Ech mengen, dass u sech dee Chiffer awer op eng zegdausend Deklaratiounen am grousse Ganze problematesch ass an och an där GAFI-Revue, déi ons bevirsteet, net ganz kredibel wäert dostoen. An dofir nach eng Kéier, mengen ech, net nëmme wat d'Affekoten ugeet, mä och aner Beruffsstänn, ech hunn et gesot, Fiduciairen, Domiciliatairen, all méiglech aner Beruffsstänn, déi gréisstendeels autoreguléiert sinn, sinn hei natierlech gefuerdert, fir sech nach eng Kéier mat hirer Deklaratiounsflicht ausenanerzesetzen. An ech mengen, et wär wichteg, dat ze maachen.

Voilà. Dat gesot, nach eng Kéier, begréisse mir dëse Projet de loi. Mir wäerten dee sécher och matdroen. An dat gesot, géif ech Iech nach Merci soe fir d'Nolauschteren. Voilà, ech wäert muer nach eng Kéier hei sinn. Dat heescht, et ass net meng lescht Interventioun.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo d'Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll virop och der Madamm Tanson Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport an enger dach schwiereger an zimlech sensibeler Matière, well et e ganze Koup Beruffsstänn zu Lëtzebuerg betrëfft.

Ech mengen, mir hunn déi lescht Zäit, d'Regierung an dëst Parlament, eng Serie vun Texter ugeholl, déi u sech d'organiséiert Kriminalitéit an notamment de Blanchiment, mä och den Terrorisme en général solle bekämpfen. An ech mengen, den A an O, fir dass iergendwéi do kann e positivt Resultat kommen, ass international Kooperatioun.

Déi Texter, déi mer ugeholl hunn, dëse mécht keng Exceptioun, gesinn dann ëmmer vir, dass awer all d'Memberstaten, wann déi Direktiven an deem Secteur ëmgesat ginn, musse matmaachen, fir Organismen op d'Been ze setzen, déi eben d'Informatiounen an d'Kontrolle vor Ort kënne maachen an dann international déi Donnéeë kënne viruginn.

Dat Éischt, wat mer jo hei maachen, ass d'CRF, d'Cellule de renseignement financier, fir d'Éischt reaffektéieren a reorganiséieren. D'Reaffektatioun vum Parquet économique vum Tribunal un de Parquet général ass eng gutt Saach, well d'Independenz an d'Autonomie fonctionnelle gi gestäerkt. Souwisou ass de Parquet général ëmmer den Numero 1, wa mer mat dem Ausland musse schaffen. An ech mengen, dee Moment ass dat och eng Modernisatioun, déi vun all Mënsch unerkannt gëtt.

Ech ginn net op weider Detailer an. Et ass alles hei gesot ginn. Ech wëll just och nach eng Kéier begréissen, dass bei deene Punkten do, an notamment der Deklaratiounsflicht, wat en extrem sensibele Punkt ass, wou et wichteg ass, dass net direkt Schwieregkeete kommen, all Mënsch, dee betraff ass, weess: „Wat muss ech, wat däerf ech a wat däerf ech op kee Fall?", dass dat wierklech, och wa mer dat do elo haut acceptéieren, an den nächste Méint geklärt gëtt, fir dass mer net nëmmen um nationalen Niveau keng Problemer kréien, mä och vis-à-vis vum GAFI propper dostinn.

Dat hei ass e wichtegen Text an et ass gutt, dass mer en haut unhuelen. An ech brëngen heimat den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass et un dem Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dat heite Gesetz och matstëmmen. An ech muss Iech awer soen, datt ech bass erstaunt sinn iwwert déi Diskussioun, déi elo awer virdrun hei geféiert ginn ass iwwer en Avis vum Barreau, deen ech elo déi ganzen Zäit vergeeblech versicht hunn, ze fannen. Et ass keen Document parlementaire, et ass och keen Dokument, wat mir perséinlech als Deputéierten zougestallt ginn ass, wat elo awer an de Rapport afléisst a wou ech da gewuer gi vum Kolleeg vun der CSV, datt dat en Avis ass, dee just un Deputéiert geschéckt ginn ass, déi och Affekot sinn.

An do muss ech awer soen, wann de Barreau esou en Avis ofgëtt mat deenen Adressaten, dann ass dat en Deni vun der Demokratie hei zu Lëtzebuerg. An dat ass ganz, ganz bedenklech. Ech si wierklech schockéiert iwwert déi dote Virgeeënsweis.

(Brouhaha)

An et weist awer och, datt do eng Lobbygrupp hei zu Lëtzebuerg, eng Lobbygrupp mat e bësse Retard oder mat zimlech vill Retard zum Schluss dann op eemol mierkt oder Angscht huet, datt hinnen Deeler vun hire Feller kéinten dovunnerschwammen. An et ass éischter e weidere Beweis, datt dat hei, mengen ech, e ganz gutt Gesetz ass, wou et notamment drëm geet, fir grad géint déi fiskalesch Montagen, déi zu Lëtzebuerg och gemaach ginn, virzegoen a fir der Cellule de renseignement financier déi personell Mëttelen ze ginn, déi se brauch.

Woubäi sech d'Fro nach ëmmer stelle muss oder stelle wäert an Zukunft, ob dat och duergoe wäert, vu eis Gréisst vun der Finanzplaz a vu och d'Expansioun vun der Finanzplaz, an ob een do net an Zukunft och nach nobessere muss. Ech mengen, et ass en éischte Schrëtt an et ass en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir ënnerstëtzen dat hei.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech halen als Éischt gären um Enn vun dëser Diskussioun fest, datt mer alleguerten dee Projet elo stëmmen. Ech huelen un, dass d'ADR dat och mécht. Dat ass déi wichtegst Konklusioun vun eiser Debatt vun haut. Dëse Projet wäert eestëmmeg ënnerstëtzt, gedeelt an doduerch och votéiert ginn.

Dat ass och gutt a richteg esou, well hei maache mer e weidere Bäitrag an der Lutte géint de Blanchiment. Dat ass dat, wat mer haut als Alleréischt maachen. Et ass eppes, wat wichteg ass. Blanchiment soll net toleréiert ginn. Blanchiment vu Suen aus kriminellen Aktivitéite soll verfollegt ginn. Europa këmmert sech drëms. Lëtzebuerg ass dobäi Partie prenante. Mir stinn hannert deenen Direktiven a mir maache gären do mat, well mer dat zu Lëtzebuerg net wëllen. Mir si gären eng Finanzplaz, déi sech net brauch ze verstoppen. Mir si gär eng propper Finanzplaz an dat hei ass e wesentleche Bäitrag dozou.

Zu deene connexen Debatten, déi mer dann elo gefouert hunn, wëll ech awer just zwee Wuert dann drop äntwerten.

Dat Éischt, wat deen Avis vum Barreau betrëfft, deen, vu den Auteur, mer natierlech ganz eescht geholl hunn, och wann dat de Vott vum Projet vun haut doduerch weder retardéiert nach verhënnert huet. Mir wäerten déi Diskussioun gär weiderféieren.

Ech wëll awer och do drop hiweisen, dass déi Problemer, déi an deem Avis soulevéiert ginn iwwer eng Interpretatioun vun der Obligation de déclaration, eigentlech manner aus dem Projet de loi resultéieren, mä schonn op déi besteeënd Gesetzgebung zréckginn. Duerfir kënne mer dat och, mengen ech, ouni Hetz an ouni Stress an den nächste Méint diskutéieren, fir ze kucken, ob mer eis do kënnen op eng gemeinsam Interpretatioun eenegen. Mir wäerten dat maachen, mä dat spillt fir de Vott vun haut, mengen ech, net déi alleréischt Importenz.

Zweet Remark par rapport zum GAFI. Mir huelen natierlech déi Evaluatioun, déi usteet, méi wéi eescht, well et ass e ganz wichtege Rendezvous, dee Lëtzebuerg do huet, wou mer mussen, an de Laurent Mosar sot dat, net nëmmen „compliant" si mat de Gesetzer, mä do gëtt och d'„effectiveness" gekuckt, net nëmmen déi, déi Dir erwäänt hutt. Do sinn eng ganz Rëtsch vun „compliances" a vun „effectivenesses", déi mer wäerten do musse beleeën. Mir schaffen dorunner. Et ass eng Erausfuerderung fir d'ganz Regierung, am Besonnesche fir de Finanzminister a fir de Justizminister, déi hei Hand an Hand schaffen.

Fir Är präzis Fro no de Sanktiounen ze beäntwerten, wëll ech Iech just soen: Wa mer géifen ieren op eng gro Lëscht kommen, dann heescht dat fir all déi Länner, déi Relatioune mat Lëtzebuerg hunn, datt se eng „enhanced", eng verstäerkt „due diligence" hunn an all hire Relatioune mat Lëtzebuerg. Dat mécht d'Liewe vun der Finanzplaz schonn dann e bësse méi komplizéiert.

Wa mer géifen ieren op der schwaarzer Lëscht landen, da gëlle mer als en „high-risk country". Dat géif kënnen dozou féieren, dass d'Relatioune mat der Finanzplaz entweder staark ageschränkt géife ginn oder souguer carrement integral géife verbuede ginn. Wat dat heescht fir eng Finanzplaz, brauch ech Iech dann net auszemolen.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci dem Här Justizminister fir seng Explikatiounen. Ech wollt awer nach eng Kéier op d'Fro eigentlech agoen. Ech hu mer déi Lëscht ugekuckt. Do - kommt, mir sinn eis eens! - sti just ganz exotesch Territoiren drop.

Déi Fro, déi sech awer, mengen ech, eis alleguer stellt, a mir sinn alleguer d'accord: Mir kennen do souguer eng Rei Länner vun der Europäescher Unioun. Ech hat der virdrun zwee genannt: Ungarn, Polen. Ech wär emol gespaant, wann do eng negativ GAFI-Evaluatioun kéim, ob déi dann och reell op eng schwaarz Lëscht kommen.

Dat ass eigentlech déi Fro, déi ech wollt stellen. Ech hu se manner elo par rapport zu eis ginn, well ech mengen, datt d'Hausaufgabe vun der Regierung oder vun deenen diverse Regierungen hei gemaach gi sinn. D'Fro ass allerdéngs och par rapport zu anere Länner, déi hir Hausaufgaben net maachen, wat do d'Sanktiounsméiglechkeete kënne sinn.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir stellt... A mir wäerten déi Diskussiounen an den nächste Méint a Joren mat Sécherheet nach méi wéi eemol mussen a kënne féieren. Dat do ass eng Fro, déi Der un de GAFI selwer musst riichten.

Wat och sécher ass, dat ass, dass d'Evaluatioun, déi duerch de GAFI gemaach gëtt, ëmmer méi exigent, ëmmer méi präzis gëtt. An awer kann een doranner net eng honnertprozenteg Linn erkennen. Et ass e Fait, dass e Land wéi Lëtzebuerg duerch d'Importenz vu senger Finanzplaz, duerch och verschidde Saachen, déi an de leschte Joren an der internationaler Aktualitéit stoungen, déi sech zwar op Faite bezéien, déi scho méi laang an der Vergaangenheet zréckleien, déi net méi d'Finanzplaz vun haut zeechnen oder bezeechnen, dass dat eis d'Liewen och net erliichtert.

An déi, déi behaapte géifen, dass de GAFI elo ëmmer all Land genee eent wéi dat anert géif behandelen a millimetergenee, dat ass schwéier nozevollzéien, dass dat mat där Stringenz esou honnertprozenteg richteg a gerecht géif gemaach ginn.

Dofir bleiwe fir eis déi Froen, déi Dir stellt par rapport zu anere Länner, méiglecherweis och EU-Länner, net vun der éischter Importenz. Eis Suerg ass déi Evaluatioun, déi mir wäerte kréien. Fir eis ass dat fundamental wichteg, och fir d'Zukunft vun der Finanzplaz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7287 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7287 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung leeft. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Unanimitéit. Domat ass de Projet 7287 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Just elo eng praktesch Duerchso. Mir wäerten eis Aarbechten elo weiderféieren. Ech wollt awer aus Rücksicht op d'Kolleegen, déi direkt um hallwer zwou eng Chamberskommissioun hunn, soen, dass mer de Vott dann als zweeten de Mëtteg géife maachen, net direkt um zwou Auer, mä als zweeten no deem éischte Projet.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 7320. A wéi gewinnt ass d'Rapportrice scho prett. D'Madamm Sam Tanson huet d'Wuert.

6. 7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales

Rapport de la Commission juridique

Mme Sam Tanson *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Mir hunn an deene leschte Woche vill iwwert d'Harmoniséierung vun EU-Recht geschwat. An dat, wat mer elo haut diskutéieren, geet an déiselwecht Richtung. De Projet huet zwee Haaptobjeten. Fir d'Éischt emol transposéiert en d'Direktiv 2016/343 iwwert d'Verstäerkung vun der Présomption d'innocence an nationaalt Recht fir déi Deeler, wou mer hei nach keng Bestëmmungen hunn. Da weit en d'Kompetenze vum Juge unique, also dem Riichter, deen eleng statuéiert, am Strofrecht aus, dëst eng reng national Dispositioun.

Wat d'Direktiv ugeet, esou ass déi eng Suite vum Wëlle vun der Europäescher Unioun, aus der EU en Espace vu Fräiheet, vu Sécherheet a vu Justiz ze maachen.

Laut de Konklusioune vun der Presidence vum europäesche Conseil vun Tampere am Oktober 1999 ass et en Zil vun der EU, fir déi europäesch Legislatiounen am Justizberäich méi no beieneen ze bréngen, fir och eben déi géigesäiteg Unerkennung vun Uerteeler ze verstäerken an domat déi rechtlech Situatioun vun den eenzelnen EU-Bierger ze verbesseren.

Dofir muss all Stat kënnen dem Rechtsapparat vun deenen anere EU-Memberstate vertrauen. An dofir mussen eng Rëtsch Normen harmoniséiert ginn, fir sécherzegoen, datt d'Prinzipie fir de Bierger viru Geriicht déiselwecht sinn a seng Rechter a vollem Mooss respektéiert ginn.

2009 huet de Conseil eng Feuille de route ugeholl, an där d'Kommissioun ageluede gouf, verschidden Elementer vu minimale prozedurale Rechter fir déi verdächteg Persounen op de Leescht ze huelen an esou eng Kooperatioun tëscht de Staten ze erméiglechen.

Doropshi sinn dräi Direktiven ausgeschafft ginn, tëscht 2010 an 2013. Hei goung et ëm Recht op Iwwersetzung, op Informatioun, op en Affekot, wat duerch d'Gesetz vum 8. Mäerz 2017 ëmgesat gouf, d'Gesetz, wat déi prozedural Rechter am Strofrecht garantéiert.

An déi Direktiv, ëm déi et elo hei geet, betrëfft de véierte Volet: verschidden Aspekter vun der Présomption d'innocence a Rechter ronderëm de Prozess.

Et si generell Rechtsprinzipien, déi duerch eng sëllechen international Texter festgehale goufen, wéi zum Beispill den Artikel 6 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun, déi d'Présomption d'innocence garantéiert.

Eng sëllech Elementer aus der Direktiv sti schonn tel quel an onsen Texter a brauchen net méi ëmgesat ze ginn.

Et sinn dëst: de Prinzip vum fräien Erschénge vun engem Beschëllegte viru Geriicht. Deen ass schonn am Artikel 190-1 vun onsem Code de procédure pénale ofgedeckt; brauch also net méi ëmgesat ze ginn. An datselwecht gëllt fir d'Recht vum Beschëllegten, näischt ze soen.

De Prinzip, datt deen, deen uklot, muss beweisen, datt eng Persoun schëlleg ass, steet zwar och net explizitt an engem Text, mä geet aus dem Recht op d'Onscholdsvermuddung ervir. De Parquet muss beweisen, datt eng Persoun schëlleg ass an den Zweifel behiewen.

Wat d'Recht ugeet, sengem Prozess bäizewunnen, an d'Recht op en neie Prozess an op Recoursméiglechkeeten, esou sinn och dës an onser Legislatioun virgesinn.

Eng länger Diskussioun hate mer an der Kommissioun, och, géif ech mengen, aus Aktualitéitsgrënn, iwwert d'Présomption d'innocence. Keen neie Prinzip. E steet an enge sëllechen internationalen Texter, soudatt de Prinzip vun der Présomption d'innocence hei zu Lëtzebuerg applizéiert gëtt, well déi international Prinzipie gëllen an och hei ugewannt ginn, notamment vun eiser Jurisprudenz, déi sech regelméisseg heirop referéiert.

Den Artikel 4 Paragraf 1 vun der Direktiv gesäit ënner anerem vir, datt d'Memberstaten déi néideg Moossnamen huelen, fir datt déi ëffentlech Autoritéiten an hiren Deklaratiounen net eng verdächteg Persoun oder eng Persoun, déi poursuivéiert gëtt, als schëlleg duerstellen, soulaang déi Schold net legal festgestallt gouf. Dëst verhënnert natierlech net, datt Akte gemaach oder prozedural Schrëtt ënnerholl ginn, fir eben d'Schold vun de verdächtege Persoune festzestellen.

Stand haut fält dee Schutz bei den nationalen Dispositiounen ënnert den Artikel 8 vun onsem Code de procédure pénale, dee virgesäit, datt d'Prozedure wärend der Enquête an der Instruktioun geheim sinn. Dësen Artikel gesäit och vir, datt de Procureur général d'État oder de Procureur d'État kann Informatiounen iwwert den Oflaf vun der Prozedur ëffentlech maachen, andeems awer ëmmer d'Présomption d'innocence respektéiert gëtt.

An der Kommissioun krute mer erkläert vun der Procureure générale d'État, datt dat mat sech bréngt, datt ëmmer bei den offizielle Kommunikatiounen drënner steet, datt natierlech d'Présomption d'innocence gëllt, soulaang wéi se net duerch en Uerteel infirméiert gouf.

Och international si mer geschützt, net just duerch Texter, mä och duerch d'Interpretatioun vum Europäesche Mënscherechtsgeriicht. Esou seet d'Jurisprudenz vun der CEDH, datt all Persoun, där hir Schold net duerch e Geriicht festgehalen ass, géint Aussoe vu Vertrieder vum Stat geschützt ass, déi si als schëlleg duerstellen.

Déi konstant Jurisprudenz vun der CEDH seet zënter 1995, datt d'Présomption d'innocence vun alle staatlechen Autoritéite muss respektéiert ginn, zum Beispill d'Uerteel Allenet de Ribemont géint Frankräich vum 10. Februar 1995.

Datt dëst an onser hyperinforméierter an net ganz vergiesslecher Welt net mécht, datt eng Persoun net awer vum Public als schëlleg ugesi gëtt, stëmmt. Och wa sielen en Numm genannt gëtt, wat allerdéngs souguer net duerch de Prinzip vun der Présomption d'innocence verbueden ass, esou ass et en plus zu Lëtzebuerg dacks séier gewosst, ëm wien et geet.

Mir hunn an der Kommissioun länger driwwer diskutéiert, ob mer net eng méi speziell Dispositioun an onsen Texter bräichten, a waren eis eens, datt eng Diskussioun soll doriwwer gefouert ginn. Dës Direktiv soll awer scho bis den 1. Abrëll 2018 ëmgesat sinn. A mir hu jo d'Grondiddi vun der Présomption d'innocence souwuel national wéi international verankert. Si ka vun all Beschëllegtem ageklot ginn. Duerfir hu mer eis drop gëeenegt, datt dës Diskussioun an der nächster Legislaturperiod ze féieren ass, mä eleng schonn nëmmen dat als Rappell, datt dëse grondleeënde Prinzip fir all staatleche Vertrieder gëllt, kéint wäertvoll sinn, kéint pädagogesch Utilitéiten hunn.

Deen eenzege Prinzip aus der Direktiv, dee bäigefüügt gëtt, ass d'Recht, sech net selwer ze inkriminéieren. Dëst Recht, dat och an der Direktiv steet, ass net als eegent Recht vun der Verdeedegung an onsem Droit verankert. Et gëtt elo op e puer Plaze bäigefüügt, och wann de Statsrot och hei der Meenung war, dass dat eigentlech net néideg wär, well et schonn inhärent bei besteeënden Texter ass.

De Statsrot erënnert a sengem Avis drun, datt d'Direktiv net virgesäit, datt d'Memberlänner d'Dispositiounen aus der Direktiv mussen tel quel ëmsetzen, mä just datt déi Rechter, ëm déi et geet, musse garantéiert ginn.

Onofhängeg vun der Direktiv weit de Projet awer och d'Kompetenze vum Juge unique aus. Eng Evolutioun, déi een och an ëmmer méi EU-Länner gesäit. An der Belsch ass esou zum Beispill zënter engem Gesetz vum 19. Oktober 2015 de Juge unique quasi de Prinzip.

Am Exposé des motifs vun deem heite Projet gëtt drop higewisen, datt den Ursprongsgedanke vun der Kollegialitéit dacks net gi wier, well d'Riichter aus Zäitgrënn net kollektiv d'Uerteeler géife schreiwen a sech och net all am Detail géife mam Dossier auserneesetzen. An der Praxis géifen zwar wuel déi dräi Magistraten zesummen deliberéieren, mä just ee vun hinne géif den Dossier am Detail kucken an d'Uerteel preparéieren, wat da vun deenen anere Riichter nach géif iwwerlies ginn.

En anert Argument en faveur ëmmer vun der Kollegialitéit ass natierlech dat, datt een a komplizéierten Dossiere sech ka mat Kolleege beroden. Deem gëtt asoufern Rechnung gedroen, datt de Juge unique just fir eng Lëscht vu manner komplexen Affäre wäert zoustänneg sinn.

Och an der Chambre du conseil gëtt fir eng limitéiert Lëscht elo op de Juge unique zréckgegraff. Am Appell bleift d'Kollegialitéit bestoen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Projet de loi harmoniséiert nach d'Lëscht vun de Plazen, op déi kann zougestallt ginn, a vereinfacht Prozedure bei der Zoustellung vun Uerteeler a Citatiounen.

Den Artikel 149 gesäit elo vir, datt, wann eng Situatioun virun de Policeriichter perséinlech zougestallt gouf, d'Uerteel, wat kënnt, «réputé contradictoire» ass, also betruecht gëtt, wéi wann eng kontradiktoresch Debatt stattfonnt hätt. Géint déi Uerteeler kann also keng Oppositioun méi gemaach ginn, just nach en Appell. An äänlech Dispositioune ginn et och hei am franséischen an am belsche Recht. Et geet drëms ze verhënneren, dass d'Leit, déi pertinemment wëssen, datt se deen Dag sollen op d'Geriicht kommen, einfach net kommen an dann awer d'Méiglechkeet hunn, d'Prozedur nach eng Kéier ganz vu vir opzerullen.

Datselwecht gëllt fir den neien Artikel 185-2bis fir d'Prozedure vum Correctionnel.

Eng lescht Adaptatioun, op déi ech wëll opmierksam maachen, ass déi vum Artikel 186 an 211bis, déi virgesinn, datt och d'Juridictioun um Fong kann e Mandat d'arrêt ausstellen. E Pouvoir, dee bis ewell, bis op zwou Ausnamen, dem Untersuchungsriichter reservéiert war an esou zu praktesche Problemer gefouert huet, fir ugeklote Persounen, déi am Ausland am Prisong sinn, virun de Strofriichter ze kréien.

Voilà! Dat war elo dee leschte vun 13 Texter, mengen ech, déi mer an deene leschten dräi Méint, wou ech d'Chance hat, d'Éier hat, d'Commission juridique ze presidéieren, fäerdeggestallt hunn. E ganz grousse Merci un all déi, déi konstruktiv matgeschafft hunn, fir Är Flexibilitéit an Är Disponibilitéiten an och den Austausch, dee ganz spannend war.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Rapporteur Sam Tanson. Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci der Madamm Tanson fir hire schréftlechen a mëndleche Bericht. An ech muss Iech soen, an deenen dräi Méint waart Der eng dichteg an neutral Presidentin vun der Commission juridique.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären: «Quand l'innocence des citoyens n'est pas assurée, la liberté ne l'est pas non plus.» Esou heescht et am Montesquieu sengem «De l'esprit des lois». An net vun ongeféier ass dëst Kapitel iwwerschriwwen: «De la liberté du citoyen». Well ëm genee dës Fräiheet, jo, ëm d'Recht op Fräiheet vum Bierger geet et an dëser Debatt, iwwert d'Présomption d'innocence, also eis Onscholdsvermuddung, well si eigentlech direkt an d'Muecht vum Rechtsstat era mam Recht op Fräiheet och vum Mënsch verbonnen ass.

Well och d'Onscholdsvermuddung ass kee Klasseprivileg an och keng Grâce royale. Neen, et ass e fundamentaalt Recht, ee Grondrecht, dat ontrennbar ass mam Recht op Fräiheet vum Bierger.

Jo, Här President, oder Madamm Presidentin, de Bierger an eisem Rechtsstat ass fir d'Alleréischt fräi an och fräi vu Schold. An dat, bis him seng konkret a perséinlech Schold an engem bestëmmte Fall mat präzise Beschëllegungen a schlëssege Beweiser vum Parquet an engem faire rechtsstaatleche Prozess nogewise gëtt. Soulaang gëllt all Bierger, vum ärmsten Däiwel - an där hu mer der zu Lëtzebuerg nach ze vill - bis hin zu den héchste Kreesser vum Stat, als onschëlleg virum Gesetz.

An ech soen och direkt dobäi: onschëlleg virun der Gesellschaft. Well wéi dacks ignoréiere mer alleguer am Alldag d'Onscholdsvermuddung? Dobäi ass si zwar primär e rechtsstaatleche Prinzip an och e Pilier vum Droit pénal, mä als Politiker an och als Bierger vun engem Rechtsstat muss eis Ambitioun eigentlech méi wäit goen, well grad haut an der Welt vun Twitter, Facebook an Instagram ass och d'Place publique, an dat méi wéi jeemools virdrun an eiser Geschicht, zu engem grousse virtuelle Geriichtssall ginn. An datt dëse Raum keng Zone de non-droit ass, hunn eis Geriichter dacks genuch bewisen, mä et dierf och keng Zone de non-éthique sinn.

Well och um Internet gëllt de Montesquieu säi Saz: «Quand l'innocence des citoyens n'est pas assurée, la liberté ne l'est pas non plus.»

D'Onscholdsvermuddung ass näämlech grad wéi d'Fräiheet, vun där ech elo grad geschwat hunn, ni selbstverständlech. Si war dat ni, si ass et ni a si wäert dat och ni sinn. Eng Onscholdsvermuddung mécht just da Sënn, wa se „ohne Ansehen der Person" gëllt, wéi eis däitsch Noperen dat géife soen. An dat ouni Ressentimenter och vun deenen eenzelne Pouvoiren, well wéi sot emol den Helmut Schmidt esou treffend: „Der Rechtsstaat hat nicht zu siegen, er hat auch nicht zu verlieren, sondern er hat zu existieren!"

Dat ass natierlech wouer fir eis Justiz, mä et muss och fir all aner Pouvoiren am Stat an an der Gesellschaft wouer sinn an och wouer bleiwen. An dat zielt fir d'Exekutiv, virop d'Ministeren, d'Verwaltung an och fir eis Force publique. An dat zielt och fir d'Legislativ a virop fir eis hei an der Chamber, an awer och fir de véierte Pouvoir an eiser Mediendemokratie, eis fräi Press, well fir kee vun deene véier Pouvoiren gëtt et eng Fräiheet, wann net all eenzelne Bierger, egal ob e Schmit oder Meier oder Trump oder Sarkozy heescht, fräi ass, an domadder och fräi vu Schold, bis seng Schold bewisen ass.

Dir Dammen an Dir Hären, allze oft gëtt et bei verschiddene Virfäll eng gewësse Virveruerteelung vun der ëffentlecher Meenung. Keen anere wéi dee grousse franséische Jurist, Justizminister, fréiere President vum Conseil constitutionnel an den honorabelen Häre Mosar a Bodry hire fréiere Professer, de Robert Badinter,…

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...deen huet d'Fransousen heirun eigentlech ganz kloer erënnert.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Hie sot am franséischen RTL kloer an däitlech am Kontext vun der Mise en examen vun dem Nicolas Sarkozy: «La présomption d'innocence n'est pas un slogan, mais c'est un principe.» Mä bei der Onscholdsvermuddung geet et justement net drëm, engem nozestoen - wéi een dat vläicht kéint menge vum fréiere Justizminister vum François Mitterrand, deem een net kann ënnerstellen, dass en dem Nicolas Sarkozy onbedéngt sollt nostoen -, mä déi steet ëm zou. Et geet, wéi gesot, hei ëm de Prinzip an domadder ëm de Bierger, fir deen et Prinzipie gëtt, egal ob een elo an engem konkrete Fall dëse Personnage gär huet oder net.

Well de Rechtsstat, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass keen „Beauty Contest", vu kenger Säit iwwregens, an d'Demokratie ass och keen „Members only-Club" mat enger Memberskaart just fir déi iewescht Zéngdausend. Dat war fréier esou. Mä dat ass haut aneschters, zumindest an dem Prinzip.

D'Onscholdsvermuddung huet u sech eng laang Geschicht hanner sech. An am Fong geet se souguer zréck, an dat trotz der Brutalitéit vun de Strofen, déi et soss an deem epochalen Text gi sinn, dee schonn de Moie vun dem honorabelen Här Wagner zitéiert gouf, näämlech de Kodex Hammurabi, also bis an d'Mesopotamie vum 18. Jorhonnert viru Christus. A bei deenen ale Griichen a Réimer huet den Ugekloten eigentlech keng Onscholdsvermuddung kannt, hie war primär dem Gewësse vun dem Riichter ausgeliwwert, an dee war dacks éischter scholdfixéiert.

An der progressiver chrëschtlecher Philosophie - oh jo! - um Enn vum Mëttelalter, gouf dunn d'Présomption d'innocence erëm invoquéiert, näämlech am 13. Jorhonnert vum franséische Kardinol a Kanoniker Jean Lemoine. An zur selwechter Zäit ass et iwwregens och am angelsächsesche Raum virun allem d'Magna Carta vun 1215, déi de Wee zu där allgemeng unerkannter Onscholdsvermuddung bereet huet. Mä dee wierklechen Duerchbroch vun der Présomption d'innocence koum eréischt mat de Lumières, mat dem Montesquieu, deen d'Onscholdsvermuddung am Fong geholl als Rechtsprinzip definitiv postuléiert huet.

Well am Artikel 9 vun der franséischer Mënscherechtsdeklaratioun vu 1789 heescht et kloer: «Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable,...» Am 20. Jorhonnert, ech maachen dat kuerz, fënnt d'Présomption d'innocence dann definitiv Anzuch an eng Abberzuel vun internationalen europäeschen an och nationalen Texter, virop den Artikel 11 vun der Allgemenger Erklärung vun de Mënscherechter vun de Vereenten Natione vun 1948 a schliisslech och den Artikel 6 vun der Europäescher Konventioun zum Schutz vun de Mënscherechter, grad wéi d'Artikele 47 an 48 vun der Grondcharta vun der Europäescher Unioun.

An trotzdeem, Dir Dammen an Dir Hären, och haut gëllt nach laang net iwwerall an eiser Welt d'Onscholdsvermuddung. Jo, souguer an Europa an an den USA, allgemeng also am Westen, hu mer nach vill ze dacks Problemer domadder.

Zréck zu eisem Text. Ech mengen, dass mer och haut nach zu Lëtzebuerg Nohuelbedarf a Saache Rechtsstat op deem Punkt hunn. Duerfir ass d'Stäerkung vun der Présomption d'innocence, wéi et an der Direktiv vun 2016 an och an eisem Text vun haut heescht, grad haut méi wéi noutwendeg, an et ass net just eng juristesch Formsaach.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdrun ugedeit: D'Onscholdsvermuddung huet en direkten Impakt op d'Strofverfolgung, och wat hir Effentlechkeetsaarbecht ubelaangt, well dës Strofverfolgung schafft eigentlech ënner Ausschloss vun der Effentlechkeet. D'Instruktiounsgeheimnis verbitt et, ze kommunizéieren. D'Geriichter si laut Strofprozessuerdnung un d'Untersuchungsgeheimnis gehalen, fir eben ze verhënneren, dass eng Persoun ëffentlech veruerteelt gëtt, ier se iwwerhaapt emol de Prozess gemaach kritt.

D'Onscholdsvermuddung verbitt oniwwerluechte Schnellschëss vusäite vun der Justiz. De Parquet ass gehalen, seng Erkenntnesser net op der Place publique breetzetrëppelen. Déi ëffentlech Kommunikatioun vun dem Parquet ass duerfir een delikaten Exercice, jo ganz oft en Drotseelakt, well dee wierkleche Geriichtssall ass jo dacks genuch haut déi ëffentlech an déi veréffentlecht Meenung. D'Justiz muss sech engersäits opmaachen, iwwregens och géintiwwer der Press, déi da manner spekuléiere muss, mä et ass dobäi ëmmer Aemooss a gesonde Mënscheverstand verlaangt.

Den Ëmgang vun de Justizautoritéite mat der Présomption d'innocence an dem Secret d'instruction ass zanter 2009 kloer an eisem Code de procédure pénale geregelt, an dat am Artikel 8-3. Et heescht do: «Le procureur général d'État ou le procureur d'État peut rendre publiques des informations sur le déroulement d'une procédure, en respectant la présomption d'innocence, les droits de la défense, le droit à la protection de la vie privée et de la dignité des personnes ainsi que les nécessités de l'instruction.»

Op legislativem Plang, Dir Dammen an Dir Hären, mengen ech, hu mir do eis Aarbecht gemaach. Dës Prinzipie fannen oder vill méi mussen awer landeswäit an ouni Exceptioun vu Mondorf bis op Wemperhaart an alle Fäll hir Applikatioun fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Respekt vun der Onscholdsvermuddung setzt viraus, dass d'Justizautoritéite mat Virsiicht Informatiounen un d'Press weiderginn. Eng fräi Press ass mindestens genausou wichteg fir eng Demokratie an iwwregens och fir ee Rechtsstat wéi d'Onscholdsvermuddung. D'Press huet also hei eng wichteg, jo eng zentral Roll an dësem Beräich ze spillen. Si muss tëschent dem Recht op Informatioun an dem Recht op Onscholdsvermuddung ofweien. Idealerweis sollen déi zwee Aspekter souguer matenee verbonne sinn. D'Press ass also net un d'Untersuchungsgeheimnis gebonnen. An dat ass gutt esou!

Eist Pressegesetz regelt den Equiliber tëschent dem Recht op Informatioun an der Garantie vun der Onscholdsvermuddung eigentlech ganz subtill. D'Pressegesetz vun 2004 ënnersträicht, dass jiddwereen e Recht op de Respekt vun der Onscholdsvermuddung huet.

Et ass duerfir och net verwonnerlech, dass, niewent de Regressusprëch mat Schuedenersatz, eng Persoun an engem Schnellverfahren, also an engem Référé, ka bewierken, dass eng Informatioun richteggestallt gëtt an och d'Diffusioun vun dëser Richtegstellung assuréiert gëtt. Ob se dann allerdéngs nach wouergeholl gëtt, steet op engem anere Blat. Ech denken hei un dat net méi ganz aktuellt Lidd vum Reinhard Mey „Was in der Zeitung steht". Haut misst een et am Fong nei dichten a soen „Was auf Internet, Facebook oder Twitter steht".

Nieft der Justiz huet d'Press also eng wesentlech Roll an der Wahrung vun der Onscholdsvermuddung ze spillen. An an der Regel fonctionnéiert dat och gutt. Um Niveau vun dem Pressegesetz ass an den Ae vun der CSV den Ëmgang mat der Onscholdsvermuddung gutt geregelt.

Dir Dammen an Dir Hären, doriwwer eraus hu mer awer hei zu Lëtzebuerg sécher nach Nohuelbedarf. Ech sinn näämlech der fester Iwwerzeegung, dass mir d'Onscholdsvermuddung nach net ganzheetlech zu Lëtzebuerg an all hire Facetten ofdecken.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An de Penalist, de Gaston Vogel, huet a sengem Buch „Manuel de procédure pénale" eigentlech och verwisen op d'Europäesch Mënscherechtscharta, wou e seet: «Selon la Convention européenne des droits de l'homme, la présomption d'innocence figure parmi les éléments du procès équitable.»

D'Madamm Tanson huet virdrun eenzel Uerteeler vun 1995 vun der Cour européenne des droits de l'homme zitéiert. Am Buch zitéiert de Gaston Vogel och een Arrêt Bruno Gollnisch aus dem Joer 2005, wou e seet: «La présomption d'innocence constitue une liberté fondamentale, elle a la valeur constitutionnelle et s'impose non seulement en matière pénale, mais se diffuse dans l'ensemble de l'ordre juridique. Elle oblige donc le législateur comme les médias.» An de Maître Vogel kënnt zur Konklusioun: «Les textes luxembourgeois sont infiniment plus faibles que les textes français. Ils sont même inconsistants par rapport au Code de procédure pénale français.»

Dass mir par rapport zur franséischer Legislatioun, Dir Dammen an Dir Hären, hannendrunhänken, ass awer bedauerlech, dëst ëmsou méi, well d'Emsetzung vun dëser Direktiv eigentlech eng gutt Geleeënheet gewiescht wär, fir méi wäit ze goen. Mä och hei ass de legislative Prozess - ech soen dat fein, mä awer däitlech - um Enn vun dëser Legislaturperiod op en Neits iwwert de Knéi gebrach ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'Direktiv ass vum Mäerz 2016. Si sollt bis den 1. Abrëll 2018 ëmgesat ginn. De Projet de loi, Dir Dammen an Dir Hären, deen ass awer eréischt den 20. Juni dëst Joer deposéiert ginn. Den Avis vum Conseil d'État, dee kënnt dräi Woche méi spéit, den 10. Juli. D'Justizkommissioun muss dann deen Avis, deen dënschdes owes op dem Internetsite vum Conseil d'État ass, den Dag drop, mëttwochs moies um néng Auer - an dat bei esou engem wichtege Gesetzesprojet! – analyséieren. A mir stëmmen dann e Rapport den 18. Juli, also eng Woch méi spéit. An haut stëmme mer iwwert de Gesetzesprojet of.

Mat allem Respekt, Dir Dammen an Dir Hären: Dat ass awer keng seriö legal Aarbecht! Et ass eng Chamber virun de Fait accompli gesat, an net nëmmen d'Chamber, mengen ech, an dësem Fall, mä och de Statsrot. D'Konklusioun vun dem Statsrot ass, dass d'Direktiv ëmgesat ass mat dem Argument - nu lauschtert gutt no! -, dass laut den Auteure vun dem Gesetzesprojet, also der Regierung, déi meeschte Rechter aus der Direktiv schonn zu Lëtzebuerg garantéiert wieren, well se an dem Code de procédure pénale géife stoen oder an internationale Rechtsinstrumenter, déi zu Lëtzebuerg applikabel wieren. Dat schéngt awer e bëssen dürfteg ze sinn!

Well mat deemselwechten Argument, Dir Dammen an Dir Hären, kéinte mir dann eng ganz Rei vu Rechtsprinzipien aus eiser Verfassung sträichen, well se souwisou an internationale Rechtsinstrumenter stinn, wéi zum Beispill de Schutz vun der Privatsphär, wéi zum Beispill de Schutz vun dem Eegentum, wéi d'Recht op Meenungsfräiheet a vill anerer méi.

Féiert een dat dote Räsonnement virun, da stellt ee sech an där Logik eigentlech d'Fro iwwerhaapt vun der Noutwendegkeet vun der ganzer Direktiv, well et gouf bei dësem Gesetzesprojet verpasst, d'Onscholdsvermuddung konkret, esou wéi d'Direktiv et verlaangt, an eis Gesetzgebung ze verankeren. Mir behandelen d'Onscholdsvermuddung zu Lëtzebuerg just sektoriell, wéi ech et erkläert hunn, iwwert d'Pressegesetz an am Kontext vun dem Untersuchungsgeheimnis.

Ech sinn awer der Meenung, dass een hei hätt misse méi wäit goen! Och hei kéinte mir eis positiv bei eisen Noperen inspiréieren. Esou widmen eis franséisch Noperen - mir hunn dat an der Justizkommissioun gesot - der Onscholdsvermuddung ee ganze preliminären Artikel an der Strofprozessuerdnung. Dat géif och eiser Rechtskultur guttdoen. Mir sollte wichteg Grondprinzipie vun eiser Strofprozessuerdnung - an d'Onscholdsvermuddung gehéiert evidenterweis dozou –, gewëssermoossen, fir eis de rechtsstaatleche Wee ze weisen, am Code de procédure pénale verankeren. An dat huet d'CSV och an der Justizkommissioun gefuerdert. De Minister huet wuel eng gewëssen Ouverture gewisen, mä ënnert dem Zäitdrock war en net bereet, den Text ze amendéieren.

Mä, Här President, ech géif nach e Schratt méi wäit goen. Verschidde Prinzipien aus der Direktiv sinn an den Ae vun der CSV iwwerhaapt net ëmgesat. Dozou zielt zum Beispill den Ëmgang vun den Autorités publiques mat der Onscholdsvermuddung.

«Les États membres prennent les mesures nécessaires pour veiller à ce que les déclarations publiques des autorités publiques (...) ne présentent pas un suspect ou une personne poursuivie comme étant coupable aussi longtemps que sa culpabilité n'a pas été légalement établie. (...) Les États membres veillent à ce que des mesures appropriées soient prévues en cas de manquement à l'obligation fixée...»

Den Artikel 4 seet näämlech, dass d'Memberstate mussen derfir suergen, dass d'Aussoe vun Autoritéiten eng Persoun, déi am Collimateur vun der Justiz ass, net als schëlleg duerstellen, a weider, dass och déi néideg Géigemoossnamen am Fall vun esou engem Verstouss gi sinn.

D'Direktiv schwätzt näämlech vun „déclarations publiques faites par des autorités publiques". Dat betrëfft un éischter Stell natierlech all d'Protagoniste vun der Strofverfolgung. Et geet awer och ëm all déi aner Autoritéiten. An do geet rieds vu Ministeren an aneren Amtsträger. D'Iwwersetzung an der däitscher Versioun vun der Direktiv ass „agents publics". Ech mengen näämlech, dass am ëffentlechen Diskurs grad vun de genannten Amtsträger heiansdo ze séier den Androck entsteet, dass sech eng aner Persoun strofrechtlech eppes zu Scholde komme gelooss huet.

Et gëtt do ze dacks an ze séier aus der Hëft geschott. Dat ass net gutt. Dat kann net sinn. Well mir sinn net hei am „Wilden Westen", mä an engem Rechtsstat. A fir konkret op den Text schwätzen ze kommen, mengen ech, dass mir hei hannert den Erwaardunge vun der Direktiv zréckbliwwe sinn. Hei gëtt et keng Moossnam, déi an dem Gesetzesprojet virgesinn ass, et sief de Minister seet eis konkret herno a senger Interventioun, mat wat fir enge Bestëmmungen hien der Meenung ass, dass dësen Ufuerderunge nokomm ginn ass. Dat kann an däerf net en einfache Verweis op d'Gesetz vun 1988 iwwert d'Responsabilitéit vum Stat si wéinst engem Dysfonctionnement vun engem Service public.

Här President, zum Schluss, wéi absurd a kontraproduktiv déi Hetz ass, an där d'Gesetzer déi leschten Zäit duerch d'Chamber hei gebaatscht ginn, ënnersträicht eigentlech de Fait, dass mir haut mat dësem Gesetz dee sougenannten „Droit de ne pas s'auto-incriminer" - d'Madamm Tanson huet dat gesot - formell an de Code de procédure aschreiwen, also eng Verlängerung vun dem Droit de silence, also sech net selwer ze belaaschten.

Abee, genau virun enger Woch, genau op dëser Plaz, hu mer e Gesetzesprojet gestëmmt iwwert de sougenannte Régime de confiscation, wou de Statsrot express - an ech betounen - de Statsrot express festgestallt hat, am Kontext vun der Infraction de non-justification de ressources, de Statsrot seet, an ech zitéieren: «Or, l'obligation de justifier l'origine des ressources en vue de renverser la présomption légale met à néant le droit au silence.» Dat heescht, mir féieren haut en Droit au silence formel an, wou de Statsrot à propos vun engem Gesetz, wat mir virun enger Woch gestëmmt hunn, formell seet: „Dee spillt hei net!"

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann natierlech déi berechtegt Fro gestallt ginn: Stëmmt d'CSV dann elo deen Text? Abee, ech soen Iech kloer an däitlech: Jo! An ech soen Iech och firwat.

D'CSV stëmmt natierlech e Gesetz, wat d'Ëmsetzung vun enger Direktiv ass, déi d'Présomption d'innocence an eisem Rechtssystem soll verstäerken. Mir bedaueren awer, an ech soen dat gradesou däitlech, dass d'Regierung an eisen Aen hannert den Ufuerderunge vun der Direktiv bliwwen ass. Mir hunn nach eng Kéier eng Rei vu konkrete Fuerderungen gestallt, respektiv Verbesserunge proposéiert. A mir wiere frou, vun dem Justizminister ze héieren, dass onofhängeg vun dem Rendez-vous mat dem Wieler am Oktober géifen d'Virbereedungen ulafen, fir d'Onscholdsvermuddung an eisem nationale Strofrecht méi staark ze verankeren.

Ech soen der Madamm Tanson, ech hunn et am Ufank scho gesot, nach eng Kéier Merci. An ech soen Iech Merci, trotz der Mëttesstonn, fir Är 19 Minutten Nolauschteren.

Ech wënschen Iech e gudden Appetit an ech gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gläichfalls. An den nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, entgéint deem, wat ee kéint vläicht aus den Ausféierungen hei vu mengem Virriedner erausliese respektiv aus dem Titel vun deem heite Projet de loi, dréit et sech schlussendlech, wann een de Contenu kuckt vun deem Projet de loi, manner ëm d'Festschreiwung vun dem Prinzip vun der Onscholdsvermuddung an eis Gesetzgebung, wéi ëm eng Minireform vun eiser Strofjustiz, en Element, wou den CSV-Riedner net drop agaangen ass. Well déi meeschten Ännerungen, déi eigentlech duerch deen heiten Text kommen, déi kommen duerch den zweeten Deel vun deem heite Projet, wou eng ganz Rëtsch vun Artikele vum Code de procédure pénale ëmgeännert ginn, fir eng Rëtsch vu Vereinfachungen, vu méi Rechtssécherheet a méi Schnellegkeet an eis Strofgeriichtsprozeduren eranzekréien.

Effektiv ass et esou, dass mer jo schonn eng Rei vun Texter gestëmmt hunn, déi am Zesummenhang sti mat de Rechter op en equitabelen, gerechte Prozess. Ech erënneren do un dee Projet de loi, wou mer gläich dräi Direktiven ëmgesat hunn, ronderëm d'Rechter vun deene Leit, déi gehéiert ginn oder ugeklot ginn, d'Fro vun den Dolmetscher an esou virun an esou weider, vun den Traductioune vun de wesentlechen Dokumenter, all déi Direktiven. Dat ass jo schonn eng Deelëmsetzung vun engem ganze Pak vun europäeschen Texter, wou et drëm gaangen ass, minimal Standarden hei an der EU duerchzesetzen, wat den equitabele Prozess ugeet a wat d'Rechter vun der Defense ugeet.

Dass dat muss geschéien, beonrouegt mech, soen ech ganz kloer, well all déi dote Prinzipien, wéi hei d'Recht op d'Onscholdsvermuddung, sinn eigentlech allgemeng Rechtsprinzipien, déi zu engem feste Bestanddeel vun all Strofjustiz an engem demokratesche Land gehéieren. A wann d'EU muss dozou iwwergoen, fir dat doten elo präzis nach iwwer spezial Texter eigentlech an déi eenzel Legislatioune vun de Länner eranzekréien, da weist dat, dass mer net en eenheetleche Rechtsraum sinn, wat d'Justiz ugeet! Da weist dat, dass verschidde Standarden, Rechtsstandarde bestinn, wat d'Rechter vun eenzelne Bierger op en equi-

tabele Prozess ugeet an den eenzelnen EU-Memberstaten!

Soss bräicht jo d'EU eigentlech dat doten net ze maachen, well all déi international Texter bestinn, ech hu mer se jo alleguerten nach eng Kéier ugekuckt gehat, déi hei och vun der Regierung invoquéiert ginn, fir ze soen: Majo, mir brauchen hei net spezifesch am Detail festzeleeën, wéi elo déi Onscholdsvermuddung sech zu Lëtzebuerg deklinéiert an deenen eenzelne Fäll, well duerch d'internationaalt Recht, duerch international Normen, déi sech hei zu Lëtzebuerg applizéieren, gëllt dat schonn haut.

Mä déi Normen do, ech hunn dat ugekuckt, dat ass dann an éischter Linn d'Europäesch Mënscherechtskonventioun. Do falen, wann ech mech net iren, all EU-Staten drënner! Ech huelen deen aneren Text, dat ass natierlech d'Charte vun den Droits fondamentaux vun der EU, déi ass selbstverständlech och applikabel op sämtlech EU-Staten. An ech huelen deen drëtten Text, dat ass dee vun der UNO, de Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Dat ass en Text vun 1966, deen zënter 1983 hei zu Lëtzebuerg ratifizéiert ass, mä do hunn och praktesch sämtlech EU-Staten deen doten Text ratifizéiert.

Dat heescht, mir sinn eigentlech an enger Situatioun, wann ech un de Rechtsraum vun der Europäescher Unioun kommen, wou d'internationaalt Recht deen dote Prinzip festleet a wou et misst eigentlech iwwerflësseg sinn, dass een dat nach muss an d'national Texter eraschreiwen, well méi héich international Normen deen dote Prinzip schonn an dräi verschiddenen Texter an enger Formulatioun, déi praktesch identesch ass vun engem Text zu deem aneren, festgehalen hunn.

Ech liesen der eng Kéier vir. Ech huelen dann einfach hei den Text vun der Charte vun den Droits fondamentaux vun der Europäescher Unioun: «Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.» Voilà! Dat ass de Prinzip, an dee fënnt ee praktesch an därselwechter Formulatioun iwwerall erëm.

Den Här Roth huet hei als mandatéierte Sprecher vun der CSV sech erstaunt gewisen, dass mer dat zu Lëtzebuerg net méi präzis an eisen Texter schonn dran hätten. Ech wëll just soen, vun 1989 u bis 2013 huet d'CSV de Justizminister gestallt. Et kann also keng Iwwerraschung sinn, dass een elo feststellt, dass eise Code pénal oder Code de procédure pénale deen dote Prinzip net méi präzis festleet.

D'Fro ass: Huet sech jee zu Lëtzebuerg e Problem gestallt mat der praktescher Applikatioun virun de Geriichter oder bei den Autoritéiten, wat d'gesetzlech Applikabilitéit vun deem dote Prinzip ugeet? Neen! Eis Justiz, eis Justizorganer hunn ëmmer Recours gehat op deen dote Prinzip. Et ass e feste Bestanddeel vun eisem Rechtssystem. An duerfir si mir eigentlech der Meenung, dass et keen zwéngende Grond gëtt, dat elo an dësem Moment méi präzis an den Text eranzeschreiwen. Et géif sech jo och d'Fro stellen, wéi präzis dat misst sinn, fir dass et wierklech eng Plus-value géif brénge par rapport zu deem, wat mer haut scho kennen.

Ech wëll drun erënneren, dass de Statsrot - de Statsrot gëtt jo oft vun der Oppositioun zitéiert, wann d'Avisen an hire Krom passen - hei eigentlech der Meenung war, dass dee klengen Deel vun der Présomption d'innocence, déi kleng Optioun vun deem dote grousse Prinzip, wou mer soen, wou mer elo wëllen ausdrécklech och draschreiwen, dass d'Leit sech net selwer musse kënne belaaschten an enger Strofprozedur, dass de Conseil d'État der Meenung war, dee bräichte mer och net spezifesch an eist Gesetz anzeschreiwen, well hie sot, deen ass eigentlech ofgedeckt awer och vum allgemenge Prinzip, dass de näischt brauchs auszesoen, an da brauchs de natierlech och dee Moment dech net selwer ze accuséieren.

Iwwregens ginn et och spezial Texter - et ass vläicht kengem opgefall -, wann ech mech net iren, ass et an eisem Gesetz iwwert d'Enquête parlementaire, wou dat dote souguer ausdrécklech drasteet, dass d'Leit, wa se aussoe virun enger parlamentarescher Enquêtëkommissioun, net kënne forcéiert ginn, sech selwer ze belaaschten. Also gëtt et zwar an engem Randgebitt zumindest en Text, deen dat dote schonn haut seet. Mä dat präziséiert, mengen ech, dass et wéinst der korrekter Applikatioun vun deem dote Prinzip an eisem ganze Rechtssystem iwwert déi lescht Jorzéngte keen zwéngende Grond gëtt, dat elo méi präzis hei eranzebréngen. Dat géif, menge mir, keng direkt Plus-value bréngen zu deem, wat mer haut vu Rechtsspriechung hei zu Lëtzebuerg hunn, wat deen dote Punkt ugeet.

Do ass et och nach eng Kéier interessant ze soen, dass et, no der Interpretatioun notamment och vun der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter, déi an hirem Artikel 6 Paragraf 2 deen dote Prinzip vun der Onscholdsvermuddung festleet, esou ass, dass déi Onscholdsvermuddung gëllt an alle Phase vun enger Prozedur: Si gëllt virun dem Prozess, si gëllt wärend dem Prozess a si gëllt och nom Prozess. En Acquittement ass en Acquittement an et kann ee keen Doute bestoe loossen, ob dann net awer vläicht, trotz engem Acquittement, nach eng Persoun schëlleg gewiescht wär. Och do gëtt et eenheetlech Jurisprudenz op europäeschem Niveau, déi sech och natierlech hei applizéiert, déi déi gesamt Tragweit eigentlech vun deem Prinzip vun der Onscholdsvermuddung duerleet. Dat ass och ganz gutt esou, dass esou e wichtege Prinzip och eng breet Interpretatioun kritt.

Mä et ass ganz richteg: An der praktescher Handhabung, och an deem Konflikt, dee ka bestoen tëschent deem dote Recht op en equitabele Prozess am Respekt vun der Onscholdsvermuddung an dem Recht op Informatioun, dat all Bierger huet a wou d'Medien eng wichteg Roll spillen, fir de Leit zu deem Recht op Informatioun ze verhëllefen, do kann et natierlech ëmmer erëm zu Konfliktsituatioune kommen, wou dann en Ofweie muss stattfanne vu Fall zu Fall. A mir begréissen et awer, dat ass sécher jo jiddwerengem opgefall, dass bei alle Kommunikatiounen, déi de Parquet notamment mécht bei Verfahren, déi ulafen, oder Enquêten, déi lafen, ëmmer erëm op d'Onscholdsvermuddung ausdrécklech an hire Communiquéen higewise gëtt, wann en Numm vun enger Persoun oder d'Identitéit vun enger Persoun bekannt ass, déi duerch eng Enquête viséiert ass.

Dat ass also, mengen ech, e Punkt, dee wichteg ass, an hei gëtt am Fong déi Aart a Weis, wéi d'Regierung hei virgeet, am Avis vum Statsrot zu 100% ënnerstëtzt.

Wat ass elo awer deen zweete Volet vun deem heite Projet, bei deem elo wierklech eng Rei vun Ännerunge kommen?

D'Rapportrice, d'Madamm Tanson, huet dat op eng ganz exzellent Aart a Weis hei an hirem Rapport och virun der Chamber duergeluecht. Do gi mer haaptsächlech ee Schrëtt weider, deen aner Länner, och eis Nopeschlänner, scho méi laang gemaach hunn. Mir gi méi staark op de Wee vum Eenzelriichter, wou also och en matière correctionnelle, och am Appell vum Tribunal de police, elo an eenzelne spezifesche Fäll den Eenzelriichter d'Regel gëtt, a wou och keng Ausnamebestëmmungen a priori elo am Text virgesi sinn. Dat gëtt also, wa gewësse Fäll ze traitéiere sinn, ass et net méi déi Dräierkompositioun am Correctionnel oder an der Chambre du conseil, déi spillt, mä et ass dann den Eenzelriichter, deen dat mécht.

Dat, menge mir, féiert zu enger Rei vu Vereinfachungen. Et si Problemer bei de Kompositioune vun eise Geriichter do. Mir wëssen, dass mer e Manko hunn u Riichteren insgesamt, fir ze garantéieren, dass och eis Strofjustiz wierklech voll wierksam ka fonctionnéieren. Duerfir menge mir, dass dat doten eigentlech eng Vereinfachung bréngt, ouni dass doduerch awer d'Rechter vun den eenzelne Bierger iergendwéi geschmälert wären.

Och, mengen ech, ass et nëtzlech, eng Rei vu juristesche Präzisiounen ze bréngen, wéi den Text et hei mécht, wat zum Beispill de Jugement par défaut ugeet, wou elo kloergestallt gëtt, wann eng Persoun perséinlech duerch Citatioun erreecht ginn ass a si kënnt net op de Prozess, dann ass et awer en Uerteel herno, wat kontradiktoresche Charakter huet. Si kann also net iwwert de Wee vun enger Oppositioun géint dat Uerteel do virgoen.

Eng äänlech Präzisioun geschitt och bei der Zoustellung vun den Uerteeler, wou och elo déi Méiglechkeet, fir zouzestellen, méi breet opgeriicht gëtt, net nëmmen den Domicile, mä och den Domicile élu, awer och d'Aarbechtsplaz, wat erëm eng Kéier, do huet de Conseil d'État drop higewisen, net ouni Risiko ass, wat och d'Onscholdsvermuddung ugeet respektiv d'Rechter vun deem Eenzelnen ugeet. Also, dat soll awer, géif ech mengen, net déi alleréischt Méiglechkeet sinn, déi géif erausgesicht ginn, wann ee wëllt eppes zoustellen. Dat soll déi lescht vun de Méiglechkeete sinn, fir eng Zoustellung ze maachen, well et awer e ganz sensibelen a kriddeleche Punkt ass. Mä et ass wichteg, dass een déi Zoustellung kann uerdentlech maachen, fir dass de Point de départ, wéini dass d'Recoursdelaien ulafen, kloer gëtt an doduerjer natierlech och kloer gëtt, vu wat fir engem Moment un en Uerteel rechtskräfteg ass oder och net.

An dann interessanterweis och nach - dat ass dee leschte Punkt, deen ech wéilt hei ufiéieren - déi Fro, déi elo hei, mengen ech, eng gutt pragmatesch Solutioun kritt, dat ass déi, wa Leit inhaftéiert sinn am Ausland, se ginn awer hei gebraucht fir e Prozess, sief et als Zeien, sief et dass se ugeklot sinn hei, dass elo d'Méiglechkeet besteet, dass e Mandat d'arrêt ausgestallt gëtt vum Geriicht an dass déi Leit dann heihinner kënne bruecht gi fir déi Dauer vum Prozess. Alles dat, mengen ech, ass am Sënn vun enger wierksamer Justiz, déi awer am Respekt fonctionnéiert vun de grousse Rechtsprinzipien.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier ofschléissend hei bemierken, dass d'LSAP-Fraktioun ausdrécklech d'Orientéierung vun deem heiten Text gutt fënnt, well en a Richtung geet vun enger Vereinfachung vun de Prozeduren, vu méi Rechtssécherheet a vun enger Festegung vun de Rechtsprinzipien, déi eis Strofjustiz hei zu Lëtzebuerg kennzeechnen. An duerfir wäerte mer och deen heiten Text stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt nach eng Kéier der Madamm Sam Tanson en häerzleche Merci fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Här President, um Kontinent haaptsächlech ass u sech de Strofrechtssystem säit ganz laange Joren an notamment säit der Europäescher Mënscherechtskonventioun vun 1950 baséiert op zwee Grondprinzipien. Dat Eent ass „pas de peine sans loi", dass een net kann arbiträr bestrooft ginn. An dat Zweet, dat ass de berüümte Principe de présomption d'innocence, dat heescht, dass de eréischt schëlleg bass, wann duerch e reguläre Prozess, wéi mer dat haut interpretéieren, deng Schold bewisen ass.

Mir setzen haut mat dësem Projet de loi eng Direktiv ëm, déi u sech d'Présomption d'innocence soll stäerken, an dann déi ganz Detailer, déi meng Virriedner och elo gesot hunn, wou mer Rechtsreforme maache fir eng Vereinfachung a méi Effikassitéit vum System.

Ech hu mer deen Text ugekuckt an ech hu mer ee Moment gesot: Brauche mer dat do effektiv? Brauche mer dat? Ass déi Direktiv hei elo wierklech, ass dat eng Necessitéit? An ech soen Iech éierlech - an, wéi gesot, mat allem Respekt, Här Roth, Dir wësst, dass ech ganz vill vun Äre Kompetenzen halen -: Ech sinn net iwwerzeegt, dass déi Direktiv hei elo, wann deen zweeten Deel net derbäi wär, wierklech eng Vitalitéit fir eise System ass, well mir sinn zu Lëtzebuerg an alleguerten deenen dote Matièren, esou wéi mir hei zu Lëtzebuerg fonctionnéieren, si mir säit ganz laanger Zäit à la une vun all deem, wéi d'Justiz hei geféiert gëtt: de Secret de l'instruction, de ganze System, wéi d'Responsabilitéit vum Parquet ass, eis Pressegesetzer, wéi se ausgeféiert ginn.

Mä mir hunn e ganze System opgebaut, an do, wou ech net mat Iech ganz d'accord sinn, Dir wësst, dass eise ganzen Droit pénal um belschen Droit pénal säit ganz laanger Zäit berout, a contrairement zu anere Matièren, contrairement zum Droit civil notamment, war u sech d'Belsch ëmmer fiederféierend an där ganzer Matière pénale, contrairement zu de Fransousen, déi duerch e ganze Koup vu Passéen an anere Problemer vill méi restriktiv waren, notamment am Schutz vun de Fräiheeten.

Dofir: Et ass gutt, dass mer et maachen. Mir stäerken hei de Principe de présomption d'innocence, wéi gesot. Mä et ass fir mech keng absolutt Prioritéit, well mir sinn e Land, wou de Rechtsstat dat och beinhalt, dass d'Fräiheet vun all Eenzelne gekuckt gëtt wéi eng Fleur rare, an och an engem Rechtsstat muss d'Fräiheet vun all Eenzelnen all Dag geschützt ginn.

Just nach zwou kleng Remarken zu dem Deel vun der Reform vun der Justiz. De Juge unique ass eng gutt Saach. Mir wëssen, mir hunn e Riichtermangel. Et ass awer ganz wichteg, dass dee Moment d'Riichter och eng gutt Formatioun hunn. Ech hat an engem vu menge virege Liewen d'Chance, fir zwëschen '83 an '99 Friddensriichterersatz mat Dauerasaz ze sinn.

An ech kann Iech soen, ech hunn heiansdo schlecht geschlof, well deemno, wat fir Matièren Der hutt, hutt Der als Eenzelriichter awer eng präzis Responsabilitéit. Dir musst Iech ganz gutt preparéieren. Duerch d'Erfahrung kritt Der derbäi, dass Der ëmmer méi d'Mënsche kennt a mat Momenter op fënnef Meter richt, wann een Iech belitt. Et komme lauter esou Saachen. Mä, ech kann Iech soen, en Eenzelriichter, dat ass e Programm, ech fannen et gutt, mä, wéi gesot, wa mer déi Saach gutt an d'Hand huelen a gutt preparéieren, da gëtt dat bestëmmt och gutt Resultater.

Wou ech nach e liichte Problem hunn, mä dat ass eng Saach vun der Erfahrung, dat ass déi ganz Geschicht mat dem Defaut, do gëtt ëmmer gespillt mat den Oppositiounen, mä déi Saach vun der Zoustellung. Mir haten hei an deem Land ëmmer e Grondprinzip, dass mer gesot hunn: Mir maachen alles, fir d'Aarbechtsverhältnis an de Fait vum Patron erauszehalen, wann iergendeen e Problem hätt. Egal wou, ob et elo en Divorce war oder wann e seng Rechnung net bezuelt huet, an et ass u sech d'Zoustellung op enger Aarbechtsplaz, dat war ëmmer esou wierklech dat Alleräusserst, well mer ëmmer wollte soen: Da weess de Patron direkt hei, ech hunn iergendwéi e Problem an esou.

Ech weess, dass och domat gespillt gëtt. Et gëtt och haut ëmmer méi schwiereg, fir Zoustellungen ze maachen. Mir gesinn dat elo hei vir. Ech hoffen, dass dat awer elo, och den Alex Bodry huet et scho gesot, esou gehändelt gëtt, dass dat wierklech den Worst-Case-Zeenario ass, fir dass mer awer d'Privatsphär vun de Leit, och wa se Defendeur sinn, dat heescht, wa se ugesicht sinn, awer esou gutt wéi méiglech schützen an dat awer esou ze händelen, dass dat wierklech d'Exceptioun bleift.

Ech mengen, dat hei ass eng wichteg Reform. Ech soen Iech, déi Haaptprinzipie vun eisem Lëtzebuerger Rechtsstat fonctionnéieren esou gutt, soudass de Principe de présomption d'innocence an anere Länner, wéi och virdrun hei gesot ginn ass, wou dat momentan awer guer net méi esou evident ass, wichteg ass an déi Direktiv, fir eis ass et dat hei manner, mä den zweeten Deel ass elementar. An dofir, vu dass dat Ganzt zesummen ass, bréngen ech, bien entendu, mat Freed den Accord vun der DP.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wat d'Vitesse vun der legislativer Prozedur ugeet, muss ech effektiv leider dem Gilles Roth recht ginn. Viru bal oder viru knapp fënnef Wochen ass de Projet deposéiert ginn. Et ass een Avis vum Statsrot komm a fënnef Wochen drop, nom Depot, diskutéiere mer schonn e Projet, deen, mengen ech, verschidde Froen awer opwërft.

Dat, wat am onproblemateschsten ass, do rejoignéieren ech d'Iwwerleeunge vu menger Virriednerin, dat ass dee Volet vun der Présomption d'innocence, de Volet vun der Emsetzung vun der Direktiv. Do ass och scho gesot ginn, datt eng ganz Rëtsch Elementer an eisem Recht dra waren, déi ginn hei präziséiert. Dat ass sënnvoll. Dat ass awer och elo net wierklech revolutionär.

Dat, wat awer eis e bësse méi opstéisst vum Prinzip hier, dat ass d'Ausweitung vun de Kompetenzen oder vum Kompetenzberäich vum Juge unique. Et stëmmt, datt dat eng Tendenz ass, déi et a villen europäesche Länner gëtt, déi et a Frankräich gëtt, déi et an der Belsch gëtt, och an anere Länner. Mä mer mengen, datt se doduerch net onbedéngt direkt besser legitiméiert ass.

Ech mengen och, datt déi Argumentatioun, déi am Exposé des motifs ugeet, an eisen Aen op jidde Fall net d'Riicht hält. Dat heescht, datt et einfach just méi effikass wier, méi schnell wier, datt et drëm géif goen, vu datt mer e Riichtermangel hunn, fir méi séier kënne Prozesser ze traitéieren. Ech mengen, datt doranner awer och eng Gefor besteet an datt dee Prinzip vun der Kollegialitéit e ganz wichtegen ass am Rechtssystem, an dee mer hei awer weider zréckdrängen, soudatt och an Appeller virum Tribunal correctionnel an Tribunal de police elo e Juge unique ka sinn. Wann ee weess, datt den Appell awer déi leschten Instanz ass virun der Kassatioun, soudatt Appelluerteeler dacks awer och wéi Jurisprudenze gëllen, dann ass et awer esou, datt dat awer geféierlech ass, wann do e Juge unique dat géif statuéieren.

D'Kollegialitéit ass, den Här Roth huet mat engem Zitat vum Montesquieu ugefaangen, wéi ech e bëssen driwwer nogelies hunn, also d'Ausweitung vum Juge unique en rapport zur Kollegialitéit: Do war eng grouss Debatt a Frankräich an et war notamment eng Senatrice vum PS, déi en Dokument verfaasst huet, firwat dat esou wichteg ass am Rechtssystem a virun allem, well et e constitutiivt Element wier, esou ass hir Konklusioun, vun der Impartialitéit a vun der Onofhängegkeet vum Geriicht a vun der Rechtssprechung.

A mir mengen dat och, soudatt mer fannen, datt een dëst Gesetz an där heiter Form leider net matstëmme kann.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eisem allgemengen Debat ukomm an d'Wuert huet de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Et ass elo vun deem engen oder anere gesot ginn, et wär e bësse séier gaangen. Doriwwer kann een diskutéieren. Ech mengen net, dass eng parlamentaresch Aarbecht nëmmen da gutt ass, wa se och laang brauch. Et kann een och a kuerzer Zäit eng anstänneg parlamentaresch Aarbecht maachen, besonnesch wann een déi Diskussioun an där Bandbreet, wéi de Gilles Roth se opgestallt huet, an zwee ka scindéieren.

Den éischten Deel, d'Transpositioun vun der Direktiv. Ech mengen, dass do d'Diskussioun, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn, plus déi aner Aspekter, op déi den Alex Bodry an och d'Simone Beissel zu Recht higewisen hunn, wat hir Importenz betrëfft, dass een déi duerchaus an där Zäit, an där mer déi Aarbecht gemaach hunn, ka maachen.

Si ass dofir net bâcléiert. Si ass och dofir net iwwert de Knéi gebrach. Wann et esou wier, da wär et och keng Erfindung vun dëser Koalitioun, well déi do Diskussioun hu mer all fënnef Joer um Enn vun der Legislatur. Déi eng, déi fannen, datt se gutt schaffen. An déi aner, déi fannen, dass et ze séier geet.

Ech mengen, an deem heite Fall ass dat net zoutreffend. Déi weidergeeënd Diskussioun, déi de Gilles Roth wëllt opmaachen, där ech mech och ganz gäre stellen, déi brauch natierlech méi Zäit wéi nëmmen déi fënnef Wochen. Dofir gesinn ech och kee Problem doranner, de Projet de loi an d'Emsetzung vun der Direktiv haut ze stëmmen. Dat verbitt jo net, dass mer weiderféierend Diskussiounen hunn.

Den Alex Bodry an och deelweis d'Simone Beissel hunn natierlech d'Fro gestallt: Jo, firwat brauche mer eigentlech eegen Uniounstexter an enger Matière, wou mer jo par ailleurs dach eng ganz Rei anerer internationaler schonn hunn, och eng ganz Rei international Jurisprudenzen hunn, an am Wesentlechen déi vu Stroossbuerg?

Déi Fro ass net onpertinent. Si betrëfft awer elo net spezifesch déi heiten Direktiv. Den Alex Bodry sot et jo och. Dat kann een och op aneren Direktiven applizéieren, dat Argument. Et kann een nach méi wäit goen, et kann ee sech souguer d'Fro stellen: Brauche mer d'Charte des droits fondamentaux? Mir hunn dach d'Konventioun vu Stroossbuerg, wou all d'Memberlänner dra sinn.

Wär et net méi wichteg, mir géifen d'Adhesioun vun der Unioun zu der Konventioun virubréngen? Eng Intentioun, déi et jo gëtt, déi awer am Moment iergendwou an de Seeler hänkt, well d'Cour de justice duerch hiren Avis eng Abberzuel vu Froen opgeworf huet, déi där Adhesioun e bëssen am Wee am Moment stinn, wou d'Kommissioun dru schafft, wou de Conseil dru schafft, fir déi passend Äntwerten ze fannen, wou mer awer nach net wierklech wäit virukomm sinn zënter deem, dass d'Cour de justice hiren Avis op där doter Fro public gemaach huet.

Geet dat net vläicht duer? Dat kann ee soen. En Droit pur, duerch d'Hiérarchie des normes, kéint een dat soen. Déi Konventioun vu Stroossbuerg ass exzellent, wann d'Uniounsmemberlänner an d'Unioun selwer se ëmmer géifen de façon diligente respektéieren - wou mer jo wëssen, dass dat net de Fall ass. Et gëtt och Contestatioune vum System vun der Konventioun, zum Deel och duerch EU-Länner. Ech erwäne just eis englesch Kolleegen, déi ëmmer méi dee Caractère supranational do wëllen a Fro stellen.

Mä d'Demarche vun der Unioun ass awer eng aner. Zënter dem Traité vun Amsterdam 1997 gëtt bewosst a geziilt un engem gemeinsame Raum vu Libertéit, Sécuritéit a Justiz geschafft. An et gehéiert zum Selbstverständnis vun der Unioun, dass se dat och wëllt mat eegenen Texter realiséieren, dee gemeinsame Rechtsraum a Raum vu Fräiheet a Raum vu Sécherheet.

Dofir, wuel kann een dat argumentéieren, falsch ass et net, dass déi aner international Norme kéinten ausräichend sinn. Richteg ass awer och, dass d'Unioun un engem gemeinsame Raum schafft an och probéiert, dee mat eegenen Texter et ze maachen, deen dann eben net op Jurisprudenze berout, mä op eegene Rechtsnormen, déi konform sinn zum System vu Stroossbuerg, déi konform sinn och zu eiser Charta vun de Grondrechter, déi mer eis ginn. Duerfir, mengen ech, ass déi Demarche, déi hei applizéiert gëtt, net falsch.

De Gilles Roth huet geschwat vun... Iwwregens e weidert Argument: Et kéint een dann och dofir plädéieren, dass eis Verfassung géif scho bal iwwerfracht gi mat eegenen Normen. Wa mer alles dat, wat an internationalen Texter ass, als net ausräichend ugesinn, wa mer mengen, mir missten alles mat enger eegener Erkennbarkeet a Lëtzebuerger Texter verankeren, ier mer iwwer Gesetzer, ier mer iwwert de Code de procédure pénale eis ënnerhalen, da wier dat och eng éischt Erausfuerderung, fir munches vun deem och an där explizitter Form an eis Verfassung wëllen anzeschreiwen.

Och dat maache mer aus enger Rei vu gudde Grënn net. Déi Verfassungsrevisioun, déi d'Chamber sech ginn huet, ass jo och heibanne ganz breet ënnerstëtzt. Och do stinn eng Rei Saachen net dran, well mer soen, dass et duerch d'Verankerung an internationalen Texter och fir Lëtzebuerg kann ausräichend sinn.

Ech halen dofir déi Demarche, déi d'Regierung och bei dësem Projet de loi adoptéiert huet, eigentlech fir ausräichend, an dat gëtt ënnermauert duerch eng Rei vun anere parallellen Demarchen, déi d'Chamber sech jo ginn huet, déi ech eigentlech ënnerstëtzen.

Den Här Roth huet awer eng ganz Rei pertinent Froen opgeworf, wou ech mengen, dass et derwäert ass, sech iwwert déi an der Zukunft ze ënnerhalen. En huet och den Term gebraucht vun engem Drotseelakt. Dat ass richteg. A mir hunn deen Drotseelakt jo bannent enger Woch och an der Chamber kënne feststellen.

Wann den Här Roth haut zu Recht, an ech soen dat elo ouni Polemik, wann den Här Roth haut zu Recht verweist op d'Importenz vun der Présomption d'innocence, de Secret de l'instruction ass en droend Element do dervun. Dir hutt dat developpéiert. Den Intérêt public, fir informéiert ze ginn, d'Politique d'information vun de Parqueten a vum Parquet général spillt dobäi eng wichteg Roll. Wann da virun enger Woch vehement gefuerdert gëtt, dass d'Parqueten an de Parquet général an där enger oder anerer méi aktueller Affär, déi en Intérêt public generéiert huet, méi misste kommunizéieren, da wieren ech mech do dergéint, well ech mengen, dass d'Parqueten an de Parquet général déi sinn, déi am beschte wëssen, wat kann an enger Affär kommunizéiert ginn.

E Member aus Ärer Fraktioun huet virun enger Woch d'Géigeried quasi dozou gehalen, mat zum Deel Argumenter, déi een och nach e bësse kann novollzéien. Dir plädéiert haut vehement fir d'Héichhale vum Secret de l'instruction.

Ech fanne mech wesentlech méi an Ärer Plaidoirie erëm, Här Roth, wéi an där vun Ärem Fraktiounskolleeg virun enger Woch. Ech hunn dat och duerfir ëffentlech artikuléiert. Do gesitt Der och schonn, wou den Drotseelakt ufänkt: heiansdo an där eegener Fraktioun.

Ech kann op jidde Fall d'Parqueten an de Parquet général nëmmen encouragéieren, natierlech ze kommunizéieren. Et ass wichteg, dass d'Justiz verstane gëtt an erkläert gëtt. Dozou gehéiert och d'Politique d'information vum Parquet général a vun de Parqueten. An ech hu jo hir Moyene verduebelt an der Pressestell, fir datt se méi kënne kommunizéieren a gläichzäiteg och dann engem ëffentlechen Drock ze resistéieren. Och doranner kann ech se nëmmen ënnerstëtzen, well si als eenzeg wëssen, wat an enger bestëmmter Affär soll a muss kënne kommunizéiert ginn, ënner anerem och wéinst dem Respekt vun der Présomption d'innocence. An do si mer eis dann eens.

An dann hutt Der gesot, d'Présomption d'innocence wär zu Lëtzebuerg net perfekt a se wär net fäerdeg. Ech géif ech gären drop äntwerten: Si gëtt ni fäerdeg, well se evolutiv ass, well ëmmer nees nei Defien op d'Présomption d'innocence duerkommen.

Dir hutt de Kontext vun de soziale Medien ënnerstrach, wou Leit veruerteelt ginn, ier et en Uerteel gëtt, wou Leit un de Pranger gestallt ginn ëffentlech, net nëmmen duerch d'Medien, duerch déi professionell Medien, mä och duerch déi schlecht sougenannte sozial Medien - déi vu Sozialem net ganz vill hunn; et ass eng onglécklech Iwwersetzung aus dem Englesche. Mä dat ass eng riseg Erausfuerderung. Dofir ass d'Présomption d'innocence och ni fäerdeg, well se sech lafend muss un nei Ufuerderungen upassen.

Dat, wat d'Justizautoritéite maîtriséieren, ass haut leider just nach en Deel ganz oft vun der ëffentlecher Diskussioun, wou ee séier un de Pranger gestallt gëtt, wou ee séier condamnéiert gëtt, laang ier d'Justiz mat hirem Tempo - dee richteg ass, well Justiz brauch Zäit; dat ass näischt, wat een aus der Hëft mécht - mat engem richtegen Uerteel konnt kommen. Dofir, och, gëtt si ni fäerdeg. Et ass eng Dauererausfuerderung fir eis alleguerten. A soulaang mer däers eis all bewosst sinn, maache mer och - hoffentlech - méi richteg wéi falsch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte vun…

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Entschëllegt, Här President, däerf ech just nach ee Saz drunhänken, well et dee leschte Projet ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kee Problem!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Entschëllegt, Här President! Well et dee leschte Projet ass, deen aus der Justizkommissioun kënnt, wollt ech nach eng Kéier wierklech all den Akteuren aus där Kommissioun, besonnesch och der Presidentin, déi an de leschten dräi Méint d'Chance hat, e Marathon u Rapporten hei ofzeleeën. Si huet dat zu hirem Schued missen am Sprinttempo och nach maachen - an e Marathon am Sprint, dat ass eng ustrengend Aufgab.

Dofir e grousse Merci u si, e grousse Merci un déi ganz Justizkommissioun. Mir hunn déi lescht fënnef Joer enorm vill Aarbecht zesumme geleescht. Ech erspueren Iech haut d'Zuelen, mä dat ass esou. Dofir un Iech alleguerten e ganz grousse Merci. Et war flott, mat Iech zesummenzeschaffen. Wéinst menger kënne mer d'Experienz widderhuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth huet d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir schléissen eis dann als Oppositioun deene Mercien un. Mir haten zwar heiansdo emol méi hefteg Diskussiounen. Mir sinn awer ëmmer op ee grénge Zweig komm an, ech mengen, herno war déi Kollegialitéit ëmmer do.

Merci och dem Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma Merci eis alleguer dann!

(Hilarité)

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de Moien ukomm. Rendez-vous herno um zwou Auer. Merci. An d'Sëtzung ass ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 12.52 heures)

SÉANCE 57 MERCREDI, 25 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Claude Wiseler, Mme Corinne Cahen*

3. 7331 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Bascharage
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Michel Wolter (intervention de M. André Bauler), M. Georges Engel, M. Gusty Graas (interventions de Mme Octavie Modert et M. Gast Gibéryen), M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7320 - Projet de loi portant modification:
1° du Code pénal;
2° du Code de procédure pénale;
3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Yves Cruchten (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf), M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7290 - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. André Bauler*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7293 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3° de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

4° de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

5° de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

6° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7° de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7311 - Projet de loi modifiant

1° le Code du travail; et

2° le Code de la Sécurité sociale

en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité de travail prolongée

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Taina Bofferding, M. André Bauler, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum (demande de vote séparé)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale (interventions de M. Marc Spautz)*
- *Vote séparé sur l'article 2, point 4*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Ech mengen, mir kënnen direkt mat eiser Dagesuerdnung weiderfueren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President!

2. Ordre du jour

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, Här Wiseler. Entschëllegt, ech hat Iech net gesinn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Just kuerz, fir ze soen: Mir hunn nach eng Question parlementaire, wou den Delai ofgelaf ass, an zwar d'Question parlementaire 3878 vun der Madamm Martine Mergen un den Educatiounsminister respektiv un d'Familljeministesch respektiv un de Justizminister iwwert d'Réfugiés mineurs non accompagnés, déi placéiert sinn am Centre socio-éducatif de l'État respectivement an der Unité de sécurité.

Vu datt den Delai ofgelaf ass, géif ech mech gär op den Artikel 80 (5) vun eisem Reglement baséieren, fir ze froen, datt mer déi Fro kënne mëndlech hei an der Chamber entweder haut oder muer beäntwert kréien.

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech mengen, d'Madamm Minister huet de Wonsch matkritt. Dat ass absolutt korrekt laut dem Chambersreglement.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, villmools Merci. Ech ginn dee Wonsch weider. De Familljeministère ass hei leider net zoustänneg. Richteg, d'Fro ass och un de Familljeministère gestallt ginn, mä si concernéiert d'Éducation nationale, mengen ech, virun allem. Dat heescht, ech ginn de Wonsch da weider.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir géifen datselwecht maachen. A mir géifen derfir suergen, dass dat esou gemaach gëtt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir géifen dann zum éischte Projet vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten iwwergoen. Dat ass de Projet 7331 iwwert de Bau vun engem Fleegeheim zu Käerjeng. An d'Wuert huet d'Madamm Rapporteur, d'Madamm Josée Lorsché.

3. 7331 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Bascharage

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Dir Dammen an Dir Hären, zwou Wochen, nodeems mer dem Bau vun engem Fleegeheem fir 200 Persounen um Fousbann zu Uewerkuer gréng Luucht ginn hunn, kënnt et mat dësem Projet de loi zum Finanzement vun enger weiderer Infrastruktur, déi fir fleegebedürfteg Persoune soll entstoen.

Dëse Projet, deen zu Bascharage - anescht ausgedréckt: Nidderkäerjeng - geplangt ass, ass scho méi laang am Gespréich a geet zréck op d'Orientatiounsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojeten, déi mer virun e puer Joer op dëser Plaz gefouert hunn. Schonn deemools huet d'Chamber hiren Accord de principe fir dëse Projet ginn, mam Optrag un d'Regierung, déi néideg Etüden duerchzefeieren, fir de Projet an enger nächster Etapp kënnen ze realiséieren. Mat dësem Projet de loi sti mir bei där Etapp a stëmmen den néidege Montant, dee fir de Bau vun dëser Infrastruktur gebraucht gëtt. Wéi néideg se ass, geet aus den Zuele vum Statec ervir. Dës Zuele beleeën, datt de Prozentsaz vu Persounen, déi méi wéi 60 Joer al sinn, zu Lëtzebuerg massiv klëmmt, mat enger Steigerung vu 14% eleng tëschent 2011 an 2016. Derbäi kënnt, datt och d'Liewenserwaardung ëmmer méi héich gëtt an eisem Land, ouni datt d'Leit awer méi laang doheem bleiwen.

Fréier oder spéider gerode vill Persounen an d'Ofhängegkeet a sinn op Servicer a Strukture wéi ebe grad déi vun de Fleegeheemer ugewisen. Esou och am Kanton vu Capellen, dee momentan iwwer e CIPA, e Centre intégré pour personnes âgées, an iwwer e Fleegeheem mat engem Total vu just 190 Better verfüügt, dëst fir eng Populatioun vun net grad 6.000 Leit, déi an deem Kanton wunnen a méi al wéi 65 Joer sinn a vun deenen der bal 1.000 am System vun der Assurance dépendance sinn, dat heescht, op eng Prise en charge ugewise sinn.

Derbäi kënnt, datt d'Infrastruktur, déi sech momentan zu Nidderkuer befënnt, an engem schlechten Zoustand ass a komplett renovéiert muss ginn. De Besoin vun dësem neie Gebai ass also akut an e gudde Grond, fir de Bau vun enger adaptéierter Wunnstruktur fir déi betraffe Persounen esou schnell wéi méiglech an d'Wee ze leeden. Dat ass dann och de Grond, firwat mir dëse Projet de loi nach ganz séier mat an déi zoustänneg Kommissioun geholl hunn.

Kuerz gesot, geet et ëm de Finanzement vun engem Gebai mat 201 Better a 14 Sejouren, sougenannten „Vakanzebetter". Wéi an allen anere Fleegeheemer ass eng Restauratioun mat siwe Salle-à-mangere virgesinn, déi e gemeinschaftlecht Zesummesinn vun de Residenten ënner engem Daach sollen erméiglechen. D'Zil besteet generell doran, d'Liewe vun ofhängege Persounen esou agreabel an esou autonom wéi méiglech ze gestalten, ouni datt et hinnen un den néidege Soine feelt.

Positiv ass dobäi, datt d'Infrastruktur an direkter Proximitéit zum Zentrum vu Bascharage geplangt ass, mat enger Rei Geschäfter ronderëm an anerersäits awer och enger gudder Vue op d'Landschaft an op de Waasserlaf Mierbaach.

Wat den Accès ugeet, esou ass de Site souwuel fir Autoe wéi och fir den ëffentlechen Transport accessibel, an an enger spéiderer Etapp och fir de Vëlo, well eng entspriechend Vëlospist do wäert gebaut ginn.

Et bleift nach ze soen, datt souwuel de Choix vun de Baumaterialie wéi och d'Energiekonzept mat Gréngdaach, enger Fotovoltaikanlag an der Waasserretentioun op strengen ekologesche Kritäre baséiert.

Dir Dammen an Dir Hären, dat gëtt et natierlech net zum Nulltariff. De gesamte Präis vun dëser Konstruktioun läit, ofgeronnt, bei 64 Milliounen Euro. Well d'Gestioun an d'Maintenance viraussiichtlech vun engem Établissement public sollen iwwerholl ginn, falen d'Käschte vun der Consommatioun a vum Ënnerhalt vum Gebai net un de Stat, mä un den designéierte Gestionnaire.

Et bleift nach zum Schluss ze soen, datt mir an der Nohaltegkeetskommissioun iwwert d'Andeelung vun den Zëmmere rieds haten. Well d'Pläng drop schléisse loossen, datt et sech ëm Eebettzëmmeren handelt, déi hei sollen entstoen, si mir zur Konklusioun komm, datt dëse Volet nach eemol op de Leescht geholl soll ginn. D'Deputéiert waren der Meenung, datt et sënnvoll wier, verschidden Zëmmeren als Zweebettzëmmeren oder als Chambres communicantes ze plangen, dëst fir méi Flexibilitéit ze schafen an eng gemeinsam Notzung fir ofhängeg Koppelen ze erméiglechen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Dëse Volet ass allerdéngs net Bestanddeel vun dësem Projet de loi. Duerfir ginn ech net weider drop an. E gëtt an enger spéiderer Etapp am Kader vun den Ausféierungspläng gekläert.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbecht un dësem Projet de loi kënnt souzesoen engem Sprint gläich: Deposéiert gouf en den 2. Juli 2018 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch. Den Dag drop huet de Statsrot e positiven Avis dozou ofginn. Den 12. Juli 2018 hu mer eis an der zoustänneger Kommissioun dermat befaasst an eng Woch drop huet d'Kommissioun mäi Rapport dann och eestëmmeg ugeholl.

Dat gesot, wënschen ech den zukünftege Residenten, datt se sech am Nidderkäerjenger Fleegeheem wuelfillen, wann et bis steet. Mä bis dohi wäert nach eng Zäitche vergoen.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den éischte Riedner ass den Här Michel Wolter.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et si gutt Woche fir d'Gemeng Käerjeng. Dat féiert dann derzou, dass den Här Cruchten schonn op der Regierungsbänk sëtzt.

(Hilarité)

Nodeem mer d'lescht Woch de Contournement hei an der Chamber gestëmmt kruten, si mer dann dës Woch an der glécklecher Situatioun, dass mer och en Altersheim zougesprach kréien, oder besser gesot, e Fleegeheim zougesprach kréien.

2013, wéi mer héieren hunn, dass sech géif an der Regierung driwwer Gedanke gemaach ginn, fir en zousätzlecht Alters- a Fleegeheim an eis Géigend - am Cap -, ze setzen, hu mer eis bei der Regierung gemellt, beim deemolege Minister, dem Här Spautz. A mir hunn och mat him en Dokument ënnerschriwwen, wou en Engagement vum Stat komm war, fir sech an déi Richtung ze engagéieren.

Deen Engagement ass vun der Madamm Minister Cahen weidergefouert ginn no dem Regierungswiessel 2013. An et kënnt dann haut duerch den Här Bausch an e Projet de loi, dee vun der Regierung erakomm ass, zum Vott.

Firwat konnte mer eis 2013 mellen? Mä ganz einfach, well mer Terrainen zur Verfügung haten, déi et eis erlaabt hunn, dem Stat respektiv dem Bedreiwer ënner ganz avantagéise Konditiounen en Terrain ze verginn. Mir waren näämlech als Gemeng der Meenung, dass mer deen Terrain net géife verkafen zu engem deiere Präis, wéi aner Gemengen dat gemaach hunn, u Bedreiwer, mä dass mer deen eigentlech fir den „euro symbolique" géifen zur Verfügung stellen iwwer en Zäitraum vu 50 Joer. Dat, well mer der Meenung sinn, dass esou eng Infrastruktur an enger Gemeng wéi eiser eng zousätzlech Attraktivitéit fir eis Gemeng an och eng Plus-value géif duerstellen.

Äänlech hu mer et och beim LTPS gemaach, deen eng definitiv Bleif bei eis fir seng Südstruktur an deene leschte Jore fonnt huet a wou mer och do den Terrain zur Verfügung gestallt hunn an iwwer 50 Joer quasi dem Stat gratis zur Verfügung stellen.

Déi Terrainen, déi hate mer 2011 kaaft. Wien erënnert sech net un déi rocambolesque Aart a Weis, wéi eng vun eisen Nopeschgemengen drop reagéiert huet, wéi mer engem Bauer Terrainen ofkaaft hunn, fir déi ze tausche mat Akerland, wat niewent Akerland géif leien a wat op der Grenz tëschent de Gemenge Suessem a Käerjeng géif leien? Hätte mer 2013 déi Terrainen net gehat, dann hätte mer 2013 och net kënnen d'Diskussioun iwwer en Altersheim féieren.

Iwwregens kënnt net nëmmen en Altersheim op déi Plaz, mä et kënnt och nach eng Flüchtlingsstruktur dohinner. Ech wollt der Ministesch rappeléieren, dass, fir déi Flüchtlingsstruktur kënnen dohinnerzesetzen, mer eis nach mussen eens setzen iwwer eng Rei vu Modalitéiten. Et ass eng Konditioun vun eiser Gemeng, dass mir gären hätten, dass de Stat Suerg derfir dréit, dass dat eng Struktur gëtt, an déi Rotatioun erakënnt. Dat heescht, dass net Flüchtlingen dohinnerkommen an da wärend aacht oder zéng Joer op där Plaz logéieren, mä dass et eigentlech eng Struktur wier, déi fir d'Flüchtlinge wier, déi also, wa se um Enn vun der Prozedur ukommen, an eng aner Struktur weiderginn, fir dass nei Flüchtlingen, déi an d'Land kommen, kënne vun där Struktur profitéieren.

Mir sinn an enger éischter Phas bereet, 60 Flüchtlingen opzehuelen. Awer an enger zweeter Phas, wann dat sech elo gutt wäert entwéckelen, ass et jo och vum Bautechnesche scho virgesinn, dass mer 90 Flüchtlinge kéinten ophuelen. Mir mengen, dass mer domadder och an deem Beräich eis Responsabilitéit, déi mer als Gemeng hunn, kënnen iwwerhuelen.

Schlussendlech huet een d'Impressioun - et gëtt jo oft iwwer Fusioune geschwat -, dass fir eis Gemeng op jidde Fall d'Fusioun an der Relatioun mam Stat e ganz groussen Avantage mat sech bruecht huet. Ech hu virdrun iwwert den LTPS geschwat, dee fir d'Éischt opgrond vun engem Noutfall, näämlech dem Brand vum Jenker, eng provisoresch... Mir haten de Jenker fir d'Éischt iwwerholl an dunn den LTPS provisoresch iwwerholl. A mir hunn den LTPS dunn definitiv am Zentrum vun eiser Uertschaft zougesprach kritt, wat och do nees zu enger Opwäertung vum Zentrum gefouert huet.

Mir hunn d'Duebelgleisegkeet vun der Zuchlinn an deene leschte Jore krut, zesumme mat de Kolleege vu Péiteng a vun Dippech. Mir wäerten e Parkhaus kréie bis 2022, gebaut vum Stat fir 450 Plazen, fir haaptsächlech déi Leit vun Déifferdeng a Suessem, déi an d'Stad wëlle schaffe goen, do an deem Parkhaus kënnen opzehuelen. D'lescht Woch hu mer de Contournement zougesprach kritt. An dës Woch, wéi gesot, d'Fleegeheim. A mir wäerte mam Stat zesummen och eng Flüchtlingsstruktur op där Plaz opbauen.

Dat vläicht als Encouragement fir déi Buergermeeschteren - ech hunn héieren, do wieren eng Rei Gespréicher am Ettelbrécker Raum ënnerwee -, ech kann deene Buergermeeschteren nëmme soen: Fusionéiert! Da gitt Der méi attraktiv par rapport zum Stat. Well wat Der méi Leit representéiert, wat Ären Impakt och méi grouss ass.

Mäi lescht Wuert un d'Madamm Ministesch ass, dass ech hir nach eng Kéier soen: Ech hunn héieren, et géif och eng Struktur gesicht gi fir Alzheimerpatienten am Süden. Mir hunn nach Terrainen niewendrun. Wann Der wëllt mat eis an d'Gespréich kommen, de Schäfferot ass...

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Bonne Idée!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...bereet, fir dat ze maachen, haut, muer oder an deenen nächste Joren. Well déi Terrainen, déi mer deemools kaaft hunn 2011, déi erlaben eis et, fir och weider staatlech a Gemengeninfrastrukturen op där Plaz opzehuelen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt der Madamm Lorsché Merci soe fir hire gudden, explizitte Rapport an och begréissen, datt dës Struktur gebaut gëtt.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer deene Leit, déi eis groussgezillt hunn oder déi virun eis do waren, et och erméiglechen, hire Liewensowend an enger gudder Konditioun, an enger sécherer Konditioun, an engem flotte Kader kënnen ze liewen an dann och en uerdentlechen Ambiente ze hu mat gudde Soinen. Dat ass, mengen ech, eppes, wat mer deene Generatiounen onbedéngt schëlleg sinn.

Ech wéilt nach op dräi Saachen agoen. Effektiv war et eng „rocambolesque" Situatioun, wéi ee Buergermeeschter, deen nach net laang Buergermeeschter dee Moment war, engem anere Buergermeeschter, deen deen Terrain op sengem Territoire wollt hunn, dësen ënnert der Nues quasi ewechkaaft huet. Dat mécht een u sech, fannen ech, net ënner Kolleegen. Mä dat ass eben d'Aart a Weis, wéi deen ee mat deem aneren hei verfiert.

(Brouhaha et interruption par M. Michel Wolter)

Dat war hoergenau esou, wéi ech dat elo gesot hunn. Dat wéilt ech just hei nach präziséieren.

Effektiv, hei kënnt dës Struktur jo un d'Lëtzebuerger Strooss, eng vill befuere Strooss, wéi mer jo ëmmer gesot kréien. Eng weider Struktur, déi also un d'Lëtzebuerger Strooss zu Käerjeng kënnt, déi wahrscheinlech och net manner Trafic wäert bréngen. Iwwert deen Trafic do wollt ech effektiv eppes soen:

Do komme jo dann effektiv och e puer Leit hi schaffen. An ech ginn net dovun aus, datt do vill Pensionären nach Autoe wäerten hunn. Dat ass bei eisem Altersheim, wat mir hunn, an eisem CIPA, dee mir hunn, net de Fall. Do sinn et der e puer Stéck, vun deenen 120 hu mer dräi Leit, déi en Auto hunn. Dat sinn der elo net esou vill. Vläicht ginn et der ëmmer méi, dat ass richteg. Mä ech mengen awer och net, datt bei deenen 200 200 Parkplazen noutwendeg si fir Autoe vun deenen. Mä Leit, déi dohinner schaffe kommen, brauchen awer Plaz. An ech wollt nach eng Kéier un de Minister appeléieren, datt och genügend Parkraum soll do ronderëm geschafe ginn. Ech weess, datt dat ëmmer e ganz kriddelegt Thema ass, mä dat misst awer op dëser Plaz gemaach ginn.

Déi drëtt Remark, déi ech wollt maachen - dat ass elo nach eng Kéier am Rapport vun der Madamm Lorsché ugeklongen -, geet iwwert d'Duebelzëmmeren. Mir hunn an deem Rapport hei kënne liesen, datt d'Männer ophuelen am Alter, wat d'Liewenserwaardung ugeet, an et do also net schlecht wär, wann een och méi Koppelen et géif erméiglechen, zesummen hire Liewensowend an engem CIPA ze verbréngen.

Duerfir géif ech nach eng Kéier e waarmen Appell maachen, wéinstens d'Méiglechkeet virzegesinn, där Chambres doubles mat Porte communicante oder wéi och ëmmer virzegesinn, déi een zwar vläicht och kann eenzel notzen, wou et awer och misst méiglech sinn, Chambres doubles dorauser ze maachen, well et ëmmer méi Leit wäerte ginn, déi zesumme wéilten hire Liewensowend an esou enger Struktur verbréngen.

Dat gesot, wéilt ech den Accord hei gi vun der LSAP.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Et ass jo eng Tatsaach, datt eis Populatioun effektiv ëmmer méi al gëtt. Haut hate mer, op den Dag kann ee soen, 11.754 Leit hei zu Lëtzebuerg, déi méi al wéi 85 Joer waren. An 2001 waren dat der eréischt 6.203.

Et ass och eng Tatsaach, datt d'Leit haut, glécklecherweis, oft méi spéit an d'Altersheem ginn, wat awer och kann zum Nodeel hunn, datt villfach Urgencë bestinn, wou et dann awer meeschtens schwéier ass, fir kuerzfristeg Zëmmeren ze kréien.

Et ass also eng Evidenz, datt eng grouss Demande do ass, fir an d'CIPAen ze kommen. Mir mussen also ouni Zweifel versichen, d'Zuel vun de Better an d'Luucht ze hiewen. An datt elo hei mat dësem Projet 201 Better zousätzlech geschafe ginn, ass ganz begréissenswäert.

Mir wësse jo och, datt an engem CIPA eng Atmosphär ass, déi - fir en Aussesteeënden - oft trist ass, traureg ass. Duerfir ass et wichteg, datt den Environnement awer deementspriechend gestalt gëtt, datt déi Leit awer e Maximum nach kënne vu Liewensqualitéit do kréien.

Ech erënneren zum Beispill hei un e Fleegeheim, wat engem elo vläicht e bësse besser bekannt ass, „An de Wisen" zu Beetebuerg, wou elo an deene leschte Jore versicht ginn ass, mat klengen aneren Aktivitéiten e bësse méi en agreabelt Ambiente ze schafen, ënner anerem zum Beispill doduerch, datt elo Klengdéieren do ugesidelt goufen. Duerfir vläicht och meng Virstellung, mäi Wonsch, datt dat och zu Käerjeng an Zukunft géif gemaach ginn.

Dann hate mer jo déi Diskussioun, a meng Virriedner hunn dat och schonn hei ugeschnidden, iwwert d'Eebettzëmmeren. Ech soen et awer och ganz éierlech, datt mer och liicht verwonnert waren, datt hei keng Zweebettzëmmere solle virgesi ginn. Wann ee mat eelere Leit schwätzt, dann ass awer oft do de Wonsch, wann ee vun de Partner fleegebedürfteg gëtt, datt awer deen anere Partner, deen nach an engem gewëssene gudden Zoustand ass, och vläicht dann deen net eleng loosse wëllt. Duerfir, mengen ech, wier et awer gutt, datt ee sech dat nach eng Kéier sollt iwwerleeën. A wéi gesot, meng Virriedner si jo do och schonn op dee Problem agaangen.

Wat positiv ass, dat ass och déi Dezentralisatioun respektiv d'Opdeelung vu Raim an Zonen. Dat erfëllt u sech d'Kritäre vun enger moderner Gestioun vun enger Maison de soins.

Wat de Site ubelaangt, deen ass gutt gewielt. Deen huet eng Proximitéit - an ech si jo elo kee Käerjenger hei, duerfir wëll ech mech och net ze vill ausloossen iwwert d'Situatioun do, mä et geet ee jo awer emol ab und zu an deem Eck do och laanscht -, et ass jo e schéinen Eck, an datt dat do awer relativ no ass zum Haaptkär och vun der Gemeng, also vun der Uertschaft Käerjeng, ass ouni Zweifel awer och positiv, net nëmme fir d'Patienten, mä awer och fir déi Leit, déi do op Besuch kommen.

Ech wëll dann een Aspekt awer hei nach uspriechen, deen nach net hei ernimmt ginn ass, dat ass, datt am ganze Projet awer och virgesinn ass, datt eng Renaturéierung soll vun der Mierbaach virgeholl ginn. Do kéint een elo villes soen. Ech mengen, gëschter Mëtten hate mer schonn d'Geleeënheet, iwwer Gewässerschutz ze schwätzen. Et passt elo net direkt esou heihinner, mä et ass awer ëmmer positiv, wann och kleng Baache renaturéiert ginn, well den Impakt och vu klenge Renaturéierungsprojeten ass oft ënnerschat ginn.

Iwwerhaapt, wa mer scho bei deem Aspekt sinn, déi ekologesch Aspekter spillen eng grouss Roll. Et kann een also nëmme begréissen, wann do Fotovoltaik a vill Begréngung och an deem ganze Raum do entstinn.

Wann dee Bau zu Käerjeng realiséiert ass, dee ganz noutwendeg ass, da bidde sech natierlech och nei Perspektive fir d'Altersheem zu Nidderkuer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och nach eng Kéier op all déi Efforten zréckkommen, déi an deene leschte Jore gemaach goufen op deem Gebitt. Ech mengen, et sinn eng weider 918 Better geplangt. Ech maache mech e bëssen hei zum Interpret och vun der Madamm Cahen, déi eis jo d'lescht Woch interessant Zuelen hei matgedeelt huet - ech ginn net méi am Detail drop an -, mä ënner anerem 140 zu Rammerech, plus 120 zu Rëmeleng oder 68 Better zu Stengefort. A wa mer de Budget vun 2019 huelen, deen zwar nach eréischt wäert gestëmmt ginn, do ass ënner anerem jo virgesinn, datt zum Beispill 518 Better zu Habscht (veuillez lire: 518 Better, dovun ënner anerem 194 zu Habscht) solle kommen. Dann zu Mondorf soll jo en neie CIPA kommen, Här Buergermeeschter, bei der Villa Ungeheuer - hunn ech dat elo richteg gesot? - mat 200 Better. Jiddefalls gesäit een also, datt do awer eng Dynamik ass, déi och wichteg ass, déi u sech dem Zäitgeescht Rechnung dréit.

An ofschléissend muss ech dat och nach eng Kéier hei widderhuelen, wat de Buergermeeschter hei vu Käerjeng gesot huet. Ech mengen, et war eng wonnerbar Woch, Här Buergermeeschter. Mir freeën eis natierlech och mat Iech zesummen. Dir sidd dës Woch exzellent verwinnt ginn. Da gesitt Der jo, datt dës Majoritéit och en Häerz huet fir Leit aus der Oppositioun. An an deem Sënn,...

(Exclamations et hilarité)

Une voix.- Egal wat!

Une autre voix.- Wat eng Ausso!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Net datt den Här Wolter d'absolutt Majoritéit elo kritt.

Une voix.- Dat do war staark!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wëllt dat heeschen, dat Fleegeheim ass fir d'CSV?

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat sot Dir. Dat sot Dir!

Une voix.- Majo, en huet eppes iwwreg fir d'Oppositioun.

M. Gusty Graas *(DP).*- An an deem Sënn bréngen ech awer selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei, ouni ze vergiessen, der Madamm Lorsché natierlech och nach Merci ze soe fir hir exzellent Rapporten, déi se gemaach huet.

(Exclamations)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Och Merci un d'Madamm Lorsché fir hire Rapport. Ech mierken, datt dëse Genre vu Projete mech vu Joer zu Joer ëmmer e bësse méi interesséiert, an dofir...

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Et kënnt ëmmer méi no.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...dofir awer e puer Kommentaren. Dat Éischt, wat ee muss soen: Et feelen nach ëmmer där Infrastrukture ganz vill. Och am Kanton Kapellen. Déi Statistiken, déi d'Madamm Lorsché eis genannt huet, sinn do ganz däitlech. An ech mengen, egal wien an der Regierung ass, soll sech wierklech och beméien, déi néideg Infrastrukture weider ze bauen, well d'Bevëlkerung gëtt jo och am Duerchschnëtt ëmmer méi al.

Dat Zweet ass eng urbanistesch Bemierkung. Mir haten dat schonn ugeschwat, wéi mer iwwert de Contournement vu Käerjeng d'lescht Woch geschwat haten: Et ass esou, datt „op Acker" effektiv dee grousse Geschäftszentrum an eng ganz Rei vun Infrastrukturen elo scho stinn, alles op der Avenue de Luxembourg. Elo kënnt nach dëst Heem derbäi, mir héieren, och eng Flüchtlingsstruktur, mir héieren, och nach eventuell eng Alzheimerinfrastruktur. Ech mengen, mir musse soen, d'Gemeng Käerjeng ass och méi grouss wéi „op Acker". An et ass sécher gutt, wann d'Gemeng Käerjeng probéiert, deen een oder anere Projet ze kréien, och am Interessi vun der ganzer Regioun, mä ech mengen, et muss een awer och do kënnen e bësse méi diversifizéiert denke wéi just dat eent Grondstéck un der Haaptverkéiersoder vun der Stad.

Dat Drëtt ass d'Iwwerleeung, ob dann zwee Leit sollen do zesummewunnen. Dat ass sécher eng gutt Iddi fir eeler Koppelen. Et muss een allerdéngs och wëssen, datt esou en Zëmmer 26 Quadratmeter grouss ass. A wann een also gär hätt, datt eng Koppel och dignement kann zesummeliewen, vläicht och eng Rei vun hire Miwwele ka matbréngen an nach e bëssen esou liewe ka wéi doheem, dann ass et sécher besser, zwee Zëmmere mateneen ze verbannen, fir datt awer do e bësse méi Plaz ass, wéi elo zwee Leit do an een Zëmmer mat hire Miwwelen op 26 Quadratmeter ze setzen. Dat schéngt eis net genuch ze sinn.

An da muss ee vläicht och nach oppasse mat der Klimatisatioun. Et ass e bëssen d'Tendenz hautzudaags duerch all déi modern Klimaschutzregelen, déi et do ginn, datt op ville Plazen, och an dësem Heem, d'Fënsteren net méi kënnen opgemaach ginn, op jidde Fall net einfach. Et steet zwar do, datt dat an den Zëmmere vun de Leit net de Fall ass, do missten d'Zëmmeren also nach kënnen iwwer Fënstere verfügen, déi ee kann opmaachen. Mä ech mengen, et ass ganz wichteg, datt dorobber geuecht gëtt. Et soll kee Prisong hanner Glas ginn aus klimapolitesche Grënn. Mä ech mengen, zu der Liewensqualitéit gehéiert och, datt ee ka lëften, egal wéi klimafrëndlech een dann och ass.

Dat gesot, brénge mir ganz gär den Accord vun der ADR fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wéilt alle Riedner a virun allem der Rapportrice Merci soe fir hir Bäitrag, schréftlech a mëndlech.

A vu dee ganz breede Konsens, wëll ech hei net nach laang Zäit stielen, mä Merci soe fir dee breede Konsens an och soen, datt déi Fro vun den Zëmmeren, déi duerchgängeg sinn, kee Problem ass. Dat hu mer mat der Familljeministesch, mat der Madamm Cahen, alles gekuckt, dat ass an der Praxis herno méiglech. Insofern eng Demande do ass. Well bis elo ass op anere Plazen, krut ech gesot, net onbedéngt d'Demande ëmmer do. Mä wéi gesot, hei ass kee Problem, dat nodréiglech ze bauen. Duerfir, där Suerg, déi d'Deputéiert hei ausgedréckt hunn, kënne mer absolutt Rechnung droen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat kéinte mer iwwert de Projet 7331 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7331 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

An de Mëtte fänkt gutt un: Unanimitéit vu 60 Stëmmen. Domat ass de Projet 7331 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A wéi de Moien ofgemaach, géife mer direkt anschliessend de Vott maachen iwwert de Projet de loi 7320.

4. 7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7320 et dispense du second vote constitutionnel

Wann eis Maschinn prett ass - si ass et -, da géife mer mat der Ofstëmmung ufänken. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

58-mol Jo, 2-mol Nee. Domat ass och dëse Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Claude Wiseler), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme

Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par M. Alex Bodry);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Och hei stellen ech d'Fro no der Dispens.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum Projet 7345 iwwergoen, wou et ëm eng Rei...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Garen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... Garë geet. Voilà. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

5. 7345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, déi huet schonn eng gewësse Gewunnecht. Mir komme vum Fleegeheem op d'Schinnen. Beim Projet de loi, deen ech heimat virstellen, handelt et sech direkt ëm dräi CFL-Garen, déi moderniséiert an ausgebaut ginn, an zwar d'Garë vu Rodange, Miersch a Waasserbëlleg.

Wéi bei deene villen aneren CFL-Projeten, déi mer an de leschte Joren hei an der Chamber gestëmmt hunn, geet et och hei drëms, déi entspriechend Moossnamen iwwer e Gesetz ze finanzéieren. Dëst natierlech mam Zil, fir d'Attraktivitéit vum ëffentlechen Transport ze erhéijen an d'Garen un d'Usprécher an d'Besoine vun der wuessender Benotzerzuel unzepassen.

Well déi dräi Projete villes gemeinsam hunn, huet d'Nohaltegkeetskommissioun iwwregens decidéiert, déi dräi Projeten an engem eenzegen Dokument ze fusionéieren, an ass domat och dem Wonsch vum Statsrot nokomm.

Wat déi konkret Moossnamen ugeet, limitéieren ech mech am mëndleche Rapport op e kuerze Resumé a verweise fir sämtlech Detailer op mäi schréftleche Rapport.

Ugefaange bei der Gare vu Rodange, do si folgend Aarbechte geplangt:

Éischtens hu mer d'Moderniséierung an d'Mise en conformité vun den Infrastrukture mam komplette Reamenagement vun der CFL-Gare, woubäi ee muss wëssen, datt d'Quaie bei dëser wéi och bei anere Garen an Zukunft eng Längt vun 250 Meter solle kréien. Dat ass eng international Norm. Si erlaabt, datt en Zuch méi Voiturë ka kréien - aacht Voituren - an domat och méi Plaz fir d'Benotzer.

Déi zweet Moossnam besteet aus dem Reamenagement vun der Gare routière, déi vu Busse bedéngt gëtt. Derbäi kommen, drëttens, d'Verbesserung vun der Accessibilitéit, d'Suppressioun vum Passage à niveau Nummer 27, de Bau vun engem neie Souterrain an den Zougang zum neie Park & Ride, dee mir scho mat engem anere Gesetz gestëmmt hunn. Da véiertens, de Bau vun enger neier Busgare an direkter Proximitéit zur der Eisebunnsgare, a fënneftens, spezifesch Moossnamen a modern Systemer, déi geduecht sinn, fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit oder anere spezielle Besoine besser ze guidéieren.

De gesamte Käschtepunkt beleeft sech bei der Gare vu Rodange op 107,5 Milliounen Euro. D'Aarbechte sollen am Juli 2019 ufänken an am September 2023 viraussiichtlech ofgeschloss sinn - wann net ze vill Imprevuen optauchen.

Ech komme bei d'Gare vu Waasserbëlleg, wou folgend Moossname geplangt sinn:

éischtens, de Bau vun engem neie Parkhaus, fir d'Zuel vun de Parkplaze fir d'Autoen, de Carsharing, d'Elektroautoen an d'Vëloen ze erhéijen, mat insgesamt 370 Stellplazen am Parkhaus an 100 zousätzleche Parkplazen ënner fräiem Himmel, zweetens, de Reamenagement vun der ganzer Fläch ronderëm d'Parkhaus, drëttens, de Bau vun neie Vëlos- a Foussgängerverbindungen, véiertens, d'Erhéijung vun der Accessibilitéit fir Persoune mat spezifesche Besoinen, fënneftens, d'Schafe vun der néideger Plaz fir zwee Commercer - wa se da gefëllt solle ginn, dat wär eis Hoffnung -, a sechstens, d'Verbesserung vun der Sécherheet a vun de Capacitéite vun de Quaien, inklusiv enger besserer Desserte vum Mäerterter Hafen.

Den Ufank vun den Aarbechten ass fir Dezember 2019 virgesinn a si sollen am Fréijoer 2024 ofgeschloss ginn. De Käschtepunkt vun dësem Projet läit bei 105 Milliounen Euro.

Bleift dann nach déi drëtt Gare, d'Gare vu Miersch, wou et engersäits ëm d'Moderniséierung an d'Erhéijung vun der Capacitéit vun der CFL-Gare geet an anerersäits ëm d'Schafung vun néng Emplacementer fir d'Bussen op der Gare routière. Dëst net nëmmen, fir der aktueller Demande gerecht ze ginn - där Demande, déi et elo scho gëtt -, mä och opgrond vun der Tatsaach, datt en neie grousse Wunnquartier um Site vum fréieren Agrocenter soll entstoen, dee méi Passagéier wäert generéieren.

Donieft geet et bei dëser Gare och ëm d'Verbesserung vun den Infrastrukturen a vun der Technik, ëm eng optimal Accessibilitéit fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit, eng besser Ubannung un d'Wunnquartieren an un dat neit Parkhaus an ëm d'Installatioun vun mBoxe fir Vëloen, gradesou wéi ëm d'Verbesserung vum Informatiounssystem fir d'Clienten.

Hei ass den Ufank vun den Aarbechte fir Abrëll 2019 virgesinn an d'Enn läit beim Dezember 2022, viraussiichtlech, dat Ganzt fir e Käschtepunkt vun 51,75 Milliounen Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, wat den Depot vun deenen dräi Gesetzesprojeten ugeet, déi mer dann duerno fusionéiert hunn, an och wat den Avis vum Statsrot ugeet, verweisen ech, fir et kuerz ze maachen, op mäi schréftleche Rapport.

An der Nohaltegkeetskommissioun vum 12. Juli 2018 hu mir déi dräi Projete virgestallt kritt vun deene responsabele Leit an den 19. Juli 2018 huet d'Kommissioun mäi Rapport och eestëmmeg ugeholl.

Domat sinn ech och hei um Schluss ukomm a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An éischte Riedner ass den Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech ka mech och kuerzhalen. D'Madamm Rapportrice huet dee fusionéierte Projet de loi 7345 am Kontext vun der Gestioun vun de Schinneninfrastrukturen exposéiert. Urspréglech waren dat, wéi gesot, dräi separat Projeten.

Just dann als Erënnerung: éischtens, dee komplette Reamenagement vun der Gare vu Rodange mat dem Bau vun engem Park & Ride-Gebai fir knapp 1.600 Plazen, zweetens, d'Mise en conformité vun den Installations ferroviaires an der Gare vu Miersch, an drëttens, d'Moderniséierungsaarbechten an der Gare vu Waasserbëlleg, och do zousätzlech mat engem Bau vun engem Park & Ride-Gebai fir - wann ech mech richteg erënneren - zirka eng 350 Plazen.

Ech kann Iech also d'Detailer erspueren. Déi sinn zum Deel elo mëndlech virgedroe ginn. Dir fannt se selbstverständlech och am schréftleche Rapport. An ech wollt am Numm vu menger Fraktioun och der Kolleegin, dem Josée Lorsché, villmools Merci soe fir deen exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech wollt awer och e generelle Merci lassginn - mir si jo an deenen Deeg vun de Mercien - fir déi lescht Joren. D'Josée huet dat mat vill Iwwersiicht gemaach an och mat där gebuedener Rücksicht op d'Oppositioun. Dat wollt ech eng Kéier hei gesot hunn an dat, mengen ech, ass och richteg esou.

Déi dräi Projeten, do ginn insgesamt 265 Milliounen investéiert - wat jo e schéine Pak ass. Mir ënnerstëtzen - dat hunn ech an der Vergaangenheet scho gesot - a begréissen och déi héich Investissementer, fir den ëffentlechen Transport ze verbesseren. Ech mengen, dat ass d'Sue richteg investéiert.

Ech wéilt vläicht ganz kuerz ee Wuert zur Pressekonferenz soen, déi viru Kuerzem den Nohaltegkeetsminister an och den Direkter vun den CFL den 18. Juli haten zum Thema och virun allem vun de Retarde vun den Zich, vun den Ausfäll vun den Zich. Ech wëll dat elo net nach eemol alles repetéieren. Ech sinn an der Vergaangenheet dacks op déi Problematik agaangen. Wann ee selwer Zuch fiert, ass een, wéi all déi aner Leit, dacks frustréiert. Mir hunn ëmmer erëm gesot kritt, duerfir si jo och déi Investissementer geduecht, fir datt et iergendwann eng Kéier soll besser ginn.

Ëmmerhin, am éischten Hallefjoer 2018 si ronn 5.000 Zich ausgefall. Dat sinn der vill. Et muss een allerdéngs éierlecherweis derbäisoen, wann een déi vun de Streike vun de Fransousen erausrechent, da si mer nach bei ronn 3.300 Zich. Ëmmerhi sinn dat der ëmmer nach ze vill an am MoDu 2.0 steet jo och, amplaz datt all véierzegsten Zuch ausfält, soll an Zukunft allerhéchstens all honnertsten ausfalen, an ech mengen, dat muss och de But sinn.

Ech kann awer an deem Kontext net derlaanschtkommen, fir awer och eng Fro nach un den Nohaltegkeetsminister ze stellen an där villbeschwuerener Informatioun vum Client. Ech mengen, wann een näischt ka maachen, wann d'Zich ausfalen, wann d'Zich Retard hunn, da wier et wichteg - an dat huet de Minister, mengen ech, am Kader vun der Mobilitéitsdebatt och nach eng Kéier gesot gehat -, datt een awer de Client misst informéiere kënnen.

Just ee Saz, eng kleng Geschicht: Ech si viru Kuerzem zu Miersch op der Gare gestrant. Ech wollt eigentlech op Ettelbréck fueren. Een Zuch war ausgefall. Mäin Zuch hat zolidd Verspéidung. Den Zuchbegleeder war ganz gentil, konnt mer awer net virunhëllefen, wéi ech elo kéint virukommen. Den Haut-parleur, deen huet gekréckelt, datt een definitiv kee Wuert verstanen huet, an och meng App huet mer net virugehollef, soudatt ech eigentlech dee Moment schlecht dru war.

An dunn hunn ech mech erënnert, datt d'CFL-Direktioun respektiv och de Minister an Aussiicht gestallt haten, datt d'Zuchbegleeder Tablets géife kréien, fir dann, wéi gesot, awer vläicht dem Client ze hëllefen, deen dann dosteet, ouni ze wëssen, wéi et elo virugeet, an duerfir einfach meng Fro: Déi Tablets waren ugekënnegt ginn. Wëini kommen déi? Respektiv, sinn d'Zuchbegleeder amgaangen, equipéiert ze ginn?

An dann, hunn ech héieren - ech weess net, ob dat wouer ass, de Minister weess dat eventuell -, wiere Problemer, hätt et Problemer ginn, fir déiselwecht Tablets ze programméieren. Dat heescht, duerfir wieren d'Equipementer nach net do. Ech kann dat net beuerteelen, duerfir meng Fro.

Op jidde Fall mengen ech awer, datt dat géif ganz vill hëllefen, onofhängeg vun all deem, wat geplangt ass, fir d'Garen mam Teleaffichage an Echtzäit ze equipéieren. De Minister hat gesot, dat géif bis 2020 daueren. Et geet jo näischt vum selwen! Nach mengen ech, déi Tablets géife vill hëllefen. Vläicht kann een dat dann e bësse méi séier maachen. Merci fir d'Äntwert elo schonn.

An zum Schluss wollt ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi brëngen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, villmools Merci, Här President. Och hei kann ech et erëm kuerz maachen, well meng zwee Virriedner, notamment d'Rapportrice dat ganz gutt gemaach huet, souwuel an hirem schréftleche wéi an hirem mëndleche Rapport. Duerfir wéilt ech se felicitéieren an hir Merci soen.

Mä awer och den Här Schank huet eng Partie Saache gesot, déi ech kann deelen. Zemools déi eng, och wann et nëmmen eng Klengegkeet ass, dat ass déi vun den Duerchsoen, déi an de Garë gemaach ginn. Mir hate scho selwer eng Kéier doriwwer rieds - also, heiansdo weess een emol net, a wéi enger Sprooch dass d'Duerchsoe gemaach ginn. Do muss ee sech wierklech plazeweis eng afale loossen. Mä, wéi gesot, de Problem schéngt jo awer bekannt ze sinn.

Mir schwätzen hei iwwer dräi Projeten. Ganz generell bemierkt wëll ech soen, dass dës Regierung ganz vill Suen an d'Verbesserung vun eiser Mobilitéit gestach huet. Si huet vill Suen investéiert an neie Stroossebau, wat néideg ass, wat wichteg ass, well eis Stroosse quasi iwwerall am Land saturéiert sinn, zemools zu de Spëtzestonnen.

Mä gradesou wichteg ass et awer och, fir Suen ze investéieren an den ëffentlechen Transport, an do virun allem an de schinnegebonnenen ëffentlechen Transport. An dat ass eppes, wat mir begréissen.

Haut kënne mer gläich, et ass zwar nëmmen ee Vott an nëmmen ee Gesetz, mä et sinn awer dräi Projeten, déi mer haut realiséiere kënnen. Si gehéieren zu engem ganze Konzept. An dat Konzept ass wichteg. Well d'Iddi, déi derhannertstécht, ass jo, dass d'Eisebunn kann hir Capacitéite mat 1,5 multiplizéiere fir d'Passagéier, déi se ka mathuelen. Well wat bréngt et eis, wa mer zum Beispill - an ech ginn elo op deen ee Projet e bësse méi am Detail an, dat ass deen op der Zuchstreck vun Attem op Lëtzebuerg, dee vun der Rodanger Gare - do e Parkraum schafe fir 1.600 Autoen, wa mer zwou Statioune weider, zu Nidderkäerjeng, och nach eng Kéier 400 Parkplaze schafen, also fir 2.000 Autoen, mä mir fannen net genuch Plaz fir d'Leit am Zuch?

An dat ass e Problem op där Streck. Ech wëll Merci soen där heiter Regierung, mä awer och der Regierung virdrun, dass mer déi Duebelgleisegkeet agefouert hunn op där Streck. Dat bréngt et fäerdeg, dass mer e ganz gudden Takt hunn op där Streck. Ech mengen, all Véirelstonn kann een op där Streck den Zuch huele fir an d'Stad a fir zréck, zu de Spëtzenzäiten op alle Fall. Dat ass schonn eppes, wat de Confort fir de Passagéier enorm erweidert.

Mä natierlech muss ee wëssen, dass zu de Spëtzestonnen d'Zich voll sinn. An duerfir eben och d'Iddi, fir d'Garen, fir d'Quaie méi grouss ze maachen, notamment deen zu Rodange op 250 Meter ze erweideren. A wann ech et richteg verstanen hunn, Här Bausch, mä Dir kënnt mech och korrigéieren, soll dat jo da progressiv an alle Garen esou sinn, dass d'Zich méi laang kënne gemaach ginn, dass d'Quaie prett sinn, fir esou grouss Zich och opzehuelen, dass mer kënne méi Leit mathuelen. Dat schéngt mer enorm wichteg ze sinn.

Ech wëll just nach eng Kéier soen, dee Park & Ride, dee mer zu Rodange nieft der Gare maachen - deen elo net direkt hei zu deem Projet gehéiert, well mer e schonn eng Kéier gestëmmt hunn, mä awer eng Relatioun mat dësem Projet huet -, dat sinn 1.650 Autoen. Ech hunn eng Kéier ausgerechent, dat si siwe Kilometer, wann een déi een hannert deen anere stellt am Stau. Dat ass vun der Péitenger Gemeng bis an den Dippecher Bierg. Dat ass also eng enorm Quantitéit vun Autoen, déi mer kënne vun eise Stroossen erofhuelen. Et ass duerfir e wichtege Projet. An et ass och wichteg, dass mer net nëmmen zu de Leit soen: „Dir kënnt Ären Auto hei ofstellen", mä och: „Mir garantéieren Iech, dass Der eng Plaz herno kritt am Zuch."

Der Gemeng Péiteng wéilt ech vläicht nach un d'Häerz leeën, a mir hu jo Vertrieder hei: Dir maacht vill Efforten, wat den ëffentlechen Transport ugeet. Dir maacht Iech och Gedanken iwwert d'Vëlosweeër a Vëlospisten. Mir schafen elo op der Rodanger Gare véier Statiounen, fir dass ee ka säi Vëlo néierstellen. Et wär gutt, wa mer och géifen u Projeten denken, wéi mer d'Leit dann och mam Vëlo bis op d'Gare kréien, dat heescht, dass och do an der Gemeng nach Iwwerleeunge gefouert ginn, wéi mer kënne Vëlospisten ausbauen innerhalb vun der Gemeng - net nëmmen déi staatlech Vëlospisten.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Dat ass am Rullen. Dat kann ech Iech soen.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ass dat am Rullen?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Dat ass am Rullen.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ma, ech mengen, dat freet alleguerten d'Awunner aus Ärer Gemeng, a besonnesch déi vu Rodange a ronderëm.

Da wéilt ech, ier ech ofschléissen, de Minister nach eppes froen. Mir schafe jo hei, net nëmmen hei, mä och zu Waasserbëlleg an anerwäerts, grouss Parkplazen. Mir schafe Park & Riden. An d'Iddi ass jo: Mir maachen dat op Plazen, wou d'Leit kënnen ëmklammen op den Zuch oder op de Bus. Bon, elo schwätze mer hei iwwert den Zuch. Richtegerweis maache mer Park & Riden an engem éischte Ring ronderëm de Ballungszentrum an der Stad. Mir maachen et awer och do, wou d'Leit an d'Land erakommen, wéi zu Rodange oder zu Waasserbëlleg.

Mä mir haten awer och - bon, mir schwätze jo nach eng Kéier iwwert de Projet a Frankräich, iwwert de Park & Ride a Frankräich, dat kënnt jo nach dës Woch - ëmmer rieds vun engem Projet vu Park & Ride zu Stackem an der Belsch, an do hu mer awer elo schonn zënter Abrëll näischt méi héieren. Dat Lescht wat Der eis do gesot hat, Här Minister, dat war, dass Der eigentlech bedauert hutt, dass op belscher Säit d'Verwaltung relativ lues wär oder d'Politik - oder wien och ëmmer - relativ lues wär, fir do definitiv Decisiounen ze huelen. Flott wär et,

wa mer do géifen e bësse méi gewuer ginn. Vläicht fannt Der an Ärer Äntwert nach eng Minutt Zäit, fir dorobber eng Äntwert ze ginn.

Domat ass alles gesot an ech soen nach eng Kéier Merci. Et ass e wichtege Projet, deen d'Zoustëmmung vun der LSAP fënnt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wuesstum ass ouni Zweifel Fluch a Sege fir eist Land. Ech mengen, d'Konsequenze si bekannt, virun allem um Niveau vum Verkéier: de Stau, deen net méi kleng gëtt, den Trafic, deen zouhëlt. Et ass evident, datt mer also musse vill méi Efforten nach um Niveau vum ëffentlechen Transport maachen. Et kann een dëser Regierung vläicht munches virwerfen, ma mat Sécherheet net, datt se net ganz geziilt enorm investéiert hätt um Niveau vum ëffentlechen Transport.

Ech wëll drun erënneren, datt d'CFL zum Beispill tëschent 2008 an 2017 2,6 Milliarden investéiert huet. Selbstverständlech geet dat och op e Projet vun der viregter Regierung zréck. An et si bis 2027 nach 3,89 Milliarde virgesinn, fir ze investéieren. Heiansdo huet een zwar e bëssen d'Gefill, wéi wa mer ëmmer der Entwécklung géifen hannendrulafen.

Et ass jo och evident, et kann een net jiddwerengem eng Gare virun d'Dier bauen. Duerfir muss och eng gutt Combinaisoun tëschent Bus/Zuch, tëschent Auto/Zuch hiergestallt ginn. Dat brëngt natierlech mat sech, datt mussen eng ganz Rei Park & Riden amenagéiert ginn, datt eng ganz Rei vu Parkhaiser mussen amenagéiert ginn, wat jo an deene leschte Jore geschitt ass.

Haut diskutéiere mer dräi Projeten, déi gréisstendeels och an déi Richtung ginn.

Fir d'Éischt emol, wat d'Gare Rodange ubelaangt: Mir haten hei schonn de Projet, wat den Ausbau vun de Park & Riden ubelaangt. Haut geet et ëm d'Gare. Dat ass natierlech eng speziell Gare, well se eben och aus dem Ausland direkt ugefuer gëtt. Och d'Gleiser mussen hei reamenagéiert ginn. Et kënnen elo deementspriechend och, well d'Quaie verlängert ginn, méi laang Zich kommen. Dat ass gutt esou, well mir wëssen, datt op ville Strecken d'Zich iwwerfëllt sinn.

An d'Mobilité douce muss natierlech och vill méi eng Stëmm kréien. Den Yves Cruchten ass virdrun och schonn op den Aspekt vun dem Vëlo agaangen. Ouni elo wëllen der Gemeng Péiteng hei Virschréften ze maachen: Ech wéilt awer just drun erënneren, et gëtt jo déi Initiativ vu Vël'Ok, wou sechs Gemengen aus dem Süde sech zesummegeschloss hunn, wou eBikë gratis zur Verfügung gestallt ginn. Dat géif also och derzou bäidroen, datt d'Awunner aus deene betreffenden Uertschafte sech och kënnen iwwert de Wee vum eBike op d'Garen deplacéieren.

Den zweete Projet ass jo da vun der Gare Miersch, woubäi Miersch jo ganz kloer e méi zentrale Punkt ass vum Land. Do gi vläicht manner Grenzgänger ugezunn, mä virun allem ginn awer ganz vill Awunner aus der direkter Emgéigend op Miersch drainéiert. Mir schwätzen also éischter vu Residenten. Wat mer och gutt fannen, wat zu Miersch geschitt, wat och op anere Plaze geschitt: datt déi Garen an déi Quaie solle méi e modernen Ustrach kréien. Ech denke virun allem un déi nei Markisen. E gutt Beispill gesi mer jo hei an der Stad, wéi flott dat sech kann integréieren.

Architektonesch hu mer zu Miersch nach eng ganz flott Gare stoen. Et ass also derwäert, datt mer eis do derfir asetzen, datt déi och deementspriechend esou erhale bleift.

Dann den drëtte Projet, do geet et jo ëm d'Gare zu Waasserbëlleg. Och do, mengen ech, wat d'Erneierung vun der Gare u sech ugeet, déi brauch guer net a Fro gestallt ze ginn, an datt Waasserbëlleg och zousätzlech Parkplazcapacitéite brauch, ass onëmstridden. Et ass och eng Uertschaft, déi natierlech e bësse wéi e Magnéit wierkt op d'Emland, virun allem natierlech éischter aus dem däitschen Emland. Et si vill Pendler, déi do parke kommen.

Et däerf een och net vergiessen, datt d'Zuchverbindungen op Tréier respektiv an d'Stad musse gutt fonctionnéieren. Do ass jo virgesinn, fir nach Verbesserungen unzestriewen. Zum Beispill soll no Ouschteren, wann de Viaduc Polvermillen opgemaach gëtt, nach e sougenannte Bummelzuch agesat ginn, deen da praktesch am 30-Minutten-Takt d'Stad mat Waasserbëlleg respektiv Tréier verbënnt.

Et muss awer och gekuckt ginn, datt Efforte gemaach ginn um Niveau vun den Tariffer, an zwar, datt vläicht deeselwechten Tariff do kann applizéiert ginn, Lëtzebuerger Tariff a Richtung Wittlich respektiv och Tréier.

Et muss een awer ganz éierlech soen, datt de Bau vun dem Parkhaus zu Waasserbëlleg och net onbedéngt no jiddwerengem sengem Goût ass. Et ginn och do Meenungen, déi dat awer éischter e bësselchen a Fro stellen. Dat kann ech och novollzéien. Ech komme selwer aus enger Gemeng, wou och de Projet war, fir direkt bei der Gare nieft dem Park & Ride nach e Parkhaus ze amenagéieren an, jiddefalls, de Schäfferot aus där Gemeng huet sech do opposéiert. Et pour cause! Well et däerf een awer net vergiessen, wann een op esou ausgestallte Park & Riden nach e Parkhaus amenagéiert, dann zitt een automatesch neie Verkéier un. Och déi Iwwerleeung ass also net vun der Hand ze weisen.

Duerfir kann een novollzéien, datt et och zu Waasserbëlleg an deem Sënn Iwwerleeunge ginn. Gefaart gëtt och do, datt zum Beispill dat elo kéint zu zousätzlechem Drainage vun Autoen duerch den Zentrum vu Waasserbëlleg féieren. Do ass och ënner anerem eng Propos gemaach ginn, fir en neie Park & Ride an e Parkhaus bei der „Löwener Mühle" ze amenagéieren, mat engem neien Arrêt Waasserbëlleg.

Onofhängeg dovun, wat awer wichteg ass - an dat gëllt awer fir all déi Projete vu Parkhaiser -, ass, datt een och versicht, déi ekologesch Elementer verstäerkt an de Vierdergrond ze stellen. E Parkhaus u sech ass jo vum architektoneschen hier net onbedéngt eppes, wat aluedend ass. Duerfir soll een also kucken, datt een do maximal gréng Beplanzunge mat virgesäit.

Vläicht zum Schluss nach e puer allgemeng Remarken: Den ëffentlechen Transport huet nëmmen eng Chance, wann e gewëssene Confort garantéiert ass. Do solle mer eis kengen Illusiounen higinn. Mir kënnen déi schéinste Plattforme bauen, déi schéinste Quaie bauen, déi schéinste Parkhaiser, mä wann den Zuch u sech net rullt, wann e soll rullen, a wann en net dee Confort bitt, deen e soll bidden, da verléiert e ganz séier un Attraktivitéit.

An ech maache mech hei och zum Firspriecher, oder „Nospriecher", vu menge Kolleege vu virdrun, déi kleng Detailer opgelëscht hunn. Ënner anerem ass et och ëm d'Duerchsoe gaangen. Ech mengen, ech selwer, deen och regelméisseg mam Zuch fiert, muss dat och ëmmer erëm mierken.

A schued ass et, wann da gutt Projeten am Endeffekt u Klengegkeete scheiteren. Duerfir mussen do Efforte gemaach ginn. Dat geet bei der Duerchso op dem Quai u bis hin zum Affichage, wann d'Zich Retarden hunn, wann de Quai gewiesselt gëtt an esou weider an esou fort, wann d'Zich iwwerfëllt sinn. Wa mer dat net richteg an de Gréff kréien, wéi gesot, dann huet den ëffentlechen Transport net déi Chance, déi en am Fong geholl verdéngt huet.

Dann natierlech och, wat de Verkaf vun Ticketen ubelaangt. Wa meng Informatioune richteg sinn, ass et de Moment jo nëmme méiglech op deenen Automaten, Ticketen ze kafen, déi och dee Moment mussen deeselwechten Dag benotzt ginn. Do kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, besonnesch fir déi international Ticketen, ob et net méiglech ass, wann ech haut mäin Ticket kafen, datt ech muer awer eréischt fueren. Wéi gesot, dat sinn esou kleng Detailer, mä déi awer ganz vill bewierken.

Da wëll ech nach eng Kéier drop zréckkommen, wat ech schonn e puermol hei gesot hunn: Mir sollten dach endlech dat Gesetz vum 10. Mee 1995 ofschafen! Dat ass elo gläich ee Kilometer laang. Et fënnt kee sech méi dran erëm. Mir setzen ëmmer nëmmen nei Texter hannendrun. Ech fannen dat keng gutt legislativ Aarbecht. Et sollt een also endlech emol eng Kéier de Courage hunn an dat Gesetz definitiv ad acta leeën an da mat engem neie Gesetz ufänken.

Dat alles gesot, sti mer selbstverständlech hannert deenen dräi Projeten, déi mer gutt fannen. An ech wëll och nach ofschléissend der Madamm Lorsché Merci soe fir hir verschidde Rapporten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll dann domat ufänken, woumat mäi Virspriecher opgehalen huet, an der Madamm Lorsché Merci soen als Rapportrice. Si war dës Woch ganz vill gefuerdert hei an der Chamber.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).- rapportrice.*- Et ass nach net fäerdeg.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An et ass nach net fäerdeg.

Dee Projet, dee mer haut stëmmen, ass eng weider Investitioun, déi mer an den ëffentlechen Transport maachen. Et sinn der an dëser Legislaturperiod ganz vill gestëmmt ginn, dat muss ee fairerweis zouginn. An et si souguer eng ganz Rei Projete wéi dësen och, déi am Fong eréischt wäerten an der nächster Legislaturperiod realiséiert ginn.

Déi 263 Milliounen, déi mer haut hei wäerte stëmmen, dat ass eng gutt Investitioun. An ech mengen, all Investitioun, déi mer an den ëffentlechen Transport maachen, fënnt och heibannen an der Chamber meeschtens eng Eestëmmegkeet. Dat beweist, datt mer wierklech als Chamber eng Mentalitéit hei kritt hunn an deene leschte Joren, datt mer musse massiv an den ëffentlechen Transport investéieren.

Ech brauch net méi...

(Interruptions)

Gelift? Ah!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir hutt den Tram vergiess.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass wichteg, datt mer hei an den ëffentlechen Transport, an d'Eisebunn investéieren. An...

(Interruption et hilarité)

Dir hätt jo gär déi Präzisioun gehat? Voilà!

(Interruption)

Elo gitt Der schonn erëm e bësse wäit.

(Hilarité)

Ech mengen, déi dräi Projeten huet d'Kolleegin Lorsché eis hei am Detail virgestallt, wat zu Rodange, zu Miersch an zu Waasserbëlleg geschitt. Am Detail kann een dat resuméieren: Et gëtt méi passagéierfrëndlech, et gi méi Accessibilitéite gemaach, et gëtt behënnertegerecht, et gi Vëlosverbindunge geschaaft, et gëtt méi Sécherheet, et gëtt méi Capacitéiten, et gëtt méi Park & Riden. An engem Wuert kéint een dat resuméieren: D'Garë gi méi passagéierfrëndlech amenagéiert.

Ech wollt nach kuerz op déi Park & Riden ze schwätze kommen. Mir brauchen eis heibannen net ze erklären, firwat datt mer déi Park & Riden hunn. Mir wëssen, wéi d'Staue sinn. Mir wëssen, datt d'Staue vun Dag zu Dag méi grouss ginn. Eise grousse Problem, dee mer hei am Land hunn, dat ass de Pendlerverkéier. Déi bal 200.000, déi moies Richtung Stad fueren an déi owes erëm aus der Stad fortfueren, dat ass eise ganz grousse Problem, dee mer hei am Land hunn. An dee gëtt jo och net méi kleng.

Ech mengen, mir hunn dat schonn dacks heibanne gesot: Wa mer e Wuesstum hunn, wéi mer en am Ableck hunn, vun 3,5%, da bedeit dat op där enger Säit 13.000 - mol eppes méi oder eng Kéier manner - nei Aarbechtsplazen, déi mer schafen. Mir wëssen awer och, datt mer da quasi 13.000 Residenten an d'Land bäikréien, wat eis dann zousätzlech och de Wunnengsbauproblem erëm méi grouss mécht.

Mä bei deenen 13.000 Aarbechtsplaze wësse mer awer och, datt do 6.000, 7.000 Plaze vu Frontaliere besat ginn. Dat plus 13.000 Residenten, also hu mer all Joers 20.000 Leit zousätzlech hei am Land, déi sech iergendwéi bewegen. Déi eng ginn an d'Crèche, déi aner an d'Schoul, déi aner gi schaffen, déi aner ginn akafen - mä jidderee beweegt sech. A mat deem Rhythmus, mat deem mer elo fueren, hu mer also all Joers 20.000 Leit weider hei am Land, déi sech zousätzlech bewegen.

Duerfir musse mer alles maachen, fir an den ëffentlechen Transport ze investéieren. Mir mussen och d'Stroossen ausbauen. Mä mir däerfen eis net erwaarden, datt domadder d'Stauen hei am Land esou séier wäerte méi kleng ginn. Well mir wëssen, wéi laang datt déi Projeten do daueren, meeschtens ginn déi iwwer zwee, dräi, véier, souguer fënnef Joer, bis mer se realiséiert hunn, an an der Zwëschenzäit hu mer schonn erëm 100.000 Leit weider am Land, déi sech bewegen.

An da musse mer och wëssen - alleguer déi, déi aus der Grenzregioun kommen oder déi emol eng Kéier moies Richtung Bréissel fueren um aacht Auer, gesinn dat -, datt de Stau Richtung Lëtzebuerg an der Belsch bis Arel, dacks bis hanner Arel geet. Dat heescht, all déi Moosssnamen, déi mer elo treffen, déi sinn alleguer wichteg a richteg, mä déi maachen de Stau emol fir d'Éischt - wann en da sollt méi kuerz ginn - moies zu Arel méi kleng, awer hei op eisem Territoire gëtt en doduerch net méi kleng, well mer net esou vill Capacitéite gläichzäiteg schafen.

Duerfir gi momentan dräi Réng vu Park & Ridë gemaach, woubäi mir deen éischte Rank ronderëm d'Stad net richteg fannen, sief dat op der Cloche d'Or, sief dat um Héienhaff, wou jo e puer Dausend Parkplaze geschaaft ginn. Ech mengen, déi Leit, déi dohinnerkommen - an et ass virdrun hei gesot ginn, e Park & Ride zitt natierlech och Autoen un -, mä alleguer déi Leit, déi wëllen op déi Park & Ridë fueren, déi ronderëm d'Stad leien, déi stinn emol fir d'Éischt eng Stonn weider am Stau, fir iwwerhaapt op dee Park & Ride ze kommen.

Duerfir ass et wichteg a richteg eiser Meenung no, wann déi Park & Ridë méi wäit ewech gemaach ginn, dat heescht ronderëm d'Grenzen, ronderëm d'Land. An dozou zielen déi dräi, déi mer haut hei matstëmme mat deene Garen, plus déi aner Park & Riden, déi ronderëm d'Grenz vum Land gemaach ginn.

A mir wäerte jo dës Woch hei nach e Projet stëmmen, wat den Accord mat der franséischer Republik ubelaangt, wou mer jo och wëllen als Land dann deen drëtte Rank finanzéieren, dat heescht, wou mer direkt an d'Grenzregioun ginn, fir d'Leit do schonn op den ëffentlechen Transport eriwwerzekréien. Dat si menger Meenung no déi, déi am meeschten herno wäerte brëngen, well bei all deenen anere loosse mer d'Leit awer emol fir d'Éischt eng Rei vu Kilometeren iwwert d'Autobunn, iwwert d'Stroosse fueren, fir se hei op e Park & Ride ze kréien.

Et ass also wichteg, datt mer an den ëffentlechen Transport investéieren. An esou wéi an der Vergaangenheet ass dat och haut normal, datt dës Projeten d'Zoustëmmung vun der ADR kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech och dee Gesetzesprojet matstëmmen, fir déi dräi Projeten, déi dräi Garen.

Ech wéilt mech och uschléissen, ëmmerhin huet dës Regierung awer vill investéiert, souwuel an den ëffentlechen Transport wéi och an d'Renovatioun vu Garen, wat wichteg ass. Dat heiten ass erëm e Beispill, mir wëllen dat net leugnen.

Ëmsou méi muss een ëmmer ënnersträichen, wéi wichteg et ass, datt den ëffentlechen Transport a senger Globalitéit ëffentlech bleift. Dat ass jo justement en Atout. Et kann ee moderniséieren, et kann een ausbauen, wat immens wichteg ass fir Lëtzebuerg, étant donné datt mer eis jo schnell developpéieren, ganz schnell developpéieren. An doduerch kann een dat och steieren. Mir wësse jo ganz genau, datt dat net de Fall ass, wann et privat ass. Et gëtt dat Beispill och alt vun England geholl, wou een och heiansdo... Ech hu Fotoe gesi vun Zich, do freet ee sech, wéi déi iwwerhaapt nach zesummenhalen! An dat muss grausam si fir d'Leit, déi déi all Dag mussen huelen.

Dat heescht, mir hunn nach ëmmer déi grouss Tromp hei zu Lëtzebuerg, en ëffentlechen Transport ze hunn, wou d'Allgemengheet kann investéieren. Fir ze investéieren, muss een natierlech och déi néideg Recetten hunn. An dat wäert och fir déi nächst Regierung gëllen, datt een engersäits ophält, ze vill ekonomesch Aktivitéite vläicht op eng demesuréiert Aart a Weis hei unzezéien duerch fiskalen Dumping. Dee fiskalen Dumping, deen dozou féiert, datt ee manner Recetten huet, datt een duerno manner kann investéieren an ëffentlech Infrastrukturen. Dat heescht, do gëtt et schonn eng Kohärenz.

Schlussendlech wollt ech awer nach kuerz eng Fro stellen, well mer och vu Garë schwätzen. Ech mengen, et si Verbesserungen do. D'Zich, globalement gesinn, dat beleeën och d'Zuelen, komme matzäiten un. Et ginn awer weiderhin nach ëmmer Problemer vu Retarden. De Retard gehéiert och zur Bunn. Ech mengen, dat ka virkommen.

Mä op gewësse Garë ginn et zu de Stousszäite Retarden an de Problem ass eben deen - an dat verstinn ech nach ëmmer net -, datt se net ëmmer ugekënnegt ginn, esou wéi dat misst sinn. Heiansdo gi se ugekënnegt, heiansdo gi se net ugekënnegt. A wat derbäikënnt: Wann de Retard ugekënnegt gëtt, da gëtt net ëmmer ugekënnegt, wéi laang dee Retard wäert sinn. Fënnef Minutten? Zéng Minutten? 20 Minutten? Wat awer wichteg ass ze wësse fir d'Leit, déi op d'Aarbecht mussen, fir datt se sech vläicht eng aner Léisung kënnen imaginéieren.

Ech hunn ni verstanen, wéi dat méiglech ass hei zu Lëtzebuerg. Ech hunn a Frankräich, an der Paräisser Banlieue, all Dag den Zuch geholl. Do ginn et och heiansdo Retarden, awer guer net esou vill, wéi dat ëmmer esou gesot gëtt. An do gëtt dat erklärt an da weess ee firwat. Dann ass een net frou, mä et ass eben esou.

Mä hei schéngt dat iergendwéi heiansdo net ze klappen. An dat war mir ëmmer esou e bëssen e Rätsel.

Voilà! Dofir, vläicht kann den Här Minister nach kuerz dorop agoen? Mä soss wäerte mer natierlech eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wëll natierlech fir d'Éischt och der Rapportrice an allen Deputéierte Merci soen, sougutt fir de Rapport wéi och fir all hir Bäiträg, déi hei geleescht gi sinn. An ech wëll versichen, dann niewent engem kuerzen, klenge Gesamtiwwerbléck op déi puer allgemeng Froen anzegoen, déi haaptsächlech, géif ech emol soen, d'Problematik vun de Verspéidunge betraff hunn, Zichausfäll, Capacitéitsenkpäss respektiv d'Informatioun fir de Client.

Déi 264 Milliounen Euro haut, dat si jo am Fong dräi verschidde Projeten, si si regruppéiert ginn - dat ass och kee Problem - hei an ee Projet. Wann ech derbäirechnen, datt mer och nach eng Kéier virun e puer Méint bal 200 Millioune gestëmmt hu fir d'Gare Lëtzebuerg, da komme mer op en Total vu 465 Milliounen, déi mer hei gestëmmt hu bannent e puer Méint fir d'Schinneninfrastruktur. Dat si gewalteg Chifferen, well et muss een déi jo derbäiaddéiere bei all déi Projeten, déi mer déi lescht Joren hei gestëmmt hunn.

Ech muss och soen, wat mer besonnesch gefält, dat ass, datt mer och an der Exekutioun vun de Projete ganz gutt lafen. Wann der d'Zuele kuckt um Kont vun deem, wat mer bis 2017 wierklech och verschafft hunn - well et ass jo dat, wou et drop ukënnt, mir kënnen hei Milliounen oder Honnerte Millioune stëmmen, wa mer se net verschaffen, da verbessert sech um Terrain näischt -, dann ass dat scho pas mal. Mir leien de Moment bei bal 400 Milliounen d'Joer, déi reell verschafft ginn. Dat heescht, dat ass e Rythme de croisière, dee läit um Duebele vun deem, wat mer emol fréier haten. A mir wäerten, wann dat esou weidergeet an dee ganze Rhythmus, esou wéi e virgesinn ass, agehale gëtt, op Spëtzte kommen an zwee, dräi Joer vu bal 500 Milliounen Investissement, déi verschafft gi pro Joer um schinnegebonnene Reseau.

Dat ass enorm. Dat sinn enorm Zuelen! Dat kënnt Der och roueg am europäesche Verglach kucken. Do leie mer de Moment wierklech ganz un der Spëtzt. Mä et ass awer och noutwendeg, well villes vun deem, wat hei beschriwwe gëtt a bemängelt gëtt, zu Recht och bemängelt gëtt: vun Zich, déi ausfalen, Verspéidungen, déi et nach ëmmer gëtt.

Dat huet domat ze dinn, datt de Reseau total saturéiert ass. An et huet awer och mat deem ze dinn, wat den Här Gibéryen um Schluss gesot huet, datt mer nach ëmmer weider Croissance hunn. Dat ass, well ëmmer nach weider Aarbechtsplaze geschaaft ginn, wou Leit hei an d'Land kommen. An trotz dem Fait, datt mer moies an de Spëtzestonnen d'Zich wierklech rammelvoll hunn, hu mer nach ëmmer enorm Steigerungen an de Passagéierzuelen.

Just fir Iech ze soen, datt mer déi éischt sechs Méint 2018, wann ech de Streik erausrechnen a Frankräich, well do si jo ganz vill Zich ausgefall effektiv eleng wéinst dem Streik, wann ech reng national kucken, also wéi gesot ouni déi grenziwwerschreidend Zich, dann hu mer alt erëm eng Kéier e Plus vu 7% Passagéier dëst Joer. Dat heescht, trotz dem Fait, datt de Reseau saturéiert ass an d'Zich wierklech an de Spëtzestonne rammelvoll sinn.

Also wéi gesot, et ass net vu Muttwëll, wat mer hei maachen. Mir musse wierklech weider Gas ginn, datt mer déi Realisatiounen hei wierklech och am Timing ëmgesat kréien. An dat geschitt awer. Just fir Iech ze soen, datt et déi nächst Jore graduell wäert besser ginn, an 2019 wäerten dräi grouss Elementer dozou bäidroen, datt et sech bessert:

Dat eent ass, Dir wësst, datt mer an der Entrée vun der Gare Lëtzebuerg e Konflikt hunn tëschent der Waasserbëlleger Streck an der Ettelbrécker Streck, der Ëlwenter Streck. Am Fréijoer d'nächst Joer ass net nëmmen de Viaducausbau fäerdeg, mä och den Ausbau vun der Streck vu Waasserbëlleg op Sandweiler op zwee Gleiser ass fäerdeg. Dat mécht natierlech, datt mer do eng vill besser Capacitéit kréien, vill méi eng grouss Fluiditéit kréien a manner Konflikter kréien tëschent der Waasserbëlleger Streck an der Nordstreck vun der Eisebunn.

An da geet am Dezember d'nächst Joer de fënnefte Quai schonn op vun der Gare Lëtzebuerg. Dat heescht, do si scho Gleiser bäikomm. Dat wäert eis eng Rei nei Méiglechkeete bidden. Zemools kombinéiert mat deem, wat op der Waasserbëlleger Streck geschitt, wäerten dann zum Beispill op der Waasserbëlleger Streck am Fahrplang ab Dezember d'nächst Joer erëm Zich bäikommen. Woubäi een awer elo net dierf ënnerschätzen, datt et an der Gare Lëtzebuerg eréischt richteg besser gëtt no 2021, dat heescht, wann och de sechste Quai fäerdeg ass, a souguer doriwwer eraus 2022, 2023, wann och all déi Gleisanlagen, déi zousätzlech gebaut ginn, bis fäerdeg sinn.

Dat heescht, eréischt da kënne mer déi Capacitéit voll ausschëpfen. Well wat wichteg ass, an ech ginn net midd, et ze betounen, well dat nach ëmmer net richteg verstane ginn ass, et gëtt zum Beispill elo gesot: „Jo, elo hu mer en Zuch vun Esch op Ettelbréck, oder vu Rodange kënnt den Zuch souguer bis op Ëlwen erop, dat féiert jo just dozou, datt mer d'Verspéidunge matschleefen. Dat gëtt souwisou ni eppes mat deenen duerchgebonnenen Zich!" Well - effektiv! - déi schleefe just Verspéidunge mat hin an hier. Or ass et awer esou, datt den Haaptproblem, dee mer hunn, deen ass, datt d'Gare Lëtzebuerg, esou wéi se konzipéiert ass, eng Endgare ass. Dat heescht, datt d'Zich sech vun zwou Säiten op engem nämlechte Gleis treffen. A wann do een Zuch natierlech net séier genuch kann ewechgeraumt ginn, well en eng Verspéidung huet, dann huet dat - zack! - direkt Repercussiounen op dee ganze Reseau, zemools esou wéi de Reseau saturéiert ass.

A bei deem Ausbau, an dat muss een ebe verstoen, do sinn zwee Gleiser, déi gebaut wäerte ginn, zwee ganz nei Gleiser. Dat gi richteg Duerchgangsgleiser. Dat heescht, da gëtt d'Gare Lëtzebuerg op deene Gleiser betruecht, wéi wann et eng Duerchgangsgare wär, net eng Endgare. Do hält dann och keen aneren Zuch drop. Do halen nëmmen déi Zich um Quai, déi grad dann eben duerchfueren. An dat hëlleft natierlech, datt mer déi Verspéidungsproblematik ewechkréie bei deenen duerchgebonnenen Zich. Mä wéi gesot, an der Gare Lëtzebuerg wäert awer och dann duerch de Fait, datt mer generell d'Gleiser ausbauen a Quaie bäikréien, vill méi eng grouss Capacitéit do sinn.

D'Beetebuerger Streck wäert 2023/2024 fäerdeg sinn. De Moment ass Lëtzebuerg-Beetebuerg gespaart. A gëschter war am „Tageblatt" - an iwwregens vum Francis Wagner - en exzellenten Artikel. Ech sinn dankbar fir deen Artikel, well deen emol eng Kéier flott erklärt huet, wat de Moment do amgaangen ass ze geschéien, wat fir eng gewalteg Aarbechte viru Beetebuerg de Moment passéieren an datt dat net aneschters geet wéi mat enger Streckespärung, fir datt d'Leit dat dobausse verstinn, mä datt dat e Bestanddeel ass vum Ausbau vun der Beetebuerger Streck vun zwee op véier Gleiser. Dat ass, wéi gesot, 2023/2024 fäerdeg.

2023 kënne mer scho 70% vun där zousätzlecher Capacitéit ausnotzen. Déi aner 30% kommen eréischt, wann d'Gare Beetebuerg bis komplett nei gebaut ass. Do kënnt nach eng Kéier e Finanzéierungsgesetz, oder muss e Finanzéierungsgesetz an der nächster Legislaturperiod nach eng Kéier nokommen. Well d'ganz Gare Beetebuerg gëtt och komplett nei gebaut. A wann déi bis ausgebaut ass, da wäerte mer kënnen dat Ganzt voll ausschëpfen.

Mä wat een, wéi gesot, muss soen, dat ass, datt et elo all Joer wäert lues a lues Verbesserunge ginn. Parallell dozou huet d'Eisebunn jo och eng grouss Ausschreiwung lancéiert - do wäert Enn des Joers den Zouschlag gemaach ginn -, fir fir 400 Milliounen neit Zuchmaterial ze kafen. An dat gëtt geliwwert ab 2020/2021 dann och pro Joer, fir datt mer, a Fonctioun wéi d'Strecken an d'Garen ausgebaut ginn, dann natierlech och kënnen aner Zich asetzen. A wann ech soen: „d'Garen ausgebaut ginn", da wäert et esou sinn, datt all d'Garen um Reseau wäerten esou ausgebaut ginn no an no, datt se eng Quailängt hu vun 250 Meter, dat heescht, datt mer méi grouss Zich a méi laang Zich wéi haut kënnen asetzen, esou wéi mer et och elo bei deenen hei dräi Garen, déi mer haut hei stëmmen, virgesinn hunn.

Park-&-Ride-Parkplazen - also ronderëm d'Stad, an der Stad souwisou net, mä ronderëm d'Stad - ginn der zwee nach gebaut, déi grouss Capacitéiten hunn, dat ass richteg. Mä déi sinn och noutwendeg aus villfältege Grënn. Mä de Gros vun de Park-&-Ride-Plazen, déi mer bauen, baue mer wäit ewech vun der Gare. Hei sinn der jo elo dräi virgesi vu 450, 350 an 1.650 Plazen.

Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, datt mer bis 2021/2022 och nach zu Bascharage, an deem Eck vu Rodange, een zousätzleche baue vu 450 Plazen. Et ass ee virgesinn zu Ettelbréck vu 450 Plazen. Et ass een zu Ëlwen virgesi vu 450 Plazen. An dann, dat wäerte mer muer hei diskutéieren, sinn der zwee hannert der Grenz, op der Gare zu Lonkech mat bis zu 500 Plazen an zu Thionville mat 500 Plazen, virgesinn. Also Dir gesitt, de Gros ass effektiv am grenznoe Gebitt ausgeriicht, fir méiglechst fréi virun allem d'Frontalieren opzefänken, datt mer déi iwwert dee Wee op den Zuch kréien.

Zu dem Informatiounssystem: Mir leien nach ëmmer am Timing, esou wéi ech et och schonn e puermol ugekënnegt hunn. D'Péitenger Streck ass jo schonn am Lafen, nach net zu 100%, et ass an der Pilotphas, mä awer op dem gréissten Deel vun der Streck fonctionnéiert schonn deen neien Informatiounssystem. Am Moment sinn d'Aarbechten amgaange ronderëm d'Gare Beetebuerg. D'Gare Lëtzebuerg wäert bis Enn des Joers kommen. A bis Enn 2019, Ufank 2020 soll dee ganze Reseau domadder equipéiert sinn.

An déi Tableten, do hate mer effektiv e Programmatiounsproblem. Deen ass awer entretemps behuewen an den Equipement leeft un, oder deen ass amgaangen. A bis Enn des Joers sollen awer sämtlech Kontrolleren déi Tableten hunn. Dat heescht, dann hunn d'Zuchkontrollere schonn déi Méiglechkeeten op hirem Tablet, déi herno och an de Garen op den Affichagë si respektiv déi d'Leit op hiren Handy kënne kréien, wann de System bis ganz fonctionnéiert. Ech mengen, dat heescht, bis Enn des Joers huet jiddefalls den Zuchkontroller, den Zuchschaffner all Méiglechkeeten zu senger Verfügung, fir kënnen dem Client vill besser Informatiounen ze ginn ewéi haut.

Dat ass natierlech och e gewaltegen Investissement gewiescht. Dir musst wëssen, déi Zich gi jo all geolokaliséiert iwwert dee System. Do mussen an de Garen nei Equipementer gemaach ginn. An dee Programm, wéi gesot, dee leeft schonn zwee, dräi Joer vun der Bauphas hier, am Backoffice. Elo ass et d'Installatioun an de Garen, déi amgaangen ass. An dat ass awer nach ëmmer an deem Timing virgesinn, esou wéi mer et ugeduecht hunn.

Da wäerte mer och am September mam Verkéiersverbond eng nei App virstellen, déi e Pilotprojet ass, déi da wärend sechs Méint an der Pilotphas wäert fonctionnéieren. Déi geet wierklech ganz wäit: Do hu mer net nëmmen d'Zich an d'Busser matenee verknäppt, mä och souguer de CITA mat drageholl. Dat heescht, do kann een da seng Strecke sichen an Informatioune kréien an Echtzäit fir dee gesamte Verkéier.

An dat geet herno souguer esou wäit, datt een ausgerechent kritt: Wat kascht dat eent an dat anert mech? An esou weider, respektiv, do kann dann och vläicht deen Trajet, deen de System mer ugëtt, variéieren. Da kann de System deen een Dag soen: „Elo hëls de haut den Auto", a muer réit en zum Zuch an iwwermuer vläicht zu anere Kombinatiounen, jee nodeem wéi d'Verkéierslag ass, well alles mat dran ass.

Am September, wéi gesot, stelle mer dat vir. An da leeft dat wärend sechs Méint als Pilotphas. An da soll et duerno fir de Public opgoen. Och dat gehéiert zum System vun der Informatioun fir de Reesenden, niewent deene Saachen, déi d'Eisebunn hei mécht.

Dann zum Grenziwwerschreidenden: Et ass esou, datt déi belsch Operatioun, déi mer gemaach hu mat deem gemeinsamen Tariff a mat deem gratis Parking, an der Belsch e grousse Succès war. Ech hunn ëmmer dru gegleeft, d'Belsch hunn net dru gegleeft. Mä de Fait ass, dat wësse mer duerch Zielungen, déi gemaach gi sinn, an duerch d'Zuelen, déi mer entretemps hunn, datt an der Belsch d'Zich ëm 20% méi Clientë kritt hunn an de Spëtzestonnen duerch déi Geschicht.

Mir mussen nach ëmmer e bëssen derhannertgoe fir dee Parking zu Stackem. Et ass allerdéngs och esou, datt op der belscher Säit tëschent Arel a Viville nach eng Rei Moderniséierungen un der Streck musse virgeholl ginn, ier mer dat kënne maachen. Mä op alle Fall bleiwen ech do derhannert. Ech mengen, datt dee Parking och ganz sënnvoll ass. Iwwert déi aner Grenziwwerschreidend kënne mer muer schwätze mat Frankräich.

Dann ass et awer och esou, datt d'Fro gestallt ginn ass, oder d'Remark gemaach ginn ass vum Här Wagner, an ech ginn him do recht, datt et wichteg wär, datt den ëffentlechen Noverkéier an der ëffentlecher Hand géif bleiwen. An dat ass zu Lëtzebuerg de Fall. An datt et och esou ka bleiwen, dat wëll ech awer nach eng Kéier hei ënnersträichen, ass net vun ongefähr komm. Dat ass keen Zoufall. Dat ass, well dës Regierung sech agesat huet am Kader vun der Lëtzebuerger Presidence, fir en Accord ze fanne beim véierte Paquet ferroviaire.

An de Kompromëss, deen ech proposéiert hat am Europäesche Conseil, ass glécklecherweis fir eis esou duerchgaangen. An dat bedeit, datt Reseaue mat enger gewëssener „Klengheet", loosse mer et emol esou nennen, weider kënnen eng Direktvergab maache bei dem Service public, dat heescht beim ëffentlechen Noverkéier. Dat heescht, Lëtzebuerg ka vun där Ausnameregelung profitéieren. D'Verträg mat der CFL lafen 2024 aus. Meng Meenung ass do ganz kloer. Ech weess net, ob ech dann nach dee sinn, deen dat vergëtt, dat entscheet sech de 14. Oktober dëst Joer an doriwwer eraus - wann ech nach Loscht hunn, et ze maachen.

(Hilarité)

Dat entscheet sech duerno.

(Interruption)

Dat ass keng Erpressung. Dat ass einfach d'Realitéit.

Nee, elo emol Spaass beisäit! Ech mengen, dat entscheet sech an der nächster Legislaturperiod. Mä meng Meenung ass kloer, datt een déi Direktvergab soll maachen.

Allerdéngs wëll ech drop hiweisen, datt mer am Kader vun deem Kompromëss awer och nei Regelen opgestallt hunn, an zwar, datt een d'Direktvergab ka maachen ënner verschiddene Konditiounen. Dat heescht, am Cahier des charges musse kloer Sanktioune virgesi sinn, wat d'Qualitéit ubelaangt vun der Offer, déi gebuede gëtt. Mir musse Reportinge maachen, déi mer op Bréissel musse schécken, datt déi Qualitéitskritären och agehale gi sinn an esou weider an esou fort. Also ech mengen, et muss een awer schonn eng Rei Saachen erfëllen. Dat ass nei par rapport zu deem, wéi et virdru war.

Mä wéi gesot, meng Meenung ass kloer. Mä et ass där nächster Regierung iwwerlooss, ob se da meng Meenung suivéiert an ob dann den ëffentlechen Noverkéier zu Lëtzebuerg en ëffentlechen Noverkéier bleift oder ob e privatiséiert gëtt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da géife mer iwwert de Projet 7345 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7345 et dispense du second vote constitutionnel

An de Vott ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo, dat ass d'Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och d'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen dann zum Projet de loi 7290 iwwergoen, Ännerungen um Code du travail. An de Rapporteur, den Här Georges Engel, ass prett. Här Engel.

6. 7290 - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Hei ass e ganz konkret Beispill vun Digitalisatioun, näämlech d'Digitalisatioun vun enger Rei vun Demarchen

am Kader vun de Sozialwahlen. Iwwer myguichet.lu gëtt en Espace zur Verfügung gestallt, wou Formulairë kënnen erofgeluede ginn, déi vun der ITM ausgeschafft goufen. Also hu mer och eng Uniformitéit hei an den Dokumenter.

Dës Formulairë kann den Employeur dann ausfëllen a se der ITM och op elektroneschem Wee erëm zréck zoukomme loossen. An duerfir kritt den Employeur dann e Code.

Dat huet zur Folleg, dass dat eng administrativ Vereinfachung fir d'Entreprisen a fir d'ITM ass, déi bis elo all Dokument op Pabeier per Post zougestallt kruten an dunn d'Resultater och hu misse manuell aginn. Dat huet och zur Folleg, dass d'Resultater méi séier do sinn an och méi séier kënne publizéiert ginn.

Dëse Projet ass den 23. Abrëll 2018 deposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot ass den 3. Juli komm. An et sinn och nach soss Avisen erakomm, näämlech dee vun der CSL a vun der Chambre de Commerce, déi et u sech e gudde System fannen, mä awer och kritiséieren, dass net de Vote électronique direkt hei mat agefouert gëtt. Dat ass zurzäit net méiglech, well dat net konform ass zu engem Artikel vum Code du travail, näämlech dem Artikel L.413-1. Dat kann dann eng Kéier an enger nächster Etapp gemaach ginn.

Voilà. Méi ass och zu dësem Projet net direkt ze soen. Ech sinn awer frou, dass mer deen haut kënnen hei stëmmen, well et e konkret Beispill ass vun Digitalisatioun an och vun administrativer Vereinfachung, an dass ee gesäit, dass d'Digitalisatioun dem Mënsch och kann en direkten Notze bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord hei vun der LSAP.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An ech gesinn hei op menger Fiche, dass déi Kolleegen, déi ageschriwwe sinn, den Accord wëlle ginn. Ass dat esou, dass se just den Accord wëlle ginn?

Da soen ech den Häre Kaes, Bauler, Anzia...

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Den Här Bauler!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bauler?

Discussion générale

M. André Bauler *(DP).*- Här President, ech wollt awer ee Wuert just soen. Wann et drëms geet, fir administrativ Demarchen ze vereinfachen an d'Digitalisatioun sënnvoll ze notzen, fir de Leit d'Liewen ze erliichteren, dann ass meng Fraktioun déi éischt, déi deen dote Projet ënnerstëtzt. Dat gesot, soen ech dem Berichterstatter Merci fir seng Rapporten.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech wär elo tentéiert, fir all deenen anere Kolleegen d'Wuert och ze ginn.

(Brouhaha et négation)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Maacht dat net, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also déi Häre Ali Kaes, Gérard Anzia, Gast Gibéryen a Marc Baum sinn alleguer mat deem dote Projet averstanen.

Merci. An ech géif dann dem Aarbechtsminister d'Wuert ginn, fir wahrscheinlech...

Une voix.- Deen ass och averstanen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... seng Freed doriwwer auszedrécken, dass mir alleguer mat deem Projet d'accord sinn.

(Hilarité)

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Absolutt! Dir liest meng Gedanken, mä ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Rapporteur Merci ze soen, deen esou richteg a brillant dee Projet hei presentéiert huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Deem schléisse sech selbstverständlech och déi virerwäänten Häre un.

Voilà! An da wäre mer prett, fir iwwert de Projet 7290 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7290 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. De Vott ass ofgeschloss.

Mir hu 60-mol Jo an domat Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A fir deen nächste Projet, de Projet 7293, do ass och de Rapporteur, den Här Georges Engel, scho prett. An Dir hutt d'Wuert.

7. 7293 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3° de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

4° de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

5° de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

6° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7° de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech hoffen, datt dat dann och esou e brillante Rapport gëtt. Hei geet et näämlech ëm d'SISen, d'Sociétés d'impact sociétal. Verschidde Gesetzestexter gi geännert, fir datt déi SISen, souwäit se zu 100% aus Parts d'impact bestinn, och kënne Konventioune mat der ëffentlecher Hand maachen an deemno och vun der ëffentlecher Ënnerstëtzung kënne profitéieren.

Effektiv sinn d'SISen am Moment ausgeschloss, well dës finanziell Ënnerstëtzungsgelder an enger Partie Beräicher exklusiv fir Asblen a Fondatioune reservéiert sinn.

SISe sinn zwar vun hirer juristescher Form hier kommerziell Entreprisen, awer si verfollege kee But lucratif a schaffe par définition dacks an deene Beräicher, ëm déi et hei geet, näämlech an der Kooperatioun zum Beispill, dem Bau oder der Gestion locative sociale, der Erwuessenebildung, dem Prêt temporaire vun der Main d'œuvre an och an der wëssenschaftlecher Recherche.

Den Depot ass de 27. Abrëll 2018 gemaach ginn. Mir hunn den 10. Juli 2018 en Avis vum Statsrot kritt. Et goufe keng Observatiounen, mä just Propositions de texte, fir eng besser Lisibilitéit ze kréien.

Soss Avise waren déi vun der ULESS, der Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire - wat jo och net verwonnerlech ass, datt déi hei en Avis gemaach huet -, déi proposéiert, eventuell och nach den Enseignement privé hei materanzehuelen.

D'CSL, d'Chambre des Salariés, ass d'accord mat dësem Projet.

D'Chambre de Commerce, déi zwar dem Projet de loi positiv géigeniwwersteet, warnt awer virum Risiko, wéi u sech och schonn, wéi de Projet de loi vun den SISen hei ofgestëmmt gouf, vun der Wettbewerbsverzerrung an hätt sech u sech méi Begleedung gewënscht fir d'Émwandlung vun enger Asbl an eng SIS.

A si war och der Meenung, datt SIS kéinten ënnerstëtzt ginn, déi net zu 100% aus Parts d'impact bestinn. Dat war net d'Meenung vun der Kommissioun. Fir eis ass et kloer, datt déi SISen, déi zu 100% aus Parts d'impact bestinn, wou dann also och de Gewënn erëm ganz an d'Butten, an d'Objektiver vun der Societéit zréckfléisst, datt och just déi sollte kënne Konventioune mat der ëffentlecher Hand maachen an och vun der ëffentlecher Hand kënnen ënnerstëtzt ginn.

Ech si frou, datt dëst Gesetz hei haut ka gestëmmt ginn, well et enger Partie SISen d'Méiglechkeet, fir sech weiderzëentwéckelen, wäert ginn an domadder och den SISen d'Méiglechkeet gëtt, da besser ze iwwerliewen. Duerfir ass dat heiten e gutt Gesetz!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vun der LSAP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann däerf ech déiselwecht Fro wéi virdrun nach eng Kéier stellen,...

Une voix.- Ech mengen, den Här Bauler wollt nach eppes soen!

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... well d'Kolleegen uginn hunn, datt se hiren Accord wéilte ginn: ob déi Häre Kaes, Bauler, Anzia a Reding an och selbstverständlech den Här Baum just wëllen den Accord vun hire Fraktioune bréngen.

(Assentiment)

Wann dat esou ass, soen ech Iech villmools Merci a froen den Här Minister, fir sech deem unzeschléissen. Den Här Minister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech wollt just och nach eng Kéier dem Rapporteur Merci soen. An ech wollt och just soen, datt dat heiten e Gesetz ass, wat et ons erlaabt, d'Sozialwirtschaft hei zu Lëtzebuerg weiderzëentwéckelen.

Ech mengen, déi heite Regierung huet e Gesetz geschaaft, wat eng zolidd Basis fir d'Sozialwirtschaft hei zu Lëtzebuerg duerstellt. An dat heiten erlaabt verschiddenen Entreprisen aus der Sozialwirtschaft, déi et scho gëtt oder déi et muer wäert ginn, sech ze konstituéieren, besonnesch a Secteuren, déi interessant sinn.

Just d'Formation continue ass een dervun, oder de Logement. Ech mengen, mir schwätze vill iwwer Logement social. Et ass absolutt envisageabel, datt dat och en Domän gëtt, wou d'Sozialwirtschaft kann aktiv ginn. Duerfir ass dat heiten e Gesetz, wat positiv ass fir d'Promotioun vun der Sozialwirtschaft hei zu Lëtzebuerg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer prett, fir iwwert de Projet 7293 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7293 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo, domat hu mer Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7311. A vu dass de Rapporteur scho prett ass, de Georges Engel, brauch ech net nach méi ze soen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

8. 7311 - Projet de loi modifiant

1° le Code du travail; et

2° le Code de la Sécurité sociale

en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité de travail prolongée

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dësen awer fir mech ganz, ganz wichtege Projet de loi, dee soll de Problem vu Leit behiewen, déi eng ganz schwéier Krankheet hunn, doduerjer eventuell eng Zäitchen am Spidol waren oder länger Therapien haten, eng laang Rekonvaleszenz haten, an deenen heimadder ganz vill gehollef ass.

Effektiv ass et esou, datt de Code de la sécurité sociale d'Recht op Krankegeld op 52 Woche limitéiert, an dat bannent enger Referenzperiod vun 104 Wochen. Dat ass den Artikel 14 vum Code de la sécurité sociale. Duerfir ginn all d'Periode matgezielt, wou de Salarié an enger Incapacité de travail ass. Um Enn vun deenen 52 Wochen ass och den Aarbechtskontrakt de facto eriwwer. An dat ass den Artikel 125-4 vum Code du travail, deen dat esou seet.

Dat ass fir déi Leit, déi an enger Situatioun sinn, wou se bei déi 52 Woche kommen, eng ganz schwiereg, eng ganz grav Situatioun. Urspréinglech war dës Bestëmmung derfir geduecht, d'Leit net éiweg am Krankeschäin ze loossen, mä se esou frëi wéi méiglech en charge ze huelen, soudatt se eventuell an de Reclassement oder an eng Invaliditéit kéinte kommen.

Fir Leit awer, déi un enger Laangzäitkrankheet leiden, schwéier Traitementer mussen iwwer sech ergoe loossen, sinn déi Bestëmmungen do wéi en Damoklesschwäert, souguer wa se eigentlech gutt Chancen hunn, fir nees gesond ze ginn. A fir hinnen elo ze hëllefen, gëtt dës Limitt vun 52 op 78 Wochen eropgesat.

Domat awer net genuch. Et gëtt och gläichzäiteg eng Reprise progressive du travail agefouert, déi u sech méi flexibel ass wéi deen elo besteeënde Mi-temps thérapeutique an déi och méi flexibel ass an de Prozenter, wéi ee ka schaffen. Do kann ee vun null bis x Prozent da schaffen. Déi Reprise progressive du travail gëtt also agefouert, wann - awer och nëmme wann - esou eng Reprise an och d'Aarbecht selwer kënnen zu enger Verbesserung vum Gesondheetszoustand vun der interesséierter Persoun bäidroen.

Déi Zäit gëllt wéi eng Incapacité de travail. D'Krankegeld leeft virun, mä den Assuré ass awer onfallverséchert. Dat erlaabt et dem Interesséierten, sech erëm mat sengen Aarbechtskolleegen ze treffen, sech nëtzlech ze fillen, eppes, wat ganz wichteg ass an esou enger Situatioun, och säi Selbstwäertgefill ze stäerken, sech net an engem Isolement ze gesinn, d'Moral opzebesseren an esou trotz senger Krankheet sech selwer u sech e positive Push ze ginn.

Et ass anescht wéi beim Mi-temps thérapeutique, wou een u sech jo och mi-temps schaffe geet a mi-temps am Krankeschäin ass a wou de Krankeschäin da vun der CNS, vun der Gesondheetskeess, bezuelt gëtt, an dat anert, well ee jo och effektiv schafft, vum Patron bezuelt gëtt. Hei si mer an enger Incapacité de travail. Den Interesséierte bleift also zulaaschten dann - wann een dat esou ka soen - oder d'Krankegeld gëtt weider bezuelt vun der CNS.

Iwwregens, och am Moment ass et méiglech opgrond vun de Statute vun der Gesondheetskeess, d'Limitt vun deenen 52 Wochen ze verlängeren. Et huet sech awer erwisen, datt dee Wee net dacks genotzt gëtt, well e komplizéiert ass an an der Situatioun vun enger Laangzäitkrankheet och net wierklech zoumuttbar ass.

No enger Léisung gouf iwwregens laang Zäit gesicht am Kader vun de Verhandlunge mat de Sozialpartner. Déi ware sech am Prinzip och eens, datt eng Verlängerung vun der Limitt vun den 52 Woche sollt kommen, dat opgrond awer vu bestëmmte Kritären. An eng zefriddestellend Léisung konnt awer leider net fonnt ginn, well et onméiglech geschéngt huet, fir do och kloer a gerecht Kritäre festzeleeën.

Dat ass schued. Dat ass awer zum Deel och verständlech, well all Gesondheetssituatioun eenzel ass, eenzegaarteg ass an et duerfir och schwéier ass, do gerecht a kloer Kritäre festzeleeën.

An duerfir huet de Minister eng Partie Mesurë proposéiert, op déi ech elo virdru scho kuerz agaange sinn, näämlech: eng allgemeng Erhéijung vun der Limitt vun den 52 Wochen op déi 78 Wochen, eng Reprise progressive du travail, déi dem Gesondheetszoustand vum Patient muss zeguttkommen, an zäitgläich aner Mesuren, déi déi finanziell Laascht vun dem Krankegeld op de Patron dann och erofschrauwen, de Patron, deen u sech jo och net frou ass mat där Situatioun, éischtens, well en eng Persoun huet, déi an engem Laangzäitkrankeschäin ass. A ganz vill Patrone leide jo och mat deene Leit. Ech weess dat och. Ech kennen eng ganz Rei vu Patronen, déi net frou sinn driwwer, datt een esou e Laangzäitkrankeschäin huet, an déi och net drop erpicht sinn, deem dann och no 52 Wochen den Aarbechtskontrakt ze kënnegen.

Also, de Patron, dee bezilt jo sengem kranke Salarié weider seng Pai bis zum Enn vum Mount, an deen de 77. Krankheetsdag fält. Ech ginn Iech e Beispill: Den 1. Mäerz gëtt ee krank. Dann ass de 77. Krankheetsdag de 16. Mee. Da bezilt de Patron also bis den 31. Mee weider d'Pai. Duerno iwwerhëlt dann d'CNS.

Bis ewell goufen déi Deeg bannent enger Referenzperiod vun 12 Méint gekuckt. An Zukunft geet déi Referenzperiod op 18 Méint erop an de Patron gëtt entlaascht, well d'CNS dat iwwerhëlt.

Dohier geet och den Taux de cotisation vun de Patronen un d'Mutualité des employeurs vun 1,95% op 1,85% erof, déi Mutualitéit, déi de Patronen u sech jo och dann 80% vun der Lohnfortzahlung zréckbezilt.

Et gouf weider un enger Limitt festgehalen. Et hätt ee jo och kënne soen, wat jo och d'Fuerderung vun enger Gewerkschaft war, fir déi Limitt vun den 52 Wochen einfach falen ze loossen a keng Limitt méi ze maachen. Et gouf awer weider un enger Limitt festgehalen, well mer dat als System och noutwendeg fonnt hunn, well een eisen eenzegaarteg gudde Sozialsystem och net sollt iwwerstrapazéieren an - an dat ass, mengen ech, dat Essenziellt awer - well mer eis eens sinn, datt Laangzäitkrankeschäiner kengem, awer och wierklech kengem eppes bréngen.

A fir dat dann och ze verhënneren, ass un enger weiderer Limitt festgehale ginn, mat all de Mesuren, déi sech dorunner glidderen an déi sollen hëllefen, datt et weder zu esou enger laanger Krankheet soll kommen, wann et net anescht machbar ass, oder all de Suitten, déi herno kënne geholl ginn, wann een dann awer un deenen 78 Woche sollt hänke bleiwen, a wou virdru musse Saache geschéien, fir datt een net bis dohinner kënnt.

Bei der Assurance dépendance, déi och an dësem Gesetz mat eng Rei vu Modifikatioune kritt, si folgend Ännerunge virgesinn:

Duerch Amendemente vun der Regierung gëtt et Ännerungen a Saache Bestëmmungen ze klären, ënner anerem wat explizitt d'Coursesortieën ugeet, mä och wat d'Emwandlung vun de Gardes en groupe a Gardes individuelles ugeet, an och ëmgedréit. D'Activités de groupe kënnen a véier Stonnen d'Woch ëmgewandelt ginn, an individuell, fir mat enger Persoun akafen ze goen, administrativ Demarchen ze maachen oder bei den Dokter ëner anerem ze goen.

Ausserdeem gëtt et och extra Forfaite fir weider Activités d'accompagnement am stationäre Beräich, wann de Besoin do besteet. Esou gesäit zum Beispill hei de Paragraf 4 elo vir, datt am Kader vun enger stationärer Prise en charge, fir d'Sécherheet vun der Persoun ze assuréieren oder och fir géint den Isolement social virzegoen, d'Prise en charge forfaitaire elo vun haut véier op zéng Stonnen d'Woch kann an d'Luucht goen; wat awer wierklech eng wesentlech Verbesserung vun der Situatioun ass.

Firwat ass e Gesetz gemaach ginn an net e Règlement grand-ducal? Ma hei entsteet en neit Recht. A wann en neit Recht entsteet, ass dat besser an engem Gesetz geregelt, et ass méi eng Gesetzsécherheet, wéi wann dat iwwer e Règlement grand-ducal gemaach gi wär, wat awer e Risiko gewiescht wär, wat d'Rechtssécherheet ugaange wär.

Den Depot vun dësem Projet ass de 15. Mee 2018 gemaach ginn. Den 20. Juni 2018 sinn Amendementer gemaach ginn. De 17. Juli huet de Statsrot säi méi nuancéierten Avis ofginn. Et war awer keng Opposition formelle derbäi.

Aner Avise waren dee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi u sech de Projet de loi approuvéiert, vun der COPAS, déi just en Avis ofginn huet fir deen Deel vun der Assurance dépendance, deen och approuvéiert, mä u sech d'accord gewiescht wär, fir nach méi wäit ze goen.

An d'Chambre de Commerce huet mat der Chambre des Métiers en Avis ofginn. An do énnersträiche se, datt se u sech keen Accord ginn hu fir eng generell Extensioun vun den 52 Wochen op déi 78, mä u sech nëmme wollten eng Extensioun ginn ënner bestëmmte Konditiounen.

Ech kenne Leit, déi an där heiter Situatioun sinn, déi no bei den 52 Woche sinn an déi Angscht hunn, datt se, wa se eng Gripp kréien oder wa se sech d'Bee briechen, vun haut op muer hiren Aarbechtskontrakt kéinte verléieren. Dat ass wierklech wéi en Damoklesschwäert, wat iwwert deene Leit hänkt. An dat ass keng gutt Situatioun fir déi, zemools wa se aus enger laanger Krankheet, enger ganz graver Krankheet kommen, wou se eng länger Zäit am Spidol waren oder e längert Traitement hu misse maachen.

Duerfir sinn ech frou a ganz houfreg och, datt ech dëst Gesetz hei als Rapporteur ka virstellen. An ech ginn hei och gären den Accord vun der LSAP. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz fir d'CSV.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de leschte Freideg stoung an enger Wochenzeitung, d'Chamber wier am „Schwéngsgalopp" ënnerwee, wat d'Vitesse vu verschiddene Projeten ubelaangt, an et misst ee sech och d'Fro stellen, wéi ee verschidde Projeten nach kéint am Detail kucken a consultéieren.

An de Georges Engel, deem ech wëll Merci soe fir säi Rapport, huet och...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Brillante Rapport!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Neen, „brillant", dat kann ech net soen. Dat kënnt elo am weidere Verlaf, da wësst Der firwat.

De Georges Engel huet a sengem Rapport och drop higewisen, dass den Avis vum Conseil d'État de 17. Juli komm ass. Haut si mer de 25. Dat heescht, virun enger Woch an engem Dag ass den Avis komm vum Conseil d'État. Mir hunn en deen een Dag consultéiert, deen aneren Dag ass de Rapport ugeholl ginn. Do war eng ganz grouss Vitesse hannendrun an dofir passt dat mam „Schwéngsgalopp" ganz gutt.

Et ass awer och opgefall, an de Georges Engel huet elo nach eng Kéier déi eenzel Avisen erwäänt an am Rapport steet zwar dran, dass se consultéiert gi sinn, mä ech hunn am Rapport näischt erëmfonnt iwwert den Avis vun der Chambre des Salariés. Den Avis vun der Chambre des Salariés ass, laut den Dokumentatioune vun der Chamber, den 2. Juli an der (veuillez lire: an der fréierer) Chambre des Employés privés gestëmmt ginn an den 13. Juli als Document parlementaire zur Verfügung gestallt ginn. Do kann ee jo soen, dofir war keng Zäit méi, fir deen ze consultéieren.

Ech wëll awer soen: Den Avis vun der COPAS ass och den 2. Juli 2018 vun der COPAS guttgeheescht ginn an den 13. Juli en Document parlementaire ginn. Dee konnt awer mat am Rapport verschafft ginn, soudass et mech dach awer wonnert, wann zwou verschidde Strukturen deeselwechten Dag en Avis stëmmen an hiren Organer, déi gläichzäiteg deeselwechten Dag en Document parlementaire ginn, dass een dann einfach deen een, dee vun der Chambre des Salariés, guer net méi herno am Rapport final zréckfënnt. Dat ass awer eppes, wat mech dach e bëssen iwwerrascht huet. A soss hätt ech gesot, et wier „brillant", mä dat vun der Chambre des Salariés ass am Rapport net méi opgetaucht.

Ech wëll soen, dee Projet ass jo an zwee gedeelt. Mir hunn zwee Voleten. Dat eent ass de Volet vun den 52 Wochen an dat anert ass de Volet vun der Fleegeversécherung. De Volet vun deenen 52 Wochen, an de Georges Engel huet dat schonn ënnerstrach, dat ass eng Regelung, déi mer am Dezember 2004 agefouert hunn hei an der Chamber an déi vun Ufank u vu ville Säite kritiséiert ginn ass. An ee vun den Haaptkritikpunkte war ëmmer, dass och vill Leit awer no 52 Wochen nach net erëm op de Bee waren.

Gläichzäiteg ass vun Ufank un ëmmer kritiséiert ginn, dass Krankheet an Unfall ëmmer matenee vermëscht ginn, wou ee sech ëmmer d'Fro gestallt huet, ob et net misst sinn - an ech ginn dovun aus, en huet déi Detailer net gesot, mä dass verschidden aner Meenungen do gewiescht wieren, dass dat ënner anerem eng ass -, dass zum Beispill den Unfall hätt kënnen ausgeklammert ginn. Da wiere verschidde Problemer näämlech net entstanen!

Et ass jo net esou bei deenen 52 Wochen, dass mer do vun Zegdausende vu Leit schwätzen, mä mir schwätze vun e puer Honnert Leit - e puer Honnert ze vill, Klammer erëm zou -, awer et ass jo net vun Dausenden, wou mer do schwätzen, an do hätt et misse méiglech sinn, den Unfall erauszehuelen. Well wa mer den Unfall géifen eraushuelen, dann - mä de Minister huet jo do sécher déi detailléiert Chifferen - wieren et der eng jett manner, déi iwwerhaapt an de Fall vun deenen 52 Woche komm wieren.

An ech erënneren och u méi schwéier Krankheeten. A vill vun de Leit heibannen, inklusiv den Här President, waren derbäi bei deem Temoignage beim Kriibslaf, wou eng Fra ugefaangen huet mat kräischen, wéi se drun erënnert huet, dass se probéiert huet, erëm schaffen ze goen, fir net an déi 52 Wochen eranzefalen. An et ass net gaangen, well et bei hir net gaangen ass an och am Betrib ganz vill Schwieregkeete komm sinn. An ech mengen, all déi Leit, déi do derbäi waren, kënne sech dorun erënneren. An dat war och ganz emouvant.

An dofir, och wann et do eng Verbesserung gëtt vun 52 Wochen op 78 Wochen, ass fir mech de Problem nach wie vor net geléist. Dat eenzegt, wat elo ass, mir wäerten elo emol 26 Wochen net méi dovunner schwätzen, näämlech wann Der vun 52 op 78 klammt, hunn d'Leit 26 Woche méi. Dofir hätte mir et besser fonnt, wa mer no 52 Wochen eng Léisung fonnt hätten an no 52 Woche gesot hätten - vläicht wéi et war virun 2004 -, dass déi Leit an eng provisoresch Invalideren komm wieren, wéi dat bis 2004 de Fall war.

Ier deemools d'Ännerunge komm sinn, ass et esou eng Cellule gi vun engem gréissere Betrib - en ass awer haut net méi dee gréisste Betrib aus dem Land -, wou zimlech vill Leit an d'Invalideren geschéckt gi sinn. An do huet et deemools geheescht, mir missten deem en - wéi soll ech dat soen? - Reedel...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- E Rigel.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ...e Rigel virschiben, fir dass dee Betrib sech net doriwwer kéint gesondstoussen. De Betrib heescht haut anescht, et ass eng ganz aner Konfiguratioun. Mä dofir…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et war d'ARBED, oder?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här Gibéryen, elo wou Der den Numm sot, ech mengen, esou huet e geheescht. An déi Situatioun ass et an deem Betrib jo net méi ginn. Dofir froen ech mech, firwat mer et net awer fäerdegbruecht hunn, no deenen 52 Wochen ze soen: „Da kënns de an eng aner Prozedur an du brauchs der net nach ëmmer de Kapp ze zerbriechen: ‚Wat geschitt mat mer?'", well elo ass et net bei 52 Wochen, mä elo zerbréchs de der de Kapp: „Wat geschitt, wann ech an där 78. Woch ukomm sinn?".

Positiv awer an deem Gesetz, dat soen ech awer hannendrop an dat huet de Georges Engel méi detailléiert erkläert, ass déi Geschicht mam Congé thérapeutique, dass et méiglech ass, dass de eng Therapie méchs an awer schaffe gees. Dat ass eppes, wat mer gutt fannen.

Mä wéi gesot, dat anert, nach eng Kéier: Firwat huele mer den Unfall net eraus? An zweetens, firwat da soe mer net: „No 52 Woche musse mer kucken, eng definitiv Léisung ze fannen."? Well gleeft mer, déi vun eis, déi d'Chance hunn, nom 14. Oktober erëmzekommen, déi wäerte 26 Wochen duerno nach eng Kéier domat beschäftegt ginn, well dann d'Fro sech wäert stellen: A wat maache mer elo mat deenen, déi op 78 Wochen ukomm sinn? Ech weess och, et sinn der dann e puer manner wéi bei deenen 52 Wochen, mä och da wäert do nach eng Kéier de Punkt opkommen.

Iwwerraschend ass awer, wann ee weess, wivill Leit et sinn - mä do wäert de Minister herno sécher nach drop agoen -, dass dat awer 6 Milliounen Euro kascht. Well wann ech weess, dass et e puer Honnert Leit sinn an et si 6 Milliounen Euro, da kann ech mer awer d'Fro stellen, wat mer dann op eemol fir e Salaire médian hunn. Mir souzen de Mëtten an enger Kommissioun zesummen an do hu mer iwwert d'Kannergeld an iwwert de Salaire médian geschwat. An ech muss Iech awer soen, fir op dee Käschtepunkt vu 6 Milliounen Euro ze kommen, dann hu mer awer hei zu Lëtzebuerg e relativ héije Salaire.

An da muss ee sech awer do Froe stellen, well, Här President, et ass e Projet, deen Iech och um Häerz läit, dee vun der Upassung vum Kannergeld, wou den Här Schneider eis jo gesot huet, en hätt dem Här Meisch an der Madamm Cahen d'Chiffere ginn. Mir hunn déi awer de Mëtten net presentéiert kritt, mä zwee Amendementen, déi d'Regierung haut de Mueren ugeholl huet. Ech weess elo net, Här President, ob elo nach Kommissiounssitzunge sinn, fir d'Amendementen un de Conseil d'État ze ginn, fir de Rapport ze stëmmen, fir dass awer deen Accord, dee sollt den 1.1.2018 a Kraaft trieden, nach kënnt.

Ech weess et net, Här President, mä dat kënnt Dir eis vläicht soen, an Ärer Wäisheet wësst Dir jo sécher, ob dat nach de Fall ass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech mengen, dat kann Iech Äre Fraktiounspresident och soen.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ah! ...oder och net.

(Brouhaha et hilarité)

Et ass just do, wat ech wëll soen, wou ee sech déi Fro muss stellen, wat déi 6 Millioune sinn. Mä ech ginn dovun aus, dass den Här Minister eis herno do d'Fro ka méi am Detail beäntweren. Dat zu dem Problem vun den 52 an 78 Wochen, wou mer eben do léiwer definitiv Léisungen gehat hätten, wéi dass déi Leit nach ëmmer d'Damoklesschwäert iwwer sech hätten, well dat ass just eng Verlagerung.

Da wëll ech vun deem zweete Projet schwätzen, deen hannendrugehaange ginn ass, dat ass dee vun der Fleegeversécherung. Do wëll ech emol fir d'Eischt dem Minister felicitéieren, dass en, nodeem mer schonn am Oktober hei gesot hunn, dass mir der Meenung sinn, dass dat net esou einfach iwwert d'Ronne geet, sech net gescheit huet ze soen: „Do ass e Problem, mir wëllen dee Problem léisen", an dass en dofir och op de Wee gaangen ass, fir Propositiounen ze maachen, déi elo och an dësem Gesetz hiren Nidderschlag fannen. Dofir meng Felicitatiounen un de Minister.

Ech wëll awer gläichzäiteg soen, ech hunn awer trotzdeem Problemer domat, well ech ëmmer verstanen hat an deenen Aussoen, dass mer géifen op dat zréckgoen, wat mer virun der Reform haten, dass dat, wat d'Course-sortien an all déi Punkten ubelaangt, erëm esou géif ginn, wéi et virum Vott vun dem Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung war.

Deem ass awer net esou. An dat ass jo och vu verschiddene Plazen ënnerstrach ginn, wou zum Beispill och d'COPAS an engem Bréif drop opmierksam mécht. Dat ass deen Avis, deen ech virdrun zitéiert hunn. Et ass awer net nëmmen d'COPAS, déi dorop opmierksam mécht, mä och d'Chambre des Salariés. Ech wëll elo net mengen, dass dofir dee Rapport vergiess gi war, mä och d'Chambre des Salariés seet an hirem Dokument, dass et net méi esou ass mat de Course-sortien, wéi dat virun der Aféierung vun der Reform war.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An dofir muss ech Iech soen, hu mer elo e bësse Problemer domadder, well dat mat de Course-sortien net esou ass, wéi dat virun der Reform war, mä dat ass eng nei Léisung. Mir wëssen, dass Gardes en groupe a Gardes individuelles kënnen ëmgesat ginn, ëmgewiesselt ginn. Mä et ass net all Mënsch, deen ënnert d'Recht vun der Garde en groupe fält. Also kann deen och duerno net an d'Garde individuelle eriwwerkommen.

Dofir si mer der Meenung, dass do d'Wierklechkeet e bëssen aneschters ausgesäit, wéi mer de Moment amgaange sinn, eis alleguerte selwer op d'Schëller ze klappen, dass elo all Problem geléist wier! Well et wäerten och nach aner Iwwerraschungsmomenter an deem Dossier optauchen, well do ass näämlech och nach en Accord fonnt ginn tëschent der Regierung an de Bedreiwer vun deenen Haiser, wat déi eenzel Kollektivverträg ubelaangt, bei dem Kollektivvertrag vun der Entente des hôpitaux an dem Kollektivvertrag vun dem SAS. Do ass och en Accord deementspriechend ënnerschriwwe ginn.

Mä elo ass d'Fro, ech hunn do néierens eppes fonnt am Budget, wéi dat dann elo geet mat deenen Ënnerscheeder, déi d'Regierung wärt un déi Bedreiwer bezuelen. Fanne mer dat eréischt am Budget 2019? Gëllt dat dann eréischt ab dem 1. Januar 2019? De 16. Juni ass den Accord ënnerschriwwe ginn. Wat geschitt mat deem, wat de 16. Juni do ënnerschriwwe ginn ass? Zielt dat scho fir déi sechs Méint? Oder ginn déi sechs Méint dann net bezuelt? Dat ass eng Fro, déi mer eis stellen.

Eng aner Fro, déi mer eis stellen, dat ass, elo waren d'Programmer just fäerdeg, fir déi haiteg Method, déi mer bis haut haten, ze berechnen an ze fakturéieren an deenen eenzelnen Haiser. Et si verschidden Haiser, déi schonn ëmgewiesselt haten, anerer nach net. Elo kënnt do erëm eppes Neies derbäi. Wéi geet et do mat deene Berechnungen? Wéi gëtt dat berechent fir de Patient? Wat bedeit dat fir de Patient? Erlieft deen do eng Erhéijung? Oder wéi geschitt dat, well dat jo och fir hie ganz aner Punkte sinn, wéi dat bis elo Fall war?

An da stellt sech natierlech och nach d'Fro: D'Course-sortie war ëmmer eng Prestatioun an e Recht fir all Mënsch, an elo ass et eng Limitatioun, well net méi all Patient ka vun där Course-sortie profitéieren, deen och d'Fleegeversécherung kritt. Da stelle mer eis natierlech d'Fro, wéi et mat deene stationäre Patienten ass an deenen ambulante Patienten. Wéi ass et do mat der Ëmsetzung? Wéi ass et do mam Personalschlëssel? Well dee Personalschlëssel, deen elo gerechent gi war, war gerechent ginn op 2017, dorop dass déi dote Leeschtungen alleguerten net méi do sinn. Ass de Personalschlëssel mat berücksichtegt ginn? Ass schonn an deenen eenzelnen Haiser bekannt, wéi dat leeft a wat fir eng Auswierkungen dat dorobber huet?

An dann ass natierlech nach eng aner Fro, déi ech mer stellen, wa mer elo do vun ënnerschiddleche Leeschtunge schwätzen, do froen ech dann am Fong och: Wat seet d'CNS dozou? D'CNS muss mat enger Valeur monétaire rechnen. Mir kennen awer an de Statute vun der CNS ëmmer nëmmen eng Valeur monétaire. Wa mer awer elo zwee verschidde Kollektivverträg hunn, déi zur Uwendung kommen a wou en Ausgläich bezuelt gëtt, misste mer jo reng theoretesch och zwou Valeur-monétairë rechnen. Wéi geet dat? Dat ass a mengen Ae mat de Statute vun der CNS net méiglech, well s de do ëmmer nëmme kanns vun enger Valeur monétaire schwätzen.

Alles dat sinn déi Froen, déi mir eis stellen, well mer fäerten, dass mer elo alleguerten déi éischt Momenter ganz zefridde sinn an dann awer feststellen am Detail, dass éischtens dee Problem ass bei de Course-sortien, deen net geléist ass, an dann awer och all déi aner Froe sech stellen am Kader vum Kollektivvertrag, am Kader vun der Valeur monétaire bei der CNS.

An da musse mer jo och froen, wéi et weidergeet mat deene Règlement-grand-ducallen. Wou si se drun? A wat fir enger Aart a Weis komme se? Wivill Haiser haten dat bis elo schonn ëmgesat a wivill nach net? Well si ware jo amgaangen, et ëmzesetzen opgrond vun deem Projet, dee mer gestëmmt hunn, an nach net wéinst deem Projet, deen elo kënnt.

Dat, Här Minister, sinn déi Froen, déi ech nach wollt un Iech stellen. An Dir verstitt, aus all deenen Ursaache wäert d'CSV deem Gesetz hei d'Zoustëmmung net ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Spautz. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Taina Bofferding ageschriwwen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, e puer Wierder zu deene Modifikatiounen an der Fleegeversécherung als Rapportrice vum Projet de loi fir déi viregt Reform.

Zur Erënnerung: D'Zil vun der Assurance dépendance ass jo, fir déi fleegebedierfteg Leit esou laang, wéi et ebe psychesch a physesch méiglech ass, doheem kënnen ze halen an hirem gewinnten Entourage.

D'Reform setzt dobäi den Akzent op déi sozial Kontakter, déi ebe wichteg sinn, fir dass d'Leit nach weiderhi kënnen an der Gesellschaft participéieren, deelhuelen an net an d'Isolatioun gedrängt ginn. Dobäi goufen eenzel Aktivitéite wéi déi sougenannten „Course-sortien", also d'Akeef, an déi administrativ Demarchen an e kohärente Kader aus engem Mix vun Aktivitéiten an der Grupp integréiert. Dës Aktivitéite kënnen och Aktivitéiten dobausse si mat enger deelweis individueller Betreiung, engem individuellen Encadrement.

D'Course-sortië waren a sinn och mat der Reform weiderhi méiglech. Ech hat och schonn deemools a mengem mëndleche Rapport zur Reform gesot, dass se awer géifen elo esou applizéiert ginn, wéi se eigentlech urspréinglech geduecht waren: dat heescht, net méi systematesch ee Betreier mat enger Persoun zum Beispill en hallwen Nomëtten an engem Akafszenter, wéi et oft de Fall war.

Vu que d'Reform den Usproch huet, d'Assurance dépendance unzepassen, fir de Besoine vun de Concernéierte Rechnung ze droen, ass et evident, an do hate mer eis alleguerten drop gëeenegt, fir eben an der Praxis d'Handhabungen ze observéieren an ebe gegebenenfalls nozebesseren, wann et noutwendeg ass.

An och de Minister huet vun Ufank u gesot, dass d'Gesetz soll evaluéiert ginn. A genau an deem Zeenario si mer elo. Fir all Interpretatiounsdivergenzen aus dem Wee ze raumen an nom Motto: „Ça va mieux en le disant", kënnt et elo zu gesetzlechen Ännerungen, fir ze präziséieren.

Dat neit Gesetz ass esou kloer, wéi et nëmme ka sinn, a stellt och dat finanziellt Iwwerliewe vun der Assurance dépendance net a Fro. Et sief awer och nach eng Kéier drun erënnert: Fir d'Recht ze hunn, fir vun den Hëllefe vun där Prestatioun hei kënnen ze profitéieren, muss een am System dra sinn. Dat heescht, et muss ee fleegebedierfteg sinn, wat bedeit, dass een Hëllef brauch, fir kënne säin Alldag ze bewältegen.

Madamm Presidentin, ech profitéieren awer och nach ganz séier dovun, fir e puer Wierder zum zweete Volet ze soen, zu deenen 78 Wochen, notamment zu där Limitt, well déi awer éfters fir Diskussioune gesuergt huet. Muncher engem ass se jo en Dar am A. Verschiddener sinn der Meenung, dass et guer keng Limitt sollt ginn an och endlos Krankegeld sollt ausbezuelt ginn.

Dozou wëll ech soen, dass et menges Wëssens ni eng Optioun war, eng Limitt, also déi 52 Wochen, aus dem Gesetz erauszehuelen. Grad an dësen Thematiken, wou et ëm Krankheet geet an ëm de Fait, am schlëmmste Fall souguer seng Aarbechtsplaz ze verléieren, fannen ech et extrem bëlleg, mat esou simplisteschen a populisteschen Aussoe ronderëm sech ze geheien! Verschidden Aussoen, déi mer an deene leschte Méint ze héiere kritt hunn, sinn awer dach scho staarken Tubak a loosse wierklech ganz déif blécken. Esou Polemike soe wéi esou oft méi iwwert deen aus (veuillez lire: iwwert deen aus, dee se an d'Welt setzt), wéi dass se iwwert de Problem selwer eppes soen.

Déi wichtegst Fro ass awer: Firwat gëtt et eng Limitt am Gesetz?

An ech wëll Iech soen, bei menger Recherche hunn ech kee Land fonnt, dat net esou eng Limitt huet, an dat och aus guddem Grond. Mir hu mat eiser aktueller Limitt vun deenen 52 Wochen op 104 Wochen, mam Krankegeld vun 100% vum Salaire a méi nach mat där neier Limitt vun 78 Wochen ee vun deene grousszügegste Sozialsystemer. Dat geet och aus enger Etüd vu Glassdoor Economic Research ervir, baséierend op Donnéeë vun der OECD an der Europäescher Kommissioun, woubäi awer Lëtzebuerg leider net bewäert gouf, dofir awer 15 Länner, ënnert deenen zum Beispill Holland déi längste Period huet, näämlech 104 Wochen. Allerdéngs ginn do vun Ufank un nëmme 70% vum Salaire ausbezuelt. Déi meescht Länner hunn eng Limitt vun 52 Wochen. Nëmmen Norwegen an Dänemark ersetzen hei och de Salaire zu 100%.

Dat eleng ass keen Argument, mä awer e ganz gudde Grond fir esou eng Limitt. Oder anescht formuléiert: Ass et fair, fir déi betraffe Leit, déi wierklech schwiereg Zäiten hannert sech hunn an net ëmmer wëssen, wéi et herno weidergeet, ass et fair, fir dës onendlech an enger Ongewëssheet hänken ze loossen? Datselwecht zielt d'ailleurs och fir de Patron. Wéi wäit wëlle mer eigentlech eise System strapazéieren? A wéi wäit wëlle mer en op d'Äusserst dreiwen? Ech mengen, déi Fro muss ee sech gefale loossen, wann een hei e System ouni Limitte wëllt fuerderen.

A vergiesse mer och net, dass et e Plang B fir dës Leit gëtt. Ech denken do un de Reklassement oder un d'Invaliderent. Déi si vläicht op den éischte Bléck e bëssen ofschreckend. Do wëllt herno eigentlech keen drageroden. Et ass jo ëmmer besser, wann et ouni geet. Trotzdeem kënnen déi Mechanismen, déi Optiounen, de Leit ganz geziilt an hirer Situatioun hëllefen.

D'Viraussetzung ass natierlech, dass se fonctionnéieren. Mä och hei ass sech d'Politik deenen eenzelne Schwieregkeeten, déi sech notamment an der Praxis stellen, bewosst. Dofir gëtt et jo och e Projet de loi vum Reklassement, deen zwar leider nach net vum Statsrot konnt aviséiert ginn, mä trotzdeem sinn hei eng Rëtsch Verbesserungen dran, fir och de Leit hei kënnen ze hëllefen. An et kann ee just hoffen, dass dann an der nächster Legislaturperiod dëst Gesetz ka gestëmmt ginn.

Eng weider Méiglechkeet gi mer de Leit awer och nach duerch de Mi-temps thérapeutique, deen elo duerch d'„Reprise progressive du travail pour raisons thérapeutiques" ersat gëtt. Deenen ongefeier honnert Häertefäll pro Joer, déi riskéieren, duerch de soziale Raster ze falen, soll mat enger méi flexibeler Form gehollef ginn. De Rapporteur huet dat jo och virdru schonn ausféierlech a sengem Rapport erklärt.

Wichteg ass, dass mer de Leit déi néideg Zäit ginn, fir gesond ze ginn, an dass se lues a lues nees kënnen ufänken ze schaffen. Vill Leit sinn, an ech mengen, dat muss een och esou soen, frou, fir iwwerhaapt no enger ganz schwéierer Krankheet nees kënnen ze schaffen an erëm de Wee zréck an hiert Aarbechtsëmfeld ze fannen, hir Aarbecht erëm kënnen ze maachen, och fir nees sozial Kontakter ze hunn, fir och erëm esou an hirem Entourage ze sinn, dat natierlech no hirem Rhythmus an hire Capacitéiten.

Déi 78 Woche sinn eng Risechance, fir gesond ze ginn, besonnesch a Verbindung mat där Reprise progressive. Dat haitegt Gesetz ass zugonschte vun de Betraffenen, déi iwwer eng länger Zäit krank sinn. Et erméiglecht hinnen eng Verlängerung vun hirer Aarbechtsplaz, et ka se virun engem finanzielle Fiasko retten a virun allem gëtt et hinnen eben duerch déi Reprise méi Flexibilitéit. D'Salariéë kréie gehollef, no laanger Krankheet nees lues a lues de Wee zréck an d'Beruffsliewen, op hir Aarbechtsplaz ze fannen.

Ofschléissend nach eng Remark, well dat heite Gesetz beinhalt ëmmerhin zwee ganz wichteg Beräicher aus der Sécurité sociale: Virun allem sinn et gutt Beispiller, déi weisen, dass eis Sécurité sociale keen antikt Instrument ass, dat net finanziell drobar wär, woufir an Zukunft méi op Eegeversuergung misst gesat ginn. Am Géigendeel, mir loossen eis dat Soziaalt extrem vill kaschten. An dat ass och gutt esou, well mir investéieren hei ganz kloer an d'Leit a mir suergen derfir, dass et de Leit besser geet.

Mir sinn ëmmer nees mat neien Entwécklunge konfrontéiert a leider och mat Eenzelschicksaler, déi et net packen an duerch dat soziaalt Netz falen. Mä genau aus dësem Grond maache mer Reforme wéi haut. Mir besseren no, fir geziilt de Leit ze hëllefen, fir si ze ënnerstëtzen.

Dëst gesot, ginn ech dann nach eng Kéier den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir déi gutt Modifikatiounen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Bofferding. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech selwer hunn nach zwee Fäll aus mengem fréiere Beruffsëmfeld am Kapp, wou schaffend Leit, déi laang krankgeschriwwe waren, riskéiert hunn, hir materiell Existenz ze verléieren. Dat eent war de Fall vun enger Damm aus der Botzequipp, dat anert vun enger Enseignante. Alle béid hate se eng schwéier Krankheet, déi se béis matgeholl huet. Allen zwee hu si e Liewe laang hir Aarbecht verriicht mat vill Asaz a Konsequenz. Wéi déi 52 Woche Krankschreiwung iwwerschratt waren, huet déi perséinlech Dramatik eng weider Dimensioun kritt.

Déi betraffe Persounen an hir Famillje goufen zousätzlech mat existenzielle Froe konfrontéiert. Dës Fäll si keng Eenzelfäll. Et gëtt vu ronn 200 bis 250 Fäll geschwat. Et gëtt der also eng Rëtsch. Denke mer virun allem u Kriibsfäll an un degenerativ neurologesch Krankheeten. Déi Leit, déi hei betraff sinn, kënne mer net als Gesellschaft am Ree stoe loossen, hinnen einfach kënnegen a si hirem Schicksal iwwerloossen.

Madamm Presidentin, ech wëll elo net op all d'Detailer agoen, déi souwuel de Rapporteur gesot huet wéi och meng Virriedner, déi ech awer gäre bereet sinn, ze ënnerstëtzen, zemools dat, wat d'Madamm Taina Bofferding virdru presentéiert huet.

Wa mer haut d'Period vun der Lohnfortzahlung vun 52 op 78 Wochen eropsetzen, da gi mer eng Äntwert op verschidden Eenzelschicksaler, déi eis net kënnen indifferent, net kënne kal loossen, well et sech dach ëm individuell Dramen handelt. Et spiert an et versteet een dat näämlech am beschten, wann ee selwer betraff ass an engem seng gesondheetlech Situatioun esou ass, dass et engem spréchwiertlech an allen Hisiichten un d'Liewegt geet.

Wann eng schwéier Krankheet vun de medezinnesche Kontrollorganer bestätegt ass, kënne mir deem Problem oder där Problematik net einfach indifferent géintiwwerstoen. Wa mer also mat dësem Gesetz de betraffene Leit wëllen hëllefen, andeems mer se materiell net am Stéch loossen, ass dat e wichtege Schrëtt op mënschlechem an op sozialem Plang. Mir wëlle jo deenen hëllefen, déi wierklech an enger grousser Nout sinn.

Dass den Taux de cotisation vun den Employeure vis-à-vis vun der Mutualitéit erofgeet, gëtt natierlech vu menger Fraktioun begréisst.

Dat gesot, Madamm Presidentin, soen ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Georges Engel, nach eng Kéier en häerzleche Merci fir seng Berichter a ginn dann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Bauler. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen: d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet betrëfft jo u sech zwou verschidde Gruppe vu Mënschen, déi sech an enger vulnerabeler Situatioun befannen: engersäits d'Salariéen, déi krank an aarbechtsonfäeg ginn, an anerersäits Persounen, déi ofhängeg a fleegebedierfteg ginn.

Wat déi éischt Grupp ugeet, esou begréisse mir als Gréng, datt d'Bezuele vun der Indemnité pécuniaire vun 52 op 78 Wochen ausgedeent gëtt, ouni datt d'Referenzzäit vun zwee Joer sech ännert. Kuerz gesot schützt dës Dispositioun déi schwéierkrank Leit jo virum Chômage, wa se sech enger längerer Behandlung mussen ënnerzéien, a gëtt hinnen och méi ënnerlech Sécherheet an engem ganz schwierege Moment vum Liewen.

Mir gesinn et och als positiv u vum Prinzip hier, datt e Salarié seng Aarbecht am Fall vu Krankheet progressiv kann ophuelen, fir sech nees schrëttweis op senger Aarbechtsplaz anzeliewen an de Kontakt zu senge Beruffskolleegen nees hierzestellen.

Eng Fro, déi allerdéngs e bëssen ze denke gëtt, ass déi, wéi dës Moossnam an der Praxis soll oflafen a wéi et mëttel- a laangfristeg mat hirem Finanzement wäert ausgesinn. An der Praxis stellt sech virun allem dann e Problem, wann e Salarié krankheetsbedéngt net méi capabel ass, déiselwecht Aarbecht ze maache wéi déi, déi e virdru gemaach huet, ouni awer d'Kritäre vum Reclassement externe ze erfëllen.

Besonnesch a Betriber mat méi eenheetlechen an onflexibelen Aarbechtsprofiller gëtt dat net einfach, wat awer net heescht, datt et net ka fonctionnéieren. Wichteg ass hei an eisen Aen, datt dee Prozess professionell begleet gëtt, esou zum Beispill duerch Aarbechtsmedezinner, déi et jo schonn haut gëtt an déi d'Missioun hunn, sech mat der Sécherheet, mä och mat der Gesondheet vun de Salariéen op der Aarbechtsplaz ze beschäftegen.

Wichteg sinn an eisen Aen awer och d'Aarbechtspsychologen, déi de Volet vum Bien-être au travail mussen ofdecken a méi geziilt gefërdert musse ginn, dëst opgrond vun der Tatsaach, datt d'Wuelbefannen op der Aarbecht e wichtegt Element ass vun der Präventioun vu weiderem Kranksinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dir Dammen an Dir Hären, als zimlech bedenklech gesi mir d'Tatsaach un, datt déi progressiv Reprise vun der Aarbecht net direkt als Aarbecht bewäert gëtt, well se um Niveau vun der Remuneratioun dach awer mat Kranksi gläichgestallt gëtt. Dat ass symbolesch ze gesinn, wat déi u sech positiv Moossnam dach awer e wéineg relativéiert.

Dëst féiert jo dozou, datt eng Persoun, déi hir Aarbecht beispillsweis no 60 Woche Krankeschäin nees progressiv ophëlt, dee Moment eigentlech net als aktive Mataarbechter vum Betrib ugesi gëtt. Si gëtt weiderhin als Kranken ugesinn, dee vun der CNS Krankegeld bezuelt kritt, obwuel de Salarié zu gewësse Stonnen am Dag a fir eng bestëmmten Dauer fir de Betrib ganz aktiv ass. Dat heescht, e produzéiert e Mehrwäert, deen net als solchen unerkannt gëtt an deen d'Patronat och net an d'Verantwortung hëlt, mä et éischter zousätzlech finanziell belount.

Domat woen ech ze behaapten, datt d'Salariéen zwar vun dëser Moossnam profitéieren - dat ass och positiv -, mä datt u sech d'Patronat de gréisste Gewënner vun dëser Moossnam ass. Et muss een och dovun ausgoen, datt dës Moossnam net ouni finanziellen Impakt op d'CNS wäert bleiwen, a mir denken, datt an een, zwee Joer hei eng Evaluatioun misst gemaach ginn, fir deen Impakt ze moossen, fir ze gesinn, wéi vill Leit dovu profitéieren, a fir driwwer nozedenken, ob d'Patronat net awer finanziell bedeelegt misst ginn, fir do méi eng grouss Solidaritéit hierzestellen.

Här President, ech kommen zum zweete Volet vun dësem Projet de loi. Et geet ëm d'Assurance dépendance, déi jo no der rezenter Reform ëmmer nees kritiséiert ginn ass, virun allem vun der COPAS. Fir deem Rechnung ze droen, ginn eng Rei Punkte vum Gesetz mat

dësem Projet de loi modifizéiert. Elo soen ech dat, wat och d'Taina Bofferding gesot huet: Et ass wichteg ze betounen, datt sech domat näischt un der Grondausriichtung vun der Assurance dépendance ännert an datt déi véier wichteg Grondprinzipien nach wie vor respektéiert ginn.

Dat sinn: éischtens, de Prinzip vun der Rehabilitatioun virun der Prise en charge, zweetens, de Prinzip vum Maintien à domicile virum Hebergement an enger fester Struktur, drëttens, d'Prioritéit vu Saachleeschtunge viru Geldleeschtungen, an véiertens, d'Kontinuitéit vun de Soinen a vun der Prise en charge. Mir fannen dës véier Prinzipie ganz wichteg a begréissen, datt se weiderhin zielen.

Zanter der Aféierung vun der Assurance dépendance hunn dës véier Prinzipien derzou gefouert, datt zwee Drëttel vun de Beneficiairen doheem gefleegt ginn an och méi laang doheem kënne wunnen. An et ass och dowéinst, firwat ech just op dëse Grupp aginn a menger Interventioun. Dat anert féiert ze wäit.

Dat huet mat sech bruecht, datt d'Réseaux de soins à domicile gewuess sinn an datt eng Rei Centre-de-joure geschafe goufen, fir d'Beneficiairen am Grupp ze versuergen. An domat kommen ech bei eng nei Dispositioun, déi heimat geschafe gëtt an déi eng Rei Froen opwerft.

Här Minister, si schaaft jo dat legaalt Recht, 50% vun der jäerlecher Garde en groupe a Garde individuelle ze konvertéieren. Dës Garde kann doheem assuréiert ginn. Si kann awer och benotzt ginn, fir eng Persoun ausserhalb vun hirer Wunneng ze begleeden, bis zu enger Héicht vu véier Stonnen d'Woch.

Dorënner falen net nëmmen d'Courses-sorties, déi fleegebedürftege Persoune vill bedeiten; dat hu mer an de leschte Woche gemierkt. Si ginn heimat kloer accordéiert, mä natierlech net endlos. A mir sinn och net der Meenung, datt et géif Sënn maachen, Stonnen a Stonnen a Supermarchéen ze verbréngen. Ech schléisse mech och do der Madamm Bofferding un.

Dorënner falen awer och déi administrativ Demarchen an neierdéngs och d'Visites médicales.

Eng wichteg Ännerung ass dobäi déi, datt d'Recht op Konversioun vu Gardes en groupe a Gardes individuelles an d'Gesetz ageschriwwe gëtt. Och wann dës Konversioun nach ëmmer méiglech war, esou ass et awer e wichtege Punkt, datt se elo an d'Gesetz kënnt. Virdrun ass se iwwer eng Kaderkonventioun geregelt ginn. D'Konversioun konnt dee Moment bei 100% vun de Stonne leien. An, wéi gesot, mat dësem Gesetz läit se nach just bei 50%. Mä ëmmerhi stinn dës 50% an Zukunft am Gesetz a mussen net méi nei verhandelt ginn. Mir fannen dat e ganz wichtege Kritär.

An där ganzer Diskussioun ronderëm d'Konversioun vu Gruppestonnen an indivuell Stonne stellt sech allerdéngs eng fundamental Fro. Wa vu verschiddene Säite verlaangt gëtt, datt d'Konversioun vu Stonnen am Gesetz bei 100% misst leien, wat jo eng Fuerderung ass, da muss ee sech op där anerer Säit och d'Fro stellen, firwat iwwerhaapt ee Référentiel des aides geschafe ginn ass. Dëse Referentiel ass jo notamment geduecht, fir d'Besoinen u Garden ze definéieren, souwuel déi vun der Garde en groupe wéi och déi vun der Garde individuelle, dëst duerch Professioneller, déi um Terrain schaffen, a wat ebe grad soll verhënneren, datt duerno um Terrain jiddweree mécht, wat e wëllt.

Aus deem Grond fanne mir et duerchaus sënnvoll, d'Konversioun op 50% vun de Stonnen ze limitéieren. Dës Approche schaaft an eisen Ae genuch Flexibilitéit a si schaaft zousätzlech Kloerheet, well souwuel d'Beneficiairë wéi och d'Prestatairen an Zukunft genee wëssen, wivill Zäit fir Akeef, administrativ Demarchen an Dokteschvisitten zur Verfügung steet. Dat war bis elo net kloer.

Well dës Dokeschvisitte bis haut net zu der Garde individuelle gehéiert hunn, gëtt den Term „courses et démarches administratives" iwwregens fale gelooss an dëser Reform an duerch méi e vagen Term „déplacement à l'extérieur" ersat.

Am Kontext vun dësen Deplacementer bleift dann e weidere Punkt ze klären, Här Minister. Et ass deen, datt e Beneficiaire eng Garde en groupe muss accordéiert kréien, fir dës Stonnen iwwerhaapt kënnen ze konvertéieren a fir duerno dann eben och vun engem Deplacement no bausse kënnen ze profitéieren, inklusiv der Visitt beim Dokter.

Grad dëse Besoin, d'Visitt beim Dokter, hunn awer och déi Leit, déi net ënnert d'Kritäre vun enger Garde en groupe falen an deemno och keng Gruppestonne kënne konvertéieren, fir eben och bei den Dokter kënnen ze goen. Dat sinn zum Beispill déi Beneficiairen, déi ausschliisslech eng Garde individuelle accordéiert kréien, well se schwéier fleegebedürfteg sinn an net méi autonom genuch sinn, fir an e Centre de jour kënnen ze goen.

Dës Persoune kënne wuel nach beschäftegt ginn a bis virun d'Dier begleet ginn, mä laut dem neie Gesetzestext net onbedéngt bei den Dokter, well dës Dispositioun am Kader vun der Garde individuelle néierens explizitt festgehalen ass. Et misst vläicht einfach eng Kéier haart gesot ginn, wéi dat do soll geregelt ginn. Dir kënnt vläicht do e puer Erklärungen dozou ginn. Et kritt een déi Fro ëfters gestallt.

En aner Populatioun, déi och zimlech am Vage schwieft, déi net vum Déplacement à l'extérieur an domat och net vu begleeten Dokteschvisitte ka profitéieren, sinn d'Leit mat engem Handicap. Dës Persoune ginn oft nach schaffen a kréie keng Garde en groupe guttgeschriwwen, well déi Form vu Prestatioun guer net gebraucht gëtt. Folglech kënnen och dës Persoune keng Garde-en-groupe-Stonnen a Garde-individuelle-Stonne konvertéieren a bleiwen, deemno wéi, vum Recht, sech bei en Dokter begleeden ze loossen, ausgeschloss. Och hei besteet e gewëssene Klärungsbedarf, wou ech net wëll behaapten, datt et esou ass, mä am Text fënnt een dozou keng Angaben.

Virun allem muss an eisen Aen awer ee fir alle Mol geklärt ginn, wou d'Attributioune vun der Fleegeversécherung am Beräich vum Handicap ophalen a wou déi vum Familljeministère ufänken. Mir haten eng Kéier gesot, mir géifen eng Commission jointe maachen, fir dee Volet ze beschwätzen. An ech mengen, duerfir ass et ni ze spéit.

An deem Zesummenhang begréisse mir, datt de Familljeministère eng Etüd an Optrag ginn huet, fir de Volet vun der Assistenzpersoun méi genee ze ënnersichen. Den Asaz vun esou enger Persoun ass eng laangjäreg Fuerderung vun de Verbänn, déi sech fir d'Rechter vu behënnerte Persounen asetzen. An dat Recht op eng Assistenzpersoun géif och net nëmmen de Problem vun de begleeten Dokteschvisitte léisen, mä nach ganz vill aner Problemer, mat deene behënnert Mënschen am Alldag konfrontéiert sinn. Aus deem Grond fënnt dës Fuerderung déi voll Ënnerstëtzung vun der gréinger Fraktioun.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zum Erhalt vun den Aarbechtsplazen an deem ganz vaste Secteur vun der Assurance dépendance. E klore Pluspunkt vun der neier Dispositioun mam Numm „déplacement à l'extérieur" entsteet notamment um Niveau vun den Aarbechtsplazen a vum Personal, wat dës Prestatiounen ofséchert. Am virleiende Projet entsprécht d'Qualifikatioun vun dësem Personal där vum Personnel non qualifié an Uleenung zu der Hëllef am Haushalt, déi jo mat der Reform vun 2,5 op 3 Stonnen eropgesat ginn ass.

D'Reduktioun vum Coefficient de qualification um Niveau vun den Deplacementer dréit massiv derzou bäi - an dat ass begréissenswäert -, datt déi vill onqualifizéiert Aarbechtsplazen erhale kënne bleiwen, wat eng grouss Suerg vum Secteur war a bleift.

D'Ironie vun der Geschicht ass dobäi déi, datt d'Qualifikatioun vum Personal um Niveau vun den Deplacementer elo nees déiselwecht ass wéi déi, déi se virun der Reform vun der Assurance dépendance war, mam eenzegen Ënnerscheed, datt d'Bezeechnung vun der Prestatioun geännert huet. Domat ass lech eng kleng Pirouette gelongen, Här Minister, déi mir als Gréng natierlech begréissen. Si war wichteg a si ass legitimm. Si weist, datt e Gesetz net a Stee gemeesselt muss sinn, och net bei deenen anere Punkten.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wann et sech erausstellt, datt verschidden Dispositiounen d'Strooss net halen oder onkloer sinn, dann ass et jo ni ze spéit, fir se ze verbesseren. An dat hutt Dir mat dësem Projet de loi gemaach, och wann ech verschidde méi kritesch Froen opgeworf hunn. An och dëse Projet muss jo net a Stee gemeesselt sinn.

Ofschléissend wéilt ech dann awer nach eng Kéier dem Kolleeg Georges Engel, deen e puer Rapporte gemaach huet, Merci soen, awer net nëmme fir seng Rapporten, mä och fir seng Aarbecht als President vun der zoustänneger Chamberskommissioun, an där mir gutt zesumme geschafft hunn, gutt a konstruktiv. An ech denken, de Kolleeg Gérard Anzia, deen och Member vun där Kommissioun war an nach ass, schléisst sech deem Merci un. An domat ginn ech den Accord vun der gréinger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Kolleeg Georges Engel Merci soe fir säi gudde Rapport, deen en am Detail hei och mëndlech erkläert huet, wat et eis dann och erméiglecht, datt mir net méi mussen duerno op all Detailer agoen.

Mat dësem Gesetz gëtt e grousse Problem geléist oder zumindest zum Deel geléist. E betrëfft sécherlech keng Dausende vu Leit, mä déi e betrëfft all Joers, déi Leit sinn an der Regel an enger dramatescher Situatioun, wou se wëssen: „Ech sinn elo krank an duerch meng Krankheet verléieren ech dann och elo nach meng Aarbechtsplaz an alles dat, wat mam Verléiere vu menger Aarbechtsplaz zesummenhänkt." An déi Leit hu jo och keng Aussiicht, fir deen Ableck eng aner Plaz ze kréien, well se jo krank sinn.

Datt mer eng Léisung fir déi Leit sichen, ass gutt a richteg. Wa mer elo hei vun 52 op 78 Wochen eropginn, kann een dat nëmme begréissen. Et kann een natierlech soen: „Et ass eng Grenz, virdru war se 52, elo ass se 78", mä et ass awer trotzdeem schonn en halleft Joer weider, an deem ee kann hoffen, datt déi Persoun dach awer de Wee gesondheetlech fanne kann, fir erëm eng Aarbecht kënnen opzehuelen. Mä sécherlech wäerten och no deenen 78 Wochen nach eng Rei vu Leit bleiwen, fir déi de Problem net geléist ass.

Et kann een driwwer diskutéieren: Setzt een eng Grenz oder setzt ee keng Grenz? Perséinlech, soen ech, ass fir mech eng Grenz méi richteg. Et kann ee wahrscheinlech net higoen a soen: „Ma, et ass een e Liewe laang" - fir elo ze iwwerdreiwen - „krankgemellt".

Duerfir, mengen ech, misst een awer drop zréckkommen, datt een deene Leit dann awer no hiren 78 Woche misst d'Méiglechkeet ginn, wa se dann nach krank wären, direkt kënnen och an d'Invaliderent ze goen. Well wann een 78 Wochen net ka schaffe goen, well e krank ass, mengen ech, dann ass dat jo awer e Beweis, datt deen d'Konditiounen, menger Meenung no, erfëllt an datt een déi Persoun kéint an d'Invaliderent schécken. Et kann och eng Zwëscheléisung sinn, datt ee seet: „Mir schécken e provisoresch an d'Invaliderent a mir halen en a Kontroll fir deen Dag, wou en erëm apte au travail ass, fir datt mer en dann erëm zréck an d'Aarbecht schécken."

Mä ech mengen, et sollt een an eisem Land virun allem kucken, datt grad déi dote Leit ëmmer en Auswee hunn an net datt mer de Problem vun 52 op 78 Woche verlageren. D'accord fir eng Grenz ze setzen, mä da muss eppes aneschters hannert där Grenz stoen, fir déi Leit sozial opzefänken.

Datt mer déi Iddi elo ëmänneren an déi progressiv Reprise maachen, dat ass och eng gutt Méiglechkeet. Ech mengen, mir hu jo eng Kategorie vu Leit, ouni elo mussen hei an den Detail anzegoen, wou mer wëssen, datt mer déi Leit och vläicht mussen therapeutesch behandelen, ier se erëm eng Aarbechtsplaz kënne voll a ganz anhuelen. An datt een och versicht, déi dann ebe progressiv, lues a lues erëm an d'Aarbechtswelt zréckzeféieren, dat schéngt eis eng gutt Léisung ze sinn, datt mer och déi Méiglechkeet mat dësem Gesetz schafen.

Kloer ass et, wa mer op 78 Wochen eropginn, mengen ech, muss een och op där anerer Säit verstoen: Et geet jo hei ëm den Accord tëschent de Sozialpartner, déi net eens gi sinn a wou dann eben d'Politik muss eng Decisioun eng Kéier huelen, wat dann eben elo haut domadder geschitt.

Ech mengen, et huet jo jiddwereen, d'Patronat och, unerkannt, datt dat mat deenen 52 Wochen e Problem ass fir déi betreffend Leit. A wa mer dann eng Léisung fannen, wou mer soen: „Ma, mir gi vun deenen 52 op 78 Wochen erop", ma da kënne mer natierlech net higoen a soen: „Ma da mussen eben och elo d'Betriber, d'Patronat, dee Plus u Loun, u Krankegeld, wat do muss bezuelt ginn, iwwerhuelen."

An datt dat dann eben doduerch kompenséiert gëtt, datt mer de Prozentsaz vun 1,95% op 1,85% erofsetzen, deen d'Betriber oder d'Patronat musse bezuele fir an hir Mutuelle, begréisse mir och. Ech mengen, hei geet et eis a priori drëms, datt mer eng Léisung fanne fir déi betreffend Leit. Dat ass d'Zil vun dësem Gesetz.

An dann däerfe mer net streiden iwwert de Finanzement. Selbstverständlech bezuele mer allgemeng iwwert d'Krankekeesen, bedeelege mer eis jo drun, mä ech gesinn net an, datt mer hei eng Léisung sichen an da soen: „Da muss dofir d'Patronat och weider bezuelen." An duerfir si mir och dermat d'accord, datt dee Prozentsaz vun deene Betraffenen deementspriechend vun 1,95% op 1,85% fir d'Cotisatioun vun dem Patronat fir an d'Mutuelle erofgesat gëtt.

Zum anere Volet , deen éischte Volet begréisse mer ganz, deen zweeten och, muss ech awer soen. Bei deem vun der Fleegeversécherung ware mer wierklech iwwerrascht: Mir hunn alleguer d'Fleegeversécherungsgesetz hei matgestëmmt a mir waren dunn op eemol...

Also als ADR hu mir dat Fleegeversécherungsgesetz matgestëmmt, well mer ëmmer gesot hunn... Ech hu gesinn, d'Kolleege vun der CSV hunn elo e bësse gelungen dragekuckt, well ech hu gesot: „mir all", ech korrigéieren dat, also: „Mir als ADR" hunn dat matgestëmmt, well mer der Meenung sinn, datt e Fleegeversécherungsgesetz fir ons immens wichteg ass hei zu Lëtzebuerg, a well mer och ëmmer gesot hunn, datt mer net sollten un enger Fleegeversécherung spueren.

Ech mengen, statistesch gesi kann all Drëtte vun eis heibannen eng Kéier dorënnerfalen. An e Land wéi Lëtzebuerg, wat esou e Räichtum huet, dat soll, egal wat et mécht mat sengem Geld, mä et soll ëmmer zumindest genuch Geld hunn, fir déi Leit, déi am Alter fleegebedürfteg ginn, mënschewierdeg kënnen ze behandelen.

Dat ass eng Prioritéit, déi an eisem Land muss sinn. A mir hunn dat ëmmer hei gesot: „Léiwer hu mir dann eng liicht Cotisatiounserhéijung, wéi datt mer géifen un der Fleeg vis-à-vis vun deene Leit spueren!" An an där Optik hu mer och déi Reform vun der Fleegeversécherung matgestëmmt, well et jo awer a groussen Deeler Verbesserunge waren. Mir hunn herno festgestallt, datt mer och eng Verschlechterung dran haten.

Am Fong hätt een dat kënne méi einfach léisen, wann de Minister deemools direkt gesot hätt: „Jo, dat doten ass e Problem a mir léisen en elo", amplaz datt iwwer Wochen nach ëmmer behaapt ginn ass: „Neen, et ass net esou!", an dunn ass dat hin- an hiergaangen. Et ass vill Zäit verluer, vill Sträit gemaach ginn.

A mäi Parteikolleeg Fernand Kartheiser huet jo direkt eng Proposition de loi gemaach, fir eben erëm déi al Situatioun hierzestellen, well et an eiser Optik net gemengt war, wéi mir dat Gesetz gestëmmt hunn, datt dobäi géif eng Verschlechterung erauskommen. Et ass awer eng Verschlechterung erauskomm!

Dann, mengen ech, muss een als Politik och kënnen e Mea culpa maachen, mir, déi et matgestëmmt hunn, awer och eng Regierung an e Minister, a soen: „Hei, do war ee Punkt, deen eng Verschlechterung mat sech bréngt, an da korrigéiere mer et." A mat dësem Gesetz gëtt et elo zum Deel oder aneschters korrigéiert, wéi et am Ursprong war, mä et ass awer eng Verbesserung, mat där d'Leit aus dem Sektor zumindest erëm kënne liewen.

Also, wann hei deemools de Minister direkt de Mea culpa gemaach hätt, dann hätte mer vill Tënt net brauchen ze verschreiwen a mir hätte vläicht dann direkt eng Léisung fonnt. An et wär net dee Kaméidi am Sektor gewiescht, deen an deem Sektor onnéidegerweis dunn awer komm ass.

Dat gesot, Här President, wëll ech am Numm vun der ADR d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dëst Gesetz, wat wahrscheinlech mat enger Majoritéit wäert ugeholl ginn, ass dat lescht, wat e sozialpoliteschen Akzent setzt vun dëser Regierung, an dat lescht, wat an der Verantwortung vun der LSAP ass, wat elo virun der Vakanz hei zum Vott kënnt. An et besteet aus zwee Deeler.

Deen éischten Deel, dat ass d'Ännerung vum Gesetz vun der Fleegeversécherung, also vun deem Gesetz, wat mer virun engem Joer hei an der Chamber votéiert hunn. Woubäi een dann och, mengen ech, däerf awer eng kleng Klammer opmaachen, datt, wann ech liesen an de Bilane vun den eenzelne Parteien, datt ee sech op d'Schëller klappt, wéi vill Gesetzer een an d'Prozedur bruecht huet, an eng ganz Rëtsch vun deene Gesetzer an der Prozedur sinn Ännerunge vun deene Gesetzer, déi ee selwer schonn an d'Prozedur bruecht huet, dann huet een nach ëmmer vill geschafft, mä et muss een awer, mengen ech, net ugi wéi eng Tut plakeg Mécken domadder.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Also et ass d'Ännerung vum Gesetz vun der Fleegeversécherung, wou et virun allem geet iwwert

d'Ännerung oder d'Kloerstellung vun der Prise en charge vu Gruppen am semistationäre Milieu an d'Präzisiounen, datt d'Garden a Gruppe kënnen a Garde-individuellen ëmgewandelt ginn.

Souwuel den Här Spautz wéi och d'Madamm Lorsché hunn drop higewisen, datt do awer nach eng ganz Rëtsch Froen opbleiwe mat deenen Ännerungen, déi do kommen. Froen, déi och gestallt gi si vun der COPAS. Froen, déi och gestallt gi si vun der Salariatskummer.

Mir gesinn, datt e Wëllen do ass, fir et an déi richteg, an déi gutt Richtung ze bréngen. Ob dat hei dann awer elo de fin Mot vun dësem Gesetz wäert sinn, dat wäerte mer eréischt an Zukunft gesinn. Mir mengen..., oder mir bleiwen och bei eiser prinzipieller Kritik, déi mer da virun engem Joer op dëser Plaz ubruecht hunn un der Orientéierung vum Gesetz vun der Fleegeversécherung. Mat där Orientéierung kënne mer nach ëmmer net an där doter Form averstane sinn.

An déi zweet grouss Ännerung, déi betrëfft de Code vun der Sozialversécherung respektiv den Droit du travail. Dat ass déi berüümten a laang diskutéiert Verlängerung vun der 52-Woche-Frist op 78 Wochen. Bis elo war et esou, datt no 52 Woche Krankeschäi quasi d'Guillotine gefall ass. Dat heescht, et huet ee souwuel kee Krankegeld méi kritt, wéi och, datt automatesch den Aarbechtskontrakt net méi gülteg war.

Dat huet an der Vergaangenheet zu ganz ville Cas-de-rigueure gefouert. Jiddweree vun deenen, déi heibanne bis elo geschwat hunn, kennt déi Fäll, well en och deelweis selwer drop ugeschwat ginn ass. An dat sinn dramatesch Situatiounen, well ee wierklech quasi vun engem Dag op deen anere virum Näischt steet, an dat an enger Situatioun, wou ee krank ass, wou een eng Laangzäittherapie mécht, dat heescht, wou och nach eng Kéier engem seng eege sozial Situatioun wesentlech verschlechtert gëtt no engem gewëssene Stéchdatum - wéi gesot, wéi d'Guillotine - no 52 Wochen.

Dat soll op 78 elo verlängert ginn an enger Referenzperiod vun 104 Wochen. An dat ass och gutt esou. Dat ass e Fortschrëtt. Mä ob et d'Léisung ass fir alleguerten déi Cas-de-rigueuren, dat woen ech awer och elo nach ëmmer ze bezweifelen.

Et ass virdru gesot ginn, datt mer missten esou Grenzen aféieren, well wann ee géif vergläiche mat internationalen Etüden oder an internationalen Etüde Vergläicher maache mat anere Länner, da géif ee feststellen, datt Lëtzebuerg mat dee grousszügegste Sozialsystem hätt. Ech mengen, datt een net einfach esou Länner matenee vergläiche kann, deenen hir Sozialsystemer op komplett ënnerschiddleche Basen opgebaut sinn. Mä wat mer vergläiche kënnen, si Situatiounen, déi mer hunn. An eng Situatioun, déi mer bis 2004 haten, kënne mer vergläiche mat enger Situatioun, déi mer bis 2014 oder déi mer bis elo just haten. An ech mengen, dat wär méi en éierleche Verglach, wéi wa mer Äppel a Bire matenee kucken.

An ech mengen, datt déi Fro awer am Raum steet, ob dee Modell vun där Grenz wierklech dee richtegen ass. E Mënsch, dee krank ass, ass krank! Dat ass zertifizéiert duerch en Dokter, well en eng Therapie mécht, well en net fäeg ass, duerch d'Krankheet, kënne schaffen ze goen. Wann dee Mënsch... An dat ass jo dat, wat esou sous-jacent ëmmer drënnerläit: Do kéinten dann Abuse geschéien, souwuel opsäite vun den Entreprisë wéi och opsäite vun de Salariéen; wann dat esou ass, mä da mussen d'Kontrollinstanze vun der Sécurité sociale esou ausgestatt ginn, fir genau déi doten Abusen ze entdecken an ze penaliséieren.

An ech mengen, datt et kloer muss sinn, datt e Mënsch, deen esou laang krank ass a wou och net ersiichtlech ass, datt en an näherer Zukunft, an nächster Zukunft kann erëm voll schaffe goen, datt dee soit an eng Prozedur vu Reklassement muss kommen, woubäi och de Reklassement misst reforméiert ginn, oder eben d'Invaliderent - woubäi mer och mengen, datt d'Invaliderent u sech, an de Modell, wéi en den Ament besteet, misste reforméiert ginn.

Derbäi kënnt - an och dat ass eigentlech ze begréissen - d'Reprise progressive du travail, also dat lues a luest Erëmophuele vun der Aarbecht am Krankheetsfall, soufern dat der Gesondheet, dem Gesondheetszoustand vun där Persoun weiderhëlleft, also net nëmmen erlaabt, datt se et ka maachen, mä souguer, explizitt steet dat dran, weiderhëlleft. Dat ass prinzipiell gutt. Do gëtt eng relativ grouss Flexibilitéit agefouert. Do kann een e Véierels, hallef oder dräi Véierels schaffen, jee no Gesondheetszoustand, wéi gesot, am Interessi vun de Salariéen.

D'Konditioun ass do, datt een ee Mount vun deene leschten dräi Méint konsekutiv krankgeschriwwe war, fir dat kënnen ze maachen. Bon, deen eenzegen Hoken, oder déi zwee eenzeg Hoke bei dëser Mesure sinn, datt et ganz vum Wëlle vum Patron ofhängeg ass, dat heescht, et ass eigentlech keen aklobart Recht, wat een huet, mä et muss een de Consentement vum Patron hunn, fir déi dote Form vu progressiver Reprise vun der Aarbecht kënnen ze maachen. An deen zweeten Hoken ass, datt de Finanzement elo, wat déi dote Mesure ugeet, ganz bei der CNS läit.

Virdru war et esou beim Partiel, beim Mi-temps, datt ee fir d'Halschent, also fir déi Zäit, wou ee geschafft huet, och säi Salaire weider vum Patron kritt huet. De Patron gëtt hei komplett dedouanéiert an et bleift een eigentlech krankgeschriwwen. Also och déi Deeg ginn ugezielt op déi nei Grenz vun 78 Wochen, mä et schafft een awer, an et ass d'Krankekeess, déi insgesamt d'Krankegeld bezilt, also och de Salaire vun där Part, wou déi Persoun da schafft.

An da si mer bei deem Punkt, wou mir als Lénk awer wierklech dee gréisste Problem mat dësem Gesetz hunn, dat ass näämlech seng Finanzéierung. De Projet kascht der Fiche financière no 39 Milliounen Euro insgesamt, a si si ganz zur Charge vun der Gesondheetskeess, déi 39 Milliounen. A si deele sech op op dräi Mesuren: Dat eent, d'Verlängerung vun 52 op 78 Wochen, dat kascht 5 Milliounen; also dat, wouvunner d'Leit dann direkt solle profitéieren. D'Reprise progressive, déi soll 9 Millioune kaschten; Suen, déi de Patron spuert an déi d'Gesondheetskeess bäikritt. A 25 Milliounen, deen absolutt déckste Batze vun deem Ganzen, dat geet op d'Senkung vun der Patronatscotisatioun vun 1,95% op 1,85% an d'Mutuelle des employeurs zréck.

Also, vun 39 Milliounen Euro, déi dat heite kascht, sinn der 34 fir de Patron a 5 Millioune fir d'Salariéen. Also, wann dat e Kompromiss ass, mä dann huet d'Patronat ganz gutt verhandelt! Anescht kann een dat hei op jidde Fall net bezeechnen.

An duerfir, muss ech Iech éierlech soen, war ech awer wierklech erféiert, wéi ech d'Spriecherin vun der LSAP hei héieren hunn, datt dat Soziaalt dem Land..., datt mir eis dat Soziaalt immens vill géife kaschte loossen. Mir loossen eis net dat Soziaalt an dësem Fall vill kaschten. Mir loossen eis d'Subventionéierung vum Patronat mat dësem Gesetz ganz vill kaschten! Net méi an net manner!

(Exclamations)

„Wéi laang", huet d'Spriecherin gesot, „wëlle mer de System da strapazéieren?", an huet Referenz gemaach op d'Grenz, déi misst agefouert gi vun 52 op 78 Wochen; eng Mesure, déi 5 Millioune kascht! Wéi laang wëlle mer et strapazéieren? 5 Millioune kascht dat! 34 Millioune kascht dat, wat d'Patronat kritt.

Här President, domadder kënne mir net averstane sinn. Et ass duerfir och an eisen Aen eng Aberratioun an duerfir froe mir och e Vote séparé, wat den Artikel 2 Punkt 4 ugeet.

(M. Marc Baum dépose une demande de vote séparé appuyée par la sensibilité politique ADR.)

Här President, ech hunn ugefaangen, andeem ech gesot hunn, dat heite wier de leschte sozialpoliteschen Akzent vun der LSAP an dëser Regierung. A mir gesinn, wéi en ausfält: Een Apel fir de Salarié a siwe fir de Patron!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet de Sozialminister, den Här Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol Merci, net traditionell, mä virun allem hei e spezielle Merci un de Rapporteur fir engersäits säi schréftleche Rapport, virun allem awer och fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet an där ganzer Zäit, an där ganzer Period an der Kommissioun vun Travail a Sécurité sociale, wou mer ganz vill Projeten diskutéiert hunn an och zu engem Enn bruecht hunn, all Kéiers, mengen ech, a flotten Diskussiounen, all Kéiers am gréisstméigleche Konsens, a virun allem fir säi mëndleche Rapport, wou en op eng Rei Eckpunkten agaangen ass, wou e ganz kloer och d'Differenz gemaach huet tëschent engersäits dem Projet, deen d'Regelung vun 52 op 78 Woche beinhalt, mam Congé an der Reprise progressive du travail pour raisons thérapeutiques derbäi, an op där anerer Säit de Mesuren, déi nach eng Kéier d'Stäerkung vun der Fleegeversécherung mat sech bréngen.

Ech wëll och soen, direkt vu vireran - ech mengen, et gouf vum Vertrieder vun deene Lénken hei gesot, datt dat heiten d'Enn an dëser Legislaturperiod vun de soziale Projete wier, et gouf drop higewisen, datt mer esou vill Projeten amendéiert hätten -: Ech hunn een amendéiert an där ganzer Zäit, deen ech gemaach hunn, soss keen, an dat ass deen heiten! An ech kommen drop zréck, wat ech och deemools scho beim Vott vun deem Projet gesot hunn, wat ech géif maachen: datt ech mat de Partner, mat de Sozialpartner dat heite géif analyséieren, fir Verbesserungen ze maachen, dann, wa mer eben e Bilan hätten.

Dofir konnte mer et och net éischter maachen. Mir hunn d'Zuelen ofgewaart, d'Zuele vum 30. Abrëll, fir ganz genau Zuelen ze hunn, fir ze soen: „Effektiv, hei ass e Problem entstanen op engem Punkt, vun deem mer ounideem gesot hunn, datt dee géif kommen, an op engem aneren, wou och d'Entwécklung selwer eis drop higewisen huet, datt et besser wier, och hei Verbesserungen eriwwerzebréngen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et waren awer och Leit, déi Iech vun Ufank un drop higewisen hunn.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat war awer op aner Punkten, Här Spautz, wou drop higewise ginn ass. Ech hunn néierens gesinn, datt vun Ufank een op d'Course-sortie higewisen hätt, datt do e Problem géif entstoen an datt dat op eemol de Problem vun der Fleegeversécherung wier.

Mä ech géif vläicht zréckkommen op dat, wat den Här Baum gesot huet vun der Sozialpolitik hei a vun deem engen Apel an de sechs Äppel oder - wéi huet e gesot? - siwen Äppel. Ech muss soen: Sozialpolitik heescht och, déi richteg Decisiounen ze huelen an Decisiounen ze huelen, datt d'Leit eppes dovunner hunn. An hei wäerten Dausende vu Leit kënnen dovunner profitéieren, datt mer haut dës Ännerungen hei maachen!

An zweetens gehéiert zu enger Sozialpolitik och en éierbare Sozialdialog. An dës zwee Gesetzesamendementer, déi mer hei maachen, baséieren ebe just op dësem Sozialdialog, deen zustane komm ass.

An ech kommen op d'Projeten zréck - an duerno och eenzel -, wat wichteg Projete sinn an de Beräicher vun der Krankeversécherung an anerersäits och vun der Fleegeversécherung. Wa mer dat hei erreecht hunn, dann hu mer dat erreecht am gemeinsame Konsens mat de Partner, souwuel wat déi 52 bis 78 Wochen betrëfft, well soss wiere mer net op deem heite Punkt, datt mer endlech kënnen en Accord hei erreechen.

Dat war net esou einfach. Do gëtt Jore schonn dru geschafft, fir Ännerungen ze maachen an der Regelung vun den 52 Wochen an deene Fäll, déi do drunhänken. An et gouf ëmmer an de Kommissiounen diskutéiert - ech war derbäi, wéi d'Gesetz iwwert de Reklassement gestëmmt ginn ass, wéi ech net Minister war, mä wéi ech nach Deputéierte war, wou mer och ëmmer schonn driwwer diskutéiert hunn: „Mir musse kucken, eng Léisung ze fannen."

Jo, kucke geet net duer! Et muss een iergendwann eng Kéier handelen! An et ass esou, datt keng Léisung fonnt ginn ass. A souguer: An der Chamberskommissioun hate mer eng Léisung! Här Spautz, mir haten och d'Léisung deemools vun der sougenannter „provisoresche Pensioun", déi et iwwregens gëtt. Et gëtt eng Pension temporaire, déi am Code de la sécurité sociale steet. Et ass net, datt déi ofgeschaaft ass.

(Interruption)

Dat ass also net d'Léisung vum Problem. Mä, ech mengen, Dir hat et e bësse mat der Assurance accident verwiesselt. Mä, ech mengen, dat ass en anere Punkt. An doniewent gëtt et och d'Invalidepensioun, déi och nach ëmmer besteet - eng vun de Léisungen doranner.

Mä mir hate Léisungen, déi an der Chamber diskutéiert goufen, déi op eemol kee Sukkurs méi kritt hunn, wéi mer eriwwergaange sinn, wéi d'Sozialpartner ënnerenee geschwat hunn.

Mir haten doriwwer eraus Léisunge fonnt, wou gesot gouf: „Okay, da kommt, mir kucke mat deenen 52 Wochen all Kéiers Punkt fir Punkt eenzel d'Leit." Och dat geet net. Och dat ass arbiträr. Do kënnt Der net soen, deen ee kritt et, deen anere kritt et net. All d'Leit, déi an deem dote Fall sinn, hunn e Problem, dee muss realiséiert (veuillez lire: dee muss geregelt) ginn.

An ech mengen, du si mer higaangen a mir hunn zesumme mat de Partner gekuckt: Wat ass eng Léisung, déi et erméiglecht an deem ganze Prozess, wou mer ounideem amgaange sinn, dee jo och domat ze dinn huet, datt mer de Contrôle médical reforméiert hunn, wou d'Leit elo éischter gesi ginn,...? D'Leit ginn elo ab dem 40. Dag scho gesinn, fir ze evaluéieren: Si se nach fäeg, fir zréck op den Aarbechtsmaart ze kommen oder si se invalid oder musse se Méiglechkeete kréien, fir nach méi laang effektiv eng therapeutesch Hëllef ze kréien, fir erëm zréck op den Aarbechtsmaart ze goen?

Alles dat ass e Prozess, deen een zesummen ugepaakt huet, a mir koumen dunn op d'Léisung, datt mer einfach de Leit eng Méiglechkeet ginn, méi laang kënnen am Krankeschäin ze sinn, vun 52 Wochen op 78 Wochen.

An ech si frou, datt, mengen ech, hei keen - oder op jidde Fall wéineg - ugedeit huet, datt ee soll déi Limitt ophiewen, also op eng fräi Limitt - ech mengen, dat gouf vu kengem hei gesot -, well ech näämlech der Meenung sinn, datt iergendwou eng Limitt muss sinn. An dat huet näischt domadder ze dinn, fir d'Krankegeld oder fir Coûten ze... Neen, et geet drëm: Dës Persoun ass eng Persoun, déi krank ass zu engem Moment an déi wëllt zréck op den Aarbechtsmarché kommen a wou de Patron och frou ass, datt en déi Persoun erëm zréck op den Aarbechtsmaart kritt, well et eng Persoun ass, déi laang am Prozess mat dran ass an déi och dem Betrib ganz einfach hëlleft, flott produktiv Aarbecht ze maachen.

Hei hu mer also eng Léisung fonnt, fir ze soen: „Okay, mir gi sechs Méint méi laang Zäit, fir datt d'Persoun sech och effektiv kann zréckfannen." An deem ganze Prozess leeft et selbstverständlech virun, datt déi eenzel Méiglechkeeten nach ëmmer do sinn! Mä et kann nach ëmmer, mengen ech, d'Méiglechkeet sinn, datt medezinnesch decidéiert gëtt: Déi do Persoun kritt eng Invalidepensioun, kritt eng temporär oder kritt eng definitiv. De Reklassement ass ëmmer méiglech, souwuel den interne wéi den externen ass méiglech, an et ass och méiglech, fir d'Persoun selwer ze suivéieren an eng Rei Méiglechkeeten ze ginn.

Dës Neierung, mengen ech, an dat wësst Der och, ass och e bëssen e Rüttelen un enger gëllener Kou eigentlech, déi ëmmer do war: déi 52 Wochen. Mir wëssen, datt dat e Fait war, deen eigentlech vun de Patrone souzesoen a Stee gemeesselt war, well et ganz einfach esou war, datt kee wollt un déi 52 Wochen erugoen. An dofir mengen ech, och grad dat war ee vun de Kompromisser, fir ze soen: „Da kommt, mir ginn op déi 78 Wochen eraus." Mir gi sechs Méint méi Zäit a ginn op där anerer Säit awer och d'Garantie, datt dat dote vun der CNS iwwerholl gëtt, fir eben och hei ze kucken, fir d'Persoun erëm an den Aarbechtsprozess eranzekréien, wat dobäi awer eng Neutralitéit bréngt fir d'Betriber.

Op där anerer Säit, wat Dir ugeschwat hutt, déi 25 Milliounen, déi derbäikommen, och dat ass eppes, wat sech erginn huet iwwert d'Quadripartite. Dir wësst, datt mer eng Quadripartite haten, wou mer fir 25 Millioune Prestatioune fir d'Assuréen decidéiert hunn, Prestatiounen, déi zu zwee Drëttel de Moment ëmgesat sinn an déi wäerten ëmgesat ginn. An an deem Konsens hate mer och Diskussiounen an der Quadripartite mat der Regelung, datt mer géife kucken, fir fir plus ou moins deeselwechte Montant eppes fir d'Patronen ze fannen, fir och hei vun där gudder Situatioun ebe kënnen ze profitéieren, fir och hei d'Charge erofzedrécken an dat kënne virunzeginn un hir Salariéen, och dat mat besseren Aarbechtskonditiounen a mat all deene Saachen, déi do drunhänken.

Mir hunn also hei gekuckt, op där enger Säit ze probéieren, de Leit wierklech... An d'Fro gouf gestallt: Wivill sinn et der dann elo? Jo gutt, de Moment kann ee vun ongeféier enge 400 schwätzen. Mä et ass schwéier, se genau ze zitéieren, se genau ze chiffréieren, well dat Ganzt jo e Prozess ass. Do sinn der, déi ewechfalen am Ufank, déi eng Invalidepensioun kréien. Do sinn der, déi ewechfalen, déi an de Reklassement kommen. Do sinn der, déi effektiv bis déi 52. Woch hunn, déi kann ee kucken. Et sinn der, déi ofgemellt gi schonn no der 26. Woch. Et ass also e Cumul an dofir: Déi Estimatiounen am Budget, déi mer ginn hunn, sinn natierlech Estimatiounen, déi een eréischt ka gesinn an deem Moment, wann effektiv och d'Gesetz eng éischte Kéier applizéiert gëtt. Dir wësst, datt déi Coûten iwwert d'CNS respektiv, an deem anere Fall, iwwert d'Assurance dépendance, wa mer op d'Fleegeversécherung kommen, zréckzefëiere sinn.

Also, wéi gesot, dëse Coût ass e Coût, dee gutt investéiert ass. Et ass een, deen eis wäert hëllefen, virun allem och ze kucken, datt mer an Zukunft de Leit méi eng Chance ginn, déi de Pech hunn, krank ze ginn, déi hannendrun eventuell de Pech hunn, nach eng aner Krankmeldung ze kréien, also hei de Prozess vun deenen 52 och op 78 Wochen ze gesinn.

A wa mer et mam Ausland awer wëlle vergläichen, gesi mer, datt mer just an zwee Länner och déi 78 Wochen hunn. Dat ass an Holland an dat ass an Däitschland, mat awer Tauxen, déi wäit ënnert deene wéi bei eis leien, wat de Remboursement vu Krankegeld betrëfft.

An da fir mech eppes ganz Essenzielles, dat mer och an dësem Kader mat ugepaakt hunn - dat war am Ufank net ugeduecht, dat stëmmt -, dat ass de Volet vun der Reprise progressive du travail pour raisons thérapeutiques. Ech mengen, dat ass e ganz wichtegt Element. Ech mengen, dat gouf jo och vu jiddwerengem, sou wéi ech dat hei verstanen hunn, begréisst. Dat ass e flott Element, fir effektiv dat ze evitéieren, wéi et de Moment an der Praxis gelaf ass:

An der Praxis gouf ech vu ville Leit ugeruff, déi sech Congé geholl hunn, fir déi doten Zäit ze iwwerbrécken, déi dann ebe probéiert hunn, mat Congé ze spillen, wou se dann zweemol an der Woch gaange si respektiv dann de Rescht doheem bliwwe sinn. Alles dat, mengen ech, brauch elo net méi gemaach ze ginn. An elo ass et, virun allem och duerch d'Flexibilitéit, datt dat Ganzt iwwert d'CNS iwwerholl gëtt, esou, datt een am Krankeschäi bleift. A wann et een Dag net geet, da rifft een un: „Et geet net", an da kënnt een eben en aneren Dag. Et ass wierklech eng Flexibilitéit do. An et ass genau op d'Leit, op d'Assuréen ugeschwat (veuillez lire: zougeschnidden), fir datt si effektiv och kënnen no an no an de Prozess erakommen.

A mir hunn och hei agefouert, datt et ka si 25%, 50%, 75%, soudatt een au fur et à mesure probéiert, erëm an de Prozess eranzekommen. Dat huet net nëmme mat der Gesondheet ze dinn, wat de Krankheetsfall betrëfft, wat d'Krankheetsbild betrëfft. Neen, dat ass och e moraleschen Aspekt, deen een hannendrun huet, dee mat Sécherheet och hei kann a wäert spillen.

De Volet da vun der Fleegeversécherung: Bei der Fleegeversécherung wëll ech och nach eng Kéier betounen, datt dat en Accord ass, deen ech a Verhandlungen an dräi Reuniounen, déi ech mat deenen eenzelne Partner hat, ofgeschloss hunn. A mir hu souguer eng gemeinsam Pressekonferenz gemaach, fir déi doten Ännerungen am Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung no baussen ze droen. D'COPAS war do. Et war eng Gewerkschaft do. Et waren zwou Gewerkschaften net präsent, si waren invitéiert. Si sinn net komm aus diverse Grënn. War dat vläicht, well mer esou fläisseg waren an esou séier mam Projet virukoumen? Dat kéint et eventuell gewiescht sinn. Ech weess et net.

Op jidde Fall ass et esou, datt deen heite Projet vu sämtleche Partner um Dësch gedroe gouf a mer, wéi gesot, eng gemeinsam Pressekonferenz haten, fir dat doten eriwwerzebréngen. Dofir ginn ech och dovunner aus, datt sämtlech Partner, dat war d'COPAS, dat war den OGB-L, dat war d'CGFP, dat war den LCGB, déi mat derbäi waren an déi dat dote matgedroen hunn, och wäerten an Zukunft dozou stoen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Minister, den Här Spautz wollt reagéieren.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Selbstverständlech. Da kann ech eng Schlupp drénken.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här Minister. Ech wollt just d'Fro stellen: Wann een awer den Avis liest vun der COPAS, do stelle se awer erëm Froen, notamment „courses-poursuites" oder „courses-sorties", do stelle se awer nach eng Kéier dat an hirem Avis a Fro, gell.

(Interruption)

Well Der dat elo esou gesot hutt! An hirem Avis, dee mir an der Kommissioun virleien haten, stelle se dat nach eng Kéier a Fro.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech soen Iech nach eng Kéier, beim Dialogue social zielt fir mech en Accord, zielt fir mech e Wuert, an dat hu mer eis deemools ginn, datt dat doten dat wier, wat sech géif op déi aktuell Positioun bezéien. An ech ginn also dervun aus, datt dat heiten och esou suivéiert gëtt. Op jidde Fall gesinn ech, datt an der Realitéit dat heiten och esou ukomm ass. An ech hunn nach an dëser Woch mat enger Rei Prestatairë geschwat a jiddwereen ass am Prinzip zefridden, esou wéi et de Moment formuléiert ass an och ëmgeännert ass.

Mir haten ee Punkt, wou se frou waren, datt mer an der Kommissioun net den Avis vum Statsrot suivéiert hunn. Dat war mat de 50% an dat vu Woch op d'Joer ze gesinn. Ech mengen, do ware se frou. An dat hunn ech och esou gesinn, well wa mer wëllen eng Flexibilitéit drakréien, da musse mer et op d'Joer effektiv gesinn. Dat war e wichtege Punkt nach bei hinnen.

An ech mengen, déi Saach mat de Courses-sorties, déi mer jo elo anescht nennen a wou een och eng Kéier muss emol erklären, ëm wat datt et eigentlech goung, an och, wéi iwwerhaapt d'Änneruge vun dëser Fleegeversécherung sinn, do soen ech och, et si Verbesserungen, mä et ass net d'Réckgrad vun dëser Fleegeversécherung, et ass net d'Iddi vun der Fleegeversécherung, déi gebrach gëtt! Mir schaffe virun an deenen eenzelne Klassen, déi bis elo net zur Diskussioun stinn! Déi sinn akzeptéiert, well d'Leit gesinn, datt se virun allem am Kader vun de Prestations en espèces vill méi erauskréie wéi virdrun.

Mir gesinn derniewent, virun allem och an deenen aneren Ëmsetzungen, datt genau d'Qualitéit ukomm ass dobaussen, op där anerer Säit virun allem och dee ganze Volet vun den Astufungen ukomm ass, datt effektiv jiddweree verstanen huet, datt en op déi Besoinen, déi en huet, och kann eragoen. An d'Flexibilitéit ass eng, déi souwuel fir d'Prestatairë wéi fir d'Leit selwer och ukomm ass. An dat heiten, wat derbäikënnt an deene véier Punkten, déi mer hei änneren, sinn zousätzlech Saachen, vun deenen ech vun Ufank u gesot hunn, mir missten déi kucken.

Dat Éischt ass dat virun allem mat dem Volet vun de Garden, wou mer gesot hunn, mir missten effektiv kucken, ob déi Garden, déi festgesat sinn, déi véier, ob déi duerginn, well mer eis jo referéiert hunn op Referenze vun 2015, do wou mer d'Zuelen net alleguerten haten. Mir gesinn, datt déi net duerginn a mir hu se festgeluecht elo op zéng. Mir sinn awer der Meenung, datt wahrscheinlech a ganz ville Fäll déi zéng zwar wäerte verschriwwe ginn, mä wahrscheinlech net gebraucht wäerte ginn, well eng ganz Rei vu Leit dee Besoin net wäerten hunn. Mä wa se gebraucht ginn, da si se do, fir gebraucht ze ginn.

Wat d'Courses-sorties betrëfft, mengen ech, hu mer kloer elo drageschriwwen, datt jiddwereen, deen e Besoin huet an deen effektiv eng Gefor leeft, isoléiert ze gi par rapport zur Gesellschaft, d'Méiglechkeet elo wäert hunn, fir kënnen dës Courses-sorties vu véier Stonnen ze kréien, fir eben akafen ze goen, fir eben op d'Bank ze goen, fir eben derniewent bei den Dokter ze goe respektiv aner Saachen och derniewent ze maachen. An, ech mengen, wa mer an der Praxis kucken, wéi et virdru war: Jo, et waren der do, déi fënnef Stonnen haten. Mä d'Moyenne louch bei zwou Stonnen d'Woch, dat wëll ech och eng Kéier soen, fir nëmmen deen Impakt ze soen.

A wat d'Astufung ubetrëfft - wie kann dovunner benefisséieren -, muss ech soen, all déi, déi virdrun d'Courses-sorties haten, goufen integral ëmgewandelt op 40 Stonnen Garde en groupe, krute se also alleguerten accordéiert. An och déi nei wäerten all esou evaluéiert ginn. Deen, deen de Besoin huet, dee kritt en, an deen, dee kee Besoin huet, dee kritt en och net. Dat ass genau wéi bei anere Soinen och, déi gi ginn. Wann een ee gewëssene Soin net brauch, da brauch en en natierlech och net verschriwwen ze kréie respektiv brauch en en och net an Usproch ze huelen.

An et muss een och net - wéi ëmmer gesot gëtt dobaussen -, wann een déi 40 Stonnen och kritt, da muss een net an e Foyer goen, fir kënne vun deene véier Stonnen ze profitéieren. Ech kann och soen: „Ech wëll nëmmen déi véier Stonnen huelen an ech brauch déi aner Stonnen net." Och dat, mengen ech, si Saachen, déi no bausse gestreet goufen, déi vun Ufank un net esou gemengt waren an déi och net esou geduecht waren a wou ëmmer gesot gëtt: „De Minister muss d'Gesetz änneren!"

Jo gutt, mir änneren et elo, fir ganz kloer ze sinn! Dat stëmmt! Mä an der Regel hätte mer eis eigentlech nëmme missen op dat beruffen, wéi et virdrun an der Konventioun war a wéi et virdru vun de Prestatairen applizéiert war. Och do gouf konvertéiert vu Grupp an individuell, vun individuell a Grupp, an do huet keen d'Fro gestallt: Steet dat dann elo am Gesetz oder steet et net am Gesetz? Et gouf einfach esou gemaach.

Ech mengen, vun deem Standpunkt aus maache mer et elo ganz kloer. Et ass eng weider Verbesserung. Et ass eng Kloerstellung, déi heiriwwer erauskënnt. An dat erlaabt eis dann och, mengen ech, deen dote Punkt ganz kloerzestellen an dann hei elo eng Fleegeversécherung ze presentéieren, déi deem nach eng Kéier gerecht gëtt, wéi mer et vun Ufank u ginn hunn, mat deene wichtegen Elementer: Qualitéit an de System, Flexibilitéit, Perennitéit vum System; selbstverständlech mat engem gréisstméigleche Fokus, fir d'Leit esou laang wéi méiglech gutt versuergt doheem ze halen an, wann dat net geet, an en Etablissement weiderzeleeden, do, wou se dann och exzellent versuergt ginn.

An eng Rei Saachen, déi am Domicile ofgedeckt sinn, déi net am Etablissement ofgedeckt sinn, déi hu mer jo iwwert déi sougenannten AAEen ofgedeckt, do wou ee Package ass, wou alles ka mat ofgedeckt ginn - fir och déi Besoinen, déi hei ugeschwat sinn, nach eng Kéier kloerzestellen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir déi flott Debaten, déi mer haten an der Kommissioun, op där anerer Säit awer och hei an der Chamber. Ech mengen, hei ass e Gesetz, dat elo nach eng Kéier verbessert gëtt, d'Strukture vum Gesetz bleiwe bestoen. An ech si frou, datt mer dëst Gesetz och nach virum Enn vun dëser Legislaturperiod gestëmmt kréien, soudatt d'Leit och direkt kënnen an de Benefiss vun dëse Mesurë kommen.

Merci.

Ech mengen, den Här Spautz hat nach eng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Merci. Här Minister, ech kommen nach eng Kéier zréck op d'Valeurs monétaires. Wéi geet dat elo mat deenen zwou Valeur-monetairen am Kader vun der CNS?

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass jo elo e bëssen e Volet, deen aus... Mä et ass awer kee Problem. Mir si jo hei, fir ze äntwerten op Froen an dat maachen ech selbstverständlech.

Ech mengen, Dir wësst, datt déi dote Valeur monétaire an d'Diskussioun koum, nodeem jo 2012 virun allem och d'COPAS net méi d'Verdeelung vun där sougenannter „supplementärer Valeur monétaire" gemaach huet an et eigentlech eng Valeur monétaire nëmme méi gouf.

Mir wëssen awer, datt (veuillez lire: datt Verschiddener), virun allem am Kader vun deenen Haiser, déi nach eng Rei Kontrakter sous ancien régime FHL hunn, méi eng héich Belaaschtung hunn. Mir hunn also festgehalen, an dat war en Engagement, deen d'COPAS ginn huet an de Verhandlunge mat der Regierung a mat deenen eenzelne Patronatsvertrieder, déi do souzen, datt si an Zukunft déi Verdeelung, esou wéi 2012, erëm géife selwer maachen.

Mir als Regierung hunn eis da verflicht - et gëtt jo iwwert d'Assurance dépendance finanzéiert -, fir déi sougenannten „fresh money", soen ech emol esou, eranzeginn: 40% vum Stat, 60% iwwert d'Cotisatiounen. Et leeft also vun 2018 un. An ech mengen, et ass am Moment amgaangen: Déi Konventioun, déi zwëschen der CNS an der COPAS besteet, wou d'Fixatioun iwwert d'Valeur monétaire genau geregelt gëtt, déi gëtt de Moment ausgeschafft a ganz kloer definéiert. An an där gëtt da festgehalen, datt et eng éischt Valeur monétaire gëtt. D'Salairë gi bezuelt. De Retour kënnt erëm, wat de Coût ass. Et gëtt eng zweet Valeur monétaire definéiert, déi da vun der COPAS un déi eenzel Haiser verdeelt gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Da wäre mer prett fir ofzestëmmen. Et ass gefrot ginn...

(Interruptions)

Jo, mä et ass dat, wat ech maachen!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass gefrot ginn, den Artikel 45 vum Chambersreglement unzewenden an e Vote séparé iwwert den Artikel 2 Punkt 4 ze maachen. Vu dass dat gefrot ass, maache mer dat.

Vote séparé sur l'article 2, point 4 du projet de loi 7311

Wien also d'accord ass mam Artikel, wéi en am Moment dosteet, seet Jo. A wien dergéint ass, wéi en elo dosteet, seet Nee. Dat heescht, d'Bestätegung vum Text ass Jo an d'Agoen op d'Fuerderung vun de Kolleege vun déi Lénk wär Nee.

(Interruptions)

A wie sech enthält...

(Interruptions)

Bon, jo.

Une voix.- Kënne mer zur Saach kommen?!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo!

(Hilarité)

Ass alles kloer?

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir géifen also ofstëmmen. An d'Ofstëmmung fänkt un.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Reding ass schonn dobaussen!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Procuratiounen nach. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

35-mol fir den Text, wéi en elo ass, 2-mol net fir den Text, wéi en elo ass, an dann 23 Abstentiounen. Domat bleiwe mer beim alen Text, esou wéi e proposéiert ginn ass am Regierungstext.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen).

A mir géifen dann iwwert den Ensembel vum Projet de loi ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7311 et dispense du second vote constitutionnel

Do gëllt datselwecht: Wie mam Projet d'accord ass, seet Jo. Wien net dermat d'accord ass, seet Nee. A wie sech enthält, jo, deen enthält sech.

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

38-mol Jo an 22 Abstentiounen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7311 est adopté par 37 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen).

Ech stellen d'Fro vun der Dispens? Jo?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. Rendez-vous ass muer de Moien um eelef Auer fir den Debat iwwert de Rapport vum Mediateur, vum Ombudsmann. An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.02 heures)

SÉANCE 58

JEUDI,
26 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017)
- *Rapport de la Commission des Pétitions: Mme Claudine Konsbruck*

4. Ordre du jour (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Question parlementaire n°3878 de Mme Martine Mergen relative aux réfugiés mineurs non accompagnés
- *Mme Martine Mergen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

6. Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017) (suite)
- *Débat: Mme Cécile Hemmen, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Etgen et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 11.06 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op a begréissen ënner eis den neien amerikaneschen Ambassadeur, den Här James Randolph Evans. Welcome to the Luxembourg Parliament!

Ech begréissen da gläichzäiteg och wärend der Debatt iwwert de Rapport vun dem Ombudsmann/-fra d'Madamm Claudia Monti, déi bei eis ass, an entschëllege mech direkt och fir déi kleng Verspéidung.

2. Ordre du jour

Mir hunn déi Fro, déi net beäntwert war vun der Regierung, un den Ufank vun der Sëtzung geluecht, an Ofsprooch mam Minister, deen awer schéngt zréckgehalen ze sinn. Dann, mengen ech, géife mer mat eisen normalen Aarbechten ufänken an da muss de Minister ebe waarden, bis dass mer eis Fro kënnen drunhuelen. Wann dat och an der Rei ass fir d'Madamm Hansen, da maache mer dat esou.

(Assentiment)

Plusieurs voix.- Mergen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madamm Mergen. Entschëllegt! Da maache mer dat esou.

A mer géifen dann zum Débat d'orientation iwwert de Rapport d'activité vun dem Ombudsmann 2017 iwwergoen. De Modell ass de Modell 1. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice, d'Madamm Claudine Konsbruck. Madamm Konsbruck, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017)

Rapport de la Commission des Pétitions

Mme Claudine Konsbruck *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleegen, erlaabt mer fir d'Éischt am Numm vun der Petitiounskommissioun dem Claudia Monti e grousse Merci ze soe fir säin Engagement wärend dem leschte Joer a fir deen detailléierte Rapport, dee mer mat groussem Interessi an der Kommissioun gekuckt hunn.

D'Madamm Monti ass nei säit engem Joer. Et ass en neie Rapport, dee bréngt och mat sech en neie Stil. Contrairement zu hirem Virgänger huet se keng Recommandatiounen un d'Regierung adresséiert, mä si geet an hirem Rapport ganz genau an op eenzel Fäll an op eenzel Schicksaler, déi se concernéiert hunn.

Just pour rappel: De Mediateur gëtt et säit 2003. An dëser Period huet en a senge Rapporten am Ganzen 52 Recommandatiounen adresséiert. Déi eng si méi schnell behandelt gi wéi anerer, anerer sinn immens lues behandelt ginn. E ganz negativt Beispill ass d'Autorité parentale. Do ass d'Virgeschicht: Do hat de Mediateur 2005 eng Recommandatioun gemaach, fir dat unzepassen un en Arrêt vum Verfassungsgeriicht vun 1999; d'Recommandatioun Nummer 19 vun 2005. Mir hunn awer dëst Joer, d'Chamber huet dëst Joer elo virun e puer Wochen d'Gesetz eréischt gestëmmt, soudass déi Recommandatioun leider Gottes immens laang gebraucht huet, bis se duerchgesat ginn ass. Mä dat ass elo een negativt Beispill. Et gëtt ganz vill aner Beispiller, déi awer méi séier behandelt gi sinn.

D'Madamm Mediateur ënnersträicht an hirem Rapport, och zu Recht, d'Importenz vun de mënschleche Relatiounen a leet hir Prioritéit op de mënschlechen Aspekt. Dee Volet, dee geet wéi e roude Fuedem duerch de Rapport, duerch déi 130 Säite vun hirem Bericht.

Et däerf een net vergiessen, dass d'Verwaltungen, sief et staatlecher, sief et op Gemengenniveau, haaptsächlech e Service public sinn, en Déngscht um Bierger, deen do ass fir de Bierger. Dofir ass a bleift de Kontakt mam Bierger an d'direkt Gespréich eng Prioritéit. D'Missioun vum Mediateur ass jo éischtens, fir den Dialog mat de Verwaltungen ze vereinfachen, an zweetens, fir d'Vertrauen an d'Verwaltungen ze verstäerken.

D'Madamm Mediateur mécht och en interessante Kommentar iwwert d'Maison des droits de l'homme. Si schreift erstaunlecherweis, dass se net wëllt an déi Maison des droits de l'homme integréiert ginn a berifft sech dofir op hir Onofhängegkeet an hir spezifesch Roll. Et ass jo virgesinn, dass an déi Maison des droits de l'homme all déi Instanze solle kommen, déi mat Mënscherechter ze dinn hunn. Et ass de Mediateur, als Mediateur an als Contrôleur externe, et ass d'Mënscherechtskommissioun, et ass den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, de Centre pour l'égalité de traitement an de Médiateur de la Consommation an de Médiateur de la Santé.

Mir haten eng Diskussioun an der Petitiounskommissioun iwwert dee Punkt a bleiwen awer der Meenung, dass effektiv déi Pist misst weidergefouert ginn. Et ass jo keng Fro vun Onofhängegkeet vum Mediateur; déi ass a bleift natierlech garantéiert. Mä eng Integratioun vun hirem Büro an d'Maison des droits de l'homme bréngt awer eng Rei praktesch Avantagë mat sech, sief et, dass se kënnen e gemeinsame Sekretariat deelen, sief et, dass se kënnen eng gemeinsam Bibliothéik deelen oder eventuell och eenzel Poste vläicht sech opdeelen.

Dofir hat d'Commission des Pétitions, wéi gesot, doriwwer geschwat. A si wäre frou, wann dee Projet kéint esou weidergefouert ginn, wéi et och am Regierungsprogramm vun 2013 festgehalen ass.

Här President, d'Madamm Monti ënnersträicht och an hirem Rapport de Problem vun der Komplexitéit vun de Gesetzer, déi mer hei am Haus heiansdo stëmmen. Et kënnt vir, dass Gesetzer sech deelweis iwwerschneiden, dass se keng Transitiounsperiod virgesinn, dass se oft ugepasst musse ginn. De Bierger weess oft net, wat hie wou ka fannen.

D'Texter sinn och net ëmmer kloer oder verständlech fir de Mann vun der Strooss. Derbäi kënnt nach, dass d'Gesetzer heiansdo relativ schnell duerch d'Instanze gejummt ginn an dass d'Qualitéit dorënner heiansdo leit. Deen Aarbechtsrhythmus, dee mer an de leschte Wochen haten, ass leider Gottes och eng gutt Illustratioun vun deem Problem. Et ass ganz wahrscheinlech, dass bei deene Gesetzer, déi mer elo an de leschte Wochen hei gestëmmt hunn, eng Rei materiell Feeler virgefall sinn, well, wéi gesot, souwuel d'Ministèrë wéi de Statsrot wéi d'Chamber hunn immens schnell misse schaffen.

Dee Problem vun der Qualitéit vun de Gesetzer ass e Message un d'Regierung, mä awer och natierlech un ons all hei am héijen Haus, déi déi Texter mussen analyséieren, amendéieren a finalement ofstëmmen.

En anere Message vum Mediateur geet un ons Gemengepappen an ons Gemengemammen. Et ass e Fakt, dass am Fong vill manner Reklamatioune beim Ombudsmann agereecht gi wéinst Problemer am Kontakt mat Gemengen. Am Joer 2017 waren et der 95 am Ganzen. Et waren 1.149 Fäll, déi Ministèrë betreffen. Et ass eng relativ kleng Zuel awer. Den Taux de correction bei de Gemengen ass awer méi déif wéi dee beim Stat. Deen ass bei 55,6%, wou d'Gemengen, wéi gesot, dee Moment dem Mediateur recht ginn hunn.

An e klenge Bemoll vum Mediateur a sengem Rapport ass, dass d'Gemenge leider Gottes relativ oft op Affekoten zréckgräifen, fir de Problem mat him ze besprieche respektiv ze léisen. Dofir e klengen Appell un ons Gemengepappen a Gemengemammen: Sicht den direkte Kontakt mam Mediateur a spuert och deementspriechend schonn eng Rei Suen an Ärem Budget! Dat ass eng Moossnam, déi dem Mediateur géif ganz entgéintkommen an och vläicht d'Saach géif heiansdo vereinfachen.

Elo géif ech op d'Zuelen zréckkommen, déi am Rapport vun 2017 stinn. Wéi all Joer ginn déi Zuelen an d'Luucht. 2017 ass de Mediateur befaasst gi mat 1.149 Reklamatiounen oder Fäll, déi Ministèren oder staatlech Instanze betreffen. Dat Joer virdrun, 2016, waren et der 857, 2015 waren et 743 Fäll. Den Taux de correction global vun all deene Reklamatioune läit bei 86,8%.

Déi Zuele beweisen, dass d'Institutioun vum Mediateur gutt fonctionnéiert an och beim Public gutt bekannt ass an dobaussen ëmmer méi visibel gëtt.

D'Hitparad vun de Reklamatiounen, wann ech esou soe kann, dat sinn nach ëmmer déi nämlecht dräi Ministèren: Et ass éischtens d'Affaires étrangères, direction de l'Immigration, déi ganz vill Fäll hunn; de Ministère de la Sécurité sociale an op drëtter Plaz de Ministère de la Famille an d'Finanzen ex æquo.

Bei dräi Ministèrë si keng Reklamatiounen erakomm: Dat sinn d'Égalité des chances, de Sport an den MSI, d'Sécurité intérieure.

Zwee staatlech Servicer hunn en Taux de correction vun 100%: Dat ass den Interieur an d'Justiz.

Ech wëll kuerz op eenzel Fäll just agoen. Ech mengen, de Rapport ass 132 Säite laang an d'Detailer fannt Der, wéi gesot, an den eenzelne Kapitelen an och am Rapport vun der Petitiounskommissioun, déi am Fong de Resumé gemaach huet vun all deene Fäll. De Rapport ass jo och un déi concernéiert Kommissioun geschéckt ginn, déi och Stellung geholl hunn zu deene Reklamatiounen, déi si betreffen.

Dräi eenzel Fäll wollt ech erausgräifen. Éischtens d'Immigratioun, wat, wéi gesot, nach ëmmer ee vun den Haaptuleiesse vun de Leit ass, déi bei de Mediateur ginn. Do ënnersträicht de Mediateur, dass e befaasst ginn ass mat Retarde bei Erneierunge vun Titres de séjour, notamment duerch Personalproblemer. De Minister Gramegna war d'lescht Woch an der Finanzkommissioun an huet ons do och gesot, dass am Fong am Budget 2018 relativ vill rekrutéiert ginn ass, soudass, mengen ech, och an der Immigratioun eng Rei Leit bäikomm sinn, an dat misst dozou bäidroen, dass déi Problemer an Zukunft geléist ginn.

Beim Regroupement familial mengt de Mediateur, dass dat Gesetz e bëssen ze strikt ass. Ons Gesetzgebung gesäit vir, dass déi Demandë mussen agereecht ginn innerhalb vun dräi Méint. Am Ausland sinn déi Delaie vill méi laang. D'Belsch huet zwielef Méint am Gesetz, a Frankräich ass keen Delai virgesinn, soudass och d'Madamm Monti do d'Fro opwerft, ob een dat net eventuell misst upassen.

Am Service Réfugiés war en akute Personalproblem. Deen ass awer och, mengen ech, an de leschte Méint opgehuewe ginn, well dat Personal ass verduebelt ginn.

Zweete Ministère, dee relativ vill Fäll och mat sech bréngt fir de Mediateur, dat ass de Ministère de la Famille. Do sinn eng Rei Reklamatiounen agaangen iwwert de Congé parental, iwwert d'Ausbezuele vun den Allocations familiales, iwwert d'Konditiounen, fir e Congé parental à temps partiel ze kréien. D'Detailer fannt Der, wéi gesot, am Rapport vum Mediateur Säit 71 an déi hannendrukommen.

Drëtte Sujet, Sécurité sociale, do sinn eng relativ héich Zuel vu Fäll bei de Mediateur gedroe ginn iwwer Reclassement professionnel an d'Fro, ob d'Leit, déi nach en Aarbechtskontrakt hunn, mä net méi apte sinn, fir ganz ze schaffen, mä awer kee Krankeschäin hunn, nach kënnen e Reclassement froe bei der Commission mixte vun der Sécurité sociale. Do si relativ laang Developpementer am Rapport iwwert déi Problemer. D'Madamm Monti huet do och, den Ombudsmann huet eng aner Lektür vun deenen Texter, dat ass och eng interessant Diskussioun wäert. Mä ech mengen, mir kommen nach eng Kéier an nächster Zäit dorop zréck.

Voilà, wéi gesot, ech wollt net ze vill an den Detail goen. D'Rapporte si laang, d'Petitiounskommissioun huet och e Rapport gemaach, deen e bësse méi kuerz ass. Ech verweisen Iech dorop.

Fir ofzeschléissen nach e puer Eckdate vun den Aarbechte vun der Kommissioun. De 7. Mee huet d'Madamm Monti hire Rapport un d'Chamber agereecht. Den 8. Mee war d'Presentatioun vum Rapport un déi concernéiert Kommissiounen. Den 29. Mee waren Echangë vun der Madamm Monti mat der Petitiounskommissioun. Den 12. Juli hat ech déi grouss Éier, als Rapporteur genannt ze ginn an do sinn och meng Konklusioune schonn ugeholl ginn an der Kommissioun. A finalement ass mäi Rapport ugeholl ginn de 24. Juli, unanime.

Voilà, dat ass am Fong alles, wat ech haut zu deem Punkt wollt soen. Ech soen der Madamm Monti nach eng Kéier Merci fir hiert Engagement an ech wënschen hir eng glécklech Hand fir déi nächst Méint an en oppent Ouer fir ons Bierger. E grousse Merci och un d'Petitiounskommissioun, un de President Marco Schank. An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice.

4. Ordre du jour (suite)

Ech wollt d'Chamber elo an enger méi spezieller Fro aschalten. De Minister ass elo bei eis, fir op déi Fro vun der Madamm Mergen ze äntwerten. Ech mengen, d'Madamm Mergen ass de Moment net heibannen.

(Interruption)

Neen, dat ass kee Problem. Da misste mer vläicht de Minister fir den Nomëtteg virgesinn. Wann dat okay ass?

Plusieurs voix.- Si ass awer do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann d'Chamber d'accord wär, fir tëschent dem Rapporteur an der Debatt déi Fro anzebauen, da géife mer dat esou maachen. Soss géife mer et am Nomëtteg maachen.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei trëfft den Deputéierten awer wierklech elo keng Schold. Mir hu probéiert, jiddwerengem et recht ze maachen. Wann d'Madamm Mergen prett ass, da géife mer déi exceptionnel Prozedur huelen an elo op d'Fro äntwerte loossen. Madamm Mergen, Dir hutt d'Wuert.

5. Question parlementaire n°3878 de Mme Martine Mergen relative aux réfugiés mineurs non accompagnés

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Entschëllegt, Här Minister, ech war meng Consultatioun ëmdisposéiere wärend dem Rapport. Ech soen Iech Merci, Här President, dass ech déi Fro hei nach ka stellen, well si kënnt mer awer ganz wichteg vir. An ech mengen, dass och d'Madamm Monti net onintéresséiert ass un der Äntwert, déi den Här Minister gëtt.

Ech hat se eigentlech un dräi Ministere gestallt, an zwar souwuel un den Här Meisch wéi och un d'Madamm Familljeminister, d'Integratiouns- a Familljeministesch, an un den Här Justizminister, well et ass ons zu Ouere komm, dass anscheinend Mineur-non-accompagnéé géifen am Centre socio-éducatif de l'État sëtze respektiv souguer an der Unité de sécurité.

Mir hunn ons natierlech gefrot, vu dass d'Mineurs non accompagnés awer eng vun onse gréissere Suerge sinn am Kader vun der Immigratioun a vun der Integratioun, ob dat iwwerhaapt méiglech ass. Dat ass och den éischten Deel vu menger Fro. Dat heescht, dat misst dann den Här Minister mer bestätegen a wivill dass et der sinn, well et ass vun e puer geschwat ginn. Et ass net vun engem geschwat ginn, engem schwéiere Fall, mä et ass vun e puer geschwat ginn, an dat hat ons awer relativ - relativ - schockéiert.

Mir sinn der Meenung, dass aner Strukture missten existéieren, fir déi Mineuren opzefänken. A mir hunn ons dunn d'Fro gestallt, an dat ass och eigentlech d'Fro, déi ech haut hunn, firwat dass déi Mineuren, wa se dann do sinn, wierklech bis an d'Unisec eraplacéiert gi sinn. An ech soen dem Här Minister Merci fir seng Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Mergen. An den Här Minister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Och Merci fir d'Flexibilitéit vun lech a vun der ganzer Chamber an och vun der Madamm Mergen, déi d'Fro gestallt huet.

Et ass esou, datt mer haut op dësem Dag ee Mineur, e männleche Mineur an der Unisec zu Dräibur placéiert hunn. Deen ass do placéiert, well et e Geriichtsuerteel gëtt, wat de 14. Mee 2018 rechtskräfteg ginn ass, en Uerteel vum Jugendriichter. Éier en dunn an d'Unisec transferéiert ginn ass, war en och schonn am Centre pénitentiaire de l'État, an der Section disciplinaire vum Centre pénitentiaire de l'État, dat nodeems en eng ganz Rei vun Infraktiounen um Territoire hei zu Lëtzebuerg gemaach huet.

Mir sinn do an engem Fall, wou déi Persoun wuel eng Demande gestallt huet fir d'Protection internationale. Déi ass allerdéngs refuséiert ginn. En huet dunn e Recours beim Tribunal administratif lancéiert. Säin Affekot huet wësse gedoen, datt en zu engem gewëssenen Zäitpunkt éischter d'Ambitioun hat, de Retour volontaire a säin Ursprongsland unzestriewen. Dat ass momentan, souwäit mir wëssen, awer net méi esou. E mécht och keng konkret Demarchen. E mécht eigentlech och guer keng aner konkret Demarchen, fir och elo säi Statut ze klarifiéieren hei zu Lëtzebuerg.

Et muss een awer och soen, datt säi Statut net deen ass vun engem Mineur non accompagné! Dat ass kloer, obschonn en aus engem anere Land kënnt, obschonn en eng Demande gemaach huet, déi refuséiert gouf. En ass och effektiv haut mineur. En ass am August 2000 gebuer, also huet en…, jo, mineur ass en och net méi ganz, ganz laang.

Dat ass dat, wat ech Iech op déi dote Fro kann äntwerten. Nach eng Kéier: Firwat en am Centre socio-éducatif de l'État, an der Unisec zu Dräibur ass, dat ass eng Decisioun an en Uerteel vum Jugendgeriicht.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da géife mer mat der Debatt iwwert de Rapport vum Ombudsmann weiderfueren. An d'Wuert huet elo d'Madamm Cécile Hemmen.

6. Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017) (suite)

Débat

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Här Minister, am Numm vun der sozialistescher Fraktioun wéilt ech der Madamm Claudia Monti och fir hiren Engagement an hir exzellent Aarbecht felicitéieren. D'Unzuel vun den Affären, déi mer an hirem Rapport erëmfannen, ënnersträicht eemol méi d'Wichtegkeet an eiser Gesellschaft vun der Institutioun Ombudsmann.

Ombudsmann - ass et derwäert, fir et nach eemol ervirzehiewen? - assuréiert d'Funktioun vun der Mediatioun, vun der Concertatioun, der Promotioun vun de Gesetzer a setzt sech a fir d'Gläichstellung an der Applikatioun vun de Gesetzer a vun den Texter.

Eis nei Mediateure ass hiren Aufgabe gerecht ginn an huet hir Kompetenzen agesat, fir d'Relatioune mat de Verwaltungen ze verbesseren. Vill Affäre sinn traitéiert ginn. Mä och d'Madamm Monti huet eigentlech keng Recommandatioune formuléiert. Wie sech awer mam Rapport auserneesetzt, wou vill Beispiller bis an de leschten Detail zitéiert ginn, dee wäert schonn all déi Lektioune verstanen hunn, déi op déi Situatiounen zoutreffen, an eigentlech sinn déi eenzel Konklusiounen awer och als verstoppte Recommandatiounen ze verstoen.

Erlaabt mer, dass ech och hei net op déi eenzel Fäll wäert agoe respektiv d'Konklusiounen. Dat huet d'Rapportrice zum Deel scho ganz gutt gemaach, an ech wéilt hir och heifir Merci soen. Mä ech wéilt just e puer spezifesch Punkten ervirhiewen.

Fir d'Éischt emol de Volet vun der Maison des droits de l'homme, wou jo och scho rieds gaangen ass a wou d'Mediateure sech an hirem Avant-propos vum Rapport dergéint ausgeschwat huet. Hei sollte jo eigentlech ënner engem Daach d'Servicer vun der Mediateure a vum externe Contrôle vun de sougenannte Lieux privatifs de liberté, dem CELPL, zesumme mat der Kommissioun vun de Mënscherechter, dem Centre pour l'égalité de traitement, dem ORK, also dem Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, dem Mediateur vun der Consommatioun an dem Mediateur Santé ënnerbruecht ginn.

Firwat dass si elo net op dee Wee wéilt goen, huet d'Madamm Monti net weider explizéiert, ausser dass si natierlech och d'Onofhängegkeet vun hirer Institutioun souzesoen evoquéiert huet. Mä dëst Haus vun de Mënscherechter sollt dach awer d'Synergië vereinfachen, et sollt den Dokumentatiounszentrum an och d'Generalsekretariat zesummeleeën.

Dës Zesummeleeung war och op de franséische Modell ausgeriicht, deen déi sougenannten „défenseurs des droits", d'Missioune vum Mediateur de la République, de Kannerrechter a soss héich Autoritéite vun der Lutte géint Diskriminatiounen, regruppéiert huet.

Och ass d'Madamm Monti net op d'Recommandatioun Nummer 51 vun hirer Virgängerin, der Madamm Lydie Err, agaangen, wou et drëms geet, fir déi verschidde Kompetenze vum Mediateur iwwert d'Gesetz vum 22. August 2003 besser ze verankeren. D'Institutioun Ombudsmann sollt esou weider Zoustännegkeete kréien am Beräich vum Schutz vun de Mënscherechter an iwwerhaapt sollt de Wierkungsberäich op de ganze Volet vun den ëffentlech-rechtlechen Déngschtleeschtungen erweidert ginn. Och ass jo schonn driwwer geschwat ginn, fir d'Geriichtsprozeduren zäitweileg ze ënnerbrieche wärend där Zäit, wou eng friddlech Solutioun ugestrieft gëtt, déi dann och wärend där Zäit net nach mat weidere Fraise verbonne wier.

Och ass d'Mediateure net op d'Froen agaangen a Relatioun mat der sougenannter Recommandatioun 52, déi eis virun engem Joer zerguttstert hei beschäftegt huet. Effektiv, duerch d'Gesetz vum 11. Abrëll 2010, dat sech op d'Approbatioun bezitt vum fakultative Protokoll iwwert d'Konventioun géint Tortur an aner Peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ass d'Mediateure designéiert ginn, fir den externe Contrôle ze iwwerhuele vun de sougenannte Lieux privatifs de liberté. Dëse Service huet als Missioun, fir ze iwwerwaachen, ob déi international Normen an och dat nationaalt Recht a puncto Mënscherechter op eisem Territoire iwwerall do respektéiert ginn, wou d'Leit agespaart sinn oder sech net fräi an der Gesellschaft bewege kënnen. An dëser Recommandatioun 52, déi a Relatioun mat dëser Missioun steet, ass d'Notioun vun der Privation de liberté och esou breet wéi méiglech interpretéiert.

Et gëtt gefrot, dass dës Notioun sech op all verletzlech an ofgeschwächte Persoune bezitt, déi sech an enger Situatioun befannen, wou si sech wuel theoretesch a rechtlech fräi kéinte bewegen, mä wou et am Prakteschen awer net de Fall ass. An deem Sënn hätt d'Ombudsmann och d'Kompetenz, fir d'Structures d'accueil an den Hebergement vun den DPIe respektiv de BPIen ze kontrolléieren, fir och hei ze kucken, awéiwäit dass d'minimal Standarde respektéiert sinn, déi vun den internationalen Norme virgesi sinn.

Et ass awer verständlech, dass dësen éischte Rapport vun der Madamm Claudia Monti sech haaptsächlech op d'Reklamatioune bezitt, schliisslech ass dat jo och déi primär Missioun vum Ombudsmann. Allerdéngs muss een och wëssen, dass d'Institutioun vum Mediateur, déi iwwregens och an déi nei Verfassung verankert gëtt, misst an Zukunft vläicht och e bësse méi op den Echange mat deenen aneren Akteuren um Terrain agoen, wéi zum Beispill dem Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand als ee vu villen, déi sech fir d'Mënscherechter asetzen.

Ech wéilt awer net ofschléissen, ouni och op d'Lignes de bonne conduite administrative anzegoen. Se goufe jo bekanntlech am Januar 2017 vum Regierungsrot guttgeheescht. An duerfir ass et begréissenswäert, dass se och an dësem Rapport publizéiert sinn, fir dass se och esou breet wéi méiglech diffuséiert ginn. Och wéilt ech der Mediateure felicitéiere fir hir Propositiounen opgrond vun enger gudder Zesummenaarbecht mat de concernéierte Secteuren, kann ee soen, fir de Katalog mat de Mesuren an de Prinzipie vun der bonne Conduite administrative opzestellen. Dëse Katalog berout iwwregens op ënner anerem dem Code européen de bonne conduite administrative, deen am September 2001 vum Europäesche Parlament approuvéiert gouf.

De Regierungsrot huet sech engagéiert, fir dës Lignes de conduite net nëmmen am ëffentlechen Déngscht ze promouvéieren an ëmzesetzen, mä doriwwer eraus sollte se och an d'Formatioun fir d'Statsbeamte mat integréiert ginn. Dëst wäert da scho mat Sécherheet derzou bäidroen, dass d'Verwaltungen iwwer hir Agente schonn emol sensibiliséiert sinn, wat de Respekt vun dëse Richtlinnen ugeet am Ëmgang mat de Bierger.

Och wann dës Lignes de conduite natierlech nach verbesserungsfäeg sinn, esou flechten déi sech awer ganz gutt an an déi administrativ Prozeduren an och natierlech an d'Protection des données.

Begréissenswäert ass och allemol, dass se kloer an däitlech sinn an dass se drop aus sinn, fir d'Integritéit, den Devouement an déi human, mënschlech Approche vun de Beamten ze valoriséieren. D'Mediateure selwer wäert natierlech och op dës Richtlinnen zréckgräifen am Kader vun hiren Enquêten, grad eréi och an hirer proaktiver Aarbecht, fir d'Verwaltungen ze motivéieren.

En allerleschte Punkt, deen ech nach wéilt ervirhiewen, ass deen, wou d'Madamm Monti den Appell un d'Gemengenautoritéite mécht, fir éischter op dem direkte Wee mat hir ze communiquéieren eréi iwwert den Affekot. Gäre wéilt ech do awer dann och kuerz aus dem Buergermeeschterstand den Appell un d'Bierger weiderreechen, dass och si den direkte Wee bei hire Schäfferot sichen amplaz den indirekte Wee an dee vläicht e bësse méi barsche Wee iwwert den Affekot. Wierder soe jo bekanntlech méi wéi en Text. An deem engen oder deem anere seng Meenung erkläert sech och besser, wann ee sech ukuckt an och munches direkt um Terrain hannerfroe kann. A mat dëser Virgeeënsweis kéint een ënner Ëmstänn sech souguer de Wee bei den Ombudsmann spueren.

Mä domadder schléissen ech dann och elo definitiv of. Felicitatiounen nach eng Kéier, Madamm Claudia Monti, fir déi vill traitéiert Dossieren an déi grouss Mënschlechkeet, mat där Dir Är Aarbecht geleescht hutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, wat a verschiddene Verwaltunge feelt, ass en Noutagang. Jo, Dir hutt mech richteg verstanen: en Noutagang! Op bal honnert Säite beleet den Aktivitéitsrapport näämlech och dëst Joer nees, dass d'Relatioun tëschent de Bierger an de Verwaltungen net ëmmer evident ass. E Bierger ka mat enger Decisioun net averstane sinn, e ka se vläicht och net novollzéien oder och net verstoen. An da kann ee sech vis-à-vis vun Administratioune ganz einfach verluere fillen an et brauch een dann eng Ulafstell, déi engem weiderhëlleft.

Dass de Mediateur genausou eng Hannerdier fir de Bierger ass, beweist och dëst Joer nees de statisteschen Deel vum Rapport. 2017 sinn iwwert d'Mediatiounssekretariat 1.100 Reklamatiounen erakomm. Bei engem Drëttel ass de Mediateur intervenéiert an a bal 90% huet d'Agräife vum Mediateur dann och mat sech bruecht, dass eng Decisioun vun enger Verwaltung verbessert oder zumindest zum Deel verbessert gouf.

D'Unzuel vun de Leit, déi sech un dës Ulafstell wenden, ass konstant um Klammen. D'Zuel vun de Bierger, déi sech un de Mediateur wenden, wa se mat enger Administratioun net méi weider wëssen, hëlt vu Joer zu Joer zou. De Mediateur huet net nëmmen u Bekanntheetsgrad gewonnen, mä - an ech mengen, dat kann ech och esou behaapten - och d'Vertraue vun de Bierger gewonnen! De Succès vun dëser Institutioun läit sécherlech zum Deel un dem héijen Taux de correction, deen dëst Joer an der Moyenne bei 86,8% läit.

Ech denken awer, dass et net eleng den Taux de correction ass, deen de Mediateur zu deem gemaach huet, wat en haut ass. Eng Institutioun gëtt geprägt duerch déi Mënschen, déi se mat Liewe fëllen! De Mediateur, wéi mir en haut kennen, ass d'Resultat vun enger Entwécklung, déi den 1. Mee 2004 ugefaangen huet, deen Dag, un deem d'Sekretariat vum Mediateur geschafe gouf.

Déi successiv Mediateuren hunn derzou bäigedroen, d'Institutioun esou ze gestalten, dass se och zu engem regelrechte Pilier vun eiser Demokratie ginn ass an haut net méi ewechzedenken ass.

Eng ganz Partie Ureegungen aus dem viregte Rapport hunn dann och hire Wee an eise gesetzleche Kader fonnt. Een Denkustouss, deen och vum Mediateur koum, hu mir de Moien hei am Haus live kënne materliewen. Effektiv, 2014 huet d'Chamber d'Méiglechkeet vun der elektronescher Petitioun geschafen an an hiert Reglement opgeholl. D'Sammele vun den elektroneschen Ënnerschréften an déi ëffentlech Debatten erlaben et de Bierger, hiert Uleies direkt un d'Chamber erunzedroen an et do ze diskutéieren.

Dat ass elo eng vu ville Recommandatiounen, déi iwwert déi lescht 14 Joer opgeworf goufen, an dann och ëmgesat gouf! Eng ganz Partie stinn nach ëmmer op, an ech mengen, hei ass et wichteg, déi net aus den Aen ze verléieren an an de kommende Joren nach eventuell e Point ze maachen, wou mir do dru sinn.

Här President, d'Madamm Monti ass da schonn déi drëtt Persoun, déi dëse Service leet. Si huet an hirer mëndlecher Presentatioun betount, an et ass an hirem Avant-propos nach emol ënnerstrach, dass hannert dem Mediateur eng ganz Equipp steet. Zesumme mat hirem Team setzt si sech elo säit engem Joer fir d'Biergerinnen an d'Bierger an eisem Land an. Erlaabt mir dofir op dëser Plaz, Här President, am Numm vun der Demokratescher Partei der Madamm Claudia Monti fir hiren éischte Rapport Merci ze soen an ze felicitéieren.

Ech hu virdru gesot, et ass net eleng deen héijen Taux de correction, deen de Succès vum Mediateur ausmécht. D'Biergerinnen an d'Bierger fanne beim Mediateur eng Persoun, Persounen, déi hinnen als Alleréischt emol nolauschteren, hinnen d'Decisioun och emol an anere Wierder erklären an, wann et néideg ass, sech och fir si asetzen. De Mediateur probéiert als Alleréischt emol, an dat huet d'Madamm Monti eis an hirer Presentatioun vum Rapport erkläert, d'Leit ze verstoen, ze verstoen, wat genau hir Situatioun ass a wat si motivéiert huet, de Mediateur opzesichen. D'Frustratioun, déi bei de Leit entstoe kann, wa se sech vun enger Verwaltung net verstane fillen, kann een dee Moment dann och novollzéien.

Dass de Mediateur mat Empathie un déi eenzel Fäll erugeet, beleet och de roude Fuedem vum Rapport, an zwar dee vun de mënschleche Schicksaler hannert den Decisiounen. Hannert komplexen an deelweis dréchene Gesetzestexter, hannert Direktiv-Transpositiounen a Règlements grand-ducaux ass de Mediateur mat trageschen a mënschlech schwierege Situatioune konfrontéiert.

Ganz besonnesch ass dat de Fall fir déi Affären, déi den Ausseministère a besonnesch d'Immigratiounsdirektioun betreffen, wann et ëm d'Titres de séjour oder och nach d'Demande-de-protection-internationalle geet.

D'Gesetzer, déi d'Titres de séjour oder d'Demandes de protection internationale encadréieren, si kloer, an d'Konditiounen hunn hir Grënn. Mä Fäll, wéi mir se aus dem Rapport kënne liesen, féieren eis awer virun Aen, wat et fir déi eenzel Persoun, fir eng Famill u Konsequenze kann hunn. Eng Famill, déi ënnert den Dispositioune vum Regroupement familial de Choix muss treffen, ob nëmmen déi mannerjäreg Kanner nokomme sollen oder ob et awer vläicht besser ass, se net vun hire grousssjärege Geschwëster an dem Rescht vun der Famill ze trennen, wëssend, dass se am Hierkonftsland Geforen ausgesat sinn. Ech mengen, d'Ausmoosse vun esou enger Entscheedung kënne mir eis hei nëmme schlecht virstellen!

De Mediateur stéisst u seng Grenzen, wann an der Prozedur keen Dysfonctionnement konnt festgestallt ginn an deemno d'Gesetz korrekt applizéiert gouf. Mënschlech bleift et schwéier ze akzeptéieren, wa sech fir eenzel Schicksaler näischt ännere kann. Et gëtt awer och där Fäll, wou d'Aschalte vum Mediateur sech och hei gelount huet. Informatiounen, déi d'Immigratioun net zur Verfügung hat, kënnen dann awer vum Mediateur ervirbruecht ginn oder et kann een op eng Erreur d'appréciation higewise ginn. D'Situatioune kënne sech debloc-kéieren an och zugonschte vun der Persoun ausgoen.

Wéi et am Rapport steet, ass et éischter seelen, dass de Mediateur a Fäll intervenéiert, wann Transferten op Basis vum Dublin-III-Reglement decidéiert ginn. Hei gëtt et näämlech Engagementer, déi d'Memberstate vun der Europäescher Unioun ugeholl hunn an dorënner och Lëtzebuerg.

Liest een déi Fäll, déi de Rapport zesummendréit, versteet een, dass de System zum Deel och mat laangen a komplexe Prozedure verbonnen ass, sief et fir dat responsabelt Land fir d'Asylprozedur ze bestëmmen oder nach den Transfert vun de Persounen ze organiséieren. An deem Kontext kann een nëmmen hoffen, dass eis europäesch Partner bei de Verhandlungen ëm d'Dublin-Reglementer sech fir eng verbessert Effikassitéit vum System asetzen.

Här President, wat de Logement betrëfft, huet sech d'Kommissioun och mat de Fäll aus dem Rapport ausenanergesat. Hei hu mir mat grousser Zefriddenheet festgestallt, dass de Problem betreffend d'Virkafsrecht vum Fonds du logement behuewe konnt ginn. De Minister konnt eis dann och vergewësseren, dass de Service vun de Wunnengsbäihëllefe moderniséiert gëtt an dass an Zukunft och hei méi effikass geschafft wäert ginn.

Här President, d'ADEM ass eng Verwaltung, déi dagdeeglech mat ganz ville Leit ze dinn huet, déi no enger Aarbecht sichen an deemno schonn an enger Situatioun sinn, déi net onbedéngt einfach ass. Et ass dofir vläicht net besonnesch erstaunlech, dass de Mediateur sech bei dëser Administratioun mat enger ganzer Rei Fäll muss auserneesetzen. D'Relatioun tëschent dem Placeur an dem Demandeur d'emploi ass en Thema, wat regelméisseg opgeworf gëtt, mat der Demande, dass d'Méiglechkeet agefouert gëtt, de Placeur kënnen ze wiesselen. D'Chemie tëschent den zwou Persoune muss och stëmmen, wann et drëms geet, en adequaten Encadrement ze assuréieren, wat zum Zil huet, fir d'Persoun eng passend Mesure oder Aarbecht ze fannen. Et kënnt awer nun emol vir, dass et zu Hicken tëschent Mënsche kënnt. An hei ass eng gewësse Flexibilitéit eng Äntwert, déi béide Parteien zegutt ka kommen.

D'Diskussiounen ëm d'Festleeë vun der Indemnité pécuniaire de maladie weisen nach eng Kéier kloer, dass et immens wichteg ass, dass d'Gesetzer esou genau wéi méiglech sinn, an dass et net ka sinn, dass arbiträr Entscheedunge geholl ginn oder dass d'Jurisprudenzen zur Regel ginn.

Nach e Wuert zur Unerkennung vun Diplomer. Wéi et aus dem Rapport ervirgeet, melle sech Studente mat engem Ofschloss beim Mediateur, dass hir Diplomer zu Lëtzebuerg net unerkannt ginn. Et ass festgeluecht, wéi eng Zort Diplomer unerkannt ginn a wéi eng net. Mä déi Problematik huet awer och dozou bäigedroen, dass en Appell gemaach gouf, dass d'Studenten, ier se op eng Héichschoul oder op eng Uni ginn, sech doriwwer informéieren, ob den Diplom, dee se dann duerno kréien, zu Lëtzebuerg unerkannt gëtt oder net. Déi Informatioune sinn um Internetsite vum CEDIES opgelëscht, wou dat alles ka relativ einfach nogekuckt ginn.

E weidert Beispill, bei deem de Mediateur zwar näischt un der Entscheedung vun der Verwaltung ännere kann, mä seng Aarbecht awer derzou bäigedroen huet, d'Situatioun fir déi betraffe Bierger méi verständlech ze maachen, ass déi vum Port du titre professionnel vum Dokter an der Medezinn. No engem Gespréich, dat de Mediateur mam Minister hat, konnt dem Reklamant méi kloer erklärt ginn, woufir et net méiglech ass, den Diplom an de Regëster vun den Titres de formation mat der Mentioun „Dokter" anzeschreiwen.

Här President, mir gesinn also hei, dass et a verschiddene Fäll och ganz einfach eng Fro vun der Kommunikatioun ass an dass et heiansdo duergeet, sech un en Dësch ze setzen, fir sech auszetauschen.

Dass kuerz Weeër iwwert den direkten Dialog oft kënne vu Virdeel sinn, dat ass eng Experienz, déi den OLAI gemaach huet. Ech si frou kënnen ze liesen, dass d'Zesummenaarbecht mam OLAI vun der Mediateure als positiv bewäert gouf. Den Accueil vun de BPlen an den DPlen ass mat enger Rei organisatoreschen Erausfuerderunge verbonnen, déi och ëmmer nees eenzel mënschlech Schicksaler musse berücksichtegen. Komplex Situatioune sinn dofir méi einfach a Reuniounen unzeschwätzen, wéi a säitelaange Bréiwer ze resuméieren. Beim Beispill aus dem Rapport si mir dann nees an enger Situatioun, wou et aus evidente Sécherheetsgrënn musse Regele ginn, déi applizéiert ginn a keng Ausnamen dierfen zougelooss ginn, an dat fir den Interêt supérieur de l'enfant.

Ech war dann och erstaunt, vun der Madamm Mediateure gewuer ze ginn, dass zwar an der Regel d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen immens gutt verleeft an och op dem direkten Dialog baséiert, mä et awer leider zu Fäll kënnt, wou Gemengeresponsabel léiwer op en Affekot zréckgräifen, fir mam Mediateur ze kommunizéieren.

Als Schäffe vu menger Gemeng weess ech, dass d'Situatioune ganz séier kënnen deblockéiert ginn, wann ee mat de Leit schwätzt, wann een hinnen urifft a wann ee se a Reuniounen trëfft. Am beschte Fall hat ee sech falsch verstanen an et ass eppes an der Kommunikatioun schifgelaf, wat dann och séier behuewe ka ginn. Ass eppes Gréisseres, kann een dann direkt no Léisunge sichen.

Här President, den Opbau vum Rapport huet dem Lieser d'Komplexitéit vun den Dossiere wierklech kloergemaach. Se si chronologesch an am Detail erkläert. Et fënnt een dann och ëmmer nees Artikelen aus Gesetzer, Reglementer oder Direktiven, op déi verwise gëtt. Wann eventuell Juristen nach d'Iwwerleeungen, d'Zesummenhäng an d'Konklusioune verstinn, sinn ech awer wierklech net verwonnert, dass e Bierger net onbedéngt amstand ass, op Basis vun offiziellen Texter ze verstoen, wat dann elo seng Rechter a seng Flichte sinn.

Och wann e Bierger sech wëllt informéieren, kann et also ganz gutt sinn, dass en déi Informatiounen, déi fir seng Situatioun zoutreffen, net fënnt oder net versteet. Dofir ass et ze begréissen, dass d'Lignes de bonne conduite administrative och dëst Joer nees en Thema waren. Déi Recommandatiounen, déi do zesummegedroe sinn, sollen d'Verwaltungen an hir Agenten an hirem Émgang mat dem Bierger sensibiliséieren. Beim Émgang mat de Bierger sollen ëmmer hir Rechter respektéiert ginn, wéi zum Beispill d'Recht op kloer Informatiounen an transparent a verständlech geschriwwen Decisiounen. De Mediateur gëtt jo dofir eng Formation continue um INAP fir d'Beamten.

Och d'Gemengeresponsabel si mat de Linne sensibiliséiert ginn, fir dass och um lokalen Niveau d'Beamten zu deem Sujet sensibiliséiert ginn.

Här President, loosst mech dann nach ofschléissend op d'Konklusioun vun der Petitiounskommissioun iwwert d'Maison des droits de l'homme agoen. De Koalitiounsaccord hat 2013 virgesinn, dass sech an engem eenzegen Haus d'Commission consultative vun de Mënscherechter, den ORK, den CET an de Mediateur kéinten zesummefannen. Well dës Akteure sech fir d'Mënscherechter asetzen, kéinten esou Synergië geschafe ginn, mat engem gemeinsamen Dokumentatiounszenter an engem gemeinsame Sekretariat.

Et ass deemools awer och kloer ënnerstrach ginn, dass all Entitéit hir Onofhängegkeet behält. D'Zil vun esou engem Regruppement dierf et op kee Fall sinn, dass déi Akteuren ënner enger eenzeger Autoritéit regruppéiert ginn. Dat ass eng Positioun, déi d'Demokratesch Partei ganz kloer deelt an déi och immens wichteg ass, well hei jiddweree säi spezifescht Themefeld huet, mat senger Identitéit.

Nieft dëser Präzisioun stëmmt d'Demokratesch Partei selbstverständlech de Konklusioune vun der Petitiounskommissioun zou. Ech soen der Madamm Rapportrice Claudia Monti fir dëse Rapport dann och villmools Merci. Pardon, der Rapportrice dann natierlech fir hire Rapport, dee mëndlechen an dee schréftlechen - entschëllegt mech! -, villmools Merci. An dann der Ombudsfra, der Madamm Claudia Monti, nach eemol am Numm vu menger ganzer Fraktioun e grousse Merci fir hir Aarbecht an hiert Engagement!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Grazie, signor Presidente! Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann et net loossen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fa niente! Fa niente!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Benissimo.

Am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech natierlech fir d'Éischt der Madamm Claudine Konsbruck fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen. Vu dass meng Virriedner a Virriednerinne scho ganz vill gesot hunn, wëll ech just op e puer wichteg Punkten hiweisen, déi fir eis Gréng wichteg sinn.

Als Éischt wëll ech ervirsträichen, dass den Ombudsmann eng immens wichteg a gutt Aarbecht mécht. Am leschte Joer louch den Taux de correction vum Ombudsmann bei 87% - ech mengen, dat ass elo scho véiermol gesot ginn -, wat och exzellent ass.

Dat ass och ee vun de Grënn, firwat e mëttlerweil a senger Roll als Partner fir d'Identifizéieren an d'Léise vu Problemer allgemeng unerkannt a respektéiert gëtt. En erfëllt jo domadder och eng wichteg Missioun, näämlech d'Bierger dozou ze bewegen, aktiv un der Verbesserung vun der demokratescher Institutioun deelzehuelen.

Och huet sech iwwert déi lescht Joren d'Zesummenaarbecht tëschent den Administratiounen an dem Ombudsmann kontinuéierlech verbessert. Déi ufänglech Skepsis huet sech a Kooperatiounsbereetschaft verwandelt, soudass d'Reaktivitéit vun den Administratioune mëttlerweil immens séier ass.

Mä och, wann dëse Fakt fir sech schwätzt, wëll ech trotzdeem drun erënneren, dass et net nëmme wichteg ass, eng héichwäerteg a gutt fonctionnéierend Reklamatiounsinstanz ze hunn, et ass gradesou, wann net méi wichteg, d'Grënn fir d'Reklamatiounen u sech ze bekämpfen.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Schlecht Kommunikatioun kann ee vun dëse Grënn sinn. Dowéinst si mir der Meenung, dass eng effizient Kommunikatioun tëschent Verwaltung a Bierger fundamental ass. D'Verwaltunge mussen oppassen, an hire Bréiwer eng kloer an allgemeng verständlech Sprooch ze benotzen, déi et dem Bierger erméiglecht, d'Problematik ze verstoen an d'Entscheedungen nozevollzéien. Nëmmen esou kann ee séchergoen, dass Verständnisprobleme net zu Reklamatioune beim Ombudsmann féieren.

D'Madamm Monti hieft dann och d'Wichtegkeet vun der tëschemënschlecher Relatioun an hirem Rapport ervir. Do kann ech hir nëmme recht ginn, well just wann d'Bierger mat engem Laachen empfaangen, kompetent, perséinlech beroden an och mat engem Laache verabschit ginn, gesinn ech d'Missioun vun engem biergernoe Service erfëllt. Op villen Administratioune klappt dat ganz gutt. Mä do hu mer nach e bësse Sputt no uewen, fir d'Déngschtleeschtungsstruktur hei am Land nach ze verbesseren.

Beim Gang op eng Administratioun geet et awer net just ëm Formulairen a Formalitéiten, mä ëm Mënschen, déi fir e kuerze Moment zesummekommen. Et ass fir de Stat a fir d'Gemengen d'Geleeënheet, sech ee Gesiicht ze ginn, den direkte Kontakt mam Bierger ze sichen an e mat senge Suergen an Iddien eescht ze huelen an em nozelauschteren. Wa mer eis asetze wëlle fir eng solidaresch a matfillend Gesellschaft, dann ass et um Pouvoir public, mam gudde Beispill virzegoen.

Aus dem Rapport annuel vun der Mediateure geet ervir, dass se géint eng Integratioun vum Ombudsmann an d'Maison dës droits de l'homme ass, well si sech Suergen ëm d'Onofhängegkeet vun hirem Service mécht, wat ech verstinn. Mir mengen allerdéngs, dass d'Zesummebréngen ënner engem Daach vun den Institutiounen, déi de Bierger a seng Rechter verdeedegen, duerchaus sënnvoll wier. Esou kéinten näämlech Synergien tëschent deene verschiddenen Akteure geschaaft ginn, déi zu engem bessere Service fir de Bierger féieren. D'Onofhängegkeet vum Ombudsmann oder vun deenen aneren Institutiounen an der Maison des droits de l'homme gëtt domadder net a Fro gestallt, au contraire. Mir wëllen, dass den Ombudsmann onofhängeg bleift och am Kader vun engem Haus vun de Mënscherechter. Esou steet et iwwregens och an der Regierungserklärung vun 2013.

Fir ofzeschléissen: Madamm Monti, Merci mat Äre ganze Mataarbechterinnen a Mataarbechter, dass Der eng super Aarbecht maacht! An natierlech wënschen ech Iech, dass Der weider esou kënnt schaffen. An ech soen Iech Merci an et war déi lescht fënnef Joer ganz schéin.

Merci.

(Hilarité et brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A säin Echo.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här Chamberspresident. Och am Numm vun der ADR wëll ech mech uschléissen un d'Felicitatioune fir der Madamm Monti hiren éischte Rapport an hiren Untrëtt vun hirem Amt, dat se mat vill Geschécklechkeet ausféllt.

Wéi dëst Haus 2003 d'Institutioun Ombudsmann agefouert huet, war dat mat Sécherheet eng extrem wichteg a gutt Iddi. Endlech konnte Bierger, déi Schwieregkeeten hate mat staatleche Stellen, mat Gemengen, souguer mat Établissement-publicken, wéi Servior zum Beispill, probéieren, dës aussergeriichtlech ze léisen, andeem se den Ombudsmann befaasst hunn.

Dat gëllt all Kéier, wann eng Autoritéit, wat fir enger Natur se dann och wier, net funktionéiert, wéi hir Missioun dat virgesäit, an natierlech wa Gesetzer net oder net richteg ugewannt ginn. Mä déi schéinste Succèsen, déi ech perséinlech materlieft hu mam Ombudsmann, dat waren déi, wou eng Ongerechtegkeet konnt aus der Welt geschaaft ginn, och wa se a priori rechtskonform war.

Ech wëll just een eenzege flagrante Fall nennen, wou ee Lëtzebuerger vun eisem Steieramt poursuivéiert gouf, fir eng auslännesch Steierschold anzedreiwen. An ech gesinn den Här Roth, dee passt scho ganz gutt op, wat elo kënnt. Natierlech sot d'Lëtzebuerger Verwaltung: „Et ass net un eis, ze kucken, ob dat wierklech geschëllt ass oder net. Mir maachen dat am Optrag vun där auslännescher Verwaltung." An déi auslännesch Verwaltung sot: „Ben, et ass zwar net geschëllt, dat gi mer zou, dat war komplett falsch, datt dat géint déi Persoun gemaach ginn ass, mä all Recourse sinn entre-temps net méi méiglech, well d'Delaien ofgelaf sinn." Abee, an deem Fall konnt mat Hëllef vum Lëtzebuerger Ombudsmann a sengem belsche Kolleeg déi Saach do aus der Welt geschaaft ginn. Wéi gesot, ee Fall vu villen, deen dokumentéiert, wéi wichteg dës Institutioun ka sinn.

Wichteg ass och, datt bei rekurrente Fäll konkret Recommandatioune formuléiert ginn. D'Madamm Monti huet dat an hirem éischte Rapport net gemaach. Mä et wier an eisen Ae wënschenswäert, wann déi Iddi nees géif opgegraff ginn.

Schliisslech begréisst d'ADR ganz speziell den Opruff vum Ombudsmann un de Legislateur, datt d'Gesetzer verständlech solle formuléiert ginn. Net nëmmen de Bierger, ma souguer de Spezialist, de Jurist huet oft an ëmmer méi oft Schwieregkeeten, d'Gesetzer richteg ze liesen oder ze interpretéieren. An net méi spéit wéi haut de Mëtteg wäerte mer hei esou en onsäägleche Projet diskutéieren, d'Dateschutzgesetz, wat genau esou ee Gesetz ass, wat ganz einfach onlieserlech ass!

Grad bei komplexe Matièren ass et wichteg, einfach a kloer verständlech ze formuléieren! Dat ass, wéi gesot, leider Gottes vill ze seelen de Fall an déi nächst Chamber an hir Regierung sollten dat onbedéngt behäerzegen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Leschte Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. All Joer kréie mer e Rapport vun dem Ombudsmann, deen och ëmmer interessant ass, dee Recommandatiounen huet oder wéi dës Kéier keng Recommandatiounen huet. Ech hu mer och d'Fro gestallt, well all Joer musse mer dann awer och an der Chamber hei driwwer diskutéieren: Mussen all Joer Recommandatioune gemaach ginn? Ech weess et net. Ass dat wierklech néideg? Muss ee sech all Kéier, muss den Ombudsmann sech all Joer eppes Neies afale loossen? Net onbedéngt. Et mécht kee Sënn.

Muss een op Recommandatiounen zréckkommen, och op déi, déi déi Jore virdru gemaach gi sinn? Dat ass wéi zum Beispill ënner anerem och d'Communication administrative simple an esou weider. Also, et huet een e bëssen den Androck, datt een all Kéiers erëm op déiselwecht Saachen zréckkënnt. An dofir sinn d'Diskussiounen och ëmmer e bësse méi kuerz, mengen ech, well schlussendlech hu mer et awer hei mat enger Administratioun ze dinn, déi ëmmer méi rodéiert ass, déi hir Aarbecht ëmmer besser mécht, déi och ëmmer méi vum Public bekannt ass. An ech mengen, dat ass och e ganz wichtegen Aspekt.

Mä ëmmerhin, ech mengen, wat wichteg ass, d'Mediatrice huet gesot, fir si wier et wichteg, den humanen Aspekt ervirzesträichen am Versuch fir Saachen ze léisen. Dat ass richteg, mä ouni Prozeduren an ouni Methodologie an ouni Effektiver funktionéiert dat och net. An ech mengen, dat ass och eng Fro, déi ee muss awer e bësse beschwätzen - vläicht ass dat och d'Geleeënheet, fir d'nächste Kéier dat e bësse besser kënnen ze beschwätzen: Dat ass d'Fro vun den Effektiver, well et schéngt awer esou ze sinn, datt déi Instance wierklech ganz staark sollicitéiert gëtt. A wann ee staark sollicitéiert gëtt, da brauch een och Man a Woman Power. An et schéngt jo och esou ze sinn, datt wahrscheinlech déi Instance net onfrou wier, wa si géif seriö opgestockt ginn, souwäit ech verstanen hunn. An ech mengen, dat ass awer eng Saach, déi ee sech ganz seriö muss iwwerleeën.

Et geet net duer ze soen: „Et ass gutt, datt mer se hunn", „et ass wichteg", „mir si frou" an esou weider, mä si mussen och kënne schaffen. An dat kascht dann och eppes. Ech mengen, dat ass deemnächst awer eppes, wat ee muss maachen.

Bon, mä ëmmerhi sinn déi Berichter ëmmer interessant, well et ginn dann och ëmmer Fäll analyséiert. A bon, jiddweree ka seng Schwéierpunkten e bëssen esou auswielen, wéi e wëllt. Mä ech mengen, et stellt een einfach fest, datt och déi verschidde Ressorten, déi verschidde Ministèren, déi vill sollicitéiert ginn, dat ass d'Immigratioun, dat ass d'Sécurité sociale, dat sinn d'Finanzen. Et gouf gesot, an dat ass jo och keen Zoufall, well do geet et oft ëm substanziell Froen, ëm wichteg Froen, ëm Froen och, wou Leit wierklech am Misär sinn. De Logement gëtt och sollicitéiert. Also all Kéiers Saachen, all Kéiers Problemer wierklech, wou et existenziell ass.

Zum Beispill huet een natierlech, dat huet mech awer och interesséiert, am Logement de Fall, an dat ass jo typesch, wou et komplizéiert gëtt, vun enger Persoun, déi an engem Appartement insalubre ass, deen awer vun der Gemeng zur Verfügung gestallt gëtt. Wat geschitt dann? Am Prinzip dierft déi Persoun net dra sinn, mä anerersäits kann een net einfach esou eng Persoun erausgeheien. Also, do ass och de Buergermeeschter an enger schwiereger Situatioun. Dat ass och e bëssen de Problem mat de Studioen iwwert de Caféen. Sou, wat mécht een? Pucht een d'Leit eraus? Verbitt een dat direkt oder net? Bon, et huet ee wierklech e Problem domadder. Anerersäits, hätte mer eng reell Logementspolitik hei am Land, da géife sech esou Problemer jo net stellen! Et ass och u sech Symptom.

A wa mer scho bei de Gemenge sinn, et ass net déi éischte Kéier, datt de Mediateur, och d'Virgängerin, huet misse soen: Et gëtt anscheinend Gemengen, déi guer net gutt kollaboréiere mam Mediateur. Si ginn ni genannt, namentlech. Ech wäert se och net nennen, well ech net weess, wat fir Gemengen et sinn. Mä dann denkt ee sech ëmmer: Ah, et ass vläicht déi oder déi oder déi! Ech weess net, ob de Mediateur dat sollt - dat ass eng Fro, déi ech opwerfen, well ech kennen d'Äntwert net -, ob ee vläicht och eng Kéier misst méi kloer sinn a wëssen, wat fir Gemengen awer wierklech net kooperativ sinn, well dat vläicht e bësse méi Drock kéint ausüben. Ëmmerhi ginn d'Ministèrë genannt, firwat dann net d'Gemengen? Ech mengen, dat wär vläicht interessant. Dat muss ee sech iwwerleeën. Vläicht ass et och kontraproduktiv. Dofir, dat ass just eng Fro, déi ech hei opwerfen.

Voilà. Das war's da schonn. Ech soen Iech all Merci. Ech soen och der Madamm Monti Merci fir hir Aarbecht an ech wënschen hir nach ganz vill Gléck an deenen nächste Joren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet den Här Fernand Etgen, de Minister fir d'Relatioune mam Parlament.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Här Pre... Pardon!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Oh!

(Hilarité)

Maacht eis keng Angscht!

M. Fernand Etgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt am Numm vun der Regierung der Mediateure, der Madamm Claudia Monti, Merci soe fir hiren éischte Rapport am neie Stil.

Der Mediateure hir Aarbecht spillt sech matzen am Liewe vun de Bierger of, am direkte Kontakt mam Bierger. Duerch d'Reklamatioune vum Bierger kritt een eng besser Vue op d'Relatioun tëschent de Bierger an de staatlechen a kommunalen Administratiounen. D'Mediateure dréit konstruktiv derzou bäi, datt d'Relatioun vun de Bierger mat de staatlechen a kommunalen Instanzen erliichtert a verbessert gëtt.

D'Regierung stellt dann och mat Zefriddenheet fest, datt aus der Analys vun de Fäll duerch déi 18 parlamentaresch Kommissiounen ervirgeet, datt aacht Administratioune guer net saiséiert gi si respektiv dräi Stéck ee séieren a qualitative Suivi attestéiert kritt hunn.

Et kann een de Service um Bierger verbesseren, wann ee weess, wou de Schong dréckt. Déi konkret Dossiere vum Bierger, un deenen d'Madamm Mediateure schafft, weisen op, wou administrativ Prozeduren net fonctionnéieren, sief et, datt se ze laangwiereg an ze schwéierfälleg sinn, oder datt sech ee Besoin ergëtt, fir Gesetzer oder Reglementer nozebesseren.

Den alljäerlechen Debat iwwert de Rapport bitt d'Geleeënheet, fir op all déi Punkten anzegoen. De Rapport vun der Madamm Mediateure gëtt no senger Presentatioun an de Kommissiounen, wou déi concernéiert Regierungsmembere präsent sinn, vun der Chamber behandelt, duerno gëtt den ëffentlechen Debat hei an der Chamber d'Méiglechkeet, fir zesummen d'Stäerkten-Schwächen-Analys vum alldeegleche Schaffen an den Administratiounen a Ministèren ze maachen.

D'Regierung hëlt déi verschidde Feststellunge vun der Mediateure ganz eescht an ass bereet a beméit, fir de Service um Bierger weider ze verbesseren.

Här President, Guichet.lu, Poli.guide, Open Data, dat neit Gesetz iwwert d'Administration transparente et ouverte sinn alles Beméiungen, déi derzou bäidroen, datt de Bierger sech besser erëmfënnt op den administrativen a prozedurale Stroossen. De Bierger kritt d'Gefill, datt en net eleng gelooss gëtt mat sengen Demanden. Doduerch entsteet eng ganz aner Relatioun tëschent de Bierger an der Administratioun an et gëtt duerno am Fall vun engem Refus vun enger Demande och méi novollzéibar, wéi a firwat et dozou komm ass.

Fazit: Et gëtt ëmmer Verbesserungsbedarf an dofir ass de Rapport vun der Mediateure all Joer een Usporn fir d'Regierung an hir Administratiounen, fir de Service um Bierger nach méi performant an transparent ze gestalten.

Ofschléissend wëll ech der Madamm Mediateure an där ganzer Equipp vum Ombudsmann nach eng Kéier villmools Merci soe fir hire fantasteschen Engagement, virun allem awer fir dat exzellent Gespier an déi mënschlech Sensibilitéit, déi si am Dialog souwuel mam Bierger wéi och mat den Administratiounen hunn. Merci och der Rapportrice fir hire Rapport a Merci allen Intervenantë fir hir konstruktiv Bäiträg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Vu dass mer keng Resolutiounen hunn, ginn ech emol dovun aus, dass mer um Enn vun eiser Debatt iwwert de Rapport vun der Ombudsmann sinn. Merci nach eng Kéier och fir d'Präsenz. An domat si mer um Enn vun eiser Moiessëtzung ukomm. An de Mëtten ass de Rendez-vous um zwou Auer, wou mer als éischte Punkt déi Drénglechkeetsfro iwwert d'Waasser am Stau hunn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.09 heures)

SÉANCE 59

JEUDI,
26 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7215 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding (dépôt d'une motion), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Roy Reding)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

3. Question urgente n°3959 de Mme Martine Mergen relative aux cyanobactéries

- *Mme Martine Mergen - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

4. 7216A - Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger (intervention de Mme Octavie Modert)*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7278 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7230 - Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant

1° la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

2° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Henri Kox*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7281 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Alex Bodry, Mme Sam Tanson, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7184 - Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et

7168 - Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification:

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

3° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

4° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

5° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

6° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;

7° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;

8° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;

9° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;

10° de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;

11° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;

12° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État;

13° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière;

14° de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale; et

15° de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police

- *Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Franz Fayot, Mme Sam Tanson, M. Roy Reding (intervention de M. Eugène Berger), M. David Wagner (intervention de Mme Claudia Dall'Agnol).*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7184 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7168 et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7292 - Projet de loi

1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018;

2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (intervention de M. Gast Gibéryen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7336 - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux (N18-CR340-N7)

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Yves Cruchten, M. Edy Mertens, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. Discours de fin de législature de M. le Président

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *M. le Ministre François Bausch, M. Claude Wiseler, M. Paul-Henri Meyers, Mme Viviane Loschetter, M. Alexander Krieps, M. Frank Arndt*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass am Moment net de Fall.

Da géife mer direkt mam éischte Projet ufänken, dem Projet 7215, der Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'Finanzstabilitéit vum Assurancësecteur. An d'Wuert huet den Här Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler.

2. 7215 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet gëtt d'Direktiv 2016/97 iwwert d'Distributioun vun Assurancen, och nach IDD, Insurance Distribution Directive, genannt, an nationaalt Recht ëmgesat.

Dës Direktiv stellt eng komplett Refonte vun der viregter Direktiv an deem Beräich duer, déi ëmmerhin aus dem Joer 2002 datéiert an dowéinst och net méi grad zu honnert Prozent up to date ass.

D'Zil vun der Direktiv, déi mer mat dësem Projet ëmsetzen, ass et also, fir d'Gesetzgebung op europäeschem Niveau an an den eenzelne Memberstaten un d'Entwécklunge wärend de leschte 15 Joer unzepassen.

D'Finanzkris huet dann och Lacunnen am aktuelle gesetzleche Kader opgewisen. Sou sinn zum Beispill eng sëlleche Verkafsmethoden un d'Liicht komm, bei deenen dem Client all méiglech Assurancen opgeschwat goufen, déi awer net wierklech senge Besoinen entsprach hunn.

Als Reaktioun op dës Praktike gi mat dëser Direktiv Moossname geholl, déi de Konsumenteschutz stäerken an déi en äänlech héijen Niveau u Schutz beim Kaf vun Assurancëprodukter wëlle garantéieren, wéi MiFID I a MiFID II dat och fir Finanzprodukter virgesinn.

Doriwwer eraus sollen och d'Regelen an de verschiddene Memberstate weider openeen ofgestëmmt ginn, och wann et sech heibäi nëmmen ëm eng minimal Harmonisatioun handelt. Ech wäert heirobber am Folgenden nach méi genee agoen.

Wéi eng Haaptneierunge gi mat der Direktiv IDD par rapport zu der viregter ëmgesat?

Éischtens gëtt de Champ d'application ausgedeent op Beruffsprofiller, déi virdrunner net viséiert waren. Betraff sinn ënner anerem déi, déi Assurancen net als Haaptaktivitéit verkafen, mä als Accessoire zu hirem Haaptservice oder -produit. E gutt Beispill heifir ass dat, wann een en Auto keeft an dann am Garage zousätzlech zum Auto och eng Assurance fir deen Auto kafe kann.

Insgesamt kann ee soen, dass all déi Leit, déi direkt am Verkaf oder an der Berodung a Saachen Assurancen implizéiert sinn, vun dëser Direktiv an den Obligatiounen, déi se aféiert, viséiert sinn.

Ëmgedréit bedeit dat awer och, dass déi Leit, déi an enger Agence oder an enger Firma schaffen an näischt direkt mam Verkaf ze dinn hunn, zum Beispill eng Sekretärin, e Kontabel oder eng Persoun, déi den Accueil vun de Clientë mécht, net betraff sinn an och net d'Obligatioune vun der Direktiv mussen erfëllen.

Dës Verflichtungen, esou wéi se an der Direktiv virgesi sinn, bezéie sech virun allem op d'Weiderbildung vun den Distributeure vun Assurancen. De Gesetzestext gesäit an deem Kader 15 Stonnen am Joer vir. Et ass heibäi um Commissariat aux assurances, per Reglement festzeleeën, wat den Inhalt an d'Modalitéite vun der Weiderbildung sinn, grad ewéi d'Prozeduren, fir dës Kenntnisser ze bewäerten.

Allerdéngs sinn d'Intermédiaires d'assurances, déi Assurancëproduiten net als Haaptaktivitéit verdreiwen, heivunner ausgeholl. Fir si gëllt, dass se allgemeng hir Kenntnisser iwwer hir Assurancëproduite mussen um leschte Stand halen.

Et ass dernieft och esou, dass am Kontext vun enger Professionaliséierung vum Secteur déi eenzel Entreprisë schonn zënter enger Zäit verschidde Coursë fir hir Agenten ubidden, sief et am Beräich „Formation produits", sief et am Beräich „Formation soft skills" oder och nach anerer. Dës Coursë kënnen an déi 15 Stonnen agerechent ginn.

D'Tendenz Richtung Professionaliséierung vum Agenteberuff gëtt vun dësem Gesetzesprojet weider ënnerstëtzt. Och déi aner Elementer, déi vun der Direktiv virgesi ginn, droen dozou bäi. Sou muss an Zukunft fir all Assurancëproduit vun der Kategorie „non-vie" e sougenannte KID, Dir erënnert lech; e Key Information Document, ausgestallt ginn. An enger einfacher Sprooch sollen an dësem Dokument déi Haapteegeschafte vum Produit grad ewéi säi Präis festgehale sinn, fir dem Client ze erlaben, eng gutt Entscheedung a guddem Wëssen a Gewëssen ze huelen.

Weider Dispositioune vun der Direktiv bezéie sech nach op eng cibléiert Konzeptioun a Commercialisatioun vun Assurancë fir e bestëmmt Zilpublikum, am Aklang mam reelle Besoin vun dësem Public, also dass Produiten ausgeschafft a vermaart ginn, déi och deem entspriechen, wat d'Leit respektiv d'Entreprisë wierklech brauchen.

Zousätzlech dozou gesäit d'Direktiv vir, dass d'Assurancenentreprisë solle kontrolléieren, ob dës Virgaben och agehale ginn. Doriwwer eraus ginn et nach verschidden aner Dispositiounen an der Direktiv, zum Beispill fir de Schutz vu sougenannte Whistleblower ze verstäerken oder nach Interessekonflikter ze reduzéieren. Ech verweisen op dëser Plaz op mäi schréftleche Rapport fir weider Detailer.

Här President, nieft dësen Elementer, déi fir all Memberstate gëllen, léisst d'Direktiv hinnen awer och e gewëssene Spillraum, fir méi wäit ze goen an zousätzlech Dispositiounen ze decidéieren.

Déi lëtzebuergesch Gesetzgebung am Beräich vun den Assurancen ass bis elo ëmmer eng vun deene fortschréttlechste gewiescht. Dat éischt Gesetz geet effektiv op d'Joer 1853 zréck an huet deemools schonn Exigenze fir d'Assurancenagenten opgestallt. Wësst Der, 1853, dat waren dräi Joer virun der Grënnung vum Statsrot!

Och d'Aschreiwung vun den Notioune vum Courtier d'assurances a vum Sous-courtier an de gesetzleche Kader war der europäescher Gesetzgebung viraus. An deem Sënn a fir weiderhin en héije Standard u Professionalitéit um Lëtzebuerger Assurancëmarché ze garantéieren, ginn an dësem Gesetzesprojet méi streng Ufuerderungen un d'Intermédiaires d'assurances gestallt, wéi vun der Direktiv virgesinn. Sou ass et zum Beispill obligatoresch fir all Intermediaire, en Agrément ministériel unzefroen a sech beim Commissariat aux assurances an engem Regëster anzedroen. Fir d'Intermediairen, déi Assurancë just als Zousaz verkafen, geet et duer, dass se sech an dee Regëster aschreiwen.

Fir den Accès zu de Beruffer am Beräich vun den Intermédiaires d'assurances ze vereinfachen, gëtt mat dësem Gesetzesprojet eng nei Méiglechkeet agefouert. Wärend all déi Agrementen, déi bis elo ausgestallt gi sinn, och an Zukunft weider fir d'Assurance-vie a fir d'Assurance-non-vie wäerte gülteg sinn, ass et och méiglech, nëmmen en Agrement fir deen een oder deen anere Beräich ze maachen. Vu dass vill Intermediairë souwisou nëmmen an engem vun deenen zwee Beräicher aktiv sinn, ass et net onbedéngt noutwendeg, en Agrement fir déi zwee ze hunn, wat jo och nees mat engem groussen Opwand verbonne wier.

E leschte Punkt, op deen ech nach kuerz agoe wëll, betrëfft d'Modifikatioune vum Privilegregimm. Lëtzebuerg ass fir de Moment deen eenzege Memberstat an der Europäescher Unioun, deen esou e System huet. Dës Tatsaach dréit natierlech zur Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäi. Dofir ass et wichteg, dësen Aspekt ze stäerken an auszebauen, besonnesch am Kontext vum Brexit. D'Neierunge vum Gesetzesprojet, dat heescht d'Kombinatioun vun der Existenz vun engem Privilège commun vun all de Creanciere mat der Schafung vun engem Privilège de premier rang fir all grouss Zort vu Créancen, sinn dofir och ganz an dësem Sënn.

Här President, erlaabt mer kuerz, op d'Bedeitung vum Assurancësecteur fir déi Lëtzebuerger Wirtschaft anzegoen. Wann ee sech do déi Haaptzuele virun Ae féiert, ass séier kloer, wéi wichteg et ass, dass Lëtzebuerg seng Attraktivitéit weider ausbaut a seng Qualitéit a Kompetenz ofséchert duerch zum Beispill déi Moossnamen, déi ech elo just grad genannt hunn.

2017 huet den Assurancësecteur, wann een dem Commissariat aux assurances gleeft, en Ëmsaz vun 235 Milliarden Euro gemaach mat engem Plus vun 3,2% par rapport vum Joer virdrunner. Dat waren net manner wéi 233 Milliounen u Steiergelder, déi eleng duerch dee Secteur an d'Statskeess gefloss sinn. An Aarbechtsplazen ausgedréckt, schaffe ronn 8.300 Leit an deem Beräich.

Interessant ass och, dass am Non-vie bal d'Halschent vum Ëmsaz am Ausland gemaach gëtt. Dat veranschaulecht ganz gutt d'Internationalitéit vun der Lëtzebuerger Finanzplaz an hire gudde Ruff. Et ass och aus deem Grond, dass e groussen Deel vun de Firmen, déi am Kader vum Brexit op Lëtzebuerg kommen oder wäerte kommen, aus dem Assurancësecteur stamen.

D'Grënn fir dës Situatioun hunn ech zum Deel den Dënschdeg schonn an der Aktualitéitsstonn zum Brexit ënnerstrach: eng gutt ausgebilt a méisproocheg Aarbechtskraaft, eng laang Erfahrung, eng grouss Oppenheet a Richtung vun Europa an der Welt an eng politesch a sozial Stabilitéit hei am Land.

Spezifesch fir den Assurancësecteur kommen awer och nach den héije Standard u Professionalitéit an eng kompetent Supervisioun duerch de Commissariat aux assurances derbäi. Duerch dëse Projet ginn eis Trëmp weider an dësem Feld verstäerkt an och de gesteigerte Konsumenteschutz dierft zum Vertrauen an eis Finanzplaz bäidroen.

Här President, dëse Gesetzesprojet gouf de 6. Dezember 2017 vum Finanzminister deposéiert. D'ULC an d'Chambre de Commerce hunn alle béid en Avis zum Projet ofginn.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis vum 26. Juni 2018 zéng Oppositions formelles formuléiert. Op verschiddene Punkten, wéi zum Beispill enger Lëscht, déi all Entreprise misst uleeën iwwer hiert Personal, dat um Verkaf vun Assurancë bedeelegt ass, wollt déi héich Kierperschaft zousätzlech Präzisiounen.

D'Finanzkommissioun ass dem Statsrot senge Recommandatiounen an hiren Amendementer vum 4. Juli integral nokomm, soudass dësen a sengem Avis complémentaire vum 11. Juli gréng Luucht konnt gi fir deen heite Projet. Mäi schréftleche Rapport ass du schliisslech de

17. Juli an der zoustänneger Kommissioun ugeholl ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci och fir dat gutt Zesummeschaffen an der Finanzkommissioun. An ech ginn dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Text.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci och dem Rapporteur fir säi gewinnt exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, en huet hei ganz detailléiert erkläert, wat d'Wichtegkeet vun dësem Projet och fir den Assurancësecteur ass. En huet och nach eng Kéier opgewisen, wéi wichteg datt den Assurancësecteur fir eist Land ass.

Ech wollt just vläicht ganz kuerz op e Problem opmierksam maachen, dee mer alleguerten och intensiv an der Kommissioun diskutéiert hunn, wou mer, mengen ech, och alleguerten enger Meenung sinn. Dat ass, wat d'Agent-d'assurancë betrëfft, awer ganz besonnesch déi Leit, déi mat hinne schaffen, d'Sekretariat, d'Assistenten. Do ass et elo esou, datt just d'Agent-d'assurancen dierfe Conseile ginn an net méi d'Sekretärinnen oder d'Assistentinnen oder d'Assistenten.

Do, mengen ech, wär et awer am Sënn vum Gesetz, wann een elo net géif wierklech e Casse-tête maachen. Do sinn och ganz vill Sekretären, déi heiansdo den Télefon ophiewen, déi dann eng Informatioun iwwer eng Police d'assurance ginn. Ech mengen, do wär et gutt, well dat ass och e bëssen eng Suerg vun deem ganze Secteur, datt dat doten eventuell kéint ganz kriddelech ginn herno an der Applikatioun. Duerfir vläicht en Appell och un den zoustännege Minister, datt mer mat där néideger Doigté dat Gesetz do interpretéieren.

Erlaabt mer awer och, Här President, well et dee leschte Rapport an dëser Legislaturperiod vum André Bauler ass, him e ganz, ganz grousse Merci ze soen!

Ech mengen, hien ass de Rekordhalter vun de Rapporten, ganz besonnesch am Finanzsecteur, derniewent awer och nach a ganz villen anere Secteuren. Ech muss soen: Léiwen Änder, du hues dat exzellent gemaach! Du bass keen aus deem Secteur. Du hues dech do wonnerbar dran erageschafft. A maach der keng Gedanken: Wann s de dann eng Kéier keng Loscht méi hues, hei ze sëtzen, kanns de dech am Finanzsecteur reintegréieren!

(Hilarité générale)

E ganz, ganz grousse Merci!

An ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech fänken dann do un, wou mäi Virriedner opgehalen huet, mat de Blumme fir de Rapporteur, deen hei effektiv och erëm eng Kéier e ganz komplette Rapport gemaach huet, deen och ganz sachkundeg war. Effektiv, fir een, deen net Mann vum Fach ass, huet hien dat ganz gutt gemaach an all deene Finanzsecteurprojeten, déi jo wierklech net ëmmer einfach sinn an ëmmer technesch sinn.

Mir sinn natierlech och d'accord mat dësem Projet. Et ass effektiv, wéi de Rapporteur sot, e Projet, deen eppes Äänleches mécht am Assurancësecteur wéi am Finanzsecteur. Dat heescht, e mécht esou eppes wéi d'MiFID II, am Sënn vun den Investisseuren, fir eng besser Protektioun vun den Investisseuren.

Mir haten och effektiv wéi all aner Fraktiounen eng Entrevue mat der Associatioun, déi d'Agents d'assurances representéiert. Do ass erauskomm, dass se zwar d'accord si mat dësem Projet, mä dass se sech och géife wënschen, dass ee géif iwwer ee Statut nodenke fir den Agent d'assurances, och am Sënn vun enger besserer Protektioun vun deem Metier par rapport zu de Compagnies d'assurances, well do ass et kloer ginn awer, dass eng gewëssen Dependance besteet, dat heescht, dass se u sech an engem duebelen Desavantage sinn, dass se d'Desavantagen hu vum Independant, mä och vum Salarié, dass se oft e bëssen an enger Vulnerabilitéit dosti par rapport zu deene grousse Compagnies d'assurances. An ech mengen, dat wier eppes, iwwert dat ee sollt nodenken an där nächster Legislatur.

Dat gesot, ginn ech wéi gesot den Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Och ech wëll mech deene Mercien emol uschléisse fir d'Éischt fir de Rapporteur. Wéi gewinnt huet hien dat wierklech exzellent gemaach, souwuel am Schréftleche wéi virdrun am Mëndlechen. Hien ass insbesondere bei dësem Gesetz op déi ënnerschiddlech Punkten agaangen.

A mäi Virriedner huet effektiv och op déi Problematik eng Kéier higewisen, well mir och alleguerte sollicitéiert goufe vun deene Leit aus dem Secteur. An ech mengen, dass dëst Gesetz awer eng ganz Rei vun Ouverturë mécht, eng Sécherheet fir de Client, insbesondere d'Trennung tëschent Berodung a Vermëttlung, wat u sech fir mech ganz wichteg ass, dass ee weess ze ënnerscheeden, eng Professionaliséierung, déi méi staark gëtt.

An dofir wäerte mir dëst Gesetz och mat zwou Hänn kënnen ënnerschreiwen. An et geet weider a Richtung vun enger propperer an enger besser verständlecher Gesetzgebung. Dofir Merci nach eng Kéier dem Rapporteur fir säin exzellente Bericht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Nodeem de Kriticke vum Statsrot iwwert dësen Text Rechnung gedroe gouf, kënne mir als ADR dësen Text matstëmmen, mä ënnert dem Benefiss vun zwou Remarken.

D'Chambre de Commerce huet higewisen op d'Problematik vun deene Leit, déi Intermediairë sinn an déi Produiten initiéieren, déi net ënnert dës Gesetz wäerte falen, a fäerten, als Concepteur de produits hei net méi kënnen ze schaffen. Dat ass notamment de Fall vun all deenen, déi Kautioune gi bei Ventes en état futur d'achèvement, wou mer wëssen, datt de Code civil jo virgesäit, datt entweder muss eng Garantie bancaire oder eng Garantie vun enger Assurance virleien.

Dat Zweet ass d'Problematik vun de Courtieren, wou d'Chambre de Commerce schonn 2012 sech opposéiert huet, datt hei Personnes physiques a Personnes morales verschidde behandelt ginn. Déi eng mussen e Kapital hu vu 50.000, déi aner vun 125.000 Euro. An et ass einfach net explikabel, firwat datt dat soll esou sinn. Dat muss een op jidde Fall upassen. Le cas échéant seet een: Kommt, mir maachen eng Distinctioun tëschent Courtieren, déi Primmen encaisséieren, dat heescht, wou e Risk besteet, an deene Courtieren, déi keng Primmen encaisséieren a wou kee Risk besteet!

An an deem Sënn ginn ech och elo eng Motioun of, wou mer d'Regierung opfuerderen, d'Definitioun vun den Intermediairen ze berücksichtegen an an engem spéidere legale Kader anzebannen, a bei de Courtiere kloer ze soen, datt entweder keng finanziell Récklage musse sinn oder nëmme fir déi, déi Primmen encaisséieren, datt dat och kann ersat ginn alt nees eng Kéier duerch eng Assurance, eng Haftflichtversécherung, an andeems d'Personnes morales an d'Personnes physiques gläichgestallt ginn.

Motion 1

D'Chamber

- ass sech der Wichtegkeet vum Assurancësecteur bewosst;

- gesäit d'Entwécklungspotenzial vum Assurancen- a Reassurancësecteur;

- behält d'Situatioun vu Lëtzebuerger Akteure géintiwwer der internationaler Konkurrenz am A;

- wëllt jonke Mënschen et méi liicht maachen, sech am Versécherungssecteur eng Zukunft opzebauen;

- gesäit beim Projet de loi 7215 aus all deene Grënn zousätzlechen Handlungsbedarf.

D'Chamber fuerdert d'Regierung op,

- bei der Definitioun vun den Intermediairen an Assurance a Reassurance d'Funktioun vum „Intermédiaire souscripteur d'assurances" ze berécksiichtegen an dës an de legale Kader anzebannen;

- bei den Obligatiounen, a besonnesch dem Gesellschaftskapital, deenen Assurancëcourtieren ënnerleien, méi differenzéiert virzegoen, entweder:

° andeems d'Fuerderung no finanzielle Récklagen opgehuewe gëtt oder

° duerch eng Kombinatioun mat enger berufflecher Haftflichtversécherung oder

° duerch eng Beschränkung vun den Oplagen op déi Courtieren, déi tatsächlech Primme vun hire Clienten encaisséieren,

° an och, andeems déi ënnerschiddlech finanziell Couverture, déi vu Courtiere verlaangt gëtt, ofhängeg dervun, ob si „personne physique" oder „morale" sinn, vereenheetlecht gëtt.

(s.) Roy Reding.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet de loi och matstëmmen. Mir mengen, datt dat wierklech eng Avancée ass, wann een och nach bedenkt, awéifern d'Assurancëgesellschaften awer wierklech eng kräfteg Lobby-Grupp sinn, net nëmmen hei, also um europäeschen Niveau och, an datt och d'Produiten, déi ënnert dës Regelung falen, u sech de Konsument besser beschützen.

Dat heescht, voilà, mir wäerten dat mat ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Merci alleguerten den Intervenantë fir hir konstruktiv Approche hei. Mir schéngen hei eng Unanimitéit ze hunn. Doriwwer freeën ech mech. Fir d'Éischt wéilt ech mech deene ganz léiwe Wierder vu Verschiddene vun Iech uschléissen, wat de Rapporteur ubelaangt, den André Bauler, deen effektiv an déi komplizéiert Sujeten hei souwuel a senge schréftleche wéi och mëndleche Rapporte vill Luucht erabruecht huet. Merci!

Zum Sujet: Dat heiten ass d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, déi zwee Haaptziler huet: Dat éischt ass, de Consommateur ze schützen, an dat zweet ass, esou vill wéi méiglech Transparenz eranzebréngen an an engems d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Standuert fir Assurancen ze sécheren. Hei gëtt de Champs d'application méi breet gemaach. Hei ginn d'Informatiounen um Consommateur méi breet gemaach, de Professionalismus gëtt assuréiert.

Ech versti vu verschiddenen Interventiounen, dass bei all deenen Intermediairen, déi hei am Spill sinn, e bësse Versteesdemech, e bësse Flexibilitéit gefrot gëtt, déi ee vläicht net total hei erëmfënnt. Ech mengen, den Dialog muss ee mat deenen Intermediairë weiderféieren. An ech kann Iech soen, d'Regierung ass bereet, dat ze maachen. Nu si mer hei an engem Kontext, wou mer eng Direktiv mussen ëmsetzen. Mir mussen dat elo maachen. Mä deen Dialog wäerte mer natierlech weiderféieren am Interêt vun eiser Finanzplaz, vun eiser Assurancëplaz. Wéi den Deputéierte Bauler richteg gesot huet, ass d'Assurance ee vun de wichtegste Piliere vun eiser Finanzplaz.

Am Kontext vum Brexit hu mer gesinn, dass mer grad an den Assurancë vill neier konnten hei unzéien. Mir wëllen an déi Richtung weiderschaffen. De Ministère, ech selwer, mir stinn zur Verfügung, fir deen Dialog mat deene verschiddenen Akteure weiderzebréngen. A wéi gesot, ech freeë mech, dass mer hei e breede Konsens hunn.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Vläicht e Wuert zur Motioun?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech kann e Wuert zur Motioun soen. Ech mengen net, dass et eng opportun Iddi ass, sech elo hei an eng Motioun eranzeginn, déi mer elo hei entdecken. Ech mengen, ech hunn drop geäntwert, andeem ech gesot hunn, mir brauchen en Dialog hei, dee weidergeet. De Kontext vun der Motioun verstinn ech a begréissen ech. Elo déi dote Motioun, déi mer hei entdecken, einfach esou unzehuelen, schéngt mer net déi richteg Approche. Mä kommt, mir féieren den Dialog weider!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma da géife mer…

(Interruption)

Jo, den Här Reding?

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Här President, ech hunn absolutt kee Problem domat, datt mer déi Motioun do an d'Kommissioun verweisen, well et effektiv en Thema ass, wat soll am Konsens gekläert ginn, am Interêt vun der Finanz- an Assurancëplaz. Mir mussen déi elo haut net ofstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ass jiddweree mat där Approche d'accord? Mir kommen zwar herno eréischt zur Motioun.

(Négation)

Okay, gutt. Da géif ech proposéieren, emol fir d'Éischt iwwert de Projet de loi ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7215 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: De Projet de loi 7215 ass mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An ech hu gespuert, wéi wann déi Propositioun, déi vum Här Reding komm ass, net op Géigeléift trëfft. Da géife mer och iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

An d'Ofstëmmung iwwert d'Motioun fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An och hei ass d'Ofstëmmung elo ofgeschloss.

3-mol Jo, 55-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech géif dann, vu dass d'Froestellerin hei ass an d'Ministesch och, elo déi Question urgente proposéieren iwwert d'Situatioun vum Waasser am Stau. An d'Madamm Mergen huet d'Wuert.

3. Question urgente n°3959 de Mme Martine Mergen relative aux cyanobactéries

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Ech soen Iech Merci, dass d'Urgence unerkannt gouf, och wann ee ka soen: Et ass elo fir dëst Joer ze spéit.

Verschiddener vun ons maache Vakanz am Land. An d'Madamm Beissel an ech, mir si besonnesch gären ëmmer an deem Eck do vum Stauséi. Vu kleng op, mengen ech, si mer do an der Géigend. Mir wëssen, mir hunn eng batter Erënnerung u lescht Joer, wou effektiv net nëmme Bloalgen all Waassersport verbueden hunn, mä och e Mangel u Waasser et schwéier gemaach huet, fir iergendeppes um Séi ze maachen.

Här President, vläicht hutt Der dee Lieserbréif vum Här Krier am „Wort" gelies, virun zwou Woche mengen ech war deen, deen iwwert dee schlëmmen Zoustand vun dem Ëmfeld vum Stauséi schwätzt. Vläicht kënnt Der Iech och un de Reportage op RTL erënnere vun de Kolleegen Hansen a Schank, déi iwwert déi defizitär Infrastrukture ronderëm de Séi geschwat hunn. Vläicht hutt Der och scho selwer eemol wéi mir aner Séifanatiker no engem Bistro oder Restaurant oder Hotel gesicht, deen Der kannt hutt, a festgestallt, dass erëm ee seng Dieren huet missen zoumaachen.

Dobäi sinn awer eng ganz Rei Efforte gemaach ginn. D'Kläranlag ass a Betrib, och wann net alleguerten d'Gemengen drun ugeschloss sinn. Mä den Här Kaes huet mer versécher t, dass déi Gemengen, déi net drun ugeschloss sinn, hiert Ofwaasser iwwer een anere Mechanismus klären. Et gëtt säit enger Rei Joren - an dat war zur Zäit, wou ech nach selwer am Conseil vum SEBES war - en Ofkommes mat de Bauerebetriber, dass se manner düngen, fir dass manner Nitrat an de Stauséi kënnt. An do soll sech den Zoustand vum Buedem scho verbessert hunn. D'Phosphater sollen ëm 14% ofgeholl hunn.

Dofir meng Froen un d'Madamm Minister: Wat sinn d'Resultater vun der Etüd vum LIST, souwäit se virleien? Kënnt Der ons schonn aner oder déi Ursaachen nennen, déi schëlleg sinn un der Verseuchung mat Cyanobakterien?

Zweet Fro: Am Communiqué vun der Regierung steet eemol, dass Schwammen an all Activités aquatiques verbuede sinn. An am Kapitel drop steet, dass d'Administration de la gestion de l'eau just vun enger Recommandatioun schwätzt. Ass et elo e Verbuet oder ass et eng Recommandatioun? Wéi kann een dat enforcéieren? Ech kann Iech just soen, dass mir gëschter Mëtteg d'Segelschoul ofgebrach hunn an dass mir all Aktivitéiten douewen agestallt hunn.

(Interruption)

Also mir als Segler, pardon.

Ech hu mer och de Projet vum Règlement grand-ducal ugekuckt. Do ass effektiv Sprengstoff dran. A mir wëllen och wëssen, wéi wäit dass Der domat sidd, fir dat mat deenen diversen Akteuren ze diskutéieren.

An ech wollt, Här President, d'Madamm Minister froen, ob si net och der Meenung ass, dass déi nei Chamber, wa se da bis zesummen ass, dat och nach vläicht eng Kéier sollt op de Leescht huelen, fir déi Fro vum Stauséi awer och ministerieniwwergräifend ze diskutéieren.

An déi lescht Fro, Här President, ass: Wat fir Moossname si virgesinn, fir dass et d'nächst Joer net nach eemol zu deem nämlechte Problem kënnt?

Här President, och wann et net seng éischt Vokatioun war, huet de Stau seng eminent wichteg Roll als Waasserliwwerant. De Stauséi ass dat eenzegt Gewässer am Land, wou ee quasi sämtlech Waassersportaarten, déi een am Séisswaasser ka maachen, ka maachen.

An drëttens ass d'Géigend vum Stauséi a säin Naturpark eng Touristenattraktioun, déi aus dem Land net ewechzedenken ass an déi et och soll bleiwen. An dofir maache mer ons och alleguerte Suergen ëm d'Wuel vum Stauséi, net nëmmen d'Leit aus der Géigend. Mä fir d'ganzt Land ass en immens wichteg, an och fir déi Stater Haryen, wéi se ëmmer douewe genannt ginn.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Gilles Baum *(DP).*- D'Regierung ass net zoustänneg fir d'Wieder hei am Land.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet elo d'Madamm Carole Dieschbourg, ons Ëmweltministesch, a soss keen. Madamm Dieschbourg!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Zielt hinnen emol eppes!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech soen als Éischt emol der Madamm Mergen Merci fir d'Fro a Merci, fir d'Wichtegkeet vun dem Stauséi souwuel als Touristenattraktioun, als Touristemagnéit fir déi ganz Regioun, fir d'ganzt Land ervirzehiewen, wou mer gläichzäiteg eisen allergréissten Drénkwaasserreservoir hunn. A jiddweree vun eis ass bei dësen Temperature frou, wa mer eng gutt Waasserqualitéit hunn, souwuel wa mer wëlle schwamme goen, well d'Summerzäit ass d'Zäit, fir schwammen ze goen, wéi awer och, wa mer iwwert d'Drénkwaasser schwätzen.

Déi eng wichteg a gutt Informatioun, déi ech wëll virop ginn, ass: Beim Drénkwaasser besteet kee Problem. Dat gëtt méi déif mat engem Aarm erausgeholl. An do hu mer och Virstufe fir d'Filtratioun an dat gëtt och opbereet, soudass fir d'Drénkwaasser kee Problem besteet. Awer schwamme kënne mer net goen a mam Boot fuere kënne mer à ce stade och net goen. An ech muss Iech soen, dat ass eng Mesure de précaution. An hei iwwerweit d'Gesondheet vis-à-vis vum Loisir a vum Spaass.

Et ass och esou, dass mer dës Precautioun net eleng geholl hunn. Mir hunn dat mam Gesondheetsministère ofgeschwat. An ech mengen, dass hei d'Gesondheetsgefor ze grouss ass, soudass mer eis Recommandatioun erausginn hunn an Iech bieden, eis ze hëllefen, d'Leit och dofir ze sensibiliséieren. Ech hunn och dofir gëschter Mëtteg direkt d'Buergermeeschteren ugeruff ronderëm de Stauséi. Ech hu meng Kolleegen an der Regierung avertéiert: den Etienne Schneider fir d'Police, si wäerte verstäerkt hëllefen, Kontrollen ze maachen, den Dan Kersch, déi och iwwert de CGDIS wäerte sensibiliséieren.

A mir waren net inaktiv. An dofir hu mer haut eng ganz gutt Kommunikatiounsstrategie an esou Fäll, wou mer Bloalgen hunn. Haut gëtt et iwwer Internet Informatiounen. Ech soen der Press Merci, dass si alles gutt diffuséiert hunn. Mir hunn e Communiqué gemaach, deen ee kann iwwerall liesen. A mir hu virun allem ganz vill Akteuren, déi eis hëllefen, och den Naturpark. Mir hu Flyeren dat lescht Joer gemaach, well mer wëssen, dass et immens wichteg ass, dass mer eis eege Bierger protegéieren an den Touristen dës Informatioun zoukomme loossen.

Deen éischte Volet, also d'Kommunikatioun, déi hu mer maassgeblech verbessert. Mä déi Bloalgen, dat ass e Symptom, dat weist, dass eppes net an der Rei ass. An dofir si mer amgaangen ze kucken. Dofir musse mer och, an dat wëll ech vun dëser Plaz nach eng Kéier soen, also mir schaffen zesummen, d'Waasserverwaltung, de SEBES an de LIST mat de lokalen Akteuren, fir d'Ursaachen ze kucken. Mä eng vun den Haaptursaachen ass an dësem Fall, an dat bleift och esou, den Nährstoffantrag. An do musse mer mat allen Akteuren zesummeschaffen, och mat der Landwirtschaft.

An da frot Der mech natierlech: Wat sinn d'Mesuren? Majo, d'Mesuren, dat ass ganz kloer, dat sinn eis Moossnamekonzepter, fir d'Stauséischutzgebitt ëmzesetzen, well mer do mat allen Akteuren an allen Themeberäicher - aacht um Stéck - wëllen zesummeschaffen. A mir hunn och d'ailleurs net gewaart, dës Regierung, bis déi Schutzzon do ass. Am Kader vum neie Waassergesetz huet d'Regierung sech d'Méiglechkeet ginn, elo schonn e Pilotprojet ze maachen. An deene leschten dräi Joer si schonn 1,2 Milliounen Euro an de Stauséi geflunn, fir aktiv mat der Landwirtschaft ze schaffen an net Angscht ze maachen an ee Beräich géint deen aneren auszespillen, Tourismus a Landwirtschaft, mä ebe fir mat allen Akteuren zesummenzeschaffen.

Dofir, déi bescht Mesure ass, d'Schutzzon net erëm ze diskutéieren, net erëm zréckzebréngen, mä endlech ëmzesetzen. Mir hunn do zanter 1961 eigentlech eng Schutzzon um Blat. Leider, an d'Resultat gesi mer haut a Form vu Bloalgen, ass net alles ëmgesat ginn. Et geet also elo ëm eng gutt regional Entwécklung fir all Akteuren, an der Landwirtschaft nei Chancen ze developpéieren, nei Visiounen ze maachen, fir dass eisen Tourismus an déi Regioun attraktiv bleift an Dir an Är Kanner kënnt um Stauséi Spaass hunn.

Ech wënsche mer dat. Ech wënsche mer, dass mir alleguerten als responsabel Politiker op dësem Dossier an där wichteger Regioun, am Naturpark mam SEBES, mat de Waasserfournisseuren a mat den Administratiounen zesummeschaffen, fir e gutt Resultat a fir dëser Regioun eng gutt Zukunft ze garantéieren.

An ech soen Iech Merci fir d'Fro.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ass d'Question urgente evakuéiert a mir géifen zum Projet de loi 7216A iwwergoen, enger Direktiv iwwert d'Informatiounen, déi d'Fiduciairë sammele mussen. An de Rapporteur ass den honorabelen Här Eugène Berger.

4. 7216A - Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech wollt awer och - ech hat virdrun net d'Geleeënheet - mengem Virriedner hei, dem André Bauler als Rapporteur, nach eng Kéier Merci soe fir all déi Aarbecht, déi en an der Cofibu gemaach huet.

(Interruption)

Wann et ëm komplizéiert Dossiere gaangen ass an d'Fro war, wie soll Rapporteur ginn, dann hunn der vill an de Buedem gekuckt. Mä den André Bauler huet ëmmer no uewe gekuckt an e stoung Gewier bei Fouss do, fir dann dee Rapport ze maachen.

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Geet den Här Bauler net méi mat an d'Wahlen?

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Voilà. Dat gesot, Här President, ech mengen, haut ass och Vollmound. Fir dann awer zréckzekommen op eis Aarbechten hei an der Chamber: No engem Projet d'lescht Woch, Dir kënnt Iech erënneren, deen ech presentéiert hunn, wou et ëm den Accès vun de Steierverwaltungen zu den Donnéeën, déi gesammelt ginn am Kader vun der Lutte antiblanchiment, gaangen ass, hu mer haut e weidere Projet, dee sech och areit an all eis Efforten am Kader vun der Lutte antiblanchiment respektiv am Kader vun eiser Lutte géint d'Finanzéierung vum Terrorismus.

Dir wäert Iech vläicht wonneren, datt hei dëse Projet de loi en A, keen Triple-A, mä awer e groussen A bei senger Nummer huet. Dat huet eng Ursaach. Mir haten au départ ee Projet unique, den 7216, dee mer awer aus Ursaache vun Delaien an zwee gespléckt hunn. Dat ass virun allem, fir datt mer kënnen awer ee wichtege Volet vu verschiddenen Aspekter vum Artikel 31 vun der Directive antiblanchiment „in time", dat heescht elo fir de Juli 2018 ëmsetzen.

Fir den zweete Volet vum urspréngleche Gesetz, wou et ëm den Zentralregister vun den Donnéeë geet, bleift nach bis 2020 Zäit, fir deen ëmzesetzen. An do huet een dann nach e bësse Rou, well dat sinn awer e puer komplex Artikelen, fir an der Cofibu dann do nach eng Kéier kënnen driwwerzekucken.

Zréck dann zu deem Projet 7216A, dee mer dann haut hoffentlech wäerte stëmmen. Hei geet et drëms, datt déi verschidden zoustänneg Kontrollautoritéiten, déi Verflichtungen oder Aufgaben am Beräich vun der Präventioun vu Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung hunn, Accès zu deenen néidegen Informatioune vun de Fiduciairë respektiv dem Bénéficiaire effectif vun de Fiducië kréien.

Kuerz e puer Elementer vum Gesetz skizzéiert. Bon, et gëtt éischtens festgeluecht, wéi eng Informatiounen d'Fiduciairë vun hire Clienté musse froen. An da geet et och haaptsächlech drëm, de Bénéficiaire effectif ze identifizéieren, also wiem d'Suen tatsächlech gehéieren. An do wollt ech awer nach eppes aflécken, dat ech net a mengem schrëftleche Rapport gemaach hunn, mä beim Artikel 2 wollt ech dat awer hei da mëndlech präziséieren: Also wann d'Beneficiairen net identifizéiert sinn, da kann och eng Catégorie de bénéficiaires geholl ginn. An d'Beneficiairen, dat wollt ech hei präziséieren, kënnen och identifizéiert ginn duerch eng Caractéristique commune, zum Beispill den Numero ISIN.

Ech mengen, ech sinn elo net de grousse Spezialist. Herno wäert bestëmmt den Här Mosar als Spriecher vun der CSV do nach weider Erklärunge ginn, wann do nach Froen zu deem spezifesche Punkt wieren.

Bon, op alle Fall mussen dann och déi Informatiounen, déi do vun de Fiduciairë gesammelt ginn, fënnef Joer gehale ginn no der Cessatioun vun der Fiducie. Fir all Fiducie mussen d'Fiduciairen d'Identitéit vum Constituant, vum Protecteur, vum Beneficiaire an d'Kategorie, zu där de Beneficiaire gehéiert, froen.

D'Autorités nationales kréien déi Informatiounen op Demande. A wie sinn och d'Autorités nationales, vun deenen ech elo scho geschwat hunn, déi also do Aufgaben hunn an der Lutte antiblanchiment? De Procureur d'État, d'CRF, also d'Cellule de renseignement financier, d'CSSF, de Commissariat aux assurances, den Enregistrement, d'Douane, d'Steierverwaltung, de Finanzministère an esou weider. Ech mengen, Dir kennt déi alleguerten.

Bon, déi Autorités de contrôle, déi iwwerwaachen de Respekt vun dësen Obligatiounen a kënnen, wéi gesot, Dokumenter froen, Informatioune bei Persounen nofroen, Inspektiounen op der Plaz maachen, Injonctiounen an Astreinten eventuell ausschwätzen, wann e Problem ass. An d'Autorités de contrôle kënnen och Avertissementer oder carrement administrativ Strofe verginn. Als Sanktioune kënne Strofe verhaange ginn, déi bis maximal 1.250.000 Euro kënne goen. D'Detailer fannt Der och am Gesetz an deem Artikel, wou dovu rieds geet, erëm.

Dann déi Decisioune vun de Sanktiounen, wann der gesprach ginn, déi kënnen innerhalb vun engem Mount op dem Tribunal administratif deferéiert ginn, dat da quant au fond jugéiert.

Voilà, Här President, wat d'Aarbechten an der Kommissioun ubelaangt, de Statsrot hat eng Opposition formelle, där mer och als Finanzkommissioun konnten nokommen. Ofschléissend wëll ech awer och nach eng Kéier präziséieren, datt dëse Projet sech och an d'Emsetzung vun der Recommandatioun 25 vum GAFI aschreift. Et geet hei bei där Recommandatioun ëm d'Transparenz an d'Bénéficiaires effectifs vun de Constructions juridiques. Dee Projet hei passt also genau dodrop. Dat heescht also, wa mer dat hei gestëmmt hunn, ëmgesat hunn, da si mer och ganz gutt opgestallt, wa mer da wäerten eng Kéier eng nächst Kontroll vum GAFI hei zu Lëtzebuerg kréien.

Dat gesot, géif ech awer och hei dann den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet den Här Laurent Mosar d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, och hei e ganz grousse Merci un den Eugène Berger, de Rapporteur, deen eis an enger komplizéierter Matière beschriwwen huet, wéi hei d'Identifikatioun vun de Beneficiairë vu Fiducië verbessert gëtt, en huet et ënnerstrach, ganz besonnesch och am Interessi vun där Evaluatioun, déi eis vum GAFI erwaart, eng ganz, ganz wichteg Demarche.

Ech wëll awer och dovu profitéieren, dem Eugène Berger net nëmme Merci ze soe fir säi Rapport, mä vu datt et, wéi gesot, jo och déi leschte Plenarsitzung ass, him och Merci ze soen a senger Qualitéit als President vun der Finanzkommissioun, wou mer eigentlech fannen, datt en op eng ganz ausgewogen a gutt Manéier déi Kommissioun do gefouert huet.

Dat féiert mech awer zréck op de Projet de loi, wou de Rapporteur och op e Problem higewisen huet, wou ech mengen, datt ee klengen Oubli am Text ass, Här Minister. Do wëll ech awer nach eng Kéier drop opmierksam maachen. Ech mengen och, datt et eigentlech iwwerhaapt kee Problem ass, wat d'Intentioun vum Legislateur betrëfft, mä déi Intentioun vum Legislateur geet net ganz kloer aus dem Text ervir.

Erlaabt mer vläicht am Zousaz zu deem, wat den Eugène Berger gesot huet, nach eng Kéier ze erklären, ëm wat et geet, och wann et technesch juristesch relativ komplizéiert ass. Et geet eigentlech hei ëm d'Identifikatioun vun de Beneficiairë vu Fiducien. An do ass et jo esou, datt ganz oft, wann déi Identifikatioun gemaach gëtt, awer nach net onbedéngt en Numm kann op déi Beneficiairë gesat ginn. Dat steet och ganz kloer am Text dran. An duerfir gesäit eigentlech och den Text vir, datt déi Identifikatioun och ka gemaach ginn net de façon individuelle, mä par renvoi op verschidde Kategorië vu Beneficiairen. Den Eugène Berger huet dat virdru geschildert.

Wann een den Text liest, mengen ech, ass dat do ganz kloer d'Intentioun vum Legislateur. Wann een awer elo d'Artikele kuckt, da kéint do e klengen Doute sinn. Duerfir mengen ech,

wier et wichteg - de Rapporteur huet et gesot, ech widderhuelen et och elo nach eng Kéier -, wann den Här Minister vläicht dat do och nach eng Kéier géif soen. Dann, wann eng Kéier en Doute ass, kënne jo d'Spezialisten d'Travaux parlementaires liesen. An da mengen ech ganz kloer, datt se do erausfannen, wat d'Intentioun hei war.

Dat gesot, géif ech och nach eng Kéier Merci soen an den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kox kritt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Och vu mir en duebele Merci, eng Kéier fir de Rapport vun dësem Gesetz, eng Kéier mëndlech a schréftlech, awer och e Merci dann, well et och déi leschte Kéier ass, wou ech dann intervenéieren, fir de President vun der Finanzkommissioun. Merci fir déi fënnef Joer gutt Zesummenaarbecht.

Dann inhaltlech, denken ech, dass meng dräi Virriedner souwuel op d'Wichtegkeet vun dësem Gesetz, awer och op d'Problematik agaange sinn, soudass ech do net méi vill brauch dozou ze soen. An ech ginn den Accord zu dësem Gesetz vun eiser Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass et um Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och fir d'ADR kann ech den Accord brëngen zu dësem Projet. Leider Gottes schaffe mer nees an der Hetz. Hei ass eng Direktiv vum Mee 2015, wou de Projet de loi vun Enn 2017 ass. Dat sinn Delaien, déi net misste sinn.

Dat weist sech och dorun, datt mer de 24. Juli den Avis complémentaire kritt hu vun der Chambre de Commerce, obwuel de Rapport de 17. Juli ugeholl ginn ass. Wat gutt ass, ass, datt mer hei eng Scissioun gemaach hu vun deenen Texter, well de Registre du bénéficiaire effectif an och dee vun de Fiduciairë ganz vill Froen opwerfen, och an notamment wat den Dateschutz ubelaangt.

A wat och richteg ass, wat de Franz Fayot gesot huet, et gëtt verschidde Kategorië vu Fiducien, wat och d'Chambre de Commerce ganz kloer an hirem Avis gesot huet, déi net alleguerten eng Conséquence fiscale hunn. An et ass gutt, datt mer Zäit hunn, dat Element an engem spéideren Text méi genau ze definéieren.

Mä wéi gesot, fir dësen Text kann ech den Accord vu menger Partei brëngen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann hunn ech den Här David Wagner ageschriwwen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also d'Directive antiblanchiment vun 2015 verlaangt, datt all EU-Member e Registre des bénéficiaires effectifs opstellt. An deem Register sollen déi nei reell Proprietairen an déi final Beneficiairë vun all Societéit, vun all Fongen a vun all Fiducien erfaasst ginn, soudatt déi kompetent Autoritéite kënnen dës Informatioune consultéieren.

Dëse Register ass immens wichteg, fir géint Geldwäsch oder géint d'Finanzéierung vum Terrorismus virzegoen, well bei deene kriminellen Aktivitéite gi jo oft eng ganz Kaskad vu Societéite benotzt, fir Finanzstréim ze verstoppen an ze anonymiséieren. Dee Register ass doriwwer eraus och wichteg, fir géint Steierbedruch virzegoen, wat jo eng Infraction primaire bei der Geldwäsch ass.

Déi Direktiv ass vum Mee 2015 an de leschten Delai, fir se ëmzesetzen, war am Juni 2017. Haut, ee Joer nom Delai, an dem drëtte Joer no der Adoptioun vun der Direktiv hu mer nach ëmmer keen esou e Register an et wäert dës Legislatur wahrscheinlech och kee méi kommen, well d'Regierung hélt elo d'Publikatioun vun der neier Directive antiblanchiment zum Ulass, fir d'Kreatioun vun deem Register nach eemol no hannen ze verschiben.

Den Här Finanzminister huet der Kommissioun gesot, Lëtzebuerg wéilt awer déi fënneft Antiblanchimentsdirektiv vum Fréijoer 2018 ganz schnell ëmsetzen a géif doséinst de Projet de loi iwwert de Register nach eng Kéier nei iwwerschaffen. Si wäerten zu Bréissel wahrscheinlech och geschmunzelt hunn, wéi se dat héieren hunn, wann ee weess, wéi schnell mir fir gewéinlech déi Antiblanchimentsdirektiven ëmsetzen.

Mir mengen och net, datt dat Zoufall ass oder datt dat einfach just domm gelaf ass. Mir mengen, datt d'Regierung hei bewosst eent vun de wichtegsten Elementer vun der Antiblanchiment 4 schleefe gelooss huet, fir e puer Joer Zäit ze gewannen. A wahrscheinlech ass et och keen Zoufall, datt elo an där neier Antiblanchiment 5 den Delai fir d'Mise en place vun deem Register op Ufank 2020 verluecht ginn ass.

Dee ganze Prozess ronderëm dee Register gëtt lues a lues zu enger riseger oder zu enger richteger Farce. Ech ginn ze bedenken, datt d'Regierung mat hirer Obstruktiounspolitik a Saachen Transparenz net nëmmen d'Steieroptiméierung beschützt, mä domadder och gläichzäiteg verhënnert, datt d'Finanzéierung vum Terrorismus an d'Geldwäsch kënne méi effektiv bekämpft ginn.

Esou bekämpft een Terrorismus vill besser, vill méi effikass, wéi andeems een d'Burka verbitt, wollt ech just do ze bedenke ginn.

Komescherweis sinn et ëmmer déiselwecht, déi dat eent wëllen an dat anert net. Et pour cause! Et ass duerchaus méiglech, datt esou Aktivitéiten iwwer Lëtzebuerg lafen. An et ass der Regierung hir Responsabilitéit, dat ze verhënneren.

Dëse Projet de loi, dee jo urspréinglech een Deel vum Register sollt ëmsetzen, ass elo an zwee gespléckt ginn. Heimadder ginn elo just d'Dispositioune geholl iwwert d'Informatioun, déi d'Fiduciairë musse sammelen an zur Verfügung vun den Autoritéiten halen.

Et ass ee wichtege Schrëtt, a mir wäerten dat och mat ënnerstëtzen. Et kann ee soen: Et ass gutt fir eis Reputatioun, eise Ruff. Ech wéilt nach just eppes soen: Wann ech moies opstinn an ech kucke mech an de Spigel an ech soe mer: „David, du bass immens schéin an immens intelligent",...

(Hilarité)

...dann ass dat kee Ruff. Dat ass kee Ruff! Dat ass meng Meenung, déi ganz subjektiv ass.

(Hilarité)

De Ruff, dat ass, wann déi aner datselwecht denken. A wa mir iwwer eise gudde Ruff vu Lëtzebuerg schwätzen, et wier gutt, wann dee gudde Ruff och géif gedeelt ginn an anere Länner ronderëm eis an an Europa.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, ier de leschte Riedner geschwat huet, hat ech d'Intentioun, vun doiwwer (veuillez lire: vun der Regierungsbänk aus) mech ze freeën, dass mer hei esou vill Konsens hunn, mä ech wëll awer reagéieren op dat, wat de leschte Riedner gesot huet. Ech kann dat einfach net am Raum stoe loossen. Mat all deenen Efforten, déi Lëtzebuerg gemaach huet, fir impeccabel dozestoen, kann ech net einfach an der Loft stoe loossen, dass Lëtzebuerg sech de Complice mécht vum Finanzement vun Terrorismus oder vu Blanchiment. Et ass einfach inakzeptabel, dass esou eppes hei an der Chamber behaapt gëtt!

An ech wëll ganz einfach un d'Responsabilitéit vun all Mënsch an dësem Sall appelléieren. Mir stinn hei riicht, fir géint de Blanchiment ze kämpfen a géint den Terrorismus. A wann et och nëmmen e puer Leit sinn, déi de Contraire soen, da wëll ech hei op der Tribün soen: Dat wëlle mer net an dat ass net esou an dat soll och an Zukunft net esou sinn!

Mir hunn hei eng Scissioun vum Text gemaach, well contrairement zu deem, wat de leschte Riedner gesot huet, eng Evolutioun stattfënnt um europäeschen an um Weltniveau, déi esou séier geet, dass, wann déi véiert Direktiv decidéiert ass, direkt eng fënneft an der Période de transition, wou déi véiert muss ëmgesat ginn, schonn adoptéiert gëtt.

Wéi wëllt Der dann, dass mer kënnen eisen Droit ajustéieren, wann am Laf vun där Zäit, wou mer sollen eng Direktiv ëmsetzen, scho Changementer kommen? Dofir hei déi Scissioun vum Projet de loi. Et geet eis drëm, dass mer dat, wat aktéiert ass um europäeschen Niveau a wat kloer ass, direkt ëmsetzen. Dat ass dat, wat mer haut maachen.

An déi fënneft Antiblanchimentsdirektiv, déi mer bis 2020 hunn, fir ëmzesetzen, wäerte mer an den Delaien ëmsetzen.

Ech géif gären dem Rapporteur Eugène Berger Merci soe fir déi Presentatioun, déi en hei gemaach huet. An et ass richteg: Hei setze mer deen Deel ëm, deen net a Fro gestallt ass. A mir ginn deene Persounen, déi hei mat implizéiert sinn, d'Obligatiounen, d'Informatiounen anzesammelen iwwert d'Beneficiaire-effectiffen.

Déi Fro, déi gestallt ginn ass iwwert d'Kategorië vu Beneficiairë géif ech gär hei am Raum opstoe loossen, hei elo net ferm Positioun huelen als Regierung. Dat ass eng Fro, déi sech stellt, wou ech och bereet sinn, den Dialog weiderzeféieren.

Wat maache mer hei, andeem mer dës Direktiv ëmsetzen?

Eh bien, mir maachen eis konform zum europäesche Recht a mir designéieren déi néideg Autoritéiten - dat ass also zu Lëtzebuerg d'CSSF, de Commissariat aux assurances an och, net ze vergiessen, d'Administration de l'enregistrement et des domaines; gläich beim nächste Projet oder iwwernächste Projet de loi setze mer do nach d'TVA beim Titel derbäi -, déi eis hëllefen, déi Surveillance ze maachen an och d'Sanktiounen auszeschwätzen. Ech freeë mech iwwert de grousse Konsens, dee mer hei hunn. Hei si mer eis eiser Responsabilitéit bewosst a mir setzen eis konform mat der Regelung vun der Union européenne an och vum GAFI.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

A mer kënnen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7216A iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7216A et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7216A ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 7278, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'TVA. An d'Madamm Rapportrice, d'Joëlle Elvinger, ass scho prett. Dir hutt d'Wuert, Madamm Elvinger.

5. 7278 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 7278 gouf den 13. Abrëll vum Finanzminister an déi legislativ Prozedur geschéckt an huet als Objet, d'Gesetz vum 12. Februar 1979 iwwert d'TVA ofzeänneren.

Méi genee kënnt an d'Kapitel VIII «Régimes particuliers - Impositions forfaitaires» eng ganz nei Sektioun derbäi, an där et ëm de Regimm vum sougenannte Groupe TVA geet. Mat dësem Gesetzesprojet bidde mer de Societéiten also d'Méiglechkeet, ënner verschiddene Konditioune vun deem Regimm Groupe TVA kënnen ze benefissiéieren.

Mä wat ass eigentlech e Groupe TVA? A firwat ass e gutt? De Groupe TVA besteet u sech aus ënnerschiddleche Societéiten, déi hei am Land etabléiert sinn an déi enk matenee verstréckt sinn, dëst souwuel um finanziellen, ekonomeschen an och um organisationelle Plang. Falls dat de Fall ass, kënnen dës Personnes morales sech an Zukunft als sougenannte Groupe TVA zesummendoen a sech als eenzegen Assujetti besteiere loossen.

De Virdeel vun esou enger fiskaler Fiktioun ass, dass d'Operatiounen ënnert de Membere vum Groupe TVA steierlech net consideréiert ginn. D'Transaktiounen tëschent Membere vum Groupe TVA gi betruecht, wéi wa se innerhalb vun därselwechter Gesellschaft gemaach gi wieren. Zudeem kann een och a gewëssene Moosse vun enger Simplification administrative schwätzen. Wann de Groupe TVA näämlech bis eng Kéier gegrënnt ass, gëtt et just nach eng eenzeg Deklaratioun vun der TVA ze maachen, amplaz dass all eenzel Entitéit hir eegen Deklaratioun erareecht.

Här President, och wa mir haut mat dësem Gesetzesprojet keng europäesch Direktiv ëmsetzen, well mir jo alleguerte wëssen, dass et heiansdo ganz enk mam Délai de transposition ass, esou besteet haut awer eng gewëssen Noutwendegkeet, fir de Projet de loi hei séier am Haus ofzestëmmen.

Ech wéilt dofir vläicht direkt jiddwerengem Merci soen, deen un dësem Projet matgeschafft huet an derzou bäigedroen huet, dass mer et fäerdegbruecht hunn, fir dee Projet haut nach an d'Plenière ze bréngen. Ech denken do besonnesch un d'Beamten aus dem Finanzministère, un de Statsrot, awer och un déi gutt Zesummenaarbecht an der Finanzkommissioun.

Déi ugeschwaten Urgence besteet u sech, well Lëtzebuerg elo rezent vun der Cour de justice veruerteelt gouf. Am Arrêt vum 4. Mee 2017 huet d'Cour de justice näämlech befonnt, dass d'Applikatioun vum Regimm vun de Groupements autonomes de personnes, oder kuerz och GAP genannt, zu Lëtzebuerg net konform zu der TVA-Direktiv wier.

Et muss ee wëssen, dass d'Regimmer vum GAP an dem Groupe TVA äänlech sinn, awer net identesch. Et sinn eigentlech zwou verschidde Philosophien: d'GAP eng Exoneratioun vun der TVA; an de Groupe TVA ass eng fiskalesch Fiktioun, wou all d'Operatiounen tëschent de Memberen däerfen ouni TVA gemaach ginn. Ech verweisen do ganz gär op den Exposé des motifs vum Projet de loi, deen op deem Punkt ganz exhaustiv ass.

Den 21. September 2017 sinn dunn nach dräi weider Arrête vun der Cour derbäikomm, déi alleguerten d'Applikatioun vum Regimm vun de GAPen esou strikt limitéiert hunn, dass d'So-

cietéiten aus dem Finanz- an Assurancësecteur net méi däerfen dervu profitéieren. Dobäi gräifen zu Lëtzebuerg grad dës Secteuren am meeschten op d'GAPen zréck.

Et kann ee sech awer och nach glécklech schätzen, dass d'Cour an deenen nämlechten Arrête präziséiert huet, dass d'Uerteeler keen Effet rétroactif hunn, well soss wiere mer wahrscheinlech nach gutt gerëselt ginn. De Lëtzebuerger Standuert ass mat dëse Jurisprudenzen also manner attraktiv, mä och manner kompetitiv ginn, grad fir de Finanz- an Assurancësecteur. Dës Secteure konnte vun engem Dag op deen aneren net méi op de Regimm vun de GAP zielen. An dofir war et esou noutwendeg, dass mir esou séier wéi méiglech géife reagéieren. An d'Alternativ heizou ass, wéi gesot, dëse Groupe TVA, iwwert dee mer haut ofstëmmen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert elo kuerz op eenzel Charakteristike vun deem Groupe TVA agoen.

Fir d'Éischt e puer Wuert zum Statut vun esou engem Grupp. De Groupe TVA huet keng Personnalité juridique oder e Statut, deen him Personnalité juridique géif entzéien. De Grupp besteet net am Droit commun, mä huet eng reng fiskal Notioun.

De Regimm vum Groupe TVA ass net obligatoresch, mä fakultativ. Falls déi eenzel Konditiounen also erfëllt sinn, kann een nach ëmmer entscheeden, ob een op dee Regimm zréckgräift oder net. Ass da bis esou ee Groupe TVA gegrënnt, däerf een dee fréiestens no zwee Joer erëm opléisen.

Innerhalb vun deem gegrënnte Grupp mussen awer alleguerten d'Entitéiten, déi d'Kritären erfëllen, matzéien. Déi eenzeg Ausnam gëllt fir d'Entitéiten, déi net an der Produktiounschaîne involvéiert sinn a bei deenen d'Netdeelhuelen um Grupp keng fiskal Dechete mat sech zéie géifen.

Nach e puer Wuert zur Grënnung vun esou engem Groupe TVA. De Grupp gëtt duerch eng sougenannten Déclaration de constitution de groupe TVA gegrënnt. Dës gëtt vum Representant vum Grupp bei der Enregistrementsverwaltung eragereecht. An där Deklaratioun stinn dann natierlech d'Nimm vun deene Societéiten, déi um Grupp deelhuelen, hir Relatiounen, d'Lienen an d'Fluxen ënnereneen. Et mussen och Organigrammen eragereecht ginn, jee, sämtlech Dokumenter, fir dass d'Verwaltung sech kann e komplett Bild vum Groupe TVA maachen a Frauden ausschléissen.

Här President, ech mengen, ech hunn a menger knapper Zäit den Tour duerch dëse Projet gemaach. Et geet wéi gesot haaptsächlech drëms, eng Alternativ zum Regimm unzebidden, deen elo méi strikt reglementéiert gouf. Aner Länner gräifen op dëst Instrument zréck an et ass noutwendeg, dass mir do nozéien.

Fir weider Detailer zu dësem dach ganz technesche Projet de loi verweisen ech gär op mäi schréftleche Rapport.

Zu der legislativer Prozedur bleift dann nach ze soen, dass de Projet, wéi gesot, am Abrëll deposéiert gouf. Ech gouf den 20. Abrëll an der Finanzkommissioun zur Rapportrice genannt. Mir kruten den 13. Juni d'Avise vun der Statsbeamten- an och vun der Handelskummer. Et kann een dann och nach soen, dass béid Kummere sech u sech positiv iwwert dëse Projet de loi geäussert hunn. A si begréissen och virun allem, dass séier reagéiert gouf an dass de Groupe TVA net obligatoresch, mä fakultativ fir déi betraffe Personnes morales ass.

De Statsrot huet säin éischten Avis an der Sëtzung vum 3. Juli erausginn. Hien huet an deem Avis ënner anerem gefuerdert, dass mir beim Paragraf 7 vum neien Artikel 60ter nach eng Kéier nobesseren. An deem Paragraf ass et ëm d'Repercussioune vun engem Groupe TVA op d'Kompetitivitéit vun aneren ekonomesche Secteure gaangen.

De Statsrot war der Meenung, dass d'Kritäre vun där Mesure anti-abus net präzis genuch am Text definéiert wären, an hien huet sech och formell géint dës Dispositioun opposéiert. An der Sëtzung vum 10. Juli hu mir an der Finanzkommissioun opgrond vun där Opposition formelle decidéiert, dee Paragraf 7 falen ze loossen. An déi aner Remarke vum Statsrot, déi fannt Der, wéi gewinnt, a mengem schréftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat den Accord vu menger Fraktioun, der DP, zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Merci och hei der Rapportrice, déi eis e ganz flotte schréftlechen a mëndleche Rapport heizou geliwwert huet. Ech sinn eigentlech de Mëtten extrêmement frou, Här Minister, datt mer dee Projet hei unhuelen, well Dir kënnt Iech erënneren, datt net méi spéit wéi den 8. Dezember 2016 - dat sinn elo geschwënn zwee Joer hier - d'CSV-Fraktioun genau dat do gefrot hat; d'ailleurs an enger Motioun, déi deemools vun Ärer Regierung ugeholl ginn ass.

Ech wollt dat och emol eng Kéier präziséieren, well et gëtt jo alt heiansdo esou gesot, d'CSV géif ni mat Propositioune kommen. Hei ass eng exzellent Propositioun, wou een eigentlech just ka regrettéieren, datt d'Regierung se net schonn éischter ugeholl huet, well dann hätte mer vläicht och net déi Problemer gehat duerch deen Arrêt, deen elo komm ass an dee jo och vun der Madamm Elvinger hei beschriwwe ginn ass.

Ech wëll iwwregens soen, datt, wann ech richteg informéiert sinn, ech mengen, 16 Länner am Moment am Kader vun der Europäescher Unioun schonn dee System vun dem Régime d'unité de TVA kennen, soudatt mir eigentlech elo do am leschte Peloton si vun deene Länner, déi dat dann adoptéieren. Mä besser spéit wéi guer net. Duerfir fënnt dann och dëse Projet den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Och vun eis e grousse Merci un d'Joëlle Elvinger fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. An och vun der grénger Fraktioun e Merci un d'Rapportrice fir de mëndlechen an de schréftleche Rapport an ech gi gläichzäiteg dann den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Och mir ginn eisen Accord als ADR zu dësem Text.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Jo, ech muss zouginn, als kee Mann vun deem Beruff do wousst ech guer net, datt et esou eng Méiglechkeet gouf, de Groupe TVA an esou weider, datt et Méiglechkeete géif ginn, fir Exoneratioun ze maachen.

An ech bewonneren ëmmer déi Leit vun der Place, well déi kommen ëmmer op esou Iddien, dat ass phenomenal. Si kniwwelen... Et si Luusserten. Se si gutt, se si gutt!

(Hilarité)

Mä, ech mengen, déi... Neen, et ass wierklech phenomenal.

Mir bleiwen awer weiderhi skeptesch, fir dat heiten elo unzehuelen, well et schéngt awer weiderhi relativ large ze sinn. Et betrëfft jo och den Assurancësecteur. A mir wäerten dann dëse Projet de loi net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss an den Här Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert de relativ largë Konsens, deen net bis d'Unanimitéit geet, mä bis bal no drun. Ech géif gär der Madamm Elvinger fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen.

Et ass esou, dass dat heiten u sech e relativ wichtege Projet ass, mä well en esou technesch ass, gëtt vläicht déi Wichtegkeet ënnerschat. An et ass och net richteg, wat den Deputéierte Mosar gesot huet, dass Lëtzebuerg hei en retard wier. Mir waren en avance!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mir waren en avance dank der viregter Regierung a viregte Regierungen, déi e Groupement autonome geschaaft haten. Vun deem konnten de Finanzsecteur an den Assurancësecteur benefissiéieren, mä leider: Dee System war esou gutt an esou schéin, dass d'Europäesch Cour de justice fonnt huet, dass en net legal wär. Dat ass d'Realitéit! Fir dann ze soen, dass mer en retard wieren, fannen ech net eng ganz richteg Duerstellung.

Dass dann den Här Mosar seet: „Mir hunn Iech schonn am Dezember gesot, dass Der en neie Regimm sollt maachen", a mir wieren hei a Verspéidung, ass net déi richteg Presentatioun vun der Saach, mä ech si frou, dass mer et gemaach hunn. An ech si frou, dass mer, mat Ausnam vun enger Partei, dat alleguer begréissen an dass mer do an d'Richtung ginn, dass mer eis en Instrument ginn, wat sech elo net nëmme méi applizéiert op d'Finanzplaz an op d'Assurancen, mä en fait op déi ganz Ekonomie.

Dat war awer guer net esou einfach. Mir hu missen de Feu vert vu Bréissel kréien, dee mer da kruten. A mir sinn elo zu 17 Länner, déi esou e Regimm hunn. De Regimm ass optionell. An ech wëll ënnersträichen, dass et effektiv e favorabele Regimm ass, mä dofir muss gesuergt ginn, dass d'Regelen alleguerten agehale ginn, well hei si soss Pertes de TVA, Déchet-fiscallen, déi net gutt si fir eis Statskeess. Dofir soen ech scho vun Ufank un der Administration de l'enregistrement e grousse Merci fir d'Ëmsetzung an d'Kontroll vun de Saachen, déi mer hei maachen.

Wéi gesot, mir setzen hei eng Opportunitéit ëm, déi mer virdrun an deem Sënn net haten. Dat kënnt den Entreprisen zegutt an dat ass gutt fir d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7278 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7278 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7278 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7230, enger Ofännerung vun der Organisatioun vun der Steierverwaltung. An d'Madamm Joëlle Elvinger als Rapportrice ass prett.

6. 7230 - Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant

1° la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

2° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Administration de l'enregistrement et des domaines vun 1970 ze reforméieren an un d'Entwécklunge vun de leschte Joren unzepassen.

D'Reform vun der Fonction publique aus dem Joer 2015 hat effektiv och e groussen Afloss op den Enregistrement. Dës Reform huet, ënner anerem duerch d'Aféierung vun der Gehälterklass A2, eng nei Hierarchiséierung vun de Carrièrë mat sech bruecht. Eng weider Neierung huet d'Definitioun vun de Verwaltungsrichtlinnen no Objektiver betraff.

D'Konsequenz heivunner ass, dass am aktuelle Gesetz weiderhi rieds vun enger Rei Konzepter an Dispositiounen ass, déi awer net méi „up to date" sinn an et dowéinst zu enger Zort Decalage komm ass tëschent dem Gesetz vun 1970 an den Exigenze vun enger moderner Administratioun. Deem gëllt et, Rechnung ze droen am neie Gesetz.

Nieft den techneschen Aspekter huet d'Regierung awer och profitéiert, fir verschidde méi déif gräifend Ännerunge virzehuelen. Virun allem um Niveau vun der Organisatioun a vun den Attributioune vum Enregistrement ginn nei Elementer an d'Gesetz geschriwwen. Aus deem Grond war et méi sënnvoll, sech fir e ganz neien Text ze decidéieren, amplaz dat aktuellt Gesetz ëmzeänneren.

Den Enregistrement huet sech iwwert d'Joren evidenterweis selwer och permanent weiderentwéckelt. Mat der wirtschaftlecher a sozialer Evolutioun vum Land krut den Enregistrement no an no nei Missioune vun de jeeweilege Regierungen, wéi zum Beispill am Beräich Antiblanchiment an am Beräich vum Kampf géint d'Finanzéierung vum Terrorismus. Et geet also virun allem dorëms, d'Organisatioun vum Enregistrement de Realitéite vun haut an den Erausfuerderunge vu muer unzepassen.

Och gëtt den Numm vun der Verwaltung un d'Realitéit ugepasst. An Zukunft ass deen offiziellen Numm „Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA". Domat soll der wichteger Roll Rechnung gedroe ginn, déi d'Gestioun vun der TVA an den Aktivitéite vum Enregistrement anhélt.

Zënter der Aféierung vun der TVA op nationalem Niveau 1970 ass déi Roll ëmmer méi gewuess an d'TVA ass haut en zentraalt Element vum Enregistrement senger Aarbecht.

Als Beispill kann een nach verschidden aner Elementer vun dësem Gesetzesprojet ervirhiewen.

Éischtens steet den Directeur adjoint elo an der Hierarchie vun der Administratioun tëschent dem Direkter an dem Personal. Et gëtt e Comité de direction geschaaft an d'Organisatioun vun der Direktioun gëtt iwwer en Organigramm geregelt.

Zweetens gëtt dernieft d'Fonctioun vum Préposé adjoint um Niveau vun de Bureaux d'exécution geschaaft, deen de Preposé soll ënnerstëtzen an och kënnen ersetzen. D'Plaz vum Preposé ass och net méi fest, wéi bis elo, un ee Grad an un ee Groupe de traitement gebonnen, wat och hei méi Flexibilitéit mat sech bréngt.

Drëttens gesäit de Projet Dispositioune vir, fir d'Prozedur vum Recouvrement forcé vun administrativen Amendë méi effikass ze maachen. Effektiv ass et esou, dass dës Prozedur an ëmmer méi verschiddene Beräicher, déi mam Enregistrement ze dinn hu respektiv un den Enregistrement grenzen, applizéiert gëtt. An dofir ass et wichteg, dass d'Effikassitéit vun dëser Prozedur séchergestallt ass.

Fir weider Detailer verweisen ech hei op mäi schréftleche Rapport.

Här President, de Gesetzesprojet 7230 gouf den 11. Januar vum Finanzminister Pierre Gramegna deposéiert. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn hiren Avis zu dësem Projet ofginn. De Statsrot huet säin éischten Avis den 12. Juni 2018 publizéiert an doranner vertrëtt en d'Meenung, dass et net ubruecht wier, dem Enregistrement säin Numm ze änneren, fir d'Gewiicht vun der TVA an hiren Aktivitéiten ze verdäitlechen, well ee soss jo misst all Attributioune vum Enregistrement an den Numm setzen an och bei all Changement vun de Missiounen den Numm misst änneren.

Dovun ofgesinn, war déi héich Kierperschaft nach der Meenung, dass d'Missioune vum Enregistrement net präzis genuch definéiert wieren. D'Finanzkommissioun ass dëse Recommandatiounen, mat Ausnam vun där vum Numm, an hiren Amendementer vum 26. Juni dëst Joer nokomm.

Am Avis complémentaire vum 17. Juli hat de Statsrot nach eng lescht Opposition formelle

zur Dispositioun, dass de Minister dem Enregistrement weider Kompetenzen attribuéiere kéint. D'Kommissioun huet dëse Paragraf du gestrach, an domadder konnt de Statsrot säin Accord zum Gesetzesprojet ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst gesot, wëll ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an ech géif den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

A well et och mäi leschte Rapport ass fir d'Finanzkommissioun géif ech awer nach gär dervu profitéieren, fir e puer Mercië lasszeginn, un éischter Linn un de Finanzminister Pierre Gramegna an u seng Beamte vum Finanzministère souwéi och un d'Beamte vun deene verschiddenen Administratiounen, a ganz besonnesch wat meng Projete betraff huet, wou ech Rapporteur war, dem Enregistrement, der neier Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, der Steierverwaltung an der Douane fir déi gutt Zesummenaarbecht, hir Ënnerstëtzung, hir gutt Hëllef, hir wäertvoll Explikatiounen, déi se eis an der Finanzkommissioun ëmmer ginn hunn, an och hir Disponibilitéit, well se ëmmer do waren, wa mer se gebraucht hunn oder geruff hunn an der Kommissioun.

Ech wëll awer och dervu profitéieren, fir de Kolleegen aus der Finanzkommissioun an och dem President Eugène Berger Merci ze soen…

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.-* …fir déi gutt Zesummenaarbecht an all deene Projeten iwwert déi fënnef Joer. An Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* An d'Wuert huet elo den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).-* Merci, Här President. D'CSV-Fraktioun stëmmt selbstverständlech dëst Gesetz, wat eng Upassung ass, wéi d'Rapportrice, d'Joëlle Elvinger, dat gesot huet, vun der Loi organique vun enge vun eisen dräi Steierverwaltungen. Mir hunn och absolutt kee Problem - ech soen dat däitlech, quitte dass de Conseil d'État do méi eng nuancéiert Positioun hat -, fir dass och den Numm vun der TVA sollt an den Intitulé vun eiser Enregistrementsverwaltung kommen. Dat zielt besonnesch, an dat ass jo och dat, wat am Exposé des motifs steet, um Niveau vun der Vertriedung vun dem Enregistrement an dem Ausland.

Anerersäits muss een och soen: D'TVA ass mëttlerweil eng, wann net déi gréisste speziell Steier, wat d'Einnamequelle vun eisem Land sinn.

D'Joëlle Elvinger huet mat Recht drop higewisen, fir de Leit vun de Steierverwaltunge Merci ze soen. Dat seet een och dräi Méint viru Wahlen.

Et muss ee ganz einfach soen, dass den Enregistrement, d'Douane an déi direkt Steieren eigentlech eng Mammutaarbecht maache bei eis am Land, well si applizéieren net nëmmen eis Texter, mä - dat solle mer och soen, ech mengen, dat gëtt et an net villen anere Länner - si schreiwen och nach praktesch alleguerten déi Gesetzestexter. An dat, wat de Finanzminister e Méindeg an der Kommissioun ugedeit huet: Si suergen och nach derfir, dass d'Steieraschätzunge bei eis am Budget, dass déi praktesch millimetergenau sinn, wou net nëmmen eng Majoritéit, mä, ech mengen, e ganzt Land a virun allem Regierung a Chamber dervu profitéieren.

Bei all deem Luef muss ech awer dann och soen, wou mer kleng Bemollen hunn. Déi kleng Bemollen, déi bestinn eigentlech doranner, dass mer eng Steierlegislatioun hunn, déi vläicht e bëssen, ech soen, misst entstëbst ginn.

De Moien ass, mengen ech, am Kontext vun der Diskussioun iwwert de Rapport vum Mediateur zu Recht drop higewise ginn, iwwregens vun dem David Wagner, dass d'Texter, déi d'Leit géife geschriwwe kréie vun der Verwaltung, dass déi misste méi verständlech sinn.

De Roy Reding, op där anerer Säit, huet drop higewisen, dass eis Gesetzestexter och misste fir d'Leit méi verständlech sinn. Ech mengen, dat soll een awer ouni Ofstrécher soen: Dat zielt och besonnesch fir déi Texter, wou d'Leit eigentlech all Joers dermat direkt oder indirekt befaasst sinn. Dat ass och eis Steierlegislatioun.

(Interruption)

Ech hu mer de Moien eigentlech de Spaass gemaach, fir an der Abgabenordnung emol vir ze bliederen. Ech hunn eng Stilblüt, déi ech Iech matbruecht hunn, de Paragraf 25; mä et kéint een der x zielen. Do steet dran: „Die Gemeinde-, Ortspolizei- und sonstigen Ortsbehörden…", wat fir eng dat och ëmmer sinn, „…haben den Steuerkontrollstellen auch neben der im §188 vorgesehenen Beistandspflicht Hilfe zu leisten, soweit dies wegen ihrer Kenntnis der örtlichen Verhältnisse…", wat dat och ëmmer heescht, „…oder zur Ersparung von Kosten oder Zeit zweckmäßig ist." An da kënnt en neie Saz: „Eine Entschädigung wird nicht gewährt."

Dir sidd alleguerte mat mer averstanen: Dat sinn Texter, mengen ech, do wier et net onubruecht, wann een déi eng Kéier géif iwwert de Leescht huelen. Mir hunn net ganz vill emeritéiert Universitéitsprofesseren. Mir kéinte jo emol bei fréiere pensionéierte Statsbeamten nofroen, ob se dat do net géifen an e méi neit legislatiivt Franséisch ëmschreiwen.

Da wëll ech awer och nach als lescht Remark maachen: Et gëtt elo eng Upassung vun der Loi organique gemaach fir d'Enregistrementsverwaltung. Et gouf viru laange Joren emol Iwwerleeungen, ob een net sollt méi eng enk Kooperatioun tëschent deenen dräi Steierverwaltungen - dem Enregistrement, den direkte Steieren an/oder der Douane - ustriewen.

Sengerzäit, weess ech nach, war dat, ech soen, net esou einfach, well déi mënschlech Zesummegehéiereregkeetsgefiller bei eenzelne Spëtzeleit vun deene Verwaltunge vläicht net esou ware wéi déi Chimie, déi haut tëschemënschlech tëschent deene Leit vun den Direktiounen an deenen dräi Verwaltunge gutt klappt. Ech mengen, dat wier eng Iwwerleeung, déi ee sollt nach eng Kéier unhuelen.

A schliisslech, an dat ass déi lescht Remark: Et ass och wichteg, dass de Bierger dobaussen d'Applikatioun vun der Verwaltung vun deenen eenzelnen Texter och ka suivéieren. An do wier et jiddefalls eng Meenung vun der CSV-Fraktioun, dass ee sech sollt iwwerleeën, niewent dem Contentieux, also der Geriichtsbarkeet vun den direkte Steieren och déi vun dem Enregistrement, vun der TVA a vun der Douane bei d'Verwaltungsgeriichter ze ginn.

Do kënnt Der soen, dat kann een ënnerschiddlech kucken. D'Verwaltungsgeriicht huet awer ee grousse Virdeel. Den Taux de rotation vun de Riichteren, deen ass do manner grouss an do kann eigentlech dann déi eng oder déi aner spezialiséiert Chamber op dem Verwaltungsgeriicht sech méi konkret an dauerhaft mat deenen Affären ofginn. An duerfir géife mir ofschléissend och derfir plädéieren.

Et bleift mir nach just, dem Joëlle Elvinger villmools Merci ze soen. Si war net nëmmen hei an a villen anere Steierdossiere Rapportrice, mä si war virun zwee Joer och Rapportrice vun dem Statsbudget. Merci fir Äre präzise Bericht an dësem Dossier!

An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. An d'Wuert huet den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Jo, Merci, Här President. Ech mengen, d'Madamm Elvinger als Rapporteur war ganz präzis an hirem Rapport. Et brauch een also net méi op vill Detailer ze schwätzen ze kommen. Et ass zwar, mengen ech, keen alldeeglechen Akt, dee mer hei vollzéien, well et sech ëmmerhin ëm eng Ëmännerung vun der Loi organique handelt vun enger vun deenen eelste Verwaltungen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Den Enregistrement, wéi se am Volleksmond heescht - ech weess, ab muer heescht et TVA, mir ginn an d'TVA, ech weess et net, ech hoffen et net -, den Enregistrement ass eng Verwaltung, déi iwwer 200 Joer al ass, déi an hirem Ursprong op d'Franséisch Revolutioun zréckgeet. Et ass eng vun deenen dräi grousse Steierverwaltungen hei zu Lëtzebuerg mat iwwer 350 Mataarbechter. Et ass och eng vun deene rare Verwaltungen - dat soll een ervirhiewen an enger Zäit, wou mer vill iwwer Landesplanung diskutéieren an d'Wuert vun der Dezentraliséierung erëm e bësse méi salonfäeg gëtt -, et ass eng Verwaltung, déi dezentral organiséiert ass. Si ass souguer nach bal kantonal organiséiert, well se insgesamt 14 Sitten huet, a si ass an eelef vun zwielef Kantonalhaaptuerter vertratt.

Et ass also eng Verwaltung, déi al ass, eng Verwaltung, déi awer scho virun enger Rei vu Joren de Wee vun der Moderniséierung, vun der Informatiséierung gaangen ass, eng Verwaltung, déi performant organiséiert ass an déi immens wichteg ass zu Lëtzebuerg, haaptsächlech fir d'Erhiewung vun den indirekte Steieren. Duerfir fanne mir et normal, besonnesch wat d'Importenz vun der Aarbecht an där Verwaltung ronderëm d'TVA ugeet, dass de Begréff vun der TVA an den Titel vun där Enregistrement- an Domäneverwaltung mat erakënnt.

Fir eis ass et wichteg, dass hei eng Rei vu Vereinfachunge stattfannen, déi am Fong déi praktesch Aarbecht an der Verwaltung méi einfach maachen an doduerch eng modern Organisatioun, eng modern Strukturéierung vun der Verwaltung méiglech ass.

Interessant ass, an dat ass relativ rar, dass mer déi ganz Bestëmmunge vun Interessekonflikter, déi hei an der Verwaltung virgesi sinn, a Gesetzer stoen hunn, wou jo och e spezielle Service virgesinn ass, dee vun den Auditeuren, fir kënnen anzesprangen, wann et zu Interessekonflikter kënnt. Wann also déi Leit, déi d'Decisiounen ze huelen hunn, a Konflikter erakommen, da gëtt et aner Leit, déi an hirer Plaz dann déi Decisiounen huelen. Dat fannen ech vun der Methodik hier, fir un d'Aarbecht erunzegoen, ganz interessant. Et schéngt mer, wéi wann dat bal en Eenzelfall wär an eisen normale Verwaltungsstrukturen. An deem Sënn ass et eng Reform, déi néideg ass, och wann et drëm geet, fir international besser a méi wierksam kënne géint Steierbedruch am Beräich vun indirekte Steiere virzegoen.

An duerfir wäert d'LSAP-Fraktioun deen heiten Text stëmmen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).-* Jo, Merci, Här President. Fir d'Éischt awer der Rapportrice e Merci fir d'Ausféierung zu dësem Gesetz. An ech géif mech ganz gären uschléissen u meng Virriedner, wat d'Verwaltung selwer ubelaangt, eng wichteg Verwaltung, déi elo reforméiert gëtt a sech zäitgeméiss fir dat 21. Jorhonnert opstellt.

An da wëll ech awer och profitéieren, mäi leschte Merci fir déi kollegial Zesummenaarbecht hei nach eng Kéier ze widderhuelen, mat der Regierung, mat der Verwaltung hei aus dem Haus a mat de Verwaltungen dobaussen an de Ministèren. An dofir schléissen ech of, fir den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn zu dësem Gesetz.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Ech ginn dervun aus, dass déi Kolleege Roy Reding an David Wagner mer och hiert Averständnis signaliséiert hunn, an ech hunn och esou e Merci aus hire Blécker erausgesinn un all déi, déi virdrun erwäänt gi sinn.

(Hilarité)

An da géif ech dem Finanzminister d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.-* Merci. Merci, Här President. Léif Kolleegen aus der Regierung a Membere vun der Chamber, ech freeë mech, dass mer hei och Unanimitéit kënne feststellen. Ech soen dem Joëlle Elvinger Merci fir dëse schrëftleche Rapport an natierlech all déi, déi se virdrun hei gemaach huet, schrëftlech an och mëndlech.

Et ass esou, dass mer haut en fait eng Modernisatioun vun der Loi organique vun eiser Administration de l'enregistrement et des domaines maachen. D'TVA ass 1970 agefouert ginn an ass haut eng vun den Haaptsourcë vu Revenue vum Stat. An dat huet een net nëmmen am Titel vun der Administratioun net erkannt, mä iergendwéi war et fir de Public net kloer, wien dann iwwerhaapt d'TVA eranhëlt. Dofir freeën ech mech, dass mer déi Modernisatioun an e puer anerer hei maachen.

Vläicht ee Wuert zum Personal vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA vun haut un no dësem Vott. De Gros vun de 400 Équivalents temps plein, déi an der Verwaltung schaffen, sinn an der TVA an am Enregistrement. Mä mir hunn awer och eng 30 Équivalents temps plein an den Domänen täteg a mir hunn neierdéngs eng Dose Leit am Domaine antiblanchiment. An ech géif gären ervirhiewen, dass déi Administratioun an der leschter Zäit ëmmer méi Responsabilitéit an deem Domän krut. Si bekëmmert sech an deem Domän ëm d'Kontroll vun den Expertcomptablen, vun de Fiducien, vu Gesellschaften, déi Bijouen oder Autoe verkafen, Agent-immobilieren a leschtens de Freeport. Hei ass also eng Responsabilitéit, déi ganz wichteg ginn ass. An ech huelen deen Element, mä ech kéint och all déi aner huelen, fir der Administratioun e grousse Merci ze soen.

Mir hunn an dësem Gesetz den Organigramm vun dëser Administratioun elo nei festgehalen. A wéi den Deputéierten Alex Bodry richteg ënnerstrach huet, et ass e bëssen onüüblech, mä awer en Zeeche vu grousser Transparenz, dass dat hei an d'Gesetz geschriwwe gëtt. An och dofir Felicitatiounen.

Ech géif gären dem Conseil d'État ausdrécklech Merci soen, dass en an där heite Saach, wéi a villen aneren Dossieren elo an de leschte Méint, ganz séier geschafft huet, well dat huet eis et erlaabt, d'Gesetzer hei ze adoptéieren, wat soss onméiglech gewiescht wär.

Zum Ofschloss géif ech gäre soen, dass effektiv d'Gesetzgebung vun der Administration de l'enregistrement vum Joer 1798 datéiert. Dat ass den An fënnef vum Calendrier révolutionnaire, et ass déi eelsten Administratioun am Land. An interessanterweis, den Deputéierte Gilles Roth huet d'Steuerabgabenordnung zitéiert op Däitsch, hei komme mer vun der Franséischer Revolutioun, an dat alles huet sech zu Lëtzebuerg ofgespillt. Dat heescht, eis Steiergesetzgebung ass natierlech d'Resultat vun Influenze vun deenen engen a vun deenen aneren.

Den Här Roth huet gesot, an ech ënnerstëtzen dat honnertprozenteg: D'Messagë vun eise Steierverwaltungen alleguerte fir de Public solle vill méi kloer ginn, et muss ee se kënne verstoen, wann een esou eppes geschéckt kritt. An dat ass haut nach net ëmmer de Fall. Et misst een à la limite souwuel d'Gesetzgebung fir d'Administration des contributions emol ganz op Franséisch schreiwen, et misst een och d'Gesetzgebung, wat den Enregistrement ubelaangt, koordinéieren an nei schreiwen. Dat sinn awer grouss Aarbechten a si hunn de Moment nach net zu de Prioritéite gehéiert, déi mer eis ginn hunn, well mer ganz oft an der Urgenz handelen, well mer och oft tributär si vun europäeschen Direktiven a Changementer.

Wann Der bedenkt, dass et 1970 nach keng TVA ginn ass an dass mer et deemools nach mat Taxes sur les holdings ze dinn haten, mat Taxes sur les chiffres d'affaires, alles Saachen, déi elo nach an de Gesetzgebungen drastoungen, da gesitt Der, dass een d'Prioritéite richteg setze muss. Dofir freeën ech mech, dass mer hei Unanimitéit hunn.

A bevir ech hei concluéieren, vläicht e Wuert an e Réckbléck op déi lescht fënnef Joer. Mir hunn hei zesumme mat Iech, Här President, an ech soen Iech express hei Merci, an enger gudder Atmosphär 80 Gesetzer adoptéiert mat deem, wat mer elo amgaange sinn hei ze beschwätzen, d'Loi organique fir den Enregistrement. 80 Gesetzer, dat ass ganz vill, wann een dat mat der Vergaangenheet vergläicht, mä och ganz einfach en absolu ganz vill.

Zwee Drëttel vun dëse Gesetzer si mat enger ganz breeder Majoritéit iwwer 55 Deputéierten adoptéiert ginn. An doriwwer freeën ech mech. Natierlech waren et der e puer, déi méi Contestatiounen a méi Sprengstoff a sech haten. Mä dat ass esou an enger Demokratie an dat ass dat Normaalst an der Welt.

Wat hu mer hei gemaach? Dräi gréisser Saachen hu mer hei gestëmmt a mateneen debattéiert. Mir hunn d'Statsfinanze vu Lëtzebuerg reequilibréiert.

(Brouhaha)

Zweetens, mir hunn eng Steierreform gemaach, déi de Leit an den Entreprisen…

(Brouhaha)

Une voix.- Dat héiere se net gären.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.-* …déi de Leit an den Entreprisen zeguttkënnt. An drëttens, an domat halen ech op, drëttens hu mer eis Finanzplaz moderniséiert an d'Reputatioun vun eisem Land steet haut besser do wéi virdrun.

An dofir soen ech Iech alleguerte Merci.

(Brouhaha)

Une voix.- Bravo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Dat do stëmme mer elo alles mat. Et ass ëmmer schéin, wann een eng Abschidsried kann halen.

(Brouhaha)

Une voix.- Merci fir de Vott.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Mir géifen dann elo zur Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7230 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7230 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Claudine Konsbruck, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7281, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert de Service de renseignement. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Eugène Berger.

7. 7281 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Am Juli 2013 huet de SREL hei d'Chamber intensiv beschäftegt. Awer keng Suerg, haut de Mëtteg wäert dat net de Fall sinn, well dee Service, déi Verwaltung huet mëttlerweil eng, ech géif bal soen, roueg Vitesse de croisière kritt. An haut de Mëtteg proposéieren ech Iech just zwou kleng Modifikatiounen am Gesetz vum Service de renseignement, zwou Modifikatiounen, déi sech eigentlech erginn hunn aus der Praxis, aus den Erfahrungen, déi de Service an deene leschten zwee Joer mat deem neie Gesetz gemaach huet a wou ee gesinn huet, datt et sënnvoll wier, wann ee géif Adaptatioune maachen.

Déi eng Modifikatioun, déi huet ze di mat der Aarbecht, mam Volume vun der Aarbecht, déi dee Service huet, a mat der Aart a Weis vun der Aarbecht, déi en huet.

Dir wësst, datt mer am Gesetz vun 2016 eng ganz Rei Kontrollen agefouert hunn, externer, interner iwwert d'Aktivitéiten, iwwert de Fonctionnement vum Service. Dat bedeit natierlech an der Praxis, datt do ganz vill administrativ Aarbecht muss gemaach ginn, Aarbecht, déi ganz oft iwwert d'Direktioun muss gefouert ginn, wou muss ënnerschriwwe ginn an esou weider.

Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt de Volumen un Aufgaben am Beräich vun der Terrorismusbekämpfung net ofgeholl huet, datt ënner anerem dee Service an der Praxis méi wéi eng Kéier, och wann am Ausland Saache passéieren, sollicitéiert gëtt, fir kënnen Informatiounen ze ginn, bref, datt hei wierklech vill Aarbecht ass an datt et duerfir sënnvoll geschéngt huet, datt ee géif an der Direktioun eng zousätzlech Kraaft an d'Gesetz aschreiwen, dat heescht en zweeten Directeur adjoint, fir da kënnen Hand mat unzepaken, fir all déi Aarbecht kënnen ze maachen.

En zweete Punkt, dee betrëfft epp es, wat sech an der Praxis erginn huet. Dat ass jo esou, datt dee Service bei senge Missioune ganz oft muss op Donnéeën zréckgräifen, Donnéeën aus Registeren, déi et hei am Land gëtt vu verschiddenen Autoritéiten, zum Beispill wann Nofroe kommen aus dem Ausland vun anere Servicer, an dann ass et natierlech praktesch, wann ee kann op Banque-de-donnéeën zréckgräifen oder do Informatioune froen. Do bestinn - wann Der d'Gesetz vun 2016 nach an Erënnerung hutt - elo schonn eng ganz Rei Servicer respektiv Base-de-donnéeën, wou de Service kann drop zréckgräifen, natierlech ëmmer am Respekt vum Dateschutzgesetz an der Zukunft. Haut de Mëtteg wäerte mer dat jo och nach um Ordre du jour hu vun deem neien Dateschutzgesetz.

Mä hei huet den Alldag vun der Aarbecht am Service gewisen, besonnesch am Kader vun der Terrorismusbekämpfung, an dat war awer net an d'Gesetz 2016 ageschriwwe ginn, datt et interessant wier, wann ee kéint op de sougenannte SIS II zréckgräifen.

Wat ass dee SIS II? Ma dat ass en Informatiounssystem vun de Länner aus dem europäesche Schengen-Raum am Kader vun de Kontrollen, déi gemaach ginn, wa Leit vun ausserhalb vum europäesche Schengen-Raum an deen erakommen.

Dat ass en europäesche System respektiv e System, dee vun de Länner wéi gesot, déi am europäesche Schengen-Raum Member sinn, gefouert gëtt. An da sinn natierlech ëmmer national Systemer, déi dann do deklinéiert sinn. Dann ass ëmmer den N virdrun. A fir Lëtzebuerg dann, wou déi Donnéeën do gesammelt ginn, ass dat de sougenannten N-SIS II. Dat ass also en zentrale System, deen hei vun der Police geréiert an assuméiert gëtt. Bis elo konnten op dee System d'Douane, d'Direktioun vun der Immigratioun, d'SNCA direkt Signalementer maachen oder op deem System consultéieren.

Wéi gesot, am Gesetz vun 2016 war dat net virgesinn an hei ass dann déi zweet Modifikatioun eben am Sënn vun enger effikasser Aarbecht. Besonnesch am Beräich vun der Terrorismusbekämpfung ass et wichteg, datt de Service ka vun hinne verdächtegt Persounen oder Persounen, déi se observéieren, an dee System N-SIS do eraginn. Dat erméiglecht dann, datt déi Donnéeë kënnen europawäit vun den Autoritéiten echangéiert ginn, an op där anerer Säit, datt si de System do - fir et emol op Lëtzebuergesch ze soen - da kënnen uruffen.

Voilà, ech mengen, dat sinn déi zwou wichteg oder zwou kleng Modifikatiounen, déi sech aus der Praxis erginn hunn a wat een dann och soll completéieren. Domadder wier alles gesot. Am schréftleche Rapport gesitt Der och den Echange mat dem Conseil d'État.

A mir bleift dann nach just, hei den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ze ginn. Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, d'Kommissioun huet ausféierlech dee Projet de loi diskutéiert. Et ass eng Noutwendegkeet, fir dat do ze maachen, an dofir gi mir och eisen Accord zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och d'LSAP-Fraktioun wäert deen heiten Text stëmmen. Et ass vläicht e klenge Prelude zu enger méi grousser Reform fir de Service de renseignement, déi vläicht fir déi nächst Period usteet.

Et ass jo esou, dass mer 2016 e Gesetz gestëmmt hunn opgrond vun den Dysfonctionnementer, déi an deem Service stattfonnt hunn, e Gesetz, wat a sengem Inhalt natierlech markéiert war duerch déi Erfahrung vun deene Jore virdrun. An ech mengen, et gëtt Zäit - wéi mer eis dat an anere wichtegen Texter virgeholl hunn -, dass een no dräi Joer Applikatioun vun deem doten Text sech Gedanke mécht, ob deen Text dee richtege war a wou Adaptatioune musse gemaach ginn. Där sinn der sécherlech mat derbäi, soudass ech denken, dass et net déi leschte Kéier ass, wou mer, an engem gudde Sënn, hei iwwert de Service de renseignement schwätzen. Dës Reform ass en éischte Schratt, mä sécherlech wäerten nach aner Texter mussen nokommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, natierlech net ouni dem Rapporteur Merci gesot ze hu fir säin exzellente Rapport.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kartheiser huet d'Tribün.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Och ech wéilt ufänke mat engem Merci un den Här Berger fir deen Exposé, deen en eis gemaach huet. Vläicht just e puer Kommentaren.

Et ass mer opgefall, datt den Här Berger, wéi all Mënsch oder bal all Mënsch, wann e vum Geheimdéngscht schwätzt, vum SREL schwätzt. Firwat ass e SRE genannt ginn deemools an der Reform? Datt deen L fir Lëtzebuerg ewechgefall ass, erënnert mech ëmmer un deen neie Pass - mäi Kolleeg Roy Reding huet do eng Question parlementaire gestallt -, dee Pass hu mer schonn eng Zäit, mä wou elo de Wope verschwënnt. An alles, wat Lëtzebuergesch ass, verschwënnt lues a lues bei dëser Regierung.

(Interruption)

Elo gëtt en neien Directeur adjoint ageféiert beim SREL an e gëtt ageféiert wéinst eppes, wat mir vun Ufank u kritiséiert haten: deen administrativen Opwand, déi Iwwerkontroll, déi de Geheimdéngscht méi läämt. Den Här Rapporteur huet gesot: En ass roueg, e schafft roueg. En ass geläämt duerch véier Kontrollniveauen. Firwat? Déi sinn net néideg. E Geheimdéngscht muss kontrolléiert ginn, selbstverständlech. E Geheimdéngscht wëllt och selwer, datt e kontrolléiert gëtt am Parlament, och um Niveau vun der Regierung. Mä wien esou vill Kontrollmechanismen accumuléiert, dee schafft net am Interessi vun engem effikasse Geheimdéngscht, dee läämt de Service.

An dat, wat den Här Bodry hei gesot huet, dat interpretéieren ech elo emol, déi Noutwendegkeet, fir nei Reformen ze envisagéieren, och als eppes, wat déi Analys confirméiert. Datt den SIS II net vun Ufank un do mat consideréiert ginn ass, ass och en Oubli, deen u sech schwéier pardonnabel ass. Den SIS II gëtt et zënter 2007. An déi Reform ass vun 2016. Firwat ass dat net direkt mat consideréiert ginn?

D'ADR wäert dëse Projet matstëmmen, well mer einfach der Meenung sinn, datt mer en effikasse Geheimdéngscht brauchen, deen och Zougang op all déi Donnéeën a Méiglechkeeten huet, déi selbstverständlech zu der gudder Erfëllung vu senger Aarbecht gehéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann ass et un dem Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, et wäert heibanne kee verwonneren, wann ech soen, datt mir dat heiten natierlech net matstëmme wäerten. Gradesou wéineg wéi mer d'Gesetz am Juni 2016 gestëmmt hunn, stëmme mer och hei déi effektiv kleng Adaptatiounen, déi zwar am Moment nach anodin wierken.

Mä och den Här Bodry huet et scho gesot, och an der Kommissioun hu mer vun der Direktesch vum Service ugekënnegt kritt, datt dat hei den Ufank ass vun enger ganzer Rëtsch weideren Adaptatiounen. A mir hunn och net vergiess als Lénk, datt mer nach virgëschter e Gesetz hei gestëmmt hunn iwwert de Passenger Name Record, deen och d'Befugnisser vum SRE erweidert. A mir gesinn dat awer éischter ganz skeptesch.

Dat Gesetz ass den 1. Oktober 2016 a Kraaft getrueden. Et ass nach keng seriö Evaluatioun dovunner gemaach ginn. Ech mengen, datt dat misst geschéien, ier een ufänkt, häppercheesweis d'Gesetz ze veränneren. An d'Veränderung vum Gesetz geet ëmmer an zwou Richtungen: Engersäits gëtt de Champs d'action erweidert an anerersäits ginn d'Moyenen, déi de SRE zur Verfügung huet, erweidert.

Mir gesinn dat ganz kritesch. Mir menge weiderhin, datt Geheimdéngschter prinzipiell Friemkierper an enger Demokratie sinn. An ech mengen net, datt dat hei eng Veränderung ass, déi an eng positiv Richtung geet, wat déi doten Iwwerleeung ugeet. An duerfir wäerte mer dergéint stëmmen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet de Premier- a Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech Merci, dass mer dësen Text kënnen haut unhuelen. Wéi gesot, et sinn zwou méi urgent Modifikatiounen, déi ugeholl ginn. An ech mengen, esou wéi d'Virriedner et scho gesot hunn, dat ass och ganz richteg. Mir hunn eis och engagéiert - ech wëll just drun erënneren -, et ass eng Motioun gestëmmt ginn hei an der Chamber, dass och géif e Bilan gezu ginn no enger gewëssener Durée vum Fonctionnement vum SREL. An ech mengen, am Hierscht kéint een esou lues ufänken, déi éischt Bilane kënnen ze zéien. An da kann een och schonn Enn des Joers en Echange hunn iwwert dat, wat wierklech problematesch ka sinn am Fonctionnement oder net.

Mä ech muss Iech awer soen, dass mer d'Procédure d'urgence hunn, Här President. Dat ass hei net gesot gi vun engem Virriedner. Mir hunn eng Procédure d'urgence. Dat heescht, et ass ni wéinst administrativem Opwand, esou wéi dat hei gesot gëtt, dass de SREL net kéint fonctionnéieren.

Ech gehéieren zu deenen, Här President, déi den administrativen Opwand, esou wéi dat hei gesot gëtt, einfach Transparenzregelen nennen, un déi e Service wéi de SRE sech och ze halen huet. Et kann net sinn, dass mer aus der Vergaangenheet net geléiert hunn. A wa mir der Meenung sinn an Deputéiert heibannen der Meenung sinn, dass e SRE soll en libre action kënne maachen, wat se wëllen, dann ass dat net déi Meenung, déi ech hunn iwwer esou e Service mat deene Pouvoiren, déi en huet. Et si Regelen do, si sollen déi och respektéieren.

An hei ass jo d'Fro, fir och en neie Sousdirekter kënnen ze kréien, fir méi effikass kënnen ze schaffen. An ech sinn der Meenung, dass dat dote wichteg ass. Ech wëll och soen, dass dee Mechanismus, dee mer awer geschafen hunn, och dass mer déi Reuniounen zesumme mam Minister vun der Justiz, zesumme mam Minister vun der banneschter Sécherheet, zesumme mat de Responsabele vum SRE hunn, deen Echange, dee bal all Woch stattfënnt, gewisen huet, dass dee Mechanismus, deen d'Chamber och gestëmmt huet, dee richtege war.

Duerfir sinn ech frou, dass mer haut e méi effikasse Service och kréien duerch e Sousdirekter an och eben duerch deen Accès, dee mer elo kréie beim Transport. Et ass och wéi an Däitschland. Mir brauche jo net hei ze maachen, wéi wa mer déi Eenzeg wieren, dat gëtt et och schonn am Ausland an den Texter, dass et esou fonctionnéiert. An duerfir Merci un all déi, déi dësen Text stëmmen.

Mä ech widderhuelen, Här President, de SRE huet e Champ d'application, huet Regelen. Et ass am Interêt vun enger Demokratie, dass déi Regelen och respektéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7281 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 Participatiounen um Vott. 57-mol Jo, 2-mol Neen: Domat ass de Projet de loi 7281 adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7281 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par Mme Simone Beissel), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

D'Fro no der Dispens, ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Merci.

A mer géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7184 iwwert d'Akraafttriede vun der Direktiv iwwert de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën, dee mer zesumme mam Projet de loi 7168 iwwert de penale Volet an déi national Sécherheet an deem dote Beräich wäerte behandelen. An de Rapporteur, den Här Eugène Berger, huet d'Wuert.

8. 7184 - Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE

(règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et

7168 - Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification:

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

3° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

4° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

5° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

6° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;

7° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;

8° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;

9° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;

10° de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;

11° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;

12° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État;

13° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière;

14° de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale; et

15° de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace sur le projet de loi n°7184

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.* - Merci, Här President. Déi perséinlech Date gehéieren zu deem Sensibelsten a Wäertvollsten, wat de Mënsch huet. Et ass de Grondplang vun der ganz individueller Perséinlechkeet. Et ass dat, wat deen ee vun deem aneren ënnerscheet. Perséinlech Donnéeën hu mat eisem Privatliewen ze dinn an och mat der mënschlecher Würd, déi eigentlech unantastbar sollt sinn.

An duerfir, Här President, muss de Schutz vun eise perséinlechen Donnéeën an enger fräier an demokratescher Gesellschaft, wou ee selwer iwwer sech bestëmme kann, als en héchstent Gutt ugesi ginn.

De Schutz vun de perséinlechen Donnéeën ass duerfir e fundamentaalt Recht. A mat dem europäesche Reglement, mat dësem Gesetz, dat ech lech elo presentéieren, setze mer e staarkt Zeechen an ënnersträichen, datt et eis méi wéi eescht gemengt ass, a setze kloer d'Rechter vum Eenzele virun d'Interesse vum Commerce.

Och an der neier Verfassung hu mer dat unerkannt a mam Prinzip vun der Autodétermination informationnelle, wéi mer dat genannt hunn, hu mer dee Prinzip och festgehalen. Mir liewen an engem Zäitalter, wou ëmmer méi Daten iwwert deen Eenzele gesammelt ginn. Déi digital Méiglechkeete schénge quasi onbegrenzt an deen eenzele Bierger huet ganz oft selwer net méi den Iwwerbléck oder weess iwwerhaapt guer net, wat vun deem engen oder anere gesammelt gëtt, vu wiem et gesammelt gëtt an esou weider, ob en den Accord ginn huet oder net.

Dat ass oft eng Verwaltung, déi natierlech rechtshalber mussen eng Rei Donnéeë wéi zum Beispill d'Matricule oder d'Geschlecht oder esou weider vun lech alleguerten an engem Computer sammelen an traitéieren. Dat sinn awer haut méi wéi oft Entreprisen, déi iwwer eis Konsumgewunnechte Profiller uleeën, wann een zum Beispill eng Clientskaart huet. Et kann och sinn, wann een en Auto keeft mat engem GPS, datt een herno da ka genau kucken, e Relevé hunn, wou een all Dag mam Auto higefuer ass. Dat sinn natierlech d'Bedreiwer vu sozialen Netzwierker, déi eis Donnéeën an eis Liiblingsklicken, eis Liewensgewunnechte quasi ausspionéieren an auswäerten an déi dann déi Donnéeë fir deier Suen un aner Entreprisen alt emol weiderverkafen.

Eis Donnéeën a letztendlech eis Persoun gëtt domadder zu enger Wuer degradéiert, wouvu mir dann emol net selwer e materielle Benefiss hunn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dat ass méi wéi eng Kéier oder, ech géif scho bal soen, d'Regel. An de leschte Joren huet dat sech entwéckelt, datt dat net méi am Aklang ass mat deem fundamentale Recht op de Schutz vun der Persoun an eben de perséinlechen Daten.

An duerfir ass et och ze begréissen, datt ënner lëtzebuergescher EU-Presidence d'Viraarbechte fir dëst neit EU-Reglement gemaach gi sinn. Elo kënne mer dann och mat deem EU-Reglement en europawäit eenheetleche Kader setzen, fir de Schutz vun deenen Daten ze garantéieren.

Am Reglement, dat elo säit dem 25. Abrëll 2018 a Kraaft ass, gi verschidde wichteg Prinzipien als Rechter vun de Bierger festgehalen. Ech wëll do e puer wichteger erausträichen an net alles am Detail vum Reglement, dat si jo och eng ganz Rei Artikelen, hei exposéieren. An och wann Der herno sot: „De Rapporteur huet schonn alles gesot", an op mäi mëndleche Rapport wëllt verweisen, da maacht dat net a verweist éischter op mäi schréftleche Rapport, well ech hunn haut de Mëtteg net d'Zäit, fir op alles mëndlech anzegoen.

Mä wat sinn awer e puer vun de wichtege Rechter, déi an deem Reglement stinn? Dat ass éischtens emol d'Recht op informationell Selbstbestëmmung, andeems mir mussen explizitt ëm eisen Accord gefrot ginn, wann eng Entreprise oder eng Associatioun, zum Beispill e Veräin, eis Donnéeë wëllt sammelen oder benotzen.

D'Recht op Informatioun. Wat fir eng Date gi gesammelt? Firwat? Wat gëtt domadder gemaach? Déi Informatioune musse mer an enger einfacher a klorer Sprooch vermëttelt kréien. D'Recht, datt Der Är Date kënnt ännere loossen, datt Der eng Aschränkung vum Benotzen oder dem Traitement kënnt hunn. Dir hutt och d'Recht elo, datt Är Date geläscht kënne ginn, „droit à l'oubli", eppes ganz Wichteges, eng wichteg Neierung, besonnesch och am Hibléck op sozial Netzwierker.

Duerch dat hei Reglement gëtt awer och d'Recht agefouert, datt Dir musst informéiert ginn, wann eventuell beim Traitement vun Ären Donnéeën eppes schifgaange war oder wann Är Donnéeë mëssbraucht gi sinn. An deem Reglement ass awer och zum Beispill eng besser Protektioun vun de Jugendleche virgesinn, andeems fir Jonker bis 16 Joer den Accord vun den Eltere muss gi ginn, fir Onlineservicer ze benotzen, och eppes, wat a mengen Aen awer ganz wichteg ass.

Ech mengen, dëst EU-Reglement, dat ënnert der Viraarbecht vu Lëtzebuerg ausgeschafft ginn ass, ass méi wéi just eng „Good-will"-Deklaratioun. Mä hei gi jo och wierklech d'Moyene geschaaft, fir och kënne seriö dann dat Reglement ze respektéieren. Bei Verstéiss duerch Entreprisë gesäit d'EU-Reglement deelweis drastesch Strofe vir. Esou kann dat bis 20 Milliounen oder 4% vum Joresëmsaz sinn, wann dee méi héich läit. An dat ka bei sozialen Netzwierker - nenne mer se och, Facebook - dann heiansdo och an d'Honnerte Millioune goen. Et ass och ganz eescht gemengt mat deem Reglement an et ass och e kloert Signal un déi grouss, weltwäit Playeren am Internet.

An nëmmen, fir dat ze illustréieren: Esou Aktiounen, wéi mer der haten am Kader vun den amerikanesche Wahlen, wou Facebook, fir se och ze nennen, iwwer ganz speziell Weeër Donnéeë vu Privatleit gesammelt huet, se weiderverkaaft huet, ouni déi concernéiert Persounen an iergendenger Weis ze informéieren, wann dat elo haut géif hei zu Lëtzebuerg geschéien, da kéint de Lëtzebuerger Bierger do kloen an dat géif dann déi Entreprise ganz deier ze stoe kommen.

Dat ass natierlech e verbesserte Schutz vun de Privatpersounen op där enger Säit. Do klappe mer gären an d'Hänn. Dat ass och fir eis ganz wichteg. Do sti mer dohannert. Op där anerer Säit hu mer natierlech och d'Entreprisen, d'Verwaltungen, déi vläicht net ëmmer esou begeeschtert sinn iwwert dat neit Dateschutzreglement. An et muss een zwar och soen, et ass heiansdo geschwat ginn, wéi wann d'Welt géif de 25. Mee 2018 ënnergoen. Si ass net ënnergaangen. Et ass awer alles méi oder wéineger a geuerdnete Bunne weidergefuer.

Jo, d'Entreprisë fäerten d'zousätzlech Bürokratie, mä och d'Verwaltungen zum Deel. A si fäerten och, datt hei Barrièrë komme fir d'Expansioun vun hire kommerziellen Aktivitéiten, well jo och ganz vill Reklammen zum Beispill iwwert den Internet gemaach ginn.

D'EU-Kommissioun, mä net nëmmen d'EU-Kommissioun, ech mengen, och mir gesinn dat awer méi differenzéiert. Ech mengen, wann d'Économie numérique sech ka positiv an eenheetlech, harmoniséiert an der EU developpéieren, an och en héije Standard huet, dann ass esou eng Harmonisatioun am Dateschutz eigentlech net nëmmen eng gutt Viraussetzung, mä och eng Chance. An duerfir ass et noutwendeg, datt all Land dann déiselwecht Regelen huet. Da kréie mer en effikasse Bannemaart, och an der Économie numérique. An d'Betriber, déi op en optimalen Dateschutz setzen, déi hunn ënnert dem Strëch bei de Consommateuren och méi Vertrauen, bei de Clienten. An eigentlech sinn dat dann och déi Betriber, déi d'Konsumenten och da vläicht léiwer hunn, déi also dann am Endeffekt doduerjer och méi kompetitiv ginn. Dat soll een och net vergiessen.

An da muss ech awer och soen, d'Betriber fänken net bei null un. Mir hunn eigentlech schonn eng Direktiv am Beräich vum Dateschutz vun 1995. Dir kënnt also rechnen, wivill Joer dat sinn. An do ginn et schonn eng Rei Obligatiounen, déi do an d'Wee geleet gi sinn. Bon, déi ware vläicht net ëmmer all esou konsequent. Se sinn och vläicht net ëmmer esou kontrolléiert ginn. Mä mir hu jo och d'Dateschutzgesetz vun 2002. Spéitstens do war et definitiv och hei zu Lëtzebuerg erfuerderlech, datt een zum Beispill eng Autorisatioun bei der CNPD ugefrot huet, wann een eng Datebank wollt opstellen, an et huet een do da missen de Feu vert vun der CNPD kréien.

Fir ze soen, datt dat eigentlech och fir d'Entreprisen éischter eng Mise à jour war, mä datt eigentlech elo vläicht dann d'Kontrakter mat de Clientë mussen adaptéiert ginn an datt awer d'Entreprisen, déi scho virdru gutt opgestallt waren, och weiderhi gutt opgestallt si respektiv datt se elo d'Chance hunn, fir sech nach besser opzestellen.

An et muss een och soen - dat ass elo eng kleng, pragmatesch Remark nieft dem Rapport -: An der Praxis ass et jo awer och esou, datt vun der CNPD, vun de Chambre-professionnellen, vum SIGI a villen aneren, ech ziele se hei net all op, am Virfeld jo och ganz vill Informatioun, net nëmmen Informatioun, mä och praktesch Educatioun gemaach ginn ass an de Leit, den Entreprisen, de Verwaltunge gehollef gouf, fir sech op déi nei Mesurë respektiv déi nei Dispositioune vum Reglement vum 25. Mee anzestellen. Se sinn also net iwwerrumpelt ginn.

An op där anerer Säit muss een awer och soen, datt dat EU-Reglement, wann ech nach bei de Betriber bleiwen, eigentlech eng Simplification administrative och mat sech brëngt. Well mat dem Reglement, an dat ass och eppes Wichteges hei, wat ech wëll ervirsträichen, gëtt e ganz neie Prinzip agefouert, an zwar deen, datt een elo net méi e Contrôle ex ante brauch, also eng Autorisatioun vun der CNPD, fir eng Base de données kënnen opzestellen als Betrib oder Verwaltung. Vun elo u fält déi eigentlech ewech. Elo spillt de Prinzip vun der Accountability, dat heescht, datt ee keng Autorisatioun muss ufroen. D'Entreprisen, d'Verwaltunge si responsabiliséiert, fir dat Reglement ze respektéieren. An et ass eigentlech esou, datt elo d'CNPD nach just am Nachhinein eventuell Kontrollen nom Prinzip ex ante (veuillez lire: ex post) da mécht.

Op där anerer Säit och bei de staatleche Verwaltungen. Wa mer déi kucken, déi ëffentlech Verwaltungen, do hu mer och scho säit Jore ganz héich Standarden am Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. Ech mengen, dat ass jo och eigentlech e Grondpilier vun eise Verwaltungen, datt si de Respekt vun den allgemenge Rechtsprinzipien als iwescht Gebot hunn. An d'Ophiewen, den Traitement vun eisen Donnéeën an de Verwaltungen, dat ass eppes, wat och zum Deel schonn iwwer spezifesch Gesetzer streng geregelt ginn ass, gewéinlech mat Referenz op eisen nationalen Dateschutz.

Mir wëssen, d'EU-Reglement ass säit dem 25. Mee a Kraaft, et ass d'application d'office. Dir frot lech also vläicht: Firwat dann elo nach e spezifescht Gesetz hei?, dat ech lech haut de Mëtten dann am Schnellduerchgang presentéieren. Effektiv, jo, verweise mer am Gesetz ganz oft direkt op d'Dispositiounen, op Artikele vum EU-Reglement, well do all déi grouss, wichteg Prinzipien an Dispositiounen drastinn, mä mir brauchen dëst Gesetz aus verschiddenen Ursaachen.

Zum engen, well d'EU-Reglement eng Rei Méiglechkeete virgesäit, fir op spezifesche Punkten national Dispositioune festzeleeën. Dat maache mer méi speziell am Gesetz, wat verschidden Domäner ugeet wéi dee vun der Press, och nach den Archiven oder bei der wëssenschaftlecher Recherche. Ech wäert do nach herno kuerz drop zréckkommen.

Am Gesetz, dat mer haut de Mëtteg dann hoffentlech wäerten all stëmmen, stelle mer awer och besonnesch d'CNPD nei op. Dat Gesetz hei beinhalt eigentlech eng nei Loi organique fir d'CNPD. Dat war och noutwendeg, well mat dem EU-Reglement d'Aufgaben an d'Missioune vun der nationaler Opsiichtsbehërd vun der CNPD zum Deel ganz neier sinn.

Effektiv huet d'CNPD elo als éischt Missioun d'Kontroll a posteriori vum Anhale vun den Dispositioune vum Dateschutz. Si kann och a wäert och an Zukunft Kontrolle maachen, mä en aval. Mä si kritt haaptsächlech nei Aufgaben, déi besonnesch am Beräich vun der Sensibilisatioun, der Informatioun unzesidele sinn. Si sollen och beroden: Verwaltungen, d'Regierung, d'Chamber, Entreprisen an esou weider.

D'CNPD als Établissement public bleift déi national Opsiichtsbehërd a Regulateur am Beräich Dateschutz zu Lëtzebuerg. Et ass un d'CNPD, wou ee sech also och kann an Zukunft wenden, wann een eng Informatioun brauch, mä och wann een eng Reklamatioun huet. Där musse se dann och nogoen an de Leit Bescheed soen, wat dobäi erauskomm ass. An d'CNPD ass och censéiert, eventuell en Dossier un d'Geriicht weiderzeginn, wa se, ech soen elo emol, zum Beispill e kriminellen oder e penale Fait beim Traitement vun Donnéeën am Verdacht hunn.

Et ass och d'CNPD, déi kann Astreinten ausschwätzen oder, wann dat näischt gehollef huet oder wann ee grave Verstouss géint den Dateschutz virläit, administrativ Strofen ausschwätzen. Ech hat dat schonn erwäänt, besonnesch wat d'Strofe géint Privatentreprisë sinn. Dat kënne jo da ganz considerabel Beträg sinn. An ech wëll hei awer präziséieren, datt esou Strofen net bei de staatleche Verwaltungen oder de Gemenge virgesi sinn.

Mir waren eis an der Kommissioun eens, datt et vis-à-vis vun de Verwaltungen aner Méiglechkeete ginn, zum Beispill iwwer Disziplinarmoossnamen, wann een eenzelne Beamten eventuell e Verstouss beim Traitement vun Date gemaach huet. Mir sinn hei an engem anere Cas de figure. Och huet d'Fro sech gestallt, wéi een de Chiffre d'affaires vun enger Verwaltung kéint rechnen oder souguer vun engem Beamte respektiv datt herno jo och de Stat da sech selwer géif seng eege Strof akasséieren iwwert déi nei Verwaltung vun Enregistrement an TVA.

Ech mengen, duerfir hu mer als Chamberskommissioun mat engem Amendement d'Méiglechkeete vum EU-Reglement ausgenotzt, wat dat och erméiglecht. Dat si jo also dann déi Saachen am Reglement, wou steet, datt eng national Chamber dat ka verschiddentlech regléieren. Mir hunn dat also esou gemaach. Iwwregens si mer do net dat eenzegt Land an

Europa. Och zum Beispill a Frankräich an an Däitschland sinn déi „öffentlichen Verwaltungen“, oder wéi et genau do dann heescht, ausgeholl vun deenen Amende-administratiwen.

D'CNPD huet als national Dateschutzbehërd och d'Recht, fir bei de Responsabele vum Traitement vun den Donnéeën oder de Sous-traitantë kënne virstelleg ze ginn, fir Kontrollen ze maachen, Zougang zu den Donnéeën ze kréien, gegebenenfalls de Responsabelen Oplagen ze maachen, fir sech konform zum Reglement ze setzen.

Vill Missiounen also fir déi nei CNPD, déi also och nei opgestallt ginn ass. A mam Gesetz leeë mer elo fest, datt d'CNPD e kollegiaalt Gremium mat véier Memberen ass, déi Kommissär genannt ginn. Een dovunner ass President. Et ginn och véier Suppléanten. Déi mussen alleguerte Lëtzebuerger sinn an d'Konditioune vum Accès fir d'Carrière A1 beim Stat erfëllen. Si gi sechs Joer genannt, eemol erneierbar.

Awer besonnesch gëtt Wäert op d'Onofhängegkeet vun der CNPD geluecht. Si hunn hiert eegent Règlement interne an och d'Decisioune ginn à la majorité absolue vun de Voixe geholl.

An dann ass et awer och esou, datt dat natierlech vill Aarbecht ass an datt do och nach Personal ka fir de Fonctionnement bäigezu ginn, Beamten, extern Spezialisten an esou weider.

Eng aner wichteg Dispositioun, déi mat deem Reglement elo agefouert gëtt, ass déi vum Délégué à la protection des données oder DPO, „data protection officer“ op schéin Neilëtzebuergesch. Och dat hat e bësse méi Diskussioune verursaacht an der Kommissioun. Wéini brauch een esou een delegéierten DPO? Ech hunn nach kee lëtzebuergeschen Numm duerfir fonnt. Ech mengen, Dir hutt schonn esou de Sproochgebrauch, datt mer alleguerte schonn den DPO soen. Et brauch een also en Délégué, op Franséisch en Délégué à la protection des données, wann een eng Verwaltung oder en Organisme public ass, wann een eng Privatentreprise ass, déi an engem, ech soen emol, gréisseren Emfang regelméisseg, systematesch e gréissere Volumen u méi sensibelen Donnéeën erhieft oder benotzt. Also e klenge Veräin brauch keen DPO, fir dat kloer ze soen.

(Interruption)

Deen delegéierten DPO kann e Mataarbechter sinn, deen dann och nach aner Aarbechten am Betrib huet. Seng Aufgab, wat ass d'Aufgab vun deem DPO? Deen ass do, fir eng Bestandsopnam ze maache vun deene verschiddene Fichieren, Donnéeën, Datebanken, fir ze kucken, wéi déi traitéiert ginn, fir ze kucken, ob se konform zum Reglement erstallt an och traitéiert ginn, a fir eventuell Recommandatiounen ze maachen. Hien ass och de Kontakt, wann d'CNPD eventuell eng Kontroll mécht oder eppes wëllt nofroe bei enger Reklamatioun.

Et ass esou, dat kann natierlech awer e gewëssene Volume vun Aufgabe sinn. Dat sinn och nei Profiller, déi vläicht net iwwerall awer präsent sinn, besonnesch an de Verwaltungen. An d'Gesetz hat och duerfir au départ a senger éischter Versioun virgesinn, fir klenge ministeriellen Departementer oder Verwaltungen zur Hand ze goen an iwwer e Kommissariat respektiv iwwer e Commissaire à la protection des données dësen ëffentleche Stellen en Délégué à la protection des données zur Verfügung ze stelle respektiv datt dee Kommissariat dann déi Missioune géif iwwerhuelen.

Och hei hu mer als Kommissioun eng Initiativ ergraff an opgrond vun engem ganz konstruktive Virschlag vun der CSV-Fraktioun hu mer dann och en Amendement gemaach. Firwat dat Amendement? Mä fir datt och kënnen d'Gemenge mat an d'Boot geholl gi bei deem Kommissariat, datt och d'Gemengen iwwert de Kommissariat kënne fueren, fir datt se dann och, ech soen et emol op Lëtzebuergesch, en DPO gestallt kënne kréien.

Hei awer och eng wichteg Präzisioun, Madamm Presidentin, den Délégué à la protection des données ass net de Responsable du traitement. Dat ass och wichteg. Deen Delegué ass e Beroder, en Analyst, en Expert, dee seet, wéi een et soll maachen, kuckt, datt dat organiséiert gëtt. Mä hien dréit am Endeffekt keng Responsabilitéit. Duerfir heescht e jo och nëmmen Delegué. Et ass a bleift am Endeffekt de Chef vun enger Entreprise, de Patron, dee muss de Kapp duerhalen, wann eppes schifgeet. An de Verwaltungen ass et de Verwaltungsdirekter oder de Minister a leschter Instanz, op der Gemeng ass et de Buergermeeschter, an der Chamber ass et dann de wäerte Chamberspresident, wann do eppes géif schifgoen.

Ech hat gesot, Madamm Presidentin, datt d'Gesetz och e puer spezifesch national Dispositioune regelt, wat de Schutz vu perséinlechen Daten ugeet. Ech ginn nach kuerz dorobber an. Et ass vläicht esou, datt ech fir deen éischte Projet, deen éischte Rapport e bësse méi Zäit brauch wéi fir deen zweeten.

Am Artikel 62 gëtt méi speziell den Traitement oder de Gebrauch vun Donnéeën duerch Journalisten oder fir artistesch oder literaresch Expressioun behandelt. Am Resumé sinn zwou, dräi Dispositiounen zréckzebehalen.

Zum enge bleift de Quelleschutz fir Journaliste garantéiert, wann et ëm Informatioune geet, déi si am Kontext vu Persoune vun der Vie publique, also Leit vum ëffentleche Liewen, publizéieren. Da bleift de Quelleschutz op alle Fall erhalen. Respektiv d'Journaliste kënnen och verschidden Donnéeën iwwert d'Personnes de la vie publique benotzen, publizéieren, déi och méi sensibel sinn, déi eigentlech am Prinzip am Artikel 9 vum EU-Reglement ausgeschloss sinn.

Dat si politesch, reliéis, gewerkschaftlech Astellungen, sexuell Orientatiounen, biometresch Donnéeën, ethnesch Originne vu Persounen an esou weider. Dat ass am Regelfall duerch den Artikel 9 vum EU-Reglement verbueden. Mä wéi gesot, am Kader vun hirer Aarbecht kënnen d'Journalisten dat bei Personnes de la vie publique benotzen, och Schrëftsteller, an dat ass och de Fall fir wëssenschaftlech Aarbechten.

Och wéi gesot, bei wëssenschaftlechen Aarbechten, wou haaptsächlech statistesch geschafft gëtt, sinn Ausname virgesinn am Gesetz. Dat heescht, datt een do och kann Donnéeën ouni den Accord vun deene betraffene Persoune benotzen, mä si mussen anonymiséiert ginn. Dat heescht, et geet jo dann ëm Statistiken, net ëm de Profill vun engem Eenzelen. Och dat muss dann do, wéi gesot, op eng gewëssen Aart a Weis onkenntlech gemaach ginn.

Mir haten och nach spezifesch Dispositioune virgesi fir de Beräich vun der Santé. Do huet de Statsrot awer eng Rei Problemer domat gehat. An doropshin hu mer eigentlech dee spezifesche Volet Santé ganz misse sträichen. De Conseil d'État seet einfach, den Traitement vun den Donnéeën am Beräich Santé gëtt eigentlech duerch d'EU-Reglement ofgedeckt, do brauche mer näischt speziell ze schreiwen an national Gesetzer. An am Artikel 66 schreiwe mer nach ledeglech, datt genetesch Donnéeën net am Kader vum Droit du travail oder bei Assurancëgeschäfter dierfe benotzt ginn.

Bon, ganz schnell, well d'Zäit leeft mer awer soss fort. Et sinn och nach e puer speziell Dispositiounen am Kapitel 4 geregelt bei Beruffer, déi dem Secret professionnel ënnerleien - Affekoten, Notairen, Auditeuren -, datt do also muss, do gëtt verwisen op déi Prozeduren, déi et bei deene spezifesche Professioune ginn, zum Beispill wann do d'CNPD kënnt, eventuell de President vun der Chambre des notaires oder de Bâtonnier oder esou derbäi sinn.

Eng allerlescht spezifesch Dispositioun am nationale Gesetz, déi ech nach wëll kuerz erwänen, betrëfft d'Banque de données am Kontext vun der Surveillance vun de Salariéen op der Aarbechtsplaz, méi speziell am Hibléck op d'Kameraiwwerwaachung, déi dann heiansdo installéiert gëtt op der Aarbechtsplaz, haaptsächlech aus Sécherheetsgrënn. U sech muss ee soen, datt och déi Situatioun eigentlech ganz kloer am EU-Reglement ofgedeckt ass. Mir haten awer gesot, mir géifen dat awer nach zousätzlech, ech wëll elo net salopp soen „doppelt moppelen“, mä präziséieren.

Mir sinn also méi wäit gaangen, wéi dat eigentlech am EU-Reglement virgesi war. Mir hunn do d'Dispositioune vum Consentement nach renforcéiert. Zousätzlech Avise vu Betribsdelegatioune mussen erageholl ginn an esou weider. Och hei hat de Conseil d'État mat sengen Oppositions formelles d'Schlusswuert a mir hunn also den Text elo esou, wéi en eben ass.

Et muss een awer festhalen hei, datt mer hei en Text hunn och an deem Punkt, mat deem mer hei nach ëmmer méi streng sinn hei zu Lëtzebuerg bei den Donnéeën, Kameraiwwerwaachung oder ech soen emol d'Badgen, déi enregistréiert ginn, wéi d'EU-Reglement dat eigentlech erfuerdert. Dat ass och gutt esou. An ech mengen, duerfir sollen eigentlech och d'Gewerkschaften, déi hate sech jo och do hannendrun e bësse mobiliséiert an dat als Succès vun hinnen ugesinn, datt dat awer elo esou am Gesetz steet, an net eventuell dat schlechtrieden.

Madamm Presidentin, letztendlech sinn och spezifesch Regelunge virgesinn am Beräich vun Donnéeën en matière pénale. Dat si speziell Dispositiounen, op déi ech elo wäert da bei deem nächste Projet de loi méi speziell agoen. Hei gëtt et jo och eng spezifesch EU-Direktiv an duerfir handele mer dat och dann an engem separate Gesetz of.

Wéi gesot, ofschléissend zu dësem Projet wëll ech einfach op mäi schréftleche Rapport verweisen, wou alles drasteet, wat ech elo net erkläert oder presentéiert hunn. Dir verstitt, datt dat net méiglech war. Och déi verschidden Aviser kënnt Der do noliesen, och d'Echangë mam Statsrot. Et war eng besonnesch intensiv Matière, komplex juristesch Matière. Et kann een also alles do noliesen.

Och elo, ech maachen dat - Dir wësst dat, als Rapporteur hunn ech dat selten esou gemaach -, mä awer och e grousse Merci un all d'Leit aus deene verschiddene Ministèren. Et sëtzen der eng Rei douewe vun der Justiz, ugefouert vum Här Reding, an d'Anne-Catherine Ries mat hirem ganzen Team. Entschëllegt, wann ech elo net jiddwereen do namentlech erwänen. Mä si hunn do ganz vill Aarbecht gemaach, och heiansdo Nuetssitzungen, Sonndessitzunge gemaach, fir datt mer awer hei déi Texter kënne kohärent zesummesetzen.

Une voix.- Des exemples à suivre!

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Awer och, muss ech soen, de Membere vun der Mediekommissioun e grousse Merci. Ech si jo scho laang derbäi an dësem Haus a ville Kommissiounen: Et war wierklech eng ganz konstruktiv Aarbecht op ganz héijem Level, wéilt ech soen. A mir hu jo, dat kënnt och selte vir, zwee Amendementer als Kommissioun abruecht, ënner anerem och eent vun der CSV-Fraktioun. Ech mengen, dat huet wierklech - géif ech scho bal soen - Spaass gemaach. Da géif ech och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace sur le projet de loi n°7168

Dann, Madamm Presidentin, géif ech zu deem zweete Volet vun deem groussen Dateschutz, deen haut zur Diskussioun steet, kommen, dat ass deen en matière pénale.

Ech hat elo scho grad gesot, um europäesche Plang verhält et sech esou, datt d'EU do e spezielle Kader setzt an do eng speziell Direktiv huet, wat de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën en matière pénale regléiert, a mir maachen dat och hei zu Lëtzebuerg.

Firwat? Firwat - frot Der Iech vläicht - dës ënnerschiddlech Behandlung vun dësen Daten?

Ma d'Äntwert ass eigentlech awer relativ einfach: Well et hei net nëmmen ëm perséinlech Donnéeë geet, mä, wéi een et op Franséisch da formuléiert, Données en matière pénale, an déi si jo awer besonnesch sensibel par définition, well do vläicht Informatioune sinn iwwert d'Gesetzesverstéiss duerch eng Persoun. Do si vläicht Donnéeën, déi an enger Enquête gesammelt ginn, bei Poursuitten oder bei der Exekutioun vu Strofen an esou weider. Mir sinn eis all do eens, datt dat wierklech sensibel Date sinn, déi wierklech fir déi wéinegst Ae geduecht sinn. An duerfir soll een also do nach méi Precautiounen huelen, wann déi traitéiert ginn.

Et sinn och Donnéeën, déi eventuell am Kontext vun der nationaler oder ëffentlecher Sécherheet betraff sinn. Also, dat gëtt och hei da regléiert, Donnéeën, déi eben och sensibel si fir déi national Securitéit, déi och eventuell mat aneren Autoritéiten echangéiert ginn.

Ech wëll awer och betounen, datt d'EU-Reglement an den entspriechende Projet de loi dozou, also déi allgemeng Dateschutzregelen, net ausser Kraaft si fir de Beräich vun de Juridictiounen. Déi spezifesch Dispositiounen aus dësem Projet, déi grefféiere sech eigentlech, kéint ee soen, op déi aner generell Dispositioune vum EU-Reglement.

Fir et an der Praxis ze illustréieren - ech hunn och no engem Beispill gesicht -: Wann Dir einfach eng Kéier mëttes Zäit hutt, Dir gitt op d'Geriicht fir iergendee Prozess ze suivéieren, kann et sinn, datt d'Verwaltung, wahrscheinlech d'Geriichtsverwaltung, déi einfach den Numm ophëlt, fir datt ee weess, wien am Sall sëtzt, da faalt Der do ënnert dat normaalt Dateschuzreglement, wou d'CNPD kontrolléiert.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wann Der awer elo als Persoun viru Geriicht zitéiert sidd, well Der eng gestëbst hutt, well Der eppes verbrach hutt, well eventuell eng Enquête iwwer Iech gelaf ass, dann natierlech ginn Är Donnéeën, déi do traitéiert gi vun de Juridictiounen oder vun der Verwaltung, natierlech an engem But gesammelt, dee vill méi speziell ass, dee sensibel ass. A bei deenen Donnéeën, da spillt dann natierlech hei dëse Projet de loi, deen ech dann elo versiche wäert, kuerz a präzis ze formuléieren.

Ech hunn et eigentlech scho gesot, am Gesetz gëtt also festgeschriwwen, wat fir Donnéeën ënnert de Label „pénale“ falen a wéi déi da vun deene verschiddenen Autoritéiten, Juridictioune mussen opgeholl an traitéiert ginn. Déi Donnéeë gi spezifesch kategoriséiert.

Ee speziellen Aspekt ass och, datt nach muss - dat steet am Artikel 5 - den Ënnerscheed tëschent verschiddene Kategorië vu concernéierte Leit festgehale ginn, net nëmme vun Donnéeën, mä et ginn och Kategorië vu concernéierte Leit, déi an engem seriöe Verdacht stinn, déi veruerteelt sinn, oder Victimme vun Infraktiounen. Dat ass och noutwendeg, fir herno nach eng Kéier en Dispatching ze maachen iwwert déi verschidde Kategorien an d'Suitten.

Et gëtt och präziséiert, datt d'concernéiert Persoune mussen, jee no Situatioun, informéiert ginn, respektiv d'Modalitéiten, wéi een dann eben Accès op seng Donnéeë ka kréien, dass een och hei awer a ville Fäll kann Accès kréien. Et kann een och do awer nach weiderhi froen, datt verschidden Donnéeën eventuell geläscht oder ëmgeännert ginn, zum Beispill, wa se net méi gebraucht ginn oder wann eppes verjäert ass.

Den Droit d'accès kann op där anerer Säit natierlech och vun de Verwaltungen oder vu Geriichter refuséiert ginn, wann zum Beispill nach eng Enquête en cours ass oder wann, wann een dat géif nofroen, eventuell do kéint eng Enquête behënnert ginn oder natierlech, well dat och hei ofgedeckt gëtt, wann et ëm d'ëffentlech Sécherheet geet.

Och verlaangt d'Gesetz, datt de Responsabele vum Traitement kloer Delaie muss festleeën, wéi laang déi eng oder aner Donnéeën dierfe gehale ginn. Also och hei ass et net esou, datt dat e Perpetuum mobile ass, datt do éiweg déi Donnéeën dierfe gehale ginn.

An, dat ass och eppes Wichteges, si musse ganz genau Regëster vun den Activités de traitement féieren, fir datt eben ëmmer genau kann notracéiert ginn, wat fir e Beamten a wéini an zu wat fir engem Zweck déi ebe méi sensibel Base-de-donnéeë consultéiert gi sinn.

Sécherlech, mengen ech, eng wichteg Dispositioun, déi verhënnere soll, datt net de Beamten, eventuell fir, ech soen emol, Privatzwecker oder einfach aus Virwëtz dann ouni formal Ursaach géif an d'Base de donnée era wulle goen. Mir kenne jo all dat berüümte Beispill, wou e Beamte kucke geet, wat deen neie vun der Ex-Frëndin verdéngt oder wou e gewunnt huet an esou weider - also dat soll hei och net méi de Fall sinn.

Och fir dës Donnéeë muss an de Verwaltungen en DPO genannt ginn. Da ginn et nach eng Rei Präzisiounen an Artikelen, déi dann den Transfert vun Donnéeën zwëschen nationalen Autoritéiten oder mat europäeschen oder internationalen Autoritéite betreffen.

Dann als Lescht - dat ass awer e wichtege Punkt aus dësem Gesetz -: Mir schafen hei och eng spezifesch Autorité de contrôle, an zwar d'Autorité de contrôle judiciaire, Ofkierzung - dat ass elo meng Ofkierzung - ACJ. Mir hunn nach keng Ofkierzung. Nieft der CNPD hu mer also elo d'ACJ. Ech weess net, ob dat dann elo kann als lëtzebuergeschen Term gebraucht ginn.

Fir ze soen, mir kréien also nieft der CNPD eng zweet Autorité de contrôle am Beräich vum Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. Där neier Autorité de contrôle judiciaire hire Kompetenzberäich ass präzis op den Objet vun dësem Projet de loi achséiert. Et ass also net d'CNPD, déi hei fir dës Donnéeën Opsiichtsbehërd ass, mä déi nei Autoritéit, well et eben ëm speziell sensibel Donnéeë geet.

Bon, ech mengen, wann een et ëmdréit, fir dat nach aneschters ze dréien: Et sinn nëmmen déi Traitementer vun Donnéeën, déi vun de Juridictioune vum Ordre judiciaire massiv virgeholl ginn, déi ënnert d'Kontroll vun der ACJ falen, dëst och an der Logik natierlech vum Respekt vun der Séparation des pouvoirs.

Dat spigelt sech dann och an der Zesummesetzung vun dëser neier ACJ, vun dëser Opsiichtsbehërd erëm. Si ass zesummegesat aus fënnef Magistrate vu verschiddene Justizsecteuren, an awer och engem Representant vun der CNPD. Et fonctionnéiert e bëssen äänlech. Se sinn och dann also Presidenten oder wat fir ee Rang se hu vun deene Magistraten, dat zielen ech elo net op, Dir kënnt dat noliesen. Et sinn och sechs Suppleantë virgesinn. Och gi si fir sechs Joer an eemol renouvelable genannt. Och do ginn d'Decisiounen à la majorité des voix exprimées geholl.

Se kënnen och Mataarbechter astellen. D'Aufgabe sinn äänlech ebe wéi vun der CNPD, awer ebe méi präzis fir déi Donnéeën en matière pénale. Dat heescht, och si sollen éischter informéieren, sensibiliséieren, beroden, Reklamatiounen traitéieren. Och si kënnen Amendes administratives ausschwätzen, déi vu 500 bis 250.000 Euro kënne goen. Et kann een och do Recours maachen.

Och do, Här President, verweisen ech da pour le reste op mäi schréftleche Rapport. Do kann

een eng Rëtsch Avisen noliesen, och déi verschidden Echangë mam Conseil d'État, wou mer och eng Rei Opposition-formellen haten, deene mer och an der Kommissioun nokomm sinn.

Voilà, Här President, ech sinn dann um Enn vun den Explikatiounen zu deenen zwee wichtege Projete komm. Domadder schléisse mer dann och de Krees, géif ech soen, vun eisen Aarbechten am Interessi vun dem Schutz vun de perséinlechen Donnéeën, well mir hate schonn en Dënschden deen iwwert d'PNR, dee mer dann haut och elo kënnen ofstëmmen, well eben an deem Gesetz Renvoien op dës zwee Gesetzer sinn.

Här President, wa mer - hoffentlech - déi dräi Projeten unanime stëmmen, setze mer e kloert Zeechen als Chamber, datt mir 100% hanner all dësen Texter stinn, wou et ëm d'Rechter vum eenzelne Bierger geet, an insbesonnesch hei ëm de verstäerkte Schutz vun hire ganz perséinlechen Donnéeën. An duerfir hoffen ech, datt mer hei e ganz groussen Accord kréien.

Mir bleift nach just, och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem zweete Projet ze ginn, an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Rapporteur. An éischt Riednerin ass d'Madamm Diane Adehm fir d'CSV.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Déi, déi d'Date beherrschen, wäerten déi ganz Welt beherrschen." Dat seet de japanesche Businessman Masayoshi Son, de Fondateur vu SoftBank an den haitegen exklusive Bedreiwer vum iPhone a Japan. An hie muss et also wëssen. An hien huet, onofhängeg vu senger Persoun, vollkomme recht, well d'Date sinn effektiv d'Rohstoffer an d'Weltmierer vun der Zukunft, grad an engem Europa, wou all Dag ronn 250 Millioune Leit um Internet sinn an op de soziale Medie surfen.

Déi politesch Konsequenz ass dofir kloer. Dateschutz ass och ëmmer en Demokratieschutz an och de Schutz vum Rechtsstat, well wann ee soll seng eegen Date beherrschen, et kéint ee scho soen, säin eegent Liewen, dat dës Date jo och haut bis an dee klengste Wénkel vum Privaten erëmspigelen, dann däerf dat weder de Stat a scho guer keng Privatfirma sinn, mä just de Bierger selwer.

Une voix.- Très bien!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Duerfir ass Dateschutz och méi wéi jee e Mënscheschutz an duerfir och ëmmer eng Protektioun vun deem, wat de Mënsch ausmécht, näämlech vu senger Fräiheet an dacks genuch och vu senger Würd.

Duerfir ass de Gesetzespackage vun haut och esou wichteg. Net well e perfekt wier - dovu si mer leider wäit ewech -, mä well et dach awer eng eendeiteg Verbesserung ass an e Schrëtt an déi richteg Richtung an och e Wee fir d'Zukunft. Mä, wéi gesot, et bleiwen awer munch Kriticken unzebréngen a Froen opzewerfen. An dat wëll ech haut och maachen.

Dobäi sief virop gesot: Et ass e ganz komplexen an héich techneschen Dossier. Mä dat ass net entscheedend. Et ass net primär e Gesetz fir d'Fachwelt, mä et ass e Gesetz fir d'Bierger vun der Strooss oder vun den Datenautobunnen, wéi een an dësem Kontext jo soe muss, well den technologesche Fortschrëtt däerf ni eng Fin en soi sinn. Hie muss an éischter Linn ëmmer e mënschlech-gesellschaftleche Fortschrëtt sinn, an dat grad am digitalen Zäitalter.

(Interruption)

An anere Wierder: De Mënsch muss sech net der Technik, mä d'Technik muss sech dem Mënsch upassen!

Allerdéngs, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, richteg ass och: „Datenschutz ist wichtig, aber man kann auch überziehen." Dëst Zitat vum Otto Schily trëfft och op dat zou, wat mir an de leschte Wochen erlieft hunn. Vill vun eis hu Mailen drop an derwidder kritt.

Déi eng Mailen, fir eis averstanen ze erklären, dass mir weider Informatiounen oder Reklamme geschéckt kréien, a mir sollen eis mellen, wa mir dat net méi wëllen. Déi aner Maile waren, fir eis ze informéieren, dass, wa mir eis net explizitt géife manifestéieren, mir géife vun der Lëscht vun de Leit, déi ugeschriwwe ginn, gestrach ginn.

Une voix.- Dat war richteg!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- E gemeinsame Punkt haten dës Mailen alleguerten. Si hu sech näämlech op dat neit europäescht Reglement iwwert d'Schütze vun de perséinlechen Date beruff. Et gëtt een dem Gefill net lass, dass elo op eng Kéier jiddwereen den Dateschutz fir sech entdeckt.

Jo, Dateschutz ass in, virun allem a Virwahlzäiten, déi eng, well se net sécher sinn, ob se d'Daten, déi se sammelen, richteg benotzen, déi aner, well se net wëssen, wat mat den Date geschitt, déi se oft liichtfankeg weiderginn, oder zumindest akzeptéieren, dass Date gesammelt ginn.

Och mir Lëtzebuerger ginn dacks fräiwëlleg an de Butteker eis Postleitzuel un oder eise Gebuertsdatum, eis Adress an esou weider. Schliisslech wëlle mir jo all informéiert ginn iwwer verschidde Reklammen oder aner extra Aktiounen, wéi dat oft am kommerzielle Fachjargon heescht.

Jo, dacks hätte mir och gäre beim Dateschutz de Botter, d'Sue vum Botter an am beschten nach d'Laache vun der Caissière derbäi. Wat awer duerno mat dësen Date geschitt, ass ville vun eis net onbedéngt bewosst oder et ass eis ganz einfach egal.

Här President, esou oder esou huet dat europäescht Reglement iwwert den Dateschutz zumindest eppes mat sech bruecht: D'Leit an Europa, awer och hei am Land, si waakreggerëselt ginn. Et gouf vill vun Dateschutz an de leschte Méint a Woche geschwat, esou vill wéi scho laang net méi. An eleng dat ass schonn ze begréissen, well den Dateschutz ass jo net just eng juristesch, mä och eng ganz perséinlech Verhalensfro. Net alles kann een hei un de Stat delegéieren. Heiansdo muss een och selwer Verantwortung iwwerhuelen.

Dobäi hu mir den Dateschutz hei zu Lëtzebuerg fest an eise Gesetzer verankert. An eiser Verfassung gouf mat der Revisioun vum 29. Mäerz 2009 den Artikel 11(3) mat folgendem Wortlaut bäigesat: «L'État garantit la protection de la vie privée, sauf les exceptions fixées par la loi.» En Agréff an d'Privatsphär vun de Leit kann also nëmmen duerch e Gesetz geschéien. Dëst fënnt een iwwregens och am Artikel 8 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun erëm.

Weider hu mir hei zu Lëtzebuerg d'modifizéiert Gesetz vum 2. August 2002 iwwert d'Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Dëst ass eist eigentlecht Dateschutzgesetz zu Lëtzebuerg.

An de leschte Joren huet d'Datenindustrie sech rasant weiderentwéckelt an et gouf héich Zäit, och de legale Kader unzepassen. An dat wäert an Zukunft net vill anescht sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2011 huet d'Europäesch Unioun ugefaange mat enger Revisioun vun der Dateschutzdirektiv aus dem Joer 1995. Et gouf festgehalen, den Dateschutz europawäit harmonesch ze regelen an net 28 verschidde legal Basen ze hunn, wann et ëm ee vun de Grondwäerter vun der EU geet.

Dat neit Reglement mat der Nummer 2016/679 gouf ënner Lëtzebuerger Presidence am 2. Semester 2015 an engem Package finaliséiert. Zweifellos ee Succès vun dëser Presidence, wat mir och ausdrécklech begréissen. Dëst Reglement ass d'application directe an de 25. Mee vun dësem Joer an allen europäesche Länner gläichzäiteg a Kraaft getrueden.

Mat dësem Reglement huet e wierkleche Paradigmewiessel am Dateschutz an Europa stattfonnt.

Fir et kuerz ze resuméieren: Mir komme vun enger Logik vun dem Contrôle ex ante op de Contrôle ex post.

Soss gouf ëmmer am Virfeld ofgekläert, ob den Traitement vun den Date konform zum Gesetz wär. Duerno huet d'CNPD dann eng Autorisatioun ausgestallt, fir d'Daten ze sammelen an ze traitéieren.

Elo gi mir, wéi gesot, an eng Logik, mat där nodréiglech kontrolléiert gëtt, ob alles korrekt gemaach gouf um Niveau vum Traitement vun den Daten. D'CNPD soll zudeem an Zukunft vill méi kontrolléieren, beroden a sensibiliséieren. Si gëtt also gestäerkt.

Déijéineg, déi Date sammelen oder verschaffen, musse sécherstellen, dass déi Daten nëmme benotzt gi fir bestëmmten Zwecker, déi konform zum europäesche Reglement sinn. Weider muss séchergestallt sinn, dass d'Daten och richteg ofgeséchert sinn an net méi laang gehale ginn, wéi noutwendeg respektiv vum Gesetz hier virgesinn.

Här President, d'Ëmsetze vun deem ganz komplexen Dateschutz hei zu Lëtzebuerg geschitt iwwer dräi verschidde Gesetzestexter, déi net vill méi lieserlech si wéi déi entspriechend EU-Texter. Et sinn dëst d'Gesetzesprojeten 7184 an 7168, iwwert déi mir haut diskutéieren, an de Gesetzesprojet 7151 iwwert d'Passagéierdaten.

Lëtzebuerg wäert seng legal Basis also eréischt un déi nei EU-Texter upasse mam Vott vun dësen dräi Gesetzesprojeten, déi haut um Ordre du jour vun der Chamber stinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt ufänke mam Gesetzesprojet 7184 iwwert d'Neischafe vun der Commission nationale pour la protection des données an d'Akraafttriede vum europäesche Reglement iwwert den Dateschutz.

De Statsrot huet zu Recht kritiséiert, firwat en neit Gesetz gemaach gëtt. Déi meeschten europäesch Länner hunn näämlech hiren existéierende Gesetzeskader einfach ëmgeännert.

Grad an esou enger komplexer Matière soll een d'Texter, zumindest do, wou et méiglech ass, net nach weider künstlech verkomplizéieren, well och am Dateschutz muss een d'Rad net bestänneg nei erfannen. D'Rad ass schonn erfonnt, och am Dateschutz. An ouni dës textuell Extravaganze wier ee vläicht vill méi séier virukomm an der zoustänneger Chamberskommissioun. Vläicht wieren et och manner juristesch Hürde ginn, déi iwwersprong hu misse ginn.

Mä soit. Mir kënnen hei vill spekuléieren. D'Regierung huet zumindest hei d'Fënstere grëndlech opgemaach, bestoend legal Texter einfach ofgeschaaft an neier amplaz gesat, obschonns dëst net néideg gewiescht wier. Am Fong ass dat ee Verloscht u politescher Energie, déi engem dann op anere Plaze feelt.

Mä elo kann d'Regierung zumindest dëst Gesetz als hiert eegent Produkt verkafen, wat dann dobaussen och vill besser kléngt, wéi wann een einfach just seet: „Mir hunn e Gesetz aus der verdrängter CSV-Zäit ëmgeännert." Bei der Policereform war et jo och net vill anescht.

An datt mir mat dëser Kritik net eleng dostinn, huet och de Statsrot bewisen, deen direkt e puermol drop higewisen huet, dass och hien d'Demarche vun der Regierung net richteg verstanen huet. An de Statsrot ass jo nu wierklech keng Oppositiounsstëmm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt op dëser Plaz dem Här Berger e grousse Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et war näämlech wierklech net einfach, vu déi schonn ugeschwate komplex Matière. Trotzdeem wëll ech op verschidde Punkten agoen, déi der CSV-Fraktioun wichteg sinn.

Ufänke wéilt ech mat der Commission nationale pour la protection des données.

En éischte Punkt betrëfft d'Pouvoire vun der CNPD. Hei geet et ënner anerem drëm, dass d'CNPD d'Recht huet, juristesch aktiv ze ginn, wann et ëm den Dateschutz geet, an dëst souwuel am Kader vum europäesche Reglement wéi vun der europäescher Direktiv.

Mir hunn an dësem Kader och iwwert den Arrêt Schrems vum Europäesche Geriichtshaff diskutéiert. A mir hunn eis d'Fro gestallt, ob eng Autorité de contrôle kann eng sougenannten Décision d'adéquation ufechten oder net. An Däitschland, Frankräich an Irland ass dëst jo de Fall. An der Belsch an an Éisträich kann d'Autorité de contrôle kee Recours géint esou eng Decisioun huelen.

De Statsrot genee wéi d'CNPD hu gemengt, d'CNPD misst kënnen e Recours géint eng Décision d'adéquation huelen. D'Chamberskommissioun huet awer gemengt, et soll een deem Wonsch vum Statsrot an der CNPD net Rechnung droen, mä dëst misst op europäeschem Niveau gekläert ginn.

Et ass natierlech ëmmer einfach, sech hanner Europa ze verstoppen. D'CSV ass der Meenung, datt een dem Statsrot seng Bedenken zumindest hätt missen iwwerpréiwen.

Här President, mir hunn eis dann och d'Fro gestallt, ob d'CNPD soll en Accès op d'Lokaler kréien, an deenen d'Date stockéiert ginn. D'CNPD wollt näämlech Accès zu all de Lokaler kréien.

D'europäescht Reglement gesäit vir, dass den Accès zu de Lokaler muss op nationalem Plang geregelt ginn. Fir d'CSV stoung et ausser Fro, datt den Zougang zu de Lokaler ganz restriktiv ze handhabe wier.

Et kann net sinn, dass d'CNPD iwwerall kann eragoen, also och an d'Privathaiser. Hei geet et nach ëmmer ëm de Schutz vun der Privatsphär. Et wier jo eng Perversioun sonnergläichen, fir dës auszehieleche mam Virwand vum Dateschutz.

Dofir si mir als CSV frou, dass d'CNPD just Accès op d'Daten huet an net op d'Lokaler, an deene se stockéiert ginn.

Komme mer dann zum Personal vun der CNPD! Och iwwert dëse Punkt hu mir vill diskutéiert. Dat ass jo dacks bei Personalfroen de Fall.

Als CSV stoung et fir eis ausser Fro, dass d'CNPD hoheitlech Aufgaben ausféiert. Duerfir koum fir eis um Niveau vum Collège just de Statut vum Fonctionnaire a Fro, verbonne mat der Lëtzebuerger Nationalitéit. Dëst ass och de Fall fir d'Suppleantë vum Collège.

E weidere wichtege Punkt ass dee vun de Sanktiounen. D'europäescht Reglement gesäit explizitt vir, dass de Stat an d'Gemengen net mussen ënnert d'Amendes administratives respektiv d'Astreintes falen, déi kënne vun der CNPD verhaange ginn.

Et ass an dësem Zesummenhang interessant drop hinzeweisen, dass d'Regierung dëst an hirem Gesetzesprojet net virgesinn hat. Op d'Fro firwat, hu mir keng Äntwert kritt.

D'Beamte soten eis, dat wier eng politesch Fro. Den zoustännege Minister konnte mir awer leider net zu dësem Sujet befroen, well hien einfach net an déi zoustänneg Chamberskommissioun komm ass, mä sech ëmmer vu senge Beamte vertriede gelooss huet. Esou vill zu engem gudden Dialog mat der Chamber!

Une voix.- Oh, dat kann dach net sinn!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Fakt ass jiddefalls, dass déi zoustänneg Chamberskommissioun dunn en Amendement eragereecht huet, deen explizitt virgesäit, fir de Stat an d'Gemengen aus den Amendes administratives an aus den Astreintes erauszehuelen. Als CSV versti mir d'Demarche a mir hu se och matgedroen.

Erlaabt sief awer trotzdeem d'Fro, ob hei net no der Devise „deux poids, deux mesures" verfuer gëtt! Ech erkläre mech.

Wann an Zukunft op enger Gemeng oder enger Verwaltung eppes schifleeft am Kader vum Dateschutz, da kréie si keng Sanktioune vun der CNPD. Wann awer datselwecht an enger Privatfirma oder engem Établissement public schifleeft, da kréie si Amendes administratives respektiv Astreintes vun der CNPD.

Am Fong misste jo grad de Stat an och d'Gemengen hei mam gudde Beispill virgoen!

Une voix.- Très bien!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Mä well de Statsrot dëst awer matgedroen huet, wëlle mir als CSV an dësem Punkt och net méi helleg si wéi de Poopst. Schliisslech si mir jo als Chrëschtdemokraten net konfessionell gebonnen.

(Interruptions)

En anere Punkt, Här President, op deen ech awer wéilt an dësem Zesummenhang opmierksam maachen, ass deen, datt mat dësem Gesetzesprojet d'Sanctions pénales ofgeschaaft ginn, déi et bis elo am Kader vum Netrespekt vum Dateschutz gouf. An Zukunft ginn et just nach administrativ Amenden.

D'Artikelen 22 an 23 vun eisem Dateschutzgesetz vun 2002 verflichten de Verantwortleche vun der Veraarbechtung vu perséinlechen Daten dozou, all méiglech technesch an organisatoresch Moossnamen ze ergräifen, fir zum Beispill d'Date géint en net autoriséierten Zougréff ze schützen. Geschitt dat net, riskéiert deejéinegen eng Prisongsstrof vun aacht Deeg bis sechs Méint an/oder eng Amende vun 251 bis 125.000 Euro.

Mam neien Dateschutzgesetz gesäit dat elo anescht aus. Do si just nach administrativ Strofe virgesinn, esou dass een, dee sech an der Vergaangenheet eppes zuscholde komme gelooss huet, keng Prisongsstrof méi brauch ze fäerten.

Et handelt sech hei an dësem Fall ëm d'Applikatioun vum Prinzip vun der Retroaktivitéit vun der „méi duusser Strof", Principe de rétroactivité de la peine la plus douce op Franséisch. Dëst ass e Rechtsprinzip, dee sech aus dem Prinzip vun der Légalité des peines et des incriminations ofleet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum Commissaire à la protection des données! Dëse Kommissär ka fir d'staatlech Verwaltungen de Rôle vum Data Protection Officer iwwerhuelen.

Als CSV hu mir en Amendement eragereecht, dass och d'Gemenge kënnen d'Aufgab vum Data Protection Officer dem Commissaire à la protection des données iwwerdroen. Dësen Amendement gouf vun der ganzer Kommissioun ugeholl an ass an den Text agefloss, wat mir begréissen.

Hei geet et drëm, fir haaptsächlech klenge Gemengen d'Liewen ze vereinfachen. Si kënnen net all en Data Protection Officer astellen. An och esou eng Persoun zu e puer Gemengen deelen, ass net ëmmer einfach.

Fir eis als CSV ass et zousätzlech drëm gaangen, dass, wann et schonn e Commissaire

à la protection des données gëtt, et vill méi einfach ass, fir am Beräich vum Dateschutz eng eenheetlech Linn am ganzen ëffentleche Secteur ze hunn.

Här President, e Sujet, dee besonnesch ustrengend war, huet déi verschidde Kategorië vun Date betraff, wéi zum Beispill Daten iwwer reliéis, politesch oder philosophesch Iwwerzeegungen, genetesch Daten, biometresch Daten oder och Daten iwwert d'Sexualliewen oder déi sexuell Orientéierung vun de Leit. Den Traitement vun dësen Daten ass prinzipiell verbuede laut dem europäesche Reglement.

Hei wollt d'Regierung, an notamment d'Gesondheetsministesch, wesentlech méi wäit goe wéi dat europäescht Reglement an zouloossen, dass dës Date kéinte gesammelt a benotzt ginn am medezinnesche Beräich. Hei gouf och den Assurancen, de Pensiounsfongen, der Caisse médico-chirurgicale an allen Akteuren, déi en Agrement am medezinnesch-sozialen oder therapeutesche Beräich hunn, d'Dier grouss opgemaach. Souwuel de Statsrot wéi d'CNPD waren domadder awer guer net averstanen. Schlussendlech ass dëst fale gelooss ginn.

Als CSV begréisse mir dës restriktiv Handhabung vu besonnesche Kategorië vun Daten. Fir eis ass de Schutz vun der Privatsphär onbedéngt ze respektéieren, grad an esou sensibele Beräicher wéi dësen.

Här President, mir hunn eis och ausféierlech mat de Bestëmmungen iwwert d'Surveillance sur le lieu de travail auserneegesat. Och dëst war e waarmt Eisen. Doduerjer, dass nääml ech d'Gesetz vum 2. August 2002 iwwert den Dateschutz abrogéiert gëtt, fält och d'legal Basis vum Artikel 261-1 aus dem Code du travail iwwert den Traitement vun Daten iwwert d'Surveillance sur le lieu de travail ewech. Dowéinst gëtt dann och an dësem Gesetz den Artikel 261-1 aus dem Code du travail ëmgeännert.

Och fir eis als CSV ass et wichteg, dass d'Leit op hirer Aarbechtsplaz geschützt ginn, grad an dësem Beräich.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen awer haut och nach iwwer en anere Gesetzesprojet, nääml ech deen iwwert den Traitement vun Daten am penale Beräich respektiv am Beräich vun der bannenzegter Sécherheet.

Och dëse Gesetzesprojet huet et a sech. Hei gi ganzer 15 bestoend Gesetzer ofgeännert. Dëse Gesetzesprojet ass deemno net ze ënnerschätzen, och wann en eréischt um leschten Dag vun dëser Legislaturperiod an de Plenum kënnt. Dëst weist awer eemol méi, wéi wichteg den Dateschutz ass an och wéi komplex an technesch déi ganz Matière ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen dëse Projet, well mat dësem Gesetz d'Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën duerch d'Police eng gesetzlech Basis kritt. Dat war bis elo net de Fall. Iwwert déi sougenannt Urgence ass vu Joer zu Joer e vereelste Règlement grand-ducal verlängert ginn. Mir hunn ëmmer nees betount, dass déi systematesch Verlängerung vum Reglement vun 1992 eng net zefriddestellend Léisung ass. Zumindest gouf doduerch den Uschäi vu Legalitéit gewaart. Och d'Artikel-17-Kontrollinstanz huet regelméisseg an hire Rapporten drop higewisen.

Mir stelle fest, dass déi lescht Reconductioun den 1. Juni 2018 ausgelaf ass. Tëscht dem 1. Juni 2018 an dem Akraafttriede vun dësem Gesetz an engem eventuellen neie Reglement gëtt et also keng reglementaresch Basis méi fir d'Dateveraarbechtung bei der Police. Souguer géintiwwer dem neie Gesetz huet eis national Dateschutzkommissioun ëmmer nach hir Bedenken iwwer spezifesch Traitementer duerch d'Police. Dat ass extrem bedauerlech.

D'Kontrollinstanz schreift weider an hirem Rapport, dass d'Police an der Vergaangenheet nieft engem zentrale Fichier och eng Serie aner Traitementer duerchgefouert huet - et goung rieds vum Journal des incidents an esou weider -, déi keng kloer reglementaresch Basis hätten.

Och gouf festgestallt, dass d'Polizisten, déi bei aner Administratiounen a Servicer detachéiert goufen, weider Accès op esou Systemer bei der Police haten. D'CSV hofft, dass déi Onzoulänglechkeeten entre-temps behuewe goufen an och an Zukunft dem Dateschutz déi Unerkennung zougestane gëtt, déi e verdéngt.

Dir Dammen an Dir Hären, schwéier ass et, mengen ech, och fir d'Juristen hei an dësem héijen Haus, an net nëmmen an dësem Haus, ze wëssen, ob dann elo en Dateschutzproblem an enger Strofgeriichtsprozedur vun de Geriichter selwer oder vun enger vun den nei geschafene Kontrollinstanze muss gekläert ginn. Dëst féiert zu enger latenter Rechtsonsécherheet an domadder verbonnen zu Problemer an der Praxis. Mir wäerte mat Sécherheet opgefuerdert ginn, an den nächste Méint dësen Text unzepassen an ze präziséieren. Bei all Recht op Dateschutz a berechtegter Protektioun vun der Privatsphär däerf den Dateschutz net derzou féieren, fir Strofgeriichtsprozeduren um Ëmwee zum Falen ze brengen.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Ofschloss kommen, wollt ech awer nach e puer Wuert zur Vorratsdatenspeicherung soen, engem vermeintlechen Dada vun eisem Justizminister. Duerch e Gesetz vum 24. Juli 2010 huet Lëtzebuerg d'Virgabe vun der Direktiv 2006/24/CE iwwert d'Vorratsdatenspeicherung ëmgesat.

déi gréng hu sech ëmmer schwéiergedoe mat der Gesetzgebung. Si hu sech ëmmer géint dee Stockage ausgeschwat. Eh ben, elo, wou se an der Regierung sinn an et eigentlech kéinte besser maachen, hu se Angscht virum eegene Courage. A si hate sech vill virgeholl. Den Ophänker war en Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff an der Affär Digital Rights vum 8. Abrëll 2014, also méi wéi véier Joer hier.

Et sollt e grousse Worf ginn a sämtlech Luuchte stoungen op gréng. Komescherweis ass dee Projet säit 2015 net méi ugepaakt ginn. Mir haten eis erwaart, dass dat Ganzt elo géif an engem Package, dem Dateschutzpackage, duerch d'Chamber goen. Dëst ass awer net de Fall. „Mir schafen Tatsaachen", huet eng Kéier een hei op der Tribün gesot. Deen huet geneesou wéineg Wuert gehale wéi déi gréng. Souvill zur Geschichtsschreiwung!

Här President, ofschléissend wéilt ech nach eemol drop hiweisen, dass den Dateschutz eis alleguerten nach vill beschäftege wäert. Och d'Geriichter wäerten nach vill Aarbecht domadder kréien. Et wäerten an Zukunft vill Diskussioune ginn, fir ze wëssen, wat dann elo als Norm méi wichteg ass: Den Dateschutz oder den Informatiounszougang? Den Dateschutz oder den Archivage? Den Dateschutz oder den Antiblanchiment? Den Dateschutz oder de fräien Zougang zum Registre des sociétés? Den Dateschutz oder de fräien Zougang zum Registre des hypothèques?

Ech kéint dës Lëscht nach ganz laang hei weiderféieren. Et bleift jiddefalls och mam neien Dateschutzgesetz respektiv dem europäesche Reglement nach vill ze klären, wat déi praktesch Uwendung um Terrain ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz zum Schluss wëll ech awer nach eemol op de Fong vum Dateschutz als Mënschenschutz zréckkommen. Ech hunn am Ufank vu menger Ried eng Stëmm aus Japan zitéiert. Ech wëll ophale mat enger Mise en garde aus Amerika.

„You Are Not a Gadget," priedegt zënter Joren den Internetpionéier Jaron Lanier. Hien huet och e Buch zu dësem Thema geschriwwen, well ëm den „You", ëm d'Mënschebild also, geet et am Ennerbau vun dësem Gesetzespackage, well effektiv ass de Mënsch kee Gadget, keng Maschinn, keng Usammlung vun Daten oder Zifferen - genee dat heescht jo „digital" oder „numérique" -, an domadder och kee Produit vu wéi engem Weltkonzern och ëmmer.

Mir mussen also oppassen, datt mer an der schéiner neier Datewelt net eis mënschlech Séil, jo eis selwer, géint e kuerzfristege Funfaktor verkafen, mä dës Debatt vun enger mënschegerechter Datewelt steet eréischt am Ufank. Duerfir ass dëst Gesetz och kee Schlussstréch ënnert d'Debatt vum Dateschutz, mä vill méi just en Optakt vun därselwechter. Et lount sech also, fir hei um Dateball ze bleiwen, am Interessi vun eis alleguer. A geneesou ass eise Vott vun haut och ze verstoen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot fir d'LSAP.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mat Hëllef vun Date kann ee Wahle gewannen; wann et domm geet, den Donald Trump, wann et e bësse besser geet, de Barack Obama. Allen zwee hu se mat Hëllef vu soziale Medien e klengen Ënnerscheed gemaach an de Presidentiellë vun 2016 an 2008.

Mat Hëllef vun Date kann ee méi effikass Marketing maachen, fir Wueren a Servicer ze verkafen. Et kann een och Leit iwwerwaachen oder diskriminéieren, zum Beispill op der Aarbechtsplaz. Et kann ee Leit lokaliséieren. Wann iergendee mer nogelauschtert huet virun zwee Deeg, da weess en, dass d'Navigatiounssystemer per Satellitt fonctionnéieren, duerch Daten, duerch Positiounen, déi dann iwwerkräizt gi per Satellitt, wouduerch een da ka Guidage maachen.

Mat vill Daten, Big Data kann een Algorithmë fidderen, kënschtlech Intelligenz fonctionnéieren doe mat ville méiglechen Applikatiounen a bal alle Beräicher, sief et Medezinn, Droit, Linguistik an esou weider.

Wat ass bei dësem Gesetz nei am Verglach zu vergaangen Dateschutzlegislatiounen. Ech erënneren drun, dass mer schonn 1979 e Gesetz iwwert den Dateschutz haten, an duerno dat vun 2002, wat d'Direktiv vun 1995 ëmgesat huet.

Ech erënnere mech nach un dat Gesetz vun 2002. Och deemools war d'Opreegung relativ grouss an de juristesche Milieuen. Et huet jiddweree sech gefrot, wat dann elo wierklech d'Implikatioune wäre vun deem neien Text. Et huet jiddweree Courrieren an Emailen doruechter geschéckt, Autorisatioune gefrot a sech de Kapp zerbrach, ob en dann elo misst bei der CNPD eng Autorisatioun froe fir säin Traitement de données.

Bei deenen zwee Gesetzer, deenen zwee viregte Gesetzer, kann een, mengen ech, soen, dass se just deelweis ugewannt ginn, wann iwwerhaapt. Am Fall vun deem vun 1979, mengen ech, kann ee soen, dass dat Gesetz largement „lettre morte" bliwwen ass. A Skeptiker soen, dass et bei dësem Text, beim RGPD, net anescht wäert sinn.

Wat awer nei ass, mengen ech, wat wierklech nei ass, dat ass d'Digitaliséierung, d'Ausmooss vun der Digitaliséierung an d'Apparitioun vu Mastodontë wéi Facebook, Google a munch aneren, deenen hiert Geschäft dora besteet, géint Liken Daten ze sammelen an déi ze verwäerten an dann erëm weiderzeverkafen als Servicer.

„Data is the new oil." Et kann een et och als eng Wärung ugesinn. Déi meescht vun eis verbrénge vill, vläicht ze vill Zäit op Facebook an dëse Virwahlkampfzäiten. Do steet dann ëmmer „Facebook is free an it will always be that way." Wann een nach virun e puer Joer naiv genuch war, fir dorunner ze gleewen, da weess, mengen ech, haut jiddwereen, dass ee ganz wuel fir dee Service bezilt, an zwar mat senge perséinlechen Daten.

Ee vun de Fondateure vu Facebook, de Chris Hughes, schreift a sengem Buch „Fair Shot: Rethinking Inequality and How We Earn", dass hien net gleeft, dass et wéinst sengen extraen Talenter war, dass hien Honnerte vu Milliounе mat senge Facebook-Aktie verdéngt huet, mä éischter wéinst engem favorabelen Environnement. Massiv Tech-Gesellschafte wéi d'GAFAe waren a si just méiglech wéinst Deregulëierung, Finanziariséierung, niddreger Besteierung an Tariffer, déi eng kleng Grupp vun Entrepreneuren avantagéiere géigeniwwer vum breede Vollek.

D'Erkenntnis, dass perséinlech Daten awer net just do sinn, fir Business ze maachen, mä dass d'Mënschen e Recht hunn, driwwer ze verfügen, steet am Zentrum vum Règlement général sur la protection des données an och vun deenen zwee wichtege Gesetzer, déi mer haut stëmmen.

Si stoungen och schonn an der Direktiv vun 1995, déi an hirem zweete Considerant dësen, fannen ech, schéine Saz seet: «considérant que les systèmes de traitement de données sont au service de l'homme; qu'ils doivent, quelle que soit la nationalité ou la résidence des personnes physiques, respecter les libertés et droits fondamentaux de ces personnes, notamment la vie privée, et contribuer au (...) bien-être des individus.» Eng Leitlinn, déi ee sech am Fong fir all d'Aspekter vun der Digitaliséierung géif wënschen.

A wa sech heiansdo gefrot gëtt, firwat d'GAFAen all an Amerika entstane sinn, wa mer e bësse jalous soen: Firwat gëtt et där keng oder net esou vill an Europa?, dann huet dat vläicht och eppes mat enger gewëssener, a mengen Aen, gesonder europäescher Mefiance par rapport zu enger zügelloser an illimitéierter Benotzung vu privaten Daten zu geschäftlechen Zwecker ze dinn.

Fir eng kritesch Ausenanersetzung mat deenen Dopamin-baséierte soziale Medien à la Facebook empfeelen ech d'Buch, op dat meng Virriednerin och schonn higewisen huet, dem Jaron Lanier seng „Ten Arguments for Deleting Your Social Media Accounts Right Now". Dat ass effektiv e Silicon-Valley-Influencer, deen, mengen ech, weess, wouvunner e schwätzt. An ech géif Iech invitéieren, dat ze liesen, an dann no de Wahlen effektiv vläicht Är sozial Konten zouzemaachen.

Als LSAP begréisse mer dës zwee Projet-deloien ausdrécklech. Si sinn den eeschthafte Versuch, an enger digitaliséierter Welt den Emgang mat perséinlechen Daten am Interessi vum Mënsch ze gestalten.

Här President, ech géif gäre kuerz op d'Antecedente vun dësem Reglement agoen.

Den RGPD gouf souzesoen ugekënnegt duerch eng Partie zimlech politesche Jurisprudenze vum Europäesche Geriichtshaff. Den 8. Abrëll 2014 koum den Arrêt „Digital Rights", deen d'EU-Richtlinn iwwert d'Vorratsdatenspeicherung 2006/24 vu Mobiltelefondaten als net konform zur Europäescher Mënscherechtskonventioun erkläert huet.

Kuerz drop koum den Arrêt „Google Spain" vum 13. Mee 2014. Hei goung et ëm den Droit à l'oubli, also d'Recht fir d'Benotzer, d'Radéierung vun Daten aus enger Sichmaschinn ze fuerderen. Och hei huet d'Europäescht Geriicht beschloss, dass et esou en Droit à l'oubli gëtt, egal wou de Responsable du traitement sëtzt, an dësem Fall an Amerika, dat heescht, och wann en ausserhalb der EU ass.

Den 1. Oktober 2015 huet d'Cour hiren Arrêt ginn an der Affär Max Schrems géint Facebook, deen déi amerikanesch Safe-Harbour-Ofkommen als ongenügend invalidéiert huet.

Ech ka mech nach gutt erënneren un déi Sitzungen, déi mer haten an der Commission juridique, wou mer Echangen hate mam Justizminister, deen eis gesot huet, dass effektiv den Europäesche Geriichtshaff d'Memberstate géif derzou pousséieren, méi wäit ze goen an der Reform vum Data-Protection-Paquet, wou dee Moment e Blocage war, wou d'Länner net weiderkomm sinn.

An ech mengen, et ass dëser Regierung, insbesonnesch dem Justizminister mat senger Equipp, héich unzerechnen, dass se et fäerdegbruecht huet hei, déi Situatioun ze deblockéieren an effektiv ënner Lëtzebuerger Presidence am Dezember 2015 dëst Reglement, dat haut, mengen ech, weltwäit als e Benchmark ugesi gëtt fir den Dateschutz an dat och elo adoptéiert gëtt vun all deene grousse Players wéi d'GAFAen, dass mer dat hei fäerdegbruecht hunn. Ech mengen, dat ass eppes, wourop ee kann houfreg sinn.

Här President, d'CNPD kritt eng nei méi wichteg Roll an deem neie Kader vum Dateschutz. Dobäi kënnt e richtege Paradigmewiessel, deen doranner besteet, dass, amplaz dass d'Entreprisen an d'Autoritéiten, déi Daten halen an traitéieren, wéi bis elo a priori eng Autorisatioun musse kréien oder konform sinn, se elo am Fong d'Responsabilitéit hunn, fir dat selwer ze maachen. An et kann e Contrôle a posteriori komme mat vill méi héije Strofen, mat vill méi héije Sanktiounen.

D'Verantwortung läit also elo bei den Akteuren aus dem Privatsecteur wéi och bei de staatlechen Akteuren. Eng muncher musse sech och elo en DPO, en Data Protection Officer, zouleeën.

Heizou e puer Observatiounen.

D'CNPD muss natierlech däitlech méi Personal kréien, fir dës Missioun seriö kënnen ze erfëllen. Mir hunn an der Kommissioun iwwert d'Schwieregkeet geschwat, fir gutt Leit iwwerhaapt am Secteur vun den TICen ze fannen, vun den neien Technologien, déi bereet wieren, bei eng CNPD schaffen ze goen, wëssend, dass de Privatsecteur hei och ganz gutt bezilt.

Mir haten Diskussiounen iwwert d'Méiglechkeet, fir auslännesch Matbierger als Suppleant an deem Conseil de gouvernance oder de direction vun der CNPD ze setzen, wat natierlech eng wichteg Aart a Weis ass, fir gudde Leit eng Carrièresperspektiv ze ginn a fir déi och ze fideliséieren.

Meng Fraktioun wär ganz bereet gewiescht, wéi och anerer, fir op dee Wee ze goen, mä de Statsrot hat do Bedenken, soudass dat schlussendlech net gemaach ginn ass, wat mer bedaueren, mä et ass wichteg am grousse Ganzen, dass de Gendarm, also d'CNPD, hei gradesou gutt opgestallt a begaabt ass wéi de Justiciabelen.

An dëst ass en extrem wichtege Punkt. D'CNPD ka Geldstrofe vu bis zu 20 Milliounen Euro oder bis zu 4% vum Joresakommes vun engem Betrib verhänken. Et ass e bësse wéi mat der Reguléierung vum Finanzsecteur - wann een nach eng Kéier d'Analogie vun den Date mam Geld ka woen -, just dass d'CNPD natierlech nach laang net esou wäit ass wéi eng CSSF mat hire puer Honnert Mataarbechter.

Ech hunn och an der Kommissioun d'Fro vum Sanktiounsregimm opgeworf, déi mer zentral ze si schéngt. D'CNPD dierf net Juge et partie sinn. Si dierf net d'Instruktioun vum Dossier maachen an dann och d'Strofe verhänken. An ech froe mech, ob mer hei wierklech genuch Garde-fouen agebaut hunn an d'Gesetz, well d'Separatioun innerhalb vun der CNPD net organesch ass, mä reng personell.

An et ass gewosst, dass um Niveau vun der CSSF esou ee Projet de loi ënnerwee ass, dat ass déi Loi «sanctions», op déi mer scho länger

Zäit waarden, déi effektiv déi Division des travaux soll maachen um Niveau vun der CSSF. An, ech mengen, doriwwer soll een och relativ schnell am Kader vun der CNPD nodenken.

Här President, ech géif och nach gären e puer Wuert soen zum Beräich vun der Iwwerwaachung op der Aarbechtsplaz. De Volet RGPD vum Projet de loi huet jo op deem Punkt evoluéiert. An de Medien- a Kommunikatiounsminister huet an Zesummenaarbecht mam Aarbechtsminister nogebessert, och opgrond, mengen ech, vum Avis vun der Chambre des Salariés an opgrond vun enger Rei Diskussioune mat de Sozialpartner.

Den Artikel 88 vum Reglement erlaabt et, e speziellen Traitement vun Daten am Kader vun der Aarbechtsplaz ze maachen. An dës Matière gëtt elo weiderhin am Artikel 261-1 vum Code du travail encadréiert. A verschidde Schutzmechanisme goufen hei agebaut.

Et gëtt do zum Beispill en Informatiounsrecht fir de Comité mixte oder d'Personaldelegatioun an och eng Codecisioun a verschiddene Fäll.

An zweetens gëtt et d'Méiglechkeet, en Avis ze froe bei der CNPD. An ausserdeem besteet nach d'Méiglechkeet, eng Reklamatioun bei der CNPD ze maachen, wann ee mengt, dass et net konform wär zum Reglement.

Mä d'Chambre des Salariés wéi och den OGB-L hunn hei seriö Bedenken ugemellt. D'Suerg ass, dass hei Abusen d'Dier opgemaach gëtt, well et keng limitativ Oplëschtung méi gëtt vu Fäll, wou op der Aarbechtsplaz eng Surveillance ka gemaach ginn. Déi Garantie, déi mer probéiert haten, an den Text anzebauen, déi seet, dass «le simple consentement de la personne concernée ne rend pas d'office légitime le traitement mis en œuvre par l'employeur», also eng Aart «renversement de la charge de la preuve» ass gestrach ginn opgrond vun enger Opposition formelle vum Statsrot.

Wéi gesot, wär dat en «renversement de la charge de la preuve» gewiescht zulaaschte vum Employeur, well et ass gewosst, dass wéinst dem Lien de subordination e Consentement am Kader vun der Aarbechtsrelatioun net ëmmer dierf fir boer Mënz geholl ginn.

A mir verstinn d'Bedenken, déi den OGB-L hei umellt. Effektiv ass et an enger digitaliséierter Welt esou, dass d'Iwwerwaachungsmëttel ëmmer méi divers a villfälteg ginn an d'Vulnerabilitéit vun de Salariéen also ëmsou méi grouss.

Dofir wënsche mer eis, dass insbesonnesch an dësem ganz besonnesch sensibele Beräich d'CNPD eng streng Jurisprudenz entwéckelt an dass een net zécke sollt, eventuell nozebesseren, sief et um nationale Plang, oder sech derfir anzesetzen, soudass et um europäesche Plang hei eng Evolutioun gëtt, wa sech sollt weisen, dass dat net esou fonctionnéiert, wéi et sollt.

Den zweete Volet vum Paquet Protection des données ass dee vun der Behandlung vu strofrechtlechen Daten, déi jo och, wéi de Rapporteur an anerer dat scho viru mer gesot hunn, eng extra grouss Sensibilitéit hunn.

Ee vun den Haaptpunkten hei ass d'Schafung vun enger Autorité de contrôle judiciaire, déi d'Kontroll vun den Traitementer, déi duerch Geriichter an hirer Fonction juridictionnelle gemaach ginn, sollt iwwerhuelen. Dëst ass néideg aus evidente Grënn vun der Gewaltentrennung. Et gëtt also hei am Beräich vun deem Gesetz eng gedeelte Kompetenz vun der Autorité de contrôle judiciaire an der CNPD, déi fir dee ganze Rescht zoustänneg ass.

Här President, et ass scho geschwat ginn iwwert d'Exemptioun fir staatlech Autoritéiten. Dat begréisse mer natierlech als LSAP. Mir begréissen och déi Solutioun, déi fonnt ginn ass mam Commissariat à la protection des données, deen elo kann DPO spille fir d'Gemengen. Och dat, menge mer, ass eng gutt Léisung, insbesonnesch am Interessi vu méi klenge Gemengen, déi et sech einfach net kënne leeschten, e Vollzäit-DPO anzestellen.

Här President, de Commissaire à la protection des données, de Gérard Lommel, huet an enger Reunioun vun der Héichschoulkommissioun eppes gesot, wat ech fonnt hunn, wat de Paradigmewiessel, deen duerch Gesetzer gemaach gëtt, relativ gutt resuméiert. Hie sot: „Den Dateschutz muss an d'Käpp kommen, net op d'Formulairen!" Mä fir dass dat geschitt, mussen d'Leit verstoen, wat hir Rechter a Flichte sinn, a si musse se och acceptéieren. Si mussen dozou adheréieren. Dat setzt eng gewëssen Educatioun viraus. Dat setzt eng didaktesch Approche, eng Simplificatioun, eng Vulgarisatioun viraus.

An deem Kontext géif ech gären d'Opmierksamkeet vun Iech a vun deene Leit, déi eis nolauschteren, am Fong dréien op zwou Broschüren, déi gemaach gi si vun der CNPD. Déi eng ass fir d'Bierger: «Vos données? Vos droits!» An déi aner ass fir d'Betriber a fir d'Organismes publics et associations: «Vos obligations en matière de protection des données». Dat sinn zwou gutt gemaachte Broschüren, déi op e puer Säiten dës komplex Matière ganz gutt resuméieren an déi, mengen ech, och fir, jo, e gewëssenen Apaisement an der Populatioun, bei de Veräiner, bei de Betriber, mengen ech, suerge wäerten an am Fong weisen, dass dat Ganzt net esou dramatesch ass, wéi et heiansdo duergestallt gëtt.

Mä ech mengen, dass souwuel d'Bierger wéi och d'Betriber an d'Verwaltunge sech musse bewosst sinn, dass d'Recht, iwwer seng perséinlech Daten ze verfügen, sech kënnen ze wieren, wa se mëssbraucht ginn, fir wat fir een Zweck och ëmmer, d'Recht, sécher ze sinn, dass se just fir e bestëmmten Zweck gebraucht ginn, dass dat alles Bierger- a Mënscherecht ass an dass dat ëmsou méi e wichtegt Grondrecht ass, well haut an enger globaler digitaliséierter Welt déi perséinlech Daten de Grondstoff si vun där neier Ekonomie.

Dat gesot, géif ech Iech gäre Merci soe fir d'Nolauschteren an den Accord brénge vun der LSAP fir dës zwee Projet-de-loien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson fir déi gréng.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Här President, ech mengen, hei si verschidde Leit schonn e bëssen an der Vakanz, wann ech d'Dier esou héieren, wa se opgeet. Gutt!

Ech weess, et ass e komplexen Dossier, en techneschen Dossier, mä et ass schonn e puermol haut gesot ginn: Et ass wierklech e ganz wichtegen Dossier. An ech mengen, dass et gutt ass, wa jiddweree sech däers bewosst ass.

Et ass e Saz, en ass schonn haut gefall, mä ech fannen, dass dee Saz d'Wichtegkeet vun der Matière immens gutt illustréiert. „Perséinlech Donnéeë sinn de Pëtrol vun haut", mat deene Wierder geet och de Film „Democracy" vum David Bernet un, dee ganz gutt retracéiert, wéi d'Aarbechten am Europaparlament zu deem Projet gelaf sinn. An dee Saz entsprécht schonn der Realitéit.

D'Bewosstsinn iwwert d'Wichtegkeet vun den Daten ass wuel bei groussen internationale Konzerner scho laang präsent, mä beim breede Public sinn et virun allem déi rezent Skandaler, wéi déi ronderëm Cambridge Analytica, déi ville Leit kloergemaach hunn, datt et net egal ass, wéi eng Tracë se wou hannerloossen, datt alles, datt och de gratis Internet säi Präis huet an datt grad persounebezunnen Donnéeën en héije Präis kënnen hunn.

Eng Notzung am breede Stil vu perséinlechen Donnéeë kann natierlech positiv Aspekter hunn, se ka virun allem d'Recherche an der Medezinn weiderbréngen, mä se kann och ganz negativ Konsequenzen hunn. Se ka manipuléieren: vläicht net esou schlëmm - eis Kafgewunnechten; e bësse méi schlëmm - eise Wielerwëllen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Net fir näischt gouf et 4.000 Amendementer zum Text vum Rapporteur Jan Philipp Albrecht, engem Text, deen d'ailleurs jo vun der Kommissärin Viviane Reding agereecht gi war. 4.000 Amendementer - esou vill goufen et der nach ni am EU-Parlament - goufen zu deem Text eragereecht.

An och ni virdru gouf et esou eng intensiv Lobby-Aarbecht am EU-Parlament, engem EU-Parlament, wou dat jo awer wierklech keng Rarität ass. An déi Lobby-Aarbecht, déi gouf net, oder op alle Fall net majoritär gemaach, well d'Entreprisen Angscht haten, wéi dat vläicht heiansdo verlaude gelooss gouf, virum administrativen Opwand. Si gouf gemaach, well d'Date Gold wäert sinn.

Nawell hu mer elo an Europa dee weltwäit beschte Schutz vun de perséinlechen Daten. Mir setzen hei en Zeechen an déi aner mussen nozéien. Dat ass Europa, wéi et soll sinn. An deen Text ass ënner Lëtzebuerger Presidence ficeléiert ginn. An ech mengen, datt et ee vun dem Justizminister Félix Braz senge grousse Succèse vun där Presidence war.

Skandaler ronderëm d'Revelatioune vum Edward Snowden oder Facebook beleeën, datt et wierklech e Problem ass. Grad wéi deen um méi klengen Niveau lästegen „targeting" vun der Publicitéit um Internet. Een Artikel, deen een uklickt, e Produit, deen ee keeft, an et gëtt een dee Produit ni méi lass. Et ass de Geschäftsmodell vun den zwee Gigante Facebook a Google. Si verspriechen déi perfekt „user experience" doduerch, datt se esou vill wéi méiglech Daten iwwer ons sammelen, Daten, déi mer alleguer, oder vill vun ons, mat enger Grousszügegkeet fräiginn, déi nëmmen erstaune kann.

An dat ass a mengen Aen deen éischte Meritt vun deenen neien EU-Bestëmmungen: Se maachen d'Leit op ee Problem opmierksam. D'Protektioun vun de perséinlechen Donnéeën ass e Grondrecht, esou steet et am éischte Considerant vum Reglement, mä erstaunlecherweis e Grondrecht, wat vill vun ons net wierklech seriö huelen. Mir mussen ons bei all Notzung, sief et am Internet oder an der realer Welt d'Fro stellen, ob ons Daten ons dat wäert sinn, wat mer en contrepartie kréien, sief et Prozenter oder Kafbongen am Buttek, wa mer eng Clientskaart huelen - well et geet net just ëm den Internet -, wou ee vun der Pampers iwwer Iessen a Gedrénks, Ënnerwäsch a Kleeder sech deemno wéi plakeg ausdeet, fräiwëlleg. Well wann een dat dacks genuch gemaach huet, da kritt een zum Beispill en Akafsbong vu fënnef Euro.

Wie vun Iech heibanne géif sech fir dee Präis wierklech ausdoen?

(Hilarité)

Am Internet maache mer datselwecht, wa mer am Géigenzuch zu enger Geolokalisatioun kënnen de Restaurant fannen, deen am Reesguide steet. Ech gesinn, Dir lauschtert mer awer nach no. Dat ass gutt.

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- E ganz bësse Rou, wann ech gelift. D'Madamm Tanson hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Am Internet maache mer datselwecht. Mir sinn an der Vakanz, mir kucken e Reesguide, mir kréien e Restaurant uginn, an dann huele mer eisen Handy a ginn dann emol déi Adress an a mir soe Google, wou mer sinn, wou mer wëllen iesse goen, an als Contrepartie gëtt Google eis de Wee un.

Déi Prise de conscience muss passéieren, zemools wann een iwwerzeegt ass, datt d'Daten aus onser Welt net méi ewechzedenke sinn. Den Ëmgang mat den Date muss geléiert ginn. D'Diskussioune ronderëm d'Dateschutzveruerdnung hunn de Meritt, zu deem Léierprozess bäizedroen.

D'CNPD, déi domadder och hirer am Artikel 8.2 vun dësem Projet fixéierter Missioun gerecht gëtt, huet zu Recht an hirer Publikatioun - de Franz Fayot huet se virdru scho gewisen: «Vos données? Vos droits!» - net just op déi plus ou moins nei Rechter vum Reglement higewisen, mä och de Leit Recommandatioune ginn, wéi se solle mat den Daten ëmgoen. Well dat ass u sech d'Prämiss vun allem, an der Essenz: Et soll een net méi vu sengen Date weidergi wéi wierklech néideg. Et soll ee sech informéieren, ier een e Profill erstellt, wat dat alles mat sech bréngt, oder d'Konditioune vun engem Site akzeptéiert, wou een esou gär einfach nëmmen uklickt, fir esou séier wéi méiglech weiderzekommen.

Et soll een e sécheren Ëmgang vu sengen Donnéeë fleegen, zum Beispill - an dat ass eppes, wat vill vun ons net maachen - andeems ee verschidden E-Mailen huet fir verschidden Aktivitéiten, professionell, privat, associativ. Et gouf ganz vill Opregung an den Institutiounen a Betriber iwwert déi nei Veruerdnung. Mä am alldeeglechen Ëmgang mat den Daten ännert sech net esou vill. Et si wuel zum Deel déi héich Strofen, déi elo virgesi sinn, an d'Bewosstsinn, datt jiddweree vum Sportsveräin bis hin zum groussen, digitale Konzern, deen Daten traitéiert, ënnert d'Veruerdnung fält, déi maachen, datt d'Opregung grouss ass.

Och ech hunn Honnerten E-Maile krut vun Newsletteren, déi ech sollt confirméieren. De Gros vun deenen Newsletteren hat ech ni ugefrot an ech hu bei kenger enger mäin Accord ginn. Ech kréie se awer poulriicht weider. Entweder déi Newsletteren hätte mer virum 25. Mee scho guer net geschéckt dierfe ginn, well ech och do net mäin Accord ginn hat, oder si dierfte mer elo net méi geschéckt ginn, well ech no expresser Demande mäin Accord net ginn hunn. Mä do schéngt nach vill Sensibiliséierungsaarbecht noutwendeg, och wann d'CNPD, wat elo de reng nationale Volet ugeet, schonn eng sëlleche Formatiounen ugebueden huet, bei där e puer Honnert Leit waren. Déi nächst ass, dat fënnt een iwwregens um Site, de 4. September.

Dës Texter hunn och de Virdeel, datt vill Entreprisen, Fräiberuffler a Veräiner sech hirer Verantwortung bewosst ginn, net méi Daten ze sammele wéi néideg, déi Daten och net méi laang ze hale wéi néideg, e Regëster iwwert den Traitement vun den Daten ze féieren, Prozedure beim Sous-traitant ze iwwerpréiwen, well et ass een net dedouanéiert, wann een engem aneren dat alles weidergëtt. Dat sinn déi Haaptpunkten, mat deene jiddwereen, deen Daten traitéiert, sech spéitstens elo muss ausenanersetzen.

Dat ass net negativ per se, wann ee sech der Wichtegkeet vun den Date bewosst ass. Mä et ass effektiv eng Revolutioun a verschiddene Mentalitéite verlaangt. Positiv ass, datt och d'éffentlech Hand, d'Verwaltungen an d'Gemenge méi sensibiliséiert ginn, datt eng Donnée, déi si traitéieren, net fir jiddwereen, deen op där Plaz schafft, zu all Moment accessibel ass, eng Verflichtung laut Artikel 25 vum Reglement.

En Deel vun der Opregung bei de Gemengen zum Beispill konnt jo berouegt ginn, andeems se d'Méiglechkeet kruten, op Propos hi vun der CSV, fir iwwert den nationale Kommissär ze fueren als DPO. Dat verlagert zwar, wéi mer et och vum Gérard Lommel an der Kommissioun confirméiert kruten, just de Käschtepunkt fir den DPO vun de Gemenge bei de Stat, well och déi national Instanz, op d'mannst an enger éischter Phas, op Privatentreprisen muss zréckgräifen, fir dee ganze Volet vun neier Aarbecht ze bewältegen. Mä et garantéiert awer elo, an dat fannen ech déi positivste Saach, virun allem eng homogen Erugoensweis vun all de Gemengen an eben de staatlechen Institutiounen.

Wann ee vun Dateschutz zu Lëtzebuerg schwätzt, geet et awer och an Zukunft net duer, sech just op déi Texter ze beruffen, iwwert déi mer haut ofstëmmen. Et muss een ëmmer d'Reglement mat deem generelle Gesetz zesumme liesen, an deemno ëm wat et geet, nach déi sektoriell Dispositioune mat derbäihuelen.

A puncto Dateschutz kënnen all d'Bierger natierlech vun deene Rechter Gebrauch maachen, déi d'Reglement hinnen zouschreift. Ech ginn net méi esou am Detail drop an, vill vu menge Virriedner hunn dat jo scho gemaach, mä am kuerzen Iwwerbléck awer nach eng Kéier als Rappell déi wichtegst: Et kann ee gewuer ginn, wéi eng perséinlech Donnéeë vun engem gehale ginn. Et kann ee sech géint dee lästege Profilage an der Publicitéit wieren. Et kritt een eng méi transparent Duerleeung vun der Datennotzung. Et huet een e Recht drop, vergiess ze ginn. Et kann ee verlaangen, datt all d'Daten, déi vun engem enzwousch gespäichert sinn, zerstéiert ginn. Dat gëllt och fir Fotoen, déi Eltere vun engem op Facebook gesat hunn. Dat ass virun allem e Problem, mengen ech, fir déi nächst Generatioun vun Erwuessener.

Wat ännert elo am Fonctionnement hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Reglement eraus? Ech ginn elo aus zäitleche Grënn net méi op alles an, et ass jo och scho vill gesot ginn. D'ailleurs och Merci dem Eugène Berger fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Just vläicht nach e puer Punkten. Zoustänneg fir d'Anhale vum Respekt vum Dateschutz ass weiderhin d'CNPD. Hir Missioun verännert sech awer. Et ass scho gesot ginn, et gëtt e Contrôle a posteriori agefouert, wat a villen Hisiichten eng Vereinfachung fir d'CNPD mat sech bréngt, well se sech net méi mat all den Notifikatiounen erëmschloe muss. Mä virun allem ginn d'Akteuren um Terrain responsabiliséiert.

Jiddwereen ass elo selwer zoustänneg fir d'Donnéeën, déi en traitéiert, a muss fir hir Sécherheet suergen, sief et mat oder ouni DPO, dee jo zum Beispill fir déi éffentlech Autoritéite Flicht ass. Et ass de Prinzip vun der „accountability". De Responsabele vum Traitement muss zu all Moment beleeë kënnen, datt den Traitement vun den Donnéeë konform zu Reglement a Gesetz ass. Och d'Persoun vum DPO gëtt net méi vun der CNPD agreéiert. Déi Designatioun fält also och ënnert d'Responsabilitéit vum Responsabele vum Traitement.

D'CNPD ass elo an Zukunft zoustänneg fir all Traitement vun Donnéeën, ausser dee vun de Justizautoritéiten. Dorop kommen ech nach. Vun de Strofen hier verlagert sech de System vum bis ewell strofrechtleche Plang op administrativ Strofen. D'CNPD kann déi Strofe verhänken, déi am Artikel 83 vum Reglement virgesi sinn, also administrativ Strofen, bei deenen de Montant vu ville Facteuren ofhänkt, wéi zum Beispill, ob eng bewosst oder onbewosst Violatioun vun den Dispositioune vum Reglement geschitt ass oder ob Sue verdéngt goufen.

Et fält also bei Wäitem net all Violatioun ënnert déi faméis Strofmooss vun 20 Milliounen Euro, wéi am Artikel 83 vum Reglement virgesinn, oder ob déi 4% vum Chiffre d'affaires. Wéini esou eng Strof ka fälleg ginn, ass am Reglement am Detail opgelëscht an de Stat an d'Gemenge si jo wéi scho gesot vun deene Strofen ausgeschloss.

Dës administrativ Strofe sinn ee vun de grousse Changementer vum Fonctionnement vun der CNPD. Mir komme fort vun de strofrechtleche

Sanktiounen, déi sech laut éischtem Avis vun der CNPD als éischter oneffikass erwisen hunn, a behalen där just nach eng. Dat ass déi vun der Entrave, wann also eng Persoun d'CNPD empêchéiert, hire Missiounen nozekommen, da ka se nach ëmmer strofrechtlech belaangt ginn.

Ech mengen, datt déi Verlagerung vu strofrechtlechen op administrativ Strofen an dësem Fall gutt ass. Et kënnen esou op eng effikass Aart a Weis Strofe verhaange ginn an d'Effikassitéit ass grad dat, wat an dësem Fall elementar ass, well et dorëms geet, en Ofschreckungseffekt ze hunn, fir datt ee sech wierklech der Saach conforméiert.

Zwou Erausfuerderunge stelle sech, déi vun der Trennung vu Kontroll a Sanktioun, déi zwar gesetzlech intern personnell geregelt ass, mä eventuell nach fir juristesch Diskussioune ka suergen. An da muss d'CNPD bei der Exekutioun vun der Sanktiounsroll sech natierlech un d'Prescriptiounen, déi d'CEDH opgestallt huet, halen.

Doduerch, datt d'CNPD elo just nach eng Kontroll a posteriori ausüübt, kritt se och ganz zolidd Pouvoiren, fir ze enquêtéieren, dont ënner anerem den Accès zu alle perséinlechen Daten, déi traitéiert ginn, an zu all Informatioun, déi noutwendeg ass, fir hir Missioun auszeüben.

D'CNPD kann och iwwer all Affär déi geriichtlech Instanzen informéieren. Mä si kann net, esou wéi am Arrêt Schrems virgesinn, d'Adequatiounsdecisioune vun der Kommissioun, also der Europäescher Kommissioun, dat heescht, déi Decisiounen, déi driwwer decidéieren, ob e Land oder verschidde Sektoren aus engem Land en héich genuche Protektiounsniveau bidden, fir datt d'Daten aus der EU an esou en Drëttstat transferéiert ginn, selwer viru Geriicht ausbremsen oder eng Fro un den Europäesche Geriichtshaff stellen, fir dës Decisioun ze iwwerpréiwen.

Däitschland a Frankräich hunn esou eng Dispositioun, Lëtzebuerg genee wéi d'Belsch net. Mir hunn dat och net virgesinn, well an den Diskussiounen an der Kommissioun sech erausgeschielt huet, datt dëst éischter misst op europäeschem Plang behandelt ginn an datt et op onsem klenge Lëtzebuerger Territoire éischter rar dierft sinn, datt mer mat esou enger Demande konfrontéiert ginn.

Nawell stellt sech d'Fro vun der Konformitéit zum Arrêt Schrems an op d'mannst déi vun der Noutwendegkeet, de Problem europäesch ze regelen.

Op d'Protektioun vun de Salariéë ginn ech elo net méi am Detail an, de Franz Fayot huet dat virdru schonn erkläert. Et ass evident, datt d'Salariéë musse ganz gutt geschützt ginn, datt do muss eng speziell Kontroll sinn, datt se geschützt ginn. Mä mir hunn eis hei den Opposition-formellë vum Statsrot gefüügt, déi ze verstoe sinn, wann een déi europäesch Texter kuckt. Mä et ass wierklech en Dossier, deen ee muss am A behalen.

Mir stëmmen haut nach iwwer en zweete Projet of, e bëssen d'Stéifkand vun deem éischten, d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2016/680, d'Protektioun vu perséinlechen Daten am strofrechtleche Beräich. Dëse betrëfft d'Strofgeriichter, de Parquet, d'Police, d'Douane, de Prisong, de SRE an d'Arméi, asoufern se Donnéeën zu strofrechtlechen Zwecker traitéieren. Wa se se zu aneren Zwecker traitéieren, wa se zum Beispill d'Gestioun vun hire Ressources humaines maachen, fale se ënnert d'Reglement, also déi generell Bestëmmungen. Grad wéi beim Reglement sinn déi grondsätzlech Bestëmmungen an der Kontinuitéit vun der Direktiv vun 1995, déi zu onsem Gesetz vun 2002 gefouert hunn.

Et ass begréissenswäert, wéi och d'Mënscherechtskommissioun dat an hirem Avis opwërft, datt elo just nach, ausser fir geriichtlech Aktivitéiten, eng Autoritéit kompetent ass, an zwar d'CNPD. Bis ewell gouf et eng Autorité de contrôle spécifique laut Artikel 17 vum Gesetz vun 2002, déi fir Donnéeë vu SRE, Police, Arméi an Douane zoustänneg war, zesummegesat aus dem Procureur général d'État an zwee Membere vun der CNPD, déi awer keng eege Ressourcen hat a fir déi de Règlement grand-ducal, deen am Gesetz virgesi war, ni geholl gouf.

Aus dem Rapport vun der Autorité de contrôle geet ervir, datt se just siwemol am Joer 2015 fir en Accès op Donnéeë saiséiert gouf.

Ofschléissend nach e Wuert zu de Sanktiounen. Am Kader vun de strofrechtlechen Donnéeë kënnen och Amenden ausgeschwat gi vu 500 bis 250.000 Euro mat enger Rekursméiglechkeet virum Verwaltungsgeriicht an, vill méi effikass, d'Méiglechkeet, eng Astreinte vun 100 Euro den Dag auszeschwätzen.

Mir haten an der Kommissioun eng länger Diskussioun driwwer, wien dës Amende misst bezuelen. Am urspréngleche Text war virgesinn, datt d'Amendë géint de Stat geschwat ginn, ausser d'CNPD géif feststellen, datt de Fait à la base vun der Sanktioun wëssentlech gemaach gi wär. No enger Opposition formelle vum Statsrot gouf dëse Passus allerdéngs gestrach, well an deem generelle Projet am Artikel 48 drasteet, datt d'CNPD keng Strofe ka géint de Stat an d'Gemengen ausschwätzen.

Wann een dës Texter also zesumme liest, wat ëmmer d'Erausfuerderung wäert sinn, da muss dës Strof géint d'Persoune geschwat ginn. Jiddweree wäert sech op alle Fall an der nächster Zäit nach dacks mat dëser Matière beschäftegen, ob als Privatpersoun oder am Beruff. Et ass eng Matière, déi och stänneg a Bewegung ass, mä soubal net wäert u Wichtegkeet verléieren, mat där mer also all besser hunn, eis ze konfrontéieren.

Mir brauchen hei och elo keng Motioun ze stëmmen, datt mer dat an dräi Joer sollen eng Kéier evalueéieren, well et steet näämlech esou am Reglement, datt schonn de 25. Mee 2020 an duerno am Véierjorestakt eng Evaluatioun vum Reglement gemaach gëtt.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Wéi ech haut de Moien ulässlech vun der Debatt zum Rapport vum Ombudsmann gesot hunn, ass et onëmgänglech wichteg, datt d'Gesetzestexter kloer a verständlech verfaasst sinn. Deen Usproch erfëllen dës Texter zum Dateschutz kloer net, wéi och d'Diane Adehm et scho ganz richteg duergestallt huet.

Si mir all heibanne fir Dateschutz? Jo, natierlech. Mä muss een dofir esou eng Usine à gaz opriichten, déi esou komplex ass, datt keen normale Lieser wierklech duerchbléckt?

Une voix.- Ganz gutt!

M. Roy Reding *(ADR).*- Stänneg muss een tëscht Reglement a Gesetzestexter hin- an hierliesen duerch déi Onmass vu Querverweiser. Neen, ee kloert Gesetz gesäit anescht aus. An eleng duerfir kéint een dat heite schonn ofleenen.

Ech picken dann als Jurist eng Dispositioun eraus, déi besonnesch kritikabel ass. D'Dateschutzkommissioun kann an Zukunft Astreintë verhänken, Zwangsgelder, fir datt eng Persoun Informatioune liwwert, déi d'Dateschutzkommissioun gären hätt. Net méi spéit wéi dës Woch hu mer en Debat gefouert iwwer all Ugeklotem säi Recht, net ze schwätzen, sech net musse selwer ze inkriminéieren a senger Présomption d'innocence. Dat sinn onvereenbar Texter.

Wann ee sech iwwert d'Diskussiounen, wat den Dateschutz betrëfft, informéiert, stellt een erstaunt fest, datt d'Appreciatioune vu Spezialiste wäit auserneeginn. Déi eng mengen, duerch national Gesetzer géifen d'Regelen opgeweecht ginn. Anerer soen, d'Reglement, dat europäescht Reglement, vun deem mer hei schwätzen, wier „Meinungsversklavung im EU-Stil", oder „eines der schlechtesten Gesetze des 21. Jahrhunderts", wéi den Thomas Hoeren sot, de Chef vum Institut für Informations- und Medienrecht vun der Universitéit Münster.

Mä dëst Reglement ass virun allem emol eppes: eng onerdréiglech Amëschung vun der Europäescher Kommissioun an enger Matière, déi si eigentlech guer näischt ugeet. National verschidde Regelen zum Dateschutz sinn absolutt keen Hindernis fir den Exercice vun de Grondfräiheeten an Europa. An et war keen anere wéi d'Kommissärin Viviane Reding, déi dat heite Reglement op d'Schinn bruecht huet. Si ass bekannt derfir, eng Verfechterin ze si vun engem uniformiséierte Rechtswiesen an der ganzer Europäescher Unioun, eng Häresie per se fir d'ADR.

Si sot an engem Interview den 21.2.2012, „künftig solle deshalb eine Regel für einen gemeinsamen Binnenmarkt gelten und eine Datenschutzbehörde als Anlaufstelle dienen." - Deemools war et nach „eine Datenschutzbehörde". - „Vor allem kleine und mittelständische Betriebe würden dadurch entlastet, es müssten nicht mehr ‚Tonnen von Papier' ausgefüllt werden, sagte Reding."

An d'Wierklechkeet, no dësem Text, ass de genaue Contraire!

Déi belsch Zeitung „Tendances" huet resuméiert, wat d'Entreprisë befäerten.

Éischtens: „Sanctions indigestes", Risesanktioune vu bis zu 4% vum Chiffre d'affaires - net vun engem Benefiss! - kënne verhaange ginn.

Zweetens: „Profils à trouver d'urgence"! Soubal méi wéi zéng Leit an der Dateveraarbechtung agespaant sinn, muss all Betrib, all Veräin - och all Veräin! - en Data Protection Officer hunn.

Drëttens: D'Personal muss an der Urgence forméiert ginn, well den interne Prozess vun Datesammlung an Dateveraarbechtung dokumentéiert muss ginn.

(Brouhaha)

Véiertens: „Des tonnes de données à analyser". Ech mengen, mir sinn eis eens, datt et dräi Kategorië gëtt vu Firmen: Déi, wou dee ganze Businessmodell drop berout,…

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Madamm Presidentin!

M. Roy Reding *(ADR).*- …datt Date gesammelt ginn. Mir schwätzen hei vu Facebook, Google, Amazon an esou weider. Zweetens,…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Reding, erlaabt Der, dass den Här…

M. Roy Reding *(ADR).*- …d'Banken, neen, ech erlaben et net.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Madamm Presidentin, et stëmmt net, wat den Här Reding seet. Et ass net esou, datt e Veräin mat zéng Membere muss en DPO hunn. Dat wëll ech awer hei richtegstellen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Wann ech gelift, Madamm Presidentin, ech sinn amgaangen ze schwätzen. Kann den Här Berger mech wann ech gelift schwätze loossen?

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Den Här Reding seet egal wat!

Une voix.- Här Berger, Dir kënnt jo nach eng Kéier erauskommen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Berger, Dir kritt d'Wuert duerno.

M. Roy Reding *(ADR).*- …zweetens, d'Banken an d'Spideeler, déi wierklech sensibel Date verschaffen, do si mer eis eens, an awer dann drëttens all déi aner Entreprisen a Veräiner.

D'Zeitung fiert da viru mat, als fënnefte Kritikpunkt: „Un monstre administratif". Alles, d'Kollekt an den Traitement vun den Donnéeën, muss dokumentéiert sinn. Ech ginn nach drop an, wat d'Veräiner ubelaangt.

Sechstens: „Alerte aux fuites de données". Alles dat geet net duer, et muss een och nach sécherstellen, datt d'Cyber Security geséchert ass, datt Firewalls installéiert ginn, bref Méikäschten, déi enorm si fir all klenge Betrib an all Veräin.

Siwentens: „Une autorité de contrôle féroce", déi méi Kompetenzen huet, méi Kontrolle kann duerchféieren a méi Strofe ka verhänken.

Aachtens, Risk vu Class Actions. Eng Fuerderung, déi zum Deel zu Recht erhuewe gëtt vu Konsumenteschutzkreesser, déi awer an dësem Beräich kéint richteg batter gi fir Kleng- a Mëttelbetriber a Veräiner.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Néngtens: „Un coût et aucun bénéfice". Contrairement zu der Madamm Reding hirer Meenung ass dat heiten e Reglement, wat net käschtenneutral ass, ganz am Contraire, wat enorm Käschte fir all Betrib an all Veräin no sech zitt.

An zéngtens: „De nombreuses incertitudes". Déi Eenzeg, déi dervu profitéieren, si Consultanten an Affekoten.

Konkret, wat d'Veräiner ugeet. Hinne gëtt Folgendes geroden:

Fir d'Éischt emol musse se e Verzeechnes maache vun der Verarbeitungstätigkeit an hirem Veräin.

Zweetens dierfe se nëmmen Daten erhiewen, wou et eng Rechtsgrondlag gëtt. Do hunn ech e Beispill. Eng Firma erlaabt hiren Employéen eemol am Joer, Bowling spillen ze goen. A se hunn d'Schonggréisste gesammelt, fir déi Schong virzebestellen. Dat däerfe se an Zukunft net méi maachen. D'Leit musse sech selwer ëm hir Schong këmmeren.

Drëttens, d'Membere mussen iwwert d'Dateveraarbechtung informéiert ginn. Kléngt harmlos, ass awer nees Aarbecht.

Si däerfen d'Daten nëmme soulaang hale wéi erfuerderlech. Et kléngt harmlos, mä wie kontrolléiert dat a wien ass derfir responsabel?

Fënneftens, wien däerf déi Date gesinn a wien däerf se benotzen? Dat muss schréftlech fixéiert ginn. Et kléngt harmlos, ass awer am konkrete Fall eppes ganz Komplizéiertes.

Sechstens, wéini ginn déi Date geläscht? Wie këmmert sech drëm? Wat fir eng Delaie gëllen?

Siwentens, wa méi wéi zéng Leit mat den Daten ze dinn hunn, muss en Data Protection Officer agestallt ginn oder benannt ginn.

Aachtens, et muss dokumentéiert ginn, wie wéini Date verschafft.

Wéi gesot, alles dat kléngt harmlos, bedeit awer am konkreten Alldag fir d'Firmen a fir d'Veräiner eng enorm Aarbecht, besonnesch wann ee bedenkt, datt jo do och Benevollen dermat befaasst sinn a wat fir eng Strofe kënne verhaange ginn.

Bref, dës Texter si fir eis als ADR en immense Surpoids u Bürokratie. Et sinn onméiglech Sanktiounen, déi verhaange ginn. Et si riseg Käschten dermat verbonnen, riseg Emmerdementer, besonnesch fir Kleng- a Mëttelbetriber a Veräiner. An dofir soe mir ganz kloer zu dësem Text: Neen!

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Jo, Här President, ech erlabe mer, als Rapporteur awer kuerz d'Wuert ze ergräifen. Ech wëll elo net op alles agoen, wat den Här Reding am Numm vun der ADR hei presentéiert huet. En huet elo just eng falsch - wéi soll ech soen? - Informatioun, déi do ass, datt e Veräin mat zéng Membere misst en DPO hunn. Dat stëmmt einfach net!

Ech wëll dat awer hei richtegstellen. Ech kéint och nach aner Saache richtegstellen, mä ech wollt einfach awer dat emol richtegstellen, well dat do ass jo einfach nëmme klenge Veräiner Angscht gemaach, déi sech effektiv heiansdo emol Froe stellen: Muss ech oder muss ech net? Déi kënne sech jo dann och un d'CNPD wennen, mä dat ass wierklech net de Fall.

Dat wollt ech awer hei, wéinstens dat, och direkt richtegstellen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Et geet net ëm Veräiner, déi méi wéi zéng Memberen hunn. Et geet ëm Veräiner oder ëm all Organisatioun, ëm all Betrib, wou méi wéi zéng Leit Zougréff hunn op d'Daten.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Neen, dat ass net richteg!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir klären dat.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Dat muss net gekläert ginn. Dat ass net richteg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mä wann et net richteg ass, dann ass et jo evident.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dann ass et jo falsch!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et voilà!

(Brouhaha général)

An d'Wuert huet elo den David Wagner.

(Brouhaha)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech versichen, d'Wourecht ze soen. On verra.

Här President, bon, mir wäerten…

Une voix.- De Mikro ass ze déif.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Geet et net? Pardon.

Plusieurs voix.- Méi héich!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Méi héich?

(Interruption)

Ech si guer net ze grouss. Ah, dach, ech si gewuess.

(Hilarité)

A mengem Alter geet dat nach.

Här President, mir ënnerstëtzen natierlech dës Reform, well se awer an déi richteg Richtung geet. Ob se gutt genuch ass, wäit genuch ass, doriwwer kann een natierlech diskutéieren. An ëmmerhi si mer awer och ganz frou, datt de Virschlag vun déi Lénk, fir d'Recht op d'informationell Selbstbestëmmung an d'Verfassung ze setzen, och vun der Majoritéit ugeholl gouf. A mir freeën eis doriwwer. An datt déi Notioun hei an der Gesetzgebung och Nidderschlag fënnt, ass an eisen Ae wichteg a mir felicitéieren eis dofir ganz houfreg.

Et gëtt ee klenge Bemoll, awer ech mengen tatsächlech, et kann een doriwwer diskutéieren, den Här Berger huet dat jo och virdrun ernimmt. Dat ass d'Angscht vu méi klenge Societéiten oder Asblen an esou weider, datt ee sech engersäits déi legitimm Fro ka stellen, ob se net ze vill oder iwwerdriwwe kéinten impaktéiert ginn.

Ech mengen, et däerf een och kee Katastrophismus maachen, mä déi aner Fro, déi vläicht méi urgent ass, ass ze wëssen, awéifern méi grouss Societéiten oder ganz grouss transnational Societéiten dat souwisou kënnen ëmgoen, well déi och d'Moyenen hunn, fir dat ze ëmgoen. Dat ass eng legitimm Fro, déi een an der Diskussioun net däerf vergiessen.

Ech mengen, déi Diskussioun ass och immens wichteg, well de Contrôle vun den Donnéeën an all déi Konsequenzen, déi dorauser entstinn, ass eng Fro, mat där sech d'Mënschheet wierklech wäert ëmmer méi konfrontéieren, mat där se actuellement scho konfrontéiert ass.

A mir wëssen elo, datt et haaptsächlech drëms geet, datt ganz grouss Gruppen u sech mat engem enorme Pouvoir, wahrscheinlech eendeiteg méi wéi d'State selwer, wéi Facebook, mir schwätze vun de GAFAen an esou weider, datt déi u sech ufänken, e Monopol ze kréien iwwert d'Verwaltung vu solchen Donnéeën an esou hire Pouvoir etendéieren.

An dofir wäert sech d'Mënschheet och mat enger kruzialer Fro konfrontéieren. Eng kruzial Fro, déi sech ëmmer gestallt huet an der Geschicht vun der Mënschheet an déi sech an enger neier Form erëm eng Kéier wäert stellen am Kontext justement och vum Contrôle vun den Donnéeën. Dat ass engersäits d'Fro vum private Besëtz an dem private Contrôle, an anerersäits d'Alternativ: kollektiv demokratesch Kontroll am ëffentleche Besëtz.

An, ech mengen, da wäert déi Diskussioun och an deem Kontext, déi och d'ailleurs ëmmer méi gefouert gëtt a ganz interessante Milieue vun Hackeren an esou weider, déi meeschtens éischter anarchistesch ugehaucht sinn... Dat si keng Barbaren, dat si ganz intelligent an interessant Leit, déi versichen, d'Mënschheet Richtung méi Demokratie ze bréngen.

An der Science-Fiction-Literatur huet een och oft esou Zukunftszeenarien, verschiddener: Militärdiktaturen, Oligarchien - meeschtens béides, et geet mateneen - oder awer och aner méi Utopien, wéi zum Beispill ganz demokratesch Gesellschaften, wou et souguer kee Geld méi gëtt, wéi zum Beispill a Star Trek. Et däerf een ni vergiessen, datt Star Trek u sech an enger Aart…

Une voix.- Demokratie!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo! ...postkapitalistescher Gesellschaft, fir net en anert Wuert ze soen, spillt. Dofir si se do och esou entwéckelt, d'ailleurs.

An ech mengen awer och, et sinn aner Froen, déi sech ëmmer stellen. Dat ass zum Beispill: Wie wäert alles beherrschen? An d'GAFAe sinn e Problem an eisen Aen. An d'GAFAe kënnen eng Gefor fir d'Zivilisatioun duerstellen an deem Mooss, datt se weltwäit immens vill Muecht - onkontrolléiert Muecht! - kënnen hunn an e Monopol kënnen hunn iwwert dat, wat kommunizéiert gëtt.

Dofir muss een och heiansdo oppassen, wann ee se wëllt heihinner unzéien. Dat ass och e Problem. Et ass ganz seriö. Ech menge wierklech, datt dat e seriöe Problem ass. Eng Kéier kann déi Fro sech wierklech stellen. An ech mengen, et ass vläicht besser, datt mir eis als Lëtzebuerger net onbedéngt am A vum Zyklon bewegen.

Dofir si mer och der Meenung, datt prinzipiell all déi nei Kommunikatiounsmëttele esou vill wéi méiglech ënnert de Contrôle public musse falen.

Ech mengen, et wäert eng existenziell Fro gi fir d'Mënschen, wéi sech iwwerhaapt den neie Kapitalismus op nei Technologien, déi immens effikass sinn, fir d'Leit ze kontrolléieren, wäert stäipen, an datt engersäits déi nei Technologien zwar kënnen emanzipatoresch benotzt ginn, mä och zur Ënnerdréckung benotzt ginn.

An dofir muss een och d'Leit wapnen. Et muss een hinne Rechter ginn. An, ech mengen, dat Gesetz do ass e Schrëtt an déi Richtung, e gudde Schrëtt an déi Richtung natierlech. Mä et muss ee weidergoen, onofhängeg vun dëser Regelung. Wann ee vun Digitaliséierung schwätzt, muss een d'Leit och stäerken pour y faire face, déi nei Generatioun, awer och déi méi al Generatioun. An déi méi al Generatioun, dat sinn och Leit, déi a mengem Alter sinn zum Beispill, déi och net Digital Natives sinn. An dat sinn immens vill Leit.

Et kann een natierlech dovunner schwätzen, datt een an der Schoul Tablets gëtt an esou weider. Je veux bien, dat ass e Gadget. Mä eng Saach, déi ganz wichteg ass, dat ass zum Beispill de Kampf géint den digitalen Analphabetismus. Ech sinn och en digitalen Analphabet, dat heescht wierklech, an déi meescht vun eis sinn dat, an et si vill Hacker, déi soen zum Beispill, datt an der Zukunft, noer Zukunft, 20, 30, 40 Joer, et erëm zwou Kategorië vu Leit wäert ginn: déi, déi digital alphabetiséiert sinn, an déi, déi digital Analphabete sinn. An dat wäerten och esou Leit si wéi déi, déi am 19. Jorhonnert net liesen a schreiwe konnten. An et ass eng Fro vun der Muecht natierlech, déi sech stellt.

Dat heescht, et ass jo eng Sprooch, et sinn Algorithmen, et ass Mathematik. Mir gëtt et och scho schwindeleg, wann ech drun denken, well ech war schonn an der Schoul ganz schlecht doranner.

(Brouhaha)

Mä, ech mengen, et ass eng Sprooch, wann ee ganz fréi sech domadder konfrontéiert - et ass alles...

(Interruptions et hilarité)

Pardon, sträicht dat! Dat ass eng perséinlech Donnée!

(Interruptions)

Une voix.- Dir sidd net eleng!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen, ech weess, dass ech net eleng sinn, a justement, mä et ass eng Sprooch wéi eng aner. An dat muss ee kënne maîtriséieren. An ech mengen, dat ass immens wichteg. A souwisou, doriwwer eraus mussen de Stat oder d'Gemenge grouss Formatiounscoursen ubidden, net nëmme fir Kanner, mä fir jiddwereen, all Alterskategorie an all soziale Milieu, fir domadder kënnen eens ze ginn.

Duerno muss ee sech och emanzipéiere vu grousse private Gruppen, déi ze vill kontrolléieren. An ech mengen eng gutt, eng interessant Saach wier, dat ass, datt dann de Stat an d'Gemengen zum Beispill Open-Source-Logicieller géife benotzen, fir mam gudde Beispill virzegoen, fir datt ee sech och dru gewinnt.

Wann een d'Bierger viru privater Willkür wëllt protegéieren, andeems ee se stäerkt, muss ee se natierlech och viru staatlecher a bürokratescher Willkür schützen. Dofir ass et och wichteg, datt een eng digital Politik mécht, déi baséiert op der Fräiheet vum Choix, datt een d'Netzneutralitéit assuréiert, datt een d'Proportionalitéit vum Traitement informatique duerch de Stat a Gemengen assuréiert an datt een och, dat wier vläicht och eng Iddi, all Bierger, all eenzelne Bierger e virtuelle gesécherte Privatraum zur Verfügung stellt mat enger Boîte à outils och, fir d'Privatsphär kënnen ze beschützen an och déi verschidde Reglementéierunge kënne konkret ëmzesetzen an ze verstoen.

Et kéint een nach weider driwwer diskutéieren. Ech si selwer kee grousse Spezialist an deene Froen. Mä ech mengen, mir hunn all verstanen, datt, wa mer net schnell handelen, da si mer mat grousse Gefore konfrontéiert, an dat fänkt schonn elo un, a mir mierken dat och, wou een och mierkt, datt et eng Verknüpfung gëtt tëschent ganz reaktionäre politesche Kreesser, dem Big Money engersäits an dem Big Data anerersäits - dat ass näischt Neies - an och Bewegungen, déi sech als volleksno ginn, mä a Wierklechkeet fir ganz räich Interesse schaffen an dann och tatsächlech Lige verbreeden an eng Stëmmung virbereeden. De Joseph Goebbels, deen hat jo och scho verstanen: Wann een eng Ligen dausendmol erzielt, gëtt et eng Wourecht!

An dat gëtt nach ëmmer applizéiert. Et waren deemools d'Judden, haut sinn et d'Flüchtlingen an esou weider an aner Kategorië vu Leit - deemno wéi vläicht och erëm Judden, wann ech gesinn, wéi an Éisträich d'Stëmmung ass. Et ass ganz, ganz komesch, wat do geschitt. An ech mengen, dofir ass et och wichteg ze wëssen, wat do leeft, an datt d'Mënschen de Contrôle kréien iwwert d'Daten, iwwert déi verschidde Softwaren, déi benotzt ginn, well si sinn amgaange benotzt ze gi fir ganz gefäierlech Zwecker. An ech hoffen, datt mer net erëm eng Kéier schwaarz Zäite wäerten erliewen.

Voilà, ceci étant dit: Mir ginn eisen Accord zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Madamm Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, Här President. Den Här Reding hat d'Klibb ugeschwat an datt en net d'accord wier mat dësem Gesetz. Bon, au contraire zum Här Reding sinn ech selwer ganz d'accord mat deem Gesetz an ech weess, datt ech am Numm vun nach anere Kolleegen elo heibanne parteiiwwergräifend schwätzen, fir datt mer vläicht endlech wëssen, wisou mer d'Newsletter vum Fussballklub Racing Lëtzebuerg alleguerte kréien,…

(Exclamations et hilarité)

...wat e Klub ass, dee wahrscheinlech dem Här Reding méi nosteet, wéi mir dee vun Diddeleng ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den allgemengen Debat ass ofgeschloss an d'Regierung huet elo d'Wuert, den Här Premier- a Statsminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Text, dee mer haut diskutéieren, ass e wichtegen Text. An ech insistéieren, jo, et ass e wichtegen Text an een, och wann ee mat ville Leit geschwat huet déi lescht Zäit, am Ufank mat grousser Suerg, mat negativem Hannertoun, mat Contrainten, mat Geldstrofen, mat de Buschtawen GDPR, deen op jidde Fall fir vill Diskussioun gesuergt huet.

Mir hunn och Konferenzen organiséiert mam Justizminister zesummen, mat der Kommissärin Jourová, och zulescht, fir justement iwwert de GDPR ze diskutéieren. An esou, wéi d'honorabel Madamm Tanson sot, si ganz vill Leit iwwerrascht gewiescht, iwwert déi vill Newsletter, mat deene se iergendeng Kéier a Kontakt komm sinn a fir déi se sollten do den Accord ginn oder net, ob se déi nach wéilte weider kréien oder net.

Mä d'Liewen ass weidergaangen nom 25. Mee. An ech muss lech et elo just soen, Här President, hei ass eng Kritik vum Här Vertrieder vun der ADR gemaach ginn, dass den Text net gutt wär. Ech muss lech soen: En ass op jidde Fall net effikass op engem Punkt, well all moies, wann ech opstinn a mäi Facebook opmaachen, ginn ech vollgespamt vun ADRs-Puben!

(Interruptions)

Mä ëm wat geet et hei wierklech?

(Interruption)

Also vum Här Reding! All Ried vum Här Reding gëtt gesponsert...

M. Roy Reding *(ADR).*- Et ass wierklech vill Aarbecht!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...a finanzéiert, an et heescht, si wësse scho ganz genau, ëm wat et geet.

(Interruptions)

Mä ëm wat geet et hei wierklech, Här President? Et geet hei ëm de Projet 7184, dee jo d'Mise en œuvre vum EU-Reglement ass, vum GDPR, an deen zu Lëtzebuerg och organiséiert gëtt.

Et ass e wichtegen Text fir ons Demokratie, well e sécherstellt, dass mer an deem Zäitalter, am digitalen Zäitalter, wou mer elo ukomm sinn, ons Wäerter, ons Grondrechter, déi souwuel an onser Verfassung wéi och an der EU-Charta vun de Mënscherechter verankert sinn, weiderhin och esou geschützt bleiwen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war; eigentlech an Zukunft nach besser geschützt ginn, wéi de Resumé vun dësem Reglement et seet.

Ech wëll do och wierklech soen, en ass ënner Lëtzebuerger Presidence, an d'Madamm Tanson huet fir hire Parteikolleeg gesot: Dat war ee Succès. Et war ee vun de ville Succèse vun der Lëtzebuerger Presidence, Madamm Tanson, déi mer haten. An ech sinn och ganz frou. Dat heite war een, net deen eenzege Succès vun Ärem Parteikolleeg, mä ee vu ville Succèsen, déi och an der Justiz gemaach goufen.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Dee gréissten!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dee gréissten, jo. Mä dat heescht, dass déi aner manner grouss waren. Wéi gesot, mir si frou iwwert déi aner Succèsen, déi och gemaach gi sinn.

En huet jo als Objektiv, de legalen Dateschutzkader un déi nei Technologiesevolutioun vun de leschte Jorzéngten ze adaptéieren. Et seet een haut där Wierder, déi nach viru fënnef Joer keen zitéiert huet: Big Data, et huet keen dovunner geschwat viru fënnef Joer. Artifiziell Intelligenz, dovunner huet kee geschwat. Sozial Medien waren den Ufank, personaliséiert Medezinn, personaliséiert Publizitéit, personaliséiert Musek, Filmrecommandatiounen. Et soll sécherstellen, dass ons EU-Bierger a mir alleguerten, mir alleguerten och an dësem Zäitalter, dass mir all weiderhin, an dat ass de But och, Här a Meeschter bleiwe vun deem, wat mir iwwer ons wëllen präisginn, an dass mer weiderhi kënne Vertrauen hunn, dass ons Privatsphär an och ons perséinlech Donnéeë geschützt bleiwen.

Am Joer '95 ass déi lescht Dateschutzdirektiv adoptéiert ginn ass, op där och eist Gesetz vun 2002 fousst. Hei ass gesot ginn: Firwat hu mer den Text vun 2002 net einfach modifiéiert?

Här President, dann hätte mer all Artikel modifiéiert, dat heescht, et wier ee Schwäizer Kéis ginn, dee mer dann nach gehalen hätten. Dat wier net opportun gewiescht. Dowéinst war et scho wichteg, en neien Text ze deposéieren. An et ass net hei eng Egossaach, mä et ass, fir eng effikass a gutt legislativ Aarbecht kënnen ze maachen, well mir sollen net vergiessen, dass déi Zäit och déi war virum grousse Boom vum Internet.

Här President, deemools huet just 1% vun onser Populatioun an Europa den Internet benotzt. 1%! Et war och d'Ära vum Smartphone, dem Smartdata an de Smartcities, vun deenen ee gedreemt huet.

Déi kommerziell Verbreedung an d'Benotzung vun den Donnéeën a virun allem och vun onse perséinlechen Date war nach ni esou ausgeprägt, wéi se haut ass. A wa mer wëllen, dass ons Bierger sech wuelfillen an dëser ëmmer méi digitaler Welt, dass se Vertrauen hunn an dass se och déi nei Servicer, déi esou vill nei Opportunitéite mat sech bréngen, mä wat och muncheree kann erschrecken,... Dat muss een och respektéieren, dass déi ganz digital Evolutioun och eng Saach vu Vertrauen ass, well et ass d'Vertrauen, wat immens wichteg war.

Dir hutt jo och gesi bei Cambridge Analytica, wéi duerno op eng Kéier verschidde Leit hesitéiert hunn an op d'mannst opmierksam gemaach gi sinn op de Potentiel, wat ee präisgëtt a wat mat deenen Donnéeë ka geschéien, wéi eng Influenz ee kann hunn, andeems een iwwert d'sozial Medien am Fong ganz cibléiert ka Messagen duerchginn, wou een, andeem een doheem eppes ugeklickt huet, sech net bewosst ass, dass een duerno am Fong kann influencéiert ginn. Dat ass et am Fong, dass een duerch Donnéeën, déi een och gëtt, kann influencéiert ginn.

A fir eis ass et wichteg, dass am Fong déi Grondwäerter genausou weider respektéiert ginn, an der digitaler Welt wéi an der analoger Welt. Et kann net sinn, dass et do Disparitéite ginn tëschent deem engen an deem aneren.

An deem Sënn ass dat Gesetz en Deel vun eiser Strategie vun „Digital Lëtzebuerg", déi Initiativ, déi onst Land wierklech op der digitaler Welt ganz positiv entwéckelt huet

An ech sinn och ganz frou, dass mer ënnert dëser Regierung, Här President, et fäerdegbruecht hunn, och justement déi Silosmentalitéit an där digitaler Politik kënnen ze briechen.

Et wor net méi: Et ass deen een oder et ass deen aneren. Mir hunn do zesummen eng Strategie gehat, well déi Strategie fänkt bei der Schoul un. Si geet weider iwwert den Travail. Si geet weider iwwert d'Ekonomie. Si geet weider iwwert d'Administratioun mam Här Kersch. Si geet weider iwwert déi vill verschidde Ministèren, déi mer hunn, iwwert d'Altersheimer mat der Familljeministesch. Dat heescht, dass mer et wierklech fäerdegbréngen, up-to-date ze sinn - fir dann eben och en englescht Wuert ze benotzen -, fir an deem Secteur kënne weiderzekommen.

Dëst Gesetz besteet deemno aus dräi Voleten. Ech brauch net ganz laang op den Detail anzegoen. Mä wat fir eis wichteg ass, dat ass, dass d'CNPD déi nei Roll huet. De Rapporteur, den Här Berger, ass schonn esou wäit op den Detail agaangen.

An ech profitéieren och, Här President - entschëllegt, wann ech dat elo maachen! -, fir him duebel Merci ze soen, well ech hat him virdru beim SRE net Merci gesot, dofir soen ech dann dës Kéier och Merci fir dat hei, well en esou an den Detail gaangen ass, bei der CNPD, déi wichteg Roll, déi se huet.

An ech wëll just soen: Virun e puer Joer hat d'CNPD knapps 15 Leit, 15 Leit huet ee bei der CNPD gezielt. Haut si se bal zu 40 an de Budget ass verdräifacht ginn - verdräifacht ginn! D'Zuel vun de Leit ass vu 15 op 40 eropgaangen. Dat liest ee vläicht net an deem Gesetzesprojet hei, mä dat ass och e wichtegen Deel vun dësem Dossier, well déi Aarbecht kéint soss net erfëllt ginn, wa se och net déi Moyene kritt hätten, fir se kënnen ze maachen.

Weider, d'Kreatioun vun deem Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État ass fir eis och wichteg. Et ass näämlech net nëmmen eng Obligatioun fir déi Privat. Et ass selbstverständlech och eng Obligatioun fir déi staatlech Administratioune souwéi fir d'Gemengen, déi oft vill a wäertvoll Donnéeën iwwer hir Bierger hunn. An dat ass och eng grouss Erausfuerderung!

An dann hu mer och nach déi sektoriell Dispositiounen, wou mer ebe Sputt haten, fir déi am nationale Gesetz kënne virzegesinn. An do sinn zwee Punkten, déi ech wëll ervirhiewen, déi zwar och scho vum Här Fayot souleféiert gi sinn. Dat ass d'Situatioun vum Traitement vun Donnéeën op der Aarbechtsplaz, wou et fir eis wichteg war, zesummen ze kucken, en Equili-

ber ze fannen. Mä ech muss lech soen, jiddwereen huet dat eent an dat anert als Extrem gehat. A mir hu missen eng Positioun fannen, wou mer selbstverständlech de Fortschrëtt vun den Donnéeë kënnen huelen, awer net kënnen erlaben, dass eng Caissière duerno bezuelt gëtt, wivill Bipse se do an der Minutt gemaach huet.

Dat heescht, dass net d'Effikassitéit de Principal vun der Pai duerno ka sinn, déi duerch d'Surveillance sur le lieu de travail duerno och kann d'Pai justifiéieren. Dowéinst ass et fir eis wichteg, dass een all Abus an deem Domän och wëllt vermeiden.

An dann hu mer och eng speziell Derogatioun virgesinn, e favorabele Kader geschaaft fir d'Recherche. D'Analys vu groussen Datesätz ass de Rohstoff vu ville wichtege Fortschrëtter an der Recherche, sief et am medezinnesche Beräich oder an der Ëmweltrecherche, der Sozialwëssenschaft. Mir gesinn d'Recherche als wichteg Missioun fir d'Gesellschaft an déi muss och weider zu Lëtzebuerg kënnen entwéckelt ginn.

Den Dateschutz, Här President, concernéiert eis alleguerten. Dat ass indispensabel, wéi ech et virdru scho gesot hunn, an enger demokratescher Gesellschaft. Dowéinst war et net ëmmer einfach, dëse legislativen Text op d'Been ze setzen. Am Virfeld hu vill Concertatiounen an och Consultatioune misse stattfannen. Och a Richtung Bréissel an op eis Noperen hu mir misse kucken, dëst och wéinst verschiddenen Interpretatiounsméiglechkeeten, déi den RGPD eis gelooss huet.

Ech wëll jiddwerengem Merci soen, der Chamberskommissioun ënnert der Leedung vun der Presidentin Beissel, dem Rapporteur Berger an och den Deputéierte fir déi konstruktiv Positiounen, déi hei geholl gi sinn.

An erlaabt mer just, Här President, well et fir mech als Premierminister an als Minister vun de Kommunikatiounen déi lescht Geleeënheet ass, déi ech elo hu virun der grousser Vakanz a virun där nächster Échéance législative hunn, hei virzegräifen an lech, Här President, an och de Membere vun der Chamber Merci ze soen.

Mä erlaabt mer, speziell dem Paul-Henri Meyers, dem Viviane Loschetter, dem Alex Krieps an dem Frank Arndt och nach, deene véier Deputéierten, déi decidéiert hunn, elo am Oktober net méi mat an d'Wahlen ze goen, am Numm vun der Regierung bonne Chance ze wënschen! Mir wäerten lech vermëssen.

An lech all virun allem e grousse Merci fir déi flott Zesummenaarbecht, déi mer déi lescht fënnef Joer haten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Minister. D'Wuert huet elo kuerz nach den Här Justizminister.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech ka mech effektiv kuerzfaassen. Ech wëll just zu deem zweete Projet de loi, deen d'Direktiv ëmsetzt, nach ee Wuert als Ergänzung drunhänken, fir ze soen, dass mer am Champ d'application vum Gesetz natierlech all déi Matièren dran hunn, déi d'Direktiv virgesinn huet. Déi Matièrë sinn natierlech nëmmen déi, fir déi et och eng europäesch Zoustänegkeet gëtt. Dat sinn d'Geriichter, d'Parqueten, d'Prisongen an och d'Police. Mir hunn awer an deem dote Projet de loi wëllen doriwwer erausgoen an natierlech och anerer do mat englobéieren, fir déi et soss hei zu Lëtzebuerg nom Ofschafe vum Gesetz vun 2002 da keng verbindlech Dateschutzregele ginn hätt.

Dat sinn awer net déi mannsten. Ech wëll do als éischt erwänen den SRE, vun deem mer de Mëtteg geschwat hunn. Dee kritt och Dateschutzregelen, well mer en hei an d'Lëscht ophuele vun deenen, op déi sech déi heite Regelen applizéieren, och wa se net, aus evidente Grënn, an der Direktiv virgesi sinn. Dat gëllt och fir d'ANS, d'Autorité nationale de sécurité, déi jo d'Habilitatioune mécht an och zoustänneg ass fir de Schutz vu sensibelen Informatiounen. Datselwecht gëllt fir d'Lëtzebuerger Arméi, och déi wäert an Zukunft ënnert dës Dateschutzregele falen. D'CRF, d'Cellule de renseignement financier, och déi wäert ënnert dës Regele falen.

Et ass, mengen ech, net onwesentlech, dat hei nach eng Kéier präziséiert ze hunn!

Dat gesot, wëll ech lech Merci soe fir d'Zoustëmmung zu deem doten Text an natierlech och all deene Kolleegen, déi de Chic haten ze rappeléieren, dass dat ënner Lëtzebuerger Presidence negociéiert ginn ass. Dat war wierklech eng ganz grouss Erausfuerderung an engem Dossier, dee jorelaang ënnerwee war, an dass mer dat konnten ofschléissen…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- ...an haut kënnen ëmsetzen, ass e Grond vu Satisfaktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Ech ginn dann dervun aus, dass mer prett si fir ofzestëmmen, fir d'Éischt iwwert de Projet de loi 7184.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7184 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet 7184 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum Vott iwwert deen zweete Projet iwwergoen, de Projet de loi 7168.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7168 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet 7168 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass och do d'Chamber bereet, d'Dispens ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

9. 7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État (suite)

An dann, wéi den Dënschdeg ofgemaach, stëmme mer elo of iwwert de Projet de loi 7151 iwwert d'Passagéierdaten. Ech mengen, do ass alles gesot a mir kënnen direkt zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7151 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55-mol Jo, 2-mol Neen, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Martine Mergen), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Viviane Loschetter).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

D'Fro no der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 7292, engem Accord mat Frankräich iwwert de grenziwwerschreidenden Transport. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

10. 7292 - Projet de loi

1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018;

2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Et ass ee vun deene leschte Rapporten natierlech. Dir Dammen an Dir Häre, mat dësem Projet de loi approuvéiere mer e Protocole d'accord, deen den 20. Mäerz 2018 tëschent der Lëtzebuerger an der franséischer Regierung ofgeschloss ginn ass. E bezitt sech op d'Zesummenaarbecht am grenziwwerschreidenden Transport a méi speziell op de Finanzement vun den Infrastrukturaarbechten, déi op franséischem Territoire tëschent Metz an der franséischer Grenz zu Zoufftgen realiséiert ginn an zum Deel vu Lëtzebuerg kofinanzéiert ginn.

Mir sinn eis jo alleguer eens, datt kee Wee laanscht d'Verbesserung vun där Zuchstreck a laanscht zousätzlech Moossname féiert, vu datt all Dag eng 95.000 franséisch Grenzgänger op Lëtzebuerg schaffe kommen, mat steigender Tendenz.

Fir d'Capacitéit vum persounegebonnene Schinneverkéier ze erhéijen, ass d'Zuel vun den Zich tëschent Thionville an der Stad Lëtzebuerg no 2015 op sechs Zich pro Stonn eropgesat ginn, mam Resultat, datt insgesamt 111 Zich am Dag tëschent Thionville - besser gesot Diddenuewen, op Lëtzebuergesch - an der Stad zirkuléieren.

Well et mat dëser Capacitéit nach ëmmer net duergeet, si bis zum Joer 2030 eng ganz Rei Aarbechten op der Streck geplangt. Déi eng fannen op Lëtzebuerger Territoire statt a sinn lech alleguer bekannt, ënner anerem jo dann och den Ausbau vun der Beetebuerger Streck, déi aner ginn op franséischem Territoire ausgefouert a bestinn an enger éischter Etapp aus der Moderniséierung vun der Streck, der Verlängerung vun de Quaien op eng Längt vun 250 Meter an aus dem Bau vu Parkplazen zu Thionville an zu Lonkech mat 700 respektiv 660 Plazen.

Dës Aarbechte sollen tëschent 2022 an 2024 ofgeschloss sinn an dann um Horizont 2028/2030 komme weider Aarbechten derbäi. Si bestinn ënner anerem aus der Verbesserung vun den Haltestellen a vun de Gleispläng, aus der Moderniséierung vun der Signalisatioun a vun der Technik an dernieft och aus der Suppressioun vu verschiddene Passages à niveau, mam Zil natierlech, de Flux vum Trafic ze verbesseren.

Wat déi finanziell Participatioun vu Lëtzebuerg ugeet an dësem Volet, esou ass e maximale Montant vun 110 Milliounen Euro am Accord festgehale ginn. Esou vill zum Schinnentransport.

En zweete Volet vum Accord bezitt sech op de Stroossentransport. Hei geet et drëms, Plattforme fir de Covoiturage op der franséischer Säit anzeriichten an zousätzlech Parkplazen zu deem Zweck ze bauen.

Wat den Ausbau vun der Autobunn, der A31 op franséischer Säit, ugeet, esou ass virgesinn, déi néideg Etüden duerchzeféieren, ob deen Ausbau néideg ass, an de Projet de Fall gesat ëmzesetzen, woubäi ech wéilt bemierken, datt Lëtzebuerg net wäert finanziell doru participéieren.

Fir de Bussen an dem Covoiturage Prioritéit ze ginn, ass virgesinn, d'Bande d'urgence vun der A13 scho mëttelfristeg fir deen Zweck ze reservéieren, mam generellen Zil, méiglechst vill Frontalieren an den ëffentlechen Transport an domat och an de Bus ze orientéieren an doriwwer eraus och de Covoiturage ze förderen.

Wat d'Kofinanzéierung vu Lëtzebuerg beim Bau vun de Park & Riden an de Gares routières an der Grenzregioun ugeet, esou leie mer hei bei maximal 10 Milliounen Euro.

Deposéiert gouf dëse Projet de loi de 26. Abrëll 2018 vum Äusseminister Jean Asselborn an ass duerno vum Regierungsrot an d'Nohaltegkeetskommissioun weidergereecht ginn. Den 19. Juli 2018 ass en du presentéiert ginn - mat engem Merci un d'Mataarbechter vum MDDI, net nëmme fir dëse Projet! An de Statsrot hat guer näischt drun auszesetzen, soudatt mer séier mat den Aarbechten derduerch waren. D'Resultat war, datt mäi Rapport den 23. Juli, virun e puer Deeg, eestëmmeg ugeholl ginn ass.

Domat ass schonn dat Wichtegst gesot, ausser datt ech nach den Accord vun der grénger Fraktioun ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Andrich-Duval.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Merci, Här President. Ugefaange mat engem Merci un d'Madamm Rapportrice, déi an der leschter Zäit ganz fläisseg Rapporten huet misse schreiwen an et elo gläich gepackt huet!

Mir votéieren elo dann d'Promotioun vum Schinneverkéier mat Frankräich an och d'Kooperatioun tëschent deenen zwee Länner, fir dass déi méi verstäerkt gëtt. A wann een an enger Grenzstad wunnt, wéi ech zu Diddeleng, da weess een, dass dat net vu Muttwëll ass, well d'Zuel vun de Frontalieren, déi geet ëmmer méi erop. An och wann d'Kadenz vun den Zich zwar an deene leschte Joren an d'Luucht gesat ginn ass, ass et awer kloer, dass déi besteeënd Transportméiglechkeete laang net duerginn, ob dat elo am ëffentlechen Transport ass oder och am Individualverkéier. Et sinn eng ganz Rei Autofuerer, déi och d'Ofkierzungen duerch d'Uertschaften Diddeleng a Beetebuerg huelen, als Ofkierzung, wéi gesot.

Duerfir begréisse mir als CSV, dass elo dee Schinnereseau op franséischem Territoire op der Streck Metz-Diddenuewen-Stad soll och moderniséiert ginn, an dat jo an zwou Perio-

den, an och deen Accord do am Stroosseberäich, fir de Covoiturage ze förderen. Mir hu jo parallell bei der Verbreederung vun de Bunnen op den dräispuregen Ausbau vun der A3 dat jo och ugeschwat, also dass dat och kann op der A31 weidergefouert ginn. An parallell dozou gëtt jo dann op dem Schinnereseau den zweegleisegen Ausbau vun der Streck Beetebuerg-Stad gemaach.

Do wollt ech just eng kleng Fro nach un den Här Minister stellen. Do lafe jo wärend de Schoulvakanzen de Moment déi Aarbechte méi intensiv, soudass do verschidde Strecken aus dem Süden zou sinn, an haaptsächlech och déi Streck Beetebuerg-Stad ass jo total zou bis de 24. August, wann ech do richteg informéiert sinn. An do gëtt jo ausgewach op Bussen an iwwert d'A3, an och vun de Garë vu Frankräich aus fort.

An do wollt ech just den Här Minister uschwätzen, do waren elo kierzlech d'Frontalieren net esou frou mat deene Léisungen an haten e Message op Twitter vum Här Minister net gradesou positiv opgeholl. Duerfir wollt ech froen, ob den Här Minister do nach weider Initiative geholl huet, fir de Grenzgänger do an där Phas, wou elo déi Streck soll ausgebaut ginn oder d'Transformatioune gemaach ginn, d'Liewen e bësselchen ze erliichteren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir deen heite Projet matzestëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech kann et och ganz kuerz maachen. Ech wéilt fir d'Éischt der Rapportrice villmools Merci soen, an och mat hir als Presidentin vun der Kommissioun hu mer relativ vill zesumme geschafft. Villmools Merci derfir!

Ech mengen, dass mer haut e wichtege Projet stëmmen, net nëmmen am Detail. An den Detail huet d'Madamm Lorsché eis jo erklärt. Mä ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer eis bewosst ginn hei zu Lëtzebuerg, dass mer all eis Froe vu Mobilitéit an och eis Froe vun der Landesplanung an der Groussregioun denke mussen, déi musse mer iwwer eis Grenzen ewech kucken. An dat heiten ass e gutt Beispill derfir. An duerfir verdéngt dat och eis Zoustëmmung.

Ech wéilt gären den Här Minister Bausch, awer och déi ganz Regierung felicitéiere fir deen Accord, dee se do fonnt hunn, an dee Projet hei verdéngt eis voll Ënnerstëtzung.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Signal sonore d'un portable)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war fir den Här Graas.

(Hilarité)

Net vum Här Graas, mä fir den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Et huet een net all Dag d'Éier, esou ugekënnegt ze ginn.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, d'Ursaache vum Stau kenne mer, besonnesch op der Autobunn. Dat erlieft ee jo all Dag. Mir wëssen, datt en héije Flux vu Grenzgänger, virun allem aus Frankräich, op Lëtzebuerg kënnt. Ech wëll awer hei nach eng Kéier betounen, et ass awer onfair, ëmmer erëm nëmmen de Grenzgänger, de Pendler de Schwaarze Péiter zouzefüge wéinst dem Stau, deen natierlech do net méi kleng ginn ass an deene leschte Joren. Datt muss reagéiert ginn, ass ganz evident, dat gesäit een all Dag, virun allem op der A3.

Deen Accord, deen hei getraff ginn ass mat Frankräich, ass vun eiser Säit aus nëmmen ze ënnerstëtzen. Ech mengen, et ass awer wichteg, datt mer elo gutt no bausse communiquéieren. Dat huet een och gutt gemierkt, wéi eng Delegatioun vun der Regierung am Élysée war a wéi dunn deen Accord ënnerschriwwe ginn ass, wat éischter dach zum Deel negativ Reaktiounen, besonnesch op de soziale Medien, ervirgeruff huet, woubäi een dat net ëmmer soll iwwerbewäerten. Et ass jo net..., oder et ass schonn e bëssen aussergewéinlech, wa Lëtzebuerg 120 Milliounen um Territoire vu Frankräich investéiert, mä si sinn awer richteg a gutt investéiert, an do soll een och dee Message no bausse ginn.

Ech gräifen och dat kuerz op, wat d'Madamm Andrich hei gesot huet. Effektiv war jo elo viru kuerzer Zäit eng gewëssen Onrou bei Grenzgänger opkomm, datt se sech opgereegt hunn iwwert déi Manéier, wéi se elo géifen do behandelt ginn. Ech fannen dat e bëssen iwwerspëtzt zwar formuléiert vun deene Leit, well ech hunn elo selwer och emol de Bus geholl déi lescht Deeg, noutgedrongen, well jo keen Zuch tëschent Beetebuerg an der Stad fonctionnéiert. Ech muss och soen, datt d'Eisebunn dat gutt organiséiert, datt vill Personal ronderëm d'Busarrêten do ass, fir d'Leit ze guidéieren.

Ech verstinn natierlech déi Leit, déi vun Diddenuewen, vu Metz, vun Nanzeg kommen, datt dat elo net gradesou confortabel ass, wann ee muss zu Beetebuerg aus dem Zuch erausklammen an dann an de Bus klammen. Dat ass natierlech net esou ganz flott. Mä et huet awer och seng Ursaach, well mir schaffen hei un enger ganz wichteger Streck tëschent Beetebuerg an der Stad. Wann dat drëtt Gleis bis amenagéiert ass, misste mer jo normalerweis e gewëssene Retard kënnen ophuelen.

Fir nach eng Kéier kuerz op de Projet zréckzekommen, ass et also an deem Sënn gutt, datt mer elo engersäits um Niveau vun dem Schinnereseau investéieren, anerersäits och op de Park & Riden. Dat ass richteg. An ech huelen hei eng Ausso op, déi de Minister och an der Kommissioun gemaach huet: Et wier falsch, wa mir elo de Fransousen och géifen hëllefen, d'A3 nach auszebauen, obwuel dat natierlech fir eis och net vun Nodeel wier, wann d'A3 géif op franséischem Gebitt ausgebaut ginn! Bon, d'Fransousen hu sech do fir eppes aneschters, jiddefalls bis zu dësem Moment, entscheet.

Bref, ech wëll der Madamm Lorsché och nach Merci soe fir dee gudde Rapport, dee se hei gemaach huet, a bréngen natierlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Merci!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Här Gast Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un d'Kolleegin Lorsché fir hire Rapport. Ech mengen, hei ass e weidere Projet, mir hunn der scho vill decidéiert, déi an den éffentlechen Transport ginn um nationale Reseau. A mir gesinn an där Wuesstumsfro, déi mer ëmmer méi mussen hei an de Vierdergrond vun der Diskussioun stellen, datt mer haut an enger Situatioun ukommen, wou mer net nëmme mussen hei am Land maximal investéieren an d'Infrastrukturen, mä datt dat elo schonn iwwert d'Grenzen erausgeet. Ech mengen, mir hunn dat scho Richtung Belsch, do hëllefe mer, Richtung Däitschland, a mir hëllefen elo Richtung Frankräich.

Duerfir musse mer eis generell déi Fro stelle vum Wuesstum, wa mer gesinn, datt eise Statsbudget, wa mer bis d'Joer 2000 zréckginn, vun 2003 bis haut mat Ausnam vun 2007 all Joers defizitär war, obscho mer e risegrousse Wuesstum hei am Land hunn. An och dëst Joer, entgéint deem, wat d'Regierung d'lescht Woch behaapt huet, si hätt et an den Equiliber kritt, wäerte mer en Defizit um Budget maachen, deen tëschent 500 a 600 Millioune wäert leien. Mir gesinn also, datt mer net méi nokomme mat den Infrastrukturen, fir déi ze finanzéieren. A mir gesinn och elo, datt mer ëmmer méi mussen an d'Grenzregioune mat investéieren, fir datt mer iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg eis Ekonomie um Fonctionnéiere behalen!

Ee vun de Problemer gëtt jo deen, well mer ëmmer méi Frontaliere brauchen an d'Frontalieren och nach ëmmer musse méi wäit siche goen, datt mer geschwënn un dee Punkt kommen, datt och Frontalieren - a mir si schonn deelweis op deem Punkt - sech soen: „Rentéiert et sech iwwerhaapt nach, fir all Dag e puer Stonnen am Stau ze stoen, fir bis op Lëtzebuerg schaffen ze goen?", an ëmmer méi Betriber méi Problemer kréien, fir iwwerhaapt nach déi Aarbechtskräften ze kréien, déi eis Ekonomie brauch.

An duerfir si mer eben an enger Situatioun, datt mer als Lëtzebuerger Stat och mussen elo hëllefen, an der Grenzregioun an déi Infrastrukturprojeten ze investéieren, well se soss net gemaach ginn oder wahrscheinlech net gemaach ginn a mir am Fong herno da wirtschaftlech hei am Land Problemer kréien, well mer eben déi Aarbechtskräften net méi heihinnerkréie respektiv owes heemkréien.

Wat d'A3 ubelaangt, wier ech guer net esou sécher, datt mer net, falls déi dann eng Kéier ausgebaut gëtt, mussen drun hëllefe finanzéieren. Ech mengen, déi ass elo net op der Prioritéit. Et gëtt elo eng Etüd gemaach. Mä loosse mer emol d'Etüd ofwaarden! Da sinn ech och iwwerzeegt, datt d'Fransousen erëm wäerten, wann d'Etüd fäerdeg ass, hei un der Dier uklappen an da soen: „Hei, wann Der gären hätt, datt mer do ausbauen, dann hätte mer gäre vun lech eng Participatioun!" Datt dat an dësem Fall elo net geschitt ass, ass, well keng Urgence besteet. Mä ech sinn iwwerzeegt, datt, wann deen Dag bis kënnt, d'Fransousen da wäerte scho bei eis uklappen.

Et ass awer e Projet, dee mer am Interessi vun eiser Ekonomie musse maachen. An duerfir fënnt en och eis Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An als leschte Riedner zum Projet hu mer den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Och ech wollt nach fir d'Éischt der Madamm Lorsché felicitéieren als Member och vun der Commission du Développement durable. Et war ganz agreabel, mat der Madamm Lorsché ze schaffen, muss ee soen, an et ass keng einfach Kommissioun!

Mir wäerte selbstverständlech och deen heite Projet ënnerstëtzen, well et ass och e konkret Beispill vun interregionaler Zesummenaarbecht, déi ganz néideg ass. Lëtzebuerg ass net dat eenzegt Land op der Welt, wat Noperen huet. Et ass net dat eenzegt klengt Land op der Welt, wat Noperen huet. A kleng Länner mat Noperen, déi wéineg Frontalieren hunn, si meeschtens aarm Länner. An dat ass jo net eise Fall, glécklecherweis. An dofir hu mer och vill Aarbechtskraaft an Aarbechtskolleeginnen a -kolleegen, déi aus Däitschland, der Belsch oder Frankräich kommen.

Ech mengen, dat kënnt jiddwerengem zegutt. Et missten nach vill méi aner Domäne ginn, wou ee méi intensiv op eng groussregional Aart a Weis zesummeschaffe géif. Mir hunn och e Ministère vun der Grande Région, dee war an dëser Legislaturperiod a mengen Aen awer e bëssen net ganz aktiv oder net esou aktiv, wéi en hätt solle sinn. Vläicht ka sech dat d'nächst Kéier verbesseren.

Et ass kee Kaddo, dee mer Frankräich maachen, wéi dat vläicht e bëssen esou duergestallt gouf. Ech géif och vläicht opruffen - bon, „opruffen", ech ruffen näischt op -, mä wann esou bericht gëtt, déijéineg, déi d'Parole publique hunn, sollen heiansdo oppasse bei esou Saachen, wann iwwer esou Saache bericht gëtt, fir ëmmer gutt opzepassen a wierklech ze erklären, datt et Projete sinn, déi jiddwerengem zegutt-kommen, an datt et och drëms geet, Leit heihinnerzebréngen op Lëtzebuerg, déi hei schaffen an och eise Sozialsystem matfinanzéieren. Dat däerf een och net vergiessen!

Voilà, ceci étant dit, mir stëmmen dat mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. A fir d'Éischt och vu mir e grousse Merci un d'Madamm Lorsché fir hire Rapport an all den Deputéierte fir hire Bäitrag.

Fir d'Éischt emol wëll ech bemierken, datt deen Accord hei eng laang Virgeschicht huet. Wéi ëmmer kënnt näischt vum Himmel gefall. An et ass net esou, wéi wann op eemol d'Fransousen oder Frankräich vun haut op muer gesot hätten: „Wonnerbar, mir loossen eis Fuerderunge fale vum Transfert fiscal zréck op Paräis a mir ralliéieren eis elo op déi dote Positioun!" Dat huet vill Aarbecht kascht, haaptsächlech vu Kontakt siche mat gewielte Vertrieder aus der Groussregioun a Frankräich, Deputéierten, och souguer engem fréiere Minister vum Budget, mat deem ech vill Kontakt hat, an déi all geholl-lef hunn - déi awer aus der Regioun sinn -, well se d'Regioun an d'Problemer kennen, fir datt mer zu Paräis Verständnis fonnt hunn, fir op deen heite Wee ze goen an net op en anere Wee. Well ech wëll awer drun erënneren, datt vill Fuerderunge gestallt gi sinn am Virfeld heivunner, déi éischter an d'Richtung gaange sinn, fir datt mir sollten dat maachen, wat mer iwwregens, dat vergiesse mer ganz gär, mat der Belsch hunn, wou mer en Transfert fiscal maachen an d'Belsch, wou mer dann hei op Paräis Suen iwwerwisen hätten, ouni iergendeng Garantie ze hunn, datt iergendee Centime hei an der Regioun op der franséischer Säit investéiert gi wär.

Duerfir war meng Argumentatioun ëmmer, fir ze soen: Kommt, mir siche konkret Projeten eraus, déi fir béid Säiten eng Gewënnsituatioun sinn! Wat ass hei fir eis de Gewënn? Mä deen ass op zwee Niveauen ze kucken. Dat eent ass, wa mer natierlech méiglechst vill Frontalieren op den Zuch kréien, da komme méiglechst wéineg Autoen oder vill manner Autoen duerch eis Uertschaften a Stied gefuer, dat heescht, mir hu manner Verkéier hei an eisem Land. Mir hu manner Autosverkéier, donc musse mer an eisem Land d'Stroosse manner ausbauen. Dat heescht, mir hu kloer e Virdeel heivunner, wa mer do mathëllefen, dat ze investéieren.

Deen zweete Punkt ass awer och, deen dierf een och net vergiessen, mir hunn zu Beetebuerg e grousse Multimodal gebaut, wou mer gär Gidder op d'Schinn hätten. An déi Gidder, déi do op d'Schinn ginn, komme jo mat Camione respektiv mir huele Camionen do eriwwer, déi mer gären international, haaptsächlech och a Südfrankräich, transportéieren. Bon, also musse mer kucken, datt mer och de Schinnereseau op der franséischer Säit ausgebaut kréie par rapport zu deem, wéi en haut ass, well soss kréie mer Schwieregkeeten duerch dat Nadelöhr, dat mer hunn tëschent der franséischer Grenz a Metz, mä virun allem tëschent der franséischer Grenz an Thionville. Dat heescht, et ass och wéinst dem Multimodal, och wéinst dem Gidderverkéier spillt et eng zentral Roll. Duerfir war et mir wichteg, fir sech drop ze konzentréieren, fir déi Streck do ze finanzéieren.

Bon, mir hunn dat hikritt. Ech wëll awer och direkt derbäisoen: Et ass, mengen ech, den Här Gibéryen, dee gesot huet, et stéing elo hei dran, mir géifen an der A31 eng Etüd... Mir finanzéieren iwwerhaapt näischt mat vun der A31, well dogéint hu mer eis gewiert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat hunn ech och net gesot.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, ech hu just gesot, ech wéilt dat awer präziséieren, well et steet just an der Konventioun dran, datt d'Fransousen eng Etüd maachen. Mä si maachen net nëmmen eng Etüd, si si scho laang amgaangen ze diskutéieren op der franséischer Säit, si gi sech net eens iwwer Varianten an esou weider. An ech soen lech och, ech géif all Lëtzebuerger Regierung, och Nofolgeregierungen, déi duerno wäerte kommen, do virdru warnen, fir sech op dat Abenteuer anzeloossen, do matzefinanzéieren, well do schwätze mer net méi vun 100 Milliounen, mä do geet et an d'Milliarden, déi do ze bezuele sinn!

An duerfir sinn ech der Meenung, datt ech dovu géif wäermstens ofroden, dat ze maachen. En plus hu mer näischt dovunner, well effektiv dat net deen nämlechten Effekt huet fir eis, wéi wa mer d'Schinn ausbauen, aus deene Grënn, déi ech virdru beschriwwen hunn.

Duerfir, et ass eng gutt Operatioun, mengen ech, déi hei awer fir béid Säiten eng gutt Saach ass.

Da krut ech d'Fro gestallt wéinst Frontalieren, déi elo net zefridde wäre mat der Streck. Bon, ech muss soen, ech hu mer dat laang ugekuckt, wat an de soziale Medie wärend e puer Deeg do lass war. An dunn op eemol hunn ech awer eng Äntwert geschriwwen, well ech fonnt hunn, datt verschidde Leit de Bou awer massiv amgaange waren ze iwwerspanen. Ech wëll drop hiweisen, datt véier Méint Streik war! Véier Méint op där franséischer Säit Streik war! A wärend deene véier Méint hunn d'CFL sech den Hënneschten opgerappt, fir et emol esou auszedrécken, fir ze kucken, datt awer méiglechst alles vun Zich, wat méiglech war, géif gefuer ginn, fir datt d'Frontalieren heihinner op hir Aarbechtsplaz kéinte kommen!

A wéi ech du gesinn hunn, wann eng Streck zougemaach gëtt, well mer déi jo ausbauen am Interêt och vun deenen nämlechte Leit a well dat net aneschters geet, datt ech dann no zwee Deeg e Shitstorm op de soziale Medien erliewen, dunn hunn ech geduecht: „Elo geet et duer, elo muss de e Punkt setzen!" An ech fannen, dat ass awer och mäi Rôle, dat ze maachen; dat hunn ech gemaach. An ech krut och duerno Entschëllegungen, well se selwer fonnt hunn, mindestens e gudden Deel dovunner, datt Verschiddener iwwert d'Zil erausgeschoss haten.

Ech mengen, mir mussen eis net alles gefale loossen! Mir maachen hei villes, well mer dat gär maachen, well mer fannen, datt et am béidsäitegen Interêt ass, mä mir brauchen eis awer duerfir keng Frechheete gefalen ze loossen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech mengen, dat ass awer dat, wat awer richteg ass, wat een och an deem heite Kontext muss soen.

An ech wëll och soen, datt de Problem sech jo guer net méi stellt, well effektiv, den Här Graas huet et jo ernimmt, de Moment ass op der Autobunn... Dat hunn ech och geäntwert, ech hu gesot: „Waart nach e puer Deeg of, da si mer am Congé collectif an dann ass op der A3 net kee Problem méi - mir wëssen, datt d'A3 eng iwwerlaaschten Autobunn ass -, mä bäi Wäitem net méi dee Verkéier, dee mer hunn", an dat gesi mer jo elo moies, „an da kommen d'Busser och gutt weider."

Ech wëll iwwregens soen, mir setze jo net nëmmen déi Ersatzbussen a vu Beetebuerg an d'Stad, mä et gëtt och Direktlinne vun Thionville, déi sinn natierlech an der normaler Netvakanzenzäit gutt gefëllt, sinn awer elo manner gefëllt, an do ass vill Capacitéit fräi, et kann een och déi huelen. Also, et gëtt Ersatzméiglechkeeten. An iwwregens - an dann halen ech awer op domadder -, et gëtt e Parallelismus, dat ass op der belscher Säit, do ass och d'Streck zou an do sinn och Bussen agesat. Do hunn ech bis elo nach net vill héiere vu Reklamatiounen.

Obschonn et natierlech ëmmer eng Noutléisung ass! Mir si jo net an enger optimaler Situatioun, dat ass ganz kloer. Mä mir maachen awer déi Situatioun, well mer am Summer... An ech si frou iwwert deen Artikel, deen am „Tageblatt" war vum Francis Wagner, deen emol geschriwwen huet, wat do geschitt: datt do op dräi Schichte geschafft gëtt bis Enn August, fir datt mer do all d'Jalone gesat kréien, fir déi Duebelgleisegkeet ze maachen op Beetebuerg!

Also, et ass a jiddwerengem sengem Interêt, an ech sinn och frou, datt d'Diskussioune sech elo no menger Interventioun och berouegt hunn.

Dann nach vläicht just ee Saz zu esou äänleche Projeten:

Et ass och esou, datt et am Transfrontalier, am Iwwerregionalen och aner Regioune gëtt, wou dat äänlech gesi gëtt. Ech wëll Iech soen, datt an der Schwäiz Genève eng äänlech Situatioun huet wéi mir zu Lëtzebuerg. Genève ass eng Finanzplaz. Do schaffe vill franséisch Frontalieren. A Genève huet och iwwert d'Grenz eraus mat investéiert fir ëffentlech Verkéiersmëttel, fir eben de Verkéier besser ze regelen am béidsäitegen Interessi. Dir hutt äänlech Beispiller zu Basel, déi am Lafe sinn. Dir hutt zu Stroossbuerg e Projet vun enger Tramslinn, déi iwwert d'Grenz am Lafen ass.

Also ech mengen, dat ass elo näischt Aussergewéinleches, an ech mengen, datt dat dee richtege Wee ass, dee mer maachen. An ech mengen och, datt d'Chance fir eis och doranner läit, well Lëtzebuerg huet eng wirtschaftlech Ausstralung, déi geet iwwert déi ganz Groussregioun. Mä mir sollen déi net nëmmen egoistesch kucke fir eis, mä am Interessi kucke vun der Groussregioun. Ech mengen, dat ass an eiser aller Interessi.

Ech soe Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Parole après ministre!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Parole après ministre fir den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz kuerz, Här President. Ech wollt nach eng Kéier kloerstellen, datt ech net gesot hunn, mir géife finanzéieren, doru participéieren. Ech hu just gesot, wann d'Etüd fäerdeg ass an d'Fransouse kommen eng Kéier reell un déi Situatioun erun, datt se ausbauen oder net ausbauen, datt se dann Demandeur wären. Ech sinn iwwerzeegt, datt se Demandeur sinn.

An den Här Minister huet och gesot, mir hätte keen Interêt drun. Dach, bis dohinner hu mir Interêt drun! Mir hunn hei den Ausbau op dräi Spure vun der Diddelenger Autobunn gebaut (veuillez lire: gestëmmt). A wann d'Fransousen net op dräi Spuren ausbauen a mir sinn emol eng Kéier bis fäerdeg a si fueren déi aner Säit mat zwou Spure weider, dann hu mir en Interêt drun, datt och déi aner Säit dräi Spure sinn. A spéitstens dann - mä wéi gesot, dat ass Zukunftsmusek, dat dauert nach zéng Joer -, mä spéitstens dann hätte mer och gären, datt et op där anerer Säit mat dräi Spure weidergeet, well soss hunn déi dräi Spuren dës Säit kee Wäert.

Dann hu mer just Parkraum geschaaft vun der Stad bis op Diddeleng, awer et kënnt do erëm kee méi séier fort. Duerfir wäert deen Dag och kommen, wou mir en Interêt drun hunn, datt op där anerer Säit d'Autobunn op dräi Spuren ausgebaut gëtt. Mä, wéi gesot, dat dauert nach Joren, dat ass fir déi nächst Generatioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Natierlech hu mer en Interêt dorunner! Mä dat ass awer eng aner Situatioun. Dat ass eng aner Situatioun wéi bei der Schinn. Do hu mir vill méi villfälteg Operatiounen ze maachen an eis Richtung.

An ech soen Iech just eent, datt den Drock immens grouss ass a Frankräich selwer bei deene Bevëlkerungen, déi ech erliewen, fir datt dat do soll gebaut ginn. Wann ech soen, mir hu keen Interêt dorunner, da soen ech dat, well ech der Iwwerzeegung sinn, datt dat souwisou wäert gebaut ginn. Natierlech, wësst Der, déi franséisch Regierung stellt, wéi och aner Regierungen, permanent Fuerderungen. Mir musse jo net alle Fuerderungen noginn! Et ass dat, wat ech domadder wollt soen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat kënne mer zum Vott iwwergoen iwwert de Projet de loi 7292.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7292 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7292 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

An da géife mer zum...

Plusieurs voix.- ...leschten...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... leschte Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen,...

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... dem Projet de loi 7336 betreffend den Amenagement vun enger Clierfer Verbindungsstrooss, wéi dat esou schéin heescht.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché, huet d'Wuert.

11. 7336 - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux (N18-CR340-N7)

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Et ass mir natierlech eng Éier, de leschte Projet de loi vun dëser Legislaturperiod däerfe virzestellen. Ech muss awer och soen, datt et e ganz speziellt Gefill ass, jo!

De Projet huet eng länger Geschicht a geet zréck op d'Joer 1999, wéi d'Machbarkeet vun enger Stroosseverbindung tëschent Reuler an Urspelt an der Clierfer Regioun analyséiert ginn ass.

Plusieurs voix.- Reiler.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Wat gelift? Reiler?

(Brouhaha)

Ech hat en Akzent, en Accent!

Une voix.- Et ass alles an der Rei.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- 2005 koum et dunn zur Decisioun, eng sougenannt „kombinéiert Variant" ze bauen, déi et erlabe sollt, deem schéine Landschaftsbild Rechnung ze droen an d'Natur beschtméiglech ze erhalen. Den Tracé, deen zréckbehale gouf, huet eng Längt vun 3,7 Kilometer a beinhalt ënner anerem dräi grouss Brécken, an zwar de Viaduc Irbich - ass dat richteg ausgedréckt? -,...

Plusieurs voix.- Jo.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- ...de Viaduc de la Clerve - op Franséisch - an de Viaduc Olegrëndchen, an dernieft verschidden Iwwergäng, déi geduecht sinn, fir déi natierlech Korridoren ze erhalen. Derbäi kënnt de Bau vun enger bidirektionaler Vëlospist tëschent der N18 an der N7.

De Chantier, deen a fënnef Lousen agedeelt ass, huet 2015 ugefaangen a soll am Joer 2022 fäerdeggestallt ginn. Fir d'Realisatioun vum ganze Projet waren ursprénglech 33 Milliounen Euro am Budget vun 2011 virgesinn. Am Joer 2016 ass de Montant op 37,5 Milliounen Euro eropgesat ginn, woubäi jo nach ëmmer kee Gesetz néideg war; mir louchen ënner 40 Milliounen.

Duerno huet sech awer erausgestallt, datt d'Geologie ganz komplizéiert war. Et war eng schwiereg Situatioun um Terrain, déi zousätzlech Moossname bedéngt huet an domat och hire Finanzement. De Problem ass notamment deen, datt massiv Stabiliséierungsmoossname vum Terrain hu missen duerchgefouert ginn. Dernieft hu sech eng Rei Zousazmoossnamen als sënnvoll erwisen, wéi zum Beispill och d'Verleeung an d'Renaturéierung vun der Clierf.

D'Konsequenz ass déi, datt d'Käschte vun dësem Projet op iwwer 40 Milliounen Euro gewuess sinn - ëmmer méi héich - an dëse Projet de loi néideg gemaach hunn. De Montant, dee mir domat stëmmen, läit bei insgesamt 73 Milliounen Euro a beinhalt net nëmmen d'Aarbechten, mä ënner anerem och sämtlech Etüden an Ingenieurskäschten.

Fir datt Dir elo net un Äre Still upecht, maachen ech et ganz kuerz a verweise fir den Depot an de ganze Rescht vun den Aarbechten op mäi schréftleche Rapport.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Ech wéilt allerdéngs nach betounen, datt net nëmmen d'Nohaltegkeetskommissioun, mä och d'Budgetskontrollkommissioun dësem Projet de loi gréng Luucht ginn huet.

Domat sinn ech um Enn vu mengem 49. Rapport ukomm,...

Plusieurs voix.- Ooh!

Une voix.- Emol keng 50!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Ech sinn net op 50 komm!

...deen ech als Presidentin vun der Nohaltegkeetskommissioun gemaach hunn. Et waren der wierklech vill, mä ech wéilt awer betounen, si wieren net zustane komm, wa mer an eiser Kommissioun net esou fair a konstruktiv zesummegeschafft hätten, fir déi vill Projeten op d'Schinn a munchmol och op d'Strooss ze kréien, am Sënn vum Wuert. Duerfir soen ech Iech alleguer villmools Merci an ech gi fir d'Allerlescht den Accord vun der grénger Fraktioun fir dës Legislaturperiod.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass den éischte Riedner den Här Emile Eicher.

Plusieurs voix.- Aah!

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Jo, als Buergermeeschter vun der Gemeng Clierf freet deen heite Projet mech natierlech ganz vill.

Ech wollt awer och där fläisseger Rapportrice e ganz grousse Merci soe fir dee flotte Rapport, dee se gemaach huet. Dës Transversale verbënnt d'N7 mam Plateau bis erof op d'Gare, wat eng flott Saach ass, well op der Gare jo och elo de Lycée opgeet am September, de Lycée Edward Steichen, wou och natierlech zousätzleche Verkéier wäert entstoen. Mä et ass och en direkte Link zu der Industriezon zu Lenzweiler, déi nom Plan sectoriel ëm 48 Hektar vergréissert gëtt an do an Zukunft dann déi gréisst interkommunal Zon hei am Land wäert duerstellen.

Deen Trafic, dee wëlle mer deene Clierfer Leit wierklech net zoumudden. An ech wier och frou, wa mer am Delai géife bleiwe bis 2022, fir d'Realisatioun iwwert d'Bün ze bréngen, well mir sinn och um Masterplang zu Clierf um Schaffen. An ouni eng Erliichterung vum Verkéier wäert et ganz schwéier sinn, fir deen ëmzesetzen; wat iwwregens och dem Tourismus gutt wäert bekommen.

An duerfir wollt ech dann awer och nach eng Kéier en extrae Merci soen, datt och un de Vëlostourismus geduecht ginn ass, well et ass net nëmmen eng Strooss, mä et geet och eng Vëlospist derlaanscht erop, déi de Plateau mam Dall verbënnt. A fir eis ass dat an Zukunft wichteg, zemools wou mer dann och mat der Belsch ugeschloss ginn deemnächst un d'RAVeL-Netz an d'Venn-Bunn, wat eng Entwécklung vum Tourismus erméiglecht, déi mer bis elo net haten. Duerfir ass et ganz kloer, datt d'CSV-Fraktioun hiren Accord dozou gëtt.

A loosst mech awer och nach als deen, deen als Lescht fir eis Fraktioun hei schwätzt, Iech alleguerten e ganz grousse Merci soen. Här President, och Iech eng ganz, ganz flott Vakanz, dem Här Minister och. An hoffentlech gesi mer eis zu esou vill wéi méiglech am Oktober nees erëm.

Merci.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- 120.

(Hilarité)

All!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Cruchten huet d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Majo, Här President, ech hunn esou d'Impressioun, et kann ee sech haut just nach beléift maachen, wann ee sech ganz kuerzfaasst.

Une voix.- Do hutt Der recht!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- An ech mengen och, dass zu deem heite Projet eigentlech alles gesot ass. D'Mercien, un déi schléissen ech mech all un. Ech mengen, ech hu gëschter an och d'lescht Woch scho gesot, dass et wichteg ass, dass mer investéieren, souwuel an den ëffentlechen Transport, an d'Schinne wéi och an d'Stroossen.

Hei ass erëm e Stroossebauprojet, deen eis Ënnerstëtzung verdéngt. Dat soll net deen eenzege sinn. Ech mengen, am Norde gëtt et nach eng ganz Partie Projeten, déi ënnerstëtzenswäert sinn, wéi zum Beispill de Contournement ronderëm Ettelbréck Richtung Baaschtnech. Dat sinn nach Projeten, deene sech eng nächst Majoritéit kann unhuelen.

Op jidde Fall zu deem heite gi mir eisen Accord. An ech soen Iech alleguerte villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ooh! Ooh!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ooh! Also, Här Mertens, ech sinn ontréischtlech! Dir kritt also duebel Riedezäit.

(Brouhaha général)

M. Edy Mertens *(DP).*- Neen, wann ech gelift!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll just soen, wann am Norde vu Stroossebau geschwat gëtt, denkt een dacks un eng Nord-Süd-Achs oder ëmgedréint, mä dat hei ass elo eng Strooss, déi geet vun der N7 eriwwer, also vum Osten an de Westen, an dann, wéi den Här Emile Eicher gesot huet, féiert dat an en Industriegebitt, wat eng Kéier

d'Chamber online op
www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

eent vun deene gréissten am Land soll sinn. A mir sinn elo well immens geplot mam Trafic, dofir ass dat schonn e ganz wichtege Projet.

Firwat datt an der Chamber net driwwer geschwat gouf, hat d'Rapportrice virdru gesot: well et net iwwer 40 Milliounen Euro goung. Desto méi si mer frou - also ech op alle Fall si frou -, datt mer elo kënne kuerz driwwer schwätzen, well et ass en immens, immens wichtege Projet.

Ech kann Iech och soen, datt ech wäert entlaascht ginn zum Deel a menger Aarbecht als Landdokter, well wann ech owes duerch d'Géigend ginn, da kommen ech mer heiansdo wéi e GPS vir, Emile.

(Hilarité)

Dat ass, well da Sattelschlepper aus deenen onméiglechste Länner do optauchen a Feldweeër an Ofkierzunge benotzen, well se net méi wëssen, wou se dru sinn.

Et ass e ganz wichtege Projet, a wa mer et esou géife loossen, wéi et elo ass, dat geet jo net, da wier et „die Brücke nach nirgendwo". Dat steet elo einfach esou an der Landschaft. Mir mussen et fäerdegmaachen. A wann et eng Kéier fäerdeg ass, wäert et eng super Entlaaschtung sinn, desto méi, wou elo nach Trafic derbäikënnt, wann de Lycée Edward Steichen dann elo den Hierscht wäert opgoen.

Ech soen op alle Fall villmools Merci der Rapportrice fir en exzellente Rapport an Iech alleguerte Merci, datt Der dat jo wäert mat Jo ofstëmmen, soudatt am Éislek ee Suergekand manner ass.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- All Respekt, Edy!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An dann elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, ech sinn och frou, datt mer als leschte Projet nach e Stroossebauprojet kënne stëmmen…

(Hilarité)

…fir den Norden. An ech mengen, eis Frënn aus dem Norden, déi hunn dat jo elo hei zum Ausdrock bruecht, déi hunn och op d'Wichtegkeet vun där Strooss do higewisen.

Duerfir wëll ech och vun eiser Säit aus der Kolleegin Lorsché nach eng Kéier Merci soe fir hiren allerleschte Rapport an dëser Legislaturperiod, wat e Stroossebauprojet ass. An ech mengen, wat flott ass, dat ass, datt mer an dëser Legislaturperiod all déi Stroossebauprojeten eestëmmeg konnten heibanne stëmmen. A well eis gréng Kolleege vläicht fäerten, an der nächster Legislaturperiod géif déi Eestëmmegkeet net méi bestoe fir Stroossebauprojeten, hu se virgebaut a si hunn esou vill wéi méiglech…

(Hilarité)

…Stroosseprojeten nach an dëser Legislaturperiod gestëmmt, déi dann an där nächster Legislaturperiod gebaut ginn.

An ech mengen, et ass ze hoffen an ze wënschen, datt mer och nach an där nächster Legislaturperiod erëm eng grouss Eestëmmegkeet fannen, fir Stroossen hei am Land ze bauen, déi mer brauchen. Duerfir stëmme mer selbstverständlech dësem Projet zou.

Et ass flott, datt dee leschte Projet och erëm eng Eestëmmegkeet huet. Et freet ee sech am Fong: „Firwat gi mer de 14. Oktober wielen?"

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir maachen et net wéi am Kongo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass… Mir mussen eis leider un d'Verfassung halen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir als Lénk, mir sinn och ganz frou elo, engersäits, datt e lénken Deputéierten dat lescht Wuert huet an dëser Legislaturperiod.

(Hilarité)

Mir hu laang misse waarden. Et ass endlech geschitt. Mä mir freeën eis ëmsou méi, kënne Jo ze soen zu engem Projet, deen dem Norden an dem Éislek zeguttkënnt. Ech mengen, dat ass ëmmerhin och eppes Flottes, wann een dozou als Lescht ka schwätzen. Vive den Norden! Vive den Edy!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wëll der Madamm Lorsché Merci soe fir hiren 49. Rapport, dee se gemaach huet, an hir natierlech och Merci soe fir déi ganz Legislaturperiod, fir déi vill gutt Sëtzungen, déi se presidéiert huet, a Merci alle Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun, déi an där Kommissioun do konstruktiv matgeschafft hunn.

Ech wëll dem Här Gibéryen och Merci soen, datt en op en Neits ënnersträicht, wivill datt dës Regierung an ech selwer dann och geschafft hunn an deene leschte Joren. Et deet ëmmer erëm gutt, dat vun Oppositiounspolitiker ze héieren. An ech verspriechen em och, sollte mer d'Chance behalen, an der Regierung ze bleiwen, da wäert dat och esou weidergoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Fir de Rescht, Här President: Merci fir déi breet Zoustëmmung!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An da kënne mer zu där virleefeg leschter Ofstëmmung fir dës Legislaturperiod iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7336 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. Jo, mir missten eigentlech op déi 60 Stëmme kommen.

(Interruption)

Ah, nach eng. Okay. Da si mer op 60.

Also: 60-mol Jo an Unanimitéit, domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci.

Dat ass da fir d'Lescht, wou ech Iech déi Fro stellen. An ech hu mech an deene leschte Wochen drop gefreet, dass ech endlech och emol eng Kéier däerf schwätzen.

12. Discours de fin de législature de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun der Chamber, haut war e bësse méi eng speziell ëffentlech Sëtzung, well et wahrscheinlech déi lescht an dëser Zesummesetzung war.

Nom Marathon vun de leschte Wochen an dem Sprint vun deene leschten Deeg wëll ech mat engem erliichterten „Uff!" ufänken, well eis Chamber vill geschafft huet, mat vill Disziplinn un d'Aarbecht erugaangen ass an trotz de Wahlen, déi am Oktober op eis zoukommen, d'Rou behalen huet an d'Diskussiounen zwar engagéiert, mä ganz fair gefouert huet. Duerfir e ganz grousse Merci un Iech all!

Ech wëll Iech haut net mat Statistiken zoutippen. Den detailléierte Bilan, dee mécht d'Presidentekonferenz muer. Ech wëll hei just op e puer Akzenter agoen, déi mer zesumme gesat hunn a wou déi nächst Chamber nach ka weider ausbauen.

Mir hunn an dëser Legislatur vill Efforte gemaach fir d'Chamber, fir d'Haus vun der Demokratie méi fir d'Leit opzemaachen, deenen hir Chamber et jo ass. Eleng an der leschter Sessioun waren iwwer 100 Visitte vu Gruppen oder Schoulklassen an dësem Haus. Mir haten dëst Joer och erëm eng Porte ouverte. E grousse Merci un all déi Deputéiert a Membere vum Personal, déi eist Haus de Leit méi no bruecht hunn. Eenzel Kolleege sinn zu richtegen Experten dobäi ginn. Bravo! Besser kann een et bal net maachen.

Och déi nei Form vu Petitioun ass e Wee, iwwert deen d'Leit en direkten Zougang zum Parlament kréien. D'Petitioun ass e wichtegt Instrument an eiser Demokratie. Doduerch gesäit d'Politik, wou de Schong dréckt an et ka Bewegung an en Dossier kommen, mol direkt, mol méi laangfristeg.

D'Chamber hat an huet e gudden Drot zu deene Jonken. D'Debatte mam Jugendparlament an der Jugendkonferenz, mä och de Jugendkonvent si wichteg an erfrëschend Diskussiounen, déi an d'Parlament erakommen.

Mam Zentrum fir politesch Bildung hu mer en Instrument, fir de Leit d'Demokratie méi no ze bréngen. Zanter dësem Joer gëtt et gutt didaktescht Material fir an d'Schoulen oder soss iwwer eis Institutiounen.

D'Chamber ass och verstäerkt um Internet - de Site gëtt verbessert - an an de soziale Medie präsent, mat Informatioun a Substanz, mol méi kuerz a knackeg, mol méi explikativ. Mir vernoléissegen awer parallell déi traditionell Medien net a mat eisem Compte rendu, deen integréiert ass an d'Dagespress, brénge mer e wichtege Beitrag zu enger méi fondéierter Informatioun vun de Leit. Ech brauch Chamber TV net ze erwänen.

2019 kritt eist allgemengt Wahlrecht 100 Joer. An deem Kader wäerte mer zesumme mam Nationale Musée fir Geschicht a Konscht iwwert de Wee vun enger Ausstellung d'Errungenschaften an den Demokratisatiounsprozess vun der Lëtzebuerger Gesellschaft dem Public méi no bréngen.

An dëser Legislaturperiod huet d'Chamber éischt Schrëtt gemaach a Richtung Evaluatioun vun den ëffentleche Politicken, dat heescht, eenzel politesch Aktioune genee ze analyséieren, fir ze kucken, ob d'Ziler erreecht goufen. Dat muss en Deel vun eiser legislativer Aarbecht a vun eiser Kontroll vun der Regierung sinn a ginn.

Och a Saachen Ausbau vun der Expertise, déi intern an déi extern, huet d'Chamber d'Weiche gestallt. Et gëtt eng Cellule geschafen, fir d'Kommissiounen, mä och déi eenzel Deputéiert bei hirer Aarbecht an hiren Decisiounen duerch factuell neutral Etüden, Recherchen an Notten ze ënnerstëtzen. Mir hunn éischt Decisioune geholl, fir Leit an deem dote Sënn ze rekrutéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Demokratie brauch gutt Demokraten. Eng lieweg Demokratie erkennt een net dorun, dass um Enn ëmmer eng Majoritéit decidéiert, mä dorun, dass um Wee bei déi Decisioun jiddweree vu senge Rechter konnt Gebrauch maachen.

Demokratie bedeit, dass Oppositioun a Majoritéit zesummeschaffen, kollegial, an dass keng Minoritéit ënnert d'Rieder kënnt. Och dat ass eng vun de Missioune vun engem Parlamentspresident. An ech hunn zumindest probéiert, mäi Bescht ze ginn. Et war fir mech eng Éier an eng Freed, President vun dëser Chamber ze sinn.

A well mer kuerz virun de Legislativwahle stinn, wollt ech aus Iwwerzeegung fir eisen demokratesche System en Appell un eis Wielerinnen a Wieler riichten, fir hiert Wahlrecht ze notzen a matzebestëmmen, wéi d'Parlament soll ausgesinn a wie si hei am Haus soll vertrieden.

Fräi Wahle si fir eis vläicht selbstverständlech, mä wann ee méi wäit iwwert d'Grenze kuckt, gesäit een, dass et e Privileeg ass an dass jiddwereen, deen d'Wahlrecht huet, och dovu soll Gebrauch maachen, och déi iwwer 75, déi net méi wiele musse goen.

Eis Demokratie brauch jiddwer Eenzelnen!

Nëmme wann eng Demokratie d'Ënnerstëtzung vun de Leit huet, ka se staark bleiwen. Eng Demokratie steet a fält mam Engagement vun de Biergerinnen a Bierger fir si a géint Extremismen, déi eis demokratesch Wäerter a Fro stellen, fir se géint esou Tendenzen ze schützen.

Eng Demokratie evoluéiert. An esou wäert d'Digitaliséierung och en Afloss op eis Demokratie hunn. Bei all deem Positiven, wat d'Digitaliséierung mat sech bréngt, dierf dat Wichtegt awer net verluer goen. Mir brauchen eng gesond Mëschung tëscht digitaler Kommunikatioun an analoger Politik.

Mir sollen eis déi néideg Zäit loossen, fir Decisioune virzebereeden an ze huelen, an net an en Entscheedungsstress verfalen. Nëmme wie sech déi néideg Zäit fir Decisiounen hëlt, gesäit och all Optiounen. Demokratie fonctionnéiert net mat engem „Like-Knäppchen" oder mat virtuelle Kontakter, si brauch den direkte Kontakt mat oppenem Viséier, mat oppenem Geescht an oppenem Häerz fir d'Suerge vun de Leit. Demokratie brauch Zäit an Opmierksamkeet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, verschiddenen Deputéiertekolleege soe mer haut schonn Addi, well se am Oktober net méi mat an d'Wahle ginn. Et sinn dat de Paul-Henri Meyers, d'Viviane Loschetter, den Alexander Krieps an de Frank Arndt.

1999 ass de Paul-Henri Meyers eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn an duerno dräimol op der Lëscht vun der CSV erëmgewielt ginn. Do virdru war hie 14 Joer Member vum Statsrot. Hie kennt d'Institutiounen hei am Land vu bannen a vu baussen. Hie war och virdrun dat, wat een nennt en „Grand commis de l'État".

De Meyerse Paul ass ee vun de Pappe vun der neier Constitutioun. Hie war 14 Joer laang President a bal fënnef Joer Vizepresident vun der Kommission fir Institutiounen a Verfassungsreform an huet do vill a konstruktiv geschafft a se zesumme mam jëtzege President „bei" den Hafe bruecht.

Och mat 81 Joer loosse mer de Paul net gär goen, well seng Expertise an der Sécurité sociale niewent villen aneren Expertisen eis wäert feelen. A Paul, denk drun, wat mer ofgemaach hunn!

Eis Kolleegin Viviane Loschetter wäert och am Hierscht net méi mat an d'Wahle goen. Déi gréng Politikerin ass zënter Juli 2004 am Parlament. Si huet sech ëmmer mat Leif a Séil fir hir Iddien engagéiert. An dat „mat Leif a Séil", dat trëfft beim Viviane zou wéi bei kaum engem aneren.

Zënter 2013 ass d'Viviane Loschetter Presidentin vun der grénger Fraktioun hei am Haus. Si war Presidentin vun der juristescher Kommissioun an ënner anerem Member an de Kommissioune fir Famill, Aarbecht, Finanzen, Reglement, parlamentaresch Kontroll vum Service de renseignement an an der Budgetskontrollkommissioun.

Viv, deng Spontaneitéit, däin Engagement, deng Kollegialitéit, däin Asaz an deng sagenhaft Disziplinn wäerte mer vermëssen!

(Hilarité)

Den Dokter Alexander Krieps ass 1999 eng éischte Kéier an der Chamber vereedegt ginn. Hie war et vun doheem gewinnt duerch säi Papp, den Emile, vu Kand u politesch ze denken an ze diskutéieren. Als Hausdokter - a mat Akzent op „Haus" - vun der aler Schoul huet den DP-Politiker sech am Parlament virun allem an de Beräicher Gesondheet a Soziales engagéiert. Hie war awer och Vizepresident vun der Budgetskontrollkommissioun, der Aarbechts- a Beschäftegungskommissioun, der Kontekommissioun an der Kommissioun fir d'Force publique.

Wann den Alexander vun eppes gepaakt ass, da gëtt et keen Halt. Hie geet drop lass wéi e gudde Rugby-Spiller: haart, awer fair. Alexander, maach et gutt!

Och de Frank Arndt huet decidéiert, am Hierscht net méi bei de Wahle matzegoen. Den LSAP-Politiker a Buergermeeschter vu Wolz ass 2013 an d'Chamber gewielt ginn. Hie war Vizepresident vun der Budgetskontrollkommissioun a Member an de Kommissioune fir Ëmwelt, Affaires intérieures, Agriculture, Logement, Ekonomie an Aarbecht. Um internationale Plang war hien aktiv an der Lëtzebuerger Delegatioun vum Benelux-Parlament.

De Frank ass de gebuerene Buergermeeschter, no bei de Leit an en iwwerzeegten - ech hoffen, dass ech dat richteg ausschwätzen - „Wéilzer". Hie praktizéiert ab dem Hierscht d'Trennung vun de Mandater, fir ganz fir seng Stad an hir Leit do ze sinn.

Hinne véier wënsche mir, an ech hoffen, dass ech am Numm vun Iech all dierf schwätzen, nëmmen dat Bescht!

Iech alleguer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. An dee Merci schléissen ech de Conseil d'État an, deen eng regelrecht Herkulesaarbecht an deene leschte Méint geleescht huet an engem ganz positive Geescht.

Merci der Regierung fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Merci eisem „Generol", dem Claude Frieseisen, deen allzäit den Iwwerbléck hat, jiddefalls bal allzäit, a sengen Adjointen Isabelle Barra a Benoît Reiter. Respekt an Unerkennung fir eist Personal an der Chamber, wat meeschtens am Hannergrond schafft, mä ouni dat mer haut net kéinte vun enger Mission accomplie schwätzen.

Merci de Mataarbechter vun de Fraktiounen an der Press, selbstverständlech och eisem Sécherheetspersonal an deem Personal, dat am Hannergrond derfir suergt, dass et hei ëmmer propper ass, oder bal ëmmer.

Wéi Der scho gemierkt hutt, gëtt hei am Haus vill geschafft, am Moment net nëmmen um legislative Plang. Iwwert de Summer gi gréisser Aarbechten an a ronderëm de Plenarsall gemaach. D'Viraarbechte si schonn zënter bal zwou Wochen amgaang. Richteg lass geet et ab elo. De ganze Câblage muss nei gemaach ginn. Et kommen en neit Riednerpult an nei Kameraen. A wann alles riichtleeft, ass de Sall Enn Oktober prett fir eis Rentrée.

Iech alleguer, heibannen an dobaussen, wënschen ech eng schéin an erhuelsam Vakanz an eis all nom 14. Oktober déi beschtméiglech Chamber.

Merci villmools! Merci fir alles.

(Applaudissements)

Den Här François Bausch kritt d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, als leschten Iwwreggebliwwene vun der Regierung haut am Sall...

(Hilarité)

...wéilt ech dann och am Numm vun der Regierung deene 60 Deputéierte wierklech e grousse Merci soe fir déi super Zesummenaarbecht, deels kontrovers, wéi dat sech gehéiert an enger Demokratie, mä awer ëmmer fair a korrekt, déi mer déi lescht Joren zesummen haten. An ech mengen, wann ech de Gesamttotal kucke vun de Gesetzesprojeten, déi d'Chamber gestëmmt huet mat all deem, wat dat hannendru vu Konsequenzen huet, vu Projeten, da kann ech nëmmen zefridde sinn. An ech mengen, datt eng gutt Aarbecht geleescht ginn ass an dëser Legislaturperiod. Duerfir, wéi gesot, e ganz grousse Merci un Iech all.

Ech wëll mech natierlech och dem President uschléissen an deene véier Kolleegen aus der Chamber, déi decidéiert hunn, net méi mat an d'Wahlen ze goen, e grousse Merci soen an hinnen all Guddes wënschen an hire weideren Etappen, wéi se dann och ëmmer ausgesinn, vun hirem Liewen, déi eng vläicht méi roueg wéi déi aner, mä op alle Fall wënschen ech hinnen all Guddes.

Et ass och esou, datt ech dann natierlech och dem Personal vun der Chamber wëll e grousse Merci soen. Ech weess, de Backoffice vun der Chamber ass net esou riseg ausgestatt, zemools wann ech e mat anere Parlamenter vergläichen. Ech war laang genuch an dëser Chamber, fir dat ze wëssen, a konnt vill hannert d'Kulissen och vun anere Parlamenter kucken. Hei gëtt eng super Aarbecht geleescht. Duerfir och u si e grousse Merci.

A mir bleift näischt aneschters dann och elo iwwreg, wéi Iech emol fir d'Éischt eng schéi Vakanz ze wënschen. Déi gëtt wahrscheinlech e bësse méi kuerz fir eis alleguerten dëst Joer wéi vläicht d'Jore virdrun, mä bon. Wa se méi kuerz ass, ka se duerfir méi hefteg ginn. An da komme vläicht e puer Wochen, déi méi turbulent a méi hefteg ginn.

An ech wënsche jiddwerengem, dee sech der Wahl stellt de 14. Oktober, bonne Chance fir déi Wahl, well ech ka mech nëmmen, Här President, Äre Wierder uschléissen: Wahlen, wann ee fräi Wahlen huet, zemools an där Zäit, an där mer haut liewen, wéi Der et richteg ënnerstrach hutt, dat ass e wäertvollt Gut an dat solle mer wierklech och deementspriechend notzen an alles maachen, fir datt dat zu Lëtzebuerg esou bleift an d'Demokratie gestäerkt gëtt.

Merci!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Et bleift mir just, ech mengen, am Numm vu menger Fraktioun, mä och deenen anere Fraktiounen Iech Merci ze soen. President vun dëser Chamber ze sinn, ass sécherlech net ëmmer déi einfachste Missioun. Dir musst als President, obwuel Der e wéineg méi héich hei sëtzt wéi mir alleguer, trotzdeem den Iwwerbléck behalen an all Eck vun der Chamber, datt et lieweg heibanne bleift, mä et trotzdeem awer esou ass, datt déi Diskussioune kënnen uerdentlech lafen.

Dir musst kucken, datt Gerechtegkeet och tëschent deenen eenzelne Fraktiounen do ass. Wa jiddweree sech emol direkt ongerecht considéréiert fillt, musst Der probéieren, dee richtegen Equiliber do ze fannen. Dir musst d'Rou behalen, wann et heibannen och heiansdo hëtzeg gëtt. An dat gehéiert nun einfach zu engem Parlament, datt heiansdo d'Diskussioune méi hëtzeg sinn.

An haaptsächlech musst Der Iech och packen, wann Der heiansdo wëllt matschwätzen.

(Hilarité)

A fir déi Leit, déi Iech kennen, mengen ech, ass dat wahrscheinlech an deene leschte fënnef Joer fir Iech dat Schwéierst gewiescht. Dir hutt dat gutt gemaach an deene fënnef Joer. Duerfir villmools Merci!

Une voix.- Bravo!

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll awer och dovunner profitéieren, fir dem Claude Frieseisen, dem ganze Generalsekretariat, der ganzer Equipp vun de Kommissiounen, vum Fonctionnement vum Sall, vun der Informatik, déi sech ëm d'Ausland bekëmmeren, déi vum Protokoll, déi vu Chamber TV, déi vun der Kontabilitéit a vun all deene Servicen, déi mer heibannen hunn, déi eng fantastesch Aarbecht leeschten, villmools Merci ze soen. Ech mengen, mir sinn alleguer dankbar fir dat, wat si fir eis an deene leschte Jore geleescht hunn.

D'Chamber, déi gëtt elo frësch gemaach. D'Handwierker, déi bekëmmere sech dobaussen an den Trapen, d'Teppecher, wat och ëmmer, drëm. D'Wieler, déi bekëmmere sech ëm den Inhalt heibanne vum Sall. An dat ass richteg an dat ass gutt esou. Ech wëll Iech just e puer schéin Deeg Vakanz wënschen an dann eis alleguer e sachlechen, diskussiounsräichen a flotte Wahlkampf.

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'lescht Wuert hunn dann déi Kolleegen, déi mer jiddefalls net hei am Sall wäerten erëmgesinn, mä awer hoffentlech nach oft erëmgesinn. Als Éischten den Här Paul-Henri Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, zu enger Zäit, déi esou spéit ass, a bei där Temperatur dobausse wäert ech ganz kuerz sinn. Merci fir Är Wierder! Ech maache just eng kleng Korrektur. Ech hunn zweemol gezéckt, fir an d'Chamber ze kommen, wou ech hätt kënne kommen. Dat war 1989, nodeem der Madamm Astrid Lulling hire Stull fräi ginn ass. Ech hunn, wann ech dat kann esou ausdrécken, dee Stull net gewollt, mä net wéinst der Madamm Lulling.

(Hilarité)

An ech hu mäi Mandat 1994 als Direktgewielten och net ugeholl, well ech dee Moment Vizepresident vum Conseil d'État war, wat natierlech 1999 bei de Wieler net onbedéngt ganz gutt ukomm war. Ech hu mech misse staark verteidegen, dass ech mäi Mandat dann endlech géif unhuelen.

Ech kann Iech och soen: Et deet mer net leed, dass ech déi Decisioun geholl hunn.

Besonnesch deene Membere vun der Verfassungs- an Institutiounskommissioun villmools Merci. Op jidde Fall an där Zäit, wou ech President war an och an der Zäit als Vizepresident: Et war eng konstruktiv Aarbecht, opgelockert, fräi an ouni, mengen ech, dass perséinlech een deem aneren ze no getruede wär. Mir hu laang Zäit gebraucht. Dat ass och en Zeechen, dass mer alles grëndlech ënnersicht hunn an dass mer och all Meenunge respektéieren. Dofir och där Kommissioun nach eng Kéier villmools Merci.

An ech ka mech nëmmen de Wënsch uschléissen, wat d'Wahlcampagne ugeet. Ech kucken dat vu méi wäit.

(Hilarité)

An ech wäert mer elo missen uwinnen, fir d'Sprooch vu Bënzelt erëm méi ze schwätze wéi an deene leschte Joren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann d'Madamm Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, ech soen Iech och villmools Merci fir déi léif an - ech muss och éierlech zouginn - déi passend Wierder, déi Der u mech adresséiert hutt.

(Hilarité)

Ech muss och gradesou éierlech soen, datt ech viru bal 15 Joer mat ganz vill Freed an och Dankbarkeet hei erakomm sinn an datt ech mat därselwechter Freed a mat därselwechter Dankbarkeet och erëm hei fortginn. An ech erklären Iech och, firwat: well do dertëschent, an deene 15 Joer, war et fir mech eng ganz spannend, eng ganz interessant Zäit heibannen, wou ech och gemierkt hunn, datt nieft deene verschiddene politesche Couleure mer awer ee gemeinsamt Zil hunn, obwuel mer aner Iddien, vläicht aner Weeër oder sécher aner Weeër hunn. Mä déi Diskussiounen, déi mer hei gefouert hunn, déi waren awer ganz interessant an déi hunn, denken ech och, am Laf vun de Joren onst Land och e bësse weiderbruecht.

Mir hu vill zesumme gelaacht. Mir hunn och leider zesumme gekrasch, mä zumindest hu mer dat zesumme gemaach. An dat war perséinlech och fir mech en immens grousse Reconfort. Ech gi mat Freed fort, well ech en anere Projet hunn, well ech elo contrairement zu Iech eng verlängert Vakanz wäert hunn, well ech vill Zäit fir all déi Leit wäert hunn, déi an der Lescht vläicht mech net esou vill haten.

An éier ech elo ophalen hei mat schwätzen, wollt ech awer och ënnersträichen, datt mir hei an dëser Chamber onheemlech kompetent a frëndlech Mataarbechter hunn, an hinnen och alleguerten e grousse Merci dofir!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Alexander Krieps.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech hu mech ni geschummt, Member hei an deem Haus ze sinn. Ech war ëmmer frou, hei ze sinn. Et war fir mech eng grouss Éier. Ech kommen aus enger politescher Famill. An dat huet mer heiansdo..., ech war zéng Joer an der Majoritéit, fënnef Joer an der Oppositioun. Et ass mer zwar heiansdo virkomm, wéi wann ech 15 Joer an der Oppositioun gewiescht wär!

(Hilarité)

Mä dat gesot, hunn ech hei ganz vill, wéi d'Viviane Loschetter gesot huet, interessant Leit begéint aus alle Sparte vum Liewen an déi alleguer, ouni eng eenzeg Ausnam, d'Wuel vum Land a vun de Bierger virun Aen haten. Dovu sinn ech iwwerzeegt, och déi Kolleege vun deene klenge Parteien oder esou, déi sech ëmmer agesat hunn - ech denken u meng Frënn vis-à-vis - fir déi Äermst am Land. Ech maachen hei keng Wahlcampagne, mä ech hunn och anerer gäre gehat; dem Gast Gibéryen säin Humor, deen huet zwar an der Lescht ofgeholl.

(Hilarité et interruption)

Ech war de Mëtteg mat enger Journalistin iessen, an dunn huet se gesot: „Här Krieps, Dir sidd ganz roueg ginn." Ech weess net, ob et ass wéinst deene sechs Pëlle moies a fënnef owes.

(Hilarité)

Mä ech mengen, dat gesot, wollt ech effektiv och nach eng Kéier dem Claude Frieseisen Merci soen a senger ganzer Mannschaft, well dat ass vill Aarbecht an dësem Haus.

Ech wollt menger Famill, menge véier Kanner a menger gudder Fra Mieke, Merci soe fir hir konstruktiv Kritik doheem,...

(Hilarité)

...déi huet et och ëmmer gereent. An ech muss Iech nach eng Kéier widderhuelen, Här President, mir zwee si jo ëmmer gutt eens ginn. Ech wäert e bësse vläicht d'Parlament vermëssen, mä ech ginn och elo, wéi d'Madamm Loschetter, an d'Vakanz an da gesi mer virun.

Déi éischt Vakanze sinn zwar op Käschte vum Steierzueler, mä dann duerno wäert ech mech dann zréckleeën a Bicher liesen. A meng Fra huet mer un d'Häerz geluecht, ech soll danze léieren. Dat gëtt déi schwieregst Operatioun.

(Hilarité)

Mä ech soen Iech alleguer Merci an ech hoffe fir Iech all, dass Der gutt Resultater bei de Wahlen hutt, a speziell meng jonk Fraktioun hei - dat war och e Pleséier, an enger ganz jonker Fraktioun ze sinn. Déi hu mech ëmmer ënnerstëtzt an ech wäert si och ënnerstëtzen.

Här President, Merci villmools!

Plusieurs voix.- Bravo!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An den Här Frank Arndt huet d'Wuert.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Jo, de Frank ass net esou laang derbäi, fënnef Joer, awer en huet geléiert hei, villes geléiert! An engem Henri en décke Merci, well virauser hunn ech mech dohanne mat him dohinnergesat, e Bënzelter Jong, an eng Foto gemaach a gesot: „Esou wäit, wéi deen Här komm ass, all Respekt! Ëmmer fir d'Politik en oppent Ouer, ni Polemik." Dat ass de Beweis, datt et esou geet. An ech denken, datt vun deene véier, déi elo ginn, ech elo d'Éier hunn, bal dat lescht Wuert ze soen, an Här President, erlaabt mer, dat als e bësse méi e Jonken ze soen, datt et eng Éier war, fir hei matzeschaffen!

Ech hu mer et net kënne virstellen, dat muss ech Iech éierlech soen. Jo, ech hu mech gemellt gehat, wéi jiddweree sech eng Kéier mellt, fir matzegoen. Ech hu mäi Choix gemaach. Dee Choix war déi lescht Joren zimlech decisiv. An ech soen Iech einfach, datt et fir eng geliefte Politik immens wichteg ass, ob fir eng Lénk, ob fir eng ADR oder fir egal wellech Fraktioun, déi heibannen ass, datt et immens wichteg ass, déi Diskussiounen, déi heibanne stattfannen. Bon, si ginn heiansdo kontraproduktiv gesinn. Si ginn heiansdo applaudéiert. Mä si hunn eis iwwert déi fënnef Joer, wou ech konnt derbäi sinn, nëmme weiderbruecht.

Ech wënschen natierlech och menger Fraktioun an den nächste Wahlen nëmmen dat Bescht, dat kënnt Der Iech jo virstellen. An ech wëll Iech eppes verspriechen: Mir maachen d'nächst Joer e Konveniat zu véier.

(Hilarité)

Mir kommen Iech besichen.

(Hilarité)

Mir wëssen nach net, wéini datt mer dat maachen, mä esou e klengen Uschub, dat kritt Der vu mir dann, dat wäerte mer da maachen.

An deem Sënn, nach eng Kéier Merci fir déi flott Erfahrung, déi ech hunn däerfe kréien hei, awer och fir d'Versteesdemech, datt ech mech op meng Gemeng wëll konzentréieren.

Merci.

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen, Kolleegen, domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten, eisen ëffentlechen Aarbechte mat u Sécherheet grenzender Wahrscheinlechkeet ukomm, um Enn vun der leschter Sëtzung och. Ech géif Iech dann invitéieren, fir zesummen nach e Patt ze drénken - net nëmme Cremant, mä e Cremant, well en esou gutt ass!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm, a Rendez-vous niewendrun. E schéinen Owend, an all deenen, déi eis regelméisseg nokucken, eng schéi Vakanz!

(Fin de la séance publique à 19.09 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os}56, 57, 58 et 59

56^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 769

7246 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux p. 769

7146 - Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil p. 770-776

7287 - Projet de loi modifiant:

1° le Code de procédure pénale;

2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF) p. 776-779

Ordre du jour p. 779

7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales p. 779-782

57^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 783

Ordre du jour p. 783

7331 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Bascharage p. 783-784

7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (suite) p. 784-785

7345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 785-787

7290 - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail p. 787-788

7293 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3° de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

4° de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

5° de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

6° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7° de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal p. 788

7311 - Projet de loi modifiant

1° le Code du travail; et

2° le Code de la Sécurité sociale

en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité de travail prolongée p. 788-793

58^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 794

Ordre du jour p. 794

Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017) p. 794

Ordre du jour (suite) p. 794

Question parlementaire n°3878 de Mme Martine Mergen relative aux réfugiés mineurs non accompagnés p. 794-795

Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017) (suite) p. 795-797

59^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 798

7215 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances p. 798-799

Question urgente n°3959 de Mme Martine Mergen relative aux cyanobactéries p. 800

7216A - Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission p. 800-801

7278 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 801-802

7230 - Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant

1° la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

2° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 802-804

7281 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État p. 804

7184 - Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et

7168 - Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification:

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

3° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

4° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

5° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

6° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;

7° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;

8° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;

9° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;

10° de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;

11° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;

12° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État;

13° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière;

14° de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale; et

15° de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police p. 804-812

7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État (suite) p. 812

7292 - Projet de loi

1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018;

2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen p. 812-814

7336 - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux (N18-CR340-N7) p. 814-815

Discours de fin de législature de M. le Président p. 815-816

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES 2017-2018

Compte rendu n°1

1re séance

Ouverture de la séance publique **p. 1**

Clôture de la session ordinaire 2016-2017 et ouverture de la session ordinaire 2017-2018 **p. 1**

Composition des organes de la Chambre des Députés **p. 1**

Discours de M. le Président **p. 1**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 1**

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales et institution d'une nouvelle délégation **p. 1**

Communications **p. 1-3**

Ordre du jour **p. 3**

7174 - Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain **p. 3**

7091 - Projet de loi relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits **p. 3-4**

2e séance

Ouverture de la séance publique **p. 4**

6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution - second vote constitutionnel **p. 4-6**

7102 - Projet de loi

1) complétant la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;

2) modifiant le Code du travail;

3) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5) modifiant la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées **p. 6-9**

6995 - Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» **p. 9-12**

3e séance

Ouverture de la séance publique **p. 13**

Ordre du jour **p. 13**

7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration **p. 13**

7147 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation **p. 13-14**

Compte rendu n°2

4e séance

Ouverture de la séance publique **p. 15**

Communications **p. 15-16**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 16**

Changement de composition du comité de discipline **p. 16**

Ordre du jour **p. 16**

Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth **p. 16**

Ordre du jour (suite) **p. 16**

Renouvellement du mandat du Président, du Vice-Président et d'un conseiller à la Cour des comptes **p. 17**

6844 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L. 521-14 et du Titre VIII du Livre V du Code du travail

2. modification de l'article 3 de la loi du 23 juillet 2015 portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises et modifiant le Code du travail et la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises **p. 17-19**

7185 - Projet de loi portant approbation du «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems», signé à Luxembourg, le 20 juin 2017 **p. 19-20**

7192 - Projet de loi portant approbation du Protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013 **p. 21-22**

6409 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale **p. 22-25**

5e séance

Ouverture de la séance publique **p. 26**

6884 - Projet de loi portant approbation

1. du Règlement général de l'Union postale universelle adopté au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012;

2. de la Convention postale universelle et de son Protocole Final, adoptés au Congrès postal universel de Doha, le 11 octobre 2012 **p. 26-27**

7133 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques **p. 27-28**

7116 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001 **p. 28-29**

Interpellation de de M. Fernand Kartheiser au sujet de la liberté d'expression **p. 29-41**

6e séance

Ouverture de la séance publique **p. 42**

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 42**

Ordre du jour **p. 42**

Débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin, «The Third Industrial Revolution Strategy» **p. 42-55**

Dépôt d'une motion par M. Eugène Berger **p. 55-56**

Débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin, «The Third Industrial Revolution Strategy» (suite) **p. 56-63**

Motion de M. Gilles Roth relative à la réforme des stock-options

et

Motion de M. Eugène Berger relative à la mise en œuvre pour le 1er janvier 2018 de la modification du taux et du renforcement des obligations de notification **p. 63-65**

Compte rendu n°3

7e séance

Ouverture de la séance publique **p. 66**

Communications **p. 66**

Ordre du jour **p. 66-67**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°279 du 23 novembre 2017 de M. Max Hahn relative à l'augmentation du trafic aux heures de pointe sur le réseau routier luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 67**

- Question n°280 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Hansen relative au versement des primes agri-environnementales, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 67**

- Question n°281 du 24 novembre 2017 de M. Yves Cruchten relative à la direction du Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

et

- Question n°3474 du 23 novembre 2017 de M. Marc Lies relative au Fonds du logement, adressée à M. le Ministre du Logement **p. 67-68**

- Question n°282 du 28 novembre 2017 de Mme Martine Mergen relative aux délais d'attente pour une IRM dans les hôpitaux, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 68**

- Question n°283 du 28 novembre 2017 de M. Claude Adam relative à l'état actuel et l'avancement des travaux de rénovation du château de Schoenfels, adressée à M. le Secrétaire d'État à la Culture **p. 68**

- Question n°284 du 28 novembre 2017 de M. Marc Spautz relative à la transposition de la réforme et de l'accord salarial de la fonction publique dans le secteur d'aides et de soins et le secteur social (SAS) et le secteur hospitalier (FHL), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 68-69**

- Question n°285 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative au renouvellement de la licence d'exploitation de l'herbicide glyphosate par le Conseil de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 69**

- Question n°286 du 28 novembre 2017 de M. Roger Negri relative à la mise en service du radar de sol à l'aéroport de Luxembourg et au suivi du dossier de coopération avec la Deutsche Flugsicherung GmbH (DFS), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 69**

Question élargie n°26 de M. André Bauler au sujet des profils professionnels et de l'évolution des emplois dans l'économie créative **p. 70**

Question élargie n°25 de M. Henri Kox au sujet du bilan intermédiaire du «Klimapakt» avec les communes ainsi que des adaptations futures y relatives envisagées par le Gouvernement **p. 70-71**

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar **p. 71**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 23e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite COP23 à Bonn **p. 71-75**

Message de M. le Président **p. 75**

7061 - Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale **p. 75-76**

7150 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange **p. 76-78**

7115 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008 **p. 78-79**

7135 - Projet de loi relatif à la rénovation et à l'extension du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg **p. 79**

8e séance

Ouverture de la séance publique **p. 80**

Hommage à la mémoire de M. François Maroldt, ancien Député **p. 80**

Communications **p. 80**

Ordre du jour **p. 80**

Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire **p. 80-82**

Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire **p. 82-94**

Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen **p. 94**

7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire **p. 94-96**

Compte rendu n°4

9e séance

Ouverture de la séance publique **p. 97**

Ordre du jour **p. 97**

7095 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 **p. 97-101**

Débat sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire (suite) **p. 101**

Motion de M. Laurent Mosar relative à la crise humanitaire en République du Yémen (suite) **p. 101**

7143 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire (suite) **p. 101**

7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement **p. 101-104**

7187 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État **p. 104-110**

7202 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État **p. 110-111**

7212 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016 **p. 111-112**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 de la Cour des comptes **p. 112**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2016 du Médiateur **p. 112**

10e séance

Ouverture de la séance publique **p. 112**

Communications **p. 112-113**

Ordre du jour **p. 113**

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions lé-

gislatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget **p. 113-115**

11e séance

Ouverture de la séance publique **p. 116**

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant [...] (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances **p. 116-118**

- Discussion générale **p. 118-129**

Ordre du jour **p. 129**

12e séance

Ouverture de la séance publique **p. 130**

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant [...] (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- Discussion générale (suite) **p. 130-143**

Compte rendu n°5

13e séance

Ouverture de la séance publique **p. 145**

7200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et modifiant:

1° le Code de la sécurité sociale;

2° le Code du travail;

3° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

4° la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

5° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

6° la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

7° la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

8° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes;

9° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

10° la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

11° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

12° la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

13° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie;

14° la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

15° la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

16° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

17° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

18° la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques;

19° la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale;

20° la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

21° la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs;

22° la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7201 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 (suite)

- Prise de position du Gouvernement **p. 145-148**

- Votes sur les projets de loi 7200 et 7201 et dispenses du second vote constitutionnel **p. 150**

- Motions **p. 150-151**

Ordre du jour **p. 148**

7156 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016 **p. 148-150**

Ordre du jour (suite) **p. 151**

6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable **p. 151-152**

7021 - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal **p. 152-153**

7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État **p. 153-154**

14e séance

Ouverture de la séance publique **p. 155**

Question urgente n°3522 de M. Laurent Zeimet et de M. Léon Gloden relative à la contribution financière au Corps grand-ducal d'incendie et de secours **p. 155-156**

6855 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et modifiant

1. la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

2. la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale **p. 156-157**

7060 - Projet de loi portant modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, et abrogeant

3. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales **p. 157-163**

7144 - Projet de loi relatif à la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 **p. 163-167**

7209 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et la station Cloche d'Or;

7210 - Projet de loi portant sur la construction du prolongement de la ligne de tramway à Luxembourg entre le Circuit de la Foire internationale et l'aéroport du Findel;

Motion n°1 de M. David Wagner relative à l'introduction de la gratuité universelle des transports publics luxembourgeois (liée aux projets de loi 7200 et 7201)

et

Motion n°2 de M. David Wagner relative à l'opposition à toute politique de dumping social dans la société Luxtram (liée aux projets de loi 7200 et 7201) **p. 167-175**

Discours de fin d'année de M. le Président **p. 175**

Compte rendu n°6

15e séance

Ouverture de la séance publique **p. 176**

Communications **p. 176-177**

Ordre du jour **p. 177**

Annonce de la démission de Mme Anne Brasseur **p. 177-178**

Ordre du jour (suite) **p. 178**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°287 du 11 janvier 2018 de M. Gusty Graas relative à la peste porcine africaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

et

- Question n°288 du 16 janvier 2018 de M. Gérard Anzia relative aux mesures prévues dans le cas éventuel d'une détection de la peste porcine africaine au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 178-179**

- Question n°289 du 16 janvier 2018 de M. Léon Gloden relative à la gestion des inondations récentes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures (également envoyée à Mme la Ministre de l'Environnement) **p. 179**

- Question n°290 du 15 janvier 2018 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise effectués par les étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 179-180**

- Question n°291 du 16 janvier 2018 de M. Fernand Katheiser relative au musée de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 180**

- Question n°292 du 15 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'hôtellerie luxembourgeoise depuis 2013, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 180-181**

- Question n°293 du 16 janvier 2018 de M. Félix Eischen relative au plan sectoriel «zones d'activités économiques», adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie **p. 181**

- Question n°294 du 16 janvier 2018 de Mme Josée Lorsché relative à la loi du 15 décembre 2016 portant modification du Code du travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

et

- Question écrite n°3549 du 9 janvier 2018 de M. Yves Cruchten relative à l'égalité salariale, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 181-182**

- Question n°295 du 16 janvier 2018 de M. Aly Kaes relative aux conditions d'admission dans les maisons de retraite, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 182**

- Question n°296 du 15 janvier 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative à la signature du Luxembourg «Luxembourg - Let's make it happen», adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 182**

- Question n°297 du 16 janvier 2018 de M. Max Hahn relative à la mise en service de deux voitures électriques Tesla pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 182-183**

- Question n°298 du 16 janvier 2018 de M. Alexander Krieps relative à la multiplication des accidents impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

- Question écrite n°3536 du 21 décembre 2017 de Mme Cécile Hemmen relative aux accidents de la route impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 183**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouvel horaire des CFL **p. 183-186**

6976 - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:

1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;

2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière **p. 187-189**

7100 - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles **p. 189-191**

Ordre du jour (suite) **p. 191**

6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil **p. 191-195**

16e séance

Ouverture de la séance publique **p. 195**

Changement de composition du comité de discipline **p. 195**

Ordre du jour **p. 195**

7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et

3° abrogeant

a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,

b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,

c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,

d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises **p. 195-210**

6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite) **p. 210**

7096 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015 **p. 210-211**

7141 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014 **p. 211**

7148 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015 **p. 211-212**

7159 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016 **p. 212-213**

Changement de composition du comité de discipline (suite) **p. 213**

17e séance

Ouverture de la séance publique **p. 214**

Hommage à la mémoire de M. Niki Bettendorf, député honoraire **p. 214-215**

Communications **p. 215**

Ordre du jour **p. 215**

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Frank Colabianchi **p. 215-216**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 216**

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale **p. 216**

Hommage à Mme Anne Brasseur **p. 216**

Octroi d'un titre honorifique à Mme Anne Brasseur **p. 216**

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar **p. 216**

Question élargie n°28 de M. André Bauler relative aux perspectives de développement du tourisme culturel **p. 217-218**

7008 - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code de procédure pénale

2) le Code pénal **p. 218-225**

7024 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;

5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;

8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché **p. 225-226**

7128 - Projet de loi portant

1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006;

3. modification de:

a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;

e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;

i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit **p. 226-229**

7166 - Projet de loi

1° portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;

2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée **p. 229**

Compte rendu n°7

18e séance

Ouverture de la séance publique **p. 231**

7056 - Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, et portant modification: 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé; 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales; 4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public «Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation»; 5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»; 6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État **p. 231-242**

7075 - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire

p. 242-246

7076 - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant

1° la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

2° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; 3. l'institution d'un Conseil scientifique;

3° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental **p. 246-247**

19e séance

Ouverture de la séance publique **p. 248**

6982 - Projet de loi sur les marchés publics **p. 248-253**

7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques **p. 253-254**

7111 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3° la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4° la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

5° la loi du 5-15 septembre 1807 relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police **p. 254-256**

20e séance

Ouverture de la séance publique **p. 257**

Hommage à la mémoire de M. Carlo Meintz, Député honoraire **p. 257**

Communications **p. 257**

7247 - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale

p. 257

Ordre du jour **p. 257**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°299 du 26 février 2018 de M. Gilles Baum relative à la construction d'un nouveau hall sportif pour le Lycée classique d'Echternach (LCE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 257-258**

- Question n°300 du 27 février 2018 de M. Marc Spautz relative à la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

- Question n°301 du 26 février 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la mise en œuvre de la réforme de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 258-259**

- Question n°302 du 27 février 2018 de Mme Cécile Hemmen relative à la pose de la fibre optique sur le territoire national, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 259**

- Question n°303 du 27 février 2018 de M. Gast Gibéryen relative à la réaction de la société lux-Airport suite à la récente annonce de Ryanair, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 259**

- Question n°304 du 27 février 2018 de M. Henri Kox relative au rapport biannuel de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) sur le système d'étiquetage de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 259-260**

- Question n°305 du 27 février 2018 de Mme Martine Hansen relative aux nouvelles procédures de recrutement de nouveau personnel, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 260**

- Question n°306 du 26 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'impact du Brexit sur l'industrie manufacturière luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 260**

- Question n°307 du 27 février 2018 de M. Marco Schank relative aux agressions contre les agents des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 260-261**

- Question n°308 du 2018 de Mme Taina Bofferding relative à la réalisation éventuelle d'un projet immobilier sur le site actuel de la halle des soufflantes à Esch-Belval, adressée à M. le Ministre du Logement **p. 261**

- Question n°309 du 26 février 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative au détachement des travailleurs, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale **p. 261**

Ordre du jour (suite) **p. 261**

Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État **p. 262**

7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux **p. 262-264**

Interpellation de M. Claude Lamberty sur les défis du sport fédéré luxembourgeois

p. 264-271

Compte rendu n°8

21e séance

Ouverture de la séance publique **p. 272**

7118 - Projet de loi portant modification

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

p. 272-278

7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017 **p. 278-280**

7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016 **p. 280-281**

7197 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016 **p. 281-282**

7178 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017 **p. 282-284**

7161 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce **p. 284**

Ordre du jour **p. 284**

7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

et

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017 **p. 284-286**

22e séance

Ouverture de la séance publique **p. 287**

Question élargie n°27 de M. Fernand Kartheiser au sujet du passage de l'Enseignement secondaire à l'Enseignement supérieur **p. 287-288**

7155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers **p. 288**

Débat de consultation sur la problématique du logement **p. 288-304**

Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner **p. 302-303**

23e séance

Ouverture de la séance publique **p. 305**

Communications **p. 305**

7257 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil **p. 305**

Ordre du jour **p. 305**

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère **p. 305-311**

7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées **p. 311-315**

Compte rendu n°9

24e séance

Ouverture de la séance publique **p. 316**

Débat sur la politique européenne et étrangère **p. 316-329**

6982 - Projet de loi sur les marchés publics **p. 329-330**

25e séance

Ouverture de la séance publique **p. 330**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'avenir de la place financière dans le cadre précis de l'évolution des cryptomonnaies **p. 330-334**

Débat de consultation sur les grandes orientations du futur plan d'action pluriannuel d'intégration **p. 334-342**

26e séance

Ouverture de la séance publique **p. 342**

Communications p. 342

Ordre du jour p. 342

6861 - Projet de loi

portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant

1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne;

8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours p. 342-352

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves p. 352

Annonce de la démission de M. Claude Adam p. 352

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves (suite) p. 352

Compte rendu n°10

27e séance

Ouverture de la séance publique p. 353

7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV p. 353-356

Ordre du jour p. 356

Débat d'orientation sur le gaspillage alimentaire p. 356-364

28e séance

Ouverture de la séance publique p. 365

7164 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014, et portant:

1. modification du Code de la consommation;

2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; et

4. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

p. 365

7199 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif p. 366

7163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne le régime fiscal de la propriété intellectuelle, et modifiant la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz») p. 366-371

7226 - Projet de loi portant approbation de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", faite à Nicosie, le 8 mai 2017 p. 371-372

7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 372-378

Hommage à M. Roger Negri p. 378

Hommage à M. Claude Adam p. 378-379

29e séance

Ouverture de la séance publique p. 380

Hommage à la mémoire de Mme Katja Hientgen, fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 380

Communications p. 380

Ordre du jour p. 380

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Simone Asselborn-Bintz et de Mme Sam Tanson p. 380-382

Changements de composition des commissions parlementaires p. 382

Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 382

Octroi de deux titres honorifiques p. 382

Ordre du jour (suite) p. 382

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°310 du 16 avril 2018 de M. Gusty Graas relative à la vente éventuelle du site ArcelorMittal de Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

- Question n°311 du 17 avril 2018 de M. Alex Bodry relative au sujet de l'avenir d'ArcelorMittal à Dudelange et la politique industrielle européenne en général, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 382-383

- Question n°312 du 17 avril 2018 de M. Marco Schank relative au système carsharing «Flex» des CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 383-384

- Question n°313 du 17 avril 2018 de M. David Wagner relative aux négociations relatives au contrat collectif pour LuxTram SA, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 384

- Question n°314 du 17 avril 2018 de Mme Martine Hansen relative aux modifications au niveau du Code de la route concernant les cyclistes qui entreront en vigueur le 1er mai 2018, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 384

- Question n°315 du 17 avril 2018 de M. Laurent Zeimet relative au règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

p. 384-385

7137 - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données p. 385-386

7136 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales p. 386-388

7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification:

1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;

2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3° de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau p. 388-392

7244 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 392-395

Compte rendu n°11

30e séance

Ouverture de la séance publique p. 396

Hommage à la mémoire de M. Robert Gitzinger, député honoraire p. 396

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par le Président américain et de leur impact sur le libre-échange mondial p. 396-399

7196 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016 p. 399-400

7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile p. 400

Débat de consultation sur l'aménagement du territoire p. 401-416

31e séance

Ouverture de la séance publique p. 417

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du reclassement p. 417-420

7138 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 420-421

Débat de consultation sur la mobilité p. 421-434

32e séance

Ouverture de la séance publique p. 434

Communications p. 434

Ordre du jour p. 434

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 434-437

Compte rendu n°12

33e séance

Ouverture de la séance publique p. 438

Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR) p. 438-440

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)

- Débat général p. 440-449

34e séance

Ouverture de la séance publique p. 449

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat général (suite) p. 449-459

Ordre du jour p. 459

Changement de composition d'une commission p. 459

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat général (suite) p. 459-460

- Prise de position du Gouvernement p. 460-461

- Débat sectoriel sur le volet «Économie et compétitivité» p. 461-467

- Prise de position du Gouvernement p. 467-468

35e séance

Ouverture de la séance publique p. 468

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat sectoriel sur le volet «Cohésion sociale et Bien-être» p. 468-473

- Débat sectoriel sur le volet «Institutions et Réforme de l'État» p. 473-476

- Prises de position du Gouvernement p. 476-480

Compte rendu n°13

36e séance

Ouverture de la séance publique p. 481

Question élargie n°29 de Mme Sylvie Andrich-Duval au sujet de la violence à l'école

p. 481-482

Question élargie n°30 de M. Fernand Kartheiser au sujet d'organisations non gouvernementales agréées p. 482-483

7182 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création

a) d'un Institut national des langues;

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

et portant abrogation

de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 483-486

6708 - Projet de loi relative

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique;

- au transfert intangible de technologie;

- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes

et portant abrogation de

- la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

- la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;

- la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne **p. 486-487**

7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire **p. 487-488**

7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire **p. 488-489**

7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics,

6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal

et

6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics **p. 489-499**

37e séance

Ouverture de la séance publique **p. 500**

Communications **p. 500-501**

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale **p. 501**

Ordre du jour **p. 501**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°316 du 14 mai 2018 de M. André Bauler relative à la situation des jeunes formés dans la carrière professionnelle de l'auxiliaire de vie, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 501**

- Question n°317 du 15 mai 2018 de M. Claude Wiseler relative la procédure de nomination d'un candidat à un poste vacant du Conseil d'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 501-502**

- Question n°318 du 14 mai 2018 de M. Alex Bodry relative aux procédures d'autorisation d'exploitation concernant les centrales nucléaires à proximité du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 502**

- Question n°319 du 15 mai 2018 de M. Roy Reding relative à la décision du «Bundesfinanzhof» en matière d'intérêts de pénalité auprès de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 502**

- Question n°320 du 15 mai 2018 de M. Franz Fayot relative à l'installation d'une galerie nationale dans les murs de l'ancien Athénée, adressée à M. le Ministre de la Culture **p. 502-503**

- Question n°321 du 15 mai 2018 de Mme Sylvie Andrich relative à l'avenir incertain des sites à Dudelange et à Käerjeng du groupe verrier américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

- Question n°3820 du 14 mai 2018 de M. Eugène Berger et de M. Gusty Graas relative à la fermeture de deux usines du groupe américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 503**

- Question n°322 du 15 mai 2018 de M. Laurent Zeimet relative à la transposition de la convention collective SAS au niveau des initiatives sociales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 503-504**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler **p. 504**

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et la décision du président des États-Unis de se retirer de cet accord **p. 504-507**

Question élargie n°31 de M. Henri Kox relative à l'énergie nucléaire **p. 507-508**

7214 - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 **p. 508-509**

7175 - Projet de loi portant approbation de

1° l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017;

2° l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017 **p. 509-510**

7177 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gäichel, le 4 juillet 2016 **p. 510**

7157 - Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37 **p. 510-514**

7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012 **p. 514-515**

7194 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances **p. 515**

7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement **p. 515-516**

38e séance

Ouverture de la séance publique **p. 517**

7072 - Projet de loi portant

1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,

2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État **p. 517-521**

7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles **p. 521-529**

Compte rendu n°14

39e séance

Ouverture de la séance publique **p. 530**

Hommage à la mémoire de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, Député de 1994 à 2013 **p. 530**

Communications **p. 530-531**

7308 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État **p. 531**

Ordre du jour **p. 531**

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la politique européenne de commerce et notamment des accords de libre-échange ainsi que sur la situation actuelle en matière d'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par les États-Unis

et

Question parlementaire n°3844 de M. Laurent Mosar relative à la mise en place annoncée par le président américain de barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie au 1er juin 2018 **p. 531-535**

6994 - Projet de loi sur la protection des animaux **p. 535-542**

7153 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et

2° de certaines dispositions du Code civil **p. 542-543**

40e séance

Ouverture de la séance publique **p. 544**

Communications **p. 544**

Ordre du jour **p. 544-545**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°323 du 11 juin 2018 de M. Gusty Graas relative à la situation politique actuelle au Nicaragua, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire **p. 545**

- Question n°324 du 12 juin 2018 de Mme Nancy Arendt relative à la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes pris en charge par l'assurance maladie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 545**

- Question n°325 du 12 juin 2018 de M. Georges Engel relative au conflit social au sein de la maison de soins à Bettembourg, ainsi que d'une éventuelle intervention de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

- Question n°326 du 12 juin 2018 de M. Marc Baum relative à la grève dans une maison de soins à Bettembourg et à son financement, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 545-546**

- Question n°327 du 12 juin 2018 de M. Gast Gibéryen relative aux aides pour le secteur touristique suite aux intempéries, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 546**

- Question n°328 du 12 juin 2018 de M. Henri Kox relative aux inondations récentes et aux mesures de prévention, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 546-547**

- Question n°329 du 12 juin 2018 de M. Laurent Zeimet relative à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 6 juin 2018 relatif à l'article 17, alinéa 1er, première phrase de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 547**

- Question n°330 du 11 juin 2018 de M. André Bauler relative aux nuisances olfactives de l'élevage porcin, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 547**

- Question n°331 du 12 juin 2018 de M. Marco Schank relative au déroulement de l'enquête publique sur la désignation des nouvelles zones de protection autour du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 547**

7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles (suite) **p. 547-548**

7045 - Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification:

1° du Code de procédure pénale;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

et portant abrogation:

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police **p. 548-557**

7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques **p. 557**

7232 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables **p. 557-558**

7299 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés **p. 558-559**

41e séance

Ouverture de la séance publique **p. 559**

7206 - Projet de loi portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale;

6° de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des

traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale **p. 559-566**

7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification

1° de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster;

2° de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux;

3° de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 **p. 566-568**

7132 - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg **p. 568-574**

Compte rendu n°15

42e séance

Ouverture de la séance publique **p. 576**

6996 - Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification:

1. du Nouveau Code de procédure civile;

2. du Code civil;

3. du Code pénal;

4. du Code de la sécurité sociale;

5. du Code du travail;

6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes;

7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;

9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats;

11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire **p. 576-588**

6921 - Projet de loi adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification

1) du Code de procédure pénale,

2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,

3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques **p. 588-592**

7205 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes **p. 592-593**

7219 - Projet de loi

1° concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce;

2° abrogeant les articles 2 à 12 de la loi modifiée du 19 février 1975 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973 **p. 593-594**

6984 - Projet de loi sur l'attribution de contrats de concession et portant modification:

1. du Code pénal;

2. du Code du travail; et

3. de la loi modifiée du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics **p. 594-595**

7211 - Projet de loi relatif à la rénovation et extension du Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch **p. 595**

43e séance

Ouverture de la séance publique **p. 596**

Communications **p. 596**

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 596-597**

Ordre du jour **p. 597**

Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry **p. 597**

Ordre du jour (suite) **p. 597**

Résolution de M. Alex Bodry relative à la décision de ne pas siéger en session ordinaire le 9 octobre 2018 à 14.30 heures **p. 597**

7181 - Projet de loi portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire et modification de

1° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2° la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers **p. 597-604**

7203 - Projet de loi complétant le Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'un titre VIIbis relatif à la conversion de l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires émise sur base du règlement (UE) n°655/2014 en saisie exécutoire des comptes bancaires **p. 604-605**

Ordre du jour (suite) **p. 605**

7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif **p. 605**

Ordre du jour (suite) **p. 605**

7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise **p. 605-606**

44e séance

Ouverture de la séance publique **p. 607**

7260 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 24 novembre 2017 **p. 607-608**

7252A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (suite) **p. 608-609**

7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite) **p. 609**

7261 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part, fait à Manille, le 7 août 2017 **p. 609-610**

7173 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif **p. 610-615**

7231 - Projet de loi relative à la promotion de la langue luxembourgeoise et portant modification

1°de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2°de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3°de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

4°de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 **p. 615-622**

Compte rendu n°16

45e séance

Ouverture de la séance publique **p. 623**

7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain **p. 623-624**

6614 - Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires **p. 624-628**

7176 - Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016 **p. 628-629**

7253 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie **p. 629-633**

Hommage à M. Marcel Oberweis **p. 633**

46e séance

Ouverture de la séance publique **p. 634**

Communications **p. 634-635**

Ordre du jour **p. 635**

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Claudine Konsbruck **p. 635**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 635**

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale **p. 635-636**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°332 du 2 juillet 2018 de M. Gusty Graas relative au refus d'autoriser l'organisation d'une exposition canine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 636**

- Question n°333 du 3 juillet 2018 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 636**

- Question n°334 du 2 juillet 2018 de M. Marc Angel relative à la future affectation de l'Hôtel des Postes à Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 636**

- Question n°335 du 3 juillet 2018 de M. Fernand Kartheiser relative à la coopération entre le Gouvernement et le «Cercle de coopération», adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire **p. 636-637**

- Question n°336 du 3 juillet 2018 de Mme Josée Lorsché relative aux voies de bus munies d'un panneau additionnel qui autorise les cyclistes à les emprunter, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 637**

- Question n°337 du 3 juillet 2018 de M. Marc Spautz relative au transfert de données, de chiffres et d'autres informations entre l'IGSS et les autres administrations de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 637**

- Question n°338 du 2 juillet 2018 de M. Alexander Krieps relative à la vaccination anti-HPV chez les jeunes hommes et sa prise en charge, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 637**

- Question n°339 du 2 juillet 2018 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'instauration d'un budget de la zone euro, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 637-638**

- Question n°340 du 3 juillet 2018 de M. Max Hahn relative aux mesures introduites pour promouvoir la location sociale, adressée à M. le Ministre du Logement **p. 638**

- Question n°341 du 3 juillet 2018 de M. Eugène Berger relative à la lettre du Président des États-Unis concernant les dépenses militaires luxembourgeoises, adressée à M. le Ministre de la Défense **p. 638-639**

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la politique culturelle au Luxembourg **p. 639-642**

7044 - Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant:

1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° le livre 1er du Code de la sécurité sociale **p. 642-645**

7040 - Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale **p. 645-647**

7228 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets;

2° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; et

3° de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative **p. 647-648**

7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration **p. 648-651**

7249 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article 1er de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens **p. 651**

47e séance

Ouverture de la séance publique **p. 652**

7041 - Projet de loi du jj/mm/aaaa modifiant:

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines;

2° le Code pénal;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

et

7042 - Projet de loi du jj/mm/aaaa portant réforme de l'administration pénitentiaire et

1) modification

- du Code pénal;

- du Code de procédure pénale;

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que;

2) abrogation

- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale **p. 652-658**

7188 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair **p. 658-659**

7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018 **p. 659-660**

7251 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective **p. 660**

7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales **p. 660-661**

48e séance

Ouverture de la séance publique **p. 662**

7154 - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

4° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

5° de la loi modifiée du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation **p. 662-665**

7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse **p. 665-667**

7140 - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

1) des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et

2) de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1° le développement et la diversification économiques, 2° l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie **p. 667-671**

7279 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017 **p. 671**

7119 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;

2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu **p. 671-672**

Compte rendu n°17

49e séance

Ouverture de la séance publique **p. 674**

Communications **p. 674**

Octroi d'un titre honorifique à M. Marcel Oberweis **p. 675**

Ordre du jour **p. 675**

Question élargie n°32 de M. Laurent Mosar relative aux restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail **p. 675**

7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M **p. 675-678**

7113 - Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale

et portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;

4° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

5° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

6° de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;

7° de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

et portant abrogation

de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti **p. 678-687**

6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais **p. 687-690** **p. 690-693**

Ordre du jour (suite) **p. 690**

7195 - Projet de loi portant:

1° transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et

2° modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement **p. 693**

7306 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

2. modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier **p. 693-694**

50e séance

Ouverture de la séance publique **p. 694**

7301 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance **p. 694-696**

6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne **p. 696-697**

7282 - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13 **p. 697-699**

7285 - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas **p. 699-700**

7152 - Projet de loi portant

1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;

2° modification du Code de procédure pénale;

3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale **p. 700-702**

7280 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie **p. 702-704**

7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017 **p. 704**

51e séance

Ouverture de la séance publique **p. 705**

7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;

5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1er février 1984 portant création d'une Administration du personnel de l'État **p. 705-706**

7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État **p. 706-707**

7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux;

4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV **p. 707-710**

7286 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol» **p. 710-712**

52e séance

Ouverture de la séance publique **p. 713**

Communications **p. 713**

Octroi de titres honorifiques **p. 713**

Ordre du jour **p. 713**

7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1° du Code du travail; et

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État **p. 713-716**

7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes **p. 716-722**

7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques **p. 722**

7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch **p. 722-724**

Ordre du jour (suite) **p. 724**

Compte rendu n°18

53e séance

Ouverture de la séance publique **p. 726**

7283 - Projet de loi portant modification:

1° de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains;

2° de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

3° de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac;

4° de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute **p. 726-730**

7277 - Projet de loi portant approbation de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, fait à Luxembourg, le 17 janvier 2018 **p. 730**

7004 - Projet de loi modifiant

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg;

3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité **p. 730-732**

6810 - Projet de loi relative à une administration transparente et ouverte **p. 732-738**

7220 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° du Nouveau Code de procédure civile;

4° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

5° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

6° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

7° de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle;

8° de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du Code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle, en vue d'adapter le régime de confiscation **p. 738-740**

7305 - Projet de loi

1° relative à la mise en application du règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés; et

2° modifiant le Nouveau Code de procédure civile en y ajoutant un article 685-2ter **p. 740**

54e séance

Ouverture de la séance publique **p. 741**

7208 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2258 du Conseil du 6 décembre 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et modifiant

1. la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal;

2. la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD), et

3. la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays **p. 741-742**

7327 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs **p. 742-744**

7335 - Proposition de modification des Annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés **p. 745**

7169 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique **p. 745-751**

55e séance

Ouverture de la séance publique **p. 752**

Communications **p. 752**

Ordre du jour **p. 752**

Heure d'actualité au sujet du plan du Gouvernement britannique pour l'après-Brexit **p. 752-755**

7142 - Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues **p. 755-758**

7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État **p. 758-760**

7207 - Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012 **p. 760-762**

7235 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013 **p. 762**

7264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre **p. 762-764**

7303 - Projet de loi

1° portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis Heck et

2° modifiant la dénomination du lycée **p. 764-765**

7334 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer:

1° au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren;

2° au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig;

3° au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren **p. 765-767**

7343 - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés **p. 767-768**

Compte rendu n°19

56e séance

Ouverture de la séance publique **p. 769**

7246 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux **p. 769**

7146 - Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil **p. 770-776**

7287 - Projet de loi modifiant:

1° le Code de procédure pénale;

2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF) **p. 776-779**

Ordre du jour **p. 779**

7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales **p. 779-782**

57e séance

Ouverture de la séance publique **p. 783**

Ordre du jour **p. 783**

7331 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Bascharage **p. 783-784**

7320 - Projet de loi portant modification:

1° du Code pénal;

2° du Code de procédure pénale;

3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (suite) **p. 784-785**

7345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire **p. 785-787**

7290 - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail **p. 787-788**

7293 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3° de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

4° de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

5° de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

6° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7° de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal **p. 788**

7311 - Projet de loi modifiant

1° le Code du travail; et

2° le Code de la Sécurité sociale

en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité de travail prolongée **p. 788-793**

58e séance

Ouverture de la séance publique **p. 794**

Ordre du jour **p. 794**

Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017) **p. 794**

Ordre du jour (suite) **p. 794**

Question parlementaire n°3878 de Mme Martine Mergen relative aux réfugiés mineurs non accompagnés **p. 794-795**

Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2017) (suite) **p. 795-797**

59e séance

Ouverture de la séance publique **p. 798**

7215 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances **p. 798-799**

Question urgente n°3959 de Mme Martine Mergen relative aux cyanobactéries **p. 800**

7216A - Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission **p. 800-801**

7278 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée **p. 801-802**

7230 - Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant

1° la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

2° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État **p. 802-804**

7281 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État **p. 804**

7184 - Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et

7168 - Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification:

1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

3° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

4° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

5° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

6° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;

7° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;

8° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;

9° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;

10° de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;

11° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;

12° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État;

13° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière;

14° de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale; et

15° de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police **p. 804-812**

7151 - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation du Service de renseignement de l'État (suite) **p. 812**

7292 - Projet de loi

1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018;

2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen **p. 812-814**

7336 - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux (N18-CR340-N7) **p. 814-815**

Discours de fin de législature de M. le Président **p. 815-816**

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°19** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3987	Max Hahn, Claude Lamberty	Surchauffe des maisons passives
3988	Fernand Kartheiser	Bornes de recharge pour voitures électriques
4021	Diane Adehm, Gilles Roth	Décision prise par la Cour de justice de l'Union européenne
4022	Gusty Graas	Sensibilité électromagnétique
4024	Max Hahn	Indemnités des pompiers volontaires
4026	André Bauler, Gusty Graas	Systèmes dits du «carry back» et du «carry forward»
4029	Alex Bodry	Formalités lors du dépôt des listes de candidats pour les élections législatives
4031	Claudia Dall'Agnol	Voyeurisme
4032	Gusty Graas	Échange éventuel de territoires entre la Serbie et le Kosovo
4036	Laurent Mosar	Taxation des Gafa
4037	Fernand Kartheiser	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans les domaines de droit
4040	Martine Hansen	Peste porcine africaine
4041	Gusty Graas, Edy Mertens	Peste porcine
4046	Eugène Berger	Évolution de la situation budgétaire de l'État au premier semestre 2018
4050	Cécile Hemmen	Recherche médicale et clinique
4052	Gusty Graas	Protoxyde d'azote (gaz hilarant)
4053	Josée Lorsché	Installation de quatre nouveaux appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM)
4073	Laurent Mosar, Claudine Konsbruck	Vote par correspondance

Question 3987 (10.08.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **surchauffe des maisons passives:**

Dans sa réponse à notre question parlementaire n°3889 du 21 juin 2018, Monsieur le Ministre renvoie aux dispositions en matière de protection thermique du règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation. Ce règlement prévoit des mesures concrètes qui devraient éviter la surchauffe du bâtiment en saison estivale, et rendre l'installation d'un système de climatisation inutile.

Cependant, il nous revient que bon nombre de personnes se voient obligées à installer une climatisation, en raison justement d'une surchauffe de leur maison et en raison de la difficulté à installer des systèmes de refroidissement géothermique après la construction d'un bâtiment.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cas pareils?

- Une étude a-t-elle été réalisée au préalable confirmant l'efficacité des mesures prévues par le règlement précité?

- Jusqu'à quelle température extérieure ces mesures devraient-elles en principe garantir un confort thermique?

- Étant donné que beaucoup de personnes installent une climatisation ex post, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait de mise de permettre également une installation ex ante?

Réponse (24.10.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Tout en considérant la réponse à la question parlementaire n°3889 du 21 juin 2018, il y a lieu de souligner que le risque de surchauffe des bâtiments n'est, de façon générale, pas lié au standard énergétique respectivement au niveau d'isolation du bâtiment.

Le risque d'une potentielle surchauffe de bâtiments est notamment lié à la conception architecturale du bâtiment, et plus particulièrement en ce qui concerne le recours à d'importantes parts vitrées dans le bâtiment. Afin de garantir dans ces cas une protection thermique adéquate en été, l'installation et l'opération adaptée de protections solaires extérieures est nécessaire pour protéger les parts vitrées.

Le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation prévoit des dispositions concrètes afin d'éviter les surchauffes dans les bâtiments d'habitation. Ces dispositions tiennent compte des développements en la matière au niveau européen et dans les pays limitrophes, qui ont été élaborées sur base de simulations dynamiques de bâtiments et ont été calibrées sur base des plages de températures extérieures qui prévalent dans nos latitudes.

Les dispositions concernant la protection thermique estivale ont été renforcées en 2016 par l'introduction d'une nouvelle méthode de calcul qui définit l'exigence à respecter en fonction de la part vitrée, des dimensions et des capacités d'accumulation thermique du local critique du bâtiment concerné. Le respect des exigences en question doit être documenté et faire partie de la demande d'autorisation de construire.

Des cas dans lesquels l'installation d'une climatisation devient nécessaire n'ont pas été portés à ma connaissance jusqu'à présent. Reste à préciser que les services concernés de mon ministère entretiennent des contacts périodiques avec les acteurs du marché et poursuivent l'ambition d'échanger couramment sur les exigences en matière de performance énergétique des bâtiments, échanges qui incluent également les réformes des méthodologies de calcul sur lesquelles sont basées les exigences.

Finalement, il y a lieu de préciser que par le biais des dispositions actuellement en vigueur en matière de performance énergétique des bâtiments et les conditions édictées pour l'allocation des aides financières, le Gouvernement ne veut pas créer d'incitatif en vue de l'installation de systèmes de refroidissement énergétiquement non efficients allant à l'encontre d'une politique climatique raisonnable qui mise sur les mesures passives.

En guise de conclusion et au vu de ce qui précède, j'estime qu'il n'y a donc pas de nécessité de procéder à des modifications du cadre réglementaire actuellement en vigueur.

Question 3988 (10.08.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **bornes de recharge pour voitures électriques:**

Am Kader vun der Promotioun vun der Elektromobilitéit sinn zu Lëtzebuerg eng Rei vu Bornen installéiert gi fir d'Opluede vun den Elektrogefierer. Anerer kommen nach dobäi.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Borne vu wéi engem Typ goufe bis elo zu Lëtzebuerg installéiert?

2. Wéi vill verschidden Typpen vu Borne fir Elektroautoe gëtt et a sinn déi standardiséiert?

3. Wéi vill Bornen, déi ganz séier lueden (Supercharger-Bornen), ginn et zu Lëtzebuerg?

4. Missten, an den Ae vum Här Minister, där Supercharger-Bornen net bei all Taxistatioun - besonnesch op der Gare an um Flughafen - stoen, well soss ze vill Zäit fir d'Opluede verluer geet?

Réponse commune (26.09.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

ad 1. Vun den 800 ëffentlech accessibelen Opluedstatiounen, déi no den Ufuederunge vum ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroummarché landeswäit bis Enn 2020 vun de Stroumnetzbedreiwer installéiert wäerte ginn an ënnert dem Numm „Chargy" vermaart ginn, sinn der am Moment 204 installéiert. Zousätzlech dozou kommen nach 34 „Chargy OK"-Opluedstatiounen, déi nach vun aneren ëffentlechen oder privaten Akteuren installéiert goufen a genee d'selwecht, wéi déi 800 Statioune vun de Stroumnetzbedreiwer, funktionéieren. Vu datt déi meescht Opluedstatiounen zwee Autoe gläichzäiteg kënnen oplueden, waren Ufank September 472 Parkplazen equipéiert, fir nozelueden.

ad 2. Et gi weltwäit eng Rei vu verschidden Typpe vu Steckeren, fir Elektroautoen ze lueden.

An der Europäescher Unioun ass et fir ëffentlech Opluedstatiounen, déi mat enger Leeschtung vu bis zu 22 kW séier kënne lueden awer obligatoresch, datt dës op d'mannst mat engem Stecker vum „Typ 2" (norme EN 62196-2) equipéiert sinn. Opluedstatiounen, déi méi séier kënne lueden an déi mat Wiesselstroum funktionéieren, mussen op d'mannst och mat engem Stecker vum „Typ 2" equipéiert sinn. Bei de schnellen Opluedstatiounen, déi mat Gläichstroum funktionéieren, muss op d'mannst ee Stecker vum Typ „Combo 2" (norme EN 62196-3) installéiert sinn. Et ass wichteg ervirzehiewen, datt Elektroautoen, déi iwwert de „Combo 2" kënne séier geluede ginn, och ëmmer iwwert den „Typ 2" kënne méi lues geluede ginn.

Alleguerten d'„Chargy" an „Chargy OK"-Opluedstatioune si mat „Typ 2"-Steckeren équipéiert a kënne bis zu 22 kW séier lueden.

ad 3. Wat dat séiert Luede vun Elektroautoen ugeet, esou schwätzt ee vu Luedleeschtungen ab 22 kW respektiv 50 kW.

An dës Kategorie falen och déi sougenannten „Supercharger", déi am Moment mat bis zu 120 kW kënne lueden. Heibäi handelt et sech awer ëm e private Service, deen am Moment just vun enger Autosmark ka benotzt ginn. Am Moment sti véier vun dësen „Supercharger" op engem privaten Terrain vun engem Hotel an der Gemeng Schëtter.

Am Reseau „Chargy" ginn et am Moment keng Opluedstatiounen, déi mat méi wéi 22 kW kënne lueden. D'Iddi vun den 800 Opluedstatiounen ass, datt ee bei Bedarf am ganze Land d'Autonomie vu sengem Elektroauto einfach a séier vergréissere kann. „Chargy"-Opluedstatioune kënne mat bis zu 22 kW Leeschtung lueden an doduerch an enger Stonn d'Autonomie ëm bis zu 150 km vergréisseren a ginn domadder duer, fir am Alldag mat engem Elektroauto ze fueren.

ad 4. D'„Chargy"-Infrastruktur ass och accessibel fir Taxien, a vu datt eng gréisser Unzuel vu Statioune bei de Garen an am Zentrum vun den Uertschaften installéiert ginn, profitéieren och d'Taxien dovun. Op groussen Taxistatiounen, wéi zum Beispill op der Gare an um Flughafen, ass et awer sécher sënnvoll ze kucken, ob een nach méi schnell Bornen installéiert, déi fir déi elektresch Taxie reservéiert sinn. D'Installatioun vun Opluedstatiounen, déi nëmme vun enger Autosmark kënne benotzt ginn, gëtt net aktiv vun der Regierung ënnerstëtzt.

Fir an Zukunft mat engem Elektroauto och wäit reesen ze kënnen, gëtt am Moment vun der Regierung gekuckt, fir och Opluedstatiounen, déi mat mindestens 150 kW kënne lueden, am Land ze installéieren. Dës solle prioritär beim Autobunnsreseau opgeriicht ginn a sollen och kompatibel mam „Chargy"-System sinn.

Question 4021 (24.08.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **décision prise par la Cour de justice de l'Union européenne:**

En date du 13 août 2018, la Cour de justice de l'Union européenne a accepté d'examiner une plainte collective déposée contre les États de l'UE pour inaction climatique. Cette plainte porte sur la passivité des États européens face au réchauffement climatique. L'UE ne respecterait pas ses engagements qui, d'autant plus, ne seraient pas assez ambitieux. Cette inaction causerait, selon les plaignants, la baisse des récoltes de différents producteurs. La plainte pourrait s'avérer historique et causer de vastes changements si les États européens étaient condamnés par après.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette plainte? Comment le Luxembourg se positionne-t-il au sein du Conseil des Ministres européens?

2) Quelles seraient les conséquences matérielles et financières en cas d'une condamnation des États européens?

3) Quelles sont les mesures prises par le Gouvernement pour faire face au réchauffement climatique?

Réponse (26.09.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Il appartient in fine à la Cour de justice de l'Union européenne d'apprécier le bien-fondé juridique de la «plainte». Au niveau du Conseil, le Grand-Duché avait soutenu les délicats compromis ayant mené à la directive 2018/410 («système européen d'échange de quotas d'émission de CO_2 (ETS)»), au règlement (UE) 2018/841 relatif à la prise en compte des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie dans le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 («LULUCF») et au règlement 2018/842 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris («ESR»).

ad 2) Le Gouvernement ne peut pas se prononcer sur l'issue d'un procès en cours.

ad 3) Une multitude de mesures et d'actions ont été prises. Dans la suite je me permets d'énumérer que les éléments phares de la stratégie nationale.

Le Gouvernement est résolu à atteindre l'objectif de réduction des émissions de 40% en 2030 par rapport à 2005, fixé au niveau communautaire pour le Luxembourg par le règlement (UE) 2018/842 précité et de contribuer ainsi à la mise en œuvre des objectifs climatiques internationaux.

La stratégie nationale en matière de protection du climat se décline autour de plusieurs axes, qui selon l'accord de Paris, repose sur des objectifs de réduction, une stratégie d'adaptation et la réorientation des flux financiers.

Les initiatives nationales

Le pacte climat avec les communes, dont le champ d'application a été étendu aux thématiques de la pollution de l'air, de l'économie circulaire et du développement durable, continue à être une success-story luxembourgeoise: Toutes les communes sont dorénavant membres du pacte, 85% des communes certifiées et 32 conseillers climat engagés. Plus de 30 millions EUR de subventions ont été accordées aux communes entre 2013 et 2017 via le pacte et 23,7 millions EUR moyennant le Fonds pour la protection de l'environnement pour des projets dans le domaine de l'énergie.

La stratégie d'adaptation

La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique pour le Grand-Duché de Luxembourg adoptée en 2018 répond à un objectif fixé par le programme gouvernemental

de 2013 en matière de politique climatique au niveau national.

Elle énumère les conséquences prévisibles du changement climatique et identifie 13 secteurs affectés par ces conséquences. Il s'agit des secteurs du logement, de l'énergie, de la sylviculture, des infrastructures, de la gestion des crises, de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, de la santé, de la biodiversité, du tourisme, des espaces urbains, de la gestion de l'eau et de l'économie.

Pour chaque secteur, les conséquences liées au changement climatique ont été classées selon leur probabilité d'apparition ainsi que selon leur degré d'importance pour le Luxembourg. La stratégie propose ainsi de mener des actions en priorité pour les conséquences les plus pertinentes dans chaque secteur concerné par les effets du changement climatique.

La solidarité internationale

Dans le cadre de l'aide climatique internationale, le Luxembourg s'est engagé à investir 120 millions EUR entre 2014 et 2020. Environ 100 millions EUR de financements sont déjà affectés à ce jour, dont une enveloppe de douze millions EUR qui est réservée aux ONG. Une quarantaine de propositions de projets bi- et multilatéraux, dont 13 projets d'ONG, ont été soumises au ministère.

De plus, ensemble avec le Ministère des Finances, une «Climate Task Force» a été créée en vue de réorienter la place financière luxembourgeoise vers des investissements durables.

Les mesures sectorielles ciblées

- La prime house

L'aide accordée aux ménages pour la rénovation énergétique, la construction de logements à performance énergétique élevée ou l'utilisation d'énergies renouvelables est toujours sollicitée. Ainsi, plus de 16.000 projets ont été subventionnés entre 2014 et 2017 et la participation financière du régime «PRIMe House» s'élève à 87 millions EUR depuis 2014. De plus, les délais de traitement des dossiers ont été fortement réduits à moins de trois mois.

- L'essor de l'énergie éolienne et de l'énergie photovoltaïque

En ce qui concerne les énergies renouvelables, on constate un doublement de la production d'électricité par PV et un triplement par éoliennes.

- La mobilité durable et le changement de paradigme dans la politique de mobilité

En matière de financements, 1.595.947.476 EUR ont été investis dans le rail, 173.645.880 EUR dans le tram et 19.894.700 EUR dans les pistes cyclables. En outre, les nouvelles mesures fiscales ont contribué à augmenter la part des véhicules électriques nouvellement immatriculés qui passent de 139 (2016) à 386 (2017) et les hybrides plug-in qui passent de 170 (2016) à 714 (2017).

L'élaboration du nouveau pacte climat national: «Generatioun Klima»

Ce troisième plan climat, intitulé «Generatioun Klima: de Klimaplang fir eis gemeinsam Zukunft», qui se trouve en phase de consultation interministérielle, devrait aboutir à une vision stratégique de la politique climatique pour les principaux secteurs concernés et mobiliser l'ensemble des acteurs pour aborder conjointement les défis du futur.

D'après les dernières estimations, le Luxembourg atteindra son objectif de réduction des gaz à effet de serre prévu par le protocole de Kyoto en 2020 tel qu'il a été amendé en 2012, mais se voit, avec un objectif de réduction de 40%, confronté à un défi considérable à l'horizon 2030 suite aux obligations découlant du règlement (UE) 2018/842 précité.

Des efforts restent ainsi nécessaires à moyen et long terme dans le domaine de la réduction des sources d'énergie fossile dans le domaine du transport. Il y a lieu de rappeler que le Luxembourg, en signant, puis en ratifiant l'Accord de Paris sur le climat, a accepté sa responsabilité de contribuer à la protection du climat, ce qui implique une réduction globale des émissions de gaz à effet de serre et une sortie progressive des sources d'énergie d'origine fossile. Une réduction des émissions de gaz à effet de serre doit passer, pour le Luxembourg, inévitablement par une baisse continuelle des ventes de carburants routiers, sachant que ces dernières représentent deux tiers des émissions de gaz à effet de serre attribuées aux Luxembourg.

Question 4022 (27.08.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **sensibilité électromagnétique:**

La souffrance des personnes dites «électrohypersensibles» augmente à mesure que le territoire est de plus en plus couvert par le réseau téléphonique. Il s'agit de personnes qui ne supportent plus la moindre onde électromagnétique. Un rapport publié récemment par l'Agence nationale de sécurité sanitaire avançait le chiffre de 3,3 millions de personnes atteintes en France par l'hyperélectrosensibilité (EHS). Certains médecins sont d'avis qu'il s'agit d'une maladie environnementale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Est-ce que des statistiques au sujet de personnes atteintes d'EHS sont connues au Luxembourg?

2) Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis qu'il s'agisse d'une maladie environnementale?

3) Est-ce que, le cas échéant, des mesures sont envisagées pour lutter contre ce problème?

Réponse (12.09.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) La Direction de la santé est au courant de la problématique de l'hyperélectrosensibilité (EHS), dont la Division de la santé au travail et de l'environnement effectue régulièrement des mesurages des champs électromagnétiques de basses et de hautes fréquences.

Cependant, la Direction de la santé ne dispose pas de statistiques concernant le nombre de personnes atteintes d'EHS, à l'exception des données saisies lors des mesurages des champs électromagnétiques dans le milieu public et privé (particuliers et entreprises).

ad 2) L'hypersensibilité électromagnétique est caractérisée par divers symptômes que les individus touchés attribuent à l'exposition aux champs électromagnétiques. Parmi les symptômes présentés on peut mentionner des symptômes dermatologiques (rougeurs, picotements), des symptômes neurasthéniques et végétatifs (fatigue, lassitude, difficulté de concentration, nausées, palpitation cardiaque et troubles digestifs). L'hypersensibilité électromagnétique se caractérise par une série de symptômes non spécifiques, pour lesquels on manque d'éléments tangibles sur le plan toxicologique ou physiologique.

D'après le dernier grand atelier international de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur ce sujet, cet ensemble de symptômes ne fait partie d'aucun syndrome reconnu. Néanmoins, l'OMS reconnaît depuis 2005 l'existence de cette hypersensibilité qui se «caractérise par des symptômes non spécifiques qui diffèrent d'un sujet à l'autre». L'OMS estime qu'il n'existe aucun diagnostic clair, ni de bases scientifiques qui permettent de relier les symptômes à une exposition électromagnétique.

Au Luxembourg, comme dans la plupart des pays de l'Union européenne, l'hypersensibilité aux ondes électromagnétiques n'est pas reconnue comme une maladie et continue à faire l'objet de controverses entre experts. La Direction de la santé continue à suivre les débats et les recommandations de l'OMS dans ce domaine.

ad 3) La Division de la santé au travail et de l'environnement reste attentive au sujet de la problématique de l'EHS et s'engage par voie de mesurages et de recommandations à réduire au maximum l'exposition du public et personnes privées aux champs électromagnétiques dans le but de lutter contre d'éventuels effets nocifs des nouvelles technologies sur la santé.

Question 4024 (27.08.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **indemnités des pompiers volontaires:**

Depuis le 1er juillet 2018, l'ensemble des services de secours sont regroupés sous le nouveau Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS). La loi portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours prévoit que le conseil d'administration du CGDIS fixe les indemnités des pompiers volontaires pour l'exercice de leurs fonctions et de leurs activités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que le conseil d'administration a déjà fixé les indemnités pour l'exercice des fonctions des pompiers volontaires ainsi que celles dues pour les permanences casernées et non casernées prestées?

- Dans l'affirmative, à combien s'élève cette indemnité?

- Dans la négative, pour quand la fixation de ces indemnités est-elle prévue?

Réponse (05.10.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Comme le soulève à juste titre l'honorable Député, et conformément à l'article 18 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, le conseil d'administration du CGDIS statue sur la fixation de ces indemnités, sous réserve de l'approbation du Gouvernement en conseil.

Le conseil d'administration du CGDIS en a effectivement délibéré lors de sa séance du 26 juillet 2018 en adoptant le règlement d'indemnisation qui fixe les indemnités des pompiers volontaires. Suite à l'approbation par le Gouvernement en conseil, la communication du règlement d'indemnisation ressortira de la compétence et de la responsabilité du CGDIS.

Je me permets, à l'occasion, de reproduire toutes les nouvelles mesures légales prises pour valoriser davantage l'engagement du volontariat:

- le pompier volontaire perçoit, pour l'exercice de ses fonctions et de ses activités au sein du CGDIS, des indemnités qui sont exemptes d'impôts;

- le pompier volontaire est remboursé jusqu'à hauteur de cinquante pour cent des paiements qu'il a effectués pour la souscription d'une pension complémentaire dans le cadre du régime de la prévoyance-vieillesse ou d'une assurance maladie privée complémentaire. Ce montant est adapté aux variations du coût de la vie;

- le pompier volontaire, qui a effectué au moins 15 ans de service, a droit à une allocation de reconnaissance. Ce montant est adapté aux variations du coût de la vie;

- le pompier volontaire peut profiter d'un congé spécial pour formations de 60 jours, ce qui se traduit en une augmentation de 18 jours par rapport à l'ancien système;

- le pompier volontaire profite d'un droit de priorité pour l'accès à la carrière du pompier professionnel.

Par le biais de ces mesures, le Gouvernement a montré son engagement et sa sensibilité envers l'engagement dont font preuve les pompiers volontaires au quotidien.

Question 4026 (29.08.2018) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **systèmes dits du «carry back» et du «carry forward»:**

Avec la réforme fiscale de 2017, le Gouvernement a modifié les systèmes dits du «carry back» et du «carry forward» en faveur des exploitations agricoles, forestières et viticoles. En effet, ces systèmes permettent aux exploitants de compenser de bonnes années avec des années moins bonnes afin de diminuer leur charge fiscale lors d'une année particulièrement couronnée de succès tandis que d'autres années ont été moins lucratives.

L'adaptation des règlements grand-ducaux concernant les différentes primes agroenvironnementales suite à la mise en œuvre de la loi agraire a eu comme conséquence que beaucoup d'exploitants reçoivent l'ensemble de leurs primes agroenvironnementales des cinq dernières années en 2018.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le revenu des primes agroenvironnementales peut être échelonné sur plusieurs années?

- Dans l'affirmative, quelles conditions doivent être remplies?

- Est-ce que l'exploitant doit en faire la demande explicite auprès de son bureau d'imposition? Sur combien d'années les bénéfices extraordinaires peuvent-ils être échelonnés?

- Concernant plus particulièrement ces deux principes permettant de compenser une charge fiscale exceptionnellement lourde liée aux fluctuations des revenus agricoles, existe-t-il une circulaire précisant les modalités d'application?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de faire publier une telle circulaire destinée aux exploitations concernées afin de fournir des précisions sur les modalités de ces procédures?

Réponse (01.10.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 a modifié les articles 133 et 114 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.).

L'article 133 L.I.R. est une disposition spéciale applicable au bénéfice agricole et forestier en vue d'éviter toute imposition excessive à l'égard des revenus en question. En vue de faire face aux périodes marquées par des conditions climatiques défavorables ainsi que la baisse continue des prix des produits agricoles, le susdit article permet de tempérer la progressivité du barème et de traiter les fluctuations de bénéfice dépassant le bénéfice moyen agricole et forestier (à l'exception des bénéfices provenant de la sylviculture) comme revenu extraordinaire imposable à un taux plus favorable que le taux de progression du barème. L'objet de cette disposition fiscale est donc de déterminer l'impôt relatif à la partie du bénéfice des exploitations agricoles et forestières qui dépasse la moyenne des bénéfices de l'exercice considéré et des exercices entiers précédents. En allongeant la période de référence de trois ans à cinq ans (donc sur une moyenne de six exercices) dans le cadre de la réforme fiscale de 2017, les exploitants agricoles et forestiers peuvent davantage compenser de bonnes années avec de moins bonnes années. Ce revenu extraordinaire du bénéfice agricole et forestier qui dépasse la moyenne des bénéfices de l'exercice envisagé et des cinq exercices entiers précédents, est imposé au taux global appliqué au revenu ordinaire, sans que ce taux ne puisse dépasser toutefois 27% (par comparaison au taux maximal de 42% applicable aux revenus ordinaires des personnes physiques), ce qui permet en conséquence de tempérer la progressivité du barème. D'éventuelles primes agroenvironnementales incluses dans le bénéfice agricole et forestier peuvent également, le cas échéant, bénéficier de ce taux de faveur.

Qui plus est, la réforme fiscale de 2017 a supprimé les termes «et sans que la réduction d'impôt résultant de la présente mesure puisse dépasser 5.000 euros» de l'alinéa 3 de l'article 1er du règlement grand-ducal modifié du 24 décembre 1988 portant exécution de l'article 133 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Les contribuables actifs dans le secteur agricole et forestier profitent donc pleinement de la durabilité, de la sélectivité, de la compétitivité et de l'équité de la réforme fiscale de 2017.

Outre la détermination de l'impôt relatif prévue par l'article 133 L.I.R., les exploitations agricoles et forestières peuvent également bénéficier du report de pertes. Selon l'article 114 L.I.R., un contribuable peut déduire, à titre de dépenses spéciales, les pertes subies au cours d'années d'imposition antérieures dans son entreprise commerciale, dans son exploitation agricole ou forestière ou dans le cadre de l'exercice de la profession libérale. À partir du 1er janvier 2017, la déduction des pertes réalisées au cours d'exercices d'exploitation clôturés après le 31 décembre 2016 est limitée à 17 années. Le droit au report de pertes est une mesure corrective nécessaire par rapport à l'annualité de l'impôt afin de tenir compte de la capacité contributive effective du contribuable sur une période dépassant un seul exercice d'imposition.

Les susdites règles fiscales permettent en conséquence aux exploitations agricoles et forestières de faire face aux intempéries et aux périodes de sécheresse qui peuvent avoir pour conséquence une fluctuation de leurs bénéfices.

Aucune demande spécifique n'est à présenter pour l'application de ces mesures. La déclaration fiscale annuelle permet d'indiquer le montant des pertes reportables. Il est à souligner que le report de pertes est lié à la tenue d'une comptabilité régulière. Concernant le revenu extraordinaire, l'application du taux de l'article 133 L.I.R. est également à demander dans le cadre de la déclaration fiscale annuelle.

Étant donné qu'il s'agit de dispositions générales dont les conditions et modalités d'application ne présentent pas de difficultés particulières, la publication d'une circulaire spécifique sur ce sujet n'apparaît pas nécessaire.

Question 4029 (30.08.2018) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **formalités lors du dépôt des listes de candidats pour les élections législatives:**

Lors de la procédure de dépôt des listes de candidats pour les élections législatives il a été constaté que les bureaux électoraux principaux des quatre circonscriptions ont eu une interprétation différente des formalités à remplir lors du dépôt des listes.

Ces divergences ont notamment concerné les pièces à fournir en appui du dépôt: certificats

d'inscription sur les listes électorales et copie de pièces d'identité.

La question récurrente des prénoms admis sur les listes (nom figurant sur l'acte de naissance ou nom d'usage) a également été débattue.

1) Le Gouvernement ne partage-t-il pas l'opinion du soussigné qu'il serait utile que les formalités du dépôt soient interprétées de façon uniforme dans toutes les circonscriptions?

2) N'est-il pas envisageable qu'à l'avenir une circulaire ministérielle ou une concertation entre les bureaux électoraux principaux puisse régler les détails non prévus par la loi en attendant une éventuelle modification de la loi électorale?

Réponse (07.09.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

ad 1) Le Gouvernement partage l'opinion de l'honorable Député.

ad 2) Comme la loi électorale n'a pas réglé tous les détails en question, le Gouvernement ne voit pas d'objection à recourir à l'émission d'une circulaire ministérielle.

Question 4031 (31.08.2018) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **voyeurisme:**

Je me réfère à ma question parlementaire n°3272 du 7 septembre 2017 au sujet des cas de voyeurisme «sous la jupe» qui n'avaient pas été poursuivis, faute de qualification pénale.

Vous aviez répondu au sujet de ce vide juridique que «Les autorités judiciaires procèdent actuellement à une analyse pour savoir si les textes sont suffisants pour faire condamner de tels faits. Si tel n'est pas le cas, une nouvelle législation sera élaborée.»

Emboîtant le pas à la Belgique, qui avait par une loi du 1er février 2016 légiféré sur cette question, la France, suite à la loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, punit désormais également le «upskirting» d'un an d'emprisonnement et de 15.000 EUR d'amende.

Le Royaume-Uni, l'Angleterre et le Pays de Galles sont également sur le point de voter une telle loi, alors que l'Écosse avait déjà légiféré en 2010.

La loi française précitée, dite «Loi Schiappa» punit également, parmi d'autres nouvelles infractions, l'usage de la «drogue du violeur» comme circonstance aggravante du viol.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Existe-il des chiffres récents concernant les plaintes pour voyeurisme au Luxembourg?

2) Est-ce qu'une nouvelle législation dans ce sens est en voie d'être préparée?

3) La «drogue du viol» est-elle prise en compte dans le droit luxembourgeois actuel, ou faudrait-il songer à légiférer afin de punir de tels faits?

4) Existe-t-il des chiffres sur l'usage du GHB, respectivement du GBL ou d'autres psychotropes rapportés dans des cas d'agressions sexuelles au Luxembourg?

Réponse (15.10.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1) Suivant les informations communiquées par le Parquet de Luxembourg, aucune affaire nouvelle de «voyeurisme» n'a été renseignée.

ad 2) Des faits de tentatives de voyeurisme dans des lieux publics, pour lesquels des procès-verbaux ont été dressés en 2016, ont été classés sans suite, ceux-ci ne tombant sous aucune qualification pénale. À noter que plusieurs qualifications pénales sont susceptibles de s'appliquer à ce genre de situation.

ad 3) L'usage de la «drogue du viol» est pris en considération pour apprécier que la victime était hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer de la résistance, en vertu de l'article 375 du Code pénal:

«Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas, notamment à l'aide de violences ou de menaces graves, par ruse ou artifice, ou en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer la résistance, constitue un viol et sera puni de la réclusion de cinq à dix ans.

Est réputé viol commis en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur la personne d'un enfant âgé de moins de seize ans. Dans ce cas, le coupable sera puni de la réclusion de dix à 15 ans.»

ad 4) Il n'est pas possible de fournir des statistiques sur l'usage quelconque de substances dans le cadre de viols, respectivement d'attentats à la pudeur, dès lors qu'il ne s'agit que d'éléments purement factuels, relevant de l'appréciation souveraine des juges du fond, et non pas d'éléments constitutifs de ces infractions.

Question 4032 (05.09.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**échange éventuel de territoires entre la Serbie et le Kosovo:**

En vue d'endiguer le conflit éternel entre la Serbie et le Kosovo, les deux pays discutent actuellement sur un échange éventuel de territoires. Ainsi le nord du Kosovo serait intégré dans la Serbie tandis que la vallée du Presevo située dans le sud-ouest de la Serbie tomberait sous la souveraineté du Kosovo. Ces pourparlers ont été rendus possibles entre autres grâce à un changement de la politique des États-Unis dans ce dossier. Le Commissaire européen en charge de la politique de voisinage et des négociations d'élargissement n'a pour sa part pas exclu une modification des frontières entre ces deux pays. Par contre, la chancelière allemande se fait le porte-parole des adversaires d'un tel arrangement craignant une réaction en chaîne incontrôlée dans la région des Balkans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Est-ce qu'une telle modification des frontières pourrait entraîner une nouvelle instabilité dans cette région?

2) Est-ce que, suite à la réunion informelle «Gymnich» des Ministres des Affaires étrangères à Vienne en date des 30 et 31 août derniers, une position commune des États membres de l'UE semble être envisageable?

3) Dans l'hypothèse que les deux pays en question trouveraient un accord, est-ce que l'UE serait prête à se rallier à une telle décision, d'autant plus que selon le Gouvernement du Kosovo l'indépendance de son pays serait reconnue par la Serbie après cet échange projeté?

Réponse (01.10.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) Un règlement du différend entre la Serbie et le Kosovo est indispensable pour assurer une stabilisation durable des Balkans occidentaux et pour permettre à ces pays d'adhérer à l'Union européenne. Le détail des discussions entre les deux parties sur une normalisation de leurs relations bilatérales n'est pas connu. Une éventuelle révision des frontières dans cette région comporte des risques et ne peut certainement pas constituer un objectif en soi. De même, un tel projet ne peut que constituer un élément parmi d'autres dans le cadre d'un accord global et définitif entre les deux pays qui garantit les droits des minorités dans les deux États et est basé sur le droit international.

ad 2) Les États membres apportent leur plein soutien aux efforts de médiation de Madame Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Le dialogue actuellement en cours a pour objectif de résoudre tous les sujets contentieux et d'aboutir à un accord global et définitif entre les deux pays.

ad 3) Voir supra.

Question 4036 (06.09.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **taxation des Gafa:**

En effet, selon la presse allemande, Berlin abandonnerait le projet de taxation des Gafa. Selon un document confidentiel du Ministère des Finances allemand, la «diabolisation» des grandes entreprises numériques ne serait pas «appropriée au but recherché». Selon de nombreux observateurs, ce revirement aurait des conséquences importantes sur l'orientation européenne en la matière. L'OCDE a, quant à elle, déjà constaté dans un rapport publié le 16 mars avant le G20 Finances de Buenos Aires qu'il existe des «points de vue divergents» sur la manière d'aborder la taxation des géants du numérique.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il me confirmer que la position officielle de Berlin en la matière correspond aux révélations de la presse allemande?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il m'informer sur la position du Gouvernement relative à la taxation européenne des Gafa à la lumière des déclarations du Ministère des Finances allemand?

3) Monsieur le Premier Ministre est-il, pour le reste, toujours en faveur d'une réponse OCDE à la question? Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il me dire si la diplomatie luxembourgeoise a déjà entrepris des démarches à ce sujet au niveau de l'OCDE?

4) Monsieur le Premier Ministre peut-il, enfin, m'éclairer sur les conséquences européennes et internationales du revirement allemand en la matière? La taxation des Gafa est-elle encore réaliste dans un avenir proche?

Réponse (10.10.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Premier Ministre luxembourgeois n'est pas en mesure de commenter les positions des autres États et ne spécule pas sur leurs choix stratégiques.

Quant à la position luxembourgeoise, elle est bien établie. Le Gouvernement partage l'objectif d'une fiscalité équitable et efficace pour les entreprises actives dans le domaine numérique. Dans l'esprit du principe du «level playing field», le Luxembourg préconise une solution globale négociée et mise en œuvre au niveau de l'OCDE.

L'accord du Gouvernement luxembourgeois sur la proposition de directive concernant la taxe sur les services numériques est conditionné par une clause de caducité («sunset clause») bien calibrée et clairement délimitée dans le temps, faisant en sorte que la taxe en question ne soit qu'une mesure provisoire et temporaire.

Quant aux démarches au niveau de l'OCDE, il est à noter que les autorités luxembourgeoises participent activement à toutes les réunions organisées en la matière.

Question 4037 (06.09.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise dans les domaines de droit:**

D'Sproochegesetz vun 1984 seet a sengem Artikel 3: «Langues administratives et judiciaires. En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières.»

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi a wou gëtt Lëtzebuergesch am Ableck am Beräich vun der Justiz gebraucht?

2. Wëll d'Regierung d'Lëtzebuerger Sprooch am Beräich vun der Justiz stäerken?

3. Wa jo, wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung konkret, fir d'Lëtzebuerger Sprooch an der Justiz méi ze verbreeden?

4. Kann e Bierger d'Iwwersetzung vun engem Uerteel op Lëtzebuergesch froen (oder och op Däitsch), ënnert der Konditioun, datt eleng déi franséisch Versioun gëllt (fait foi)?

5. Wann neen, firwat net?

6. Wa jo, iwwerhëlt dann de Stat d'Käschte vun der Iwwersetzung op Lëtzebuergesch (oder op Däitsch)?

Réponse (15.10.2018) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Opgrond vum Artikel 3 vum Sproochegesetz vum 24. Februar 1984 kann d'Lëtzebuerger Sprooch a Geriichtsaffäre gebraucht ginn.

Deemno kann a strofrechtleche Froen all Unhéierung virun der Police oder virum Geriicht a Lëtzebuerger Sprooch oflafen. Plaintë gi regelméisseg op Lëtzebuergesch deponéiert. D'Plaidéiere vun den Affekoten an d'Requisitoirë vum Parquet sinn op Lëtzebuergesch, wann d'Parteien dës Sprooch verstinn.

An handelsrechtleche Froe sinn d'Debaten op Lëtzebuergesch, wa Parteien, déi dës Sprooch schwätzen, perséinlech virstelleg ginn. An Zivilsaachen ass et nämmlecht, wann d'Parteien perséinlech mussen erschéngen.

Et gëtt bei de Geriichter kee Beräich, wou de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch ausgeschloss oder benodeelegt ass.

Esou wéi d'Gesetzestexter ëmmer op Franséisch geschriwwe sinn, ginn d'Geriichtsuerteeler bal ëmmer op Franséisch gesprach. A rare Fäll ginn d'Uerteeler op Däitsch geschwat (wann däitschsproocheg Leit bedeelegt sinn).

ad 2. + 3. Ech verweisen op d'Moossnamen, déi dës Regierung proposéiert huet, fir déi lëtzebuergesch Sprooch ze promouvéieren.

ad 4., 5. + 6. Et ass méiglech eng Iwwersetzung vun engem Uerteel an déi lëtzebuergesch oder däitsch Sprooch ze kréien.

Ech verweisen op eng kriminalrechtlech Affär (de Mordfall vun Haler) bei där e grousst Uerteel an d'Lëtzebuerger Sprooch iwwersat gouf, well ee vun den Ugekloten an der Sitzung deklaréiert huet weder déi franséisch nach déi däitsch Sprooch genuch ze verstoen, fir de genauen Inhalt vun der Geriichtsdecisioun ze verstoen.

D'Käschte vun der Iwwersetzung vum Uerteel, vu Verhéieren a vu wichtegen Dokumenter an enger strofrechtlecher Prozedur iwwerhëlt de Stat op Basis vum Gesetz vum 8. Mäerz 2017 iwwert déi prozedural Garantien am Beräich vum Strofrecht.

Question 4040 (14.09.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **peste porcine africaine:**

Zu Étalle bei Arel gouf kierzlech déi Afrikanesch Schwéngspescht nogewisen. Bei de Lëtzebuerger Schwéngsbaueren herrscht dofir eng grouss Onsécherheet. Fir op d'Problematik hinzeweisen haten déi betraffe Baueren eng Reunioun mam Här Landwirtschaftsminister wou och no konkrete Mesurë gefrot ginn ass. Laut mengen Informatiounen, wier nach ëmmer kee konkreten Aktiounsplang do, fir géint Schwéngspescht virzegoen

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen.

- Kann den Här Minister dëst bestätegen?

- Wa jo, wat ass de Grond, firwat et kee konkreten Aktiounsplang gëtt?

- Wann neen, wéi gesäit den Aktiounsplang aus?

- Ass et wahrscheinlech, datt d'Krankheet duerch e Wëldwiessel vu Polen an d'Belsch komm ass oder éischter iwwer een aneren Wee?

- Si präventiv Mesuren am Beräich vum Transport (Déieren, Fuddermëttelen, Kadaveren), zum Beispill durch obligatorisch Desinfektiounen, geholl ginn? Wa jo, wéi eng?

- Riskéiert de Fall vun Étalle direkt Konsequenzen op eis Betriber a puncto Verkaf vun Déieren an d'Ausland respektiv op den Transport vun Déieren innerhalb vum Land ze hunn?

Aktuell ass d'Naturverwaltung derbäi verschidde Freilandhaltungsprojete vun Hausschwäin, eng interessant Alternativ, ze entwéckelen.

De Risiko vun enger Kontaminatioun mat der Afrikanescher Schwéngspescht vu Wëllschwäin ass bekanntlech bei Freilandhaltung däitlech méi héich, wéi bei geschlosse Schwéngsbetriber.

Laut mengen Informatioune befanne sech zwee vum Stat initiéiert Projete manner wéi 3 km ewech vun existenten haaptberuffleche Schwéngsbetriber.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an der Madamm Ëmweltminister folgend Froe stellen:

- Wéi grouss schätzt d'Madamm Minister an den Här Minister de Risiko an d'Gefor an, wann esou Projete manner wéi 3 km ewech vun deene Betriber initiéiert ginn? Beim Ausbroch a Constat vun der Afrikanescher Schwéngspescht musse bekanntlech all Hausschwäin an engem Rayon vun 3 km gekeult ginn.

- Wat geschitt mat den aktuelle Projeten nom Ausbroch vun der Afrikanescher Schwéngspescht an der Grenzregioun? Gi si weider verfollegt? Wéi kann een de Risiko reduzéieren?

Réponse commune (11.10.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Zum Zäitpunkt, wou dës Äntwert verfaasst gouf, sinn an der Belsch an der „Forêt d'Étalle" 70 Fäll vun Afrikanescher Schwéngspescht confirméiert. Zënter dem éischte Fall an der Belsch hate mir hei zu Lëtzebuerg eng ganz Partie Aktiounen, fir op d'Problematik hinzeweisen: zwee Point-de-pressen, eng ganz Rei

Reunioune mat Vertrieder vum Landwirtschaftsministère an den zoustännege Verwaltungen (Administration des services vétérinaires an Administration de la nature et des forêts), eng Reunion vun der „Task Force ASP" an eng Reunioun mat de Jeeër aus der Iwwerwaachungszon.

Wat d'Pläng ubelaangt, hu mir der esouguer zwee: e „plan d'urgence", dee vun der Europäescher Reglementatioun virgesinn ass, fir de Fall wou mir e Fall vu Schwéngspescht an engem Schwéngsbetrib festellen, an e „plan de vigilance" fir d'Iwwerwaachung vun de Wëllschwäin, deen no der „Task Force ASP" vum Februar 2018 iwwert de Summer ausgeschafft gouf. Fir dee wichtegste Punkt vun der Detektioun an der Analys vu kranke Wëllschwäin a Kadaver ofzedecken, schaffen d'Naturverwaltung an d'Veterinärsverwaltung enk zesummen; d'Leit si forméiert an equipéiert.

D'Hypothees, dass d'Krankheet iwwer Wëldwiessel vu Polen an d'Belsch komm ass, kann een ausschléissen, well e Wëllschwäin, wat sech a Polen ugestach huet, de Wee bis an d'Belsch net packe kann, well d'Krankheet am Zäitraum vun e puer Deeg déidlech verleeft.

Eng indirekt Kontaminiatioun, zum Beispill dass infizéiert Fleeschreschter aus engem vun den infizéierte Länner an d'Belsch komm sinn an do vun engem Wëllschwäin opgeholl goufen, oder à la limite, wéi et insinuéiert gouf, dass krank Wëllschwäin aus Polen an der Belsch lafe geloss gi sinn, ass wesentlech méi wahrscheinlech.

Präventiv Mesuren, fir ee Verschleefe vu Krankheeten ze evitéieren, mussen ëmmer respektéiert ginn. Bei der Afrikanescher Schwéngspescht mussen déi Mesuren awer verschäerft respektéiert ginn, an dëst an de Betriber, an de Schluechthaiser a virun allem beim Transport vu liewege Schwäin.

De Fall vun Étalle huet keng direkt Konsequenzen a puncto Verkaf vun Déieren an d'Ausland an op den Transport hei zu Lëtzebuerg. Et ass awer esou, dass am Fall vun enger Detektioun hei am Land dëst direkt an indirekt ekonomesch Konsequenzen op déi national Schwéngsproduktioun wäert hunn, déi am Moment schwéier ofschätzbar sinn.

Momentan sinn zwee Pilotprojete vu Fräilandhaltung vu Schwäin vun der Naturverwaltung ënnerstëtzt ginn, dëst an enker Zesummenaarbecht mat der Veterinärsverwaltung. Beim Ausschaffe vun dëse Projeten ass d'Méiglechkeet vum Optriede vun der Schwéngspescht natierlech mat a Betruecht geholl ginn, an d'Virgabe vun der Veterinärsverwaltung si strikt agehale ginn: sou ass notamment en duebelen Drot (mat engem Ofstand vun engem Meter) obligatoresch, fir de Kontakt tëscht Wëll- an Hausschwäin ze verhënneren.

Kee vun dëse Projete läit an der aktueller „zone de surveillance" fir d'Afrikanesch Schwéngspescht. Et ass och momentan just ee vun deenen zwee Projete schonn ëmgesat, zu Pëtscht. Dëse Projet ass am Rayon vun 3 km zu engem Schwéngsbetrib. De Responsabele krut geroden d'Schwäin elo dobannen ze halen, bis d'Situatioun an der Belsch méi kloer ass. Beim zweete Projet zu Rued-Ell, deen nach net ëmgesat ass, ass ee Schwéngsbetrib nobäi, de Bedreiwer ass deeselwechten. Hie krut natierlech och geroden d'Schwäin elo nach net erauszesetzen.

Question 4041 (14.09.2018) de **MM. Gusty Graas** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant la **peste porcine:**

La peste porcine africaine, pour laquelle il n'existe pas de vaccin, fait rage en Europe depuis plusieurs mois. La propagation de ce virus inquiète le milieu agricole, surtout les éleveurs de porcs.

Ce jeudi, deux sangliers contaminés ont été détectés dans la Province du Luxembourg en Belgique.

Voilà pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Combien d'éleveurs de porc compte le Luxembourg? Quelle est l'étendue de leur cheptel?

- Quelle est l'évolution du nombre d'éleveurs de porcs au Luxembourg?

- Est-ce qu'un cas de peste porcine a déjà été détecté au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conséquences pour un éleveur de porc lors d'une contamination? Quelles mesures doivent être prises si le virus est détecté auprès d'un sanglier?

- Dans la négative, existe-il des mesures de précaution pour diminuer les risques d'une propagation du virus au Luxembourg? Est-ce que le Luxembourg dispose d'un plan d'action pour faire face à une propagation de la peste porcine? Est-ce qu'une coopération dans la lutte contre ce virus est prévue avec nos pays voisins?

Réponse (28.09.2018) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Le Luxembourg compte une centaine d'éleveurs et de producteurs de porcs totalisant quelque 90.000 porcs.

Depuis le dernier épisode de peste porcine classique 2001-2005, le nombre de producteurs et la structure de l'élevage porcin ont fortement évolué, dans le sens que le nombre de producteurs a diminué alors que l'élevage s'est spécialisé.

Au moment de la rédaction de cette réponse, aucun cas de peste porcine africaine n'a été détecté au Luxembourg, contrairement à la Belgique où 14 cas ont été détectés sur des sangliers.

Au cas où un élevage de porcs est infecté, tous les porcs de l'élevage doivent être mis à mort et l'éleveur est indemnisé pour cette perte directe. Autour de l'exploitation, une zone de protection ainsi qu'une zone de surveillance doivent être instaurées au niveau desquelles les exploitations porcines sont surveillées et des restrictions quant au transport des porcs sont mises en place.

Lors de la détection du virus sur un sanglier, une première zone infectée doit être définie; celle-ci s'étend actuellement en Belgique sur une surface de 63.000 ha. Une première mesure à prendre dans cette zone est l'interdiction de la chasse ainsi que toute activité pouvant mettre en mouvement les sangliers et de cette façon provoquer une extension de la maladie. Suite à la recherche active des cadavres de sangliers dans cette zone en vue de leur analyse sur une éventuelle présence du virus de la peste porcine africaine, la zone infectée peut mieux être définie et les différentes mesures concernant la chasse doivent être implémentées. En outre, une surveillance accrue des exploitations porcines dans cette zone et un renforcement de leur biosécurité sont de mise.

Dès la détection du premier cas de peste porcine africaine sur un sanglier en Belgique, plusieurs mesures préventives ont été mises en place. Les autorités luxembourgeoises ont défini une zone d'observation qui est limitée au nord par l'autoroute A6, à l'est par l'autoroute A4 et au sud ainsi qu'à l'ouest par les frontières française et belge. À l'intérieur de cette zone, une recherche active de cadavres de sangliers en vue de leur analyse est effectuée afin qu'un premier cas de la peste porcine africaine sur un sanglier soit détecté le plus rapidement possible afin de limiter une extension de la maladie. Au niveau des exploitations porcines, le confinement des porcs est ordonné et la biosécurité est renforcée.

Dès la suspicion de la maladie sur un sanglier dans la forêt d'Étalle en Belgique, les autorités des trois pays voisins (Belgique, France et Luxembourg) se sont concertées quant aux mesures à prendre. L'échange d'informations quant à l'évolution de la maladie et à la mise en place des procédures à suivre est pratiquement quotidien.

Question 4046 (18.09.2018) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**évolution de la situation budgétaire de l'État au premier semestre 2018:**

Lors de la réunion conjointe de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du 23 juillet 2018, Monsieur le Ministre des Finances a fait le point sur l'évolution de la situation budgétaire de l'État au premier semestre 2018. Dans ce contexte, il a fait état d'une nette amélioration par rapport aux prévisions du projet de budget pour l'année 2018.

Ainsi, je souhaiterais poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes:

- Au regard des derniers chiffres disponibles, la tendance constatée au premier semestre se confirme-t-elle?

- À quel niveau s'établit désormais le solde de l'administration centrale par rapport à la même période des années précédentes?

- Au regard de ces évolutions, Monsieur le Ministre prévoit-il encore d'avoir recours à un emprunt obligataire, tel qu'autorisé par la loi budgétaire pour l'année 2018?

Réponse (02.10.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Contrairement aux craintes exprimées par certains députés lors de la réunion conjointe de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du 23 juillet 2018, les chiffres au 31 août 2018 confirment la poursuite de la tendance positive constatée au premier semestre.

En ce qui concerne le niveau des recettes et des dépenses au 31 août 2018, celui-ci est comparable avec l'évolution des années précédentes, tel que l'illustre le tableau ci-dessous:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ainsi, le solde de l'administration centrale au 31 août 2018 s'établit à -108 millions d'euros. Ce solde est à mettre en perspective avec les soldes à la même période des années 2017 (-96 millions d'euros), 2016 (-282 millions d'euros) et 2015 (-330 millions d'euros).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Partant, le niveau de la dette publique se situe actuellement à 21,8% du PIB.

Sur base de ces éléments, aucun recours à un nouvel emprunt obligataire ne s'avère nécessaire au cours de l'année 2018.

Le tableau ci-dessous reprend, par ordre chronologique, les emprunts émis et remboursés au cours de l'actuelle période de législature (chiffres d'octobre 2013 à septembre 2018):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il s'ensuit qu'en termes nets, le Gouvernement n'a emprunté que 1,768 milliards d'euros, pour financer des investissements cumulés de l'ordre de dix milliards d'euros.

Par ailleurs, les emprunts en question se sont faits à des taux bien plus favorables (entre 0% et 0,625%) que ceux des gouvernements précédents (entre 3,616% et 4,56%). Ainsi, grâce à la notation AAA, d'ailleurs récemment confirmée par les principales agences de notation, la charge de la dette reste particulièrement faible pour le Luxembourg.

Question 4050 (20.09.2018) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **recherche médicale et clinique:**

Le 24 octobre 2018 se tiendra la 4e Journée de la recherche médicale.

Le but ultime de la recherche médicale et plus particulièrement la recherche clinique consiste dans l'acquisition de connaissances afin de maintenir ou d'améliorer la qualité des soins des patients.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Existe-t-il au Grand-Duché un moyen d'évaluer les recherches médicales, les essais et expérimentations cliniques et leurs répercussions sur les patients?

2) Au bout de combien de temps en moyenne la recherche débouche-t-elle sur des nouveaux traitements ou approches thérapeutiques?

3) Quels sont les domaines ou axes de recherche dans lesquels les chercheurs et médecins cliniciens au Grand-Duché mènent actuellement des projets?

4) Les patients sont-ils systématiquement informés que leur traitement fait l'objet d'un projet de recherche clinique?

5) Combien de projets de recherche clinique sont actuellement en cours au pays, quels sont les hôpitaux impliqués et combien de patients sont concernés?

6) Comment cette recherche clinique se finance-t-elle et est-ce que les fonds sont suffisants pour mener à bien une recherche clinique de qualité?

Réponse (23.10.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) L'évaluation des recherches médicales, des essais et des expérimentations cliniques au Luxembourg est prévue d'une part par le règlement grand-ducal du 30 mai 2005 relatif à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain et d'autre part par le paragraphe premier de l'article 27 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Le premier texte précise les définitions suivantes:

a) «essai clinique»: toute investigation menée chez l'homme, afin de déterminer ou de confirmer les effets cliniques, pharmacologiques et/ou les autres effets pharmacodynamiques d'un ou de plusieurs médicaments expérimentaux, et/ou de mettre en évidence tout effet indésirable d'un ou de plusieurs médicaments expérimentaux, et/ou d'étudier l'absorption, la distribution, le métabolisme et l'élimination d'un ou de plusieurs médicaments expérimentaux, dans le but de s'assurer de leur innocuité et/ou efficacité;

b) «essai non interventionnel»: étude dans le cadre de laquelle le ou les médicaments sont prescrits de la manière habituelle conformément aux conditions fixées dans l'autorisation de mise sur le marché. L'affectation du patient à une stratégie thérapeutique donnée n'est pas fixée à l'avance par un protocole d'essai, elle relève de la pratique courante et la décision de prescrire le médicament est clairement dissociée de celle d'inclure le patient dans l'étude. Aucune procédure supplémentaire de diagnostic ou de surveillance ne doit être appliquée aux patients et des méthodes épidémiologiques sont utilisées pour analyser les données recueillies.

Le deuxième texte stipule que tout essai, étude ou expérimentation clinique ne peut être pratiqué sur l'être humain en vue du développement des connaissances biologiques ou médicales sans autorisation préalable du ministre, les avis de la Direction de la santé et du Comité national d'éthique de recherche (CNER) ayant été demandés au préalable.

La Direction de la santé ainsi que le CNER évaluent donc la pertinence des essais cliniques et leurs répercussions potentielles sur les participants et les patients, en étudiant tous les dossiers de demandes d'approbation pour de nouvelles recherches ou essais. Les responsables de la conduite de ces projets sont tenus également de notifier au ministère d'éventuels effets indésirables survenus pendant ces essais et de mettre à disposition les résultats permettant d'en objectiver l'impact pour les patients.

ad 2) La recherche ayant pour but le développement de nouveaux traitements (menée essentiellement par l'industrie pharmaceutique) inclut la phase préclinique (études en laboratoire et chez l'animal), la phase clinique (études sur l'humain, phases I à III) et l'obtention de l'autorisation de mise sur le marché. Le parcours est très réglementé et le tout peut nécessiter près de 15 ans pour qu'une molécule d'intérêt thérapeutique devienne un «vrai médicament» (hors dispositifs médicaux).

D'autres types de recherches, directement axées sur la pratique médicale journalière, peuvent avoir un impact plus rapide sur l'approche thérapeutique, comme par exemple la validation de certains protocoles de radiothérapie, l'évaluation d'outils d'accompagnement du patient (matériel d'éducation, outils d'aide à la compliance thérapeutique, etc.) ou l'évaluation de l'apport de nouvelles technologies (télémédecine, dispositifs connectés, …) dans la prise en charge des patients. Ces interventions peuvent également évaluer des dispositifs médicaux, des actes chirurgicaux, des tests diagnostiques et des techniques d'imagerie, des interventions sur l'hygiène de vie, des psychothérapies, des soins préventifs, etc.

ad 3) Les sciences et technologies de la santé au Luxembourg ont connu un grand essor ces dernières années et se spécialisent actuellement dans les domaines de la médecine personnalisée, du diagnostic, de la bioinformatique et de l'informatique médicale.

Le Luxembourg Institute of Health (LIH), actif dans les domaines de la recherche biomédicale et de la santé publique, se concentre sur les domaines de l'oncologie, infection et immunité et la santé de la population.

Le Luxembourg Center for Systems Biomedicine (LCSB) de l'Université du Luxembourg mène des travaux de recherche axés sur les maladies neurodégénératives (telles que la maladie de Parkinson), la métabolomique et l'analyse des mécanismes pathologiques.

Les liens étroits entre ces instituts et les médecins cliniciens hospitaliers ont permis de développer des axes de recherche autour des maladies les plus fréquentes ou les plus complexes: le cancer, les maladies cardiovasculaires, neurodégénératives ou infectieuses, le diabète, les allergies, les blessures du genou ou les maladies respiratoires.

ad 4) Avant de pouvoir participer à un essai clinique, tout patient doit signer un formulaire de «consentement éclairé», c'est-à-dire la décision, qui doit être écrite, datée et signée, de

participer à un essai clinique, prise de plein gré après avoir été dûment informé de la nature, de la portée, des conséquences et des risques et avoir reçu une documentation appropriée, par une personne capable de donner son consentement ou, s'il s'agit d'une personne qui n'est pas en mesure de le faire, par son représentant légal; si la personne concernée n'est pas en mesure d'écrire, elle peut donner, dans des cas exceptionnels prévus par la loi, son consentement oral en présence d'au moins un témoin.

D'après l'article 3 du règlement grand-ducal du 30 mai 2005 relatif à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain, un essai clinique ne peut être entrepris que si, notamment:

a) les risques et inconvénients prévisibles ont été pesés au regard du bénéfice attendu pour le sujet participant à l'essai et pour d'autres patients actuels et futurs. Un essai clinique ne peut commencer que si le ministre conclut que les bénéfices attendus sur le plan thérapeutique et en matière de santé publique justifient les risques et ne peut se poursuivre que si le respect de cette exigence est constamment surveillé;

b) le sujet participant à l'essai ou, lorsque cette personne n'est pas en mesure de donner son consentement éclairé, son représentant légal, a eu la possibilité, par le biais d'un entretien préalable avec l'investigateur ou un membre de l'équipe d'investigation, de comprendre les objectifs de l'essai, ses risques et ses inconvénients, ainsi que les conditions dans lesquelles il sera réalisé, et a, en outre, été informé de son droit de se retirer des essais à tout moment;

c) sont garantis le droit du participant au respect de son intégrité physique et mentale tout comme le droit du participant à la vie privée, ainsi qu'à la protection des données le concernant selon la réglementation en la matière;

d) le sujet participant à l'essai ou, lorsque cette personne n'est pas en mesure de donner son consentement éclairé, son représentant légal, a donné son consentement écrit après avoir été informé de la nature, de la portée, des conséquences et des risques de l'essai clinique; si la personne concernée n'est pas en mesure d'écrire, elle peut, dans des cas exceptionnels prévus par la loi, donner son consentement oral en présence d'au moins un témoin;

e) le participant peut, à tout moment et sans qu'il n'encoure aucun préjudice de ce fait, se retirer de l'essai clinique du fait de la révocation de son consentement éclairé;

f) il existe des dispositions relatives à l'assurance ou à l'indemnité couvrant la responsabilité de l'investigateur et du promoteur.

ad 5) Le dernier rapport annuel du CNER (2017), par lequel passent toutes les demandes d'autorisation pour les études cliniques, mentionne 50 avis émis pour des nouvelles études ainsi que 43 avis émis pour des amendements à des études en cours. Dans l'ensemble, on peut estimer le nombre d'études en cours au Luxembourg à plus d'une centaine. L'ensemble des hôpitaux du pays est impliqué à des degrés divers. Deux établissements se détachent: le CHEM avec une douzaine d'études et le CHL avec une centaine d'études (données reprises dans les rapports d'activités). Depuis 2016, on estime le nombre total de patients concernés à plus de 3.000 par an.

ad 6) La recherche clinique initiée directement par les firmes pharmaceutiques est largement financée par ces firmes elles-mêmes, via des contrats avec les hôpitaux et les médecins. Il est cependant important d'avoir également une recherche clinique publique, indépendante des firmes pharmaceutiques. Celle-ci n'est pas financée de façon directe par l'État. Elle peut bénéficier de fonds indirects via le financement de projets de recherche plus fondamentaux, soit par le Fonds national de la recherche (FNR), soit par la Commission européenne. Il n'existe, pour le moment, pas de ligne budgétaire spécifique pour un financement public de la recherche clinique. Les hôpitaux qui parviennent à investir dans la recherche clinique le font sur leurs fonds propres, ou par une utilisation des primes de qualité. À noter que les moyens humains et structurels accordés à la recherche dans les hôpitaux sont souvent en dessous de ce qui est nécessaire pour parvenir à répondre à toutes les attentes des cliniciens chercheurs ou des instituts de recherche (du Luxembourg ou européens). L'absence de statut de clinicien chercheur au Luxembourg implique par ailleurs que les médecins qui s'engagent dans des projets de recherche le font principalement sur leur temps «libre». Enfin, des financements tiers (dons, fondations dont Fondation cancer, ou collaboration avec des entreprises pharmaceutiques) peuvent parfois financer certains projets, sur base de propositions détaillées fournies par les investigateurs.

Q244

Question 4052 (20.09.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **protoxyde d'azote (gaz hilarant):**

Des cartouches de protoxyde d'azote percées dans un ballon de baudruche sont inhalées par des jeunes jusqu'au fou rire. Il s'agit d'un gaz hilarant qui est consommé par des adolescents de douze à 16 ans faisant ainsi leurs premières expériences de psychotropes. Les capsules sont vendues légalement pour les typhons de crème chantilly.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que dans notre pays des statistiques sont connues concernant cette manière de provoquer un effet euphorisant?

- Est-ce que l'usage de cartouches de protoxyde d'azote peut avoir des effets nocifs pour la santé s'il est prolongé ou répété?

- Est-ce que ce produit peut être considéré comme une drogue?

- Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre entend lancer une campagne afin de rendre attentif aux conséquences nuisibles de l'usage de ces cartouches?

Réponse (09.10.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Mes services ne disposent pas de statistiques spécifiques, voire représentatives, sur la prévalence de l'usage à des fins enivrantes de protoxyde d'azote à l'échelle nationale. Toutefois, sur base des informations fournies par les associations spécialisées dans la prévention auprès des jeunes et dans les milieux festifs et des données collectées dans le cadre du système national d'alerte précoce en matière de drogues et de modes de consommation émergents, on peut juger que ce même usage constitue un phénomène assez marginal au Grand-Duché de Luxembourg.

Le protoxyde d'azote n'est pas classé comme stupéfiant ni au niveau international par la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 des Nations Unies ni au Grand-Duché de Luxembourg. Ses mécanismes d'action pharmacologique ne sont d'ailleurs que partiellement élucidés à l'heure actuelle. Il semble toutefois établi à ce jour que le protoxyde d'azote produit des effets sur une grande variété de récepteurs de neurotransmetteurs.

Ainsi, les effets aigus les plus fréquemment rapportés par les usagers sont les suivants: hilarité, fous rires, sensation de chaleur, sentiment de bonheur allant jusqu'à l'euphorie, état onirique, distorsions auditives et visuelles, hallucinations, analgésie, sédation. Ces effets s'installent typiquement quelques secondes après l'inhalation du produit avec un pic d'action après dix à 30 secondes. En ce qui concerne les effets adverses, on citera l'engourdissement des extrémités, la diminution de la dextérité et de l'équilibre, des vertiges, des nausées (surtout associées à l'usage concomitant d'alcool ou en cas d'usage prolongé), le risque de perte de conscience et le risque d'hypoxie, voire d'asphyxie (avant tout en cas de forte concentration).

Les effets observés sont dose-dépendants et varient en fonction de l'éventuel usage concomitant d'autres produits psychoactifs. Un usage prolongé et régulier de protoxyde d'azote peut entrainer une carence en vitamine B12 et être associé entre autres à une anémie, à divers troubles neurologiques, à des difficultés au niveau du contrôle moteur et à une paresthésie. Alors que le potentiel d'addiction physique du protoxyde d'azote n'est pas établi à ce jour, il convient de souligner que ses effets immédiats, généralement ressentis comme agréables, intensifs et de courte durée, peuvent induire une dépendance psychologique chez certains usagers.

Le protoxyde d'azote fait entre-temps partie des substances sur lesquelles notamment le Centre de prévention des toxicomanies informe en matière de risques et dommages potentiels d'usage et ce, entre autres, par le biais de son site Internet et ses interactions avec le public jeune. L'évolution éventuelle de la prévalence de l'usage de protoxyde d'azote continuera par ailleurs à être surveillée, avec un ensemble d'autres substances émergentes ou réémergentes consommées à des fins récréatives, dans le cadre du système d'alerte précoce précédemment cité.

Question 4053 (21.09.2018) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**installation de quatre nouveaux appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM):**

Afin de réduire les temps d'attente pour obtenir un rendez-vous d'examen IRM, le Gouvernement a décidé d'autoriser l'installation dans quatre hôpitaux de quatre nouveaux appareils IRM. Le nombre total d'appareils au Luxembourg passe ainsi de sept à onze.

Cette mesure a suscité des avis divergents concernant son utilité. Certains acteurs ont proposé de flexibiliser les horaires de fonctionnement des appareils existants et d'adapter l'organisation des hôpitaux afin de réduire les temps d'attente.

Un aspect qui pourtant n'a été que très peu évoqué jusqu'à présent est celui de la claustrophobie chez certains patients, qui fait qu'il leur est presqu'impossible de passer un examen IRM dans un appareil conventionnel tubulaire fermé. Une solution semble être l'utilisation de prémédication. Il semble pourtant évident qu'il serait préférable que les patients ne soient pas obligés de prendre des médicaments supplémentaires, d'autant plus qu'il existe une autre solution, à savoir celle de passer l'examen dans un appareil IRM à champ ouvert. Pourtant, en ce moment, il n'y en a pas au Luxembourg et la seule alternative est de se rendre dans un des pays voisins, où les coûts de l'examen sont souvent plus élevés.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé:

1) Y a-t-il parmi les nouveaux appareils IRM un appareil à champ ouvert afin de tenir compte des besoins spécifiques de certains patients, dont par exemple les patients claustrophobes?

2) Dans la négative, est-ce que ces patients sont par conséquent forcés de passer leur examen à l'étranger s'ils ne veulent pas de prémédication?

3) Madame la Ministre pourrait-elle fournir des statistiques sur le nombre de personnes obligées à utiliser la prémédication afin de pouvoir passer l'examen IRM?

Réponse (23.10.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les sociétés offrant en Europe des appareils de résonance magnétique avec service d'entretien et d'actualisation de la technologie ne commercialisent plus d'appareil ouvert d'un ou d'un et demi Tesla (champ magnétique désiré pour une performance diagnostique optimale). Ces sociétés ne commercialisent plus du tout d'appareils IRM ouverts.

Par contre, le diamètre de l'anneau a été augmenté de 10 cm. La longueur du tunnel a été réduite dans certains modèles de façon à ce que la tête reste hors de l'anneau lorsque des extrémités sont examinées. De même, le bruit causé par le fonctionnement des appareils IRM a été nettement diminué. Ces aménagements couplés avec une approche compréhensive du personnel formé à cet effet peuvent rendre un examen plus supportable.

Il existe déjà à l'heure actuelle un appareil IRM au pays disposant du diamètre plus important indiqué.

Les services du Ministère de la Santé ne disposent pas de données chiffrées concernant le nombre de patients obligés à utiliser une prémédication en raison d'une claustrophobie.

Question 4073 (08.10.2018) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Claudine Konsbruck** *(CSV)* concernant le **vote par correspondance:**

Les électeurs ont eu la possibilité de solliciter le vote par correspondance pour les élections législatives du 14 octobre, soit par envoi postal d'un formulaire à la commune de leur résidence, soit en introduisant une telle demande via le site de MyGuichet.lu.

Or, il semble que la procédure sur MyGuichet.lu a prêté à confusion et que beaucoup de personnes n'ont pas finalisé par erreur les différentes étapes de cette procédure.

Ainsi, après avoir rempli le formulaire de demande sur MyGuichet.lu, il fallait procéder par signature électronique. Pour procéder à la signature électronique, le système a dévié les utilisateurs vers le site de LuxTrust.

Après validation des données enregistrées auprès de LuxTrust, les utilisateurs ont été invités à taper la touche «envoi». Beaucoup de personnes ont compris à tort que cela signifiait envoi à la commune de résidence et ont arrêté à ce stade les démarches estimant que le dossier était clos.

Or, en tapant «envoi», les personnes ont uniquement été redirigées vers MyGuichet.lu pour finaliser les démarches.

Il s'ensuit que beaucoup de demandes sont actuellement toujours en suspens auprès de MyGuichet.lu.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance du nombre de demandes en suspens suite à cette inadvertance des usagers sur MyGuichet.lu?

- Existe-t-il un moyen pour régulariser ces demandes encore en temps utile?

Réponse commune (22.10.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Selon l'article 168 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, tout électeur peut demander de voter par correspondance lors des élections législatives. L'article 170 de la loi stipule que la demande peut se faire soit par voie de dépôt électronique sur une plateforme étatique sécurisée, en l'occurrence MyGuichet.lu, soit sur papier libre, soit sur un formulaire préimprimé. Dans leur question parlementaire, les honorables Députés estiment que la procédure sur MyGuichet.lu a prêté à confusion et que certaines personnes n'ont pas finalisé par erreur les différentes étapes de cette procédure.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que la procédure relative au vote par correspondance est identique aux autres 250 procédures authentifiées qui existent sur MyGuichet.lu depuis l'introduction des procédures électroniques intelligentes en 2013. En 2017, MyGuichet.lu comptait plus de 204.000 transmissions. En 2018, plus de 250.000 demandes ont déjà été transmises avec succès. En ce qui concerne le vote par correspondance, le nombre des demandes qui ont été transmises avec succès, s'élève selon une première estimation à plus de 10.000. Le nombre des demandes non transmises ne peut pas être établi étant donné que différents facteurs peuvent être à la source de cette non transmission et que les règles de la protection des données personnelles sont à respecter.

Le requérant est guidé à travers les différents écrans par rapport aux informations nécessaires au traitement de sa demande. Une fois que la saisie des informations est terminée et validée, le requérant est invité à signer électroniquement sa démarche. En effet, pour permettre une signature en connaissance de cause une visualisation sous forme de PDF est générée. Une fois la signature apposée, l'utilisateur est invité à enregistrer sa démarche dans son espace personnel (bouton «Enregistrer dans MyGuichet»). La démarche passe alors au statut «Transmissible». Pour faire transiter la demande à sa commune, le requérant doit utiliser le bouton «Transmettre». Un email de confirmation est envoyé au requérant.

Le CTIE est bien conscient que cette procédure peut sembler complexe, raison pour laquelle le CTIE a mis en place plusieurs moyens pour assister les citoyens en cas de soucis. Ils peuvent ainsi contacter le Helpdesk de Guichet.lu en ligne ou par téléphone. Les citoyens peuvent également se faire assister dans leurs demandes électroniques par les agents du Guichet.lu-Accueil, qui se situe à 11, rue Notre Dame, et où des ordinateurs sont mis à disposition des citoyens. Dans un souci d'évolution constante, le CTIE reste bien entendu à l'écoute des citoyens pour faire évoluer ses plateformes dans un processus d'amélioration constante.

Étant donné que le délai pour soumettre une demande de vote par correspondance est venu à expiration, les personnes n'ayant pas réussi à transmettre leur demande à la commune respective seront traitées comme les électeurs qui n'ont pas opté pour le vote par correspondance de sorte qu'ils ont reçu entretemps une convocation pour se présenter physiquement le jour des élections. Il est recommandé aux personnes qui ne pourront pas se rendre aux urnes le jour du scrutin, de livrer les raisons de leur impossibilité de participer au scrutin au procureur d'État territorialement compétent, conformément à l'article 89 de la loi électorale.